Chamberblietchen

2016-2017

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2016-2017

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	3
CR n°2	Séances n°4, 5	67
CR n°3	Séances n°6, 7	131
CR n°4	Séances n°8, 9	195
CR n°5	Séances n°10, 11, 12	255
CR n°6	Séances n°13, 14, 15, 16, 17	319
CR n°7	Séances n°18, 19, 20	383
CR n°8	Séances n°21, 22	447
CR n°9	Séances n°23, 24	511
CR n°10	Séances n°25, 26, 27, 28	575
CR n°11	Séances n°29, 30, 31, 32	639
CR n°12	Séances n°33, 34	703
CR n°13	Séances n°35, 36, 37	767
CR n°14	Séances n°38, 39, 40	831
CR n°15	Séances n°41, 42, 43	895
CR n°16	Séances n°44, 45, 46	959
CR n°17	Séances n°47, 48, 49	1011

N°01
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°01 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme du congé parental	p. 4	Sommaire des séances publiques nos 1 à 3	p. 46	1re séance	Mardi 11 octobre 2016
Accord de Paris sur le climat	p. 10	Sommaire des questions parlementaires	p. Q1	2e séance	Mercredi 12 octobre 2016
Débat sur l'accord CETA	p. 29			3e séance	Jeudi 20 octobre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Frans Timmermans à la Chambre des Députés:

Redonner un visage social à l'Europe

(de gauche à droite) Mme Yuriko Backes, Chef de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, M. Frans Timmermans, Premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre

«L'Union européenne ne se fera pas contre les États membres, mais seulement avec les États membres!». C'est par ces mots que le Premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, a ouvert la séance questions-réponses en présence des membres de la Chambre des Députés réunis le 18 octobre 2016 dans la salle plénière. Cet échange de vues s'inscrit dans le contexte du suivi du discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission européenne, et plus généralement dans le contexte de l'avenir de l'Union européenne.

Le numéro deux de la Commission européenne a souligné le rôle que les parlements nationaux peuvent, voire doivent jouer pour «sortir de la crise existentielle dans laquelle se trouve l'Union européenne en rétablissant les liens avec les citoyens», des liens qui, selon M. Timmermans, se sont rompus ces dernières années à cause des différentes crises qui ont touché l'Union. Le Commissaire chargé des relations institutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux a précisé qu'il se voit comme «agent des parlements nationaux à la Commission européenne».

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a qualifié M. Frans Timmermans de «vrai Européen» et s'est félicité de la volonté de la Commission européenne d'aller à la rencontre des parlements nationaux. Il a déploré que l'Union européenne ait trop longtemps négligé la dimension sociale et a invité la Commission à rétablir l'équilibre entre le social et l'économique et financier. Les députés luxembourgeois ont saisi l'opportunité pour se renseigner sur les défis auxquels est confrontée l'Union européenne.

Leurs questions ont notamment porté sur les sujets suivants:

- le «Brexit» et les futures relations avec le Royaume-Uni;

- le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) et un futur modèle de croissance durable pour l'UE;

- le fonctionnement de l'UE au niveau institutionnel et le débat autour d'éventuels changements de traités;

- l'impact des sanctions contre la Russie sur l'économie européenne;

- l'impact de l'initiative «garantie pour la jeunesse» de la Commission européenne qui vise à lutter contre le chômage des jeunes;

- la crise migratoire et une éventuelle réorientation de la politique de coopération de l'Union européenne (UE);

- le rôle des parlements nationaux dans l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE (CETA);

- les moyens pour combattre les inégalités sociales en Europe;

- le suivi de l'avis politique soumis par les députés luxembourgeois concernant les services électroniques transfrontaliers;

- le futur paquet législatif de la Commission européenne concernant les objectifs d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

(de gauche à droite) M. Claude Haagen, rapporteur du projet de budget pour 2017, M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Dépôt du budget pour l'exercice 2017

«Le budget 2017 est un budget de la qualité, de la solidarité et de la compétitivité», s'est prononcé le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, lors du dépôt du projet de budget de l'État (doc. parl. 7050) pour l'exercice 2017, le 12 octobre 2016 à la Chambre des Députés.

Au niveau de l'Administration publique, le Gouvernement table sur un solde positif de 154 millions grâce aux excédents de recettes réalisés par la Sécurité sociale (883 millions) et les communes (253 millions). Ces excédents compensent le déficit de 987 millions au niveau de l'Administration centrale.

Du côté des dépenses, les investissements publics sont portés à 2,3 milliards, un record historique pour le Luxembourg. Un quart de cette somme sera alloué aux investissements environnementaux et climatiques (par exemple: Tram, funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg, plate-forme multimodale à Bettembourg). D'autres priorités en matière d'investissements sont le logement ainsi que la fonction publique avec la création de 1.044 postes dont plus de la moitié dans l'enseignement.

L'augmentation des recettes est moins importante que celle des dépenses, ce qui est dû en partie au recul des recettes du commerce électronique (86 millions prévus pour 2017 alors qu'elles se chiffraient à plus d'un milliard en 2014) et aux effets de la réforme fiscale, une réforme fiscale qui, d'après le Ministre, n'est pas en contradiction avec la volonté du Gouvernement d'assainir les finances publiques et qui reste d'autant plus justifiée qu'elle ne remet pas en cause le triple-A du Grand-Duché. Dans cette analyse, le Ministre se sent d'ailleurs confirmé par les agences de notation et le FMI.

Hëllef fir Aleppo

An enger Resolutioun hunn d'Parlamentarier, déi un der 135. Assemblée vun der Interparlamentarescher Unioun (UIP) deelgeholl hunn, d'USA, Russland an all Parteien, déi um Konflikt bedeelegt sinn, opgeruff, fir d'Négociatiounen erëm opzehuelen, fir eng permanent politesch a friddlech Solutioun ze fanne fir Syrien.

D'Membere vun der UIP hunn déi cibléiert Attacke géint d'Zivillpopulatioun, a besonnesch d'Aktioune géint Spideeler, an d'Attacke respektiv d'Blockade vun Hëllefsconvoien op d'Schäerfst condamnéiert an och opgeruff, direkt opzehale mat deenen Attacken a mam Besetzen an de forcéierten Evakuatioune vu Stied.

Et gouf och en direkten humanitären a medezinneschen Accès verlaangt, fir d'Versuergung vun der Zivillpopulatioun kënnen ze garantéieren.

An engem Débat général hunn d'Membere vun der UIP ausserdeem iwwert d'Roll vun de Parlamenter beim Reagéiere géint Violatioune vun de Mënscherechter geschwat an eng Rei Recommandatiounen zréckbehalen.

Esou sollten ënner anerem parlamentaresch Mënscherechtskommissiounen agesat ginn, déi d'Konformitéit vun de Gesetzer zu den nationalen an internationalen Normen iwwert d'Mënscherechter sollen iwwerpréiwen a Gesetzer zu Froe vu Mënscherechter ausschaffen.

D'Chamber gouf op der Konferenz, déi vum 23. bis de 27. Oktober 2016 zu Genf organiséiert gouf, vertrueden duerch den Här Alex Bodry, Fraktiounspresident vun der LSAP, an den Här Claude Frieseisen, Generalsekretär vum Lëtzebuerger Parlament.

Un «échange franc et régulier» avec la Suisse

Parlementaires suisses reçus à la Chambre des Députés

Quel avenir pour la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et la Suisse? Voici le principal sujet de discussion entre députés luxembourgeois et suisses lors de la visite d'une délégation du Conseil national suisse à la Chambre des Députés, le 17 octobre 2016.

Lors d'un échange de vues, les députés luxembourgeois se sont renseignés sur l'évolution de la situation en Suisse suite à la votation en 2014 favorable à une limitation de l'immigration.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a salué un «échange franc et régulier» entre les députés des deux pays qui ont l'habitude d'échanger des bonnes pratiques.

En effet, suite à une visite luxembourgeoise en 2015 à Berne, une délégation du Conseil des États suisse a été reçue fin juin à la Chambre des Députés, visite précédée par celle de la Présidente du Conseil national fin mai.

Concernant le dossier libre circulation, M. Di Bartolomeo a constaté que la Suisse ne peut pas s'attendre à un traitement de faveur.

Visite d'une délégation cubaine

En visite de travail à Luxembourg, la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba, Mme Ana Maria Mari Machado, a été accueillie le 19 octobre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que par plusieurs membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

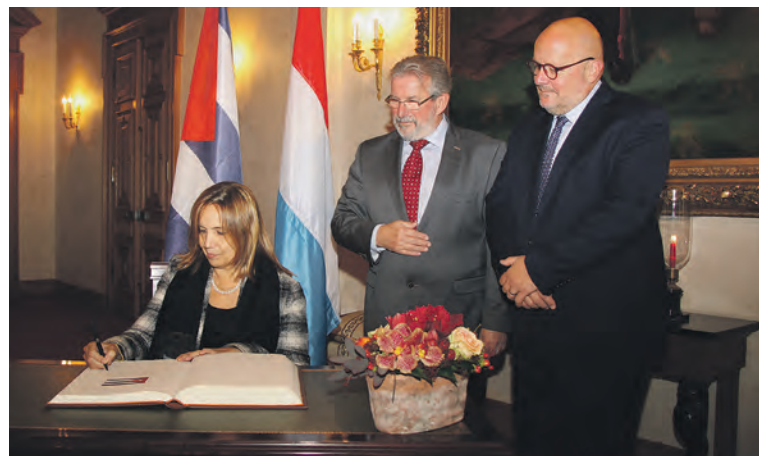
Les droits civils au centre des discussions

La question des droits de l'homme figurait au centre de l'échange de vues. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, a félicité les efforts entamés par la République de Cuba en matière de droits sociaux, notamment l'accès à l'éducation et le système de santé. Pour ce qui est des droits civils et surtout des libertés d'expression et d'opinion, il a exprimé le souhait de voir des améliorations dans un futur proche.

Les relations avec l'Union européenne et les États-Unis

Les députés luxembourgeois se sont renseignés sur les attentes de la population cubaine concernant les négociations sur un accord bilatéral en matière de dialogue politique et de coopération avec l'Union européenne. De son côté la délégation cubaine a salué ces négociations et espère que l'accord pourra être signé mi-décembre. La Vice-Présidente de l'Assemblée nationale cubaine a encore souligné que les relations entre l'Union européenne et la République de Cuba se retrouveront renforcées à travers ce pacte.

Les relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis ont également été un sujet évoqué lors de l'échange de vues. La République de Cuba n'accepte aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures du pays, a précisé la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale cubaine. Dans ce contexte, Mme Ana Maria Mari Machado a également annoncé que la République de Cuba avait l'intention de soumettre prochainement une résolution aux Nations Unies concernant l'embargo américain.



Mme Ana Maria Mari Machado signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Marc Angel.

Un échange de vues sur les pétitions

Les membres des commissions parlementaires luxembourgeoise et autrichienne responsables des pétitions

Comment rendre la pétition plus proche des citoyens? C'était la question au centre d'un échange de vues entre les membres des commissions parlementaires luxembourgeoise et autrichienne responsables pour les pétitions et les initiatives citoyennes, le 24 octobre 2016 à la Chambre des Députés. L'objectif de la rencontre interparlementaire était d'échanger des bonnes pratiques et de profiter des expériences des homologues respectifs.

La Chambre des Députés parmi les précurseurs

La Chambre des Députés fait partie des précurseurs grâce à son système de pétition électronique introduit en mars 2014. Plus de 400 demandes de pétitions publiques ont été introduites depuis lors. Pour chaque pétition qui dépasse le seuil des 4.500 signatures en six semaines, un débat public est organisé: en clair, le pétitionnaire est invité à défendre sa cause devant les députés et le ou les membres du Gouvernement concernés par le sujet. En deux ans et demi, 16 pétitions ont atteint ce seuil; 13 débats publics ont déjà été organisés à la Chambre des Députés.

L'heure est au bilan

Les règles concernant les pétitions ne sont pas figées; elles ont été constamment adaptées pour tenir compte des expériences faites comme le montre l'exemple des signatures sur papier dont il est tenu compte désormais.

Actuellement, l'heure est au bilan. Les membres de la Commission des Pétitions ont décidé de vérifier si les promesses faites par le Gouvernement ont connu des suites. «Il est important que les pétitionnaires sachent que leur cause est vraiment prise au sérieux», a expliqué le Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Un partenariat fort et solide de longue date

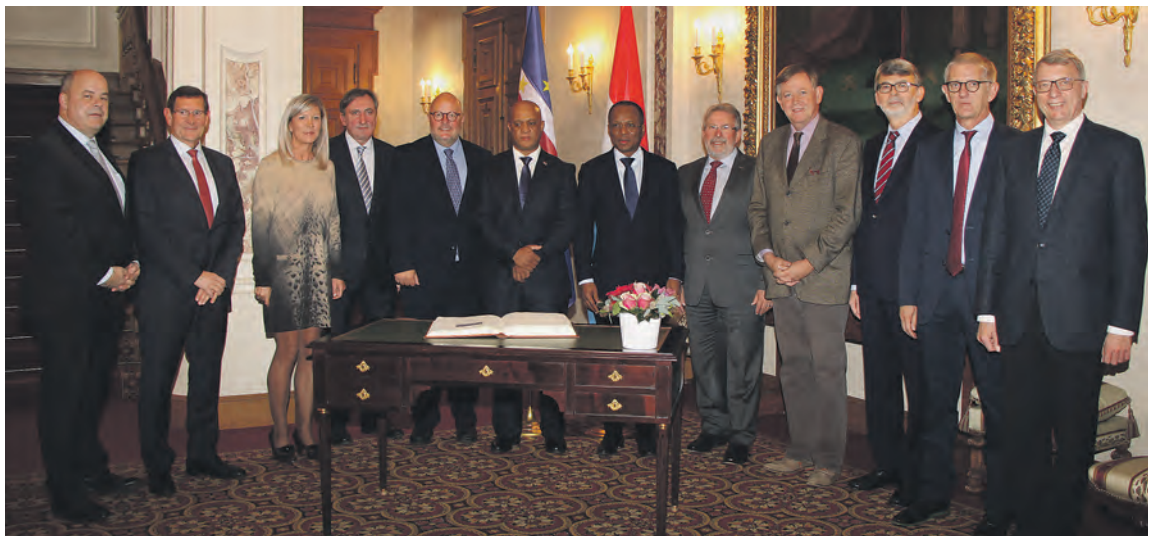
Dans le cadre d'une visite de courtoisie au Luxembourg, le nouveau Premier Ministre cabo-verdien, M. José Ulisses Correia e Silva a été reçu le 14 octobre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, pour un échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

«C'est un partenariat fort et solide de longue date»; c'est ainsi que le Président de la Commission, M. Marc Angel, a caractérisé les relations bilatérales entre les deux pays.

Le Cabo Verde - un exemple de bonne gouvernance

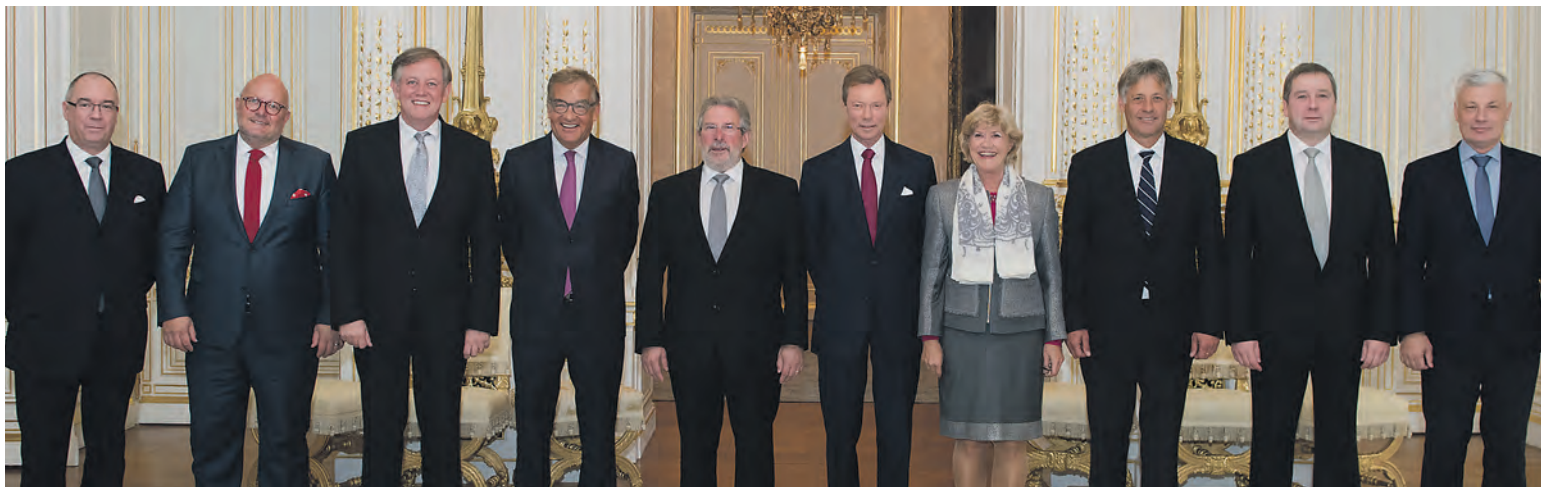
Les députés ont félicité le Premier Ministre pour les efforts que le pays a faits en termes de bonne gouvernance. En outre, ils l'ont interrogé sur les mesures qu'il entend entreprendre pour relever les défis du pays. Créer des conditions pour une économie stable et prévisible ainsi que renforcer l'éducation des jeunes, surtout en ce qui concerne l'apprentissage des langues: voilà comment le Premier Ministre cabo-verdien entend stimuler la croissance et les investissements dans son pays.

Le tourisme était également au centre des discussions, qui se sont déroulées dans une ambiance amicale. Le Premier Ministre s'est montré préoccupé par rapport aux éventuels effets du «Brexit» sur le tourisme cabo-verdien, étant donné que les Britanniques représentent un nombre important de touristes visitant les îles africaines de l'archipel du Cabo-Verde. Le Premier Ministre a en outre souligné que le pays vise à un tourisme durable.



Les délégations luxembourgeoise et cabo-verdienne

Les membres du Bureau de la Chambre reçus en audience



À l'occasion de la rentrée parlementaire, Son Altesse Royale le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal les membres du Bureau de la Chambre des Députés, le 8 novembre 2016.

Étaient présents à l'audience: M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés; Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox, Vice-Présidents; M. Alex Bodry, M. Michel Wolter, M. Marc Angel et M. Claude Wiseler, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

© 2016 Cour grand-ducale / Charles Caratini / tous droits réservés

Verhënneren, datt vergiess gëtt

Mat engem feierleche Statsakt huet Lëtzebuerg e Sonndeg, de 16. Oktober 2016, op der Stater Gare de Lëtzebuerger Judde geduecht, déi 75 Joer méi fréi, de 16. Oktober 1941, an engem éischte Convoi an de Ghetto vu Litzmannstadt, dem heitege Łódź a Polen deportéiert goufen. An engem symboleschen Akt gouf mat 323 Wallissen un déi 323 Persounen erënnert.

A senger Usprooch huet de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo d'Wichtegkeet vun der Erënnerung ënnerstrach: „D'Vergaangenheet muss weider opgeschafft ginn. Et ass wichteg, weider historesch Recherchen ze maachen, fir ze verhënneren, datt vergiess gëtt. Mir hunn d'Flicht, fir d'Zukunft vun der Erënnerung ze garantéieren."

© Charles Caratini

Un der Kommemoratiounszeremonie hunn ë.a. S.A.R. de Groussherzog, de President vum Consistoire israélite Claude Marx, de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo an de Premier- a Statsminister Xavier Bettel deelgeholl.

Un ardent défenseur des droits des femmes

Le docteur congolais Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov 2014, reçu à la Chambre des Députés.

«Merci au nom des femmes, mais aussi au nom des hommes qui respectent les femmes», s'est prononcé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de l'accueil, le 27 octobre 2016, du docteur congolais Denis Mukwege, lauréat du Prix Sakharov et nominé à deux reprises pour le Prix Nobel de la paix.

Son travail inlassable à l'hôpital Panzi à Bukavu (République démocratique du Congo) où il soigne les femmes et les enfants victimes de violences sexuelles, d'où son surnom «l'homme qui répare les femmes», a été le sujet abordé avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. La prise en charge gynécologique, mais aussi psychologique et socio-économique représente le travail quotidien du docteur congolais.

Outre les traumatismes et les dégâts physiques, la plupart des femmes sont condamnées à vivre dans la misère et l'isolement. «Il faut les réintégrer dans la société, leur rendre leur dignité et leur joie de vivre», a insisté M. Denis Mukwege.

Les députés ont déploré que les victimes de ces conflits soient toujours les plus vulnérables, à savoir les enfants. Ils se sont également renseignés sur les programmes thérapeutiques pour les femmes atteintes du sida.

Le marché illégal des minerais et la situation politique au Congo

L'exploitation des «minerais de conflit» ainsi que les problèmes démocratiques au Congo ont également été au centre des discussions. Denis Mukwege, très préoccupé par le futur de son pays, a expliqué que le Congo est en train de se transformer en «un pays sans lois et sans principes».

L'exploitation des «minerais de conflit», surtout celle du coltan (colombite-tantalite), est une des causes de ces viols brutaux et inhumains au Congo. En effet, le marché illégal du coltan est majoritairement dans les mains de groupes armés qui ravagent des villages entiers et restent impunis devant la loi, déplora le docteur congolais. Dans ce contexte, il a appelé la communauté internationale à sanctionner plus fermement les personnes qui commettent ces viols. «Le viol en tant qu'arme de guerre ne détruit pas seulement le présent, mais également l'avenir d'un pays et de toute sa population», a conclu M. Denis Mukwege.

Loosst eis enaner besser kenneléieren

Ënnert dësem Motto huet dat slovakescht Parlament de 7. Oktober 2016 en informelle Sommet vun de Parlamentspresidenten organiséiert. D'Lëtzebuerger Chamber gouf vertrueden duerch den Här Henri Kox, Vizepresident.

D'Delegéiert hunn iwwer zwee Theme beroden, déi enk mat der Aktualitéit verbonne sinn, an zwar engersäits déi aktuell Défien, mat deenen d'Europäesch Unioun konfrontéiert ass - d'Gefore fir d'europäesch Unitéit an d'Iwwerbrécke vum Gruef, deen tëschent der EU an de Bierger besteet -, an anerersäits déi zukünfteg Ziler - d'Roll vun den nationale Parlamenter, déi intern Kohäsioun vun der EU an e global engagéiert Europa.

Nom informelle Sommet vun de Stats- a Regierungscheffe wëllt dat slovakescht Parlament och eng parlamentaresch Dimensioun an d'Diskussiounen erabréngen. Nom brittesche Referendum an dem Brexit besteet effektiv e Besoin fir déi aner EU-Länner, ze diskutéieren, wéi et soll virugoen.

A senger Interventioun huet den Här Kox op d'Réussite vum Accord iwwert de Changement climatique higewisen, wou d'EU et fäerdegbruecht huet, fir mat enger Stëmm ze schwätzen, an doduerch och e Succès konnt verbuchen. Et ass esou, wéi d'EU an der Welt kredibel ass an zur Resolutioun vu globale Problemer bäidroe kann.

© Parlement slovaque

D'Hären Henri Kox, Vizepresident vun der Chamber, an Andrej Danko, President vum slovakesche Parlament

Révision de la directive sur le détachement des travailleurs

M. Georges Engel

Le 12 octobre 2016, la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen a invité les députés des parlements nationaux de l'UE à s'exprimer, en présence de Mme Marianne Thyssen, Commissaire européenne en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, sur la révision de la directive sur le détachement des travailleurs qui avait été présentée en mars 2016 par la Commission européenne. La Chambre des Députés était représentée par M. Georges Engel en sa qualité de Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

La directive «détachement des travailleurs» établit un ensemble de règles sur les conditions de travail et d'emploi applicables aux travailleurs détachés, c'est-à-dire les travailleurs envoyés par leurs employeurs dans un autre État membre en vue d'y fournir un service de manière temporaire.

Le recours accru au détachement et les pratiques déloyales relevées ont conduit certains États membres, dont le Luxembourg, à demander une révision de la directive actuellement en vigueur. Le projet de révision traduit l'engagement pris par l'actuelle Commission, dans ses orientations politiques, de promouvoir le principe d'une rémunération identique pour un même travail effectué à un même endroit. Il vise à faciliter le détachement de travailleurs dans un environnement de concurrence loyale et de respect des droits des travailleurs.

Depuis la présentation du projet, on observe une division entre les États membres selon une ligne Est-Ouest, les premiers étant opposés à la réforme, les seconds y étant dans l'ensemble plutôt favorables. L'opposition de certains États membres s'est finalement cristallisée le 10 mai 2016 par le déclenchement d'une procédure de carton jaune à l'égard de la proposition par les parlements nationaux de onze États membres, à savoir la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

Ces pays remettent en question le principe même d'un salaire égal à travail égal sur le même lieu qui est à la base de la proposition, jugeant qu'il empiète sur la compétence des États membres dans la détermination des salaires. La Commission n'a pas pour autant retiré sa proposition, estimant dans sa communication du 20 juillet 2016 que la proposition respectait pleinement le principe de subsidiarité.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

4e partie de la session ordinaire tenue à Strasbourg

À l'occasion de la session d'automne de l'APCE du 10 au 14 octobre 2016, le Président de la République française, M. François Hollande, les Ministres des Affaires étrangères allemand et turc, M. Frank-Walter Steinmeier et M. Mevlüt Çavuşoğlu, ainsi que le Président du Comité international olympique (CIO), M. Thomas Bach, se sont adressés aux membres de l'Assemblée. La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation, M. Yves Cruchten et Mme Françoise Hetto-Gaasch, membres effectifs, et Mme Martine Mergen, membre suppléant.

Progression de l'État de droit

Dans son intervention, M. François Hollande a exprimé son attachement et celui de son pays au Conseil de l'Europe en raison de son rôle dans la progression de l'État de droit. Rappelant que le Conseil de l'Europe célébrera son 70e anniversaire en 2019 alors que la France présidera le Comité des ministres, il a annoncé que la France est prête à organiser un sommet, le quatrième depuis sa création, pour lui donner un nouveau cap. Le Président de la République a également remarqué que la lutte contre le terrorisme met la démocratie à l'épreuve et il a ajouté qu'il faut garantir que la sécurité aille de pair avec l'État de droit. «Ce que cherchent les terroristes», a déclaré M. Hollande, «c'est à nous diviser, c'est à nous séparer, c'est à nous conduire à prendre des mesures d'exception qui seraient utilisées à ce moment-là pour dénoncer nos principes de liberté. C'est la liberté qui est visée par les terroristes.»

Le sport pour tous

Intervenant au cours du débat sur «le sport pour tous: un pont vers l'égalité, l'intégration et l'inclusion sociale» en présence de M. Thomas Bach, Président du Comité international olympique, Mme Anne Brasseur a remémoré les problèmes qu'ont connus les femmes pour obtenir certains droits, notamment le droit de pratiquer librement le sport, mettant en relation le sport et l'évolution du statut de la femme dans la société. La Présidente de la délégation luxembourgeoise a constaté que, malgré tous les progrès, des exclusions continuent à subsister dans le sport, surtout envers des joueurs ou des arbitres homosexuels. Mme Brasseur a remarqué que le sport ne se caractérise pas uniquement par des performances, mais également par un état d'esprit et des valeurs.

Respect des droits de l'homme

Répondant à une question de Mme Brasseur sur les violations récentes de l'État de droit et de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) dans de nombreux États membres, M. Frank-Walter Steinmeier a insisté sur la position charnière du Conseil de l'Europe pour le respect des droits de l'homme. Le Ministre allemand des Affaires étrangères a indiqué que le cas par cas n'est pas possible, mais qu'il faut que tous les États respectent les règles et mettent en œuvre les arrêts de la Cour.

En réaction à la tentative de coup d'État en Turquie, les membres de l'Assemblée ont tenu un débat d'actualité portant en particulier sur l'application de la CEDH sous l'état d'urgence. Au cours de ce débat, M. Yves Cruchten a regretté que l'APCE n'ait pas l'intention d'adopter un rapport ni une recommandation relative à la situation critique en Turquie. À son avis, le fait de ne pas prendre de décision face à des violations évidentes des droits de l'homme risque de ternir l'image de l'Assemblée et de la réduire à un club de discussion.

Le député luxembourgeois a fermement condamné la tentative de coup d'État et a mis en avant le courage du peuple turc qui était descendu dans la rue pour empêcher la réussite de ce coup d'État. Cependant, il s'est interrogé sur la réaction du Gouvernement turc qui a résulté dans l'arrestation de plus de 100.000 personnes sur la base non pas de faits mais de listes, et sans qu'il n'y ait eu de procès. Il a également déploré qu'une partie des députés du parti d'opposition HDP aient été incarcérés.

Mutilation génitale féminine

S'exprimant au sujet du rapport relatif à la mutilation génitale féminine, Mme Françoise Hetto-Gaasch a déclaré que cette pratique représente une violation fondamentale des droits des filles et une pratique inhumaine, contraire aux droits à la santé et au droit à ne pas être exposé à la violence, aux blessures et sévices, à la torture et aux traitements cruels et dégradants. Elle a expliqué qu'au Luxembourg, cette pratique est assimilée à une mutilation grave avec préméditation et relève du droit pénal prévoyant des peines sévères aussi bien pour les médecins ou les personnes pratiquant cette mutilation que pour les parents ou grands-parents.

Mme Hetto-Gaasch a souligné qu'il faut sensibiliser davantage aux risques de cette pratique cruelle et tout mettre en œuvre pour offrir des soins médicaux spécialement adaptés, mais également renforcer la volonté politique de pénaliser sévèrement cette pratique à travers l'Europe.

Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation luxembourgeoise, et M. Thomas Bach, Président du Comité international olympique

Droit des femmes de décider sur leur corps

Devant les membres de l'Assemblée, M. Cruchten s'est félicité de la réaction de la population polonaise face aux propositions faites par son parlement en matière d'avortement. Le Parlement polonais projetait d'interdire totalement l'avortement, cependant, en réaction aux manifestations en masse, cette proposition de loi a dû être retirée. Pour M. Cruchten, ces évènements ont mis en avant la division entre, d'un côté, les valeurs européennes basées sur les droits fondamentaux et, de l'autre, les convictions des fondamentalistes religieux ayant l'intention de restreindre ces droits et notamment le droit des femmes de décider sur leur corps. Vu le nombre très élevé d'avortements illégaux ou pratiqués à l'étranger, il a ajouté que cette politique est inefficace et que l'interdiction de l'avortement ne réduit en aucun cas leur nombre, mais que tout au plus elle rend l'avortement plus dangereux.

Les parlementaires ont également examiné des rapports sur les droits de l'enfant liés à la maternité de substitution, sur les enseignements à tirer de l'affaire des «Panama Papers» pour assurer la justice sociale et fiscale, ainsi que sur la coopération avec la Cour pénale internationale. D'autres débats ont porté sur les conséquences politiques du conflit en Ukraine et sur les recours juridiques contre les violations des droits de l'homme commises dans les territoires ukrainiens se trouvant hors du contrôle des autorités ukrainiennes.

Commission des droits de la femme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

La situation des femmes dans les conflits armés

Le 9 octobre 2016, Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a participé à la réunion de la Commission des droits de la femme à Barcelone. Celle-ci portait sur l'accès des femmes aux postes de leadership et leur participation à la prise de décision ainsi que sur deux points qui préoccupent la Commission en permanence, à savoir «les femmes et la migration» respectivement la question de «la situation des femmes dans les conflits armés».

Ce dernier sujet reste d'actualité et les membres de la commission ont constaté avec regret que les femmes soient depuis toujours les plus touchées par les conflits armés, voire qu'elles soient même utilisées comme armes de guerre, les abus dont elles sont victimes étant surtout le viol, l'esclavage sexuel et la prostitution forcée. En outre, les femmes réfugiées sont davantage exposées à la violence et à l'exploitation que les hommes.

Les membres de la commission sont revenus sur la recommandation adoptée lors de la séance plénière en Jordanie il y a deux ans, dans laquelle les membres avaient souligné l'importance d'assurer la présence de mécanismes de protection adéquats et efficaces pour les victimes de violences et leurs familles, y compris les enfants nés par suite d'actes de violence sexuelle, tels que des centres d'appel et des services médicaux et psycho-sociaux, l'assistance économique pour la réhabilitation et l'intégration des victimes dans la société.

La commission continue à encourager les pays de la région euro-méditerranéenne à adopter des lois sanctionnant toute forme de violence contre les femmes et souligne à cet égard l'importance de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences sexuelles.

En ce qui concerne la participation des femmes à la vie économique, les députés ont réaffirmé que les femmes représentent un énorme potentiel notamment pour la croissance économique. Bien que de nombreux progrès aient été réalisés, l'écart entre les hommes et les femmes reste considérable. Le potentiel des femmes reste largement inexploité au regard des défis urgents auxquels la région euro-méditerranéenne fait face et il est fort temps de mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Un rapport et une recommandation relatifs aux travaux de la commission seront présentés lors de la réunion plénière de l'AP-UpM qui aura lieu au printemps 2017 à Rome sous présidence italienne.

L'AP-UpM regroupe des parlementaires des 28 États membres de l'UE, de dix parlements partenaires du pourtour méditerranéen ainsi que de quatre États non-UE (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monaco et Monténégro).

Ont assisté à la réunion, présidée par la Tunisie, des représentants du Luxembourg, du Portugal, de la Turquie, de l'Italie, de l'Algérie, du Maroc, de la Suède ainsi qu'une délégation du Parlement européen.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (CIP-SCEG)

Perspectives économiques de l'Union européenne

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence slovaque du Conseil, les députés des parlements nationaux et du Parlement européen se sont retrouvés les 17 et 18 octobre 2016 à Bratislava pour discuter des perspectives économiques de l'Union européenne (UE). La Conférence portait sur différentes mesures indispensables à la croissance économique de l'UE et à la lutte contre le chômage, en particulier le chômage des jeunes. Le programme de la présidence slovaque prévoit de renforcer le modèle social européen, de lutter contre l'évasion fiscale, d'entrevoir les prochaines étapes du pilier fiscal de l'Union économique et monétaire (UEM) et de mettre en œuvre un programme commun d'investissement en tant qu'instrument de la stabilisation macroéconomique.

Les députés ont débattu des propositions de la Commission européenne relatives au renforcement de la dimension sociale de l'UE, comme l'adoption d'un pacte social pour l'Europe ou encore le socle européen des droits sociaux annoncé par le Président Juncker en mars 2016 et la réforme de la directive concernant le détachement des travailleurs.

Mme Marianne Thyssen, Commissaire européenne pour l'emploi, les affaires sociales, les compétences et la mobilité des travailleurs a invité les parlements nationaux à participer à la consultation de la Commission sur le socle européen des droits sociaux. À ses yeux, la crise financière a clairement mis à nu les failles de l'architecture actuelle de l'UE. Elle a déclaré qu'il faut maintenant se focaliser sur le renforcement de la dimension sociale afin de garantir la résilience de l'UEM et qu'une attention particulière doit être portée à la création de marchés de travail capables de résister aux chocs et à l'accroissement de la convergence entre États membres.

En ce qui concerne la lutte contre l'évasion fiscale, les intervenants ont souligné qu'il faut se doter d'outils plus efficaces au niveau européen aussi bien qu'au niveau mondial. Ainsi, les députés ont discuté des mesures proposées par la Commission européenne, comme le plan d'action pour une fiscalité des entreprises plus juste et plus efficace au sein de l'UE, de la relance de l'Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS), de la révision de la directive sur la coopération administrative ou encore du paquet de transparence, prévoyant notamment une information plus détaillée sur les bénéficiaires effectifs dans un cadre transfrontalier.

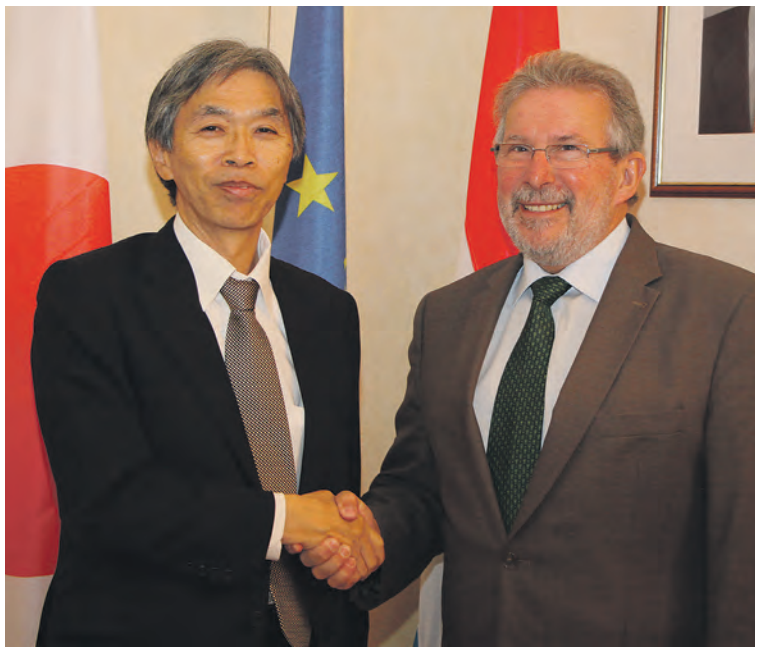
La troisième partie des discussions portait sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et notamment la capacité fiscale de l'UE. De nombreux intervenants ont exprimé l'opinion que la zone euro n'est pas viable sans capacité fiscale ni partage de risque, idéalement sous forme d'instruments de stabilisation automatiques contre les ralentissements cycliques, comme par exemple un système européen d'assurance chômage. Ils ont soutenu qu'une capacité fiscale contribue à une politique agrégée plus appropriée et renforce la résilience de l'économie de la zone euro.

En matière de mobilisation des investissements, une majorité de députés ont évalué de façon positive le fonctionnement du Fonds européen pour les investissements stratégiques, mais se sont exprimés en faveur d'une meilleure connectivité avec la politique de cohésion de l'UE. Les intervenants ont également relevé la nécessité de trouver une solution immédiate et efficace au chômage ainsi qu'un juste équilibre entre les procédures communes et le respect de la souveraineté.

(de gauche à droite) M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry

La délégation luxembourgeoise était composée de M. Eugène Berger, Président de la délégation, M. Alex Bodry et M. Claude Wiseler.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…S.E. M. Shigeji Suzuki, Ambassadeur du Japon

…S.E. Mme Ubach Font, Ambassadrice de la Principauté d'Andorre

Eng gëlle Luucht fir kriibskrank Kanner

D'Chamber huet déi international Campagne „Go Gold" ënnerstëtzt, déi fir d'Situatioun vu kriibskranke Kanner sensibiliséiert. De ganze Mount September iwwer war d'Fassad vun der Chamber owes gëlle beliicht.

Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (20 octobre 2016)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Mosar Laurent
	déi gréng	Kox Henri
Membres	CSV	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Berger Eugène, Polfer Lydie
Secrétaire général		Frieseisen Claude

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	DP	Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Negri Roger
	DP	Elvinger Joëlle, Mertens Edy
	déi gréng	Lorsché Josée
	déi Lénk	Wagner David

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Membres	CSV	Wiseler Claude
	LSAP	Bodry Alex
	DP	Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Wagner David
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Delles Lex, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP	Negri Roger
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon, Lies Marc, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
	DP	Bauler André, Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	CSV	Mosar Laurent
	DP	Polfer Lydie
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean-Marie, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération), Wiseler Claude
	LSAP	Cruchten Yves, Dall'Agnol Claudia (sauf pour le volet Coopération), Hemmen Cécile (pour le volet Coopération)
	DP	Berger Eugène, Graas Gusty
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Affaires intérieures

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Roth Gilles
Membres	CSV	Eicher Emile, Kaes Aly, Lies Marc, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank (sauf pour le projet de loi 7035), Burton Tess (pour le projet de loi 7035), Cruchten Yves
	DP	Hahn Max, Polfer Lydie
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	CSV	Eicher Emile
	déi gréng	Kox Henri (sauf pour le projet de loi 6994)
Membres	CSV	Eischen Félix, Hansen Martine, Kaes Aly, Modert Octavie
	LSAP	Arndt Frank, Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Lamberty Claude, Mertens Edy
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le projet de loi 6994)
	ADR	Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	LSAP	Arndt Frank
	DP	Brasseur Anne
Membres	CSV	Eischen Félix, Halsdorf Jean-Marie, Mergen Martine, Oberweis Marcel
	LSAP	Haagen Claude, Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Gibéryen Gast

Commission de la Culture

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Fayot Franz
	CSV	Mergen Martine
Membres	CSV	Modert Octavie, Wilmes Serge, Wiseler Claude, Zeimet Laurent
	LSAP	Angel Marc, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Mertens Edy
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Développement durable

Président	déi gréng	Lorsché Josée
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Kaes Aly
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eicher Emile (pour le volet Aménagement du territoire), Lies Marc, Schank Marco, Wilmes Serge (sauf pour le volet Aménagement du territoire)
	LSAP	Cruchten Yves, Negri Roger
	DP	Baum Gilles, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Kox Henri
	déi Lénk	Wagner David

Commission de l'Économie

Président	LSAP	Fayot Franz
Vice-Présidents	DP	Elvinger Joëlle
	CSV	Eischen Félix
Membres	CSV	Adehm Diane (sauf pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Eicher Emile (pour les volets Tourisme et Zones d'activités), Gloden Léon, Hetto-Gaasch Françoise, Mosar Laurent
	LSAP	Arndt Frank (pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Burton Tess (sauf pour le volet Énergie, le projet de loi 6853 et le projet de loi 6855), Haagen Claude
	DP	Bauler André (sauf pour le volet Énergie), Beissel Simone, Hahn Max (pour le volet Énergie)
	déi gréng	Anzia Gérard
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Président	DP	Delles Lex
Vice-Présidents	CSV	Hetto-Gaasch Françoise
	LSAP	Haagen Claude
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Mergen Martine, Zeimet Laurent
	LSAP	Burton Tess, Engel Georges
	DP	Baum Gilles, Lamberty Claude (sauf pour le projet de loi 7011), Mertens Edy (pour le projet de loi 7011)
	déi gréng	Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Anzia Gérard (pour le volet Formation professionnelle)
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déi gréng	Adam Claude
	CSV	Hansen Martine
Membres	CSV	Adehm Diane, Modert Octavie, Oberweis Marcel, Wilmes Serge
	LSAP	Bofferding Taina (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Burton Tess, Cruchten Yves (pour les volets Médias et Communications sauf pour le projet de loi 7049), Fayot Franz (pour le projet de loi 7049), Negri Roger
	DP	Bauler André, Berger Eugène (pour les volets Médias, Communications et Espace), Delles Lex (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche)
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Environnement

Président	déi gréng	Kox Henri
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Oberweis Marcel
Membres	CSV	Hansen Martine, Kaes Aly, Schank Marco, Zeimet Laurent
	LSAP	Arndt Frank, Hemmen Cécile, Negri Roger
	DP	Berger Eugène (sauf pour le volet Eau), Graas Gusty (pour le volet Eau), Lamberty Claude
	déi gréng	Anzia Gérard
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	LSAP	Bofferding Taina
	CSV	Spautz Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Hansen Martine, Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine
	LSAP	Burton Tess, Hemmen Cécile
	DP	Hahn Max, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini Roberto
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP	Bodry Alex
	CSV	Wiseler Claude
Membres	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP	Fayot Franz, Haagen Claude
	DP	Bauler André, Elvinger Joëlle
	déi gréng	Kox Henri, Loschetter Viviane
	ADR	Gibéryen Gast

		(sauf pour les volets Place financière et Secteur des assurances), Reding Roy (pour les volets Place financière et Secteur des assurances)

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP	Graas Gusty
	CSV	Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
	LSAP	Engel Georges, Haagen Claude
	DP	Baum Gilles, Delles Lex
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP	Krieps Alexander
	CSV	Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex
	DP	Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Adam Claude
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Meyers Paul-Henri
Membres	CSV	Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	LSAP	Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
	DP	Bauler André, Berger Eugène
	déi gréng	Adam Claude
	déi Lénk	Baum Marc

Commission juridique

Président	déi gréng	Loschetter Viviane
Vice-Présidents	DP	Polfer Lydie
	CSV	Gloden Léon
Membres	CSV	Meyers Paul-Henri, Modert Octavie, Mosar Laurent, Roth Gilles
	LSAP	Angel Marc, Bodry Alex, Fayot Franz
	DP	Beissel Simone, Berger Eugène
	déi gréng	Lorsché Josée
	ADR	Reding Roy

Sous-commission «Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
	DP	Beissel Simone
	déi gréng	Loschetter Viviane
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Cruchten Yves
	CSV	Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri, Schank Marco
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Delles Lex, Lamberty Claude
	déi gréng	Traversini Roberto
	déi Lénk	Wagner David

Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Président	LSAP	Hemmen Cécile
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Andrich-Duval Sylvie
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean-Marie, Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mergen Martine (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	LSAP	Angel Marc (pour le volet Égalité des chances), Burton Tess (pour le volet Égalité des chances), Dall'Agnol Claudia (pour les volets Santé et Sports), Engel Georges (pour les volets Santé et Sports)
	DP	Baum Gilles (pour le volet Sports), Berger Eugène (pour le volet Sports), Graas Gusty (pour les volets Santé et Égalité des chances), Krieps Alexander, Mertens Edy (pour les volets Santé et Égalité des chances)
	déi Lénk	Baum Marc

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP	Bauler André (pour le volet Travail et Emploi)
	CSV	Wilmes Serge
Membres	CSV	Eischen Félix (pour le volet Travail et Emploi), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc
	LSAP	Arndt Frank, Bofferding Taina
	DP	Krieps Alexander, Lamberty Claude, Mertens Edy (pour le volet Sécurité sociale)
	déi gréng	Anzia Gérard (pour le volet Travail et Emploi), Lorsché Josée (pour le volet Sécurité sociale)
	déi Lénk	Baum Marc

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (11 octobre 2016)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs:
Brasseur Anne (DP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
Cruchten Yves (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Mergen Martine (CSV)
Wilmes Serge (CSV)

Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Bodry Alex (LSAP)
Brasseur Anne (DP)
Loschetter Viviane (déi gréng)
Modert Octavie (CSV)
Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Berger Eugène (DP)
Haagen Claude (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Lorsché Josée (déi gréng)
Membres suppléants:
Gloden Léon (CSV)
Graas Gusty (DP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs:
Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
Beissel Simone (DP)
Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Traversini Roberto (déi gréng)
Wagner David (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président de la délégation
Angel Marc (LSAP), Vice-Président de la délégation, trésorier de l'APOTAN
Krieps Alexander (DP)
Membres suppléants:
Arendt Nancy (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)
Loschetter Viviane (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
Angel Marc (LSAP)
Beissel Simone (DP)
Berger Eugène (DP)
Bodry Alex (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Polfer Lydie (DP)
Roth Gilles (CSV)
Wiseler Claude (CSV)
Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Berger Eugène (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Wagner David (déi Lénk)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs:
Negri Roger (LSAP), Président de la délégation luxembourgeoise
Oberweis Marcel (CSV), Vice-Président de la délégation luxembourgeoise
Arndt Frank (LSAP)
Graas Gusty (DP)
Gibéryen Gast (ADR)
Lorsché Josée (déi gréng)
Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:
Adam Claude (déi gréng)
Adehm Diane (CSV)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Delles Lex (DP)
Engel Georges (LSAP)
Kaes Aly (CSV)
Reding Roy (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:
Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office
Baum Marc (déi Lénk)
Bodry Alex (LSAP)
Eicher Emile (CSV)
Eischen Félix (CSV)
Graas Gusty (DP)
Lamberty Claude (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Negri Roger (LSAP)
Schank Marco (CSV)
Membres suppléants:
Baum Gilles (DP)
Burton Tess (LSAP)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Hemmen Cécile (LSAP)
Kox Henri (déi gréng)
Mertens Edy (DP)
Oberweis Marcel (CSV)
Roth Gilles (CSV)
Wagner David (déi Lénk)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:
Kox Henri (déi gréng), Président de la délégation
Berger Eugène (DP)
Dall'Agnol Claudia (LSAP)
Eischen Félix (CSV)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)
Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la gouvernance économique et financière de l'Union européenne («Conférence art. 13»)

Membres effectifs:
Berger Eugène (DP), Président de la délégation luxembourgeoise
Bodry Alex (LSAP)
Kartheiser Fernand (ADR)
Kox Henri (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)
Wiseler Claude (CSV)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°01** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Pouvoir réglementaire du Grand-Duc

6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

La présente proposition de révision de la Constitution prend son origine dans les difficultés apparues dans la délimitation précise du domaine du pouvoir réglementaire d'attribution du Grand-Duc.

Elle intervient dans un domaine clé de la structure institutionnelle de l'État puisqu'elle concerne directement la répartition générale des compétences entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

Dans les domaines que la Constitution réserve expressément à la loi, le pouvoir du Grand-Duc de prendre des mesures d'exécution se trouve limité. La loi doit formellement et spécifiquement prévoir que certaines de ses dispositions seront précisées dans un règlement grand-ducal, tout en spécifiant les fins, les conditions et les modalités pour ce faire.

Dans le domaine réservé à la loi, le pouvoir exécutif ne peut prendre des règlements d'exécution que dans le cadre préalablement fixé par le législateur.

Le texte actuel de la Constitution a été introduit par une révision du 19 novembre 2004. Ce texte garantit que «… le pouvoir législatif restera donc toujours maître de doser l'étendue du pouvoir réglementaire. C'est lui qui déterminera en fin de compte les portions respectives des compétences retenues et des attributions concédées». (Avis complémentaire du Conseil d'État, doc. parl. n°4754).

Il était généralement admis qu'il appartenait à la loi de fixer les grands principes, le détail pouvant être réglé par le pouvoir exécutif.

Cette position doctrinale était confortée par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Dans un arrêt 38/07 du 2 mars 2007 (Mém. A n°36 du 15.3.2007, p. 742), la Cour statuait que «l'effet des réserves de la loi énoncées par la Constitution consiste en ce que nul, sauf le pouvoir législatif, ne peut valablement disposer des matières érigées en réserve; qu'il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre du détail».

Dans des arrêts plus récents, la Cour constitutionnelle a cependant adopté une interprétation plus restrictive du pouvoir réglementaire d'attribution tel qu'il découle de l'article 32.(3) de la Constitution. Ainsi, dans deux arrêts du 29 novembre 2013 (108/13 - Mém. A n°217 du 13.12.2013, p. 3886), puis du 28 novembre 2014, la Haute Juridiction a retenu que «dans les matières réservées par la loi fondamentale à la loi, l'essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi, y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être réglés par des règlements et arrêtés pris par le Grand-Duc».

Dans le rapport d'activités 2013-2014 du Conseil d'État, son président a estimé que «la révision constitutionnelle de 2004 conçue dans une perspective de pouvoir appliquer des matières réservées à la loi avec moins de rigidité formelle n'a malheureusement pas eu le résultat escompté». Il s'est demandé si, «dans l'intérêt du travail législatif, l'opportunité n'est pas donnée pour procéder dans les meilleurs délais et même avant la révision générale de la Constitution à une révision de l'article 32, alinéa 3 de la Constitution».

Ce point de vue est partagé par le Gouvernement. Le 12 juin 2015, le Premier Ministre a saisi la Chambre des Députés d'une lettre dans laquelle il suggère d'effectuer une révision ponctuelle de la Constitution et de modifier l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution par anticipation à la proposition de révision portant sur une nouvelle Constitution.

La motivation de cette démarche gouvernementale réside dans les «problèmes d'application tenant à l'obligation du législateur de déterminer à la fois les fins, les conditions et les modalités d'exercice du pouvoir réglementaire d'application».

Dans un passé plus récent, le contrôle rigoureux des exigences constitutionnelles effectué par le Conseil d'État en fonction de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle aurait conduit à un blocage dans la réalisation de certaines réformes «faute pour les textes de loi de pouvoir spécifier à suffisance et avec le détail nécessaire les conditions et modalités de mise en œuvre du pouvoir réglementaire d'attribution».

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle partage pour l'essentiel l'analyse du Conseil d'État et du Gouvernement au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution à la suite de sa reformulation en 2004.

La jurisprudence la plus récente de la Cour constitutionnelle ne correspond pas à la volonté du pouvoir constituant telle que formulée lors de la révision constitutionnelle du 19 novembre 2004.

Pour cette raison, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle s'est résolue à ne pas reprendre entièrement la formulation actuelle relative au pouvoir réglementaire d'attribution du Grand-Duc dans sa proposition de révision globale de la Constitution.

Dans la proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution (doc. parl. n°6030), la Commission a intégré la disposition suivante (article 47, paragraphe 2): «Dans les matières réservées par la Constitution à la loi, il ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins et dans les conditions déterminées par la loi.»

Cette nouvelle formulation avait été proposée par le Conseil d'État dans son avis sur la proposition de révision de la Constitution. Le Gouvernement s'est rallié à cette proposition.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle estime que la nécessité de garantir un travail législatif de qualité, exempt de toute insécurité juridique, justifie d'avoir recours à une révision ponctuelle de la Constitution à l'endroit de l'article 32, paragraphe 3, en attendant l'instauration d'une nouvelle Constitution visée par la proposition de révision n°6030.

À la suite d'un réexamen de la question lors des travaux en commission, elle propose cependant de s'écarter légèrement de la formule proposée dans le cadre de la révision globale de notre Loi fondamentale.

Afin de ne pas élargir excessivement le débat, elle préfère se limiter à ce stade de la révision constitutionnelle à l'article 32, paragraphe 3, sans empiéter sur d'autres dispositions constitutionnelles ayant également trait au domaine réservé à la loi par la Constitution.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 21.10.2015
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry):

15.06.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2016	Continuation des travaux
29.06.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016
Loi du 18 octobre 2016
Mémorial A: 2016, n°215, page 4026

Benelux: propriété intellectuelle I

6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

L'article unique de ce projet de loi approuve le Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, signé à Bruxelles le 21 mai 2014. Ce protocole prévoit que la Cour de justice Benelux sera désormais l'unique juridiction compétente en matière de recours contre les décisions de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle dans le cadre de la procédure d'enregistrement des marques.

Cette disposition d'approbation n'a pas suscité d'observation de la part du Conseil d'État et son application n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Benelux: propriété intellectuelle II

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014

Le protocole dont l'approbation fait l'objet du présent projet de loi modifie la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle en deux points importants: il s'agit, d'une part, d'étendre les motifs pouvant être invoqués dans le cadre de la procédure d'opposition actuelle et, d'autre part, d'instaurer une procédure entièrement nouvelle qui permet d'introduire devant l'Office Benelux de la propriété intellectuelle une demande en nullité ou en déchéance d'un enregistrement de marque.

Ce projet de loi n'a pas suscité d'observation de la part du Conseil d'État et son application n'est pas susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Réforme du congé parental

6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la modification des dispositions légales relatives au congé parental, un droit individuel non transférable offrant à chacun des deux parents la possibilité pendant une période déterminée de s'adonner à l'éducation de leur enfant, tout en ayant une garantie de réintégrer leur poste de travail à l'issue du congé parental. Les dispositions telles que prévues dans le présent projet de loi ont comme objectif de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, de créer une relation solide entre l'enfant et ses parents, de mieux répondre aux besoins des parents, d'augmenter la proportion des pères qui profitent du congé parental afin de favoriser l'égalité des chances et finalement d'augmenter le nombre de personnes en général qui y ont recours. Pour atteindre ces objectifs, la réforme prévoit une augmentation de l'indemnité en fonction du revenu, une flexibilisation des périodes de congé ainsi que d'autres changements au niveau des conditions liées au congé parental.

La réforme du congé parental est à inscrire dans un contexte plus large qui est celui de la modernisation de la politique familiale et sociale engagée par le Gouvernement en place. Relevant d'un véritable changement de paradigme, une série de changements initiés par la majorité actuelle entend mieux tenir compte des réalités sociétales et offrir aux familles les meilleures conditions possibles. Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner la mise en œuvre du «Zukunftspak», la loi sur la réforme des prestations familiales[1] ou encore des mesures comme la réforme du chèque-service accueil, l'éducation plurilingue de la petite enfance, la subvention loyer, la réforme fiscale, le mécanisme d'adaptation des prestations en espèces et en nature en faveur des enfants et l'adaptation des différents congés en faveur des familles.

[1] Loi du 23 juillet 2016 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, et abrogeant la loi modifiée du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant

Dans le cas de la présente réforme, il s'agit d'offrir aux deux parents les meilleurs moyens pour pouvoir se vouer à l'éducation de leur enfant, tout en garantissant également le lien avec leurs activités professionnelles. Le congé parental fractionnable et l'indemnité devraient inciter plus de parents, surtout les pères, à bénéficier du congé parental grâce à des modèles permettant un congé plus «sur mesure».

Ainsi, la limite d'âge de l'enfant pour lequel le deuxième congé parental peut être pris est augmentée. Il passe de cinq ans à six ans en cas de naissance et à douze ans en cas d'adoption. Il y a lieu de préciser que le premier congé parental doit obligatoirement être pris consécutivement au congé de maternité, d'allaitement ou d'accueil, comme cela est déjà le cas sous l'actuel régime. Pour les parents adoptant un enfant plus âgé, les auteurs du projet de loi n'ont pas voulu les priver de leur droit et ont prévu une période de six ans à compter de la fin du congé d'accueil, ou si le congé d'accueil n'a pas été pris, à partir de la date de jugement d'adoption et ce jusqu'à l'âge de douze ans accomplis de l'enfant.

Par rapport à la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, les conditions relatives à la domiciliation et de résidence au pays ainsi que celle de l'occupation légale sur un lieu de travail situé sur le territoire national n'ont pas été maintenues afin d'être en conformité avec les normes de droit européen. Dans le but de rendre le congé parental accessible aux personnes ne disposant pas d'un travail à plein ou à mi-temps, la condition d'affiliation pendant les douze mois précédant le début du congé parental, qui est actuellement de 20 heures au minimum, a été revue à la baisse et fixée à dix heures par semaine. Le nouveau congé parental bénéficiera ainsi aux nombreuses personnes qui cumulent plusieurs contrats de travail auprès de divers employeurs (comme par exemple les employés de maison ou femmes de charge occupées dans les ménages privés). Précisons que chaque parent détenteur d'un contrat de travail pour moins de 20 heures par semaine ou qui est employé auprès de plus d'un employeur, a droit à un congé parental à plein temps de quatre mois ou de six mois par enfant, sous réserve que tous les employeurs acquiescent.

Aux modèles existants, qui sont de six mois à temps plein et de douze mois à temps partiel, s'ajoutent quatre nouveaux modèles. Ces modèles sont liés aux différents contrats de travail et définis à l'article 234-44.

	Durée de travail maximale	Durée de travail ⩾ 20 et ⩽ 40 heures/semaine	Durée de travail ⩾ 10 et ⩽ 20 heures/semaine	Contrat d'apprentissage
1 employeur	CP plein temps 4 ou 6 mois CP temps partiel 8 ou 12 mois CP fractionné 1 jour par semaine pendant 20 mois CP fractionné 4 mois pendant une période maximale de 20 mois	CP plein temps 4 ou 6 mois CP temps partiel 8 ou 12 mois	CP plein temps 4 ou 6 mois	CP plein temps 4 ou 6 mois
Plusieurs employeurs	CP plein temps 4 ou 6 mois	CP plein temps 4 ou 6 mois	CP plein temps 4 ou 6 mois	/

Une personne travaillant 40 heures par semaine auprès du même employeur a la possibilité de réduire son activité professionnelle de 20% par semaine, respectivement de réduire son activité professionnelle sur une durée de quatre mois distincts sur une période de vingt mois. Un demi-congé parental correspondra effectivement à une réduction de la tâche de 50% et non plus à une réduction de 20 heures par semaine par rapport à un contrat de travail à plein temps. Les nouvelles durées stipulées fractionnables, tout comme le congé parental à mi-temps, exigent un commun accord entre le salarié et l'employeur et sont à arrêter dans un plan de congé parental qui est à introduire ensemble avec la demande auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants. Des modifications au plan de congé parental dûment arrêté ne sont possibles que pour des aménagements des horaires ou de mois de calendrier. Par contre, la forme du congé parental choisie et arrêtée ne peut plus être modifiée.

Reste inchangée l'obligation que le premier congé parental doit être pris consécutivement au congé de maternité, d'allaitement ou d'accueil. Le droit au premier congé parental se perd lorsqu'il n'est pas pris à ce moment défini. Il existe une dérogation pour les parents monoparentaux; si le droit au congé de maternité ou au congé d'accueil n'est pas ouvert ou ne peut pas être pris, un parent a la possibilité de prendre le premier congé parental à partir du premier jour de la troisième semaine qui suit l'accouchement ou, en cas d'adoption, à partir de la date du jugement d'adoption.

Le deuxième congé parental peut être pris par le parent qui n'a pas bénéficié du premier congé parental. Comme il s'agit d'un droit individuel, il ne peut pas être transféré. Par contre, il sera dorénavant possible que les deux congés parentaux soient pris pendant la même période. Tout comme pour le premier congé parental, l'employeur est obligé d'accorder la demande pour la durée de quatre ou six mois. Les autres modèles doivent faire l'objet d'un plan de congé parental dûment arrêté et signé par les deux parties. Comme la possibilité a été introduite que les deux congés parentaux peuvent être pris en même temps, le délai de notification à l'employeur a dû être réduit de six mois à quatre mois, ceci pour permettre au parent qui ne peut prétendre au congé de maternité, de bénéficier du congé parental au moment de la naissance de l'enfant. Maintenir un délai de six mois aurait entraîné une introduction de demande à un stade encore précoce de la grossesse.

Pendant tout le congé parental, le parent est protégé contre un licenciement. À partir du dernier jour du délai pour le préavis de notification de la demande du congé parental et pendant toute la durée du congé, l'employeur n'est pas autorisé à notifier au salarié la résiliation de son contrat de travail. Avec la réforme, il devient possible pour l'employé de résilier son contrat de travail pour le premier jour de reprise du travail, donc dans les délais légaux de préavis. Actuellement, la personne doit reprendre le travail pendant un jour pour pouvoir démissionner.

Pour atteindre les objectifs fixés dans le programme gouvernemental, le volet de l'indemnité a été un élément clé pour les auteurs de la réforme du congé parental. Dorénavant, l'indemnité forfaitaire sera remplacée par un réel revenu de remplacement payé en continuation et au prorata de la rémunération perdue par le parent bénéficiaire du congé parental avec un plafond maximal. En introduisant un réel revenu de remplacement, le Gouvernement suit l'avis du Conseil d'État du 30 avril 2004. Cette approche vise également à permettre aux parents d'avoir une carrière d'assurance pension continue.

En combinaison avec la possibilité d'opter pour un congé parental fractionné, qui offre la possibilité de réduire l'activité professionnelle de 20%, la réforme introduit un modèle pour lequel la baisse du revenu du ménage s'avère beaucoup moins importante que pour un congé parental à temps partiel ou à temps plein. Du fait que le revenu disponible du ménage augmente, le Gouvernement espère «un effet de cascades positif pour les femmes», à savoir si les pères assument davantage leur responsabilité dans l'éducation des enfants, il serait plus facile et satisfaisant pour les femmes de rester ou de retourner à leur emploi et de maintenir ainsi le même niveau de salaire.

Le revenu de remplacement sera calculé en prenant comme référence le revenu cotisable au titre de l'assurance pension sur les douze moins précédant le début du congé parental. Le Centre commun de la sécurité sociale procédera au calcul de l'indemnité et fournira les données relatives à ce revenu. Le paiement incombera cependant à la Caisse pour l'avenir des enfants. Le montant du revenu de remplacement aura une limite inférieure de 1.922,96 € ce qui correspond au salaire social minimum non qualifié, et une limite supérieure de 3.204,93 € ce qui correspond au salaire social minimum augmenté de deux tiers. Ces montants correspondent à des contrats de travail à plein temps de soixante-treize heures par mois. L'indemnité sera soumise aux charges sociales et fiscales applicables en matière des salaires, la part patronale des cotisations sociales est à charge de la Caisse pour l'avenir des enfants et la part salariale à charge du parent.

Constituant un revenu de remplacement, l'indemnité ne peut plus être qualifiée de prestation familiale, ce qui met fin à l'interminable problématique de la détermination de prestations à prendre en compte pour le calcul d'un éventuel complément différentiel ou encore de la limitation d'une prestation de même nature par enfant.

Finalement, le projet de loi prévoit que les nouvelles dispositions s'appliqueront aux demandes introduites auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants après l'entrée en vigueur de la loi. Par contre, pour les demandes introduites auprès de la Caisse pour l'avenir des enfants avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais dont le début du congé parental se situe après l'entrée en vigueur de celle-ci, les parents ayant choisi un congé parental de six mois à plein temps ou de douze mois à temps partiel peuvent opter pour la nouvelle indemnisation par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de la Caisse.

Dépôt par M. Alex Bodry, Député, le 21.10.2015

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

15.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2016 Continuation des travaux
29.06.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016

Loi du 18 octobre 2016

Mémorial A: 2016, n°215, page 4026

Réglementations techniques: procédure d'information

6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

L'objet de ce projet de loi, qui ne comporte pas de mesure dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État, est de transposer dans la législation nationale la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Cette procédure d'information au niveau communautaire remonte aux années 1980 et a été codifiée pour la première fois par la directive 98/34/CE du 22 juin 1998. Jusqu'à présent elle a été transposée par voie de règlement grand-ducal.

Cette procédure vise à exclure que des initiatives nationales dans le domaine des réglementations techniques créeront des entraves à la libre circulation des biens et services. Ainsi, tout État membre projetant d'adopter une règle technique, telle que définie au premier article de ce projet de loi, doit immédiatement communiquer son projet à la Commission européenne, de sorte à permettre à celle-ci et aux autres États membres d'examiner le règlement technique projeté avant son adoption et de signaler d'éventuelles contradictions à la législation de l'Union européenne (UE) et aux principes qui s'appliquent au marché intérieur, ainsi que d'identifier les éventuels besoins d'harmonisation au niveau de l'UE.

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (l'ILNAS) sera en charge de la communication, à la Commission européenne et aux États membres, des projets de réglementations techniques nationales concernant des produits ou services, qui lui auront été transmis en amont de leur adoption par les départements ministériels, les administrations publiques ou les établissements publics à l'origine de ces projets.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 04.02.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

09.06.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.09.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2016

Accord sur le changement climatique

7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015

Le projet de loi vise à approuver l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015, à l'occasion de la vingt-et-unième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et signé par le Luxembourg le 22 avril 2016. Les principaux éléments de l'Accord de Paris sont les suivants:

- l'objectif à long terme: les gouvernements sont convenus de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C;

- les contributions des parties: avant et pendant la conférence de Paris, les pays ont présenté de vastes plans d'action nationaux sur le climat en vue de réduire leurs émissions. Ces «contributions prévues déterminées au niveau national», les CPDN (ou NDC en anglais), sont au cœur de l'Accord;

- les engagements financiers des pays développés pour venir en aide aux pays en développement aux fins tant de l'atténuation que de l'adaptation dans la continuité de leurs obligations au titre de la Convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.09.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

03.10.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2016

Loi du 28 octobre 2016

Mémorial A: 2016, n°221, page 4148

SÉANCE 1

MARDI,
11 OCTOBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. 7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

9. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

10. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

12. 6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant
1. le Code du travail;
2. le Code de la sécurité sociale;
3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;
7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail
- *Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Gilles Baum (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Max Hahn, Mme Taina Bofferding, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

13. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise
- *M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner, M. Fernand Kartheiser (renvoi de la motion à la Conférence des Présidents)*

14. 7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sitzung op.

Ech ginn direkt dem Premierminister d'Wuert.

2. Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Duerch e groussherzoglechen Arrêté vum 3. September 2016 huet de Grand-Duc mer de Pouvoir ginn, fir d'Chamberssessioun 2015-2016 zouzemaachen, an huet mech per selwechten Arrêté mandatéiert, fir d'Sessioun 2016-2017 opzemaachen. An domadder wier dat dann och de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Domat ass d'Session ordinaire 2015-2016 ofgeschloss. An d'Session ordinaire 2016-2017 ass op.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtte kommen, hu mer fir d'Éischt eng Rei vun administrativen Ugeleeënheeten ze regelen. Fir d'Éischt emol d'Zesummesetzung vum Bureau.

Composition du Bureau

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den éischte Paragraf vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech wollt deemno d'Chamber froen, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bäibehale wëllt.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Op alle Bänken? Ass dat esou?

Dann huet d'Chamber elo emol fir unzefänken en neien ale Bureau an de Bureau bleift fir d'Sessioun 2016-2017 a senger jëtzeger Form bäibehalen. Dat heescht: ech selwer als President, als Vizepresidenten d'Madamm Simone Beissel, den Här Laurent Mosar an den Här Henri Kox. An d'Membere sinn den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger, den Här Michel Wolter, d'Madamm Lydie Polfer, den Här Marc Angel, den Här Gilles Roth an den Här Claude Wiseler. Generalsekretär bleift den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Dann d'Zesummesetzung vun der Conférence des Présidents. Och do keng Ännerungen?

(Assentiment)

Dat ass esou. Merci! D'Zesummesetzung bleift also onverännert, mat mir selwer als President souwéi de Fraktiounspresidenten, den Häre Claude Wiseler, Alex Bodry an Eugène Berger an der Madamm Viviane Loschetter.

4. Changements de composition des commissions parlementaires

Da komme mer zu der Zesummesetzung vun de Kommissiounen. Do hunn ech eng Rei vun Ofännerunge matgedeelt kritt:

D'DP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission des Institutions a vun der Verfassungsrevisioun den Här André Bauler d'Madamm Lydie Polfer ersetzt.

D'Fraktioun vun deene Gréngе proposéiert, dass an der Landwirtschafts- a Wäibaukommissioun respektiv der Protection-des-consommateurs-Kommissioun den Här Gérard Anzia den Här Henri Kox all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 6994 iwwert d'Dignitéit an d'Wuelbefanne vun den Déieren, an dat bis zum Enn vu senger Prozedur, ersetzt.

Gëtt et soss nach Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

5. Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Da komme mer zu der Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen an den Assembléeën. Do proposéiert d'CSV, dass an der Assemblée parlementaire de la Francophonie d'Madamm Octavie Modert den Här Michel Wolter ersetzt an den Här Laurent Mosar den Här Claude Wiseler.

Gëtt et nach Ännerungsvirschléi an den internationalen Assembléeën?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat deenen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. An och do gëtt d'Lëscht vun de Kompositioune respektiv vun eise Vertrieder an deenen Assembléeën am Compte rendu veröffentlecht.

6. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech am Numm vun de Membere vum Bureau an der Presidentekonferenz Merci fir Äert Vertrauen. Gëschter huet d'Presidentekonferenz de Bilan vun den Aarbechte vun der leschter Sessioun presentéiert an och en Ausbléck an déi nei Sessioun, déi elo just ugaangen ass, gewot. Mir hunn en zolitte Programm virun eis. An et wäert eis net un Aarbecht feelen. Bei de Projete kommen eng Rei vu ganz gewiichtegen Dossieren op eis zou a mir brauchen all eis Energie, fir déi Projeten an den Hafen ze bréngen.

Ech wënschen eis interessant, lieweg a respektvoll Debatten an dass d'Gemengewahlen, déi am nächste Joer um Programm stinn, an de Gemengen an net an der Chamber ausgedroe ginn. An ech hoffen dann, dass mer bei der Flüchtlingsproblematik, wat eng vun deene gréissten Erausfuerderungen ass, deene mer eis musse stellen, weiderhin esou solidaresch a responsabel bleiwe wéi bis elo.

No der éischter Etapp, déi eis Communautéit gutt gemeeschtert huet, geet et elo an enger zweeter Phas drëm, zesummenzewuessen an den neie Bierger eng Plaz an eiser Gesellschaft ze sécheren, mat deeneselwechte Rechter, awer och Flichten, déi bei eis üüblech sinn.

Sou, Kolleeginnen a Kolleegen, elo maache mir eis ouni Zäit ze verléieren un d'Aarbecht a mir fänke mat eisem normalen Ordre du jour un.

7. Communications

Fir d'Éischt, wéi dat üüblech ass, d'Kommunikatiounen un d'Chamber.

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques verdeelt ginn.

3) Op Ufro vun der Regierung ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 27. September 2016 de Projet de loi 6604 iwwert de Klassement vun touristesche Gebailechkeeten den 3. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn.

Och op Ufro vun der Regierung hin ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 27. September 2016 de Projet de loi 6970 iwwer eng Konventioun betreffend déi organesch Verschmotzer den 10. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn.

4) D'Lëscht vun de Petitounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

5) An esou wéi den Artikel 168 (7) vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sëtzung virgesi war, sech unanime ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis politique iwwert d'Propos fir e Reglement vum Europäesche Parlament a vum Conseil iwwert de Géoblocage, d'Dokument COM/2016/0289.

6) An da vum 1. Oktober 2016 gëtt et eng Rei vun Ännerungen an der Orthografie vun der Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht. Do ginn eenzel Buschtawen dann an Zukunft groussgeschriwwen an op anerer kënnt en Accent. Voilà, mir hunn dat also elo matgedeelt. Dann ass dat och elo, mengen ech, an der Rei.

Communications du Président - séance publique du 11 octobre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlement grand-ducaux et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7015** - Projet de règlement grand-ducal portant abrogation du règlement grand-ducal modifié du 8 septembre 1997 portant application de la directive 94/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 juin 1994 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives aux bateaux de plaisance*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.07.2016

***7016** - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2016

***7017** - Projet de loi portant modification de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.07.2016

***7018** - Projet de loi portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.07.2016

***7019** - Projet de loi portant modification*

a) de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

b) de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

c) de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

d) de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

e) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

f) de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

g) de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

h) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.07.2016

***7020** - Projet de loi du [...] 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.07.2016

***7021** - Projet de loi concernant l'Institut grand-ducal et abrogeant l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du Règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 27.07.2016

***7022** - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:*

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

***7023** - Projet de loi portant changement de limites entre la ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Sanem*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.07.2016

***7024** - Projet de loi*

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

6. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

7. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

***7025** - Projet de loi portant:*

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

***7026** - Projet de règlement grand-ducal concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

***7027** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et de santé au travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

***7028** - Projet de règlement grand-ducal concernant la protection des salariés contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.08.2016

***7029** - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.08.2016

***7030** - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 02.08.2016

***7031** - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.08.2016

***7032** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 septembre 2000 concernant les études des risques et les rapports de sécurité et abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.08.2016

***7033** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 13 février 2001 concernant les syndicats de communes*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 05.08.2016

***7034** - Projet de loi ayant pour objet*

A) la sécurité du tramway;

B) de modifier

a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

c) la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et transports maritimes et des chemins de fer et

d) l'article L.215-1 du Code du travail

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.08.2016

***7035** - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

***7036** - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant 1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs; 2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. règlementation de l'octroi des indemnités de chômage complet; 3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988; 4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

***7037** - Projet de loi 1) portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, 2) modifiant a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et 3) abrogeant a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes, b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres, d) le décret modifié du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales, e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

***7038** - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

***7039** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

***7040** - Projet de loi relatif au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

***7041** - Projet de loi portant réforme de l'exécution des peines en modifiant:*

- le Code d'instruction criminelle;

- le Code pénal;

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

***7042** - Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et*

1) modification

- du Code pénal;

- du Code d'instruction criminelle;

- du Code de la sécurité sociale;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»;

- de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police;

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux,

- de la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, ainsi que

2) abrogation

- de la loi modifiée du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale;

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de police générale

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.08.2016

***7043** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

***7044** - Projet de loi portant réforme de l'Inspection générale de la Police et modifiant*

1) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

2) la loi modifiée du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois

3) le livre Ier du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

***7045** - Projet de loi portant réforme de la Police grand-ducale et abrogeant la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 31.08.2016

***7046** - Projet de loi 1.) instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement 2.) modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

***7047** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

***7048** - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

***7049** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 31.08.2016

7052 *- Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 02.09.2016

7053 *- Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7054 *- Projet de loi concernant la collecte et la saisie des dossiers d'aides relatives au logement*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7055 *- Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016

7056 *- Projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière*

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 07.09.2016

7057 *- Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.09.2016

7058 *- Projet de loi concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 08.09.2016

7059 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.09.2016

7060 *- Projet de loi portant 1. modification du Code du travail; 2. abrogation des articles 13 à 18 de la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 13.09.2016

7061 *- Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code de la sécurité sociale*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.09.2016

7062 *- Projet de loi sur les établissements d'hébergement et la classification officielle et abrogeant*

- la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping;

- la loi modifiée du 17 juillet 1960 portant institution d'un statut de l'hôtellerie

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 14.09.2016

7064 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et portant modification de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.09.2016

7065 *- Projet de loi concernant l'aménagement du territoire et modifiant:*

1. la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de route;

2. la loi modifiée du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

3. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.09.2016

7066 *- Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission «Resolute Support» en Afghanistan*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 27.09.2016

7067 *- Projet de loi portant création du Journal officiel électronique du Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 05.10.2016

7068 *- Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État*

Dépôt: MM. Eugène Berger, Alex Bodry, Henri Kox, Claude Wiseler, Députés, le 06.10.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 27 septembre 2016, le projet de loi n°6604 relatif au classement des établissements d'hébergement touristique a été retiré du rôle en date du 3 octobre 2016.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 27 septembre 2016, le projet de loi n°6970 portant approbation d'amendements aux Annexes A et C de la Convention sur les polluants organiques persistants, signée le 22 mai 2001, adoptés par les Parties par Décisions SC-7/12, SC-7/13, SC-7/14 à l'occasion de la septième réunion des Parties, tenue à Genève du 4 au 15 mai 2015 a été retiré du rôle en date du 10 octobre 2016.

4) La pétition ordinaire et les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

690 *- Demande de pétition publique: Machines à sous illégales*

Dépôt: M. Sébastien Cazenave, le 05.07.2016

691 *- Demande de pétition publique: Panneaux interdiction de donner à manger aux pigeons*

Dépôt: M. Sébastien Cazenave, le 05.07.2016

692 *- Demande de pétition publique: Schulfreier Tag für jeden Mittwoch*

Dépôt: M. Benny Manchikit, le 07.07.2016

693 *- Demande de pétition publique: Pour la protection de la femme, de l'enfant notamment contre les mœurs de la circoncision, contre la torture d'animaux sans électronarcose, contre l'importation de viande halal, car l'importer c'est pour moi comme violer des gamins en Asie et revenir... donc pour la protection de nos valeurs et mœurs culturelles en tout genre*

Dépôt: M. Filipe Marques, le 20.07.2016

694 *- Demande de pétition publique: Coffée-Bike-Luxembourg*

Dépôt: Mme Myriam Sassel, le 24.07.2016

695 *- Demande de pétition publique: Forfait fixe par mois pour la gérance d'un appartement*

Dépôt: M. Joao Lima Da Cruz, le 26.07.2016

696 *- Demande de pétition publique: Se garer devant chez soi sans PV*

Dépôt: M. Edouard Kanku, le 02.08.2016

697 *- Demande de pétition publique: Adaptatioun vum Juegdgesetz*

Dépôt: M. Jacques Schuler, le 09.08.2016

698 *- Demande de pétition publique: Lëtzebuerger Sprooch als 1. Amtssprooch an Nationalsprooch gesetzlech fir all Awunner zu Lëtzebuerg festzeleeën*

Dépôt: M. Lucien Welter, le 16.08.2016

699 *- Demande de pétition publique: Allocation d'éducation*

Dépôt: Mme Nora Funck, le 21.08.2016

700 *- Demande de pétition publique: Remorquage direct de véhicules se trouvant sur les arrêts de bus, de stationnements pour handicapés et sur les aires de livraison*

Dépôt: M. Stéphane Schockmel, le 23.08.2016

701 *- Demande de pétition publique: De Bau vun engem Calisthenics-Workout-Park an der Péitruss*

Dépôt: M. Eric Reinesch, le 24.08.2016

702 *- Demande de pétition publique: Dérogation du port de ceinture pour tous les conducteurs de bus en service national RGTR, TICE, AVL, TEC, etc.*

Dépôt: M. Christian Rausch, le 02.09.2016

703 *- Demande de pétition publique: Pour l'introduction d'une république au Luxembourg en remplacement de la monarchie*

Dépôt: M. Serge Hoffmann, le 04.09.2016

704 *- Demande de pétition publique: Interdiction des vols de nuit*

Dépôt: M. Patrick Wilhelmy, le 05.09.2016

705 *- Demande de pétition publique: Pour la généralisation du tiers payant pour toutes les visites et interventions médicales*

Dépôt: M. Cyril Perrichon, le 09.09.2016

706 *- Demande de pétition publique: Droit au Logement*

Dépôt: M. Roger Mendes, le 14.09.2016

707 *- Demande de pétition publique: Recht auf ein pestizidfreies Leben in Luxemburg, Droit à une existence sans pesticides au Luxembourg*

Dépôt: M. Ronald Mordiconi, pétition au nom de «Fräi Ökologesch Demokratesch Partei» «FÖDP», le 14.09.2016

708 *- Demande de pétition publique: Introduction d'une formation de base aux premiers secours dans les écoles luxembourgeoises*

Dépôt: M. Eric Derume, le 14.09.2016

709 *- Demande de pétition publique: Lëtzebuerger Kanner net méi duerch déi franséisch Sprooch an de Schoulen ze diskriminéieren, an dofir och Sektiounen op Däitsch unzebidden. Et geet net, dass eis Lëtzebuerger Kanner an hirem eegene Land benodeelegt ginn.*

Dépôt: M. Romain Schinker, le 15.09.2016

710 *- Demande de pétition publique: Fuertester/Fuerfäegkeet vun eelere Leit*

Dépôt: M. Yan Meis, le 15.09.2016

711 *- Demande de pétition publique: Fir e generellt Vermummungsverbuet am ëffentleche Raum*

Dépôt: M. Pascal Hansen, le 16.09.2016

712 *- Demande de pétition publique: Einheitliche Energiesteuersätze für Diesel und Benzin*

Dépôt: M. Gilles Nosbusch, le 16.09.2016

713 *- Demande de pétition publique: Améliorer la sécurité des piétons et cyclistes à Luxembourg*

Dépôt: M. Philippe Malaisé, le 22.09.2016

714 *- Demande de pétition publique: La réforme de la loi du RMG pour les propriétaires*

Dépôt: Mme Kheira Retibi, le 24.09.2016

715 *- Demande de pétition publique: Erhalt und Modernisierung der Kirchenfabriken*

Dépôt: M. Marc Linden, le 25.09.2016

716 *- Demande de pétition publique: Droit aux primes pour les salariés en reclassement pour raison médicale*

Dépôt: M. Marc Weber, le 26.09.2016

717 *- Demande de pétition publique: Droit au don du sang pour les hommes homosexuels*

Dépôt: M. Michael Dabee, le 27.09.2016

718 *- Demande de pétition publique: Bien-être animal et santé humaine*

Dépôt: M. Michel van Aken, le 28.09.2016

719 *- Pétition ordinaire: Stop aux bombardements massifs de civils*

Dépôt: M. Martin Lagneau, Handicap International Luxembourg, le 30.09.2016

720 *- Demande de pétition publique: „An der Loft" amplaz „On Air" - Lëtzebuergesch als offiziell Sprooch am Radio aféieren an dat gesetzlech festhalen*

Dépôt: MM. Jean-Marc Cloos et Philippe Meyers, le 01.10.2016

721 *- Demande de pétition publique: Changement vum Code civil, deen op dem Code Napoléon baséiert, an en neie Code ënnert dem Numm „Code Jang de Blannen"*

Dépôt: M. Jean-Luc Linster, le 01.10.2016

722 *- Demande de pétition publique: Limitation des paiements en faveur des demandeurs d'asile pour ne pas encourager les migrations pour raisons économiques*

Dépôt: M. Manfred Reinertz Barriera, le 02.10.2016

723 *- Demande de pétition publique: Einberufung eines Referendums zwecks Einführung eventueller Taxen (Péage), um auf Luxemburger Autobahnen und Landstraßen zu fahren! (nur für Nichtansässige)*

Dépôt: M. Marc Dax, le 02.10.2016

724 *- Demande de pétition publique: Bezuelbare Wunnraum*

Dépôt: M. Christopher Back, le 03.10.2016

725 *- Demande de pétition publique: „NEEN" zu eiser Mammesprooch als éischt offiziell Sprooch. «NON» à la langue luxembourgeoise comme première langue officielle en matière administrative et judiciaire. „NEIN" zur luxemburgischen Landessprache als erste Amtssprache*

Dépôt: M. Joseph Schloesser, le 05.10.2016

726 *- Demande de pétition publique: Développer la technique de thermoablation et sa prise en charge au Luxembourg afin d'éviter l'ablation thyroïdienne*

Dépôt: Mme Anna Christen, le 06.10.2016

5) Conformément à l'article 168 (7) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis motivé politique sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à contrer le blocage géographique et d'autres formes de discrimination fondée sur la nationalité, le lieu de résidence ou le lieu d'établissement des clients dans le marché intérieur, et modifiant le règlement (CE) n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE - COM/2016/0289.

6) À partir du 1er octobre 2016, la commission parlementaire ayant dans ses attributions le contrôle du Service de renseignement de l'État s'appelle «Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État».

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

8. 7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport

Déclaration de recevabilité

Dann, als nächste Punkt, hu mer an der Reunioun vum 6. Oktober vun der Presidentekonferenz d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ugeholl. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi 7013 iwwert den Elittesport, déi de 7. Juli vun der Madamm Nancy Arendt deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech deem Virschlag vun der Presidentekonferenz un an erkläert déi Proposition de loi als recevabel?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi est renvoyée à la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports.)

9. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz an hirer leschter Sëtzung de Projet d'ordre du jour fir dës Woch un d'Fraktioune geschéckt. Ech brauch Iech net nach eng Kéier ze widderhuelen, wat dropsteet.

Ech wollt just d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

An ech hunn dann direkt d'Ufro vum Här Kartheiser, fir eng Proposition de loi ze deponéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* An eng Motion.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* An eng Motioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

10. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen a Kolleeginnen, et ass jo am Ableck, mengen ech, ganz vill rieds am Land iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch aus ganz verschiddenen Uläss. Dat eent ass natierlech déi Petitioun, déi Der alleguer kennt, déi ganz grousse Succès hat. Dat anert ass déi Diskussioun, déi mer och elo haten: de 75. Joresdag vum 10. Oktober, dee mer elo an der Kathedral an op verschiddene Monumenter gefeiert hunn. Allgemeng kënne mer feststellen, a mir gesinn dat och an den Erklärunge vu villen heibannen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch op e ganz groussen Interessi hei am Land stéisst.

Mir haten als ADR an deem neie Verfassungsentworf, dee mer jo elo laang hei an der Chamber diskutéiert hunn, een Artikel, deen eis besonnesch um Häerz geleeën huet, an dat ass deen iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch. D'Aktualitéit vun deene leschten Deeg huet eis awer gewisen, datt mer an dëser Legislaturperiod mat u Sécherheet grenzender Wahrscheinlechkeet net méi dozou kommen, eng richteg déif Verfassungsrevisioun ze féieren, och net, Rechtsakten hei an der Chamber a Form vun engem éischte Vott ze setzen, an also och kee Referendum méi virun de Wahle vun 2018.

Fir eis ass et awer aus prinzipielle Grënn an och elo besonnesch, wou d'Lëtzebuerger Sprooch erëm esou am Interessi vun der Éffentlechkeet ass an esou héichgehale gëtt vu ville Leit, vun zentraler Wichtegkeet, datt mer deen Aspekt vun der Constitutioun elo net verleeën op en Zäitpunkt an der Zukunft, dee mer nach net kennen, mä datt mer hei kloer wëlle soen, datt mer eng punktuell Verfassungsrevisioun elo hei wëlle proposéieren, wou mer d'Lëtzebuerger Sprooch elo scho wëllen an eis Constitutioun erasetzen, an zwar a genau deenen Termen,

déi an där zoustänneger Verfassungsrevisiounskommissioun och zréckbehale goufen.

Mir haten als ADR schonn eng zweet punktuell Revisioun vun der Verfassung fir dës Legislaturperiod proposéiert. Ech wëll déi just kuerz rappeléieren: Dat ass eng Propositioun vu mengem Kolleeg Roy Reding iwwert den Déiereschutz, betreffend den Artikel 11bis vun der Constitutioun.

Déi Proposition de loi fir eng punktuell Revisioun vun der Constitutioun, fir d'Lëtzebuerger Sprooch als Sprooch vum Land ze deklaréieren, betrëfft den Artikel 29 vun eiser Constitutioun. Deen Text, wéi gesot, ass genau deen, dee bis elo och an der Diskussioun war: «La langue du Luxembourg est le luxembourgeois. La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.» Et ass eis Hoffnung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer déi zwou Verfassungsrevisiounen, déi d'ADR punktuell proposéiert, nach virum Ofschloss vun dëser Legislaturperiod hei kënnen an der Chamber diskutéieren an décidéieren.

Här President, ech däerf Iech deen Text iwwerreechen.

7069 *- Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution*

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci.

11. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Am selwechte Geescht wëlle mer Iech haut eng Motioun proposéieren, déi op dat ageet, wat ville Leit ganz besonnesch um Häerz läit, an déi de Wëlle vun eiser politescher Gesellschaft hei a Form vun der Chamber wëllt kloer ënnermaueren: datt mer eis zesummen engagéiere fir d'Lëtzebuerger Sprooch an alle Beräicher.

Mir hunn an deene leschten Deeg héiere vu verschiddene Vertrieder vu verschiddene Parteien, wéi wichteg hinnen d'Sprooch ass. Si soen alleguer, déi, déi mer héieren hunn, datt se sech wëllen engagéiere fir eis Sprooch, datt vill méi muss gemaach gi fir eis Sprooch, ouni awer de Multilinguismus a Fro ze stellen. Och dat ass eise Gedanken a mir deklinéieren deen op ganz verschidde Manéieren:

Mir soen, datt mer wëlle Lëtzebuergesch als Nationalsprooch an als administrativ Sprooch ausbauen. Mir wëllen, datt déi Sprooch progressiv ëmmer méi kann als vollwäerteg Sprooch an der Legislatioun an op de Geriichter verwannt ginn an datt déi Uerteeler a verschidde Gesetzestexter musse kënnen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, wéinstens déi Texter, mat deenen d'Leit am meeschte konfrontéiert sinn.

D'Ministèren an d'Administratioune sollten en Effort maachen, hir Kommunikatiounen, Formulairen an aner offiziell Dokumenter un éischter Plaz op Lëtzebuergesch de Leit virzeleeën.

Mir proposéieren, datt am Nationalitéitegesetz drop verzicht gëtt, datt den Niveau vun de Sproochkenntnisser erofgesat gëtt, an datt drop verzicht gëtt, fir Leit, déi 20 Joer am Land wunnen an no där Zäit nach ëmmer kee Lëtzebuergesch kënnen, fir deenen och d'Nationalitéit ze ginn.

Mir hätte gär, a mir komme muer de Mëtten an enger Fro un d'Regierung dorobber zréck, datt d'Lëtzebuerger Sprooch eng Amtssprooch am Sënn vun den Décisioune vum Conseil vun der Europäescher Unioun vum 13. Juni 2005 ass. An an deem Sënn soll d'Regierung och dat bei der Europäescher Unioun ufroen.

Mir wëllen d'Lëtzebuerger Sprooch an de Schoule souwuel als Unterrechtsfach, als Unterrechtssprooch, als Schoulsprooch an als Ëmgangssprooch festschreiwen. Mir wëlle Lëtzebuergesch an der Europaschoul, an de Privatschoulen an an deenen auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen.

Mir wëllen an de Crèchen an am éischten Zyklus vum Fondamental op eng multilingual Fréierzéiung verzichten a Lëtzebuergesch als eenzeg Integratiounssprooch promouvéieren.

D'Offer vu Sproochecoursen a Coursen iwwert d'Lëtzebuerger Kultur soll ausgebaut ginn an eisen auslännesche Matbierger solle reell Méiglechkeete gebuede ginn, fir och kënnen un deene Coursen deelzehuelen.

Am Gesondheets- an am Fleegesecteur wëlle mer, datt d'Regierung eis kuerzfristeg Propositioune mécht, wéi kann effikass garantéiert ginn, datt déi Leit, déi mat Patienten a Kontakt stinn, och d'Lëtzebuerger Sprooch op héijem Niveau schwätzen.

A mir wënschen eis vun der Regierung, datt se eis konkret Propositioune mécht, wéi Lëtzebuergesch an der Geschäftswelt ka promouvéiert ginn, fir datt d'Leit, déi hei an e Geschäft ginn, och kënnen op Lëtzebuergesch hir Wënsch virbréngen.

Motion

D'Chamber,

vu

- datt d'Lëtzebuerger Sprooch op groussen Interessi stéisst an datt besonnesch am Kontext vun engem séieren demografesche Wandel de Wonsch grouss ass, Lëtzebuergesch méi ze fleegen an ze promouvéieren;

- datt vill Bierger, och Vertrieder vu ville politesche Parteien, an der Effentlechkeet an an de Medie fir eng Revalorisatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch plädéieren;

- datt d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch de Multilinguismus net a Fro stellt;

- datt d'Lëtzebuerger Sprooch déi gemeinsam Sprooch vun allen Awunner vum Land soll sinn an dowéinst als Integratiounssprooch muss weider ausgebaut ginn;

fuerdert d'Regierung op:

- de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch als Nationalsprooch an als administrativ Sprooch systematesch auszebauen an ze favoriséieren;

- alles ze maachen, fir datt Lëtzebuergesch progressiv ëmmer méi kann als vollwäerteg Sprooch och an der Legislatioun an am Rechtswiese gebraucht ginn, an an enger éischter Phas rechtlech net verbindlech Iwwersetzunge vun Uerteeler a verschiddene Gesetzestexter maachen ze loossen;

- d'Publikatiounen, Matdeelungen a Formulaire vun alle Ministèren a staatlechen Administratiounen fir d'Éischt op Lëtzebuergesch erauszeginn;

- d'Lëtzebuerger Sprooch als éischt op den Internetsäite vu Gemengen a Stat an och op Stroosseschëlter a Panneaue privilegéiert ze gebrauchen;

- den Niveau vum Sproochentest fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit net am Vergläich zu haut erofzesetzen an drop ze verzichten, Leit, déi schonn zwanzeg Joer am Land liewen, ouni Lëtzebuergesch geléiert ze hunn, d'Nationalitéit ze ginn;

- d'Lëtzebuerger Sprooch an der EU als Amtssprooch am Sënn vun der Décisioun vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun vum 13. Juni 2005 unerkennen ze loossen;

- d'Lëtzebuerger Sprooch an de Schoulen zu Lëtzebuerg verstäerkt ze ënnerriichten an och als Schoulsprooch, Ëmgangssprooch an de Schoulen an als Unterrechtssprooch festzeleeën;

- Lëtzebuergesch och an der Europaschoul, an de Privatschoulen an an deenen auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen;

- an den ëffentleche Crèchen, am Précoce an an der Spillschoul (am „1. Zyklus" vun der Grondschoul) op eng multilingual Fréierzéiung ze verzichten an d'Lëtzebuergescht als eenzeg Integratiounssprooch ze promouvéieren;

- d'Offer vun de Sproochecoursen a vun de Coursen iwwer Lëtzebuerger Kultur konsequent an nohalteg weider auszebauen, och fir d'Integratioun vun den auslänneschen Awunner an anere Leit, déi un eiser Sprooch interesséiert sinn, ze begënschtegen;

- bei den auslännesche Matbierger Reklamm ze maachen, fir datt si Lëtzebuergesch solle léieren, an hinnen dozou och konkret Méiglechkeete bidden;

- bannent dräi Méint e Plang virzeleeën, mat deem effikass a kuerzfristeg garantéiert ka ginn, datt am Gesondheets- an am Fleegesecteur jiddereen, deen am Kontakt mat Patiente steet, Lëtzebuergesch op engem héijen Niveau schwätzt;

- bannent dräi Méint d'Chamber ze informéieren, wéi eng Moossnamen d'Regierung wëllt huelen, fir déi lëtzebuergesch Sprooch an der Geschäftswelt ze promouvéieren;

- der Chamber all sechs Méint e Rapport ze presentéieren, an deem d'Efforte vun der Regierung fir déi Lëtzebuerger Sprooch detailléiert opgezielt an erkläert ginn an an deem weider Initiative proposéiert ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

Alles dat steet an dëser Motioun. Mir hoffen, datt dee groussen Engagement, deen an de leschten Deeg hei deklaréiert ginn ass vun esou ville politesche Säiten, sech och an engem positive Vott iwwert dës Motioun nidderschléit an domadder der Glafwierdegkeet vun deenen, déi deen Engagement fir d'Lëtzebuerger Sprooch professéiert hunn, och zeguttkënnt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Mir géifen dann zum eigentlechen Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Als éischte Punkt um Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6935 iwwert de Congé parental. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An den honorabelen Här Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass scho prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

12. 6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.-* Villmools Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wann een nach net esou laang an der Chamber hei vertrueden ass wéi verschiddener vun Iech, dann ass et ëmmer nach e bësse speziell, hei uewen ze stoen. Wann een dann awer d'Chance huet, e Projet däerfe virzestellen, op deen esou vill Leit dobausse waarden, e Projet, deen deene jonke Famillen entgéintkënnt, e Projet, deen et erlaabt, d'Familljeliewen an d'Aarbecht besser ënner een Hutt ze kréien, da kann ee sech glécklech schätzen. An d'Reform vum Congé parental ass esou e Projet. De Congé parental ass sonner Zweifel eng Erfollegsgeschicht. An de Mëtte schreiwe mer zesummen e weidert Kapitel.

Wann d'Kanner bis an engem säi Liewen antrieden, do ännert sech esou munches, an ech mengen, déi heibannen, déi Kanner hunn, wäerte mer recht ginn. Besonnesch seng Zäit muss ee sech besser andeelen. Et muss ee besser plangen, fir grad wann d'Kanner kleng sinn Zäit ze hunn, eng fest Bindung mam Puppelchen oder mam Kand opzebauen, besonnesch an deenen éischte Joren. An ech soen Iech et, et ass wichteg an et ass och ganz flott, vill Zäit ze hunn, fir mat senge Kanner ze verbréngen, fir mat senge Kanner kënnen ze spillen, ze gesinn, wéi si d'Welt entdecken, wéi si sech kierperlech entwéckelen, wéi si hir Sprooch entwéckelen. An et ass och immens wichteg, dass mer eis Kanner bei all deene Schrëtt ënnerstëtzen.

De Congé parental ass eng Méiglechkeet, déi dem Papp an der Mamm et erlaabt, méiglechst vill Zäit mam Kand ze verbréngen, ouni mussen ze fäerten, Nodeeler an der Aarbechtswelt ze hunn. An ech soen et hei an aller Däitlechkeet: De Congé parental ass e Recht. De Congé parental ass e Recht fir all Papp a fir all Mamm, egal wien dovunner deen éischte Congé parental hëlt a wien den zweeten hëlt.

De Congé parental fousst op enger Initiativ vun der Europäescher Unioun an en huet sech am Laf vun der Zäit weiderentwéckelt, besonnesch wat déi juristesch Sécherheeten ugeet. Zu Lëtzebuerg gouf en 1999 an d'Gesetzgebung iwwerholl an ëmgesat am Kader vun der Direktiv 96/34 vum Conseil vum 3. Juni 1996.

Déi Kolleegen, déi scho méi laang hei an der Chamber vertruede sinn, déi wäerte sech dorunner bestëmmt erënneren. Deemools ass eist Gesetz scho méi wäit gaange wéi déi Direktiv, well d'Direktiv huet virgesinn, dass ee mindestens dräi Méint kéint sech ëm säi Kand bekëmmeren. An déi zwee Modeller, déi hei zu Lëtzebuerg agefouert gi sinn, ech mengen déi kennt Der alleguer, dat heescht: sechs Méint direkt beim Kand bleiwen, sechs Méint Congé parental direkt, fir beim Kand ze bleiwen, oder zwielef Méint hallef.

Och war de Congé parental zu Lëtzebuerg vun Ufank un indemniséiert, eppes wat d'Direktiv net verlaangt huet. An ech mengen och, dass déi Indemnisatioun, déi d'Eltere kritt hunn, och zum groussen Deel zum flotte Succès vum Congé parental bäigedroen huet. War de Congé parental am éischte Moment als eng aarbechtspolitesch Moossnam an d'A gefaasst ginn, sou huet e sech awer ganz séier zu enger familljepolitescher Mesure entwéckelt.

Am Laf vun der Zäit goufe vereenzelt Ännerungen um Congé parental virgeholl, ouni awer déi zwee Modeller, déi ech Iech elo genannt hunn, a Fro ze stellen. Esou gouf 2002 de Congé parental verduebelt fir eng Mamm, déi Zwillinge kritt, an 2006 gouf d'Indemnitéit op 1.778 Euro festgeluecht, respektiv 889 Euro fir e Congé parental zu 50%. An un deene Montanten huet sech vun 2006 bis haut näischt méi geännert.

Wéi vill Elteren awer vum Congé parental profitéiert hunn an all deene Joren, dat beweise folgend Zuelen: Säit senger Aféierung am Joer 1999 bis den 31. Dezember 2014 hunn 80.863 Elteren de Congé parental an Usproch geholl. Dat ware 64.676 Mammen a 16.187 Pappen. A Prozenter ausgedréckt: 80% Mammen an 20% Pappen.

Bei de Mammen hu 24% de Congé parental hallef geholl a 76% Vollzäit. Bei de Pappen ass et e bësse méi équilibréiert: 42% Hallefzäit an 58% Vollzäit.

Am Joer 2015 konnt een awer feststellen, dass méi Elteren e Congé parental geholl hu wéi an der Moyenne vun deene Jore virdrun: genee 4.595 géint 4.256 am Joer virdrun, wat eng Steigerung vu ronn 8% ass.

Wee sech fir den Detail interesséiert, fënnt dësen an och nach ganz vill flott Informatiounen am Rapport d'activité vum Familljeministère.

Et war der Regierung wichteg, eng Bestandsopnam ze maachen, fir ze kucken, wat fir eng Aarbechtsmodeller den Elteren an awer och de Patrone géifen entgéintkommen. An et ass wichteg, hei ze ënnersträichen, dass dat Gesetz, wat mer elo hei virleien hunn, e Konsens ëmsetzt tëscht der Regierung an de Sozialpartner aus dem Abrëll 2015.

Donieft gouf vum Familljeministère e representative Sondage mat 1.235 Leit an Optrag ginn, fir erauszefannen, ob d'Leit genuch informéiert sinn, wat de Congé parental ass, wat d'Grënn sinn, fir de Congé parental ze huelen oder net ze huelen, a wat d'Grënn sinn, fir en ze huelen oder en net ze huelen, wann Adaptatiounen um Congé parental géife virgeholl ginn.

Abee, ech kann Iech soen: Dee Sondage huet gewisen, dass d'Leit dobausse ganz gutt wëssen, wat de Congé parental ass. Op alle Fall hu 85% vun de Leit dat uginn. An och 55% vun den Dammen, déi am Sondage matgemaach hunn, an 20% vun den Hären hunn uginn, den éischte Congé parental geholl ze hunn, de Congé parental beim éischte Kand.

Déi Haaptgrënn, fir de Congé parental net ze huelen, ware finanziell Grënn an e Manktum u Flexibilitéit bei den Aarbechtszäiten. Dës Reform ass wuel eng familljepolitesch Reform, mä si soll och de Patronen entgéintkommen, fir zesumme mam Papp oder der Mamm e flexibele Modell ze fannen, deen deenen zwee passt. De Patron kann zesumme mat den Elteren ënner méi Modeller wielen. E ka méi Modeller eraussichen, déi och hien a sengem Betrib arrangéieren, well déi méi grouss Wiel stäerkt a mengen Aen d'Vertrauen tëschent dem Papp, der Mamm an hirem Patron, an ech denken, och d'Motivatioun op der Aarbecht.

Wat sinn dann elo déi Modeller, ënnert deenen d'Elteren an Zukunft sech dee kënnen eraussichen, dee fir hir Situatioun am beschte passt? Als Éischt emol kann ee weiderhin de Congé parental huele sechs Méint ganz. Wann dat engem ze laang ass, kann een de Congé parental erofschrauwen op véier Méint ganz. Manner geet awer net, well mer duerch d'Contrainte vun der Direktiv gebonne sinn, mindestens véier Méint ze accordéieren.

Dëse Modell gëllt fir all Elteren, déi en Aarbechtskontrakt hu vu mindestens zéng Stonnen d'Woch. An dat ass eng wichteg Neierung, well virdru konnt een de Congé parental nëmmen huelen an et konnt een nëmmen an de Genoss vum Congé parental kommen, wann ee mindestens 20 Stonnen d'Woch geschafft huet. Mat deem ale System hu mer ganz vill Leit ausgeschloss.

Weiderhi kann ee mam Accord vum Patron och déi zwielef Méint hallef huelen. Och déi kënnen op aacht Méint reduzéiert ginn. Dëse Modell gëllt fir all Papp an all Mamm, déi en Aarbechtskontrakt vu mindestens 20 Stonnen d'Woch hunn.

Déi Pappen a Mammen, déi an engem Aarbechtskontrakt vu 40 Stonnen d'Woch sinn, kënnen ënner zwee weidere Modeller wielen: entweder véiermol ee Mount an enger Period vun 20 Méint respektiv wärend 20 Méint een Dag (veuillez lire: an der Woch) doheem beim Puppelche bleiwen, dat heescht 80% schaffe wärend 20 Méint.

Wichteg ass och ervirzeträichen, dass den éischte Congé parental obligatoresch muss nom Congé de maternité oder dem Congé d'allaitement geholl ginn. Ass dat net de Fall, geet d'Recht op den éischte Congé parental verluer. Eng Ausnam gëllt hei awer fir allengerzéiend Mammen.

Dir wësst, dass d'Regierung och wëllt de Congé pour raisons familiales op de Leescht huelen, soudass an Zukunft all Mamm wäert dräi Méint no der Gebuert zegutt hunn, ob se hire Puppelchen niert oder net.

Wat si weider Neierungen, nieft den neie Modeller? D'Alterslimitt vum Congé parental geet vu véier op fënnef Joer erop a se geet op zwielef Joer erop am Fall vun enger Adoptioun. Hei ass ze bemierken, dass am aktuelle Regimm de Congé parental schonn zur Halschent muss geholl ginn, éier d'Kand fënnef Joer huet. An Zukunft geet et duer, dass de Congé parental ufänkt virun deem Dag, wou d'Kand seng sechs Joer kritt.

Am Adoptiounsfall bei engem méi ale Kand, zum Beispill, gëtt eng Period vu sechs Méint (veuillez lire: sechs Joer) gerechent vum Enn vum Congé d'accueil respektiv vum Jugement bis zum Alter vu maximal zwielef Joer.

Fir konform mam europäesche Recht ze sinn, muss de Sëtz vun der Firma, bei där ee schafft, och net méi zu Lëtzebuerg sinn. Mä fir de Congé parental kënnen unzefroen, muss ee wärend deenen zwielef Méint virum Ufank vum Congé parental bei der Lëtzebuerger Sécurité sociale affiliéiert gewiescht sinn. Och muss d'Kand net méi doheem bei deem Elterendeel wunne säit der Gebuert oder dem Accueil, well d'Garde alternée an d'Garde partagée ëmmer méi Famillje betreffen. Et geet duer, wann d'Kand déi meeschten Zäit bei deem ass, deen de Congé parental gefrot huet, ouni dass d'Kand wierklech muss op eng aner Adress ëmgemellt ginn.

Fir de Congé parental opzemaache fir Persounen, déi manner wéi 20 Stonnen d'Woch schaffen oder verschidden Aarbechtskontrakter cumuléieren, ass d'Minimumstonnenzuel op zéng Stonnen d'Woch erofgesat ginn. Doduerch gëtt de Pool vun de Leit, déi an de Genoss vum Congé parental kënne kommen an trotzdeem de Lien mat hirer Aarbecht wëllen halen, wesentlech méi grouss.

Den neie Congé parental erlaabt et och Persounen, déi méi Aarbechtskontrakter hu bei verschiddene Patronen, zum Beispill Leit, déi stonneweis bei anere Leit doheem am Stot schaffen, de Congé parental kënnen ze huelen.

Wéi virdru beschriwwen, huet eng Persoun, déi manner wéi 20 Stonne schafft bei méi Patronen, elo och en Urecht op e Congé parental vu véier Méint ganz oder sechs Méint ganz. Schafft si bei méi Patronen, ass ëmmer den Accord vun de Patronen alleguerte verlaangt.

Nach eemol am Kloertext: E Papp oder eng Mamm schafft 40 Stonne bei deemselwechte Patron, da kënne si tëschent deene sechs Modeller wielen. E Papp oder eng Mamm schafft 40 Stonnen d'Woch bei verschiddene Patronen, da kënne se véier Méint ganz oder sechs Méint ganz huelen. E Papp oder eng Mamm schafft tëschent 20 a 40 Stonnen d'Woch bei engem Patron, da kënne se véier oder sechs Méint ganz huele respektiv aacht oder zwielef Méint hallef. Eng Mamm oder e Papp schafft tëschent 20 a 40 Stonnen d'Woch bei méi Patronen, da kënne si véier oder sechs Méint fir sech huelen. Eng Mamm oder e Papp schafft manner wéi 20 Stonne bei engem oder méi Patronen, da kënne se véier oder sechs Méint ganz huelen.

Ech wëll och notéieren, dass déi Leit mat engem Contrat d'apprentissage, dat heescht déi Leit, déi eng Léier maachen, och kënnen an de Genoss komme vum Congé parental, véier Méint oder sechs Méint ganz.

Eng Neierung ass och, dass en hallwe Congé parental bedeit, dass d'Aarbechtszäit ëm 50% gekierzt gëtt an net wéi bis elo 20 Stonnen d'Woch manner wéi festgehalen ass am Aarbechtskontrakt.

Déi nei Modeller vum fraktionéierte Congé parental gi vum Elterendeel an dem Patron an engem Plan de congé parental festgehalen an dann zesumme mat der Demande un d'Zukunftskeess geschéckt. Ännerungen un deem Plang sinn nëmme méiglech, wat d'Méint oder den Horaire ugeet. De Modell vum Congé parental kann awer net méi geännert ginn, wann e bis eemol accordéiert ass.

Wann et keen Accord gëtt tëschent dem Patron an dem Elterendeel, wat de Modell ugeet, da proposéiert de Patron e Gespréich an en alternative Plan de congé parental an engem Délai vun zwou Wochen. Wann och dee Congé parental refuséiert gëtt, da behalen de Papp oder d'Mamm d'Recht op véier oder sechs Méint ganz.

Deen Elterendeel, deen den éischte Congé parental wëllt huelen, muss sengem Patron Bescheed soe per Post, also als Recommandé, an dat spéitstens zwee Méint, éier de Congé de maternité ufänkt.

Den zweete Congé parental ka geholl gi vun deem Elterendeel, deen den éischte Congé parental net hat. Well et en Individualrecht ass, kann een deen och net weiderginn. Wat allerdéngs nei ass, dat ass, dass déi zwee Elterendeeler kënne gläichzäiteg de Congé parental huelen. Wéi beim éischte Congé parental muss de Patron och hei véier oder sechs Méint ganz accordéieren. Fir déi aner Modeller muss een e Plan de congé parental mat sengem Patron ausschaffen.

Beim zweete Congé parental däerf de Patron aus gewëssene Grënn, déi am Aarbechtsrecht virgesi sinn, den Ufank vum Congé parental op e spéideren Datum verleeën, wann zum Beispill e groussen Deel vu sengem Personal de Congé parental géif wëllen zur selwechter Zäit huelen an den normalen Aarbechtsoflaf net méi geséchert wier.

Wärend dem ganze Congé parental ass de Papp oder d'Mamm géint eng Entloossung ofgeséchert, an dat vum leschten Dag un, wou een de Congé parental kann ufroen, bis zum Enn vum Congé parental.

Mir hu beim zweete Congé parental och Wäert drop geluecht, dass dat Recht, e Congé parental zesummen ze huelen, net nëmmen en theoretescht Recht bleift. An dofir ass den Délai, wou den Elterendeel de Congé parental beim Patron muss ufroen, vun haut sechs Méint op zukünfteg véier Méint gekierzt ginn. Esou ass et dem Papp zum Beispill méiglech gemaach ginn, den zweete Congé parental och reell kënnen unzetrieden, wann d'Mamm de Congé consécutif hëlt.

Den zweete wichtegen Aspekt niewent enger méi grousser Flexibilitéit ass d'Héicht vum Ersatzgeld, dat d'Elteren, déi sech derfir entscheeden, de Congé parental ze huelen, och kréien. Den aktuelle Montant vun 1.778 Euro ass fir vill Leit ganz kloer eng Brems. An de Sondage huet et ganz kloer gewisen: Wat de Revenu méi héich, ergo den Ausfall méi héich ass, wat d'Leit och méi zécken, fir vum Congé parental ze profitéieren. Dat beweist och de Congé non indemnisé vu véier Méint, deen een am ale Gesetz konnt huelen: Bei der Zukunftskeess si keng Handvoll esou Demanden eragaangen, an dat säit 1999.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt e regelrecht Ersatzgehalt, e Revenu de remplacement, agefouert. Dëst Gehalt gëtt au prorata vun deem ausbezuelt, wat vun der Pai verluer geet, an dat mat engem maximale Plaffong vun 3.204 Euro brutto. Domat komme mir och dem Avis vum Statsrot aus dem Joer 2004 no. An duerch den neie System behalen d'Elteren och weiderhin ouni Ënnerbriechung hir Assurance pension. Och ass duerch d'Aféierung vun engem Ersatzloun eng automatesch Upassung un den Index ofgeséchert, wat bei der aktueller Indemnitéit säit 2006 net méi de Fall war.

Duerch d'Méiglechkeet, am fraktionéierte Modell 20% doheem ze bleiwen, gëtt de Lounausfall natierlech wesentlech méi kleng, wéi wann e 50% oder 100% wär. Well d'Suen, déi an engem Stot sinn, eropginn, an hoffentlech och méi Pappe vum Congé parental Gebrauch wäerte maachen, gëtt sech erwaart, dass et fir d'Frae méi einfach gëtt, fir doheem ze bleiwen oder fir zréck an d'Aarbecht ze goen, well de Budget vum Stot bal identesch bleift.

De Revenu de remplacement gëtt gerechent um Revenu cotisable vun deene leschten zwielef Méint virum Ufank vum Congé parental. De Centre commun de la sécurité sociale iwwerliwwert déi Zuelen dann un d'Zukunftskeess, déi zoustänneg ass, fir de Revenu de remplacement auszebezuelen. De Montant vum Revenu de remplacement huet als ënnescht Limitt den onqualifizéierte Mindestloun vun 1.922 Euro an als iewescht Limitt 3.204 Euro brutto, wat dem soziale Mindestloun plus zwee Drëttel entsprécht. Dës Montante bezéie sech natierlech op Vollzäitaarbechtskontrakter vun 173 Stonnen d'Woch (veuillez lire: de Mount).

A Leit, déi sech derfir interesséieren, Leit, déi wëllen ausrechnen, wivill si dann als Bruttorevenu de remplacement géife kréien an deene verschiddene Modeller, deene Leit kann ech de Calculateur un d'Häerz leeën, dee se kënne fannen um Site vun der Zukunftskeess ënnert der Adress www.cae.public.lu.

D'Gesetz gesäit och vir, dass d'Elteren, déi hir Demande scho gemaach hunn, mä deenen hire Congé parental eréischt nom Akraafttriede vum Gesetz ufänkt, kënnen eng nei Demande maachen, fir eventuell vun deenen neie Modeller ze profitéieren. Dee Moment sinn d'Délaien acquis, déi ee muss respektéieren, fir eng Demande ze maachen, mä de Patron kann awer deen neie Modell refuséieren. Da fält den Elterendeel automatesch op dee Modell zréck, dee mam Patron ausgemaach gi war an deen och accordéiert gi war.

Fir de Leit entgéintzekommen, déi an hirem ugefrote Modell wëlle bleiwen, also sechs Méint oder zwielef Méint hallef, awer vum neie Revenu wëlle profitéieren, gesäit eng weider Dispositioun vir, dass se sech par lettre recommandée kënne bei der Zukunftskeess mellen, wuelverstane wann de Congé parental nom Akraafttriede vum Gesetz, dat heescht ab dem 1. Dezember, a Kraaft trëtt.

Fir all weider Informatiounen, wat d'Avise vun de Beruffskummeren ugeet oder d'Avise vum Conseil d'État, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Kolleege vun der CSV am September fënnef Amendementer virgeluecht hunn, déi eng nach méi grouss Flexibilisatioun virgesinn haten, an och de Wëllen ausgedréckt hunn, beim uniformen Tariff ze bleiwen. Net nëmmen aus Zäitgrënn, mä besonnesch well dëst Gesetz - an ech ënnersträichen dat nach eng Kéier - op engem ausgehandelten Accord mat de Gewerkschaften an de Patronatsvertrieder baséiert, goufen dës Amendementer net ugeholl.

Well dëst Gesetz awer just eng weider Etapp ass a bestëmmt och net fir d'Éiwegkeet gëllt, hu mir eis parteiiwwergräifend gëeenegt, eng Motioun eranzereechen, wou mer d'Regierung opfuerderen, an dräi Joer e Bilan ze maache vun deenen neie Mesuren an och weider Weeër ze sichen, fir de Congé parental nach méi flexibel kënnen ze maachen. An, Här President, erlaabt mer, dass ech Iech hei déi Motioun iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la conciliation entre vie professionnelle et familiale est depuis longtemps une priorité politique;

- que les mesures mises en œuvre pour atteindre cet objectif doivent s'adapter le mieux possible aux besoins des familles;

- que le sondage effectué à la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en vue de la réforme du congé parental a identifié certains motifs de renonciation au congé parental;

- que le projet de loi 6935 portant réforme du congé parental vise à répondre aux besoins exprimés par les parents en ce qu'il

- flexibilise les modèles et les périodes de congé parental,

- étend le cercle des bénéficiaires potentiels en allégeant les conditions d'octroi,

- incite plus de parents à prendre un congé parental;

- qu'il importe de continuer l'analyse des moyens mis en œuvre pour concilier vie professionnelle et vie privée, y compris en tenant compte des amendements et propositions faits au cours des travaux parlementaires;

- que déjà la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales prévoyait dans son article 19 une évaluation des effets des dispositions portant notamment sur l'incidence du congé parental sur le marché de l'emploi, ses effets sur l'égalité des chances et ses effets dans l'intérêt de l'enfant;

invite le Gouvernement

- à dresser un bilan du nouveau système du congé parental après une période de trois années et à évaluer les différents modèles proposés aux parents;

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Gilles Baum, Taina Bofferding, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Roberto Traversini.

Da wéilt ech ofschléisse mat engem ganz grousse Merci un alleguer d'Kommissiounsmemberen, déi ganz, ganz äifreg matgeschafft hunn un den Aarbechten, un eise ganz fläissege Sekretär, den Här Jean-Paul Bever, fir seng gutt Aarbecht, an e ganz besonnesche Merci och un d'Madamm Myriam Schanck, déi Presidentin ass vun der Zukunftskeess, déi eis mat ganz vill Sachverstand duerch dëse ganz wichtegen an och immens flotte Projet begleet huet.

Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Rapporteur hätt och nach der Chamber kënne Merci soen, dass se him e puer Minutte méi Riedezäit ginn huet.

(Interruptions et hilarité)

Voilà, dat gesot, ginn ech d'Wuert dann direkt weider un d'Madamm Françoise Hetto fir d'CSV.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Gilles Baum, e grousse Merci soe fir säi ganz ausféierleche souwuel schréftleche wéi och mëndleche Rapport. Erlaabt mer vläicht, fir am Ufank e klengen, wierklech e ganz klenge Réckbléck ze maachen.

De Congé parental, deen ass hei am Land agefouert ginn opgrond vun enger, wéi Dir et och gesot hutt, EU-Direktiv vum 3. Juni 1996, déi en individuellt Recht vu minimum dräi Méint Congé parental fir all Elterendeel, dee schafft, am Fong geholl garantéiert. An dat ass e Recht, dat doduerch entsteet, dass een e Kand kritt oder e Kand adoptéiert. Déi Direktiv ass hei zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 12. Februar 1999 transposéiert ginn.

Loosst mech drun erënneren, dass dee Congé parental deemools als en neit an och zousätzlecht Instrument fir d'Bekämpfung vum Chômage ugesi ginn ass. De Congé parental sollt näämlech dozou déngen, fir Chômeuren oder Leit ouni Aarbecht als Remplaçanten ebe fir deen Zäitraum ze rekrutéieren, wou eng Aarbechtsplaz duerch e Congé parental net besat wier.

D'Etüd iwwert de Congé parental vun 2002 huet awer besonnesch déi familljepolitesch Aspekter wéi och déi vun der Chancëgläichheet als ganz positiv ervirgestrach. D'Ziler vum Congé parental si manner beschäftegungspolitescher Natur, mä éischter familljepolitescher Natur. En plus droe se dozou bäi - an do gëtt d'Chancëgläichheetsministesch mer bestëmmt recht -, dass mer iwwert dëse Wee der Chancëgläichheet tëschent Fra a Mann och e Stéck méi no kommen.

D'Famill kritt mam Congé parental déi Ënnerstëtzung vum Stat, déi hir och zousteet. Mir hunn als CSV nach ëmmer d'Meenung vertrueden an eis Politik och dorobber ausgeriicht, dass een den Eltere soll de Choix loossen, dass een den Eltere soll all Méiglechkeeten oploossen, wéi si hiert Familljeliewe wëlle gestalten, ob si fir e Congé parental optéieren oder net, ob si ganz doheem bleiwen, fir sech selwer ëm d'Erzéiung vun hire Kanner ze bekëmmeren, oder ob si Deelzäit oder ganzdaags schaffe ginn an op Famill, Betreiungsstrukturen oder awer och Dageselteren zréckgräifen.

Déi ganz Diskussioun ronderëm de Congé parental muss een awer och kucken an engem Gesamtkontext vun éischtens Aarbechtszäiten, déi besser op d'Conciliatioun vu Famill a Beruffsliewe mussen ofgestëmmt ginn, a vun zweetens alle méigleche Formen u flexibele Betreiungsmesuren.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, dass an deenen zwou leschte Regierungen immens vill Efforte gemaach gi sinn, wat souwuel d'Crèchë wéi och d'Betreiung vun de Kanner ubelaangt, déi am Schoulalter sinn. Et gouf e Statut fir Dagesmammen agefouert, fir domadder wierklech och e breede Spektrum u méigleche Betreiungsmodeller ze offréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Congé parental stellt net nëmmen e Recht duer fir all Elterendeel, e stellt awer och eng Erausfuerderung duer fir all Patron vun enger Entreprise. Wat de Volet Aarbechtszäitorganisatioun ubelaangt, do bleift nach villes ze maachen, well déi ganz Conciliatioun Famill a Beruff, déi hänkt wierklech maassgeblech dovunner of, wivill Optiounen een als Elteren huet, fir de Spagat tëschent Famill a Beruff dann och ze realiséieren.

Duerfir hu mir als CSV an der Kommissioun och eng Rei Amendementer an deem Sënn proposéiert gehat. Ech komme gläich dorobber zréck.

Ech wëll awer op dëser Plaz och mäi Respekt ausdrécke fir all déi Patronen an Entreprisen, déi wierklech hiert Bescht maachen, fir dass hir Mataarbechter de Congé parental kënnen huelen, déi och d'Décisioune vun den Eltere respektéieren, ouni dass dat Konsequenzen op deenen hir zukünfteg Carrière huet. Et ass

sécherlech net einfach, de Congé parental an déi betriiblech Organisatioun mat anzebauen, ganz besonnesch net fir déi méi kleng Entreprisen. Mir sinn eis och bewosst, dass et Betriber gëtt, déi de Wënsch vun hire Salariéë méi einfach kënnen nokomme wéi anerer, net well déi et net wëllen, mä well si et einfach organisatoresch gesinn net hikréien.

Et ass och begréissenswäert, dass d'ABBL gëschter eng Absichtserklärung ënnerschriwwen huet, dass een dann an Zukunft kann de Remboursement vum Immobilieprêt wärend der Zäit vum Congé parental ënnerbriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzestext ginn eng ganz Partie Adaptatioune vum aktuelle Congé parental gemaach. Engersäits gëtt déi aktuell Indemnitéit duerch e Revenu de remplacement ersat, an anerersäits kréien d'Elteren an Zukunft d'Méiglechkeet, fir en dach awer méi flexibele Congé parental ze huelen.

Mir sinn als CSV och der Meenung, dass et wierklech Zäit war, de Congé parental ze iwwerkucken an ze iwwerschaffen. Allerdéngs hätt ee kënnen dës Reform notzen, fir e Stéck méi wäit ze goen a méi eng grouss Palett u flexibele Méiglechkeeten unzebidden. Zanter dass de Congé parental agefouert ginn ass, kann ee feststellen, dass ëmmer méi Mammen a Pappen dovunner Gebrauch maachen. An dat ass och gutt esou. 2001 waren et ronn 30% vun den Elteren, déi de Congé parental geholl hunn. Abee, 2014 si mer awer trotzdeem scho bei 44,1%.

Am mannste gëtt en allerdéngs genotzt vun de Monoparentallen. An dass net méi Elteren de Congé parental huelen, dat huet natierlech och verschidden Ursaachen. Fir déi eng ass, wéi et gesot ginn ass, de Montant vun der Indemnitéit ze niddreg fir de Fall, wou se e géife ganz beieneen huelen. Anerer fäerten, hir Carrière géif duerch de Congé parental dach awer e Knécks kréien. Fir anerer ass et awer och dacks en No-Go vusäite vum Patron. A fir nach anerer ass en, esou wéi mer e bis elo haten, ganz einfach vill ze vill rigid.

Mir begréissen als CSV prinzipiell all Mesure, déi drop ausgeriicht ass, den Elteren d'Liewe manner schwéier ze maachen an hinnen et och ze erlaben, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Duerfir begréisse mir et och, dass d'Regierung higeet an de Congé parental méi flexibel wëllt gestalten.

Mir haten an eisem Wahlprogramm stoen, dass mer d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff wéilte verbesseren iwwert de Wee vu méi enger flexibeler Aarbechtszäitorganisatioun. An do kënnen natierlech e flexibele Congé parental an eng aner Aarbechtszäitorganisatioun doudsécher derzou bäidroen.

Flexibilisatioun an Aménagement vun der Aarbechtszäit gehéieren zum Zäitgeescht. D'Patronat ass jo am Prinzip och mat enger Reform vum Congé parental am Sënn vu méi Flexibilitéit d'accord, hätt sech awer gewënscht, dass déi Diskussiounen iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun parallell gefouert gi wieren an dass een am Fong geholl op deem Ganzen e Konsens fonnt hätt.

Mir bedaueren, dass dat net geschitt ass, well mir sinn och iwwerzeegt, dass een, wann dat de Fall gewiescht wier, nach hätt kënne ganz aner Méiglechkeete fir de Congé parental erausschielen. An dës Reform wier do derduerch méi ambitiéis ginn.

Duerfir hate mir och eng Partie Amendementer proposéiert, déi dem Wonsch vu ganz villen Eltere ganz bestëmmt entgéintkomm wieren. Mir schwätzen hei vill iwwert d'Elteren. Mir alleguer wäerten haut de Mëtte vill iwwert d'Eltere schwätzen a wéi een et fir si ka besser organiséieren, mä ech wëll awer op dëser Plaz och ee Wuert iwwert dee klenge Mënsch soen, ëm deen et am Fong geholl geet: d'Kand.

Déi éischt dausend Deeg am Liewe vun engem Kand sinn entscheedend, wat de physeschen a psychesche Bien-être fir de Rescht vu sengem Liewen ubelaangt. Dausend Deeg, dat sinn néng Méint Schwangerschaft an eppes méi wéi zwee Liewensjoren. D'Bindungsfäegkeet fänkt am Bauch vun der Mamm un. Déi éischt zwee Liewensjore festegt de Puppelchen dann d'Liene mat senge Bezuchspersounen, am Idealfall den Elteren. Déi éischt Jore sinn entscheedend, de Rapporteur huet dat och ënnerstrach, an duerfir sollt een och dëse jonken Eltere wierklech d'Chance ginn, déi éischt Zäit, déi éischt Joren esou vill wéi méiglech Zäit mat hirem Puppelchen ze verbréngen.

Dat ass och de Wonsch vu ganz villen Elteren. Jonk Eltere wëllen dee Stress, dee sech ergëtt duerch d'Jongléieren tëschent Famill a Beruff, einfach net méi hinhuelen. Vun den Elengerzéier guer net ze schwätzen!

Fir dass eng Famill awer kann zu enger Famill zesummewuessen, brauch se Zäit. Dohier muss et méiglech ginn, duerch en dach awer flexibele Congé parental seng Aarbechtszäit esou anzedeelen, dass all Famill sech hir ënnerschiddlech Liewensaart a -weis kann erméiglechen, sech awer och hiren Job ka sécheren, am Aarbechtsprozess mat drableiwen an awer iwwer e puer Joer genuch Zäit huet, fir mat deem neie klenge Familljemember eng enk Relatioun opzebauen.

D'Patronen hu jo eigentlech och all Interessi drun, hire Leit entgéintzekommen, well zefridde Salariéë sti gemengerhand dem Betrib trei zur Säit. D'Betriber, déi net kënnen duerch héich Léin Leit unzéien, kënnen dat awer eventuell duerch interessant a familljefrëndlech Aarbechtszäitaménagementer maachen. Et huet deemno jiddwereen eppes drun ze gewannen. A vu dass de Gesetzestext souwisou virgesäit, dass de Patron muss fir all Flexibilisatioun säin Accord ginn, sollt een et dem Patron an dem Salarié iwwerloossen, eng fir si agreabel Léisung ze fannen. Op alle Fall sollen et net legislativ Barrièrë sinn, déi der Flexibilitéit am Wee stinn.

Duerch eis Amendementer, déi leider net ugeholl gi sinn, hätten d'Elteren an d'Kand méi Zäit firenee kritt. Si hätte vill méi eng breet Palett vu Méiglechkeete gehat, an dat ouni dass et de Stat méi deier gi wier. Am Géigendeel. À propos Käschten, do kommen ech och nach drop ze schwätzen.

Mir wollten den Elteren de Choix ginn, tëschent dräi verschiddene Congé-parentallen ze wielen: véier Méint ganz, sechs Méint ganz oder souguer aacht Méint Congé parental temps plein. Dernieft hätt een dës dräi Formen och nach kënne fraktionéieren. D'Leit, déi plein temps schaffen, hätte kënne mat eisen Amendementer innerhalb vun deem Congé parental, dee fir si a Fro kënnt, ufroen, net just fir zur Halschent, och net just fir zu 80% schaffen ze goen, esou wéi et elo virgesinn ass, neen, no eise Virstellungen hätte si kënne carrément tëschent enger Palett vun 20%, 40%, 50%, 60% an 80% wielen. Zu allem hätt natierlech de Patron säin Accord misse ginn. E muss dat jo mam neien Text souwisou maachen.

Mir sinn der Meenung, an de Sondage beweist et och, dass d'Eltere sech prioritär méi Zäit, méi Flexibilitéit wënschen an net un éischter Stell méi Indemnitéit. Eis Amendementer hätten e grousse Choix erméiglecht.

Dobäi muss een awer och soen, dass de Choix fir Flexibilitéit, zum Beispill dee Moment, wou ee sech derfir décidéiert, 80% schaffen ze goen an 20% vum Congé parental ze profitéieren, dass dat op Käschte geet vun der Zäit. Well et dierf een net iwwer 30 Méint 80% schaffe goen, esou wéi dat engem am Fong geholl géif zoustoen, wann een dat vun de sechs Méint ëmrechent, mä just wärend 20 Méint.

Zweetens, d'Regierung gesäit vir, déi forfaitaire Indemnitéit duerch e Revenu de remplacement, deen op 3.200 Euro brutto maximal fixéiert ass, ze ersetzen. Mir als CSV, mir halen un deem aktuellen indemnitairë System fest. Wéisou?

Ma mir sinn der Meenung, dass eng Indemnitéit, déi een am Kader vum Congé parental kritt, net sollt vu Persoun zu Persoun variéieren. Mir mengen, dass de Revenu de remplacement, esou wéi d'Gesetz en dann elo festhält, géint de Gläichheetsprinzip, deen an der Verfassung verankert ass, verstéisst. Fir eis huet d'Erzéiungsaarbecht vun allen Elteren deeselwechte Wäert. D'ailleurs ass dat och esou an deenen anere Länner. Et kann net sinn, dass deem enge seng Elterenaarbecht méi Wäert huet wéi deem anere seng.

En plus sinn déi 3.200 Euro, déi ëmmer an d'Fënster gestallt ginn, net netto. Do gi jo d'Steieren nach of, d'Soziallaaschte ginn nach of. Keen, awer och wierklech kee wäert 3.200 Euro erauskréien! Mir als CSV wollten duerfir de Montant vun der Indemnitéit fir all Eltere gläich loossen an um Niveau vum onqualifizéierte Mindestloun festmaachen. An dovunner géif ausser deenen 2,8% fir d'Krankekeess an 1,4% Assurance dépendance näischt ofgezu ginn. Amplaz vu méi Suen hätte mir méi Zäit offréiert, wann dat da vun den Eltere gewënscht gewiescht wier. Mä wéi gesot, eis Amendementer si leider net ugeholl ginn.

Ech sinn awer trotzdeem frou, dass se op iergendeng Aart a Weis den Nidderschlag fannen an enger gemeinsamer Motioun, wou mer dann an dräi Joer wäerte kucken, wéi dat Ganzt, wat mer elo dann haut wäerte stëmmen - mir wäerten eis enthalen -, wéi dat da bei de Leit ukënnt.

Mir wieren natierlech nach méi frou gewiescht, wann eis Amendementer adoptéiert gi wieren. Awer mir si wierklech net domadder averstanen, dass hei verschidde Revenue wäerten ausbezuelt ginn. Ech denken och drun, dass déi Leit, déi an Zukunft dat mussen ausrechnen, dass déi nach ganz vill Freed kréie bei deene Berechnungen.

An et ass och net esou, Madamm Minister, wéi Dir gesot hutt, dass et och am Congé de maternité géife verschidde Valeure ginn. De Congé de maternité, dee gëtt iwwert d'Krankekeess bezuelt. Dorobber gëtt cotiséiert am Prorata zum Salaire an och jee nodeem, ob ee Fonctionnaire ass, ob een am Privatsecteur schafft oder ob een Indépendant ass. An de Congé parental ass eng Prestation familiale, wourobber een 2,8% Krankekeess an 1,4% Assurance dépendance bezilt. Et kann een deemno net Äppel mat Bire vergläichen.

Mir bedaueren awer och, dass hei - an dat ass awer och e wesentleche Punkt - keng seriö Käschteberechnung gemaach ginn ass respektiv keng seriö Estimatioun. Am Géigendeel!

An der Fiche financière gëtt sech op zwou Hypotheese beruff, wou 50% vun de Salariéen, déi sech fir de Congé parental plein temps décidéieren, sech géife fir e Congé parental vu véier Méint décidéieren, a wou 50% vun de Salariéen, déi fir e Congé parental mi-temps sech géifen entscheeden, op dee vun aacht Méint géifen zréckgräifen. Dat heescht: Dir gitt dervun aus, dass d'Halschecht sech fir dee méi kuerze Congé parental entscheet. Abee, dat ass op jidde Fall och dee Modell, deen de Stat am mannste wäert kaschten an awer, an Áren Zeenarien, 15 bis 29 Milliounen méi wäert kaschten, wéi dat bis elo de Fall ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Ech géif dann natierlech nawell gäre wëssen, Madamm Minister, wat géif dann ufalen u Käschten, wann d'Majoritéit vun de Leit sech géif fir déi deierst Versioun décidéieren, sechs Méint ganz oder zwielef Méint hallef, well schliisslech, Dir erhofft Iech dat jo, wäerten dann och méi Pappen an Zukunft de Congé parental wëllen huelen, well se sech duerch déi méi héich Indemnitéit ugezu spieren.

An deene ganzen Estimatioune steet och kee Wuert driwwer, a wéi engem Mooss dass de Plus u Steieren, déi dach awer wäerten och erakommen, säin Nidderschlag fënnt. Et ass ganz einfach keng seriö Estimatioun.

Nach just ee Wuert zur Propositioun vun de véier Méint Congé parental respektiv véiermol ee Mount. Mir sinn als CSV der Meenung, dass een den Elteren net soll manner Zäit ubidden, fir mat dem Kand ze verbréngen, mä éischter méi. Ech fäerten näämlech, dass mer hei duerch dës Alternativ kënnen e gewëssenen Drock kreéieren an deem Sënn, dass d'Patronen hire Leit soen, jo, si sollte sech da vläicht léiwer fir déi véier Méint décidéieren amplaz fir déi sechs Méint, well dat fir de Betrib méi einfach ze organiséieren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aus all dëse verschiddenen Ursaachen, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir eis bei dem Vott iwwert dëst Gesetz enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hetto. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Dir hutt d'Wuert, Här Hahn, fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP)*.- „An, wéini ass et da bei dir esou wäit?" Jo, dës Fro kritt een a mengem Alter alt emol gestallt.

(Brouhaha)

Dorobber, léif Kolleegen, wäert ech Iech awer keng Äntwert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir hunn Iech jo och net gefrot.

M. Max Hahn *(DP)*.- Ech wäert villméi op déi Froen agoen, déi ee sech an deem Kontext a mengem Alter stellt.

Haut, an dovu sinn ech iwwerzeegt, gëtt e Gesetz gestëmmt, dat de Congé parental däitlech méi attraktiv wäert maachen. Dat huet zwar bestëmmt keen Afloss op de Kannerwonsch vun enger Koppel, well ech mengen net, dass d'Leit méi oder manner Kanner wëllen, deemno wéi de Congé parental geregelt ass. Mä et beaflosst d'Elteren awer bei der Äntwert op eng aner Fro. D'Fro, déi jonk Famillje sech näämlech stellen, ass déi heiten: Hëlt een de Congé parental? Oder hëlt een en net?

Natierlech wëllt ee méi Zäit mat sengem Kand verbréngen. An trotzdeem muss een d'Rechnung maachen, ob de Congé parental net ze vill Nodeeler an Abousse fir ee selwer a seng Famill bedeit. D'Zil vun dëser Reform ass, dass vill méi Elteren, a besonnesch vill méi Pappen, den zweete Congé parental huele wäerten. D'Zil ass et, dass a fënnef bis zéng Joer den zweete Congé parental esou oft geholl gëtt wéi deen éischten. Dass d'lescht Joer den zweete Congé parental just a 34% vun de Fäll geholl ginn ass, weist, wéi ambitiéis d'Zil vun dëser Reform ass.

Här President, et heescht, den neie Congé parental gëtt den haitege Gegebenheeten ugepasst. Mä wat sinn dann déi haiteg Gegebenheeten? Haut ass d'Rolleverdeelung am Stot eng aner wéi nach bei mengen Elteren. Deemools war et näämlech ganz oft esou, dass de Mann schaffe gaangen ass an d'Fra doheem bliwwen ass, fir d'Kanner grousszezéien. Hautdesdaags ginn déi zwee aus der Koppel schaffen a wann den Nowuess bis do ass, bleiwen déi Allerwéinegst nach ganz doheem beim Kand.

Dat huet haaptsächlech zwou Ursaachen: éischtens, d'Finanzen an déi eege sozial Ofsécherung, och wann d'Bezéiung emol an d'Bréch geet, an zweetens de Wonsch, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben, well en engem Spaass mécht an ee perséinlech erfëllt. An do, léif Frënn, gëtt et tëschent Fraen a Männer keen Ënnerscheed.

Ech stellen a mengem Frëndes- a Familljekrees awer nach ee groussen Ënnerscheed zu fréier fest: Hautdesdaags wëllen d'Pappe méi an d'Erzéiung vun hire Kanner agebonne ginn. An dat ass och gutt esou! D'Experte si sech hei eens, dass hei grad déi éischt Joren enorm wichteg sinn. An awer, et si grad d'Pappen, déi de Congé parental net huelen. Mä firwat ass dat dann esou?

Ma d'Grënn, firwat haaptsächlech deen éischte Congé parental geholl gëtt an deen zweete vill manner, sinn en gros déiselwecht wéi déi, firwat hautdesdaags dacks keen Elterendeel ganz doheem bleift. Ech widderhuele mech: Dat sinn éischtens d'Finanzen an d'sozial Ofsécherung an zweetens de Wonsch, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben. A grad op dës zwou Ursaachen äntwert d'Reform.

Wat d'Finanzen ugeet, ass deen nei agefouerten Ersatzloun vum Congé parental méi no un där normaler Pai vun den Elteren, wat et grad der Mëttelschicht finanziell och erlaabt, de Congé parental ze huelen. Et däerf een net vergiessen, dass rezent e Sondage realiséiert gouf, deen ervirgehuewen huet, dass bal d'Halschent vun deene gefrote Leit, déi de Congé parental net geholl hunn, dës Entscheedung getraff hunn, well se sech de Congé parental finanziell net leeschte konnten.

Wat de Wonsch ugeet, säi Beruff op d'mannst deelweis auszeüben, esou gëtt deem mat enger Erhéijung vun der Flexibilitéit, wéi een de Congé parental huele kann, Rechnung gedroen. Hei wäert een an Zukunft tëschent véier zousätzleche Modeller kënnen entscheeden. Déi zousätzlech Modeller wäerten de Mammen an de Pappen entgéintkommen, déi vläicht net sechs Méint Ganzzäit am Congé parental wëlle sinn. Ech denken do un déi Elteren, déi an engem dynamesche Secteur schaffen, wou sechs Méint eng laang Zäit sinn, an där zum Beispill Projeten ofgeschloss ginn an nei Projeten entstinn, un deene si wëllen deelhuelen. Véier Méint um Stéck, véier Méint verdeelt oder een Dag d'Woch, dat erméiglecht et, kee Choix tëschent dem Kand an der Aarbecht mussen ze treffen.

Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, ass an esou Fäll besonnesch d'Formule, fir de Congé parental wärend 20 Méint een Dag d'Woch ze huelen, eng flott Optioun fir Employé a Patron. Dat entsprécht enger Tâche vun 80%. Gekoppelt mam Bruttoersatzrevenu vu bis zu 3.200 Euro, ass de finanziellen Aschnëtt fir d'Mëttelschicht also wesentlech méi kleng, wéi dat aktuell de Fall ass.

Här President, erlaabt mer e kuerzen Ausfluch an d'Vergaangenheet. 1999 gouf de Congé parental agefouert, dat mat deenen zwee Modeller, wéi mir se bis haut kennen: sechs Méint Ganzzäit an den zwielef Méint Hallefzäit. Dat si mëttlerweil ëmmerhi 17 Joer hier, 17 Joer, vun deenen d'CSV 14 Joer laang de Familljeressort besat huet an näischt heiru geännert huet. Ech wëll net polemesch ginn,...

(Hilarité)

...mä ech war dowéinst virun engem Mount verwonnert, dass d'Reform därselwechter CSV net flexibel genuch war, obwuel d'Reform véier zousätzlech Variante virgesäit. Wann déi flexibel Modeller hinnen esou wichteg sinn, stellen ech mer just d'Fro, firwat si dat net scho méi fréi proposéiert an och ëmgeännert hunn!

Ech freeë mech op alle Fall, dass et elo och der CSV wichteg ass, de Congé parental méi ze flexibiliséieren.

(Interruption)

An natierlech hätt ee mat der Flexibilitéit nach méi wäit kënne goen. Et däerf een awer net

vergiessen, dass d'Ministesch dëst Gesetz net an der Dunkelkammer ausgeschafft huet a geschriwwen huet, mä de virleiende Gesetzestext mat de Sozialpartner ausgehandelt huet, woufir ech der Ministesch, awer och der ganzer Regierung op dëser Plaz félicitéiere wëll.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Wat d'Flexibilitéit ugeet, schéngt d'CSV sech jo an déiselwecht Richtung ze bewege wéi mir.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Nieft dem spéide Wonsch no méi Flexibilitéit hält d'CSV awer un der Iddi vun engem eenheetleche Montant fest a géif deemno léiwer bei engem vill méi niddrege Montant bleiwen. Abee, mir maachen do eng aner Analys. En eenheetleche Montant léist de Problem net, dass vill Eltere sech de Congé parental finanziell net erlabe kënnen. Grad d'Upasse vum Montant un de reelle Loun mat engem Maximum vun 3.200 Euro brutto erméiglecht et eréischt ville Leit mat engem mëttleren Akommes, de Congé parental an Usproch ze huelen.

D'CSV argumentéiert, dass d'Erzéiungsaarbecht mam nämlechte Montant soll bezuelt ginn. Wa si doranner kohärent wier, misst si dat jo och fir de Congé de maternité an de Congé d'allaitement froen. Hei kritt ee jo och keen eenheetleche Montant wärend den aacht respektiv zwielef Wochen no der Gebuert ausbezuelt, mä de volle Salaire. Dat ze ännere wier zwar genausou kontraproduktiv, mä op d'mannst wier et kohärent.

(Interruption)

Ech bleiwen derbäi: E méi en niddregen eenheetleche Montant léist eise Problem net, well vill Eltere sech de Congé parental weiderhin net leeschte kéinten. Ech wëll awer och betounen, dass och méi en héijen eenheetleche Montant net d'Léisung wier, well mir domat falsch Ureizer géife schafen, wa verschidde Leit méi Suen iwwert de Congé parental ausbezuelt géife kréie wéi si verdéngen, wa se schaffen.

Här President, d'Reform, iwwert déi mer haut schwätzen an déi gestëmmt wäert ginn, ass e Meilesteen an der Familljepolitik. D'Reform dréit ganz kloer der Realitéit Rechnung, fir datt an Zukunft méi Leit an och méi Pappe sech fir de Congé parental kënnen entscheeden.

Fir sech matzäiten un d'Besoine vun den Eltere kënnen unzepassen, begréisst d'Demokratesch Partei d'Motioun, déi de Rapporteur déposéiert huet. Et ass näämlech wichteg, an e puer Joer eng Bestandsopnam ze maachen, fir dee System kënnen ze evaluéieren an eventuell och Upassungen ze maachen.

Dem Rapporteur Gilles Baum a Parteikolleeg wëll ech selbstverständlech am Numm vun eiser ganzer Fraktioun en décke Merci soe fir säin exzellente schréftlechen awer och mëndleche Rapport. An ech ginn dann heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut gi mer weider an d'Richtung vun enger moderner Familljepolitik an dat ass e gutt Signal fir d'Familljen hei am Land. Éier ech op déi eenzel Elementer aus der Reform aginn, wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren an dem Rapporteur, dem Deputéierte Gilles Baum, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

D'LSAP begréisst dës Reform, well domadder erméigleche mer: éischtens, dass méi Eltere wäerten an de Genoss vum Congé parental kommen; zweetens, méi Wahlméiglechkeeten, fir Beruff a Famill besser openeen ofzestëmmen; drëttens, méi Zäit fir d'Familljen. Véiertens erméigleche mer och méi Sue fir d'Familljen a fënneftens wäerte mer och der Chancëgläichheet e gutt Stéck entgéintkommen.

D'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill ass fir meng Partei e ganz grousse Sujet. Mir engagéieren eis fir Mesuren, déi den Eltere sollen hëllefen, Famill a Beruff besser an Aklang ze bréngen. Et gëtt ëmmer méi Familljen, wou béid Elterendeeler schaffen. An hirer Virstellung vun engem gudde Liewe gëtt et déi zwee: Zäit fir d'Famill an Zäit fir de Beruff. Si erwaarden - an ech mengen, dat zu Recht - vun der Politik, dass si se ënnerstëtzt an hir Liewensrealitéit verbessert.

Mat enger Auszäit erméigleche mer et den Eltere, hiren Job virleefeg ze ënnerbriechen oder zréckzeschrauwen, fir esou méi Zäit ze hunn, fir sech intensiv ëm hiert klengt Kand ze këmmeren. Wéi déi Zäit sech gestalt, wéi ee sech organiséiert, dat soll vun de Besoinen ofhänken, déi d'Familljen an och d'Betriber hunn. Et geet eben drëms, sech esou ze organiséieren, dass béid Säiten dovunner kënne profitéieren.

Dobäi sollte mer net vergiessen, dass och spéider am Liewe vun engem Kand, also den éischte Liewensjoren, et Phase gëtt, an deenen d'Elteren och méi Zäit fir hiert Kand brauchen. An et ass wichteg, dass si och déi Zäit kréien. An dofir kënnen Elteren an Zukunft de Congé parental bis dat sechst Liewensjoer vum Kand huele respektiv, am Fall vun enger Adoptioun, bis zwielef Joer.

Eng grouss Verbesserung, déi mer haut schafen, ass d'Flexibiliséierung vun der Elterenzäit. Hei komme mer ganz kloer de schaffenden Elteren entgéint. De Wonsch no Flexibiliséierung koum am Sondage, deen am Virfeld vun der Reform gemaach gouf, ganz kloer eraus. Et ass richteg, dass bei der Opspléckung am Verglach zu deenen zwee anere Modeller manner Deeg wäerten zur Verfügung stoen. Dofir hunn d'Elteren awer bei der flexibiliséierter Form méi Choixen!

Vu Patronssäit war viru Kuerzem ze héieren - also si hunn erëm déi flexibiliséiert Form kritiséiert -, dass et fir d'Betriber extrem schwiereg wier, sech ze organiséieren, wann e Salarié een Dag an der Woch géif feelen, well ee fir deen Dag net en Ersatz kéint astellen. An et wär och net am Sënn vun der Saach, dass aner Employéen da méi Aarbecht hätten. Nun, do kéint ee jo och bal mengen, dass déi Salariéen am beschten hätten, ni krank ze ginn oder en Dag Congé ze huelen.

Ech wëll net weider op déi Ausso elo agoen, mä op deen ugeschwatene Problem ginn et awer e puer Äntwerten. Éischtens: Wa Betriber bis elo esou vill Wäert drop geluecht hätten, d'Absencen duerch e Congé parental ze ersetzen, da wär de Congé parental och beschäftegungspolitesch genausou wéi um familljepolitesche Plang eng Success Story gewiescht. A mir wëssen alleguerten, dass dat leider net de Fall war.

Zweetens muss ee soen, dass et och ganz vill vum Betrib grad wéi vun der Gréisst an och vun der Aktivitéit vum Betrib ofhänkt, wat een als Modell vum Congé parental arrangéiert a wat eben net. Sou hunn zum Beispill kleng Betriber aner Contraintë wéi grousser, déi, déi Schichte schaffen anerer wéi déi, déi dat net maachen. An et gëtt och Betriber, wou et effektiv méi laang dauert, fir eng Persoun nei anzeschaffen a wou dann déi sechs Méint Vollzäit-Congé-parental éischter déi schlecht Optioun duerstellen.

Dofir ass et jo och esou, dass souwuel bei der flexibiliséierter Form wéi och beim Congé parental à mi-temps nëmmen am Accord mam Patron deene Forme kann zougestëmmt ginn.

E weidere Punkt, deen am Sondage och e ganz grousst Thema war, ass d'Indemnitéit. Bal d'Halschent vun den Elteren hu gesot, si hätte sech géint de Congé parental entscheet, well si e sech net hätte kënne leeschten. Niewent dësem Aspekt wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Montante vum Congé parental säit 2006 agefruer sinn.

Fir där Suerg entgéintzekommen, gëtt déi fix Indemnitéit elo duerch e Revenu de remplacement ersat. Dat huet als Virdeel, dass de Salaire weiderleeft an dass et wärend dem Congé parental net zu weidere groussen Aboussen an de Familljenakommesse soll kommen.

Et ass sécher falsch, et esou duerzestellen, wéi wann d'Elteren nëmmen Zäit fir Kanner hätten, wa se genuch Sue géife kréien. Fakt ass awer, dass ganz vill Familljen hei am Land nun emol op zwee Akommessen, zwee Salairen ugewise sinn, fir déi lafend Käschten ze finanzéieren.

Vun den Oppositiounsparteien ass ze héieren, dass den Ersatzrevenu d'Elteren net méi gläich géif behandelen, well se net méi deeselwechte Montant ausbezuelt kréien. Et gëtt kritiséiert, dass elo zwou Zorten Eltere géife geschafe ginn: déi mat den niddrege Paien an déi Eltere mat den héije Paien. Fakt ass awer, dass déi Differenz tëschent de Paien net eréischt duerch d'Modifikatioun am Congé parental zustane kënnt. Deen Ënnerscheed, dee besteet och elo!

De Congé parental ass net geduecht, fir d'Erzéiungsaarbecht ze belounen. Den neie Congé parental huet zum Zil, en Akommesverloscht, deen eben duerch d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit zustane kënnt, ze kompenséieren. An dat ass och déi bescht Manéier, fir de Congé parental villen Elteren iwwerhaapt emol zougänglech ze maachen.

Et wäerten och hoffentlech méi Pappe ginn, déi an Zukunft de Congé parental wäerten huelen, fir esou och méi Zäit mat hirem Kand kënnen ze verbréngen. Dat wäert och hoffentlech positiv Auswierkungen am Beräich vun der Chancëgläichheet hunn. Op dee Punkt kommen ech spéider nach eemol zréck.

Begréissen di mer och déi gemeinsam Erklärung, déi gëschter tëschent der Familljeministesch an der ABBL ënnerschriwwe ginn ass.

Niewent dem Aspekt vun der Stäerkung vun der Relatioun zum Kand ass et och wichteg, dass den Elteren hir sozial Rechter weiderhi bestoe bleiwen. Fir meng Partei ass de Schutz vun der Aarbechtsplaz grad wéi d'Sécherheet, nom Congé parental nees op seng Plaz zréckzekommen ouni Aboussen a senger Carrière, extrem wichteg. De Kënnegungsschutz ass iwwert déi ganz Dauer vum Congé parental, also bis maximum 20 Méint, garantéiert. Dobäi sinn dann och déi Eltere protegéiert, déi op e flexibele Modell zréckgräifen.

A verschiddenen Avise gëtt gefuerdert, dass och schonns ab der Demande de Kënnegungsschutz soll spillen. D'LSAP hätt dat och gäre gesinn, mä leider konnten d'Sozialpartner sech op deem Punkt net eenegen.

Ee Punkt, dee munch Elteren awer nach wäert Suerge bereeden, ass, wann een am Congé parental ass an et zu enger Faillite kënnt, dass de Salarié da säi Congé parental verléiert. Natierlech sinn déi Suitten hannendrunner jee no Situatioun ganz ënnerschiddlech - déi eng falen an de Chômage, déi aner hu vläicht méi Chance a kënnen herno vun engem Betrib iwwerholl ginn -, esou si mir awer der Meenung, dass een déi Fäll besonnesch gutt am A soll behalen a gegebenenfalls eng Kéier muss driwwer nodenken, ob net awer eng aner Léisung kéint virgesi ginn.

Ee Punkt, deen awer bestëmmt ganz vill Eltere wäert opootme loossen, ass, wann ee wärend dem Congé parental den Employeur wiesselt a sech berufflech verbessert, also méi verdéngt, dass een dann an Zukunft net méi déi Deeg, wou een am Congé parental war, muss zréckbezuelen. Mat der Reform däerfen déi Leit dat, wat se kritt hunn, och da behalen.

Bis elo huet een op d'mannst 20 Stonnen d'Woch misse schaffen, fir e Recht op Congé parental ze hunn. An dat ännert. Et brauch ee just nach, an et ass scho virdru gesot ginn, et brauch ee just nach zéng Stonnen d'Woch ze schaffen. Mir fannen dat ganz gutt, well esou komme sécherlech méi Elteren an de Genoss vun engem Congé parental.

An dorënner falen eben eng ganz Partie Leit, déi manner wéi eng hallef Tâche schaffen. A well déi jo bis elo kee Recht op Congé parental haten, hu si d'Allocation d'éducation fir sech an Usproch geholl. An nodeems dës Allocatioun jo ofgeschaaft gouf, erlabe mer hinne mam neie Gesetz eben en Zougang zum Congé parental.

Nei ass och, dass béid Elterendeeler zäitgläich däerfen de Congé parental huelen. An den Délai vun néng Wochen, deen huet mussen agehale ginn, fir den éischte Congé parental ze kréien, wa kee Congé de maternité oder Congé d'accueil geholl ginn ass, deen Délai gëtt och elo erofgesat. Dat heescht, dass souwuel d'Pappen net méi esou laang musse waarden, fir an den éischte Congé parental ze goen, wéi och Elteren, déi hiert Kand aus enger Leihmutterschaft hunn, net méi brauchen déi Délaie vun néng Wochen ofzewaarden.

Mir begréisse weider, dass de Congé parental och elo als dat unerkannt gëtt, wat en ass, an zwar eng Familljemesure, an net méi eng Mesure am Beräich vum Travail, déi Aarbechtsplaze soll schafen, wat, wéi ech et scho virdru gesot hunn, an der Vergaangenheet nëmme ganz sielen de Fall war.

Weider bréngt dës Reform net just Fortschrëtter an der Vereenbarkeet vu Beruff a Famill, mä wäert och e Quantesprong a Saache Chancëgläichheet sinn, wann ebe méi Pappen an Zukunft wäerten dann de Congé parental huelen. Vill Pappe wëllen dat. Vill Pappe wëlle méi Zäit mat hirem Kand verbréngen. An dofir solle si och sensibiliséiert ginn, fir vun hirem Recht méi Gebrauch ze maachen. An domadder sollen och Ängschte virun engem negativen Impakt op déi professionell Carrière ofgebaut ginn.

Domadder erreeche mer hoffentlech och en Ëmdenken an der Astellungspolitik. Dann hätte jonk Fraen, déi sech fir en Job virstellen, vläicht méi Chancen, well se net direkt ënner en - wéi soll ech soen? - méigleche Verdacht geroden, an nächster Zukunft eng Kéier schwanger ze ginn.

Fir vill Patronen - an dat ass leider nach ëmmer esou - ziele jonk Fraen aus bestëmmten Alterskategorien nach ëmmer als en Astellungsrisiko. Dofir eben hei d'Iwwerleeung: Wa méi Pappen de Congé parental huelen, wa sech dat zu enger Normalitéit apendelt, da wäerten an Zukunft net nëmmen d'Pappen, d'Männer manner schif bekuckt ginn, mä vläicht hunn dann och Fraen a Virstellungsgespréicher méi Chancen an - wéi soll ech soen? - ginn net méi als tickend biologesch Zäitbomme betruecht. Domadder kéime mer ganz sécherlech och der Chancëgläichheet e gutt Stéck entgéint.

Schlussendlech bleift d'Vereenbarkeet vu Beruff a vu Famill och no de Verbesserunge vum Congé parental e grousse Spagat fir vill Mammen a Pappen. Mir Politikerinnen a Politiker kënne gutt Gesetzer maachen, d'Eltere finanziell ënnerstëtzen an hinnen och méi Méiglechkeeten ubidden, an awer brauche mer och d'Volontéit vun de Patronen, fir op d'Situatioun vun den Eltere Rücksicht ze huelen. Instrumenter fir méi Flexibilitéit mussen do usetzen, wou d'Betriber kënne flexibel ginn, an net do, wou d'Eltere musse flexibel ginn.

D'Familljen, déi schaffend Elteren hei am Land, hunn eng familljefrëndlech Aarbechtswelt verdéngt. An dat Gutt dorunner ass, dovunner kënne se alleguerte profitéieren: D'Elteren, d'Patronen an am allermeeschten d'Kanner! An dofir stëmme mir dëser Reform vum Congé parental ganz gären zou. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini fir déi gréng.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Grazie, Presidente. Merci dem Här Gilles Baum fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. E war gutt, wéi ëmmer.

De Congé parental gouf 1999, also viru ronn 17 Joer, agefouert. Wat deemools prioritär als eng Moossnam fir Aarbechtsplazen ze schafen ugesi gouf, soll elo endlech zu enger familljenënnerstëtzender Moossnam reforméiert ginn. Mir begréissen ausdrécklech, datt de Congé parental mat dësem Projet de loi endlech un d'Realitéit vum 21. Jorhonnert ugepasst gëtt. D'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ass e grénge Kärsujet.

Mir freeën eis, datt dat neit Gesetz d'Diskrepanzen aus dem Wee schafe wäert an de Familljen et wäert erlaben, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Esou kënnen d'Eltere besser Bezéiungen zu hire Kanner opbauen an hiert Beruffsliewe besser mat der Famill ënner een Hutt bréngen. Et mussen nun emol a ville Familljе béid Eltere schaffe goen. Ech si mer sécher, datt mat dëser Reform méi Elteren de Choix fir de Congé parental wäerten treffen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- An éischter Linn treffe si déi Entscheedung natierlech net wéinst de Suen, mä zum Wuel vun hire Kanner! Mä ech sinn iwwerzeegt, datt dëst Gesetz duerch déi méi héich finanziell Kompensatiounen an déi vill méi grouss Flexibilitéit vill Eltere wäert iwwerzeegen, de Congé parental ze huelen, an hiren Alldag am Congé parental méi einfach mécht. Et féiert domadder och zu enger Verbesserung vum Kannerwuel. An ëm dat geet et jo hei.

Viru 17 Joer hate mer e groussen Déséquiliber a ville Familljen. D'Mamme sinn dacks aus dem Beruff erausgaangen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren. Si sinn dunn an hirer berufflecher Carrière op de gliesene Plaffong gestouss: Si verdénge substanziell manner a spéider feelen hinnen eventuell och nach Joren an der Pensioun! D'Pappen hu missen duerfir ëmsou méi fläisseg weiderschaffen, fir d'Suen ze verdéngen, këmmere sech awer wéineg ëm de Stot an hunn oft keng esou gutt Relatioun mat hire Kanner. Deen Déséquiliber besteet leider nach ëmmer a ville Familljen.

De bisherege Congé parental hätt kënnen dozou bäidroen, dat e bëssen ze änneren. Doduerch, datt de Congé de maternité mam Congé parental konnt verlängert ginn, konnten d'Elteren hir Kanner mat néng Méint an d'Crèche ginn, wat fir déi meescht Elteren duerchaus akzeptabel war an de Beruff vun der Mamm net ze laang ënnerbrach hätt. Si konnten hiert Kand och eréischt fréistens mat 15 Méint an eng Crèche ginn, wa se och den zweete Congé parental direkt geholl hunn. Dee Moment haten déi zwee Elteren d'Geleeënheet, fir ganz fréi eng gutt, zolidd Relatioun mat hirem Kand opzebauen.

Mä leider huet et net esou fonctionnéiert, op alle Fall net esou, wéi mir eis et virgestallt hunn. Éischtens gouf de Congé parental haaptsächlech vun de Frae geholl: Zanter 1999 sinn et der 64.000 a bei de Männer just 16.000. Deen Déséquiliber tëschent Mann a Fra huet sech also gewëssermoossen nach verschäerft.

Haut sinn d'Fraen oft e ganzt Joer aus dem Beruff eraus, wa se e Kand kréien. Vill Frae fannen, datt dat ze laang ass a verzichten da léiwer op hire Congé. Vill Männer fannen, datt hir Famill net kann op hiert Akommes verzich-

ten, zemools well jonk Famillje jo och oft héich Wunnengskäschten hunn. Si huelen also guer kee Congé parental.

War dee bisherege Congé parental dowéinst e Mësserfolleg? Ganz kloer: Neen! De Congé parental ass e wichtege Baustee fir eng modern Familljepolitik. Awer leider gëtt de Congé parental vill ze oft als e Luxus ugesinn, fir Leit, déi sech et leeschte kënnen, amplaz datt jiddwereen deen hëlt.

De Congé parental soll eng ganz normal Etapp ginn am Liewe vun de Mammen a virun allem am Liewe vun de Pappen. Mir wënschen eis, datt de Congé parental gradesou normal fir béid Eltere gëtt, wéi et de Congé de maternité schonn haut fir d'Fraen ass. Mir sinn der Meenung, datt d'Pappe fréi eng enk Bezéiung zu hire Kanner kréie sollten an datt si sech intensiv mat hire Kanner auserneesetzen, fir datt mir de Frae besser Chancë ginn, fir hir Plaz am Beruffsliewen anzehuelen.

Duerfir fanne mer dës Reform vum Congé parental och esou wichteg an déi eenzel Moossname richteg!

Déi Etüd, déi am Virfeld gemaach gouf, huet gewisen, datt d'Leit virun allem de Congé parental net huelen, wann net déi néideg Flexibilitéit gebuede gëtt, fir de Congé un déi spezifesch Bedürfnisser vun der Famill unzepassen.

Den zweete grousse Problem, dat huet d'Etüd och gewisen, ass d'Héicht vun der Indemnitéit, déi déi jonk Eltere kréien. Wann den Ënnerscheed do ze grouss ass, kënne vill Leit sech den Akommesverloscht net leeschten oder si vläicht net bereet, déi néideg materiell Aschränkungen ze akzeptéieren.

Dës Reform geet op déi zwee wichteg Problemer an. D'Mamme kréie vill méi Flexibilitéit, fir sech gläich ëm hire Beruff an hir Famill ze këmmeren. Dëst ass eng grouss Verbesserung fir d'Chancëgläichheet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* All Ongerechtegkeete ginn natierlech net aus dem Wee geraumt, mä et ass en immens wichtege Schratt fir d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff fir d'Mammen a fir d'Pappen.

Duerch d'Flexibilitéit kann elo entweder e Congé vun nëmme véier Méint ganz geholl ginn oder iwwer 20 Méint verdeelt. An ech wëll do awer der Madamm Hetto soen: Dir hutt recht, datt wahrscheinlech verschidde Pappen a Mammen dann amplaz sechs Méint véier Méint wäerten huelen, mä et ass awer och esou, datt sech der vill vläicht net getraut hunn, well se hu misse sechs Méint huelen, a se sech elo wäerte méi trauen, well et der just véier sinn. Dat kann een och esou gesinn, mä et ass e Point de vue wéi mam Glas: hallef voll oder hallef eidel? Hei ass et hallef voll; op alle Fall fir eis.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Mir sinn och frou, datt de Congé ausgedeent gëtt op déi Leit, déi nëmmen zéng Stonnen an der Woch schaffen, wat jo meeschtens Frae sinn. Wichteg ass et och, datt d'Elteren elo d'Méiglechkeet kréien, fir de Congé parental kënnen zesummen ze huelen. Dat kënnt sécherlech ville Familljen entgéint.

Och fir d'Pappen ass et eng grouss Verbesserung. D'Entschiedegung vun de Leit am Congé ass vun elo u gestaffelt a kënnt domadder schonn der Indemnitéit vum Congé de maternité e bësse méi no. D'Eltere kënne bis 3.204 Euro de Mount kréien. Natierlech ass dat nach net fir jiddwereen e volle Lounausgläich, awer dach schonn e substanzielle Fortschrëtt.

Doduerch, datt d'Entschiedegung gehéicht gëtt, mussen déi jonk Familljen, déi eventuell nach e Prêt zréckbezuelen, sech manner Suergen ëm hir Finanze maachen a kënne sech méi op hiren Nowuess konzentréieren. Och e grousse Merci, datt et nach eng Kéier gëschter ënnerstrach ginn ass, datt ee ka bei seng Bank goen, datt d'Banken dat ënnerstëtzen, datt se op sinn, fir kënnen e puer Méint oder vläicht e bësse méi laang dee Prêt, dee se mat de Clienten a Clienteën hunn... fir nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt dat méiglech ass, quitte datt et dat scho ginn ass. Ech fannen dat op alle Fall eng absolutt flott, gutt Iddi. Duerfir Merci och duerfir!

Mir begréissen et och ausdrécklech, datt d'Mammen an d'Pappen, déi nach ënnert dem ale System eng Demande eraginn, awer scho vum neie System kënne profitéieren. Mir sinn awer och der Meenung, datt dësen neie Congé parental elo net fir zéng Joer a Stee gemeesselt ass. Et ass fir eis wichteg, datt een d'Mesuren no enger gewëssener Zäit evaluéiert.

Et geet hei ëm d'Effikassitéit an datt mir am Congé parental och déi Ziler erreechen, déi mir eis gesat hunn. Mir mussen engersäits préiwen, ob de Montant duergeet, an anerersäits, ob een net nach un anere Schrauwe muss dréien, fir datt d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff sech verbessert, besonnesch och am Hibléck op d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Duerfir ënnerstëtze mir och d'Motioun, datt a spéitstens dräi Joer d'Regierung soll kucken, wat dës Verbesserunge bruecht hunn. An da solle mer dann, wann et néideg ass, deen nächste Schratt maachen.

Allerdéngs si mer iwwerzeegt, datt dës Evaluatiounen net däerfen dozou féieren, datt mer da gesetzlech erëm op de Stand vun haut zréckfalen, mä datt déi Moossname fir méi e groussen Equiliber tëschent Fraen a Männer suerge sollen. Dëst huet schonn am Joer 1999, wéi de Congé parental fir d'Éischt gestëmmt gouf, meng gréng Virgängerin Renée Wagener gesot. Meng Fraktioun huet dëse Projet deemools aus der Oppositioun awer matgestëmmt.

Esou wéi eis Famillje sech veränneren, muss sech och eis Familljepolitik weiderentwéckelen. An deem Sënn war dës Reform scho laang iwwerfälleg a war sécherlech net fir näischt ee vun den zentrale familljepolitesche Chantiere vun dëser Regierungskoalitioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Heimadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Ech soen Iech Merci. Och der Madamm Myriam Schank soen ech Merci, an dem Lynn an dem Mike. Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Merci, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Da brauch ech net méi Merci ze soen. Den Här Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat engem ganz häerzleche Merci un den Här Baum, deen eis e komplizéiert Gesetz ganz flott erkläert huet.

M. Gilles Baum *(DP).-* Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Majo gesitt Der! Et geet och esou weider, well ech wollt Iech soen, datt mer als ADR dëst Gesetz ausdrécklech begréissen a senger Richtung. Mir sinn och frou, datt de Congé parental reforméiert gëtt, datt mer méi Flexibilitéit kréien. Mir begréissen och déi Iddi vun der Indemnité de remplacement oder dem Revenu de remplacement, well dat méi Leit erlaabt, de Congé parental ze huelen.

Et si vill positiv Elementer an dësem Gesetz. An ech wäert Iech méi spéit herno da verroden, wéi mir eis dozou stellen, well mir hunn och gläichzäiteg eng ganz Rei Kriticken.

D'Regierung presentéiert dat heiten als e Schlëssel vun hirer Familljepolitik. Si seet: „Et ass e Meilesteen." Mir hunn héieren, et wär eng Moderniséierung. Mä wat awer och muss gesot ginn, dat ass, datt et eng komplett eesäiteg Familljepolitik ass, eng Politik, déi de Familljen de Choix hëlt.

Den Här Hahn hat sech virdrun a senger Interventioun driwwer gewonnert, datt eigentlech net vill Leit doheem bleiwe bei de Kanner, an en huet sech gefrot firwat. Ma firwat? Wéinst der Politik vun dëser Regierung! Et ass eng eesäiteg Politik. Déi Leit, déi schaffe ginn, déi kréien elo eng besser Konditioun, fir e Congé parental ze huelen - wat mer ausdrécklech och als ADR begréissen -, mä eise Problem läit doranner, datt all déi aner, déi wëlle vläicht doheem bleiwen, déi net wëllen e Beruff maachen, déi sech wëlle Vollzäit ëm hir Kanner këmmeren, datt déi déi Méiglechkeet ewechgeholl kréien. Dee Choix, deen hëlt dës Regierung! An dat ass dee Wee, dee mir net matginn.

Mir hunn e puermol als ADR gesot, datt mir en anere Modell géifen huelen: Mir féieren en Elteregeld an. Mir kucken, datt déi Mammen oder déi Pappen, déi wëlle Vollzäit doheem bleiwen, sozialverséchert sinn, datt se eng Pensiounsversécherung hunn, datt se och am Fall vun enger Scheedung ofgeséchert sinn, datt se en anstännege Revenu hunn, och a Fonctioun vun der Kannerzuel. Dat ass an eisen Aen e Familljemodell, deen déi zwou Säite gläich avantagéiert an dee wierklech de Familljen e Choix léisst.

Awer, wéi gesot, dat, wat Dir haut maacht, déi eng Säit bevirdeelegen, dat ass e Wee, dee mir eben hallef kënne matgoen an Är Richtung a mir kënnen eben och besser Konditioune fir de Congé parental ausdrécklech ënnerstëtzen.

Mir mussen eis trotzdeem froen, ob dat Gesetz genau deem entsprécht, wat elo haut an der Entwécklung néideg ass. Eng éischt Fro, déi sech stellt, ass eigentlech den europäesche Kontext. Mir haten héieren an deene verschiddene Presentatiounen, déi eis gemaach gi sinn, datt den Europäesche Geriichtshaff décidéiert hat, datt eng Prestation familiale ebe muss exportabel sinn. An deemools war d'Beuerteelung opgrond vun deem Facteur entstanen, datt et kee Revenu de remplacement war.

An der Tëschenzäit ass et e Revenu de remplacement. An da stellt sech natierlech d'Fro, wéi déi europarechtlech Konsequenzen dovunner sinn. Wann et e Revenu de remplacement ass, wat heescht dat? A mir hunn do eigentlech keng Analys, europarechtlech gesinn. Et wär awer richteg, zemools am Kontext vun deenen aktuellen Diskussiounen, wou esou vill sozial Prestatiounen an hir Exportabilitéit an Europa a Fro gestallt ginn, op de Leescht geholl ginn. An och dat misste mer hei eng Kéier méi genee kucken.

Et ass och hei europarechtlech relevant, well mer jo gewuer gi sinn a verschiddenen Diskussiounen, datt de Sëtz vun der Firma, wou een affiliéiert ass, wou ee wunnt, datt dat och direkt Konsequenzen huet op déi Prestatiounen, déi mir hei bezuelen. Also eng Diskussioun, déi net onnéideg ass!

Wat eis awer och fundamental stéiert, niewent der Eesäitegkeet vun der Regierungspolitik an der Familljepolitik ganz allgemeng, dat ass déi Amëschung an d'Famill. Mir als ADR, mir kucken och ëmmer d'Perspektiv vum Kand. Wat ass am Interessi vum Kand? Ma am Interessi vum Kand ass, datt seng Elteren esou vill wéi méiglech bei em sinn.

A mir soen: Et ass un der Famill, fir ze décidéieren, wie soll beim Kand bleiwen, ob dat d'Mamm ass oder ob et de Papp ass. Mir kritiséiere ganz ausdrécklech déi Fuerderung, déi och hei erëm am Gesetz steet, an dat hu mer ëmmer gemaach, datt dee Congé parental net transférabel soll sinn, datt de Stat virschreift: deen een d'Halschent an deen aneren d'Halschent. An eisen Ae geet dat ze wäit. De Stat huet esou eng Décisioun net ze huelen. Mir respektéieren d'Souveränitéit vun der Famill. Mir loossen der Famill déi Autoritéit, dee Choix selwer ze treffen.

Dowéinst ass dat och e fundamentale Kritikpunkt. Et gëtt e puer Artikelen an deem Gesetz, déi sech direkt oder indirekt op déi Transférabilitéit referéieren. Mir haten een Abléck envisagéiert, och nach e Choix séparé doriwwer ze froen. Et gëtt ze komplex, mir loossen dat sinn. Awer ech wëll däitlech aktéieren, datt mir déi Nettransférabilitéit hei kritiséieren. Et ass am Interessi vum Kand, datt d'Elteren - egal wéi een Elterendeel - kënne soulaang wéi méiglech bei em sinn.

An d'Regierung seet dat jo u sech selwer! Dir sot an Ärem Gesetz, et wär eng vun de Begrënnunge vun Ärem Gesetz, datt eng zolidd Relatioun geschafe gëtt tëschent Kanner an Elteren. Ma wann dat de Wonsch ass, wann dat Äert Zil ass, da freet ee sech natierlech, firwat Der et eigentlech heiansdo an der Praxis ausdrécklech verhënnert, datt et kann zu deem Lien kommen.

Och d'Bedeitung vun de Pappen ass mer net ganz kloer. Mir héieren ëmmer erëm: „Et solle méi Pappen doheem bleiwen", mä awer den Tenor ass ëmmer: Et solle méi Pappen doheem bleiwen u sech aus Grënn vun der Chancëgläichheet. Mä ass de Papp net selwer eng wichteg Bezuchspersoun vum Kand, onofhängeg vun der Carrière oder vum Beruff vun der Fra? Ass net och d'Roll vum Papp, d'Virbildfunktioun vum Papp, de Referenzpunkt vum Papp ganz wichteg an der Entwécklung vun engem Kand?

An en huet einfach eng Valeur propre, déi awer an deem Discours, deen d'Regierungskoalitioun hei féiert, dacks vergiess gëtt zugonschte vun der Carrière vun der Mamm. Dat ass eng legitimm Considératioun. Et ass awer och eng, déi an eisen Aen net duergeet.

Mir begréissen awer och an deem Sënn, datt déi Flexibilitéit hei am Gesetz ageféiert ass, déi et gescheetenen oder getrenntene Koppele méi einfach mécht, vum Congé parental ze profitéieren, datt do déi zwee Elterendeeler besser kënnen zu hirem Recht op de Congé parental kommen. Et ass am Interessi vum Kand, datt dat esou geschitt. An duerfir ënnerstëtze mer dat och.

Mir hunn eng Rei vu Considératiounen, déi mer och nach mussen hei ausdrécklech ernimmen. Eng ass och scho gesot ginn: Dat ass, datt den Drock vläicht méi grouss gëtt, fir méi e kuerze Congé parental ze huelen, wann een d'Wiel huet zwësche véier Méint a sechs Méint. Et ass an eisen Aen eng wichteg Fro, fir an dräi Joer, wa mer d'Evaluatioun maachen, ze kucken, wéi sech dat dann zäitlech agencéiert an ob wierklech net deen Drock ze vill grouss ass.

Dann ass nach eng aner Saach: Ech mengen och, datt d'Patronen heiansdo net genuch zu hirem Recht komm sinn. Wann een e fraktionéierte Congé parental hëlt, et geet ee véier Deeg an der Woch schaffen an dee fënneften Dag net, datt een dann de Kündigungsschutz huet wärend deene ganzen 20 Méint, déi da betraff sinn, dat schéngt eis och iwwerdriwwen ze sinn. Well wann ee wierklech e Feeler gemaach huet an et kann een awer weider mat Kündigungsschutz wärend enger laanger Zäit rechnen, dann ass dat eng Belaaschtung fir d'Betriber. Et kann op jidde Fall eng sinn.

An ech mengen, datt mer musse wuel op d'Rechter vun den Elteren uechtginn, zemools wa se de Congé parental zesummen huele sechs Méint oder véier Méint, datt hinnen do näischt ka geschéien. Mä an deem Fall vun dem fraktionéierte Congé parental misst een awer wierklech nach eng Kéier eng Reflexioun féieren, wéi een e Gläichgewiicht ka schafen tëschent de Rechter vun deem, deen de Congé parental hëlt, an och deene legitimme Suerge vun de Patronen, zemools a klenge Betriber, op där anerer Säit.

Dann hu mer nach déi Fro vun de Bankkreditter. D'Madamm Minister huet do gëschter en présence vu Kamera, Press a mat groussem Tamtam eng Deklaratioun ënnerschriwwen, an där näischt Neies steet. An do muss ee sech awer wierklech froen, ob hei net e bëssen eng Irreführung gemaach gëtt.

Et war ëmmer méiglech fir een, deen e Kreditt huet, bei seng Bank ze goen an ze soen: „Hei, ech setzen dee gär aus wärend enger gewëssener Zäit, d'Réckbezuelung vum Kreditt. Oder kommt, mir kucken, wéi mer dat kënne besser agencéieren, datt et op menge Revenue besser geet." Dat war ëmmer méiglech. An d'ABBL hat dat och schonn e puermol gesot. Et ass awer vun dëser Regierung eng Initiativ ugekënnegt ginn, wou schlussendlech eppes erauskomm ass, wat e scho gëtt! Dat geet net duer! Wann Der wierklech eppes hätt wëlle fir déi Leit maachen am Bezuch op d'Bankkreditter, dann hätte mer e bësse méi Imaginatioun vun der Regierung erwaart.

Ech wëll och nach vläicht e Wuert soen, well ech nach eng Minutt hunn, iwwert déi Propositiounen, déi d'CSV gemaach huet. Et waren zwou Kategorië vu Propositiounen. Dat eent, dat war, fir méi Flexibilitéit eranzekréien. Dat kënne mir als ADR ënnerstëtzen. Mir hunn déi Amendementer, fir op nach méi Flexibilitéit ze goen, och prinzipiell ënnerstëtzt. Et muss een natierlech kucken am Eenzelfall, wéi een dat da gesetzlech ausformuléiert, mä mat där Iddi, fir och méi laang Periode kënne Congé parental ze huelen, si mer am Prinzip d'accord, wéi gesot, well mer och ëmmer d'Interesse vum Kand op déi éischt Plaz setzen.

Déi aner Iddi vun der CSV, fir de Revenu de remplacement duerch eng Indemnitéit ze ersetzen, dat mécht eis scho méi Suergen; mir fannen et scho gutt, datt de Revenu de remplacement agefouert gëtt. Mä d'CSV huet dat argumentéiert mat där Suerg, et soll jiddweree fir d'Erzéiungsleeschtung gläichbehandelt ginn, dass d'Erzéiungsleeschtung vun deem engen a vun deem aneren d'selwecht wäert ass. Mä an hirer eegener Propositioun vun der CSV hu mer déi Rechnung net erëmfonnt!

Wann een an der CSV-Propositioun véier Méint oder sechs Méint Congé parental à temps plein hëlt, da verdéngt ee 64 Euro den Dag. Hëlt een en aacht Méint, dann huet een nach 48 Euro den Dag. An ech mengen, do war eng Kontradiktioun an der CSV-Propositioun selwer. Wann d'Leeschtung d'selwecht muss sinn, da muss se och gerechent op den Dag awer d'selwecht sinn, soss hëlt jo keen aacht Méint, wann en do pro Dag manner kritt wéi fir véier oder fir sechs Méint. Awer an der Richtung, fir méi Flexibilitéit eranzekréien, wéi gesot, do kënne mer op dee Wee matgoen.

Elo hunn ech Iech ugekënnegt am Ufank, wou ech Iech näämlech gesot hunn, wat mer als Virdeeler gesinn, datt mer prinzipiell ënnerstëtzen, datt de Congé parental besser ausgebaut gëtt, datt mer doranner vill Virdeeler gesinn, datt mer et op där anerer Säit bedaueren, datt esou vill Nodeeler awer och an dësem Gesetz sinn: datt mer näischt maache fir déi Leit, déi wëlle ganzdaags doheem bleiwen an iwwer eng laang Zäit wëlle bei hire Kanner Vollzäit doheem bleiwen, datt d'Interesse vun de Patronen net genuch gekuckt ginn, datt bei de Bankkreditter net vill geschitt ass, datt vläicht Pressioun op deen Eenzelne kann ausgeübt ginn.

Alles dat considéréiert, hu mer décidéiert, dësen Text awer matzestëmmen. Mir wäerten de Congé parental wéinst senge Virdeeler matstëmmen, mä awer bei eiser Positioun bleiwen an och weider derfir kämpfen, datt déi Leit, déi

wëlle Vollzäit doheem bleiwen a sech ëm hir Kanner ganzdaags këmmeren, fir se ze erzéien... Fir déi kämpfe mer virun, mä dëst Gesetz stëmme mer awer och mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Spriecher vun de Koalitiounsparteie sinn de Mëtten net midd ginn, d'Virzich vun dëser Reform an den héchsten Téin ze luewen an ervirzehiewen. An effektiv, mat dësem Gesetzesprojet ginn eng Rëtsch Verbesserungen un der Ausriichtung vum aktuelle Congé parental virgeholl, an dat, fir eis, virun allem an zwee Kärberäicher.

Éischtens an ugefaange bei der Indemnitéit vum Congé parental, déi kee fixe Montant méi soll sinn, mä ab elo eng Aart Zousaz-, Ersatzloun duerstelle soll. Äänlech wéi dat bei anere Revenus de remplacement de Fall ass, soll et en Ausgläich, wann och plafonéiert, fir d'Ënnerbriechung vun der klassescher Beruffscarrière sinn an domadder d'Méiglechkeet schafen, fir Beruff a Kannererzéiung méi einfach uneneen unzepassen, dëst am Intérêt vu béide Partner an enger Koppel.

An et gëtt sech an eisen Ae berechtegterweis erhofft, datt dëst e positiven Effekt op d'Beruffscarrière vu Frae wäert hunn, wéi och e weideren Ureiz fir Männer schaaft, fir sech verstäerkt ëm d'Kand këmmeren ze kënnen.

Deen Ersatzloun gëtt elo endlech och erëm un den Index gebonnen, respektiv den ieweschte Plaffong gëtt un d'Entwécklung vum Mindestloun ugepasst. Klëmmt de Mindestloun, esou klëmmt och de Plaffong vum maximale Betrag vum Ersatzloun. Domadder gëtt elo endlech déi komplett onsozial Desindexéierung vun der CSV/LSAP-Regierung vun 2006 erëm réckgängeg gemaach. Mir begréissen dat ausdrécklech.

Beim zweete Punkt, der Flexibilitéit, och do gëtt et formal Verbesserungen. De Congé parental kann elo bis zum Alter vu sechs, an net wéi virdru bis fënnef Joer ugefrot ginn. Déi zwee Eltere kënne gläichzäiteg de Congé parental huelen. A generell ginn d'Konditiounen, fir iwwerhaapt kënnen an de Genoss vun deem Congé parental ze kommen, vereinfacht.

Och wann dës positiv Veränneruṅge sécherlech net ze ignoréiere sinn, esou bleiwen dach awer an eisen Aen eng ganz Rëtsch kritesch Froen a kritesch Bemierkungen ze maachen, grad an deenen zwee Beräicher Flexibilitéit an Ersatzloun. Well ënnert deem Begréff „Flexibilitéit" kann ee ganz vill verstoen; Guddes a Schlechtes. Déi entscheedend Fro ass awer: Flexibilitéit fir wien? An dovunner net ze trennen: Wien décidéiert iwwert d'Flexibilitéit?

Mir wäerten an deenen nächste Wochen hei an der Chamber nach méi mat dëse Froen ze dinn hunn, besonnesch am Zesummenhang mat der Reform vum PAN-Gesetz. Well och do geet et ëm Flexibilitéit. Flexibilitéit, déi an deem Fall vum Salarié ofgefuerdert gëtt.

Bei dësem Projet hei, esou heescht et, soll et ëm d'Flexibilitéit fir de Salarié goen. Eng Flexibilitéit, déi et de Leit erméigleche soll, Beruff a Kannererzéiung besser mateneen ze verbannen. Also eng Iddi, där ee grondsätzlech nëmmen zoustëmme kann.

Wann ee sech elo awer den Text hei ukuckt, da stellt ee fest, datt et eigentlech just een neit Element vu Flexibiliséierung gëtt, dat e wierklecht Recht vum Salarié duerstellt, näämlech datt een de Congé parental plein temps net méi muss sechs Méint, mä och elo ka véier Méint huelen.

All déi aner Modeller vu Flexibilitéit, dat heescht hallef Deeg oder 20% manner schaffe respektiv véiermol ee Mount Congé parental huelen, sinn alleguer ëmmer gebonnen un den Accord vum Patron. Wann awer déi nei flexibel Méiglechkeete vum gudde Wëlle vum Patron ofhänken, da stelle se kee wierklecht Recht duer.

Iwwer all Wonsch vum Elterendeel op méi flexibele Congé parental décidéiert a leschter Instanz de Patron. Fir Beruff a Famill kënnen zesummenzebréngen, sinn d'Leit also weider vun den ekonomeschen Interessen oder den Desiderata vun de Patronen ofhängeg. Dëst kritiséiert och zu Recht d'Salariatskummer an hirem Avis zu dësem Projet a mengt, datt domadder déi eigentlech fortschrëttlech Iddi vun der Flexibiliséierung vum Elterecongé eigentlech schonns vun Ufank un hypothéquéiert gëtt. Si menge souguer - Zitat: «Ce qui va mettre en échec la réforme.»

Zougang zu dësen neien, flexibele Modeller, déi, wéi gesot, d'Zoustëmmung vum Patron brauchen, hu just déi Leit, déi een an net méi wéi ee Kontrakt hunn, an deenen hire Kontrakt méi wéi d'Halschent vun der Regelaarbechtszäit duerstellt. Leit, déi 40 Stonne schaffen, awer méi Aarbechtsverträg hunn, kënnen net vun dësen neie Mesurë profitéieren.

An anere Wierder heescht dat, datt weiderhin deen eenzege Modell, bei deem et kloer Rechter op Elterecongé gëtt, deen ass vum Congé parental plein temps. Grad do wollt d'Gesetz jo awer nei Weeër an nei Méiglechkeeten opmaache fir d'Elteren. An dëser Ambitioun gëtt den Text, an där heiter Fassung, net gerecht.

Weider Neierungen, déi sech och gutt unhéieren an eng positiv Flexibilitéit fir de Salarié duerstelle kéinten, sinn, éischtens, d'Erofsetze vun der Mindeststonnenzuel op zéng Wochestonnen, déi ee brauch, fir kënnen Urecht op de Congé parental ze hunn, an zweetens, d'Cumuléiere vu méi Aarbechtsverträg.

Dëst ass effektiv eng nei an an eisen Aen gutt Ouverture, déi de sozialen an aarbechtsweltleche Realitéite vu ganz villen, an och besonnesch jonke Leit entsprécht.

De Problem ass awer hei och erëm net nëmmen, datt Leit mat méi Aarbechtsverträg net däerfen op déi nei, flexibel Formen zréckgräifen, neen, fir iwwerhaapt kënnen de klassesche Congé parental à plein temps unzefroen, brauche se den Accord vun all hire Patronen.

Huele mer e Beispill: d'Carole. D'Carole schafft ugemellt als Haushaltshëllef bei dräi verschiddene Ménagen, soe mer, véier Stonnen d'Woch.

(Brouhaha)

Donieft geet d'Carole nach aacht Stonne bei eng kleng Entreprise botzen an hëlleft de Weekend…

(Brouhaha)

…sechs Stonnen an engem Restaurant als Aushëllef.

D'Carole geet also 26 Stonne bei fënnef verschidde Patrone schaffen. Mat dësem neie Projet kann d'Carole elo e Congé parental plein temps ufroen. Dat ass nei. An dat ass och gutt esou.

Den Hoken derbäi ass awer: D'Carole kritt dee just, wann all seng Patronen domadder averstane sinn! Et geet duer, datt ee vun hinnen, also ee vun deene fënnef, dat net wëllt. Dann ass et Esseg mam Carole sengem Wonsch, sech fir en halleft Joer just ëm säi Kand ze këmmeren.

Dëst Beispill weist, datt de Gesetzestext zwar gutt kléngt an och gutt Intentiounen huet, mä fir ganz vill Leit riskéiert, un de Realitéite vun der Aarbechtswelt ze scheiteren. An dobäi ass d'Carole geneesou wéi aner Leit, déi méi wéi een Aarbechtsvertrag hunn, eent, dat elo schonn onheemlech flexibel muss sinn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dat ass de Paradox vun dësem Projet: Jee méi Flexibilitéit d'Leit duerch hir Aarbechtskonditioune mussen un den Dag leeën, desto gréisser sinn d'Schwieregkeeten, fir an de Genoss vun de positiven Elementer vun dësem Gesetz ze komme respektiv desto gréisser ass d'Ofhängegkeet vum Patron.

Äänleches gëllt och fir den Ersatzloun. Och wa mer de Prinzip vum Revenu de remplacement ausdrécklech begréissen, sou musse mer awer feststellen, datt et virun allem Leit mat niddrege Léin an/oder net vollen Tâchë sinn, déi riskéieren, manner ze kréien. Och hei rechent d'Salariatskummer vir, datt et fir déi Leit mat prekären Aarbechtsverhältnisser souguer partiell zu Verschlechterunge komme kann.

Här President, dëst Gesetz bréngt a wesentlechen Zich Verbesserungen, notamment wat d'Konzeptioun vum Ersatzloun ugeet, an och weider, wann och beschränkt Flexibilitéit fir béid Elteren. Duerfir wäerte mir dëse Projet och ënnerstëtzen.

Mir hätten eis awer gewënscht, d'Regierung wier net um hallwe Wee stoe bliwwen an hätt e wierklecht an duerchsetzbart Recht fir de Salarié op méi Flexibilitéit an dësem Projet verankert, grad och fir déi Leit, déi prekär Kontrakter hunn oder déi am Niddreglounsecteur beschäftegt sinn, well dat ass den eigentleche Problem an eisen Aen, an net, wéi d'Riedner vun der ADR oder vun der CSV gesot hunn, datt de Patron, d'Rechter vum Patron géifen ageschränkt ginn.

Eppes ass fir eis kloer: Eng wierklech besser Vereenbarkeet vu Beruff a Famill erreeche mer just duerch eng substanziell Reduzéierung vun der Regelaarbechtszäit. An duerfir géif et haut héich Zäit ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, loosst mech fir d'Éischt och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport. Och all de Riedner vun haut géif ech nawell gäre Merci soen. An ech mengen, dass déi Rieden, déi mer haut héieren hunn, ganz gutt reflétéieren, wéi et an der Chamberskommissioun war, näämlech extrem interessant, e ganz flotten Austausch par rapport zu dësem Gesetzestext. An dofir soen ech och der ganzer Kommissioun villmools Merci, well mir hunn alleguer sécher och nach vill bäigeléiert.

De leschte Weekend hunn ech e Sondage gelies aus Däitschland, wou gesot ginn ass, dass 70% vun de Männer an 69% vun de Fraen der Meenung sinn, dass d'Kannerkréie fir Fraen en „Karrierekiller" ass. 70%, dat sinn der jo awer nawell relativ vill. An dat däerf jo awer haut net méi de Fall sinn!

Mir hunn et héieren haut: D'Gesetz vum Congé parental geet op 1999 zréck, an ech kann Iech soen, dass 1999, och nach am Joer 2000, 2001 an esou weider, d'Fraen och ganz schif bekuckt gi sinn an hirer Entreprise, wa se gesot hunn, si géifen de Congé parental huelen. Haut ass et esou, dass et zur absolutter Normalitéit gehéiert, dass d'Fraen de Congé parental huelen, mä dass leider awer ëmmer nach d'Männer schif bekuckt ginn, wa se soen, si géifen de Congé parental huelen.

Mä mir gesinn awer, dass an deene leschte 17 Joer e ganz grousse Wee gemaach ginn ass an der Mentalitéit vu jiddwerengem, vun all de Leit, vun den Entreprisen a vun de Salariéen, vun den Aarbechtskolleegen. An ech sinn extrem zouversiichtlech, dass mer dee Wee wäerte weidergoen an dass och an Zukunft d'Männer net méi wäerte condamnéiert ginn oder iergendwéi komesch agestuuft ginn, wa si décidéieren, de Congé parental ze huelen.

Dofir hu mer och décidéiert, de Congé parental ze reforméieren, justement fir dass en éischter de Besoine vun deene jonken Elteren entsprécht an dass si och méi Zäit mat hire Kanner kënne verléieren… verbréngen!

(Hilarité)

Mir haten…

(Hilarité)

Ech war scho bei mengem nächste Gedanken.

(Interruption)

Ech war scho bei mengem nächste Gedanken. Bon, mir wëssen, mir hunn et och haut héieren, dass 1999 de Congé parental eng aarbechtsförderndd Mesure war. A mir wëssen och haut, dass dat iwwerhaapt net gegraff huet. Et sollt am Fong esou sinn - an dat war deemools de Minister Biltgen, deen dat Gesetz hei an d'Chamber bruecht huet -, et sollt esou sinn, dass doduerch, dass d'Leit sechs Méint doheem bleiwe mam Congé parental, dann anerer sollten agestallt ginn, an doduerch sollt de Chômage am Fong geholl bekämpft ginn. Dat ass awer ni esou gewiescht, well ganz dacks sinn déi Leit iwwerhaapt net ersat ginn. A ganz dacks eben ass de Chômage ganz sécher doduerch net erofgaangen.

Mir hunn et och héieren: Et goufen ze streng Ausgangspositiounen. Dat heescht, et huet ee mussen op d'mannst 20 Stonne beim nämlechte Patron schaffen, fir iwwerhaapt kënnen de Congé parental ze huelen. Vill Leit konnte sech de Congé parental net leeschten, ebe wéinst deem finanziellen Aspekt. Si haten dacks en décke Prêt lafen - oder hunn dacks en décke Prêt lafen -, fir hiert Appartement, hiert Haus ze bezuelen. An da war dat hinnen och dacks vill ze rigid: ebe sechs Méint ganz oder zwielef Méint hallef. An et gouf näischt dotëschent. Et gouf näischt, wat e bësse méi ugepasst war un dat, wat si gebraucht hunn.

Grad Leit mat engem ganz gudde Schoulofschloss konnte sech de Congé parental net leeschten. An da Leit, déi déi Kritären net erfëllt hu vun, wéi gesot, 20 Stonne bei engem Patron schaffen - ech ginn do just ee Beispill: eng Botzfra, déi dräi verschidde Patronen huet a bei jiddwerengem zéng Stonne schafft -, konnte bis elo de Congé parental net huelen a wäerten en awer vum 1. Dezember dëst Joer un dann och kënnen huelen.

Ech sinn immens frou iwwert déi Gespréicher, déi mer haten, souwuel am CPTE wéi och an der Tripartite. Déi hu gewisen, dass jiddwereen am Fong geholl wierklech eng Reform vun dësem Congé parental wollt, souwuel d'Sozialpartner alleguer wéi och d'Regierung. An ech muss soen, dass wierklech e grousst Versteesdemech war op Säite vum Patronat. Si wëssen och haut, dass d'„work-life balance" extrem wichteg ass, fir gutt Mataarbechter ze kréien an och gutt Mataarbechter ze halen. A si soen eis dat jo och!

Si soe regelméisseg, dass haut de Wonsch vu jonke Leit, déi bei si schaffe kommen, e ganz aneren ass wéi dee viru 15 oder 20 Joer. Jonk Leit froen dacks: Mä wéi ass da meng „work-life balance" hei? A mir wëssen och, dass natierlech déi „work-life balance" respektiv dat, wat d'Leit brauchen, déi jonk Elteren, absolutt variéiert mam Alter vun de Kanner. Si wëlle méi Zäit, wann d'Kanner ganz kleng sinn. Si wëllen dënschdes, donneschdes mëttes fräi, dacks, wann d'Kanner an der Primärschoul sinn. A si hunn nach aner Besoinen, wann d'Kanner bis méi grouss sinn.

Bon, mat dëser Reform wäerte mer dann zwou Saachen aféieren, näämlech de Fait, dass d'Leit vill méi flexibel de Congé parental kënnen huelen - si hunn d'Wiel tëschent ville Congés parentaux, dat hu mer och de Mëtteg héieren -, an dann natierlech de Revenu de remplacement, deen d'Indemnitéit wäert remplacéieren. A mir wëssen, dass et genau d'Kombinatioun vu béidem ass, wat d'Eltere wäert incitéieren, méi Zäit bei hire Kanner ze bleiwen.

E klengt Beispill just: Een, deen zum Beispill 20% Congé parental wäert huelen, dee verléiert jo net vill. Deen huet 80% Revenu nach ëmmer an e kritt seng 20% bis op eng Héicht vun 3.200 Euro, wann een dat op 40 Stonnen d'Woch héichrechent, nach vum Stat bezuelt. An et gëtt, wéi gesot, de Leit d'Méiglechkeet, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

An och, wann dacks gesot gëtt, dass déi Flexibilitéit fir d'Patrone ganz schwiereg ass, esou erlaben ech mer awer hei als Expatron ze soen, dass och do all Entreprise aneschters funktionéiert. An och do géif ech nawell gär e Beispill haut ginn. Wann ee sechs Méint net do ass, dann ass en net do. Entweder kritt een e remplacéiert oder meeschtens kritt een en net remplacéiert, well een net déi richteg Persoun fënnt, respektiv bis een déi ugeléiert huet, ass deen aneren nees do.

Mä kommt, mir huelen emol einfach d'Beispill vun engem Coiffeurssalon. Mir wëssen alleguer, dass d'Coiffeurssalone ganz dacks freides a samschdes déi décksten Deeg hunn, dann, wann déi meeschte Clienten do sinn. Ech gesinn, e puer, déi wéineg Hoer hunn, fuere sech schonn iwwert de Kapp.

(Hilarité)

Mä et ass dach fir e klenge Coiffeurssalon dacks méi vu Virdeel, wann e Coiffeur oder eng Coiffeuse een Dag d'Woch net do ass, spréch dënschdes oder mëttwochs, an dann awer de Weekend, ebe wa vill ze dinn ass, präsent ass, wéi wann en einfach sechs Méint oder véier Méint guer net do ass.

D'Flexibilitéit, dat wëll ech och eng Kéier hei soen, dat ass en Accord, dee mer mat de Sozialpartner haten. D'Flexibilitéit, déi ass verhandelt ginn, souwuel mat de Patrone wéi och mat de Gewerkschaften.

An d'CSV mengt, et hätt ee misse méi wäit goen. Jo, mä dëst ass - mir si voll an engem Prozess dran -, dëst ass ee Schratt. Et kann een och méi wäit goen. Mä wann een en Accord huet mam Patronat a mat de Gewerkschaften, dann huet een deen als Regierung och gefällegst anzehalen! An dofir soen ech souwuel de Gewerkschafte wéi och dem Patronat villmools Merci, dass mer deen Accord konnte fannen, well e wierklech fir d'Kanner ass a fir d'Kand am Mëttelpunkt ze hunn, fir dass d'Eltere méi Zäit mat hire Kanner kënne verbréngen.

Mir hunn och héieren: De Congé parental, deen zweete Congé parental wäert ee kënnen huele bis d'Kand sechs Joer al ass. Dat heescht, och dat ass eng substanziell Ännerung par rapport zu deem, wat et elo gëtt.

Ech géif och gär, Här President, der Zukunftskeess villmools Merci soe fir all déi Aarbecht, déi si am Hannergrond am Moment mécht. Vläicht e klengen Appell, dass déi jonk Elteren - a mir wësse jo, wéi vill Maile mer am Moment alleguer kréien - net alleguer mateneen op d'Zukunftskeess uruffen. Ech kann do de Site recommandéieren: www.cae.lu.

An da kann ech och vläicht soen, dass ab dem 1. November scho virgedréckt Formulairë wäerten disponibel si fir déi Leit, déi nach wéilte vum neie Congé parental profitéieren an awer hir Demande virdru schonn erageschéckt hunn. Da brauche se dat just auszefëllen a mat Accusé de réception eranzeschécken. An natierlech wäert d'Zukunftskeess och nach Informatiounsversammlungen doruechter maachen. Dat heescht, jiddweree wäert informéiert ginn. Et huet kee Wäert, dass jiddweree gläichzäiteg dann dohinner urifft.

Also ech sinn der Meenung, dass dëst e ganz wichtege Meilesteen ass an der Familljepolitik. Et ass eng Familljepolitik fir d'Leit. Et ass eng Familljepolitik fir d'Elteren. An et ass virun allem eng Familljepolitik, déi nom Besoin vun de Kanner kuckt.

A mir fuere virun an deem Prozess, well et sinn nach aner Gesetzer um Instanzewee: Congé extraordinaire, Congé pour raisons familiales, d'Congé d'allaitement. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass een d'Sensibiliséierungsaarbecht weidermécht, dass een d'Patrone sensibiliséiert, dass een och seet: „Okay, Dir musst jo net dee flexibele Congé parental accordéieren."

Mä ech bleiwen iwwerzeegt dervun, dass dee flexibele Congé parental fir d'Patronen extrem interessant wäert sinn, op d'mannst esou interessant wéi fir hir Salariéen. A mir wëssen alleguer, dass, wann d'Salariéen zefridde sinn, da funktionéiert d'Entreprise natierlech och vill besser. Et ass immens wichteg, dass d'Leit kënnen d'Beruffsliewen an d'Privatliewen, d'Familljeliewe matenee kombinéieren.

An ech géif net wëllen ophalen hei, Här President, ouni awer nach ze zielen, dass, wéi ech 2009 Membre élu gouf vun der Chambre de Commerce, do hat an där éischter Plénière deemools d'Chambre de Commerce am Fong geholl un d'Regierung - un déi deemoleg, et ware jo just Wahlen -, un déi deemoleg nei Regierung Recommandatiounen ausgeschafft. An do stoung ënner anerem dran, dass d'Chambre de Commerce der Meenung wär, dass de Congé parental einfach misst op dräi Méint reduzéiert ginn.

An ech hu mer dunn erlaabt, als ganz neie Membre élu an der Chambre de Commerce, d'Wuert ze froen an deemools schonn ze soen, dass een dat awer vill méi differenzéiert misst kucken an dass een emol vläicht misst no de Besoine souwuel vun de Leit wéi och vun de Betriber kucken an dass een dat vill méi flexibel misst handhaben. Dat war viru siwe Joer!

Ech mengen, d'Chambre de Commerce huet e ganz, ganz wäite Wee gemaach zanterhier. Mir alleguerten! An esou ass dat eben: D'Welt evoluéiert a mir probéieren natierlech, d'Gesetzer un dat unzepassen, wat d'Leit brauchen, wat d'Famillje brauchen a wat d'Kanner brauchen.

Mir spueren net an der Familljepolitik. Mir investéieren an d'Kanner an an d'Familljepolitik. Ech mengen, mir schaffen un der Zukunft vum Land. A wat ass d'Zukunft, wann et net eis Kanner sinn? Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6935 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6935 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6935 ass mat 37 Jo-Stëmmen, bei 23 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

A mir si saiséiert mat enger Motioun, déi, souwäit ech gesinn, vun alle Fraktioune respektiv Sensibilitéiten ënnerschriwwen ass. Ech mengen, d'Motioun ass motivéiert gi vum Rapporteur. Gëtt et nach eng Wuertmeldung zu der Motioun, déi d'Unanimitéit schéngt ze maachen tëschent de Fraktiounen an de Sensibilitéiten?

Da géif ech proposéieren, dass mer géife mat Handophiewen iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Enthalungen?

Also ass déi Motioun, déi de Bilan no dräi Joer freet, unanime ugeholl. Ech soen Iech Merci.

13. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise

Da wollt ech der Chamber d'Fro stellen, vu dass mer mat enger Motioun saiséiert gi sinn am Ufank vun der Sëtzung, wat mer mat där Motioun solle maachen.

Den Här Bodry freet sech d'Wuert dozou. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mech stéiert manner de Contenu vun der Motioun, och wann ech net mat allem averstane sinn, wat drasteet, wéi den Zäitpunkt vun där heiter Motioun.

Momentan gëtt et eng Petitioun, déi leeft nach ëmmer. D'Petitioun 698, déi genau dat doten zum Sujet huet, déi leeft momentan nach ëmmer, kann nach ënnerstëtzt gi bis de 24. Oktober. Duerno - iwwer 14.000 Leit, déi déi Petitioun ënnerstëtzen! - wäerte se hei gehéiert gi vun der Chamber.

Ech géif et aus Respekt virun deene Leit, déi déi Petitioun lancéiert hunn, a virun allem virun deene ville Leit, déi déi Petitioun ënnerstëtzen, net gutt fannen, dass mer elo géifen, éier mer déi Leit ugehéiert hunn, éier mer eis Prozedure vun der Petitioun hei duerchgezunn hunn, hei eng Ofstëmmung maachen an der Chamber iwwer Konklusiounen, déi am direkten Zesummenhang sti mat deem Sujet, dee vun der Petitioun hei opgeworf ginn ass.

Well, Här Kartheiser, Dir wësst och, déi heite Positioun hätt Der gradesou gutt kënne virun zwee Joer hei an der Chamber erabréngen, wéi Der selwer eng Interpellatioun zu deemselwechten Thema hat. Dat hutt Der net gemaach. Dir maacht et elo am Zesummenhang mat der Petitioun.

Duerfir géif ech hei proposéieren, dass mer aus Respekt virun der Prozedur vun der Petitioun net an dësen Deeg hei géifen driwwer ofstëmmen, mä dass mer dat géife reportéieren op en Datum, eng ëffentlech Sitzung nodeem mer all déi Leit héieren hunn, déi déi Petitioun eragereecht hunn. Ech mengen, déi Leit verdéngen deen dote Respekt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir déi Propositioun. Dozou Stellungnamen? Den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt den Här Bodry hei eng ganz räsonabel Propositioun gemaach huet, déi eigentlech eis Ënnerstëtzung fënnt. Ech fannen, datt mer déi Diskussioun...

Une voix.- Mir versti guer näischt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da waart, elo héiert Der.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen, datt den Här Bodry eng...

(Interruption)

Ech fannen, datt den Här Bodry eng ganz räsonabel Propositioun hei gemaach huet. Déi Diskussioun kréie mer souwisou, mengen ech, hei an der Chamber am Kader vun där Diskussioun, déi mer mussen, éischtens, mat de Pétitionnairë féieren. An duerno schéngt et mir absolutt evident ze sinn, datt mer och hei an der Chamber selwer eng Diskussioun iwwert déi Thematik do wäerte féieren, soudatt ech déi Propositioun do nëmme kann ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Zum Inhalt wëll ech mech de Moment net äusseren. Mä effektiv ass eigentlech de Punkt deen, datt et de Moment net dee richtege Moment ass, fir doriwwer ze diskutéieren an ofzestëmmen, well mer eben, et ass scho gesot ginn, fir d'Éischt sollen déi Leit unhéieren, déi déi Petitioun lancéiert hunn. Duerno kënne mer dat dann natierlech hei an der Chamber maachen. Duerfir ënnerstëtze mir och déi Propositioun, déi gemaach ginn ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Dann d'Madamm Loschetter. Zu Wuert gemellt huet sech och den Här Kartheiser.

Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, et ass alles gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Madamm Loschetter. Ech géif vläicht de Krees zoumaachen an dann d'Wuert dem Auteur ginn. Den Här Wagner kritt et nach virdrun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Jo, mir géifen eis och der Propositioun vum Här Bodry ralliéieren. Ech mengen, et muss ee fir d'Éischt emol och d'Diskussioun féieren am Hearing, deen dës Petitioun déclenchéiert huet. Dat soen ech ëmsou méi, well ech och nach Member vun der Petitiounskommissioun sinn. Ech mengen, dat wär och eng Fro vu Respekt géigeniwwer vum Pétitionnaire. An da kënne mer dat a Rou weiderhin diskutéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. Den Här Kartheiser, deen eis seet, wat e vun de Virschléi hält.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Villmools Merci, Här President. Jo, mir hunn an de leschten Deeg ganz vill iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch héieren an ech mengen, et war vun eiser Säit aus ni interpretéiert ginn, datt all déi Leit, déi sech elo zu der Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch äusseren, domadder net genuch Respekt géintiwwer de Pétitionnairë gewisen hätten.

Et ass an eisen Aen ëmmer eng gutt Geleeënheet an ëmmer e gudden Zäitpunkt, wann ee sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzt. A mir kënnen awer och gär nach déi Zäit waarden, bis mer déi Unhéierung hei an der Chamber haten.

Ech géif just proposéieren, Här President, wann ech d'Interventioune vu menge Kolleegen hei richteg interpretéieren, datt se sech net géifen opposéieren, géife mer hei proposéieren, datt Der vläicht déi Motioun dann op den Ordre du jour vun der éischter ëffentlecher Sëtzung setzt, nodeem déi Unhéierung geschitt ass. Ech mengen, dann hu mer jo dat respektéiert, wat hei proposéiert ginn ass a mir hätten deen Ableck och déi Garantie, datt mer déi kleng zäitlech Verlagerung net allze wäit no hannen drécken.

Wa mer eis kéinten dorop eenegen, mengen ech, wiere mer ganz frou an dankbar. Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat däerft kee Problem sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, all d'Membere vun der Presidentekonferenz hunn dee Wonsch matkritt a si wäerten zum gegebenen Zäitpunkt, wa mer den Ordre du jour fixéieren, dorop zréckkommen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, Dir hutt jo och en Observateur an der Presidentekonferenz, dee sech dann zum Echo vun Árem Wonsch wäert maachen. Dat gesot, géif ech mengen, dass hei jo dann Unanimitéit ass, fir dat esou ze maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Da maache mer dat esou.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7059, deen de Paräisser Accord iwwert de Klimaschutz soll hei bei eis ëmsetzen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox.

14. 7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi virdrun d'Familljeministesch beim Gesetz iwwert de Congé parental gesot huet, dass et e Meilestee wär fir d'Lëtzebuerger Familljepolitik, esou kann ee sécherlech behaapten, dass dëst Gesetz, wat mer hei elo um Ordre du jour hunn, e Meilestee praktesch fir d'Weltgemeinschaft wäert sinn. Et ass e wichtegen a richtege Schratt fir eis Kanner, awer och fir eis Kandskanner. Et kéint ee souguer den Neil Armstrong zitéieren, wéi e gesot huet, e klenge Schratt hei fir eist Land, wa mer dëst votéieren, mä e ganz grousse Schratt fir d'Mënschheet!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dëse Projet de loi huet als Finalitéit, wéi virdru vum President gesot, den Accord vu Paräis ze ratifizéieren, deen den 12. Dezember 2015 op der COP21 ugeholl gouf. Wat ass d'COP21? Dat ass d'Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques vun der Weltgemeinschaft, déi sech mat der Klimaproblematik beschäftegt, déi mer haut eben, wéi gesot, solle ratifizéieren.

D'Konventioun selwer gouf vu Lëtzebuerg den 22. Abrëll 2016 schonn ënnerschriwwen, an dëst um Jour de la Terre, an dëst net eleng vun nëmme Lëtzebuerg, mä vun 175 Parteien, dat heescht vun 174 Länner an der Europäescher Kommissioun, déi als eng Partei duergestallt gëtt.

Dësen Accord, dee fir mech e weltëmfaassende Vertrag ass, wou praktesch all d'Länner am Boot sinn, ass e ganz wichtegen Accord. An ech wéilt do gären de Laurent Fabius zitéieren, dee vun engem „accord universel" iwwert de Klima geschwat huet. En huet eng Rei Adjektiver genannt, fir dësen Accord ze beschreiwen, an e seet: „Dësen Accord ass differenzéiert, dësen Accord ass gerecht, dësen Accord ass nohalteg, dësen Accord ass dynamesch, dësen Accord ass équilibréiert an dësen Accord ass juristesch bindend fir eis Länner alleguerten."

Wéi eng Ziler huet dësen Accord ze erfëllen a wéini trëtt dësen Accord a Kraaft? Ziler ginn et der dräi. Dat Wichtegst ass dat, fir de Weltklima op eng Temperatur vu maximal 2 Grad Erhéijung ze begrenzen, voire op 1,5 Grad hinzesteieren. Dëst geet nëmmen, wa mer alleguerten zesummen an engem Boot sinn. Dofir ass all Land opgefuerdert, eng Rei vu Moossnamen ze maachen, an all Land ass gefuerdert, eng Rei vu Reduktiounsmoossnamen a senger Politik ze definéieren.

An dat Drëtt, vläicht och eent vun de wichtegsten Ziler, dat ass de finanziellen Engagement: de finanziellen Engagement insbesondere vun den héichentwéckelte Länner vis-à-vis vun den Drëttweltländer, déi sech drop accordéiert hunn, fir bis 2020 100 Milliarden Euro ze sammelen..., 100 Milliarden Dollar ze sammelen. Ee Moment wann ech gelift. 100 Milliarden Dollar bis 2020 ze sammelen!

A fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass mir eisen Accord schonn op 35 Millioune ginn hu bis 2020, fir de finanziellen Ausgläich tëschent den ënnerentwéckelte Länner an den héichentwéckelte Länner ze maachen.

E klengen Historique vläicht iwwert déi ganz Accorden, well da gëtt ee sech der Bedeitung méi bewosst iwwert déi Schnellegkeet, déi mer awer hei fäerdegbruecht hunn, fir den Accord vu Paräis elo ze ratifizéieren.

Déi éischt Konferenz war scho laang, viru 24 Joer, dat war den 13. Juni 1992 zu Rio de Janeiro, wou déi éischte Kéier iwwert d'Begrenzung vun der Temperatur, vun dem Ausmooss vun der Klimaveränneruing diskutéiert gouf. Et huet gedauert bis 1997, wou de Kyoto-Accord definéiert gouf. Dat war déi drëtt Reunioun vun der COP. Dofir gouf déi deemools COP3 genannt.

Den Accord vu Kyoto huet awer nach bis 2005 gebraucht, fir a Kraaft ze trieden, an en huet sech an zwee Deeler opgespléckt. Dat ass eng Kéier eng éischt Period, déi ass gaange vun 2008 bis 2012, an déi zweet Period, déi ass de Moment amgaangen ëmgesat ze ginn an déi geet vun 2013 bis 2020. Am Ennerscheed awer zu Paräis hu beim Kyoto-Accord nëmmen... oder d'Emissiounen, déi e berücksichtegt huet, stellen awer nëmme 15% duer. 85% vun den Emissioune vun deene Länner, déi ganz héich Emissioune maachen, sinn näämlech net beim Kyoto-Accord derbäi gewiescht!

Wou sti mer elo bei der Ratifikatioun? Do kënne mer soen, dass mer et gepackt hunn! Gepackt, well d'Europäesch Kommissioun, oder d'europäesch Ëmweltministeren de Freideg virun enger Woch driwwer diskutéiert hunn, dass se den Accord wëlle ratifizéieren. D'Europäescht Parlament huet et genau virun enger Woch gemaach. An dat war de Startschoss, fir kënnen dësen Accord ëmzesetzen. Well den Accord huet zwou Bedéngungen: Et musse 55 Länner vun der Welt den Accord ratifizéiert hunn a 55% vun all den Emissioune musse vun deene 55 Länner gedeckt sinn.

Doduerch, dass d'Europäescht Parlament d'lescht Woch ënnerschriwwen huet an och ratifizéiert huet, sinn haut - oder op dem Stand vum 6. Oktober - 74 Länner, déi dësen Accord ratifizéiert hunn a si ëmfaassen am Ganzen 58,8% vu sämtlechen Emissiounen, déi ausgestouss sinn. Domadder kann dësen Accord a Kraaft trieden, näämlech 30 Deeg duerno, an dat ass laut der UNO de 4. November, wou dë-

sen Accord a Kraaft trëtt, dat heescht genau virun der nächster COP. Dat ass d'COP22, an déi ass zu Marrakesch a Marokko.

Wat heescht dat fir déi eenzel Länner? Dir wësst, dass Lëtzebuerg sech en Zil am Kyoto-Prozess ginn huet. Bis 2020 muss Lëtzebuerg seng Emissiounen ëm 20% reduzéiert hu par rapport zu 2005, awer ouni dass d'Industrië mat berücksichtegt ginn, d'Industrië sinn am europäesche Sharing matagebonnen. Dat heescht, Lëtzebuerg muss säin Effort och nach bis 2020 weiderdreiwen. De Moment leie mer, wéi de Camille Gira gäre seet, „on track", dat heescht awer, mir sinn eréischt bei 13%, déi mer reduzéiert hunn. Et bleiwen, fir eisen Obligatioune gerecht ze gi bis 2020, nach 7% ze erreechen. Et heescht also, mir mussen eis weiderhin ustrengen.

Wat heescht et iwwert de Kyoto-Vertrag eraus? Well dann trëtt de Paräiser Accord a Kraaft, an de Paräiser Accord huet keng Zilsetzung méi vu Joergäng, mä huet eng Haaptzilsetzung: Dat ass eng Dekarbonisatioun vun eiser Wirtschaft. Längerfristeg heescht dat, dass mer 2050 eng Reduktioun vun 80% bis 95% vun den CO_2-Equivalenzemissioune mussen erreechen, wat natierlech wahnsinneg ustrengend wäert sinn.

Fir Lëtzebuerg heescht dat: Ma, mir hunn en Zil gesat kritt bis 2030 vu minus 40%, minus 40%, well mer natierlech dat Land sinn, wat wirtschaftlech am beschten dosteet, a well mer pro Kapp nach immens vill Efforte musse maachen.

Fir dës Efforten ze erreechen, brauche mer sämtlech Secteuren am Boot. Mir brauchen och sämtlech Gesellschaftsschichte mat am Boot. Dat geet vun der Zivillgesellschaft iwwert d'Gemengen an natierlech och hei iwwert d'Chamber, déi hir Responsabilitéit mussen huelen.

An ech mengen, mir hunn dës Responsabilitéit scho geholl. Mir hunn eis am Virfeld vu Paräis iwwer e Joer laang an enger Souskommissioun mat dem Klima beschäftegt. Mir hu virun engem Joer hei an der Chamber e ganz groussen Débat gefouert, wou mer eng Rei vu Pisten opgeluecht hunn, Pisten, fir dass och Lëtzebuerg sech senger Responsabilitéit bewosst ass an dass mir och eis mat längerfristegen Ziler ausenanersetze mussen an och mat längerfristege Politicken a sämtleche Beräicher. Sämtlech Beräicher vun eiser Wirtschaft mussen deemno mat an d'Boot geholl ginn, well ouni déi, ouni d'Leit dobausse kënne mer dës Ziler net erreechen.

Dofir nach eng Kéier mäin Opruff hei, dëst mat enger grousser Majoritéit kënnen ze stëmmen. An ech ginn dovun aus, dass mer hei d'absolutt Majoritéit wäerte kréien, well an der Kommissioun hu mer de 6. Oktober 2016 de Rapport vun der Ratifikatioun vu Paräis ugeholl, an dat eestëmmeg. D'Gesetz selwer gouf den 9. September déposéiert. De Statsrot huet eis de 27. September den Avis dozou ginn. An den 3. Oktober an der éischter Sëtzung, wou mer eis nach eng Kéier domat beschäftegt hunn, sinn ech zum Rapporteur bestëmmt ginn.

Dofir zum Schluss an zur Konklusioun: Ech mengen, dass dëst wierklech e Meilesteen ass fir d'Weltgemeinschaft, dass et e Schratt an déi richteg Richtung ass. Mä et bleift extrem vill ze maachen, dofir: d'Äerm eropstréppen an dru schaffen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt mat engem Merci ufänken un de Kolleeg Henri Kox als Rapporteur vun dësem Projet, e Merci fir den detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet mat enger Partie Superlativen ugefaangen: een Dag nodeem zu Paräis 196 Länner dem Klimaaccord zougestëmmt hunn, en Dag fir d'Geschichtsbicher, e Meilesteen, en historescht Evenement an esou weider.

D'Zukunft muss weisen, ob de Klimaaccord vu Paräis esou euphoresch Beuerteelunge verdéngt, déi begeeschtert Unerkennung do verdéngt. Ech denken, datt d'Fransousen, mat un der Spëtzt dem Här Fabius, an awer och eis Émweltministesch Unerkennung verdénge fir hiert jeeweilegt Verhandlungsgeschéck zu Paräis.

Engersäits ass et esou, de Rapporteur huet et gesot, datt déi éischte Kéier iwwerhaapt e globalen Accord zustane komm ass, en Accord, deen all Staten op der Welt verflicht zu der Begrenzung vun der globaler Erwäermung op däitlech ënner 2 Grad, méiglechst 1,5 Grad par rapport zu virindustriellen Niveauen. An dofir mussen d'CO_2-Emissioune weltwäit tëschent 2045 an 2060 op null zréckgefouert ginn an eben och en Deel vun den CO_2-Emissiounen aus der Äerdatmosphär evakuéiert ginn. Dat ass engersäits. Anerersäits - an dee Saz ass méi kuerz - ass awer och eppes ganz kloer: D'Äerderwärmung vun dëser Welt wäert an den nächste Jore weidergoen, a grondleeënd weidergoen. Si hält net op mat der Ratifizéierung vun dësem Accord.

Als Optimist kéint ee soen: Vläicht schrauwe jo an Zukunft d'Staten och vu sech aus hir Ustrengunge fir de Klimaschutz an d'Luucht. Vläicht wäert och an Zukunft d'Force vun de Marchéen d'Länner éischter zu méi Klimaschutz bewegen. Vläicht ginn och d'erneierbar Energië an Zukunft weider mat deem Tempo méi bëlleg, wéi dat elo an der Vergaangenheet de Fall war. A vläicht mierkt och China, datt Klimaschutzmoossnamen och gutt sinn, fir d'Loft a senge Stied méi propper ze maachen. A vläicht geschitt dann d'Émstellung op eng kuelestofffräi Ekonomie tatsächlech méi séier, wéi mir eis et haut kënne virstellen. Dat ass den Optimist.

Als Pessimist, deelweis och als Realist, kéint ee soen, datt den Deal vu Paräis net duergeet, fir eist Klima ze retten, wéinst all deem Klimawandel, deen trotzdeem nach komme wäert par la force des choses, an duerch en CO_2, dee mer schonn ausgestouss hunn an der Vergaangenheet respektiv dee mer no Paräis natierlech nach aus eise Fabricken, aus eise Fligeren, Schëffer, Autoen an esou weider erausblosen an deen och nach laang an der Atmosphär bleiwe wäert. A wéinst der Fro - dat ass, mengen ech, eng ganz wesentlech -, ob dann d'State sech un hir eegen, sech selwer operluechte Verflichtungen hale wäerten.

Madamm Presidentin, en vue vun der Ratifizéierung vum Klimaaccord vu Paräis probéiere mir dann awer, éischter optimistesch an d'Zukunft ze kucken a freeën eis an éischter Linn emol, datt d'USA a China virun enger gewëssener Zäit - ufanks September, mengen ech, war dat - am Kader vum G20-Sommet den Accord vu Paräis ratifizéiert hunn.

An och d'EU-Parlament huet dat viru Kuerzem gemaach, d'lescht Woch, nodeems d'Émweltminister vun der EU den 30. September zu Bréissel eng Blamage évitéiert hunn, kann ee bal soen, an et fäerdegbruecht hunn, sech op ee gemeinsame Ratifizéierungsprozess ze eenegen.

„Et war en haarde Kampf", gëtt d'Madamm Ministesch zitéiert am „Wort" direkt no dem Sommet, an zum Schluss och nach mat engem wesentleche Saz - mengen ech, well dee Kampf, dee kënnt eréischt -: et géifen nach déif gräifend Diskussioune bevirstoen, dëst am Kontext vun engem wuel virprogramméierte Sträit ëm den „effort sharing".

De sougenannten „effort sharing", also d'Laaschtendeelung, reguléiert 60% vun den CO_2-Emissiounen an der EU. A vun dësem gréisste klimapoliteschen Instrument gi si sech natierlech wichteg Ustéiss ausgerechent fir d'Dekarboniséiere vun deene verschiddene Secteuren: Verkéier, Gebaier an esou weider. An amplaz dëst Instrument un d'Ergebnisser vum Paräiser Accord unzepassen, géife verschidde Memberlänner - heescht et! - probéieren, vu Schlupflächer respektiv vu Rechentricke Gebrauch ze maachen.

Madamm Presidentin, vun 2020 u wäert de Grand-Duché mat ganz ambitiéise Reduktiounsziler konfrontéiert ginn. Héich Ziler goufe sech gesat. Ech erënneren elo net un déi, déi mer schonn haten: Bis 2020 d'CO_2-Emissiounen 11% senken; derbäi komme jo nach déi 11% Undeeler un erneierbaren Energien an 20% méi Energieeffizienz bis 2020. Mä fir 2030, do läit d'Lat fir Lëtzebuerg am Kader vum „effort sharing" richteg héich, näämlech bei minus 40% am Joer 2030 par rapport zu 2005. Et ass virdru vum Rapporteur scho gesot ginn.

Dës 40% stinn an engem Reglementsvirschlag vun der Europäescher Kommissioun, dee viru Kuerzem, Mëtt Juli, presentéiert gouf, fir déi jäerlech CO_2-Reduktioune vun den eenzelne Memberstate virzeschloen. Entspriechend dësem Kommissiounsvirschlag géif den Emissiounsbudget fir Lëtzebuerg ab 2021 ënner anerem och dovun ofhänken, wéi d'Emissiounen an de Joren 2016 bis 2018 sech géifen an der Moyenne entwéckelen.

Och wann dëse Virschlag vun der Kommissioun, kann ech mer virstellen, nach dierft änneren, ass dëst Zil fir Lëtzebuerg eng enorm Erausfuerderung. An ech hu viru Kuerzem héieren, fir dat Beispill ze soen, datt de Logistiksecteur sech elo scho wéinst deene minus 40% géif grouss Suerge maachen a sech freet, ob de Secteur kéint iwwerliewen, e Secteur, dee jo och vu vergaangene Regierungen, vun dëser Regierung pousséiert gëtt, net zulescht duerch den Ausbau och vum Containerterminal zu Beetebuerg.

Nun, fir déi héich Ziler ze erreechen, huet d'Émweltministesch eis gesot an der Kommissioun, datt se am Ministère amgaang sinn, en drëtten Aktiounsplang ze preparéiere respektiv och en Adaptatiounsplang ze adaptéieren, wann een esou wëllt, un deem ze schaffen.

An eng éischt Fro mengersäits dozou: Wéini soll deen drëtten Aktiounsplang virgeluecht ginn, well ech do verschidden Datumen héieren hunn? An der Zeitung hunn ech gelies, dat wier fréistens Summer 2017. Et sinn awer och Mataarbechter aus dem Ministère, déi gesot hunn, ënner anerem, datt dësen drëtten Aktiounsplang vläicht schonn Enn des Joers oder Ufank nächste Joers kéint virleien. Vläicht kann eis d'Madamm Minister eppes dozou soen.

D'lescht Joer hu mer, dat ass vum Rapporteur virdun och nach eng Kéier ernimmt ginn, dee groussen Débat gefouert mam Sujet „Politesch Orientéierung an Aktiounsméiglechkeeten am Kontext Klima an Energie", wann ech mech richteg erënneren, mat net manner wéi 40 Sëtzungen, déi mer haten am Zäitraum vun annerhallwem Joer.

A mir ginn dovun aus als Fraktioun, datt déi Aarbecht net ëmsoss war, mä datt déi 57 Recommandatioune wäerten Agang fannen an deen neien Aktiounsplang. D'CSV-Fraktioun fuerdert op jidde Fall, datt d'Chamber, sou wéi et och am Rapport vun deem Débat steet, regelméisseg an dee Prozess agebonne gëtt, dëst en vue vun deene Moossnamen a Léisungsvirschléi, déi dozou solle féieren, déi entspriechend Klimaziler ze erreechen.

Madamm Presidentin, an deem Débat d'lescht Joer hunn ech och am Numm vu menger Fraktioun däitlech gemaach, datt mir eis ambitiéis Hausaufgaben a puncto Klimaschutz nëmme fäerdegbréngen, wann et eis geléngt, fir d'Biergerinnen an d'Bierger an domadder och d'Zivillgesellschaft an d'Boot ze kréien. „An d'Boot kréien" huet de Rapporteur e puermol gesot. Do sinn ech och mat him enger Meenung.

Ech sinn awer där Meenung, datt mer mussen dat An-d'Boot-Kréie strukturéieren. An ech wëll eppes dozou soen, well ech d'lescht Joer am November am Débat och eng konkret Propositioun gemaach hunn, näämlech eng Proposition de loi fir d'Schafung vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz.

Ech denken och, fir vläicht fir d'Éischt e Saz zum Klimapakt ze soen, datt dëst Instrument ee ganz wesentlecht ass, well d'Gemengen derfir gesuergt hunn, mat ganz vill Kreativitéit - an och d'Gemengesyndikater, Naturparken an anerer - et fäerdegbruecht hunn, mat enger regionaler Approche sech fir de Klimaschutz no beim Bierger a bei de Biergerinnen, well jo d'Gemengen esou no bei de Stéit sinn, anzesetzen.

D'Gemenge si ganz kloer onverzichtbar Partner am Klimaschutz, wann et heescht, den Energieverbrauch an d'CO_2-Emissiounen an den Dierfer an an de Stied ze reduzéieren an awer och, an dat ass wuel gradesou wichteg, parallell Investitiounen, ekonomesch Aktivitéiten an den Aarbechtsmaart doduerch ze stimuléieren. An dofir si lokal a regional Energie- a Klimaschutzkonzepter wichteg Bausteng fir déi landeswäit Émsetzung vun deene geplangten ambitiéise Moossnamen.

Wéi et schéngt - hu mer an der Kommissioun gesot kritt – ginn et nach just zwou Gemengen, déi net am Klimapakt matmaachen. An der Zwëschenzäit goufen et souguer schonn eng Partie Gemengen, déi déi drëtt Zertifizéierungsstuf erreecht hunn, wat engem international unerkannte Standard entsprécht, näämlech dem „European Energy Award Gold". Déi Gemenge sinn, fir se net ze nennen, Park Housen, Tandel, Biekerech a Schëffleng. A souwäit ech informéiert sinn, wäerten och zwou vun dëse Gemengen elo d'nächst Woch op Luzern reesen, näämlech Housen an Tandel, fir do och am Austausch mat anere Gemengen…

(Interruption)

…och déi regional, besonnesch déi regional Approche am Kontext Klimaschutz weiderzereechen.

Mä de Klimapakt eleng geet an eisen Aen net duer. Mir mussen dat vill beschwuerent Abezéie vun der Zivillgesellschaft strukturéieren, hunn ech virdru gesot, well soss dës Regierung an och déi Regierungen, déi duerno wäerte Responsabilitéit kréien, bei hirer Klimapolitik wäerten an d'Eidelt lafen.

An dofir hunn ech och an dësem Kontext am Débat d'lescht Joer am Numm vu menger Fraktioun eben dann déi Proposition de loi déposéiert fir d'Schafe vun enger nationaler Kommissioun fir nohalteg Entwécklung a Klimaschutz, dat heescht eng strukturéiert Partnerschaft vu Stat, vu Gemengen, vun ONGen, vu Gewerkschaften a vum Patronat. An d'Zil vun dëser Gesetzespropositioun ass et, wéi gesot, d'Zivillgesellschaft besser anzebannen.

Dës Proposition de loi baséiert dorobber, fir d'Gesetz vum 25. Juni 2004 unzepassen. Dat ass d'Gesetz iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Politik fir nohalteg Entwécklung. An ech hat mech bei dëser Proposition de loi op d'Experienz beruff, déi mer gemaach hunn an de Joren 2010, 2011 mat dem Partenariat fir Émwelt a Klima, also e ganz konkreten Exercice, wou eigentlech dat duerchgespillt gouf och an Zäit vun annerhallwem Joer vun der viregter Regierung, wou Ministèren, Gemengen, de Syvicol fir d'Gemengen, d'ONGen, d'Gewerkschaften an d'Patronen un engem Dësch souzen, fir e gemeinsame Moossnamekatalog opzestelle fir de Klima- an Émweltschutz. An déi Moossname sinn dunn och an den zweeten nationalen Aktiounsplang agefloss, a virun allem war dat och d'Grondlag fir d'Schafe vun deem Klimapakt, un deen ech virdrun erënnert hunn.

Deemools schonn ass d'Iddi an deem Grupp diskutéiert ginn, fir aus dem Partenariat eng dauerhaft Struktur ze maachen. Vun de staatleche Partner, ech erënnere mech dorunner, ass deemools insistéiert ginn, datt een d'Regierungsmembere méi staark misst an dee Prozess integréieren, fir eng besser Visibilitéit a fir eng besser Kredibilitéit an deem Zesummenhang och ze erreechen.

Dëse Gesetzesvirschlag mat senger entspriechender Virgeeënsweis géif eng verstäerkt a besser strukturéiert Zesummenaarbecht mat den Organisatioune vun der Zivillgesellschaft garantéieren a gläichzäiteg och eng méi pousséiert Participatioun vun der politescher Prise de décision assuréieren.

Madamm Presidentin, an enger Jointe vun Affaires étrangères an Émweltkommissioun gouf viru Kuerzem d'Agenda 2030 fir eng nohalteg Entwécklung presentéiert. Dat ass nach net ganz laang hier.

An deem Kontext begréisse mir et, datt d'Regierung d'Reglement vum 14. Juli 2005 ofgeännert huet. Do geet et näämlech ëm d'Zesummesetzung, ëm d'Organisatioun an de Fonctionnement vun der Commission interdépartementale du développement durable. Dat ass an deem Reglement geregelt. An heimat gouf elo en Upgrade vun der Zesummesetzung vun där Kommissioun virgeholl, ebe fir déi verschidde Ministèrë méi staark ze responsabiliséieren. An dat fanne mir richteg. Dat fannen ech eng gutt Iddi, well et och am Sënn ebe vun där Proposition de loi ass, déi ech d'lescht Joer gemaach hunn, an ech mengen, déi ganz wesentlech ass.

Wat elo dës Proposition de loi ugeet, gëtt et nach keen Avis, weder vun der Regierung nach vum Statsrot. Si huet eng Nummer kritt an domat ass et dat elo emol.

Mech géif awer interesséieren, dofir d'Fro un d'Émweltministesch, ob d'Regierung ënner Émstänn wëllens ass, awer an déi Richtung do ze goen. Well ech soen lech hei, datt et schifgeet, fir ambitiéis, esou ambitiéis Moossnamen ze huelen, ze erreechen, wa mer net d'Zivillgesellschaft, wa mer net d'Leit um Terrain an dat berüümt Boot do kréien!

Dann, d'Majoritéit seet an hirer Regierungserklärung op der Säit 71, dat hunn ech och schonn op dëser Plaz emol rappeléiert, si géif e sougenannten Nohaltegkeetscheck aféiere fir d'Projeten an d'Décisioune vun der Regierung, déi eng Incidence hunn en termes vun nohalteger Entwécklung a Klimaschutz.

Dofir wollt ech elo och d'Fro stellen un d'Madamm Minister: Huet d'Regierung wëlles, an den nächste Méint esou en Nohaltegkeetscheck anzeféieren, respektiv ass se souguer vläicht amgaang un deemselwechten ze schaffen?

Zum Schluss, Madamm Presidentin, eng lescht Fro un d'Madamm Minister, an zwar d'Fro, wou mir mat der Etüd fir den Tanktourismus dru sinn, déi d'Regierung an Optrag ginn huet a wou och schonn nogebessert ginn ass, wéi mer et gesot kruten.

Am „Wort" hunn ech gelies, de Kolleeg Henri Kox hätt gesot, den Tanktourismus misst enger kritescher Analys ënnerzu ginn. Gëtt dat elo zousätzlech gemaach?

An da steet awer och nach do, an der Zwëschenzäit géif et e Kompromëss ginn - wat ëmmer dat heescht - en vue vun der Presentatioun vun dëser laang erseenter Etüd. An de Kolleeg Marcel Oberweis huet net méi spéit wéi virun, mengen ech, zwou Wochen och

nach eng Kéier gefrot, wou mer mat där Etüd dru wieren. An ech wëll dat dann op dëser Plaz och maachen.

Domat géif ech ganz zum Schluss d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn, zu engem ganz wesentleche Projet en vue vun der Ratifizéierung vum Klimaaccord vu Paräis.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Schank. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt dem Rapporteur Henri Kox Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Mir als LSAP wäerte selbstverständlech dëse Projet de loi och ënnerstëtzen.

E Merci wëll ech awer och eiser Ëmweltministesch Carole Dieschbourg soe fir hiren Asaz, besonnesch bei der leschter Lëtzebuerger Présidence, wou jo och dëse Paräiser Accord zustane komm ass.

De Rapporteur huet den Accord an all senge Facetten am Detail erkläert. Dofir wëll ech mech op e puer generell Remarquë beschränken.

D'LSAP huet sech schonn iwwert déi lescht Joren, an et kann een entre-temps soen, scho säit Jorzéngten, ëmmer konsequent fir de Kampf géint de Klimawandel agesat a wäert dat selbstverständlech och an Zukunft weider esou maachen. Dat gëllt souwuel um internationalen, nationalen, awer och um lokalen Niveau, well nëmme wa mer all zesumme grouss Efforte maachen, hu mer eng Chance, fir déi schlëmmst Konsequenze vun engem Klimawandel ze verhënneren.

An deem Sënn begréisse mer als LSAP och den Accord vu Paräis, well et effektiv gegléckt ass, bal all Staten, an de Rapporteur huet et elo am Detail erkläert, vun der Welt mat an dat berüümt Boot ze kréien, wat jo leider beim Kyoto-Accord net de Fall war. D'Europäesch Unioun eleng kann zwar hei mam gudde Beispill virgoen. D'Zil, fir d'Klimaerwäermung ënner 2 Grad ze halen, dat kann awer nëmmen erreecht ginn, wann all grouss Emittente vun der Welt vun Zäregasen zesummeschaffen an och elo éierlech a reell Efforte maache wäerten. De politesche Wëlle vun der LSAP a vun dëser Regierung, fir eise Bäitrag dozou ze leeschten, ass op alle Fall do.

Mir sollten eis awer näischt virmaachen: Och wann dës Kéier d'Reduktiounsziler fir déi eenzel EU-Memberstate gebonne ginn un d'Wirtschaftsleeschtung, wäert Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech héich Engagementer mussen agoen, a mäi Virriedner Marco Schank huet dat och elo grad schonn ënnerstrach. Dat geet och esou aus der Propos vun der EU-Kommissioun vum Juli ervir, déi mir an der Kommissioun virgeluecht kruten: Lëtzebuerg a Schweden waren deemno déi Länner an der EU, déi déi gréissten Efforte misste maachen a bis 2030 hir Emissioune par rapport zu 2005 ëm 40% misste reduzéieren. Dat gëtt, wéi scho gesot ginn ass, en enormen Défi.

Och wa mir am Moment op der virgezeechenter Trame net esou schlecht dostinn, wéi virdru scho gesot ginn ass, „on track" sinn de Moment, fir et nach eng Kéier ze soen, bis 2020, de Rapporteur huet dat och gesot, musse mer 20% par rapport zu 2005 reduzéieren. Mir sinn de Moment op 13%. Fir an deenen nächste véier Joer schéngen déi 7% net onméiglech ze sinn.

De Problem kënnt awer effektiv no 2020, wann dann dee Paräiser Accord a Kraaft trëtt nom Kyoto-Accord. Engersäits si mer dann an der Situatioun, dass mer wahrscheinlech bis dohinner, bis 2020, déi méi einfach Mesuren, fir d'Emissiounen ze vermeiden, schonn ëmgesat hunn. An et wäert duerno awer ëmsou méi schwiereg ginn, fir weider Reduktiounen ze erreechen.

Anerersäits hu mer zënter Joren e staarke Wuesstum. Ech mengen, mir wëssen och, wat mer do vu Pronosticken hunn, souwuel vun eiser Ekonomie wéi vun eiser Bevëlkerung, an et gesäit ganz esou aus, wéi wann dat och an de kommende Jore jo géif esou weidergoen.

Et ass zwar zum Deel gelongen, de Wirtschaftswuesstum lasszekoppele vun der Entwécklung vun den Emissiounen, mä och wann een d'Emissioune pro Awunner kuckt, hu mer Fortschrëtter gemaach. Mir brauchen do awer e regelrechte Quantesprong, wa mer an nëmmen zéng Joer zwëschen 2020 an 2030 eis Emissiounen nach eemol ëm 20% wëlle senken. Ëmsou méi wichteg ass et, fréi genuch konkret Pläng ze hunn, wéi een dës international Verflichtungen och kann an d'Realitéit ëmsetzen.

Deen drëtten nationalen Aktiounsplang fir de Klimaschutz kritt do eng ganz grouss Bedeitung fir Lëtzebuerg. Mir mussen dee Plang net nëmme matzäite fäerdeg hunn, mä et muss een dann och an eisem Budget entspriechend Moyene virgesinn, fir dass dës Mesuren och effektiv an der Realitéit kënnen ëmgesat ginn.

Entre-temps wär et vläicht gutt, en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vum zweeten nationalen Aktiounsplang ze zéien, fir emol am Detail ze kucken, wat mer bis elo erreecht hunn a wou mer par rapport zu deem, wat mer eis virgeholl hunn, och stinn. Well eis Accorden, Deklaratiounen an Aktiounspläng hunn nëmmen dann en Impakt op de Klima, wa se duerch konkret Mesuren och ëmgesat ginn.

Zäregasen entsti bekanntlech bei ganz verschiddene Prozesser, mä dee gréissten Impakt am Kontext vun eise Klimaschutzmoossname betrëfft wuel d'Produktioun an de Verbrauch vun der Energie.

Et muss eis engersäits geléngen, méi Energie op eng nohalteg an ëmweltfrëndlech Manéier ze produzéieren, an anerersäits ganz einfach manner Energie ze gebrauchen. Et kann een dobäi net nëmmen no Klimaschutzkritäre kucken. Et geet jo fir d'Mënschheet am Endeffekt dorëms, gréisser Katastrophen ze vermeiden, bei deenen d'Liewen an d'Gesondheet am Sënn vum Klimaschutz net dozou féieren, (veuillez lire: bei deenen d'Liewen an d'Gesondheet bedrot sinn. Dofir däerfe streng Oplagen am Sënn vum Klimaschutz net dozou féieren,) dass d'Atomkraaft als eng Alternativ ugesi gëtt. Et gesäit een elo schonn, wéi schwéier sech beispillsweis d'Belsch deet, fir hir komplett vereelzt Atomkraaftwierker ofzeschalten, well se an deene vergaangene Joren net genuch an erneierbar Energien investéiert hunn.

Al Atomkraaftwierker, déi nach just mam Argument um Lafe gehale ginn, dass ee soss d'Stroumversuergung net garantéiere kann, sinn extrem gefäierlech. Ech hoffen, dass mer net zu Tihange, Doel oder Cattenom en zweet Fukushima erliewe mussen, fir dass dat jiddwerengem kloer gëtt. Doriwwer eraus wäert et sécher Pressioune ginn, fir nei Atomkraaftanlagen ze bauen, fir méi einfach kënnen d'Klimaschutzziler ze erreechen. Nei Atomanlage sinn zwar vläicht eng Zäit laang méi sécher wéi déi al, mä de Problem vun der Lagerung vum atomaren Offall gëtt domat net geléist.

Lëtzebuerg huet dorobber natierlech nëmmen e ganz klengen, limitéierten Afloss. Mir kënnen eis awer um EU-Niveau derfir asetzen, dass alternativ erneierbar Energië verstäerkt gefërdert ginn, an net d'Atomenergie. Souwisou wäert d'Klimaschutzpolitik um EU-Niveau e ganz wesentlechen Impakt dorobber hunn, ob mer eis Ziler erreeche kënnen oder net.

D'Reaktiounen op deem Niveau nom VW-Skandal an den USA stëmmen een do och net onbedéngt optimistesch. Statt d'Autosindustrie, déi sech dank deene leschte Kontrollmechanisme vun der EU laanscht besteeënd Ofgasnorme gemogelt huet, dozou ze zwéngen, déi streng Wäerter an Zukunft tatsächlech anzehalen, goufen d'Norme ganz einfach eropgesat! An ech wëll vläicht, wa mer déi Zäit hunn, awer emol eng Kéier e bëssen op déi Saach agoen.

Dir wësst, dee Skandal ass 2015 vun den Amerikaner do entdeckt ginn; ech erspueren Iech dat. Just vläicht eng Ziffer: D'Valeure ware 35-mol ze héich. Elo ass proposéiert gi vun der EU-Kommissioun, déi nei Regelen op e sougenannte Konformitéitsfacteur vun 2,1 fir déi nei Typpenzouloossung vun neie Modeller ab 2017 ze setzen. Dat sinn natierlech héich Wäerter, soudass mer ëm 1,5% wäerten am Joer 2020 leien, soudass mer eis Grenzwäerter nach wäerten ëm 50% iwwerschreiden! Ech wëll dat just eng Kéier och als Beispill soen, wéi do iwwerluecht gëtt.

Bon, d'Europäescht Parlament huet an deem Sënn seng lescht Décisioun nach net geholl. Do war eng Propositioun gemaach ginn de 14. Dezember 2015, fir vun deene Wäerter do erofzekommen. Déi ass awer net akzeptéiert ginn. Bon, dat soll elo effektiv am Januar diskutéiert ginn. Ech wëll just domadder soen, dass, wa mer a Richtung CETA an TTIP op aner Länner weisen, dass mer hei an Europa, an deem do spezielle Fall op jidde Fall, mengen ech, eis Hausaufgaben net amgaange si richteg ze maachen.

Esou Rücksichten op d'Interesse vun der Industrie kann d'EU an Zukunft also net méi huelen, wa se et eescht mengt mat de Klimaschutzziler, déi se sech zu Paräis ginn huet.

Generell sinn d'Recherchen an den technesche Fortschrëtt wichteg Facteuren, wa mer an Zukunft besser Méiglechkeete wëllen hunn, fir mat wéineg Energie auszekommen. Um EU-Niveau kënnen do Akzenter gesat ginn, déi e klengt Land wéi Lëtzebuerg nëmme wéineg ka beaflossen. Mir kënnen allerdéngs d'Uwendung vun deenen neisten Technologien - «meilleures technologies possibles», wéi mer dat nennen - förderen a mat Hëllef vu Subsiden dozou bäidroen, dass mir och als ganz normal Konsumente schnell Accès dozou hunn. Dat ass och net nei. An och déi Beräicher, an deenen esou Mesurë besonnesch sënnvoll sinn, bleiwe weiderhin der zwee: Dat sinn den Transport an de Logement.

Als Éischt zum Transport, Madamm Presidentin. Dës Regierung investéiert konsequent weider an den ëffentlechen Transport, an dat ass och gutt esou. Den Tram, iwwert dee jorelaang gestridde gouf, hëlt endlech konkret Formen un. An och aner Deeler vum Mobilitéitskonzept gi stéckweis ëmgesat. Mir mussen hei esou schnell wéi méiglech virukommen, fir déi Capacitéiten ze schafen, déi mer an Zukunft brauchen. Et mécht kee Sënn, Leit mat Campagnen dozou ze animéieren, den ëffentlechen Transport ze benotzen, wann een net déi néideg Capacitéite kann zur Verfügung stellen.

Dat konnt een iwwregens gëschter Owend ganz flott an engem Reportage op RTL op eng impressionnant Manéier gesinn, wou een iwwregens och d'Iwwersaturatioun vun eisen Autobunne feststelle konnt. Wann ech un den Eng-Millioun-Awunner-Stat denken, mengen ech, gëtt dat engem och besonnesch ze denken. D'Offer soll der Demande also ëmmer e Stéck viraus sinn. D'Leit klamme ganz vum selwen op den ëffentlechen Transport ëm, wa en attraktiv ass an d'Méiglechkeet dozou besteet.

Äänlech gesäit et mat der Mobilité douce aus. Wa Vëlos- a Foussweeër duerchgeeënd bestinn, wann d'Ëmsteigméiglechkeeten op aner Transportmëttel gutt sinn, also den „Interface", wéi mer dat nennen, gutt ass, da gëtt dat och genotzt.

Et wier an deem Kontext ganz gutt, aktualiséiert Donnéeën iwwert d'Evolutioun vum „modal split" zu Lëtzebuerg ze kréien, wann dat méiglech ass, Madamm Ministesch. Soss eben eng Kéier an enger Ëmweltkommissiounssitzung.

Well den Individualverkéier awer ëmmer wäert e feste Bestanddeel vum Verkéier bleiwen, mussen hei onbedéngt weider Efforte gemaach ginn, fir méi spuersam a propper Gefierer op d'Strooss ze kréien. Do gëtt et effektiv nach ganz vill Sputt no uewe bei der Elektromobilitéit. Um nationalen Niveau kënne mir Ureizer schafen, fir dass d'Leit beim Kaf vun hirem Auto méi en ekologesche Choix treffen. Mä mir mussen och um europäeschen Niveau hëllefen, méi Drock op d'Autosindustrie ze maachen.

An der Entwécklung vu Motore respektiv vu Batterië sinn nach vill Fortschrëtter ze maachen. Mä d'Industrie muss och gewëllt sinn, genuch doranner ze investéieren.

Bon, zum Stéchwuert vu Stroumlagerung, Stroumspeicherung oder Accumulateuren, Batterien an esou weider, wéi mer dat nennen, a grousse Capacitéiten, do sinn effektiv nach vill technesch Fortschrëtter ze maachen. Mä ech mengen, dass mir an enger Welt, déi esou innovativ ass, och eis deem Problem do musse stellen.

Déiselwecht Efforte ginn et och ze maachen am Beräich vun dem Verleeë vun de Stroumleitungen. An och do hu mer jo gesinn zum Beispill un Däitschland, wat dat da fir Probleme mer gëtt mat verschiddene Leit, déi sech dergéint wieren, wat een och gutt ka verstoen. Iwwregens hei zu Lëtzebuerg hate mir och schonn dee Problem, wa Stroumleitunge geluecht gi sinn. Och do sinn oft d'Argumenter gebraucht ginn am Beräich vun der Natur, déi do zerstéiert gëtt. An dofir mengen ech, dass et och wichteg ass an deem Kader, dass et och hei dozou passt, dass dat neit Naturschutzgesetz och do Hëllef wäert bréngen a Kloerheet wäert bréngen; Stéchwierder vu Biotopen, Stéchwuert Kompensatioun respektiv Ökopunkten.

Generell solle mer awer och Ureizer schafen, fir d'Benotzung vun Dieselmotoren ze reduzéieren. Ech mengen, do hu mer gesinn, dass an Däitschland elo eng grouss Fuerderung ass, oder zu Paräis, fir déi Dieselmotore ganz aus de Stied ze verbannen. An ech mengen, do si mer op engem Wee, deen een och vläicht... Do wollt ech d'Ministesch froen, ob mer och hei zu Lëtzebuerg esou Iwwerleeunge maachen, fir Dieselautoen, déi déi respektiv Normen net anhalen, a bestëmmten Zonen, déi besonnesch kriddelech sinn am Beräich vum Feinstaub, fir déi och do eventuell ze verbidde respektiv eng Restriktioun ze ginn.

Schnell virugedriwwe gi mussen natierlech och all Mesuren, déi dozou bäidroe kënnen, de Wuerentransport vun der Strooss erofzekréien. Do hu mer jo elo och mat dem Projet vum Containerterminal zu Beetebuerg/Diddeleng déi richteg Akzenter gesat.

Deen anere Beräich, deen zu Lëtzebuerg e grousst Potenzial opweist, fir Energie ze spueren, ass dann deen zweeten natierlech, de Logement. Mir hunn elo e Projet de loi an der Chamber virleien, wou d'Förderméiglechkeeten fir energieeffizient Bauen a Renovéiere verbessert ginn. A mir kréien an deem Kontext jo nach d'Geleeënheet, fir dat am Detail ze diskutéieren. Dofir wëll ech och elo hei net weider dorop agoen.

Ech géif mer awer schonn hei wënschen, dass kéint eng kloer Analys gemaach ginn, wat déi Mesuren, déi mer bis elo hunn, konkret bruecht hunn, an dass mer duerno och a regelméissegen Ofstänn kéinten nopréiwen, wéi d'Akzeptanz vun deenen neie Mesuren ass a virun allem, wéi se genotzt ginn.

Eleng un deene Beispiller aus de Beräicher Transport a Logement gesäit een, dass déi Verflichtungen, déi mer mat der Ratifizéierung vum Paräiser Accord aginn, grouss Verännerungen a virun allem substanziell Investitioune wäerte vun eis verlaangen. Ëmsou méi wichteg ass et, e kontinuéierlechen, permanente Monitoring vun all deene Mesuren ze maachen an ze iwwerpréiwen, ob se déi gewënscht Resultater och bréngen. Nëmmen esou ka garantéiert ginn, dass um Enn tatsächlech e positive Bäitrag am Sënn vum Klimaschutz an och vum Paräiser Accord dobäi erauskënnt.

An domadder ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Madamm Presidentin, haut ass e groussen Dag. Et ass en Dag, wou mir aus dem Versprieche vu Paräis eng konkret national Verflichtung maachen. 195 Länner hu sech zu Paräis dorobber gëeenegt, gemeinsam géint de Klimawandel virzegoen! Ech wëll hei guer net op déi vill Enttäuschunge vun deene Jore virdrun agoen, wou aus nationalen Egoismen eraus d'Mënschheet amgaange war, hiert eegent Graf ze schëppen. Well wat zielt ass, dass Paräis eis net nëmmen nei Hoffnung ginn huet, mä Paräis huet eis Erwaardungen iwwertraff. D'ganz Welt huet zu Paräis décidéiert, seng eegen CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Dat ass en eemolegt Resultat!

An ech félicitéieren dofir besonnesch der Lëtzebuerger Regierung an der Ëmweltministesch, déi an hirer EU-Présidence e groussen Undeel un deem Succès hei hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- D'Ratifikatioun a ville Länner schleeft net wéi esou oft jorelaang, mä passéiert an engem Tempo, deen engem den Otem hëlt.

Une voix.- Ah jo!

M. Max Hahn *(DP).*- Just als Verglach: Tëschent dem Verhandlungsresultat an dem Akraafttriede vum Kyoto-Ofkommes louche ganzer aacht Joer! Do dergéint wäert den Accord vu Paräis a manner wéi engem Joer no de Verhandlungen a Kraaft trieden. D'Versprieche vu Paräis si keng eidel Wierder, mä Wierder, déi Doten no sech zéien. Haaptemissiounslänner wéi d'USA, China, Indien a Brasilien hu scho ratifizéiert! China an d'USA eleng maache 40% vun de weltwäiten Emissiounen aus.

Et ass kee Geheimnis, dass dëst alles Länner sinn, déi an der Vergaangenheet gären emol mat deenen zwee Féiss op der Brems stoungen, wann et ëm d'Festleeë vu Klimaziler gaangen ass. Dass dës Länner elo mat am Boot sëtzen, gëtt eis Flilleken an der Course géint de Klimawandel.

Madamm Presidentin, haut ass et also un der Rei vu Lëtzebuerg, den Traité ze ratifizéieren. Mir setzen haut en Traité a Kraaft, dee grouss Chancen huet, an d'Geschicht als Dréipunkt an der weltwäiter Klimapolitik anzegoen. Et ass en Traité vun der Verantwortung fir déi kommend Generatiounen, deene mer eben net dierfen am volle Bewosstsinn en lerwen hannerloossen, wou si riskéieren, hir Liewensgrondlag vun Naturkatastrophen a Klimachangementer zerstéiert ze kréien.

Léif Kolleegen, mir sinn dësen Traité eise Kanner a Kandskanner schëlleg. Jo, Lëtzebuerg bekennt haut Faarf am Klimaschutz. A maache mer eis näischt vir: Et sti grouss Défie viru Lët-

zebuerg, Europa an der Welt! De Klimaaccord setzt de Kader, mä mir mussen elo dësen Accord mat Liewe fëllen.

Op d'ganz EU gekuckt, hu mir eis zu enger Reduzéierung vu 40% vun den CO_2-Emissiounen engagéiert. Europa muss sech elo eens ginn, wéi dat gemeinsamt Zil soll erreecht ginn. Kucke mir eis un, wéi schwiereg d'Zesummeschaffen um europäesche Plang dëser Deeg ass, da wësse mer, wéi haart an ustrengend dës Verhandlunge ginn. Mä ech hoffen, dass de Klimaaccord och Europa eng zweet Loft gëtt, fir déi national Egoismen ze iwwerwannen an, wann et dorobber ukënnt, un engem Strang ze zéien.

De Kyoto-Vertrag leeft 2020 aus. Vill wichteg Länner, dat wësse mer, waren dësem net bäigetrueden. An eréischt duerno, also ab 2020, fänken d'Obligatioune vum Paräiser Accord un. Ech ginn de Kritiker recht, déi soen: „Firwat eréischt 2020? Mir hunn eigentlech keng Zäit ze verléieren." 2015 war historesch gesinn dat wäermste Joer, dat jeemools opgezeechent ginn ass. 2016, do sinn d'Experte sech eens, wäert dat nach eng Kéier iwwerbidden. Leider war awer zu Paräis méi e fréien Zäitpunkt net dran. Mä mir wëssen all: D'Zäit leeft! An ech hoffen, dass déi verschidde Länner, grad déi, déi net am Kyoto-Accord dra sinn, déi nächst Joren net verbëtze wäerten, mä dass si hir Beméiunge géint de Klimawandel eropschrauwen.

Madamm Presidentin, wat heescht dësen Accord elo fir Lëtzebuerg?

Mir ratifizéieren haut en Traité, deen och den Ufank vum Enn vun de fossillen Energien ass. Jo, däers musse mer eis bewosst sinn, an ech weess, dass dat nach schwéier virstellbar ass, wa mer d'Realitéit dobausse kucken. Mëttel- a laangfristeg heescht dat, dass d'Mentalitéite musse changéieren, d'Geschäftsmodeller mussen ugepasst ginn an en Emklammen op alternativ, klimafrëndlech Modeller muss méi staark encouragéiert ginn. Mir mussen eis bewosst sinn: Geléngt et eis net, d'Leit mat op dëse Wee ze huelen, wäerte mir eis Obligatiounen net packen!

Dësen Accord heescht, dass mir eis Efforten däitlech musse verbesseren. Mir wëssen, dass mer an der Vergaangenheet net ëmmer Musterschüler a Saache Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg waren. Mir packen et de Moment awer besser, eis Klimaziler ze erreechen, wat vill domadder ze dinn huet, dass manner Leit vu bausse bei eis op Lëtzebuerg tanke kommen. Zur Erënnerung: 70% vun eisen CO_2-Emissioune kommen duerch den Transport.

Ech wëll awer op dëser Plaz elo guer net op all d'Mesuren agoen, déi d'Regierung schonn entaméiert huet, a weider Mesuren, déi nach komme mussen, well ech mer sécher sinn, dass mir nach vill Geleeënheete wäerte kréien, doriwwer hei am Haus an an der zoustänneger Kommissioun ze debattéieren.

Madamm Presidentin, dësen Accord ass nëmmen en Ufank. A mir wäerten an der Weltgemeinschaft sécher nach deen een oder deen anere Réckschlag mussen astiechen, déi eng oder aner Enttäuschung erliewen, a vill Schweess an Ustrengunge sti virun eis. Ech mengen, dat wësse mir all. An awer sollte mir dëse Moment hei feieren, well d'Welt huet sech Grousses virgeholl, an haut setze mir Lëtzebuerger d'Ofkommes fir eist Land a Kraaft. Elo heescht et, all zesummen upaken!

Dëst gesot, géif ech dem Rapporteur Henri Kox gäre Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn domat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och ufänke mat engem häerzleche Merci un den Här Kox, deen, wéi ëmmer, wann et ëm de Klima geet, mat grousser Begeeschterung a groussem Engagement hei geschwat huet.

Den Accord vu Paräis, dee mer haut hei ratifizéieren, huet dee Meritt, datt en existéiert. Mä wann een e kuckt, muss ee feststellen, datt e wéineg contraignant ass, heiansdo wéineg konkret, an datt et méi e Vertrag ass, deen e bësse politesch Verspriechen a juristesch Form gekleet huet. Wär dat net de Fall, da kéinte mer och dovun ausgoen, datt State wéi d'USA a China manner séier d'accord gewiescht wären, fir sech dësem Text unzeschléissen. Mä datt se et maachen, weist eng gewëssen Universalitéit an och e gewëssene Mentalitéitswandel bei deene Staten. Mir hunn och, an dat wëll ech derbäisoen, genausou wéi d'Amerikaner oder d'Chineesen huet och d'ADR kee Problem domat a mir ratifizéieren dat hei gär mat.

Wann een awer elo kuckt, wat déi heiten Ëmsetzung konkret fir eis heescht, do si mer wesentlech méi kritesch wéi anerer heibannen. Éischtens stellt sech d'Fro vun der legaler Prozedur. Et ass dovu geschwat ginn - an do wär ech frou, wann d'Madamm Minister eis dat géif erklären -, datt zu Bréissel - Zitat Presseartikel - eng „legale Hintertür" benotzt gi wär, fir elo eng séier Ratifizéierung vum Vertrag ze eréiglechen, par rapport zu deenen üübleche Prozeduren. Ass dat esou? A wéi eng sinn do adaptéiert ginn oder geholl ginn?

An dann den Engagement fir Lëtzebuerg. Ech mengen, dat ass eigentlech den Haaptpunkt, wa mer dat hei ëmsetzen. Wat heescht dat fir eis?

40% manner par rapport zu 1990, dat ass déi héchsten Obligatioun vun allen EU-Staten. An et ass schonn déi zweete Kéier, wou Lëtzebuerg eng héich, déi héchsten Obligatioun op sech geholl huet. Mir haten dat schonn no Kyoto mat minus 28%. Erreecht hate mer net minus 28%, mä minus 8,2%, an de Rescht hu mer misse kafe goen. De Rescht sinn Zertifikater, déi eis um Maart 110 Milliounen Euro kascht haten. D'Cour des Comptes hat sengerzäit doriwwer e ganz, ganz kritesche Rapport formuléiert. Mir kënnen deen elo net nach eng Kéier hei zitéieren. Mir wëlle just drop verweisen, datt eigentlech déi héich Engagementer deemools schonn net konnten agehale ginn.

Déi Propositioun hei vu minus 40%, déi ass zustane komm duerch e Schlëssel, dee mir och kritiséieren, de Bruttoinlandsprodukt pro Awunner. Mir wëssen alleguer hei am Land, datt de Bruttoinlandsprodukt pro Awunner net dee reellen Zoustand, de Räichtum vum Land reflétéiert, well jo d'Frontalieren do net mat agerechent ginn. An awer ass opgrond vun deem Kritär festgehale ginn - haaptsächlech opgrond vun deem Kritär - am Conseil européen, datt minus 40% fir eis déi richteg Zuel wär.

Minus 40% an engem Land, wat e ganz séieren ekonomesche Wuesstum kennt, wat seng Awunnerzuel, wann déi Zifferen da sollte stëmmen, déi am Ableck zirkuléieren, iwwer eng Millioun Awunner, 1,1, 1,2 Milliounen Awunner iergendwéini zielt an noer Zukunft, an da solle mer nach eis Emissiounen ëm minus 40% reduzéieren! Ass dat iwwerhaapt an iergendenger Aart a Weis realistesch?

Wat sinn dann d'Konsequenzen op d'Ekonomie? Et muss ee sech froen, mir hunn hei esou vill vun Dekarboniséierung héieren - mir wëssen, datt eis Energiepräisser fir d'Betriber am europäesche Verglaich awer net déi niddregst sinn - an et muss ee sech froen, ob mer net hei an eng Politik eraginn, wou wéinstens déi gréng Partei wëllt an eng Desindustrialiséierung vum Land goen, wärend d'Sozialisten awer probéieren, d'Ekonomie ze diversifizéieren. Ass do net ee vun deene ville Widdersprëch, déi mer an dëser Regierung ëmmer méi feststellen?

Mir haten hei als Chamber am November, den 12. November nach eng Resolutioun gestëmmt, an där mer gefrot haten, datt zu Paräis sollt en eenheetleche Präis fir Kuelenemissioune festgeluecht ginn, fir eng Delokalisatioun vun der Produktioun a Länner ze verhënneren, wou ebe manner Contraintë wären, wat d'Gaz à effet de serre ugeet.

Dat ass awer net geschitt. Oder kann d'Madamm Minister eis soen, ob an der Tëschenzäit esou Engagementer geholl gi wären? Eiser Kenntnis no net. Et besteet also e Risiko vun engem Carbon Leakage, vun engem Verloscht vun industrieller Struktur a Länner, déi manner staark Engagementer huelen, wéi mir et hei maachen.

Dat besonnesch an engem Land, wat ganz staark de Loftverkéier promouvéiert an d'Logistik promouvéiert! Och hei gesi mer, datt déi Regierung virdrun an och déi aktuell Regierung grouss Investissementer an d'Logistik machen. Et soll een de Chantier zu Beetebuerg kucke goen, sech virstellen, wat do eng Zuel vu Camione kënnt, déi do sollen tanken an zirkuléieren. Wéi ass alles dat kompatibel mat enger Politik, déi déiselwecht Regierung wëllt bedreiwen, fir ganz staark Reduktioune vun CO_2-Emissiounen ze kréien?

Dann ass och een Zil, an dat huet d'Regierung festgeluecht, fir d'Habitatiounen ze huelen als Hiewel, fir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren: Passivhaiser. An do muss een awer soen, datt awer déi Etüden, déi elo aus Kalifornien kommen - wou och d'Passivhaiser ganz staark promouvéiert gi waren -, an notamment déi vum Här Levinson, en Emweltökonom, gewisen hunn, datt duerch de sougenannte Reboundeffekt net manner Energie verbraucht gëtt a Passivhaiser wéi par rapport zu normalen Haiser. Dat ass eng ganz interessant Etüd. An et muss ee sech och do d'Fro stellen: Wéi kredibel ass dann d'Démarche vun der Regierung, déi dat do da proposéiert?

Och musse mer am A behalen, datt déi intelligent Compteuren - am Ableck vläicht nach net, awer potenziell - och eng Gefor fir d'Privatsphär vun de Leit kënne ginn. A mir haten als ADR schonn e puermol gesot, datt mer eng speziell Legislatioun wéilten, fir d'Benotzung vun den intelligente Compteure genee ze kontrolléieren. Et kann net sinn, datt iwwert de Wee vun der CO_2-Reduzéierung herno de Leit eng gewësse Liewensweis soll imposéiert ginn an datt dat dann iwwer esou elektronesch Mëttele kontrolléiert gëtt. Déi Gefor ass awer reell.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Och d'Landwirtschaft musse mer kucken. Si leescht e wäertvolle Bäitrag zu eiser Gesellschaft. Et kann net sinn, datt d'Landwirtschaft ëmmer méi als Instrument geholl gëtt vun dëser Regierung, wat sech am Déngscht vun anere Politicke muss bewegen. D'Landwirtschaft huet hiren eegene Wäert. A mir kënnen net einfach akzeptéieren, datt se ëmmer méi gedirängelt gëtt duerch aner Prioritéite wéi déi, déi si eisem Land originär brëngt.

D'Konsequenzen op de Budget. An der Fiche financière vun dësem Gesetz heescht et: «Le projet de loi n'a pas d'impact sur le budget de l'État.» Dat ass inakzeptabel! Dat ass inakzeptabel! Well d'Ëmsetzung dovun, vläicht net d'Gesetz selwer, mä d'Ëmsetzung... Mir hate grad gesot: „Beim Kyoto-Protokoll hu mer eis misse fräikafen." Mir wäerten et wahrscheinlech och hei misse maachen. An déi Sue kommen aus dem Statsbudget!

Mir hunn héich Kapitalexporter vun ëffentleche Gelder. Ech erënnere mech, datt eng aner Koalitiounspartei - d'DP, fir se net ze nennen - nach virun e puer Joer zesumme mat der ADR gesot huet: „Et ass dem Klima egal, wou et geschützt gëtt. Mir kënnen et och hei am Land maachen. Mir musse keng Projeten a Lettland oder a Litauen finanzéieren oder an anere Länner. Dat geet och hei. An hei hätte mer Retombéeë fir eist Handwierk, hei hätte mer Retombéeën och um steierleche Plang."

Elo hu mer eng Regierung, déi seet: „Et huet kee finanziellen Aspekt", déi awer ënner anerem en UNO-Fonds ënnerstëtzt, vun deem mer nach net wëssen, wéi en herno fonctionnéiert, op jidde Fall net a leschter Konsequenz, deen awer gespeist gëtt mat Suen iwwert de Budget bis zu 120 Milliounen Euro bis 2020, 2014 bis 2020. A 35 Milliounen Euro ginn an de Fonds vert pour le climat. Fënnef Millioune pro Joer. Dat sinn d'Donnéeën, déi d'Regierung eis selwer ginn huet. An dann heescht et: „Et gëtt keng Konsequenzen op de Statsbudget." Onverständlech!

Den Tanktourismus, dat rout Duch vun deene Grëngen. Et ass eng Konstant, datt probéiert gëtt, vun der Säit vun där Partei haaptsächlech, den Tanktourismus hei am Land ze liquidéieren. Et muss een awer wëssen, datt dat am Ableck nach ëmmer eng substanziell Source de revenu vum Statsbudget ass an datt, wa mer dee Revenu net méi hunn, dofir awer net manner CO_2 verbraucht gëtt! Et gëtt vläicht minimal oder marginal manner verbraucht, well manner Leit iwwert d'Grenz kommen, mä dat fält kaum an d'Gewiicht.

Tatsaach ass, datt CO_2-Ausstouss awer nach ëmmer gemaach gëtt, just, datt net méi hei am Land getankt gëtt. E Verloscht fir de Statsbudget an e minimale Gewënn héchstens fir Klimaiwwerleeungen! An, wéi gesot, e Land, wat esou vill elo an d'Logistik investéiert an do den Tanktourismus aktiv promouvéiert um Niveau vun de Camionen, dat wäert Problemer hunn, déi aner Politik do kredibel ze rechtfertegen.

Alternativ Energien: Dat gëtt ëmmer esou gewisen, als wär dat wierklech d'Léisung. D'alternativ Energien, déi maachen hei am Land - 2014 - 4,5% aus vun der Gesamtenergie. Dat heescht, 96% sinn net alternativ Energien! Mir sollen op 11% kommen. 89% sinn net alternativ. A fir déi 11% brauche mer nach net alternativ Energien, fir déi Versuergungsausfäll, déi bei den alternativen Energien entstinn, ze komplettéieren an ze kompenséieren.

Dat ass eng schéi Saach, alternativ Energien, an da muss een nach Aschränkunge maachen! De Biogas stellt eng ganz Rei vun ethesche Problemer. De Biomethan kann eventuell méi schiedlech sinn. De Verbrauch vu Liewensmëttel, fir Biogas ze produzéieren, ass ganz staark ëmstridden. Alles dat ass... Wandkraaftanlagen, d'Produktioun vu Wandkraaftanlagen ass extrem ëmweltschiedlech. Alles dat misst een emol an enger Gesamtbilanz vun den alternativen Energien och kucken.

Obscho mir eis selbstverständlech net dergéintstellen, fir se ze entwéckelen. Mä op jidde Fall musse mer et realistesch kucken! A mir musse gesinn, datt eng Dekarboniséierung vun der Gesellschaft, wa mer vun 11% alternativ schwätzen, iwwerhaapt net denkbar ass! Well u sech ass et esou, datt mer weider an Europa Kuel, Gas an nuklear Energie hunn, och wa mer alternativ Energië vläicht promouvéieren, wéi mer et solle maachen.

An da stellt sech d'Fro och, et ass haut nach net ugeschwat ginn, vun der Twinerg. Mir haten hei am Land eng grouss Energie-, eng Stroumproduktiounsanlag op Basis vu Gas - dat ass am Vergläich zur Kuel eng propper Energiequell -, déi awer elo muss zoumaachen, well se um belsche Réseau houng an hei, fir dës Begréffer, fir eist Land oder fir dee Betribsschema, dee fir Twinerg definéiert ginn ass, net méi produktiv war.

Dat heescht, mir hunn eng grouss Anlag hei, no Veianen déi zweetgréisst Produktiounsanlag fir Stroum, déi maache mer zou, obschonn et eng vergläichsweis propper Energie ass, obscho se eng Versuergungssécherheet an deem Sënn hätt kënnen augmentéieren, well se um nationalen Territoire war. An awer gëtt hei, ouni vill driwwer ze diskutéieren, dat zougemaach. Et muss een hannerfroen, ob dat eng richteg Décisioun ass oder ob een hätt och kënnen aner Weeër goen.

D'Steierreform, fir domadder opzehalen, och do ass keng wierklech iwwerzeegend Politik vun der Regierung. D'Madamm Weber - ech wëll se hei zitéieren - vum Mouvement écologique hat selwer gesot an engem Artikel elo kuerz, si géif zouginn, datt mer steierlech, an hirer Vue, net wäit komm wären, wat den Ëmweltschutz ugeet. Déi Abattementer fir ëmweltfrëndlech oder Nullemissiounsautoen, déi betreffen oder profitéieren haaptsächlech Leit, déi eben déi Suen hunn, fir iwwerhaapt esou vill kënnen ofzeschreiwe vun enger Steiererklärung.

Derbäi kënnt, datt d'Produktioun vu Batterië fir esou Autoen och extrem ëmweltschiedlech ass. An de Stroum, mat deem se fueren, dee kënnt jo och aus dem Stecker. Dat heescht, huele mer elo emol 11% alternativ Energien, da kommen nach ëmmer 89% aus karbonbaséierten Energiequellen oder aus nuklearen Energiequellen. Alles dat misst ee mat bedenken.

Mir plädéieren als ADR fir eng realistesch Approche an där ganzer Energiepolitik, ouni Ideologie, fir ze kucken, wéi mer kënnen déi Gasen, déi potenziell ëmweltschiedlech si fir d'Klima, fir d'Atmosphär, reduzéieren, awer vernënfteg, ouni Drock op d'Stéit auszeüben an andeem mer och déi ekonomesch Interesse vun eisen Entreprisen net vergiessen an e vernënftegen, rouege Wee ginn, och am Klimaschutz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet dee leschte Riedner, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert mat engem Zitat ufänken. De franséische President, de François Hollande - et kënnt seele vir, datt ech en zitéieren -, sot: «Le plus grand danger n'est pas que notre but soit trop élevé et que nous le manquions, le plus grand danger est qu'il soit trop bas et que nous l'atteignions.» Esou hat hien am Kader vun der COP21 gesot. Dee Saz, dee kléngt gutt, mä d'Gefor ass wahrscheinlech éischter déi, datt den Objectif éischtens ze niddreg ass an zweetens emol net erreecht gëtt.

Och wa mir als Lénk haut eis Zoustëmmung zu dësem Accord wäerten natierlech ginn, musse mer eis ëmmerhi relativ grouss Skepsis awer matdeelen. An ech mengen, et ass néideg, well et ass wéineg Skepsis haut matgedeelt ginn, vu mengem Virriedner ofgesinn, mä an enger anerer Richtung natierlech.

(Interruptions)

Wann ee schonn iwwerhaapt kuckt, et fänkt u vläicht bei der Symbolik, mä et war...

An eng aner Richtung! Et huet näischt mat enger Allianz ze dinn. Haalt op, esou Saachen ze soen! Ech hu ganz kloer... Firwat lauschtert Der net no? Lauschtert no!

(Interruptions)

An haalt op ze schwätzen, wann ech schwätzen, well dat stéiert mech e bëssen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir halen insgesamt mat deenen Dialogen op! A jidderee riicht sech un d'Chamber!

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. Jo, neen, mä dat..., bon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net aus dem Konzept bréngen, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).-* ...COP21.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Ech stinn hannerun Iech.

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Oder ech sëtzen hannerun Iech.

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).-* Dat ass eng Stäerkt. Et ass eng Stäerkt.

(Brouhaha)

Et fänkt u bei der Symbolik. Also et ass méi wéi eng Symbolik, wann ee scho kuckt zu Paräis bei der COP21, wat fir eng Sponsoren och derbäi waren, dorunner muss een awer erënneren: eng Partie Multien, grouss Betriber, déi deelweis Champion sinn an der Steierhannerzéiung - do gëtt et jo och en Zesummenhang -, wéi IKEA zum Beispill, oder awer och Entreprisë wéi ENGIE, déi Invester a fossillen Energië maachen, oder souguer Fracking ënnerstëtzen, wéi Suez Environnement; sou heescht déi och nach, dat ass kee Witz! Dat nennt een am Prinzip och Greenwashing! Dat Ganzt ass natierlech och net innocent. An et däerf een och net vergiessen, datt vill ONGe jo och gefrot haten, fir iwwerhaapt déi Sponsoringskonventioun kënnen ze gesinn. An dat krute se net ze gesinn.

Dann net ze schwätzen natierlech dervun - dat ass vläicht och reng symbolesch -, mä den Energiekommissar, den Här Cañete, deen och nach ganz enk mat der Uelechindustrie verbonnen ass. Ech weess net, ob dat och nach ganz berouegend ka sinn.

Mä, Här President, et ass kee Pessimismus, ech mengen, et muss een och e bësse realistesch sinn. Mir musse vun der Illusioun ewechkommen, datt de Klima iergendwéi ze retten ass, ouni fundamental Ëmwälzunge vun de politeschen an ökonomesche Strukturen.

An anere Wierder an ouni ronderëm de Bräi ze schwätzen: Et gëtt oft vun esou engem sougenannten „grénge Kapitalismus" geschwat. Ech mengen, dat, wat beim grénge Kapitalismus sécher ass, dat ass, datt et Kapitalismus ass. Ob et gréng ass, dat ass eng aner Fro.

Ech géif mer och nach erlaben, den Hervé Kempf ze zitéieren, dee kenne vläicht vill Leit vun Iech, Journalist am „Monde": «Le „capitalisme vert", c'est la continuation d'un système qui dans son principe est destructeur de l'environnement et qui, dans sa dernière phase, s'est traduit par une expansion extraordinaire des inégalités. (…) C'est seulement une construction et un habillage idéologique pour faire croire que l'on peut évoluer par rapport à l'environnement sans changer les déterminants fondamentaux de nos régulations sociales, de notre système économique et de la répartition des pouvoirs dans cette société.»

D'Zerstéierung vun der Welt huet net als Ursaach, datt deen een oder deen anere béisaarteg wier a sech e Spaass dorauser géif maachen, d'Ëmwelt esou vill wéi méiglech ze verpeschten. Et huet mat engem System ze dinn, mat enger Weltwirtschaft ze dinn, déi ongebändegt ass an op Profittmaximéierung berout.

An dëser weltwäiter Tendenz zur Profittmaximéierung organiséiert sech d'Welt esou, datt all Form vu Protektioun, sozial Protektiounen an Ëmweltprotektiounen, fir Profitter ze maachen zerschloe ginn. Do gëtt et e gutt Beispill - oder vläicht besser gesot e schlecht Beispill a Wierklechkeet -, dat ass dat Zil, wat sech déi indesch Regierung...

Also et gëtt oft op d'Drëttweltlänner oder Entwécklungslänner - Indien ass jo u sech e Schwelleland, a méi wéi dat - geklappt. Mä 2014 hat déi indesch Regierung sech jo och en Zil gesat, wat ganz ambitiéis war a Saache Solarenergie, fir bis am Joer 2022 100 Gigawatt kënnen ze produzéieren u Solarenergie, dat heescht, méi wéi Industrienatioune wéi Däitschland, China, Japan an d'USA zesummen.

De Projet hat natierlech en Ëmweltzil, mä en hat natierlech och en anert Zil, dat ass, fir d'lokal Wirtschaft ze ënnerstëtzen. Dat heescht, datt Indien och Regele festgehalen huet, fir den Import vu fotovoltaesche Modullen an Zelle kënnen ze limitéieren.

Wat ass du geschitt? D'US-Regierung ass virun den Organe de règlement des différends vun der OMC gaangen, also d'Schiidsgeriicht vun der OMC, a krut och Gain de cause. Ganz einfach, well laut gewëssenen internationale Regelunge vum „fräien Handel", wéi dat esou schéin heescht, et do gewësse Mesurë ginn, fir d'Protektioun vu lokalen oder nationale Preferenzen ze verbidden. Bon.

Et muss een awer och soen, duerno ass Indien nach an Appell gaangen. A souwäit ech weess, ass dat nach net ganz gesprach. Et ass een nach gespaant ze kucken, a wat fir eng Richtung et kéint goen. Mä et gouf vill Zäit verluer. Datselwecht ass och geschitt a Kanada, am Stat Ontario, deen och e Projet hat fir erneierbar Energien. An dee gouf och duerch déiselwecht Prozedur gebremst.

De Problem ass, et geet net nëmmen ëm d'USA. D'EU kann och deelweis eng néfaste Roll spillen. Mir hunn dat och. An ech mengen, d'ONG Corporate Europe Observatory huet an deem Sënn viru Kuerzem am Kader vun de Verhandlungen en EU-Dokument geleaked, dat u sech seet... Ech hunn et hei op Englesch stoen, mä ech mengen, dat gëtt vill ze vill grujelech, wann ech ufänken, elo op Englesch ze zitéieren. Ech weess emol net, ob et legal ass, ob een hei däerf Englesch schwätzen. Ech menge schonn. Mä wann ech iwwerhaapt Englesch schwätzen, dann ass et och net legal, well et ass grausam. Mä dat seet en gros, datt u sech d'Handelspolitik net soll tangéiert ginn an datt d'EU-Doktrinn net soll tangéiert gi bei de Verhandlungen. Dat heescht u sech, datt Handelsziler virrangeg si virun Ëmweltziler oder sozialen Ziler.

Ech mengen, dat ass awer och e Problem, dee mer do hunn! Wann et der Industrie no géif goen, wéi ech an engem Artikel gelies hat, fir de fräien Handel iwwerhaapt nach kënnen ze retten, da kéint d'Welt eemol, zweemol, dräimol stierwen, Haaptsaach de fräien Handel ass geséchert!

Mir hunn en anere Problem och, an dat ass dee vum siwentgréissten Exportateur vum Karbon, deen och aus dem Accord ausgeschloss ass. Dat ass net Japan, dat ass net Frankräich, et ass net Däitschland, et ass emol am Fong geholl kee Land, mä et ass d'Aviatioun. Well den Impakt vun der Aviatioun, deen ass esou héich wéi dee vun den 129 Länner, déi am mannsten Emissiounen ausstoussen. An d'Lobby vun der Aviatioun huet et natierlech fäerdegbruecht, sech aus deem Accord erauszeklammeren. U sech d'Schëfffaart am Prinzip jo och.

Deen Dossier, dee gëtt natierlech da virun d'UNO, virun den zoustännegen Organismus, d'Organisation de l'aviation civile internationale vun der UNO, verlagert. Do sëtzen Transportministeren, déi am Prinzip jo éischter méi favorabel sinn - on va dire - fir d'Aviatioun. Vläicht ass et hei zu Lëtzebuerg eng Ausnam, ech ginn dovunner aus vläicht. Mä et muss een dovunner ausgoen, datt et do ganz aneschters gehandelt gëtt, zemools wann ee weess, datt d'Fligerei grad amgaangen ass ze boomen. Ech mengen, do gëtt et och e Rapport vum Centre for Aviation, dee virgesinn huet, datt bis deemnächst 2.500 nei Flughäfe weltwäit wäerte geplangt ginn a 441 Milliarden Euro (veuillez lire: Dollar) och nach investéiert wäerte ginn.

Elo ass en Accord fonnt ginn ufanks Oktober, fir dat ze reguléieren, mä natierlech am Kader vun deem faméise CORSIA, also deem Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation. An dat ass erëm dee klassesche Kompensatiounssystem am Kader vun engem maartorientéierten Emissiounshandelsmechanismus, deen total ënnerstëtzt gëtt vun de Fluchkompanien an u sech och vun der IATA, also dem Daachverband vun de Fluchgesellschaften, quasi ausgeschafft gouf. Dat heescht, mir hunn do op deem Niveau och e Problem.

Ech mengen - Här President, ech si schonn elo gläich fäerdeg, ech hunn nach just 30 Sekonnen, fir ze schwätzen -, Dir hutt scho meng Messagë richteg verstanen. Mir ënnerstëtzen dat a mir wäerten dat heiten, deen Accord, och ratifizéieren. Mir sinn och gespaant ze kucken, wéi deemnächst och den Aktiounsplang vun der Regierung wäert ausgesinn. Vun der Regierung, vusäite vun der Regierung gouf och scho monéiert, datt mer am Kader vun der Steierreform ganz vill Efforte géife maachen. Ech mengen, do misst een awer eendeiteg méi ambitiéis sinn!

Ech wéilt och nach d'Fro stellen, déi den Här Schank virdru gestallt huet, iwwert d'Etüd wat den Tanktourismus ugeet. Ech mengen, dat ass relativ wichteg.

Mä ech mengen, de Message ass och deen, an dee riicht sech net nëmmen un d'Chamber oder un d'Regierung, a sécherlech net un d'Industrie, mä och un d'Bierger an d'ONGen an d'Zivillgesellschaft, an ech mengen, déi hunn dat och richteg verstanen: Et ass eng Illusioun ze mengen - mengen ech! -, et ass eng Illusioun ze mengen, datt mer wierklech de Klima kënne retten zesumme mat der Groussindustrie, well dat sinn net déiselwecht Interessen! An ech mengen, et ass e Kampf, deen ee muss féieren. An déi meescht ONGen, déi féieren e Kampf géint d'Groussindustrie. Datt d'Regierunge vläicht en anere Wee mussen aschloen, ass eng aner Saach.

Mä vläicht däerf een net vergiessen - et däerf ee sech net der Illusioun higinn -, datt mer dee Kampf net wäerten zesumme mat der Pëtrolsindustrie gewannen, zesumme mat der Fluchindustrie gewannen, zesumme mat verschiddene Multie wäerte gewannen, mä géint si. An dat ass och en Appell un d'Zivillgesellschaft, déi dat scho längstens verstanen huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).-* Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.-* Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Alleréischt emol e ganz grousse Merci fir déi engagéiert Rieden haut de Mëtteg, fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun, déi gutt Zesummenaarbecht op allen Niveauen, wat dësen Accord an d'Ratifizéierung ugeet.

Et ass - a vill vun Iech hunn et gesot - deen éischte weltwäit legal bindenden Accord, dee mer ratifizéieren; eng politesch Äntwert, déi weist, dass mer kënnen agéieren, wann et sech ëm e globalen Défi handelt, deen a sech eng Bedrohung ass net nëmme fir zukünfteg Generatiounen, mä eng Bedrohung och haut fir d'Stabilitéit, d'politesch Stabilitéit, fir eis Ekonomien, virun allem awer fir eise Liewensraum an dee vun eise Kanner. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer dëse Kampf géint de Klimawandel zesummen uginn, dass mer eis gemeinsam dat Zil ginn, wat mer eis am Paräiser Accord ginn hunn: D'Äerderwäermung op maximal 2 Grad ze begrenzen an all Efforten ze maachen, bei 1,5 Grad stoen ze bleiwen.

Dass dat net einfach gëtt, dat wousste mer ëmmer, dass mer dofir en dynameschen Accord bräichten, mat Fënnefjoreszyklen, eng Äntwert op verschidde Froen, wou mer no an no eis Reduktioune kënnen eropschrauwen, esou wéi mer et haut scho gesinn an Europa, wou mer eis fir 2020 20% virgeholl haten, wou mer haut schonn op 24% Reduktioune sinn, wou mer eigentlech méi maache wéi dat, wat mer eis virgeholl hunn. An dat weist och, dass mer capabel sinn ze wuessen, eis ze entwéckelen als Länner, gutt Aarbechtsplazen ze kreéieren an ze entkoppelen, also ze reduzéieren, eis Emissiounsziler ze erreechen. An dat weist och déi breet Ënnerstëtzung, déi mer haut de Mëtteg hei gesinn hunn.

Et geet also net drëm: Pake mer et un? Et geet drëm: Wéi kréie mer et hin, méiglechst schnell dës Ziler zesummen ze erreechen a jiddwereen derbäizehunn? An do hat den Här Schank mer eng éischt Fro gestallt an déi wëll ech dann natierlech och direkt beäntwerten: Wéini kënnt dann elo deen drëtten Aktiounsplang?

Ma deen drëtten Aktiounsplang... An dofir sinn déi zwou Aussoe vläicht fir Iech à ce stade nach e bësse konträr, si sinn et awer guer net. Ech hunn den CSDD beoptragt, also de Conseil supérieur pour un développement durable, eng Evaluatioun ze maache vun deem, wat d'Chamber d'lescht Joer hei geschafft huet, den IZES-Rapport an dat, wat hei a sëlleche Sëtzunge gemaach ginn ass, an dat a Verbindung mat engem zweeten Avis, wou et drëm geet, wéi setze mer d'Agenda 2030 ëm, an do e partizipative Prozess ze maachen.

A mir wäerten eng Evaluatioun bis Enn des Joers hoffentlech virleien hunn, fir en drëtten Aktiounsplang am Laf vum éischte Semester d'nächst Joer zesummen ze erschaffen. Well et geet, an dat hunn der vill hei gesot, net drëm, dass eleng d'Politik, d'Chamber an d'Regierung dat maachen, dass d'Gemengen dat maachen, neen, et geet och drëm, dass mer d'Ekonomie mathuelen, dass mer d'Société civile, d'ONGe mathuelen, dass jiddwereen do derbäi ass. Well mir packen déi minus 40%, déi mer eis als Zil gesat hunn, nëmmen, wa jiddwereen derbäi ass.

Dofir hoffen ech, dass dat heiten elo op déi Fro vum Här Wagner a vum Här Schank äntwert. Mir kucken hei, d'Evaluatioun ze maachen. An och den Här Negri hat dat gefrot: evaluéieren an dann e Plang opzestellen, deen déi eenzel Secteuren eenzel oplëscht, fir dass mer eng gutt an eng gutt geplangten Aart a Weis hunn, fir virzegoen, wou all Secteur säin Apport da wäert bréngen.

Den Accord de Paris setzt de gemeinsame Kader ab 2020, wéi mer wëlle virgoen. An ech mengen, dass ee Geheimnis, firwat mer zu deem Accord komm sinn a firwat bis op haut scho 76 Partien do derbäi sinn, d'Geheimnis ass, dass dat zesummen erschafft gëtt, dass jiddweree seng Kontributioun op den Dësch geluecht huet. An dat beäntwert eng Fro, déi och gestallt ginn ass. Et hunn elo scho 76 Partië gesot, dass se matmaachen. An dat wäert natierlech d'Fro vum Leakage, vum Eppes-Forthuelen absolument reduzéieren, vu dass elo schonn déi grouss Natiounen, déi bis ewell net aktiv waren, wéi d'USA, wéi China, wéi Indien, alleguerten elo schonn derbäi sinn.

Dofir ass et batter néideg, dass mer net nëmmen als EU eis de Moyen ginn hunn duerch eng unanime Décisioun. An dat war keng Hannerdier! Mir hunn all zesumme beschloss, dass mer dës Kéier de Ratifizéierungsprozess virzéien, ier déi eenzel Länner ratifizéiert hunn. Normalerweis hätt jiddweree solle ratifizéiert hunn, da wäre mer zesummen dohigaangen. Dës Kéier ware mer unanime eis der Verantwortung bewosst, dass mer nëmme kredibel sinn an nëmmen um Dësch vun de Verhandlunge wäerte sëtzen, wa mer elo accéléréiert als EU ratifizéieren, well et geet dodrëm, dass mer e Partner um Verhandlungsdësch an der nächster COP wëlle sinn. An ech mengen, et wär eng absolutt Blamage fir d'EU gewiescht, wa mer dat net gemaach hätten.

A fir eis politesch ofzesécheren, wëll ech awer nach soen. Déi, déi an der Chamberskommissioun waren, déi hunn de Statement, dee politesche Statement vun de Memberstate gesinn, dee mer och unanime ugeholl hunn, wou nach eng Kéier de Rôle vun de Parlamenter, déi enorm wichteg si bei der Ratifizéierung, ënnerstrach gëtt. Dat war keng Hannerdier. Dat war einfach eng politesch Äntwert op eppes, wat absolutt néideg war, an zwar, dass Europa mat am Lead bleift, wann et ëm d'Klimapolitick geet!

Dofir freeën ech mech, dass mir haut dee Schrëtt maachen, deen a sech an Europa schonn Däitschland, Frankräich, Éisträich, Portugal, Polen an déi jëtzeg Présidence, d'Slowaken, an och déi kommend Présidence, Malta, gemaach hunn. Dat weist, dass déi, déi an dem Présidencemodus sinn, dass déi, déi an der Responsabilitéit sinn, dass déi, déi amgaange sinn, dat aktiv unzepaken, alleguerten hir Ambitioun hunn, do derbäi ze sinn.

Da wëll ech awer nach kuerz op Lëtzebuerg agoen. Jo, déi minus 40, dat ass e groussen Défi, awer mir kënnen dat packen! Mir hu jo net gewaart, a mäi Virgänger weess dat jo och, mat de Klimapoliticken, bis deen Accord vu Paräis koum! Mir hu vill geschafft. Awer den Ënnerscheed ass haut: Mir hunn net nëmmen de Klimapakt fir eis Gemengen, deen e supert Instrument ass, dee mer weiderentwéckelt hunn, mir hu Konventioune gemaach mat CELL, fir d'Bierger mat eranzekréien, mat IMS, fir déi kleng Betriber mat eranzekréien. Mir hunn de Paquet weiderentwéckelt.

Neen, a mir hunn net nëmmen d'Effizienz am Wunnengsbau! Neen, mir gesinn och ganz konkret, zum Beispill bei den Äiden, déi mer un d'Leit ginn, bei der PRIMe House, do gesi mer net nëmmen, dass mer méi ausbezuelen, mir gesinn och, dass d'Dossieren innerhalb vun engem Mount traitéiert ginn. Virdru waren dat, wéi mir an de Ministère komm sinn, 14 bis 18 Méint. Haut gëtt et ee bis véier Méint an da kréien d'Leit hiert Geld! Well mer wëllen, dass d'Leit all matmaachen! Well mer wëlle konkret beweisen, dass mer dat kënne maachen!

Och an der Fotovoltaik hu mer vill Dossieren deblockéiert. Dir gesitt et, wann Der speziell duerch den Norde vum Land fuert, dass do einfach ganz vill dran ass an dass mer eis Ziler kënnen erreechen, wa mer se konkret uginn. An dat net eleng am Ëmweltministère, dat zesumme mat alle Partner an dëser Regierung. Zum Beispill an engem Prozess wéi dem Rifkin, wou mer eis wierklech Gedanke maachen: Wéi wëlle mer d'Ekonomie dann herno opstellen, wou jiddwereen derbäi ass? Zum Beispill an Zesummenaarbecht mam Transport, wou mer e Paradigmewiessel hunn: Zwee Drëttel ginn an d'ëffentlech Mobilitéit, an d'duuss Mobilitéit.

A jo, mir brauchen eng Dekarboniséierung! An do brauche mer och den europäesche Volet. An dofir ënnerstëtze mer och, dass och um europäesche Plang vill iwwer Mobilitéit geschwat gëtt. An ech mengen, ënner Lëtzebuerger Présidence ass zum Beispill den Thema „duuss Mobilitéit" fir d'Éischt um Niveau vun den Transportministeren opkomm.

Jo, an och do musse mer éierlech sinn, a mir sinn am Moment amgaangen, an dat wäert esou muncher vun Iech wonneren, mir sinn am Moment tatsächlech amgaangen, en Termin auszemaache fir d'Tanktourismusetüd. An déi wäert am November presentéiert ginn.

À propos Transport: Jo, et kann een elo de Beschloss vun der ICAO kritiséieren. Et kann een awer och soen: Et ass en éischte Schrëtt an eng Richtung. An elo musse mer weiderschaffen! Well wien hat viru Paräis geduecht - do waren d'Europäer déi Eenzeg, déi Transport a Schëfffaart wollten! -, wien hätt geduecht, dass mer net emol e Joer méi spéit um weltwäiten Niveau éischt Aktioune géife gesinn?

Kommt, mir schaffe konstruktiv weider, well dat ass de Wee: de Leit Mutt maachen! Dass mer och e Koup Benefissen hunn: beim Transport, dass mer eng besser Loftqualitéit, manner Stress hunn, manner Geräischer; beim Hausbau, dass mer manner Energie verschwenden, méi hei op d'lokal Betriber setzen, dass mer eist wirtschaftlecht Potenzial do ausnotzen, wou mer et hunn. Mir hu wéineg Ressourcen. Firwat schaffe mer net méi an der Kreeslafwirtschaft? Och dat maache mer iwwregens op enger flotter Plattform mat der Ekonomie. Ech kéint elo esou weiderfueren.

Ech kann och d'Steierreform uschwätzen. Jo, verschiddene Leit geet dat net wäit genuch! Awer mir hu konkret eng Aktioun - an dat beäntwert och dem Här Negri seng Fro -, fir eben net nëmmen emissiounsaarm, do huele mer och den Diesel mat an dee Gedankegang eran. Well mir wëllen nieft den Ureizer am Loftqualitéitsplang natierlech och konkret Mesuren - e Loftqualitéitsplang, dat wësst Der, kënnt Enn des Joers -, konkret Mesurë maachen. Eng dovun ass d'Steierreform!

Jo, verschiddene Leit geet et net wäit genuch. Ech mengen, dass den Ënnerscheed ass, dass hei d'ganz Regierung matupéckt, souwuel wann et drëm geet, fir de Ratifizéierungsprozess no vir ze dreiwen, wéi och, wann et drëm geet, am Ausland wierklech kohärent Klimapoliticken ze vertrieden an och déi falsch Léisungen, déi och erwäänt gi sinn - wéi Atomenergie -, ganz kohärent ëmmer erëm un de Pranger ze stellen an ze soen: Neen, mir erreechen d'Klimaziler just mat der erneierbarer Energie an Effizienz! An och do, mengen ech, dass mer liwweren.

Nach e Wuert zu de Finanzen. Jo, Lëtzebuerg gesäit hei och Benefisser an deem Beräich, well mer eng Finanzindustrie hunn, déi eigentlech gutt opgestallt ass. Dofir hate mer dëst Joer eng Journée boursière, déi am Kader vun den „green bonds" stoung. Dofir gëtt et bei LuxFLAG mëttlerweil e Klimalabel. Ech mengen, dass de Finanzsecteur längst erkannt huet, dass mer kënne gutt Aktioune maachen an dass déi Fongen, déi haut schonn hei sinn, déi an d'erneierbar Energie investéieren, dass mer do sollte weider dru schaffen. Mir hunn eis Responsabilitéit als Regierung an dat sollte mer jo maachen.

Wann een international wëllt kredibel sinn, da muss een och d'Responsabilitéit vun der internationaler Klimafinanzéierung, déi an deem drëtten Zil vum Paräiser Accord mat dran ass, dass mer mussen d'Finanzflëss kompatibel maache mat enger CO_2-neutraler Welt, da musse mer och dat eescht huelen, da musse mer eiser Responsabilitéit eng Äntwert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech engagéiert, scho viru Paräis, dass mer wëllen déi 120 Millioune bis 2020 erreechen an dass mer dat och als eise faire Part uginn.

Ech mengen, dass et hei drëm geet, responsabel Politicken ze maachen, gerecht Politicken. De Paräiser Accord ass en transformative Kader, deen nei ökonomesch Modeller promouvéiert an dee fir méi Gerechtegkeet suergt a fir méi Fairness op der Welt an deen am Endeffekt näischt aneschters mécht, wéi eis Liewensqualitéit ze erhalen. An dofir sinn ech frou, dass mer dëse Schrëtt haut ginn, dass d'Lëtzebuerger Politik sech där Verantwortung bewosst ass an dass mer alleguerten haut, wéi de Max et sot, „Faarf bekennen" an eis zum Paräiser Accord bekennen.

Ech soen Iech op jidde Fall e ganz grousse Merci fir déi gutt an déi schnell Kooperatioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister.

A mir géifen dann elo iwwergoen zur Ofstëmmung iwwert deen „transformative Kader" vum Projet de loi 7059.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7059 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Bei deem historesche Vott verseet elo hei den Apparat!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 59 hunn ech der. An ech ginn dann dovun aus, dass mer déi 60. Stëmm och hunn; déi kënnt da vum Här Bodry.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Rio applaudéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Ofstëmmung ass eriwwer mat 59-mol Jo, laut mengem Schierm. Doraus ginn da wahrscheinlech 60 Jo, wa mer de Bulletin de vote hunn. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7059 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Muer hu mer Rendez-vous um zwou Auer.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à18.34 heures)

SÉANCE 2 MERCREDI, 12 OCTOBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *Mme Diane Adehm - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Gast Gibéryen)*

Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture

- *M. Fernand Kartheiser - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre de la Culture*

Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Alexander Krieps - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *Mme Taina Bofferding - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. Max Hahn - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *Mme Cécile Hemmen - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

3. 7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Aly Kaes (interventions de M. Claude Adam et M. Frank Arndt), M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Claude Haagen)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (intervention de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie)*
- *Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution*

5. 6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op. E schéine gudde Mëtteg! Här Premierminister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

2. Heure de questions au Gouvernement

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer direkt zu eisem Ordre du jour iwwergoen. Mir fänken de Mëtteg u mat enger Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Regel: zwou Minutte fir de Froesteller a véier Minutte fir d'Regierung. Well mer ganz vill Froen hunn, géif ech Iech bieden, déi Riedezäit strikt anzehalen aus Kollegialitéit virun deenen anere Kolleegen, soss kommen déi, déi hannendru sinn, net méi drun.

Ech fänken dann u mat der éischter Fro, déi kënnt vum Här André Bauler, riicht sech un den Aarbechtsminister an dréit ëm d'Preventioun vun de psychosoziale Risiken op der Aarbecht. Den Här Bauler huet d'Wuert.

- Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Bei eise belschen Nopere gëtt et zanter 20 Joer e Gesetz iwwert de sougenannte Bien-être au travail. D'Gesetz ass am Laf vun de Jore weiderentwéckelt ginn an deckt verschidde Felder of, wéi zum Beispill d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, d'Aarbechtsmedezinn, d'Ergonomie, d'Aarbechtshygiène, Moossnamen am Ëmweltberäich, déi een direkten Impakt op déi virdru genannten Elementer hunn.

2014 koum nach en anere Volet derbäi, näämlech dee vun de psychosozialen Aspekter. Belsch Entreprisë kënnen do zum Beispill op ee Conseiller en prévention zréckgräifen, am Fall wou et zu interne Konflikter kënnt oder fir de schaffende Leit mat Rot zur Säit ze stoen. Zesumme mat enger Vertrauenspersoun, déi aus dem Personal ervirgeet, sollen déi psychosozial Risiken an engem Betrib opgelëscht ginn.

Dës Vertrauenspersoun kann, mam Accord vum Demandeur, bei der Direktioun intervenéieren, fir si op intern Problemer opmierksam ze maachen. Dës Persoun kann och d'Roll vun engem Mediateur iwwerhuelen, wann et zu betribsinterne Konflikter kënnt. Dat Ganzt huet als Zil, fir d'Wuelbefannen op der Aarbechtsplaz ze verbesseren, e Klima vu Vertrauen ze schafen an derfir ze suergen, dass d'Leit net ausbrennen.

Dass esou eng Preventiounspolitik dozou bäidréit, fir Krankmeldungen erofzesetzen, Konfliktpotenzial aus den Entreprisen erauszehuelen an esou hir Käschten ze reduzéieren, dat ass a priori eng begréissenswäert Saach.

Dofir wollt ech den Här Aarbechtsminister an och vläicht säi Kolleeg vun der Sécurité sociale Folgendes froen:

Éischtens, wéi fonctionnéiert hei zu Lëtzebuerg d'Preventioun vun de psychosoziale Risiken an de Betriber?

Zweetens, kennt de Minister Beispiller vu Betriber, an deenen d'Direktiounen haut schonn op spezialiséiert intern oder extern Professioneller an deem Beräich zréckgräifen?

An drëttens, denkt d'Regierung drun, fir d'Preventioun vun de psychosoziale Risiken an der Aarbechtswelt weider ze verbesseren?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech mengen, wéi den honorabelen Deputéierte gesot huet, gesi mer haut, datt déi psychosozial Risiken ëmmer méi heefeg ginn. A ville Betriber kenne mer eben d'Situatioun vu Stress, vu Burn-out, déi dann och aner Krankheete ganz oft mat sech bréngen.

Nun ass den Objektiv deen, d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz oder d'Qualité de vie vun der Aarbecht an op der Aarbechtsplaz effektiv ze verbesseren, well mir gesinn an deene Situatiounen, an deene Betriber, wou déi Qualité de vie net existéiert, do sinn déi Risiken notamment vun deene psychosoziale Krankheeten am heefegsten.

Dofir hu mer och en Instrument. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Chambre des Salariés en Index iwwert d'Aarbechtszefriddenheet an iwwert d'Quality of work, esou heescht deen. An dee gëtt ons och Indikatiounen, wéi d'Leit eigentlech hir Aarbechtsplaz gesinn. An dat ass och en Instrument, wat sollt gebraucht ginn, fir natierlech och déi Mesuren ze huelen, déi elo ugeschwat gi sinn.

Aarbechtszäiten, Aarbechtsdrock a besonnesch d'Verfügbarkeet, d'permanent Verfügbarkeet - an dat ass dat neit Phenomeen, wat ganz enk verbonnen ass mat den neien Technologien -, dat sinn eng Rei vun deene Problemer, déi ëmmer méi heefeg zitéiert ginn, déi dann och à l'origine si vun deene Problemer. D'Leit hunn d'Impressioun, datt d'Aarbechtszäit an d'Fräizäit net méi getrennt sinn, mä ëmmer méi aneneginn, an dat kreéiert natierlech och e psychologeschen Drock, dee vu verschiddene Leit dann och net einfach ze erdroen ass.

Zu deem Punkt just, mengen ech, wier et utile, d'Sozialpartner opzefuerderen, sech mat där Fro ausenanerzesetzen an ze kucken: Wat kann een do maachen, Entreprise par Entreprise, an de Secteuren? Ech denken un ee grousse Secteur och hei zu Lëtzebuerg, dee ganz oft ronderëm d'Auer schafft. Muss een dat iwwer e Gesetz maachen oder muss een Incentivë schafen, fir datt an den Entreprisen do Quote geschaaft ginn?

Grouss Entreprisen an Däitschland, a Frankräich hunn esou Quoten, wou d'Leit e Recht op Neterreechbarkeet hunn. A Frankräich ass elo e Gesetz gestëmmt ginn, déi berüümte Loi sur le travail, wou en Artikel och dat Recht virgesäit. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi mer och hei musse féieren.

Mä fundamental, mat alle positiven Aspekter, déi ech och engem belsche Gesetz iwwert de Bien-être au travail unerkennen, ass déi ganz Gestioun dovun awer d'Saach vun den Entreprisen. Et muss een also déi richteg Incentivë schafen. Et muss ee mat allen Akteuren an den Entreprisen agéieren an och kucken, Léisungen ze fannen. Et muss ee besonnesch dann, wa Situatiounen ufänke sech ze deklaréieren, wann d'Persoun mat Stress ufänkt, dann ass ganz oft, wann do näischt geschitt, d'Suite dovun de Burn-out. An da si mer an engem Cercle vicieux ganz oft vun där Persoun. An ech mengen, mäi Kolleeg wäert och do iwwert déi ganz Aspekter an iwwert den Absenteismus e puer Wuert soen.

Mir wëllen also beroden. Emol fir d'Éischt muss een d'Akteuren zesummebréngen. Wie sinn d'Akteuren? Éischtens d'Entreprisë selwer. An ech muss soen, ganz oft an den Entreprisë sinn d'Manager guer net sensibel op déi do Saachen. Si hunn ëmmer am Bléckfeld d'Chifferen. Mä si vergiessen, datt, wann d'Leit krank ginn, wann den Taux d'absentéisme héich ass, da sinn och d'Performances économiques net méi besonnesch gutt. Also, déi Prise de conscience muss een natierlech ganz staark ënnerstëtzen.

Et muss een en Dialog an der Entreprise hunn. Mir hunn zwar net elo e spezielle Personnage, wéi Der dat virgesinn hutt, mir hunn en Délégué à la sécurité. A säit der Reform vun onsem Gesetz iwwert den Dialogue social heescht deen och „à la santé". An ech mengen, deem kënnt schonn eng Responsabilitéit zou, wann déi do Situatioun sech stellt. Datt et Entreprisë gëtt, déi esou eng Politik hunn - ech wëll elo keng zitéieren - a verschiddene Secteuren: jo. Mä ech mengen: Nous pouvons mieux faire!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, just eng Fro, ob de Sozialminister, wann den Här Bauler dat wëllt, och dräi Wierder soll dozou soen. Dat wier gutt, well et gëtt eng Rei vu Pläng, déi entwéckelt ginn. Ech kann dat awer och op eng schréftlech Fro, déi e stellt, ganz gären äntwerten. Dat ass awer Iech iwwerlooss, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also normalerweis sinn et véier Minutten. Wann d'Chamber domat d'accord ass - awer nëmmen, wann d'Chamber domat d'accord ass! -, da kann de Sécurité-sociales-Minister och nach e Wuert dozou soen.

(Assentiment)

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci, Kolleeginnen a Kolleegen. Ech hale mech och kuerz. Ech wollt just eng Kéier kuerz dorop agoen, datt mer och aktiv waren, well et eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass, virun allem dee ganze Volet vun der Preventioun, deen ugeschwat ginn ass. An et ass och néideg, well mer grad am „Groupe de travail absentéisme" gesinn hunn, datt 24% vun de Krankmeldungen, déi eng gewëssen Durée hunn, iwwert déi dote Krankheet de Moment erfalen.

An ech mengen, et sinn zwee wichteg Programmer, déi entstane sinn. Deen éischten ass dee vun der Charte nationale „Vision Zéro", déi d'Regierung, den Aarbechtsminister mat villen anere Ministeren hannendrun a mat de Sozialpartner entwéckelt hunn. Do ginn et ebe genau elo an deenen dote Programmer, déi entwéckelt goufe vun 2016 bis 2022, do fanne mer ebe just eng ganz Rei vu Moduller erëm, fir Aktiounen ze maachen am Kader vun der Preventioun. An ech mengen, dat ass e Volet, dee ganz wichteg ass fir d'Zukunft, datt mer heiranner musse schaffen, genau wéi Der et an Ärer Fro ugeschwat hutt.

An ech mengen, et ass virun allem hei wichteg, datt mer all d'Akteuren erëmfannen, engersäits d'Assuréen, d'Agents publics, awer och d'Patronen, d'Famillje selbstverständlech och derbäi, awer och dee ganze Volet vun de Professions de santé, déi doranner musse matwierken.

An dann awer och vläicht fir de Minister vun der Fonction publique: Och hien, mengen ech, ass aktiv ginn. Zënter 2015 gëtt et dee Plan d'action och do. An och hei huet hien eréischt viru Kuerzem och déi doten Divisioun ëm véier Leit erweidert an och hei wäerte konkret Projete kommen, fir virun allem och an dësem Beräich vun der Fonction publique kloer Akten ze setzen.

Bon, wéi gesot, ech hu probéiert, kuerz ze sinn. Wa sollen Detailer komme mat Chifferen, mat Aktiounen, maachen ech dat ganz gären opgrond vun enger schréftlecher Fro, déi erakënnt.

Merci, Här President, Merci, Kolleegen, datt mer konnten e puer Minutte méi laang dës Fro erklären.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Sozialminister. An och Merci, dass e fir de Fonction-publiques-Minister mat geäntwert huet.

Da géif ech zu der nächster Fro iwwergoen, déi kënnt vun der Madamm Diane Adehm an dréit sech ëm d'Gemengecirculaire 3393. An ech hu mech klug gemaach: Dat ass déi Circulaire, wou et sech ëm d'Propriétéitsverhältnisser bei de reliéise Gebaier handelt. D'Madamm Adehm huet d'Wuert.

- Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt de Mëtteg eng mëndlech Fro un den Innenminister stellen, ebe grad iwwert déi Circulaire vum 9. August 2016, wou et ëm d'Propriétéitsverhältnisser vun de reliéise Gebaier an aner Gidder vun de Cultë geet.

An dëser Circulaire steet den Datum vum 1. Oktober als Stéchdatum fir d'Gemengen, fir en Titre de propriété vun de reliéise Gebaier eranzereechen oder awer Konventiounen, wann d'Gemengen an d'Kierchefabricke sech dann eens sinn, wien an Zukunft soll Propriétaire si vun de reliéise Gebaier.

An der Intérieurskommissioun vum 12. September 2016 sot den Innenminister, dass den Datum vum 1. Oktober 2016 net bindend wier. Op eng Question urgente vum 28. September äntwert den Innenminister, dass den Datum vum 1. Oktober effektiv net bindend ass, mä hie seet awer gläichzäiteg, dass ee vu senge Beamte sech op d'Circulaire ebe vum 9. August berifft, fir ze soen, dass dës Circulaire nach ëmmer en vigueur wier.

Dowéinst wëll ech elo de Minister froen, wéini dass hien eng nei Circulaire un d'Gemengen erausgëtt, an där den Datum vum 1. Oktober opgehuewe gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Innenminister, Dir hutt d'Wuert!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madamm Adehm huet elo grad zu mer gesot, wéi se laanscht mech gelaf ass: eng „never-ending story". An dat schéngt jo bei dësem Thema dann effektiv esou ze sinn.

Ech sinn awer frou, fir dës Fro gestallt ze kréien, fir dann nach eng Kéier hei och am grousse Sall ze preziséieren, firwat dass et iwwerhaapt zu deem Datum vum 1. Oktober komm ass.

Opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer mam Bistum gefouert hunn, ass eng Zousaziddi opgetratt par rapport zu der Konventioun vum Januar 2015, näämlech dass et och méiglech sollt sinn an Zukunft, dass Gemenge Propriétaire si vun enger Kierch, mä dass d'Kierch awer e gewësst Vetorecht kritt, fir driwwer ze décidéieren, ob déi Kierch dann zukünfteg och nach dem Culte zur Verfügung gestallt bleift oder net.

Also, wéi gesot, am Ufank war dat net ugeduecht an eiser Konventioun vum Januar 2015. Mä am Kader vun den Diskussiounen, déi ganz fair verlaf sinn, hu mer dat esou festgehalen. An do ass och festgehale ginn, dass géif eng Annex 3 gemaach ginn, wou déi Kierche géifen opgelëscht ginn, déi ënnert dee Statut do falen, wou also d'Gemeng Propriétaire ass, mä net eleng kann driwwer décidéieren, ob se an Zukunft dem Culte zur Verfügung gestallt gëtt oder net.

Et ass och evident, dass op déi Annex 3 do nëmme solle Kierche kommen, déi selbstverständlech de Gemenge gehéieren. An dofir ware mer a sinn och nach an engem gewëssenen Zäitdrock, och am Intérêt vun den Aarbechte vun der Chamber an och am Intérêt vun deem Avis, deen de Statsrot soll maachen, fir eng éischt Ébauche vun der Lëscht 2 ze maachen, wou d'Propriétéitsverhältnisser vun deene Kierchegebaier gekläert solle ginn.

Doropshin hunn ech dann och eng Circulaire un d'Gemenge geschriwwen, wou ech se invitéiert hunn, eis matzedeelen, ob se eventuell en Accord hätte mat der Kierchefabrik, oder ob se en Titre de propriété hunn, da sollte se eis deen eraginn, fir dass mer kënnen eng éischt Ébauche vun der Lëscht 2 maachen, wou d'Propriétéitsverhältnisser, esou wéi ech Iech et gesot hunn, dropstinn.

Eng ganz Rei vu Gemengen... Dir hutt mer och eng Fro gestallt: Wéi eng Gemengen hu bis den 1. Oktober dorobber geäntwert? Den 1. Oktober, dat war e Samschdeg, den 2. Oktober war e Sonndeg, dat weess ech ganz genau, well mäi Meedchen huet do Gebuertsdag an et war Pappendag...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E Méindeg war den 3. Oktober.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Bis deen Dag... Ech gesinn, Här Gibéryen, Dir hutt d'Saach am Gréff.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass gutt esou.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Majo, tipptopp! Doropshin hätt ech also kënnen äntwerten: bis elo keng. Mä an der Tëschenzäit hunn eng ganz Rei Gemengen eis geäntwert an hu gesot, dass se entweder schonn Accorden hu respektiv dass se Titres de propriété hu respektiv dass se amgaange sinn, déi och nach weider auszehandelen. An deem Sënn ass eis Iddi och opgaangen. Et ass Bewegung an den Dossier erakomm. Mir hunn eis an der Tëschenzäit och nach eng Kéier mam Bistum gesinn, fir ze kucken, fir déi Lëscht 2, vun där ech geschwat hunn, opzestellen.

Op Är konkret Fro, ob eng nei Circulaire erauskënnt, mengen ech, dass dat net néideg ass. D'Gemenge maachen dat elo schonn, wat se opgefuerdert waren, net nëmmen an där Circulaire, déi Dir ugeschwat hutt, mä si waren dat schonn am Abrëll, de 24. Abrëll 2015. Si sinn also amgaangen, déi Aarbechten ze maachen. Ech weess, dass ganz vill Bewegung ass. An ech sinn der Meenung, dass mer deem Zil, wat mer gemeinsam mat der Kierch definéiert hunn, fir hei och virunzekommen, dass mer do e gudde Schrëtt weiderkomm sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen, riicht sech un den Här Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm den europäesche Programm „Fruit4School".

- Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Enn 2008 hunn d'Landwirtschaftsminister vun de 27 europäesche Memberstaten e Programm ugeholl fir d'gratis Verdeele vun Uebst a Geméis an de Schoulen. An zanter 2010 bedeelegt sech Lëtzebuerg och un dësem europäesche Programm mat där gratis Offer an de Schoulen an huet d'Initiativ „Fruit4School" lancéiert.

U sech ass dat jo och eng exzellent Initiativ, net nëmmen a puncto Gesondheet, mä natierlech och a puncto Liewenshygiène bei de Kanner a

bei deene Jonken. Grad no enger grousser Vakanz wier et duerno ubruecht, dass d'Kanner direkt weiderfuere mat deem, wat jo an de Summerméint eigentlech méi einfach war, näämlech all Dag e Stéck Uebst iessen.

Eigentlech ass och ugeduecht, dass spéitstens 14 Deeg no Schoulufank d'Uebst scho soll disponibel sinn an de Schoulen. Mä wat awer elo d'Liwwerung vum Uebst fir dat neit Schouljoer 2016-2017 ugeet, esou huet dee Programm bis op den heitegen Dag nach ëmmer net ugefaangen. A wann een um Site vun de Marchés publics kuckt, da kann ee gesinn, dass souguer den Ausschreiwungsdossier nach konnt bis de 5. Oktober ofgeholl ginn. An, souwäit wéi ech dat matgedeelt kritt hunn, wier de Kalenner mat de Livraisoune bis elo och nach ëmmer net fixéiert.

Här Minister, ech wollt Iech eigentlech froen, ob Dir doriwwer am Bild sidd, ob et eng plausibel Erklärung gëtt fir dee Retard. Kënnt Der eis eventuell och confirméieren, dass de Programm déi nächst Joren och nach normal wäert weiderlafen? Dass vläicht da besser no den Délaie gekuckt gëtt? Dass och vläicht driwwer nogeduecht gëtt, fir emol eng Evaluatioun ze maachen iwwert den Taux de satisfaction, an dat souwuel bei de Kanner wéi awer och bei de Liwweranten?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Well, wéi gesot, et ass eng exzellent Initiativ, déi nach vläicht op verschiddene Punkte verbesserungsfäeg wär.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Hemmen. An d'Wuert huet elo de Landwirtschaftsminister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech der Madamm Hemmen villmools Merci soe fir déi Fro.

Virewech wëll ech soen, datt de Schouluebstprogramm, deen ënnert dem Numm „Fruit4School" leeft, déi nächst Woch souwuel an de Lycéeë wéi an de Grondschoule wäert ulafen. Wann ech richteg informéiert sinn, ginn de Moment a Spuenien Clementinne gepléckt, déi vun e Méindeg un an de Schoule verdeelt ginn an déi traditionell bei eise Schüler ganz gutt ukommen.

Dëst Joer missten dann och fir d'éischte Kéier wärend véier Liwwerwochen d'Schüler lëtzebuergescht Uebst kréien, wat, wéi Dir all wësst, mir ganz besonnesch um Häerz läit.

Mir sinn dëst Joer e bësse méi spéit drun, dat ass richteg. Normalerweis liwwere mer Enn September. Well d'Soumissioun awer esou huet missen ugepasst ginn, fir datt regional Produzenten direkt fir véier Woche kéinte matbidden, duerfir war dat e bësse méi schwiereg, fir datt mer awer dëst Joer kënnen eben einfach wärend véier Woche Lëtzebuerger Uebst verdeelen. An ech mengen, dat erklärt dee Retard, vun deem d'Madamm Hemmen geschwat huet.

A fir déi Leit, déi besonnesch Wäert drop leeën, datt och dëst Joer erëm Bio-Fairtrade-Bananne verdeelt ginn, där wäerte jiddefalls och erëm eng Kéier dëst Joer derbäi sinn.

Fir Iech dann emol eng Kéier eng kleng Iddi ze ginn, wéi eng Envergure dee Programm do huet, hei e puer Zuelen: Do ginn dann elo all Schoulwoch ongeféier 15 Tonnen Uebst un eng 330 Schoulgebaier geliwwert, soudatt iwwer 90.000 Schüler, also déi allermeescht bal dovunner, 94%, kënne profitéieren! Esou wäit, wat dëst Schouljoer ugeet.

Am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence war d'Zesummeleeung vum Schouluebst- a Schoulmëllechprogramm een Dossier, wou mir ganz intensiv dru geschafft hunn. D'Resultat war, datt mir deen Dossier do konnten ënner eiser Présidence ofschléissen, andeems mir, no net ëmmer ganz einfache Verhandlungen, een Accord fonnt hunn, dee vun de Memberstaten, dem Europaparlament an der Kommissioun gedroe ginn ass. Ab dem Schouljoer 2017-2018 lafen déi zwee Programmer dann ënner enger gemeinsamer Reglementéierung.

Do wäerte mir dann och bei eis kucken, wéi mer an der Zukunft déi zwee Programmer beschtméiglech kënnen opstellen. Besonnesch bei de pädagogesche Begleetmoossname kann ee sech do ganz interessant Synergien erwaarden. Och erhoffen ech mer, datt duerch deen neie Kader, deen eis besonnesch bei der Méllech méi Fräiheete léisst, d'Akzeptanz bei de Schoule ka verbessert ginn.

Bis dohinner musse mer awer och nach op d'Ausféierungsreglementer waarden, déi uganks des Joers dierften am Journal officiel publizéiert ginn. Duerno wäerten da Gespréicher mam Secteur an deene verschiddenen anere Ministèrë lafe fir eng nei national Strategie, fir déi Programmer op d'Been ze setzen, no där mir da wëlles hunn, déi nächst sechs Joer ze schaffen an déi Programmer nach méi attraktiv ze maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser, riicht sech un de Premierminister an dréit ronderëm déi offiziell Unerkennung vun der Lëtzebuerger Sprooch als europäesch Sprooch.

- Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt dem Här Statsminister eng Fro stellen opgrond vun enger Interventioun, déi den Här Educatiounsminister Meisch de 5. Oktober an der Chamber gemaach... net an der Chamber, pardon, op RTL gemaach hat. An en huet do op RTL gesot, e wär verwonnert, en hätt entdeckt, datt dat Lëtzebuergescht nach net als europäesch Sprooch unerkannt wier.

Dat huet eis iwwerrascht, well d'Regierung, zu där den Här Meisch jo gehéiert, hat schonn e puermol an dëser Legislaturperiod och zu där Fro Stellung geholl an huet ëmmer negativ geäntwert. Et ass also en Dossier, deen u sech d'Regierung misst ganz gutt kennen.

D'Regierung hat Stellung geholl an huet sech referéiert op Saachen, déi net ganz korrekt sinn. Dat wär nëmme fir regional Sproochen, heescht et an enger vun de Stellungname vun der Regierung. Eis legal Basis, well et ass eng laangjäreg ADR-Fuerderung, ass eng Conseilsdécisioun vum Europäesche Conseil, vum Ministerrot vum 13. Juni 2005, an där am Artikel 1 kloer festgehalen ass, datt dat d'Sprooche sinn, déi um ganzen nationalen Territoire geschwat ginn an déi och als offiziell Sprooch, als administrativ Sprooch an deem Land zoulässeg sinn.

Mir haten och d'Reaktiounen héieren opgrond vum Här Meisch senger Interventioun. A senger eegener Partei huet den DP-Fraktiounschef deeselwechten Dag, wéi den Här Meisch seng Interventioun um Radio hat, en Artikel publizéiert an enger Lëtzebuerger Zeitung, an deem en op Franséisch seet, dat wär elo keen „Souci", mir wären nach „en quête d'identité". Deen Dag drop huet den DP-Generalsekretär awer publizéiert, hie géif déi DP-Initiativ ënnerstëtzen.

A vun deene Gréngen a vun den LSAP-Kolleegen hu mer och e puer Kommentarer héieren, déi eigentlech dem Här Meisch seng Iddi, fir elo Lëtzebuergesch an Europa méi ze promouvéieren, net ënnerstëtzen.

Dir verstitt, Här Statsminister, datt mir e bëssen duerjernee sinn. Mir froen eis, ob mir als Oppositiounspartei...

(Brouhaha)

...nach wierklech déi Plus-value bréngen, déi mer kënnen, wann d'Regierung an hirer eegener Partei esou vill intern Oppositioun an dëser Fro mécht.

Dofir hu mir geduecht, et ass haut d'Geleeënheet, fir Iech ze froen: Wat ass dann d'Positioun vun der Regierung? Wëllt Dir Lëtzebuergesch als Europasprooch opwäerten, unerkenne loossen? Wa jo, wéini an ënner wéi enger Form?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An de Premier- a Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Ech wëll hei e puer Saache soen. Déi éischt Saach ass einfach, fir ze soen: Wann de Sujet haut kënnt, ass et, well et eng Petitioun gëtt, déi de Sujet soulevéiert huet, a wou haut da probéiert gëtt, elo sech de Sujet unzezéien.

M. Roy Reding *(ADR).*- Hoho!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre de la Culture.*- Hei geet et just drëms, dass mer wëllen en toute sérénité a virun allem am Respekt, Här President, vun deene Pétitionnairen hinnen och eng komplett Äntwert ginn, wou ee seet, wat geet a wat net geet.

Mir sinn amgaangen elo zum Beispill op deem dote Punkt d'Konditiounen an och d'Käschten, d'Konsequenzen, wann esou eppes de Fall wär, och genau analyséieren ze loossen. Et sinn eng Rëtsch vu Saachen, déi scho gemaach gi sinn, wou mer mengen, dass et och wichteg ass, déi och nach eng Kéier ze rappeléieren. An dofir wäert d'Regierung deen Dag, wou och déi Diskussioun ass ronderëm déi Petitioun, och hir Positioun do erklären.

A par respect eleng scho fir d'Pétitionnairë stellen ech mer d'Fro, firwat hei eng Partei elo mengt, si misst domadder Polemik maachen. Mir sollen dëse Sujet en toute sérénité kënnen debattéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kommen zu där nächster Fro. D'Fro kënnt vum Här Claude Adam un den Erzéiungsminister iwwert d'Assurance qualité fir informell Erzéiungsservicer. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir hu mam Gesetz, wat mer Enn Februar 2016 hei an der Chamber debattéiert a gestëmmt haten, eng ganz Rei Mesuren agefouert, fir d'Qualitéit an eise Betreiungsstrukturen eropzesetzen. A mer hunn niewent e puer anere Mesuren och festgehalen, datt mer géifen 22 Agents régionaux astellen - déi wiere beim Service national de la jeunesse affiliéiert -, déi da géifen iwwert d'Land kucken, wéi et mat der Qualitéit an de Crèchë steet.

Meng Fro duerfir un den Här Minister. Ech hunn dat nach eng Kéier gelies an där Broschür, déi mer elo kuerz eréischt kritt hunn. Ganz flott Broschüren, déi de Ministère mécht, déi ausféierlech sinn, informativ sinn.

Wéi ech dat do gelies hunn, wollt ech eigentlech just wëssen: Här Minister, wéi wäit ass dat mat der Installatioun vun deenen 22 Agents? Déi fënnt ee jo och net an engem Dag. Do brauch een Zäit. Wéi sidd Der virgaangen? Wéi vill Leit hutt Der mëttlerweil fonnt? Wéi gesäit de Profill aus vun deene Leit? Sinn der scho vun deenen aktiv, oder waarde mer bis mer dee ganze Contingent hunn? Respektiv wann déi schonn ufänken aktiv ze ginn, wat ass de Schlëssel? Wou fänken déi un? Wéi ass d'Land opgedeelt, wou déi Leit dann hirer Aarbecht noginn?

Ech freeë mech op Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An den Här Erzéiungsminister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, jo, effektiv mat dem Gesetz iwwert d'Jeunesse, wat e ganze Qualitéitsdispositif fir den nonformale Bildungsberäich agefouert huet, ass och virgesinn, datt déi Aarbecht, déi déi eenzel Institutiounen - Crèchen, Maisons relais, Jugendhaiser - leeschten an déi sech och muss dem Bildungsreferenzkader conforméieren, datt kontrolléiert gëtt, ob dat dann och de Fall ass, ob se sech souwuel déi eenzel Prozedure ginn huet, och déi Prozeduren anhält, och déi pädagogesch Approchen definéiert huet an och déi an der Praxis anhält.

Duerfir ginn et 22 Agents régionaux. Déi solle rekrutéiert ginn. Déi Posten, déi sinn och disponibel. En Deel vun deenen 22 ass mëttlerweil och scho rekrutéiert ginn. Dat sinn der néng, déi schonn ugefaangen hunn. Zwee och nach eng Kéier fänken den 1. Januar un. Och déi si momentan schonn an enger Formatioun. A fir déi aner eelef ze rekrutéieren, hu mer en zweeten Appell gemaach.

Mir hate genuch Kandidature wuel och bei deem éischten Appell. Mir haten insgesamt 55 recevabel Kandidaturen. Mir hunn natierlech awer och gekuckt, datt déi Leit och deen néidege Bagage, déi néideg Erfahrung matbréngen, fir eben déi schwiereg, komplex a verantwortungsvoll Aufgab do kënnen ze iwwerhuelen. Well een aneren ze kontrolléieren an natierlech och domat eng Responsabilitéit ze iwwerhuele fir dee ganze System, ass schonn eppes, wou méi wéi just den Diplom erfuerdert ass.

Déi Formatioun, déi fir déi éischt Agents régionaux jo schonn ugelaf ass, déi leeft elo emol op fënnef Wochen. Do geet et virun allem och ëm d'Legislatioun, d'Legislatioun vun deem ganze Secteur, déi ee soll kenneléieren, an deem een herno täteg ass. Et geet awer och drëms, d'Organisatioun vum Stat kennenzeléieren. Et geet awer och drëms, de Referenzkader kennenzeléiere fir den nonformale Bildungsberäich, well par rapport zu deem muss ee sech jo herno an der alldeeglecher Aarbecht och kënne bewegen, an och déi ganz Methodologie vun der Assurance qualité, déi mat deem Gesetz a Kraaft getrueden ass, verinnerlechen.

Sécherlech sinn och d'Struktur an d'Zesummenhäng am nonformale Bildungsberäich hei am Land, och d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Ministère, tëschent den Träger e wichtege Sujet, wéi awer och grad herno eng reflexiv Approche ze vermëttelen, wou och erëm déi regional Agente sech permanent eigentlech solle selwer dem Besoin upassen an och den Erausfuerderungen upassen.

Déi Formatioun do gëtt gemaach am Kontext vun hirem Stage. Se gi jo als Employé privé rekrutéiert am Kontext vun hirem Stage vun dräi Joer, dee se als Employé privé... Employé de l'État, pardon, wäerte maachen. Do sinn déi Formatioune vu fënnef Wochen dann och noutwendeg.

Vun November 2016 u wäerten déi Agenten och en éischte Kontakt mat den Akteuren um Terrain ophuelen, mat Crèchen, mat Maisons-relaisen, mat Jugendhaiser. Se wäerten och kucken, sech regional ze implantéieren. Mir hu virgesinn, datt mer insgesamt herno siwe regional Zentre queesch uerchtert d'Land hunn, wou mer och Servicer, net nëmmen déi doten, déi jo dem SNJ ënnerstallt sinn, mä och aner Servicer, déi dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ënnerstallt sinn, an de Regioune wëlle regruppéieren, wou op siwe Plazen och d'Agents régionaux wäerte mat derbäi sinn.

Et gëtt eng Rei vu méi regionalen Zentren herno vun der Éducation, der Enfance an der Jeunesse, mä op siwe Plaze wäerten d'Agents régionaux och präsent sinn, fir vun do aus an der Regioun hir Aarbecht kënnen ze iwwerhuelen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister Claude Meisch.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm den europäesche Kontrollsystem vun Zich am grenziwwerschreidende Verkéier.

- Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, nom trageschen Zuchaccident vun Zoufftgen virun zéng Joer wësse mer haut, datt dee fatale Feeler deemools keng Eenzelhandlung vun enger Persoun war, mä ee Verstrécke vu verschiddenen Evenementer, deemno eng Kette vu Feeler. Elo heescht et, datt d'CFL vill gemaach hätt, fir datt déi festgestallte Feeler sech esou net méi kéinte widderhuelen; besonnesch technesch wier opgerüst ginn. Dat ganzt Lëtzebuerger Schinnennetz soll an der Tëschenzäit mat dem ETCS-Sécherheetssystem, dem „European Train Control" équipéiert sinn. E System, dee mënschlech Feeler soll hëllefen ze verhënneren.

Elo gëtt an engem „Wort"-Artikel an deem Kontext op e Problem higewisen, näämlech deen, datt Frankräich säin eegene System hätt, also e franséischt Fabrikat. An do heescht et dann, datt eis Zich den ETCS schonn op der Stater Gare géifen ausschalten, well en net wärend der Faart däerf ausgeschalt ginn, an da mat dem Virgängersystem „Memor II+" bis op d'Grenz an dann deemno och weider géife fueren.

Da gëtt och gesot, datt un der Haaptachs, un där den Accident deemools geschitt ass, en erheeblecht Geforepotenzial géif bestoen, wou Lëtzebuerg keen Afloss hätt, an Eisebunner géife vun engem grousse schwaarze Lach oder No Man's Land schwätzen.

Meng véier kuerz Froen un den Infrastruktureminister:

Éischtens, wéi ass et da mat der Interoperabilitéit vum ETCS am grenziwwerschreidenden Zuchverkéier?

Zweetens, et heescht, bei eis géif et Problemer mam ETCS op de Maschinnen nach ginn. Ass dat esou?

Drëttens, sinn d'auslännesch Maschinnen, déi op Lëtzebuerg kommen, all mam ETCS équipéiert?

A véiertens, wéini gëtt dee fortschrëttleche GSM-R-Digitalfunk agefouert, deen de jëtzege Radio sol-trains ersetze soll, wou et heescht, et

géife grouss Lächer ginn, a wou et heescht, et géife keng Ersatzstécker méi ginn?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, a Merci och dem Här Schank fir déi Froen. Et ass richteg, datt Lëtzebuerg décidéiert huet, deemools no deem schwéieren Accident 1997, fir sech op de Wee ze beginn, relativ séier de ganze Réseau ze équipéiere mat méi engem séchere System. An et ass du relativ séier décidéiert ginn, fir op den ETCS-System iwwerzeschwenken, an dat aus guddem Grond, well zu deem Zäitpunkt och, europäesch gesinn, gesot ginn ass, ganz Europa misst relativ séier dozou iwwergoen.

Eise Réseau ass nach net ganz fäerdeg. 2017 - d'nächst Joer - ass de Réseau ganz ofgeschloss a ganz équipéiert domat a bis dohinner natierlech och eist Material. Et ass awer esou, datt, wéi Dir et richteg gesot hutt, haaptsächlech a Frankräich vill Problemer bestinn. A Frankräich besti vill Problemer, ganz einfach well Frankräich net investéiert huet a weider mat hirem System fueren, obschonn ofgemaach war, datt virun allem am grenziwwerschreidende Verkéier Enn 2017 och do de Réseau esou misst équipéiert sinn. Dat kréie se awer net hin.

Dir hutt och vläicht matkritt, datt deen neie President vun där vergréisserter Regioun, wéi se dann elo heescht - Champagne-Ardenne oder wéi heescht se scho méi? Ech weess net, ech hunn den Numm…

Une voix.- Grand-Est!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Grand-Est, pardon! Grand-Est heescht se -, datt dee sech driwwer beklot huet, datt déi Investissementer net gemaach gi sinn. An dee setzt sech och elo massiv derfir an, datt dat soll nogemaach ginn. Et handelt sech a Frankräich ëm en Investissement tëschent 25 an 30 Milliounen Euro.

Dir kënnt Iech virstellen, datt och schonn emol vu franséischer Säit aus gemengt ginn ass: „Oh, firwat sollen d'Lëtzebuerger dat net och nach bezuelen?" Mir hunn awer bis elo gesot, datt mir dat net géife maachen, well mir eis Hausaufgabe géife maachen a si wiere gefällegst gebieden, och hir ze maachen, soudatt am Fong déi Transitiounsperiod wäert verlängert ginn. Wéi laang, dat muss nach festgestallt ginn; dat hänkt elo dervun of, wéi séier se investéieren. Dat heescht, et gëtt eng Transitiounsperiod, wou dann nach mat zwee Systemer muss geschafft ginn.

Mir haten och e bësse Problemer mat der Belsch. Déi sinn awer entre-temps behuewen. D'Belsch ass och elo um Wee, fir iwwerall ze équipéieren am ETCS. Dir wësst, datt plazeweis deelweis jo souguer Bussen agesat gi sinn am grenziwwerschreidende Verkéier, well do Retarde waren haaptsächlech an der Homologatioun vun eisem Material, mä déi Problemer sinn entre-temps Gott sei Dank behuewen.

Wat den digitale Funk ubelaangt, ass d'Eisebunn déckvoll amgaangen drun ze schaffen. Dat wäert och esou séier wéi méiglech implementéiert ginn. Dir hutt recht. Ech mengen, mir hunn d'lescht Joer an deem aktuelle Funk…, mä dat ass awer alles am Investitiounsprogramm dran. An esou séier wéi méiglech wäert op dem Eisebunnsréseau den digitale Funk dann och agefouert ginn.

Wéi gesot, et läit net un eis. Leider hu mer haaptsächlech op der franséischer Säit wierklech vill Problemer, an dat huet dermat ze dinn, datt einfach a Frankräich net genuch an de Réseau investéiert gëtt. Ech behaapten och emol, dat hätt och vill mat de Schwieregkeeten ze dinn, déi een iwwerall a Frankräich konnt feststellen.

Dir hutt vläicht och Artikele gelies, datt a Frankräich an deene leschte Joren enorm vill an d'TGV-Netz investéiert ginn ass an d'Regionalnetzer vernoléissegt gi sinn. Dat ass jo och a Frankräich de Moment eng grouss Diskussioun, an ech ginn emol dervun aus: Dat hei ass och een Deel dovunner. Well et ass jo net nëmmen eng Fro, déi sech stellt herno mam Sécherheetssystem, och fir d'Capacitéit. Mir bauen eis Capacitéiten och massiv aus, an op där anerer Säit misst natierlech och nach eppes geschéien, an do happert et de Moment nach.

Wéi gesot: Mir schaffen awer dodrun a mir bleiwen derhannert, datt dat a Frankräich geschitt an datt mer déi Problemer esou séier wéi méiglech behuewe kréien. Wat eise Réseau ubelaangt, mengen ech, si mer awer do op der gudder Schinn - fir et wuertwiertlech ze soen -, datt et klappt.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Alexander Krieps, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm den Droit de chancellerie an der technescher Kontrollstatioun fir motoriséiert Gefierer. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dem Minister Bausch eng Fro stellen iwwert déi Timbres de chancellerie zu Sandweiler an der SNCA. Dat ass jo en Établissement public ënner Ärer Kompetenz, souwäit ech weess.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Neen, si se net ënner Ärer Kompetenz? Awer Dir hutt awer e bëssen domadder ze dinn.

(Hilarité)

An ech hunn e Frënd Garagist. Hien a mäi Kolleeg a Frënd Claude Lamberty hu mech drop higewisen, dass, wann een en Auto op Sandweiler umelle geet, da bezilt een en Timbre de chancellerie vu 50 Euro. An da kommen dann nach Frais de gestion derbäi vun deem Timber an och TVA op deene Frais de gestion. An dat mécht dann herno nach plus 5 Euro. Dat sinn 10%, déi ee bezilt.

(Interruption)

Jo. Gëtt deen Timber aus engem jorelaange Safe geholl, dass deen op eemol esou Frais-de-gestione mat sech bréngt? Ass et vläicht e Schwaarze Kapp? Ech si vun enger Generatioun vun Timbersammleren an ech denken ëmmer un de Schwaarze Kapp vun 1850. Ech hunn elo gesinn, déi éischt Timbere koumen an England 1840. Schreift d'Britten nach net of! Mä ech mengen, ofgesi vun der Timbersammlergeneratioun, an ech hunn och net un ons Frënn op menger Rietser geduecht, wéi ech un de Schwaarze Kapp geduecht hunn,...

(Hilarité)

...mä ech wollt hei froen, dem Beamte säi Spaut zu Sandweiler ass jo och net déi Sue wäert: Kann een domadder rechnen, dat geet natierlech iwwer Iech eraus, Här Bausch, ob dann deemnächst an anere Verwaltungen an Zukunft esou Fraisen derbäikommen? Ech fannen, dass dat e bëssen iwwerzunn ass. Ech wär frou, wann Der ons eng Erklärung géift ginn; dem Här Lamberty a mir, well hie reegt sech méi doriwwer op wéi ech.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech stelle fest, dass den Här Lamberty en edele Porte-parole huet. An ech ginn direkt d'Wuert un den Nohaltegkeetsminister weider.

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech si frou, datt den Här Lamberty esou Saache wéi dat doten huet, fir sech opzereegen, da schéngen net vill Problemer am Land ze sinn.

(Hilarité)

Dat Éischt, wat ech wëll soen, ass: D'SNCA ass keng Verwaltung, och keen Établissement public, et ass eng privat Gesellschaft.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt normalerweis den Timber, also de Chancelleriestimber net bei der SNCA, mä beim Enregistrement kaaft gëtt. An donc ass och normalerweis deejéinegen, deen immatrikuléiert, verflicht, en do ze kafen. An da kritt en, wann en en och do keeft, normal natierlech kee Centime zousätzlech Fraise gerechent!

Fir awer entgéintzekommen, huet d'SNCA décidéiert, wa Leit natierlech dat net gemaach hunn, vergiess hunn oder da just virdrun dru geduecht hunn an e Virement gemaach hunn, dann hu se gesot: „Okay, dann offréiere mer dee Service och." Dat heescht awer, datt natierlech d'SNCA, wat eng privat Gesellschaft ass, muss déi Timbere siche goen, fir datt se der och do huet, fir dat kënnen dropzemaachen.

Dat heescht, dat ass mat Fraise verbonnen. An duerfir kritt Der dann, éischtens, wann Der normal den Timber kaaft hutt, wéi et virgesinn ass, kritt Der kee Centime Fraise gerechent. Wann Der et natierlech do maacht, kritt Der dräi Euro gerechent. Ech iwwerloosse jiddwerengem elo seng Meenung, ob dat berechtegt ass oder net.

Wat ech Iech awer ka soen, dat ass, datt 2017 eng Ännerung wäert kommen an deem Sënn, datt Der iwwer „myguichet.lu" iwwer Är Kreditkaart och kënnt bezuelen. A wann Der dat maacht, kritt Der och keng Fraise gerechent.

An da wëll ech Iech och nach an engems da matdeelen…, déi Questioun, déi gëtt mer dann d'Geleeënheet, fir Iech matzedeelen, datt ech amgaange sinn, d'Missioune vun der Immatrikulatioun a vum Führerschäin ewechzehuele vun der SNCA an do en Établissement public, en aneren, en neien ze grënnen, awer net aus deem Grond vun den dräi Euro Fraisen, mä wéinst Dateschutzgrënn an och nach anere Saache wäerte mer dat restrukturéieren. An da gëtt deen Établissement public och zoustänneg, da fält den Timber de chancellerie ganz ewech. An da gëtt eng normal Tax drop geluecht, an dat wäert d'Saach da souwisou insgesamt vereinfachen.

Merci.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Nohaltegkeetsminister.

An déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Erzéiungsminister an dréit ronderëm gratis Schoulbicher am Secondaire. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Jo, genau, Här President. Meng Fro geet un den Educatiounsminister wéinst senger Ausso virun e puer Wochen, datt de Stat eventuell d'Käschte vun de Schoulbicher am Secondaire kéint iwwerhuelen. Et géif mam Gedanke gespillt ginn, datselwecht wéi an der Grondschoul ze maachen an de Schüler am Lycée dann d'Schoulbicher gratis zur Verfügung ze stellen.

Meng Partei géif en Effort, deen an déi Richtung geet, ganz gutt fannen. Ech hat jo och schonns an der Debatt zur Lag vun der Natioun a bei der Reform vum Kannergeld drop higewisen, datt mer wëllen d'Elteren duerch weider Sachleeschtungen entlaaschten, well fir vill Famillje sinn d'Schoulbicher mat enger héijer Dépense verbonnen. A fir besonnesch deene finanziell méi schwaache Ménagen ënnert d'Äerm ze gräifen, kéint zum Beispill eng Pist déi sinn, esou eng Hëllef un d'Allocation de vie chère ze bannen.

An dofir elo meng Froen un de Minister: Wéi konkret sinn entre-temps dës Iwwerleeungen? A wéi eng Richtung soll et goen? Wéi eng Piste si schonn ugeduecht ginn oder sollen nach gepréift ginn?

Ass d'sozial Selektivitéit eventuell e Kritär an den Iwwerleeungen? An ob d'Digitaliséierung, déi och ëmmer e méi grousse Wäert an eisem modernen Zäitalter spillt, ob deen Aspekt vläicht och an den Diskussioune mat zréckbehale ginn ass.

An ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Ech soen och der Madamm Bofferding Merci, déi mer d'Geleeënheet gëtt, hei nach eng Kéier ze confirméieren, datt d'Regierung effektiv amgaangen ass ze préiwen, ënner wat fir enge Konditiounen een och gratis Schoulbicher - fir dat emol esou ze resuméieren - am Secondaire kéint aféieren. Dir hutt selwer gesot: Mir hunn dat am Fondamental.

An dat ass effektiv eng finanziell Belaaschtung fir ganz vill Familljen. Mir hunn emol nach eng Kéier gekuckt, wat dat heescht. Jee no Klass mécht dat awer ganz schnell tëschent 300 a 500 an heiansdo och emol méi Euro aus. A wann een da vläicht och nach méi Kanner am Secondaire huet, da wësse mer, wéi do de Familljebudget belaascht ass.

Ech wëll soen, datt mer dat fréistens fir d'Rentrée 2018 plangen. De Moien ass jo hei op dëser Plaz de Budget 2017 virgestallt ginn. Do ass Iech vläicht opgefall, datt eng Initiativ wéi déi doten net virgesinn ass. Mir brauchen och nach e bëssen Zäit, fir dat doten ze plangen. Mir gesinn et och effektiv am Kader vun deem Adaptatiounsmechanismus vun de Prestationfamiliallen, wou mer jo gesot hunn, datt mer souwuel d'Prestations familiales en espèces wéi och d'Prestations familiales en nature, wou een déi heite kéint drënnerfale loossen, wëlle regelméisseg upassen un d'Lounentwécklung.

Dat heite wär sécherlech e Schrëtt, deen doriwwer eraus géif goen, dee wäit iwwert d'Lounentwécklung eraus géif goen. Trotzdeem, denken ech, mécht et wierklech Sënn, dat heiten ze kucken, well et wär eng considérabel Entlaaschtung fir ganz vill Budgete vun de Familljen. An eng Schoulrentrée wär awer sécherlech och mat manner Stress verbonnen, manner Stress fir déi eenzel Familljen, fir d'Schüler an heiansdo awer och fir d'Schoulen.

Et gëtt awer elo nach eng Rei vun Défien, op déi ech wëll hiweisen, op deene mer amgaange sinn ze schaffen. Wéi kréie mer dat doten hin, ouni datt de lokalen Handel zum Beispill do ganz ausse vor ass?

Mir wëssen awer, datt nieft all Lycée sech nach déi eng oder aner Librairie hält. An et wär sécherlech net gutt, wann dat herno net méi esou wär, wann déi Servicer do net méi kéinten ugebuede ginn, duerch esou eng politesch Décisioun.

Mir gesinn och, datt een dat heite muss verknäppe mat der Autonomie vun de Lycéeën, déi mer jo wëlle stäerken, souwuel d'kurrikular Autonomie wéi awer och Autonomie, wat d'Léiermaterialien ubelaangt, datt mer do also eng enk Verknäppung an och eng Responsabiliséierung vun de Lycéeë mussen hikréien, datt dat net zentral vum Ministère herno gesteiert gëtt, mä éischter da vun den eenzelne Schouletablissementer.

An, Dir hutt et ugeschwat, d'Léiermaterialien entwéckele sech jo weider. Mir sti virun engem grousse Schrëtt a Richtung vun Digitaliséierung och vu Léiermaterialien. Dat muss natierlech och matgekuckt ginn, matconsidéréiert ginn, souwuel wat vläicht d'Hardware ubelaangt, déi de Schüler brauch, fir mat digitale Léiermaterialien och kënnen an der Schoul ze fonctionnéieren, wéi awer och an Zukunft sech d'Fro ze stellen: Jo, wat ass dann nach de Rôle vum Buch?

Ech si fest dovun iwwerzeegt, datt mer ëmmer Schoulbicher an de Schoule wäerten hunn, mä vläicht awer net méi onbedéngt, datt jiddweree säi Schoulbuch wäert hunn, datt mer e Schoulbuch wäerten hunn, wat vu vir bis hannen ganz duerchgeholl gëtt, mä vläicht éischter nach an eenzelne Fächer e Schoulbuch wäerten hunn, aus deem een emol punktuell och eppes mécht.

Da stellt och d'Fro sech: Wa mer gratis Schoulbicher ginn, wien ass Propriétaire vun deene Bicher? Gi mer déi esou an de Schüler bleift Propriétaire an en hält déi dann och? Oder ass et d'Propriétéit vun der Schoul an déi ginn dann och vläicht un déi nächst Generatioun weider? Ech denken, och do muss ee pragmatesch Léisunge fannen. Fir dat eent Buch mécht déi eng Solutioun e Sënn a fir dat anert Buch mécht déi aner Solutioun Sënn.

Dat sinn déi dräi Défien, déi mer, mengen ech, mussen hei geschéckt matconsidéréieren, wa mer an déi dote Richtung wëlle goen. Mä mir sinn amgaangen, dat doten, dat kann ech confirméieren, ze préiwen a wëllen dann och, wa mer definitiv Léisungen hunn, d'Chamber domadder befaassen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

D'nächst Fro kënnt vum Här Max Hahn, geet un de Statssekretär am Nohaltegkeetsministère an dréit ronderëm de Wandkadaster.

- Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, villmools Merci, Här President. Gëschter, dat wësse mer alleguer, war e groussen Dag, also, zum enge sécherlech fir d'Familljen, well deen neie Congé parental gestëmmt ginn ass, awer op där anerer Säit och fir d'Emwelt, well gëscht konkret no de Versprieche vu Paräis vun der Weltklimakonferenz d'lescht Joer am Dezember mer eis eigentlech verflicht hunn an aus dem Verspriechen also eng Verflichtung gemaach hunn. Mir hu Faarf bekannt a Saache Klimaschutz.

Mä dat bedeit och fir eis hei zu Lëtzebuerg ganz grouss Défien. Do si mer eis och eens. Do hu mer gëscht ganz laang heiriwwer diskutéiert. Dofir wäert ech dat hei op dëser Plaz net maachen. Mä, ech denken, ee ganz interessante Beräich si sécher d'erneierbar Energien. A

wa mer e bësse kucken, wou mer nach vill Potenzial hei zu Lëtzebuerg hunn, dann ass sécherlech de Beräich vun der Wandkraaft een, dee mer ganz, ganz speziell sollten upaken. Ech denken, et ass och dat, wat d'Regierung aktuell schonn amgaangen ass ze maachen.

Ech weess, dass och am Süden, am Kader vu Sudgaz an enger Viretüd gepréift gëtt, fir nach zousätzlech zu deene scho bekannte Wandmillen, déi geplangt sinn, wéi zum Beispill zu Déifferdeng oder zu Garnech, dass och nach op anere Plaze Viretüde gestart ginn. An do hunn ech mer da soe gelooss, dass an deem dote Kader, an dat ass eigentlech meng éischt Fro, et e Kadaster gëtt, e Kadaster, deen eigentlech seet, wou ee keng Wandmille soll oder ka villméi opriichten.

An do wier eigentlech déi éischt Fro: Dee Plang, deen et da gëtt, dee Kadaster, wann et dann esou ee gëtt, wéi ech mer soe gelooss hunn, ass och ugeduecht, fir deen ëffentlech ze maachen?

Déi zweet Fro, déi geet eigentlech an eng äänlech Richtung wéi déi, déi den Deputéierten André Bauler schréftlech un Iech an un och de Wirtschaftsminister gestallt huet: Wat sinn eigentlech déi genee Kritären, fir ze definéieren, wou een da keng Wandmillen däerf hisetzen?

Ech denken, do ginn et der, wéi Distanzen zum Bauperimeter vu 650 Meter, Distanzen zu de Stroossen, vun der Längt vun der Wandmille plus 10%, d'Afluchschneis zum Fluchhafen. Wat gëtt et do dernieft vläicht nach vun Ausschlosskritären?

An dann déi drëtt a lescht Fro: Si Bestriewungen, fir nieft deem Kadaster, deen da seet, wou ee keng Wandmille soll opriichten, fir vläicht e Kadaster ze erstellen, vläicht och à moyen terme eréischt, fir ze soen: Ma, wou ass et da sënnvoll, sief et duerch d'Topografie, awer och soss all déi Konditiounen, fir Wandmillen opzeriichten? Dat heescht, dass ee vläicht éischter vun engem Kadaster, wou een net Wandmille kéint opriichten, an eng Richtung kéim: Wou kéint ee se dann opriichten?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. An d'nächst Kéier wann ech gelift op d'Auer kucken! An d'Wuert huet de Statssekretär, den Här Camille Gira.

M. Camille Gira, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci, Här President, Merci dem honorabelen Deputéierte Max Hahn fir d'Fro. Mir hunn am Nohaltegkeetsministère kee Wandkadaster opgestallt. Mir hunn en Aarbechtsinstrument opgestallt, wat soll derfir déngen, de potenziellen Investisseure relativ fréi eng Orientéierungshëllef ze sinn, wou se mat grousse Schwieregkeete musse rechnen, wa se bei eis am Haus néideg Autorisatiounen zegutt hunn, sief dat a puncto Fligerei, sief dat a puncto Naturschutz.

Et mécht kee Sënn, dat Instrument ze publizéieren, well op där Kaart, do feelen zwee ganz wichteg Voleten. Dat eent ass de Kaméidiaspekt, deen Der erwäänt hutt, mä och de Schattenwurf, deen een och muss bei all Projet berücksichtegen, fir dass d'Leit, déi iergendwou eng Wandmillen an der Noperschaft hunn, net geckeg ginn, owes, wa se op der Terrass sëtzen, an deen Apparat, dee géif all puer Sekonne virun hiren Aen dréien. Duerfir mécht dat kee Sënn, dat do ze publizéieren.

Hannert där Kaart stécht awer eng méintelaang wëssenschaftlech Aarbecht vun eise Spezialisten am Vullen- an am Fliedermaisberäich zesumme mam Fuerschungsinstitut LIST. Mir hunn do iwwer 20 Léieren iwwereneegeluecht opgrond vun den Daten, déi mer hu vum Monitoring vun all deene sensibelen Espècen, déi an deem dote Beräich musse gekuckt ginn. An doropshi kënne mer relativ frëi soen, wou et gréisser Problemer wäert ginn, wann een anzwousch wëllt investéieren, a wou net. Dat hëlleft awer den Investisseure scho ganz gutt. Jiddwereen, dee wëllt investéieren, dee ka bei eis kommen a kritt déi Kaart och gewisen.

Ech wëll awer soen, dass et zu Lëtzebuerg de Moment nëmmen eng absolutt Tabuzon gëtt, an dat ass sechs Kilometer am Radius vum Radar um Findel. Do kann an däerf keng Wandmillen opgeriicht ginn, well dat zu Sécherheetsproblemer am Bedreiwe vum Fluchhafe kéint féieren. Tëschent 6 a 16 Kilometer ronderëm de Radar um Fluchhafe muss eng Etüd gemaach ginn, ob net Problemer entstinn. Wann déi Etüd positiv verleeft, kënnen der opgeriicht ginn. A priori ass et fir de Rescht am Land theoretesch méiglech, Wandmillen ze setzen.

Ech wëll och soen, dass et nach eng aner Ursaach gëtt, fir keng definitiv Kaart ze publizéieren. D'Technik geet extrem séier weider. A wann ee viru 15 Joer guer net huet brauchen drun ze denken, méi déif wéi 400 Meter iwwert dem Mieresspigel eng Wandmillen opzeriichten, esou spillt dat haut net méi. Well déi Apparaten ëmmer méi héich ginn, ass et haut scho méiglech, op 300 Meter erofzegoen. Vläicht ass et an dräi Joer méiglech, op 250 Meter erofzegoen.

Dat do ass jo och net eisen Job. Ech mengen, déi Investisseuren, déi hu jiddwereen hire Wandkadaster. Dir fannt haut Start-up-Firmen, déi Iech bannent 14 Deeg op engem Computermodell relativ kloer an däitlech soen, wou potenziell Sitte sinn. Et geet awer nawell keen Investisseur hin an investéiert 25 oder 30 Milliounen Euro, ouni dann awer op der Plaz wärend engem Joer mat engem Mast gemooss ze hunn. - Fir ze soen, dass dat do u sech näischt géif brénge, wa mer déi Kaart géife publizéieren, well se wierklech nëmme vu Spezialisten ze notzen ass.

Fir de Rescht kann ech confirméieren, mengen ech, dass d'Regierung duerch eng gutt Zesummenaarbecht och vun deenen eenzelne Ministèren eng kleng Revolutioun fäerdegbruecht huet. Ech ka confirméieren, dass mer bis haut 60 Megawatt autoriséiert hunn. Dat ass esou vill, wéi an deene leschte 15 Joer gebaut ginn ass. A mir sinn opgrond vun Autorisatiounen, déi erwënscht sinn, nach eng Kéier a Kontakt, wat net wäit ass fir nach eng Kéier 60 Megawatt, soudass et kéint kommen, dass mer an dëse fënnef Joer duebel esou vill Wandmillekraaft eventuell kréien, wéi an deene leschte 15 Joer. Ech mengen, do si mer op engem gudden Tripp a wäerte mat grousser Wahrscheinlechkeet déi 11% erneierbar Energien, déi mer eis fir 2020 virgeholl hunn, erfëllen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär.

Mir kommen zu der leschter Fro. Déi kënnt vun der Madamm Cécile Hemmen un den Energieminister a Wirtschaftsminister iwwert d'Luedstatioune fir Elektroautoen.

- Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Um grousse Salon, um groussen Autossalon, dem „Mondial de l'Automobile 2016" zu Paräis, huet déi franséisch Ëmweltministesch Ségolène Royal annoncéiert, fir ronn eng Millioun elektresch Bornë bannent dräi Joer a Frankräich ze installéieren.

Hei zu Lëtzebuerg, do si mengen Informatiounen no déi ëffentlech Opluedstatioune bis elo emol nach éischter méi rar geséit an et wiere souguer nach guer keng där ëffentlecher Bornen an eiser Haaptstad. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi fir d'Clientë vun den Hoteller reservéiert sinn oder awer fir d'Employéë vu verschiddene Firmen.

Duerfir wéilt ech och gären op eng Ausso vun Iech, Här Wirtschaftsminister, zréckkommen, déi Der virun e puer Wochen nach eng Kéier rappeléiert hutt, dass bis 2020 800 ëffentlech Opluedstatioune wäerten installéiert gi bei eis hei am Land. Net méi spéit wéi elo am August huet och e Konsortium annoncéiert, dass si den Zouschlag kritt hu fir d'Liwwerung vun deenen 800 Opluedbornë fir Elektroautoen hei zu Lëtzebuerg.

Här Minister, gäre wéilt ech vun Iech wëssen, wéi vill där ëffentlecher Bornen eigentlech an aktuell de Moment op eisem Territoire schonn a Kraaft sinn, wéini déi nei geplangte Bornen dann och elo installéiert ginn. Wéi wäert dat praktesch goen? Ass dat Stationéiere payant? Ass d'Opluedzäit begrenzt, fir dass och e méiglechst grousse Roulement garantéiert ass? Ginn et Sanktiounen, wann ee sech net un déi Regel hält?

Wéi vill kascht et eigentlech, fir den Auto mat esou enger sougenannter „Mobicard" ze lueden? Bleift dëse Präis och weiderhi stabel? Sinn Ännerunge virgesinn? An dann natierlech net zulescht och d'Fro: Ginn et eigentlech och Akzisen op dësem Stroum?

Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Hemmen. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Fir op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert ze äntwerten, vläicht e ganz schnelle kuerzen Historique. 2011 huet de Wirtschaftsministère fir d'Éischt eng Etüd gemaach, fir ze kucken, ob d'Elektromobilitéit wirtschaftlech machbar ass, ob dat Sënn géif maachen.

D'Konklusioun war, dass een dat duerchaus sollt maachen, mä dass mer net sollten de Feeler maache wéi am Ausland, dass all Regioun hir eege Systemer hätt, wéi déi Bornë solle sinn, hir eege Steckere wa méiglech nach, soudass mer eis drop gëeenegt hunn, ee System ze hunn, deen interoperabel ass an deen och informatesch zentraliséiert ass, a keng verschidde Systemer am Land wäerten opriichten.

2012 hu mer dunn déi gesetzlech Basis geschaaft, wou dräi wichteg Punkten dra sinn, näämlech éischtens deen, dass mer gesot hunn: Responsabel, fir all déi Bornen opzeriichten, ginn d'Netzbedreiwer zu Lëtzebuerg. Also d'Stroumnetzbedreiwer, déi sollen hir Infrastrukture bauen.

Bezuelt gëtt déi ganz Infrastruktur, déi elo dorëmmer opgestallt gëtt, iwwert d'Netznotzungstariffer am Elektreschen, déi all Client vun Elektresch bezilt. Dat si ronn 50, 60 Milliounen - leet mech net fest op dee genaue Montant, deen dat do kascht! -, wat awer am Gesamtcoût vun den Netzkäschte wierklech marginal ass, soudass dat net zu Erhéijunge vun den Tariffer fir d'Konsumenten dobausse wäert féieren.

An et ass esou, dass all Client herno vun deene Bornë selwer säi Stroumliwwerant wäert kënne wielen. Dat heescht, wann ech mat mengem Stroumliwwerant doheem en Deal maachen, dass ech och op Bornë bei him d'Elektresch zéie ginn, da kann ech dat maachen. Ech kann awer bei all anere Stroumubidder goen. Dat heescht, déi Bornë sinn neutral, an andeem ee seng Käertchen do agëtt, gëtt een dann un, vu wiem een d'Elektresch wëllt kafen, dat an där Borne da gezaapt gëtt.

2015 hu mer e Règlement grand-ducal gemaach, wou mer déi ganz technesch Spezifissitéite festgehalen hunn.

2016 hu mer de Plan d'implantation général gemaach, fir ze soen: Wat kënnt vu Bornen elo wouhin an d'Land? An do ass festgehale ginn, dass der eben exactement 800 solle gebaut ginn, awer all Kéiers mat zwou Prisen, dat heescht 1.600 där Prisen iwwert d'Land verdeelt, 400 dovunner op Park & Riden an op Garen an déi aner 400 verdeelt iwwert d'Gemengen a spezifesch eben do, wou vill Leit si respektiv Autoe sech ophalen.

Et ass och festgehale ginn, dass minimum eng esou eng duebel Borne pro Gemeng soll gebaut ginn. Am November 2016, dat heescht also an engem gudde Mount, wäerten déi éischt Tester ufänken. An ab Abrëll 2017 sollen dann déi éischt Bornë fir d'Clienten zur Dispositioun stoen. 2020 soll déi lescht dann och installéiert ginn. A mir hoffen, dass mer souguer e bësse méi schnell do virukommen, fir dat dann ze maachen, fir dass dann 2020 flächendeckend iwwert d'ganzt Land déi Bornen dostinn.

Dir hutt elo gefrot, ob et, wou et scho Bornë gëtt. Ech mengen, et ginn eng ganz Rei Gemengen, déi Initiative geholl hunn - dont d'Stad Lëtzebuerg natierlech och -, déi op verschidde Plaze schonn elektresch Bornen installéiert hunn. Et ginn eng Rei Geschäfter, déi dat gemaach hunn, fir eng kommerziell Attraktivitéit ze hunn. Dir hutt Automobillproduzente wéi zum Beispill Tesla, déi entre-temps Bornen opgeriicht hunn.

An ech mengen, d'Elektromobilitéit oder déi ëffentlech Elektromobilitéit, déi ëffentlech Bornen, déi mer stellen, dat soll eigentlech just e Complément zu deem sinn, wat ee jo och doheem ka maachen. Ech mengen, bei der Elektromobilitéit geet et drëm, dass de Client herno de Reflex huet, fir all Owend, wann en heemkënnt, ebe säin Auto an de Stecker ze stiechen, an dann iwwerall, wann en dann op enger Plaz ass, wou esou eng Borne ass, kann en dann natierlech och nach eng Kéier oplueden, soudass déi Angscht vun der Räichwäit vum Auto ewechfält, dass een also net riskéiert, iergendwou hänken ze bleiwen.

Mä wivill Bornen elo genee scho wou stinn, doriwwer féiere mir kee Regëster. Dat kann ech Iech net soen.

Wéi ass et mam Präis? Et ass esou, dass d'Elektresch, wat Der haut vun de Bornë kaaft, wann Der Client bei Tesla sidd, do kritt Der et gratis, do bezilt d'Firma de Stroum. Dat heescht, Dir fuert komplett gratis. Wann Der muer op deenen Elektrobornen, déi de Stat installéiert, déi d'Operateuren installéieren, tankt, dann ass et esou, dass Der deen Tariff bezuelt, deen Der ausgemaach hutt mat Ärem Stroumfournisseur.

Mä just fir Iech eng Iddi ze ginn: Vu dass mer keng Akzise speziell op dat doten Elektresch fir d'Mobilitéit leeën, ass et esou, fir dat elo emol graff auszedrécken, dass Der 100 Kilometer kënnt mat engem Auto elektresch fuere fir de Géigewäert fir ronn 2 Euro. Wann Der déiselwecht 100 Kilometer fuert mat engem Diesel, da sinn et 6 Euro. A wann Der déiselwecht 100 Kilometer fuert mat engem Bensinner, da leit Der bei 10 Euro. Dat heescht, eleng do gesitt Der, wat den ekonomeschen Intérêt ass, fir mat esou engem Auto ze fueren.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Mir hunn zéng Froen an enger Stonn kënnen evakuéieren. Merci fir d'Disziplinn!

Da komme mer zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Rapportrice zu där Orientéierungsdebatt, d'Madamm Josée Lorsché, ass scho prett. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

3. 7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wéi Dir wësst, féiert d'Chamber eemol am Joer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Infrastrukturprojeten, déi de Ministère vum Développement durable zesumme mat anere Verwaltunge wëllt realiséieren, dëst am Laf vun den nächste Joren, mä net schonn den nächste Januar.

Dës Zort vun Debatt besteet zanter 2006 schonn a bezitt sech op all Projeten, déi, den Estimatioune vun der Regierung respektiv vun de Verwaltungen no, méi wéi zéng Milliounen Euro wäerte kaschten. Eréischt nodeems d'Chamber dann hiren Accord de principe zu deene Projete ginn huet, kann déi detailléiert Ausaarbechtung vun de Projeten ufänke mat allen Etüden, déi dozou gehéieren an déi och virgeschriwwe sinn.

Well dës Etüden zu dësem Zäitpunkt nach net gemaach sinn, ass et och net méiglech, de geneeë Käschtepunkt vun deene Projeten op den Dësch ze leeën. Ech betounen dat, well déi Fro ëmmer erëm opkënnt, firwat mir an dëser Debatt net vu genauen Zuele schwätzen.

Sollt et sech dann erweisen, datt e Projet méi wéi 40 Millioune wäert kaschten, ass d'Regierung forcéiert, e Finanzéierungsgesetz auszeschaffen zu deem spezielle Projet. - Dat zur Prozedur.

Déi geet zréck op eng Décisioun vun der Budgetskontrollkommissioun aus dem Joer 2005, déi deemools drop gehalen huet, datt d'Chamber méi Matsproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojete kritt an datt och méi Transparenz an dat ganzt Finanzement vun deene Projete soll kommen. An deem Sënn ass dann d'Budgetskontrollkommissioun och forcéiert, de finanzielle Suivi vun deene Projeten ze assuréieren. Doduerch geet de Minister dann all sechs Méint an déi Kommissioun a leet den Timing vir.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann zu der Lëscht vun den neie Projeten, déi den zoustännege Minister François Bausch der Nohaltegkeetskommissioun an der Sëtzung vum 22. September 2016 virgestallt huet. Et sinn der eng Hällewull. Et sinn der dëst Joer 18, soudatt ech aus Zäitgrënn net am Detail op all Projet kann agoen.

Generell wéilt ech fir d'Éischt soen, datt de Gros vun de Projeten, déi dëst Joer virgeluecht gi sinn, sech op d'Renovatioun, op den Assainissement an awer och op den Neibau vu bestoende Gebaier bezitt. Et geet also virun allem dorëms, fir déi al Bausubstanz, déi mer hunn, opzewäerten, ouni datt d'Erschléissung vun neiem Bauterrain néideg ass.

Dobäi ass et der Regierung och wichteg, bei all Bau, bei all Renovatioun a bei all Assainissement op ekologesch an energiespuerend Kritäre Wäert ze leeën. Méi Erklärungen dozou fannt Dir och a mengem schréftleche Rapport.

Ech fänken u bei den Infrastrukturen, déi iwwert de Fonds d'investissements publics administratifs finanzéiert ginn. Dat sinn der néng.

Éischtens, eng Jugendherberg fir honnert Persounen iwwert der neier Gare routière zu Ettelbréck, an derniewent en zweet Gebai, wat den Hébergement vu sozialen, edukativen a medezinnesche Servicer soll erméiglechen. Dës zwee Gebaier sinn am Kontext vum Ausbau vun der Ettelbrécker Gare geplangt a gehéieren zum ganzen urbanistesche Konzept, wat schonn op dëser Plaz virgestallt ginn ass a wat am Zentrum vun Ettelbréck realiséiert gëtt.

Eng zweet Jugendherberg fir honnert Leit soll zu Veianen entstoen. Hei ass keen Neibau geplangt, mä d'Renovatioun an den Assainisse-

ment vun engem vu Sites et monuments geschütze Gebai am historesche Kär vu Veianen. Dëst Gebai huet bis 2013 als CIPA fonctionnéiert a gëtt an enker Zesummenaarbecht mat Sites et monuments als Jugendherberg ëmgebaut.

Ech kommen zum drëtte Projet. Dee besteet aus der Rekonstruktioun vun zwou Betreiungsinfrastrukturen aus dem Joer 1982 fir kleng Kanner um Kierchbierg. Dës Gebaier si mat Asbest belaascht a sollen zwee neie Gebaier Plaz maachen. Dat eent ass geduecht fir 350 Kanner an 38 Betreier. Et soll als Garderie fonctionnéieren. Dat anert fir 110 Kanner a 40 Betreier an ass als Crèche ugeduecht.

Well dës Infrastrukture fir d'Besoine vun der Europäescher Kommissioun a vum Europaparlament gebaut ginn, handelt et sech fir eise Budget ëm eng Null-Operatioun. Dat ass jo ëmmer esou bei Projeten, déi d'Europäesch Kommissioun betreffen. Dat heescht, datt de Lëtzebuerger Stat zwar de Maître d'ouvrage ass an de Virfinanzement garantéiert, mä datt d'Käschten duerno vun der Europäescher Kommissioun u Lëtzebuerg zréckbezuelt ginn. Zu dësem Projet gehéiert iwwregens och de Réaménagement vum Bausseberäich mat engem Parking an dem Bau vun engem Restaurant.

En anere Projet am Beräich vun den europäeschen Institutiounen ass d'Realisatioun vun zousätzleche Sécherheetsmoossnamen um Site vum Europäesche Geriichtshaff, déi och dann iwwert déi Europäesch Unioun finanzéiert wäerte ginn. Sënn an Zweck vun deene Moossnamen ass, de Geriichtshaff als wichteg europäesch Institutioun besser virun Terrorattacken ze schützen. D'Noutwendegkeet vun deene Moossnamen huet sech aus engem Audit erginn, deen dozou duerchgefouert ginn ass.

Ech kommen dann zum fënnefte Projet. Hei handelt et sech ëm d'Reaffektatioun vun der Nationalbibliothéik um Site tëschent dem Boulevard Roosevelt an der Rue Notre-Dame. Heizou wéilt ech e wéineg méi an den Detail goen. Ab 2019, wann déi nei Nationalbibliothéik um Kierchbierg bis fonctiounsfäeg ass, soll an deem Gebai hei eng Galerie mat permanenten an temporären Ausstellunge vu Lëtzebuerger Konschtwierker entstoen. Et ass déi Galerie, vun där Der schonn héieren hutt. De Kulturminister huet se schonn ugekënnegt. An et ass och geduecht, datt do eng ganz Rei kulturell, didaktesch an edukativ Aktivitéiten op deem Site solle stattfannen.

Dernieft ass awer och ugeduecht, an deemselwechte Gebai Logementer ënnerzebréngen, déi awer nach am Detail ze definéiere sinn an déi der Regierung no eng sozial Ausriichtung solle kréien. Dëse Projet wäert an enker Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg geplangt an ëmgesat ginn. An dofir bleift do nach munches ze definéieren, wuel wëssend, datt et sech bei dësem Gebai ëm eng ganz wäertvoll historesch Ierfschaft handelt, e Gebai, wat am Kär vun der Haaptstad läit. Et war dat Gebai, wat 1603 fir de Collège des jésuites zur Verfügung gestallt ginn ass, duerno 1817 fir de Kolléisch an zanter 1973 fir d'Nationalbibliothéik.

De sechste Projet betrëfft dann och e bekannt Gebai, d'Villa Louvigny am Stater Park, déi aus dem Joer 1920 staamt, also och schonn e gewëssenen Alter huet a mëttlerweil komplett renovéierungsbedürfteg ass, dëst souwuel um Niveau vun der Energieversuergung wéi och um Niveau vun der Sécherheet.

Wéi Dir wësst, ass de Gesondheetsministère zanter dem Joer 2000 an deem Gebai ënnerbruecht. Et ass renovéiert ginn am Joer 1998 bis dann 2000, awer net genuch. Virdru war et dann de Sëtz vun RTL, dat wësst Der och alleguer. Wéi gesot, muss dëst Gebai vu Fong op astand gesat ginn.

De siwente Projet, deen iwwert deeselwechte Fong leeft, besteet aus der Konstruktioun vun engem neien nationale Krisenzentrum um Site vum Schlass vu Senningen. Hei ass virgesinn, datt och den Haut-Commissariat à la protection nationale an deem Gebai ënnerbruecht soll ginn, nieft engem sécuriséierte Sall fir de Centre des technologies de l'information de l'État. Zousätzlech geet et drëms, d'Schlass vu Senningen un déi international Sécherheetsstandarden unzepassen.

An da kommen ech zu deenen zwee leschte Projeten, déi iwwert dee Fong lafen. Deen éischten ass d'Konstruktioun vu Gebailechkeete fir Ponts et chaussées a fir d'CFL zu Iechternach, deen zweeten de Bau vun engem Dépôt fir Ponts et chaussées a fir d'Gestion de l'eau um Fridhaff. Dëse leschten Dépôt wäert den aktuellen Dépôt vu Ponts et chaussées zu Gilsdorf ersetzen, well deen Terrain gebraucht gëtt fir d'Besoine vum Lycée technique agricole, dee jo do entsteet.

Här President, ech kommen zu de Projeten, déi iwwert d'Fonds publics scolaires lafen an deemno d'Schoulinfrastrukture betreffen. Dat sinn der dräi an dësem Joer.

Deen éischte Projet besteet aus der Reorganisatioun vum gesamte Site ronderëm de Lycée technique vun Ettelbréck. Well de Lycée technique agricole, dee sech op där anerer Säit vun der Avenue Salentiny befënnt, op Gilsdorf plënnert, kann dëst Gebai, wat elo zu Ettelbréck steet, duerno zum Deel ofgerappt an zum Deel renovéiert ginn. Dat erlaabt, en neie Schoulcampus ze schafe vu ganzer sechs Hektar, an dat fir de Lycée technique vun Ettelbréck.

Den zweete Schoulprojet ass en neie Lycée fir 1.200 Vollzäitschüler a 680 Schüler am sougenannte Régime concomitant, déi eng Beruffsausbildung absolvéieren. Dëse Lycée ass souwuel fir den ënneschten Zyklus vum Enseignement secondaire classique wéi och fir sämtlech Cyclë vum Enseignement secondaire général geduecht a soll an der Peripherie vun Ierpeldeng am Norde vum Land entstoen, dëst op enger Fläch vun ongeféier 5,8 Hektar. An dee Lycée wäert och, wéi an all anere Lycéeën, eng Sportshal integréiert ginn.

Den drëtte Schoulprojet bezitt sech dann op déi méi eeler Generatioun. Et geet ëm den Ausbau vun der Uni Lëtzebuerg um Campus vum Kierchbierg. Hei geet et drëms, souwuel d'Fakultéit vum Droit, der Ekonomie an de Finanzen zesumme mam Max-Planck-Institut an deem Quartier ënnerzebréngen. Zu deem Zweck wäert d'Annex vum Lycée technique du Centre, déi schonn haut vun der Uni genotzt gëtt, ofgerappt an nei gebaut ginn, wärend de Bâtiment Henri Tudor bestoe bleift. Zousätzlech ass och virgesinn, datt d'Fondation Losch e Gebai mat neien Auditoirë fir d'Uni wäert realiséieren.

Domat kommen ech da bei den nächste Fong, de Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux. An dee Fong gëtt just ee Projet ageschriwwen, an zwar de Bau vun enger neier Opfangstruktur fir zousätzlech 240 Demandeurs de protection internationale um Terrain vum Foyer Don Bosco um Lampertsbierg, dëst an direkter Proximitéit zum Foyer Lily Unden, deen zanter 2015 fonctionnéiert.

Hei wéilt ech betounen, datt dëse Projet nëmme realiséiert gëtt, wa kee Wee méi derlaanscht féiert, zousätzlech DPIen um Lampertsbierg respektiv an der Stad unzesidelen. Prioritär muss et am Kontext vum Accueil vun de Flüchtlinge jo drëms goen, de Bau vun neien Opfangstrukture fir d'DPIen ze dezentraliséieren a se méi équilibréiert am Land ze verdeele wéi bis elo, wou ech gäre soen, datt d'Stad Lëtzebuerg, niewent enger Rei anere Gemengen, schonn eng grouss Verantwortung iwwerholl huet an datt et och u Gemengen ass, déi nach keng Flüchtlingen hunn, sech dozou ze bekennen.

Jiddefalls ass et héich Zäit, datt de Foyer Don Bosco, deen aus de 60er Jore staamt, ofgerappt gëtt, well et kengem Mënsch méi zouzemudden ass, an deem Gebai ze liewen. An et ass och kloer, datt dat Gebai vun der Substanz hier net méi gerett ka ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Fong, deen ugezaapt gëtt, ass dann de Fonds des routes, wéi ëmmer, iwwert deen dräi Projete solle finanzéiert ginn.

Deen éischten ass zu Réimech geplangt - ech kucken op den Här Kox -, wou d'Esplanade nei aménagéiert soll ginn, dëst ënner anerem mat der Realisatioun vun zousätzlechen Héichwasserschutzmoossnamen, dem Bau vun enger neier Vëlospist - wat jo eng flott Saach ass fir d'Touristen, mä net nëmmen -, dem Redressement vun der Route du Vin an dem Ausbau vum Quai fir Croisièresschëffer, déi jo schéngen e grousse Succès zu Réimech ze hunn.

De gesamte Projet besteet aus siwen Deelprojeten, déi d'Ponts et chaussées an Zesummenaarbecht mat der Stad Réimech ausgeschafft hunn. Hei läit schonn en estimative Budget vir an dee bedréit 16 Milliounen Euro. Aus Zäitgrënn ginn ech och hei net an den Detail, verweisen awer ganz gären op Pläng, déi ech Iech zouschécken, wann Der se wëllt hunn.

Den zweete Projet vum Fonds des routes féiert an den Norden, an zwar op d'N7 - ech kucken elo an eng aner Richtung -, wou bekanntlech vill Accidenter geschéien a wou sech eng Rei Sécherheetsmoossnamen opdrängen opgrond vun zwee Sécherheetsauditen, déi op der Streck duerchgefouert gi sinn.

Wat ass konkret geplangt? Éischtens geet et drëms, eng Leitplank an der Mëtt vun der Strooss op enger Streck vun 18 Kilometer ze erriichten. Dës Moossnam betrëfft déi Tronçonen, déi dräispureg verlafen a wou d'Gefor erwisenermoossen am gréissten ass.

Zweetens huet den Audit och erginn, datt d'Kräizunge solle sécuriséiert ginn, dëst duerch eng ganz Rei Moossnamen, déi och an engem deementspriechenden Dokument festgehale sinn an déi ech Iech ganz gären zoukomme loossen, wann dat Iech interesséiert.

En drëtten a leschte Projet, Här President, deen iwwert de Fonds des routes soll finanzéiert ginn, betrëfft d'Suppressioun vum Passage à niveau PN17 zu Walfer. Domat verbonnen ass de Bau vun enger Ënnerféierung fir de motoriséierten Trafic a fir d'Mobilité douce, dat heescht de Foussgänger an de Vëlosfuerer. Zweetens awer och de Bau vun enger Ënnerféierung fir Foussgänger op der Héicht vum zweete PN, de PN16, an d'Mise en conformité vum Arrêt Walfer, deen ënner anerem behënnertegerecht wäert ëmgebaut ginn.

Schlussendlech kommen ech bei zwee Projeten, déi iwwert de Fonds du rail lafen a sech deemno op d'Eisebunnsinfrastrukture bezéien. Beim éischte Projet handelt et sech ëm d'Erneierung an ëm d'Modernisatioun vun der Gare vu Klengbetten. Nieft der Erneierung vun de Quaien, déi fir Persoune mat ageschränkter Mobilitéit wäerten ëmgebaut ginn, gëtt och en neie Souterrain gebaut, deen de Park & Ride mam Quai intermédiaire - wéi e genannt gëtt - verbënnt. Dëse Quai gëtt bis zu der Rue du Chemin de fer ausgebaut, wärend dat aalt Stellwierk wäert ofgerappt ginn a Plaz wäert maache fir zousätzlech Abrien an enger gehëtzter Salle d'attente, soudatt ee ka soen, datt dës Gare vill méi benotzerfrëndlech wäert ginn, wéi se bis elo ass.

Och dëse Projet ass scho méi ausgeräift, soll tëschent 2017 an 2019 realiséiert ginn, an dëst fir 14 Milliounen Euro, den Estimatiounen no.

Den zweeten Eisebunnsprojet, Dir Dammen an Dir Hären, besteet aus der Aféierung vum sougenannte Système automatisé d'information aux voyageurs, op dee scho laang gewaart gëtt. Dëse System ass geduecht, fir d'Clientë souwuel akustesch wéi och visuell op sämtleche Garen an Haltestelle vum Land iwwert déi real Zäitschinn vun den Zich ze informéieren. Dat heescht, datt d'Passagéier ganz geziilt op eng uniformiséiert Manéier iwwer eventuell Retarde vun den Zich an d'Bild gesat ginn a genee wëssen, wéini den Zuch dann elo ukënnt. Ech weisen Iech d'Bild, wéi déi Tableaue wäerten herno ausgesinn. Dat ass en Affichage, deen op alle Garë wäert deeselwechte sinn.

(Mme Josée Lorsché montre une documentation à la Chambre des Députés.)

Här President, domat hunn ech déi 18 Projeten esou gutt wéi méiglech resüméiert. Mat verschiddenen Nuancen, jee no Interessen a perséinleche Preferenzen, géif ech emol mengen, hunn d'Membere vun der Kommissioun d'Lëscht vun de Projeten an der Sëtzung vum 6. Oktober 2016 eestëmmeg ugeholl. An deem Sënn iwwerreechen ech Iech, Här President, eng deementspriechend Motioun, déi vun de Vertrieder vun der LSAP, der DP, déi gréng, ADR an déi Lénk ënnerschriwwen ass an d'Regierung opfuerdert, déi néideg Etüden ze realiséieren, fir datt d'Projeten iwwerhaapt kënnen ëmgesat ginn.

Motion 1

«Grands projets d'infrastructure de l'État»

La Chambre des Députés

Vu

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

Considérant

- l'avis de la Cour des comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- le fait que ladite procédure répond aux préoccupations formulées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée lors des séances du 22 septembre et du 6 octobre 2016 de la Commission du Développement durable;

- la présentation détaillée des différents projets que les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois ont fournie à la Commission du développement durable;

- l'avis favorable que ladite Commission a émis pour chaque projet qui lui a été présenté;

Marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2017 afin de garantir les objectifs suivants:

a. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics administratifs

- Construction d'une auberge de jeunesse et des structures d'accueil à Ettelbruck

- Construction d'un dépôt des Ponts et chaussées & Gestion de l'eau au Fridhaff

- Centre polyvalent de la petite enfance Kirchberg (CPE1 & CPE2): nouvelles constructions

- Auberge de jeunesse à Vianden: rénovation et assainissement

- Bibliothèque nationale, rue Notre-Dame: création d'une Galerie d'art nationale et élaboration d'un projet de logements en étroite concertation avec la Ville de Luxembourg

- Villa Louvigny à Luxembourg: rénovation et assainissement

- Construction d'un nouveau Centre national de crise: sécurisation du site «Château de Senningen»

- Construction de dépôts et ateliers pour les besoins des Ponts et chaussées et d'un hangar CFL à Echternach

- Palais de la Cour de justice européenne: mesures de sécurité

b. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics scolaires

- Lycée technique Ettelbruck: réaménagement et extension de l'ancien Lycée technique agricole

- Construction d'un nouveau Nordstad-Lycée à Erpeldange

- Réaménagement du site de l'Université du Luxembourg: Faculté de Droit, d'Économie et des Finances et Institut Max Planck à Luxembourg-Kirchberg

c. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux

- Nouveau centre pour demandeurs de protection internationale sur le terrain du Foyer Don Bosco (Foyer Lily Unden II) au cas où le grand afflux de DPI persiste et rend cette nouvelle construction indispensable

d. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

- Réaménagement de l'Esplanade de Remich

- Réaménagement de la N7

- Suppression du PN17 et aménagement d'un passage inférieur pour trafic motorisé et mobilité douce sur le CR125 menant vers Stafelter à la hauteur du PN17 à Walferdange

e. En ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

- Gare de Kleinbettingen: renouvellement et modernisation des installations fixes

- Aménagement aux gares ferroviaires d'un système automatisé d'information aux voyageurs.

(s.) Josée Lorsché, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Roger Negri, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.-* Ofschléissend drécken ech deene villen an äifrege Mataarbechter a Mataarbechterinne vum MDDI, vun der Administration des bâtiments publics, vu Ponts et chaussées an CFL

nach e grousse Merci aus fir déi detailléiert Erklärungen, déi si eis an der Kommissioun ginn hunn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kënne mer zu der Diskussioun iwwergoen. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee soen: „alle Jahre wieder", well mer sinn all Joer hei, fir dann déi grouss Projeten an där doter Form ze diskutéieren, esou wéi d'Madamm Lorsché, där ech, fir unzefänken, villmools Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, dat och schonn hei gesot huet. E Rapport iwwert den Diskussiounspabeier vun dëser dach wichteger Prozedur, mam Zil, scho fréi am Laf vun där Prozedur den Accord de principe vun der Chamber fir gréisser Infrastrukturprojeten ze kréien.

Duerno ass et jo da bekanntlech un der Comexbu, fir de Suivi financier vun den Dossieren ze maachen. An et muss ee scho soen, datt, zënter datt et d'Prozedur gëtt, 2006, et ass scho gesot ginn, u sech d'Dépassementer dach awer vill méi kleng gi sinn.

Zu de Projete selwer brauch ech wierklech net an den Detail ze goen. D'Madamm Lorsché huet dat engersäits gemaach, an anerersäits, well einfach d'Projeten - an och si huet dat schonn erwäänt - nach däermoossen an de Kannerschong stiechen, oder déi meescht Projeten, kann an dësem Moment net allze vill iwwert d'Detailer vun de Projete gesot ginn.

Allgemeng kann ee feststellen, wat begréissenswäert ass, datt eng Rei Infrastrukture geschaaft ginn, déi gutt sinn, fir Lëtzebuerg am Tourismus virunzebréngen, wéi zum Beispill déi nei Jugendherberg zu Ettelbréck op där neier Gare, déi domadder also och direkt un den éffentlechen Transport ugebonnen ass. An dann eng zweet Infrastruktur, wéi et jo och scho gesot ginn ass, déi eng Rei Organisatioune beherbergt am méi soziale Beräich.

An da gëtt gläich am Norden nach eng zweet Infrastruktur an där Hisiicht geschaaft, an dat an der Stad Veianen - oder an der Stad Veinen, wann een dat gär richteg seet -, an zwar ebenfalls, wéi gesot, eng Jugendherberg mat honnert Plazen. Dëst ass extrem wichteg fir den Zentrum vu Veianen an u sech ass et och an engem Gebai, wat jo virdrun e Centre intégré war a wat u sech en Ensembel mat där dach beschtbekannter Trinitarierkierch vu Veianen duerstellt. An deen Ensembel soll dann och heimadder - Dir gesitt also, villes geet awer mateneen -, deen Ensembel soll dann op jidde Fall och heimadder opgewäert ginn.

Bon, et muss een natierlech elo kucken - hei ginn 200 Plazen an deem Beräich geschaaft -, datt dës Infrastrukturen an der Zukunft och esou public gemaach ginn am In- an Ausland, fir datt se och optimal kënne genotzt ginn.

Da gouf et an den Diskussiounen an an de Pabeiere vun där zoustänneger Kommissioun en Dossier iwwert d'Nationalbibliothéik, wou et drëm gaangen ass, 35 Logementer fir Jonker ze schafen, déi Schwieregkeeten hunn, um Wunnengsmarché Fouss ze faassen.

Wann ech elo gutt nogelauschtert hunn, dann ass dat nuancéiert ëmdisponéiert ginn an elo, an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg, sollen an Zukunft an dat Gebai, dat dann net méi als Nationalbibliothéik genotzt gëtt, Wunnenge kommen. An et gëtt sech net méi spezifesch op eng Kategorie fokusséiert, mä et sollen allgemeng, an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg, Wunnengen do geschaaft ginn. Dat ass op jidde Fall fir d'CSV och méi sënnvoll an d'CSV kann och dat neit Element absolutt ënnerstëtzen.

Hei soll dann och eng Konschtgalerie realiséiert ginn. Ech mengen, et ass kloer, datt d'Konscht ganz wichteg ass an absolutt soll ënnerstëtzt ginn. D'Fro ass natierlech, ob een an deem Gebai dann elo nach eng Konschtgalerie soll implantéieren. Ech wëll och an deem Kontext den Här Minister froen, ob effektiv och an deem Dossier d'Stad Lëtzebuerg mat agebonne war oder agebonnen ass, well dat Gebai jo awer am Häerz vun der Stad läit a jo och eng gewësse Geschicht huet.

Dann ënnerstëtzt d'CSV, wat och eng ganz laang Fuerderung war, fir d'Uni Lëtzebuerg net ganz aus der Stad erauszehuelen, ënnerstëtzt natierlech d'CSV, datt d'Uni Lëtzebuerg u sech weider mat engem wichtegen Deel um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg bleift. Mir wëlle vum Här Minister dach awer wëssen, wat dann elo um Lampertsbierg, wann et do schonn Informatioune gëtt, am Detail mat deene Gebaier geschitt, wou jo elo de Moment nach d'Uni Lëtzebuerg dran ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bau vun engem Dépôt fir Ponts et chaussées um Fridhaff a vun Infrastrukture vun der Gestion de l'eau, dat ass eng sënnvoll Ëmsiidlung vun dëse Servicer aus der Gilsdorfer Strooss, wou jo an der Proximitéit eng ganz Rei vu Schoulinfrastrukture scho präsent sinn, an zwar am Secondaires-Beräich, a wou jo dann och no bäi d'Akerbauschoul gebaut gëtt. Hei gëtt sécher domadder Plaz fräi fir schoulno Infrastrukturen, wéi zum Beispill en Internat oder Sportinfrastrukturen.

An deem Kontext wollt ech och den Här Minister da froen, wéi et ëm déi Dikrecher Schwämm steet, déi jo vum Stat iwwerholl ginn ass a wou haut scho bäi Wäitem net genuch Méiglechkeete sinn, fir datt all déi Schoulen optimal hire Schwammsport kënnen ausüben. Et leien iwwregens och scho méi laang déi eng oder déi aner Demanden do vun Nopeschgemengen, fir sech kënnen an där Schwämm do definitiv och Stonnen ofzesécheren. Gëtt dës Schwämm erweidert? Gëtt se moderniséiert? Wat geschitt mat där Dikrecher Schwämm?

De Bau vun engem neie Centre national de crise an d'Sécurisatioun vum Senninger Schlass si Saachen, wou mer jo virun e puer Joer nach guer net dru geduecht hätten. Mä leider ass et d'Entwécklung an eiser Welt, déi dat ganz einfach néideg mécht. Duerfir kënne mer dat och nëmmen ënnerstëtzen.

An déiselwecht Problematik reie sech natierlech och d'Aarbechten a betreffend d'Sécherheetsmoossname bei der Cour de justice européenne.

Ech wëll och ausdrécklech d'Investitiounen am Beräich vun de Schoule begréissen. Dëst si Projete vun enger nationaler Importenz a se mussen zäitno realiséiert ginn. Ech wëll se elo net nach eng Kéier opzielen. Et ass och déi eng oder déi aner Infrastruktur, déi zu Ettelbréck oder no bei Ettelbréck realiséiert gëtt, wat ech perséinlech natierlech nëmme ka begréissen.

E wichtege Projet, fir Leit an Nout ze hëllefen, ass den neien - d'Madamm Lorsché huet et scho gesot - Centre pour demandeurs de protection internationale um Terrain vum Foyer Don Bosco, de Foyer Lily Unden II. Hei fannen 240 Flüchtlinge Plaz, also duebel esou vill wéi an deem Zenter, dee schonn do besteet. Et ass wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer deene Mënschen eng adequat Struktur kënnen ubidden. Si hu schonn oft en traumatesche Parcours hanner sech, an da musse mir hinnen einfach ugepassten Opfanginfrastrukturen ubidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss awer soen: Wat d'Solidaritéit - an et ass virdrun och scho bei der Rapportrice esou ugeklongen - op dësem Niveau ubelaangt, wëll ech awer hei och nach eemol erwänen, datt et eng Rei Gemenge gëtt, jo, déi ganz konstruktiv matschaffen. Anerer hunn awer vill méi Retizenzen. Fir déi Gemengen, wéi zum Beispill d'Gemeng Tandel, an dat kann ech mat rouegem Gewësse soen,...

Une voix.- Aah!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, et kann een elo hei „aah" soen. ...déi scho laang ugebueden hunn - an den Här Minister kann dat bezeien -, honnert Leit - an dat ass proportional zur gesamter Bevëlkerung nawell guer net esou schlecht - opzehuelen, ass d'Infrastruktur, déi vum Stat gebaut soll ginn, leider nach ëmmer net do. Wann een do gesäit, wéi aner Länner kuerzfristeg musse vill Logementer zur Verfügung stellen, ech mengen, da musse mir eis och Moyene ginn, vill méi schnell ze reagéieren, wéi dat leider awer bis elo de Fall ass.

Bon, wat de Fonds du rail ugeet, esou ass nieft dem Projet vun der Gare zu Klengbetten virun allem den automatiséierten Informatiounsservice fir Zuchclienten ervirzehiewen, well jiddwereen, dee mam Zuch ënnerwee ass, heiduerch méi - natierlech méi - Confort huet an och sécher ass, all néideg Informatiounen iwwert d'Verbindungen och en temps réel matgedeelt ze kréien. Nodeems d'Stater Gare a Miersch scho mat dësem System équipéiert sinn an Ettelbréck als ëmmerhin zweetgréisst Gare och elo geschwë soll un de System ugeschloss ginn, hoffen ech, datt de System schnellstméiglech flächendeckend fir all Garen ëmgesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend kommen ech dann elo zu de Projete vum Fonds des routes. De Réaménagement - et ass och scho gesot ginn - vun der Esplanade zu Réimech ass e wichtege Projet fir d'ganz Regioun. Ech mengen, den Här Kox gëtt mer do recht, well, wéi Der alleguerte wësst, ass Réimech, jo, et kann ee soen, d'Pärel vun der Musel, nieft dem...

(Brouhaha)

Gitt mer eng Chance, gitt mer eng Chance! Ech si jo net fäerdeg!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schengen...

M. Aly Kaes *(CSV).*- ...nieft dem Kolleeg Léon Gloden senger Muselmetropol Gréiwemaacher ee vun den touristeschen Unzéiungspunkter vun der Regioun. An dowéinst ass et wichteg, datt d'Esplanade gutt aménagéiert ass.

Zäitgläich gi jo dann d'Aarbechten un der Route...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, déi zweet Rei dohannen ass elo emol roueg!

(Hilarité)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Voilà! ...un der Route du Vin gemaach. D'Vëlospist gëtt dann och realiséiert. An dann, wat fir Réimech ganz speziell a wat ganz wichteg ass, ginn och, esou wéi et scho gesot ginn ass, eng ganz Rei vun Héichwaassermoossname getraff. Well et ass keen, dee besser weess, wéi problematesch datt dat ass wéi dee Réimecher Buergermeeschter, well hien ass bal all Kéiers derbäi, wann et heescht Héichwaasser.

Aus Sécherheetsgrënn ass och de Projet, dee virgesäit, zu Walfer um CR125 a Richtung Stafelter de Passage à niveau 17 duerch e Passage inférieur ze ersetzen, richteg a wichteg.

Dir gesitt, ech hu bis elo bal nëmme ganz positiv geschwat, Här President.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin, entschëllegt. Ech gesinn en dohanne stoen, den Här President.

Ech weess natierlech, datt Der all drop waart. Jo. Duerfir kommen ech dann elo zum Réaménagement vun der N7.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dëse Projet, dee fir mech alt erëm just eng, jo, soe mer, Tëschenetapp Richtung véier Spure kann duerstellen, geet zréck op zwee Sécherheetsauditen aus de Joren 2007 an 2011. Et handelt sech ëm en Tronçon mat zwou plus eng Spuren op enger Längt vun 18 Kilometer. Dat Ganzt huet awer 40 Kilometer tëschent dem Rond-point Fridhaff an der belscher Grenz. Hei gëtt engersäits eng Trennung tëschent de Spure virgesinn an och verschidde Plaze solle geséchert ginn. Et ginn och Konzepter definéiert, wéi déi geféierlech Kräizunge Fléiber, Rouderssen, Duerscht a Lausduer kënne réaménagéiert ginn an, wéi ech scho gesot hunn, méi sécher gemaach ginn.

Doriwwer eraus gëtt och analyséiert, wéi en Impakt eng zentral Trennung op d'Konfiguratioun vun de Kéieren huet a puncto Sécherheet an och de Contrainten, déi et do gëtt, wéi zum Beispill den Accès op déi verschidden Terrainen an natierlech d'Accessibilitéit fir d'Services techniques an d'Rettungsdéngschter.

Schlussendlech soll nach gekuckt ginn, jo, ob eng Vëlospist ka bei der N7 ageplangt ginn, fir d'Mobilitéit vun de Cyclisten an der Regioun ze förderen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin, ech kann et net oft genuch soen: Dëst ass alles just Gepléischters an ass einfach net zukunftsorientéiert fir d'Entwécklung vum Norde vun eisem Land! Dat Eenzegt, wat den Awunner vun der Regioun eppes brëngt an och wierklech eppes zur Sécherheet op der ganzer Streck bäidréit, ass den Ausbau vun der N7 op zweemol zwou Spuren.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Well et muss ee jo wëssen, datt et elo schéin a gutt ass, datt 18 Kilometer vun där N7 mat Leitplanken an der Mëtt geséchert ginn. Esou wéi ech et scho gesot hunn: Et bleiwen dann awer nach ëmmer 22 Kilometer, déi ongeséchert sinn. A wat fir Accidenter do kënne geschéien, hu mer jo leider erëm eng Kéier de leschte Weekend gesinn. An, souvill wéi ech informéiert sinn, ass schonn nees haut tëschent Maarnech an Housen en Accident geschitt, wou méi Autoen dra verwéckelt sinn a wou et anscheinend och Blesséierter gi sinn.

Jo, da war ech de Moie bei der Presentatioun vum Budget derbäi. An do huet de Finanzminister op dëser Plaz hei Folgendes gesot: „Déi Problemer, déi mer all kennen, fir moies op d'Aarbecht ze kommen an owes erëm zréck, sinn awer net eng Konsequenz... oder sinn net déi direkt Konsequenz vum héije Wuesstum. Si sinn eng Konsequenz dovunner, dass de Wuesstum iwwer Joren net richteg encadréiert gouf an d'Infrastrukturen net matzäit ugepasst goufen."

Wann dat dann esou soll richteg sinn, wéi den Här Gramegna dat de Moie gesot huet, dann dierf dës Regierung kee Moment zécken an net deeselwechte Feeler nach eemol maachen an d'gesamt Streck esou séier wéi méiglech op zweemol zwou Spuren ausbauen.

Da wëll ech awer och nach eng kleng Remarque maachen, Här Minister. Ech fannen et drolleg, wann Der zu Houschent an zu Maarnech d'Bauere gewarnt hutt, datt en Ausbau vun zweemol zwou Spuren dach awer e Verloscht vu villen Terraine géif no sech zéien, dann awer elo gläichzäiteg d'Absicht hutt, eng Vëlospist op der ganzer Streck ze realiséieren. Näischt, wierklech näischt, Här Minister, géint eng Vëlospist, au contraire, awer hei muss d'Prioritéit op enger fonctionneller a sécherer Strooss leien. A mam beschte Wëllen: Ech kenne keen, deen all Dag vu Sankt Vith an d'Stad mam Vëlo schaffe fiert!

Bon, éier ech zu engem dach awer nach méi perséinlechen a vläicht och méi witzegen Ofschloss kommen,...

Une voix.- Aah!

M. Aly Kaes *(CSV).*- ...ginn ech dann awer, och wa mer d'Motioun net ënnerschriwwen hunn, den Accord vun der CSV-Fraktioun zu de Projeten alleguerten, mä ech soen och ganz kloer: Ech hunn et net iwwert d'Häerz bruecht, fir déi Motioun ze ënnerschreiwen, well do awer d'N7 net wäit genuch geet.

(Interruption)

Ech wollt awer dann ofschléissend mat enger klenger Anekdot déngen. Här Minister, ee vun den Exponente vun Ärer grénger Partei am Norden huet viru Kuerzem, jo, dem honorabelen Här Claude Adam Folgendes gesot...

(Brouhaha)

...- ech zitéieren -: „Dee Kaes dreemt vun Autobunnen a baut Vëlosweeër, an eise Bausch, deen dreemt vu Vëlosweeër a baut Autobunnen." Dëst gesot, soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

Ass et eng Fro?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo. Merci, Här Kaes. Ee Moment, den Här Adam wëllt lech eppes froen oder e Kommentar maachen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här Kaes, ech kennen déi Geschicht do. Ech hunn awer elo just... Dir hutt mäin Numm mat drabruecht. Dat do ass awer keng Ausso vu mir, oder?

Une voix.- Neen!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dat hunn ech jo och net gesot!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dann hat ech lech falsch verstanen. Ech war e bëssen erféiert.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Neen, ech hu gesot...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech war e bëssen erféiert. Gutt!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech kann lech et nach eng Kéier virliesen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci. Ech liesen et no. Ech liesen et no.

(Brouhaha)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech hu gesot, dee Mann vun Ärer Partei, deen hätt bei lech dat hei gesot.

Une voix.- Wat genee?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech hunn dat gesot.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou! Also, lues!

M. Aly Kaes *(CSV).*- An domadder soen ech lech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Waart! Hei, den Här Arndt wéilt nach eppes soen. Dir misst stoe bleiwen!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här Arndt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- E Buergermeeschter aus dem Norden.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här Kaes, vu datt mer mat der N7 allen zwee betraff sinn an och oft drop ugeschwat ginn, froen ech mech awer, firwat datt an deem heite Moment d'CSV dee Pabeier hei net konnt ënnerschreiwen, well net méi drasteet wéi e Réaménagement vun enger N7. Wann elo méi explizitt drop

agaange gi wier, hätt ech Iech verstanen, datt Der gesot hätt: „An der Mëtt eng Leitplank ze maachen, domat si mer net d'accord, wann dat drasteet." Awer hei steet kloer dran, de Réaménagement vun der N7 soll gekuckt ginn. Firwat ënnerschreift dann d'CSV dee Pabeier hei net mat?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Majo, ech kann Iech eng ganz einfach Äntwert ginn. Wann Der gutt nogelauschtert hutt, da stëmmt d'CSV dee Pabeier. An domadder huet d'CSV jo dann och den Accord ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Exzellent.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou! Merci, Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner kënnt elo den Här Roger Negri. Elo gi mer an de Süden. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- E bësselche Rou am Sall, wann ech gelift!

Här Negri, fuert lass!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wëll ech der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, villmools Merci soe fir hiren exzellente Rapport, dee ganz komplett war an zu deem mer och haut den Accord de principe ginn; wuelverstane fir d'Etüden ze entaméieren an net fir déi definitiv Projeten. Ech mengen, dat gëllt fir all déi Saachen, wou mer och elo diskutéiert hunn, wou ech herno nach eng Kéier spéider wëll och awer dozou schwätzen.

Zanter 2006, wou dës Prozedur besteet, huet sech jo déi wirtschaftlech Situatioun weltwäit an och zu Lëtzebuerg staark verännert; am Ufank no ënnen an de Moment no uewen. Trotzdeem, a grad an Zäite vun enger méi schwaacher Konjunktur, hu mir ëmmer d'Investitiounen an eis Infrastruktur op engem héijen Niveau gehalen. Mir konnten eis dat leeschten, well mer virun der Finanz- a Wirtschaftskris eng gutt Ausgangssituatioun haten. Mä et stécht derhannert och d'Iwwerzeegung, dass ee grad a méi schwéieren Zäiten d'Ekonomie net dierf ofwiergen an dass ee sech einfach doutspuert.

Wichteg ass dann awer, dass een esou investéiert, dass déi kommend Generatioun, déi jo muss d'Scholden ofdroen, déi haut gemaach ginn, vun dësen Investitiounen och ka profitéieren. Dat kann op eng indirekt Manéier sinn, wann dank deene gudden Infrastrukturen de Standuert Lëtzebuerg attraktiv gehale gëtt an och déi nächst Generatiounen eng gutt ekonomesch Situatioun virfannen, déi hinnen deeselwechten Handlungsspillraum léisst, dee mer haut hunn.

Et gëtt awer och, wéi mer dat hei gesinn, Projeten, déi der jonker Generatioun op méi eng direkt Manéier Notze brëngen. Dat trëfft op eng Rei Projeten zou, déi mer dëst Joer virgeluecht kritt hunn.

Als Éischt wëll ech d'Schoulinfrastruktur am Norde vum Land ervirhiewen. Esou gëtt zu Ierpeldeng en neien Nordstad-Lycée gebaut, wou herno bis zu 1.200 Schüler kënne regulär an d'Schoul goen an och nach eng Kéier 680 an engem Régime concomitant kënne schaffe goen. Da gëtt och weider am Norden de Lycée technique zu Ettelbréck ëm- an ausgebaut, an dat nodeem d'Ackerbauschoul zu Gilsdref ass.

D'LSAP begréisst dës Projeten, well et an eisen Aen eng vun deene ganz wichtegen Aufgabe vum Stat ass, derfir ze suergen, dass eis Kanner a jonk Leit gutt Ausbildungsméiglechkeeten hunn, an dat onofhängeg dervun, a wat fir enger Regioun vum Land si wunnen.

Genausou positiv bewäerte mer deemno och den Ausbau vun der Infrastruktur vun der Uni Lëtzebuerg. Dat ass bekanntlech e laangwierege Prozess, deen an Etappe vollzu gëtt. Souwéi déi nei Gebaier um Site vum Belval fäerdeg sinn, kann dee Moment de Campus Kierchberg fir d'Fakultéite vum Droit, der Ekonomie an de Finanzen zesumme mam Max-Planck-Institut realiséiert ginn. Dat ass dann d'Geleeënheet, al Gebaier ofzerappen an dee Campus no de Besoine vun haut ze aménagéieren.

Investitiounen, déi deene Jonken zeguttkommen, beschränke sech awer net nëmmen op d'Schoul. Dat fänkt bei deene ganz Klengen un, déi Crèchëplaze brauchen. Do ginn um Kierchbierg elo zwee nei Gebaier fir e Centre polyvalent de la petite enfance gebaut, déi déi al Gebaier ersetzen, an deenen nach Asbest - leider - verbaut gouf. Et handelt sech heibäi ëm eng Infrastruktur fir d'Kanner vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg fir d'Europäesch Kommissioun respektiv fir d'Europäescht Parlament schaffen. An dofir gëtt de Projet och vun der Europäescher Unioun bezuelt. Allerdéngs ass de Lëtzebuerger Stat Bauhär a muss dat Geld virstrecken.

D'LSAP begréisst ganz besonnesch, dass op der Lëscht, déi de Minister eis virgeluecht huet, och e Projet ass, wou Logementer fir Jonker geschafe ginn, déi aus ënnerschiddleche Grënn net méi bei hiren Eltere kënne wunnen, mä deenen hir perséinlech Situatioun et net erlaabt, ouni Hëllef um Wunnengsmaart eppes ze fannen. A Kombinatioun mat engem entspriechenden Encadrement ass dat fir déi Betraffen eng seriö Chance, fir op hir eege Féiss ze kommen.

Domat gëtt dat Gebai vun der Nationalbibliothéik, wou fréier emol de Kolléisch war, op eng positiv Manéier nei genotzt. Dee Projet, dee gëtt jo och, wa mer richteg informéiert sinn, wéi d'Madamm Rapportrice gesot huet, zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg gebaut. An dat gëtt jo dann och do diskutéiert, an do wäre meng zwee Kolleege Marc Angel a Franz Fayot ganz staark drun interesséiert, och mat agebonnen ze ginn op där Plaz vun der Gemeng, éier dee Projet finaliséiert gëtt, well et da jo e Kofinanzement och do gëtt.

Madamm Presidentin, eng flott nei Bestëmmung kritt ebenfalls dat fréiert Altersheem zu Veianen, dat sech op engem historesche Site befënnt an an Zukunft ëmfonctionnéiert soll ginn an eng Jugendherberg. Genausou wéi déi nei geplangte Jugendherberg zu Ettelbréck sinn dat zwee Projeten, déi engersäits vu Jonken natierlech kënne genotzt ginn an anerersäits eis touristesch Offer am Norde vum Land verstäerke wäerten an domat och vum ekonomesche Standpunkt hier Sënn maachen.

Niewent deene Projeten, déi ech elo opgezielt hunn an déi un éischter Stell vu Jonke wäerte genotzt ginn, gëtt et natierlech awer och aner noutwendeg Aarbechten, déi aus ënnerschiddleche Grënn musse realiséiert ginn. Wann zum Beispill duerch de Bau vun neie Schoulgebaier zu Gilsdref den Dépôt vu Ponts et chaussées verschwënnt, muss natierlech dofir en neie Site gesicht ginn.

Wa sech nei Sécherheetsrisiken erginn, läit et op der Hand, dass eenzel Gebaier, déi an deem Kontext relevant sinn, un déi nei Situatioun mussen ugepasst ginn. Dat gëllt an dësem Fall fir den Europäesche Geriichtshaff, awer och fir den neien nationale Krisenzenter um Site vum Sennenger Schlass.

Sécherheetsfroe spillen allerdéngs och eng Roll bei de geplangten Investitiounen aus dem Fonds des routes an dem Fonds du rail. Dat betrëfft am Stroossebau de Mëttelsträifen, deen op der N7 soll aménagéiert ginn, fir ze verhënneren, dass e Gefier kann op d'Géigespur geroden. Do stellt sech och d'Fro, ob een net hei misst eng Tempolimitt op där Streck aféieren op 90 Stonnekilometer.

Well déi Fro, déi virdru gestallt ginn ass, op déi ech awer elo vläicht keng Äntwert wëll, ass déi Saach mat der Zweespuregkeet a béid Richtungen, ob dat tracésméisseg elo méiglech ass oder net. Ech mengen, de Moment op dräispurege Stroossen, wësse mer, kënne mer mat 110 Stonnekilometer fueren. Wéi mer d'lescht Kéier an der Kommissioun gesot kritt hunn, ass d'Tracéierung och zu enger méi héijer Geschwindegkeet ausgebaut ginn, sengerzäit.

Mä souwäit ech dat weess - ech sinn elo kee Stroossebauer, mä ech weess awer e bëssen am Eisebunnssecteur iwwer Tracéierunge Bescheed -, kann ech mer net virstellen, dass een do zweespureg kann an zwou Richtunge fueren, ouni dass et zu gréisseren Tracéierungsverännerunge kënnt. Dat heescht, d'Strooss kann net méi op där Plaz do bleiwen. Wa Kéieren hannerenee kommen, gëtt dat ganz schwéier.

Dofir ass déi Fro, déi ech wollt un den Här Minister stellen - ech weess elo net, ob dat hei elo e Projet gëtt, vu dass d'Etüd jo elo eréischt gemaach gëtt -, ob dat en Dossier gëtt, wou muss e Gesetz gemaach ginn. Ob dat iwwer 40 Millioune geet oder net, weess ech elo net, mä wann dat elo net sollt de Fall sinn, dat heescht, dass mer als Chamber net géifen domadder direkt befaasst ginn duerch e Gesetz, mengen ech, wär et awer interessant, wa mer iwwert de Verlaf vun deenen Etüden do kéinten informéiert ginn, wéi dat do géif goen. Well déi Suerg, déi virdrun ausgeschwat ginn ass vu mengem Virriedner, mengen ech, ass net nëmmen eng Suerg vun him selwer oder vu senger Partei, mä ass och eng Suerg vun eis alleguerten an och domadder vun der LSAP, dass mer déi Strooss do, déi N7, wierklech och sécuriséiert kréien.

Ech mengen, mäi Virriedner, den Aly Kaes, huet dat och gesot: De leschte Weekend war do erëm e schwéiert Accident, wou en Auto aus enger rietser Kéier gedroe ginn ass, déi duebelspureg war. An ech mengen, et ass natierlech ganz grav, wann op enger duebelspureger Strooss, déi elo de Moment net ofgeséchert ass, wann een do frontal an en aneren Auto rennt. An deene Rietskéieren ass dat immens geféierlech. Dofir wär et einfach flott, wa mer do kéinten zesummen doriwwer informéiert ginn.

Mir ënnerstëtzen op jidde Fall dee Projet do vun deem Mëttelsträifen, well mer ganz einfach der Meenung sinn, dass et och net aneschters geet. Mä trotzdeem, mengen ech, wäerten do am Detail awer nach eng ganz Partie Froen ze kläre sinn, zum Beispill och, ob do eventuell mussen zousätzlech Unterführunge gebaut ginn oder net. Dofir wär et interessant, fir gewuer ze ginn, wéi grouss deen Impakt vun deem Projet do am Endeffekt soll sinn.

Madamm Presidentin, da géif ech zu deem nächste Projet kommen, dat ass d'Ofschafung vun deene geféierleche Passage-à-niveauen, am Sproochgebrauch d'Barrièren, wéi mer soen op dem Eisebunnsréseau. An deene vergaangene Joren hu mir scho vill Projeten ugeholl, wéi zum Beispill dee vu Schëffleng, wou d'Aarbechte jo ganz gutt amgaange sinn. Do ginn direkt eng ganz Partie Barrièren ofgeschaaft. Dozou gi mir och hei den Accord de principe, fir dat zu Walfer ze maachen. D'Madamm Rapportrice huet dat schonn ugeschwat. Mir mussen effektiv derfir suergen, dass no an no, iwwerall do, wou den Zuch fiert, d'Barrièren ewechkommen.

Et géif mech dofir an deem Kontext interesséieren, Här Minister, wou mer do am Allgemengen dru sinn. Sou hu mer och op der Lëscht gesinn, dass dëst Joer, an do si mer bei der Eisebunn, d'Moderniséierung vun der Klengbettener Gare op der Lëscht steet. Do géif et mech och interesséieren, fir wéini et hei géif zu enger Suppressioun vun der Barrière zu Klengbetten kommen.

Bon, do si mer eis bewosst, dass dat eng komplizéiert Saach ass. Do gëtt jo elo déi nei Bréck gebaut fir déi 25 KW Wiesselstroum, ob dat herno zu engem Contournement do kënnt, well op der Plaz selwer, d'Madamm Rapportrice huet gesot, dass do e Souterrain gebaut gëtt, mä dee Souterrain ass jo nëmme fir Vëlosfuerer a Foussgänger, awer net fir d'Autoen. An ech mengen, dass dat awer do e reelle Problem bleift.

An déiselwecht Fro erlaben ech mer dann och ze stellen, Här Minister, wéi et zu Capellen do ausgesäit, fir do e Souterrain ze bauen, well mer do och an enger geféierlecher Stroossesituatioun sinn, mat engem S, engem sougenannten S, wou et ganz geféierlech ass, dass Autoen agequëtscht ginn. Dofir wär ech frou, wann den Här Minister eis kéint herno dorop eng Äntwert ginn - zu Capellen, wann ech gelift.

D'Passage-à-niveaue stellen net nëmmen e Sécherheetsrisiko duer, si ënnerbriechen och de Verkéiersfloss a féieren, jee no Situatioun, zu enger Trennung vun Uertschaften. Wann eng Barrière duerch eng Unterführung ersat ka ginn, bedeit dat fir déi Uertschaften eng Verbesserung vun der Liewensqualitéit op net nëmmen engem Niveau.

D'LSAP begréisst natierlech och, dass generell Investitioune gemaach ginn, fir den ëffentlechen Transport an, wéi an dësem konkrete Fall, den Zuchverkéier méi attraktiv ze maachen. Modern a propper Garen, genuch Parkplazen derbäi an e gudde Service um Client sinn do wichteg Aspekter.

Et ass och wichteg, dass d'Informatiounen, déi d'Leit op der Gare kréien, liicht accessibel a korrekt sinn. Den neien automatiséierte System kann e wichtege Bäitrag dozou leeschten. Et ass effektiv esou, dass am Moment aktuell d'Leit Informatiounen net onbedéngt esou kréien, wéi dat kéint sinn, wann en Zuch Verspéidung huet oder ausfält an eventuell duerch e Busservice muss ersat ginn. Dat kann an Zukunft besser gi mat deenen neien Technologien, wéi de Minister dat och hei proposéiert huet, déi engem da géifen zur Verfügung stoen, fir deen dote Problem dann ze léisen.

Et mécht et sécher méi einfach, dass ganz vill Leit ëmmer méi e Smartphone hunn - wann en net explodéiert! Et kéint een da vläicht an Zukunft eng App offréieren, wou ee jidderzäit gewuer gëtt, wou grad e Chantier drun ass oder soss e Problem um Réseau ass, ob den Zuch Verspéidung kritt oder net.

D'LSAP op jidde Fall ass iwwerzeegt, dass all déi Projeten, déi mer haut virgeluecht kritt hunn, sënnvoll sinn an och noutwendeg sinn. Domadder géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun ginn, fir d'Etüde vun dësen neie Projete virunzedreiwen. An domadder géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. D'Rapportrice an och meng Virriedner si praktesch schonn duerch sämtlech Projete gaangen. Dofir wëll ech mech nëmmen op e puer dann och beschränken.

Déi Projeten, déi haut virgestallt goufen, sinn u sech eng Äntwert och op d'Erausfuerderung vun enger moderner Gesellschaft, wéi sech dat hei a Lëtzebuerg stellt. An ech wëll do op där enger Säit natierlech d'Mobilitéit als Éischt setzen an och nennen, awer och d'Bildung, déi eben de Lëtzebuerger Modell hei mat dem staarke Wuesstum virun eng grouss Erausfuerderung stellen. An op där anerer Säit, mengen ech, ass et awer och gradesou wichteg hei ze betounen, dass Erausfuerderunge sech stellen, wa mir och weiderhin eise moralesche Responsabilitéiten als engem vun de räichste Länner op der Welt wëlle gerecht ginn, an dat besonnesch hei a puncto vun der Flüchtlingsfro.

An ech kéint awer och d'Beschreiwung vun eisem Finanzminister vun de Moien zitéieren, dee bei der Presentatioun vum Budget gesot huet, en huet dräi Wierder gesot, déi ech och hei fir dee Projet kéint huelen, näämlech: Qualitéit, Solidaritéit a Kompetitivitéit. Ech mengen, all déi Beispiller weisen, dass mer op déi richteg Päerd hei setzen.

Ech wëll da besonnesch eben den Deel ervirsträichen, deen och d'Rapportrice scho gesot huet, dat ass eis Erneierung vun de Bausubstanzen, an do besonnesch d'Renovatioun. An do weist sech, dass mer insbesondere an der energetescher Sanéierung an och, wat d'nohalteg Baumaterialien ubelaangt, ganz vir sinn an dass dat och e wichtegen Element ass, fir herno och d'Entretienskäschte vun de Gebaier méiglechst kleng ze halen.

An dann, dat Zweet, dat ass scho virdru vun e puer Leit hei zitéiert ginn, dat ass d'Verbesserung vun den Infrastrukturen an der Mobilitéit. An ech wëll awer do virun allem op eppes hiweisen: Dat ass d'Verbesserung, wat de Service um Client bei der Mobilitéit ubelaangt.

Dës virgenannte Beispiller, also déi zwee Beispiller, déi ech elo just genannt hunn, d'Mobilitéit an d'Sanéierung vun de Gebaier, sinn insbesondere ganz wichteg, wann ech drun erënneren, dass mer gëschter eben d'Ratifikatioun vum Paräiser Accord hei virgeholl hunn a grad an deenen zwee Beräicher de gréissten Nohuelbedarf och ass an och déi gréisste Potenzialer do sinn, fir eppes ze huelen, eppes ze huelen, wat d'CO_2-Emissiounen oder Equivalenz-Emissiounen ubelaangt. An do, mengen ech, hu mer jo och déi eng oder déi aner Hausaufgab ze maachen. An d'Obligatiounen, déi mer bis 2020 mussen erreechen, kënne mer nëmmen erreechen, wa mer effektiv ganz massiv an den ëffentlechen Transport wäerten investéieren.

Dat heescht, déi Projeten, déi virdru genannt gi sinn, si keng Luxusprojeten. Dat si wierklech Projeten, fir eng wichteg Ausriichtung fir d'Zukunft ze maachen. Dësen Investitiounsprogramm ass e weidere Bausteen am Konzept vun dëser Regierung, bei deem et drëm geet, eist Land op d'Erausfuerderung vun der Zukunft beschtméiglech ze preparéieren. Et ass eng konkret Äntwert, esou wéi ech dat virdru scho gesot hunn, op theoretesch Visiounen a Konzepter, déi mir esou oft hei och an der Chamber diskutéieren.

Mir hunn eng Rei Retarden opzehuelen aus der Vergaangenheet, déi sech gestallt hunn. An ech mengen, dass dës Regierung elo um richtege Wee ass, dës a ville Beräicher opzehuelen.

An dofir gehéiert et sech fir mech, nach eng Kéier de Punkt vun der Mobilitéit ervirzesträichen an dass et an der Kontinuitéit ass vun deene leschten dräi Joren, dass insbesondere an den ëffentlechen Transport investéiert gëtt, awer net nëmmen. Mä ech denken, dass do den Zuch, de Bus, den Tram, awer och d'Mobilité douce, wéi de Vëlo scho virdru genannt gouf, e ganz wichtege Punkt sinn.

Mä niewent den Investitiounen an d'Infrastrukturen, mengen ech, ass et awer nach méi wichteg, op eng Opklärungscampagne ze setzen an dann och op de Service um Client, an insbesondere, wat ech virdru scho gesot hunn, op den Informatiounssystem, op den automateschen Informatiounssystem vun de Realzäiten, wéini a wou en Zuch, awer och e Bus kënnt. Well dee Moment, wa mer e Client optimal informéieren iwwert d'Ukomme vun engem Bus oder d'Weiderfuere vun engem Bus oder engem Zuch, kréie mer e Qualitéitssprong an den ëffentlechen Infrastrukturen an an den Transportmëttel.

Fir mech ass et dofir wichteg, dass net nëmmen an de Garen all déi Informatiounstafele kommen, mä och an de Bussen. An de Moie konnt ech dat a menger Linn och kucken a feststellen, dass eben d'Echtzäit vun den Zäiten do ugekënnegt gëtt. An ech hunn och nogefrot am MDDI. Méttlerweil si säit dem 26. September 50 Linne mat Echtzäit ausstafféiert ginn. An dobäi sinn och 90 Linnen un den neien Horaire ugepasst ginn, well et immens, ganz wichteg ass, dass een den Uschloss direkt kritt. Dann ass et eng Alternativ zum Individualverkéier. An da kréie mer och d'Leit méi séier op de Bus.

Den 1. Februar d'nächst Joer wäerte weider 30 Linne mat Echtzäitunzeige fräigeschalt ginn. A souguer den 1. Mee 2017 eben nach weider Linnen, fir déi Informatioun nach méi optimal ze maachen.

Gläichzäiteg gëtt awer och de gesamten RGTRs-Beräich nei opgestallt. An ech mengen, dat ass eng weider Etapp, fir e Qualitéitssprong am ëffentlechen Transport ze garantéieren.

Mir sinn natierlech ganz houfreg an och frou, dass weiderhin an d'Bildung investéiert gëtt. Schoulinfrastrukture sinn eppes ganz Wichteges fir eist Land. Dir wësst, mir hunn net immens vill Ressourcen. Dofir ass et wichteg, an d'Wëssen ze investéieren, an do musse mer insbesondere wuessen, well dat ass dat, wat mer hei am Land opzeweisen hunn. An dat ass e Beräich vun och Kompetitivitéit, wa mer insbesondere a gutt schoulesch Infrastrukturen investéieren.

Ech wëll u sech just e puer Punkten opzielen. Dofir wollt ech awer och eppes iwwert den Tourismus natierlech soen. Dir hutt all matkritt: De Méindeg gouf déi nei Publizitéitscampagne vun der Statssekretärin, der Francine Closener, virgestallt, wéi Lëtzebuerg sech am Ausland soll presentéieren, dëst souwuel mat engem neie Logo wéi och mat neie Konzepter, dem sougenannten Nation Branding, wéi dat op Neilëtzebuergesch genannt gëtt.

Dëst wäert och ganz positiv Auswierkungen am Tourismussecteur hunn, engem Secteur, deen ee muss nennen, dee schliisslech awer 6 bis 7% vun eiser Wirtschaft ausmécht, wat jo net näischt ass. An dofir ass et richteg a wichteg, weiderhin an d'Infrastrukture vum Tourismus ze investéieren, an insbesondere wann esou Renovatiounen oder Neibaute vu Jugendherberge geschéien, wéi dat zu Veianen oder och nach zu Ettelbréck de Fall ass, ass dat nëmmen ze ënnerstëtzen.

Ech kommen dann och net derlaanscht, e puer Wierder iwwert d'Esplanade vu Réimech ze verléieren,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Henri Kox *(déi gréng).-* ...d'Esplanade, déi u sech esou lues an den Alter komm ass an déi den neien touristeschen Erausfuerderunge vun haut net méi gerecht gëtt. Dir wësst, déi lescht grouss Aarbechte sinn un där Esplanade an de 60er Joren am leschte Jorhonnert geschitt, näämlech dee Moment, wou d'Muselkanalisatioun entstanen ass.

Ech sinn dofir och houfreg an och frou, dass dee Projet op den Instanzewee elo gesat gëtt. Ech sinn och sécher, dass déi Infrastruktur zesumme mat engem Héichwaasserschutz, mat enger Vëlospist an och engem Neibau vun der Gare routière, déi vun der Réimecher Gemeng bezuelt gëtt, mat engem flotten Accueil fir den Tourist, d'Attraktivitéit net nëmme vu Réimech, mä, et ass virdru gesot ginn, vun der ganzer Muselregioun steigert, déi Muselregioun, déi effektiv net nëmmen zu Réimech ass, mä déi vu Schengen bis erop op Waasserbëlleg geet an déi am Zesummenhang mat engem Ënotourismus ze nennen ass. An dofir ass et ganz wichteg, dass och d'Lëtzebuerger Land weiderhin an den Tourismus investéiert, well et e Créneau ass, dee mer och weider sollten ënnerstëtzen.

Ech kommen da schonn zum Schluss, net ouni awer nach eng Kéier ze soen, dass duerch dës Investitiounsprogrammer erëm e klenge Retard opgeholl gëtt an dass mer d'Weiche fir d'Zukunft heimadder stellen. Dës Projeten hëllefen am Usaz, de Wuesstum hei am Land op eng nohalteg a qualitativ Aart a Weis ze steieren. Schlussendlech hëllefe se eis, fir eiser moralescher Verflichtung an der Flüchtlingskris och gerecht kënnen ze ginn.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Motioun. An ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Här Kox. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).-* Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech mengen, et ass net ze iwwersinn, wann een duerch d'Land geet, datt de Moment ganz vill Chantieren do sinn. Dat ass e gutt Zeechen. Dat ass en Zeechen, datt mer eng staark Ekonomie hunn; dat ass en Zeechen, datt ganz vill gebaut gëtt; dat ass en Zeechen, datt mer villes wëlle bewegen. Ech verweisen zum Beispill op de Chantier vum Tram, vun der neier Zuchstreck vun der Stad op Beetebuerg oder de Ban de Gasperich. Dat si jiddefalls Beweiser, datt sech ganz villes hei beweegt.

Den Débat vun haut, deen erlaabt eis och als Deputéierten, e Bléck an d'Zukunft ze werfen, wat op eis duerkënnt. En erlaabt eis och, eng politesch Appréciatioun iwwer eng Rei vu Projeten ofzeginn, déi vun der Regierung geplangt sinn, wuel wëssend, datt se natierlech finanziell nach net kënnen zu dësem Zäitpunkt gréisstendeels quantifizéiert ginn. Mä et kann ee sech awer trotzdeem schonn erafillen, wat op deenen eenzelne Gebidder soll an deenen nächste Jore geschéien.

D'Lëscht vun de Projeten ass dëst Joer jo besonnesch laang. Duerfir wëll ech och net ze vill an den Detail agoen. Ech wëll awer fir d'Éischt emol zwou allgemeng Remarquë maachen.

Déi éischt ass déi: Wa mer vill iwwer Baue schwätzen, da muss et eng Evidenz sinn ëmmer méi, datt natierlech do ekologesch Kritäre berücksichtegt ginn an datt dat de Standard muss sinn, sief dat Fotovoltaik, sief dat Sammele vu Reewaasser oder sief dat ëmweltfrëndlecht Baumaterial an esou weider an esou fort. Dat muss een elo feststellen, datt dat jo och ëmmer méi Anzuch fënnt. Mä et gëtt awer munchmol nach ab und zu duerch d'Land gesënnegt. Well et kann ee jo net vum Privatmann verlaangen, datt hien engagéiert ass, dynamesch ass, fir sech an déi Richtung ze bewegen, wann e gesäit, datt op där anerer Säit déi ëffentlech Hand net ëmmer an déi richteg Richtung sech beweegt.

Da vläicht eng zweet Remarque. Et ass awer och wichteg, datt mer an Zukunft d'Gemenge vläicht méi oft a méi fréi och an de Prozess matabezéien. Et wier net gutt, wann eng Gemeng aus enger Zeitung vläicht gewuer gëtt, datt e gréissere Projet op hirem Territoire geplangt ass, och wann natierlech dat reng an d'Kompetenz vum Stat fält. Mä fir munch onnéideg Diskussiounen ze verhënneren an Zukunft, soll een dat vläicht nach méi genee fleegen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, et sinn elo bal zwee Joer hier, datt mer op dëser Plaz den Neibau vun der Gare zu Ettelbréck décidéiert hunn. Dat war en Débat, deen och mat gewëssenen Emotioune verbonne war, well et dorëms gaangen ass, fir och e besteeënd Gebai, wat iwwer 150 Joer al ass, ofzerappen. Doriwwer kann een nach diskutéieren. Ech mengen, haut ass elo net méi d'Plaz. D'Décisioun ass geholl. Et däerf een och net vergiessen, datt doduerch sech jo awer och nei urbanistesch Méiglechkeete fir d'Stad Ettelbréck entwéckelen. Den ëffentlechen Transport gëtt ouni Zweifel valoriséiert duerch den Aménagement vun engem neie Park & Ride vu 430 Plazen.

Bei den Débaten am Dezember 2014 waren u sech nach net esou ganz konkret Iddie virgeluecht ginn, wat da soll och op deene Gebaier, an deene Gebaier geschéien. Haut si mer, wéi gesot, elo scho mat zwee méi konkrete Projete befaasst, engersäits där Jugendherberg mat iwwer 100 Plazen an anerwäerts Infrastrukture fir Servicer aus dem medezinneschen, sozialen an edukative Beräich.

Ech wëll besonnesch drop hiweisen, datt den Aménagement vun enger Jugendherberg natierlech och een touristeschen Aspekt huet. Et ass jo vill iwwer Tourismus hei geschwat ginn. Ech kommen och nach eng Kéier kuerz drop zréck. Dat wäert schonn e positiven Impakt hunn. Ech mengen, och besonnesch fir déi Jonk soll een awer ëmmer Méiglechkeete schafen, datt och si kënnen d'Welt entdecken, a wann et nëmmen déi kleng Welt vu Lëtzebuerg ass. Vun Ettelbréck aus kann een, wéi gesot, sech souwuel an den Norde wéi an de Süde vum Land mam ëffentlechen Transport gutt déplacéieren.

Ech mengen, déi sozial Ariichtungen, déi do virgesi sinn, wäerten ouni Zweifel awer och eng Valorisatioun si fir d'Stad Ettelbréck.

Wa mer scho bei Jugendherberge sinn, da si mer natierlech och séier zu Veianen - Veinen -, do, wou jo elo an engem ganz historesche Kär, an engem ganz historesche Gebai och dann d'Ënnerbréngung vun enger Jugendherberg virgesinn ass. Ech mengen, et ass ganz wichteg, an dat ass jo och am Rapport erauskomm, datt eng Kollaboratioun mat Sites et monuments hei ugestrieft gëtt. Dat muss ouni Zweifel sinn, well mer, wéi gesot, all Ursaach hunn, fir eis historesch Substanz beschtméiglech am Land ze konservéieren.

An et kënnt een net derlaanscht, ëmmer erëm allerdéngs festzestellen, datt munchmol nach Sënne gemaach ginn. Dat ass wierklech ze bedaueren. Dat muss einfach endlech emol eng Kéier ophalen! Mir sollen un där Substanz, déi mer hunn, festhalen. An et wier jo awer wierklech eng grouss Sënn, wann een elo un esou Gebailechkeeten, déi eng ganz laang Geschicht hunn, géif Moossnamen huelen, déi de Charakter vun esou engem Gebai géifen dach deelweis zerstéieren.

Une voix.- Ganz gutt!

M. Gusty Graas *(DP).-* Madamm Presidentin, de Bau vu Crèchen a Garderien - besonnesch déi Leit, déi um kommunale Plang aktiv sinn, déi wëssen, datt dat eng ganz grouss Erausfuerderung ass. Dat passt nun eben an de moderne Liewensstil eran. Duerfir ass et och net verwonnerlech, datt um Kierchbierg jo do och nei Infrastrukture fir Garderien a Crèchen entstinn, déi vum Lëtzebuerger Stat préfinanzéiert ginn. Mir hu jo dann Urecht op e Remboursement vun de Käschten.

Wat een an deem Kontext allerdéngs muss hei ënnersträichen, ass, datt dat jo awer och eng Méiglechkeet ergëtt, an dat dierft den Ekonomiesminister besonnesch freeën, datt jo awer hei och Opportunitéite fir d'Lëtzebuerger Betriber geschafe ginn.

Op där anerer Säit däerf een och net vergiessen, mir sinn nach wie vor an enger Wuesstumsspiral. Ech wëll elo net déi Diskussioun hei iwwert de Wuesstum lasstréppelen, well soss gëtt et ganz spéit. Am Moment si mer zu 580.000 Awunner. An de Moien huet jo nach de Finanzminister gesot, datt an deene leschten 20 Joer d'Populatioun ëm 40% an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, dat mierkt een all Dag op ganz ville Beräicher, virun allem natierlech am Verkéier.

Dat bréngt natierlech och mat sech, wa mer an där Wuesstumslogik do bleiwen, an déi wäerte mer mat Sécherheet, och do soll een éierlech sinn, net gebrach kréien, dat bréngt natierlech mat sech, datt och muss Schoulraum geschafe ginn. Dat ass evident, datt Schoulraum muss geschafe ginn.

Den Hickhack ëm de Lycée agricole zu Dikrech ass jo elo emol, Gott sei Dank, eriwwer. Doduerch gëtt natierlech och neie Schoulraum fräi, sief dat fir de Lycée technique zu Ettelbréck. D'Akerbauschoul wäert jo da plus ou moins am Joer 2020 fäerdeg sinn.

Ech wëll awer nach op déi besteeënd Infrastruktur zu Ettelbréck och ze schwätze kommen, fir erëm eng Kéier drop hinzeweisen, datt déi besteeënd Akerbauschoul dach och eng gewëssen historesch Substanz huet. Och do soll een also oppassen, wann een do Modifikatioune virhëlt, datt dat awer och soll aus dem Bléckwénkel vun engem gudden architektonesche Schutz gesi ginn.

E ganz interessante Projet, dee sech natierlech och mécht, dat ass den Nordstad-Lycée, keng nei Iddi, eng Iddi, déi awer ëmmer erëm nei diskutéiert gëtt, kann ee soen.

Ech mengen, do hätt ech och emol eng Fro un de Minister: Wéi ass et mat den Acquisitioune vun den Terrainen, fir den Nordstad-Lycée ze schafen?

Ech wëll och drop hiweisen, datt et do jo awer och Stëmme ginn, déi en anere Site prônéieren. Ech denken un déi fréier Laduno, déi fréier Molkerei, wou net méi spéit wéi virun e puer Wochen och den Här Francis Schartz, fréieren Direkter vum Nordstad-Lycée, sech jo u sech éischter fir dee Site ausgeschwat huet. Och mäi Fraktiounskolleeg André Bauler huet an déi Richtung schonn Iwwerleeunge gefouert. Dee Site hätt zumindest de Virdeel, datt e ganz gutt souwuel un den ëffentlechen Transport wéi och un d'Stroosseninfrastruktur ugebonne wier.

Wa mer, wéi gesot, an deem Beräich sinn, wësse mer jo, datt eben och dann an der Gilsdrefer Strooss kann neie Schoulraum entstoen, wann d'Servicer vu Ponts et chaussées op de Fridhaff delokaliséiert ginn.

Wat d'schoulesch Infrastrukturen ubelaangt, si mer natierlech och ganz séier bei der Uni. Och do hu mer jo de Moie matgedeelt kritt, datt d'Regierung gewëllt ass, an zu Recht, och weiderhin déi néideg Kreditter zur Verfügung ze stellen, fir d'Uni nach hei zu Lëtzebuerg weider auszebauen.

Ech mengen, de Campus Belval entwéckelt sech lues a lues wierklech flott. Datt net all Fakultéiten op engem Site regruppéiert sinn, dat ass nun eben elo Fait. Zu deem muss een och elo stoen. Awer d'Uni u sech, den Ausbau vun der Uni ass ouni Zweifel och gutt fir den Image vun dësem Land.

Datt elo um Kierchbierg d'Fakultéiten Droit, Ekonomie a Finanze regruppéiert ginn, ass u sech e gutt Zeechen, e richtegt Zeechen. Et däerf een net vergiessen, datt grad de Kierchbierg jo haut, kann ee scho bal soen, de Site par excellence ass vun de Finanzen, vum europäesche Recht, vun der Ekonomie. An duerfir ass déi Noheet vun deenen zwou Instanze mat Sécherheet och gutt gewielt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An et däerf een och net vergiessen, datt d'Ubannung un den ëffentlechen Transport jo um Kierchbierg, wa bis eng Kéier den Tram och fonctionnéiert, quasi optimal ass.

Iwwert d'Nationalbibliothéik ass hei scho munches gesot ginn. D'Nationalbibliothéik ass och e wäertvollt historescht Gebai. Et kann een nëmme begréissen, datt d'Konscht nach wie vor do soll e grousse Raum behalen. Hei ass jo eng Galerie virgesinn. Op där anerer Säit solle Logementer dohinner kommen.

Jo, ech sinn och der Meenung, datt dat awer an enker Diskussioun, Kollaboratioun mat der Stad Lëtzebuerg muss geschéien. D'Stad Lëtzebuerg huet nun eben, och wa se net Propriétaire ass, awer och eng Verantwortung an deem Sënn, datt se no bausse muss e flott Bild vun hirer Stad vermëttelen. An da fannen ech et net méi wéi normal, datt och eng Stad Lëtzebuerg, wéi gesot, matagebonne gëtt an dat, wat een an esou historesche Gebailechkeete wëllt maachen.

Wa mer vun historesche Gebailechkeete schwätzen, da kann een awer och d'Villa Louvigny dodra gesinn, wat zwar elo eng ganz aner Architektur ass. Se staamt, mengen ech, vun 1920. 1957 gouf jo dunn déi aachtstäckeg Tour do bäigesat. Do ass vill Geschicht vun der CLT geschriwwe ginn a vun RTL. An een, dee jo elo emol schonn dobanne war, dee gesäit, wou de Ministère de la Santé ënnerbruecht ass, dee mierkt natierlech, datt hei mussen Adaptatioune gemaach ginn, fir datt ee kann awer och eng modern Atmosphär schafen, datt och d'Mataarbechter aus dem Ministère do hirer Aarbecht optimal kënnen nogoen.

Sécherheet ass e Punkt, mat deem mer eis ëmmer méi mussen - leider! - beschäftegen. Och mir hei zu Lëtzebuerg, mir sollen net esou naiv sinn a mengen, net och mir kéinten emol eng Kéier vläicht d'Zilscheif vun engem Uschlag ginn. Mir hu scho méi wéi eemol iwwert deen Aspekt hei diskutéiert. Ech erënneren hei un den „Renegade", wou mer jo och Moossname getraff hunn, wat elo d'Sécuritéit vum Loftraum ubelaangt. Och hei sinn elo e puer Projete virgesinn. Ënner anerem d'Sécurisatioun vun der Europäescher Cour de justice an och vun dem Schlass zu Sennengen.

D'Flüchtlingskris: en anert Thema, wat eis scho vill beschäftegt huet a wat eis och wäert an Zukunft beschäftegen. Och do solle mer eis kengen Illusiounen higinn: Och do wäerte mer nach méi wéi eemol missen drop zréckkommen. An och do ass et awer evident, datt e Land wéi Lëtzebuerg gefuerdert ass, säi Bäitrag ze leeschten. An dat mannst, wat een awer ka soen, datt dës Regierung do jiddefalls bis elo eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet. An et ka mat Sécherheet keen eis virwerfen, datt mer net och fréizäiteg erkannt hätten, wéi mer missten déi ganz Kris ugoen, an datt mer net och dat néidegt Ëmfeld geschaaft hätten, fir d'Flüchtlinge beschtméiglech hei zu Lëtzebuerg opzehuelen.

Iwwert den Don Bosco ass schonn oft hei geschwat ginn. Datt en an engem schlechten Zoustand ass, wësse mer alleguer. Datt e gegebenenfalls eng Kéier muss ofgerappt ginn - wa mer natierlech op där anerer Säit nei Méiglechkeeten hunn, fir Flüchtlingen ënnerzebréngen -, ass eng Evidenz. Awer och do ganz kloer erëm eng Kéier: dat nëmmen an enker Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg.

Ech wëll awer an deem Kontext och hei drun erënneren, et geet net nëmmen ëm den Encadrement u sech, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, mä et geet awer och ëm de mënschlechen Encadrement, deen hei mindestens genausou wichteg ass.

Dann natierlech, als een, deen och ganz gären op d'Musel geet, kënnt een och net derlaanscht an et mécht een et och ganz gär, dann elo emol e kuerzen Déplacement op Réimech ze maachen. Datt do elo eng Rei Projeten - ech mengen, siwe sinn et der am Ganzen - virgeholl ginn, dat ass mat Sécherheet net vu Muttwëll. Wann een dat reng vum touristeschen Aspekt hier kuckt, dann ass nach ouni Zweifel Potenzial zu Réimech. An datt elo gekuckt gëtt, fir dee Magnéit Musel - et ass nun eben e Magnéit fir den Tourismus - nach ze verbesseren, ass jiddefalls eng Décisioun an déi richteg Richtung.

Wa mer vum Tourismus schwätzen, da solle mer net nëmme vum Tourismus am Generelle schwätzen, mä virun allem och vum Bannentourismus. Ech mengen, den Här Buergermeeschter weess dat besser wéi ech: Wann een op engem Feierdag, wou schéi Wieder ass, op Réimech geet, dann huet ee scho Problemer iwwert d'Esplanade ze trëppelen, well esou vill, jo, et kann ee scho bal soen Dausende Leit do sinn, wat jo och gutt fir d'Stad ass, gutt fir den Tourismus. An duerfir solle mer dat och weiderhin an deem Sënn mat ënnerstëtzen.

An et gëtt en anert Phenomeen, wat sech ëmmer méi bemierkbar mécht, dat sinn d'Croisièrë mat Schëffer op de Flëss, déi och ëmmer méi un Attraktivitéit gewannen, wat natierlech och zu zousätzleche Problemer op der Musel, besonnesch och zu Réimech féiert. Duerfir si jo do eng Rei Infrastrukture geplangt, wat d'Uleeë vu Schëffer ubelaangt, och wat de Ravitaillement vun de Schëffer mat Waasser a mat Stroum ubelaangt.

Do ass natierlech nach ee Problem, an dat ass och eng Fro, déi ech hei wollt stellen: E Schëff, wat méi laang ass wéi 110 Meter, däerf jo net dréien op der Musel, laut dem Artikel 8 vum Polizeireglement iwwert d'Navigatioun op der Musel. Ech weess allerdéngs...

(Interruption)

Ech hat dat auswenneg geléiert. Ech weess allerdéngs, datt do Etüden amgaange sinn, ënner anerem am Beräich och vum Mäerterter Hafen, mengen ech. Vläicht kann de Minister eis do soen, ob do virgesinn ass, vläicht eng Kéier d'Infrastruktur an deem Sënn unzepassen.

Datt d'Leit zu Réimech leider oft mat Héichwaasser geplot sinn, ass och keng Neiegkeet. Datt och do elo Moossname geplangt sinn, kann een net méi wéi ënnerstëtzen.

Ech wëll allerdéngs och hei drop hiweisen, d'Musel ass awer net nëmmen eng Schëfffahrtsstrooss. Ech mengen, dat brauch ech och engem grénge Buergermeeschter net onbedéngt ze soen. D'Musel ass och e wichtegen ekologesche Liewensraum. Duerfir, mengen ech, musse mer, wa mer esou Projete realiséieren, besonnesch am direkten Émfeld vun engem Floss, awer ganz virsiichteg, ganz sensibel virgoen, no ekologesche Kritären. An da kommen ech awer net derlaanscht, och nach eng Kéier op d'Qualitéit vun der Musel hinzeweisen. Och do ass jo awer nach munches ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou eng Debatt wéi déi heiten, déi kann natierlech net gefouert ginn, ouni och iwwer Eisebunnsprojeten ze schwätzen. D'Klengbettener Gare ass hei scho genannt ginn. De Komfort soll do erhéicht ginn. Do ass jo och geplangt, fir gegebenenfalls d'Barrière ze suppriméieren. Dat schéngt jo net esou einfach ze sinn.

Natierlech zitt dann esou eng Gare och vill Autoen un. Do ass emol d'Iwwerleeung komm, fir vläicht gegebenenfalls e Parkhaus ze aménagéieren. Ech hunn allerdéngs Verständnis, wann een dat och vun engem aneren Aspekt hier kuckt. Dat kann natierlech och zweeschneideg sinn. Mir zéien dee Moment zousätzleche Verkéier an eng Gemeng un, wuel wëssend, datt dat vun den Awunner selwer net onbedéngt gäre gesi gëtt. Dowéinst kann ech mer awer virstellen, datt d'Iddi vum Parkhaus net onbedéngt iwwerall gäre gesi gëtt.

Eppes, wat awer ouni Zweifel wäert de Komfort vun de Passagéier erhéijen, dat ass deen neien Informatiounssystem. Eppes, wou ee scho bal ka soen, wat iwwerfälleg ass, wat mer am Ausland praktesch iwwerall hunn, datt elo kënnen dann d'Passagéier direkt informéiert ginn, wou hiren Zuch drun ass, wéini e kënnt, ob e Verspéidung huet oder net.

Vläicht kann een awer an deem Kontext och emol d'Fro stellen, ob et net vläicht ubruecht wär, op gréissere Park & Ride-Plazen och emol esou e Panneau ze installéieren. Well et däerf een net vergiessen, do hale jo och alt emol Dausende vun Autoen. Déi Leit hunn e ganz laange Wee ze goen. Wann déi och vläicht emol géifen informéiert ginn: Voilà, „däin Zuch ass do an do, huet déi an déi Verspéidung", dat kéint sech och emol vläicht als Virdeel erweisen.

Ech wëll dann och hei soen, datt d'CFL, a mengen Aen, oft zu Onrecht kritiséiert gëtt. Wann een awer d'Entwécklung vun der Eisebunn an deene leschte Jore kuckt, da muss een awer ganz vill Positives gesinn. Engersäits de Komfort vun den Zich, deen ouni Zweifel verbessert ginn ass. Anerersäits um Réseau, wou ganz vill geschafft gëtt. Datt natierlech eng Rei Zich regelméisseg Verspéidung hunn - ech schwätze besonnesch vun enger Streck, déi engem jo gutt bekannt ass, fir an d'Stad eranzefueren -, ass evident: De Réseau ass iwwerlaascht! Dowéinst gëtt jo och elo ganz vill investéiert. Mä insgesamt, mengen ech, kënne mer eis net bekloen iwwert de Fonctionnement vun der Lëtzebuerger Eisebunn.

An da wëll ech och drop hiweisen, datt jo d'Eisebunn elo eng intern Meenungsëmfro och gestart huet. An zwar soll déi jo bis den 21. Oktober daueren, wou d'Personal kontaktéiert gëtt, ugeschriwwe gëtt, wou si sech kënne matdeelen. Ech fannen dat eng gutt Iddi. Dat kann nëmmen zum bessere Fonctionnement vun engem Betrib bäidroen.

Wa mer scho bei der Sécherheet a bei der Eisebunn sinn, dann ass een natierlech och direkt bei der Suppressioun vun e puer Barrièren. De PN17 zu Walfer, wat jo u sech eng gutt Saach ass, well dat jo och gläichzäiteg eng Verbesserung vun der Gare Walfer mat sech bréngt, virun allem och fir d'Personnes à mobilité réduite.

Wann ech mer däerf awer déi kleng Klammer erlaben: Et gëtt leider, leider nach ze vill Gemengen, wou do awer nach ganz vill Defiziter bestinn! An och op der Gare, déi mer natierlech och net onbekannt ass, Beetebuerg, muss ech awer leider feststellen, do si mer awer nach wäit hannendran. Ech wier nawell frou, wann do relativ séier och géifen Adaptatioune gemaach gi fir Leit, déi Schwieregkeeten hunn, sech ze déplacéieren.

Wat d'Gemeng Walfer ubelaangt, an d'Buergermeeschtesch, d'Madamm Joëlle Elvinger, wäert mer jo net onrecht ginn, do gëtt et jo och nach de PN16 an der Rue de la Montagne, wou d'Gemeng och net onfrou wär, wann deen och géif suppriméiert ginn, wann awer gläichzäiteg och géif e Souterrain do aménagéiert ginn. Mä den Här Minister kann eis do vläicht och nach zousätzlech Explikatioune ginn.

Bon, och ech kommen natierlech net derlaanscht, wéi de Kolleeg Aly Kaes, fir dann awer nach op ee wichtege Punkt ze schwätzen ze kommen: Déi Strooss, déi hei am meeschten diskutéiert gëtt - mä dat soen ech awer elo net pejorativ, au contraire -, ech mengen, mir sinn eis bewosst, datt d'N7 eng vun deene gefäierlechste Stroossen am Land ouni Zweifel ass. De leschte Weekend huet erëm e Beispill geliwwert.

Woubäi een awer och muss da soen: Et ass awer net nëmmen den Tracé vun der Strooss, dee schëlleg ass, wa vill Accidenter geschéien! En huet eng Matschold. Mä loosse mer awer och ganz éierlech sinn: Et si jo awer e puer Zäitgenossen, déi dat net ëmmer esou ganz genee huele mam Code de la route. A wann et dann zu engem Drama, zu engem Accident kënnt, dann ass, wéi gesot, net ëmmer mam Fanger op d'Strooss ze weisen.

Nichtsdestotrotz ass et awer wichteg, datt mer eis Gedanke maachen: Wéi kënne mer déi Strooss hei verbesseren, d'Sécherheet? Aus deem Pabeier hei geet eng kloer politesch Ausso ervir, déi der CSV net gefält. Dat ass hiert gutt Recht. Déi Strooss gëtt net op véier Bunnen ausgebaut. Ech mengen, dat ass eng kloer Ausso, déi elo vun der Regierung hei gemaach ginn ass.

Bon, dowéinst kommen awer eng Rei vun Upassungen: de sougenannten Terre-plein central. Als Laie ginn ech gären zou, deen Term war mer net bekannt. Mä op Lëtzebuergesch heescht dat jo da Leitplanken. Ass dat esou? Mä et ass wichteg, datt...

Une voix.- Dat ass esou.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, et kann dat sinn. Mä et ass wichteg, wéi gesot, datt mer hei Moossnamen huelen, fir d'Sécherheet ze verbesseren. An ech wëll och hei un d'Wierder erënneren, déi mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, de 9. Dezember 2014 op dëser Plaz gesot huet. Do hate mer eng Interpellatioun iwwert d'N7. Deemools sot den Här Bauler, a lauschtert gutt no, well dee Mann, deen hat Visiounen, deen huet am Fong du scho gesot, wat elo zu engem gudden Deel...

(Interruption)

...realiséiert gëtt: „De Profil type vun där sougenannter «Dräibunn» wier also deen heiten: Op béide Säite riets, do, wou et machbar ass, eng Voie lente, déi mat 90 km/h ze fueren ass, an déi zwou bannenzeg Spure sinn da mat maximal 110 km/h ze fueren. An der Mëtt soll ee Sträife vun engem Meter reservéiert bleiwen, fir déi néideg Sécherheetsmoossnamen ze garantéieren." Ech mengen, déi Virschléi hu jo also nach ëmmer hir Gültegkeet.

Ofschléissend och nach e Wuert zu där Vëlospist, där mir elo manner reservéiert géintiwwerstinn. Mir gesinn dat awer trotzdeem als eng flott Iddi. Selbstverständlech ass dat net déi absolutt Prioritéit. D'Prioritéit gehéiert der Sécherheet op der N7. Mä datt awer gläichzäiteg am Beräich do eng Vëlospist aménagéiert gëtt, fanne mer awer eng gutt Iddi. Datt selbstverständlech kee vun der Wämperhaart bis an d'Stad mam Vëlo schaffe fiert, dat wësse mer. Et sinn awer emol Leit dertëschent, déi awer och vläicht gär mam Vëlo fueren.

Bon, ofschléissend wëll ech soen, datt déi Projeten, déi elo hei virgeluecht ginn, an déi richteg Richtung ginn. Si spigelen u sech d'Regierungspolitik insgesamt zréck, a wéi eng Richtung mer wëllen investéieren, an och dat, wat virdrun hei scho gesot ginn ass, wat de Finanzminister de Moie gesot huet, vun deenen dräi Pilieren.

Dat heiten, dat enchaînéiert un dat, wat de Moien hei gesot ginn ass. Dowéinst kënne mir als Demokratesch Partei dat och ënnerstëtzen a wäerte selbstverständlech och déi Motioun hei guttheeschen.

An ech wëll awer och nach der Madamm Lorsché Merci soe fir hire ganz gudde Rapport.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An en ass scho prett, den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus der Kolleegin Josée Lorsché Merci fir hire Rapport.

Ech mengen, wann een als sechste Riedner an esou enger Debatt drukënnt, da verstitt Der, datt ech elo net all eenzelne Projet nach eng Kéier hei wäert duerchhuelen.

Une voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä wann Der drop haalt: Mir hu kee Problem! Mä ech mengen, mir géifen eis dat erspueren.

Et ass am Fong zéng Joer hier, datt mer déi Prozedur hei décidéiert hunn, deemools an der deemoleger Comexbu, an zwar well mer ganz dacks hei an der Chamber festgestallt hunn, datt vill Projeten do waren, wa mer se hei gestëmmt hunn a wa mer spéiderhi bei d'Konte komm sinn, da waren déi Projete ganz dacks ganz vill iwwerschratt. Duerfir ass déi nei Prozedur 2006 agefouert ginn, wou gesot ginn ass, datt all Projet iwwer 7,5 - dat ass 2009 op 10 Milliounen eropgehuewe ginn - an all Projet, deen iwwer 40 Milliounen ass, muss iwwert de Wee vun engem Projet de loi hei an d'Chamber kommen.

All dës Projeten, wéi gesot, iwwer zéng Milliounen, déi ginn all Joers dann hei am Virfeld vun der zoustänneger Kommissioun, op Propositioun vum zoustännege Minister, diskutéiert an an enger Resolutioun (veuillez lire: Motioun) festgehalen, wou dann d'Chamber zoustëmmt.

An dat wäerte mer dann haut och mat eiser Ënnerstëtzung maachen, fir eben dëse Projeten zouzestëmmen, fir datt d'Regierung kann ufänken, déi Dossieren ze preparéieren, fir datt se ka Frais d'études engagéieren, a fir datt mer iwwert dee Wee dann d'Projeten herno heihinnerkréien, déi mussen an d'Chamber kommen - wéi gesot, déi iwwer 40 Milliounen -, déi da méi no bei der Realitéit sinn, wat de Chiffer ubelaangt, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et muss een och soen, datt déi Prozedur hir Friichte gedroen huet. All déi Kolleeginnen a Kolleegen aus der Comexbu kréie jo regelméisseg vum zoustännege Minister e Relevé virgeluecht vun alle Projeten, déi lafen, souwuel déi, déi de Stat, d'Bâtiments publics oder d'Ponts et chaussées maachen, mä awer och wat d'Eisebunn ubelaangt, all d'Projeten. An do muss ee wierklech éierlechkeetshalber soen, datt praktesch kee Projet méi derbäi ass, deen Dépassementer huet.

Ech mengen, do muss een och deene Leit an deenen eenzelne Verwaltungen an deenen Ingenieuren a Bureaux d'études, déi déi Planunge maachen, déi d'Devisen opstellen, félicitéiere fir déi gutt Projeten, wat d'Estimatioune vum Coût ubelaangt. Well et ass fir d'Politik, mengen ech, eppes wesentlech, dat ass, wa se kann eng gewësse Planungssécherheet hunn, virun allem och wat d'Finanzen ubelaangt a virun allem, wann d'Projeten dann, wéi gesot, herno och am Devis bleiwen.

Et ass fir mech kee Problem, wann e Projet presentéiert gëtt an déi Responsabel setzen den Devis e bësse méi héich un, wéi dat vläicht de Fall wär, fir eng gewësse Garantie ze hunn. Mä dann ass et, mengen ech, fir d'Politik awer sécher, datt et an deem Kader bleift. An duerfir Merci un alleguer déi Leit, déi déi Projeten an de vergaangenen zéng Joer zu esou engem gudde Resultat gefouert hunn!

Ech wëll just hei Positioun bezéien zu dräi Projeten. Wéi gesot, mir stëmmen déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun), mir sinn domat averstanen. Deen een ass deen, deen d'Bibliothèque nationale ubelaangt, wou sollen déi Logementer fir Jugendlecher dra gemaach ginn. Et ass eng ganz gutt Iddi, fir Logementer fir Jugendlecher ze schafen, déi Problemer hunn, fir eng Wunneng ze fannen.

Mä d'Fro, déi ech mer oder déi mir eis gestallt hunn, ass, ob d'Nationalbibliothéik dat gëeegent Gebai ass. Et ass en historescht Gebai, wou et och, wat d'Konzept vum Fonctionnement vum Gebai ubelaangt, eiser Meenung no dach awer vläicht schwéier ass, fir do Wunnengen dran ze maachen.

Mir wëllen eis net dergéint verschléissen. Mir wëlle just drop opmierksam maachen, datt et, eiser Meenung no, vläicht net dat gëeegentst Gebai ass, fir Wunnengen dran ze maachen an et vläicht méi sënnvoll wier, iergendwou, anzwousch aneschters en neit, fonctionnelt Gebai ze maache mat esou Wunnengen dran, wou och d'Alentoure vun dem Gebai méi der Jugend géifen entspriechen, wou eventuell e bëssen Natur derbäi ass, e Fräiraum, wéi grad hei matzen am Zentrum an der Nationalbibliothéik, wou mir mengen, datt dat Gebai och vläicht kéint fir aner administrativ oder representativ Fonctioune gebraucht ginn. Wéi gesot, mir stäipen eis net dergéint, mä mer wollten eis Bedenken awer bei deem Projet do umellen.

Een anere Projet, deen de Mëtteg hei selbstverständlech diskutéiert ginn ass, dat ass eis N7. De Kolleeg Aly Kaes huet des Laangen an des Breeden doriwwer diskutéiert. Mir wëlle vun eiser Säit aus soen, datt mir als ADR zu 100% d'Iddi ënnerstëtzen, fir d'N7 op véier Spuren auszebauen, op zweemol zwou Spuren.

Ech mengen, wéi mer hei virun engem Joer d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Radaren, do hu mer och deemools gesot, datt déi Radare sollen dohinner kommen, wou Geforepunkte sinn. An eleng op deem Tronçon vun der N7 hu mer dräi Radaren higesat! Wat jo dann och en dokumentéierte Bewäis ass, datt mer als Politiker der Meenung sinn, datt dat eng gefäierlech Strooss ass.

An och alleguer déi Accidenter, déi regelméisseg do geschéien, déi beweisen dat, datt dat eng gefäierlech Strooss ass. An och dat, wat haut hei festgehale gëtt, ass erëm de Bewäis, datt et eng gefäierlech Strooss ass, well hei ebe sollen elo Leitplanken an d'Mëtt kommen, fir déi zwou vun enger Spur ze trennen, a wa Kräizunge solle verbessert ginn an esou weider.

Ech wëll duerfir soen, datt mir der Meenung sinn, datt een net derlaanscht kënnt, mëttelfristeg awer déi Strooss ganz op véier Spuren auszebauen. Ech mengen, mir hunn d'Nordstrooss elo fäerdeg. A jiddwereen, deen déi Streck fiert, wat jo formidabel ass, d'Nordstrooss, fir déi ze fueren haut, wat een do vun Zäit gewënnt, alleguer déi Leit - vläicht an de Stousszäiten, wou et net esou geet -, mä soss ass dat e Genoss, fir an den Norden ze fueren oder vum Norden erof an d'Stad ze fueren. An et feelt ganz einfach hannert der Nordstrooss elo eng véierspureg Strooss bis uewen an d'Éislek.

Ech mengen de Kolleeg Frank Arndt huet virdrun hei, wéi de Kolleeg Aly Jaerling geschwat huet, op d'Motioun, déi mer haut hei stëmmen...

Une voix.- Den Aly Kaes!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Den Aly Kaes, net den Aly Jaerling.

Une autre voix.- Den Aly Jaerling hutt Dir gesot.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng Gewunnecht. Jo, jo.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir schéngt en ze vermëssen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Normalerweis, wann esou e Lapsus mer geschitt, da soen ech: Ech wollt kucken, ob Der nogelauschtert hutt. Mä dës Kéier wollt ech net kucken, ob Der nogelauschtert hutt, et war einfach e Lapsus. Dir gesitt, d'Vergaangenheet hëlt een ëmmer erëm an.

De Kolleeg Aly Kaes huet hei iwwert d'N7 geschwat an duerno huet de Kolleeg Frank Arndt eng Interventioun gemaach, wou e gesot huet, ob en d'Motioun net gelies hätt, well do géif nëmmen drastoen: Réaménagement de la N7. Domadder wollt de Kolleeg Arndt wahrscheinlech soen, datt d'Motioun méi wäit geet wéi den Text.

Elo stellen ech mer awer dann hei d'Fro, wann ee vun der Majoritéit esou eng Interpretatioun vun der Motioun hei gëtt, weess ech net méi, wéi dann elo d'Interpretatioun vun där Motioun ass. Ass et dat, wat am Rapport steet, wat gemengt ass, oder ass et esou, datt vläicht nei Iwwerleeungen an der Majoritéit komm sinn,

datt se awer mengen, et misst ee méi wäit goen, wat d'N7 ubelaangt, an datt een dat duerfir an der Motioun méi generell formuléiert huet, wou jo dann och de Kolleeg Frank Arndt spezifesch drop higewisen huet? Vläicht kréie mer nach eng Antwert.

Ech wier frou, wann d'Interpretatioun vun der Motioun esou ze verstoe wier, wéi de Kolleeg Frank Arndt eis se hei virdru wollt gleewen doen. An da géif och den Här Kaes doudsécher déi Motioun hei matstëmmen.

Mä, wéi gesot, mir sinn als ADR derfir, datt déi Strooss soll op der ganzer Längt zweemol zweespureg ausgebaut ginn.

Nach e Schlusswuert, wat déi Informatiounssystemer ubelaangt. Déi Informatiounssystemer, déi mer op d'Garë kréien. Ech mengen, mir sinn elo alleguer frou, datt et kënnt. Mä a Wierklechkeet, musse mer soen, musse mer bedaueren, datt et elo eréischt kënnt, well dat, wat mir elo hei amgaange sinn am Land ze installéieren, dat ass am Ausland scho laang eng Normalitéit. An hei si mer wierklech am Hannertreffen.

Mir sollen net ze vill driwwer schwätzen, mä mir sollen et esou séier wéi méiglech maachen. Well et ass praktesch blamabel, wann ech nach haut de Moien de Finanzminister héieren hunn, wat mir e gutt an e räicht Land sinn, wat Rekordinvestitiounen huet, an datt mer dann esou Nachzügler an esou enger dach net allze grousser Investitioun sinn. Duerfir sollte mer eis net ze vill op d'Schëller klappen, mä mir sollte vläicht ganz still und leise, awer séier déi Installatioune maachen.

Dat gesot, wäerte mir där Motioun zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. Da si mer elo um Enn vun eiser allgemenger Ronn an d'Regierung huet d'Wuert: den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, fir d'Wuert, an och Merci allen Deputéierte fir hir Bäiträg; och der Rapportrice fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll versichen, Här President, an där Zäit, déi ech hunn, eng Rei Froen ze beäntwerten an op een oder zwee Projete vläicht nach e bësse méi am Detail anzegoen. Ech huele se elo net chronologesch, wéi se hei kommen am Text respektiv an der Motioun, mä esou en fonction vun de Riedner, wéi ech mer opgeschriwwen hunn, wéi d'Froe komm sinn. Ech mengen, dat erlaabt mer dann, datt ech och kee vergiessen herno an eng Äntwert ze ginn op eng Fro, déi ee gestallt huet.

Ech fänken dann u mat der Bibliothéik. Do sinn eng Rei Froe gestallt ginn. Et si sech och eng Rei Froe gestallt ginn, ob dat eent oder dat anert géif Sënn maachen. Ech verheemlechen Iech och net, datt mer vill Diskussiounen doriwwer haten, och an der Regierung, wat ee mat deem Gebai soll maachen. An ech muss Iech och soen, datt meng perséinlech Meenung déi war, fir do an där Bibliothéik, wann eng Kéier d'Bibliothéik erausgeplënnert ass, e flott Gebai dranzemaache mat enger gemëschter Struktur vu Wunnengen, awer ouni ze definéieren, wat fir eng Wunnengen, mat souguer och éischter ënnendran, um ënneschte Stack, Restauratioun a Commerce.

Bon, du koum d'Demande op am Kulturmilieu fir awer nach eng zousätzlech Kulturinfrastruktur. Wat elo gesicht ginn ass, dat hei, ass e Kompromëss. Dat heescht, et soll jo dann esou en Ausstellungsraum drakommen, awer och eng Restauratioun niewendru kommen. Et ass e bëssen e Kompromëss vun deem Ganzen. Woubäi ech awer ëmmer wëll betounen: Mir si jo hei nach net um Stadium vum Projet. Dat heescht, elo kann et sinn, datt en cours de route ganz sécherlech nach Evolutioune kommen, och duerch Diskussiounen, déi mat der Stad Lëtzebuerg sinn.

An ech wëll dat direkt hei betounen: Bei all Projet, dee mer maache matzen am Stadkär, hu mer ëmmer Consultatioune mat der Stad Lëtzebuerg, wat d'Konsequenzen dovunner sinn, zemools wann et och ëm historesch Gebaier geet, wéi deem heiten.

Et muss ee jo och wëssen, mir hunn hei ganz streng Oplagen. Dat Gebai ass klasséiert a vëlleg zu Recht. Mir kënnen net egal wat dramaachen. Mä wéi gesot, hei si mer um Stadium vun de Studien. An ech mengen, esou wéi et elo formuléiert ass am Text, datt a priori eng gemëschte Struktur soll drakommen, also Kultur oder gemëscht Kultur mat Commerce a Logement, dat léisst eis souwisou alles op. Herno, wann de Projet kënnt, dat do gëtt jo mat Sécherheet, esou wéi et ausgesäit, éischter e Gesetzesprojet vum Käschtepunkt hier herno, mä dovun ofgesinn, mengen ech, och wann et kee Gesetzesprojet misst ginn, da wäerte mer d'Chamber informéieren, wat mer hei am Detail wierklech wäerten dramaachen.

Dat nämlecht trëfft och zou fir den Don Bosco. Den Don Bosco muss ganz kloer ofgerappt ginn. Ech mengen, dat Gebai, wann mer net an där Situatioun wäre vun de Flüchtlingen, wär et och schonn ofgerappt. Et ass elo emol virgesinn, eventuell dann eng Annex ze maache vun deem, wat besteet, mä och dat ass nach net definitiv. Dat heescht, och hei soll studéiert ginn, gekuckt ginn, wat ee kann op d'Plaz do maachen, an enker Ofstëmmung och mat der Stad Lëtzebuerg.

Ech mengen, mir wësse jo och net vun der Flüchtlingskris, wéi déi weider wäert evoluéieren, dat hänkt jo och elo e bëssen dovunner of. Mä op alle Fall ass et esou, datt, wann dat ofgerappt gëtt an e Projet dropgesat gëtt, dat dauert jo souwisou nach eng Zäit, da wäerte mer nach genuch Zäit kréien, fir doriwwer ze schwätzen an och ze kucken, wat mer dann definitiv wäerten op déi Plaz do maachen.

Ech bleiwen da vläicht beim Lampertsbierg, well do eng Rei Froe gestallt gi sinn am Zesummenhang mat dem Déplacement vun der Uni op de Kierchbierg a wat da geschitt mat de Gebailechkeeten um Lampertsbierg.

Bon, och do ass ze soen, Dir wësst, datt do e gudden Deel ass, dat si klasséiert Gebaier, déi hunn en architektonesch héije Wäert, historesche Wäert zum Deel. An do dierfe mer net egal wat dramaachen. Ech mengen, do ass et och kloer, déi Gebaier sollen éischter enger éffentlecher Bestëmmung zougeuerdnet ginn, mindestens deen Deel, dee klasséiert ass.

Fir de Rescht hat Der jo matkritt sécher, datt mer der Stad Lëtzebuerg proposéiert hunn, datt mer eng ganz Rei Lycéeë wëllen eraushuelen um Lampertsbierg, de Lycée technique du Centre zum Beispill, an datt eng ganz Reorganisatioun soll komme vun de Lycéeën um Lampertsbierg, aus engem ganz einfache Grond: well do eng immens Konzentratioun ass vu Lycéeën, awer op enger Plaz, wou et net immens gutt gëeegent ass, wat immense Verkéier generéiert, déi onzieleg Bussen, déi mussen dorobberfueren. An duerfir soll en Deel op de Kierchbierg kommen.

An dann ass virgesinn natierlech, datt och um Lampertsbierg do solle Wunnengen entstoen. Dat si jo Terrainen, déi dem Stat gehéieren, wat eng gutt Saach ass, dann hu mer och eng Mainmise drop, wat fir eng Wunnengen do entstinn a wéi se sollen entstoen. Dat soll a Phase geschéien. Dat geschitt net alles op ee Coup. Et muss ee jo och fir d'Éischt emol dann um Kierchbierg fir de Lycée technique du Centre zum Beispill eppes Neies bauen. Mä dat wäert a Phasen, wéi gesot, transforméiert ginn.

Wat awer elo genau wäert an déi historesch Gebaier kommen, dat wësse mer nach net. Ech mengen, dat ass amgaangen, gekuckt ze ginn.

Dann zu dem Informatiounssystem vun de CFL. Bon, den Här Gibéryen seet - dat ass richteg -, et hätt scho méi fréi kënne gemaach ginn. Do ginn ech Iech net onrecht. An dat louch mir och uewen ze insistéieren, datt mer dee System do elo solle séier kréien.

Ech muss allerdéngs drop hiweisen, datt an Europa och nach laang net all Réseaue gutt équipéiert sinn an datt mir mindestens elo de Virdeel hunn, beim System, dee mir wäerte maachen, datt mer dee modernsten an neiste kënnen huelen, deen och am beschte kompatibel ass mat deenen aneren Informatiounsmëttelen, déi d'Leit haut hunn. Zum Beispill an der digitaler Welt, dat wësst Der, gëtt et haut Handyen. Dir kënnt herno dat nämlecht, wat Der op Äre Saile gesitt, och op d'Handyen herno kréien.

Duerfir ass et och beispillsweis, ech mengen, den Här Graas hat gefrot, ob een där net nach méi soll opstellen, där Panneauen, och op Park & Riden zum Beispill. Dat mécht net vill Sënn, well Dir kënnt herno op Ärem Handy eigentlech déi nämlecht, bal déi nämlecht Informatiounen ofruffen, wann dat alles bis fäerdeg ass.

Et geet hei méi drëms, op de Garen déi grouss Informatiounsstellen, wou och vill Fluxe si vu Leit, datt do kloer siichtlech ass, also datt d'Leit sech zurechtfannen, gutt informéiert sinn.

An dann ass dat hei jo och eng Kombinatioun tëschent geschwater Informatioun och op digitaler Basis mat ugewisener Informatioun. An déi gëtt natierlech och verknäppt mam nationalen Telematiksystem, dee mer hu beim Verkéiersverbond, dat heescht, datt den RGTR och, also all déi aner Mobilitéitsträger, déi mer am éffentlechen Transport hunn, domadder kombinéiert ginn, soudatt mer eng Villzuel vu Méiglechkeete kréien an Zukunft, fir de Client wierklech vill, vill besser ze informéiere wéi haut. Dat dréit zu der Qualitéit vum éffentlechen Transport enorm bäi, dat gëtt eng enorm Verbesserung. An duerfir sinn ech frou, datt dee Projet elo relativ séier wäert ëmgesat ginn.

Woubäi ech och wëll soen: Mir kucken och dauernd, wat deen neiste Stand ass. Déi ganz digital Welt, déi evoluéiert ganz, ganz rapid. A mir wäerten duerfir versichen, ëmmer erëm dat Allerneist a -bescht och do matanzebauen an ze adaptéieren. An dee ganze System, ech mengen, dozou gehéieren zum Beispill och aner Elementer wéi de gratis Wi-Fi um ganzen Eisebunnsréseaunetz, deen ech gär hätt.

An ech hat jo op eng Question parlementaire geäntwert, elo kierzlech, datt an deenen neie KISS-Automotricen eng Testphas wäert kommen, wou et probéiert gëtt. Ech war mer och selwer eng Rei Saachen nach ukucken. Do gëtt et och haut technesch gesi vill, ëmmer besser an ëmmer méi Méiglechkeeten, fir Iwwerbréckungen ze maachen, fir Schwächte vum Réseau auszegläichen. An ech hunn och de CFL gesot, datt ech wierklech gären hätt, datt dee gratis Wi-Fi um ganze CFLs-Réseau relativ séier soll kommen. An dat wäert och geschéien. An dat ass och e wichtegen Deel an der Informatiounspolitik an an der Qualitéit, déi mer kënnen ubidden.

Well an Zukunft, wann ech heiansdo esou Reportagë gesinn op der Televisioun oder och an den Zeitunge liesen, wou Vergläicher gemaach ginn tëschent dem Zuch an dem Auto, da gëtt ëmmer nëmme genau d'Zäit geholl, déi ee brauch vun A no B, mä et gëtt net gekuckt, wat fir eng aner Virdeeler een zum Beispill am Zuch huet, zum Beispill, wann da gratis Wi-Fi do ass, da kann ee gemittlech seng Zeitung liesen am Zuch op sengem iPad oder och aner Saache maachen, vläicht emol d'Maile liesen.

Alles dat si Saachen, déi een, wann een am Auto muss fueren oder souguer wann een am Stau steet, net ka maachen. An dat sinn awer och qualitativ keng ze ënnerschätzend Virdeeler. Duerfir ass et mer esou wichteg, datt mer do dee Wi-Fi och relativ séier kréien.

Dann zu der ganzer Problematik mat de Passages à niveau. Do waren eng Rei Froe gestallt ginn. Fir d'Éischt emol zu der Gare Klengbetten an zu dem Gebai vun der Gare. Den Här Negri hat dat gefrot.

Zum Gebai: Ech hat och nach virun e puer Deeg eng Entrevue, e lescht Gespréich mat dem Schäfferot vun der Gemeng Stengefort. Déi hate jo Suergen, datt, wa mer géifen d'Gebai ewechhuelen, herno kee gehëtzte Wartesall méi do wär an esou weider. Mir hunn hinnen awer elo d'Pläng gewisen. Do war e gewëssent Mëssverständnis do. Et ass natierlech esou, datt amplaz vun deem aktuelle Gebai e gehëtzte Wartesall dohinnerkënnt, deen och grouss genuch ass, mat enger Toilett och, enger éffentlecher Toilett. Also, déi Suerg, datt elo guer näischt méi do wär, déi ass net berechtegt. Doriwwer ass d'Gemeng och elo frou, datt dat esou ass. An ech mengen, duerfir si vill Suerge fort.

Do hu mer nach driwwer diskutéiert, ob et net sënnvoll wär, fir ze kucken, eppes dohinner ze kréien, datt een e Croissant kéint kafen an esou weider. A mir sinn herno zur Konklusioun komm, zesummen, datt ee vläicht do soll emol e Projet probéiere mat esou enger Aart „food truck" moies, wou dann zu verschiddene Stonnen zwar net e grousst Iessen, mä Croissanten zum Beispill kéinte verkaaft ginn. Et kéint een emol vläicht do eng Kéier en Test maachen. An d'Gemeng kuckt och elo mat engem Bäcker aus der Uertschaft, ob dat vläicht méiglech wier ze maachen. Bon, dat ka vläicht e flotte Modell ginn, vun deem ee sech da ka virstellen, en och emol op anere Plazen, op gréissere Garen ze maachen am Land.

Mä op alle Fall, déi Gare kënnt elo ewech a gëtt ersat duerch eng modern Installatioun vu gehëztem Wartesall mat Toilett. An do ass d'Gemeng och elo d'accord, datt mer dat maachen. An de Passage à niveau, deen ass à l'étude. Do gëtt et schonn e Projet. An et ass kloer, datt deen och soll gemaach ginn. Do gëtt et awer nach keen definitivenTiming. Fir Capellen, par contre, gëtt et nach kee Projet.

Mä dann awer zu deenen anere Passage-à-niveauen, déi gefrot gi sinn: Den Cents, de PN56, deen ass 2018 fäerdeg. An dann déi dräi Passage-à-niveauen zu Schëffleng, déi sinn ewechgeholl den Hierscht 2018. Zu Dummeldeng ass et 2020 de Fall. Dat heescht, Dir gesitt, dee Programm, dee leeft wierklech zügeg weider, fir iwwerall ze versichen, déi Passage-à-niveauen do ewechzehuelen.

Dann zu der Fro vum Här Graas iwwert d'Wendestell vun de Schëffer. Dat war an enger Question parlementaire vun Ärem Kolleeg vu Mondorf kierzlech beäntwert ginn - dee jo och hei ass. An déi Wendestell, dat gëtt gemaach fir Schëffer vun 135 Meter, dat ass geplangt. An et ass souguer e Gesetzesprojet scho quasi fäerdeg.

Et ass awer allerdéngs esou: An dee Gesetzesprojet kommen eng Rei aner Saache mat dran, zum Beispill d'Renaturéierung vun der Sir. Och déi Fëschtrap, déi do soll gebaut ginn, eppes, wat dem Här Graas jo bestëmmt och gefält, wa mer un esou Saachen denken. An dann natierlech och eng Mikrozentral, fir Stroum ze produzéieren, soll an engems matgemaach ginn. Dat ass e Gesetzesprojet, deen ass esou gutt wéi fäerdeg an dee wäert ech Iech och iergendwann eng Kéier an d'Chamber bréngen, soudatt dee Problem sech dann och wäert léisen.

Dann, als Ofschloss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wuert zu der N7. Éischtens emol wëll ech soen, datt et par rapport zu deenen Diskussiounen, déi mer jo haten - an dat waren der jo net wéineg, viru knapp zwee Joer -, keen neie Moment gëtt. Iwwerhaapt keen een neie Moment! Duerfir brauch ech och all meng Argumenter, déi ech bruecht hunn, sougutt hei an der Chamber wéi an aneren Diskussioune wéi och a Biergerversammlungen, déi ech organiséiert hunn, net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech hunn och deemools awer gesot, an dat gëtt heimadder ageléist, datt e ganze Koup Investissementer an déi N7 gemaach ginn, fir déi Strooss ze sécuriséieren. An ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt een en Ausbau vun enger Strooss op méi Spuren haaptsächlech och am Zesummenhang kuckt mat der Belaaschtung vun der Strooss iwwer 24 Stonne respektiv mat der Capacitéit, déi een haut huet par rapport zu den Autoen, déi driwwerfueren an an der Zukunft vläicht géifen driwwerfueren oder sollen driwwerfueren.

An d'Haaptargumentatioun, firwat datt mer dat net maachen, wat Eenzelner vläicht gären hätten, dat ass, datt déi Capacitéit vun der Strooss duergeet. Et gëtt eng Rei Problemer op der Streck a puncto Sécherheet. Déi gi behuewen. Déi sinn och alleguer heidra virgesinn. An ech mengen och, wa mer déi all gemaach hunn, dann hu mer d'Sécherheetsproblemer wierklech geléist. Da gëtt et där op där ganzer Streck keng méi.

Mäi Wonsch wär just deen heiten un d'Deputéierten, un d'Politiker am Allgemengen: Ech héieren ëmmer ganz séier Interpretatioune par rapport zu Accidenter, déi geschitt sinn. Ech géif wierklech drëm bieden, wann Accidenter geschitt sinn, dat ass jo scho schlëmm genuch an tragesch genuch fir déi Leit: Kommt, mir maache keng Politik mat Accidenter, déi grad geschitt sinn!

Well ech soen Iech: D'Ursaache vun Accidenter, firwat en Accident geschitt ass, firwat ee säi Liewen huet misse loossen, déi si meeschtens net esou einfach ze deiten a festzestellen, wéi dat hei aus der Hëft eraus oft gär gesot gëtt.

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt ech net fir näischt de Bilan vun den Accidenter vum Joer virdrun (veuillez lire: de Bilan vun den Accidenter vum Joer virdrun esou spéit maachen). Ech kéint dee jo, theoretesch gesinn, op den 2. Januar zéien. Mä dat maachen ech net. Firwat maache mer dat net? Ma, well tëschent dem Januar an dem Abrëll, wou meeschtens d'Chiffere publizéiert ginn, mer detailléiert Analyse kréie vun den Assurancen, vun der Police, vun der Protection civile, komplett Detailer kréien, wat wierklech d'Emstänn an d'Ursaache ware vum Accident. An ech soen Iech: Ganz, ganz oft ass et net dat, wat am Ufank vläicht gemengt gëtt!

Mir wëssen natierlech, duerch déi Statistiken, déi ech publizéieren, datt et - ech géif bal soen - a bal 70% vun de Fäll iwwerhéichte Vitesse ass. Dat sinn awer definitiv Statistiken, wou dat festgestallt ginn ass. Et ass e Fait, datt d'Vitesse einfach de grousse Problem ass, dee mer an eiser Gesellschaft nach ëmmer hunn. An duerfir schaffe mer jo och dorunner, datt mer d'Leit derzou kréien, datt se d'Vitessë solle respektéieren, esou wéi se virgeschriwwe sinn.

Mä et huet kee Wäert, Konklusiounen ze zéien, an et ass wierklech net glécklech, Konklusiounen ze zéien aus Accidenter, déi geschéien. Wéi gesot, ech soen Iech just ee Beispill. Mir haten net déi lescht Woch, mä et ass nach net esou laang hier, en Accident, wou een och hätt kënnen dat eent mengen an am Endeffekt war et awer e Malaise vun der Persoun, déi hannert dem Steier souz. An duerfir géif ech wierklech drëm bieden, keng Interpretatioune méi ze maachen hei an der Chamber vun Accidenter, well dat bréngt eis net ganz vill.

Wann d'Zuele bis do sinn, déi kritt Der jo och ëmmer als Chamber, da kann ee ganz gäre ku-

cken, op Basis vun den Zuelen da Konklusiounen ze zéien op enger sachlecher Basis. An ech mengen, et ass och esou, wéi et gemaach gëtt an deem Aarbechtsgrupp Sécuritéit, wou iwwregens alleguer d'Akteuren drasëtzen. Well déi Konklusiounen, déi d'Ponts et chaussées zitt an och ech zéien um politeschen Niveau, wat op wat fir enger Strooss gemaach gëtt oder soll gemaach ginn, dat ass net einfach esou, well dat mer grad moies afält oder engem Bauingenieur vu Ponts et chaussées moies grad afält, mä déi gi gezunn op Basis vun Diskussiounen, wou vill Experte ronderëm den Dësch sëtzen an der Verkéierssécherheet, Police an esou weider, fir zu deene Konklusiounen ze kommen.

Elo kann ee vläicht doriwwer aus anere Grënn net ëmmer frou sinn an zefridde sinn, mä mat den Accidenter ganz kloer am Zesummenhang gesinn, si se meeschtens op där sachlecher Basis festgestallt ginn a gëtt och an der Regel ëmmer direkt dorobber reagéiert. Dat kënnt Der roueg kucken, wat an deene leschte Jore gemaach ginn ass a wat och an deenen nächste Jore gemaach wäert ginn, wann et drëms geet, d'Stroosse méi sécher ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Domat si mer, souwäit ech dat gesinn, um Enn vun eiser Orientéierungsdebatt ukomm.

Motion 1

Et bleift eis nach d'Motioun.

Ass déi Motioun ausdiskutéiert?

Plusieurs voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ass dat de Fall? Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Ass de Vote électronique gefrot? Oder kënne mer mat Handophiewen ofstëmmen?

(Assentiment et interruption)

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, ass da gebieden, d'Hand ze hiewen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Géigeprouf: dergéint? Enthalungen? Unanimitéit: Domat ass d'Motioun mat alle Stëmmen ugeholl. Merci.

An da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Revisiounspropositioun vum Artikel 32.(3) vun eiser Verfassung.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen herno beim Vott noutwendeg ass. A mir wësse jo, dass dat hei en zweete Vott ass. An den Här Rapporteur, den honorabelen Alex Bodry, huet elo direkt d'Wuert.

4. 6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dëser Proposition de révision vun eiser Verfassung geet et ëm eng punktuell Neiformuléierung vun engem Deelartikel vun eiser Constitutioun, dem Artikel 32.(3).

Haut solle mer als Chamber eng zweete Kéier doriwwer befannen, nodeem mer e Reflexiounsdélai vun dräi Méint respektéiert hunn. Den éischte Vott hate mer hei zu deem neien Artikel 32.(3) de 6. Juli an der Chamber. An deemools hate vu 54 Deputéierte sech der 52 fir déi Ännerung ausgeschwat, bei zwou Géigestëmmen. Ech hoffen als Rapporteur, dass et eng äänlech breet Zoustëmmung gëtt bei dësem zweete Votum, wéi en an eiser Verfassung virgeschriwwen ass.

Bei deem Artikel 32.(3) dréit et sech ëm Froen, déi mat der Kompetenz vun der Regierung ze dinn hunn, fir Reglementer ze huelen, fir also Ausféierungsbestëmmunge vu Gesetzer ze huelen. Wat ass Domän vum Gesetz, wat ass Domän vum Reglement? Wat ass also schlussendlech am Décisiounspouvoir vun der Chamber a wat läit an dem Décisiounspouvoir vun der Regierung?

Et ass also eng ganz sensibel Matière, déi mer hei uginn, déi mer hei reformuléieren, an dat an deem spezifeschen Domän 32.(3) vun dem sougenannten Domaine réservé à la loi par la Constitution.

Mir kennen hei zu Lëtzebuerg, wéi eng Partie aner Länner, dee System vun der Réserve de la loi, wou also festgeluecht gëtt, wat fir eng Matièren eigentlech mussen duerch d'Gesetz geregelt ginn an net däerfen duerch Reglementer vun der Exekutiv geregelt ginn.

Dat sinn eng ganz Partie Matièren, déi an der Verfassung opgezielt ginn, wou drasteet: „la loi règle, la loi détermine", an dat heescht, dass also net duerch eng Regierungsdécisioun oder duerch administrativ Bestëmmunge vun der Regierung gewësse Matièrë geregelt kënne ginn. Dat muss de Législateur obligatoresch erweis maachen.

Wat awer erëm net heescht, dass dat eng exklusiv Kompetenz wär vum Législateur. En huet d'Haaptkompetenz, mä wann de Législateur dat esou wëllt an esou décidéiert an an e Gesetz eraschreift, kann en och dem Grand-Duc, der Exekutiv - an der Praxis ass dat d'Regierung - e Pouvoir réglementaire zougestoen. Et ass awer e Pouvoir d'attribution, déi an deem heiten Domän de Grand-Duc, lies d'Regierung kritt.

Also, dee Pouvoir réglementaire am Domaine réservé, deen d'Regierung huet, gëtt et, ass och esou gewollt, och vun der Chamber, mä ass natierlech méi beschränkt wéi an deenen anere Matièren, déi net spezifesch vun der Verfassung dem Gesetz virbehale sinn.

An de Matières réservées à la loi besteet och zum Beispill de Pouvoir réglementaire spontané vum Grand-Duc net. Dee muss also, wéi ech virdru gesot hunn, expressément an enger Gesetzesbestëmmung virgesi sinn, an an där doter Matière ass et och esou, dass keng Règlements ministériels däerfe geholl ginn. Déi sinn an der Matière réservée ausdrécklech duerch eng aner Verfassungsbestëmmung ausgeschloss.

Par contre bleift also eng gewëssen Attributiounskompetenz, déi d'Exekutiv huet, fir och an deenen heite spezifesche Fäll ze reglementéieren. Ech mengen, déi klassesch Fäll, wou mer oft déi Problematik do begéinen, ass am ganze Schoulsecteur, wou an dëser Verfassung drasteet, dass zum Beispill alles, wat d'Schoul betrëfft, vum Gesetz geregelt muss ginn. En aneren Domän, dee mer oft begéinen, ass dee vun der Liberté de commerce et de l'industrie, wou och Aschränkungen nëmme kënnen duerch e Gesetz festgeluecht ginn, net also vun der Regierung eleng kënnen décidéiert ginn.

D'Fro, déi sech natierlech stellt, zënter dass mer déi dote Bestëmmungen hunn, ass: Wéi wäit geet dann elo déi Kompetenz vun deem engen a vun deem aneren? Dat ass en éiwegen Diskussiounspunkt, eng Debattefro, a wou et eng Jurisprudenz gëtt, ënner anerem och natierlech vun eiser Cour constitutionnelle.

Den aktuellen Text vum 32.(3) ass relativ rezent a geet op eng Revisioun vum 19. November 2004 zréck. D'Absicht vum Constituant war et deemools, Rechtssécherheet ze schafen an eigentlech de besteeënde System vun de Matières réservées bäizebehalen, gläichzäiteg awer och dem Grand-Duc e gewëssene Pouvoir réglementaire ze loossen.

Am Kloertext heescht dat, do si mer eis haut nach ëmmer eens, dass dat eise Wëllen ass: Déi grouss Prinzipien, d'Haaptregelen an enger Matière mussen duerch d'Gesetz festgeluecht ginn. D'Detailer kënnen iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn, wann d'Gesetz dat ausdrécklech virgesäit.

«Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi.» Dat ass den aktuelle Verfassungstext. Deen ass am Ufank och interpretéiert ginn an deem Sënn, wéi mir et eigentlech beabsichtegt haten, duerch eis Cour constitutionnelle, bis an engem éischten Arrêt, den 29. November 2013, et sinn nach aner Arrêten nokomm, méi eng restriktiv Lektür gemaach ginn ass vun där neier Verfassungsbestëmmung, d'Cour constitutionnelle méi streng war an den Domän vum Règlement grand-ducal ganz enk definéiert huet a gesot huet, wierklech all d'Konditiounen, all Modalitéite missten am Gesetz selwer fixéiert ginn, an da bleift praktesch net méi ganz vill iwwreg fir den Domän vum Règlement grand-ducal.

Dësen Ëmstand huet schonn de Statsrot dozou gefouert, fir an enger Stellungnam, ënner anerem och an engem Avis, schonn Ufank 2014, déi Fro vun enger Neidefinéierung, Neiformulatioun vum Artikel 32.(3) opzewerfen. An och dës Regierung huet sech an deemselwechte Sënn geäussert.

An eisem Entworf vun der Chamber fir eng nei Verfassung huet déi zoustänneg Parlamentskommissioun och eng Textpropos vum Statsrot an hirem Projet de révision vun der Verfassung zréckbehalen. Mir hunn eis deen Text awer nach eng Kéier ugekuckt. A mir sinn eigentlech zu deem Schluss komm, eng Schlussfolgerung, déi iwwregens och gedeelt gëtt vum Statsrot, dass dat, wat sengerzäit de Conseil d'État proposéiert hat als neien Text a wat mir ee Moment iwwerholl haten, dass dat eigentlech wahrscheinlech net duergeet, fir op déi fréier Interpretatioun vun dem Pouvoir réglementaire am Domaine réservé à la loi zréckzekommen.

An duerfir hu mer en neien Text eigentlech eis ausgeduecht, dee mer och zréckbehalen hunn an dee wéi folgt formuléiert ass: «Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et le cas échéant les conditions auxquelles elles sont soumises.»

Bei der Matière réservée muss also d'Gesetz ausdrécklech virgesinn, et geet hei rieds vun enger Disposition légale particulière, dass de Grand-Duc an engem spezifesche Fall an enger Matière habilitéiert ass, bestëmmt Ausféierungsbestëmmungen ze huelen.

D'Gesetz muss och zousätzlech d'Zil vun deem Reglement festleeën. Zu wat fir engem Zweck ginn déi Règlements d'exécution geholl? Dat muss also am Gesetz selwer stoen. Mä am Géigesaz zu deem aktuelle Verfassungstext ass et net obligatoresch, dass d'Gesetz och all Konditiounen an all Modalitéite vun deene Matièrë festleet. D'Gesetz kann an Zukunft Konditioune festleeën, et muss et awer net maachen. Wat also virdrun obligatoresch war, gëtt elo reng fakultativ an eisem neien Text.

Ech widderhuelen nach eng Kéier: D'Zil ass et, dass mer erëm zu deem, mengen ech, gesonden Équiliber kommen, dee mer iwwer laang Jorzéngten haten, wou och an der Matière réservée à la loi - d'Gesetz muss déi wichteg Regelen, d'Grondprinzipie festleeën - d'Detailfroe kënnen iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn, wann de Législateur dat expressément esou virgesäit an och den Zweck vun där Operatioun am Gesetz selwer festleet. Dat ass dat, wat mer an deem heiten Text wëllen erreechen.

Mir hoffen, dass mer dës Kéier richtegleien, dass och eise Wëlle richteg interpretéiert gëtt. An deem Sënn géif ech Iech also hei bieden, deen heiten Text ze stëmmen.

Et ass kee Chèque en blanc, deen d'Chamber heimadder der Exekutiv gëtt. Iwwert de Gesetzestext behale mer all Ficellen an der Hand. Mä et gëtt eis déi Méiglechkeet, besonnesch a méi techneschen Domänen, wou et immens schwéierfälleg wär, ëmmer iwwer e Gesetz Bestëmmunge festzeleeën, iwwer Règlement grand-ducal kënnen am Detail dann iwwert d'Regierung déi néideg Modifikatiounen am Laf vun der Zäit ze maachen.

Dat gesot, géif ech Iech also am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heiten Text och eng zweete Kéier esou ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, de Rapporteur, den Här Alex Bodry, huet d'Hannergrënn an och d'Explikatioune ginn, woufir dass deen Text elo esou geännert gëtt. Ech selwer hu beim éischte Vott de 6. Juli eis Argumenter virgedroen, firwat dass mir deen Text do ënnerstëtzen. Ech mengen, deem ass näischt bäizefügen. An dofir kann ech och elo fir deen zweete Vott den Accord vun der CSV ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Meyers. D'Madamm Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hänke mech och un dat, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech mengen, mir hunn déi Deelverfassungsrevisioun gemaach, fir aus engem praktesch reglementaresche Blocage erauszekommen, deen notamment an dem Éducatiounssecteur eise Regierungsmemberen d'Aarbecht ganz schwéier gemaach huet. Mir hu gesot: Et muss alles geschéien, fir dass notamment an deem Secteur erëm kann effikass a schnell geschafft ginn.

Ech mengen, mir hunn all eis Argumenter scho beim éischte Vott gesot. Den Artikel 114 vun der Verfassung verlaangt jo, dass mer dësen zweete Vott maachen, well an där neier Prozedur soll, duerch deen zweete Vott, d'Solennité an de Formalisme vun der Procédure de révision ervirgehuewe gi par rapport zum Vott vun enger normaler Loi, engem normale Gesetz.

An ech wollt domat dat nach eng Kéier ënnersträichen, dass bien entendu, wéi mer et am éischte Vott gemaach hunn, d'DP-Fraktioun voll hannert deem Text do steet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Beissel. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Den Här Bodry huet erëm eng Kéier erkläert, wat den Enjeu ass vun dëser Ännerung, vun dëser Proposition de révision vun eiser Verfassung.

Ech hat d'Geleeënheet, fir beim éischte Vott de 6. Juli och d'Argumenter, firwat datt déi gréng Fraktioun dës Ännerung géif ënnerstëtzen, hei duerzeleeën. Déi gréng Fraktioun huet hir Meenung net geännert zënter dem 6. Juli. An duerfir wäerte mir dann och déi Kéier beim zweete Vott eisen Accord ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. Dann huet den Här Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Och d'ADR huet zënter dem leschte Vott hir Meenung net geännert a wäert och déi Kéier der Verfassungsännerung zoustëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Déi Lénk huet eppes gemeinsam mat all deenen anere Parteien: Si huet och hir Meenung net geännert par rapport zum Vott vum 6. Juli. Den Här Bodry huet ganz gutt duergestallt, datt et eng heikel Matière ass, wou et ëm Décisiounspouvoire geet, wou et ëm en Équiliber geet tëschent Décisiounen, déi d'Chamber hëlt, an Décisiounen, déi d'Regierung kann huelen. Mir mengen, datt déi aktuell Regelung, wéi se an der Verfassung steet, gutt ass an datt se keng Ännerung brauch. A mir sinn och dofir dergéint.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Regierung freet sech d'Wuert zu der Propositioun.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, wann Der eis d'Wuert gitt, Här President. Merci. Ech wëll fir d'Éischt och den Deputéierte Merci soen, dass dee Vott, dee virun der Vakanz stattfonnt huet, datselwecht Resultat wäert mat sech bréngen. Hei geet et virun allem ëm méi Rechtssécherheet. Dat ass dat, wat ganz, ganz wichteg ass. An hei ass och net en Transfert de pouvoir, dee gefrot gëtt. Doweinst Merci der Regierung, pardon, Merci der Chamber,...

(Hilarité)

...dass se dës Rechtssécherheet och garantéiert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Et seet jo soss keen eis Merci.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dofir soen ech och deenen Deputéierte Merci, déi nach ëmmer zu hirem Wuert stinn an dann haut och den Text wäerte stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister. A mer kéinten dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass bei deem heite Vott keng Procuratiounen erlaabt sinn.

Second vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution

Mir géifen de Vott starten. Fir d'Éischt... Jo, dat brauch ech dann net ze soen, vu dass et nëmme perséinlech Stëmme gëtt. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Et komme keng bäi. Dat schéngt also de Fall ze sinn. Dann ass d'Ofstëmmung ofgeschloss.

Mir hu 50 Participatiounen um Vott: 48-mol Jo an 2-mol Neen.

(Interruption)

Jo, ech hunn hei 53 Präsenze markéiert a 50 Votten. Dir dot eis jo net nach eng Kéier ofstëmmen? Ech mengen, d'Ofstëmmungsresultat ass ganz kloer. Déi Zweedréttelmajoritéit ass largement erreecht. An domat ass déi Revisiounspropositioun ugeholl. Merci gesot.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz,

Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mme Josée Lorsché et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 6941 iwwert d'Informatiounsprozedur am Beräich vun den technesche Reglementéierungen. An ech gesinn, dass de Rapporteur, den Här Claude Haagen, scho viru mer Plaz geholl huet,...

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Plaz geholl? Ech stinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well ee mech net méi gesäit.

(Hilarité)

5. 6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, de Projet de loi mat der Nummer 6941, deen eng Procédure d'information, wéi Der gesot hutt, virgesäit, also en Informatiounsverfahren um Gebitt vun technesche Virschréften a Virschréfte fir Leeschtungen an der Informatiounsgesellschaft, ass de 4. Februar vun dësem Joer vum Wirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. D'Handelskummer huet hiren éischten Avis den 1. Mäerz an de complémentairen Avis den 20. Juni vun dësem Joer agereecht. An d'Handwierkerkummer huet hiren Avis den 18. Mäerz 2016 agereecht.

De Statsrot huet säin éischten Avis de 24. Mee an den Avis complémentaire de 5. Juli ofginn. Den Avis complémentaire huet sech dorobber bezunn, datt de Statsrot haaptsächlech eng Opposition formelle um Artikel 5 vun dësem Projet de loi gemaach huet, déi awer dunn nom Amendement vun der Ekonomieskommissioun den Accord vum Statsrot kritt huet.

Den Objet vun dësem Gesetzestext gesäit d'Emsetzung vun der EU-Direktiv 2015/1535 betreffend d'Informatiounsprozedure vir, fir déi et schonn EU-wäit säit den 80er Joren eng Prozedur gëtt. Domäner, déi ënnert dës technesch Regele falen, si bei eis ënner anerem d'Konstruktioun, d'Landwirtschaft, d'Telekommunikatioun, den Transport, d'Mécanique, d'chemesch Produiten, d'medezinnesch Équipementer an d'Energieversuergung.

Fir e reiwungslost Fonctionnéiere vum europäesche Bannemaart ze garantéieren, ass elo d'Zäit komm, fir déi national Initiativen iwwert d'technesch Reglementatiounen EU-wäit méi transparent ze gestalten, fir esou de fräie Wuereverkéier net ze hënneren. Esou muss a soll all Memberstat, deen eng technesch Regelung huet, esou wéi se am éischten Artikel vum Projet de loi definéiert ass, also all déi Produiten a Servicer, déi an deem Kader drastinn, der EU-Kommissioun matdeelen. Dëst awer nëmme fir nei Normen, déi net schonn op europäeschem oder internationalem Niveau unerkannt sinn.

D'Zil vun dëser Informatiounsprozedur ass et, de jeeweilege Memberstaten an der EU-Kommissioun et ze erméiglechen, fir datt een, ier si d'technesch Regelen ëmsetze wëllen, ka kucken, wat bis dohinner an deene jeeweilege Länner genotzt gëtt. Esou gesäit een näämlech vir, wat fir eng Prozeduren nach néideg sinn, also och wat fir eng Harmonisatioun op deenen Domäner nach néideg ass.

D'Wichtegkeet an och d'Uwendung besonnesch vun dëser Prozedur gouf scho vum Europäesche Geriichtshaff a verschiddene Fäll e puermol monéiert, well soss dës Regelen eben net opposabel sinn.

De Gesetzestext gesäit och vir, datt um nationalen Niveau den ILNAS, also den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, zoustänneg ass fir d'Kommunikatioun vun esou technesche Regele mat der Europäescher Kommissioun a mat deenen anere jeeweilegen EU-Memberstaten.

All weider technesch Detailer fannt Der a mengem schréftleche Rapport. Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Haagen. An den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci dem Här Rapporteur Haagen fir säin exzellente Rapport an enger technescher Matière. Duerch säi Rapport hu mer wéinstens e Minimum vun där komplexer Matière verstanen. Merci derfir. A mir wäerten dëse Projet natierlech stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. D'Madamm Elvinger huet d'Wuert.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, ech géif dem Här Rapporteur och gär villmools Merci soe vun eiser Säit fir déi gutt Explikatiounen zu deem techneschen Dossier. A well d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv de Bannemaart nach méi effikass maache soll, andeems eng Transparenz geschafe gëtt, fir déi national technesch Regelen EU-wäit ze garantéieren, gëtt d'DP-Fraktioun dann och hiren Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Elvinger. Dann den Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. Ech géif et ganz kuerz maachen. Merci un de Rapporteur, an och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo. Merci, Här President. Ech muss soen, ech sinn erstaunt, awer och dankbar doriwwer, dass deen héich technesche Projet hei net méi Froen u mech opwerft. Dofir soen ech Iech Merci, dass Der deen esou stëmme wëllt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister.

Da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6941 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6941 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Kolleegen hunn direkt oder indirekt ofgestëmmt: 58-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Diane Adehm), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech soen Iech Merci.

Rendez-vous: deen nächsten Dënschdeg bei enger Reunioun, wou all d'Kommissiounen invitéiert sinn, déi zwar keng Plénière ass, mä awer e wichtege Charakter huet, dann, wa mer de Vizepresident vun der EU-Kommissioun hei empfänken an e Fro-an-Äntwert-Spill och hei maachen. Selbstverständlech ass d'Regierung bei där Geleeënheet och invitéiert. An déi, déi wëllen deelhuelen, solle sech wann ech gelift bei eis mellen.

Doriwwer eraus wënschen ech Iech nach e schéinen Owend.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.22 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 3

JEUDI,
20 OCTOBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Débat: M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (interventions de M. David Wagner), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (dépôt d'une documentation)*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

7. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau
- *Exposé: M. Gusty Graas*
- *Débat: M. Aly Kaes (dépôt d'une motion), Mme Cécile Hemmen, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur la motion 1*

8. 6893 - Projet de loi

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Taina Bofferding, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau (suite)
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

10. 6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

et

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014
- *Rapports de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Simone Beissel, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

11. 7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Ministre délégué; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtten! Ech maachen d'Sëtzung op a froen dann direkt d'Regierung, ob se ausser der Erklärung nach eng Matdeelung ze maachen huet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister.

2. Changements de composition des commissions parlementaires

Ech wollt dann d'Chamber consultéieren iwwer eng Rei vu proposéierten Ännerungen an eise Kommissiounen. D'DP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse den Här Edy Mertens den Här Claude Lamberty punktuell fir de Punkt iwwert de Projet de loi 7011 iwwert de Clierfer Lycée, an dat bis zum Enn vun der Prozedur, ersetzt.

(Brouhaha)

D'LSAP-Fraktioun proposéiert, dass an der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace den Här Franz Fayot den Här Yves Cruchten ersetzt all Kéier fir de Punkt iwwert de Projet de loi 7049, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeën an dat bis zum Enn vu senger Prozedur.

An der Commission des Affaires intérieures soll d'Madamm Tess Burton den Här Frank Arndt all Kéier fir de Punkt vum Projet de loi 7035 ersetzen. Et handelt sech ëm d'Fusioun vun de Gemenge Mompech a Rouspert; och do bis zum Enn vun der Prozedur.

Ass d'Chamber mat deene Propositiounen averstanen?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

3. Communications

Dir fannt um Büro vun der Chamber d'Lëscht vun deenen neie Froen, d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn, an d'Lëscht mat de Petitiounen.

Communications du Président - séance publique du 20 octobre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7050** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:*

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016

9) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

10) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

11) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

12) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

***7051** - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

***7072** - Projet de loi instituant un service de médiation de l'Éducation nationale, instaurant un médiateur au maintien scolaire, un médiateur à l'inclusion scolaire et un médiateur à l'intégration scolaire et portant modification de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7073** - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7074** - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant*

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

8. la loi du 13 juillet 2006 portant organisation du Centre d'accompagnement et de psychologie scolaire;

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

14. la loi du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 7 juillet 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique

18. la loi du XX XX XXXX ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7075** - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la qualité scolaire*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7076** - Projet de loi portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale et modifiant*

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général;

3. le Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7077** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet 1. la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; 2. la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; l'institution d'un Conseil scientifique*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7078** - Projet de loi portant*

1. organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion préyue par la Convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun «éducation aux valeurs» sous le régime de l'employé de l'État;

2. modification de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

3. modification de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

4. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

***7079** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***726** - Demande de pétition publique: Développer la technique de thermoablation et sa prise en charge au Luxembourg afin d'éviter l'ablation thyroïdienne*

Dépôt: Mme Anna Christen, le 06.10.2016

***727** - Demande de pétition publique: Installation d'un système de barrière automatique au parking Hôtel de Ville à Ettelbruck*

Dépôt: M. Jerry Le Vaillant, le 10.10.2016

***728** - Demande de pétition publique: Gratis ëffentlechen Transport OCH fir Studenten*

Dépôt: M. Jean Wivenes, le 13.10.2016

***729** - Demande de pétition publique: Demande d'octroi de la classe d'impôt 2 aux familles monoparentales*

Dépôt: Mme Nuria Iturralde, le 18.10.2016

***730** - Demande de pétition publique: Fir eng steierlech Entlaaschtung vun den Elengerzéier/innen (familles monoparentales)*

Dépôt: M. Jean Heuschling, le 19.10.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Reunioun vum 13. Oktober 2016 huet d'Presidentekonferenz d'Proposition de révision vun der Constitutioun Nummer 7069, déi den Artikel 29 vun eiser Verfassung soll ofänneren an déi hei den 11. Oktober 2016 vum Här Fernand Kartheiser deponéiert gouf, als recevabel unerkannt.

Ass d'Chamber och do bereet, d'Presidentekonferenz ze suivéieren?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour kennt Der. Zënter der Presidentekonferenz ass proposéiert ginn, fir deen Ordre du jour, deen duerch d'Presidentekonferenz gaangen ass, duerch d'Erklärung zum Stand vum Dossier CETA ze ergänzen.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zur Deklaratioun vum Här Ausseminister iwwert de Stand an déi nei Entwécklungen am Dossier CETA iwwergoen. All Fraktioun a Sensibilitéit huet eng Riedezäit vun zéng Minutten. An den Här Ausseminister huet déi Zäit, déi e fir néideg empfënnt, fir den Dossier ze erklären. Här Ausseminister Jean Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

6. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Här President. Ech géif vläicht ufänke mat der Fro: Wat charakteriséiert CETA, den Handelsaccord tëschent der Europäescher Unioun a Kanada?

CETA ass deen éischte Fräihandelsaccord, deen d'Europäesch Unioun mat engem Member vun dem G7 ofschléisst. Et ass gläichzäiteg deen ëmfaassendsten Accord, deen d'EU bis dato verhandelt huet. CETA regelt den Handel, wéi mer wëssen, vu Wueren, vu Servicer tëschent Kanada an Europa a baut eigentlech op dräi grousse Pilieren op: dem geregelten Zougang op d'Marchéen, der Zesummenaarbecht dann am Beräich vun der Reguléierung, den technesche Normen, a schliisslech dem Austausch vun Investissementer.

CETA ass a mengen Aen e wichtegen Accord, well och d'Kanadier e strategesche Partner sinn, wéi kaum en zweeten, fir d'Europäesch Uniioun. A mir sinn als Europäesch Unioun zwéngend - zwéngend! - op Partner ugewise wéi Kanada, fir da mat um Dësch fir fair Regelen ze kämpfen, fair Regelen, fir e staarke Kader ze setzen - an dat ass fir mech dat Allerwichtegst -, deen d'Globaliséierung an déi richteg Richtung bréngt.

Mir hunn als Europäesch Unioun elo nach 22% vum weltwäite Bruttosozialprodukt. Nom Brexit wäerten et der nach 18% sinn. Et däerf een also net vergiessen, dass aner Länner a Regiounen amgaange sinn, mir wëssen dat, regional Accorden auszehandelen. An déi hunn zum Deel ganz aner Usiichten, wat zum Beispill d'Aarbechtsrecht ugeet, wat den Ëmweltschutz ugeet oder wat d'Konsumenterechter ugeet, fir nëmmen déi ze nennen.

Entweder also mir bestëmme mat oder mir kucken no, wéi anerer iwwer eis bestëmmen!

Et ass villes, wat an de leschte Jore vu verschiddene Säiten a speziell och vun der Zivillgesellschaft gefrot ginn ass, an de CETA-Pakt agepaakt ginn, sief et virun allem déi nohalteg Entwécklung, siefen et d'Aarbechtsrechter oder de Konsumenteschutz. Mir hunn eis doduerch en Instrument ginn, un deem manner déi grouss Multie profitéieren, mä wouduerch d'Benefisser vum fräien Handel allgemeng net am Widdersproch stinn zu eisen europäesche Gesellschaftsmodeller a wou vill Mëttel- a Klengbetriber eppes dovunner hunn. Dat ass d'Definitioun vun engem Fräihandelsaccord vun der neier Generatioun.

Déi grouss Eckpunkte si folgend: Duerch d'Ewechfale vun den Zolltariffer spueren eis Entreprisen all Joer 470 Milliounen Euro, Suen, déi kënne fir Investissementer, aner Investissementer geholl ginn. Eis Betriber kënnen endlech matmaache bei den ëffentlechen Ausschreiwungen a Kanada, an dat och um Niveau vun de Provënzen. Ech soen „endlech", well déi kanadesch Firmen dësen Zougang an Europa scho längst hunn. Duerch CETA kann dëst Ongläichgewiicht opgehuewe ginn. An dat ass deen éischten internationalen Accord, an deem Kanada esou eng Ouverture mécht.

Dobäi muss een awer och erwänen, dass d'Europäesch Unioun a Kanada ëffentlech Ausschreiwungen no ekologeschen oder soziale Kritäre kënne bestëmmen. An op deem Punkt ännert CETA näischt par rapport zu haut.

Och ginn duerch CETA eng 145 sougenannten „indications géographiques" geschützt. Dat heescht, dass traditionell europäesch Iesswueren, Gedrénks net kënnen als kanadesch Kopie verkaaft ginn. Och dat ass eng Première an Nordamerika.

Mä doriwwer eraus sinn, mengen ech, awer déi folgend Punkten, Här President, déi iwwert deene wirtschaftlechen Interesse stinn, wäit iwwert deene wirtschaftlechen Interesse stinn, nach vill méi wichteg:

Fir d'Éischt emol d'Recht, Gesetzer ze erloossen, op Englesch „the right to regulate". D'Europäesch Unioun a Kanada kënne weiderhin ouni Restriktioun déi Gesetzer unhuelen, déi si fir richteg a fir wichteg fannen, fir d'Ziler vum Wuel vun der Allgemengheet ze erreechen. D'Lëscht vun de Politikberäicher, déi hei opgezielt ginn - Ëmweltschutz, Konsumenteschutz, Gesondheetspolitik, Éducatioun, Sécherheet, Sozialpolitik -, déi ass net zou, déi ass erweiderbar. Dat steet - fir Leit, déi jo genee wëlle wëssen, wou et am Text steet, duerfir soen ech dat -, op verschiddene Plaze: Et steet an der Präambel, Artikel 8.9, Artikel 23.2 an Artikel 24.3.

Déi zweet Saach ass: D'Zesummenaarbecht am Beräich vun der Reguléierung, dat heescht zum Beispill technesch Normen oder Tester, ass an engem fräiwëllege Kader ze gesinn - Artikel 21.2.6 - an zum anere geschitt se um Niveau vun de Régulateuren. Bei eis ass dat den ILNAS. Dat heescht, hei gi keng politesch Entscheedunge getraff. Dat maache weiderhin d'Regierungen an d'Parlamenter. A wann ee seet: „D'Zesummenaarbecht ass fräiwëlleg", da beträfft dat souwuel den Dialog tëschent de Régulateuren u sech, mä awer och d'Ëmsetze vun eventuelle Resultater.

Ee ganz wichtege Punkt sinn d'ëffentlech Servicer. D'Staten op allen Niveauen - also och bei eis um Niveau vun de Gemengen - kënne weiderhin d'ëffentlech Servicer esou organiséieren, wéi si dat fir richteg halen. An et gëtt och präziséiert, dass Recommunaliséierungen zu all Moment méiglech sinn. Op Lëtzebuergesch heescht dat: Wann ee Service op enger Gemeng liberaliséiert gi war an e soll erëm zréckgefouert ginn an d'ëffentlech Hand, dann ass CETA keng Hemmnis, fir dat ze maachen.

D'Regierunge ginn och net dovunner ofgehalen, nei ëffentlech Servicer unzebidden oder Servicer als ëffentlech ze erklären. Et sinn d'Regierungen, déi décidéieren, ob et en ëffentleche Service ass oder net.

Zu den ëffentleche Servicer am Sënn vum CETA gehéieren zum Beispill och den ëffentleche Wunnengsbau oder sozial Déngschtleeschtungen. Och hei, déi, déi dat net gleewen, mussen dat liesen op der Säit 1.294 ënner „public utilities" Annex II, Artikel 8.15, Artikel 9.7 an Artikel 18.3. Also, ech liesen elo hei net dat Neit Testament vir, mä et ass esou.

(Hilarité)

Investitiounsschutz: An dësem Kapitel sinn e puer besonnesch erwänenswäert Punkte festzehalen. Esou gëtt zum Beispill den „right to regulate" nach eng Kéier ënnerstrach, Artikel 8 Absatz 9 Ziffer 1. Auslännesch Investore ginn net besser behandelt wéi einheimesch Investoren. D'Gesetzer kënne geännert ginn, och wann doduerch d'Gewënnerwaardunge vum Investor negativ betraff sinn.

Also, wichteg, nach eng Kéier, Artikel 8 Absatz 9 Ziffer 2: All Gesetzer kënne geholl ginn an et ka kee kanadesche Betrib op Lëtzebuerg kommen a soen: „Duerch dat Gesetz, wat d'Chamber elo hei gestëmmt huet, hu mir manner Benefiss a mir kloen." D'Bréifkëschtefirme kënne keng Klo erhiewen, Artikel 8.1.

D'Riichtere vum Investitiounsgeriichtshaff mussen déiselwecht Qualifikatioun hu wéi déi an hirem Heemechtsland, Artikel 8.27.4. Fir kënne Riichter ze sinn, si strikt ethesch Regelen ze respektéiere fir d'Onofhängegkeet an d'Objektivitéit, a si verhënneren esou Interessenskonflikter.

Kanada an d'Europäesch Unioun verflichte sech zu engem Monitoring vum ICS, also vun deem neie Geriicht, fir iergendwelch Schwieregkeete méiglechst schnell ze behiewen. Déi zwou Parteie verflichte sech, direkt mat den Aarbechte vun engem Code de conduite fir d'Riichteren unzefänken - an Dir erënnert lech un déi Motioun, déi mer hei gestëmmt hunn an der Chamber, déi Dir gestëmmt hutt an der Chamber am Juni, wou dat kloer drasteet -, mat dem Zil, dës Aarbechten ofzeschléissen, éier de CETA a Kraaft ass.

Et däerf een och hei net vergiessen, ëm wat et eigentlech geet. Mat der europäescher Reform vum Investitiounsschutz, deen d'Kanadier am Nachhinein akzeptéiert hunn, nodeems d'Verhandlunge schonn ofgeschloss waren, hu mer et fäerdegbruecht, vun engem privatrechtleche Konzept vun Investitiounsschutz zu engem ëffentlech-rechtleche System ze kommen, deen et erlaabt, déi privat Schiidsgeriichter ofzeschafen.

Mir hu mat dem ICS e System op d'Bee gestallt, wou d'Verhandlungen ëffentlech an transparent oflafen, wou d'Staten an net d'Firmen onofhängeg Riichter eraussichen a wou schliisslech och d'Méiglechkeet vun engem Appell virgesinn ass, wou et och ausgeschloss ass, dass duebel Kloe lafen, wat beispillsweis de Fall ass bei Vattenfall. Vattenfall huet ugefaangen, ëffentlech-rechtlech, also op den normale Geriichter, ze kloen, ass do net virukomm, huet dunn den ISDS, déi privat Schiidsgeriichter ugeruff, an d'Resultat ass, dass bis haut nach keng Décisioun do ass. Déi ëffentlech-rechtlech (veuillez lire: privat) Schiidsgeriichter, ech soen et nach eng Kéier, verschwannen heimadder. Dat alles huet, wéi gesot - also dee System hei -, näischt méi mat dem System vun de private Schiidsgeriichter ze dinn.

Nohalteg Entwécklung: An dësem Kapitel gëtt ënnerstrach, dass Kanada an d'Europäesch Unioun sech der nohalteger Entwécklung säit Laangem verflicht hunn.

Dann eppes och ganz Wichteges, ech hu gesot, et sinn net nëmmen d'Benefisser, déi hei considéréiert ginn, mä och de Schutz vun den Aarbechtsrechter. D'Aarbechtsgesetzer kënnen net ofgeschwächt ginn, Artikel 23.4, fir Investitiounen unzezéien. Deemno gëtt de Sozialdumping kloer am Text ënnerbonnen.

Kanada ass amgaang, déi lescht vun den aacht ILO-Konventiounen - also ILO, dat heescht OIT, Organisation internationale du travail -, ze ratifizéieren. D'Vertragsparteie verflichte sech och, dës Konventiounen effektiv ëmzesetzen. Et bleift net bei enger renger Absichtserklärung. Insgesamt ass dëse Punkt ee vun de wesentleche Merkmaler vun de Fräihandelsaccorde vun där neier Generatioun.

Et geet net nëmmen, ech soen et nach eng Kéier, ëm wirtschaftlech Benefisser fir Betriber oder fir Investisseuren, mä och ëm d'Rechter vun den Aarbechter! Et sinn dës Kapitelen, déi ausschlaggebend si fir eis Kredibilitéit als Europäesch Unioun, wa mer soen: Mir wëllen eis Wäerter erausdroen a mir wëlle matbestëmmen iwwert d'Regelen am Welthandel.

Nächste Punkt: den Ëmweltschutz. Béid Parteie kënnen hir Ëmweltschutzgesetzer esou änneren, wéi si dat fir richteg fannen, Artikel 24.3. Mä Ëmweltstandarden däerfen net erofgesat ginn, fir Investitiounen unzelackelen, Artikel 24.5. Schliisslech erwäänt dëse Paragraf och nach d'Engagementer vu Kanada a vun der Europäescher Unioun, fir gemeinsam un der Ëmsetzung vun dem Paräiser Klimaaccord ze schaffen.

Dann ee Punkt, eng Clause de révision - op Lëtzebuergesch fannen ech do kee richtegt Wuert, mä dat kënnt nach -, d'Matabezéie vun allen Interessevertrieder: D'Gewerkschaften, d'Patronat, d'Zivillgesellschaft gi regelméisseg ëm hire Rot gefrot, wann et drëms geet, déi verschidde Kapitele vum CETA ëmzesetzen. Et gëtt ee spezielle Forum, de CETA Civil Society Forum, Artikel 22.5, gegrënnt. D'Vertragsparteien engagéiere sech, fir besonnesch d'Kapitelen iwwert d'Aarbecht an d'Ëmwelt regelméisseg ze iwwerpréiwen, fir sécherzestellen, dass dës Dispositioune richteg an effektiv ëmgesat ginn.

Hei sinn et och éischt Iwwerleeungen am Conseil ginn, ech soen dat ganz kloer, de leschten Dënschdeg, fir ze préiwen, inwiefern Sanktiounsmechanisme gräife kënnen, wa bei der Ëmsetzung vu CETA géint verschidde Bestëmmunge grad och am Kapitel vun der nohalteger Entwécklung sollt verstouss ginn. A mir Lëtzebuerger also wäerten eis esou enger Diskussioun selbstverständlech net verweigeren!

Waasser, e wichtege Punkt: Keen Zwang, fir d'Waasser ze privatiséieren.

Nächste Punkt: ëffentlech Ausschreiwungen. Bei den ëffentlechen Ausschreiwunge gi weiderhin Ëmwelt- a sozial Aarbechtsmaartkritären, wéi beispillsweis d'Anhale vu Kollektivverträg, berücksichtegt, Artikel 19 3 Absatz 2 Buschtaf (b).

Dës Punkte sinn alleguer a verständlecher, manner juristescher Sprooch an der Déclaration conjointe widderholl an och preziséiert ginn. Dës Deklaratioun ass net vun alle Länner gefrot ginn, laang net! Si ass vu fënnef Länner ënnerstëtzt ginn a gefrot ginn: Däitschland, Frankräich, Holland, Éisträich a Lëtzebuerg. All déi aner Länner waren äusserst skeptesch a wollte vill méi séier virukomme mat CETA.

Déi Deklaratioun ass e formellen EU-Rechtsakt, deen zesummen adoptéiert gëtt mat der Décisioun vum Conseil, fir CETA ze ënnerschreiwen. Dës Deklaratioun gëtt dann zesumme mam CETA-Text am Journal officiel publizéiert.

No der Bibel - fir dat och eng Kéier ze soen, well ech jo elo do dra sinn - vun den Traitéen, der Wiener Konventioun vun 1969 iwwert d'Vertragsrecht, a genauer gesot nom Artikel 31.2 vun dëser Konventioun ass dës Deklaratioun en Instrument, dat op eng verbindlech - ech widderhuelen: verbindlech! - Aart a Weis d'Interpretatioun vu CETA duerch d'Vertragsparteie regelt an och an engem Sträitfall esou viru Geriicht gehandhabt gëtt. An deem Fall muss - muss! - den Investitiounsgeriichtshaff d'Déclaration conjointe interprétative considéreieren.

Déi seet ganz kloer, dass am Zweifelsfall d'Dispositioune vu CETA am Sënn vum Schutz vun den ëffentleche Servicer, dem Ëmweltschutz, dem Schutz vun den Aarbechtsrechter an esou weider mussen ausgeluecht ginn. Et ass och an deem Sënn, wou d'Recht vun de State fir ze reguléiere esou staark betount gëtt a maassgeblech ass, och wann doduerch beispillsweis, ech soen et nach eng Kéier, d'Gewënnerwaardunge vun de Firmen erofginn.

An dee leschte wichtege Punkt, deen an der Déclaration conjointe explizitt betount gëtt: Sämtlech Importer an d'Europäesch Unioun mussen d'Virschréften erfëllen, déi an der EU gëllen, well CETA kann de Vorsorgeprinzip net a Fro stellen, Artikel 191 vum Traité vu Lissabon.

Vu dass den Text vun dëser gemeinsamer Erklärung nach net adoptéiert gouf, ass et, léif Leit, net ausgeschloss, dass nach lescht Verbesserungen, lescht Prezisiounen, Ajustementer, alles, wat Der wëllt, méiglech sinn. A Lëtzebuerg ass op jidde Fall an dësem Verbesserungsprozess agebonnen a wäert weider Verbesserungen an deem Sënn mat ënnerstëtzen, wa se an d'Diskussioun kommen. Allerdéngs ass et schwéier fir mech... Fir mech ass den Text kloer. Wann aner Leit mengen, aner Länner mengen, et kéint een nach preziséieren, ass Lëtzebuerg dobäi, fir dat ze maachen.

Zweetens dann: Wat waren d'Schwieregkeeten, déi verschidde Memberstate virun an och am Laf vun der Sitzung vum Conseil „Commerce" de leschten Dënschdeg eigentlech haten? Wéi Der wësst, waren am Virfeld, mä dunn och am Laf vum Conseil vu virgëschter, eng Rei Froen, déi sech fir verschidde Memberstate gestallt hunn.

Ech fänken u vläicht mat deene schwieregsten, mat Däitschland, wou jo d'Bundesverfassungsgericht gréng Luucht ginn huet, fir CETA ze ënnerschreiwen, dëst awer ënner dräi Konditiounen, an zwar éischtens emol, dass just déi Kapitele vu CETA provisoresch applizéiert ginn, déi ënner EU-Kompetenz falen. A fir eis war dat jo och ëmmer kloer, dass en nëmme just provisoresch kann applizéiert ginn, nodeem d'Europaparlament e gestëmmt huet a just fir de Kontext EU-Kompetenz.

Dat Zweet ass: De gemeinsame Comité, deen a CETA virgesinn ass, dee ka keng Entscheedungen huelen, keng Propositiounen och maachen, ouni dass all Memberstat säin Accord ginn huet.

An drëttens: Däitschland kann eesäiteg mat der provisorescher Applikatioun vu CETA ophalen. Dat ass d'Virlag vum Bundesverfassungsgericht.

Ech wëll och eng Kéier hei e wéineg betounen: D'Bundesverfassungsgericht ass jo eng Erfindung vun den Amerikaner a vun den Engländer an Däitschland, a mir respektéieren och selbstverständlech alleguerten déi héich Kompetenz vun deem Geriicht. Allerdéngs gëtt et ee Geriicht, wat, europäesch gesinn, driwwersteet: Dat ass d'Cour européenne de justice. A mir däerfen elo net, mengen ech, an eng Phas erakommen, wou dat Karlsruher Geriicht eigentlech méi héich a senger Duerchschlagskraaft europäesch ugesidelt gëtt wéi d'Cour européenne de justice.

Däitschland huet gefrot, fir dës Bedéngunge vu Karlsruhe kënnen anzehalen. Doropshin huet de leschten Dënschdeg de Conseil dräi Deklaratiounen ugeholl, soudass Däitschland seng Zoustëmmung zu CETA konnt ginn.

Et gouf duerno elo festgehalen, dass déi provisoresch Applikatioun vu CETA ophält, also gestoppt ass, wann ee Parlament oder een iewescht Verfassungsgeriicht sech géint d'Ratifizéierung ausschwätzt an déi entspriechend Regierung dat dann och notifizéiert. An dee Moment ass d'Ratifikatiounsprozedur CETA total gestoppt.

Also, fir dat op Lëtzebuergesch nach eng Kéier kloer hei ze soen, an duerfir ass jo och eng Erklärung gemaach gi vum Conseil: De Fall geholl, et gëtt ënnerschriwwen, de Fall geholl, d'Europaparlament seet Jo, stëmmt also positiv of, d'provisoresch Applikatioun kënnt, an et kënnt eent vun deene Parlamenter an deenen 28 Länner (veuillez lire: an et verweigert eent vun deene Parlamenter an deenen 28 Länner d'Zoustëmmung) oder eent vun deene Parlamenter an der Belsch, well déi jo speziell verfassungsrechtlech figuréieren do, dann ass déi ganz Prozedur fir de ganze CETA-Accord, net nëmmen EU, mä och national Kompetenz, dat heescht alles, wat EU ass, alles, wat och d'national Kompetenz ass, gestoppt. Dat musse mer wëssen. Dat ass och kloer zum Virschäi komm. Dat huet näischt elo mat Karlsruhe ze dinn. Et ass kloer zum Virschäi komm an där leschter Reunioun vum Conseil „Commerce".

Wat genau soll elo provisoresch applizéiert ginn, ëmmer virausgesat d'Europaparlament stëmmt deem zou? Nun, de Conseil huet nach eng Kéier an aller Däitlechkeet confirméiert, dass déi provisoresch Applikatioun vum CETA just Matière betrëfft, déi kloer an integral Kompetenze vun der Europäescher Unioun sinn. Dir wësst, dass do nach op der Cour de justice hei zu Lëtzebuerg en Uerteel iwwer Singapur aussteet, vun deem awer ugeholl gëtt, dass dat am Fréijoer geholl gëtt. An ech mengen, dann ass een doranner och ee fir allemol kloer.

Et sinn also eleng d'Kompetenze vun de Memberstate betraff. Konkret heescht dat, dass den Investitiounsschutz, an domadder den ICS, net provisoresch selbstverständlech applizéiert gëtt. Och de Volet pénal vum Schutz vun der Propriété intellectuelle trëtt eréischt a Kraaft, wa CETA ratifizéiert ass, well dat ënnert déi national Kompetenz fält. Par contre gëtt d'Kapitel nohalteg Entwécklung, an do hu mer drop gepocht, provisoresch applizéiert.

Dir gesitt, dass et eng zimlech komplex Saach ass, an duerfir gouf och de leschten Dënschdeg am Conseil gesot, dass mir als Europäesch Unioun misste kucken, fir déi sougenannten „comprehensive Fräihandelsaccorden", also ëmfaassend Fräihandelsaccorden an Zukunft esou ze gestalten, dass et kloer ass, wéi eng Beräicher eendeiteg an der europäescher Kompetenz sinn, wou dann och d'Europäescht Parlament seng Zoustëmmung muss ginn, a wéi eng an der nationaler Kompetenz sinn, wou eben d'national Parlamenter d'Soen hunn.

Dir wësst och nach, fir ze complétéieren, Bulgarien a Rumänien hu gesot, si kéinte prinzipiell CETA ënnerschreiwen. Mä si waarden, dat ass kloer, op e formellt Engagement vun der kanadescher Regierung, dat dëse Länner d'Visafräiheet dann zouséchert. Do wier eng Léisung imminent, mä virdru kéinte se net ënnerschreiwen. Dat ass kloer, do waart een op deen aneren. Mä politesch ass ofgemaach, dass dat misst klappen.

Här President, bei CETA hu mer et mat engem Accord ze dinn - a well et esou komplex ass, géif ech nach eng Kéier siwe Punkte rappeléieren -, mat engem Accord, wou 1) déi privat Schiidsgeriichter ofgeschaaft sinn an duerch en internationalen Investitiounsgeriichtshaff ersat ginn, wou 2) kee Sozialdumping méiglech ass, fir en Investor unzezéien, mä fir déi éischte Kéier an der Geschicht vun der europäescher Handelspolitik d'Kärkonventioune vun der OIT mat ratifizéiert ginn, wou 3) keen Drock zur Liberaliséierung vun ëffentleche Servicer ka gemaach ginn, wou 4) déi éischte Kéier d'Prinzipie vun der nohalteger Entwécklung festgehale sinn a keen Dumping duerch d'Erofsetze vun den Ëmweltgesetzer erlaabt ass, wou 5) keng Kloe vu Bréifkëschtefirmen aus Kanada zougelooss sinn, wou 6) d'Recht ze légiféréiere fir all Säiten absolutt bleift, a wou 7) de Vorsorgeprinzip net touchéiert gëtt, mä bien au contraire méi staark ënnerstrach gëtt.

Här President, ech ginn dovunner aus, dass verschidde Leit am héijen Haus hei wéi och ausserhalb vun deem Haus alles, wat ech versicht hunn hei kloerzestellen, als waarm Loft disqualifizéieren. Dat ass selbstverständlech och hiert gutt Recht.

Emol ofgesinn dovunner, dass ech net dovunner ausginn, dass a mindestens 27 vun 28 EU-Länner lauter Scharlatane fir d'Schicksal vun hire Länner verantwortlech sinn, woen ech am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung ze soen, dass, wann d'Europäesch Unioun net matbestëmmt iwwert d'Zukunft vum fräien Handel, anerer (veuillez lire: anerer dat wäerte maachen), déi vill manner zimperlech mat dem Ëmgang vun de Wäerter, souwuel am Aarbechtsrecht, am Ëmweltrecht, am Gesondheetsrecht, Respekt vun eisen Normen a Regelen tout court sinn. Da kéint séier eng ganz kal Loft am internationale Commerce blosen.

An dëst wier schlecht, Här President, léif Leit, fir e Land, dat 47 Milliarden exportéiert am Joer a wou 100.000 - 100.000! - Aarbechtsplaze vum internationalen Handel ofhänken.

Duerfir wier et nëmmen zu eisem Virdeel, wann d'Europäesch Unioun sech géif fannen, zu 27 plus d'Belsch mat der Wallonie an hirem Schouss, fir dëse Kadervertrag, deen d'Referenz ass a mengen Aen, dee wierklech d'Referenz ass fir all neit Ofkommes, dat ënnert der Lat vun de Bedéngungen, déi hei fixéiert ginn, net méi wäert kënnen ofgeschloss ginn, weder am Europäesche Parlament nach an den nationale Parlamenter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. Mir géifen da mat der allgemenger Diskussioun ufänken. Den éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Débat

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Samschdeg virun aacht Deeg hu sech hei an der Stat méi wéi 4.000 Mënsche versammelt, fir géint den TTIP a CETA ze demonstréieren - fir lëtzebuergesch Verhältnisser eng méi wéi respektabel Mobiliséierung. Dëst weist, datt vill Mënsche sech Suerge maachen ëm d'Zukunft vun den europäesche Sozial- an Ëmweltstandarden, ganz besonnesch a Saache Liewensmëttelsécherheet a Verbraucherschutz.

Mir deelen d'Suerge vun der Zivillgesellschaft a mir huelen och d'Ängschte vun de Mënschen eescht. Wéi vill Bierger bedauere mir, datt d'Verhandlunge laang Zäit wéineg transparent waren. Dëst gëllt allerdéngs vill méi fir den TTIP wéi fir de CETA. Dëst huet awer säit 2015 Schrëtt fir Schrëtt geännert. A wat de CETA betrëfft, si jo och da sämtlech Verhandlungsresultater ëffentlech. A mir hunn als Deputéiert en Accès op all Dokumenter vun dësem Accord.

Här President, fir eis ass et dofir och wichteg, fir den TTIP an de CETA net an datselwecht Dëppen ze geheien. Ech hunn et schonn e puermol op dëser Tribün gesot, an ech widderhuelen et nach eng Kéier: Beim TTIP si mir nach meilewäit vun enger Eenegung mat den Amerikaner ewech. An ech ka mir och net virstellen, datt iergendwéi eppes an dësem Dossier nach wäert bougéiere bis no den amerikanesche Presidentschaftswahlen.

An der leschter Nuecht huet vläicht deen een oder deen anere vun lech den drëtten a leschten Débat zwëschen der Madamm Clinton an dem Här Trump gelauschtert. An hei muss een nach eng Kéier ënnersträichen, datt souwuel den Här Trump wéi d'Madamm Clinton klipp a kloer gesot hunn, datt et mat hinne keen TTIP wäert ginn, och net no de Presidentschaftswahlen. Besonnesch d'Madamm Clinton war an dëser Fro glaskloer, nodeem si jo alt an hirer Zäit als Secretary of State nach éischter dem TTIP méi favorabel géintiwwerstoung.

Beim CETA ass allerdéngs d'Situatioun eng komplett aner. CETA ass keen TTIP, a Kanada ass och keng Provënz vun de Vereenegte Staten, mä vertrëtt ee mat Europa vergläichbare Wirtschafts- a Sozialmodell.

CETA ass deemno och keen trojanescht Päerd, wéi dat ëmmer behaapt gëtt, well och mat dësem Accord wäert d'Importatioun vu kanadesche Wueren europäeschen, a kengen anere Regelungen ënnerleien. Am Géigesaz zu de Verhandlunge beim TTIP sinn d'Kanadier den Europäer extrem wäit entgéintkomm, an all déi rout Linnen, déi Europa wichteg sinn, sinn och vun de Kanadier integral respektéiert ginn.

D'EU-Standarde ginn duerch CETA net verschlechtert. Am Géigendeel: Et entsteet hei souguer e sougenannt „level playing field" am Geescht vum europäesche Sozialmodell. All Land, an ech betounen dat hei nach eng Kéier, behält d'Recht op Reguléierung am ëffentlechen Interessi, an domadder bleift och d'Primat vun der Politik bestoen.

De Principe de précaution, dee fir eis alleguerte vun enger eminenter Wichtegkeet ass, gëtt hei net ugetaascht. D'Sozialstandarde bleiwen onverännert, gradesou wéi d'Prinzipie vun eisem Aarbechtsrecht. D'Ëmwelt an de Klima ginn duerch dësen Accord net zousätzlech belaascht. An d'Liewensmëttel bleiwe sécher an d'Grenze vun Europa ginn net fir Gentechnik opgemaach. Weder eise Gesondheetssystem nach d'Waasserversuergung gi privatiséiert. An och bei de Schiidsgeriichter ass geséchert, datt déi aktuell fonctionnéierend Schiidsgeriichter aus deene privaten Donkelkummeren an den ëffentleche Raum eriwwerkommen.

Ech wëll och nach eng Kéier hei betounen, datt déi Schiidsgeriichter, sou wéi se elo am CETA-Accord virgesi sinn, net nëmmen den Accès fir d'Investisseuren, mä och fir d'State garantéieren. An ech hoffen och, ech mengen, mir sinn eis och do all eens, datt déi nei Schiidsgeriichter, sou wéi se dann hei am CETA-Accord virgesi sinn, e wichtege Schrëtt sinn och a Richtung vun engem internationalen Investitiounsgeriichtshaff, dee fir all Litigë wäert am Welthandel zukünfteg zoustänneg sinn.

Här President, dësen Accord ass an deene leschten Deeg a Wochen affinéiert a verbessert ginn, och duerch den Engagement vun der Zivillgesellschaft a verschiddenen europäesche Länner, awer och duerch den Asaz vun eenzelne Regierungen, zu deenen, an dat soen ech och hei kloer an däitlech, och déi lëtzebuergesch Regierung an der Persoun vum Ausseminister Jean Asselborn zielt.

Den Text, deen eis elo virläit, ass besonnesch duerch déi Deklaratioun, déi elo annexéiert gëtt, méi kloer, an haaptsächlech juristesch méi prezis ginn. An och dëst Haus, an dat soll een och emol eng Kéier ervirsträichen, huet duerch seng Motioun vum 7. Juni zu där Verbesserung bäigedroen an huet et notamment fäerdegbruecht, datt e Konsensus fonnt ginn ass, datt et sech beim CETA ëm en Accord mixte handelt, dee vun alle Parlamenter an der Europäescher Unioun, a souguer deene regionalen, muss ofgeseent ginn.

Duerch den Asaz vu verschiddene Regierungen ass et awer ganz besonnesch zu enger Verbesserung um Niveau vun de Schiidsgeriichter komm, engem Punkt, dee jo ganz eleng elo an de Kompetenzberäich vun den nationale Parlamenter fält, déi domadder och alleguerte mussen hire Feu vert ginn, ier dës nei Schiidsgeriichter kënnen a Kraaft trieden.

An ech muss Iech do soen, Dir Dammen an Dir Häre: Mat allem Verständnis fir Kriticken aus der Zivillgesellschaft, wat dës Schiidsgeriichter ugeet, hunn ech dach awer Problemer, kënnen nozevollzéien, datt weider Deeler vun dëser Zivillgesellschaft sech besonnesch vehement géint dës Schiidsgeriichter wieren, déi trotzdeem eng wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun duerstellen!

An hei muss ee wëssen, datt, wann d'Bestëmmungen iwwert dës Schiidsgeriichter vun engem nationale Parlament verworf ginn - an den Ausseminister huet et virdru jo och nach eng Kéier erklärt -, dës net wäerten a Kraaft trieden, wat dann zu engem Status quo wäert féieren! An net nëmmen, awer ganz besonnesch déi aacht Länner, déi elo schonn e bilateralen Accord mat Kanada hunn, wäerten also bei enger Ofleenung wesentlech méi schlecht dostoen, wéi dat mat deem virgeschloenen neie Modell wäert de Fall sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen awer net derlaanscht, am Kader vu menger Interventioun nach eng Kéier op d'Positioun vun deenen hei am Parlament vertruedene Fraktiounen anzegoen, fir d'Éischt, fir ze ënnersträichen, datt eis Fraktioun vun Ufank un eng kloer Positioun hat, andeem mer gesot hunn, datt, wann d'Konditiounen, déi an där parteiiwwergräifender Motioun festgehale goufen, erfëllt wären, mir eis Zoustëmmung zum CETA géife ginn. Dës Konditioune sinn elo fir eis kloer erfëllt, soudatt mir d'Regierung invitéieren, och ënnerstëtzen, datt si haut oder muer hiren definitiven Accord um Sommet zu Bréissel zu CETA soll ginn.

Mir hunn, an dat wëll ech awer och soen, e bësse Problemer mat der Positioun vun eise grénge Kolleegen, déi bis elo jo awer nach ëmmer Member vun der groussherzoglecher Regierung sinn. An et ass jo scho méi laang bekannt, datt d'Regierung favorabel zu deem ausgehandelte CETA-Accord mat deenen annexéierten Erklärungen ass. An ech gi jo dann emol dovun aus - an et sëtze jo och hei zwee Ministeren -, datt och déi gréng Ministeren am Conseil des Ministres dozou hir Zoustëmmung ginn.

Fir mech ass et dofir schwéier novollzéibar, datt déiselwecht gréng Partei, där hir Ministeren hir express Zoustëmmung zu deem CETA-Accord ginn, gläichzäiteg hir Memberen invitéiert, géint dee vun der Regierung mam Accord vun hire Ministeren ausgehandelten Accord virleschte Samschdeg demonstréieren ze goen.

Dëst kënnt schonn, Dir Dammen an Dir Hären, enger Aart politescher Schizophrenie gläich. An ech géif mer wënschen, am Interessi vun enger méiglechst grousser Eierlechkeet, Dir Dammen an Häre vun deene Gréngen - an Dir kritt d'Geleeënheet bei der Motioun vum Här Angel -, datt Der klipp a kloer de Mëtten elo sot, ob Der elo fir dee CETA-Accord sidd oder net.

Sou wéi beim Brexit kann een näämlech net gläichzäiteg dobaussen an dobanne sinn, an hei kann een och net an der Regierung fir de CETA respektiv dann an der Chamber an am Europaparlament an op der Place publique géint dësen Accord schwätzen. Dat geet net! Hei ass Kloerheet gefrot, léif Kolleege vun deene Gréngen. An ech hoffen, datt mir de Mëtten déi Kloerheet vun Iech héieren!

Här President, d'CSV-Fraktioun ass mam Kommissiounspresident Juncker averstanen, wann e seet,…

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- … datt CETA e Modellofkommes fir de Fräihandel vun der Zukunft ass. Kaum e Vertrag enthält esou vill Ofsécherung wéi de CETA. De Vertrag plus d'Zousazerklärung ënnersträichen zum Beispill, datt keng Emwelt- a Sozialstandarde gesenkt ginn an datt et weder zur Privatiséierung vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge ka kommen nach eng Recommunaliséierung vu privaten Déngschter ka kommen (veuillez lire: ka verhënnert ginn).

Och steet kaum e Stat ausserhalb vun Europa, an ech hunn et virdru scho gesot, deenen europäesche Wäerter esou no wéi Kanada.

All dëst, muss ech Iech och soen, Dir Dammen an Dir Hären, ass meilewäit ewech vun deem Feindbild, wat vu verschiddene Géigner gemoolt gëtt, déi CETA als eng Aart Diktatur vun de Konzerner beschreiwen, déi de Rechtsstat an d'Demokratie géife wëllen aushielegen.

Wien d'Globaliséierung net ophale kann, awer gestalte wëllt, brauch esou en Ofkommes, soulaang et keng multilateral Fortschrëtter bei der Welthandelsorganisatioun gëtt!

Wie CETA ofleent, muss sech froen, ob en eigentlech géint all Handelsliberaliséierung ass an domadder d'Geschäft vun de Wirtschaftsnationaliste bedreiwe wëllt. Deejéinege muss sech dann och mat den negative Konsequenzen op Wuesstum a Beschäftegung an der Europäescher Unioun an och hei zu Lëtzebuerg auserneesetzen! Mir stinn op jidde Fall kloer fir Matbestëmmung an der Handelspolitik, déi vill besser ass fir d'Mënschen heiheem, awer och fir d'Weltwirtschaftsuerdnung.

Well CETA, Dir Dammen an Dir Hären, ass kee Selbstzweck, mä et ass en Ofkommes fir fräien a fairen Handel, an domadder och fir méi Aarbecht a méi Wuelstand an Europa an och bei eis doheem.

An am Iwwregen huet de kanadesche Premier Trudeau ganz recht: Scheitert CETA, wäert d'Europäesch Unioun keen anere gréissere Vertrag méi an Zukunft am internationalen Handel ofschléissen. Dat géif dann och bedeiten, datt d'Europäesch Unioun keen eescht ze huelende Partner méi an der Handelspolitik wäert sinn an Europa an de Bilateralismus géif zréckfalen. Ganz besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat op Exporter ugewisen ass, wär dat dramatesch!

Här President, ech wëll ophalen no enger leschter Bemierkung. Wéi virun zwee Deeg Greenpeace um Kierchberg demonstréiert huet, hate se uewen e grousse Banner opgespaant mat der Opschréft „Don't trade away democracy".

Wann elo, wéi den Didier Reynders dat ausgedréckt huet, 27 an en hallwe Memberstat sech fir de CETA-Accord ausschwätzen, kann et net sinn, datt dësen Accord um Niveau vun der Europäescher Unioun blockéiert gëtt vun engem eenzege Regionalparlament. Mat allem Respekt fir d'Suerge vun eise wallouneschen Noperen!

Och dat, Dir Dammen an Dir Hären, huet eppes mat Demokratie an der Europäescher Unioun ze dinn! Esou komme mer an Europa net weider. Esou kënnt Europa net aus senger Kris eraus, weder bannen a scho guer net no baussen! Hei geet et och ëm d'Glafwierdegkeet an ëm d'Zukunftsfäegkeet vun der Europäescher Unioun, déi haut a muer zu Bréissel décidéiere muss, ob se der Globaliséierung just um Rand vum Terrain als interesséierten Zuschauer wëllt nokucken oder ob se als aktive Spiller wëllt matbestëmmen.

Ech hoffe wierklech, datt mer an deenen nächsten Deeg um Sommet zu Bréissel zu engem Accord iwwer CETA kommen. Well keen, och hei an dësem Haus, kann Interessi drun hunn, datt Europa an nach méi eng grouss an déif existenziell Kris fält wéi bis elo!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Ech gi jo dovun aus, dass en och schonn zu der Motioun Stellung geholl huet. Dofir hunn ech en och net a senge Räsonnementer ënnerbrach. Wann Der d'accord sidd, wäert ech déiselwecht Prozedur bei deenen…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech gi jo dovun aus, dass et keng ass, déi vum Himmel gefall ass, Här Bodry.

(Hilarité)

Ech mengen, den Här Angel hätt se am Grapp a géif eis se elo nach méi am Detail explizéieren. Här Angel, Dir hutt d'Wuert fir d'LSAP.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech ginn Iech dofir och direkt d'Motioun of, déi ech herno erläutere wäert, fir dass ech et nëmmen net géif vergiessen a fir dass se och kopéiert an ausgedeelt ka ginn. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

1) qu'il revient au Conseil d'approuver la signature de l'accord économique et commercial global (AECG), ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA), ainsi que son application provisoire avant l'entrée en vigueur, tel que prévu à l'article 218(5) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne;

2) qu'une motion parlementaire, votée le 18 novembre 2015, avait invité le Gouvernement à s'opposer au Conseil de l'UE à toute démarche menant vers l'implémentation de l'AECG, tant que les très controversées dispositions du Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE/ISDS) initialement proposées seraient maintenues;

3) que suite aux critiques massives, ces dispositions initiales du RDIE/ISDS ont été remplacées par un système juridictionnel amélioré, plus transparent, plus stable et doté d'une possibilité de recours, appelé Système de Cour d'investissement (SCI/ICS);

4) qu'une deuxième motion parlementaire, votée le 7 juin 2016, avait insisté sur le caractère «mixte» de l'accord, le vote au Parlement européen avant toute application provisoire éventuelle et la consultation régulière de la Commission des Affaires étrangères;

5) que les institutions respectives ont tenu compte des points susmentionnés de la motion de la Chambre;

6) que la motion parlementaire du 7 juin 2016 avait également insisté sur la clarification des questions juridiques controversées ainsi que sur l'indépendance et l'impartialité des membres siégeant au tribunal permanent des investissements prévu par l'AECG/CETA;

7) que suite aux critiques de la société civile et aux demandes de plusieurs États membres - dont le Luxembourg - une déclaration interprétative conjointe du Canada et de l'Union européenne et de ses États membres a été élaborée afin de clarifier des points controversés, tel que le droit de légiférer, la coopération volontaire sur les normes et standards, la protection des services publics et les travaux sur un code de conduite contraignant pour les membres du tribunal;

8) que la déclaration interprétative devra être juridiquement contraignante au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités;

9) que la déclaration de la Commission sur l'AECG/CETA mentionne explicitement que l'application du principe de précaution ne sera pas touchée par l'AECG/CETA et fait référence aux articles respectifs des traités, notamment l'article 191 du Traité sur l'Union européenne et les articles 168(1), 169(1) et (2) du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne;

10) que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a encore une fois soulevé lors de la réunion du Conseil de l'UE du 18 octobre 2016 les points importants pour le Luxembourg, notamment le code de conduite pour les juges dans le cadre du SCI/ICS, l'engagement de protéger les services publics à tous les niveaux, y inclus la possibilité de renationaliser des services publics ayant été privatisés, et la clarification que le principe de précaution, tel que mis en œuvre dans l'UE, ne sera pas remis en question;

11) que lors de la réunion du Conseil de l'UE du 18 octobre 2016, 27 États membres se sont mis d'accord sur le principe de signature de l'accord AECG/CETA, y compris la déclaration interprétative conjointe, tandis que le Gouvernement fédéral de la Belgique n'était pas en mesure de donner son accord, puisque le Gouvernement et le Parlement de la Région Wallonne n'ont pas octroyé les pleins pouvoirs;

convaincue

12) que l'AECG/CETA présente, en cas d'expérience pratique positive, les qualités afin d'être un modèle pour d'autres accords de libre-échange de l'Union européenne avec d'autres partenaires à l'avenir;

13) qu'un large débat démocratique, en incluant la société civile, doit avoir lieu au Parlement européen et dans les parlements nationaux lors du processus de ratification;

invite le Gouvernement

- à soutenir au sein du Conseil de l'UE toute démarche visant des clarifications et autres améliorations supplémentaires;

- à s'engager pleinement dans les travaux sur le code de conduite contraignant pour les membres du tribunal permanent des investissements;

- à consulter régulièrement la Commission des Affaires étrangères et européennes sur l'état d'avancement de ces travaux;

- à veiller à ce que les parlements nationaux aient le pouvoir de décision en ce qui concerne la ratification de la partie mixte de l'accord et plus particulièrement la question sensible du système juridictionnel de l'AECG/CETA et que le SCI/ICS ne soit pas appliqué provisoirement;

- à donner son accord, compte tenu de ce qui précède, à l'AECG/CETA au sein du Conseil de l'UE et à lancer le processus démocratique de ratification.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Gusty Graas, Laurent Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da ginn ech se direkt weider.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, fir d'Alleréischt wëll ech dem Ausseminister Jean Asselborn hei nach eng Kéier Merci dofir soen, dass hie sech am Dossier CETA an Europa an zu Lëtzebuerg ëmmer ganz staark engagéiert huet. De Jean Asselborn huet och ëmmer erëm an der aussepolitescher Kommissioun ons alleguer Ried an Äntwert gestanen zu den neisten Entwécklungen am CETA-Dossier, an dat souguer zweemol samschdes moies fréi.

Där Entwécklunge goufen et der genuch an et ass ons an onser Kommissioun och ni langweileg ginn. De CETA-Dossier huet also eng ganz Rei Entwécklunge matgemaach. An deen Text, deen haut virläit, ass scho laang net méi deen Text, dee virun zwee Joer um Dësch louch. Dat ass e Punkt, deen ech haut hei wierklech ënnersträiche wëll.

Dobaussen op der Place publique gëtt jo leider e bëssen dat Bild vermëttelt, dass an deem Dossier hei op där enger Säit d'Zivillgesellschaft steet an Dausende Leit op d'Strooss ginn, fir hir Fuerderungen ze stellen, an op där anerer Säit d'Politiker, déi awer maachen, wat se wëllen.

An ech mengen, dat stëmmt net esou. Richteg ass, dass d'Zivillgesellschaft, zesumme mat enger ganzer Rei Politiker, an deem Dossier hei immens vill erreecht huet. An dofir am Numm vun der LSAP e grousse Merci un d'Zivillgesellschaft.

Den éischte Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, de Frans Timmermans, huet ons dat och hei virun zwee Deeg an dësem Sall bestätegt. D'europäesch Handelspolitik huet sech duerch dësen Débat fundamental verännert. Et fënnt haut en Débat an Europa statt iwwer en Thema, dat laang Zäit kee richteg interesséiert huet. An dobäi geet et net nëmmen drëms, op wéi eng Aart a Weis mer esou Accorde verhandelen, mä virun allem och, wéi mer de Welthandel an Zukunft gestalte wëllen.

Beim CETA leeë mer elo d'Lat ganz héich. An dat ass och gutt esou, fir dass mer bei anere Verhandlungen net kënnen drënner erduerchgoen. Dass CETA net TTIP ass, mengen ech, brauch ech hei net weider ze erklären.

Här President, et huet sech, wéi gesot, vill inhaltlech verännert an de CETA ass a senger jëtzeger Form eppes aneschters wéi am August 2014. Am Text vun deemools waren am Kapitel zum Investitiounsschutz nach ëmmer déi privat Schiidsgeriichter - déi een am Fong geholl emol net Schiidsgeriichter däerf nennen, well et Schiidsstelle waren -, nom ale Modell virgesinn. An Dank de Protester aus der Zivillgesellschaft an dem décidéierten Asaz vun de sozialistesche Ministeren aus sechs europäesche Länner - ënner anerem och Dir, Här Asselborn - sinn déi privat Schiidsgeriichter aus dem Text erausgeholl ginn. An dat ass och ze begréissen, dass déi nei kanadesch Regierung dat och dunn akzeptéiert huet.

Et ass eng Alternativ entwéckelt ginn, déi en ëffentlecht, transparent Investitiounsgeriicht tëschent den EU-Länner a Kanada virgesäit, mat professionellen an onofhängege Riichter a mat der Méiglechkeet op e Recours. Eng Alternativ, déi laangfristeg dozou féiere soll, dass mer en internationaalt Investitiounsgeriicht schafen an alleguerten déi nach besteeënd privat Schiidsstellen ofschafen. Dat ass e reellen an e wichtege Fortschrëtt um Wee zu engem méi gerechte Welthandel!

D'Protester vun der Zivillgesellschaft an Deeler vun der Politik hunn och erreecht, dass eng „joint interpretative declaration" tëschent Kanada, der Europäescher Unioun an hire Memberstaten, déi dobausse meeschtens als Zousazprotokoll bekannt ass, ausgeschafft ginn ass, fir op enger ganzer Rei Punkten an Ängschte Kloerheet ze schafen. An dat sinn déi Punkten, op deenen d'Interpretatioun dovun, wéi de CETA auszeleeën ass, auserneegaangen ass. Dësen Zousazprotokoll oder dës Deklaratioun, zumindest an hirer aktueller Fassung, hu mer jo och an der aussepolitescher Kommissioun mam Minister an zwou Sitzungen diskutéiert a guttgeheescht.

Verschidde Kritiker soen elo, dësen Zousazprotokoll oder dës Deklaratioun hätt nëmmen de Wäert vun enger Werbebroschür. Dat ass net esou! D'Interpretatiounen, esou wéi se vun dësem Protokoll oder dëser Deklaratioun virgesi ginn, wäerte verbindlech sinn. An dëst ass duerch den Artikel 31 vun der Wiener Konventioun iwwert d'Recht vun de Verträg geséchert. An op dësen Artikel 31 gëtt sech explizitt an dësem Pabeier referéiert!

Dësen Artikel 31 schreift vir, dass d'Interpretatioun vun engem Vertrag am Sënn vun allen zousätzlechen Accorden tëschent de Parteie muss erfollegen. Mat anere Wierder, fir nëmmen ee Beispill ze ginn: Wann am Zousazprotokoll steet, dass all d'Wueren, déi importéiert ginn, eise Standarde mussen entspriechen, da musse se dat och maachen. Wichteg ass et dofir, ze kucken, wat an deem Zousazprotokoll genau do drasteet, an dann ze décidéieren, ob dat duergeet.

Domat kommen ech och op d'Positioun vun der LSAP an dësem Dossier. D'LSAP, als Partei wéi och als Fraktioun, hat vun Ufank un eng kloer Linn an de Fräihandelsdossieren. Mir hunn d'Verhandlunge konstruktiv, mä awer och ëmmer kritesch begleet. A mir hunn zesumme mat onsen europäesche Schwësterparteie Fuerderunge gestallt a Verbesserunge virgeschloen an ënnerstëtzt. D'LSAP huet sech ganz intensiv a laang mam CETA beschäftegt.

Mir waren déi eenzeg Partei heibannen, déi deen Dossier och an aller Transparenz mat hire Memberen op engem ëffentleche Kongress diskutéiert huet. Mir hunn eis op deem Kongress virun allem mat Inhalter beschäftegt, anescht wéi dat leider vu Verschiddenen dobaussen duergestallt gouf, a mir hu vill gutt Argumenter vu béide Säiten ausgetosch. Zum Schluss hu mer en demokratesche Vott geholl, e Vott, bei deem eng grouss Majoritéit vun onse Membere sech op enger Positioun ralliéiert huet.

Mir hunn an onser Kongressmotioun, éischtens, och eis Ënnerstëtzung fir d'Fuerderunge vun der Chambersmotioun vum 7. Juni ënnerstrach, dass de CETA en Accord mixte muss sinn an dass déi definitiv Décisioun iwwert d'Investitiounsgeriicht bei den nationale Parlamenter leie muss. Virun allem awer hu mer ons Fuerderungen un den Zousazprotokoll, deen zu deem Zäitpunkt jo nach eréischt verhandelt gouf, festgeluecht a kloer gesot, dass mer géint CETA stëmme wäerten, wann dës Punkten an deem Zousazprotokoll, dee jo elo eng Deklaratioun ass, net drastinn.

Dëst waren déi Punkten, op deene mer der Zivillgesellschaft recht ginn hunn, dass de CETA-Text hei ze vill Interpretatiounsspillraum léisst, a wou mer dofir wollten, dass hei séchergestallt gëtt, dass de CETA an onsem Sënn interpretéiert muss ginn.

Als Éischt hu mer kloergestallt, dass den Zousazprotokoll oder d'Deklaratioun eng juristesch Valeur muss hunn, well soss bréngt se jo effektiv guer näischt. Déi inhaltlech Fuerderunge waren dunn, éischtens, d'Sécherstelle vun der Neutralitéit an der Onofhängegkeet vun de Riichter; zweetens, d'Kloerstellung, dass d'ëffentlech Déngschtleeschtungen net vu CETA betraff sinn; an drëttens, d'Garantie, dass de Vorsorgeprinzip vun der EU a Kraaft bleift.

Ons Parteileitung gouf domat beoptraagt ze iwwerpréiwen, ob dës Punkten erfëllt ginn. An hei ass ons Parteileitung dëse Méindeg zum Schluss komm, dass den Zousazprotokoll, oder besser d'Interpretatiounsdeklaratioun an hirer

jëtzeger Fassung dëse Punkten all Rechnung dréit.

Op d'juristesch Valeur vun där Deklaratioun sinn ech elo grad schonn agaangen, dat brauch ech net ze widderhuelen. An de Minister huet et jo och nach am Detail gemaach.

Déi Deklaratioun enthält e ganzt Kapitel zu den ëffentlechen Déngschtleeschtungen, wou confirméiert gëtt, dass dës vun all Stat op allen Niveaue kënnen esou regléiert ginn, wéi de Stat et fir richteg hält. De CETA verlaangt weder Privatiséierung vun dësen Déngschtleeschtungen nach verhënnert en, se erëm ze verstaatlechen oder ze recommunaliséieren.

Zum Vorsorgeprinzip steet dran, dass béid Säite fräi sinn, Regelungen zum Schutz vun der Ëmwelt an der Gesondheet ze treffen, déi si wëllen, an dass all Wueren a Leeschtungen, déi importéiert ginn, sech un dës Standarden an Normen hale mussen.

Ausserdeem gëtt och ganz kloergestallt, dass déi géigesäiteg Unerkennung vun de Standarde fräiwëlleg ass an also nëmmen dann erfollege wäert, wann och eng reell Gläichwäertegkeet do ass. Dat bedeit, dass de Vorsorgeprinzip, esou wéi en an der EU ugewannt gëtt, net a Gefor ass. Dëst gëtt iwwregens och an engem zweeten Dokument, enger Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun, nach eemol bestätegt, wou si explizitt schreift, dass de Vorsorgeprinzip, wéi en an den Europäeschen Traitéë steet, a Kraaft bleift a vun der Kommissioun weiderhi wäert ugewannt ginn.

Bei der Neutralitéit an der Onofhängegkeet vun de Riichter schlussendlech verflichte sech d'Europäesch Unioun a Kanada dozou, direkt mam Ausschaffe vun engem „code of conduct" unzefänken, deen d'Neutralitéit an d'Onofhängegkeet garantéiere soll. Eng ofschléissend Bewäertung vun deem „code of conduct" ass natierlech eréischt méiglech, wann dësen dann och virläit. Allerdéngs gi mer dovunner aus, dass dat virun enger Ratifikatioun vum entspriechenden Deel vum Accord hei an der Chamber wäert de Fall sinn a mir dës Bewäertung da le moment venu kënne virhuelen. An ech mengen, d'aussepolitesch Kommissioun wäert do och de Suivi maachen. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister eis do au courant wäert halen, esou wéi hien et am Laf vun deem ganzen Dossier ëmmer gemaach huet.

Zu dësem Zäitpunkt awer gesi mer als LSAP ganz kloer, dass ons Bedéngungen erfëllt sinn, fir dass de CETA-Accord kann ënnerschriwwe ginn, fir dass en endlech an déi demokratesch Prozedur am Europaparlament an och an den nationale Parlamenter kann eragoen.

Dann zur Motioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech soen, ech hu se mat de Kolleege vun déi gréng an der DP ausgeschafft, an d'Kolleege vun der CSV hu se och matgedroen an ënnerschriwwen. Si ass ënnerschriwwe fir d'DP vum Gusty Graas, fir déi gréng vum Claude Adam, fir d'CSV vum Laurent Mosar, a fir meng Partei hunn ech selwer ënnerschriwwen.

Ech hunn Iech se elo grad ofginn an ech wollt e puer Wuert zu där Motioun soen.

Mir kommen an de Considéranten natierlech drop zréck, dass déi Chamber hei zwou Motioune gestëmmt huet, eng den 18. November 2015, wou mer gesot hunn, dass mer d'Regierung opfuerderen, sech am Conseil géint deen alen ISDS-System auszeschwätzen. Dat ass geschitt. Et ass en neie System ausgeschafft ginn.

Mir kommen an där Motioun an de Considéranten och op déi zweet Motioun zréck, déi vum 7. Juni 2016, wou mer drop gepocht hunn, dass de CETA en Accord mixte muss sinn, a wou mer drop gepocht hunn, dass et zu kenger Application provisoire ka kommen, éier dass d'Europaparlament ofgestëmmt huet. An an där Motioun vum 7. Juni hu mer besonnesch ënnerstrach, dass do Klarifikatiounen, wat déi juristesch Froen iwwert d'Indépendance an d'Impartialitéit vun deene Riichter ubelaangt, musse kommen. An ech mengen, dat ass an der Déclaration interprétative jo ganz kloer kloergestallt ginn.

An onser Motioun vun haut schreiwe mer och fest a beruffen eis op den Artikel 31 vun der Konventioun vu Wien, dass déi Deklaratioun juristesch contraignant ass. Mir maachen och weiderhi Referenz op de Principe de précaution, iwwert deen ech scho vill geschwat hunn, a mir erënneren och drun, dass de Minister den Dënschdeg am Conseil nach eng Kéier fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Punkten opgeworf huet: déi vum Service public, déi vum Principe de précaution an och vun der Onofhängegkeet vun de Riichter.

A besonnesch soe mer am Punkt 11, an dat hu mer aus de Konklusioune vun deem Conseil, déi jo public sinn, dass all d'EU-Länner, dass 27 EU-Staten d'accord ware mam Prinzip, fir de CETA ze ënnerschreiwen, inklusiv där Déclaration interprétative, a mir soen awer, dass déi federal belsch Regierung net en mesure war ze ënnerschreiwen, well hir d'pleins Pouvoirs vum wallounesche Parlament, also och vun der wallounescher Regierung, nach net octroyéiert gi sinn.

Dofir erkläre mer eis an där Motioun iwwerzeegt, dass de CETA am Fall vun enger positiver praktescher Experienz déi Qualitéite besëtzt, fir e Modell ze gi fir weider Accords de libre-échange. A mir soen awer och, dass et wichteg ass, dass e breede politeschen Débat mat der Société civile geféiert soll ginn, tëschent dem Europaparlament an der europäescher Zivillgesellschaft, an datselwecht hei zu Lëtzebuerg tëschent der Chamber an der Zivillgesellschaft.

Dofir invitéiere mer ons Regierung, dass se weiderhin am Conseil vun der Unioun - an et wäert jo nach zu Consultatiounen elo komme mat der Kommissioun - all Démarche, déi nach méi Klarifikatiounen an nach weider Verbesserunge mat sech bréngt, soll ënnerstëtzen.

Mir invitéieren d'Regierung, sech staark anzebannen an d'Verhandlungen iwwert d'Aarbechte vun deem Code de conduite fir déi Riichter. Mir invitéieren d'Regierung, dass se weiderhin, wéi se dat virdru gemaach huet, eis aussepolitesch Kommissioun permanent iwwert den Avancement vun deenen Aarbechten un deem Code de conduite informéiert.

A mir erënnere se och drun, dass se oppasse soll, dass et esou ass, dass besonnesch déi Investitiounsgeriichter an där Partie mixte sinn an dass dat heescht, dass déi muss vun den nationale Parlamenter verabschit ginn.

A compte tenu vun all deem soe mer, dass mer d'accord sinn, dass ons Regierung de CETA ënnerschreift an dass dann endlech och den demokratesche Prozess vun der Ratifikatioun an och d'Diskussiounen an engem demokratesch gewielten Europaparlament an an demokratesch gewielten nationale Parlamenter kënnen ufänken.

Dat gesot, soen ech Iech Merci. Ech soen de Kolleege Merci, déi un der Motioun matgeschafft hunn. Voilà! Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt de Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CETA-Ofkommes, wou den Text jo schonn de 26. September 2014 finaliséiert gouf, ass ouni Zweifel eng Schwéiergebuert. Déi lescht Deeg sinn erëm ganz spannend. Den Ausgang ass nach ongewëss. D'wallounescht Parlament riskéiert, eis e Stréch duerch d'Rechnung ze maachen. Dat bedauere mir.

A wa mer schonn den Term „bedaueren" als DP gebrauchen, da wëll ech domadder schonn eng ganz kloer Ausso hei maachen: Mir hunn eis vun Ufank u kloer fir dat Handelsofkommes ausgeschwat. Mir hunn dat vläicht net esou mat ganz vill Ophiewes no bausse gemaach. Mir hunn awer eng ganz kloer Linn vertrueden, well mer der Meenung sinn, datt dat Ofkommes eng Chance fir d'europäesch Ekonomie ass, awer och eng Chance fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Et ass virdrun hei scho gesot ginn: D'Betriber vu Lëtzebuerg kënnen och elo zum Beispill un Ausschreiwungen a Kanada deelhuelen.

Ech wëll och drun erënneren: 2015 louch Kanada op der 19. Plaz vun deene Länner, wouhinner mir exportéieren, dat mat 0,84% vun eisem Gesamtexport, beim Import op der 15. Plaz mat 0,60%. Dat ass net vill. Dat héiert sech moderat un, mä dat kann awer ouni Zweifel nach besser ginn. Mä wat awer méi wichteg ass, dat ass den Aspekt vis-à-vis vun Europa, well d'EU ass ëmmerhin den zweeten Importateur a Kanada. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt ronn 500 Milliounen dierften elo agespuert gi fir déi europäesch Exportateuren, wann déi ganz Taxe géifen ewechfalen.

Dat wëllt awer elo net heeschen, datt d'Demokratesch Partei, déi, wéi gesot, ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen, mat Argusaen déi ganz Entwécklung an deene leschte Jore suivéiert huet, einfach bedenkelos der Entwécklung nogekuckt hätt. Neen, ganz au contraire! Och mir haten eng Rei Bedenken. Och mir hunn eis zu enger Rei Punkte ganz kloer positionéiert.

Ech wëll nach eng Kéier op déi haaptsächlech fënnef rout Linnen agoen, wou d'Demokratesch Partei sech vun Ufank un och kategoresch dergéint ausgeschwat hat:

1) Fir eis war et ganz kloer, datt keng Verwässerung vu sozialen, aarbechtsrechtlechen an ëmweltpolitesche Standarde kann agefouert ginn duerch dat Ofkommes hei. Mat eis ass oder wier et just eng Konvergenz no uewe vun de Kritäre ginn.

2) Mir hunn eis vun Ufank u fir den Accord mixte ausgeschwat. Dat heescht, datt déi, ech soen elo emol, 38 Parlamenter - iergendwou hunn ech scho gelies, datt et der elo an déi 40 wieren, mä da kommt, mir bleiwen emol bei 38 -, datt déi selbstverständlech missten hei e Matsproocherecht kréien, och wann ee weess, datt déi national Kompetenz an deene ganzen Ofkommessen dach hei zimlech limitéiert war.

3) Da war et fir eis och evident, datt deen Accord hei nëmme kéint provisoresch a Kraaft trieden, wann natierlech am Virfeld awer och d'Europäescht Parlament seng Zoustëmmung ginn hätt.

4) An dann dee véierte Punkt, géif ech soen, dat war fir eis dee wesentlechsten, dee wichtegsten. Ech mengen, dat ass och keng Iwwerraschung. Eng DP, déi sech ganz kloer ëmmer fir d'Rechtsstaatlechkeet asetzt, hat vun Ufank u Problemer - esou wéi dat a villen aneren Ofkommesse geregelt ass - mat deem sougenannten ISDS, datt privat Juridictiounen duerfir géifen hierhalen, fir ze riichten, wa Litigë géifen entstoen. Dat kann aus eiser Positioun hier gekuckt net sinn!

Duerfir si mer frou, datt grad op deem Punkt do eng positiv Entwécklung komm ass, datt elo spezifesch Geriichter geschafe ginn, wou d'Magistraten och vun enger offizieller Autoritéit genannt ginn. Well et ka jo awer net sinn, datt an engem Rechtsstat Affekotebüroen - näischt géint Affekoten -, mä datt déi op eemol och nach d'Fonctioun vum Riichter kéinte kréien!

Duerfir begréisse mer och ausdrécklech, wat d'Motioun ubelaangt, déi de Kolleeg Marc Angel elo hei virgeluecht huet, datt dat do och nach eng Kéier zréckbehale ginn ass, a virun allem, datt op dee Code de conduite higewise gëtt, dee contraignant soll sinn, well mer der Meenung sinn, datt dat hei e wesentlechen Aspekt vun deem ganzen Ofkommes ass.

5) Dann e fënnefte Punkt, wat fir eis och eng ganz kloer rout Linn war: Dat ass de sougenannten „Précautiounsprinzip", wou et fir eis eng Evidenz ass, datt mer net hätte kënnen dermat d'accord sinn, wann dee vläicht geaffert gi wier. Ech wëll och drun erënneren, datt dee jo awer trotz allem och am Artikel 191 vum Traité vu Lissabon garantéiert ass.

Mir stelle jiddefalls fest, datt deenen Haaptawänn, déi d'Demokratesch Partei an all deene Méint - an all deene Joren, kann ee soen - formuléiert huet, Rechnung gedroe ginn ass. Dowéinst kënne mer och, an ech kann dat elo och schonn hei kloer soen, der Motioun ouni Zweifel zoustëmmen.

Dann ass natierlech ee Punkt, deen elo an deene leschten Deeg, an deene leschte Wochen och fir vill Diskussioune gesuergt huet, natierlech: Wat ass de Stellewäert vun där gemeinsamer Deklaratioun? Vill Leit hu gefrot: Wat ass de juristesche Wäert?

Ech sinn net Jurist, ech wäert mech net driwwer ausloossen, hu mech allerdéngs och e bësse mam Artikel 31 vun der Wiener Konventioun vum 23. Mee 1969 auserneegesat. An do steet dran - en ass schonn e puermol hei zitéiert ginn, mä et huet nach keen e virgelies, duerfir erlaben ech mer dat dann hei kuerz ze maachen: „Für die Auslegung eines Vertrags bedeutet der Zusammenhang außer dem Vertragswortlaut samt Präambel und Anlagen: jede sich auf den Vertrag beziehende Übereinkunft, die zwischen allen Vertragsparteien anlässlich des Vertragsabschlusses getroffen wurde;". Ech mengen, dat do seet awer munches aus. An ech ginn och dervun aus, datt d'Juristen awer och do erkennen, wat de Wäert am Fong geholl vun deem Artikel 31 do ass.

Sécher, dat hei ass e ganz interessant Dokument. Et ass en Dokument, wat fir zousätzlech Garantië biergt. An et léisst manner Interpretatiounsschwieregkeeten herno zou. Duerfir begréisse mir als Demokratesch Partei dës zousätzlech Deklaratioun, déi jo dann och a ganz wichtege Punkten eppes ausseet; ech wëll se net méi am Detail hei all oplëschten: Investissementsschutz, ëffentlech Déngschter, de Schutz vun der Ëmwelt, Waasser...

An e besonnesche Passus wëll ech awer och nach hei ernimmen, dat ass deen: d'Rechter vun den Aboriginal peoples. Ech mengen, dat ass e wesentlecht Element. Mir schwätzen ëmmer nëmmen hei iwwer reng deen ekonomeschen Aspekt, mä hei gesäit een awer och - an ech gesinn dat als méi wéi nëmme reng eppes Symbolesches -, datt dat heiten awer och an där Deklaratioun zréckbehale ginn ass.

Da wëll ech awer och nach op den Artikel 30.2 vun deem ganzen Ofkommes hiweisen. Do geet et zum Beispill och drëm, wéi ee kann de CETA-Vertrag herno als Partner verloossen. An och dee sollen emol vläicht eenzel Leit duerchliesen, da mierke se awer, datt do awer och nach eng Rei Hannerdieren opgelooss ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss een awer och feststellen, datt d'Oppositioun géint CETA u sech - aus eiser Siicht gekuckt kléngt dat vläicht elo e bëssen erstaunlech, mä - relativ geréng ass! Ech mengen, de Minister weess dat vill besser wéi ech. En huet selwer virdru gesot, datt 27 Länner derfir waren. A wann een och kuckt, a wivill Länner esou eng Oppositioun war wéi hei zu Lëtzebuerg, da sinn déi séier opgezielt. Duerfir, och dat muss een awer hei relativéieren, wann ee vun enger „massiver Oppositioun" schwätzt.

Natierlech, hei zu Lëtzebuerg hate mer méi e Widderstand, hu mer méi e Widderstand. D'Plattform géint TTIP oder Stop TTIP/CETA verkierpert dat.

Ech wëll dat och ganz kloer soen: Mir als Demokratesch Partei waren net op där Manifestatioun. Mir hunn och net derzou opgeruff! Dat hat och seng gutt Ursaach: well mer vun Ufank un eng kloer Linn haten a well mer och vun Ufank u ganz kloer d'Richtlinne vun der Regierung mat vertrueden hunn.

Ech wëll awer ganz däitlech hei soen, datt een awer esou eng Manifestatioun net soll negativ gesinn, mä ganz au contraire. Ech mengen, dat beweist jo awer och, datt mer an engem Rechtsstat liewen, datt mer an enger Demokratie liewen. An ech gi souguer esou wäit, datt deen Asaz, deen déi Leit bewisen hunn, och gewësse Friichten hat. Well datt et zu där Deklaratioun hei komm ass, wou Lëtzebuerg jo mat den Initiator war, ass mat Sécherheet awer och zu engem gewëssenen Deel drop zréckzeféieren, datt mer als Politiker awer och de Wand vun hanne gespuert hunn. Dowéinst fannen ech dat op eng Manéier awer ganz flott, wa Leit sech manifestéieren an op d'Strooss ginn, och wann een ebe mat der Zilsetzung net onbedéngt kann d'accord sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wëll och drun erënneren, datt et erstaunlech ass, datt dat Ofkommes hei virun engem Joer praktesch ville Leit guer net bekannt war. Firwat ass et bekannt ginn? Eben duerch d'Entwécklung vun TTIP. A virdrun ass schonn e puermol hei vun deem engen oder deem anere gesot ginn: TTIP ass net CETA; CETA ass net TTIP. An dat ass och ganz kloer richteg esou!

Ech wëll dann awer och drun erënneren, datt mer virgëschter den éischte Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun hei ënner eis haten, de Frans Timmermans. Ech hunn dat eng ganz interessant Diskussioun fonnt. Ënner anerem hat ech em selwer och eng Fro iwwer CETA gestallt. Datt en e ganz kloert Bekenntnis zu CETA gemaach huet, huet vläicht manner iwwerrascht, mä en huet awer eng wesentlech Ausso gemaach, an déi hunn ech mer och hei notéiert.

E sot: „Wa mer kënnen een Ofkommes mat engem Land maachen, dann ass et mat Sécherheet Kanada. Mat deem kënne mer e ganz kloert Ofkommes maachen." An e sot: «Le Canada partage nos valeurs.» Ech mengen, dat kann een ouni Zweifel guttheeschen, well grad Kanada ass jo awer e Land, wat héich Norme vertrëtt. A Kanada huet eng ganz positiv Entwécklung an enger ganzer Rei vun Dossiere gemaach.

Ech wëll och drun erënneren, datt ënnert dem neie Premier, dem Justin Trudeau, elo zum Beispill d'Klimaschutzziler verstäerkt goufen a Kanada, an, wéi gesot, och d'Gläichstellungspolitik. Ech kéint dat nach weiderféieren. Duerfir mengen ech also, wa mer scho vis-à-vis vu Kanada schwätzen, da solle mer och op där Héicht mat deem Land schwätzen, wou et sech och ouni Zweifel beweegt.

Eppes ass kloer: Wa mer CETA net zu engem gudden Enn bréngen, dann ass eng schlecht Basis fort (veuillez lire: dann ass dat eng schlecht Basis), fir nei Traitéen auszehandelen. Well mir gi méi staark vis-à-vis - wann ech elo „mir" soen: d'Europäesch Unioun - vun anere potenzielle Partner - Amerika, Australien, China -, wa mer deen heite Vertrag ënnerdaach kréien.

Wa CETA net kënnt, dann ass et mat Sécherheet och eng Blamage fir d'Europäesch Unioun! An et ass mat Sécherheet och e Schlag géint d'Handelspolitik. Och däers soll ee sech alles bewosst sinn. Dowéinst, wéi gesot, awer och den Appell un all déi Leit, deenen hir Meenung ee selbstverständlech muss respektéieren, mä un all déi Leit, déi wierklech ganz déif gräifen, fir Argumenter ze fannen, fir géint dee Vertrag hei ze sinn, sech awer och bewosst ze sinn, wat et géif heeschen, wann dee Vertrag hei net géif a Kraaft trieden.

Ech wëll ofschléissend awer och am Numm vun der Demokratescher Partei dem Ausseminister, dem Här Asselborn, Merci soen, dee sech an deene leschte Wochen a Méint wierklech an enger klorer Linn am Numm vun der Regierung engagéiert huet. En huet sech net nëmme Frënn gemaach, och net a sengen eegene Reien. An ech mengen, dat wësse mir och ze respektéieren. D'DP hofft jiddefalls, datt de 27. Oktober den Här Trudeau kann dann awer de Fliger buchen, fir d'Ofkommes ënnerzeechnen ze kommen. Et ass mat Sécherheet e gudden Traité!

An ech wëll ofschléisse mat enger Ausso, déi mäi Parteifrënd, de Charel Goerens, där Deeg gemaach huet: „Et ass mat Sécherheet dee beschten Traité, dee jeemools mat engem Land ofgeschloss ginn ass."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo direkt den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een als véierte Riedner nom Minister zu engem Sujet Stellung bezitt, dann ass et net ëmmer einfach, fir d'Opmierksamkeet vum Plenum nach op sech ze kréien.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech hunn d'Gefill, wéi wann dat de Mëtten e bëssen anescht wier.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Loosst de Riedner dach ausschwätzen!

Une autre voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Esou munche vun Iech wäert sech d'Fro gestallt hunn: Wéi zéien déi gréng sech dann hei aus der Affär?

(Exclamations)

Mir hunn eis et net einfach gemaach. Den Här Mosar huet sech souguer misse Problemer maache mat der Positioun vun déi gréng. Gott sei Dank, Här Mosar, ech hu manner Problemer mat eiser Positioun, an ech hoffen och - also, mir ass dat méi wichteg wéi elo Är Problemer -, ech hoffen, datt dann elo, wann ech meng zéng Minutten laang hei konnt d'Positioun vun déi gréng erklären, datt dann Är Problemer geléist sinn. Wann net, da musst Der kucken, datt Der dermat eens gitt.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Ech wollt awer dann, Här Mosar, och nach soen: Wann Der mengt, mir wiere „schizophreen", dann ass dat och Äre Problem! Mä Schizophrenie vun enger grousser Vollekspartei, déi jo awer souwuel de Jo an déi eng Meenung wéi déi aner ënner sech ënner een Hutt kritt…

(Interruption)

Gutt, déi Diskussioun kënne mer dann nach eng aner Kéier weiderféieren. Ech kommen zréck zu menger Ried, soss si meng zéng Minutte verschwonnen.

Ech gräifen och scho vir - obschonn ech nach net e Statement kritt hunn -, datt mer eis et net esou einfach gemaach hu wéi esou munch aner Leit heibannen. Mir hunn näämlech net wéi eis Kolleege vun déi Lénk einfach nëmmen Nee zu CETA gesot. Mir hunn eis och doduerch d'Chance net huele gelooss, fir kënnen e konstruktiivt Wuert matzeschwätzen an de Vertrag doduerch ze besseren.

Mir hunn och eng aner Relatioun zu der Europäescher Unioun wéi déi Lénk. Well wann et muer e Referendum géif ginn zu engem EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg, da géife mir eis Ofstëmmung op alle Fall net dervun ofhängeg maachen, ob d'Fro aus dem lénken oder aus dem rietse Lager géif kommen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- …well esou schwaarz-wäiss gesi mir d'Welt wierklech net!

(Interruptions)

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, ech wollt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir hutt d'Wuert nach net.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mä wann Der et frot an de Riedner huet näischt dergéint, da kënnt Der eng Fro stellen oder eng Prezisioun ginn.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, ech sinn e bëssen… Sot mer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir kritt d'Zäit ugerechent.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Da stellt Är Fro!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci. Merci, Här Adam. Merci, Här President. Ech mierken, datt déi gréng wierklech nervös sinn an dëser Fro,…

Plusieurs voix.- Ooh!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- …wat CETA ugeet, datt op eemol den Här Adam, deen normalerweis jo ganz sachlech ass, versicht, eng ganz demagogesch Linn ze fueren.

Ech hunn en Interview ginn iwwert d'Europäesch Unioun, a wësst Der, de Problem vun déi Lénk ass deen - an dee kennen déi gréng vläicht och net, an anerer vläicht och net, mä déi gréng bestëmmt net! -, datt mir op dat lauschteren, wat d'Gewerkschafte soen an d'Zivillgesellschaft sot a wat de Mouvement écologique seet.

Une voix.- Aah!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Wann Der ganz genau liest, wat ech soen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also…

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech soe ganz genau an deem Interview, do soen ech ganz genau, datt, wann d'Aarbechterbewegung…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wagner, Dir hutt herno Zäit, fir Iech ze explizéieren.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir hutt d'Wuert kritt, fir eng Zwëschebemierkung ze maachen,…

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- …net fir eng Ried ze halen.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Oh, mä et ass zwar d'selwecht. Mä op jidde Fall géif ech den Här Adam bieden, e bësse manner demagogesch ze sinn.

Une voix.- Voilà!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, ech weess net, wou den Här Wagner meng Nervositéit feststellt. Ech komme just eng Kéier drop zréck - wann ech dat scho gesot kréien -, wéi kommen ech op meng Ausso, ob dat polemesch ass; hei war eng Fro an engem Interview vum Dënschdeg, 18. Oktober: „Gäbe es morgen ein Referendum zum EU-Austritt Luxemburgs, was würde David Wagner wählen?" Äntwert: „Käme dieser von rechten Parteien, würde ich für den Verbleib stimmen. Käme die Idee aus der Gewerkschaftswelt, dann wäre dies anders."

(Hilarité et interruptions)

Gutt! Da kéim ech erëm, wann et erlaabt ass, zréck zum Thema vun haut, zum CETA.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Elo kann ech nach keng Remarque zu Ären Aussoe maachen, mä, Här Gibéryen, ech mengen, mir hu jo och schonn op Facebook gesinn, datt Dir Iech Suerge maacht ëm eis Aussoen. Mir maachen eis och…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir kritt mech net aus menger Rou bruecht!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir maachen eis och Suergen iwwer Är Aussoen. Mir setzen et net all Kéiers op Facebook. Mä gutt!

Mir schaffe schonns zënter Laangem op dem Dossier vu CETA, an zwar inhaltlech. A mir hunn och innerhalb vun eiser Partei op eng méiglechst demokratesch Aart a Weis all eis Memberen, déi sech beruff gefillt hunn, zu dësem Dossier d'Wuert ze ergräifen, matschwätze gelooss.

An, Här President, mir zéien eis net aus der Affär. Mir bezéie Stellung. Mir hunn an der ganzer CETA-Diskussioun Verantwortung iwwerholl. A mir stielen eis och elo, wou mer a Richtung vun engem virleefegen Enn vun de Verhandlunge ginn - an ech betounen „e virleefegt Enn vun de Verhandlungen" -, mir stielen eis och elo net aus der Verantwortung.

D'Handelsrelatiounen tëschent Lëtzebuerg a Kanada hunn eng laang Traditioun, geneesou wéi och dat gutt Verhältnis tëschent deenen zwee Länner. Scho kuerz nom Zweete Weltkrich, am Joer 1948, sinn d'Handelsrelatiounen tëschent Lëtzebuerg a Kanada duerch d'Grënnung vun der Chambre de Commerce Canada-Belgique-Luxembourg nohalteg gestäerkt ginn. Zanterdeem hunn déi zwee Länner och ëmmer méi um multilateralen Niveau an internationalen Organisatioune matenee geschafft.

Eis Relatioune mat Kanada sinn awer och duerch eng ganz Rei Traitéen um europäesche Plang gepräägt. Hei ass et wichteg ze erwänen, datt am Joer 1976 en Accord-cadre, dat sougenannt „Framework Agreement for commercial and economic cooperation between Canada and the EU", also tëschent Kanada an der Europäescher Communautéit, ënnerschriwwe gouf. An dësem Accord-cadre haten déi zwou Säite sech géigesäiteg déi beschtméiglech Handelsavantagen zougesprach. Si hate sech dozou verflicht, um ekonomeschen a kommerzielle Plang ze kooperéieren.

Et gëtt natierlech och aner Accorden, déi en Afloss op den Handel tëschent der EU a Kanada hunn. E Beispill heifir ass den „Agreement between Canada and the European Community on trade in wines and spirit drinks". Dësen Traité geet op den Handel mat Spirituosen a Wäiner an a schützt ënner anerem de Muselwäin als Marque protégée.

Trotz dësen Traitéen an trotz der laanger Geschicht vun Handelsrelatioune mat Kanada gouf seelen esou vill iwwer en Handelstraité diskutéiert wéi an de leschte Joren, a speziell an deene leschten 18 Méint.

Mir hunn de CETA-Accord kritesch begleet, vun Ufank un. Firwat esou kritesch? Majo, de CETA ass e Fräihandelsaccord tëschent der EU a Kanada, zwee laangjäregen Handelspartner, déi sech a ville Punkten nostinn. Mä et ass en Handelsaccord vun där neier Generatioun, deen däitlech méi wäit geet wéi all déi Accorden aus dem 20. Jorhonnert.

Et ass en Handelsaccord, dee Plaz fir vill Hoffnungen opgemaach huet, Hoffnungen op méi e gerechten a faire Welthandel. An och Plaz fir vill Ängschten, Ängschte viru weideren negativen Auswierkunge vun der Globalisatioun.

D'Geschicht vum CETA geet schonns op d'Joer 2007 zréck. Um EU-Kanada-Sommet zu Berlin gouf beschloss, fir eng Studie opzeginn, déi sollt analyséieren, wat d'Benefisser an d'Käschte vun enger méi enker ekonomescher Zesummenaarbecht tëschent Kanada an der EU kéinte sinn. Dës Etüd gouf am Joer 2008 publizéiert, wouropshin am Joer 2009 e Rapport joint nokoum, ier den deemolege kanadesche Premier Harper zesumme mat dem demoolegen EU-President Topolánek an dem deemolege Kommissiounspresident Barroso um EU-Kanada-Sommet zu Prag den Ufank vun den Handelsgespréicher annoncéiert huet.

Bis Oktober 2011 waren néng formell Verhandlungsronnen ofgeschloss. An am Oktober 2013 hunn de kanadesche Premier Harper an de Kommissiounspresident Barroso zu Bréissel annoncéiert, datt déi zwou Parteien zu engem prinzipiellen Accord komm wieren. Fäerdeg publizéiert gouf den Accord awer eréischt nom juristeschen Iwwerpréiwen an no dem Changement mam ICS - et ass schonn de Mëtteg erwäänt ginn - den 29. Februar vun dësem Joer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et iwwerrascht bestëmmt keen heibannen, wann ech behaapten, datt ech mer als gréngen Deputéierte mam CETA, trotz ville verschiddene Verbesserungen, déi bis haut gemaach goufen, nach ëmmer en aneren Accord gewënscht hätt.

Jo, et ass sécher, wann et eleng un eis geleeën hätt, da géif de CETA-Vertrag ganz anescht ausgesi wéi deen, iwwert dee mer haut schwätzen. D'Welt an d'Europäesch Unioun brauchen eiser Meenung no fir d'Zukunft eng ganz aner Generatioun vun Handelsofkommen. Si brauchen Handelsofkommen, déi den Emweltschutz op déi alleréischt Plaz stellen, déi de Klimaziler méi gerecht ginn! Si brauche fair Handelsofkommen, déi op demokratesche Grondprinzipie berouen, a si brauchen Handelsofkommen, déi déi nohalteg Entwécklungsziler vun de Vereenten Natiounen nach méi eescht huelen. Si brauchen Handelsaccorden, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt setzen, de Mënsch virun d'Interesse vun de grousse multinationale Gesellschaften.

De CETA-Accord wäert eis weisen, a wéi eng Richtung datt mer an Zukunft musse goen, fir dës Ziler ze erreechen. De CETA-Accord mat sengen negativen an hoffentlech och positive Säiten! A jo, sécherlech wäert de CETA en Afloss op den TTIP a weider Fräihandelsaccorde kréien.

A jo, et ass sécher, wann et un eis geleeën hätt, da wier och beim CETA vun Ufank un op méi eng transparent Aart a Weis verhandelt ginn. An ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg heibannen, déi sech dat vun Ufank u gewënscht hätten. Ënner anerem huet och den Här Mosar schonn dorobber higewisen.

Den Text, esou wéi mir en hei virleien hunn, ass e Kompromëssstext, dee vu 27, 28 EU-Memberstate mat hire verschiddenste Regierungen - mat deene wierklech verschiddenste Regierungen, wann een et queesch duerch Europa kuckt; an et sinn och net méi ëmmer déiselwecht wéi déizäit wéi den Accord ausgehandelt ginn ass - a mat der Europäescher Kommissioun a Kanada zesummen ausgehandelt gouf. An, wéi gesot, eigentlech war den Text schonn am Hierscht 2013 fäerdeg verhandelt an ofgeschloss.

Mir haten als Gréng d'Méiglechkeet, de CETA-Vertrag vu virera pauschal ofzeleenen. Mir hunn décidéiert, dat net ze maachen. Mir hunn décidéiert, datt mer net géife fräiwëlleg an den Abseits goen. Mir wollten eis bedeelegen un der Diskussioun ëm den Accord, a mir hunn eis bedeelegt. Mir wollten eisen Deel zu enger Verbesserung vum Accord bäidroen. A mir hunn eisen Deel dozou bäigedroen.

Mir hunn ëmmer erëm - an ech behaapten och net, datt mir déi Eenzeg waren - eng etlech Froen opgeworf, déi nach net gekläert waren an och nach zum Deel haut net gekläert sinn. Zënter Mee hu mer eis an engem Aarbechtsgrupp intensiv mat CETA auserneegesat. Mir haten europäesch Experte fir Wirtschaftsrecht an internationalen Handel agelueden, fir iwwer inhaltlech an technesch Froen ze diskutéieren. Meng Partei hat sech och mam Minister Jean Asselborn getraff, fir him eis Bedenken zu verschiddene Punkte vum CETA matzedeelen, mat him ze diskutéieren an Äntwerten op oppe Froen ze kréien. Och him Merci fir säin Engagement a seng Bereetschaft, sech deenen Diskussiounen ze stellen.

Nieft eis hunn awer och nach vill aner Akteuren op ville verschiddenen Niveauen Drock gemaach; a mat Succès. En Text, deen eigentlech schonns zou war, ass nach eemol opgemaach ginn. Aus dem ISDS gouf en ICS. An de CETA krut en Zousazprotokoll ugehaangen. Dëst si sécherlech nëmme kleng Erfolleger, an awer sinn ech der Meenung, datt d'Ännerungen, déi zënter 2013 deelweis och géint d'Juncker-Kommissioun duerchgesat goufen, an déi richteg Richtung ginn. A virun allem gouf jo och eis Roll als Deputéiert a puncto Ratifizéierung kloergestallt. Dat heescht, et ass en Accord mixte ginn an d'Parlamenter hunn dat lescht Wuert.

Vill Leit menge jo, datt de CETA-Dossier deemnächst zou wär, wann den EU-Conseil bis Jo gesot huet. Mir mengen awer, datt et elo op eisem parlamentareschen Terrain eréischt ugeet an hei nach gréisser Matcher wäerten ze spille sinn. An och dat ass ënner anerem en Asaz, deen de Lëtzebuerger an eisem Parlament ze verdanken ass.

Konkret geet et drëms, datt d'Fro vun de Schiidsgeriichter jo an den „Mixte"-Deel vum Accord soll kommen oder kënnt…

(Interruption)

Dat ass geschitt.

…an domadder och a sämtlechen nationalen an an den zoustännege regionale Parlamenter wäert musse gekläert ginn.

A wat dës Schiidsgeriichter ugeet, do ass scho villes gesot ginn. Do ass awer nach villes och onkloer. Vill Regelen zum Fonctionnement mussen nach ausgeschafft ginn. Mir hunn och nach ëmmer, fir et emol héiflech auszedrécken, „gréisser Bedenken", wat d'Noutwendegkeet vun dëse Schiidsgeriichter betrëfft.

Onofhängeg vum prinzipielle Problem besti mer och weiderhin drop, datt méiglechst schnell e strikte Code de conduite fir d'Riichter an d'Riichterinne vun dëse Geriichter muss ausgeschafft ginn, esou wéi et och an der Motioun, déi mer haut verabschiden, steet.

Zum Schluss wëll ech dann nach eng Kéier betounen, datt déi gréng de Jean Asselborn och weiderhin a senger Aarbecht wäerten ënnerstëtzen an him och fir säin Engagement a seng Ausdauer Merci soen. Mir deelen och déi zousätzlech Lëtzebuerger Bedenken an déi Punkten, déi onbedéngt fir Lëtzebuerg mussen erfëllt sinn, déi den Ausseminister den Dënschdeg am Conseil offiziell zu Protokoll ginn huet. Allerdéngs gesäit et jo ganz esou aus, wéi wann de CETA dëse Weekend nach net géif finaliséiert ginn. Speziell d'Demandë vun der wallounescher Regioun fir Verbesserungen un der „joint interpretative declaration" decke sech jo och mat eise Lëtzebuerger Fuerderungen. A weider Verbesserunge sinn an eisen Aen ëmmer méiglech, soulaang den Traité net offiziell signéiert ass.

Et sollt een d'Zäit och notzen, fir déi rechtlech Verbindlechkeet an d'Uwendbarkeet vun der Zousazdeklaratioun ze verbesseren an och d'Belsch mat an d'Boot ze kréien.

Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Motioun. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'Éischt all deenen uschléissen, déi dem Här Minister Asselborn Merci soen, datt en heihinner komm ass, datt en eis déi Erklärunge ginn huet. A villes vun deem, wat e gesot huet, si jo och positiv Entwécklungen.

Loosst mech vläicht eis Deklaratioun hei an e puer Punkten opdeelen.

Fir d'Éischt e puer Wierder iwwert d'Positioun vun der ADR. Mir haten eng Journée parlementaire, wou mer de CETA am Detail diskutéiert hunn, wou mer och eis Parteigremien invitéiert haten. An deen Ableck hu mer diskutéiert opgrond vun deenen Dokumenter, déi virlouchen. Dat woren nach net déi definitiv Dokumenter. A mir hunn eise Parteigremie versprach, datt mer zréckkommen, wann all d'Dokumenter definitiv virleien, an datt mer dann eréischt eng Parteidécisioun huelen, ouni de konstitutionelle Rechter vun den Deputéierte virzegräife selbstverständlech. Mir hunn also déi lescht Décisioun an der Partei nach net geholl. An ech wäert d'ADR also och hei an deem Sënn haut net engagéieren.

Mir hunn awer eng Rei vu virleefege Konklusioune geholl gehat. Dat Éischt ass, datt mir och déi Wichtegkeet vum fräien Handel mat Kanada ënnerstrach hunn, datt mer de Schutz vun eisen ekonomeschen, sozialen an ekologeschen Interesse ganz héichschreiwen, datt mer keng Vermëschung mam TTIP wëllen. A mir hunn do och proposéiert, datt mer mat eisen amerikanesche Frënn éischter a Richtung vu sektoriellen Accorde gi wéi a Richtung vun engem „comprehensive agreement", deen eis net realistesch schéngt. Also an deem Sënn hu mer Nee zu TTIP gesot. A mir hu prozedural op d'Kompetenz vun deenen nationale Parlamenter insistéiert.

Wat heescht dat fir haut? Ech wëll vläicht - ausser vun de Sonndesrieden - e puer Wierder soen iwwert de Rôle vun den nationale Parlamenter an e puer institutionell Aspekter an dëser Diskussioun besonnesch ënnersträichen. Et ass näämlech wichteg, an ech kommen herno och, wann ech d'Haltung vun deene Gréngen an aneren analyséieren, op d'Konsequenz a verschiddene Positiounen zréck.

Dat Éischt ass: Mir hu gesot, d'ADR huet dat ëmmer gesot, dëst Parlament huet gesot, et muss en Accord mixte sinn. En Accord mixte inspiréiert sech un den Dispositioune vum Artikel 4 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Union européenne. Mä deen Traité, deen Artikel, deen ass aus Opportunitéitsgrënn am Laf vun der Zäit esou interpretéiert ginn, als géif et do eng kloer Trennung an deem Artikel ginn, äänlech wéi am Artikel 3 virdrun, tëschent deem, wat Uniounskompetenz ass an national Kompetenz. Dat ass net de Fall!

Dat ass eng Rechtsentwécklung, déi déi eng arrangéiert huet, well se méi Pouvoire wollten, an déi aner arrangéiert huet, well se den Diskussioune wollten aus dem Wee goen. Mä mir hunn eng „compétence partagée" doranner. Am däitschen Text steet „gemeinsam", am engleschen „shared". Mir hu keng séparé, mir hu keng résiduell national Kompetenzen, keng Reschtkompetenzen, mä eppes, wat zesumme soll ausgeübt ginn tëschent europäeschen Instanzen an nationalen Instanzen.

Den Europäesche Geriichtshaff - den Här Minister huet virdru gesot, datt mer nach en Uerteel am Dossier Singapur erwaarden -, deen huet traditionell integrationistesch geuerteelt, dat ass jo och an deem Sënn e bësse geschaaft ginn, och déi lescht Lissabon-Revisioun vun de Verträg huet den Europäesche Geriichtshaff an deem Sënn inspiréiert. Mir kënnen eis also virstellen, a wéi eng Richtung et geet.

Fir eis ass et awer wichteg, datt mer de Geescht vum Traité, esou wéi en ursprünglech geholl ginn ass, respektéieren an an näischt higinn an an der Ratifizéierungsprozedur vun engem internationalen Traité d'Kompetenze vun den Nationalstaten aschränken. Well dat ass net esou geduecht gewiescht!

Mir wëllen och keng ëmgedréite Souveränitéitsdoktrinn. D'Souveränitéit vun den Europäesch-Unioun-Organer, souwäit se existéiert als Deelsouveränitéit, kënnt vun de Memberstaten. An esou seet et och den Artikel 4 vum Traité vun der Europäescher Unioun, datt d'Kompetenze jo och nëmmen delegéiert sinn dohinner, datt alles, wat net explizitt un d'Europäesch Unioun gaangen ass, eng national Kompetenz ass. Also sinn och déi exklusiv Kompetenze vun der Unioun ëmmer nëmmen delegéiert Kompetenze vun den Nationalstaten. Och dat ass europäeschen Traité!

Den Artikel 25 vun der Wiener Vertragsrechtskonventioun muss dobäi matbeduecht ginn. Hei ass den Artikel 31 Alinea 2 rappeléiert ginn, an deem Sënn iwwert d'Rechtsverbindlechkeet vun interpretativen Deklaratiounen. Dat ass och zu Recht esou gemaach ginn. Mä den Artikel 25 muss och interpretéiert ginn. Dee schwätzt iwwert d'Konditioune vun der provisorescher Uwendung vun engem Vertrag an dat, wat et heescht, wann e Stat net wëllt gebonne sinn. An dann heescht dat d'Enn vum Vertrag.

Firwat soen ech dat hei? Ma well eis opgefall ass, datt bei der Application provisoire dat anscheinend an Europa net ëmmer de Fall ass, an datt deen Artikel 25 an de Geescht vun de Verträg vun den europäeschen Institutiounen net ëmmer respektéiert gëtt.

Kommt, mir kucken de Referendum vum 6. Abrëll dëst Joer an Holland: 61% vun de Leit hunn an enger Fro iwwert den Accord d'association tëschent der Europäescher Unioun an der Ukrain décidéiert, datt se Nee zum ganze Vertrag soen. Trotzdeem gëtt e weider provisoresch applizéiert! Elo kann ee soen: „Bon, d'hollännesch Regierung huet vläicht nach net all hir Konklusioune gezunn." Mä et ass awer e Lackmustest. Mir musse kucken: Wann dann elo e Stat wierklech Nee seet, och par voie référendaire, wéi dat an Holland de Fall ass, heescht dat da wierklech d'Enn?

Den Här Minister ass haut heihinnerkomm an en huet gesot: „Wann ee Stat, ee Parlament Nee seet, dann ass dat d'Enn." Mä mir hunn awer de Fall vum Associatiounsofkommes mat der Ukrain. An also stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun där Ausso.

Dann ass och gesot ginn: „Mir gi bei d'Europäescht Parlament." Ech mengen, den Här Angel hat et rappeléiert: Et ass demokratesch gewielt; dat ass wouer! Mä ech erënnere mech, den Här Minister ass komm an en huet sech gefreet - dat kann een deelen oder och net - iwwert den Ausgang vum Referendum an Ungarn - dat ass hir Saach, et ass net eis -, wou manner wéi d'Majoritéit sech un de Wahle bedeelegt, sech um Referendum bedeelegt hunn. Also wor en ongülteg. An Ungarn wor d'Wahlbedeelegung 44,08%. D'Wahlparticipatioun bei de Wahle vum leschten Europaparlament wor 42,61%. Iwwert déi Legitimitéit gëtt awer ni diskutéiert!

Mir wëllen als ADR hei e puer Prinzipie ganz kloer soen:

Éischtens, mir hätte gär, datt dee ganzen Traité dem Parlament virgeluecht gëtt! An do ënnerscheede mer eis schonn an engem sprangenden, essenzielle Punkt vun deem Text, dee véier Parteien eis hei virleeën.

Véier Parteien hunn haut eng Motioun heihinnergeluecht - an ech kommen nach drop -, wou se soen: „Mir wëllen, dat hei d'«partie mixte»..." - wéi si soen, et ass e falschen Ausdrock, et ass net d'„partie mixte", et wär héchstens d'„partie nationale" an där Logik, wéi dat dote geschriwwe ginn ass -, mä „...dat d'Partie mixte hei soll ënnerschriwwe ginn" - an der Logik also „partie nationale" -, wou mir soen: Neen! Well mir interpretéiere, mengen ech, richteg déi europäesch Rechtslag a mir wëllen dem Parlament net dat Recht huelen, iwwert dee ganzen Traité ofzestëmmen! Dat hu mer och ni hei anescht an der Chamber bis elo gesot! Ech kann Iech herno - dat maachen ech och - eng Motioun hei zitéieren, déi eppes aneres seet.

A mir wëllen och - an dat ass och an enger Motioun, Här President, déi ech Iech heimadder iwwerreechen -, datt mer nach an dëser Legislaturperiod, wa méiglech, am Fall vun engem Ofschloss da vun dësem Vertrag mat Kanada, wäerte kënnen driwwer ofstëmmen.

Motion 2

D'Chamber

- am Hibléck op déi konstitutionell a vertraaglech Rechter vun den nationale Parlamenter an hir politesch Wichtegkeet bei der Ratifizéierung vun engem internationalen Ofkommes, inklusiv vun engen Ofkommes, dat ënnert déi gemëschten Zoustännegkeet vun der EU an hire Memberstate fält;

- am Bewosstsinn vun der Bedeitung vun den transatlantesche Bezéiungen a besonnesch och vun de Relatioune mat Kanada;

- am Fall vum Ofschloss vum CETA-Accord tëschent der Europäescher Unioun an hire Memberstaten, engersäits, a Kanada, anerersäits,

fuerdert d'Regierung op,

- der Chamber dee ganze CETA-Vertrag mat Kanada virzeleeën, fir datt d'Chamber och kann iwwert dee ganze Vertrag am Hibléck op eng eventuell Ratifizéierung ofstëmmen;

- der Chamber de CETA-Vertrag esou séier wéi méiglech virzeleeën, fir datt nach an dëser Legislaturperiod kann iwwert dee Vertrag ofschléissend ofgestëmmt ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

Dann ass nach e ganz wichtege Punkt. Mir hunn hei, an dat kënnt jo och als Konklusioun aus deem, wat den Här Minister Asselborn gesot huet, e Prinzip gesot: datt mer u sech respektéieren, wann ee Parlament Nee seet, dann ass et eben de Schluss, wat fir Lëtzebuerg besonnesch wichteg ass. Wéi dacks wore mir dann als klengt Land isoléiert? A wéi dacks hu mir dann drop gehalen, datt déi Rechtsgrondlage respektéiert ginn an datt, wann een Nee seet, da muss et Nee sinn?

A wat maache mer elo an dëser Motioun, déi véier Parteien hei eis proposéieren, mat Wallounien? Mir soen an den europäesche Verträg selwer, Artikel 4(2), datt d'Unioun all demokratesch verfassungsméisseg Struktur muss respektéieren, och déi regional a lokal Selbstverwaltung, Artikel 4(2). An awer héiere mer aus der Belsch elo Wierder wéi „Ultimatum". An hei gi mer hin an dës Regierung, dës Regierungsparteie proposéieren eis eng Motioun, wou mer zwar feststellen, datt ee Parlament Nee seet, a wou mer awer wëllen higoen a ratifizéieren!

Mir widderspriechen eis jo! Mir widderspriechen eis. Mir soen engersäits - an et ass eng vertraaglech Obligatioun! -, datt all Parlament a senger konstitutioneller Roll soll respektéiert ginn. An hei fuerdere mer praktesch op, eis iwwer Wallounien ewechzesetzen an awer virunzemaachen an ze ënnerschreiwen.

Dat ass net eis Definitioun vu Respekt.

Mir hunn eis och gewonnert iwwert déi Haltung vun deenen eenzelne Parteien, wa mer déi Motioun kucken, déi hei presentéiert ginn ass. déi gréng, hei eng fantastesch Leeschtung! Här Adam, Dir hutt mech beandrockt, wéi Der mech dacks beandrockt. Haut hutt Der mech beandrockt duerch déi Eleganz vun enger 180-Grad-Kéier, déi Der hei gemaach hutt am Numm vun Ärer Partei.

Mä Dir hutt net nëmmen hei eng 180-Grad-Kéier gemaach! Ech froe mech, wat d'Basis bei deene Gréngen hält vun Äre Positiounen. Mir hunn dach hei déi Texter, déi virleien, wéi déi gréng selwer gesot hunn, Dir hutt hei gesot zweemol an Ärer Ried: „Mir hunn nach net déi definitiv Texter. Mir hu virleefeg Texter." An deene grénge Gremien, do gouf awer eppes ganz aneres gesot. Do heescht et: „Wa mer déi endgülteg Texter hunn, dann huelen déi gréng hir Positioun." „Erst wenn das Ergebnis der Nachverhandlungen bekannt ist und uns das endgültige Zusatzprotokoll vorliegt,...". Dat ass nach net do! An awer gitt Der eis haut schonn Ären Accord! Net eise Problem, mä Dir erkläert dat an Ärer Partei!

Genausou wéi Der hei sot, majo, da misst de Vorsorgeprinzip, Artikel 191, betount ginn an dat misst rechtsverbindlech sinn. Jo, dat steet an enger Erklärung vun der Europäescher Kommissioun, vun där mer awer nach net wëssen, wat deen endgültege Rechtsstatus vun där Erklärung do ass. Mir hunn also hei eng Partei, déi eigentlech déi Décisiounen, déi an hirer eegener Partei geholl gi sinn, an enger 180-Grad-Kéier haut negéiert.

Dann, de Respekt vun de Parlamenter, ech hat dat scho gesot, wou mer hei feststellen, datt mir ëmmer erëm gesot hunn, datt mer mussen déi demokratesch Prozedure respektéieren. Mir haten hei gesot an eiser Motioun an der Chamber, datt mer mussen d'Ratifikatioun «conformément aux procédures légales de ces États» maachen. Dat war de 7. Juli 2015. Et ass jo dat, wat an der Belsch geschitt! Déi respektéieren hir Verfassung. An awer wëlle mir higoen a soen: „Bon, ob d'Belsch elo d'accord sinn oder net, mir gi weider a mir ratifizéieren."

Et sinn also hei eng ganz Rei Problemer an deem Text, deen eis virgeluecht gëtt. Mir hunn nach net déi definitiv Texter, wéi ech gesot hunn. Duerfir wëll ech d'ADR haut nach net festleeën, obscho mer et kéinten. Ech maachen et net, aus Respekt virun de Membere vun eise Parteigremien.

Dat Zweet ass, mir hunn hei en Text, deen net de Geescht respektéiert vum Respekt virun de konstitutionelle Regele vun engem Nopeschland an dem Respekt virun den demokratesche Prozeduren an der Belsch. Mir hunn en Text, dee seet: „Mir kënnen hei als Lëtzebuerger Parlament nëmmen en Deel ratifizéieren." An et steet an Ärem Tiret: «...le pouvoir de décision en ce qui concerne la ratification de la partie mixte de l'accord» soll d'Chamber kënnen agéieren. Mir soen als ADR do kloer Neen. Mir hätte gär, datt dëst Parlament an der Ausübung vu senge souveräne Rechter iwwert dee ganze Vertragstext vum CETA kann a muss ofstëmmen, fir sech eng Meenung iwwert d'Ratifikatioun kënnen ze maachen.

A schlussendlech ass et jo och nach esou, datt den Artikel 218(5), deen hei invoquéiert gëtt an Ärer Motioun, iwwert d'Ratifikatiounsprozeduren an d'Application provisoire, näischt seet zu deenen Dispositiounen, déi awer hei an der Partie décisionnelle invoquéiert ginn.

Déi Motioun ass also fir eis net akzeptabel. A mir wäerte bei eiser Linn bleiwen: volle Respekt virun der Souveränitéit vun dësem Parlament an där vun deenen anere Parlamenter. A mir wonneren eis iwwert d'Positioun vun de Gréngen an dëser Fro.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. A leschte Riedner ass de Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech hunn d'Diskussioun suivéiert, opmierksam suivéiert. An ech muss Iech soen, datt ech awer iwwerrascht sinn. Datt liberal oder konservativ Parteien d'Hohelied vum Fräihandel, vum liberale Fräihandel sangen, ass konsequent a kohärent. Datt awer Organisatiounen, Parteien, déi historesch zur Gauche gehéieren, dat op déi onkritesch Aart a Weis maachen, huet mech awer iwwerrascht.

Ech mengen näämlech, datt déi Geschicht vum liberale Fräihandel net eréischt mat TTIP a CETA ugefaangen huet. Si huet scho méi laang ugefaangen. Mëtt de 90er Joren hate mer en Accord, deen AMI geheescht huet, wou Verhandlungsdokumenter, äänlech wéi elo bei TTIP a bei CETA, geleaked goufen, un d'Effentlechkeet koumen a wou en Opschräi war vun der Zivillgesellschaft, äänlech wéi dat hei haut de Fall war bei TTIP a bei CETA.

An no enger kuerzer an hefteger Diskussioun vu Kritik vu Gewerkschaften an Emweltverbänn war et de franséische sozialistesche Premierminister Lionel Jospin, deen deen Accord AMI fir dout erkläert huet. En huet ausdrécklech gesot: „Et ass en Accord, deen net reformabel ass, net amendabel ass, mä deen esou an deene Grondzich, wéi en elo virläit, muss refuséiert ginn." Dat war um Niveau vun der OECD, wou dee sollt a Kraaft trieden, deen Accord.

Duerno ass probéiert ginn, en Accord ze fannen um Niveau vun der OMC. Mir kennen déi globaliséierungskritesch Bewegung, '99, Seattle, an och dat ass 2003 definitiv gescheitert zu Cancún.

Zënterdeem probéiert d'Europäesch Kommissioun elo, bilateral Handelsaccorden ze maachen, mat awer nach ëmmer méi oder manner deemselwechten Inhalt. Dat heescht: Déi Kritik, déi an den 90er Jore scho berechtegt war, ass elo nach ëmmer do. An et kann een de Wording kucke vun eenzelne Passagen, deen identesch ass mat deem vun deenen Accorden, mat deene mer et hei ze dinn hunn.

Ech wëll awer ufänke mat der Zousazdeklaratioun, déi an de leschte Woche jo ganz vill diskutéiert ginn ass. Eis fält op, datt zimlech all Avis juridique, deen op deenen zwou Säite vum Atlantik verfaasst gouf, seet, datt dee juristesche Wäert vun där Deklaratioun quasi null ass. Ech ernimmen hei just den Avis vun der Salariatskummer, deen am Résumé festhält, datt verschidden, an nëmme verschidde Passagen, ënner ganz besonneschen Emstänn kéinten - eventuell - vun engem Riichter - wann en da Loscht huet - als Interpretatiounshëllef genotzt ginn. Awer nëmmen, wann e mat allen anere méiglechen Interpretatiounsmëttelen net méi weiderkënnt, also am Zweifelsfall. Dat heescht, et concédéiert een: Ma Zweifelsfäll si méiglech.

Donieft ass awer den Inhalt vun där Deklaratioun, an eisen Aen, deelweis lächerlech. Ee Beispill: An der Deklaratioun gëtt gesot, mat CETA géifen d'Staten d'Recht behalen ze reguléieren, dee berüümten „right to regulate", dee jo och vum Ausseminister esou oft an esou gären zitéiert gëtt.

Mä, Här President, wann an engem Vertrag muss festgehale ginn an erkläert ginn, datt de Stat weider d'Recht behält, ze reguléiere respektiv Gesetzer ze erloossen, da seet dat scho ganz vill iwwert den Inhalt vun deem Text aus! An dat ass dann eigentlech schonn de Skandal.

Wat awer net drasteet an der Deklaratioun, dat ass, datt d'Staten zwar d'Recht hunn ze reguléieren, mä datt d'Multinationalle gradesou d'Recht hunn, fir dergéint ze kloen, fir Schuedenersaz a Milliounenhéicht kënnen ze fuerderen.

Firwat steet dat net klipp a kloer an där Deklaratioun, datt d'Multinationallen net kënne géint eng souverän Décisioun vun engem demokratesche Parlament virgoen?

Une voix.- Dat steet dach dran!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Neen, dat steet net dran! D'Kapitel 8 vun der Deklaratioun...

Ech kommen nach drop zréck, Här Asselborn. Ech hunn Iech och Äre Räsonnement duerchféiere gelooss.

Et steet net klipp a kloer dran, well den eigentlechen Text vu CETA näämlech genau dat virgesäit, datt d'Multinationalle géint d'Décisioune vu Parlamenter kloe kënnen, well et sech bei dëser Deklaratioun also eigentlech just ëm e PR-Exercice handelt, deen de Leit an eisen Aen soll Sand an d'Ae streeën.

D'Madamm Malmström huet et selwer genannt, déi Deklaratioun, dat wier esou eng Zort „Best-of" vun deem, wat am CETA géif drastoen.

An da sti jo och nach Saachen dran, an dëser Deklaratioun, déi objektiv falsch sinn, wéi zum Beispill déi Geschicht, datt lokal Investisseuren déi gläich Rechter hu wéi kanadesch Investisseuren. Dat ass falsch! Wann de Cactus hei zu Lëtzebuerg investéiert, kann hien net de Stat virun engem Schiidsgeriicht verkloen, wann em eppes net passt. De Walmart-Konzern kann dat mat senge Sucursallen a Kanada awer maachen, wann de CETA bis a Kraaft ass. D'Cactus-Grupp huet net dat Recht, virun e Schiidsgeriicht ze goen.

Datt hei verschidde Parteien hir Zoustëmmung zu CETA mat dëser Deklaratioun verbannen, déi an eisen Aen onverbindlech ass, ass onverständlech, well et ass net déi Deklaratioun, déi zielt, mä den eigentlechen Text vum CETA. An duerfir bleiwen och all déi Kriticken, déi an deene vergaangen zwee Joer aus der Zivillgesellschaft komm sinn, weider bestoen.

Här President, eng Bomm entschäerft een net doduerjer, datt een e Smiley dropmoolt!

(Interruption)

CETA ass, genausou wéi TTIP, TiSA an déi aner Handelsverträg vun där sougenannter neier Generatioun vun der EU-Kommissioun, en zudéifst neoliberale Projet. Wann den Ausseminister seet, et géif dobäi drëms goen, fir der Globaliséierung Regelen ze ginn, dann ass dat am beschte Fall Wonschdenken!

Et geet hei net ëm Soziales oder Ëmwelt. Dat ass reng Dekoratioun. An deene Beräicher enthält CETA näischt, awer och guer näischt, wat een och nëmmen iergendwéi kéint als Fortschrëtt bezeechnen. An d'Tatsaach, datt Kanada elo ILO-Konventiounen ënnerschreift, dat ass net duerch CETA de Fall. Well, wat soll dann am Ëmweltberäich weider kommen? Wat bréngt CETA fir de Klimawandel? Oder mengt Der, wann nach méi Wueren onnéidegerweis vun där enger Säit vum Pull op déi aner Säit vum Pull transportéiert ginn, kéinte mer d'COP21-Ufuerderunge besser erfëllen?

Dir sot eigentlech just, et wier manner schlëmm, wat am CETA-Accord drasteet, wéi erzielt géif ginn. An Dir hutt awer een Argument, wat derfirschwätzt, an dat ass e liberaalt Argument. Dir sot: „Wa mer Regelen a Restriktiounen ofbauen, da schafe mer Wuesstum." Dat seet och d'EU-Kommissioun. A si huet och virgerechent, datt deen Accord géif e Wirtschaftswuesstum bréngen. Aner Etüde beweisen oder probéieren, de Géigendeel ze beweisen, soen och, et kéim zu Aarbechtsplazofbau. Mä souguer d'Kommissioun seet, datt et verschidde Beräicher vun der Ekonomie gëtt, déi dovunner profitéieren, an anerer, déi net dovunner profitéieren a souguer drënner leiden.

Här President, ech hunn den Aussenhandelsminister viru véier Méint an der Chamberskommissioun gefrot, ob d'Regierung déi Berechnungen op eist Land ugewannt hätt, ob se eng Etüd an Optrag ginn hätt, wat dat fir eis Ekonomie bedeit, wéi eng Secteuren dann dovunner profitéieren a wéi eng Secteuren dann eventuell drënner leiden. An d'Äntwert war: „Neen, d'Regierung huet dat net gemaach." Siwe Joer Verhandlungen, gëtt ëmmer gesot, a keng Impaktanalys vu CETA op eist Land!

Bei CETA geet et ëm Liberaliséierung an Dereguléierung. Et geet drëms, datt d'State politesche Spillraum ofginn. Et geet ëm den Ofbau vu Restriktioune fir Multinationallen a fir d'Kapital, a schlussendlech ëm eng weider Konzentréierung vun der ekonomescher Muecht.

Mir kënnen net akzeptéieren, wann d'Kritiker, wéi dat virdrun e bëssen ugeklongen ass och vum Här Graas, wann d'Kritiker vu CETA an TTIP konsequent als Isolationisten ofgestempelt ginn. Et ass net, well ee géint dës ultraliberal Handelsaccorden ass, datt ee wëllt d'Grenzen zoumaachen!

Jo, de Räichtum vum Land Lëtzebuerg kënnt zu engem Deel aus senger Oppenheet. Mä et däerf een awer och net vergiessen, datt de Wuelstand vun de Leit vun de Gewerkschaften an d'Liewensqualitéit vum Konsumenteschutz a vun Ëmweltbewegungen erkämpft gi sinn, also genau deenen, déi elo géint dës Accorde mobiliséieren a virun dësen Accorde warnen.

Ech wëll dann och nach op en anert Argument vum Här Asselborn hei agoen, näämlech, datt Europa d'Standarden an der Handelspolitik misst festleeën, well soss anerer dat géife maachen.

Éischtens emol: Wie sinn dann déi aner, déi déi Standarde géifen an der Welt duerchsetzen? Kenia? Mosambik? Bangladesch? Souguer China huet net d'Capacitéit, fir alleng der Welt seng Regelen opzedrängen.

An zweetens: Wouhier hëlt sech d'EU-Kommissioun eigentlech d'Recht eraus, fir dem Rescht vun der Welt hir Regele wëllen opzedrécken? Soll dann um europäesche Wiesen d'Welt geniesen? Ei ei ei, dat wëlle mer net! Net an enger neoliberaler Europäescher Uniouun, an där all véierte Bierger vum Aarmutsrisiko bedrot ass!

Den Här Minister ass och an de leschten Deeg net midd ginn ze soen, Europa géif eng schlecht Figur maachen, dat am Kontext vun dem Refus vun der Wallonie. Mä et freet ee sech awer och: Keng gutt Figur fir wien? Well fir Millioune vun europäesche Bierger, fir Millioune vun Europäer an awer och fir Millioune Leit ausserhalb vun Europa ass dat, wat an der Wallonie geschitt, en Hoffnungsschimmer. Et ass d'Hoffnung, datt an déi neoliberal Maschinerie, déi wéi e Bulldozer wärend Jorzéngten iwwer alles gefuer ass, wat net bei dräi op de Beem war, d'Hoffnung, datt an déi Maschinerie endlech Sand gestreet gëtt!

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Sozialisten, d'Chrëschtdemokraten, déi gréng an déi Lénk an der Wallonie hunn hir Responsabilitéite geholl a si vertrieden och hir Bierger. Ech géif mer wënschen, datt och hei zu Lëtzebuerg d'Deputéiert de Courage hätten, sech op d'Säit vun de Gewerkschaften, den Ëmweltverbänn an der Zivillgesellschaft ze stellen, op d'Säit vun deene 4.000 Leit, déi virun zéng Deeg hei manifestéiert hunn.

Den Dënschdeg um Conseil, op der Pressekonferenz, déi d'Madamm Malmström herno ginn huet, ass och vill diskutéiert ginn, wéi een esou Situatiounen, déi mer am Moment hunn, an Zukunft eventuell vermeide kéint.

Ween elo awer mengt, d'Kommissioun wéilt d'Prozedure méi demokratesch an transparent maachen, huet sech, der Madamm Malmström hiren Aussoen no, awer geschnidden, well gemengt ass, wéi een de Ratifikatiounsprozess vu Fräihandelsaccorde kann ofkierzen!

Mä dat ka jo just eppes heeschen: Et gëtt also elo schonn driwwer diskutéiert, de Stellewäert vun den nationale Parlamenter an der Handelspolitik nach weider ofzebauen. Reagéiert d'EU op d'Fräihandelskritik mat engem weideren Ofbau vun Demokratie? Dat kann een zumindest den Aussoe vun der Madamm Malmström no fäerten.

(Interruption)

Här President, wat mer ni haten a wat mer onbedéngt brauchen, ass eng Diskussioun mat de Bierger iwwer all Deelberäicher vun der EU-Handelspolitik. Wëlle mer Multilateralismus oder bilateral Verträg? Wëlle mer kleng lokal, regional Entreprisë privilegéieren oder multinational Konzerner? Wéi kann d'Handelspolitik Sozialdumping verhënneren an héichwäerteg Aarbechtsplaze schafen? Wéi eng Handelspolitik kann zum Ofbau vun den Inégalitéite bäidroen? A wéi kann een Handel mat Ëmwelt- a Klimaschutz an Aklang bréngen? Wéi kann d'Verhandlung an d'Ëmsetzung vun der Handelspolitik demokratesch legitiméiert a kontrolléiert ginn? Alles dat si Froen, déi mer missten diskutéieren an déi haut net diskutéiert kënne ginn.

Här President, bei deem, wat mer mat CETA um Dësch hunn, ass eis Haltung kloer. Si war et och vun Ufank un. Bei enger ganzer Rëtsch vun anere politesche Parteien, notamment bei deene Gréngen an Däitschland, war dat och esou.

Dësen Accord féiert eis an eng Richtung, déi mir op kee Fall kënne veräntwerten. De Vott fir oder géint dës Zort vu Fräihandelsaccorden ass schlussendlech och eng Entscheedung doriwwer, a wéi enger Gesellschaft ee liewe wëllt. Entweder et steet een op der Säit vun de Multinationallen an dem Grousskapital oder et steet een op der Säit vun de Bierger, de Gewerkschaften, den Ëmweltverbänn, dem Konsumenteschutz an den Entwécklungsorganisatiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis Säit gewielt.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun an den Här Ausseminister huet nach eng Kéier d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech wollt fir d'Éischt nach eppes maachen, fir Kloerheet ze schafen, well an der Motioun ugeschnidden ass, wat ech gesot hat um Kierchbierg den Dënschdeg. An ech géif der Chamber dee kompletten Text gi vu menger Ausso de leschten Dënschdeg am Conseil „Commerce".

(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)

Dat Zweet, wat ech wollt soen - ech hoffen, dass ech nach e wéineg ka liesen -, dem Här Kartheiser wollt soen,... Awer virdru wëll ech alleguerten deenen anere Leit, déi hei geschwat hunn, e grousse Merci soe fir hiert Engagement a fir hir Wierder, déi och, wat meng Persoun ugeet, mer guttgedoen hunn. Mä ech mengen, mir sinn an engem demokrateschen Débat a mir mussen eis och natierlech kënne mat deenen ausenanersetzen, déi e wéineg eng aner Meenung hu wéi hei déi grouss Majoritéit.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Wat ech net verstinn, dat ass: Wou soll hei an där Motioun drastoen, dass mir d'Wallonie géifen drängen? Also, wann een dat mer hei kéint explizéieren, da sinn ech gäre bereet, nach fënnef Minutten no der Sitzung heizebleiwen, well dat steet net dran!

Ech géif och mengen, dass ech eng Äntwert parat hätt op déi Fro, déi gestallt ginn ass iwwert déi Problemer, déi d'Hollänner eventuell kéinten hu mat der Ukrain. Dir wësst, do war e Referendum. An do ass vun den hollänneschen Autoritéiten um leschte Conseil ganz kloer gesot ginn, dass déi Konditioun, déi hei drasteet, sech just géif op CETA bezéien an net op iergendeen aneren Traité.

Mir wëssen, dass d'hollännesch Regierung a ganz schlechten Dicher ass no deem Referendum, wou awer d'Initiateure vun deem Referendum gesot hunn, et géif hinnen net ëm d'Ukrain goen, mä ëm vill aner Saachen. Haut um Conseil européen gëtt doriwwer geschwat. An et ass ze hoffen, dass d'hollännesch Regierung e Wee erausfënnt aus där Situatioun, an där se dran ass. Well et wier schued, wierklech schued, wann Europa net kéint dee Schratt maachen an deen Accord mat der Ukrain guttheeschen!

Dann, wat de leschte Riedner, den Här Baum, gesot huet: Also, ech fannen, och an där Chamber hei an och an deene leschten Deeg, wat mech e wéineg gewonnert huet, dat ass déi wierklech heiansdo dogmatesch Approche, fir einfach d'Räsonnementer esou ze dréien, wéi se engem passen.

An ech hunn hei zwee, dräi Beispiller: Firwat gëtt vum „right to regulate" geschwat? Firwat gëtt geschwat vum Recht, dass d'Parlamenter, d'Regierunge weiderhi regéiere kënnen a légiféréiere kënnen? Ma well dat Ängschte sinn, déi vun der Société civile opgeworf gi sinn! An dat sinn Äntwerte vun eben deene Leit, déi CETA ze verteidegen hunn oder wëlle verteidegen, dass do kloer an déi Deklaratioun drastoe kënnt, dass den „right to regulate" net kann touchéiert ginn am CETA-Accord.

Dat Zweet, dat ass, Dir behaapt hei einfach, dass Sociétéiten, Multie kënne géint Parlamenter kloen. Mä am...

Une voix.- Géint Staten!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...géint State kloen. Mä liest eng Kéier den Artikel 8.9! Ech hunn et elo scho sechsmol gesot! Do steet et genee dran: Wat maachen d'Parlamenter? D'Parlamenter stëmme Gesetzer. An et steet dran op siwe Plazen, och am Préambule, dass net ka geklot gi vu Firme géint Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn an engem Parlament a wou duerch déi Gesetzer dann hir Gewënner reduzéiert ginn. Dat steet dran! Duerfir musst Der dat unhuelen oder net. Ech kann et nëmmen nach eng Kéier hei explizéieren.

Dat Drëtt, dat ass - a wann dat kee Fortschrëtt ass: Et ass déi éischte Kéier an engem Handelsofkommes vun der Europäescher Unioun mat engem Drëttstat, dass d'Europäesch Unioun drop gehalen huet, dass déi aacht ILO-Konventioune musse ratifizéiert sinn! Elo kënnt Der soen: „Dat ass guer näischt." Mä dat hu mer a kengem anere Vertrag!

A wann Der da sot, Europa hätt d'Arroganz, fir anere Leit virzeschreiwen op der Welt, wéi se solle liewen, da wëll ech Iech just soen: Huelt Iech eng Kéier den Accord tëschent Asien an Amerika an da kuckt Der emol do erauszefannen, wéi et do mat den Aarbechtsrechter steet, wéi et do steet mat den Ëmweltstandarden, wéi et do steet mat de private Schiidsgeriichter! Do ass absolutt näischt dru geännert. An d'Amerikaner hunn eis ëmmer gesot: „Mir kënnen nëmme just eenegermoossen un Iech erukommen, wa mer och deen TPP mat Asien eng Kéier ënnerdaach hunn, fir kënnen an den Endgame (veuillez lire: an den Endgame vun de Verhandlungen zum TTIP) ze goen.

Ech hunn net hei iwwer TTIP geschwat, absolutt net. Mä ech fannen awer, dass een awer muss d'Éierlechkeet hunn, Här Baum, dass wierklech déi Progrèsen, déi gemaach gi sinn, wou ee versicht huet, och am Aarbechtsrecht, och op anere Punkten, wat d'Ëmweltrecht, wat den Développement durable ugeet... Et ass déi éischte Kéier, dass an engem internationalen Handelsaccord iwwert den Développement durable geschwat gëtt! An dat sinn awer Progrèsen effektiv, déi een net einfach ka mat där leschter... Wéi soll ech soen? Jo, et ass praktesch eng dogmatesch Approche, déi do besteet, fir dat einfach net zur Kenntnis ze huelen!

Ech wier also wierklech frou - ech war dacks bei Iech an der Kommissioun -, dass mer eis an der Kommissioun eng Kéier kéinte véier Stonnen aspären an da kucken, Punkt fir Punkt, wou effektiv an deem CETA-Vertrag... Och d'Deklaratioun, wëscht dat net einfach esou ewech, wat d'Convention de Vienne vun 1969 ugeet! Dat ass net esou, wéi Dir dat sot. Bestëmmt net! Ech si keen héichqualifizéierte Jurist, mä schwätzt mat Leit, déi eppes vun Traitéë kennen, déi soen Iech do de Contraire derzou.

Duerfir, loosst mer vläicht ophalen och! Mä mir maachen do Angscht dem Vollek dobaussen, mir maachen Angscht de Leit mat eppes, wat iwwerhaapt net ass!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister. Ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Kartheiser zu den Aussoe vum Här Minister.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Den Här Minister Asselborn hat jo Stellung geholl. An ech soen him Merci fir seng Erklärung. En huet eng Fro gestallt an deem Sënn, datt een him soll erklären, awéiwäit déi Ausféierungen, déi ech gemaach hunn iwwer Wallounien, géifen zoutreffen, fir him dat ze erklären. Dat maachen ech ganz gär.

De 7. Juni 2016 huet dëst Parlament eng Motioun geholl, an där zweemol sech op den Débat démocratique an de Rôle vun de Parlamenter bezu ginn ass, eng Kéier am Artikel 12, wou gesot ginn ass, den Assentiment vun de Parlements nationaux wär néideg, an eng Kéier am drëtten Tiret bei den Invitten, wou och erëm eng Kéier gesot gëtt, et misst garantéiert ginn, datt déi national Parlamenter hiren „mot à dire" hunn, also hiert Matsproocherecht.

De 8. Juli 2015 huet dëst Parlament eng Motioun ugeholl, wou nach eng Kéier kloer gesot ginn ass, «à veiller au sein du Conseil» an esou weider, datt d'États membres de l'Union européenne missten do implizéiert ginn, «conformément aux procédures légales de ces États.» Dat ass jo am Ableck an der Belsch de Fall, vu datt Wallounien muss kënnen der federaler Regierung d'Autorisatioun ginn, fir den Accord ze ginn. Et ass also alles korrekt an a Conformitéit.

Elo constatéiert awer déi Motioun, déi mer haut proposéiert kréie vu véier Parteien, an hirem Considérant 11: «que le Gouvernement fédéral de la Belgique n'était pas en mesure de donner son accord, puisque le Gouvernement et le Parlement de la Région Wallonne n'ont pas octroyé les pleins pouvoirs;». Dat ass e Fait. An dann, am leschten Invite, dee leschten Tiret seet do: «compte tenu de ce qui précède», an dat ass fir mech dann natierlech y inclus déi Situatioun an der Belsch, well déi steet jo hei uewendriwwer am Punkt 11, «compte tenu de ce qui précède» soll dann d'Regierung invitéiert ginn, den Accord am Conseil vun der UE ze ginn an «à lancer le processus démocratique de ratification.»

An do soen ech: Do kann een awer eng Kontradiktioun dra liesen, well et ass näischt, wat an der Belsch geschitt wär, wat net demokratesch wär, wat net konform zu de Prozeduren an der Belsch wär.

An ech soen nach eng Kéier: Et ass wichteg, datt mir als klengt Land och dorobber Rücksicht huelen, well et ass an den Accorde vun der Europäescher Unioun, Artikel 4.2. vum Traité vun der Europäescher Unioun. An esou, wéi et hei formuléiert ass, muss een den Androck kréien, datt, egal wat an der Belsch ge-

schitt, mir d'Regierung sollen invitéieren, elo den Accord ze ginn a mat engem demokratesche Prozess unzefänken, deen awer an der Belsch amgaangen ass ze fonctionnéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, et ass just de Contraire. Wann Der kuckt, wat am «invite le Gouvernement» steet, an deem éischten Tiret, do steet dran - dat Éischt, dat ass e Fait, dass effektiv d'Wallonie keng pleins Pouvoirs ginn huet -, do steet dran, dass mer bereet sinn, als Lëtzebuerger Regierung matzehëllefen, wa weider Klarifikatiounen néideg si fir d'Wallonie, wa weider Améliorationen néideg sinn, dass Lëtzebuerg do mathëlleft. C'est tout!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motions

Mir si saiséiert mat zwou Motiounen. Ech ginn dovun aus, dass d'Motiounen allen zwou largement motivéiert waren, an ech hunn deem och bei der Riedezäit Rechnung gedroen, soudass mer zu der Ofstëmmung vun de Motioune kënnen iwwergoen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géif ech d'Ofstëmmung zu där éischter Motioun, déi vum Här Angel abruecht ginn ass, lancéieren.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55 Deputéiert hu sech fir d'Motioun ausgeschwat. 5 hu mat Nee gestëmmt. Domat ass d'Motioun vum Här Angel, déi ënnerstëtzt gouf vun deenen anere Fraktiounen, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 2

Da géif ech zu der Ofstëmmung iwwert déi zweet Motioun iwwergoen, déi vum Här Kartheiser abruecht ginn ass.

Ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3 Jo-Stëmme kommen op dës Motioun, 55 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Interpellatioun vum Här Gusty Graas iwwert d'Gestioun vum Waasser. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ech géif proposéieren - no 30 Sekonnen, wann d'Onrou sech am Sall e bësse geluecht huet -, dass dann elo den Interpellant, den Här Gusty Graas, d'Wuert huet.

7. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau

Exposé

M. Gusty Graas *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. „Es ist wohl ausgemacht, dass nächst dem Wasser das Leben das Beste ist, was der Mensch hat." Dat ass en Zitat vum Georg Christoph Lichtenberg. An ech mengen, dat seet alles iwwert de Stellewäert vum Waasser aus.

D'Fro ass: Si mir eis deem Wäert ëmmer bewosst? Ech mengen, leider muss een dës Fro zu engem gudden Deel mat Nee beäntwerten, besonnesch an deene Regiounen, an dozou zielen ech mat Sécherheet emol an éischter Linn eis Regioun, wou d'Waasser oft eppes Selbstverständleches ass. Am Contraire zu villen anere Plazen op der Welt, wou et e Mangel u Waasser gëtt a wou virun allem awer och net auszeschléissen ass, datt souguer an nächster Zäit militäresch Konflikter ausbrieche wäerten, well net genuch Drénkwaasser do ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Problemer vum Waasser insgesamt kann een e bëssen an der Billersprooch illustréiere wéi Ebbe und Flut: Geschitt en Accident, an där hate mer leider déi lescht Wochen a Méint genuch, ech erënneren un den Accident op der Atert, bedéngt duerch e Problem bei der Goodyear, ech erënneren un d'Shell, an et kéint een dat nach esou hei weiderféieren, dann natierlech ass eng Flut vu Reaktiounen. Ass et roueg un der Waasserfront, dann ass Ebbe, dann héiere mer relativ wéineg vun där Problematik.

Hu mer dann hei zu Lëtzebuerg Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer? Leider muss een och déi Fro mat engem gewëssene Jo beäntwerten, och wann, wéi gesot - ech mengen, et muss een ëmmer realistesch sinn, objektiv bleiwen -, am Verglach zu villen anere Plazen op der Welt dat natierlech staark ze relativéieren ass. Trotz der EU-Wasserrahmenrichtlinie 2000/60/EG - an déi wäert eis an deem Débat hei nach méi wéi eng Kéier beschäftegen -, déi den 22. Dezember 2000 a Kraaft getrueden ass an déi bei eis duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 ëmgesat gouf, huet sech d'Situatioun net wesentlech geännert.

Et gëtt jo ëmmer ganz vill op Europa geschloen, kann ee soen. Hei huet dann Europa op eng Manéier am positive Sënn zréck op eis geschloen, andeems datt et eis ënner Contraintë gesat huet. An ech sinn och iwwerzeegt, wa mer net déi EU-Wasserrahmenrichtlinie hätten, wär d'Situatioun nach vläicht manner gutt.

Da muss een och drop hiweisen, datt Lëtzebuerg jo veruerteelt gouf. Zanter dem 28. November 2013 hu mer missen eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Millioune bezuelen an eng deeglech Astreinte vun 2.800 Euro.

Duerfir ass dës Interpellatioun, fir emol erëm eng Kéier op d'Wichtegkeet vun enger effikasser Gewässerschutzpolitik hinzeweisen.

Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, datt et net d'Zil vun esou enger Interventioun ass, fir mam béise Fanger op deen een oder deen anere ze weisen. Ech mengen, wann een éierlech ass, da musse mer dee béise Fanger op eis alleguerten halen, well mir hunn alleguerten dozou bäigedroen, datt d'Situatioun net esou ass, wéi mer eis dat virstellen oder wéi se och vläicht misst sinn.

Dës Interpellatioun baséiert sech virun allem op fënnef Haaptpunkten: éischtens, d'Qualitéit vun de Gewässer; zweetens, den Zoustand vun de Kläranlagen; drëttens, d'Renaturéierung vun de Baachen a Flëss; véiertens, d'Drénkwaasser. A fënneftens wollt ech awer och nach op den zweete Gestiounsplang fir déi hydrografesch Distrikter vum Rhäin a vun der Meuse agoen.

Et sinn d'Zuelen, déi beweisen et - et sinn net ech, deen dat behaapt, ech sinn duerfir net Spezialist, ech beruffe mech hei op Aussoen, déi awer vu Spezialiste gemaach gi sinn -, an zwar hu mer keen Iwwerflächegewässer, wat de Prädikat „ganz gudden ekologeschen Zoustand" verdéngt. 23% weisen eng onbefriddegend Qualitéit op an 8% carrément eng schlecht. A wann ee reng de cheemeschen Zoustand vun eise Gewässer kuckt, dann ass kee Gewässer derbäi, wat u sech d'Attribut „zefriddestellend" oder „gutt" ka kréien.

Och aus hydromorphologescher Siicht hu mer ganz grouss Problemer an ech wäert och dorobber nach zréckkommen. An och déi Donnéeë vum zweete Bewirtschaftungsplang, wéi gesot, ënnersträichen esou Aussoe ganz kloer a ganz däitlech.

An da gëtt et ee wichtegen, och e verlässleche Bioindikator, dat ass de Fëschbestand. Wa mer eis Baachen a Flëss analyséieren, da musse mer feststellen, datt d'Aartenzesummesetzung, ech géif scho bal soen „dramatesch" an deene leschte Joren zréckgaangen ass. A wann net géif regelméisseg e Besatz an enger Rei vu Gewässer gemaach ginn, da wär jiddefalls d'Zuel vun de Fësch nach vill méi kleng.

Laut der EU-Waasserramerichtlinn, wéi gesot, hätte mir bis d'Joer 2015 eis Gewässer an e gudden Zoustand brénge missen. Och als Netspezialist weess een, datt mer deen Objektiv mat Sécherheet net erreecht hunn. Bis 2021 misste mer dat Zil erreechen. Mir kënnen dann nach eng Kéier verlängere bis 2027, an da misst normalerweis Schluss si laut dem Artikel 4 vun der Ramerichtlinn.

Et mussen also nach weider grouss Ustrengunge gemaach ginn. Woubäi een awer och do objektiverweis muss ënnersträichen: Et ass elo net, datt an deene leschte Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg net investéiert gi wär. Dach, et ass vill investéiert ginn. Mä et ass net genuch investéiert ginn!

Ee vun den Haaptproblemer vun eise Gewässer ass ouni Zweifel d'Eutrophéierung. An do kann een als bescht Beispill, well et eben och elo rezent ass, den 380 ha grousse Stauséi vun Esch-Sauer ufëieren, dee souguer de Moment nach ënner enger staarker Algeproduktioun leit. Déi huet sech, wéi gesot, bis haut net opgeléist. Et ass keen neie Phenomeen. Et ass also net, datt een dëst Joer fir d'Éischt dovu geschwat huet. Et huet ee scho viru Jorzéngten, kann ee scho bal soen, dovunner geschwat.

Dann ass d'Fro erlaabt: Ass et net lamentabel, datt mer dee Problem bis haut nach ëmmer net an de Grëff kritt hunn? Well d'Ursaache si jo bekannt: ongekläerten Ofwässer, intensiv Landwirtschaft. Obwuel ech och wëll direkt hei ënnersträichen: Et ass mat Sécherheet net richteg, d'Landwirtschaft ëmmer eleng hei un de Pranger ze stellen, woubäi ee se natierlech net kann aus der Flicht entloossen, dat ass ganz evident. Datt dowéinst d'Biolandwirtschaft muss an Zukunft nach méi staark ënnerstëtzt ginn, ass och kloer.

Allerdéngs muss een och an där ganzer Diskussioun objektiv sinn, an dann ass awer och de Konsument an der Flicht. Och dat gëtt ze vill oft vergiess. A wéi schnell reagéiert de Konsument op eng minimal Präiserhéijung? Ass jiddweree bereet, emol een, zwee Euro méi ze bezuele fir e Produkt, wat dann op méi eng biologesch Aart a Weis hiergestallt ginn ass?

Et gëtt haut och Méiglechkeeten natierlech, fir méi naturno de Buedem ze bewirtschaften. Ech denken zum Beispill un d'Depotdüngung, ech denken awer och un d'Strip-Till-Verfahre beim Mais a bei de Rommelen.

Mä et gëtt awer och Liichtblécker. An do wëll ech zum Beispill d'Initiativ LAKU hei erwänen - Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer -, déi gouf de 27. Oktober 2015 tëschent der SEBES an enger Rei Betriber aus dem Naturpark Uewersauer kreéiert. Ech mengen, de Moment sinn et plus ou moins 70 Betriber, déi matmaachen. Dat ass eng positiv Entwécklung an dat ass och eppes, wat mer sollen an Zukunft nach verstäerkt ënnerstëtzen.

Natierlech, wann ee beim Stauséi ass, däerf een och net vergiessen, datt 70% vum Anzuchsgebitt vum Stauséi op belschem Territoire leien. Och do soll een dat ganz kloer a ganz däitlech soen. Virdrun ass Wallounien hei bedauert ginn. Jo, op där anerer Säit muss een awer och soen, datt eis belsch Frënn op engem anere Gebitt dann awer och Verantwortung missten iwwerhuelen, besonnesch hei. Ech weess, datt do Ofkommessen amgaang sinn ausgeschafft ze gi mat Frankräich, och mat der Belsch. Dat ass e richtege Wee, dat ass e gudde Wee, deen een och muss weiderféieren.

Ech hunn deslescht an engem landwirtschaftleche Magazinn gelies: „Waasserschutz als fräiwëlleg, awer prioritär Aufgab bedreiwen". Ech soen awer ganz éierlech, ouni dat elo hei polemesch ze gesinn, dat Wuert „fräiwëlleg" huet mech awer e bësse gestéiert. Ech fannen haut, Waasserschutz, dat kann een net als fräiwëlleg gesinn, mä dat ass eng Obligatioun, net nëmme fir d'Landwirtschaft, mä fir eis alleguerten!

Da gëtt et natierlech nach eng ganz Rei aner Belaaschtunge vun eise Gewässer, virun allem déi diffus Verschmotzungsquellen, sief dat d'Sickerwaasser vun Deponien, sief dat d'Streeën am Wanter op eise Stroossen, siefen dat déi héich Nitratwäerter. Ech verweisen do zum Beispill op d'Wolz an op d'Clierf.

Dann natierlech e besonnesche Problem, dat ass dee vun de Pestiziden, deen eis leider och ganz vill Problemer mécht. Ech verweisen hei och nach eng Kéier op dee groussen Défi, deen d'Regierung ugeholl hat a wou ech och der Regierung félicitéieren, fir e Verbuet vum S-Metolachlor auszespriechen am Februar 2015. Och de Metazachlor ass jo ganz staark ageschränkt ginn no dem Accident zu Witry an der Belsch.

Duerfir ass och d'Fro ze stellen, ob d'Regierung bereet ass, wa sech erweist, datt et eng Rei Pestizide gëtt, an et gëtt der doudsécher nach, déi en héije Belaaschtungsgrad weise fir eis Gewässer, ob se bereet ass, dann och an Zukunft nach esou - ech soen dat éierlech - couragéiert Décisiounen ze huelen.

Ech wëll awer op dëser Plaz drop hiweisen, datt mer jo en neit Pestizidegesetz den 19. Dezember 2014 hei gestëmmt hunn, datt mer och en nationalen „Aktiounsplang Pestiziden" hunn an - et sëtze jo och nach vill Kolleegen heibannen, déi Verantwortung op dem Gemengenniveau hunn - datt et jo och zënter dem 1. Januar 2016 verbueden ass, an de Gemenge Pestiziden ze gebrauchen. Mä ech gi jo dovun aus, datt och jiddweree sech drun hält.

A finalement, och hei soll ee ganz éierlech dat soen, wéi vill Privatleit nach ronderëm hiert Haus, wéi vill Klenggäertner an hirem Gaart och nach Pestizide benotzen, wat vläicht net onbedéngt misst sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wéi kënne mer dann elo d'Qualitéit vun eise Gewässer verbesseren? Da si mer natierlech direkt bei dem wesentlechste Punkt vun dëser Interpellatioun, an zwar bei de Kläranlagen.

„Die zunehmende Eutrophierung unserer Gewässer muss gebremst werden. Es gilt hier, die bestehenden Kläranlagen auszubauen, um so eine bessere Stickstoff- und Phosphorreduktion zu erzielen." Déi Wierder goufen net virgëschter geschriwwen. Déi Wierder goufe ganz genee 1989 als Virwuert vun enger Broschür „Eist Waasser" geschriwwen. Dat sinn also elo bal 30 Joer hier. Mä si hunn awer nach wie vor, muss ee soen, leider hir voll Aktualitéit.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 242 Kläranlagen, dovunner der 125 mechanescher Natur. Dat ass eng Gesamtrengegungscapacitéit vun ongefëier enger gudder Millioun EWGen, also „Einwohnergleichwerte". 96% vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg sinn un eng Kläranlag ugeschloss. Am Joer gi 26,6 Millioune Meter Kibb gekläert.

Wann een dat doten also alles héiert, dann hätt ee jo bal d'Gefill, ze soen: „Majo, dann ass jo awer alles wonnerbar!". Firwat gëtt sech dann elo hei awer e bësse méi kritesch mat der Situatioun auserneegesat?

Dat muss een allerdéngs relativéieren. Et kënnt jo net nëmmen op d'Quantitéit vun de Kläranlagen un, mä et kënnt virun allem awer op hir Effikassitéit un! An dann ergëtt sech schonn e ganz anert Bild, besonnesch wat déi mechanesch Kläranlagen ubelaangt. Et brauch ee kee Spezialist ze sinn, fir ze wëssen, datt eng mechanesch Kläranlag u sech haut oft méi kontraproduktiv ass, oft d'Gewässer méi belaascht. An dowéinst muss dat awer a Fro gestallt ginn. Si droen och nach zu engem zousätzlech méi héijen Närstoffgehalt bäi.

Bei de biologesche Kläranlage feelt dann oft eng sougenannt „Denitrifikatiounsstuf". An dann däerf een och net vergiessen, datt ronn 20% vun de biologesche Kläranlagen iwwer 20 Joer al sinn. Dat heescht, besonnesch déi Mikropollutioune kënnen do natierlech net considéréiert ginn.

Wat heescht dat: Mikropollutioun? Dat ass iwwregens e Phenomeen, deen net ganz nei ass, mä deen eis awer an Zukunft nach vill méi beschäftege wäert. Ech denken do virun allem un d'Réckstänn vu Medikamenter an eise Gewässer. An Europa gëtt et schätzungsweis 3.000 verschidde Réckstänn vu Medikamenter. Also si mer och ganz séier bei der Diskussioun ëm déi sougenannt „véiert Stuf".

Mir hunn nach en anere Problem, dee vun deene sougenannte PCPen, „personal care product", dat heescht Shampoing, Seef, Kosme-

tika an esou weider an esou fort, déi mer alleguer onbedenklech benotzen, wou awer da ganz vill Résiduen an d'Waasser kommen an do och vill Schued hannerloossen.

Schlussendlech gëtt et och nach Problemer duerch d'Mikrofasere vun de Kleeder, wat alles ënnerschat gëtt. Mä wann ee mat de Spezialiste schwätzt, da gëtt ee ganz séier gewuer, datt dat enorm Problemer mat sech brëngt bei der Kläranlag.

D'Schwäizer zum Beispill hunn do schonn immens Efforte gemaach. An och do vläicht dann d'Fro un d'Regierung, wat se gedenkt och op deem Niveau an Zukunft ze ënnerhuelen.

Wa mer vu Kläranlage schwätzen, da soll dat natierlech net nëmmen heeschen, datt een hei d'Haushalter un de Pranger stellt - mir alleguer zesummen -, mä awer och d'Betriber. Och d'Betriber däerf een net aus der Verantwortung entloossen. Ech schwätzen hei virun allem vun dem Prétraitement vun deene Betriber, déi virun allem ganz sensibel Ofwässer produzéieren. An déi zwee Accidenter, déi ech virdru genannt hunn, déi soe jo och genuch. Et mussen duerfir nach méi Kontrolle gemaach ginn, Sanktiounen däerfe keen Tabuthema sinn!

An da wësse mer jo och, datt mer verschidden Entreprisen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi Schwéiermetaller, Phenolen a PAKen an d'Waasser ofleeden. E grousse Problem ass jo och de Quecksëlwer. Duerfir ass et schued, datt de sougenannte Minamata-Traité nach net definitiv ëmgesat ass, mä Lëtzebuerg huet en ënnerschriwwen. Wat ass dat? Dat ass eng Uertschaft a Japan, wou extrem vill Leit ëmkomm sinn duerch en héije Quecksëlwergehalt am Waasser.

Schlussendlech muss een awer och op d'Kanalnetz hiweisen, e Kanalnetz - wéi gesot, erëm eng Kéier, d'Kolleegen aus de Gemenge wëssen dat och -, wat zum Deel och munchmol vétuste ass. Hei sinn natierlech d'Gemenge gefuerdert. Mir musse méi Trennsystemer aféieren. Mir wëssen, datt virun allem de Mëschsystem och eng vun den Ursaachen ass vun dem schlechte Fonctionnement vun de Kläranlagen.

Reeniwwerlafbecke musse gebaut ginn. Reenréckhaltebecke musse gebaut ginn, well mer eben och eng nei Entwécklung hunn, wat virun allem och de Reen, de Platzreen ubelaangt; ech kommen herno nach eng Kéier kuerz drop zréck. A perséinlech sinn ech awer och der Meenung, datt keen neie PAP méi, Här Wunnengsbauminister, dierft autoriséiert ginn, wann net am Virfeld garantéiert ass, datt awer wierklech en adequaten Uschloss un eng Kläranlag garantéiert ass.

Wa mer scho bei de Kläranlage sinn, kommen ech awer net derlaanscht, iwwer ee Punkt eppes hei ze soen, wat mer jo am Projet de loi elo presentéiert kruten, deen d'Regierung virgeluecht huet, fir d'Waassergesetz ze adaptéieren, wat u sech eng gutt Initiativ ass. Et ass jo virgesinn, datt den Taux de subvention fir de Bau vun de Kläranlage vu 65% op 50% soll erofgesat ginn. Ech mengen, et soll een dat awer zumindest diskutéieren.

Ech verstinn de Räsonnement, datt eng Regierung sech hei ganz kloer op eng Gesetzgebung baséiert, déi seet, datt d'Gemengen d'Kompetenz hu bei der Klärung vun de Gewässer. Mä et muss een awer och d'Realitéit kucken. Wat kann dat dote bedeiten, wa mer elo den Taux vu 65% op 50% erofhuelen? Ech fäerte jiddefalls - ech hoffen awer, datt ech onrecht behalen -, datt eng Rei Gemengen, an dat ass net schlecht gemengt, net pejorativ gemengt, mä ech denke virun allem un déi kleng Gemengen aus dem ländleche Raum, déi schonn immens Problemer hunn, fir hirer Aufgab nozekommen, datt déi doduerch vläicht nach manner motivéiert sinn, fir an de Gewässerschutz ze investéieren.

An dann ass och d'Gefor do, datt Ënnerscheeder bei der Klärung entstinn. Mir hunn dann de Syndikat X - ech schwätzen elo vun engem Anzuchsgebitt vum selwechte Floss -, dee bereet ass, vläicht méi ze investéieren, well och de politesche Wëllen do ass, well och vläicht méi finanziell Moyenen do sinn, a mir hunn dann de Syndikat Y, deen awer da manner investéiert am selwechten Anzuchsgebitt. Dann ass dem Floss schlussendlech net schrecklech vill geholl ef!

Dowéinst, mengen ech, solle mer also hei eng oppen Diskussioun féieren, ob dat de richtege Wee ass. An da muss ee kucken, datt mer am Intérêt vum effikasse Gewässerschutz hei d'Décisioun huelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre n, e wesentlechen Aspekt vun enger effikasser Gewässergestioun ass natierlech och d'Renaturéierung. Dat ass den drëtte Punkt vun dëser Interpellatioun. Wat ass eng Renaturéierung? Bon, dat ass eben eng méi naturno Morphologie, méi eng naturno Struktur vun engem Gewässerlaf, respektiv och, d'Duerchgängegkeet vun engem Gewässer ze verbesseren. Ech denken zum Beispill un d'Suppressioun vu Querbalken an esou weider an esou fort.

Wa mer op engem Gebitt - an do solle mer awer éierlech sinn! -, wa mer op engem Gebitt wierklech enorm gesënnegt hunn an deene leschte Jorzéngten, dann ass et awer wierklech am Haartverbaue vun eise Gewässerleef. Et gëtt masseg negativ Beispiller, ech nennen der och e puer hei, fir och dat ze illustréieren, wat mer alles Schlechtes gemaach hunn: zu Esch zum Beispill, wou d'Uelzecht iwwer 1.600 m duerch Réier gefouert gëtt; d'Diddelenger Baach, déi vun Diddeleng a Richtung franséisch Grenz op 3,8 km a Réier läit. Ech gi ganz éierlech zou: Am Raum Beetebuerg gesäit et net besser aus. D'Péitrus, do brauche mer net wäit ze goen. Ech kéint nach d'Kor nennen.

Ech kéint nach vill esou Beispiller nennen, wou am Fong geholl näischt méi vun engem Floss, näischt méi vun enger Baach iwwreg ass, mä just vun engem triste Rinnsal. An ech bleiwen der Meenung, datt do enorm vill Feeler gemaach gi sinn an datt do muss den Hiewel ugesat ginn. Ech weess, datt do schonn an deene leschte Joren nei Initiative geholl gi sinn.

D'Ursaache sinn och hei bekannt. Et si méi Ursaache rationeller Natur, sief dat, datt Urainer gefaart hunn, si géifen e Meter carré Terrain verléieren, oder sief et, datt et net an d'Uerdnungsbild vun eis eragepasst huet. Mä déi Denkweis, déi muss awer ouni Zweifel der Vergaangenheet ugehéieren. An, wéi gesot, en éischt Ëmdenken ass ze erkennen, mä et geet nach e bësselche lues.

Natierlech sinn och d'Gemengen hei gefuerdert. Mir hunn natierlech do erëm e Problem, datt och déi Gemengen, déi vläicht amgaang sinn - an ech kann do e bëssen aus der Schoul schwätzen -, esou Projeten ëmzesetzen, extrem gebremst ginn, well se net un d'Terraine kommen.

Wa mer eng Morphologie, wa mer eng Renaturéierung vun engem Gewässerlaf maachen, brauche mer natierlech Terrainen. Da si mer natierlech och ganz séier bei dem Element Utilité publique an och Expropriatioun. Ech weess, dat si Wierder, déi net ganz populär sinn dobaussen. Mä d'Fro muss awer gestallt ginn, ob dat net awer wierklech d'utilité publique ass.

An, wéi gesot, ech maachen awer hei och en Appell un d'Regierung, vläicht de Gemengen do nach zousätzlech Ënnerstëtzung ze gi bei der Renaturéierung vu Gewässerleef. Well eng Renaturéierung ass mat Sécherheet net nëmmen eng gutt Waff, fir d'Selbstrengegungskraaft ze verbesseren, mä si ass och eng gutt Waff beim Héichwaasserschutz.

À propos Héichwaasser: 1993 an 1995 hate mer bedeitend Héichwaasserkatastrophen, kann ee soen, hei zu Lëtzebuerg, mä emol net awer, mengen ech, vergläichbar mat där, déi mer Enn Juli am Aerenzdall erlieft hunn.

Natierlech, mir mussen domadder liewen, et sinn nei Phenomeener opgetrueden. Ech denke virun allem un déi hefteg Platzreen. Mä mir däerfen hei elo net nëmmen eng reng Symptombekämpfung maachen. D'Welt ass net stationär. Déi Héichwaasserschutzmoossnamen, déi mer haut décidéieren, kënne muer vläicht iwwerlieft sinn.

Duerfir ass et wichteg, datt mer eis op wëssenschaftlech Date baséieren, wa mer esou Moossnamen décidéieren. Ech wëll hei zum Beispill och un de LIST erënneren, deen eng ganz gutt Aarbecht mécht, dee wierklech wëssenschaftlech Date ka liwweren, wéi mer kënnen eng ganz Konzeptioun vun Héichwaasserschutzmoossname maachen.

Ze begréissen ass, fir nach eng Kéier zréckzekommen op de Projet de loi, dee virgeluecht gouf, datt jo Héichwaasserschutzmoossnamen an Zukunft solle méi verstäerkt ënnerstëtzt ginn.

De Klimawandel, natierlech, och dee mécht keen Halt hei viru Lëtzebuerg. D'Prognose ginn dervun aus, datt bis d'Joer 2100 d'Temperaturen tëschent zwee a véier Grad wäerten an d'Luucht goen.

Ech baséiere mech hei op eng Etüd vun der internationaler Kommissioun fir de Schutz vum Rhäin, wou zum Beispill elo prognostizéiert gëtt, datt am Raum Worms de Rhäin zum Beispill an de Summerméint wäert iwwer 25 Grad hunn. Och dat héiert sech no engem ganz schrecklechen Zeenario un. Och dat wäert eng ganz kloer Perturbatioun fir d'Fauna an d'Flora mat sech bréngen. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Musel a fir d'Saar. De Klimawandel wäert vläicht keng direkt Inzidenz op d'Quantitéit vum Grondwaasser hunn, vläicht éischter au contraire, mä awer mat Sécherheet op d'Qualitéit.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre n, wa mer iwwert d'Waasser schwätzen, da komme mer och net derlaanscht an da gehéiert dat och derzou, iwwert d'Drénkwaasser natierlech dann ze schwätzen. Et ass déi eenzeg natierlech Ressource, déi an der EU fir en abordabele Präis muss verkaaft ginn.

Ech kann et net oft genuch widderhuelen: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dee wierklech eenzegaartege Privileeg, datt mer Waasser zu all Moment zur Verfügung hunn, net nëmmen an enger héijer Quantitéit, mä virun allem och an enger ganz gudder Qualitéit! An dowéinst ass et och wichteg, datt mer nach wie vor héich Efforte maachen, fir deen Niveau kënnen ze behalen.

Am Duerchschnëtt, wéi gesot, ginn 115.000 m^3 all Dag hei zu Lëtzebuerg gebraucht. An dat däerf een natierlech net ënnerschätzen, well déi Demande wäert an Zukunft nach an d'Luucht goen. Net well de Pro-Kapp-Verbrauch an d'Luucht geet, dee geet souguer éischter erof, hunn ech mer soe gelooss, mä well natierlech dat Land hei wiisst. Mir sinn de Moment zu 580.000 an et brauch ee kee grousse Prophet ze sinn, fir ze soen, datt et net méi laang dauert, bis datt mer zu 600.000 respektiv zu 700.000 Leit sinn.

Da si mer natierlech och ganz séier beim Drénkwaasserpräis, en Thema, wat och net nei ass. Kee Geréngere wéi de fréiere Premier Juncker hat dat schonn a sengem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun den 8. Mee 2012 hei thematiséiert. Ma et muss ee jo awer en Ënnerscheed maachen tëschent engem harmoniséierte Waasserpräis an engem Eenheetswaasserpräis.

Ech weess, datt et eng Rei Kolleegen, och hei bannen an och dobausse gëtt, virun allem Vertrieder vu méi klenge ländleche Gemengen, déi sech éischter fir en Eenheetswaasserpräis asetzen. Dat kann een novollzéien. Ech soen awer ganz éierlech, datt ech géint en Eenheetswaasserpräis sinn, aus enger Rei vun Ursaachen.

Net nëmme gräife mer hei an d'Autonomie communale an, mä op där anerer Säit kann een eng Gemeng net mat enger anerer Gemeng vergläichen. Et gëtt Gemengen, déi hunn déi an déi Problemer, wou se musse spezifesch Investissementer maachen, an et si Gemengen, déi hunn déi an déi Problemer, soudatt een, wann een iwwert de Waasserpräis diskutéiert, dann iwwert den harmoniséierte Waasserpräis - do si jo scho vill Ustrengunge gemaach ginn -, awer Eenheetswaasserpräis ass menger Meenung no zu dësem Zäitpunkt jiddefalls keen Thema.

Et muss een awer och drop hiweisen, datt jo awer grouss Efforten an der Lescht och gemaach gi sinn, fir eben, wéi gesot, d'Drénkwaasserreservoiren ze verbesseren, fir eben nach besser Méiglechkeeten ze schafen, datt mer dat beschtméiglecht Drénkwaasser kréien.

Ech erënneren hei un de Projet de loi, dee mer de leschten 8. Juni hei gestëmmt hunn iwwert den Neibau, déi nei Opbereedungsanlag vum SEBES zu Eschduerf. An och do, wann een d'Statistik kuckt, an der Moyenne huet de SEBES tëschent 1970 an 1979 35.192 m^3 geliwwert, tëschent 2010 an 2014 waren dat scho 54.849 m^3. Do gesäit een also schonn, wéi d'Tendenz an d'Luucht geet. Elo, wéi gesot, schafe mer eng Capacitéit vun 110.000 m^3.

Mir hunn eng ronn 270 Quellen nach hei zu Lëtzebuerg an eng 40 Buerungen, wou dann och Drénkwaasser gewonne gëtt. All Joer bilde sech ongeféier 118 Millioune Meter Kibb nei. An ech wëll awer dorop hiweisen, datt dat natierlech kann zu engem zousätzleche Problem féieren, wéi gesot, wat eben nach de Bedarf un Drénkwaasser ubelaangt. Also muss sech och Gedanke gemaach ginn. Vläicht kann eis d'Madamm Minister do och déi eng oder déi aner Erklärung ginn.

Ech weess, datt Iwwerleeunge gemaach ginn, fir zum Beispill aus der Musel Drénkwaasser ze gewannen. Ech weess, datt zum Beispill och an de Galerië bei Esch d'Méiglechkeet géif bestoen, fir Drénkwaasser ze förderen. Dat sinn natierlech elo nach Zukunftsprojeten, déi nach wäit ewech si vun haut, mä déi vläicht awer schonn haut mussen iwwerluecht ginn.

Da kommen ech awer net derlaanscht, wa mer iwwer Drénkwaasser schwätzen, besonnesch wa mer iwwer Quelle schwätzen, eppes zu de Quelleschutzzonen ze soen. An do muss ech awer ganz éierlech soen, do hu mer mat Sécherheet magistral versot!

Ech verweisen hei op e Gesetz vum 27. Juni 1906 iwwert d'ëffentlech Gesondheet, wat et entre-temps net méi gëtt. An do stoung zum Beispill dran, am Artikel 3: «L'arrêté visé à l'alinéa 1er du présent article déterminera en même temps, s'il y a lieu, un périmètre de protection contre la pollution de la source ou de la nappe souterraine. Il est interdit d'épandre sur les terrains compris dans ce périmètre des engrais humains ou d'autres matières susceptibles de nuire à la salubrité de l'eau (...).»

Wéi gesot, dat ass 110 Joer hier. Ech mengen, mir hunn eis ni dorunner gehalen.

Wa meng lescht Informatioune stëmmen, dann hu mer elo fënnef Quelleschutzgebidder ausgewisen, wou ech och wëll dann deene Verantwortlechen duerfir félicitéieren, well et ass nach net esou laang hier, do hate mer praktesch iwwerhaapt keent ausgewisen. Siwe wären an der Prozedur, mä 90 wären der am Ganzen auszeweisen. Also, och do waart nach vill Aarbecht op eis.

Madamm Presidentin, op Basis vum Artikel 11 vun där schonn e puermol hei zitéierter Wasserrahmenrichtlinie musse mer jo ëmmer e sougenannte Bewirtschaftungsplang opstellen. Deen zweeten ass elo ugelaf fir d'Period 2015 bis 2021. Dat Dokument, wat ganz sophistiquéiert ausgeschafft ginn ass an natierlech fir e Laie relativ schwéier verständlech ass, erlaabt awer vläicht, eng ganz genee Radiografie ze maache vun eise Gewässer. Et gouf jo vu verschiddene Säite kritiséiert, ech wëll dat elo net weider hei verdéiwen.

Dat Eenzegt, wat engem opgefall ass - och de Public hat jo do d'Méiglechkeet, fir matzediskutéieren -, et ware ganzer zwee Leit, déi do reagéiert hunn. Woubäi ech awer elo verstinn, datt deen Eenzelnen dobausse sech net onbedéngt vläicht mat esou engem Dokument auserneesetzt.

Wat mech awer méi frappéiert huet: datt nëmmen 42 Gemengen en Avis ofginn hunn! Dat léisst awer e bëssen déif blécken! An do muss een awer d'Fro stellen, ob den Intérêt dann net méi grouss ass bei de Gemengen, sech mat der Waasserschutzpolitik iwwer e längeren Zäitraum auserneenzesetzen. Et soll elo kee mer kommen, dat wär, well de Service technique net an der Lag ass, dat ze maachen. Dat stëmmt - ouni deene Leit ze no ze trieden -, mä dat ass evident, mir sinn hei an enger héichspezialiséierter Matière. An et soll scho guer kee kommen: „Dat kascht ze vill Geld." Et gëtt spezialiséiert Bureau-d'étuden hei zu Lëtzebuerg, déi engem roueg kënnen en Avis maachen. An dat ass jo bei enger Rei vu Gemengen och geschitt.

Jiddefalls ass dat och de Beweis, datt d'Ëffentlechkeetsaarbecht, bis hin zu de Gemengen, vläicht och nach muss verbessert ginn.

Et gëtt jiddefalls eng ganz Rei Ursaachen, firwat datt mer d'Ziler bis elo net erreecht hunn. Dat, wat ech Iech elo virliesen, ass net vu mir, dat ass vu Spezialisten, an zwar erëm am zweete Bewirtschaftungsplang steet dann: „Die Abweichungen in der Einschätzung der Zielerreichung von 2009 (...) lassen sich unter anderem dadurch erklären, dass viele Maßnahmen (...) noch nicht umgesetzt werden konnten. Dies liegt vor allem an einem langsameren Fortschritt (...) bei der Umsetzung der Maßnahmen, welcher zum Beispiel durch längere Wartezeiten beim Erwerb von Grundstücken", do war ech jo schonn drop agaangen, „längere Planungs- und Umsetzungszeiträume, zeitaufwendige Genehmigungsverfahren, zeitaufwendige Abstimmung mit allen Beteiligten, Personalengpässe und begrenzte oder fehlende finanzielle Mittel bedingt ist."

Duerfir, wéi gesot, och hei d'Fro un d'Regierung, wéi se gedenkt, vläicht dann déi Ursaachen, déi hei opgezielt ginn, och ze behiewen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre n, , hei war elo e kuerze Sträifzuch duerch d'Gewässerproblematik insgesamt hei zu Lëtzebuerg. Eppes ass kloer: Mir hunn nach ganz vill Hausaufgabe virun eis! Ech wëll eppes hei ënnersträichen: Do ass d'Politik gefuerdert an éischter Linn.

Ech weess och, datt mer eng Hällewull vun Administratiounen hunn, Verwaltungen hunn, Ministèren hunn, déi fir de Waasserschutz zoustänneg sinn, wou ganz vill a ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt. Et spiert een allerdéngs och oft, an dat ass jo och hei elo schonn aus dem Text erauskomm, et feelt natierlech och oft u Leit. Duerfir, mengen ech, solle mer grad op deem dote Gebitt net ze vill knausereg sinn, wann et heescht, vläicht zousätzlecht Personal op deene Plazen anzestellen.

Den zweete Bewirtschaftungsplang geet dervun aus, datt mer 1,5 Milliarde bis 2021 missten investéieren. Dat wären also plus ou moins 250 Milliounen (veuillez lire: 250 Millioune pro Joer). Ech mengen, dat misst eis als Stat en effikasse Gewässerschutz wäert sinn!

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Gusty Graas fir seng in-

teressant Presentatioun. Als éischte Riedner hunn ech den Här Aly Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren de Mëtteg iwwert d'Waasser, iwwer eis national Drénkwaasserversuergung, d'Waasserqualitéit, d'Renaturéierung vu Flëss a Baachen, de Waasserpräis an d'Ofwaasserpolitik. Schonn eleng bei der Opzielung gesäit een, wéi villsäiteg a wéi wichteg d'Thema Waasser ass. Duerfir ass et och wichteg, datt mer a regelméissegen Ofstänn dësen Dossier op den Ordre du jour hei vun der Chamber setzen.

Duerfir wëll ech och dem honorabele Gusty Graas Merci soe fir seng Initiativ, déi awer schonn op den 19. Mee vun dësem Joer zréckgeet. Mir bedaueren awer, datt dës Debatt eréischt elo stattfënnt. Et ass a sech an engem gewëssene Sënn Moutarde après dîner, well d'Madamm Ëmweltminister an der Tëschenzäit, an zwar de 5. August, de Projet de loi iwwert d'Reform vum Waassergesetz an der Chamber déposéiert huet.

An dësem Gesetzesprojet huet d'Regierung kloer hir Prioritéiten an der Waasserpolitik virgezeechent. Mir bedaueren, datt mer eréischt haut, nodeems de Projet schonn déposéiert ass, eng Interpellatioun iwwert d'Waasser féieren. A mir zweifele wierklech, ob Elementer vun dëser Diskussioun nach an dem Projet de loi hiren Nidderschlag fannen. Ech hoffen, datt dat awer vläicht kann de Fall sinn.

Well deem esou ass, wëll ech a menger Interventioun dann och scho kuerz op dee Projet de loi agoen, deen d'Madamm Ëmweltminister déposéiert huet. Den Detail diskutéiere mer selbstverständlech dann an de Kommissiounssëtzungen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, den Drénkwaasserverbrauch hei zu Lëtzebuerg läit bei ongeféier, virdrun ass 115.000 m^3 gesot ginn, ech hunn eng Zuel vun 120.000 m^3 pro Dag, wouvun ongeféier eng Halschent Grondwaasser ass an déi aner Halschent Uewerflächewaasser. Wann een hei zu Lëtzebuerg vun Drénkwaasser schwätzt, da lant een och relativ séier, an dat ass ganz normal, bei dem SEBES. 89% vun eiser Populatioun op 74% vun der Fläch vum Land gi mat SEBES-Waasser versuergt. An all Dag komme Clienten derbäi.

Och wann de Pro-Kapp-Verbrauch iwwert d'Joren erofgaangen ass, esou huet proportional dozou d'Awunnerzuel zu Lëtzebuerg an och d'Zuel vun de Frontalieren drastesch zougeholl. Dëst huet derzou gefouert, datt mer dem Bau vun enger neier Waasserfabrik zu Eschduerf zougestëmmt hunn, fir deem zukünftege Besoin un Drénkwaasser nozekommen.

Ech froe mech awer ganz éierlech, ob een doriwwer eraus net nach méi wäit an d'Zukunft misst kucken, virun allem, wann een un d'Diskussioun vun engem net nëmme 700.000-, mä 1,1-Millioun-Awunner-Stat denkt. Geet de Stau dann als eenzegen Drénkwaasserreservoir vum Land nach duer? Wuel kaum! Da brauche mer eng ganz Rei vun Alternativen. Eng ass genannt ginn, dat ass, datt mer Waasser aus der Musel eventuell opbereeden.

Eng aner Méiglechkeet, déi och schonn an der Diskussioun war, dat ass, datt mer en zweete Stauséi, onofhängeg vun deem jëtzegen, uleeën. Dat ass och alles schonn an engem gewëssene Sënn studéiert ginn. Mä et gëtt och eng ganz Rei vun negative Säiten. Sou géife bei engem zweete Stauséi 30 ha Natura 2000-Gebitt iwwerschwemmt ginn!

Wa mer iwwert de Verbrauch vun Drénkwaasser schwätzen, muss ee sech och Gedanke maachen, wéi een de Verbrauch erofgesat kritt. E Beräich, wou vill Aspuerpotenzial läit, ass ganz kloer d'Industrie. A ville waasserintensiven Industriebetriber gëtt quasi ëmmer op wäertvollt Drénkwaasser zréckgegraff. Dobäi gëtt et eng ganz Rei vu konkreten Alternativen. Sou kéint een zum Beispill bei den Datenzentren, déi eng enorm Hëztentwécklung hunn an duerfir intensiv musse gekillt ginn, wann iwwerhaapt op de Medium Waasser, dann op Brauchwaasser zréckgräifen, fir ze killen.

Generell sollt bei der Planung vun den Industriezone gekuckt ginn, datt een am Sënn vun der Économie circulaire Brauchwaasser als Ressource soll huelen, fir ze killen, amplaz vun Drénkwaasser. D'Brauchwaasser kann dobäi all Zort vu Waasser sinn, wat sech net als Drénkwaasser eegent: Uferfiltrat, Uewerflächewaasser, ënner Emstänn och gefiltert Klärwaasser. Esou eng Mesure schount eis Ressourcen a bréngt och ganz kloer e Käschtevirdeel fir eis Betriber.

A wann ech scho bei der Industrie sinn, da si mer och der Meenung, datt bei der Konzeptioun vun den Industriezonen de Schutz vum Drénkwaasser vun den Industriezonen a sech am Vierdergrond muss stoen: datt bei der Erschléissung adequat Schutzmoossnamen agebaut ginn, wéi zum Beispill Réckschlagklappen, déi verhënneren, datt et duerch intern Circuiten zur Verschmotzung vum Drénkwaasserréseau kënnt.

Eng aner Iddi beim Waasserspueren ass et, al Quellen, déi aus Qualitéitsgrënn net méi fir d'Drénkwaasserversuergung gëeegent sinn, datt een dat Waasser hëlt, fir d'Blummen ze netzen, fir Gréngflächen a Fussballterrainen ebenfalls ze netzen. D'Zil muss et sinn, datt an der Haaptsaach keen Drénkwaasser verbëtzt gëtt.

Dann e puer Wierder zum Iwwerflächewaasser. Mir sinn der Meenung, datt d'Iwwerflächewaasser eraus aus den Ofwaasserkollektere muss geholl ginn, well et soss onnéidegerweis an d'Kläranlage leeft. Dëst Waasser gehéiert net an de Klärprozess, well et de gudden, de richtege Fonctionnement vun de Kläranlage stéiert. Et mécht dee ganze Prozess méi deier, bréngt domadder onnéideg Käschte fir d'Gemengen an dann och fir d'Bierger mat sech. A virun allem verbraucht et enorm onnëtz Energie.

E weidere Punkt, deen ech wollt beréieren, sinn a sech d'Bassins de rétention an de PAPe respektiv an de PAGen. Am Moment musse Réckhaltebecken nach ëmmer no engem Schema X gebaut ginn. Et si keng Auswäichméiglechkeete virgesinn. Si mussen innerhalb vun dem PAP respektiv dem PAG ugeluecht an op deierem Bauland opgeriicht ginn. Dat ass e Facteur, dee ganz sécher mat sech bréngt, datt eis Terrainen onnëtz verdeiert ginn.

Mir sinn der Meenung, datt ee Réckhaltebecken nëmme soll bauen, wa virdrun all aner Méiglechkeeten ausgeschëpft sinn. Dat heescht, méiglechst wéineg versigelen, e Maximum versickeren, duerno recycléieren an zulescht, wann all d'Méiglechkeeten ausgeschëpft sinn, dann eréischt Réckhaltebecke bauen.

Dës Becke muss een awer net iwwerall dezentral an deenen eenzelne Lotissementer bauen. Et muss ee vu Fall zu Fall ganz einfach dat alles analyséieren a kucken, an do, wou et sech maache léisst, an der Zone verte souguer, um Rand vum PAG dës Réckhaltebecken uleeën. Dës Approche ass souguer ëfters vill méi sënnvoll wéi dat, wat mer am Moment ëmmer erëm maachen, a gëtt am allgemenge Fall wesentlech méi bëlleg.

Mir beschwéieren eis jo ëmmer iwwert déi deier Bauplazen. Hei wier e konkrete Léisungsusaz, fir de Bauterrain erëm méi sënnvoll anzesetzen an domadder méi bëlleg ze maachen.

D'Eraushuele vun de Becken aus de PAPen oder aus de PAGen erméiglecht soumat e méi kompakt Bauen innerhalb vum PAP an domadder e bessert Ausnotze vun de Bauterrainen. Bei engem PAP geet all Kéier déi eng oder déi aner Bauplaz verluer, fir eben esou e Becken ze realiséieren, wann e Becke gefuerdert gëtt.

Eng aner Solutioun fir Réckhaltebecke wier, do wou et méiglech ass, Rétentiounsflächen, Iwwerschwemmungsland direkt un de Flëss an un de Baachen ze realiséieren. Esou Systemer existéiere bekanntlech schonn an Däitschland. Dir kennt se ënnert dem Numm vun den „Auen". Esou eng Léisung géif och der Biodiversitéit ganz sécher eppes bréngen an dës verstäerken.

Am Résumé kann ee soen, datt mer gären esou vill wéi méiglech Bassins de rétention eraus aus dem Perimeter vun de Gemengen hätten, a wa méiglech bei Flëss a Baachen ënnert der Form, wéi gesot, vun Auen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wat d'Renaturéierung vun eise Flossleef betrëfft, do wënsche mer eis, datt et an Zukunft méi séier, vill méi séier mat de Prozedure geet.

Als Beispill kann ech Iech, an ech kann do aus Erfahrung schwätzen, d'Renaturéierung vun der Blees nennen, deen Dossier, dee mëttlerweil schonn 13 Joer um Bockel huet an elo eréischt zum Deel ëmgesat gëtt, näämlech d'Halschent dervun. Mir begréissen awer ausdrécklech, datt d'Subventioune mam neie Gesetz solle substanziell an d'Luucht gesat ginn. Dat ass positiv, well Renaturéierung féiert jo och derzou, an dat ass och schonn hei gesot ginn, datt d'Baachen an d'Flëss méi lues fléissen, datt d'Vitesse domadder erausgeholl gëtt. Den neie Subventionnement an dësem Beräich ass eng gutt Saach an dréit derzou bäi, den ökologesche System vun eise Gewässer ze verbesseren.

Madamm Presidentin, wéi den 22. Juli an de Gemenge Reisduerf, Fiels, Noumer, Iernzdall, Bettenduerf, méi speziell an der Uertschaft Gilsdref, den Himmel sech zougedoen huet an et ugefaangen huet mat reenen, hat keen domadder gerechent, datt dëst Donnerwieder zu enger vun de gréissten a schwéiersten Naturkatastrophe géif ausaarten, déi eist Land an de leschte Joren, jo, et kann ee bal soen, an de leschte Jorzéngte kannt huet. Aussergewéinlech grouss Waassermasse sinn innerhalb vu kierzester Zäit op engem klengen Territoire erofgaangen.

Hei wor d'Landwirtschaft, Madamm Presidentin, sécherlech net schold un dësem Zoustand. Et wor ganz einfach eng Naturkatastroph. D'Waassermasse waren esou grouss, datt et zu schwéieren Iwwerschwemmunge gefouert huet, mat enormem materiellem Schued an och mënschlechem Leed. D'Solidaritéit an der Bevëlkerung war exemplaresch, dat muss ee ganz kloer soen, genee wéi d'Aarbecht vun deenen eenzelne Verwaltungen.

Dës Katastroph huet eis awer och gewisen, datt dës Zort vun Naturphenomeen, dee mer a sech bis elo just aus dem Ausland kannt hunn, eis zu jidder Zäit erëm treffe kann. Et huet eis awer och gewisen, datt mer eis am Land besser equipéieren an organiséiere mussen, datt mer adaptéiert Material brauchen, dat mer an esou Fäll op jidde Fall am ganze Land kënnen asetzen.

An deem Kontext muss ee sech d'Fro vun enger nationaler Materialdatebank fir d'Hëllefsdéngschter stellen, zum Beispill am zukünftegen CGDIS. Keen huet en Iwwerbléck, wat mer a sech alles vu Gefierer hunn, wou se stinn a wéi séier se dann am Asazgebitt kënne sinn.

Verschidden Ofwaassersyndikater hunn, als Beispill, haut schonn zum Deel adequat Équipementer, fir Kanäl opzespullen, déi no esou engem Evenement verstoppt sinn. Mir sinn der Meenung, datt dës Syndikater nach méi wéi bis elo mat zousätzleche staatleche Gelder op déi doten nei Missioune musse virbereet ginn. Et geet awer och net duer, nëmmen dat gutt Material ze hunn, mä et muss och schnell op der Plaz sinn a virun allem fachmännesch bedéngt ginn. Ouni solidaresch staatlech Interventioun geet et net. Dës Équipementer solle selbstverständlech a solidaresch am Noutfall am ganze Land zur Verfügung gestallt ginn an agesat ginn. Op dës Solidaritéit kommen ech awer spéider nach eng Kéier ze schwätzen.

Madamm Presidentin, duerch en Accident an der Landwirtschaft an der Belsch mat Metazachlor ass et d'lescht Joer zu enger grousser Verschmotzung am gréissten Drénkwaasserreservoir aus dem Land, dem Stau, komm. Dës Situatioun huet eis kloer gewisen, datt et wichteg ass, eis Drénkwaasserreservoiren ze schützen. Mir mussen d'Qualitéit vun eise besteeënden, awer och vun neie Quelle laangfristeg ofsécheren. Duerfir brauche mer natierlech Schutzzonen. Duerfir begréisse mer och d'Bestriewunge vun der Regierung ganz kloer an dësem Beräich.

An dëser Problematik spillt och ganz kloer d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll. Et geet net, fir einfach nëmmen op d'Landwirtschaft ze klappen, mä et muss ee konstruktiv zesummeschaffen. D'Landwirtschaft ass e wichtege Partner, wa mer zu engem Resultat an der Saach wëlle kommen. Ech si mer sécher, datt d'Landwirtschaft sech kenger Diskussioun, kenger Propos wäert verschléissen, mä et muss awer och da séchergestallt sinn, datt déi Leit, déi an iergendenger Aart a Weis an enger Schutzzon leien an Aschränkungen hunn, datt eben dës Leit dann awer och mussen ugepasst Entschiedegunge kréien.

Wann ech vun der Landwirtschaft schwätzen, da wollt ech och nach kuerz op d'Problematik vun der Bewässerung vu waasserintensive Kulture wéi Uebst a Geméis hiweisen. Mir sinn der Meenung, datt et am Summer, wann et wierklech extrem dréchen ass an d'Bauere riskéieren, hir ganz Récolte ze verléieren, muss méiglech sinn, onbürokratesch op d'Waasser aus de Flëss an aus de Baachen zréckzegräifen als Alternativ zum Drénkwaasser. Dat Ganzt natierlech nëmmen ënnert der Konditioun, datt den Débit vun de Flëss a vun de Baachen et hiergëtt.

Haut muss een duerfir extra eng Geneemegung ufroen. An dës Geneemegung ass leider Gottes dacks vill ze spéit do; eréischt dann, wann d'Uebst an d'Geméis scho verdréchent sinn. Mir proposéieren, datt een den Uebst- a Geméisbaueren e Waassernotzungsrecht soll ginn an datt si déi staatlech Instanze mussen informéieren, wa se dat Waasser benotzen.

Ech wollt awer elo nach ganz speziell eng Kéier op de Waasserschutz zréckkommen, well dee betrëfft bekanntlech och net nëmmen eisen Territoire. Esou ass et, datt enger Rei Waasserschutzzonen hiert Anzuchsgebitt net nëmmen op eisem Territoire läit, mä iwwert d'Grenze vun eisem Land erausgeet.

Meng Fro ass och un d'Madamm Ministesch: Wéi gesäit et do mat der Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschlänner aus? Um Niveau vun de Kläranlage kann ech e bësse matschwätzen. Do gëtt et eng Rei vu gudde Beispiller. Zum Beispill ass d'Kläranlag zu Maarteleng vum belsche Stat gebaut ginn, well d'Ofwaasser virun allem belscht Ofwaasser ass, mä si gëtt bedriwwe vum SIDEN fir de Lëtzebuerger Stat, fir domadder sécherzestellen, datt kee Schmotzwaasser an, wéi gesot, eise gréissten Drénkwaasserreservoir, de Stau, leeft.

Da gëtt et och nach eng gutt Zesummenaarbecht an deem Beräich vun de Kläranlagen, vum Ofwaasser un der Our an un der Sauer. Dës Kooperatioun huet scho ganz vill positiv Elementer, mä si ass nach ausbaufäeg. An ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord: E Floss kann een net an zwee deelen. Et kann een net déi eng Halschent propper hunn an déi aner Halschent dreckeg. Et muss een also iwwert d'Grenz eraus zesummeschaffen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wann een Drénkwaasser seet, muss een natierlech och Ofwaasser soen, wat e groussen Afloss a sech op d'Waasserqualitéit huet. D'Populatioun wäert an Zukunft, wéi ech et scho gesot hunn, ganz staark uwuessen. An den Zeenario vun 1,1 Millioun Awunner ass och schonn an der leschter Zäit méi dacks genannt ginn. Dëst geet net ouni adequat - an ech mengen, dat ass kloer - Ofwaasserinfrastrukturen.

Schonn haut hu verschidden Neibaugebidder - an et ass och virdrun ugeschwat ginn - musse gestoppt ginn, well d'Verschlechterungsverbuet iwwert d'Waasserqualitéit vun eise Flëss a Baache keng zousätzlech Verschmotzung méi toleréiert. Ben, punktuell Entschäerfung konnt hei nëmme fonnt ginn - an dat ass och da fir den Här Gusty Graas -, nodeems d'Ofwaassersyndikater SIDEN-SIDERO a SIDEST an enger ganz konstruktiver - wëll ech awer hei betounen - Zesummenaarbecht mat de verantwortleche Membere vun der Regierung d'Léisung vun de Fosses étanches, also Opfangbehälter ouni Iwwerlaf, festgehalen hunn.

Dës Behälter gi vun de Promoteure gebaut, si gi vun de Syndikater ausgepompelt an op deene besteeënde biologesche Kläranlage gëtt dat Waasser entsuergt, an dat bis natierlech dann eng definitiv Léisung gebaut ass. Dëst erméiglecht d'schnellt Ëmsetze vu PAPen, well mer soss géife riskéieren, datt d'PAPen dräi, véier Joer am Tirang leien. A wann een dann a sech um Wunnengsmaart gesäit, datt mer onbedéngt do musse virukommen, dann ass dat hei ganz sécher konstruktiv an déi gutt Richtung.

Dem zousätzleche Siidlungsdrock muss een awer definitiv och duerch méi effikass Prozeduren a méi finanziell Ënnerstëtzunge fir d'Gemengen am Ofwaasserberäich Rechnung droen. D'Anlagen, déi haut gebaut ginn, mussen der zousätzlecher demografescher Entwécklung vun den Uertschafte Rechnung droen. An der Vergaangenheet sinn d'Capacitéite vun den Anlage vu staatlecher Säit ze vill reduzéiert ginn. Dëst spiere mer elo scho vereenzelt do, wou aus verschiddene Grënn, wéi zum Beispill do, wou elo Flüchtlingsdierfer hikommen, nei Anlagen no e puer Joer a sech schonn ze kleng sinn.

Déi nei Philosophie vun der Regierung, fir vill kleng Kläranlagen dezentral amplaz eng grouss zentral ze bauen, verstäerkt leider dës Problematik. Hei gëtt net de Gewässerschutz, mä den Urbanismus un éischter Stell gesinn. Eleng dës Décisioun wäert an den nächste Joren nach vill Problemer maachen.

Doriwwer eraus ginn d'Ufuerderungen un d'Oflafwäerter och ëmmer méi streng. Net nëmmen, datt fir d'Erreeche vum gudden Zoustand vun eise Gewässer d'Waasserwirtschaftsverwaltung d'Parametere Stéckstoff a Phosphor am Auslaf vun de Kläranlagen extrem verschäerft huet, d'Gemengen an d'Syndikater musse sech och nach doriwwer eraus mat anere Phenomeener ofginn, mat deene sougenannten - dat Wuert ass och scho gefall - Mikropolluanten. Dëst sinn haaptsächlech Réckstänn vu Medikamenter, vun Hormonen, vu Pestiziden oder äänleche Substanzen, déi schonn a ganz klenger Quantitéit zu Problemer kënnen am Waasser féieren.

Déi dezentral Kläranlagepolitik, verbonne mat méi Ufuerderungen un dës Anlagen, féiert onweigerlech zu méi héijen Investissementer fir d'Gemengen an ass och konträr zu enger optimaler Ofwaasserrengegung. An all dës Erausfuerderunge fir d'Zukunft kaschten esou d'Gemenge méi Geld. Duerfir ass et net ze verstoen, datt grad elo un der Schwell vun der Opbrochstëmmung - esou kann een dat scho soen - déi staatlech Hëllefe fir d'Ofwaasser drastesch erofgesat ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- D'Ausso, datt et jo nach 50% Subsid ginn a 50% duerch den

Amortissement erakommen, ass zu dësem Moment ganz einfach falsch. Dës Iwwerleeung kann dann eréischt gezu ginn, wann den éischten Investissement landeswäit gemaach ass an déi nei Bauwierker schonn amortiséiert ginn.

Zu dësem Moment ass de Besoin u Gelder am Ofwaasserberäich esou héich, jo, esou héich wéi nach ni. A grad zu dësem Moment dréint d'Regierung de Geldkrunn zou, an domadder och d'Méiglechkeet fir d'Gemengen, sech adequat fir d'Zukunft ze equipéieren.

De Problem weist sech awer net nëmmen am Investissement, mä och am Entretien a virun allem am Amortissement. Wann een d'Berechnung vum reelle Waasserpräis, dat heescht ouni Deckelung, mécht, da kënnt ee bei ville ländleche Gemengen, wann all d'Infrastrukture gebaut sinn, op e Präis vun ongefeier 15 Euro, pro Meter Kibb gutt verstanen, eleng fir d'Ofwaasser. Wann een dann nach d'Waasser derbäihëlt, da kënnt een iwwer 20 Euro/m³. Dëst ass praktesch dat Fënneffacht vun deem, wat haut gefrot gëtt.

An ech brauch Iech net ze soen, wéi dann d'Restanten-État vun de Gemengen ausgesinn! Dëst trëfft d'Gemengen am ländleche Raum ganz besonnesch. A mat der geplangter territorialer Finanzreform vum Innenminister sinn dës Gemengen zweemol gebeidelt.

Mir bleiwen derbäi, datt d'Waasser keng administrativ Grenze kennt an d'Solidaritéit, déi mer brauche fir propper Baachen, keng Iwwerschwemmungen an héichwäertegt Drénkwaasser net Halt virun engem fairen a solidaresche Waasserpräis fir d'Land ka maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, d'Regierung huet de 5. August d'Reform vun der Waassergesetzgebung déposéiert. E groussen Deel vun den neien Dispositioune si begréissenswäert, well se albekannte Fuerderunge vun den Akteuren aus dem Waasserberäich Rechnung droen; esou zum Beispill eng Erhéijung vun der Unzuel vun den Tariffsecteuren, déi bis elo op dräi limitéiert waren. Dëst erméiglecht ënner anerem eng spezifesch Tarifikatioun fir den Horesca-Beräich.

Doriwwer eraus begréisse mer och d'Prise en charge vu bis 100% fir Pilotprojeten oder fir d'Recherche. Dat ass positiv, well dëst an der Vergaangenheet op d'Syndikater zréckgefall ass.

Am grousse Ganze gëtt an dësem Gesetzesprojet den Akzent op d'Adaptatioun vu verschiddene Prozedure geluecht, déi sech an der Vergaangenheet als inkohärent erwisen hunn, an et kënnt zu enger Ëmverdeelung oder, besser gesot, Reorientéierung vun de staatleche Bäihëllefen am Beräich vum Waasser. Dës Entwécklung riskéiert awer, wéi gesot, dramatesch Konsequenze fir d'Ofwaasser ze kréien.

Madamm Presidentin, ech wëll nach kuerz op ee Punkt agoen, deen am neien Text steet an deen eng Verbesserung vun de Prozedure sollt duerstellen.

Mir fannen et positiv, datt Mesuren, déi am Beräich vum Ofwaasser musse getätegt ginn, an Zukunft och ënnert de Statut vun der Utilité publique falen, esou wéi dat haut schonn de Fall ass bei Moossnamen am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, der Renaturéierung vun de Waasserleef oder bei de Waasserschutzzonen.

A wann dës Mesure och absolutt luewenswäert ass, esou wäert et awer schlussendlech net vill derzou bäidroen, datt blockéiert Dossieren, wou Propriétairen hir Terrainen net wëllen hierginn, séier weidergedriwwe kënne ginn, wann net och gläichzäiteg - an och dat ass schonn ugeschwat ginn - d'Gesetz iwwert d'Expropriatioun vun 1979 komplett amendéiert gëtt. Doriwwer eraus brauche mer an deene wéinegste Fäll eng Expropriatioun, mä vill méi eng Legaliséierung vun de Servitudërechter. Hei ass also nach e grousse Chantier, deen onbedéngt parallell muss ugepaakt ginn.

Et gëtt awer och Punkten an dësem Gesetz, déi eis guer net esou gutt schmaachen. Bei de staatleche Bäihëllefen am Beräich vum Ofwaasser gesäit de Projet de loi Strofen a repressiv Mesurë vir am Fall, wou Gemenge respektiv Ofwaassersyndikater mat hirer Ofwaasserstruktur an hire Kläranlagen net konform zu de Reglementer schaffen.

Derbäi kënnt nach, datt méi oder manner héich penal Sanktioune kënne gesprach ginn, an dëst dach awer och heiansdo fir ganz harmlos Verfeelungen. Zum Beispill gesäit d'Gesetz beim Akraafttrieden direkt eng ondifferenzéiert Strof vun 1,5 Euro/m³ fir eng net adequat Klärung vu méi wéi engem Drëttel vun der Schmotzfracht vun der Gemeng vir. Och wann een amgaangen ass, hei seng Hausaufgab ze maachen am Ofwaasserberäich, da gëtt dat a kenger Hisiicht berücksichtegt. Dobäi weess ee jo, datt een esou Anlagen net am Supermarché ze kafe kritt, mä datt se eng länger Geneemegungs- a Bauphas hunn.

Et ass och ze bezweifelen, ob dës contraignant Mesure wierklech d'Zilsetzung vun der Regierung erreecht. Ech ginn Iech nach en anert Beispill:

Eng vun de Mesuren ass et, d'Taxe de rejet vun 0,16 Euro/m³ op 1,74 Euro/m³ ze erhéijen am Fall vun Netkonformitéite beim Traitement vum Ofwaasser. Och wann dës Approche aus der Optik vum Prinzip vum Pollueur-payeur nozevollzéien ass, esou menge mir, datt dës Mesure net vill Gemengepappen a -mamme wäert iwwerzeegen, am Beräich vum Ofwaasser op hirem Territoire méi aktiv ze ginn, well de berechente Präis beim Ofwaasser haut scho bei 3,5 Euro/m³ läit an zukünfteg, wéi scho gesot, ëm 15 Euro/m³ läit, wann d'Anlagen all gebaut sinn. Dat ass alles berechent ginn.

Déi Leit soe sech ganz einfach, datt et méi bëlleg ass, 1,74 Euro ze bezuelen, wéi massiv a käschtenintensiv Ofwaasserinfrastrukturen ze investéieren, déi à long terme d'Gemengebudgete massiv belaaschten. Mir hätten eis gewënscht, datt een eng positiv Approche gewielt hätt an déi Gemenge belount hätt, déi an der Vergaangenheet grouss Efforten am Beräich vun den Ofwaasserstrukture getätegt hunn.

Mä de Contraire ass de Fall, eell déi Gemengen, déi an der Vergaangenheet wierklech Efforte gemaach hunn, fir d'Dossieren ze preparéieren, déi Syndikater, déi fir hir Gemengen dës Efforte gemaach hunn, déi gi ganz schlecht belount! Well am Projet de loi steet, datt spéitstens zwielef Méint nodeem datt d'Gesetz gestëmmt ass, wann net bis dohinner d'Ausschreiwung vun deene respektive Bauwierker war, wann een och 90%, 75% oder och nach 65% zougeschwat kritt huet, da falen dës op 50% zréck; 50% vun engem Forfait. An der Realitéit sinn dat awer keng 50% vum Käschtepunkt, mä ongefeier 30% vum Käschtepunkt.

Ofschléissend, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass festzestellen, datt de Projet eng ganz Rei gutt Usätz huet, déi awer wéineg Äntwerten op déi verschidden technesch a wirtschaftlech Froe vum Waassersecteur ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D'Drénkwaasser gëtt net als extrem schützenswäert Liewensmëttel agesat, mä ze liicht fir aner Zwecker agesat. D'Reewaasserproblematik gëtt nach ëmmer ze eesäiteg ugepaakt a kritt duerfir am Public net dee richtege Stellewäert.

D'Renaturéierungs- an Iwwerschwemmungsmoossname kréien zwar - dat ass richteg - méi finanziell Mëttel, d'Fro vun der Ëmsetzung bleift awer onbeäntwert. D'Kompetenzen tëschent Stat a Gemenge sinn net kloer definéiert.

De Waasserschutz bedeit och Aschränkung. Mä wéi kann een dës gerecht kompenséieren, wa se eenzeg an eleng um Réck vun eiser Landwirtschaft ausgedroe gëtt?

D'Ofwaasser ass d'Stéifkand ganz kloer vum Projet de loi, well d'Regierung wierklech, nodeems mer d'Enn vun den aktuellen EU-Strofen an dësem Beräich virun Aen hunn, déi positiv Entwécklung an dësem Beräich stoppt. Dat ass ganz einfach eng Fro: Wëllt d'Regierung dat wierklech stoppen? Weider Oplagen, manner finanziell Mëttelen a vill méi eenzel dezentral Kläranlage si Problemer, déi eis an der Zukunft ganz vill wäerten ze schafe maachen. Leider goufen awer keng weider Méiglechkeeten ageraumt, fir Retarden opzeschaffen am Ofwaasserberäich.

D'Simplification administrative, jo, Madamm Minister, ass an dësem Projet de loi inexistent.

Schlussendlech gëtt de Gemengen an de ganze Froen ëm d'Waasser kee Matsproocherecht ageraumt, mä par contre gëtt hinnen déi voll Verantwortung zougeschoustert, woubäi d'Ufuerderungen am Ofwaasserberäich, wéi gesot, an d'Luucht geschrauft an d'Moyene ganz einfach reduzéiert ginn.

Beim Asaz vun de Mëttele fir d'Héichwaasserbekämpfung an de Waasserschutz, jo, do ass de Wëllen no Solidaritéit do.

Nun, ech kann Iech nëmme soen, duerfir muss ganz kloer fir mech dës Solidaritéit och beim Waasserpräis spillen: en eenheetleche Waasserpräis, deen ouni d'Gemengegrenzen un de Bierger verrechent gëtt. 300 a méi Waasserpräisser fir dëst Land wor, ass a bleift inakzeptabel!

An ech schwätzen hei a mengem eegenen Numm. Et féiert fir mech kee Wee laanscht den Eenheetswaasserpräis an dësem Land, och wa verschidde Gemengen dat net wouer wëllen hunn an dës Regierung net wëllt driwwer schwätzen.

Erlaabt mer nach, an deem Sënn eng Motioun vun der CSV ze iwwerreechen, déi hei an déi richteg Richtung geet, Här President. Wann ech gelift! A gläichzäiteg soen ech da Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la distribution de l'eau potable de qualité a un coût de revient non négligeable auquel s'ajoute celui de l'assainissement;

- rappelant le principe de la répercussion du coût des services liés à l'utilisation de l'eau sur les consommateurs en application du principe pollueur-payeur;

- constatant que les coûts d'investissement en matière de services liés à l'utilisation de l'eau tendent à accroître le prix facturé aux consommateurs finaux;

- constatant des différences importantes du coût de l'eau entre les communes en milieu rural et celles en tissu urbain;

- rappelant que l'eau est un facteur de production essentiel en agriculture, horticulture et viticulture et que les milieux agricole et viticole voient l'existence de leurs exploitations menacée par l'évolution du prix de l'eau, auquel s'ajoute souvent un coût élevé de la taxe de canal selon les communes d'installation;

- constatant que certaines mesures prévues dans le projet de loi 7047 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau vont accroître sensiblement le prix de l'eau;

- rappelant qu'en effet le projet de loi 7047 prévoit entre autres de réduire le taux de participation étatique pour les projets d'assainissement de 90% à 50%;

- constatant encore que la réforme sur les finances communales, si elle contient quelques éléments positifs qu'on peut, pris individuellement, accepter, risque néanmoins de désavantager de nombreuses communes rurales;

- constatant que selon l'orientation des plans sectoriels une commune risque de voir ses moyens d'expansion réduits;

- constatant dès lors que les réformes et modifications susmentionnées risquent de porter sérieusement préjudice aux communes rurales et mettent à mal le principe de la solidarité;

invite le Gouvernement

- à engager avec tous les acteurs sur le terrain des discussions sur le prix de l'eau, coût de l'assainissement compris, en tenant compte des répercussions e. a. de la réforme projetée sur les finances communales mais aussi de la possibilité d'évolution que les plans sectoriels laisseront en définitive aux communes;

- à rechercher des solutions tendant vers plus de solidarité et d'équité entre les différents utilisateurs de l'eau sur le territoire national.

(s.) Aly Kaes, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Claude Wiseler.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Ech hunn do och déi Regel ugewannt, déi sech virdru bewäert huet, dass den Här Kaes konnt d'Motioun virstellen an hien och, mengen ech, fir d'CSV matgeschwat huet. Voilà! Dat gesot, géif ech d'Wuert un d'Madamm Cécile Hemmen ginn.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Erlaabt mer unzefänken, andeem ech dem Här Gusty Graas Merci soe fir dës Interpellatioun zu deem dach extrem wichtege Sujet, wat d'Waasser ass. Ech soen Iech näischt Neits, wann ech Iech nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Waasser eng liewenswichteg an eng liewensnoutwendeg Ressource ass. Si ass liewensnoutwendeg souwuel fir de Mënsch, dee proppert Drénkwaasser brauch, wéi awer och fir d'Flora an och fir d'Fauna, déi an an och ronderëm d'Baachen, d'Flëss, d'Dëmpelen an och d'Séie liewen.

D'Waasser ass eng Ressource, déi nëmmen an enger begrenzter Quantitéit zur Verfügung steet an déi sech och nëmme lues vum selwe regeneréiert, wa se bis verschmotzt ass. Et ass dofir och d'Aufgab vum Stat a vun de Gemengen, fir dës Ressource ze schützen a Regelen opzestellen, fir dass jiddwereen Accès zum Waasser huet, ouni awer dass et zu enger Iwwernotzung kënnt, jo souguer zu Abusen.

Zu Lëtzebuerg si mer laang Zäit éischter noléisseg mat dëser Ressource ëmgaangen an d'Ëmsetzung vun der Direktive-cadre iwwert de Schutz vum Waasser ass zimlech lues an och mat vill Verspéidung virukomm. Mir hunn dës Retarden och haut nach ëmmer net ganz opgeholl.

E Bild vum Zoustand vun eise Quellen an Uewerflächegewässer kann ee sech maachen, wann een den zweete Bewirtschaftungsplang vum Lëtzebuerger Deel vun den internationale Flossgebietseinheiten Rhäin a Maas méi genau liest. D'Zäit ass hei natierlech ze kuerz, fir elo am Detail dorobber anzegoen, mä ganz kuerzgefaasst muss ee soen, dass mer dat grousst Zil vun der EU-Politik, fir e gudden Zoustand vun eise Gewässer ze erreechen, bis elo leider nach ëmmer verfeelen. Insgesamt ass den Zoustand vun eise Gewässer net gutt.

Mir mussen also nohuelen, wat mer an deene vergaangene Jorzéngte verpasst hunn. Gläichzäiteg ginn et awer och Entwécklungen, déi zousätzlechen Drock op eis Gewässer maachen.

Engersäits weisen d'Etüden, dass et zu Lëtzebuerg méi Nidderschlag gëtt wéi fréier. Dat erëm dréit derzou bäi, dass mer méi oft mat Iwwerschwemmungen ze kämpfen an och ze rechnen hunn.

Anerersäits wiisst eis Bevëlkerung, anerersäits wiisst awer och eis Ekonomie. An dat bedeit, dass d'Leit méi Waasser brauchen an och méi Waasser verschmotzen. Et bedeit awer och, dass mer méi Fläche brauchen, fir elo Stroossen ze bauen oder awer aner Transportweeër ze versigelen.

Derbäi kënnt natierlech awer och de Logement, deen ebenfalls ëmmer méi Gréngfläch verbraucht. Et muss eis dofir an deenen nächste Joren onbedéngt geléngen, aneschters ze bauen, fir de Flächeverbrauch an d'Versigelung net einfach esou virunzedreiwen.

Industrie a Landwirtschaft hunn awer och e seriöen Impakt op d'Qualitéit vun eise Gewässer. Mir stinn also virun enger ganz grousser Aufgab, wa mer trotz all deem Drock d'Qualitéit vun eise Gewässer op deen Niveau wëlle bréngen, deen d'Directive-cadre vun der EU virgesäit.

Et ass awer net esou, dass nach näischt geschitt wier. Mir mussen allerdéngs eng Rei vu Strategië méi konsequent ëmsetzen a virun allem méi séier virukommen. Dat neit Waasserschutzgesetz, dat der Chamber säit Kuerzem virläit, geet jo och an déi Richtung.

Als Éischt musse mer natierlech d'Waasserverschmotzung reduzéieren. Doriwwer ass jo och elo schonn hei bei menge Virriedner geschwat ginn. Dat gëllt souwuel um Niveau vun der Industrie, vun der Landwirtschaft oder och vun de Privatpersounen.

Bei de Betriber musse streng Kontrollen derfir suergen, dass gefeierlech Substanzen net an d'Waasser kommen. D'Sanktioune fir d'Betriber, déi dat net ganz eescht huelen, mussen einfach ofschreckend ginn.

Mat der Landwirtschaft muss et eng ganz enk Zesummenaarbecht ginn, well d'Baueren, déi maache sech och zu Recht Suergen, dass si ëmmer méi Oplage kréien, déi et hinne schwéier maachen, fir rentabel ze schaffen. Sou Oplage sinn awer leider Gottes noutwendeg an et gi jo och entspriechend Indemnitéiten, och wann dat net den Haaptbut soll sinn. An dësem Dossier hänkt sécher villes dovun of, wéi ee mateneen schwätzt an och, wéi ee mateneen ëmgeet. D'Bauere mussen als Partner an dëser Saach behandelt ginn a si däerfe wierklech net all gudden Dag un de Pranger gestallt ginn, wéi wann - wéi ganz dacks behaapt gëtt - si aus Béiswëllegkeet emol géifen d'Emwelt einfach esou vergëften!

Et muss een zum Beispill wëssen, dass, wann engem Bauer säin Terrain ganz oder och nëmmen zu engem Deel an engem ausgewisene Waasserschutzgebitt läit, da kritt e scho seng Moossnamen ënnerbreet. An dat si Moossnamen, un déi e sech dann och ze halen huet an déi dann och a säi Parzellepass enregistréiert ginn. An dee Pass, dee gëtt jo bekanntlech vun der zoustänneger Instanz, der Unicol, regelméisseg kontrolléiert.

Interessant sinn awer och déi ganz fräiwëlleg Agrarëmweltmoossnamen, déi de Bauer kann ergräifen, fräiwëlleg kann ergräifen, wéi zum Beispill mam Zwëschefruuchtbau op deene Felder, wou hien dat da virgesäit. Dëst si Moossnamen, déi scho vu ville Bauere suivéiert ginn, mä wou ee vu villen aneren nach kéint erwaarden, dass se deem gudde Beispill géifen nogoen.

Alles an allem gëtt et och héich Zäit, dass mer einfach en aneren Emgang mat de Pestizide kréien. Och dovunner ass hei jo scho geschwat ginn.

D'Verlängerung ëm 18 Méint vun der Zouloossung vum Glyphosat gouf vill diskutéiert. Et ass trotzdeem wéineg Zäit, fir valabel Alternativen auszeschaffen. Wann elo de Glyphosat definitiv vum Marché géif geholl ginn, da wieren domadder och leider nach ëmmer net all Pro-

blemer geléist. Et ass eng Aarbecht vu Fachleit, fir Mesuren auszeschaffen, fir insgesamt den Asaz vu Pestiziden esou staark erofzesetze wéi méiglech an och Best Practices um Terrain ëmzesetzen, fir dass d'Belaaschtung vun de Biedem ka reduzéiert ginn.

Ausklamere soll een dobäi och net d'Privatleit, déi oft a ganz dacks guer net vill Sachkenntnis hunn an an hire Gäert nach ëmmer monter Pestiziden asetze wëllen.

Nieft der Vermeidung vu Pollutioun bleift awer och nach den Assainissement vu Brauchwaasser e ganz wesentlecht Element. Grad an deem Punkt steet och Lëtzebuerg net gutt do. Dat ass bekanntlech eng traditionell Gemengekompetenz an et gëtt grouss Ënnerscheeder, wéi wichteg dass eenzel Gemengen dës Aufgab an der Vergaangenheet geholl hunn. Lëtzebuerger Haushalter sinn zwar zu ronn 96% un eng Kläranlag ugeschloss, mä vill vun dëse Kläranlage sinn technesch vereelzt a si erfëllen hiren Zweck méi schlecht wéi recht.

D'Tatsaach, dass de Stat fréier 90% vum Invest iwwerholl huet, konnt eng Rei Gemengen allerdéngs och net iwwerzeegen, fir sech intensiv mat hire Kläranlagen ze beschäftegen. Sou wéi etappeweis d'EU-Direktiv zu Lëtzebuerg ëmgesat gouf, ass eng nei Dynamik an dësen Dossier erakomm. Gemengen, déi bis dohinner wéineg Efforte gemaach hunn, hu ganz kloer ugekënnegt kritt, dass dat net ëmmer esou géif weidergoen. Trotzdeem sinn d'Efforten awer nëmme ganz lues ze spiere gewiescht. Et huet éiweg laang gedauert, bis all Gemeng hir Dossieren iwwert d'Infrastruktur, d'Waasserinfrastruktur fäerdeg hat, obwuel d'Reglement vun 2002 dräi Joer fir dësen Exercice virgesinn hat.

Lëtzebuerg ass dann och wéinst der Netëmsetzung vun der EU-Direktiv um Punkt vun der Kläranlag veruerteelt ginn a muss Strof bezuelen; dat ass jo bekannt. De Stat dréit also zum Deel d'Konsequenzen, wa Gemengen hir Verflichtungen net iwwerholl hunn.

Une voix.- Bravo!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- De Projet de loi iwwert d'Waasser, deen eis zanter Kuerzem virläit, versicht et dofir mat enger anerer Approche. Amplaz d'Gemengen ze belounen, déi sech un d'Gesetz halen, sollen an Zukunft déi Gemenge méi deier musse fir hir Taxe de rejet bezuelen, déi hir Aufgab net korrekt erfëllen. Dat soll da vläicht en Ureiz ginn, fir dass déi Gemenge sech a Konformitéit setzen.

Et ass och kee Widdersproch dozou, dass d'Kläranlagen an Zukunft nach just mat 50% vum Stat wäerte subventionéiert ginn. Dat ass eng Entwécklung, déi fir d'Gemengen ofzegesi war, well de Stat eigentlech scho méi laang guer keng Subventioune méi dierft ginn.

D'LSAP hält et awer fir noutwendeg, dass dës Ënnerstëtzung net ganz ewechfält, well d'Gemenge jo awer all d'Infrastrukturkäschte fir d'Waasser mussen iwwert de Waasserpräis un hir Bierger weiderginn.

D'Waasser ass e Grondnarungsmëttel, wat fir all Bierger muss accessibel bleiwen. Dofir war d'LSAP och fir eng Deckelung vum Waasserpräis an de Gemengen, wou de käschtendeckende Präis ze héich wier. Trotzdeem ass et vertrietbar, dass et tëschent de Gemengen Ënnerscheeder gëtt an dass déi, déi matzäit an hir Waasserinfrastruktur investéiert hunn, hire Bierger och e liicht bessere Präis kënnen ubidden.

D'Reduktioun vun de Bäihëllefe fir d'Kläranlagen ass keng Spuermoossnam op Käschte vun de Gemengen. Staatlech Finanzhëllefe gi just aneschters verdeelt. Verstäerkt gefërdert gi sollen d'Investitiounen an den Héichwaasserschutz, Renaturéierungsmoossnamen an och innovativ Projete fir de Waasserschutz. Dat alles ass dréngend noutwendeg, well mer eis Ziler net erreechen, wann ëmmer nëmmen de Minimum gemaach gëtt. Mir mussen en echte Sprong no vir maachen an derfir suergen, dass déi bescht verfüügbar Technologien zu Lëtzebuerg kënnen agesat ginn.

Als Beispill wéilt ech déi Kläranlagen nennen, déi eng zousätzlech Klärstuf hunn, wou och Pestiziden a Medikamenter kënnen erausgefiltert ginn. Laut dem zweete Bewirtschaftungsplang gouf et do iwwert déi lescht zwee Joer e Pilotprojet. A vläicht huet d'Madamm Minister och virgesinn, fir eis herno eppes méi doriwwer ze soen.

Am Detail kënne mer iwwer all déi Saache jo och nach schwätzen, wa mer an der Chamber un deem neie Gesetzesprojet wäerte schaffen.

Ech wéilt awer och nach kuerz un e Gesetz erënneren, dat mer viru Kuerzem hei an der Chamber gestëmmt hunn: Ech schwätze vum Ausbau vun der Anlag vun der SEBES. Dëse Projet wäert eis net nëmmen nei Drénkwaassercapacitéiten zur Verfügung stellen, mä mir maachen och hei e qualitative Sprong bei der Opbereedung vum Drénkwaasser.

Rezent Problemer mat der Waasserqualitéit vum Stauséi, ob dat elo Pestizide wéi de Metazachlor oder Bloalge sinn, halen eis virun Aen, wéi ofhängeg mir vun dëser Drénkwaasserquell sinn. Et ass extrem wichteg, dass mer eng modern an och eng zouverlässeg Opbereedung vum Drénkwaasser kënne garantéieren, fir d'Vertraue vun de Leit an eist Krunnewaasser ze erhalen. Et ass jo awer ganz normal, dass jiddweree sech Froe stellt iwwer eist Drénkwaasser, wa mer gesot kréien, dass emol keen Hond méi dierft Waasser aus dem Stauséi saufen!

Iwwerhaapt ass d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun de Bierger zum Thema Waasser e ganz wichtege Punkt. An och nëmmen, wann all Akteuren - also de Stat, d'Gemengen an och d'Konsumenten - un engem Strang zéien, hu mer eng Chance, fir eis Ziler ze erreechen. Dës Koordinatioun muss beim Waasserwirtschaftsamt leien an och vun do aus gesteiert ginn. Mir mussen dem Thema Waasser méi eng grouss Bedeitung ginn an domat där zoustänneger Verwaltung och wann ech gelift déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, déi se dréngend brauch!

Vläicht kéint ee sech och un der Entwécklung am Energieberäich inspiréieren. Do ginn et iwwert déi lescht Jore jo grouss Veränneerungen ze mellen. Et gi Campagnë fir méi e spuersamen Ëmgang mat der Energie zum Beispill, et ginn Informatiounen, et gi Berodungen an et ginn och finanziell Ureizer, fir méi eng grouss Energieeffizienz ze erreechen.

Am Beräich Waasser kéint een et jo och vläicht äänlech maachen. Den Aspekt Waasser ass zwar am Klimapakt mat dran, mä et hëlt een dat awer kaum wouer no baussen. Dobäi wier dat dach e ganz flotte Kader, fir no baussen ze weisen, wat eng Gemeng zum Beispill an deem Beräich leescht. Et wier gutt, wann d'Rubrik Waasser méi staark do géif erauskommen, wa se méi staark géif ervirgestrach ginn an d'Gemenge mat Hëllef vun engem harmoniséierte Schema zum Beispill Informatiounen iwwert d'Waasserversuergung an den Assainissement misste public maachen.

Wann dës Informatiounen zum Beispill liicht zougänglech an och vergläichbar wieren, wier d'Chance dann net och gebueden, dass eng Diskussioun an der Gemeng doriwwer géif entstoen? Et gëtt jo och an de Gemenge jeeweils e Klimateam, wou d'Bierger matschaffen. A wann de Sujet Waasser automatesch mat um Ordre du jour steet an déi néideg Informatiounen dann och virleien, kritt dee Sujet automatesch och méi Opmierksamkeet.

Leit, déi sech an esou Kommissiounen engagéieren, kéinten zum Beispill och ganz wichteg Multiplicateure ginn, wann et drëms geet, fir d'Konsumverhale vun de Bierger ze veränneren. Ech géif hoffen, dass dësen Effekt an Zukunft net nëmme fir d'Reduktioun vum Energieverbrauch, mä och fir e besseren Ëmgang mat der Ressource Waasser kéint genotzt ginn.

An aus där Iwwerleeung eraus, firwat net mat der Iddi spillen, fir nieft dem Klimapakt och e Waasserpakt an d'Liewen ze ruffen?

Ech soen Iech e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. A Merci dem Gusty Graas fir déi flott Initiativ, fir dass ech haut och kann da mäi Pefferkär zum Waasser bäileeën.

Waasser, d'Quell vun all Liewen, dat ass kloer. Ouni proppert Waasser kann een net liewen an duerfir musse mer dat Waasser schützen!

Ech probéieren, Iech haut e bëssen op eng Rees matzehuelen a véier Etappen, vun der Oberfläch bis op de Fong. Déi Iddi ass mer komm, well ech amgaang sinn, e Buch ze liesen, ech sinn net grad fäerdeg: „Das Buch vom Meer". Et spillt an Nordnorwegen, de Morten A. Strøksnes huet et geschriwwen, an et geet ëm zwee Männer, déi eng laang Frëndschaft verbënnt. Deen een ass Fëscher a si wëllen en Äishai fänken, dee 400 Joer al ass. Si sinn uewen um Waasser a si hunn eng Schnouer, déi geet bis ënnen erof op 350 m Déift. An dee Wee wëll ech elo mat Iech goen.

Op der Uewerfläch, der éischter Etapp, ech mengen, do hu mer d'Drénkwaasser. Et ass e kostbart Gutt, et ass rar, an et ass ëmsou méi rar, wann eng Naturkatastroph oder Äänleches wéi op Haiti grad déi Liewensgrondlag zunichte mécht. Mir sinn eis net ëmmer bewosst a mir respektéieren net ëmmer dee Virdeel, dee mer hunn zu Lëtzebuerg, vu propperem Drénkwaasser. Dee läit awer an der Kompetenz och vun de Gemengen.

Zweet Etapp, da kommen ech zum Ofwaasser. Nëmmen een Deel vun deem Waasser, wat mir all Dag notzen, dat brauche mir fir d'Liewen, fir ze drénken, fir ze kachen. Dat sinn 2% bis 3%. De Rescht, een Drëttel, dat ass fir Hygièneszwecker, en aneren Drëttel, dat ass eis Toilettëspülung. An do kënnt och dat grousst Ofwaasser hier.

Virdrun ass et ugeschwat ginn - den Här Kaes ass elo grad net do -, mä d'Économie circulaire kéint do och Weeër opweisen, an zwar wéi ee Waasser ka spueren, wéi ee grad do kann usetzen, fir bei deem Deel, deen an der Toilettëspülung ebe verbraucht gëtt, och de Waasserverbrauch ze reduzéieren. Och d'Ofwaasser ass eng Kompetenz vun de Gemengen. Ob et elo eng grouss Gemeng ass oder eng kleng Gemeng, do sinn all d'Gemengen d'selwecht kompetent, och d'selwecht an der Flicht, fir u sech do unzepaken.

Déi drëtt Etapp, do kommen ech op d'Iwwerflächegewässer, dat sinn d'Baachen an d'Flëss. Déi hunn en direkte Lien mat der zweeter Etapp, an zwar mat dem Ofwaasser, well dat gekläertent Waasser jo duerno an eis Baachen an an eis Flëss kënnt. Et ass e Liewensraum fir vill Déieren- a Planzenaarten an awer och deelweis eng Drénkwaasserquell, well d'Iwwerflächewaasser vum Stau genotzt gëtt als Rohwasser, fir duerno opbereet ze ginn.

De Schutz vun den Iwwerflächegewässer ass och noutwendeg. Eis Baache si keen Dreckstipp! Do si mer awer all gefuerdert, net nëmmen d'Anrainer, d'Betriber, d'Landwirtschaft an d'Gemengen natierlech och.

Ech ginn der Saach op de Fong an der véierter Etapp. Ech kommen elo bei d'Grondwaasser zu Lëtzebuerg. An 100 bis 150 m Déift zape mer dat un ënner eise Féiss. Ganz Lëtzebuerg steet drop als Belaaschtung an ass domat och an der Flicht, derfir ze suergen, dass d'Drénkwaasser (veuillez lire: d'Grondwaasser) propper bleift. Leider ass et an engem chemesch katastrophalen Zoustand. Do ginn ech herno nach eng Kéier drop an.

Éischt Etapp, also d'Drénkwaasser. D'Wuesstumsdiskussioun bréngt jo mat sech, dass ee sech freet, ob mer iwwerhaapt genuch Drénkwaasser hunn, ob mer en Enkpass an der Versuergung kréien, an der Quantitéit respektiv och an der Qualitéit. Dorop ginn ech méi spéit an.

Fir d'Éischt d'Quantitéit: Mir hu jo hei zesummen am Summer nach de Projet SEBES votéiert, e Gesamtprojet iwwer 166 Milliounen Euro, fir grad d'Capacitéit ze erhéijen. An dat, kombinéiert mat der Économie circulaire an der Iddi vum Waasserspueren, mengen ech, bréngt et mat sech, dass mer iwwert déi nächst Joren och do keen Enkpass kréien.

D'Qualitéit ass deen zweete Vecteur. Ass déi garantéiert? Hu mer net ze vill héich Nitratwäerter an eise Gemengequellen, déi grouss an déi kleng Gemengen? Majo, dat stëmmt. Mä do gi jo zesumme mat der AGE an dem Ëmweltministère - an et muss ee jo och soen, dass elo d'AGE emol erëm an den Ëmweltministère zréckkomm ass, dat war eng laang Fuerderung och vun deene Gréngen -, ënnert der Leedung vun der AGE an a Kooperatioun mat de Waasserbedreiwer och de Waasserschutz, d'Drénkwaasserschutzgebidder ausgewisen. D'Zuel an d'Prozedur hu meng Virriedner schonn eng Kéier beschwat, ech ginn do net weider drop an.

Ech wëll awer ganz gär nach eng Kéier ervirsträichen: Déi Kooperativ vun de Baueren, LAKU, um Stau do uewen, ass genau déi richteg Richtung, déi muss ageschloe ginn. Mat de Bewirtschafter zesummen, mat Berodung, Hëllefstellung, Methodik an och Entschiedegunge komme mer den Drénkwaasserschutzgebidder méi no. Duerfir ass och am Waasserfong extra virgesinn, dass och eben d'Agrikultur ka vun deene Gelder aus dem Waasserfong profitéieren.

A ganz gutt Erfahrungen hunn domat d'Stadtwerke München gemaach, säit iwwer 20 Joer, säit 1992, mat der Biolandwirtschaft an hire Schutzgebidder. Och do kommen ech méi spéit nach eng Kéier drop zréck. Dat kann och fir Lëtzebuerg e Modell sinn.

Hu mer net ze vill Pestiziden? Sinn eis Normen net ze héich? Läit et dodrun? Jo, Lëtzebuerg huet ganz streng Grenzwäerter. An déi gréng sinn der Meenung, dass Pestiziden am Drénkwaasser nun emol guer näischt verluer hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- An duerfir - méi spéit ginn ech nach eng Kéier dorop an - mussen do och Mesuren ergraff ginn, wat d'Waasserschutzzonen ugeet.

De Waasserpräis ass virdru vu mengem Virriedner ugeschwat ginn. Et ass eng Motioun hannerluecht ginn. A stelle mer eis vir, mir hätten e Waasserpräis vu 7,5 Euro de Kubikmeter. Ass deen elo ze deier? Wou bleift dann do de sozialen Aspekt, kann ee sech jo froen. Jo, 7,5 Euro de Kubikmeter, dat ass méi wéi déi meescht Gemengen am Moment froe vläicht. Nach sinn net all d'Gemengen op de Wee gaangen, dass se e käschtendeckende Präis hire Bierger, Betriber an de Bauere verrechnen. Si mussen awer an déi Éierlechkeet kommen, souwuel déi grouss wéi och déi kleng Gemengen. An do ass ze kucken, ob do déi kleng Gemengen net heiansdo och Virreider sinn, fir grad déi do Mesure korrekt ëmzesetzen.

Wat maachen elo 7,5 Euro aus? Dat sinn dausend Liter Waasser. Heibanne si jo och e puer Kolleegen a Kolleeginnen, déi Dokter sinn an déi ganz sécher de Leit géife roden: „Ma fir déi 7,5 Euro kritt Der op de Kapp u sech quasi all Dag dräi Liter Drénkwaasser, drénkt dat, et ass gutt fir Är Gesondheet. An domat leit Der an där Norm, déi u sech ëmmer propagéiert gëtt, och vun der Gesondheetsministesch."

Wann dogéint awer ganz vill Leit op Mineralwaasser am Plastik zréckgräifen an am Glas, da wësse mer jo alleguerten, dass dat sécherlech honnertmol méi kascht wéi d'Drénkwaasser. Den Numm „Drénkwaasser"" kënnt nun emol dohier, dass een dat drénke kann! Ech maachen dat och scho säit bal 50 Joer an ech mengen, dat huet mer net allze vill geschuet.

Reduktioun vum Verbrauch: Do muss ee jo oppassen, nëmmen 2% bis 3% hu jo och mat dem Drénken a Kachen ze dinn. Do kéint een also nach ganz vill reduzéieren, ouni net méi kënne proppert Waasser eben dann ze drénken. Ech denken un d'Toiletten, Spuertastenarmaturen, duschen ampla an d'Bidde goen an esou weider an esou fort, d'Waasser an de Spullmaschinnen. A loosst de Reen dach nëmmen den Trottoir botzen, dann ass och schonn erëm e bësse Waasser agespuert.

Ech komme bei déi zweet Etapp, bei d'Ofwaasser. An ech mengen, ech muss déi aner Etapp e bësse méi kuerz faassen, well soss geet et mat der Zäit net eraus.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, fuert virun.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Jo. D'Kläranlage kaschten d'Gemengen also d'Aen aus dem Kapp. An elo ginn och nach d'Subventioune gekierzt. Wou ass do d'Logik? Ma ech mengen, ech hunn et virdru scho gesot, de käschtendeckende Waasserpräis beinhalt net nëmmen d'Fraisen am Ordinären, wat d'Waasser an d'Ofwaasser kaschten, mä och d'Infrastrukturkäschten. An elo kann et natierlech net esou sinn, dass mer eent zu eent déi Infrastrukturkäschten, déi do de Leit mat verrechent ginn, net fir Waasser- a Kanalinfrastrukturen notzen, mä fir Centres culturels an Äänleches ze finanzéieren. Do muss eng gewëssen Éierlechkeet och hikommen!

Da muss een och eng zweet Saach dozou soen, zu de Kläranlagen: Do si mer jo Jorzéngten hannendran, obwuel d'Subventioune ganz héich waren an deem Beräich. Mir si jo 2013 och veruerteelt ginn zu zwou Milliounen Euro Strof, zu enger Astreinte vun 2.800 Euro den Dag!

Zwou Kläranlage méi grouss wéi 10.000 Einwohnergleichwerte waren do net direkt en ligne ze kréien. Eng ass aus de Féiss geholl ginn, dat ass déi vu Bouneweg, déi ass ugeschloss säit dem Mee vun dësem Joer. Et ass nach eng zweet, déi ënnerwee ass - an den Aly Kaes war jo och mäi Virriedner a kennt deen Dossier ganz, ganz genau vum SIDEN -, déi wäert elo mengen Informatiounen no eben 2018 konform sinn.

Da wäerte mer also als Land Lëtzebuerg, bis alles konform ass, siwe Milliounen Euro op den Dësch geluecht hunn, u sech fir eppes net ze hunn! An dat, menger Meenung no, eiser Meenung no, hätte mer eis kéinte ganz einfach spueren! Trotz héije Subventioune ware mer also an deem Dossier net „on track".

Ech iwwersprangen eppes. Ech kommen zur drëtter Etapp, d'Iwwerflächewaasser. D'Qualitéit ass schlecht vum Waasser an de Baachen. Et gëtt jo bal keng Fësch méi, Molchen, Kriibsen an esou weider si ganz rar, vill Baache sinn an engem Bëtonskanal gefouert, et gëtt keng Duerchgängegkeet méi, d'Morphologie ass schlecht. Jo, den Zoustand vun eise Baachen, deen ass méi schlecht ginn, an zwar nach méi schlecht gi wéi beim leschte Monitoring 2009, wou mer nach 7% an engem gudden Zoustand haten. Dat war och keng enorm Trefferquot. Elo sinn et der just nach 2%. 2015 ass de Bilan gemaach ginn.

Wann ech de chemeschen Zoustand vun de Gewässer kucken, dann ass keng Baach méi, kee Floss méi an engem gudden Zoustand an duerfir hänken déi Strofe vun der EU wéi en

Damoklesschwäert iwwer eisem Kapp. An ech mengen, et ass just nach eng Fro vun der Zäit, wéini et erofrasselt, wéini mer och fir den Zoustand vun eise Baachen a Flëss wäerten zur Keess gebiede ginn.

Et sinn awer Mesuren ënnerwee, et sinn Iddien do, an zwar am Bewirtschaftsungsplang vun der Wasserrahmenrichtlinie, déi iwwer 300 Säiten déck ass, wou zesumme mat dem Hochwassermanagment-Risikoplang 850 Mesuren dra sinn, déi deelweis kombinéiert sinn. Do gëtt et Iddien, déi mussen ëmgesat ginn. Do si mer alleguerte gefuerdert, déi um Baachlaf druleien, siefen et natierlech d'Gemengen, siefen et d'Propriétairen, sief et awer och d'Landwirtschaft, siefen et d'Privatleit an hir Gäert an esou weider an esou fort.

Ee klengt Wuert wëll ech nach eng Kéier soen zu eppes, wat grad mat der Héichwaasserproblematik ze dinn huet: An zwar den 22. Juli, do hate mer jo dat schrecklecht Onwieder an der Géigend Fiels, Reisduerf, Noumer, wou méi wéi 30 Liter op de Quadratmeter pro Stonn erofkomm sinn, dee Platzreen, deen net virauszesoe war. Et war wuel eng Alerte orange gemaach ginn. An nach eng Kéier vun dëser Plaz aus wëilt ech profitéieren, fir awer deenen Asazkräfte Merci ze soen, déi do iwwer 300 Asätz déi Nuecht gefuer sinn an och duerno nach, deen Dag duerno, fir opzeraumen, fir deene Leit, déi do an Nout waren, ze hëllefen.

Leider mengen ech, dass mer an Zukunft méi dacks mat esou Phenomeener wäerte konfrontéiert ginn. Duerfir musse mer och vun deem Plang, deen d'Héichwaasser ugeet, dee mer jo och als Gemenge virleien haten, wou mer och eis konnten erabréngen - wat och déi kleng Gemenge gemaach hunn, wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen -, da solle mer déi Mesuren elo och zesummen ugoen. An do ass jo d'Waassergesetz esou opgestallt, dass déi Mesurë méi héich subventionéiert ginn. An dovu sollte mer profitéieren. Déi Aarbechte si grouss, déi ginn net vum selwen, si ginn och net kuerzfristeg. Mä dofir muss een elo ufänken.

Wa mer do net alleguerten eng Hand upaken, ech mengen, da kréie mer déi Problematik do net an de Grëff!

Ech kommen zur leschter Etapp, fir dass et eng Punktlandung gëtt, zum Grondwaasser. Ech ginn also der Saach op de Fong. Ech ginn awer net ganz bis op de Fong, mä just bis op 150 m Déift, an zwar do, jo, wou mer déi meescht Grondwaasserbuerungen elo am Moment hunn, déi u sech d'Waasser erophuelen, fir dass mer et kënnen als Drénkwaasser erëm eng Kéier notzen.

De Lëtzebuerger Sandsteen, dat ass jo bekannt, an eis vill Bëscher, dat ass dach dee beschte Schutz, dee mer hu fir eist Grondwaasser. Wou ass dann iwwerhaapt elo de Problem? Jo, eist Grondwaasser huet meeschtens ganz gutt Nitratwäerter, dat ass ee Vecteur, well d'Filterfonctioun vum Bësch, Buedem a Stee fonctionnéiert.

Dofir waren och eng Partie Gemenge ganz uerg erféiert ginn, wéi se an de Kontrollanalysen no dem Virfall um Stau 2014 emol hir Drénkwaasseranalysen op Pestizide préife gelooss hunn, op Metazachlor, Metolachlor an op déi Ofbauprodukter vun dëse Pestiziden. Do hu se da festgestallt op Quellen, oder net op Quellen, op Grondwaasserfaassungen, déi kee Problem mat Nitratwäerter haten, dass do d'Pestizidwäerter absolutt iwwert der Limitt louchen. An duerno hu se missen opwendeg Zousazinfrastrukturen dohinnerbauen, wou dann op eemol de Kubikmeter Waasser huet misse mat 50 bis 80 Cent de Kubikmeter eben opbereet gi mat Filteranlagen. Dat heescht, mir hunn also hei e Problem, an do solle mer dru schaffen, well soss kascht eis dat ganz einfach Suen, vill Suen.

A wann ech de chemeschen Zoustand vum Grondwaasserkierper kucken, an et si ganz vill Kaarten, déi een erëmfënnt an deem Plang - hei ass deen -, dann ass alles rout oder ganz vill rout! Méi wéi zwee Drëttel vum Lëtzebuerger Grondwaasserreservoir sinn a schlechtem chemeschen Zoustand.

(M. Gérard Anzia montre une documentation.)

A firwat ass en an deem schlechten Zoustand? Ma ganz einfach: wéinst Pestiziden. Déi si leider déi Kéier awer an der Landwirtschaft festzemaachen, an do musse mer dru schaffen, ouni elo de schwaarze Péiter engem zouzespillen. Dat ass einfach just e Fakt, dass do e Problem virläit.

A wat kënne mer do maachen? Ma ganz einfach, do gëtt et awer Beispiller vun anere Géigenden, déi genau déiselwecht Problematik scho méi laang erkannt hunn, an zwar huelen ech do d'Beispill vun de Stadtwerke vu München. Déi weise fir mech oder fir déi gréng do de Wee. Si beliwweren 1,5 Millioune Leit. Déi hunn eng Drénkwaassercapacitéit pro Dag, déi duebel esou héich ass wéi fir ganz Lëtzebuerg. An déi hunn e Programm opgesat, an dat säit iwwer 20 Joer, an zwar genau säit 1992, an zwar e grondwaasserfrëndleche Bewirtschaftungsprogramm vun hire Faassungsgebidder, dee se mat der Landwirtschaft zesumme gemaach hunn. A mat Erfolleg hu se dat gemaach!

Dee Programm, dee berout op dräi Pilieren. Deen éischte Pilier: dass d'Bewirtschaftung erfollegt no de Regele vum ekologesche Landbau, also wirtschaften am Aklang mat der Natur, ouni Kunstdünger an ouni chemesch, syntheetesch Pestiziden.

Zweete Pilier: Berodung, Buedemmonitoring a Kontrolle vun der Biolandwirtschaft, ob dat och fonctionnéiert, wat u sech ausgemaach gi war.

Déi drëtt Saach: Förderung mat Primmen natierlech, fir den Ausfall ze kompenséieren, fir de Méiopwand ze kompenséieren, a mat laangfristege Verträg iwwer 15 Joer vun dem Waasserbedreiwer. De Landwirt huet awer d'Méiglechkeet, éischter erauszeklammen. Et ass also eng laangfristeg Bindung, déi de Waasserversuerger ubitt. De Bauer kann also laangfristeg sech ofsécheren, wann en u sech seet: „A menger Methodik vun der Bewirtschaftung vun den Terraine ginn ech an eng aner Richtung." An dat ass gutt.

Biolandwirtschaft ass also en erprouftent Mëttel, fir d'Drénkwaasser ze schützen. An domat ass och nach en ekonomesch ganz gënschtege Vecteur ugaangen. An zwar hu si de Bilan gemaach: Et kascht honnertmol manner, iwwert déi dote Mesuren d'Drénkwaasser ze schützen, wéi wann ech mat Filtere muss noschaffen, wann ech d'Pestiziden a mengem Drénkwaasser dran hunn. An zwar hu si ausgerechent, an do hu si elo wierklech Erfahrung, dass dat en halwen Cent pro Kubikmeter kascht, déi Programmer, déi si do um Lafen hunn.

Ech kommen zum Schluss.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech hoffen, dass et gutt war. Ech hunn awer nach Zäit, fir meng Positioun zu der Motioun ze huelen. Duerfir hunn ech u sech... Här President, wéi vill Minutten hunn ech nach Zäit?

(Interruption)

Ech maachen dat net, keng Angscht!

Une voix.- Da misst Der schonn hannerzeg schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt, wann Der elo zu der Motioun Stellung bezitt, nach véier Minutten.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Mäi Schluss, ech maachen e vill méi kuerz. Ech huelen déi Säiten net erëm eraus, déi ech iwwersprongen hunn.

Also op dëser Rees vun der Oberfläch bis erof an d'Déift vun dëser Thematik - ech sinn net ganz bis op de Fong komm, dofir ass d'Zäit awer net duergaangen -, hunn ech probéiert opzeweisen, dass all d'Akteuren hei am Spill sinn: d'Gemengen, d'Betriber, d'Privatleit an och d'Landwirtschaft. All déi Akteure si gefuerdert. An ech hunn och opgewisen, dass et Léisunge gëtt. Dofir, kommt, mir paken alleguerten un!

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An dann huet d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll extra dem Kolleeg Gusty Graas Merci soe fir dës Interpellatioun, an där mer dat ganz komplext Thema vum Waasser behandelen: vum Waasser, wou et aus der Quell kënnt, bis et opbereet gëtt an aus dem Krunn erauskënnt, duerch de Kanal fortleeft, gekläert gëtt an dann iergendwann erëm an d'Natur, an d'Baachen zréckkënnt. Ech mengen, säin Tour, deen en hei gemaach huet, säin Iwwerschlag, dee war ganz gutt strukturéiert. E war, géif ech soen, komplett, an duerfir meng Félicitatiounen un de Gusty Graas fir déi gutt Interventioun.

Ech wëll an deenen zéng Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, e puer punktuell Saachen eraushuelen. Dat Éischt ass d'Drénkwaasser. Ech mengen, d'Drénkwaasser, wat mer am Ableck hei am Land hunn, do muss ee soen: Am Duerchschnëtt hu mer eng gutt Qualitéit vun Drénkwaasser iwwerall am Land. Et ass net nëmmen d'Qualitéit, mä och bei der Quantitéit hu mer am Ableck keng Problemer.

De Pro-Kapp-Verbrauch ass erofgaangen, mä global ass de Verbrauch eropgaangen, doduerch datt d'Populatioun gewuess ass, doduerch datt d'Zuel vun de Leit, déi am Dag hei schaffen, och iwwert de Wee vun de Frontalieren eropgeet. Mir mussen eis also Suerge maachen a Gedanke maachen, wéi mer souwuel d'Qualitéit wéi d'Quantitéit och kënnen an der Zukunft garantéieren.

Wa mer vun deene Suerge schwätzen, da wëll ech direkt am Ufank soen, datt mer als ADR eis scho laang Gedanke gemaach hunn, an hoffentlech net eleng, iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg, de Wuesstum vu Lëtzebuerg. Wa mer haut vun 1,1 Millioun Awunner schwätzen, da beréiert dat all d'Beräicher. Ech soen ëmmer, dat geet vun der Crèche bis bei d'Morgue, alles wat dertëschent läit, an do fält och d'Waasser mat all senger Komplexitéit dran, dat do gebraucht gëtt.

An ech mengen, wa mer haut scho soen, mir mussen eis nei Gedanke maachen - mir hu wuel schonn elo gestëmmt, fir datt mer beim SEBES kënnen ausbauen, fir datt mer méi Reserven do kréien -, mä wa mer weider esou wëlle wuessen als Land, da musse mer eis och an dësem Domän eeschtlech d'Froe stellen: Wou huele mer quantitativ dat Waasser hier? A virun allem och qualitativ, wéi kënne mer dat garantéieren?

An dat ass meng éischt Fro, déi ech un d'Madamm Ministesch wéilt stellen, Här President, ob d'Regierung sech scho wierklech Gedanke gemaach huet, wa mer weider esou wuessen, sécherlech an allen Domänen, mä an dësem spezifeschen Domän, ob d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet, wa mer eng Kéier sollen an 30, 40 Joer bei enger Millioun oder iwwer enger Millioun ukommen, wa mer da wëssen, datt och d'Zuel vun de Frontaliere bei 400.000, 500.000 konsequenterweis misst leien, wou mer dann dat Waasser hierhuelen, wéi d'Qualitéit ka garantéiert ginn a wat och de Käschtepunkt ass vun deem Waasser, wat mer da brauchen.

Wa mer soen „d'Waasser, wat mer brauchen", dann ass et normal, datt mer duerno dann och bei d'Kläranlage kommen, well da mussen och eis Kläranlagen deementspriechend ugepasst ginn. A wann ech soen „Kläranlagen", da sinn dat net nëmmen d'Kläranlagen u sech selwer, mä da sinn dat d'Kollekteren, et sinn d'Réckstaubecken, et sinn d'Kanalisatiounen an den Uertschaften, an de Stied. Do musse mer enorm Investitioune maachen! An de Kolleeg Anzia, mäi Virriedner, huet elo grad hei gesot, datt mer Jorzéngten hannendra sinn. Mir investéiere bis 2021 1,5 Milliard oder 250 Milliounen d'Joer an d'Kläranlagen an alles, wat derzougehéiert zur Waassersanéierung. Dat ass eng enorm Zuel!

Mir hu viru 14 Deeg, oder virun enger Woch de Budget deponéiert kritt an de Finanzminister huet eis erkläert, datt mer als Land Rekordinvestitioune maachen. Mä da sinn dat Rekordinvestitiounen, déi mer musse maachen, well mer deelweis hannendra sinn an deelweis feststellen - net nëmmen hei bei de Kläranlagen, beim Waasser, mä op sämtlechen Infrastrukturen -, datt dee staarke Wuesstum, dee mer am Land hunn, am Fong eng enorm aner Säit vun der Medail huet, nämlech déi, datt mer net méi nokomme mat den Infrastrukturen, fir déi ze finanzéieren!

An dat huet sech jo am Statsbudget - mä dat wäerte mer am Dezember diskutéieren - niddergeschloen, datt mer trotz deem staarke Wuesstum, trotz Rekordinvestitiounen zënter 2003 bis haut mat engem Joer Ausnam am Statsbudget ëmmer Defizit hunn. Duerfir musse mer eis déi Fro stellen. Wa mer u Wuesstum denken a wann eis Regierung oder Parteie wëlle mordicus esou séier wuessen, da musse se awer och gläichzäiteg d'Äntwert ginn, wéi se d'Konsequenze vun deem Wuesstum wëlle finanzéieren.

Mir si schonn zu Bréissel condamnéiert ginn, well mer am Hannertreffe sinn. Mir hu missen 2,2 Millioune bezuelen a mir bezuelen elo schonn zënter dräi Joer 2.800 Euro den Dag, well mer am Hannertreffe sinn. Dat heescht, mir sinn hannendran a mir missten am Fong vir sinn, opgrond vun deem Wuesstum!

Ech wëll net weider op d'Kläranlagen agoen. Dat ass de Mëtteg genuch gesot ginn, wivill datt mer der hunn, wivill mechanescher datt mer hunn, datt mer nëmmen d'Halschent biologescher hunn, datt och déi biologesch Kläranlagen haut net méi alles eraushuele vun deem, wat an d'Ofwässer kënnt. An och do gesi mer, datt en immens groussen Nohuelbedarf besteet, fir déi aktuell Situatioun ze berengegen, ouni emol déi Investitiounen ze maachen, déi mer brauchen.

An och hei da meng zweet Fro: Ech hu virdru gesot, ob d'Regierung sech Gedanke gemaach huet, bei enger Millioun Awunner, wat dat bei der Waasserversuergung mat sech bréngt. Ech froen och, ob d'Regierung sech Gedanke gemaach huet, wat de Käschtepunkt ass an d'Konsequenze si fir d'Kläranlagen, mat allem, wat un de Kläranlagen drunhänkt, Réckstaubecken, Kollekteren, Kanalisatiounen, wat do vun Investitiounen op dëst Land zoukënnt, wa mer weider wëllen esou wuessen.

Mat deem Wuesstum hänkt natierlech och zesummen d'Zoubëtonéiere vum Land. Ech mengen, wann ee weess, wivill datt mer zoubëtonéieren... An am Ableck huet een esou d'Gefill, datt bei dëser Regierung se een Zil hätten an dat wier, praktesch d'ganzt Land zouzebëtonéieren. Iwwerall gëtt geschafft. Iwwerall gëtt gebaut. Iwwerall gëtt zersidelt.

An all Zersiidlung bedeit, datt mer d'Ofwaasser méi konzentréiert, méi séier duerch d'Kanalisatiounen a Flëss leeden, wat dann och zur Konsequenz huet, datt mer méi Iwwerschwemmunge kréien. A fir dann erëm déi Iwwerschwemmungsgebidder ze schützen, dat bedeit erëm zousätzlech Investitiounen, déi mer do musse maachen, fir datt net verschidde Géigenden hei am Land erdrénken.

Duerfir och do meng Fro, ob sech d'Regierung am Kader vun där Flächenzersiidlung, déi mer am Ableck hei maachen, och Gedanke gemaach huet, wat dat als finanziell Konsequenzen huet, wat mer do mussen als Stat an den nächste Joren investéieren.

A wa mer weider esou wëlle wuessen, wéi dat jo d'Zil vun enger Rei vu Leit schéngt heibannen ze sinn, da mussen déi Leit eis och Äntwerten op alleguer déi Froen do ginn.

Wa mer dann op där anerer Säit gesinn, datt ouni Ausnam kee Floss méi hei am Land ass - praktesch all eis Flëss -, wou ee ka soen: „Ma deen entsprécht wierklech den Topqualitéiten, wéi ee se sech misst vun engem Waasserlaf erwaarden", dann ass dat natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat mer jo als esou e fortschrëttlecht, esou e räicht Land dohinnerstellen, en Aarmutszeugnis!

A wa mer dëser Deeg och driwwer geschwat hunn an den eenzelne Branchen, wat den Tourismus ubelaangt, datt mer méi misste maachen, fir Leit hei op Lëtzebuerg ze kréien, fir méi attraktiv als Touristenzenter ze ginn, an datt verschidde Géigenden - ech denken un d'Éislek, d'Musel, d'Sauer - virun allem soen, datt se Problemer an der Hotelleriesbranche hunn, a wa mer da soen, mir missten nach nei Saache maachen, fir ebe méi attraktiv ze ginn - an et ass jo eng ganz Palett vu Projeten, déi gemaach si ginn -, da soen ech Iech: Déi schlechtste Reklamm fir déi Géigenden ass, wann Der zu de Leit sot: „Dir däerft kee Fouss hei an d'Waasser setzen!" Dat ass déi schlechtste Reklamm, déi e Land sech ka maache fir den Tourismus!

An hei musse mer soen, hei hu mer klääglech versot! Dat huet mat deem Ganzen ze dinn, mat de Kläranlagen a mat allem, mat den Iwwerschwemmungsgebidder. A wa mer dat net an d'Rei kréien, da brauche mer och net méi hinzegoen an iwwert d'Attraktivitéit vum Tourismus ze schwätzen!

Här President, ech gesinn, mir sinn op néng Minutte gaangen. Ech wëll awer nach zum Schluss e puer Wuert iwwert den Eenheetspräis soen. Ech mengen, et ass eng Diskussioun, déi mer laang hei am Land gefouert hunn. Ech perséinlech si kee Favoritt, fir en Eenheetspräis anzeféieren. Ech soen Iech och, firwat.

Ech mengen, datt et Géigenden hei am Land ginn, déi net dicht besidelt sinn. Déi musse grouss Waassernetzer hunn an da pro Kapp, pro Awunner oder pro Fudder Waasser, wat se liwweren, relativ héich Investitioune maache vis-à-vis vun enger Stad, déi relativ déck besidelt ass a vill Leit huet, déi vill Waasser verbrauchen, a wou do d'Investitioun relativ vill méi favorabel ass pro Meter Kibb. Duerfir sinn ech der Meenung, datt do de Stat misst reguléierend wierken an deene Gemengen, déi eben op enger Landfläch sinn, datt déi misste méi finanziell ënnerstëtzt ginn an do en Ausgläich kréien.

Firwat sinn ech géint eng Solidaritéit tëschent de Gemengen? Ma Dir hutt Gemengen hei am Land, déi hu wierklech an hir Waassernetzer enorm investéiert. Enorm investéiert! Déi hu gutt Waassernetzer mat praktesch kenge Perten. A wann ee keng Perten huet, da kann ee selbstverständlech e bessere Waasserpräis presentéieren oder froen, wéi wann et Gemenge gëtt, déi iwwer Joren, dacks Jorzéngten näischt an hiert Waassernetz investéiert hunn.

A mir hu Gemengen hei am Land, deenen hir Fuitten an hire Waassernetzer, déi leie bal - ech nenne kee Prozentsaz -, mä et ass bal d'Halschent bei verschiddene Gemengen, déi ganz grouss Fuitten hunn. Mä et sinn awer och Gemengen, déi bei 20%, 30% leien, well hiert Waassernetz net an der Rei ass! An et kann awer net sinn, datt déi Gemengen, déi an hir Waassernetzer investéiert hunn an duerfir e gutt Waassernetz hunn, wat gutt Leitungen

huet, wat keng Fuitten huet, datt déi missten an engem Solidaritéitsbäitrag deene Gemengen hëllefen, déi am Fong iwwer Joren näischt an hiert Waassernetz investéiert hunn. Dat wier och net richteg!

Duerfir sinn ech der Meenung, datt dat sollt - wann eben do uerdentlech Kritäre sinn, a fir mech ass et e Kritär, wann eng Landgemeng vill Kilometeren huet mat wéineg Awunner -, datt de Stat dat sollt hëllefe kompenséieren, selbstverständlech ënner Oplagen: datt dann eng Gemeng awer och muss derfir suergen, datt hiert Waassernetz uerdentlech an der Rei ass a keng Fuitten do sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass eng grouss Diskussioun, déi mer musse féieren, wou mer eng enorm Aarbecht hunn a wou mer wäerten an deenen nächste Jorzéngten, souguer ouni staarke Wuesstum, enorm Ziffere mussen dran investéieren, fir deen dote Problem geléist ze kréien. Déi Leit, déi drop drängen, datt mer nach misste weider esou rapid wuessen, wéi mer dat am Ableck amgaange sinn, déi mussen eis déi zousätzlech Informatioun an Äntwert ginn, wéi se dat da wëlle finanzéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Madamm Ëmweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Kolleeg aus der Regierung, als Éischt emol wëll ech dem Gusty Graas e ganz grousse Merci soen, dass mer no zéng Joer, wou hei an der Chamber net iwwert d'Waasser esou kloer debattéiert gouf - well déi lescht Interpellatioun, hunn ech gesinn, war vun engem vu senge Parteikolleegen 2006 -, dass mer no zéng Joer d'Geleeënheet kréien, dem Waasser esou vill Raum hei an dësem Haus ze ginn.

Eng zweet Geleeënheet wäert et sécherlech ginn, wa mer iwwert dat neit Waassergesetz debattéiere wäerten, wat jo haut an Är Rieden och scho ganz vill mat agefloss ass.

Ech wëll dann och alle Riedner e grousse Merci soe fir hir Beiträg an och soen, dass ech verschidden Ureegunge ganz gäre wëll mathuelen, wéi zum Beispill déi vu méi Sensibiliséierung, d'Saachen och vläicht méi entweder an de Klimapakt oder an aner Iddie mat anzebauen. Ech mengen, et gi scho verschidden Initiativen, esou wéi den „Drëpsi".

Mä ech mengen awer, dass mer wierklech am Beräich Waasser mussen d'Aen ophalen, dass mer alleguerten zesummen heibanne wëssen, wéi wichteg et ass, dass mer eist Waasser an e besseren Zoustand kréien.

Well wa mer d'Analys richteg maachen - an dat huet, mengen ech, jidderee gemaach -, da gesi mer, dass mer wierklech richteg vill Aarbecht hunn, wa mer déi wäertvoll Ressource Waasser wëlle fir künfteg Generatiounen erhalen, wa mer wëllen d'Ressource Drénkwaasser weider notzen a wa mer och wëllen eis Gewässer, d'Iwwerflächegewässer an d'Grondwaasser an deen Zoustand kréien, wéi se solle sinn. Wéi se solle si fir eis, awer och am europäesche Kader, deen eis Gott sei Dank, muss ech soen, hei e gudde Kader ginn huet, fir dass awer eng gewëssen Dynamik och hei zu Lëtzebuerg an de Waasserberäich erakomm ass.

Ech wëll och éierlech gesot net zréckkucken, well et kann ee lamentéieren, wat alles net geschitt ass, mä Politik ass do, fir an d'Zukunft ze kucken, fir d'Zukunft ze garantéieren. An dofir, mengen ech, ass et besser, dass mer vun der positiver Dynamik profitéieren, déi mer am Moment hunn, fir weiderzekommen am Waasserberäich.

Ech hat et bei der Virstellung vum Gesetz schonn eng Kéier gesot, eis Vue ass, méi preventiv ze schaffe fir e bessere Waasserschutz, méi cibléiert ze schaffen, well mer wëllen d'Gelder esou asetzen, dass mer méiglechst vill erreeche wäerten. A méiglechst vill erreechen, dat maache mer nëmmen, wa mer méi kooperativ ginn, wa mer jidderee mat am Boot hunn, wa mer partnerschaftlech mat der Landwirtschaft, mat de Gemengen, mat allen Akteuren a mat de Bierger schaffen un enger gudder Waasserqualitéit hei zu Lëtzebuerg. Dat soll eist Zil sinn an do zielen ech op Iech!

Et gouf an de leschten dräi Joer vill méi, och an der Effentlechkeet, iwwert d'Waasser geschwat, well et eng politesch Prioritéit ass, well och e puer Tëschefäll do waren, Onfäll do waren an d'Leit sech vill méi bewosst gi sinn, wéi wichteg et ass, dass mer och an Zukunft proppert Drénkwaasser hunn. An, wann eppes beim Stau virkënnt... An da wëll ech awer och eng Kéier op der Tribün hei begréissen eis ganz Mataarbechter vun der Waasserverwaltung, vum Ministère an awer och d'Leit vum SEBES, vun de Syndikater. Also ech mengen, Dir gesitt d'Wichtegkeet vun dëser Debatt och un eisen Zuschauer, déi alleguerten interesséiert nolauschteren, wat hei an dësem Raum gesot gëtt, wou et soll higoen.

Jo, an de leschten dräi Joer hu mer d'Gelder am Waasserberäich eropgeschrauft, an zwar massiv. Dat lescht Joer sinn 80,4 Milliounen Euro an de Waasserberäich gefloss. Dat ass esou vill wéi nach ni hei zu Lëtzebuerg! An am Duerchschnëtt waren et an dräi Joer 75 Milliounen Euro. Dat weist déi Dynamik, déi do ass, déi mer alleguerte kreéiert hunn, déi och d'Gemenge kreéiert hunn. Mir hunn d'Dossiere schnell deblockéiert, mir versichen, ëmmer méi Speed opzehuelen, fir dass mer dee gudden Zoustand zesummen erreechen.

An do wëll ech betounen, dass ech et wichteg fannen, dass jidderee seng Responsabilitéit huet, de Stat an d'Gemengen. An et ass an deem Sënn, wéi mer dat neit Waassergesetz definéiert hunn, dass jidderee muss mathëllefen. An en Ëmshifte kann net passéieren, wann ee seng Responsabilitéiten net dréit.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- De Kader, an deem mer schaffen, an domat hat ech ugefaangen, ass en europäeschen. Mir hunn eng Wasserrahmenrichtlinie vun 2000. Mir hunn awer och eng Drénkwaasserdirektiv, déi eis Saache virgëtt, eng Ofwaasserdirektiv, eng Nitratdirektiv. Alles dat beaflosst natierlech eis Politicken. Mä mir beaflosse se och mat.

An ech si ganz frou, dass mer dëse Méindeg am Ëmwelt-Conseil Konklusiounen ugeholl hunn iwwer eng nohalteg Waasserwirtschaft. D'Slowaken hunn do vill geschafft op deem Dossier. An ech selwer hu mech och agesat a menger Ried, fir dass mer no 2027 - an dat war eng vun de Froe vum Gusty Graas -, wann deen nächste Bewirtschaftungsplang eriwwer ass, weider un héije Standarde festhalen, un enger héijer Qualitéit vun eise Gewässer an dass mer da musse weiderplangen an där Aart a Weis, wéi mer elo esou lues a lues gutt schaffen a wou mer gesinn, quitte dass d'Qualitéit net besser ginn ass, wou mer awer gesinn, dass mer méi Gewässer am mëttleren Zoustand hunn, soudass mer awer gesinn, dass verschidde Saachen, wéi punktuell Kläranlagen, wéi awer och Initiative mat der Landwirtschaft, an dat wëll ech hei betounen, dass déi wierken, wa mer se concertéiert ënnerhuelen.

Dofir lount et sech, och iwwert deen Zäitraum 2027 elo schonn erauszekucken a méiglechst schnell am nächsten oder iwwernächste Joer d'Preparatiounen ze maachen, dass mer kënnen den Dialog um europäesche Plang weiderféieren.

Ech kommen elo zu den eenzelnen Themen, déi hei vun den Deputéierten ugeschwat gi sinn. Fir d'Éischt emol zum Drénkwaasser. Dat, wat eist Liewe bedeit. Dat, wat och d'Basis vun eiser Wirtschaft bedeit, well ouni Drénkwaasser wäerte mer och keng wirtschaftlech Entwécklung hunn.

Jiddereen ass op d'Thema Quantitéit agaangen. Am Generelle musse mer eis iwwert d'Quantitéit mat dem Wieder, mat där Lag, déi mer hunn, jo keng gréisser Gedanke maachen. Mä mir gesinn duerch de Wuesstum: Jo, et gëtt méi Waasser gebraucht. Och wa mer den Duerchschnëtt erofkréien oder konstant gehale kréien an de Verbrauch duerch Spuermoossnamen erofschrauwen, esou ass et awer esou, dass mer eis musse bewosst sinn, dass mer zousätzlecht Waasser brauchen.

Dofir wäerte mer nach virum Enn vun dësem Joer déi Etüd, op déi schonn deen een oder aneren higewisen huet, déi iwwerschafft ginn ass mat deenen neisten Zuelen, déi wäerte mer nach virum Enn vun dësem Joer virstellen, fir dass mer herno keng Iwwerraschungen hunn, fir dass mer kënne kloer an Zukunft plangen an och kloer eis entscheeden, a wéi eng Richtung soll investéiert ginn. Ob et elo op der Musel ass oder op enger anerer Plaz, och dat musse mer envisagéieren.

Wichteg war och, dass mer dëst Joer d'Finanzéierungsgesetz gemaach hunn, dass dat hei an der Chamber ausgeschafft an traitéiert ginn ass an ugeholl ginn ass fir d'SEBES-Anlag. Well si wäert dozou bäidroen, fir d'Waasserquantitéit mat ofzesécheren.

Zousätzlech soll jo am neie Waassergesetz och d'Ofsécherung garantéiert ginn doduerch, dass d'Gemenge méi um regionale Plang sollen zesummeschaffen, wat grad am ländleche Raum wichteg ass. An do - an ech mengen, déi Moossnam gouf nach net gesot - solle jo och 50% Subside kommen, wou bis ewell nach keng waren. Also nach méi Ofsécherung vun eisem Drénkwaasser! Och dat ass en Element vun deem neie Waassergesetz, wat mer rezent virgestallt hunn an der Chamber a wat elo säi legislative Prozess wäert maachen.

Jo, an der Drénkwaasserversuergung, do gëtt et en Zweeklang. An ech mengen, de Gérard Anzia hat dee ganz gutt scho gesot, ech wëll et kuerz zesummefaassen: engersäits eng gutt Zesummenaarbecht mat deene Leit, déi um Terrain sinn, déi elo Schutzzone kréien, déi mer natierlech esou schnell wéi méiglech wëllen ausweisen, well do gouf et vill Versäumnisser an do musse mer schnell schaffen. Do brauche mer eng Zesummenaarbecht, eng Berodung iwwert d'Waasserversuerger, do huet och jidderee säi Rôle ze spillen.

An ech mengen, dat klappt super gutt do uewen um Stau, wou och elo schonn déi Kooperatiouun mat der LAKU ass, wou iwwer 60 Baueren dra sinn, wou ee muss soen, do sinn elo och 292.000 Euro eragefloss an dee Beräich, fir konkret Mesurë mat der Landwirtschaft ze maachen. An 2017 wäert dee Montant nach eng Kéier eropgoen, do sinn et näämlech 515.000 Euro, déi bereetgestallt gi vum Waasserfong, fir konkret Mesuren um Terrain ze maachen. Do soll elo kee soen, mir géifen dat net eescht huelen an net dat néidegt Geld dorannerstiechen, fir méi preventive Waasserschutz ze maachen!

Zousätzlech hu mer eis och d'Moyene ginn an deenen Zonen, déi elo schonn do sinn, fir Pilotprojeten ze maachen, an och an deenen Zonen, déi kommen, well et sinn der jo nach siwen ënnerwee, fir dass mer do Pilotprojete maachen, fir zum Beispill d'Landwirtschaft kënnen duerch Berodung ze begleeden. Eng Saach, déi virdrun net esou konkret virugedriwwe gouf.

Den Zweeklang: Nieft der Zesummenaarbecht brauche mer awer och ganz kloer Regelen, sief et an de Schutzzonen, sief et awer och, wa mer mierken, dass eppes national wichteg ass. Wann esou vill Gewässer an esou vill Drénkwaasser vu Metolachlor a Metazachlor verpescht ass, da musse mer et och fäerdegbréngen, kloer Regelen ze setzen. Dat hu mer hei gemaach.

A sollt dat nach eng Kéier de Fall sinn - den Här Graas hat dat gefrot -, jo, da wäert et mussen esou sinn, dass ee reglementaresch agräift, fir e preventive Schutz ze garantéieren, well et geet hei ëm eiser all Drénkwaasser. An do wäert et och esou sinn, dass nieft de Schutzzonen, wa sollt eppes néideg sinn, sécherlech agéiert gëtt.

E wichtege Baustee wäert awer sécherlech och nach de Pestizidenaktiounsplang ginn, well an deem Beräich ass et wierklech wichteg. Eng Solutioun kann d'Biolandwirtschaft sinn, de Gérard Anzia hat dat gesot. An deem Beräich ass et wierklech wichteg, dass mer net ee Mëttel duerch een anert ersetzen, mä duerch eng gutt Berodung herno drop kommen, dass mer eng aner Landwirtschaft kréien, déi d'Drénkwaasserqualitéit net a Fro stellt.

D'Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner gouf mehrfach ugeschwat. Och do si mer ganz aktiv. Muer zum Beispill ass eng Reunioun zu Arel op Mataarbechterniveau. Mir wëssen, dass do nach vill muss geschéien. Mä zanter Jore scho si mer awer, wat d'Waasser ugeet, a Waasserpartnerschaften, sief et am Musel-Saar-Beräich, dat heescht, an Europa schaffe mer zanter Joren zesummen, well d'Waasser kennt natierlech keng Grenzen. Mä et ass wéi heiheem och: Et gëllt, sech ëmmer weider fir Verbesserungen anzesetzen.

Den nächste Beräich, op deen ech wëll agoen, dee jo och vill diskutéiert gouf, dat sinn d'Kläranlagen. Ech wëll awer och net méi weider op déi Diskussiounen eigentlech agoen, well d'Cécile Hemmen hat total recht mat sengen Äusserungen. An de Gérard Anzia iwwregens och.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Zoufällegerweis.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Ech hu se allen zwee hei opgeschriwwen. 90% waren net Ureegung genuch...

(Interruption)

Yes! 90% waren net genuch Ureegung, fir dass mer haut konform sinn. Mir sinn eben ëmmer nach net konform, konform mat der europäescher Legislatioun, wou et ëm déi Kläranlage geet, déi iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter hunn. Do ware sechs Projete viséiert, fënnef sinn der elo an der Rei. An 2018 wäerte mer dann och konform sinn.

Ech mengen, dass et hei wierklech och nëmme mat deem Zweeklang geet: engersäits en Ureiz schafen an anerersäits och kloer Regele setzen. Et gëtt eng Transitiounsperiod. Et sinn am Moment nach 26 Kläranlagen - vun deenen 92, déi am Moment an der Planung sinn, déi mussen ersat ginn, wou mer mechanescher ersetzen duerch biologescher -, et sinn der nach genau 26, déi hiren Dossier nach net agereecht hunn, déi also vun deem méi niddregen Taux dee Moment betraff wären. Well mir huele keen Taux, dee scho gesat ass, jo erof!

Et geet jo just drëm, dass mer dat, wat elo nach net do ass, dass mer deenen dann nëmmen nach 50% ginn. Wat awer och an enger Logik ass vun engem käschtendeckende Waasserpräis! Dat ass genau dee Beräich, wou mer Geld kënnen erakréien, wou d'Gemenge Geld erakréien. Déi sollen och erëm eent zu eent a Waasserinfrastrukture gesat ginn. Dofir ass dat Ëmshifte vum Budget och eppes, fir dass mer méi gemaach kréien an dass och en Incentive gesat gëtt.

Nom Aféiere vum Gesetz hunn, wéi gesot, déi Leit, déi elo concernéiert sinn - an ech denken, dass déi Gemengeresponsabel jo kucken, wat op se duerkënnt -, nach ee Joer Zäit, fir den Dossier anzereechen. Sollte se dat an där Zäit packen, an ech mengen, dass dat misst méiglech sinn, da misste mer do eng super Dynamik kréien. Een, dee sech net dorunner hält, deen hat dann an deem Sënn Pech. Mä ech mengen, méi schéi kann een engem jo awer och net schwätzen!

Da wollt ech op dem Här Gibéryen seng Froen agoen, mat senger Angscht, déi en huet, dass mer déi Saachen net ageplangt hätten, dass mer e Bevëlkerungswuesstum hätten. Also an der Etüd zum Drénkwaasser hu mer dat op jidde Fall gemaach. Ech kann Iech soen, dass am neie Bewirtschaftungsplang 1.269 Moossname sinn am Beräich Ofwaasser. Dat sinn der eng jett!

Dorënner sinn déi elo just erwäänten 92 biologesch Kläranlagen. Dorënner och méi grouss Kläranlagen, wéi zum Beispill Esch-Schëffleng, wou mer jo e Bevëlkerungswuesstum wäerten hunn, déi muss vergréissert ginn, wéi awer och d'Kläranlag Beggen, déi nach eng Kéier muss erweidert ginn. Dat heescht, mir hunn déi Saache schonn a Planung.

An dann - dofir muss ech elo hei eng Kéier kucken op meng Notten -, nieft dem Bau vun de Kläranlagen, hu mer awer och an eisem Bewirtschaftungsplang 350 Reeniwwerlafbecken, 110 Pompelstatiounen, 400 km Ofwaasserinfrastruktur. Alles dat an der Optik: Wéi entwéckelt sech d'Land? Well, wann een esou Bewirtschaftungspläng opstellt... Dofir gi se jo gemaach, fir dass een eng gewësse Previsibilitéit huet: Wat brauch een, wou musse mer schaffen? A fir dass d'Leit och wëssen, a wéi eng Richtung dass et geet.

Wichteg ass eben awer och nach eng Kéier, dass déi Gemengeresponsabel - an dat gouf och hei am Raum haut gesot - d'Trennung maachen tëschent Reewaasser an Ofwaasser an dass dat bescht Wëssen, wat mer haut schonn hunn, dass dat och bei der Ëmsetzung vum Bewirtschaftungsplang ebe vun deenen eenzelne Moossnamen dann och respektéiert gëtt.

An nach eng Kéier, fir kuerz op d'Interventioun vum Gusty Graas anzegoen: Jo, am neie Gesetz wäert et och esou sinn, dass keen neie PAP wäert kommen, wou d'Waasser ongekläert an d'Baach leeft. Well dat ass de Problem!

Et gëtt Solutiounen, an déi hate mer zesummen am Ministère mat der Waasserverwaltung a mat de Syndikater erschafft, wou mer gesot hunn: „Mir wëlle jo net d'Projete bremsen, mä mir wëlle Solutioune fannen, dass kee Waasser méi ongekläert an eis Baache leeft." An dofir gëtt et déi Solutioun, déi den Här Kaes och ernimmt huet. An ech mengen, dass dat eng ass, wou jidderee ka frou sinn, well si ass zäitlech begrenzt a mir garantéieren herno, dass den Zoustand vun eise Gewässer gutt ass. Wat awer och eng Normalitéit misst sinn a wat eigentlech vill ze spéit kënnt!

Jo, do wou Geld erakënnt, do geet et erof, do wou kee Geld erakënnt a wou grouss Gefore sinn, grad wa mer de Klimawandel kucken, do geet et erop! Mir gi méi aus fir preventiven Héichwaasserschutz, mir gi méi aus fir d'Qualitéit vun eise Gewässer, fir d'Renaturéierung, där hir Wichtegkeet jiddereen hei ervirgehuewen huet. Mir gi méi aus fir den Drénkwaasserschutz a fir d'Landwirtschaft, déi iwwerhaapt emol éligibel gëtt iwwert d'Waasserfournisseuren, dass se berode ka ginn!

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, dat ass méi maache mat méi Leit, ouni awer de Budget ze sprengen. Well dorunner muss ee jo awer och denken! Mir musse jo och räsonabel schaffen. An ech mengen, dass Der dat an de Budgetsdebatte

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wäert gesinn. Mir schrauwen insgesamt d'Geld erop, mir investéieren haut méi an d'Waasser a mir kucken, dat awer méiglechst cibléiert ze maachen. Dat ass eng Fro och vu Responsabilitéit vis-à-vis vun eis a vis-à-vis vun zukünftege Generatiounen!

Ech mengen, elo iwwersprangen ech hei en Deel. Voilà! Ech gesinn, dass hei scho Leit waarden. Da wëll ech elo zum Schluss kommen.

Ech wëll als Éischt menge Leit Merci soen, déi net nëmmen, wann et brenzleg gëtt an am Katastrophefall sech wierklech vill asetzen. Ech hunn eng immens engagéiert Verwaltung, déi esou munch kleng Katastrophe verhënnert. Dovunner kréie mer jo dobaussen ni eppes mat.

Ech wëll och menge Leit am Ministère Merci soen, déi eis hëllefen, déi politesch Entscheedunge responsabel weiderzedreiwen, an dann awer och de Syndikater an net zulescht wierklech de Gemengen an der Landwirtschaft.

Ech mierken, dass mer an deene leschten zwee Joer zesummen eng immens positiv Dynamik spieren um Terrain. Wa mer mat de Leit schwätzen, gesi mer, dass d'Bewosstsinn wiisst. D'Drénkwaasser ass en Thema, soll en Thema bleiwen. Dofir wäert ech mech asetzen. An ech wäert mech och asetzen, dass mer méi Partnerschafte kreéiere kënnen, fir méi Leit mat an d'Boot ze kréien a méi ëmzesetzen.

Wichteg ass et, dass mer an naturno Solutiounen investéieren, a gréng Solutiounen, déi Win-win-Situatioune sinn, déi manner kaschten, zum Beispill wéi d'Renaturéierungen, déi méi nohalteg sinn, déi och eppes fir de wierklech gudden Zoustand vun eise Gewässer maachen, déi awer virun allem och eppes fir eis maachen, an zwar den Héichwaasserschutz.

An ech hoffen, dass mer op déi partnerschaftlech Aart a Weis zesumme weiderkommen. Ech setze mech op jidde Fall dofir an an ech wëll lech all fir dëse Mëtteg e ganz grousse Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dann och der Madamm Minister. Ech mengen, mir soen dann de Leit dobaussen och alleguer Merci, déi eis nogelauschtert hunn.

(Hilarité)

Motion 1

A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwert d'Motioun kommen.

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass jo alles zu der Motioun gesot?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

An ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Non: 32; Oui: 25; Abstentions: 3.

Da géif ech zu eisem nächste Projet de loi iwwergoen, dem Projet de loi 6893 iwwert d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här André Bauler.

8. 6893 - Projet de loi

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Projet de loi 6893, deen den 19. Oktober 2015 déposéiert gouf, setze mer d'Direktiv 2013/55 vum 20. November 2013 an eist nationaalt Recht ëm. Et geet heibäi ëm d'Unerkenne vun de beruffleche Qualifikatiounen am Kader vum Zougang zu reglementéierte Beruffer. Dëst ass eng wichteg Viraussetzung, fir datt d'EU-Bierger net nëmmen an aner EU-Länner schaffe kënne goen, mä datt hir professionell Qualifikatiounen och do unerkannt an domat valoriséiert kënne ginn.

No der Direktiv vun 2005 wäert och dës Direktiv derzou bäidroen, déi administrativ Prozedure ronderëm d'Unerkenne vun de beruffleche Qualifikatiounen an den EU-Memberstaten ze vereinfachen an doduerch lues, awer sécher ze harmoniséieren. Dëst wäert derzou bäidroen, eise Bannemaart ze stäerken, andeems d'Länner op méi spezialiséiert Personal kënnen zréckgräifen, dat dann och gewëllt ass, de Schrëtt an d'Ausland ze woen, wa seng beruffleche Qualifikatiounen do geschat an unerkannt ginn.

Wéi geschitt dat konkret? Schonn d'Direktiv vun 2005 huet eng Rëtsch Mesurë virgesinn, fir d'Unerkenne vun deenen ënnerschiddleche beruffleche Qualifikatiounen ze vereinfachen an d'Vertraue vun de Länner an déi auslännesch Qualifikatiounen ze stäerken. Dëse Prozess gëtt duerch dës Direktiv weidergedriwwen. Esou gesäit d'Direktiv zum Beispill vir, datt d'Stagen, déi am Kader vun enger Beruffsausbildung gemaach goufen, an engem aneren EU-Land unerkannt musse ginn, soulaang d'Regele vun dem Pays d'origine respektéiert goufen. Och soll de System vun de sougenannten ECTS-Punkten, déi ee jo virun allem am Héichschoulberäich begéint, an Zukunft och an der Formatioun zu engem reglementéierte Beruff benotzt kënne ginn, fir eppes iwwert d'Dauer an d'Qualitéit vun der Formatioun auszesoen.

D'Méiglechkeet soll och geschaaft ginn, en Zougang zu reglementéierte Beruffer ze erlaben, och wann dee Beruff am Hierkonftsland net reglementéiert ass. Viraussetzung ass allerdéngs, datt ee bannent deene leschten zéng Joer op d'mannst ee Joer an deem Beruff geschafft huet.

Et kënnt och heiansdo vir, datt sech d'Beruffsbild vu Land zu Land ënnerscheet. An Zukunft muss een engem op d'mannst e limitéierten Accès zu enger berufflecher Aktivitéit ginn, och wann d'Beruffsbild an engem Pays d'accueil méi breet gefächert ass. D'Ausnam maachen allerdéngs d'Beruffer aus dem Gesondheetssecteur. Do kann een den Accès refuséieren.

D'Direktiv bréngt och weider Prezisiounen, wat déi noutwendeg Kontroll vum sproochleche Wëssen ubelaangt. Dës limitéiert sech nämlech an Zukunft op nëmmen eng offiziell oder administrativ Sprooch vum Pays d'accueil. Nom Principe de proportionnalité muss dës och räsonabel an dem Beruff ugepasst sinn.

Eng weider Innovatioun ass d'Méiglechkeet, eng sougenannt „carte professionnelle européenne" anzeféieren, déi eng temporär méiglech Mobilitéit vun de Bierger soll erliichteren a virun allem d'Prozedure ronderëm d'Unerkenne vun Titele vereinfachen a soumat den europäesche Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vun de Persoune stäerke soll.

Zesumme mam Système d'information du marché intérieur, kuerz IMI, sollen d'Synergien an d'Vertrauen ënnert de verschiddenen Autoritéite weider gestäerkt ginn an double Emploi verhënnert ginn. Fir d'Leit besser ze informéieren, ginn och d'Points de contact nationaux, esou wéi se an der Direktiv vun 2005 virgesi waren, duerch Centres d'assistance ersat. Hir Roll besteet doranner, d'Bierger iwwert déi verschidde Méiglechkeeten opzeklären an hinnen esou déi administrativ Prozedur ze erliichteren.

Et gëtt och e Méchanisme d'alerte agefouert, deen den Informatiounsaustausch ënnert de verschiddenen Autoritéite soll förderen. An Zukunft sollen d'Autoritéiten näämlech net nëmmen op Ufroen aus dem Ausland äntwerten, mä och d'Méiglechkeet kréien, den auslänneschen Autoritéiten ze soen, wéi eng schwaarz Schof net méi dierfen hire Beruff ausüben. Ee Mécanisme d'alerte spécifique betrëfft souwuel Professioneller am Gesondheetsberäich wéi och d'Veterinären an d'Leit, déi mat Mannerjärege schaffen. Dëse Mechanismus betrëfft allerdéngs just Beruffer, zu deenen den Zougang reglementéiert ass. Dat wäert zu enger wesentlecher Verbesserung vum Konsumenten- a Patienteschutz bäidroen a weider d'Vertrauen ënnert de Länner stäerken.

Här President, souvill zur Direktiv. Elo kommen ech dann zur Emsetzung.

Wéi Der gesitt, bréngt dës Direktiv par rapport zu där leschter eng Rei Verbesserunge mat sech. D'Regierung huet och dofir entscheet, no beim Text vun der Direktiv ze bleiwen an deen esou trei wéi méiglech ze iwwerhuelen. Allerdéngs gesäit dëse Gesetzesprojet net nëmme vir, d'Direktiv ëmzesetzen, och gëtt dovunner profitéiert, fir eise gesetzleche Kader op verschiddene Punkten nozebesseren an ze prezisëieren.

De Gesetzesprojet gesäit och an deem Kontext d'Schafe vun engem Registre des titres professionnels an engem Registre des titres de formation vir. D'Donnéeën aus dem Registre des titres professionnels sollen och am Kader vun der Emissioun vun der Carte professionnelle européenne kënne gebraucht ginn. D'Aschreiwunge wäerten iwwert déi zoustänneg Autoritéite vum reglementéierte Beruff lafen. An de Registre des titres de formation kommen nieft den nationalen Diplomer och auslännesch Diplomer, soulaang si als gläichwäerteg zu deenen nationalen ugesi ginn.

Ech wéilt och drop hiweisen, datt dës Prozedur am Sënn vun der administrativer Vereinfachung an Zukunft net méi iwwert d'Commission des titres de l'enseignement supérieur leeft.

Fir verschidden Diplomer gesäit dëse Gesetzesprojet dann och eng Dispens vun der Homologatiounsprozedur vir. Am Sënn vun der administrativer Vereinfachung a fir alle juristeschen Onsécherheeten aus dem Wee ze goen, wäert och d'Unerkennungsprozedur fir verschidden Diplomer a Graden aus Drëttlänner opgoen. Ech wëll awer direkt drop hiweisen, datt dat net wäert fir all Qualifikatioune gëllen. Dës Ausdeenung wäert awer derfir suergen, datt Leit, déi vu méi wäit kommen an do hir berufflech Formatioun gemaach hunn, sech duerch eng Aarbecht méi séier kënnen an eis Gesellschaft integréieren.

De Gesetzesprojet wäert och derfir suergen, d'Prozeduren duerch eng besser Formulatioun zousätzlech ze harmoniséieren. Standardiséiert Formulairë sollen hiren Deel derzou bäidroen, déi ënnerschiddlech Texter méi kohärent ze formuléieren an doduerch d'Liesen an d'Verständnis vun den Texter ze erliichteren.

Här President, a sengem Avis vum 7. Juni 2016 huet de Statsrot fënnef formell Oppositiounen zréckbehalen, déi duerch en Avis complémentaire vum 15. Juli erëm opgehuewe goufen. Fir den Detail wéilt ech gären op de Commentaire des articles verweisen.A sengem zweeten Avis complémentaire iwwert déi parlamentaresch Amendementer hat de Statsrot keng juristesch Bedenke geäussert.

Dëse Gesetzesprojet bréngt also Veränneruge mat sech, déi den Zougang zu ville Beruffssparten uginn. Et verwonnert een dofir net, datt nieft de Beruffskummeren och vill aner Beruffsvertrieder hiren Avis zu dësem Projet ginn hunn. Et waren dëst, fir se ze nennen, de Collège médical, de Collège vétérinaire, den Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, de Conseil supérieur de certaines professions de santé, d'Chambre des Notaires, d'Association nationale des infirmiers et infirmières an d'Commission nationale pour la protection des données. Ech wëll hinnen heimat Merci soen. Et gouf jo och duerch verschidde parlamentaresch Amendementer hire Bemierkungen oder Observatioune Rechnung gedroen.

Fir d'Detailer zu den ënnerschiddlechen Artikele géif ech awer gären hei op mäi schréftleche Rapport verweisen. Bedanke wëll ech mech och bei menge Kolleegen aus der Kommissioun, besonnesch der Presidentin an de Beamten, déi eis wäertvoll Prezisioune ginn hunn. Och der Madamm Merges an den Häre Lamesch a Kasel e grousse Merci bei der Redaktioun vun dësem komplizéierten, well dach awer ganz technesche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Dann hunn ech den Här Wilmes op der Riednerlëscht stoen.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur, dem André Bauler, fir dee ganz kloren a komplette Rapport iwwer e ganz technesche Gesetzesprojet, e Gesetzesprojet, deen awer e ganz wichtegen ass, well en u sech e Beweis ass a Krisenzäiten, datt d'EU och kann eng richteg Plus-value fir hir Bierger sinn. Well hei geet et jo drëms, fir eng vun den Haaptgrondfräiheeten a Grondrechter vun der Europäescher Unioun ze stäerken, nämlech déi, sech kënne fräi an der Europäescher Unioun ze bewegen, also och d'Recht, fir kënnen an engem anere Land schaffen ze goen.

Fir datt dat méiglech ass, muss natierlech och kënnen e reglementaresche Kader existéieren, deen dat erlaabt. Dat ass elo geschitt iwwer verschidden Direktiven, notamment déi vun 2005. Hei ass elo eng weider Direktiv, déi déi ännert an déi mat dësem Gesetzesprojet a lëtzebuergescht Recht soll ëmgesat ginn. Ech brauch also elo net méi nach eng Kéier déi eenzel Punkten opzezielen, déi den Här Bauler gemaach huet.

Een dovunner ass awer, datt an Zukunft och kënne Formatiounen iwwerall an ECTSen, deenen europäesche Kredditer, gerechent ginn an ausgedréckt ginn.Dat ass e System, dee vun der Majoritéit vun den Universitéiten an Héichschoule benotzt gëtt, mä net vun en alleguerten. Et gëtt nach Héichschoulen, wou dat net de Fall ass, wou Formatiounen, wéi zum Beispill déi vum Psychotherapeut, a Stonnen ebe gerechent ginn.

Meng Kolleegin, d'Sylvie Andrich, hat der Gesondheetsministesch am Mäerz eng parlamentaresch Fro dozou gestallt, wéi et dann domadder ass, wann een esou eng Formatioun am Ausland mécht, déi eben nach a Stonne gerechent gëtt, an een dann op Lëtzebuerg kënnt, wou mer jo awer hei op der Uni ECTS-Kredditer hunn, wéi een dat da soll kënnen dee Moment ëmrechnen oder vergläichen. D'Ministesch huet deemools gemengt, datt esou en ECTS-Kreditt misst kënne 25 bis 30 Stonnen entspriechen, de manière générale.

Do wollt ech just vun Iech wëssen, Här Minister, ob Der déi Aschätzung vun Ärer Regierungskolleegin deelt. Op wat baséiere mer eis do genee, fir dat kënnen ëmzerechnen? A misst een net allgemeng esou en Ëmrechnungsschlëssel aféieren, souguer vläicht europawäit, fir datt een an Zukunft esou Formatiounen an déi Diplomer, wann déi och unerkannt sinn an eenzelne Länner, besser ka matenee vergläichen?

Mat dëse Froen un Iech, Här Minister, ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wilmes. D'Madamm Bofferding wann ech gelift.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Ech maachen dat vun hei aus. Als Éischt, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Här Bauler, Merci soe fir seng zwee Rapporten. Hien huet eis grad a sengem mëndleche Rapport op eng dach verständlech Manéier en Iwwerbléck ginn iwwert déi Adaptatiounen an der Beruffsunerkennungsdirektiv. Et ass e ganz techneschen Dossier, awer e ganz wichtegt Gesetz.

Mäi Virriedner huet et scho grad ugedeit: Dëst Gesetz verkierpert u sech d'Iddi vun der Europäescher Unioun. Ee vun de Grondprinzipie gëtt heimadder garantéiert: eben dass d'Leit sech kënne fräi bewegen, dass mer eng oppen Unioun hunn. An dofir stëmme mer dësem Gesetz als sozialistesch Fraktioun och gären zou.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Bofferding. D'Madamm Loschetter wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, mir géifen och als gréng Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus en häerzleche Merci un den Här Bauler.

Ech mengen, hei ass eng ganz interessant Diskussioun, déi hei gefouert gouf. Den Här Bauler huet de Projet ganz gutt presentéiert. Verschidde Parteien hunn hir Meenung geholl. Keng Partei ass op en anere Problem agaangen, deen heimadder verbonnen ass: Dat ass dee sproochleche Problem.

Mir alleguer, och d'ADR, dat wëll ech ausdrécklech betounen, si fir de fräie Verkéier vun de Mënschen an der Europäescher Unioun. Och mir si fir d'Unerkennung vun auslänneschen Diplomer an derfir, fir et de Leit ze erliichteren, an anere Länner ze schaffen. Alles dat ass eng Selbstverständlechkeet.

Wat awer gradesou eng Selbstverständlechkeet muss sinn, dat ass, datt déi Leit, déi hei am Land wëlle schaffen, a besonnesch am Gesondheetssecteur, musse kënne Lëtzebuergesch schwätzen! An et ass keng Partei - all déi, déi an deene leschte Wochen esou salbungsvoll alt nees iwwer Lëtzebuergesch geschwat hunn, all déi, déi gesot hunn: „Mir mussen iwwer eng Charta iwwert d'Lëtzebuergescht schwätzen" -, net eng Partei, wann et drop ukënnt, ausser der ADR steet hei op a seet: „Majo déi Leit, déi hei am Land wëlle schaffen, a besonnesch am Gesondheetssecteur, ma déi si gebieden, mat de Patienten och op Lëtzebuergesch kënnen ze communiquéieren."

Soulaang dat net de Fall ass...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass dat de Sujet vum Projet de loi?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Soulaang dat net de Fall ass, Här Bodry... An ech mengen, datt Dir elo intervenéiert hutt, weist, wéi Dir zur Lëtzebuerger Sprooch stitt. Dir sidd a Wierklechkeet e Géigner vun der Promotioun vum Lëtzebuergeschen!

(Protestations)

Well dat ass näämlech de Corollaire...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass näämlech de Corollaire, Här President, vun der fräier Bewegung an der Europäescher Unioun. Dat ass, datt domadder och de Respekt verbonnen ass vun deene Patienten, mat deenen een ze dinn huet.

(Brouhaha)

A mir soen Nee zu Gesetzer, déi zwar e Prinzip aféieren, dee mer begréissen, näämlech déi Bewegungsfräiheet an d'Unerkennung vun den Diplomer, awer mir erwaarden, datt eng sproochlech Komponent dran ass. Et ass eng sproochlech Komponent an dësem Gesetz, an zwar eng, déi d'Lëtzebuergescht spezifesch ausschléisst, well dra gesot gëtt, datt déi sproochlech Kontrollen, déi virgesi sinn, sech limitéieren op Sproochen, déi en offizielle Charakter an der Europäescher Unioun hunn. Eppes, wat dës Regierung jo bis elo net realiséiert huet!

Dat gesot, mat Bedaueren, Här President, kënne mer dëst Gesetz also net ënnerstëtzen. Mir stinn zu eiser Linn, mä mir stëmme kee Gesetz, wou déi lëtzebuergesch Sprooch aktiv diskriminéiert gëtt. Dat ass hei de Fall.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Héichschoulminister, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif op der éischter Plaz hei wëllen dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säin exzellente Rapport, deen dat mat där néideger Prezisioun, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, och haut gemaach huet. Dat erspuert mir et, fir nach eng Kéier op dee ganze Wee vun de Gesetzer, vun dem Emsetze vun der Direktiv ze goen, well, ech mengen, dat ass alles ganz kloer hei op dëser Plaz ernimmt ginn, an et steet och nach esou a sengem schréftleche Rapport.

Ech géif Iech wëllen e puer Informatioune mat op de Wee ginn, elo net, fir och nach eng Kéier de Kontext ze setzen, mä et sinn e puer esou Erscheinungen, déi och an dem Gesetz mat optauchen, déi awer d'Saach op administrativem Plang och e gutt Stéck méi einfach maachen, och fir déi Leit, déi hei am Land mat deenen dote Sujete konfrontéiert sinn.

Et kann ee soen, dass duerch deen Text hei nieft den nationalen Diplomer och Diplomer aus engem Land, mat deem mer en entspriechenden Accord hunn, d'office ageschriwwe ginn. An op dës Aart a Weis setze mer dann och eng Décisioun vun de Benelux-State vum 18. Mee 2015ëm. An dee Sujet gouf och viru Kuerzem elo nach eng Kéier vun deenen dräi Premieren hei zu Lëtzebuerg ënnerstrach.

Dee Benelux-Accord, dee gesäit vir, dass déi dräi Benelux-State sech dozou engagéieren, automatesch a géigesäiteg d'Bachelor- an d'Masterdiplomer aus dësen dräi Länner unzëerkennen, à condition natierlech, dass et sech ëm Diplomer handelt, déi an deem Land, wou se ausgestallt goufen, och offiziell unerkannt sinn.

Dësen Accord dréit da wesentlech zur Vereinfachung vun der Prozedurbäi. Déi Leit, déi dann zum Beispill e Bachelor- oder Masterdiplom aus der Belsch oder aus Holland hunn, brauchen also keng Demarchë méi ze maachen, fir hiren Diplom an eisem Regëster androen ze loossen. Dat hu mer am Moment op engem Accord mat de Benelux-Staten agefouert. Mir sinn awer och a Gespréicher, fir dat mat anere Länner hinzekréien. A soubal mer do nach esou Accorden hunn, ass dat natierlech och méiglech fir Diplomer, déi aus deene Länner kommen, déi och do unerkannt sinn.

Et bréngt och mat sech, dat ass och esou e klenge Punkt, deen ech awer wëll ernimmen, dass e puer Taxe méi déif gesat ginn, wat jo och eng gutt Saach ass fir déi concernéiert Studenten. Esou kann ee soen, dass déi eng oder aner Tax vun 125 Euro bis elo op 75 Euro wäert erofgoen.

Vläicht awer och, dat ass awer einfach eng interessant Informatioun, e puer Zuelen aus deene verschiddenen Unerkennungsprozeduren, fir dass een awer och weess, vu wat fir enge Saachen een hei schwätzt:2015 goufen zum Beispill 3.170 Titelen an de Registre des titres am Héichschoulberäich agedroen. 193 Demandë goufe refuséiert, well déi concernéiert Diplomer net vun den zoustännegen Autoritéiten aus deem Land, wou se eben ausgestallt goufen, als Diplom vun hirem Héichschoulsystem unerkannt sinn. An 2015 goufen dann 363 Diplomer homologéiert. 20 Demandë goufen do refuséiert, well se net all déi virgeschriwwe Kritären erfëllt hunn.

Den Deputéierte Wilmes huet dann och nach eng Fro gestallt, déi och eng Kéier an enger Question parlementaire vun der Kolleegin Andrich thematiséiert ginn ass. An ech kann Iech do e puer Informatioune mat op de Wee ginn, wéi et ebe mat där Equivalenz ass.

Den Outil vun den ECTS-Punkten, dee gouf jo am Kader vum Bologna-Prozess agefouert an dréckt dann och am Kontext vun den Héichschoulstudien den Aarbechtsvolumen - oder ochmat deem schéine Wuert „workload" benannt - vun deene verschiddene Coursen a Formatiounen aus, wat d'Unerkennung vu Studien op europäeschem Niveau natierlech erliichtert an och d'Mobilitéit vun de Studente förderе soll.

Do gouf festgestallt oder festgehalen, dass 60 ECTS-Punkten dem Aarbechtsvolume vun engem Studiejoer entspriechen. Dat steet dann och esou an deem „ECTS Users' Guide", deen dann op EU-Niveau publizéiert a regelméisseg à jour gehale gouf an och gëtt. A vill Länner sinn dee Moment och op de Wee gaangen, fir Korrespondenzen zu deene 60 ECTSen hierzestellen, andeems se soen, ee Studiejoer, also 60 ECTSen, géifen tëscht 1.500 an 1.800 Stonnen Aarbecht entspriechen. Dorauser ergëtt sech dann dat, wat hei ernimmt ginn ass, dass een ECTS ongefeier 25 bis 30 Stonnen Aarbecht entsprécht.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg géife gesinn. An dat ass och festgehalen hei bei eis, an zwar an engem Règlement granducal vum 22. Mee 2006 iwwert d'Bachelor- an d'Masterstudiegäng op der Uni Lëtzebuerg. An do steet dann am Artikel 2: «Un crédit…», also en ECTS, «…correspond à une prestation d'études exigeant entre25 et 30 heures de travail (…).» Ech mengen, domadder ass dat jo och festgehalen. An et ass och an engem Text deementspriechend opgeschriwwe ginn.

Ech géif domadder ofschléissen, Iech alleguerte Merci ze soe fir Är Interventiounen. An ech sinn och frou, dass mer dat heiten da mat grousser Majoritéit wäerte stëmmen.

Ech kéint nach vläicht eppes ervirhiewen, an zwar eng Motioun vun der Deputéierter Martine Hansen. Den 18. Dezember 2014 hat Dir eng Motioun hei an der Chamber geholl, fir d'Unerkennungsprozedure vu Beruffsqualifikatiounen an d'Prozedur vum Droit d'exercer ze iwwerschaffen.Deemools haten de Gesondheetsministère an den Héichschoulministère och schonn dorobber geäntwert.

An ech mengen, et kann ee soen, duerch de Vott vun deem heite Projet komme mer der Fuerderung vun der Motioun no transparenten a vereinfachten UE-Unerkennungsprozeduren entgéint. Ech mengen, dat ass jo dann och eppes, wat een, wa mer schonn an der Chamber d'Gesetz stëmmen, vläicht kann op där heiter Plaz ernimmen.

Domadder soen ech Iech Merci fir Äert Nolauschteren. An ech sinn och frou, dass dat Gesetz da mat héijer Majoritéit gestëmmt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6893 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6893 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

55-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6893 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

9. Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau (suite)

Motion 1

Ech wollt Iech dann nach informéieren, dass mer de Vott iwwert d'Motioun Waasser musse widderhuelen, well iertümlech d'Tast „secret" aktivéiert ginn ass. Déi leien direkt niewenteneen. Ech bieden ëm Versteesdemech.

(Brouhaha)

Mir géifen also dee Vott iwwert d'Waassermotioun vum Här Aly Kaes widderhuelen.

Une voix.- Dann hutt Der nach eng zweet Chance.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass d'Affär mat deene méi décke Fangeren.

(Hilarité)

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

26-mol Jo, 31-mol Nee, 3 Abstentiounen. De Vott ass genee d'selwecht wéi virdrun.

Une voix.- Neen, et war 32.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 32!?

(Concertation interne)

Jo. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est refusée par 25 voix pour, 32 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 6897 an de Projet 6898, Protokoller zu engem Benelux-Accord. An de Rapporteur, den honorabelen Här Haagen, huet direkt d'Wuert.

10. 6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014

Rapports de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen*(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Déi zwee Projets de loi 6897 an 6898, wéi Der grad gesot hutt, déi bezéie sech allenzwee op eng Modifikatioun vun der Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle a si sinn allebéid de 4. November vum leschte Joer an der Chamber déposéiert ginn.

Zu deenen zwee Gesetzesprojeten huet de Conseil d'État säin Avis de 25. November vum leschte Joer agereecht an d'Chambre de Commerce hiren de 25. Januar vun dësem Joer.

Ech wäert also fir d'Éischt ganz kuerz op de Projet de loi 6897 agoen, fir da mam Projet de loi 6898 ze schléissen.

Komme mer op de Projet 6897, d'Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. Si geet zréck op den Traité vum 31. Mäerz `65, deen de 15. Oktober 2012 modifizéiert gouf an nei Kompetenze fir de Benelux-Geriichtshaff

virgesäit. Dës Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle, déi den 21. Mee 2014 ënnerschriwwe gouf, gesäit vir, datt de Benelux-Geriichtshaff déi eenzeg Juridictioun ass, wat de Recours géint Décisioune vum Benelux-Office vun der Propriété intellectuelle am Kader vun der Prozedur vum Androen, also vum Enregistrement vun enger Mark, ugeet.

De Benelux-Office ass d'Exekutivorgan, wat d'Organisatioun vum geeschtegen Eegentum am Benelux-Raum ugeet. Dës Modifikatioun betrëfft besonnesch den Asproch géint e Refus vum Androe vun enger Mark.

Déi jeeweileg Ministere vun de Benelux-Länner hunn den 8. Dezember 2011 décidéiert, dem Benelux-Geriichtshaff spezifesch juristesch Kompetenzen ze ginn. An der Benelux-Konventioun steet also, datt dëst Geriicht déi eenzeg kompetent Juridictioun besetzt, fir iwwert den Asproch géint Décisioune vum Office Benelux, wat de geeschtegen Eegentum ugeet, ze tranchéieren.

Duerch dës Zentralisatioun vu Recoursen aus de Benelux-Länner soll eng uniform Jurisprudenz erreecht ginn. Déi Persoun, déi e Recours wëllt maachen, huet also d'Méiglechkeet vun enger eenzeger, zentraler Instanz. Domadder sinn en plus Aspuerunge méiglech, zum Beispill um Niveau vun de Prozeduren oder um Niveau vun der Zäit.

All Modifikatiounen an dësem Protokoll gesinn Designatioune vum Benelux-Geriichtshaff als kompetent Geriichtsbarkeet vir. Verschidden administrativ Dispositioune ginn heimaddergeännert oder suppriméiert, well se Froe viséieren, déi schonn am Traité vu `65 gereegelt sinn. Si mussen also fir d'Benelux-Konventioun adaptéiert ginn oder si sinn iwwerflësseg.

Här President, zum Schluss de Projet de loi 6898. Den Objet vun dësem Projet de loi besteet doranner, dattdëst Gesetz d'Benelux-Konventioun am Sënn vun der Propriété intellectuelle, notamment wat d'Marken, d'Biller, also d'Dessinen, an d'Modeller ugeet, an zwee wichtege Punkten ëmännert. Dës zwou Modifikatioune gesi vir, d'Méiglechkeete vun engem Titulaire vun enger fréierer Mark oder engem aneren Interessséierten auszewäiten, an zwar, fir sech engem Enregistrement, engem Androe vun engem Dépôt ze opposéieren oder souguer d'Validitéit vun enger enregistréierter Mark ze contestéieren.

Op där enger Säit ginn d'Motiver fir déi aktuell Procédure d'opposition ausgewäit, an op där anerer Säit wäert eng komplett nei Prozedur agefouert ginn, déi et erlaabt, eng sougenannt „demande en nullité" oder „en déchéance" vun engem Androe vun enger Mark ze maachen.

Ofschléissend kann ee soen, datt dës zwee Projet-de-loie keng Auswierkungen op de Statsbudget hunn an datt de Statsrot a senge jeeweilegen Avisen och keng Bedenke géint dës zwee Projet-de-loien hat.

Zum Schluss wëll ech nach kuerz op d'Fro vun der Extensioun vun de Kompetenze vun der Cour de justice Benelux, déi an der Ekonomieskommissioun vum 13. Oktober gestallt gouf, agoen. D'Kompetenze vun der Cour de justice Benelux gi prinzipiell mat der Ännerung vum Traité vum 31. Mäerz '65 iwwert d'Cour de justice duerch de Protokoll vum 15. Oktober 2012 erweidert. Dëse Protokoll trëtt den 1. Dezember vun dësem Joer a Kraaft. An deem Protokoll steet dran, datt d'Cour duerch aner Benelux-Konventioune konkret nei Kompetenze kréie kann, wourop den Artikel 1 Paragraf 4 vum Traité hiweist.

Weider technesch Detailer vun dësen zwee Projets de loi fannt Dir a mengen zwee Rapporten. Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Félix Eischen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun dem honorabelen Här Haagen e grousst Kompliment fir dëse schréftlechen a mëndleche Rapport ausschwätzen. An ech ginn domadder dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen zwee Projeten.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Simone Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech hänke mech dodrun: Ech wëll och dem Här Rapporteur Claude Haagen villmools Merci soen. Ech mengen, et ass eng signifikativ Verbesserung, wat duerch déi zwee Projet-de-loien hei kënnt. Et ass net nëmmen eng Uniformité vun der Jurisprudenz, déi mer kréien, mä mir kréien haaptsächlech vill méi Sécurité juridique an deem ganze Secteur an et gëtt en Aspuere vu Geld an et gëtt en Aspuere vun Zäit, wat alleguerten deene Leit, déi mat Marken a Modeller an Dessine concernéiert sinn, zeguttkënnt. An ech mengen, bei där Plus-value vun deem Text ass kee Problem, fir dass d'DP hiren Accord bréngt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Si keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Statssekretärin Closener.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech géif mech och nach eng Kéier uschléissen an dem Rapporteur natierlech e ganz grousse Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech mengen, d'Donnéeë sinn dat neit Gold vun der Zukunft an et ass wichteg, dass ee Lëtzebuerg fit mécht, souwuel am Beräich vun der Cybersecurity op där enger Säit wéi op där anerer Säit och, wat d'Propriété intellectuelle ugeet.

An an deem Sënn wär ech frou, wann d'Chamber den Accord géif gi fir dës Projeten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Statssekretärin. Da géife mer noeneen iwwert déi zwee Projeten ofstëmmen.

Fir d'Éischt hu mer de Projet de loi 6897.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6897 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Ouh? 60-mol Jo! Also eestëmmeg.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty (par M. Eugène Berger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6898 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6898 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An mir hunn datselwecht Resultat: 60-mol Jo.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty (par Mme Joëlle Elvinger), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Och do sief gefrot: Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Also zweemol d'Dispens. Merci.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Et ass en Ännerungsvirschlag vun eisem Chambersreglement. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Eugène Berger.

11. 7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Rapport de la Commission du Règlement

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech wäert och versichen, et ganz kuerz ze maachen. Et ass esou, datt mer kuerz virun der Summervakanz e Gesetz gestëmmt hunn iwwert de Statut vun den „données à caractère personnel" vum SREL, wat mer och nach klasseschierweis d'Gesetz iwwert d'Archive vum SREL genannt hunn. Dat ass den 23. Juli 2016 och publizéiert ginn.

Am Artikel 3 vun deem Gesetz steet, datt eng Équipe vu Wëssenschaftler, Historiker, minimum zwee, kann e Projet eraginn, fir dann déi Donnéeën do kënnen historesch opzeschaffen. Et ass awer och an deem Artikel 3 virgesinn, datt e Comité de sélection géif och op d'Bee gesat ginn, en „comité d'évaluation" méi genau, wéi et am Gesetz steet - well et gëtt eng Ausschreiwung gemaach, wou all Équipe vu Wëssenschaftler sech ka mellen -, fir dann aus all deenen Ausschreiwungen oder aus all deene Kandidaturen och do der erauszewielen.

Am Artikel 3 steet, datt dee Comité d'évaluation oder de Comité de sélection aus sechs Leit besteet: zwee, déi vun der Regierung genannt ginn, zwee vun der Uni Lëtzebuerg an zwee Deputéiert, déi vun der Chamber designéiert ginn. Wéi ginn elo déi zwee Deputéiert, déi dann do an dee Comité de sélection solle kommen, wéi ginn déi designéiert?

Et hätt ee kënne soen: „Okay, et ass en «one shot», eng Kéier ginn déi designéiert. Muss een duerfir extra eppes an d'Reglement schreiwen?" Mir hunn awer no Iwwerleeunge gemengt, dat wier jo awer sënnvoll, dat an eist Reglement ze schreiwen, fir datt do och keng Diskussiounen opkommen, datt dat dann och kloer ass.

Ech wëll och nach eng Kéier soen: Dee Comité d'évaluation oder de sélection, dat beschränkt sech dodrobber, fir einfach aus de Kandidaturen déi Équipe erauszewielen. Déi sinn dann herno net méi bei den Aarbechten derbäi.

Mir hunn eis duerfir inspiréiert am Reglement. Mir haten dat schonn an deene leschte Joren, ënner anerem beim Comité national des finances publiques, wou och d'Chamber zwee Leit designéiert huet, zwar net zwee Deputéiert, mä mir hunn eis eigentlech do am Reglement inspiréiert.

Dat heescht, datt mer dann och en neien Artikel an eist Reglement schreiwen - Dir hutt dat och am Rapport écrit -, wou dann d'Conférence des Présidents eng Propositioun mécht. An dann, par analogie, wann dann déi Propositioun guttgeheescht gëtt, dann huet et sech domat. Wann awer géif een am Plenum froe fir e Vote secret iwwert déi Kandidaturen, da géife mer dat och maachen. An da misst all Kandidat do och eng Majoritéit kréien.

Dann nach e leschte Punkt: Et ass och virgesinn, datt dat Reglement direkt a Kraaft soll trieden. Et ass näämlech esou, datt mer och wëlle virukommen - effektiv ass schonn d'Ausschreiwung gemaach, dat heescht, de Moment kommen d'Kandidaturen eran -, fir datt mer dann och schnellstméiglech kënnen do déi Selektioun virhuelen, fir datt dann och déi Aarbechte kënnen ugoen, déi am Gesetz virgesi sinn.

Voilà, dat war a kuerze Wierder d'Motivatioun an och den Detail vun deem Reglement. Ech géif och hei den Accord schonn direkt vu menger Fraktioun mat erabréngen. An ech wier frou, wann d'Chamber deem Reglement oder där Ëmännerung vun deem Reglement hei kéint och hir Zoustëmmung bréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. D'Wuert huet direkt den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech géif datselwecht am Numm vun der LSAP-Fraktioun maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Och mir stëmmen där Proposition de loi zou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gutt. Dann, mengen ech, wäre mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm. A mir géifen iwwert d'Ännerung vun eisem Reglement ofstëmmen. Dat ass den Document parlementaire 7068[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7068

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo. Domat ass d'Ännerung vun eisem Reglement ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7068 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par Mme Simone Beissel), Claude Lamberty (par M. Max Hahn), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn de 15., 16. a 17. November.

Merci an e schéinen Owend nach!

(Fin de la séance publique à 18.52 heures)

Sommaire des séances publiques nos1, 2 et 3

1re séance

Ouverture de la séance publique p. 1
Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017 p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires p. 1
Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale p. 1
Discours de M. le Président p. 1
Communications p. 1-3
7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport p. 3
Ordre du jour p. 3
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser p. 3-4
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser p. 4
6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant
1. le Code du travail;
2. le Code de la sécurité sociale;
3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;
7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 4-10
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise p. 10
7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015 p. 10-15

2e séance

Ouverture de la séance publique p. 16
Heure de questions au Gouvernement
- Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 16
- Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 16
- Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 16-17
- Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture p. 17
- Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 17
- Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 17-18
- Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 18
- Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 18
- Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures p. 18-19
- Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 19
7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26
6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution p. 26-27
6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information p. 27

3e séance

Ouverture de la séance publique p. 28
Changements de composition des commissions parlementaires p. 28
Communications p. 28-29
7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution p. 29
Ordre du jour p. 29
Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat p. 29-36
Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau p. 36-43
p. 44

6893 - Projet de loi
1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;
2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;
3. modifiant
a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,
b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,
c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,
d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,
e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute p. 43-44
6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014
et
6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014 p. 44-45
7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 45

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°01** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016		
2209	Françoise Hetto-Gaasch, Félix Eischen	Hausse du nombre de faillites au Luxembourg
2210	Claude Lamberty, Max Hahn	Assises du sport
2215	Aly Kaes	Missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»
2232	Marc Spautz	Inondations de début juin 2016
2233	Martine Hansen	Surface agricole
2245	Roy Reding	Garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»
2246	Laurent Mosar	Conséquences du «Brexit» sur le secteur financier britannique
2247	Françoise Hetto-Gaasch	Fermeture de l'atelier «Dys» à Oberkorn
2248	Fernand Kartheiser	Inondations
2249	Max Hahn	Mise en place d'un système d'alerte et d'information
2250	Laurent Mosar	Représailles présumées d'Ankara contre des membres de la communauté turque au Luxembourg
2251	Emile Eicher, Aly Kaes	Transposition de la directive établissant un espace ferroviaire unique européen
2252	Sylvie Andrich-Duval	Site archéologique du «Titelberg»
2253	Gusty Graas	Pollution de l'Alzette
2254	Max Hahn	Ligne de bus Esch/Belval-Dippach-Arlon
2255	Sylvie Andrich-Duval	Psychothérapeute
2256	Marc Lies	Récentes intempéries survenues au Luxembourg
2257	Martine Hansen	Assurance contre les catastrophes naturelles
2258	Laurent Zeimet	Inondations dans les communes de Larochette, de Nommern, de la Vallée de l'Ernz et de Reisdorf
2259	Marc Angel, Franz Fayot	Mobilier des stations de la ligne de tramway
2261	Max Hahn	Ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage)
2262	Claudia Dall'Agnol	Démission du directeur du Service de police judiciaire
2263	André Bauler	Contournement de Hosingen
2264	Claudia Dall'Agnol	VISUPOL
2265	Alex Bodry	Vidéosurveillance en prison
2376 urgente	Fernand Kartheiser	Déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la Hongrie
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017		
2465 urgente	David Wagner	Expulsion de 20 personnes de nationalité afghane

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 2209 (07.07.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **hausse du nombre de faillites au Luxembourg:**

Selon les informations parues dans la presse nationale, le nombre de faillites enregistrées au Luxembourg au cours du 1er semestre 2016 aurait augmenté de 30% par rapport à la même période en 2015. Une nette augmentation des faillites peut être constatée au niveau des entreprises de moins de cinq ans. Selon nos informations, un retard de paiement des aides étatiques que le Ministère de l'Économie propose aux entreprises respectivement aux créateurs d'entreprises figure parmi une des raisons pour ce nombre croissant de faillites d'entreprises de moins de cinq ans.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est le nombre de faillites par type d'entreprise (entreprise artisanale, start-up, entreprise des TIC, etc.) et par secteur d'activité?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner quant aux raisons du nombre croissant de faillites d'entreprises de moins de cinq ans, notamment dans le secteur des services?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer des retards dans les paiements d'aides étatiques aux entreprises?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations relatives:

• Au nombre de demandes d'aides financières aux entreprises reçues, traitées, accordées et effectivement payées entre janvier 2015 et décembre 2015?

• Au nombre de demandes d'aides financières aux entreprises reçues, traitées, accordées et effectivement payées depuis début janvier 2016?

• À la durée moyenne de traitement par dossier pour les demandes d'aides financières?

• Au nombre d'aides financières accordées par secteur d'activité entre janvier 2015 et décembre 2015?

Réponse (12.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Les questions posées par les honorables Députés appellent les réponses suivantes:

1. Faillites

Le Statec réalise sur base annuelle une statistique sur les faillites prononcées par les tribunaux de commerce en les regroupant par branche d'activité[1]. Les chiffres pour 2016 ne sont pas encore disponibles.

Faillites prononcées par les tribunaux de commerce par branche d'activité (NACE Rév. 2) 2000-2015

Année / Spécification	2000 ⇧⇩	2007 ⇧⇩	2008 ⇧⇩	2009 ⇧⇩	2010 ⇧⇩	2011 ⇧⇩	2012 ⇧⇩	2013 ⇧⇩	2014 ⇧⇩	2015 ⇧⇩
Total	593	659	574	693	918	978	1050	1049	850	873
Agriculture (01-03)	4	3	2	-	2	-	1	5	-	1
Industrie (05-39)	14	18	19	32	27	22	26	26	24	23
Construction (41-43)	77	99	95	117	111	153	127	150	116	124
Commerce et réparation automobile (45)	35	27	28	28	31	30	37	25	29	23
Commerce de gros (46)	144	120	85	94	138	148	123	139	96	97
Commerce de détail (47)	75	51	62	66	78	87	90	119	82	71
Transports et entreposage (46-53)	18	34	18	47	42	47	65	52	35	35
Horeca (55-56)	67	90	83	103	88	118	130	117	124	125
Information et communication (58-63)	22	35	26	20	35	39	39	31	33	52
Activités financières et d'assurance (64-66)	33	38	31	62	145	113	171	158	131	156
Activités immobilières (68)	24	31	25	33	73	40	45	45	27	28
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75)	41	56	49	48	91	99	106	96	82	75
Activités de services administratifs et de soutien (77-82)	16	27	24	22	29	47	52	49	48	43
Autres activités de services (85-96)	19	30	27	21	27	31	38	37	33	20
Activités non classées ailleurs	4	-	-	-	-	4	-	-	-	-

Les données relatives aux créations d'entreprises par branche d'activité sont également reprises dans un tableau réalisé par les services du Statec.[2] Elles montrent que le secteur des services est également celui où la création d'entreprises progresse tandis qu'elle recule dans l'industrie et stagne dans la construction. Il y a donc une corrélation entre le nombre de créations d'entreprises et le nombre de faillites.

Créations d'entreprises par branche (NACE Rév. 2) (nombre, parts relatives, évolution) 2003-2014
Unité: nombre d'entreprises

Année / Branche	2003 ⇧⇩	2004 ⇧⇩	2005 ⇧⇩	2006 ⇧⇩	2007 ⇧⇩	2008 ⇧⇩	2009 ⇧⇩	2010 ⇧⇩	2011 ⇧⇩	2012 ⇧⇩	2013 ⇧⇩	2014 ⇧⇩
Total (05-82, 85-96)	2400	2366	2515	2759	2816	2844	2744	2980	3181	3120	3368	3477
Inustrie (05-39)	83	59	45	54	73	57	50	50	35	46	55	39
Construction (41-43)	230	222	251	278	281	277	257	288	276	289	310	327
Services (45-82, 85-96)	2087	2085	2219	2427	2462	2510	2437	2642	2870	2785	3003	3111
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (45-47)	526	504	567	634	571	564	584	589	638	634	677	713
Transports et entreposage (49-53)	107	89	99	101	100	105	107	89	98	118	89	81
Hébergement et restauration (55-56)	237	228	222	252	248	263	256	270	272	228	256	281
Information et communication (58-63)	186	163	159	178	176	171	168	193	204	255	222	252
Activités financières et d'assurances (64-66)	70	84	64	109	111	113	109	103	136	138	124	143
Activités immobilières (68)	233	235	259	280	324	315	254	259	282	288	291	334
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75)	377	404	403	447	472	520	527	606	637	571	671	681
Activités de services administratifs et de soutien (77-82)	124	113	156	140	152	185	162	182	192	234	260	283
Enseignement, santé et autres activités de services (85-96)	227	265	290	286	308	274	270	351	414	349	413	343

[1] http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13310&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

[2] http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13301&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

Un autre tableau réalisé par le Statec[1] calcule le taux de survie d'une entreprise par rapport à l'année de référence 2014.

Nombre et taux de survie en 2014 (= t) des entreprises créées de 2009 à 2013 (= t-1) (NACE Rév. 2)
Unité: taux de survie en t des entreprises créées en t-i (en %)

Année (t-1) Branche	2009 ⇧⇩	2010 ⇧⇩	2011 ⇧⇩	2012 ⇧⇩	2013 ⇧⇩
Total (05-82, 85-96)	55,3	60,9	68,8	77,7	89,9
Industrie (05-39)	60,0	64,0	77,1	91,3	89,1
Construction (41-43)	55,6	64,9	70,7	80,6	90,3
Services (45-82, 85-96)	55,2	60,4	68,5	77,2	89,9
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (45-47)	52,4	59,1	65,2	74,9	88,6
Transports et entreposage (49-53)	45,8	60,7	73,5	76,3	93,3
Hébergement et restauration (55-56)	41,0	51,5	66,2	75,0	95,7
Information et communication (58-63)	58,3	61,1	74,5	80,9	90,1
Activités financières et d'assurances (64-66)	63,3	72,8	72,1	84,8	96,0
Activités immobilières (68)	55,1	62,9	62,1	75,7	84,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques (69-75)	59,2	61,7	70,2	77,9	90,5
Activités de services administratifs et de soutien (77-82)	52,5	58,8	69,3	75,6	90,8
Enseignement, santé et autres activités de services (85-96)	67,0	62,4	71,0	78,5	87,9

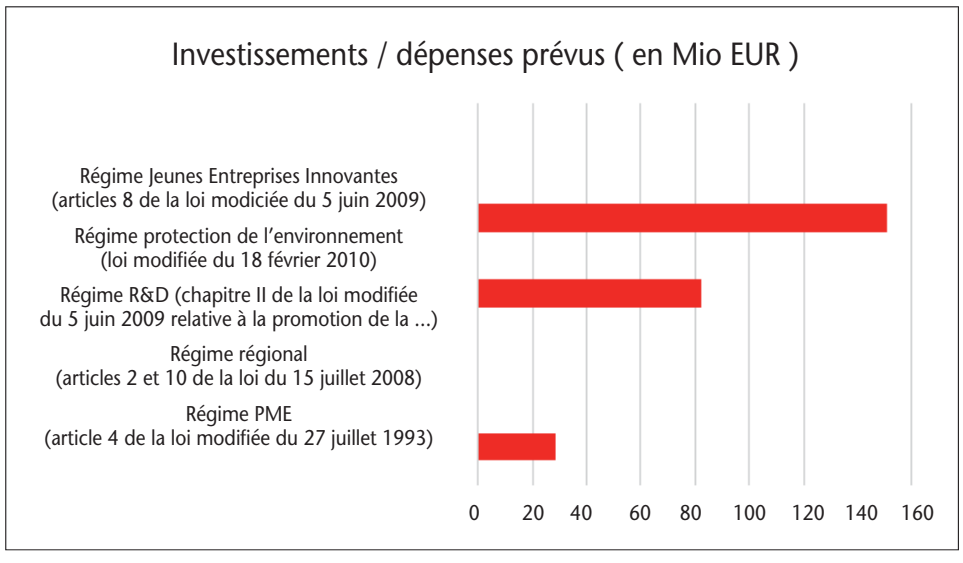
On voit ainsi que pour le secteur des services, 55,2% des entreprises créées en 2009 (il y a cinq ans) sont encore actives en 2014. Or, il convient de noter qu'il s'agit ici de toute cessation d'activités d'une entreprise et non seulement de faillites. Pour connaître les raisons du nombre croissant des faillites d'entreprises de moins de cinq ans, notamment dans le secteur des services, il faudrait mener une étude spécifique les concernant.

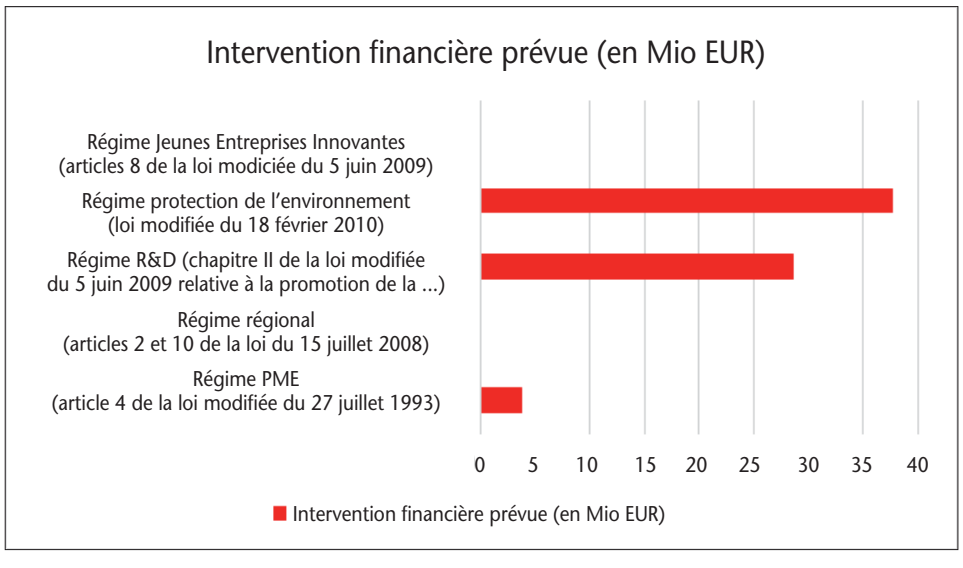
2. Aides étatiques

Je ne peux pas confirmer un retard dans le paiement d'aides aux entreprises comme indiqué dans la question des honorables Députés. Le Ministère de l'Économie gère plusieurs régimes d'aides aux entreprises. Le remboursement des dépenses se fait à l'initiative de l'entreprise et le Ministère ne peut procéder au paiement d'une aide que suite à la réception de la demande de paiement par l'entreprise. Pour ce qui est par exemple du régime RDI, les projets soumis portent sur plusieurs années (trois à cinq ans en moyenne). Très peu d'entreprises introduisent une demande de remboursement dès la première année (pour le régime RDI: trois en 2015 et une pour le 1er semestre 2016).

Les dossiers de demandes d'aides sont instruits et sont soumis au fur et à mesure de leur instruction à la Commission aides d'État qui se réunit onze fois par an (en général une fois par mois sauf au mois d'août). La Commission aides d'État «Classes moyennes» se réunit en principe une fois par semaine, hors vacances scolaires. Toutes les informations concernant les aides accordées par le Ministère se trouvent chaque année dans le rapport annuel qui est publié au mois de mars.

Pour l'année 2015, la Commission aides d'État a émis un avis à propos des 76 demandes concernant les régimes «environnement», RDI et PME (article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993) qui lui ont été soumises. 74 demandes ont été avisées favorablement, deux demandes ont été avisées négativement.





Régime régional (loi du 15 juillet 2008)

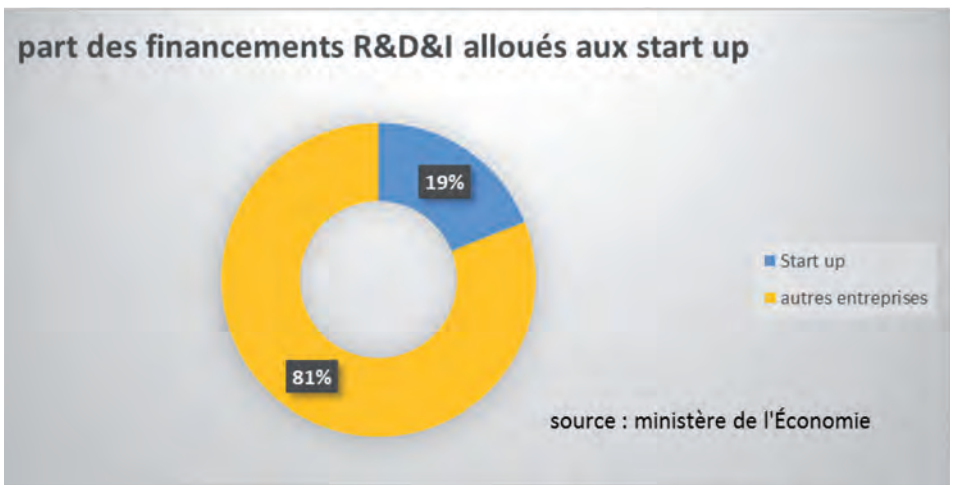
Il est à noter que le régime régional n'est plus d'application depuis juin 2014. Un nouveau projet de loi relatif au régime régional d'aides à l'investissement a été déposé à la Chambre des Députés le 10 août 2015. À noter que le territoire d'application sera sensiblement réduit et se limitera dorénavant aux seules communes de Differdange et de Dudelange. À défaut de régime en vigueur, la direction de l'Industrie a soutenu plusieurs projets d'investissements réalisés par des entreprises manufacturières par le biais d'une aide de minimis.

Régime RDI (loi du 5 juin 2009)

Le projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 et instaurant un nouveau régime RDI a été déposé à la Chambre des Députés en date du 10 août 2015. En attendant, le régime «Jeunes Entreprises Innovantes» n'est plus en vigueur depuis le 31 décembre 2014.

En 2015, 60 demandes d'aides ont été traitées dont 58 ont été accordées.

17 projets de start-up ont bénéficié d'aides Recherche, Développement et Innovation, ce qui représente 19% du financement total alloué par le Ministère de l'Économie dans le cadre des aides Recherche, Développement et Innovation.

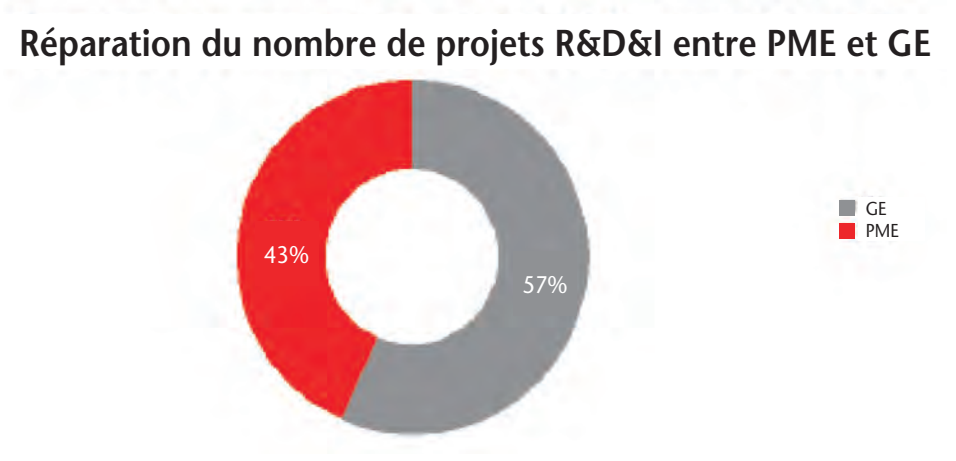


Le nouveau projet de loi relatif au renouvellement des régimes d'aides à la recherche, aux missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche; et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation ainsi que le dépôt du nouveau projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement ont été déposés à la Chambre des Députés le 27 juillet 2015 et les objectifs de ces projets ont été présentés lors de la conférence de presse du 6 août 2015.

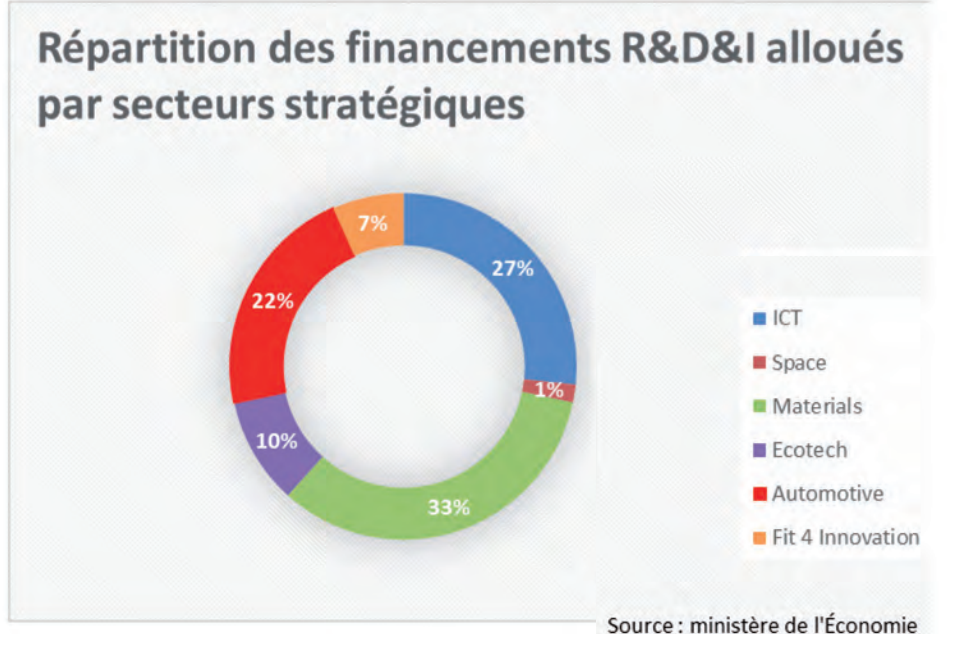
Relevons que l'application des régimes d'aide à la R&D et à l'innovation de procédé et d'organisation dans les services du titre I de la loi modifiée du 5 juin 2009 a été prorogée à deux reprises pour les années 2015 et 2016 sur base de la loi budgétaire. La mesure de minimis est restée également d'application pour les projets ou programmes de R&D et d'innovation de procédé et d'organisation dans les services ne répondant pas entièrement aux critères d'éligibilité aux régimes d'aides spécifiques pour ces types de projets ou programmes.

Dans ce contexte, en 2015, 60 projets ou programmes ont été avisés pour un montant de dépenses prévu en Recherche, Développement et Innovation de près de 83,68 millions d'euros et un montant d'aides accordé de plus de 29 millions d'euros.

16 projets étaient, pour le porteur, le premier projet bénéficiant des interventions du Fonds de l'Innovation, géré par la DRI et finançant des aides. Les petites et moyennes entreprises ont représenté une part non négligeable des projets avisés:



Une analyse sectorielle des projets permet de visualiser (ci-dessous) le poids représenté par chacun des secteurs au niveau des financements alloués:



Q2

[1] http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=13305&IF_Language=fra&MainTheme=4&FldrName=1&RFPath=10835

De janvier à juillet 2016, le Ministère a reçu 31 demandes d'aides pour le volet RDI. 40 demandes d'aides et 101 demandes de paiement ont été traitées sur cette même période.

Régime protection de l'environnement (loi du 18 février 2010)

Le projet de loi modifiant la loi du 18 février 2010 et instaurant un nouveau régime protection de l'environnement a été déposé à la Chambre des Députés en date du 10 août 2015.

En 2015, onze projets relevant de la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles ont été traités et avisés positivement en 2015. L'investissement prévu pour l'ensemble de ces projets est de l'ordre de 151 millions d'euros correspondant à un montant d'aide de 37,73 millions d'euros.

18 demandes de paiement ont été traitées en 2015.

Près de 99% du montant des investissements prévus concernent les aides octroyées aux investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables. Deux centrales énergétiques et 20 éoliennes réparties sur quatre parcs éoliens ont ainsi été soutenues pour une puissance installée de 53,45 MW.

De janvier à juillet 2016, le Ministère a reçu deux demandes d'aides pour ce régime. Trois demandes d'aides et trois demandes de paiement ont été traitées au cours de cette période.

Régime PME (loi du 27 juillet 1993)

En 2015, la Commission aides d'État a traité 16 dossiers sous le régime PME (loi du 27 juillet 1993). L'investissement total de la part des entreprises se chiffre à 28,39 millions d'euros et des aides ont été prononcées pour un total de 3,79 millions d'euros.

De janvier à juillet 2016, dix demandes d'aides ont été traitées et soumises à la Commission aides d'État pour un investissement privé prévu de 13.820.000 d'euros qui vise la création de 65 emplois. Les aides maximales auxquelles les entreprises pourront prétendre s'élèvent à 1.290.400 d'euros.

Régime d'aides classes moyennes (loi du 30 juin 2004)

La loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes introduit un ensemble de régimes d'aides plus adapté à la structure et aux besoins actuels du secteur des PME et tenant compte de l'évolution de la réglementation européenne en matière d'aide d'État et de politique de l'entreprise.

735 dossiers ont été avisés en 2015 portant sur un investissement de:

Commerce	Artisanat	Hôtellerie	Total
16.159.320 €	60.388.263 €	22.750.904 €	99.298.487 €

414 dossiers ont été instruits de janvier à août 2016.

Commerce	Artisanat	Hôtellerie	Total
21.713.190 €	45.887.120 €	16.594.551 €	84.194.861 €

Un projet de loi prévoyant la fusion des deux régimes PME est en cours d'élaboration et sera déposé à la Chambre des Députés en automne 2016.

Question 2210 (08.07.2016) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **assises du sport:**

Les assises culturelles, ayant rassemblé plus de 450 personnes, ont connu un large succès. Un tel événement regroupant les acteurs du monde sportif luxembourgeois dans le but de débattre sur le rôle du sport dans notre société aurait sûrement le même succès. En effet, les défis du sport populaire sont multiples par exemple disponibilité de volontaires, manque de structures professionnelles, etc.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à organiser des assises du sport?

- Quels sont pour le Ministre les défis actuels auxquels est confronté le monde sportif luxembourgeois et qui mériteraient d'être discutés avec les parties prenantes lors de telles assises?

Réponse (01.09.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Messieurs les Députés s'interrogent sur la possibilité d'organiser des assises du sport au Luxembourg comme tel a été fait récemment pour le domaine de la culture.

Si, à première vue, l'idée paraît alléchante, je me dois de rappeler en premier lieu l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, article dédié au rôle des pouvoirs publics dans le domaine du sport qui dit:

«Art. 3. Le rôle des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif. Ils contribuent de manière essentiellement subsidiaire et complémentaire au développement du sport et à la réalisation des objectifs du mouvement sportif.

L'État soutient le bénévolat en contribuant à l'encadrement de l'organisation sportive sur les plans sportif et administratif.

L'État et les communes déterminent l'infrastructure à créer et à mettre à disposition pour la pratique du sport.

Sur le plan local, le conseil communal décide des conditions d'appui à la pratique du sport, ceci tout particulièrement dans l'intérêt des clubs qui ont leur siège social sur son territoire et dont il a pris connaissance des statuts.

Sur le plan gouvernemental, le ministre ayant dans ses attributions les Sports est responsable de l'exécution de la contribution de l'État au sport. Il est assisté d'un Conseil supérieur des sports qui a une mission consultative. Le Conseil supérieur des sports est composé de représentants du sport de compétition et du sport de loisir et de délégués des départements gouvernementaux intéressés.»

J'en conclus implicitement qu'il appartiendrait en premier lieu au mouvement sportif organisé, et notamment à son organe faîtier, le COSL, et aux fédérations sportives agréées, de solliciter la tenue de pareilles assises et non pas au ministre compétent d'initier, voire d'imposer, une manifestation du genre.

J'estime surtout que pour le domaine du sport, de pareilles assises sont un processus permanent, bien établi dans la pratique, aussi bien entre le Ministère des Sports et le COSL et les fédérations agréées qu'entre le COSL et ses fédérations membres à travers les nombreux liens et contacts réguliers entre toutes les parties concernées, notamment:

- l'AG ordinaire annuelle du COSL;

- les réunions bi-annuelles entre le Ministère des Sports et le COSL;

- les quelque cinq à six réunions plénières par an du Conseil supérieur des sports;

- les multiples réunions des commissions de travail du Conseil supérieur des sports;

- les entrevues bilatérales sollicitées par les fédérations soit avec le COSL, soit avec le Ministère des Sports.

Au-delà de cette concertation régulière, je constate que le COSL vient de procéder pendant plusieurs années, et avec de très nombreuses parties concernées, à une réflexion très approfondie de la question de la valeur et de la place à accorder au sport dans la société moderne de nos jours, réflexion qui s'est traduite dans la publication en juillet 2014 du «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg».

Ce concept très détaillé et extrêmement élaboré, fort de 75 pages, a été présenté entretemps:

- au Premier Ministre ainsi qu'au Ministre des Sports et au Ministre de l'Éducation;

- à la Commission compétente de la Chambre des Députés;

- au Conseil supérieur des sports;

- et aux fédérations sportives membres du COSL.

Certaines des pistes retracées dans cet excellent document du COSL se retrouvent déjà dans l'actuel programme gouvernemental, et je cite à titre d'exemples:

- la mise en place d'un centre national olympique du sport luxembourgeois;

- la réglementation des métiers du sport;

- l'élaboration du plan cadre jeune;

- le financement des fédérations et des clubs;

- ou le soutien au bénévolat, sans lequel le sport luxembourgeois ne saurait subsister.

D'autres pistes de discussion ont été creusées dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise au sein de l'UE au deuxième semestre de 2015, à savoir:

- la promotion de la double carrière;

- la promotion de la motricité et de l'activité physique des enfants en bas âge;

- les dimensions économiques du sport;

- l'intégration sociale à travers le sport.

J'estime donc que l'exercice préconisé par Messieurs les Députés Claude Lamberty et Max Hahn a déjà été réalisé au cours des dernières années et qu'est venu désormais le moment de l'implémentation des mesures et idées recensées dans ledit «Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg». C'est dans ce cadre-là, pour favoriser la mise en œuvre pratique de toutes les mesures préconisées, que les pouvoirs publics sont désormais appelés à s'investir, probablement davantage que par le passé, malgré leur rôle subsidiaire et dans le respect du principe de l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif.

Voilà pourquoi j'ai récemment discuté de tous ces points aussi bien avec le Conseil supérieur des sports qu'avec les membres de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports de la Chambre des Députés. Lors de ces discussions, la proposition a été avancée d'organiser un débat de consultation à la Chambre des Députés, idée que je poursuis actuellement en concertation avec le Parlement.

Question 2215 (13.07.2016) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **missions des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre du plan gouvernemental «Vigilnat»:**

Je me dois de constater que Messieurs les Ministres n'ont pas répondu à toutes les questions posées. En effet, Messieurs les Ministres n'ont ni précisé les missions exactes des agents de l'ADA dans le cadre du plan «Vigilnat», ni les moyens de coopération avec la Police grand-ducale, ni le nombre d'interventions de la part des agents concernés. Les réponses n'ont pas été fournies non plus par Monsieur le Ministre d'État à ma question orale n°210 relative à l'intervention de certains agents de l'ADA dans le cadre du plan «Vigilnat» et aux incidents avec des armes à feu survenus lors de ces interventions, posée à la séance publique du 5 juillet 2016 *(cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016)*.

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité intérieure et des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser les missions exactes des agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre des mesures précitées et compte tenu des dispositions de la loi visée? Quelles seront ces mesures dans les scénarios respectifs des niveaux d'alerte 3 («grave») et 4 («très grave»)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre d'interventions de la part d'agents de l'Administration des douanes et accises dans le cadre desdites missions?

Réponse (01.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes, plan «Vigilnat», approuvé et rendu exécutoire par le Conseil de Gouvernement le 27 mars 2015, prévoit des mesures de vigilance, de prévention et de protection.

La coordination stratégique concernant l'exécution du plan «Vigilnat» s'effectue sous l'autorité du Haut-Commissaire à la Protection nationale. En fonction du niveau d'alerte donné, lesdites mesures y stipulées sont mises en œuvre.

En ce qui concerne l'Administration des douanes et accises (ADA), les missions de prévention et de protection lui confiées en vertu du plan «Vigilnat» restent en principe les mêmes pour les niveaux 3 et 4 et se distinguent entre elles surtout en ce qui concerne le nombre d'agents mis à disposition et la durée de leur présence sur le terrain, laquelle peut être portée jusqu'à 24h/24 et 7j/7.

Sans exclure une présence à différents autres endroits du territoire national, la mission des agents de l'ADA se conçoit prioritairement par une présence renforcée aux gares et à l'aéroport.

La planification opérationnelle coopérative entre l'ADA et la Police grand-ducale a lieu à différents niveaux.

Ainsi, l'ADA est présente en cas de besoin au sein du groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme présidé par le Haut-Commissaire à la Protection nationale (niveaux 1 à 3 du plan «Vigilnat») et fait partie de la cellule de crise présidée par un membre du Gouvernement (niveau 4 du plan «Vigilnat»).

En outre, l'ADA est représentée auprès du poste de commandement commun de la Police grand-ducale pour assurer une coordination opérationnelle en temps réel de leurs actions et l'exécution de leurs missions respectives conçues dans le cadre du plan «Vigilnat».

Il importe de rappeler que le plan «Vigilnat» comporte une partie publique et une partie non publique. Cette dernière inclut également les précisions demandées par l'honorable Député sur la stratégie opérationnelle qui, pour des raisons évidentes de sécurité nationale, où la discrétion est de mise, ne peuvent être divulguées dans le cadre d'une question parlementaire.

Question 2232 (18.07.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **inondations de début juin 2016:**

Le Luxembourg a été frappé début juin par de gros orages et de nombreuses localités du pays ont été inondées. Beaucoup de résidents se sont montrés perplexes face aux dégâts constatés, de même que par rapport à l'incapacité des autorités de mettre à disposition des habitants le matériel nécessaire pour limiter les dégâts (sacs de sable, etc.). Certains habitants ont également mis en cause l'absence de renaturation ou une fausse renaturation des fleuves, voire l'absence de bassins de rétention des eaux pluviales.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Secrétaire d'État à l'Environnement:

- Quelles communes/localités ont été impactées par les inondations de début juin 2016?

- Madame le Ministre et Monsieur le Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que dans certaines communes/localités, l'absence de renaturation voire la fausse renaturation de fleuves a été à l'origine de / ont accentué ces inondations? Peuvent-ils me citer les lieux concernés?

- Dans combien de communes/localités l'absence de bassin de rétention des eaux pluviales a été à l'origine des / ont accentué les inondations? Peuvent-ils me citer les lieux concernés?

- Madame le Ministre et Monsieur le Secrétaire d'État comptent-ils intervenir auprès des autorités locales pour y apporter les corrections qui s'imposent?

Réponse (20.09.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le Luxembourg a connu des évènements pluvieux exceptionnels pour la saison durant la période du 30 mai au 7 juin 2016 et également par la suite. À titre d'exemple, la station météorologique de Livange a enregistré 88 l/m^2 de précipitations sur toute la journée du 30 mai 2016, ce qui représente plus qu'un dixième des précipitations annuelles du Luxembourg qui sont de l'ordre de 830 l/m^2. Par conséquent, il ne s'agissait pas d'inondations telles que celles de la période hivernale, mais de crues subites suite à des pluies intenses et de courte durée («Starkregenereignis»). De telles pluies entraînent une augmentation quasiment instantanée des débits des cours d'eau et ceci à cause des masses d'eau importantes qui dévalent les pentes et se concentrent dans les points bas et thalwegs.

Le Luxembourg se situe géographiquement sur la ligne de partage des eaux des bassins hydrographiques du Rhin et de la Meuse, ce qui induit que le pays donne source à une multitude de petits cours d'eau, incapables d'accueillir et

d'évacuer de telles quantités d'eau. En plus, il y a lieu de préciser que la majeure partie des localités luxembourgeoises évacuent leurs eaux usées dans un réseau d'assainissement unitaire conjointement avec les eaux de précipitation vers les stations d'épuration. Un tel système unitaire ne dispose, en cas de fortes pluies, pas de capacités hydrauliques suffisantes pour évacuer toutes les eaux qui y arrivent. De ce fait, depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, tous les nouveaux lotissements sont assainis en système séparatif, c'est-à-dire que les eaux pluviales et les eaux usées sont évacuées séparément, avec la mise en place de bassins de rétention pour les eaux pluviales afin de parer à la problématique hydraulique de l'imperméabilisation supplémentaire.

Selon les informations dont dispose l'Administration de la gestion de l'eau, les communes suivantes ont été impactées par les conséquences des évènements de forte pluie entre le 30 mai et le 7 juin 2016:

Bettembourg, Contern, Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Frisange, Hesperange, Lenningen, Mondercange, Mondorf-les-Bains, Reisdorf, Roeser, Sandweiler, Sanem, Schuttrange, Useldange, Weiler-la-Tour et Wincrange.

Il y a lieu de souligner que les crues sont des évènements naturels qui ne peuvent pas être empêchés et qui se produisent donc de temps à autre. Bien qu'il s'agisse d'un évènement naturel, l'homme influence la genèse des crues et notamment l'envergure des évènements d'inondation.

Le développement industriel et urbanistique ainsi que l'intensification de l'agriculture ont conduit à une dégradation continue de l'état des cours d'eau et des zones humides associées et des capacités d'infiltrations naturelles des eaux pluviales. Les zones alluviales ont été modifiées suite aux interventions humaines telles que par l'aménagement hydraulique des cours d'eau (recalibrage, réalignement, endiguement, consolidation des berges et chenalisation), le drainage des prairies humides pour agrandir les surfaces exploitables, le remblayage ou encore l'imperméabilisation et le compactage des sols. La réduction des cours d'eau à de simples chenaux d'écoulement influence leur régime hydraulique (augmentation de la pente du cours d'eau, diminution de la rugosité du lit, ce qui induit une augmentation de la vitesse et du débit d'écoulement), ce qui fait perdre leur fonction régulatrice des crues et accroît l'érosion des berges. En cas de crue et de débordement, un cours d'eau ainsi modifié dispose de moins de surface pour s'étendre sans engendrer de dommages. Ainsi, la chenalisation aggrave le risque d'inondation vers l'aval en raison de la perte de la surface de rétention des hautes eaux et de l'augmentation rapide du débit en période de hautes eaux. L'imperméabilisation et le compactage des sols réduisent la capacité de rétention des sols et favorisent l'écoulement et le ruissellement de surface ainsi que l'érosion du sol.

Par conséquent, l'absence de renaturations est certainement un facteur accentuant les crues et leurs impacts. Les mesures de renaturation telles que la prolongation du linéaire par reméandrage ou l'élimination d'éléments de consolidation des berges ainsi que la remise en connexion de prairies alluviales et d'anciens bras mettent à disposition des volumes de rétention supplémentaires aux cours d'eau et leur permettent de sortir de leur lit et d'occuper la plaine alluviale en cas de crue. Cette réactivation de la capacité de rétention naturelle de la plaine alluviale permet de réduire la vitesse du courant ainsi qu'un écrêtement et un étalement dans le temps des crues, protégeant les zones en aval contre les inondations. Par ailleurs, des mesures de rétention décentralisées permettent de freiner les eaux de pluie ruisselant sur les surfaces imperméabilisées et de retarder leur évacuation.

L'Administration de la gestion de l'eau, en concertation avec les communes et les administrations concernées, a entre autres comme objectif de rétablir le bon état écologique des cours d'eau, tel que défini par la directive-cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE) et la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, en améliorant et en restaurant les plaines alluviales à travers des projets de renaturation tout en veillant à y intégrer l'objectif de la réduction des risques d'inondation. Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau a établi en 2015 un projet de plan de gestion de district hydrographique[1] et un projet de plan de gestion des risques d'inondation[2] reprenant des mesures visant une amélioration adéquate de l'état hydromorphologique pour chaque masse d'eau. Néanmoins, ces mesures ne peuvent être réalisées qu'en collaboration avec les communes dans la mesure où, selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, celles-ci doivent être porteuses des projets de renaturation. Ces mesures peuvent toutefois bénéficier d'une prise en charge étatique substantielle par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau.

Même s'il n'existe aucune protection définitive contre les évènements de crues extrêmes, il est important de mettre en place des mesures préventives et durables permettant de minimiser, voire, dans le meilleur des cas, d'éviter complètement les conséquences et dommages cataclysmiques engendrés en cas d'inondation de petite et de moyenne envergure.

Q4

Question 2233 (18.07.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **surface agricole:**

In Luxemburg gibt es 123.566 ha landwirtschaftliche Nutzflächen. Ein Teil dieser Flächen befindet sich in definierten Schutzgebieten (z. B. Natura 2000) oder unterliegt Bewirtschaftungsbeschränkungen (Servituten). Die diesbezüglich veröffentlichten Daten variieren je nach Ministerium. Laut Landwirtschaftsministerium belaufen sich diese Flächen auf 45.687 ha (Quelle: http://www.gouvernement.lu/6109809/Assises-agricoles---Presentation-_pdf_.pdf), das Umweltministerium hingegen spricht von 40.340 ha (Quelle: Allianz-Info 07.07.2016).

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz und der Frau Ministerin für Umwelt die folgenden Fragen stellen:

- Wie sind die oben genannten unterschiedlichen Daten zu erklären?

- Kann die Regierung mir die genauen Daten mitteilen, aufgeschlüsselt nach Art der Schutzzone beziehungsweise Bewirtschaftungsbeschränkung?

- Kann die Regierung mir den Ist-Zustand in unseren drei Nachbarländern beschreiben?

- Wird durch das neue Naturschutzgesetz weiter landwirtschaftliche Nutzfläche umklassiert und, wenn ja, in welcher Form und wie viel?

Réponse (06.09.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Die landwirtschaftliche Nutzfläche (LWNF) von 123.566 ha basiert auf der Datengrundlage FLIK des Landwirtschaftsministeriums (MAVPC). Die georeferenzierte FLIK-Datei wurde mit den Datensätzen des Umweltdepartements des MDDI in einem geografischen Informationssystem (GIS) verschnitten. Die Verschneidung ergab folgende Ergebnisse:

- 26.167 ha der LWNF liegen in einem Natura 2000-Gebiet. In den Natura 2000-Gebieten bleibt im Rahmen der bisherigen landwirtschaftlichen Nutzung grundsätzlich alles erlaubt, was nicht zu einer erheblichen Verschlechterung des Gebietes führt. Für jedes Natura 2000-Gebiet sind die Schutzziele und die maßgeblich zu erhaltenden Lebensräume in einem großherzoglichen Reglement festgelegt. Es gibt somit für diese Gebiete keine einzelbetrieblichen Auflagen oder Servituten.

- Derzeit befinden sich 1.569 ha der LWNF in einer nationalen Naturschutzzone. Gemäß dem überarbeiteten nationalen Naturschutzplan werden im Laufe der kommenden Jahre insgesamt etwa 6.250 ha LWNF innerhalb der nationalen Naturschutzzonen liegen. Die „zones protégées d'intérêt national" werden über großherzogliches Reglement ausgewiesen.

- 13.960 ha liegen in einer bereits ausgewiesenen oder in Planung befindlichen Wasserschutzzone gemäß Artikel 44 des Wassergesetzes von 2008.

Da sich die verschiedenen Schutzzonen teilweise überlagern, ergibt sich eine resultierende Gesamtfläche von 40.398 ha landwirtschaftlicher Nutzfläche innerhalb mindestens eines Schutzgebietes. Dies entspricht 32,7% der LWNF.

19.520 ha, oder 15,8% der LWNF, befinden sich innerhalb einer nationalen Naturschutz- oder Wasserschutzzone und unterliegen direkten (mehr oder weniger strengen) Nutzungseinschränkungen.

Die oben genannten Zahlen beinhalten die provisorischen Flächen der in Planung befindlichen Naturschutz- und Wasserschutzzonen; im Zuge der schrittweisen reglementarischen Ausweisung der neuen Gebiete werden die Zahlen in Funktion der definitiven Gebietsabgrenzungen noch leicht ändern.

Im neuen Naturschutzgesetzentwurf werden weder neue Schutzgebiete direkt ausgewiesen, noch werden neue Schutzgebietskategorien eingeführt. Die Ausweisung neuer Schutzgebiete erfolgt wie bisher über großherzogliches Reglement.

Question 2245 (22.07.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»:**

Monsieur le Ministre de la Justice, dans le cadre de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» le Code civil (article 1601) prévoit une série de garanties destinées à protéger le consommateur-acquéreur.

Dans le cadre de la garantie d'achèvement obligatoire (article 1601-5 f), un règlement grand-ducal du 24 février 1977 limite la possibilité d'émettre de telles garanties aux seuls «établissement bancaire et d'épargne».

Or, tant dans les autres pays de l'Union européenne qu'au Grand-Duché, bon nombre de telles garanties sont émises par des compagnies d'assurance.

Il ne fait nul doute que ces garanties lient valablement les parties et ne sont en tant que telles pas entachées d'illégalité. Se posent cependant les questions suivantes:

1. Est ce que ces garanties remplissent les conditions légales ou non?

2. Les notaires sont-ils autorisés ou non à passer des actes de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» lorsque la garantie d'achèvement a été émise par une compagnie d'assurances luxembourgeoise/de l'Union européenne?

3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que cette problématique a déjà fait l'objet de circulaires de la part du Commissariat aux Assurances, de l'ABBL et de la Chambre des Notaires?

4. N'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait réagir rapidement et de façon proactive lorsque de telles difficultés d'interprétation surgissent, et ce dans l'intérêt de la sécurité juridique pour tous les concernés?

5. Eu égard à cette insécurité juridique, est-il envisagé d'amender le règlement grand-ducal de 1977?

Réponse commune (19.08.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Ministre de la Justice est informé de la circulaire émise par le Commissariat aux Assurances et a pris contact avec le Ministre des Finances à des fins de concertation dès avant que la présente question parlementaire ait été posée. Par ailleurs, il est à relever qu'il n'y a pas eu de circulaire de l'ABBL, mais un courrier de celle-ci adressé à la Chambre des Notaires pour faire état de cette même problématique.

Aux termes de la circulaire précitée, il est relevé que les acteurs du secteur des assurances devraient indiquer au client potentiel prévoyant de conclure un contrat d'assurance de garantie financière d'achèvement «que la souscription d'un tel contrat a bien valeur de loi entre les parties et produit ses effets envers les tiers bénéficiaires de la garantie, mais que cette assurance ne répond pas aux exigences posées par le règlement grand-ducal de 1977».

Une adaptation du règlement grand-ducal du 23 février 1977 est à l'étude.

Réponse supplémentaire (29.09.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il est en premier lieu demandé si une garantie d'achèvement délivrée par une compagnie d'assurance remplit les conditions légales.

Dans la mesure où l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil (ci-après le «règlement grand-ducal de 1977») prévoit que:

«La garantie d'achèvement de l'immeuble ou de remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat, prévue à l'article 1601-5, alinéa 2, sub f du Code civil doit être donnée par un établissement bancaire et d'épargne au sens de l'article 1er de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 concernant les opérations de banque et de crédit, ainsi que les valeurs mobilières, autorisé à exercer son activité dans le pays ou tout autre établissement bancaire établi dans un État membre des communautés européennes et y autorisé à exercer son activité dans la mesure où la réalisation de la garantie n'est pas entravée par des restrictions en matière de mouvements de capitaux.»

La réponse coule de source. Il convient toutefois de préciser que l'article 1601-5 stipule par ailleurs dans son dernier alinéa que l'inobservation des dispositions de l'article 1601-5 entraîne la nullité du contrat, mais que celle-ci ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant l'achèvement des travaux.

Quant à la deuxième question, il est à relever que l'article 3 alinéa 3 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat énonce que les notaires ne peuvent refuser leur ministère que dans les cas prévus par les articles 21 et 24 de la même loi, de l'article 5 (3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que dans tous les cas où, en vertu de dispositions légales spéciales, ils ont, avant de prêter leur ministère, une mission de vérification légale de l'existence ou de l'accomplissement de certaines dispositions et formalités et qu'ils constatent que ces conditions ou formalités ne sont pas remplies.

L'article 21 de la loi vise les actes dont les dispositions seraient contraires à une loi pénale, ce qui n'est pas le cas dans la situation visée, l'article 1601-5 ne comportant pas de dispositions pénales. Il est toutefois précisé à l'article 22 que lorsque l'acte à recevoir contient des dispositions qui, sans être contraires à la loi pénale, sont néanmoins prohibées par d'autres lois et règlements, il est du devoir du notaire d'en instruire les parties. Pour le cas où celles-ci persévèrent dans leur résolution, le notaire doit faire mention dans l'acte, que dès lors il doit dresser, de l'avertissement qu'il leur a donné ainsi que de leur déclaration. Au cas contraire, le notaire peut être rendu responsable du dommage envers les parties intéressées. Dans la mesure où les autres hypothèses de l'article 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 précitée ne sont pas pertinentes pour le cas d'espèce, la réponse à la question posée découle clairement de la loi.

Question 2246 (22.07.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **conséquences du «Brexit» sur le secteur financier britannique:**

Selon les informations publiées sur le site du quotidien américain «The Wall Street Journal», le Ministre des Finances Pierre Gramegna serait sceptique à l'égard de l'opinion répandue sur les conséquences néfastes du «Brexit» sur le secteur financier britannique. Le Ministre des Finances estime qu'il est tout à fait possible que la liberté retrouvée d'établir ses propres règles financières permette à la Grande-Bretagne de compenser l'accès réduit aux marchés de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Considérant les mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), qui ont été approuvées par les dirigeants du G20 en novembre 2015, ainsi que les nombreuses recommandations de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Monsieur le Ministre estime-t-il que la Grande-Bretagne «post-Brexit» aurait vraiment «la liberté retrouvée» d'établir ses propres règles financières?

- Dans l'affirmative, dans quels domaines le Ministre voit-il la plus grande marge de manœuvre?

- Du point de vue de l'Union européenne, Monsieur le Ministre estime-t-il que la Grande-Bretagne «post-Brexit» pourrait effectivement remplacer la multitude de règlements européens et directives transposées en droit national, tous interconnectés entre eux et les divers forums internationaux, par des règles financières propres?

Réponse (05.08.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans un article publié dans le «Wall Street Journal» du 21 juillet 2016, le Ministre des Finances

[1] http://www.eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/publication-du-plan-de-gestion/index.html

[2] http://www.eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_inondation/1er-cycle/HWRML-PL_final/index.html

est cité avec la déclaration suivante: «It is very difficult to anticipate whether [London] will become more successful by not being inside the European Union [...] But I would not exclude it. We Europeans, the other 27 [members of the EU], should not underestimate the United Kingdom. There are uncertainties but the end result could still be good.»

Déjà la campagne sur le référendum avait montré que deux points de vue s'opposent au sein de la société britannique: ceux qui estiment que la place financière britannique sortira renforcée du «Brexit» et ceux qui anticipent des implications négatives au regard notamment de l'hypothèse d'un accès plus limité au marché unique. Dans son entretien avec le «Wall Street Journal», Pierre Gramegna a souligné qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions dans l'un ou dans l'autre sens, alors que les négociations correspondantes n'ont même pas encore commencé.

Pour cette raison, il serait d'ailleurs vain de vouloir conjecturer les configurations possibles du cadre juridique qui viendra remplacer les traités européens et le droit dérivé régissant actuellement le secteur financier et les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Toujours est-il que les règles financières définies au niveau du Groupe des 20 continueront à s'appliquer au Royaume-Uni en sa qualité de membre du Groupe des 20.

Quant à la question de l'honorable Député relative aux implications des règles BEPS sur la marge de manœuvre du Royaume-Uni pour l'établissement d'un nouveau cadre juridique national, il convient de rappeler que le projet BEPS concerne seulement la fiscalité et non pas les règles prudentielles encadrant le secteur financier.

La récente visite de travail du Vice-Premier Ministre et du Ministre des Finances à Londres a montré qu'il existe de nombreuses incertitudes et inconnues quant à l'évolution de la situation dans les mois à venir. Dans ce contexte, le Luxembourg est perçu comme un partenaire fiable et constructif, prêt à aider les entreprises britanniques à trouver des solutions pragmatiques pour leur permettre de continuer à développer leurs liens commerciaux avec le marché unique. Le Luxembourg n'a pas pour ambition de voir croître son secteur financier au détriment de Londres, mais de renforcer la complémentarité et les liens qui unissent les deux places financières, quelle que soit l'issue des négociations relatives au «Brexit».

Question 2247 (22.07.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fermeture de l'atelier «Dys» à Oberkorn:**

Au Luxembourg, les troubles de l'apprentissage («Dys») touchent de nombreux enfants. Afin d'apporter une aide à ces enfants, il est important de poser un diagnostic différentiel, d'organiser une rééducation et d'informer l'entourage de l'enfant sur sa pathologie et sur les mesures à prendre pour faciliter la vie quotidienne de l'enfant. Un certain nombre de projets et d'ateliers offrent une prise en charge thérapeutique et des mesures d'accompagnement pour les enfants concernés.

Lors d'une interpellation au sujet des enfants souffrant d'un trouble de l'apprentissage début juillet, Monsieur le Ministre a souligné que le Gouvernement veut davantage remédier au manque de structures et centres destinés aux enfants présentant des «Dys».

Or, selon mes informations, il est à constater que le «Léieratelier» à Oberkorn sera fermé pour des raisons de mesures d'austérité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de l'atelier qui constitue une mesure importante et concrète d'accompagnement?

Réponse (24.08.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il est vrai que mon département s'engage dans une détection ciblée et par là dans une meilleure prise en charge des difficultés et des troubles de l'apprentissage dont les «Dys» font partie.

Il s'avère que le spectre des besoins des élèves concernés est large et que des solutions adaptées, même individualisées, doivent être mises en place selon le cas.

Le «Léieratelier» est une mesure d'aide et d'assistance instaurée dans les cinq écoles fondamentales de l'arrondissement d'inspection de Differdange pour soutenir les élèves qui ont un retard scolaire.

En général, les élèves bénéficiant de cette aide spécifique fréquentent une classe d'attache, mais ils en sortent afin de suivre des cours d'appui adaptés à leurs besoins particuliers, le cas échéant dans une ou plusieurs branches.

Or, pendant les dernières années, l'attribution d'aides supplémentaires a évolué conformément à l'esprit intégratif de la loi du 6 février 2009 et aux lignes directrices conçues par mon département. Ainsi, les enseignants d'Oberkorn ont fait le choix de répartir différemment le volume d'heures destinées aux cours d'appui revenant aux élèves concernés. Les ressources font partie intégrante du travail quotidien en classe et les enseignants mettent l'emphase sur les mesures de différenciation voire de décloisonnement au sein de leurs équipes pédagogiques.

Les modalités en question peuvent varier d'une école à l'autre, selon le cycle ou l'équipe pédagogique, toujours dans le but d'une gestion optimale des leçons disponibles en faveur de la différenciation des apprentissages.

À l'école d'Oberkorn, un concept plus inclusif se substituera donc au «Léieratelier» et je remercie les partenaires scolaires impliqués de leur gestion judicieuse des ressources.

Question 2248 (25.07.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **inondations:**

No där schrecklecher Naturkatastroph am Raum Iernster, Fiels, Miedernach a Reisduerf stelle sech allerdéngs e puer Froen un den Här Banneminister an un den Här Minister fir Infrastrukturen an Nohaltegkeet:

1. Ass iwwert déi direkt Nout- an Opraummoossnamen eraus séier an onbürokratesch Hëllef um Wee, fir datt déi betraffe Bierger nees en normaalt Liewe kënne féieren?

2. Huet oder sicht d'Regierung eng Méiglechkeet, fir deene Leit, déi op hir Versécherung waarde mussen, ze hëllefen, fir déi néidegst Instandsetzungsaarbechten un hire Wunnengen ze maachen, dat z. B. ënnert der Form vun onverzënslechen Avancen?

3. Huet d'Regierung wëlles, bei Rechtsstreidegkeeten tëscht Privatleit an Assurancegesellschaften extrageriichtlech Solutiounen am Interessi vum Bierger ze proposéieren?

4. Gëtt iwwert de Schued u Gebaier eraus och de méigleche Schued a Verdéngschtausfall fir d'Geschäftsleit a fir d'Bauere kompenséiert?

5. Plangt d'Regierung eng Aschätzung vun der Aarbecht vun eisem Fréiwarnsystem, dat jo vun auslänneschen Experte kritiséiert ginn ass, an e Plang, ob a wéi dee System ze verbesseren ass?

6. Wëllen de Banneminister an den Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister derfir suergen, datt all Gemengen am Land hir Héichwaasserschutzmoossnamen am Liicht vun den Evenementer vun 2016 iwwerpréiwen an, wann néideg, weider verbesseren? Kënnen d'Gemenge bei dëser komplexer Aarbecht mat der Hëllef, och finanzieller Natur, vum Stat rechnen?

7. Denkt d'Regierung un eng Analys, a wéi engem Mooss déi aussergewéinlech Naturkatastroph d'Konsequenz vu Baumoossnamen an der betraffener Géigend kéint sinn?

8. Wëllt d'Regierung sécherstellen, datt iwwerpréift gëtt, ob Léieren aus dëser Katastroph am Hibléck op de Fonctionnement an den Equipement vun eisen Hëllefsdéngschter gezu ginn, fir eventuell Defiziter esou séier wéi méiglech ze behiewen?

Réponse commune (16.09.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Jo, de Regierungsrot huet a senger Sëtzung vum 29. Juli 2016 eng finanziell Enveloppe vun 30 Milliounen Euro fir déi Sinistréiert zur Verfügung gestallt. Well et bei den Hëllefen ëm Steiersue geet, déi verdeelt ginn, wäert e Minimum u Kontroll an e Maximum u Seriositéit garantéiert ginn.

ad 2. Jo, d'Regierung huet d'Méiglechkeet, fir Avancen ze ginn, an dëst ass och schonn a bestëmmte Fäll geschitt.

Weider Detailer zu de Froen 1 an 2 huet d'Regierung an den Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nummer 2256 an Nummer 2258 *(cf. ci-dessous)* ginn.

ad 3. Am Fall vu Rechtsstreidegkeeten tëscht Privatleit an Assurancegesellschafte kënnen d'Leit, generell, sech un den «médiateur en assurances» respektiv un den «Commissariat aux assurances» wenden.

ad 4. Neen, de Verdéngschtausfall gëtt weder fir d'Geschäftsleit, nach fir d'Bauere kompenséiert. D'Salariéë vun de Betriber kënnen allerdéngs, gegebenenfalls, vum Chômage partiel benefitséieren, esou datt en Deel vun de Salairë kann iwwerholl ginn. De Verdéngschtausfall kéint och an eenzelne Fäll vun enger Assurance couvréiert ginn.

ad 5. Am Kader vum Interventiounsplang iwwert d'Onwieder mécht d'Regierung, ënnert der Présidence vum Haut-commissariat à la Protection nationale, zesumme mat allen zoustännegen Akteuren, eng detailléiert Analys vum Fréiwarnsystem. Eischt Analyse sinn amgaang, fir ze préiwen, ob eng méi lokaliséiert Informatioun un de Bierger méiglech wier. Dobäi muss ee bedenken, datt Wiederwarnungen ëmmer déi gréisste Wahrscheinlechkeet vum Antriede vun engem Phenomeen duerstellen. Souguer bei Warnungen eng Stonn virun engem potenziellen Evenement, ka keng honnertprozenteg Garantie bestoen, datt dëst Evenement dann och antrëtt. D'Regierung félicitéiert MeteoLux fir déi exzellent Aarbecht, déi si am Beräich vun der Wiederfréiwarnung leescht. Déi vum honorabelen Deputéierte genannten «auslännesch Experten» kachen och nëmme mat Waasser an hu sech schonns e puer Deeg no der Héichwaasserkatastroph doduerch ausgezeechent, datt si bei hirer Wiederprognos dernieft louchen.

Am Kader vun der Opstellung vun enger globaler Krisekommunikatiounsstrategie ass d'Regierung och derbäi, eng Analys ze maachen, iwwer wéi eng Méttelen d'Bevëlkerung am Krisefall am beschte ka schnell an effikass informéiert an alarméiert ginn. De Comité national de communication, ënnert der Leedung vum Haut-commissariat à la Protection nationale, an Zesummenaarbecht mam ILR, mam CTIE, mam Service Renita vum Statsministère a mat der ASS, analyséiere momentan, an enkem Kontakt mat den Opérateuren, déi verschidden Optiounen, wéi eng Alarméierung iwwer SMS oder iwwer mobill Appe realiséiert ka ginn. De bestehende Site www.infocrise.lu souwéi och den Twitter-Account vum Infocrise an d'Diffusioun vun Informatiounen iwwert d'Press, sinn zousätzlech Méiglechkeeten, d'Bevëlkerung ze informéieren.

Bis Enn dëses Joers wäert eng global Krisekommunikatiounsstrategie vun der Regierung festgehale ginn, mam Zil, eng optimal an nach méi séier an effikass Alarméierung an Informatioun vun de Leit am Krisefall ze garantéieren.

ad 6. Entspriechend de Bestëmmunge vun der Héichwaasserrisikomanagement-Direktiv (Direktiv 2007/60/EG) an dem modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008, huet d'Madamm Ëmweltministesch d'Waasserverwaltung beoptragt, am Délai, dee vun der Direktiv virgesinn ass, bis Enn Mäerz 2015 en Héichwaasserrisikomanagementplang opzestellen, deen dräi Héichwaasserzeenarie Rechnung dréit: engem heefegen Héichwaasser, dat all zéng Joer ka stattfannen, e seelent Héichwaasser, dat all 100 Joer kann antrieden, an en extreemt Héichwaasser, dat all 1.000 Joer kéint virkommen. Et ass ze bemierken, datt d'Héichwaasser vun Enn Juli 2016 am Raum Iernster, Fiels, Miedernach a Reisduerf op e Staarkwiederevenement zréckzeféieren ass, an deem Ausmooss awer ënnert de betruechtenen Zeenarie läit. Entspriechend sinn d'Moossnamen aus dem Héichwaasserrisikomanagementplang weiderhin zoutreffend. Et ass esou, datt d'Gemengen, wa se dës Moossnamen ëmsetzen, eng staatlech Bäihëllef vu bis zu 80% bei der Planung a bis zu 50% bei der Ëmsetzung aus dem Waasserfong kënnen ufroen. Et ass virgesinn, d'Héicht vun dëse Bäihëllefen am Kader vun der Iwwerschaffung vum Waassergesetz, déi zurzäit an der legislativer Prozedur ass, an d'Luucht ze setzen.

ad 7. Et ass zu dësem Zäitpunkt nach net gewosst, ob Baumoossnamen an der betraffener Géigend zu der Naturkatastroph bäigedroen hunn, gegebenenfalls missten dann déi néideg Konsequenze gezu ginn. Wahrscheinlech ass och net nëmmen ee Grond do, firwat et zu dësem Zeenario komm ass, mä d'Zesummespill vu ville Faktoren.

ad 8. Prinzipiell gëtt no all gréisserem an aussergewéinlechem Incident eng detailléiert Analys iwwert den Oflaf vum Asaz an dem Fonctionnement vun den Hëllefsmoossname mat all de betraffenen Haaptakteure gemaach.

Eng éischt Analys, no den Evenementer vum 22. Juli 2016, war scho Mëtt August mat de betraffene Pompjeescorpsen, zesumme mat der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter (ASS).

An dësem Fall huet sech erausgestallt, datt d'Koordinatioun an d'Kooperatioun vun den Hëllefsdéngschter exzellent geklappt huet, och am Zesummespill mat anere concernéierte Verwaltungen, an d'Regierung seet alle Leit, déi gehollef hunn, ob fräiwëlleg oder professionell, Merci fir hire virbildlechen Asaz.

Generell ass et d'Zil vun der Regierung, mam Dépôt vum Projet de loi n°6861 «portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours», am Land een zukunftsträchtegen an effiziente Rettungsdéngscht ze garantéieren, an dat duerch d'Erfahrung vun deene villen engagéierte Fräiwëllegen an dëst och mat enger konsequenter professioneller Ennerstëtzung.

Question 2249 (26.07.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **mise en place d'un système d'alerte et d'information:**

Lors d'une heure de questions au Gouvernement j'avais posé plusieurs questions concernant le système KATWARN au Ministre de l'Intérieur. Celui-ci avait annoncé que ses services sont en train d'étudier la possibilité d'intégrer ce système dans la communication de crise de l'État.

Vu les récentes inondations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'une décision concernant l'intégration du système KATWARN dans la stratégie de communication en cas de crise a été prise entre-temps? Dans l'affirmative, quand ce système pourrait être opérationnel au Luxembourg?

- Par quels moyens les habitants des communes concernées par les inondations du 22 juillet ont été informés? Monsieur le Ministre juge-t-il ces moyens suffisants? Est-ce que d'autres pistes, hormis le système KATWARN, sont étudiées pour garantir une information rapide et efficace en cas de catastrophe?

Réponse (09.09.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie globale de communication de crise, le Gouvernement est actuellement en train d'évaluer la mise en place d'un système d'alerte au Luxembourg pour avertir le plus grand nombre de personnes en cas de situation d'urgence et/ou de crise. Cette évaluation permettra de décider, d'ici la fin de l'année, quel système sera introduit et comment.

Le Comité national de communication, présidé par le Haut-commissariat à la Protection nationale, analyse actuellement, avec les principaux opérateurs de téléphonie mobile, les différentes options techniques possibles.

Un système d'alerte par SMS peut constituer une première alternative. Plusieurs options, dont certaines qui nécessitent des adaptations techniques au niveau des opérateurs, sont en train d'être analysées en détail.

Une seconde solution peut consister dans l'élaboration d'une application à télécharger par l'utilisateur, à l'instar du système allemand KATWARN.

Une réunion de concertation avec les responsables de ce système a eu lieu au mois de juin 2016. Il s'est avéré que, selon les dires des représentants de KATWARN, seulement 5% à 8% des personnes munies de smartphones téléchargent une telle application. Le Gouvernement favorise cependant la mise en place d'une solution touchant un maximum de monde.

Au stade actuel des réflexions, le Gouvernement privilégie la mise en place d'un système d'alerte de conception luxembourgeoise à plusieurs niveaux (collectif, individuel et particulier), en utilisant les canaux d'information classiques (radio, télévision, médias online), dont en premier lieu le site www.infocrise.lu et son compte Twitter @infocriseLU, complétés par un système d'alerte rapide tel que le système par SMS et/ou une application à télécharger par l'utilisateur. Le système d'alerte à mettre en place devra garantir une information rapide, compréhensible et efficace afin d'atteindre le plus grand nombre possible de personnes se trouvant sur le territoire luxembourgeois.

Pour ce qui est de l'information des habitants des communes concernées par les inondations du 22 juillet 2016, il y a lieu de préciser que MeteoLux a édité le vendredi 22 juillet 2016 un message de vigilance orange à 13h38 «Vigi-

lance orange, vendredi 16h00 à 23h00 pour tout le pays». Cette alerte a été envoyée à toute la presse luxembourgeoise qui l'a relayée soit sur leurs sites Internet respectifs, soit dans leurs bulletins informatifs à la radio. Par ailleurs, l'alerte a été mise en ligne sur www.meteolux.lu et sur www.infocrise.lu. Au courant de la journée du vendredi 22 juillet 2016, MeteoLux a été en contact permanent avec le central des secours d'urgence 112 (CSU 112) et a procédé à des échanges et actualisations réguliers.

Question 2250 (26.07.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **représailles présumées d'Ankara contre des membres de la communauté turque au Luxembourg:**

Les démissions récentes du président et de quelque 30 membres de l'asbl «Turkuaz» semblent être très préoccupantes (cf. l'article «Türkische Politik ist in Luxemburg angekommen» du «Tageblatt» du 22 juillet 2016). Selon l'actuel président de «Turkuaz», la raison de la démission de son prédécesseur aurait été la «peur» devant les représailles des autorités turques fidèles au Président Recep Tayyip Erdoğan. Certains membres de «Turkuaz», vus par de nombreux turcs du Luxembourg et de la Grande Région comme étant des sympathisants du mouvement Gülen, auraient aussi été menacés de violences via «Facebook».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Sécurité intérieure, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant des accusations précitées et peuvent-ils me les confirmer le cas échéant?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres ont-ils pris des mesures afin de protéger les membres de la communauté turque au Luxembourg prenant leurs distances avec le régime de Monsieur Erdoğan? Messieurs les Ministres prévoient-ils d'agir également via les canaux diplomatiques du Luxembourg?

3. Dans l'affirmative encore, quelle est l'analyse politico-juridique faite par Messieurs les Ministres des accusations précitées?

Réponse commune (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Gouvernement a pris connaissance de l'article de presse mentionné par l'honorable Député. Aucune plainte de la part d'un membre de l'association citée dans la question sous objet n'a cependant été déposée à ce jour auprès de la Police grand-ducale.

ad 2. Le Gouvernement n'a pas connaissance de menaces proférées par des représentants du Gouvernement turc contre des membres de la communauté turque au Luxembourg et de ce fait la question d'une réaction via les canaux diplomatiques ne se pose pas à l'heure actuelle.

ad 3. Le Gouvernement prendra toutes les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité et l'intégrité physique des personnes résidant sur son territoire.

Question 2251 (27.07.2016) de **MM. Emile Eicher** et **Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **transposition de la directive établissant un espace ferroviaire unique européen:**

En date du 22 juillet 2016, la Commission européenne a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg au motif qu'il n'a pas transposé en droit national la directive 2012/34/UE établissant un espace ferroviaire unique européen.

La transposition en droit national de la directive susmentionnée devait être achevée pour le 16 juin 2015. Or, n'ayant pas respecté le délai initial, la Commission européenne a envoyé au Luxembourg une lettre de mise en demeure en juillet 2015, suivie d'un avis motivé en février 2016.

En dépit de ce rappel à l'ordre, le Luxembourg n'a toujours pas transposé en droit interne la directive. C'est pourquoi la Commission a décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre le Luxembourg. Elle demande à la Cour de justice d'infliger le paiement d'une astreinte journalière au Luxembourg jusqu'à ce qu'il transpose totalement la législation dans son droit national. Elle propose une astreinte d'un montant de 8.710 € pour le Luxembourg. Cette amende risque de peser lourd sur notre budget d'État.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les raisons du retard de transposition de ladite directive?

- Selon quel échéancier le Gouvernement prévoit-il de combler les lacunes de sa législation transposant la directive établissant un espace ferroviaire unique européen?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Suite à l'avis motivé de la Commission européenne en date du 29 février 2016, la réponse contenait une copie de l'ensemble du projet de loi et indiquait que le délai de transposition de la directive avait expiré le 16 juin 2015.

Pour ce qui est de la transposition de cette directive en droit national, le Conseil de Gouvernement a été saisi pour approuver les avant-projets de textes législatif et réglementaire le 13 novembre 2015. Le Conseil d'État ainsi que les chambres professionnelles ont été saisis en date du 26 novembre 2015. Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 21 décembre 2015. L'avis de la Chambre de Commerce est parvenu en date du 25 janvier 2016 et celui de la Chambre des Salariés en date du 16 février 2016.

Le projet de loi a été présenté aux membres de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés en date du 16 avril 2016.

Suite à la réunion du 10 juin 2016 à Bruxelles entre mes services et ceux de la Commission européenne au sujet du «paquet infractions - transports», j'ai insisté auprès des membres du Conseil d'État sur l'importance et l'urgence à accorder au dossier «Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire» dans mon courrier du 22 juin 2016.

À l'heure actuelle, l'avis du Conseil d'État est toujours attendu afin de pouvoir incorporer les remarques éventuelles de la Haute Corporation dans le texte du projet de loi. C'est seulement à ce moment que la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés pourra examiner le projet de loi.

Je suis très confiant quant à la transposition intégrale de ladite directive au courant de l'année 2016.

Enfin et à toutes fins utiles, je me permets de noter cependant qu'à mon arrivée au Ministère fin 2013, les travaux de transposition n'ont pas encore commencé au sein du Ministère et aucun texte ou projet de texte n'existait à ce moment-là pour une directive qui remonte pourtant au 21 novembre 2012 et qui a été élaborée au sein du Conseil Transport de l'Union européenne sous l'ancien Gouvernement.

Question 2252 (27.07.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **site archéologique du «Titelberg»:**

Aus einem Pressebericht der gestrigen Ausgabe der Zeitung „Tageblatt" ergibt sich, dass die noch vor knapp zwei Jahren von der früheren Kulturministerin Maggy Nagel restaurierte und eingeweihte keltische Grabstätte auf dem Titelberg sich heute in einem bedenklichen Zustand befinden soll. Laut Bericht scheint es nicht klar, ob der „Service des sites et monuments nationaux (SSMN)" oder/und die Gemeinde Differdingen für den Unterhalt zuständig ist/sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Kulturminister stellen:

- Verfügt der Minister über Kenntnisse betreffend den in der Presse beschriebenen desolaten Zustand der Grabstätte auf dem Titelberg?

- Wie hoch beliefen sich die Kosten der Restaurierung der keltischen Grabstätte auf dem Titelberg? Wer hat sich zu welchen Teilen an der Finanzierung beteiligt?

- Wem obliegt der Unterhalt dieses historischen Standortes?

- Warum kommen laut Minister die Verantwortlichen ihren Aufgaben nicht nach?

- Was gedenkt der Minister ggf. zu unternehmen, um diesen Missstand zu beheben?

Réponse (12.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Die betroffene, valorisierte archäologische Stätte auf dem Titelberg befindet sich auf dem Gebiet der Gemeinde Differdingen. Grundeigentümer ist der Staat, somit handelt es sich bei der betroffenen Waldfläche um Staatswald. Die betroffene Fläche liegt außerhalb des Bereiches des Oppidums, welches in den Jahren 1982 und 1989 als Nationalmonument klassiert wurde. Die auf dem Titelberg gefundenen archäologischen Strukturen wurden in Zusammenarbeit des „Service des sites et monuments nationaux (SSMN)" mit dem „Centre national de recherche archéologique (CNRA)" in den Jahren 2010 bis 2014 wissenschaftlich mittels archäologischer Ausgrabungen untersucht, instandgesetzt und restauriert. Die entstandenen Kosten beliefen sich für die Dauer von vier Jahren auf ca. 220.000 € (HTVA) und wurden aus dem Haushalt der zwei o. g. Staatsverwaltungen bestritten.

Das Kulturministerium hat von dem landschaftspflegerisch leicht vernachlässigten Zustand der restaurierten antiken Überreste erst aus der Presse erfahren. Es sei zu bemerken, dass es sich nicht um eine keltische Grabstätte handelt, sondern um gallo-römische Bauten, welche sich in unmittelbarer Nähe zu den antiken Grabstätten des Titelbergs befanden. Von einem „bedenklichen Zustand" zu schreiben, entbehrt allerdings jeglicher Grundlage. Es handelt sich hier nicht um eine bodendenkmalpflegerisch vernachlässigte Fundstätte, da die Strukturen und Restaurierungen nach wie vor den denkmalpflegerischen Qualitätsansprüchen entsprechen. Auch die touristischen Beschilderungen und Sitzgelegenheiten sind in gutem Zustand und die regelmäßige Abfallentsorgung durch die Gemeinde Differdange ist gewährleistet. Es handelt sich hier nur um ein saisonales, landschaftspflegerisches Problem, das dadurch verstärkt wurde, dass der Frühling und der Frühsommer 2016 überaus regnerisch waren und das Pflanzenwachstum daher sehr stark war. Da der Gebrauch von Herbiziden in Luxemburgs Wäldern untersagt ist, muss zudem auf mechanische oder thermische Unkrautentfernung zurückgegriffen werden.

Der Unterhalt aller archäologischen Stätten obliegt in erster Linie den Grundeigentümern, in diesem Falle also dem Staat. Die fachwissenschaftliche Betreuung solcher Arbeiten erfolgt durch das „Centre national de recherche archéologique", zuständig für das im Boden befindliche antike archäologische Erbe, und den „Service des sites et monuments nationaux", zuständig für das architektonische Erbe vom Mittelalter bis in die Neuzeit.

In dieser Angelegenheit ist das CNRA mit dem Unterhalt der freigelegten und restaurierten archäologischen Strukturen betraut, welche sich in einem hervorragenden Zustand befinden. Die landschaftspflegerische Betreuung wird von der Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, kurz ANF) übernommen, welche auch andere Fundstätten betreut, wohl darauf achtend, dass geschützte Pflanzen nicht zu Schaden kommen. An dieser Stelle sei auf die interministeriellen Synergien, welche unser Natur- und Kulturerbe schützen und pflegen, verwiesen.

In den vergangenen zwei Jahren wurde durch das „Centre national de recherche archéologique" ein vollständiges Inventar aller erschlossenen archäologischen Stätten des Landes erstellt (173 von insgesamt 6.000 erfassten Fundstellen) und eine Roadmap zur Bestandserfassung, Restaurierung und Valorisierung erarbeitet. Diese Stätten befinden sich über das gesamte Land verteilt und deren bodendenkmalpflegerische Betreuung wird neben den zahlreichen anderen Aufgaben durch das CNRA gewährleistet. Die Landschaftspflege dieser Stätten wird in der Regel in Zusammenarbeit mit den Gemeindeverwaltungen, auf deren Gebiet die archäologischen Stätten liegen, den zuständigen Revierförstern oder ehrenamtlichen Vereinen durchgeführt.

Das „Centre national de recherche archéologique" plant, 2017 für all jene Stätten, welche sich in Staatsbesitz befinden und bei denen der Unterhalt nicht durch Dritte gewährleistet ist, eine externe soziale Beschäftigungsinitiative mit der regelmäßigen Reinigung zu beauftragen. Dies ist jedoch nur bei einer verschwindend geringen Zahl dieser Stätten notwendig. Der landschaftspflegerische und denkmalpflegerische Unterhalt dieser Monumente soll zukünftig durch eine verstärkte Zusammenarbeit (z. B. mittels Konventionen) zwischen den zuständigen staatlichen Verwaltungen (CNRA, SSMN und Administration de la nature et des forêts) und den betroffenen Gemeindeverwaltungen abgesichert werden.

Question 2253 (27.07.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de l'Alzette:**

Il m'a été rapporté que récemment, non loin de l'Aire de Berchem, une pollution de l'eau de l'Alzette aurait été constatée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette pollution?

2. Dans l'affirmative, quelle substance a été détectée dans l'eau de l'Alzette? Est-ce que des poissons ont été exposés à cette pollution? Est-ce que cette pollution peut avoir des conséquences sur la santé de l'homme? Si cela est le cas, est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avertir la population?

3. La Ministre de l'Environnement connait-elle la cause de cette pollution? Dans l'affirmative, est-ce que le responsable risque des sanctions?

Réponse (04.08.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. La Ministre de l'Environnement et les administrations concernées, en l'occurrence l'Administration de l'environnement, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration des ponts et chaussées, sont au courant de la pollution de l'eau de l'Alzette et les recherches y afférentes sont en cours.

ad 2. Les substances détectées à des concentrations trop élevées dans l'eau de l'Alzette sont l'ammonium, les nitrites et les nitrates. Les poissons y ont été exposés et vu la toxicité envers la faune aquatique de concentrations élevées d'ammonium et de nitrites, un grand nombre de poissons ont été retrouvés morts. Les substances précitées sont seulement toxiques pour la santé de l'homme si elles étaient présentes à des concentrations très élevées et si l'eau en question était destinée à la consommation humaine, ce qui n'est pas le cas pour l'eau de l'Alzette. Pour cette raison, la population n'a pas été avertie. Nonobstant, la presse a été informé de la situation moyennant un communiqué de presse.

ad 3. Comme indiqué, les recherches concernant l'origine de la pollution sont actuellement en cours, ce qui a d'ores et déjà permis d'exclure certaines sources potentielles concernant ces polluants, notamment les réseaux d'assainissement et les stations d'épuration d'eaux urbaines résiduaires ou encore les exploitations agricoles. Afin de prouver clairement un lien éventuel de cette pollution avec la fuite du produit «AdBlue» (solution aqueuse d'urée dont les produits de dégradation sont les substances précitées) qui s'est produite sur un tuyau du réseau de distribution de ce produit lié à la piste camion de la station-service, située sur l'«Aire de Berchem Sud», la Ministre de l'Environnement a ordonné certaines mesures à l'exploitant de cette station-service par un arrêté de mise en demeure en application de la législation en matière d'établissements classés. L'exploitant en question doit en conséquence identifier les sources de pollution potentielles, limiter et mesurer l'impact sur l'environnement de la solution aqueuse d'urée «AdBlue» et éviter à court terme qu'une nouvelle fuite ne se reproduise.

Question 2254 (27.07.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus Esch/Belval-Dippach-Arlon:**

Il me revient que la ligne 332 (Esch/Belval-Dippach-Arlon) serait supprimée à partir du 1er août 2016. Cette décision aurait été prise suite à des comptages des passagers ayant révélé une utilisation peu importante des capacités des bus en question.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles mesures ont été effectuées afin d'informer le public de cette nouvelle offre de bus?

- Est-il en mesure de fournir les détails des études ayant mené à cette décision (période d'observation et méthodologie)?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas une telle décision précoce vu que la ligne n'est même pas encore en service pendant douze mois?

- Un tracé alternatif pourrait-il inciter davantage de personnes à opter pour le bus?

- Est-ce que d'autres lignes de bus verront également leur fin de service dans les prochains mois?

Réponse (22.08.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Max Hahn désire avoir des précisions sur la ligne RGTR 332 Esch/Belval-

Dippach-Arlon et notamment sa suppression. En effet, je peux confirmer les informations de Monsieur le Député selon lesquelles la ligne d'autobus RGTR 332 est supprimée depuis le 1er août 2016.

La mise en service de cette nouvelle ligne en septembre 2015 avait été communiquée par les différents vecteurs de communication de la Centrale de mobilité du «Verkéiersverbond». Au-delà, une campagne d'information avait été faite sur le site d'Esch/Belval visant les navetteurs frontaliers et les étudiants.

Lors des comptages effectués par mes services de contrôle ainsi que par la compagnie de bus exploitant la ligne en question, nous avons constaté une utilisation moyenne en dessous d'une personne par course par jour et une fréquentation maximale de douze passagers en heures de pointe du matin. Les courses après 16.00 heures pour le retour étaient occupées par quelque un à six passagers, les courses pendant les heures creuses entre zéro et six passagers. Les comptages ont été effectués en février et mars 2016 avec des contrôles supplémentaires en avril 2016.

Au vu de ces résultats décevants malgré le fait qu'il s'agissait d'un service destiné aux besoins des navetteurs et étudiants de l'université, une remise en cause de cette offre m'a semblé inévitable, d'autant plus qu'il existe d'autres options de transport public comme notamment l'offre ferroviaire. Le tracé de la ligne empruntait en grande partie la route des Trois Cantons; un tracé alternatif pour une telle ligne de bus n'aurait pas résolu le problème d'acceptation, mais n'aurait que prolongé le temps de parcours au détriment de la qualité du service.

Je suis d'avis que l'offre actuelle est tout à fait adaptée aux demandes du site de Belval. L'offre dans la région Sud sera d'ailleurs encore améliorée avec la réorganisation du réseau RGTR en 2017-2018.

Je tiens à préciser qu'en tout quatre lignes transfrontalières vers Belval avaient été introduites pour la rentrée 2015-2016 et que l'une des autres trois lignes (au départ de Thionville) a malheureusement connu le même sort que la ligne 332. La suppression des lignes RGTR à faible occupation faisait d'ailleurs partie des mesures d'économie retenues par le Gouvernement.

Question 2255 (28.07.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **psychothérapeute:**

Ayant constaté que le Ministère de la Santé vient de délivrer récemment les premières autorisations pour l'exercice de la profession de psychothérapeute, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Le registre professionnel, dont le Ministre de la Santé est responsable selon l'article 7 (4) de la loi de 2015, peut-il être consulté par le public? Dans l'affirmative, où peut-on trouver ce registre? Qu'en est-il du registre ordinal pour les psychothérapeutes tenu à jour par le Collège médical?

- Sachant que l'article 6 de la loi de 2015 a conféré au Conseil scientifique de psychothérapie la mission de définir les méthodes de psychothérapie reconnues au Luxembourg, j'aimerais savoir de Madame la Ministre si le Conseil a déjà défini ces méthodes? Dans l'affirmative, quelles sont les méthodes qui ont été retenues et de quelle manière sont-elles portées à la connaissance aussi bien des psychothérapeutes tombant sous les dispositions transitoires de la loi de 2015, que des étudiants qui sont en voie de formation?

- Sachant que la loi de 2015 arrête que les médecins spécialistes en psychiatrie présentant un titre licite de formation en psychothérapie ont le droit de porter le titre de psychothérapeute, j'aimerais savoir combien de psychiatres ont jusqu'à présent été autorisés à porter ce titre? Combien de demandes ont été introduites par des psychiatres? Le Ministère a-t-il émis des refus de porter le titre de psychothérapeute à des psychiatres?

Réponse (11.08.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le registre professionnel prévu à l'article 7 (4) de la loi modifiée du 14 juillet 2015 est une banque de données purement interne au Ministère de la Santé, à l'instar du registre prévu à la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé. Conformément à l'article 7 (6) de la loi du 14 juillet 2015 précitée, les personnes concernées peuvent à tout moment accéder au registre professionnel. Par ailleurs, les inscriptions au registre sont communiquées au Collège médical et aux institutions de sécurité sociale qui se communiquent ces données réciproquement.[1]

Le Collège médical tient à jour un registre ordinal pour les psychothérapeutes. Les informations nécessaires à la tenue du registre ordinal leur sont communiquées d'office par le ministre ayant la Santé dans ses attributions.

Le registre ordinal pour les psychothérapeutes n'est pas public.

Conformément à ses missions légales prévues à l'article 6 de la loi du 14 juillet 2015 précitée, le Conseil scientifique a défini les méthodes de psychothérapie reconnues au Luxembourg. Ainsi, le Conseil a décidé de reconnaître comme principales méthodes psychothérapeutiques: les approches (a) cognitivo-comportementales, (b) psycho-dynamiques (y compris la psychothérapie d'inspiration psychanalytique), (c) humanistes (notamment l'approche centrée sur la personne et l'approche gestaltiste) et (d) systémiques. Cette information est publiée sur le portail www.sante.lu.

À la question à la fois du nombre de demandes introduites et du nombre d'autorisations de porter le titre de psychothérapeute délivrées à des psychiatres, à ce jour, seuls trois médecins spécialistes en psychiatrie ont fait cette démarche alors que quatre demandes furent introduites par des médecins spécialistes en neuropsychiatrie.

Ceci étant, au vu de l'introduction récente de leurs demandes, aucune de celles-ci n'a pu être finalisée et par conséquent, aucune n'a donc également été refusée.

Question 2256 (28.07.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **récentes intempéries survenues au Luxembourg:**

Le lendemain des intempéries du 22 juillet 2016 ayant causé de très graves dégâts matériels, Monsieur le Premier Ministre s'est déplacé dans les communes touchées et a assuré aux ménages sinistrés une aide financière de l'État. Interrogé à ce sujet par RTL, Monsieur Xavier Bettel a déclaré entre autres qu'un fonds spécial sera créé au sein du Ministère de la Famille pour substituer les besoins de première nécessité. D'après le reportage diffusé par RTL le soir du 26 juillet 2016, le Premier Ministre pourrait également s'imaginer un prêt qui pourrait être contracté par les personnes sinistrées et dont l'État prendra en charge les intérêts.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le budget et le montant du fonds spécial respectivement du prêt en faveur des personnes sinistrées?

Réponse commune (26.08.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une ligne budgétaire relative aux «secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertise», ligne budgétaire qui est non limitative et sans distinction d'exercice.

En cas de déclaration de catastrophe naturelle par le Gouvernement, le mécanisme d'aide sociale aux personnes sinistrées est activé et le crédit non limitatif, dont question ci-dessus, peut être augmenté en fonction des besoins constatés et évalués dans le cadre d'une procédure définie.

Étant donné que les travaux d'expertise auprès des personnes sinistrées sont en cours, une estimation du budget total nécessaire est, à l'heure actuelle, prématurée.

En complément de ces mesures, les particuliers qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Les intérêts pris en charge par l'État seront également financés par le biais de la même ligne budgétaire du Ministère de la Famille.

Quant à l'idée de mettre en place un fonds pour catastrophes naturelles, un groupe de travail comprenant entre autres des représentants du secteur de l'assurance est mis en place pour examiner la faisabilité et les modalités de fonctionnement d'un tel fonds.

[1] Art. 7 (7)

Question 2257 (28.07.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**assurance contre les catastrophes naturelles:**

Au regard des dégâts consécutifs aux inondations des derniers jours, il se pose la question des assurances contre les catastrophes naturelles couvrant entre autres les risques d'inondation.

En général, les compagnies d'assurance au Luxembourg ne remboursent pas en cas d'inondation. Selon le directeur de l'Association des compagnies d'assurances, «[l]es inondations sont habituellement exclues des contrats d'habitation. Ce qui est couvert, ce sont des dégâts des eaux venant de l'intérieur de la maison, comme une fuite de canalisation, ou certaines options couvrent des refoulements d'égouts, mais là encore avec des limites.» Dès lors, aucune assurance ne couvre les dommages liés aux inondations, comme de l'eau ou de la boue qui aurait envahi une maison en venant de l'extérieur. Les options intitulées «péril climatique» ne couvrent que les dégâts causés par certaines conditions météorologiques (tempête, grêle, neige, glace) et par les tremblements de terre.

Par contre dans d'autres États, les dégâts consécutifs aux inondations sont couverts par des contrats d'assurances. À titre d'exemple, en France, chaque habitant est obligé de souscrire une assurance habitation qui couvre de nombreuses catastrophes naturelles, ce qui résulte dès lors dans des prix moins élevés. En Belgique, le législateur a prévu l'assurance contre les catastrophes naturelles qui couvre en outre les inondations.

Dans les années 1990, un avant-projet de loi en ce sens a déjà été élaboré. Suite aux avis négatifs de l'Association des compagnies d'assurances et du Conseil supérieur de la consommation, ces travaux n'ont pas été poursuivis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre estime-t-il nécessaire de légiférer dans ce domaine?

- Est-ce que les modèles de couverture d'assurance contre les risques d'inondation d'autres États comme la France ou la Belgique pourraient servir d'exemple pour le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de revoir les travaux effectués et avis émis dans les années 1990 et d'analyser la situation actuelle afin de l'adapter éventuellement aux nouvelles circonstances?

- Dans la négative, qu'est-ce que Monsieur le Ministre suggérera-t-il au Gouvernement pour couvrir les dégâts suite à d'éventuels événements futurs d'une telle ampleur?

Réponse (22.08.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Un groupe de travail du Gouvernement comprenant aussi des représentants du secteur de l'assurance vient d'être chargé par mes soins d'examiner la faisabilité d'un fonds destiné à dédommager les personnes, dans certaines limites, sous certaines conditions et suivant des modalités à définir, des dégâts non assurables encourus à l'occasion de catastrophes naturelles. Les modèles de couverture d'assurance existant dans d'autres États membres de l'UE seront pris en considération dans les réflexions du groupe de travail. De même, le groupe ne manquera pas de tenir compte des travaux effectués dans les années 1990 sur le sujet et qui n'ont pas abouti.

Question 2258 (28.07.2016) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant les **inondations dans les communes de Larochette, de Nommern, de la Vallée de l'Ernz et de Reisdorf:**

Vu le nombre important de ménages sinistrés, les questions suivantes se posent à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Est-ce que le Gouvernement a déjà débloqué un montant forfaitaire pour assurer une aide d'urgence aux ménages sinistrés, particulièrement pour les familles qui ne peuvent plus loger dans leurs maisons? Si tel est le cas, combien de ménages ont pu profiter de cette aide d'urgence et quel est le montant réservé à cet effet?

2. Est-ce que le Gouvernement a mis en place une permanence auprès des communes concernées afin de pouvoir procéder au déblocage d'aides de façon non bureaucratique?

3. Quels critères et modalités ont été définis pour fixer les aides aux ménages sinistrés?

4. Dans quels délais les ménages pourront disposer des aides financières leur permettant de reconstruire leur vie, sachant que certaines familles ne disposent pas des ressources nécessaires pour subvenir aux investissements qui les attendent?

Réponse commune (08.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Lors de la séance du 29 juillet 2016, le Conseil de gouvernement a décidé la mise à disposition d'une enveloppe financière à hauteur de 30 millions au bénéfice des sinistrés des inondations du 22 juillet 2016.

Les travaux d'expertise sont actuellement en cours, tant auprès des particuliers sinistrés qu'auprès des entreprises et des exploitations agricoles touchées par la catastrophe naturelle.

Pour ce qui est de l'aide d'urgence aux particuliers, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région dispose d'une ligne budgétaire relative aux «secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertise», ligne budgétaire qui est non limitative et sans distinction d'exercice. En cas de déclaration de catastrophe naturelle par le Gouvernement, le mécanisme d'aide sociale aux personnes sinistrées est activé et le crédit non limitatif peut être utilisé en fonction des besoins constatés et évalués dans le cadre d'une procédure définie.

Étant donné que les travaux d'expertise auprès des personnes sinistrées sont en cours, une estimation du nombre de ménages qui pourront profiter de cette aide ainsi que du budget total nécessaire est, à l'heure actuelle, prématurée.

En complément de ces mesures, les propriétaires d'un immeuble d'habitation situé dans les zones sinistrées des cinq communes visées qui ne seront pas éligibles aux aides sociales du Ministère de la Famille pourront demander, sous certaines conditions, auprès des banques participantes un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 50.000 euros par unité d'habitation endommagée. Cette mesure additionnelle annoncée par le Conseil de gouvernement du 29 juillet 2016 sera fondée sur une convention entre l'État et les banques concernées en cours d'élaboration et devrait entrer en vigueur au cours du mois de septembre.

Dans le courant de la semaine qui a suivi la catastrophe naturelle du 22 juillet 2016, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a organisé une série de permanences et de réunions d'information dans les communes touchées:

Mardi 26 juillet	Commune de Bettendorf	Réunion d'information à 18.00 heures
Mercredi 27 juillet	Commune de Larochette	Permanence de 13.00 - 17.00 heures
Mercredi 27 juillet	Commune de Nommern	Réunion d'information à 18.00 heures
Jeudi 28 juillet	Commune de la Vallée de l'Ernz	Réunion d'information à 19.00 heures
Vendredi 29 juillet	Commune de Reisdorf	Permanence de 13.00 - 17.00 heures

Des représentants du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Économie, du Ministère de l'Intérieur et de l'Administration de la gestion de l'eau ont participé aux réunions d'information précitées.

Lors des permanences, des assistants sociaux du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande région ont conseillé les personnes sinistrées et les ont aidées à remplir le formulaire de demande d'aide.

Les aides sociales accordées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région aux ménages sinistrés sont fonction du montant des dégâts et d'une franchise à charge du ménage, déterminée en fonction du revenu du ménage et du nombre de personnes à charge. Sont uniquement pris en charge les dommages non couverts par les assurances. En principe, un expert mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région évalue les montants des dégâts.

Les aides sont accordées dès que l'expertise des dégâts est disponible et que le dossier soumis est complet. Il va sans dire qu'il est du souci du Gouvernement de faire en sorte que les personnes sinistrées puissent retourner à une vie un tant soit peu normale le plus rapidement possible.

Question 2259 (29.07.2016) de **MM. Marc Angel** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **mobilier des stations de la ligne de tramway:**

Le 27.07.2016 on pouvait lire dans la newsletter de «Paperjam» que:

«„Nous avons décidé, il y a quelque temps déjà, de ne pas donner suite aux travaux réalisés par le vainqueur du concours pour nous tourner vers un mobilier standard qui s'intégrera avec ce qui existe d'ores et déjà dans la capitale", explique Frédéric Belony, directeur technique de LuxTram, contacté par „Paperjam.lu". „Nous avons quitté la logique du sur-mesure." Qualifiée de „choix politique", cette décision a été prise „en interne" avec l'accord des actionnaires et n'avait pas été rendue publique jusqu'à présent. Un choix qui a donc été entériné par la Ville de Luxembourg et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI), actionnaires de respectivement un tiers et deux tiers de LuxTram.

Selon Sam Tanson (déi gréng), première échevine de la capitale, „le coût du projet proposé par le cabinet d'architectes était effectivement élevé, mais ce n'est pas ce qui a motivé ce changement. C'était avant tout la nécessité d'harmonisation avec le mobilier existant." Le MDDI, de son côté, n'était pas en mesure d'apporter d'autres précisions sur cette question, notamment sur le montant éventuel des économies réalisées.»

La soumission publique pour le marché du mobilier urbain en question était publiée sous la référence «1600707 | Mise à disposition, entretien, exploitation et régie publicitaire du mobilier de stations de la 1ère ligne de tramway à Luxembourg» sur le portail des marchés publics:

https://pmp.b2g.etat.lu/index.php?page=entreprise.EntrepriseDetailsConsultation&refConsultation=12275&orgAcronyme=t5y.

Il nous revient que les actionnaires de LuxTram, à savoir le MDDI et la Ville de Luxembourg, auraient d'ores et déjà opté pour le mobilier «Foster» du catalogue de JC Decaux, ce que semblent d'ailleurs confirmer les déclarations de l'échevine de la Ville de Luxembourg, Madame Tanson. Ceci alors même que le cabinet d'architectes londonien Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios, vainqueur désigné en 2009 du concours international, avait dessiné, après des études approfondies, et au moyen de deniers publics luxembourgeois, un mobilier urbain sur mesure adapté au contexte urbain de la ville de Luxembourg.

1. Qu'est-ce qui a motivé Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à passer outre aux propositions du lauréat du concours de 2009?

Pour quelles raisons le mobilier proposé par Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios n'a-t-il pas été retenu?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la nouvelle soumission est formulée de telle manière à octroyer de fait le marché du mobilier du tram à l'entreprise JC Decaux?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous informer combien d'entreprises entrent concrètement dans le champ des entreprises éligibles pour ce type de marché dans une ville européenne comme Luxembourg?

Réponse (23.08.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Je rappelle tout d'abord que lors de la conférence de presse du 12 févier 2015, j'ai présenté le nouveau groupement de maîtrise d'œuvre chargé de réaliser l'ensemble des études préalables à la réalisation du projet tramway, y compris la conception architecturale des espaces publics.

Conformément à cette annonce, un terme a été mis à la mission du cabinet Lifschutz Davidson Sandilands Island Studios qui avait été chargé en 2009 de proposer un concept architectural relatif à l'insertion urbaine de la ligne tramway. Le concept développé par le cabinet londonien reposait principalement sur un design particulier des mâts support de la Ligne aérienne de contact (LAC) combiné à un réseau filaire supportant l'éclairage de l'espace public.

La décision de supprimer les lignes aériennes du tramway avec la mise en service d'un tramway innovant qui circule entre ses stations sans avoir recours à une LAC a modifié considérablement l'esprit du projet du cabinet Lifschutz, projet qui n'était par conséquent plus adapté à ce nouveau concept.

Il faut noter que la conception architecturale et paysagère du projet tramway en cours de réalisation est l'œuvre du cabinet Villes et Paysages qui, comme le cabinet Lifschutz, est une référence européenne largement reconnue en matière de conception de projets tramway.

Concernant en particulier l'installation, l'entretien, l'exploitation et la régie publicitaire du mobilier des stations du tramway, je me permets de vous informer que la soumission y relative relève d'une procédure négociée au sens du livre III de la loi sur les marchés publics et qu'à ce titre, un appel à candidature a été publié au niveau européen en mai 2016.

Le recours à cette procédure est justifié par le fait qu'il existe au niveau national, européen, voire mondial, plusieurs candidats potentiels, de taille et d'expérience diverses, disposant chacun d'un catalogue de mobiliers et de prestations susceptible de répondre aux exigences de LuxTram.

Se demander par conséquent, comme l'ont fait les honorables Députés, si «la nouvelle soumission est formulée de telle manière à octroyer de fait le marché du mobilier du tram à l'entreprise JC Decaux» suscite mon plus profond étonnement.

En effet, la législation européenne et nationale en la matière est très claire en l'occurrence et cette façon d'agir serait incompatible par rapport à ces règles.

Enfin, l'on précise qu'à ce stade, la procédure suit son cours et l'adjudicataire sera désigné vraisemblablement avant la fin de l'année 2016, à l'issue des différentes étapes prévues par le règlement de consultation.

Question 2261 (29.07.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage):**

Sur les réseaux sociaux, des usagers de la ligne de bus 215 (Kirchberg-Luxembourg-Bascharage), passant également par Dippach, se plaignent que le service n'est pas assuré comme prévu par l'horaire officiel. En effet, il arriverait souvent que les bus soient en retard ou qu'ils ne circulent pas du tout. Les opérateurs expliqueraient les retards par des encombrements ou l'inexistence de voies réservées aux bus.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces observations émises par les usagers?

- Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre compte-t-il réagir par rapport à cette situation?

- Existe-t-il des statistiques quant au nombre de voyageurs qui prennent le bus à Bascharage, Schouweiler et Dippach, et qui descendent au Kirchberg? Les retards ne pourraient-ils pas être minimisés en faisant de l'arrêt «Luxembourg-Hamilius quai 9» le terminus de cette ligne?

- Est-il prévu de mettre en place davantage de voies réservées aux bus sur le tracé de la ligne 215?

- De manière générale, comment Monsieur le Ministre contrôle-t-il que les opérateurs de transport par autobus honorent les contrats pour les lignes du Réseau Général des Transports Routiers (RGTR)?

Réponse (23.08.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, je peux confirmer que la ligne 215 de Bascharage au Kirchberg connaît de nombreuses perturbations lors des derniers mois. Ceci est dû en particulier aux différents chantiers sur la ligne et le trafic intense sur cet axe routier. Je peux vous assurer que mon service a déjà augmenté le nombre de bus à circuler sur la ligne, que le trajet au territoire de la ville de Luxembourg en a été modifié lors d'une réorganisation mi-mars 2016, et j'envisage encore d'autres mesures à court terme afin d'améliorer la situation. Dans un but de diminuer encore les retards, il est notamment prévu de mettre en réserve des bus aux différents terminus en vue d'éviter le cumul des retards.

Mon service est aussi chargé d'adapter le service de la ligne 215 à moyen terme en changeant le tracé de la ligne. D'ailleurs, il est à noter que cette ligne ne va plus desservir le Kirchberg dès la mise en service du tramway fin 2017, en offrant à ce moment-là une correspondance au tram à la hauteur du nouveau pôle d'échange Place de l'Étoile. Après analyse de la situation, il a été retenu de ne pas raccourcir cette ligne à hauteur de la Charly's gare pour le moment, alors qu'il y a un certain nombre d'usagers qui continuent leur trajet jusqu'au Kirchberg.

À moyen terme, j'envisage évidemment la mise en place de couloirs bus supplémentaires.

De manière générale, mon service est en constante communication avec les opérateurs de bus afin d'améliorer la situation pour les usagers.

Question 2262 (01.08.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **démission du directeur du Service de police judiciaire:**

Selon mes informations, le directeur du Service de police judiciaire aurait soumis sa démission à Monsieur le Ministre.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la démission du directeur du Service de police judiciaire?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette démission?

Réponse (05.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Lors d'un entretien en date du 29 juillet 2016, j'ai informé Monsieur Jeff Neuens que je considérais les démarches qu'il a entreprises pour influencer, de manière détournée, le projet de réforme de la police comme inacceptables et déloyales vis-à-vis de son directeur général et de son Ministre. Monsieur Neuens a compris que par ses agissements, au demeurant non contestés, il a ébranlé la relation de confiance avec son directeur général et son Ministre et m'a adressé un courrier pour s'excuser formellement et pour mettre à disposition son poste de directeur du Service de police judiciaire.

Question 2263 (02.08.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Hosingen:**

Il est confirmé que des milliers de véhicules de tout genre passent quotidiennement par la localité de Hosingen, ce qui cause depuis des années des inconvénients majeurs pour les habitants résidant le long de cette voie routière tout en soulevant des questions de sécurité. Dans ce contexte, il mérite d'évoquer le cas de la pharmacie de Hosingen qui, située jadis tout près de la traversée, a dû être transférée au giratoire à l'entrée de la zone d'activités «Op der Héi».

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur l'évolution récente du projet concernant l'aménagement du contournement de Hosingen? La planification en question se fait-elle en échange étroit avec les édiles communaux? Quelles en sont, à l'état actuel, les conclusions provisoires?

- Combien de véhicules passent tous les jours par le centre de Hosingen? Et combien passent, à titre d'information supplémentaire, par le village de Heiderscheid et par les trois accès du giratoire «Fridhaff»?

- Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il fait réaliser des analyses concernant les émissions de CO_2 et de particules fines le long de la N7 passant par Hosingen?

Réponse (23.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Selon l'accord européen sur les grandes routes de trafic international AGR conclu à Genève en date du 15 novembre 1975, la N7 fait partie des routes européennes, plus précisément de la E421 qui passe de Aachen via St. Vith à Luxembourg. L'accord comprend un cahier des charges qui stipule que les agglomérations, à l'intérieur desquelles les routes constituent une nuisance ou un danger, devraient être contournées.

Un avant-projet sommaire élaboré en 2009 prévoyait le contournement de la ville de Hosingen moyennant à l'immédiat une route à 2+1 voie avec un profil en travers type RQ 15,5. Le tracé du rond-point Hosingen vers le CR342 en direction de Rodershausen était long de 2.873 m.

Dans la suite, une variante de contournement avait été étudiée. Le tracé du rond-point Schinker vers le CR343 en direction de Neidhausen avait une longueur de 3.685 m. Cette variante, présentée à l'autorité supérieure en 2014, permettait une mise à 2x2 voies du contournement dans une phase ultérieure au cas où le développement de la région l'aurait rendu nécessaire.

Vu que ni le trafic actuel, ni le trafic projeté au futur, ne justifient une mise à 2x2 voies de la N7, et vu les coûts d'investissement doublés par rapport au projet de 2009, l'avant-projet sommaire élaboré en 2014 a été abandonné.

Les réflexions faites dans le cadre de ce projet nous ont amené à revoir la conception de l'avant-projet sommaire de 2009. Une révision complète de cet avant-projet en a été la conséquence, qui vient maintenant d'être achevée.

Il aura une longueur de 3.538 m (2.873 m + 665 m) du rond-point Hosingen vers le CR343 en direction de Neidhausen et un profil en travers type RQ 15,5. À noter aussi que le nombre d'ouvrages a pu être diminué de 7 à 5 avec en plus une réduction de la section tunnel. Le projet, qui sera intégré dans le nouveau PST, vient d'ailleurs d'être présenté au conseil communal de Hosingen en date du 6 juillet 2016.

Quant au nombre de véhicules passant par le centre de Hosingen, vous trouverez ci-après les chiffres résultant des comptages permanents y effectués par l'Administration des ponts et chaussées en 2015 (moyennes journalières 24h durant les jours ouvrables):

- direction Dorscheid-Hosingen: 6.129 voitures, et

direction Hosingen-Dorscheid: 5.967 voitures.

Ci-après les chiffres se rapportant au village de Heiderscheid en bordure de la route N15:

- direction Ettelbruck-Niederfeulen: 5.443 voitures, et

direction Niederfeulen-Ettelbruck: 5.938 voitures.

Enfin, encore les chiffres se rapportant au Fridhaff (voir également ma réponse à la question parlementaire n°2241 *(cf. compte rendu n°17/ session ordinaire 2015-2016)* du 21 juillet 2016):

- direction Hoscheid-Fridhaff: 7.268 voitures, et

direction Fridhaff-Hoscheid: 6.316 voitures.

- direction Fridhaff-Ettelbruck: 7.019 voitures, et

direction Ettelbruck-Fridhaff: 6.531 voitures.

- direction Fridhaff-Diekirch: 3.149 voitures, et

direction Diekirch-Fridhaff: 3.397 voitures.

À titre d'information supplémentaire, vous trouverez ci-dessous en outre les chiffres de comptage se rapportant au village de Heinerscheid, localisé sur la route N7 au nord de Hosingen:

- direction Heinerscheid-Marnach: 4.106 voitures, et

direction Marnach-Heinerscheid: 4.149 voitures.

Quant à la question au sujet d'éventuelles analyses concernant les émissions de CO_2 et de particules fines le long de la N7 passant par Hosingen, l'Administration de l'environnement a analysé en 2009 l'impact du trafic routier le long des grands axes routiers sur la qualité de l'air. Il ressort de cette analyse que, pour l'emplacement modélisé sur la N7 à la hauteur de Hosingen, les moyennes annuelles en dioxyde d'azote (NO_2) et en particules fines (PM_{10}) dans l'air ambiant étaient inférieures à 40 respectivement 27 µg/m³. Elles étaient donc inférieures aux valeurs limites annuelles de 40 µg/m³ applicables au niveau européen pour les deux polluants en question.

Néanmoins, en considérant le volume du trafic journalier moyen sur la N7 ainsi que son évolution depuis 2009, l'Administration envisage de réaliser une campagne de mesures d'orienta-

tion sur trois mois des niveaux de NO_2 dans la localité de Hosingen. Cette campagne pourra être prolongée en cas de risque de dépassement de la valeur limite.

Par ailleurs, l'Administration de l'environnement a élaboré en 2016 un avant-projet de programme national de qualité de l'air visant prioritairement à atteindre la valeur limite pour le NO_2 dont le dépassement a été constaté à plusieurs emplacements, situés le long de routes à circulation intense, répartis sur l'ensemble du territoire national.

Finalement il y a lieu de noter qu'il n'est pas possible de mesurer les émissions de CO_2 au niveau local. Ces émissions sont déterminées et évaluées au niveau national dans le contexte de l'inventaire d'émissions de gaz à effet de serre qui est remis annuellement au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Question 2264 (03.08.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant **VISUPOL:**

Fin septembre, Monsieur le Ministre devra prendre la décision de proroger les zones de sécurité sous vidéosurveillance pour la durée d'une année, tel que prévu par le règlement grand-ducal du 1er août 2007.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0560 du 29 septembre 2014 *(cf. compte rendu n°1/session ordinaire 2014-2015)*, Monsieur le Ministre avait confirmé que «la vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens». Cependant, ni le rapport d'activité 2014 de la Police grand-ducale, ni celui de 2015, contient des statistiques détaillées sur l'efficacité du VISUPOL.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Combien de faits ont été élucidés grâce au VISUPOL dans les années passées dans les différentes zones de sécurité A, B et C? Qu'en est-il pour la zone de sécurité D, mise en œuvre que de manière ponctuelle?

2. Ce type d'information figure-t-il dans les bulletins de presse de la Police grand-ducale?

3. Est-ce que ce type d'évaluation du VISUPOL ne pourrait pas faire partie intégrante du rapport d'activité de la Police grand-ducale?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Le rapport d'évaluation du système de vidéosurveillance établi en 2011 par le professeur Manfred Bornewasser a retenu que les policiers considèrent la vidéosurveillance comme un instrument précieux et moderne de lutte contre la criminalité, notamment en ce qu'elle procure une image précise du mode opératoire de certains auteurs ou groupes d'auteurs, aide à l'identification des auteurs et fournit des éléments de preuve.

Les experts interrogés dans le cadre de cette évaluation n'ont pas été en mesure de donner des indications précises sur le nombre d'infractions qui ont pu être élucidées à l'aide des images enregistrées par le système VISUPOL.

Dans la mesure où le système VISUPOL ne permet pas d'établir l'identité de l'auteur d'une infraction, il est nécessaire de recourir à des moyens d'enquête supplémentaires. Ainsi, il n'est pas possible de mettre exactement en évidence combien d'auteurs d'infractions ont pu être identifiés grâce aux séquences enregistrées par le système VISUPOL.

On peut toutefois retenir qu'entre 2007 et 2016, 2.504 infractions ont été recensées dans les zones de sécurité A, B et C. Dans 1.223 cas, le système VISUPOL a permis de mettre en relation une infraction et un auteur présumé.

Étant donné que la zone de sécurité D n'est mise en œuvre que lors de manifestations sportives de grande envergure, le système ne génère pas de statistiques spécifiques en relation avec cette zone.

ad 2. En principe et sauf accord exprès de l'autorité judiciaire, la police ne communique pas le déroulement des enquêtes judiciaires, notamment dans le souci de respecter le secret de l'instruction et la présomption d'innocence.

La publication des résultats d'enquête en relation avec le système VISUPOL suit le même principe.

ad 3. Pour les raisons énoncées dans la réponse à la première question, la police n'envisage pas d'intégrer un chapitre spécifique relatif à l'évaluation du système VISUPOL à son rapport d'activité annuel.

Question 2265 (03.08.2016) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant la **vidéosurveillance en prison:**

L'un des auteurs présumés des attentats de Paris et Saint-Denis du 13 novembre 2015, actuellement en détention provisoire en France, a contesté au regard de l'article 8 de la CEDH la vidéosurveillance permanente dont il fait l'objet.

En date du 28 juillet 2016, les juges des référés du Conseil d'État français ont confirmé le rejet de sa demande de suspension de la vidéosurveillance.

Ils ont estimé que ni la loi autorisant cette vidéosurveillance, ni son application au requérant ne portaient une atteinte excessive à la vie privée de l'intéressé.

En particulier, les juges des référés ont relevé que cette mesure se justifiait par le contexte d'attentats terroristes en France et la présomption que le requérant bénéficie du soutien d'une organisation terroriste internationale.

Cette mesure avait été prise sur base d'un arrêté du Garde des Sceaux du 9 juin 2016, depuis les dispositions ont été reprises dans la loi du 21 juillet 2016 qui a prolongé l'état d'urgence.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Y a-t-il déjà eu des cas de détenus qui ont fait l'objet d'une vidéosurveillance permanente au Grand-Duché de Luxembourg?

2. Une vidéosurveillance permanente serait-elle envisageable au Grand-Duché de Luxembourg en l'état actuel des dispositions législatives, même en dehors de tout état d'urgence?

3. Quelle serait l'autorité compétente pour l'ordonner? Sur quelle base légale? Et quelles seraient les conditions de la mise en place d'un tel dispositif?

4. Quelles sont les dispositions actuelles permettant d'évaluer la nécessité et la proportionnalité de la mise en place d'une telle mesure et selon quelle procédure contradictoire pourrait-elle faire l'objet d'un réexamen régulier?

Réponse (13.09.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Depuis longtemps, les cas de vidéosurveillance continue ne sont pas exceptionnels au Luxembourg. Pour donner les deux exemples les plus récents - et selon des statistiques fournies par la direction du CPL -, 144 placements en cellule vidéosurveillée ont été effectués en 2015 contre 203 pour les huit premiers mois de 2016. Ces placements peuvent durer une heure seulement, mais aussi, dans un cas tout à fait exceptionnel, 106 jours (il s'agissait d'une détenue à comportement autoagressif permanent et nécessitant un suivi psychiatrique intensif). En règle générale, les séjours durent de une à quelques journées, les séjours dépassant dix jours constituent l'exception.

ad 2. Le règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l´administration et le régime interne des établissements pénitentiaires prévoit en son article 16: «À l´égard de toutes les personnes dont elle a la charge à quelque titre que ce soit, l´administration assure le respect de la dignité inhérente à la personne humaine et prend toutes les mesures destinées à faciliter leur réintégration dans la société dans le cadre des règles minima pour le traitement des détenus.» Actuellement, ces règles minima sont définies par les règles pénitentiaires européennes du Conseil de l'Europe, d'une part, et par les règles minimales pour le traitement des détenus des Nations Unies du 19 janvier 2016, appelées communément règles Nelson Mandela, d'autre part.

Un placement en cellule vidéosurveillée a lieu uniquement lorsqu'une protection spécifique de la personne concernée s'avère nécessaire.

La décision de placement est prise dans 99% des cas par un médecin ou médecin psychiatre. La direction est informée sur le champ par mail et peut intervenir si besoin en était.

La grande majorité des placements se fait dans le contexte de la prévention des suicides et parfois dans un contexte de convalescence après hospitalisation.

Depuis quelques années, les médecins ordonnent également le placement en cellule vidéosurveillée dès les premiers jours d'une grève de la faim.

Les cellules vidéosurveillées étant intégrées aux services médical respectivement psychiatrique, les détenus y placés sont vus plusieurs fois par jour par le personnel de soins. Le médecin les voit par ailleurs une fois par jour et en grève de la faim ou de risque de suicide, la personne est vue plusieurs fois par semaine par le psychologue ou un agent SPSE.

ad 3. La décision pour le placement peut être prise par la direction, un médecin, psychologue ou infirmier, ou par un agent de surveillance pour le service de nuit. Chaque demande de placement doit être motivée et doit faire l'objet d'un rapport écrit adressé à la direction.

Le placement dans une cellule vidéosurveillée est réglé depuis 2009 par une instruction de service interne. Auparavant, la pratique aurait existé depuis la mise en service du CPL en mai 1984 même en l'absence d'une instruction de service interne.

Cette situation n'étant pas satisfaisante, le projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 juillet 2016 prévoit de légiférer en la matière.

ad 4. La situation personnelle de la personne détenue et son évolution médicale font l'objet d'une évaluation quotidienne par le personnel médical et infirmier. La personne placée sous vidéosurveillance continue cependant à bénéficier de ses droits de recours usuels auprès des autorités administratives et judiciaires nationales et supranationales.

Une procédure contradictoire digne de ce nom n'a jamais été mise en place.

Cette situation n'étant pas satisfaisante, le projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 29 juillet 2016 introduira une procédure contradictoire permettant aux détenus de contester toute décision en matière pénitentiaire devant la chambre à l'application des peines.

Question urgente 2376 (13.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **déclarations du Ministre des Affaires étrangères et européennes concernant la Hongrie:**

An engem Interview an der Zeitung „Die Welt" fuerdert de Lëtzebuerger Ausseminister, Ungarn soll zäitweileg oder fir ëmmer aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn. Dës Fuerderung huet zu ville Reaktioune gefouert, dovunner ganz negativer vun der Ungarescher Regierung. Och Ausseministeren a Regierungsmembere vun anere Memberstaten hu sech géint dës Fuerderung gestallt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

- Deelt de Premierminister d'Meenung, datt Ungarn soll zäitweileg oder fir ëmmer aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn, esou wéi déi den Ausseminister se am Interview vertrueden huet?

- Wa jo:

• Hat den Här Ausseminister e Mandat vum Regierungsrot, fir dës Aussoen ze maachen?

• Ass dëst d'Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung um informelle Sommet vu Bratislava vertriede wäert?

• Huet Lëtzebuerg konkret Schrëtt ënnerholl, oder wäert Lëtzebuerg kuerzfristeg Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Mechanismen innerhalb vun der Europäescher Union ze lancéieren, déi zu Sanktiounen oder zum Austrëtt vun Ungarn wäerte feieren, wéi se am Artikel 7 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun virgesi sinn?

- Wann neen:

• Wéi wëllt d'Lëtzebuerger Regierung bekannt maachen, datt d'Aussoe vum Här Ausseminister am Interview net d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung erëmginn?

• Wéi eng perséinlech Konsequenze muss den Här Ausseminister droen, wann e mat „perséinlechen" Aussoen der Lëtzebuerger Diplomatie schuet?

• Wéi eng Moossname wëllt Lëtzebuerg ënnerhuelen, fir seng bilateral Bezéiunge mat Ungarn ze normaliséieren?

Réponse (15.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Europäesch Unioun e Friddensprojet ass, mat enorme Verdéngschter fir d'Bierger vun deenen 28 Memberlänner. D'Europäesch Unioun ass eng Wäertegemeinschaft, déi et héichzehale gëllt a fir déi Lëtzebuerg sech als Grënnungsmember ëmmer agesat huet an dat och an Zukunft ëmmer mécht.

Dat ass eng Positioun vun der Regierung, déi den Ausseminister Jean Asselborn och vertrëtt an ëmmer vertrueden huet. Hien huet am Interview, deen den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro uschwätzt, zu Recht drop higewisen, dass d'Europäesch Unioun no klore Regele fonctionnéiert, un déi all Memberland sech ze halen huet.

Zu deene Regele gehéieren, d'Grondwäerter vun der Demokratie ze respektéieren, eléi Meenungs- a Pressefräiheet.

Lëtzebuerg huet gutt bilateral Relatioune mat Ungarn a wäert och weiderhin, op verschiddenen Niveauen, Gespréicher mat den ungareschen Autoritéite féieren, wou Lëtzebuerg sech fir d'Anhale vun den Europäesche Wäerter, wéi se an den europäeschen Traitéë beschriwwen a festgehale sinn, asetzt.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

Question urgente 2465 (13.10.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**expulsion de 20 personnes de nationalité afghane:**

Selon des informations diffusées par la radio 100,7 le mercredi 12 octobre, 20 personnes de nationalité afghane, dont la demande de protection internationale aurait été rejetée, seraient sur le point d'être expulsées vers leur pays d'origine.

Admettant que ces informations soient correctes et sachant que la situation sécuritaire en Afghanistan est loin d'être rassurante, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut garantir que le principe de non-refoulement est pleinement respecté, c'est-à-dire que tout danger de sécurité ou de persécution pour les personnes concernées dans leur pays d'origine peut être écarté?

2. Dans la négative de la question 1, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à révoquer immédiatement la décision d'expulsion?

Réponse (14.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Dans le contexte des dossiers afghans, je tiens à mentionner l'accord de coopération entre l'Afghanistan et l'Union européenne conclu en date du 7 octobre 2016; cet accord prévoit une coopération étroite entre l'Union européenne et l'Afghanistan concernant la réadmission des ressortissants afghans qui ne remplissent pas les conditions leur permettant de séjourner légalement sur le territoire des États membres. Cet accord tend à faciliter la procédure de retour des ressortissants afghans tant pour les retours volontaires que pour les retours non volontaires en respectant la législation européenne et internationale. À côté des moyens financiers destinés au développement de l'Afghanistan, l'Union européenne s'est engagée à mettre en place un programme d'assistance au retour et de réintégration des personnes. Une attention spéciale est accordée aux personnes vulnérables.

En ce qui concerne les 20 personnes d'origine afghane mentionnées par l'honorable Député, je tiens à préciser que seules six personnes ont été déboutées de leur demande de protection internationale. Concernant les autres demandeurs afghans, leur demande est soit en cours de procédure devant les juridictions administratives, soit les juridictions administratives leur ont accordé une protection internationale.

Le principe de non-refoulement tel que prévu par l'article 54 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire s'applique aux bénéficiaires d'une protection internationale. En effet, le Ministre respecte le principe de non-refoulement en vertu de ses obligations internationales.

Dans les prochaines semaines, les six ressortissants afghans déboutés de leur demande de protection internationale seront convoqués à un entretien par le Service Retours auprès de la direction de l'Immigration. Lors de cet entretien, les personnes seront informées sur l'état actuel de leur situation et elles obtiendront des informations quant à la possibilité d'un retour volontaire vers l'Afghanistan. Cette procédure est d'ailleurs appliquée pour tous les demandeurs déboutés de leur demande de protection internationale; ceux-ci bénéficient de 30 jours pour solliciter un dispositif d'aide au retour et à la réintégration auprès de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin de leur permettre de retourner d'une manière volontaire dans leur pays d'origine.

Il convient aussi de préciser qu'aucun retour accompagné n'est planifié à ce stade.

ad 2. Sans objet

N°02
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°02 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

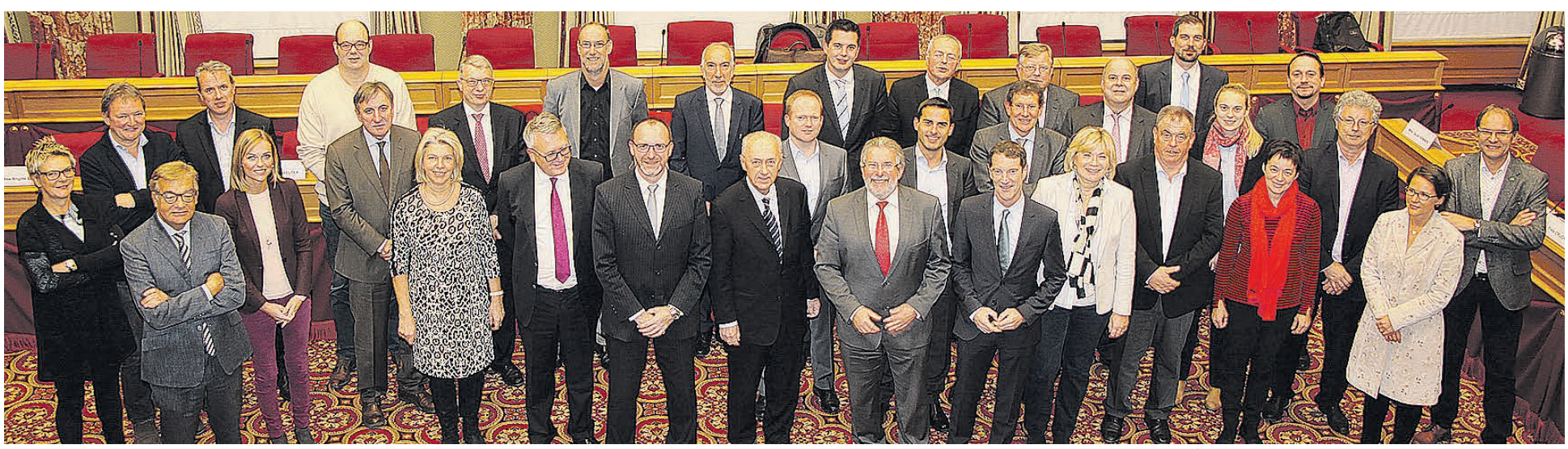
Relations UE-Turquie p. 55
Intermittents du spectacle p. 61
Patrimoine archéologique p. 63

Sommaire des séances publiques nos 4 et 5 p. 67
Sommaire des questions parlementaires p. Q10

4e séance Mardi 15 novembre 2016
5e séance Mercredi 16 novembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite de M. Allan Larsson: «Les citoyens d'abord»



M. Allan Larsson entouré du Président de la Chambre, des membres de différentes commissions parlementaires, du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ainsi que de la chef de la représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

«Les citoyens d'abord», a annoncé le 15 novembre 2016 le conseiller spécial de la Commission européenne pour le pilier européen des droits sociaux, M. Allan Larsson, dans le cadre de son échange de vues avec les membres de plusieurs commissions parlementaires (Affaires étrangères et européennes, Éducation nationale, Famille, Travail) et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Nicolas Schmit.

La consultation sur un socle européen des droits sociaux était au centre des discussions entre M. Allan Larsson et les députés. Le résultat idéal de cette consultation, qui s'achève fin 2016 et sera présentée début 2017, serait de parvenir à un pacte social, a constaté M. Allan Larsson. Une fois adopté, le socle devrait devenir un cadre de référence pour l'examen des performances des États membres en matière sociale et d'emploi et pour la réalisation de réformes à l'échelon national, a ajouté le conseiller spécial Larsson. Les députés ont exprimé leur inquiétude face à la tendance croissante du nationalisme qui pourrait risquer de compromettre la réalisation de l'Europe sociale.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a conclu cet échange de vues en soulignant que «des systèmes sociaux forts ne sont pas le problème, mais font partie de la solution».

Remise du rapport 2016 de l'ORK

Le rapport 2016 de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) traite en détail des enfants à besoins spécifiques. Il analyse notamment les différentes bases légales, la scolarisation, la protection contre les maltraitances et les violences, le soutien à la famille, les troubles de l'apprentissage et de comportement, les centres thérapeutiques et les différents handicaps.

Les recommandations de cette année concernent entre autres la scolarité des enfants fréquentant l'éducation différenciée qui s'arrête en principe à 16 ans, le manque de places dans des structures spécialisées et le nombre élevé d'enfants envoyés à l'étranger.

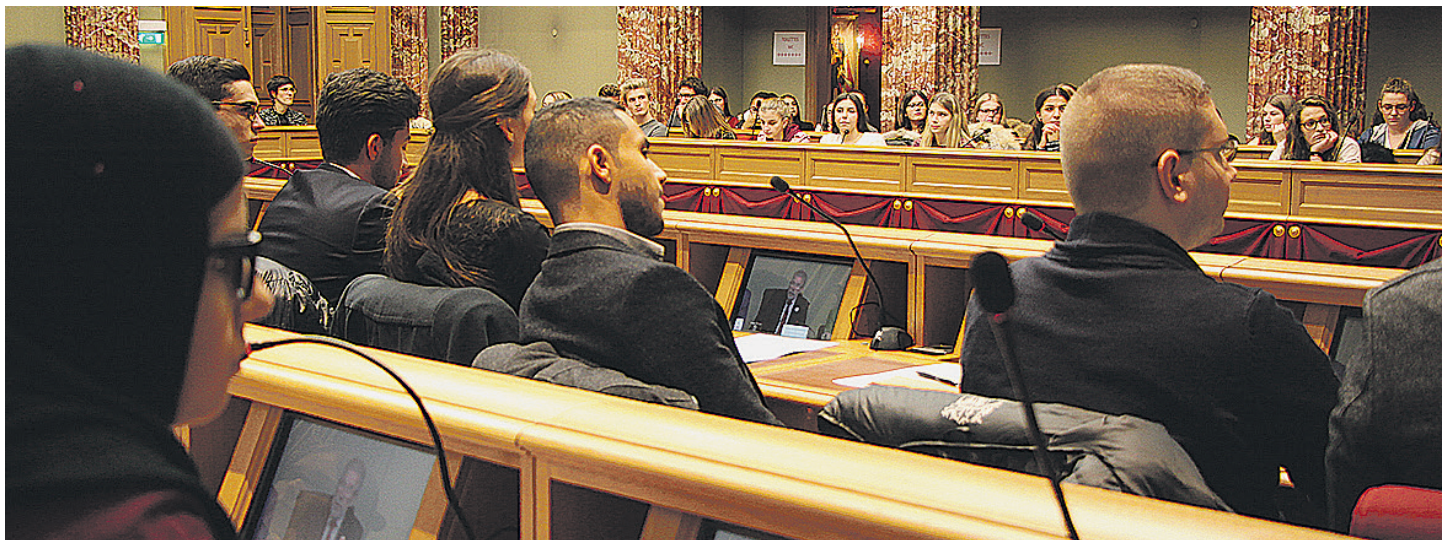
L'ORK a également présenté un avis au sujet de la nécessité d'inclure les droits de l'enfant dans la Constitution.

Entre le 1er novembre 2015 et le 31 octobre 2016, 115 nouveaux dossiers ont été traités qui concernaient 183 enfants. 43 dossiers concernaient une séparation/divorce ou le droit de garde/droit de visite.

Le texte intégral du rapport peut être consulté sur www.ork.lu.

Le Président de l'ORK, M. René Schlechter, accompagné des membres du comité, remet le rapport 2016 au Président de la Chambre des Députés.

Convention des jeunes 2016: 130 jeunes à la Chambre



Environ 130 membres d'organisations de jeunesse luxembourgeoises ont été accueillis le 18 novembre 2016 à la Chambre des Députés pour une nouvelle édition de la Convention des jeunes. Ils ont eu des échanges de vues avec le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Claude Meisch, ainsi qu'avec les députés Anne Brasseur, Eugène Berger, Claude Adam et Laurent Zeimet sur des thèmes liés à l'intégration.

Les discussions avaient été préparées au préalable lors de cinq ateliers thématiques, à savoir:

- En Lëtzebuergesch, s'il vous plaît!
- Je ne suis pas raciste, mais…
- Médias: (dés)information?
- Migration : Outside in - inside out
- Tous égaux, tous différents!

Une délégation de parlementaires luxembourgeois à la COP22/CMP12/CMA1

Une délégation de la Chambre des Députés, composée de MM. Henri Kox et Marco Schank, a participé à la COP22/CMP12/CMA1 qui a eu lieu à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. Il s'agissait de la 22e session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de la 12e session de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto et de la première session de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties à l'Accord de Paris.

Cette conférence a fait directement suite à la COP21, au cours de laquelle a été adopté en décembre 2015 l'Accord de Paris sur le climat. Entré en vigueur le 4 novembre 2016 et désormais ratifié par 113 parties dont le Luxembourg, cet Accord a pour objectif principal de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale bien en-dessous de 2 degrés Celsius au cours de ce siècle et de mener des efforts visant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels.

La délégation parlementaire s'est jointe à la délégation ministérielle luxembourgeoise. La pluridisciplinarité de cette délégation s'explique par le fait que la lutte contre le réchauffement climatique est, elle aussi, multidisciplinaire. Ainsi, par exemple, il convient d'insister sur l'importance de réunir des fonds pour financer l'adaptation au changement climatique. Dans ce contexte, rappelons l'engagement des pays riches à mobiliser 100 milliards de dollars d'ici 2020 pour soutenir les projets d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique dans les pays les plus pauvres. La contribution du Luxembourg à ce financement international global s'élève à 120 millions d'euros, ce qui fait du Grand-Duché, en termes relatifs, le plus grand contributeur du Fonds vert pour le climat *(Green Climate Fund)*, cette contribution venant s'ajouter à l'aide publique au développement.

Le Luxembourg a par ailleurs accepté d'allouer 30 millions d'euros à la plate-forme du financement climatique Luxembourg - Banque européenne d'investissement (BEI). Cette nouvelle plate-forme a été présentée aux représentants des pays, des institutions financières et des gestionnaires de fonds internationaux participant à la COP22, où elle a été saluée comme un modèle international pour le renforcement de l'investissement pour le climat.

Cette nouvelle initiative permettra aux fonds d'investissement axés sur le climat de financer des projets ayant de fortes retombées positives pour le climat dans le monde entier et favorisera la mobilisation de fonds supplémentaires auprès d'investisseurs privés.

M. Henri Kox (à gauche) et M. Marco Schank

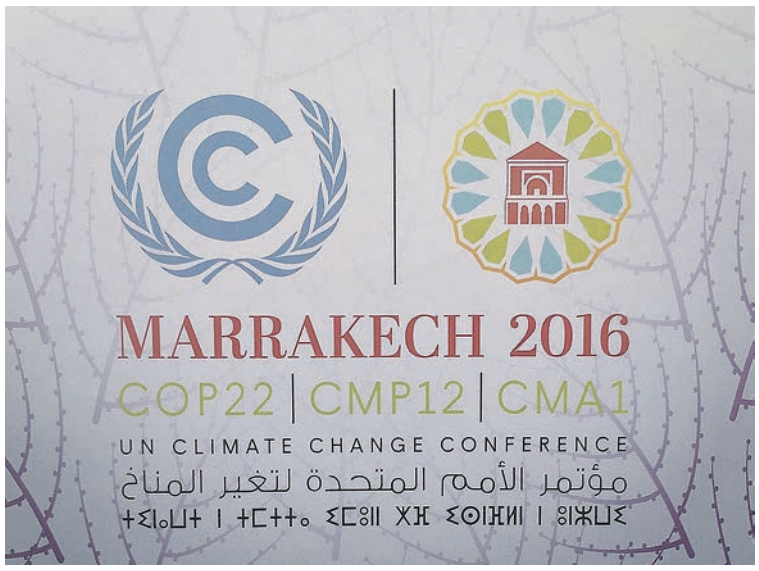
Résultats et initiatives

La COP22 a permis aux pays de faire preuve d'unité face à l'urgence d'agir et de mettre en œuvre l'Accord de Paris. Les dirigeants mondiaux ont publié une proclamation mettant en évidence l'irréversibilité de cet Accord, souhaitant vraisemblablement envoyer un message à M. Donald Trump, Président élu des États-Unis, qui avait proposé pendant sa campagne de quitter l'Accord de Paris.

Plusieurs mesures ont été annoncées pendant cette COP22 pour accélérer le processus de l'action contre le changement climatique dans un large éventail de domaines, pour faciliter les synergies et pour promouvoir des solutions aux défis les plus pressants. La COP22 a donc été une COP de l'action. Ainsi par exemple:

- Un des premiers résultats notables de cette COP est l'avancée de deux ans de la rédaction du règlement d'opérationnalisation de l'Accord de Paris, dont la date d'achèvement a été fixée à 2018 au lieu de 2020.

- Le *Climate Vulnerable Forum*, un groupe d'une quarantaine de pays les plus vulnérables au changement climatique, a publié une déclaration qui renforce l'appel à limiter la hausse de la température mondiale aussi près de 1,5 degrés Celsius que possible et s'est notamment engagé à renoncer complètement aux énergies fossiles et à atteindre 100% d'énergie renouvelable au plus tard en 2050.



Les entreprises, les investisseurs, les villes et les gouvernements locaux ont également formulé de nouveaux engagements en matière de changement climatique, entraînant des répercussions importantes en agissant localement et en formant des partenariats à l'échelle mondiale. Il s'agit de renforcer la participation des acteurs non étatiques qui sont des acteurs clés dans la lutte contre le changement climatique en encourageant une série d'initiatives, tant individuelles que coopératives. Cette nouvelle ère d'action pour le climat a été exprimée dans la Proclamation d'Action de Marrakech, permettant d'assurer la continuité de l'agenda de l'action au-delà de la COP22.

Parmi les nombreuses autres initiatives lancées pendant la COP22 figurent notamment des mesures de soutien aux technologies propres, des actions visant à renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau dans les pays en développement, etc.

La nécessité de poursuivre les efforts

Il reste encore beaucoup d'efforts à faire pour aboutir à l'objectif de maintenir la hausse de la température moyenne mondiale à 2, voire à 1,5 degrés Celsius.

Afin de maintenir un niveau d'ambition élevé, le Luxembourg devra lui aussi mettre en place un plan d'adaptation et de réduction concret et ambitieux, en veillant à la cohérence des différentes politiques à mettre en œuvre et à y impliquer toute la société civile. Dans ce contexte, le troisième plan d'action national contre le changement climatique sera présenté en 2017.

Réunion interparlementaire

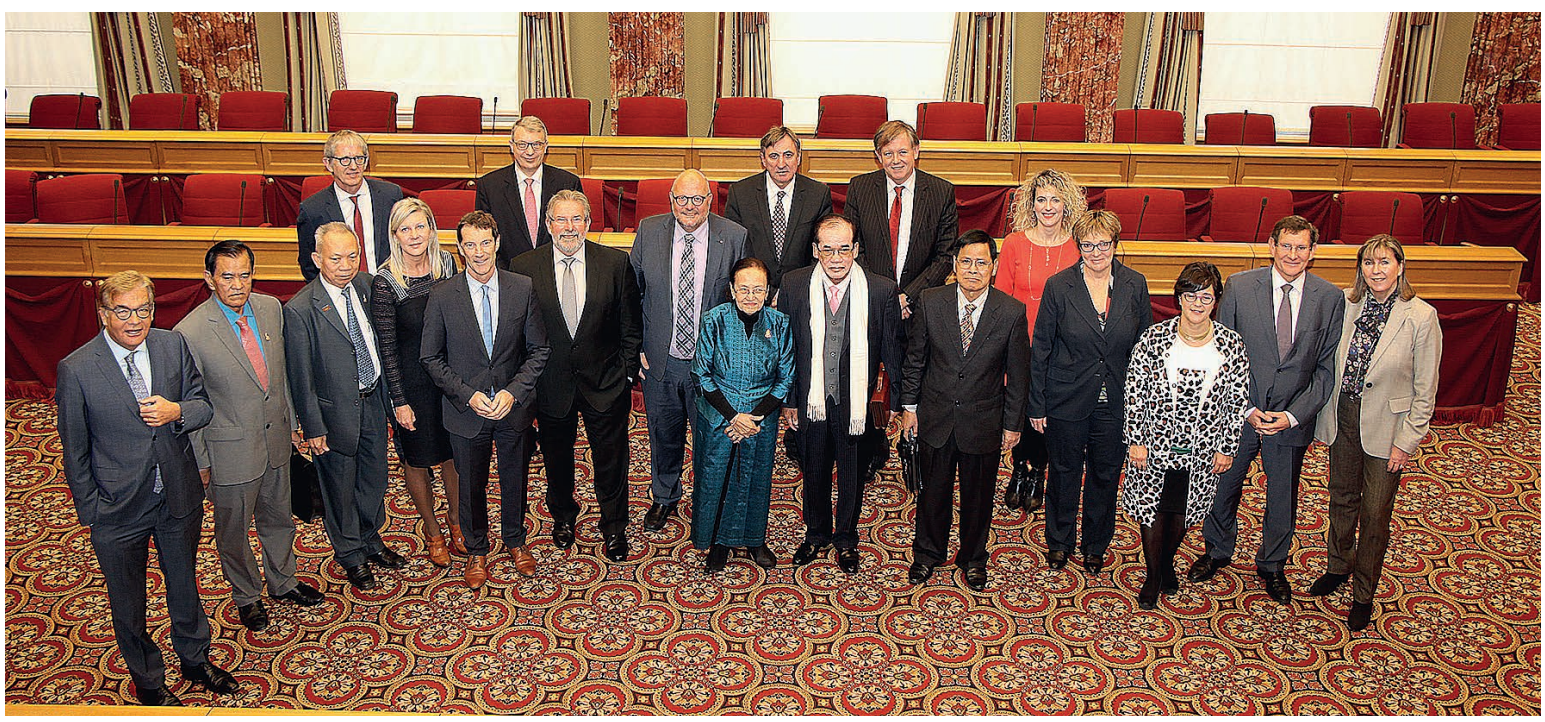
En marge de la COP22, les députés luxembourgeois ont participé, le 13 novembre 2016, à une conférence organisée par l'Union interparlementaire (UIP) et ont assisté à plusieurs réunions-débats. Au cours de l'une d'entre elles, Mme Jacqueline McGlade, directrice scientifique du PNUE, a exposé les défis actuels et futurs des migrations de population engendrées par les changements climatiques et a souligné l'importance d'une action rapide et coordonnée en la matière. Les parlementaires du monde entier ont pu, au cours de cette journée, échanger leurs expériences personnelles et réaffirmer le rôle important qui est le leur dans la transposition de décisions prises au niveau des grandes conférences onusiennes dans les législations nationales.

Le Cambodge à l'honneur

L'intégration régionale au niveau politique et parlementaire ainsi que la bonne croissance économique du pays étaient au cœur d'un échange de vues entre les députés luxembourgeois et les sénateurs cambodgiens, le 24 novembre 2016 à la Chambre des Députés.

Le Cambodge a réussi à diminuer fortement son taux de pauvreté qui est passé de 53% en 2004 à 13,5% en 2014, a annoncé la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat cambodgien, Mme Ty Borasy. Les procès des Khmers rouges étaient également un thème évoqué lors des entretiens avec les députés.

La délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge a été reçue par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, par les membres de cette commission ainsi que ceux de la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF).



Une délégation sénatoriale du Cambodge reçue à la Chambre.

Des chances égales pour tous les enfants

La crèche «Escher Kannervilla» à Esch-sur-Alzette compte parmi les huit crèches qui participent à la phase pilote de la mise en place du programme d'éducation plurilingue de la petite enfance.

Ce programme fait l'objet d'un projet de loi (doc. parl. n°7064) que la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse va examiner prochainement.

Le 23 novembre 2016, les membres de ladite commission ont visité les locaux de la «Escher Kannervilla», afin de recevoir un aperçu sur la mise en pratique du programme d'éducation plurilingue de la petite enfance. La crèche accueille actuellement 58 enfants, âgés de 0 à 6 ans, de quelque dix nationalités différentes.

La responsable, Mme Ginette Libardi, a expliqué aux députés les raisons pour lesquelles la structure participe à la phase pilote du programme: «Nous voudrions porter les réalités du multilinguisme, telles qu'elles se présentent à nous, à la connaissance d'un plus grand public.» Mme Libardi estime qu'une familiarisation précoce avec une multitude de langues, dont le luxembourgeois en tant que langue véhiculaire, permet de mieux préparer les enfants à l'apprentissage des langues dans l'enseignement fondamental: «Il s'agit de créer des chances égales pour tous les enfants.»

Une crèche pilote à Esch-sur-Alzette visitée par des députés.

Valoriser le multilinguisme

«Promouvoir le multilinguisme, qui constitue un des points forts du pays»: telle est l'ambition de l'École internationale à Differdange, qui a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2016-2017.

Après avoir voté la création de cette école en novembre 2015, les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se sont rendus le 10 novembre 2016 dans les locaux de l'école pour un échange de vues avec les membres de la direction, des représentants des enseignants, des élèves et des parents d'élèves.

Les députés se sont notamment renseignés sur l'offre scolaire de l'École internationale et sur la mise en place d'un enseignement multilingue et multiculturel.

L'école accueille actuellement quelque 150 élèves de 31 nationalités différentes.

Visite de l'École internationale à Differdange

La Police a son musée

L'ancien centre technique de la Gendarmerie, situé à Luxembourg-Verlorenkost, héberge aujourd'hui le Musée de la Police grand-ducale.

Le musée contient une collection d'effets, d'instruments et d'accessoires divers ayant servi à des générations de gendarmes et de policiers et constitue à ce titre un témoin de l'histoire et du patrimoine des forces de l'ordre nationales. C'est ce que les membres de la Commission de la Culture ont pu constater lors d'une visite sur place, début novembre.

L'association «Le Musée de la Police grand-ducale», s'engageant en faveur de cette collection, a initié des demandes auprès du Ministère de la Culture et de la Ville de Luxembourg visant à faire classer l'immeuble en question en tant que monument national, le cas échéant l'inscrire à l'inventaire supplémentaire respectivement dans le PAG. Le bâtiment, qui date de 1954, fait partie du domaine de l'État et est placé sous la tutelle du Ministère de la Sécurité intérieure.

Les membres de la Commission de la Culture ont par ailleurs été informés que l'immeuble est confronté à des problèmes techniques.

Des parlementaires visitent le Musée de la Police grand-ducale.

Smart City Esch/Belval: gestion urbaine intelligente

Après deux conférences organisées précédemment par le Parlement Benelux au sujet des «villes intelligentes» à Deventer et Gand, le troisième volet du triptyque a eu lieu le 7 octobre 2016 à Esch/Belval, sous la dénomination «Smart Cities - Smart Grids».

Les participants ont découvert le bâtiment «massenoire» sur le site industriel comportant des hauts-fourneaux transformé par le Fonds Belval en un site à fonctions multiples doté d'un potentiel pour le 21e siècle, dont l'Université du Luxembourg, des maisons passives, des entreprises et une zone commerciale.

Les membres du Parlement Benelux, parmi lesquels MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Gast Gibéryen et Mme Diane Adehm, ont également rencontré à cette occasion M. Terji Nielsen, un expert en matière énergétique des Îles Féroé, lesquelles projettent de devenir totalement indépendantes des combustibles fossiles en 2030 en investissant massivement dans les énergies renouvelables. Au cours de la journée, M. Dan Codello, échevin d'Esch-sur-Alzette, a accueilli les participants au Fonds Belval, dont les activités ont été présentées par son directeur, M. Luc Dhamen. Des membres du Conseil parlementaire interrégional (CPI) se sont joints à cette réunion destinée à mettre en exergue le site d'Esch/Belval comme un exemple de gestion urbaine intelligente créant davantage d'emplois, avec des espaces urbains plus efficients notamment au niveau des transports, de l'énergie et de la protection de l'environnement.

Les participants à la journée «Smart Cities - Smart Grids» du Parlement Benelux et du CPI

«Nous devons trouver des solutions ensemble»

Mme Olga Golodets et M. Mars Di Bartolomeo

Dans un contexte de relations difficiles entre l'Union européenne et la Russie, la Vice-Première Ministre de la Fédération de Russie, Mme Olga Golodets, a été reçue le 24 novembre 2016 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

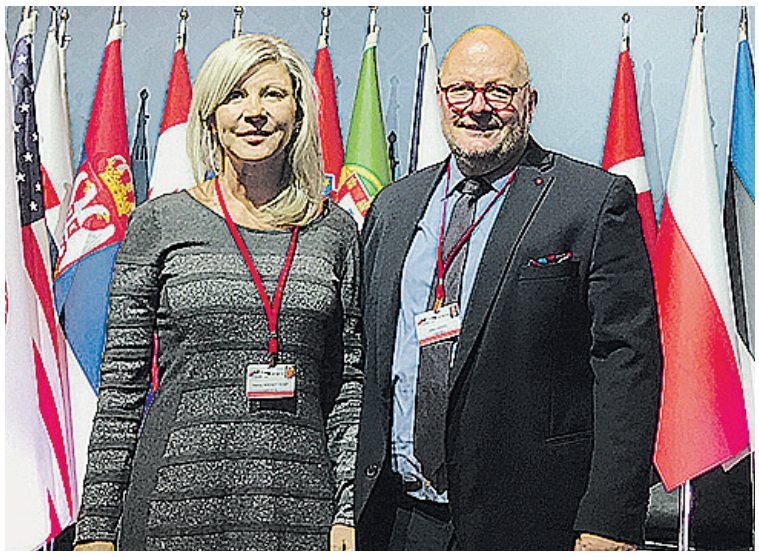
Lors de leur entretien, le Président de la Chambre des Députés a insisté sur les points qui unissent les deux pays et sur l'importance de coopérer. «Nous avons la volonté de trouver ensemble des solutions aux drames humanitaires qui nous tracassent», a déclaré M. Di Bartolomeo, un constat qui vaut avant tout pour la crise des réfugiés. «Notre devoir commun est de faire cesser ces catastrophes intolérables», a-t-il précisé.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire: «Quand les relations entre deux pays s'avèrent difficiles, il devient d'autant plus important que les parlementaires puissent continuer à s'échanger librement et maintenir ainsi le dialogue». En effet, les députés luxembourgeois entretiennent des relations étroites avec leurs homologues russes. Ainsi une délégation du Conseil de la Fédération de Russie avait été reçue en juin dernier, alors qu'une visite d'une délégation luxembourgeoise à la Douma est prévue dans les mois à venir.

Pour sa part, la Vice-Première Ministre russe a relevé l'importance des contacts humains pour rapprocher davantage les deux pays, que ce soit en encourageant les échanges entre élèves et étudiants ou par le biais d'évènements culturels.

Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Une assemblée annuelle marquée par la situation politique en Turquie



Mme Nancy Arendt et M. Marc Angel

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN prône une riposte appropriée aux défis sécuritaires. Réunie à Istanbul du 18 au 21 novembre, l'AP-OTAN a préconisé une consolidation des défenses de l'Alliance grâce, entre autres, à des investissements supplémentaires pour développer les capacités militaires, face aux menaces émanant de la Russie, du terrorisme et de l'instabilité au Moyen-Orient.

«Nous devons renforcer encore le dispositif de dissuasion de l'OTAN en augmentant l'effectif des troupes alliées présentes dans les pays baltes, en Pologne et en Roumanie, en déployant préalablement plus de matériel et en investissant dans les infrastructures qui permettront et accéléreront l'acheminement de renforts», a dit le Président de l'Assemblée, M. Michael R. Turner (États-Unis).

Plus de 230 parlementaires venus des 28 pays membres de l'OTAN, parmi lesquels M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt, et une bonne vingtaine de délégations de pays associés, partenaires ou invités ont assisté à la session d'automne de l'AP-OTAN.

L'Assemblée a adopté diverses résolutions invitant instamment les gouvernements des pays alliés à consolider les défenses de l'OTAN, à riposter fermement au comportement de la Russie et à coopérer plus étroitement dans le domaine de la lutte antiterroriste. Elle a également élu l'un de ses vice-présidents, M. Paolo Alli, en tant que successeur de M. Turner, dont le mandat de deux ans est venu à son terme. Le Président de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, ont pris la parole lors de la séance plénière.

Dans son intervention, M. Erdoğan a fait observer que la Turquie, «membre indispensable de l'Alliance», se trouvait sur la ligne de front des défis du 21e siècle et a réaffirmé son engagement vis-à-vis de l'OTAN.

Au cours de la séance annuelle, à l'occasion de rencontres avec le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre de la Justice et des députés turcs, les représentants des parlements des pays alliés ont maintes fois réitéré que la Turquie met actuellement à risque le respect des normes élémentaires de l'État de droit.

Les parlementaires de l'OTAN ont été unanimes à condamner la tentative de putsch du 15 juillet 2016. Tout au long de la session, un grand nombre d'entre eux ont cependant aussi fait part de leur préoccupation devant la vague de licenciements, d'arrestations et d'incarcérations - y compris de parlementaires de l'opposition et de journalistes - qui a suivi la tentative de putsch. Pendant la session, les membres ont répété avec inquiétude que les procédures judiciaires doivent se fonder sur des preuves irréfutables et rendues publiques.

L'OTAN est une alliance qui se rassemble autour de valeurs communes au cœur desquelles se trouvent la démocratie, le respect des minorités et le respect de l'État de droit.

La délégation luxembourgeoise s'est jointe à ce concert de critiques. Ainsi, M. Marc Angel, qui occupe le poste de trésorier au sein de l'AP-OTAN, a plaidé pour le respect de l'État de droit en Turquie dans une réunion avec le Ministre de la Justice turc. «S'il convient de faire preuve de solidarité avec la Turquie après la tentative de coup d'État», a-t-il déclaré, «le Gouvernement turc doit respecter les droits de l'homme, les droits de l'opposition, de la liberté académique et de la presse». Une réaction proportionnée aurait été nécessaire après le putsch, alors que le gouvernement a mis en place une ambiance de suspicion générale à l'égard de tout un pan de la société.

À côté de ses rencontres avec les élus turc, y compris avec des membres de l'opposition, M. Angel a également visité la rédaction du quotidien d'opposition turc Cumhuriyet, dont plusieurs membres de la rédaction ont été arrêtés.

Réunion plénière de la LVI COSAC

Dialogue renforcé entre la Commission européenne et les parlements nationaux

Le dialogue entre la Commission européenne et les parlements nationaux s'est renforcé, ont constaté le Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, et les participants à un groupe de discussion sur le renforcement du rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne au cours de la réunion plénière de la LVI COSAC qui s'est tenue du 13 au 15 novembre 2016 à Bratislava.

D'un côté, le nombre de visites et entrevues avec les membres de la Commission européenne au sein des parlements nationaux a sensiblement augmenté. En plus, la Commission européenne répond désormais de façon extensive aux avis motivés lui adressés par les parlements de l'Union européenne.

Or, les parlementaires sont d'avis que la coopération entre les parlements nationaux et le fonctionnement de la COSAC peuvent encore être améliorés. 70% des avis politiques adressés à la Commission européenne proviennent de 10% des parlements nationaux. Ceci est dû, en partie, au fait que les procédures des parlements nationaux concernant les affaires européennes divergent fortement.

Le Premier Ministre de la République slovaque, M. Robert Fico, a présenté l'état d'avancement de la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne. Les trois priorités fixées par la présidence slovaque étaient de renforcer économiquement l'Union européenne, de stabiliser la politique migratoire et d'asile et de promouvoir de bonnes relations économiques avec les partenaires dans le monde.

Des progrès ont notamment été réalisés dans les domaines suivants: sous la présidence slovaque, deux nouveaux chapitres ont été ouverts dans les négociations d'adhésion avec la Serbie; l'accord de libre-échange avec le Canada (CETA) a été signé; dans le domaine de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, un paquet de propositions législatives sur la transparence a été adopté ainsi qu'un projet de directive sur la coopération administrative dans l'Union européenne. Le budget 2017 de l'Union européenne a trouvé un accord au Conseil seulement 18 jours après sa publication. Par ailleurs, des accords importants ont été conclus sous présidence slovaque dans les domaines de l'échange de quotas d'émission, de la lutte contre le changement climatique, de la pêche et des questions énergétiques.

L'état d'avancement des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (TTIP) a été présenté par le négociateur en chef de l'Union européenne du TTIP et Directeur de la DG Commerce, M. Hiddo Houben. Après un dernier tour de négociations en 2016 et suite aux élections présidentielles aux États-Unis, une reprise des négociations ne se fera guère avant l'été 2017.

(de gauche à droite) M. Gast Gibéryen, Mme Diane Adehm et M. Marc Angel

L'Union de l'énergie et la sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne dans le contexte de la migration irrégulière étaient d'autres sujets discutés entre les membres des parlements des 28 États membres de l'Union européenne.

La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la délégation, Mme Diane Adehm et M. Gast Gibéryen.

Contre la violence

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli des représentants d'UNICEF Luxembourg dans le cadre d'une «chaîne humaine contre la violence», organisée le 18 novembre 2016 entre la Place Guillaume II et la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre a reçu…

…S.E. M. Lilian Zamfiroiu, Ambassadeur de Roumanie

…M. Sandro Gozi, Secrétaire d'État aux Affaires européennes de l'Italie

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°02** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Convention de sécurité sociale Luxembourg-Philippines

6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015

La Convention en matière de sécurité sociale entre la République des Philippines et le Grand-Duché de Luxembourg a été signée le 15 mai 2015 à Luxembourg par les autorités compétentes des deux pays. C'est la première fois que les relations en matière de sécurité sociale entre les Philippines et le Luxembourg sont réglées par un instrument international.

L'objectif principal de cette convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Philippines est de sécuriser les droits et obligations en la matière et de parvenir à un instrument juridique international moderne et adéquat.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) 883/2014 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale dans l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.09.2015

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

10.10.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.10.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Loi du 29 novembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 241, page 4464

Reconnaissance des qualifications professionnelles

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

L'objectif principal du présent projet de loi consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n°1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur («règlement IMI») (ci-après: «la directive de 2013»). La directive de 2013 a comme but de réduire les charges administratives liées à la reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau des États membres de l'Union européenne, ceci en vue de renforcer la libre circulation des travailleurs au sein du marché unique.

Une grande partie de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles fut transposée en droit luxembourgeois par différentes lois, ce qui ne contribue pas à la lisibilité de l'ensemble de la législation concernant les qualifications professionnelles. Partant, il est proposé de codifier dans un texte unique les principales dispositions de la directive modifiée 2005/36/CE.

Hormis la transposition fidèle de la directive de 2013, le présent projet de loi se propose de préciser la législation nationale existante relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi que les procédures afférentes. Ces mesures et dispositions sont les suivantes:

- création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

- dispense de la procédure d'homologation;

- ouverture de la procédure de reconnaissance des qualifications professionnelles aux détenteurs de certains titres de formation obtenus dans un pays tiers;

- amélioration légistique: harmonisation des procédures et introduction de formulaires standardisés.

Les principales modifications et innovations introduites par la directive de 2013 et fidèlement transposées par le présent texte sont les suivantes:

- reconnaissance des stages professionnels effectués dans un autre État membre dans les cas où l'accès à une profession réglementée dans l'État membre d'origine est subordonné à l'accomplissement d'un stage professionnel, pour autant qu'ils soient conformes aux lignes directrices afférentes établies par l'État membre d'origine;

- prévoir la possibilité d'exprimer la durée d'un programme d'enseignement et de formation en crédits du système européen de transfert et d'accumulation d'unités de cours capitalisables (ECTS);

- possibilité d'accéder à plein temps à une profession réglementée dans l'État d'accueil si le professionnel a exercé cette profession pendant une année au cours des dix années précédentes dans un État membre qui ne réglemente pas cette profession;

- obligation d'accorder un accès partiel aux activités qui relèvent d'une profession dont le champ d'activités est plus grand que dans l'État membre d'origine avec possibilité de refuser cet accès pour les professions de santé si elles ont des implications en matière de santé publique ou de sécurité des patients;

- précision des dispositions en matière de connaissances linguistiques des professionnels. Elle limite explicitement le contrôle des connaissances linguistiques à la connaissance d'une langue officielle ou administrative de l'État membre d'accueil;

- possibilité de mettre en place des cadres communs de formation par la Commission européenne pour des professions données. Il s'agit de promouvoir ainsi une plus grande automaticité de la reconnaissance des qualifications professionnelles pour les professions qui n'en bénéficient pas actuellement;

- remplacement des points de contact nationaux par des centres d'assistance dont l'activité principale consiste à conseiller et à assister les citoyens;

- possibilité d'introduire, au niveau européen et pour des professions déterminées, une carte professionnelle européenne. Celle-ci est appelée à faciliter la mobilité temporaire et la reconnaissance du titre dans le cadre du système de reconnaissance automatique ainsi qu'à promouvoir un processus simplifié de reconnaissance dans le cadre du système général;

- instauration d'un mécanisme d'alerte pouvant signaler aux autorités compétentes des autres États membres les professionnels qui ne sont plus autorisés à exercer leur profession. L'obligation d'envoyer une alerte s'applique uniquement aux États membres où de telles professions sont réglementées.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°02** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.10.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

13.06.2016	Désignation d'un rapporteur
16.06.2016	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2016	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
24.06.2016	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19.09.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.10.2016	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
18.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.10.2016

Droit de la concurrence

6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Ce projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2014/104/UE qui a pour ambition d'instaurer un ensemble de règles communes aux États membres pour les actions en responsabilité fondées sur une pratique anticoncurrentielle afin de faciliter ces actions et d'inciter ainsi les victimes de telles pratiques à faire valoir leurs droits à réparation.

À l'heure actuelle, la réparation d'un dommage découlant d'une pratique anticoncurrentielle est possible sur base du droit commun de la responsabilité, mais rare en pratique en raison de la complexité des procédures nationales et de la difficulté pour les demandeurs de rapporter la preuve de leur préjudice.

De plus, le projet de loi a pour objet de faciliter la mise en œuvre de telles actions en adaptant certains éléments de procédure y relatives et de fixer les règles coordonnant la mise en œuvre de l'action publique et privée dans le domaine du droit de la concurrence.

Les dispositions de la future loi s'appliqueront en sus du droit commun applicable aux actions en dommages et intérêts. En cas de conflit avec le droit commun, les dispositions de cette future loi priment.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.03.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

02.06.2016	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen de l'avis du Conseil de la concurrence
13.10.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2016

Intermittents du spectacle

6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de mettre notre législation en conformité par rapport à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 26 février 2015 (C-238/14) ayant jugé que le Grand-Duché de Luxembourg ne prévenait pas suffisamment l'utilisation abusive des contrats de travail à durée déterminée pour les intermittents du spectacle.

En effet, dans son arrêt, la CJUE a constaté, d'un côté, que le Luxembourg n'a pas expliqué en quoi la réglementation nationale exige que les intermittents du spectacle exercent des activités de nature temporaire et a regretté que la définition légale de l'intermittent du spectacle contienne comme seul critère une référence au type de relation contractuelle sans prise en compte de la nature réelle des activités exercées. D'un autre côté, la CJUE a relevé que l'énoncé de l'article L.122-1 du Code du travail et surtout du paragraphe 3 dudit article, ainsi que les articles suivants dudit Code permettent la conclusion de contrats à durée déterminée avec des intermittents du spectacle pour l'exécution de tâches plus générales et/ou durables ou permanentes sans restriction aucune en termes de délai et du nombre de renouvellements.

Pour cette raison, le présent projet de loi a pour objet d'ajouter des précisions à la définition de l'intermittent du spectacle dans la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et 2. à la promotion de la création artistique pour établir une relation plus claire entre cette définition et la nature temporaire de l'activité des intermittents ainsi que l'alternance de périodes d'activité et d'inactivité auxquelles ces derniers sont toujours confrontés et de prévoir une durée maximale totale pour les contrats de travail à durée déterminée successifs qui peuvent être conclus avec des intermittents.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.04.2016

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

14.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.10.2016	Examen de l'avis de la Commission de la Culture
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Patrimoine archéologique

6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette (ci-après la «Convention»). Cette Convention a été signée par le Luxembourg le 16 janvier 1992, mais n'a jamais été ratifiée depuis lors. Le Luxembourg figure en effet parmi les derniers pays membres du Conseil de l'Europe à ne pas avoir ratifié cette Convention.

Ladite Convention vise à mieux concilier les besoins respectifs de l'archéologie et de l'aménagement du territoire en veillant à ce que les archéologues participent aux politiques de planification et à ce qu'il y ait une consultation systématique entre les communes, les archéologues, les urbanistes et les spécialistes de l'aménagement du territoire. De fait, cette Convention met en avant le principe novateur de conservation intégrée, basée sur la notion d'archéologie préventive.

La Convention constitue un instrument juridique essentiel eu égard, d'une part, à la richesse archéologique du sous-sol luxembourgeois - comme en témoignent les découvertes récentes - et, d'autre part, à l'importance et au nombre croissants de projets de construction en cours.

Les travaux d'aménagement du territoire se multiplient tandis que les sites archéologiques voués à disparaître sont plus nombreux chaque année. En l'absence des méthodes de l'archéologie préventive, des dizaines de sites archéologiques uniques risquent d'être détruits chaque année sans contrôle ni documentation, faute d'obligation systématique de conservation et d'effectifs spécialisés suffisants.

Si la législation actuelle prévoit déjà certaines dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, elle est néanmoins lacunaire puisqu'elle ne prend pas en compte tous les standards internationaux et européens. L'approbation de la Convention apparaît dès lors souhaitable et nécessaire pour le Luxembourg en ce qu'elle introduit une définition de la notion de patrimoine archéologique ainsi que d'autres notions qui font actuellement défaut. Tel est le cas par exemple de l'obligation d'établissement et de mise à jour d'un inventaire du patrimoine archéologique (article 2 de la Convention), de l'application du principe de la conservation intégrée (article 5 de la Convention), de l'interdiction expresse de l'utilisation de détecteurs de métaux (article 3 iii) de la Convention), ou encore du principe du soutien financier et matériel des pouvoirs publics aux opérations de recherche archéologique (article 6 de la Convention). La Convention contient par ailleurs des dispositions relatives à la diffusion de l'information, à la sensibilisation du public et à la prévention de la circulation illicite d'éléments du patrimoine archéologique.

L'application de l'archéologie préventive - par opposition à l'archéologie de «sauvetage» ou d'«urgence» actuellement pratiquée -, relevant de la conservation intégrée prévue par l'article 5 de la Convention, devrait inciter le Luxembourg à intégrer les préoccupations archéologiques dès la phase de planification des politiques d'aménagement du territoire. Une telle approche garantit à toutes les parties prenantes (communes, aménageurs, urbanistes, archéologues) tant l'efficacité dans la réalisation de projets que la sécurité juridique, qui font actuellement défaut.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 20.05.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture (Président: M. André Bauler):

04.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.11.2016

Personnel de l'enseignement fondamental

7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Afin d'investir durablement dans la qualité scolaire, le projet de loi sous rubrique vise à augmenter le nombre d'heures de formation continue à prester annuellement par le personnel enseignant. Il est notamment proposé de doubler ce volume et de passer, en conséquence, de huit à 16 heures de formation continue annuelles.

Dans un souci de parallélisme, la tâche des chargés de cours, membres de la réserve des suppléants, est également adaptée.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 08.06.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

28.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2016

SÉANCE 4

MARDI,
15 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner

- *M. David Wagner*
- *M. Alex Bodry*

5. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

- *Mme Martine Hansen*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. André Bauler - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Gilles Roth - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- *M. Gérard Anzia - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Laurent Zeimet - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

7. Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

8. 6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froe wéi gewinnt d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Vizepremier.

2. Communications

Da kënne mer direkt zu deenen normale Punkten iwwergoen, déi üüblech Kommunikatiounen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, entweder hei um Büro leien oder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt gi sinn.

Da wollt ech Iech informéieren, dass op Ufro vun der Regierung duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 15. Oktober 2016 de Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vun der Ausféierung vun de Strofen den 19. Oktober 2016 vum Rôle gestrach ginn ass.

Och op Ufro vun der Regierung hin ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 15. Oktober 2016 de Projet de loi 6382 iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire vum Rôle gestrach ginn.

Dann: D'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter eiser leschter Sëtzung deponéiert goufen, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

Communications du Président - séance publique du 15 novembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7080** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 27 février 2011 fixant les critères de durabilité pour les biocarburants et bioliquides*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.10.2016

***7081** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 5 juillet 2016 relatif à la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.10.2016

***7082** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 24.10.2016

***7083** - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.10.2016

***7084** - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015*

Dépôt: Commission des Comptes, le 28.10.2016

***7085** - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

***7086** - Projet de loi portant modification: 1) du Code du travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

***7087** - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.11.2016

***7088** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2016

***7089** - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 08.11.2016

***7090** - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.11.2016

***7091** - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 09.11.2016

***7092** -Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 10.11.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 octobre 2016, le projet de loi n°6381 portant réforme de l'exécution des peines et modifiant: - le Code d'instruction criminelle; - le Code pénal; - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et - la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti a été retiré du rôle en date du 19 octobre 2016.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 octobre 2016, le projet de loi n°6382 Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et 1) modification: - du Code pénal; - du Code d'instruction criminelle; - de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich; - de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire; - de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse; - de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et - de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, ainsi que: 2) abrogation: - de certaines dispositions du Code de la sécurité sociale; - des articles 11, 12 et 15 de la loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale, et - de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de la police générale a été retiré du rôle en date du 19 octobre 2016.

4) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

***731** - Demande de pétition publique: Ariichten a Promotioun vun engem ëffentlechen Täterpräventiounsdéngscht*

Dépôt: M. Ronald Kwiatkowski, le 22.10.2016

***732** - Demande de pétition publique: Cimetière Saint-Joseph d'Esch-sur-Alzette*

Dépôt: Mme Marceline Kremer, le 24.10.2016

***733** - Demande de pétition publique: Limitation des indemnités en cas de remboursement anticipé d'un emprunt immobilier à taux fixe aussi pour les anciens prêts*

Dépôt: Mme Annick Raes, le 24.10.2016

***734** - Demande de pétition publique: D'Auer dréien am Fréijoer*

Dépôt: Mme Sophie Theis, le 29.10.2016

***735** - Demande de pétition publique: Quelle place pour les Luxembourgeois de l'étranger?*

Dépôt: M. Johan Domas, le 31.10.2016

***736** - Pétition ordinaire: PROJET SEBES - Investir dans de nouvelles installations d'approvisionnement en eau décentralisées et indépendantes au lieu de dépenser 166.000.000 € pour un renouvellement avec agrandissement des installations du SEBES à Esch-sur-Sûre et Eschdorf*

Dépôt: M. Joseph Kiefer, le 04.11.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wollt ech Iech den Ordre du jour presentéieren, esou wéi e vun der Presidentekonferenz - dës Kéier net ouni e bësse méi Méi wéi soss - virgeschloe ginn ass, an ech wollt Iech froen, ob Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Ech si virun der Sëtzung informéiert ginn, dass zwee Deputéiert wëllen en Dépôt maache vun enger Resolutioun respektiv zwou Resolutiounen?

Voilà, den Här David Wagner war deen Éischten, dee gefrot huet. Da versuerge mer eis d'Madamm Martine Hansen fir duerno. Här Wagner, wann ech gelift.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- ...Ladies first...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass d'Chronologie, déi hei zielt, Här Halsdorf.

4. Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir hunn d'Chronologie e bëssen duerjerneegehäit. Et ass jo esou, datt ech eng Proposition de loi déposéieren an eng Resolutioun. Ech ginn dovunner aus, datt mer dat elo maachen direkt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also d'Proposition de loi, déi mer jo och schonn ëffentlech presentéiert haten, déi ech haut gären déposéieren: Et geet ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 21. September 2006 vum Bail à loyer, wou mer zwou Modifikatioune proposéieren, zwee Artikelen. Deen ee concernéiert d'Frais d'agence immobilière. Wéi Der wësst, ass et zurzäit zu Lëtzebuerg net geregelt, wien dofir opkomme soll, de Bailleur oder de Locataire. A mir proposéieren dofir, datt de Commanditaire vun deem Service dofir soll opkommen - dat heescht, am Prinzip ass dat meeschtens och de Propriétaire -, well mer der Meenung sinn, datt souwisou am Kader vun der Wunnengsnout a vun der Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg d'Problemer relativ grouss sinn, zemools fir Locatairen, well déi meeschtens jo och am mannste Moyenen hunn.

Wann een alles zesumme berechent, da kënnt een deemno wéi schonn op 6.000 oder 7.000 Euro fir e Locataire, nodeems hien d'Frais d'agence plus TVA bezuelt huet an och nach eng Garantie locative, déi dräi Méint Loyeren, sprëch heiansdo souguer méi, och wann d'Gesetz dat net esou erlaabt. An dat heescht, do kann een op eng relativ héich Zomm kommen, déi vill Locatairen och net esou einfach kënnen débourséieren.

Dofir si mer der Meenung, datt eben éischtens d'Frais d'agence musse bei de Commanditairë leien, wat jo och normal ass - et ass sozial an et ass normal, well et jo och deen ass, deen de Service freet, deen dofir misst opkommen -, an zweetens, datt och d'Garantie locative misst op ee Loyer pro Mount plafonéiert ginn. Ech mengen, dat wier eng konkret Propos, fir d'Leit direkt ze entlaaschten. Ech hoffen, datt mer och kënnen doriwwer diskutéieren an der Kommissioun. An ech maache mer och Hoffnungen, datt mer vläicht, wahrscheinlech souguer, zu engem Konsens kommen.

7094 *- Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006*

Dat Zweet maachen ech dann och ganz schnell: Mir hunn eng Resolutioun déposéiert, wëllen eng Resolutioun déposéieren iwwert d'Tierkei.

Résolution

La Chambre des Députés,

constatant

- qu'au mois de mai 2016, la Grande Assemblée nationale de Turquie a décidé de suspendre l'immunité parlementaire de 138 députés, vote rendu effectif par promulgation du Président de la République de Turquie le 7 juin 2016;

- que cette suspension de l'immunité parlementaire a été dénoncée par le Parlement européen, en date du 9 juin 2016, comme un déni de droit et une atteinte à la liberté d'expression;

- qu'en date du 20 mai 2016, la Commission européenne a exprimé de sérieuses préoccupations à l'égard de cette décision;

- que la Commission de Venise recommande la réinstauration de l'inviolabilité des députés dans son rapport du 14 octobre 2016;

- que suite au coup d'État manqué des 15 et 16 juillet, le Gouvernement de la République de Turquie a mis en branle une vaste opération de suspensions ou d'arrestations de fonctionnaires ou de citoyens;

- que plus de 90 journalistes, dont le rédacteur en chef d'un des principaux quotidiens du pays, Cumhuriyet, ont été placés en état de détention ou d'arrestation, suscitant ainsi la protestation au niveau international des organisations et syndicats de journalistes;

- qu'en date du 3 novembre 2016, le Procureur d'État a ordonné l'arrestation de 11 députés issus du parti HDP, dont les deux coprésidents du parti,

condamne

- les arrestations des députés du Parlement de la République de Turquie, lesquelles constituent des violations graves des droits démocratiques incompatibles avec les principes d'un État de droit,

- les atteintes répétées à l'encontre de la liberté de la presse perpétrées en République de Turquie qu'aucune mesure de sécurité intérieure ne saurait justifier,

exprime

- sa solidarité avec les députés du Parlement de la République de Turquie et les journalistes arrêtés,

appelle

- les autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie en cessant les poursuites envers des députés élus par le suffrage universel et des journalistes.

(s.) David Wagner.

Wéi Der wësst - ech brauch elo net dorobber anzegoen -, wat an der Türkei viru sech geet, ass méi wéi besorgniserregend: Also, Journaliste gi verfollegt!

Nom Putsch, deen net erfollegt ass an der Tierkei, stelle mer fest, datt u sech den Här Erdoğan amgaangen ass, e Putsch ze vollzéie géint e groussen Deel vun der Zivillgesellschaft, géint d'Journalisten, an neierdéngs och géint d'Parlamentarier selwer vun der Grande Assemblée de la République de Turquie, wou och eelef Deputéierter elo wierklech, nodeems schonn d'Immunité parlementaire opgehuewe gouf, eelef Deputéierter festgeholl gi si vun der..., et gëtt ëmmer gesot: vun der „Kurdescher Partei". Et ass u sech net eng reng kurdesch Partei, et ass eng fortschrëttlech Partei, d'HDP; déi sinn elo festgeholl ginn.

A mir sinn der Meenung, datt een als Chamber hei zu Lëtzebuerg da misst awer drop reagéieren. Esou eppes kann een net duerchgoe loossen, dofir déposéiere mer hei eng Resolutioun, dat heescht, wou d'Chamber sech kéint expriméieren iwwert dat, wat deene Kolleegen aus der Tierkei geschitt ass, a woura mer och u sech d'Tierkei opruffen, domadder opzehalen, well mer der Meenung sinn, datt et wierklech an eng ganz schlëmm Richtung amgaangen ass ze goen.

Ech ginn dovunner aus, datt mer och nach an der Kommissioun wäerten driwwer diskutéieren. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. D'Proposition de loi geet jo deen normale Wee. Bei der Resolutioun ass virgesinn, dass se an d'Kommissioun geet?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech géif proposéieren, dass deen doten Text soll an der aussepolitescher Kommissioun diskutéiert ginn, déi de toute façon muer de Moien eng Reunioun och huet, wou och den Ausseminister dobäi ass. An da kann do eng Propos gemaach ginn, wéi soll weider verfuer gi mat deem Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Wa jiddwereen do dermat d'accord ass, da maache mer dat esou.

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Martine Hansen fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Madamm Hansen, wann ech gelift.

5. Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Marco Schank an ech - hie kann haut leider net hei sinn, en ass nach zu Marrakesch - virun e puer Wochen an der Schleef op der Aweiung vun der neier Fabréck vum „Téi vum Séi" waren, hu mer eis gefrot, firwat mer hei an der Chamber zwar Téi hätten, mä keen „Téi vum Séi". Déiselwecht Fro kann ee sech och fir verschidden aner Produkter stellen. Dëst ass ëmsou méi aktuell, well d'Petitioun 668, wou et drëm geet, fir méi Lëtzebuerger Produkter an der Restauration collective anzesetzen, de Seuil vun den noutwendege 4.500 Ënnerschréfte wäit iwwerschratt huet a mer am Januar en Débat hei an der Chamber wäerten hunn.

Elo kënne mer zwar soen, datt mer hei an der Chamber net allze vill consomméieren an ob mer elo lokal Produkter huelen oder net, datt dat d'Bëtschel net fett mécht. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddwereen esou denkt, da gëtt d'Bëtschel ni fett!

Duerfir fuerdere mer d'Chamber op, fir mam gudde Beispill virzegoen a fir nieft de Fair-Trade-Produkter souwäit wéi méiglech op lokal Produkter zréckzegräifen. Domadder ënnerstëtze mer net nëmmen eis lokal Landwirtschaft, déi dat absolutt noutwendeg huet, mä och eis Vermaartungs- a Veraarbechtungsbetriber souwéi indirekt och eis Ëmwelt.

Ech hoffe wierklech op eng breet Ënnerstëtzung hei an duerfir déposéieren ech och dës Resolutioun. Wann ech gelift.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant que

- la pétition n°668 «Priorité pour les produits luxembourgeois dans la restauration collective!», déclarée recevable par la Conférence des Présidents le 6 juin 2016 suite à l'avis positif de la Commission des Pétitions, a été approuvée par 7.758 signatures valables et a donc largement dépassé le seuil requis pour faire l'objet d'un débat parlementaire prochainement;

- un recours accru aux produits du terroir favorise non seulement le secteur agricole dans son ensemble, mais également l'artisanat et les entreprises de transformation nationales, la préservation de notre paysage, la réduction des distances parcourues pour l'approvisionnement et donc de la pollution;

- la Chambre des Députés recourt également aux produits dits du commerce équitable tels que «Fairtrade» pour les besoins de la vie parlementaire;

- la première institution se doit de servir de modèle en l'espèce et d'inciter d'autres acteurs, administrations et services à suivre la même voie,

décide

- de s'engager, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire.

(s.) Martine Hansen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Wat eis nëmme kann encouragéieren, mat deenen Efforte weiderzefueren, déi mer elo souwisou schonn amgaang sinn ze ënnerhuelen. Merci gesot!

An da géife mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Mir hunn haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung programméiert. An Dir kennt d'Regelen: zwou Minutte fir de Froesteller a véier Minutte fir de Regierungsmember, deen drop äntwert. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. An déi éischt Fro kënnt vum Här André Bauler un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Erweiderung vun der B7.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Esou ass et, Här President, Merci! Vill Leit ware virun e puer Wochen erféiert iwwert dee beandrockende Stau, deen effektiv Enn Oktober duerch en dach awer harmlose Chantier op der Ëmgeeungsbréck vun der B7 provozéiert gouf. Jorelaang gëtt scho vun engem Ausbau vun der B7 op véier Spure geschwat, fir datt zum Beispill e klenge Chantier net direkt derzou féiert, datt dee ganzen Trafic ronderëm Ettelbréck an Ierpeldeng/Sauer zesummebrécht.

D'B7 ass an der Nordstad d'Haaptverbindungssteck tëscht A7 an N27A bezéiungsweis N7. Schliisslech stelle sech hei och sécherheetstechnesch Froen, déi scho virun engem Jorzéngt hätte missen ugepaakt ginn.

Här Minister, Dir hat schonn eemol matgedeelt, datt Dir kloer gewëllt sidd, fir e véierspuregen Ausbau vun der B7 ëmzesetzen. Dat freet d'Leit aus der Regioun, well bis ewell goufe si ëmmer op Mokuchsdag vertréischt. Et war och gutt, datt RTL d'Situatioun op der Tëlee gewisen huet. Domat gouf de Leit den Handlungsbedarf op dësem Tracé nach eemol virun Ae gefouert. Ob elo Neel mat Käpp gemaach ginn an d'B7 endlech an Ugréff geholl gëtt, bleift dann ofzewaarden.

Ech erlabe mer nach eng Kéier dofir nozefroen, ob Dir, Här Minister, gewëllt sidd, dëse Chantier séier virunzedreiwen an eng véiert Spur bannent den nächsten zwee Joer bauen ze loossen am Intérêt vun der Nordstad an am Intérêt vum Éislek a senge Leit.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech hunn de Januar dëst Joer, précisément de 6. Januar, eng Question parlementaire beäntwert un déi honorabel Deputéiert Hansen, Schank, Kaes an Eicher. An do stoung dran an der Äntwert: «Le Gouvernement a décidé de prioriser la sécurisation de la B7 avec mise à deux fois…», zwee, also véier Gleiser op dem Tronçon Colmer-Bierg-Ettelbréck.

(Brouhaha)

Duerno hunn ech den 10. Februar, dat heescht e Mount duerno, e gudde Mount duerno, op eng Question parlementaire vum honorabelen Här Bauler geäntwert, datt ech nach eng Kéier wéilt renvoyéieren op déi Äntwert, déi ech ginn hunn op déi Fro vum honorabelen CSV-Deputéierte vu virdrun, datt d'Regierung dat wéilt maachen.

Duerno hunn ech de 25. Abrëll 2016 nach eng Kéier op eng Fro hi vun der Madamm Hansen an dem Här Kaes, wou méi generell zwar och Saachen nach derzougefrot gi waren, mä et och erëm eng Kéier ëm d'B7 gaangen ass, geäntwert, datt d'Mise vun zweemol zwou Voies op dem Tronçon B7 tëschent Colmer-Bierg an Ettelbréck eng absolutt Prioritéit wär.

Duerno hunn ech dann..., oder haut äntwerten ech dann dem Här Bauler nach eng Kéier, datt dat eng Prioritéit bleift! Dat heescht, datt zënter deene leschte sechs Méint meng Meenung sech net, oder der Regierung hir Meenung sech net geännert huet. A well se sech net geännert huet, hu mer natierlech och geschafft un deem Projet. Mä nach musse mer en APD ausschaffen. Ech kann deen net einfach esou zauberen, erbäizauberen! An deen APD ass bal fäerdeg. E wäert Ufank 2017 fäerdeg ginn. Da wäert ech en ënnerschreiwen. An da gi mer duerno an d'Ausschreiwungen an dann hoffen ech, datt mer et fäerdegbrénge bis Enn 2017, Ufank 2018, mat deem Ganzen unzefänken!

Ech soen Iech awer direkt derbäi: Do muss e Viaduc gebaut ginn, do brauche mer vill Emprisen. An wann ech soen „mir brauchen Emprisen", da wësst Der, wat dat heescht: Da musse mer hoffen, datt mer och all déi Terrainen do kréien, déi mer brauchen, fir datt mer déi Véierspuregkeet do kënne bauen. Dat heescht, deen Zeenario, deen ech Iech hei beschreiwen, deen ass en optimisteschen, datt mer déi Emprisen och alleguerte kréien, dat heescht, datt mer net mussen an eng Enteegnung goen. Well soss brauch ech Iech jo net ze molen, datt et dann natierlech selbstverständlech méi laang wäert daueren!

Also elo nach eng Kéier: Et ass eng Prioritéit. Si ass an der Aarbecht. Den APD ass esou gutt wéi fäerdeg. A mir hoffen, datt mer dann deen Timing vum Bau, dee virgesinn ass fir zwee an en halleft Joer, datt mer deen nach duerno agehale kréien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir freeën eis da schonn op d'Froe vun Ufank 2017, Enn 2017 respektiv uganks 2018! Merci gesot.

A mir géifen dann zur nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Här Gilles Roth, dréit ronderëm dee Prisonnéier, deen aus dem CHL fortgelaf ass, a riicht sech un de Justizminister.

- Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, laut Presseberichter soll gëschter Mëtteg e Prisonnéier mat Handschelle gefesselt an ëmgi vu gläich zwee Agenten am Kader vun enger medezinnescher Untersuchung am Centre Hospitalier hei an der Stad geflücht sinn. Trotz grouss ugeluechter Polizeisuchaktioun schéngt de Flüchtegen nach net agefaange ginn ze sinn.

Dozou eng Rei Froen un den Här Justizminister:

Kann de Minister dësen Tatbestand confirméieren? Wa jo, ass déi betraffe Persoun elo nach ëmmer op der Flucht?

Handelt et sech ëm en Untersuchungshäftling oder ëm eng Persoun, déi eng definitiv Prisongsstrof ofsëtzt?

Wat fir eng Strofdot respektiv présuméiert Strofdot gëtt dem Flüchtege reprochéiert?

Handelt et sech ëm e Lëtzebuerger Résident oder net?

Wéi konnt et zu deem Tëschefall kommen, dass eng mat Handschelle gefesselt Persoun sech aus der Opsiicht vu gläich zwee Agente konnt befreien? Waren do Drëttpersounen am Spill oder net?

Ginn et Sécherheetsvirschréften, wa Prisonnéier sech ausserhalb vun dem Prisong enger medezinnescher Untersuchung ënnerzéien? Goufen déi an dësem Fall agehalen?

Ass an deem Kontext eng intern Enquête ordonnéiert ginn?

A schliisslech: Wat fir Moossname gedenkt de Minister ze ënnerhuelen, fir esou potenziell Risike fir d'Sécherheet vun de Bierger an dem Klinikpersonal am Spezielle besser ze encadréieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. D'Wuert huet direkt de Justizminister, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President.

Une voix.- A lass!

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci och dem Här Roth fir d'Fro, déi mer erlaabt, de Point ze maachen.

Ech kann dem Här Roth seng éischt Fro mat Jo beäntwerten. Et handelt sech dobäi ëm zwee Agents pénitentiaires, Agenten also vum Schraasseger Prisong, déi bei em waren, zwee erfueren Agenten, ee vu 40 Joer an dee schonn zënter zéng Joer Eskort vun Détenuë mécht. En huet iwwer 300 där Transporter scho gemaach an e war a Begleedung vun engem zweeten Agent vu 47 Joer, deen och schonn zënter laange Joren ëmmer nees aspréngt bei deenen Eskorttransporter, déi gemaach ginn. An déi zwee gëllen als routinéiert am Kader vum Prisong.

Déi betraffe Persoun ass nach ëmmer op der Flucht. Et handelt sech och dobäi net ëm en Untersuchungshäftling, mä ëm eng Persoun, déi eng definitiv Prisongsstrof huet.

D'Strofdoten, opgrond vun deene se condamnéiert ginn ass, sinn, fir et genee ze soen, Endommagement volontaire de propriété mobilière d'autrui, Vol à l'aide de violence, Coups et blessures volontaires, Usage illicite et détention de stupéfiants an och Recel.

Et handelt sech dobäi ëm e Résident. Et ass also kee vun de villen, déi am Prisong sinn, déi Netrésident sinn.

Et ass zum Zwëschefall komm: Bei där Persoun handelt et sech ëm en definitiv Condamnéierten, wéi gesot. Et ass also en Transport, wou dann ofgewie gëtt a Funktioun vun der ageschater Dangerositéit vum Détenu. Déi méi geféierlech ageschaten, do ginn d'Transporter ëmmer vun der Polizei gemaach. Bei deenen, wou déi Aschätzung méi positiv, méi favorabel ass, ginn déi Transporter vun den Agente vum Centre pénitentiaire assuréiert.

Hei ass een, deem eng méi geréng Dangerositéit bescheinegt ginn ass, an dofir hunn déi zwee Beamte vun der Prisongsverwaltung de Prisonnéier begleet, an net Agente vun der Polizei.

No der medezinnescher Behandlung am Centre hospitalier, esou géint 14.25 Auer, hunn déi zwee Agenten den Détenu zréck bei den Auto begleet. A just an deem Moment, wou deen een Agent den Auto wollt opspären an deen aneren Agent hanner em stoung, huet en d'Gonscht vun der Sekonn genotzt an ass fortgelaf. D'Beamten hunn natierlech probéiert, de Prisonnéier erëmzekréien, wat hinnen awer net gelongen ass. Souwuel de CPL wéi och d'Polizei sinn direkt a Kenntnis gesat ginn a ganz séier hannendrun ass d'Sichaktioun gestart ginn.

Drëttpersounen, och déi Fro hutt Der gestallt, waren hei net mat involvéiert.

D'Sécherheetsvirschréften: Selbstverständlech gëtt et déi. D'Haaptregel ass eben déi, dass de Prisonnéier vun der Eskortéquipe vum Prisong Handschelle muss ugedoe kréie wärend dem ganzen Transport, wat och hei geschitt ass. Si sinn also agehale ginn. D'Beamten hu sech, no den Informatiounen, déi mer haut zur Verfügung leien, un all d'Virschréfte gehalen. Et konnt bis elo kee Feelverhale festgestallt ginn. Duerfir schéngt och den Direkter vum CPL net d'Intentioun ze hunn, à ce stade eng disziplinaresch Enquête ze ordonnéieren.

Moossnamen, déi mer wëllen huelen: Ech muss soen, et handelt sech hei wierklech - glécklecherweis! - ëm eng ganz exceptionnell Situatioun. Där Gefaangenentransporter do gi ronn 1.000 pro Joer gemaach: Eng ronn 600 ginn assuréiert vun den Agents pénitentiaires, eng ronn 400 ginn assuréiert vun der Polizei, an dat schonn zënter Joren. Esou e Fall wéi deen heiten ass wierklech ganz rar.

Op meng Nofro hi konnt mer just ee Fall gezielt ginn, deen ass ongeféier dräi Joer al. Méi wäit zréck ass kengem esou e Fall weider agefall. Do hat een eng Sortie kritt, well en op e Begriefnis sollt goen, an huet am Éislek vun där Sortie profitéiert. An en ass och nach deeselwechten Dag owes erëm agefaange ginn. Dat ass deen eenzege Fall, dee mir soss nach bekannt ass. Et ass also e System, deen ee grondsätzlech net kann als staark feelerhaft duerstellen.

Ech wëll awer trotzdeem soen, dass déi Situatioun, wéi mer se haut hunn, dass en Deel vun der Polizei gemaach gëtt an en Deel vun den Agents pénitentiaires gemaach gëtt, eng Situatioun ass, déi mech net zefriddestellt. Dofir steet och schonn am Projet de loi iwwert d'Exécution des peines an och an deem vun der Polizeireform, dass an Zukunft - nom Vott vun deem Projet de loi - sämtlech Gefaangenentransporter, ob et a Richtung Spidol ass oder a Richtung Cité judiciaire, dass déi an Zukunft all vun der Polizei wäerten assuméiert ginn. Déi ass och anescht équipéiert, anescht outilléiert.

Déi Décisioun hu mer scho geholl, déi ass nozeliesen an deene Projeten. Mir sinn also haut an enger Iwwergangssituatioun, eng Situatioun, déi sech grondsätzlech bewäert huet, mä wou leider dësen Zwëschefall geschitt ass. An ech hoffen, dass mer selbstverständlech dee Flüchtegen, deen e Résident ass, ganz séier nees wäerte kënnen op Schraasseg zréckbréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Och wann déi Fro wichteg war, wann ech gelift: d'Bitt fir op d'Zäit opzepassen.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gérard Anzia a riicht sech un de Wirtschaftsminister. Si dréit ëm déi nei wirtschaftlech Strategie, déi gëschter mat dem Här Rifkin presentéiert ginn ass. An den Här Anzia huet direkt d'Wuert.

- Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Gëschter hat ech, wéi aner Kolleegen och, hei d'Chance, an der Luxexpo dobäi ze sinn, wéi déi Etüd virgestallt ginn ass, dee Rapport zur drëtter...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci.

...de Rapport also zur drëtter industrieller Revolutioun. A fir déi Initiativ wëll ech nach eng Kéier där ganzer Regierung félicitéieren, dass se op dee Wee gaange sinn.

Iwwer 300 Akteuren hunn u sech aus der Zivillgesellschaft, der Ekonomie, och vun der Uni, de Gewerkschaften an och aus den Administratiounen iwwer ee Joer zesummegeschafft, an dat op néng verschiddenen Themeberäicher. An zwar an de Vektoren Energie, Gebaier, Mobilitéit, Liewensmëttel, Industrie a Finanzen, Smart Economy an och Économie circulaire an och „de Konsument gëtt zum Produzent" ass och do an engem Aarbechtsgrupp beaarbecht ginn.

Meng Fro geet elo ëm Folgendes: Wéi wëllt d'Regierung elo dëse Prozess weiderféieren a méi breet maachen, fir déi Iwwerleeunge vun deenen 300 Akteure ganz Lëtzebuerg zougänglech ze maachen?

Wéi wëllt d'Regierung dat voluminéist Dokument, am Moment op Englesch, mat de villen Aktiounspunkten elo an enger méi einfacher Form ënnert d'Leit bréngen?

A wéi sollen déi besteeënd Aarbechtsgruppen eventuell nei opgestallt ginn a wéi sollen déi koordinéiert elo weider virgoen, fir op dësen Themeberäicher ze schaffen?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem honorabelen Här Anzia Merci fir déi Froen, déi ech ganz kuerz wäert beäntwerten.

Effektiv, et hunn iwwer ee Joer elo 300 Akteuren aus alle Secteuren zesumme geschafft, zesumme mam Här Rifkin a sengem Team, fir eben ze kucken, wéi mer eng Strategie kënnen ausschaffen als éischt Land an der Europäescher Unioun, fir eis Ekonomie op eng nohalteg Ekonomie ëmzebauen, an dat integral, andeem mer an Zukunft ënner anerem op fossill Energieträger kënne verzichten. Mir hu jo zënter enger Zäit eng Diskussioun am Land iwwert de Wuesstum an an där Diskussioun ass d'Regierung vun Ufank un amgaang, eng Rei Saachen ze preparéieren, do och eben an deem Kontext déi Etüd Rifkin.

Nodeem de François Bausch déi lescht Woch zwou Table-ronden animéiert huet, fir iwwert deen dote Sujet mat der Zivillgesellschaft ze schwätzen, ass et de Méinden zu där Etüd komm, der Virstellung vun der Etüd Rifkin, déi awer elo net eng Etüd ass, déi top-down vum Här Rifkin geschriwwe ginn ass iwwer Lëtzebuerg, mä hei sinn effektiv 300 Akteure vu Lëtzebuerg wärend engem Joer zesummekomm, fir Modeller ze développéieren.

Déi sinn développéiert ginn elo iwwer 475 Säiten an engem Rapport, wou eng ganz Rei Iddien eben opgestallt gi sinn, wéi mer Lëtzebuerg virubréngen, wéi mer de Wuesstum weider kënnen assuréieren, awer esou, dass en nohalteg ass, esou dass en net zu enger weiderer Verschlechterung vun der Liewensqualitéit bäidréit, mä au contraire, dass en d'Liewensqualitéit verbessert. An esou, dass mer eis Ekonomie vill méi opbauen op engem Gain vu Produktivitéit, wéi elo einfach nëmmen op engem Zouwuess vun Aarbechtsplazen an engem Zouwuess domat natierlech och vun Trafic, Émweltbelaaschtungen an natierlech och Belaaschtungen à long terme vun eise Sozialsystemer, et cetera.

Fir elo op d'Froe konkret ze äntwerten: Et ass esou, dass um Regierungsniveau e Comité ministériel agefouert ginn ass, fir all déi Ministeren, déi zu deene verschiddene Punkte vun der Etüd responsabel sinn, zesummenzebréngen, dat heescht, e Comité de suivi, dee wäert regelméisseg dem Regierungsrot Rechenschaft ofleeën iwwert dat, wat elo geschitt ass. Well d'Etüd, déi ass elo ofgeschloss an deem Sënn, dass emol éischt Iddien um Dësch leien, mä eigentlech geet se weider.

Well dat ass deen zweete Punkt: Et ass näämlech d'Abanne vun der Zivillgesellschaft, d'Abanne vun enger ganzer Rei Organer, déi sech och mat deenen dote Sujete scho laang beschäftegen. Ënner anerem wäert dat de Conseil économique et social sinn, de Conseil supérieur pour un développement durable.

Eis ass et als Regierung awer och extrem wichteg, déi jonk Leit matanzebannen, well mir sinn amgaang, d'Zukunft vun deene jonke Leit hei ze preparéieren. An et wär net akzeptabel, wa mer dat géife wëlle maachen, ouni déi jonk Leit anzebannen. Dofir wäerte mer och d'Jugendparlament hei abannen, mir wäerten d'Studenten abannen, d'Studentenorganisatiounen, mir wäerten d'Schüler abannen.

Dat heescht, mir probéiere wierklech, e ganz largen Débat ze hunn elo um Niveau vun der Populatioun. A mir wäerten natierlech och d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" hei abannen, déi mer virun enger Zäitche gegrënnt hunn a wou mer jo gesinn, dass an deem Prozess, an där Transformatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie ganz villes ebe wäert berouen op deenen digitale Kompetenzen, déi d'Land huet, op deenen digitalen Infrastrukturen. Dofir wäert déi Initiativ mat Sécherheet och elo hei an d'Initiativ Rifkin mat afléissen.

Mir ass et einfach wichteg, dass mer e largen Débat um Niveau vun der gesamter Populatioun kréien an dass mer herno Projete kréien a Konklusioune kréien, déi och large gedroe sinn an der Populatioun. A finalement, wa mer deen Tour do gedréit hunn, wäerte mer hei e gréisseren Débat an der Chamber organiséieren, fir dann och schlussendlech, oder ech soen elo emol „als finaalt Wuert" der Chamber d'Wuert ze ginn, fir ze décidéieren, wat an Zukunft hei am Land soll geschéien a wat eventuell net méi soll geschéien.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet a riicht sech un den Innenminister, dréit ëm déi sougenannt SUP am Rame vum Plan d'aménagement général.

- Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass esou, bis ewell si mer jo an de Gemengen dovunner ausgaangen, op Basis vun de Gesetzer an och op Basis vun de Circulairen, déi mer bis ewell virleien haten, datt mer, wa mer de PAG géifen iwwerschaffen, esou sollte virgoen, datt mer en Émweltbericht, d'SUP, géifen ausschaffen, de PAG géife preparéieren, da virun de Gemengerot goen an de Gemengerot géif dann op Basis vun deenen zwee Dokumenter d'Prozedur lancéiere fir den neie PAG. Duerno géifen d'Leit da geruff ginn, gefrot ginn, kéinten hir Reklamatiounen eraginn.

Allerdéngs ass et esou, datt am Juni dëst Joer en Uerteel koum vum Tribunal administratif, vun der éischter Instanz, wat dovunner ausgeet awer, oder wat seet, datt u sech déi SUP, deen Émweltrapport misst de Leit schonn am Virfeld zougänglech gemaach ginn, fir datt se dann do scho kéinte Kenntnis dovun huelen an eventuell dann dorop reagéieren, also ier et an de Gemengerot geet, datt also net déi zwou Prozedure kéinte parallell lafen.

Ech hat doropshin och schréftlech eng Fro un de Minister geriicht. Mir kruten elo als Gemenge gëschter eng Circulaire vum Minister, wou e bësse op déi Problematik agaange gëtt a wou ech denken, datt e wollt eng Kloerstellung erreechen, well e bezitt sech och op dat Uerteel vum Juni. An där Circulaire steet elo, datt d'Gemengen u sech scho sollten, ier se de Conseil, de Gemengerot an d'Bild setzen, souwuel d'SUP wéi och de PAG de Leit virstellen.

An ech muss elo soen, dat huet bei eis elo méi Konfusioun bruecht wéi Kloerheet, déi Circulaire. Dofir wollt ech de Minister froen, ob en eis hei an der Chamber vläicht kéint erklären, wéi seng Circulaire ze verstoe wier: Ob et wierklech dann elo esou ass, datt d'SUP an de PAG - oder Deeler vum PAG, well dat geet och aus der Circulaire net esou kloer ervir - sollen am Virfeld, ier also de Conseil d'Prozedur lancéiert, de Leit virgestallt ginn, mat alle Konsequenzen, déi dat natierlech kéint mat sech bréngen.

Hu mer dat also esou richteg verstanen oder ass de Minister dann och der Meenung, datt den Tribunal administratif an éischter Instanz eng richteg Interpretatioun, oder eng Interpretatioun vun de Gesetzer vun 2004 an 2008 ginn huet, déi hien an deene Moossen deelt? Also ass dat elo déi nei Interpretatioun vun deenen Artikelen a vun der Prozedur?

Ass de Minister net och vläicht der Meenung, datt et awer ubruecht wier, elo eng Klärung ze bréngen an ze légiféréieren?

A schliisslech: Wéi sollen déi Gemenge reagéieren, déi hir Prozedur elo scho lancéiert hunn, op Basis natierlech vun de fréieren Interpretatioune vum Gesetz?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Sou wéi den Här Zeimet et elo grad gesot huet, hunn ech jo och schonn eng schréftlech Question kritt, fir op déi Problematik hei anzegoen, déi eis effektiv am Moment e bësse Kappzerbrieches mécht. Ech mengen, d'Problematik ass och net nei. Si ass schonn 2010 diskutéiert ginn. 2011 huet d'Chamber och reagéiert opgrond vun engem Uerteel vun der Cour administrative an huet d'Gesetz iwwert d'Kommunalplanung an deem Sënn ugepasst, soudass mer konnten dovun ausgoen, dass elo Kloerheet dra besteet, zu wéi engem Zäitpunkt d'SUP misst ofgeschloss si par rapport zu der Prozedur vum PAG.

(M. Dan Kersch montre une documentation.)

Deemools ass och dee berüümte Formulaire hei erausgaangen, deen un d'Gemenge gaangen ass, wou dat eben als Theorie ugeschwat ginn ass, fir kënnen déi zwou Prozeduren u sech parallell lafen ze loossen, wat aus Grënn vun der Simplification administrative och ubruecht war a wat a mengen Aen och d'Liesaart war vun der Direktiv vu Bréissel, an déi a mengen Aen och esou an eist Gesetz ëmgesat ginn ass.

Mir sinn och vun 2011 u relativ gutt mat där doter Virgeeënsweis gefuer, bis mer, sou wéi Der et richteg gesot hutt, dat faméist Uerteel kritt hu vum 19. Juni 2016, wou et ëm de PAG vu Reisduerf och konkret gaangen ass a wou

d'Geriicht - a mam Niewesaz praktesch - drop hiweist, dass et riskéiert, dass d'Gesetz vum Aménagement communal am Fong net kompatibel ass mat dem Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen. Dat ass a kuerze Wierder dat erëmbruecht, wat an engem Niewesaz zu deem Uerteel dann ervirbruecht ass vum Tribunal administratif.

Elo war et esou, dass de Stat an d'Gemeng dee Prozess, deen do gefouert ginn ass, um Tribunal administratif gewonnen haten. Mir konnten also vun eis aus hier net an Appell goen, well mer nach wie vor der Meenung sinn, dass déi Liesaart, déi mer zënter 2011 haten, déi richteg ass. Mä vu dass mer de Prozess gewonnen haten, ware mer an der Situatioun, dass mer net konnte selwer Appell géint dat Uerteel maachen.

Elo huet eis awer de Géigner am Prozess de Gefale gemaach, dass hie selwer Appell gemaach huet. Dat erkläert sech dann och doduerjer, dass de Stat an d'Gemeng dee Prozess gewonnen haten, an dat gëtt eis elo Geleeënheet, dat doten och nach eng Kéier op der Cour administrative dann nopréiwen ze loossen, ob déi nei Liesaart, déi den Tribunal administratif dann do geholl huet, och an der zweeter Instanz géif bestätegt ginn.

Mir hoffen, dass dat net de Fall ass. Mir mengen och, dass mer ganz gutt Argumenter hunn, fir ze weisen, dass déi Liesaart vum Tribunal administratif net déi richteg ass, am Géigendeel! Mir hunn och an der Tëschenzäit Kontakt opgeholl mat der Europäescher Kommissioun, fir hir déi Problematik, wéi se sech elo opgrond vun deem Uerteel vu Reisduerf hei zu Lëtzebuerg presentéiert, eng Kéier duerzeleeën. A si gëtt eis am Fong recht, dass déi Liesaart, déi mer zënter jeehier haten, u sech déi richteg ass, dass déi zwou Saache kéinte parallell lafen.

Elo bleift natierlech d'Situatioun: Wat maache mer an der Tëschenzäit, bis mer en Uerteel vun der Cour d'appel hunn? Dat kéint ënner Ëmstänn sechs Méint daueren. Mir sinn also do an enger gewëssener Insécurité juridique. An duerfir hunn ech och déi ganz Problematik ugeschwat an enger Sitzung mam Syvicol, fir op zwou Saachen opmierksam ze maachen: engersäits ze soen, d'Problematik esou duerzeleeën, wéi Dir, Här Zeimet, et gemaach hutt, an dann awer och ze soen, wéi mer hei gemeinsam virginn.

An et war eise gemeinsame Wonsch, fir am Fong d'Gemengen drop hinzeweisen, dass déi Problematik do besteet an dass déi Gemengen, déi nach net an der Prozedur sinn, am Fong besser hätten, en attendant, dass mer dann elo en endgültegt Uerteel hunn, dat doten nom Prinzip vun der Précautioun esou ze handhaben, dass se hir SUP am Fong ganz ofschléissen, ier se an den éischte Vott gi vun der Prozedur vum PAG.

A gläichzäiteg, an dat wëll ech awer och soen, denke mer natierlech drun, fir och nach eng Kéier méi kloer ze légiféréieren am Kader vum SUP-Gesetz, net onbedéngt am Gesetz vum Aménagement communal, mä am Kader vum Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen, well dat Uerteel, wann et da par impossible géif bestätegt gi vun der Cour d'appel, natierlech och Répercussiounen hätt net nëmmen op d'PAGe vun de Gemengen, mä op alleguerten déi POSen, déi mer gemaach hunn. Duerfir menge mer, dass den Usaz muss geholl ginn am Gesetz iwwert déi strategesch Ëmweltprüfungen. Dat, wat mer bis elo vu Bréissel héieren hunn, ass éischter positiv: dass also déi Liesaart, déi mer ëmmer hei zu Lëtzebuerg haten, dass déi richteg ass, soudass ech also dovun ausginn, dass mer dat dote kuerzfristeg kënnen hikréien.

En attendant, wéi gesot, fir d'Gemengen: par principe de précaution d'SUP ofschléissen an dann eréischt den éischte Vott vum Gemengerot huelen, an der Hoffnung awer, dass mer dat heite kuerzfristeg wäerte gekläert kréien.

Ech ginn alt dann dovun aus och, dass Är Question écrite dann heimadder och beäntwert ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat kënnen déi zwee Kolleege vläicht herno matenee klären. A mir géifen zu der nächster Fro iwwergoen, d'Fro vum Här Max Hahn un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Promotioun vum Carpooling.

- Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Max Hahn *(DP).*- Här President, den däitsche Komiker Otto Waalkes géif vläicht a senger Rubrik „English for insiders", „Englisch für Reingefallene" den „Carpooling" als „Schwämm fir Autoen" iwwersetzen. Dat ass net de Fall. Gemengt ass de Covoiturage respektiv d'Fahrgemeinschaft.

(Brouhaha)

Am Kader vun der Wuesstumsdebatt konnt een nach eng Kéier ganz kloer feststellen, dass d'Leit dobaussen e grousse Malaise gesinn an dass grouss Retarden opzehuele sinn am Logement, an der Integratioun, awer och am Verkéier. Wann een da weess, dass am Duerchschnëtt 1,1 Persounen an den Autoe sëtzen, dann ass sécherlech de Covoiturage een Outil, mat deem ee sech ganz konkret sollt beschäftegen.

Ech hat viru bal genee zwee Joer eng Question parlementaire écrite un den zoustännege Minister gestallt, fir ze froen, ob dat eppes wier, woumat se sech géifen am Ministère beschäftegen. An do krut ech als Äntwert, dass se eng Etüd géife lancéieren. An ech géif dann de Minister hei vläicht gäre froen, ob et do scho méi konkret Piste ginn. Ech denken do zum Beispill un eng méiglech App, déi do kéint agefouert ginn, respektiv reservéiert Parkplazen, e Belounungssystem oder och reservéiert Spuren, déi dann en fonction vun der Unzuel u Passagéier an den Autoe kéinte benotzt ginn, jee, wéi mer dat eben am Ausland kennen. Dat gesinn ech als flott Pist, déi mer och hei zu Lëtzebuerg sollten attaquéieren.

An ech wollt de Minister François Bausch da froen, wéi wäit en do mat där Etüd ass an ob en eis vläicht hei kéint scho konkret Resultater virstellen, wat do ugeduecht ass, fir eben dee Chiffer vun 1,1 Persounen am Gefier an d'Luucht ze schrauwen an domat eben och eise Verkéiersproblem, dee mer manifestement hei zu Lëtzebuerg hunn, ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Hahn. Vläicht och als Belounung e Fräibilljee fir an d'Schwämm?

(Hilarité et interruptions)

Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Merci och fir déi Fro. Dir wësst, datt der Regierung hir an donc och meng Strategie drop baséiert, fir d'Multimodalitéit staark ze förderen, dat heescht net nëmmen op ee Verkéiersmëttel ze setzen, mä ze soen: Mir mussen déi ganz Mobilitéitsketten aschalten, fir d'Verkéiersproblemer ze léisen. Dozou gehéiert natierlech dann och deementspriechend den Auto. Dofir baue mer Park & Riden an esou weider.

Mä mir brauchen och aner nei Méiglechkeeten, déi haaptsächlech déi digital Technologien eis liwweren, fir datt, wann Autoe fueren, se besser gefëllt sinn effektiv, wéi dat haut de Fall ass. An effektiv hat ech dat ugekënnegt. A wéi Der mech entre-temps kennt: Wann ech eppes ukënnegen, da kënnt och eppes no!

Déi Etüd ass laang ofgeschloss a mir sinn amgaangen, d'Ausschreiwung virzebereeden. Déi ass och eigentlech färdeg. Déi wäert elo an deenen nächsten Deeg, kann ech soen, lancéiert ginn. De Projet ass kloer definéiert. Et geet an d'Richtung vun enger Aart Service-Plattform, déi op Basis vun enger App herno géréiert gëtt, e bëssen am Genre wéi dat, wat Der kennt vun Uber. Dat heescht, datt herno kënne Leit sech op där Plattform aloggen, déi entweder wëllen ubidden, fir Leit matzehuelen an och dann uginn, wivill si u Frais de participation froen, fir wa se da Leit mathuele vun A no B, an dann natierlech zweetens, datt och Leit sech kënnen aloggen, déi sichen no enger Matfuergeleeënheet vun do, wou se hierkommen, also och vun A no B, vun do, wou se hierkommen, fir op hir Aarbechtsplaz oder wuer och ëmmer.

An da wëlle mer parallell dozou - dat ware mer eis an Holland ukucken - esou e Belounungssystem aféiere fir Leit, déi dat maachen. Dat ass e klenge finanziellen Incentive. Mir wëllen dat finanzéieren - dat hunn ech mam Camille Gira zesumme gekuckt a mat der Madamm Dieschbourg - iwwert de Klimafong, no dem Motto: Amplaz datt mer Saachen am Ausland finanzéieren iwwert de Klimafong, fir eis CO_2-emissiounsméisseg fräizekafen iwwer Certificaten, wëlle mer léiwer déi Suen heiheem investéieren an dann heiheem eppes maachen, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, an da kann eis Ekonomie an och eis Gesellschaft heiheem dovunner direkt profitéieren. Dat heescht, iwwert de Klimafong wëlle mer do dee klenge finanziellen Incentive herno ubidden.

Dee ganze Projet gëtt elo finaliséiert. Ech ginn dovun aus, datt mer e bis Abrëll/Mee d'nächst Joer färdeg hunn. Da soll am Juni eng Testphas lancéiert ginn. Firwat drénge mer esou drop fir am Juni? Mä dat huet dermat ze dinn, well Der herno natierlech déi Applikatioun jo musst op Ärem Handy kucken a lancéieren. Dat heescht, dat ass haut nach verbonnen, à la limite zum Beispill fir Frontalieren, mat Roamingskäschten. Déi fale jo ewech, wéi Der wësst, de Juni duerch déi Reform, déi gemaach gëtt op EU-Niveau, soudatt dat kee Problem méi käschteméisseg fir d'Leit duerstellt. Duerfir wëlle mer am Juni dann en Test maachen.

Mir hunn eng Rei Entreprisë mat an d'Boot geholl, also gréisser Entreprisen um Gebitt vun der Stad, déi ganz staark natierlech drun interesséiert sinn, déi och haut gréisser Problemer hu fir hiert Personal a puncto Transport respektiv och Parkraum, dee se net méi genuch zur Verfügung hunn an och net méi wëllen hire Leit an deem Mooss zur Verfügung stellen. Dat heescht, mir wäerten dann, ech géif soen am Juni mat enger Rei Entreprisen dat Ganzt testen an da soll et am September definitiv ulafen.

Mir verspriechen eis dovunner extrem vill, well dat Beispill, wat mer eis, wéi gesot, an Holland ugekuckt hunn - dat ass bei Rotterdam -, dat ass e Risesuccès gewiescht. A wa mer dat effektiv hei fäerdegbréngen niewent deem, wat mer maachen an den Investissementer am ëffentlechen Transport a respektiv fir d'Mobilité douce, fir d'Leit op aner Weeër ze kréien, wa se sech déplacéiere vun A no B, wa mer och nach derfir suerge kënnen an Zukunft, datt mer net nëmmen an all Auto 1,1 oder 1,2 Leit drasëtzen hunn, mä e bësse méi, dann huet dat en immensen Impakt ganz sécherlech op de Verkéier, op d'Fluiditéit vum Verkéier. Dat heescht, da wäerten natierlech e gudde Koup Autoe manner am Beruffsverkéier moies sinn an dat ass jo dat, wat mer gären hätten!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. An déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Martine Hansen, erëm eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister - deen net brauch esou wäit ze goen -, iwwert d'Schléissung vun enger Bunn am Stafelter Tunnel zu den Haaptverkéierszäiten.

Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Enn Oktober ass décidéiert ginn, fir eng Spur am Tunnel Stafelter an den Haaptverkéierszäiten zouzemaachen, an dëst laut der Press aus Sécherheetsgrënn a fir de Verkéier duerno méi fléissend ze gestalten.

Dir Dammen an Dir Hären, ech fueren déi do Streck zimlech all Dag, a wann ech virun Enn Oktober am Enn vum Tunnel Stafelter am Stau stoung, esou stinn ech elo vun der Mëtt vum Tunnel Grouft, dat heescht vu Luerenzweiler un - sou wéi zum Beispill de Moien - schonns am Stau. A leider ass nom Tunnel Stafelter de Verkéier meeschtens och net méi fléissend gi wéi virdrun.

Ech wëll einfach gäre wësse vum Här Minister, ob dës Décisioun eppes bruecht huet respektiv ob eng Analys doriwwer gemaach ginn ass, an dat net nëmmen déi éischt Deeg. Ass gekuckt ginn, ob heiduerjer och elo de Verkéier op den Niewestroossen erëm méi zougeholl huet? Et wier definitiv wahrscheinlech nach ëmmer dat Séierst, zu Luerenzweiler erofzefueren an dann erëm iwwer Blaaschent ze fueren.

Ass gekuckt ginn, ob d'Leit elo wierklech méi séier an der Stad si wéi virdrun, sief dat iwwert de Kierchbierg oder iwwer Dummeldeng, wann een nom Tunnel Stafelter eroffiert?

Wann dës Décisioun eppes bruecht huet, gëtt se dann och op anere Plazen ugewannt? A wann dës Décisioun näischt bruecht huet, gëtt se dann och erëm réckgängeg gemaach?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. An den Här Nohaltegkeetsminister ass ënnerwee.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi Fro. Mä ech muss soen, Här President, et ass jo bal d'Ironie vun der Geschicht, datt grad ech muss hei an dëser Legislaturperiod hei erkläre kommen, datt d'Nordstrooss, esou wéi se gebaut ginn ass, net d'Léisung ass vum Verkéiersproblem an de Spëtzestonnen!

Dat ass d'Ironie vun der Geschicht, mä domadder muss ech liewen!

(Interruption)

Ech sinn awer och duerfir frou, datt ech déi Froen ëmmer erëm gestallt kréien, well si beleeë jo just nëmmen dat, wat ech och gesot hunn, wéi d'Ouverture war vun der Nordstrooss, wou ech gesot hunn: „Och wa mer frou sinn, wann dat Kapitel ofgeschloss ass, an och wa mer vläicht frou sinn doriwwer, datt d'Leit aus dem Norden eng besser Verbindung hunn tëschent dem Norden an der Stad, esou heescht dat net, datt mer d'Verkéiersproblemer an de Spëtzestonne mat där Strooss do wäerte léisen." Dat war ëmmer meng Iwwerzeegung an et bestätegt sech am Alldag ëmmer méi!

An hei hu mer e klassesche Fall: Dir hutt de Problem, datt mer zwee laang Tunnelen hunn, déi och no unenee leien. An Dir wësst, datt international Sécherheetsstandarden, sougutt wat de Risiko ass vu Verkéiersaccidenter wéi awer och vun Ofgasen, et maachen, datt et absolutt net ze akzeptéieren ass, dat heescht, datt mer den Tunnel mussen zoumaachen, wann e Stau am Tunnel riskéiert ze kommen oder geschitt.

Dat heescht, mir hunn natierlech de Problem, datt duerch dee Verkéier, deen entre-temps, zënter datt d'Strooss op ass, vun der Brëtell an der Jonction Grünewald och eropkënnt, datt dat natierlech alles Implikatiounen op d'ganz Fluiditéit eriwwer och op d'Nordstrooss selwer huet. An ech soen Iech just, datt mer scho villes probéiert hunn. Et ass villes am Test gemaach ginn. An ech kann Iech och direkt drop äntwerten: Natierlech, wann eppes näischt bréngt, gëtt et erëm réckgängeg gemaach. Mä et ass net einfach, do Léisungen ze fannen!

Dat Eenzegt, wat kloer ass: D'Administratioun, also Stroossebauverwaltung muss derfir suergen, datt an den Tunnele keng Staue sinn. Jo, mä duerfir ass probéiert ginn, zum Beispill ze kucken, ob een dann net mat enger Spur fiert baussent dem Tunnel a probéiert, de Stau oder den net esou fluiden Trafic ze verleeën tëschent d'Tunnelen, datt mindestens an den Tunnelen d'Situatioun mat Réckstauen net besteet. Mä alles dat ass bis elo nach net mat engem gréissere Succès gekréint ginn, fir et emol esou ze soen. Mä et gëtt nach weider probéiert.

Et sinn eng Rei liicht Verbesserungen duerch verschidde Mesurë festgestallt ginn. Et sinn eng Rei Saachen, déi och nach wäerte probéiert ginn. De primäre But ass eben, wéi gesot, d'Stauen an den Tunnelen an domadder d'Noutwendegmaache vun der Schléissung vun den Tunnelen - well Dir wësst jo, dat hate mer och schonn, där Situatiounen, da waren d'Leit nach manner ameséiert, wa mer ganz hu mussen zoumaachen -, datt mer dat verhënnert kréien. A wéi gesot, do lafen nach ëmmer Tester.

Duerfir, et gëtt keng Wonnerléisung hei! Ech soen Iech, den Haaptproblem, dee mer hunn, dat ass, datt am Beruffsverkéier einfach ze vill Autoen op der Strooss sinn! A mir kënnen hei den Hochstand nach zéngmol maachen a mengen, dee Problem géif sech vum selwe léisen! Dee léist sech nëmmen deen Dag, wou mer verstinn, datt mer musse massiv op aner Verkéiersmëttelen ëmklammen, haaptsächlech an de Spëtzestonnen am Beruffsverkéier, well soss, soen ech Iech, geet deen dote Problem weider.

An dat, wat d'Leit dobausse spieren de Moment, dat ass net nëmmen, well se et esou spieren, mä well et esou ass: Dat ass, datt et vu Joer zu Joer schlëmmer gëtt am Verkéier an datt mer eigentlech der Situatioun am Moment hannendrulafen.

Dat huet och dermat ze dinn - dat hunn ech och scho méi wéi eng Kéier gesot -, datt mer an enger Rei Beräicher en Investissementsréckstand hunn. Firwat deen elo ass, ech wëll dat elo hei net diskutéieren, mä et ass eng Realitéit, datt en do ass! Iwwer vill Projeten hu mer vill ze laang diskutéiert amplaz ze handelen! An ech mengen, mir mussen awer elo endlech verstoen, datt et elo un der Zäit ass, datt mer eng Rei Saache konsequent ëmsetzen. Well ech soen Iech: Egal wat mir nach wäerten experimentéieren op der Nordstrooss moies virun den Tunnelen, hannert den Tunnelen, wa mer et net fäerdegbréngen, en Deel vum Beruffsverkéier vun der Strooss erofzekréien, léise mer de Problem ni!

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. A mir kommen zu der leschter Fro vun de Mëtten. Déi kënnt vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Aarbechtsminister an dréit ronderëm d'Stagen an de Betriber.

Une voix.- Très bien!

- Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Tra-

vail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Jo genau, Här President. Déi berufflech Qualifikatioun a Weiderbildung si wichteg Aspekter vun der Aarbechtswelt. E Stage kann an deem Sënn eng interessant Beräicherung fir e jonke Mënsch sinn. E kritt professionellt a praktescht Wësse vermëttelt, ka seng Erfahrunge maachen a kënnt domadder och an de Kontakt mat Entreprisen. Et kann och eng Noutléisung sinn, fir no sengem Studium als e Stagière esou an d'Beruffswelt eranzeklammen, wann een direkt kee regulären Job fënnt.

Absolutt net gutt ass awer, wann d'Stagiairen, also jonk Leit, als bëlleg Aarbechtskräften ausgenotzt ginn. Offiziell gi se jo net als Aarbechter unerkannt, well se jo keen Aarbechtskontrakt hunn. An awer stelle sech ëmmer erëm Fäll, wou eben d'Stagiairen déi Aarbechte maachen, déi eigentlech engem normale Salarié zoustinn, an dat oft iwwer Méint an ouni Bezuelung. Et ass och net gutt, wa si mat esou enger Joboffer ugelackelt ginn. Och dat gesäit een ëmmer erëm, dass se Saache versprach kréien, déi herno net ageléist ginn.

Et ass also bedauerlech, dass mer Jonker hei an enger Prekaritéit hunn an déi eben och net seelen engem Abus ausgesat sinn. Duerfir plädéieren ech perséinlech fir e Kader, e Kader, dee garantéiert, dass déi Jonk ebe kënnen héichwäerteg Aarbechtserfahrunge sammelen an dass se och fair Konditioune fannen an domadder hir Chancen op eng gutt Aarbecht kënnen erhéijen.

Duerfir elo meng Froen un de Minister: Ass et net un der Zäit, dass mer eis och ëm déi jonk Beschäftegt këmmeren? Wär et net ubruecht, e bessere Schutz anzeféieren oder vläicht souguer e Verbuet fir Betriber, dass se Stagiairen net als Ersatz fir hir regulär Aarbechtskräfte kënnen asetzen? Wär et net och ubruecht, vläicht e legale Kader eben ze schafen? Et ass jo och am Koalitiounsaccord schonn doriwwer diskutéiert ginn, also et huet Néierschlag am Koalitiounsaccord fonnt.

Iwwregens huet och d'Europäesch Kommissioun virun dräi Joer eng Recommandatioun, fir esou e Cadre de qualité auszeschaffen, weiderginn. Duerfir och hei meng Fro: Wär et vläicht interessant, sech hei un deene Leitlinnen ze orientéieren? A virun allem: Wéi kënne mer eben derfir suergen, dass mer déi jonk Stagiairë besser encadréieren an dass se eben net zu bëllegen Aarbechtskräfte kënnen ausgenotzt ginn?

Wann ech och virdrunner gesot hunn, mir missten eis ëm si këmmeren, dat heescht net, dass mer eis bis elo net ëm se gekëmmert hunn. Mä ech mengen domadder, dass mer eis nach besser ëm si solle këmmeren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding, mat der Bitt, e Bléck op d'Auer ze werfen. Merci. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà, Merci. Ech mengen, déi Fro, déi d'Madamm Bofferding opgeworf huet, ass eng ganz wichteg Fro, well iwwerall gesi mer dat, wat een nennt d'Generatioun Praktika vu jonke Leit, déi vun engem Stage an deen anere ginn, net rémunéréiert, schlecht rémunéréiert, mat all deene Promessen, déi ni agehale ginn. An et ass scho wichteg, datt mer do effektiv deenen Abusen en Enn maachen.

Op där anerer Säit, wéi Der richteg gesot hutt, ass de Stage en ëmmer méi wichtegt Instrument, fir d'Transitioun tëschent Schoul an Emploi ze facilitéieren, well dat ass dee komplizéiertste Moment: aus der Schoul eraus an en Emploi. Well ganz oft hu jonk Leit net onbedéngt déi Erfahrung a se gi geblockt eben, well se déi Erfahrung net hunn. An de Stage ass oft de Moyen, fir déi Erfahrung ze sammelen.

Par ailleurs hu mer och d'Situatioun ëmmer méi, an ech begréissen dat och, datt vill Schoulen eigentlech Stagen als en Deel vum normale Kursus virgesinn, fir eben herno och dee Passage Schoul an Emploi ze facilitéieren.

Mä mir hu momentan an onser Legislatioun eigentlech keng prezis Dispositioun iwwert de Stage. Mir wëssen net genau, wat d'Rechter si vum Stagiaire, wat d'Obligatioune si vum Employeur, deen e Stagiaire astellt. An duerfir begréissen ech och, datt déi dote Fro gestallt gëtt.

Mir haten awer mat de Sozialpartner ugefaangen, am Joer 2015 iwwert deen doten Aspekt ze diskutéieren, well mer jo alleguer wëssen, datt d'Formatioun, d'Qualifikatioun, mä awer och den Apprentissage, an net den Apprentissage just fir déi, déi en Handwierk léieren, mä vill méi breet fir jiddwereen, deen an d'Beruffsliewen erakënnt, datt mer dat musse förderen. An do ass de Stage e gutt Instrument. Duerfir géif ech soen, no deenen éischten Échangen, déi mer am Februar an am Mäerz 2015 haten, wäerte mer d'nächst Joer déi Diskussioune mat de Sozialpartner erëm ophuelen.

Zwou Saache si wichteg: Éischtens, déi Abusen, déi Der ugeschwat hutt, déi mussen évitéiert ginn. Zweetens dierfe mer awer och net esou Barrièrë schafen, datt eigentlech all Employeur seet: „Ma mech interesséiert dat net méi onbedéngt, e Stagiaire ze huelen." Do musse mer dee richtegen Équiliber fannen.

Deen Équiliber kann ee fannen, andeem ee kloermécht, éischtens, datt e Stage net eng régulière Aarbecht ass. Et kann net sinn, datt e Stagiaire schafft, wéi wann en eigentlech e Member vum Staff wier. E Stage huet eng pädagogesch Apprentissagefonctioun an déi muss och ënnerstëtzt ginn. Duerfir ass et och wichteg, datt all Stagiaire eng Convention de stage muss maachen, all Employeur mat engem Stagiaire, wou kloer festgeluecht gëtt, wat d'Rechter sinn, wat d'Obligatioune sinn vun deem engen a vun deem aneren.

Deen zweete Punkt ass d'Zäit. Et kann net e Stage vun zwee Joer ginn oder vun engem Joer. Bon, ganz exceptionnel, ech hu mer notamment déi franséisch Legislatioun ugekuckt, do ass de Stage limitéiert op sechs Méint, a ganz exceptionnelle Situatiounen, well Schoulen dat esou verlaangen, bis ee Joer. Mä da muss déi Exceptioun och kloer fixéiert ginn.

Dat anert ass, et dierf een och net ee Stagiaire nom aneren eranhuelen, well dann ass deen Abus ganz oft esou: Ech loossen déi Aarbecht do vun engem Stagiaire maachen, an da kënnt deen nächste Stagiaire, dee mécht weider, an da kënnt nach en drëtten hannendrun, dee fiert weider. Dat geet och net. De Stage huet eben eng prezis Fonctioun.

An, en huet eng Fonctioun, dat wëll ech awer soen, natierlech fir déi Jonk, wéi ech gesot hunn, fir se méi no an den Aarbechtsmaart, an en Emploi ze brëngen. Mä en huet awer och eng Fonctioun fir d'Entreprisen! D'Entreprisen hunn en Intérêt, fir Stagiairen ze huelen, well ganz oft bei de Stagiairë wäerte se déi Leit fannen, déi herno hir gutt Collaborateure ginn. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass, mir schwätze ganz vill vun „social responsibility", responsabilité sociale vun den Entreprisen. Eh bien, Leit, jonke Leit ze hëllefen, an den Emploi ze kommen, gehéiert menger Meenung no absolutt zu der „social responsibility" vun den Entreprisen.

A mäi leschte Punkt ass d'Période d'essai. Wann een e Stage gemaach huet an et gëtt een embauchéiert, da muss de Stage och schonn ugerechent ginn als Période d'essai.

Dat do sinn Elementer, déi komplizéiertsten hunn ech net genannt, an dat sinn d'Suen, wéi ëmmer. Ech menge schonn, datt ee muss do eppes virgesinn ab engem gewëssenen Niveau vu Stage. Wéi mer dat elo nennen, Indemnité, Gratification, d'Fransouse schwätze vu Gratification, do ass eben deen Équiliber ze fannen, fir net et onméiglech ze maachen, datt jonk Leit e Stage fannen, mä awer och kloer unzëerkennen, datt deen, deen e Stage mécht, der Entreprise eppes ka bréngen. Well déi Leit, déi komme jo vun enger Schoul, déi hunn e Wëssen an déi si jo och bereet, mat der Entreprise dat Wëssen ze deelen, andeem se natierlech och d'Erfahrung aus der Entreprise kréien.

An duerfir wäerte mer op dee Wee goen, mat de Sozialpartner zesummen e Kader ze schafen, wou mer och Elementer vun där Recommandatioun, déi d'Kommissioun virun zwee Joer gemaach huet, oder virun dräi Joer, viru véier Joer gemaach huet, doranner fléisse loossen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Déiselwecht Remarque wéi virdrun.

(Hilarité)

Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

7. Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État

Et geet ëm d'Designatioun vun zwee Membere fir den Evaluatiounscomité vum Geheimdéngscht. Do sinn zwee Deputéiertekolleegen ze nennen. Wéi den Artikel vun eisem Chambersreglement 153.(2) et virgesäit, ginn déi zwee Membere vun der Chamber op Propos vun der Presidentekonferenz designéiert.

D'Presidentekonferenz proposéiert folgend zwee Kandidaten: den Här Gusty Graas an den Här Serge Wilmes. Wann elo net méi wéi zwou Kandidaturen um Dësch leien an net nach eng zousätzlech Kandidatur abruecht gëtt, kënne mer den Artikel 4.(5) applizéieren an doriwwer direkt per Handophiewen ofstëmmen.

Duerfir froen ech d'Chamber: Si keng weider Kandidaturen do?

(Négation)

Da ginn ech dovun aus, dass den Artikel 4.(5) spillt.

Vote à main levée

An ech géif Iech d'Fro stellen, ob Der mat deenen zwee Kolleegen, dem Här Serge Wilmes an dem Här Gusty Graas, d'accord sidd. An ech géif Iech dann ëm en Zeeche bieden.

Géigeprouf!

(Assentiment)

Unanime. Dat ass eng ganz grouss Responsabilitéit, déi Der op Äre Schëlleren drot!

Voilà, dat gesot, géif ech da confirméieren, dass déi vun eis designéiert Membere fir dee Comité d'évaluation den Här Gusty Graas an den Här Serge Wilmes sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do handelt et sech ëm de Projet de loi 6968 iwwert d'Konkurrenzrecht. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Alex Bodry, deen de Rapport fir den honorabelen Här Claude Haagen iwwerhëlt, de Rapporteur, deen awer en bonne et due forme entschëllegt ass wéinst engem Stierffall.

8. 6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Alex Bodry *(LSAP), en remplacement de M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.*-Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et kënnt mir dann zou, fir am Numm vum Rapporteur Claude Haagen säi schréftleche Rapport hei virun der Chamber ze presentéieren.

De Projet de loi 6968 gesäit d'Modifikatioun vum modifizéierte Gesetz vum 23. Oktober 2011 iwwert d'Schuedenersatzkloe fir d'Verletzunge vum Konkurrenzrecht vir. De Projet de loi ass virun aacht Méint, den 18. Mäerz 2016, vum Wirtschaftsminister, dem Etienne Schneider, an der Chamber déposéiert ginn. Eng ganz Rëtsch vun Avise si gemaach ginn. Den éischten Avis ass komm de 27. Abrëll 2016 vun der Union luxembourgeoise des consommateurs. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 23. Mee agereecht an den Avis complémentaire den 20. Juli 2016.

Dem Statsrot säin Avis ass zwee Deeg drop komm, de 25. Mee, an den Avis complémentaire den 12. Oktober 2016. De Conseil de la concurrence huet den éischten Avis de 6. Juni eraginn an den Avis complémentaire de 6. September. D'Association luxembourgeoise pour l'étude du droit de la concurrence huet en Avis eraginn, an dat de 25. Juli 2016. D'Ekonomieskommissioun vun der Chamber huet eng Rei vun Amendementen ugeholl, dëst de 5. Juli 2016.

Komme mer elo zum Fong vun dësem Projet de loi! An dësem Ament ass d'Reparatioun vun engem Schued, duerch eng anticoncurrentiel Praxis ervirgeruff, duerch den Droit commun vun der Responsabilité civile méiglech. Dës Prozedur ass awer an der Praxis rar, opgrond vun de komplexen nationale Prozeduren an duerch d'Schwieregkeet vun den Demandeuren, fir hire Schued ze beweisen.

An engem Livre blanc vun der Kommissioun vun 2008 huet déi Europäesch Kommissioun de Montant vun de Schied an hiren Intérêten, déi d'Affer vun den anticoncurrentielle Praktiken entzu kritt hunn, op e puer Milliarden Euro beziffert.

Den Objet vun der europäescher Direktiv vun 2014, déi bis de 27. Dezember 2016 soll an d'Nationalrecht transposéiert ginn, besteet doranner, en Ensembel vu gemeinsame Regele fir d'Memberstate fir d'Aktiounen an d'Responsabilitéiten, déi op enger anticoncurrentieller Praxis baséieren, ze schafen. Heimat sollen dës Aktioune méi einfach gemaach ginn. An en plus sollen d'Affer vu solche Praktiken incitéiert ginn, hir Reparatiounsrechter och geltend ze maachen.

D'Verbesserung vun den Entschiedegungskonditioune vun de Victimmen huet och als indirekt Zil, fir déi positiv Auswierkungen op de Respekt vun de Konkurrenzregele vun de Wirtschaftsakteuren ze stäerken. Dëst soll doduerch erreecht ginn, dass d'Effektivitéit an d'Effikassitéit vun der Regulatioun vum Marché duerch privat Aktioune gestäerkt ginn.

Weider huet d'Gesetz als Objet, fir d'Ausféierung vun esou Aktioune méi einfach ze maachen, dëst duerch d'Adaptéiere vu verschiddenen Elementer vun der dozougehéiereger Prozedur an duerch d'Fixéiere vu Regelen, déi d'Mise en œuvre vun ëffentlechen a private Moossnamen am Domän vum Konkurrenzrecht koordinéieren.

De Règlement, den europäesche Reglement N°1 vun 2003 vertraut der Europäescher Kommissioun an den nationalen Autoritéite vun der Konkurrenz d'Kompetenz un, fir d'Artikelen 101 an 102 vum Traité ze applizéieren. D'Applikatioun vun de Konkurrenzregele vun der Europäescher Unioun duerch d'Europäesch Kommissioun a vun den nationale Konkurrenzautoritéite soll „Mise en œuvre du droit de la concurrence de l'Union européenne par la sphère publique" genannt ginn.

Allerdéngs stellt de private Beräich den aneren Aspekt vun der Mise en œuvre vum Konkurrenzrecht duer, notamment duerch d'Schuedenersatzkloen. Duerch déi virgesinnen Interdiktiounen an den Artikelen 101 an 102 vum Traité huet all Persoun d'Recht, eng Entschiedegung ze froen, dëst awer just, wann e kausalen Zesummenhang tëschent där Schiedegung an enger Violatioun vun den europäesche Konkurrenzregele besteet. Déi benodeelegt Säite mussen net nëmmen d'Reparatioun vun de Verloschter, mä och de Gewënn, dee se net maache konnten, souwéi d'Zënse froe kënnen.

Bis elo bestoung en Haaptproblem vum Ausübe vun dem Indemnisatiounsrecht am Accès zu de Beweiser. Fir recht ze kréien, muss een dat och kënne beweisen, dass een e Schued huet an dass e kausalen Effekt besteet tëschent sengem Schued an dem Handele vun engem Drëtten.

Schuedenersatzkloen hu bis elo d'Examinatioun vun enger grousser Zuel vu fakteschen Donnéeë virausgesat. Den Haaptproblem vun der Verständnegung besteet doranner, dass pertinent Beweiser nëmme schwéier accessibel sinn, well se vun där Partei, déi den Originn vum Fehlverhalen duerstellt, zréckgehale ginn.

Anerersäits besteet de Risiko, dass Informatiounen zu enger Demande de clémence bekannt gemaach kënne ginn. Dëst kreéiert eng Ongewëssheet opsäite vun den Entreprisen a kann hir Décisioun, fir mat den Autoritéiten am Kader vun Zeieschutzprogrammer ze kooperéieren, beaflossen. Esou Zeieschutzprogrammer ginn am Kader vu groussen Affäre vun Entente-illicitten tatsächlech opgestallt.

An Ofwiesenheet vun all juristesch zwéngender Initiativ op EU-Niveau kann d'Effikassitéit vun den Zeieschutzprogrammer, déi eng dreiwend Kraaft vun der Mise en œuvre vun de Konkurrenzregelen duerch den ëffentleche Beräich sinn, a Gefor sinn, dëst duerch d'Verbreedung vu verschiddenen Dokumenter, wéi am Kader zum Beispill vu Schuedenersatzkloen, virun nationale Geriichter.

Dëse Projet de loi gesäit also vir, d'Interaktioun tëschent der Mise en œuvre vun de Konkurrenzregelen duerch den ëffentleche Beräich an hir Mise en œuvre vun dem private Beräich ze optimiséieren. Dat wichtegst Uleies ass, fir eng kohärent Politik vun der Mise en œuvre vum Konkurrenzrecht duerch d'Effentlechkeet weider ze maachen, dëst am Sënn, fir den Affer vu Violatioune vum Konkurrenzrecht hir Reparatioune méiglech ze maache respektiv méi einfach ze maachen.

Obwuel d'Recht op vollstänneg Entschiedegung fest am Lëtzebuerger Droit vun der Responsabilité civile verankert ass, ass et méiglech, dass et schwéier ka sinn, dëst Recht an der Praxis ze exercéieren, wat den Domän vun de Violatioune vum Konkurrenzrecht ugeet.

Déi aner Suerg vum Gesetzesprojet besteet doranner, dass d'Affer vun der Violatioun vun de Konkurrenzregelen Zougang zu effikasse Mechanismen hunn, déi hinnen et erlaben, eng komplett Entschiedegung vun hire Verloschter ze kréien. Fir den Entreprisen, déi am Bannemaart aktiv sinn, ze erlaben, vu gerechte Konkurrenzkonditiounen ze profitéieren, a fir deene geschiedegte Parteien ze erlaben, déi Rechter ze exercéieren, déi hinnen de Bannemaart bitt, wëllt den europäesche Legislateur d'Rechtssécherheet stäerken. D'Differenzen tëschent de

Memberlänner, wat déi national Regelunge vun de Schuedenersatzkloen uginn, solle verklengert ginn.

De Rapprochement vun den nationale Regelen, wéi et d'Direktiv 2014/104/UE virgesäit, limitéiert sech net eleng also op d'Violatioune vun europäesche Konkurrenzregelen, mä couvréiert och d'Violatioun vun nationale Konkurrenzregelen. Dëse Gesetzesprojet verbessert also d'Konditiounen, andeem et méiglech ass, fir eng Reparatioun vum Schued, dee verursaacht ginn ass duerch d'Violatioun vun europäeschen an nationale Konkurrenzregelen, ze erhalen.

Wann dat europäescht an nationaalt Recht parallell ugewannt gëtt, regelt de Reglement N°1 vun 2003 vun der EU de Rapport vun den Artikelen 101 an 102 vum Traité an den nationale Konkurrenzrechter.

Am Beräich vun der Konkurrenz sinn déi pertinent Preuven, déi en Demandeur brauch, fir seng Demande gutt ze begrënnen, an der Regel vum Défendeur oder vun Drëtten zréckgehalen. Dës Situatioun gëtt och als „Asymétrie de l'information" beschriwwen. Déi Schwieregkeet, déi d'Demandeuren erliewen, fir all Elementer fir d'Preuven ze kréien, ass eng vun den zentrale Barrièrë vu Schuedenersatzkloe respektiv a Konkurrenzaffären.

Wann hien den Destinataire vun enger Unuerdnung fir den Noweis vu Beweiser vun engem Riichter ass, fält d'Beweislaascht op den Défendeur. Dëse muss och Accès op Beweiselementer vun den Demandeurs oder Drëtten hunn. Also béid Parteie musse jeeweils kënnen Accès hunn zu Informatiounen, déi déi aner Säit eigentlech huet an net fräiwëlleg erausgëtt. Déi béid Parteie vun der Prozedur hunn also d'Méiglechkeet, fir de Riichter ze froen, dass dësen d'Verbreedung vu gewëssenen noutwendegen Informatioune verlaangt.

Äänlech wéi bei der Approche vun der Direktiv 2004/48/CE, bezunn op de Respekt vun de Rechter vum geeschtegen Eegentum, ass d'Zil, fir ze garantéieren, dass all Prozessparteien en effektiven, minimalen Accès op Beweiselementer hunn.

Am Hibléck op d'Demandeure wäerten d'Beweiselementer dozou déngen, d'Stéchhaltegkeet vun hirer Demande fir Schuedenersatz ze begrënnen. Wat d'Défendeuren ugeet, esou sollen dës en zoutreffende Moyen zur Défense erméiglecht kréien. Fir dëse minimalistesche Charakter ze garantéieren, kann nëmmen ee Riichter d'Verbreedung vu Beweiselementer, déi vun der Partie adverse oder vun Drëtten zréckgehale ginn, ordonnéieren. D'Nécessitéit, den Emfang an d'Proportionalitéit vun dëser Verbreedung ënnerleien engem strikte Contrôle vum Geriicht.

Fir ze verhënneren, dass d'Verbreedung vu Beweiselementer der Mise en œuvre vu Konkurrenzregele vum ëffentleche Beräich schuet, si Limitte virgesinn. Dës Limitte protegéieren de confidentielle Charakter vun de Beweiser, déi vum Dossier vun enger Konkurrenzautoritéit kommen. Hei handelt et sech konkret ëm Deklaratiounen, déi vun Entreprisë gemaach ginn, besonnesch wat eng Demande op d'Uwendung vun enger Krounzeieregelung an d'„propositions de transaction" ugeet. D'Verbreede vun esou Dokumenter kann esou ni am Kader vun enger Schuedenersatzklo ordonnéiert ginn, also och net vum Riichter.

Dergéint kënnen awer aner Kategorië vun Dokumenter, déi vun de Konkurrenzautoritéiten zréckgehale ginn, verbreet ginn, mä nëmmen, wann d'Konkurrenzautoritéit hir Procédure à huis clos gemaach huet, an dëst sous peine d'irrecevabilité. Et handelt sech hei ëm Kategorië vun Informatiounen, déi keng Restriktiounen, wat hir Verbreedung ugeet, kennen. Dës kënnen nëmmen als Beweismëttel an enger Schuedenersatzklo vun där Persoun oder hirem Successeur benotzt ginn, déi Accès zum Dossier kritt huet.

Fir den Affere vu Violatioune vu Konkurrenz eng räsonabel Méiglechkeet fir eng Schuedenersatzklo an en héijen Niveau vu Rechtssécherheet fir all betraffe Parteien ze garantéieren, sinn déi applikabel Verjärungsfristen déi vum Droit commun, an dëst ass an der Applikatioun vun den Equivalenz- an Effikassitéitsprinzipien ze betruechen.

Dëse Gesetzesprojet stellt déi néideg Mëttel zur Verfügung, déi et de betraffene Parteien erlaben, hire Rechtsstrait op konsensuell Aart a Weis ze klären, dëst ouni dass dës Fäegkeet en Afloss op hir Rechter wäert hunn, e Geriichtsverfahren am Fall vun engem Échec anzeféieren.

Schlussendlech muss nach gesot ginn, dass dëse Gesetzesprojet keng Auswierkungen op de Statsbudget wäert hunn.

All weider technesch Detailer fannt Der am schréftleche Rapport vum Här Claude Haagen. Dat gesot, géif ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Text abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wéilt ech dem Rapporteur, dem Claude Haagen, Merci soe fir säi schréftleche Rapport, an dem Rapporteur ff., dem Kolleeg Alex Bodry, fir säi mëndleche Rapport. Et ass eng interessant Matière, eng komplex, technesch Matière. Et wier vill ze soen, mä mat fënnef Minutten ass dat elo hei am Plenum mer net méiglech.

Ech wéilt drop hiweisen an och aktéiere loossen, datt, wéi 2008 d'Kommissioun de Livre blanc erausginn huet, ech mat engem Confrère fir Lëtzebuerg d'Etüd hei iwwert d'Juridiction luxembourgeoise gemaach hunn, wéi ee kéint d'Konkurrenzrecht méi effektiv am Kader vu Kloe vun Dommages-intérêts ëmsetzen.

De Rapporteur, bezéiungsweis säi Stellvertrieder, ass hei op déi verschidden technesch Detailer agaangen. De Meritt vun dësem Gesetz, wou mer d'europäesch Direktiv zum Deel ëmsetzen, ass, datt et homogen Regelen an all EU-Juridictioun ginn. Dat heescht, souwuel de Consommateur wéi d'Entreprise weess, op wat se sech aloossen a wat fir eng Regelen ze befollege sinn. Ech ënnersträichen och, datt mir eng Optioun vun der Direktiv net ëmgesat hunn. Dat heescht, déi Optioun, fir kollektiv am Droit de la concurrence kënnen ze kloen, also d'kollektiv Kloen, hu mer net ëmgesat.

D'Mediatioun ass och virgesinn. D'Mediatioun ass och e wichtege Facteur. Net nëmmen am Kader vun der normaler Procédure civile, mä besonnesch an esou engem Domän wéi dem Konkurrenzrecht kann d'Mediatioun eng reell Plus-value si fir béid Parteien. Vergiesse mer net, datt mer awer hei oft an engem sensibele Beräich sinn, well d'Entreprisen dann no deenen neie Prozeduren eng Rei Donnéeë musse fräiginn!

Ech profitéieren awer vun deene puer Minutten, déi mer nach bleiwen, fir op eng Problematik hinzeweisen. D'Association luxembourgeoise pour l'étude du droit de la concurrence huet se ugeschnidden an engem vun hire Rapporten, an de Conseil de la concurrence huet den 31. Oktober e Rapport vun engem Groupe de travail publizéiert, ob ee soll hei zu Lëtzebuerg e Contrôle a priori vun de Concentratiounen aféieren oder net.

Här President, Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land, wat esou e Contrôle a priori net kennt. All déi aner EU-Juridictiounen hunn een. Esou e Contrôle a priori klénkt prima facie gutt, well e géif eng juristesch Sécherheet bréngen. Et muss een, éier datt esou eng Operatioun zustane kënnt, de Conseil de la concurrence saiséieren, an dee seet dann entweder jo oder neen.

Elo ass natierlech hei zu Lëtzebuerg, mir sinn e klenge Marché. Wann een elo all kleng Fusioun, Concentratioun muss notifiéieren, da maache mer am Fong dat, wat mer net sollte maachen, näämlech da maache mer en Alourdissement vun der Procédure administrative.

An deem Rapport seet de Groupe de travail, et sollt ee fir d'Éischt op e Wee vun enger Notification volontaire goen an dann duerno an enger zweeter Phas op eng Notification obligatoire. Ech mengen, et misst een eng Richtung aschloen, wann een dat wëllt, well wann een et volontaire mécht, weess een, datt sech net dorunner gehale gëtt.

De Marché hei zu Lëtzebuerg ass awer kleng. Wann een dat wëllt, stellt sech d'Fro: Wat fir eng Kritären hëlt een a Considératioun? Ass et de Chiffre d'affaires oder d'Part de marché? Dee Groupe de travail schléit de Chiffre d'affaires vir.

Wat fir een Test hëlt een, zemools an engem Marché wéi Lëtzebuerg, well do ee ganz schnell zum Beispill kann och eng grouss Part vum Marché occupéieren? Hei schléit de Groupe de travail de sougenannten Test vun „significant impediment to effective competition" vir. Wann een dee Contrôle a priori wëllt, muss ee sech och bewosst sinn, datt de Conseil de la concurrence muss massiv - an ech betoune massiv! - opgestockt ginn, well do dann Honnerte vun Dossieren erakommen.

Et ass eng Debatt, Här President, déi ee soll féieren. Et ass eng Debatt, déi ee soll an aller Serenitéit féieren. Et muss ee wierklech hei ganz genau Pro a Kontra ofweien, éier mer esou e Contrôle a priori hei zu Lëtzebuerg géifen aféieren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Gloden. An nächste Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Den Alex Bodry hat elo just scho gesot, ech hat mer dat awer och hei preparéiert, am Wäissbuch vun 2008 iwwert d'Schuedenersatzaktiounen huet d'Europäesch Kommissioun d'Schied, déi d'Affer vun anticoncurrentielle Praktiken erleiden, op e puer Milliarden Euro geschat. Ech hunn zwar effektiv laang nogesicht. Ech hunn de geneeë Montant net fonnt. Mä wéi gesot, et ass eng héich Zomm.

Zu dëse Praktike gehéiere virun allem déi illicite Ententen, also d'Accorden tëschent Entreprisen, Décisiounen tëschent Associatioune vun Entreprisen an déi concertéiert Praktiken, also virun allem déi präislech Ofsproochen. Vergiesse mer awer net och d'Mëssbräich, déi aus enger maartbeherrschender Positioun kommen, déi sougenannt Abus de position dominante!

D'Kommissioun huet an engem Communiqué am Summer 2009 Folgendes geschriwwen: «Toute personne ou entreprise lésée par des pratiques anticoncurrentielles telles que celles décrites ci-dessus peut porter l'affaire devant les tribunaux des États membres pour obtenir des dommages et intérêts. (…) dans les affaires portées devant les juridictions nationales, une décision de la Commission constitue une preuve contraignante de l'existence et du caractère illicite des pratiques en cause. Même si la Commission a infligé des amendes aux entreprises concernées, des dommages et intérêts peuvent être accordés sans que le montant en soit réduit au titre de l'amende infligée par la Commission.»

Dat si kloer Wierder vun der Kommissioun an eng Warnung un all déi Betriber, déi mengen, si kéimen ongeschuer duerch d'Liewen a si bräichte sech net un d'Regele vum fräie Maart, vum fräie Bannemaart ze halen, andeems se aner Betriber, dacks méi kleng Betriber, duerch illegal Praktike versichen an d'Knéien ze zwéngen.

Här President, d'Wirtschaftswelt ass zu engem groussen Deel geprägt vu Muechtspiller, déi sech op d'Käschte vun der fräier Konkurrenz an domat op d'Käschte vun de Konsumente maachen.

«Le monde industriel est celui d'une pluralité irréductible de préférences et de pouvoirs», schreift de Professer Alexis Jacquemin a sengem Buch «Sélection et pouvoir dans la nouvelle économie industrielle», dat 1985 erauskoum. «Une saisie de cette réalité, dans sa diversité et sa mouvance, est un objectif important à la fois pour le scientifique et le politique.» Jo, grad d'Politik däerf d'Aen net zoumaache virun dëse Muechtspiller a Konzentratiounsbestriewungen, duerch déi vill Schued kann ugeriicht ginn. Duerfir brauch et deen néidegen Dispositif juridique.

Mat dësem Gesetzesprojet sollen deemno d'Rechter vun all deene gestäerkt ginn, Konsumenten a Betriber, déi duerch Aktiounen, déi manifestement géint d'Konkurrenzrecht verstoussen, geschiedegt goufen. Doriwwer eraus sollen d'Konsumenten an d'Betriber, déi duerch Karteller e Schued erlidden hunn, dëse Schued méi séier a virun allem méi einfach viru Geriicht akloe kënnen an ersat kréien.

Eise Konkurrenzrot huet jo a sengem Avis preziséiert, dass nëmme wéineg Affer vu Praktiken, déi anticoncurrentiel sinn, hire Schued reparéiert kréien. Dat huet virun allem domat ze dinn, dass am europäesche Bannemaart déi administrativ Sanktioune par rapport zu den zivile Sanktioune bevirzucht ginn. Dat huet och domat ze dinn, dass bis ewell den Zougang op Dokumenter an d'Elementer, déi noutwendeg sinn, fir de Schued ze beweisen, sech als schwiereg erwisen huet.

Dëse Gesetzesprojet huet als Zil, den Zougang zur Justiz ze vereinfachen an derfir ze suergen, dass eben d'Affer eng zefriddestellend Entschiedegung fir de Schued, deen hinnen zum Beispill duerch e Präiskartell zougefüügt gouf, kréien. Well d'Konditiounen, fir d'Affer ze entschiedegen, iwwert dëse Wee verbessert ginn, hëlleft dat natierlech och, de Respekt vun de Konkurrenzregelen ze verstäerken.

Här President, mir brauchen e gutt funktionéierende Maart, wou déi bestrooft kënne ginn, déi sech net un d'Spillregelen halen an aneren domadder Schued zoufügen. De Bannemaart soll jo och a grad e fräie Maart sinn. All Verdréiung vun der Konkurrenz soll ënnerbonnen a gegebenenfalls sanktionéiert ginn.

Dëst gesot, wëll ech nach un en Zitat vum Mark Twain erënneren, deen eemol gemengt huet: „Eng gutt Ried huet en Ufank an en Enn. A béid sollten zimlech no beienee leien." Ech hoffen, dass ech deem Wonsch gerecht gi sinn. An ech schléissen duerfir direkt, ouni awer ze vergiessen, deem zurzäit dach vill geplote Rapporteur fir säin exhaustive Bericht ze félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Bei mir wäerten dann den Ufank an d'Enn vun der Ried ganz kuerz beienee sinn.

(Hilarité)

Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi a géif natierlech och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. An nächste Riedner... Wou ass en? Ech hat den Här Roy Reding hei stoen.

Une voix.- Deen ass net hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo dann!

(Interrutions)

Une autre voix.- Nächsten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass et deen Nächsten. An dat ass keen anere wéi den Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci villmools, Här President. Ech wäert dann och ganz kuerz sinn an dem Rapporteur an och der Kommissioun villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach hu fir deen exzellente Rapport.

Ech wëll vläicht just op ee Punkt agoen, deen den Här Gloden nach ugeschwat huet, näämlech dee vum Contrôle a priori vu Concentratiounen zu Lëtzebuerg. Ech mengen, hien huet eng Analys gemaach, déi richteg ass, näämlech déi, dass, wa mer vu Simplification administrative schwätzen, mer och net kënnen dat soen an op där anerer Säit ëmmer erëm nei Regelen an nei Konditiounen aféieren.

Duerfir sinn ech och skeptesch, fir dat ze maachen, speziell och, wann ech mer ukucken, wat dat effektiv vun zousätzlechem Personal géif bedeiten, vu Personalkäschte géif bedeiten, a virun allem am Kontext dovunner, dass mer eigentlech jo bis elo nach keng Problemer mat deem dote Sujet haten. Duerfir sinn ech och éischter skeptesch, fir dat sollen anzeféieren.

Pour le reste, wéi gesot, mengen ech, ass dat heiten e wichtege Projet. An ech soen alle Fraktioune Merci fir hir Zoustëmmung dozou.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da si mer elo prett, fir iwwert de Projet ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6968 et dispense du second vote constitutionnel

Et ass de Projet de loi 6968. An ech géif d'Ofstëmmung da lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass...

(Interruption par Mme Martine Mergen)

Ech ginn Iech eng Chance, Madamm Mergen. ...ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6968 ass mat 57 Stëmmen, 0 Neen an Abstentiounen domat eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6968 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle

Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 7001 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Lex Delles.

9. 7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet bei dësem klenge Projet de loi ëm d'Emsetze vun engem Accord, deen den 22. Februar vum Éducatiounsminister Claude Meisch zesumme mam Syndicat national des enseignants, dem SNE, ënnerschriwwe gouf.

An dësem Accord hunn déi zwou Parteie festgehalen, wéi se am Fondamental laangfristeg wëllen an d'Qualitéit vun der Schoul investéieren, fir all de Kanner déi beschtméiglech Chancen ze ginn, an der Schoul ze réusséieren an hinne soumat besser Zukunftsperspektiven ze bidden.

Nieft dem Schafe vun engem onofhängegen Observatoire national de la qualité scolaire, enger besserer Betreiung vun de Schüler mat Verhalensopfällegkeeten oder Léierschwieregkeeten, der neier Orientéierungsprozedur oder den neie Bilanen, war och d'Tâche vun den Enseignanten ee Punkt, op dee sech de Ministère konnt, no engem éierlechen an oppenen Dialog mam SNE, eenegen.

Esou gëtt, mindestens bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod, net un der Tâche vun den Enseignanten direkt gefréckelt an och bleift de System vun den Altersdéchargen deen nämlechten.

Mä, Här President, wat sech allerdéngs mat dësem Projet de loi ännert, ass d'Unzuel u Stonnen, déi am Kader vun der Formation continue musse vun den Enseignanten aus dem Fondamental geleescht ginn. Esou gesäit dëse Projet de loi vir, déi Stonnen ze verduebelen, also vun elo aacht op dann duerno 16 Stonnen d'Joer ze erhéijen. D'Schoulpersonal huet näämlech haut méi wéi jee eng grouss Verantwortung ze droen. Nieft dem reng Schouleschen hu si och e wichtege Rôle, fir d'Kanner mat ganz ënnerschiddlecher Hierkonft, Kulturen an Talenter zesummenzeféieren. Dës Heterogenitéit ass ouni Zweifel eng grouss Chance fir eis Gesellschaft, ma si bréngt op schouleschem Plang och esou munch Erausfuerderung mat sech, mat där ee sech muss intensiv auserneesetzen.

Eng Formation continue soll een net als Cours d'appui fir d'Enseignanten ugesinn. Eng Formation continue soll hëllefen, aus den Erfahrunge vun aneren Enseignanten ze léieren, nei pädagogesch an didaktesch Methode kënnen ze léieren oder fir allgemeng d'Schoul un d'Erkenntnisser vun haut unzepassen.

Aus deenen nämlechte Grënn ass et ze begréissen, dass och d'Chargés de cours an Zukunft solle 16 Stonnen d'Joer an d'Formation continue goen. Si si feste Bestanddeel vun eise Schoulen an et ass domat logesch, dass och si sech sollen duerch d'Formatioune weiderbilde kënnen.

Här President, zu dësem Projet de loi sinn och Avisen erakomm. Ee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, an deem si keng Bedenke geäussert hunn. A sengem Avis vum 5. Juli huet de Statsrot sech allerdéngs dru gestouss, dass dëse Projet de loi scho sollt um Dag vu senger Publikatioun am Mémorial a Kraaft trieden. Deem gouf dunn och an der Kommissioun Rechnung gedroen, soudass d'Gesetz eréischt dräi Deeg no der Publikatioun a Kraaft triede wäert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Dann huet d'Wuert d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also mir sinn net ëmmer averstane mat all den Accorden, déi den Här Minister mat de Gewerkschafte mécht, mä mat dësem Accord si mer averstanen. Duerfir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. E klenge Projet de loi, sot de Rapporteur. Dann och eng kleng Ried: Mir sinn d'accord a mir ginn heimadder den Accord vun eiser Fraktioun, der sozialistescher Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Engel. Dann huet d'Wuert den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och fir de Rapport. Ech mengen, de Rapporteur war esou ausféierlech, datt en engersäits gesot huet, wat mer hei stëmmen. Dat heescht, et ass eng Verduebelung vun der Dauer vun der Formation continue fir d'Léierpersonal. An anerersäits huet en awer och gesot, wat mer net stëmmen a wat mer och net wäerte stëmmen an dëser Legislatur, dat heescht, eng aner Ännerung vun der Tâche.

An ech wollt am Fong geholl just kuerz hei d'Wuert ergräifen, well ech och en Artikel gelies hunn. Mir hunn en Accord mat enger Gewerkschaft. Mir hunn awer an der Éducatioun och zwou Gewerkschaften, an do war eben och eng engagéiert Léierin, déi vum Numm hier mir ganz nosteet, déi en Artikel geschriwwen huet mat der Iwwerschrëft «La goutte qui fait déborder le vase». Ech kann och novollzéien hir Argumentatioun, awer net hir Iwwerschrëft.

Wéi gesot, mir stëmmen hei eng Verduebelung vun der Formation continue a mir hunn och eng Erklärung. An ech soen nach derbäi, datt och 16 Stonne Formation continue an eisen Aen net e Maximum ass, mä et ass e Minimum. An ech mengen och, datt ganz vill Enseignanten iwwert déi 16 Stonne ginn.

Just eng kuerz Fro un den Här Minister: Mir hate jo an der Vergaangenheet am Règlement grand-ducal ëmmer stoen, datt een déi Formation continue an Zäit vun dräi Joer kéint maachen. Dat heescht, et kann ee se beienee maachen an et kann ee se awer och verdeelen. An do kann een och een, zwee Joer Retard kréien. Ech ginn dervun aus, datt dat och mat där neier Regelung genau d'selwecht ass?

An eng zweet Fro, dat ass och, wat déi Gewerkschaftlerin hei opwerft. Et gëtt effektiv och eng ganz Rei Diskussiounen an de Schoulen, déi, ech mengen, ganz wichteg sinn a wäertvoll sinn. An et gëtt och eppes, an dat hu mer schonn, ëmmer wa mer Diskussioune gefouert hunn, deemools ass den Här Peping, wéi en nach net Direkter vum IFEN war, och schonn an der Schoulkommissioun gewiescht an huet ëmmer gesot: D'Hospitatioun an anere Klassen, dat wier mat eng vun deene wäertvollste Weiderbildungen.

An duerfir meng Fro un den Här Minister: Gëtt et och ewell mëttlerweil eng Méiglechkeet, fir esou flott Initiative vun der Hospitatioun an anere Klassen, fir dat och ze honoréieren an unerkennen ze loossen am Kader vun der Formation continue?

A selbstverständlech bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Rapporteur, dem Här Delles, villmools Merci fir déi Presentatioun. D'ADR stëmmt dëst Gesetz och mat, huet awer eng Rei Bemierkungen.

Dat Éischt ass, et steet am Gesetzestext, et wär keen Impact financier. Wat eis gewonnert huet. Well wann d'Stonnenzuel bei der Formation continue eropgeet, dann ass wahrscheinlech awer en Impact financier domadder verbonnen. En ass vläicht net ganz grouss, mä en existéiert awer.

Dat Zweet ass, datt mer awer och wëllen drop opmierksam maachen, datt et ganz wichteg ass, fir ze kucken, datt d'Qualitéit vun der Formation continue och an d'Luucht geet. Et sinn heiansdo Coursen, déi ugebuede ginn, déi déi betraffe Leit net zefriddestellen, sief et, datt se net méi op Lëtzebuergesch ugebuede ginn, mä ganz dacks nëmmen op Franséisch oder an enger anerer Sprooch, sief et, datt einfach den Inhalt vun deene Coursen net deene Besoinen entsprécht, déi awer d'Enseignantë gären hätten. Dat sinn emol zwou Considératiounen, déi mir wëlle mathuelen.

Den Accord, dee mer hei ëmsetzen - och dat ass interessant -, weist eng nei Schwächt vun der Regierung an der Unterrechtspolitik. Et ass schonn net normal an net banal, datt d'Regierung d'Lignes directrices vun hirer Politik mat enger Gewerkschaft verhandelt. Dat ass dann anscheinend net méi elo d'Regierung selwer, déi déi festleet, net méi d'Chamber, déi se determinéiert, mä si ginn a Verhandlungen tëschent der Regierung an der Gewerkschaft da festgeluecht, d'Lignes directrices vun der Erzéiungspolitik bis d'Enn vun der Legislaturperiod. U sech eng remarkabel Bezeechnung vun deem, wat do geschitt!

An et weist och, wéi schwaach d'Regierung eigentlech elo ginn ass, well a ville vun hire Fuerderungen huet se sech net duerchgesat! Si wollt nei Schoulhorairen a méi Schoulzäiten; eng Fuerderung, déi net erfëllt ginn ass. Si huet sech awer beschränkt op eng Rei vun terminologeschen Ëmbenennungen. Bon, et ass vläicht e bësse méi wéi Terminologie, mä u sech ass net vill geschitt.

Regional Direktiounen ersetzen d'Inspektorat. An da gëtt et och nach eng Mediatioun tëschent Direkter an dem Personal, wat och u sech aussergewéinlech ass. An da gëtt en Instituteur spécialisé en développement scolaire agefouert an dofir den Instituteur-ressources ofgeschaaft. Och dat ass u sech keng revolutionär Neierung.

Ech wéilt awer hei net nëmme Kritik maachen. Ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, datt d'ADR och hei am Wiese vun der Primärschoul eng grondleeënd aner Politik verfollegt, wéi déi vun der Regierung. Fir eis ass et net Zil an Zweck vun der Schoulpolitik, fir Instituteurs spécialisés en développement scolaire anzeféieren. Eis geet et ëm eppes anescht. An ech wëll dat hei just an dräi Punkten ukënnegen, ganz kloer, wou et bei eis higeet.

Éischtens: Den Niveau an der Schoul muss erëm däitlech eropgesat ginn. Den Nivellement vers le bas gëtt gestoppt an de Leeschtungsprinzip erëm agefouert, och an de Primärschoulen.

Dat Zweet ass: De Lëtzebuerger Schoulsystem, deen ass do, fir eis national Identitéit ze erhalen, eis traditionell Dräisproochegkeet ze erhalen an un déi nächst Generatioune virunzeginn.

An drëttens: Lëtzebuergesch ass Schoulsprooch, Ëmgangssprooch an Integratiounssprooch an all Lëtzebuerger Schoul.

Dat sinn déi dräi Grondfeiler vun deem, wat mir wäerten de Leit an de Primärschoulen, am Wiese vun de Primärschoulen an eisem Wahlprogramm verspriechen. Et ass eppes ganz anescht, wéi dës Regierung et mécht. An et ass eng Politik, déi ganz kloer drop hiweist, aus eise Primärschoulen erëm gutt Schoulen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Dann den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass gesot ginn, d'Schoulpersonal huet hautzudaags nach méi Verantwortung oder ëmmer méi Verantwortungen doduerch, datt d'Gesellschaft ëmmer méi komplizéiert gëtt an heterogen gëtt. An dat stëmmt och!

Mir wëssen och, datt d'Schoulpersonal am Fondamental - awer net nëmmen am Fondamental, mä och haaptsächlech am Fondamental - u sech net onbedéngt e ganz einfachen Oflaf, Dagesoflaf, Wochenoflaf oder Joresoflaf huet. Et ass och net onbedéngt e Beruff, deen een ageet, wann een dovunner ausgeet, datt een net vill ze dinn hätt. Am Géigendeel! Ech mengen, wann een elo mam Schoulpersonal schwätzt, och méi Jonker, da mierkt een oft - dat weess een an dat gëtt och duerch d'Gewerkschafte relayéiert -, datt se staark, ëmmer méi staark iwwerfuerdert sinn.

D'autant plus, datt jo, duerch déi lescht Reformen, notamment 2009, d'Tâche modifizéiert gouf, an doriwwer misst ee jo och eng Kéier erëm diskutéieren, och mat den Interesséierten, well et kann een awer dovunner ausgoen, datt eng Tâche, iwwert déi ee muss diskutéieren, awer net onbedéngt eng besser Tâche ass, net onbedéngt eng Tâche, wou een ëmmer méi ze dinn huet an déi ëmmer méi bürokratesch a formal organiséiert gëtt.

Dat heiten ass eng kleng Gesetzesännerung. Et gëtt vu Formation continue geschwat, well een dovunner ausgeet, datt d'Schoulpersonal Formation continue brauch. Ech gi souwisou dovunner aus, an dat wësse mer jo och all, datt déi meescht souwisou informell eng Formation continue maachen. An et gouf och gesot, et ass jo mat enger Gewerkschaft ofgeschloss ginn, mä net mat där anerer Gewerkschaft, dem SEW, ofgeschloss ginn. Ech weess net, ob dat eng gutt Method ass, mä et ass awer de Fakt.

A grad eng Gewerkschaft, déi awer relativ bekannt ass derfir, fir eng Memberschaft ze hunn, déi ganz engagéiert ass an déi och selwer Formatioune mécht! An et kann een net dovunner ausgoen, datt esou eng Gewerkschaft der Meenung ass, datt Formatioun continue net wichteg wier. Mä et gëtt einfach dohinnergesat, datt déi Leit einfach erëm eng Kéier aacht Stonne méi musse schaffen, pro Joer zwar, dat kléngt net vill, mä si hu scho souwisou Augmentatioune gehat an der Tâche an deene leschte Joren, datt dat einfach esou eng Verbesserung wier.

Mir mengen net, datt dat eng Verbesserung ass. Mir mengen, dat ass éischter eng bürokratesch Mesure, déi geholl gëtt. A mir sinn der Meenung, datt, wann iwwert d'Verbesserung vum Enseignement an engem komplexen Environnement am Fondamental diskutéiert gëtt, een awer erëm eng Kéier misst fundamental mat den éischten Interesséierten - déi hu vill ze soen! - diskutéieren, fir iwwert déi Tâche ze diskutéieren.

Aus deene Grënn wäerte mer deem Projet de loi eis Zoustëmmung net ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet den Éducatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dem Rapporteur Merci gesot fir seng Explikatiounen. Woubäi esou vill jo och net ze explizéiere war.

Ech wëll nach eng Kéier preziséieren, datt et schonn eng Ligne directrice hei ass vun der Politik vun der Regierung, fir Schoulqualitéit ze assuréieren, andeems mer an d'Qualitéit vun den Enseignanten investéieren. Dat maache mer am Beräich vun der Initialausbildung. Dat maache mer am Beräich vun der Beruffsaféierung. Dat maache mer och elo am Beräich, méi staark nach wéi bis ewell, vun der Formation continue. Och duerfir hu mer jo viru gutt engem Joer den Institut de formation de l'éducation nationale gegrënnt, deen eben heimadder chargéiert ass.

Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, d'Stonnenzuel eleng, dat ass dat eent, mä d'Qualitéit vun där Formatioun ass natierlech och dat anert. Mä do hunn ech awer absolutt Vertrauen an den IFEN, datt en do op där Schinn weiderfiert, wéi en am Laf vum leschte Joer sech och voll entwéckelt huet, an nach méi och u Qualitéitsentwécklung do ënnerhëlt.

Et sinn eng Rei vu prezise Froe gestallt ginn.

Et bleift derbäi, datt mer eng Moyenne wäerten huelen hei iwwer dräi Joer, datt een also net déi 16 Stonnen an engem Joer muss absolvéiert hunn, mä datt et der dann 48 an dräi Joer sinn. Et ass d'ailleurs och esou, datt dee Schrëtt hei an der Realitéit net onbedéngt eng Verduebelung ass par rapport zur Realitéit, déi mer haut hunn.

Mir hunn emol eng Kéier gekuckt, wat an der Moyenne da vu Formation continue vun den Enseignanten aus dem Fondamental gemaach ginn ass déi lescht Joren. An obscho mer eigentlech elo iwwert d'Gesetz jo aacht Stonnen obligatoresch virgeschriwwen hunn, sinn der schonn zwielef gemaach ginn, wat awer och emol eng Kéier soll gesot ginn. Do ass méi Engagement vun der Säit vun den Enseignantë geleescht ginn, fir a sech selwer, also an eng Professionaliséierung ze investéieren, wéi dat vun eiser Säit aus virgeschriwwe ginn ass.

Eng aner Fro vum Claude Adam war déi, ob mer Hospitatiounen - wou een also als Enseignant bei en aneren Enseignant an eng Klass kucke geet, fir ze gesinn, wéi deen eng Method an der Praxis ëmsetzt -, ob mer déi och considéréieren. Als Formation continue: Jo, ënnert der Bedéngung, datt dat mam Inspekter ofgeschwat ass an datt deen dat dann och fir sënnvoll fënnt, fir grad dohinner ze goen, an datt een och dovunner eppes ka léiere fir seng eege professionell Entwécklung. Dann ass do eng

Stonn och gläichbedeitend mat enger Stonn Formation continue vum IFEN oder soss enzwousch.

Ech wëll fir déi breet Zoustëmmung hei Merci soen. Wéi gesot: Et ass e ganz einfachen Text, e ganz kuerzen Text, mä trotzdeem stécht ganz villes derhannert, well mer awer wierklech nëmmen eng gutt Schoul behalen duerch gutt Enseignanten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7001 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7001 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 58-mol Jo an 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7001 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par Mme Nancy Arendt), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Merci a bis muer.

(Fin de la séance publique à 16.18 heures)

SÉANCE 5

MERCREDI, 16 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel
- *M. Marc Angel*

4. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar
- *M. Laurent Mosar*

5. Dépôt d'une motion par M. Kartheiser
- *M. Fernand Kartheiser*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien
- *M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel (interventions de M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler), Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam (intervention de M. Fernand Kartheiser), M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *M. Fernand Kartheiser, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution de M. Marc Angel (adoptée)*
- *Vote sur la résolution de M. Laurent Mosar (rejetée)*
- *Vote sur la motion de M. Fernand Kartheiser (rejetée)*

8. 6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Edy Mertens, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette
- *Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen (dépôt d'une motion), M. Franz Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Eugène Berger*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit et M. Romain Schneider, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Ausseminister.

2. Ordre du jour

Ech ginn dovun aus, wa meng lescht Informatioune richteg sinn, dass elo direkt eng Rei vu Resolutioune respektiv Motiounen deponéiert ginn. Ass dat esou?

(Assentiment)

Den Här Angel huet d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt am Numm vun ons alleguer, vun alle Parteien hei an der Chamber, eng Resolutioun zur Situatioun an der Türkei hei areechen. Den 11. November ass eis per Courrier électronique eng Propos vun engem Text vun déi Lénk zoukomm. Déi hu mer ganz iwwerholl a mir hunn an der Kommissioun op meng Suggestiounen hin déi nach erweidert. Duerfir wollt ech déi elo ofginn. Zum Contenu wäert ech dann herno schwätzen.

Ech wëll just ënnersträichen: Si ass vun alle Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, gedroen. Wann ech gelift!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

constatant

- qu'au mois de mai 2016, la Grande Assemblée nationale de Turquie a décidé de suspendre l'immunité parlementaire de 138 députés, vote rendu effectif par promulgation du Président de la République de Turquie le 7 juin 2016;

- que cette suspension de l'immunité parlementaire a été dénoncée par le Parlement européen, en date du 9 juin 2016, comme un déni de droit et une atteinte à la liberté d'expression;

- qu'en date du 20 mai 2016, la Commission européenne a exprimé de sérieuses préoccupations à l'égard de cette décision;

- que la Commission de Venise recommande la réinstauration de l'inviolabilité des députés dans son avis du 14 octobre 2016;

- que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, dans sa résolution du 22 juin 2016, s'est montrée très inquiète par la détérioration du fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie;

- que suite au coup d'État manqué du 15 juillet 2016, le Gouvernement de la République de Turquie a mis en branle une vaste opération de suspensions ou d'arrestations de fonctionnaires ou de citoyens;

- que plus de 140 journalistes, dont le rédacteur en chef du principal quotidien d'opposition du pays, Cumhuriyet, ont été placés en état de détention ou d'arrestation et que près de 200 organes de presse ont été fermés suscitant ainsi la protestation au niveau international des organisations et syndicats de journalistes;

- qu'en date du 3 novembre 2016, le Procureur d'État a ordonné l'arrestation de dix députés issus du parti HDP, dont les deux coprésidents du parti;

- que depuis ce coup d'État manqué, le Président de la Turquie et un nombre de politiciens turcs se sont montrés favorables à plusieurs reprises à la réintroduction de la peine de mort;

- que la Commission européenne a constaté, dans son rapport sur la Turquie du 9 novembre 2016, une détérioration de la situation concernant l'indépendance de la justice et de la liberté d'expression;

- qu'en date du 11 novembre 2016, près de 370 ONG ont été suspendues par décret gouvernemental,

condamne

- les arrestations des députés du Parlement de la République de Turquie, lesquelles constituent des violations graves des droits démocratiques incompatibles avec les principes d'un État de droit;

- la suspension systématique de fonctionnaires et de chercheurs;

- les atteintes répétées à l'encontre de la liberté de la presse perpétrées en République de Turquie qu'aucune mesure de sécurité intérieure ne saurait justifier;

- les répressions contre la société civile;

- la discussion concernant la réintroduction de la peine de mort qui signifierait l'abandon des valeurs fondamentales de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe,

exprime

- sa ferme condamnation de la tentative de coup d'État du 15 juillet, en déplore les nombreuses victimes, et reconnaît la nécessité d'y apporter une réponse proportionnée;

- son soutien à la population de la République de Turquie désireuse de défendre les valeurs de la démocratie et de l'État de droit;

- sa solidarité avec les députés du Parlement de la République de Turquie et les chercheurs, fonctionnaires et journalistes arrêtés pour des raisons politiques;

- sa ferme condamnation des attaques terroristes en Turquie et sa solidarité avec les victimes et leurs proches;

- sa conviction qu'il doit être mis fin à toute violence et à toutes les attaques terroristes et que les armes doivent être rendues,

appelle

- les autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie en cessant les poursuites envers des députés élus par le suffrage universel, de ses propres fonctionnaires, des chercheurs et des journalistes pour des raisons politiques;

- le Gouvernement de la République de Turquie à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi qui est essentiel pour mettre fin aux violences dans les régions à majorité kurde et pour y garantir la démocratie et la stabilité;

- les autorités de la République de Turquie à s'opposer clairement à la réintroduction de la peine de mort et à coopérer pleinement avec tous les organes du Conseil de l'Europe.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Anne Brasseur, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

4. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech déposéieren am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Resolutioun zum selwechte Sujet.

Résolution

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'adhésion de la République de Turquie à l'Union européenne et à ses prédécesseurs est un objectif formulé par les autorités turques depuis la fin des années 1950;

- rappelant que la procédure d'adhésion de la République de Turquie à l'Union européenne a été déclenchée le 3 octobre 2005 avec l'ouverture de six chapitres de l'acquis communautaire;

- condamnant avec fermeté les récentes arrestations de députés et de comaires kurdes ainsi que de journalistes d'opposition;

- condamnant d'une manière générale les purges politiques de ces derniers mois avec l'emprisonnement de dizaines de milliers de juges, de magistrats, de policiers, de militaires et de fonctionnaires;

- s'inquiétant tout autant des engagements du Président Erdoğan relatifs à un rétablissement de la peine de mort par le Parlement turc;

- considérant que la Commission européenne dénonce également le retour en arrière de la République de Turquie dans le respect des critères d'adhésion;

- rappelant les critères d'adhésion de l'Union européenne, définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1993, imposant aux pays candidats des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme ainsi que le respect des minorités et leur protection;

- constatant que le Gouvernement de la République de Turquie ne respecte à l'heure actuelle ni l'État de droit, ni les droits de l'homme, ni les minorités kurdes et leur protection;

- considérant que la République de Turquie est un allié au sein de l'OTAN et joue un rôle géostratégique particulièrement important;

- considérant que l'Union européenne est liée à la République de Turquie par des accords commerciaux et que les relations bilatérales se sont toujours développées dans un cadre propice au commerce;

- considérant que les accords commerciaux précités revêtent aujourd'hui une importance encore plus accrue au vue de l'actualité politique afin de maintenir le lien avec le Gouvernement et la population turcs dans l'espoir d'un rapide retour à la normale,

1. constate que la République de Turquie ne respecte plus les principes de l'État de droit ainsi que les critères politiques de Copenhague et se met dès lors elle-même hors de la procédure d'adhésion à l'Union européenne,

2. se prononce par conséquent pour un gel des négociations avec la République de Turquie au moins jusqu'à ce que le Gouvernement turc ait retrouvé le chemin de l'État de droit et des droits de l'homme,

3. se prononce parallèlement pour une continuation du dialogue géopolitique ainsi que de la coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense avec la République de Turquie,

4. est d'avis qu'un approfondissement des relations commerciales ainsi que la continuation de la modernisation de l'union douanière avec la première puissance économique du Moyen-Orient s'imposent,

5. rappelle enfin la nécessité de la poursuite de la coopération avec la République de Turquie au niveau de la politique migratoire dans la région du Moyen-Orient.

(s.) Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Kartheiser

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, am Numm vun der ADR ass et mer eng Éier, fir eng Motioun ze déposéieren, déi och d'Relatioune mat der Tierkei betrëfft. An zwar ass d'Zil dovunner ënner anerem, fir ze froen, datt d'Bäitrëttsverhandlunge sollen ofgebrach ginn.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber,

- an déiwer Suerg iwwert d'Entwécklungen an der Tierkei, besonnesch zënter den Evenementer vum 15. an dem 16. Juli 2016,

- besonnesch schockéiert iwwert déi massiv a gravéierend Mënscherechtsverletzungen, déi an deem Land an ëmmer méi grousser Zuel geschéien, d'Verfolgung vun der politescher Oppositioun an d'Aschränkunge vun der Fräiheet vun der Press,

- rifft an Erënnerung, datt d'Tierkei un d'Anhale vun enger ganzer Rei vun internationale Verflichtungen am Beräich vun de Mënscherechter gebonnen ass, besonnesch och am Kader vun de Vereenten Natiounen an dem Europarot, an datt si vill dovun net méi respektéiert,

- stellt fest, datt d'Tierkei d'Kopenhagener Kritären, déi d'Basis fir en eventuelle Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun duerstellen, net erfëllt, well si keng stabel Institutioune méi huet, déi de Rechtsstat, d'Demokratie, d'Mënscherechter an de Schutz vun den nationale Minoritéiten op eng glafwierdeg Manéier kéinte garantéieren,

- erënnert drun, datt d'Tierkei deen nërdlechen Deel vun der Republik Zypern zënter 1974 a Violatioun vum internationalen, ëffentleche Recht militäresch okkupéiert an datt si, ënner anerem, hir Obligatioune géintiwwer der Republik Zypern am Bezuch op EU-Recht nach ëmmer net anhält,

- ass besuergt iwwer eng Rei vun Aktiounen an Deklaratiounen, déi drop hindeiten, datt d'Tierkei déi territorial Integritéit vun hire Nopeschstaten, dorënner besonnesch dem Irak, Syrien a Griichenland, net méi wëllt respektéieren,

- am Wëssen ëm déi Kriticken, déi a leschter Zäit vun enger Rei vun internationalen Organisatiounen an Netregierungsorganisatioune géint d'Tierkei virbruecht goufen, dorënner och déi aus dem leschte Fortschrëttsrapport vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei,

fuerdert d'Regierung op,

- ëmmer op eng glafwierdeg Manéier fir de Respekt an d'Anhale vun den europäesche Wäerter anzestoen, och am Kader vun de Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an der Tierkei,

- géintiwwer der Tierkei op dem Anhale vun de Mënscherechter, dem Schutz vun de Minoritéiten, besonnesch och vun de Kurden, an der Rechtsstaatlechkeet ze bestoen,

- besonnesch och drop ze halen, datt d'Demokratie an d'Fräiheet vun der Press nees hiergestallt a respektéiert ginn, d'Rechter vun der Oppositioun nees a vollem Emfank

respektéiert ginn an d'Justiz nees onofhängeg ka fonctionnéieren,

- vun der Tierkei ze verlaangen, datt si endlech de Genozid un den Armenier an aneren aus der Zäit vum Éischte Weltkrich unerkennt,

- an der NATO an an der EU d'Sécherheet an déi territorial Integritéit vu Griichenland ze thematiséieren,

- an der UN0 op déi territorial Integritéit vum Irak a vu Syrien ze insistéieren an an deem Sënn den UNO-Sécherheetsrot ze invitéieren, d'Aktioune vun der Tierkei ze iwwerwaachen,

- all Initiativen am Kader vun der UN0 aktiv ze ënnerstëtzen, déi eng friddlech Léisung vum Zypern-Konflikt favoriséieren,

- an den EU-Gremien dofir anzetrieden, datt d'Bäitrëttsverhandlunge vun der Tierkei mat der EU ofgebrach ginn,

- dorop hinzewierken, datt d'Tierkei kann e wichtege politeschen an ekonomesche Partner vu Lëtzebuerg an der EU am Kader vun enger enker Partnerschaft sinn, wann d'Konditiounen dofir erfëllt sinn,

- op d'Aféierung vun enger Visafräiheet fir d'Tierkei ze verzichten,

- eng aner Migratiounspolitik ze bedreiwen, fir datt d'EU an deem Kontext net weider an engem Ofhängegkeetsverhältnis zu der Tierkei steet.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Déi geet dann direkt weider.

6. Ordre du jour (suite)

Mir sinn dann haut mat e bësse méi enger aussergewéinlecher Situatioun konfrontéiert: Mir hunn zu deemselwechte Sujet eng Question élargie, déi kloer geregelt ass an eisem Reglement, mir hunn zwou Resolutiounen, wou mer selbstverständlech och eng kloer Regelung an eisem Reglement hunn, a mir hunn eng Motioun, nach eng Kéier datselwecht.

Vu dass mer no enger gudder Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun an enger gudder Diskussioun an der Presidentekonferenz zur Konklusioun komm sinn, dass et eigentlech kee Sënn géif erginn, fir elo véiermol déiselwecht Diskussioun ze féieren, wollte mer Iech proposéieren, dass mer déi Diskussioune géifen zesumme féieren, dat heescht, d'Riedezäit och cumuléieren, sou wéi se virgesinn ass an eisem Reglement, an dem Froesteller, dem Här Kartheiser, d'Méiglechkeet géife ginn, als Éischten d'Fro ze stellen an zu deene verschiddenen Texter Stellung ze bezéien. An da géifen déi aner Kolleegen noeneen d'Wuert kréien, fir zu de Resolutiounen an der Motioun Stellung ze bezéien.

Selbstverständlech, vu dass mer dann eng nei Form vun Débat hei erfonnt hunn, géif den Här Kartheiser zum Schluss och nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, fir eng Zousazfro ze stellen, sou wéi dat bei der Question élargie de Fall ass.

Dat dote gëtt et nach net, déi dote Form vun Débat gëtt et nach net an eisem Reglement. Mä wann ee mat méi exceptionnelle Situatioune konfrontéiert ass, ass et gutt, wa sech e puer Käpp zesummesetzen. An ech ginn och dovun aus, dass mer hei net riskéieren, Präzedenzfäll ze kréien.

Also nach eng Kéier kloer ausgedréckt: Als éischten Orateur géif de Froesteller kommen, deen awer och déi verschidden aner Texter géif matbehandelen, dann noeneen déi aner Kolleegen, déi och zu deem Ganze géife Stellung huelen, ausser zu der Question élargie, well do ass net virgesinn, dass ee se kommentéiert. Mä wéi mer et verhënneren, dat ass eng aner Saach! An da géifen d'Riedezäite kënne cumuléiert gi vu Motiounen a Resolutiounen. Dat heescht am Kloertext, dass jiddwereen eng Véierelstonn zur Verfügung hätt, ausser dem Froesteller.

Ass d'Chamber…?

Ah, den Här Ausseminister hat ech elo bal vergiess: Dee géif dann eng Kéier intervenéieren an, esou wéi dat da bei deenen aneren ass, kann da selbstverständlech och d'Riedezäit vun deene verschiddenen Texter cumuléieren. Ech mengen, dat misst largement duergoen.

Ass d'Chamber mat där doter méi ongewéinlecher Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Ech huelen dat dann zur Kenntnis mat enger grousser Satisfaktioun, dass mer och nach kënne méi aussergewéinlech Situatioune ganz schnell regelen. An ech ginn dann dem Froesteller, dem Auteur vun der Question élargie a vun enger Motioun, direkt d'Wuert. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

7. Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut konfrontéiert mat enger extrem seriöer Fro vun der Aktualitéit, näämlech mat deem, wat an der Tierkei geschitt. Wéi solle mir dorobber reagéieren? Wéi solle mir als Lëtzebuerg reagéieren? A wéi sollen Europa, d'Europäesch Unioun an aner europäesch Institutioune sech zur Tierkei stellen?

D'Tierkei ass e ganz wichtegt Land fir Europa. Ech mengen, et huet iwwer Jorhonnerten ëmmer eng ganz wichteg Roll gespillt, heiansdo op méi eng aggressiv Manéier, heiansdo op méi eng kulturell Manéier. Mä d'Tierkei war fir Europa ëmmer e wichtegen Noper. Awer d'Fro, déi sech am Ableck stellt an zënter Jorzéngte stellt, ass: Soll déi Tierkei dann och Member an der Europäescher Unioun ginn?

Mir hunn als ADR eis ëmmer dergéint ausgeschwat, datt déi Tierkei sollt enges Daags kënne Member ginn. An ech mengen, et muss ee sech wierklech bewosst sinn, wann een do derfir ass, datt d'Tierkei ka Member ginn, wat d'Konsequenze vun esou engem Bäitrëtt da wären.

D'Tierkei ass demografesch elo scho vläicht, oder geschwënn, dat demografesch gréisste Land…, oder dat wär et dann an der Europäescher Unioun. Et ass elo schonn u sech niewent Russland dat zweetgréisst - demografesch - an Europa. Et ass, wann ee vun der nuklearer Komponent ofgesäit, déi gréisst militäresch Muecht an Europa. Et huet eng Kultur, eng Geschicht, déi sech awer ënnerscheede vum Rescht vun Europa.

An d'Fro stellt sech - an zemools déi Leit, déi schonn dacks mat der Tierkei ze dinn haten, och op diplomateschem Plang, musse sech kënnen d'Fro stellen -, wéi dat da wär, wann esou eng grouss Tierkei, esou e Land mat esou vill Afloss Member wär an der Europäescher Unioun, zemools elo, wou aner Länner wéi dat Vereenegt Kinnekräich d'Europäesch Unioun wëlle verloossen.

Wéi géif déi Europäesch Unioun ausgesinn, an där eng Tierkei Member wär, e Vereenegt Kinnekräich awer net méi?

Mir si fir gutt Relatioune mat der Tierkei. D'ADR, wéi vill anerer, ass iwwerzeegt, datt d'Tierkei e wichtege Partner vun Europa muss sinn, datt mer en Dialog brauchen, fir politesch, ekonomesch, militäresch Bezéiunge mat der Tierkei ze fleegen an ze intensivéieren.

Awer wien Europa, d'Europäesch Unioun, gär huet an hir e Wäert zougesteet, egal wéi déi elo soll ausgeformt sinn, egal wéi deen Integratiounsprozess soll konkret ausgesinn, mä dee muss realistesch sinn a wëssen, datt, wann een un där Europäescher Unioun hänkt, un deem Projet, fir déi europäesch Natioune méi no zesummenzeféieren op der Basis vu gemeinsame Wäerter, datt dat vläicht méiglech ass mat grousse Problemer ouni d'Tierkei, mä datt dat mat enger Tierkei net méi méiglech ass!

Mir hunn haut eng Aktualitéit, déi beaflosst ass vun deene leschte Méint, wou mer gesinn hunn, datt d'Tierkei ëmmer méi an eng Richtung vun der Diktatur geet, déi schlëmmst Diktatur haut schonn ass am gesamten europäesche Raum.

Mir hu virdrun och schonn dacks Schwieregkeete mat der Tierkei gehat. Mir haten hei schonn Diskussiounen, well d'Tierkei bis haut net de Genozid un den Armenier an un aneren unerkennt, deen am Kader vum Éischte Weltkrich geschitt ass. Mir haten hei Problemer, wou d'Gaza flotilla war, aner Incidenten, ëmmer erëm Rapporten, déi kommen, Informatiounen, déi kommen, datt et vläicht Zesummenhäng gëtt tëschent der tierkescher Féierung, der tierkescher Politik an dem Finanzement oder der Ënnerstëtzung vun terroristesche Bewegungen am Noen Osten.

Et ass keen einfache Partner. An zënter den Evenementer vum Juli 2016, wéi déi och ëmmer am Eenzelnen ze bewäerte sinn, ass dat Land rapid a Richtung vun enger Diktatur ofgerëtscht. Mir kennen alleguer déi dramatesch Zoustänn, wéi se elo do sinn: d'Ofschafung vum Rechtsstat, d'Verfolgung vun der Oppositioun, d'Ofschafung vun der Fräiheet vun der Press, d'Ofschafung vun der Onofhängegkeet vun der Justiz an nach vill aner Deelaspekter vun deem, wat mer eben haut kennen a kritiséieren.

Wéi reagéiert dann elo déi Lëtzebuerger Regierung? Dat Éischt ass: Den Här Asselborn ass aus engem Interview zitéiert ginn, als hätt e vun „Wirtschaftssanktiounen" geschwat, vläicht wor et och „wirtschaftlechen Drock", dat ass en Term; hie kann eis dat herno soen, wéi e sech genee ausgedréckt huet.

Dat schéngt also eng Optioun ze sinn, déi déi Lëtzebuerger Regierung envisagéiert, wou een awer muss soen: Bei Wirtschaftssanktioune sinn et jo dacks déi Leit, déi am mannste fir eng Situatioun kënnen, déi einfach Leit an der Tierkei, déi géifen am meeschten drënner leiden.

Mir kennen och d'Ineffikassitéit vu Wirtschaftssanktiounen a ganz ville Situatiounen. Heiansdo si se kontraproduktiv. An et ass also elo näischt, wou mir als ADR op jidde Fall géife soen, mir sollten an eise Relatioune mat der Tierkei elo op de Wee vu wirtschaftleche Sanktioune goen, well mir mengen, datt domadder déi falsch Leit getraff ginn.

D'Fro vun de Bäitrëttsverhandlungen ass awer eng ganz substanziell. Mir hate gesot, ech hat dat gesot an der Introduktioun, firwat mir als ADR mengen, datt d'Tierkei net soll Member ginn. Dat ass eng ganz generell politesch Considératioun iwwert dat Verhältnis zwëschen der Tierkei an der Europäescher Unioun.

Mä doriwwer eraus gëtt et rechtlech kloer Konditiounen, fir kënne Member an der Europäescher Unioun ze ginn. Et gëtt déi Kopenhagener Kritären. An deen éischte vun deene Kritären ass eben, datt e Stat, dee wëllt der Europäescher Unioun bäitrieden, muss iwwer Institutioune verfügen, déi dauerhaft a glafwierdeg d'Rechtsstaatlechkeet vun engem Stat, de Respekt vun de Mënscherechter an all déi demokratesch Forme kënnen erfëllen a garantéieren an ëmmer respektéieren, fir iwwerhaapt kënne Bäitrëttsverhandlungen unzefänken.

Mä et ass jo kloer, wann een déi Konditioune muss erfëllen, fir a Bäitrëttsverhandlungen ze goen, datt dat och muss de Fall si wärend de Verhandlungen. A fir déi, déi bäitrieden, muss dat och herno de Fall sinn. Wa mer eng Europäesch Unioun wëllen hunn, déi op gemeinsame Wäerter existéiert, kënne mer jo net Abstraktioun maache vun der Rechtsstaatlechkeet, déi awer all Memberstat muss hunn.

Den Här Asselborn, an deemselwechten Interview, gouf zitéiert, als géif en envisagéieren, déi Bäitrëttsverhandlungen ze suspendéieren. En huet geschwat, si wären och theoretesch suspendéiert. Et ka sinn, datt elo am Ableck do näischt geschitt. Mä et ass fir eis eng prinzipiell Fro. Eis geet eng Suspendéierung vun deene Verhandlungen net duer. Mir hätte gär en Ofbroch, en definitiven Ofbroch vun esou Verhandlungen.

Et ass och schwéier fir eis nozevollzéien, firwat d'Lëtzebuerger Regierung nëmmen dervu schwätzt, esou Verhandlungen ze suspendéieren. Den Här Asselborn hat an deem Interview déi Zoustänn an der Tierkei verglach mam Naziregimm. Wann een awer e Land huet, e Land, wat ee vergläicht mat engem Naziregimm, an et schwätzt ee vu rechtsstaatleche Kritären, fir kënne Member an der Europäescher Unioun ze ginn: Wéi passt dat dann zesummen?

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Asselborn huet och viru Kuerzem nach gesot: „Ungarn soll aus der Europäescher Unioun ausgeschloss ginn." Ungarn ass net vergläichbar mat der Tierkei. Wéi kann een da wëllen Ungarn ausschléissen, d'Tierkei awer wëlle mat bäihuelen iwwert de Wee vu Bäitrëttsverhandlungen?

Mir haten dat a Polen, well Polen verschidde Modalitéiten am Verfassungsgeriicht geännert huet - doriwwer kann ee schwätzen, et ass net de Sujet vun haut -, mä dat ass eng Klengegkeet géintiwwer der Entloossung opgrond vu virverfaasste Lëschte vun Dausende vu Riichteren an der Tierkei! Kee Verglach! An awer eng komplett aner Astellung vun der Lëtzebuerger Regierung géintiwwer Ungarn a Polen am Vergläich mat deem, wat u Schrecklechem am Ableck an der Tierkei geschitt.

Mir denken, datt eng glafwierdeg Baussepolitik einfach och do muss eng Proportionalitéit weisen, datt eng Regierung och muss dru gemooss ginn, wéi genee se differenzéiere kann an ob se och nach e Gefill huet fir d'Gravitéit vun enger Situatioun an déi Konsequenzen, déi do dermadder verbonne sinn. Et ass dat eng Fro vun der Glafwierdegkeet vum Optrëtt vun der Lëtzebuerger Diplomatie am Ausland.

Mir brauchen net drop ze waarden, datt d'Doudesstrof soll agefouert ginn an der Tierkei. Egal wéi schlëmm dat ass! Dat Land, dat foltert! Dat Land, dat verfollegt! Dat Land erkläert Leit zu Netbierger, hélt hinnen hir Existenz ewech, nëmme well se an Oppositioun zum Här Erdoğan stinn. Alles dat sinn Entwécklungen, déi esou grav sinn an all eis Prinzipien an Iwwerzeegungen, eis Wäerter esou violéieren, datt mer net nach mussen drop waarden, datt d'Doudesstrof agefouert gëtt, fir endlech Konsequenzen ze zéien, a glafwierdeg Konsequenzen!

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob et richteg ass, datt d'Verhandlungen ofgebrach ginn, well vläicht vill Leit - sécher vill Leit - an der Tierkei Hoffnungen op d'Europäesch Unioun setzen an op dee Prozess. Mä et ass en Zeeche fir d'Tierkei, och fir eis ëffentlech Meenung, déi dacks un Europa zweifelt, fir déi ganz Welt, wou Europa optrëtt an ëmmer erëm op seng Wäerter hiweist, wann et seet: „Et gëtt einfach Grenzen an deem, wat mir maachen, an deem, wat fir eis akzeptabel ass. A mir wëllen net eng Partnerschaft mat der Tierkei ausschléissen - och net, fir d'Mënscherechter ze verbesseren, och net, fir d'politesch Situatioun an deem Land ze verbesseren -, awer mir wëlle weisen, datt déi Tierkei keng Plaz an enger Wäertegemeinschaft huet, déi sech Europäesch Unioun nennt."

Do derniewent ass dat net déi eenzeg Suerg, déi d'Tierkei eis mécht. Si ass ëmmer méi zu enger Gefor fir den internationale Fridden an d'Sécherheet ginn. Mir haten net nëmmen zënter ´74 déi illegal militäresch Okkupatioun vum nërdlechen Deel vun Zypern. Mir haten a leschter Zäit, an ëmmer erëm, Violatioune vum griichesche Loftraum, vun der Ägäis an esou weider. Mä a leschter Zäit hu mer Deklaratiounen an Aktioune gesi vun der Tierkei, déi drop hiweisen, datt dee Stat net méi déi territorial Integritéit vu Syrien wëllt respektéieren, net méi déi vum Irak an och net déi vu Griichenland, wou d'Traitéen aus den 20er Jore vum leschte Jorhonnert op eemol a Fro gestallt ginn, mat allem, wat dat un eventuelle Konsequenze kann hunn.

Mir géifen eis wënschen, wann een e Stat an Europa huet vun deem Pouvoir, wéi d'Tierkei en huet, datt déi lëtzebuergesch Regierung géif an de Gremien - wéi der EU, wéi der NATO, an, wat Syrien an den Irak ugeet, och an der UNO -, dat Verhale vun der Tierkei thematiséieren, fir all Aggressiounspolitik vu vireran auszeschléissen, op jidde Fall hir entgéintzewierken.

Natierlech ass et net Griichenland oder Zypern, wat do an éischter Plaz kann aktiv ginn, well si jo direkt aner Interessen och an der Géigend hunn, op déi se musse Rücksicht huelen, wéi zum Beispill d'Situatioun an Nordzypern. Mä wat soll Lëtzebuerg drun hënneren, fir Drock auszeüben, fir glafwierdeg opzetrieden a fir ze soen, datt et einfach Verhalensweise gëtt, déi mir och am internationale Kontext net kënnen toleréieren? An dozou gehéieren territorial Uspréch ouni iergendeng Legitimatioun op d'Nopeschstaten.

Mir hunn eis ofhängeg gemaach, net mir als ADR, well mir hätten deen do Schratt ni gemaach, mä d'Lëtzebuerger Regierung huet sech ofhängeg gemaach vun der Tierkei duerch eng falsch Politik an de Froe vun der Migratioun. Mir hunn an de Joren, zwee Joer hu mer dat elo, datt mer eng Migratiounspolitik hei ënnerstëtzen als Lëtzebuerg - d'Lëtzebuerger Regierung mécht dat -, déi vun Däitschland initiéiert ginn ass a vun där mer awer alleguer wëssen, op jidde Fall déi meescht heibanne wëssen, wa se wierklech mat sech selwer an d'Geriicht ginn, datt déi net ka laangfristeg gedroe ginn.

Mir kënnen net als Europa iwwer Joren an iwwer Jorzéngten oppe Grenzen hunn. Dat ass einfach eng Politik, déi ugefaange ginn ass, déi awer sech laangfristeg net kann droen. Mir kommen iergendwéini op de Punkt, wou mer endlech mussen eng méi vernünfteg, eng méi responsabel Immigratiounspolitik bedreiwen, wou Europa seng Grenze muss sécheren. Well et dat awer bis elo net konnt maachen, net wollt maachen - et hätt scho kënnen, mä et wollt net -, ass et elo esou, datt mer higaange sinn, datt d'Regierung higaangen ass, datt Däitschland higaangen ass, a mat Däitschland d'Europäesch Unioun an en Deal mat der Tierkei gemaach huet, datt d'Tierkei soll d'Grenze vun Europa an engem gewëssene Mooss dann ebe sécheren.

Mir hunn eis doduerch an eng Ofhängegkeet bruecht. Eng falsch Migratiounspolitik huet zu engem zweete Feeler gefouert: enger Ofhängegkeet géintiwwer der Tierkei, déi haut natierlech Konsequenzen huet op déi Marge de manœuvre, déi mer hunn, fir déi Exzesser, déi an der Tierkei geschéien, ze kritiséieren an ze bekämpfen.

Mir hunn eis selwer, selwer verschéllt, verschidden Handlungsoptioune geholl. Dat ass en duebelen diplomatesche Feeler, deen dës Regierung gemaach huet, dës Regierung net alleng, mä och anerer an Europa. Mir bezuelen de Präis fir eng falsch Migratiounspolitik. Mir bezuelen de Präis, datt mir eis géintiwwer engem Verhandlungspartner an eng eesäiteg Ofhängegkeet bruecht hunn.

Dat sinn natierlech Entwécklungen, déi mir als ADR kritiséieren. Mir hunn duerfir eng Motioun haut presentéiert, Här President, déi mer Iech virleeën, an där mer d'Regierung opfuerderen, eng aner Politik ze verfollegen, an där mer d'Regierung opfuerderen, fir ze soen, datt mer d'Verhandlungen, d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei ofbriechen an awer eng aner gutt a sënnvoll Partnerschaft mat deem Land sichen, a wou mer soen, datt déi Aggressiounspolitik vun der Tierkei muss an deenen adequate Fora bekämpft ginn, a wou mer soen, datt mer eng aner Migratiounspolitik brauchen, fir eis domadder och aus der Ofhängegkeet vun der Tierkei erauszebewegen.

Dat gesot, soen ech Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi äusserst ugespaante Situatioun an der Türkei ass de Sujet vun eiser Debatt vun haut de Mëtten. Ech géif duerfir och am Numm vu menger Fraktioun deenen zwee Kolleegen, déi d'Initiativ eigentlech vun där Debatt geholl hunn, dem Här Kartheiser respektiv dem Här Wagner, Merci soen, datt se eis et duerch hir Interventiounen erméiglechen, de Mëtten iwwert deen dach esou wesentleche Sujet ze diskutéieren.

Säit dem gescheiterte Putschversuch vum leschte 15. Juli versicht den Erdoğan-Stat mat alle Mëttelen, d'Kritiker vu senger Politik monddout ze maachen. D'Meenungs- an d'Pressefräiheet, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt et just nach um Pabeier, gradesou wéi iwwregens de Rechtsstat. D'Verhaftung vu ville Journalisten ass dann och dat opfällegst Aschüchterungsinstrument, fir d'Meenungsfräiheet an der Türkei ze ënnerdrécken.

Niewent dëser massiver Aschüchterung iwwert d'Verhaftung vu kritesche Journaliste setzt den Erdoğan-Stat awer nach en anert Instrument an, wat nach vill méi effektiv ass, näämlech de wirtschaftlechen Drock, deen op d'türkesch Medien ausgeüübt gëtt.

Et muss een näämlech wëssen, datt déi meescht Medien an der Türkei Konzerner gehéieren, déi selwer vu Regierungsopträg liewen an déi dowéinst op eng gutt Relatioun mam Erdoğan ugewise sinn. Doduerch ass den türkesche Stat emol guer net méi op d'Drockmëttel vu Verhaftungen ugewisen, fir eng regierungsfrëndlech Berichterstattung ze erzwéngen. Dat erleedege leider Gottes entre-temps déi verschidde Cheffe vun deene Konzerner an déi vun hinnen agesate Chefredaktere selwer.

D'Situatioun ass méi wéi dramatesch, well hei fënnt u sech emol guer keng Zensur méi statt, mä dës Zensur gëtt duerch eng Selbstzensur ersat.

Här President, d'Verhaftunge vu Journaliste sinn u sech allerdéngs nëmmen den trauregen Héichpunkt vun enger méintelaanger Hetzjuegd géint jiddwereen, dee verdächteg ass an der Türkei, der Oppositioun nozestoen.

Entre-temps, an et ass jo och virdrun ugeklongen, sinn Zéngdausende vu Journalisten, Wëssenschaftler, Proffen a Riichtere verhaft an an de Prisong gesat ginn an hiert Verméigen ass zum Deel saiséiert ginn, dëst zu engem Deel ausserhalb vu rechtsstaatleche Prozeduren an ënnert dem offizielle Virwand, fir géint Putschisten an Terroriste virzegoen.

Dobäi, Här President, geet et eigentlech dem Här Erdoğan ëm eppes ganz aneres, näämlech ëm dee vu laanger Hand geplangten Embau vun der Türkei an e Stat, deen den Allmuechtsfantasië vu sengem President entsprécht. D'Türkei ass net um Wee an eng Diktatur, mä si ass schonn esou gutt wéi do ukomm. An näischt wäert de President Erdoğan a säi Muechtapparat dovunner ofhalen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An der Zwëschenzäit huet de President Erdoğan ugekënnegt, datt hien eng Propositioun fir d'Erëmaféierung vun der Doudesstrof dem türkesche Parlament géif virleeën. Zur Erënnerung, an ech mengen, et ass interessant: Déi lescht Hiriichtung an der Türkei war 1984 an d'Doudesstrof ass 2006, ënner anerem ënnert dem Drock vun der Europäescher Unioun, ofgeschaaft ginn. Géif d'Parlament der Demande vum President Erdoğan noginn, fir déi Doudesstrof also erëm anzeféieren, wär dann d'Ironie vun der Geschicht, datt déiselwecht Kräften, déi deemools d'Doudesstrof ofgeschaaft hunn, se erëm zéng Joer duerno géifen aféieren.

Här President, net nëmmen d'Ugrëff op d'Meenungs- a Pressefräiheet mussen eis alleguer ze denke ginn, mä och d'Situatioun vun de Kurden an der Türkei gëtt ëmmer méi dramatesch. A verschidden Observateure schwätzen entretemps souguer vun enger Situatioun, déi engem Génocide relativ no kënnt.

An der Zwëschenzäit, an dat ass och schonn ugeklongen, huet d'Regierung zu Ankara 28 Buergermeeschteren einfach ofgesat, 24 dovunner wéinst angeebleche Kontakter zu der PKK an déi véier aner wéinst angeebleche Verbindungen zur Gülen-Bewegung.

Dës Verhaftungswell vu kurdesche Buergermeeschteren huet hiren Héichpunkt an der Zwëschenzäit erreecht, wéi en türkescht Geriicht d'Untersuchungshaft vun zwee demokratesch gewielte Buergermeeschtere vun der Kuerdemetropol Diyarbakir am Südoste vun der Türkei ordonnéiert huet.

Här President, niewent all dësen Ugrëff op d'Meenungsfräiheet, op d'Mënscherechter, nieft der Erëmaféierung vun der Doudesstrof, der Verfolgung vun de Kurde wëllt de President Erdoğan dann och nach den Afloss vun der haiteger Türkei wäit iwwert d'türkesch Grenzen ausdeenen, sou wéi en dat virun e puer Deeg bei der Geleeënheet vum Doudesdag vum Statsgrënner Atatürk ugekënnegt huet. En huet anscheinend do d'Ausso gemaach, datt e Land wéi d'Türkei net kéint gefaange bleiwen op 780.000 km², an huet domadder offen déi haiteg Grenze vun der Türkei a Fro gestallt.

All dës Aussoen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mussen eis och hei an der Chamber interpelléieren a mir mussen eis froen, wéi eng Europäesch Unioun respektiv eng lëtzebuergesch Regierung an och eng lëtzebuergesch Chamber op all dës Provokatioune soll a ka reagéieren.

Här President, den Här Ausseminister huet an de leschten Deeg an engem Interview, an dat ass och scho virdru gesot ginn, vun „Nazimethoden" geschwat. Dëst, Här President, si staark Wierder. Nach menge mir, datt se berechtegt sinn, well an der Türkei d'Mënscherechter an d'Meenungsfräiheet am Moment mat Féiss getrëppelt ginn.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et duerfir kloer, datt, esou wéi d'Türkei haut vum President Erdoğan regéiert gëtt, se weder an d'Europäesch Unioun gehéiert nach en Deel ass vun enger Wäertegemeinschaft, déi sech iwwer Mënscherechter, Wäertepluralismus a Fräiheet vum Individuum definéiert.

Dat ass batter! Och well déi grouss Visioun vum Statsgrënner Kemal Atatürk doranner justement bestanen huet, dat Land opzemaachen, fir sech dem Westen unzenäheren a fir deemools d'Despotie, déi geherrscht huet, zur Demokratie ze entwéckelen. Ëm d'Jordausendwend war d'Türkei nach ni esou no bei der EU (veuillez lire: esou no bei der EU wéi nach ni) an et konnt een déi berechtegt Hoffnung hunn,

datt d'EU mat der Türkei eng wichteg Erweiderung kéint erliewen, geografesch, intellektuell an historesch.

Här President, dës Hoffnung ass leider verluer, zumindest op ofseebar Zäit. De Statspresident Erdoğan ass amgaang, seng Demokratie Schrëtt fir Schrëtt an eng islamistesch Autokratie, wann net souguer an eng Diktatur ze verwandelen.

Mir hunn de Moien an der zoustänneger Kommissioun, hunn ech fonnt, eng ganz gutt Debatt gehat a mir sinn eis iwwer all Fraktiounen eens, wat d'Analys ubetrëfft. Duerfir begréisse mir och déi Motioun, déi de Kolleeg Marc Angel am Numm vun alle Fraktiounen hei déposéiert huet, a mir wäerten déi och stëmmen, well se fir eis eigentlech eng exzellent Beschreiwung vun der aktueller Ist-Situatioun vun der Türkei gëtt.

Wou allerdéngs d'Meenungen auserneeginn, dat ass, wat fir eng Konklusioune mir alleguerten hei an deem Haus aus där doter Situatioun zéien. An ech wëll elo net alles widderhuelen, wat mer de Moien diskutéiert hunn. Ech kommen awer trotzdeem net derlaanscht, nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt d'Europäesch Unioun wéi déi allermeescht Memberlänner, wéi iwwregens och déi lëtzebuergesch Regierung, iwwer Méint, wann net iwwer Joren, nogekuckt hunn, wat an der Türkei esou geschitt ass, wéi d'Evolutioun war, ganz besonnesch nom Putsch. A mir waren eis eigentlech alleguerten eens, datt mer gesot hunn, et wär elo net gutt, vun engem Moment op deen aneren déi Verhandlungen ofzebriechen, mä: „Kommt, mir ginn dem Här Erdoğan a senger Regierung eng Chance; kommt, mir kucken, ob mer net awer a Gespréicher, a Verhandlungen, déi mer féieren, erëm zu enger Situatioun an zu enger Léisung kommen, déi akzeptabel ass!"

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'CSV-Fraktioun ubetrëfft, si mir zur Konklusioun komm, datt et elo mat Appelle leider Gottes net méi duergeet. Den „naming" an den „bashing", wéi oft gesot ginn ass, geet manifestement net duer. Well mir hu gesinn, datt trotz deenen enormen Efforten, déi vu ganz ville Politiker, inklusiv eisem Ausseminister Jean Asselborn, gemaach gi sinn, d'Situatioun sech kee Millimeter verbessert huet! Au contraire, et huet een d'Gefill, et gëtt ëmmer méi schlëmm!

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, muss ee sech awer eng Kéier froen, bis wouhinner mer mussen akzeptéieren, datt eng Türkei op e Wee geet, dee fir eis net méi matzegoen ass.

An ech weess net, wéi et Iech gaangen ass. Ech hu gëschter op der Télee déi Visitt vum Här Steinmeier gesinn. Den Här Steinmeier, wat e formidabelen Ausseminister ass, och wann en net där Parteiefamill ugehéiert, an där ech sinn,…

(Interruption)

…deen den zukünftege Bundespresident soll ginn, e Mann, deen eng Erfahrung huet wéi kaum en zweeten, wéi ech gesinn hunn, wéi dee Mann sech do huet missen erniddregen, fir mat engem Här Erdoğan a mat engem Premierminister do ze diskutéieren: Deen huet sech misse Virwërf gefale loossen, datt Däitschland, datt dat en Nascht vun Terroriste wär…!

Ech muss Iech soen: Wéi wäit musse mir eis dann nach als Europäesch Unioun erniddregen, fir mat der Türkei weider am Gespréich ze bleiwen?!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Mir wëllen duerfir, Här President, datt mer mat deene Liewensligen ophalen, datt d'Türkei an deenen nächste Joren e vollen EU-Member ka ginn. Well ech soen Iech: Dat wäert net haut, net muer an och nach net iwwermuer de Fall sinn!

D'ailleurs seet jiddwereen dat, net nëmmen hei am Land! Ech hunn den Här Bettel héieren, dee vun 20 Joer geschwat huet. Den Här Asselborn huet och vu 15 Joer geschwat. D'Madamm Merkel schwätzt vun 20 Joer. Et seet eigentlech jiddwereen datselwecht: Et gëtt am Moment iwwerhaapt keng Chance, datt déi Türkei iwwerhaapt jee an deenen nächste Joren eng Kéier ka Member vun der Europäescher Unioun ginn. An duerfir plädéiere mir derfir, datt déi Bäitrëttsverhandlungen sollen op Äis geluecht ginn, well mir derfir plädéieren, datt endlech och eng Kéier d'Politik muss kloer Kant weisen.

An erlaabt mer do trotzdeem, e bëssen op d'Evolutioun vun deene leschten Deeg a Wochen anzegoen!

De Brexit, den Här Trump, d'Opkomme vum Populismus an Europa an iwwer Europa eraus. Firwat ass dat dann esou? Well d'Mënschen dobaussen net méi kënnen novollzéien, wat fir eng Politik datt do gemaach gëtt!

A bei allem Respekt fir eisen Ausseminister, den Här Asselborn, mat deem ech meeschtens ëmmer averstane sinn:…

Une voix.- Wat hues de elo gemach?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et kann een net op där enger Säit vun Nazimethoden an der Türkei schwätzen, et kann een och net, an et ass virdrun och schonn ugeklongen, wëllen - zu Recht - dem Här Orbán soen, dat géif net méi esou goen - an den Här Asselborn wollt nach méi wäit goen, e wollt den Här Orbán carrément erausgeheien -, et kann een net och permanent op den Här Putin fachen, permanent ëmmer erëm vu Sanktiounen an neie Sanktiounen a Russland schwätzen, an dann awer am selwechte Moment potzmonter mat EU-Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei virufueren.

Keen dobaussen, kee Mënsch, kee Bierger versteet dat doten nach! Do ass, et deet mer leed, fir dat esou klipp a kloer ze soen, keng Kohärenz méi, net nëmme bei eis, mä bei deene meeschten europäesche Politiker.

Här President, ech déposéieren am Numm vu menger Fraktioun eng Resolutioun, an där all déi vu mir virbruecht Iwwerleeunge sech erëmfannen an an där mir constatéieren, datt d'Türkei sech duerch hiert Verhalen aus der Bäitrëttsprozedur ausgeklickt huet an mir duerfir der Meenung wären, d'Bäitrëttsverhandlunge sollten direkt op Äis geluecht ginn.

Ech hat déi Fuerderung och schonn de Moien an der zoustänneger Kommissioun virbruecht. Do ass mer awer gesot ginn, d'Majoritéit kéint net mat op de Wee vun eiser Resolutioun goen.

An do huet den Här Ausseminister eppes gesot, wat ech esou awer net ka stoe loossen. Den Här Ausseminister huet näämlech e bëssen der CSV reprochéiert an der ADR, mir wäre quasiment déi Eenzeg, déi esou Fuerderunge géifen an Europa erhiewen, a soss wär keen, deen eigentlech dat dote géif verlaangen. An dat, Här Ausseminister, wollt ech awer net op mer sëtze loossen an ech wollt elo just e puer Politiker vun alle Faarwen, vun alle Faarwen awer zitéieren…

(Interruption)

Jo, mä mir sinn och eng Partei, mir sinn eng Fraktioun. Ech schwätzen hei am Numm vun der CSV-Fraktioun, Här Ausseminister.

An ech soen Iech zum Beispill, wat de Manfred Weber, EVP-Fraktiounsvirsëtzenden, gesot huet: „Wir sollten jetzt dazu kommen, die Partnerschaft zwischen Europa und der Türkei auf eine neue Grundlage zu stellen, die Beitrittsverhandlungen jetzt zu beenden und pragmatisch zusammenzuarbeiten bei Themen…", an esou virun, dat seet de Manfred Weber.

Ech géif dann, fir jiddwereen hei ze zitéieren, fir déi Lénk, wou ech erstaunt war, datt se eis Resolutioun net géife matdroen - ech hätt do och kënnen den Här Mélenchon aus Frankräich zitéieren -, do géif ech awer elo emol d'Madamm Sahra Wagenknecht zitéieren, hires Zeechens Fraktiouns…

Une voix.- Ooh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, dat kënnt mer selte vir, gesitt Der.

„Mit dem geplanten Abkommen zwischen der EU und der Türkei werden sämtliche europäischen Werte verraten und verkauft. Solange Präsident Erdoğan einen schmutzigen Krieg gegen Teile der eigenen Bevölkerung führt und die Presse- und Versammlungsfreiheit mit Füßen tritt, müssen die EU-Beitrittsverhandlungen gestoppt statt beschleunigt werden."

An dann eis gréng Kolleegen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mosar, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, et ass awer eng wichteg…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da muss ee sech besser andeelen!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn direkt fäerdeg. Ech wollt Iech awer och nach soen, wat den Här Cem Özdemir seet:…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- „Die EU sollte die Verhandlungen unabhängig von der Todesstrafe jetzt auf Eis legen."

Här President, ech kommen domadder elo ganz schnell zum Schluss. Mir mussen eis alleguer agestoen, datt leider den EU-Bäitrëttsprozess keen Hiewel méi ass, mat deem mer iergendwéi nach d'Evenementer an der Türkei kënne beaflossen. Dëst stellt d'Glafwierdegkeet an d'Autoritéit vun der Europäescher Unioun eng Kéier méi op d'Prouf.

Här President, et geet hei ëm net méi a net manner wéi d'Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun nom Brexit, awer och an deenen zukünftegen Diskussioune mam gewielte President Trump. Mir mussen endlech erëm déi Wäerter, fir déi d'Europäesch Unioun steet, bannen a bausse vun der Unioun verteidegen.

Leider Gottes verletzt d'Türkei permanent dës EU-Standarden. An duerfir huet dës Türkei zumindest am Moment näischt méi an der Europäescher Unioun verluer.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass de Marc Angel fir d'LSAP.

Une voix.- Merci, Marc!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech constatéieren, dass den Här Mosar mat deem, wat e seet, an deem nämlechte Boot sëtzt, wéi dat, wat vun der ADR gesot gëtt, mä dass um Pabeier an deenen zwee Texter awer nach déi eng oder aner Nuancen entstinn.

An ech wonnere mech, firwat en, wann en esou hefteg deen Discours hei féiert, dann net och de Courage huet, ze soen: „Mir wëllen net, dass d'Türkei an d'EU kënnt."

(Interruption)

Dat sot Der net, Här Mosar. Dir sot just, d'Verhandlunge sollten agefruer ginn. Dorënner verstinn ech - déi Fro wollt ech Iech stellen, ech krut d'Geleeënheet net -, dat heescht, dass, wann d'Türkei d'Kopenhagener Kritäre géif erfëllen an eng aner Situatioun an der Türkei wär, dann ass d'CSV derfir, dass d'Türkei Member vun der Europäescher Unioun gëtt. Hunn ech Iech do richteg verstanen?

(Interruptions)

Une voix.- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Voilà. Ech wollt dat awer hei och ënnersträichen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat hutt Der ganz richteg gesot. Leider Gottes - mä ech verstinn awer de President -, ech hat meng Zäit iwwerschratt a wann ech nach e bësselche méi Zäit gehat hätt, wär ech nach eng Kéier ganz intensiv op eis Resolutioun agaangen. Ech wollt dat soen, da brauch ech et herno net méi ze soen, Här President, och par rapport zu der Motioun vun der ADR gëtt et e fundamentalen Ënnerscheed.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt Är Riedezäit erschëpft.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Angel huet mer awer eng Fro gestallt!

(Brouhaha et hilarité)

Da muss ech jo awer drop äntwerten.

Ech wëll Iech soen, dass contrairement, contrairement…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, dann äntwert, mä Dir hutt Iech d'Wuert net gefrot. Dir hat just vergiess, Iech d'Wuert ze froen, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, da froen ech d'Wuert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An: Mäi Virgänger, deen hätt Iech net emol zwou Minutten zousätzlech schwätze gelooss.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dee war méi streng.

(Hilarité générale et interruptions)

Une voix.- Ganz richteg, Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, da faasst Iech elo, wann ech gelift, ganz kuerz.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, den Här Angel huet mer jo eng Fro gestallt. Ech sinn elo net hei opgestanen einfach esou. Den Här Angel huet mer eng Fro gestallt. Ech äntwerten him nach eng Kéier, datt dee groussen Ënnerscheed zwëschen der CSV an der ADR op deem dote Punkt ass: D'ADR wëllt iwwerhaapt ni eng Türkei als EU-Member.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir soe ganz kloer, datt, wann d'Situatioun sech an der Türkei erëm berouegt an d'Türkei erëm de Wee vun de Kritäre vu Kopenhagen fënnt, da kënne mir eis virstellen, datt d'Bäitrëttsverhandlunge viruginn.

Une voix.- Voilà, dat ass e wesentlechen Ënnerscheed.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci. Ech stelle fest, dass d'CSV derfir ass, dass eng demokratesch Türkei Member gëtt vun der Europäescher Unioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Brouhaha général)

…mat deenen Nuancen…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Loosst eis d'Konklusioune selwer zéien, Dir braucht se net an eisem Numm ze zéien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel, fuert elo virun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Schwätzt Dir iwwer Är Positiounen!

(Interruption)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Näischt ze soen zu där besuergniserreegender Situatioun an der Türkei, dat géif heeschen, dass mer all Complice wären. An dofir sinn ech frou, an ech soen och deene Merci, déi déi Diskussioun hei ugereegt hunn, dass mer déi Diskussioun haut hei an der Chamber féieren.

D'Analys iwwert déi besuergniserreegend Situatioun, déi deele mer all. Et ass bei de Konklusiounen, wou mer eis ënnerscheeden.

Déi Situatioun an der Türkei ass an de Medie vill beschriwwe ginn. Si ass och heibanne vu menge Virriedner scho beschriwwe ginn, a Wierder beschriwwe ginn. Ech wëll se emol ganz plakativ nach eng Kéier just an Zuelen erwänen, esou wéi d'„Süddeutsche Zeitung" se dëse Weekend publizéiert huet: Et lafen an der Türkei am Kontext vun den Evenementer dëst Joer 70.050 Verfahre géint Bierger, 56.520 Fonctionnairë sinn entlooss ginn, 58.862 Mënsche si festgeholl ginn. Et koum zu 31.048 Verhaftungen…

Une voix.- Wéi vill?

M. Marc Angel *(LSAP).*- 31.048 Verhaftungen, dorënner 7.016 Militär, 6.488 Polizisten, 2.385 Riichter an 142 Journalisten, an, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen et all, mir gesinn et: Et geet weider. An der Türkei vergeet kaum en Dag, wou et net zu weidere Festname kënnt.

Erlaabt mer dofir, fir d'Éischt mat e puer Wuert och op d'Resolutioun anzegoen. D'Kolleege vun déi Lénk hunn eng Resolutioun abruecht, déi am Fong d'Situatioun an der Türkei ganz gutt zesummegefaasst huet, virun allem am Fokus, wat d'Ophiewe vun der Immunitéit vun den Deputéierten ugeet an och d'Verfolgung vun de Journalisten, a schlussendlech dann och säit ufanks November d'Verhaftung vu prokurdeschen Deputéierten.

Mir haten de Moien eng Diskussioun an der Kommissioun mam Minister, an ech hat mer erlaabt, och mam Averständnis vun déi Lénk, déi Resolutioun op e puer Punkten ze erweideren. An ech wëll dat hei kuerz soen, well dat eis och wichteg geschéngt huet.

Et huet mir wichteg geschéngt, d'Tentative vun deem Coup d'État de 15. Juli, deen zum Gléck net gelongen ass, ze condamnéieren an och op déi vill Victimmen hinzeweisen. Et huet eis wichteg geschéngt, och déi terroristesch Attacken, déi um türkesche Buedem stattfonnt hunn an deene leschte Joren, ze condamnéieren an och d'Solidaritéit vis-à-vis vun deene Victimmen auszedrécken.

Et huet eis awer och wichteg geschéngt, eppes zur Doudesstrof ze soen. Mir wëssen, dass et en europäesche Konsensus ass, dass d'Doudesstrof keng Plaz an engem ziviliséierte Rechtsstat huet. Dat ënnerscheet eis iwwregens vum Rescht vun der Welt an och vun anere gudde Partner vun eis. An d'Ofschafung vun der Doudesstrof ass e klore Kritär fir en eventuelle Bäitrëtt an d'EU. A wann d'Türkei décidéiert, déi Doudesstrof erëm anzeféieren, dann ass et d'Türkei selwer, déi d'Dier zu der EU zoumécht.

Dann ass et eis awer och wichteg, op déi systematesch Suspendéierungen aus politesche Grënn anzegoen, déi net baséieren op bewisener Schold an déi engem Rechtsstat net wierdeg sinn. Ech hunn an deen Text dofir och d'Suspendéierung vun deene villen türkesche Beamten an och Wëssenschaftler agesat, fir déi Punkten, déi schonn dra ware vun den Deputéierten an de Journalisten, ze vervollstännegen.

Och d'Kurden, sou huet et mer geschéngt, wär et wichteg, an dëser Resolutioun ze ernimmen, well et geet jo schlussendlech och ëm d'Festhuele vun Deputéierte vun der prokurdescher Partei. Mä mir gesinn, dass dee Konflikt ëmmer méi eskaléiert am Südoste vun der Türkei - d'Festhuele vu kurdesche Buergermeeschteren a lokale Politiker -, an dofir ass et och wichteg, dorobber hinzeweisen.

An et war mer awer och wichteg, en Tiret derbäizesetzen, dee seet, dass mer d'türkesch Populatioun ënnerstëtzen, déi sech de 15. Juli géint dee Putschversuch do agesat huet. Dofir musse mer och bereet sinn, déi türkesch Regie-

rung ze kritiséieren, an dofir maache mer jo deen Appell, fir dass d'Türkei erëm op den demokratesche Wee soll goen. Si soll mat de Poursuitte géint déi gewielt Deputéiert ophalen; dat nämlecht gëllt fir d'Fonctionnairen, d'Journalisten an all déi Leit, déi ech virdrun opgezielt hunn. A mir appeléieren och u si - an ech mengen, dat ass och wichteg -, erëm e kredibele Friddensprozess an en Dialog ze relancéiere mat de Kurden a maachen en Appell un all politesch Responsabel vun der Türkei, sech ganz, ganz kloer géint d'Erëmaféiere vun der Doudesstrof auszeschwätzen.

Elo gëtt vill vun de Bäitrëttsverhandlunge geschwat. Do muss een natierlech nuancéieren. An de Minister huet et haut gesot: E war um Conseil vun den Ausseministeren zu Bréissel dëse Weekend an de Méindeg an en huet eis drun erënnert, dass kee Land d'Afréieren oder d'Ophiewe vun de Bäitrëttsverhandlunge gefuerdert huet. Mir hunn eng laang Diskussioun doriwwer gehat.

An ech wollt dofir soen: Den 9. November huet d'Kommissioun och hire Bericht wéi all Joers iwwert d'Türkei erausbruecht an huet natierlech alles dat, wat mir hei dénoncéiert hunn, och dénoncéiert. A si huet awer och geschriwwen, dass all d'Dokumenter fäerdeg sinn, fir endlech déi wichteg Kapitelen an deene Verhandlungen unzegoen. An et soll een an Zukunft - an dat ass och d'Ausso vum Kommissär Hahn gewiescht iwwert d'Erweiderung - wa mer mat Länner diskutéieren, mat deene wichtegste Kapitelen ufänken. An dat sinn d'Kapitelen 23 a 24, wou et ëm déi fundamental Rechter geet, wou et ëm d'Grondfräiheete geet, wou et ëm d'Mënscherechter geet, wou et ëm den Appareil judiciaire geet a wou et ëm d'Sécherheet geet. Do soll een usetzen an déi Chance däerfe mer eis net entgoe loossen; deen Hiewel däerfe mer eis net entgoe loossen.

Duerch de Fait, dass d'Türkei e Bäitrëttskandidat ass - a mir wëssen, dass dee Bäitrëtt net fir haut, net fir muer an net fir iwwermuer ass, well do muss d'Türkei nach ganz vill Hürden huelen an am Moment gesäit et jo net duerno aus -, mä duerch de Fait, dass et e Kandidateland ass, fënnt en intensive Monitoring duerch déi Europäesch Kommissioun statt, an dee kënne mer all als Memberstaten mat poursuivéieren.

Ech wëll och nach drun erënneren, dass et schlecht wär, wann den Dialog mat der Türkei net méi géif stattfannen an dëse Monitoring agestallt géif ginn. Well an der Türkei gëtt et eng ganz Rei Bierger, déi no Europa kucken, Millioune vu Bierger, fir déi ons Wäerter, ons demokratesch Wäerter, ons Virstellung vu Rechtsstaatlechkeet déi lescht Hoffnung sinn, „dee leschte Fuedem", wéi d'Madamm Loschetter de Moien an der Kommissioun gesot huet, un deem déi Leit sech nach festhalen. An dee Fuedem solle mir net zerschneiden; dee Fuedem muss den Här Erdoğan selwer futtischneiden. Déi Dier muss den Här Erdoğan selwer zoumaachen an dat solle mir net maachen, well dat wär kee gutt Zeechen.

Als Konklusioun wëll ech awer och nach soen, dass dat, wat an der Türkei geschitt ass, dee Putsch, dass d'international Communautéit dat veruerteelt huet. Mä wat ass geschitt? Säitdeem gëtt et ëmmer méi schlëmm an der Türkei. D'Virgoe vun der Regierung huet mat Demokratie a Rechtsstaatlechkeet näischt méi ze dinn. Den Här Erdoğan ass amgaangen, déi grouss Divisiounen, déi et schonn an der Türkei ginn, nach méi ze verdéiwen. En dividéiert säi Land auserneen. Hien ass et, deen d'Türkei isoléiert, a mir wëssen aus der Geschicht, dass Isolatioun ni eppes Guddes ass. Et ass de President Erdoğan, dee sech d'Dier selwer zoumécht duerch seng autokratesch Manéier, wéi hien dat Land féiert, a mir sollen hien déi Dier zoumaache loossen an net ons. Wéi gesot: Dat ass d'Positioun vun der LSAP.

Zu de Motiounen a Resolutiounen:

Zu der CSV-Resolutioun wollt ech soen, dass ech eppes ganz hypocrite dra fannen: Et gëtt drop higewisen, dass et ganz wichteg ass, mat der Türkei déi „accords commerciaux" ze hunn; d'„relations bilatérales", déi geschäftlech Relatiounen, déi si ganz wichteg. An da gëtt och nach gesot, si wären der Meenung, dass mer déi kommerziell Relatiounen nach verdéiwe missten, an dass et wichteg wär, zu enger Moderniséierung ze komme vun der Union douanière, déi mer mat der Türkei hunn, well d'Türkei jo awer schliisslech déi gréisst „puissance économique du Moyen-Orient" wär.

Dat: jo, Business maache mat hinnen: jo. Awer politesch diskutéiere mat hinnen, hinne mam Fanger op d'Wonne weisen, hinne soen: „Dir sidd antidemokratesch, Dir sidd autokratesch", dat däerfe mer net als EU! Mä mat hinne verhandelen iwwer wirtschaftlech Froen, dat däerfe mer; an dat ass eng Positioun, déi mir als LSAP net deelen!

Dann zum ADR senger Motioun.

(Interruptions diverses)

Zum ADR senger Motioun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wat hu mer dann elo gemaach?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Zu „der" ADR hirer Motioun, pardon! Gender, pardon!

Zu der ADR hirer Motioun wëll ech soen, dass mer déi natierlech komplett ofleenen. Mä ech wëll just soen, wat d'Aféierung vun der Visafräiheet ugeet an dass een dorop soll verzichten: Natierlech wäerte mer dorop verzichten, wann d'Türkei d'Kritären net erfëllt. Do ginn et och Kritären, déi mer festgesat hunn. An do ginn et och Kritären, déi aner Länner anhalen, fir déi Visafräiheet ze kréien, déi net Kandidateland sinn. Dat huet mam Statut vum Bäitrëtt net vill ze dinn.

Mä ech mengen, wann d'Türkei déi Kritären erfëllt, da gesinn ech net an, firwat een déi Bierger géif aspären, déi wëlle reesen, déi wëllen an eis Länner reesen, a firwat dass een déi an deem autokratesche Regimm, wéi et elo de Fall ass, géif loossen an hinnen net d'Chance ginn, e Visa ze kréien, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. Wéi gesot, ech freeë mech, dass déi éischt Resolutioun esou e grousse Konsens huet. An am Numm vun der LSAP kann ech Iech elo scho soen, dass mer d'Resolutioun vun der CSV net wäerte stëmmen an och d'Motioun vun dem ADR - vun „der" ADR! - och net wäerte stëmmen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Angel. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Brasseur fir d'DP.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt eng Virbemierkung: Et ass gutt, dass mer als Parlament eng Unanimitéit op engem Text hunn - dat ass déi Resolutioun, déi de Moien an der aussepolitescher Kommissioun diskutéiert ginn ass - an dass mer ons do an engem Text alleguer erëmfannen. Well mir mussen oppassen, dass mer ons net dividéiere loossen, an ech mengen, mir sollen och deen Débat hei an aller Serenitéit féieren. Well hei geet et net ëm ons. Et geet och net ëm d'Glafwierdegkeet vun der EU. Et geet ëm d'individuell Fräiheete vun all Bierger aus der Tierkei. An et ass dat, wat dat Wichtegst ass, an dat musse mer ons an onsen Diskussioune virun Aen halen.

Mir mussen och, wa mer déi Diskussioun hei féieren, déi Tentative vu Putsch schäerfstens condamnéieren a wierklech un all déi Victimmen an un hir Familljen denken, geneesou wéi un déi vun deenen terroristeschen Akten, déi mer op kee Fall, egal vu wiem se virgeholl ginn, kënnen acceptéieren.

Mä dat däerf awer net justifiéieren, dass eng Regierung oder e Statschef higeet an all Prinzipie vun engem Rechtsstat aushiewelt. Mir verstinn, dass d'Tierkei zudéifst getraff ginn ass an dass se muss reagéiere géint terroristesch Akten, géint déi Tentative vu Putsch, mä dat muss se maachen am Kader vum Rechtsstat.

Mä et ass jo net esou, dass all déi Mesuren, déi elo ëmgesat gi vun der tierkescher Regierung, dass déi nei woren. Dat wor scho virum Putsch de Fall. Do wore schonn eng ganz, ganz Rei vu Punkten, wou de Rechtsstat mat Féiss getrëppelt ginn ass, an dat am verstäerkte Mooss säit dem Juni d'lescht Joer, wéi dem Erdoğan seng Partei net d'absolutt Majoritéit kritt huet, well d'HDP-Partei, déi Partei, déi net nëmmen d'Kurden, mä och aner Minoritéite verteidegt, iwwert d'10%-Hürd ewechkoum an domat d'AK-Partei net d'absolutt Majoritéit krut.

Deemools scho gouf et e Couvre-feu a Partië vun der Tierkei ouni legal Basis. Et sinn och du scho Journaliste massiv verhaft ginn. Den Can Dündar ass condamnéiert ginn, well e Fotoe gewisen huet vu Waffen, déi un der syrescher Grenz hin- an hiergaange sinn. D'Immunité parlementaire ass opgehuewe ginn; dat wor scho virum Putsch, an do si Leit derbäi, déi ech perséinlech kennen.

Här President, dat si Kolleegen am Conseil de l'Europe, déi wierklech verstänneg sinn, Kolleege vun der Kemalistepartei oder vun der HDP-Partei, déi einfach un de Pranger gestallt ginn, well se gewot hunn, als politesch Deklaratioun de Regimm ze kritiséieren. D'Commission de Venise iwwregens huet e vernichtenden Avis ofginn iwwert déi Geschicht vun der Levée vun der Immunité parlementaire.

Da gouf et Attacke vum Erdoğan vis-à-vis vun Däitschland. Wéi Däitschland déi Resolutioun iwwert de Génocide an Armenien gestëmmt huet, eng Resolutioun, déi mir och hei als Parlament geholl hunn, huet den Erdoğan jo déi tierkeschstämmeg Deputéiert aus Däitschland perséinlech ugegraff a gesot, et misst een déi engem Blutttest ënnerzéien. Och dat ass ganz grav an och dat ass virum Putsch geschitt. Honnerte Riichter a Poliziste goufen och déizäit schonn déplacéiert. Dat wor och wärend deem Korruptiounsvirworf vis-à-vis vum Fils vum Erdoğan.

Dann huet den Här Erdoğan och zum Beispill Deklaratioune gemaach, d'Frae sollten op d'Contraceptioun verzichten. Also all dës Virzeechen, déi gouf et scho virum Putsch, soudass et sech säit dem Putsch wierklech verschlëmmert huet.

Säithier - an den Här Angel huet d'Zuele rappeléiert - sinn entre-temps vill Leit verhaft ginn an hunn hiren Job verluer. Wat och ganz schlëmm ass, dat ass, dass déi Leit, déi hiren Job verluer hunn oder déplacéiert gi sinn, dass deenen hir Nimm am offiziellen Avis, enger Publikatioun vun der tierkescher Regierung, stinn. Dat heescht, si ginn der Éffentlechkeet dohinnergestallt, wéi wa si d'Verréider wieren um tierkesche Stat. An domat hu si an hir Familljen iwwerhaapt keng Chancë méi, nach jee erëm en Job ze fannen.

Dann ass den 11. November en Dekret vun der Regierung erauskomm, no deem d'Aktivitéite vun 370 ONGe verbuede gi sinn. An do sinn ONGen dobäi, déi Minoritéite verteidegen, déi Fraerechter verteidegen. Alles dat ass inacceptabel. Net ze schwätze vun de Journalisten, an dat ass och vu menge Virriedner scho gesot ginn.

Ee Wuert zu der Aféierung vun der Doudesstrof. Ech muss Iech soen, Här President, ech wor erféiert, wéi ech den Ausseminister aus der Tierkei, den Här Çavuşoğlu héieren hunn, relativ fréi no dem Putsch, wéi e gesot huet, et misst een driwwer nodenken, e Referendum ze maachen, ob d'Doudesstrof net sollt ageféiert ginn. An net hie géif dat soen, mä et wier d'Populatioun, déi dat géif soen.

Ech wor besonnesch erféiert, well den tierkeschen Ausseminister, den Här Çavuşoğlu, mäi Virvirgänger ass an der parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe als President, dat heescht, een, deen nach 2010 eng Publikatioun mat ënnerschriwwen huet géint d'Doudesstrof weltwäit, deen op eemol déi Froe stellt. Natierlech huet en dat gemaach - an ech huelen dat un -, well e wëllt dem Erdoğan gefalen, fir kënnen um Posten ze bleiwen, well aner Ministeren, déi net eng kloer Sprooch geschwat hunn, déi fënnt een net méi erëm. Den Här Davutoğlu, Premierminister, mat deem een awer nach konnt diskutéieren a verhandelen, ass net méi do; en ass remplacéiert ginn. Den Europaminister ass remplacéiert ginn, an et kéint een déi Lëscht nach viruféieren.

Een Argument, wat den Här Çavuşoğlu gebraucht huet, wor, dass e gesot huet: „Jo, wa mer dat net maachen, dee Referendum, da verléiere mer Stëmmen." Ech fannen et inacceptabel, léif Kolleegen, dass een esou e Sujet mat Elektoralismus verbënnt, an dat muss op d'Schäerfst condamnéiert ginn!

Wat sech da gëschter ofgespillt huet, an den Här Mosar huet dat ugeschnidden, wou den Här Çavuşoğlu an enger Pressekonferenz regelrecht den Här Steinmeier attackéiert huet, dat schléit dem Faass de Buedem aus. An der Diplomatie ginn et awer… (veuillez lire: ginn et awer Verhalensregelen), an den Här Asselborn weess, wéi ee sech um Parkett vun der Diplomatie behëlt, och wann en heiansdo da méi schaarf Wierder gebraucht; och dat gehéiert, mengen ech, dozou, well et muss een um Bam rëselen, fir dass verschidde Leit waakreg ginn. Mä wat gëschter den Här Çavuşoğlu do viru lafender Kamera vis-à-vis vum Här Steinmeier, ee vun deene respektéiertsten Ausseministeren op der Welt, gesot huet, ass einfach net ze acceptéieren.

Den Här Çavuşoğlu huet jo gesot: „Wie sidd Dir Europäer, fir ons ze soen, mir missten aus der NATO goen, fir ons ze soen, mir missten aus der EU goen?" Mä et sinn net mir, déi dat solle soen - an do musse mer oppassen, dass mer net de Feeler maachen -, et si si, déi sech da selwer disqualifiéieren, well se d'Konditioune vun der Stee net erfëllen.

D'Tierkei: Et gëtt ëmmer vun der EU geschwat, mä ech wëll hei rappeléieren, dass d'Tierkei säit 1949 Member ass vum Conseil de l'Europe, bal Grënnungsmember ass. Fënnef Méint no der Grënnung vum Conseil de l'Europe ass d'Tierkei zesumme mat Griichenland Member vum Conseil de l'Europe ginn. Domat hu se duerno d'Convention européenne des droits de l'homme ugeholl, an do sinn d'Libertés fondamentales festgehalen. Och den État d'urgence, dee se elo ausgeruff hunn, deen erlaabt net, dass déi fundamental Rechter ausgehiewelt ginn. Besonnesch d'Aféierung vun der Doudesstrof ass ganz kloer dovun ausgeholl, an dat ass e Schrëtt, dee se op kee Fall däerfe maachen.

Wa mir déi Debatt hei féieren, da geet dat jo net géint d'Tierkei, a besonnesch net géint d'Tierken. Well mir mussen hëllefen, d'Tierken ze protegéiere géint de Regimm, deen awer elo tentaculaire probéiert, all d'Méiglechkeeten, déi d'Justiz bitt an déi d'Garantië gi fir d'individuell Fräiheeten, ze erdrosselen. Dofir musse mer den Tierken et erméiglechen, nach Member vum Conseil de l'Europe ze bleiwen, well deen eenzelne Bierger an der Tierkei huet dann d'Méiglechkeet, virun d'Geriicht vu Stroossbuerg ze goen, also d'Cour européenne des droits de l'homme.

Wa mer do net oppassen an d'Tierkei wier net méi Member vum Conseil de l'Europe, da géife mer domat d'tierkesch Awunner strofen. An déi hunn dat net verdéngt. Ech mengen, mir mussen hinnen hëllefen, mir mussen der Tierkei hëllefen, op de Wee ze komme vun der Rechtsstaatlechkeet, wat awer am Moment schwéier ass.

Wellech Mëttelen hu mer? Do si jo Divergenzen an onsen Diskussiounen hei.

Et kann ee soen: „Jo, si erfëllen d'Konditiounen net méi, weder fir am Conseil de l'Europe ze sinn nach fir Bäitrëttsverhandlunge mat der EU ze féieren." Wa mer dat maachen, da schneide mer effektiv all Brécken of. Ech ginn awer d'Hoffnung net op, dass mer alles mussen drusetzen, fir viru mat hinnen ze verhandelen, a wéi den Här Angel gesot huet, net nëmmen um kommerzielle Plang, mä och nom rechtsstaatleche Prinzip, an dass mer si dofir matabannen an d'Gespréicher.

Ech sinn awer natierlech och net ganz optimistesch, well wann ech d'Stellungnam liese vum Justizminister aus der Tierkei iwwert den EU-Rapport, deen den 9. November elo erauskoum, da stëmmt dat mech net optimistesch. Mä mir mussen all Efforte maachen, fir dass mer awer nach kënne mat hinne schwätzen.

D'nächst Woch, Här President, ginn ech mat enger klenger Delegatioun vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe an d'Tierkei. Ech weess, dass d'Tierke soen, an dat huet een a ganz villen Discoursen héieren: „Jo, mir haten dee Coup d'État an d'Demokratie huet gewonnen." An do muss een awer virsiichteg sinn: Fir d'Demokratie, do geet et net duer, Wahlen ze gewannen an eng absolutt Majoritéit ze hunn, fir ze soen, dass een eng Demokratie ass! D'Demokratie kann nëmme fonctionnéieren, wann d'Mënscherechter beuecht ginn a wann de Rechtsstat och respektéiert gëtt.

Dofir wäerte mir, Här President, déi Resolutioun, déi abruecht ginn ass am Numm vun der aussepolitescher Kommissioun, selbstverständlech ënnerstëtzen a matstëmmen. D'Resolutioun awer vun der CSV wäerte mer net stëmmen. An déi Motioun vun der ADR och net.

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech hoffen, dass mer et an Zukunft erreechen, dass d'Tierken erëm kënne stolz sinn iwwer hiert Land, well si hunn e fantastescht Land a si hunn eppes Besseres verdéngt wéi dat, wat am Moment do de Fall ass.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Brasseur. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt et bedauerlech a geféierlech ass, datt d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei op engem Déifpunkt sinn. Ech maache keen Historique iwwert déi jorhonnertenal a mouvementéiert Relatiounen tëschent der Tierkei a verschiddenen EU-Memberen. Ech wëll awer kuerz un e puer Faiten erënneren.

D'Madamm Brasseur huet et scho gesot: Zënter 1950 ass d'Tierkei Member vum Conseil de l'Europe. Erënnert huet si awer och drun, datt d'Tierkei zënter dem Februar 1952 NATO-Member ass. D'NATO seet jo ëmmer vu sech selwer, datt d'Demokratie ee vun de Grondfeiler vun dem Militärbündnis wier. 1996 war d'Tierkei an eng Zollunioun mat Europa gaangen. Am Dezember 1999 ass der Tierkei um Sommet vun Helsinki de Statut vun engem offizielle Bäitrëttskandidat an der EU zougestane ginn an den 3. Oktober 2005 sinn dunn offiziell d'Bäitrëttsverhandlungen opgeholl ginn.

Dës Verhandlunge sinn net ëmmer dynamesch a gradlinneg verlaf. Et sinn ëmmer erëm politesch Stréimunge gewiescht, dat huet sech och

de Mëtteg erëm gewisen, déi sech géint eng EU-Memberschaft vun der Tierkei ausgeschwat hunn, wou d'Argument vun der net chrëschtlecher Relioun zumindest ënnerschwelleg ëmmer eng Roll gespillt huet.

Fir déi gréng war et vun Ufank u kloer: Weder d'Relioun nach déi geografesch Lag vun der Tierkei sollte bestëmmend sinn, ob d'Tierkei Member oder net vun der EU sollt ginn. Mir waren ëmmer fir fair an éierlech Gespréicher mat der Tierkei a mir hunn awer och ëmmer gesot, datt fir d'Tierkei misst gëllen, wat fir all anere Bäitrëttskandidat gëllt.

An der Kopenhagener Konventioun vun 1993 ass de Wee, deen e Bäitrëttskandidat muss suivéieren a mat Succès duerchlafen, genee festgehalen. 35 Kapitele musse verhandelt ginn. Eng ganz Rei betreffen d'Wirtschaft, mä awer och eng ganz Rei befaasse sech mam Rechtsstat, zum Beispill d'Kapitel 23 iwwert d'Justiz an d'Grondrechter souwéi d'Kapitel 24 iwwer Sécherheet, Fräiheet a Recht. Dës zwee lescht Kapitele sinn nach net zur Diskussioun op a wäerten och nach esou bal net diskutéiert ginn.

D'Verhandlunge mat der Tierkei waren ni einfach, zum Beispill och scho wéinst der Zypernfro, mä zumindest am Ufank sinn et eng ganz Rei Fortschrëtter ginn. D'Doudesstrof, et ass schonn ernimmt ginn, ass 2004 ofgeschaaft ginn. Dat war eng Konditioun vun der EU, fir datt iwwerhaapt kéinte Verhandlungen opgeholl ginn. An et sinn och eng Rei Fortschrëtter komm, wat d'Justiz an d'Institutioune betrëfft.

Wa mir haut eng Resolutioun hei debattéieren, dann ass dat, well mer wëssen, datt mer en neien Déifpunkt vun de Relatiounen erreecht hunn. Ech wëll iwwregens dann och deenen zwee Kolleege Merci soe fir déi Initiativ, déi se ergraff hunn. Dat sinn allerdéngs déi zwee Kolleege vun déi Lénk. Si hunn eng Resolutioun hei agereecht. Mir hunn eis ganz wäit op hirer Resolutioun baséiert. Mir hunn eigentlech näisch erausgehäit, mir hu se ergänzt, wat ech och positiv fannen, soudatt et eng Resolutioun vun der Kommissioun ginn ass. Mä d'Initiativ louch bei de Kolleege vun déi Lénk.

Den Här Kartheiser huet, och dat soll en éieren, einfach eng Question élargie gestallt, mä en huet eigentlech näischt mat der urspréngleche Resolutioun ze dinn.

Déi Entwécklung, déi eis Suerge mécht, ass net eng rezent. A wann een allerdéngs besonnesch no dem probéierten, mëisslongene Coup d'État vum 15. Juli 2016 d'Entwécklung kuckt, dann ass déi negativ Entwécklung, déi mir scho laang festgestallt hunn an der Tierkei, quasi eskaléiert.

Villes ass onkloer, wat da genee de 15. Juli 2016 geschitt ass. Bedauere musse mir awer absolutt de Fait, datt et zu engem arméierten Opstand komm ass, wou bal 300 Mënschen hiert Liewe gelooss hunn. Dat muss een net nëmme bedaueren, dat muss een och ganz kloer condamnéieren. D'Reaktioun allerdéngs vum President Erdoğan op dee Coup d'État, déi ass an eisen Aen net am Verhältnis an och, eisem Ermoossen no, net mat de Prinzipie vun engem Rechtsstat vereinbar. Dat steet zum Deel an der Resolutioun. Et ass och schonn zum Deel gesot ginn.

138 Deputéierter hate schonn de 7. Juni 2016, also scho virum Putschversuch, hir politesch Immunitéit verluer. 40.000 Leit, oder vläicht nach méi, sinn ouni Prozess condamnéiert ginn. 150.000 Leit hunn hir Aarbecht, hir Zivillrechter verluer. 350 ONGe si verbuede ginn. Méi wéi 150 Journaliste sinn agespaart ginn. Et kann ee weder vu Pressefräiheet nach vu Versammlungsfräiheet nach vun enger klorer Trennung vu Stat a Justiz an der Tierkei schwätzen.

De President selwer huet d'Erëmaféiere vun der Doudesstrof a sengem Land verlaangt. An duerfir ënnerstëtze mir als Gréng och déi Resolutioun, an där mir eis dann haut mat eisen Deputéierte-Kolleegen, mat de Journalisten, Fonctionnairen, Intellektuellen, mat de Leit, déi an de Géigenden, wou d'Kurden d'Majoritéit hunn, hir Aarbecht, hir Liewensgrondlag, hir Fräiheet verluer hunn, an där mir eis mat deene Leit solidariséieren.

Duerfir droe mir och déi Resolutioun mat, déi de Moien unanime duerch d'Kommissioun gaangen ass, a mir sinn och frou, datt mer do déi Unanimitéit haten. Mir droen allerdéngs net déi Resolutioun vun der CSV an och net déi Motioun vun der ADR mat. An ech wëll dann och zum Schluss e puer Wuert zu deene Bäiträg vu menge Kolleegen aus deenen zwou Parteie soen.

D'Madamm Brasseur hat virdrun opgezielt, datt et effektiv scho méi laang virauszegesi war, datt an der Tierkei duerch den „staarke Mann" Erdoğan en neie Wand bléist. Si hat d'Beispill hei vun der Contraceptioun gesot, déi kritiséiert ginn ass a wou eigentlech och de Leit nogeluecht ginn ass, keng Contraceptioun ze benotzen. Ech erënneren un en anert Beispill, wat mir an der Zäit ganz vill Suerge gemaach huet: Dat ass déi Schoulreform, déi d'Tierkei ënnert dem Erdoğan gemaach huet, wou mir erëm „back to the roots" komm sinn. Déi Reform hätt vläicht deem engen oder aneren heibanne gutt gefall. Do sinn op alle Fall keng Kriticke komm.

D'ADR ass an engem Sënn sech konsequent. Dat ass och haut gesot ginn. Dat maachen ech hir jo och net falsch. Si huet gesot: „Mir waren nach ëmmer géint e Bäitrëtt vun der Tierkei", an da fille se sech och elo mat där Entwécklung bestätegt, datt se richteglouchen.

Bon, mir zéien do ganz aner Konsequenzen draus.

Ech war och nach ni esou no beim Här Kartheiser, wéi wéi e gesot huet: „D'Tierkei ass e Land, wat am nooste Richtung Diktatur geet an Europa." En huet gesot: „Wirtschaftssanktioune sinn net dee glécklecheWee, well do ëmmer och aner Leit getraff ginn." Mir soen dat och. Mir soe schonn, datt een eventuell muss op Wirtschaftssanktiounen eng Kéier zréckgräifen, mä mir mengen, dat soll ëmmer eng vun deene leschte Méiglechkeete sinn.

An da muss ech awer och drun erënneren, datt d'ADR sech vläicht awer net esou konsequent ass, wéi se dat ëmmer hei seet, well d'ADR ass an enger Allianz. An an där Allianz vu Konservativen a Reformisten an Europa, do sinn och nach zwou aner Parteien, déi hir Memberschaft do hunn. Dat eent ass Law and Justice vun de Kaczynski-Bridder an dat anert ass nun emol einfach och d'AKP vum Här Erdoğan. A wann een dann esou Aussoe mécht, dann ass dat awer delikat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Adam,...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, den Här Kartheiser däerf mer gär eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir adresséiert lech un d'ADR. Duerfir.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, ech si ganz frou, datt den Här Adam dat do seet. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, dat vläicht richtegzestellen. En huet recht: Mir sinn an der Associatioun vun den europäesche konservative Parteien. Do ass d'AKP och dran.

D'ADR huet jo och do hir Konklusioune gezunn a mir hunn als éischt Partei, déi Member ass an där Vereenegung, offiziell den Ausschloss gefrot vun der AKP aus der Vereenegung vun den europäesche konservative Parteien. Den 31. Januar ass elo zu Bréissel eng extra Reunioun vun den europäesche konservative Parteien. Déi ass aberuff ginn op eise Wonsch hin, fir iwwert d'AKP ze schwätzen.

A mir sinn eis do esou konsequent wéi och hei. Mir si fir gutt Relatioune mat der Tierkei, awer mir kënnen net erlaben, datt d'AKP als politesch Partei, déi eng Diktatur ënnerstëtzt an eisen Aen, Member ass an enger Associatioun, an där mir Member sinn. Mir wären do gär ëmgi vun demokratesche Parteien. Merci!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här Kartheiser. Et freet mech, datt Der dat doten dann elo konnt richtegstellen. Ech muss allerdéngs soen, datt Der awer och net eréischt zënter haut a gëschter do sidd an datt Der och laang Zäit lech do gutt matenee verdroen hutt. An da musse mer kucken och, wat de PiS aus Polen dann zu Ärer Propositioun seet.

Zu der Propositioun vum Här Mosar, dee jo och seet, et wier heiansdo schwéier, datt d'Leit géife verstoen, wéi Politik fonctionnéiert. Bon, et ass natierlech och schwéier, och bei lech ass et schwéier ze verstoen, Här Mosar, wann Der engersäits sot, wat mer alleguerte soen. Et ass jo keen heibannen, dee gesot huet, mir sollen net méi mat der Tierkei schwätzen. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Mir sinn alleguerten eis eens, datt mer solle mat der Tierkei zesummeschaffen. An awer ass et komesch, wa mer engersäits wëllen der Tierkei d'Dier zur EU zoumaachen a mir wëllen op där anerer Säit an därselwechter Motioun se opfuerderen, fir eis wirtschaftlech Relatiounen ze verdéiwen. Dat ass a mengen Aen awer trotzdeem schwéier nozevollzéien.

An déi Positioun vun deene Gréngen ass folgend: Mir sinn Der Meenung, datt mer déi Bäitrëttsverhandlunge virleefeg nach net sollen op Äis leeën, fir dem Erdoğ an keng ideal Virlag ze liwweren, fir der EU nach méi de Réck ze dréien a sech gläichzäiteg als Affer an als eenzeg Hoffnung fir d'Tierkei duerzestellen. Et ass jo esou, datt staark Männer an der Politik oft d'Tendenz hunn, fir sech selwer als Märtyrer duerzestellen. Et ass och haut gesot ginn, zum Beispill deen Optrëtt, dee gëschter den däitschen Ausseminister huet missen erliewen an der Tierkei, dat ass eigentlech net tolerabel.

Ech mengen, datt d'Tierkei praktesch alles mécht, fir de facto déi Verhandlungen op Äis ze leeën. An ech fannen, datt mir sollen als Europäesch Unioun weider e berechenbare Partner bleiwen, dee seng Démarche geet. Mir solle keng Konzessioune maachen, mä mir sollen net dee sinn, deen d'Dier zoumécht. Au contraire, d'Perspektiv vun der EU-Memberschaft ass fir vill Leit an der Tierkei déi eenzeg Hoffnung, an déi solle mir hinnen net huelen!

A wann dann ee wëllt d'Dier zouknuppen, da muss et den Erdoğ an-Regimm sinn, an der Hoffnung, an do sinn ech net gradesou pessimistesch, datt mer och eng Kéier eng Ära No-Erdoğan kréien an datt mer erëm op e Wee zréckkommen. Ech mengen, d'Situatioun war virun zéng Joer eng aner, wéi et haut eng ass. An ech wënsche mer, datt et net zéng Joer dauert, bis datt mer erëm eng aner Situatioun an der Tierkei hu wéi haut.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet. déi gréng wäerten d'Resolutioun vun der Kommissioun matstëmmen, d'Resolutioun vun der CSV net an d'Motioun vun der ADR och net.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi mer déi éischt Fassung vun dëser Resolutioun verfaasst hunn, ass et eis jo drëms gaangen, Opmierksamkeet ze erreechen. Ech mengen, mir sinn net déi Eenzeg, déi dat och hei wëllen, well et geet ëm d'Bierger an der Tierkei, et geet ëm Journalisten an der Tierkei, et geet ëm politesch Opponenten an der Tierkei, et geet ëm Aktivisten an der Tierkei, fir deenen ze hëllefen a fir eis Solidaritéit ze weisen, an datt se net eleng sinn!

Mir kënnen natierlech net eng Regierung vun engem anere Land zwéngen, iergendeppes ze maachen. Oder ech weess och net, a wat fir eng Richtung dat kéint goen. Mä op jidde Fall muss een all déi Kräfte vum Fortschrëtt an der Tierkei ënnerstëtzen, déi oft vergiess gi sinn an déi oft net déi Ënnerstëtzung kritt hunn, déi se verdéngt hunn!

Den Här Adam huet et scho virdru gesot: De Regimm vum Här Erdoğan ass net éiweg. D'Tyrannen däerfen ni vergiessen, datt hir Tyrannie iergendeng Kéier en Enn kritt, an heiansdo net onbedéngt e schéint Enn. Ech hoffen, datt se sech däers zu Ankara bewosst sinn, deemno wéi. Well den Ënnerdrécker, dee wäert souwisou och ëmmer iergendeng Kéier eng Reaktioun ervirruffen.

Ëmsou méi ass et natierlech gefëierlech, datt den Ënnerdrécker sech däers bewosst ass, datt vläicht eng Kéier seng Zäit och zu Enn kéint goen. Mä wéi och d'Partei vun der Solidaritéit a vum Fortschrëtt an der Tierkei, d'ÖDP, eng aner lénk Partei, seet: „Mir wäerte schonn duerch déi Däischtert kommen, mir wäerte schonn déi Däischtert iwwerstoen." A mir hoffen natierlech, datt dat wäert de Fall sinn.

Dorëms geet et eis wierklech an dëser Resolutioun. A mir mengen, datt déi Resolutioun mat den Zousätz, déi komm sinn, och haaptsächlech vum President vun der Kommissioun, dem Här Angel, an duerno nach duerch d'Diskussioun, déi mer haten, wierklech eng ganz gutt Resolutioun ass. Also mir waren net esou optimistesch. Mir hate se e bësse méi limitéiert op d'Fro vun de Parlamentarier. Also mir freeën eis natierlech eendeiteg, datt se u sech nach vill méi wäit geet. Ech mengen, déi Resolutioun ka wierklech an déi richteg Richtung goen.

Well et muss ee sech ëmmer d'Fro stellen: Wiem déngt et? An et däerf een net vergiessen, et muss ee sech jo grad déi Fro stellen, déi Leit an der Tierkei, déi fortschrëttlech Kräften an der Tierkei, déi elo grad mat der Ënnerdréckung vum Erdoğan-Regimm konfrontéiert sinn, wat déi wëllen, wat déi sech erwaarden! Wëllen déi en Ofbroch vun Négociatiounen? Oder wëlle se nach e bëssen dee Liichtschimmer hunn um Enn vum Tunnel? Et muss een och ëmmer op d'Meenung vun de Leit lauschteren, déi op der Plaz sinn. An ech mengen, dat ass wichteg.

Ob d'Tierkei eng Kéier EU-Member gëtt oder net, dat ass a mengen Aen den Tierken iwwerlooss. Dat ass dem tierkesche Vollek iwwerlooss, ob si dat wierklech wëllen. Mä op jidde Fall, mir lauschteren ëmmer op déi demokratesch a fortschrëttlech Kräften. An déi, souwäit mer matkritt hunn, wëlle keen Ofbroch! A well et ëm déi Leit geet, musse mer och deenen nolauschteren. Dofir muss een Drock ausüben op de Regimm. Et muss ee sech solidaresch weise mat deene Leit. Mä den Ofbroch ass vläicht net grad dat beschten Zeeche vu Solidaritéit.

An da wéilt ech awer och drun erënneren, datt viru Joren d'Tierkei u sech jo grad Fortschrëtter gemaach hat, et gouf jo esou eng Period! Et gouf scho gesot, datt d'Doudesstrof ofgeschaaft gouf. An dat war jo och eng Konsequenz vun der Adhäsioun, méiglecher Adhäsioun un d'EU, datt och d'Pressefräiheet besser garantéiert gouf an datt och d'Fro vun de Kurden amgaange war, eng schwéier zwar, mä trotzdeem éischter amgaange war, eng Léisung vläicht ze fannen. Dat war e Prozess, deen amgaange war!

An et goufen awer nach deemools Stëmmen, déi awer trotzdeem der Meenung waren, datt een d'Dier misst zouhalen! An aus deene falschen Ursaachen - aus reliéisen oder ethneschen Ursaachen - war dat richteg. Elo hu mer d'Resultat! Well iergendeng Kéier huet dee Regimm sech och gedréit. An elo gesi mer, wat dat fir e Resultat bruecht huet!

Mir hunn och ganz laang nogekuckt an näischt gemaach, wéi d'Kurde versicht hunn, fir hir Emanzipatioun a fir demokratesch a sozial Rechter ze kämpfen, net just fir d'Kurden, mä fir d'ganz Tierkei. Dat däerf een ni vergiessen! Well déi meescht - oder ech kennen emol keng reaktionär Organisatiounen ënnert de Kurden, déi a ganz komplizéierte Verhältnisser musse politesch aktiv sinn, heiansdo och kämpfe géint eng ganz staark Oppressioun, déi net nei ass an der Tierkei -, déi sinn oft fale gelooss gi vun der sougenannter internationaler Communautéit!

An dat si grad déi hautdesdaags och, déi de Bluttzoll bezuele géint d'ISIS. An dat si grad déi och ganz oft, déi bekämpft gi vum Erdoğan-Regimm an déi als Terroristen duergestallt ginn, a wou verschidde Gruppéierungen nach ëmmer weiderhin, a mengen Ae fälschlecherweis, als Terroristen ugesi ginn. An un déi hu mer laang net geduecht! An ech mengen, et ass Zäit, déi Leit, ganz oft Fraen d'ailleurs och, ze rehabilitéieren, well déi maachen déi Aarbecht, déi anerer misste maachen.

De Regimm vum Här Erdoğan ass e reaktionäre Regimm. A mir hu gesinn elo bei de Parlamentarier - well et geet jo och dorëms, et si Parlamentarier vun der HDP festgeholl ginn, et gëtt gesot: d'„prokurdesch" Partei, et ass net falsch, et ass eng lénk Partei, eng fortschrëttlech Partei -, dass grad déi Partei, déi sech géint Neoliberalismus och wiert, géint Austeritéit wiert, géint all Form vun Ënnerdréckung, net nëmme vun de Kurden oder vun anere Minoritéiten, och vu Fraen a vun Homosexuellen an esou weider an esou virun, dass grad déi - grad déi! - am Éischte bekämpft gëtt!

Grad déi gi bekämpft vun der AKP! Vun der AKP, vun enger konservativer, stramm konservativer Regierung. Dat ass och kee Wonner! Dat däerf een och net vergiessen. An et sinn eis Komeroden, déi do musse kämpfen an déi do wierklech erëm eng Kéier mussen d'Stir bidden.

Jo, et ass u sech och gutt, datt d'ADR déi Initiativ ergraff huet, fir hir Schwësterpartei zu Ankara aus deem Verbond erauszehuelen.

(Hilarité)

Wann et net geschitt, wa se awer trotzdeem drableiwen, da ginn ech dovunner aus, datt Dir dann dee Verbond musst verloossen? Ech weess et net.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Leet Äre Kapp a Rou! Mir wësse schonn dat Richtegt ze maachen.

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. Mä et ass awer signifikativ, datt et eng Wäertegemeinschaft gëtt! Well ech sinn dovunner fest iwwerzeegt: Wa gewësse Membere vun der ADR, déi anscheinend oder selwer ernannt Chrëschte sinn, wann déi zum Beispill an engem islamesch geprääägte Land gebuer wieren, da wiere se genausou, just datt se..., da wiere se wahrscheinlech keng chrëschtlech Fundamentalisten, mä dann hätte se eng aner Approche, eng aner Relioun, well se grad do gebuer sinn an deem Land, wou dat normal ass. Ech mengen, ech ginn dat och ze bedenken. Dir kënnt laachen, mä ech menge wierklech, datt dat eppes domadder ze dinn huet.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, ben, wann ech an der Tierkei op d'Welt komm wier,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner, adresséiert lech un d'Chamber a loosst lech net oflenken!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, wa mir an der Tierkei op d'Welt komm wieren, den Här Baum an ech an nach anerer, den Här Hoffmann, den Här Urbany, den Här Turpel, da wiere mer vläicht am Prisong! Da wiere mer wahrscheinlech am Prisong!

(Interruptions)

An dat hätt vläicht eppes mat Ärer Schwësterpartei ze dinn.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Aus all deenen Ursaache wäerte mer d'Resolutioun natierlech ënnerstëtzen, déi mer zesummen diskutéiert hunn, an d'Motioun vun der ADR natierlech net ënnerstëtzen an d'Resolutioun vun der CSV och net ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Lëtzebuerger Regierung huet, wéi Der wësst, an deene leschten dräi Regierunge konsequent d'Zil verfollegt, fir eng europäesch Türkei ze ënnerstëtzen. Et ass hei ugeklongen: D'Türkei ass fir eis e grousst Land, e grousst Vollek. Mir hunn dat an internationalen Débate gemaach, mir hunn et an nationalen Débate gemaach. D'Lëtzebuerger Regierung huet an der Présidence 2005 - an ech ka mech gutt erënneren - an och 2015 selbstverständlech elo ni en daaft Ouer gehat fir d'Türkei, well et eben e grousst Land ass an e grousst Vollek.

Nun, et wier natierlech vermessen, Här President, ze soen, an och falsch, dass d'Problemer mat der Türkei um Plang vun de Mënscherechter eréischt nom Coup d'État de 15. Juli ugaange wieren. D'Madamm Brasseur huet dat och kloer hei ervirgestrach.

An der Analys - an dat sot den Här Mosar, do sinn ech total mat em d'accord, wat mer och de Muere konnte feststellen -, do hu mer keng grouss Differenzen, mengen ech, op kenge Bänken heibannen.

Ech wëll vläicht e wéineg mäi perséinlecht Empfannen hei kuerz erabréngen.

Nom Coup d'État ass et mer gaange wéi mengen ech deene meeschte Leit, dass een akzeptéiert huet, dass d'Türkei, dass hiert Vollek un éischter Stell traumatiséiert war. A mir hu jo och eis Solidaritéit ausgedréckt. Et war och ze verstoen, dass, äänlech wéi a Frankräich zum Beispill, mat Dekreter am État d'urgence géif operéiert ginn.

Uganks September 2016 war ech du mat e puer aneren Ausseministerkolleegen aus der Europäescher Unioun um Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg zesumme mam türkeschen Ausseminister Mevlüt Çavuşoğlu. An dat war fir mech eng Sitzung, wou ech wierklech geduecht hunn: „Et waren Onkloerheeten do nom 15. Juli, mä d'Türkei ass erëm op engem Wee, fir zréckzekommen zu engem Rechtsstat."

An effektiv, den Ausseminister vun der Türkei huet gesot: „Ech wëll grad wéi Dir an engem Rechtsstat liewen." An den Ausseminister vun der Türkei war och dee Moment d'accord, dass d'Experte vum Conseil de l'Europe géifen eng Analys maache vun den Dekreter, déi geholl gi sinn nom 15. Juli, fir ze kucken, ob se konform sinn oder net zu der Convention des droits de l'homme vum Conseil de l'Europe. All dat war erfrëschend, an déi mannst vun eis hu geduecht, dass dat erëm eng Kéier kéint komplett ëmkippen.

Och dee Moment war d'Doudesstrofdebatt praktesch ofgewiergt uganks September. Et war eigentlech keen Thema méi, well och de Premierminister vun der Türkei gesot hat, dat wier keng Prioritéit fir d'Türkei, jiddefalls net dee Moment.

Nun, wat dunn awer Enn Oktober geschitt ass, ouni elo ze vill an d'Déift ze goen, huet, mengen ech, eis alleguerten als Bierger vun der Europäescher Unioun, an natierlech och als politesch Autoritéiten, staark irritéiert a souguer geschockt, a selbstverständlech och eis Regierung.

D'Türkei ass net op der Linn bliwwen, déi am Conseil de l'Europe vun hinne selwer mat fixéiert ginn ass. De Projet, d'Neesaféiere vun der Doudesstrof, Dir wësst et, ass erëm opgefrëscht, e krut souguer konkret Zich. An et geet effektiv net, dass een dausend Leit jäize léisst: „Mir wëllen d'Doudesstrof!", an da seet de President vun deem Land: „D'Vollek hätt gären d'Doudesstrof, da kritt Der se." Esou geet et net! An der Geschicht gesi mer, dass et do Momenter gi sinn, viru 70, 80 Joer, wou dat dat nämlecht war.

D'Dekreter sinn och net ofgeschaaft ginn, au contraire, si si verschäerft ginn. Et ass am Fong wierklech e Klima vun Angscht an der ganzer Türkei opgebaut ginn, ob een elo Kurd ass oder Netkurd. Ech mengen, d'ganz Bevëlkerung ass an Angscht. An Dir hutt matkritt, dass souguer Leit vun der AKP och ënnert de Verdächtegte sinn. Verdächtegungen, aléatoire Festnamen; Pressefräiheet, Expressiounsfräiheet sinn all mat Féiss gerannt ginn. Et gëtt de Moment geschat, dass 150.000 Leit e Status vun enger Mort civile eigentlech erdroe mussen. Wat heescht dat?

An der Türkei, wann ee verdächtegt gëtt, kann een zu all Moment festgeholl ginn. Fënnef Deeg gëtt ee festgehalen, ouni en Affekot ze gesinn. An dee Moment ass et souguer net abweegeg, dass d'Tortur erëm benotzt gëtt. Duerno, wann ee Pech huet, gëtt een effektiv ugeklot, et verléiert ee seng Aarbecht, et verléiert ee säin Heem, et kritt ee säi Pass ewechgeholl, d'Certificate vun Diplomer, déi ee gemaach huet, ginn zerstéiert, et huet ee keng Mëttele méi fir seng Famill an et ass een zivill dout.

Mir hu Leit, och als Ausseministeren, wou mer ugeschriwwe ginn, och an Europa, déi finanziell Mëttele froen, fir iwwerhaapt kënnen ze iwwerliewen.

Nun, mir hunn direkt den 2. November, wéi dat dote kloer war a wéi mer och d'Berichter kritt hunn am Ausseministère vun den Ëmweltorganisatiounen aus der Türkei, den Ambassadeur geruff a mir hunn him dat gesot. Mir hunn eis Bedenken an eis Besuergnis ouni Ëmweeër virgedroen.

Nun, als Member vun dëser Regierung condamnéieren ech selbstverständlech, wéi praktesch all meng Kolleegen an der Europäescher Unioun, déi Methoden, wéi géint Verdächteger virgaange gëtt. Dat ass engem autoritäre Regimm wierdeg! An dat kann een an der däitscher Sprooch nach e wéineg méi staark ausdrécken.

Ech stinn och dozou, dass een net einfach kann um Plang vun der Ekonomie nokucken. 60% vun den Investissementer eran an d'Türkei kommen aus der Europäescher Unioun, 50% vun den Exporter aus der Türkei ginn an d'Europäesch Unioun, 2% ginn a Russland. Do gesitt Der, wat fir eng Roll dass mer spillen. An ech hunn och gesot, an dozou stinn ech, dass déi finanziell, déi ekonomesch Relatioun, déi mer hunn, dass een déi an engem gewëssene Moment muss asetzen, Drock maachen, fir och ze weisen, dass een net indifferent ass vis-à-vis vun der mënscherechtlecher Situatioun an deem Land.

Nun, ech wëll och soen, dass keen an der Europäescher Unioun einfach esou wëllt der Türkei an de Réck falen. Allerdéngs wëllt awer och keen, a selbstverständlech och d'Lëtzebuerger Regierung net, dass d'Türkei eis an de Réck fält!

Ech war de Moien an der Kommissioun an effektiv - Här President, Dir waart do -, mir haten, a mengen Aen op jidde Fall, eng gutt Debatt an ech konnt och do Rapport maachen iwwert d'Sitzung vun den Ausseministeren de Méindeg zu Bréissel.

Ech géif dat vläicht an e puer Wierder résuméieren. Dat Éischt, dat ass: Et ass eng kloer Sprooch, déi bal unanime war, an der Europäescher Unioun geschwat ginn - wat net ëmmer virkënnt!

D'Affär vun der Doudesstrof brauch ech net ze widderhuelen. Do gëtt et net méi vill ze décidéieren. Wann déi agefouert gëtt, dat ass automatesch, dann ass d'Türkei ausserhalb vum Status vun engem Pays candidat.

Dat Zweet, dat sinn d'Kopenhagener Kriterien. Vläicht wëssen d'Leit net alleguerten, wat dat ass, mä dat sinn d'Regele vum Spill. Do geet et ëm Mënscherechter. Et geet ëm Demokratie, et geet ëm Rechtsstaatlechkeet. Dat steet kloer am Kontrakt dran, 2004 an 2005. An ob dat d'Türkei ass oder ob et en anert Land ass, wat wëllt Member gi vun der Europäescher Unioun: Dat ass anzehalen!

Mir mussen och wëssen, an dat ass och an eiser Debatt erëmkomm, dass jo net d'Europäesch Unioun d'Türkei gefrot huet, fir Member ze gi vun der Europäescher Unioun; et ass d'Türkei, déi d'Europäesch Unioun gefrot huet, fir Member ze ginn.

Fazit: Et ass, Här President, un der Türkei - un der Türkei! -, net nëmmen ze soen, mä och ze weisen, dass se de Lien als Pays candidat wëllt oprechterhalen. Si mécht dat futti, ech hunn et gesot, mat der Aféierung vun der Doudesstrof. Dat weess se och. A wann dat Gespills weidergeet, dann, leider, si mer geschwënn do. Si mécht dat awer och, an do si mer eis och an der Europäescher Unioun als Ausseministeren eens, wa se mat Determinatioun virufiert, d'Kopenhagener Kritären ze verkennen. D'Fro, déi sech stellt a bei där mer jo hei eng kleng Differenz hunn, ass: Ass dee Moment komm?

Nun, d'Lëtzebuerger Regierung, Här President, steet am Fong zu den Argumenter vu praktesch alle Länner an der Europäescher Unioun, mat vläicht enger oder enger hallwer Ausnam. Wat sinn déi?

Dat Éischt, dat ass, a verschidde Kolleegen hunn dat jo och ugeschwat: Millioune Leit, Millioune Leit an der Türkei gesinn eis Europäesch Unioun als eenzegt Gelänner, fir aus deem Morast vun der Netrechtsstaatlechkeet eng Kéier erauszekommen. An eng Suspensioun, décidéiert vun eis elo, wier an den Ae vu praktesch alle Länner an der Europäescher Unioun en haarde Coup géint dës Hoffnung. Et géif och net verstane gi vu ville Mënschen an der Türkei, déi sech asetze fir d'Demokratie.

Zweetens, Oppositiounsleader, och souguer Kurden, déi agespaart sinn, deelen eis a Bréiwer an iwwert d'Medien mat, dass mer dat net solle maachen, dass dat nach vläicht déi eenzeg Brems ass op der Autobunn zu engem autoritäre Regimm.

An drëttens - gleeft mer dat! -, de President vun der Türkei ass a Saache Mënscherechter net vun dëser Welt, op jidde Fall aus europäescher Siicht gesinn. An et ass e Spezialist am Provozéieren. Duerfir, fale mer net dorobber eran! Hie wëllt, dass d'Europäesch Unioun brécht, wat him, mengen ech, géif e Gefale maachen. Bleiwe mer also intelligent!

E véierte Punkt, deen och net ze ënnerschätzen ass, ass dee vun der Zypern-Fro. Mir sinn an der Zypern-Fro an enger ganz, ganz waarmer Phas. Esou no un enger Regelung ware mer nach ni. An en Ofbroch elo vun eiser Säit géif dat Ganzt a Fro stellen.

Fazit, Här President: Mir gewannen näischt mat suspendéieren, näischt wat am Avantage wier fir Millioune vu Leit an der Türkei, déi un eis gleewen. An duerfir ass eis Regierung och op der Säit vun der Europäescher Kommissioun als Institutioun, op der Säit vum Europaparlament als Institutioun. Ech kenne keng relevant Partei am Europaparlament, déi d'Suspensioun freet. Eenzel Membere kënnen dat maachen, mä et ass keng politesch Famill, déi dat freet, nach am Conseil des ministres freet een dat, gesäit also een eng Suspensioun, en Ofbroch - wéi Der dat wëllt - elo als Initiativ ubruecht.

An duerfir géif ech, Här President, schlicht an einfach d'Chamber froen, déi Argumentatioun och mat ze deelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Ausseminister. An esou wéi dat d'Regel ass, huet den Auteur vun der Question élargie nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir nozehaken.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech waarde vläicht, bis den Här Minister op senger Plaz ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, kee Problem.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci, datt Der, wéi eist Reglement et virgesäit, mer d'Geleeënheet nach eng Kéier gitt, fir eng oder zwou Froen nozeschécken.

Ech soen dem Här Minister Merci, wéi och all deenen anere Kolleegen, déi hei Stellung geholl hunn, déi sech och ausgeschwat hunn iwwert d'Motioun vun der ADR an déi Saachen, déi mir doranner proposéiert hunn.

Ech hunn en éischte Problem, also eng éischt Fro och un den Här Minister mat der Logik vu sengem Räsonnement, eng Logik, déi och vu verschiddenen anere Parteien hei opgegraff ginn ass.

Hie seet u sech: Wann d'Doudesstrof ageféiert ass, dann ass dat d'Enn vun dem Dialog, d'Enn vum Bäitrëttsstatus. Mä all déi aner Leit heibannen, déi an déi do Richtung argumentéiert hunn, hunn eis jo gewisen, datt d'Iddi vum kontinuéierleche Prozess - déi Kapitelen 23, 24 - jo de Rétablissement vum Rechtsstat wär. An ausgerechent, wann de Rechtsstat nach eng Kéier an engem grousse Mooss verletzt gëtt duerch d'Aféierung vun der Doudesstrof, dann, an där Logik, misste mer ophalen, mat der Tierkei ze schwätzen, dann, wann d'Leit et nach méi néideg hätten, wéi elo?!

Do ass déi éischt Fro: Wéi léisst sech dat logesch erklären?

Wann een higeet an et seet een, mir missten, egal wéi, och elo schonn, wou den Här Minister seet, dat wäre jo praktesch Nazimethoden, mir misste weiderverhandelen, firwat muss een dann net och weiderverhandelen, weiderschwätzen, wann d'Doudesstrof ageféiert gëtt?

Do ass eis Positioun, a mengen Aen op jidde Fall, méi logesch, fir ze soen: Mir ginn op en anere Wee mat der Tierkei. Well Dir hutt, wéinstens ass dat mäi Gefill, an deem do Räsonnement e logesche Widdersproch. Wann d'Leit Iech brauche fir e Mënscherechtsdialog, da brauche se Iech och, wann d'Doudesstrof ageféiert ass!

Déi zweet Fro, déi ech hunn, den Här Minister an aner...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dierf ech dorobber äntwerten?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech hunn der zwou. Wéi Der wëllt, Dir kënnt och elo. Ech wollt Iech déi zwou Froe matenee stellen, Här Minister.

Plusieurs voix.- Mateneen, mateneen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann déi zweet Fro. Dir hutt gesot: „Institutioune froen net, am Ableck wéinstens nach net, den Ofbroch vun de Verhandlunge mat der Tierkei." Dir hutt awer gesinn, hei am Parlament sinn elo am Ableck schonn zwou Parteien - bis elo wor et eng, elo sinn et der schonn zwou -, déi den Ofbroch verlaangen: d'CSV am Ableck elo emol, bis sech d'Situatioun verbessert, a mir aus Prinzip allgemeng. An esou wéi mir heibanne gëtt et ganz vill Stëmmen an Europa - politesch Parteien, Autoritéiten an e groussen Deel vun der Opinion publique -, déi awer mengen, datt d'Zäit komm wär, fir mat der Tierkei en anert Verhältnis ze sichen.

Mir hunn als ADR zum Beispill gesot, datt, wann et sollt zu engem Bäitrëtt kommen, mir sécher eng Proposition de loi wäerte maachen, fir e Referendum iwwert déi Fro ze lancéieren, well mer der Meenung sinn, datt e groussen Deel vun der Opinion publique net géif mat op dee Wee goen.

Meng zweet Fro ass dowéinst: Wat ass dann Äert Gefill, politesch an Europa, och wann am Ableck d'Institutiounen nach dat ënnerstëtzen, wat Dir eis hei als Politik proposéiert? Mä sidd Dir der Iwwerzeegung, datt eng Majoritéit vun den Europäer an eise Memberstaten, vun der Bevëlkerung an eise Memberstaten nach bereet ass, eng Tierkei an d'Europäesch Unioun opzehuelen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Dat ass e ganze Brevéier! Also, fir d'Alleréischt, bei där zweeter Fro, Här Kartheiser, indirekt däerf ech soen: Bei der CSV hunn ech nach Hoffnung, dass och no deem Vott, deen dann haut stattfënnt, awer eng Méiglechkeet do ass, fir dass mer zesummen hei an där kapitaler Fro och nach en Terrain d'entente an der Zukunft fannen. Well et ass e wichtege Punkt. Et geet net nëmmen ëm d'Türkei. Et geet ëm: Wéi geet d'Europäesch Unioun ëm mat de Mënscherechter a wat fir en Drock kënne mer opbauen, fir dass d'Mënscherechter respektéiert ginn?

Bei där éischter Fro… Bon, also bei Iech, der ADR, do mengen ech, ass dat méi schwéier!

Déi éischt Fro, déi Der stellt, do ass et: Wa mer effektiv konfrontéiert si mat engem Fait, dee rationell bewisen ass, wat als Konditioun an de Kritären drasteet, wann ee wëllt Member gi vun der Europäescher Unioun - well, ech mengen, den Här Mosar huet gesot: „Si ass 2006 ofgeschaaft ginn", 2004 hat d'Türkei sech engagéiert, fir d'Doudesstrof ofzeschafen, bon, soss wier et ni zum Ufank vun de Verhandlunge komm -, wann dat also geschitt, ech mengen, da setzt net d'Europäesch Unioun d'Türkei ausserhalb vum Kandidatestatus, mä si sech selwer.

An dann, ech hunn dat och beäntwert virun der europäescher Press zu Bréissel, ech hunn et och de Muere gesot: Da besteet nach ëmmer d'Türkei! An da besteet nach ëmmer Europa. An dann hu mer nach ëmmer de Problem am Irak a mir hunn de Problem a Syrien. Da musse mer eben als Drëttland mat der Türkei kucken, wéi mer zupaasskommen. Allerdéngs hu mer dann awer vill manner Moyenen, fir anzegräifen.

Ech hunn dat net hei évoquéiert. Et ass och vläicht schwéier ze explizéieren. Mä Dir wësst, dass et esou eppes gëtt wéi d'Finanze vun der Préadhésioun. An Dir wësst jo och, dass mer d'accord waren - all Parteien, och hei an der Chamber gëtt et jo awer Famillje vun deene Parteien, déi d'accord waren -, dass gekuckt gëtt, mat der Türkei e Wee ze fanne bei der Migratioun. An do si bis elo 670 Millioune gefloss. Et si jo 3 Milliarden, déi eigentlech d'Enveloppe duerstellen. Et sinn der 2,2 engagéiert.

Déi Sue gi virun allem un ONGen, awer och vill un d'UNO, fir dass déi syresch Flüchtlingen an de Campe genuch z'iesse kréien. Si ginn och un zwee Ministèren an der Türkei, un den Éducatiounsministère, fir de Leit, déi aus Syrien kommen, d'Sprooch bäizebréngen, an och un d'Santé, fir eben déi gesondheetlech Infrastrukturen ze hunn.

Déi Sue ginn net iwwerwise vun der Kommissioun op e Kont, mä et gëtt scho gekuckt, dass se nëmmen applizéiert ginn effektiv, wou Projeten dann och realiséiert ginn. All dat leeft mat der Türkei. An et leeft och, dass mer en matière judiciaire, en matière judiciaire virun allem, dass do aus de Préadhésiounsfonge ganz vill gemaach gëtt. Ech denken u par exemple Prisongen an aner Saachen, déi mat Mënscherechter och ze dinn hunn, déi domadder finanzéiert ginn.

Duerfir géif ech mengen, nach eng Kéier op Är Fro, dat eent ass e rationale Kritär, dat anert ass alles eng Ofmoossung, an och dee richtege Moment fannen, a vläicht nach ëmmer, vläicht - ech soen: „vläicht"! - d'Hoffnung hunn, dass awer den türkesche President… Well ech si mat allen d'accord heibannen, déi soen: „Hien eleng décidéiert"! Menger Meenung no lieft dee Mann oder déi Persoun och an enger Welt, déi total ofgeblockt ass, wou en net méi derduerchgesäit. Ech hunn dat och verstane vun där Visitt vu gëschter, wéi dat sech zougedroen huet.

A mir kennen dat, dee System: Wann een eng Stonn mat deene Leit schwätzt, da schwätze si 55 Minutten, wéi si d'Saache gesinn. Ech hunn dat elo 20-mol héieren, wéi si de Coup d'État an och d'Folgen dovunner gesinn. An et ass immens schwéier, nach en Dialog do hierzestellen.

Mä gleeft mer: Dat wat ech gesot hunn, dorunner gleewen ech, an ech net eleng. Dorunner gleewe praktesch all Ausseministeren aus der Europäescher Unioun. Déi gleewen drun, dass et e Feeler wier, dass et net intelligent wier, fir op d'Provokatioun eranzefalen an elo vun eiser Säit aus ofzebriechen. Dat wier net am Intérêt vun deene ville Leit an der Türkei, déi nach un eis gleewen!

C'est tout. Bon, ech weess, ech brauch fënnef Sätz, fir dat ze erklären. Wann ee seet: „Briecht of! Wat hu mir mat deenen ze dinn?", da brauch een nëmmen ee Saz. Mä gleeft mer, dat Falscht maachen, dat wier effektiv, dee Schratt do elo ze ënnerhuelen!

Souwisou an der Prozedur - dovunner hu mer nach net geschwat -, dat ass alles net esou einfach! Zum Beispill ofbriechen heescht, dass muss eng Initiativ komme vun der Kommissioun an dass mer Unanimitéit mussen hunn! Et war unanime, fir opzemaachen, an et muss Unanimitéit sinn, fir zouzemaachen. Duerfir, ech mengen, et ass illusoresch, fir dat… A wärend dat anert, och do bei der Suspensioun, also beim… Wéi nennt een dat?

Une voix.- Gel!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Beim Gel ass et esou, dass entweder een Drëttel vun den États membres e musse froen oder och op Initiativ vun der Kommissioun. An dann ass et eng Majorité qualifiée, déi muss domadder d'accord sinn.

Mä ech mengen - gleeft mer! -, mir hunn en anstännegen Débat hei gehat. Ech weess, dass dat, wat ech elo hei soen, net richteg eriwwer ka kommen. Ech weess dat, dass dat vill méi komplizéiert ass. Mä ech fannen awer als Mënsch an och als een, dee mengt, dass en awer e gewëssent Gefill huet fir dat, wat d'Leit an der Türkei vun eis erwaarden, dass et net dat Falscht ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eisem Débat ukomm. Ech géif proposéieren, esou wéi dat d'Logik wëllt, dass mer dann d'Chronologie vun de Motiounen a Resolutioune respektéieren. Mir géifen also mat der Ofstëmmung iwwert déi Resolutioun ufänken, déi vun de Kolleege vun der Lénker abruecht an dunn an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an zu engem Konsens gefouert huet, vum Här Angel presentéiert.

Sidd Der domat d'accord? Duerno géife mer iwwert d'Resolutioun, déi vum Här Mosar abruecht ginn ass, ofstëmmen an dann iwwert d'Motioun vum Här Kartheiser. Also, zweemol Resolutiounen an eng Kéier Motioun.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la résolution de M. Marc Angel

Da géife mer mat der Ofstëmmung iwwert déi éischt Resolutioun ufänken. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Déi Resolutioun ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vu dass d'Prioritéit net invoquéiert ginn ass, stëmme mer elo iwwert déi zweet Resolutioun of. Dat ass déi Resolutioun, déi vun der CSV abruecht ginn ass.

Vote sur la résolution de M. Laurent Mosar

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat wär déi zweet Resolutioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vun der ADR abruecht ginn ass, iwwergoen.

Vote sur la motion de M. Fernand Kartheiser

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

3-mol Jo a 57-mol Neen. Domat ass déi Motioun verworf.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech soen Iech Merci och fir d'Aart a Weis, wéi déi wichteg Diskussioun hei an der Chamber gefouert ginn ass. Merci.

A mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6881. Et handelt sech dobäi ëm eng Konventioun mat de Philippinen am Beräich vun der sozialer Sécherheet. An d'Rapportrice, d'Madamm Taina Bofferding, ass prett. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

8. 6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dës Konventioun ass e Projet, wéi mer der oft hei an der Chamber hunn, a ganz wichteg am Beräich vun der sozialer Sécherheet, fir déi sozial Rechter vun de schaffende Leit unzëerkennen.

Praktesch Relevanz hunn esou Ofkommesse beim Transfer vun de Rechter aus der gesetzlecher Pensiounsversécherung an awer och bei onerwaarte Faite wéi e Krankheetsfall oder bei Accidenter.

D'Ausriichtunge vun esou Konventiounen hunn e sozialen Aspekt, deen ënner anerem d'Pensiounsrechter vun de schaffende Leit regelt, a si hunn och en ekonomeschen Aspekt, woumadder d'Betriber Kloerheet kréien, wéi d'Cotisatioune geregelt sinn. Dat heiten ass déi éischt Konventioun, déi Lëtzebuerg mat de Philippinen ofschléisst. A si konnt och direkt no nëmmen enger Verhandlungsronn ënnerschriwwe ginn.

An der éischter Partie vun dëser Konventioun sinn déi generell Prinzipien opgefouert, wéi se bei deene meeschte bilaterale Konventiounen ze fanne sinn. De Champ d'application vun der Sécurité sociale viséiert ausschliisslech déi gesetzlech Renteversécherung wéi och d'Invaliden- an d'Hannerbliwwenerent. Virgesinn ass och d'Méiglechkeet fir déi philippinesch Pensionären, déi hei bei eis am Land wunnen, am Beräich vun der Maladie eng Assurance volontaire ofzeschléissen.

Fir de Rescht sinn ausgeschloss d'Assurance maladie an accident, d'Prestatiounen am Chômage an d'Familljeleeschtungen.

D'Konventioun baséiert op de generelle Prinzipien, déi an dësem Beräich gëllen, näämlech der Égalité de traitement an der Exportatioun vun de Prestatiounen.

An der zweeter Partie vun dëser Konventioun geet et drëms ze regelen, wéi eng Legislatioun applikabel ass. Hei ass virgesinn, dass d'Travailleurs där Legislatioun vun deem Land ënnerworf sinn, wou si schaffen, d'Travailleurs détâchés där Legislatioun vum Pays d'origine, dat heescht, dass déi Legislatioun vun deem Land applikabel ass, wou si normalerweis hir berufflech Aktivitéit ausüben.

Weider ass virgesinn, dass den Détachement fir eng Period vu 60 Méint accordéiert ka ginn, mat der Méiglechkeet vun enger Verlängerung, falls gewëssen Ëmstänn dat verlaangen. Eng aner Derogatioun betrëfft d'Salariéë vun de Fluchtransportgesellschaften. Déi bleiwen där Legislatioun vun deem Land ënnerworf, an deem d'Entreprise hire Siège huet. An d'Séileit, déi ënnerleien der Legislatioun vun deem Land, wou se hire Wunnsëtz hunn.

Dës Optioun, déi d'OIT, d'Organisation internationale du travail, virschléit, ass d'Optioun, déi an deene leschte Joren ëmmer méi ugestrieft gëtt. Fir Lëtzebuerg ass dat heiten näämlech och déi fënneft Konventioun, wou mir dëse Prinzip iwwerhuelen.

Am drëtten Deel ass preziséiert, dass d'Konventioun d'Totalisatioun vun den Assurancëjoren als Prinzip unerkennt. Dat gëllt och am Zesummenhang mat de Babyjoren, déi jo ugerechent ginn am Kader vun der Pensiounsversécherung, virausgesat, déi concernéiert Persoun war fir d'Lescht der Lëtzebuerger Pensiounsversécherung ënnerstallt.

De véierten Deel vun der Konventioun viséiert d'administrativ Arrangementer an den Échange vun den Informatiounen tëschent den Autoritéiten.

An de fënneften a leschten Deel regelt d'transitoire an d'final Dispositiounen.

Vum Conseil d'État koum - wéi ëmmer - d'Remarque, dass den Artikel 13, dee virgesäit, dass d'Partië kënnen Ausname maachen zu den Artikelen 9 bis 12, misst vum Parlament approuvéiert ginn. Wat déi administrativ Arrangementer betrëfft, déi am Artikel 21 festgeluecht sinn, fënnt de Conseil d'État, dass eng Publikatioun am Mémorial géif duergoen, esou wéi dat och schonns bei deene verschiddene fréiere Konventiounen de Fall ass.

Dëst ganz kuerz zu mengem mëndleche Rapport. De genaue legislative Verlaf kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ginn domadder och direkt den Accord vun der LSAP-Fraktioun an invitéieren déi aner Fraktiounen, sech eis unzeschléissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Bofferding.

Just eng Prezisioun, well den Här Mosar mech drop opmierksam gemaach huet, dass d'Auer net ze gesinn ass. Dir hutt wuel eng Zäitangab, awer net op deem grousse Schierm, mä ënnen. Dofir, autant pour moi, mä da wësst Der Bescheed, dass net um Tableau vir, mä ënnen d'Zäitangab ass. Dee gëtt deemnächst ersat, dee war en panne gefall. Merci.

Da Wuertmeldungen? Den Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Bofferding Merci soe fir hire Rapport. Dee war gutt. Dee war komplett. An ech kommen der Invitatioun gär no, fir deem zouzestëmmen, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Soss nach Wuertmeldungen? Den Här Mertes.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Entschëllegt, ech hunn den „n" geschléckt. Dir kritt en erëm.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Eng Kéier den „s", eng Kéier den „n".

(Hilarité)

Ech wéilt der Madamm Taina Bofferding villmools Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn och domat d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech wëll och villmools Merci soe fir d'Explikatiounen an der Kommissioun vum zoustännege Beamten aus der Administratioun, déi wéi ëmmer ganz komplett woren. Ech mengen, deem ass näischt hinzouzefügen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mertens. An den Här Gérard Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech géif der Invitatioun, wa se esou léif formuléiert ass, do och dann nokommen an den Accord gi vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. A Merci fir deen ausféierleche Rapport.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Accord vun der ADR hunn ech matgedeelt kritt. Soss keng Wuertmeldungen?

Ech kréien och dee vun déi Lénk duerch en Zeeche vum Här Baum. Dann, wann nach eppes dozou ze soen ass, huet selbstverständlech de Sozialminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Bon, ech mengen, ech géif mech och deem uschléissen a virun allem Merci soen der Rapportrice fir dee flotte Rapport a virun allem och fir déi Aarbecht, déi an der Kommissioun geleescht gouf. Well, esou wéi ech effektiv vu mengem Beamten héieren hunn, deen an der Kommissioun selwer war, mengen ech, ass e wäit iwwert dës Konventioun erausgaangen. En huet emol eng Kéier de Fong vun de Konventiounen erkläert, wat och wichteg ass heiansdo ze rappeléieren, wéi wichteg datt esou Konventiounen am Beräich vun der Sécurité sociale sinn, fir an deenen eenzelne Beräicher effektiv och d'Salariéen an d'Bierger vun deenen eenzelne Länner ofzesécheren.

An deem Sënn hei, wann, esou wéi ech héieren hunn, jiddwereen d'accord ass mat dëser flotter Konventioun tëschent de Philippinen a Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer eng weider Konventioun, déi mer ofschléissen an domat Lëtzebuerg op dem internationalen Niveau am Beräich vun der Sécurité sociale virubréngen.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Sozialminister. An da steet näischt

méi am Wee, dass mer déi flott Konventioun dann och stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6881 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Participatiounen, 58-mol Jo. Domat ass d'Konventioun eestëmmeg ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6881 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Alex Bodry), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6979. Et handelt sech ëm de Projet, dee weider sozial Mesurë fir professionell Artiste betrëfft. An d'Wuert huet elo direkt déiselwecht Madamm Rapportrice wéi virdrun, d'Madamm Taina Bofferding.

9. 6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem heite Gesetz gi mir den Intermittents du spectacle, also den Deelzäitbeschäftegten an der Lëtzebuerger Kulturzeen, méi Sécherheeten, dat doduerch, dass mer verhënneren, dass si iwwer eng onlimitéiert Zäit vun engem CDD an deen nächste wiesselen, an doduerch, dass mer hinnen d'Recht op sozial Mesurë garantéieren.

Fir dëst Gesetz auszeschaffen, hat de Ministère am Virfeld Leit um Terrain consultéiert. Niewent der Travailskommissioun huet sech och d'Kulturkommissioun hei aus der Chamber mam Dossier beschäftegt. Eis ass et drëms gaangen, eng beschtméiglech Äntwert ze fannen, fir op där enger Säit dem Besoin u Flexibilitéit, deen an dëse Beruffer nun eemol üüblech ass, Rechnung ze droen, an op där anerer Säit ze verhënneren, dass déi Leit der Prekaritéit ausgesat sinn.

D'Beruffsgrupp vun de Kulturschaffenden zeechent sech duerch Fräiheet, Selbstständegkeet an Individualitéit aus, verbonnen awer oft mat enger gewëssener Onsécherheet an oft gerénge Verdéngschtaussiichten. Flexibel Beschäftegungsforme si fir vill Kënschtler per se net als negativ ze bewäerten. D'Konsequenze vun der zouhuelender Flexibilitéit dergéint kënnen awer duerchaus als problematesch erlieft ginn, besonnesch dann, wann ee Moment keng Opträg ustinn. An dofir ginn et jo déi sozial Mesuren, fir deene Leit besonnesch ënnert d'Äerm ze gräifen, déi ee Moment net esou gutt - finanziell gesinn - iwwert d'Ronne kommen.

Virun zwee Joer hate mer jo och schonn heibannen am Haus e Gesetz gestëmmt, fir d'Konditiounen ze verbesseren a méi en einfachen a gerechten Accès op déi sozial Protektioun fir déi Kulturschaffend ze garantéieren, baséierend op dem Gesetz vun '99. Sou gouf ënner anerem agefouert, dass et duergeet, dass ee sechs Méint sozialverséchert ass, d'Wunnkonditioun hu mer opgehuewen an et muss een en Engagement an der nationaler Kënschtlerzeen opweisen, fir kënnen en Urecht op déi sozial Mesuren ze kréien.

Mat dësem Projet de loi elo wëlle mer Modifikatiounen am Gesetz iwwert déi sozial Mesuren, verbonne mat Ännerungen am Code du travail, virhuelen. D'Zilsetzung ass eng méi prezis Definitioun vun den Intermittenten an eng Limitatioun vun der maximaler Dauer vun den CDDen, déi si kënnen ofschléissen.

Firwat mer dës Ännerungen och musse maachen, geet op en Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff zréck. A sengem Geriichtsuerteel gouf festgehalen, dass eng onlimitéiert successiv Erneierung vun CDDe bei den Intermittenten net justifiéiert ass. Net objektiv genuch erkläert ass, firwat esou permanent Erneierunge vu befristeten Aarbechtskontrakter erlaabt solle sinn. Den Droit commun a Saachen CDD, wéi en am Aarbechtsrecht festgeschriwwen ass, hält fest, dass en CDD maximal zweemol däerf erneiert ginn. D'Durée vun engem CDD fir deeselwechte Salarié däerf insgesamt net iwwer 24 Méint erausgoen, d'Erneierung vum Kontrakt mat abegraff.

Fir d'Intermittenten allerdéngs gëtt et eng Ausnam par rapport zu deene virgenannten Dispositiounen. Hir befristet Aarbechtskontrakter dierfe méi wéi zweemol erneiert ginn, och wann et iwwert déi 24 Méint erausgeet, ouni dass dann den CDD muss an en CDI ëmgewandelt ginn. D'Begrënnung ass, dass d'Intermittenten un individuelle Projete schaffen, déi nun eemol an der Zäit begrenzt sinn.

D'EU-Kommissioun gesäit dat awer liicht anescht. Hir ass d'Definitioun en Dar am A. Déi ass hir net kloer genuch. An doséinst musse mir eis Legislatioun elo upassen.

Mam Projet de loi ass virgesinn, dass d'Intermittenten nach ëmmer iwwer CDD kënnen agestallt ginn, awer mat der Ännerung, dass och hei déi Zäitspan vu 24 Méint muss respektéiert ginn, a mat der Ännerung, dass an Zukunft deeselwechten CDD awer méi wéi zweemol däerf erneiert ginn. Mat deem Gesetz gëtt also och versicht, d'Gefor vum Recours abusif, duerch eng successiv Erneierung vun CDDen, wäitméiglechst ze ënnerbannen.

Här President, dass eng Partie Artisten an Intermittentë mussen eng zweet Aktivitéit niewent hirer kënschtlerescher Aktivitéit ausüben, ass bal evident. Allerdéngs huet sech hei d'Fro gestallt, wéi d'Konditioune si fir en Intermittent, fir dierfen eng Activité secondaire auszeüben, respektiv wéi een Impakt déi op d'Gesamtbeschäftegungssituatioun vun den Intermittenten dierf hunn. D'Definitioun vun der Activité secondaire vun den Intermittentë gouf deemools zesumme mat där vun den Artisten agefouert. Allerdéngs war déi vun den Intermittenten net wierklech reglementéiert. Déi zoustänneg Commission consultative, déi mam Gesetz virun zwee Joer geschafe gouf, hat Problemer, a verschiddene Fäll eng Activité secondaire ze erfaassen.

D'Kulturkommissioun weist dofir an hirem Avis drop hin, dass de Commentaire des articles méi prezis misst sinn, wat de Calcul, also d'Erfaassung vun der zweeter Aktivitéit betrëfft. Et geet hei ëm déi 80 Deeg, déi iwwer eng Period vun 365 Deeg gekuckt ginn. Et muss also kloer sinn, dass en Intermittent säi Statut ka behalen an domadder och d'Recht op déi sozial Mesurë kritt, wa seng Beschäftegung als Intermittent déi vun der Activité secondaire priméiert. Dat heescht, déi net artistesch Aktivitéit däerf net méi Deeg an Usproch huele wéi déi als Intermittent. An effektiv muss een agestoen, dass de Commentaire des articles hei irreführend ass, wou eng Activité secondaire als ganzen Dag ugerechent géif ginn, egal wéi vill Stonnen déi am Endeffekt eigentlech ausmécht.

Dorauser ergëtt sech also, dass elo d'Commission consultative cas par cas d'Activité principale an d'Activité secondaire analyséiert. Dat heescht, wann zum Beispill déi zwou Aktivitéiten deeselwechten Dag stattfannen, ass et un der zoustänneger Kommissioun ze préiwen, wéi eng Aktivitéit dann elo priméiert. Domadder ass hinnen dann och eng gewëssе Flexibilitéit ginn, fir den Intermittenten do gerecht ze ginn.

Déi Prezisiounen dozou sinn op Wonsch vun de Membere vun deenen zoustännege Chambierskommissiounen a mengem schréftleche Rapport opgefouert, fir dee Punkt nach eng Kéier genau ze erklären. Weider a mengem Rapport sinn och de genaue legislative Verlaf zesumme mat deenen eenzelnen Avisen zu dësem Projet de loi beschriwwen.

Op dëser Plaz wëll ech dann och nach ganz besonnesch zwou Damme Merci soe fir hir Mataarbecht, der Madamm Entringer an der Madamm Sonnetti, an natierlech och nach deenen anere Memberen aus deenen zwou Kommissiounen an de Leit vum Ministère, déi mat um Dossier geschafft hunn.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass et hei am Land ongefeier 13.000 Kulturschaffend ginn. An déi maache 5,2% vun der Beschäftegung aus. D'Kultur ass e Fundament, op deem eis Gesellschaft steet an op deem si baut. D'Kultur gëtt d'Geleeënheet fir eng Gesellschaft, fir sech mat sech selwer, mat hire Valeuren a Widdersprëch auserneenzesetzen, sech kritesch ze reflektéieren a sech ze entwéckelen. Dofir ass et wichteg, dass mer Konditioune schafen, fir dass d'Kultur an déi Kulturschaffend kënnen onofhängeg a kritesch schaffen. Si waren a si sinn oft déi Éischt, déi géint de Stroum schwammen, déi onbequem a kritesch sinn an deemno och eng Gesellschaft virubréngen. D'Kultur ass derniewent e wichtege Facteur vun der Imageentwécklung vun eisem Land.

An elo an der Diskussioun, oder soll ech soen an där grousser Zukunftsdebatt, déi mer féieren, wëll ech nach drun erënneren, dass d'Kultur an d'Kreativwirtschaft eng Branche sinn, déi wiisst an domadder och gutt Chancë bitt, fir wirtschaftleche Wuesstum, Innovatioun a weider Aarbechtsplazen ze schafen. An dëst gëllt et ze sécheren an ze stäerken, d'Kreativitéit vun de Kulturschaffenden ze förderen a si, wann et dann erwënscht ass, och sozial ze encadréieren.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill zu mengem mëndleche Rapport. Ech ginn direkt dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes, dee scho prett ass.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci villmools der Rapportrice, déi, wéi ech fonnt hunn, e ganz gudde Rapport gemaach huet. En ass ganz komplett gewiescht. Si huet u sech am Detail erkläert, ëm wat et hei geet, wat u sech eis géif erspueren, fir nach villes hei driwwer ze soen. Ech hunn och net wëlles, elo laang driwwer ze schwätzen, mä ech mengen awer, datt dëse Projet de loi, an dat huet d'Rapportrice hei kloer duergestallt, e gutt Beispill ass, wéi ee muss heiansdo och als Législateur natierlech probéieren, e Mëttelwee ze fannen, e Spagat ze fannen.

Op där enger Säit hu mer jo u sech en Aarbechtsrecht, wat ganz strikt ass, wou mer d'Regel, d'Philosophie hunn, datt d'CDIe solle jo dat sinn, wat d'Regel soll sinn. Mä op där anerer Säit hu mer awer Beräicher, wéi d'Rapportrice et duergestallt huet, mat enger gewëssener Flexibilitéit oder Fräiheet, wéi se dat och ausgedréckt huet, a wou d'Natur vun der Aktivitéit awer nun eemol net direkt dat ka viraussetzen, eng fest Ustellung ka viraussetzen. An dofir muss een do kucken, eppes ze fannen, wat deenen zwee Aspekter gerecht gëtt.

Dat ass och dunn '99 de Fall gewiescht, wéi hei d'Debatten an der Chamber waren, déi éischte Kéier wou esou e Gesetzesprojet diskutéiert an och een ugeholl ginn ass vun den Artistes indépendants a vun den Intermittenten.

Et ass och interessant, déi Diskussiounen nach eng Kéier nozeliesen, déi déizäit waren, well dat war net esou evident. Do sinn d'Meenungen och wäit auserneegaangen. Op där enger Säit war eben de Wëlle vun där deemoleger Kulturministesch, dem Erna Hennicot-Schoepges, fir ze soen, mir misste kucken, e Mëttelwee, e Kompromëss ze fannen, fir awer eng gewësse sozial Sécherheet deene Leit och kënnen ze ginn, ouni awer hir Fräiheet an d'Natur vun der Aarbecht, déi se maachen, ze verkennen. Op där anerer Säit sinn och Argumenter komm, déi gefaart hunn, do kéint eng gewëssen Zort Statskënschtler domadder geschafe gi respektiv dat kéint zur Mëttelméissegkeet féieren an der Kënschtlerzeen.

(Madame Simone Beissel prend la présidence.)

Also et war net evident, fir deemools sech do eens ze ginn. Et ass sech dunn awer am Endeffekt op e Gesetzestext gëeenegt ginn an deen ass awer ugepasst ginn iwwer all déi Joren, well et e ganz spezifeschen Domän ass, deen déi mannste vun eis och wierklech um Terrain jo kennen. Et ginn awer Kolleegen heibannen, déi dat maachen an déi sécherlech och wäerten do nach kënne méi dozou soe wéi mir. Mä vum rechtleche Standpunkt aus sinn natierlech erëm eng Partie Froen am Laf vun der Zäit derbäikomm, Prezisiounen.

Elo huet hei d'EU-Kommissioun sech där Fro saiséiert, well se strikt wollt kucken, wéi et ass mat den CDIen, a fonnt huet, datt hei e gewëssenen Abus kéint geschéien an deem heite Beräich; wat op där enger Säit komesch ass. An do fannen ech schonn, datt d'Remarque oder den Interview, deen den Här Aarbechtsminister ginn hat no dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff, interessant war, wou e fonnt hat, op där enger Säit géif d'EU-Kommissioun dacks derfir plädéieren, d'Aarbechtsrecht misst an Europa méi flexibiliséiert ginn, an op där anerer Säit, wann een awer emol e Beräich hätt, wou u sech Flexibilitéit awer verlaangt wier, well dat d'Natur ass - ouni elo natierlech do all d'Sozialrechter iwwer Bord ze geheien -, da géif do vläicht e Risk bestoen an hiren Ae vun Abusen.

Bon, den Europäesche Geriichtshaff, mengen ech, huet sech reng rechtlech ausgeschwat, well e sech gestouss huet un der Definitioun vun dem Intermittent, déi méi misst preziséiert ginn, déi soss kéint a sengen Aen dozou féieren, datt een déi Leit kéint méi abusiv astellen.

Ech mengen, datt elo awer déi Léisung no deenen Diskussiounen an de Kommissiounen, déi mer haten, déi um Dësch läit, eng gutt Léisung ass. Mir ënnerstëtzen se op jidde Fall. Ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wilmes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Madamm Presidentin, villmools Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat versteet een ënner „intermittents du spectacle"? Et ass jo virdrun ugeklongen, a wat fir enge Beräicher se täteg sinn. Et sinn effektiv dës Leit, déi am Beräich vun der Kultur täteg sinn an ëmmer nëmme fir kuerz a ganz begrenzten Zäit an en Aarbechtsverhältnis erakommen, well se vu Produktiounen ofhängeg sinn, wärend deenen hir Aarbecht nëmme fir eng limitéiert Dauer gebraucht gëtt.

Beispiller vun esou Realisatioune sinn Theaterstécker, Filmer, Danzopféierungen, Concerten, literaresch oder kënschtleresch Expositiounen. Betraff kënne si souwuel Akteuren, Museker, Auteuren, awer och zum Beispill Bünentechniker, a loosse mer och d'Maquilleusen net vergiessen.

Och zu Lëtzebuerg gëtt et eng Partie Leit, déi ënnert dem Statut vum Intermittent du spectacle schaffen. Et ass also net vu Muttwëll, wa mer elo dëse Projet de loi haut stëmmen, well mer heimat de betraffene Leit hir aarbechtsrechtlech Situatioun verbesseren. Effektiv ass et elo kloer, wat bis elo net de Fall war, datt den CDD fir dës Persounen onbegrenzt erneiert ka ginn, à condition datt déi maximal Gesamtdauer sech op en Zäitraum vu 24 Méint beleeft.

Erlaabt mer, der Rapportrice Taina Bofferding Merci ze soe fir hiren exzellente Rapport. Si ass hei wierklech op all klitzeklengen Detail agaangen, wéi sech dat och gehéiert. Am Numm vu menger Fraktioun begréissen ech, datt mat dësem Projet de loi dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 26. Februar 2015 Rechnung gedroe gëtt an d'Konformitéit vun eiser Gesetzgebung am Beräich vun den zäitlech limitéierten Aarbechtsverträg fir sougenannten Intermittents du spectacle mam europäesche Recht erëm hiergestallt gëtt.

D'Rapportrice huet dat, wéi gesot, inhaltlech ganz detailléiert behandelt. Ech wéilt awer nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir der zoustänneger Aarbechtskommissioun am Numm vun der Kulturkommissioun Merci ze soen, datt d'Kulturkommissioun - déi ech jo d'Éier hunn, dierfen ze presidéieren - an dësem dach fir de Kultursecteur a fir déi concernéiert Leit wichtegen Dossier ëm hir Meenung gefrot gouf an en Avis huet dierfe verfaassen.

Ech ginn dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert mech hei ganz kuerz faassen. Bei dësem Projet de loi, deen ëm d'Intermittents du spectacle geet, also déi Kulturschaffend hei zu Lëtzebuerg, ass et jo drëm gaangen, eng Mise en conformité ze maachen no engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff. An d'Detailer, déi sinn alleguerte schonn hei vu menger Virriednerin, der Rapportrice, genannt ginn. Hir e grousse Merci u sech fir deen detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wat awer extra ass un dësem Projet de loi, dat ass, dass awer am Virfeld op Initiativ vun dem Kulturminister - Kulturministesch zu deem Moment - an dem Aarbechtsminister am Kulturministère u sech déi concernéiert Leit zesummegeruff gi sinn. Déi Leit, déi si gelauschtert ginn, et ass op deenen hir Besoinen agaange ginn. An duerno sinn déi Iwwerleeungen och an dëse Projet de loi afléisse gelooss ginn.

An duerfir géif ech dann och am Numm vun eiser Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi hei ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir erlaabt mer, datt ech vläicht, an de Limitte vun der Riedezäit, e bësse méi ausféierlech versichen, op dee Gesetzesprojet anzegoen, mat deem mer et hei ze dinn hunn.

Wéi am Dezember 2014 dat neit Gesetz iwwert de Statut vum Artist an dee vum Intermittent du spectacle gestëmmt gouf, hu mir als Lénk eis dozou enthalen, mat der Begrënnung, datt - och wann et Fortschrëtter gi sinn, déi indéniabel sinn, zu deem Gesetz, wat initial virlouch - et awer esou ass, datt a wesentleche Punkten dat Gesetz net wierklech der sozialer Realitéit an de Besoine vun den Artisten an den Intermittenten entsprécht.

An déi Fro misst ee sech eigentlech bei engem Gesetz oder bei der Gesetzesännerung, well dorëmmer handelt et sech jo eigentlech, och stellen: Ass et e Fortschrëtt par rapport zur besteeënder Situatioun, oder net?

Ausléiser vun där Gesetzesännerung, mat där mer et ze dinn hunn, ass net eng objektiv Evaluatioun, déi mer 2014 bei der Debatt hei an der Chamber vun der deemoleger Ministesch Maggy Nagel versprach kruten, mä Ausléiser vun där Gesetzesännerung ass en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff. Deen Arrêt beseet näämlech, datt déi lëtzebuergesch Legislatioun vun den Intermittenten net dee soziale Schutz bitt, zu deem mer eis an der EU verflicht hunn. Effektiv ass et esou, datt d'Direktiv vun 1999 virgesäit, datt de Gebrauch vun Zäitverträg, CDDen, soll begrenzt sinn, entweder zäitlech oder an hirer Heefegkeet, respektiv datt et objektiv Grënn musse ginn, déi de begrenzte Charakter vun deem Aarbechtsvertrag ënnermaueren.

Mat der Gesetzesännerung hei geschéien elo zwou Saache fir d'Intermittenten: Éischtens, d'Definitioun vun den Intermittentë gëtt dohigoend geännert, datt d'zäitlech Begrenzung vun der Aktivitéit vum Intermittent an d'Gesetz nach eng Kéier méi kloer drakënnt. A parallell dozou gëtt kloer verankert, datt et méiglech ass, eng sekundär Aarbecht kënnen unzehuelen. An zweetens, dat ass déi zweet nei Ännerung, gëtt den CDD op 24 Méint begrenzt.

Ass dat elo e Fortschrëtt? Zum éischte Punkt, der Definitioun vum Intermittent: Do ännert sech eigentlech an der Praxis näischt, well et elo scho méiglech war, eng Niewebeschäftegung ze hunn. Et gëtt just méi kloer am Gesetz nach eng Kéier beschriwwen.

Fir Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun huet awer effektiv de Commentaire des articles gesuergt, deen a senger ursprünglecher Fassung virgesinn hat, datt en Intermittent sech keen Dag urechne loosse kéint, wärend deem en och nëmmen eng Stonn en aneren Job gemaach hätt. Wuelverstanen net fir indemniséiert ze ginn, mä fir op déi 80 Aarbechtsdeeg ze kommen, déi e brauch, fir sech iwwerhaapt kënnen Intermittent ze nennen.

Dat wär, an där ursprünglecher Fassung, e Réckschrëtt zur aktueller Handhabung gewiescht, well eng sëlleche Leit, déi scho säit Joren als Intermittent unerkannt sinn, riskéiert hätten, doduerjer hire Statut ze verléieren an domadder och d'Aussiicht op déi sozial Mesuren, déi am Gesetz virgesi sinn.

Op eis Initiativ an no ganz gudden inhaltlechen Diskussiounen an der Kultur- an an der Aarbechtskommissioun ware sech d'Membere vu béide Kommissiounen awer unanime eens, datt dat net de Sënn vun där Ännerung soll sinn.

Och de Kulturministère huet an der Kommissioun d'Formuléierung selwer als onglécklech bezeechent an assuréiert, datt et net d'Intentioun war, fir d'Konditioune weider ze verschäerfen. Duerfir ass am parlamentaresche Commentaire kloergestallt, datt weiderhin d'Commission consultative, déi mam Gesetz vun 2014 agefouert gouf, eng Interpretatiounsmarge huet, fir ebe festzestellen, ob et eng kënschtleresch Aktivitéit ass, déi priméiert, esou wéi dat eigentlech och soll sinn.

Dës Kloerstellung ass wichteg, well vill Intermittenten drop ugewise sinn, nieft hirer professioneller kënschtlerescher Aktivitéit nach niewelaanscht ze jobben, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mir sollten eis bewosst sinn, datt Intermittent du spectacle net nëmmen e Beruff ass, deen eng extrem Flexibilitéit viraussetzt, mä ganz dacks och e prekären ass, souwuel wat d'Rémunératioun ugeet, mä och wat d'Zukunftssécherheet, d'Planungssécherheet vun deene Leit ugeet. Vill Leit décidéieren duerfir, no Joren Erfahrung mat niddrege Léin an Insécuritéiten, wat d'Planung ugeet, en Niewenjob unzehuelen. Vill Intermittentë gi stonneweis Coursen a Conservatoiren, Musekschoulen, anerer ginn niewelaanscht an d'Gastronomie jobben, fir datt et um Enn vum Mount duergeet. Wuelverstanen och alles Leit - an ëmmer méi Leit - mat enger ofgeschlossener akademescher Ausbildung!

Et kéint een also dës kleng Episod einfach ad acta leeën, wann do hannendrun net awer fir vill Leit de batteren Nogeschmaach léich vun enger generaliséierter Méfiance vis-à-vis vun Intermittenten. Eppes, wat - den Här Wilmes huet et ugeschwat - eigentlech zënter dem Ufank vun den Diskussioune ronderëm d'Aféierung vum Kënschtlerstatut an deem vum Intermittent déi Diskussioune begleet huet.

Well d'Zuele weisen eigentlech de Géigendeel! D'Zuel vun de Bénéficiairë vun deene soziale Mesuren ass net explodéiert, wéi dat ëmmer erëm gefaart gouf, mä entsprécht héchstens a bescheidenem Mooss der Entwécklung an der Entfalung vun de kulturellen Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg.

Am Joer 2015, esou steet et am Rapport vum Ministère, waren et insgesamt 230 Leit, déi - cumuléiert, also Artisten an Intermittenten - Bénéficiaire ware vun deenen Hëllefen. Dogéint steet déi Zuel, déi d'Rapportrice, d'Madamm Bofferding, gesot huet vun 13.000 Leit, déi kënschtleresch aktiv sinn, eng Zuel, déi ech spontan e bëssen héich gegraff fannen. Mä op jidde Fall gesäit een dorunner, datt een an dësem Fall op jidde Fall net vun Abuse ka schwätzen, wann ee weess, datt et 230 Leit sinn, déi kënnen an de Genoss vun Hëllefen, sozialen Hëllefe kommen. An och, wann een dann d'Montantë kuckt, gesäit een, datt sech dat alles an engem ganz iwwerschaubare Beräich usidelt a sécherlech keen dovunner räich gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Den zweete Punkt vun der Gesetzesännerung, also d'Begrenzung vum CDD op 24 Méint, do ännert sech alt och erëm eng Kéier fir déi allermeeschten Intermittentë bal näischt, well déi mannsten iwwerhaapt en CDD hunn! A vun deenen, déi een hunn, ass kaum een, deem säi méi laang wéi 24 Méint geet, oder bis elo gaangen ass.

Déi allermeeschten Intermittentë schaffen näämlech op Basis vun engem Contrat d'entreprise oder engem Contrat de prestation de services, déi meeschtens relativ schwammeg formuléiert sinn an an deenen et kaum oder just minimal Standarde gëtt, zum Beispill wat d'Rémunératioun oder d'Aarbechtszäit ugeet. Dat kënnt net vun näischt, well en Intermittent an der Regel eben net ënnert déi allgemeng Schutzbestëmmunge vum Aarbechtsrecht fält, wéi dat bei Salariéen, also den CDDen de Fall ass.

Also, nieft enger maximaler Flexibilitéit, wat d'Horairen, d'Cacheten ugeet, huet de Patron, hunn d'Entreprisen - well eigentlech handelt et sech och bei Intermittenten ëm Patronen, déi se astellen - en anere gewaltege Virdeel: Si mussen näämlech keng Sozialofgabe bezuelen, doduerch datt d'Intermittentë Selbststänneger sinn. D'Cotisatioune ginn ausschliisslech vun den Intermittenten iwwerholl, also och d'Part-patronallen.

An Dir kënnt Iech jo sécher virstellen, datt ënner esou Bedéngungen déi allermannste Patronen, Entreprisen a Kulturinstitutiounen op normal Aarbechtsverträg, CDI oder och CDD, zréckgräifen. Well fir si ass et méi interessant, Leit ënner Prestation-de-services-Kontrakter anzestellen. An dat ass och de Fall, dorun ännert och dëst Gesetz näischt, leider näischt!

Anescht gesot: Jo, dëst Gesetz wäert den abusive Recours op CDDe bei Intermittentë begrenzen, mä et hëlleft awer och net allze vill, well déi allermannsten Intermittenten iwwerhaapt en CDD hunn. Eng wierklech aarbechtsrechtlech Reform misst de Statut vum Intermittent vill méi no bei dee vum Salarié réckelen, mat deene Schutzbestëmmungen an och mat Rechter, déi domadder verbonne sinn. Dat géif och der Realitéit um Terrain wesentlech méi entspriechen, well oft ass den Intermittent an enger Situatioun vun enger Schäinselbststännegkeet.

Dëst huet och, zu Recht, menge mer, d'Salariatskummer kritiséiert, souwuel am Avis vun 2014 iwwert d'Gesetz, wéi och elo nach eng Kéier iwwert dee Projet, déi Gesetzesännerung, mat där mer et hei ze dinn hunn.

En Ufank vun esou engem Rapprochement vum Intermittentstatut un dee vum Salarié wier, datt d'Entreprisen, d'Kulturbetriber d'Patronatscotisatioune vun der Sécurité sociale bezuelen, wat dem eigentlechen Aarbechtsrecht vill méi no wier, wéi och minimal Norme wat d'Aarbechtszäit, d'Nuetsaarbecht an de Minimalloun ugeet.

Am Géigenzuch gëtt et vun deene Patronatsorganisatiounen natierlech d'Fuerderung - an déi een och ënnerstëtze kéint - vun enger Reduzéierung vun der TVA op 3%, wat de Kulturhaiser an -institutiounen, Entreprisen entgéint géif kommen.

Här President, mir stëmmen dës Kéier dës Gesetzesännerung mat, och wa mer wëssen, datt et just e ganz minimalen a beschränkte Fortschrëtt ass. Mä mir stëmme se och mat, well mer mengen, datt d'Chamber an déi zwou Kommissiounen, d'Kulturkommissioun an d'Aarbechtskommissioun, hir Aarbecht gemaach hunn an datt mer e Feeler, deen an enger ursprünglecher Fassung dra war, e Mëssverständnis, wéi een et och ëmmer nenne wëllt, datt d'Chamberskommissiounen et fäerdegbruecht hunn, dat ze änneren an domadder et op jidde Fall kee Réckschrëtt ass. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Baum. An d'Wuert huet direkt den Här Statssekretär fir d'Affaires culturelles, den Här...

(Interruption)

Ah, den Här Aarbechtsminister, jo, kee Problem!

Prises de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Villmools Merci emol fir d'Éischt der Madamm Rapporteur fir hire Rapport an och alle Riedner, déi jo e ganz konstruktive Bäitrag geleescht hunn. Ech mengen, Dir hutt rappeléiert, datt d'Originn e Recours en manquement vun der Kommissioun ass. An ech brauch net op dat zréckzekommen, wat den Här Wilmes scho gesot huet, wou e mech zitéiert huet.

Mir hu probéiert, hei emol fir d'Éischt mat dem Secteur selwer, zesumme mat dem Ministère de la Culture, Léisungen ze fannen an engem komplexen Dossier effektiv, wéi dat och elo vum Här Baum beschriwwe ginn ass. Ech mengen, do war en enken Dialog och mat de Kulturschaffende selwer. Mir sinn ons alleguer bewosst, datt et keng räich, innovativ, kreativ Kulturzeen gëtt ouni Intermittents du spectacle. Dat ass en absolutte Must an enger Kulturzeen!

An dat Zweet ass, mir wëssen alleguerten, datt dat e ganz speziellen Job ass, dee vun engem Projet op deen anere geet, an duerfir ass natierlech déi Bedroung vun enger Prekaritéit ëmmer ganz präsent. Ech mengen trotz allem duerfir, datt initialement d'Iddi war, e Salariatsstatut ze kreéieren iwwer en CDD, wou d'Leit Sozialrechter hunn, wou Cotisatioune bezuelt ginn, wou och herno Rechter am Chômage opginn. Well d'Alternativ, Dir hutt et gesot, ass déi vum Selbststännegen. An de Selbststännegen huet eng manner grouss Protektioun, besonnesch muss e fir sech selwer opkommen, wat déi sozial Cotisatiounen ubelaangt. A besonnesch huet en e Problem dann, wann e kee Kontrakt huet, well da fält en zum Deel an e Vide.

Hei ass also ons Iddi, fir eben den CDD als eng gewësse Garantie duerzestellen. Bon, datt d'Kommissioun dat net esou gesinn huet, dat iwwerloossen ech Iech selwer, fir dat ze jugéieren.

Mir hunn elo eng Léisung fonnt, déi eigentlech jo kompatibel ass mat deem Uerteel, dat mer mussen ëmsetzen - do hu mer kee Choix, mir mussen dat Uerteel respektéieren **-,** an dat ass eben, den CDD ze halen, als Alternativ, soen ech nach eemol, zur Selbststännegkeet, déi oft eng Schäinselbststännegkeet ass. Awer mir soen, datt bannent deem CDD vu 24 Méint een zwar kann eng Rei Erneierunge bréngen, mä datt no 24 Méint mat deem Kontrakt dann definitiv Schluss ass an een net ëmmer erëm nei CDDe kann opbauen; dat, wat d'Kommissioun ons jo gefrot huet.

Mä ech wëll, wat de Statut selwer ugeet - ech mengen, dat ass eng essenziell Fro -, duerfir mengem Kolleeg aus der Regierung d'Méiglechkeet ginn, och do ze soen, wat mer do geännert hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister. Da maache mer dat esou, wéi hien dat proposéiert. Dann huet den Här Statssekretär an der Kultur d'Wuert.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt op alle Fall direkt der Rapportrice e grousse Merci ausdrécken. Hire Rapport war extrem komplett, et hätt ee bal näischt méi derbäizefügen, och alles, wat d'Intervenantë gesot hunn, an och, wat de Kolleeg aus der Regierung, den Nicolas Schmit, gesot huet.

Jo, et ass eben esou, mir hunn eis misse konformëieren zu deem Uerteel vun dem Europäesche Geriichtshaff. Mir hunn also d'Definitioun vun dem Intermittent du spectacle wierklech méi prezis gemaach, andeems mer soen, dass een haaptsächlech temporaire an individuelle Projeten, an zäitlech begrenzte Projete kann, wéi gesot, Aktivitéiten hunn.

Wat natierlech och wichteg ass, dat ass, dass mer och mat aféieren, dass eng Annex, eng accessoire Aktivitéit ka stattfanne säitens vun dem Intermittent du spectacle. Natierlech däerf déi accessoire Aktivitéit net méi grouss a méi laang si wéi déi eigentlech artistesch Aktivitéit. Dat ass dat Eenzegt, wou ee muss, wéi gesot, drop oppassen.

Wat fir mech och wichteg ass, dat ass, dass mer de ganze Secteur consultéiert hunn a mam Secteur zesummen dee Gesetzesprojet ausgeschafft hunn.

Ech géif mengen, et wär schonn eng Verbesserung fir d'Intermittents du spectacle. Den Här Baum huet suggeréiert, dass een dat nach eng Kéier kéint aneschters ugoen. Ech huelen dat op alle Fall mat. Mir wäerten dat och analyséieren. Mä ech mengen, fir de Moment géife mer den Intermittents du spectacle hei eng gewësse Stabilitéit ginn. A mir brauche se, dofir ass et och wichteg, datt se am Aarbechtsrecht och propper dostinn. An ech wier wierklech frou, wann d'Chamber kéint dee Projet hei unhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statssekretär. An da kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6979 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6979 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Jo-Stëmmen, domat ass de Projet de loi unanime ugeholl.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Dat ass jo schéin.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6993, eng Konventioun iwwert den archeologesche Patrimoine. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Bauler.

10. 6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette

Rapport de la Commission de la Culture

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Lëtzebuerger Buedem ass räich un archeologesche Fëllementer, Iwwerreschter a Schätz. Dat geet vu Mënzen, Spéngelen a Poterien iwwer Skeletter bis hin zu Fresken a gutt erhalene Grondmaueren. Si sinn Zeien aus enger Zäit, déi wäit vun eis ewech läit, Zeien aus der fréier Neizäit, aus dem Mëttelalter a virun allem aus der Period vun de Franken, de Merowinger, de Réimer a souguer, fir nach méi déif an d'Geschicht erofzegoen, de Kelten.

Nach viru Kuerzem goufen zu Housen 15 Griewer aus der Réimerzäit entdeckt, dem éischten an zweete Jorhonnert no Christus, dëst op enger Plaz, wou keen et eigentlech direkt geduecht hat.

Vestigen aus der Antiquitéit, dem Mëttelalter an der Neizäit sinn deemno ëmmer nees fir eng Iwwerraschung gutt. Denke mer un d'Kierchen um Knuedeler an un d'Kapell um Glacis, un d'Villae vun Iechternach, Bartreng, Dikrech oder Viichten mat hire bekannte Mosaicken oder un de réimeschen a spéider fränkesche Site zu Kierchen, also Basbellain - op Laténgesch: Belsonancum -, an der landschaftlech schéiner an ofwiess-

lungsräicher Gemeng Ëlwen, wou op réimesche Fëllementer...

(Brouhaha général)

...e merowingesche Stützpunkt am sechste Jorhonnert entstanen ass, op deem sech de Kinnek Childebert II., en direkten Nokomme vum legendäre Chlodwig, mat senger Mamm Brunichild, iwwregens déi éischt Kinnigin vu Frankräich, Ufank Oktober 585 sollen opgehalen hunn an do zu Geriicht souzen, wéi aus der Chronik vum Gregor vun Tours ervirgeet. De Site ronderëm de Kierchener Kierfent an d'Kierch aus dem 19. Jorhonnert berouen op dëse Fëllementer aus fréichrëschtlecher a merowingescher Zäit.

D'Villa zu Schieren ass elo a rezenter Zäit d'Resultat vu bedeitenden Ausgruewungen hei am Land, sinn dach zu Schieren souwuel d'Villa u sech, déi sougenannt „pars urbana", wéi och déi landwirtschaftlech Partie, „pars rustica", erhalen. Och ass d'Schierener Villa besser erhale wéi déi vun Iechternach an huet grouss Fresken opzeweisen. Alleng um Territoire vun der Géigend ronderëm Dikrech wieren nach eppes méi wéi 100 archeologesch Sitte vum staatlechen Archeologiezentrum repertoriéiert ginn.

Här President, mat dem virleiende Gesetzesprojet gëtt déi europäesch Konventioun iwwert de Schutz vum archeologesche Patrimoine guttgeheescht, déi zanter dem 16. Januar 1992 zu La Valette läit, fir ënnerschriwwen ze ginn. Si gouf och op deem Dag vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen, mä si ass bis haut net ratifizéiert ginn.

Déi aktuell Gesetzgebung gesäit bestëmmten Dispositiounen, déi de Schutz vum archeologesche Patrimoine uginn, vir, virun allem d'Verflichtung, fir ze informéieren, wann eng archeologesch Entdeckung gemaach gëtt, wéi awer och d'Méiglechkeet vun der juristescher Protektioun iwwert de Wee vun enger Klasséierung.

Si gesäit och e System vun Autorisatioune vir, wann et ëm Ausgruewungen an ëm d'Exportatioun vun Objete geet. Dëse Kader ass awer ongenügend, well en net déi international an europäesch Standarde berücksichtegt.

D'Konventioun vu La Valette dréit der Entwécklung vun de landesplaneresche Politicken an den europäesche Länner Rechnung, fir soumat e passende Schutz vum archeologesche Patrimoine ze garantéieren. Dësen ass e wesentlecht Element, wann et ëm d'Wëssen iwwer vergaangen Zivilisatioune geet.

Déi wichteg Ajoutte vun der Konventioun si folgend:

1. D'Konventioun féiert eng Definitioun an eis Gesetzgebung an, wat ee genee ënner archeologeschem Patrimoine ze verstoen huet. Och aner Notioune ginn agefouert, wéi zum Beispill d'Verwaltung vum Inventar vum archeologesche Patrimoine, d'Noutwendegkeet vun enger prealabeler Geneemegung, déi ee muss hunn, fir Metalldetekteren anzesetzen. Och gëtt de Prinzip vun der finanzieller Ënnerstëtzung duerch d'éffentlech Hand am Kontext vun der archeologescher Fuerschung verankert.

2. D'Konzept vun der integréierter Konservéierung steet am Artikel 5 vun der Konventioun an dierft wuel dee Prinzip sinn, deen am innovatiivsten ass. Et geet drëm, déi respektiv Bedürfnisser vun der Archeologie an déi vun der Landesplanung mateneen an Aklang ze bréngen, dëst andeem drop opgepasst gëtt, datt d'Archeologe sech un de Landesplanungspoliticke bedeelegen, soudatt et och zu enger systematescher Konsultéierung tëscht Archeologen, Urbanisten an ebe Landesplaner kënnt. Nëmmen esou kann een Ännerunge vun de Pläng virhuelen, déi den archeologesche Patrimoine keinte beschiedegen.

3. Fir d'Studien an d'Verbreedung vum Wëssen iwwer archeologesch Entdeckungen ze vereinfachen, huet d'Konventioun eng Rei Dispositiounen, déi d'Verbreedung vun der Informatioun an d'Sensibiliséierung vum grand Public, vun der Éffentlechkeet, uginn. Lëtzebuerg engagéiert sech, fir Enquêten, Inventairen an d'Kartografie vun den archeologesche Sitten ze verwierklechen an ze aktualiséieren, an awer och den Zougang vum grousse Public zum archeologesche Patrimoine vum Land ze förderen.

Doriwwer eraus gesäit d'Konventioun Regele vir, déi der illegaler Zirkulatioun vun Elementer aus dem archeologesche Patrimoine virbeugen. Dëst ënner anerem duerch den Austausch vun Informatiounen iwwer illegal Ausgruewungen, en Austausch, dee sech tëscht de kompetente Verwaltungen an de wëssenschaftlechen Institutioune maache soll.

Här President, andeem Lëtzebuerg dës Konventioun ratifizéiert, erkennt eist Parlament un, datt den archeologesche Patrimoine vun Europa, dee jo e wichtegen Zeie vun eiser Kulturgeschicht, jo, eiser Zivilisatioun ass, bedrot ass an datt e riskéiert, sech ze degradéieren. Eist Land engagéiert sech soumat, fir all Moossnamen an d'Wee ze leeden, déi derzou bäidroen, eisen archeologesche Patrimonium ze schützen.

D'Konventioun vu Valletta dréit derzou bäi, datt och déi nächst Generatiounen d'Vergaangenheet besser verstinn, datt d'Bierger fir eisen archeologesche Patrimoine sensibiliséiert ginn an dësen net d'Affer vu rengem Profittdenken an illegalem Handel gëtt.

Ech soen dem Statssekretär an alle Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech vernäipe mech virun de Leeschtungen an dem Engagement vun de Spezialiste vum Centre national de recherche archéologique ronderëm den Här Foni Le Brun a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir Är Opmierksamkeet zu dësem dach, denken ech, awer ganz wichtegen Dossier am Kulturberäich. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Sinn ech awer agedroen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Hei schéngt en Iertum geschitt ze sinn. Hei steet „Martine Hansen".

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Ah, nee!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir sidd awer ganz kloer d'Martine Mergen.

(Hilarité)

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Jo. Villmools Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun onser Fraktioun wéilt ech fir d'Éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat entbënnt mech dovunner, am Detail op den Text vum Gesetz anzegoen. En huet och schonn all déi vill schéi Beispiller bruecht, déi ech mer dann elo ka spueren.

Erlaabt mer awer, a mengem éischten Deel op d'Suitte vum Gesetz anzegoen an an engem zweeten Deel d'Gesetz an en allgemenge Kontext vum Schutz vun den Zeien aus der Vergaangenheet hei am Land ze setzen. Déi eng vun dësen Zeie gesi mer all Dag. An deem Zesummenhang hu mer virun enger Rei Méint d'Konventioun vu Granada ratifizéiert. Dat Gesetz ass zoustänneg fir den Denkmalschutz iwwert dem Buedem. Elo behandele mer d'Archeologie, also den Denkmalschutz ënnert dem Buedem. Dës Vestigë gesi mer also net, a fir se ze fannen, musse mer se sichen.

D'Konventioun vu Valletta war vu Lëtzebuerg als ee vun deenen éischte Signatairen 1992 ënnerschriwwe ginn an no véier Ratifikatiounen ass se 1995 a Kraaft getrueden. Elo ass et un ons, fir se och ze ratifizéieren.

Onst Land verfüügt, situéiert am Mëttelpunkt vun Europa, iwwer eng Onmass Zeien aus verschiddenen Epochen, iwwer Vestigen aus deene verschiddensten historesche Perioden. Verschiddener hu mer scho fonnt. Et gëtt der sécher awer nach ganz vill; et gëtt geschat, dass bis elo 20% vun deene Vestigë bekannt sinn.

Dat hu mer ëmmer erëm missen an der Vergaangenheet feststellen, wann ee bei Bauprojeten iwwerraschend op eppes gestouss ass, wat et derwäert geschéngt huet, ënnersicht, repertoriéiert an inventoriéiert ze ginn. Dat ass op d'mannst an deene Fäll gewiescht, wou e Bauhär sech fir esou Saachen interesséiert huet, a souwisou bei éffentleche Projeten. Dat huet awer och oft derzou gefouert, dass wichteg Projete fir onst Land retardéiert goufen.

Mir nennen dat dann elo „archéologie de sauvetage". An ech wëll net op d'Fro agoen, wann een de Landschaftsverbrauch an de leschte Jore kuckt, ob mer net och eng Rei Saache mat ëmgebaggert hunn, ouni et ze wëssen.

Mir musse feststellen, dass onsen Outillage juridique am Moment nach net duergeet; dat huet de Rapporteur scho gesot. Et gëtt eng Obligation d'information, d'Méiglechkeet, fir Objeten ze klasséieren, an et gëtt eng Prozedur, fir Fouillen unzefroen an Immobilier (veuillez lire: an Objets mobiliers) ze exportéieren. Dat ass awer net komplett, sou wéi de Rapporteur et schonn duergeluecht huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass elo eriwwer! Vu muer u gëtt an onsem Land Archéologie préventive gemaach. Nei ass an dësem Projet, dass mer emol eng Definitioun kréien. Et geet net nëmmen ëm d'Objete selwer, mä och ëm Zeien, déi op déi eng oder aner Manéier eng Ausso amstand sinn ze maachen iwwer ons Vergaangenheet. Dat kënnen dann och den Entourage an de Kontext sinn, an deenen dës Objete fonnt ginn.

Dësem Gesetz no si mer obligéiert, en Inventaire vun onsem Patrimoine ze maachen, an zwar um ganzen Territoire, wou mer bis elo nëmmen een hunn, wou dat agedroen ass, wat méi oder wéineger zoufälleg fonnt ginn ass.

Mir entdecken och hei de Begréff vun der „integréierter Konservatioun" vum archeologesche Patrimoine. An elo gëtt et da richteg spannend:

- Mir engagéieren ons éischtens, d'Besoine vun der Archeologie mat deene vun der territorialer Planifikatioun ze conciliéieren; domadder gëtt d'Archeologie quasi op een Niveau gesat mam Ëmweltschutz.

- Mir engagéieren ons och fir e systemateschen Dialog tëscht Archeologen a Landschaftsplaner, dass eventuell widderspréchlech Pläng kënnen am Interessi vum Patrimoine ugepasst ginn,

- an drëttens, dass schlussendlech, wa machbar, eng Erhalung op der Fondplaz selwer garantéiert gëtt.

Och wann een am Exposé des motifs verschidde Beispiller fir eng Approche vu preventiver Archeologie fënnt, déi elo scho plazeweis applizéiert gëtt - de Rapporteur huet schonn déi Chantieren, déi de Moment hei an der Stad lafen, genannt -, bedeit dat Gesetz hei, dass an onsem Land an Zukunft näischt méi gebaut gëtt, wann net virdrun diagnostesch Sondagë gemaach gi sinn.

Dës Sondagë sollen op eng technesch Manéier, sou steet et am Commentaire des articles, ongeféier 10% vun engem ze bebauenden Terrain ënnersichen, fir eventuell präsent Vestigen ze fannen an ze evaluéieren. D'Sondagë sollen am Virfeld vun enger Bebauung gemaach ginn an domadder ebe verhënneren, dass herno en catastrophe musse Rettungsaktioune gemaach ginn, déi net nëmmen heiansdo e groussen Zäitverloscht - dat hunn ech scho gesot - bedeiten, mä déi och vill Käschten no sech zéien.

De Projet an d'Commentairë sinn heiriwwer ganz optimistesch. Dës Mesurë sollen - oder sollten - Zäit a Käschte spueren. „Die Botschaft hör ich wohl, allein mir fehlt der Glaube." Mir vergläiche jo hei eng Istsituatioun, wou op eng „opportunistic" - am englesche Sënn vum Wuert -, op eng opportunistesch Aart a Weis hei an do emol eppes fonnt gëtt, mat enger neier Situatioun, wou dëst Gesetz muss iwwerall ëmgesat ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt dann hei emol drun erënneren, dass ons Regierung déi lescht Wochen eng Debatt iwwer e qualitativt Wuesstum fir onst Land entaméiert huet. Dëst Gesetz wäert sécher missen an d'Considératioune vun onse Stied- a Landschaftsplaner integréiert ginn.

Ech erënneren och nach eemol drun, mat welleche Problemer d'Gemengen elo scho kämpfen, fir hir PAGen an hir SUPen - strategesch Ëmweltprüfungen; Dir kennt de Begréff alleguer - ënnerdaach ze kréien.

An ech ginn dann emol dovunner aus, dass den archeologesche Package sech wäert hei droppraffen. Domat si mer bis zu engem gewëssenen Deel net d'accord, well mir gär géife wëssen, aus wellechem Dëppen déi Moyene kommen, déi am Artikel 6, deen de Rapporteur zitéiert huet, ugeschwat ginn. Wie muss fir dës zousätzlech Käschten opkommen? Den Artikel 6 seet näämlech lapidar, dass de Stat - „les États parties" - déi finanziell a materiell Moyene muss virgesinn, déi hei gebraucht ginn.

Am Kloertext: Zurzäit besteet e Flou, wien ënner wat fir enge Konditiounen an Délaien dës Fouillë mécht. Fir d'CSV ass de Prinzip vun de Fouillë selbstverständlech okay, wann de Stat d'Planifikatioun, d'Realisatioun an de Finanzement iwwerhélt.

Elo hu mer ons e bëssen de Budget vum nächste Joer ugekuckt - an der Kulturkommissioun hate mer en nach net duerchgeholl - a mir gesinn, dass de Posten «Recherches historiques et travaux de caractère archéologique» fir 2017 sensiblement déi nämlecht Montanten opweist wéi d'Konten 2015. Et ass jo dann och normal, well hei geet et jo ëm d'Fouilles d'urgence - där wäerte mer jo da keng méi brauchen -, dass de Posten «Recherches et travaux de caractère archéologique» ëm ongeféier 17% an d'Luucht geet an d'Frais de fonctionnement vum CNRA sech verduebele vum Joer 2016 op d'Joer 2017.

Ech froen Iech awer, Kolleeginnen a Kolleegen: „Soll dat wierklech duergoen, fir dëst Gesetz och an d'Praxis ëmzesetzen?" Mir stelle fest, dass dëst Gesetz Gefor leeft, wéi verschidde vu sengen äänleche Virgänger, zwar gestëmmt ze sinn, dass et awer jiddefalls mat dëse puer Euroen net wäert ëmgesat kënne ginn. D'CSV ass awer der Meenung, dass d'Ëmsetze vun esou enger Konventioun essenziell ass. Ratifizéiere geet net duer!

Doraus ergi sech e puer méi prinzipiell Froen:

1. D'Regierung versprécht säit Joren eng nei Administration du patrimoine culturel, déi sech souwuel sollt mam Schutz vum Patrimoine wéi och mat der Archeologie befaassen. Si sollt also d'Kompetenze vum jëtzege Service des sites et monuments an déi vum CNRA ënner engem Daach vereenegen. Dat géif d'Archeologie ganz kloer däitlech opwäerten. Et ass awer bis elo näischt geschitt. Ausser dësen Numm, dee mer kennen, wësse mer soss näischt iwwert dëse Projet.

„Ass d'Regierung dann elo der Meenung, dass déi Organisatiounsform, sou wéi se bis elo war, besser ass", froe mer ons - déi ass vu fréiere Regierungen ënner CSV-Lead entstanen -, „oder wëlli mécht se aus dësen Absichtserklärungen Neel mat Käpp?"

2. Den „ceterum censeo" an der Kulturkommissioun ass säit Joren d'Gesetz iwwert d'Protektioun an d'Erhale vum kulturelle Patrimoine. Dee Projet ass de 17. Oktober am Joer 2000 vun der deemoleger Kulturministesch Erna Hennicot deponéiert ginn, fir déi, déi sech däers net erënneren; souguer ech war dunn nach net an der Chamber. Ech war nom Fred Sunnen 2009 neie Rapporteur genannt ginn a stinn och haut nach op dem Rôle.

Et ass vun der Oppositioun an der Vergaangenheet ëmmer bemängelt ginn, dass mer dat Gesetz esou laang schleefe gelooss hunn. Dunn huet d'Madamm Nagel 2015 éffentlech eng Neifaassung vum Projet versprach: fir de Juli, duerno fir de September, du fir de leschte Wanter a schliisslech nach eemol kuerz ier se zréckgetrueden ass.

Den Här Arendt huet dëst Gesetz seng „wichtegst Prioritéit" genannt, zesumme mam Gesetz iwwert den Archivage. Dëst Fréijoer sot en, et géif intensiv dru geschafft ginn. Mir froen ons also, Här President: Wou ass et dann? Et geet net nëmmen Zäit verluer, mä an dësem Fall och Kulturierwen.

3. Et gouf, fir dat Gesetz ze erschaffen, am Joer 2014 eng Aarbechtsgrupp gegrënnt. Doranner ware Vertrieder aus Ministèren, dem Syvicol, der Uni Lëtzebuerg a vun Denkmalschutzorganisatiounen. Dës Kommissioun war 15-mol zesummen an et soll do vill geschafft gi sinn. Et gëtt och Rapporten iwwert dës Sëtzungen. D'Virgängerin vum jëtzege Kulturminister huet sech selwer vill gelueft iwwert d'Transparenz an d'Participatiounsprinzipien, déi hei an d'Praxis ëmgesat sollte ginn. Säithier ass awer Funkstille an et gëtt keen Abschlussbericht vun där Aarbechtsgrupp.

Et ass also vill Energie an Zäit opgewannt ginn, fir zu wellechem Resultat ze kommen? Mir wëssen et net. Mir géifen awer den Här Kulturminister gären eemol an der Kommissioun zu dësem Sujet héieren; mir géife gär d'Konklusiounen aus dësem Aarbechtsgrupp kennen!

Et geet drëm, Äntwerten op folgend Froen ze kréien: Wéini kritt dëst Land en Inventaire vu sämtleche Kulturgidder? Wéi gesinn d'Prozeduren aus fir d'Protektioun? Wéi soll d'Zesummenaarbecht mat deenen anere concernéierte Ministèren ausgesinn?

4. De CNRA huet bis elo keen Zougang zu de relevante Kommissiounen am Ministère de l'Intérieur. Wéi soll een also deen Échange, deen hei préconiséiert gëtt, realiséieren, wann de Kontakt net do ass? „Ass den Innenministère mat dësem Problem befaasst?", froe mer ons.

5. Och am Här Bausch sengem MDDI, deen zoustänneg ass fir den Aménagement du territoire, wier et eminent wichteg, dass de CNRA géif matabezu ginn. Wéi soss soll en exhaustive Repertoire vun den archeologesche Sitten entstoen?

6. Mir gesinn also: Et kënnt eng ganz schéi Mass Aarbecht op de CNRA duer. An dofir froe mer ons, ob dëse Service, souguer wann de Budget fir d'nächst Joer verduebelt gëtt, personalméisseg genuch étofféiert ass, fir dës Aufgaben ze erfëllen. Mir mengen net. Mir menge villméi, dass mer elo hei dës Konventioun ratifizéieren, mä dass d'Ëmsetzung vum Gesetz esou net wäert méiglech sinn.

Aus dëser Ursaach géif ech hei wëllen eng Motioun presentéieren, Här President, wou mer an de Prämissen dat soen, wat ech elo grad gesot hunn a wou mer d'Regierung invitéieren:

«- à s'assurer que les moyens matériels et humains nécessaires soient mis à disposition afin que la mise en pratique de ladite Convention puisse être à la hauteur de sa mission de protection du patrimoine archéologique;

- à s'assurer de même que la mise en pratique n'alourdisse pas les procédures dans le cadre de projets d'aménagement».

Ech ginn Iech heimadder dës Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 1

concernant l'application de la Convention européenne pour la protection archéologique

La Chambre des Députés,

- considérant la richesse archéologique présente dans le sous-sol du Grand-Duché de Luxembourg,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

témoin des différentes époques historiques et préhistoriques de notre pays;

- rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a signé la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique à La Valette le 16 janvier 1992;

- considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi (n° 6993) portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette, notre législation actuelle prévoit d'ores et déjà un grand nombre de dispositions concernant la protection du patrimoine archéologique, avec notamment l'obligation d'information en cas de découverte archéologique et la possibilité de protection juridique par voie de classement, de même qu'un système d'autorisation de fouilles et d'exportation d'objets mobiliers;

- considérant que, d'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le nouveau concept de conservation intégrée apporte non seulement une sécurité juridique mais également un gain de temps et d'énergie non négligeable alors que l'élément «archéologie» est pris en compte dès le début du projet d'aménagement;

- considérant que ladite Convention confère de nouvelles missions au Centre national de recherche archéologique dans le cadre de la planification dans les politiques d'aménagement du territoire;

- considérant que le Centre national de recherche archéologique compte actuellement 15 personnes, dont 12 archéologues;

- considérant que l'article 6 du projet de loi sous rubrique portant sur le financement de la recherche et la conservation archéologique prévoit que chaque partie s'engage à prévoir un soutien financier à la recherche archéologique par les pouvoirs publics (…) et à accroître les moyens matériels de l'archéologie préventive (…);

- saluant finalement les principes et les objectifs de ladite Convention, tout en rappelant qu'une mise en pratique efficace et réussie de celle-ci n'est cependant guère envisageable par les moyens prévus actuellement dans le projet de budget de l'exercice 2017;

invite le Gouvernement

- à s'assurer que les moyens matériels et humains nécessaires soient mis à disposition afin que la mise en pratique de ladite Convention puisse être à la hauteur de sa mission de protection du patrimoine archéologique;

- à s'assurer de même que la mise en pratique n'alourdisse pas les procédures dans le cadre de projets d'aménagement.

(s.) Mme Martine Mergen, Mme Diane Adehm, M. Marc Lies, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Mir hunn dofir laang diskutéiert, ob mer esou eng eidel Hüls kéinte matdroen. Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, mir sinn der Meenung, dass d'Konventioun vu Valletta eng gutt Saach ass, soss hätte mer se deemools och net ënnerschriwwen. Dofir, an nëmmen dofir ginn ech haut am Numm vun onser Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Da sidd Iech konsequent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Franz Fayot, deen och scho prett ass.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, de Kolleeg André Bauler huet a sengem gudden - an dëser Matière kann ee roueg soen: fouilléierten an éruditen - Rapport scho munches gesot, soudass ech mech kann op e puer Punkten a menger Interventioun konzentréieren.

Ech géif gären ufänke mat engem kuerzen Zitat; et staamt vum Här Le Brun, dem Direkter vum CNRA, an et kënnt aus engem Artikel vum Josée Hansen am „Land" vum 8. Juli dëst Joer. Hie seet do Folgendes iwwert d'Archeologie: «C'est un enjeu de société, c'est notre patrimoine collectif. En une génération un cinquième de la surface du pays est aménagée - entraînant, si on ne fait rien, des destructions irrémédiables du patrimoine.»

De Patrimoine huet dat ëmmer esou u sech - och de Patrimoine bâti -, wann e bis zerstéiert ass, wann e bis fort ass, dass en da verluer ass fir kommend Generatiounen.

Wéi räich eise Buedem un archeologesche Schätz ass, dorun ass och scho vu viregte Riedner hei erënnert ginn an dat ass och an der Kulturkommissioun diskutéiert ginn. Et ass de Chiffer genannt gi vu 6.000 erfaasste Sitten an am Ganze gëtt geschat, dass ronn 25.000 archeologesch Sitten an eisem Sous-sol sinn. Dat si ronn 20% vun eisem Territoire, déi concernéiert si vun der Archeologie.

Dat ass wäit méi wéi d'europäesch Moyenne, an et ass dofir schonn e bëssen an enger gewëssener Schimmegkeet, wou ee muss feststellen, dass mer esou laang gebraucht hunn, fir dës Konventioun vu La Valette vun 1992 bei eis ze ratifizéieren. Et ass ëmsou méi schued, well mer an engem Land sinn, wat schnell wiisst, wat iwwer Joren, Jorzéngte gewuess ass an nach ëmmer wiisst. Mir sinn effektiv mëtten an enger Wuesstumsdebatt dran a mir sinn, wéi gesot, e Land, wat weiderhi wiisst. An dofir ass déi Archeologie esou e wichtege Sujet, well et effektiv jo wichteg ass, dat ze erfaassen, wat verschwënnt a wat fir kommend Generatiounen net méi do ass, wa mer et net uerdentlech erfaassen a valoriséieren.

De Constat vum Här Le Brun ënnerschreiwe mer als LSAP also mat zwou Hänn. Et ass héich Zäit, dass mer handelen an och den Archeologen déi néideg Moyenen an Instrumenter ginn, fir eng effikass Bestandsopnam a Valoriséierung vun eisem archeologesche Räichtum ze maachen, déi esou wichteg ass fir d'Verständnis vun eiser Geschicht.

Mir freeën eis also doriwwer, dass mer haut am Beräich vum Denkmalschutz fir d'zweete Kéier an engem Joer eng wichteg international Konventioun hei ratifizéieren. An ech géif gären dem Kulturminister, dem Statssekretär an och senger Équipe e grousse Merci soen an e grousse Luef ausschwätzen, well dës Regierung huet dat gemaach, wat viregt Regierungen net gemaach hunn: Si huet 25 Joer no der Ennerschrëft dës Konventioun vu La Valette bei eis ratifizéiert an domat de Grondsteen geluecht fir eng méi modern an eng besser Legislatioun am Beräich vun der Archeologie.

Här President, wéi de Statsrot huet och de François Dessailles a sengem Rapport vun 2013 op dee Retard bei der Emsetzung vun internationale Konventiounen higewisen. En huet d'Fro opgeworf, ob dëse Retard net och vläicht mat engem Manktem u Wëlle vum Stat ze dinn hätt, fir sech international ze engagéieren. Dat huet sécher och matgespillt an der Vergaangenheet als ee vun de Grënn, firwat d'Ratifizéierung vun dëser Konventioun wéi och vun där vu Granada esou laang op sech waarde gelooss huet.

Mir begréissen dofir och, dass d'Kulturkommissioun beschloss huet ze froen, fir eng Lëscht opstellen ze loosse vun all den internationale Konventiounen am Beräich vun der Kultur, déi Lëtzebuerg nach net ratifizéiert huet, a mir hoffen, dass mer dës Lëscht esou schnell wéi méiglech kréien. Mat der Konventioun vu La Valette gi mer eis e Kader, fir d'Entdeckung vun eisem vasten archeologesche Patrimoine a beschtméiglech Konditiounen ze maachen, souwuel juristesch wéi och konform mat internationale Standarden.

E ganz wichtegt Instrument vun dëser Konventioun, dat ass och scho gesot gi vum Martine Mergen, ass an deem Sënn den Artikel 5, dee fuerdert, dass d'Länner de Schutz vum Patrimoine archéologique an hir urbanistesch a landesplaneresch Politik matabannen, dat virun allem andeem all déi concernéiert Akteure sech consultéieren an andeem si archeologesch Inventairen opstellen. Esou fërdere mer déi preventiv Archeologie, déi virun engem Chantier stattfënnt, contrairement zu der sougenannter Archéologie de sauvetage, wann de Bau schonn amgaang ass an Deeler vun deenen entdeckte Vestigen oft schonn zerstéiert sinn.

Dës Archéologie de sauvetage, wou de CNRA Pompjee spillt, ass eng depasséiert Archeologie, an et ass justement déi, déi am Gesetz vun 1966 virgesinn ass, vun där mer wëssen, dass se net fonctionnéiert an, au contraire, eng deier Archeologie ass an e Facteur ass vu Retard an der Realisatioun vun de Projeten.

Ech wéilt och op dëser Plaz, wéi verschidde vu menge Virriedner, dovunner profitéieren, fir dem CNRA e Luef auszeschwätzen an ze félicitéieren, well de Centre net op d'Ratifizéierung vun der Convention de La Valette gewaart huet, fir dës preventiv Archeologie ze praktizéieren, a scho säit enger Partie Jore preventiv schafft, zum Beispill um Site vum Ban de Gasperich.

Wéi vill besser a méi präiswäert dës preventiv Archeologie ass, konnte mer och diskutéieren an der Kulturkommissioun. Déi Fouilles de sondage, op deenen dës Method baséiert, kaschten een Euro de Meter carré a si sinn eng Method, déi et erlaabt, duerch ebe Sondagë festzestellen, ob eppes do ass, an dat dann och uerdentlech ze erfaassen.

Et ass effektiv och eng Fro vu Finanzéierung hei: Finanzéierung duerch de Secteur public oder duerch de Secteur privé? An dat ass vläicht e Punkt, op deen de Statssekretär kann agoen a senger Interventioun, a wat fir enger Mesure mer do virukomm sinn. Et ass gewosst, dass dat eng Mesure ass, déi am Zukunftspak war, ënnert der Nummer 41 mengen ech, fir eng Kofinanzéierung vun dëse Mesuren duerch de Secteur privé, duerch also d'Promoteuren, wa se bauen, fir d'Bauhäre matzekréien. An ech wollt froen, ob dat eng Mesure ass, déi schonn ëmgesat ass, oder ob déi en passe ass ëmgesat ze ginn.

D'Konventioun gesäit do dernieft och nach eng ganz Rei aner wichteg Moossname vir, wéi zum Beispill den Accès vum Public zu de Sitten, souwäit e méiglech ass, an och d'Sensibiliséierung vun de Leit. Ech hat dat scho bei der Adoptioun vum Granada-Gesetz gesot am Februar dëst Joer: An eisen Aen ass d'Sensibiliséierung an d'Éducatioun an dësem Beräich ganz wichteg a mir begréissen dat, dass dat an dëser Convention de La Valette och en Thema ass. A mir hoffen, dass dat am Partenariat - do ginn ech dovunner aus - mam Éducatiounsministère vläicht och nach an Zukunft méi ausgebaut gëtt. Et gi jo scho munch Efforte gemaach an dësem Beräich, mä ech mengen, hei kann ee sécher nach méi maachen.

Eng weider wichteg Moossnam ass d'Preventioun vun net autoriséierte Fouillen an den Détournement vun Objeten. An deem Beräich schreift d'Konventioun eng besser a méi strukturéiert Zesummenaarbecht mat auslänneschen Autoritéite vir.

Här President, wéi de Statsrot ganz richteg schreift a sengem Avis iwwert dëse Gesetzesprojet - an och dat ass scho gesot gi vu viregte Riedner -, mussen d'Instrumenter, déi dës Konventioun virschreift, a Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn. Déi Emsetzung soll am Kader vun der Reform vum Denkmalschutz geschéien, der Loi sur le patrimoine culturel.

An deem Kontext ass et eis wichteg, dass mer, wéi säin Direkter dat och virschléit, dem CNRA méi Autonomie a méi Moyene ginn, fir seng Aarbecht ze maachen. An enger Dageszeitung vun haut, dem „Quotidien", ass ze liesen, dass de CNRA - an ech mengen, dat ass och gesot ginn an der Kulturkommissioun - Fouillen op engen 30 Sitte pro Joer duerchféiert, duerchféiere ka mat sengem Budget a mat senge Moyene vun haut, wou dat der eigentlech idealerweis 50 sollte sinn.

De CNRA kéint dann och nach vun europäesche Subventioune profitéieren, wann en onofhängeg wier an net méi am Kader vum Musée national d'histoire et d'art agebonne wier. Mir mussen natierlech och an deem Kontext iwwert de Finanzement vum CNRA nodenken an den néidege Budget virgesinn, fir de Schutz vun eisem archeologesche Patrimoine ze garantéieren.

Här President, ech hunn dat och schonn am Kader vun der Granada-Konventioun gesot: Et ass wesentlech, dass mer dat neit Denkmalschutzgesetz op den Instanzewee bréngen. Ech weess, an dat ass och elo vum Martine Mergen nach eng Kéier gesot ginn an dorun erënnert ginn, d'Virgeschicht vun deem Projet. Et ass jo scho vill dru geschafft ginn. An ech mengen, och dat ass eppes, wat dem Kulturministère héich unzerechnen ass, dass en déi Aarbecht gemaach huet!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et ass eng Viraarbecht gemaach ginn. Et sinn Assises du patrimoine gemaach ginn. Et ass e Groupe de travail gemaach gi fir dësen dach awer zimlech mëssgléckte Chantier, wou déi viregt Regierung et net fäerdegbruecht huet, dee Projet de loi vun 2000 op en Enn ze bréngen, och sécher ënner munche Pressiounen, a wirtschaftleche Pressiounen. Den Denkmalschutz ass och dowéinst, mengen ech, bei eis am Land ni esou seriö geholl ginn, well en eben och géint eng Rei wirtschaftlech Intérête geet!

An ech mengen, dass de Kulturministère an dëser Regierung dëse Projet seriö geholl huet, dass d'Viraarbecht geleescht ginn ass. An ech géif mer wënschen an ech si sécher, dass de Statssekretär elo a senger Ried dorobber ageet, dass dëse Projet deemnächst déposéiert gëtt an dass mer dee sécher nach virun Enn vun der Legislatur kënne verabschiden.

Fir d'LSAP ass dëst e ganz wichtege Projet de loi, deen de Patrimoine culturel a sengem Ensembel ëmfaasst, net nëmmen de Patrimoine construit, mä och d'Archeologie an de Patrimoine immatériel. Mir géifen, wéi gesot, et begréissen, wann dat géif ganz schnell elo kommen.

Dat gesot, begréisse mir als LSAP-Fraktioun dëse Projet de loi, mir begréissen et, dass dës Convention de La Valette elo endlech bei eis ratifizéiert gëtt. An ech géif dofir gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Fayot. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. De 16. Januar 1992 ass déi europäesch Konventioun iwwert de Schutz vum Patrimoine archéologique vu La Valette vum Conseil de l'Europe vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Haut, de 16. November 2016, also bal 25 Joer duerno, gëtt se dann och ratifizéiert.

Bis haut ware mir eent vun deenen dräi Länner, niewent Montenegro an Island, déi déi Konventioun nach net ratifizéiert haten. Dat wëllt natierlech net heeschen, datt an all deene leschte Joren näischt zu Lëtzebuerg geschitt ass, fir de Patrimoine archéologique ze schütze respektiv ze retten; ech wäert nach kuerz dorop zréckkommen. Dat léisst allerdéngs duerchblécken, esou wéi et och am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi steet, datt Lëtzebuerg sech net extra concernéiert fillt, wann et ëm d'Emsetzung vun internationale Konventiounen an dësem Beräich, also am Schutz vum Patrimoine, geet.

Mir haten, dat ass och schonn erwäänt ginn, eréischt de 25. Februar 2016 d'Convention de Grenade ratifizéiert. Do ass et ëm d'Protection du patrimoine architectural gaangen. Déi ass vun 1985. Do hate mer 31 Joer gebraucht, fir ze ratifizéieren. Mir ginn also lues a lues méi schnell.

(Hilarité)

Den deemolege Rapporteur, also vun der Convention de Grenade, wat deeselwechten ass wéi dee vun haut, deen hat och eng méiglech Erklärung fir dee Retard vun der Ratifizéierung vun der Convention de Grenade. Deen huet deemools festgehalen, datt déi Convention de Grenade kuerz no deem Gesetz, wat mer zu Lëtzebuerg votéiert haten iwwert de Schutz vun dem Patrimoine architectural - dat war kuerz duerno, dat war vun 1983 -, gestëmmt ginn ass. Dunn hate mer vläicht '85 gemengt, mir missten net direkt reagéieren.

Zu deem Gesetz iwwert d'Protection du patrimoine, zu deem Monumentsgesetz ass scho vun der Vertriederin vun der CSV gesot ginn, an dat fannen ech awer relativ courageiert, datt d'CSV monéiert, datt dat Gesetz zwar 2000 déposéiert ginn ass, nach ëmmer um Rôle ass an datt do, trotz verschidden Ukënnegungen, nach näischt geschitt ass! D'Madamm Mergen huet och gesot, si wier nom Här Fred Sunnen Rapporteur gewiescht. An da muss ech awer och froen: Wie war da vun 2000 bis 2013 de Minister vun der Kultur?! A vun 2000 bis 2013 ass awer méi laang wéi vun 2013 bis 2016!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Duerfir hunn ech dat awer courageiert fonnt. An ech mengen, Dir hutt och gesot, Dir géift déi Convention de La Valette gutt fannen, duerfir hätt Der se deemools ënnerschriwwen. Mä et waren awer och vun 19... - wat hate mer gesot? - '92 bis dann eben, kommt, mer soen ëm 2013, et waren awer och vill Joren, wou och Dir se net ëmgesat hutt! Ech hat dat net geplangt a menger Ried, Ma-

damm Mergen, mä ech hunn awer gemengt, och dierften esou op Är Äusserungen ze reagéieren.

(Interruption)

Schonn am Abrëll 1993 hat zum Beispill den Historiker Michel Pauly op d'Noutwendegkeet higewisen an engem Artikel vun der Zäitschréft „Forum" - déi iwwregens de Freideg hire 40. Anniversaire feiert, och dat ass en historesche Fait -, fir d'Konventioun vu La Valette ze ratifizéieren. Hien huet eng ganz Rëtsch Beispiller opgefouert, fir ze weisen, datt eis Nopeschlänner e gutt Stéck méi wäit wieren, wat den Denkmalschutz an d'Denkmalfleeg betréfft. An en huet och op eng Rei Lücken an Defiziter bei eiser Gesetzgebung am Beräich vun der Protection du patrimoine higewisen.

Ënner anerem zwee Punkten hat hien a sengem Artikel als problematesch opgezielt: éischtens, den Usproch op Entschiedegung, deen de Propriétaire huet, bei deem d'Fouillen duerchgefouert ginn, oder eventuell besser d'Angscht virun dësen Ufuerderungen, déi, esou hat hien den Androck, géifen derzou féieren, datt esou munches net klassifizéiert géif gi respektiv kee Baustopp géif verhaange ginn.

An zweetens, d'Konventioun vu Malta gesäit an hirem Artikel 6 vir, datt d'Finanzéierung - an och dat war jo eng Fro - nom Verursaacherprinzip sollt geschéien. Wien also onbedéngt wëllt op engem archeologesch interessanten Terrain bauen, soll och d'Käschte fir déi noutwendeg Fouillen am Virfeld selwer bezuelen.

D'Konventioun vu Valletta hat also der Mesure 41 vum Zukunftspak wäit virgegraff. D'Mesure 41 vum Zukunftspak, ech liesen lech se eng Kéier vir: «Développement d'un nouveau concept de financement des fouilles d'urgence à réaliser par le Centre national de recherche archéologique en ayant recours à une contribution participative privée dans le secteur de l'aménagement du territoire.» Ech mengen, den Här Fayot hat déi Froe gestallt. Déi kann ech just ënnersträichen, déi stinn am Raum, déi sinn interessant. Wou sti mer do?

D'Konventioun vu Valletta ass wichteg, fir eng Rei vu Lücken an eiser Legislatioun ze schléissen, wat europäesch an international Standarden ugeet. Den honorabele Rapporteur André Bauler ass souwuel a sengem schréftleche wéi och mëndleche Rapport op de Surplus agaangen, deen dës Konventioun bei eise Beméiungen, fir eise Patrimoine archéologique ze schützen, brénge wäert.

Dat sinn engersäits eng Rei Prinzipien an Definitiounen. Sou gëtt definéiert, wat alles ënner „Patrimoine archéologique" fält. Et geet hei ëm all Iwwerreschter a Géigestänn a Spure vu Mënschen aus der Vergaangenheet, déi eis kënnen hëllefen, eis Geschicht an eis Relatiounen zur natierlecher Ëmwelt zréckzeverfollegen. Et geet also souwuel ëm Bauwierker, Gebaier, Ensemblen, beweeglech Géigestänn, Denkmäler vun all Zort.

An ech hat och scho gesot, datt och bei eis zënter 1992 vill am Beräich Protection du patrimoine archéologique geschitt ass. An engem ganz interessanten Artikel, deen och den Här Fayot gelies huet an hei schonn ernimmt huet, an zwar en Artikel vum Josée Hansen den 8. Juli 2016 am „Lëtzebuerger Land" - dat ass da mäi klengen Nodeel, wann een als Zweetleschten oder als Drëttleschte muss schwätzen -, trotzdeem, do sinn eng ganz Rei interessant Ausféierungen och ugefouert ginn.

Zënter dem Enn vun den 90er Joren, wahrscheinlech als Konsequenz op d'Affär ronderëm de Viichtener Mosaik, si mir eis zu Lëtzebuerg méi bewosst ginn, datt mer d'Spure vun eiser Vergaangenheet misste sécheren an och ënnersichen. Zënterhier hu sech déi preventiv Fouillë generaliséiert. Sou maachen d'Servicer vun de Ponts et chaussées systematesch Fouilles archéologiques. An hei ass de Landverbrauch an deene leschte Jorzéngte jo wierklech enorm: Collectricen, Nordstrooss an esou weider.

Haut schaffen eng 15 Leit am Centre national de recherche archéologique. A bis haut sinn eng 6.000 archeologesch Sitten am Land detektéiert.

Et ass awer och op anerem Plang ganz vill geschitt zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer. 1981 hunn 365 Millioune Leit zu Lëtzebuerg gewunnt, haut sinn et der 576 Milliounen. An den Drock op den...

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass net Milliounen!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Pardon! Oh, entschëllegt!

(Interruptions)

Et war just en Test, ob Dir mer géift nolauschteren, Här Kartheiser. Dir hutt e bestanen.

Also 365.000 Leit hunn 1981 hei gewunnt. Haut sinn et der 576.000. An den Drock op den Aménagement du territoire ass net just am landwirtschaftlechen an am Ëmweltberäich spierbar. An am Projet de loi steet zum Beispill, datt mer haut an zéng Joer esou eng grouss Fläch aménagéieren, wéi fréier an 20 Jorhonnerten.

Une voix.- Ouh?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An et steet do, datt, wann dat esou weidergeet, dann ass a 50 Joer e Véirel vum ganze Land aménagéiert, dat heescht verbaut. An duerfir ass eng nohalteg Landesplanung och gutt fir den Erhalt vun eisem Patrimoine architectural.

Zum Schluss dann nach, fir datt mer och hei vu Plaze kommen, brauche mer natierlech e CNRA, deen och déi Moyenen huet, fir kënne seng Aufgaben ze realiséieren, déi en och mat deem heite Gesetz kritt. An natierlech brauche mer eng Sensibiliséierung an eng Éducatioun, och vun eise Jonken a vun all de Leit am Land, déi eben och drop hiweist, datt et wichteg ass, datt mer eis mat eiser eegener Vergaangenheet befaassen a se och schützen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech brénge den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm President. Ech hunn, a verschäerfter Form, dee Problem, deen och den Här Adam beschriwwen huet: Wann een als Fënnefte iwwert dëse Sujet schwätzt, ass scho bal alles gesot, awer nach net vu jiddwerengem. Ech wäert mech also op e puer ganz wesentlech Saache just beschränken.

Dat Éischt ass natierlech e Merci un de Rapporteur, deen, wéi esou dacks, eng wonnerbar Aarbecht hei mécht.

Déi zweet Saach ass awer institutionell, eng Fro, déi ech der Regierung wëll stellen. Nääмlech, ech mengen, den Här Fayot hat et och schonn ugeschwat: Wéi soll - institutionell - d'Archeologie hei an Zukunft organiséiert ginn?

Et ass esou, datt déi Servicer, déi mer am Ableck hunn, ganz modest sinn. Et ass och esou, datt déi Tatsaach vill jonk Leit dervun ofhält, Archeologie ze studéieren, well keng Débouchéen ze gesi sinn. Wann elo all puer Joer nëmmen eng Plaz fräi gëtt, ass dat natierlech näischt Attraktives, fir esou e Beruff ze ergräifen, wann een net weess, ob een eng Zukunft huet oder net. A wann dann en Archeolog oder e Spezialist gebraucht gëtt, da musse mer dann heiansdo an d'Ausland Leit siche goen, well mir der net genuch hunn.

Wa mer awer hei wesentlech Aufgaben derbäimaachen - an um Volume wäert d'Aufgab jo wuesse fir déi Servicer -, da musse mer och higoen a kucken, fir d'Personaldecken an d'Méiglechkeete vun esou engem Service ze erhéijen. Déi Méiglechkeet, fir en Institut du patrimoine culturel ze maachen, déi ass haut nach eng Kéier ernimmt ginn. Déi hätt de Virdeel vun der Onofhängegkeet an esou weider; all déi Argumenter si schonn ernimmt ginn. Ech wëll dat elo hei net widderhuelen.

Et ass eng zweet Fro, niewent der institutioneller Fro, natierlech déi vun de Prozeduren. D'CSV huet eng Motioun elo hei hannerluecht, an där se seet, als zweet Fuerderung, datt d'Prozeduren net sollen alourdisséiert ginn, net solle méi schwéier ginn. Dat ass inévitabel! Ech mengen, wa mer elo hei eng ganz Rei Obligatiounen nach derbäikréien am Beräich vun der Archeologie, da ginn d'Prozedure méi schwéier.

De Problem ass, si däerfen d'Prozeduren net retardéieren! An ech mengen, wann ee genuch Leit huet a wann ee geschéckt higeet an der Verwaltung, fir déi Prozeduren direkt matanzebauen an engem fréie Stadium, op allen Niveaue vun der Landesplanung, och op Gemengenniveau, da muss et méiglech sinn, net aus enger zousätzlecher wichteger Aufgab e Retard entstoen ze loossen.

Hei goufe ganz vill Kommentaren och gemaach, et wär scho ganz vill preventiv Archeologie gemaach ginn an esou weider. Sécher, et sinn Efforte ginn, awer et geet net duer!

Ech wëll als Beispill hei vläicht d'Glaciskapell nennen. Ech weess net, wéi laang mer hei am Land wëssen, datt déi Glaciskapell do ass. Ech mengen, 200 Joer wäerte mer dat wëssen. Wéi dacks ass dann duerno gegruewe ginn? Mir hu se elo fonnt, an als Archéologie de sauvetage alt erëm eng Kéier wor d'Approche, amplaz datt mer Fouillen en amont vun deene Chantiere gemaach hätten, déi elo do gemaach gi sinn. Dat hätt eis méi Zäit ginn. Et hätt och keng Chantiere retardéiert herno. Mä ech mengen, dat Beispill vun der Glaciskapell weist eis, wivill Efforten nach an déi do Richtung musse gemaach ginn.

Et geet also haaptsächlech drëm, keng zousätzlech Délaien entstoen ze loossen. An dat ass eng Ustrengung! Eng Ustrengung, wat d'Personal ugeet, eng Ustrengung, wat d'Plangung ugeet souwuel um nationale wéi um kommunalen Niveau. Op jidde Fall ass et awer derwäert, dat ze maachen, well wann ee vu Sensibiliséierung schwätzt, da muss een einfach eng Mentalitéit kënnen erreeche bei alle Verantwortlechen, datt d'Découverte vun engem Héritage archéologique e Seegen ass a kee Fluch.

Well och op Gemengenniveau kann een dat valoriséieren! Et kann d'Attraktivitéit vun enger Gemeng wesentlech verbesseren. Et kann een dat flott als Touristenattraktioun maachen haut mat elektronesche Mëttelen, déi et fréier net gi sinn, wou ee sech ka lieweg virstellen, wat do war. A wéi flott dat kann duergestallt ginn, alles dat sinn technesch Méiglechkeeten, en Investissement, well Tourismus heescht och e Revenu fir eng Plaz. An ech mengen, wann een d'Archeologie och an deem Geescht gesäit, dann ass dat eben éischter e Seege wéi e Fluch.

Et geet drëm, déi Sitten ze valoriséieren. An et gëtt och haut Entreprisen, heiansdo och Verantwortlecher op Gemengenniveau, vun deenen een héiert, datt ee léiwer weidergrueft, wéi ze gesinn, wat doläit. Dat musse Saache sinn, déi der Vergaangenheet ugehéieren! Dat muss een einfach aus de Käpp erauskréien an dann awer och mat iwwerzeegenden Argumenter weisen, datt d'Découverte vun engem archeologesche Vestige, datt dat, wéi gesot, eppes ganz Positives ass. An dat ass e wichtege Punkt.

Wann awer hei vu Sensibilitéit geschwat gëtt vun deene Jonken, da muss een och vläicht kuerz eis Schoulprogrammer ernimmen. Mir mussen och emol erëm higoen an Heimatkunde maachen an och am Unterrecht an de Schoulen an de Geschichtsprogrammer och schonn um Niveau vun der Primärschoul erëm eng Chronologie do erakréien. Et geet net duer, thematesch d'Geschicht ze vermëttelen, wann een net weess, wéi d'Saachen der Rei no komm sinn: d'Kelten, d'Réimer... Well wann een déi Lëtzebuerger Geschicht wëllt verstoen, da geet dat net ouni Chronologie!

An et muss een d'Kanner och erëm encouragéieren, fir Visitten an de Muséeën ze maachen an déi Saachen esou ze entdecken, der Rei no ze entdecken, wéi eben d'Geschicht se heihinnerbruecht huet.

An et ass och bedauerlech an deem Zesummenhang, datt ganz vill vun den Découverten hei am Ausland - archeologesch, mä och herno an eiser Kulturgeschicht, ech denken do u verschidden Handschréfte vun Iechternach oder esou -, datt do wichteg Saachen, déi mer hei am Land fonnt hunn oder produzéiert hunn am Konschtberäich, an auslännesche Kollektioune leien. An et wär ganz schéin, wa mer, wa mer net d'Originaler hei hunn, wéinstens ganz gutt Kopien ëmmer hei hätten, fir datt mer awer e Gesamtiwwerbléck vun der Geschicht vun eisem Land och an eise Kollektiounen hei am Land kéinten de Leit presentéieren.

Da muss een nach eng Kéier den Ënnerscheed maachen zwëschen de Fouilles de sauvetage, där mer der hei e puer ernimmt haten, an der preventiver Archeologie. Et ass nun eemol esou: Wann een eppes fënnt a séier dohigeet gruewen, ass dat eppes ënner Zäitdrock an ënner ganz villen anere Contrainten, ass dat nun eemol eppes ganz aneres wéi déi Philosophie vun der Konventioun vu La Valette, an där mer eis hei bewegen, wou ee sech d'Mëttelen an d'Zäit gëtt, fir wierklech dat ze entdecken, wat eist Land alles u Räichtum huet - an dat ass ganz vill!

Dat gesot, ënnerstëtze mir dëst Gesetz a mir hoffen, datt mer eis och dann déi néideg Mëttele ginn, fir dat heiten ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Den Här Adam hat sech virdrun doriwwer beschwéiert, datt een als drëttleschte Riedner eigentlech scho vill Argumenter virewechgeholl kritt. Als leschte Riedner ass dat natierlech nach eng Kéier eng aner Situatioun.

Duerfir wëll ech eigentlech och net op déi Saachen nach eng Kéier agoen, déi scho gesot gi sinn an déi richteg sinn an, ech mengen, fir déi et awer och eng grouss Unanimitéit hei an der Chamber gëtt, och eng grouss Conscience, déi amgaang ass ze wuessen an deene leschte Joren, wat déi dote Froen ugeet.

Dat, wourop et elo eigentlech ukënnt, dat ass, fir dat Ganzt a Musek ëmzesetzen, dat heescht, an d'national Gesetzgebung, an déi Instrumenter och ze applizéieren. Duerfir waarde mer mat Ongedold a mat Freed op dat neit Denkmalschutzgesetz, wat an der Maach ass, a ginn och eisen Accord zu dësem Gesetz.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Baum. Ech hunn elo kee méi op der Lëscht hei. Dann hunn ech elo de Pleséier, fir der Regierung d'Wuert ze ginn, an ech géif dat direkt maachen: dem Här Statssekretär Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Madamm Presidentin. Fir mech ass et nach méi schwéier, well ech sinn als Allerleschten do, fir e puer Wuert zu dem Projet hei ze soen.

Ech géif op alle Fall wëllen ufänken, andeem ech dem Här Bauler, dem Rapporteur, an all deenen Intervenanten e grousse Merci ausdrécken. Ech mengen, et war eng flott Debatt mat flotten Argumenter. An ech versichen, op déi eng oder déi aner Fro op alle Fall ze äntwerten.

Bon, et ass gesot ginn, ech soen et awer deelweis nach eng Kéier: '92 ass déi Konventioun zu La Valette ënnerschriwwe ginn. Mir sinn eent vun deenen zwee oder dräi leschte Länner, déi nach net ratifizéiert hunn. Dofir wëlle mer dat och elo nohuelen.

Ech mengen, et ass alles schéin a gutt, fir ze soen: „Et louch elo esou laang do, et ass näischt geschitt." Bon, mir hunn et, wéi den Här Fayot gesot huet, an de Grapp geholl a mir hunn et op de Wee bruecht an dës Sitzung.

Bon, eis Legislatioun, dat huet de Rapporteur och scho gesot, ass eng vereelzten a si ass och net komplett. Mir hu wuel e Klassement vu verschiddene Sites archéologiques, mir hunn d'Verflichtung, wann een eng Découverte mécht, fir déi ze signaliséieren, wat net ëmmer gemaach ginn ass. Ech wëll elo näischt, kee Site ernimmen, mä dat ass awer de Fall gewiescht. An, wéi gesot, et muss een och eng Autorisatioun hunn, fir verschidde Fouillen duerchzezéien. Dat sinn awer nëmmen e puer Punkten. A wann ech europäesch kucken, sinn awer nach eng ganz Partie Saachen, déi eis feelen.

D'Valletta-Konventioun huet op alle Fall véier Notiounen, déi mer hei aféieren. Dat ass d'Definitioun iwwerhaapt: Wat versti mer ënner Patrimoine archéologique? Zweetens ass d'Opstelle vun Inventairen eng Obligatioun, an d'Mise à jour natierlech och vun deenen Inventairen. Mir hunn d'Notioun vun der „conservation intégrée" a mir hunn eng verstäerkte Sensibilisatioun vum Public.

Ech fannen, dat geet - ee vun de Virriedner hat et och gesot - mat der Éducatioun zesummen. Dat ass effektiv e Punkt, dee mer musse mat der Éducatioun ugoen. Mir mussen definitiv d'Leit vill méi sensibiliséieren op de Patrimoine, sief et de Patrimoine construit, sief et de Patrimoine souterrain oder archéologique.

Leider ass dat net ëmmer an eiser Mentalitéit dran. An ech mengen, et gëtt Zäit, dass mer déi Mentalitéiten e bëssen ëmänneren, dass mer do e bëssen dru rësele ginn, fir de Leit erëm méi Sensibilitéit dofir ze ginn. Et ass gesot ginn: Et ass net e Fluch, et ass net eng Plo, mä et soll ee frou sinn, wann een där Témoine vu fréier nach fënnt, déi een do ka wéinstens dokumentéieren, wann ee se net wëllt erhalen.

Kuerz géif ech nach wëllen op d'Conservation intégrée kommen. Et ass en Instrument, wat fir eis ganz wichteg ass. Firwat? Mä ganz einfach, well mir hunn en enorme Patrimoine ënnerierdesch leien, wéi eben eis Glaciskapell, déi ugeschnidde ginn ass, mä och aner Sitte si ganz wäertvoll. Mir hunn där Plazen nach vill, dofir wär et gutt, wa mer do géifen, wéi gesot, en Inventaire maachen.

Dann, op där anerer Säit, wéi gesot, sinn och vill Bauprojeten, siefen et Autobunnen, Parkhaiser, awer och nei Logementer. An dofir ass, wéi gesot, déi Notioun vun der Conservation intégrée eng ganz wichteg.

Et geet drëm, fir déi verschidde Gremien un en Dësch ze kréien, sief et Urbanismus, sief et Aménagement du territoire, an dat an enger Planungsphas. Et ass virdrun deelweis bemängelt ginn: „Jo, mä, bon, dat gëtt Retarden, et kascht méi deier." Ech fannen, et gëtt méi deier, wann een eng Archéologie de sauvegarde mécht, wou een dann op eemol eppes entdeckt, an dann op eemol muss een alles stoppen an da fänkt een eréischt un. Dat gëtt Délaien, éischtens Zäitdélaien, mä awer och finanziell Délaien. All Délai, dee kascht jo awer och Suen!

Dobäi ass et da wichteg, a mengen Aen, dass mer déi Archéologie préventive aféieren, déi wierklech… An dat ass och schonn de Fall, ech mengen, de Foni Le Brun mécht dat scho mat senger ganzer Équipe - iwwregens e grousse Merci och un de CNRA -, mä si maachen dat de Moment schonn, dass se wierklech versichen, souwäit wéi et nëmme geet, déi Akteuren un engem Projet esou schnell wéi méiglech un en Dësch ze kréien an dann, wéi gesot, eng Archéologie préventive ze maachen éischter wéi eng Archéologie de sauvetage.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Voilà. Ech mengen, et geet haaptsächlech drëm, fir déi Retarden, déi entstinn oder entstoe kënnen, ze minimiséieren. An, wéi gesot, vun Ufank un hu mer eng Rechtssécherheet an eng Previsibilitéit op deene verschiddene Chantieren.

E puer Commentairen nach oder Äntwerten op verschidde Punkten, déi opgeworf gi sinn. Zur Finanzementsmesure 41 kann ech soen: Do ass eng Etüd vun engem Cabinet gemaach ginn. Mir hunn déi Etüd virleien a mir sinn de Moment amgaangen ze analyséieren. Do sinn natierlech e puer Iddien opkomm, e puer Pisten opkomm, a mir sinn amgaangen ze kucken, wat do déi beschte Pist ass, fir kee bei der ganzer Saach ze strofen.

Zur Reorganisatioun vun der Administratioun Sites et monuments, CNRA kann ech Iech soen, dass mer un där Iddi schaffen, fir eng Divisioun ze maachen, eng Division du patrimoine, wou mer géife kucken, fir de CNRA an de Service des sites et monuments ënner een Hutt ze kréien, fir dann eben och méi effikass kënnen ze schaffen. D'Aarbechte sinn um Lafen. An et dierft net méi allze laang daueren, bis mer de Projet kéinten déposéieren.

D'Protection-du-patrimoines-Gesetz, et ass richteg gesot ginn, do läit scho laang eent am Tirang, mä dat ass ni ervirgeholl ginn. Meng Virgängerin huet déi Groupe-de-travailen op d'Bee gesat an d'Assises du patrimoine aberuff, fir ze kucken, eben do d'Sensibilitéite vun deene verschiddene Secteuren erauszefannen, erauszeschielen. Déi Aarbechte gi selbstverständlech matabezunn an déi Aarbechten, déi elo de Moment stattfannen, a mir sinn dauernd a Consultatioune fir eben déi Texter iwwer sief et de Patrimoine architectural, sief et de Patrimoine archéologique, mä awer och de Patrimoine mobilier, fir doriwwer e Projet ze presentéieren.

Ech war, muss ech ganz éierlech soen, e bëssen Optimist, wéi ech ufanks des Joers gesot hunn, mer kéinten deen Enn des Joers déposéieren. Mea culpa! Ech ginn elo keng Zäit méi un, mä mir sinn op alle Fall ganz déck amgaangen drun ze schaffen. A mir missten dat och relativ schnell awer nach iwwert d'Bün kréien. Mä et ass net esou einfach, et ass vill Aarbecht, et ass net esou einfach, wéi ee sech dat virstellt, well et muss ee vill Punkte mat considéréieren.

Wat ech awer och nach wëll soen: D'Inventairë sinn ugeschwat ginn. Mir sinn de Moment an enger Testphas vun engem Inventaire an enger Gemeng. Deen Inventaire kréie mer vu Sites et monuments an deenen nächste 14 Deeg presentéiert an da wäerte mer décidéieren, a wat fir eng Richtung mer an där Inventorisatioun géifen da virugoen a wéi mer déi géife fäerdeg maachen.

Also, ech kann do nëmme soen: Mir schaffe ganz intensiv um Gesetz. Och um Inventaire gëtt ganz intensiv geschafft. Ech géif also mengen, mir wären um gudde Wee. An ech wär frou, wa mer deen heite Projet kéinte gutt iwwert d'Bün kréien.

Zu der Motioun vun der CSV: Si ass a mengen Ae superfétatoire. Mä ech mengen, ech hunn awer kee Problem, wann d'Deputéiert géifen doriwwer décidéieren.

Voilà! Dat wär et. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo? Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...ech hat gehofft, dass den Här Statssekretär vläicht déi eng oder déi aner méi prezis Äntwert géif ginn op déi Froen, déi d'Madamm Mergen gestallt huet, well wa mer och alleguerten d'accord sinn, dass Archéologie préventive eppes Wichteges ass, dann ass et awer net onwichteg, dass Der vläicht géift definéieren: Wat heescht Planungsphas?

Wéini fänkt eng Planungsphas un? Wéini hält eng Planungsphas op? Dann d'Délaie fixéieren, wou esou Interventioune géife stattfannen, d'Kompetenz definéieren, a virun allem de Finanzement definéiere vun deem Ganzen! Well ech fannen, dass déi Aart a Weis, wéi dat elo zurzäit geschitt...

Ech hunn Iech och e Bréif a menger Funktioun als Buergermeeschter op engem konkreten Dossier doriwwer geschriwwen: dass een e Bréif kritt vun deem Här Foni Le Brun - wou een déi éischte Kéier, wann een de Bréif kritt, net weess: Ass et e Mann, ass et eng Fra? Elo weess ech, dass et e Mann ass, den Här Foni Le Brun -, net vun Iech, fir esou Saachen ze maachen, wou een dann opgefuerdert gëtt als Gemeng...

(Interruption)

Jo, et ass an der Rei! Mä wa gesot gëtt, et soll een d'Akteuren un en Dësch bréngen an et soll ee kucken, dass jiddweree matschafft, an et kritt een einfach e Bréif dohinnergetässelt, dat 14 Deeg, nodeem eng Sitzung war vun enger Commission d'aménagement, an da kritt ee gesot, et wär een elo gebieden, eng Fouille préventive ze maachen - et soll een déi selwer maachen an et soll ee kucken, déi selwer ze finanzéieren -, an et schreift een dann dem Statssekretär e Bréif, fir ze froen, op wat fir eng Disposition légale e sech baséiert, op wat e sech baséiert, fir esou eng Fuerderung ze stellen, an et kritt een da keng Äntwert, dann ass dat net déi Aart a Weis (veuillez lire: déi richteg Aart a Weis), wann ee gären hätt, dass d'Gemengen an e Boot kommen, fir am Kader vun der Exekutioun vun de PAPen a vun de PAGe mat Iech zesummenzeschaffen.

Well ech soen Iech, wat d'Angscht ass: D'Angscht ass, dass mer amgaange sinn, hei eng zweet Fliedermaus-Diskussioun ze kréien, wou ee vun iergendenger Säit en dehors vun all Kritär op eemol gesot kritt: „Elo sidd Der gebieden, dat doten an dat doten ze maachen!", ouni Base légale - ouni Base légale! -, ouni dass een engem ka soen: „Den Artikel esou an esou vum Gesetz esou an esou, deen ass dat", ouni dass et kloer ass, wéi de Finanzement vun där ganzer Geschicht ass a wéi d'Délaie sinn!

An et ass dat, wat ech Iech, Här Statssekretär, eigentlech gäre mat op de Wee wéilt ginn. Eng Konventioun ratifizéieren ass dat eent. Kloer Kritäre schafen, no welche verschidde Saache geschéien, ass eppes anescht! An ech erënnere mech un déi Diskussioun, déi mer virun engem Joer hei haten iwwert d'Aart a Weis, wéi am Kader vun de PAGen Haiser op eemol op eng Lëscht kommen oder net op eng Lëscht kommen, wou Der gesot hutt, och duerno géift Der kucken.

Ech sinn en iwwerzeegte Verfechter vun deene Saachen. D'Geschicht ass eppes extrem Wichteges. An d'Geschicht muss erhale bleiwen a si muss och dokumentéiert ginn. Mä si muss erhale ginn, si muss dokumentéiert ginn a si muss sauvegardéiert ginn - wéi och ëmmer Der et wëllt nennen - no Kritären, déi fir jiddwereen novollzéibar sinn, déi transparent sinn an déi sech och fir jiddwereen dee Moment applizéieren! An et ass dat, menger Meenung no, déi Hausaufgab, déi nach muss gemaach ginn.

Fir et kloerzestellen: Et ass a mengen Aen net logesch, dass een e Bréif kritt aus engem Ministère, wou ee seet: „Elo sidd Der gebieden, eng Fouille ze maachen an Dir sidd gebieden, déi ze bezuelen." Ech fannen dat net logesch! Wann aner Buergermeeschteren der Meenung sinn, dass dat logesch ass, da soen ech Iech: Ech fannen dat net logesch! Ech sinn der Meenung, dass, wann Dir als Stat gären hätt, dass dat dote geschitt - et ass eng staatlech Kompetenz -, da muss de Stat och derfir suergen, dass et geschitt, an de Stat muss och de Finanzement vun deem Ganzen droen! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Statssekretär, wann ech gelift.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Här President, ganz kuerz: Ech huelen d'Hausaufgab mat a mir wäerte sécherlech op Iech zréckkommen. An ech kucken awer déi Saach vun deem Bréif do no, well dat ass net normal, dass Der keng Äntwert kritt hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet de loi ukomm a mir kënnen iwwert de Projet 6993 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6993 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Participatiounen um Vott, 60-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Roger Negri) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber domat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Sommaire des séances publiques nos 4 et 5

4e séance

Ouverture de la séance publique p. 47
Communications p. 47-48
Ordre du jour p. 48
Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner p. 48
Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen p. 48
Heure de questions au Gouvernement
- Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 48
- Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 48-49
- Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 49
- Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 49-50
- Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 50
- Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 50
- Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 50-51
Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État p. 51
6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence p. 51-53
7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental p. 53-54

5e séance

Ouverture de la séance publique p. 54
Ordre du jour p. 54
Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel p. 54-55
Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 55
Dépôt d'une motion par M. Kartheiser p. 55
Ordre du jour (suite) p. 55
Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions,
Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort,
Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire
et
Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien p. 55-61
6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015 p. 61-62
6979 - Projet de loi portant modification
I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et
II. du Code du travail p. 62-63
6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette p. 63-67

An dann hu mer d'Motioun, déi vun der CSV abruecht ginn ass. Sinn dozou nach Wuertmeldungen? Den Här Berger.

Motion 1

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. De Statssekretär huet eigentlech och scho gesot, wéi d'Regierung zu där Motioun steet. Och fir eis wier se eigentlech am Prinzip superfétatoire, dat heescht iwwerflësseg, well ech mengen, mir ginn natierlech dovunner aus, datt d'Regierung sech wäert déi Moyene ginn, fir datt hei d'Émsetzung vun där Konventioun net eng eidel Hüls bleift. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Regierung Suerg wäert droen, datt d'Prozeduren net méi komplizéiert ginn. Ech mengen, dat ass d'Suerg vun eis alleguerten. Mä ech mengen, mir kënnen awer och déi Motioun hei matstëmmen. Dat ass kee Problem.

Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech gesinn, dass hei eng wäitgeeënd Zoustëmmung ass. Sidd Der domat d'accord, dass mer per Hand ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass derfir?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hu mer Enthalung?

Mir hunn also eng Géigestëmm vum Här Alexander Krieps. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kolleeginnen a Kolleegen, net vergiessen: Muer ass Rendez-vous um hallwer zwou! Merci gesot. E schéinen Owend nach an d'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°02** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016	
2224	Martine Hansen	Simulations réalisées dans le cadre du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle
2243 cf. 2283-2305	Gilles Roth, Diane Adehm	Exécution du «Zukunftspak»
2245	Roy Reding	Garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»
2260	Françoise Hetto-Gaasch, Nancy Arendt	«Lënster Lycée»
2266	Laurent Mosar, Gilles Roth	Lettre du Procureur général d'État au Ministre de la Sécurité intérieure en relation avec la réforme de la police judiciaire
2267	David Wagner, Marc Baum	Application de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État à la Cour grand-ducale
2268	André Bauler, Gusty Graas	Nouvelle identité visuelle de la Police grand-ducale
2269	Martine Hansen	Déclarations du directeur de l'Administration de la gestion de l'eau relatives aux récentes intempéries
2270	Gilles Roth	«Rentnerausweis»
2271	Laurent Mosar	Sécurité des «couloirs humanitaires» à Alep en Syrie
2272	Marc Spautz	Université du Luxembourg
2273	Gilles Baum	Projet «Track 2»
2274	André Bauler, Edy Mertens	Service d'aide médicale urgente
2275	Marc Spautz	Allocation de vie chère
2276	Laurent Mosar	Évolution du nombre des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg
2277	Gilles Roth, Diane Adehm	État des recettes restant à recouvrer des communes
2278	Serge Wilmes	Fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État
2279	Max Hahn, Claude Lamberty	Législation concernant la location d'appartements et de maisons
2280	Diane Adehm, Gilles Roth	Consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église
2281	Max Hahn, Gusty Graas	Droits de trafic aérien
2282	Roy Reding	Différence des amendes pour des agriculteurs
2283-2305 cf. 2243	Gilles Roth, Diane Adehm	Exécution du «Zukunftspak»
2306	Diane Adehm, Gilles Roth	Transfert de données de clients de la BCEE par la Rhénanie-du-Nord-Westphalie
2307	Gilles Baum	«Lënster Lycée»
2308	Franz Fayot	Prévisions de croissance
2309	Franz Fayot	Égalité de traitement
2310	Laurent Zeimet	Échange de renseignements en matière fiscale
2311 cf. 2312	Jean-Marie Halsdorf	Effets néfastes du médicament antiépileptique «Dépakine»
2312 cf. 2311	Cécile Hemmen	Victimes du médicament antiépileptique «Dépakine»
2313	Alexander Krieps, Edy Mertens	Test prénatal NIFTY
2314	Gusty Graas	Redistribution de certaines armes à feu au sein de la Police grand-ducale
2315	André Bauler	État de certains sentiers pédestres proposés par les CFL
2316	Françoise Hetto-Gaasch	Qualité d'officier de police judiciaire dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale
2317	Léon Gloden	Vitesse maximale autorisée sur la route N10 entre Schengen et Remich
2318	Marc Spautz	Armes de service de la Police grand-ducale
2319	Laurent Mosar	Rapport confidentiel du Gouvernement allemand sur une plate-forme du terrorisme islamique en Turquie
2321	André Bauler	Agritourisme au Luxembourg
2322	Roy Reding	Site „Schëttermarjal"
2323	Octavie Modert, Martine Hansen	Transports illégaux d'animaux
2324	Alex Bodry	Maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et consolidation d'une offre commerciale variée
2325	André Bauler	«Assises du Tourisme»
2326	Françoise Hetto-Gaasch	Familles d'accueil
2327	Laurent Mosar	Intégration des réfugiés sur le marché du travail
2328	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Étudiants en médecine dans une université francophone belge
2329	Roy Reding	Prix de l'essence et du diesel
2330	Martine Hansen	Concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement fondamental
2331	Martine Hansen	Remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales
2332	Martine Hansen	Base nautique de Lultzhausen
2333	Claudia Dall'Agnol	Accueil des jeunes au pair
2334	Laurent Mosar	Reconnaissance de mariages impliquant des mineurs
2335	Marc Lies	Réalisation de logements locatifs sociaux au cours des dernières années
2336	Max Hahn	Système de localisation ITCS dans les autobus
2337	Max Hahn, Claude Lamberty	Service wi-fi dans les bus et les trains
2338	Jean-Marie Halsdorf	Conséquences d'une mise en vente des laboratoires d'analyses médicales Cerba
2339	Nancy Arendt	Teneur en sucre dans les boissons
2340	Gilles Baum	Visa du type «work & travel»
2341	Léon Gloden	Prêts hypothécaires pour des acquisitions d'objets immobiliers à l'étranger
2342	Fernand Kartheiser	Acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach
2343	Laurent Mosar	Négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne
2344	Marc Spautz	Prélèvement des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des résidents français qui travaillent dans un autre État membre de l'Union européenne
2345	Franz Fayot	«White Paper» du Trésor américain sur les accords BEPS (Base Erosion Profit Shifting)
2346	Marc Spautz	Paiement de l'allocation familiale à l'égard de personnes handicapées
2347	Fernand Kartheiser	Paiement de l'allocation familiale au-delà de 25 ans pour raisons de santé
2348	Marc Spautz	Réforme des finances communales
2349	Martine Hansen, Marco Schank	Peste porcine africaine
2351	Léon Gloden	Congés collectifs
2352	Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden	Services des urgences médicales
2353	Cécile Hemmen	Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé
2354	André Bauler	Rénovation du Monument national de la grève du 31 août 1942
2355	Martine Hansen, Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher	Ligne ferroviaire Liège-Gouvy
2356	Octavie Modert, Marco Schank	Installation de la Maison du Parc naturel Mëllerdall dans le Château Renaissance de Beaufort
2357	Gilles Baum	Dépassement à droite
2358	Alexander Krieps, Edy Mertens	Médecines dites «parallèles»
2359	Léon Gloden	Soutien des vignerons
2360	Cécile Hemmen	Coavionnage
2361	Joëlle Elvinger, Max Hahn	Rébellion au Centre pénitentiaire à Schrassig
2362	Cécile Hemmen	Pictogramme d'avertissement pour femmes enceintes
2363	Max Hahn, Claude Lamberty	Capacité d'accueil des refuges d'animaux

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2364	Gusty Graas, André Bauler	Perturbations causées par le nouveau bassin canoë-kayak à Diekirch
2365 cf. 2366	Gusty Graas	Concours de pêche
2366 cf. 2365	Claudia Dall'Agnol	Concours de pêche
2367	Alexander Krieps, Claude Lamberty	Trafic routier au niveau du rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»
2369	Martine Hansen	Surface agricole
2370	Laurent Mosar, Françoise Hetto-Gaasch	Droit de superficie
2371	Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser	Taux d'intérêt des emprunts de l'État
2372	Fernand Kartheiser	Détournement de millions d'euros au profit du Hamas
2373	Gilles Roth, Diane Adehm	Réception des bagages à l'Aéroport de Luxembourg
2374	Françoise Hetto-Gaasch	Budget de la Société nationale de crédit et d'investissement
2375	Gilles Roth, Diane Adehm	Remboursement des soins de médecine dentaire
2377	Laurent Mosar	Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs
2378	Gilles Roth, Diane Adehm	Permis à points
2379	Marc Spautz	Drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur
2380	Diane Adehm, Gilles Roth	Radicalisation des femmes
2383	André Bauler, Gusty Graas	Signalisation d'interdiction de baignade dans le Lac de la Haute-Sûre
2385	Roger Negri	Semaine de la sécurité au travail
2386	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH)
2387	David Wagner	Déversement du liquide AdBlue à l'aire de Berchem et pollution de l'Alzette
2389	Fernand Kartheiser	Droits de l'homme et liberté de religion en Iran
2391	Diane Adehm, Gilles Roth	Mesures compensatoires environnementales
2393	Gusty Graas	Collaboration entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises
2394	Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps	Bureau de recrutement pour l'Armée, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises
2395	Roy Reding	Déchets de verdure
2397	Martine Hansen, Marco Schank	Déchets de verdure
2398	David Wagner, Marc Baum	Présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors d'un événement sous le haut patronage du Gouvernement
2400	Joëlle Elvinger	Trafic journalier sur l'A7 et dans la vallée de l'Alzette
2401	Marco Schank	Statut de centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen des six communes de la «Nordstad»
2402	Fernand Kartheiser	Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerger Studien
2403	Yves Cruchten	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le secteur de la santé et des soins
2405	Yves Cruchten	Langue luxembourgeoise dans la fonction publique
2408	Martine Hansen	«Luxembourg Medical School»
2409	Roger Negri	Araignée venimeuse chiracanthe ponctuée
2410	Martine Hansen	Suppression de la durée du contrat d'apprentissage
2411	Henri Kox, Gérard Anzia	Abattoirs mobiles
2414	Laurent Mosar, Gilles Roth	Récente visite de M. le Vice-Premier Ministre turc à Luxembourg
2418	Fernand Kartheiser	Enseignement de la langue luxembourgeoise dans l'École européenne
2420	Martine Hansen	Projet intégré intermédiaire
2424	Fernand Kartheiser	Accès de Taïwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
2427	Marc Angel	Commissariat de police Gare-Hollerich
2429	Aly Kaes	Construction d'un nouveau rond-point sur la N14 à la hauteur du chemin Kréiwenkel à l'entrée de Diekirch
2442	Diane Adehm, Gilles Roth	Éventuelle amende à payer par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE)
2444	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Fermeture et interdiction de chaînes de télévision et de radiodiffusion kurdes en Turquie
2446	Fernand Kartheiser	Cours à option en langues

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 2224 (13.07.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **simulations réalisées dans le cadre du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle:**

Lors du vote du projet de loi n°6986 portant réforme de la formation professionnelle le 12 juillet, Monsieur le Ministre a précisé concernant la réalisation de simulations que:

«Et ass gefrot ginn, ob mir Simulatioune gemaach hunn. Jo, mir hunn der gemaach, mir hu bei eenzelne Schoule gefrot, fir eenzel Formatioune gefrot. [...]»

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre pourrait-il me faire parvenir le(s) rapport(s) de ces simulations ainsi que tous les documents y relatifs réalisés?

Réponse (07.09.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 déterminant:

1) l'évaluation et la promotion des élèves des classes de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale auxquelles les dispositions nouvelles de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle s'appliquent;

2) les conditions d'attribution des certificats et diplômes sur la base des modules acquis et mis en compte pour l'apprentissage tout au long de la vie

stipule qu'un élève avance au module subséquent en cas de réussite et de non-réussite du module précédent. La disposition actuelle arrête que l'élève doit rattraper les modules ratés ce qui amène des situations où des élèves accumulent des rattrapages à l'envie, et/ou se retrouvent en classe de 13e avec des modules de la classe de 10e à rattraper.

Je me suis décidé de revoir la progression de l'élève. Il est introduit un bilan intermédiaire pour toute formation d'au moins trois ans. Si l'élève réussit ce bilan intermédiaire, à des conditions qui sont définies par le règlement, il n'a plus besoin de rattraper les modules non réussis par la suite.

Lors d'un bilan intermédiaire ou final, les modules non réussis ne doivent plus être rattrapés; parmi eux, il ne peut y avoir de module fondamental. Une disposition spéciale concerne le module fondamental non réussi au dernier semestre afin que l'élève ait la chance de le rattraper.

Le bilan final réussi donne accès au projet intégré final (PIF). Il y a une disposition spéciale pour les stages qui, dans certains cas, ont lieu après le PIF à l'instar des formations hôtelière et touristique ainsi que d'aide-soignant.

Afin de déterminer les taux de pourcentage définissant la réussite d'un bilan, mes services ainsi que les partenaires de la formation professionnelle se sont basés sur les tableaux de simulation suivants:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Mes services et les partenaires de la formation professionnelle se sont mis d'accord sur les taux suivants: le nombre de modules obligatoires qui doivent être réussis est égal à 90% de tous les modules obligatoires sur une période de deux années; si la période du bilan couvre une seule année, cette condition est de 85%. Pour le CCP, le taux imposé est toujours de 80%.

Il va sans dire que des simulations sur le terrain avec les taux de pourcentage définis plus haut ont eu lieu.

Les résultats des simulations du bilan intermédiaire sur le terrain sont les suivants:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2243 (22.07.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Monsieur le Vice-Premier Ministre Etienne Schneider a récemment qualifié le «Zukunftspak», ficelé par son propre Gouvernement, d'erreur. Il n'a pourtant soufflé mot de l'exécution concrète du «Zukunftspak». Rappelons dans ce contexte qu'une note de l'Inspection générale des finances (IGF) datée au 15 septembre 2015 et comparant les prévisions de juin 2015 aux prévisions budgétaires de décembre 2014 avait déjà mis en lumière un certain décalage entre les économies annoncées et les économies effectivement réalisées.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de la note de l'IGF avec les prévisions de juin 2016?

Question 2283 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2284 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une

prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2285 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2286 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du tableau annexé à la présente, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2287 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2288 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du tableau annexé à la présente, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2289 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2290 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du tableau annexé à la présente, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2291 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2292 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame le Ministre peut-elle nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2293 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2294 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2295 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2296 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2297 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2298 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2299 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2300 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2301 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2302 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2303 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2304 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous permettons d'adresser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2305 (10.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**exécution du «Zukunftspak»:**

Dans un courrier daté du 29 juillet 2016, Monsieur le Ministre des Finances a sollicité une prolongation du délai pour répondre à notre question parlementaire n°2243 du 22 juillet 2016, alors que d'après Monsieur le Ministre les questions soulevées nécessitent la consultation de différents départements.

Pour décharger Monsieur le Ministre des Finances, nous nous limitons dans la suite à son ressort ministériel:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une mise à jour de l'incidence financière des mesures de restructuration budgétaire concernant son Ministère sur base du présent tableau, en y intégrant les prévisions de juin 2016 et les comptes provisoires pour l'année 2015?

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Réponse commune (09.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En réponse à la question parlementaire n°2243, la note de l'Inspection générale des finances datée au 15 septembre 2015, mise à jour avec les prévisions de juin 2016, se trouve en annexe.

Ceci répond également à la première partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305.

En réponse à la deuxième partie des 23 questions parlementaires n°2283 à 2305, le détail des mesures en relation avec les comptes provisoires pour l'année 2015 se trouve également en annexe.

D'une manière générale, il convient de rappeler que selon les projections du Comité de prévision au moment de l'entrée en fonction du Gouvernement, la dette publique brute allait atteindre, à politique inchangée, 29,2% du PIB à l'horizon 2016. C'est dans ce contexte et au regard de la perte anticipée des recettes de la TVA sur le commerce électronique que le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre le Paquet d'avenir, avec l'objectif de maintenir la dette publique en tout moment en dessous de 30% du PIB. Force est de constater que ce taux s'établit actuellement à 19,6%. Cette évolution positive est le résultat cumulé de la mise en œuvre du Paquet d'avenir et de la reprise de la croissance.

Les chiffres relatifs à l'exécution du Paquet d'avenir tiennent compte de l'évolution du contexte économique et social ainsi que des réformes mises au point depuis sa mise en œuvre. Pour ce qui concerne 2015, on peut noter une exécution des mesures au-delà des prévisions. Dans les nouvelles prévisions d'août 2016, on trouve le reflet par exemple de la suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire dans le cadre de la réforme fiscale, de la réforme des finances communales ou du maintien dans le domaine de l'État des logements de service aux fins de leur affectation à l'hébergement de réfugiés. Par ailleurs, la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures a été décalée dans le temps, dans l'intérêt notamment de la poursuite des discussions avec les partenaires sociaux. Le résultat escompté sera ainsi atteint en 2020.

Au-delà de l'analyse des mesures individuelles, on peut constater que l'élaboration et la mise en œuvre du Paquet d'avenir ont engendré une prise de conscience et un infléchissement correspondant de la croissance des dépenses de l'État. Les projections jusqu'à 2020 soulignent l'impact structurel des mesures du Paquet d'avenir sur les années à venir.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2245 (22.07.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **garanties d'achèvement dans le cadre de ventes immobilières «en état de futur achèvement»:**

Dans le cadre de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» le Code civil (article 1601) prévoit une série de garanties destinées à protéger le consommateur acquéreur.

Dans le cadre de la garantie d'achèvement obligatoire (article 1601-5 f), un règlement grand-ducal du 24 février 1977 limite la possibilité d'émettre de telles garanties aux seuls «établissements bancaire et d'épargne».

Or, tant dans les autres pays de l'Union européenne qu'au Grand-Duché, bon nombre de telles garanties sont émises par des compagnies d'assurances.

Il ne fait nul doute que ces garanties lient valablement les parties et ne sont en tant que telles pas entachées d'illégalité. Se posent cependant les questions suivantes:

1. Est-ce que ces garanties remplissent les conditions légales ou non?

2. Les notaires sont-ils autorisés ou non à passer des actes de ventes immobilières «en état futur d'achèvement» lorsque la garantie d'achèvement a été émise par une compagnie d'assurance luxembourgeoise/de l'Union européenne?

3. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du fait que cette problématique a déjà fait l'objet de circulaires de la part du Commissariat aux assurances, de l'ABBL et de la Chambre des Notaires?

4. N'est-il pas d'avis que le Gouvernement devrait réagir rapidement et de façon proactive lorsque de telles difficultés d'interprétation surgissent et ce dans l'intérêt de la sécurité juridique pour tous les concernés?

5. Eu égard à cette insécurité juridique, est-il envisagé d'amender le règlement grand-ducal de 1977?

Réponse (29.09.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Il est en premier lieu demandé si une garantie d'achèvement délivrée par une compagnie d'assurance remplit les conditions légales.

Dans la mesure où l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 24 février 1977 pris en exécution de l'article 1601-5 du Code civil (ci-après le «règlement grand-ducal de 1977») prévoit que:

«La garantie d'achèvement de l'immeuble ou de remboursement des versements effectués en cas de résolution du contrat, prévue à l'article 1601-5, alinéa 2, sub f du Code civil doit être donnée par un établissement bancaire et d'épargne au sens de l'article 1er de l'arrêté grand-ducal du 19 juin 1965 concernant les opérations de banque et de crédit, ainsi que les valeurs mobilières, autorisé à exercer son activité dans le pays ou tout autre établissement bancaire établi dans un État membre des communautés européennes et y autorisé à exercer son activité dans la mesure où la réalisation de la garantie n'est pas entravée par des restrictions en matière de mouvements de capitaux.»

La réponse coule de source. Il convient toutefois de préciser que l'article 1601-5 stipule par ailleurs dans son dernier alinéa que l'inobservation des dispositions de l'article 1601-5 entraîne la nullité du contrat, mais que celle-ci ne peut être invoquée que par l'acquéreur et avant l'achèvement des travaux.

Quant à la 2e question, il est à relever que l'article 3 alinéa 3 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat énonce que les notaires ne peuvent refuser leur ministère que dans les cas prévus par les articles 21 et 24 de la même loi, de l'article 5 (3) de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ainsi que dans tous les cas où, en vertu de dispositions légales spéciales, ils ont, avant de prêter leur ministère, une mission de vérification légale de l'existence ou de l'accomplissement de certaines dispositions et formalités et qu'ils constatent que ces conditions ou formalités ne sont pas remplies.

L'article 21 de la loi vise les actes dont les dispositions seraient contraires à une loi pénale, ce qui n'est pas le cas dans la situation visée, l'article 1601-5 ne comportant pas de dispositions pénales. Il est toutefois précisé à l'article 22 que lorsque l'acte à recevoir contient des dispositions qui, sans être contraires à la loi pénale, sont néanmoins prohibées par d'autres lois et règlements, il est du devoir du notaire d'en instruire les parties. Pour le cas où celles-ci persévèrent dans leur résolution, le notaire doit faire mention dans l'acte, que dès lors il doit dresser, de l'avertissement qu'il leur a donné ainsi que de leur déclaration. Au cas contraire le notaire peut être rendu responsable du dommage envers les parties intéressées. Dans la mesure où les autres hypothèses de l'article 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 précitée ne sont pas pertinentes pour le cas d'espèce, la réponse à la question posée découle clairement de la loi.

Question 2260 (29.07.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **«Lënster Lycée»:**

Après quatre années de travaux, le «Lënster Lycée» a ouvert ses portes à la rentrée 2014-2015 pour 1.500 élèves. D'un côté, le «Lënster Lycée» permet aux élèves de la région d'éviter les allers-retours quotidiens vers d'autres établissements plus lointains. Pour d'autres élèves ayant interrompu leur parcours scolaire, le lycée constitue une deuxième chance, grâce à son concept pédagogique innovateur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire parvenir un premier bilan du lycée de Junglinster?

- Selon nos informations, plusieurs classes vont être fermées à cause d'un effectif de classe trop bas. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cet effectif des classes à faible niveau?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas cette manière de procéder comme contraire aux intérêts des élèves dont beaucoup ont voulu effectuer leur carrière scolaire entière au «Lënster Lycée», ou pour lesquels le lycée constitue une deuxième chance?

- Est-ce que d'autres classes dans d'autres lycées ont dû être fermées à cause d'un effectif de classe trop bas?

- Comment le Ministre envisage-t-il d'éviter à l'avenir des problèmes similaires?

Réponse (06.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Avant d'aborder les questions des honorables Députées, je vous transmets les données statistiques brutes concernant l'évolution de la population scolaire du «Lënster Lycée».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au courant de l'année scolaire 2015-2016, 27 élèves ont rejoint le «Lënster Lycée».

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pendant l'année scolaire à venir, les classes suivantes ne pourront pas être organisées à Junglinster, faute d'inscriptions suffisantes:

10CM: 5 inscriptions

11PS: 5 inscriptions

T2IF: 7 inscriptions

10TG: 5 inscriptions

12CG: 7 inscriptions

Tous les élèves transférés se sont vus proposer, par le Ministère, un autre lycée offrant la classe demandée.

L'instruction ministérielle concernant l'organisation scolaire prévoit un effectif minimal de 18 élèves pour ces classes. Pour les nouveaux lycées ou les nouvelles formations, on autorise des classes avec des effectifs réduits pour rendre visible la nouvelle offre.

Les effectifs en dessous de dix demeurent injustifiables aussi bien d'un point de vue pédagogique que d'un point de vue économique sachant qu'on octroie au LLJ un contingent de leçons plus élevé par rapport aux autres lycées, ceci pour faciliter son démarrage et soutenir, au début de son existence, le développement des concepts pédagogiques.

Le transfert d'un élève dans un autre lycée n'est pas agréable pour celui-ci dans un premier temps. Mais un transfert peut être dans

l'intérêt de l'élève. Ainsi permet-on aux concernés d'évoluer dans un contexte scolaire normal qui les incite à développer leurs compétences sociales et leurs interactions d'apprentissage. Ceci est d'autant plus important que les élèves sont plus âgés.

Il est à noter que parmi les pays de l'OECD, le Luxembourg est un des pays avec les plus faibles effectifs des classes. La grande majorité des élèves transférés se trouvait à la fin d'un cycle où un changement de lycée peut s'opérer sans influer négativement la scolarité des élèves concernés.

À l'échelle nationale, deux classes dans deux autres lycées n'ont pas été autorisées. En général, les directions anticipent cette situation et préparent le terrain avant de présenter leur projet pour l'année scolaire à venir au ministère. Ce fut le cas également pour le «Lënster Lycée».

Pour l'année prochaine, les 47 élèves de la 9TE promettent une amélioration au LLJ, mais suffisent au maximum pour démarrer avec deux classes de 10e.

Les difficultés de recrutement sont la conséquence de la situation géographique du lycée et de l'offre qui ne se différencie pas par rapport à l'offre des lycées avoisinants. L'offre planifiée du LLJ s'est basée sur des formations en électrotechnique. Depuis des années, les demandes pour ces formations sont en baisse. Dans un premier temps, la direction a réagi avec d'autres offres (commerce et professions de santé), sans connaître le succès escompté. Voilà pourquoi j'ai demandé aux responsables du lycée de se concerter avec mon département.

Les projets de réforme de l'enseignement secondaire misent sur une diversification accrue de l'offre scolaire. Le degré d'autonomie dans la conception des formations (classes supérieures) sera considérablement élargi. Mon département incite les directions des lycées d'une même région à coordonner leurs offres entre eux. Pour ce qui est du «Lënster Lycée» en particulier, il est veillé à ce qu'il se procure un profil lui permettant d'évoluer, ceci dans l'intérêt de la communauté scolaire et des enfants de la région de Junglinster. Dans cet exercice, qui sera mené avec les enseignants et la direction du lycée ainsi qu'avec les forces vives de la région, le lycée connaîtra un soutien important de mon Ministère dans le courant de l'année scolaire à venir.

Question 2266 (03.08.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **lettre du Procureur général d'État au Ministre de la Sécurité intérieure en relation avec la réforme de la police judiciaire:**

D'après l'article 9 du Code d'instruction criminelle, «La police judiciaire est exercée, sous la direction du Procureur d'État, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre.» De même, l'article 15-2 du Code d'instruction criminelle dispose: «Tous les officiers de police judiciaire et tous les fonctionnaires et agents investis de par la loi de la qualité d'officiers de police judiciaire, pris en cette qualité, sont soumis à la surveillance du Procureur général d'État.»

Au vu de ces dispositions, il semble tout à fait normal d'associer le parquet aux travaux de réforme de la police judiciaire.

Or, dans un article paru aujourd'hui dans le «Luxemburger Wort», Madame le Procureur général d'État se dit consternée par le projet de réforme de la police judiciaire. Le groupe de travail en charge de ce volet de la réforme plus générale de la police aurait passé des heures et des heures à formuler des propositions de réforme ensemble d'ailleurs avec le directeur de la police judiciaire actuellement démissionnaire. Les propositions du groupe de travail auraient pourtant toutes été supprimées dans le projet de réforme adopté par le Conseil de Gouvernement le 29 juillet dernier.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre a-t-il été au courant de la lettre du 27 juillet 2016 de Madame le Procureur général d'État à l'attention de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure?

- Monsieur le Ministre partage-t-il le fait que Madame le Procureur général d'État s'est montrée consternée au vu de la réforme projetée de la police judiciaire? Monsieur le Ministre partage-t-il quant au fond les critiques de Madame le Procureur général d'État?

- Monsieur le Ministre a-t-il donné son accord aux projets de loi réformant la Police grand-ducale, le statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale et de l'Inspection générale de la Police et aux projets de règlements grand-ducaux accompagnant ces lois? Dans l'affirmative et au vu de la lettre de Madame le Procureur général d'État, pour quelles raisons?

Réponse (04.08.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Par la voie officielle le Procureur général d'État a envoyé sa lettre adressée à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure datée du 27 juillet 2016, au Ministre de la Justice, qui l'a transmise sans délai à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure.

La lettre du Procureur général d'État a fait l'objet le jour même de sa réception, c'est-à-dire le mercredi 27 juillet 2016, d'un entretien entre le Ministre de la Sécurité intérieure et le Ministre de la Justice. L'avant-projet de loi du Ministre de la Sécurité intérieure, modifié suite à cet entretien, a été approuvé par le Conseil de Gouvernement du 29 juillet 2016 et couvre l'ensemble des critiques et attentes formulées par le Procureur général d'État.

Question 2267 (03.08.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**application de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État à la Cour grand-ducale:**

Suite à la réponse du 22 juillet 2016 de Monsieur le Premier Ministre à notre question parlementaire n°2164 relative à la gestion financière de la Cour grand-ducale *(cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016)*, nous entendons poser à Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances la question parlementaire suivante relative à l'application à la Cour grand-ducale de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Monsieur le Premier Ministre assimile dans sa réponse la Cour grand-ducale à un organisme qui bénéficie de la participation financière de l'État. Par conséquent, le Premier Ministre estime que la Cour grand-ducale ne doit pas disposer d'un contrôleur financier contrôlant ses dépenses, mais que c'est le contrôleur financier du Ministère d'État qui examine uniquement les versements effectués au profit de la Cour.

Or, selon l'article 1er de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, celle-ci «s'applique aux organes, administrations et services de l'État». Cette formulation avait été introduite dans le projet de loi suite à l'avis du Conseil d'État.

Ce dernier avait insisté sur le fait que la loi devait s'appliquer aux organes constitutionnels de l'État, à savoir le Grand-Duc, la Chambre des Députés, le Gouvernement, le Conseil d'État et les cours et tribunaux, en se référant à l'alinéa 2 de l'article 104 de la Constitution et aux règles de l'unité et de l'universalité du budget (document parlementaire 4100[2], page 6). La Commission des Finances et du Budget et son président-rapporteur Monsieur Lucien Weiler avaient partagé cette approche.

Nous demandons des réponses précises aux questions suivantes:

1. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances estiment-ils, à l'instar du Conseil d'État et de la Chambre des Députés, que la Cour grand-ducale est un organe constitutionnel de l'État et non pas un organisme tiers?

2. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances entendent-ils faire respecter par la Cour grand-ducale la législation sur la comptabilité de l'État?

3. Messieurs le Premier Ministre et Ministre des Finances entendent-ils nommer un contrôleur financier contrôlant a priori les dépenses de la Cour grand-ducale?

Réponse commune (18.08.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à cette question parlementaire, il y lieu de rappeler tout d'abord à l'attention de Messieurs les Députés David Wagner et Marc Baum que d'après l'article 33 de notre Constitution «le Grand-Duc est le chef de l'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Dès lors, il est clairement établi que le Grand-Duc, en sa qualité de chef de l'État, fait partie des organes constitutionnels du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce qui est du financement des missions de la Cour grand-ducale, l'article 43 de la Constitution retient notamment que «la loi budgétaire peut allouer chaque année à la Maison Souveraine les sommes nécessaires pour couvrir les frais de représentation».

Aux termes de cette disposition constitutionnelle, la Cour grand-ducale reçoit donc des allocations ou des dotations à charge du budget de l'État en vue de couvrir ses dépenses. Ces dotations sont inscrites à la section 00.0: Maison du Grand-Duc du budget des dépenses du Ministère d'État.

À noter que les mêmes modalités sont en vigueur pour les autres organes de l'État.

C'est ainsi notamment que la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État dispose en son article 32 que «le budget des recettes et des dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit du Conseil d'État au vu de l'état prévisionnel établi par ce dernier».

C'est ainsi également que l'article 11 de loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes dispose que «le budget des recettes et des dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit de la Cour des Comptes au vu de l'état prévisionnel établi par cette dernière».

Ce même régime est d'ailleurs également d'application pour les versements au profit de la Chambre des Députés.

Pour ce qui est du respect de la législation sur la comptabilité de l'État, il y a lieu de rappeler[1] que la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État dispose en son article 81 que «tous les concours financiers de l'État, que ce soit sous forme de participation en capital, de mise à disposition de terrains ou de bâtiments, de subvention, de prêt, d'avance, de garantie ou sous toute autre forme doivent être utilisés aux fins desquelles ils ont été accordés» et ajoute que «les bénéficiaires de ces concours financiers doivent justifier de l'utilisation du concours reçu».

En exécution de cette disposition, les dotations au profit de la Maison grand-ducale sont analysées et discutées annuellement dans le cadre de la procédure budgétaire et font l'objet de décomptes qui sont présentés par la Cour grand-ducale après la clôture des exercices budgétaires.

Dès lors, il est permis de constater qu'à l'instar notamment de la Chambre des Députés, de la Cour des Comptes et du Conseil d'État, la Cour grand-ducale respecte les règles de la législation sur la comptabilité de l'État.

Quant à la fonction du contrôle financier, il s'impose de rappeler une fois de plus que cette fonction a été introduite dans le droit budgétaire luxembourgeois par l'article 24 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Aux termes de cet article, le contrôleur financier est chargé notamment du contrôle de l'engagement et de l'ordonnancement de toutes les dépenses qui sont imputées au budget de l'État. À ce titre, il est chargé du contrôle des dotations qui sont versées à la Maison grand-ducale ou encore à la Chambre des Députés et à la Cour des Comptes à charge du budget de l'État. Il n'a pas pour mission de contrôler les dépenses propres qui sont faites par les organismes (institutions, établissements publics, entreprises, etc.) qui bénéficient de participations financières de l'État.

Question 2268 (04.08.2016) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **nouvelle identité visuelle de la Police grand-ducale:**

Il nous revient que la Police grand-ducale se verra doter prochainement d'une nouvelle identité visuelle incorporant éventuellement, comme tel est d'ailleurs le cas à l'heure qu'il est, des emblèmes du Grand-Duché de Luxembourg, à savoir les «Petites armoiries».

Or, l'actuelle identité ne se présente pas conformément aux règles légales puisque les «Petites armoiries» ne correspondent pas au modèle authentique. En effet, la loi du 27 juillet 1993 règle l'utilisation des emblèmes nationaux. De plus, dans son article 8, elle stipule que les nouvelles armoiries à créer par des autorités publiques et la modification des armoiries existantes doivent être agréées au préalable par le Premier Ministre, Ministre d'État.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. La nouvelle identité visuelle intégrera-t-elle de nouveau des emblèmes nationaux? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre veillera-t-il à ce que la nouvelle identité visuelle soit conforme aux dispositions de la loi du 27 juillet 1993 modifiant et complétant la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux?

2. Monsieur le Ministre est-il disposé à soumettre la nouvelle identité visuelle à la commission spéciale de l'État, appelée à conseiller le Premier Ministre, Ministre d'État, en toutes matières concernant l'héraldique, tout en émettant son avis sur l'ensemble des questions y relatives lui soumises par le Premier Ministre, Ministre d'État, afin qu'elle puisse formuler un avis?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

J'ignore si l'emblème actuel de la Police grand-ducale avait été soumis à l'agrément du Premier Ministre, Ministre d'État.

La police étant actuellement en train de préparer le marché public relatif à la nouvelle identité visuelle, il est impossible de dire à ce stade quelle sera la future identité visuelle. Cependant, il est certain que si cette identité visuelle implique la création de nouvelles armoiries ou la modification des armoiries existantes, l'agrément du Premier Ministre, Ministre d'État, sera sollicité conformément à ce qui est prévu à l'article 8 de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux.

Question 2269 (04.08.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **déclarations du directeur de l'Administration de la gestion de l'eau relatives aux récentes intempéries:**

Ainsi qu'il ressort d'un article du «Luxemburger Wort» du 29 juillet 2016, le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau rend l'agriculture pour une partie responsable des récentes intempéries survenues dans la vallée de l'Ernz, ayant causé des dégâts considérables. En effet, selon ses dires, le directeur met en cause la pratique de «monocultures» ainsi que le poids trop important des machines agricoles, rendant la terre trop compacte et ne permettant ainsi plus l'infiltration des eaux pluviales.

Au vu de ce qui précédé, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Madame et Monsieur les Ministres partagent-ils les critiques formulées par le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau à l'égard de l'agriculture luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que les récentes intempéries auraient pu être évitées et peuvent-ils le cas échéant justifier ces affirmations par des faits concrets?

Réponse commune (11.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

D'emblée il y a lieu de noter que l'article dans lequel Monsieur le directeur de l'Administration de la gestion de l'eau a fourni des explications concernant les causes des inondations du 22 juillet 2016 dans l'aval du bassin versant de l'Ernz blanche au nord-est de Luxembourg est paru dans le quotidien «Luxemburger Wort» en date du 26 juillet 2016. L'article du 29 juillet 2016 auquel se réfère l'honorable Députée est une suite de l'article initial tout en se limitant aux pratiques agricoles.

Dans la soirée du 22 juillet 2016, des pluies diluviennes, associées localement à de la grêle, ont touché la région d'Ermsdorf, de Medernach, de Larochette, de Schrondweiler et de Cruchten provoquant des écoulements superficiels extrêmes associés à des coulées boueuses et des inondations violentes de l'Ernz blanche et de la Schrondweilerbach. Les dégâts matériels et environnementaux furent considérables dans la région.

La station météorologique la plus proche, celle de Christnach, a enregistrée 69 l/m² ce jour-là avec un pic de 51 l/m² entre 18h00 et 19h00. Aux dires des habitants concernés, l'intensité à Cruchten ou à Ermsdorf était même supérieure (80-120 l/m²). Ces précipitations, de l'ordre de 10% de la pluviométrie annuelle, qui se sont déversées pendant seulement une heure sur les territoires des communes de Larochette, Nommern, Reisdorf et Vallée de l'Ernz, étaient à

[1] Note: voir la réponse à la question parlementaire n°2164 des honorables Députés David Wagner et Marc Baum du 20 juin 2016 concernant la gestion financière de la Cour grand-ducale

l'origine d'inondations dévastatrices. Dans ce contexte, il est important de noter que les conditions météorologiques sont des phénomènes naturels non prévisibles et de toute façon non évitables. Les experts climatologues du LIST ont estimé provisoirement le temps de retour statistique de ces quantités enregistrées à Christnach supérieur à 90 ans pour la région. Conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondation, l'évènement pluvial peut donc être considéré comme crue de probabilité moyenne. Force est également de constater que suite au changement climatique, l'intensité de ces phénomènes est en train de croître que ce soit en termes de sécheresse ou de pluviosité, situation qu'on a rencontrée ce 22 juillet 2016.

Il est tout aussi évident que les causes des inondations du 22 juillet 2016 dans certaines parties du bassin versant de l'Ernz blanche sont multiples ce qui a par ailleurs été expliqué par Monsieur le Directeur de l'Administration de la gestion de l'eau dans le cadre des différentes interviews qu'il a données à la presse luxembourgeoise dans le contexte des évènements précités.

Les inondations qui ont résulté des précipitations torrentielles sont le résultat d'un processus multifactoriel qui trouve son origine dans l'anthropisation de nos paysages. Ainsi toute mesure rendant la capacité d'infiltration du sol plus faible entraine incontestablement des répercussions sur le régime hydrologique et le débit des cours d'eau. Dans ce contexte, il y a lieu de citer outre certaines pratiques agricoles, notamment les monocultures et le compactage des sols, l'érosion des sols agricoles, mais aussi l'urbanisation qui mène à l'augmentation significative de l'imperméabilisation des sols.

Même si les facteurs qui conduisent à des inondations sont multifactorielles, le moteur déterminant est toujours l'incapacité des eaux de pluies de pouvoir s'infiltrer complétement dans les sols. Dès que l'intensité dépasse cette capacité naturelle, on ne peut éviter le ruissellement superficiel qui conflue en ruissellement concentré vers le réseau hydrographique et peut créer des inondations plus ou moins fortes.

Quant à la question de savoir si les écoulements superficiels auraient pu être amortis respectivement ont été renforcés par l'occupation agricole des sols, il y a lieu de retenir plusieurs grandeurs naturelles et réalités physiques de la région.

Les sols sableux de la région de Larochette se situent sur l'assise du Grès de Luxembourg et figurent parmi les plus filtrants du Gutland. Compte tenu de l'intensité pluviométrique excessive, la pluie n'a à peine pu s'infiltrer, indépendamment de l'occupation des sols.

Rappelons également qu'à cette époque de l'année, le recouvrement des sols est maximal. Seule l'orge d'hiver avait été récoltée à cette époque. Toutes les autres surfaces, forêt incluse, étaient à leur interception maximale de la pluie côté recouvrement des sols par la végétation. Notons également que suite au printemps extrêmement humide, les sols argileux, vertiques, de la région de Schrondweiler et de Cruchten notamment, ne présentaient que très peu de fissures de rétrécissement en surface, naturellement présentes en été sec, des fissures qui sont capables d'engloutir les eaux de ruissellement superficiel en temps normal.

Quant à l'occupation biophysique des sols en général, il y a lieu de rappeler les chiffres clés du contexte luxembourgeois. La surface agricole utile occupe seulement la moitié de territoire national, le restant étant couvert par des forêts ou occupé par des zones bâties et des infrastructures de transport. Les prairies permanentes et temporaires représentent 56,1% de la surface agricole utile (SAU), soit 26,5% du territoire. En 2015, la culture du maïs représentait 11,2% de la SAU, soit 5,3% du territoire. Le retour triennal (2013-2015) de la culture de maïs représentait 2,7%, soit 1,3% du territoire. Le restant revient en rotation pluriannuelle avec 20 autres cultures. La surface imperméabilisée par l'urbanisation représente entre-temps 9,5% du territoire national.

Afin de faire face à ces phénomènes météorologiques extrêmes et de réduire les risques d'inondations y afférents, il y a lieu de s'adapter à ces phénomènes du changement climatique permettant d'augmenter la résilience.

Ainsi, dans la mesure où les aléas climatiques ne dépassent les capacités intrinsèques et naturelles de rétention des sols, des pratiques agricoles permettant de préserver cette rétention, de rencontrer le risque d'érosion et de la vulnérabilité de certains sols, l'augmentation du pouvoir de rétention des cours d'eau et leur renaturation et la mise en place de rétentions d'eaux pluviales sont des mesures permettant de faire face à ces phénomènes et à réduire les risques y afférents.

Ces pratiques en rapport avec les sols agricoles sont activement soutenues par les dispositions de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

Dans le contexte de la gestion des risques d'inondation, il y a lieu de citer également le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau adopté par le Gouvernement en conseil le 22 juillet 2016 (n°7047 du rôle) qui prévoit l'augmentation des taux des subventions étatiques moyennant le Fonds pour la gestion de l'eau pour les mesures de prévention des risques d'inondation et l'extension du périmètre des bénéficiaires des projets de restauration et de renaturation des cours d'eau. Ces mesures qui augmentent la capacité de rétention des cours d'eau notamment en situation de crues feront partie intégrante des mesures reprises au niveau du plan national d'adaptation aux changements climatiques qui est actuellement en cours d'élaboration conformément au programme gouvernemental.

Question 2270 (04.08.2016) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«Rentnerausweis»:**

En Allemagne, la «Deutsche Rentenversicherung» envoie aux retraités une carte de légitimation, le «Rentnerausweis», permettant auxdites personnes de bénéficier de tarifs réduits notamment dans les transports publics ou lors de manifestations culturelles. Même si l'indication de l'âge suffit dans certains cas pour profiter de ces réductions, cette carte constitue le plus souvent une condition sine qua non pour bénéficier des tarifs réduits.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. À part la «Seniorekaart», abonnement annuel aux transports publics délivré aux personnes de 60 ans et plus au tarif de 100 euros, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il existe une carte de légitimation du statut de retraité au Luxembourg que les personnes concernées puissent se procurer?

2. À défaut, le Gouvernement envisage-t-il la création d'une telle carte?

Réponse commune (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. À l'heure actuelle, il n'existe pas au Luxembourg de «carte de légitimation du statut de retraité» telle que celle qui existe en Allemagne et à laquelle l'honorable Député fait référence. En l'état actuel des choses, la création d'un tel titre n'est pas envisagée pour le moment.

ad 2. À toutes fins utiles, j'attire l'attention de l'honorable Député sur le fait que le RBS - Center fir Altersfroen asbl, organisme gestionnaire de services pour personnes âgées bénéficiant d'un agrément gouvernemental au sens de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, établit la «Carte aktiv60+», sur demande et contre paiement d'une modique cotisation annuelle de 12 euros par personne et de 15 euros par couple. Si cette carte offre des avantages auprès des 90 partenaires du RBS (voir à cet effet la liste exhaustive sur www.rbs.lu), elle vise avant tout à proposer aux abonnés des activités relevant du domaine de l'«active ageing». Les seniors se voient ainsi proposer des activités qui les invitent à participer activement à la vie sociale et culturelle, à étendre leurs connaissances, à se maintenir en bonne santé pour améliorer ainsi leur qualité de vie. Les abonnés à la «Carte aktiv60+» reçoivent quatre fois par an la revue «Aktiv am Liewen».

L'octroi de cette carte est fonction de l'âge de la personne et correspond de ce fait mieux aux usages au Luxembourg et dans beaucoup d'autres pays qui basent les réductions aux personnes âgées sur un âge défini et non pas sur le statut de retraité que chaque personne acquiert à un âge spécifique.

Question 2271 (05.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **sécurité des «couloirs humanitaires» à Alep en Syrie:**

En effet, pour l'opposition syrienne, les susdits «couloirs humanitaires», ouverts le 28 juillet par la Russie venant en aide au régime du Président Bachar al-Assad, seraient plutôt des «couloirs de la mort». En même temps, Damas reproche à l'opposition d'utiliser la population civile comme «boucliers humains». Selon Monsieur Karim Bitar, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques français «IRIS», les habitants d'Alep n'auraient le choix qu'«entre risquer de mourir de faim ou risquer de mourir dans leur fuite», précisant que «la tragédie syrienne a souvent montré que l'humanitaire a été utilisé comme stratagème cynique servant des intérêts géopolitiques». À tel point que l'ONU vient de proposer le 29 juillet de prendre le contrôle desdits couloirs humanitaires, afin de permettre aux quelques 250.000 civils de fuir la «catastrophe sanitaire et humanitaire» (selon «L'Union des organisations de secours et soins médicaux») de la ville assiégée d'Alep.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la véracité de la mise en garde de l'opposition et de nombreux observateurs relative aux «couloirs de la mort» d'Alep?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter la pression sur Damas et Moscou?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre est-il également d'avis que la sécurité desdits couloirs devrait être garantie par l'ONU?

4. Enfin, Monsieur le Ministre peut-il confirmer les accusations de Damas et de Moscou relatives aux «boucliers humains» des rebelles à Alep?

Réponse (05.09.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. En ce qui concerne la première et la quatrième question, et vu la difficulté de disposer d'informations fiables sur la guerre en Syrie, en particulier sur la situation catastrophique à Alep, il est impossible de confirmer la véracité des mises en garde de l'opposition et des accusations du régime syrien et de ses alliés.

Ce qui est cependant sûr, c'est que près de 300.000 civils survivent assiégés et pilonnés par les forces du régime et ses alliés dans les quartiers orientaux d'Alep qui sont contrôlés par la rébellion depuis juillet 2012.

Les bombardements au-dessus de zones densément peuplées, causent un grand nombre de victimes civiles et ont touché des installations civiles, dont des hôpitaux.

Ces attaques odieuses contre les populations civiles doivent cesser. Elles sont en contradiction flagrante avec la résolution n°2286 par laquelle le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné, le 3 mai dernier, les violences contre les civils, les malades, personnels de santé et personnels humanitaires, en cas de conflits armés.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Kimoon, a évoqué à raison «une catastrophe humanitaire sans précédent», et le droit international humanitaire exige que l'aide humanitaire puisse être acheminée de toute urgence. Dans ce contexte, la mise en place d'un «couloir», qui consisterait à demander aux habitants d'Alep de quitter la ville, n'apporterait pas une réponse durable à la situation. Les habitants doivent pouvoir rester chez eux, en sécurité, et bénéficier de toute l'aide dont ils ont besoin. L'établissement de «couloirs» ne devrait servir qu'à des fins humanitaires et non militaires.

Il y a effectivement lieu de s'alarmer de la dégradation accélérée de la situation sécuritaire et humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien.

ad 2. Le Luxembourg appelle de façon constante à un retour à la cessation des hostilités, à un accès sans entrave de l'aide humanitaire aux populations civiles et à la reprise des négociations inter-syriennes en vue d'une transition politique.

Dans l'immédiat, et soutenant les récents efforts russo-américains de Genève, il importe de restaurer rapidement le cessez-le-feu et de garantir l'accès humanitaire sur tout le territoire syrien afin d'atténuer les souffrances de la population civile. Cet accès humanitaire doit être conforme au droit international et aux principes humanitaires et permettre une pause humanitaire immédiate afin d'assurer des évacuations sanitaires et la livraison de vivres à Alep. Une responsabilité particulière incombe aux autorités syriennes, qui continuent de faire obstacle de façon inacceptable à l'acheminement de l'aide, médicale notamment, aux populations dans le besoin.

La communauté internationale, y compris le Luxembourg, doit agir d'une manière collective et coordonnée et peser de tout son poids en faveur d'une solution politique du conflit en Syrie conforme au communiqué de Genève et à la résolution n°2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Luxembourg soutient pleinement l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Monsieur Staffan de Mistura, dans ses efforts de médiation entre les parties belligérantes pour que la transition politique soit effectivement lancée.

ad 3. De façon générale, toute opération humanitaire, qu'elle implique la distribution d'aide ou l'évacuation de civils, doit être menée et surveillée par l'ONU et/ou la Croix-Rouge et d'autres partenaires humanitaires, en ligne avec les principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. La sécurité d'une telle opération doit être garantie par les belligérants. L'ONU n'est pas outillée pour assurer cette sécurité sur le terrain en Syrie.

ad 4. Voir ad 1.

Question 2272 (05.08.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**Université du Luxembourg:**

L'article 23 de notre Constitution stipule que «Chacun est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois et à l'exercice de certaines professions».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre, combien d'étudiants résidents et non résidents ont été admis à l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017?

- Combien d'étudiants résidents et non résidents se sont vus refuser leur admission à l'Université du Luxembourg pour l'année académique 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017?

- Sur quels critères de sélection l'Université se base-t-elle lorsque l'Université a reçu un même nombre de dossiers d'étudiants résidents et non résidents pour une section dont les places sont fort limitées?

- Dans le même ordre d'idées, en cas de compétences acquises similaires chez les étudiants, l'Université procède-t-elle par tirage au sort ou existe-t-il des quotas informels dans le recrutement d'étudiants résidents et non résidents?

Réponse (01.09.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Tout d'abord, je tiens à rappeler que l'enseignement de l'Université du Luxembourg est régi par le chapitre I[er] du titre II de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, étant entendu que les conditions et les modalités relatives à l'obtention des grades de bachelor, master et doctorat sont définies par les règlements grand-ducaux afférents du 22 mai 2006.

En ce qui concerne les deux premières questions de Monsieur le Député Marc Spautz, il convient de préciser que les inscriptions pour le semestre d'hiver 2016-2017 des étudiants et futurs étudiants de l'Université du Luxembourg sont actuellement en cours. Ainsi, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de fournir des données consolidées pour le semestre d'hiver de l'année académique 2016-2017. Par conséquent, la suite de la réponse sera basée sur les données des semestres d'hiver des années académiques 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016.

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, le tableau 1 ci-dessous renseigne sur le nombre d'étudiants résidents et non résidents dont l'inscription a été validée par l'Université du Luxembourg.

Tableau 1	Inscriptions validées		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Résidents LU	5.158	5.149	4.821
Non-résidents LU	1.282	1.375	1.351

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, le tableau 2 ci-dessous renseigne sur le nombre d'étudiants résidents et non résidents dont l'inscription n'a pas été validée par l'Université du Luxembourg.

Tableau 2	Inscriptions non validées		
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Résidents LU	2.681	2.726	3.196
Non-résidents LU	7.283	6.868	6.232

Il y a lieu de noter que les étudiants renouvellent chaque semestre leur inscription et peuvent à ce moment mettre à jour leur adresse postale. Selon les informations de l'Université du Luxembourg, les inscriptions non validées sont souvent dues à des dossiers incomplets ou qui ne répondent pas aux critères d'admission appliqués. La surreprésentation d'étudiants non résidents au niveau des dossiers d'inscription non validés s'explique principalement par le fait que certains étudiants procèdent à des préinscriptions auprès de plusieurs universités et choisissent, en fin de compte, de ne pas s'inscrire définitivement à l'Université du Luxembourg.

En ce qui concerne les deux dernières questions, je tiens à souligner qu'une procédure de sélection telle que prévue par le paragraphe 5 de l'article 12 de la loi modifiée précitée du 12 août 2003 a été mise en place pour toutes les formations pour lesquelles le nombre de candidats dépasse le nombre maximum d'étudiants qui peuvent être acceptés. Actuellement, cette procédure de sélection prévoit soit une admission sur base de la qualité académique du dossier soumis, étant entendu que l'évaluation du dossier peut être combinée avec un entretien avec le candidat, soit une admission sur base d'un examen organisé spécifiquement pour évaluer les connaissances requises pour la formation visée par les candidats. Un tel examen d'admission est par exemple organisé pour les candidats voulant s'inscrire au bachelor en Sciences de l'éducation.

En ce sens, les conditions d'admission sont publiées sur le site de l'Université du Luxembourg, et les précisions concernant une éventuelle sélection à l'admission sont communiquées de manière univoque. À titre d'exemple, pour le bachelor en Droit, les conditions d'accès sont précisées sous ce lien: http://wwwfr.uni.lu/formations/fdef/bachelor_en_droit_academique.

Finalement, il y a lieu de souligner qu'en vertu du paragraphe 1er de l'article 10 de la loi modifiée précitée du 12 août 2003, le critère de résidence ou de nationalité ne constitue pas un critère de sélection et de validation des dossiers d'inscription à l'Université du Luxembourg. Seule la qualité du dossier est prise en compte au regard des critères de sélection retenus et publiés. Selon les informations de l'Université du Luxembourg, la procédure d'admission de l'Université du Luxembourg ne fait donc intervenir ni tirages au sort ni quotas, a fortiori informels.

Question 2273 (05.08.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **projet «Track 2»:**

Selon mes informations, le projet «Track 2» permettrait à un certain nombre de chargés de cours de l'enseignement fondamental d'accéder, sous certaines conditions et en pouvant laisser prévaloir une expérience professionnelle, à la fonction d'enseignant. Des épreuves d'accès ont eu lieu fin juin et début juillet de cette année.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel a été le nombre de candidats éligibles pour pouvoir se présenter à ces épreuves?

- Combien de candidats se sont réellement présentés?

- Combien de candidats ont réussi les épreuves?

- Quel a été le taux de réussite dans les différentes branches?

- Pour les candidats ayant réussi, quelle sera leur marche à suivre pour accéder à la fonction d'enseignant du fondamental?

Réponse (24.08.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député concernant la seconde voie de formation proposée par l'Université du Luxembourg «Track 2» aux chargés de cours et aux enseignants de religion de l'enseignement fondamental, je peux vous communiquer les informations suivantes:

• 73 demandes de participation ont été introduites avec les dossiers nécessaires (55 chargés de la réserve des suppléants + 18 enseignants en religion) auprès de l'Université du Luxembourg. Après analyse des dossiers, le jury d'admission a retenu 45 candidats qui pouvaient se présenter à l'examen d'admission (40 + 5).

• 42 candidats (37 + 5) se sont réellement présentés à l'examen d'admission le 12 juillet 2016.

• 21 candidats ont été admis (19 + 2). S'y ajoutent trois chargés de la réserve des suppléants qui peuvent entamer leurs études avec une admission conditionnelle. Ils devront se présenter une nouvelle fois à l'épreuve de français lors de l'examen d'admission 2017. Au total, 24 étudiants pourront se présenter au «Track 2» pour la rentrée académique 2016.

• Dans ses calculs des résultats, l'Université n'a pas séparé les taux de réussite des «Track 1 et 2» dans les différentes branches. Les critères de réussite étant les mêmes pour tous les candidats, cette information n'avait pas d'importance pour le jury d'admission.

• Ces candidats pourront accéder à la fonction d'enseignant selon les dispositions légales actuellement en vigueur. Aucune disposition spéciale n'est prévue sur ce point pour les chargés de cours ayant suivi la formation «Track 2».

Question 2274 (05.08.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **Service d'aide médicale urgente:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1759 *(cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016)*, Madame la Ministre de la Santé a fait savoir que, d'une part, le Service d'aide médicale urgente (SAMU) est un élément indispensable de la chaîne de secours qui trouvera sa place dans le cadre du futur „Corps grand-ducal d'incendie et de secours" (CGDIS), et que, d'autre part, le dispositif actuel du SAMU ne sera pas remis en cause.

Or, il nous revient qu'une dame, victime d'une piqûre d'hyménoptère vers 22h30 du soir en zone rurale, a dû attendre cinquante-cinq minutes avant l'administration de médicaments vitaux dans un hôpital de garde. Il convient encore de préciser que l'unique antenne mobile du SAMU Nord avait une autre intervention et que le vecteur aérien était aussi exclu en raison de l'appel de secours nocturne.

Suite à cet incident, certes particulier mais d'un intérêt général manifeste, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Dans le cadre du nouveau CGDIS, est-il prévu d'intégrer au moins un «Rettungssanitäter» dans l'équipage ambulancier par intervention de secours?

2. Est-il aussi prévu d'intégrer des médecins urgentistes dans le dispositif du SAMU, en complément des médecins anesthésistes-réanimateurs actuels?

3. Les Ministres n'estiment-ils pas nécessaire d'élargir, en l'absence de médecin, les compétences d'intervention des «Rettungssanitäter», par exemple en cas de choc (mise en place de lignes intraveineuses; administration de médicaments vitaux)?

4. Plus généralement, est-ce que la nouvelle structure du SAMU restera attachée aux hôpitaux de garde ou sera-t-elle indépendante à l'intérieur du futur CGDIS? Les médecins, les «Rettungssanitäter» ainsi que les infirmiers, assureront-ils le nouveau service de secours à temps plein?

5. Finalement, les Ministres peuvent-ils nous expliquer pourquoi le SAMU ne peut pas recourir aux services des hélicoptères de sauvetage pendant la nuit?

Réponse commune (19.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés André Bauler et Edy Mertens souhaitent obtenir des informations quant à l'organisation du Service d'aide médicale urgente (SAMU) dans le cadre du futur Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) que le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours se propose de créer.

Dans le cadre de la réforme des services de secours, la formation des futurs agents, élément-clé, est actuellement en train d'être réorganisée en vue de son amélioration et de sa modernisation afin d'atteindre la même importance que les missions et interventions.

Le futur pompier professionnel et volontaire sera confronté au quotidien à des situations à risque. Par conséquent, il est très important de savoir que la formation, professionnelle et polyvalente, permettra à chacun d'atteindre, à son rythme, le niveau de qualification souhaité.

Il est prévu qu'à terme, l'équipage de chaque ambulance du CGDIS comporte au moins un pompier professionnel ou volontaire ayant suivi avec succès le niveau de qualification le plus avancé de la formation du domaine «secours à personne - SAP», similaire aux formations allemandes.

Il appartiendra au conseil d'administration du futur CGDIS de déterminer les conditions d'admission et de compétences des médecins pour la participation au Service d'aide médicale urgente dans le cadre d'un référentiel de ressources et d'organisation. Il est admis que le recours à des médecins anesthésistes-réanimateurs garantit le niveau le plus élevé de prise en charge des patients.

Le projet de loi n°6861 précité prévoit que le SAMU est un vecteur de secours du futur CGDIS, rattaché à un établissement hospitalier qui a comme mission la prise en charge médicale spécialisée du patient dont l'état requiert de façon urgente une expertise médicale pour des soins d'urgence ou de réanimation et pour l'orientation du patient.

Dans le souci d'améliorer la couverture du Grand-Duché de Luxembourg en services SAMU et de garantir des délais d'intervention acceptables, le futur CGDIS pourra conclure des conventions pour l'installation de services SAMU, au-delà des établissements hospitaliers, avec des organismes représentatifs du secteur des prestataires de soins, des associations et des organismes de secours ayant la sécurité civile dans leur objet social, et ce en relation avec l'organisation du SAMU et des établissements hospitaliers.

En ce qui concerne le recours aux hélicoptères de sauvetage pendant la nuit, il faut savoir que, si des vols de nuit sont techniquement possibles, il se posent d'évidentes questions de sécurité pour les atterrissages lors de missions primaires en dehors de zones sécurisées et préalablement reconnues. En partant de l'utilisation d'hélicoptères de sauvetage pendant la nuit à l'étranger, il faudra analyser le besoin et l'opportunité de vols de nuit pour le Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre d'une discussion globale concernant l'optimisation de l'organisation du SAMU.

Question 2275 (05.08.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**allocation de vie chère:**

Le Fonds national de solidarité (FNS) accorde, sur demande et sous certaines conditions, une allocation de vie chère aux ménages à revenu modeste. Le niveau de l'allocation est fonction de la composition de la communauté domestique et des revenus perçus par les personnes en faisant partie.

Ainsi, à titre d'exemple et suivant le barème publié par le FNS sur son site Internet, un ménage de deux personnes dont les revenus mensuels bruts ne dépassent pas la limite de 2.895,26 € pourra prétendre à une allocation annuelle de vie chère de 1.650 €, soit 137,50 €/mois. Si ce même ménage disposait de revenus ne dépassant pas la limite de 3.032,75 €, il pourrait bénéficier d'une allocation annuelle réduite. Si les revenus du ménage dépassaient les 3.032,75 €, le ménage n'aurait plus droit à rien.

Sont pris en compte pour la détermination des revenus de la communauté domestique entre autres les revenus provenant d'un travail régulier ou généralement d'une activité professionnelle quelconque, les revenus de remplacement, les revenus de biens mobiliers et immobiliers, diverses allocations ou prestations, de même que les pensions alimentaires, si applicable.

Je note également que, d'après le règlement du Gouvernement en Conseil du 16 décembre 2015 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2016, «Ne peut prétendre à l'allocation de vie chère - la personne qui bénéficie de l'aide financière de l'État pour études supérieures».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Gouvernement peut-il m'indiquer (i) si le seul fait pour une personne bénéficiant de l'aide financière pour études supérieures (et peu importe le type de bourse concernée et le montant de cette aide) de faire partie d'une communauté domestique vaut exclusion du bénéfice de l'allocation de vie chère pour toute la communauté domestique ou (ii) si la personne bénéficiant de l'aide financière pour études supérieures sera considérée comme ne faisant pas partie de cette communauté domestique pour la détermination du niveau des revenus et de l'allocation à percevoir? Ou est-ce que cette disposition signifie que seul le bénéficiaire d'une aide financière de l'État pour études supérieures qui s'installe à son propre compte est exclu de l'allocation de vie chère?

- À noter que, d'après une brochure d'information du CEDIES (5 octobre 2015), les revenus provenant d'un travail étudiant limité à un maximum de dix heures par semaine ainsi que les jobs d'étudiants pendant les vacances scolaires ne sont pas pris en compte pour le calcul de la bourse sur critères sociaux allouée dans le cadre des aides financières pour études supérieures.

Le Gouvernement envisage-t-il d'appliquer ces mêmes paramètres à l'octroi d'une allocation de vie chère, i. e. de ne pas tenir des revenus d'étudiants et d'élèves, tels que relevés ci-dessus pour la détermination des limites de revenus mensuels bruts applicables en matière d'allocation de vie chère?

- Selon le programme gouvernemental, «Dans le but de donner la possibilité aux étudiants de contribuer davantage au financement de leurs études, le Gouvernement révisera les dispositions de l'article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale».

À quelle échéance le Gouvernement entend-il saisir la Chambre des Députés du projet de loi en question?

Réponse commune (17.08.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

L'allocation de vie chère (AVC) est réservée aux ménages à revenus modestes; elle est accordée une fois par an et sur demande du ménage.

L'aide financière de l'État pour études supérieures quant à elle est destinée aux étudiants afin de leur permettre de suivre des études supérieures; elle est accordée annuellement, pour une période déterminée, et sur demande de l'étudiant. Le montant de la bourse sur critères sociaux, qui est un des éléments de cette aide financière pour études supérieures, dépend du revenu total annuel imposable du ménage dont fait partie l'étudiant.

Il s'agit donc de deux dispositifs différents qui s'adressent à des publics différents et qui répondent à des besoins spécifiques.

Un étudiant bénéficiaire de l'aide financière de l'État pour études supérieures, qui est installé à son propre compte et qui constitue donc à lui seul un ménage, ne peut pas bénéficier d'une AVC étant donné qu'il bénéficie déjà des avantages de l'aide financière pour études supérieures.

Un étudiant bénéficiaire de l'aide financière de l'État pour études supérieures qui fait partie d'un ménage bénéficiant d'une AVC n'est pas pris en compte pour la détermination de la composition du ménage et le montant de son aide financière n'est pas ajouté aux revenus considérés. Rappelons que cet étudiant bénéficie d'une bourse sur critères sociaux dans le contexte de l'aide financière pour études supérieures.

Étant donné que les étudiants bénéficiaires de l'aide financière pour études supérieures ne sont pas considérés lors du calcul de l'AVC, leurs éventuels revenus issus d'un travail étudiant ne sont pas pris en compte.

Pour ce qui est des dispositions relatives à la durée de travail hebdomadaire maximale des étudiants, il est envisagé d'engager à très court terme un projet de loi visant à modifier les dispositions de l'article L.122-1, paragraphe 3, point 5 du Code du Travail dans la voie législative, néanmoins une concertation avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche devra être engagée préalablement, notamment en ce qui concerne les conséquences d'une augmentation des heures de travail des étudiants sur le calcul des bourses sur critères sociaux. Une réunion avec les responsables de ce Ministère sera organisée dès la rentrée.

Question 2276 (05.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**évolution du nombre des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg:**

Selon la presse allemande, le nombre de demandes d'asile de citoyens turcs semble en effet augmenter de manière dramatique en Allemagne (cf. «Der Tagesspiegel» du 5 août: «Fluchtpunkt Deutschland: Mehr Asylanträge von Türken - vor allem Kurden»). Selon l'article précité, le nombre de demandes d'asile de citoyens turcs au premier semestre de l'année courante correspondrait déjà presqu'au nombre total des demandes d'asile turques de l'année 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il également constater une tendance d'augmentation des demandes d'asile provenant de citoyens turcs au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quelle est la stratégie du Gouvernement pour y répondre?

3. Eu égard à la situation actuelle en Turquie, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faille réévaluer la notion de «pays d'origine sûr» relative à la République de Turquie?

4. Enfin, Monsieur le Ministre juge-t-il la perspective de la libéralisation du régime des visas en faveur de la Turquie (cf. déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016) jusqu'au mois d'octobre encore réaliste?

Réponse (05.09.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Contrairement à l'Allemagne, le Luxembourg ne connaît pas un tel phénomène. En effet, jusqu'au 15 août 2016, seulement six personnes d'origine turque ont introduit une demande de protection internationale. En 2014 et 2015, cinq respectivement 18 ressortissants turcs ont introduit une telle demande.

ad 2. Sans objet

ad 3. La République de Turquie ne figure pas sur la liste de pays d'origine sûrs, liste adoptée par règlement grand-ducal en date du 21 décembre 2007.

ad 4. Dans son troisième rapport de suivi, présenté le 4 mai dernier, la Commission européenne reconnaît qu'Ankara doit encore satisfaire cinq conditions sur 72, qui concernent notamment des questions liées à la protection des données ainsi que les législations antiterroristes. Le processus de libéralisation requiert l'accomplissement de tous ces critères. À ce stade, il est prématuré de vouloir se prononcer sur l'issue du processus. Il convient d'attendre la prochaine phase qui consiste dans la publication du quatrième rapport de suivi de la Commission européenne programmé pour le 28 septembre prochain et de suivre de près l'évolution du contexte politique en Turquie.

Question 2277 (05.08.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**état des recettes restant à recouvrer des communes:**

D'après la loi communale, l'exercice financier des communes commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année. Toutefois, les opérations relatives au recouvrement des recettes se rapportant à cet exercice et au paiement des dépenses engagées jusqu'au 31 décembre peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril de l'année suivante. À cette date, l'exercice est définitivement clos. C'est d'ailleurs également à cette date que le receveur porte les recettes non rentrées, par débiteur et par nature, sur un état des recettes restant à recouvrer (le «Restantenetat»).

Selon un article paru au «Luxemburger Wort», le «Restantenetat» de la commune de Schuttrange s'est élevé à 249.711,91 euros, dont 172.000 euros étaient à charge de l'État.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un relevé des états des recettes restant à recouvrer par commune pour l'exercice 2015?

- Monsieur le Ministre peut-il également préciser à chaque fois la part de l'État dans les recettes non rentrées?

Réponse (16.09.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés se réfèrent aux informations parues dans un article de presse au sujet de l'état des recettes restant à recouvrer de la commune de Schuttrange, relatant un découvert de l'État au montant de 172.000 euros, pour s'enquérir, en premier lieu, des statistiques des états des recettes à recouvrer par commune pour l'exercice 2015 et, complémentairement, de la part de l'État dans ces recettes.

Il convient tout d'abord de signaler que l'inscription de cette créance envers l'État dans l'état des recettes restant à recouvrer de la commune de Schuttrange au montant, d'ailleurs, exact de 172.964,42 euros, ne concerne qu'une seule facture et s'explique par les règles strictes en matière d'exécution des dépenses publiques qui ne sont certainement pas un secret pour les honorables Députés.

Ceci étant, je joins en annexe un tableau indiquant les montants totaux des états des recettes restant à recouvrer tels qu'ils figurent dans les 90 comptes communaux de l'exercice 2015 transférés jusqu'à présent au Ministère de l'Intérieur. Ces chiffres comprennent les recettes restant à recouvrer et les recettes pour lesquelles le receveur a obtenu décharge de la part du collège des bourgmestre et échevins, voire du conseil communal.

Finalement, vu l'ampleur des données figurant dans les états des recettes restant à recouvrer, documents volumineux, transmis au Ministère de l'Intérieur par voie papier, et le fait que les services et administrations de l'État y figurent à titre individuel et non pas sous la dénomination «État», il s'avère matériellement impossible de déceler exactement la part du secteur étatique dans les recettes à recouvrer par commune.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2278 (08.08.2016) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État:**

La loi du 9 décembre 2015 déterminant les conditions et les modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et les services de l'État définit en son article 1er les postes rentrant dans cette définition.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me détailler par ministère, par administration et service le nombre et le titre des postes répondant à la définition des fonctions dirigeantes?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer la dernière date de nomination à ces postes, et à chaque fois la durée de ces nominations?

3. Combien de nominations sont prématurément venues à échéance depuis le 1er janvier 2014? Quelle «fonction dirigeante» (ministère, administration, service et intitulé du poste) était à chaque fois concernée?

4. Combien de personnes nommées à une fonction dirigeante avant 2014 et dont la nomination est venue à échéance après le 1er janvier 2014 n'ont pas vu leur «mandat» renouvelé?

Réponse commune (06.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Pour des raisons de clarté et de lisibilité nous avons regroupé les informations demandées dans deux tableaux joints à la présente.

Le premier tableau répond aux questions 1 et 2 tandis que le deuxième tableau porte sur les questions 3 et 4.

Pour être complet, et concernant le 1er tableau, il convient de signaler que la colonne à droite intitulée «type de mandat» contient soit la précision «indéterminé» soit la précision «7 ans».

Dans le premier cas de figure l'agent concerné a été nommé avant le 1er janvier 2006, donc avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État. La nomination à son mandat est donc à durée indéterminée.

Si le champ contient l'indication «7 ans», l'agent en question a été nommé après l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre précitée et la durée de son mandat est limité à sept ans. Dans ce dernier cas de figure, la dernière colonne intitulée «renouvellement» précise, le cas échéant, si le mandat a été renouvelé à la suite d'une première période de sept ans.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2279 (08.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la **législation concernant la location d'appartements et de maisons**:

La presse s'est récemment fait l'écho que la location d'appartements ou de maisons par le site «airbnb», de personne privée à personne privée, connaît un succès considérable à l'étranger mais également au Luxembourg. En effet, il existerait sur notre territoire un marché de 200 habitations à louer de cette manière.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- À l'heure actuelle il n'existerait pas de cadre légal clair pour ce type de locations. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'au vu des évolutions rapides dans ce domaine, il serait adéquat d'adapter notre législation?

- Étant donné que ces habitations ciblent une clientèle différente de celle des usagers d'hôtels, elles pourraient constituer une opportunité supplémentaire pour le tourisme au Grand-Duché. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire d'informer de manière plus poussée la population quant aux droits et obligations liés à la location de cette sorte?

Réponse (03.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

La location temporaire de logements de personne privée à personne privée à travers des plateformes Internet spécialisées comme «airbnb» s'est développée ces dernières années, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Cette offre très diverse constitue un complément intéressant à l'offre d'hébergement touristique classique et peut attirer une nouvelle clientèle à la recherche d'un hébergement alternatif. Elle contribue ainsi à la diversité et à l'attractivité de l'offre touristique au Luxembourg.

Les relations entre les parties, qui sont en principe des particuliers, sont régies par le droit commun des contrats et de la responsabilité.

Bien que cette activité n'ait pas de législation spécifique, les personnes louant des logements à des touristes sont tenues par plusieurs obligations:

- elles doivent respecter les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements mis en location ou mis à disposition aux fins d'habitation (donc p. ex. une chambre meublée), lesquels sont fixés par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Si l'habitation sert en même temps d'habitation principale et permanente, le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 est également à respecter;

- elles doivent déclarer les revenus liés à cette activité;

- elles doivent remplir les fiches d'hébergement des voyageurs.

Il n'est pour le moment pas prévu de mettre en place une loi spéciale pour ce genre d'activité. En effet, il n'y a pas de raison a priori de limiter cette activité tant que les particuliers ne se comportent pas comme de véritables professionnels, sans être soumis aux mêmes contraintes. S'il s'avère qu'une adaptation de notre législation devient indispensable pour mieux encadrer cette activité, les mesures qui s'imposent seront mises en œuvre. À cet effet, nous observons de près les évolutions en ce sens dans nos pays voisins qui pourront être, le moment venu, une source précieuse de comparaison et d'inspiration.

Afin de faciliter l'accès à l'information quant aux droits et obligations liés à cette sorte de location, il est envisagé de regrouper les informations concernant la location de logements à des touristes, de personne privée à personne privée, sur la plateforme guichet.lu. En attendant, le Ministère de l'Économie ainsi que les départements, administrations et communes concernés par les aspects divers entrant en ligne de compte (droit d'établissement, tourisme, fiscalité, hygiène et sécurité etc.), se tiennent naturellement à disposition pour apporter les renseignements et informations souhaités concernant leur domaine de compétences.

Question 2280 (09.08.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église:**

Suite à la présentation du projet de loi procédant à la dissolution des fabriques d'église par Monsieur le Ministre de l'Intérieur vendredi dernier, le premier vice-président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises («Syvicol») a réagi sur les ondes de «RTL Radio» en affirmant que le Syvicol n'a pas pu se prononcer par rapport audit projet de loi parce qu'il n'a pas vu les textes y relatifs. «Ville hätt ee kënnen évitéieren oder froen, oder Problemer am Virfeld kënne léisen, wa vun Ufank un de Syvicol un deene Verhandlungen, un deenen Diskussiounen do hätt kënnen deelhuelen (...).»

Selon l'article 4, point 6 de la Charte européenne de l'autonomie locale, signée en 1985 par l'ensemble des États membres du Conseil de l'Europe et entrée en vigueur en 1988, «Les collectivités locales doivent être consultées, autant qu'il est possible, en temps utile et de façon appropriée, au cours des processus de planification et de décision pour toutes les questions qui les concernent directement.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que le Syvicol a été demandé en son avis dans le contexte de l'avant-projet de loi sur les fabriques d'église?

• Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous renseigner sur la date de cette consultation?

• Dans la négative, le Ministre estime-t-il que la non-consultation des communes est conforme aux principes de la Charte européenne de l'autonomie locale, en particulier l'article 4, point 6 cité ci-dessus?

Réponse (23.08.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés se réfèrent aux déclarations du premier vice-président du Syvicol sur les ondes de «RTL Radio» en date du 8 août 2016 pour s'enquérir de la consultation des communes dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église.

D'une manière générale, il y a tout d'abord lieu d'informer les honorables Députés que des réunions, à un rythme au moins biannuel, ont régulièrement lieu entre le bureau du Syvicol et le Ministre de l'Intérieur, d'ailleurs suivies d'une réunion avec le Premier Ministre et les autres ministres concernés par les matières à l'ordre du jour. Par ailleurs, des réunions spécifiques ont lieu dès que l'actualité des sujets l'impose respectivement sur simple demande du Syvicol. Il y a dès lors lieu de constater que le dialogue avec les communes, voire leur porte-parole le Syvicol, s'est sensiblement amélioré depuis l'entrée en fonction du Gouvernement actuel.

Pour ce qui est précisément de la future législation relative aux fabriques d'église, il y a lieu d'informer les honorables Députés que la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église, signée le 26 janvier 2015 par l'Archevêque de Luxembourg et le Ministre de l'Intérieur, a fait l'objet d'une réunion avec le bureau du Syvicol en date du 25 février 2015. Dans sa séance du 2 mars 2015, le comité du Syvicol a, d'ailleurs, thématisé ladite réunion tout en notant que «la convention peut constituer une solution pour régler la question de la propriété des édifices dédiés à l'exercice du culte - sous condition que les parties se mettent d'accord - ...».

Il y a également lieu d'ajouter que lors de la réunion précitée du 25 février 2015 a été notamment abordé le déroulement des quatre réunions régionales les 3 mars 2015, 5 mars 2015, 10 mars 2015 et 11 mars 2015 qui avaient pour but de présenter, aux collèges des bourgmestre et échevins, les tenants et aboutissants de ladite convention, d'échanger ses vues et d'évoquer les implications pour les communes. Précisons que les représentants des communes ont été invités auxdites réunions par la circulaire conjointe n°3236 du 11 février 2015, signée par le Ministre de l'Intérieur et par le président du Syvicol.

Finalement, et en y incorporant le fruit des discussions menées lors des réunions d'information, copie de la convention précitée avec des explications précises ont été transmises aux

communes par voie de la circulaire ministérielle n°3255 du 24 avril 2015 les informant notamment sur les démarches concrètes à entamer dans l'optique du remplacement de la législation relative aux fabriques d'église par une nouvelle réglementation en la matière dont notamment les négociations à mener avec les fabriques d'église.

Ajoutons que le Syvicol s'est adressé aux communes par sa circulaire n°6/2015 du 1er juin 2015, «soucieux de jouer un rôle constructif dans la mise en œuvre de la convention entre l'État luxembourgeois et l'Église catholique concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église» et espérant que les informations transmises aux communes leur seront utiles dans leurs négociations.

Le 29 juillet 2016, date de l'adoption de l'avant-projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique par le Conseil de Gouvernement, les communes ont été invitées par circulaire commune Ministère de l'Intérieur/Syvicol n°3394 à une réunion d'information le 5 août 2016 afin d'éclairer les élus communaux sur les modifications légales susceptibles d'intervenir en la matière et me permettant de répondre aux questions des représentants communaux.

Le résultat des discussions et d'autres renseignements utiles en la matière ont été communiqués aux communes par voie de la circulaire ministérielle n°3393 du 9 août 2016. Y étaient annexés, le texte du projet de loi portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, un modèle d'inventaire des édifices religieux et copie de la circulaire n°3255 du 24 avril 2015.

Sachant que le projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique a pour objet de régler les modalités légales de la mise en œuvre de la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d'église du 26 janvier 2015, il y a lieu de constater que les communes, voire le Syvicol, ont été consultées et informées aussi bien en amont de l'élaboration du projet de loi en question que par la suite.

Je tiens finalement à remercier les honorables Députés de m'avoir permis à illustrer que la consultation et l'information du secteur communal, voire du Syvicol, ont été exemplaires dans le cadre du projet de loi sur les fabriques d'église.

Question 2281 (09.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **droits de trafic aérien:**

Dans leur réponse à la question parlementaire n°2208 *(cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016)* sur la vente des actions Cargolux, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ont indiqué que «les négociations en matière de droits de trafic aérien se font entre gouvernements et relèvent d'accords interétatiques».

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer quelles catégories de liberté de l'air existent au Luxembourg et quels principes sont appliqués lors des négociations en matière de droits de trafic aérien entre le Gouvernement luxembourgeois et les gouvernements d'autres États souhaitant profiter des libertés de l'air précitées?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir un relevé indiquant toutes les compagnies aériennes bénéficiant d'une liberté de l'air au Luxembourg et précisant de quelles catégories de liberté respectives il s'agit?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer également sur les droits de trafic aérien que le Luxembourg a négociés avec d'autres gouvernements au bénéfice des compagnies aériennes luxembourgeoises?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les accords aériens (ASA - air service agreements) constituent le cadre légal général pour formaliser les relations aériennes bilatérales entre deux États alors que les dispositions opérationnelles (fréquences de vol, droit de trafic,...) sont fixées dans des mémoires d'entente (MoU).

Les «libertés de l'air» sont définies en annexe de la Convention relative à l'aviation civile internationale de 1944, dite la Convention de Chicago, et correspondent à un standard international au niveau mondial. Le Luxembourg négocie principalement les droits de trafic de 3e, 4e, 5e et 7e liberté, à savoir, le droit de débarquer du trafic, le droit d'embarquer du trafic, le droit de transporter du trafic à destination/en provenance d'un État tiers ainsi que le droit de transporter du trafic d'un second État à destination/en provenance d'un État tiers.

La loi modifiée du 19 mai 1999[2] dispose que la négociation des accords de service aériens et la gestion des droits de trafic revient à la Direction de l'aviation civile (DAC), sous l'autorité du Ministre des Transports, en l'occurrence le Ministre du Développement durable et des Infrastructures. Comme les ASA prennent la forme de traités internationaux, la négociation des accords aériens entre le Luxembourg et des États tiers, ainsi que des droits de trafic en faveur des opérateurs luxembourgeois avec les différents pays, se font en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères.

Les accords aériens négociés avec les États tiers sont des accords bilatéraux. Suite au principe de la réciprocité de ces accords, le Luxembourg dispose des mêmes droits et libertés dans l'État tiers avec lequel il a signé un accord. Cependant, la signature d'un accord aérien n'implique pas forcément que les droits et libertés accordés sont systématiquement utilisés par les deux parties du contrat. Il est également à noter que la DAC négocie chaque accord essentiellement sur la base de l'intérêt et des besoins spécifiques des opérateurs aériens luxembourgeois.

Tout État tiers obtenant des droits de trafic par le principe de la réciprocité suite à la signature d'un MoU est libre de désigner toute compagnie aérienne nationale qui lui convient sans obligation de devoir justifier ce choix. De telles désignations peuvent être modifiées à tout moment. Par conséquent, la création d'une liste exhaustive arrêtant les compagnies aériennes pouvant opérer vers/depuis le Luxembourg s'avère difficile à réaliser. Une grande partie des accords aériens ne prévoit d'ailleurs pas de restriction du nombre de compagnies aériennes pouvant être désignées dans le cadre des droits de trafic convenus.

Pour ce qui est du contenu des ASA, ceux-ci contiennent également un certain nombre de dispositions dites «européennes» relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne et précisées dans un règlement européen[3]. Par ailleurs, chaque accord conclu avec un État tiers doit être notifié à la Commission qui vérifie sa conformité avec les dispositions communautaires en vigueur dans le domaine de l'aviation.

Tandis que la grande majorité des ASA conclus par le Luxembourg sont des accords bilatéraux au sens strict, certains pays tiers, dont les États-Unis d'Amérique, la Jordanie, Israël, la Moldavie ou encore le Canada, sont liés par un accord négocié au niveau européen par la Commission européenne, dûment mandatée par les États membres.

À noter enfin que la Commission européenne est actuellement mandatée par le Conseil de négocier avec le Brésil, les Émirats Arabes Unis, le Qatar et la Turquie.

Question 2282 (10.08.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **différence des amendes pour des agriculteurs:**

Laut eiser Constitutioun sinn d'Lëtzebuerger gläich virum Gesetz: „Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi." Dëse Prinzip schéngt awer net ëmmer respektéiert ze ginn: Wann en Automobilist ze séier duerch eng Uertschaft fiert, dann ass eng Strof fälleg, déi gesetzlech fixéiert ass. Dës Strof ass fir jiddweree gläich, egal wéi héich säin Akommes ass.

Ganz anescht an der Landwirtschaft. Bekanntlech sinn d'Baueren am Kader vun der EU-Agrarpolitik enger Partie Contrainten ënnerworf, déi si genee respektéiere mussen. Wann dobäi Feeler ënnerlafen, z. B. bei der Handhabung vun de Päss bei de Béischten, da gi Geldstrofen applizéiert, déi prozentual gerechent gi par rapport zu de Primmen (Bäihëllefen), déi de Betrib zegutt huet.

An anere Wierder: Fir deeselwechte Feeler gi jee no der Gréisst vum Betrib respektiv der Héicht vun de Primmen, déi de Betrib zegutt huet, ënnerschiddlech Strofe verhaangen. Dat ass mat folgendem Zeenario ze vergläichen: Wann ee mat 60 duerch eng Uertschaft fiert, misst een entspriechend sengem Akommes eng niddreg oder eng héich Geldstrof bezuelen.

Duerfir meng Fro un den Här Justizminister:

- Ass an Ären Aen de Strofesystem, wéi en an der Landwirtschaft praktizéiert gëtt, kompatibel mat dem Gläichheetsprinzip, deen an der Constitutioun garantéiert ass? Wann neen, sidd Dir bereet, déi néideg Ännerungen am landwirtschaftleche Secteur duerchzesetzen?

Réponse (09.09.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

D'Bauere kënne fräiwëlleg u verschiddene Bäihëllefsprogrammer deelhuelen.

Et ass effektiv esou, dass dës Bäihëllefsprogrammer dozou bäidroen, fir de Baueren ee Minimum u Stabilitéit bei hirem Akommes ze garantéieren. Ausserdeem erlabe si de landwirtschaftleche Betriber eng laangfristeg Iwwerliewenschance, si maachen d'Betriber manner vulnerabel par rapport zu de Präisfluktuatiounen a si entschiedegen d'Bauere fir deen Deel vun hirer Aarbecht, dee respektiv vun de landwirtschaftleche Mäert net a Betruecht gezu gëtt oder am Interesse vun der Allgemengheet ass.

Dës direkt Bäihëllefe gi bezuelt ënnert der Konditioun, dass eng Rei vu Konditiounen, ënner anerem d'Regele vun der Cross Compliance, agehale ginn.

De System vun der Cross Compliance schreift de Respekt vir vu verschiddene Regele betreffend déi landwirtschaftlech Flächen, déi landwirtschaftlech Aktivitéit a Produktioun an de Beräicher Ëmwelt, Gesondheet vu Mënsch an Déier, Gesondheet vun de Planzen, Déierenschutz an dem Erhale vun engem gudde landwirtschaftlechen an ökologeschen Zoustand vun de Flächen.

Konkret bedeit dat, dass am Fall vun engem Verstouss géint des Regelen d'Primme ganz oder deelweis musse gekierzt ginn. Dës Kierzunge riichte sech no der Gravitéit vum Verstouss, no dem Ausmooss, no der Dauer an no der Repetitioun vum Verstouss.

De Kierzungssystem bei der Cross Compliance gëtt an de Bréisseler Texter definéiert a baséiert op dem Principe de proportionnalité, fir d'Kierzungen an d'Ausschlëss ze pondéréieren, jee no der Gravitéit vum Verstouss. D'Anhale vun dësem Principe de proportionnalité ass besonnesch wichteg, notamment fir och eng Gläichbehandlung vun alle Baueren tëschent deene verschiddene Memberlänner ze garantéieren. Bei dëse Bréisseler Texter handelt et sech ëm Reglementer, déi direkt an de Memberlänner applikabel sinn. Et sinn dat:

- règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et (CE) n°485/2008 du Conseil;

- règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

- règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

De Kierzungssystem ka folgendermoosse resüméiert ginn:

- an der Regel gëtt fir ee Verstouss géint d'Cross Compliance duerch „Négligence" eng Kierzung vun 3% vum Gesamtbetrag vun der Primm applizéiert;

- mä dëse Prozentsaz kann op 1% reduzéiert oder op 5% eropgesat ginn, jee no Gravitéit, Ausmooss, Dauer a Repetitioun vum Verstouss;

- déi verschidde Kierzungsprozentsätz ginn zesummegezielt bis zu enger Maximalkierzung vu 5% vum Gesamtbetrag vun der Primm;

- vun engem bestëmmten Zäitpunkt u gi widerhuelte Verstéiss, nodeems de Bauer dorop higewise gouf, als virsätzleche Verstouss betruecht, deen zu enger Kierzung bis zu 100% vun der Primm féiere kann.

Et kann een deemno een Automobilist, dee sech opgrond vun engem Verstouss géint de Code de la route strofbar mécht, net vergläiche mat engem Bauer, deen d'Regele vun der Cross Compliance net respektéiert.

Am éischte Fall handelt et sech ëm imperativ Normen, déi vu jiddfer Automobilist anzehale sinn, wärend beim zweete Fall de Bauer selwer entscheet huet, fir un deem engen oder anere Bäihëllefsprogramm deelzehuelen an ëffentlech Bäihëllefen ze kréien, ënnert der Bedéngung, fir eng ganz Rei vu Konditiounen anzehalen.

Den Automobilist, deen de Code de la route net anhält, bezilt seng Strof aus sengem „eegene Verméigen", wärend de Bauer seng Primm, déi aus ëffentleche Gelder besteet, reduzéiert kritt.

Et ass also logesch, dass déi landwirtschaftlech Betriber, déi duerch hir Gréisst méi héich Bäihëllefe kréie wéi anerer, och verflicht sinn, méi héich Beträg zréckzebezuelen, well et eng prozentual Sanktioun gëtt.

Question 2306 (10.08.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **transfert de données de clients de la BCEE par la Rhénanie-du-Nord-Westphalie:**

En réponse à notre question parlementaire du 2 novembre 2015 *(cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016 - question parlementaire n°1537)* en relation avec la prétendue vente de données de clients de la BCEE, Monsieur le Ministre a répondu de la manière suivante:

«Les informations parues dans différents articles de presse au sujet d'un CD ou stick USB prétendument acquis par le Land de la Rhénanie Westphalie du Nord ne sont pas concordantes. Force est de constater que la BCEE a émis un communiqué de presse en date du 31 octobre 2015, dans lequel elle indique déposer plainte contre inconnu, sur base de l'article paru dans le magazine „Der Spiegel" du 31 octobre 2015. Elle n'y confirme nullement les dires dudit article.

À ce stade, les éléments mis en avant par les honorables Députés ne constituent donc que des spéculations journalistiques.

Il va de soi que la vente illégale de données couvertes par le secret professionnel constitue une infraction pénale au regard de la législation luxembourgeoise. Pour autant, les éléments disponibles ne permettent pas d'établir la véracité des allégations relatives à l'existence d'une opération correspondante en relation avec la BCEE.»

Samedi dernier, le «Luxemburger Wort» a relayé des informations diffusées par la presse étrangère indiquant que le Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie aurait transféré aux autorités compétentes de 19 pays européens des données portant sur 160.000 comptes bancaires de clients de la BCEE. Le Land allemand soupçonne en effet les clients concernés de fraude fiscale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement peut-il enfin confirmer ces informations?

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il manifester officiellement sa désapprobation face au transfert par le Land NRW de données de clients d'un établissement bancaire luxembourgeois? Si oui, sous quelle forme et dans quel délai?

- Face aux soupçons de fraude fiscale, le Gouvernement peut-il confirmer que la BCEE n'a pas aidé les clients à violer la loi? Quelle serait la responsabilité de l'État luxembourgeois, actionnaire à 100% de la BCEE, dans un tel cas de figure?

Réponse (12.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Ainsi qu'indiqué dans un communiqué de presse publié le 31 octobre 2015, la BCEE a porté plainte auprès des autorités judiciaires pour cause de soupçon de soustraction potentielle de données bancaires. Cette enquête est actuellement en cours.

Au regard des informations obtenues de la BCEE en préparation de la présente réponse, il ne peut pas être exclu que la soustraction de données confidentielles ait effectivement eu lieu. Pour autant, la BCEE n'est actuellement pas en mesure de confirmer ni infirmer les chiffres allégués dans différents médias.

D'une manière générale, il convient de rappeler qu'en vertu du droit européen, toute personne a le droit d'ouvrir un compte bancaire dans un autre État membre. En particulier, vu le nombre élevé de frontaliers travaillant au Luxembourg, il n'est pas anormal pour une grande banque de la Place de compter parmi ses clients un nombre élevé de personnes résidentes dans un des pays limitrophes.

[2] Art. 17, 3, dernier tiret de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile

[3] Règlement 847/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers

En vertu des mécanismes d'échange automatique d'informations en vigueur, les autorités fiscales des pays participants disposent de plein droit des informations correspondantes. En particulier, en application de la loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale, l'Administration des contributions directes communique à l'autorité compétente d'une juridiction soumise à déclaration, notamment le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscale, le numéro de compte et le solde de celui-ci.

Il convient de noter par ailleurs que, conformément aux standards internationaux applicables en la matière, la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ne prévoit pas de condition particulière en ce qui concerne l'origine des informations sur base desquelles des renseignements sont demandés. Partant, la loi ne s'oppose pas à l'usage par des autorités étrangères de données de clients d'une banque luxembourgeoise.

Dans le cadre de ses activités, la BCEE, qui est un établissement public autonome, a toujours agi, et continue d'agir, en pleine conformité avec les lois et les exigences de la réglementation bancaire luxembourgeoise et européenne applicable, et ce sous le contrôle des autorités de surveillance compétentes.

Question 2307 (12.08.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **«Lënster Lycée»:**

Il a été rapporté que pour l'année académique 2016-2017, quatre classes ne seront plus proposées au «Lënster Lycée». Il semble que cette décision soit fondée sur des critères objectifs et ait été prise selon les règles valables pour tous les lycées du Grand-Duché.

Par la suite, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles sont les classes qui fonctionneront au «Lënster Lycée» à partir de septembre 2016?

- Quels seront les effectifs des différentes classes?

- Quel a été le taux de réussite des différentes classes en 2015-2016?

- Combien d'élèves ont rejoint le «Lënster Lycée» au cours de l'année scolaire passée?

- Combien d'élèves ont quitté le lycée au cours de l'année respectivement à la fin de l'année scolaire écoulée?

- Quelles peuvent être les raisons de ces fluctuations?

- De quelles communes proviennent les élèves admis en 7e et en quel nombre?

Réponse (06.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Classes fonctionnant au LLJ - Effectifs et historique

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Résultats et fluctuations sur les classes du LLJ

L'enseignement classique:

L'enseignement classique présente un nombre constant de +/- 30 élèves par année scolaire. Ce nombre justifie en effet d'offrir une division inférieure de l'enseignement secondaire classique. L'effectif est en ce moment trop faible pour pouvoir organiser des sections dans la division supérieure. Il est à noter que les résultats des élèves sont bons.

Le cycle inférieur de l'enseignement technique:

Les inscriptions en 7ST sont en légère hausse.

Pour la cohorte de 2014, on constate que 23 élèves des 89 inscrits initialement n'aboutissent pas en 9e après deux ans. Ceci correspond à l'effectif d'une classe entière. Les causes sont le nombre élevé d'échecs (44), le changement d'établissement (9) et le décrochage (2).

Pour la cohorte de 2015-2016, 94 élèves étaient inscrits initialement. Cinq élèves n'ont pas terminé leur année au LLJ et 21 élèves ont échoué, ce qui correspond encore une fois à l'effectif d'une classe.

Le régime préparatoire:

Le LLJ a développé un projet promettant pour le régime préparatoire. Force est de noter que le ministère met des ressources importantes à disposition de ce projet. Pour l'année scolaire 2016-2017 le LLJ a fait une ouverture pour accueillir sept élèves en sus de l'effectif normal.

Le régime technique:

En 2014-2015, le LLJ a proposé deux formations au régime technique, à savoir la division commerce et la division technique générale. En 2015-2016 la division des professions de santé a été ajoutée.

- Division Commerce

Cohorte 2014-2015:

10CM: 18 élèves inscrits, trois ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et cinq ont échoué.

11CM: dix élèves inscrits, un échec, deux élèves quittent le LLJ pour le LTECG.

Suite à cette évolution et vu l'effectif de sept élèves, il a été décidé de ne pas offrir le cycle supérieur pour cette formation au LLJ.

Cohorte 2015-2016:

10CM: 15 élèves inscrits, trois ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et deux ont échoué. Dès lors, il y aura seulement dix élèves inscrits en 11CM pour l'année 2016-2017.

On note cinq inscriptions pour la 10CM en 2016-2017. Par conséquent, les élèves ont été transférés vers d'autres établissements.

- Division technique générale

Cohorte 2014-2015:

10TG: 19 élèves inscrits, un élève a changé de formation et/ou a quitté le LLJ, huit ont échoué.

11TG: 13 élèves inscrits, six nouvelles inscriptions, un élève quitte le LLJ, un échec.

12TG: on prévoit d'ouvrir la classe de 12TG avec onze élèves pour 2016-2017.

Cohorte 2015-2016:

10TG: 24 élèves inscrits, sept redoublants, onze ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et deux ont échoué.

11TG: on prévoit d'ouvrir la classe de 11TG avec dix élèves pour 2016-2017.

Comme pour la 10CM, on compte cinq inscriptions pour la 10TG en 2016-2017. Dès lors, ces élèves ont été orientés vers d'autres établissements.

- Division professions de santé

Cohorte 2015-2016:

10PS: 24 élèves inscrits, quatre redoublants, huit ont changé de formation et/ou ont quitté le LLJ et neuf ont échoué.

11PS: seulement cinq inscriptions pour la 11e au LLJ, les cinq élèves ont été transférés vers d'autres lycées.

La formation du technicien:

- Division commerce

Cohorte 2014-2015:

T0CM: 16 inscriptions, quatre élèves ont changé d'établissement.

T1CM: 14 inscriptions.

T2CM: 15 inscriptions.

Cohorte 2015-2016:

T0CM: 20 inscriptions.

T1CM: 20 inscriptions.

- Division informatique

Cohorte 2014-2015:

T0IF: 22 inscriptions, 12 élèves ont quitté le lycée, deux ont changé de formation.

T1IF: huit inscriptions.

T2IF: huit élèves inscrits ont été transférés vers d'autres lycées.

Cohorte 2015-2016:

T0IF: 25 inscriptions.

T1IF: 23 inscriptions.

Pour l'année 2016-2017 la formation démarre en T0IF avec seulement 14 élèves.

- CCP électricien

2014-2015: sept élèves

2015-2016: quatre élèves

2016-2017: quatre élèves

La demande pour le CPP électricien reste très faible.

Au courant de l'année scolaire 2015-2016, 27 élèves ont rejoint le «Lënster Lycée».

Ventilation de recrutement d'élèves du LLJ suivant la région

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conclusions

Surtout pour les classes supérieures, le LLJ a des problèmes de recrutement ce qui est dû à la proximité de Luxembourg-ville et à une offre scolaire redondante dans la région.

Les projets de réforme de l'enseignement secondaire misent sur une diversification accrue de l'offre scolaire. Le degré d'autonomie dans la conception des formations (classes supérieures) sera considérablement élargi. Mon département incite les directions des lycées d'une même région à coordonner leurs offres entre eux.

Pour ce qui est du «Lënster Lycée» en particulier, il est veillé à ce qu'il se procure un profil lui permettant d'évoluer, ceci dans l'intérêt de la communauté scolaire et des enfants de la région de Junglinster. Dans cet exercice, qui sera mené avec les enseignants et la direction du lycée ainsi qu'avec les forces vives de la région, le lycée connaîtra un soutien important de mon ministère dans le courant de l'année scolaire à venir.

Question 2308 (11.08.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **prévisions de croissance:**

Lors de l'échange de la Commission des Finances et du Budget le 17 juin 2016 avec le Conseil national des finances publiques (CNFP) à l'occasion de la présentation de l'évaluation du Programme de stabilité et de croissance pour la période 2016-2020, l'un des sujets de discussion était la difficulté persistante à établir des prévisions de croissance fiables de l'économie nationale luxembourgeoise. Les principales causes de ce phénomène sont la petite taille de notre économie et la très forte corrélation avec l'évolution des marchés financiers, élément volatile par excellence. Ainsi, l'établissement de prévisions de croissance à moyen et long terme est malaise dans notre pays, comme en témoignent les fréquentes, et souvent importantes, révisions des prévisions par le Statec.

Lors du même échange de vues, l'avis a été exprimé qu'une modélisation de notre économie serait néanmoins réalisable, mais qu'elle impliquerait des moyens et efforts sans doute considérables. L'idée a été exprimée qu'on pourrait par exemple utilement réunir des économistes/statisticiens du Statec, des économistes de la Banque centrale du Luxembourg et de l'Université du Luxembourg au sein d'un groupe de travail chargé d'une mission d'élaboration d'un tel modèle de prévision économétrique. Au vu des discussions incessantes sur la fiabilité des prévisions dans les finances publiques luxembourgeoises, un tel exercice ferait sens.

1. Messieurs les Ministres ont-ils entamé des réflexions quant à une modélisation plus précise des prévisions de croissance luxembourgeoises?

2. Messieurs les Ministres envisagent-ils de constituer un groupe de réflexion composé de chercheurs de l'Université du Luxembourg, d'économistes du Statec et/ou de la Banque centrale du Luxembourg pour réfléchir à un tel modèle?

Réponse commune (14.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'honorable Député Franz Fayot, en s'appuyant sur un échange avec le Conseil national des finances publiques (CNFP) à la Commission des Finances et du Budget à l'occasion de la présentation de l'évaluation du programme de stabilité et de croissance en juin 2016, fait référence à la «difficulté persistante à établir des prévisions de croissance fiables de l'économie nationale luxembourgeoise» et affirme que «les principales causes de ce phénomène sont la petite taille de notre économie et la très forte corrélation avec l'évolution des marchés financiers, élément volatile par excellence».

En tant que petite économie ouverte et spécialisée dans le domaine des services financiers, le Luxembourg fait partie des centres financiers internationaux, qui, à l'instar de l'Irlande, de Hong Kong, de Singapour ou de la Suisse, sont caractérisés par une volatilité élevée de leurs conditions cycliques. La volatilité au niveau de l'économie et des marchés mondiaux a ainsi des répercussions sur l'évolution de la croissance au Luxembourg.

Cette volatilité élevée pose un certain nombre de défis spécifiques en matière de prévisions macroéconomiques et budgétaires. Si la volatilité intrinsèque du fait de la spécialisation de l'économie luxembourgeoise ne saurait être résolue par des solutions de nature technique uniquement, des mesures sont toutefois en cours d'implémentation pour améliorer les moyens et instruments budgétaires correspondants.

En ce qui concerne plus précisément la modélisation économique, celle-ci existe au Luxembourg depuis les années 90, époque au cours de laquelle, avec l'aide de l'Université d'Amsterdam, le Statec a jeté les bases d'un modèle économétrique servant à la prévision macroéconomique. Depuis lors, un effort continu, nécessitant des ressources humaines et financières significatives, a été engagé pour améliorer cet outil. Le modèle économétrique issu de ces travaux, baptisé «MODUX», sert d'instrument pour la prévision macroéconomique à moyen terme. Il comprend un module de finances publiques, développé en vue de produire le scénario macroéconomique pour l'établissement du programme de stabilité communautaire.

Pour coller aux développements académiques en matière de modélisation, le Statec a entrepris également de diversifier ses outils en lançant la fabrication de deux nouveaux types de modèles complémentaires.

Le premier modèle, baptisé «LuxGEM», est un modèle d'équilibre général calculable, réalisé avec l'aide de l'équipe du professeur Bayar de l'ULB et d'autres experts. Ce modèle est utile dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds Kyoto et le MDDI et qui doit permettre de tenir compte également des aspects de consommation d'énergie et d'émissions à effets de serre.

Le deuxième modèle complémentaire, appelé «LSM» (Luxembourg structural model), a été développé avec l'aide des professeurs Massimiliano Marcellino (Université Bocconi) et Lionel Fontagné (Université de Paris Sorbonne). Ce modèle complexe relève de la famille des «dynamic stochastic general equilibrium» (DSGE) qui a été utilisé surtout pour simuler les politiques de type structurel, dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la compétitivité (Ministère de l'Économie).

En plus des modèles précités, le Statec a développé avec l'aide de l'OFCE un modèle de court terme permettant de prévoir des variables clé sur horizon de quelques trimestres en se basant sur des indicateurs rapidement disponibles.

Ainsi, il ressort que le Statec, au fil des ans, a mis en place l'outillage nécessaire pour l'analyse et la prévision économique, en particulier pour les finances publiques. Dans le cadre de sa loi organique de 2012, le Statec a investi des ressources importantes dans la modélisation. Il lui importe de réexaminer périodiquement ces instruments afin de pouvoir les améliorer constamment, ainsi que de travailler régulièrement à l'amélioration des données statistiques qui lui servent de base.

En outre, au cours des dernières années, la gouvernance en matière des prévisions a beaucoup évolué, notamment sous l'effet des textes européens qui sont en train d'être mis en œuvre progressivement au niveau national. Il s'agit en particulier des textes suivants: la directive 2011/85/UE sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres, le règlement 473/2013 établissant des dispositions communes pour le suivi et l'évaluation des projets de plans budgétaires et pour la correction des déficits excessifs dans les États membres de la zone euro, le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance entré en vigueur en 2013. La loi du 12 juillet 2014 sur la coordination et la gouvernance des finances publiques transpose en droit national une grande partie de ces dispositions. Celles-ci ont été élaborées suite à la crise économique et financière de 2008, afin d'améliorer la qualité et la transparence de la gouvernance des prévisions et des données en matière macroéconomique et de finances publiques. En voici quelques illustrations concrètes:

- «Les plans budgétaires nationaux à moyen terme et les projets de budget visés aux paragraphes 1 et 2 sont basés sur des prévisions macroéconomiques indépendantes et précisent si les prévisions budgétaires ont été produites ou approuvées par un organisme indépendant» (article 4.4. du règlement 473/2013): au Luxembourg, le Statec remplit cette mission;

- «Dans le cadre d'une analyse de sensibilité, les prévisions macroéconomiques et budgétaires comportent une étude des trajectoires des principales variables budgétaires en fonction de différentes hypothèses relatives aux taux de croissance et d'intérêt. La performance des prévisions passées oriente la gamme des hypothèses alternatives utilisées dans les prévisions macroéconomiques et budgétaires, lesquelles s'efforcent de tenir compte des scénarios de risque pertinents» (article 4.4 de la directive 2011/85/UE): ces éléments sont en train d'être mis en œuvre progressivement;

- «Les prévisions macroéconomiques et budgétaires établies aux de programmation budgétaire sont soumises à une évaluation régulière,

non biaisée et globale, reposant sur des critères objectifs, y compris à une évaluation ex-post» (article 4.6 de la directive 2011/85/UE): cette mission a été confiée, par le biais de la loi du 12 juillet 2014, au CNFP.

Avant d'envisager des mécanismes complémentaires, il semble opportun de finaliser la mise en place des mesures prévues par les textes précités et d'en évaluer l'impact concret sur la gouvernance des prévisions. Ainsi, les réflexions sur une éventuelle création d'un groupe de travail d'experts en matière de modélisation pour améliorer le modèle de prévision macroéconométrique «MODUX» du Statec pourrait se faire, le cas échéant, sur base de l'évaluation des résultats correspondants.

D'une manière générale, il convient de rappeler que pour produire des prévisions fiables, tout modèle est basé sur un jeu d'hypothèses exogènes, comme par exemple l'évolution de l'environnement européen et international (cours du pétrole, cours des devises, conjoncture zone euro, dépenses publiques nationales...). Le Statec reprend les hypothèses exogènes fournies par les grandes organisations internationales (OCDE, FMI), de la Commission européenne ou d'instituts privés. Un changement de l'environnement international peut avoir des effets importants sur les prévisions établies par le Statec, qui ne sont attribuables ni à la modélisation, ni à la qualité des données. Cette incertitude intrinsèque fait partie de tout exercice de prévision, surtout à moyen ou long terme. Elle devrait inciter les utilisateurs à prendre une série de précautions d'usage dans l'interprétation des résultats.

Question 2309 (11.08.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**égalité de traitement:**

Le 9 août 2016, l'agence de l'État fédéral de l'Allemagne de la lutte contre la discrimination a présenté une évaluation indépendante de la mise en pratique de la loi pour l'égalité de traitement («Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz») du 18 août 2006 en vue du 10e anniversaire de cette loi. En se basant sur cette évaluation, l'agence formule également des revendications pour une réforme de la loi afin de mieux pouvoir protéger les gens contre les discriminations.

Au Luxembourg, la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement a créé la base légale pour la lutte contre la discrimination basée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie et fut complétée par la loi du 13 mai 2008 sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Dans ce cadre, le Centre pour l'égalité de traitement (CET) a été créé afin d'exercer les missions stipulées par les deux lois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre prévoit-elle une évaluation de l'application de la loi du 28 novembre 2006, similaire à l'évaluation faite en Allemagne, afin de faire le bilan après dix années?

- Dans le cadre d'une telle évaluation éventuelle, ne pourrait-on pas également entamer une réflexion plus profonde sur la situation actuelle au Luxembourg et les cas de discrimination existants?

- Est-ce que le CET a formulé des revendications afin de pouvoir améliorer son propre travail dans le passé? Dans l'affirmative, est-ce qu'un changement législatif serait nécessaire?

En France, contrairement à la législation luxembourgeoise actuelle, la loi prévoit un total de 21 critères de discrimination. L'Assemblée nationale a en effet voté, mardi le 14 juin 2016, l'introduction d'un 21e critère de discrimination, la discrimination à raison de la précarité sociale dans le Code pénal et le Code du travail, sur une proposition de loi socialiste. L'avis de la Commission nationale consultative des droits de l'homme en France énumère un nombre de cas où une telle discrimination se produit de manière systématique, mais échappe à la pénalisation:

«C'est, par exemple, le cas des refus de location immobilière à des personnes qui sont solvables, mais qui sont perçues comme des locataires qui poseront problème, parce qu'elles appartiennent à une catégorie socialement défavorisée. [...] Les discriminations en matière de refus de services échappent elles aussi à la sanction pénale. En sont victimes les habitants de certains quartiers qui, en raison de leur seule adresse, se heurtent à des refus de paiement par chèque, des refus de livraison de colis par la poste, des refus de visites à domicile de médecins ou de prise en charge de taxis. Les personnes peuvent aussi se voir refuser un prêt bancaire parce que leur lieu de résidence est pris en compte comme critère défavorable dans le „scoring" bancaire.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre jugerait-elle opportun d'inclure des critères de discrimination supplémentaires dans la législation luxembourgeoise, afin d'élargir le nombre de cas dont le CET peut s'occuper?

- Quelle est la situation au Luxembourg concernant la discrimination basée sur la situation sociale, dans les cas décrits ci-dessus, et en général? Existe-t-il des chiffres précis sur ce genre de discriminations?

- Est-ce que l'inclusion d'un critère basé sur la situation sociale dans le champ d'application du CET ne serait pas souhaitable?

- Par quels autres moyens, le cas échéant, pourrait-on adresser ces cas de discrimination?

Réponse (16.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Centre pour l'égalité de traitement (CET), institué par la loi modifiée du 28 novembre 2006 et placé sous l'autorité du Ministre de la Famille et de l'Intégration, a formulé la demande de rattachement à la Chambre des Députés. Le Gouvernement a donné son accord de principe à ce rattachement et les modalités sont en cours d'élaboration dans le contexte d'un avant-projet de loi. Cet avant-projet de loi s'inscrit pleinement dans la volonté du Gouvernement de créer une Maison des droits de l'homme telle que prévue dans l'actuel programme gouvernemental.

Cet avant-projet de loi inclut aussi la transposition de la directive 2014/54 du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs. Le motif de discrimination fondée sur la nationalité à l'encontre des travailleurs de l'Union et des membres de leur famille sera donc ajouté aux motifs de discrimination traités par le CET.

Il n'est, à l'heure actuelle, pas prévu d'effectuer une évaluation générale de la loi modifiée du 28 novembre 2006 relative à l'égalité de traitement, ni d'inclure d'autres motifs de discrimination tel que celui lié à la situation sociale, à l'instar de ce qui a été fait en France. Le Ministère ne dispose en effet pas de données où un tel motif de discrimination aurait pu être invoqué.

Question 2310 (11.08.2016) de **M. Laurent Zeimet** *(CSV)* concernant l'**échange de renseignements en matière fiscale:**

La loi du 14 juin 2013 portant approbation de conventions fiscales prévoit les modalités et la procédure à appliquer en matière d'échange de renseignements sur demande. Or, il me revient que certaines administrations fiscales étrangères se seraient directement adressées à des sociétés luxembourgeoises, dotées d'un certificat fiscal émis par les autorités luxembourgeoises, payant des impôts au Luxembourg et munies d'un directoire composé exclusivement de personnes physiques résidentes luxembourgeoises. Néanmoins, les autorités étrangères semblent contester le lieu d'imposition pour se l'attribuer, et semblent s'adresser directement aux sociétés luxembourgeoises pour requérir de leur part la production d'informations fiscales afin de pouvoir les imposer dans leur propre pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que dans bon nombre de conventions fiscales tendant à éviter les doubles impositions, une procédure spécifique d'échange d'informations entre administrations nationales est prévue, et non pas entre administrations et contribuables d'un autre pays?

- Monsieur le Ministre approuve-t-il dans ce contexte la pratique de certaines administrations fiscales étrangères, consistant à contacter directement des contribuables luxembourgeois en court-circuitant les administrations luxembourgeoises?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il empêcher cette pêche aux informations?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que des administrateurs résidents luxembourgeois de sociétés luxembourgeoises auraient été pénalement poursuivis et condamnés en première instance dans des pays étrangers pour ne pas avoir procédé à une déclaration fiscale spécifique de la société luxembourgeoise dans un pays s'attribuant la compétence fiscale?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé, sous réserve d'obtenir toutes informations jugées utiles, à saisir le Conseil ECOFIN de cette problématique pour y dénoncer ces pratiques, plaider la cause de l'intérêt national et de la souveraineté nationale en exigeant le respect des traités internationaux?

Réponse (13.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'échange d'informations sur demande tel que prévu dans la convention modèle de l'OCDE repose exclusivement sur une interaction entre administrations fiscales. Les conventions fiscales luxembourgeoises sont alignées sur ce standard.

D'après les informations dont dispose le Ministère des Finances, il semblerait que dans quelques rares cas, des sociétés luxembourgeoises aient été approchées directement par des administrations fiscales étrangères. Dès que l'administration fiscale luxembourgeoise a eu connaissance d'un tel cas, elle est intervenue auprès de l'administration étrangère concernée pour exiger le respect des voies d'échange prévues par les accords internationaux.

Le Ministère des Finances ne reçoit pas systématiquement copie des décisions rendues par les juridictions étrangères et n'a donc pas connaissance d'éventuels cas de poursuites pénales à l'étranger à l'encontre d'administrateurs résidents luxembourgeois.

Le sujet en question relevant des relations bilatérales entre le Luxembourg et les pays concernés le cas échéant, il n'est pas de nature à être porté devant le Conseil ECOFIN, mais pourra faire l'objet, en cas de besoin, de réunions bilatérales avec les autorités du pays en question.

Question 2311 (11.08.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **effets néfastes du médicament antiépileptique «Dépakine»:**

Il ressort de la presse étrangère que le médicament antiépileptique sous le nom «Dépakine», commercialisé en France depuis 1967, est mis en cause depuis de nombreuses années. En effet, le principe actif de ce médicament, le «valproate de sodium», provoquerait des malformations du fœtus. Il est évoqué dans la presse que, selon une étude réalisée par l'Agence nationale de sécurité du médicament et de la Caisse nationale d'assurance maladie françaises, près de 10.000 femmes enceintes auraient recouru à ce médicament en France entre 2007 et 2014. La presse précise également qu'une première partie de l'étude en question aurait été communiquée au Ministère de la Santé français. Ce dernier étudierait un plan d'action qui pourrait être rendu public à partir de septembre.

Le médicament susmentionné étant également commercialisé au Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de l'étude française démontrant les effets néfastes de la prise du médicament susmentionné par les personnes enceintes?

- Madame la Ministre est-elle à même de nous livrer des statistiques quant à l'utilisation de ce médicament?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en œuvre un plan d'action à l'instar de la France et, dans l'affirmative, la Ministre peut-elle préciser des détails y relatifs?

Question 2312 (11.08.2016) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **victimes du médicament antiépileptique «Dépakine»:**

L'antiépileptique commercialisé par le laboratoire Sanofi sous la dénomination «Dépakine», et d'autres médicaments contenant du valproate, aussi utilisés pour traiter les troubles bipolaires voire des migraines, pris pendant la grossesse, serait à l'origine d'effets tératogènes tels que des malformations, des retards intellectuels, des retards de marche, des fausses couches et des cas d'autisme chez les enfants exposés in utero.

Ces effets tragiques connus depuis au moins 2008, déjà mis à jour par l'Agence européenne du médicament dès 2014 et dans la presse française et nationale au début de l'année, sont actuellement médiatisés en France suite à des révélations d'un hebdomadaire satirique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Existe-t-il des chiffres ou une étude au Luxembourg concernant le nombre d'enfants exposés in utero au valproate?

2. Combien d'enfants nés au Luxembourg souffrent d'effets tératogènes tels que des malformations et troubles de développement appelés «Syndrome Valproate» (Belgique) ou «Syndrome de l'Anti-Convulsant» (France, pays anglophones)?

3. Existe-t-il au Luxembourg une association de victimes ou de parents de victimes de l'usage de ces médicaments pendant la grossesse? Si oui, dans quelle mesure cette association est-elle soutenue par des aides étatiques? Si non, comment l'État apporte-t-il son aide à ces familles?

4. Une brochure d'information à l'attention des médecins ainsi qu'aux femmes sous traitement a-t-elle été éditée et distribuée à l'instar de ce qui a été fait dans nos pays voisins? Est-il envisagé d'interdire ce médicament?

5. La justice luxembourgeoise a-t-elle déjà été saisie par des victimes? Comment les victimes sont-elles indemnisées? Est-il envisagé de créer un fonds d'indemnisation?

Réponse (13.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Vu que les questions parlementaires nos 2311 et 2312 traitent du même sujet et se recoupent partiellement au niveau des points soulevés par les honorables Députés, je me permets de prendre position par une réponse commune.

Je suis en mesure de fournir les chiffres concernant l'exposition de la population résidente aux spécialités valproate pour les dix dernières années au moins.

En 2015, le nombre de patients ayant reçu au moins une prescription de valproate s'élève à 1.974 (893 sexe féminin, 1.081 sexe masculin). Le volume de prescriptions s'élève à 377.562 DDDs (Defined Daily Doses) pour le valproate et à 2.560.860 DDDs pour l'ensemble des médicaments classés comme antiépileptiques.

Il résulte du tableau ci-dessous que l'exposition des personnes de sexe féminin à du valproate, notamment les femmes en âge de procréer, diminue pendant la période considérée.

Tableau 1 - Évolution du nombre de personnes de sexe féminin selon l'âge exposées à une prescription de valproate pendant l'année en cours pour la période de 2006 à 2015

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comme les données provenant de la base de données de l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale) ne permettent cependant pas l'identification des prescriptions médicamenteuses aux femmes enceintes, aucune estimation quant à l'exposition des femmes enceintes au valproate ne peut être fournie.

Le système national de surveillance de la santé périnatale au Luxembourg (SUSANA) recueillant des données de santé de la femme enceinte, de la naissance et du bébé, n'inclut pas encore le recueil systématique de toutes les données relatives à la santé, aux pathologies respectivement aux thérapies dès le début de la grossesse.

L'exposition des femmes avant, pendant et après la grossesse aux médicaments épileptiques ne saura être étudiée qu'à l'aide d'un croisement de plusieurs sources de données. En France par exemple, les données de prescription des médicaments de l'assurance maladie ont été chaînées aux données standardisées d'hospitalisation du Programme de médicalisation des systèmes d'informations (PMSI) qui permettent de recueillir toutes les informations concernant les interruptions de grossesse (date d'interruption volontaire de grossesse, fausse couche, spontanée, interruption médicale de grossesse, mort intra-utérine, enfant mort-né).

Une démarche similaire au Luxembourg nécessiterait impérativement l'autorisation d'accès aux banques de données concernées, ainsi que l'autorisation par la Commission nationale d'éthique de recherche.

Le registre SUSANA (2011-2015) ne recense aucun cas d'enfant malformé né de femme épi-

leptique. Selon l'année, deux à cinq malformations du tube neural ont été répertoriées, mais aucun cas chez une femme pour laquelle une épilepsie était signalée, sous réserve de la non-exhaustivité des données relatives aux pathologies non reliées à la grossesse, fournies par le registre SUSANA.

Nous n'avons pas connaissance d'une association de victimes ou de parents de victimes de l'usage de ces médicaments pendant la grossesse. Dans ce contexte, j'attire l'attention des honorables Députés notamment sur la convention entre le Ministère de la Santé et l'asbl «Hëllef fir de Puppelchen - Service de rééducation précoce», asbl qui assure la prise en charge de tous les enfants de un à quatre ans présentant un problème de développement indépendamment de son origine.

Quant à savoir si des victimes ont saisi la justice, je ne suis pas à même d'y apporter une réponse et j'invite les honorables Députés à saisir le ministre compétent de cette question.

Les risques associés au valproate, commercialisé depuis 1967, sont clairement identifiés depuis plusieurs décennies et sont connus des professionnels de santé.

Depuis 2014, à la suite d'un arbitrage rendu au niveau européen, la mise sur le marché du médicament valproate est assortie de certaines conditions. La notice pour le public et le RCP (résumé des caractéristiques du produit destiné plus particulièrement aux professionnels de la santé) doivent être assortis de la mise en garde suivante: «le valproate peut provoquer des malformations et des troubles du développement psychomoteur chez l'enfant s'il est pris pendant la grossesse. Si vous êtes une femme en âge de procréer, vous devez utiliser une contraception efficace pendant votre traitement.» L'Agence européenne du médicament (EMA) préconise de ne plus prescrire le valproate en traitement de l'épilepsie et des troubles bipolaires aux femmes enceintes ou qui pourraient le devenir, sauf si les alternatives thérapeutiques sont inefficaces ou non tolérées. Le médicament n'est pas non plus recommandé en prévention de la migraine.

Le fabricant du médicament en question s'est par ailleurs engagé à fournir une brochure d'information à destination des patientes et un guide destiné aux professionnels de la santé et à apposer une mise en garde sur la boîte de l'antiépileptique. Toutes ces mesures sont destinées à assurer encore davantage l'information des patientes et des professionnels de santé quant au risque lié à la prise du valproate pendant la grossesse et à le minimiser.

Question 2313 (12.08.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **test prénatal NIFTY:**

Il s'avère que depuis deux ans un test, dénommé NIFTY, est fréquemment proposé aux femmes enceintes afin de dépister des anomalies chromosomiques auprès du fœtus. Il s'agit d'un test prénatal non invasif (NIPT) qui permet d'évaluer le risque des trisomies fœtales 13, 18 et 21 par analyse de l'ADN cellulaire dans le sang maternel. Ainsi, une simple prise de sang suffit pour obtenir un résultat fiable à 99%.

Par rapport à l'amniocentèse, utilisée comme moyen de diagnostic prénatal pour évaluer, entre autres, le risque de trisomies fœtales, le test prénatal non invasif a comme avantage qu'il ne provoque ni fausse couche ni infection intra-utérine. De plus, il permet d'obtenir un diagnostic plus précoce que l'analyse par amniocentèse et d'une façon beaucoup plus confortable pour la femme enceinte.

Actuellement, le test NIFTY n'est pas remboursé par la sécurité sociale. Ainsi, certaines femmes enceintes renoncent à ce test à cause du coût élevé. Cela risque d'entraîner une médecine «à deux vitesses» avec d'un côté les femmes qui peuvent se payer ce nouveau dépistage non invasif et de l'autre côté celles qui, par manque de moyens, doivent y renoncer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les Ministres peuvent-ils chiffrer le recours à cette méthode de dépistage non invasive?

- Les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les coûts actuels de ce test?

- Est-ce que les Ministres sont d'avis que le test NIFTY pourrait être considéré comme complément d'analyse préalable à la décision de pratiquer une amniocentèse? Ou est-ce que ce test peut même être considéré comme alternative remplaçant l'amniocentèse?

- Les Ministres ne jugent-ils pas que ce test devrait être remboursé par la sécurité sociale? Dans la négative, ne jugent-ils pas opportun de rembourser les frais du test au moins aux femmes à risque?

Réponse commune (14.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le test appelé NIFTY (ou NIPT, non invasive prenatal testing) est destiné au dépistage prénatal non invasif des trisomies 13, 18 et 21 chez le fœtus. Il n'a été développé qu'en 2011. Il présente une performance nettement améliorée par rapport aux tests de dépistage en usage jusqu'alors - c'est-à-dire le triple test et l'analyse par ultrason de la clarté nucale - réduisant d'une manière significative les faux-positifs, qui entraînent des amniocentèses non nécessaires.

À l'heure actuelle, l'amniocentèse reste cependant nécessaire en tant que confirmation diagnostique d'un test NIFTY positif indiquant une pathologie donnée.

Les services du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale ne disposent pas de chiffres relatifs à l'utilisation actuelle de ce test, étant donné qu'il n'est pas remboursé et qu'il est demandé auprès de différents laboratoires étrangers.

Le coût de ce test se situerait entre 350 et 900 euros en fonction de l'amplitude des analyses demandées et du laboratoire qui les effectue.

Un groupe de travail a été chargé fin 2015 de donner un avis concernant une sollicitation du Contrôle médical de la sécurité sociale visant à savoir si ce test correspond aux critères formulés à l'article 23, alinéa 1er du Code de la sécurité sociale qui dispose que «les prestations à charge de l'assurance maladie (...) doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.» Ce groupe de travail rassemble des représentants des gynécologues, des généticiens et des spécialistes en biologie moléculaire du LNS, des représentants du Contrôle médical de la sécurité sociale et de la Direction de la santé.

Le groupe de travail supporte d'une manière unanime les efforts pour une prise en charge de ce test de dépistage par la CNS. Il est toutefois d'avis de réserver la prise en charge du NIPT aux femmes à risque. Les gynécologues sont en train d'élaborer, sur base des recommandations des sociétés scientifiques et des associations professionnelles, les critères d'éligibilité pour les femmes qui devraient bénéficier d'un NIPT.

Dans une préoccupation de qualité des soins, le groupe de travail procède à une analyse comparative concernant les critères et indicateurs de qualité des différents laboratoires qui offrent les tests NIPT dans les pays avoisinants, afin de mieux pouvoir orienter les patientes et les professionnels dans leur choix.

Le groupe de travail prévoit de soumettre des propositions concrètes pour la fin de l'année.

Question 2314 (12.08.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **redistribution de certaines armes à feu au sein de la Police grand-ducale:**

La presse d'aujourd'hui s'est fait l'écho que certaines unités de la Police grand-ducale auraient été appelées à remettre, avant la fin du mois de septembre, leur pistolet-mitrailleur (du type MP5A3) et la munition correspondante afin qu'il puisse être procédé à une redistribution de cette arme à feu.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer ces propositions?

- Quelles unités sont concernées par cet appel?

- Il est rapporté que le retrait de cette arme a été communiqué dans un document datant du 6 décembre 2012 et qu'il n'est exécuté qu'à ce moment-ci. Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il informer quant à la cause de cette exécution décalée?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que certaines divisions n'auront plus à leur disposition de pistolet-mitrailleur? Une telle décision ne compliquera-t-elle pas bonne exécution de leurs missions policières?

- Il semble que des réflexions budgétaires soient à la base de la redistribution de cette arme à feu. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces propos et sera-t-il en mesure, le cas échéant, de fournir des détails à ce propos?

Réponse (16.09.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

En 2012, la police avait décidé, après analyse de la nécessité opérationnelle du pistolet-mitrailleur HK MP5 en armement individuel, et dans le souci d'une gestion efficiente de ses moyens, de revoir le concept de distribution des pistolets-mitrailleurs HK MP5.

Le nouveau concept consiste à distribuer les pistolets-mitrailleurs individuellement ou collectivement, en fonction du type de mission du service dont relève le policier. Seuls les policiers travaillant dans des services purement administratifs n'auront plus de pistolet-mitrailleur à leur disposition.

Contrairement à ce qui est rapporté par la presse, la redistribution des pistolets-mitrailleurs annoncée en décembre 2012 n'a pas commencé à trouver exécution que maintenant, mais elle se fait de manière progressive et continue depuis des années.

La réflexion de la police à la base du nouveau concept avait surtout été une gestion efficiente de ses moyens. La distribution de pistolets-mitrailleurs nécessite en effet des ressources financières pour la gestion administrative et pour la maintenance des armes, des capacités de stockage sécurisé dans les unités et des capacités considérables en termes de formation. Les dépenses budgétaires liées à l'acquisition de telles armes avaient été secondaires dans la décision de la police.

Question 2315 (12.08.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**état de certains sentiers pédestres proposés par les CFL:**

Des randonneurs viennent de m'informer que plusieurs sentiers pédestres proposés par les CFL sont soit mal entretenus, soit peu sécurisés en des endroits critiques (signalisation peu visible ou absente, blocage du sentier par des arbres ou de grandes branches). Tel est par exemple le cas des sentiers suivants: Troisvierges-Clervaux (n°1), Drauffelt-Kautenbach (n°4) ou encore Wiltz-Kautenbach (n°8). Le sentier CFL de Michelau vers Ettelbruck (n°10) est actuellement bloqué par un chantier ferroviaire. Or, ces travaux ne sont pas annoncés aux promeneurs qui se voient dès lors obligés de passer par une déviation improvisée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les CFL sont au courant de ces problèmes?

- Ne faudrait-il pas procéder à une vérification générale de l'ensemble des sentiers pédestres proposés par la société des CFL?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter les CFL à informer dans les meilleurs délais le public concerné dès que les travaux de révision voire de réaménagement sont terminés?

Réponse commune (20.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Nous avons l'honneur de vous informer que le réseau national des 42 randonnées de gare en gare, entièrement revu quant à ses tracés et doté d'un nouveau balisage en 2015, a été initialement créé par la Direction générale du tourisme du Ministère de l'Économie (DG Tourisme), et ce en collaboration avec la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL). Dans le cadre de la mise en place du guide randonnées «1.000 km Lëtzebuerg», cette collaboration entre les CFL et la DG Tourisme a été réglée de la façon suivante:

- Les CFL ont pris en charge les frais de création, d'édition et de publication du guide susmentionné ainsi que les frais de production des panneaux de signalisation.

- L'entretien des chemins des randonnées et leur balisage au moyen de panneaux et écriteaux fléchés, mis à disposition par les CFL, sont du ressort de la DG Tourisme, à l'exception des panneaux de départ des différents sentiers, qui ont été installés auprès des gares et haltes par les CFL.

En ce qui concerne les observations soulevées par l'honorable Député Monsieur André Bauler, il est vrai que les services de la DG Tourisme ont été mis au courant de la plupart de celles-ci par les différentes instances œuvrant sur le terrain. Il s'agit d'incidents qui ne peuvent être évités en raison de l'activité forestière accrue dans toutes les régions du pays. Dans l'ensemble, les mesures nécessaires ont depuis lors été prises et à l'heure actuelle aucun de ces problèmes ne devrait subsister.

Plus spécifiquement, les problèmes évoqués ont été traités de la manière suivante:

- Sentier Troisvierges-Clervaux (n°1): suite à des travaux de déforestation aux environs de Cinqfontaines, certains signes de balisage sur les arbres ont disparu avec ceux-ci. Les équipes de la DG Tourisme ont placé des poteaux avec la signalisation nécessaire au courant du mois de juin de cette année. Le Syndicat d'initiative de Troisvierges a remis en état le sentier.

- Sentier Drauffelt-Kautenbach (n°4): à hauteur de Lellingen, des travaux de déforestation ont entraîné la disparition de certains signaux de balisage. Les équipes de la DG Tourisme sont intervenues dans ce cas au courant du mois de juillet.

- Sentier Wiltz-Kautenbach (n°8): la DG Tourisme n'était pas au courant de cet incident. Après vérification sur le terrain par l'Office régional de tourisme des Ardennes, un poteau portant des indicateurs de direction «CFL 8» a été trouvé arraché et abîmé. Les équipes de la DG Tourisme ont procédé au remplacement de ce poteau.

- Sentier Michelau-Ettelbruck (n°10): aucun chantier n'est réalisé à l'heure actuelle sous la maîtrise d'ouvrage des CFL dans les environs du sentier 10 entre Michelau et Ettelbruck. Il s'agit en l'occurrence de gros travaux pour l'aménagement d'un chemin forestier près de la localité de Burden, réalisés depuis le mois de février 2016 par l'Administration de la nature et des forêts. Une déviation claire est affichée en amont et en aval de ce chantier qui ne concerne pas uniquement le sentier «CFL 10», mais également le sentier autopédestre de Burden, le sentier national de la Haute-Sûre ainsi que les sentiers locaux «Erpeldange-B» et «Burden-A». Outre les deux panneaux d'information sur le terrain, installés depuis le mois de février, une information figure sous «restrictions temporaires» sur le géoportail dédié au tourisme (http://map.geoportail.lu/theme/tourisme).

Les sentiers CFL empruntent toujours des sentiers de randonnée existants et leur entretien est de ce fait organisé en même temps que celui de ces derniers. Il convient de distinguer à ce sujet entre l'entretien des sentiers pour les maintenir dans un état propice et agréable à la marche (tonte des hautes herbes, élagage d'arbres et de buissons, etc.), d'une part, et l'entretien de leur balisage, d'autre part. Si la première tâche est confiée aux différents syndicats d'initiative, ceux-ci sont de plus en plus aidés par les services techniques des communes ou encore par les équipes des centres de triage de l'Administration de la nature et des forêts. Quant à l'entretien du balisage des sentiers, le Département tourisme du Ministère de l'Économie a conclu un contrat avec un organisme de réinsertion sociale pour demandeurs d'emploi. Ainsi, trois équipes assurent au niveau national la pose, la réparation et l'entretien régulier de la signalisation des sentiers de randonnée. Au vu de la taille du réseau de sentiers à entretenir, la DG Tourisme a instauré un système de rotation. Ainsi, en 2015, le balisage des 42 sentiers de gare en gare CFL a été intégralement remplacé. En 2016, l'ensemble des 208 sentiers a été ou sera renouvelé. En 2017, il s'agira de remplacer le balisage vieillissant des 26 sentiers nationaux de randonnée pédestre. Malgré le contrôle permanent par les équipes de la DG Tourisme, celles-ci sont tributaires des informations reçues par les syndicats d'initiative, par les sociétés privées travaillant dans les forêts ainsi que par les avis reçus de la part des agents de l'Administration de la nature et des forêts. La DG Tourisme favorise le retour d'informations en communiquant une adresse courriel à ce sujet sur tous supports qui leur sont destinés (panneaux de départ des randonnées, brochures, sites Internet, etc.): sentiers@eco.etat.lu.

Ayant en charge l'entretien du réseau de sentiers de randonnée, la DG Tourisme publie, pour autant qu'elle en ait connaissance, toutes déviations, voies fermées aux randonneurs ou passages difficiles au moyen de la rubrique «restrictions temporaires» du géoportail tourisme http://map.geoportail.lu/theme/tourisme.

Question 2316 (12.08.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **qualité d'officier de police judiciaire dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale:**

D'après la note introductive dans le contexte de la préparation du débat de consultation sur la réforme de la Police grand-ducale, évacué le

28 juin 2016 à la Chambre des Députés, la qualité d'officier de police judiciaire sera attribuée à titre permanent au personnel policier.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est prévu, dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, que l'ensemble du personnel policier se verra attribuer la qualité d'officier de police judiciaire?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que les agents, qui ont dû par le passé ou qui doivent actuellement suivre une formation spécifique pour aspirer à cette qualité, pourraient se sentir défavorisés par cette nouvelle disposition?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il, le cas échéant, remédier à cette situation?

Réponse (29.08.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Il n'est pas prévu, dans le cadre de la réforme de la police, d'attribuer la qualité d'officier de police judiciaire à l'ensemble du personnel policier. L'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire au personnel policier reste subordonnée à la réussite de l'examen de promotion.

Le passage de la note introductive auquel se réfère Madame la Députée «Un autre point de la réforme, réclamé depuis des années par l'Inspection générale, consiste à attribuer à titre permanent la qualité d'officier de police judiciaire au personnel policier et à l'Inspecteur général.» n'a pas trait à la réforme de la police, mais à la réforme de l'Inspection générale de la Police. Il s'agit d'attribuer aux membres du cadre policier de l'Inspection générale la qualité d'officier de police judiciaire de plein exercice, alors qu'actuellement cette qualité leur est accordée au gré des enquêtes pénales qui leur sont confiées par les autorités judiciaires.

Question 2317 (16.08.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **vitesse maximale autorisée sur la route N10 entre Schengen et Remich:**

Am vergangenen Wochenende kam es erneut zu zwei tödlichen Verkehrsunfällen auf der N10 zwischen Schengen und Remich.

Meinen Informationen zufolge hatten in der Vergangenheit die Gemeindeverantwortlichen aus Schengen bereits beim zuständigen Ministerium angefragt, um die zulässige Höchstgeschwindigkeit entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher herunterzusetzen.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum hat der Minister sich bislang gegen ein Herabsetzen der Geschwindigkeit auf besagter Strecke ausgesprochen?

- Gedenkt der Minister, seine Meinung aufgrund der rezenten tragischen Ereignisse zu ändern?

Réponse (23.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Zuerst möchte ich darauf hinweisen, dass die Verkehrssicherheit eine der Prioritäten der Regierung ist, was deren Aufnahme in das Regierungsprogramm von 2013 sowie die Unterzeichnung der nationalen Charta der Verkehrssicherheit durch sämtliche Regierungsmitglieder am 31. März 2015 untermauern, und ich kann versichern, dass sie mir persönlich sehr am Herzen liegt.

Zudem möchte ich darauf hinweisen, dass die Orte der beiden tragischen Unfälle vom 13. August 2016 zwischen Schengen und Remich (N10 - PR 1.770) und zwischen Bech-Kleinmacher und Remich (N10 - PR 7510) außerhalb der angefragten zulässigen Höchstgeschwindigkeiten der Gemeindeverantwortlichen aus Schengen liegen und meinem Kenntnisstand zufolge auch nicht auf überhöhte Geschwindigkeit zurückzuführen waren.

Es ist also richtig, dass die Gemeinde Schengen in einem Schreiben vom 24. September 2014 verschiedene Geschwindigkeitsbegrenzungen entlang der Moselstraße angefragt hat, unter anderem eine zulässige Höchstgeschwindigkeit von 50 km/h auf der Nationalstraße N10 entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher. Des Weiteren schlägt die Gemeinde Schengen vor, die Geschwindigkeit zwischen Bech-Kleinmacher und der Aktivitätszone „Tellefeld" auf 70 km/h zu begrenzen.

Die Nationalstraße N10 entlang der Ortschaft Bech-Kleinmacher kann nicht als Ortsdurchfahrt angesehen werden, da sich hier nur sehr wenige Zufahrten befinden und die Straße sich deshalb laut Artikel 2 der Straßenverkehrsordnung „Code de la route" außerorts befindet. Aus diesem Grund wurde die Anfrage der Gemeinde Schengen bisher nicht zurückbehalten. Dagegen ist eine Geschwindigkeitsbegrenzung auf der Nationalstraße N10 auf Höhe der Aktivitätszone „Tellefeld" auf 70 km/h unter Umständen möglich, wobei jedoch das großherzogliche Reglement über abweichende Geschwindigkeitsbegrenzungen außerorts abgeändert werden müsste.

Zwecks tiefgründiger Analyse mit Stellungnahme habe ich die Anfrage der Gemeinde Schengen übrigens am 18. Juli 2016 an die staatliche Verkehrskommission weitergeleitet.

Question 2318 (17.08.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **armes de service de la Police grand-ducale:**

En 2015, Monsieur le Ministre avait annoncé que les armes de service de la Police grand-ducale seront bientôt remplacées. Les revolvers utilisés depuis des décennies devraient être remplacés par des pistolets modernes de calibre 9 mm. À noter qu'à part la police, toutes les autres forces armées du Luxembourg sont équipées de pistolets d'une entreprise autrichienne.

Selon mes informations, les responsables de la police sont actuellement en train de tester deux pistolets afin de décider de la future arme de service. Parmi les deux armes en question, le pistolet utilisé par les autres forces armées ne figurerait apparemment pas.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelle raison le pistolet de service des autres forces armées n'est-il plus dans la course? Les autres corps ne seraient-ils pas satisfaits du pistolet en question? Si tel est le cas, les autres forces armées seront-elles aussi équipées de nouveaux pistolets?

- Dans la négative, ne serait-ce pas plus efficace et économique d'équiper toutes les forces armées du même pistolet?

Réponse (16.09.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Conformément à la législation sur les marchés publics, l'acquisition de pistolets de calibre 9 mm x 19 pour les besoins de la Police grand-ducale a fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres européenne.

Comme les armes sont devenues un matériel hautement technique et sophistiqué et en l'absence de normes générales sur les armes utilisées dans le cadre de missions policières, la police s'est basée sur le référentiel technique des polices allemandes pour élaborer le cahier des charges.

Le délai de soumission étant à présent expiré, je peux confirmer que l'entreprise autrichienne visée par l'honorable Député n'a pas remis d'offre.

Conformément aux dispositions du cahier des charges, la police est en train d'effectuer des tirs d'évaluation avec les armes proposées par les deux soumissionnaires qui ont remis une offre. Les résultats sont attendus pour la fin de l'année.

Question 2319 (17.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **rapport confidentiel du Gouvernement allemand sur une plate-forme du terrorisme islamique en Turquie:**

Selon un rapport confidentiel du Gouvernement allemand, devenu public hier, la Turquie serait une plate-forme centrale du terrorisme islamique. En effet, d'après ce même rapport, environ un quart des terroristes islamiques connus des autorités allemandes sont d'origine turque. Si ces informations s'avéraient comme exactes, elles seraient d'une gravité particulière alors qu'elles mettraient à jour une véritable collaboration entre les autorités turques et divers mouvements terroristes islamiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Le Gouvernement a-t-il connaissance de ces informations?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à ces reproches d'une gravité particulière et comment entend-il réagir le cas échéant, notamment au niveau de l'Union européenne?

Réponse (19.09.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Gouvernement a eu connaissance de ces informations à travers la couverture médiatique de la presse allemande qui s'en est faite un large écho.

ad 2. L'établissement d'une relation générale entre la nationalité d'un individu et son éventuelle appartenance à un mouvement terroriste est tendancieux et réfuté par les faits. Par exemple, les combattants de Daech viennent de pays différents.

Il est à souligner que la République de Turquie fait beaucoup d'efforts pour lutter contre le terrorisme. Dans ce contexte, le Luxembourg a pris note du fait que la Turquie s'est engagée dans la lutte sur le terrain contre Daech, en concertation avec les autres membres de la coalition anti-Daech.

Question 2321 (17.08.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**agritourisme au Luxembourg:**

L'agritourisme est une forme de tourisme dont l'objet est la découverte des savoir-faire agricoles d'un territoire, des pratiques sociales et des spécialités culinaires découlant de l'agriculture locale. Il va sans dire que ce type de tourisme constitue une réelle opportunité pour diversifier l'offre en matière d'hébergement et d'animation touristiques tout en générant, le cas échéant, des revenus complémentaires pour les exploitations agricoles qui sont disposées à investir dans ce domaine précis. L'Italie, la France ou le Portugal sont des pays dans lesquels l'agritourisme s'est fortement développé ces dernières années pour devenir un pilier du tourisme, surtout dans les zones rurales. Or, au Luxembourg, il semble que l'agritourisme demeure encore à l'état embryonnaire.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur le nombre d'établissements du genre «agritourisme» existant au Luxembourg?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur le développement de l'agritourisme au Luxembourg depuis l'an 2000 en termes d'emplois et de chiffre d'affaires?

- Messieurs les Ministres sont-ils disposés à promouvoir davantage la création d'établissements de type «agritourisme»? Un label du type «Bienvenue à la Ferme», «Accueil Paysan» ou «agriturismo italia», permettant de pouvoir identifier les structures concernées, est-il envisageable?

- Quelles sont les aides qui sont actuellement prévues pour les exploitations désireuses de créer des chambres d'hôtes de type agritourisme?

Réponse commune (06.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Le tourisme rural et actif représente un potentiel de croissance considérable. Son développement est fortement lié à une offre authentique au niveau de l'hébergement ainsi qu'à des activités pouvant être pratiquées en nature. Ce genre d'offre se prête aussi idéalement à une clientèle familiale recherchant une expérience authentique de vie à la campagne et souhaitant se familiariser avec les modes de vie et de travail à la ferme.

Le Ministère de l'Économie encourage donc la création d'offres attrayantes et de qualité, combinant par exemple un séjour à la ferme avec des activités telles que des randonnées, des activités de découverte à la ferme, de fabrication de produits locaux, de participation à des récoltes, des ateliers, etc., qui s'adressent notamment aux enfants. Ainsi, les parcs naturels et les centres touristiques comme par exemple la Robbesscheier à Munshausen sont des attractions déjà bien sollicitées par les touristes qui recherchent un séjour dans le milieu rural. Parallèlement, la participation aux événements champêtres typiques ajoute une note d'authenticité à toute offre agritouristique

Le tourisme actif est un autre élément clé dans la promotion du Luxembourg et des séjours ruraux. Les différents offices de tourisme et leurs partenaires dans les régions doivent s'engager à développer continuellement leur offre en ce qui concerne le cyclisme et les randonnées pédestres par exemple et à promouvoir le Luxembourg en tant que destination attractive dans ce créneau.

La concurrence étant très élevée sur le thème des séjours nature et activités en plein air, il sera primordial de proposer des activités et produits complémentaires comme la gastronomie ou les produits du terroir afin de mieux profiler notre destination. Il faudra également veiller à établir un lien avec la consommation et la vente de produits régionaux dans le cadre de l'offre agritouristique, cet élément étant très demandé par les clientèles cibles de cette forme de tourisme.

Les ministères concernés s'engagent à soutenir des initiatives de propriétaires d'hébergements souhaitant moderniser leurs infrastructures et diversifier leur offre. Ce genre de reconversion économique qui donne une nouvelle affectation à certaines maisons rurales permet également le maintien, voire la création d'emplois, surtout dans les régions rurales. Vu la demande accrue pour des hébergements insolites, comme les pods ou les tentes safari sur les campings, le Ministère de l'Économie encourage le développement de ce genre d'offres.

Pour inciter le développement de l'agritourisme une aide est accordée aux particuliers qui aménagent des logements en milieu rural destinés aux vacanciers dans le cadre du 9e plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Le Gouvernement entend soutenir le développement des gîtes ruraux et des gîtes chez le vigneron, à la ferme, etc. dans le cadre de son 10e plan quinquennal. En plus, dans le cadre de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, des aides peuvent être accordées pour la mise en place et le développement de structures d'hébergement pour personnes à mobilité réduite.

Dans le cadre de l'enquête annuelle sur la structure des exploitations agricoles, le Statec et le Service d'économie rurale recueillent des données statistiques sur les activités non agricoles liées à l'exploitation dont notamment la catégorie «tourisme, hébergement, loisirs». Pour 2015, 36 exploitations agricoles ont renseigné mener des activités de tourisme, d'hébergement ou de loisirs. Les ministères concernés ne possèdent pas de statistiques sur le développement de l'agritourisme en termes d'emplois et de chiffre d'affaires. L'Association pour la promotion du tourisme rural (APTR - association sans but lucratif - www.gites.lu), accorde une classification allant de 1 à 4 épis, classification à laquelle participent un fonctionnaire du Ministère de l'Économie respectivement du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Question 2322 (18.08.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **site „Schëttermarjal"**:

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert den neie PAG vun der Stad Lëtzebuerg gouf ech op déi speziell Problematik vum Site „Schëttermarjal" opmierksam, deen och nationalpolitesch Bedeitung huet.

Beim „Schëttermarjal" handelt et sech no mengen Informatiounen ëm en ekologesch ee-moleg wäertvollen, strukturräiche Biotop (mat fir d'Stad Lëtzbuerg typesche Fielslandschaften, hallefdréchene Wisen, ale Beem...), deen zum Deel ganz mat Bësch bewuess ass an dee mat senge ganz ënnerschiddleche Vegetatiounszone fir vill Déierenzorten e wichtege Liewensa Brutraum duerstellt. Et fënnt een hei rar an och gesetzlech geschützte Planzen- an Déierenaarten (wéi Orchideeën, ma och jorhonnertal Eechen, Ulmen...) a Reptilienaarten (Schlingnatter, Mauereidechs, Blannschlécher) souwéi eng Hällewull vu (Bësch)-Fliedermausaarten, donieft awer och eng sëllechen Heelkraider, mat deenen ënner anerem och dee lokaltypeschen, medezinnesche Likör („Schaettermarjal" (sic!)) gemaach ginn ass. Et wier iwwerdeems och en Duerchgangskorridor fir Déiere vun den „Dräi Eechelen" bis an de Gréngewald an dofir och wëldbiologesch vun onschätzbarem Wäert.

De Jean-Jacques Kariger huet a senger Etüd (1997) op der „Schëttermarjal" net manner wéi 60 Bam- a Strauchaarte bei engem Total

vun 350 verschiddene Planzenzorten noweise kënnen!

D'Biologen Yves Krippel a Guy Colling hunn d'Virkomme vun eenzelne menacéierten Aarten um Site virun e puer Joer am Optrag vum Lëtzebuerger Naturmusée och nogewisen.

Sollt et am Kader vun der geplangter Bebauung vum Site vum PAG/PAP (KI 7) zu enger Zerstéierung vun dësem Areal kommen, muss een dovun ausgoen, datt gläichwäerteg Kompensatiounsmesuren net méiglech sinn.

Dowéinst wollt ech der Madamm Ëmweltministesch an dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1) Ass déi „Strategesch Umweltprüfung" (SUP), déi an dësem Kontext ëmmer ugefaiert gëtt, tatsächlech op dësem ekologesch eemoleg wäertvolle Site selwer gemaach ginn, oder gouf et just eng allgemeng Etüd? Wéi ass et ze erklären, datt d'„Umwelterheblichkeitsprüfung" hei just eng „incidence moyenne sur la nature" festgestallt huet?

2) Huet dee Büro, deen déi Etüd gemaach huet, dofir déi néideg wëssenschaftlech Kompetenzen?

3) Wéi gouf dës Etüd gemaach? Wat waren d'Methodologie an d'Kritären?

4) Läit eng ekologesch „Levée initiale" vum Site vir? Ass déi dem Public zougänglech gemaach ginn? Kann d'Regierung dës Dokumenter der Chamber matdeelen?

5) Wéi ass de Bësch op der „Schëttermarjal" klasséiert?

6) Ass eng Etüd iwwert d'Vullen an d'Fliedermais gemaach ginn? Ass déi dem Public zougänglech gemaach ginn? Kann d'Regierung der Chamber dës Etüd communiquéieren?

7) Gouf vu säite vun den zoustännege Verwaltungen den Objektiounen zum Bebauungsplang vu Mouvéco, Natur&Ëmwelt respektiv Centrale ornithologique Luxembourg (COL) Rechnung gedroen?

8) Ass d'Regierung gewëllt, d'„Schëttermarjal" grad wéi de Kuebebierg (2002) integral als Réserve naturelle ze klasséieren, am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit vum Lëtzebuerger Patrimoine naturel?

Réponse commune (03.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1) De Site „Schëttermarjal" ass op d'mannst scho säit dem sougenannten „Joly"-Plang, d. h. dem PAG, deen Enn der 80er Joren ausgeschafft gouf, als Bauland klasséiert.

An de Joren 2013-2014 ass e Projet de modification ponctuelle um Site „Schëttermarjal" lancéiert ginn, ouni datt d'Délimitatioun vum Site geännert ginn ass. An dësem Kontext huet d'Gemeng, als responsabel Autoritéit vum Plang, eng „Strategesch Umweltprüfung" (SUP) duerchgefouert, konform zum modifizéierte SUP-Gesetz vum 22. Mee 2008.

An der „Umwelterheblichkeitsprüfung", déi 1. Phas vun der Elaboratioun vum Ëmweltbericht (rapport sur les incidences environnementales), huet de Bureau d'études festgestallt, datt „incidences notables" net kënnen ausgeschloss ginn an dowéinst d'Noutwendegkeet fir d'Erstelle vun engem Ëmweltbericht festgestallt. Dëst ass vum Ëmweltministère a sengem Avis vum 30. Mee 2013 confirméiert ginn (Artikel 6.3 vum SUP-Gesetz).

Doropshin ass en Ëmweltbericht ausgeschafft ginn a mat der Délibératioun vum 27. Januar 2014 huet d'Gemeng d'Prozedur an d'Enquête publique lancéiert (Artikel 7.1 vum SUP-Gesetz) souwéi den Ëmweltministère pour Avis saiséiert (Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz). Dësen Avis gouf de 16. Juni 2014 der Gemeng matgedeelt. Den Ëmweltbericht ass generell fir gutt befonnt ginn an et ass weiderhin op d'Noutwendegkeet vun eventuelle Moossname fir den Aarteschutz opmierksam gemaach ginn.

Well d'SUP-Direktiv an och d'SUP-Gesetz d'Zilsetzung hunn, fir Duebelpréifungen ze vermeiden an domadder och den Ufuerderunge vun der „Simplification administrative" gerecht ze ginn, ass dëse Site am Kader vun der Reform vum Gesamt-PAG, déi aktuell jo nach amgaang ass, net nach eng Kéier gekuckt ginn. Den Artikel 6.2 vum SUP-Gesetz bitt déi Méiglechkeet.

Am Kontext vun der aktuell nach lafender PAG-a SUP-Prozedur huet d'Gemeng ënner anerem opgrond vum Avis am aktuelle Projet de PAG virgesinn, iwwer eng Servitude am Süden an am Norde vum Site eng Pufferzon ze erhalen an duerch d'Identifikatioun vun de Biotopen transparent ze maachen, datt Kompensatiounsmoossnamen nom Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum Bauhär geleescht musse ginn, wann do e Projet realiséiert gëtt.

Well dës Prozedur nach „en cours" ass, huet den Ëmweltministère nach keen Avis iwwert den Ëmweltbericht zum Gesamt-PAG geschriwwen. Den Délai heifir leeft nach bis de 15. Oktober 2016. Gläichermoossen huet d'Bevëlkerung erëm d'Méiglechkeet gehat, der Gemeng Observatiounen a Suggestiounen zoukommen ze loossen. Dës sinn an der weiderer Beaarbechtung vum Plang vun der Gemeng ze considéréieren.

D'Beispill vum „Schëttermarjal" ass dofir e gutt Beispill, fir d'Plus-value vun der SUP-Prozedur ze illustréieren. Et entsteet net nëmme fir d'Gemeng an d'Autoritéiten, mä och fir de Bierger a besonnesch fir de spéidere Bauträger Transparenz a méi Planungssécherheet, wann et drëms geet, Ëmweltaspekter an de finale Bauprojet ze integréieren an déi gesetzlech Dispositiounen a puncto Aarteschutz ze respektéieren.

2) Laut dem Artikel 6.1 vum SUP-Gesetz muss den Ëmweltbericht erschafft gi vun engem Bureau d'études, deen dofir nom Gesetz vum 21. Abrëll 1993 agreéiert ass. De Bureau d'études, deen den Ëmweltbericht zum „Schëttermarjal" erschafft huet, huet deen Agrément.

3) D'Etüd gouf gemaach op Basis vun dem Leitfaden, deen de Ministère 2010 publizéiert huet.

4) Am Ëmweltbericht vun 2013 ass eng flächendeckend Biotopbilanzéierung gemaach ginn, compte tenu vum Projet de PAP, wéi en zu deem Zäitpunkt am Raum stoung. Dës ass, eisem Wëssensstand no, an der Prozedur, déi d'Gemeng 2014 lancéiert huet, dem Public zougänglech gemaach ginn. Den Ëmweltbericht vun 2013 ass an der Annex vun der Äntwert op déi parlementaresch Ufro.

5) Laut der phytosoziologescher Kartéierung vun der Administration de la nature et des forêts vun 2014 ass de Bësch ronderëm de Site en Eechebësch (Stieleiche, „Quercus robur"). Heira sinn am Dossier vun 2013 keng Konstruktioune virgesi gewiescht. Am Projet de PAG ass eng Zone forestière ausgewisen. Doriwwer eraus huet sech um südlechen an um südwestleche Rand innerhalb vum Site e Sukzessiounsbësch entwéckelt, deen als Biotop nom Artikel 17 ze considéréieren ass.

6) Den Ëmweltbericht vun 2013 ass ergänzt ginn duerch eng Fliedermausetüd. Dës ass, eisem Wëssensstand no, an der Prozedur, déi d'Gemeng 2014 lancéiert huet, dem Public zougänglech gemaach ginn.

7) Well d'Prozedur zum Gesamt-PAG nach leeft, kann dës Fro am Moment net beäntwert ginn. Laut Artikel 9 vum SUP-Gesetz sinn den Ëmweltbericht, d'Avise vun den Ëmweltautoritéiten an d'Observatiounen an d'Suggestiounen aus der Enquête publique vun der responsabeler Autoritéit fir de Plang, sprëch d'Gemengen, am Kader vum PAG ze considéréieren.

8) Et ass an der Vergaangenheet net virgesi gewiescht, dëse Site als nationaalt Naturschutzgebitt auszeweisen, an et ass och net virgesinn, dëst an Zukunft ze maachen, well dat Gebitt net déi national erausstiechend ekologesch Wichtegkeet opweist wéi aner Sitten, déi klasséiert solle ginn. Doriwwer eraus ass et net d'Politik vum MDDI, fir Naturschutzgebidder op Sitten auszeweisen, déi an engem PAG en vigueur legal als Bauland ausgewise sinn. Natierlech sinn awer déi relevant ekologesch Aspekter vum Site bei der weiderer Planung ze berücksichtegen a besonnesch de Bauträger muss sécherstellen, datt hien net an e Konflikt mam Naturschutzgesetz kënnt.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2323 (18.08.2016) de **Mmes Octavie Modert** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **transports illégaux d'animaux:**

Gemäß der „Neuen Osnabrücker Zeitung" werden seit Wiedereinführung der Grenzkontrollen in Deutschland im September vergangenen Jahres immer häufiger illegale Tiertransporte an Deutschlands Außengrenzen entdeckt. Die Entwicklung sei besorgniserregend. Allein im ersten Halbjahr 2016 seien mehr als 350 Welpen bei Kontrollen entdeckt worden. Dies seien mehr als im gesamten Jahr 2015.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz sowie an den Herrn Finanzminister stellen:

- Ist in Luxemburg eine ähnliche Entwicklung festzustellen?

- Kann der Herr Finanzminister uns Zahlen der letzten fünf Jahre über die Kontrollen und die festgestellten Illegalitäten im Bereich Tiertransporte zukommen lassen?

- Kann der Herr Finanzminister uns Zahlen der letzten beiden Halbjahre über die Kontrollen und die festgestellten Illegalitäten im Bereich Tiertransporte zukommen lassen?

- Welche Tierarten waren in den letzten fünf Jahren am meisten von solchen in Luxemburg entdeckten illegalen Tiertransporten betroffen?

- Welche Tierarten waren in den letzten beiden Halbjahren am meisten von solchen in Luxemburg entdeckten illegalen Tiertransporten betroffen?

- Werden diese Tiere systematisch beschlagnahmt und, falls ja, wo werden sie untergebracht und für wie lange? Was geschieht danach mit diesen Tieren?

- Welche anderen Strafen erwarten in der Regel die Urheber dieser illegalen Tiertransporte?

Réponse commune (26.09.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Im Rahmen der allgemeinen Transportkontrollen, welche die Zollverwaltung alltäglich durchführt, wird auch die Einhaltung der europäischen Verordnung 1/2005 des Rates vom 22. Dezember 2004 über den Schutz von Tieren beim Transport kontrolliert.

Bei diesen allgemeinen Kontrollen waren in den letzten fünf Jahren in 33 Fällen Tiertransporte betroffen, davon fünf Fälle in den letzten beiden Halbjahren.

Insgesamt kam es in vier Fällen zu einer Strafanzeige seitens des Zolls. In einem Fall wegen Verdachts auf illegalen Hundewelpentransport und Handel, zweimal wegen festgestellter Überfrachtung mit Nutz- und Schlachttieren und in einem Fall wegen fehlender mitzuführender Transportdokumente betreffend den Tierhalter.

Über die Nutztiertransportkontrollen hinaus arbeitet der Zoll im Rahmen des Gesetzes vom 15. März 1983 über den Tierschutz, welches das Strafmaß und die Möglichkeit der Beschlagnahmung von Tieren vorsieht, mit der Veterinärverwaltung zusammen, welche die richtungsweisende Kompetenz besitzt.

In Fällen, wo Informationen betreffend etwaige Verstöße gegen den Tierschutz von Dritten der Zollverwaltung zugetragen werden, befasst der Zoll immer die Veterinärverwaltung, insbesondere um eine einheitliche Anwendung des Gesetzes zu gewährleisten.

Offizielle, gewerbliche Transporte unterliegen der Direktive 92/65/EEC; die von der Veterinärverwaltung regelmäßig kontrollierten Tiere, die über das TRACES-System vor ihrer Abreise im Ursprungsland registriert werden müssen, waren bisher alle konform.

Nicht hinter jedem illegal einreisenden Heimtier steckt eine böswillige Absicht; oftmals kennen Tierhalter die genauen gesetzlichen Bestimmungen nicht, die zu erfüllen sind, wenn man mit einem Hund, einer Katze oder einem Frettchen einreisen möchte. So werden oft streunende Tiere im Urlaubsland aufgenommen und somit in den Augen der Tierhalter gerettet und mit nach Hause genommen, ohne sich vorher über die Gesetze zu informieren. Diese Tiere haben oft weder Mikrochip, Tollwutimpfung noch einen Pass. Anderes Beispiel: Jungtiere, die z. B. bei einem Züchter im Ausland gekauft werden und noch keine gültige Tollwutimpfung haben, dürfen nach Luxemburg einreisen, wenn sie drei Bedingungen erfüllen: Mikrochip, EU-Heimtierausweis und eine schriftliche Erklärung des Tierbesitzers, dass das Tier keinen Kontakt zu Wildtieren hatte, die Tollwut übertragen können; auch hier führt die Unkenntnis der Gesetzeslage oft zu Problemen. Solche nicht konformen Hunde werden durch die enge Zusammenarbeit mit den praktizierenden Tierärzten entdeckt und gemäß der EU-Verordnung 576/2013 über die Verbringung von Heimtieren zu anderen als zu Handelszwecken entweder in ihr Ursprungsland zurückgeschickt, unter offizieller Kontrolle isoliert oder, in seltenen Fällen, z. B. bei akutem Verdacht auf Tollwut, euthanasiert.

Wird aber der Betrug durch Kontrollen von Polizei, Zoll oder Veterinärinspektion aufgedeckt, werden die Tiere beschlagnahmt und in einem der Tierheime in Luxemburg untergebracht, solange, bis die Staatsanwaltschaft eine Entscheidung getroffen hat, was mit den Tieren geschieht. Manche Tiere werden in ihr Ursprungsland zurückgeschickt, andere bleiben in der Quarantänestation des Tierheims unter Beobachtung und können später, falls sie gesund sind, weitervermittelt werden, je nach Entscheidung der Staatsanwaltschaft.

Bei Vorliegen einer illegalen Handlung muss geprüft werden, ob ein Verstoß gegen das Tierschutzgesetz vorliegt (loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux) oder ob eventuell Bestimmungen des großherzoglichen Beschlusses über den Tiertransport nicht eingehalten werden (règlement grand-ducal du 30 juillet 2007 fixant certaines modalités d'application du règlement (CE) n°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes et déterminant les sanctions applicables en cas d'infraction aux prescriptions de ce règlement communautaire).

Je nach Verstoß erwarten die Urheber der illegalen Tiertransporte Geld- oder Gefängnisstrafen. Handelt es sich um professionelle Tiertransporter, können diese ihre Lizenz entzogen bekommen.

Question 2324 (19.08.2016) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et consolidation d'une offre commerciale variée:**

Le développement et la gestion des centres des villes moyennes revêtent une importance capitale pour un aménagement harmonieux du territoire. Le maintien d'un commerce de proximité dans les centres-villes et la consolidation d'une offre commerciale variée ne sont réalisables que par le biais d'une politique volontariste au niveau local combinant initiative privée et engagement des pouvoirs publics.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport à l'idée d'introduire, à l'instar de ce qui existe d'ores et déjà dans d'autres pays et notamment en France depuis 2005, une forme de droit de préemption au bénéfice des communes concernant la vente de locaux commerciaux dans différents quartiers respectivement au centre des villes.

- Une autre initiative pourrait consister à créer une agence immobilière commerciale permettant à intervenir activement sur le marché des surfaces commerciales. Le Gouvernement soutient-il un tel projet permettant de lutter contre les espaces commerciaux vides et le manque de diversité de l'offre commerciale dans certaines localités?

Réponse commune (12.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député Alex Bodry relève à juste titre dans sa question l'importance du commerce urbain pour les villes, tant au niveau de l'animation de la vie urbaine que de l'aménagement du territoire.

L'activité commerciale dans les centres-villes est un point saillant de l'initiative «Pakt PRO Commerce», une émanation directe du «4e Plan PME», lancée le 15 avril 2016 par la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener. D'un côté, la part croissante du commerce électronique pose des défis importants pour l'ensemble du commerce de détail. Par ailleurs, il faut assurer un juste équilibre entre les commerces de détail des centres urbains et les centres commerciaux en périphérie. L'objectif du «Pakt PRO Commerce» est de revitaliser le commerce urbain ensemble avec les responsables communaux.

En effet, les communes jouent un rôle crucial dans cette revitalisation des centres urbains et dans le maintien d'un commerce de proximité. Des entrevues ont eu lieu avec un certain nombre de communes, représentées tant par leur bourgmestre que par les responsables communaux en charge de l'activité économique, pour définir ensemble une stratégie de développement urbain. La Confédération luxembourgeoise du commerce épaule le Ministère de l'Économie dans cette démarche, tant au niveau individuel qu'au sein d'un groupe d'échange d'expériences.

Dans le cadre de cet effort, la Chambre de Commerce est en train de mettre à jour le «cadastre du commerce» qui permettra de mieux gérer les espaces commerciaux au niveau national. Le cadastre du commerce fournira les données statistiques nécessaires pour affiner les analyses.

L'approche prônée par l'honorable Député vise à mettre les communes davantage en mesure de racheter des surfaces commerciales ou des locaux vides pour garder un tissu de commerce urbain au sein des communes.

L'État, ainsi que de nombreuses communes, gèrent déjà aujourd'hui des surfaces commer-

ciales ce qui contribue à l'animation du tissu urbain. Toutefois, en tant qu'entités publiques, ils sont soit tenus de respecter les règles d'aides d'État, soit d'assurer une location des locaux au prix du marché. Afin de garantir que le loyer correspond au prix de marché, il y a lieu de procéder à un appel d'offre conformément aux dispositions européennes en la matière. Ce dernier permet souvent de cibler un certain type d'activités, comme, par exemple, le commerce de détail ou la vente de produits locaux, tandis que le critère du prix doit rester déterminant pour la sélection du bénéficiaire.

Par ailleurs, le «Pakt PRO Commerce» prévoit une meilleure gestion des surfaces de commerce qui restent vides. Le lancement de boutiques éphémères (pop-up stores) permet également de profiter des espaces commerciaux vacants. Le cadastre du commerce permettra une meilleure vue et une analyse plus fine des commerces faisant défaut dans une agglomération.

Au vu de ce qui précède, la mise en place d'un droit de préemption en faveur des communes paraît à ce stade prématurée. La création d'une agence immobilière étatique spécifique dédiée aux surfaces commerciales n'est pas prévue.

Question 2325 (22.08.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **«Assises du Tourisme»:**

Mon interpellation à la Chambre des Députés au sujet de l'évolution du secteur touristique le 20 juin 2013 *(cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2012-2013)* était l'occasion pour discuter de vive voix de ce secteur créateur d'emplois et de richesses lequel est un vecteur fédérateur et porteur d'avenir pour nos régions, voire le pays entier. Même si le secteur est en progression, le débat en séance plénière a également permis d'identifier ce jour-là diverses faiblesses. À l'instar d'autres secteurs, je pense qu'il serait judicieux d'aborder ces défis ensemble avec les acteurs concernés.

En France, l'ancien Premier Ministre avait lancé des «Assises du Tourisme» fin novembre 2013 dans le but de mobiliser les acteurs publics et privés, professionnels et bénévoles afin d'adapter ainsi l'offre touristique aux souhaits et aspirations des visiteurs nationaux et étrangers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à organiser, tout comme dans le domaine de la culture et de la recherche, des «Assises du Tourisme»? Dans l'affirmative, quand ces assises pourraient-elles avoir lieu au plus tard et à quel rythme?

- Le Ministère aurait-il déjà réfléchi, le cas échéant, sur un concept de travail qui pourrait servir de cadre à de telles assises?

- Selon l'avis de Monsieur le Ministre, quels pourraient être les grands pôles thématiques à élucider? Est-il envisageable de définir dans ce contexte un programme d'action pour le tourisme?

- Monsieur le Ministre envisagerait-il de mettre en place, après la tenue des assises, une structure qui assurerait le suivi des conclusions retenues? Pour ce faire, est-ce que la démarche engagée suite aux «Assises de la Culture» tenues en juillet 2016 à Luxembourg pourrait être considérée comme un modèle à suivre dans le secteur du tourisme?

Réponse (23.09.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le Ministère de l'Économie a prévu d'organiser tous les deux ans une conférence nationale du tourisme dont la première édition aura lieu au premier trimestre 2017. L'objectif est de réunir les différents acteurs du secteur afin de les sensibiliser et de les informer sur des sujets d'actualité dans le domaine du tourisme, de leur offrir une plate-forme d'échange et de susciter une discussion constructive.

L'événement sera axé sur une thématique concrète d'intérêt général pour le secteur. Pour la première édition, il est envisagé de se focaliser sur l'évolution digitale du secteur avec une attention particulière sur «l'évaluation par le client». Cette thématique concerne de nombreux acteurs touristiques (hébergement, restauration, attractions, etc.). D'autres axes thématiques potentiels sont: le tourisme actif, le secteur MICE, les aides financières. Le tourisme est un secteur dynamique et très varié. Il faudra veiller à éviter les thèmes de niches trop spécifiques, qui se prêtent moins à une discussion à large échelle au niveau national, mais aborder des sujets touchant de façon générale le secteur et la majorité de ses acteurs.

Les sujets seront identifiés en amont de chaque édition, selon l'actualité et la pertinence pour le secteur.

Au-delà de cette conférence, le secteur du tourisme dispose déjà d'une structure de coordination et d'échange, sous forme du GIE Luxembourg for tourism, qui regroupe tous les acteurs majeurs du secteur.

Question 2326 (22.08.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **familles d'accueil:**

Le Gouvernement avait déclaré en septembre 2015, que la raison pour laquelle parfois des nouveau-nés sont gardés durant les premiers mois de leur vie au sein d'hôpitaux suite à une mesure de garde provisoire prononcée par le juge de la jeunesse, est lié à un manque de familles d'accueil prêtes à offrir un milieu familial sécurisant.

Sachant que récemment le Gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation afin de trouver davantage de familles d'accueil, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Combien de nouvelles familles se sont déclarées prêtes à accueillir un enfant?

2. Combien de nouveau-nés ont été placés dans des familles d'accueil en 2016?

3. Qu'en est-il de la construction annoncée en 2015 d'une nouvelle pouponnière pour la Maison Françoise Dolto prévue pour accueillir 48 enfants de moins de trois ans?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. L'activité «d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil» ou «placement familial» constitue une mesure d'aide à l'enfance au sens de l'article 11 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille et ce en faveur d'enfants en situation de détresse psychosociale. En date du 1er avril 2016, 494 enfants étaient accueillis dans une famille d'accueil «jour et nuit» dont 201 auprès d'un membre plus ou moins éloigné de leur famille.

J'ai lancé avec mes collaborateurs de l'Office national de l'enfance la campagne «Gitt Fleegefamill!» en date du 23 mai 2016 pour sensibiliser le grand public et recruter de nouvelles familles d'accueil.

Cette campagne a suscité de nombreuses manifestations d'intérêt: 137 appels téléphoniques au mois de mai et 99 au mois de juin 2016 sur le numéro d'appel gratuit, 200 «page views» en moyenne par jour du site Internet spécifique et présence de 99 personnes intéressées lors des deux séances d'information les 16 juin et 7 juillet 2016. Retenons aussi que la presse s'est largement impliquée dans la campagne.

En date du 20 septembre 2016, 37 dossiers de candidature formalisés ont été envoyés suite à la campagne. En général les familles intéressées ont besoin d'un certain temps de réflexion avant de s'engager dans un projet «famille d'accueil». Ainsi le Ministère va probablement encore recevoir un certain nombre de candidatures au cours des prochains mois. Le même nombre de familles ont été mises en contact avec un service d'accompagnement pour accomplir la procédure de sélection, d'initiation et de formation.

ad 2. Depuis le premier janvier 2016, onze nouveaux placements en familles d'accueil agréées d'enfants de moins de trois ans ont pu être mis en œuvre. Deux de ces enfants ont été accueillis en famille d'accueil à leur naissance. Les neuf autres enfants ont bénéficié de mesures d'aide préalables à l'accueil en famille. Ainsi quatre enfants ont bénéficié d'un court séjour dans un centre d'accueil spécialisé pour enfants de moins de trois ans et un enfant a transité par une famille d'accueil de dépannage. En ce qui concerne quatre enfants sur les onze un essai de réintégration familiale a été mis en œuvre.

Il y a lieu de souligner que l'Office national de l'enfance a mis en place, dans le même intervalle de temps, six nouveaux suivis de situations d'accueil en famille «proche» d'enfants de moins de trois ans. Ainsi un total de 17 enfants de moins de trois ans ont ainsi pu être intégrés dans un encadrement de type familial en 2016, alors que 16 autres enfants de moins de trois ans sont toujours accueillis dans un centre d'accueil.

Indiquons à titre d'information que les enfants de moins de trois ans représentent en 2015 7,2% des enfants bénéficiant d'une mesure d'accueil jour et nuit.

Pour promouvoir l'accueil en famille et pour mieux encadrer les différentes situations d'accueil en famille, le Gouvernement entend déposer au cours des prochains mois un projet de loi spécifique.

ad 3. La Maison Dolto a été créée en 2007 afin de répondre à une situation d'urgence. Elle accueille des nouveau-nés et des enfants en bas âge avec des besoins médicaux spécifiques ainsi que des difficultés de développement.

Actuellement, la Maison Dolto est organisée sur deux sites géographiques distincts et peu appropriés pour l'accueil des bébés. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement prévoit la construction de la nouvelle Maison Dolto à Pétange.

La nouvelle construction prévoit 32 places pour des bébés âgés de zéro à trois ans et 16 places pour les enfants de plus de trois ans. L'Administration des bâtiments publics coordonne le projet dont question et actuellement, l'élaboration de l'avant-projet sommaire est en cours.

Question 2327 (22.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**intégration des réfugiés sur le marché du travail:**

Selon la législation en matière d'asile et de protection internationale, les demandeurs de protection internationale peuvent se voir délivrer sous certaines conditions une autorisation d'occupation temporaire. Les bénéficiaires du statut de réfugié sont autorisés à exercer une activité salariée immédiatement après que le statut de réfugié leur a été octroyé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur le nombre de demandeurs de protection internationale en cours de procédure ayant obtenu une autorisation provisoire de travail temporaire depuis 2014?

- Combien de demandeurs de protection internationale ayant obtenu le statut de réfugié possèdent un contrat de travail et occupent actuellement un emploi?

- Quel est le taux d'emploi des réfugiés reconnus?

- Quels moyens sont mis en œuvre par le Gouvernement en vue de soutenir l'intégration des réfugiés sur le marché du travail?

Réponse commune (20.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, qui délivre les autorisations provisoires de travail temporaire aux demandeurs de protection internationale, a fourni les chiffres ci-dessous:

	Nombre de premières délivrances	Nombre de renouvellements	Nombre total
2014	5	18	23
2015	3	4	7
2016 (janvier - juin)	/	3	3

Une intégration réussie des réfugiés nouvellement arrivés sur le territoire passe avant tout par une intégration réussie sur le marché du travail. Ainsi, dans la suite d'une décision du Gouvernement en Conseil, la Direction de l'immigration ainsi que l'OLAI recueillent des informations concernant le niveau de qualification ainsi que les connaissances linguistiques des demandeurs de protection internationale qui arrivent au Luxembourg. Ces données seront utiles pour l'ADEM et le SNAS dans l'accompagnement des réfugiés reconnus. Par ailleurs, l'ADEM développe ensemble avec la FEDIL ainsi qu'avec le Luxembourg Centre for Systems Biomedecine de l'Université du Luxembourg (LCSB) un système d'évaluation des compétences théoriques et techniques, ce qui permettra à l'ADEM de mieux orienter ces personnes et de leur proposer, le cas échéant, des formations ou des mesures en faveur de l'emploi, conformément à la législation en vigueur.

Actuellement, les données disponibles ne permettent pas encore de connaître le nombre de réfugiés sous contrat de travail, ni de déterminer un taux d'emploi des réfugiés.

Question 2328 (22.08.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **étudiants en médecine dans une université francophone belge:**

La Fédération Wallonie-Bruxelles a instauré à partir de l'année académique 2015-2016 un examen de sélection dans les universités belges francophones entre la première et la deuxième année de médecine afin de limiter le nombre d'étudiants admis en deuxième année et de respecter ainsi les quotas de numéro INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité) fixés par le Gouvernement fédéral. Pour rappel, afin de pouvoir exercer sa profession en Belgique, chaque médecin se voit attribuer un numéro INAMI qui permet aux patients de se faire rembourser les soins de santé.

Saisi par huit étudiants qui avaient réussi la session d'examens de première année en médecine mais qui avaient raté «le concours boucherie», le Conseil d'État vient de se prononcer en faveur d'une suspension du classement du nouveau concours considérant comme arbitraires le contingentement fédéral et par effet de ricochet le quota d'étudiants décidé par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour s'y conformer.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que l'article 5§7 de l'arrêté royal du 12 juin 2008 visant à délivrer un numéro INAMI aux étudiants en médecine qui prévoit une dérogation pour les étudiants originaires d'États membres de l'Union européenne dont les universités n'offrent pas de cycle de formation complet en médecine a été transposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles?

- Plus concrètement, les étudiants luxembourgeois sont-ils dispensés de l'examen-concours lors de leur passage en deuxième année d'études dans une université francophone belge dans la mesure où ils sont à considérer à part de la procédure réglementaire d'attribution des numéros INAMI?

- Si tel n'est pas le cas, quelles sont les conséquences exactes de cet arrêt du Conseil d'État belge pour tous les étudiants en médecine et plus précisément pour les étudiants luxembourgeois?

- Le Ministre n'estime-t-il pas qu'il est impératif d'intervenir auprès des autorités belges compétentes afin que les étudiants luxembourgeois issus ou non de l'Université du Luxembourg ne soient pas soumis à la procédure réglementaire en question pour les années académiques à venir?

Réponse (28.09.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députées au sujet des étudiants en médecine dans une université francophone belge, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Pour pouvoir être diplômés en Belgique, les aspirants médecins doivent obtenir à la fin de la sixième année d'études un numéro de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI). Il s'agit d'une immatriculation du médecin en Belgique, condition pour que les patients puissent obtenir le remboursement des soins. Depuis des années, le nombre de médecins sortant des universités francophones en Belgique a dépassé le nombre de numéros INAMI alloués. La Flandre a réglé la question en instaurant dès 1997 un examen à l'entrée des études de médecine. Divers systèmes ont été essayés en Communauté française de Belgique puis abandonnés. Il y a lieu de noter que, libre-circulation de l'UE oblige, chaque médecin venant de l'étranger reçoit automatiquement son numéro INAMI, ce qui entraîne une discrimination à rebours à l'encontre des étudiants résidents belges. Jusqu'en 2015, les responsables des universités francophones ont puisé dans les numéros INAMI des futures générations pour pouvoir donner à tous les étudiants franco-

phones un numéro INAMI. Or, la Ministre fédérale de la Santé Maggie De Block n'a plus accepté cette situation et a menacé de ne plus accorder de numéros INAMI aux universités francophones de Belgique. En 2015-2016, 280 résidents luxembourgeois ont étudié la médecine (premier et deuxième cycles et spécialisations) dans les universités francophones de Belgique, dont 80% ont commencé leurs études en médecine dès la première année d'études en Belgique.

Il y a lieu de souligner que la Communauté française de Belgique, par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, a abrogé la dérogation du décret du 25 mai 2007 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur qui permettait chaque année à 15 étudiants de l'Université du Luxembourg d'obtenir une attestation d'accès à la deuxième année d'études du premier cycle en médecine. Je me dois de constater que l'honorable Députée Martine Hansen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Gouvernement à l'époque, n'est pas intervenue auprès des responsables politiques de la Communauté française de Belgique contre l'abrogation de cette dérogation en faveur des étudiants luxembourgeois. Selon les informations dont disposent les services du Ministère, une réunion bilatérale entre le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte, le Premier Ministre Juncker et la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Martine Hansen a eu lieu à la date du 17 juin 2013. Lors de cette réunion, la question des études en médecine en Belgique a été effleurée mais les discussions se sont limitées à la question de la ventilation des étudiants luxembourgeois sur les cinq universités de la Communauté française de Belgique.

Par conséquent, l'abrogation de cette dérogation a eu comme conséquence que, si en septembre 2013 dix étudiants de l'Université du Luxembourg ont encore obtenu une attestation d'accès à la deuxième année d'études en médecine dans les universités francophones belges, le nombre d'étudiants de l'Université du Luxembourg bénéficiant d'une telle attestation d'accès a baissé à trois unités en septembre 2014 et à deux unités en septembre 2015.

Une fois que j'ai pris connaissance, fin 2014, des problèmes d'accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge de nos étudiants ayant fait leur première année d'études à l'Université du Luxembourg, 19 entrevues ont eu lieu avec les différentes instances politiques belges afin de permettre de nouveau à nos étudiants d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge et de profiter de l'exemption des étudiants luxembourgeois du quota fédéral selon l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 12 juin 2008.

Lors de la huitième réunion dite «Gäichel», le 5 février 2015 à Bruxelles, le Gouvernement luxembourgeois est intervenu la première fois auprès du Gouvernement belge et la déclaration commune a retenu que: «Un échange sur la politique fédérale belge en matière d'accès aux études de médecine pour les étudiants luxembourgeois ainsi que sur les décisions prises en ce qui concerne l'attribution de numéros INAMI a eu lieu. Il a été retenu que les étudiants luxembourgeois qui ont initié leur formation de base en 2014 ou avant se voient attribuer des numéros INAMI jusqu'en 2020.»

Lors d'une entrevue du 18 mai 2015 à Bruxelles, j'ai fait part de nos inquiétudes au Ministre Jean-Claude Marcourt de la Communauté française de Belgique concernant l'introduction d'un filtre en fin de première année d'études en médecine et les éventuelles conséquences pour les étudiants luxembourgeois ayant fait leur première année d'études en médecine à l'Université du Luxembourg et souhaitant accéder à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge.

Face à la pression du Gouvernement fédéral, la Communauté française de Belgique a finalement introduit, par le biais du décret du 8 juillet 2015 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, un filtre en fin de première année d'études en médecine. Ce nouveau filtre est une autre façon de coter les examens de première année, et permet d'établir des listes d'étudiants en ordre décroissant. Ces listes permettent de sélectionner les étudiants pouvant poursuivre en deuxième année d'études, le nombre total de places ouvertes étant calculé sur le nombre de numéros fixés par le Gouvernement fédéral. Ce système est structuré dans le même esprit que le décret du 7 novembre 2013, de telle manière qu'il n'est pas possible actuellement pour un étudiant ayant réussi sa première année de médecine à l'Université du Luxembourg de poursuivre le reste de sa formation en médecine dans une université francophone.

Or, selon l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 12 juin 2008, les étudiants luxembourgeois sont exemptés du quota fédéral: «Ne sont pas comptabilisés dans les chiffres visés à l'article 3 les candidats et les titres professionnels particuliers suivants:

(…)

7° Le titre professionnel particulier de médecin généraliste et le titre professionnel particulier de médecin spécialiste pour les candidats disposant d'un diplôme d'études secondaires octroyé par un État membre de l'Espace économique européen qui n'organise pas déformation complète menant au diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements.»

Il y a lieu de souligner que l'exemption de l'article 5, point 7 couvre uniquement les étudiants qui ont terminé leurs études secondaires au Luxembourg.

Toutefois, le décret du 8 juillet 2015 ne reprend pas explicitement les exemptions de l'arrêté royal du 12 juin 2008. Mais il prévoit que le Gouvernement de la Communauté française, en fixant le nombre de places en deuxième année, tiendra compte de la législation fédérale sur la planification de l'offre médicale (article 4 du décret et modifiant l'article 110/3 du décret du 7 novembre 2013).

Les agents du Ministère de l'Enseignement supérieur et de l'ambassade du Luxembourg à Bruxelles se sont rendus conjointement au cabinet du Ministre Marcourt le 28 août 2015, afin d'avoir confirmation que la Communauté française respectera l'exemption que le Luxembourg a reçue du Gouvernement fédéral dans la mise en œuvre de la législation fédérale sur la planification médicale.

La réaction du cabinet fut évasive, car, selon lui, le Gouvernement fédéral serait en train de réviser l'arrêté royal de 2008, révision qui pourrait être publiée dans les mois à venir, et qu'il n'est donc plus sûr que l'exemption de l'article 5, point 7 subsisterait dans le nouveau texte. C'est pourquoi, dans une première réaction, le cabinet a proposé comme solution que tous les résidents luxembourgeois souhaitant poursuivre des études de médecine en Belgique commencent leurs études dès la première année en Belgique. Le côté luxembourgeois a contesté cette solution, et le cabinet de la Ministre De Block nous a assuré par la suite qu'il n'a pas prévu de réviser l'exemption de l'article 5, point 7 pour le moment.

Lors d'une rencontre du 10 septembre 2015 entre le Ministre-Président Rudy Demotte et le Premier Ministre Bettel, il a été retenu de créer un groupe de travail chargé d'élaborer un accord pour que les étudiants résidents luxembourgeois bénéficient, dans la mise en œuvre du décret du 8 juillet 2015, de l'exemption du quota INAMI accordée par le pouvoir fédéral. Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média, des Communications et de l'Espace le 21 septembre 2015, j'ai fait un rapport succinct sur l'état de la situation et sur les démarches entreprises depuis le début de l'année 2015 auprès des autorités belges compétentes afin de maintenir un régime favorable aux étudiants ayant accompli leur première année d'études à l'Université du Luxembourg et souhaitant poursuivre leur parcours académique en Belgique.

Jusqu'en décembre 2015, ce groupe de travail s'est réuni à trois reprises et a élaboré un projet de protocole relatif à la coopération universitaire en formation médicale entre le Gouvernement luxembourgeois et celui de la Communauté française de Belgique. Ce projet de protocole propose qu'un maximum de 32 étudiants de l'Université du Luxembourg, qui ont réussi la première année et se sont classés en rang utile, peuvent obtenir une attestation d'accès en deuxième année d'études en Communauté française de Belgique. Ce projet d'accord reconnaîtrait également que des étudiants/médecins stagiaires des universités belges soient accueillis au Centre Hospitalier du Luxembourg dans le cadre de leur formation de deuxième et troisième cycles d'études médicales.

Toutefois, la Communauté française de Belgique a demandé des assurances que les étudiants luxembourgeois issus de la première année de l'Université du Luxembourg ou les étudiants ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg et qui commencent leur première année en Communauté française de Belgique continuent à être exemptés par le Gouvernement fédéral du quota INAMI à l'avenir, et surtout que le Gouvernement fédérai accepte qu'ils soient exemptés durant leurs études des quotas annuels d'attestations d'accès à l'année d'étude suivante que délivre la Communauté française de Belgique. La Communauté française de Belgique craint que le Gouvernement fédéral lui tienne rigueur si le nombre d'étudiants en deuxième année est supérieur au nombre d'attestations d'accès et soupçonne la Communauté française de Belgique d'essayer de flouer par ce moyen son nouveau filtre. Mais l'option d'inclure les étudiants dans le quota d'attestations d'accès (tout en les dispensant du filtre vu leur exemptions INAMI) est rejetée par la Communauté française de Belgique car cela équivaudrait à une réduction de facto des numéros INAMI que la Communauté française de Belgique recevrait in fine pour ses propres résidents.

À défaut d'une telle confirmation par le Gouvernement fédéral, la Communauté française de Belgique estime qu'il lui est impossible de signer le protocole négocié en commun, de sorte que l'option de poursuivre les études en médecine en Belgique après une première année d'études à l'Université du Luxembourg serait de facto exclue.

Le 26 janvier 2016, j'ai eu l'occasion d'aborder cette question avec la Ministre fédérale de la Santé Maggie De Block, qui a estimé devoir soulever au sein du Gouvernement fédéral la question de savoir s'il serait disposé à accepter que le numerus d'allocations d'accès, fixé par la Communauté française de Belgique en application du décret du 8 juillet 2015, soit augmenté d'un nombre égal aux étudiants luxembourgeois bénéficiant de l'exemption du contingentement INAMI.

Le Premier Ministre Bettel a écrit le 3 février 2016 à son homologue belge à ce même sujet. Le Premier Ministre Charles Michel lui a répondu le 20 avril 2016, confirmant que l'exemption de l'article 5, point 7 de l'arrêté royal de 2008 sera bien maintenue, mais que la question d'accorder un quota séparé pour les étudiants luxembourgeois tombant sous l'exemption de l'arrêté royal de 2008 (peu importe s'ils sont passés par l'Université du Luxembourg ou s'ils ont débuté directement leurs études en Belgique) devra être traitée en même temps que la Commission de la planification médicale fixe les nouveaux quotas INAMI et que le Gouvernement fédéral discute avec les communautés française et flamande d'une modification de l'arrêté royal de 2008.

L'ambassade du Luxembourg en Belgique a visité ces derniers mois les conseillers de santé publique des cabinets des Vice-Premiers Ministres fédéraux flamands De Croo et Kris Peeters et de la Vice-Ministre-Présidente flamande Crevits. Tous furent d'accord qu'il serait logique - si les étudiants luxembourgeois sont exclus du contingentement INAMI en fin d'études de médecine - qu'ils auront aussi accès en deuxième année pour un maximum de 32 étudiants.

Lors de la neuvième réunion dite «Gäichel», le 4 juillet 2016, la déclaration commune a retenu que les deux gouvernements ont abordé la question de l'accès aux études de médecine pour les étudiants luxembourgeois en Belgique et ont noté avec satisfaction que l'exemption du contingentement INAMI des étudiants ayant obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires au Luxembourg sera maintenue.

En ce qui concerne les conséquences exactes de l'arrêt du Conseil d'État belge, le Ministre Marcourt a attendu les décisions finales des tribunaux, saisis par plusieurs étudiants pour passer en deuxième année de médecine. Les tribunaux ont estimé que l'accès en deuxième année ne pourrait être refusé aux étudiants ayant réussi leur première année d'études et ont ordonné l'inscription de ces étudiants en deuxième année.

Pour conclure, je peux donc vous assurer que durant les 20 derniers mois, l'actuel Gouvernement est intervenu à diverses reprises et à plusieurs niveaux auprès des instances belges et continue de se pencher très activement sur ce dossier afin de permettre de nouveau aux étudiants luxembourgeois ayant fait leur première année d'études en médecine à l'Université du Luxembourg d'avoir accès à la deuxième année d'études en médecine dans une université francophone belge.

Question 2329 (23.08.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **prix de l'essence et du diesel:**

Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, bieden ech Iech, dës parlamentaresch Fro un den Här Finanzminister weiderzeleeden.

Laut „Essentiel Online" vun haut goufen déi nei Präisser fir Bensinn an Diesel ab dem 23.08.2016 vum Stat esou festgeluecht:

Prix du litre de diesel

- 0,941 euro

Prix du litre de l'essence

- Sans-plomb 95: 1,104 euro

- Sans-plomb 98: 1,166 euro

Et gëtt net nëmmen TVA op Bensinn an Diesel, mä de Stat kasséiert och Akzisen.

Vill Bierger si sech net bewosst, wéi de Präis vu Bensinn an Diesel op der Tankstell sech zesummesetzt.

- Kënnt Dir mir soen, wéi dee Präis sech genau zesummesetzt, dat heescht, ganz konkret, wéi vill Cent pro Liter Bensinn, mat oder ouni Blëi, a wéi vill Cent pro Liter Diesel um 23.08.2016 vum Präis op der Tankstell un de Stat ginn, sief et als TVA oder als Akzisen, a wéi vill Cent schlussendlech bei der Pëtrolsfirma bleiwen?

Réponse (22.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro ass an dësem Tableau zesummegefaasst. Déi spezifesch Akzisentauxe vun de Pëtrolsproduite ginn ëmmer pro Unitéit vun 1.000 Liter definéiert, mä fir d'Fro par rapport zum Liter-Präis ze beäntwerten, ass dës Charge fiscale op de Liter erofgerechent.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dem Finanzminister si keng kommerziell Parametere vun de Pëtrolsfirme bei der Struktur vum Präis ouni Taxe bekannt.

Question 2330 (23.08.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement fondamental:**

Le recrutement d'instituteurs fonctionnaires se fait par voie de concours, organisé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Il s'agit d'un concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental. Les candidats qui se placeront en rang utile selon leurs résultats aux épreuves seront admis au stage pédagogique dans la limite des postes disponibles, indépendamment des notes obtenues.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre exact d'instituteurs fonctionnaires qui seront engagés pour l'année scolaire 2016-2017?

2. Quel est le programme de recrutement pour les prochaines années?

3. Quel est le nombre de candidats qui seront admis au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2016-2017?

4. Combien de candidats à la fonction d'instituteur ont participé au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental?

5. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de candidats classés en rang utile et donnant accès au stage préparant à la fonction d'instituteur qui avaient une note insuffisante dans une des deux épreuves écrites (méthodologie-didactique/culture luxembourgeoise)?

6. Dans quelles épreuves les candidats ont-ils rencontré les plus grandes difficultés?

Réponse (07.09.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. et 3. Pour l'année scolaire 2016-2017, 192 instituteurs sont admis au stage pédagogique dont dix pour le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique et 182 pour l'enseignement fondamental.

ad 2. Le programme de recrutement pour l'enseignement fondamental est conforme au plan de recrutement adopté par le Conseil de gouvernement dans sa séance du 17 juin 2016 et se présente comme suit:

Année scolaire 2016-2017: 182 postes

Année scolaire 2017-2018: 239 postes

Année scolaire 2018-2019: 241 postes

Année scolaire 2019-2020: 245 postes

Année scolaire 2020-2021: 250 postes

ad 4. 234 candidats se sont présentés aux épreuves du concours, un s'est désisté en cours de route.

ad 5. et 6. Parmi les 193 candidats classés en rang utile lors du concours, session 2016, 65 ont obtenu une note insuffisante en méthodologie-didactique, 49 en culture luxembourgeoise, parmi ceux-ci, 24 candidats ont obtenu deux notes insuffisantes.

Question 2331 (23.08.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales:**

Pour effectuer des remplacements temporaires de membres du personnel enseignant dans les écoles fondamentales (congé de maladie, congé de maternité etc.), le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage des remplaçants temporaires qui doivent disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements. L'attestation à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental peut s'obtenir suite à un stage de quatre semaines dans l'enseignement fondamental, validé par l'inspecteur. Il me revient dans ce contexte que certains enseignants chercheraient activement sur les réseaux sociaux un remplaçant temporaire pour la prise en charge de leur classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il confronté à des problèmes au niveau du recrutement de remplaçants temporaires et le cas échéant Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le besoin en remplaçants temporaires jusqu'à la rentrée scolaire?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à ce manque éventuel de remplaçants temporaires dans l'enseignement fondamental?

- Quel est le nombre de remplaçants temporaires actuellement disponibles?

- Combien des remplaçants temporaires sont intervenus l'année dernière dans l'enseignement fondamental?

- Selon quelle procédure l'affectation du personnel remplaçant est-elle opérée?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le remplacement temporaire des membres du personnel enseignant est régi par les chapitres V et VI de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et notamment par ses articles 15 et 27.

Ainsi fût créée une réserve de suppléants dont les membres «ont pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur (...)» et dont des membres sont affectés aux bureaux régionaux en vue du remplacement des absences de longue durée. Parallèlement à ces affectations, un certain nombre d'instituteurs a été affecté aux communes qui ont choisi d'organiser elles-mêmes les remplacements nécessaires.

Finalement, «à défaut de disponibilité de membres de la réserve de suppléants, l'État peut procéder au remplacement temporaire d'un instituteur ou pourvoir à une vacance de poste en cours d'année par un détenteur de l'attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement fondamental délivrée par le ministre». Il convient de noter que chaque remplaçant potentiel doit disposer de l'attestation mentionnée ci-dessus; les détenteurs de cette attestation sont gérés dans une base de données centrale de mon Ministère.

L'article 61 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental attribue l'organisation du «remplacement en cours d'année du personnel enseignant» aux inspecteurs de l'enseignement fondamental qui sont épaulés dans cette tâche par les agents administratifs de leurs bureaux respectifs.

Pour seconder les inspecteurs E.F. et leur personnel administratif dans cette tâche, mon département a mis en place depuis quelques années un système informatisé performant permettant la gestion des remplacements (configuration des disponibilités et désidératas des remplaçants potentiels, recherche de remplaçants disponibles et affectation de l'agent choisi au remplacement à effectuer).

En ce qui concerne les absences, il y a lieu de distinguer entre les absences de courte durée et les absences de longue durée; ces dernières sont engendrées notamment par les congés de maternité, les congés parentaux et les congés pour travail à mi-temps ou les congés sans traitement qui débutent au courant de l'année scolaire ou encore les congés pour maladie grave. Le remplacement de ces congés de longue durée est effectué de préférence par des agents de la réserve de suppléants.

Les congés de courte durée sont imprévisibles et des impasses dans le remplacement peuvent être liées à des épidémies survenant à certaines périodes de l'année et touchant un grand nombre d'enseignants simultanément. Dans de tels cas, les enfants d'une classe pour laquelle un remplacement ne peut plus être organisé, sont répartis sur d'autres classes ou bien sont pris en charge par des enseignants disponibles pendant certaines plages horaires.

Au cours de l'année scolaire 2015-2016, 1.080 personnes ont effectué des remplacements ou ont été disponibles pour effectuer des remplacements.

À la rentrée scolaire 2016-2017 et suite à une information de la part des inspecteurs de l'enseignement fondamental, 285 absences de longue durée sont en cours, dont le remplacement est assuré par 189 agents, membres de la réserve de suppléants et par 92 agents qui bénéficient d'un contrat à durée déterminée en vertu de l'article 27 mentionné ci-dessus; dans six cas le remplacement n'est pas nécessaire suite à une réorganisation interne des enseignements.

Il faut convenir qu'à l'heure actuelle un certain manque d'agents disponibles à effectuer des remplacements doit être constaté. Cependant, au cours du mois d'octobre, un nombre élevé de candidats entameront le stage pour l'obtention de l'autorisation de remplacement.

Question 2332 (23.08.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **base nautique de Lultzhausen**:

Pendant les mois d'été, le lac de la Haute-Sûre attire les adeptes des sports aquatiques. Dans ce contexte, la base nautique à Lultzhausen offre des formations relatives à plusieurs activités sportives, comme la voile, le canoë, le kayak, le Stand Up Paddling etc. Or, ni la plupart des touristes, ni les habitants de la région ne peuvent profiter de cette offre de matériel nautique, car la base nautique ne fait en principe pas de location de matériel. En effet, il s'agit d'une infrastructure gérée en coopération par le Ministère des Sports et le Service national de la jeunesse pour offrir des activités de plein air aux jeunes et aux adolescents. Sont visés les classes scolaires de l'enseignement fondamental, de l'enseignement ainsi que des groupes de jeunes hébergés souvent à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen.

Dans le but d'agrandir l'offre touristique et de loisirs dans le nord-ouest du Luxembourg, il serait souhaitable que les touristes et les habitants de la région puissent également profiter de cette infrastructure et de cette offre de sports nautiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie et à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Le Gouvernement envisage-t-il de mettre à disposition d'utilisateurs externes le matériel nautique de la base nautique à Lultzhausen? Sous quelles conditions cette «mise à disposition» respectivement la location du matériel seraient-elles possibles?

2. Le Gouvernement envisage-t-il la participation de touristes (non hébergés à l'auberge de jeunesse) ainsi que des habitants de la région aux cours organisés par la base nautique? Sous quelles conditions cette participation serait-elle possible?

3. Sous quelles conditions une personne physique ou morale est-elle autorisée à offrir des activités de sports nautiques telles que le canoë-kayak, le surf, la planche à voile, la voile, etc. au lac de barrage de la Haute-Sûre?

4. Combien d'autorisations donnant droit à ces activités ont été accordées?

5. Existe-t-il une limite du nombre total d'autorisations? Laquelle?

Réponse commune (03.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **Mme Francine Closener,** *Secrétaire d'État à l'Économie* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*:

La base nautique de Lultzhausen, qui se trouve dans la zone de protection II du barrage d'Esch-sur-Sûre, est gérée par le Service national de la jeunesse (SNJ) en partenariat avec le Ministère des Sports. Alors que le SNJ assure la coordination des activités sur le site, le Ministère des Sports est responsable de l'entretien des infrastructures et du matériel. Il est à noter qu'il n'y a pas de relation directe entre la participation aux activités de la base nautique et le fait de séjourner à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen, c'est-à-dire qu'il ne faut pas séjourner à l'auberge, gérée d'ailleurs par l'association des Auberges de jeunesse luxembourgeoises, pour pouvoir profiter de la base nautique, gérée par l'État.

La capacité maximale de la base nautique est de trois à quatre groupes ou classes simultanément.

ad 1. Depuis de longues années la base nautique accueille des groupes externes qui profitent du matériel nautique. Depuis la fin des travaux de rénovation de la base nautique en 2010, le nombre de groupes externes a connu une progression importante. En effet, alors que pour la saison 2009-2010, il y avait 30 groupes externes, ce nombre est de 82 pour la saison 2015-2016.

Par groupes externes, on entend des groupes qui ne sont ni des classes scolaires, ni des groupes organisés directement par le SNJ (p. ex. des groupes de colonies). Il s'agit par contre de groupes provenant de services communaux, centres de vacances, associations, maisons de jeunes, foyers de jeunes, maisons relais ou services sociaux.

En termes de fréquentation, la proportion des groupes externes est de 25% sur un total de 4.800 participants uniques pendant la dernière saison.

La base nautique ne fait pas de mise à disposition de matériel sans encadrement vu qu'il faut aussi assurer la sécurité sur l'eau et veiller à l'état du matériel nautique. Par contre l'équipe sur place adapte son intervention aux demandes et besoins des groupes.

À noter qu'une partie des infrastructures est utilisée par un club de plongée sportive.

ad 2. L'accueil de touristes à la base nautique n'est actuellement pas prévu. Ceci est dû au fait que la base nautique a été initiée à partir de 1975 par des enseignants d'éducation sportive qui ont voulu offrir à leurs élèves des activités nautiques. Ainsi les deux ministères en charge de la base nautique ont donné la priorité aux groupes de jeunes et le programme de rénovation de la base nautique prévoyait l'accueil de groupes inscrits d'avance et non l'accueil d'individus faisant une demande spontanée. Ainsi il n'y a ni de guichet d'accueil, ni de vestiaires individuels en place. En outre, les circulations ne sont pas adaptées à des groupes non accompagnés et le matériel en place n'est adapté qu'à une tranche d'âge assez limitée (env. dix ans à 18 ans).

L'accueil de touristes - souvent individuels et spontanés - nécessiterait une toute autre sorte d'organisation administrative (secrétariat, accueil, comptabilité) et logistique (sanitaires, vestiaires, casiers, matériel, tailles vestes de sécurité ou néoprènes, surveillance, encadrement) que celle en place. Aussi faudrait-il clarifier la question des responsabilités en cas de location et la compatibilité avec les mesures de protection du réservoir en eau potable (voir point 3).

Vu la demande importante de la part des groupes de jeunes et vu les capacités d'accueil et d'encadrement limitées, l'accueil de touristes se limite actuellement à quelques groupes constitués par l'auberge de jeunesse de Lultzhausen.

En ce qui concerne les habitants de la région, on peut noter que de nombreux enfants et jeunes participent aux activités de la base nautique, soit avec leur classe scolaire, soit à travers un service communal, une maison relais ou une association. La base nautique ouvre annuellement ses portes à tous les habitants pendant la Nuit des sports.

La base nautique obtient régulièrement des demandes de location, surtout pendant les périodes de vacances et pour la plupart spontanées. Il n'y a cependant pas de statistiques sur les besoins réels. Une concertation entre les ministères concernés pour analyser les besoins et la faisabilité d'un accueil de touristes est envisagée.

ad 3. La pratique d'activités sportives et de loisirs sur le plan d'eau est réglée par la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre, le règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre et le règlement grand-ducal du 14 juin 1994 relatif à la pratique de canotage sur les plans d'eau.

Les activités sportives et de loisirs sont autorisées dans la zone de protection II du barrage d'Esch-sur-Sûre. L'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre précise que les bateaux ou engins doivent être autorisés par le Ministre de la Santé publique. L'article 5 stipule que «l'embarquement, le débarquement, la mise à l'eau et la mise à terre des bateaux et engins, soumis à l'autorisation du Ministre de la Santé publique, ne pourront se faire qu'aux endroits aménagés à cet effet et délimités par des panneaux spéciaux.» L'article 8 ajoute une contrainte supplémentaire: «...La location de bateaux ou engins contre rémunération est interdite. Elle pourra toutefois être autorisée sur la partie supérieure du lac de Bavigne par le Ministre de la Santé publique, sur demande à présenter par l'exploitant».

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau précise dans l'article 23 que les activités à l'intérieur des zones de protection sont soumises à une autorisation par le ministre qui a la gestion de l'eau dans ses compétences.

À noter que les activités indiquées ne tombent pas sous la nomenclature actuellement en vigueur et de ce fait ne sont pas soumises à autorisation au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

ad 4. Une demi-douzaine d'autorisations par an selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont comme objet des activités aquatiques: natation (triathlon), plongé, kayak,... Le nombre d'autorisations peut varier fortement d'une année à l'autre. Il est fort probable que pas toutes les activités organisées sur le plan d'eau du lac sont couvertes par une autorisation tel que prévu par la loi relative à l'eau.

ad 5. Les lois ne fixent pas de limites au niveau du nombre total d'autorisations. Toutefois l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1971 relatif à l'utilisation du plan d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre stipule: «Le Ministre de la Santé publique a le droit de limiter le nombre total des bateaux et engins à évoluer sur le lac...»

Question 2333 (23.08.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**accueil des jeunes au pair:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil des jeunes au pair, le Service national de la jeunesse (SNJ) est l'organe de coordination, de gestion et de contrôle de l'accueil au pair.

Il assure aussi la gestion des demandes d'agrément des familles et des demandes d'approbation des jeunes au pair et propose une médiation en cas de divergences entre la famille d'accueil et le jeune au pair.

Un site Internet est en ligne et des dépliants ont été distribués en 2014.

Il ressort du rapport d'activités du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de 2015 ce qui suit, sans autre précision:

En 2015, 88 familles et 106 jeunes ont obtenu l'agrément comme famille d'accueil respectivement l'approbation comme jeune au pair de la part du Ministre.

En 2015, le SNJ a organisé 13 sessions d'information obligatoires, auxquelles 106 jeunes ont participé.

Le SNJ a organisé trois rencontres informelles et facultatives entre jeunes au pair; 90 jeunes y ont pris part.

Les agents du SNJ, dans leur mission de contrôle de l'accueil au pair au Luxembourg, ont effectué deux visites de familles d'accueil afin de vérifier si les conditions d'agrément prévues par la loi étaient remplies.

Le rapport de 2014 renseigne des chiffres similaires, outre la précision des continents desquels proviennent les jeunes ainsi accueillis au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Une évaluation de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil des jeunes au pair est-elle prévue?

2. Existe-t-il des précisions et des chiffres concernant le résultat des missions du SNJ dans ce domaine (nombre de visites du site Internet, durée de séjour des jeunes, évaluation des logements et de la prise en charge des jeunes, assiduité et

fréquentation aux cours de langues, tâches ménagères attribuées, conditions de travail, etc.)?

3. Existe-t-il des données concernant le nombre de jeunes résidents luxembourgeois qui à leur tour deviennent au pair à l'étranger?

4. Une nouvelle campagne d'information sur ce mode d'échange international en faveur des jeunes est-elle prévue?

Réponse (15.09.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Chaque année une évaluation est réalisée par les responsables du Service national de la jeunesse avec l'agent chargé du traitement des dossiers relatifs à l'accueil au pair. Suite à ces évaluations des efforts supplémentaires ont régulièrement été réalisés au niveau de la promotion du dispositif et de l'information des jeunes accueillis au pair respectivement des familles d'accueil. Une évaluation par un organisme externe n'est pas prévue à l'heure actuelle.

ad 2. L'article 6 de la loi du 18 février 2013 sur l'accueil de jeunes au pair charge le Service national de la jeunesse (SNJ) de la gestion, du contrôle et de la coordination des accueils au pair. Ses tâches sont les suivantes:

1° être intermédiaire entre candidats et familles d'accueil;

2° gérer les demandes d'agrément des familles d'accueil et les demandes d'approbation des jeunes au pair;

4° organiser les sessions d'information obligatoires pour les jeunes accueillis au pair au Luxembourg;

5° mettre en place un numéro d'appel d'urgence pour jeunes au pair;

6° assurer une médiation en cas de divergences entre famille d'accueil et jeune au pair au Luxembourg;

7° donner des informations sur leurs droits et devoirs aux jeunes venant du Luxembourg, désireux de partir à l'étranger dans le cadre d'un accueil au pair.

En ce qui concerne la promotion du dispositif, le SNJ a mis en place un site Internet pour lequel on a compté 6.000 visites pour les huit premiers mois de l'année 2016 (en 2015 on a compté au total 7.000 visites). En outre, le dispositif est promu par le biais d'un envoi annuel d'affiches et dépliants à un grand nombre de structures qui sont en contact avec les parents (services communaux, maternité, crèches, services de relocalisation,...). Finalement, le SNJ a fait des efforts pour atteindre le grand public à travers la presse nationale (communiqués, interviews).

Pour l'année 2016 on aura une croissance du nombre de jeunes accueillis au pair puisqu'au cours des huit premiers mois, on compte déjà 132 approbations de jeunes au pair (contre un total de 106 jeunes pour l'année 2015) et 60 agréments pour familles d'accueil (contre un total de 88 familles en 2015). Pour 70% des jeunes au pair, le séjour a une durée allant de neuf à douze mois. Seulement 10% des jeunes au pair restent moins de six mois.

Au cours des huit premiers mois de 2016, le SNJ a organisé 16 sessions d'information et deux rencontres informelles pour jeunes au pair. Il y a eu 18 entrevues individuelles avec des familles et 27 entrevues individuelles avec des jeunes au pair.

L'inscription aux cours de langues est contrôlée systématiquement par le SNJ. Les contrôles sur place ont été renforcés: il y a eu sept visites à domicile, sept autres sont prévues pour les mois restants de l'année 2016 (contre deux visites en 2015). L'évaluation des logements, des tâches attribuées aux jeunes et de la prise en charge est assurée pendant ces visites, mais fait également partie des sujets de discussion lors des rencontres avec jeunes au pair.

Le SNJ a assuré six médiations entre jeune au pair et famille d'accueil en 2016. Au cours des huit premiers mois de l'année 2016, on a compté 14 départs anticipés de jeunes au pair.

ad 3. Il n'existe actuellement pas de données sur les jeunes résidents luxembourgeois qui sont au pair à l'étranger. L'envoi de jeunes au pair ne fait l'objet du cadre légal.

ad 4. En mars 2016, un guide pratique pour les familles a été édité en langue française. Il est en cours de traduction vers la langue anglaise. Il est prévu d'utiliser le moment de la sortie du guide pratique en langue anglaise pour communiquer à nouveau sur l'accueil au pair au Luxembourg.

Question 2334 (24.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **reconnaissance de mariages impliquant des mineurs:**

Suivant divers médias allemands dont notamment «Die Welt» on peut constater une forte hausse des mariages de mineurs en Allemagne. En réponse à ma question parlementaire n°2145 du 13 juin 2016 *(cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016)*, Monsieur le Ministre de la Justice avait précisé qu'il a été saisi de trois demandes de reconnaissance de mariage impliquant des mineurs dans notre pays. Dans la même réponse, Monsieur le Ministre a précisé qu'en ce qui concerne les demandes de transcription de mariage d'étrangers à Luxembourg les conjoints devraient respecter les conditions du Code civil luxembourgeois. Or, tel n'est apparemment pas le cas en ce qui concerne la reconnaissance d'un mariage contracté par des non-Luxembourgeois à l'étranger alors que suivant les principes de droit international privé ce sont les conditions de leur loi nationale qui y sont applicables à condition qu'ils aient la même nationalité bien entendu.

Pour empêcher la reconnaissance de tels mariages impliquant des mineurs le Gouvernement allemand a annoncé diverses mesures excluant expressément la reconnaissance de tels mariages en Allemagne.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un mariage contracté par des non-Luxembourgeois à l'étranger, est-il exact que les conditions de leur loi nationale s'y appliquent à condition qu'ils aient la même nationalité?

- En cas de réponse affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la législation luxembourgeoise devrait être complétée afin d'empêcher la reconnaissance de mariages impliquant des mineurs à Luxembourg?

- Est-ce que le Gouvernement a reconnu jusqu'à ce jour des mariages conclus à l'étranger impliquant des mineurs n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait uniquement reconnaître les mariages qui répondent strictement aux dispositions de l'article 144 alinéa 1er du Code civil?

Réponse (30.09.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

L'article 144 du Code civil prévoit que: «Nul ne peut contracter mariage avant l'âge de dix-huit ans.»

Or, cette prohibition peut être levée par le juge des tutelles pour motifs graves (article 145 du même code). L'interdiction de se marier au Luxembourg avant l'âge de 18 ans n'est donc pas absolue au Luxembourg.

L'article 375 alinéa 2 du Code pénal érige cependant en viol «toute pénétration sexuelle, de quelque nature qu'elle soit et par quelque moyen qu'elle soit, commise sur la personne d'un enfant âgée de moins de seize ans».

En tout état de cause, la reconnaissance d'un mariage peut toujours être refusée s'il est réputé être contraire à l'ordre public international tel qu'il est expressément prévu à l'article 170-1 du Code civil introduit par la loi du 23 mai 2016 sur la reconnaissance du mariage au Grand-Duché de Luxembourg (numéro du dossier parlementaire: 6908).

L'article 170-1 précité du Code civil dit ce qui suit: «Le mariage contracté en pays étranger, entre étrangers, est valable au Grand-Duché de Luxembourg s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, et si les deux conjoints remplissent soit les conditions de fond exigées par la loi applicable à leur statut personnel sous réserve du respect de l'ordre public international ou si les deux conjoints satisfont aux conditions de fond de la loi luxembourgeoise.»

Le commentaire de l'article 170-1 du Code civil fourni par le Gouvernement lors du dépôt du projet de loi n°6908 est explicite sur ce point:

«(...) En même temps, le Gouvernement juge utile de proposer une référence à l'ordre public international dans le texte permettant d'écarter l'application de la loi étrangère en cause, qui autorise par exemple la bigamie, la polygamie ou le mariage d'un enfant mineur, et de substituer à sa place la loi luxembourgeoise.»

Les conditions de fond à remplir par les étrangers pour la reconnaissance de leur mariage contracté à l'étranger sont donc appréciées par rapport à leur loi nationale ou par rapport à la loi luxembourgeoise lors de la reconnaissance de leur mariage au Luxembourg mais ne doivent en tout état de cause pas heurter l'ordre public international luxembourgeois.

L'absence éventuelle du consentement d'un des époux (mineurs ou non) à la célébration du mariage est également considérée comme une violation de l'ordre public international luxembourgeois et le mariage d'un mineur qui a été forcé et dont le consentement n'a pas été libre, ne serait pas reconnu.

La loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage a introduit les articles 146-2 dans le Code civil afin de protéger les époux, mineurs ou non, d'un éventuel mariage forcé. L'article 146-1 du Code civil introduit par cette même loi, fait en plus expressément référence au mariage blanc.

Il n'existe pas de statistique en la matière et suivant les informations fournies par le Parquet de Luxembourg, le chiffre de trois demandes de reconnaissance de mariage impliquant des mineurs d'âge n'a été dépassé par an et ce chiffre n'a pas augmenté avec le nombre croissant de réfugiés ces dernières années. Cette réponse a déjà été fournie à la question parlementaire n°2145 du 13 juin 2016 posée par l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar.

À relever encore que les autorités judiciaires étant les autorités de référence en la matière, le Gouvernement n'est pas compétent pour reconnaître des demandes de reconnaissance de mariage conclus par des étrangers à l'étranger.

Question 2335 (24.08.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réalisation de logements locatifs sociaux au cours des dernières années:**

En réponse à ma question parlementaire n°2214 du 8 juillet 2016 *(cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016)* concernant l'augmentation de l'offre de logements locatifs, Monsieur le Ministre du Logement a précisé qu'entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016, un total de 660 unités de logements locatifs sociaux ont été réalisés, achetés ou transformés par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du logement), par la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ainsi que par diverses communes du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisons suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le nombre de 660 unités de logements locatifs sociaux contient-il également des logements étudiants ou s'agit-il en exclusivité de logements locatifs sociaux?

- Si tel était le cas, parmi ces 660 nouvelles unités, combien de logements sont conçus pour répondre aux besoins en logements étudiants et combien de logements sont destinés aux logements locatifs sociaux?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir le détail de la création de nouveaux logements locatifs sociaux par maître d'ouvrage, à savoir le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) et des communes respectives endéans cette période?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des chiffres détaillés répartis par commune sur le nombre de logements locatifs sociaux créés endéans cette période?

Réponse (28.09.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Entre l'année 2013 et la première moitié de l'année 2016, les promoteurs publics, à savoir le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du logement) et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), ensemble avec les communes, ont réalisé, acheté ou transformé un total de 660 unités de logements locatifs sociaux.

À la suite de sa question parlementaire du 8 juillet dernier, l'honorable Député Marc Lies demande dans la question parlementaire du 24 août de lui préciser le nombre de 660 logements locatifs sociaux réalisés entre 2013 et 2016, par maître d'ouvrage, par commune, respectivement la proportion des logements destinés à des étudiants:

Parmi les 660 logements locatifs sociaux, 179 unités sont conçues pour répondre aux besoins en logements étudiants.

Parmi les 660 logements locatifs sociaux, 205 unités ont été réalisées par le Fonds du logement, 55 unités par la SNHBM ainsi que 400 unités par les diverses communes du pays. S'ajoutent à ceux-ci les 496 unités réalisées pour la vente subventionnée, à savoir 282 par la SNHBM, 148 par les communes et 66 par le Fonds du logement.

Le tableau en annexe reprend le détail des chiffres répartis par communes et par promoteur public ainsi que par typologie de logement, à savoir logements sociaux locatifs et logements pour étudiants.

Sans être complet, je me permets de vous livrer une indication des grands projets de logements locatifs en me limitant à ceux que les deux promoteurs publics préparent actuellement, à savoir celui de «Neischmelz» à Dudelange, «Wunne mat der Wooltz» à Wiltz ainsi que le grand projet d'envergure à Olm qui vont à terme abriter un total d'environ 3.000 logements, avec une proportion élevée de logements locatifs.

PROJET	LOGTS	Étudiants
Communes		
Beckerich	6	
Betzdorf	3	
Diekirch	4	
Differdange	3	
Dudelange	15	
Esch	25	17
Flaxweiler	10	
Garnich	2	
Goesdorf	5	
Grevenmacher	6	
Hesperange	16	
Koerich	5	
Luxembourg	65	8
Mondercange	74	15
Mondorf	7	
Niederanven	9	
Putscheid	3	
Sanem	12	
Schuttrange	4	
Useldange	2	
Wiltz		72
Wiltz/Eschweiler	12	
Sous-total	288	112
TOTAL	**400**	
Fonds		
	138	67
TOTAL	**205**	
SNHBM		
	55	
TOTAL	**55**	
Grand total	**660**	
Logements étudiants		**179**

Question 2336 (24.08.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **système de localisation ITCS dans les autobus:**

La flotte d'autobus de la Ville de Luxembourg est équipée du système de localisation ITCS - (I)ntermodal (T)ransport (C)ontrol (S)ystem qui permet de localiser les bus, de calculer les décalages des bus par rapport à l'horaire prévu et d'afficher les horaires en temps réel sur des panneaux d'affichage installés à côté d'une grande partie des arrêts de bus dans la ville de Luxembourg, ou encore sur Internet et des applications mobiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'équiper également les autobus privés circulant pour compte du Département ministériel des transports du système ITCS?

- Est-il prévu d'équiper les arrêts de bus les plus utilisés à travers le pays de panneaux d'affichage comme dans la ville de Luxembourg? Dans l'affirmative, quel est le timing pour l'installation des panneaux respectifs?

- Les panneaux d'affichage pourront-ils être utilisés pour informer la population en situation d'urgence?

Réponse (20.09.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les autobus circulant pour le compte du Département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (lignes RGTR) sont tous équipés d'un système ITCS (Intermodal Transport Control System).

Sur le réseau du TICE (Transport intercommunal de personnes dans le canton d'Esch-sur-Alzette) dans la région Sud du pays, financé en grande partie par le Département des transports, le «temps réel» est déjà opérationnel depuis 2014.

En ce qui concerne le réseau régional dit «RGTR», ses 300 lignes sont actuellement en phase d'encodage et de test afin de fournir aux utilisateurs des informations hautement qualitatives et précises. Il est prévu que, pour la semaine de la mobilité et notamment à partir du 26 septembre 2016, une cinquantaine de lignes soient opérationnelles en temps réel à travers le pays. Selon l'avancement du contrôle des données, des lignes additionnelles vont se rajouter dans les mois à venir.

Des afficheurs dynamiques, tels qu'on les trouve sur le territoire de la Ville de Luxembourg, sont prévus à travers tout le pays, sachant que dans la région Sud (sur le réseau du TICE), cette installation est déjà opérationnelle depuis fin 2014 et les afficheurs y afférents se trouvent à la gare routière d'Esch-sur-Alzette, à proximité de l'administration communale d'Esch-sur-Alzette et auprès des gares de Belval, de Rodange et de Dudelange.

Dès que le temps réel de l'ITCS est disponible sur une ligne entière du réseau RGTR, différents arrêts à travers le pays seront équipés avec de tels afficheurs, ce qui est prévu pour fin 2016 et au cours de l'année 2017. À ce jour, des afficheurs sont installés en vue de leur activation, à Walferdange près de l'administration communale et près de la gare, à différents endroits à Bereldange, Hesperange, Howald, Strassen, ainsi qu'au Findel et à la gare routière de Luxembourg.

Enfin, je me permets de confirmer que les panneaux d'affichage pourront être utilisés pour informer la population en cas de situation d'urgence.

Question 2337 (24.08.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **service wi-fi dans les bus et les trains:**

L'attractivité des transports en commun au Luxembourg dépend de plusieurs facteurs, dont le prix et la fiabilité du service, mais également le confort offert pour la durée des trajets en bus et en train. Afin d'améliorer le confort dans leurs trains, plusieurs sociétés des chemins de fer européennes, dont celles dans nos pays voisins, ont décidé d'installer un service de wi-fi gratuit pour une partie de leur réseau.

Dans ce contexte, nous aimerons poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en place d'un service wi-fi dans les bus et trains opérés par les CFL ainsi que dans les bus privés circulant pour compte du Département ministériel des transports?

Réponse (06.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°2337 du 24 août 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant le service wi-fi dans les bus et les trains.

Au cours du mois de janvier 2017, la première des onze nouvelles automotrices du type KISS sera livrée aux CFL par le constructeur Stadler.

Cette automotrice sera équipée aussi bien d'une connexion Internet wi-fi que de répétiteurs 3G/4G, afin d'acquérir, durant une phase d'essai qui s'étendra sur plusieurs mois, des expériences en matière de conception, de convivialité et d'aptitude à l'usage au quotidien des deux systèmes à bord des trains du service régulier.

Sur base des résultats de ces essais, une décision sur l'équipement des autres automotrices KISS en wi-fi et/ou en répétiteurs 3G/4G sera prise. Le déploiement d'un des deux systèmes sur l'ensemble du matériel roulant des CFL sera décidé sur base des expériences relatives à la fonctionnalité, la performance et la fiabilité du système mis en place aux automotrices du type KISS de la série 2300.

Il est évident que le succès dépendra de la qualité de la couverture du réseau ferré par les opérateurs de téléphonie mobile. En fonction des expériences recueillies sur base des essais susmentionnés et afin d'assurer aux clients du rail un service wi-fi sans interruption, une amélioration de la couverture du réseau de téléphonie mobile sur les lignes ferroviaires nationales sera recherchée d'une manière active par les CFL.

En ce qui concerne la flotte des autobus exploitant les lignes publiques du RGTR, je tiens à informer les honorables Députés qu'à l'heure actuelle, le cahier des charges pour ces autobus ne prévoit pas d'équipement wi-fi. Toujours est-il qu'un exploitant offre déjà actuellement depuis 2012 et de sa propre initiative un service wi-fi aux passagers sur les lignes 202 et 203, en accord avec mon département. Cependant, une mise en place systématique n'est pas envisagée à court terme alors que les contrats de concession RGTR viennent à terme fin 2018. Une installation systématique est susceptible d'être prévue alors dans les nouveaux contrats de concession à conclure.

Question 2338 (24.08.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **conséquences d'une mise en vente des laboratoires d'analyses médicales Cerba:**

Selon les informations de la presse internationale, les laboratoires d'analyses médicales Cerba, détenus par le Fonds d'investissement PAI Partners, seront mis en vente en automne. À savoir que depuis 2011, les laboratoires Ketterthill du Luxembourg sont intégrés au réseau «Cerba HealthCare» et représentent 53% des parts de marché du secteur privé des analyses de biologie médicale au Luxembourg.

La Convention entre la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales et la Caisse nationale de santé prévoit dans son article 2 que le «laboratoire s'engage à notifier de suite tout changement au niveau de la situation du laboratoire, de son statut ou de ses responsables pouvant impacter les relations du laboratoire par rapport à la Caisse nationale de santé ou la prise en charge des prestations».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement est-il au courant des informations décrites ci-dessus?

2. Une telle mise en vente du réseau Cerba pourrait-elle avoir comme conséquence que les laboratoires Ketterthill ne perdent leur statut de prestataire?

Réponse commune (23.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. Suite aux informations parues dans la presse internationale et auxquelles fait référence l'honorable Député, la Ministre de la Santé a contacté par écrit la société L.L.A.M. Project SA, société exploitant les laboratoires Ketterthill, afin de savoir si l'opération de vente évoquée par la presse aura des répercussions sur les statuts respectivement l'exploitation des laboratoires de ladite société, ouverts au Luxembourg.

Dans sa réponse écrite, la société L.L.A.M. Project SA a confirmé que le projet de vente du groupe «Cerba HealthCare», s'il devait aboutir, n'aura des répercussions ni sur les statuts de ladite société, ni sur l'exploitation des laboratoires d'analyses médicales Ketterthill.

ad 2. Le Code de la sécurité sociale prévoit le principe du conventionnement général et obligatoire de tous les prestataires exerçant légalement leur profession au Luxembourg dans leurs relations avec les personnes protégées.

En vertu de l'article 1er de la convention conclue entre la CNS et la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales, elle s'applique aux

«1. laboratoires d'analyses de biologie médicale du secteur extrahospitalier, exploités

a) soit à titre personnel par une ou plusieurs personnes physiques, qui alors ont toutes la qualité de directeur de laboratoire et doivent exercer effectivement la fonction de responsable;

b) soit par une personne morale de droit privé ou de droit public.

2. laboratoires d'analyses de biologie médicale du secteur hospitalier fonctionnant sous forme de service intégré à l'établissement ou sous forme de structure commune à part, pour autant qu'ils dispensent en milieu extrahospitalier des actes et des prestations figurant dans la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses de biologie médicale conformément à l'article 74 du Code de la sécurité sociale

à condition:

1° que le laboratoire dispose pour chaque discipline dans le cadre de laquelle il exerce ses activités de l'autorisation d'exploitation et

2° que le laboratoire soit dirigé par un ou plusieurs responsables dont un au moins dispose pour chacune des disciplines de la biologie médicale, dans le cadre desquelles le laboratoire exerce ses activités, de l'autorisation d'exercer la fonction de responsable de laboratoire d'analyses de biologie médicale, établie par le ministre ayant la Santé dans ses attributions,

et

dans la mesure où les activités de ces laboratoires sont exercées pour compte des personnes protégées par l'assurance maladie et l'assurance contre les accidents professionnels dans le cadre de la nomenclature des actes et services prévue à l'article 65 du Code de la sécurité sociale.»

Afin de vérifier que toutes ces conditions sont remplies, la convention de la CNS avec la FLLAM prévoit en son article 2 que

«Le laboratoire s'engage à notifier de suite tout changement au niveau de la situation du laboratoire, de son statut ou de ses responsables pouvant impacter les relations du laboratoire par rapport à la Caisse nationale de santé ou la prise en charge des prestations.

Au cas où une des conditions prévues à la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales n'est plus remplie, la Caisse nationale de santé procède de suite au retrait du code prestataire. La décision de retrait est notifiée par lettre recommandée au détenteur du code prestataire. La perte du code prestataire implique le refus de la prise en charge par l'assurance maladie des factures relatives aux prestations effectuées après la notification du retrait du code prestataire.»

Si toutes les conditions prévues au niveau de la loi modifiée du 16 juillet 1984, du CSS et de la convention sont remplies, les prestations délivrées par le laboratoire en question sont susceptibles d'être prises en charge par l'assurance maladie.

Question 2339 (25.08.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **teneur en sucre dans les boissons:**

Laut einer aktuellen Studie der Verbraucherorganisation Foodwatch enthält mehr als jedes zweite Erfrischungsgetränk in Deutschland zu viel Zucker.

Der Studie zufolge enthielten 274, und damit knapp 60 Prozent der untersuchten Produkte, mehr als fünf Prozent Zucker. Ab diesem Wert gilt ein Getränk als überzuckert. Flüssiger Zucker in Form von Getränken erhöht das Risiko von Fettleibigkeit, Typ-2-Diabetes und anderen Krankheiten.

In Großbritannien müssen Hersteller ab 2018 eine Sonderabgabe für zuckerreiche Produkte zahlen. Getränkehersteller in Großbritannien, deren Produkte einen Zuckeranteil von mehr als fünf Gramm pro 100 Milliliter haben, müssen innerhalb von zwei Jahren ihre Rezepturen anpassen. Gelingt ihnen das bis 2018 nicht, sind sie zu einer Abgabe verpflichtet, deren Höhe sich nach dem Zuckeranteil des Produkts bemisst. Deutsche Verbraucherschützer fordern nun ein ähnliches Gesetz auch in Deutschland. Auch die Weltgesundheitsorganisation empfiehlt in ihrer jüngsten Richtlinie aus dem Jahr 2015 nicht mehr als sechs Teelöffel (25 Gramm) Zucker in verarbeiteten Lebensmitteln pro Tag. Das reduziere das Risiko von Übergewicht, Fettsucht und Karies.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

1. Wie sieht die Ministerin den Vorstoß der britischen Regierung, eine Sonderabgabe auf zuckerhaltige Getränke zu erheben?

2. Gedenkt die Ministerin, auch auf den Weg einer solchen Sonderabgabe zu gehen?

3. Sind Präventions- und Aufklärungsprogramme vorgesehen, insbesondere in Schulen, um auf die gesundheitlichen Folgen von überhöhtem Zuckerkonsum aufmerksam zu machen?

Réponse (21.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Zuckergesüßte Getränke fördern nachweislich die Entstehung von Adipositas (Fettleibigkeit), Typ-2-Diabetes und anderen chronischen Krankheiten. In der Kindheit entwickeltes Übergewicht wird oft ein Leben lang beibehalten. Darum nimmt das Gesundheitsministerium das Thema Prävention von Übergewicht und Adipositas bei Kindern und Jugendlichen sehr ernst. Gesundheitsförderung und Vorbeugung sollen so früh wie möglich im Leben ansetzen und die Kinder und Jugendlichen in ihren Lebenswelten erreichen. Der Konsum von Zucker ist ein wesentlicher Faktor für Übergewicht bei Kindern. Zuckergesüßte Softdrinks stellen heute die größte Einzelquelle für den Zuckerkonsum von Kindern und Teenagern dar. Sachverständige für öffentliche Gesundheit haben zuckergesüßte Getränke als einen wesentlichen Faktor für übermäßigen Zuckerkonsum und eine Ursache von Übergewicht bei Kindern identifiziert. Der oberste britische Gesundheitsbeamte stellt die Reduzierung des Zuckergehalts insgesamt sowie der Portionsgrößen als eine Priorität für die öffentliche Gesundheit dar.

Über 60 Einrichtungen des öffentlichen Gesundheitswesens Großbritanniens fordern daher eine Steuer auf zuckerhaltigen Getränken. „Public Health England", „The British Medical Association", „The Royal Society for Public Health" sowie das „Common Health Select Committee" sprechen sich geschlossen für eine solche Abgabe aus. Der britische Finanzminister hat vor kurzem öffentlich bekannt gegeben, dass die neue Abgabe auf zuckergesüßte Getränke im April 2018 eingeführt wird und für Produzenten und Importeure von Softdrinks mit Zuckerzusatz gilt.

Das unabhängige „Office for Budget Responsibility" (Büro für Budgetverantwortung) erwartet, dass Hersteller ihr Verhalten in Bezug auf den Zusatz von Zucker dank dieser Abgabe ändern werden. Die Folge wäre, dass der Konsum von Softdrinks mit hohem Zuckergehalt mit der Zeit zurückgehen wird. Dies wäre natürlich auch in Luxemburg erwünscht.

ad 2. Im Kampf gegen den Anstieg chronischer Krankheiten setzen weltweit zahlreiche Regierungen und Behörden auf Maßnahmen zur Reduzierung des Konsums zuckergesüßter Getränke. Luxemburg ist keine Ausnahme.

In Anbetracht dieser Situation zielt die Regierung des Großherzogtums Luxemburg in ihrem Regierungsprogramm 2013-2017 darauf ab, konkrete Maßnahmen zur Prävention chronischer Krankheiten zu fördern und dadurch zu einer Verbesserung der Gesundheit der luxemburgischen Bevölkerung beizutragen.

In Luxemburg sieht das Regierungsprogramm die Einrichtung eines „Fonds pour la santé" vor, der zur Finanzierung der Präventions- und Promotionsaktivitäten im Bereich Gesundheit beitragen soll. Dieser „Fonds" soll mittels Steuern, die beim Verkauf von Lebensmitteln anfallen, die besonders gefährlich für die Gesundheit sind, finanziert werden. Zu diesen Lebensmitteln gehören auch stark zuckerhaltige Produkte.

Ziel ist es, in einer ersten Phase der Analyse, auf Grundlage vergleichbarer Erfahrungen und lokaler Datenanalysen, die sozioökonomischen Auswirkungen zu klären, die bei der Einführung einer neuen Steuer auf zuckergesüßte Getränke zu Veränderungen der Konsumgewohnheiten und des Produktionsbereiches führen würden.

ad 3. Präventions- und Aufklärungsprogramme sind im Rahmen des nationalen Aktionsplanes GIMB („Gesond iessen, Méi Bewegen") vorgesehen. Das interministerielle Komitee GIMB vereint das Ministerium für Gesundheit, das Ministerium für Sport, das Ministerium für die nationale Erziehung, für die Kindheit und für die Jugend sowie das Ministerium für Familie, für die Integrierung und für die Großregion. Das Label GIMB unterstützt und finanziert zahlreiche Projekte zur Förderung einer gesunden Ernährung und Bewegung, sei es in Schulen, Maisons d'accueil, Gemeinden, in der Arbeitswelt, im Sportsektor, in Jugendsektor, in sozialen Strukturen sowie in Krankenhäusern.

Question 2340 (25.08.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **visa du type «work & travel»:**

En dehors des visas touristiques et des permis de travail pour étrangers, il existe également

des visas du type «work & travel» qui permettent à une personne non seulement de visiter le pays en question, mais également d'y travailler pour une durée déterminée (six ou douze mois en général). Les conditions à satisfaire sont souvent liées à l'âge du requérant (en dessous de 30 ou 35 ans) et à ses capacités d'autofinancement. Ce type de séjour est populaire dans de nombreux pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Japon, les États-Unis ou encore le Chili.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Vos Ministères reçoivent-ils des demandes d'information de jeunes personnes résidentes voulant voyager et travailler à l'étranger lors d'un tel séjour?

2. Vos Ministères sont-ils contactés par des personnes étrangères dans le but d'obtenir un visa du type «work & travel» pour le Grand-Duché?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer s'il existe des accords avec les pays en question, facilitant les démarches liées à un tel séjour?

4. Le cas échéant, Messieurs les Ministres comptent-ils entamer des démarches pour signer de tels accords?

Réponse commune (22.09.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes ainsi que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont reçu directement et via d'autres administrations un nombre de demandes de jeunes luxembourgeois qui souhaitent utiliser cette formule et séjourner un an dans des pays énumérés par l'honorable Député. Il n'existe cependant pas de statistiques sur le nombre de demandes.

ad 2. Les Ministères n'ont pas encore été contactés par des ressortissants étrangers à ce sujet.

ad 3. Actuellement, il n'existe aucun arrangement avec un pays tiers.

ad 4. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes a entrepris les démarches nécessaires en vue de conclure de tels arrangements avec plusieurs pays. Des arrangements seront signés sous peu avec l'Australie et avec la Nouvelle-Zélande. Il faudra attendre l'accomplissement des formalités nécessaires avant de pouvoir bénéficier de ces arrangements.

Question 2341 (26.08.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **prêts hypothécaires pour des acquisitions d'objets immobiliers à l'étranger:**

Il me revient que des banques luxembourgeoises refusent de contracter des prêts hypothécaires pour des acquisitions d'objets immobiliers à l'étranger, en particulier en Allemagne, si le client réside à l'étranger (en Allemagne) et ne peut donc pas présenter une adresse de résidence au Luxembourg. Pour contourner ce problème le risque existe que les personnes résidant par exemple en Allemagne déclarent leur présence sur le territoire luxembourgeois sur des adresses auprès d'un tiers (p. ex. grands-parents, amis, etc.). Or, cette «résidence» ne correspond pas à la résidence effective, qui se trouve à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette situation?

- Dans l'affirmative, est-ce que cette problématique tient à la législation étrangère, en particulier allemande, ou à la législation luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que cette pratique est contraire au droit communautaire?

- Dans le cadre de la constatation de la résidence principale, les communes ont-elles le droit de demander, voire vérifier que les citoyens habitent effectivement à l'adresse renseignée afin d'éviter une sorte de «forum shopping»?

- Si les communes n'ont pas ce droit, est-ce que le risque n'existe pas qu'une fois les personnes inscrites auprès d'une commune luxembourgeoise, elles pourront aussi invoquer le bénéfice des droits et avantages, notamment sociaux?

Réponse commune (23.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'honorable Député fait référence à la situation d'un résident allemand qui voudrait contracter un prêt hypothécaire pour l'acquisition d'un bien situé en Allemagne, et ce non pas auprès d'une banque allemande, mais d'une banque luxembourgeoise.

La décision d'accorder ou non un prêt hypothécaire relève de la politique commerciale de chaque banque, qui la définit librement en fonction de sa politique de gestion des risques. Le lieu de résidence du client et la localisation du bien font partie des éléments pris en compte pour l'évaluation du dossier. D'une manière générale, aucun principe du droit communautaire ou national n'oblige une banque à accorder un prêt hypothécaire à un client qui ne remplit pas les conditions prévues.

En ce qui concerne le lieu de résidence, il est à relever que l'article 22, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit que les autorités communales peuvent, en cas de doute sur la réalité de l'existence d'une résidence habituelle sur le territoire de la commune, inscrire la personne concernée sur le registre d'attente et lui demander de prouver les faits remis en cause. La preuve de la résidence habituelle peut être apportée sur la base de tous documents émanant d'un service public ou des mentions figurant dans les registres, documents, bordereaux imposés par la loi ou consacrés par l'usage et régulièrement tenus ou établis.

La preuve de la résidence habituelle peut également être établie à partir d'autres éléments, tels que le lieu rejoint régulièrement après les occupations professionnelles, le lieu de fréquentation scolaire des enfants, les consommations en énergie domestique, les frais de téléphone, le contrat de bail, l'accord du propriétaire ou de l'occupant du logement, la résidence habituelle du conjoint, du partenaire ou de tout autre membre de la famille. Les moyens de preuve restent soumis à l'appréciation des autorités communales, à défaut de preuve suffisante, les autorités communales peuvent demander à la Police grand-ducale d'effectuer une enquête administrative. En fonction du résultat de cette enquête administrative, la personne concernée est soit radiée, soit inscrite sur le registre principal.

Finalement, il y a lieu de préciser que l'inscription sur le registre d'attente dans un endroit qui ne saurait servir à cette fin parce qu'une disposition légale ou réglementaire y interdit la résidence habituelle pour des motifs de sécurité, de salubrité, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire ne confère à elle seule aucun droit ni l'accès aux services communaux.

Les explications afférentes, comme d'ailleurs d'autres informations utiles au sujet de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, ont été transmises aux communes par la circulaire n°3360 du 29 mars 2016.

Question 2342 (29.08.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**acte de vandalisme au Centre Héliar à Weilerbach:**

RTL-Tëlee huet den 18. August 2016 am Owesjournal gemellt, datt, nodeems zwou chrëschtlech Hellegestatue gekäppt goufen, den OLAI RTL den Accès op de Site vum Centre Héliar an der Weilerbaach refuséiert hätt. D'Police seet an hirem Communiqué: „Der Hausmeister meldete der Polizei zwei beschädigte Statuen an einem angrenzenden öffentlichen Fußweg hinter dem Centre Héliar."

An deem Zesummenhank hätt ech eng Rei Froen, déi ech heimat deenen zoustännege Membere vun der Regierung wéilt stellen:

1. Wéi ass dee geneeë rechtleche Status vun där Plaz, wou den Akt vu Vandalismus geschitt ass? Ass et en „ëffentleche Wee hannert dem Centre Héliar" oder ass dee Wee en Deel vum Centre Héliar ënnert der direkter Autoritéit vum OLAI?

2. Firwat huet den OLAI - trotz „Nofro", wéi RTL seet - dem Kamerateam den Accès verbueden? Wat war heifir déi rechtlech Grondlag? Wat war speziell déi rechtlech Grondlag vum OLAI an dem Fall, wou de Wee en „ëffentleche Wee hannert dem Centre Héliar" si sollt?

3. Ass d'Madamm Minister fir Integratioun oder iergendeen anere Minister vum OLAI gefrot ginn, ob RTL Accès kéint kréien oder net? Wien huet déi Décisioun, RTL keen Accès ze ginn, geholl?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Fräiheet vun der Press hei respektéiert gouf?

5. Wat si konkret déi Direktiven, déi d'Press concernéieren, wat d'Strukture vum OLAI oder méi allgemeng Froen am Zesummenhank mat där aktueller Migratiounspolitik ugeet?

6. Wéi eng Konsequenzen zitt d'Regierung aus dësem Tëschefall, fir datt d'Press an Zukunft ongehënnert hir Aarbecht ka maachen, och am Zesummenhank mat der Migratiounskris an op dem Site vum OLAI?

Réponse commune (16.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'Statuen, déi beschiedegt gi sinn, si keen Deel vum Site vum Centre Héliar, deen den OLAI géréiert. Si sinn accessibel iwwer e Wanderwee, deen duerch d'Weilerbaach féiert. Deemno brauch d'Press keng Autorisatioun vum OLAI, fir déi Statuen ze filmen.

Den OLAI huet den Accès op de Site vum Centre Héliar refuséiert, well keng Demande am Viraus gemaach gi war an deemno d'Awunner vun deem Foyer net konnte gefrot/informéiert ginn. D'Press wollt d'Statue filmen, déi eben net um Site vun der „Structure d'hébergement pour DPI" sinn an deemno huet d'Press dofir keen Accès op de Site musse kréien. Et ass wichteg, dass d'Privatliewe vun de Bewunner vum Centre Héliar geschützt gëtt, esou wéi all private Wunnraum.

D'Press ass informéiert, dass eng Ufro fir den Accès op de Site vun enger Struktur fir DPI am Viraus muss gemaach ginn, fir dass d'Leit, déi op de verschiddene Sitte wunnen, kënnen informéiert ginn an hiren Accord kënne ginn. E Foyer ass keng ëffentlech Platz, wou jidderee kann eragoen. Den OLAI kann den Accès z. B. aus Sécherheetsgrënn oder aus Grënn vun der Santé publique refuséieren. D'Awunner kënne selwer décidéieren, ob si averstane sinn, gefilmt oder interviewt ze ginn, oder net.

Den OLAI huet mat senge Partner dës Regelen zesummen ausgeschafft a si sinn och festgehalen an de Kollaboratiounsaccorden.

De Familljeministère an den OLAI schaffe ganz transparent mat der Press zesummen. D'Regele sinn opgestallt ginn, fir d'Bewunner ze schützen, net fir d'Press ze hënneren. Den OLAI huet eng Cellule Kommunikatioun, déi dat Néidegt mécht, fir all Ufro ze beäntwerten, am Respekt vun der Dignitéit an der Privatsphär vun de Bewunner vun de Strukturen.

Question 2343 (29.08.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne:**

Dans une interview télévisée, le Vice-Chancelier et Ministre allemand de l'Économie Sigmar Gabriel a déclaré hier que les négociations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne en vue de parvenir à un accord de libre-échange ont «de facto» échoué. «Nous, les Européens, nous ne voulions pas nous soumettre aux exigences américaines. Les choses ne progressent pas sur ce front» a précisé le Ministre. Selon le Vice-Chancelier aucun accord n'a encore pu être dégagé après 14 séances de négociation et 27 chapitres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre par rapport aux déclarations du Ministre allemand de l'Économie?

- Monsieur le Ministre partage-t-il la position du Vice-Chancelier allemand?

- Dans ce contexte, Monsieur le Ministre estime-t-il toujours possible que les discussions soient bouclées avant la fin de l'administration Obama à la fin de l'année 2016?

- En supposant que l'accord ne se réalise pas avant la fin de l'ère Obama est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y ait encore des chances que l'accord se fasse avec un président Clinton ou Trump alors que les deux se sont prononcés contre le TTIP?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement luxembourgeois suite aux déclarations du Vice-Chancelier allemand?

Réponse (27.09.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le bilan global dressé par le Ministre allemand de l'Économie sur l'état des lieux des négociations sur le TTIP et qui consiste à juger les progrès réalisés jusqu'ici insuffisants afin d'aboutir à un accord, est largement partagé par l'ensemble des États membres de l'UE ainsi que par la Commission et le Parlement européen. Ainsi, les offres du partenaire américain ne correspondent actuellement toujours pas aux attentes de l'UE, y compris dans les domaines où l'UE a des intérêts offensifs. Les États-Unis devront bouger et faire preuve de plus d'engagement sur plusieurs questions-clés, telles notamment l'accès au marché ou encore la protection des investissements afin que les négociations puissent avancer au rythme souhaité.

Le Gouvernement a toujours défendu [voir la réponse à la question parlementaire n°1724 du 20 janvier 2016 *(cf. compte rendu n°7/session ordinaire 201-2016)*] la position que la substance, donc en clair, les résultats obtenus dans le cadre de ces pourparlers, l'emporte sur le calendrier et que, par conséquent, l'UE ne saurait réduire ses ambitions afin de conclure ces négociations sous l'administration du Président Obama. Cela étant dit, et en tenant compte des progrès réalisés à ce stade, une conclusion d'ici la fin de l'année n'est plus réaliste.

La question sur les chances de conclure un accord avec le prochain Président américain reste hypothétique dans ce sens qu'il faudra attendre en premier lieu le programme gouvernemental du prochain Président afin de pouvoir mieux juger l'importance stratégique que la prochaine administration américaine accordera aux questions liées au libre-échange en général et aux négociations sur le TTIP en particulier.

Question 2344 (29.08.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **prélèvement des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des résidents français qui travaillent dans un autre État membre de l'Union européenne:**

En 2013, La Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre la France pour violation du droit européen. La France a prélevé des contributions sociales sur les revenus du patrimoine de résidents français soumis au système de sécurité sociale d'un autre État membre.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt en février 2015 selon lequel la France ne peut pas prélever des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des personnes soumises au système de sécurité sociale d'un autre État membre. Selon la jurisprudence européenne, un contribuable ne doit pas payer des contributions sociales de plusieurs pays sur ces revenus.

Après la condamnation de la France par la CJUE et la confirmation de cette condamnation par le Conseil d'État, le Ministère des Finances a publié le 20 octobre 2015 un communiqué de presse indiquant les personnes et les revenus concernés, les périodes susceptibles de remboursement et les modalités de dépôt des réclamations.

Or, selon nos informations, le Gouvernement français continue, malgré la condamnation par la CJUE, à prélever des contributions sociales sur les revenus du patrimoine des travailleurs frontaliers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire d'aborder ce sujet avec son homologue français lors d'une prochaine rencontre, dans le but de protéger les intérêts des salariés frontaliers qui viennent travailler au Luxembourg?

Réponse (19.09.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La problématique soulevée par Monsieur le Député est connue et a déjà fait l'objet de questions parlementaires antérieures, notamment la question n°1814 *(cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2015-2016)*.

Je me permets de rappeler les termes de ma réponse à cette dernière question parlementaire par laquelle je précisais que suite à l'arrêt de la Cour de justice du 25 février 2016, la loi française de financement de la sécurité sociale 2016 a opéré une modification de l'affectation des prélèvements sociaux qui étaient en cause dans l'affaire jugée par la Cour de justice et qui sont opérés sur base de la résidence. Ces prélèvements sont dorénavant spécifiquement affectés au financement de prestations sociales non

contributives, principalement les dépenses du Fonds de solidarité vieillesse.

Le Gouvernement français considère que, dès lors que ces prélèvements sont affectés au financement de prestations sociales non contributives, ils ne sont plus visés par la jurisprudence de la Cour susmentionnée. Il estime par conséquent que ces prélèvements opérés sur la base de la loi de financement modifiée peuvent l'être sur les revenus de personnes résidant en France, même si elles sont soumises au régime de sécurité sociale d'un autre État membre.

Comme je le précisais dans la réponse à la question n°1814, il n'appartient pas au Ministère de la Sécurité sociale de se prononcer sur la conformité de la législation française à l'égard du droit communautaire, cette prérogative revenant à la Cour de justice de l'Union européenne.

Dans ces conditions, il ne me semble dès lors pas opportun d'aborder cette question avec mon homologue français.

Question 2345 (30.08.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**impact du «White Paper» du Trésor américain sur les accords BEPS (Base Erosion Profit Shifting):**

Le Trésor américain vient de publier, le 24 août 2016, un «White Paper» qui critique dans des termes non équivoques la démarche de la Commission européenne visant à imposer aux États membres la taxation (même rétroactive) de certaines entreprises multinationales américaines sur base de la législation communautaire prohibant les aides d'État.

Le même papier blanc a été interprété par de nombreux commentateurs comme une attaque contre les efforts de l'OCDE et de la Commission européenne dans la lutte contre la structuration fiscale agressive des multinationales et en particulier contre le paquet de mesures BEPS (Base Erosion Profit Shifting) adopté par l'OCDE et ayant conduit à plusieurs initiatives législatives de la Commission européenne, dont la directive ATAD (Anti-Tax Avoidance Directive) adoptée le 21 juin 2016 au Conseil ECOFIN.

Dans ce contexte et vu les accords BEPS qui ont été négociés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son évaluation de l'impact que le «White Paper» du Trésor américain pourrait avoir sur les efforts entrepris par l'OCDE et l'UE dans le cadre du paquet BEPS?

2. En l'absence d'un «level playing field» entre les entreprises américaines et européennes, quelle position le Gouvernement luxembourgeois entend-il défendre dans ce dossier?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur un potentiel impact négatif dudit «White Paper» sur les accords bilatéraux existants en matière de non-double imposition entre les États-Unis et le Luxembourg, au cas où un vrai conflit en matière d'imposition des multinationales surviendrait entre les États-Unis et l'UE?

Réponse (30.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. En publiant le 24 août 2016 le «White Paper» portant sur les enquêtes d'aides d'État lancées par la Commission européenne dans le domaine de la fiscalité des entreprises, les autorités américaines ont entendu exprimer leurs inquiétudes sur l'impact que ces enquêtes pourraient avoir sur les réformes engagées dans le domaine de la fiscalité internationale des entreprises. Il est cependant important de noter qu'il ne s'agit en tant que tel pas d'une différence de vues relative à l'orientation que devraient prendre les travaux BEPS de l'OCDE, mais plutôt d'un différend lié au bien-fondé juridique de la pratique décisionnelle de la Commission européenne en matière d'aides d'État fiscales. Il n'appartient pas aux autorités luxembourgeoises de commenter l'analyse faite à ce sujet par les autorités américaines, ce d'autant plus que la Cour de justice de l'Union européenne n'a pas encore eu l'opportunité de se prononcer sur le bien-fondé de l'approche retenue par la Commission dans sa récente pratique décisionnelle.

ad 2. Le Gouvernement luxembourgeois accorde une grande importance au maintien d'un «level playing field» entre les entreprises américaines et européennes, y compris dans le domaine de la fiscalité internationale.

En ayant pour objectif que les transactions entre entreprises liées soient pleinement conformes au principe de pleine concurrence, tel que développé par l'OCDE, les travaux de l'OCDE en matière de règles de prix de transfert sont justement destinés à garantir le maintien de ce «level playing field» au niveau international. Dans ce contexte, le Gouvernement luxembourgeois veille à mettre en œuvre le plan BEPS de l'OCDE, y compris dans le domaine des règles de prix de transfert.

ad 3. Il n'appartient pas aux autorités luxembourgeoises de spéculer sur l'impact que des divergences de vue quant à la pratique décisionnelle de la Commission européenne en matière d'aides d'État pourraient avoir sur la résolution des différends en matière de double imposition.

Eu égard à leur impact négatif sur les investissements internationaux, des situations de double imposition doivent être évitées dans la mesure du possible. Pour le cas où un véritable conflit en matière d'imposition des multinationales surviendrait entre les États-Unis et un membre de l'Union européenne, il y aura d'abord lieu de déterminer si la convention tendant à éviter les doubles impositions est susceptible de résoudre la problématique de double imposition. Pour le reste, il s'agit d'essayer de trouver des mécanismes de règlement de différends efficaces, en cohérence avec les travaux de l'OCDE en la matière. Ainsi, la mise en œuvre de l'action 14 du plan BEPS, visant à rendre plus efficaces les mécanismes de résolution des différends en matière d'application des conventions de non-double imposition, est également susceptible de contribuer le cas échéant à la résolution de potentiels conflits de double imposition en rapport avec l'imposition d'entreprises internationales.

Question 2346 (31.08.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **paiement de l'allocation familiale à l'égard de personnes handicapées:**

La loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées a mis en place un système de rémunération dans les ateliers protégés en créant un revenu pour les personnes handicapées qui, en raison de leur déficience, sont dans l'impossibilité de gagner leur vie.

Avec l'introduction d'un revenu pour personnes handicapées, le paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge a pris fin pour les personnes handicapées entrées au bénéfice des allocations familiales après l'entrée en vigueur de la loi précitée en date du 1er juin 2004.

Une situation de droit transitoire a été pourtant mise en place pour les personnes handicapées bénéficiant des allocations familiales avant l'entrée en vigueur de la loi. Le paiement de l'allocation familiale sans limite d'âge et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge est maintenu à l'égard des personnes qui étaient bénéficiaires de ces prestations à la date du 1er juin 2004, date d'entrée en vigueur de la loi relative aux personnes handicapées.

Suite à l'adoption du projet de loi portant réforme des prestations familiales du 23 juillet 2016, entré en vigueur le 1er août 2016, il m'est parvenu qu'un nombre non négligeable de personnes handicapées se voient privées du paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la période transitoire pour le paiement de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire sans limite d'âge à l'égard des personnes bénéficiaires de ces prestations à la date du 1er juin 2004 n'a-t-elle pas été maintenue?

- Combien de personnes sont concernées?

- Pour quelles raisons les personnes concernées n'ont pas été mises au courant de ce changement avant le vote du projet de loi en question?

- En tenant compte de l'aggravation de la situation financière de ces personnes, est-ce que des nouvelles mesures compensatoires sont prévues?

- Dans la négative et dans ce contexte, Madame la Ministre ne dément-elle pas ses propres affirmations selon lesquelles «mir huele kengem eppes ewech»?

Réponse (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les allocations familiales et l'allocation spéciale supplémentaire sont destinées aux enfants et jeunes gens jusqu'à l'âge de 25 ans qui sont scolarisés.

Les personnes handicapées peuvent profiter du Revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH) qui est bien plus élevé que la somme des allocations familiales et de l'allocation spéciale supplémentaire.

169 personnes handicapées entre 30 et 64 ans et 54 personnes handicapées entre 65 et 92 ans ont encore profité des allocations familiales et de l'allocation spéciale supplémentaire.

Les personnes concernées peuvent introduire une demande en obtention du RPGH, qui s'élève à 1.348,18 euros par mois, auprès du secrétariat de la Commission médicale de l'ADEM. La Commission médicale transmet par la suite le dossier au Fonds national de solidarité qui examine si les conditions d'obtention sont remplies et décide si la personne a droit au RPGH. Par ailleurs, ces personnes peuvent également, en cas de besoin, demander un soutien auprès de l'assurance dépendance.

Question 2347 (31.08.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **paiement de l'allocation familiale au-delà de 25 ans pour raisons de santé:**

No dem Artikel 271 Paragraf 2 vum Code iwwert déi sozial Sécherheet kann een „allocations familiales" bis zum Alter vu 25 Joer kréien. Dat gëllt och fir d'„allocation spéciale supplémentaire". Dat neit Gesetz iwwer d'„prestations familales" schreift och eng Altersgrenz vu 25 Joer fir esou Leeschtunge fest.

Well verschidde Leit, déi méi al wéi 25 Joer sinn an aus gesondheetleche Grënn bis elo nach Kannergeld kruten, déi Ënnerstëtzung elo net méi kréien, wollt ech der Madamm Familljeminister dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Minister bekannt, datt verschidde Leit, déi méi al wéi 25 Joer sinn a bis elo nach Kannergeld kruten, z. B. wéinst Faiten am Zesummenhank mat hirer geeschteger Gesondheet, déi Ënnerstëtzung elo net méi kréien? Wéi vill Leit sinn dovu betraff?

2. Ass et de politesche Wëlle vun der Regierung, datt déi Leit an d'Familljen, déi se ënnerstëtzen an/oder bei sech wunnen hunn, déi Suen net méi solle kréien?

3. Kënnen déi betraffe Leit eventuell mat aneren an op d'mannst equivalente Forme vu materieller Ënnerstëtzung rechnen? Wa jo, wéi eng, a wouhi mussen déi betraffe Leit sech adresséieren?

4. Wann neen, wat wëllt d'Regierung maachen, fir en eventuellen Oubli ze behiewen a fir déi betraffe Leit nees an de Genoss vun enger op d'mannst equivalenter Ënnerstëtzung kommen ze loossen?

Réponse (02.09.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'Kannergeld an d'Allocation spéciale supplémentaire si geduecht fir Kanner a jonk Erwuessener bis 25 Joer, déi nach an d'Schoul ginn. Et goufen och 169 behënnert Persounen tëscht 30 a 64 Joer a 54 Persounen tëscht 65 an 92 Joer, déi also wäit iwwert deen Alter eraus nach d'Kannergeld an d'Allocation spéciale supplémentaire kruten. Si kënnen allerdéngs eng Demande erareechen, fir de Revenu pour personnes gravement handicapées ze kréien, deen ëm e Villfaches méi héich ass ewéi d'Kannergeld an d'Allocation spéciale zesummen. Deen RPGH kann ab 18 Joer bei der Commission médicale vun der ADEM ugefrot ginn. De Fonds national de solidarité kritt duerno den Dossier, fir ze iwwerpréifen, ob déi iwwreg Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn. De Montant vun deem Revenu läit bei 1.348,18 Euro.

Fir weider Detailer zum RPGH verweisen ech op d'Gesetz vum 12. September 2003 (Loi relative aux personnes handicapées).

Et ass der Regierung wichteg, dass déi concernéiert behënnert Leit gehollef kréien, wa se Hëllef brauchen. Nieft dem RPGH kënnen déi Leit och Hëllef am Kader vun der Fleegeversécherung ufroen.

Duerch d'Reform vun de Familljeleeschtungen ass fir Kanner an Erwuessener bis 25 Joer mat enger Behënnerung de Montant vun der Allocation spéciale supplémentaire op 200 Euro eropgesat ginn.

Question 2348 (05.09.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme des finances communales**:

Les 7 et 14 juillet 2016, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a présenté aux membres de la Commission des Affaires intérieures les grandes lignes de la réforme du système de financement des communes avec une juxtaposition de la situation avant et après la réforme selon laquelle certaines communes seraient perdantes et d'autres gagnantes. Or, lors de ces réunions Monsieur le Ministre n'a pas fourni les variables, les paramètres et le détail de ses calculs.

Afin de pouvoir apprécier en toute transparence les modifications proposées au niveau des finances communales, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir pour le Fonds communal de dotation financière le détail par commune du calcul du montant de la dotation pour 2015 se composant (i) de la participation des communes aux trois impôts étatiques et du détail de l'établissement du montant forfaitaire et (ii) du tableau détaillé par commune avec ses variables (population, superficies...) et paramètres de ventilation des différentes tranches revenant aux communes?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues et le détail de leur redistribution aux communes du pays en application des règles de la péréquation en vigueur avec les variables (population, taux...) à la base des opérations?

3) Au niveau de l'impôt foncier Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé des bases, des taux et des produits par commune pour les différents sous-groupes de cet impôt?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution pour les trois derniers exercices (2013 à 2015) au financement des frais du personnel enseignant?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au financement pour les trois derniers exercices (2013 à 2015) des dépenses de la Caisse de prévoyance ainsi que les contributions annuelles de l'État pour la même période aux dépenses de cette Caisse de pension du secteur communal?

6) Sur base des données de 2015, Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau détaillé par commune et par tranche de revenus résultant de la modification des variables et des paramètres de ventilation aux communes des sommes leur réservées en dehors de celles résultant de l'abolition de la contribution des communes aux frais du personnel enseignant et de leur contribution supplémentaire à la Caisse de prévoyance et ce tant pour le Fonds communal de dotation financière que pour l'impôt commercial communal et l'impôt foncier?

7) Monsieur le Ministre peut-il fournir une série de trois années au moins des nouvelles variables ainsi que les auteurs de ces variables, leur mode d'établissement et les références de publication de ces variables?

8) Quel est l'effet de l'abolition de la contribution aux frais du personnel enseignant et de l'intégration de la contribution supplémentaire à la Caisse de prévoyance sur chaque commune, en d'autres termes, quelle est la décharge et quelle est la charge supplémentaire pour chaque commune?

9) Monsieur le Ministre peut-il me préciser le détail des revenus par commune et m'informer sur la statistique de la population par commune prise en considération pour le calcul du revenu par habitant des différentes communes?

10) En complément du «ratio revenu par habitant» Monsieur le Ministre peut-il également fournir le ratio «revenu par superficie de terrain vert», un ratio qui informe sur les disparités éventuelles en matière de dotation des communes pour prendre en charge l'entretien des infrastructures de communication entre les localités?

11) Pourquoi Monsieur le Ministre supprime-t-il la dotation administrative de base variable calculée par commune (fixe) et fonction du nombre de conseillers communaux (variable) notamment pour les petites communes (< à 1.000 habitants), alors que le coût de la gestion administrative de base a massivement augmenté les dernières années en raison du personnel communal obligatoire et du coût du congé politique des élus locaux pour chaque commune, aussi pour celles dépassant les 3.000 habitants?

Réponse (10.10.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz, je tiens tout d'abord à préciser que les variables, paramètres et résultats des calculs ont été exposés lors de la présentation de la réforme des finances communales à l'occasion des réunions de la Commission des Affaires intérieures les 7 et 14 juillet 2016. Ont d'ailleurs été distribués des tableaux présentant les effets de la réforme projetée.

Qui plus est, et dans un esprit de pleine transparence, je me dois de rappeler que maintes

statistiques demandées par l'auteur de la question parlementaire sont publiées sur la plateforme de communication «CIRCALUX» accessible à chaque agent et élu communal.

Je tiens par ailleurs à préciser que le projet de loi n°7036 instituant la réforme des finances communales a été déposé à la Chambre des Députés en date du 29 août 2016, comprenant un exposé des motifs, le texte du projet de loi, le commentaire des articles et la fiche financière. Tous ces documents sont consultables et téléchargeables sur le site Internet de la Chambre des Députés.

ad questions 1, 2, 3, 4

Les tableaux afférents sont joints à la présente.

ad question 5

Le tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au financement (20,3%) des dépenses de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux de 2013 à 2015 est joint en annexe.

Les contributions annuelles de l'État (14,7%) aux dépenses de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux s'élèvent à 43.580.658,65 euros en 2013, 45.265.612,02 euros en 2014 et à 47.282.016,98 euros en 2015.

ad question 6

Il y a lieu d'informer l'honorable Député que le projet de loi n°7036 n'affecte pas l'impôt foncier. Il est donc impossible de présenter le tableau demandé.

ad question 7

L'honorable Député s'enquiert des nouveaux critères de distribution du futur Fonds de dotation globale des communes (FDG) qui sont: la population ajustée, les emplois salariés, l'indice socio-économique, les logements sociaux et la superficie ajustée.

Pour ce qui est des explications afférentes, je me permets de renvoyer l'honorable Député à l'exposé des motifs et au commentaire des articles du projet de loi n°7036 instituant la réforme des finances communales.

Pour ce qui est tableaux demandés par l'auteur de la question, il échet d'Informer l'honorable Député que les données relatives à l'Indice socio-économique sont fournies par l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (Statec) et celles relatives aux emplois salariés par l'Administration des contributions directes et ce pour les besoins de la réforme des finances communales. Je joins dès lors en annexe (annexes 6.1 et 6.2) les données relatives à l'année 2015.

ad question 8

Le tableau ayant trait à l'abolition de la contribution aux frais du personnel enseignant par commune est joint à l'annexe 4. Le tableau relatif à la contribution supplémentaire par commune à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux ne peut être produit, comme la somme globale afférente fait l'objet d'un abattement au niveau du montant forfaitaire du FDG, comme il ressort d'ailleurs de l'exposé des motifs et de la fiche financière du projet de loi n°7036.

ad question 9

L'honorable Député demande de plus amples détails sur les revenus par commune, sans pour autant préciser sa requête, ni d'ailleurs spécifier l'année de référence.

Pour ce qui est des chiffres de la population prise en compte, je tiens à renvoyer au projet de loi n°7036 qui précise à l'article 3 (2) que sont pris en compte les chiffres de la population de résidence la plus récente calculée par le Statec.

ad question 10

Le tableau reprenant le «ratio revenu par habitant» pour l'année de référence 2015, joint en annexe (annexe 7.1), a été distribué lors de la séance de la Commission des Affaires intérieures en date du 14 juillet 2016. Comme le «ratio par superficie de terrain vert» n'a pas d'importance dans la future réforme des finances communales en projet, je joins pour autant en annexe (annexe 7.2) le dernier tableau, d'ailleurs disponible sur CIRCALUX, ayant trait à l'année 2012.

ad question 11

L'honorable Député déplore que le projet de loi n°7036 prévoie d'abolir le système de la dotation administrative de base du Fonds communal de dotation financière (FCDF), composée d'une partie fixe et d'une partie variable pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de 7. En effet, une somme fixe qui s'élève à 99.157 euros est actuellement allouée à chaque commune. Elle est majorée d'une somme supplémentaire de 18.592 euros pour chaque conseiller communal dépassant le nombre de sept.

Il y a tout d'abord lieu d'informer l'honorable Député que les communes de moins de 1.000 habitants ne profitent actuellement pas de cette partie variable comme leur conseil communal se compose de sept membres. Ensuite, je tiens à préciser que le nombre de conseillers communaux ne varie que tous les six ans et ce à l'occasion des élections communales ordinaires.

Comme le coût de la gestion administrative de base dépend notamment du chiffre de la population, le projet de réforme prévoit une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population de chaque commune à partir de 1.000 habitants, chiffre qui est adapté chaque année.

Par ailleurs, je tiens à informer l'honorable Député qu'actuellement seules cinq communes ont une population de moins de 1.000 habitants, dont une future commune fusionnée et une autre qui dépassera le cap de 1.000 habitants vraisemblablement en 2017.

Le système de la dotation forfaitaire graduelle préconisé par le projet de réforme est dès lors bien plus équitable et effectif, tout en constituant un incitatif supplémentaire pour engager les communes de moins de 3.000 habitants dans un processus de fusion.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2349 (31.08.2016) de **Mme Martine Hansen** et de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **peste porcine africaine**:

Die afrikanische Schweinepest (ASP) ist eine schwere Virusinfektion, die als gefährliche Krankheit bei Haus- und Wildschweinen gilt und welche in den vergangenen Jahren in mehreren europäischen Ländern aufgetreten ist. Diese Thematik war Gegenstand der parlamentarischen Anfrage Nummer 0487 vom 27. August 2014 (*cf. compte rendu n°1, session 2014-2015*).

Laut neuesten Medienberichten scheint die afrikanische Schweinepest sich immer mehr in den osteuropäischen Ländern sowie Russland auszubreiten. Russland hat in der ersten Hälfte dieses Jahres 25 Ausbrüche in Schweinebeständen registriert, in der Ukraine waren es im gleichen Zeitraum 13 Fälle. Aber auch in den osteuropäischen EU-Mitgliedstaaten häufen sich die Seuchenfälle. Im Osten Polens mussten in den ersten beiden Augustwochen bei 6 Ausbrüchen rund 700 Tiere gekeult werden. Laut EU-Kommission wurden im ersten Halbjahr elf Ausbrüche bei Hausschweinen in Litauen, aber auch 18 Fälle in Sardinien registriert. Die afrikanische Schweinepest breitet sich aber insbesondere bei Wildschweinen aus. Die EU-Kommission spricht seit Jahresanfang von 1.412 bestätigten Infektionen, davon 666 in Estland und 510 in Lettland.

Vor dem Hintergrund neuer Ausbrüche der afrikanischen Schweinepest in den baltischen Staaten und in Polen hat das Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft Mitte August auf Maßnahmen zur Seuchenverhinderung hingewiesen. Der Appell richtet sich an Verbraucher, Tierhalter, Viehhändler und Jäger. Das Ministerium betont, dass die Schweinpest über größere Distanzen durch Menschen ausgebreitet werden könne, insbesondere, wenn Erzeugnisse von infizierten Haus- oder Wildschweinen unachtsam entsorgt würden, zum Beispiel auf Autobahnparkplätzen oder Picknickplätzen. Des Weiteren dürften Hausschweine und Wildschweine auf keinen Fall mit Küchenabfällen gefüttert werden. Auch Tierhalter und Viehhändler sollen Vorsichtsmaßnahmen einhalten. Dazu zählen insbesondere einfache Biosicherheitsmaßnahmen wie der Zukauf von Schweinen aus Beständen mit einem gesicherten Tiergesundheitsstatus, die Abschottung des Bestandes und der Futterlager gegenüber Wildschweinen sowie die konsequente Reinigung und Desinfektion von Fahrzeugen unmittelbar nach jedem Transport.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1) Hat die Regierung vor, präventive Maßnahmen zu treffen sowie ähnlich dem Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft die Verbraucher, Tierhalter, Viehhändler und Jäger über Vorsichtsmaßnahmen zu informieren, um die Einschleppung der Seuche so zu verhindern?

2) Was passiert, wenn die afrikanische Schweinepest in Luxemburg festgestellt wird?

3) Wie viel Schweinefleisch wird aus den baltischen Staaten und Polen importiert und werden diese Schweine auf die afrikanische Schweinepest getestet?

4) Welche Impulse gibt die Regierung innerhalb der EU, um eine weitere Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest in der Europäischen Union zu verhindern?

Réponse (03.10.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

1) Die afrikanische Schweinepest ist eine Virusinfektion, die sowohl Wildschweine als auch Hausschweine befällt und im Fall von letzteren einen großen ökonomischen Schaden anrichten kann.

Da es im Gegensatz zur klassischen Schweinepest keine Impfung gegen die afrikanische Schweinepest gibt, beruhen die Maßnahmen hauptsächlich auf der Kontrolle des Verkehrs von Tieren, von Futtermitteln sowie von Personen und der damit verbundenen Biosicherheit in den Schweinebetrieben.

Die Veterinärverwaltung nutzt bei jedem Treffen mit den Tierhaltern, Viehhändlern und Jägern die Gelegenheit, um auf die Risiken einer Einschleppung des Virus aufmerksam zu machen. Gelegentlich werden auch in der Fachpresse Mitteilungen veröffentlicht.

2) Falls in Luxemburg ein Verdachtsfall gemeldet wird, treten die Bestimmungen des „Règlement grand-ducal du 28 novembre 2003 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine" in Kraft. Wird dieser Verdacht durch Laboruntersuchungen bestätigt, treten weitere Maßnahmen des oben erwähnten großherzoglichen Reglements in Kraft, wie z. B. das Töten der Schweine in den betroffenen Betrieben, das Ausweisen eines Sperrgebietes sowie einer Überwachungszone, die epidemiologische Untersuchung sowie die Reinigung und Desinfektion der geräumten Betriebe.

Alle diese Maßnahmen sowie das Ausfuhrverbot von lebenden Schweinen wie auch von Schweinefleisch hätten verheerende Konsequenzen für die nationale Schweineproduktion.

3) Die eingeführten Mengen von Schweinefleisch aus den baltischen Staaten und aus Polen sind mit großer Wahrscheinlichkeit eher gering. Zudem bleibt zu betonen, dass aus Ländern oder Regionen, in denen Fälle von afrikanischer Schweinepest festgestellt wurden, die Ausfuhr von lebenden Schweinen sowie von Fleisch und Fleischprodukten gemäß der europäischen Richtlinie 2002/60/CE verboten ist. Diese Maßnahme gilt als Schutz gegen die Einschleppung des Virus in schweinepestfreie Länder.

4) Das Thema „afrikanische Schweinepest" steht regelmäßig auf der Tagesordnung der Sitzungen der europäischen Landwirtschaftsminister und bei diesen Gelegenheiten unterstützt der luxemburgische Landwirtschaftsminister die Bestrebungen der Europäischen Kommission und der Mitgliedstaaten, um die Verbreitung des Virus zielstrebig einzudämmen.

Question 2351 (01.09.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **congés collectifs**:

Les travaux sur les chantiers du secteur de l'assainissement aux communes se déroulent en règle générale à l'extérieur des localités. Les projets tels que la construction d'une station d'épuration ou la mise en position de collecteurs nécessitent souvent la traversée des habitats naturels et des terrains agricoles. Des périodes de restriction pour réaliser ces travaux sont prévues afin de protéger la flore et la faune sauvages. Dès lors, il est interdit de déranger l'hibernation des chauves-souris durant l'automne et l'hiver ainsi que la couvaison des oiseaux durant le printemps.

En outre, il convient d'y ajouter les congés collectifs des entreprises de construction. Il s'ensuit que la marge de manœuvre pour réaliser les travaux nécessaires est très limitée dans le temps. Il faut préciser que c'est notamment durant la phase du congé collectif d'été que les travaux pourraient avancer plus rapidement à cause des conditions météorologiques favorables par rapport au reste de l'année.

En raison de ces nombreuses contraintes, les travaux sur les chantiers concernés peuvent accumuler des retards conséquents. L'avancement des travaux sur ces chantiers pendant le congé collectif d'été permettrait une progression plus rapide des travaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Les Ministres sont-ils d'avis que la suspension du congé collectif d'été pour les travaux sur les chantiers du secteur de l'assainissement pourrait constituer une mesure envisageable afin d'éviter des retards?

- Le cas échéant, quelles autres mesures seraient concevables?

Réponse commune (04.10.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

Comme le principe de la fixation du congé collectif et des dérogations éventuelles dans le secteur du bâtiment, des installateurs sanitaires, de chauffage et de climatisation ainsi que des plafonneurs-façadiers relève de l'autonomie tarifaire, il n'appartient pas aux ministres interpellés de prendre position par rapport à la question parlementaire.

Question 2352 (01.09.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **services des urgences médicales**:

Wie in der Vergangenheit schon häufiger bemängelt, hat die „Patiente Vertriedung" erneut festgestellt, dass der ländliche Raum und hier vor allem der Osten des Landes benachteiligt ist, was die medizinische Notfallversorgung angeht. Der Osten ist immer noch die einzige Region des Landes, in der es keine „Maison médicale" gibt.

In den anderen Regionen des Landes muss man aber auch feststellen, dass die Notfallversorgung zwischen 18:00 (Schließen der Arztpraxen) und 20:00 (Öffnen der Maisons médicales) nicht garantiert ist.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin stellen:

- Kann die Ministerin uns mitteilen, ob mittlerweile Vorschläge vorliegen, wie man auch im Osten des Landes eine effiziente medizinische Notfallversorgung, insbesondere außerhalb der Öffnungszeiten der Arztpraxen, garantieren kann?

- Erachtet die Regierung es als sinnvoll, die Öffnungszeiten der Maisons médicales auf 18:00 Uhr vorzuschieben? Würde dies nicht ein Aufsuchen der Notaufnahme in den Kliniken zu diesen Uhrzeiten verringern?

Réponse (03.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

Les maisons médicales, qui ont été créées en 2008 et qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays à proximité des hôpitaux d'Esch/Alzette, Luxembourg et Ettelbruck, ont pour mission d'assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin.

Le système des maisons médicales constitue dès lors un élément important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit. Ainsi, le système mis en place prévoit une maison médicale pour chaque région hospitalière.

Chaque maison médicale est localisée utilement dans les alentours d'un hôpital de garde. Le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux, mais facilite également au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant notamment des analyses de laboratoires ou des prestations d'imagerie médicale.

Le programme gouvernemental prévoit que «sur base du résultat d'une évaluation à laquelle sera soumis le concept des maisons médicales, le Gouvernement engagera des réflexions en vue de désengorger les services des urgences des hôpitaux. Une meilleure collaboration entre services d'urgence et maisons médicales sera poursuivie. La question de la responsabilité en cas de transferts entre hôpitaux et maisons médicales est à régler.»

Actuellement un groupe de travail, composé de membres du Ministère de la Santé, de la Direction de la santé, de la Caisse nationale de santé, des médecins coordinateurs des maisons médicales, de même que des représentants de tous les hôpitaux qui participent au service de

garde sont en train d'évaluer l'activité du service maisons médicales de même que d'examiner la problématique du désengorgement des services d'urgence des hôpitaux et l'amélioration de la collaboration entre les maisons médicales et ces services d'urgence.

Sans vouloir anticiper les conclusions de ce groupe de travail, j'ai pu constater personnellement, en m'étant rendue dans chaque maison médicale, que le service s'avère être un succès, même s'il est vrai que la fréquentation pourrait éventuellement encore être accrue.

Par ailleurs, le prédit groupe de travail sera amené à examiner certaines pistes de réflexion visant à améliorer le système de prise en charge en médecine générale des patients en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux. Certaines de ces pistes de réflexion, parmi de nombreuses autres, seront l'étude de l'utilité de l'élargissement des heures d'ouverture des maisons médicales, leur localisation géographique ou l'idée de compléter le service des maisons médicales par des cabinets médicaux de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale.

Je ne souhaite dès lors pas anticiper les conclusions de ce groupe de travail, qui, je l'espère, me parviendront dans les prochaines semaines et j'en tirerai les conclusions adéquates.

Question 2353 (01.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé:**

Dans le cadre de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, un Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé a été mis en place.

Au printemps 2015, le médiateur a été nommé et le service a été ouvert.

Ce service peut être saisi par les patients et les professionnels de la santé et a pour objectifs:

- l'information;

- la prévention des conflits;

- le rapprochement des parties pour trouver une résolution extrajudiciaire d'un conflit dans un esprit de dialogue et de compréhension mutuelle;

- être un point de contact national en cas de soins transfrontaliers.

Le rapport d'activité 2015 du Ministère de la Santé reste muet sur les activités de ce service qui ne dispose pas non plus de site Internet propre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Une évaluation du chapitre 3 de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé est-elle prévue?

2. Existe-t-il des précisions et des chiffres concernant le résultat des missions du service (nombre d'appels, de rendez-vous et d'entrevues, nombre de plaintes et de dossiers en cours, nombre de dossiers clôturés, cas aboutissant à des procédures, nombre de recommandations émises, etc.)?

3. Est-il prévu que le médiateur en santé rende un rapport d'activités? À quelle date? Ce rapport sera-t-il annuel? Sera-t-il publié?

4. Combien de dossiers concernant le remboursement de soins transfrontaliers ou d'autres difficultés transfrontalières ont été traités? Quelles enseignements peut-on tirer de cette partie de l'activité du service jusqu'à ce jour?

5. Quels sont les besoins financiers et le budget du service?

6. Une campagne d'information sur les missions du médiateur en santé et ce mode de règlement de conflits en faveur des patients est-elle prévue?

Réponse (29.09.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. L'évaluation externe du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé pourra être envisagée à partir du moment où celui-ci aura achevé sa phase de développement et de consolidation de son mode de fonctionnement.

La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient prévoit à son article 20 (5) que le rapport annuel du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé établit un bilan de son activité, qui peut contenir des recommandations et exposer des difficultés éventuelles que le service a rencontrées dans l'exercice de ses missions. Cette disposition permet au service de signaler de son point de vue une difficulté de fonctionnement par rapport à sa base légale. À ce stade le service ne constate pas de difficulté majeure en rapport avec le chapitre 3 de la loi.

ad 2. Le service remplit pour les patients et pour les prestataires de soins de santé trois missions principales:

- point d'information et d'accès au droit;

- gestion de plaintes et centre de médiation;

- point de contact soins-transfrontaliers avec la CNS.

Actuellement, le service ne répertorie pas les sollicitations ponctuelles dans le cadre de sa mission d'information et d'accès au droit, qui se font la plupart du temps par téléphone ou e-mail. La fréquence étant très variable avec des périodes creuses notamment pendant les vacances.

Pour ce qui est de ces sollicitations avec ouverture d'un dossier de plainte ou de médiation, le service a ouvert pendant la période mi-mai 2015 à mi-septembre 2016 au total environ 172 dossiers, dont la majorité concerne l'activité hospitalière (médicale, soins, organisation). Pour l'activité extrahospitalière, environ 80% des dossiers concernent les soins dentaires.

Sur ces 172 dossiers, 18 ont abouti à un processus complet de médiation avec au moins une réunion commune des parties.

Dans plus de 80% des 172 dossiers, il y a eu un entretien préalable permettant d'être à l'écoute, de discuter le contexte de la plainte ou demande de médiation, d'entendre les attentes des parties et d'expliquer le processus de la médiation. Dans la majorité des cas ce sont les patients qui contactent en premier le service.

Après ce moment intense d'écoute et d'échange, les patients se sentent souvent mieux informés et apaisés et décident alors d'«en rester là» ou de rechercher dans un premier temps le dialogue direct avec le prestataire.

Dans d'autres cas, le médiateur s'adresse comme suite à la demande de médiation au prestataire de soins concerné. Cette prise de contact amène alors souvent à chercher une solution en dehors de la présence d'un tiers médiateur, et il y alors soit un rendez-vous avec le prestataire concerné ou éventuellement reprise du dossier par le gestionnaire des plaintes si le prestataire en dispose (établissements hospitaliers, réseaux de soins...) avec possibilité pour les parties de décider à tout moment de s'adresser au médiateur s'ils estiment, d'un commun accord, avoir besoin d'un médiateur externe.

Dans ces cas, même s'il n'y a pas eu médiation au sens stricte, le service remplit sa mission d'information, de prévention des conflits et de promotion de la communication en offrant un espace d'écoute, d'information et de guidance.

ad 3. Conformément à la loi précitée, le service élabore un rapport annuel qu'il adresse au ministre ayant la Santé dans ses attributions. La loi ne précise pas si le rapport annuel doit être public. Il sera toutefois rendu public dès sa présentation, que le service souhaite organiser à la fin du mois d'octobre 2016.

Le premier rapport annuel concernera la première année du mandat du médiateur de la santé, c'est-à-dire la période du 1er avril 2015 au 1er avril 2016. Il est en cours de finalisation.

ad 4. Le Luxembourg dispose de deux points contact en matière de soins transfrontaliers, à savoir un point contact établi auprès de la CNS et un deuxième point de contact établi auprès du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé.

La Caisse nationale de santé remplit la fonction de point de contact pour ce qui concerne la tarification et le remboursement des soins transfrontaliers (niveau de remboursement, autorisation préalable, règlements de coordination de la sécurité sociale).

L'activité du service concerne avant tout l'information sur les soins de santé transfrontaliers, lorsque le traitement à lieu au Luxembourg; soins de santé disponibles; médecins et établissements de santé autorisés; accessibilité, qualité et sécurité; droits des patients; statut des prescriptions établies à l'étranger; règlement des plaintes et litiges. Cette activité s'adresse ainsi avant tout aux patients affiliés à l'étranger qui sont traités ou envisagent d'être traités au Luxembourg.

Dans l'exercice de cette mission, le service collabore avec la CNS et avec les points contact en matière de soins transfrontaliers désignés par les autres États membres en application de la directive 2011/24/UE.

En cas de difficulté ou de différend liés à des soins transfrontaliers à l'étranger, les patients luxembourgeois peuvent se mettre en relation avec le point de contact national du pays dans lequel ces soins de santé ont été dispensés afin de connaître leurs droits et moyens d'action.

Au besoin, le service peut assister les patients dans ces démarches, le cas échéant en contactant le point de contact étranger ou en contactant le prestataire étranger pour une prise de position ou en proposant une médiation transfrontalière.

Six dossiers concernant des difficultés à l'étranger ont ainsi été ouverts. Ils concernaient notamment l'accès au dossier patient, des incidents associés à des soins à l'étranger et l'absence de réalisation d'un traitement programmé.

Le service constate, à l'instar de l'ensemble des points contact qui ont été désignés par les États membres, que cette fonction est très peu sollicitée (environ un appel par mois). Une campagne d'information à mener ensemble avec la CNS pourrait ici augmenter la visibilité des points contact nationaux.

ad 5. L'article budgétaire 14.0.12.345 Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé couvre les besoins liés au fonctionnement du service, à l'exception des salaires (fonctionnaires et employés de l'État) et des locaux mis à disposition par l'État. Il est doté pour l'année 2016 d'un montant de 100.000 euros. Cet article budgétaire couvre ainsi des frais divers (nettoyage, achat de matériel; frais de route; frais de formation, de supervision et d'experts...).

Conformément à la loi, l'État met à disposition du service des locaux sis au 73, rue Adolphe Fischer, à Luxembourg-ville. Le service bénéfice au niveau de son personnel d'un poste à plein temps dans la carrière supérieure des fonctionnaires de l'État (poste du médiateur de la santé), d'un poste dans la carrière supérieure des employés de l'État (médiatrice et juriste) et d'un poste à mi-temps dans la carrière moyenne des employés de l'État (secrétariat).

ad 6. Le service a élaboré une présentation de base sensibilisant aux droits et obligations du patient et présentant le service, son fonctionnement et ses missions. Cette présentation met un accent particulier sur la médiation comme mode de règlement amiable de conflits et son intérêt pour les prestataires et les patients. Il s'agit d'une offre de formation - sensibilisation de +/- deux heures, avec laquelle le service intervient avant tout auprès des prestataires ou d'autres acteurs en contact régulier avec des patients.

Un flyer destiné à informer le grand public sur les missions du service, avec un accent particulier sur la médiation comme mode de règlement amiable de conflits a été élaboré. Il est déjà disponible au format PDF. Il sera présenté ensemble avec le rapport annuel et distribué par la suite.

Pour l'année 2017, le service prévoit une présence Internet améliorée avec un site Internet propre.

À moyen terme, des campagnes de sensibilisation sur les droits et obligations du patient et les missions du service pourraient être envisagées en collaboration avec le Ministère de la Santé et d'autres acteurs, à l'instar de ce qui se fait par exemple en Belgique (édition et diffusion de brochures, campagne de courts films pédagogiques...).

Question 2354 (02.09.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **rénovation du Monument national de la grève du 31 août 1942:**

L'on sait que le revêtement du parvis devançant le Monument national de la grève du 31 août 1942, érigé sur initiative nationale en l'an 1955 à Wiltz, dessiné par Jean Wercollier, architecte, et orné de sculptures de son frère, l'artiste Lucien Wercollier, se trouve en état de dégradation.

Depuis des années, les pavés et les escaliers sont glissants. L'eau de pluie entre dans le sol par les joints fissurés si bien que de plus en plus de pavés sont déchaussées. Pire encore, l'eau pénètre également dans la crypte située sous le monument à proprement parler, endroit où ont été attachées les plaques commémoratives sur lesquelles figurent les noms et prénoms des victimes de la guerre. À ne pas perdre de vue que l'effet conjoint des pluies et du gel risquent de détériorer progressivement l'état de ce lieu de mémoire (dalles et parvis). C'est pourquoi, en janvier 2013, la commune avait prié Madame la Ministre de la Culture à la soutenir dans la rénovation de la place publique devançant ce monument national.

Venant d'apprendre que le chantier en question pourrait être entamé dans peu de temps si bien que les travaux seraient finalisés avant la célébration du 75e anniversaire de la grève de 1942, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et Ministre de la Culture:

- La rénovation en question sera-t-elle réalisée sous l'égide du Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser, le cas échéant, si un devis estimatif des travaux de rénovation à réaliser en vue de la conservation de ce monument national a été établi? Les coûts de rénovation seront-ils répartis entre l'État et la Ville de Wiltz? Dans l'affirmative, dans quelle proportion?

- Monsieur le Ministre estime-il qu'il serait opportun de procéder à un classement de ce lieu de mémoire comme monument national?

Réponse (30.09.2016) de **M. Guy Arendt,** *Secrétaire d'État à la Culture:*

Une procédure de protection nationale du Monument national de la grève conformément à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux est actuellement en cours.

C'est grâce à cette procédure, et suite à son aboutissement, que l'État pourra venir à charge pour faire réaliser les travaux de réfection de ce monument sous l'égide du Service des sites et monument nationaux. Avant de faire établir des devis, une étude devra déterminer les causes des dégâts et en définir les remèdes.

Question 2355 (02.09.2016) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marco Schank, Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire Liège-Gouvy:**

Selon des informations parues dans la presse belge, la SNCB est en train d'étudier la possibilité d'augmenter la cadence de circulation des trains sur la ligne ferroviaire Liège-Gouvy à un train toutes les heures. Actuellement les deux villes sont reliées par une voie ferrée dans un rythme de deux heures seulement. Cette adaptation des horaires permettra de mieux répondre aux besoins des utilisateurs des chemins de fer dont notamment les nombreux travailleurs frontaliers et étudiants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des plans susmentionnés de la SNCB?

- Dans l'affirmative, quelles pourraient être les répercussions d'une telle décision pour la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois et notamment sur la ligne Gouvy-Luxembourg?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des pourparlers avec son homologue belge et le cas échéant quelles ont été les conclusions prises?

Réponse (17.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°2355 du 2 septembre 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant la ligne ferroviaire Liège-Gouvy.

D'après nos informations, le contrat de gestion de la SNCB, qui fixe les objectifs de l'État pour l'entreprise publique, est échu depuis 2012.

Se pose actuellement en particulier la question comment la SNCB et Infrabel vont se partager l'effort de faire des économies à concurrence de trois milliards d'euros, tel que commandé par le Gouvernement fédéral selon les informations parues dans la presse belge. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement fédéral a chargé la SNCB et Infrabel d'évaluer plusieurs scénarios budgétaires dont certaines idées ont d'ailleurs été publiées dans la presse belge.

Les discussions au sujet du groupe ferroviaire SNCB/Infrabel ne sont pas encore terminées et se poursuivent à tous les niveaux en Belgique.

De façon générale, toutes les réunions régulières que j'ai avec mon homologue belge, Monsieur le Ministre François Bellot, sont mises à profit pour notamment faire avancer tous les dossiers ferroviaires entre la Belgique et le Luxembourg.

Question 2356 (02.09.2016) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**installation de la Maison du Parc naturel Mëllerdall dans le Château Renaissance de Beaufort:**

En date du 10 Juin 2016, le Parc naturel Mëllerdall a été présenté au public. Le point de départ idéal pour tous les visiteurs du parc devrait être la Maison du Parc naturel en offrant des informations, expositions, guides et attractions. Pas encore désigné pour le Parc naturel Mëllerdall, il se pose dès lors la question de l'emplacement de la future Maison du Parc naturel Mëllerdall.

Un site potentiel est le Château Renaissance de Beaufort. Depuis 1981, l'État est propriétaire du site. C'est en 2012, après la mort de la dernière occupante, que le Ministère de la Culture a pris l'initiative d'ouvrir le château au public pour des visites guidées, ceci avec l'aide du Service des sites et monuments nationaux et des Amis des Châteaux de Beaufort. Il s'agit d'un monument remarquable, notamment parce qu'il n'a jamais connu de grands dégâts. En dehors de quelques ajouts et transformations mineurs, ce patrimoine est resté plus ou moins intact depuis plus de 360 ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les dépendances du Château Renaissance de Beaufort constituent-elles un emplacement approprié pour l'hébergement de la Maison du Parc naturel Mëllerdall?

2. Dans la négative, quels sont les sites favorisés par les Ministres et pour quelles raisons?

3. Vu qu'une partie des dépendances du Château Renaissance de Beaufort ne sont pas encore utilisées. Monsieur le Ministre de la Culture n'estime-t-il pas opportun d'élaborer un concept de valorisation de cette partie du patrimoine, même hormis l'aménagement de la Maison du Parc naturel?

4. De quelle manière Monsieur le Ministre de la Culture entend-il continuer à développer l'offre culturelle au Château Renaissance de Beaufort afin de valoriser son potentiel et de rendre hommage à ce patrimoine impressionnant?

Réponse commune (30.09.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Localisé au cœur du Parc naturel Mullerthal, l'ensemble des châteaux de Beaufort constitue sans contredit un des fleurons patrimoniaux de la région du Mullerthal.

Suite au décès de la dernière occupante. Madame Anne-Marie Linckels-Volmer, le Ministère de la Culture a pris l'initiative d'ouvrir le Château Renaissance, propriété d'État depuis 1981, au grand public pour des visites guidées, ceci avec le concours du Service des sites et monuments nationaux (ci-après SSMN) et l'asbl les Amis des Châteaux de Beaufort. Ainsi, le site patrimonial - à savoir les ruines du Château-fort, le Château Renaissance ainsi que la plupart des dépendances et jardins - est devenu accessible au public et accueille dès lors un nombre de visiteurs qui va en grandissant.

Les auteurs de la question parlementaire soulignent très justement que le Château Renaissance de Beaufort est un monument remarquable resté dans un état plus ou moins authentique depuis sa construction. Le respect devant ce patrimoine exceptionnel pour le Luxembourg impose qu'une réflexion approfondie soit menée quant à son affectation et à sa destinée.

L'installation de la future Maison du Parc naturel Mëllerdall dans les dépendances du Château Renaissance de Beaufort est certes envisageable. Ceci présupposerait toutefois d'importants investissements. En premier lieu, il reviendrait au syndicat intercommunal mixte, responsable de la gestion du Parc naturel, de présenter une demande formelle à l'État si tel était le souhait. Ce n'est qu'à la suite d'une telle demande que l'État pourra procéder à l'analyse des opportunités et suites à y donner.

ad 2. Un Parc naturel est un instrument de l'aménagement du territoire pour assurer le développement des espaces ruraux sensibles du point de vue écologique et qui dispose d'un riche patrimoine culturel. Les objectifs d'un Parc naturel sont fixés dans la loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels.

La Maison du Parc naturel constitue généralement le siège administratif du Parc. Elle devrait être un lieu d'information pour les habitants, les écoliers et les associations de la région. Ainsi, il est important qu'elle soit située à un endroit bien visible et accessible au public. Elle doit accueillir des expositions temporaires sur des sujets de la région et offrir suffisamment d'espaces pour des rencontres (salles de séjour, espaces verts, etc.). Pour les visiteurs venant de l'étranger, la Maison du Parc naturel est généralement considérée comme une porte d'entrée au territoire. Ainsi, il est judicieux de combiner la Maison du Parc naturel avec un centre d'information pour les touristes, une exposition avec les points d'intérêts de la région et, le cas échéant, un magasin avec des produits régionaux.

Les sièges des parcs naturels au nord du pays se situent respectivement dans le bâtiment de l'ancienne draperie à Esch-sur-Sûre (Parc naturel de la Haute-Sûre) et au centre écologique du Parc Hosingen (Parc naturel de l'Our). Ils remplissent la fonction de siège administratif et de lieu de rencontre.

Au Parc naturel du Mëllerdall plusieurs communes ont déjà manifesté leur intérêt pour accueillir la Maison du Parc naturel. Toutes ces propositions nécessitent des investissements au niveau de l'architecture. Jusqu'à présent aucune décision n'a été prise pour l'une ou l'autre solution.

Le Parc naturel du Mëllerdall a été déclaré par règlement grand-ducal du 17 mars 2016. Selon l'arrêté grand-ducal du 10 juin 2016 autorisant la création du Syndicat pour l'aménagement et la gestion du Parc naturel du Mëllerdall, le siège du Parc naturel se trouve à Beaufort, 9 rue de l'église. Un changement du siège du Parc naturel nécessitera une modification des statuts du syndicat et sera à approuver par les douze communes membres du Parc naturel.

ad 3. Fortement engagé dans la valorisation de ce patrimoine, l'État a fait entreprendre depuis 2012 des travaux destinés e. a. à améliorer l'accueil du public.

Dans la logique du concept touristique tracé par l'État et les Amis des Châteaux de Beaufort, un projet est actuellement en cours d'élaboration pour rendre utilisable la grande grange au-dessus des étables. Ainsi, des manifestations ponctuelles, à savoir des concerts, des conférences ou des rendez-vous culinaires pourront s'y tenir dans un futur proche.

ad 4. Les Amis des Châteaux de Beaufort organisent une panoplie d'animations et d'activités mettant en valeur le site féodal des deux châteaux. Le Ministère de la Culture et son Service d'animation culturelle régionale sont d'ailleurs représentés au sein du conseil d'administration de l'asbl y apportant avis et conseil afin de promouvoir le site en une destination culturelle de premier choix.

L'asbl entretient également de très bonnes relations avec l'Office régional du tourisme du Mullerthal avec le concours duquel elle offre des visites guidées et animations pour enfants. Après une vaste action de promotion, lancée pour le début de la saison touristique de cette année et au vu des premiers chiffres, il s'avère que l'afflux des visiteurs s'est encore amplifié: l'association a pu compter une hausse du nombre de visiteurs de plus ou moins 10%, soit de 23.959 à 26.350 visiteurs.

Marqueur de l'identité locale, d'une part, et carte de visite culturelle du pays, d'autre part, l'ensemble des châteaux de Beaufort constitue donc un important maillon tant pour le développement de la région que pour la promotion du tourisme culturel au Luxembourg. Dans cette perspective, l'État, représenté par son Ministère de la Culture, a signé en 2015 une convention avec l'association des Amis des Châteaux de Beaufort afin de pérenniser les activités qu'elle entreprend au bénéfice de la conservation et de l'animation de ce site patrimonial. En outre, des travaux de consolidation et de mise en état des deux châteaux sont inscrits au budget pluriannuel du Fonds pour monuments historiques jusqu'en 2018.

Question 2357 (02.09.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **dépassement à droite**:

Il me semble qu'une tendance dangereuse commence à se répandre sur nos autoroutes, celle de certains chauffeurs, souvent jeunes et inexpérimentés, de dépasser à droite et de zigzaguer entre les différentes files pour avancer plus vite.

Or, l'article 125 du Code de la route a la teneur suivante: «Le dépassement doit se faire à gauche. Toutefois, il doit se faire à droite, lorsque le conducteur à dépasser a indiqué son intention d'effectuer un changement de direction vers la gauche et s'est porté vers l'axe de la chaussée ou, dans une chaussée à sens unique, à gauche de celle-ci, en vue d'effectuer cette manœuvre.» De plus, l'article 126 prévoit qu'«il est interdit de dépasser ou de tenter de dépasser: a) si cette manœuvre peut être de nature à mettre en danger ou à gêner la circulation des autres usagers (...).»

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- La Police grand-ducale procède-t-elle à des contrôles particuliers sur les autoroutes, en particulier par rapport à cette pratique? Le cas échéant, combien de procès-verbaux ont été établis?

- Comment ce comportement est-il sanctionné dans les pays limitrophes?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'une campagne de sensibilisation serait opportune afin d'informer les automobilistes quant à cette pratique dangereuse?

- Il arrive également souvent que des camions dépassant l'un l'autre entravent le flux sur les autoroutes. La Police grand-ducale est-elle en mesure de contrôler ce phénomène, par exemple à l'aide d'un hélicoptère, en particulier en ce qui concerne la distance de sécurité entre ces véhicules en motion?

Réponse commune (07.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le dépassement à droite sur les autoroutes.

La Police grand-ducale, et en particulier l'Unité centrale de Police de la route, assure une surveillance générale du réseau routier et autoroutier. Dans ce contexte, elle recherche et verbalise, parmi d'autres infractions, les dépassements contraires aux dispositions du Code de la route. Depuis le début de l'année en cours, 29 conducteurs ont été verbalisés pour dépassement à droite non autorisé, neuf conducteurs pour circulation abusive sur la voie de gauche et 39 conducteurs pour dépassement dangereux.

Le dépassement à droite sur une autoroute est interdit dans tous les pays limitrophes et les sanctions varient selon les barèmes des amendes y applicables et sont sujettes à la gravité des suites éventuelles de l'infraction, aux conditions de paiement, au système répressif ou à d'autres éléments. En général, le dépassement à droite est réprimé en Allemagne par l'ajout d'un point sur le permis de conduire et par une amende de 100 €. En Belgique, ce comportement est puni par une amende forfaitaire de 135 € qui peut être minorée ou majorée, alors qu'en France il est sanctionné par une amende de 90 à 135 € et par le retrait de trois points du permis de conduire.

Une campagne de sensibilisation dans ce contexte n'est pas prévue actuellement. À noter cependant que, conformément au plan d'action «sécurité routière», l'amélioration continue et répétée des connaissances du Code de la route est recherchée.

Enfin, il convient de relever que la Police grand-ducale déploie des moyens importants pour constater et verbaliser les dépassements non autorisés et les non-respects des distances de sécurité par les chauffeurs routiers. Cependant, le recours à l'hélicoptère n'est pas jugé comme approprié dans ce contexte.

Question 2358 (05.09.2016) de **M. Alexander Krieps** et de **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant les **médecines dites «parallèles»**:

De nombreuses études internationales montrent que la prévalence du recours à des médecines dites «parallèles» est plus importante chez les patients atteints de cancer que dans toute autre catégorie de patients. En effet, les traits caractéristiques de cette maladie, ses incertitudes, de même que les effets secondaires de son traitement sont autant de facteurs qui semblent pousser de plus en plus de patients à emprunter des voies non conventionnelles.

Or, la presse allemande s'est récemment fait l'écho de plusieurs patients oncologiques qui sont décédés après avoir reçu des médicaments alternatifs. D'après les premières informations, ceux-ci auraient été prescrits par un «guérisseur» (Heilpraktiker).

À noter encore que ni l'homéopathie, ni les autres pratiques de la médecine parallèle n'ont réussi à convaincre, jusqu'à présent, les milieux scientifiques de leur efficacité thérapeutique. Ceux-ci ne leur accordent généralement qu'un effet placebo.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état des travaux relatifs à la reconnaissance des traitements homéopathiques au Luxembourg? Qu'en est-il des autres pratiques dites «parallèles»?

2) Quelle sera l'étendue du pouvoir de prescription de ces praticiens?

3) Sur quelles études scientifiques les Ministres se basent-ils pour justifier la reconnaissance de ces pratiques? Quelles en sont les conclusions?

4) Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, envisage-t-il de faire rembourser les pratiques parallèles par la Caisse nationale de santé?

5) D'une manière générale, le Ministre est-il disposé à faire rembourser des traitements dont l'efficacité thérapeutique fait défaut et qui peuvent même être dangereux pour les patients?

Réponse commune (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

Actuellement, seulement certains traitements médicamenteux homéopathiques sont pris en charge par l'assurance maladie-maternité. La condition en est qu'ils soient inscrits dans la liste positive qui reprend les médicaments qui sont pris en charge par l'assurance maladie. Or, peuvent seuls être inscrits sur la liste positive les médicaments homéopathiques unitaires fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale ou chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.

Entre 2013 et 2015, ces types de traitement ont été pris en charge en moyenne pour environ 8.300 patients par année pour un coût annuel net moyen d'environ 56.000 euros.

Des données relatives aux indications dans lesquelles ces traitements sont utilisés ne sont pas disponibles à la Caisse nationale de santé (CNS).

Pour ce qui est de cas semblables à ceux de l'étranger que citent Messieurs les Députés concernant des patients oncologiques, il est précisé qu'en vertu de la législation existante seuls des médecins autorisés à exercer au Luxembourg peuvent prescrire des médicaments soumis à prescription et que la CNS ne rembourse que ces médicaments.

L'exercice d'une activité médicale (établissement d'un diagnostic, prescription de médicaments) est subordonné à une autorisation du Ministre de la Santé qui est délivrée, sur avis du collège médical, si le candidat est porteur de diplômes, certificats ou autre titre de médecin visés à la directive 2005/36/CE telle que transposée par la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, médecin-dentiste et médecin vétérinaire.

Comme le précise l'article 7 de cette même loi, exerce illégalement la médecine «toute personne qui pratique ou prend part, même en présence du médecin, à l'établissement d'un diagnostic ou au traitement d'affections pathologiques, réelles ou supposées, ou à un accouchement, par actes personnels, consultations verbales ou écrites ou par tous autres procédés quels qu'ils soient, sans remplir les conditions prévues aux articles 1 et 2 de la présente loi, sauf le cas d'urgence avérée».

Cette disposition a été inscrite pour protéger les particuliers contre les risques liés à l'établissement de diagnostics erronés, la méconnaissance de maladies graves, et/ou l'incitation à des traitements inefficaces voire dangereux par des personnes n'ayant pas suivi la formation nécessaire pour une telle activité.

Par ailleurs, l'article 11 du Code de déontologie de la profession de médecin précise que «sont interdites toutes les supercheries et tromperies propres à nuire aux personnes prises en charge et notamment toute pratique de charlatanisme et les pratiques qui y ont recours. Le professionnel de santé ne doit en aucun cas faciliter ou couvrir directement ou indirectement l'exercice illégal d'une des professions de santé».

Il n'y a actuellement pas de travaux en cours visant la reconnaissance de pratiques dites parallèles.

Question 2359 (05.09.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **soutien des vignerons**:

À l'occasion du «Schwéidsbenger Wäifescht» le 4 septembre 2016, Madame la Ministre de

l'Environnement, lors de son discours, indiquait que récemment une visite des vignobles avec un groupe d'experts ainsi que des discussions entre ce groupe et des représentants des vignerons ont eu lieu et qu'un accord aurait pu être trouvé quant au soutien des vignerons et en particulier quant à l'utilisation de l'hélicoptère.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir des détails par rapport à cet accord?

Réponse commune (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* :

Dans le cadre de la transposition de la «directive 2009/128/CE instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable» le Gouvernement avait opté pour l'introduction d'un régime d'autorisation généralisé pour la pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques. Cette approche nécessitait la définition dans un texte réglementaire de distances minimales à respecter par rapport à toutes sortes d'éléments dignes d'être protégés tels que localités, maisons isolées, ruisseaux, captages d'eau, sources, zones naturelles, etc.

Or, cette réglementation s'est avérée être très rigide, alors qu'elle ne permet pas de prendre en compte les caractéristiques très variables du terrain. C'est pourquoi la Ministre de l'Environnement et le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection de consommateurs ont, d'un commun accord, pris l'initiative d'élaborer une nouvelle réglementation plus adaptée aux spécificités du vignoble luxembourgeois et chargé leurs services respectifs de définir, en accord avec les règles communautaires, un périmètre endéans duquel la pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques sera autorisée, et ceci par exception à une interdiction générale pour le reste du territoire national. Cette interdiction générale sera implantée dans la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques et reprendra fidèlement le texte de la directive 2009/128/CE à ce sujet.

Pendant l'été le Département de l'environnement et le Département de l'agriculture ont effectué des visites systématiques sur le terrain et l'Institut viti-vinicole a procédé à des essais «in situ» pour déterminer le risque de dérive des produits phytopharmaceutiques pulvérisés par l'hélicoptère.

Les résultats seront concrétisés sur une carte et dans un nouveau projet de règlement grand-ducal exécutant la prédite loi une fois qu'elle aura été modifiée. Il est prévu de soumettre les nouveaux textes législatifs et réglementaires au Gouvernement en conseil encore cette année.

Question 2360 (05.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **coavionnage:**

Le titulaire d'une licence de pilote privé (avion), PPL(A) en abrégé, peut exercer, sans rémunération, les fonctions de pilote commandant de bord ou de copilote de tout avion effectuant des vols non payants, à condition d'avoir les qualifications nécessaires.

Les pilotes de petits avions privés voyagent souvent avec des places vides. Alors qu'une heure de vol coûte cher (carburant, redevances de route et d'atterrissage, location de l'aéronef), le «vol à frais partagés» est une pratique courante qui existe depuis longtemps et est assimilée au transport à titre gratuit.

Reprenant le concept éprouvé du covoiturage, il existe des sites Internet de coavionnage qui permettent aux pilotes de partager leur passion ainsi que leurs frais en publiant leur plan de vol futur et en offrant à des passagers d'embarquer et de partager les frais de ces vols.

Le règlement (UE) n°965/2012 du 5 octobre 2012 modifié par le règlement (UE) n°379/2014 du 7 avril 2014 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes prévues par le règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil autorise l'exploitation «d'aéronefs à motorisation non complexe» sous la forme de «vols à frais partagés effectués par des particuliers, à condition que le coût direct soit réparti entre tous les occupants de l'appareil, y compris le pilote, et que le nombre de personnes supportant le coût direct ne dépasse pas six».

En France, la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) estime que le coavionnage public s'apparente à du transport aérien public ce qui implique pour les sites Internet en question d'obtenir un certificat de transport aérien (CTA) et une licence d'exploitation et doivent fonctionner comme fonctionnent les compagnies aériennes.

Cependant, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Portugal notamment les sites Internet de partage de frais de vols sont autorisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. La Direction de l'aviation civile (DAC) luxembourgeoise s'est-elle prononcée sur la nature du transport intéressé ou participatif par le biais d'une plateforme de mise en relation pilote/passagers sur Internet à Luxembourg?

2. Le coavionnage au moyen d'une plateforme Internet de mise en relation est-il considéré par la DAC comme un transport à titre onéreux même s'il respecte les critères précités du vol à frais partagés? Quelle est dès lors la réglementation applicable?

3. Quelles sont les sanctions pour non-respect des conditions du vol partagé pour le pilote?

Réponse (17.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La Direction de l'aviation civile (DAC) a été approchée par un opérateur portugais en février 2016 aux fins de s'exprimer sur la nature du transport intéressé ou participatif. Cependant, il n'était nullement question dans ce contexte d'une mise en place d'une interface de mise en relation à Luxembourg. Au vu des éléments soulevés par le demandeur, dont notamment des fréquences régulières sur certains services de vol, la DAC opte plutôt pour un service de vol à titre onéreux, tombant, le cas échéant, sous les dispositions du règlement (CE) n°1008/2008 du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté.

Même en respectant les dispositions du règlement (UE) n°965/2012 tel qu'amendé par le règlement (UE) n°379/2014, des risques de divergences d'interprétation persistent, notamment avec les exigences du règlement (CE) n°1008/2008 précité. C'est pourquoi un alignement de ces deux textes s'impose au niveau européen.

Toutefois, il faut reconnaître que les restrictions apportées en France par la Direction générale de l'aviation civile à l'activité de coavionnage sont pertinentes et compréhensibles pour garantir un niveau de sécurité et de sûreté acceptable, y compris pour les personnes transportées.

En cas de non-respect des conditions de vol partagé, le pilote encourt, le cas échéant, les sanctions prévues à l'article 15 de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Question 2361 (06.09.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** et de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **rébellion au Centre pénitentiaire à Schrassig**:

La presse s'est fait l'écho d'une mutinerie qui avait lieu en date du 5 septembre 2016 au Centre pénitentiaire de Schrassig. Selon les premières informations, une vingtaine de prisonniers auraient bloqué l'accès aux cellules et incendié une salle commune.

Suite à cet incident, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Comment les événements relatés se sont-ils déroulés exactement? Est-ce qu'il y avait aussi une tentative d'évasion? Est-ce que le personnel de la prison était en danger?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur la motivation qui a poussé les détenus à se soulever?

3) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures afin d'améliorer le dispositif de sécurité au sein de la prison?

4) Quelles seront les sanctions disciplinaires prises à l'égard des responsables de la mutinerie?

Réponse commune (07.10.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les honorables Députés s'enquièrent sur l'incident étant survenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 5 septembre 2016.

À titre de complément par rapport aux informations déjà fournies lors de la réunion conjointe de la Commission juridique et de la Commission de la Force publique de la Chambre des Députés en date du 15 septembre dernier, les questions des honorables Députés appellent les réponses suivantes:

1) Le lundi 5 septembre 2016, lors de la fermeture des cellules à la section A vers 21.30 heures, deux agents pénitentiaires ont constaté que les portes d'accès à l'unité Sud au 1er étage avaient été barricadées par les détenus et que par conséquent l'accès était impossible. Cette unité hébergeait à ce moment 19 détenus. Deux agents pénitentiaires contrôleurs se sont rendus sur place et ont constaté que les portes avaient été bloquées avec des manches à balai, la machine à laver, le séchoir et les poubelles. Les détenus circulant dans le couloir ont refusé toute communication avec les agents. Ils ont ensuite recouvert les vitres des portes avec des draps de lits pour empêcher la vue dans le couloir. Il a été constaté que de l'huile avait été déversée dans le couloir et que deux détenus s'en étaient enduits le corps pour ainsi se préparer à une intervention. Le directeur adjoint, ayant assuré la permanence ce soir-là, s'est rendu sur les lieux à 22.25 heures et a informé le directeur du Centre pénitentiaire de Luxembourg et la police à 22.30 heures.

Après évaluation de la situation avec le membre du Parquet général de permanence, le commandant de l'UGRM de la Police, le représentant du Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté et le directeur du Centre pénitentiaire de Luxembourg, il a été décidé d'un commun accord de requérir, par précaution, l'intervention de la police conformément aux dispositions de l'article 44 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police. L'unité spéciale de la police (USP) a entamé son intervention vers 01.30 heures. Une grenade de désencerclement a été amorcée dans le couloir après ouverture de la porte.

Les agents de l'USP ont immobilisé et menotté chacun des 19 détenus présents dans l'unité avant de les remettre aux agents pénitentiaires qui les ont placés dans les cellules de sécurité. Seuls trois détenus se sont opposés aux ordres donnés, tous les autres détenus ont obtempéré et se sont rendus dans leurs cellules de leur plein gré. L'intervention était terminée vers 02h30.

Pendant toute la durée de l'incident, les services de secours se trouvaient sur place pour intervenir en cas de besoin. Les services d'incendie sont brièvement intervenus pour éteindre le matelas mis à feu par les détenus. La police judiciaire et le Service de police technique ont été diligentés sur les lieux pour procéder aux constatations indiquées.

Il n'y avait pas de tentative d'évasion. En raison du professionnalisme des agents étant intervenus, tant du Centre pénitentiaire de Luxembourg que de la police, le personnel du Centre pénitentiaire de Luxembourg n'était pas en danger. Cependant, un agent pénitentiaire a été blessé au genou lors de l'intervention.

2) À aucun moment, les détenus ont formulé des revendications. L'enquête interne menée ultérieurement a permis de conclure à l'implication active de trois détenus, ils n'ont pas motivé leurs gestes, si ce n'est que par un vague désespoir en relation avec leur situation personnelle. L'acteur principal de l'incident souffre de troubles graves de la personnalité et était déjà connu pour ses comportements violents et intempestifs et pour avoir déjà été à l'origine de nombreux incidents disciplinaires. Il aurait été encouragé et soutenu par les deux autres détenus. Aucun indice n'a laissé présumer un contexte de radicalisation.

3) Le dispositif de sécurité d'une prison n'est jamais figé et se trouve en constante évolution afin de répondre aux besoins de sécurité changeants. Ainsi, la sécurité périmétrique a tout récemment été amenée à un niveau très élevé et un groupe d'intervention de crise a été mis sur pied. Un plan d'intervention est en cours d'élaboration en coopération avec le HCPN. Ce plan d'intervention régit l'articulation des différentes forces d'intervention (prison, police, services de secours) en cas d'incident grave dépassant les moyens de l'administration pénitentiaire. Lors de l'événement du 5 septembre, cette synergie a fonctionné et l'incident a pu être géré avec un professionnalisme affirmé.

4) Conformément à l'article 197 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, les trois détenus dont la responsabilité était avérée ont été sanctionnés du chef d'atteinte à l'ordre interne, atteinte à la sécurité, refus d'ordre, menaces à l'encontre d'un membre du personnel, détention d'un objet interdit, détérioration du matériel de l'établissement, participation à une émeute et incendie volontaire.

Les sanctions prononcées étaient celles d'un placement en cellule de sécurité pendant 14 jours, d'un retrait des récompenses antérieurement accordées pendant 30 jours, d'un retrait d'accès aux articles de la cantine à quatre reprises, d'un éloignement définitif de l'atelier, d'un retrait des activités en commun pendant 30 jours et d'un déclassement au régime D pendant 60 jours.

Question 2362 (08.09.2016) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **pictogramme d'avertissement pour femmes enceintes**:

En France, depuis octobre 2007, les boissons alcoolisées doivent obligatoirement porter un pictogramme appelé «zéro alcool pendant la grossesse» destiné à mettre en garde contre les risques de la consommation d'alcool pendant la grossesse.

Il s'agit d'un cercle rouge barré d'une ligne rouge dans lequel figure une femme enceinte en train de boire, représentée en noir.

Alternativement, le pictogramme peut aussi être remplacé par le message suivant sur l'étiquette: «La consommation de boissons alcoolisées pendant la grossesse, même en faible quantité, peut avoir des conséquences graves sur la santé de l'enfant.»

En 2015 toujours en France, le même pictogramme a été repris sur les paquets de cigarettes.

En Belgique, après avoir été accueilli favorablement par le Sénat en juin 2009, un projet de loi afin d'attirer l'attention sur les risques liés à la consommation d'alcool pendant la grossesse a été rejeté par la Commission de la Santé publique de la Chambre des Représentants.

Néanmoins, ce pictogramme a été utilisé en Belgique par le Ministère de la Santé sur du matériel éducationnel distribué aux patientes et aux professionnels de la santé et fait actuellement l'objet d'une proposition de loi visant à apposer un avertissement visuel sur l'emballage des médicaments ayant des effets tératogènes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Vos services ont-ils examiné l'utilité ou la pertinence d'un tel pictogramme sur les produits de tabac à l'instar de ce qui a été fait en France?

2) Est-il envisagé de prévoir un pictogramme pour mettre en garde les femmes sur les conséquences de la consommation d'alcool pendant la grossesse? À défaut, une campagne de prévention du syndrome d'alcoolisation fœtale telle que la campagne française «Zéro alcool pendant la grossesse» est-elle prévue?

3) Ne serait-il pas utile d'étudier l'opportunité de l'utilisation d'un tel pictogramme visuel au Grand-Duché à titre préventif sur des médicaments, des produits ou des loisirs ou activités dangereuses pour l'enfant à naître?

Réponse (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

Au Luxembourg le pourcentage de femmes qui déclarent fumer quotidiennement pendant la grossesse a légèrement diminué entre 2011 et 2015 d'après les données de SUSANA «SUrveillance de la SAnté autour de la NAissance». Néanmoins, en 2015,10,7% des femmes déclaraient fumer quotidiennement au premier trimestre de la grossesse, et 8,9% des femmes déclaraient fumer quotidiennement au troisième trimestre. Ce sont des chiffres encore trop élevés.

Les effets de l'exposition in utero à la cigarette sont nombreux, à savoir un risque de fausse couche, de grossesse extra-utérine, de morbidité et mortalité périnatales. Le tabac peut également causer un risque accru de prématurité et un retard de croissance in utero du fœtus. Le fœtus reçoit de l'oxygène par le sang de sa mère. Inévitablement, quand la mère fume, son sang se charge de monoxyde de carbone, un gaz particulièrement toxique, qui peut affecter à la baisse le poids du bébé, sa taille et son périmètre crânien.

L'utilisation des e-cigarettes n'est pas non plus recommandée pour les femmes enceintes ou allaitantes du fait de l'absence de toute donnée démontrant leur totale innocuité dans ces conditions.

Malheureusement, la connaissance de ces risques n'entraîne pas automatiquement une modification des comportements et pour que

l'introduction de ces pictogrammes ne soit pas une mesure isolée, il faut qu'elle s'inscrive dans une approche globale, accompagnée par d'autres mesures complémentaires. Mesurer chez toute femme enceinte fumeuse le taux de monoxyde de carbone dans l'air expiré serait par exemple une mesure plus concrète pour faciliter cette prise de conscience.

Par ailleurs, il est difficile de prévoir l'efficacité de cette mesure, car peu de pays ont à ce jour adopté un tel pictogramme et nous disposons de peu de recul pour en évaluer l'efficacité.

Actuellement le pictogramme sur les produits du tabac n'a que peu d'intérêt, au vu de l'application de la nouvelle directive européenne, qui prévoit des avertissements sanitaires avec photos choc couvrant plus de 65% de la surface de conditionnement, dont des photos parlant aux femmes enceintes et aux jeunes mères.

Néanmoins, le Ministère de la Santé souhaite sensibiliser les femmes enceintes aux dangers du tabagisme pendant la grossesse. Une brochure concernant les méfaits du tabac pendant la grossesse est actuellement en cours d'élaboration. Elle contiendra des conseils pour arrêter ou réduire le tabagisme lors de la grossesse et donnera un aperçu des bienfaits d'un éventuel arrêt.

Cette brochure servira aussi à engager la conversation avec les femmes enceintes au sujet de leur dépendance et servira de support d'accompagnement dans le sevrage.

La consommation d'alcool pendant la grossesse, causant une alcoolisation fœtale, est la première cause non génétique de handicap mental chez l'enfant. Le message sanitaire permettra donc une meilleure information des femmes en âge de procréer sur les risques induits par la consommation d'alcool sur le fœtus pendant la grossesse.

Une consommation d'alcool, même ponctuelle ou modérée, pendant la grossesse n'est pas anodine et peut entraîner des risques importants pour l'enfant à naître. L'alcool passe du sang maternel au sang du fœtus au travers du placenta; ainsi, lorsqu'une femme enceinte boit un verre d'alcool il y a rapidement autant d'alcool dans le sang de son bébé que dans le sien.

Le plan d'action luxembourgeois de réduction du mésusage de l'alcool est actuellement en cours de finalisation. Il prévoit de renforcer la prévention du mésusage de l'alcool auprès de toute femme en désir de grossesse, pendant la grossesse et pendant l'allaitement, en renouvelant notamment la campagne de sensibilisation «Pas d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement».

Il s'agira de collaborer avec tous les acteurs intervenant auprès des femmes en désir de grossesse, enceintes ou allaitantes, afin de mettre en place des actions collectives auprès de cette population cible. Il faudra diffuser de manière systématique auprès de la population cible de femmes enceintes et des conjoints une information précise sur l'impact de l'alcool pendant la grossesse chez l'enfant à naître. Des ateliers seront organisés avec le Planning familial, les SPOS et l'université afin de sensibiliser les jeunes femmes avant toute grossesse. Des conférences seront organisées dans les maternités lors des cours prénataux et des projets pilotes avec les médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique et avec les maternités verront le jour pour promouvoir des grossesses sans alcool.

Par ailleurs, une campagne «0% d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement» a été lancée en 2013 par le Ministère de la Santé. L'objectif de cette campagne était d'informer sur l'ampleur et la gravité de ce phénomène et de communiquer le message que le syndrome d'alcoolisation fœtale est à 100% évitable.

La campagne «0% d'alcool pendant la grossesse et l'allaitement - la meilleure décision pour votre enfant!» est réitérée chaque année, comportant une affiche, une brochure en allemand et en français, un guide de recommandations pour les professionnels de la santé et un dossier Internet sur: http://www.sante.public.lu/fr/campagnes/2013/zero-alcool-grossesse /index.html.

La diffusion de ces outils est réalisée auprès des médecins généralistes et les gynécologues, les sages-femmes, les maternités, les pharmaciens, les maisons médicales et les associations médico-psycho-sociales œuvrant pour la santé et le bien-être des femmes et futures mères, telles l'«Initiativ Liewensufank», l'Association pour la vie naissante asbl, le Planning familial, la Ligue médico-sociale, la Ligue de santé mentale.

Le projet de plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool prévoit d'adapter le cadre législatif réglementant la mise sur le marché de l'alcool, dans un contexte de politique européenne d'harmonisation, visant à en réduire les dommages. Et plus précisément l'avis des membres du groupe de travail a prévu dans le projet de plan, dont l'élaboration est fort avancée, d'améliorer la réglementation de la publicité et du marketing concernant les produits alcoolisés pour en faire un véritable outil de communication et de prévention:

- en limitant le sponsoring de l'alcool dans le domaine du sport et des loisirs,

- en introduisant un pictogramme «alcool et grossesse» obligatoire,

- en encadrant les plages horaires et lieux de diffusion des publicités sur l'alcool,

- en introduisant un avertissement sanitaire «L'abus d'alcool est dangereux pour la santé» dans chaque publicité pour des produits alcoolisés.

Au préalable, il est prévu qu'un comité d'experts émettra un avis argumenté quant à l'amélioration de la réglementation de la publicité et du marketing concernant les produits alcoolisés en tant que mesure efficace contre le mésusage de l'alcool. Cet avis devrait être présenté et amendé/validé par une plateforme de coordination du plan contre le mésusage de l'alcool, puis approuvé par les ministres concernés.

Finalement, l'éventuelle mise en place du pictogramme ne sera en aucun cas une mesure isolée (car l'efficacité de cette mesure - non accompagnée - n'a pas encore été prouvée, et il ne pourra s'agir d'une mesure unique), mais prendra place dans le cadre d'une stratégie globale de santé publique qui devra être accompagnée par un programme de prévention ou plan d'action en la matière.

Question 2363 (07.09.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **capacité d'accueil des refuges d'animaux:**

Selon un article paru récemment dans un quotidien luxembourgeois, les refuges d'animaux luxembourgeois semblent avoir atteint leurs limites concernant leur capacité d'accueil. Surtout le nombre de chats abandonnés a considérablement augmenté pendant les derniers mois.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Suite au nombre croissant de chats abandonnés, est-ce que le Ministre compte sensibiliser davantage le public concernant la responsabilité qu'incombe au propriétaire d'un animal domestique, notamment concernant la castration des chats mâles?

- Que compte faire le Ministre au sujet des chats sauvages non castrés? Est-il envisageable que les services du Ministère capturent ces chats dans le but de les faire castrer?

- Quel est l'avis du Ministre concernant une éventuelle introduction de l'obligation de l'identification électronique des chats comme cela est le cas pour les chiens?

Réponse (22.09.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La période des vacances est celle qui correspond traditionnellement au surpeuplement des refuges pour animaux puisque, malheureusement, certains propriétaires les abandonnent au lieu de les confier à une autre personne ou à une pension pour animaux durant leur séjour en vacances. Force est aussi de constater que des chats voire des chiens sont abandonnés tout au long de l'année pour diverses raisons.

La nouvelle réglementation ayant pour objet d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux, qui est actuellement en discussion à la Chambre des Députés, se propose à responsabiliser davantage le détenteur d'un animal en offrant à l'animal des conditions de détention adéquates. Un projet de règlement grand-ducal fixant ces conditions prévoit la castration respectivement la stérilisation des chats ainsi que l'identification par puce électronique des chats ayant accès à l'extérieur.

Concernant les chats sauvages, les associations de protection animale réalisent des campagnes de castration de ces chats après les avoir capturés à l'aide de pièges. Ces actions se font souvent en concertation avec les administrations communales et les vétérinaires-praticiens. Tandis que les communes participent financièrement à ces campagnes, les vétérinaires pratiquent leurs actes de castration/stérilisation à des prix préférentiels afin de minimiser les coûts pour les organisations de protection animale.

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs envisage d'organiser une campagne de sensibilisation auprès du public après l'adoption et la mise en application de la nouvelle réglementation relative au bien-être animal.

Question 2364 (07.09.2016) de **M. Gusty Graas** et de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **perturbations causées par le nouveau bassin canoë-kayak à Diekirch**:

Selon un article paru dans l'édition du Fëscher, Jeeër an Hondsfrënn n°4, août 2016 (page 39), le nouveau bassin canoë-kayak au site «Al Schwämm» à Diekirch aurait causé fin juillet la mort de poissons suite à un manque d'eau dans le canal. De plus, la revue a fortement critiqué le nouveau passage à poissons. Il est en outre vivement conseillé de surveiller régulièrement l'installation afin que le débit d'eau soit suffisant pour assurer le passage des poissons.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les assertions faites par l'auteur de l'article en question?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre peut quantifier le dégât causé au cheptel piscicole?

3) Est-ce que des mesures contraignantes seront prises afin de protéger davantage les poissons nageant à proximité de cette piste?

4) Quelles règles doivent être observées généralement par les utilisateurs de la piste afin de ne pas perturber le milieu aquatique?

Réponse (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

1) L'Administration de la gestion de l'eau ne peut pas confirmer la présence de poissons morts au niveau du nouveau bassin canoë-kayak «Al Schwämm» à Diekirch à la fin du mois de juillet de cette année, vu que les faits observés n'ont pas été portés à la connaissance des agents de l'administration.

2) Par conséquent l'effet des dégâts de l'incident mentionné reste inconnu. L'administration est cependant en connaissance de la problématique existante et suit de près les informations concernant le fonctionnement de la passe à poissons «Al Schwämm».

3) L'autorisation ministérielle relative à l'eau pour l'exploitation de la piste canoë-kayak «Al Schwämm» (Autorisation N° AUT/EAU/15/0014 du 21 décembre 2015) est valable pour deux ans pendant la phase d'essai initiale.

L'Administration communale de la Ville de Diekirch est l'exploitant de l'installation au site appelé «Al Schwämm» à Diekirch, se composant du barrage souple, d'une passerelle pour cyclistes et d'un parcours canoë-kayak Ce dernier est conçu de façon à pouvoir servir aussi comme passe à poissons. L'autorisation ministérielle précitée pour l'exploitation du site n'est valable que pour une durée de deux ans. Cette phase initiale sert à rassembler les données hydrologiques et à l'essai de réglages permettant de garantir le bon fonctionnement de l'intégralité de l'installation. L'installation devra garantir la franchissabilité biologique et son bon fonctionnement devra être démontré par un contrôle adapté. Avant l'expiration de l'autorisation, une nouvelle demande d'autorisation devra être introduite auprès de l'Administration de la gestion de l'eau pour l'exploitation du barrage «Al Schwämm». Une nouvelle autorisation ministérielle relative à l'eau contiendra des conditions adaptées sur base des données obtenues lors de la phase d'essai initiale. Il est dès lors important de signaler les incidents tels que celui repris par l'article cité.

4) L'exploitant du bassin canoë-kayak est responsable d'assurer le bon fonctionnement de cet ouvrage non seulement du point de vue nautique, mais également du point de vue de la continuité écologique, vu que cet ouvrage a été planifié dans l'optique de satisfaire à ces deux besoins. Afin de pouvoir autoriser l'exploitation de l'ouvrage après la phase initiale, le passage des poissons devra satisfaire aux exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau), ce qui signifie en d'autres termes que la communauté piscicole normalement établie dans des cours d'eau semblable à la Sûre à Diekirch devra pouvoir se déplacer sans difficultés vers l'amont et l'aval du barrage. Il faudra assurer en plus que les grands migrateurs comme le saumon ou les anguilles devront pouvoir franchir cet obstacle dans les deux sens sans être gênés, blessés ou arrêtés par cet ouvrage.

Le réglage des débits devra assurer que les poissons puissent franchir l'obstacle sans être blessés pendant toute l'année vers l'amont et l'aval du barrage. La continuité écologique qui permettra d'atteindre le bon état écologique, comme l'exigent la directive-cadre sur l'eau et la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, sera rétablie si les impacts négatifs du barrage seront minimisés:

a) en restaurant un courant de l'eau repérable par les poissons en aval et directement en amont du barrage;

b) en permettant aux organismes benthiques, comme les larves d'insectes ou autres, de se déplacer de l'aval à l'amont;

c) par une gestion adéquate des sédiments qui ont tendance à s'accumuler en amont du barrage et à faire défaut en aval du barrage et

d) par une restauration des flux saisonniers «naturels» vers l'aval, nécessaires au bon développement d'une flore et d'une faune aquatiques devant normalement être établies dans une rivière comme la Sûre à Diekirch.

Question 2365 (07.09.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **concours de pêche:**

La Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs asbl a récemment publié un communiqué de presse relatif à l'organisation des concours de pêche. Dorénavant les organisateurs d'une telle manifestation sont obligés d'introduire une autorisation préalable en joignant au formulaire un extrait d'une carte topographique et un plan cadastral indiquant le tronçon exact du cours d'eau où le concours aura lieu. Finalement cette demande doit être complétée par un mémoire explicatif et établie en cinq exemplaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons justifiant cette nouvelle procédure administrative?

- Est-ce que ces obligations ne risquent pas d'entraver le bon déroulement des concours de pêche?

- Sachant que la saison des concours de pêche touche à sa fin, est-ce qu'un premier bilan concernant le nouveau régime administratif à appliquer peut d'ores et déjà être établi?

Question 2366 (08.09.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **concours de pêche:**

Selon un article de presse, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs se plaint de nouvelles contraintes administratives pour l'organisation de leurs concours de pêche. Jusqu'ici, ses responsables auraient simplement informé l'Administration de la gestion de l'eau une fois par an des dates et lieux des concours, et cette pratique aurait toujours été acceptée par celle-ci. Or, selon cet article, depuis cette année l'Administration de la gestion de l'eau obligerait les organisateurs à demander une autorisation pour chaque concours. La fédération estime que cette procédure administrative est excessivement lourde et non justifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatés par la presse?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour l'introduction de cette nouvelle procédure administrative? Est-ce que les mêmes objectifs n'auraient pas pu être atteints en appliquant une procédure moins lourde?

Réponse (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les deux questions ont pour objet l'obligation de soumettre une demande d'autorisation pour l'organisation des concours de pêche.

- Les réclamations publiées dans la presse en date du 6 et du 7 septembre 2016 reflètent uniquement la vue de la part de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs et ne sont pas tout à fait justifiées. Une première prise de position de la part de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été publiée par le «Luxemburger Wort» dans son édition du 9 septembre 2016. Les questions des honorables Députés me permettent de fournir des éléments de clarification.

- L'obligation d'introduire une demande d'autorisation pour certaines activités qui présentent un risque potentiel d'impacter l'état écologique des eaux de surface d'une manière ou d'une autre est fixée par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Ainsi, suivant l'article 22 point 1 de la susdite loi, tout déversement direct ou indirect de substances solides ou gazeuses ainsi que de liquides pollués, polluantes ou susceptibles de polluer dans les eaux de surface (ou dans les eaux souterraines) est interdit et soumis à autorisation suivant l'article 23 point (1) d) de la même loi. Force est de constater que lors des concours de pêche une masse considérable de produits d'appâts à base chimique ou organique est déversée dans les cours d'eau, ce qui risque d'altérer les conditions chimiques ou biologiques des eaux de surface. À titre illustratif, en introduisant par exemple jusqu'à 17 litres de produits d'appâts par participant dans l'eau (d'après les observations des pêcheurs mêmes), en présence de 100 à 200 participants par concours de pêche, l'impact sur la qualité d'eau n'est pas négligeable et le déversement peut être considéré comme «susceptible de polluer».

Dans ce contexte, il est indispensable de rappeler l'objectif environnemental de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée relative à l'eau précitée qui consiste à atteindre le bon état écologique des eaux de surface. Or, le bon état écologique d'un cours d'eau dépend des conditions physico-chimiques, écologiques et hydromorphologiques auxquelles cet écosystème est exposé.

À la fin de l'année 2015, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont sensibilisé la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs sur les dispositions légales des concours de pêche. En effet ce point a été discuté en marge de la réunion du Comité supérieur de la pêche et un courrier a été envoyé en date du 19 novembre 2015, donc bien avant le début de la saison des concours de pêche. En l'espèce il faut souligner qu'il ne s'agit nullement d'une nouvelle procédure administrative, mais uniquement d'un rappel des obligations légales, c'est-à-dire l'introduction d'une demande d'autorisation au préalable d'un concours de pêche.

- Du point de vue logistique, cette obligation de demande d'autorisation est une démarche préalable au concours de pêche qui n'interfère nullement avec l'activité du concours-même. Le bon déroulement des concours de pêche est sous la responsabilité de l'organisateur de tels concours. Il faut également souligner que les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont proposé à plusieurs reprises d'assister la Fédération dans la démarche en question.

- La procédure concernée est fixée par la loi et se base sur l'article 24 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, qui est susceptible d'être appliquée par tout demandeur d'autorisation quel que soit l'objet de la demande.

En début de l'année en cours, les agents de l'Administration de la gestion de l'eau ont sensibilisé la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs sur les dispositions légales concernant les concours de pêche.

Ainsi les organisateurs de concours de pêche doivent introduire une demande d'autorisation conformément à l'article 23 paragraphe 1 point d) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ainsi que conformément à l'article 19 du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre. Les extraits de cartes demandés par l'Administration de la gestion de l'eau sont disponibles sur le géoportail et accessibles gratuitement à toute personne ayant accès à un réseau Internet.

- À l'heure actuelle, il faut constater qu'aucune demande d'autorisation répondant aux critères recevables d'un dossier d'autorisation n'a été introduite de la part de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs, bien que l'Administration ait proposé son assistance lors du processus de procédure afin d'établir un dossier complet. L'Administration de la gestion de l'eau a reçu un courrier de la Fédération statuant qu'elle ne serait pas en mesure de fournir les informations demandées. Ce refus d'introduire des demandes d'autorisation pour des activités soumises à autorisation, contrevient donc à la législation en vigueur. Par ailleurs, l'AGE regrette le manque de communication directe entre les agents de l'Administration et les représentants de la FLPS, en vue de se rendre conforme à la loi relative à l'eau.

Dans ce contexte, il est à souligner que depuis des années certaines associations sportives de pêche locale (clubs de pêche locaux) introduisent des demandes d'autorisation relatives à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour l'organisation de concours de pêche, notamment pour les concours de pêches organisés dans la zone de protection du lac de la Haute-Sûre. Indice supplémentaire que les informations requises pour compléter les demandes d'autorisation ne constituent pas d'obstacles infranchissables.

Q36

Question 2367 (08.09.2016) de **M. Alexander Krieps** et de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **trafic routier au niveau du rond-point Robert Schaffner dit «Irrgarten»**:

L'état du trafic routier en périphérie de Luxembourg-ville, plus précisément au niveau du rond-point Robert Schaffner (dit «Irrgarten»), est actuellement plus qu'alarmant. Même en dehors des heures de pointe et en période de vacances scolaires, des embouteillages se produisent tous les jours et à toutes heures bloquant l'entrée et les sorties de la ville, incluant les bus du réseau public. Cette situation impacte sur la qualité de vie des automobilistes concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en œuvre pour le futur immédiat et éloigné pour remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre avait annoncé fin 2015 que le rond-point en question serait transformé en rond-point turbo. Le turbo semble avoir été perdu en route depuis lors. Est-il en mesure de nous renseigner sur l'état d'avancement du planning de ce projet? Quand ce nouvel aménagement pourrait-il être opérationnel?

Réponse (19.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations au sujet du rond-point Robert Schaffner.

Le rond-point Robert Schaffner constitue un carrefour à six branches, dont deux sont des accès et sorties directs de l'autoroute A1. Des by-pass ont déjà été construits pour tous les mouvements de tourne-à-droite où l'importance des flux justifiait cet investissement. Toutefois le giratoire est entre-temps venu à sa limite de capacité.

Le projet du réaménagement du giratoire prévoit effectivement la transformation en «turbo rond-point» et l'élargissement des branches aboutissant au rond-point pour permettre d'y ajouter des voies pour le prétriage. L'automobiliste choisira donc à l'approche du giratoire la voie qui le mène, sans changement de voie supplémentaire, à la sortie du rond-point qu'il veut emprunter. Le giratoire sera également équipé de feux de signalisation tricolore et de boucles de détection afin de permettre une meilleure adaptation et priorisation des différentes branches en fonction de la situation de trafic.

Cet aménagement prend en compte les impératifs de sécurité sur l'autoroute A1, en évitant des reflux de voitures des sorties d'autoroute sur les voies de circulation, comme c'est actuellement le cas dans le tunnel du Cents.

Lors de l'élaboration du projet il s'est avéré que son envergure dépassait les prévisions. En effet, l'ajout d'environ 10.000 m^2 de surface de circulation sur l'ensemble du projet nécessite la construction d'un nouveau bassin de rétention. Il est inévitable de déplacer certains réseaux d'eau de la Ville de Luxembourg et du Syndicat des Eaux SEBES. En plus, les changements de géométrie de certaines branches nécessitent le déplacement de réseaux d'assainissement. S'y ajoutent le déplacement des réseaux des différents concessionnaires et de l'éclairage public.

Le projet a donc dû être adapté, et sous réserve de l'obtention des autorisations environnementales et de l'acquisition des emprises nécessaires, le dossier de soumission du projet pourra être présenté fin 2016, de sorte que le chantier pourra commencer mi-2017. La circulation sera garantie tout au long du chantier, dont la durée est estimée à 15 mois.

Question 2369 (12.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **surface agricole**:

Dans ma question parlementaire n°2233 datée du 18 juillet 2016 *(cf. compte rendu n°1 session ordinaire 2016-2017)*, j'avais posé à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement une série de questions au sujet de la surface agricole au Luxembourg et à l'étranger.

Dans leur réponse commune du 6 septembre 2016 Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et Madame la Ministre de l'Environnement ont donné des explications et précisions sur la situation au Luxembourg. Je constate toutefois que je n'ai pas reçu de réponse concrète à la question de la situation de la surface agricole dans nos trois pays voisins.

Dans ce contexte, je me permets dès lors de reposer la question laissée sans réponse aux Ministres concernés:

„- Kann die Regierung mir den Ist-Zustand in unseren drei Nachbarländern beschreiben?"

Réponse commune (10.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Die an die Minister für Landwirtschaft und für Umwelt gerichtete Frage der ehrenwerten Abgeordneten betrifft Geodaten aus dem Zuständigkeitsbereich der belgischen, deutschen beziehungsweise französischen Behörden. Da die luxemburgischen Regierungsmitglieder über keinerlei Zugang zu den nationalen GIS Datenbanken der Nachbarländer verfügen, ist es nicht möglich, die gewünschten Informationen bereitzustellen. Aufgrund der länderspezifischen Bestimmungen zum Datenschutz ist es ratsam, die entsprechenden begründeten Informationsgesuche auf direktem Weg an die jeweils zuständigen Landesbehörden zu richten.

Question 2370 (12.09.2016) de **M. Laurent Mosar** et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **droit de superficie**:

Dans les zones d'activités économiques à caractère communal ou régional, les parcelles de terrains sont cédées contre paiement d'une contribution financière aux entreprises éligibles sous forme de contrats de concession d'un droit de superficie d'une durée de 30 années. Le terrain appartient au propriétaire tandis que les constructions appartiennent au superficiaire jusqu'à l'expiration du droit de superficie. À l'expiration du droit de superficie au terme des 30 ans, le droit de superficie peut être renouvelé expressément suivant accord entre le propriétaire et le superficiaire. Or, la loi du 22 octobre 2008 sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie ne précise pas si le superficiaire est tenu ou non de payer une nouvelle contribution financière en cas de prolongation du droit de superficie.

Au vu du fait que de nombreux droits de superficie vont arriver à échéance dans les prochaines années, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le superficiaire est tenu ou non de payer une nouvelle contribution financière en cas de renouvellement du droit de superficie?

- Quel est le nombre d'entreprises pour lesquelles les contrats de droit de superficie vont arriver à échéance dans les cinq prochaines années?

Réponse (13.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

La loi du 22 octobre 2008 dite «pacte logement» stipule en son article 14-1. que le droit de superficie est conféré moyennant paiement d'une contribution financière à convenir entre le propriétaire et le superficiaire. Selon l'article 14-3. de la même loi, le droit de superficie peut être renouvelé expressément suivant accord entre le propriétaire et le superficiaire. Cependant elle n'apporte pas davantage de précisions quant aux conditions de fixation de cette contribution financière, ni pour les nouveaux droits de superficie, ni en cas de renouvellement de droits de superficie.

En effet, il est d'usage dans les zones d'activités économiques de fixer une contribution financière servant à couvrir aussi bien les coûts d'aménagement de la zone que les coûts de fonctionnement. Cette contribution n'inclut cependant pas les éventuels coûts relatifs à des gros travaux de réparation des infrastructures communes d'envergure ou à des mises en conformité aux normes de ces installations en raison de législations ou réglementations nouvelles, coûts qui sont par ailleurs difficiles à évaluer d'avance.

Ces coûts pourraient cependant, le cas échéant, être couverts par les contributions financières dont devront s'acquitter les entreprises en cas de renouvellement du droit de superficie.

Les zones d'activités économiques communales sont gérées ou bien par des communes ou bien par des promoteurs privés et relèvent donc uniquement de leur autorité. Partant, le Ministère de l'Économie ne dispose pas d'informations quant au nombre de droits de superficie qui viendront à échéance au cours des prochaines années. Par ailleurs, les modalités de renouvellement des droits de superficie leur incombent également.

Pour ce qui est des zones d'activités économiques régionales, un certain nombre de droits de superficie viendront à échéance au cours des prochaines années. Ces zones sont gérées par des syndicats intercommunaux qui disposent des données relatives aux échéances des différents droits de superficie qu'ils ont concédés.

Le Ministère de l'Économie assiste les syndicats intercommunaux dans la mise en œuvre et la gestion des zones d'activités économiques régionales et dispose d'un droit de regard en ce qui concerne les activités éligibles. Afin de trouver une solution cohérente pour l'ensemble des zones d'activités économiques régionales, les services du Ministère de l'Économie sont en train d'élaborer un modèle de calcul pour déterminer les contributions financières à payer par les entreprises en cas de renouvellement du droit de superficie. Ce modèle qui tiendra compte, dans la mesure du possible, des coûts réels à charge des syndicats, sera présenté au préalable aux syndicats au cours de l'année 2017. Si le souhait en est formulé, les communes et les promoteurs privés pourront s'inspirer de ce modèle pour les zones d'activités économiques communales.

Question 2371 (12.09.2016) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **taux d'intérêt des emprunts de l'État:**

Lëtzebuerg ass houfreg a mécht dowéinst och déi néideg Efforten, fir vun de Ratingsagencë mat AAA agestuuft ze sinn. Dëst misst als Konsequenz hunn, datt de Lëtzebuerger Stat zu besonnesch gënschtege Konditioune Geld um internationalen an nationale Marché kéint léine goen.

Däitschland, dat och als AAA agestuuft ass, kann esou mat engen Taux vun 0% Geld léinen an huet souguer 10-järeg Statsemprunte mat Negativzëns placéiert. Dat heescht, datt den däitsche Stat Zënsen op den Emprunt bezuelt kritt.

Aus Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2192 *(cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016)* geet ervir, datt de Lëtzebuerger Stat, trotzt dem AAA, aktuell en duerchschnëttlechen Zënssaz vun 2,546% op sengen Emprunte bezilt. Op Obligatiounen, déi bis 2043 (!) lafen, bedréit den Zënssaz 2,75%. Bankkreditter hunn Zënssätz vun iwwer 4%. D'Resultat ass, datt de Stat zanter 2011 all Joer ronn 200 Milliounen un Zënse muss zréckbezuelen.

Dowéinst wéilte mir dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Ass de Stat gewëllt, mat de Banke Kontakt opzehuelen, fir d'Emprunten nei ze verhandelen oder fréizäiteg zréckzebezuelen an esou op en Taux ze kommen, deen dem AAA-Rating entsprécht? Wa jo, a wéi engem Délai? Wann neen, wéisou net?

2. Ass de Stat bereet, d'Statsobligatiounen, déi mat iwwer 2% Zënse belaascht sinn, zréckzekafen an dës duerch nei Obligatiounen oder Emprunte géigenzefinanzéieren? Wa jo, a wéi engem Délai? Wann neen, wéisou net?

Réponse (30.09.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Esou wéi déi honorabel Deputéiert dat an hirer Fro undeiten, gehéiere Lëtzebuerg an Däitschland zu deene wéinege Länner, déi nach een AAA-Rating virweise kënnen.

Trotzdeem kann een d'Bundeswertpapiere net direkt mat de Kreditter oder Emprunte vergläichen, déi de Lëtzebuerger Stat opgeholl huet. Donieft muss ee wëssen, dass den Taux, zu deem Däitschland léine kann, net fir all Pabeier d'selwecht ass. Esou sinn z. B. d'Bund30-Obligatiounen, déi vum 27.07.2016 bis den 15.08.2046 lafen, mat 2,5% d'Joer verzënst.

Den Zënssaz, dee Lëtzebuerg bezilt, baséiert op verschiddene Faktoren. Dozou gehéieren d'Lafzäit, d'Tauxen um Marché zu deem Zäit-

punkt wou den Emprunt, respektiv de Kreditt opgeholl gouf, d'Bonitéit, déi am AAA hiren Ausdrock fënnt, awer och d'Liquiditéit. Am internationale Verglach geet Lëtzebuerg nëmme seele léinen, an och nëmme relativ niddreg Montanten, soudass d'Liquiditéit vun de Lëtzebuerger Titren op de Marchéen net héich ass, wat tendenziell méi een héijen Zënssaz mat sech bréngt.

Am selwechte Sënn sinn d'Tauxe vun Emprunten a Kreditter, déi d'Méiglechkeet vun engem virzäitege Remboursement virgesinn, am Prinzip méi héich wéi déi, déi dat net erlaben. Well Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet ëmmer probéiert huet, zu all Moment dee gënschtegsten Taux ze négociéieren, ass déi Méiglechkeet generell net virgesinn, wat also d'Méiglechkeet vun engem fréizäitegen Zréckbezuelen, esou wéi déi honorabel Deputéiert et proposéieren, ausschléisst. Et soll och ënnerstrach ginn, dass déi wéinegst Länner virzäiteg Remboursementsklausele virgesinn.

Wann een iwwert dee Sujet verhandele respektiv déi entspriechend Titren iwwert d'Marchéen zréckkafe wéilt, da misst een a Betruecht zéien, dass de Präis dem lafenden Taux Rechnung droe misst, soudass een dovunner ausgoe kann, dass ee Gewënn fir de Stat als Resultat vun esou enger Operatioun wuel auszeschléisse wär. Et ass näämlech kaum probabel, dass een Investisseur bereet wier, een Titer, bei deem e vun engem méi héijen Taux wéi dem aktuelle Marchés-Taux profitéiert, zur Valeur nominale ze verkafen.

Ofschléissend sief ënnerstrach, dass dës Regierung, säit se ugetrueden ass, eréischt een eenzegen Emprunt opgeholl huet, an dat ënnert der Form vun engem Sukuk, iwwer eng Durée vu fënnef Joer an 200 Mio EUR, fir ee Käschtepunkt vun 0,436% d'Joer, wat deem niddregsten Taux entsprécht vun allen Engagementer, déi momentan lafen.

D'Regierung huet also bis elo iwwerhaapt keen Emprunt obligataire à long terme gemaach.

Question 2372 (12.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **détournement de millions d'euros au profit du Hamas:**

Laut mengen Informatioune sinn zeg Milliounen Euro un Hëllefsgelder, déi fir d'Palästinenser bestëmmt waren, détournéiert ginn an un d'Terrororganisatioun Hamas weidergeleet ginn. Dëst Geld war ënner anerem benotzt ginn, fir Waffen ze kafen, Tunnelen ze bauen a Salairë vun Hamas-Fonctionnairen ze bezuelen.

Ënner anerem waren Hëllefsgelder iwwert d'Associatioun „World Vision International" détournéiert ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Uschëllegung vum Détournement vu Gelder iwwert d'Associatioun „World Vision International" bestätegen?

2. Huet dës Associatioun, direkt oder indirekt, Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung kritt? Wa jo, wéi vill, wéini an zu wéi engem Zweck?

3. Wéi vill Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg ass zanter 2006 an de palästinenseschen Territoire gefloss? U wéi eng Organisatiounen ass dës Hëllef ausbezuelt ginn? Kann een eng Opschlësselung maachen, wéi vill dovunner direkt fir d'Gazasträif bestëmmt war?

4. Wéi eng Mëttelen huet d'Lëtzebuerger Regierung, fir sécherzegoen, datt d'Hëllefsgelder fir Palästina exklusiv fir humanitär Zwecker a fir déi ekonomesch Entwécklung agesat ginn?

5. Sinn der Lëtzebuerger Regierung Fäll bekannt, wou Geld aus Lëtzebuerg un terroristesch Vereenegunge weidergeleet ginn ass? Wa jo, wat huet d'Regierung an esou Fall ënnerholl?

Réponse commune (12.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Obwuel d'palästinensesch Gebidder (TPO) kee Partnerland vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sinn, gi se awer deementspriechend behandelt. Dës speziell Partnerschaft dréckt sech souwuel an der Coopération multilatérale wéi an der Coopération bilatérale mat lokalen a Lëtzebuerger ONGen aus.

1. D'Regierung ass net en mesure, Informatiounen ze bestätegen iwwer Associatiounen, déi net vun hir ofhänken.

2. Dës Associatioun krut keng Hëllefsgelder vun der Lëtzebuerger Regierung.

3. An der Coopération multilatérale subventionéiert de Ministère haaptsächlech d'UNRWA an de CICR mat Contributions volontaires, souwéi spezifesch Projeten à long terme.

Kontributioune vun den internationalen Institutiounen (Budget général a Projeten)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lëtzebuerg klasséiert sech domat op Platz 18 vun 32 Memberen, déi bei der UNRWA Contributions volontaires abezuelen an absolutten Zuelen. A relativen Zuele gëtt et keng Statistik. Beim CICR steet Lëtzebuerg um 9. Rang vun 13 fir d'Kontributiounen an d'Regioun TPO.

An absolutten Zuelen, mä nach méi a relativen Zuelen, ass Lëtzebuerg ee ganz wichtege Partner fir d'UNRWA. D'UNRWA weess déi Lëtzebuerger Hëllef an hir Previsibilitéit ze schätzen. Zanter 2007, op der Paräiser Konferenz, huet Lëtzebuerg sech engagéiert, pro Joer siwe Milliounen Euro fir d'TPO auszeginn, an eis Kontributioune si säitdeem stabel. Zanter 2009 ass Lëtzebuerg och duerch seng Kontributiounen am Comité consultatif vun der UNRWA vertrueden, deen zweemol am Joer zu Amman zesummekënnt. Nieft der Contribution multilatérale ënnerstëtzt Lëtzebuerg och nach eng Rei ONGen am bilaterale Secteur, souwuel lokal ONGe wei och Lëtzebuerger ONGen, déi an de Gebidder aktiv sinn. D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt momentan dräi lokal ONGen; AMAN (Secteur bonne gouvernance, lutte contre la corruption), PMRS (Palästinian Medical Relief Society am Secteur santé) a PARC (Palästinian Agriculture Relief Committee am Secteur agriculture).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Nieft de lokalen ONGen ënnerstëtzt d'Kooperatioun och eng Rei ONGe vu Lëtzebuerg aus.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Lëtzebuerg huet also an der Zäitspan vun 2005 bis 2016 iwwer 64,83 Milliounen Euro ausgi fir TPO.

4. D'Projeten, déi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt ginn, sinn an Accord-cadre oder Memorandum of understanding festgeluecht. Dës Kontrakter gesinn ënner anerem vir, dass all Institutioun oder ONG een detailléierte Rapport muss virleeën iwwer hir Aktivitéiten an zousätzlech en externen Audit vun hire Konte maache muss, an dat all Joer. All déi Kontrakter gi mat den Agencen oder ONGen direkt ënnerschriwwen, ouni iergendwellech Amëschung vun der palästinensescher Regierung. D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef entscheet onofhängeg vun der palästinensescher Eenheetsregierung, wat fir eng Projete si ënnerstëtzt (ausser fir de Méchanisme PEGASE, wou déi Suen iwwert d'Europäesch Kommissioun un d'Eenheetsregierung fléissen). De Risiko null gëtt et bekanntlech net. Och wa Lëtzebuerg net vertrueden ass an den TPO, esou sinn d'Mataarbechter vun der Lëtzebuerger Kooperatioun regelméisseg an den TPO, fir déi Projeten ze kucken. Zum Beispill ass Lëtzebuerg ee- bis zweemol am Joer bei der Commission consultative vun der UNRWA vertrueden a kann op der Plaz nofroe respektiv kontrolléieren, ob alles richteg ëmgesat gëtt. Ausserdeem gi vun der UNRWA all Joer zwou Visites de terrain organiséiert, wei dat de Fall war de 17. an den 18. Juni an de palästinensesche Flüchtlingslageren am Libanon an den 18. an 19. November 2015 zu Gaza. Bei deene Visitte konnt festgestallt ginn, wou déi Sue vun der Kooperatioun investéiert goufen, a virun allem, wei néideg se waren. Am Mäerz 2015 ass och d'ONG AMAN vun der internationaler Consultingfirma COWI op hir Aktivitéite gepréift gi mat engem ganz positive Resultat. AMAN gëtt ausserdeem vun Norwegen an Holland, déi op der Platz eng Vertriedung hunn, mat finanzeiert, zesummen an engem Konsortium mat Lëtzebuerg. AMAN ass och Member vun „Transparency International". Déi Lëtzebuerger humanitär Hëllef gëtt duerch international unerkannten humanitär Organisatiounen an Institutiounen an no internationale Kritäre vun Transparenz an Accountability ëmgesat.

5. Der Lëtzebuerger Regierung si keng Fäll bekannt, wou Geld aus Lëtzebuerg un terroristesch Vereenegunge weidergeleet gi wier.

Question 2373 (12.09.2016) de **M. Gilles Roth** et de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **réception des bagages à l'Aéroport de Luxembourg**:

L'Aéroport de Luxembourg reçoit de plus en plus de passagers et c'est le premier contact de nombreux visiteurs étrangers avec notre pays. Un service de qualité offert aux clients contribue à la bonne réputation de l'Aéroport de Luxembourg et permet également d'améliorer l'image de marque du pays. La société privée lux-Airport, détenue entièrement par l'État luxembourgeois, est responsable de l'exploitation de l'aérogare et du terminal petits porteurs.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le délai de délivrance moyen des bagages?

- Quels sont les délais d'attente des passagers pour la réception des bagages par rapport à d'autres aéroports de capacité semblable?

- La société lux-Airport envisage-t-elle d'améliorer son service et de réduire le temps de délivrance des bagages et, le cas échéant, par quels moyens?

Réponse (04.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes concernant la question parlementaire sous rubrique.

Selon la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, la gestion des bagages à l'aéroport tombe dans les tâches réservées aux prestataires de l'assistance en escale, dont l'habilitation prend la forme d'un agrément décerné par le ministère ayant les transports dans ses attributions sur recommandation de la société de l'Aéroport de Luxembourg SA ci-après «lux-Airport» et à l'issue d'un appel d'offres publié au niveau européen.

À cet agrément sont associés des engagements contractuels envers lux-Airport déterminant les conditions opérationnelles générales ainsi que le niveau de service minimal.

lux-Airport a profité du récent appel d'offres en la matière pour mettre à jour les conditions opérationnelles générales et rehausser le niveau de service minimal. Il est dorénavant, notamment, exigé des assistants en escale qu'ils délivrent le premier bagage endéans les 15 minutes depuis l'arrêt des moteurs des aéronefs en position de parking. Ils disposent de dix minutes pour délivrer l'ensemble des bagages pour un avion régional (par exemple Bombardier Q400), respectivement de 20 minutes pour les bagages d'un avion moyen-courrier (Boeing 737/Airbus A320). Ces objectifs doivent être atteints dans 95% des cas tous vols confondus.

Les conditions de la prise en charge des passagers et de leurs bagages pour chaque vol dépendent encore des contrats de prestation de services que les assistants en escale négocient librement avec les compagnies aériennes sans ingérence de lux-Airport. Les compagnies aériennes peuvent ainsi exiger de leurs cocontractants des niveaux de service plus élevés.

À l'heure actuelle, deux compagnies sont habilitées pour prester les services d'assistance en escale passagers à l'Aéroport de Luxembourg: il s'agit, d'une part, de la société luxembourgeoise de navigation aérienne SA dite «Luxair» et, d'autre part, récemment de la société Aviapartner. Étant donné qu'Aviapartner a reporté apparemment le début de ses opérations sans indication quant à une date exacte, Luxair assure pour le moment seule les services d'assistance en escale pour l'ensemble des passagers de l'Aéroport de Luxembourg. À noter encore que l'agrément décerné à Aviapartner a une durée de validité de sept ans.

Outre les obligations légales de mener les procédures d'appel d'offres et de recommander le ou les finalistes au Ministère pour l'obtention des licences, la mission de lux-Airport, telle que définie dans son contrat avec l'État sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg publié et coordonné par règlement grand-ducal du 19 décembre 2008, se limite à la supervision du respect des contrats de concession d'assistance en escale en matière de passagers et de fret. À ce jour, lux-Airport n'a pas reçu de plainte substantielle de la part des compagnies aériennes en ce qui concerne les services prestés par leur assistant en escale passagers. Les statistiques sur les indicateurs clé de performance à fournir mensuellement par l'assistant en escale à lux-Airport ne montrent pas d'irrégularité.

Pour l'année 2016, la durée de la délivrance des bagages pour les avions régionaux se situait entre neuf et 14 minutes entre le premier respectivement le dernier bagage, alors que la durée pour les avions moyen-courrier se situe entre dix et 20 minutes.

En ce qui concerne la comparaison avec d'autres aéroports de capacité semblable, lux-Airport ne dispose pas de chiffres, étant donné que ces données sont directement liées aux activités aéroportuaires et à ce titre gardées confidentiel. Il n'existe pas non plus de publications fiables sur ces chiffres pour pouvoir faire des comparaisons.

S'il s'avère à l'avenir que les statistiques sur les indicateurs clé de performance fournis par l'assistant en escale renseignent des anomalies persistantes après mise en demeure préalable d'y remédier, le Ministère pourrait, le cas échéant, suspendre voire révoquer les agréments qu'il a décernés. À cette sanction de dernier recours viennent s'ajouter les clauses pénales prévues dans les contrats de prestation de services conclus entre les compagnies aériennes et l'assistant en escale.

Question 2374 (13.09.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **budget de la Société nationale de crédit et d'investissement:**

Suivant les informations parues dans la presse dont notamment le «Lëtzebuerger Land», le Gouvernement aurait transféré 33 millions d'euros de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) au budget de l'État pour alimenter le Fonds souverain intergénérationnel. Cet argent serait issu de la vente des droits de souscription de l'État à la SNCI dans le cadre de la hausse de capital d'ArcelorMittal.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer la transaction susmentionnée?

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à autoriser la SNCI à acheter les droits de souscription de l'État dans le contexte de la recapitalisation d'ArcelorMittal?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la SNCI dispose de 33 millions d'euros de moins à accorder en crédit d'équipement et d'investissement à l'économie nationale et en particulier aux PME?

Réponse commune (05.10.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En droit luxembourgeois, l'article 32-3 de la loi modifiée de 1915 sur les sociétés commerciales dispose que chaque actionnaire a le droit de souscrire par préférence à un nombre d'actions déterminé proportionnellement au nombre d'actions qu'il détient. Ce droit, si la société émettrice le propose, ne peut pas être réduit. Il permet ainsi à l'actionnaire de conserver son pourcentage du capital dans la société, sans se faire diluer dans le cadre d'une augmentation de capital.

Le droit de préférence pour la souscription est détachable de l'action et peut ainsi être vendu à un nouvel investisseur souhaitant acquérir des actions. En effet, les actionnaires ne sont pas obligés de souscrire aux actions nouvelles auxquelles ils ont droit. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, vendre leurs droits à des personnes qui voudraient s'assurer une possibilité de souscription.

Dans le cas de l'augmentation de capital d'ArcelorMittal SA (ci-après «ArcelorMittal»), l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 mars 2016 a approuvé le principe de l'augmentation de capital qui avait été annoncé le 5 février 2016. Le conseil d'administration d'ArcelorMittal a par ailleurs été autorisé par l'assemblée générale à supprimer le droit préférentiel des actionnaires. Toutefois, les actionnaires ont reçu en compensation un droit de type «bon de souscription d'action» comparable à un droit préférentiel de souscription. Cette technique a permis de s'affranchir du délai d'un mois pour exercer les droits de préférence, prévu à l'article 32-3 précité

Un droit fut attribué à chaque action détenue par un actionnaire en date du 14 mars 2016, le détachement de l'action intervenant le 15 mars 2016. Dix droits permettaient de souscrire à l'augmentation de capital d'ArcelorMittal dans une proportion de sept actions nouvelles en contrepartie du paiement d'un prix d'exercice de 2,2 EUR par action. Les droits ont été cotés et négociés à la Bourse de Luxembourg du 15 au 24 mars 2016 inclus, tandis que les droits avaient une période d'exercice jusqu'au 30 mars

2016, avec une date de livraison des actions nouvelles fixée au 8 avril 2016.

La valeur d'un droit est égale à la valeur théorique de l'action (valeur avant l'augmentation de capital) moins la valeur de l'action après l'augmentation de capital, rapporté à la proportion d'attribution. Sur la base du cours de clôture d'ArcelorMittal à la Bourse d'Amsterdam le 10 mars 2016, le prix théorique d'un droit était de 0,84 EUR.

La valeur du droit préférentiel de souscription évolue en fonction des conditions de l'émission et en fonction de la valeur boursière. En Bourse de Luxembourg, le premier cours du droit était de 0,786 EUR et le plus élevé sur la période du 15 au 24 mars 2016 fut de 1,014 EUR.

En début de l'année 2016, l'État luxembourgeoise et la SNCI détenaient respectivement quelque 2,16% et quelque 0,02% d'ArcelorMittal, soit 38.965.330 actions détenues par l'État et 430.989 actions détenues par la SNCI. En date du 14 mars 2016, l'État et la SNCI ont donc reçu un montant équivalent de droits préférentiels de souscription.

L'État a cédé ses droits à la SNCI pour une somme de 32,7 millions EUR, soit pour un montant égal à la valeur théorique du droit de 0,84 EUR figurant dans le prospectus daté du 11 mars 2016 et publié par ArcelorMittal dans le cadre de l'offre de 1.803.359.338 droits de souscription préférentiels pour l'émission d'un maximum de 1.262.351.531 nouvelles actions.

La SNCI a exercé les droits ainsi acquis pour un montant de 60 millions EUR ce qui représente un investissement total de la SNCI de 92,7 millions EUR pour 27.275.731 actions soit un prix de revient unitaire de 3,40 EUR. Force est de constater que le cours de bourse de l'action était de 4,275 EUR le 1er avril 2016 et de 4,925 EUR le 15 avril 2016. Il note au jour de la présente réponse autour de 5,50 EUR.

Il n'aurait pas été responsable, ni conforme au principe «at arm's length», selon lequel des opérations même entre entités liées doivent être effectuées aux conditions du marché, si l'État avait cédé à la SNCI des droits d'une valeur 32,7 millions EUR pour un montant inférieur, voire à titre gratuit.

Grâce à l'opération décrite ci-devant, l'État a réussi à maintenir le niveau de sa participation directe et indirecte dans le capital d'ArcelorMittal, sans devoir effectuer le moindre déboursement. En complément, le produit exceptionnel résultant de la cession des droits de l'État à la SNCI a permis d'alimenter le Fonds souverain intergénérationnel.

Il résulte des comptes et des rapports d'activités de la SNCI que l'établissement, même après cette opération, continue à disposer de moyens suffisants pour satisfaire sa mission de promouvoir la création, l'extension, la conversion, la réorientation et la rationalisation d'entreprises, et notamment de PME en utilisant les différents instruments développés par la banque,

Rappelons dans ce contexte que la SNCI accorde des prêts de création-transmission à des PME nouvellement créées ou reprises, des crédits d'équipement, des prêts à l'investissement ainsi que des financements à l'étranger aux entreprises luxembourgeoises désireuses de se développer sur les marchés internationaux.

En 2014, la SNCI a élargi ses financements à la Recherche, Développement & Innovation, aux Entreprises novatrices et aux projets de développement des entreprises via trois nouveaux types de prêt.

En 2015, la SNCI, avec le Fonds européen d'investissement (FEI), a rendu opérationnel le Luxembourg Future Fund doté d'un capital de 150 millions EUR. Il s'agit d'un instrument de financement complémentaire aux outils existants de la SNCI qui vise les entreprises étrangères apporteuses d'activités au Luxembourg qui ont le potentiel de soutenir de manière significative la diversification et le développement durables de l'économie luxembourgeoise. Autre fait marquant de l'année 2015, la SNCI et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé une déclaration d'intention par laquelle les deux institutions s'engagent à collaborer dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, dit «plan Juncker», et ce notamment dans le contexte de l'enveloppe de 80 millions EUR prévue pour le financement de projets compatibles avec la mission de la SNCI.

En 2016, la SNCI a participé au lancement du Digital Tech Fund. Ce fonds d'amorçage a été créé par le Gouvernement et un groupe d'investisseurs privés pour soutenir le financement et le développement de start-up actives dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

La mise en place de tous ces nouveaux instruments a complété la gamme de produits de la SNCI qui dispose désormais d'une palette de financements couvrant l'ensemble des phases dans le cycle de développement d'une entreprise - création, développement, innovation, investissement et transmission.

Question 2375 (13.09.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **remboursement des soins de médecine dentaire:**

Les soins de médecine dentaire sont pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) suivant les conditions fixées par la convention des médecins-dentistes, les statuts de la CNS et la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes.

Alors que la plupart des obturations sont faites aujourd'hui avec des composites, ces derniers, sont toujours repris dans la nomenclature par le code CP8 (convenance personnelle) et ne sont dès lors pas remboursés par la Caisse nationale de santé.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quels sont les matériaux prévus et remboursés pour les obturations? S'agit-il encore d'amalgame? Dans l'affirmative, y a-t-il encore des dentistes utilisant de l'amalgame? Existe-t-il des statistiques?

2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas que la nomenclature devrait prévoir et rembourser de matériaux couramment utilisés comme p. ex. les composites?

Réponse commune (28.09.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. En relation avec les obturations dentaires, la nomenclature des actes et services des médecins dentistes prévoit les tarifs suivants:

- DS14 - «obturation, une face»

- DS15 - «obturation portant sur deux faces d'une dent»

- DS16 - «obturation portant sur trois faces ou plus, par dent».

Par conséquent, la nomenclature différencie uniquement quant à l'étendue anatomique d'une obturation, non pas quant aux matériaux d'obturation utilises.

Le code CP8 (convenance personnelle) n'existe pas en nomenclature et n'est pas remboursé; il s'agit d'un code non spécifique défini par l'art. 50 de la Convention des médecins-dentistes (Convention entre l'Union des caisses de maladie et l'Association des médecins et médecins-dentistes, conclue en exécution de l'art. 61 et suivants du Code des assurances sociales) et libellé comme suit: «prestations et fournitures dentaires convenues avec la personne protégée et délivrées en dépassement des tarifs de prise en charge de l'assurance maladie ou de l'assurance contre les accidents».

En pratique, dans un nombre important de cas d'obturations en composite, des médecins-dentistes facturent un CP8 avec une ou plusieurs obturations.

Dans un nombre restreint de cas et dans un ordre de grandeur décroissant, il s'agit encore d'amalgame et il y a un nombre restreint de dentistes qui utilisent encore de l'amalgame.

En effet, l'avis de la Direction générale «Health and Food Safety» de la Commission européenne du 8 mai 2015, évaluant l'évidence scientifique entre amalgames et matériaux d'obturation alternatifs, d'une part, et allergies, désordres neurologiques ou autres effets secondaires, d'autre part, retient les conclusions suivantes:

- l'évidence scientifique n'exclut ni l'utilisation de l'amalgame, ni celle de matériaux alternatifs d'obturation;

- le choix des matériaux utilisés devrait être adapté individuellement aux patients (dents permanentes ou dents de lait, femmes enceintes, allergies au mercure ou à d'autres composantes des matériaux d'obturation, insuffisance rénale);

- pour dents de lait et femmes enceintes, des matériaux alternatifs devraient être de première intention;

- il y a nécessité de davantage de recherche sur les dangers potentiels des amalgames et sur la toxicité des matériaux alternatifs d'obturation ainsi que de développement de nouveaux matériaux d'obturation alternatifs haut degré de biocompatibilité.

Vu que la nomenclature ne différencie pas entre les différents matériaux d'obturation utilisés et que le code CP8 est un code non spécifique, il n'existe pas de statistiques à ce jour.

ad 2. Actuellement des discussions sont en cours au sujet de la révision de certains tarifs en matière de soins dentaires. Mais la décision définitive y relative sera prise dans le cadre de la réunion quadripartite du 26 octobre 2016, à laquelle le Département de la sécurité sociale présentera, en accord avec les partenaires sociaux et les prestataires, la liste des nouveaux traitements remboursés par l'assurance maladie.

Question 2377 (13.09.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **Turquie sur la liste des pays d'origine sûrs**:

En effet, la Commission européenne vient de proposer une liste européenne commune de pays d'origine sûrs qui devrait remplacer les listes nationales dans trois ans. Dans une première étape, la Commission propose d'y inclure l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie ainsi que la Turquie. Dans ce contexte, il faut souligner que la Turquie ne figure pas - contrairement aux autres pays proposés par la Commission - sur la liste nationale luxembourgeoise de pays d'origine sûrs.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre soutient-il la liste proposée par la Commission notamment en ce qui concerne l'octroi du statut de pays d'origine sûr à la Turquie?

2) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer également la position officielle du Gouvernement sur cette question?

Réponse (07.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1) Le Luxembourg soutient le principe d'une approche harmonisée en matière d'asile par le biais de l'introduction d'une liste européenne commune sur les pays tiers d'origine sûrs.

2) Le 9 septembre 2015, la Commission européenne a présenté sa proposition de règlement établissant une liste commune de l'Union de pays tiers présumés «d'origine sûrs». Elle a pour objectif de renforcer les dispositions existantes concernant les pays d'origine sûrs figurant dans la directive 2013/32/UE relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (dite «Directive Procédure»). Les pays tiers énumérés par l'honorable Député figurent à l'annexe I de la proposition législative. Afin de pouvoir se prononcer sur cette liste, les colégislateurs ont demandé des avis sur les différents pays tiers proposés tant à l'agence européenne des droits fondamentaux qu'au bureau européen d'appui en matière d'asile. Ils sont encore dans l'attente de l'avis du bureau européen d'appui en matière d'asile, qui est essentiel pour pouvoir se prononcer sur le bien-fondé de l'inclusion de ces pays tiers dans cette liste.

Question 2378 (14.09.2016) de **M. Gilles Roth** et de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **permis à points**:

Au Luxembourg le permis à points possède un capital initial de douze points. À chaque infraction au Code de la route constatée et donnant lieu à des réductions de points, des points sont retirés du permis de conduire. La législation actuelle sur le permis à points prévoit que le contrevenant est dûment informé, par lettre recommandée, de toute diminution du nombre de points de sorte à être régulièrement tenu au courant du niveau actuel de son capital de points. Il nous revient dans ce contexte qu'en cas d'omission de retirer la lettre recommandée dans le délai indiqué, le contrevenant ne se verrait pas retirer des points de son permis de conduire.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de lettres recommandées qui n'ont pas été retirées par les contrevenants et qui ont été par conséquent retournées au destinataire?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre cette problématique?

Réponse (04.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le permis de conduire à points.

Conformément à l'article 2bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, la réduction de points suite à un avertissement taxé intervient de plein droit au moment du paiement de la taxe. La réduction de points suite à une décision judiciaire a lieu au moment où cette décision devient irrévocable.

Avant de décerner un avertissement taxé en relation avec une contravention donnant lieu à une réduction de points, le membre de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises avise le contrevenant de la réduction de points qu'entraîne le règlement de cet avertissement taxé. En cas d'une décision judiciaire, le parquet compétent informe les personnes concernées sur le fait qu'une condamnation judiciaire irrévocable pourra faire l'objet d'une déduction de points subséquente.

Toute réduction de points donne lieu à une information écrite de l'intéressé sur la ou les infractions à l'origine de la réduction de points ainsi que sur le nombre de points dont le permis de conduire concerné reste affecté. Cette information se fait par courrier recommandé à l'adresse officielle de la personne concernée. Au cas où le destinataire du courrier recommandé omet de retirer ou refuse le pli, l'information est réputée être faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes, voire le jour où le courrier recommandé est retourné à l'expéditeur.

Par conséquent, le fait de ne pas retirer la lettre recommandée qui contient l'information relative à une perte de points n'entraîne en aucun cas une annulation, voire un non-retrait de points.

Pour l'année 2015, 22.343 courriers recommandés ont été envoyés suite à une réduction de points, dont 6.503 (29,10%) lettres à destination d'adresses étrangères. Il n'existe pas de chiffres sur le nombre de lettres retournées.

Question 2379 (14.09.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur**:

Selon les statistiques officielles, au moins une personne par jour est victime au Luxembourg d'un arrêt cardiaque foudroyant en dehors du milieu hospitalier. En l'absence d'une prise en charge immédiate, plus de 97% des personnes concernées meurent des suites de cet arrêt cardiaque. Alors que dans d'autres pays 30 ou 40% des victimes d'un arrêt cardiaque peuvent être réanimées, seulement environ 4% des victimes ont cette chance au Grand-Duché de Luxembourg.

Le Ministère de la Santé envisage de sensibiliser la population au travers de campagnes d'information sur les emplacements des défibrillateurs externes automatisés disséminés à travers tout le Grand-Duché.

Selon mes informations il existerait dorénavant un drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur. Quand le Central des secours d'urgence reçoit un appel pour un arrêt cardiaque et qu'aucun défibrillateur n'est disponible à proximité, elle peut envoyer directement un drone sur les lieux et donner les instructions nécessaires aux témoins qui se trouvent sur place.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de cette nouvelle technologie?

- Le Gouvernement estime-t-il que cette technologie pourrait sauver davantage de patients victimes d'un arrêt cardiaque?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il acquérir de tels drones?

Réponse commune (18.10.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Marc Spautz souhaite obtenir des informations relatives à un drone «ambulance» équipé d'un défibrillateur.

L'Administration des services de secours offre depuis des dizaines d'années des cours de premiers secours à la population visant à l'initier aux gestes de premiers secours, dont ceux de la prise en charge d'un arrêt cardiaque.

Actuellement toutes les ambulances des services de secours publics sont dotées d'un défi-

brillateur et les équipes sont formées au maniement de cet appareil. Parallèlement et suite aux initiatives d'autres partenaires, comme le projet «Réagis» du «Luxembourg Resuscitation Council», de nombreuses communes ont décidé d'implanter des défibrillateurs sur leur territoire. À cela s'ajoute que les opérateurs du Central des secours d'urgence du 112 sont formés à assister les témoins en situation d'urgence, en leur donnant des instructions pour les gestes de réanimation à exercer sur la victime («Phone-CPR»).

Le drone «ambulance» trouve son origine aux Pays-Bas, qui font en effet régulièrement appel à cet instrument pour permettre à la population un accès plus facile et rapide en cas d'un arrêt cardiaque. La réalisation d'un tel projet nécessite cependant d'importants moyens techniques et un personnel formé à cet effet. De plus, il faut savoir que le périmètre d'action d'un drone est limité.

Considérant ces contraintes techniques et pratiques, le Gouvernement est d'avis qu'à ce stade il n'est pas utile de mettre en place un tel système de drones livreurs.

Rappelons qu'avec la mise en place du service «First Responder» en 2013, en étroite collaboration avec les autorités communales, un nouvel acteur de la chaîne des secours est en mesure de prodiguer les actes de premiers secours dans les plus brefs délais à la population locale. Nous comptons à ce jour 47 services de «First Responder» implantés principalement dans les régions rurales du pays.

Cependant il est évident que le Gouvernement continuera à soutenir toute initiative en faveur de la qualité de la prise en charge des arrêts cardiaques au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2380 (14.09.2016) de **Mme Diane Adehm** et de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **radicalisation des femmes**:

D'après la Deutsche Presse Agentur (dpa), de plus en plus de jeunes femmes seraient en train de se radicaliser en Allemagne. À la différence des garçons, la radicalisation religieuse des jeunes femmes se ferait en silence. La radicalisation s'observerait par ailleurs déjà chez des filles de 13 ans.

En France, dans le contexte d'un attentat récemment déjoué, le procureur de Paris a évoqué «un commando terroriste composé de jeunes femmes totalement réceptives à l'idéologie mortifère de Daech». Dans une interview accordée au Monde, le procureur de Paris indique par ailleurs une accélération des dossiers de jeunes filles mineures, avec des profils très inquiétants, des personnalités très dures qui seraient parfois à l'origine de projets terroristes intellectuellement très aboutis.

Selon certains, des femmes prêtes à une action kamikaze resteraient un phénomène nouveau pour l'État islamique, alors qu'elles ont jusqu'à présent surtout servi comme vecteurs de transmission culturelle et religieuse via leurs enfants.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) En ce qui concerne la radicalisation de jeunes femmes, le Gouvernement constate-t-il une évolution similaire à celle observée en Allemagne?

2) Quelle est la stratégie du Gouvernement pour endiguer ce phénomène?

3) Le Gouvernement a-t-il connaissance de jeunes femmes résidentes parties en Syrie sinon dans les pays limitrophes de la Syrie pour s'engager aux côtés de Daech? Qu'en est-il des hommes? Combien de ces personnes ont entretemps quitté ces territoires en direction de l'Europe? Combien de ces personnes se trouvent actuellement au Luxembourg?

4) Alors qu'en France, 59 femmes sont actuellement mises en examen dans des dossiers de filières djihadistes ou de projets d'attentats, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous relater les chiffres luxembourgeois en la matière? Qu'en est-il des hommes?

- En Allemagne, on évoque la présence de 520 «Gefährder» islamistes, de même que de 360 personnes qualifiées de «relevant». Une classification similaire existe-t-elle au Luxembourg? Dans l'affirmative, combien de personnes sont actuellement fichées comme telles au Luxembourg?

Réponse commune (18.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

1) Les honorables Députés renvoient au cas de l'Allemagne où il a pu être constaté que des jeunes filles s'intéressent à l'idéologie salafiste qui constitue la base idéologique pour le djihadisme. Au Luxembourg, ni le parquet, ni les autorités policières ne constatent à l'heure actuelle une évolution comparable à celle en Allemagne, et notamment une radicalisation de jeunes femmes à un point tel qu'elles seraient prêtes à une action kamikaze.

2) Des mesures plus générales ont été mises en place par le Gouvernement pour prévenir les phénomènes de la radicalisation. Une sensibilisation et une formation d'enseignants notamment a été mise en route.

Par ailleurs, depuis le 1er octobre la Police grand-ducale se charge d'informer et d'orienter les personnes en voie de radicalisation ainsi que leurs familles et leurs proches au numéro de téléphone 2477-2477.

Prochainement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région mettra en place un service d'écoute et d'accompagnement de personnes qui sont confrontées de quelque manière que ce soit à l'extrémisme et à une radicalisation violente.

3) En ce qui concerne le nombre de femmes et d'hommes partis en Syrie pour s'engager aux côtés de Daech, nous pouvons fournir l'information qu'actuellement moins d'une dizaine de personnes ont quitté le Luxembourg vers la Syrie. Parmi ces personnes, il y a au moins une femme, mais dont l'engagement aux côtés de Daech n'a pas pu être confirmé.

Nous voudrions renvoyer dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n°0734 du 21 novembre 2014 (*cf. compte rendu n°5 / session ordinaire 2014-2015*) de Monsieur le Député Laurent Mosar.

4) À l'heure actuelle, il n'y a pas de mise en examen en relation avec des dossiers de filières djihadistes ou de projets d'attentats.

5) Le Luxembourg ne connaît pas de classification similaire à celle existant en Allemagne.

Question 2383 (16.09.2016) de **M. André Bauler** et de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **signalisation d'interdiction de baignade dans le Lac de la Haute-Sûre**:

En date du 31 août 2016, vos services ont publié un communiqué déconseillant la baignade dans le Lac de la Haute-Sûre suite à la prolifération d'algues. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a confirmé cette information le 13 septembre.

Au vu de cette situation, une compétition de triathlon programmée pour le 17 septembre a été réduite à un duathlon afin de ne pas mettre en danger la santé des athlètes inscrits. Or, selon nos informations, aucune signalisation appropriée n'aurait été aménagée, ni à la plage, ni aux alentours de celle-ci.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle en mesure d'informer sur l'évolution récente dans ce dossier?

2) Madame la Ministre peut-elle confirmer l'absence de panneaux d'information installés aux endroits stratégiques du lac afin de sensibiliser les baigneurs potentiels? Pourquoi les autorités responsables n'ont-elles pas réagi adéquatement face à cette situation?

3) Madame la Ministre est-elle disposée à insister également sur l'interdiction de consommer les poissons pêchés au lac et d'en informer les pêcheurs concernés par le biais de panneaux placés aux endroits critiques?

Réponse (14.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

1) En ce moment, début octobre 2016, les efflorescences des cyanobactéries sont toujours bien présentes dans le Lac de la Haute-Sûre. Les colonies se maintiennent et leur dégradation n'est pas attendue dans les prochaines semaines. Les efflorescences observées lors des années précédentes se sont maintenues jusqu'en novembre et les concentrations de toxines dans les couches supérieures du Lac de la Haute-Sûre sont restées à un niveau élevé jusqu'au «retournement» du Lac. Ce phénomène physique se produit lorsque l'eau à la surface du lac se refroidit et qu'elle atteint une densité supérieure à celle de l'eau encore plus chaude des couches plus profondes.

Tout contact de personnes ou d'animaux avec l'eau du Lac de la Haute-Sûre est à éviter jusqu'à ce que les résultats prouvent une concentration en toxines en dessous des limites prescrites par l'Organisation mondiale de la santé. Les premiers résultats des analyses techniquement très complexes sont attendus dans les prochains jours.

2) La directive 2006/7/CE concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade prévoit l'installation de panneaux près des plages officielles afin d'informer le public et les usagers de l'eau de la qualité des eaux de baignade. La qualité des eaux de baignade est évaluée sur base de la qualité bactériologique et les panneaux ont été installés en 2010 sur les six plages officielles du Lac de la Haute-Sûre: Rommwiss, Burfelt, Insenborn, Lultzhausen, Liefrange et Fuussefeld. La directive 2006/7/CE a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 19 mai 2009 déterminant les mesures de protection spéciale et les programmes de surveillance de l'état des eaux de baignade. La procédure de signalisation et de contrôle lors d'apparition d'efflorescences de cyanobactéries n'est pas clairement définie par la directive précitée et le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas non plus réglementé la démarche. Pour des raisons de ressources humaines et financières et vu le fait que les efflorescences massives étaient survenues les années précédentes en dehors de la saison balnéaire officielle qui se termine chaque année le 31 août, la signalisation de l'interdiction de baignade a été affichée sur les panneaux mentionnés ci-dessus.

3) Le mardi 30 août 2016, il a été signalé à l'Administration de la gestion de l'eau qu'une efflorescence d'algues bleues était en train de se former. L'Institut de recherche public LIST a tout de suite été contacté dans le cadre du contrat de coopération pour le suivi des efflorescences de cyanobactéries dans le Lac de la Haute-Sûre. Ce contrat est en vigueur depuis 2010. L'administration a été informée le jour même en fin d'après-midi par l'expert en charge que des poissons morts avaient été observés près de la plage de Rommwiss. Le soir de la même journée, un communiqué de presse a été publié par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures que la baignade était fortement déconseillée dans tout le Lac de la Haute-Sûre. Il n'y a pas eu d'interdiction stricte puisque la base légale ne prévoit pas d'interdiction lors d'efflorescence de cyanobactéries.

Dès le lendemain un agent de l'Administration de la gestion de l'eau s'est rendu au Lac de la Haute-Sûre afin de fixer des panneaux d'interdiction de baignade. Une partie de ces panneaux a été enlevée par la suite par des inconnus.

Le suivi des cyanobactéries est toujours en train d'être réalisé et les personnes qui ont pris contact avec l'Administration de la gestion de l'eau ou avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ou encore avec le LIST ont reçu une réponse dans les meilleurs délais.

4) Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a aussi déconseillé de consommer des poissons, vu que les toxines s'accumulent apparemment dans les poissons. Cependant ce n'est pas dans la compétence de la Ministre de l'Environnement de prononcer des interdictions de consommation, mais dans celle de la Ministre de la Santé. Par conséquent, la Division de la sécurité alimentaire et la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé ont confirmé par la suite que la consommation des poissons et la pratique de toute activité aquatique étaient dangereuses pendant les efflorescences des cyanobactéries.

Il est indispensable après une efflorescence de cyanobactéries d'une envergure telle qu'elle s'est produite pendant cet été que les différents acteurs, en l'occurrence les communes autour du Lac de la Haute-Sûre, la Direction de la santé, l'Administration des ponts et chaussées et les acteurs locaux présents sur place puissent mieux réagir et observer les évolutions au niveau d'efflorescences. L'Administration de la gestion de l'eau organisera durant les mois à venir des réunions de concertation avec les acteurs concernés précités afin d'établir une procédure d'alerte et de suivi pour l'année prochaine. D'autre part, l'administration a été mandatée d'étudier des alternatives pour faciliter l'information en cas d'interdiction de baignade.

Question 2385 (16.09.2016) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **semaine de la sécurité au travail:**

Le rapport annuel de l'Inspection du travail et des mines (ITM) présenté récemment fait état de quelque 27.000 accidents du travail par an, dont environ la moitié concernent le secteur de la construction. En 2015 onze accidents du travail étaient mortels, alors que près de 1.200 provoquent chaque année des lésions permanentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes:

- Dans l'esprit d'une sensibilisation renforcée et d'une meilleure prévention, l'idée d'une semaine spécifique de la sécurité au travail pour le domaine de la construction a été mentionnée. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que l'organisation d'une telle initiative est en préparation?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner plus d'informations sur le détail de cette manifestation?

- Quels autres moyens Monsieur le Ministre entend-il déployer afin de réduire les accidents du travail?

Réponse (17.10.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le secteur de la construction représente actuellement plus d'un quart des accidents du travail et a connu ces derniers temps de nouveau un certain nombre d'accidents graves, voire tragiques.

Par conséquent, nous souhaitons renforcer la sensibilisation des entreprises et des salariés de ce secteur pour réduire le nombre des accidents de travail, en organisant au courant de l'année prochaine une semaine de la sécurité au travail, en étroite collaboration avec les représentants des employeurs, les chambres professionnelles, les syndicats, l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) et l'Association d'assurance accident (AAA) et l'Inspection du travail et des mines (ITM). Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de prévention en sécurité et santé au travail «VISION ZÉRO».

Une première réunion entre les parties directement concernées en présence des ministres ayant le Travail et la Sécurité sociale dans leurs attributions a eu lieu en date du 6 octobre 2016 au cours de laquelle ont été déterminées les modalités préliminaires relatives à cette initiative.

Il a notamment été déterminé qu'un groupe de travail sous la direction de l'ITM et composé d'un membre de chaque partie est chargé de définir l'ensemble des mesures à mettre en place dans le cadre de cette semaine de la sécurité dans le secteur de la construction, qui doit être pragmatique et accompagnée notamment par des actions de sensibilisation sur le chantier.

Il s'agit de mettre en œuvre des synergies en vue de contribuer au succès de la semaine de sécurité au travail dont l'objectif sera de prévenir et de sensibiliser de façon durable les employeurs, les salariés, les salariés désignes ainsi que les délégués à la sécurité et à la sante en matière de conditions de travail et surtout en matière de sécurité et de santé au travail.

À cet effet, il est prévu de multiplier les contrôles sur les chantiers pour attirer l'attention des employeurs comme des salariés sur les risques potentiels et les mesures de prévention.

Dans ce contexte, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire soutient activement la formation des délégués à la sécurité et à la santé, pour qu'ils puissent mieux accomplir leur tâche dans l'intérêt de la sécurité de tous les salariés.

Question 2386 (19.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH):**

Dans sa réponse à ma question orale n°212 du 5 juillet 2016 *(cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016)*, Monsieur le Ministre a fait préciser qu'il convient de repenser l'offre en formations répondant aux besoins du secteur Horeca, essentiellement assurée par le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) à Diekirch.

Dans ce contexte, le Ministre a annoncé élaborer «un concept national» pour l'ensemble du secteur Horeca en collaboration avec des partenaires externes et les lycées concernés.

Concernant la démission de la directrice du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck, le Ministre souligne qu'un nouveau directeur ne sera proposé qu'après la mise en place du concept national.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'élaboration du concept national? Quels en sont les objectifs principaux?

- Le Ministère a-t-il déjà consulté des partenaires externes? Dans l'affirmative, quels ont été ces partenaires? Quelles sont les conclusions tirées de ces consultations?

- Pour quelles raisons le poste de nouveau directeur ne sera-t-il occupé qu'après l'élaboration du concept national? Les exigences requises pour le poste en question varient-elles en fonction du concept national?

- Quand le Ministre envisage-t-il de nommer un nouveau directeur?

- Monsieur le Ministre a annoncé que le LTHAH se verrait attribuer la qualité d'un centre d'excellence. Le Ministre peut-il me fournir des informations supplémentaires sur le centre d'excellence?

- Quelles seront ses fonctions?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à la question de l'honorable Députée, je peux fournir les renseignements suivants concernant l'avancement des réflexions autour de l'offre scolaire dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme.

Un groupe d'échange a été instauré impliquant des représentants de l'Horesca et de la Chambre de Commerce. Ledit groupe élaborera:

- une stratégie nationale en définissant les différentes formes de formations, les domaines de formation phares ainsi que les niveaux des diplômes visés;

- les nouvelles formations à organiser;

- les écoles qui s'impliqueront dans ces domaines de formation à travers tout le pays;

- le fonctionnement futur du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck.

Le même groupe fera une proposition quant aux dispositions légales régissant le LTHAH.

À court terme, le LTHAH s'engage dans la formation en concomitant. À moyen terme, un BTS pourrait être offert au LTHAH. La mise en place d'un hôtel d'application serait également envisageable.

Finalement, je tiens à réagir aux nombreuses rumeurs qui circulent en précisant que le LTHAH est une école ayant des mérites innombrables, qu'il maintiendra son indépendance et qu'il restera évidemment implanté à Diekirch.

Question 2387 (21.09.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **déversement du liquide AdBlue à l'aire de Berchem et** la **pollution de l'Alzette:**

Dans sa réponse du 4 août 2016 *(cf. question parlementaire n°2253, compte rendu n°1/session ordinaire 2016-2017)*, Madame la Ministre confirme que la pollution constatée de l'eau de l'Alzette non loin de l'aire de Berchem pourrait être en lien avec le déversement de quantités importantes du liquide AdBlue qui s'est produit en juillet sur un tuyau du réseau de distribution de ce produit lié à la piste camion d'une station-service située sur l'aire de Berchem Sud (en direction de Luxembourg). Au moment de l'envoi de la réponse de Madame la Ministre, des mesures pour examiner ce lien éventuel auraient toujours été en cours sur le site.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que vous pouvez entre-temps confirmer avec certitude que la pollution de l'Alzette était bien due au déversement du produit AdBlue à la station de l'aire de Berchem Sud?

2. Est-ce que le déversement d'AdBlue en juillet 2016 était le premier accident de ce type sur l'aire de Berchem?

3. Si non, quand est-ce que le premier déversement d'AdBlue a eu lieu?

4. Est-ce que l'exploitant de la station-service a respecté les exigences légales très strictes concernant le matériel de stockage d'AdBlue ainsi que son contrôle et son entretien?

Selon mes informations, des forages ont été réalisés à côté des pompes pour automobiles et camions à la station-service de l'aire de Berchem Sud.

5. À quoi visaient ces forages? Quelle était la profondeur des forages effectués? Quels en sont les résultats?

6. Les résultats des analyses seront-ils communiqués au public?

Vu qu'il existe une deuxième station-service en face en direction de Dudelange les questions suivantes s'imposent:

7. Est-ce que cette station-service a également déjà été concernée par un déversement du liquide AdBlue ou d'une autre substance nocive?

8. Est-ce que les eaux usées de ce site font l'objet de contrôles avant de couler dans le Bibeschbaach?

Concernant les sanctions encourues par l'exploitant dans le cas où un lien entre la pollution de l'Alzette et le déversement d'AdBlue est effectivement établi, je voudrais demander les précisions suivantes:

9. Est-ce que les frais pour les examens réalisés dans le cadre du déversement du liquide seront mis à charge de l'exploitant de la station-service?

10. Est-ce que le principe du pollueur-payeur sera appliqué?

Finalement il faut noter que le cours de l'Alzette où la pollution a été constatée se trouve à environ deux kilomètres de l'endroit où le déversement d'AdBlue s'est produit. Si un lien entre la pollution de l'Alzette et le déversement d'AdBlue est confirmé, l'effluent contaminé aura donc traversé des prés sur une distance de plus d'un kilomètre avant de couler dans l'Alzette. Ce secteur se distingue notamment par la présence de gibier et de vaches au pâturage.

11. Dans l'affirmative à la question 1, est-ce que les prés concernés ont fait l'objet d'examens? Si oui, quels sont les résultats?

12. Au vu des poissons retrouvés morts dans l'Alzette, est-ce Madame la Ministre peut donner des indications sur l'impact de l'absorption de l'eau contaminée sur la faune précitée?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Les investigations menées au courant des derniers mois ne me permettent pas de confirmer avec certitude que la pollution de l'Alzette provenait uniquement du déversement de produit AdBlue, mais elles ont permis d'identifier et de confirmer une source de pollution du ruisseau traversant le lieu-dit Méckenheck et de l'Alzette liée à des valeurs très élevées en ammonium, nitrites et nitrates.

ad 2. et 3. Il s'agit en effet du premier déversement accidentel d'AdBlue qui a été communiqué aux autorités.

Notons que des premiers indices ponctuels de teneurs en nitrates dans le sol ont été documentés en 2013 sur la plate-forme Shell. Pourtant, un lien avec le produit AdBlue a été écarté à ce moment par le bureau d'études. Suite aux évènements récents cette conclusion a été rectifiée.

Sur base des données récoltées, on ne peut donc pas exclure qu'il n'y a pas eu de déversement accidentel avant cette première communication envers les autorités publiques.

ad 4. Il est à relever que l'exploitant n'a pas rempli toutes les conditions d'exploitation de l'arrêté d'autorisation du 30 juillet 2015 (p. ex.: réseau de distribution entier à double parois).

À noter par ailleurs que les installations de stockage et de transvasement d'AdBlue, considérées seules, ne figurent pas dans le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés. C'est ainsi que les installations d'AdBlue sont considérées comme éléments connexes dans le sens de l'article 1er de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Il faut préciser que le produit AdBlue est une solution aqueuse d'urée se composant d'urée (32,5%) et de l'eau (67,5%) et selon les dispositions réglementaires en matière de substances chimiques et de produits dangereux, la solution aqueuse d'urée n'est pas classée comme étant dangereuse. Cette substance est utilisée pour les besoins de réduction des émissions en oxydes d'azotes des poids lourds. Les installations de distribution furent introduites à l'aire de Berchem en 2005. Cette installation a été modifiée une dernière fois en juillet 2015 avec des conditions d'exploitations qui ont été mises à jour.

ad 5. Les forages se sont faits dans le cadre de «l'étude relative à la détermination de la pollution éventuelle du sol, du sous-sol et des eaux souterraines, à une détermination du produit AdBlue et de ses produits de décomposition via toutes les voies de propagation possibles, telles que gaines techniques, canalisations, drainages, etc.», telle qu'exigée à l'article 1er, point 3) de l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016.

La réalisation de tels forages fait partie de la procédure pour l'élaboration d'études diagnostiques de pollution des sols souvent exigées, notamment en cas de pollutions ou en cas de cessations d'activités définitives d'établissements classés.

Dans la période du 5 au 12 septembre 2016, 26 sondages carottés battus ont été réalisés sous surveillance de l'organisme agréé en charge. Ainsi des profondeurs allant de 2,2 m à 7,2 m ont été atteintes.

Actuellement, l'organisme agréé estime que 40.000 m^3 de terres ont été impactés par le déversement d'AdBlue. Or, des forages supplémentaires sont encore requis pour obtenir des résultats plus détaillés.

ad 6. La date butoir pour la remise des études servant à l'évaluation de l'état du site et les mesures d'assainissement était fixée au 30 septembre 2016 par l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016. L'analyse de toutes les données fournies en exécution de l'arrêté précité ainsi que la concertation entre acteurs publics sont encore en cours. Suite à cet exercice technique, les conclusions seront communiquées au public.

ad 7. Des analyses de sol réalisées en 2013-2014, ont permis de documenter des pollutions dues aux produits pétroliers et ceci sur les deux aires de service. Une grande partie de ces pollutions sont confinées par des mesures de sécurisation en place ou programmées.

Même si un déversement AdBlue d'une envergure comparable au cas présent n'est pas connu pour la station-service en face, les administrations concernées restent vigilantes et ont effectué des analyses de l'eau de ce côté.

ad 8. Il faut d'abord préciser que les eaux usées de l'aire de Berchem ne sont pas déversées dans les ruisseaux Méckenheck ou Bibeschbaach, mais elles sont raccordées à la station d'épuration de Bettembourg. Les eaux déversées dans les cours d'eau longeant l'aire de Berchem sont des eaux dites pluviales (originaires des aires de stationnement, toitures et des drainages).

Avant l'incident les eaux déversées vers la Bibeschbaach, en provenance de la station de service en direction de Dudelange, donc de l'autre côté de la station Shell, n'ont pas fait objet d'un contrôle supplémentaire régulier en ce qui concerne la présence d'urée, d'ammonium, de nitrites ou nitrates dans les eaux rejetées. Néanmoins, il faut préciser que l'Administration de la gestion de l'eau a procédé à des contrôles réguliers dans le Bibeschbaach à hauteur du croisement avec l'autoroute A3 qui n'ont jusqu'à présent pas montré des valeurs anomales. Des contrôles supplémentaires sont et seront exécutés. En outre, des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la teneur en hydrocarbures, matières décantables et matières en suspension dans la sortie de l'installation de traitement des eaux pluviales. Ce sont d'ailleurs ces polluants pour lesquels l'installation de traitement est conçue.

En ce qui concerne le déversement des eaux pluviales vers la Méckenheck, donc du côté de la station Shell, la situation se présente différemment. En effet, en exécution de l'arrêté de mise en demeure, un monitoring en continu est obligatoire pour l'urée, l'ammonium, les nitrites ou les nitrates. Il y a lieu de préciser que dans les conditions actuelles les eaux pluviales sont récoltées sur le site et prises en charge par une entreprise spécialisée. Finalement l'exploitant a la charge de présenter aux autorités un concept approprié pour la gestion des eaux pluviales.

ad 9. et 10. L'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 a imposé à la société Shell Luxembourgeoise sàrl d'effectuer différentes mesures (monitoring, rapports, études, etc.) qui sont donc à leur charge. Dans ce sens le principe du pollueur-payeur est appliqué. À ceci s'ajoute que selon les dispositions du contrat de concession, cette même société devra prendre en charge tous les dommages subis et les réparations y relatives.

ad 11. - 12. En complément à ma réponse à la question parlementaire n°2253 du 27 juillet 2016 de l'honorable Député Monsieur Gusty Graas, je souhaite préciser que l'urée présente dans le produit AdBlue se transforme en milieu naturel en ammonium, nitrites et nitrates qui sont également des substances chimiques très solubles dans l'eau et omniprésentes dans notre environnement.

Après la notification de l'incident, l'Administration de la gestion de l'eau a procédé à des analyses de l'eau déversée vers la Méckenheck et les valeurs mesurées étaient évidemment élevées. Or, dans le cadre de l'exécution de la mise en demeure, il a été décidé de limiter voire d'interdire tout déversement d'eaux chargées avec ces substances chimiques vers la Méckenheck/Alzette. Par ailleurs, il faut préciser qu'une grande partie du ruisseau est canalisé et ainsi le contact avec la faune est limité.

Pour rappel, les substances précitées sont seulement toxiques pour la santé de l'homme si elles étaient présentes à des concentrations très élevées et si l'eau en question était destinée à la consommation humaine ce qui n'est pas le cas pour l'eau de l'Alzette.

Question 2389 (19.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **droits de l'homme et** la **liberté de religion en Iran**:

Den nationale geeschtleche Rot vun de Lëtzebuerger Baha'i huet der Chamber, a méiglecherweis aneren Autoritéiten, eng Kopie vun engem Bréif zoukomme gelooss, deen déi international Communautéit vun de Baha'i un de President vun der Islamescher Republik Iran geschéckt huet.

An deem Bréif gëtt op déi staark Oppressioun opmierksam gemaach, déi d'Baha'i am Iran duerchmaachen. Et geet virun allem dorëms, datt de Kanner a Jugendlechen aus dëser Communautéit den Accès un d'Bildung verbuede gëtt, an datt et de Baha'i am Iran ganz schwéier bis onméiglech gemaach gëtt, e Beruff auszeüben an esou fir de Liewensënnerhalt vun hirer Famill ze suergen. Am Bréif un de President vun der Islamescher Republik Iran steet den Ausdrock vun „ekonomescher Apartheid".

Dowéinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

- Wéi eng konkret Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung op bilateralem Plang bannent der europäescher Baussepolitik an op internationalem Plang (UNO...), fir datt d'Mënscherechter an déi reliéis Fräiheeten am Iran geséchert ginn, dëst fir d'Baha'i an all aner reliéis Communautéiten?

Réponse (19.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Den Ausseminister a seng Servicer si beschtens informéiert iwwert d'Situatioun vun de Baha'i, notamment am Iran, mä och am Jemen.

Beim allgemengen Débat vun der 31. Sessioun vum Mënscherechtsrot den 29. Februar dëst Joer zu Genève hunn ech en direkten Appell un d'Autoritéite vum Iran lancéiert, fir jiddwerengem seng Rechter ze garantéieren, notamment déi vun der Baha'i-Communautéit, deenen hir Situatioun inakzeptabel ass («En Iran, le Gouvernement devrait saisir la nouvelle dynamique politique et garantir les droits de tous, notamment de la communauté des Baha'i, dont la situation est intenable.»).

A menge bilaterale Gespréicher mat mengem iraneschen Homolog an aneren Interlocuteure weisen ech drop hin, dass den Iran d'Obligatioun huet, d'Mënscherechter vun de Baha'i an allen anere Communautéiten ze protégéieren a si virun alle Forme vun Diskriminatioun an anere schlechte Behandlungen ze schützen, dat Ganzt am Respekt vum Iran sengen internationale Mënscherechtsobligatiounen.

Wat déi europäesch Aussepolitik ugeet, assuréiere meng Servicer an hirer Bedeelegung an den Aarbechtsgruppe vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik, notamment dem Aarbechtsgrupp iwwert d'Mënscherechter (COHOM), dass d'Situatioun vun de Baha'i an anere Glawens- oder Reliounsgemeinschaften déi néideg Opmierksamkeet kritt. Dat applizéiert sech och bei der Koordinatioun vun de Positioune vun der Europäescher Unioun an deene verschiddenen internationalen a multilaterale Gremien, wéi de Mënscherechtsrot vun der UNO oder déi drëtt Kommissioun vun der UNO-Generalversammlung, déi sech ëm sozial, humanitär a kulturell Sujete këmmert - virun allem ëm d'Mënscherechter.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt och d'Aarbecht vum Héije Commissaire fir Mënscherechter a vu sengem Bureau, gradesou wéi d'Aarbecht vun deene verschiddene spezielle Prozedure vum Mënscherechtsrot, an dësem Kontext virun allem de spezielle Rapporteur iwwert d'Reliounsan d'Glawensfräiheet, den Heiner Bielefeld. Den Här Bielefeld ass ganz sensibel fir d'Situatioun vun de Baha'i a weist regelméisseg a senge Rapporten an Deklaratiounen drop hin.

Meng Servicer assuréieren doriwwer eraus e regelméissege Kontakt mat der Assemblée spirituelle nationale des Baha'is du Luxembourg, gradesou wéi mat allen anere reliéise Gemeinschaften, déi de Bäistand vu Lëtzebuerg froen.

Question 2391 (19.09.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **mesures compensatoires environnementales:**

L'article 12 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des res-

sources naturelles impose à tout demandeur d'autorisation des mesures compensatoires en cas de réalisation d'un projet ou plan dans une zone protégée en dépit de conclusions négatives de l'évaluation des incidences sur la zone protégée et en l'absence de solutions alternatives. Ces mesures doivent contribuer à assurer la cohérence globale du réseau Natura 2000, si le projet ou plan portent atteinte à la conservation de zones faisant partie d'un tel réseau.

Dans la même veine, l'article 17 de la loi interdit la destruction de biotopes. Cette interdiction de principe peut toutefois être levée exceptionnellement pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés.

Au titre de ces mesures compensatoires, il semble que divers demandeurs aient été invités à dédommager financièrement les atteintes à de telles zones en vertu d'un système d'écopoints.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que les mesures compensatoires peuvent d'ores et déjà prendre la forme d'une indemnisation financière?

2. Madame la Ministre peut-elle nous indiquer si les dispositions légales susmentionnées représentent une base légale suffisante pour exiger le paiement de telles indemnités?

3. Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que le paiement de ces indemnités augmente les prix immobiliers?

4. Suivant quels critères le mode de compensation («en nature»/par équivalent) et le niveau des mesures compensatoires sont-ils déterminés? Qui détermine ces critères? Quelle en est la base légale? À défaut de base légale, Madame la Ministre ne considère-t-elle pas que la détermination de ces mesures se fasse de manière arbitraire et en violation de l'article 102 de la Constitution?

5. Les mesures compensatoires peuvent-elles également se faire sur des terrains sis à l'étranger?

Réponse (25.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Contrairement à l'affirmation avancée par les honorables Députés dans le préambule à leurs questions conjointes, il n'y a pas eu d'exigence de la part de la Ministre de l'Environnement à l'adresse d'un tiers pour payer une indemnité financière qui se substituerait à une mesure compensatoire.

ad 1. Il est rappelé et mis en exergue que la législation actuelle ne prévoit pas la possibilité de remplacer la réalisation de mesures compensatoires par le biais d'un simple paiement en faveur de l'État.

Dans le cadre des autorisations pour la destruction de biotopes ou d'habitats d'espèces la Ministre de l'Environnement exige une compensation écologique qualitativement et quantitativement au moins équivalente aux biotopes détruits ou dégradés, tel que le stipule la loi.

Toujours est-il que nous observons dans la pratique que certains acteurs - privés, promoteurs, entrepreneurs - éprouvent des difficultés à trouver les terrains nécessaires pour la réalisation des mesures compensatoires exigés par la loi et figurant comme conditions dans leurs autorisations respectives. Ce fait est d'autant plus remarquable, voire incompréhensible, que ces mêmes acteurs n'ont apparemment pas de difficultés d'acquérir des terrains pour y implanter des projets de construction ou d'urbanisation, terrains pourtant beaucoup plus rares sur le marché et par conséquent beaucoup plus onéreux aussi. Ceci dit, il arrive qu'un maître d'ouvrage cherche l'aide et le concours d'un tiers pour assurer la réalisation des mesures compensatoires lui prescrites par le Ministre. Ce tiers peut être une personne ou un organisme privés ou encore un organisme public. L'engagement qui se fait entre le maître d'ouvrage, bénéficiaire d'une autorisation ministérielle conditionnée, et ce tiers, qui se charge de l'exécution des mesures compensatoires, est d'ordre contractuel ou conventionnel et trouve sa base dans le droit privé et non pas dans la loi sur la protection de la nature.

Il est encore rappelé que la loi modifiée du 19 janvier 2004 exige une compensation écologique et ne limite pas la façon dont celle-ci est effectivement réalisée, notamment au niveau des conditions de propriété.

Concernant les engagements que certains requérants pourraient avoir conclu avec un tiers, pour qu'il se charge à leur place et pour leur compte de la réalisation de mesures compensatoires, le Ministre ne dispose pas d'informations relatives aux arrangements conclus entre parties.

ad 2. Il s'avère que la question des honorables Députés repose sur une fausse allégation.

ad 3. Étant donné qu'il n'y a pas d'exigence de paiement d'indemnités il ne peut y avoir une augmentation des prix immobiliers qui s'y dégagerait.

Tout en faisant abstraction des supposées indemnisations financières, je me permets d'étendre la réflexion faite par les honorables Députés aux coûts liés à la réalisation des mesures compensatoires. En considération des prix moyens payés pour des terrains situés en zone verte et aptes à accueillir des mesures compensatoires, l'impact financier sur les coûts d'un projet immobilier réalisé en zone constructible est très réduit. La quote-part des coûts liés aux mesures compensatoires pour un projet immobilier est estimée à moins d'un pour cent du prix final du projet.

ad 4. La loi modifiée du 19 janvier 2004 stipule dans son article 17 que: «(...) Le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés.» La distinction faite par les honorables Députés entre un soi-disant mode de compensation «en nature» et un hypothétique «mode de compensation par équivalent» apparaît donc vaine; la loi ne connaît que la restitution de ce qui a été détruit ou endommagé.

Pour des raisons de transparence, le Ministre de l'environnement de l'époque avait commencé vers 2005 à appliquer de plus en plus souvent l'approche scientifique élaborée en Bade-Wurtemberg pour exprimer la valeur d'un biotope spécifique en écopoints. Cette approche, entretemps appliquée dans la plupart des Länder allemands, consiste en la quantification systématique de la valeur écologique des biotopes. Elle simplifie la complexité des écosystèmes et permet de comparer l'impact généré par une activité sur le terrain avec la valeur écologique potentielle d'une mesure écologique planifiée. Elle facilite également la communication entre experts d'un côté et maîtres d'ouvrage de l'autre. Les expériences positives des dernières années montrent le bien-fondé et l'efficacité du système de quantification de la valeur des biotopes. D'ailleurs la plupart des demandes de destruction de biotopes introduites au Ministère comportent d'office un calcul effectué par un bureau agréé pour le compte du demandeur.

ad 5. En guise de réponse à la dernière question des honorables Députés je me permets de citer l'article 1er du Code civil: «Les lois sont exécutoires dans tout le territoire luxembourgeois, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Grand-Duc. Elles seront exécutées dans chaque partie du Grand-Duché, du moment où la promulgation en pourra être connue.» La loi modifiée du 19 janvier 2004 s'applique par principe sur l'ensemble du territoire luxembourgeois et elle s'y limite pour autant.

Question 2393 (19.09.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **collaboration entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises**:

Lors de la conférence de presse du 14 septembre 2016, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a annoncé qu'il compte renforcer les effectifs de l'Inspection du travail et des mines (ITM), afin de mieux lutter contre le nombre élevé d'accidents du travail au Luxembourg.

En effet, après un premier recrutement de 14 inspecteurs en 2015, l'ITM envisage d'embaucher encore 36 nouveaux agents à court terme. À moyen terme, l'objectif est de doubler les forces et d'atteindre au moins 200 agents d'ici 2025.

Dans le contexte de la restructuration de l'ITM, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Après les recrutements récents de l'ITM, Messieurs les Ministres envisagent-ils toujours de maintenir la collaboration étroite entre l'ITM et l'Administration des douanes et accises?

2) Dans l'affirmative, combien d'agents de l'Administration des douanes et accises seront détachés à l'ITM? Quelles sont les conditions préalables à un tel détachement? Devront-ils tous suivre une formation spécifique?

Réponse commune (19.10.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

ad 1. La coopération entre les deux administrations met aujourd'hui l'accent plutôt sur la complémentarité de leurs compétences légales respectives que sur un dédoublement de celles de l'une de l'autre.

En effet, au début de l'année 2016 l'Administration des douanes et accises (ADA) et l'Inspection du travail et des mines (ITM) se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés, qui se pratique surtout dans le secteur de la construction, afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

À la suite d'une formation en matière de détachement de salariés, qui a été dispensée par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain tant de l'ADA que ceux de l'ITM au cours du mois de juillet 2016, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1er août 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de développer cette coopération dans d'autres domaines tels que l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, les établissements classés, etc.

Aussi a-t-il été envisagé de concrétiser cette coopération par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de l'année 2017.

ad 2. Par le passé quatre agents de l'ADA avaient leurs bureaux au sein du bâtiment «Gutenberg» de l'ITM à Strassen, mais n'étaient pas détachés auprès de l'ITM conformément à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Ceci avait pour conséquence que les agents précités ne relevaient en fin de compte pas de l'autorité hiérarchique du directeur de l'ITM et les expériences qui ont pu être obtenues de cette sorte de coopération n'avaient pas engendré de plus-value pour le compte des deux administrations.

C'est pourquoi l'ADA et l'ITM se sont accordées de ne plus procéder de la sorte.

Au vu de la collaboration désormais établie et d'une utilisation opérationnelle efficiente des ressources humaines existant de part et d'autre, un détachement d'agents des douanes et accises auprès de l'ITM est considéré comme inopportun.

Les deux administrations concernées estiment en effet que les agents de l'ADA ne devraient pas être détachés auprès de l'ITM, mais qu'ils devraient rester des agents de l'Administration des douanes et accises à part entière.

Ceci ne devrait ni porter préjudice à une coopération fructueuse entre les deux administrations, ni les empêcher de conjuguer leurs forces notamment en vue de combattre plus efficacement le dumping social au Grand-Duché de Luxembourg.

Pour ce faire, la «nouvelle» coopération entre l'ADA et l'ITM a été édifiée sur de nouvelles bases moyennant lesquelles l'ITM s'engagera notamment à assurer la formation de base et continue des agents de l'ADA et à assurer en cas de besoin l'encadrement des agents concernés en réalisant de façon périodique des contrôles communs coordonnés afin d'assurer une uniformité des procédures de contrôle.

Actuellement 16 douaniers se trouvent, entre autres, formés plus spécialement en la matière visée et traitent dans leur travail quotidien, parmi d'autres tâches, aussi les dossiers confiés par l'ITM à l'ADA.

Question 2394 (19.09.2016) de **MM. Gusty Graas**, **Max Hahn** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **bureau de recrutement pour l'Armée, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises:**

En juin 2016, la Secrétaire d'État à la Défense a présenté lors d'une conférence de presse différentes mesures pour rendre le recrutement de l'Armée plus effectif. Parmi elles figurent un «Bureau d'information de l'Armée» qui devra ouvrir ses portes cette semaine au Boulevard Royal à Luxembourg-ville.

Selon le communiqué de la Direction de la défense, le bureau en question devra «informer le public et notamment les jeunes sur les carrières, les missions, le matériel et les activités de l'Armée. La mission de cette infrastructure permanente est complémentaire aux campagnes de promotion et aux stands d'informations déjà organisés régulièrement par l'Armée dans les écoles et les centres commerciaux ou lors de différentes foires et autres événements majeurs».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres ne jugent-t-il pas opportun de prévoir une pareille initiative dans le cadre du recrutement de la Police grand-ducale respectivement de l'Administration des douanes et accises?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils envisager un bureau commun de recrutement pour les trois corps?

Réponse commune (25.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il importe en premier lieu de relever que la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises, ci-après désignée «ADA», n'ont pas les mêmes modes de recrutement. En effet, la police organise des examens-concours pour le recrutement du personnel du cadre supérieur de la police, du personnel de la carrière des inspecteurs et du personnel de la carrière du brigadier. Les conditions d'admission à ces examens-concours, leurs modalités et les conditions de réussite sont fixées par le règlement grand-ducal modifié du 27 avril 2007 déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier. L'ADA recrute parmi les candidats se présentant aux examens-concours organisés et centralisés par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

L'effort de communication de la police en matière de recrutement mise avant tout sur le contact proactif direct. La police va à la rencontre de la population cible. À cet effet elle invite chaque année, au cours du premier semestre de l'année scolaire, plus d'une douzaine d'établissements de l'enseignement secondaire à des séances d'information à la Cité policière.

La police participe par ailleurs aux différents «Job Deeg» et informe sur ses propres plateformes de communication, notamment sur les réseaux sociaux, avec des clips vidéo. Elle marque aussi une présence régulière aux stands d'information multithématiques dans certaines grandes surfaces commerciales du pays.

La police dispose avant tout de plus d'une cinquantaine de points de contact direct, en l'occurrence ses commissariats, qui disposent de toute la panoplie de matériel d'information susceptible d'intéresser des candidats potentiels.

Par l'ensemble de ces moyens la police touche, de manière ciblée, un grand nombre de jeunes intéressés, comme le démontre d'ailleurs le nombre de candidatures introduites chaque année. Il importe de rappeler dans ce contexte que le Ministère de la Sécurité intérieure avait reçu 411 candidatures pour le dernier examen-concours organisé au mois de juillet 2016.

L'ADA recherche à recruter des futurs fonctionnaires motivés et engagés parmi les candidats ayant réussi l'examen-concours d'admission au stage dans les administrations et services de l'État. Dans ce cadre et afin d'orienter les candidats utilement dans leur choix de carrière auprès de la fonction publique, il est impératif qu'ils soient sensibilisés aux spécificités qui se posent à eux en rejoignant le corps des douanes et accises. Ainsi, s'ils s'intéressent à un poste auprès de l'ADA ils sont informés dans des sessions d'informations spécifiques des impératifs attendus d'eux particulièrement en termes de disponibilité, de flexibilité et d'astreinte par rapport à d'autres administrations.

De temps en temps à différentes occasions et par différents moyens, l'ADA se présente au public en l'informant, entre autres, sur les compétences légales lui confiées, les tâches et les missions diversifiées assumées par elle et aussi sur les possibilités de carrière qui existent auprès du corps des douanes et accises.

Enfin, puisque les informations circonstanciées visées s'adressent plutôt aux personnes qui expriment le souhait de rejoindre les rangs de l'ADA, un contact avec un responsable du service du personnel étant toujours possible, l'ADA n'éprouve actuellement pas le besoin d'un bureau d'information/de recrutement spécifique.

Question 2395 (20.09.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **déchets de verdure**:

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert de strofrechtleche Verbuet vum Verbrenne vun Heckeschnëtt sot den Här Statssekretär Gira, laut mengen Informatiounen, datt bis den Oktober d'Ewechhuelen an den Transport vun Heckeschnëtt, speziell bei Bauerebetriber, wou däers jo etlech ufält, organiséiert wier. Déi Betraffe wëssen awer den Ament nach ëmmer net, wéi dat dann elo soll oflafen.

- Kann d'Madamm Ëmweltministesch eis do opklären?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

D'Ëmweltverwaltung schafft zurzäit mat engem spezialiséierte Büro un engem Konzept fir eng landeswäit a kohärent Logistik fir d'Entsuergung vu gréissere Quantitéiten u Gréngschnëtt aus dem landwirtschaftleche Beräich souwéi dem Uebst- a Wäibau. Dës soll de Bedierfnesser vun deene verschiddene Betriber Rechnung droen. Well dës Quantitéiten an der Vergaangenheet deels verbrannt oder deels op der Plaz weiderverschafft gi sinn, war et bis ewell nach ni méiglech, déi ufalend Quantitéiten ze erfaassen. Dës Bilanzéierung stellt awer e wichtegen, mä och opwendege Schrëtt fir eng funktionéierend Logistik duer.

Fir d'Ausschaffe vun esou engem Konzept ginn all d'Akteuren, wéi zum Beispill Gemengen, Syndikater, Bedreiwer vun Tëschelageren a Behandlungsanlage wéi och Offallproduzente mat agebonnen. Dës Logistik soll, wéi vum Statssekretär Camille Gira ugekënnegt, am Laf vun der aktueller Saison bis Enn Februar 2017 konzipéiert sinn.

An Tëschenzäit gi kuerzfristeg Iwwergangsléisungen ausgeschafft. Entspriechend Verhandlunge lafen. Soubal dës Léisunge prett sinn, ginn déi betreffend Leit an de beruffleche Secteur kontaktéiert, fir se iwwert d'Modalitéiten ze informéieren.

Question 2397 (20.09.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **déchets de verdure:**

En réponse aux questions parlementaires n°2020 *(cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2015-2016)* du 20 avril 2016 et n°2081 du 23 mai 2016 *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2016)* au sujet des déchets de verdure, Madame la Ministre de l'Environnement a précisé que le Département de l'environnement a entamé les travaux pour établir au niveau national un système de collecte en vue de la valorisation des déchets de verdure. Ce système devrait être opérationnel à partir de l'année prochaine. Un groupe de travail constitué par les acteurs principaux du secteur a eu lieu en date du 2 juin 2016. Les participants ont proposé plusieurs pistes de solutions qui devraient être analysées en détail dans une analyse du potentiel pour déterminer les quantités et la qualité des déchets verts disponibles. Selon mes informations, les personnes privées rencontrent actuellement de sérieux problèmes pour évacuer leurs déchets de verdure.

Au vu du fait que l'automne est proche et que l'automne est une des meilleures saisons pour procéder à un élagage des haies et arbres et que les travaux forestiers viennent de commencer dans les bois, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les diverses solutions qui ont été identifiés lors du workshop du 2 juin 2016?

- L'étude du potentiel de la valorisation des déchets de verdures a-t-elle déjà été réalisée et le cas échéant qui était responsable de son élaboration et quelles en sont les conclusions?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur la quantité annuelle produite de déchets de verdure?

- Le matériel en question peut-il être utilisé dans les chauffages aux copeaux de bois? Les acteurs du terrain ont-ils participé au workshop du 2 juin 2016?

- Quand Madame la Ministre entend-elle présenter le concept d'un système national pour la collecte et la valorisation de déchets de verdure?

- Quels sont les ponts essentiels de ce concept?

Réponse (17.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

L'atelier du 2 juin 2016 a réuni plus de 70 acteurs concernés par la gestion des déchets de verdure afin d'aborder les problèmes qui se posent sur le terrain et de discuter les possibilités de la mise en place d'une logistique de collecte et de traitement de ces déchets au niveau national. Le compte rendu de ce workshop avec la liste des personnes qui y ont participé est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante: http://www.environnement.public.lu/dechets/dossiers/Gestion-des-dechets-de-verdure/index.html.

Une des conclusions essentielles concerne la nécessité d'une étude du potentiel de valorisation énergétique de la biomasse ligneuse au niveau national.

Cette étude a pour premier objectif la détermination des quantités et natures de déchets verts disponibles, des capacités de traitement, de valorisation et de collectes existantes et des besoins éventuels en capacités supplémentaires. Étant donné qu'au passé les déchets de verdure étaient souvent soit incinérés, soit réutilisés sur place, il n'était jusqu'à présent pas possible de répertorier les quantités produites. Or, cette quantification constitue une étape importante dans la mise en œuvre d'une logistique performante.

Actuellement l'Administration de l'environnement a chargé le bureau d'étude IGLux avec l'élaboration de cette étude de potentiel. Outre la détermination des quantités, l'étude devra également concevoir la mise en place d'une logistique cohérente à l'échelle nationale pour des quantités plus substantielles de déchets de verdure émanant de la viticulture, de la sylviculture et de l'agriculture ainsi que des vergers. Afin de prendre en compte les besoins des différents acteurs, les organismes concernés tels que les communes, les syndicats, les opérateurs de traitement et les opérateurs des points de collecte, ainsi que les producteurs de déchets sont contactés et associés à l'élaboration du concept.

Le concept vise une utilisation écologique et optimisée de la matière première et la valorisation de la biomasse produite sur le territoire-même du Luxembourg ainsi qu'une meilleure qualité de l'air. Les copeaux de bois produits à partir de déchets de verdure peuvent être utilisés dans certaines installations de chauffage pourvu qu'elles soient dotées de la technique nécessaire. Dans tous les cas, la mise en œuvre n'occasionnera des coûts supplémentaires pour les producteurs de déchets de verdure.

Jusqu'à la mise en œuvre du concept, des solutions transitoires sont prévues. Une fois celles-ci sont prêtes, les parties intéressées seront contactées pour les informer des modalités exactes du concept. Par ailleurs, une communication afférente pour en informer tant la population que les milieux professionnels concernés vient d'être faite au courant de la semaine du 3 octobre 2016 moyennant un communiqué de presse.

Question 2398 (20.09.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors d'un événement sous le haut patronage du Gouvernement:**

Suite à un article paru dans la presse le lundi 19 septembre concernant la présence annoncée des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors du gala «Luxembourg Marketing & Communication Awards» sous le haut patronage du Gouvernement, nous entendons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre dans sa fonction de Ministre de la Communication et des Médias:

1. Monsieur le Premier Ministre a-t-il eu connaissance de la présence des «Hells Angels» comme invités d'honneur lors de cet événement?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre le juge-t-il opportun que le Gouvernement soutienne un événement qui accueille ouvertement une organisation soupçonnée d'activités liées au crime organisé?

3. Dans la négative, Monsieur le Premier Ministre va-t-il tirer les conséquences qui s'imposent et retirer son soutien à l'événement précité?

Réponse (04.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Le Premier Ministre n'avait pas eu connaissance de l'implication des «Hells Angels» à l'événement «Luxembourg Marketing & Communication Awards» au moment d'accorder son patronage, la lettre d'invitation adressée en juillet 2016 au Premier Ministre n'en faisant aucune mention.

Dès que le Gouvernement en a eu connaissance via la presse, l'organisateur a été contacté pour l'informer que, vu les circonstances, le Premier Ministre envisage de retirer son patronage.

Le 21 septembre 2016, l'organisateur a informé le Gouvernement de sa décision de renoncer à l'association des «Hells Angels» à l'événement et le patronage a pu être maintenu.

Question 2400 (21.09.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant le **trafic journalier sur l'A7 et dans la vallée de l'Alzette**:

Le 23 septembre 2016 cela fera exactement un an que le dernier tronçon «Waldhaff - Lorentzweiler» de la Route du Nord A7 a été ouvert au public. Le premier comptage du trafic, qui a été réalisé entre le 23 septembre et le 16 octobre 2015, montrait une baisse du trafic dans la vallée de l'Alzette. Il serait intéressant d'analyser les flux des voitures utilisant la «Nordstrooss» ainsi que la répercussion sur les autres routes de la vallée de l'Alzette une année après l'ouverture complète de l'A7.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur l'A7 direction Luxembourg depuis son ouverture complète le 23 septembre 2015? Quel est le trafic enregistré direction Mersch?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur les diverses routes de la vallée de l'Alzette notamment sur la N7, la N11 et sur les CR123, CR125, CR126, CR181 avant et après l'ouverture complète de l'A7?

Réponse (04.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations supplémentaires concernant le trafic sur la Route du Nord A7 depuis son ouverture et l'évolution du trafic dans la vallée de l'Alzette.

Depuis l'ouverture complète de la Route du Nord A7 le 23 septembre 2015, le trafic journalier moyen (TJM) enregistré sur l'A7 se présente de la manière suivante:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne le trafic journalier moyen enregistré mois par mois sur les diverses routes de la vallée de l'Alzette avant et après l'ouverture complète de l'autoroute A7, je joins à la présente les graphiques mensuels détaillés des points de comptages permanents et ponctuels de l'Administration des ponts et chaussées reprenant les moyennes journalières et les maxima journaliers recensés aux endroits suivants:

- N7 à Rollingen, Lorentzweiler, Heisdorf et Eich,

- N11 à Dommeldange,

- CR123 à Prettingen, Müllendorf et Bereldange,

- CR125 à Helmsange,

- CR126 à Waldhaff,

- CR181 à Biergerkräiz.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2401 (21.09.2016) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **statut de centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen des six communes de la «Nordstad»:**

Selon le programme directeur de l'aménagement du territoire de 2003, il y a trois pôles urbains au Luxembourg: l'agglomération monocentrique de la capitale (Luxembourg-ville) et deux agglomérations polycentriques, l'une au sud dans l'ancien bassin minier (englobant les villes d'Esch-sur-Alzette, de Differdange et de Dudelange) et l'autre au nord, à savoir la «Nordstad». Suite à l'étude IVL de 2004, le Gouvernement a défini la «Nordstad» autour du bi-pôle Ettelbruck-Diekirch par les communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.

Ce programme directeur nomme les 15 centres de développement et d'attraction (CDA) qui sont d'ordre supérieur (la capitale), d'ordre moyen (la ville d'Esch-sur-Alzette et le bi-pôle Ettelbruck-Diekirch) et douze centres régionaux.

En 2006, l'État luxembourgeois avait signé la convention de la composition de la «Nordstad» avec les six communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Ettelbruck, Erpeldange, Diekirch et Schieren. La convention actuelle a été conclue par ces six communes avec le Gouvernement représenté par Monsieur François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, en avril 2014. Elle spécifie l'attente du Gouvernement à l'égard de la «Nordstad», son importance pour le développement national et son processus d'intégration.

Au regard de l'importance de la «Nordstad» pour l'aménagement du territoire, on pourrait s'attendre à ce que les deux CDA d'ordre moyen précités soient traités de la même importance dans le cadre de la réforme des finances communales et d'appliquer les critères aux six communes de la «Nordstad».

Selon les explications du Ministre de l'Intérieur à la conférence de presse sur la réforme des finances communales du 5 juillet 2016, aucune des six communes de la «Nordstad» ne fait plus partie des quinze CDA. En effet, les efforts de l'aménagement du territoire des dernières années, le résultat de maintes études, les déclarations gouvernementales et attentes risquent d'être anéantis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Malgré la convention signée avec le Gouvernement actuel en 2014 portant sur la «Nordstad», pourquoi est-ce que les six communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren n'ont pas le statut de CDA d'ordre moyen voire aucun statut de CDA dans la réforme des finances communales tel que prévu par Monsieur le Ministre de l'Intérieur?

2. Est-ce qu'il n'est pas contradictoire de promouvoir la «Nordstad», d'une part, (Ministre du Développement durable et des Infrastructures) et de l'ignorer, d'autre part (Ministre de l'Intérieur)?

3. Le Gouvernement reconnaît-il l'importance des six communes de la «Nordstad» pour l'aménagement du territoire et l'accomplissement des missions importantes dans les domaines administratifs, économiques, sociaux et culturels?

4. Comment est-ce que les six communes de la «Nordstad» devraient accomplir des missions régionales voire nationales sans les moyens financiers nécessaires en raison du retrait du statut de CDA d'ordre moyen?

5. Si Monsieur le Ministre de l'Intérieur ne respecte pas les conclusions de l'IVL du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en refusant le statut de CDA aux six communes de la «Nordstad», quelle vision aura-t-il pour la «Nordstad»?

6. Au cas où le nouveau projet d'aménagement du territoire, annoncé pour le mois de novembre par le Gouvernement, prévoirait d'autres communes à développer de façon prioritaire et chargées de missions collectives régionales, Monsieur le Ministre entendrait-il adapter la clé de répartition des finances communales en conséquence?

Réponse commune (26.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marco Schank, il y a lieu de préciser que le projet de loi n°7036 ayant pour objet d'amorcer la réforme des finances communales, entend créer un Fonds de dotation globale des communes (FDG) qui regroupera une partie des recettes provenant du produit de l'impôt commercial communal (ICC) et du produit de la participation des communes aux trois impôts de l'État auquel interagit le mécanisme du montant forfaitaire établi sur base de certains abattements et compensations adaptés annuellement dans la loi budgétaire. Après déduction de la partie de l'ICC directement attribuée aux communes en tant que participation directe résultant du produit de l'ICC généré sur

leur territoire, le solde de l'ICC, ensemble avec le FDG, est censé être réparti suivant des critères uniformes et actualisés. Il est envisagé de répartir une grande partie (82%) de cette somme, déduction faite de la dotation forfaitaire, d'après le critère de la «population ajustée», cet ajustement étant défini en fonction de critères d'aménagement du territoire et de densité.

Le critère d'aménagement du territoire retenu est l'appartenance à une des trois catégories de centres de développement et d'attraction (CDA) pour la définition desquelles le projet de règlement d'exécution de la loi en expectative s'inspire du programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) arrêté par le Gouvernement en conseil le 27 mars 2003.

Aux fins de pouvoir réduire les effets négatifs de l'évolution spatiale tendancielle et de favoriser une meilleure répartition des activités humaines sur le territoire ainsi qu'un regroupement des flux de trafic, le PDAT revendique la mise en place d'une armature urbaine concentrée autour de plusieurs pôles de développement décentralisés, définis par le système des centres de développement et d'attraction (CDA). C'est ainsi que le bi-pôle Ettelbruck-Diekirch, le noyau urbain de la «Nordstad», est qualifié de centre de développement et d'attraction d'ordre moyen. Il convient de remarquer ici qu'à ce stade le PDAT ne confère pas le statut de CDA aux six communes de la «Nordstad».

Étant donné que le projet de règlement grand-ducal portant exécution de la future loi portant création d'un FDG a pour objet le financement des communes, seules des communes peuvent être considérées comme CDA alors qu'au sens du programme directeur, un CDA est une localité ou un centre urbain. Il convient cependant de rappeler que la réforme des finances communales a notamment pour objectif de contrebalancer les disparités du système actuel. Dans cet ordre d'idées, il y a lieu de constater que, suivant les simulations de calcul, les six communes précitées auraient vu leurs avoirs disponibles pour 2015 augmenter après la réforme ce qui leur permettra de continuer à assumer les missions régionales et nationales, voire à les renforcer.

En effet, la réforme prévoit l'attribution d'une dotation forfaitaire variant entre zéro euros pour les communes de moins de 1.000 habitants et 300.000 euros pour les communes de plus de 3.000 habitants. Pour les communes dont la population se situe entre 1.000 et 2.999 habitants, la dotation augmente graduellement de 150 euros par habitant supplémentaire à partir d'une population de 1.000 habitants.

De ce fait, les communes de l'espace «Nordstad» se seraient vu attribuer pour 2015 respectivement les montants suivants en euros:

Bettendorf (244.500), Colmar-Berg (166.200), Diekirch (300.000), Erpeldange-sur-Sûre (211.350), Ettelbruck (300.000) et Schieren (127.050), soit au total 1.349.100 euros, alors qu'en tant qu'entité unique, elles ne se verraient attribuer qu'un forfait de 300.000 euros. Ajoutons à titre d'information que la Ville de Luxembourg et la Ville d'Esch-sur-Alzette, comme d'ailleurs toutes les autres communes avec une population supérieure à 3.000 habitants, seront dotées, par ce biais, chacune d'un montant de 300.000 euros.

Qui plus est, suivant les simulations précitées, les six communes en question auraient vu leurs avoirs disponibles augmenter au total de quelque 7,4 millions d'euros pour 2015, majoration substantielle qui approche sensiblement celle de la Ville d'Esch-sur-Alzette, CDA d'ordre moyen. Cette hausse équivaut pour les six communes au total à une hausse de 307 euros par habitant, la hausse par habitant pour la Ville d'Esch-sur-Alzette étant de 239 euros!

Par ailleurs, lors de la présentation de la réforme des finances communales à la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés en date du 7 juillet 2016, le Ministre de l'Intérieur n'a pas exclu la possibilité de reconsidérer la détermination actuelle des CDA, notamment en fonction de l'évolution de la politique générale de l'aménagement du territoire.

Pour conclure, le Gouvernement confirme l'importance des communes formant la «Nordstad» dans le cadre général d'un aménagement du territoire durable en vue d'un développement intercommunal coordonné et intégratif. La «Nordstad» est et restera un pôle de développement majeur soutenu et encouragé par le Gouvernement. C'est ainsi que le développement du territoire de la «Nordstad» en tant que zone urbaine multifonctionnelle figure parmi les travaux de la convention de coopération territoriale État-communes «Nordstad» et plus spécifiquement l'actualisation récente du concept urbanistique visant le renouvellement urbain de l'axe Ettelbruck-Erpeldange-Diekirch.

Également, le Gouvernement prévoit d'investir plus de 500 millions d'euros dans les infrastructures de transport et dans les bâtiments publics de la «Nordstad», dont presque 300 millions jusqu'en 2020.

Il convient pourtant de préciser que le fait d'être partenaire d'une coopération territoriale conventionnée ne confère pas automatiquement le statut de CDA. Par contre, les travaux menés au sein de la coopération «Nordstad» ayant comme but la création d'une seule entité juridique «Nordstad» peuvent, le cas échéant, contribuer à une considération future de l'ensemble de la «Nordstad» comme un seul CDA.

Question 2402 (21.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerger Studien**:

Laut mengen Informatioune sinn d'Coursë fir de Master a Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, déi dëst Semester sollten op der Universitéit ufänken, ofgesot ginn, dëst, well net genuch Kandidaten ageschriwwe sinn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Héichschoul a Recherche dës Froe stellen:

1) Kann den Här Minister dës Informatioun bestätegen?

2) Wann d'Informatioun richteg ass, wéi vill Kandidate waren ageschriwwen a wat ass de Minimum, fir dës Formatioun ze organiséieren?

3) Ass no Ursaache gesicht ginn, wéisou esou wéineg Kandidate fir dëse Cours ageschriwwe sinn?

4) Gëtt fir dës Formatioun Promotioun gemaach?

5) Wat sinn d'Débouchée fir d'Studenten, déi dës Formatioun mat Erfolleg ofschléissen?

Réponse (10.10.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Ech reagéieren op dem honorablen Deputéierten seng Froe mat dëse Prezisiounen, déi sech op Informatioune vun der Uni Lëtzebuerg baséieren.

D'Coursë fir de „Master en langues, cultures et médias - Lëtzebuerger Studien (académique)" sinn effektiv zum Wantersemester 2016-2017 net ugelaf, well den Interessi un dësem Studiegang ze kleng war. Et goufen insgesamt véier admissibel Demanden zum Zäitpunkt wou de Studiendirekter bei der Unisverwaltung ugefrot huet, fir de Master wéinst engem Mangel u Kandidaten auszesetzen. En äänlecht Aussetze vun dësem Masterstudiegang wéinst engem Mangel u Kandidaten ass et och schonns am Wantersemester 2013 ginn. Iwwregens sinn aus den nämlechte Grënn de „Master in engineering sciences, option design and construction" am Joer 2009-2010 respektiv de „Master in social sciences and educational sciences" am Joer 2015-2016 net ugelaf.

Den Informatioune vun der Uni Lëtzebuerg no handelt et sech also net ëm en Ofschafe vun dësem Studiegang, mä nëmmen ëm en Aussetzen. De Studiegang gëtt am Wantersemester 2017-2018 nees ugebueden. Ech ka bäifügen, dass d'Uni Lëtzebuerg awer weiderhin d'Formation continue „Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" ubitt.

D'Uni huet kee festgeschriwwene Minimum vun Aschreiwungen, ab deem e Studiegang net méi géif ulafen. Falls e Studiendirekter awer no engem pädagogesche Modell verfiert, wou et zum Beispill vill Aarbechten a klenge Gruppe gëtt, déi e Minimum vu Studente viraussetzen, da kann hien eng entspriechend Demande fir d'Aussetze vum Studiegang un den Doyen vu senger Fakultéit an un den akademesche Vizerektor riichten, fir de Studiegang zäitweileg auszesetzen. Dat ass an dësem Fall och geschitt.

Et gëtt keng speziell Ursaach fir déi kleng Unzuel vun Aschreiwungen zum Wantersemester 2016-2017, well dëse Studiegang traditionell e limitéierte Public interesséiert an et och an der Vergaangenheet scho Schwankungen an der Unzuel vun den Aschreiwungen gi sinn. D'Unzuel vun den Aschreiwunge läit meeschtens tëschent zwielef an 20 Kandidaten.

Dëse Master gëtt, wéi all Studieprogramm vun der Uni Lëtzebuerg, iwwer Zeitungsannoncen, sozial Medien, Broschüren, Internet-Optrëtt, Presentatioun bei Porte-ouverten promouvéiert.

Als berufflech Perspektive vun dësem Master kann een, nieft de klasseschen Debouchéen (Masterformatioun fir en A1 Poste beim Stat oder am Privatsecteur), folgend Haaptdebouchée gesinn:

- Professer fir d'Lëtzebuergescht am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique (am Kader vum Gesetz vum 22. Mee 2009 iwwer „b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise");

- Formateur d'adultes - Lëtzebuergesch;

- Recherche am Kader vun engem Doktorat;

- Politesch a kulturell Institutiounen;

- Redaktioun a Lektorat an den Editiouns- a Pressehaiser, Theateraarbecht a -kritik.

Question 2403 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**utilisation de la langue luxembourgeoise dans le secteur de la santé et des soins:**

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même, relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Existe-t-il des statistiques quant à l'usage de la langue luxembourgeoise dans les secteurs de la santé et des soins respectivement la maîtrise de la langue luxembourgeoise par le personnel dans ces secteurs?

2. Sachant que la communication entre les professionnels des secteurs de la santé et des soins et les citoyens/patients revêt une importance particulière, dans quelle mesure la maîtrise de la langue luxembourgeoise est-elle un critère d'embauche d'une personne pour un métier dans les secteurs de la santé et des soins?

3. Quelle est la position du Gouvernement quant à l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans les secteurs mentionnés?

4. Le Gouvernement a-t-il pris respectivement envisage-t-il de prendre des initiatives afin de promouvoir l'usage de la langue luxembourgeoise dans les domaines de la santé et des soins? Dans l'affirmative, quelles sont ces initiatives?

Réponse (25.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. S'il est vrai qu'il n'existe pas de statistiques exactes sur l'usage de la langue luxembourgeoise dans les secteurs de la santé et des soins, il échet de relever que tous les hôpitaux et réseaux de soins font des efforts en organisant des cours de langue luxembourgeoise à l'intention de leur personnel étranger.

Pour l'année 2015, sur un échantillon de trois établissements hospitaliers, 130 diplômes de luxembourgeois ont été délivrés à l'issue de cours de langue luxembourgeoise organisés à la demande des employeurs respectifs.

ad 2. Les dispositions législatives, tant pour les médecins que pour les professions de santé, prévoient que ceux-ci sont tenus d'acquérir les connaissances linguistiques nécessaires à leur activité au risque de voir engagée leur responsabilité disciplinaire, civile ou pénale.

La vérification de ces conditions légales lors du recrutement des salariés est la responsabilité de l'employeur.

ad 3. Pour qu'une bonne communication entre le patient et le médecin respectivement le personnel soignant soit assurée, ceux-ci sont évidemment tenus de disposer d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

Parfaitement conscient de la nécessité de l'échange entre le personnel de soins et le patient, la législation applicable à l'exercice des professions médicales ainsi que celle applicable à l'exercice des professions de santé reprend l'exigence d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

ad 4. Dans le domaine de la promotion de l'usage de la langue luxembourgeoise dans les domaines de la santé et des soins, tous les cours de langue luxembourgeoise destinés aux professionnels de santé et proposés par les acteurs du terrain, sont agréés à titre de formation continue par le Gouvernement. En ce qui concerne plus particulièrement la profession médicale, le candidat qui sollicite une autorisation d'exercer la médecine auprès du Ministre de la Santé peut être soumis à une vérification de ses connaissances linguistiques à la demande du Ministre de la Santé par le président du Collège médical.

Question 2405 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **langue luxembourgeoise dans la fonction publique:**

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Quelle est la réglementation en vigueur concernant l'usage des langues au niveau de la communication administrative, i.e. dans quelle langue sont formulées les lettres, informations, communications adressées aux citoyens? Une personne s'adressant à une administration dans une des trois langues officielles du pays recevra-t-elle d'office une réponse dans cette même langue?

2. Monsieur le Ministre peut-il rappeler les règles en vigueur en matière de maîtrise des langues en rapport avec le recrutement dans la fonction publique? Quels sont les taux de réussite/d'échec dans les examens-concours de langue luxembourgeoise?

3. Comment Monsieur le Ministre définirait-il, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte de la fonction publique?

Réponse (24.10.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux questions précitées, je tiens à rappeler que l'article 4 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dispose que: «Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant.» Par conséquent, si une personne s'adresse dans une des trois langues officielles du pays à une administration, elle reçoit en principe une réponse dans la langue dans laquelle est rédigée la requête.

Pour ce qui est du recrutement dans la fonction publique, les candidats à l'examen-concours ainsi que les candidats à un poste d'employé de l'État doivent faire preuve d'une connaissance adaptée au niveau de carrière des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 susmentionnée. Il existe certaines dérogations à ce principe. D'une part, un règlement grand-ducal du 5 mars 2004 énumère certains emplois dans le secteur de l'enseignement pour lesquels la connaissance de l'une ou de l'autre langue n'est pas reconnue nécessaire. D'autre part, sur base des lois relatives au statut général des fonctionnaires de l'État, respectivement au régime des employés de l'État, le Gouvernement en conseil peut, en cas de nécessité de service, décider d'accorder une dispense de la connaissance de deux des trois langues administratives pour le recrutement d'agents hautement spécialisés.

La vérification de la connaissance adéquate des trois langues administratives se fait sous forme d'épreuves préliminaires qui ont lieu devant le comité d'évaluation prévu à l'article 2 paragraphe 2 de la loi modifiée du 15 juin 1999

portant organisation de l'Institut national d'administration.

À noter que le candidat ayant obtenu le certificat d'études ou ayant accompli la dernière année d'études dans le système d'enseignement public luxembourgeois est dispensé des trois épreuves préliminaires.

Au niveau de la partie générale de l'examen-concours, deux épreuves portent sur les connaissances linguistiques des candidats en langue luxembourgeoise. Il s'agit en premier lieu d'une épreuve de traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande. Par ailleurs, pour l'épreuve d'histoire et de culture luxembourgeoises, les candidats doivent répondre en langue luxembourgeoises pour la moitié du total des points attribués.

Le tableau ci-dessous reprend par groupe de traitement les taux de réussite à l'épreuve de luxembourgeois pour la session d'hiver 2015 et la session d'été 2016.

Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou allemande

	Session hiver 2015	Sesssion été 2016
A1	86%	99%
A2	99%	100%
B1	89%	94%
C1	87%	86%
D1	98%	98%
D2	95%	pas d'examen
D3	88%	pas d'examen

Finalement, j'estime que la langue luxembourgeoise occupe un rôle central en tant que principale langue de communication des agents de l'État entre eux et avec les citoyens/usagers, même si, au vu des échanges de nos administrations avec nos partenaires européens et internationaux et au vu de l'évolution économique et sociale de notre pays, la maîtrise des langues française et allemande voire anglaise devient de plus en plus indispensable.

De manière générale, je tiens à souligner qu'il est du devoir des tous les agents de l'État de recourir dans la mesure du possible à un langage simple et compréhensible pour garantir un accès à l'information pour tous. Étant donné que seule une partie de nos citoyens utilisent le luxembourgeois au travail, à l'école ou à la maison, cet effort ne peut cependant pas se limiter au luxembourgeois, mais doit se faire dans les trois langues administratives du pays. Dans ce contexte, je tiens d'ailleurs à rappeler qu'une majeure partie des informations transmises moyennant des brochures, des formulaires, des avis ou les sites Internet étatiques sont déjà actuellement disponibles en plusieurs langues, permettant de présenter l'information de façon plus claire et plus transparente et permettant ainsi à tous les citoyens un accès aux informations.

Question 2408 (22.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **«Luxembourg Medical School»**:

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur en date du 14 mars 2016, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace nous a informé que des études étaient en cours en vue d'analyser l'opportunité d'une «Luxembourg Medical School» ou d'un modèle alternatif avec une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région. Les conclusions de ces études devaient être présentées au cours de l'été 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les conclusions tirées de ces études?

Réponse (19.10.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen au sujet de la formation en médecine à l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 14 mars 2016, j'ai informé les membres que «la question de la „Luxembourg Medical School" (formation de base de six ans) ou d'un modèle alternatif en partenariat (entre la formation actuelle d'un an et celle de six ans) doit être abordée en vue du contrat d'établissement pour la période 2018-2021. Actuellement, des études sont en cours. Une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région a été favorisée par les députés des différents partis lors de la réunion du 16 mars 2015. Les conclusions de ces études devraient être présentées au cours de l'été 2016.»

À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail chargés d'examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg sont encore en cours. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision.

Le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite en effet une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que je ne saurais devancer les conclusions des rapports qui ne sont pas encore disponibles. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l'Université mais aussi pour l'ensemble du pays, le Gouvernement s'accorde le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu'il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

Toutefois, je peux rappeler à l'honorable Députée Martine Hansen que le contrat d'établissement avec l'Université du Luxembourg pour la période de 2010 à 2013 prévoyait que: «À la demande du Gouvernement, l'Université étudie la mise en place d'un dispositif de formations pour la médecine et certaines professions de santé.»

Selon les informations dont disposent mes services, une première réunion en vue de développer la formation médicale au Luxembourg s'est tenue le 24 mars 2011 et avait pour objet le développement d'un bachelor en médecine. Cependant, fin 2013, le Ministère ne disposait ni d'un rapport de synthèse ni d'analyses détaillées. Les études et analyses détaillés ont été initiés en 2014 et ont pour but de permettre la prise d'une décision qui tient compte aussi bien des évolutions au niveau des formations médicales des pays limitrophes, du développement de l'Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

Question 2409 (22.09.2016) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**araignée venimeuse chiracanthe ponctuée**:

Récemment, plusieurs médias ont fait état de la recrudescence de la chiracanthe ponctuée, une araignée venimeuse, en Europe centrale. Il paraît qu'elle est également présente au Luxembourg et que des résidents ont déjà rencontré des problèmes de santé suite à une morsure.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que cette araignée existe au Luxembourg? Dans l'affirmative, son apparition est-elle limitée à la saison d'été et/ou à des régions spécifiques?

- Quels sont les symptômes et les risques pour la santé liés à une morsure par cette araignée désignée par les médias comme «la plus dangereuse d'Europe»? Selon Madame la Ministre, quelles sont les mesures immédiates à prendre par une personne qui s'est fait mordre par cette araignée?

Réponse (13.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

L'espèce cheiracanthium punctorium existe au Luxembourg. Ces araignées sont surtout actives dans leur période de maturation qui dure en moyenne de juin à octobre. Il n'existe que très peu d'occurrences prouvées de cette espèce au Grand-Duché. Elle a été trouvée aux endroits ci-dessous:

- Réserve naturelle «Aarnescht», près d'Oberanven (1996)

- Réserve naturelle «Haard», près de Dudelange (2014)

- Commune de Remerschen («Weekend de la Biodiversité» 2010)

- Commune de Flaxweiler (2005)

Les biotopes préférés sont des pelouses sèches et ouvertes, de préférence hors de bourgades. L'espèce est assez thermophile et de ce fait plus probable de faire occurrence dans la moitié sud du pays.

Il faut d'ailleurs se rendre compte du fait que la détermination exacte de l'espèce peut être assez difficile. Même si cheiracanthium punctorium est bien l'espèce la plus grande qui est présente dans nos régions, il existe plusieurs espèces de chiracanthes indigènes pareilles et plus communes. Une détermination absolument sûre ne peut donc être obtenue que par l'analyse génitale de spécimens matures par un spécialiste en la matière.

Les symptômes provoqués par la morsure d'une chiracanthe ponctuée peuvent varier en fonction de la disposition corporelle de la personne mordue, de la taille de l'araignée et de la quantité de venin effectivement injectée.

Généralement, une morsure provoque des douleurs, rougeurs et enflures assez fortes. Les douleurs peuvent déborder sur toute l'extrémité portant la morsure et rendre les ganglions lymphatiques sensibles à toute pression. Dans certains cas rares, des réactions plus fortes comme des troubles circulatoires, des vertiges, de la fièvre à frémissements, des nausées et des vomissements peuvent être possibles. La durée de guérison peut s'élever à plusieurs jours.

Un traitement, si nécessaire, devrait être symptomatique. Après une morsure, le plus important est de rester calme. Au-delà, le mieux serait probablement d'observer le déroulement des symptômes et de se rendre en traitement médical si ces derniers se révélaient plus importants. Ni des dommages persistants ni des cas mortels n'ont jamais été signalés.

La formulation de l'araignée «la plus dangereuse» de l'Europe est à voir en relation avec d'autres espèces. En Méditerranée, les malmignattes (genre Latrodectus) et recluses (genre Loxosceles) présentent sûrement un risque plus élevé pour la santé humaine que la chiracanthe ponctuée. Par contre, en Europe centrale, cette dernière devrait effectivement avoir un venin plus fort que toutes les autres rares espèces capables de mordre des personnes. Néanmoins, ce fait ne la rend pas vraiment dangereuse, même si bien désagréable.

Question 2410 (23.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **suppression de la durée du contrat d'apprentissage:**

Avec la mise en vigueur de la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sera supprimée la durée maximale de la formation de l'élève en formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles seront les conséquences de cette suppression sur la durée du contrat d'apprentissage?

- Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les patrons?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, vise à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008.

Il est vrai qu'entre autres elle ne prévoit plus de durée maximale pour une formation professionnelle, et ceci pour éviter le décrochage scolaire. Dorénavant, les élèves entamant une formation professionnelle disposent, si nécessaire, de plus de temps pour la finaliser. En effet, l'obligation qu'un élève doit terminer une formation en ne disposant que d'une seule année au-delà de la durée normale de sa formation est supprimée, étant donné qu'il s'est avéré comme étant trop strict comme ladite durée ne répond pas aux principes didactiques de la différenciation ni de l'évaluation formative.

Je tiens à souligner que toutefois, il n'y a pas de modification de la législation concernant le contrat d'apprentissage.

Des adaptations plus approfondies de la formation professionnelle sont actuellement préparées en concertation avec tous les partenaires de la formation professionnelle. Elles entreront progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, j'ai également demandé aux chambres professionnelles, patronales et salariale de me faire une proposition consensuelle relative au contrat d'apprentissage et sa durée.

Finalement, je tiens à préciser que les principes du contrat d'apprentissage peuvent être résumés comme suit:

- Le contrat d'apprentissage est conclu entre l'organisme de formation et l'apprenti ou son représentant légal s'il est mineur.

- Le patron formateur signe le contrat d'apprentissage pour l'organisme de formation.

- Si l'apprentissage se fait selon le système pluriel de lieux de formation, une convention séparée est à signer entre l'organisme de formation initial et l'organisme de formation accessoire. Le contrat d'apprentissage initial reste en vigueur tout au long de l'apprentissage.

Il s'ensuit que la responsabilité relative au contrat d'apprentissage revient aux chambres professionnelles et patronales respectives servant d'intermédiaire entre l'organisme de formation et l'apprenti, le cas échéant au représentant légal si l'apprenti est mineur.

Au vu de ce qui précède, il est clair que mon Ministère ne souhaite pas s'immiscer dans les compétences clés des partenaires de la formation professionnelle.

Question 2411 (23.09.2016) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **abattoirs mobiles:**

Les abattoirs mobiles, qui existent déjà dans quelques pays européens, dont notamment la Suède, offrent une alternative aux dispositifs traditionnels. Le principe de ces abattoirs est que les animaux sont abattus à la ferme à laquelle ils ont été tenus pendant toute leur vie. L'objectif est clair: limiter le stress provoqué par les multiples chargements et déchargements, les heures de transport et d'attente dans l'abattoir. La viande produite est naturellement de meilleure qualité.

En France, une commission d'enquête parlementaire a été créée à la suite des nombreux scandales de maltraitance animale dans les abattoirs qui ont été révélés en février 2016. Le 20 septembre, cette commission a rendu son rapport dans lequel elle préconise de tester ce dispositif.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Est-ce que vous avez connaissance de l'existence de tels types d'abattoirs?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les possibilités d'implémenter cette méthode d'abattage au Luxembourg?

Réponse (24.10.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Les conditions de protection animale à respecter lors de l'abattage d'un animal sont fixées par le règlement grand-ducal du 12 avril 2013 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort. Le vétérinaire-inspecteur de l'abattoir surveille le respect des dispositions de cette réglementation de même que celui des conditions de transport des animaux destinés à l'abattage.

Vu le faible nombre d'abattoirs au Luxembourg, les contrôles sont effectués par des vétérinaires-inspecteurs dont la présence est assurée pendant toute la durée des activités d'abattage permettant ainsi de réaliser les contrôles exigés par la réglementation communautaire.

En effet, plusieurs États membres utilisent ces types d'abattoirs mobiles et la Commission européenne a fixé certaines conditions d'utilisation de ces sites mobiles.

Ces installations sont considérées en tant qu'abattoir nécessitant, d'après la réglementation communautaire, un agrément répondant aux dispositions du règlement (CE) n°853/2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale. En outre, les dispositions de la réglementation concernant le bien-être à l'abattage doivent être respectées, sans distinction qu'il s'agit d'un site mobile ou d'une infrastructure fixe. La seule différence pour les deux infrastructures d'abattage réside dans le fait qu'il n'y a pas de transport pour l'abattage dans les abattoirs mobiles.

Actuellement, il n'y a pas de demande pour l'utilisation de tels abattoirs mobiles au Luxembourg. Pour ce motif, les animaux sont abattus dans les abattoirs agréés au Luxembourg dans le strict respect des conditions de protection animale.

Question 2414 (26.09.2016) de **M. Laurent Mosar** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **récente visite de M. le Vice-Premier Ministre turc à Luxembourg:**

Le Vice-Premier Ministre de la République de Turquie, Monsieur Mehmet Şimşek, s'est rendu le vendredi 23 septembre à Luxembourg, en présence d'une large délégation économique. La communication du Gouvernement luxembourgeois s'est limitée à un communiqué de presse officiel après la visite. Selon ce même communiqué, Monsieur Şimşek fut reçu au Grand-Duché dans le cadre d'une «visite de travail» par les Ministres de l'Économie et des Affaires étrangères et européennes. Or, selon certains articles de la presse luxembourgeoise (wort.lu du 23.09.), la Turquie «attendait des autorités luxembourgeoises qu'elles „aident la Turquie en bloquant les fonds des sociétés liées au mouvement FETÖ"». Et d'ajouter lors d'une conférence de presse, organisée unilatéralement par l'Ambassade de Turquie, que le Luxembourg «est bien sûr un État de droit, mais oui nous voulons que nos amis nous aident» (Monsieur Şimşek cité par le «Wort» dans le susdit article).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire si le Vice-Premier Ministre turc s'est rendu au Luxembourg sur invitation du Gouvernement ou si la visite a eu lieu sur demande expresse des autorités turques? Peuvent-ils, le cas échéant, confirmer ce que la presse luxembourgeoise a qualifié de «Charme-Offensiv» (rtl.lu du 23.09.)?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils dès lors nous éclairer sur le véritable objectif de la précitée visite et nous en communiquer, le cas échéant, les résultats politiques, diplomatiques et économiques?

3. De surcroît, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer une demande présumée de la Turquie dans le but de bloquer les fonds du mouvement religieux de Fethullah Gülen - le «mouvement FETÖ» selon le terme lié directement au terrorisme utilisé par le Vice-Premier Ministre turc - au Luxembourg? Dans l'affirmative, quelle en fut la réponse du Gouvernement luxembourgeois?

4. Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer la raison pour laquelle le Gouvernement a renoncé à une conférence de presse conjointe? Quelles furent, pour le reste, les raisons plus générales pour lesquelles le Gouvernement a pratiqué, contrairement à ses habitudes diplomatiques, une politique de communication pour le moins très discrète?

Réponse commune (26.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1. Initialement le Ministre de l'Économie de la Turquie devait se rendre au Luxembourg pour une visite de travail à l'invitation du Gouvernement luxembourgeois. Pour des raisons d'agenda, il est finalement revenu au Vice-Premier Ministre en charge de l'Économie, Monsieur Mehmet Şimşek, de prendre la relève et d'effectuer ce déplacement le 23 septembre dernier, accompagné d'une grande délégation économique.

2. L'ensemble des entrevues s'est déroulé dans une atmosphère cordiale. Tous les sujets d'actualité ont été abordés sans tabou et un dialogue confiant a eu lieu tant sur le plan bilatéral que sur les questions régionales. Cette visite a également été l'occasion de tenir une table ronde économique avec la participation conjointe des milieux d'affaires des deux pays. La Turquie étant un partenaire important pour le Luxembourg, il est primordial d'intensifier nos liens par des échanges et une coopération renforcée dans le domaine économique, au vu de la multitude d'opportunités que la Turquie peut offrir.

3. Une demande de blocage de fonds tel que relevé par les honorables Députés n'a été formulée à aucun moment par la partie turque au cours des différentes entrevues.

4. Les autorités turques ont fait part - en amont de la visite - de leur intention de tenir une conférence de presse pour informer les médias luxembourgeois sur l'évolution de leur situation politique nationale tout comme de leur disponibilité à répondre à toutes les questions qui pourraient surgir. De son côté, le Gouvernement luxembourgeois a informé les médias par voie de communiqué de presse.

Question 2418 (26.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enseignement de la langue luxembourgeoise dans l'École européenne:**

An engem Interview op RTL huet d'Madamm Direkter vun der Europaschoul gesot, datt d'Lëtzebuerger Sprooch am Ament net kann an den „klenge Klassen" geléiert ginn, wëll dofir eng offiziell Demande vum Lëtzebuerger Stat muss gemaach ginn. Esou eng Demande läit awer net vir.

Ech ginn dovunner aus, datt d'Madamm Direkter sech bei dëser Ausso op déi allgemeng Regele fir de Sproochenunterrecht an den Europaschoule bezitt. Dee gesäit speziell Dispositioune vir, fir den Unterrecht „an enger anerer nationaler Sprooch" („ONL other national language" oder autre langue nationale). Dëst sinn am Ament Irlännesch, Maltesesch, Finnesch a Schwedesch.

D'Bestëmmunge fir d'Horairë fir déi „aner national Sproochen" sinn am Artikel 2.4 vum den allgemenge Regele fir de Sproochenunterrecht virgesinn.

Doweinst wéilt ech dem Här Éducatiounsminister dës Fro stellen:

- Wéini denkt den Här Minister, eng Demande un d'Europaschoulen ze stellen, fir datt d'Lëtzebuergescht als „aner national Sprooch" an den Europaschoulen opgeholl gëtt, konform zu den allgemenge Regele fir de Sproochenunterrecht an den Europaschoulen?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Ech erlabe mer, dem honorablen Här Deputéierten déi interessant Informatioun ze ginn, datt e. a. d'Europaschoulen zu Lëtzebuerg gäre géifen eis Sprooch optional ubidden. Duerfir gëtt am Kontext vun der EIDD zu Déifferdeng vum SCRIPT e Programm „Lëtzebuergesch als Friemsprooch" ausgeschafft, dee mir dann hanneno den Europaschoulen an allen aneren internationale Schoulen hei am Land als didaktescht Material zur Verfügung stellen.

Esou wéi op anere Plazen ugekënnegt, schafft mäin Departement och un der Revisioun vum Privatschoulgesetz. Do wäert virgesi ginn, datt an Zukunft all Privatschoul fir en Agreement ze kréien, muss d'Lëtzebuerger Sprooch ubidden. An déi besteeënd Privatschoule kréien eng gewëssen Zäit, fir sech konform ze maachen.

Question 2420 (26.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **projet intégré intermédiaire:**

Selon la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, les projets intégrés intermédiaires (PII) sont maintenus pour les formations concomitantes.

Or, selon les grilles horaires de l'année scolaire 2016-2017 fixées par règlement grand-ducal, le PII n'est plus inclus dans les diverses grilles horaires pour les formations concomitantes. La Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre des Salariés ont fait remarquer dans leurs avis à plusieurs reprises, qu'elles souhaitent conserver le PII pour les formations sous régime concomitant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelle est la position du Ministère par rapport aux avis des chambres professionnelles, partenaires dans la mise en œuvre de la formation professionnelle? Pour quelles raisons les revendications des chambres sont restées lettre morte?

2. Pour quelles raisons le PII ne se trouve-t-il plus dans la grille horaire?

3. De quelle manière le Ministre envisage-t-il garantir que le PII sera maintenu s'il ne se trouve plus dans la grille horaire?

4. Si le PII est organisé, malgré sa suppression dans la grille horaire, existe-t-il toujours un référentiel d'évaluation, condition essentielle pour pouvoir organiser un PII? Quelle est la base légale qui permet d'établir ce référentiel? Est-ce que l'indemnisation des évaluateurs est garantie même sans base légale?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Le système de la formation professionnelle repose sur un partenariat entre l'État, les chambres professionnelles patronales et les chambres professionnelles salariales qui sont les porteurs du système. Il mise sur un concept de partenaires égaux qui en assument ensemble la responsabilité.

Ce partenariat se définit aussi comme une association active de différents intervenants qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser une formation professionnelle de qualité, voire d'excellence.

Chacun des partenaires possède ses propres champs d'action, ses domaines de compétences et ses spécialités.

Les modifications de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, tombent sous les compétences-clés de mon Ministère.

Toutefois, une adaptation plus approfondie de la formation professionnelle est actuellement préparée en concertation avec les partenaires, à savoir les chambres professionnelles, patronales et salariale, ainsi que les directions et les enseignants des lycées. Elle entrera progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, je me suis également adressé, par exemple, aux chambres professionnelles, patronales et salariale concernant certains articles de la loi modifiée de 2008 portant réforme de la formation professionnelle à adapter lors de la prochaine modification de la loi, des sujets relevant de leur «core business» à savoir:

- le contrat d'apprentissage et leur durée,

- le droit de former,

- la prise en compte des besoins des entreprises,

- le carnet d'apprentissage.

Je suis en attente des propositions communes et consensuelles des chambres à ce sujet.

Pour les autres sujets, qui ne relèvent pas des spécialités de l'un ou l'autre partenaire, il va sans dire que je me concerte avec tous les partenaires de la formation professionnelle afin de soumettre une proposition de cadre législatif reflétant un consensus.

Dès lors, je ne considère pas que les revendications des chambres soient restées lettre morte, bien au contraire.

ad 2. Si les projets intégrés intermédiaires se sont avérés utiles pour les formations concomitantes, ils ne le sont pas pour les formations à plein temps où leur organisation pèse lourdement sur les ressources humaines et infrastructurelles des lycées. Les projets intégrés intermédiaires sont maintenus pour les formations sous contrat d'apprentissage, mais ne sont plus considérés en tant que module. Ceci explique pourquoi ils ne figurent plus dans la grille horaire.

ad 3. La garantie se fait par la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle qui stipule dans l'article 32: «(...) Chaque formation comprend obligatoirement un projet intégré final qui est un module fondamental. Pour les formations sous contrat d'apprentissage, un projet intégré intermédiaire est organisé au milieu de la formation (...).»

ad 4. La même loi stipule dans l'article 33: «(...) Les lignes directrices et les modalités du contrôle continu à l'école et en milieu professionnel sont proposées par les équipes curriculaires respectives, en coopération avec les commissions nationales de formation. Elles sont arrêtées sous forme de référentiel d'évaluation par le ministre.

L'évaluation des projets intégrés se fait par les équipes curriculaires concernées (...).»

Au vu de ce qui précède, la base légale permettant l'établissement de ce référentiel est donnée. Il va sans dire que, vu l'existence d'une base légale, que l'indemnisation des évaluateurs est également garantie.

Question 2424 (27.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès de Taïwan à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI):**

Taiwan betreit eng Fluchzon vun 180.000 Séimeilen, wou am Joer ronn 1,53 Millioune Fluchbewegunge stattfanne mat 58 Millioune Passagéier. Déi zoustänneg Autoritéite vun der Insel, déi sech ëm d'Sécherheet vun der Aviatioun bekëmmeren, sinn awer net Member an de OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), déi stänneg d'Norme fir d'Sécherheet vun der Fligerei upasst. D'OACI ass eng spezialiséiert Institutioun vun de Vereenegten Natiounen.

No der Meenung vun den Autoritéiten an Taiwan wär et wichteg, schonns eleng wéinst der Sécherheet, datt d'Autoritéite vun Taiwan, déi sech ëm de Fluchverkéier këmmeren, Accès zur OACI kréichen.

Doweinst wéilt ech dem Här Bausseminister dës Fro stellen:

- Ass Lëtzebuerg bereet, d'Kandidatur vun der ziviller aeronautescher Autoritéit vun Taiwan an der OACI ze ënnerstëtzen?

Réponse (21.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Déi taiwanesch Autoritéiten hu bis ewell keng Kandidatur gestallt, fir an der OACI Member ze ginn. Déi taiwanesch Autoritéiten hunn d'Ënnerstëtzung vun de Lëtzebuerger Autoritéite gefrot, fir kënnen als Gaascht bei der 39. Assemblée générale vun der OACI, déi vum 27. September bis de 7. Oktober stattfonnt huet, invitéiert ze ginn. Et ass dëst d'Responsabilitéit vum Conseil vun der OACI, fir esou Invitatiounen erauszeginn. Dozou muss ee soen, datt de Conseil vun der OACI 36 Memberen zielt, wourënner Lëtzebuerg net vertrueden ass.

Question 2427 (28.09.2016) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **commissariat de police Gare-Hollerich:**

Le 16 septembre 2016, la police a inauguré officiellement en présence de Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg et de Madame la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure les nouveaux locaux du commissariat Gare-Hollerich dans la rue Glesener à Luxembourg-ville.

Madame la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure a souligné dans son discours que la police lutte très activement contre la problématique de la drogue dans le quartier de la gare ainsi que la criminalité et les nuisances y liées, notamment par une présence renforcée et des actions d'envergure dirigées contre les dealers. Madame la Secrétaire d'État a assuré que les efforts engagés depuis le début de l'année se poursuivront, en laissant par ailleurs entendre des renforts supplémentaires en personnel.

Force est cependant de constater que les personnes qui habitent ou travaillent dans le quartier de la gare ressentent toujours une grande insécurité, surtout la nuit, et doutent que la présence dans la rue Glesener d'un commissariat ne fonctionnant que pendant la journée apporte une grande plus-value.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il indiquer concrètement quelles sont les mesures prises depuis le début de l'année?

2. Ces mesures sont-elles jugées suffisantes?

3. Le commissariat de la rue Glesener ne devrait-il pas fonctionner 24h/24?

4. De manière plus générale, quelle est la situation de la criminalité sur le territoire de la Ville de Luxembourg?

Réponse (05.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Au début de l'année 2016 j'ai annoncé différentes mesures destinées à rétablir l'ordre et la sécurité dans le quartier de la gare, parmi lesquelles l'ouverture d'un commissariat de police dans la rue Glesener, une présence policière renforcée et des actions d'envergure contre les vendeurs de drogue et les établissements tolérant la vente de drogues.

Depuis janvier 2016, la police marque une présence renforcée sur le terrain et a réalisé dix actions d'envergure ciblées dans différents bars du quartier de la gare, la dernière ayant eu lieu en date du 20 septembre 2016. Les actions d'envergure ont permis d'arrêter et de déférer devant le juge d'instruction 65 personnes pour détention et trafic de stupéfiants.

Au total, la police a arrêté 114 personnes pour détention et trafic de stupéfiants dans le quartier de la gare au cours des neuf derniers mois. Les actions de la police ont par ailleurs conduit à la fermeture de plusieurs débits de boissons qui toléraient des trafics de stupéfiants.

Tout en étant conscient qu'il est difficile, voire impossible, d'éradiquer définitivement la problématique de la drogue, ensemble avec la police et la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, nous poursuivrons nos efforts pour rétablir le sentiment de sécurité dans le quartier de la gare.

Dans l'immédiat, le Centre d'intervention - Groupe Gare, qui compte un effectif de 28 policiers est renforcé de manière à pouvoir assurer encore une plus grande présence sur le terrain la nuit.

Avant son déménagement vers la rue Glesener, le commissariat de proximité Gare-Hollerich fonctionnait avec un effectif de huit policiers. Le commissariat compte désormais douze policiers et fonctionne de 7.00 heures du matin à 19.00 heures du soir.

Le commissariat de la rue Glesener présente la particularité, par rapport à d'autres commissariats de proximité, qu'il fonctionne déjà à deux roulements, système qu'il est prévu de généraliser dans le cadre de la réforme de la police, et qu'il a principalement pour mission d'assurer des patrouilles dans le quartier, en particulier dans les rues avoisinantes du commissariat.

Les missions du commissariat de la rue Glesener sont complémentaires par rapport à celles du Centre d'intervention de Luxembourg qui fonctionne 7j/7 et 24h/24 et dont les services sont répartis sur deux sites - la gare centrale et la rue Marie Curie.

Vu toutefois la situation particulière dans le quartier de la gare et vu les doléances des citoyens, j'ai invité la police à étudier les possibilités d'une éventuelle extension des heures de fonctionnement du commissariat de la rue Glesener.

Concernant la criminalité sur le territoire de la Ville de Luxembourg, les statistiques de la police disponibles pour 2016 indiquent une nette tendance à la baisse, notamment en ce qui concerne les cambriolages, les vols avec violences et les actes de vandalisme.

Question 2429 (28.09.2016) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau rond-point sur la N14 à la hauteur du chemin Kréiwenkel à l'entrée de Diekirch:**

Dans le cadre de la construction du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf, il est prévu de construire un nouveau rond-point sur la route de Larochette N14 à la hauteur du chemin Kréiwenkel à l'entrée de Diekirch pour donner accès au futur campus scolaire. Dans ce contexte, il est prévu que la N14 sera barrée complètement au trafic jusqu'à la fin des travaux et qu'un itinéraire de déviation à partir et vers Diekirch sera mis en place via le lieu-dit Broderbour (CR356) et la localité de Gilsdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la N14 sera complètement fermée au trafic pendant la construction du nouveau rond-point et que la totalité du trafic sera déviée via le lieu-dit Broderbour et la localité de Gilsdorf?

- Est-il prévu d'aménager des mesures de sécurisation supplémentaires dans la localité de Gilsdorf pendant la durée du chantier et notamment au niveau de la sécurité sur le chemin de l'école et le cas échéant lesquelles?

- Quand les travaux de construction débuteront-ils et quelle est leur durée probable?

- Afin de limiter au minimum les perturbations de la circulation, ne serait-il pas envisageable de construire pour la durée du chantier un by-pass provisoire à hauteur du nouveau rond-point?

- Quelles seraient les raisons qui empêcheraient une telle solution?

- Comment la desserte du chantier du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf sera-t-elle organisée pendant la phase de construction du nouveau rond-point?

Réponse (25.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la construction d'un nouveau rondpoint sur la N14 à la hauteur du chemin Kréiwenkel à l'entrée de Diekirch.

Effectivement il faudra fermer au trafic la N14 entre les points kilométriques PK 1.200 et 5.100, donc de la sortie de Diekirch jusqu'au carrefour avec le chemin CR347 menant vers Broderbour, pendant la construction du nouveau rond-point. D'un diamètre de 45 mètres, le nouveau rond-point sera élevé quatre mètres en dessous de la voirie actuelle, ce qui rendra impossible le maintien du trafic en ces endroits. Le trafic dévié par Broderbour se limitera aux véhicules en dessous de 3,5 tonnes, les autres véhicules et poids lourds devront faire le détour par Schieren. À noter qu'une étude de faisabilité menée par un bureau d'études était arrivée à la même conclusion que l'administration, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de laisser le tronçon de route en question sous circulation durant les travaux.

Une réunion aura lieu avec les responsables communaux de Bettendorf pour discuter des mesures de sécurisation supplémentaires à prendre dans la localité de Gilsdorf pendant la durée du chantier. Vu l'augmentation du trafic, il est prévu de renforcer le dispositif de protection des piétons avec l'installation d'une glissière provisoire de type Mini-GUARD pendant toute la phase chantier. Aussi des pourparlers seront menés avec la Police grand-ducale pour une augmentation de la fréquence des contrôles périodiques.

En ce qui concerne le début des travaux, il faudra d'abord attendre l'achèvement des travaux de réhabilitation du pont OA158 sur la Sûre à Diekirch. Ensuite il faudra encore procéder à des travaux d'assainissement du CR356 menant de Broderbour vers Gilsdorf et attendre la réalisation de travaux à ces endroits par la société Creos, avant que les travaux pour le giratoire pourront commencer ou bien fin 2016 ou bien début 2017. La durée totale du chantier est de 200 jours. Toutefois la période, pendant laquelle la N14 sera barrée à toute circulation, pourra être limitée à quatre mois (sous condition d'une météo favorable).

La construction d'un by-pass provisoire à hauteur du nouveau rond-point n'a pas pu être retenue pour diverses raisons. D'un côté, une pente trop raide le rend techniquement impossible. De l'autre côté, il y a un manque d'espace et pour y remédier il faudrait procéder à un important déboisement. En outre, la route N14 passe en ces lieux au bord d'un réservoir d'eau potable et vu la proximité de sources captées servant pour l'approvisionnement de l'eau potable, le versant est délimité d'une zone de protection d'eau potable.

Enfin, l'organisation de la desserte du chantier du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf durant la construction du nouveau rond-point, se fera en concertation avec l'Administration des bâtiments publics et les entreprises responsables pour les chantiers respectifs.

Question 2442 (05.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle amende à payer par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE):**

D'après des informations rapportées d'abord par la «Süddeutsche Zeitung», puis relayées par les organes de presse luxembourgeois, la BCEE devrait payer au Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie environ 14 millions d'euros pour complicité de fraude fiscale. Comme l'indique «Le Quotidien», «s'il s'agit bien d'un accord amiable, cela signifie que la Spuerkeess reconnaît implicitement sa complicité de fraude fiscale, alors même qu'elle avait formellement contesté il y a moins d'un an».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer depuis quand il était au courant des soupçons de complicité de fraude fiscale dont était accusée la BCEE?

- Alors que la BCEE est placée sous la «haute surveillance du ministre ayant le Trésor dans ses attributions» et que cinq membres au conseil d'administration représentent l'État et y sont nommés par le Gouvernement en conseil. Monsieur le Ministre a-t-il été informé, voire impliqué dans les négociations ayant abouti à l'accord à l'amiable susmentionné? Dans l'affirmative, depuis quand? Toujours dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené la BCEE à accepter cet accord à l'amiable?

Réponse (12.10.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de procédures de redressement fiscal en Allemagne, notamment quand elles sont initiées suite à des dénonciations volontaires de la part de clients eux-mêmes («Selbstanzeigen»), il n'est pas inhabituel pour les autorités allemandes d'examiner également la question de la responsabilité éventuelle de la banque du client et des employés de celle-ci. Dans un tel contexte, et sans considération du pays d'établissement de cette banque et du domicile de ses employés, la qualification des faits relève de la seule loi allemande.

En l'occurrence, certains clients de la BCEE, résidents allemands, ont pu faire l'objet de telles procédures. C'est dans ce contexte que la BCEE a été approchée par les autorités allemandes.

Le Ministre des Finances, représentant l'État en tant qu'actionnaire unique de la banque, a été régulièrement informé de l'évolution, tant par la direction de la banque, que par les administrateurs représentant l'État au conseil d'administration et par le Commissaire de surveillance.

Eu égard aux procédures transactionnelles prévues par la loi allemande, la BCEE a pour objectif de ne pas exposer son personnel à de quelconques procédures judiciaires en Allemagne. Cette approche est justifiée d'autant plus par le fait que la BCEE considère que ses employés n'ont aucune irrégularité à se reprocher par rapport à la législation luxembourgeoise.

L'accord en question est en cours de négociation et il n'est dès lors pas possible d'en donner une appréciation à ce stade.

Question 2444 (05.10.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **fermeture et interdiction de chaînes de télévision et de radiodiffusion kurdes en Turquie:**

Selon les informations diffusées par la presse allemande, plusieurs chaînes de télévision et de radiodiffusion turques, défendant l'identité, la langue et la cause de la population kurde, ont récemment été fermées et leurs licences d'exploitation retirées par les autorités gouvernementales. Avec cette nouvelle vague de fermetures, il n'existerait plus de médias représentant les intérêts de la population kurde en Turquie, portant ainsi atteinte à la liberté d'expression.

Il est rappelé dans ce contexte que la liberté d'expression, constituant par ailleurs une des 72 conditions exigées par l'Union européenne dans le cadre de la libéralisation des visas pour les ressortissants turcs, présuppose la pluralité d'opinion et partant le pluralisme des médias.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de renseignements plus précis au sujet de ces faits relatés par la presse allemande?

2. Quelles démarches Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre au niveau communautaire?

3. Dans les conditions données, Monsieur le Ministre estime-t-il encore réaliste que la libéralisation des visas intervienne dans les prochains mois?

Réponse (25.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le décret-loi 668 du Gouvernement turc du 25 juillet 2016 a décidé de la fermeture d'une série d'organes de presse, dont des agences de presse, des chaînes de télévision, des chaînes de radiodiffusion, des journaux, magazines et maisons d'édition. Le décret-loi indique par ailleurs que le ministre compétent pourra décider de la fermeture de tout autre organe de presse qui n'est pas sur la liste, mais qui constitue une menace pour la sécurité nationale ou qui a des liens avec des groupes terroristes.

En application du décret susmentionné, ce sont des organes de presse et chaînes de TV-radio proches de Fethullah Gülen qui ont été dans un premier temps fermés. Les personnes proches du prédicateur Gülen sont considérées par le Gouvernement turc comme les principaux responsables de la tentative de coup d'État. Dans une deuxième phase, à partir du mois de septembre, les autorités turques ont étendu leurs mesures restrictives à certains médias d'opposition. Depuis, plusieurs chaînes de télévision et de radiodiffusion populaires auprès des communautés kurdes, alévies mais aussi des supporters des partis d'opposition ont été fermées. Dans ce contexte, les médias kurdes semblent avoir été plus spécifiquement ciblés.

ad 2. L'état d'avancement de la Turquie au regard des préparatifs visant à satisfaire aux critères d'adhésion à l'UE, dont notamment le respect de la primauté du droit et des droits fondamentaux, est actuellement analysé par la Commission européenne en vue de la finalisation de son rapport annuel dont la publication est attendue pour le début du mois de novembre. Le rapport que la Commission européenne a publié en novembre dernier a déjà constaté une tendance négative globale dans le respect de la primauté du droit et des droits fondamentaux en Turquie et il est à craindre que cette tendance ait été accentuée à la suite des mesures prises par les autorités turques à la suite de la tentative de coup d'État. Comme chaque année, le Conseil de l'Union européenne aura une discussion sur ce rapport et arrêtera la voie à suivre sous forme de conclusions au mois de décembre. Parallèlement, il convient de suivre de près la coopération entre la Turquie et le Conseil de l'Europe en ce qui concerne le respect de l'État de droit, une coopération que le Luxembourg salue vivement. Début septembre, la session extraordinaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en présence des Ministres turc et luxembourgeois des Affaires étrangères a été l'occasion d'insister sur la responsabilité collective que les 47 États membres du Conseil de l'Europe assument dans la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme et dans l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

Les mesures prises par les autorités turques à la suite de la tentative de coup d'État sont également abordées dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques. Dans ce contexte, le Luxembourg ne cesse de rappeler la nécessité d'un respect des critères de Copenhague, en particulier l'importance du respect des droits de l'homme et de l'État de droit. De plus, nous avons exprimé le souhait que l'unité entre les partis politiques au Parlement turc, survenue suite à la tentative de coup d'État, puisse mener à l'élaboration de politiques inclusives et que le Gouvernement turc puisse abroger l'état d'urgence.

ad 3. Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n°2276 déposée par l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar (CSV) *(voir ci-dessus)*. La libéralisation des visas sera accordée une fois que la Turquie respectera tous les critères. La Turquie doit encore satisfaire cinq conditions sur 72, qui concernent notamment des questions liées à la protection des données ainsi que les législations antiterroristes. Le troisième rapport de suivi de la Commission européenne publié le 28 septembre dernier encourage la Turquie dans ses efforts pour achever le plus rapidement possible la mise en œuvre des critères en suspens. Par ailleurs, la Commission européenne a souligné l'importance de poursuivre le dialogue avec la Turquie en la matière.

Le processus de libéralisation requiert en principe l'accomplissement de tous ces critères. À ce stade, il est prématuré de vouloir se prononcer sur l'issue du processus et il convient de suivre de près l'évolution du contexte politique en Turquie. De plus, il est à noter que le quatrième rapport sur la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie sera publié en décembre 2016.

Question 2446 (06.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours à option en langues:**

Ëmmer nees héiert ee vu klassesche Lycéeën, an deenen eng Klass vun den Optiounssproochen op der Sproochesektioun (Spuenesch oder Italienesch) ewechfält, well net genuch Schüler sech derfir interesséieren. Anscheinend ginn elo op d'mannst op enger Plaz am Land, wou net genuch Schüler sech fir eng vun deene Sproochen interesséieren, fir eng ganz Klass zesummenzekréien, Sproocheklasse vu verschiddenen Niveauen zesummegeluecht, wat also bedeit, datt Schüler vun ënnerschiddlechem Niveau a mat verschiddene Programmer an enger Klass zesumme sëtzen. Déi Kanner vum ieweschten Niveau kréien dann deen Deel vun hirem Programm, deen an esou enger zesummegesatener Klass ze kuerz kënnt, no deenen normale Schoulstonne vermëttelt, an zwar a sougenannten „Cours de rattrapage". A Wierklechkeet sinn dat also keng Cours de rattrapage, mä just normal Stonne mat deem Programm, dee fir déi betraffe Schüler souwisou virgesinn ass.

Dës Solutioun werft eng Rëtsch vu Froen op, déi ech heimat wéilt dem Här Schoulminister stellen:

1. Ass dem Här Minister déi Praxis, d'Optiounssprooch an enger gemeinsamer Klass vun ënnerschiddlechem Niveau ze enseignéieren an a sougenannten Nohëllefstonnen deen Deel vum Programm nozehuelen, dee fir déi iewescht Schüler virgesinn ass, bekannt?

2. Op wéi ville Plaze geschitt dat am Land a wéi vill Schüler sinn heivu betraff?

3. Huet den Här Minister eng Erklärung, firwat op déi Bezeechnung vun „Rattrapage" zréckgegraff gëtt? Huet dat eventuell budgetär Grënn?

4. Gëtt den Asaz vum Léierpersonal an deene Cours de rattrapage eventuell méi bëlleg wéi d'Bäibehale vun normale Coursen, also am Verglach mat enger normaler Klass, an där d'Mindestzuel vu Schüler erreecht ass?

5. Féiert déi Praxis, fir d'Cours de rattrapage fir den normalen Unterrecht ze benotzen, eventuell zu Schwieregkeeten oder Aschränkunge fir déi Schüler, déi wierklech zousätzlech Léierstonnen an deem engen oder anere Fach géife brauchen?

6. Kënnen dës Problemer duerch eng Ännerung an der Schoulorganisatioun behuewe ginn a wëllt den Här Minister dat maachen?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Et ass eng gängeg Praxis, datt bei Course mat ganz klengen Effektiver verschidde Joergäng zesummegeluecht ginn, fir d'Offer awer regional bäizebehalen an esou ze verhënneren, datt d'Schüler de Lycée musse wiesselen.

Dat geschitt op zwou Plazen am Land an et betrëfft knapps eng Dose Schüler.

Am konkrete Fall zu Dikrech ass den Italienesch-cours vu 1re A an 2e A zesummegeluecht gi mat am Ganze fënnef Schüler. Am Prinzip hunn déi Schüler fënnef Stonnen Italienesch d'Woch.

Fir de Schüler entgéintzekommen an dem Proff ze erlaben, spezifesch op déi eenzel Joergäng anzegoen, ginn elo dräi Stonne fir déi fënnef Schüler zesummen organiséiert an dann nach all Kéier zwou Stonne fir de Grupp 1re an zwou Stonne fir de Grupp 2e. Et ginn also am Ganze siwe Stonnen organiséiert. Zwou vun deene Stonnen huet d'Schoul elo administrativ als APPUI libelléiert.

Dat huet awer weder en Afloss op d'Qualitéit vum Cours nach op de Budget. Ech sinn iwwerzeegt, datt dës Léisung e gudde Kompromëss tëschent enger effizienter Organisatioun an enger breeder lokaler Offer ass.

N°03
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°03 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Stratégie de l'aéroport p. 68
Changement climatique p. 78
État de la viticulture p. 81

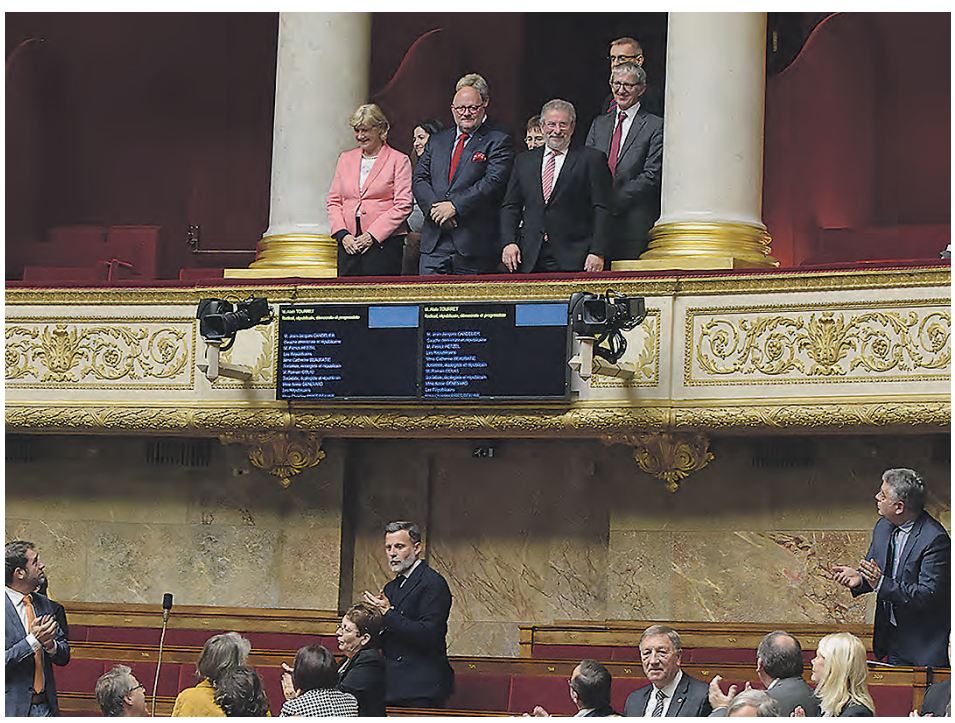
Sommaire des séances publiques nos 6 et 7 p. 89
Sommaire des questions parlementaires p. Q47

6e séance Jeudi 17 novembre 2016
7e séance Mardi 22 novembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Échanges de vues interparlementaires

Une délégation de la Chambre à l'Assemblée nationale



Accueil chaleureux pour la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée nationale.

Une éventuelle demande française de compensations financières pour les impôts payés au Grand-Duché par les travailleurs frontaliers ainsi que les répercussions de la réforme fiscale pour ces mêmes salariés ont été les sujets qui ont dominé les discussions dans le cadre de la visite d'une délégation de la Chambre des Députés à l'Assemblée nationale les 29 et 30 novembre à Paris.

Lors d'un échange de vues avec M. Christian Eckert, Secrétaire d'État chargé du Budget, les deux parties se sont accordées sur le fait qu'il faut privilégier la réalisation de projets communs au partage des recettes fiscales. Des projets communs visant à améliorer la qualité de vie pourraient concerner différents secteurs tels que la formation et l'apprentissage, les crèches ainsi que l'infrastructure en général et le développement des P&R.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait qu'une grande partie des recettes fiscales sur les salaires est réinvestie dans le financement de la sécurité sociale dont les frontaliers profitent à même titre que les résidents. Il a réagi de cette manière à une déclaration récente d'un membre du Gouvernement français qui avait déclaré que la France réfléchissait à récupérer une contrepartie financière pour les impôts payés par les quelque 90.000 travailleurs frontaliers français au Luxembourg dans la perspective où leur nombre pourrait doubler à l'horizon 2035.

Pour ce qui est de la réforme fiscale, les deux parties ont insisté sur la nécessité d'un traitement égalitaire entre contribuables résidents et frontaliers et ont identifié un besoin d'explication supplémentaire. Lors d'une autre entrevue, Mme Elisabeth Guigou, Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, s'est également renseignée sur ces deux points.

La délégation a en outre rencontré le Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone, et le Président du groupe d'amitié France-Luxembourg, M. Michel Liebgott.

Une cérémonie en hommage à Robert Schuman

Dans le cadre de la visite, le Président de la Chambre des Députés a assisté en tant qu'invité d'honneur à une cérémonie de dévoilement des plaques commémoratives en hommage à MM. André Marie et Robert Schuman à l'hémicycle du Palais Bourbon.

Aux côtés de M. Claude Bartolone (à droite), M. Mars Di Bartolomeo a assisté à la cérémonie en hommage à Robert Schuman.

La délégation luxembourgeoise, qui a également participé à une heure de questions au Gouvernement français, était composée du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, de la Vice-Présidente, Mme Simone Beissel, ainsi que de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et de M. Claude Adam, député.

Présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional

«Rapprocher encore davantage les citoyens de nos différents pays et régions et faciliter leurs échanges quotidiens» sera la principale priorité de la présidence luxembourgeoise, a annoncé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'occasion de la transmission de la présidence belge à la présidence luxembourgeoise du Conseil parlementaire interrégional (CPI) le 9 décembre 2016 à Namur.

Accompagné par M. Roger Negri, le Président de la Chambre des Députés a présenté les principaux sujets que la présidence luxembourgeoise aimerait aborder:

- le logement dans les régions transfrontalières,

- l'éducation à la citoyenneté et le dialogue avec les jeunes,

- les questions fiscales,

- la coopération transfrontalière en matière de sécurité et de recherche et

- la question du nucléaire.

La présidence luxembourgeoise du CPI commencera le 1er janvier 2017 et durera deux ans.

Lors de la séance plénière, le Conseil a adopté, à l'unanimité, six recommandations concernant l'économie de la créativité et de l'innovation, la mondialisation, la digitalisation de la société et les moyens innovants pour réduire les inégalités, les aéroports de la Grande Région, la formation professionnelle transfrontalière, l'équité fiscale dans la Grande Région ainsi que les villes intelligentes et un urbanisme durable.

Cette dernière recommandation a été présentée par M. Roger Negri en sa qualité de président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI, suite à une réunion qui s'était tenue à Esch-Belval conjointement avec le Parlement Benelux, le 7 octobre dernier. Sa recommandation appelle notamment à promouvoir l'implantation de pôles d'innovation urbaine dans des zones défavorisées et en reconversion ainsi que de promouvoir l'inclusion sociale et la participation de toutes les couches d'âge. De même, il conviendrait d'optimiser davantage la mobilité des usagers en temps réel dans les espaces urbains et de promouvoir une gestion intelligente de l'énergie, tout en développant une infrastructure de télécommunications urbaines à très haut débit.

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le but du Conseil parlementaire interrégional, créé en 1986, est celui de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région (Sarre, Lorraine, Grand-Duché de Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie, Communauté germanophone de Belgique) ainsi que de contribuer à une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines de compétence des différentes régions.

M. Mars Di Bartolomeo (1re rangée au milieu) Président de la Chambre, M. Roger Negri et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général (2e rangée au milieu) étaient présents à la transmission de la présidence.

Réunions interparlementaires à Bruxelles

Europol et avenir institutionnel de l'Union européenne

© Union européenne 2016

M. Marc Angel a représenté la Chambre à Bruxelles.

Le 28 novembre 2016, 31 parlements respectivement chambres représentant 23 États membres ainsi que le Parlement européen ont participé à une réunion à Bruxelles pour débattre des modalités de contrôle parlementaire des activités d'Europol. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel.

Lors de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) 2016, les Présidents avaient salué l'adoption du nouveau règlement Europol qui renforce le mandat de l'agence pour lutter plus efficacement contre l'augmentation des infractions transfrontalières et des menaces terroristes. Le nouveau règlement, qui doit entrer en vigueur le 1er mai 2017, prévoit la constitution d'un groupe de contrôle parlementaire conjoint spécialisé (JPSG) qui exercera un contrôle parlementaire des activités de l'agence liées, entre autres, à l'échange des données personnelles.

Sur base d'un avant-projet préparé par la Troïka de la Conférence des Présidents et du Parlement européen, les parlementaires ont pu s'exprimer, lors de cette réunion, de vive voix sur les modalités de base du contrôle parlementaire de l'agence. Ainsi ont pu être débattues des questions comme la composition, la taille, le lieu, la présidence et la fréquence de réunion du futur groupe de contrôle parlementaire.

M. Marc Angel a appelé à faire preuve d'esprit de compromis, en soulignant qu'il était de la responsabilité des parlements de suivre politiquement les activités de l'agence Europol, y compris l'impact de ces activités sur les droits fondamentaux et libertés. «Nous devons à nos citoyens de disposer d'une agence Europol qui fonctionne bien et d'un groupe de contrôle parlementaire efficace, petit et spécialisé qui ne sera pas un grand forum pour s'entendre parler», a déclaré le député.

Le groupe de travail de la Troïka examine actuellement les interventions faites au cours de la réunion interparlementaire du 28 novembre, afin de préparer un projet de texte sur les modalités de fonctionnement du JPSG qui sera soumis pour amendement aux parlements de l'UE jusqu'en février 2017.

Le 29 novembre 2016, la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen a invité les députés à sa réunion interparlementaire annuelle, où les députés ont eu un échange de vues sur la réforme de la loi électorale et le droit d'enquête du Parlement européen, deux dossiers où le Parlement européen dispose d'un droit d'initiative et où ce dernier cherche encore à parvenir à un accord avec le Conseil de l'UE dans des négociations qui s'avèrent difficiles.

Le député Marc Angel a positivement accueilli le choix du Parlement européen de ne pas avoir opté au niveau de la réforme de la loi électorale pour une procédure électorale uniforme qui aurait fait fi des spécificités nationales, tout en soulignant les efforts déployés par le Luxembourg pour assurer une meilleure représentativité des femmes au niveau politique par des listes électorales qui devraient être composées lors des prochaines élections d'au moins 40% de femmes.

La session de l'après-midi a été consacrée à l'évolution institutionnelle de l'UE pour l'avenir, en présence des deux anciens commissaires, M. Mario Monti et M. António Vitorino. Les discussions ont, entre autres, porté sur le rapport «Améliorer le fonctionnement de l'Union européenne en mettant à profit le potentiel du traité de Lisbonne» des rapporteurs Bresso et Brok, et le rapport «Évolutions et adaptations possibles de la structure institutionnelle actuelle de l'Union européenne» du rapporteur Verhofstadt, qui viennent d'être adoptés en commission le 8 décembre et qui devraient être adoptés lors de la plénière de février.

Séance plénière du Parlement Benelux

Une fin de présidence belge marquée par les enjeux sociaux et la mobilité transfrontalière

Le Parlement Benelux s'est réuni pour la dernière fois sous présidence belge à Bruxelles les 25 et 26 novembre 2016. C'est en particulier la lutte contre le dumping social qui figurait au cœur des travaux. Une recommandation préconisant des contrôles et l'interdiction de prix anormalement bas a ainsi recueilli un très large assentiment. À ce sujet, le Secrétaire d'État belge M. Philippe De Backer a souligné à l'instar des parlementaires l'importance de la libre circulation des personnes en tant que pilier fondamental de l'Union européenne. Mais lorsque le dumping social génère une concurrence déloyale, les pouvoirs publics doivent intervenir.

Outre une recommandation sur le renforcement de la coopération militaire, un autre texte portant sur la fraude et les pratiques déloyales en matière de commerce de billets d'entrée a également recueilli un large soutien. Pour sa part, M. Marcel Oberweis a présenté les conclusions de la trilogie de conférences «Smart Cities» en soulignant que les premiers éléments de la transition vers la ville intelligente et durable se font aujourd'hui remarquer dans les domaines du logement, de la production d'énergie renouvelable, de la mobilité douce et au niveau social.

En 2017 et 2018, les séances plénières se tiendront à la Première Chambre à La Haye. Le député néerlandais M. André Postema succédera à Mme Maya Detiège en qualité de Président du Parlement Benelux. Ce sera l'occasion de travailler notamment sur la problématique de la coordination du contrôle aérien au Benelux et en Europe, de même que sur la mobilité transfrontalière, deux questions déjà amplement débattues à Bruxelles fin novembre.

Corapporteur sur cette problématique avec M. Postema, M. Roger Negri a présenté l'évolution du dossier concernant la liaison ferroviaire Luxembourg-Namur-Bruxelles. Dans les prochaines années, les travaux en cours sur cette ligne causeront des retards encore plus systématiques que ce n'est déjà le cas actuellement, alors que leur finalisation ne finit pas d'être repoussée. D'une manière plus générale, le Luxembourg s'est mis en conformité avec les normes de sécurité européennes (ECTS) que d'autres États tardent à mettre en œuvre. Non seulement cette situation complique-t-elle les flux transfrontaliers, mais aussi peut-elle constituer un risque de sécurité pour les voyageurs.

Les membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux présents à Bruxelles: M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, Mme Diane Adehm, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Gusty Graas et Frank Arndt, en compagnie du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain De Muyser.

Visite du Monténégro à l'occasion du vote sur son accession à l'OTAN

M. Ivan Brajović et M. Mars Di Bartolomeo

À l'occasion du vote approuvant l'accession du Monténégro à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) le 14 décembre 2016 à la Chambre des Députés, le Président du Parlement monténégrin, M. Ivan Brajović, a été en visite au Luxembourg.

M. Brajović a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et a assisté à la séance publique lors du vote.

Le Président de la Chambre des Députés a salué l'évolution de cette jeune république - qui a également le statut de candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne - et a insisté dans ce contexte sur les progrès nécessaires en matière des valeurs fondamentales.

Actuellement, environ 8.000 ressortissants d'origine monténégrine habitent au Grand-Duché.

«Un combat juste et courageux»

«Vous me rappelez un chapitre très douloureux de notre histoire contemporaine et de ma jeunesse!» C'est ainsi que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le 12 décembre 2016 l'activiste franco-vietnamienne, Mme Tran To Nga. En 2004, Mme Tran To Nga, victime de produits chimiques (surtout de la dioxine) qui ont ravagé son pays natal dans les années '70, a entamé des procès contre des multinationales américaines de la pétrochimie. Elle les accuse d'avoir produit l'«agent orange», un défoliant très toxique déversé par l'aviation américaine et qui, aujourd'hui encore, fait de nombreuses victimes au Vietnam.

Le Président de la Chambre des Députés a exprimé sa solidarité avec Mme Tran To Nga ainsi qu'avec toute la population vietnamienne qui a dû subir ce calvaire. «Même si le temps ne peut pas guérir les maux, le combat que vous menez est un combat juste et courageux», s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés.

Selon le Président, Mme Tran To Nga représente un exemple à suivre pour combattre et dénoncer les crimes contre l'humanité.

Mme Tran To Nga (au milieu) a remis son livre «Ma terre empoisonnée» au Président de la Chambre.

L'Administration parlementaire riche de trois nouveaux fonctionnaires

L'Administration parlementaire compte trois nouveaux fonctionnaires.

Le 13 décembre 2016, M. Jean-Paul Bever, attaché au Service des commissions, M. Gaëtan Fagnart, rédacteur au Service gestion des connaissances, et M. Marc Weyrich, huissier au Service logistique et technique, ont été assermentés par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Les procédures d'assermentation ont eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, ainsi que des chefs de service respectifs.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°03** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sociétés d'impact sociétal

6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune

Le présent projet de loi vise à créer un cadre juridique adapté aux besoins et aux spécificités des entreprises à finalité sociale ou sociétale.

Dans ce contexte, l'économie sociale et solidaire est définie comme ayant comme objectif principal non pas de faire du profit, mais d'avoir un impact social ou sociétal positif.

Selon une étude du Statec de 2014, l'économie sociale et solidaire est en pleine progression: ainsi, en 2011 le secteur comptait 25.000 emplois en 2011, un chiffre qui a presque doublé depuis 2000. Les trois quarts des entreprises de ce domaine sont des associations sans but lucratif (ci-après «a.s.b.l.»), un tiers propose des services de santé et de l'action sociale.

Pourtant, le statut «a.s.b.l.» ne semble guère adapté à ces entreprises: la possibilité pour une a.s.b.l. de poursuivre des activités marchandes est discutable - d'ailleurs nombreuses d'entre elles rencontrent des difficultés pour se voir délivrer une autorisation d'établissement qui est pourtant nécessaire. Ainsi, les a.s.b.l. se trouvent dans des situations d'insécurité juridique.

Par ailleurs, les a.s.b.l. n'ont pas d'accès aux marchés publics, malgré la possibilité depuis les nouvelles directives (2014/23/UE et 2014/24/UE) de tenir compte de critères sociaux et environnementaux et de réserver des marchés publics à des structures spécifiques (p. ex. ateliers protégés) ou entreprises sociales.

En créant donc un statut juridique spécifique, le présent projet de loi n'offre pas uniquement une meilleure sécurité juridique aux entreprises à finalité sociale ou sociétale, il leur offre également une visibilité accrue.

Le statut de société d'impact sociétal (ci-après «SIS») implique, au-delà des avantages purement opérationnels, une reconnaissance officielle de la spécificité de ces entreprises.

Cette reconnaissance est assortie d'un certain nombre d'obligations en termes de transparence qui se traduisent à la fois par une procédure d'agrément par arrêté ministériel et par une surveillance prudentielle exercée par le Ministre ayant l'économie sociale et solidaire dans ses attributions.

Le Ministre ayant l'économie sociale et solidaire dans ses attributions assumera également la supervision publique des activités des SIS, afin de garantir le respect de la loi et des engagements statutaires qui ont motivé l'agrément. Au-delà des obligations générales de transparence financière (révision des comptes par un réviseur d'entreprises agréé), toute SIS sera tenue d'établir chaque année un rapport extra-financier ayant pour objet d'évaluer la réalisation de ses objectifs d'impact social ou sociétal.

À travers ces exigences en matière d'agrément et de surveillance, le présent projet de loi vise à garantir non seulement la bonne gestion financière de ces entreprises, mais également la primauté de la poursuite de la finalité sociale ou sociétale sur la distribution de bénéfices. Ceci est destiné à prévenir tout risque de confusion ou d'abus dans l'affectation des financements publics, mais également toute situation susceptible d'entraîner la survenance d'événements de nature à porter préjudice à la réputation de l'ensemble du secteur.

À souligner que l'autorité d'agrément et de surveillance sera épaulée par une commission consultative spécialement mise en place à cet effet. Celle-ci étant dépourvue de pouvoir décisionnel, les avis qu'elle rendra permettront notamment de garantir une participation effective des représentants du secteur aux décisions susceptibles de concerner l'un ou l'autre de leurs membres en application du nouveau statut de société d'impact sociétal.

À noter par ailleurs que le cadre fiscal applicable aux SIS a été complété suite aux amendements du 13 novembre 2015. Pour le détail, il est renvoyé au commentaire des articles.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.07.2015

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

15.06.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2016	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.09.2016	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.10.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport
21.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 23.11.2016

Protection des travailleurs

6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail

Le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1), établit un nouveau système de classification et d'étiquetage des substances et des mélanges dans l'Union européenne basé sur le «système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques» (SGH) au niveau international, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

Le Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes et Titre IV - Emploi de jeunes salariés, contient des références au système de classification et d'étiquetage antérieur. Il convient dès lors de modifier le Code du travail pour les aligner sur le nouveau système établi dans le règlement prémentionné, appelé communément règlement CLP («Classification, Labelling, Packaging»).

Le projet de loi sous rubrique n'a pas pour but de modifier la portée du Code du travail, mais de mettre à jour les références et terminologies utilisées dans deux annexes du Code du travail afin de maintenir le niveau de protection des travailleurs concernés.

Il n'en demeure pas moins qu'eu égard aux avancées constantes de la technologie, les dispositions du Code du travail devraient régulièrement être réexaminées, afin d'assurer la cohérence de la législation et un niveau approprié de protection de la santé et de la sécurité en cas de présence de substances et de mélanges chimiques dangereux sur le lieu de travail. Il convient d'accorder une attention particulière aux employés des professions qui impliquent un contact fréquent avec des substances et des mélanges dangereux.

Les modifications au Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes, n'abordent pas la question des substances et des mélanges dangereux susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la fertilité des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes. L'objectif de la présente loi étant uniquement d'adapter les références et les terminologies énoncées au Code du travail. Toutefois, compte tenu de l'évolution des données scientifiques à ce sujet et de la classification de plus en plus élaborée de ces effets néfastes, la Commission devrait étudier les moyens les plus adaptés pour les combattre.

Les modifications du Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes et Titre IV - Emploi de jeunes salariés, devraient avoir pour but d'aligner ces textes sur la formulation, dans la mesure où les mots «substances étiquetées», à l'annexe 1 du Code du travail, Titre III - Emploi de personnes enceintes, accouchées et allaitantes, section A, point 3 a), et «substances et préparations classées», à l'annexe 3 du Code du travail, Titre IV - Emploi de jeunes salariés, point 7), sont remplacés par les termes «substances et mélanges qui répondent aux critères de classification».

Le projet de loi n'impose pas d'obligations aux employeurs en ce qui concerne la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges relevant du règlement CLP. Que les substances ou les mélanges soient mis sur le marché ou non, l'employeur doit procéder à une évaluation des risques des agents chimiques dangereux, conformément au règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail.

L'annexe 3 - Travaux interdits aux jeunes en raison des dangers inhérents pour leur santé (article L.343-3) contient des références à des règlements grand-ducaux abrogés. Il convient dès lors de remplacer les références correspondantes.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015
Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

14.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.09.2016	Adoption d'une lettre d'amendement
07.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.11.2016
Loi du 5 décembre 2016
Mémorial A: 2016, N° 247, page 4548

Adaptation de la loi CSSF

6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi organique de la CSSF aux réformes dans la fonction publique.

La CSSF, créée par la loi modifiée du 23 décembre 1998, est un établissement public doté de la personnalité juridique ainsi que de l'autonomie opérationnelle et financière. Son personnel est composé d'agents assimilés aux fonctionnaires de l'État, auxquels sont applicables les lois et les règlements régissant les fonctionnaires de l'État, sous réserve des dispositions contenues dans la loi mentionnée.

Les réformes dans la fonction publique, mises en œuvre par les lois du 25 mars 2015, avaient par conséquent vocation à s'appliquer de plein droit aux agents de la CSSF. Or, les dispositions spécifiques contenues dans la loi précitée du 23 décembre 1998 n'ont pas encore été adaptées pour tenir compte de ces éléments de réforme. Le présent projet de loi a comme objectif de mettre fin à cette incohérence.

Il adapte ainsi la loi organique de la CSSF, et surtout ses dispositions qui concernent le cadre du personnel, aux mesures prévues par les textes relatifs aux réformes dans la fonction publique. Il prévoit l'adaptation de la terminologie, notamment des catégories de traitement, des dispositions par rapport au stage des agents de la CSSF, l'introduction des systèmes de gestion par objectifs et la modification des modalités d'avancement et de promotion.

Dans ce contexte, il est proposé d'augmenter la durée du stage des agents de la CSSF d'une à deux années pour le stagiaire admis au stage à un poste à tâche complète.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.01.2016
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

03.05.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
16.06.2016	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.07.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements
25.10.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):

15.07.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements

Vote en séance publique: 17.11.2016

Registre électronique des transporteurs

7018 - Projet de loi portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

Le projet de loi a pour objet la création d'un registre électronique des transporteurs qui couvre deux parties distinctes:

- la gestion des entreprises de transport routier et des autorisations de transport,

- le registre électronique national au sens de l'article 16 du règlement (CE) n°1071/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE qui dispose que les États membres doivent établir des registres électroniques interconnectés.

Ce registre électronique des transporteurs permettra en outre de répondre aux règlements européens suivants:

- règlement (CE) n°1072/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route,

- règlement (CE) n°1073/2009 du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus et modifiant le règlement (CE) n°561/2006,

- règlement (UE) n°1213/2010 du 16 décembre 2010 établissant des règles communes concernant l'interconnexion des registres électroniques nationaux relatifs aux entreprises de transport routier.

Dans ce contexte, la Commission européenne a mis en place une plateforme d'interconnexion entre les différents registres nationaux, le projet ERRU (European Register of Road Transport Undertakings).

Le registre national servira à vérifier l'honorabilité ainsi que les capacités financières et professionnelles des gestionnaires de transport tel que cela est requis par les dispositions des règlements européens précités. Le législateur européen a établi, au moyen des règlements précités, une liste uniformisée des catégories, types et niveaux de gravité des infractions aboutissant à une perte d'honorabilité des gestionnaires de transport. Les autorités compétentes de chaque État membre sont obligées de procéder à divers contrôles afin de vérifier si les entreprises de transport satisfont effectivement aux exigences posées par les règlements précités et surtout à l'obligation d'honorabilité. Une interconnexion des différents registres nationaux au niveau européen permet un échange d'informations rapide et efficace entre États membres et permet ainsi une application uniforme des dispositions précitées.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.07.2016
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.11.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.11.2016
Loi du 5 décembre 2016
Mémorial A: 2016, N° 246, page 4543

Bâtiment Jean Monnet 2

7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Le projet de loi autorise le Gouvernement à procéder à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg. Les dépenses engendrées par le projet ne peuvent pas dépasser le montant de 526.300.000 euros et le financement sera réalisé selon les conditions de coopération prévues dans la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatives de tels immeubles.

La participation étatique dépasse le seuil des 40 millions d'euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et requiert dès lors l'approbation de la Chambre des Députés en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Le nouveau bâtiment Jean Monnet 2 sera construit dans le quartier européen du plateau de Kirchberg. La construction se fait en deux étapes, dont la première consiste à réaliser un bâtiment de sept étages et la deuxième à ériger une tour de 23 étages.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 07.09.2016
Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

27.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2016

SÉANCE 6

JEUDI,
17 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006
- *Déclaration de recevabilité: M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg
- *Exposé: M. Serge Wilmes*
- *Débat: M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Michel Wolter), M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. David Wagner (interventions de M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gast Gibéryen et M. David Wagner)*

4. 7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président (renvoi de la résolution au Bureau)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

2. 7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006

Déclaration de recevabilité

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass d'Presidentekonferenz an hirer Sëtzung vun de Moie sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 7094 iwwert de Bail à loyer, déi de 15. November vum Här David Wagner deponéiert gouf, ausgeschwat huet.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir ginn dann direkt zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer, dem Débat d'orientation iwwert déi zukünfteg Entwécklung an d'Strategie vum Fluchhafen, dem Findel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt den Här Serge Wilmes als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun, déi déi Debatt ugefrot huet. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg

Exposé

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2,9 Milliounen an 10.000, dat sinn alleng zwou Zuelen, déi weisen, wat fir eng wichteg Roll onsen internationale Fluchhafe Lëtzebuerg spillt. Ronn 2,9 Millioune Passagéier wäerten dëst Joer wuel um Fluchhafe fortgeflu respektiv do gelant sinn. A ronn 10.000 Aarbechtsplazen hänken direkt an indirekt vum Fluchhafen of. De Findel verbënnt ons Awunner, ons Wueren ëmmer besser mat Europa an der Welt. An de Findel ass e wichtege Pilier vun onser Ekonomie.

Wat also um Fluchhafe geschitt, dat muss ons interesséieren, besonnesch well e grad déi stäerkst Entwécklung vu senger Geschicht amgaangen ass ze erliewen. Dofir hu mir als CSV och dësen Débat hei gefrot. Mir géife gären de Punkt maachen, wëssen, wou mer haut stinn. A mir wëllen dann och no vir kucken iwwert d'Projeten, d'Chantieren an d'Défien, déi op de Findel waarden, dat diskutéieren, eng Rei prezis Froen dozou stellen an hoffentlech och vun der Regierung dorobber Äntwerte kréien.

Dee wuel gréissten Défi, deen op de Fluchhafen waart, kënnt vun der Europäescher Kommissioun. Déi huet 2014 e Reglement ugeholl iwwert d'Exploitatioun an d'Sécherheet vun de Fluchhäfen, déi sougenannt „Aérodromezertifikatioun". All europäesche Fluchhafe muss konform zu deem Reglement sinn, also och de Lëtzebuerger Fluchhafen, an dat bis spéitstens Enn 2017.

An den nächste ronn zwielef Méint muss de Findel also op Häerz an Nieren iwwerpréift ginn, eng Herkulesaufgab, déi do virun eis läit a fir déi u sech d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA, sollt responsabel sinn, an dat an Zesummenaarbecht mat allen Akteuren um Findel.

„U sech", well dat ass elo net méi esou: D'lescht Woch nach huet den Här Transportminister confirméiert, datt net méi d'ANA, mä lux-Airport d'Zertifikatiounsprozedur vum Fluchhafen maache soll. D'Gewerkschafte CGFP an OGB-L protestéiere géint dës Décisioun, well se fäerten, datt doduerjer en Deel vun de Missioune vun der ANA géife privatiséiert ginn, an d'Personalvertriedung vun der ANA huet, wéi et schéngt, och eng Conciliatioun ugefrot.

Här President, mir géifen als CSV gären eng Kéier vum Minister wëssen, ob elo déi Décisioun definitiv ass. A kéint hien och eng Kéier kloer soen, wisou net méi d'ANA, mä lux-Airport en charge vun der Zertifikatiounsprozedur elo ass? Wéi wäert dann och déi lux-Airport mat deenen aneren Akteuren um Findel zesummeschaffen, ebe besonnesch mat der ANA, mat där elo e Sträit amgaangen ass? Ass dat a Form vu Sous-traitance?

A wa lux-Airport déi Zertifikatioun mécht, ass dann de Projet de loi 6895 iwwert d'ANA, deen der ANA hätt sollen déi Missioun do ginn, net iwwerflësseg?

Wéini wäert déi ganz Prozedur ufänken? Wäert nach dëst Joer eng Demande un d'DAC goen? An ass den Här Minister optimistesch, datt déi ganz Prozedur bis Enn nächst Joer fäerdeg ass? Wann net, wat hätt dat fir eng Konsequenz?

D'Zertifikatioun vum Fluchhafen ass an de leschte Méint och als e Grond genannt ginn, fir d'Kontroll vun der Approche an d'Ausland ze ginn, an zwar an Däitschland. Fir konform zu den europäesche Sécherheetsvirschréften ze sinn, bräicht onse Fluchhafen e Buedemradar, deen d'Bewegung um ganze Fluch (veuillez lire: Fluchfeld) am A behält. D'Approchekontrolleuren hätten dat solle maachen an hir Aarbecht hätt da solle vun der „Deutsche Flugsicherung", der DFS, gemaach ginn. Mat esou enger Synergie kéinten dann all d'Aarbechten um Fluchhafen an Zukunft gemaach ginn.

Dat war den initiale Plang vun der Direktioun vun der ANA. Den Här Transportminister ass eng Zäitche mat op dee Wee gaangen an huet ons och regelméisseg an der Nohaltegkeetskommissioun doriwwer informéiert. Allerdéngs huet sech d'Vertriedung vun den Approchekontrolleuren, d'LACA, géint dee Projet gewiert. Zu Recht, well dee Projet net d'Strooss gehalen huet. Ech ginn elo net méi an den Detail, dat hu mer an der Kommissioun gemaach. Mä ënnert dem Strëch gesinn hätt Lëtzebuerg seng Souveränitéit opginn, an zwar grad an deem Deel vun onsem Loftraum, dee fir de Fluchhafen am wichtegsten ass, well et ass eben hei, wou d'Fligere beim Landen a Starte begleet ginn!

Iwwer eng Lëtzebuerger intern Synergie ass wéi laang net nogeduecht ginn, well d'Kontrolle vum Tower, déi sollten näämlech net iwwerholl gi vun der DFS, just d'Approche. Wisou war et déi eng, net déi aner? Déi Fro hu sech d'Approchekontrolleuren och gestallt. Et war och net logesch, well eng Synergie tëschent béiden hätt Sënn gemaach a mécht Sënn. Et war an hiren Ae virun allem e weidere Versuch, fir si och kënnen intern lasszeginn.

Mir hu si als Oppositioun ënnerstëtzt, well se definitiv déi besser Argumenter haten. An dofir si mer als CSV och frou, datt den Transportminister sech et zu gudder Lescht aneschters iwwerluecht huet an datt en op déi Argumenter gelauschtert huet, op déi vun den Approchekontrolleuren, mä och op déi vum Statsrot. Well de Statsrot schreift a sengem Avis iwwert de Projet de loi vun der ANA, datt där hir Missiounen net einfach iwwer eng Konventioun un en Drëtte kéinte goen. Zu deene Missioune gehéieren och Pouvoirs de police, déi sinn d'ordre public an de Code civil gesäit vir, datt keng Konventioun eng Ausnam zu engem Gesetz maache kann, dat den Ordre public concernéiert.

D'Approche konnt also rechtlech och net ausgelagert ginn. Si bleift definitiv zu Lëtzebuerg a mir begréissen dat! Ganz besonnesch dem Transportminister seng Décisioun, fir eng Duebellizenz anzeféieren. Esou kann näämlech e Kontrolleur an Zukunft um Tuerm an an der Approche schaffen, eng Synergie, déi am Intérêt vum Lëtzebuerger Fluchhafen ass an déi, sou hoffe mer, och dann e jorzéngtenale Sträit definitiv léise wäert.

An engems huet den Transportminister annoncéiert, datt eng Dosen nei Kontrolleure sollten agestallt ginn, fir de Buedemradar ze maachen. Dës Kontrolleure kënnen och vun der Deutsche Flugsicherung ausgebilt ginn. Mat därselwechter Deutsche Flugsicherung soll et dann och en Accord ginn, fir déi technesch Instrumenter um Fluchhafen no an no ze moderniséieren.

Dat alles huet ons den Transportminister de 27. September an der Nohaltegkeetskommissioun annoncéiert. An där Reunioun hunn ech am Numm vun der CSV d'Fro gestallt, op wéi eng juristesch Basis sech hei gestäipt gëtt, fir déi Kollaboratioun ze maachen. „Op de FABEC-Traité", ass mer do geäntwert ginn. Dat ass en Traité, deen eng Zesummenaarbecht virgesäit an de Loftraim vun de Benelux-Länner, Frankräich, Däitschland an der Schwäiz. Do soll e groussen, fonctionnelle Loftraum entstoen.

Mir bleiwen awer als CSV der Meenung, datt deen Traité net duergeet, fir deen Accord mat der DFS ze maachen. Fir ons priméiert deen Traité net par rapport zu onse Gesetzer. Fir ons handelt et sech hei ëm e Marché public mat Appel d'offres an engem Cahier des charges. Well dat géif dann och aneren Navigatiounsprestatairen d'Méiglechkeet ginn, sech ze mellen. Esou ass et just d'DFS.

Ech géif dofir gär vum Här Transportminister wëssen, ob hie sech weider op de FABEC-Traité stäipt, fir déi Kollaboratioun mat der DFS ze maachen, a wisou. An allgemeng: Wou ass déi Kollaboratioun elo konkret drun a wéi gëtt se ëmgesat? Wéini gëtt mam Rekrutement vun den neie Kontrolleuren ugefaangen? Wéi ass et mat hirer Formatioun an Zesummenaarbecht mat der DFS? Wéi ass et mat der Formatioun, fir kënnen d'Duebellizenzen ze kréien?

Sollt och eng technesch Kollaboratioun gemaach ginn, stelle sech och hei eng Rei Froen. Wann zum Beispill an Zukunft en technesche System, Équipement der DFS gehéiert, dann däerf u sech kee Lëtzebuerger Techniker vum technesche Service, dem CNS, méi drop schaffen, well en huet keng DFS-Lizenz an e kann awer nëmmen eng Lizenz kréien, wann e géif fir d'DFS schaffen. Dat seet dat däitscht Gesetz. Wéi gesäit dat da konkret um Terrain aus? Wéi soll dat elo goen?

Am Fall wou d'DFS e System just reng fir d'ANA spezifesch ausschreiwe muss, well se selwer dée System net brauch, wier et u sech net do méi einfach a méi gënschteg, datt d'ANA da selwer nach dat kann ausschreiwen, esou wéi dat bis elo geschitt ass a konform zum Soumissiounsgesetz ass? Wéi steet et mat der Konformitéit zu deemselwechte Soumissiounsgesetz, wann d'DFS Systemer, Équipementer akeeft, déi dann nees un d'ANA verkaaft ginn?

Wa mer elo an Zesummenaarbecht mat der DFS e ganz héije Maintenancelevel, näämlech den Nummer 2, aféieren um Fluchhafen, da bedeit dat, datt de Lëtzebuerger Techniker just d'Luuchte kucken an eventuell de System aus- an nees aschalte kann. Wéi soll dat awer am Fall vu schlechtem Wieder goen, wann d'DFS komme muss, fir d'Équipementer, wéi zum Beispill den automatesche Landesystem, ze flécken? Riskéiert dann de Fluchhafen zouzemaachen, bis déi Däitsch do sinn?

Deen aktuell héijen techneschen Déngschtleeschtungsniveau ka garantéiert ginn, well den techneschen Service CNS d'Projete vum Ufank bis zur Installatioun an der Mise en route selwer mécht an dofir d'Équipementer och bis an de klengsten Detail kennt. Wéi kann dëst an der Kollaboratioun mat der DFS garantéiert ginn?

Datt d'Techniker vun dem CNS sech allgemeng Gedanke maachen, dat ass zënter dësem Hierscht och kloer. Si hunn ewell hir eegen Associatioun gegrënnt: ATSEP Luxembourg, an dat, well se sech net méi vun der Personalvertriedung vun der ANA vertruede gefillt hu par rapport zu der Administratioun an der Direktioun.

Dofir géif ech gären och vum Här Minister wëssen, wat hien zu där Associatioun an zu där Positioun a Situatioun do seet. Hutt Der scho mat hinnen och iwwert déi Suerge geschwat, déi se hunn?

Här President, d'EU-Zertifikatioun, d'Zuel vun de Passagéier, déi all Joer staark an d'Luucht geet, an den aktuellen Zoustand verlaangen, datt an d'Infrastrukture vum Fluchhafen investéiert muss ginn. Dee Projet, deen am séierste gemaach muss ginn, ass d'Erneierung vun der Pist, engem Deel vun den Taxiwayen an de Parkingen. 200 Milliounen Euro géif dat kaschten, dat huet den Här Transportminister viru Kuerzem gesot.

Mir waarden och nach op e Projet de loi, dee sollt geschwë kommen. Kënnt Der eis soen, wéini genau? A wéi laang soll déi Renovatioun daueren?

Déi Froe si wichteg, well de Stat haut nach 50% vun de Käschten iwwerhuele kann. Komme mer awer iwwer dräi Millioune Passagéier um Findel, dat wäert wuel d'nächst Joer de Fall sinn, dann däerf de Stat just nach 25% vun den Infrastrukturkäschten iwwerhuelen. Hei sinn d'EU-Konkurrenzregele ganz strikt.

Nieft der Fro vun de Käschten ass d'Erneierung vun der Pist awer och en Défi fir d'Fluchgesellschaften um Findel. Ech denken hei beson-

nesch un d'Cargolux, awer och un deen een oder anere Luxair-Vol. Där hir Fligere kommen och emol owes eran, wann de Fluchhafen u sech zou ass, dat heescht tëschent eelef Auer owes a sechs Auer moies. D'Aarbechten op der Pist kënnen awer nëmmen an deene Stonne gemaach ginn.

Haut de Moien huet de CEO vu Cargolux nach um Radio gesot, datt hien nach keng prezis Informatiounen hätt iwwert de Chantier. Hie wéisst nach net, wéi dat genau organiséiert géif ginn. Hie sot allerdéngs och, datt wuel net weekends geschafft wäert ginn an datt grosso modo dat am Summer wäert gemaach ginn. Hie sot och, datt d'Cargolux just als lescht Alternativ wäert op en anere Fluchhafen ausweichen, an deem Fall wuel Léck. Dat kéint awer dann eng deier ginn.

Dofir, Här President, kann den Här Transportminister confirméieren, wat de CEO vu Cargolux gesot huet? Oder kéint hien eis eng Kéier a grousse Linne soen, wéi dee Chantier geplangt ass?

A wa mer bei de Pisten an de Fligere sinn, kéint hien eis och soen, wéi eng Mesuren een nach eventuell huele kéint, fir de Kaméidi ze reduzéieren, dee produzéiert gëtt, besonnesch ebe bei engem Fluchhafen, wou jo de Verkéier awer wäert an den nächste Jore staark klammen?

Spéitstens d'nächst Joer wäert näämlech, wéi ech scho gesot hunn, de Findel wuel bei dräi Millioune Passagéier a méi sinn. A wann et an deem Rhythmus weidergeet, da si mer a fënnef bis sechs Joer bei véier Milliounen. Eng Konsequenz ass, datt dann de Stat keng finanziell Hëllef méi ka ginn. Eng aner, datt och d'Capacitéit vun enger Aérogare wahrscheinlech net méi duergeet, souguer net, wann elo den Terminal B derbäikënnt.

Den Transportminister huet dofir och an deene leschte Méint de Projet Airport City presentéiert: Dat ass de Masterplang fir deen Deel vum Fluchhafen, dee sech „landside" nennt, op der „Landsäit". Zwee Businessparke mat ronn 51.000 m² solle gebaut ginn, een Hotel, weider Butteker a 7.000 nei Parkplazen. Dee Projet gesäit gutt aus, well e soll näämlech och de Potenzial, deen et nach um Fluchhafen gëtt, notzen. An engems geet et natierlech net duer, datt et bei de Biller, bei der Annonce bleift, mä et sollt eigentlech och eng Kéier Realitéit ginn.

Dofir, kéint den Här Transportminister eis soen, wéi séier déi Airport City soll realiséiert ginn? Ginn et schonn Investoren? Ginn et schonn Demanden, fir dat ze maachen?

Deel vum Masterplang ass och d'Mobilitéit. Den Tram soll jo bis 2021 op de Fluchhafe fueren an e mat der Stad verbannen. Wou sidd Der do am Planing drun? Iwwerhëlt do de Stat déi ganz Käschten oder gëtt et awer och nach Opdeelung mat de Gemengen, duerch déi den Tram wäert fueren? Wéi ass et mat deem Park & Ride Héienhaff? Dir hutt e jo elo presentéiert. Ass dee fäerdeg, wann den Tram op de Findel fiert? Oder muss dofir net och fir d'Éischt dee ganzen Autobunnséchangeur um Sennengerbierg ëmgebaut ginn?

Här President, dat sinn alles Projeten, déi wéi gesot op der Landsäit leien. Mä wéi ass et mat der „Loftsäit", der „airside"? Ass eng Extensioun vum Terminal A geplangt, wann d'Zuel vun de Passagéier weider esou wiisst, besonnesch vum Embarquement? Gëtt et dofir um Site selwer Plaz, fir dat kënnen ze maachen? An engems ass den Hall vun der Aérogare zwar ganz grouss, mä wäert hien an Zukunft genuch Plaz hunn? Ech denken do besonnesch un d'Sécherheetskontrollen, wou de Flux fir dohinner haut schonn an de Spëtzestonne staut. Wéi kann hei fir e bessere Flux gesuergt ginn?

A wéi kënnen an der Aérogare vun haut Sécherheetskontrolle gemaach ginn, wa Lëtzebuerg enges Daags direkt mat Amerika sollt verbonne ginn? Esou ee Projet vun engem transatlantesche Vol gëtt et jo nach ëmmer. An deem Fall hätte mer dann eng gemeinsam Grenz mat den USA, missten nach méi streng Kontrolle maachen. Muss den Terminal awer net souwisou ausgebaut ginn oder méi grouss gemaach ginn? Well vun 2020 u solle jo och laut EU méi streng Kontrolle gemaach gi vun alle Passagéier, déi net aus der EU sinn an déi hei erakommen an déi kee Visa brauchen.

Niewent den Terminalen A a B ass och nach ëmmer rieds vun engem Projet Terminal fir d'Aviation générale. Ass dee Projet nach ëmmer aktuell? Gëtt esou een eng Kéier gebaut a wou? Wa jo, wéi a wou? Do wou en elo ass? Wat da géif bedeiten, datt déi al Hangare vun der Cargolux missten ofgerappt ginn - wäert dat dann de Fall sinn? A géifen dann do vläicht nei Hangare gebaut ginn, zum Beispill fir d'Luxair respektiv fir d'Privataviatioun?

A wéi ass et mat der Sportsfligerei? Ass do elo definitiv en Accord fonnt ginn, wéinst de Loyeren? Rieds goung och, datt de Sportsministère kéint eventuell de Veräiner e Subsid ginn. Ass dat esou? Fir ons jiddefalls muss déi Sportsfligerei eng Zukunft hei am Land hunn, am beschten um Findel, oder soss iergendwou am Land, wat natierlech méi schwéier gëtt. Deelt do den Här Transportminister eis Meenung? A kéint een net och driwwer nodenken, fir vläicht um Findel en Deel als Enclave ze proklaméieren, wou dann de Stat Propriétaire ass an déi Veräiner da vum Stat déi Terraine kéinte verlount kréien?

Bei deene ville Froen, déi ech elo gestallt hunn, stellt sech vläicht och d'Fro, ob et net besser wier, vläicht och e Masterplang „airside" ze entwéckelen, fir vläicht alles dat doten eng Kéier ënner een Hutt ze kréien.

Här President, mir sinn als CSV der Meenung, datt déi staark Entwécklung vum Fluchhafen gutt ass, mä nëmmen dann, wa se och richteg encadréiert a begleet gëtt. Wann d'Regierung dat mécht, dann ënnerstëtze mer se. Dofir stelle mer ons déi vill Froen. Dofir hätte mer och gären herno Äntwerte vum Här Transportminister, Äntwerten am Intérêt vum Fluchhafen, engem Fluchhafen, dee fir ons gutt fonctionnéiere muss, engem Fluchhafen, deen onst Land brauch, a vun onsem Land, dat dee Fluchhafe brauch!

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wilmes. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

Débat

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir féieren haut den Débat d'orientation iwwert de Fluchhafen, deen am Januar jo vun der CSV ugefrot ginn ass an notamment vun dem Kolleeg Serge Wilmes, deem ech och Merci soe fir seng Interventioun, déi mer och am grousse Ganzen deele kënnen.

Den Zäitpunkt, fir den Débat d'orientation elo haut de Mëtten ze féieren, schéngt eis awer ganz gutt, well an deene leschte Méint op verschiddenen Niveauen Diskussioune gefouert an duerno Entscheedunge getraff gi sinn, déi de Fluchhafe betreffen, soudass, menge mer, elo dee richtege Moment ass, fir de Point ze maachen, a wou den Här Minister eis herno och ganz sécher nach eng Rei vun Zousazinformatioune gi wäert, wéi et an deene kommende Méint a Joren um Fluchhafe wäert weidergoen.

De Fluchhafen um Findel spillt fir Lëtzebuerg eng ganz besonnesch Roll. Souwuel fir de Persounen- wéi fir de Wuerentransport erméiglecht de Fluchhafen eis gutt an direkt international Verbindungen an d'ganz Welt. De Fluchhafen huet natierlech och eng ganz wesentlech Bedeitung fir eis Ekonomie. An engem Rapport vum Mäerz vun dësem Joer gëtt den direkten an den indirekten Impakt vum Fluchhafen op eis Ekonomie analyséiert.

Wann een all méiglech Effekter zesummerechent, dann ënnerstëtzt de Fluchhafen eis ekonomesch Aktivitéite bis zu enge 5% vun eisem PIB. Dat entsprécht méi wéi 2,5 Milliarden Euro Invest (veuillez lire: Emsaz) am Joer. A ronn eng 24.000 Aarbechtsplazen hänken och dovunner of. Dat ass also e ganz wichtege Secteur fir eist Land. Dat ass alles sécher net de Verdéngscht vum Fluchhafen alleng, mä de Fluchhafen, wann dee misst muer zoumaachen, da géif natierlech e ganz groussen Deel vun deenen Aktivitéiten an Aarbechtsplazen do verluer goen.

De Findel ass doriwwer eraus dee fënneftgréisste Frachtfluchhafen, Fret-Fluchhafen an Europa. De Fret huet 2015 ronn 738.000 Tonnen ausgemaach, wat dee positiven Trend vum Virjoer bestätegt. Allerdéngs muss ee soen, dass dëse Volume virun der Kris vun 2008 méi héich war an dee Secteur sech och nëmme ganz lues dovunner erhëlt.

E bëssen anescht gesäit et awer bei de Passagéierzuelen aus. Do gëtt et zanter dem Abroch vun 2009 e kontinuéierleche Wuesstum. De Rapport vu lux-Airport hält fir 2015 eng Passagéierzuel vu bal 2,7 Millioune fest. Dat ass eng Steigerung vun 9% am Verglach zum Joer virdrun an och ganz däitlech méi wéi virun der Kris.

Trotzdeem sti souwuel de Fluchhafe wéi och d'Fluchgesellschaften ënner groussem Konkurrenzdrock a viru ganz seriöen Erausfuerderungen. Obwuel de Fluchhafe vill zu eisem Räichtum bäidréit, ass säin ekonomescht Iwwerliewe keng Selbstverständlechkeet. Wann ee qualitativ héichwäerteg Servicer op engem Fluchhafen ubidde wëllt, muss ee konsequent investéieren. Lëtzebuerg huet dat an deene leschte Jore gemaach a mir sinn nach laang net um Enn vun dësen Efforten. Mir hu ganz vill an d'Infrastrukturen, wéi Fluchhafegebaier, e risege Reparaturhangar a Parkingen, mat all deene Problemer, déi mäi Virriedner schonn ugeschwat huet um Niveau vum Sécherheetsberäich an esou weider, investéiert.

Beim Stéchwuert Infrastrukture wëll ech de Minister froen, wéini dee klengen Terminal a Betrib goe kann. Dat géif jo de Confort e Stéck nach weider verbesseren.

Da stinn als Nächst och nach weider gréisser Aarbechten un der eigentlecher Fluchhafeninfrastruktur um Programm. Eise Minister François Bausch huet viru Kuerzem virgewarnt, dass déi Aarbechten eng ganz aner Envergure géife kréien, wéi dat an enger éischter Approche gemengt ginn ass. Rieds geet elo vun 200 Milliounen Euro Invest. Ech wär frou, wann de Minister eis herno och dozou e puer Wierder kéint soen. Et ass mer ënner anerem net ganz kloer, wat alles an deem Pak elo do mat dran ass. Schliisslech hu mir och schonn an den Diskussiounen iwwert déi zukünfteg Zesummenaarbecht mat der Däitscher Fluchsécherung, der DFS, iwwert d'Investitiounen an neit Material geschwat an och doriwwer, dass de Buedemradar endlech soll installéiert ginn.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, hu mir do säit ville Joren e gewëssenen Nohuelbedarf, well op déi Décisioun, wéi et mat der Approche viru géif goen, gewaart gouf. De Buedemradar muss awer elo esou séier wéi méiglech kommen, ier et wierklech eemol ze spéit ass. Well déi Chance, déi mer virun e puer Joer hate mat enger ganz liichter Touche tëschent engem Fliger an engem Camion op der Landepist - dat kéint eemol zu katastrophale Suitte féieren, wat mer jo all net wëllen!

Als LSAP hu mir an deene leschte Joren ëmmer erëm op d'Installatioun vun engem Buedemradar insistéiert. An dat wëll ech haut och nach eemol ganz däitlech widderhuelen.

Ech wëll awer hei och ganz kloer soe bei all deene Problemer - a mäi Virriedner huet dat och schonn ugeschwat, ech kommen och herno nach eng Kéier drop zréck -, dass et mer hei haaptsächlech ëm d'Sécherheet geet vun engem internationale Fluchhafen. An da muss een och bei konnexen Aktivitéite, sprëch Hobbyfligerei, och kucken, dass een dat an deemselwechte Liicht gesäit, wéi dat sech och gehéiert. Ech mengen, hei muss een och e Primat setze vun engem internationale Fluchhafen. An da muss een dann och kucken, dass déi secondaire oder konnex Aktivitéiten och dann eng secondaire Roll hunn! An ech mengen, soss kënne mer net vu Sécherheetsproblemer schwätzen, wa mer do einfach alles zouloossen! An ech mengen, de Minister, dee mécht dat och net, an do kann en op eis voll Ënnerstëtzung zielen.

Här President, wann een de finanziellen Impakt vun engem gutt fonctionnéierende Fluchhafen zu Lëtzebuerg kuckt, da léisst sech eng Investitioun vun 200 Millioune sécherlech rechtfertegen. Do gëtt et allerdéngs en anere Problem: D'EU-Kommissioun waacht streng doriwwer, wivill Statshëllefen un d'Fluchhäfen an der EU ginn. An et interesséiert se dobäi guer net, dass de Findel deen eenzegen internationale Fluchhafen ass, deen dëst, eist Land huet.

Fir e Fluchhafe mat manner wéi dräi Millioune Passagéier däerf de Stat sech mat 50% un den Investitiounskäschte bedeelegen. Wa mer dës Limitt vun de Passagéier, wou mer jo awer schonn elo ganz no dru sinn, iwwerschreiden, muss lux-Airport, fir se net ze nennen, 75% vun dëse Käschten droen. Ass et sécher, dass mir dëst Joer de Cap vun den dräi Millioune Passagéier nach net iwwerschreiden?

Wa mir en entspriechende Projet uganks d'nächst Joer hei an der Chamber géife stëmmen, wär da garantéiert, dass de Finanzéierungsmodell, deen tëschent dem Stat a lux-Airport festgehale gëtt, och méi spéit nach konform zu dësen EU-Regelen da wär? Wéi gëtt dat gekuckt, wann d'Passagéierzuelen 2017 nach eemol géife wuessen an d'Limitt vun deenen dräi Milliounen iwwerschreiden? De Minister wäert eis sécher herno dozou e puer Äntwerte kënne ginn.

Jeeweils 100 Milliounen Euro sinn esou oder esou vill Suen, souwuel fir de Stat wéi och fir d'lux-Airport. lux-Airport, ass dës Gesellschaft esou opgestallt, dass se deen Invest packt? Wäert se doduerch gezwonge ginn, d'Fluchhafegebüren eropzesetzen? Wat huet dat fir en Impakt op d'Konkurrenzfäegkeet vum Fluchhafen?

Ech erënneren do drun, dass mer an direkter Noperschaft e Fluchhafen Hahn hunn, deen ëm d'Iwwerliewe kämpft. Villes deit drop hin, dass deen an absehbarer Zäit zoumaache muss. Net zulescht läit dat dodrun, dass et zu Hahn net gelongen ass, genuch Trafic vu Lëtzebuerg op Hahn ze drainéieren, wat jo och gutt fir Lëtzebuerg ass. Do stellt sech d'Fro, ob sech dat awer net eemol kéint ëmdréien, wa Lëtzebuerg gezwongen ass, seng Gebüren an d'Luucht ze setzen. Ganz ofgesinn dovunner, dass wärend der Zäit vum Chantier vum Tarmac vun der Landepist d'Fluchgesellschaften eng Rei Aschränkunge wäerte mussen akzeptéieren.

An de Medie gouf schonn d'Optioun ugeschwat, fir d'Horairë fir d'Cargolux wärend där Zäit unzepassen an eventuell méi Nuetsflich ze geneemegen. Och hei wëll ech de Minister froen, ob dat eng reell Optioun ass. Wa jo, kéint een dat an enger Chantiersphas akzeptéieren, allerdéngs wär et ganz wichteg, mat de Leit, déi vum Kaméidi do betraff sinn, ze schwätzen an hinnen ze garantéieren, dass sech doraus keen Dauerzoustand entwéckele wäert. De Minister kann eis vläicht och haut schonn eng Indicatioun ginn, wéi laang déi Aarbechten ongeféier dauere sollen.

Nieft dëse wichtege Froen a groussen Investitiounen, wëll ech awer besonnesch ervirhiewen, dass e Fluchhafen nëmmen da gutt fonctionnéiere kann, wann en iwwer genuch a gutt qualifizéiert Personal an deene verschiddene Servicer verfüügt an déi och gutt géréiert ginn. Grad zu deem Zäitpunkt, wou dësen Débat ugefrot gouf, hu sech an deem Beräich jo eng ganz Partie seriö Froe gestallt. Ech muss soen, ech sinn éierlech frou, dass déi Pläng fir d'Approche um Fluchhafen, also d'Fonctioun vun de Radarlotsen u Belgocontrol op Zaventem auszelageren, fale gelooss gi sinn. Ech menge wierklech, dass dat kee gudde Choix fir d'Zukunft gewiescht wär.

Déi Diskussiounen an der Chamberskommissioun an d'Visitt virun allem och bei der DFS hu sécher vill dozou bäigedroen, méi eng viabel Léisung ze fannen, déi d'Vuen an d'Interesse vum Lëtzebuerger Personal mat berücksichtegt. Hei wëll ech och den onermiddlechen Asaz vun hirer Personalvertriederorganisatioun, der LACA, ervirhiewen, déi sech mat vollem a guddem Recht a mat aller Energie géint eng Auslagerung a fir d'Erhale vun hiren Aarbechtsplazen agesat huet an déi mir als LSAP och ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir kënnen eis och an Zukunft eiser Verantwortung fir de Findel net entzéien a mussen eis trotz Kooperatioune mat auslännesche Gesellschaften deen néidege politesche Spillraum erhalen. Eben aus deem Grond, well de Fluchhafe fir ganz Lëtzebuerg esou eng grouss a wichteg Bedeitung huet, kënne mir dat net un eng Privatgesellschaft ofginn, déi just nom Profitt kuckt, dee se op deem Fluchhafe maache kann.

Mir brauchen eng Gestioun vu Leit, déi net nëmmen op d'Zuele kucken, déi ënnert dem Strëch erauskommen, mä vu Leit, déi verstinn, dass een eng gutt Qualitéit um Service nëmme ka garantéieren, wann och eng gutt Personalgestioun gemaach gëtt. Zanter Jore kommen um Fluchhafen ëmmer erëm Meldungen, dass et doranner e bëssen haakt. Wann een tëschemënschlech Problemer léise wëllt, muss ee méi matenee schwätzen an net manner. An dat geschitt jo och elo, dass de Minister do och dee méi sozialen Dialog weider verstäerkt.

An deem Kontext ass ee just ganz e bëssen erstaunt ze liesen, dass elo eng Rei sécherheetstechnesch Aufgabe vun der Administration de la navigation aérienne un d'lux-Airport iwwerdroe solle ginn an een do net bereet wär, mat de Gewerkschaften doriwwer ze schwätzen. Doriwwer wäert den Här Minister eis sécher herno Opklärung kënne ginn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass et fir d'LSAP ëmmer ganz kloer war, dass et eng Trennung tëschent de kommerziellen Aspekter an den techneschen, sécherheetsrelevanten Aspekter um Fluchhafe muss ginn. Dofir huet lux-Airport jo d'Missioun vun der Exploitatioun vum Terminal mat de Geschäfter an esou weider, woubäi d'ANA derfir ze suergen huet, dass de Fluchbetrib an déi Servicer, déi dorunner hänken, reibungslos an an aller Sécherheet kënnen assuréiert ginn.

Opgrond vun deenen Artikelen, déi een d'lescht Woch an den Zeitunge liese konnt, war allerdéngs rieds dovun, dass lux-Airport géif d'Verantwortung vun der Zertifizéierung vum Fluchhafen iwwerdroe kréien. Dat schéngt mer net onbedéngt kohärent zu där Aufgabendeelung, déi mer bis elo haten.

Grad déi Kontroll, déi de Stat am Moment duerch d'ANA iwwer all sécherheetsrelevant Prozeduren um Fluchhafen huet, ass enorm wichteg. Mir wëlle jo op kee Fall (veuillez lire: op alle Fall) verhënneren, dass opgrond vu finanzielle Schwieregkeeten um Niveau vun de private kommerziellen Aktivitéiten Drock op Investitiounen an och op d'Personal géif entstoen a Beräicher, déi d'Sécherheet betreffen. Ech weess, dass et an dësen Zäiten net einfach ass, e Fluchhafe rentabel ze bedreiwen oder och nëmmen aus de rouden Zuelen erauszehalen.

D'Sécherheet ass awer dat Element, un deem op kee Fall gespuert dierf ginn, an dofir muss de Stat, de Lëtzebuerger Stat och de Garant sinn.

Dofir hu mir als LSAP net eng Politik vum eidele Stull bedriwwen, mä, wéi beim Problem vun de Radarlotsen, zesumme mam Minister a mat der LACA eis aktiv un enger Léisungsfindung bedeelegt, déi jo an engem Saz doranner besteet, dass déi éprouvéiert Technik vun der däitscher Loftsécherung zu Lëtzebuerg installéiert gëtt - a wéi se schonn a ville Länner applizéiert gëtt - an de Betrib awer weider zu Lëtzebuerg vun eise Radarlotse kann assuréiert ginn, an dat natierlech mat deenen néidege Verknüpfungen zur Zentral vu Langen bei Freiburg (veuillez lire: bei Frankfurt).

Domat hu mir als LSAP eis Responsabilitéit a puncto Sécherheet geholl, well d'Sécherheet priméiert iwwer allem. An d'Sécherheet kennt och keng falsch Kompromisser, kennt keng falsch Kompromisser! An hei si mir an engem Héichsécherheetsberäich, dat solle mer alleguer net vergiessen.

Well wann et zu engem Accident kéim, wat mer all natierlech net wëllen, da musse mir dann och zu eise jeeweilegen Débaten an Décisioune stoen. An dat huet de Minister gemaach an dofir huet en och eis voll Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Negri. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn eis eens: De Findel spillt eng wichteg Roll an eisem klenge Land a steet och ëmmer erëm an der Aktualitéit, sief et wéinst Suerge bei der Cargolux, Suerge bei der Luxair, sief et wéinst dem Kaméidi an den Nuetsflich oder awer wéinst de steigenden Zuelen am Fracht- a virun allem am Persouneverkéier, déi ganz gescheit géréiert musse ginn. Mëttlerweil leie mer, wéi gesot, bei iwwer 759.000 Tonne Fracht an iwwer 2,9 Millioune Passagéier, déi an engem Joer um Findel starten oder landen.

Mir sinn eis awer och eens, Dir Dammen an Dir Häre, datt de Sujet vum Findel net lassgeléist ka gi vun internationalen Entwécklungen, déi e groussen Afloss op de Secteur vun der Aviatioun hunn an déi dëse Secteur och ganz krisenufälleg maachen, onofhängeg vun de Prioritéiten, déi déi jeeweileg Regierunge setzen. Virun allem hunn d'Entwécklung vun der Weltwirtschaft an de Finanzmäert, mä och Accidenter, Kricher an Naturkatastrophen e groussen Afloss op d'Aviatioun an domat natierlech och op de Findel.

Eng international Ausriichtung huet och d'Klimaproblematik, déi jorzéngtelaang - an och vu menge Virriedner - aus der Debatt ausgeblent ginn ass, obwuel se an enker Relatioun mat der Wirtschaftlechkeet vum Fluchverkéier steet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zanter dem Klimaaccord vu Paräis schwätze mir vill vu grénger Ekonomie, vu Kreeslafwirtschaft, vu Recyclage an Transitioun, vu regional, bio a fair an de Kantinnen. An eisen Aen ass dat eng ganz sënnvoll a wichteg Entwécklung a mir wäerten déi och weiderhi voll ënnerstëtzen.

Dës Entwécklung heescht awer och, datt d'Gidder méi laang am Ëmlaf bleiwen, datt regional Produkter virgezu ginn an datt manner Quantitéiten iwwer wäit Strecke befërdert musse ginn. Dobäi muss ee bedenken, datt an engem Kilo Hämmelfleesch, wat mat der Cargolux oder mat engem anere Fliger aus Neuseeland ageflu gëtt, iwwer 6 l Kerosinn drastiechen an datt ee Kilo Liewensmëttel, wat mam Fliger transportéiert gëtt, 170-mol méi CO_2-Emissioune verursaacht wéi ee Kilo, wat mam Schëff geliwwert gëtt. Spéitstens wann een déi Zuelen an hir Auswierkungen op d'Klima kennt, muss ee sech froen, wéi laang den Transport vun esou net liewenswichtegen Iesswueren duerch de Loftraum nach ze rechtfertegen ass a firwat mir net einfach Hämmelfleesch iessen, wat an der EU produzéiert gëtt oder ganz einfach um Lëtzebuerger Bauerenhaff.

Net anescht ass et bei deenen Dausende vun Héichleeschtungsblummen, déi an Ecuador, a Kenia, a Kolumbien an an aneren Drëttlänner mat vill Waasser, mat Dünger a Pestiziden héichgeziicht ginn, duerno mat décke Fligeren an Europa ageflu ginn a bei eis fir 10 Cent pro Blumm verkaaft ginn. Mëttlerweil stellt de Verkaf vun dëse Fligerblummen 20% vum europäesche Blummemaart duer, emol guer net ze schwätze vun den negativen Inzidenzen, déi dësen dubiéisen Handel mat Blummen op d'Landwirtschaft vun de Produktiounslänner huet.

Dir frot Iech, wat dat mat dëser Debatt ze dinn huet. Mir sinn der Meenung, datt deen Transport net néideg ass! Dir kënnt Iech erënneren: Wéi en islännesche Vulkan de Loftverkéier am Joer 2010 lamgeluecht huet, ass et kengem opgefall, datt gewësse Produkter net disponibel waren. An déi europäesch Ekonomie an och déi Lëtzebuerger Ekonomie ass trotzdeem net zesummegebrach. Och dat weist, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt de Frachtverkéier duerch d'Loft ganz oft aus näischt anescht besteet wéi aus Nice-to-have-Wueren, déi no Loscht a Laun ze kréie sinn, mä net gebraucht ginn.

An deem Sënn wëll ech elo eng Kritik umellen, näämlech eng Kritik um Motto vun der Cargolux: „you name it, we fly it!", deen e bedenkleche Message véhiculéiert, an zwar deen, datt all Floribus op einfache Knappdrock hin duerch de Loftraum geflu ka ginn. Dëse Message léisst net drop schléissen, datt d'Cargolux sech scho ganz vill Gedanken iwwert d'Nohaltegkeet gemaach huet an iwwert d'Émweltproblematik a vläicht gutt berode wier, iwwer méi en nohaltege Geschäfts- a Sozialmodell nozedenken. Dobäi stelle mir net a Fro, datt Gidder, déi net anescht transportéiert kënne ginn, natierlech mat der Cargolux sollen ageflu ginn, wann et ëm Saache geet, déi mer wierklech brauchen an déi eis Industrie um Liewen halen.

Här President, aner Facteuren, déi dem gesamte Fluchverkéier keng roseg Zukunft prophezeien a souguer de Geschäftsmodell vun enger ganzer Airline kënnen zerstéieren, sinn d'Kerosinnpräisser, vun deenen och nach net geschwat ginn ass. Zanter 2008 ginn dës Präisser monter op an of, allerdéngs mat steigender Tendenz, a féiere mëttel- oder laangfristeg dozou, datt d'Aviatioun net nëmmen ekologesch, mä och wirtschaftlech dee Kierzeren zitt par rapport zum Transport iwwert d'Schinn, dëst virun allem bei méi kuerze Strecke bis zu 1.000 Kilometer.

Mir sinn der Meenung, datt där Entwécklung soll virgegraff ginn an datt et doweinst an eisen Ae wichteg ass, déi transnational Zuchverbindungen och ze berücksichtegen. An dat mécht d'Regierung ganz geziilt, dëst natierlech a Verbindung mam Bau vu multimodale Plattformen, déi et erlaben, d'Gidder vun der Strooss op den Zuch ze kréien, an net an de Fliger.

An deem Kontext kann ech nëmme widderhuelen, Här Minister, wat Dir als fréieren Deputéierten am Joer 2012 am Débat d'orientation op dëser Plaz gesot hutt. Dir hutt gesot, datt déijéineg, déi weiderhin un de Frachtverkéier duerch de Loftraum gleewen, um Mount géife liewen an net verstanen hätten, wéi schwéierwigend d'Kris an der Aviatioun eigentlech ass a wat sech dohanner verstoppt. Ech géif mengen, Dir hat vollkomme recht.

Wat elo déi aktuell Situatioun um Findel betrëfft, mat där mir haut konfrontéiert sinn an ëm déi et och elo geet, muss een a Betracht zéien, datt scho vill Geld an déi Infrastruktur gefloss ass. Als Gréng stelle mir net a Fro, datt dat, wat schonn dosteet an zum Deel och eidel steet, optimal genotzt, moderniséiert a mat Liewe gefëllt muss ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madamm Lorsché, entschëllegt,...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Erlaabt Der, dass den Här Kartheiser eng Fro stellt?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wann Dir herno net bimmelt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen!

(Hilarité)

Jo, also heescht dat „jo"?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Also wann ech herno déi Zäit hei guttgeschriwwe kréien...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Kartheiser, ech...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Also ech wëll eigentlech net duerch d'Blumm schwätzen hei, mä ech wollt just froen, well mer d'nächst Woch jo eng Debatt hei hunn iwwert d'Entwécklungshëllef a wëll mer jo wëssen, wéi wichteg den Handel ass, datt iwwerhaapt déi exportfäeg Produiten aus der drëtter Welt heihinnerkommen oder aus den Entwécklungsstate kënnen heihinnerkommen, a well ech elo gesinn, datt déi gréng do Problemer dermat hu fir awer eng ganz Rei vu Produiten, déi awer verfallsméisseg ufälleg si a ganz séier mussen - zemools am Agrikulturberäich - op d'Mäert kommen, do wollt ech d'Madamm Lorsché froen, an hiren Aen, an den Ae vun der grénger Partei, wéi eng Produiten aus der drëtter Welt aus dem Agrikulturberäich hirer Meenung no nach iwwerhaapt däerfen an Europa exportéiert ginn a wéi dat da soll passen an eng Entwécklungsméiglechkeet vun deene Länner hei op eise Mäert.

Merci.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Majo, ech hunn d'Wuert genannt, Här Kartheiser, ech soen: bio a fair! Do gehéiert de fairen Handel derzou, wou mer der Meenung sinn, datt deen dohannen ënner gudde Konditioune produzéiert gëtt, net op d'Käschte geet vun deene Leit, déi do liewen, net op d'Käschte vun der Landwirtschaft, an datt mer guer kee Problem hunn, wann déi Produiten agefouert ginn. Mir hunn awer e Problem domat, wa Blummen agefouert ginn, déi d'Landwirtschaft an deene Länner zerstéieren. Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Erkläert dat de Kolumbianer!

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir stellen als Gréng och net a Fro, wéi ech gesot hunn, datt dat, wat schonn dosteet an zum Deel eidel steet, optimal genotzt, moderniséiert an och mat Liewe gefëllt muss ginn. Sou zum Beispill déi eidel stoend Geeschtergare, déi fréier emol geplangt gi war, awer keen Notzen haut méi huet, well eng Feelplanung virlouch am Beräich vum Schinnentransport, deen elo do net stattfënnt.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Also dat do stëmmt awer absolutt net!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et ass keng Gare, déi elo funktionéiert, da kann een net soen, si wär geplangt an a Betrib gesat.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, ech hu jo elo net gesot, datt do...

(Interruption par la présidence)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...ass quasi den eenzege Fluchhafen op der ganzer Welt geschwënn, deen net un d'Schinn ugebonnen ass. Dat ass de Skandal!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wann déi Planung...

(Interruption)

Wann déi Planung konsequent duerchgefouert gi wär, da wär et keng Feelplanung gewiescht, da géif elo do eng Gare funktionéieren!

Mir stellen och net a Fro, datt dat zousätzlecht Potenzial, wat nach besteet, eng Plus-value fir Lëtzebuerg ka bedeiten, virun allem am Persounentransport, wou et vun der Plaz hier jo awer och schonn eng Limitt no uewe gëtt. Eng Plus-value ass natierlech de wirtschaftlechen an interkulturellen Impakt, deen de Fluchhafen op de Standuert Lëtzebuerg huet. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Ëmmerhi verbënnt de Fluchhafen eis mat villen internationalen Zentren, déi op ganz verschiddenen Ebene mat eis zesummeschaffen an op eng séier Mobilitéit ugewise sinn. Ech denken och u Lëtzebuerg als europäeschen Zentrum, wou mer ganz vill Mobilitéit brauchen. Eng Plus-value sinn natierlech och déi Dausende vun Aarbechtsplazen, déi de Fluchhafe generéiert an déi mir mussen erhalen.

E weidere Punkt, op deen ech nach kuerz wéilt agoen, betrëfft d'Organisatioun vum Findel, vun där och scho geschwat ginn ass. De Findel als ëffentlech Infrastruktur muss déi international Regelen an d'Oplage vum FABEC-Accord aus dem Joer 2010 erfëllen. Dësen Accord regelt d'Sécherheet am gesamten zentraleuropäesche Raum an net just zu Lëtzebuerg, konnt bis haut awer net integral respektéiert ginn, well et dem Findel ganz einfach un der néideger Ausstattung an um néidegen Know-how gefeelt huet.

Dir wësst, vu wat ech schwätzen, meng Virriedner hunn et schonn erwäänt: Et geet ëm d'Ufluchkontroll, déi an der Lescht zu der Suerg gefouert huet, de Minister géif dee ganze Service un déi Däitsch Fluchsécherung auslageren. Muncher hu souguer vun engem Verloscht vu Souveränitéit geschwat, wou een awer muss wëssen, datt 80% vum Lëtzebuerger Loftraum vu Belgocontrol an Eurocontrol géréiert ginn, soudatt d'Souveränitéit längst net méi déi ass, déi ee kéint mengen. An déi ass och guer net méiglech ze realiséieren, well et sech ëm e gemeinsamen Himmel handelt.

Datt dës Auslagerung schlussendlech net stattfonnt huet, datt d'Technik vum Fluchhafen un déi modern Bestëmmungen ugepasst gëtt, datt d'Fluchlotsen zu deem Zweck ausgebilt ginn, Duebellizenze kréien a méi Kompetenzen, begréisse mir ausdrécklech, grad wéi och d'Installatioun vum Buedemradar, deen aus Sécherheetsgrënn bluttnoutwendeg ass. Virun allem begréisse mir awer och, datt endlech e Minister de Courage hat, dat waarmt Eise vun der Ufluchkontroll, trotz staarkem Géigewand, konsequent unzepaken an eng zefriddestellend Léisung mat allen Uspriechpartner konnt verhandelen.

Dir Dammen an Dir Hären, en anere Beräich, deen eis nach ëmmer Suerge mécht an deen och an der Lescht erëm an de Medie méi am Gespréich war, ass de Problem vum Kaméidi, dem sougenannte Fluchlärm. D'Tatsaach, datt Fligerkaméidi krank mécht a bei Kanner och zu Léierschwieregkeete féiert, ass längst bewisen a gëtt vu kenger Etüd méi a Fro gestallt. Doweinst muss eppes geschéien! Et ass awer net einfach.

Ech géif eng Rei Pisten opzielen, déi eis virschwiewen: Éischtens däerfen d'Fluchpläng zäitlech net bis op déi lescht Grenz ausgereizt ginn, fir ze verhënneren, datt Fligere mat duerchschnëttleche Verspéidungen an der Nuecht musse landen.

Zweetens ass och d'Limitatioun vum Fluchkaméidi a Kombinatioun mat der Zuel vun de Fligeren, déi eran däerfe fléien, e gutt Instrument, fir gesondheetsschiedlechen Auswierkunge vum Fluchlärm bäizekommen. Dat heescht an anere Wierder, datt eng Steigerung vun de Fluchbewegungen eigentlech nëmmen erlaabt däerft ginn, wann den eenzelne Fluch méi lues gëtt.

Drëttens denken ech och un d'Gesondheetsaspekter, déi méi Gewiicht kréie mussen an der Planung, bei enger Renovatioun, bei engem Ausbau a bei allen anere Pläng. Dat heescht, datt d'Zesummenaarbecht mat Spezialisten aus dem Gesondheetssecteur sech hei ganz geziilt opdrängt.

A firwat net och driwwer nodenken, datt d'Präisser vun de Landerechter un de Kaméidi vum jeeweilege Fligermodell gebonne ginn?

Wahrscheinlech gëtt d'Belaaschtung, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat Kaméidi trotz allen Efforten ni esou kleng, wéi d'Awunner ronderëm - Sandweiler, Hamm, Bouneweg, Zéisseng, Gasperech - sech et wënschen. Dat ass keng besonnesch gutt Perspektiv. Eng gutt Perspektiv ass awer déi, datt an Zesummenaarbecht mat der Union des syndicats locaux de la ville de Luxembourg, dem Ministère, dem Management vun der Cargolux an de Spezialiste vun der DSF an aller Transparenz no Léisunge gesicht gëtt, fir datt d'Belaaschtung manner grouss gëtt, wéi se den Normen no eigentlech kéint sinn.

Zu där Transparenz gehéiert och eng neutral Bestandsopnam vun der aktueller Situatioun, wou ech Iech, Här Minister, wéilt froen, wéi et weidergaangen ass mat de Rapporten, déi Der am Joer 2012 hei am Fong kritiséiert hutt, well bei de Miessungen nëmme 50% vun den Nuetsvollen deemools erfaasst gi sinn a fir freides a samschdes guer keng Donnéeë virlouchen.

Zesummefaassend, Här President, wéilt ech festhalen, datt de Fluchhafen an och säin Ausbau eist Land op der Weltkaart doudsécher net manner interessant, mä méi interessant mécht an och zu eisem Wuelstand bäidréit, esou laang natierlech, wéi de Secteur vun der Aviatioun stabill bleift.

Eng aner Feststellung ass awer déi, datt de Fluchhafen eng kräfteg CO_2-Schleider ass an e staarke Verursaacher vu Kaméidi, Voleten, déi och net däerfen ignoréiert ginn. Dëst Spannungsfeld gëtt bestëmmt net méi kleng an Zukunft. Vläicht wär et doweinst un der Zäit, eng neutral Wäertschëpfungsanalys ze maachen, wéi een dat nennt, déi net nëmmen der Wirtschaftlechkeet vum Fluchhafe Rechnung dréit, mä och den Ëmweltaspekter, déi ëmmer méi eng grouss Roll spillen. Ech erënneren nach eemol un d'COP21.

Ech denken, déi 170 Länner huelen hiren Accord, dee se ënnerschriwwen hunn, eescht. An dat ass eis Hoffnung! Dat heescht, datt déi ënnerschiddlech Risikofacteuren, déi mat engem Ausbau vum Findel verbonne sinn, op hir jeeweileg Konsequenzen ënnersicht solle ginn an datt och Alternative missten opgezeechent gi fir de Fall, wou et wierklech mam Secteur vun der Aviatioun biergof geet.

Dozou gehéiert dann awer och d'Analys, wéi wäit et méiglech ass, den Impakt vum zouhuelende Fluchverkéier duerch d'Entwécklung vun nach méi erneierbaren Energien eenegermoossen ze neutraliséieren.

Ganz bedauerlech ass fir eis, datt et nach ëmmer keng gescheit europäesch Strategie gëtt, fir d'Entwécklung vun deene ganzer aacht Fluchhäfen aus der Groussregioun - ech nenne se: Zweebrécken, Saarbrécken, Bitburg, Léck, Hahn, Charleroi, Metz, Nanzeg a Findel - ze koordinéieren op eng clever Aart a Weis an domat weidere Wildwuchs respektiv déi steigend Konkurrenz tëschent de Fluchhäfen, déi och natierlech dozou féiert, dass verschiddener net

iwwerliewen, verhënnert kënne ginn. Den éiergäizege Masterplan, deen dem Findel an den nächste fënnef bis zéng Joer en neit Gesiicht soll ginn, muss jiddefalls gutt iwwerluecht sinn an eisen Aen, fir datt en an eng ekologesch Zukunft féiert respektiv eng ekologesch Sakgaass verhënnert an de folgende Generatioune wäert zeguttkommen.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a stelle keng weider Froen, well der scho ganz vill gestallt gi sinn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Lorsché. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, d'Fléien ass mat Sécherheet e bequeemt, en attraktiivt a virun allem awer och e séchert Transportmëttel, wat jo oft nawell gäre vergiess gëtt. Et bréngt d'Leit beieneen. All Dag ginn Honnertdausende vu Passagéier duerch d'ganz Welt transportéiert. An eppes ass ganz kloer: Wat wier eist Land ouni de Fluchhafen? Wat wier eist Land ouni de Findel? Et wier e Land, wat géif lénks leie gelooss ginn. Et wier e Land, wat mat Sécherheet och net e Maillot jaune an der Ekonomie unhätt. A wann een och e bëssselche méi an den Detail geet an et kuckt een och, wat dee wirtschaftlechen Impakt vum Findel ass, da fënnt ee ganz séier eraus, datt dat an eiser Ekonomie awer e wichtege Pilier duerstellt.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt zum Beispill 15.000 Aarbechtsplazen direkt um Findel drunhänken an datt ee ka soen, datt plus ou moins 24.000 Aarbechtsplazen insgesamt mam Findel ze dinn hunn.

De Fluchhafen hei zu Lëtzebuerg huet och eng enorm Entwécklung hanneru sech. D'Ufäng waren an den 30er Joren. 1975 gouf dunn eng Aérogare fir 500.000 Passagéier gebaut. An d'Zuel vun de Passagéier, wéi se sech entwéckelt huet, ass och e gudde Barometer, wéi sech, wéi gesot, de Fluchhafe positiv entwéckelt huet: 1950 6.525, 1990 schonn 1.072.264 an dann, wéi gesot, d'lescht Joer 2.687.566. An dann de leschten August hu mer wierklech de monatleche Rekord gebrach: 295.000 Passagéier.

Och wann een d'Entwécklung vun de Frachtzuele kuckt, gesäit een do eng enorm positiv Entwécklung: 1950 waren et 436 Tonnen nëmmen, 1990 schonn 143.667 an 2015 737.625. Wann een déi kumuléiert Croissance vum Fluchhafen aus deene leschte fënnef Joer kuckt, da komme mer op 67% (veuillez lire: 65%). Dat ass, wéi gesot, schonn enorm.

Mir hunn eis op dëser Plaz scho ganz vill mam Fluchhafen an deene leschte Jorzéngte befaasst, wat och richteg ass. Et war den 11. Juli 1996 eng éischt Vergréisserung décidéiert ginn. Déi ass net realiséiert ginn. Du koum et zum Bau vum Terminal A, deen am Joer 2008 ageweit gouf. An de Fluchhafen ass zwar entretemps nach ëmmer „nëmmen" - tëschent Guillemeten - e Regionalfluchhafen, mä trotzdeem: Seng Wichtegkeet huet sech awer enorm an deene leschte Joren ëmmer méi erausgeschielt. Wéi mer hei d'Gesetz vum 26. Juli 2002 diskutéiert hunn, dunn ass deemools vun enger gewolltener Grenz, kann ee soen, vun dräi Millioune geschwat ginn. Entre-temps schwätze mer awer scho vun engem Horizont vu véier Milliounen.

Dann däerf een natierlech och net vergiessen, datt déi immens positiv Entwécklung vum Fluchhafen zum Deel awer och d'Resultat vun europäesche Reglementatiounen ass. Ech erënneren drun, datt 1978 zum Beispill d'Liberaliséierung vum Lofttransport um EU-Niveau agesat huet, déi mam drëtte Paquet 1993 ofgeschloss ginn ass.

Allerdéngs muss een och, wann een d'Analys mécht vum Fluchhafen, éierlechkeetshalber soen, datt natierlech och e puer Décisioune geholl gi sinn, déi net esou ganz glécklech waren. Mir hunn 2004 den Terminal B opgemaach. Mir wëssen, wat dunn d'Konsequenz war. Dat war net grad eng Meeschterleeschtung, datt en dunn erëm eng Rei vu Joren zou war; an der Hoffnung, wéi gesot, datt en erëm séier opgeet.

Dann, et ass och schonn hei gesot ginn, 2002 hu mer e Gesetz gestëmmt, wat d'Ubannung vum ëffentlechen Transport un de Findel sollt duerstellen. Mam Resultat, datt eng Gare gebaut gouf. Et kann ee vun enger Phantomgare praktesch schwätzen, déi ass ni a Betrib geholl ginn. Och dat léisst natierlech zum Deel awer déif blécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun hei op e puer wesentlech Faktoren agoen, déi awer dann, wéi gesot, d'Wirtschaftlechkeet vum Findel hei sollen ënnersträichen. A mir als Demokratesch Partei, an dat wäert wuel keen heibannen iwwerraschen, stinn natierlech éischter en faveur vun enger Entwécklung vum Fluchhafen, well mer nach wie vor der Meenung sinn, datt do Potenzial ass fir d'Ekonomie an datt een dat onbedéngt och soll notzen.

Wann een natierlech vun der Wirtschaftlechkeet, vun der Attraktivitéit vun engem Fluchhafe schwätzt, da muss een an éischter Linn och emol un d'Accèsen, un d'Parkméiglechkeeten denken. Hei muss ee soen, datt natierlech eng Rei vu groussen Efforte gemaach goufen. Et war an der Zäit schwéier emol, eng Parkplaz um Findel ze fannen. Et huet zu enger Rei Stresssituatioune gefouert. Haut hu mer 7.400 Parkplazen. Och de Kuerzzäitparking ass jo gutt ausgebaut ginn, wou mer haut 345 Plazen hunn.

Dann op där anerer Säit, wat den Zoubréngerdéngscht ubelaangt, ass och e gudde Réseau vum Busdéngscht organiséiert ginn. Den „flipco" zum Beispill bitt 32 Déparen un, fir e Präis ab 5 Euro. Dat dréit natierlech och derzou bäi, datt vill Leit sech nach zousätzlech ugesprach fillen, fir eben de Fluchhafe Lëtzebuerg ze notzen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Fro, ob mer sollen nach zousätzlech Airlinen op de Fluchhafe Lëtzebuerg unzéien. Et däerf een net vergiessen, datt 2015 schonn eng Rei nei Gesellschaften derbäikomm sinn. D'Luxair huet och hir Vollen ausgedeent: op London, Hamburg, Stockholm an Dublin. Et ass en neie Boeing 737 ugeschaaft ginn. Ech wëll an deem Kontext och op LuxairTours zum Beispill hiweisen, e ganz wesentlechen Aspekt vun dem Geschäft vu Luxair, wat mat Sécherheet éischter schwaarz Zuele schreift a wou mer natierlech awer och op d'Groussregioun ugewise sinn. An och dat däerf een natierlech net vergiessen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et sinn eng Rei aner Gesellschaften op Lëtzebuerg komm, sief dat HOP!, sief dat LOT oder sief et Aegean Airlines, an dann natierlech och Ryanair, déi jo amgaangen ass, ëmmer méi Fouss ze faassen hei um Fluchhafen. A virun allem däerf een eppes net vergiessen: datt de Findel Lëtzebuerg jo awer och u sech eng Ubannung huet u siwen Haaptplattformen, vu wou aus ee praktesch an all Kontinent vun der Welt ka fléien.

Wa mer natierlech wëllen an Zukunft nach méi kompetitiv bleiwen, da musse mer kucken, datt mer déi direkt Konkurrenz och selbstverständlech am A behalen. Ech denken u Charleroi, Hahn, Metz, Saarbrécken oder Léck. An da si mer, wéi gesot, erëm eng Kéier bei der Diskussioun: Wëlle mer nach zousätzlech Low-cost-Airlinen op Lëtzebuerg zéien? Mir mengen: Jo, allerdéngs net zu all Präis. Et soll awer d'Méiglechkeet gebuede ginn, fir eben d'Fluchcapacitéiten hei zu Lëtzebuerg nach ze erhéijen.

Da wëll ech drun erënneren, datt zum Beispill easyJet de Moment no der Luxair déi Airline ass, déi déi zweetmeeschte Passagéier transportéiert. D'lescht Joer waren dat der 198.789. Selbstverständlech, wann een iwwert de Volet Low-cost-Airline schwätzt, da kënnt vu verschiddene Säiten ëmmer direkt natierlech och d'Kritik, datt dat géif zum Deel um Bockel vum Personal gemaach ginn, zum Deel um Bockel vun der Sécherheet an esou weider. Ech mengen, mir sollen awer do och keng hypokritesch Diskussioun féieren! Mir spiere jo ganz kloer, datt eng Demande do ass, fir ëmmer méi ze fléien. An dann däerf een op där enger Säit net verlaangen, datt ee praktesch fir näischt ka fléien, an op där anerer Säit dann awer kritiséieren, datt de Service net esou ass, wéi e soll sinn.

Wa mer vun der Attraktivitéit, vun der Kompetitivitéit vun engem Fluchhafe schwätzen, da muss een natierlech och dee ganze Volet Check-in mat considéréieren. Och do sinn et an deene leschte Joren - a gëtt et och nach - eng Rei Enkpäss ginn. Mä och do muss een awer soen, datt déi Verantwortlech eng Rei vun Efforte gemaach hunn. Zum Beispill goufen 2015 zéng nei Enregistrementsbornen installéiert.

Hei kann een awer och dann d'Fro stellen, ob net sollen déi elektronesch Passkontrollen, déi zum Beispill schonn op enger Rei vun internationale Fluchhäfe gemaach ginn, och verstäerkt hei zu Lëtzebuerg agesat ginn, wou ee kann Zäit wannen. Da geet et och ëm de Kontrollsystem u sech. Do leeft zum Beispill de Moment op enger Rei vun däitsche Fluchhäfen e Pilotprojet, fir, wéi gesot, dat nach vill méi zügeg ze maachen. Well loosse mer ganz éierlech sinn: Et weess ee jo, wann een duerch dee ganze Kontrollsystem muss goen, datt dat net ëmmer esou ganz flott ass. Op där anerer Säit musse mer awer och bereet sinn, esou Contrainten a Kaf ze huelen, well d'Sécherheet muss jo ouni Zweifel awer och priméieren.

D'Betreiung vun de Passagéier ass e wesentlechen Aspekt. Dat ass hei nach net ugeschnidde ginn. Ech denke virun allem och un dee ganze Businessberäich, deen natierlech muss och an Zukunft staark gefleegt ginn. Firwat? Mä mir wëssen awer och, wat fir eng Clientèle zum Deel op Lëtzebuerg kënnt: Mir hunn eng héich entwéckelt international Finanzwelt, mir hunn eng héich entwéckelt ekonomesch Welt hei zu Lëtzebuerg. Dann ass et evident, dat de Findel och deem muss gerecht ginn.

Wa mer schonn, wéi gesot, bei der Sécherheet sinn, dat ass eent vun deene wesentlechsten Elementer, net nëmme vum heitege Fluchhafen, mä mat Sécherheet och vum Fluchhafe vu muer, dann ass et kloer, datt do mussen déi maximal Virsiichtsmoossname getraff ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt mer an der Vergaangenheet e puer Incidenten haten, datt op eemol Leit um Tarmac stoungen, déi näischt do verluer haten. Dann däerf een och net vergiessen, datt et zu enger Rei Attentater op anere Fluchhäfe komm ass. Datt also hei mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren, ass jiddefalls fir eis evident.

A puncto Sécherheet geet et natierlech och ëm d'Déparen an d'Landungen. Datt do, et ass jo virdrun hei schonn ugeschnidde ginn, en effikasse Buedemradar muss installéiert ginn, ass jiddefalls fir eis och evident, well de Service „follow me" jo vläicht net méi onbedéngt ugepasst ass.

Enn 2017 muss dann de Findel och déi sougenannten EASA-Zertifizéierung erreechen. De Findel wëll, wéi gesot, d'Fluchhafen-Kategorie E erreechen. 40 Punkte mussen dann insgesamt ofgehaakt ginn.

An dësem Kontext musse mer natierlech och vun der Problematik vun de Fluchlotse schwätzen. E Sujet, deen eis an deene leschte Wochen a Méint méi am Detail beschäftegt hat. Et däerf een allerdéngs net vergiessen, datt jo awer haut am Fong geholl schonn 80% vun de Servicer vum Lëtzebuerger Loftraum vun ausländesche Prestatairë virgeholl ginn. Et geet jo hei virun allem och ëm d'Approche vun de Fligeren, well een eben do ënner anerem och ka bis zu 40% Carburant aspueren.

Bis 2019 si jo ronn 92.500 Mouvementer ze erwaarden. Op där anerer Säit wësse mer, datt dann natierlech eng wesentlech Aufgab vun de Fluchlotse muss gemaach ginn. Mir wëssen allerdéngs och, datt et immens schwéier ass, fir Fluchlotsen ze rekrutéieren. D'ANA hat zum Beispill a sechs Joer nëmmen dräi Lotse kënnen engagéieren. Bis 2023 missten et der awer 36 sinn! Emsou méi musse mer eis och gewëssen europäesche Reglementer upassen.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun de Synergien. An da si mer ganz séier an där Diskussioun, déi mer, wéi gesot, elo rezent gefouert hunn, ëm eng Synergie, sief dat mat Belgocontrol oder sief dat mat der DFS. Well, wa mer keng Synergië maachen, gëtt jo geschat, datt mer bis d'Joer 2028 Méikäschte vu 40 Milliounen hätten. An ech mengen net, datt dat onbedéngt eng optimal Solutioun wier.

Mir waren - also eng Rei vun Deputéierten, leider gouf et eng Rei Kolleegen, déi gemengt hunn, si bräichte sech net dorunner ze bedeelegen - jo op Langen gefuer, fir eis do e Bild ze maache vun der DFS, fir ze kucken, wéi dat do fonctionnéiert. An ech mengen, dat mannst, wat ee ka soen, datt ee jiddefalls do e kloert Bild vermëttelt krut, wéi professionell u sech och déi Société do fonctionnéiert. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt dee ganzen däitsche Loftraum jo vun der DFS operationell iwwerwaacht gëtt an datt se doriwwer eraus och nach eng Rei international Fluchhäfen als Client hunn.

Ech wëll hei ganz kloer soen, datt d'Demokratesch Partei u sech dee Wee, deen de Minister elo ageschloen huet, mat wëllt droen. Mir mengen, datt dat eng gutt Zesummenaarbecht wäert sinn. An et däerf ee jo och net vergiessen, datt déi Fluchlotsen hei zu Lëtzebuerg jo hire Statut och wäerten an Zukunft behalen. An ech mengen och, déi Iddi vun den Duebellizenzen, datt dat eng ganz gutt Saach ass.

Natierlech huet och an Zukunft d'DAC eng wichteg Roll mat der ALSA zesummen ze spillen, well dat si jo awer och zwee wichteg Akteuren, wann et ëm d'Sécherheetsfroen um Findel geet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Fluchhafen ass ouni Zweifel eng Welt fir sech. Een, dee vill flitt, dee weess dat, datt do ëmmer eng speziell Atmosphär ass. An da si mer och ganz séier beim Shoppingsberäich. Och dat ass e Volet, deen ee muss mat hei an d'Debatt erawerfen. Och do goufen an deene leschte Wochen, Méint grouss Efforte gemaach. Dat ass wichteg, wann ee gär wëllt e modernen, en attraktive Fluchhafe presentéieren, da gehéiert näämlech och eng ganz interessant Geschäftswelt derzou.

An, wéi gesot, déi Efforten, déi déi lescht Zäit gemaach goufen, sinn ouni Zweifel och ze begréissen. Zum Beispill d'Firma Lagardère Travel Retail ass jo ee vun den Haaptakteuren iwwerhaapt am Beräich vun de Geschäfter. An dës Firma huet jo de Moment dräi Point-de-venten am Duty free. Si ass schonn op 220 Fluchhäfen an 31 Länner vertrueden, huet also ouni Zweifel eng ganz grouss Erfahrung an deem Beräich.

Datt och elo Geschäfter do sinn, déi méi dat typescht lëtzebuergescht Produkt ubidden, fannen ech, passt och ganz gutt an déi ganz Philosophie vum Nation Branding eran. Jiddefalls, et kann een zu dësem Zäitpunkt soen, datt de Réaménagement do gutt gelongen ass. Wat awer net verhënnere soll, datt ee sech soll nach Gedanke maachen: Wéi kënne mer dee ganze Volet nach ausbauen?

Jiddefalls e Fluchhafen ass ouni Zweifel oft eng éischt Visittekaart vun engem Land. E spigelt de Stil, e spigelt d'Kultur vun engem Land erëm. An dowéinst ass et och wichteg, datt een deementspriechend sech dann och modern presentéiert.

Wa mer déi Debatt hei féieren, da komme mer selbstverständlech net derlaanscht, op de Volet Fret anzegoen, deen e ganz wesentlechen Aspekt an där ganzer Diskussioun ëm de Fluchhafe spillt. Mir hunn de Moment eng ronn 13 Gesellschaften, déi vum Findel aus fortfléien an do landen. An dat ass, wéi gesot, eppes, wat net ze ënnerschätzen ass.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Cargolux. D'Cargolux, déi jo vill an de Medien ass. Iwwert d'Cargolux gëtt vill geschriwwen, net méi spéit wéi haut erëm. Eng Kéier gutt, eng Kéier manner gutt. Ech mengen, et ass eng Gesellschaft, déi de 4. Mäerz 1970 gegrënnt gouf an haut déi gréissten europäesch All-Cargo Airline ass. Ech mengen, och dat soll emol nach eng Kéier hei ënnerstrach ginn, datt ee gesäit, wat fir eng positiv Entwécklung d'Cargolux matgemaach huet. De Moment hu se 3,8% vum Weltmarché a wëllen dat bis d'Joer 2020 op 5% erhéijen.

An dann däerf ee jo och net vergiessen, datt ronn 35% vum Kapital vun der Cargolux der HNCA gehéieren, der Henan Civil Aviation, wéi gesot, eng chineesesch Gesellschaft. An et ware jo e puer Kolleegen, déi d'Chance haten, an deene leschte Wochen op der Plaz ze sinn a sech och emol e Bild ze maachen, datt am Fong geholl do nach positivt Potenzial läit, fir sech nach kënne besser ze entwéckelen.

Ech wëll dann awer och nach e kuerzt Wuert iwwert d'Sportfligerei hei verléieren, dat ass schonn ugeschnidde ginn. Effektiv war dat och e Problem, deen an deene leschte Méint diskutéiert ginn ass. Mir wëssen, datt do eng Rei Kontrakter auslafe wäerten, zum Beispill dee mat der Avialux, deen ass schonn den 31. Mäerz dëst Joer gekënnegt ginn. An dee mat der UPA wäert dann den 30. Juni 2017 auslafen. Ech weess, datt entre-temps scho gewëssen Alternative virgesi sinn, ënner anerem zu Zoufftgen.

Et wär awer vläicht interessant, wann de Minister eis nach géif méi informéieren: Wéi steet et elo mat der Sportfligerei hei zu Lëtzebuerg? Wat fir eng Perspektiven hunn déi Leit? Well hei geet et awer schlussendlech och ëm ronn 1.000 Leit, déi hirem Hobby do noginn. En Hobby, deen ouni Zweifel awer eng gewëssen Ënnerstëtzung och verdéngt huet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Fluchhafe schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei enger méiglecher Extensioun. Ech mengen, mir sinn eis bewosst, datt eis do Grenze gesat sinn. Mir sinn eis bewosst, datt mer keng zweet Pist kënne bauen. Mir wëssen awer, datt do trotzdeem eng Rei Infrastrukturen an der Vergaangenheet ugepasst gi sinn, respektiv kënnen och nach verbessert ginn. Zum Beispill d'Stéchwuert Air Rescue, wou et och gutt ass, datt déi elo endlech a professionellen Infrastrukturen ënnerbruecht sinn.

Wa mer natierlech iwwert d'Extensioun vum Fluchhafen hei diskutéieren, da musse mer eis och Gedanke maachen: Wéi kënne mer déi zousätzlech Mouvementer nach generéieren um Fluchhafen?

An da si mer och ganz séier beim Volet vun den Nuetsflich. Och do gesäit een, datt mer natierlech eng staark Entwécklung haten. Awer eppes ass ganz kloer: Nuetsflich sinn e ganz sensibelen Thema. An zu Recht. An zu Recht! Ech mengen, hei muss ee sech och ganz kloer emol an d'Haut vun deene Leit versetzen, déi an der direkter Proximitéit vum Fluchhafe wun-

nen, schonn zum Deel do gewunnt hunn, éier déi Entwécklung vir sech gaangen ass. An ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg ass jo do e ganz gudde Verfechter, Verteideger vun den Interesse vun deene Leit. An och mir sinn der Meenung, datt een déi ganz Problematik do muss mat ganz groussem Fangerspëtzegefill ugoen.

Ech mengen, et ass awer e Konsens, datt net virgesinn ass, fir d'Nuetsflich nach auszeweiten. Et soll een éischter beim Status quo bleiwen. Datt et natierlech eng gewësse Flexibilitéit heiansdo muss ginn, ass evident.

Virdrun ass hei vu menger Virriednerin ganz vill iwwert den ekologesche Volet vum Fluchhafe geschwat ginn. Jo, selbstverständlech kann een dat net ignoréieren. Et soll een allerdéngs ëmmer realistesch sinn. Da muss een natierlech eng Kéier d'Fro stellen: Sinn ech fir oder sinn ech géint e Fluchhafen? Mir sinn nach wie vor fir de Fluchhafen, wat awer net wëll heeschen, datt deen ekologeschen Aspekt soll ignoréiert ginn.

Ech hunn de Volet Nuetsflich ugeschnidden. Ech schneiden och de Volet Ofwaasser un. Ech mengen, och do bestinn e puer ganz grouss problematesch Fakten. Et sinn awer op där anerer Säit - och dat soll emol hei ënnerstrach ginn, e Fluchhafe soll net ëmmer e bëssen esou als e Feindbild dohinnergestallt ginn -, mä et sinn och positiv Entwécklunge gemaach ginn. Ech denken un d'Cogénératiounsanlag, ech denken un d'Dépollutioun vun ale Behälter an de fréiere Cargolux-Gebaier. Ech denken och un d'Uschafe vun elektreschen Autoen. Sécher, dat sinn elo vläicht esou eenzel Elementer, mä dat gëtt och e Ganzt. Wat kloer ass, ass, datt natierlech deen ekologeschen Aspekt och an Zukunft nach vill méi muss priméieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer, wéi gesot, iwwert de Fluchhafen och vu muer diskutéieren, da si mer bei der Landepist u sech. Ech hunn et virdru scho gesot: Eng zweet kann ee sech kaum virstellen. Mir wëssen allerdéngs, datt déi momentan Landepist, déi eng Längt huet vu 4 Kilometer, déi elo 30 Joer an deem heiten Zoustand um Bockel huet, déi muss natierlech erneiert ginn. De Minister huet dat jo an deene leschte Woche scho kloer gesot.

Et gëtt natierlech och vill méi deier, wéi dat ursprénglech geplangt war. Dat wäert natierlech eng Rei technesch, logistesch Problemer mat sech bréngen, besonnesch d'Ofwécklung och vun eben eenzelnen Nuetsflich. Ech hunn och dat de Moie vun dem CEO vun der Cargolux gelies, deen ënner anerem dann och duerchblécke gelooss huet, am Noutfall op Léck auszewäichen. Mir hoffe jo, datt dat net onbedéngt muss de Fall sinn.

Ech wëll allerdéngs och hei erënneren, datt deen Invest - dat gëtt e groussen, schwéieren Invest -, datt deen allerdéngs och kann awer zeguttgeschriwwe gi fir eis NATO-Bäiträg, déi mer ze leeschten hunn, wou jo d'Absicht vun der Regierung ass, vun 0,4 op 0,6% eropzegoen, an datt déi Pist jo awer och fir NATO-Servicer kann deementspriechend genotzt ginn.

Da si mer natierlech och nach eng Kéier séier beim Terminal B. Ech hunn dat scho virdrun eng Kéier kuerz ugeschnidden, ouni dat ze verdéiwen. Mä et stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi et méiglech ass, datt an der Planung op eemol en Terminal wärend Joren eidel steet; Klammer zou. Mä dee soll jo dann esou séier wéi méiglech erëm a Betrib geholl ginn. Mengen Informatiounen no sollen do just Vollen ofgeweckelt ginn, déi am Schengenraum sech bewegen. Dat wieren awer am Endeffekt praktesch 70% vun de Flich. Och dat gëtt dem Fluchhafen nei Méiglechkeeten. Et gëtt dem Fluchhafe virun allem awer och Possibilitéiten, sech méi op ze maachen an och nach zousätzlech Passagéier unzehuelen.

Mir hunn an deene leschten Deeg ganz vill, a mir wäerten och an deenen nächste Woche ganz vill iwwert de Wuesstum vun dësem Land schwätzen, a wa mer iwwert de Wuesstum vun dësem Land schwätzen - ech wëll dat beileiwen elo net hei verdéiwen -, dann ass natierlech och de Fluchhafen een Element vun deem ganzen Denkprozess! An da muss ee sech d'Fro stellen: Bis wouhinner kënne mer dee Fluchhafen eigentlech nach entwéckele loossen?

Da si mer och ganz séier beim Handling. Mir wëssen, datt do en zweete Partner wäert heihinnerkommen, den Aviapartner. Wéi eng Déngschter ginn an Zukunft vun deenen ugebueden? Wéi wäit ass dat elo eng Konkurrenz och fir d'Luxair? Och do, wéi gesot, musse sech verschidde Firmen dann op déi Entwécklung astellen.

Dann, wéi gesot, de Masterplang, dee virgestallt ginn ass, deen natierlech nach eng Rei interessant Iddien och fir d'Zukunft matprogramméiert huet.

Mir si bei der Gare. Ech hunn dat scho virdrun eng Kéier kuerz ugeschnidden: Mir mengen, datt een awer zumindest muss d'Iwwerleeung maachen, ob déi Gare net awer ka genotzt ginn, fir den ëffentlechen Transport do unzebannen, esou wéi dat jo urspréinglech och an engem Gesetz virgesi war. Quitte datt mer elo an der Logik vum Tram sinn. Mä trotzdeem muss d'Fro gestallt ginn, ob net awer déi Gare kann och fir eng Ubannung fir den Tram genotzt ginn.

Vläicht dann och nach e Wuert zur Luxaviation. Och do, wéi gesot, huet de CEO elo an engem Interview, gëscht oder virgëscht, gesot, datt sech nach géifen am Maintenance-Beräich interessant Perspektiven opmaache fir de Fluchhafen hei zu Lëtzebuerg. A wa mer, wéi gesot, an d'Zukunft kucken, eppes ass evident: Mir brauchen och e ganz staarken, e ganz gudden Informatiksystem. Ëmmer méi wäert dat natierlech eng vun den Haaptrolle sinn, déi um Fluchhafen ze spillen ass, well ouni eng performant Informatik kann e Fluchhafen och net optimal fonctionnéieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, jiddefalls eppes ass evident: Mir als Demokratesch Partei sti kloer hanner engem modernen, effikasse Fluchhafen. Mir sinn eis bewosst, datt mer lues a lues zwar un eis Limitte kommen - dat muss een och esou unerkennen -, mä et ass nach Potenzial do. Loosse mer dat notzen! Et ass gutt fir eis Ekonomie, et ass och gutt fir d'Aussenduerstellung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn net ee Findel, mir hunn zwee Findelen! Mir hunn e Fluchhafen, wat ee Passagéierfluchhafen ass, a mir hunn e Fluchhafen, wat e Frachtfluchhafen ass.

Wat de Passagéierfluchhafen ugeet, huet de Gusty Graas elo grad androcksvoll, a mat Recht, drop higewisen, wéi wichteg d'Qualitéit dovunner ass. Mir kënnen net eist Land wëlle verkafen am Ausland, wa mer net déi Leit, déi heihinnerkommen, entspriechend empfänken. Do ass villes vill besser ginn. Dat ass ganz gutt.

Et bleift awer och nach Spillraum fir Verbesserungen. Zum Beispill, well net méi spéit wéi gëschter vun engem gewëssenen Här Welter ee Lieserbréif an der Zeitung war iwwert d'Absence vun engem Transfer Counter hannert der Sécherheetsbarrière; dat heescht, wann engem säi Voll annulléiert gëtt, nodeem en d'Sécherheet passéiert huet, datt en dann net kann do ëmbuchen, mä nees eraus muss, fir duerno nees eran. Och d'Gepäck, ech mengen, domat si mer alleguerte geplot. D'Gepäckabfertigung zu Lëtzebuerg gehéiert wahrscheinlech zu deene luesten op der ganzer Welt. Do kann ee bestëmmt nach villes besser maachen.

Bei der Fracht par contre, do si mer an engem aneren Dilemma. Do si mer an deem Dilemma vun der Logistik, op deen de Gast Gibéryen schonn, mat Recht, higewisen huet, wéi mer hei emol iwwer e Logistikzentrum Beetebuerg geschwat hunn. Jo, et ass dee fënneftgréisste Frachtfluchhafe vun Europa, mä et ass awer wahrscheinlech deen eenzege Frachtfluchhafen, deen esou no bei enger Stad ass. Ech kommen duerno op d'Nuetsvollen an d'Lärmbelästegung fir 18.000 Stater Leit zréck.

Mir haten Arrivéeën 2013 vun 318.000 Kilo. 2015 waren dat der scho 427.000. Mir gesinn also eng Progressioun an der Fracht vu 25% op nëmmen zwee Joer! Dat ass eng Entwécklung, déi musse mer am A behalen. Bei den Départëposten ass et nach schlëmmer: Do ass et eropgaange vu 5.000 op 83.000 bannent zwee Joer.

D'Cargolux ass selbstverständlech e Fleuron vun eiser Ekonomie, mä d'Cargolux huet mat ganz ville Problemer ze kämpfen. An dee gréisste Problem, mat deem d'Cargolux ze kämpfen huet, dat ass d'Konkurrenz an notamment d'Konkurrenz vu Qatar. Qatar, muss ee wëssen, kritt de Bensinn subventionéiert. De Bensinn ass awer an der Fracht 50% vun de Käschten. Cargolux-Pilote soen: „A souguer wa mir géife gratis schaffen, kéinte mer Qatar net konkurrenzéieren." An do froen ech mech: Wou bleift do d'EU?! Dat ass jo eng Situation anticoncurrentielle, wéi se am Buch steet!

Net méi spéit wéi gëscht hu mer hei en Text ugeholl iwwert d'europäescht Konkurrenzrecht. Wou ass d'europäescht Konkurrenzrecht, wann auslännesch Bedreiwer hei an Europa esou subventionéiert schaffen an domat eis eege Firmen un de Rand vum Ruin bréngen?

Par contre huet d'EU eis ganz vill Scherereie beschert. An och do muss ech dem Här Wilmes recht ginn, wéi en dat soulevéiert huet. Ech mengen, et war mat säin éischte Saz: Dee gréisste Problem vum Findel ass d'EU!

Firwat gi mir gezwongen, well mer op 3 Millioune Passagéier ginn, datt mer nëmmen däerfe 25% subventionéieren, wa mer op 4 Millioune kommen, net méi däerfe subventionéieren? Wie war domadder d'accord? Wat fir e Lëtzebuerger Beamte war zu Bréissel domadder d'accord? Wat fir eng Lëtzebuerger Politiker waren zu Bréissel domadder d'accord?!

Datselwecht gëllt fir d'Landerechter, fir d'Redevancen, déi bezuelt ginn, fir dee richtegen Term ze benotzen. Fréier huet d'ANA do e fixe Betrag gefrot. Dat gouf eis verbueden duerch en EU-Reglement! Wie war domadder d'accord?

De Minister huet op eng Question parlementaire vum Fernand Kartheiser geäntwert: „Mir musse käschtendeckend facturéieren, awer och nëmme käschtendeckend, net iwwert d'Käschten ewech." Dat heescht, mir kënnen net iwwert d'Käschte regléieren, wie wéini flitt, wie wéini e Slot huet, jee nodeem, wat fir eng Dezibelen déi Maschinn huet oder jee nodeem, wat fir eng Fracht transportéiert gëtt. Dat ass eis duerch d'EU onméiglech gemaach.

Wie war domadder d'accord? Wien huet esou eppes cautionnéiert? A wat fir ee wonnerbart Mëttel wier dat dach, fir de Findel ze géréieren?

All Mënsch seet hei, mir hätten eng erfreulech Dynamik an et wier e wichtege Secteur. 2012, den 13. November, hu mer hei iwwert de Kaméidi diskutéiert. Deemools sot den Eugène Berger, an ech muss em ausnamsweis eng Kéier recht ginn: „Et misst ee méi intensiv iwwert déi Lärmbelästegung am Alldag schwätzen. Eng Plo, déi laut Experten ëmmer méi zu Belaaschtung a Krankheete bei de Mënsche féiert." Haut seet säi Parteikolleeg Gusty Graas: „Mir si fir de Status quo."

Deemools sot de Roger Negri, an ech muss em recht ginn, net ausnamsweis, mä wéi esou oft: „Et ass schwéier, op där enger Säit eng Reduzéierung vun de Mouvementer unzestriewen a gläichzäiteg d'Ekonomie a besonnesch de Secteur vun der Logistik unzekuerbelen." En huet recht!

An domat sinn ech bei den Nuetsvollen. D'Nuetsvolle sinn eise grousse Problem. Am September dëst Joer hate mer an der Nuecht, dat heescht tëschent 23:00 Auer a 07:00 Auer moies, 54 Arrivéeë vu Passagéier an Départë vun 353 Fligeren; Fret-Arrivéeën: 57, Départen: 90!

Zum Beispill am November d'lescht Joer hate mer no 24:00 Auer 11 Départen an all weider Stonn - all weider Stonn! -, um eng Auer, um zwou Auer, um dräi Auer, um véier Auer nuets zwee, dräi oder véier Fligeren! Dat ass absolutt inakzeptabel! An do dergéint musse mer virgoen.

Wéi geet een dergéint vir? Mä iwwert d'Redevancen däerfe mer, dank der EU, näischt méi maachen. Mir kéinten awer Dezibelgrenzen aféieren, fir datt wéinstens nëmme modernste Maschinnen nuets kéinte starten oder landen. An da kéinte mer eis Startpist virtuell - virtuell - vu véier op dräi Kilometer kierzen. Dat heescht, mir géife soen: An der Nuecht muss de Fliger vill méi schnell an der Loft sinn. Dat géif zwar zu liicht méi Lärmbelästegung um Findel selwer féieren. E wier awer iwwert der Stad méi héich an et wier manner Lärmbelästegung fir d'Leit. Ech mengen, datt dat e Gedanke wäert wier.

Dann zur Auslagerung. Déi ganz Diskussioun lux-Airport, ANA, ech mengen, do hu mir als ADR, dat kënnt Der op eisem Website noliesen, eng ganz klipp a kloer Positioun: Mir si géint all weider Opgab, sief et vu Souveränitéitsrechter, a géint all weider Auslagerung vu wat fir engen Aufgaben och ëmmer vu staatlechen Administratiounen un d'Privatfirmen, wat de Loftraum ugeet. An ech si frou, wann ech de Kolleeg Negri vun der LSAP richteg verstanen hunn, datt seng Partei och där doter Meenung ass, soudatt mer do jo dann an eng richteg Richtung ginn.

Dann nach zwou kleng Nieweremarquen. D'Sportsfligerei, ech mengen, Dir wësst, datt dat mer um Häerz läit, ech si scho méi oft dozou intervenéiert. Fir déi muss gesuergt sinn. Dat ass ganz, ganz wichteg. Sämtlech Fräizäitaktivitéiten am Land sollte gläichméisseg vum Stat ënnerstëtzt ginn. An dozou gehéiert selbstverständlech och d'Sportsfligerei.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Eng Saach, déi mer um Findel hunn, wou mer hei souguer e Spezialgesetz gemaach hunn, war de Freeport, deen a Schwieregkeete stécht. E stécht a Schwieregkeete wéinst Reputatiounsproblemer vu sengem Propriétaire. Mä et ass u sech e gutt an e wichtegt Element fir eist Land. An do wollt ech einfach d'Fro stellen - de richtege Minister sëtzt zwar elo net hei, mä dann un deen, deen d'Regierung hei vertrëtt -, ob net och do d'Meenung vertruede gëtt, datt et eng gutt Iddi kéint sinn, datt de Stat géif déi Infrastruktur iwwerhuelen. Souwisou ass d'Douane do dat wichtegst Glidd an deem Freeport, fir do alles sécherzestellen. A ganz bestëmmt hätte mer als Triple-A-Land eng aner Reputatioun, fir dee Freeport ze féieren.

Den ënnerierdesche Bahnhof, déi ënnerierdesch Gare, vun där scho geschwat ginn ass, do war jo ee Moment déi Iddi vun deem Datacenter. Do hu mer och an der Partei driwwer diskutéiert a mir hunn déi grouss Chance, datt eisen neie President vun der ADR-Zentrum de fréieren Arméichef ass, de Mario Daubenfeld. An deen huet mat Recht drop higewisen, datt dat strategesch e risege Feeler ass, fir strategesch Ziler esou no beieneen ze leeën! Et soll een nimools e Risiko vun engem Attentat verduebelen doduerch, datt een nieft engem Fluchhafen, dee kann d'Zil vun esou eppes sinn, och nach e wichtegen Datacenter hätt, deen dat kéint sinn.

Dat ass also keng gutt Iddi. D'autant plus, wou et aner Datacentere gëtt. Wann ech richteg informéiert sinn, ass den Datacenter 3 vu Lux-Connect nach net voll, loin de là. Dat heescht, do gëtt et Capacitéite genuch.

A mat där Gare, do kéint ee bestëmmt eppes aneschters maachen, zum Beispill eng Gare! Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet elo dee leschten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, datt d'Aviatioun e Paradebeispill derfir ass, wat fir eng katastrophal Auswierkungen eng Liberaliséierungspolitik kann hunn.

(Interruption)

Ah jo, dat kënnt direkt am éischte Saz oder am zweeten.

(Hilarité)

Une voix.- Do kann een drop wetten!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass net schwéier, esou eng Wett ze gewannen.

(Hilarité et interruptions diverses)

Et geet jo ëm den Transport...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst Iech net oflenken, Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, ech fannen et ëmmer interessant, wann ee vu Liberaliséierung schwätzt, mir gehéieren dozou als déi Lénk, an da laachen der immens vill hei am Raum. Mä bausse laachen d'Leit vill manner, wësst Der!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt zwar elo am meeschte gelaacht.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wësst Der... Jo.

Une voix.- Ben, et ass wéi e Fluch.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bon, allez!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir provozéiert Är Kolleegen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir laacht nach ëmmer.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Bien, ech provozéiere weider, andeems ech weiderhi vu Liberaliséierung schwätzen. Mä neen, mä ech mengen, also mir hunn hei mat Konsequenzen ze schaffen, déi vun der Liberaliséierungspolitik stamen, an dat huet och natierlech op EU-Niveau eppes domadder ze dinn. Dat huet duerno Répercussiounen op d'Sécherheet, dat huet Répercussiounen op d'Personal, wat schlussendlech do schafft, an dat huet natierlech och Répercussiounen op d'Passagéier. Ech schwätzen emol net vun de Répercussiounen um Emweltniveau, grad zu engem Zäitpunkt, wou och nach sech eng COP versammelt.

E klengen Historique, den Här Wilmes ass schonn dorobber agaangen. Mä natierlech, an dat war natierlech och an engem EU-Kontext diskutéiert ginn, an den Här Minister ass net midd ginn, fir ëmmer erëm drun ze erënneren, dat war d'Delokaliséierung vun der Approach Control, wou u sech hir Aktivitéiten hätte sollen delokaliséiert ginn. Do war eng éischt Pist. Dat war déi zu Bréissel vu Belgocontrol a wou awer

schonn am Virfeld gesot gouf, dat wier awer e bësse komplizéiert, ënner anerem vun der LACA, vun der Gewerkschaft. Mir haten dat och weidergedroen.

Schlussendlech, also et gouf ëmmer monéiert vu Regierungssäit: „Ma neen, dat wäert klappen" an esou weider, bis et zu engem Mouvement social koum. An op eemol ass et an eng aner Richtung gaangen, Richtung Däitschland, bei d'DFS, wou och den Direkter vun der DFS héchstperséinlech hei op Lëtzebuerg komm ass, an d'Kommissioun komm ass, fir säi Betrib ze presentéieren a fir de klenge Lëtzebuerger emol ze weisen, „wie man das so richtig macht".

Bon, schlussendlech, e wollt och net esou richteg op déi finanziell Schwieregkeete vun der DFS agoen, well ech mengen, dat touft zwar och ëmmer e bëssen, wann een dee phenomenal, fantasteschen däitsche Modell vläicht e bëssen a Fro stellt. A mir wëssen all, datt d'DFS u sech awer wierklech bäi Wäitem net a rengen Dicher ass. An dat wäert sech nach erausstellen an den nächste Joren.

Schlussendlech krut awer d'Regierung d'Kéier, nodeems sech och déi Gewerkschaft - den Här Negri huet dat gesot -, d'LACA, exzellent, muss ech elo soen, gewiert huet. A mir sinn och frou, datt mer dozou konnten e bësse bäidroen an datt schlussendlech de Wee vun der technescher Kollaboratioun décidéiert gouf an ageschloe gouf.

Elo si mer frou, datt emol dee Problem aus dem Wee geraumt gouf. An elo héiert een awer och an deene leschte Méint, datt awer trotzdeem de Ministère erëm eng Kéier am Clinch ass mat Gewerkschaften. Nodeems net eng Administratioun delokaliséiert gëtt, kann et awer trotzdeem sinn, datt e Service einfach privatiséiert gëtt, datt - an dat ass ëmmer de Problem, och wann een als Sechste schwätzt -, mä datt d'Zertifizéierung u sech dann iwwerdroe gëtt un eng privat Gesellschaft, u lux-Airport. Natierlech wou de Stat dran ass, wäert Dir soen, mä dat doten, dat gëllt net. Déi Diskussioun hate mer och scho bei Enovos an esou weider.

Dat heescht, souwisou d'Liberaliséierung ass ëmmer eng méiglech Dier, déi opgeet, oder eng Dier, déi méiglecherweis kéint opgoen, fir weider Privatiséierunge virzehuelen, respektiv ass et ganz oft och e ganz gutt Argument fir d'Regierung, fir ze soen: „Off, ech däerf mech elo net méi, oder mir däerfen eis elo net méi amëschen an d'Geleeënheete vun enger privater Gesellschaft, och wann de Stat dra vertrueden ass." Wat u sech eng Approche ass, déi mir als Lénk op jidde Fall als net gutt bezeechnen a mengen, dat ass falsch, wann een déi Approche huet.

Bon, dat heescht elo, ech si gespaant, den Här Minister wäert héchstwahrscheinlech a sécherlech dorobber agoen, mengen ech, well do sinn awer vill Saachen, déi ganz onkloer sinn. D'Gewerkschaften, déi Entrevuë froen, déi se net kréien a wou se awer duerno trotzdeem matkréien, datt u sech awer trotzdeem schonn um europäeschen Niveau gemellt ginn ass, datt lux-Airport u sech den Haaptlead wäert iwwerhuelen. An duerno stellt sech jo och d'Fro vun der ANA, déi duerno d'Redevancen dann net méi wäert kréien, wéi déi sech soll droe kënnen, étant donné datt u sech och laut EU-Recht d'ANA sech misst selwer droen.

An duerno misst een och nach drun erënneren, datt an engem Schlichtungsprotokoll - dat ass och scho gesot ginn - vun 2014 festgehale gouf, datt awer déi Administratioun, déi fir d'Zertifizéierung zoustänneg ass, datt déi och iwwert déi néideg Moyene soll verfügen. Well et geet jo dorëms, et gëtt gesot, et gëtt monéiert, datt se dat net kéint maachen. Et ass jo all Kéiers, also déiselwecht Argumentatiounsschinn ass jo och gefuer ginn deemools, wéi d'Approach Control huet och missen delokaliséiert ginn. Dat hätt onbedéngt misse geschéien. A schlussendlech ass et awer net geschitt.

Ech wéilt awer nach en anert Beispill huelen, fir awer e bëssen ze illustréieren, wéi delirant u sech a suizidär déi EU-Liberaliséierungspolitik ass am Voll. Dat ass déi ganz Fro vun der Cargolux. Wéi mer wëssen elo, zënter Juni kritt och d'Qatar Airways vill méi Vollen, flitt d'Qatar Airways vill méi Volle vu Lëtzebuerg aus, déi virdrun zu Léck waren. Do gëtt gesot vun deenen, déi ganz kuerzfristeg kucken: „Mä dat ass vläicht och gutt fir den Handling hei um Fluchhafen." Mä mir wësse jo ganz genau, datt dat à long terme e risege Problem duerstellt fir d'Cargolux selwer, well d'Qatar Airways eng richteg Konkurrenz fir d'Cargolux duerstellt.

Well an der EU, dat gouf scho gesot, mir si jo och e bësse schizophren. D'EU ass ee vun deenen Espacen, wou eng Limitatioun besteet vun der éffentlecher Participatioun a Gesellschaften. Sou domm sinn aner Länner op anere Plazen net! An déi kënnen natierlech iwwer ëffentlech Gelder hir Sociétéite vill méi konsequent ënnerstëtzen, well dat och e strategeschen Impakt huet respektiv a Fonge leeft.

An d'Katarien, déi genéiere sech natierlech net a si kënne mat Dumpingpräisser vun hei aus fléien, d'autant plus datt och hire Chef jo virdru bei der Cargolux geschafft huet a wahrscheinlech och iwwert deen néidegen Know-how verfüügt, fir ze wëssen, wat een alles ka maachen, vu datt se déiselwecht Routë fueren. Dat ass e richtege Problem op laang Dauer. Et muss ee sech Froe stellen, awéifern d'Cargolux nach wäert kënnen do mathalen.

Et gëtt gesot, datt déi Fluchrechter, déi d'Qatar Airways huet, dat ass en Deal, deen deemools getraff gouf, wéi d'Katarien an d'Aktionariat eragaange si vun der Cargolux. An duerno, wéi se erausgaange sinn, ass deen Deal awer weiderhin, also ass op jidde Fall deen Deel vum Deal nach iwwreg bliwwen. Dat heescht, si sinn zwar net méi am Aktionariat, mä si hunn nach ëmmer d'Fluchrechter.

D'Regierung, déi dofir, fir deen Deal natierlech net kann, well deemools war den zoustännegen Transportminister an der Oppositioun - do sinn anerer, déi déi komesch Geschichte mat deem komesche Partenaire, méi wéi komesche Partenaire muss ee soen, ausgehandelt hunn. Mä hautdesdaags seet déi aktuell Regierung: „Jo, mä mir kënnen elo awer... Mir hätten dat missen deemools maachen, deen Deal kënnegen. Elo geet et net méi, an et kéint zu engem diplomateschen Incident kommen." Ech mengen, dat huet jo och domadder ze dinn, datt d'Katarien och nach eis Banke gerett hunn. A vläicht ass dat den diplomateschen Incident, deen duerno als Konsequenz kéim!

Do mierkt een och, a wat fir enger geckeger Welt mir liewen, soit dit en passant. Also globaliséierte Kapitalismus ass phenomenal! Dat huet jo Konsequenze bis an aner Detailer eran. Mä ech mengen, en diplomateschen Incident, ech géif gäre wëssen, wat fir ee genauen diplomateschen Incident dat kéint sinn. Erkläre se eis de Krich, d'Katarien? Ech weess net. Wie bilde se aus? Ech weess et net. Mä op jidde Fall misst een awer eng Kéier kucken, ech mengen, deen diplomateschen Incident, dee wier et da vläicht derwäert. Et misst een awer kucken, déi Fluchrechter a Fro ze stellen.s

Dann nach ganz schnell, mech géif et och interesséieren, wéi et mat der weiderer Liberaliséierungspolitik um Himmel ausgesäit. Ech mengen, et ass en anere Pak amgaangen. Do ka vläicht eis de Minister e puer Informatioune ginn.

Duerno nach eng lescht Saach, och nach lux-Airport-Personal. Ech mengen, well do d'Astellungspolitik - ech ginn elo net op d'Detailer an - bei lux-Airport, déi jo zum groussen Deel vu Lagardère, wat jo och e fantastesche Partner ass, bedriwwe gëtt, d'Astellungspolitik an d'Personalpolitik ass net genial. Ech zitéieren awer nach ganz schnell aus engem Communiqué vum OGB-L: «Le malaise général qui existe est dû notamment aux nombreux licenciements, départs volontaires, augmentations de salaire refusées, paiements tardifs des salaires, le non-respect de la durée maximale de travail et du repos journalier légalement prévus, l'attitude misogyne de la direction envers les femmes en général et les femmes enceintes en particulier.»

Wann ech esou e Communiqué géif liesen an ech wier Transportminister, da géif awer den Direkter vu lux-Airport a mengem Büro ganz schnell sëtzen, fir wéinstens e bëssen doriwwer ze diskutéieren, wat do leeft. Ech hoffen, datt dat wéinstens geschitt ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An zum Ofschloss huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci och all deene Leit, déi intervenéiert sinn a Froe gestallt hunn zu der Entwécklung vum Fluchhafen. An ech wëll direkt ufänken, andeem ech soen, datt dat richteg ass, wat verschidde Riedner hei beschriwwen hunn, datt d'Aviatioun e ganz schwierege Secteur ass, d'Fluchhäfen an d'Organisatioun vun de Fluchhäfen nach méi, an datt mer an engem globaliséierte Kontext si per se.

Ech soen ëmmer, et gëtt an eiser Ekonomie kee Secteur, keen een, deen esou zënter Laangem globaliséiert ass, wéi den Aviatiounssecteur a wou deementspriechend natierlech, emol onofhängeg dovunner, wat um EU-Niveau décidéiert gëtt vu Regelen oder Netregelen, op déi ech och nach wëll ze schwätze kommen, d'Aviatioun egal wéi der Konkurrenz ausgesat ass, global. An ech mengen, datt dat e Geschäft ass, wou mat extrem haarde Bandagë geschafft gëtt.

Dat gesi mer net nëmmen zu Lëtzebuerg. Et brauch ee sech jo nëmmen ëmzekucken, quasi all Dag oder all Woch d'Zeitung ze liesen. An da muss ee feststellen, wivill Fluchhäfen, wivill Aviatiounsgesellschaften an extreemste Schwieregkeete sinn an um Wackele sinn an och souguer net déi mannste Fluchgesellschaften. Et gëtt der an Europa ganz wéineg zum Beispill, déi et fäerdegbréngen, de Moment a schwaarzen Zuelen ze fléien, sougutt am Passagéierberäich, guer net ze schwätze vum Frachtberäich, wou zum Beispill och dëst Joer e katastrophaalt Joer war, wat awer vill Grënn huet. En Deel dovunner si beschriwwe gi vum neie CEO vun der Cargolux an der Press haut an och déi lescht Deeg. Do brauch ech och net méi drop anzegoen, well dat, wat en do beschreift, entsprécht absolutt der Realitéit.

Ech komme fir d'Éischt vläicht ze schwätzen op deen éischte Problem oder éischte Punkt, deen den Här Wilmes och zu Recht opgeworf huet, dat ass dee vun der Zertifizéierung, well dat e ganz wichtegen ass.

Ëm wat geet et do? Ben, et gëtt eng EASA-Bestëmmung, a mir ënnerleie mat eisem Fluchhafen der EASA, de Richtlinne vun der EASA, déi seet, datt mer effektiv bis Enn 2017 eis mussen a Conformitéit setze mat eisem Fluchhafen zu de Standarden, wéi se virgesi si bei der EASA. Dat betrëfft d'Ofleef um Fluchhafen, um Buedem, dat betrëfft d'Maintenance, dat betrëfft d'Safety manuals, also alles, wat iergendwéi mat Sécherheet ze dinn huet um Fluchhafen.

An ech wëll hei betounen, do geet et net, wéi verschidde Leit ëmmer mengen, et geet net drëms, nëmmen ze diskutéieren iwwer, wéi d'Fligere landen an opginn, mä et geet och drëms zum Beispill, wéi een iwwerhaapt erakënnt an de Fluchhafen, wéi an der Aérogare d'Sécherheet ofgeséchert ass, wéi ee vun do op den Tarmac kënnt, wéi d'Bussen hin- an hierfueren; also alles, wat iergendwéi de près oder de loin mam ganze Fluchhafen, mam Fluchhafe selwer, dat heescht net an der Luucht, mä mam Fluchhafe selwer ze dinn huet, ass do betraff.

Dat si ganz strikt Regelen, déi do opgestallt sinn, wou mer och kee Choix hunn. An ech muss och soen, et ass och gutt, datt mer do kee Choix hunn, well déi EASA-Regelen, déi si jo derfir do, datt d'Fluchhäfen ëmmer méi sécher solle ginn, nach méi sécher solle ginn. Also ech mengen, dat si scho Regelen, déi wierklech hir Berechtegung hunn.

Elo ass d'Fro opgeworf ginn an deem Prozess vun der Zertifikatioun: Wien huet do d'Koordinatiounsfonctioun respektiv wat heescht et iwwerhaapt, wann ee vun deem ominéisen Operateur oder „Exploitant d'aérodrome", wéi et genannt gëtt an der Fachsprooch, schwätzt? An da gëtt gesot, dat war bis elo d'ANA, an elo iwwerdréit de Minister d'Fonctioun vum Exploitant d'aérodrome op lux-Airport. Dat wär éischtens am Widdersproch zu deem, wat ech am Gesetz geschriwwen hätt, dat Gesetz, wat ech selwer déposéiert hunn zu der ANA, an zweetens, firwat ech dat gemaach hätt.

Ech wëll Iech d'Gesetz zitéieren, wéi et genau am Text steet. Do steet: «Le ministre (…) désigne conformément à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 139/2014 (…) un ou plusieurs exploitants d'aérodrome pour fournir tout ou partie des services liés à la maintenance et à la gestion d'un aéroport (…).» Also steet net do, d'ANA wär den Exploitant d'aérodrome; do steet, de Minister! An esou ass et och an der Direktiv iwwregens virgesinn: Nëmmen de Minister kann décidéieren, wie gemellt gëtt bei der EASA als den Exploitant d'aérodrome.

Dat ass zwar richteg, datt d'ANA déi Fonctioun sollt iwwerhuelen. Dat ass och eng Zäit geschitt. Mir sinn awer an deem Zertifikatiounsprozess jo schonn amgaangen. An an deem Zertifikatiounsprozess si jo och eng Rei Saache schonn analyséiert ginn. Do gëtt et och en onofhängegen Expert, deen dat begleet, dee Prozess. An der Tëschenzäit hunn ech och en Tëscherapport vun deem onofhängegen Expert doleien. An deen huet mer d'Schwieregkeete beschriwwen, déi et de Moment gëtt am Kader vum Zertifizéierungsprozess, dee mer do hunn, am Kader vun der Koordinatiounsfonctioun.

An en huet mer gesot, datt ech misst dorun erugoen, well wa mer déi Schwieregkeeten net aus dem Wee geraumt kriten, da géife gewësse Fragezeiche bestoen, net ob mer souguer d'Zertifikatioun à la limite géife packen, dat ass net de Punkt. Mä dat ass awer, wéi mer se packen! Mir musse jo herno oppassen, mir kréien herno eng Nott bei deem Ganzen. An et geet jo net duer, datt mer elo eng Nott kréien am Sënn: Dir sidd esou just duerchkomm. Ech mengen, dat wär net gutt fir eise Fluchhafen.

Doropshin hu mer eis vill Gedanke gemaach a mir sinn zur Konklusioun komm, och a Fonctioun vun deene verschiddene Fonctionnalitéiten, déi et um Fluchhafe gëtt, datt et besser wär de Moment, datt lux-Airport déi dote Fonctioun vun der Koordinatioun géif iwwerhuelen. Éischtens emol, well ganz vill Aufgabe jo och souwisou ënnert deenen hire Beräich falen, mä zweetens awer och, well lux-Airport als Gesellschaft méi Moyenen huet, fir un dat Ganzt erunzegoen. An dat hu mer och ënnert dem Stréch suggeréiert kritt, op dee Wee ze goen, fir dat ze maachen.

Dat bedeit awer an der Praxis fir d'ANA an de Fonctionnement vun der ANA iwwerhaapt näischt! Dat heescht, d'ANA bleift genau déi Verwaltung, wéi se haut ass, mat all hire Fonctiounen; keng eng Aarbechtsplaz gëtt eriwwergeholl vun der ANA, eriwwer bei lux-Airport. Also, fir datt et kloer ass: Déi Verwaltung, déi behält all hir Fonctionnalitéit, an ech hunn och net wëlles, iergendeng Fonctioun vun der Verwaltung ewechzehuelen! Dat ass iwwerhaapt net a mengem Intérêt an iwwerhaapt net a mengem Sënn. Et geet just drëms, datt de Koordinatiounsprozess vu lux-Airport soll geleet ginn. An ech mengen, datt dat och eng gutt Aufgab, eng gutt Décisioun ass.

Wéi fonctionnéiert dat Zesummespill? Mä dat ass net ganz komplizéiert. D'ANA behält, wéi gesot, all hir Fonctiounen, an et gi Service-Level-Agreements gemaach tëschent dem lux-Airport an der ANA fir déi Servicer, déi d'ANA fir de Fluchhafe leescht. Dat ass iwwregens och a ville Länner op Fluchhäfen, wou dat gemaach gëtt.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier drun erënneren: Mir sinn dat eenzegt Land, wat esou eng ganz Opdeelung huet, wou wierklech getrennte Verwaltunge bestinn. Bei anere Fluchhäfen, do gëtt et eng Administratioun, wou souwisou alles drënnerläit, déi dann zwar och oft, wéi an Däitschland zum Beispill d'Deutsche Flugsicherung zu Frankfurt, dee Beräich mécht vun der Fluchsécherung, deen d'ANA och hei mécht, an eng autonom - wéi soll ech soen? - Gesellschaft ass an Däitschland. Mä et ass awer Fraport, déi am Fong de ganze Fluchhafen ënner sech huet. Mir wëllen hei net déi Opglidderung opdeelen, mir wëllen d'Fonctionnalitéiten, wéi gesot, all do loossen, wou se sinn. Hei geet et just ëm de Lead an deem Prozess. An ech mengen, datt dat wierklech kee Problem dierft sinn.

An ech wëll och soen, wa behaapt gëtt, ech hätt mat de Gewerkschaften net doriwwer geschwat, dann ass dat natierlech net richteg! Bon, ech mengen, ech versti jo, datt eng Gewerkschaft Communiquée mécht an da Saachen emol duerstellt no baussen. An da gëtt och gesot vun der CGFP, de Minister wär arrogant. Ech wëll just soen, ech hunn, also ech mengen, ech hat onzieleg Reunioune mat de Gewerkschaften a leschter Zäit. An ech hat och nach eng lescht, wou mer diskutéiert hunn iwwert den Accord am Kontext mat der Hëllef vun der Deutschen Flugsicherung. Do hu mer déi hei Saachen och diskutéiert, souguer zimlech hefteg diskutéiert, muss ech soen. Mä mir kommen do net op e gréngen Zweig!

Ech mengen, do bleift et einfach derbäi, datt elo eppes hei monéiert gëtt, wat net ass, an ech et net verstinn, firwat dat monéiert gëtt. Et gëtt vläicht Erklärungen op perséinlechem Niveau bei eenzelne Leit, dat mag vläicht sinn. Mä ech mengen, dat huet de Minister net ze interesséieren. Ech muss kucken, datt hei herno dat Ganzt erfollegräich ofgeschloss gëtt.

Ech muss awer soen, ech fannen et e bësse cocasse, wann ech ënnerstallt kréie vun enger Gewerkschaft, ech wéilt elo hei eppes privatiséieren - wat ech net wäert maachen, ech privatiséiere strictement näischt, et bleift alles bei der ANA -, an déi nämlecht Gewerkschaft, wéi ech de Kompromëss virgeluecht hunn, fir datt mer géifen zum Beispill d'Approach net auslageren, gesot huet, si géifen dee Kompromëss net matdroen, well si wären net méi d'accord domadder, well si hätte léiwer dee Gesamtpackage, deen d'DFS proposéiert gehat hätt. An zwar hätte si léiwer gehat, d'Approach wär carrément op Frankfurt ausgelagert ginn.

Dat heescht, do verstinn ech d'Welt net méi esou richteg, wann ech op där enger Säit gesot kréien, ech wéilt hei eppes privatiséieren - wat net de Fall ass, well wéi gesot ech huele keng Aarbechtsplaz ewech -, vun deenen nämlechten, déi awer kee Problem gehat hätten, fir hir eege Kolleegen e Stack ënnendrënner just virdrun auszelageren. Also do muss ee mer d'Logik erklären! Mä bon, dat iwwerloossen ech deene Leit, déi dat vu sech ginn a schwätzen an a Communiquéen doruechter schéissen.

Bon, ech mengen, fir de Rescht huet jiddweree seng Méiglechkeeten, wann e fënnt, dat wär

net richteg oder wär falsch, fir ze probéieren, lénks oder riets op Conciliatiounen zréckzegräifen. Ech froe mech zwar, mat wat een hei bei d'Conciliatioune wëllt, éierlech gesot, well et gëtt kengem eppes an der Pai ewechgeholl, et verléiert keen e Statut, mir huele keng Aarbechtsplaz ewech. Ech weess net, bon, dat ass elo awer net mäi Problem. Ech mengen, dat mussen déi Leit mat sech selwer ofmaachen.

An da muss ech soen, den Här Wilmes seet hei, an ech begréissen dat, hie seet, déi Multilicence, dat wär eng gutt Approche, fir op dee Wee ze goen. Ech wëll Iech awer just soen, ech war extreemst iwwerrascht, wéi ech an der leschter Sëtzung, an net bei deenen, déi virdru sollten ausgelagert ginn, well déi waren näämlech derfir, fir dat ze maachen, mä bei deenen aneren op eemol gesot kritt hunn: Ah neen, elo wäre si awer domadder guer net averstanen, dat géif iwwerhaapt näischt ginn! An dat wär schonn eng Kéier probéiert ginn, dat wär totalen Nonsens. An du krut ech honnert Argumenter duergeluecht op eemol bei deenen nämlechten, déi virdrun déi wollten auslageren, datt dat elo mer näischt méi géif brëngen.

Just fir Iech ze soen, wéi kohärent verschidde Saachen heiansdo sinn. Kohärenz gesäit fir mech anescht aus. Mä wéi gesot, mir muss et drëms goen, hei aus dem Fluchhafen am Sënn vum Intérêt général dat Bescht versichen ze maachen. Ech ka mech och nëmmen op dat verloossen, wat ech doleien hu vun Texter. An ech probéieren do an där schwiereger, delikater Situatioun, dat Bescht draus ze maachen. Da mussen anerer hir Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Zu der Kooperatioun mat der DFS an zu der Fro, ob een dat hätt missen ausschreiwen oder net. Bon, éischtens emol wéilt ech soen: Mir hu jo schonn, e gudden Deel vum Loftraum ass u Belgocontrol gaangen. Dat ass och deemools net ausgeschriwwe ginn. Dat ass och am Kader vun der méiglecher Kooperatioun tëschent den ANSPe gemaach ginn. An hei ass et d'nämlecht, menger Meenung no. Et ass jo am Fong d'Kooperatioun tëschent ANSPen, déi hei geschitt. An duerfir mengen ech och, datt kee Problem dierft sinn.

Wéi geet et elo weider? Ech mengen, d'Verträg sinn an Ausaarbechtung fir alles dat, wat mer ofgemaach hunn, wat ech der Kommissioun, och der Chamberskommissioun presentéiert hunn. An da wëll ech soen zu de Leit vun der CNS: Éischtens emol, déi nei Personalvertriedung, déi do gegrënnt ginn ass, déi huet zwar nach keen Agrément, wëll ech soen, mä trotzdeem huet de Ministère se empfaange schonn. A mir hunn eis dat ugehéiert, wat déi Leit gesot hunn. Dat war iwwregens... Ech war selwer do net derbäi, meng Beamten hunn dat gemaach, well ech konnt net do derbäi sinn, mä ech hunn awer e Bericht doriwwer gemaach kritt.

An dat war och interessant, wat ech do héieren hunn, och iwwer verschidden Zesummenaarbechten, wéi se virdru gelaf sinn. Do sinn e bëssen d'Ouere mer och nach eng Kéier zousätzlech opgaangen! An do huet sech villes, wat virdrun aus verschiddene Bléckwénkel beliicht ginn ass, dunn op eemol aneschters presentéiert.

Ech wëll awer zu deene Leit soen, déi brauche sech keng Suergen ze maachen. Éischtens emol, si bleiwen um Fluchhafe bestoen. Et ass jo net esou, an duerfir och fir op d'Fro ze äntwerten: Mussen dann an Zukunft DFS-Leit, wann e Problem ass, vu Frankfurt erofkommen? Neen, neen, neen, selbstverständlech net. Dat Eenzegt, wat geschitt, zu Frankfurt gëtt d'ganz Supervisioun gemaach, informatesch, an do kënne relativ séier, esou wéi déi équipéiert sinn, och Problemer detektéiert ginn. An da gëtt an Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerg, mat de Leit, déi hei sinn, gesot: Hei kuckt, do an do misst de Problem sinn, an da soll vu Lëtzebuerg aus, vun deene Leit, déi nach ëmmer hei schaffen, dat dann also erëm an d'Rei bruecht ginn.

Ech verheemlechen Iech awer net, datt mer e Problem hu mam Rekrutement bei deene Leit, well et sinn och héich technesch ausgebilte Leit. Mir hunn do Schwieregkeeten, fir do Leit ze fannen. Mä bon, mir wäerten awer probéieren, do weider ze kucken, datt dat och an Zukunft wäert sinn.

Dann zu der Pist. Bon, ech hu gesot iwwregens virun zwou Wochen, et wären iwwer 200 Milliounen. An ech kann Iech entre-temps de Chiffer genau soen: Et sinn 258 Milliounen, wat dat Ganzt wäert kaschten. Firwat kascht dat esou deier?

Bon, éischtens emol, et ass d'Pist, mä net nëmmen d'Pist. Dir kënnt Iech erënneren, am Ufank war gemengt ginn, just den Tarmac vun der Pist misst frëschgemaach ginn. Mä et ass entretemps d'Pist, et ass den Taxiway, an d'Raccordemente vum Taxiway zu de Parkinge musse gemaach ginn. Dat heescht, d'Envergure ass vill méi grouss wéi dat, wat ugeholl ginn ass.

Bon, da sinn natierlech, et muss een och wëssen, si jo dodranner net nëmmen... D'Leit stelle sech dat vir, do géif just en neie Belag gemaach ginn. Dat ass e bësse méi komplizéiert wéi dat. Do leie jo och elektronesch Anlagen dran, also wat nach muss matgemaach ginn. An dann natierlech, den héije Käschtepunkt huet ganz vill domat ze dinn och, well et extrem komplizéiert ass ze schaffen! Et gëtt vill nuets geschafft. Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, dat ass mat méi Käschte verbonnen. Och wéi een d'Aarbechten do organiséiert, dat ass extrem komplex, fir dat ze maachen.

D'Aarbechte si virgesinn: dräi Joer. De Gesetzesprojet, do si mer nach amgaangen, lescht Affinitéiten ze kucken. An zwar geet et dann do ëm déi berüümten Opdeelung, ëm déi berüümte 50:50. A wa gesot gëtt hei, do kéint e Problem entstoen, well mer d'nächst Joer iwwer dräi Millioune Passagéier ginn; ech wëll Iech soen, den Text, esou wéi e virgesinn ass, deen definéiert, wéini een nëmme méi 25% géif bäileeën. Deen ass esou, datt gesot gëtt, d'Moyenne vun de leschten zwee Joer, gekuckt vun deem Dag un, wou een iwwer dräi Millioune geet. Dat heescht, mir hu ganz sécher fir 2017 kee Problem. Do brauche mer eis also keng Suergen ze maachen.

Wou allerdéngs e Problem kënnt, an dat ass onofhängeg dovunner - hei ass jo elo virgesinn, datt lux-Airport eben dee Finanzement soll matdroen -, wien dat elo géif matdroen, ob et elo en aneren Akteur vum Fluchhafe wär wéi d'lux-Airport. De Stat muss, kann da seng 50% bäileeën, awer déi aner 50%, deejéinegen, deen déi brëngt, dee muss herno, do musse mer beleeën, datt deen och Recetten do derfir huet. Dat heescht, mir kënnen net zum Beispill elo mat Artificë schaffen. Do muss ee schonn oppassen, wat ee mécht. Mir mussen dat notifiéiere bei der Kommissioun. Da gëtt dat genau kontrolléiert.

Bon, an do gëtt eben ënner anerem gekuckt, wat fir e Modell mer de Moment wielen. Do gëtt et e puer Pisten de Moment. Dat ass och de Grond, firwat de Gesetzesprojet nach net duerch de Regierungsrot gaangen ass. Soubal dat gekläert ass, an dat gëtt awer an den nächsten aacht bis zéng Deeg gekläert. An d'Zil ass, datt ech bis d'Chrëschtvakanz de Gesetzesprojet nach hei an der Chamber wäert déposéieren.

Ech wëll dann och nach e Wuert soen zu de Fluchhafegebühren. Do gëtt gesot, dat ass jo och e bëssen d'Angscht bei der ANA, do gëtt gesot: „Oh, wann elo déi Fonctionnalitéit eriwwergeet bei d'ANA (veuillez lire : bei lux-Airport), da verléiere mir dat!", wat hir Recetten de Moment sinn, déi sougenannten „terminal charges". Dat ass iwwerhaapt net wouer! Déi behalen déi. Dat huet guer näischt domat ze dinn! Awer d'Taxen, déi ufalen um Fluchhafen, do gëtt et jo verschidden Taxen. Ech mengen, déi „terminal charges" hieft d'ANA op, déi bleiwen och ganz kloer bei der ANA, och no deem, wat mer hei gemaach hunn.

Da kuerz, d'lux-Airport huet de Moment eng Passagéiertax. D'Passagéiertax op eisem Fluchhafen ass déi niddregst an Europa! An ech soen Iech, mir mussen dorunner goen, net wéinst lux-Airport, mä well natierlech, wann Der d'Croissance vum Fluchhafe kuckt, wann Der musst ausbauen, da muss dat jo alles finanzéiert ginn. Da musse mer och eng Recette derfir kréien. Dat ass logesch. Donc muss eppes do geschéien.

An da gëtt et nach Méiglechkeeten, och nach zousätzlech Taxen anzeféieren. An dat gëtt de Moment alles analyséiert, wat mer do maachen, ob mer dat maachen, wat dat och heescht fir d'Fluchgesellschaften. Dat heescht, do ass eng ganz Analys amgaange ronderëm d'Taxen an do muss ganz sécher eppes geschéien, soen ech Iech, well dat ass ganz kloer, soss ass dat Ganzt, wat do gemaach gëtt, net ze finanzéieren.

An et ass och eng logesch Suite, wéi gesot, vun der Evolutioun, déi een um Fluchhafen huet. An et ass och net esou, wëll ech Iech soen, Här Reding, mir hu bei den Nuets..., zum Beispill bei den ANA-Taxen, déi mer hunn, déi mer ophiewen haut bei de Vollen, déi nuets erakommen, hu mer ganz kloer schonn eng Differenzéierung dragemaach par rapport zum Kaméidi an de Fligeren. A mir wëllen do nach méi wäit goen an Zukunft, e puer Schrëtt noleeën. Do kann een och souguer laut den europäesche Reglementer Saache maachen. Mir sinn iwwregens deen eenzege Fluchhafen, deen dat gemaach huet.

(Interruption par M. Roy Reding)

Gelift?

(Interruption par M. Roy Reding)

Jo, jo! Neen, neen! Et geet drëms am Fong, datt d'Fluchgesellschaften esou séier wéi méiglech al Fligeren ofstoussen, fir et emol esou auszedrécken, datt mer méi geräischaarm Fligere solle kréien.

Da kommen ech zu den Nuetsflich an zum Nuetsfluchverkéier. Fir mech wär et einfach, de Problem ze léisen. Ech bräicht nëmmen de Règlement grand-ducal vun 1997 ofzeschafen, da géif nuets kee méi fléien, dat heescht, och keng Cargolux. Mä et ass just d'Cargolux, déi de Moment déi Ausnamebestëmmung huet, niewent natierlech enger Rei Urgencegeschichten, mä dat ass net dat, wat de Problem mécht. Kommt, mir sinn éierlech: De Gros vun dem Problem vun den Nuetsvollen, dat ass d'Cargolux. Dat ass evident. Da wär de Problem geléist.

Mir wëssen awer, wat dat fir déi Gesellschaft heescht! An ech muss Iech soen, ech hu vill Gespréicher gefouert. Ech hat och d'Union des syndicats d'intérêts locaux vun der Stad Lëtzebuerg fir d'Éischt eleng empfaangen. Do hu mer doriwwer diskutéiert. Do hunn ech gesot: „Verlaangt Dir dann, verlaangt Dir vu mir, datt ech de Règlement grand-ducal vu '97 soll ofschafen?" Du krut ech awer gesot: „Neen!" Dat géif, si wéissten... Also ech mengen, et ass schonn e Bewosstsäin do, och bei de Leit, datt dat net esou einfach ass, datt dat net esou einfach geet.

An elo geet et drëms ze kucken: Jo, wat maache mer dorauser? Wéi gi mer domadder ëm? Wéi interpretéiere mer dat? Kënne mer net nei Weeër fannen, wéi mer kënnen dat besser uerdnen zum Beispill? An do hunn ech hinne proposéiert, well ech hunn dat wichteg fonnt, datt mer och emol eng Kéier si géifen zesummebrénge mam Management vun der Cargolux.

An déi Sëtzung huet och mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, d'Madamm Buergermeeschter war derbäi och an d'Schäffin vun der Stad Lëtzebuerg, do hu mer eng Sëtzung gemaach mat der Cargolux, mam Management vun der Cargolux. An um Schluss ass erauskomm, dat war op meng Propos hin, datt en Aarbechtsgrupp sollt installéiert ginn tëschent dem Management vun der Cargolux an de Vertrieder vun de Syndicat-d'initiativen.

An déi éischt Sëtzung, déi ass elo déi zweet Woch Januar. An da solle se zesumme kucken, no Léisungen ze sichen, wéi mer dee Problem do an de Grëff kréien, dat heescht, ob een an Zukunft fiert mat fixe Contingenten, déi een dann net dierf iwwerschreiden, wéi se sollen organiséiert ginn an esou weider, wou all déi Froe kënnen diskutéiert ginn.

Also ech mengen, wat wichteg war, dat ass fir mech, datt mer duerch deen Dialog och mat de Betraffenen eigentlech am Endeffekt eis eens waren, datt et e Problem duerstellt. Souguer d'Cargolux selwer weess, datt et e Problem ass. Mä datt ee misst zesumme kucken, Léisungen ze fannen, déi méiglechst den Awunner hire Problemer Rechnung droen an awer net der Cargolux hir Existenz a Gefor brëngen. Well ech soen Iech, wa mer d'Nuetsvolle wierklech ewechhuelen, ass d'Existenz vun där Gesellschaft a Fro.

Dat ass jo och duerfir de Grond, firwat bei der Pistrenovatioun eng schwiereg Zäit ass fir d'Cargolux, wou se musse versichen, a mir kucken, ech mengen, déi Pisten, ech wëll déi net widderhuelen, Dir kënnt se an der Press haut liesen, dat sinn déi, déi de Moment diskutéiert ginn tëschent dem Stat an der Cargolux an der Fluchhafegesellschaft. Mä dat ass net einfach, ganz kloer, fir dat ze organiséieren. Do musse mer kucken, wéi mer dat hikréien. Wa mir kénten de Fluchhafen natierlech einfach zoumaache wärend - ech soen elo emol - e puer Méint an dann d'Pisten ënneren, da géif et einfach goen. Mä dat geet awer net. Dee Fluchhafe muss permanent operationell bleiwen. An dat ass dat, wat eis d'Schwieregkeet mécht.

Zum Masterplang Fluchhafen. Do ass gefrot ginn: Wat ass d'Vitesse vun der Realisatioun? Éischtens emol wëll ech drop hiweisen, datt bei deem Masterplang, deem virun der Gare, e puer Iddien hannendru sinn. Déi éischt ass emol, Dir wësst jo, datt immensen Drock ass: natierlech Aarbechtsplaze ronderëm de Fluchhafen. An do war d'Idddi, fir ze soen: Ma do hu mer Raum, deen ass schlecht genotzt, dee läit awer extrem gutt, do kënnt den Tram eng Kéier hin, do hu mer gutt ëffentlech Transportverbindungen, mir hunn de Park & Ride Héienhaff, deen dohinner wäert kommen. Dat heescht, da kommt, mir probéieren, déi Aarbechtsplazen do ronderëm ze schafen, wou och d'Verbindung gutt ass, dat heescht, wou mer am mannsten Nuisancë kréien herno, wou d'Leit am beschten och kënne mat ëffentleche Verkéiersmëttel dohinner schaffe kommen! Dat war déi éischt Iwwerleeung.

Déi zweet war natierlech, fir ze soen: Dee Raum ass schlecht genotzt, dee mer do hunn, et ass vill eigentlech vergeudete wäertvollen Terrain, ma kommt, mir kucken, dorauser eppes ze maachen! An dat gëtt a Phasen ëmgesat. Ech mengen, do ginn elo, Interessi ass ganz kloer do, soen ech Iech. Zum Beispill fir dee Motel gëtt et e ganz groussen Interessi. Mä ech mengen, dat soll alles elo iwwer Concourse lafen an an e puer Phasen ëmgesat ginn.

Zu der Gare ënnendrënner an der Fro, firwat net den Zuch, den Tram drënner. Mä da musse mer nach eng Kéier Suen ausginn! Éischtens emol mécht et kee Sënn, well Dir kommt jo iwwerierdesch elo un. A fir de Client ass et méi praktesch, wann en direkt kann an d'Aérogare eragoen, wéi datt ech dann um ieweschten Deel emol an de Buedem... An Dir musst oppassen, déi Gare ass net nëmmen um Niveau vum Parking, déi ass jo nach ënnendrënner! Dat heescht, Dir misst immens déif do eroffueren, fir dohinner ze kommen. Da missten d'Leit erëm vun do ganz ënnen erëm eropkommen. Also, dat mécht kee Sënn an et géif eis zousätzlech Fraise generéieren.

Duerfir kucke mer, éischter eppes aneres dodran ze maachen. An ech wëll och soen, deen Datacenter, d'lux-Airport baut keen Datacenter dodran. Dat ass wierklech net d'Iddi! Mir hu gesot, datt esou eppes wéi dat do sech gutt géif eegnen.

Bon, Är Remarque, ech soen Iech, do ass eng Analys gemaach ginn. Do gëtt et och géigesätzlech Meenungen. Et ginn och vill Fluchhäfen, wou der Datacenteren um Fluchhafen hutt, ënnerierdesch. A well et ënnerierdesch ass, ass et méi sécher. An et gëtt och da gesot, just de Contraire, well de Fluchhafen eben esou gutt iwwerwaacht ass, wéi näischt aneres, ass dat eben desto méi sécher. Dat heescht, et kann een déi Argumentatioun och ëmdréien. Bon, dat sinn d'Experten, déi dat soen.

Mä wéi gesot, lux-Airport selwer baut dat net. Et ass just eng Iddi, fir datt een dat kéint dora maachen. An a Fonctioun dovunner si Gespréicher, déi gefouert ginn oder lafen. Da musse mer herno kucken an hoffen, datt mer dat Bescht dorauser kënnen erauszéien.

Also ech mengen, gleeft mer es, bon, ech hunn déi Gare jo do net gebuddelt, déi huet mech scho vill Nerve kascht. Mä et nervt mech awer och, wann de Stat investéiert huet a mir hunn do eppes gemaach, fir dann ze soen: Mir loossen dat elo leien, mir bekëmmeren eis net drëm. Ech mengen, dat kann net de Sënn sinn.

Zum Ausbau da vum ganzen, also dem Masterplang op der Airside, wéi den Här Wilmes gesot huet, bon, do gëtt et natierlech och e Masterplang. Mir hunn deen ni esou koordinéiert presentéiert, wéi elo virum Fluchhafen. Mä et gëtt éischtens d'Iddi vum Terminal B. Ech mengen, dee geet Abrëll, Mee op. Do ass d'Méiglechkeet, fir dertëschent och nach auszebauen, dat heescht, fir nach eng Kéier e Gebai derbäizebauen, fir wa mer passagéierméisseg nach géifen eropgoen, also wa méi Passagéier bäikéimen.

Dann ass d'Pist mat den Taxiwayen, d'Parkplaze fir d'Fligeren, do gëtt et och nach eng Rei lwwerleeungen, fir ze kucken, wat een domadder mécht, well do hu mer och Problemer. Et ass d'Fuel Farm, déi mer musse komplett nei maachen, well déi net de Standarden entsprécht. D'Erneierung vun den techneschen Anlage gehéiert dozou. Ech mengen, alles dat ass dat, wat airsides souwisou um Lafen ass, wat natierlech am Gesamten och e risegen Invest ass, wann ech dat alles géif zesumme chiffréieren, deen een do muss bedenken, deen do muss gemaach ginn.

Dann nach e puer ofschléissend Remarquen zu de méi allgemenge Froen, déi gestallt gi sinn iwwer fir d'Éischt emol de Fluchhafen. Brauche mer e Fluchhafen? Oder ass de Fluchhafen ekologesch? Net ekologesch? Wat gëtt geflunn? - Bon, dat sinn natierlech alles berechtegt Froen!

Mä mir mussen, ech wëll awer drop hiweisen, datt mat Sécherheet och eng Kéier eng super nohalteg, ekologesch Gesellschaft wäert Fluchhäfen hunn a wäert och Fligeren hunn. Natierlech solle mer net alles méi duerch d'Luucht transportéieren. An natierlech och passagéierméisseg gesi gëtt et do Nuancen ze maachen, zum Beispill Distanzen: Perséinlech mengen ech, datt d'Distanzen ënner dausend Kilometer missten duerch e schnellt Eisebunnsnetz éischter gemaach gi wéi duerch d'Luucht. Mä do si mer nach wäit ewech, well déi Infrastrukturen, déi gëtt et haut nach net. Dat muss ee wëssen. Dat ass dat eent.

An dat Zweet ass awer och d'Leit, et ass de Consommateur, dee muss matspillen. De Consommateur décidéiert, ob en de Fliger hëlt oder ob en den Zuch hëlt, de Vëlo, den Auto

oder wat och ëmmer. Ech mengen, dat ass awer och eppes, wat een hei muss, besonnesch hei muss iwwerleeën, wann et ëm laang Distanze geet. Et geet jo net hei ëm kuerz Distanzen, mä ëm laang Distanzen.

Perséinlech mengen ech souwisou, datt och an der Aviatioun eng Revolutioun wäert kommen oder muss kommen, wat d'Untribssystemer ubelaangt. Also ech si sécher, soen ech lech, an 20, 30 Joer gëtt et kee Kerosinn méi fir an de Fliger. Da gëtt et ganz aner Techniken.

Do leeft jo och an der Fuerschung villes. A mir wäerten eng Kéier Fligere kréien, déi, genausou wéi d'Autoen, als Fliger CO_2-neutral fléien. Dat muss eng Kéier kommen. Mä de Fluchverkéier wäert haaptsächlech an der laanger Distanz awer nach ëmmer eppes Attraktives bleiwen.

An d'Wueren, déi wäerten transportéiert ginn, dat ass natierlech eng ganz berechtegt Diskussioun. An dat ass och déi Fro, déi d'Cargolux sech jo och stellt, wann den Här Forson seet: „Mir mussen eis a Fro stellen, eise Business-Modell a Fro stellen." Mä dat schwätzt jo précisément dat un, datt se de Moment total ofhängeg si vu ganz volatille Geschäfter, déi séier kënnen ewechbriechen, wéi ee se flitt a wou souwisou jiddweree sech dorobber stierzt am Moment. An duerfir ass eben d'Iddi, fir ze soen: Mir musse kucken, eis anescht opzestellen, och mat Standbeener, déi net direkt mat der Aviatioun ze dinn hunn, mä ëmmer mat intelligenter Logistik, wat sécherlech och e bëssen an esou eng Richtung geet.

Dann nach zu Qatar Airways. Ech wëll éischtens emol soen, datt Qatar Airways ugefrot hat, fir Nuetsvollen ze kréien. A si hate gefrot, mech gefrot... Dir wësst jo, datt Qatar Airways zu Léck ass. Zu Léck ass e Fluchhafen, do kann ee 24 op 24 starten a landen. An do hu se gesot, si géifen alles vu Léck erofhuelen, wa si d'Nuetsvollen hei kréichen. Do hu mir gesot: „Nix da, Dir kritt keng. Refus." Dofir wëll ech dat emol eng Kéier hei betounen, well ëmmer gesot gëtt: Nuetsvollen an esou weider.

Dat ass jo och eng Décisioun emol onofhängeg vum Cargolux-Problem. Dat ass jo eng Décisioun, wou mer och op ekonomesch Aktivitéite verzichten, wa mer dat maachen. Also, et ass schonn eng Décisioun, geziilt géint en ekonomesche Secteur, wou mer soen: Mir wëllen deen net an deem Mooss zu Lëtzebuerg.

Dat Zweet ass mat deene Fluchrechter. D'Fluchrechter, déi ginn net u Qatar Airways eraus. D'Fluchrechter ginn tëschent de Staten ausgehandelt. Dat heescht, et gëtt en MoU tëschent dem Stat Lëtzebuerg - deen ass deemools natierlech ausgehandelt ginn am Kontext vum Astig vu Qatar Airways an d'Kapital vun der Cargolux -, mä et ass awer e Vertrag tëschent zwee Staten an an deem Vertrag sinn déi Fluchrechter festgehalen, déi Qatar Airways haut huet.

Ech wëll Iech awer soen, dat ass awer net deen eenzege Vertrag, dee mer an deem Mooss hunn. Mä mat ville Länner, wou och aner Konkurrente sinn, hu mer och esou Verträg. An ech wëll Iech och soen, mir hunn zum Beispill um Fluchhafen AirBridgeCargo, dat ass nach méi en direkte Konkurrent, well deen nach méi ausschliisslech an där nämlechter Nisch schafft wéi d'Cargolux beispillsweis. Déi sinn och bei eis um Fluchhafen. Déi hunn och Fluchrechter, fir vu Lëtzebuerg aus ze fléien. Da misst ech deenen déi och ewechhuelen.

Mä ech wëll Iech just soen, et ass jo net eng Fro vun... Wa mir géifen higoen als Lëtzebuerg a mir géife soen: „Majo, mir maachen elo nëmmen nach hei Exklusiven a mir gi kengem Land méi op der Welt, wou Konkurrente sinn, Fluchrechter." An da gi mer awer hin, da gi mer a Brasilien, a China an iwwerall hin a mer soen: „Mir hätten awer gär fir d'Cargolux do, wann ech gelift, all d'Fluchrechter, 'fifth freedom rights', wann ech gelift! Gitt eis alles, mä mir ginn Iech näischt." Also, datt dat net fonctionnéiert, brauch ech jo kengem hei ze molen! Wann dat bis bekannt ass, datt mir esou fonctionnéieren, datt mir hei nëmmen 100% Protektionismus bedreiwen a bei deenen anere Länner gären alles hätten, da kréie mer néierens méi näischt! An dann ass Cargolux souwisou och gläich fäerdeg.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo? Den Här Kartheiser wëllt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann Dir d'accord sidd.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wär nawell ganz frou, Här President - éischtens Merci, datt ech dem Här Minister elo däerf eng Fro stellen -, mä dat do ass awer, zemools den Dossier Qatar ass awer esou interessant, datt een do vläicht och nach eng Kéier méi speziell an der zoustänneger Kommissioun sollt drop zréckkommen. Well e Vertrag tëschent Staten - dat ass jo keen Traité am vëlkerrechtleche Sënn, et ass e privatrechtleche Vertrag tëschent Staten -, dee ka genausou gekënnegt gi wéi een aneren och. Duerfir ass et, mengen ech, ganz interessant, fir dat do nach eng Kéier ze kucken. Well dat, wat een héiert, dat ass jo awer wierklech elo net, datt dat do op enger Basis vun enger Réciprocitéit géif geschéien, wéi et dacks geschitt bei Fluchrechter.

Also meng Suggestioun wier, wann den Här Minister d'accord wär, datt mer dat do nach eng Kéier ganz genee géife kucken an der zoustänneger Kommissioun an am Hibléck besonnesch, ob sech dat nach justifiéiert am Kader vun der Evolutioun mat der Bezéiung vu Qatar a vum Fluchverkéier, ob mer dee Vertrag do net sollen awer kënnegen als Stat.

Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, éischtens, selbstverständlech, Här President, ech sinn ëmmer bereet, wann d'Chamber mech freet, fir an d'Kommissioun ze kommen, ze kommen. Och zu deem do Thema.

Ech kann Iech awer och haut schonn eng Äntwert dorobber ginn. Natierlech kënne mir e Vertrag kënnegen. Mä ech hu jo gesot, de Problem ass jo deen, wa mir esou verfueren, datt mir en fonction vu protektionisteschen Iwwerleeunge par rapport zu anere Länner dauernd...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Jo, mä, Här Kartheiser, ech si jo nach net fäerdeg, eng Sekonn -, da soen ech Iech, dann hu mer gläich e Problem.

Dat Zweet ass, wa mer emol kucken, ëm wat et hei geet. Ech hunn Iech gesot, de Moment huet Qatar Airways Flich verluecht vu Léck op Lëtzebuerg, déi virdru vu Léck geflu sinn. Also ech soen Iech awer ganz kloer, am Frachtberäich, ob se vu Léck, ech soen elo emol an d'Vereenegt State fléien, oder vu Lëtzebuerg aus, dat ass awer wierklech hoergenee dat nämlecht. Hoergenee dat nämlecht! Dat heescht, d'Konkurrenz ass kee Meter anescht zu Léck par rapport zu deem, wa se direkt hei sinn. Just hei verdénge mer wéinstens nach iergendeppes mat drun iwwert den Handling, dee gemaach gëtt jo vu LuxairCARGO, dat heescht vun der Luxair, wat en Aktionär ass vun der Cargolux, wëll ech awer hei betounen. Dat muss ee vläicht awer emol alles och nach heiansdo bedenken.

Dat Zweet (veuillez lire: Drëtt) ass: Zu Léck hu se en plus déi 24-Stonne-Méiglechkeet, déi se emol hei net hunn. Dat heescht, eigentlech sinn d'Konditiounen do besser. De Grond, firwat se vu Léck op Lëtzebuerg komm sinn, ass, well den Handling zu Lëtzebuerg vun der Qualitéit hier besser ass a se Schwieregkeeten hate bei hire Clienten, well d'Handlingskonditiounen zu Léck net esou gutt ware wéi zu Lëtzebuerg.

Wéi gesot, nach eng Kéier, dat ännert näischt. Dir kritt d'Konkurrenz... Also de Konkurrenzproblem, datt mer eis do eens sinn, dat ass e reellen! An dat seet den Här Forson jo och. An dat soen och souwisou anerer. Dat ass net nëmmen d'Cargolux, déi dee Problem huet.

An déi onlauter Konkurrenz par rapport zu de Golf-Carrier, dat ass iwwregens och net nëmme Qatar Airways, do gëtt et nach vill méi en décken, deen heescht Emirates, dee vill méi gewiichteg ass wéi Qatar Airways, dat ass e reelle Problem.

A wann da gesot gëtt: „Jo, firwat mécht d'Kommissioun näischt?" Mä ech wëll Iech just soen, de Conseil vun den europäeschen Transportministeren huet viru sechs Méint der Kommissioun d'Mandat ginn, fir par rapport zu de Golfstaten eng Verhandlung opzehuelen, fir iwwer genau deen dote Problem ze schwätzen, iwwert déi onlauter Konkurrenz, fir en „level playing field" ze kréien. A bis dohinner ass all nei Vergab vu Landefluchrechter agefruer. A ganz Europa kann näischt gemaach ginn, néierens zousätzlech, précisément, fir eben dozou ze kommen, datt déi dote Carrier sech aneschters verhalen an datt déi nämlecht Konditioune bestinn.

An do gëtt et ënnerschiddlech Approchen. Do wëll ech Iech zum Beispill awer soen, datt Qatar Airways bereet ass, ze négociéieren, par contre Emirates seet: „Mir refuséieren dës Négociatiounen." Just fir Iech d'Schwieregkeet ze erklären a fir ze soen, datt dat net esou einfach ass.

Mä just nach eng Kéier, ënnert dem Strech, mir sollen eis keng Illusioune maachen, souguer, wa mir muer déi Fluchrechter ewechhuelen, a souguer wa mer soen: „Okay, da gitt Der zréck op Léck", dat ännert kee Jota um Drock an un der Konkurrenz, déi besteet par rapport zu där Fluchgesellschaft fir d'Cargolux.

Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll just d'Chamber drop opmierksam maachen, fir déi, déi Handzeeche maachen, dass de Minister seng Riedzäit opgebraucht huet. Et gëtt awer eng ganz Rei vu Froen, déi eventuell nach op sinn. Wann d'Chamber bereet ass, dem Minister nach eng Rei vu Minutten derbäizeginn, dann hunn ech kee Problem domat. Sot mer!

(Assentiment)

Gutt. Här Minister, awer net ze vill.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President, Merci. Ech soe Merci. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, datt mer déi Froen all beäntwert kréien. Et sinn der och elo net méi esou vill. Ech wëll se och esou schnell wéi méiglech maachen.

Do war nach d'Fro gestallt gi vun der Sportsfligerei respektiv der sougenannter Aviation générale, der privater klenger Fligerei. Ech hu vill diskutéiert mat all deenen Akteuren, an am Fong sinn ech mer eigentlech eens mat der Sportsfligerei. Mir hunn eng Propos elo um Dësch leien, déi leeft drop eraus, datt an der Zukunft de Käschtepunkt, deen ee misst opbréngen am Zesummenhang mat der Sportsfligerei oder mat der privater klenger Fligerei, dat wär, datt ee fir eng Parkplaz - ech nennen dat emol eng Parkplaz - um Fluchhafen am Hangar an der Zukunft 60 Euro de Mount misst bezuelen. 60 Euro de Mount: Dat ass esou vill wéi e Statsbeamte bezilt am Moment fir seng Parkplaz, fir säin Auto ze parken.

(Brouhaha)

Ech iwwerloosse jiddwerengem...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An d'Deputéierten.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An d'Deputéierten, Här Gibéryen. Pardon, datt ech déi bal vergiess hätt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi ass et da mat de Ministeren?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech iwwerloossen...

Une voix.- Aha! Aha!

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech iwwerloossen et jiddwerengem, anzeschätzen, ob en dat doten eng korrekt Léisung fënnt oder net. Ech sinn der Meenung, dat ass eng absolut korrekt Haltung. Dat ass ganz kloer, well do ass en Deel och souwisou schonn dran, e Subsid vum Sportsministère ass virgesinn.

Mä dat ass eng Propos, déi, mengen ech, awer nu wierklech an der Rei ass a wou de Stat ganz kloer e gudden Deel bäileet, soen ech hei ganz kloer, bei deem ganze Secteur. An ech géif, wann ech gelift, all déi Akteure bieden, elo sech zesummenzerappen a sech un en Dësch ze setzen an dat ze ënnerschreiwen, wat mer do proposéiert hunn.

Ech wëll op alle Fall net méi wäit goen, well ech mengen, da géif ech de Geck maache mam Rescht vum Land. Ech mengen, datt et net ka sinn, an dat soen ech awer ganz däitlech, datt 100% vun der Bevëlkerung awer enger Minoritéit vu Leit - ech wëll näämlech net jugéieren, ob dat elo gutt oder schlecht ass - hir Aktivitéiten, also d'Sportsfligerei, datt se déi musse matfinanzéieren.

Ech mengen, 60 Euro de Mount musse kënnen opbruecht ginn, fir esou eng Parkplaz ze bezuelen. Also, wéi gesot, meng Propos läit do. Wann ech gelift, kommt mir setzen eis un en Dësch an dann ënnerschreiwe mer se! U mir soll et net hänken.

Här President, ech mengen, ech hunn elo all d'Froe beäntwert. Wéi gesot, ech mengen, datt déi Diskussioun de Mëtteg gutt war, nëtzlech war.

D'Froen - Merci un all Deputéierten! -, si ware sachlech, si hunn am Zesummenhang gestanen. Ech hu versicht, meng Äntwerten ze ginn. Dir gesitt, et ass e komplizéierten Dossier, et ass e schwieregen Dossier. Ech brauch jiddwereen, ech brauch d'Chamber, jiddwereen, fir matzehëllefen, datt mer deen Dossier do zu engem gudden Enn gefouert kréien, datt mer dee Fluchhafen ofgesécher kréien, well mir brauchen en.

An an deem Sënn: Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Eng Fro ass eigentlech net virgesinn. Mä wann Der Äert Reglement gutt kennt...

(Interruption par M. David Wagner)

Okay. Stellt eng Fro! Stellt eng Fro!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci. Merci, Här President. Da ganz kuerz. Also wa mer vun der Cargolux schwätzen, also et ass jo och net esou, datt dat vum Himmel fält, wann ech mer dierf dat Bild esou erlaben. Also dat, wat och an deenen Diskussiounen ass, déi lafen iwwert d'Cargolux, an déi Suergen, déi gewësse Leit sech maachen, wat d'Cargolux ugeet, also déi sinn awer breet gedeelt.

An dofir also, ech hunn elo e bëssen a mengen Notten do gewullt, a wann een elo eng..., ech géif do een zitéieren, den Här Robert Van de Weg, deen och Member war vun der Generaldirektioun vun der Cargolux, deen dozou seet: „Wann d'Fluchrechter tëschent dem Qatar a Lëtzebuerg méi liberal sinn, wéi tëschent dem Qatar an der Belsch, dann huet d'Verlagerung vu Léck op Lëtzebuerg Potenzial, der Cargolux ze schueden." Also dee Mann kennt sech eendeiteg besser aus wéi ech. Vläicht, ech weess net, wéi dat Är...

(Interruption par M. François Bausch)

Majo neen, ech hu kee Problem. Also et ass, an hie schwätzt natierlech och am... Dir hutt déi Fro vum Protektionismus erwäänt. Et si Länner, déi bedreiwe Protektionismus deemno wéi. Si hu vläicht verschidde Levieren zur Verfügung. An, ass dat souwisou prinzipiell e Problem, Protektionismus, also ze protegéieren, gewësse Secteuren ze protegéieren? Ass dat prinzipiell e Problem? Dat ass eng Fro, déi ech awer opwerfen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, fir d'Éischt zu deem, wat den Här Van de Weg do zum Beschte gëtt. Ech wëll Iech just informéieren, den Här Van de Weg schafft haut bei AirBridgeCargo, bei dem Haaptkonkurrent vun der Cargolux. AirBridgeCargo streit mat mir zënter Méint, fir déi nämlecht Fluchrechter ze kréien, näämlech och, oder fir méi Fluchrechter ze kréien, fir vu Lëtzebuerg an Amerika ze fléien.

Zum Deel hu se se och kritt, testweis. Dat heescht, deen nämlechten, deen dat seet par rapport zu Qatar Airways, ass mat senger Gesellschaft amgaangen, fir ze probéieren, natierlech och dat nämlecht ze kréien. Wat soll ech dem Här Van de Weg dann dorobber äntwerten? Dir musst awer oppassen...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'ganz Belegschaft seet datselwecht.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä... Oh, d'ganz Belegschaft seet dat nämlecht! Wësst Der, kuckt, et ass jo ëmmer esou einfach. Dir musst..., wann Der natierlech op alles erafaalt, wat lénks a riets geschriwwen a gesot gëtt an net kuckt, wat fir eng Interesse lénks a riets kënne vläicht hannendru sinn, wann eppes gesot gëtt!

Ech wëll Iech just soen, ech deele jo d'Aschätzung, datt et natierlech e schwieregt Émfeld ass. A kuckt emol, wéi den Här Forson dat beschreift! Deen ass jo vill méi nuancéiert wéi verschidden anerer. An e weess och, firwat en dat nuancéiert beschreift a sengen Explikatiounen: Well en och horgenee weess, datt de Problem net doranner läit, ob Qatar Airways zu Léck oder zu Lëtzebuerg lant. Mä de Problem, de reellen, besteet vu Concurrence déloyale par rapport zu där Gesellschaft. Dat ass e reelle Problem!

An ech hunn Iech gesot, dee kënne mer net zu Lëtzebuerg léisen. Duerfir ass d'Europäesch Unioun do an duerfir huet den europäeschen Transportminister Roth jo och d'Mandat un d'Kommissioun ginn. A mir wäerten do derhannert bleiwen. An do sinn net nëmme mir, soen ech Iech, do ass Frankräich, all d'Länner an Europa hunn e staarken Interessi drun, datt do eppes geschitt.

An do musse mer den Hiewel usetzen. Mir kréien eis net gerett. Dir sot: „Ass et derwäert, sech ze protegéieren?" Natierlech ass et derwäert, sech ze protegéieren! Mä et muss een ebe kucken, datt ee sech esou protegéiert, datt een net sech selwer de Fouss herno dobäi setzt, datt een iwwer seng eege Protektioune fält herno. Duerfir, dat ass alles e bësse méi komplex.

Ech behaapten, datt een an deem dote Beräich, ech hu gesot, d'Aviatioun ass dat globaliséiertst Wirtschaftsfeld, wat mer iwwerhaapt hunn. An ech soen Iech, scho guer net als klengt Lëtzebuerg kréie mir eis do eleng gewiert! Do ass d'Europäesch Unioun dee richtegen Hiewel, fir unzesetzen. An et ass dat, wat mer wëlle maachen. An ech erhoffe mer och, vun do aus Resultater ze kréie par rapport zu deene Suergen, déi berechtegterweis sougutt d'Belegschaft huet wéi och de Management vun der Cargolux.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Domat si mer um Enn vun eiser Orientéierungsdebatt ukomm. Mir sinn net saiséiert mat Motiounen.

Da kënne mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7057 dee ronderëm den Neibau vum Jean Monnet 2 dréit. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

4. 7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Villmools Merci, Här President. Mir kommen zréck op de Buedem. Beim Projet de loi 7057, deen ech heimat virstellen, handelt et sech ëm e Finanzéierungsgesetz, wat de Bau vum sougenannte Bâtiment Jean Monnet 2 um Boulevard Konrad Adenauer um Kierchbierg soll erlaben. Dës Infrastruktur gëtt fir déi administrativ Besoine vun der Europäescher Kommissioun gebraucht a soll dat aalt Gebai mam selwechten Numm ersetzen.

Nodeems déi ongeféier 1.600 Beamten a Beamtinne vun der Kommissioun aus deem ale Gebai hu missen erausplënneren aus Grënn vu Vétustéit an och, well volatillen Asbest do fonnt ginn ass, sinn déi Leit elo op verschiddene Sitte verspreet, an zwar op der Cloche d'Or an um Kierchbierg. Aus deem Grond besëtzt dëst Gesetz, dëse Projet, eng gewëssen Drénglechkeet a soll schonn am Oktober 2017 an de Bau goen, ugefaange mam Terrassement vun der éischter Phas.

Dat erlaabt net nëmmen, déi vill Beamten op engem eenzege Site ze regruppéieren. De Projet erlaabt och, d'Capacitéiten auszebauen, andeems Plaz geschafe gëtt fir 3.000 Beamten a Beamtinnen, also 1.400 méi wéi bis elo. E schaaft awer och zousätzlech Raim fir Restauratioun, de Stockage, d'Informatik, d'Bibliothéik, engem Gesondheetszenter an enger Structure d'accueil an esou weider.

Wéi gesäit d'Konstruktioun aus? Virgesi sinn zwee Gebaier. Dat éischt besteet aus siwe Stäck, dat zweet aus engem Tuerm mat 23 Stäck direkt nieft dem éischte Gebai. Dee ganze Komplex reit sech harmonesch an dat urbanistescht Konzept vum Kierchbierg an, et ka vun enger gudder Ubannung un den Tram profitéieren, nieft allen aneren Transportmëttelen, déi do ronderëmfueren, an et gëtt och Plaz geschafe fir de Vëlo, andeems e grousse Parking ugeluecht gëtt.

Et erlaabt dernieft och d'Kreatioun vun enger ëffentlecher Plaz an der Gréisst vun der Place Clairefontaine, wou d'Entréeë vun deenen zwee Gebaier wäerte sech befannen. Eng zweet Entrée wäert awer och an der Rue Antoine de Saint-Exupéry fir den Tuerm virgesi ginn.

Ech kommen zum Käschtepunkt. D'Konstruktioun, ëm déi et sech hei handelt, gëtt net grad bëlleg a kascht 526,3 Milliounen Euro. Maacht lech awer keng Suergen! Fir eise Statsbudget handelt et sech ëm eng Nulloperatioun, wéi bei allen europäesche Konstruktiounen, well de Stat just zoustänneg ass fir de Virfinanzement. Duerno gëtt déi integral Zomm vun der Europäescher Kommissioun un de Lëtzebuerger Stat zréckbezuelt.

D'Käschte fir den Ënnerhalt, d'Maintenance an d'Energie ginn hirersäits direkt vun der Kommissioun iwwerholl, soubal wéi d'Gebai a Betrib geet. Energieméisseg ass eng Klass A virgesinn, déi ënner anerem duerch eng gutt Ventilatioun, eng gutt Isolatioun an duerch d'Produktioun vun erneierbarer Energie um Daach vum Gebai erméiglecht gëtt.

Nach e klengt Wuert zu den Aarbechten an der Kommissioun. Nodeems de Projet de loi de 7. September 2016 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch déposéiert gi war, huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech de 27. Oktober 2016 mam Projet befaasst, huet och eng flott Presentatioun gemaach kritt an den 10. November 2016 huet se mäi Rapport eestëmmeg ugeholl. A sengem Avis vum 11. Oktober 2016 huet de Statsrot ouni Kritik dem Projet zougestëmmt.

An domat wär ech schonn um Enn. Ech hu souzesoen dat Wichtegst gesot, verweisen awer fir d'Detailer op mäi schréftleche Rapport a virun allem op d'Annex vum Projet de loi, wou eng ganz Rei Detailer nach zousätzlech opgelëscht ginn. An domat ginn ech och schonn den Accord vun der grénger Fraktioun an hu mech u mäi Versprieche gehalen, haut ganz schnell ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass nach net un Iech.

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ah, pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech stelle fest, dass d'Madamm Lorsché Iech ganz gär muss hunn, fir esou séier gemaach ze hunn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet direkt den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bon, ech wëll mech dann u sech der Vitesse vun der Rapportrice uschléissen, hir villmools Merci soe fir deen explizitte Rapport, sougutt schréftlech wéi mëndlech. Et gëtt also näischt Weideres dozou ze soen. An duerfir géif ech gär den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kaes. Den Här Engel huet d'Wuert fir d'LSAP.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Bau, deen noutwendeg ass, gëtt Realitéit. D'Zesummeleeung vun de Mataarbechter kënnt hei also voll zum Droen, wann deen neie Bau do ass, e Bau, deen ekologesch korrekt ass an deen eng Plaz virgesäit tëschent deenen zwee Gebaier, wou d'Leit sech kënnen treffen, eppes wat, mengen ech, um Kierchbierg ganz wichteg ass, datt een dat soziaalt Liewen um Kierchbierg férdert. Dat ass gutt. D'Käschte gi jo rembourséiert. Och dat ass gutt. An domat ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Engel. Dann huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Léift fir den Här Bausch ass zwar net gradesou grouss wéi der Madamm Lorsché hir, mä ech wäert mech awer trotzdeem kuerzhalen,...

Plusieurs voix.- Ooh!

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...well et awer trotzdeem e ganz wichtege Projet ass, ëmmerhi geet et ëm 526 Milliounen. Et ass zwar ëmmer erëm erstaunlech festzestellen, wann et ëm ganz vill Geld geet, da schwätze mer vill, vill manner driwwer. Mä mir däerfen awer net vergiessen, datt dee Projet hei awer eng Wichtegkeet huet, net nëmme vun der finanzieller Dimensioun hier, mä och vun der reng europäescher. Et festegt natierlech och de Standuert Lëtzebuerg, wat d'Institutiounen hei zu Lëtzebuerg vun der Europäescher Unioun ubelaangt.

Ech wëll virun allem drop hiweisen, datt et awer e Projet ass, deen deem ekologeschen Aspekt besonnesch Rechnung dréit. Et ass och héich Zäit ginn, datt elo déi Beamte kënnen erëm an engem Gebai ënnerbruecht ginn. Et wäert zwar nach eng Zäitchen daueren. Et gesäit een awer och, wéi laang datt et dauert, bis esou e Projet iwwerhaapt richteg op d'Schinne kënnt. Schonn, mengen ech, 2009 ass driwwer nogeduecht ginn, fir eben, wéi gesot, dat Gebai hei nei opzeriichten. Mä ënnert dem Stréch kënne mir als Demokratesch Partei deem Projet hei nëmmen zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci. Ech soen awer och der Madamm Lorsché nach Merci fir hiren exzellente Bericht!

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Wuert de Gaston Gibéryen.

Une voix.- Oh, de Gaston!

(Hilarité et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

(Interruption)

Majo, ech hat mer ganz villes preparéiert,...

(Hilarité)

...mä vu datt mer eis awer d'Wuert ginn hunn, eis haut kuerzzefaassen, wëll ech da just d'Zoustëmmung vun eisem Grupp brengen.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dann dovun aus, dass...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir sinn och ganz d'accord domadder.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, Här Minister!

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, vu datt d'Chamber esou frou ass mat mir, kann ech nëmme Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, dat gesot, géife mer dann zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7057 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7057 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

Plusieurs voix.- Här President, mäin Apparat geet net! Et geet net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech ginn dovun aus, dass et bei deene meeschte fonctionnéiert. An do, wou et net fonctionnéiert huet, kënne mer dat herno korrigéieren.

Ech hu jiddefalls hei 60 Stëmmen. An déi sinn alleguer positiv. Domat ass de Projet de loi 7057 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächsten, dem leschte Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6934, eng Rei vun Adaptatioune fir d'Commission de surveillance vum Secteur financier. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler.

5. 6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert deen ech Iech op dëser Plaz de Bericht maachen, huet als Zil, fir d'Gesetz iwwert d'CSSF der Reform vun der Fonction publique unzepassen, déi mer an dësem Haus de 24. Mäerz vum leschte Joer gestëmmt haten. Bis elo waren nach net all dës Ännerungen op d'CSSF applikabel.

Als kuerze Rappel: D'CSSF, déi duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 1998 gegrënnt gouf, ass, wéi Der all wësst, en Établissement public, dat eng juristesch Perséinlechkeet huet an iwwer eng operationell a finanziell Autonomie verfüügt. Säi Personal setzt sech aus Agenten zesummen, déi de Statsbeamten assimiléiert sinn. Op si applizéiere sech am Prinzip d'Gesetzer an d'Reglementer, déi d'Statsbeamte betreffen, dëst ënnert der Reserv vun den Dispositiounen, déi am Gesetz vun 1998 virgesi sinn.

Här President, d'Reformen an der ëffentlecher Fonctioun, déi duerch d'Gesetzer vum 25. Mäerz 2015 ëmgesat goufen, haten als Zil, sech mat vollem Recht op d'Agente vun der CSSF ze applizéieren. Or, bis ewell goufen déi spezifesch Dispositiounen, déi am Gesetz vum 23. Dezember 1998 stinn, nach net ugepasst, fir deene verschiddenen Elementer vun der Reform Rechnung ze droen. Dëse Gesetzesprojet huet als Zil, dëser Inkohärenz en Enn ze setzen.

De Projet de loi, dee mer also haut stëmme sollen, huet als Objet, dat organescht Gesetz vun der CSSF, virun allem also d'Dispositiounen, déi d'Personal betreffen, de Reformen an der ëffentlecher Fonctioun unzepassen. Souwuel d'Terminologie, wat déi verschidde Kategorië vun Traitementer ugeet, d'Dispositiounen iwwert de Stage vun den Agente vun der CSSF, d'Aféierung vun der sougenannter Gestion par objectifs an d'Ännerung vun den Avancementer a Promotiounsmodalitéite sinn hei betraff.

An dësem Kontext gëtt virgeschloen, d'Dauer vum Stage vun den Agente vun der CSSF, déi eng Volltâche hunn, vun engem op zwee Joer fir de Stagiaire eropzesetzen. De Prinzip vun engem manner laange Stage bei der CSSF am Verglach zur klassescher Fonction publique gëtt also oprechterhalen. Well awer an der traditioneller Fonction publique de Stage vun zwee op dräi Joer eropgaangen ass, gëtt also virgeschloen, de Stage bei der CSSF och ëm ee Joer eropzesetzen, also op zwee Joer insgesamt.

Här President, a sengem Avis vum 5. Juli 2016 hat de Statsrot bemierkt, dass den Texte coordonné een anere wier wéi den déposéierte Gesetzesprojet. Dat war geschitt duerch en Iertum, deen ënnerlaf war. Dëst krute mer an der Sëtzung vum 16. Juni dëses Joers matgedeelt. Souwisou, de Statsrot betount, dass den Text vum Projet eleng zielt, dat, well de sougenannten Text coordonné keng Valeur juridique huet.

De Statsrot hat de 5. Juli zwou Oppositions formelles ausgeschwat, zweemol par rapport zum Artikel 2 Punkt d). Dat war eng Kéier wéinst der ënnerschiddlecher Dauer vum Stage tëschent dem Régime général vun der Fonction publique an deem spezifesche vun der CSSF. Déi néideg Erklärunge sinn op dësem Punkt awer nokomm. Déi aner Remarque goung iwwert d'Natur vun der Referenz op de Règlement grand-ducal vum 30. September 2015. Hei sollt d'Gesetz vun der CSSF net direkt op dat groussherzoglecht Reglement verweisen, mä op d'Dispositiounen am Gesetz, wat jo d'Base légale fir de Reglement ass.

Dëse Commentairë gouf an de parlementareschen Amendementer vum 15. Juli Rechnung gedroen, soudass de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 11. Oktober keng weider Remarque gemaach huet.

Här President, mir wëssen, dass d'CSSF e ganz wichtegen Akteur fir eis Finanzplaz ass, dat well si Finanzprodukter iwwer hire Prospectus agreéiert a regelméisseg kontrolléiert. An de leschte Joren huet de Régulateur, d'CSSF, weider rekrutéiert, fir hir Missiounen ze erfëllen, dat an enger Finanzwelt, déi ëmmer méi komplex gëtt.

(Brouhaha et interruption par M. le Président)

Merci, Här President.

Och spillt si eng Roll, wat innovativ Produkter ugeet. Sou ass d'CSSF zum Beispill déi éischt Bankekontrollautoritéit, déi eng Basis fir Bitcoin-Aktivitéite geschaaft huet an esou de Wee fräi gemaach huet, fir dass weider Akteure sech an dësem Secteur hei am Land usidele konnten a kënnen. Et ass also wichteg, dass d'Ännerungen an der Fonction publique elo och op d'Agente vun der CSSF iwwerdroe ginn.

Ech wëll schléissen, andeems ech dem Här Finanzminister an alle Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hat en aneren Numm hei stoen, mä ech hunn lech awer gradesou gär.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, no deenen ausféierlechen Ausféierunge vum Rapporteur hu mer eigentlech näischt méi dobäizefügen an ech géif den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da sinn ech gespaant, ob dat weider esou bleift. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Den Här Rapporteur huet a sengem gudde Rapport alles gesot. En huet och

d'Wichtegkeet vun dësem Projet ënnerstrach fir d'CSSF, weidert Personal och anzestellen, fir dass se hir Missioune kann erfëllen.

Ech géif just gär ee Wonsch ausdrécken - dat ass och scho puermol diskutéiert ginn an der Finanzkommissioun, et ass och deslescht vun der CSSF nach eng Kéier opbruecht ginn -, dass et wichteg ass, dass mer deemnächst déi Loi „sanctions" op de Wee bréngen, fir der CSSF déi néideg Mëttelen ze ginn, fir effikass virzegoe géint Violatiounen och vu Regelen am Finanzsecteur. Et ass och wichteg am internationale Kontext, fir dass d'CSSF déi néideg Kredibilitéit huet am Kader vun hire Missiounen.

Ech weess, dass Äre Ministère an Är Leit vill Aarbecht hu mat ville Projeten, mä d'Sanktiounsgesetz ass eent, wat och vun der CSSF wierklech erwaart gëtt. An dofir géif ech Iech nach eng Kéier invitéieren - mä ech weess, dass Der dat souwisou maacht -, dat heiten zu enger Prioritéit ze maachen.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, och vun onser Säit e Merci u jiddwereen, dee bedeelegt war un dësem Projet de loi, an den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech hunn dann den Här Reding hei stoen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech bréngen och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Text.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Iech hunn ech zwar net hei stoen, mä...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass wouer. Ausnamsweis si mer och mam Här Gramegna averstanen.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bei esou vill Zoustëmmung ass den Här Gramegna wahrscheinlech spraachlos.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Net spraachlos, Här President, mä ganz frou. Dofir halen ech mech dann och ganz kuerz. Merci fir d'Ënnerstëtzung. De Projet de loi, deen Dir elo hei stëmmt, huet jo als Objet, eist neit Gesetz vun der Fonction publique ze applizéieren och op d'Agenten an d'Fonctionnairë vun der CSSF. An dat ass eng gutt Saach.

Erlaabt mer vläicht och ze begréissen, dass mer konnten deenen zwou Oppositions formelles vum Conseil d'État Rechnung droen. Dat ass ganz fein. An dann erlaabt mer vläicht just nach eng Minutt ze huelen, fir iwwert d'CSSF ze schwätzen.

D'CSSF ass u sech en immens wichtegt Organ iwwert d'Jorzéngte ginn. An deene leschte fënef Joer huet sech d'Personal vun der CSSF praktesch verduebelt! Mir hunn elo op den heitegen Dag 669 Leit, déi an der CSSF schaffen. Dat ass en fait eng vun de gréissten Administratiounen oder Institutiounen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir kënnen eis, mengen ech, freeën, dass mer eis déi richteg Moyene ginn, fir eis Finanzplaz ze begleeden. Do schaffe Leit vun 13 Nationalitéiten ongefeier, gläich opgedeelt zwëschent Männer a Fraen.

A wann ech an d'Ausland reesen - jo, dat ass ganz gutt, dass et équilibréiert ass, Männer a Fraen -, wann ech an d'Ausland reesen, ginn ech oft op d'CSSF ugeschwat, wou ech ganz vill Luef kréien. An ech hunn haut an der Mëttesstonn d'Succursale vun der Bank of Communications, eng vun deene sechs gréisste chineesesche Banken, inauguréiert. Och déi hu mer nach eng Kéier gesot, wéi zefridde se sinn iwwert d'Zesummenaarbecht mat der CSSF.

Mä dass mer eis hei richteg verstinn, an dat ass e richtegen Enjeu fir eis Finanzplaz: D'CSSF ass net nëmmen do, fir d'Besoine vun de Banken a vun den Akteuren ze verstoen. Si ass awer och do, fir derfir ze suergen, dass d'Direktive vun der EU respektéiert ginn an d'Gesetzer, wéi Dir se ëmgesat hutt vun deenen Direktiven, dass dat alles agehale gëtt. An ech kann Iech soen: Si mécht dat!

An dofir muss d'CSSF derfir suergen, dass se zwëschen zwee verschiddene Pôlë muss handelen. Deen een ass dee vun der Innovatioun, wéi de Rapporteur André Bauler dat richteg ënnerstrach huet, an deem ech fir säi Bericht och gäre géif Merci soen. Hien huet richteg ënnerstrach, dass d'CSSF vill innovéiert, ob dat elo ass bei Bitcoin, dat si Monnaies virtuelles, an och bei anere Saachen. Mä do wou se et maachen a wéi se et maachen, maache se et ëmmer dans la latitude, déi d'EU-Gesetzgebung eis gëtt. A wa keng Latitude do ass, da kann och d'CSSF keng Latitude hunn.

Op där anerer Säit suerge se derfir, dass alles agehale gëtt. An dat gëtt hinne Kredibilitéit. A wann d'CSSF kredibel ass, dann ass eist Land och kredibel. An et ass zwëschent deenen zwou Qualitéiten do, wou d'CSSF muss déi gëlle Mëtt fannen. An ech mengen, dat hei war eng gutt Geleeënheet, fir dat ze ënnersträichen.

Ech soen Iech Merci fir de Soutien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da si mer elo prett, fir iwwert de Projet de loi 6934 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6934 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol ass ofgestëmmt ginn a 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6934 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

6. Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire

Just nach eng Sekonn, wann ech gelift. De Moien huet d'Presidentekonferenz proposéiert, fir d'Resolutioun iwwert d'Produits du terroir, déi gëschter vun der Madamm Martine Hansen abruecht ginn ass, un de Büro ze iwwerweisen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Villmools Merci a Rendez-vous nächsten Dënschdeg. D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.10 heures)

SÉANCE 7

MARDI, 22 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech
- *Exposé: M. Henri Kox*
- *Débat: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

5. 7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture
- *Exposé: Mme Octavie Modert (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Gusty Graas, Mme Tess Burton, M. Henri Kox (interventions de Mme Octavie Modert), M. Roy Reding, M. Gilles Baum (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de Mme Octavie Modert)*
- *Motion 1: M. Gilles Baum, Mme Octavie Modert*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*
- *Motion 2: Mme Octavie Modert*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Etgen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Plusieurs voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass dat e kloren Nee war. Merci gesot. Da kënne mer zu deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen.

2. Communications

1) Ech wollt d'Chamber informéieren, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroe wéi ëmmer mat den Äntwerten zesummen hei um Büro deponéiert gouf.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

3) An op Ufro vun der Madamm Cécile Hemmen ass de 16. November 2016 hir Proposition de loi 6611 iwwert d'Égalité salariale vum Rôle gestrach ginn, net well se net méi aktuell wier, mä well e Projet de loi ënnerwee ass.

Communications du Président - séance publique du 22 novembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7093** - Projet de loi sur l'exportation et l'utilisation des ressources de l'espace*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.11.2016

7095 *- Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 18.11.2016

7096 *- Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.11.2016

3) À la demande de Mme Cécile Hemmen, sa proposition de loi n°6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes a été retirée du rôle en date du 16 novembre 2016.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wollt ech Iech iwwert den Ordre du jour informéieren, deen d'Presidentekonferenz virgeschloen huet, deen Ordre du jour, deen un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen ass, soudass ech also dovun ausginn, dass Der en alleguerte kennt.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord, wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kënnen zum éischte Punkt iwwergoe vun eiser normaler Dagesuerdnung, dat ass d'Aktualitéitsstonn iwwert d'Resultater vun der Klimakonferenz COP22 vun de Vereenten Natiounen, déi zu Marrakesch mat larger Lëtzebuerger Bedeelegung stattfonnt huet.

Dir wësst, dass d'Riedezäit wéi folgt opgedeelt ass: Déi Fraktioun oder Sensibilitéit, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, huet zéng Minutten. All déi aner Fraktiounen hu fënnef Minutten, fir Stellung ze huelen. An d'Wuert huet elo direkt den Här Henri Kox als Vertrieder vun der Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, leschte Freiden ass déi 22. Klimakonferenz zu Marrakesch a Marokko zu Enn gaangen, eng Klimakonferenz, déi ganz am Zeeche vum Klimaaccord, nach vum Paräiser Accord stoung, näämlech déi 21., an dëst aus zwee Grënn, éischtens e bëssen d'Célébratioun vun deem Accord an zweetens ganz kloer eng Démarche vun der Aktioun.

Déi Éischt, wou ee muss soen, et ass en Accord, deen innerhalb vun engem Joer vu ganz ville Länner ënnerschriwwe ginn ass. Haut sinn et der 111, an do ass sengesgläichen ze sichen op Niveau vun der UNO, soudass mer haut kënne soen, dass deen Accord a Kraaft getrueden ass. A ganz wichteg, d'Konditiounen hunn näämlech kuerz viru Marrakesch gegollen (veuillez lire: d'Konditioune sinn näämlech kuerz viru Marrakesch erfëllt ginn), näämlech dass 55% vun de Länner ënnerschriwwen hunn, an déi da 55% vun de schiedleche Klimagasen ofgedeckt hunn, soudass den Accord ganz richteg de 4. November ebe just grad virun der Marrakescher Konferenz a Kraaft getrueden ass.

Wat seet deen Accord? Dat ass vläicht als Rappel awer ganz wichteg. Ech mengen, deen Accord seet, dass mer d'Äerderwärmung op 2, souguer d'Wëssenschaftler soe maximal 1,5 Grad Celsius solle begrenzen, an dat vis-à-vis vun der virindustrieller Zäit, soudass mer och keng weider Klimaschied an der Zukunft wäerte kréien. Haut muss ee soen, dass mer haut scho bei 0,9 respektiv 1 Grad Temperaturerhéijung sinn. Dir konnt vläicht gëschter an der Press noliesen, dass eis Äismierer ufänken zréckzegoen, soudass eng dramatesch Änneruing vum Weltklima ze erwaarden ass.

Dofir huet Marrakesch e komeschen Numm gehat, näämlech COP22, CMP12 an CMA1. Wat heescht dat? Et war u sech déi 22. Klimakonferenz. Et war awer och déi 12. Konferenz no Kyoto, dat heescht vun alleguerten deene Länner, déi de Kyoto-Accord ratifizéiert haten, awer och dat éischt Joer nom Accord vu Paräis, wat eben och ganz wichteg ass, wat endlech e globalen Accord ass.

Wat awer méi wichteg ass, dat ass dat vun der Aktioun. Aktioun heescht, fir dat Ganzt ëmzesetzen. An do sinn et grad déi kleng Länner, déi kleng Länner, déi am meeschten ënnert dësem Klimawandel ze leiden hunn, déi hei den Driff dëst Joer waren an déi zesummen zu enger Deklaratioun komm sinn, déi Marrakescher Deklaratioun, déi seet: Mir wëllen op Kuel, Gas, Uelech, an ech géif och Atomenergie derbäifügen, verzichten an op de Wee vun honnertprozenteg erneierbaren Energië goen. Dat war e ganz staarkt Signal, dat vu Marrakesch ausgaangen ass. Et war net esou, wéi dat zu Paräis um Paräiser Sommet war, näämlech wou d'Industrielänner de Motor waren, fir den Accord ëmzesetzen. Mä hei waren et grad déi vulnerabelst Länner vun der Welt, déi dat op en Drängen hi gemaach hunn.

Well d'Industrielänner, déi mussen nach liwweren. Déi musse liwweren op zwee Punkten. Éischtens, dat, wat se selwer an hire Länner ëmsetzen, näämlech déi sougenannte Klimaschutzpläng, déi beschreiwen, wéi de Pad vun deenen eenzelne Länner an der Reduktioun an an der Adaptatioun un de Klimawandel ze maachen ass.

An den zweete Punkt, deen nach méi wichteg ass, dat ass dee vun dem Fongesammele vun deenen honnert Milliarden Dollar, déi bis 2020 all Joers mussen opbruecht ginn, näämlech vun den industrielle Länner, well déi als Aufgab hunn och d'Ënnerstëtzung vun der Adaptatioun, der Adaptatioun un de Klimawandel insbesondere vun deene Länner, wéi ech virdru gesot hunn, déi déi vulnerabelst sinn.

Dëst erlaabt mer dann och, den Iwwergang op déi Lëtzebuerger Delegatioun ze maache vun dësem Joer. Ech brauch net méi op d'Meritten nach eng Kéier anzegoe vu Lëtzebuerg vum leschte Joer a speziell vun der Ëmweltministesch. Mä och dëst Joer konnt Lëtzebuerg erëm mat ganz flotte Projeten ophorchen dinn. An do huet d'Ministesch et och ganz gutt fäerdegbruecht, dat ze maachen. Ee ganz wichtege Projet ass dee vun der Klima- a Finanzplattform, näämlech e Projet, déi si zesumme mat der Banque européenne d'investissement gemaach huet, fir näämlech opzeweisen, dass mer Finanzmëttele brauchen an dass et net eleng duergeet, wann d'staatlech Suen do erafléissen, mä och also privat Sue mobiliséiert ginn. An dofir war dee Projet ganz wichteg, fir deen do ze presentéieren.

Dat erlaabt mer dann och, op d'Kompositioun vun der Delegatioun anzegoen, wat näämlech och e Signal war. Et waren net nëmmen d'Spezialiste vun dem Ëmweltministère, déi mat waren, mä et waren och eng Spezialistin aus dem Finanzministère an awer och eng Spezialistin aus dem Kooperatiounsministère, déi matgaange sinn. An d'Ministesch huet an hire Konferenzen ëmmer betount, dass d'Kohärenz an der Klimapolitik ganz wichteg ass an och dat, wat als wichtegt Signal vu Lëtzebuerg ausgaangen ass, dass et net duergeet, Klimaschutz op d'Käschte vläicht vun der Kooperatioun ze maachen, mä dass een zesumme muss de Klimawandel ugoen. An dofir war dat Signal ganz wichteg, an awer och, dass d'Finanze mat am Boot waren an eng offensiv Roll gespillt hunn.

Ee weidere Member vun der Delegatioun war och, an dat gëtt oft vergiess, e Wëssenschaftler, dee beim LIST engagéiert ass, a mir sëtzen do als Lëtzebuerg um Dësch vun der Wëssenschaft, fir ebe grad d'Evolutioun vum Klimawandel matzebegleeden, awer och d'Implementatioun vun deenen eenzelne Klimaschutzpläng an eng Cohérence eranzekréien. An dat ass ganz wichteg, dass Lëtzebuerg och do dee Pad matverfollegt. An déi éischt contraignant Iwwerpréiwung vun dem Klimaaccord wäert 2023 sinn, an do ass et ganz wichteg, déi och esou glafwierdeg an esou gutt op wëssenschaftlecher Basis duerzeleeën. An dofir war et wichteg, dass och e Wëssenschaftler an deem Beräich do war, an en ass net nei, deen ass scho laang an deem Beräich täteg an och ëmmer héich unerkannt.

E weidert Bindeglied, an da kommen ech zu eis heibannen, dat ass näämlech d'Chamber. Mir selwer waren, konnten an der Delegatioun derbäi sinn. Ech hat d'Chance, mam Marco Schank zesumme ganz enk - ganz enk, mengen ech - an den Diskussiounen,…

(Brouhaha)

…an den Diskussioune vun der Ministesch, awer net nëmmen der Ministesch, awer och mat de Beamte kënnen an deem ganze Prozess deelzehuelen. An dat ass e wichtege Prozess, well et si mir, et sinn d'Parlamenter, déi duerno mussen éischtens d'Ratifikatioun maachen, mä awer och d'Politicke mat deenen néidege Fahrpläng, fir d'Ëmsetzung kënnen ze maachen.

An dat ass awer keng Selbstverständlechkeet. Mir zwee hunn un der parlamentarescher Konferenz vun all de Länner deelgeholl, wou ganz vill Länner monéiert hunn, dass se eben net direkt mat implizéiert sinn an den Diskussiounen, wann et ëm d'Ëmsetzung vun den Accorde geet.

Wat sinn déi nächst Etappen, déi festgeluecht ginn? Natierlech, ganz wichteg ass, dass elo méi contraignant Klimaschutzpläng an deenen eenzelne Länner mussen ëmgesat ginn, well dat, wat de Moment um Dësch läit, geet net duer! Well dat, wat um Dësch läit vun all de Länner, weist eng Temperaturerhéijung vun 3,6; 3,7 bis 4, 5 Grad Celsius aus. An do gitt Der mer alleguerte recht, dass dat natierlech net duergeet.

Dofir déi nächst Etappen. 2017 an 2018 si ganz kruzial, well do mussen d'Länner Faarf bekennen a si musse mat deenen néidege Klimaschutzpläng komme fir eng längerfristeg Dekarboniséierung, wou gesot gëtt, dass bis 2050 näämlech 80 bis 95% erreecht musse ginn.

An dofir ass awer och ganz wichteg, an dat ass och op der Konferenz zu Marrakesch kloer ginn, dass et net duergeet, reng déi klimaschiedlech Gasen ze kucken, mä eng Verknüpfung vu sämtleche Politicken ze maachen. Déi sougenannt Nohaltegkeetsziler, déi vun den UN fir 2030 festgeluecht sinn, dat si 17 Ziler, déi mussen zesumme gekuckt ginn. Et sinn d'Mobilitéit an d'Loftqualitéit, déi zesummenhänken. Et sinn d'Ernärung an d'Landwirtschaft an et ass, fir zum Beispill e leschte Punkt nach ze soen, proppert Drénkwaasser. Mir mussen et also fäerdegbréngen, eng Verknüpfung vun all de Politicken ze maachen.

A Lëtzebuerg an deem Ganzen? Kuerzfristeg, wësst Der, dass mer bis 2020 eis Kyoto-Ziler mussen erreechen. De Moment si mer „on track", wéi dat esou schéi gesot gëtt. Mir erreechen eis Ziler, wat 2020 ubelaangt. Awer déi nächst Échéancë sti virun der Dier. Dat ass déi vun 2030 an doriwwer eraus 2050. An den Engagement, dee mir kritt hu vun der Europäescher Kommissioun an dee mir och akzeptéieren, ass dee vu minus 40 bis 2030, wat natierlech eng ganz haart Aufgab ass, déi op eis alleguerten duerkënnt.

Wéi eng Hausaufgabe musse schlussendlech da gemaach ginn? An domadder wëll ech da schléissen. Ech mengen, et läit villes um Dësch. Et läit praktesch alles um Dësch. Éischtens, ech mengen, mir selwer hunn d'lescht Joer mat mengem Klimarapport iwwer 40 Sëtzungen hei an der Chamber ganz vill debattéiert an Analyse gemaach, do si vill Piste dran opgewisen.

Zweetens, d'Debatte ronderëm de qualitative Wuesstum, an dréttens ass et natierlech déi Rifkin-Etüd, déi d'lescht Woch presentéiert gouf, wou eng ganz Rei Pisten opgewise ginn. Dat sinn déi vun der Mobilitéit, der Energie oder der Landwirtschaft, fir just déi nëmmen ze nennen. Pisten, déi eis alleguerten opfuerderen; Pisten, déi am Aklang mat dem Marrakescher Appell sinn. An et sinn och grad eis Responsabilitéite vis-à-vis vun de vulnerabele Länner.

Kommt, mir waarden net! Kommt, mir paken et un! Eis Kanner a Kandskanner soen eis Merci.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo direkt eisen zweete Vertrieder, deen zu Marrakesch derbäi war, den Här Marco Schank fir d'CSV.

Débat

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, viru véier Deeg hunn d'Delegéiert zu Marrakesch een Zäitplang décidéiert, fir den Accord vu Paräis ëmzesetzen, zumindest een Ufank vun engem Zäitplang. An doranner verflichten d'State sech, schonn 2017 fir d'éischte Kéier Fortschrëtter beim Klimaschutz ze iwwerpréiwen.

Vläicht zwou Reaktiounen erausgegraff: Eis Ëmweltministesch Carole Dieschbourg huet an engem Zeitungsartikel vum Enn vun der Konferenz vu Signaler geschwat, déi géife Courage maachen. Déi däitsch Ministesch, Ëmweltministesch huet gesot, de Réckewand vun deene leschte Méint wier genotzt ginn an et hätt ee wichteg Weiche fir eng zügeg an ambitionéiert Ëmsetzung vum Paräiser Accord gestallt.

Also, wat een als positive Message konnt mathuele vu Marrakesch, dat ass och scho bei mengem Virriedner, dem Henri Kox, ugeklongen, dat ass déi Marrakesch-Vision. Wann ausgerechent aarm Länner, 48 Natioune soen: „Mir wëllen en vue vun 2050 nach just op erneierbar Energien zréckgräifen", dat si Länner wéi Marokko selwer, wéi Kambodscha, wéi de Sudan, da lauschteren och déi sougenannte räich Länner, déi och hir Responsabilitéit hunn.

An ech hu mer déi Präambel ugekuckt vun der Deklaratioun, just dee Saz, well deen a mengen Aen am beschte resüméiert, dee beschte Message ass vun där Klimakonferenz: „D'Äntwert op de Klimawandel ass Klimagerechtegkeet a sozial Gerechtegkeet", ech mengen, dat ass dee wichtegsten, dee wichtegste Saz, deen och ëmmer erëm och an den Events dohannen diskutéiert gouf, „an et kann een déi Ziler nëmme gemeinsam am Verbond vun der Weltgemeinschaft erreechen." Och dat ass esou kloer wéi Bouletteszopp, kéint ee salopp soen. An ech mengen, datt heimadder dee wichtegste Message verbonnen ass.

Op där anerer Säit ginn et nach enorm vill Problemer, déi sinn och scho kuerz ugeklongen, déi bis 2020 musse gekläert sinn. D'Klimaschutzziler mussen iwwerpréifbar sinn, musse vergläichbar sinn, datt kee fuddelt. Dat ass e wichtegen Aspekt, fir datt een ausrechne kann, wéi vill CO_2-Emissioune weltwäit iwwerhaapt da gespuert goufen, datt een dat weess. E gréissere Sträitpunkt ass ganz sécher den Upassungsfong, datt déi Länner, déi besonnesch vum Klimawandel betraff sinn, sécher Zousoe kréien. An déi hätten déi gär, soss maachen déi net dat, wat se musse maachen.

An een anere Sträitpunkt ass sécher och nach dee vun der Roadmap, déi berüümten honnert Milliarden Dollar ab 2020. Wa bis iwwert d'Detailer diskutéiert gëtt, da wäert dat och ganz, ganz schwiereg ginn.

An op dee laange Schiet vum Här Trump ënnert der Sonn vu Marrakesch ginn ech net an. Dee war an aller Munde. Ech wëll mer awer keng Zäit elo domadder verbëtzen, well eppes däitlech ginn ass am Hannergrond dovunner, datt d'Delegéiert méi wéi jee décidéiert gesot hunn „jetzt erst recht". An ech mengen, dat ass déi eenzeg Äntwert op dem Här Trump seng Aussoen am Virfeld respektiv am Wahlkampf.

Ee Wuert zu eiser nationaler Klimapolitik. Mir hu jo viru Kuerzem, wéi mer den Accord ugeholl hu vu Paräis hei an der Chamber, iwwer en „effort sharing" geschwat, mer hu vun deene minus 40% geschwat, déi am Reglementsvirschlag vun der Kommissioun stinn. An egal wéi eng Mesuren an dem drëtten nationalen Aktiounsplang wäerte stoen, et wäert richteg schwiereg ginn an et wäert wéidinn.

Här President, ech hunn an der Vergaangenheet widderhuelt däitlech gemaach, datt mir ambitiéis Mesuren am Klimaschutz nëmmen da fäerdegbréngen, wann et eis geléngt, d'Biergerinnen an d'Bierger, ech wëll soen d'Zivillgesellschaft, an d'Boot ze kréien. A wann ee staark Moossname wëllt ergräifen, wéi eis Ëmweltministesch och an engem Interview gesot huet, da brauch een e staarke Réckhalt an der Bevëlkerung. Soss klappt dat net!

Och war Biergerbedeelegung am Klimaschutz ee wichtege Sujet zu Marrakesch selwer an där enger an an där anerer Deklaratioun an an deem engem oder aneren „side event". Duerfir soen ech et nach eemol: Mir mussen dat vill beschwuerent Abezéie vun der Zivillgesellschaft strukturéieren, well soss dës Regierung an och déi Regierungen, déi duerno kommen, net wäerten an der Klimapolitik wäit kommen an an d'Eidelt lafen.

Fir de Prozess vun der Bedeelegung ze strukturéieren, geet et awer net duer, eng Rei Leit oder eng Rei Organisatiounen op eng, zwou Versammlungen ze invitéieren. Duerfir wëll ech nach eemol den Appell maachen un d'Regierung, fir esou eng Struktur ze plangen an esou eng Struktur ëmzesetzen. An an deem Kontext hat ech eng Proposition de loi gemaach, fir esou eng struktureiert Partnerschaft vu Stat, Gemengen, ONGen, Gewerkschaften a vum Patronat op d'Been ze stellen. Wann d'Regierung dee Wee vun deem Partenariat net wëllt goen, dann ass dat hir Décisioun.

Duerfir awer meng Fro un d'Ministesch, wéi eng Alternativen datt si sech virstellt, fir dann awer déi Abezéiung vun der Zivillgesellschaft ze strukturéieren, wéi d'Regierung sech dat virstellt, fir den Erausfuerderunge vum Klimaschutz ze begéinen.

An déi zweet Fro, wéini respektiv ob den Nohaltegkeetscheck, wéi en an dem Regierungsprogramm virgesinn ass, kënnt respektiv ob en net kënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Marco Schank. An nächste Redner ass den Här Roger Negri fir d'LSAP.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, direkt e grousse Merci u meng Virriedner Henri Kox a Marco Schank an och un eis Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg, déi eis jo zu Marrakesch vertrueden hunn.

D'lescht Joer ëm dës Zäit gouf den Accord vu Paräis mat engem grousse Succès duergestallt

a gefeiert. No de Schwieregkeeten, déi ee bei vergaangene Klimasommeten hat, war et déi éischte Kéier, dass et gelongen ass, en Accord tëschent 195 Länner op der Welt ze fannen, fir op eng gerecht Manéier eng Aschränkung vun den Zäregasen ze erreechen. Dat war e ganz staarkt Signal. Mat der Ratifizéierung vun der EU de 5. Oktober dëst Joer konnt den Accord nach virun der Konferenz vu Marrakesch a Kraaft trieden. A mir hei an der Chamber hunn och den 11. Oktober dëst Joer deen Accord ratifizéiert. Dat war e weidert Signal vum politesche Wëlle vun de Signataires, schnell virunzekommen.

Et bleift awer dobäi eng gewëssen Ongewëssheet, fir et esou ze soen. Sinn dat alles nëmme politesch Signaler? Oder sinn all déi Länner do och tatsächlech fäeg a bereet, déi Engagementer, déi se geholl hunn, an d'Realitéit ëmzesetzen?

Et wier net déi éischte Kéier, dass en internationalen Accord seng grouss Ziler net géif erreechen. Et brauch een nëmmen drun ze denken, wéi wéineg déi räich Industrielänner tatsächlech déi 0,7% vun hirem RNB, Revenu national brut, an d'Entwécklungshëllef stiechen, oder wéi de Bilan vun de Millenniumsentwécklungsziler ausgefall ass.

Wéi wichteg an awer och wéi schwiereg déi konkret Ëmsetzung vun den Engagementer am Klimaschutz fir Lëtzebuerg wäert sinn, hunn ech am Kader vun engem ganzen äänlechen Débat virun engem Mount hei duergeluecht. D'LSAP wäert deemno weiderhin och an Zukunft all méiglech Efforten am Beräich vum Klimaschutz ënnerstëtzen, déi d'Regierung virleet.

Zum Sommet selwer vu Marrakesch sinn ech iwwerzeegt, dass déi politesch Stëmmung, déi am Moment op ville Plazen herrscht, riskéiert, all déi Fortschrëtter, déi mer bis elo am Klimaschutz erreecht hunn, ze zerstéieren. Elo kann ee soen, dass am Fall vum Klimawandel d'Bewosstsäin vun der Urgence grouss ass. A wa mir net esou weiderfueren, da geet dat schif, dat heescht, do muss wierklech och e Mentalitéitswiessel, e sougenannte Paradigmewiessel an eise Käpp stattfannen.

Et gëtt awer ëmmer méi an anere Beräicher kloer, dass mir viru groussen Diskussiounen an Décisioune mat dramateschen Auswierkunge stinn. An all deene Fäll hu mir d'Wiel, d'Problemer an enger internationaler Solidaritéit ze léisen oder gemeinsam d'Konsequenzen ze droen. D'Erausfuerderung un eis räich demokratesch Länner läit doranner, déi grouss Majoritéit vun de Wieler ze iwwerzeegen, ech mengen, mäi Virriedner huet och an deem Sënn dat elo gesot, dass dës Solidaritéit, déi Sue kascht an Aschränkunge mat sech brëngt, op d'laang Siicht manner Affer fuerdert wéi den nationalen Egoismus.

D'Chancen dofir sinn net gutt, wann ee kuckt, wat am Moment an de Länner ronderëm eis geschitt. Ganz konkret hänkt d'Wiel vum neien amerikanesche President wéi en Damoklesschwäert iwwert der Ëmsetzung vum Accord vu Paräis. Et kann ee just hoffen, dass hie seng Verspriechen, wat de Klimaschutz ugeet, net - net! - anhält. Well wann d'USA erëm aus deem Accord ausschäre géifen, si mir net méi wäit wéi beim Kyoto-Accord.

Gëtt et schonn Indikatiounen, wéi aner grouss Natioune sech verhale wäerten, wann d'USA géifen ofsprangen? Ech wär frou, wann eis Ministesch eis vläicht dozou e puer Wuert kéint soen.

Gouf et zu Marrakesch, iwwert deen néidegen Zweckoptimismus eraus, eng reell Hoffnung, dass et déi Kéier geléngt, all déi grouss Emissäre vun Zäregase mat am Boot ze halen?

En Indicateur dofir, wéi eescht déi eenzel Länner hir Verflichtungen huelen, ass sécher de Bäitrag zu deem Klimafonds, deen den aarme Länner et soll erméiglechen, sech un d'Klimaverännerungen ze adaptéieren. Un deem Fong bedeelegt sech jo och Lëtzebuerg mat fënnef Millioune pro Joer.

Doriwwer eraus stellt sech bei der Ëmsetzung vun de Klimaschutzziler zu Lëtzebuerg ganz konkret d'Fro - wann ech mer dierf erlaben - un d'Ministesch vum Weiderkomme vum drëtte Plan d'action a Saache Klimaschutz. An hei wëll ech och ganz kloer d'Rifkin-Etüd erwänen, déi jo an deem Sënn och ganz vill Akzenter setzt.

Als Konklusioun wëlle mir als LSAP festhalen, dass Lëtzebuerg wäert esou oder esou e grousse Schratt no vir maache mussen, fir seng begrenzte Ressourcë méi nohalteg ze notzen a fir seng Ofhängegkeet vun den Energieimporter ze reduzéieren. Fir dat ze erreechen, huet d'Regierung déi voll Ënnerstëtzung vun der LSAP.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. An nächste Riedner ass den Här Max Hahn fir d'DP. Ech si gespaant.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, den designéierten US-President Donald Trump krut kierzlech eng Invitatioun fir op d'Fidschi-Inselen, net fir Vakanz ze maachen, wéi ee vläicht kéint mengen, mä de Regierungschef vum Inselstat, de Frank Bainimarama, huet de Klimaskeptiker Trump invitéiert, sech selwer op d'Plaz ukucken ze kommen, wat fir en Effet de Klimawandel op de Mënsch huet. Ganz Landstreecher sinn hei verschwonnen a vill Leit hunn hiert eegent Doheem verluer, well den Niveau vum Mieresspigel geklommen ass a weiderhi klëmmt.

„Keen huet d'Recht, op Basis vun enger Ideologie Décisiounen ze treffen, déi Milliarde Leit concernéieren." Dat sinn net meng Wierder, mä déi vum amerikaneschen Ausseminister John Kerry am Kader vun der Weltklimakonferenz COP22 zu Marrakesch.

Leider sinn dës Wierder an dësen Deeg néideg, well keen esou richteg weess, wat den Här Trump a Saache Klimaschutz wëlles huet. Fir d'Fidschi-Inselen ass d'Klimapolitik scho längst Iwwerliewenspolitik a mir dierfen net zouloossen, dass d'Errongenschaften, déi zweifellos zu Paräis erreecht gi sinn, der Parteipolitik zum Affer ginn.

Här President, d'Klimapolitik ass keng Parteipolitik an et ass nëmmen ze hoffen, dass d'USA als féierend Industrienatioun elo net aus der weltwäiter Solidaritéit erausklammen oder den Elan vu Paräis bremse wëllen.

Mir alleguer däerfen dem Här Trump net duerchgoe loossen, dass d'Klimapolitik kuerzfristegen innenpoliteschen Iwwerleeungen zum Affer fält. Mir mussen awer och déi Länner warnen, déi vläicht elo och dozou tendéieren, d'Ziler a Fro ze stellen an Efforten ze reduzéieren.

Zum Gléck war dat bis ewell op der COP22 net de Fall. 111 Staten hunn de Paräiser Accord scho ratifizéiert, an zu Marrakesch ass weider an déi richteg Richtung geschafft ginn. Virun allem ass eng konkret Roadmap fir d'Rettung vum Klima beschloss ginn.

Als Erënnerung: De Klimaaccord vu Paräis setzt zwar de Kader, mä déi schwieregst Aufgab ass et, fir dësen Accord elo mat Liewen ze fëllen. Op d'ganz EU gekuckt hu mir eis zu enger ambitiéiser Reduzéierung vu 40% vun den CO_2-Emissioune verflicht. Europa muss sech elo eens sinn, wéi dat gemeinsamt Zil soll erreecht ginn. Kucke mir eis un, wéi schwiereg d'Zesummeschaffen um europäesche Plang dëser Deeg ass, da wësse mir, wéi haart an ustrengend dës Verhandlunge ginn.

Här President, d'COP22 zu Marrakesch ass op en Enn gaangen a Lëtzebuerg muss sech elo ganz intensiv domadder auserneesetzen, wéi mir aus enger ressourcen- an CO_2-intensiver Wirtschaft Stéck fir Stéck kënnen erausklammen. Eng ganz Rei Piste si schonn am Rifkin-Rapport ze fannen.

Wëlle mir effikass géint de Klimawandel virgoen, da brauche mir Innovatioun an technesche Fortschrëtt. Eist Zil muss et näämlech sinn, eis Liewensqualitéit net nëmmen ze erhalen, mä ze verbesseren, an dat mat manner Ressourcen a méiglechst CO_2-neutral.

Eist Zil muss et sinn, besser Alternativen an der Mobilitéit unzebidden, ob am Individualverkéier oder am ëffentlechen Transport. Mir mussen eisen Albestand esou moderniséieren, dass eis Haiser keng Energieverbëtzer méi sinn. Mir mussen duerch intelligent Maschinnen den Energieverbrauch optiméieren an et muss eis geléngen, en zouene Kreeslaf ze schafen, wou déi genotzte Materialie systematesch recycléiert a weiderverwäert ginn.

All dëst verlaangt politesche Courage an, jo, och e Mentalitéitswiessel bei ville Leit. Béides ass net ze ënnerschätzen. D'Politik muss Gedold hunn, well e Mentalitéitswiessel kënnt a) net vun haut op muer a b) just, wa klimafrëndlech Alternativen déi besser Optioun sinn.

Packe mir dat net, erreeche mir eis gesaten Ziler net a mir packen de Klimawandel net. Wann et der Politik awer geléngt, de richtege Kader ze setzen, da wäert dëse Prozess net manner Liewensqualitéit fir deen Eenzelne bedeiten, mä ganz am Géigendeel: Et wäert en däitleche Méiwäert sinn, fir den Eenzelnen a fir d'Ëmwelt!

Geléngt deenen eenzelne Staten dëst awer net, oder gëtt aus kuerzsiichtegen Iwwerleeungen de Klimawandel ignoréiert, jo, da brauch keen zukünftegen US-President sech op d'Fidschi-Inselen ze déplacéieren, fir do déi katastrophal Folge vun enger Äerderwärmung un der eegener Haut ze spieren. Neen, da geet en Trip op New Orleans, Miami oder New York wuel duer.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei vun e puer Virriedner e puer Bemierkungen héieren iwwert d'eventuell Neiorientéierung vun der amerikanescher Administratioun. Dat ass keng harmlos Décisioun. Et ass och keng, déi een einfach kann esou ewechwëschen, well en neien amerikanesche President, deen huet op vill Manéieren Afloss op déi doten Diskussioun, ugefaange bei der wëssenschaftlecher Besetzung vu Schlësselposten, op d'Diplomatie, inklusiv op d'Besetzung vum United Nations Intergovernmental Panel on Climate Change, och deen ass natierlech affektéiert, a virun allem d'Kompetitivitéit. Well wann d'Amerikaner elo higinn a se huele Kuel, „shale gas" an Uelech aus dem Atlantik, da bleift dat net ouni Konsequenzen op d'Kompetitivitéit vun eisen Ekonomien hei. A mir wäerten op jidde Fall eng Diskussioun ënner anere Virzeeche kréie wéi déi, déi mer haut hunn.

Duerfir ass et fir eis als ADR wichteg, wéi ëmmer, wa mer iwwert de Schutz vun der Atmosphär schwätzen, mat groussem Realismus un déi Debatt do erunzegoen. Mir kënnen net mat Ideologie fonctionnéieren, mir kënnen net ënner Ausblende vu Realitéite räsonéieren. Mir hunn eng Verantwortung ze droen. Mir mussen dat zesumme mat der Ekonomie maachen, ouni Illusiounen an och mam Schutz vun der Privatsphär.

Ech wëll just vläicht e puer Saachen hei an Erënnerung ruffen, wou mer eis virun Illusiounen a falschen Décisioune mussen an Uecht huelen.

Dat Éischt ass den Tanktourismus. Mir kréien elo eng Etüd virgestallt a kuerzer Zäit. Et ass dem Klima am grousse Ganzen net gehollef doduerch, datt mir de Bensinn net méi hei verkafen, mä datt en op där anerer Säit vun der Grenz verkaaft gëtt, awer et huet enorm budgetär Konsequenzen. Mir wäerten also ganz gutt oppassen, datt mer an enger Zäit, wou mer e groussen Defizit an eisem nationalen, zentralstaatleche Budget hunn a grouss Scholde vun dësem Land, net och nach elo Weiche setzen, déi net zu der Verbesserung un eiser finanzieller Situatioun bäidroen, ouni dem Klima iergendwéi ze hëllefen.

Eng zweet Saach, bei där mer musse ganz realistesch sinn, dat ass, datt déi Wuesstumspronosticke vun engem 1,1- bis 1,2-Milliounen-Stat Lëtzebuerg onvereinbar si mat deene Klimaschutzziler, déi dës Regierung gesat huet. Den Här Bausch vun enger Partei seet dat eent, d'Madamm Dieschbourg vun därselwechter Partei seet dat anert. Mir hunn hei eng Kontradiktioun, eppes wat auserneegeet, wéi eng Schéier, déi auserneegeet tëschent engem Stat, deen onendlech wiisst, deen ëmmer méi Energie muss importéieren, deen déi Méiglechkeeten, déi en hat, fir Energie hei am Land ze produzéieren, zum Beispill iwwert d'Twinerg, reduzéiert, deen an eng Verspargelungspolitik vun der Landschaft erageet am Éislek, wou Wandmille bei Wandmille gebaut ginn, wat och eng ganz Rei vun ekologeschen Nodeeler huet.

Mir kréien den Energiebedarf fir dee Wuesstum net gedeckt! An et gëtt kee Konzept vun der Regierung am Abléck, deen eis géif erlaben, energiepolitesch do matzehalen un Investissementer, fir déi Wuesstumsperspektiven, déi dës Regierung an d'Welt setzt, ofzedecken.

D'Etüd Rifkin: Déi éischt Reaktioune weisen däitlech, datt se komplett onrealistesch ass! Wat do en Investissementsvolume misst gemaach ginn, eleng am Beräich vun der alternativer Energie, ass einfach net ze packen!

Den Här Kox hat gesot, mir géifen eis Ziler fir 2020 erfëllen. D'EU-Kommissioun seet do de Contraire. An hirem leschte Rapport vum 8. November vun dësem Joer seet d'Kommissioun: «D'après les projections nationales les plus récentes, les émissions du Luxembourg seront supérieures de 5% à l'objectif national en 2020.» Also mir erreechen déi Ziler och net.

An an deem Kontext muss een nach eng Kéier froen: Wéi ka Lëtzebuerg op minus 40% wëllen hin, wann all Ramebedéngungen, déi dat eventuell kéinten erméiglechen, vu vireran onméiglech sinn?

Mir erreechen eis Ziler fir 2020 net. D'Croissance geet net an déi Richtung. Et ass einfach net realistesch. Mir schwätze muer, wa mer iwwert d'Entwécklungshëllef schwätzen, och nach iwwert d'Additionalitéit vun deenen Ausgaben, déi mer an deem do Beräich maachen.

Ech wëll also hei ganz einfach virun Illusioune warnen. Ech wëll zréckkommen op eng Politik, mat där mer den Atmosphäreschutz vernünfteg gestalten.

An ech wëll och warne virun eppes, wat hei net dacks ernimmt gëtt, wat fir eis awer zentral ass: Dat ass de Schutz vun der Privatsphär vun den eenzelne Bierger.

Déi intelligent Konteuren, déi d'Leit elo dohikréien, déi kënne Virdeeler hunn a gewësse Moossen. Se sinn och eng Gefor fir de Schutz vun der Privatsphär. An ëmmer erëm soe mer: Mir brauche speziell Gesetzer, ganz genee Regelungen, wéi déi Donnéeë kënne gebraucht ginn, fir datt net herno e Mikromanagement vum Privatliewe vun eise Bierger gemaach gëtt.

Ech wëll nach mat enger Bemierkung ofschléissen, déi awer och wichteg ass. Mir hunn hei am grénge Credo, an dat kënne mer novollzéien, et ass elo net, datt ech dat elo an der Substanz diskutéiere wëll, mä mir hunn am grénge Credo de permanenten Engagement géint d'Atomenergie, géint Kettenuewen, géint de Sécherheetsrisiko an der Belsch, et ass alles justifiéiert, och eng Klo géint Hinkley Point wéinst Subventiounen an esou weider. Alles dat kann een novollzéien.

De Problem dobäi a wat ni gesot gëtt, dat ass, datt déi ganz Klimadiskussioun international awer zu engem massiven Ausbau weltwäit vun der Nuklearenergie féiert! Mir hunn am Abléck 483 Centrale-nucléairen op der Welt, déi fonctionnéieren, 70 sinn der am Bau, iwwer 500 ginn der geplangt, well et keen anere Wee gëtt, well et net méiglech ass, gläichzäiteg géint fossill Energië virzegoen, géint Nuklearenergie, well déi Énergies renouvelables, esou positiv se sinn, dat net kënnen ausgläichen.

Et muss een et einfach soen, well ech hunn ëmmer méi Problemer domat, datt hei eng Partei wëllt den Androck de Leit vermëttelen, datt se engagéiert ass géint d'Nuklearindustrie hei an der Géigend - wéi gesot, mir vollzéien dat no -, awer gläichzäiteg weltwäit eng Politik bedreift, déi genau an déi aner Richtung geet, näämlech an den Ausbau vun der Nuklearenergie.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Virun e puer Méint hate mer d'Geleeënheet, eng e bësse méi zréckhalend Aschätzung vum Paräiser Ofkommes ofzeginn. A mir hunn et als en éischten, awer zimlech spéide Schrëtt an déi richteg Richtung gesinn. Positiv war an ass fir eis engersäits d'Universalitéit vum Accord an natierlech dat iwwergeuerdnet Zil, d'duerchschnëttlech Temperatur op der Äerd am Verglach zur virindustrieller Zäit net iwwer 2 Grad klammen ze loossen a souguer Efforten ze maachen, fir se bei 1,5 Grad ze limitéieren.

Et huet no der COP21 geheescht, et misst elo an den nächste Jore méi konkret un der Erreechung vun deem Zil geschafft ginn. D'Länner missten zum Beispill iwwert de Finanzement eens ginn, ënner anerem, fir déi méi aarm a méi vulnerabel State bei hire Mesurë géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen, virun allem awer och, wat hir Adaptatioun un d'Konsequenze vum Klimawandel ugeet, well esou wäit si mer leider.

An da misst natierlech och e Wee fonnt ginn, fir déi fräiwëlleg, mä ongenügend Reduktiounszousoen an éischter Linn vun de räichen Industriestate schnellstméiglech no uewen ze corrigéieren, an dat onbedéngt scho virun 2020.

D'Fro ass also, ob d'COP22 zu Marrakesch eis bei dësen an anere wichtege Froe weiderbruecht huet.

Mir fannen net wierklech! De Wëllen, fir géint de Klimawandel virzegoen, gouf zwar réaffirméiert, mä bei de fundamentale politesche Froe gouf et awer kee Fortschrëtt. D'Fro vum Finanzement vun der Klimapolitik gouf alt erëm zum Deel awer vertaagt. Momentan si mer nach wäit ewech vun den 100 Milliarde pro Joer. Et sinn der bis elo nëmmen 20% dovunner, déi ab 2020 u Klimafinanzéierung solle bereetgestallt ginn. An ob déi 100 Milliarden iwwerhaapt duerginn, ass dobäi eng weider Fro. Virun allem feelt et awer och un ëffentlecher, also un net profittorientéierter Finanzéierung.

Et gëtt och en Déséquiliber en faveur oder en défaveur vun de Mesurë fir Reduktioune beim CO_2-Ausstouss. Domat léisst sech näämlech vill Geld verdéngen, Stéchwuert zum Beispill den Emissiounshandel.

De Finanzement vun der Adaptatioun un de Klimawandel an domadder d'Ënnerstëtzung fir déi vulnerabelst Länner an äermste Bevëlkerunge kënnt hei weider ze kuerz. Bei der Fro, wéi déi fräiwëlleg Reduktiounszousoe schnellst-

méiglech renforcéiert kënne ginn, herrscht och Stëllstand. Dat ass dramatesch, well d'Efforte vun de Länner, fir 2 Grad iwwerhaapt kënnen anzehalen, esou d'Berechnunge vun der UNO, méi wéi verduebelt misste ginn an am beschten elo direkt, op alle Fall awer virun 2020. Eng wierklech Evaluatioun vun der Klimapolitik vun de Staten ass awer eréischt fir 2023 geplangt. A wéi eng Konsequenzen déi Evaluatiounen dann iwwerhaapt wäerten hunn, ass och nach net esou kloer.

Datt et schwéierfält, vun de grousse Rieden an Ukënnegungen zu effikasse politesche Mesuren iwwerzegoen, déi an der Regel och eppes kaschten, weist sech och zu Lëtzebuerg säit Joren. Mir wësse säit Jorzéngten, datt de Klimawandel geféierlech ass a bekämpft muss ginn. Mir wëssen och scho laang, datt Lëtzebuerg mat sengen héije Pro-Kapp-Ausstéiss iwwerméisseg mat responsabel ass, op eng relativ Aart a Weis.

Fir d'Reduktioun vun eisem CO_2-Ausstouss soll jo an den nächste Méint oder an nächster Zäit e Klimaaktiounsplang virgeluecht ginn. A mir sinn drop gespaant a wäerten och gesinn, wourauser dee besteet, well bis elo hu mer wéinig Villverspriechendes héieren, zum Beispill bei der Mobilitéit, wou d'Regierung scheinbar op futuristesch Projeten an technologesche Fortschrëtt waart, déi d'Problemer fir eis léise sollen. Dat ass jo och méi einfach, well déi zentral Froen, wéi d'Zukunft vum Tanktourismus oder den Ausbau vun engem performanten ëffentlechen Transport, ginn ënner anerem ënner engem Koup vun Ausschweifunge wéi Appen, „driverless driving", „carpooling" an esou weider ënner.

Ofschléissend nach kuerz zum Finanzement vun der Klimapolitik. D'Regierung setzt hei verstäerkt op d'Mobiliséierung vu Privatkapital, sief et iwwer „Green Exchange" op der Bourse, wou grouss Banke sougenannten „green bonds" opleeën, fir Projeten zum Beispill an der Energietransitioun ze finanzéieren, oder mat engem vum Etienne Schneider schonn ugekënnegten Investmentfonds, fir d'Mesuren aus der Rifkin-Etüd ze finanzéieren.

Et ass eis jo - hoffentlech, mengen ech! - alleguerte bewosst, datt grouss Betriber a méi räich Investisseuren, ob zu Lëtzebuerg oder soss op der Welt, fir eng Renditt ze erzilen an net primär, fir de Klima ze schützen a fir benodeelegter Bevëlkerung bei der Adaptatioun u Konsequenze vum Klimawandel ze hëllefen, u sech schaffen. Mir fäerten, datt bei esou enger Ausriichtung vun der Klimapolitik d'sozial Gerechtegkeet an d'Rechter vun den Äermsten an och äermste Vëlker op der Streck bleiwen.

Schlussendlech wéilt ech nach mat engem Wuert awer drun erënneren, datt mir eis Hausaufgaben nach musse maachen a Saache Kompensatiounsfong, well deen nach ëmmer souwuel an Atom wéi och a Kuel investéiert. Et ass oft hei gesot ginn, ganz oft hei gesot ginn, datt déi Aarbecht soll geleescht ginn, wou investéiert, wouran investéiert gouf. Et gouf och vum Sozialminister confirméiert e puermol. An ech hoffen also och, datt dee Message am Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong ukomm ass, well mir wäerten op jidde Fall um Ball bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat hätte mer d'Ronn vun deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilitéite gedréit. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, d'COP22 war eng COP vun der Aktioun, eng COP vun der Ëmsetzung, an dat gläich op méi Pläng. Engersäits huet een d'Dynamik gespuert vun deem, wat um Terrain leeft, d'Dynamik bei deem, wat d'Länner virgestallt hunn, wat hir Ziler sinn. Villes dovunner gouf schonn erwäänt. De Marco Schank hat gesot, d'Deklaratioun vun der Visioun vu grad deenen, déi am meeschte betraff sinn, déi e Schrëtt no vir maachen, fir e Schrëtt méi wäit ze goen.

Lëtzebuerg selwer huet sech grad am Beräich vun der Klimafinanzéierung ervirgedoen, wou Lëtzebuerg dat Land ass, wat d'Klimafinanzéierung um internationale Plang am eeschtsten menger Meenung no hëlt. Mir sinn déi, déi tëschent 2014 bis 2020 120 Milliounen international Klimafinanzéierung annoncéiert hunn, déi dat och konkret ëmsetzen an déi och mëttlerweil schonn e Kriteriekatalog hunn, wéi mer dat wëlle gestalten, dass dat och um Terrain Realitéit gëtt.

Dëst Joer huet Lëtzebuerg, an dat hu mer och op der COP22 virgestallt, an zwar a méi Veranstaltungen, en neie Modell presentéiert, wéi ee kann als ëffentleche Partner, als Land mat enger Institutioun wéi der Europäescher Investitiounsbank, mat iwwer 30 Milliounen, déi mer do asetzen, en „derisking" maachen, dat heescht e Risiko erofsenke fir innovativ nei Projeten. Ee Schrëtt an déi richteg Richtung, an ech kann Iech soen, dass d'Leit vun der BEI gesot hunn: „Mir hoffen, dass vill Länner dem Lëtzebuerger Modell noginn." An dat war wichteg, dass d'Länner esou konkret Projete vu Klimafinanzéierung virstellen.

Ech wëll Iech och soen, dass mer déi Roadmap, déi et haut gëtt, wéi mer op déi 100 Milliarde kommen, dass och déi haut seet: „Mir sinn elo scho bei iwwer 60 Milliarden a mir wäerten dat Zil erreechen." An dat ass ganz wichteg, fir dass all Länner u Bord bleiwen a fir dass ebe grad déi Vulnerabelst esou Schrëtt no vir maachen.

Lëtzebuerg huet do säi Part gespillt, huet och säi Part gespillt beim Beräich Gerechtegkeet. Mir hunn zum Beispill, wann et drëm geet, Leit anzebauen, d'Leit mat op de Wee ze huelen, déi Plattform, déi mer schonn zu Paräis décidéiert haten, mat den indigene Vëlker zesumme mat de Finnen, mat de Schweden a mat der Belsch no vir bruecht. Et wäert déi éischte Kéier sinn, dass am Klimavertrag och déi indigen Vëlker mat um Dësch sëtzen, wann et drëm geet, esou eng Plattform ze géréieren.

De Klimaaccord, do geet et ëm Gerechtegkeet an do geet et drëm, dass mer dat och erreechen. Bei där Geleeënheet hu mer och profitéiert, fir ënner anerem eis Partnerlänner vun der Kooperatioun ze gesinn, fir och mat deene konkret iwwer Projeten, déi een nach kann zousätzlech zu deem enge Prozent Kooperatiounshëllef maachen, iwwert d'Klimafinanzéierung ze schwätzen. An ech mengen, dat ass et, wat eis weiderbréngt. Et geet nämlech drëm, dee Problem gemeinsam, zesummen ze léisen an dobäi méi eng gerecht Welt ze schafen an de Leit Hoffnung ze maachen, amplaz de Leit Angscht ze maachen.

Jo, heiheem heescht dat och, dass mer eis musse vill ustrengen. Mir hunn entscheedend Schrëtt geholl am Beräich vum Transport, wou elo awer zwee Drëttel vun den ëffentlechen Investitiounen an d'douce Mobilitéit an an den ëffentlechen Transport ginn. Mir maache Bornen. Fir Lëtzebuerg sinn et 800 Borne bis 2020 mat 1.600 Plazen, wou d'Leit hiren Auto kënnen opfëllen. Mir kréien eng Elektrifizéierung soumat dann no vir gedriwwen, fir dass mer net nëmmen eis Aktioune géint de Klimawandel maachen, mä och an eisen Uertschaften eng méi propper Loft fir eis Kanner kënne garantéieren.

E wichtege Punkt heiheem ass och de Wunnengsbau. An och do ass Lëtzebuerg vir! Am Wunnengsbau wäerte mir déi Eischt an Europa sinn, déi just nach effizient Wunnhaiser bauen. An Dir wësst et, hei an der Chamber hu mer et scho virgestallt gehat an den zoustännege Kommissiounen, mir hunn och e ganze Pak u Mesuren, wann et drëm geet, d'Klimabank ze lancéieren, wann et drëm geet, méi nohalteg Primme fir de Wunnengsbau ze ginn. An och déi wäerten elo geschwënn heihinnerkommen.

D'Ekonomie, déi Grouss an déi Kleng, déi si längst op der Schinn, dass alles, wat an d'fossill Richtung geet, dass dat Risikoinvestitiounen op laang Zäit sinn. An dat muss ëmgesteiert ginn. Et ass net fir näischt, dass et haaptsächlech d'Ekonomie ass, déi am Moment an Amerika amgaangen ass, dem künftege President ze soen, dass dat e Feeler ass, wann een an déi Richtung geet.

D'Ekonomie huet och hei am Land villes schonn no vir gedriwwen. Dee Rifkin-Prozess, deen elo vun esou munchem erwäänt gouf, dee weist, dass mer gemeinsam kënne fir méi Liewensqualitéit suergen, eis Klimaziler kënnen erreechen an awer méi kompetitiv sinn, dass dat Geld och kann aneschters investéiert ginn. An dofir mengen ech kënnen ze soen: D'Ekonomie huet u sech d'Zeeche vun der Zäit erkannt.

D'Tanktourismusetüd wäert nach dëse Mount presentéiert ginn. Mir hunn Iech do Rendez-vous ginn de 25.11., fir déi virzestellen an der Kommissioun.

An da wëll ech op ee leschte Volet Ekonomie agoen. D'Finanzplaz huet dëst Joer enorm Spréng gemaach. Lëtzebuerg huet 50% vun de weltwäite gréngen Obligatiounen hei op der Bourse. D'Bourse hat eng Journée boursière, déi eleng deene gréngen Obligatiounen, deem Bréckebauen tëschent deem Geld, wat do ass, an deenen néidegen Investitiounen, fir méi nohalteg ze schaffen, gewidmet war. Mir hunn e Label, fir fir Transparenz ze suergen. An dat sinn déi kleng Puzzlestécker, déi zesumme mam Finanzministère, zesumme mat den Akteuren um Terrain eis alleguerten ee Schrëtt nom anere virubréngen, fir eisen Obligatioune gerecht ze ginn.

An da kommen ech op dat, wat nach kënnt: den drëtte Klimaaktiounsplang. Den Här Schank hat et erwäänt. Jo, wa mer wëllen de Klimaschutz esou no vir dreiwen, wéi mer et brauchen, fir déi Streck, wou mer elo sinn, wou mer mëttlerweil awer gutt ënnerwee sinn, wou mer kënnen d'Ziler erreeche bis 2020, fir dat weider ze maachen, da gëtt dat eng Ustrengung fir jiddwereen. Mä mir hunn awer och vill Saachen, wou mer gewannen. Besser Loftqualitéit ass eng dovun. Manner Stress am Stau ze stoen zum Beispill.

Mä da kommt, mir maachen dat zesummen! Mir hunn an där leschter Zäit d'Instrument vum Klimapakt ausgebaut. Mir hunn eng Konventioun mat CELL gemaach, fir dass dat och méi hei zu Lëtzebuerg bei de Bierger ukënnt, well et ass eng Saach vu léieren, vu Konsumverhale veränneren.

A mir wäerten och deen drëtte Klimaaktiounsplang genausou wéi d'nohalteg Entwécklungsziler zesummen ugoen. Dat gouf zu Marrakesch iwwregens ëmmer betount: Mir mussen alles zesummen op de Leescht huelen, fir dass mer all zesumme weiderkommen. Dat wäerte mer d'nächst Joer ënner ganz breeder Bedeelegung diskutéieren, fir dass mer pro Secteur eis kënnen Ziler setzen, wéi mer wëlle reduzéieren, dass och jiddweree seng Aufgabe mécht.

Dofir, kommt, mir maachen net de Feeler, eis hei vun Ängschte leeden ze loosse viru Saachen, déi nach net do sinn! Kommt, mir baséieren eis op dat, wat mer wëssen, op déi Richtung, wou mer hi wëlle goen! Kommt, mir kucken, dass mer duerch erneierbar Energie eng Demokratiséierung vun Energie kréien, dass mer alleguerten net nëmme Konsumente sinn, mä och nach Produzenten!

Kommt, mir kucken, dass eis Stied méi attraktiv sinn, dass mer méi propper Loft hunn! A kommt, mir bekämpfen déi Krisen, déi mer am Moment hunn, vun Honger, vun Aarmut, vun Onsécherheet! Kommt, mir bekämpfen déi, well déi hunn och alleguerten eppes mat Klimawandel ze dinn!

An nëmmen esou wäerte mer fir méi Gerechtegkeet, net nëmmen hei, mä op der ganzer Welt suergen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7018 zur Schafung vun engem elektronesche Regëster vun den Transportentreprisen hei zu Lëtzebuerg an an der EU. Et ass eng Transpositioun vu verschiddenen EU-Reglementer. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir hutt scho villes gesot. De Projet de loi 7018, deen ech heimat virstellen, ass éischter technescher Natur an en ass néideg, fir ganzer véier europäesch Reglementer aus de Joren 2009 an 2010 an eis national Gesetzgebung afléissen ze loossen.

Betraff ass de Stroossentransport, wou et drëms geet, en elektronesche Regëster vun den Entreprisen ze schafen, déi an deem Secteur aktiv sinn. An dësem Kontext huet d'Europäesch Kommissioun eng speziell Plattform mam Numm ERRU, dat heescht „European Register of Road Transport Undertakings", an d'Liewe geruff, déi et soll erlaben, déi eenzel national Regëstere mateneen ze verbannen a grenziwwerschreidend Informatiounen auszetauschen.

D'Haaptzil vun dëse Regëstere besteet doran, d'Honorabilitéit an déi finanziell Capacitéit vun de Gestionnairë vun den Transportentreprisen net nëmmen am Hierkunftsland, mä och op EU-Niveau kontrolléieren ze kënnen. Dëst erlaabt dann, déi schwaarz Schof am Beräich vum Stroossentransport ze detektéieren a se drun ze hënneren, datt se vun engem EU-Land an dat anert fueren.

Eng aner Finalitéit vun deene Regëstere besteet doran, datt en internationalen Austausch vun den Infraktiounen, fir déi déi eenzel Entreprisë sech schëlleg gemaach hunn, kann assuréiert ginn.

Fir Lëtzebuerg stellt sech dobäi allerdéngs e klenge Problem, deen natierlech séier behuewe ka ginn. Déi aktuell Datebank vum Nohaltegkeetsministère, déi d'Gestioun an d'Autorisatioun vun Transportentreprisen an eisem Land regelt, ass näämlech technesch net kompatibel mam europäesche System. Aus deem Grond ass virgesinn, datt den elektronesche Regëster, dee mir mat dësem Gesetz schafen, déi aktuell Datebank vum Nohaltegkeetsministère wäert ersetzen an datt dëse Regëster duerno mam europäesche System vernetzt gëtt.

D'Donnéeën, déi an de Regëster afléissen, kommen engersäits vum Département des transports vum MDDI, anerersäits awer och vun der Generaldirektioun vun de klengen a mëttelgroussen Entreprisen, déi am Wirtschaftsministère ugesidelt ass, dann awer och vun der Administratioun vun der Douane an den Akzisen, dernieft och vun der Police a vum Parquet.

Wat elo dee wichtege Volet vum Dateschutz ubelaangt, esou entsprécht dëse Projet de loi eiser aktueller Gesetzgebung an där Matière. Dernieft enthält de Projet de loi och eng ganz Rei Dispositiounen a puncto Ofsécherung vum Regëster selwer an awer och vun den Daten, déi doran enthale sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat kommen ech scho bei déi eenzel Avisen a bei d'Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun. Nodeems de Minister François Bausch dëse Projet de loi de 26. Juli 2016 déposéiert hat, koume ganzer véier Avisen eran, ee vum Statsrot, ee vun der Chambre des Métiers, ee vun der Chambre de Commerce an ee vun der nationaler Dateschutzkommissioun, déi vun Ufank un an d'Ausaarbechtung vun dësem Projet de loi agebonne war, fir vun Ufank un den Dateschutz ze géréieren.

Well d'Avise keng gréisser Problemer geschafen hunn, verweisen ech fir méi Detailer op mäi schréftleche Rapport. Den 10. November 2016 huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech souwuel mam Projet de loi wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst, a schonn eng Woch duerno, de 17. November 2016, huet se mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech dann awer och nach dem Här Staus, dem Virsëtzende vun der Direction des transports routiers vum MDDI, e grousse Merci fir seng wäertvoll Ënnerstëtzung an dësem kniwwelegen Dossier ausdrécken. E war méi kniwweleg, wéi e sech haut unhéiert. Ech hu versicht, déi wichtegst Punkte esou kuerz an esou einfach wéi méiglech ze resüméieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da géife mer zu deene verschiddene Stellungname kommen. Ech hat hei d'Wuertmeldung vum Här Kaes, pour accord.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Selbstverständlech gi mer den Accord zu dësem Projet de loi. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Och Merci un eis Rapportrice Josée Lorsché. A mir ginn och domadder den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Affär Kralowetz ass eis jo nach a gudder Erënnerung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, a schlechter!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dach. Ech weess et nach, well ech war Rapporteur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A schlechter!

M. Gusty Graas *(DP).*- Schlechter, jo, schlechter. Dat sinn elo 14 Joer hier. Dorauser hu mer eng Rei Léiere gezunn, an zwar och déi richteg. Dëst Gesetz huet effektiv dozou och bäigedroen, datt mer haut dat vill méi genee reglementéieren. Mir wëssen, datt dat e ganz haart ëmkämpfte Marché ass. Et ass och doweinst, wéi gesot, ratsam, datt mer dee ganze Volet do méi streng reglementéieren. Dat gëtt eis och d'Méiglechkeet, méi eng Transparenz an dee ganze Marché vun den Transporteuren ze kréien.

Ech brauch net weider an d'Detailer anzegoen. D'Madamm Lorsché huet dat jo ganz gutt gemaach. Ech wëll hir och félicitéiere fir hir exzellent Berichter a bréngen och dann d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, Här President, mir ginn eis Zoustëmmung och zu deem Gesetz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech ginn dann dovun aus, dass d'Kolleegen, déi aner Kolleegen och den Accord ginn. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement*.- Da géif ech der Rapportrice Josée Lorsché Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung hei a soe Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och.

Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7018 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7018 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, domat Unanimitéit. De Projet de loi 7018 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Martine Mergen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwwergoen: d'Interpellatioun vun der Kolleegin Octavie Modert iwwert d'Situatioun an d'Entwécklung vum Wäibau hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Madamm Modert huet elo d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture

Exposé

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 2016 ass dat adequat Joer, fir an dësem héijen Haus eng Debatt iwwert de Lëtzebuerger Wäibau ze féieren, an zwar aus dräi Grënn.

2016 steet emol fir d'Éischt fir e puer emblematesch Stéchdatumen am Wäibausecteur: 50 Joer Grënnung vun der Vinsmoselle, och 50 Joer Privatwënzervereenegung OPVI, 100 Joer vun engem Wäinhändler, Gales, 95 Joer Maacher Kellerei, déi éischt Genossenschaftskellerei op der Musel, an - last but certainly not least - 25 Joer Crémant, sécherlech eng ganz wichteg Etapp fir d'Musel.

2016 ass awer och eent vun deene schwieregsten zanter ganz Laangem am Wéngert gewiescht, en Extremjoer.

A schliisslech an endlech, drëtte Grond, ass et d'Joer null vum neien Agrargesetz, dat am Summer endlech a Kraaft getrueden ass, awer déi meescht vu sengen Auswierkunge kommen eréischt am Laf vum nächste Joer, respektiv kommen eréischt dann an Uwendung.

E véierte Punkt kënnt deelweis derbäi, well et hätt och sollen eng nei Marketingsetüd fir d'Musel elo eraus sinn an dann hätt een éischt Analysen dovunner maache kënnen. Si ass nach net do. Trotzdeem muss d'Thema, mengen ech, ugeschwat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dës Interpellatioun ronderëm dräi Deeler ugoen a jeeweils déi Froen a Problemer opwerfen, déi sech momentan am dréngendste stellen.

Am Virfeld nach wëll ech déi villsäiteg Roll vum Wäibau zu Lëtzebuerg ënnersträichen, deen eis typesch an eenzegaarteg Kulturlandschaft op der Musel ënnerhält mat senger Ëmweltfunktioun, wann e fir Biodiversitéit suergt mat de Leguminosen; deen am Tourismus, am Önotourismus an am Kulturtourismus eng Roll spillt an e Facteur vum Nation Branding ass, an deen e wirtschaftleche Produktiounszweig ass an Aarbechtsplazen an der Regioun schaaft, och wa säi Gewiicht am PIB natierlech net méi esou schwéier weit.

Dat si just e puer Argumenter, déi drop hiweisen, wéi wichteg et ass, datt de Wäibausecteur do ass an erhale bleift. D'CSV schwätzt sech ganz kloer dozou aus. An dozou gehéiert och, datt et gradesou wichteg ass, déi dräi Gruppementer aus dem Secteur, Genossenschaftskellereie vu Vinsmoselle, Privatwënzer a Wäinhandel, ze hunn an ze behalen.

Nach ee Wuert an eegener Saach. Jo, ech si vum Wënzer hier an ech sinn an e Betrib abestuet, wéi een dat nennt. Dat ass konform a kompatibel mat der Chamber hirem Code de conduite an dat ass keng Befaangenheet. Dat gëllt och fir aner Riedner heibannen.

Ech kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum éischte Punkt iwwert d'Wéngertsaarbechten an d'Wäinhierstellung.

Jo, 2016 war leider en Extremjoer. Et war e ganz schwieregt Vegetatiounsjoer mat erstaunlecherweis awer engem ganz gudde Resultat, wann och net grad iwwerall oder ënner allen Ëmstänn an och net ouni Zoudoe vum Mënsch, grad dëst Joer wéinst de Kränkten. Tatsächlech, dëst Vegetatiounsjoer hat ënner esou schlëmme Wiederbedéngungen ze leiden, wéi zanter laange Joren net méi. An awer huet et en „happy end" kritt mat engem schéinen, gesonde Liesgutt, héijer Qualitéit mat héije Moschtgewiichter, also Oechsle an Zocker, a ganz wéineg Saier. Allerdéngs ass et nëmmen eng ganz geréng Meng ginn.

2016 gëtt et also e ganz gudden, awer vill manner Wäin. Et ass manner Wäi gewuess, fir d'Éischt duerch d'Erkalen am Fréijoer, wat op deene Plaze bis zu 80% Ausfall bruecht huet, duerno duerch Pilzkränkten - besonnesch Peronospora -, déi jee no individueller Situatioun nach ees vill Ausfall bruecht hunn, och wa se keen negativen Afloss op d'Qualitéit hunn.

Et muss ee betounen, datt géint de Pilzbefall jo leider kee Kraut an Europa gewuess ass, well all déi Kränkten aus Amerika ausganks vum 19. Jorhonnert ageschleeft gi sinn. Jo, och deemools scho sinn et Globaliséierungskränkte ginn. A wie weess, wat eis elo nach alles aus Amerika bléit… An déi europäesch Riewen hunn natierlech dann dee Moment keen natierleche Schutz dergéint, weder deemools nach haut. De Mënsch muss also hei hëllefen an agräifen, d'Natur ka sech net ëmmer selwer hëllefen.

Vun offizieller Säit ginn dacks pilzresistent Zorten, Piwien, als Wonnermëttel duergestallt. Och Dir hutt, Här Minister, uganks Juli heibanne gesot, d'Piwie wären déi eenzeg laangfristeg Léisung.

Ech wollt Iech froen, Här Minister, ob Är Servicer net rezent mat Wënzer aus dem Limburg geschwat hunn, déi mat eiser Wäibaustatioun souwisou Kontakt hunn. Do sinn näämlech en Deel Piwi-Zorten ugesat. Awer dëst Joer hunn d'Wënzer do misse feststellen, datt déi Piwien och net peronosporaresistent sinn, mä 2016 e staarke Befall am sechsten, siwente Joer haten. Wuel wären déi éischt Joren nom Usetze gutt gewiescht, mä do haten déi normal Zorte jo och kee weidere Befall, awer elo hätte se Problemer gehat. Dohier drängt sech natierlech d'Fro op, ob déi Zorten net méi resistent wären.

Dohier meng Fro, Här Minister: Haten Är Servicer schonn dee Kontakt? A si se ëmmer nach iwwerzeegt vun de pilzresistenten Zorten als grouss Alternativ? Wat gedenkt Dir elo ze recommandéieren oder ze maachen - iwwer, denken ech emol, Monitoring eraus?

Dir Dammen an Dir Hären, dem extreme Pilzdrock dëst Joer, besonnesch ronderëm d'Bléi, konnt also nëmme mat Riefschutzbehandlung probéiert ginn entgéintzewierken. An do ass et dëst Joer sécherlech op een Dag, wann net op Stonnen ukomm. Déi Parzellen, wou dat net zu Zäit de Fall war, huet ee scho vu Wäitem erkannt an et huet bis zu Totalausfall an deene Parzelle gefouert, also engem héijen ekonomesche Schued. Et geet also ëm d'Iwwerliewe vun de Betriber.

Fazit: Dëst Joer ass de Bewäis, datt et illusoresch ass, ze mengen, et géif ëmmer ouni Behandelen oder Sprëtze goen. Et kënne Jore ginn, wou dat vill méi einfach ass. Mä et sinn awer och leider ëmmer erëm aner Joren dertëschent, esou wéi dëst. An da war et grad an dësem Joer déi éischte Kéier, wou den Helikopter op just nach ongefeier der Halschent vun de Parzellen an den Asaz konnt kommen. Dobäi wär et grad dann esou wichteg gewiescht, datt ee méi zesummenhängend hätt schaffe kënnen, ëmsou méi, wou grad an de kritesche Momenter schlecht bis guer net mat Trakter a Maschinnen an de Wéngert eranzefuere war, well et einfach ze naass war. Duebele Problem also. Ausserdeem ass den CO_2-Ausstouss vu villen Trakteren och net besser, wéi wann eng eenzeg grouss Maschinn flitt.

Och d'Raupen, déi als Allheelmëttel amplaz vum Helikopter e bësse beschriwwe gi sinn, hu sech iwwerschloen an dësem naasse Joer bei iwwer 30% Hang. Déi puer Leit, déi dat am Lohnverfahren ubidde wollten, hu sech domadder zréckgezunn, well et en extreme Risiko ass, well et geféierlech ass fir de Mënsch. Hei geet et och ëm Aarbechtsschutz an ëm d'Gesondheet vun de Leit. An domat geet de Modell net op, dee vu Regierungssäit esou vill an d'Spill bruecht ginn ass. - Jo, wéi kann een dann elo sprëtzen an den Hanglagen, wann et därmoossen naass ass, a grad dann existenziell wichteg ass, fir net en totalen Ausfall ze hunn? Et gëtt och, wann ee mat deene Raupen, wann et naass ass, erafiert, zolidd Spier a Gléiser, wat natierlech Buedemverdichtung mat sech brëngt an och net vu Virdeel ass.

D'Alternative schéngen also net ze funktionéieren, grad an esou engem extreme Joer, wou et am wichtegsten ass, fir d'Kränkte bekämpfen ze kënnen. An dofir widderhuelen ech hei nach eng Kéier, datt et existenziell gewiescht wär fir d'Wënzer an och fir den Erhalt vun de Steillagen, datt d'Ausnamen, déi vun enger viregter Regierung ausgehandelt gi waren, och vun dëser Regierung benotzt gi wäre fir den Helikopter.

Elo stinn d'Wënzer am Reen. Wär et net besser, dat nach eng Kéier ze iwwerdenken?

Ech fannen et och keng gutt Iddi, wéi d'Regierung op dem Léon Gloden seng parlamentaresch Ufro geäntwert huet, fir 2014er Gesetz ze änneren an aus Prinzip den Heli ze verbidden, fir dann op den Dibbelchen an Zentimeter genau um Terrain auszemoossen. Also éierlech: wat en Opwand! Wéi ass et da mat der administrativer Vereinfachung a manner Verwaltungsopwand, an dann awer ganz genau auszemoossen, op den Dibbelche genau bäi, wéi de Sécherheetsofstand op all Quadratzentimeter souzesoe soll ginn?!

Wuel hutt Der agesinn, datt Är 20 Meter Ofstand ze rigid sinn. Dat ass och ze héich. Firwat maacht Dir net einfach eng uniform Regel, zum Beispill op null Meter, well esou ass et jo méiglech vun der EU-Reglementéierung hier, oder mengetwegen och nach op zwee Meter oder fënnef Meter Distanz ze fixéieren. Dat ass kee Problem. Huelt dëse Virschlag vun der CSV un, Här Minister! Da weess de Wënzer och, wou en drun ass.

Och fir de Biowäibau ass 2016 eng immens Erausfuerderung. Nach méi dacks wéi am konventionellen integréierte Wäibau hunn d'Wënzer hei misse sprëtzen. Kann den Här Minister eis Informatioune ginn, wéi et dem Biowäibau dëst Joer ergaangen ass a mat wéi vill Ausfall dëst Joer mat de ville Kränkten hei muss gerechent ginn?

Derbäi kënnt, datt e wichtegt Mëttel - Kaliumphosphonat oder phosphoreg Saier -, wat sougutt am Konventionellen agesat gëtt wéi soss och am Biowäibau konnt benotzt ginn, genau do eben net méi erlaabt ass.

Viru Kuerzem ware Vertrieder aus den europäesche Wënzerorganisatioune bei d'EU-Kommissioun, fir dat Produkt och nees am Bio zouzeloossen. Et wäre gutt Gespréicher gewiescht an d'Kommissioun hätt den Argumenter Gehéier geschenkt gehat. Dat wär jo gutt.

Wéi wäit ass den Här Minister heivunner informéiert? A wéi eng Schrëtt huet d'Regierung do an der Vergaangenheet gemaach? Respektiv wat gedenkt Dir, Här Minister, ze maachen, fir déi do Schrëtt ze ënnerstëtzen an ze intervenéieren? Well dat hei ass ganz wichteg fir de biologesche Wäibau.

Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Stëmmung am Secteur ass scho gedréckt, e bësse méi wéi soss. Och wann d'Qualitéit gutt ass, mä dann hu mer Problemer op anere Plazen. Virun de grousse Problemer fir d'Existenz vun de Betriber an dësem Joer ass schonn am Laf vum Joer op der Musel vun Ausfallentschiedegunge geschwat ginn.

Ech wollt den Här Minister froen, wéi d'Regierung dozou steet. Oder denkt den Här Minister, datt et an esou engem aussergewéinleche Joer mat vill Ausfall a villen zousätzleche Käschte mat der Versécherung oder eventuell der Mehrgefahrenversécherung, déi eréischt viru Kuerzem komm ass, duergeet?

Dobäi hunn d'Betriber et haut schonn net méi einfach. Dat spigelt sech och am Strukturwandel erëm. Wann och d'Areal konstant bliwwen ass iwwert déi lescht Joren, esou sinn dach hautdesdaags vill manner Betriber am Wäibau täteg. An de leschten 20 Joer ass et eng Regressioun vu méi wéi vun der Halschent, vu 750 erof op 324, wann och déi allermeescht, déi opgehalen hunn, éischter ganz kleng Betriber waren an dat wuel am Nieweberuff gemaach hunn.

An 71% vun de Betriber huet de Betribsleiter iwwer 50 Joer. An dat steet fir 66% vum Areal. Déi Zuel seet natierlech näischt driwwer aus, a wéi ville vun dëse Betriber en Nofolger do ass, deen awer de Betrib nach net iwwerholl huet. Trotzdeem ass gewosst, datt et nach méi Betribsschwund wäert ginn, an d'Joer 2016 wäert och net gehollef hunn.

D'Ausbildung vun den zukünftege Wënzer ass hautdesdaags iwwerall héich, Niveau Techniker oder Bachelor oder nach méi, dat ass iwwerhaapt keng Fro méi. An ech denken, d'Fro stellt sech och net méi, ob zu Lëtzebuerg en extra Ausbildungsugebuet misst agefouert gi fir d'Wënzer. Dat huet sech a kuerzer Zäit an deene leschte puer Joer erleedegt. D'Bereetschaft bei deene Jonken, fir an d'Ausland hir Ausbildung maachen ze goen, ass komplett, gradesou wéi Weiderbildung per Stagen an der ganzer Welt zouhëlt.

Hei geet d'Motivatioun vun de Jonken zesumme mat enger Topausbildung, an dat ass natierlech e positive Punkt fir d'Zukunft. D'Qualitéit vun de Lëtzebuerger Wäiner wäert also nach weider an d'Luucht goen.

Trotzdeem bleift et eng Erausfuerderung, fir genuch Betriber ze behalen a fir d'Areal op ongefeier erhalen ze kënnen, jiddefalls do, wou et wichteg ass, datt d'Fläch weider bewirtschaft gëtt an datt et en zesummenhängend Gebitt bleift. En Trend hin zu Groussbetriber, falls et dee jee richteg ginn huet, schéngt mir awer net virunzegoen. Et geet jo och net duer, ëmmer méi Hektaren ze maachen, et muss een de Wäi jo och verkaaft kréien.

Dofir gëllt et, positiv Moossnamen ze huelen, Courage ze maachen an d'Dynamik, déi an alle Betriber stécht, auszenotzen.

Ech widderhuelen dofir nach eng Kéier meng Fro vu virdrun, wéi eng konkret Hëllefen an Ënnerstëtzung d'Regierung gewëllt ass, dem Secteur an dësem extra schwierege Joer mat vill Ausfall zoukommen ze loossen.

Ech kommen zum zweeten Deel, wat déi politesch Ramebedéngungen an administrativ Prozedure sinn. Positiv Moossname mussen näämlech och an alle Joren do sinn an d'Dynamik vum Secteur férderen.

Dir Dammen an Dir Hären, am August ass endlech dat neit Agrargesetz am Mémorial gewiescht. Dat ass spéit fir d'Referenzperiod 2014-2020. Et kann also eréischt richteg am Laf vum Joer 2017 mam neie Gesetz, mam neien Agrargesetz geschafft ginn. Dobäi wär et dann am Fong schonn de Moment gewiescht, fir sech éischt Gedanke fir dat nächst Gesetz ze maachen an enger Zort „mid-term"-Analys. Dat ass dës Kéier natierlech esou net méiglech, an et ass also och hei net méiglech, an dëser Debatt op éischt Konklusioune vun den Auswierkungen anzegoen. Trotzdeem muss ech verschidde Saachen hei froen an opbréngen.

Am neien Agrargesetz huet de Wäibau d'Lëscht vun de Maschinne staark gekierzt kritt, och do, wou et net logesch war. Neien Entwécklungen, déi scho virun der Publikatioun vum definitiven Text do waren - ech nennen hei d'Rollhacke, eng mechanesch Method, déi ganz ëmweltschounend ass an d'Krautsprëtze verhënnert -, deenen ass net Rechnung gedroe ginn, wat am Fong e Paradox ass, wann dach just nach Innovatives soll ënnerstëtzt ginn.

Déi Gefierer, déi solle geholl ginn, fir an de Steillagen den Helikopter ze ersetzen, sinn och net mat realistesche Coûts unitaires opgefouert, wat en ëmsou méi grousse Paradox natierlech dee Moment ass. Ausserdeem gëtt penaliséiert duerch den ënneschten Astigspräis fir d'Maschinnen, deen net op de Wäibau ugepasst ass, mä op grouss Maschinnen.

D'Selektiounskritären an d'Punktenzuel am Investissementsberäich benodeelegen de Wäibau. An, ausser bei deene Jonken, hunn d'Wënzer manner Chancen, fir an de Prioritéiterang

ze kommen. Dat gëllt verstäerkt fir d'Betribsleiter vun iwwer 50, déi awer nach investéiere wéilten a sollten, fir datt den Nofolger herno net e veraalte Betrib kritt respektiv nom Iwwerhuele gläich immens vill Käschten op senge Schëlleren droe muss.

Muss een hei net fäerten, datt de Wäibau iwwerproportionell Käschten droe misst, well e méi dacks säi Projet no där zweeter Kéier nobessere muss? Wann dat sech esou erausstelle géif, wäert Dir bereet, Här Minister, fir d'Texter nozebesseren?

Dir hutt eis gesot gehat, elo kuerz, et wären nach net vill Projeten era fir déi éischt Enveloppe (veuillez lire: fir déi éischt Enveloppe vun den Investitiounen), déi am Fréijoer d'nächst Joer soll ausbezuelt ginn, mä dat wäert menger Meenung no net esou bleiwe bis dohinner an et wär jo och net onbedéngt den Zweck vun der Saach. Si bei deene Projeten, vun deenen Dir gesot hutt, datt der net vill era wären, sinn dat déi grouss Projeten oder sinn d'Investissementer ënner 150.000 Euro do och mat derbäigerechent? Well dat mécht méiglecherweis eng ganz grouss Differenz.

Eng grouss Ongewëssheet ass also inhärent zu dësem neien an immens komplizéierte Selektiounsregimm, deen awer net op déi do Manéier vun der EU virgeschriwwen ass. Et ass eng grouss Portioun Aléatoire dran an dat féiert zu Ongerechtegkeeten ënnereneen. Zesumme mat dem enorme prozeduralen Opwand an den A-priori-Käschte sinn dat alles Laaschte fir de Secteur.

Bei de Berodungsmoduller am Wäibau, wëssen déi zoustänneg Organisatiounen do schonn, wou se dru si mam neie System vun den Ofrechnungen? Well et däerf net sinn, datt soss d'Berodung ofhuele misst an der Qualitéit an am Volumen. Dat wär genau dat falscht Zeechen.

Och muss ee bedaueren, datt et heibäi keng Gläichstellung gëtt op alle Pläng op der Musel. Heiansdo, oder déi meescht Kéiere gëtt et 80% do bäi, et gëtt awer beim Ëmstellen 100%. An de Bio, dee kritt jo awer op anere Bäihëllefen och nach bei der Ëmstellung bäi, an et ass och ganz richteg esou, datt en et bei aneren nach kritt (veuillez lire: datt en dobäi nach aner Subside kritt).

Ech hunn dann och nach eng Fro zu der Landschaftsfleegeprimm, well do muss ee sech d'Fro stellen: Wéi vill ass an der Landschaftsfleegeprimm herno Kontroll a wéi vill ass Fleeg? D'CSV pocht drop, datt d'Kontrollen dem Prinzip vun der Proportionalitéit ënnerleien. Maacht kee Kontrollstat aus eisem Land!

Mir schwätzen dovun, fir d'Dynamik, déi an de Wäibaubetriber stécht, ze ënnerstëtzen. Allerdéngs kréien d'Wënzerbetriber nach ëmmer méi Steng an d'Féiss geluecht vusäite vum Ëmweltministère, Stéchwuert: Aussidelen a Grénzonen. D'Problematik ass bekannt, awer dat ass an der Lescht nach méi schlëmm ginn.

Méi wéi véier Méint laang, et ass leider wouer, ass keen Tëlefon opgehuewe ginn am Ministère vun der zoustänneger Persoun, wann d'Leit no hirem Projet froe wollten, se huet och net zréckgeruff, obschonn déi ëmmer nei Oploen all berücksichtegt gi ware vun deenen, déi investéiere wollten. Sou sinn zwee Joer Waarden op eng Entscheedung vun der Ministesch leider Realitéit. An dat kann dach net sinn! Dat ass einfach ze laang: Dat ass net nëmme keng Planungssécherheet, mä et sinn am Fall vun enger neier Wënzerkellerei och nach finanziell Aboussen, wann den neien Hierscht net kann an den neie Keller gläich geluecht ginn. Net fir näischt hat d'Martine Hansen eng Motioun abruecht gehat, fir de Screening vun dëse Prozeduren an Démarchen ze maachen.

D'Madamm Ëmweltminister war virdrun hei. Et wär flott gewiescht, wa se eis elo gläich hei hätt kënnen Elementer vun Äntwerte ginn op eis Interventiounen, well mer hunn nach e puer Froen.

Well ech kommen och net derlaanscht, e Wuert iwwert de Grünschnitt aus de Wéngerten ze soen, en Dauerbrenner, deen awer schwéier um Secteur, op der ganzer Landwirtschaft souwisou, laascht.

Beim Aushae vun engem Wéngert - an dat ass net dacks de Fall, déi Quantitéit däerft der Kaz also wierklech kee Bockel maachen -, beim Aushaen also mussen elo d'Schenkele schwéierfälleg aus dem Stéck eraustransportéiert ginn. Mä déi vun der Regierung versprache Léisung ass nach net do. Se huet dat fir de Moment emol op d'Gemengen ofgewälzt a wëllt anscheinend elo eng Etüd maachen, fir de Volumen erauszefannen, deen ufale géif, fir dann ze wëssen, wéi eng Infrastrukture gebraucht géife ginn. D'Reglement huet d'Regierung awer de 15. Dezember 2015 geholl. Dat gëtt elo e Joer.

Dat Ganzt bedeit nees zousätzlechen Opwand an zousätzlech Käschten. Dann heescht et ëmmer aus de landwirtschaftleche Verwaltungen, d'Baueren an d'Wënzer missten den Aarbechtsopwand berücksichtegen a sech net iwwerhuelen!

An dobäi seet all Berodung: „Wéinst de Schädlinge soll verbrannt ginn." Elo wär dat anscheinend weiderhi méiglech. Allerdéngs muss fir d'Éischt de Fierschter gefrot ginn. Awer ech weess net, wéi hien dat am Wéngert beuerteele kann. Hei ginn onnéideg Verbueter, awer keng Léisunge bruecht.De Sonndeg, Här Minister, Dir waart derbäi, hunn d'Jongbaueren an d'Jongwënzer e Virschlag gemaach. Dofir misst awer de Gréngschnëtt als Offall nees entklasséiert ginn, fir datt eng Ausnamegeneemegung géif kënnen erausgoen. Vläicht ass dat emol eng éischt Léisung. Ech mengen awer, datt et nach vill méi wäit kéint a misst goen dofir.Här Minister, setzt Iech, wann ech gelift, a bei Äre Kolleegen! Oder soll de Wënzer e puer Mettwurschte matbréngen a se iwwert d'Feier halen, fir ze grillen, well dat geet jo!

E staarkt Stéck - oder soll ech soen: en décken Hond? - schéngt elo nach derbäizekommen. Den Trester däerf anscheinend elo nach just mat Geneemegung vum Ëmweltministère ausgefouert, also an de Wéngert eragefouert ginn. Eenzel Betriber hätten elo kuerz esou e Bréif vum Environnementsministère kritt. Den Trester gëtt da sécher als Offall gekuckt, an den Transport misst da vum Environnement geneemegt ginn.

Mä wat fält hinnen dann nach an, fir ze kujenéieren? Wat soll dat? Wëssen déi iwwerhaapt, wat Trester ass? Bürokratie puer! Et ass am Fong net ze gleewen. A mir wëllen d'Land vun de kuerze Weeër an dem Entrepreneurship sinn! A so mir emol een, firwat just am Secteur primaire d'Hecken net méi a Kasteform däerfe geschnidde ginn, mä datt d'éffentlech Servicer vu Stat a Gemengen dat awer nach däerfe maachen!

Ech wëll op dëser Plaz och nach eng Kéier widderhuelen, wat ech virdru gesot hunn: datt ech et iwwerflësseg fannen, den Ofstand zu den Naturschutzzone Meter fir Meter ofzegoen a festzeleeën. Deen neie System, wann en dann esou gëtt, wéi an der Äntwert (veuillez lire: an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro) stoung, wär komplizéiert, wann et och besser ass, datt et keng 20 Meter méi sinn. Mä muss dann elo de Wënzer mat der Kartéierung an der Hand um Trakter fueren? Net jiddwereen huet e GPS-Équipement a soll et och net mussen onbedéngt hunn, et soll keen Zwang sinn, dat ze hunn. An eng minimal, eng minimal mä konstant Distanz géif hei d'Affär vëlleg maachen.

Firwat ass dat dann net méiglech? Ass dat der Regierung hiert „Einfach Lëtzebuerg"? Dir wëllt hei per force profitéieren, fir e prinzipiellt Verbuet anzeféieren, fäerten ech. Dat sinn alles keng Regelen, fir de Jonke Loscht op d'Betribsiwwernam ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Regëster vun de staatleche Verwaltungen a Regelen nach e puer Bemierkungen.

Bis elo sinn d'Akzisen um Wäin an um Crémant op null gewiescht. D'CSV hofft, datt dat och esou bleift. An deem Moment géif d'Regierung gutt drun doen, datt net fir en Taux d'accise null nees op eemol erëm Beamte virun de Kellereie stinn, fir d'Fläschen an de Keller zielen ze goen, ee Resultat, wat egal wéi null ass. Och dat ass am Beräich vum Verwaltungsopwand net néideg a kann do mat besserer Aarbecht bestéckt ginn.

Stéchwuert Akzisen: Et war jo elo viru genau engem Joer eng éffentlech Consultatioun vun der EU-Kommissioun eriwwergaangen iwwert „d'Revisioun vun der Legislatioun iwwert d'Struktur vun den Droit d'accises op Alkohol an alkoholesch Getränker". Et schéngt esou, wéi wann d'Taux réduits net a Fro gestallt wären, mä et kéinten awer eventuell gewëssen aner Ännerungen un där Direktiv envisagéiert ginn, méiglecherweis minimaler Natur. Mä, Här Minister, ech denken, d'Regierung, souwuel Ären zoustännege Kolleeg wéi och Dir selwer, sollt déi Saach am A behalen!

E Wuert nach zur TVA, déi eropgaangen ass um Wäin an der Restauratioun 2014 op den alkoholesche Getränker, domadder natierlech um Wäin an der Restauratioun. De Finanzminister huet mir deemools op meng Fro geäntwert gehat, den Impakt kéint een nach net soen, well d'Gesetz nach net do wär. Et wär also nach net méiglech, fir méi am Detail op meng Froe kënnen ze äntwerten.

Elo ass d'Gesetz jo do. A well jo eng Relation causale an der Äntwert hiergestallt ginn ass: Kann d'Regierung eis da wann ech gelift den Impakt elo soen, oder awer op d'mannst spéider noreechen, well dat och net Ären Zoustännegkeetsberäich ass, Här Minister? Mä par la tangente mussen déi Froen hei natierlech och matgeholl ginn, well de Wäibau ass deen eenzege Secteur, deen iwwert dëse Wee zweemol ënner TVA-Erhéijungen huet misse leiden: bei sech selwer, wéi jiddwereen, awer och datt et nach en aneren Taux (veuillez lire: Taux réduit) ginn ass, an zweetens och nach eng Kéier an der Restauratioun. Ech mengen, et ass keen anere Secteur ginn, wou dat de Fall war an dee sech dat huet misse gefale loossen!

Mir hoffen och, datt et am Beräich vum Ofwaasser a vum Trub bei verstännege Léisunge bleift.

Mir begréissen, datt d'Steierreform den Abattement fir nei Investissementer vun de Baueren- a Wënzerbetriber eropsetzt. Dat ass sécherlech eng positiv Moossnam, fir déi, déi Steiere bezuelen.

Et bleift nach eng lescht Fro: Här Minister, stëmmt et, datt den aktuelle System, fir d'Hierschtleit unzemellen, dee gutt funktionéiert huet, geännert géif ginn? Ass do eppes am Tube? A wa jo, wéi gedenkt Dir do ze reagéieren, fir ze hëllefen? Well ech mengen, dat do war eng Vereinfachung, déi wichteg war, déi funktionéiert huet an déi awer all Garantie gebueden huet, déi do néideg huet misse sinn an déi och néideg ass.

Här Minister, bei dëse villen a villfältege Froen a Problemer, déi sech de Wënzer stellen, wëll ech zwou Bemierkunge maachen.

Dat Éischt ass: Et sinn Assises agricoles gehale ginn, firwat keng Assises viticoles?

Zweetens: Et ass dohier wichteg, datt d'Wënzer e permanenten direkten Uspriechpartner hunn, an dat ass d'Wäibaustatioun, den Institut vitivinicole.Dat ass eng Verwaltung, déi no bei de Wënzer ass. A puncto Berodung fir déi wäibaulech Aspekter ass an deene leschte gutt zéng Joer vill op d'Bee gesat gi vum Institut. Dat muss een ënnersträichen. Mä et muss een natierlech nach ëmmer no méi striewen.

Et ass wichteg, datt den Uspriechpartner no de Regele vun der Proximitéit funktionéiert, fir sech auszetauschen, fir nozefroen a fir nozelauschteren - heiansdo och an allen Téin, dat ass richteg. Dem Institut a senge Mataarbechter hir Roll wëll ech dofir extra ervirhiewen. D'Statioun ass ëmmer méi zu engem Centre de compétence fir d'Musel ginn. Et wär gutt, wa si och eng Zort Guichet unique kéint sinn, wou d'Musel sech hiwende kann, fir all Froen am Zesummenhang mat anere Verwaltungen ze stellen. D'Wäibaustatioun muss dofir d'Ulafplaz sinn, als natierlechen Interlocuteur vun de Wënzer, dee se ass.

Mäin drëtte Volet, Dir Dammen an Dir Hären, geet op Ofsaz a Vermaartung an, well et ass kloer, de Wäi muss verkaaft ginn, och gedronk ginn, soss ass d'Aarbecht am Wéngert an am Keller fir näischt gemaach an dann huet de Wënzer keen Akommes.

Ofsaz a Verkaf kënnen haut net méi ouni Promotiounsustrengunge geschéien. Zanter zéng Joer ass et bestänneg manner Wäi ginn, zanter zéng Joer ass bestänneg manner Wäi gewuess hei am Land. Awer dëst Joer ass et es am allermannste ginn. De Wënzer huet manner fir ze verkafen an also manner Akommes. An et ass illusoresch ze mengen, hei zu Lëtzebuerg an an engem globaliséierte Maart kéint een dann d'Präisser eropschrauwen. Esou funktionéiert d'Gesetz vun Ugebuet an Nofro net am Wäibau, wuel nach ni. Vläicht leider, mä et ass esou. D'Präisstruktur vun de Lëtzebuerger Wënzer ass do dergéint allerdéngs ganz transparent, wat iwwregens esou e System (veuillez lire e System vu Präiserhéijung) nach manner erméiglecht.

Et ass also manner gewuess, et ass also manner erakomm, a parallell dozou ass de Konsum vu Lëtzebuerger Wäin nach erofgaangen, trotz där immens héijer Qualitéit, déi de Lëtzebuerger Wäin iwwert déi lescht 20, 25 Joer kritt huet. An domadder huet de Wënzer zweemol Aboussen. Scho méi laang ass de Konsum vun auslännesche Wäiner méi héich wéi dee vum Lëtzebuerger Wäin hei zu Lëtzebuerg. Mä dat ass bedéngt doduerjer, datt et de rouden an de wäisse Wäin an aner Wäiprodukter sinn, déi do mat dra gezielt sinn.

D'Situatioun am Konsum ass awer dramatesch ginn, wéi virun dräi Joer Statistiken nodréiglech gewisen hunn, datt méi auslännesche wäisse Wäin hei am Land konsuméiert ginn ass wéi Lëtzebuerger Wäin, wéi Lëtzebuerger Wäin insgesamt, also a fortiori och dee Lëtzebuerger wäisse Wäin. Deen Trend ass dat Joer duerno nach vill méi an d'Luucht gaangen, wat natierlech dramatesch ass. Et gëtt also ëmmer manner Lëtzebuerger Wäin zu Lëtzebuerg verkaaft, an dobäi geet eis Bevëlkerungszuel bestänneg erop. Dat heescht, de Lëtzebuerger Wäibau profitéiert net dovunner. Et muss also eppes gemaach ginn, fir datt déi Tendenz ka renverséiert ginn.

D'Vermaartungsetüd, déi amgaangen ass, ass dofir net vu Muttwëll. Si soll eigentlech scho fäerdeg sinn, mä si ass nach net - anerer soen: „nach ëmmer net" - eraus. De Minister huet eis gesot, dat wär, well d'Leit vum Terrain vill matgeschafft hätten a sech déi dräi Gruppementer vun der Musel abruecht hätten.

Et wär ze begréissen, wann dat esou wär. An et muss ee soen, et muss och dorobber higeschafft ginn! De Moment ass kruzial. Do ass et wichteg, datt sech zesummen agesat gëtt an zesummegesat gëtt an un engem Strang gezu gëtt. Et muss eng gemeinsam Aktioun ginn. Et muss eng gemeinsam Duerstellung vum Wäiland Lëtzebuerg ginn, fir datt mir Opmierksamkeet op d'Existéiere vu Lëtzebuerger Wäi kréien. An dohier muss eng iwwergräifend Strategie an dës Marketingetüd drakommen, wat net verhënnert, datt et och nach spezifesch Sträng ënnendrënner kënne ginn, selbstverständlech, ob jee no Gruppement oder no e puer anere Kritären. Mä déi global Ausriichtung misst iwwergräifend a gemeinsam sinn!

Och ouni datt d'Etüd ewell do ass - mä méiglecherweis kréie mer jo och soss nach d'Geleeënheet, emol doriwwer ze schwätzen -, wëll ech awer hei e puer Saachen zur Vermaartung a Promotioun soen.

D'Zilgruppe vun enger Marketingstrategie mussen definéiert ginn. Hei am Land mussen dat verstäerkt eis auslännesch Matbierger sinn, egal ob - an do ginn et natierlech méi Sträng -, egal ob et der sinn, déi scho méi laang hei am Land wunnen, oder der sinn, déi vläicht just viru Kuerzem oder net ganz laang heihinnerkommen. Wéi eng Schicht a wéi een Deel et och ëmmer ass, mir mussen ufänken, mëttlerweil, hinnen emol bekannt ze maachen, datt et zu Lëtzebuerg Wäi gëtt! Mir mussen et hikréien, eist Wäiland als aussergewéinlech an exotesch duerzestellen. Mat dat klengst Wäibaugebitt ze sinn, dat muss dach unzéien!

Och déi méi jonk Generatioune musse mer unzéien, musse mer, wa se Wäin drénken, op de Lëtzebuerger Wäi kréien. Et muss een dem Lëtzebuerger Wäin och genuch Modernitéitstouch ginn, fir datt si en attraktiv fannen. Well erstaunlecherweis ass et esou, datt hei am Land mëttlerweil net méi jiddweree weess, datt et op der Musel Wéngerte ginn an datt also hei am Land Wäi wiisst, Wäin hiergestallt gëtt an och ka konsuméiert ginn.

An dobäi hu mer esou vill Atouten a Virdeeler vun eisem Wäin! Ech sinn iwwerzeegt - och d'Madamm Loschetter ass där Meenung: Mir hunn Authentizitéit; Proximitéit mat kuerze Circuiten a regionaler Produktioun, also nobäi an nohalteg: Et kennt een d'Hierstellungsbedéngungen an aller Transparenz. Dat sinn also lauter Virdeeler, op déi mer kënne setzen, déi anerer eis net kënnen nomaachen.

Et mussen och eng verstäerkt Zesummenaarbecht an Aktioune gi mat der Restauratioun an der Horesca. Ze dacks fënnt een net méi vill Lëtzebuerger Wäiner an de Restauranten an an de Caféen. D'Sommeliere kennen eis Wäiner kaum oder guer net méi.

Am Tourismus muss de Genossfacteur Wäin a Crémant vollwäerteg matagebonne ginn. Den Önotourismus ass haut just eng Ënnerkategorie vun der nationaler Tourismusstrategie. Mä ech denken, dat kann een ëmdréien an den Atout vun deem enge fir deen anere mat eranhuelen.

D'Grënn, fir den Tourist op Lëtzebuerg ze kréien, kënne vill méi staark mat dem Genéisse verbonne ginn: Topwäiner a -gastronomie zu Lëtzebuerg, vill Plazen, wou ee sech wuel ka fillen, Lëtzebuerg net nëmmen als Wäiland, mä och Lëtzebuerg als Genéisserland vermaarten. Dat, mengen ech, wär eppes, wat an eng Gesamtstrategie och vum Tourismus misst kënnen eragoen an och deem Secteur weiderhëllefe kann, a souwisou dem Wäibausecteur hëlleft.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Da muss de Wäimusée zu Éinen zu engem Wäinhaus fir Touristen am Miselerland ginn, déi Ulafplaz, wou d'Touriste wëllen higoen, wa se sech wëllen iwwert de Wäibau informéieren op eng méi museal a méi eng kulturhistoresch Aart a Weis. D'CSV steet zu dësem Projet. Si hat en initiéiert, mä en ass laang ënnert de Spuerzwang gefall. Elo kann et jo da virugoen. Bâtiments publics wäre mat geännerte Pläng ënnerwee. A fir datt e Musée unzitt, muss en déi richteg Balance vu wäibaulechen, önologeschen, organolepteschen an och kulturgeschichtlechen Elementer bidden, déi en Tourist sech erwaart. Wa Kongresstouristen derbäikommen, ass dat e ganz positivt Zeechen.

Niewent dem Zilgruppen-Definéiere muss ee sécher och op e puer Zillänner oder -stied sech konzentréieren, soss ginn d'Mëttelen net duer.

Ech sinn a bleiwen der Meenung, datt eise Maart direkt virun der Dier läit, an eisen Nopeschlänner. D'Belsch bleift eisen éischten Exportmaart. Holland ass verschwindend geréng ginn am Konsum vu Lëtzebuerger Wäiner, wat soss net esou war; awer et ass och e ganz schwierege Maart gi vun de Präisser hier. Däitschland schéngt en interessante Maart ze sinn.

An natierlech muss d'Vermaartungsstrategie op héich Qualitéit vun de Lëtzebuerger Wäiner opgebaut ginn. Alles aneres ass zu Lëtzebuerg mat sengen héije Produktiounskäschte souwisou net dran.

D'AOP kann e Bestanddeel dovunner sinn als Garant vun der Qualitéit vun eise Wäiner, awer net als Haaptmerkmal vun enger Promotiounscampagne. Do muss d'Produkt als solches an de Vierdergrond gesat ginn an op d'Existenz vum Produkt a vun der produzéierender Regioun opmierksam gemaach ginn, am Créneau vum exotesche Produzent, dem klengste Wäibauland wäit a breet.

Mä duerch déi rezent Situatioun, denken ech, Dir Dammen an Dir Hären, muss een och ganz nei Weeër goen, fir Promotioun ze maachen. Een dovunner ass wuel 2013 scho vun der CSV - vum Raymond Weydert - virgedroe gewiescht ginn: fir zu Bréissel eng Maison du vin opzemaachen. Meng Fro wär dozou: Wéi ass et heimadder? Dat misst jo och an der Regierung hir Tourismus- an Imagepromotioun eragoen.

Ech sinn iwwerhaapt der Meenung, datt Lëtzebuerg méi Präsenz an der Belsch weise misst a vill méi visibel misst ginn, op villen Terrainen, wat den Tourismus ubelaangt, wat de Konsum vu Lëtzebuerger Produkter ubelaangt, an nach a ganz villen anere Punkten, well mir schaffe vill mat der Belsch zesummen an nach ëmmer komme si vill heihinner.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presidentin, datt de Lëtzebuerger Wäin och säin eegene Maart virun der Hausdier nees nei eruewere muss. Vun haut aus gekuckt wär eng Ulafplaz, fir eng Schlupp Lëtzebuerger Wäin hei an der Stad ze degustéieren - zwanglos an ouni Kafzwang, awer mat Kafméiglechkeet, an ouni all Kéiers e ganzt Glas mussen ze drénken, zum Beispill och zesumme mat anere regionale Produkter oder nationale Produktiounen aus dem Land -, mat dem demografesche Wandel an der zouhuelender Zuel vun auslännesche Matbierger méi néideg, wéi nach virun e puer Joer. An et wäert sech nach ëmmer méi séier wandelen, dat, mengen ech, wësse mer.

Esou eng intersektoriell Struktur, esou eng Ulafplaz, esou en Haus, esou eng Initiativ hei an der Stad, firwat net als PPP, gëtt, fäerten ech, also ëmmer méi néideg. An et ass dofir och néideg, datt d'ëffentlech Hand do eng Hand matupaakt.

Et géif natierlech nach eng Alternativ ginn, falls dat hei als ze komplizéiert ofgemaach géif ginn: Här Minister, zu Lissabon gëtt - einfach esou - permanent d'Degustatioun vu portugisesche Wäiner ugebueden am Sëtz vum Landwirtschafts- a Wäibauministère. Soss maacht et einfach esou!

An dofir, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dozou eng Motioun déposéieren. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les vins luxembourgeois sont des vins de haute qualité;

- vu l'impact du secteur viti-vinicole dans les domaines économique, touristique et culturel, dans la région mosellane et au-delà;

- constatant que la consommation au Luxembourg de vins blancs étrangers vient, pour la première fois, de dépasser la consommation de vins blancs luxembourgeois, ce qui est alarmant;

- estimant que beaucoup de consommateurs font leur choix du vin en raison de la renommée du terroir et concluant qu'il faut dès lors promouvoir la région mosellane entière;

- vu que l'Appellation d'origine protégée (AOP) - Moselle luxembourgeoise - constitue un garant de la qualité des vins luxembourgeois;

- alors qu'il convient de reprendre les efforts dans le domaine du tourisme et de la restauration au Luxembourg;

- et qu'il échet de faire connaître l'existence des vins et crémants luxembourgeois auprès des concitoyens étrangers autant que de reconquérir la population indigène en les convainquant de la qualité supérieure des produits vinicoles luxembourgeois;

- rappelant par ailleurs que la Belgique est depuis des décennies le pays voisin vers lequel le plus de vins et crémants luxembourgeois sont exportés;

invite le Gouvernement

- à élaborer, en collaboration avec tous les acteurs concernés, une nouvelle stratégie commune de marketing et à finaliser l'étude de commercialisation qui est en cours;

- à veiller à ce que la nouvelle stratégie de marketing attire l'attention des consommateurs sur l'existence d'une production de vins et crémants au Luxembourg, et sur son côté exotique par le fait qu'il s'agit d'un des plus petits pays producteur de vin;

- à capter l'attention des consommateurs par la haute qualité du vin luxembourgeois, la régionalité du terroir et la proximité des producteurs, ainsi que la grande diversité des produits sur un tel petit territoire en production;

- à rappeler ou apprendre aux résidents établis ou venant s'établir au Luxembourg l'existence de vins indigènes de qualité;

- à renforcer la promotion des vins luxembourgeois sur les marchés étrangers notamment limitrophes;

- à considérer l'idée d'établir une Maison des vins et des produits du terroir dans notre capitale, dans laquelle à la fois les touristes et les résidents pourront prendre connaissance du et déguster le niveau qualitatif élevé des crus luxembourgeois ainsi que d'autres produits régionaux et nationaux, le cas échéant sous forme de PPP;

- à relancer notamment au moyen de campagnes de promotion les exportations de vins luxembourgeois vers la Belgique, leur premier marché d'exportation, et en ouvrant à Bruxelles une Maison du vin du Luxembourg, le cas échéant combiné à d'autres produits et productions de notre pays.

(s.) Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch.

Déi Motioun steet natierlech och op fir jiddwereen, dee se nach wëllt mat ënnerstëtzen. D'CSV huet se eragereecht, mä selbstverständlech si mir och frou fir all aner Ënnerstëtzung am Interessi vum Wäibausecteur.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, um Internet gëtt et e Wäiblog, en däitschen, dee schreift: „Heute ist Luxemburg in den Nachbarländern noch immer nicht wirklich für seinen Wein bekannt. Doch das Resultat kann sich wirklich sehen lassen. Man sagt zwar immer, dass im Großherzogtum alles teuer sei. Dies gilt aber nicht für den Luxemburger Wein. Im Allgemeinen kann man in Luxemburg nämlich einen sehr guten Riesling für 9 Euro kaufen, den deutsche Winzer für mindestens 12 verschachern würden. Aus diesem Grund ist es auch wenig verwunderlich, dass immer öfter luxemburgische Flaschen bei internationalen Wettbewerben Medaillen gewinnen."

Zum Crémant seet en: „Dazu ist der Crémant nie wirklich teuer. Die meisten Winzer bieten ihn bereits für weniger als 9 bis 12 Euro an, was eigentlich viel zu günstig ist." An da seet en: „Wer in Luxemburg zu…", an dann nennt en iergendeng Mark aus engem Prosecco-Gebitt, „…greift, der ist selbst schuld." Wat brauch een eigentlech do nach méi ze soen?

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Mir kënnen dozou nach just soen, datt mer de Wäibau sollen ënnerstëtzen hei am Land, fir en ze erhalen. Well och d'Wäikultur ass e Stéck Kultur vun deem Land. An et feelt hei net u Kreativitéit. Et feelt net um Schaffen, et feelt net um Asaz an och net un de Feieren, dat wësse mer. Dofir ass jo hei heiansdo, denken ech, e bësse Laachen ënnerwee mat opkomm.

Façonnéiere kënnen am Aklang mat der Natur, schaffe mat schafe verbannen, grouss Kulturlandschaften ënnerhalen, säi „palais", dat heescht den „Gaumen" natierlech verwinnen an domat nach vill Ambiance an „décke Gas" verbannen: Eigentlech ass et e wonnerbare Beruff, dee vill Wënzer gär mat Leif a Séil an Häerzblutt ausüben, an déi un hire Wéngerten an un hirem Produkt hänken, mat Dynamik, Iddien, Innovatioun a Kreativitéit druginn, an dat zur Freed och vum Konsument! A fir d'Atmosphär ass dann och mat gesuergt. Loosse mer se net hänken! Et ass d'Aufgab vun der Politik, fir Veronsécherung a Beonrouegung entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Modert. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Meng Virriednerin huet elo just gesot, de Wäibau wär e Stéck Kultur vun eisem Land. Ech kann hir do nëmme bäiflichten, dat stëmmt och! An d'Fro ass och direkt hannendrun ze stellen: Wat wär d'Musel ouni Wäin? Duerfir ass et och gutt, datt mir eis haut mat deem Volet beschäftegen. Ech soen och der Madamm Modert Merci fir hir Initiativ, dës Interpellatioun unzefroen. Dat gëtt eis dann och haut d'Geleeënheet, fir emol erëm eng Kéier iwwer e wichtege Bestanddeel och vun der Lëtzebuerger Ekonomie ze schwätzen, wat oft ënnerschätzt gëtt. An duerfir ass et och gutt, datt mer eis, wéi gesot, méi am Detail domat auserneesetzen.

Fir d'Demokratesch Partei ass dat heiten e Sujet, deen net nëmmen haut, net nëmme gëschter, mä scho virgëschter ëmmer vu ganz grousser Wichtegkeet war. Dat erkläert och, firwat datt ech haut net nëmmen eleng zu deem Sujet hei schwätzen, mä datt och mäi Frënd an Ostdeputéierte Gilles Baum, dee jo nach vill méi no bei der Problematik ass, herno wäert och nach Positioun bezéien, fir datt mer kënne wa méiglech all Facettë vun deem ganz interessanten Domän beliichten.

Ech wëll mech hei just op zwee Haaptpunkten limitéieren, éischtens emol: Wou steet de Wäibau haut, nom Akraafttriede vum Agrargesetz? Awer ech wëll och e bëssen deen ekologeschen Aspekt beliichte vum Wäibau, wéi en haut praktizéiert gëtt.

Vläicht aleedend eng kuerz Beschreiwung vum Lëtzebuerger Wäibau: 1938 hate mer 965 ha, wou Wäi produzéiert gouf, 1990 waren dat der 1.314, 2015 1.250. Mir stellen och e gewëssene Réckgang an deene leschte 25 Joer fest. Zum Beispill 1970 goufen nach 242.000 hl Wäin hei zu Lëtzebuerg produzéiert, 2015 nach just 110.694. De Rivaner läit iwwregens ganz staark virum Auxerrois a virum Pinot blanc. 2016, dat sinn elo déi éischt Chifferen, déi elo bekannt goufen, ouni wéi gesot d'Spätleser, den Äiswäin, do komme mer op 84.700 hl, dat sinn awer nëmmen 71% vun enger normaler Récolte.

Op der Musel hu mer jo de Moment och, kann ee soen, fënnef Kategorië vu Wäibierger: Dat geet vu Flaachlag bis zur Terrass.

Leider ass ee Fakt eis bekannt, an d'Virriednerin ass och zu Recht schonn drop agaangen, dat ass den Ofsaz: Mir hunn do Problemer, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, wat ee bedauere muss! Ech soen dat ganz éierlech, et ass wierklech zum Deel net nozevollzéien, datt souguer d'Lëtzebuerger Konsumente selwer oft éischter den Trend hunn, d'Tendenz hu vläicht, fir auslännesche Wäin ze drénken. Dir hutt eng Rei Ursaachen opgezielt, déi stëmmen. Mä et ass awer ze bedaueren. Do läit also nach muncht Potenzial.

Dann natierlech hu mer d'Konkurrenz mam auslännesche Wäin. Mir hunn och d'Problemer, wat den Export ubelaangt. Mä wéi gesot, de Gilles Baum wäert do nach méi am Detail drop zréckkommen.

Dann däerf een natierlech och net ignoréieren, datt d'Erofsetze vum Alkoholstaux vun 0,8 op 0,5 viru Jore mat Sécherheet net onbedéngt eng positiv Wierkung hat op de Konsum vum Wäin. Eppes ass ganz kloer an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens: Un der Qualitéit vum Lëtzebuerger Wäi feelt et mat Sécherheet net! Mir hunn exzellent Wäiner. Dat soen ech net einfach esou. Mä dat kann een och roueg haart dobausse soen, och wann dat net ëmmer esou bekannt ass. Duerfir musse mer eben nach eng besser Promotioun maachen.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt am Budget 2017, deen zwar nach net gestëmmt ass, mä wou ech awer dovun ausginn, datt mer e wäerte stëmmen, ënner anerem e Kreditt virgesinn ass vun 159.000 Euro, fir en neie Stand ze kreéieren, dee mer op de Foirë kënne weisen. Elo kann ee soen, dat wär nëmmen eng kleng Initiativ, mä et ass awer keng onwichteg. Dat wëllt op alle Fall ënnersträichen, datt mer mussen offensiv no baussen de Lëtzebuerger Wäi verkafen an insgesamt vläicht den Tourismus op der Musel nach méi positiv duerstellen. Well Tourismus heescht och automatesch méi Konsum vu Lëtzebuerger Wäin.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn den 12. Mee hei dat neit Agrargesetz gestëmmt. Do waren eng ganz Rei wichteg Neierungen och fir de Wäibau dran. Vläicht ass dat munchmol e bësselchen ënnergaangen, well sech méi konzentréiert ginn ass - dat ass awer elo net schlecht gemengt, beileiwen net! - op d'Landwirtschaft. Mä et goufen awer och ganz vill nei Mesurë fir de Wäibau.

Natierlech, déi Selektiounskritären, déi stinn am Mëttelpunkt vun deem Agrargesetz. Den 1. Mäerz d'nächst Joer wäert dat éischt Ausschlussverfahren da kommen. D'Projete gi jo de Punkten no klasséiert. Ech wëll dat elo net nach eng Kéier am Detail hei ernimmen. Mä déi, déi an der Matière dra sinn, wëssen, wat dat alles bedéngt.

Ech wëll awer just nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt zum Beispill awer och e Wënzer, dee bei der AOP matmécht, en Urecht huet op e Plus vun zéng Punkten. Dann, de Plaffong fir d'Maschinnen ass jo op 100.000 Euro fixéiert. Besonnesch, wat awer interessant ass och fir d'Wënzer, datt jo nach eng Kéier kann dat ëm 100.000 Euro majoréiert gi beim Kaf vu Maschinnen, déi a Penten am Wäibau agesat ginn. Da sinn och Investitiounen am Keller a Maschinneschapp mat 40% subventionéiert. Fréier waren dat, wéi gesot, nëmme 35%.

An trotzdeem huet een e bëssen d'Gefill, a mäi Kolleeg Gilles Baum an ech hate selbstverständlech ganz vill Gespréicher am Virfeld vun der Interpellatioun hei gefouert, datt e gewëssene Klärungsbedarf nach besteet. Et wier also vläicht net vu Muttwëll, wann een nach eng Kéier géif méi geziilt, nach méi genau am Milieu erklären, wat, wéi gesot, elo d'Konsequenze vun dem Agrargesetz sinn a wéi et virun allem och muss richteg ugewannt ginn.

Eppes ass sécher, dat ass, datt awer och den Akzent am Gesetz op déi jonk Wënzer geluecht ginn ass. Et ass wichteg. Mir wëssen, datt leider net schrecklech vill jonk Leit bereet sinn, vläicht deen interessante Beruff ze ergräifen. Mä dowéinst ass d'Politik gefuerdert, fir e Kader ze setzen, datt dat awer méiglech ass. An ech wëll och drop hiweisen, datt jo Investitioune fir déi Jonk virun allem vun engem Top-up vu 15% och begleet sinn.

Dann ass d'Berodung e ganz wesentlechen Aspekt. An do muss een awer soen, datt hei wierklech enorm vill Efforte gemaach ginn. Ech weisen drop hin, datt zum Beispill am Wäibau 2,5, also zwee an en hallwe Beroder virgesi sinn, ee bei Vinsmoselle, ee beim Privatwënzer an en hallwe beim Institut fir biologesch Landwirtschaft.

Da muss een awer och drop hiweisen hei, virdrun ass schonn de Rôle vum IVV, vum Institut viti-vinicole luewenswäerterweis richtegerweis ervirgehuewe ginn, datt jo och do de Wënzer awer ganz vill Hëllef ugebuede kritt an dat jo awer och ganz flott ass.

Entre-temps si jo och schonn eng Rei Publikatiounen am Mémorial gemaach ginn, wat eenzel groussherzoglech Reglementer ubelaangt. Et sinn der nach eng Partie ënnerwee, si beim Conseil d'État, anerer si scho praktesch fäerdeg. Mä ech ginn dovun aus, datt den Här Minister eis do vill méi genee Indikatiounen nach ka ginn. Ee wichtegt Reglement, wat, wéi gesot, och praktesch virun dem Ofschloss steet, dat ass och dat iwwert d'Subside fir d'Neiuplanzung vun de Wéngerten.

Ech géif perséinlech dem Minister vläicht mat op de Wee ginn, datt een no engem Joer eng Kéier sech géif zesummesetzen, emol e Bilan géif maachen, wat dat neit Agrargesetz besonnesch fir de Wënzer bruecht huet, fir ze kucken, wou d'Stäerkte leien, wou d'Schwächte leien, fir, wéi gesot, da mam Milieu och de Kontakt nach weider ze fleegen.

Eppes ass ze bedaueren, an de Minister huet dat och an eiser leschter Sitzung nach eng Kéier confirméiert, datt op EU-Niveau am Fong geholl de Wäibau net genuch thematiséiert gëtt an datt deen net ëmmer esou zur Geltung kënnt an deene Reuniounen, wéi dat och misst sinn. Zum Beispill och, et si jo elo Studie gemaach ginn iwwert déi Handelsofkommessen, déi geplangt respektiv an der Diskussioun sinn, mä de Wäibau gëtt do, kann ee soen, bal praktesch ignoréiert.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wäibau huet natierlech mat enger ganzer Rei vu Problemer hei ze kämpfen. Ech wëll virun allem op déi Aspekter agoen, déi natierlech elo virun allem de Wënzer ze schafe maachen. Dat sinn eng Rei vu Krankheeten. Ech denken un de Peronospora, den Oïdium oder de Botrytis.

An et ass jo virun allem de Peronospora, also de falsche Mehltau, iwwert dee mer jo och scho munchmol hei diskutéiert hunn an deen och dëst Joer fir ganz vill Schued gesuergt huet. Eenzel Leit soen eis, datt do en Ausfall vu bal bis zu 100% festzestellen ass.

Et muss een awer och hei ënnersträichen, datt dat awer keng Inzidenzen op d'Qualitéit vum Wäin huet. Déi Krankheet, wéi gesot, déi 1878 aus Nordamerika importéiert ginn ass, huet sech besonnesch dëst Joer staark bemierkbar gemaach no dem staarke Ree vum 30. Mee. An dunn ass dee Fléau am Fong geholl richteg op der Musel ausgebrach. An et ass awer, wéi gesot, gutt, datt mer awer do, oder d'Wënzer virun allem gutt vun der Wäibaustatioun encadréiert sinn, datt se och déi néideg Hëllef kru-

ten. An dat och selbstverständlech vun der ASTA.

Dat ass natierlech och eng Konsequenz vum Klimawandel, dee Sujet, dee mer virun annerhallwer Stonn hei diskutéiert hunn. Et ass natierlech och d'Konsequenz vu vill méi Nidderschléi. Och do, d'Spezialiste vum LIST soen eis jo, datt mer eis leider mussen an Zukunft nach vill méi op esou Phenomeener astellen. Doweinst ass d'Fuerschung och an Zukunft hei gefuerdert. De Wäibau ass jo de Moment an zwee Fuerschungsprojeten och implizéiert, engersäits iwwert den Afloss vum Terroir op de Wäin an anerersäits e Projet fir d'Reduktioun vu Planzeschutzmëttel.

Virdrun ass dann och iwwert déi sougenannte Piwien hei geschwat ginn. Ech mengen, effektiv, et muss gekuckt ginn: Wéi kënne mer Zorten uplanzen, déi méi resistent sinn?

Ech wëll drop hiweisen, datt an der Champagne och Moossname geholl gi sinn, Etüde gemaach ginn. Wéi kënne mer méi pilzfräi Zorten an Zukunft och vläicht hei zu Lëtzebuerg uplanzen? An d'Fuerscher vum Institut Geisenheim sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat déi eenzeg Léisung och fir d'Zukunft ass, fir eben, wéi gesot, verstäerkt op déi Zorten iwwerzegoen. Natierlech muss een och kucken, wéi d'Räsonanz ass beim Konsument. Dat ass jo dat, wat awer och virrangeg ass. Wann de Konsument natierlech net usprécht op déi Zorten, dann huet et natierlech och kee Sënn, dat unzeplanzen.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'groussherzoglecht Reglement vum 26. November 2014 dat jo erlaabt. Et gëtt engersäits e Cabernet blanc vum Schwäizer Riewenziichter Valentin Blattner. An da gëtt et dernieft och nach de Johanniter. Do mussen och manner Pestiziden agesat ginn. Och dat däerf een natierlech hei net ënnerschätzen. An esou Versich lafe jo de Moment och um Niveau vum Institut viti-vinicole. Natierlech, wa mer nei Wéngerten uplanzen, da geet dat jo och net vun haut op muer, an dat kascht jo awer och ronn 30.000 Euro den Hektar, an dat ass och net näischt.

Vläicht dann nach kuerz en anere Problem. Dat ass den Esca, dee Virus, deen, wéi gesot, de Wënzer och scho méi laang bekannt ass. An och dëst Joer hat deen zougeschloen, kann ee soen, mat Ausfäll bis zu 50%, wat natierlech ganz problematesch ass.

Ech wëll dann och nach kuerz op d'Pestiziden am Wäibau insgesamt agoen an op d'Landschaftsfleegeprimm hiweisen. Wéi gesot, déi Wënzer, déi an Zukunft manner där phytopharmazeutesch Produite benotzen, komme jo dann och an de Genoss vu sougenannte Subventiounen. Am ale Programm, do waren u sech manner wéi 15% Hangneigung do ausgeschloss. Dat ass jo elo net méi de Fall. Da gëtt et jo och véier Optiounen an där neier Landschaftsfleegeprimm, ënner anerem, wéi gesot, Wéngerten, déi komplett op Herbiziden géife verzichten.

Evident ass natierlech, datt, wann een dee Programm als Wënzer matmécht, een och gewësse Contrainten da muss akzeptéieren. Ech denken zum Beispill hei un d'Cross Compliance.

Vläicht eng lescht Remarque dann och zum Biowäibau, wou mer als Demokratesch Partei awer och der Meenung sinn also, datt do awer och nach vill Potenzial ass. Mir hu jo de Moment zéng Betriber mat ronn 50 Hektar. Do läit also nach e gewëssent Potenzial.

Wat jiddefalls ze bedaueren ass, ass, datt mer op europäeschem Niveau do net déi néideg Ënnerstëtzung hunn. Ech mengen, de Minister Etgen huet och do scho versicht, déi Interesse méi staark ze vertrieden. Mä de Problem ass natierlech, datt virun allem déi Länner aus dem Süde vun Europa éischter do dergéint sinn, well si eben do eng aner Approche hunn an de Kaliumphosphonat, dee bei eis hei gebraucht gëtt, net bei hinne muss genotzt ginn. Bei hinne geet et duer, wa Koffer gebraucht gëtt.

Mir sinn duerfir der Meenung, datt awer op deem Niveau vun dem Biowäibau nach mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn.

E Wuert dann nach zum Ertragsausfall vun dësem Joer. Dat ass zum Deel och op de Spéitfrascht zréckzeféieren, op déi Nuecht virun allem vum 24. op de 25. Abrëll. Jiddefalls déi Betriber, déi verséchert waren, goufen iwwert d'Assurancen indemniséiert. Ech wëll awer och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt jo awer och de Stat dozou 65% bäidréit.

Voilà, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuerger Wäibau huet et ouni Zweifel de Moment net einfach. Ech mengen awer, contrairement zu deem, wat een hätt kënne virdrun erausspieren, datt awer dës Regierung sech där Problematik bewosst ass, datt dës Regierung scho ganz vill Efforte gemaach huet. Sécherlech sinn nach eng Rei Verbesserungen unzestriewen, besonnesch, wéi gesot, bei der Problematik vum Helikopter an dem Verbrenne vun organeschem Offall. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Dat wäert mäi Kolleeg Gilles Baum nach herno och maachen.

An deem Sënn, wéi gesot, wäerte mir als Demokratesch Partei och an Zukunft versichen, déi beschtméiglech Moossnamen ze huelen, fir datt de Lëtzebuerger Wäibau nach wie vor eng geséchert Zukunft huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Tess Burton. Muselfestival!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Bon, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, och ech si ganz frou, esou wéi meng Virriedner, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, eis eng Kéier méi am Detail mam Wäibau ze beschäftegen, dee soss oft nëmmen am Zesummenhang mat der Landwirtschaft esou hallef mat ugeschwat gëtt.

Sou een Débat kënnt och zu engem gudde Moment, well mer um Enn vun engem Joer stinn, wat grad fir d'Wënzer ganz ausserguéinlech Konditiounen an Erausfuerderunge mat sech bruecht huet. Engersäits goufen eng Rei Gebuertsdeeg gefeiert, déi ënnersträichen, dass de Wäibau zu Lëtzebuerg eng laang Traditioun a vill Erfollegsgeschichte kennt. Anerersäits war dat Joer gepräägt vu Verännerungen, déi eis bewosst maachen, dass en traditionelle Secteur nëmme ka bestoen, wann e fäeg ass, sech unzepassen. An deem Sënn hu mer hei an der Chamber legislativ Mesurë gestëmmt oder begleet.

Déi offensichtlechst Verännerunge betreffen awer d'Wiederkonditiounen, déi dëst Joer fir d'Wënzer ganz besonnesch schwiereg waren. De Frascht, deen am Abrëll nach eemol zréckkomm ass, huet op ronn 350 Hektar Wéngerten zolidd Schued hannerlooss. Plazeweis gouf et en Totalverloscht. Am fréie Summer huet et du wochelaang gereent, soudass de Pilzbefall sech a ville Wéngerte konnt ausbreeden. Am Resultat kréie mer gesot, dass den Ertrag vun der Quantitéit hier gekuckt ronn en Drëttel ënnert deem läit, wat normal ass. Zum Gléck waren d'Wiederkonditiounen am August a September besser, soudass d'Qualitéit vun den Drauwen dëst Joer awer ganz gutt ass.

Wa mer eis d'Resultat vun deem Joer genau ukucken, hält dat eis eng Rei Fakte virun Aen, déi och fir d'Zukunft am Wäibau zu Lëtzebuerg eng Roll spillen. D'Wënzer investéiere laangfristeg a sinn all Joer Risiken ausgesat, op déi se keen Afloss hunn. Dat war nach ëmmer esou. Mä mir mussen domat rechnen, dass extrem Wiederphenomeener méi heefeg ginn an de Wiederrisiko fir d'Wënzer méi grouss gëtt. Mir gesinn doriwwer eraus, dass déi saisonal Wiederverhältnisser, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn, ännere. Dat bedeit, dass den Nidderschlag sech anescht iwwert d'Joer verdeelt, bedeit och, dass mer mat aneren Zorte vu Krankheeten a Schädlingen an eise Regioune musse rechne wéi fréier.

Dës Risike sinn onvermeidlech. An dofir ass et wichteg, dass d'Wënzer an engem gewëssene Mooss géint dës Risike verséchert sinn. Et ass dofir eng gutt Saach, dass de Stat d'Wënzer ënnerstëtzt, fir sech ze assuréieren, a bis zu 65% zum Schued kann indemniséieren. Mengen Informatiounen no goufen dëst Joer op deem Wee 2,1 Milliounen Euro fir den Ausfall duerch de Spéitfrascht un d'Wënzer ausbezuelt, wat jo awer substanziell ass.

Mä d'Wiederkonditioune sinn net déi eenzeg Verännerungen, un déi d'Wënzer sech mussen upassen. Eis Gesetzer am Ëmweltschutz sinn an de leschte Jore méi prezis a méi streng ginn. Dat ass keng politesch Willkür. Mir gesi ganz einfach, dass déi Aart a Weis, wéi mer iwwer Jorzéngte mat eisen natierleche Ressourcen ëmgaange sinn, dozou gefouert huet, dass eben dës Ressourcen haut an engem schlechten Zoustand sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Wa mer net ëmdenken a méi nohalteg wirtschaften, sti se eis iergendwann guer net méi zur Verfügung. Och déi Veränderung huet e groussen Impakt op d'Aarbecht am Wéngert, wou et net nëmmen drëms geet, eng méiglechst gutt Produktivitéit ze hunn, mä och d'Buedemqualitéit ze verbesseren, d'Erosioun ze stoppen an d'Waasserqualitéit net duerch den Asaz vu Pestiziden an Düngemëttel ze belaaschten.

Grad am Beräich vun de Pestizide musse seriö Efforte gemaach ginn. Engersäits mussen d'Quantitéiten, déi versprëtzt ginn, esou staark reduzéiert gi wéi méiglech, an anerersäits muss gekuckt ginn, dass déi Mëttelen zum Asaz kommen, déi am mannste Schued maachen. Do ass eng enk Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an de Wënzer noutwendeg.

Op där enger Säit brauch ee Verständnis fir d'Schwieregkeeten, mat deenen d'Wënzer an hire Wéngerte mussen eens ginn. Op där anerer Säit brauche mer awer och d'Bereetschaft, fir mat op dee Wee ze goen, fir d'Pestiziden ze reduzéieren.

An deem Kontext wollt ech de Minister froen, wéi d'Situatioun vum Sprëtzhelikopter de Moment ausgesäit. Hei hoffen d'Wënzer weiderhin, dass d'Distanz an den Naturschutzgebidder nach emol zesumme mam Ëmweltministère diskutéiert gëtt an dass eng Léisung fonnt gëtt.

Eng weider Erausfuerderung fir de Wënzer läit dann natierlech am Verkaf vu sengem Produkt. An do steet en a Konkurrenz mat Wënzer aus der ganzer Welt, déi zum Deel ënner ganz anere Bedéngunge produzéieren. Konkurrenz huet en net nëmmen duerch aner Wënzer, mä och vun alle méigleche Gedrénkszorten, déi emol méi, emol manner a Moud sinn. D'Konsumgewunnechte vun de Leit sinn an deem Sënn esou onberechenbar wéi de Klimawandel.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech hu vill vun de Problemer geschwat, mat deenen d'Wënzer ze kämpfen hunn. Et gëtt awer och Léisungen. D'Wënzer hu Méiglechkeeten, fir sech neien Erausfuerderungen ze stellen. A si hu Méiglechkeeten, fir negativ Tendenzen ze beaflossen.

De Stat kann a muss se ënnerstëtzen, fir sech u Verännerungen unzepassen an duerch eng gutt Vermaartung eng stabill Nisch fir déi exzellent Lëtzebuerger Wäiner ze garantéieren. Nëmmen esou kann d'Iwwerliewe vun dësem wichtege Secteur garantéiert ginn. Wann dat eis geléngt, bleift et weiderhin attraktiv, fir Wënzer ze sinn, a mir brauchen eis keng Suergen ze maachen, dass jonk Leit esou Betriber net méi wéilte weiderféieren.

Wa mer vu Léisunge schwätzen, kënne mer aus den Erfahrunge vun dësem Joer léieren, awer och aus de Schwieregkeeten aus vergaangene Joren. Wann een de Bilan am Detail zitt, da gesäit een, dass eenzel Wënzer méi Pech hate wéi anerer. Et bleift egal wéi ëmmer en Deel Chance derbäi, ob een e gutt Joer huet oder net. Et gëtt awer och sécher Wënzer, déi besser opgestallt waren, fir d'Problemer ze bewältegen, déi besser Strategien haten oder besser geschafft hunn. An do ass et wichteg, permanent ze kucken, wie méi erfollegräich ass a firwat. Nëmmen esou kënnen déi vill zitéiert Best Practices op de ganze Secteur iwwerdroe ginn. Nëmmen esou kann een aus den Erfahrunge vun deem anere léieren.

Iwwert d'Joer gekuckt, gesäit een dann, wat fir eng Aarbechtsmethoden déi bescht Resultater brengen, wat fir eng Drauwenzorten, zum Beispill, méi resistent sinn. Et kann een d'Fro beäntwerten, ob nei Zorten, déi méi ufälleg si wéi anerer, esou gutt bei de Konsumenten ukommen, dass sech de Risiko rentéiert.

E wichtege Bäitrag heizou leescht den Institut viti-vinicole, deen entspriechend Tester mécht a Pilotprojete begleet. Bon, dat ass alles net nei. Ech wëll domadder betounen, dass grad an Zäiten, wou et vill Verännerunge gëtt, eng fundéiert Ausbildung, Weiderbildung a Berodung vun de Wënzer wichteg ass an eng entscheedend Roll fir hir Zukunft spillt. Dat ass en Effort, deen ëmmer erëm nei gemaach muss ginn a wou ee sech net op senge Lorbeere kann ausrouen. Deen Effort muss och konsequent vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Ganz positiv ass an deem Sënn, dass hautzudaags vill jonk Leit, déi de Betrib vun hiren Eltere wëllen iwwerhuelen, hir Ausbildung am Ausland maachen. Si profitéieren engersäits vun den Erfahrungen, déi se aus dem Familljebetrib kennen, anerersäits brénge si aus dem Ausland nei Iddie mat.

Nach d'lescht Woch huet e Wënzerbetrib, deen och am Handel täteg ass, säin honnertsten Anniversaire gefeiert. De Betrib gëtt haut vun der drëtter an der véierter Generatioun zesumme gefouert. Dat ass just ee Beispill vun enger Famill, déi iwwer Generatiounen de Courage hat, sech ëmmer erëm un d'Erausfuerderungen am Wäibau unzepassen. Si hunn op dës Manéier Aarbechtsplaze geschafen an zum Wuelstand an zur Kultur vun eisem Land bäigedroen. An dëst ass net en eemolegt Beispill vun enger Wënzerfamill, mä där gëtt et méi, wou d'Elteren hir Passioun un hir Kanner weiderginn hunn an d'Kanner haut houfreg sinn, hire Familljebetrib kënne weiderzeféieren. An dës Succession muss de Stat och an allen Hisiichten ënnerstëtzen, well et dee richtege Wee ass.

Déi staatlech Hëllef zitt sech iwwert de gesamte Spektrum vun der Aarbecht vun de Wënzer: vun der Aarbecht am Wéngert iwwert d'Investitiounsstrategie bis hin zur Vermaartung. De Kader fir all dës Hëllefe setzt d'Agrargesetz. De Feintuning gëtt iwwer groussherzoglech Reglementer gemaach.

Wéi mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, war net am Detail ofzegesinn, wéi déi exakt Auswierkungen dovun um Terrain wieren. An dat léisst sech wuel och net maachen. Ëmsou méi wichteg ass et, dass de Ministère e Monitoring mécht, fir sécher ze sinn, dass d'Hëllefe vum Stat hiren Zweck erfëllen an optimal agesat ginn. Et ass keng Blamage, wann een an engem changéierenden Ëmfeld mierkt, dass dat net esou leeft. Wat gebraucht gëtt, ass en oppent Ouer, fir Feelentwécklunge fréi ze bemierken, a Flexibilitéit, fir drop ze reagéieren an néideg Ajustementer ze maachen.

Effikass staatlech Mesuren, dat heescht net, dass all Betriber d'selwecht musse fonctionnéieren, mä verschidde Betribsmodeller mussen eng optimal Berodung kréien. Si musse kënnen ofschätzen, wat fir eng Investitioune sech rentéieren a wat déi optimal Gréisst fir hire Betrib ass, well méi grouss ass net automatesch besser. Si mussen Hëllefe kënnen notzen, ouni ze vill e groussen Deel vun hirer Aarbecht mat administrativen Aufgaben ze verbréngen. A si mussen um Marché hir Nisch fannen, wou se e gläichméissegen Ofsaz vun hirer Produktioun hunn.

Et gëtt Modeller, déi, uewerflächlech gekuckt, am Moment besser fonctionnéiere wéi anerer. Eng gutt Berodung erméiglecht et dem eenzelne Wënzer, ze verstoen, firwat dat esou ass, a selwer ze décidéieren, wat hien dovu kann iwwerhuelen. Well net alles léisst sech vun engem Betrib op deen aneren iwwerdroen.

Sou entwéckelt de Biowäibau sech ganz positiv. Et gëtt an deem Beräich och nach Potenzial, a Wënzer, déi wëllen ëmstellen, mussen ënnerstëtzt ginn. Et kann trotzdeem net all Wënzer op eng Bioproduktioun ëmstellen. Mä aus den Erfahrungen, déi d'Biowënzer mat hiren Aarbechtsmethode maachen, kann awer och de konventionelle Secteur léieren an eenzel Saachen iwwerhuelen.

En anere ganz offensichtlechen Ënnerscheed an der Strategie gëtt et tëschent de Genossenschaftswënzer an de Privatwënzer. Ëmmer erëm kann een héieren a liesen, dass d'Privatwënzer manner Problemer hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi d'Genossenschaftswënzer. Bei deenen enge gëtt et och manner Problemer, en Nofolleger am Betrib ze fannen, wéi bei deenen aneren. Dat bedeit net, dass de Modell vun enger Genossenschaft net méi zäitgemëiss wier. Et heescht awer, dass d'Genossenschaftswënzer eenzel Strategië mussen iwwerdenken an zum Deel aus den Erfahrunge vun de Privatwënzer kënne léieren.

Vill Diskussioune gëtt et do iwwert déi produzéiert Quantitéit an ëm d'Präisgestaltung. Dat gemeinsamt Zil vun alle Wënzer ass et, sech u verännert Konsumgewunnechten unzepassen. De Pro-Kapp-Konsum vum Wäi läit mat ronn 50 Liter am Joer ëmmer nach zimlech héich. Allerdéngs geet den Undeel u Lëtzebuerger Wäisswäiner zréck.

Elo kéint ee mengen, dass de Bevëlkerungswuesstum dat géif ausgläichen. Mä esou einfach ass et net. Déi Leit, déi bäikommen, kennen eis Wäiner net. Fir dass si eis gutt Produkter kennen a schätze léieren, brauche mer eng professionell Vermaartung, déi dës Leit geziilt usprécht. Vu dass ëmmer erëm nei Leit op Lëtzebuerg kommen, ass dat e laangfristegen Effort, wou et net mat eenzelnen Aktiounen duergeet.

D'Privatwënzer, d'Genossenschaft an de Wäinhandel brauchen also eng gemeinsam Kommunikatiounsstrategie fir d'Vermaartung vun der Musel an de Lëtzebuerger Wäiner. An der Vergaangenheet huet dat net ëmmer esou gutt geklappt an och haut sinn nach net all Differenzen iwwerwonnen. De Fonds de solidarité viticole hat jo emol eng Commission de promotion des vins et crémants du Luxembourg mat an d'Liewe geruff. Haut gëtt et se net méi. Mä en Deel vun der Aarbecht gëtt vum Fonds awer weidergefouert.

Des Weidere gesäit d'Agrargesetz vir, dass d'Wënzer bis zu 80% bei hirem Marketing ënnerstëtzt ginn. Mä d'Viraussetzung heifir ass, dass eng gemeinsam Vermaartungsstrategie um Dësch läit.

An deem Kontext wéilt ech de Minister froen, wou mer mat der Marketingetüd iwwert d'Vermaartung vun de Lëtzebuerger Wäiner dru sinn, iwwert déi scho laang geschwat gëtt, well déi sollt jo d'Grondlag fir eng nei Strategie sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, an der Vergaangenheet hunn d'Wënzer et duerchaus fäerdegbruecht, sech un nei Konsumgewunnechten unzepassen. E Beispill, dat ganz vill Succès hat, ass de Lëtzebuerger Crémant. Dee mécht haut ronn e Véirel vun der Gesamtproduktioun aus. De 25. Jubiläum war eng flott Geleeënheet, fir ze ënnersträichen, dass Innovatioune sech mëttel- a laangfristeg lounen.

Mir hunn eis och ganz gutt ugepasst un de Phenomeen, dass manner Wäi gedronk gëtt am Alldag, generell awer méi op Qualitéit gekuckt gëtt. Déi ganz einfach Dëschwäiner sinn deemno manner gefrot.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Zënter Jore maache Wënzer mat Erfolleg Efforten, fir héich Qualitéit ze produzéieren. An de Schwéierpunkt läit net méi esou op der Quantitéit. Hate mer am Joer ´99, 2000 nach eng Produktioun vun 184.000 Hektoliter, sou waren et der dëst Joer nach just 110.000. Dat ass net nëmmen d'Resultat vun de Wiederkonditiounen, mä generell en Trend zu Lëtzebuerg, deen esou gewollt ass.

Gläichzäiteg ass den Undeel u Spëtzewäiner gestigen. An déi kommen och iwwerall gutt un. Dat gesäit een net nëmmen un de Medailen, déi d'Lëtzebuerger Wäiner am Ausland kréien, mä och um Verkaf, deen an deem Segment ganz gutt leeft. Nach virun zwou Woche sinn am Institut viti-vinicole zu Réimech eis Lëtzebuerger Wäiner a Crémanten, déi eng Auszeechnung am Guide Hachette kritt hunn, virgestallt ginn.

Et gëtt awer och d'Argument, dass besonnesch Netlëtzebuerger, déi un eis lokal Produkter net gebonne sinn, d'Präisser vun eise Wäiner oft ze héich fannen an een hinne misst entgéintkommen. Dat kann een duerchaus maachen. Och wann d'Lëtzebuerger Wäiner generell eng gutt Qualitéit hunn, esou gëtt et jo awer Ënnerscheeder an déi musse sech och am Präis erëmfannen. Et däerf awer kee Präisdumping bedriwwe ginn. Och déi niddreg Präissegmenter mussen dem Wënzer e korrekte Revenu erméiglechen. Dëse Problem héiert een oft bei de Genossenschaftswënzer, well de Präis, dee si fir hir Drauwe kréien, relativ niddreg ass an doduerch en Deel vun hinne finanziell Problemer huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dat ass net am Sënn vun de Wënzer. Sou iwwerzeegt een och net eng nei Clientèle, dass de Lëtzebuerger Wäin en héichwäertegt Produkt ass. Et ass kontraproduktiv, wa vill Efforten an d'Qualitéit vun eise Wäiner gestach ginn a se herno ënnert dem Wäert verkaaft ginn. Doriwwer eraus mussen d'Qualitéitsënnerscheeder fir e Laien un der Etikett erkennbar sinn. Mat der Aféierung vum AOP-System ass dat am Prinzip esou.

Et ass awer net kloer, wivill Leit dobausse wëssen, wat déi Klasséierung no „côtes de…", „coteaux de…" an „lieu-dit" bedeit. Et ass richteg, dass et bei enger Verännerung vun esou engem System ëmmer eng Zäit dauert, bis e sech etabléiert huet. Eng intensiv unhalend Kommunikatioun spillt do eng wichteg Roll. Et geet jo drëm, de Konsument a sengem Choix ze orientéieren. Dofir muss en déi Orientéierungshëllef och op den éischte Bléck kënne verstoen, wann en am Supermarché virun engem Regal mat Honnerte vu Wäiner steet.

Doriwwer eraus bedeit d'Aféierung vun der AOP-Klasséierung eng Ëmstellung fir d'Wënzer, déi vläicht net ëmmer ganz einfach ass. Hir Aarbecht am Wéngert gëtt doduerch awer opgewäert. Och dat muss een dobausse méi bekannt maachen.

Eng gutt Geleeënheet heifir bidden déi vill Veranstaltungen, déi d'Wënzer organiséieren, fir hire Wäin ze presentéieren. Egal ob dat déi sëlleche Wäifester op der Musel sinn oder d'Fête des Vins et Crémants an der Stad, eng Gebuertsdagsfeier, eng Foire oder eng Wäiprouf beim Wënzer, op all dëse Plaze gëtt et Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi gären e gudde Patt drénken, mä eis Wäiner net onbedéngt gutt kennen. Déi Geleeënheete muss een och an Zukunft schafen an notzen. Et ass oft schwéier, d'Gewunnechte vu Leit aus verschiddene Kulturen op een Nenner ze kréien. Mä wann et ee Beräich gëtt, wou de Virwëtz an d'Bereetschaft, eppes Neies auszeprobéieren, grouss ass, dann ass dat beim Iessen a beim Gedrénks.

Net zulescht gëtt et eng ganz positiv Relatioun tëschent dem Wäibau an dem Tourismus. D'Schéinheet vun der Musellandschaft an déi gutt Wäiner si staark Argumenter, déi d'Touristen op Lëtzebuerg zéien. D'Regierung ass sech däers bewosst. An d'Madamm Closener huet schonn e puermol betount, dass den Önotourismus eng Prioritéit ass. Ech wëll hei un dat rezent Meet-Luxembourg-Event erënneren, dat vun der Statssekretärin ufanks Septemberorganiséiert ginn ass. Dat war eng Initiativ, fir de Kongresstourismus hei zu Lëtzebuerg ze förderen. An och do stoung en Ausfluch op d'Musel op der Agenda, ganz am Gedanken, fir och deenen zukünftege Konferenztouristen, déi op Lëtzebuerg kommen, wärend hirem Openthalt eis schéi Regioun op der Musel ze weisen.

An deem Kontext sinn ech frou, dass et endlech virugeet mat de Pläng, fir e Centre moselan ze bauen, deen de Wäimusée zu Éinen ofléise soll. Mir schwätze schonn zanter Laangem dovun, ouni dass dat ëmgesat gëtt. Déi Pläng sinn elo adaptéiert ginn. An ech hoffen, dass dës Regierung et färdegbréngt, hei Neel mat Käpp ze maachen. E flotten, moderne Projet kéint zu engem zousätzlechen Attraktiounspunkt op der Musel ginn. Ech hoffen och, dass d'Efforten, fir d'Tourismusinitiativen am Oste besser ze bündelen a méi effikass ze maachen, sech am nächste Fënnefjoresplang fir den Tourismus erëmfanne wäerten.

Et wier einfach schued, déi Atouten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, net ze notzen. Déi schéi Landschaften an déi pittoresk Wënzerdierfer mat hiren Traditiounen a Fester zéien Touristen un. Dës Clientèle ass natierlech interesséiert u lokale Produkter, an de Wäin ass e ganz traditionelle Souvenir, deen ee vun enger Rees gäre fir sech selwer oder als Souvenir (veuillez lire: fir anerer) mathëlt. Wann deen da richteg schmaacht, ass dat eng exzellent Reklamm fir Lëtzebuerg a mir kommen domadder eisem Nation Branding och erëm e Stéck méi no.

Fir dass dat fonctionnéiert, mussen awer all Betraffen un engem Strang zéien. Hotelieren, Restaurateuren, d'Gemengen an de Stat mussen e gëeegent Emfeld schafen, fir dass de Wënzer mat senge Produkter eng Nisch ka fëllen, vun där all Akteur profitéiere kann.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no knapps dräi Joer, no dräi an engem hallwen, fënnt erëm eng Debatt iwwert de Wäibau hei an der Chamber statt. Och deemools hunn ech dat gesot, a wéi dat Traditioun ass, wëll ech dat awer och hei nach eng Kéier soen: Dass de Code de déontologie och fir mech zoutrëfft; net onbedéngt, dass ech en Interessekonflikt hunn, mä eng ganz grouss Verbonnenheet mat dem Wäibau hunn. Ech mengen, ech ginn net méi nach op meng familiär Geschicht an. Ech mengen, déi kennt Der, soudass ech direkt aginn op de Vif du sujet.

Virun dräianhallwe Joer hate mer déi Debatt. Deemools ass vun engem Majoritéitspolitiker vun der CSV, dem Här Weydert, och déi Orientéierungsdebatt ugefrot ginn. Haut gëtt da vun der CSV-Oppositiounsdeputéiert Madamm Modert eng Interpellatioun ugefrot. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob mer elo no dräi Joer erëm missten eng Debatt féieren, ob sech dann elo vill um Terrain geännert huet säitdeem. Et sief vläicht, dass d'Säite gewiesselt ginn, mä dat gëllt dann och natierlech fir mech: Wärend ech deemools an der Oppositioun geschwat hunn, schwätzen ech haut dann als Majoritéitsdeputéierten.

Mä ech mengen, wéi ech meng Ried dann nach eng Kéier nogelies hunn, kann ech awer behaapten, dass ech haut de gréissten Deel vun deem nach eng Kéier widderhuelen, wat ech och virun dräi an en hallwe Joer gesot hunn. An dat tréfft och nach ëmmer eent zu eent zou. Ech wäert och nach eng Kéier deen een oder deen anere Punkt vun deemools méi staark ervirgräifen.

Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, dass ech nach eng Kéier de Biowäin ervirhiewe wäert, well et och dëst Joer eng Erkenntnis ginn huet, déi ech Iech awer och wéilt matdeelen iwwer pilzresistent Zorten. D'Madamm Modert hat dat ugeschwat. Ech kennen och déi Zorten. Ech mengen, dass et nach ëmmer eng Alternativ ass. Och do muss een differenzéieren, wéi et dann zu där Kränkt komm ass. Menger Usiicht no kéinten déi pilzresistent Zorten an Zukunft nach ëmmer eng Alternativ, insbesondere an den niddrege Präissegmenter, duerstellen.

Parallelle kann een awer zéien zu där Debatt vu virun dräi Joer. Och do hu mer bei där Debatt op e ganz schlecht Wirtschaftsjoer 2012 zréckgekuckt, well och deemools gouf et eng ganz kleng Récolte am 2012er Wanter vu 85.000 Hektoliter, an haut, d'Zuel ass scho gesot ginn, 84.700, also praktesch identesch.

Och deemools konnte mer op eng gutt Qualitéit hiweisen. An och d'Récolte 2016 gesäit jo awer villverspriechend aus, soudass mer vun engem ganz gudde Joergang kënnen ausgoen. Dat weist awer och, wann d'Quantitéit och ofhëlt, dass d'Qualitéit net onbedéngt ofhëlt, mä dass mer eis mat anere Strategië mussen ausenanersetzen, dass mer och eben d'Wirtschaftlechkeet vun de Betriber kënnen asetzen.

D'berechtegt Fro stellt sech natierlech, wat sech säitdeem geännert huet. Et huet sech op deem Punkt a sech geännert, dass d'Agrargesetz haut en vigueur ass. Deemools war et zwar och schonn an Ausaarbechtung iwwert de PDR. Et sinn natierlech eng Rei Korrekture vun der neier Koalitioun mat erakomm, awer déi grouss Richtlinne waren och vu Bréissel schonn emol eng Kéier virgi ginn, soudass sech do net vill geännert huet.

Et huet sech natierlech och beim Reglement iwwert den Helikopter eppes geännert. Do wäert ech och herno kuerz drop agoen.

D'AOP ass endlech op d'Bee gestallt ginn, déi ass elo en vigueur. Et ass awer vläicht nach e bësse fréi, fir do schonn e Bilan kënnen ze zéien. Wichteg ass jiddefalls, dass d'Qualitéit an de Vierdergrond gestallt gouf.

An dann, et ass och scho vu menge Virriedner a Virriednerinne gesot ginn, dass d'Promotioun vun de Produkter natierlech ganz wichteg ass. Mä do muss een awer och erëm differenzéieren. An ech wëll et emol eng Kéier iwwerspëtzt soen: Wann een dräi Wënzer freet, wéi d'Promotioun soll ausgesinn, da kann ee liicht higehale ginn an dann op eemol véier Äntwerte kréien. Ech mengen, et ass e Marché, deen net esou evident ass, an ech kommen herno och drop zréck, firwat dat dann esou ass.

Dann huet d'Madamm Modert dräi Punkten nach zousätzlech derbäiginn, wéi d'ekonomesch Situatioun am Allgemengen. Ech wëll och do e puer Punkte soen, an och zur Zukunft vum Wäibau.

Iwwert déi administrativ Prozeduren, do kann een ëmmer erëm driwwer diskutéieren, ob se méi oder manner gi sinn. Ech wollt do a sech näischt groussaarteg derbäifügen.

Ech wëll awer d'Situatioun vum Wäibau oder am Biowäibau méi speziell dann ervirsträichen.

Här President, léif Kolleegen, ech wëll dann am Ufank éischter déi ekonomesch Situatioun eng Kéier beliichten, esou wéi ech et e bësse gesinn, awer och vill anerer. Et ass ganz kloer, an dat ass och wichteg, bei der ekonomescher Situatioun ass d'Ausriichtung ganz kloer - ech mengen, do si mer eis och hei eens bei der Ausriichtung -, dass d'Qualitéit dee Kritär an der Zukunft muss sinn, dass Qualitéit statt Quantitéit virsteet - Klasse statt Masse - an dass dat och an där AOP sech widderspigelt.

D'Notorietéit vum Lëtzebuerger Wäin, vum Crémant huet am Ausland ganz groussen Uklang mëttlerweil fonnt - dat ass och gutt esou, ech mengen, et ass virdrun och e Beispill scho genannt ginn -, insbesondere awer och duerch Vorzeigeprodukter oder Campagnen oder Wënzer, déi scho laang virdrun an déi Richtung gaange si vun der Qualitéit. Ech huelen d'Betriber, déi am „Domaine et Tradition" zesummegeschloss sinn, déi scho virun 20 Joer eng Hektarlimitatioun propagéiert hunn, fir a sech d'Qualitéit méi an de Vierdergrond ze stellen. Ech géif awer och gären déi Charta-Wäiner ervirsträichen, déi ebe mat där Notorietéit dobausse ganz gutt ukommen.

De Crémant ass och schonn eng Kéier genannt ginn. De Crémant, mengen ech, ass eng Success Story, déi et dozou bruecht huet, dass mer de Schampes duerchaus hei am Land verdrängt hunn. An e fënnt och ganz gudden Uklang bei der auslännescher Clientèle.

A wat ganz wichteg ass, dat ass, dass de Méiwäert fir de Wënzer ebe vill méi héich ass, well en och en exzellent Präis-Leeschtungs-Verhältnis duerstellt an dann och ebe méi vun der wirtschaftlecher Situatioun bei him doheem am Betrib iwwreg bleift.

Mir mussen awer oppassen, dass mer d'Qualitéit vun deem Produkt och weiderhin héichhalen an dass mer net ufänken, mat deem Produkt, wéi mer et deels mat anere Produkter schonn emol gemaach hunn, eng Braderie ze maachen an d'Präisser no ënnen ze dréien. Mir mussen d'Notorietéit vun deem Crémant héichhalen. An dofir musse mer och kucken, dass déi Präisser och an engem gewëssenen Niveau gehale ginn.

Wann ech d'ekonomesch Situatioun da méi genau analyséieren, ass et jo net onbedéngt vum Lëtzebuerger Produkt aus, wou dee grousse Problem ass, well en elo éiere sollt schlecht sinn! Mä et ass einfach, dass d'Konkurrenz - an dat ass scho gesot gi virdrun - aus dem noen Ausland an och vu méi wäit einfach do ass an dass mer eben an engem Segment musse Konkurrenz maachen, wou et net ganz einfach ass ze bestoen.

An dat ass eben am Präissegment vun der ënneschter Kategorie an der Qualitéit, mä einfach, wann ee seet, mir hunn déi Dëschwäiner wéi de Rivaner an den Elbling oder déi méi héichwäerteg ugesi Wäiner, d'Burgunder-Zorten an de Riesling; dann hu mer natierlech éischter den Drock nach ëmmer op der Rivaner-Säit.

An ech wëll d'Zuelen net all nennen, ech wëll awer just eng Zuel nennen, dat spigelt dann och d'Problematik e bëssen erëm, dat ass, dass ee Véirel vum Lëtzebuerger Areal nach ëmmer mat Rivaner-Drauwen ugeplanzt gëtt. An da kënnt nach derbäi, dass déi Produkter haaptsächlech am Ausland verdriwwe ginn, am Export, an dann natierlech am Ausland mat enger ganz anerer Konkurrenz mussen do eens ginn. Dat heescht, de Präisdrock ass do enorm héich.

An op der zweeter Plaz ass natierlech och net nëmmen den Drock vum auslännesche Wäin, mä d'Plus-value, déi mer mat deem Wäi maachen, ass natierlech net esou héich, wéi mer dat mat anere Wäiner maachen. An dofir bleift am Endeffekt net vill iwwreg. A wann een da kuckt, wien an deem Wäinsegment ënnerwee ass, sprécht gréisstendeels d'Genossenschaftswënzer, sprécht d'Vinsmoselle, sou kann ee sech virstellen, dass de wirtschaftlechen Drock natierlech vill méi grouss do ass, ouni dass ech elo hei genau Zuele vun der Genossenschaftskellerei hunn. Mä aus der Logik vun dem Produkt an der Konkurrenz ass et kloer, dass d'Problemer méi grouss ginn.

Wat de Privatwënzer ugeet, jo, ma deen huet éischtens eng ganz aner Palett vu Wäiner gréisstendeels. En huet Burgunder-Zorten, de Riesling. An zweetens ass en net esou präsent am Ausland. En huet nach d'Chance, dass en de gréissten Deel hei a Lëtzebuerg kann ofsetzen an doduerch deen Drock net esou grouss ass.

An en drëtte Partner op der Musel, ass och scho virdru gesot ginn, ass de Wäinhandel - dee spillt erëm an enger anerer Liga. Deen huet och d'Méiglechkeet, och mat importéiertem auslännesche Wäin oder Moscht hei Plusvaluen ze schafen, wat mer jo och an anere Wirtschaftszweiger maachen. Dat heescht, mir huelen auslännesche Wäin a maache Vins mousseux an e gëtt weiderveredelt a weiderverkaaft. Dat heescht, de Wäinhandel huet méi eng Flexibilitéit, soudass et fir deen och erëm anescht ass.

Dat heescht, wann een d'wirtschaftlech Situatioun vun der Musel analyséiert a vun deenen eenzelne Partner, esou muss een déi awer och ënnerschiddlech analyséieren an ënnerschiddlech beroden. Dat heescht, mir kënnen net alles iwwer ee Kamp hei zéien. Dofir sinn och konsequenterweis, wann d'Analyse richteg gemaach ginn, Secteur fir Secteur och aner Ufuerderunge gestallt, an de Strukturwandel muss da konsequenterweis och duerchgefouert ginn. Dat ka wéi doen. Et muss awer och endlech eng Kéier Faarf bekannt ginn, fir dass mer aus deem Dilemma do erauskommen!

Well dat ass déiselwecht Ried, déi mer virun dräi an engem hallwe Joer gehalen hunn! An ech ka mech erënneren un déi éischt Joren, wéi ech hei an der Chamber war a wéi mer iwwert déi dote Saach diskutéiert hunn: Och deemools hunn ech déiselwecht Aussoe gemaach. Dat heescht, mir sinn an deem Punkt - an dofir war meng Ufankskritik, dass mer all dräi Joer erëm eng nei Debatt maachen - net wierklech weiderkomm a mir dréien e bëssen an därselwechter Diskussiounsfro ronderëm.

An dofir ass et och, wat d'Promotioun ubelaangt, relativ komplizéiert, wéi déi da gestalt soll ginn, well ënnerschiddlech Erwaardunge vum Secteur op esou eng Promotioun ausgeriicht ginn. An dat mécht et natierlech net esou evident. Mä et ass wouer, an dat kann ech nëmmen ënnerstëtzen: Et gëtt Zäit, dass déi Etüd elo op den Dësch kënnt, dass gekuckt gëtt, wat se dann elo effektiv erausfonnt huet, an dass da gekuckt gëtt, awer selektiv no ënnerschiddleche Secteuren, fir dann déi néideg Promotioun hei am Inland - an dat ass och scho gesot ginn, dass d'Potenzial hei am Land ganz grouss ass -, awer och fir den Export ze maachen, fir d'Notorietéit dobausse méi bekannt ze maachen.

Meng Virriednerin huet dat scho gesot mam Nation Branding. Ech mengen, a Wirtschaftsmissiounen a wann een am Ausland iergendwou ënnerwee ass, mierkt een dat, déi maachen datselwecht. Firwat solle mir dann net och op deem Punkt méi verstäerkt dat maachen? Wann et deem enge Secteur da besser hëlleft, firwat net? Mä eppes bleift awer och kloer: Déi Moyenen, déi mer de Moment asetzen, déi mussen dann awer entspriechend ugepasst ginn, fir dann awer och cibléiert an och

richteg kënnen do déi Déngen ze maachen.

Da kommen ech eben zu deem Punkt, op deen ech extrem nach wollt zréckkommen, dat ass de Biowäibau. Ech mengen, d'Potenzial ass grouss hei am Land beim Konsument, mä beim Produzent ass en nach net ukomm. Ech mengen, mir hunn 3% vun der Fläch, déi e biologesche Wäin ubauen, awer de Konsument verlaangt haut schonn 10%. Dat heescht, do ass nach munches ze maachen.

Biologesche Wäibau kann och d'Zukunft sinn. An d'Landwirtschaft wäert sech missen upassen. Dat ass zu Marrakesch op der Klimakonferenz gesot ginn, dat steet an enger Rifkin-Etüd, dass de biologesche Landbau d'Zukunft ass, well en eben net déi Nodeeler mat sech bréngt wéi dee konventionellen, wat d'Emwelt an och d'Nohaltegkeet ubelaangt. Mä ech mengen, dass och d'Agrargesetz déi éischt Pisten opweist. Mir brauchen awer do kloer Messagen a Strategien, Zil- an Hëllefstellungen. Dofir mengen ech, dass en offensive biologeschen Aktiounsplang feelt. Dee muss opgeluecht ginn an nach e bësse méi staark no vir bruecht ginn.

Ech wëll dräi Punkten zum Schluss nach eng Kéier soen: ganz offensiv Ënnerscheeder maachen tëschent dem biologeschen an dem konventionelle Wäibau, ouni dee konventionelle wëlle schlechtzemaachen. Mä ech wëll einfach emol d'Virdeeler nach eng Kéier vum biologesche Wäibau - och an deem schlechte Joer, dat mer dëst Joer haten - ervirbréngen.

Potenzial, wéi gesot, ass do. D'Wäertschëpfung beim Betrib ass méi grouss. D'Aarbechtsplaze si méi héich qualifizéiert. Mir mussen do eben och am Önotourismus eppes maachen. Ëmweltbildung an Önotourismus, dat geet Hand an Hand an ass e grousse Virdeel. Dat ass deen éischte Grond.

Deen zweeten ass d'biologesch Villfalt, déi mer an d'Wéngerten erabruecht hunn iwwert de biologesche Wäibau. Viru 15 Joer si mer do deels nach belächelt ginn. Haut kënnt dat no an no och an de konventionellen eran. An dat ass e wichtegt Element, well et duerch eng besser Buedemanalys fir sech schwätzt.

An dann dat Drëtt, dat ass - hei ass vläicht eng grouss Differenz zu menger Virriednerin oder der Interpellantin, der Madamm Modert - iwwert d'Helikoptersprëtzen. Ech mengen, dëst Joer huet sech jo erausgeschielt, dass et net esou einfach war, dass awer och déi konventionell, systemesch wierkend Planzeschutzmëttel, déi chemesch-synthetesch hiergestallte Produkter net där Krankheet bäikomm sinn, aus ënnerschiddleche Grënn, wat ech och hei wéilt soen. D'Helikoptersprëtzung hat dëst Joer och hir Limitten - an ech gesinn do en Ënnerscheed zu deem, wat d'Madamm Modert gesot huet -, well se net, an dat ass meng Meenung, richteg agesat gouf.

Ech komme gläich zum Schluss, ech wëll just dat awer nach ganz kloer hei soen.

Am Contraire zum Helikopter mécht de biologesche Wäibau eng aner Behandlung, nämlech méi schnell, mat méi Waasser, méi kuerzen Intervallen a manner héich konzentréierten Dosen. An dat war de Virdeel vun dësem Joer, well mir hu manner -an eisem eegene Betrib - Verloschter wéi vill konventionell Betriber. Well den Helikopter dëst Joer falsch, och deels net gutt agesat gouf, ze mann Waasser, ze laang Intervallen an ze vill eng héich Konzentratioun, déi am Endeffekt net dat Néidegt dem Betrib bruecht hunn.

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Dat ass awer net iwwerall de Fall.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Fazit bleift fir mech ganz kloer, dass dem biologesche Wäibau d'Zukunft gehéiert. En huet extrem... insbesondere mat engem Wäin, deen ee mat Ëmweltbildung a villem ka kombinéieren. E wäert an Zukunft nach weider misse wuessen. An e bréngt dem Client, dem Produzent déi néideg Satisfaktioun, wann en e Patt drénkt.

Dofir soen ech Iech Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Däerf ech dem Här Kox eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech! Ech mengen, den Här Kox misst ganz flexibel sinn, well mir och flexibel mat him waren. Et ass un Iech.

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Merci. Ech wollt hie just froen - an et ass gutt, datt et an hirem Betrib dëst Joer gutt erlaanschtgaangen ass -: Hutt Dir Kenntnisser dovunner, wéi et an anere Biobetriber ass, ob déi och esou gutt do erauskomm sinn? Well bei de konventionellen ass et jo och esou, bei den integréierten: Déi eng hu keen oder wéineg Schued dovunnergedroen - ech mengen, jiddwereen huet e bësse Schued dovunnergedroe gehat, egal wéi, ob bio oder net - an anerer hunn es ganz vill gehat. Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, ech hu Kenntnisser, dat kann ee soen: Esou wéi bei de konventionelle sinn och bei verschiddene biologesche Betriber deels op Parzellen Totalausfäll. Näämlech och do, well deen Intervall net richteg agehale gouf. Ech mengen, mir si jo zesummen an engem Gruppement, wat d'Berodung ubelaangt, an dat ass e wichtegt Element vum Agrargesetz, dass d'Berodung nach vill méi cibléiert, nach méi no bei de Leit um Terrain muss geschéien, souwuel fir déi konventionell wéi och fir déi biologesch Betriber.

Well d'Feeler sinn oft, well se zwee, dräi Deeg ze spéit intervenéiert sinn. An dëst Joer war dat eben d'Katastroph. Derbäi ass komm - do ginn ech Iech recht -, dass och d'Wiedersituatioun, fir mat engem Trakter an de Wéngert eranzefueren, net gutt war. Mä dann ass et esou e Joergang, da muss een de Schlauch an d'Hand huelen an da muss ee seng Behandlung am Wéngert maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wollt d'Octavie Modert berouegen: Ech fannen net, datt et e Conflit d'intérêts huet. Am Konträr, et ass kee Feeler, wann een hei uewe steet an et schwätzt een iwwer eppes, wat ee kennt.

(Interruption par Mme Octavie Modert)

An ech muss ganz éierlech soen - et ass net, fir Blummen ze streeën -, et huet seelen e Riedner vun enger anerer Partei mer esou aus dem Häerz geschwat wéi Dir, Madamm Modert!

(Exclamations)

Ech mengen, mir hunn hei zwee grouss Themebléck, déi mer ugeschnidden hunn: Dat eent sinn d'Ramebedéngunge vun eisem Wäibau an dat anert sinn d'Vermaartungschancen. An iwwert d'Ramebedéngungen huet d'Octavie Modert hei Saache gesot, déi ganz, ganz richteg sinn, déi ech och am Alldag ëmmer erëm gesot kréie vu Concernéierten, net nëmmen aus der Wäiwirtschaft, och aus der Landwirtschaft an iwwerhaapt aus Betriber.

Wat hei gemaach ginn ass mat deem Gesetz, wat dës Regierung op de Wee bruecht huet: Et sinn nei Regelen, méi komplizéiert Regelen, méi aléatoire Regelen agefouert ginn, an dat fir esou e klengen an iwwerbléckbare Marché wéi de Wäibau! D'Octavie Modert huet gesot: „Passt op, datt mer eng Proportionalitéit behalen tëschent de Kontrollen." A si huet zitéiert: „Maacht kee Kontrollstat aus eisem Land!" An dat ass effektiv e Problem, deen ech hu mam Agrargesetz. Dat hu mer och deemools hei diskutéiert. Wann ee seet, an engem Bauerebetrib oder an engem Wënzerbetrib kënnen Dosende vu verschiddene Stellen Dag an Nuecht - d'Police judiciaire - Kontrollen duerchféieren, dat ass net normal!

Genausou wéineg ass et normal, wann hei Fäll zitéiert gi vu Leit, déi zwee Joer op eng Autorisatioun waarden. Dat ass net normal am Wäibau, dat ass awer och net normal um Bau, dat ass och net normal, wann et zum Beispill ëm eng Residenz (veuillez lire: eng Openthaltsgeneemegung) geet, déi en Auslänner freet. Dat ass einfach net normal! Mir kënnen all Konzepter vun Nation Branding vergiessen, wa mer déi dote Saachen net an de Gréff kréien an net endlech déi administrativ Hürden ofbauen!

An dann ass nach eppes gesot ginn, wat mer gutt gefall huet, dat ass: de Grünschnitt endlech als Offall ze entklasséieren. Mir hunn dat onsääglecht Gesetz vum 21. Mäerz 2012, wou mer aus all Objet, deen abandonnéiert ginn ass, Offall maachen. Souguer al Kleeder, déi gesammelt ginn a Containeren, sinn Offall! Fir déi Containeren opzestellen, brauch ech eng Geneemegung! Fir déi Containeren eidel ze maachen an deen „Offall" ze transportéieren, brauch ech eng Geneemegung. Fir déi al Kleeder ze stockéieren, brauch ech eng Geneemegung. Dat sinn dach administrativ Hürden, déi si mer net néideg!

Et huet och näischt mat EU-Recht ze dinn. An Däitschland zum Beispill ass Al-Kleeder-Sammlung eng einfach Deklaratioun. Entschëllegt mer dee klengen Exkurs an eng aner Welt wéi déi vum Wäin! Mä et ass mer agefall, wéi d'Octavie Modert gesot huet: „Wat fält hinnen nach an, fir eis ze kujenéieren?"

An dat ass genau dat Gefill, wat net nëmmen am Wäibau, mä a ganz ville Beräicher am Land virherrscht.

Loscht op e Betrib, „Trau Dech!", Een-Euro-Gesellschaften: Do ass wierklech d'Loscht op null gefall! Firwat sollt och nach e jonke Mënsch Loscht hunn, mat all deene Gesetzer, déi produzéiert ginn, mat ëmmer méi strofrechtleche Bestëmmungen? Wa mer Gesetzer hei um Instanzewee hunn, wéi dat neit Faillittegesetz, wou ee kann ugesicht ginn als Gérant oder als Administrateur vum Procureur, well ee Feeler gemaach huet an der Gestioun, eng Faute de gestion, soe mer och nach, et wier e grave Feeler! Wou komme mer hin, wa mer sans faute responsabel si fir d'TVA? Ech hunn elo matkritt, datt en Amendementsbréif gemaach ginn ass, wou elo gesot ginn ass: „schuldhafte Verletzung"! Mä wéini ass een net schuldhaft, wann ee Gelder, déi een encaisséiert, net virugëtt?

Et sinn alles Mesuren, déi net do sinn, fir Leit ze encouragéieren, fir aktiv ze ginn am Commerce, an der Landwirtschaft oder eben, wat mer haut diskutéieren, am Wäibau.

Et ass gesot gi vum Octavie Modert, ganz richteg, datt de Konsum vu Wäi ganz dramatesch gefall ass. Mä zum Deel ass dat jo och eng hausgemaache Kris. D'Horesca ass jo awer net midd ginn, drop hinzeweisen, a wéi enge schwieregen Dicher datt se stécht mat der Augmentatioun vun der TVA, mam Fëmmverbuet. Och d'Alkoholskontrolle sinn ernimmt gi vum Här Graas. Och dat ass richteg. Mä ech mengen, déi Haaptargumenter sinn awer d'Gemittlechkeet vum Beieneesëtzen, wat einfach net méi ginn ass. An dat ass ganz bestëmmt ee vun de grousse Feeler, déi mer hei maachen.

Wat d'Vermaartung ugeet, ech mengen, do huet den Här Kox - och hie kennt eppes vun deem, wouvun datt e schwätzt - magistral d'Exportgegebenheete vum Wäin erkläert. Jo, et ass wouer, ganz grouss Quantitéite vun net grad allerbeschtem Wäi mussen exportéiert ginn. Do geroden d'Präisser ënner Drock.

An deen zweete Problem ass, datt mer vun deenen exzellente Wäiner, datt mer vun deene ganz einfach ongenügend Quantitéite produzéieren! Ech hu profitéiert, wéi ech mat Luxembourg for Finance mam Här Gramegna a China war, fir vu mengem Liiblingswënzer e puer Fläsche Riesling matzehuelen. A mir hunn do Restaurateure getraff, déi ware begeeschtert. Déi ware begeeschtert! Déi hunn net gefrot: Wat kascht en? An och dat ass richteg: D'Präisser kéinte roueg eropgoen op absolutte Qualitéitswäiner. Si hu gefrot: Wivill 40-Fouss-Container kënnt Der pro Woch liwweren?

(Brouhaha)

An dat sinn 18.000 Fläschen an esou engem 40-Fouss-Container. An dat ass ganz genau, wou mer dann un eis Grenze stoussen.

Wat awer richteg ass, ass d'Vermaartung an engem Haus fir Wäin. Ech fannen, déi Iddi ass super. Et muss een allerdéngs soen, datt am Luxembourg House jo och haut scho verschidde Wäiner presentéiert ginn a verkaaft ginn, mä do kann ee vill méi wäit goen. Well effektiv ass de Wäin nieft ganz wéinegen anere Produkter - vläicht eise gudde Béier, verschidde Mëllech- a Fleeschprodukter, eis Wëllschwäinszoossiss -, mä et ass ee vun deene raren absolutt eenheemesche Qualitéitsprodukter. An duerfir fannen ech dat ganz richteg, eng Maison du vin ze maachen am Zentrum, fir dee Wäin dann och den Auslänner méi no ze bréngen. En huet dat verdéngt. En huet dat verdéngt! An dat kéint eng Maison des produits du terroir sinn, mä natierlech wier de Wäin do den Haaptpunkt.

An en anere ganz interessanten Usaz an der Motioun vun der CSV fannen ech, fir och an aneren Haaptstied esou Punkten opzemaachen, esou Haiser opzemaachen. Bréissel ass genannt ginn an der Motioun selwer. Mä firwat net och eng aner Haaptstad, wou ganz vill Wäikenner liewen, zum Beispill London? England ass contrairement zu deem, wat een heiansdo kéint mengen, en exzellenten Ofsazmaart fir qualitativ héichwäerteg auslännesch Wäiner.

An elo wëll ech net ophalen, ouni ze soen: Kommt, mir maachen och alleguerten eppes derfir! Et ass jo schéin, hei an der Chamber ëmmer ze soen, wéi mer de Secteur wëllen ënnerstëtzen. Den 2., 3. a 4. Dezember ass d'Fête vum Wäin a Crémant am Tramschapp. An ech hoffen, der ganz vill vun Iech ze gesinn, net zulescht och, well de Wahlkampf fir d'Kommunalwahle jo elo lancéiert ass.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun aus, dass deen nächste Riedner den Här Gilles Baum ass.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtten eng ganz Rei ganz engagéiert a ganz kompetent Rieden héieren. Mä ech mengen, et gëtt awer och elo emol Zäit, dass de Konsument hei zu Wuert kënnt.

Une voix.- Aah!

(Hilarité)

M. Gilles Baum *(DP).*- Fir mech ass de Wäibau net nëmmen e ganz wichtegen ekonomesche Pilier vun eiser Ekonomie, mä och kulturell huet en eng Bedeitung fir eist Land. E gudde Lëtzebuerger Pättchen, dee gehéiert zu eiser Kichen, dee gehéiert zu eise Fester. Jo, et ass fir mech en Deel vun eiser Lëtzebuerger Kultur!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Och wann ech als Deputéierten aus dem Ostbezierk net vun der Musel sinn, interesséieren ech mech awer ganz staark fir dee flotten an och wichtege Beruff, net nëmme wéinst dem Aspekt vum Wäin, mä awer och aus dem Aspekt vun der Landschaftsfleeg.

An am Kader vun der Virbereedung vun dëser Interpellatioun hat ech d'Chance an d'Freed, fir mat menge Kolleegen, dem Lex Delles an dem Gusty Graas, déi verschidden Akteuren ze begéinen, dat heescht: den Institut viti-vinicole, d'Vinsmoselle an och d'Vertrieder vun de Privatwënzer. An ech géif vun dëser Plaz aus der Madamm Octavie Modert Merci soen, dass mer d'Geleeënheet kréien, fir hei am Kader vun dëser Interpellatioun Positioun ze bezéien zum Lëtzebuerger Wäin.

„Méi Qualitéit wéi Quantitéit", dat kléngt scho bal wéi de Fazit vun der dësjäreger Récolte. Mä et ass am Fong méi: Et ass de Schlëssel zum Erfolleg fir de Lëtzebuerger Wäin an d'Konditioun, fir dass een och an Zukunft an deem Secteur ka qualitativ héichwäertege Wäin a Crémant hierstellen.

2016 war sécherlech keen einfacht Joer - d'Virriedner hunn et gesot - fir eis 324 Wënzerbetriber, dovunner ronn 150 haaptberufflech Wënzer, déi déi 1.300 ha op eiser Musel bewirtschaften. Déi zwee Problemer, mat deene se dëst Joer ze kämpfen haten, et ass schonn ugeklongen, dat war de spéide Frascht am Fréijoer an de Peronospora-Pilz am Juli. D'Récolte 2016, déi läit mat 84.700 hl bei ronn 70% vun enger duerchschnëttlecher Récolte. Mä dee besonnesch héijen Oechslewäert ass dach awer d'Viraussetzung, dass mer och an dëser Récolte e ganz gudde Lëtzebuerger Wäi kréien.

Wat déi wirtschaftlech Situatioun ugeet, sou ass et esou, dass d'Genossenschaften an d'Privatwënzer net onbedéngt ëmmer déiselwecht Ziler hunn a si gesinn d'Erausfuerderung vum Lëtzebuerger Wäibau e bëssen anescht. Wichteg ass et awer, dass se alle béid sech staarkmaachen, fir eis Musel a fir eis Produite beschtméiglech ze vermaarten an d'Regioun dobausse beschtméiglech bekannt ze maachen.

95% vum Wäin, deen exportéiert gëtt, dee kënnt dann och vun der Vinsmoselle. An dës Zuel ënnersträicht, dass d'Genossenschaft an d'Privatwënzer verschidden Iddien hunn, och wat d'Promotioun ugeet. D'Vinsmoselle ass also zu engem groussen Deel op den Export ugewisen, an am Ausland ass de Präis oft méi wichteg wéi d'Qualitéit.

Dëst ass natierlech a Kontradiktioun mat där Philosophie, déi mer op der Musel hunn, wou mer d'Zukunft vun der Produktioun am qualitativ héichwäertege Wäi gesinn. D'Vinsmoselle exportéiert ganz vill Wäin an d'Belsch a besonnesch an d'Grande-surfacen. An dës diktéieren de Präis. Well d'Demande an de leschte Joren awer esou staark erofgaangen ass, dréckt dat sech natierlech och am Präis aus. An à long terme kann dat net riicht ausgoen, wa mer eis Wäiner bradéieren. Dëst ass net gutt fir d'Rentabilitéit. Mä et ass och net gutt fir d'Renommee vun eisem Wäi vun eiser Musel, deen awer sollt d'Reputatioun hu vun engem Qualitéitsprodukt. An e Qualitéitsprodukt huet nun emol säi Präis.

D'Zukunft vum Wäibau ass geséchert, wa mer weiderhin héich qualitativ Produkter hierstellen, sief dat de Wäin oder de Crémant. Well d'Produktiounskäschte mat Sécherheet net wäerten erofgoen, wann ee wëllt Qualitéit produzéieren, ass de Präis natierlech dann och de Präis vun engem Qualitéitsprodukt an net vun engem Masseprodukt. Wann ee kuckt, wat eng Fläsch, d'Etikettéierung an de Stopp kaschten, da freet ee sech, firwat am Supermarché heiansdo Wäi steet, dee knapps méi deier ass wéi eng Fläsch Waasser. Géint déi Konkurrenz kënne mer eis net wieren. Mä mir mussen awer de Konsument drop hiweisen, dass e Wënzer muss e faire Präis kréie fir säi Wäin, fir seng Aarbecht an dass ee fir e puer Euro méi hei zu Lëtzebuerg e richteg gudde Wäin ze kafe kritt.

D'Zil vun der Politik muss et natierlech och sinn, déi Fläch vun de Wéngerten, déi mer am Moment hunn, 1.300 ha, ze behalen. Dass

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

heiansdo e puer Grenzflächen ouni héich Qualitéit net méi ze bewirtschafte sinn, dat kann ee verkraaften, mä et ass eng Selbstverständlechkeet, dass déi gutt Lagen och an Zukunft fir eis gutt Wäiner bäibehale musse ginn.

A puncto Strategie a Marketing stellt ee fest, an et ass gesot ginn, dass de Konsum an de leschte Joren a Jorzéngte ganz staark erofgaangen ass. A fir méi Wäiner ze verkafen, denken ech, gëtt et zwou Schinnen, déi ee muss verfollegen: Éischtens muss een nei Mäert fannen an déi och ausbauen. Ech denken un Däitschland, déi baltesch Länner, China an den asiatesche Raum a Skandinavien. Besonnesch an Däitschland, ass eis zougedroe ginn, wär nach Potenzial do. Déi Däitsch si bereet, fir e gudde Wäisswäin och e gudde Präis auszeginn, wou et an anere Länner eng Hemmschwell gëtt. Besonnesch ass bei deenen Däitsche wichteg, dass d'Etikett op Franséisch ass. Dat kënnt bei eisen däitschen Nopere ganz gutt un.

Nei Clienten ze fannen, dat ass awer och besonnesch bei eisen auslännesche Matbierger wichteg. Vill Matbierger wëssen net, dass mer Wäi produzéieren an dass dee Wäin och richteg gutt ass. De Crémant, dee kennen eis auslännesch Matbierger besser wéi eise Wäin. Do bauen d'Auslänner éischter nach op dee rouden oder dee wäisse Wäin, dee se aus hirer Heemecht kennen. Si gräifen net op de Lëtzebuerger Wäin zréck, well se de Lëtzebuerger Wäin eben net kennen. Eis Matbierger aus Südeuropa, déi drénken ëmmer méi oft Crémant beim Apéro, beim Iessen hu se awer nach ëmmer am léifsten dee roude Wäi vun doheem. An do gëllt et, an Zukunft unzesetzen, dass dës Leit, déi gären e Pättche beim Iessen drénken, och emol méi oft zu enger Fläsch Lëtzebuerger Wäi solle gräifen.

Et muss een och soen, dass et an der Vermaartung vun eiser Musel jorzéngtelaang keng Strategie gouf. Firwat? Ma well de Wäin, dee produzéiert gouf, och alleguer verkaaft ginn ass. Haut huet sech d'Situatioun geännert. An de Supermarchéë si méi Konkurrenten aus aller Häre Länner derbäikomm, déi hire Produit zu engem Präis ubidden, wou eis Wäiner einfach net mathale kënnen.

An ech hu mer och soe gelooss, dass déi trei Clientèle ëmmer méi al gëtt an dass déi jonk Clienten ëmmer méi zécken, fir sech ze bannen, oder gären e bësse bei deem enge Wënzer an e bësse bei deem anere Wënzer kafen, ouni sech awer festzeleeën op eng Wäinzort.

Déi Etüd, déi vum Ministère an Optrag gi ginn ass, léisst op sech waarden. Et gi vill Zuele gesammelt an déi mussen ausgewäert ginn. Et geet ëm den Export, den Import, et geet ëm d'Produktioun. An et ass gutt, dass d'Wënzer mat an dës Etüd agebonne gi sinn. Eis Wënzer waarden elo seensüchteg op d'Resultat vun dëser Etüd, well si gär wëlle wëssen, wéi et weidergeet a wat d'Strategie vun der Regierung ass fir de Lëtzebuerger Wäibau a besonnesch, wéi et mat der Vermaartung an hirem Secteur soll weidergoen.

Här President, ech géif mer erlaben, eng Motioun ze hannerleeën, op déi mer da wäerten herno am Kader vum Débat zréckkommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- soulignant l'importance de la viticulture pour notre pays, tant au niveau économique, touristique et culturel,

- saluant les énormes progrès en matière de qualité des vins et crémants luxembourgeois des dernières années,

- sachant qu'une étude sur le secteur viti-vinicole luxembourgeois a été commandée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,

- estimant que le secteur viti-vinicole attend avec impatience le résultat de ladite étude,

- constatant que le secteur viti-vinicole est confronté de plus en plus à la concurrence étrangère à bas prix,

- constatant que le secteur viti-vinicole traverse une période difficile demandant ainsi une constante adaptation,

- sachant que des nouvelles opportunités se créent grâce aux nouveaux marchés qui sont en train de se développer tant sur le plan national que sur le plan international,

invite le Gouvernement

- à finaliser et à présenter dans les meilleurs délais les résultats de l'étude sur le secteur viti-vinicole,

- à tirer les conclusions de cette étude et à fixer les priorités pour l'avenir du secteur viti-vinicole,

- à définir une stratégie de marketing tenant compte des défis multiples auxquels est confronté le secteur viti-vinicole,

- à mettre à disposition les moyens nécessaires pour promouvoir efficacement le secteur viti-vinicole tout en considérant les spécificités des différents producteurs.

(s.) Gilles Baum, Tess Burton, Henri Kox, Octavie Modert.

M. Gilles Baum *(DP).*- De Budget vun der Promotioun ass erofgaangen. Et wëllt ee waarden, wat d'Resultat an d'Konklusioune vun dëser Etüd sinn, fir ze kucken, wéi a wat an Zukunft wéi soll promouvéiert ginn. An da muss awer erëm méi Geld an d'Promotioun fléissen, do, wou et eben néideg ass.

D'DP ass der Meenung, dass d'Vinsmoselle, déi ëmmerhi 50% vun hirem Wäin exportéiert, eng aner Publicitéit an eng aner Promotioun brauch wéi d'Privatwënzer, deenen hir Clienten zum allergréissten Deel hei am Land sinn. Dofir wär et gutt, wann d'Promotioun géif an dräi opgedeelt ginn: een Deel fir d'Privatwënzer, een Deel fir d'Vinsmoselle an een Deel, fir eis Wäiregioun als e Ganzt ze vermaarten.

Misst déi nei Signature „Luxembourg: Let's make it happen" net och an d'Promotioun vum Wäi matagebonne ginn? Hëlleft dat net och der Visibilitéit am Ausland? Wier et net gutt, och am Ausland, besonnesch an eisen Ambassade ronderëm d'Welt, niewent dem Wäi vum Institut viti-vinicole och aner Wäiner unzebidden?

An an der Restauratioun, do ass de Problem, dass oft mat grousse Liwweranten, mat grousse Gruppe geschafft gëtt. Déi liwweren dann e Package, mä e Package, deen net onbedéngt Lëtzebuerger Wäin ubitt. An déi Restaurateuren hunn natierlech dann net d'Geleeënheet, och nach Lëtzebuerger Wäi vu Lëtzebuerger Produzente mat op hir Kaart ze huelen.

Aner Restaurateure probéieren, esou vill wéi méiglech Choix op hirer Wäikaart ze hunn. Dat ass natierlech luewenswäert, well de Client eng grouss Auswiel huet. Mä fir de Wënzer ass et dach awer esou, dass en da relativ wéineg Fläsche kann an de Restaurant verkafen, wann en do eng grouss Konkurrenz huet.

Op där anerer Säit muss een awer soen - ech mengen, dat ass ganz wichteg -, dass an der haute Gastronomie, besonnesch a Restaurante mat engem Michelin-Stär, Lëtzebuerger Wäiner ni feelen. An dat ass dach awer och e gutt Zeechen, dass eis Wäiner déi néideg Qualitéit hunn, fir op esou engem Dësch kënnen zerwéiert ze ginn.

Ee Wuert zur Fréijorsfoire oder zum „Springbreak", wéi et ab 2017 wäert heeschen: D'Bezéiung tëschent der Foire an de Wënzer, dat ass keng einfach. D'Wënzer brauchen d'Foire an d'Foire brauch d'Wënzer, well kommt, mir sinn éierlech: Wie bleift net gär op der Foire stoen, wann en do op der Visitt ass, fir e klenge Pättchen ze drénken an eventuell eppes ze kafen?

Dernieft muss ee soen, dass verschidde Wënzer bis zu engem Drëttel vun hirer Produktioun ebe grad op dëser Foire verkafen; och wann d'Zuelen éischter réckleefeg sinn.

Derbäi kënnt, dass d'Foire all Joer méi deier gëtt fir de Wënzer. D'nächst Joer wäerten d'Präisser ëm 25% steige fir de Stand, och wa se vun der Durée vun néng Deeg op fënnef Deeg zréckgeet. An esou enger Situatioun, Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, ass et normal, dass de Wënzer sech dräimol iwwerleet, ob en den Invest mécht, fir do nach matzemaachen, oder net.

Den Önotourismus ass och schonn hei ugeschwat ginn. Deen däerf natierlech net vergiess ginn. Do ass nach Sputt no uewen, wou dann de Ministère du Tourisme zoustänneg wär. Och wa vill Kellereien an hir Infrastrukturen investéieren a mir ewell immens flott Wäistuffe laanscht d'Musel hunn, sou ass et awer nach net selbstverständlech, dass en Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt, en Dag an der Haaptstad ass an dann och nach en Tour iwwert d'Musel mécht fir eng Degustatioun oder eng Visitt.

Et ass och net esou einfach, fir Leit bei sech an d'Kellerei op eng Visitt anzelueden, well déi sanitär Konditioune relativ streng sinn an een net iwwerall ka mat engem Grupp higoen. Et misst een op de Wee goen, wéi d'Luxlait et gemaach huet, mat engem Vitarium. Mä dat bedeit natierlech en immens héijen Investissement, wou net all Wënzer bereet ass, dat ze stemmen an och net ka stemmen.

D'Appellatioun AOP, déi nei Appellatioun vun de Qualitéitswäiner, ass op der Musel gutt akzeptéiert ginn. Europawäit weess een elo, dass een e Wäi kritt, wou garantéiert ass, dass en aus där Regioun kënnt, déi dropsteet, an dat zu enger héijer Qualitéit. D'AOP ass awer net nëmmen d'Resultat vun der Ëmsetzung vun der Wäimaartreform, mä si ass och eng Äntwert op déi héich Qualitéitsufuerderunge vun de Konsumenten.

Et muss een och festhalen, dass mir an eise Betriber topforméiert Leit hunn, déi eppes vun hirem Handwierk kennen. Dofir ass et mer net baang, dass si et fäerdegbréngen, och an Zukunft gutt Wäiner hierzestellen. Denkt emol un den Auxerrois: Viru Jore war dat en Einstiegswein, e Vin de table, deen net vill kascht huet an deen och net besonnesch war. Haut fënnt een exzellent, aussergewéinlech Auxerroisen, déi et mat deene beschte Wäiner ophuele kënnen.

Dass mir op der Musel de Wee vu Qualitéitswäiner hierstelle statt Masseproduktioun konsequent ginn, dat wësse mer säit enger Zäit. Sou sinn näämlech Qualitéitslabele wéi Domaine et Tradition oder d'Charta-Wäiner entstanen, déi fir eng besonnesch héich Qualitéit suergen.

D'Helikoptersprëtze vun de Wéngerten, dat mécht eise Wënzer Suergen. Wat een net däerf vergiessen: D'Wënzer mussen hir Riewe mat Planzeschutzmëttelen traitéieren, fir dass se net krank ginn. A wa se et net kënne mam Helikopter maachen, da siche se aner Moyenen. Dofir wär et falsch, wann ee géif mengen, wann een den Helikopter verbitt, dass da kee Planzeschutzmëttel méi agesat gëtt, besonnesch an de Steilhäng. An do hate mer jo dëst Joer mam Pilz d'Erfahrung gemaach, dass huet ganz, ganz schnell misse reagéiert ginn, dass den Helikopter huet misse kommen, fir do ze retten, wat nach ze rette war. Ech wollt Iech just soen, dass et an der Géigend vun Ohn a vu Wuermer Pentë ginn, déi eng Neigung hu vu bis zu 45%.

Ech mengen awer, dass d'Zukunft vum Sprëtzen an de Steilhäng anescht ausgesäit. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass an Zukunft d'Wéngerte wäerte mat Prezisiounsdrone mat Planzeschutzmëttele besprëtzt ginn. D'Entwécklung vun den Dronen am Moment, déi ass rasant. An der Landwirtschaft an och am Wäibau ginn ewell Drone benotzt, déi Informatioune sammelen iwwert déi verschidde Wéngerten. Dronen, déi sprëtzen, ginn et elo schonn, mä si hu sech nach net duerchgesat. Ee Virdeel vun deenen Dronen ass et awer, dass se ganz no iwwert de Wéngert fléie kënnen an esou ganz prezis do sprëtzen, wou et muss sinn.

Ech denken och hei, an ech mengen, dat ass immens wichteg, dass een dem Wënzer mat méi Kulanz muss entgéintkommen a besonnesch déi administrativ Hürden ofbauen. De Wënzer, dee wëllt an der Natur schaffen an dee wëllt net allze vill Zäit a sengem Büro verbréngen. An d'Simplification administrative ass hei gefrot. Ech denken hei besonnesch un de Punktesystem, un d'Landschaftsfleegeprimm, awer och un d'Visitte vun der Douane: Obschonns et eng Accise null gëtt um Crémant, ginn d'Fläschen ëmmer erëm regelméisseg gezielt. Ech weess net, ob dat wierklech ganz sënnvoll ass!

Och déi onkloer Situatioun vum Entsuerge vum Holz, vum Riefschnëtt, mécht ville Wënzer Kappzerbrieches. Momentan mussen d'Wënzer all hir futtis Stäck op eng Deponie féieren. Wann een all Wënzer op der Musel zesummenzielt, da ginn dat schonn enorm Quantitéiten, déi vun A op B gefouert ginn. Do freet ee sech, ob ee wierklech der Ëmwelt en Déngscht geleescht huet, wa vill Camionen duerch d'Geografie gondelen.

Wann ee weess, dass et a verschiddene Wéngerten eng Pente gëtt vu bis zu 40%, da weess een net nëmmen, dass et net ongefäierlech ass, dat ganzt Gestrëpps erauszekréien, dat kascht de Wënzer och ganz vill Opwand an Zäit. A besonnesch rose sinn d'Wënzer dann, wa se gesinn, dass hir Kolleegen déisäit vun der Musel hire Riefschnëtt däerfe verbrennen an dass den Damp dann nach op déi Lëtzebuerger Säit zitt. Ech mengen, do hunn ech ganz vill Versteesdemech fir d'Suerge vun de Wënzer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Fir de Marc an d'Biogasanlag ze féieren, brauch de Wënzer elo eng extra Geneemegung, well en als Déchet considéréiert gëtt. Dobäi huet de Wënzer geduecht, e géif eppes Guddes maachen, wann en dat an d'Anlag féiert. An elo gëtt en och domat nach schikanéiert. Firwat ass dat esou laang, esou vill Jore gutt gaangen a firwat däerf en dat elo net méi? Dat ass och eng vun de Suergen, déi d'Wënzer un eis erugedroen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Baum, Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen, well Dir hutt och schonn Är Motiounszäit opgebraucht.

M. Gilles Baum *(DP).*- Da soen ech Iech, Här President, nach just e Wuert zu den Erntehelfer. Och do misst eng Simplification administrative gemaach ginn. Déi Leit, déi aus Polen meeschtens kommen an dräi, véier Wochen op Lëtzebuerg schaffe kommen, déi mussen net onbedéngt och nach bei de Kontrolldokter goen.

Ee Wuert zum Finanzement: Wann een eng nei Wäistuff baut, Här President, da kritt een eng propper finanziell Ënnerstëtzung. Wann een awer eppes renovéiert, e Keller renovéiert als Salle de dégustation, dann ass dat net ëmmer de Fall.

Bon, ech hätt elo nach dat eent oder anert kënne soen. Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuerger Wäibau an de Lëtzebuerger Wënzer hunn eng Zukunft. Déi läit am qualitativ héichwäertege Wäin a Crémant. A fir dem Wënzer entgéintzekommen - an ech mengen, et ass jo dat, wourëm dass den Débat sech de Mëtte gedréit huet -, muss d'Politik un e puer Schrauwen dréien, Schrauwen, déi ech a meng Virriedner elo hei beschriwwen hunn.

Manner Quantitéit a méi Qualitéit, dat ass de Schlëssel fir eng erfollegräich Zukunft an eisem Wäibau. A jo, mir sinn eben dat klengt Land vun deene grousse Wäiner! Dëst gesot, géif ech soen: Prost op d'Lëtzebuerger Musel an op eis Wënzer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech gesinn, den Här Landwirtschafts- a Wäibauminister ass ënnerwee. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Virewech wëll ech der Madamm Modert Merci soe fir d'Initiativ zu dëser Interpellatioun. D'Madamm Modert wéi och eng ganz Rei Fraktiounssprecher hunn am Kader vun dëser Interpellatioun eng ganz Rei interessant Punkten opgeworf, op déi ech elo wäert agoen.

Fir d'Éischt awer en opriichtege Merci un all Intervenantë fir hir konstruktiv Bäiträg. De Wäibau ass ee vun den aarbechtsintensiivste Secteure vun der Landwirtschaft. 450 Aarbechtsstonne si pro Joer a pro Hektar noutwendeg, fir eis eenzegaarteg Kulturlandschaft laanscht d'Musel ze erhalen. Dat entsprécht ronn 75.000 Aarbechtsdeeg, fir e Gesamtareal vun 1.300 ha ze erhalen. An dësen Aarbechtsston-

nen ass d'Aarbecht am Keller an an der Vermaartung net agerechent.

De Lëtzebuerger Wäibau zielt nach 324 Betriber. Dovu sinn der 171 haaptberufflech. Virun zéng Jor hate mer fir datselwecht Areal nach 445 Betriber. Ronn 400 ha Wéngert leien a Steillagen iwwer 30% oder an Terrassen. Dës Wéngerte sinn nëmme schwéier oder iwwerhaapt net maschinell ze beschaffen.

An deene leschte fënnef Joer hate mer zwou Récolten, déi mengeméisseg nëmme 70% vun enger normaler Récolte ausgemaach hunn - dat war 2012 an 2016 -, wat natierlech kee positiven Effekt op d'Situation économique en général vum Wäibau hat.

Doriwwer eraus ass d'wirtschaftlech Situatioun vu Betrib zu Betrib ganz ënnerschiddlech. Et gi Betriber mat enger gudder wirtschaftlecher Situatioun, esou wéi et och Betriber gi mat enger manner gudder Situatioun. Dat geet aus de Resultater vun der Buchführung ervir. An dat ass och esou an allen anere Wirtschaftssecteuren de Fall. D'Ursaach beim Wäin ass wuel déi, datt déi Betriber mat enger gudder Situatioun sech besser a méi séier un d'Maartsituatioun ugepasst kruten, wéi déi Betriber, déi manner gutt Resultater Opweises hunn.

Haaptsächlech sinn et déi Betriber, déi staark vum Export ofhängeg sinn, bei deenen d'wirtschaftlecht Resultat net esou gutt ass. De Wäimarché ass en total globaliséierte Maart, op deem d'Offer méi héich ass wéi d'Nofro. Quasi 40% vun der Produktioun ginn exportéiert, woubäi de Präis eng elementar Roll spillt. Dat heescht, datt de Präisdrock enorm héich ass. An deem Präiswettbewerb huet e Land wéi Lëtzebuerg, mat héije Produktiounskäschten, et enorm schwéier.

Et kann ee soen, dee Wäin, deen hei betraff ass, entsprécht in etwa engem Drëttel vun der Fläch. Wa mer hei net reagéieren, da fält an Zukunft een Drëttel vum Areal ewech, well d'Rentabilitéit net méi assuréiert ass. Wa mer d'Produktioun verbesseren op deenen entspriechende Flächen a versichen, dee Wäin op deene richtege Marchéen ofzesetzen, dann ass et méiglech, déi zirka 300 bis 400 ha Wéngerte kënne weider ze bewirtschaften.

Wéi gesäit et mat der Zukunft vum Wäibau aus? D'Nofolleg op de Wënzerbetriber ass déi grouss Erausfuerderung vun deenen nächste Joren. An der Émfro vun 2015 hunn 83 Wënzer iwwer 54 Joer op d'Fro geäntwert, ob en Nofolger um Betrib ass: Nëmme bei 15 Betriber ass d'Reprise garantéiert. Mir hunn och festgestallt, datt haaptsächlech bei den Drauweproduzente keen Nofolger um Betrib ass. Bei de Privatwënzer ass bal ëmmer d'Successioun garantéiert.

Betreffend d'Struktur gi mer also dervun aus, datt an Zukunft eng plus ou moins gläichbleiwend Riefflächvu manner Betriber bewirtschaft wäert ginn. De Prozess vun der Konzentratioun geet deemno weider.

Wat d'Betribsgréisst ubelaangt, hu mer dëst Joer och gesinn, datt et Grenze ginn, Stéchwuert: Peronospora. Betreffend d'Produktqualitéit ass et ganz kloer, datt mer als kleng Regioun mat héije Produktiounskäschte keng Chance hunn, fir am renge Präiswettbewerb kënne matzehalen. Mir mussen eis an e stänneg verbesserte Qualitéitswettbewerb weider eraschaffen.

Wéi schonns an der Aleedung gesot, ginn et Betriber, déi d'Upassung un d'Nofro méi séier gemaach hu wéi anerer. Duerfir huet d'Regierung och eng Studie an Optrag ginn, déi quasi souwäit ofgeschloss ass, fir nei Mäert fir eis Produkter ze fannen.

An da komme mer och zur nächster Fro iwwert d'Marketingstrategie. Ech hu schonns drop higewisen, datt um Wäimaart eng staark Konkurrenz herrscht. D'Lëtzebuerger Wäiner hunn an deene leschten zwee Jorzéngte vill Maartundeeler verluer. Déi traditionell Rezepter vum Fonds viticole a vun der Commission de promotion hunn hei offensichtlech net méi gegraff. Duerfir huet et eis wichteg geschéngt, eng ëmfaassend Etüd iwwert d'Situatioun ze maachen, fir déi richteg Marketingstrategie kënnen ëmzesetzen an domat d'Rentabilitéit vun eise Wéngertflächen ze garantéieren.

Ech wëll dann och hei vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir deenen dräi Beruffsorganisatioune vun de Wënzer ausdrécklech Merci ze soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht bei dëser Etüd.

Wat d'Marketingstrategie, d'Promotioun an d'Kommerzialisatioun ugeet, muss differenzéiert ginn tëschent dem Export an dem Marché heiheem. Wat den Export ubelaangt, hunn ech schonns gesot, datt mer e groussen Deel vum Export mussen ëmstrukturéieren: souwuel d'Produkt, wat muss verbessert ginn, wéi och d'Plaz, also d'Land, d'Regioun, awer och de Client selwer, wou dat verbessert Produkt soll verkaaft ginn.

Ech wëll der Madamm Modert soen, datt de belsche Maart enorm schwiereg ass, an e gëtt och an der Etüd mat berücksichtegt.

Wat de Marché heiheem ubelaangt, musse mer eis méi un déi auslännesch Matbierger wenden, déi oft net wëssen, datt et hei zu Lëtzebuerg e Wäibau gëtt. Dëst Joer ginn och Promotiounsaktioune virun de Feierdeeg an der Stad Lëtzebuerg verstäerkt, fir den auslännesche Matbierger méi geziilt kënnen unzespriechen.

E weidert Zil ass et, den Ofsaz vu Crémant weider hei am Land ze förderen, well mer dovun ausginn, datt och hei nach zousätzlech Maartundeeler ze gewanne sinn, eis grouss Wäiner, déi sech gutt verkafe sollen an där zukünfteger Strategie, d'Notorietéit vun eisem gesamte Wäibau ze verstäerken, wéi dat och de Fall ass an deene meeschten anere Wäibauregiounen.

Dann ass gefrot ginn no engem éischte Bilan, wat d'AOP ubelaangt. Et ass nach ze fréi, fir en endgültege Bilan ze maachen. Bis elo ginn et zwee Joergäng, 2014 an 2015, an deen drëtten ass grad gelies ginn, déi ënnert dem Label vun der neier AOP Moselle luxembourgeoise lafen.

Oft gëtt d'Fro gestallt: Ass d'Qualitéit vun de Wäiner duerch den neie Qualitéitssystem besser ginn? Et goufe virun der AOP schonns Wäiner ënnert deeneselwechte Bedéngunge produzéiert, wéi elo mat der AOP. Duerch d'Aféiere vun der AOP gëlle fir all Wäiner déiselwecht Bedéngungen. Dat heescht, d'Lagewäiner musse mat 75 hl pro Hektar produzéiert ginn. Virun der AOP konnt e Wäin, dee mat engem Maximum vun 12 Fudder um Hektar produzéiert ginn ass, souwuel den „grand premier cru" kréien, wéi och e Wäin, deen nëmme mat der Halschent produzéiert gouf. Dat geet haut net méi. An der Breet ass d'Qualitéit vun eise Wäiner duerch d'AOP nach gesteigert ginn.

D'AOP verfollegt haaptsächlech zwee Ziler: éischtens d'Qualitéit vun de Wäiner ze steigeren. D'Zil ass et, e qualitativ héichwäertegt Produkt zouverlässeg an d'Fläsch ze kréien. Duerfir si generell d'Rendementen erofgesat ginn: Wann een traditionell Begréffer wéi „grand premier cru" oder Lagennimm wëllt benotzen, muss mat niddregen Erträg geschafft ginn.

D'Verwendung vun de Lagennimm war am ale System net esou streng geregelt. Dat heescht, et gouf keen extrae Rendement, dee respektéiert huet misse ginn, fir de Lagennumm benotzen ze dierfen. Et ass awer nëmme mat engem méi niddrege Rendement, wou een déi lagespezifesch Charakteristiken zum Virschäi bréngt a vun Terroir geschwat ka ginn. Duerch ee méi niddrege Rendement sinn d'Lagewäiner och nëmme limitéiert verfügbar an doduerjer ginn d'Lagewäiner an domadder d'Lagen u sech natierlech valoriséiert.

Elo ass et awer esou, an dat läit an der Natur vun der Saach, datt et besser an och net esou gutt Lage ginn. Dat steet elo net am Widdersproch zur AOP, well d'Originn vun deem enge Wäin ass eben eng besser an d'Originn vun engem anere Wäin eng manner gutt. Mä et muss nach e bëssen un der Verwendung vun de Lagennimm gefeilt ginn, well wéi gesot, e Wäin, deen ënner enger Lag vermaart gëtt, soll en Topwäi sinn. Duerfir musse mer iwwerleeën, ob zum Beispill och all Lagennumm dierf benotzt ginn, oder misst een eventuell d'Lagen definéieren, déi fir den Étiquetage benotzt dierfe ginn?

Dat zweet Zil vun der neier AOP ass, e Marketinginstrument an der Hand ze hunn. D'Wäiner musse jo och verkaaft ginn. A fir Wäiner ze verkafen, muss een eng Geschicht hunn. An do ass dat neit Konzept, wou den Originn vum Wäin an de Mëttelpunkt gestallt gëtt, natierlech eng Hëllef. Den neie System erkläert elo dem Konsument, datt e Lagewäi mat engem niddrege Rendement gezillt muss ginn, datt e genau an der Lag gewuess ass an datt en d'Charakteristik vun der Lag am Wäin erëmfanne kann. Dat Ganzt muss als Package gesi ginn an Hand an Hand lafen. De Konsument huet hautdesdaags eng Hällewull vu Wäiner zur Auswiel an hie muss iergendwéi op de Lëtzebuerger Wäin opmierksam gemaach ginn.

Säit d'AOP ëmgesat ginn ass, ass de Konsum vu Lëtzebuerger Wäi liicht eropgaangen, vun 10,7 Liter op 12 Liter. Awéiwäit dat awer elo duerch d'AOP ass, duerfir ass et, wéi gesot, nach ze fréi, fir eppes Definitives ze soen.

Dann ass och virdrun driwwer diskutéiert ginn: Wat sinn elo d'Effete vum neien Agrargesetz? D'Agrargesetz an och d'Planzeschutzgesetz ëmfaasse vill Voleten. Ech wollt op dëser Plaz just op déi Moossnamen agoen, déi fir de Wäibau am relevantste sinn.

D'Zil vum Agrargesetz ass, d'Entwécklung vun de Familljebetriber ze förderen, de Familljebetrib ökonomesch ze stäerken, souwuel an der Landwirtschaft wéi och am Wäibau. Duerfir gëtt de Plaffong vun de Bäihëllefen ofhängeg gemaach vun dem Aarbechtsopwand am Betrib. Dëse System ass dobäi esou opgebaut ginn, datt den haaptberuffleche Familljebetrib en Investitiounsplaffong zur Verfügung gestallt kritt, deen hie brauch, fir sech nohalteg kënne weiderzëentwéckelen.

Duerch dëst neit Konzept ginn déi aarbechtsintensiv Secteure wéi de Wäibau besonnesch berücksichtegt. Aarbechtsintensiv heescht awer och, datt Aarbechtsplazen am ländleche Raum duerch esou Investitioune geschafe ginn.

Ze bemierken ass och, datt an de fréieren Agrargesetzer d'Wënzer benodeelegt gi sinn. D'Wënzer kruten 10% manner Subsid bei Investitioune wéi d'Baueren. Am neien Agrargesetz huet d'Regierung dësen Ënnerscheed ofgeschaaft, well mer der Meenung sinn, datt de Bauer an de Wënzer d'selwecht behandelt solle ginn.

Des Weidere leet dat neit Agrargesetz vill Wäert op d'Förderung vun der direkter Vermaartung. D'Zil ass et, d'Plus-value am ländleche Raum ze behalen an natierlech Aarbechtsplazen ze schafen. Deementspriechend kréien d'Wënzerbetriber eng substanziell Hëllef, wa se an d'Direktvermaartung wéi zum Beispill a Schmaachstuffen investéieren. Dës Strukture sinn e groussen Erfolleg a sinn immens wichteg, fir den Önotourismus op der Lëtzebuerger Musel weiderzëentwéckelen.

D'Akommes vum Wënzer ass awer net nëmme vum Drauwen- a Wäipräis ofhängeg, mä och vum Wieder. Duerfir ass de Klimawandel eng grouss Erausfuerderung fir eise Wäibau. Et ass gewosst, datt ee keng Direktmoossname géint d'Wieder kann ergräifen. Wann et reent, da reent et ebe riicht eran.

Plusieurs voix.- Jo!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Trotzdeem...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...kann ee Mesuren ergräifen, fir den...

(Brouhaha et hilarité)

Trotzdeem kann ee Mesuren ergräifen, fir den Impakt vun esou extreme Wiederkonditiounen op de Wéngert, d'Drauwen, de Wäin an d'Akommes vum Wënzer ze reduzéieren. Um Niveau vun de Steiere gëtt duerfir bei de Baueren- a Wënzerbetriber de System vum „carry back, carry forward" op eng Moyenne vu fënnef Joer erweidert an d'Limitt vu 5.000 Euro ofgeschaaft, soudatt d'Betriber de Benefiss vu gudde Jore mat méi schlechte Jore kënne kompenséieren.

Des Weideren huet d'Regierung iwwert d'Agrargesetz hiren Undeel vun de Bäiträg bei de Knëppelsteng- a Fraschtschutzversécherunge vu 50% op 65% eropgesat. Dës Versécherunge garantéieren am Fall vun extreme Wiederkonditiounen e garantéiert Akommes. Ech wëll hei betounen, datt Krankheete wéi Peronospora net kënne verséchert ginn. Krankheete sinn awer och ofhängeg vun der Produktiounsweis vum Wënzer. Ech mengen, d'Kolleegin Tess Burton hat et och scho virauser gesot gehat: Dëst Joer sinn 2,1 Millioune vun den Assurancen ausbezuelt ginn. An ech mengen, dat ass e substanzielle Montant.

Am Beräich vum Planzeschutz huet sech an deene leschte Jore vill gedoen. Wéi Der all wësst, hu mer eis national Legislatioun a Reglementatioun un den europäesche Rechtskader ugepasst. Am Wäibau sinn dobäi haaptsächlech d'Helikoptersprëtzunge betraff. Den Helikopter dierf elo nëmmen nach déi géi Wéngerte sprëtzen. Sécherheetsdistanzen zu Schutzgebidder a Wunngebidder mussen och elo respektéiert ginn.

Grad bei den Naturschutzgebidder ass geplangt, dës Distanzen a Fonctioun vun dem standuertbedéngte Risiko méi flexibel ze gestalten. Dat bedéngt, datt elo méi vum Buedem aus gesprëtzt gëtt an datt vill Betriber sech mat méi performanten Trakteren a Sprëtzen équipéiere mussen. Duerfir ginn am Agrargesetz de Wéngertstrakter an d'Wéngertssprëtz weiderhi subventionéiert.

Zousätzlech kruten d'Betriber en zousätzlechen Investitiounsplaffong fir d'Mechaniséierung vun de Steillagen. Ech wëll hei och soen, datt d'Buedemverdichtung bei der Raup wesentlech manner ass, wéi dat beim Trakter de Fall ass. Déi nei Raupe mat Seelzuch si méi sécher an och am Ausland ginn déi ganz oft recommandéiert. D'Zukunft läit hei och wahrscheinlech am iwwerbetriiblechen Asaz.

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Och déi Gefierer hunn d'Rad geschloen dëst Joer. Duerfir hunn déi jo och opgehalen, et an deem dote Verfahren ze maachen. Dat heescht, dee System, wou ee geduecht huet, datt en als Alternativ géif kënnen zielen, a wat jo och préconiséiert ginn ass vum Ministère aus, geet dee Moment net méi op, well och déi awer d'Rad geschloen hunn an den Häng an och nach bei deem Wieder derbäi!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Et ass sécherlech richteg, datt den Asaz vun de Maschinne bei esou Wiederkonditiounen, wéi mer se dëst Joer kannt hunn, méi schwéier war, wéi dat an normale Joren de Fall war. Mä ech mengen awer, déi Maschinnen, déi d'Rad dëst Joer geschloen hunn, dat ware mengen Informatiounen no awer Trakteren an dat ware keng Raupen. Dat, wat ech gesot hunn, dat ass awer dat, wat vun de Raupen ass: datt do de Sécherheetsstandard awer relativ héich ass.

Bon, ech wëll elo virufueren: D'Zil vun der Regierung ass et, de Wäibau méi nohalteg ze gestalten. Duerfir, mengen ech, ass och de Subsid fir d'biologesch Bekämpfung vum Traubenwickler a fir de biologesche Wäibau substanziell gehéicht ginn. D'Landschaftsfleegeprimm ass mat engem Basisprogramm a fakultative Moossname méi flexibel opgestallt ginn a betrëfft all Wéngerten, och déi flaach.

Déi aner Mesuren, vun deenen d'Wënzer och nach betraff sinn, sinn zum Beispill d'Ënnerstëtzung vun der Berodung, vun der Fuerschung a vun der Instandsetzung vun de Wéngertsweeër. D'Berodungsmodeller, wëll ech hei preziséieren, sinn intensiv mam Beruff ofgeschwat ginn.

Ech hunn elo net alles opgezielt, mä meng Beispiller weisen däitlech, datt mir mam Agrargesetz e gudde Rechtskader gesat hunn. D'Subside ginn net méi nom Géisskaneprinzip ausbezuelt, esou wéi dat fréier de Fall war. Et handelt sech éischter ëm geziilt Moossnamen, déi dem Wënzerbetrib hëllefen, déi ekonomesch, sozial an ökologesch Erausfuerderunge vun där heiteger Zäit ze bewältegen.

E gutt Beispill vun den aktuellen Erausfuerderungen ass den ökologesche Wäibau. Momentan hu mer ronn zéng Biobetriber, déi 50 ha Wéngerten ökologesch bewirtschaften. D'Deelëmstelle vun engem Wënzerbetrib op Bio ass am Wäibau méiglech an ass eigentlech den Haaptgrond vun där gudder Akzeptanz

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

vum Bio op der Musel duerch eis dräi Gruppementer, also den Domaine Vinsmoselle, d'Privatwënzer an de Wäinhandel. Deelëmstellung erlaabt näämlech de Betriber, sech lues a lues op Bio ëmzestellen. Besonnesch a klimatesch schwierege Jore wéi 2016 kënnt de Biowäibau u seng Limitten, an an der Bekämpfung vun der Pilzkrankheet Peronospora. Souguer eis konventionell Betriber haten dëst Joer vill Problemer, fir dës Krankheet a Schach ze halen.

Wéi Der all wësst, huet eng europäesch Rief keen natierleche Schutzmechanismus géint Peronospora. De Pilz huet näämlech eréischt Enn vum 19. Jorhonnert vun Amerika aus eis europäesch Wäibaugebidder erobert. Nieft dem Koffer haten eis Biowënzer bis 2013 d'Méiglechkeet, Kaliumphosphonat anzesetze géint Peronospora. Leider kann zënter 2013 dësen ongeféierleche Wierkstoff net méi agesat ginn.

Dës Entscheedung vun der EU-Kommissioun kann ech net novollzéien, well d'IFOAM, also déi international Biofederatioun, dëst ongeféierlecht Produkt fir de Biowäibau souguer recommandéiert. Ech hu mech jiddefalls op europäescher Ebene agesat, fir dëst Produkt nees fir de Bio zouzeloossen. Leider gëtt eis Fuerderung nëmme vun Däitschland, Tschechien an Éisträich ënnerstëtzt. Déi südeuropäesch Länner brauchen de Kaliumphosphonat net am Bio, well do d'Wiederkonditioune wesentlech manner favorabel fir Peronospora sinn. Duerfir ënnerstëtze si eis Fuerderungen net bei der EU-Kommissioun.

Pilztolerant Zorte wéi de Johanniter an de Cabernet blanc wären eng Léisung. Mä d'Clientèle muss awer och bereet sinn, esou Wäiner ze kafen. Wann een de Subsid vun der Ëmstrukturéierung ofrechent, kascht et de Wënzer awer nach 20.000 Euro, fir een Hektar nei unzeplanzen. Et muss een also vill Fläsche Wäin un de Mann oder un d'Fra bréngen, fir esou Investitiounen a pilzfest Zorten ze rentabiliséieren.

Trotz dëse Schwieregkeete mengen ech awer, datt dës Zorten e grousst Potenzial hunn. Nieft den Däitschen hu mëttlerweil och d'Fransousen dës Zorte fir hire Wäibau zougelooss a wëllen an dësem Beräich verstäerkt an d'Versuchswiesen investéieren. Den IVV hat kee Kontakt mat Limburg, mä awer mat ganz villen aneren Instituter, wéi zum Beispill Neustadt. D'Piwie si vum IVV evaluéiert ginn an et gesäit een e ganz grousst Potenzial heibäi.

An dësem Kontext wëll ech och nach kuerz op d'Verbrennung vum Grünschnitt am Wäibau an an der Landwirtschaft agoen. Ech mengen, datt hei nach eng Rei vu Froe musse gekläert ginn. Ech denken do besonnesch u sanitär Aspekter bei de Planzen. Et brauch ee sech jo just d'Problematik vun der Xylella fastidiosa an Italien an Erënnerung ze bréngen. Op jidde Fall muss do eng Léisung fonnt ginn, zesumme mat de Wënzer an de Baueren, fir datt mer eng Win-win-Situatioun kënnen opbauen, fir d'Ëmwelt, d'Landschaft a fir d'Landwirtschaft.

Ech wëll nach soen, bei der Peronospora, den Ënnerscheed par rapport zum Bioubau an dem konventionellen Ubau: Do huet missen am Bio dëst Joer véiermol amplaz zéng- bis zwielefmol gesprëtzt ginn, also wesentlech manner bei de Piwi-Zorten, wéi dat bei aneren Zorten de Fall war.

Nach vläicht e puer Wierder zu den administrative Prozeduren. Am Beräich vun der Simplification administrative ass an deene leschte Jore vill geschitt. D'Wäibauinstitut ass als Kompetenzzentrum an als Guichet unique fir de Wäibau ausgebaut ginn an dowéinst konnte vill administrativ Prozeduren am Wäibau vereinfacht ginn. De Prinzip vun dësem Guichet unique ass einfach: De Wënzer kann d'Formulairen op enger Plaz déposéieren. D'Wäibauinstitut leet dann déi jeeweilege Informatiounen oder Formulairen un déi aner concernéiert Verwaltunge weider. Fréier hunn d'Wënzer bei fënnef verschiddene Verwaltunge missen hiert Wéngertsareal deklaréieren: am Service économie rural, an der ASTA, am Wäibauinstitut, beim Statec an an der Sécurité sociale.

Haut leeft dat meescht iwwert d'Wäibauinstitut am Kader vun engem eenzegen Antrag, näämlech der Weinbaukarteierhebung, entweder um Pabeier oder online. Haut kann de Wéngertsbetrib an enger hallwer Stonn zesumme mat dem zoustännege Beamten direkt am Wäibauinstitut opgemaach ginn. Et ass net méi noutwendeg, bei dräi oder véier verschidde Verwaltungen ze lafen.

D'Gestioun vun de Subsiden am Kader vun engem Remembrement ass wesentlech méi einfach ginn. Nëmmen nach eng Verwaltung, näämlech den ONR, këmmert sech elo dodrëm. Des Weidere kritt de Wënzer de Subsid direkt op säi Konto ausbezuelt an net méi iwwert den Ëmwee vun engem Syndikat.

Ech si mer bewosst, datt nach Handlungsbedarf besteet, fir Verwaltungsweeër méi kuerz a méi einfach ze gestalten. Trotzdeem gesitt Der unhand vun dëse Beispiller, datt mer um richtege Wee sinn. Natierlech huet de Wënzer vill administrativ Hürden ze bewältegen, mä hie gëtt awer net eleng am Ree stoe gelooss.

D'landwirtschaftlech Verwaltungen an d'Landwirtschaftskammer bidden eng breet Gamme vu Berodungsservicer un, souwuel an administrative wéi och an technesche Beräicher. Bei enger Aussiidlung vum Keller an d'Zone verte gëtt déi üüblech ekonomesch Berodung op ökologesch Aspekter erweidert, fir der standuertspezifescher Situatioun besser kënne Rechnung ze droen.

Heiansdo muss een als Minister och Nee soen, besonnesch dann, wann eng Reguléierung fir eis Verhältnisser net noutwendeg ass. Am Wäibau huet d'Regierung beispillsweis den Autorisatiounssystem vun Neiplanzungen net ëmgesat. Bei engem Lëtzebuerger Wäibauareal vun 1.300 ha Wéngerten ass dat menger Meenung no näämlech iwwerhaapt net noutwendeg. Par contre, an engem Land wéi Frankräich mat 800.000 ha Wéngerten ass esou e System éischter sënnvoll.

Als Ofschloss wënschen ech mer, datt mer mat de Wënzer zesummen déi richteg Strategie fir déi kommend Jore kënnen opbauen an datt d'Resultater an deem Sënn wierksam sinn, datt d'Wënzer déi 1.300 ha Kulturlandschaft op eiser Musel rentabel fleege kënnen, well dat och Implikatiounen op aner Wirtschaftszweiger, zum Beispill den Tourismus, huet.

Fir ze réusséieren, brauche mer beschtens forméiert Meedercher a Jongen, déi mat voller Motivatioun hir Betriber féieren a stolz op hiert Produkt sinn. An deem Sënn steet de Stat mat alle Méiglechkeeten, déi en huet, deem flotte Beruff zur Verfügung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Modert freet sech d'Wuert.

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Däerf ech dem Här Minister nach eng Fro stellen zum Ofschloss vu senger Ried? Ech hätt awer nawell gär, wann en eppes géif soen zu den Entschiedegungen, datt en dozou géif Stellung huelen. Et sinn natierlech nach e ganze Koup aner Froen, déi ech gestallt hat. Do kann een och nach vläicht eng aner Rumm fannen an an engem anere Kader déi behandelen. Mä ech mengen, dat vun den Entschiedegunge misst en awer hei uschwätzen. Merci.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech mengen, ech hat schonn e puermol d'Geleeënheet, fir op d'Entschiedegungen anzegoen. Do mussen opgrond vum communautairë Regelwierk eng ganz Rei Konditiounen erfëllt ginn.

Loosst mech ganz kuerz resüméieren, wéi d'Situatioun sech dëst Joer presentéiert huet: datt déi Schied, déi enorm Schied verschidde ware vu Wéngert zu Wéngert, vu Regioun zu Regioun, vu Produzent zu Produzent, vun der Aart a Weis, wéi d'Bewirtschaftung gemaach gëtt, ob dat elo am biologesche Wäibau war oder am konventionellen - an ech mengen, dat ass de Mëtten alles dacks genuch gesot ginn -, dat heescht, aus all deenen dote Grënn konnte mer keng pauschal Entschiedegung dëst Joer an d'Liewe ruffen, well mer déi an deem Sënn net vun der Bréisseler Kommissioun geneemegt kritt hätten.

Wann awer elo eenzel Produzente grousse Schued haten, da musse mer dat individuell kucken, ob se dann eben opgrond vun deene Konditiounen, déi mer gesat kritt hunn, an de Genoss vun esou enger Entschiedegung kënne kommen. Dat muss dann individuell vu Fall zu Fall gekuckt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen zu de Motiounen iwwergoen.

Motion 1

D'Motiounen, déi motivéiert goufen, mä wou ech froen zu der Motioun 1: Gëtt et do Wuertmeldungen zu der Motioun 1, déi vun der Madamm Octavie Modert abruecht ginn ass?

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Den Här Baum wëllt eppes dozou soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Här Baum!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, ech wollt der Madamm Modert an de Kolleege vun der CSV Merci soe fir d'Motioun. Ech wollt hinnen awer proposéieren, dass mer eng ganz kleng Ännerung sollte virhuelen. An zwar sollte mer op der zweeter Säit de fënneften Alinea «à renforcer...» sträichen a mir sollten dat ersetzen, dat sollte mer bäihuelen am éischten Abschnitt, deen dann esou géif gelies ginn: «... une nouvelle stratégie commune de marketing et de promotion des vins luxembourgeois...». Dat géife mer an den éischten Abschnitt mat bäihuelen.

An am véierten Abschnitt géife mer da bäisetzen, wou mer dovu schwätzen, dass déi Lëtzebuerger Résidentë sollen de Wäi kenneléieren, do géife mer schreiwen: «...l'existence de vins indigènes de qualité autant que d'en faire la promotion sur les marchés étrangers».

Ech wollt déi Ännerunge virschloen an d'Demokratesch Partei wär averstanen, wa mer dat doten esou géifen ëmänneren, fir d'Motioun vun der CSV matzedroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Modert, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Merci, Här President. Jo, Merci, Här Baum. Also wann et nëmmen un enger Formuléierung läit an een Tiret an déi zwee aner mat integréiert gëtt, kee Problem, da sinn ech selbstverständlech domadder d'accord a fannen et gutt, wann déi Motioun da kann ugeholl ginn. Merci.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que les vins luxembourgeois sont des vins de haute qualité;

- vu l'impact du secteur viti-vinicole dans les domaines économique, touristique et culturel, dans la région mosellane et au-delà;

- constatant que la consommation au Luxembourg de vins blancs étrangers vient, pour la première fois, de dépasser la consommation de vins blancs luxembourgeois, ce qui est alarmant;

- estimant que beaucoup de consommateurs font leur choix du vin en raison de la renommée du terroir et concluant qu'il faut dès lors promouvoir la région mosellane entière;

- vu que l'Appellation d'origine protégée (AOP) - Moselle luxembourgeoise - constitue un garant de la qualité des vins luxembourgeois;

- alors qu'il convient de reprendre les efforts dans le domaine du tourisme et de la restauration au Luxembourg;

- et qu'il échet de faire connaître l'existence des vins et crémants luxembourgeois auprès des concitoyens étrangers autant que de reconquérir la population indigène en les convainquant de la qualité supérieure des produits vinicoles luxembourgeois;

- rappelant par ailleurs que la Belgique est depuis des décennies le pays voisin vers lequel le plus de vins et crémants luxembourgeois sont exportés;

invite le Gouvernement

*- à élaborer, en collaboration avec tous les acteurs concernés, une nouvelle stratégie commune de marketing et de promotion de vins luxembourgeois et à finaliser l'*étude de commercialisation qui est en cours;

- à veiller à ce que la nouvelle stratégie de marketing attire l'attention des consommateurs sur l'existence d'une production de vins et crémants au Luxembourg, et sur son côté exotique par le fait qu'il s'agit d'un des plus petits pays producteur de vin;

- à capter l'attention des consommateurs par la haute qualité du vin luxembourgeois, la régionalité du terroir et la proximité des producteurs, ainsi que la grande diversité des produits sur un tel petit territoire en production;

*- à rappeler ou apprendre aux résidents établis ou venant s'*établir au Luxembourg l'*existence de vins indigènes de qualité autant que d'en faire la promotion sur les marchés étrangers;*

- à considérer l'idée d'établir une Maison des vins et des produits du terroir dans notre capitale, dans laquelle à la fois les touristes et les résidents pourront prendre connaissance du et déguster le niveau qualitatif élevé des crus luxembourgeois ainsi que d'autres produits régionaux et nationaux, le cas échéant sous forme de PPP;

- à relancer notamment au moyen de campagnes de promotion les exportations de vins luxembourgeois vers la Belgique, leur premier marché d'exportation, et en ouvrant à Bruxelles une Maison du vin du Luxembourg, le cas échéant combiné à d'autres produits et productions de notre pays.

(s.) Octavie Modert, Sylvie Andrich-Duval, Léon Gloden, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Si soss keng Wuertmeldungen dozou? Da géif ech Iech froen, ob Der d'accord sidd, fir mat Handophiewen ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass fir d'Motioun?

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Gëtt et Enthalungen?

Domat ass d'Motioun 1 vun der Madamm Modert unanime ugeholl.

Motion 2

Déi zweet Motioun, idem, ass motivéiert. Sinn nach Wuertmeldungen zu der zweeter Motioun? Madamm Modert!

Mme Octavie Modert *(CSV), interpellatrice.*- Jo, d'CSV kann déi Motioun och mat ënnerstëtzen. Mir hu se dofir och gläich mat ënnerschriwwe gehat, wéi d'Debatt hei ugaangen ass. An do kënne mir och mat dat stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da maache mer, wann Der domat d'accord sidd, déiselwecht Prozedur wéi virdrun.

Vote sur la motion 2

Wien d'accord ass mat der zweeter Motioun, déi vum Här Baum abruecht ginn ass, mécht en Handzeechen, wann ech gelift.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Hu mer Enthalungen?

Domat ass och déi zweet Motioun unanime ugeholl.

Ech soen Iech Merci. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer. Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.57 heures)

Sommaire des séances publiques nos 6 et 7

6e séance

Ouverture de la séance publique p. 68

7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006 p. 68

Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg p. 68-76

7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg p. 76

6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 76-77

Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire p. 77

7e séance

Ouverture de la séance publique p. 77

Communications p. 77-78

Ordre du jour p. 78

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech p. 78-80

7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route p. 80-81

Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture p. 81-89

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°03** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016	
2350	Octavie Modert	Collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited
2368	Gusty Graas	Médicament «Baclofène»
2381	David Wagner, Marc Baum	Émissions de NOx des véhicules
2382	Félix Eischen	Voitures au gaz naturel
2384	Gilles Roth, Marco Schank, Diane Adehm	Bilan des radars fixes
2388	Fernand Kartheiser	Dégâts matériels occasionnés lors d'interventions policières
2390	André Bauler	Enlèvement de la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch
2392	Martine Hansen	Formation professionnelle
2396	Josée Lorsché	Mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette
2399	Max Hahn	Bus à moteur hybride ou à batterie électrique
2404	Yves Cruchten	Enseignement de la langue luxembourgeoise
2406	Yves Cruchten	Promotion et rôle de la langue luxembourgeoise dans la recherche et dans la culture
2407	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Abandon du Nation Branding et émergence de nouveaux instruments de promotion du pays
2408	Martine Hansen	«Luxembourg Medical School»
2410	Martine Hansen	Suppression de la durée du contrat d'apprentissage
2412	Georges Engel	Modes de transport légèrement motorisés
2413	Aly Kaes, Marc Spautz	Reclassement professionnel
2415	Marcel Oberweis	Étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe»
2416	Martine Hansen	Examens de fin d'études secondaires
2417	Fernand Kartheiser	Système de navigation pour voitures de police et cartes de visite
2419	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Extension du chèque-service accueil
2422	Marcel Oberweis	Piste cyclable de l'Alzette
2423	Fernand Kartheiser	Interventions de police dans des foyers d'accueil pour réfugiés
2425	Martine Hansen	Diplôme de technicien
2428	Fernand Kartheiser	Protection du patrimoine culturel et des édifices religieux
2430	Max Hahn, Claude Lamberty	Transports en commun par trains en soirée et durant la nuit
2431	Serge Wilmes, Diane Adehm	Édifices religieux
2432	Claude Adam	Enseignement à domicile
2433	Roy Reding	Passeport biométrique
2434	André Bauler	Emplacements d'éoliennes
2435	Roy Reding	Rachat de WhatsApp par Facebook
2436	Viviane Loschetter, Henri Kox	Financement climatique
2437	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Location de voitures avec chauffeur
2438	Marcel Oberweis	Centrales nucléaires
2439	Léon Gloden	Attributions de l'Administration des douanes et accises
2440	André Bauler, Edy Mertens	Fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune de Parc Hosingen
2441	Diane Adehm, Gilles Roth	Fabriques d'église et conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux
2443	Léon Gloden, Laurent Mosar	Assujettissement des administrateurs de sociétés à la TVA
2445	Nancy Arendt	Taux de remboursement des séances de kinésithérapie
2447	Martine Hansen, Serge Wilmes	Subvention de projets promouvant la langue luxembourgeoise
2448	Françoise Hetto-Gaasch	Examens anatomopathologiques
2449	Gusty Graas	Isolants contenant du HBCD (hexabromocyclododécane)
2450	Martine Mergen	Disparition de demandeurs d'asile mineurs au Luxembourg
2451	Lex Delles	Disque de stationnement électronique
2452	Laurent Mosar	Exonération de la TVA sur l'échange de services intragroupes
2453	David Wagner	Conseils consultatifs dans les structures d'hébergement
2454	Fernand Kartheiser	Table ronde au sujet du multilinguisme
2455	Fernand Kartheiser	Livre scientifique indisponible à la vente après publication
2456	Joëlle Elvinger	Suppression du secret bancaire pour les nationaux
2457	Fernand Kartheiser	Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH/ADHS)
	Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017	
2458	Gilles Roth, Diane Adehm	Terrains de football en gazon synthétique
2459	Martine Hansen	Plateforme MathemaTIC
2460	Marc Spautz	Inspection du travail et des mines (ITM)
2461	Diane Adehm, Gilles Roth	Transaction financière
2462	Claude Haagen, Alex Bodry	Exposition au radon
2463	Martine Hansen	Veaux décédés suite à des morsures
2464	Sylvie Andrich-Duval	Dons d'organes
2466	David Wagner	Déclaration UE-Afghanistan «Joint Way Forward»
2467	Diane Adehm, Gilles Roth	Données des dossiers passagers (PNR)
2468	Marc Spautz, Martine Hansen	Départ du directeur général du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)
2469	Marc Angel, Taina Bofferding, Franz Fayot	Création d'un «Centre européen de la Culture industrielle»
2470	Martine Hansen	Aide financière suite aux inondations du 22 juillet 2016
2471	Max Hahn, Claude Lamberty	Concept de «vague verte»
2472 cf. 2475	Claude Lamberty	Nouveau hall sportif prévu à l'INS
2473	Martine Hansen	Projet intégré final de rattrapage
2474	Marc Lies	Trésorerie de l'État
2475 cf. 2472	Nancy Arendt	Nouveau hall sportif prévu à l'INS
2477	Gast Gibéryen	Contournements de Heinerscheid et de Hosingen
2478	Gast Gibéryen	Droits du patient
2479	David Wagner	Poursuites en matière fiscale
2480	Gast Gibéryen	Neuroleptiques
2481	Fernand Kartheiser	Soutien pour des artistes luxembourgeois
2482	Marc Lies	Projets en vente du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
2483	Nancy Arendt	Championnats du monde de cyclo-cross 2017
2484	Marc Angel	Problèmes du secteur de l'hébergement
2485	Jean-Marie Halsdorf	Récent jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant les médicaments
2486	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Modification de la mention du sexe à l'état civil
2487	Marc Lies	Marché de la colocation respectivement de la sous-location
2488	Diane Adehm, Gilles Roth	Jugement du «Bundesgerichtshof» concernant les places de crèche
2490	Martine Mergen	Ressources humaines de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration
2491	André Bauler	Évolution du chômage dit «intellectuel»
2492	Georges Engel	Gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique
2493	Franz Fayot	Réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville
2494	Claude Lamberty, Max Hahn	Identification et enregistrement des animaux
2495	Octavie Modert, Laurent Mosar	Centre de stockage de données prévu à l'aéroport

2496	Gast Gibéryen	Promotion de la presse écrite
2497	Marc Baum	Autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaires et composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg
2498	Diane Adehm, Gilles Roth	Modifications parcellaires effectuées par l'Administration du cadastre et de la topographie
2499	Marc Spautz	Espace seniors à Rumelange
2500	Diane Adehm, Gilles Roth	Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique
2502	Marc Spautz	Médiation informelle
2503	Serge Wilmes	Future politique de la Société nationale de contrôle technique
2504	Diane Adehm, Gilles Roth	Bilan des radars fixes
2505	André Bauler	«Pont Patton» à Ettelbruck
2506	Marc Spautz	«ETI Roller System»
2507	Fernand Kartheiser	Commerce entre l'Union européenne et le Canada
2509	Marcel Oberweis	Alimentation des enfants âgés de zéro à trois ans
2510	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du Rehazenter
2511	Gilles Roth, Marc Lies	Hausse des prix des logements non destinés à une occupation personnelle
2512	Josée Lorsché	Analyse des statistiques sur l'évolution des cancers
2513	Octavie Modert	Collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited
2514	Sylvie Andrich-Duval	Prévention de troubles cardiaques
2515	Laurent Mosar	Renforcement des instruments de défense commerciale
2519	Gilles Baum	Retraite progressive
2520	David Wagner	Déversement du liquide AdBlue à l'Aire de Berchem
2521	Marc Spautz	Plan d'action national maladies démentielles
2523	Marc Spautz	Reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange
2524	Marc Spautz	Maison de soins à Differdange
2525	Françoise Hetto-Gaasch	Infractions routières
2527	Claudia Dall'Agnol	Criminalité transfrontalière
2528	Serge Wilmes	«Amnistie fiscale» votée en 2016
2529	Marc Angel	«Wanteraktioun»
2531	Marc Lies	Musée de la Police grand-ducale
2532	André Bauler	Télétravail
2533	Fernand Kartheiser	Carte d'invalidité
2534	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
2535	Gast Gibéryen	Décharge pour déchets au Fridhaff
2538	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxe sur les opérations boursières
2539	Fernand Kartheiser	Courriel des ministres et des ministères
2542	Martine Hansen, Marco Schank	Exposition au radon
2550	Martine Hansen	Cannabinoïdes en vente au Luxembourg
2554	Gusty Graas	Grippe aviaire H5N8

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 2350 (31.08.2016) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited:**

Am Mittwoch, den 31. August 2016, unterzeichneten POST Luxembourg und Singapore Post Limited eine strategische Kooperationsvereinbarung, um schrittweise Logistiklösungen für den Onlinehandel zwischen Asien und Europa einzuführen. Demnach wird POST Luxembourg von Ende September 2016 an zum neuen europäischen Logistikzentrum für Singapore Post Limited.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister und an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Welchen Einfluss wird diese Zusammenarbeit auf den hiesigen Flughafens lux-Airport haben?

- Welche Zunahme an Flugbewegungen wird erwartet und zu welchen Tages- bzw. Nachtzeiten sollen diese Flüge stattfinden?

- Wird POST Luxembourg, oder eventuell eine andere Firma, für diese Zusammenarbeit ein neues Logistikzentrum benötigen? Falls ja, wo wurde dies sein?

- Falls dies nicht der Fall ist, wird ein Ausbau der bestehenden Logistikkapazitäten benötigt?

- Bei Bejahung der letztgenannten Frage: Wann und zu welchen voraussichtlichen Kosten soll dies geschehen?

- Welchen Impakt wird der neue Warenverkehr auf den Verkehr und die Straßenbelastung in Luxemburg haben?

- Welche Auswirkung wird sich für den hiesigen Arbeitsmarkt erwartet: Wie viele Arbeitsplätze werden voraussichtlich durch diese Zusammenarbeit entstehen? In welchem Ausbildungs- und Qualifikationsbereich?

- Werden die angebotenen Logistiklösungen vom Personal von POST Luxembourg durchgeführt? Oder seitens anderer Firmen? Unter welchem Statut?

Réponse commune (07.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Die wirtschaftliche Diversifizierung steht ganz oben auf der Agenda der Regierung. Seit mehr als einem Jahrzehnt konzentrieren wir uns auf die Entwicklung bestimmter Wirtschaftssektoren, darunter E-Commerce, IT und Logistik. Seit 2004 hat sich die hiesige Logistikbranche kontinuierlich entwickelt mit dem Ziel, zum interkontinentalen und multimodalen Logistik-Hub für Mehrwert-Aktivitäten in Europa zu werden. Diese Bemühungen wurden im Logistics Performance Index der Weltbank anerkannt, wo Luxemburg 2016 den zweiten Platz belegt.

Darüber hinaus haben wir uns entschlossen, eine Spezialisierungsstrategie innerhalb der Logistikbranche umzusetzen, indem wir uns auf bestimmte Arten von Waren oder Branchen konzentrieren, welche eine spezifische Handhabung, Lagerung und Lieferung erfordern. So ist Luxemburg zum interkontinentalen Frachtdrehkreuz für den Vertrieb von Arzneimitteln nach den höchsten internationalen Standards geworden.

In Einklang mit der „Digital Lëtzebuerg Strategie" der Regierung ist es jetzt Ziel, Luxemburg als Logistikdrehscheibe in Europa für grenzüberschreitende E-Commerce-Logistik-Lösungen zu positionieren. In einer globalisierten Welt werden die Warenströme in Zukunft weiter zunehmen: Die Anzahl der Bestellungen über Internet steigt ständig und die Kunden erwarten eine schnellstmögliche Lieferung.

Die strategische Kooperationsvereinbarung, die Post Luxemburg und Singapore Post unterzeichnet haben, passt in dieses Konzept. Sie hat zum Ziel, den jeweiligen Kunden beider Unternehmen aus dem elektronischen Handel Logistiklösungen in Europa und Asien anzubieten. Diese Zusammenarbeit ist Teil der Strategie der Post Luxemburg, ihr Geschäftsfeld zu diversifizieren um wettbewerbsfähig zu bleiben und ihre Logistikaktivitäten zu stärken.

Ab Ende September wird Luxemburg so zur neuen europäischen Drehscheibe für die Verteilung von Paketen aus Asien. Im Gegenzug wird Post Luxemburg durch das Netzwerk von Singapore Post einen privilegierten Zugang nach Asien erhalten und so die Qualität seiner Dienstleistungen für seine europäischen Kunden aus dem elektronischen Handel erhöhen. Ziel der Zusammenarbeit ist es, schnellere Lieferströme zwischen beiden Kontinenten zu erzielen.

Die Lage von Luxemburg im Herzen Europas, die kurzen Wege zwischen den Akteuren im Großherzogtum und eine enge Zusammenarbeit zwischen Post Luxemburg und den hiesigen Behörden wie z.B. der Zollverwaltung, garantieren Singapore Post eine sehr kurze Bearbeitungsdauer und einen all-inclusive-Service. Pakete aus Asien werden in der Verteilzentrale der Post in Bettembourg verzollt und bearbeitet. Für die endgültige Verteilung der Pakete in die verschiedenen europäischen Länder wird Post Luxemburg mit lokalen Partnern zusammenarbeiten.

Eine genaue Erstellung der Warenströme sowie eventuelle Kapazitätserhöhungen, sind zu diesem Zeitpunkt noch nicht abschließend zu bewerten, da hierzu unter anderem Erfahrungswerte benötigt werden. Eine Aussage hierzu ist zurzeit verfrüht.

Question 2368 (09.09.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **médicament «Baclofène»:**

Deux essais français présentés le 2 septembre dernier à Berlin confirment une certaine efficacité du médicament «Baclofène» sur la réduction de la consommation d'alcool (voir «Le Monde» du 6 septembre dernier). Selon un communiqué de l'hôpital Paul-Brousse (AP-HP) 56,8% des patients sous «Baclofène» sont devenus abstinents ou sont parvenus à une consommation médicalement correcte d'alcool. Il est souligné par des experts que ce produit apporte un plus dans l'arsenal thérapeutique. En France l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a encadré en mars 2014 son utilisation par une recommandation temporaire d'utilisation pour une durée de trois ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce que Madame la Ministre a connaissance des études en question? Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement?

2. Dans quelle mesure le produit «Baclofène» est-il utilisé au Luxembourg pour lutter contre la dépendance de l'alcool?

3. Est-ce que le cas échéant il est également prévu de formuler une recommandation temporaire?

Réponse (04.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Les études présentées à l'ISBRA-ESBRA sont connues des services du Ministère de la Santé, il s'agit des études dites «Bacloville» et «Alpadir». Bien que les résultats de ces études semblent prometteurs, il reste cependant à analyser certaines données de sûreté et de pharmacovigilance.

ad 2. Une utilisation hors cadre des médicaments à base de «Baclofène» ne nous a pas été rapportée.

ad 3. Les résultats de ces deux études permettront après expertise et avis positif de déposer une demande d'autorisation sur le marché du «Baclofène» dans l'indication du traitement de la dépendance à l'alcool.

Les services du Ministère de la Santé suivent l'évolution de ce dossier très attentivement.

Question 2381 (15.09.2016) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **émissions de NO_x des véhicules:**

En septembre 2015, l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (EPA) a révélé que certains constructeurs d'automobiles, notamment le constructeur allemand Volkswagen-Audi, utiliseraient des techniques visant à réduire frauduleusement les émissions polluantes NO_x et CO_2 de leurs moteurs diesel et essence. La Commission européenne a réagi peu après par la proposition d'un renforcement du règlement 692/2008 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6).

La proposition de règlement visait avant tout l'oxyde d'azote (NO_x) émis par les moteurs diesel. En effet, les tests réalisés par les autorités américaines montraient que les niveaux d'émission NO_x détectés dépassaient largement les maxima prescrits par le règlement précité et posaient ainsi un risque préoccupant pour la santé des populations exposées à ces polluants. Pour y remédier, la Commission souhaitait obliger les constructeurs d'automobiles à mesurer les niveaux d'oxyde d'azote (NO_x) sur la route, en plus des tests en laboratoire. Comme pour les tests en laboratoire, les voitures n'auraient pas dû émettre plus de 80 mg/km de NO_x.

Mais jugée trop sévère par certains pays membres, cette proposition a été rejetée et la Commission a dû soumettre une version atténuée de son texte (qui préconisait un maximum de 128 mg/km de NO_x à partir de 2017) et demander à tous les États membres d'envoyer une prise de position écrite afin de trouver un consensus et d'éviter un blocage au Conseil.

Un accord entre les États membres qui permet toujours des émissions plus de deux fois supérieures (168 mg/km de NO_x) aux maxima fixés dans l'ancien règlement 692/2008 a finalement pu être trouvé. Jugeant ce compromis trop faible et demandant des règles plus strictes, seuls les Pays-Bas s'y sont opposés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures les questions suivantes:

1. Quelle était la position du Gouvernement sur la proposition initiale de la Commission européenne? Est-ce que le Gouvernement la jugeait trop stricte?

2. Quelle était sa position sur la version atténuée de la proposition de la Commission européenne?

3. Quel était le contenu de la position écrite que le Gouvernement a envoyée à Bruxelles en octobre 2015?

4. Messieurs les Ministres pourraient-ils nous faire parvenir la position écrite précitée?

5. Pourquoi le Gouvernement luxembourgeois ne s'est-il pas rallié à la position ferme du Gouvernement néerlandais à l'égard de l'accord jugé trop faible?

Réponse commune (10.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur la position du Gouvernement face aux nouvelles normes sur les émissions de NO_x des véhicules routiers.

Il convient de renvoyer dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n°1635 du 14 décembre 2015 de Monsieur le Député Serge Wilmes *(cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016)*.

Question 2382 (15.09.2016) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **voitures au gaz naturel:**

Suite à l'explosion d'une voiture au gaz naturel en Allemagne la semaine dernière, un grand groupe pétrolier vient de décider d'arrêter immédiatement les ventes de gaz naturel sur ses stations-services au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'on doive suspendre la vente de gaz naturel sur toutes les stations-services offrant ce combustible et la vente de voitures au gaz naturel jusqu'à la détection des causes de l'explosion?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'on doive mettre à l'arrêt au Luxembourg toutes les voitures roulant au gaz naturel dont la plus grande partie est utilisée par des administrations étatiques respectivement communales?

- Combien de voitures seraient concernées par une telle mesure?

- Les administrations étatiques/communales disposent-elles d'un propre point d'approvisionnement pour leurs véhicules roulant au gaz naturel?

Réponse (11.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'utilisation des véhicules au gaz naturel au Luxembourg suite à l'explosion d'un tel véhicule en Allemagne.

Tout comme en Allemagne, le groupe pétrolier concerné a suspendu la vente de gaz naturel au Luxembourg dès la publication de l'incident. Suite à une analyse des causes en interne par le groupe pétrolier, celui-ci a repris de nouveau après quelques jours la vente du gaz naturel, alors qu'aucune défaillance au niveau du point d'approvisionnement n'a pu être détectée.

318 véhicules à gaz naturel sont actuellement immatriculés au Luxembourg, dont 108 voitures automobiles à personnes propulsées à 100% par du gaz naturel comprimé, 92 voitures automobiles à personnes hybrides (essence/gaz naturel comprimé), 37 camionnettes propulsées à 100% par du gaz naturel comprimé, 27 camionnettes hybrides (essence/gaz naturel comprimé), un camion (inférieur à 12T) propulsé à 100% par du gaz naturel comprimé, un véhicule spécial hybride (essence/gaz naturel comprimé) (inférieur à 3,5T) et 52 autobus propulsés à 100% par du gaz naturel comprimé.

Il existe aujourd'hui un point d'approvisionnement pour les véhicules au gaz naturel géré par un opérateur public. Le syndicat TICE y approvisionne sa flotte d'autobus.

À ce stade, une mise à l'arrêt de tous les véhicules à gaz semble prématurée. À noter qu'une telle décision n'a d'ailleurs été prise ni en Allemagne ni dans aucun autre pays de l'Union européenne.

Question 2384 (16.09.2016) de **MM. Gilles Roth, Marco Schank** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **bilan des radars fixes:**

Le 16 mars 2016, les premiers radars fixes sont entrés en fonction. Le 9 mai 2016, dix autres radars fixes ont été mis en service ainsi que six radars mobiles.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Les Ministres peuvent-ils nous fournir des chiffres détaillés concernant le nombre de véhicules flashés par les radars fixes après six mois d'exploitation?

- Lesquels ont enregistré le plus d'automobilistes?

- Quel est le nombre de véhicules flashés par les radars mobiles?

Réponse commune (28.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les statistiques des radars fixes et mobiles.

Au cours des six premiers mois depuis leur mise en service, les radars automatiques ont relevé 168.345 infractions dont 18.147 ont été enregistrées au moyen des radars mobiles.

Ci-dessous le classement des radars fixes selon le nombre d'infractions relevées:

1. Merl
2. Schieren
3. Lipperscheid
4. Gonderange
5. Schlammestee
6. Reckange
7. Dorscheid
8. Roost
9. Niderterhaff
10. Hëttermillen
11. Welfrange
12. Heiderscheid
13. Stegen
14. Beckerich
15. Schmëttewier
16. Éimeschbaach
17. Garnich
18. Schoenfels
19. Steinheim
20. Pleitrange

Il convient de rappeler dans ce contexte que les radars fixes contrôlent simultanément la vitesse des véhicules dans les deux sens de la circulation, sauf celui installé sur l'autoroute A4 à l'endroit du rond-point Merl qui contrôle seulement dans le sens Esch/Alzette-Luxembourg. Il convient de rappeler également que les radars fixes mesurent la vitesse non seulement sur une longueur d'environ 50 mètres à l'approche mais aussi sur une longueur d'environ 50 mètres à l'éloignement du véhicule.

En ce qui concerne les six radars mobiles embarqués, la Police grand-ducale les emploie selon un concept basé essentiellement sur l'accidentologie. Jusqu'au 16 septembre 2016, 276 contrôles ont été effectués à l'aide des radars mobiles embarqués sur les différents types de routes. Un tel contrôle opéré au moyen d'un radar mobile embarqué peut durer jusqu'à quatre heures. Le plus grand nombre d'infractions, en l'occurrence 513 infractions, ont été relevées en deux heures par un radar mobile embarqué le 11 septembre dernier sur l'autoroute A1.

S'il s'agit pour l'essentiel d'excès de vitesse de moins de 20 km/h, il n'en reste pas moins que de grands excès de vitesse sont relevés, dont le plus grave dépassement de vitesse a été de 104 km/h supérieur au maximum réglementaire.

Si on remarque un apaisement en général de la vitesse, cet apaisement ne se reflète pourtant pas dans l'évolution du nombre d'infractions constatées.

Actuellement, le Comité de suivi, composé des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du système de contrôle et de sanction automatisés, est en train de dégager différentes pistes pour simplifier la procédure préjudiciaire.

Finalement, il convient de rappeler que la vitesse excessive a été la cause principale présumée de 45% des accidents mortels en 2015, soit 15 accidents dans lesquels 17 personnes ont trouvé la mort et deux personnes ont été grièvement blessées.

Question 2388 (19.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **dégâts matériels occasionnés lors d'interventions policières:**

Et ka virkommen, datt bei Asätz vun der Police materielle Schued entsteet, dëst souwuel um Eegentum vun de Persounen, déi vun der Police cibléiert sinn, wéi och bei den Noperen, der Copropriétéit oder aneren onbedeelegte Leit. Et kënnen dëst Schied si wéi futtis Dieren, Zillen op den Diech oder Gelänneren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

- Ginn d'Leit, déi e materielle Schued bei engem Asaz vun der Police mussen droen, dofir entschiedegt?

Wa jo:

- Wéi eng Prozedur ass dofir virgesinn? U wie mussen d'Leit sech adresséieren, fir de Schued ze mellen?

- Wéi séier sinn dës Prozeduren, a wat gëtt gemaach, fir de betraffene Leit esou séier wéi méiglech entgéintzekommen?

- Wéi oft ass an de Joren 2005 bis 2015 dës Prozedur ugewannt ginn, a wéi héich waren d'Entschiedegungen?

Wann neen:

- Denkt d'Regierung drun, eng Prozedur anzeféieren, fir esou Schied ze indemniséieren?

Réponse (20.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Wann eng Persoun e Schued bei engem Policewasaz erleit, gëtt dëse Schued an engem Rapport vun der Police festgehalen.

An der Praxis adresséieren déi betraffe Leit fir gewéinlech eng Demande, fir datt de Stat se indemniséiert, un d'Police.

Dëse Rapport an d'Entschiedegungsdemande ginn iwwert d'Voie hiérarchique bis bei de Generaldirekter vun der Police weidergeleet. Dëse preparéiert e Bréif un de Minister fir bannenzeg Sécherheet, un deen en de Rapport mat der Demande annexéiert.

Et gëtt gepréift, ob ee Verscholde säitens der Police festzehalen ass. Wa jo, da gëtt de Schued indemniséiert.

Et gëtt sech dann a Kontakt mat der betraffener Persoun gesat, fir déi néideg Informatiounen, déi gebraucht ginn, fir eng Entschiedegung auszebezuelen, ze kréien oder, wann den Dossier dès le départ komplett ass, kritt d'Persoun direkt de Montant vun der Indemnisatioun confirméiert.

Doropshi gëtt de geschëllte Montant un déi betraffe Persoun, iwwert de Budget vum Statsministère, iwwerwisen.

D'Dauer vun dëser Prozedur ass ënnerschiddlech an hänkt vun Dossier zu Dossier of. Vun der initialer Demande bis d'geschëllte Suen der Persoun iwwerwise ginn, dauert et an der Moyenne tëschent zwee a sechs Méint.

Dës Prozedur ass tëschent de Joren 2005 an 2015 eng 20-mol ugewannt ginn. De Montant vun den Entschiedegungen ass ganz ënnerschiddlech an hänkt vun der Héicht vum Schued of. An dësem Zäitraum louch déi niddregst Entschiedegung bei 69,46 € an déi héchst bei 8.771,54 €.

Question 2390 (19.09.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**enlèvement de la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch**:

Vers la mi-septembre 2016, des ouvriers ont commencé à enlever la haie le long de la route principale reliant Ettelbruck à Diekirch. Cette haie, qui a été plantée il y a 50 ans, sépare la route de la voie de desserte de deux mètres, qui assure un accès sécurisé aux propriétaires qui habitent le long de la route d'Ettelbruck à Ingeldorf ainsi qu'aux nombreux piétons et cyclistes qui circulent sur la voie de desserte.

Compte tenu de l'importance de cette haie, à la fois pour la sécurité des piétons et cyclistes et la tranquillité des habitants de la route d'Ettelbruck à Ingeldorf, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils m'informer quant aux raisons de l'enlèvement de cette haie?

- Quelles mesures de protection sont prévues: a) pour les piétons et cyclistes qui utilisent la voie de desserte le long de la route nationale Ettelbruck-Diekirch; b) pour les habitants d'Ingeldorf qui sont obligés d'emprunter la voie de desserte pour arriver à leurs propriétés?

Réponse commune (09.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député désire avoir des informations concernant l'enlèvement de la haie longeant la route N7 de son côté droit entre Ettelbruck et Diekirch.

En 2015, l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des ponts et chaussées ont convenu une nouvelle approche dans l'extensification de l'entretien des abords de routes pour divers sites à Diekirch. Au printemps 2016 les deux administrations ont pu entamer la planification d'un projet-pilote à Diekirch ainsi que l'exécution de premières mesures.

Un élément du projet-pilote sera la valorisation écologique et paysagère de la bande de verdure située entre la chaussée de la route entre Ingeldorf et Diekirch et le chemin piétonnier (piste cyclable) qui la longe.

Cette bande de verdure était constituée d'une haie plantée et composée d'une seule espèce, à savoir le troène («Liguster»), taillée de manière artificielle en caisson à petite hauteur, et d'une végétation herbacée soumise à un fauchage intensif. Le projet d'amélioration environnementale a prévu de modifier la structure uniforme de la haie, d'une part, en favorisant l'installation spontanée d'autres espèces d'arbustes (prunelliers, noisetiers, sureaux, viornes, etc.) et, d'autre part, de faire alterner des tronçons de végétation ligneuse avec des tronçons de végétation herbacée naturelle. À cet effet, il a été nécessaire d'enlever la haie artificielle sur divers tronçons pour y développer la végétation herbacée.

Cette approche du projet de valorisation écologique a permis à l'Administration des ponts et chaussées de résoudre un problème de visibilité que représentait la haie, entre autres celui pour les voitures sortant des propriétés attenant à la route.

Une autorisation sur la base de la loi de la protection de la nature n'était pas requise, étant donné que la haie était à assimiler aux haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, telles qu'elles sont prévues à l'article 17 alinéa 2 sub a), et non pas aux haies constituant un biotope conformément à l'alinéa 1er du même article.

Le projet d'extensification de l'entretien prévoira ensuite que les massifs de haies, qui subsistent, pourront se développer librement en hauteur et en largeur, c'est-à-dire ne seront plus taillés en caisson. Du côté du chemin piétonnier, les massifs ligneux formeront un toit de couronne surplombant la surface de circulation. Un raccourcissement périodique des branches y sera donc nécessaire sur une hauteur d'environ deux mètres. Par ailleurs, les tronçons à végétation herbacée ainsi que les bandes herbacées au pied des massifs de haies feront l'objet d'un fauchage extensif conformément aux principes énoncés dans la brochure «Nature et Construction».

La qualité de vie des piétonniers et des cyclistes et leur protection vis-à-vis de la route à trafic intense se verront ainsi augmentées de manière substantielle. Au final le projet devrait également aboutir à une augmentation de la biodiversité ainsi qu'à une meilleure intégration paysagère de la route et des constructions y attenantes.

Question 2392 (19.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **formation professionnelle:**

En septembre 2015, l'Université du Luxembourg a présenté une étude sur la formation professionnelle, intitulée «Éléments pour une évaluation de la réforme de la formation professionnelle: les principales critiques».

Selon la conclusion, le rapport «(...) recense principalement les critiques avancées par nos interlocuteurs, ce qui est dû d'ailleurs en partie au mode de questionnement qui tentait surtout de recenser les éléments négatifs dans le cadre d'une discussion de la réforme rendue nécessaire par les nombreux dysfonctionnements avérés et qui ont été répétés par nos interlocuteurs».

Ainsi il en résulte qu'il n'est pas évident de tirer des conclusions précises du rapport comme l'affirment d'ailleurs les auteurs du rapport:

«(...) la plupart des propositions de ce rapport provisoire sont formulées sous une forme conditionnelle». Dans ce contexte, les auteurs font souligner que «Ces nombreux points de critiques qui ont été recensés méritent d'être validés par une méthodologie quantitative plus rigoureuse, par exemple des enquêtes par questionnaires, qui permettraient d'en situer le poids plus précis.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) En vue de la grande réforme de la formation professionnelle, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner si une analyse globale est envisagée afin de faire connaître les forces et faiblesses du système?

2) Pour quelles raisons le Ministère s'est-il principalement appuyé sur les aspects critiques dans son évaluation?

3) Le Ministère a-t-il chargé l'université de valider les points de critiques par une méthodologie quantitative plus rigoureuse, telle que proposée par les auteurs du rapport? Dans l'affirmative, est-ce que tous les acteurs concernés seront consultés?

4) Dans la mesure où ledit rapport n'est que le rapport provisoire, quand sera publié le rapport définitif de cette étude?

5) En mai 2013, le Ministère a effectué auprès des lycées techniques une analyse SWOT. Le Ministère a-t-il évalué cette analyse? Dans l'affirmative, pouvez-vous nous indiquer les conclusions tirées de cette analyse SWOT?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Lors d'une conférence de presse le 7 octobre 2015 j'ai présenté les constats-clés d'une étude sur la formation professionnelle réalisée par l'Université du Luxembourg, ainsi que les réponses que mon Ministère entend y donner.

La mise en œuvre de la réforme professionnelle, qui a débuté en 2010 et porte sur 120 formations, a buté sur des difficultés importantes de mise en œuvre. Le Ministère y a réagi dès 2014, en précisant des mesures provisoires dans une instruction ministérielle, puis en déposant en 2015 un projet de loi destiné à remédier aux principaux problèmes de fonctionnement. Il a également chargé l'Institute for Lifelong Learning and Guidance (LLLG) de l'Université du Luxembourg de réaliser une évaluation qualitative du système actuellement en vigueur.

Le rapport de l'université dégage une vision commune des problèmes, également connus du Ministère. Pour alimenter les réflexions, les auteurs ont délibérément choisi de mettre en avant les aspects négatifs. Je tiens toutefois à préciser qu'il s'agit d'une étude qualitative heuristique, qui ne dit rien sur les dimensions quantitatives empiriques des problèmes. Néanmoins, elle documente un malaise généralisé et amène le Ministère à réexaminer certains points pour modifier la loi en vigueur.

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les informations suivantes.

ad 1) La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, qui a été votée à la session ordinaire de la Chambre des Députés en date du 12 juillet 2016, et le règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle, qui est entré en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016/2017, visent à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008. Le système de la formation professionnelle ayant changé considérablement depuis la dernière rentrée, il s'avère difficile d'entamer une étude globale quantitative en ce moment. Il va sans dire qu'elle est envisagée dans le futur dès que des cohortes complètes auront achevé leur formation professionnelle.

ad 2) La réforme de la formation professionnelle a porté sur un ensemble de 120 formations initiales et elle est progressivement entrée en vigueur à partir de la rentrée 2010. Depuis la rentrée 2012, toutes les formations ont été engagées dans la réforme. Si l'un des principaux objectifs de la réforme, à savoir améliorer la qualité de la formation professionnelle, semble atteint, il y a des problèmes majeurs pour ce qui est de l'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie, de l'organisation des formations dans les lycées et de l'identification avec la démarche de la part des enseignants et formateurs, des élèves et de leurs parents. Le système modulaire s'est avéré difficilement gérable pour les lycées. Face aux difficultés multiples, reportées à maintes reprises par tous les acteurs de la formation professionnelle, mon ministère a chargé l'Université du Luxembourg de réaliser l'étude sous rubrique. En vue de remédier à cette situation précaire, et ceci à court terme, j'ai pris la décision que l'étude se base principalement sur les faiblesses du système.

ad 3) Pour les raisons explicitées plus haut, mon Ministère ne prévoit pas, pour l'instant, d'entamer une analyse empiriquement plus rigoureuse. Or, comme évoqué dans ma réponse à la question parlementaire n°2151 des honorables Députées Sylvie Andrich-Duval et Martine Hansen (*cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016*), depuis août 2015, des mises en regard, des entrevues et des pourparlers réguliers du Ministère avec tous les acteurs concernés, notamment les chambres patronales et salariales, les équipes curriculaires, le collège des directeurs de l'enseignement technique, l'Intersyndicale et le Conseil supérieur de l'éducation nationale ont permis d'identifier les adaptations nécessaires et de renouer avec un état d'esprit constructif dans l'intérêt des jeunes et des entreprises.

ad 4) Le rapport d'évaluation de l'Institute for Lifelong Learning and Guidance (LLLG) de l'Université du Luxembourg porte effectivement le titre de rapport provisoire. Ne voulant nullement influencer les résultats, les conclusions et les appréciations souvent très critiques et négatifs du LLLG, j'ai décidé de publier le rapport sous sa forme brute. Dès lors, il n'est pas prévu qu'une version supplémentaire soit demandée.

ad 5) En mai 2013, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, sous la régie de ma prédécesseuse, a pris la décision d'effectuer auprès des lycées techniques une analyse SWOT concernant 1) l'enseignement par modules, 2) la mise en œuvre des programmes de formation, 3) la mise en œuvre des référentiels de formation et 4) la préparation des enseignants. En effet, l'enquête SWOT en question a finalement été adressée aux directeurs des lycées techniques, ayant la formation professionnelle dans leur offre scolaire, par l'ancien directeur à la formation professionnelle en date du 17 mai 2013. Malgré le renvoi massif de la part des directions, je déplore qu'une suite n'ait pas été donnée pour l'évaluation des retours, ce qui aurait permis l'établissement d'une synthèse de la nature de la réforme de la formation professionnelle, d'une vue globale sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces et par la suite de fixer les objectifs concrets.

Q50

Question 2396 (20.09.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette:**

Avec l'inauguration de l'ascenseur du Pfaffenthal de nouvelles opportunités se présentent pour les cyclistes entre le territoire des communes de la vallée de l'Alzette et celui de la Ville-Haute de la ville de Luxembourg.

Sachant qu'entre Walferdange et Dommeldange une piste cyclable en site propre fait néanmoins défaut, les cyclistes doivent partager la voie publique avec les autres utilisateurs du tronçon CR233 dit «Krommlängten». Malgré les dangers résultant du trafic motorisé qui y est assez dense, les cyclistes n'ont à leur disposition aucune alternative sécurisée et doivent par ailleurs accepter que la distance à parcourir en vélo de Walferdange en direction nord est très élevée par rapport à celle à parcourir par les automobilistes.

Compte tenu du fait que l'ascenseur du Pfaffenthal représente un élément-clé du réseau national cyclable entre Luxembourg-ville et le tronçon Mersch-Ettelbruck et que le nouveau funiculaire vers Kirchberg est de surcroît destiné à offrir des attraits supplémentaires pour la mobilité à bicyclette dans la région, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il améliorer la liaison cyclable dans la Vallée de l'Alzette entre Mersch et Pfaffenthal?

2) Est-ce qu'il existe de nouveaux projets destinés à optimiser les itinéraires cyclables dans la région en question? Quel est, le cas échéant, l'instance chargée de leur exécution et leur stade d'avancement?

Réponse (11.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Députée voudrait avoir des informations concernant la mobilité à bicyclette dans la vallée de l'Alzette.

Il est vrai qu'avec la mise en service de l'ascenseur Pfaffenthal-Ville-Haute le 22 juillet dernier et celle du funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg, prévue en décembre 2017, aucun obstacle topographique ne se dresse plus sur la quinzaine de kilomètres d'itinéraires cyclables entre Mersch et la ville de Luxembourg. Par contre, il est également vrai que c'est, d'une part, la sinuosité de l'actuel itinéraire cyclable PC15 entre Walferdange et Mersch et, d'autre part, sa circulation en trafic mixte au niveau des «Krommlängten» qui masquent l'immense potentiel du vélo comme moyen de transport pour les quelque 30.000 résidents dans la vallée de l'Alzette.

Ainsi, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'étudier différents projets ayant comme objectif commun d'améliorer la qualité du réseau cyclable dans la vallée de l'Alzette.

Sur le chemin repris CR233 à Dommeldange, qui figure comme PC1 assurant l'accès vers l'itinéraire cyclable PC15 de l'Alzette et donc comme axe cyclable principal entre le nord du pays et l'agglomération de la ville de Luxembourg, les cyclistes doivent actuellement rouler en trafic mixte. Une sécurisation de ce tronçon s'impose. Suite à des concertations avec toutes les parties concernées, mes services sont en train de finaliser l'avant-projet d'une piste cyclable séparée du côté ouest des rails de la ligne du Nord et ceci entre la gare de Dommeldange et la rue Jean-Baptiste Nothomb.

Dans le cadre de l'ouverture de l'autoroute du Nord, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'étudier le réaménagement de la N7 entre le giratoire à Walferdange et celui à la sortie de Rollingen. L'objectif est de revaloriser l'aménagement urbain de cet axe routier suite à la construction de l'autoroute A7. Il s'agit de diversifier l'offre de mobilité pour les résidents tout en décourageant une recrudescence du trafic de transit. Dans le cadre de ce projet, dont les études d'avant-projet viennent de débuter, des infrastructures pour cyclistes seront prévues le long de la N7. La configuration précise pour ces infrastructures cyclables reste à définir pour chaque tronçon en fonction du gabarit routier. Une fois que l'avant-projet sera prêt endéans quelques mois, il sera discuté avec les responsables communaux dans le cadre de la «Conventioun Uelzechtdall» et ensuite présenté au public.

Question 2399 (20.09.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **bus à moteur hybride ou à batterie électrique:**

Au sein de l'Union européenne, 94% des moyens de transport ont recours aux produits dérivés du pétrole, une situation qui crée une empreinte écologique considérable et impacte négativement sur la qualité de l'air, notamment dans les métropoles. Dans ce contexte, la Ville de Luxembourg a récemment commandé cinq bus hybrides électriques afin de contrer cette évolution et de miser sur la mobilité durable. En outre, l'Allemagne est en train de mener de nombreux projets pilotes dans ce domaine afin de déterminer les conditions sous lesquelles les technologies actuelles produisent les meilleurs résultats (bus à moteur hybride ou véhicules à batterie électrique).

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des études d'efficacité ont été menées afin d'évaluer l'opportunité des bus à batterie électrique au Grand-Duché?

- Le cas échéant, existe-t-il des projets concrets introduisant, de manière ponctuelle ou plus généralisée, ce genre de bus?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure d'indiquer quelles lignes du Réseau général des transports routiers pourraient être appropriées à être desservies par ces bus?

Réponse (11.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2399 du 20 septembre 2016 l'honorable Député Monsieur Max Hahn demande des renseignements sur des études d'efficacité pour mettre en service des bus électriques et des bus électriques de type hybride.

Dans le cadre de la réorganisation du réseau RGTR, mes services sont en train de mener certaines études sur la mise en service de bus à propulsion alternative.

À préciser que le service RGTR, soucieux d'entretenir une flotte moderne et à faibles émissions, utilise déjà depuis 2009 des bus hybrides sur différentes lignes de bus.

Fin 2016, la ligne 26 (ligne RGTR allant de Bertrange via Leudelange à Hesperange) sera exploitée avec six bus du type plug-in hybride, en utilisant une station de charge rapide à Bertrange; une deuxième station identique est prévue en 2017 à Alzingen. En outre, il est prévu en principe d'utiliser ce même type de bus et de mode de chargement sur la ligne RGTR 215 de Bascharage vers Luxembourg-ville dont la mise en service est prévue probablement en 2018.

Au-delà des projets mentionnés ci-dessus, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est en train d'évaluer la possibilité de mettre en œuvre pour le transport en commun davantage de projets pilotes avec des véhicules électriques. Une évaluation des lignes de bus RGTR, susceptibles de s'apprêter à une telle décarbonisation, sera réalisée après un retour en expérience des projets pilotes cités ci-dessus.

Question 2404 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant l'**enseignement de la langue luxembourgeoise:**

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même, relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Dans quelles classes (type d'enseignement, niveau) un enseignement de langue luxembourgeoise est-il dispensé?

2. Quels sont les buts visés par les enseignements de langue luxembourgeoise aux différents niveaux?

3. Si dans certains types d'enseignement un enseignement de langue luxembourgeoise ferait défaut, quelles sont les raisons pour cette situation? Le cas échéant, est-il prévu d'y remédier?

4. Comment Monsieur le Ministre définirait-il, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte du système éducatif luxembourgeois?

Réponse (08.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. et 2. Enseignement fondamental

Cycle 1, éducation précoce

L'éducation précoce a été introduite à partir de la rentrée scolaire 1998-1999. Son but fut dès le début «de familiariser les enfants avec le monde de l'école et la vie en commun avec des enfants de leur âge»[1]. Le Ministère précisait dans la circulaire de printemps de 2000 que la familiarisation avec la langue et la culture luxembourgeoise constitue une priorité pour l'éducation précoce. Cependant, «la langue luxembourgeoise ne doit pas devenir un facteur d'exclusion, voire de discrimination, mais doit jouer un rôle unificateur»[1]. L'apprentissage

[1] Berg, C /Weis, C. (2005): Sociologie de l'enseignement des langues dans un environnement multilingue - Rapport national en vue de l'élaboration du profil des politiques linguistiques éducatives luxembourgeoises. Luxembourg: MENFP/CESIJE.

précoce de la langue luxembourgeoise a été considéré «comme tremplin efficace vers l'apprentissage de l'allemand»[2] à partir de la première année d'études de l'enseignement primaire.

En 2009, l'éducation précoce fut institutionnalisée par la réforme de l'enseignement fondamental, bien que sa fréquentation restât facultative. Le but de faire de l'apprentissage précoce de la langue luxembourgeoise une priorité fut maintenu. Une systématisation de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, tout en maintenant une approche ludique adaptée au bas âge des enfants, se fit par la définition et l'illustration des compétences à développer à partir de l'éducation précoce dans le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental. L'accent fut bien entendu mis sur le développement des compétences dans les domaines de la production orale et de la compréhension de l'oral. Le plan d'études précise, que les acticités à développer par le personnel enseignant et éducatif «ne sont pas axées sur l'acquisition structurée de la langue [luxembourgeoise], mais sur une approche globale, par immersion, dans un contexte familier et stimulant tout en respectant et valorisant les langues maternelles des enfants de la classe»[3].

Le plan d'études introduisait la notion d'éveil aux langues afin de valoriser les connaissances et compétences dans leurs différentes langues maternelles d'un nombre croissant d'enfants intégrant les classes de l'éducation précoce avec une autre langue maternelle que le luxembourgeois.

Cycle 1, éducation préscolaire

Pendant les deux années du cycle 1, dont la fréquentation est obligatoire au Luxembourg, la seule langue de scolarisation employée pendant les 26 leçons d'enseignement prévues par le plan d'études est le luxembourgeois. L'éveil aux langues y est dispensé de manière transversale afin de développer auprès des enfants des compétences plurilingues et pluriculturelles qui sont typiques pour le contexte multilingue luxembourgeois. La large part accordée à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise permet notamment «aux enfants non luxembourgophones d'apprendre à parler le luxembourgeois avant d'entamer le véritable cursus scolaire»[4]. La réforme de l'enseignement fondamental en 2009 menait à la définition d'objectifs de fin de cycle, notamment dans les domaines de la production orale et de la compréhension de l'oral en langue luxembourgeoise pour le cycle 1.

Objectifs du cycle 1

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental définit les niveaux de compétence en langue luxembourgeoise qui sont à atteindre aux différents paliers de l'enseignement fondamental. Au cycle 1, l'accent est mis sur la compréhension de l'oral et la production de l'oral, donc la communication ayant lieu dans les interactions quotidiennes, notamment dans le cadre scolaire:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cycles 2 à 4, enseignement primaire

Compte tenu du fait que l'alphabétisation des élèves dans l'enseignement public luxembourgeois se fait traditionnellement en langue allemande, la majeure partie de l'enseignement langagier est consacrée à l'apprentissage de l'allemand, qui fut d'ailleurs pendant longtemps pour la majorité des Luxembourgeois la première langue écrite. Ainsi, le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental dispose dans son article 4 qu'aux cycles 2, 3 et 4, «l'allemand est la langue d'enseignement employée dans les domaines de développement et d'apprentissages relatifs à l'alphabétisation, la langue allemande, les mathématiques, l'éveil aux sciences, les sciences naturelles et humaines et l'éducation morale et sociale»[5].

Donc, officiellement, l'emploi du luxembourgeois se limite aux cours de langue luxembourgeoise, dont le volume annuel s'élève à 36 leçons, soit une leçon par semaine. Cependant, l'emploi du luxembourgeois en tant que langue de communication principale est également prévu pour les domaines «relatifs à l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé, l'éveil à l'esthétique, à la création et à la culture, les arts et la musique»[6], dont le volume annuel s'élève à 288 leçons, soit huit leçons hebdomadaires aux cycles 2 et 3 et à 252 leçons annuelles ou sept leçons hebdomadaires au cycle 4. En ce qui concerne les mathématiques et le domaine de l'éveil aux sciences et des sciences, le plan d'études recommande aux enseignants de tolérer l'utilisation du luxembourgeois et d'autres langues parlées avec aisance par les élèves, notamment pour faciliter la communication et les interactions dans le cadre de situations d'apprentissage et d'évaluation. Dans leur rapport sur la politique linguistique au Luxembourg[7], les experts du Conseil de l'Europe ont constaté que la présence du luxembourgeois «dans le quotidien pédagogique va bien au-delà de ce qui est prévu dans les textes réglementaires. Il n'est pas rare (...) que les enseignants aient recours au luxembourgeois pour apporter des explications aux élèves sur le contenu d'un enseignement dispensé en allemand ou en français»[8].

Force est de constater que l'apprentissage du luxembourgeois à l'enseignement primaire ne se limite aucunement aux 36 leçons d'apprentissage formel prévu annuellement, mais se fait essentiellement par son utilisation informelle dans le cadre de la vie quotidienne à l'école. Fehlen et Heintz[9] ont d'ailleurs constaté que la langue luxembourgeoise est de loin la langue la plus parlée au sein de l'école luxembourgeoise: plus que 80% des enfants de la tranche d'âge appartenant à l'enseignement fondamental utilisent la langue luxembourgeoise dans les écoles du Grand-Duché[10].

Objectifs des cycles 2 à 4

Les objectifs suivis par l'apprentissage de la langue luxembourgeoise aux cycles 2, 3 et 4 se déclinent également en socles de compétences définis pour la fin de chaque cycle. En ce qui concerne la description des niveaux correspondant au socle, il y a lieu de mentionner qu'il s'agit de standards de formation minimaux (Minimalstandards) qui sont définis dans l'optique qu'ils puissent être atteints par la majorité des élèves, y compris les élèves qui ne maîtrisent pas la langue luxembourgeoise au début de leur scolarité. Pour ne pas surmener les élèves par l'apprentissage systématique d'une troisième langue à côté de la langue allemande et de la langue française, dont la maîtrise est indispensable pour la poursuite de leurs études, le plan d'études indique que «les activités ne sont pas axées sur l'acquisition structurée de la langue de scolarisation, [en l'occurrence, le luxembourgeois], mais sur une approche globale, par immersion, dans un contexte familier et stimulant tout en respectant et valorisant les langues maternelles des enfants de la classe»[11].

À titre d'exemple, ne sont repris que les socles de compétences du cycle 4, qui bien entendu ne sont pas seulement développés pendant les leçons prévues pour l'enseignement de la langue luxembourgeoise, mais par l'usage de celle-ci dans de nombreuses situations de communication pendant des activités formelles et informelles au cours de la journée:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les socles de compétences relatifs à la langue luxembourgeoise ne comprennent pas le volet de la production écrite pour ne pas lui donner un caractère contraignant, soumis à une évaluation systématique. En effet, la partie du plan d'études se référant aux socles de compétences n'énumère que les éléments que tous les élèves devraient maîtriser à la fin d'un cycle d'apprentissage.

La deuxième partie du plan d'études comprenant les programmes définit par contre tout ce qui doit être enseigné dans les différentes matières au cours des quatre cycles de l'enseignement fondamental. Bien qu'on ne puisse pas attendre de l'ensemble des élèves qu'ils maîtrisent à fond les finesses de l'orthographe et la grammaire du luxembourgeois, il est évident qu'ils doivent au moins être familiarisés avec l'écriture de la langue nationale. Ainsi, le plan d'études prévoit que «les enfants sont amenés à découvrir quelques règles élémentaires de l'écriture de la langue luxembourgeoise. L'enseignant adapte les activités d'écriture aux connaissances des enfants. Il ne recourt en aucun cas à des dictées ou d'autres exercices formalisés»[12].

Les compétences à développer au sein du cycle 4 pour le domaine de la production écrite en langue luxembourgeoise sont les suivantes:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Enseignement secondaire et enseignement secondaire technique

Le luxembourgeois comme langue véhiculaire

L'instruction ministérielle du 10 septembre 2010 concernant la langue véhiculaire prévoit que le recours explicite au luxembourgeois est autorisé dans des situations clairement délimitées et justifiées:

- comme langue de médiation dans une interaction avec un élève en difficulté, mais seulement après que l'explication donnée et répétée en langue véhiculaire n'a pas été comprise;

- comme moyen de communication facilitateur dans des situations où un élève n'arrive pas à formuler clairement le fond de sa pensée;

- comme coup de projecteur dans des situations particulières où le professeur se rend compte que des aspects essentiels d'un problème de société ou les conséquences d'un débat scientifique, politique ou moral n'ont pas été compris;

- comme langue de communication entre les élèves lorsque ceux-ci travaillent en groupes ou dans des ateliers pratiques; ou comme langue de communication entre l'enseignant et l'élève individuel lors d'un travail pratique en atelier.

Cycle inférieur de l'enseignement secondaire

Dans la division inférieure de l'enseignement secondaire, une heure de luxembourgeois (LUXEM) par semaine figure au programme des classes de 7e.

Le manuel au programme est «Lies de bal», un livre avec des textes en langue luxembourgeoise, destiné aux élèves du cycle inférieur de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Il s'agit d'un recueil de textes pour la plupart récents. Le but est de donner envie aux jeunes de lire des textes en langue luxembourgeoise et d'éveiller leur intérêt pour la littérature luxembourgeoise.

Cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique

Dans l'enseignement secondaire technique, la branche combinée «Allemand/Luxembourgeois» (ALLUX) est enseignée en classes de 7e (quatre leçons/semaine), 8e (quatre leçons/semaine) et 9e (trois leçons/semaine).

Le manuel de luxembourgeois au programme du cours combiné «Allemand/Luxembourgeois» (ALLUX) pour les classes de 7ST, 8TE, 8PO, 9TE et 9PO est, comme pour les classes de 7e de l'enseignement secondaire, «Lies de bal».

De ce manuel, les enseignants doivent choisir au moins deux textes par trimestre qui seront lus en classe, expliqués et discutés: «Am Lëtzebuergesche gi pro Trimester wéinstens zwee Texter aus dem Buch 'Lies de bal' mat der Klass gelies, explizéiert an diskutéiert.» (Septembre 2014).

En 9e pratique et dans les classes modulaires du régime préparatoire (à l'exception des classes francophones), la branche ALLUX est enseignée à raison de quatre leçons par semaine. En pratique, la langue enseignée est l'allemand.

En ce qui concerne le luxembourgeois, l'accent est mis sur la compréhension et l'expression orales. Si les élèves ont des difficultés de compréhension et d'expression en langue luxembourgeoise, l'enseignant devrait les aider à acquérir ces compétences dans le cadre de la branche ALLUX.

Dans le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, il existe des classes d'insertion pour jeunes venant d'arriver au Grand-Duché. À côté d'un apprentissage accéléré de la langue française, le programme comporte quatre leçons de luxembourgeois (classes de 7STF et 8TEF, classes modulaires d'insertion 7MOF, 8MOF, 9MOF).

Un cours de luxembourgeois de quatre leçons/semaine figure au programme des classes d'accueil (ACCU), ainsi qu'un cours de luxembourgeois de deux leçons/semaine pour les classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIJA).

Le manuel au programme des classes d'accueil (ACCU), des classes d'accueil pour jeunes adultes (CLIJA) et des classes d'insertion est «Wat gelift? - Lëtzebuergesch fir déi Jonk», un livre spécialement conçu pour apprendre une langue étrangère à un public adolescent. Le but visé est une approche communicative dans l'enseignement d'une langue étrangère. L'accent est mis sur la compréhension et l'expression orales de l'élève en vue d'une meilleure intégration dans la société luxembourgeoise.

Cycle supérieur de l'enseignement secondaire

Pour les classes du cycle supérieur, il était prévu une option «Civilisation luxembourgeoise». Cependant, il n'existait pas de programme pour cette option. (Une personne a été chargée de l'élaboration d'un programme-cadre.)

L'anthologie «Literaresch Welten» est un manuel scolaire facultatif avec des textes d'auteurs luxembourgeois en langues luxembourgeoise, allemande et française pour les classes supérieures.

Classes internationales

L'École internationale de Differdange (EIDD) prévoit deux leçons de luxembourgeois (LUXEM) en S1 FR et S1 EN.

Au programme des classes internationales, classes préparatoires anglophones, classes préparatoires aux examens (international) GCSE, AS-level et A-level, figure une leçon de «Luxembourg - langue et culture» (LUXLA) en classes de 7e, 6e et 5e.

Un cours facultatif «Luxembourg - langue et culture» (LUXLA) d'une leçon par semaine est prévu pour les classes de 4e et 3e (GCSE), ainsi que pour les classes de 2e et 1re (AS-level, A-level).

Formation des adultes

Des cours de luxembourgeois pour adultes sont offerts par l'Institut national des langues (INL) et le Service de la formation des adultes (SFA). Les cours dispensés à l'Institut national des langues sont suivis pour la plupart de personnes qui veulent acquérir la nationalité luxembourgeoise et qui visent les tests de niveau B1 pour la compréhension orale et A2 pour l'expression orale.

Le Luxembourgeois et les élèves primo-arrivants

À titre d'information, je vous fournis également les informations concernant l'importance du luxembourgeois dans les programmes établis pour les élèves nouvellement arrivés au pays.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Pendant sa scolarisation au Luxembourg, chaque élève vit des moments sans enseignement formalisé de la langue luxembourgeoise. Cette démarche me semble tout à fait raisonnable, comme l'école luxembourgeoise tant comme l'État luxembourgeois sont dans l'obligation de promouvoir et la langue luxembourgeoise et le plurilinguisme, notre pays formant une multiglossie quasiment parfaite.

Néanmoins, je rejoins l'honorable Député en identifiant des pistes à creuser, en identifiant des opportunités de rendre plus efficace l'apprentissage du luxembourgeois dans nos curricula. À titre d'exemple, je tiens à mentionner un apprentissage plus systématique du luxembourgeois au cycle 1, l'option «Luxembourgeois» à la section A de l'enseignement secondaire et l'emploi fonctionnel du luxembourgeois en tant que langue véhiculaire dans le cadre de la formation professionnelle.

ad 4. Un des facteurs essentiels à la base de l'intégration sociale de tous les élèves scolarisés au Luxembourg, qu'ils parlent le luxembourgeois ou d'autres langues, est l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, notamment au niveau de l'enseignement fondamental, non seulement dans des cours de langue isolés, mais comme principale langue de communication pendant et en dehors des heures de classe.

En effet, le luxembourgeois, omniprésent dans la vie quotidienne, est considéré par les jeunes comme la première langue de communication interpersonnelle, tant sur le plan affectif, puisqu'il contribue à leur construction identitaire, que sur le pian social, comme en témoigne son usage abondant lors des échanges par les différents médias du domaine des technologies informatiques. Cette percée de la langue luxembourgeoise dans la communication journalière et les médias ne se reflète certainement pas encore dans tous les programmes scolaires, ni dans notre estime de cette langue.

1 Berg/Weis 2005

2 MENFP (2011): Plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental

3 Berg/Weis 2005

4 MENFP 2011

5 MENFP 2011

6 ibd.

7 CoE (2006): Profil de la politique linguistique éducative - Grand-Duché de Luxembourg. Strasbourg, Luxembourg: MENFP/Division des politiques linguistiques

8 ibd.:12

9 Fehlen, F. (2016): Die Luxemburger Mehrsprachigkeit: Ergebnisse einer Volkszählung. 1. Auflage. Bielefeld: transcript.

10 Ibd.: 54

11 MENFP 2011

12 MENFP 2011

Question 2406 (22.09.2016) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **promotion et** le **rôle de la langue luxembourgeoise dans la recherche et dans la culture:**

Depuis quelques jours, émanant d'une pétition déposée à la Chambre des Députés, une discussion quant à l'usage et l'importance attribuée à la langue luxembourgeoise aussi bien dans la communication officielle, i. e. administrative que dans la communication usuelle, enflamme les médias et plus particulièrement les réseaux sociaux.

Force est de constater que de nombreuses prises de position se caractérisent par une généralisation de certains faits isolés voire se basent sur des éléments peu précis et parfois même relatent des informations carrément erronées.

Vu l'importance et la complexité du sujet, une telle discussion quant au rôle à attribuer à la langue luxembourgeoise dans un contexte d'identité nationale mais aussi et surtout comme élément d'intégration et de cohésion sociale, nécessite un minimum d'objectivité basée sur des faits prouvés et incontestables.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Culture et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Existe-t-il des initiatives gouvernementales en matière de promotion de la langue luxembourgeoise au niveau culturel (théâtre, littérature, cinéma,...) et en matière de recherche (Université de Luxembourg, autres associations publiques ou privées)? Si oui, lesquelles?

2. Comment Messieurs les Ministres définiraient-ils, de manière générale, le rôle de la langue luxembourgeoise dans le contexte de la culture respectivement quelle importance le Gouvernement attribue-t-il à la recherche scientifique en matière de langue et de culture luxembourgeoises?

Réponse commune (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche soutiennent toute une panoplie de mesures en faveur de la promotion de la langue luxembourgeoise et qui sont détaillées ci-après.

Pour ce qui est du domaine de la culture, il s'agit notamment des soutiens suivants:

- subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise initiés par des associations ou des personnes privées;

- subventions indirectes aux projets culturels en langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels de l'État, les bibliothèques publiques agréées, l'Institut grand-ducal et les établissements culturels conventionnés;

- soutien à la valorisation, à la conservation et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels sous tutelle du Ministère de la Culture: la Bibliothèque nationale, le Centre national de littérature et le Centre national de l'audiovisuel;

- soutien à l'étude, à la description et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers la plate-forme «Lëtzebuerger Online Dictionnaire»;

- soutien à l'étude, à la description et à la diffusion de la langue luxembourgeoise à travers le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise.

Outre les subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise, le Ministère de la Culture confie également la valorisation, la conservation et la promotion de la langue luxembourgeoise à ses instituts culturels, notamment à la Bibliothèque nationale (ci-après «BnL»), au Centre national de littérature (ci-après «CNL») et au Centre national de l'audiovisuel (ci-après «CNA»).

La loi du 25 juin 2004 fixant les modalités du dépôt légal de toutes publications du patrimoine luxembourgeois (Luxemburgensia) garantit, entre autres, la collection et la conservation de toutes les publications en langue luxembourgeoise éditées au Luxembourg par la BnL et la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national en langue luxembourgeoise par le CNA.

Le catalogue de la BnL comprend actuellement 6.998 titres d'ouvrages en langue luxembourgeoise correspondant à 29.924 exemplaires. En 2015,126 nouveaux titres de langue luxembourgeoise sont entrés à la BnL. La BnL soutient activement l'apprentissage de la langue luxembourgeoise par la mise à disposition dans sa médiathèque de nombreux supports à caractère audiovisuel pour l'apprentissage rapide de la langue luxembourgeoise. Ces méthodes de langues («Sprachlehrmittel») sont régulièrement mises à jour et adaptées à la demande des usagers.

Le service de bibliothèques circulantes «Bicherbus» de la Bibliothèque nationale parcourt l'ensemble du pays en 17 tournées hebdomadaires et dessert 100 localités dans un rythme de trois semaines. Il permet ainsi d'apporter 504 titres, soit 1.185 exemplaires, de livres en langue luxembourgeoise au plus près des lecteurs.

Afin de promouvoir le patrimoine national écrit par Internet, la BnL met en ligne les anciennes éditions numérisées des quotidiens et livres édités au Luxembourg via son portail www.eluxemburgensia.lu. Toutefois ces publications sont rédigées principalement en langues allemande et française.

Par la publication des «Carnets didactiques du Cedom», rédigés en langue luxembourgeoise, réalisée dans le cadre du Centre d'études et de documentation musicales («Cedom») de la BnL, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le Ministère de la Culture, la BnL œuvre pour la promotion du patrimoine culturel et musical luxembourgeois dans les établissements scolaires. Le premier tome est dédié à l'hymne national «Ons Heemecht», les deuxième et troisième à la satire, au cabaret et au théâtre musical sous toutes ses formes.

La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques prévoit que les bibliothèques publiques mettent à la disposition de leurs usagers une collection incluant une offre équilibrée d'ouvrages au moins dans les trois langues officielles du pays ainsi que des méthodes audiovisuelles et autres d'apprentissage de ces langues. Cette obligation a été mise en place par le législateur dans un souci d'intégration et de cohésion sociale et notamment pour faciliter l'apprentissage des langues du pays, en particulier le luxembourgeois.

Le catalogue collectif des 74 bibliothèques du réseau bibnet.lu, accessible via le moteur de recherche a-z.lu, recense tous les ouvrages en langue luxembourgeoise détenus par ces bibliothèques. Les bibliothèques du réseau offrent à leurs publics 307 supports audiovisuels d'apprentissage de la langue luxembourgeoise. Auprès de ces mêmes bibliothèques ont été empruntés au cours de l'année 2015 7.572 livres de langue luxembourgeoise et méthodes de langue pour l'apprentissage du luxembourgeois.

Le CNL conserve le patrimoine littéraire national et assure la valorisation de la littérature multilingue du Grand-Duché de Luxembourg. Au Luxembourg, la littérature s'est toujours développée dans un contexte plurilingue et le CNL en tant que centre de recherche et maison de la littérature, ne se limite bien entendu pas uniquement à la valorisation de la littérature en langue luxembourgeoise; néanmoins cette dernière joue un rôle important dans les recherches et la programmation du CNL.

Dû au succès indéniable de l'exposition sur la langue luxembourgeoise qui s'est tenue du 26 octobre 2000 au 31 mars 2001, le CNL a publié un deuxième tirage du catalogue d'exposition «Lëtzebuergesch, „eng Ried, déi vun allen am meeschten ëm ons kléngt" (A. Meyer): eine Sprache geht ihren Weg: von „onst Däitsch" zu „eis Sprooch"». Cet ouvrage est toujours en vente et informe les lecteurs sur l'évolution du luxembourgeois en tant que langue littéraire en particulier et sur l'usage de la langue en général.

Par ailleurs, le CNL assure la recherche sur les auteurs de langue luxembourgeoise et les catalogues d'exposition (Dicks, Michel Rodange), les éditions (Michel Rodange, Dicks, Antoine Meyer, Isidore Comes, Max Goergen, Nicolas Gonner, André Duchscher) et les études scientifiques rendent compte des résultats de ces travaux. La valorisation de la langue y est également assurée par la publication de documents audio, p. ex. des choix de textes de Dicks, de Michel Rodange et d'Antoine Meyer lus par Steve Karier.

En 2014 et 2015, le CNL a organisé 42 soirées de lectures impliquant 65 auteurs. 19 soirées étaient vouées à la littérature en langue luxembourgeoise et 17 auteurs ont présenté des publications en luxembourgeois. En outre, le CNL met en contact les auteurs de langue luxembourgeoise avec des institutions et organisations, aussi bien au niveau national qu'international.

Le CNL soutient financièrement la création littéraire en langue luxembourgeoise, soit par la publication de textes inédits d'auteurs contemporains (Fundstücke-Trouvailles, 2016), soit en passant une commande d'écriture (p. ex. quatre pièces en un acte pour la saison 2016-2017 en collaboration avec le Théâtre des Casemates).

En 2017, le CNL publiera, dans sa collection des éditions et des études, deux tomes en langue luxembourgeoise, ce qui revient à une mise en valeur du luxembourgeois comme langue critique et scientifique.

Le «Lëtzebuerger Online Dictionnaire», dont la première version en ligne date de 2007, est la disposition la plus importante prise par le Ministère de la Culture pour sensibiliser le grand public à la langue luxembourgeoise. Il s'agit d'un dictionnaire plurilingue qui indique les mots communs de la langue luxembourgeoise avec leur traduction en allemand, en français, en anglais et en portugais. Chaque terme est accompagné d'exemples en luxembourgeois qui en illustrent l'usage. Des informations grammaticales pertinentes ainsi que des synonymes complètent les informations sémantiques et lexicales. Il est en outre possible de consulter un tableau de conjugaison pour chaque verbe et un tableau de déclinaison pour chaque adjectif.

Le dictionnaire est actuellement utilisé par plus de 150.000 utilisateurs par an, qui consultent autour de 1.500.000 d'articles, principalement pour comprendre le sens des mots luxembourgeois et/ou pour en vérifier l'orthographe. Le nombre d'utilisateurs est en constante augmentation.

Depuis son lancement, le «Lëtzebuerger Online Dictionnaire» n'a cessé d'évoluer et constitue à ce jour bien plus qu'un simple dictionnaire, à savoir un service d'assistance linguistique destiné au grand public (assistance par SMS, par téléphone et/ou par courriel), mais aussi à l'administration gouvernementale et aux entités paraétatiques ayant des besoins linguistiques spécifiques (service de correction et de traduction, notamment).

Par ses activités, le «Lëtzebuerger Online Dictionnaire» contribue donc à la mise en conformité des administrations avec l'article 4 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, stipulant que «lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant».

Suite à de très nombreuses demandes relatives à l'orthographe luxembourgeoise, l'équipe du «Lëtzebuerger Online Dictionnaire» a mis en place le projet ortho.lod.lu, site Internet destiné à rendre accessibles les principales règles actuelles de l'orthographe et permettant de rafraîchir et de tester ses connaissances en la matière. Au cours des douze derniers mois, plus de 50.000 exercices ont été effectués en ligne.

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise est un organe consultatif créé par l'article 24 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État qui a pour missions «l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise». Il peut être chargé par le Ministre de la Culture de «formuler des avis sur des questions pouvant aider à une meilleure connaissance et diffusion du luxembourgeois» et par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de «formuler des recommandations quant à l'étude et à l'enseignement de la langue».

En ce qui concerne le soutien du Gouvernement à la langue luxembourgeoise dans le domaine de la recherche, il y a lieu de souligner que l'Université du Luxembourg compte parmi ses objectifs la contribution au développement social, culturel et économique du Luxembourg (article 5 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg). La langue et la culture luxembourgeoise ainsi que l'histoire du Luxembourg ont eu, dès la création de l'Université en 2003, leur place dans l'offre de l'enseignement et dans les activités de recherche. Ainsi, Peter Gilles est professeur de l'Université en linguistique luxembourgeoise depuis le 1er septembre 2006.

L'Institut de langue et littératures luxembourgeoises dans l'Unité de recherche IPSE de la Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation emploie actuellement quatre membres du corps académique, six membres du corps intermédiaire des doctorants et postdoctorants ainsi que huit membres scientifiques. La page Internet http://infolux.uni.lu/ résume les activités en matière de langue et littérature luxembourgeoises. On y trouve notamment des informations sur quatre projets de recherche actuellement en cours, financés par le FNR, l'Université, la Deutsche Forschungsgemeinschaft et le Schweizerischer Nationalfonds, ainsi que sur sept projets de doctorats en cours. Le site propose également une section «ressources» contenant entre autres des dictionnaires et des ressources consacrées à la grammaire et à l'onomastique. Toutes les publications des membres de l'Institut sont également répertoriées sur ce site, et certaines d'entre elles peuvent y être téléchargées. Cinq doctorats en langue et littérature luxembourgeoises ont déjà été soutenus.

L'Institut d'histoire a également réalisé un grand nombre de projets scientifiques concernant le territoire et la société luxembourgeoise depuis l'époque médiévale jusqu'au temps présent, résultant en un grand nombre de publications, de mémoires et de thèses. Actuellement, le nouveau centre interdisciplinaire Institut d'histoire du temps présent (IHTP) consacré à l'histoire contemporaine du Luxembourg et de l'Europe ainsi qu'à l'histoire numérique est en train de prendre forme avec la nomination de son directeur, le professeur Andreas Fickers. Des projets concernant la culture luxembourgeoise et les migrations sont également en cours à l'Institut d'études romanes, médias et arts de l'Unité de recherche Identités. Politiques, Sociétés, Espaces (IPSE).

En ce qui concerne les formations, l'Université offre actuellement la formation continue «Lëtzebuerger Sprooch a Kultur». Un nouveau «Master in Theaterwissenschaften» en collaboration avec des théâtres luxembourgeois vient de démarrer. Une coopération stratégique de l'Université du Luxembourg avec l'Institut national des langues, qui est en train de se mettre en place, va encore renforcer la formation continue en matière de langue luxembourgeoise, aussi bien en ce qui concerne l'apprentissage de la langue que l'évaluation des compétences linguistiques en luxembourgeois.

À travers les différents soutiens, initiatives et programmes évoqués ci-dessus, il ressort clairement que le Gouvernement attache une importance toute particulière à l'apprentissage, à la diffusion, au soutien et donc au rôle de la langue luxembourgeoise tant dans le domaine de la culture que de la recherche. Il convient de préciser qu'il ne s'agit cependant pas d'un catalogue exhaustif de toutes les activités en faveur de la langue luxembourgeoise entreprises par le Gouvernement.

Question 2407 (22.09.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**abandon du Nation Branding et** l'**émergence de nouveaux instruments de promotion du pays:**

En date du 1er septembre 2016, la Secrétaire d'État à l'Économie Francine Closener a participé à l'ouverture officielle de la première édition de l'événement «Meet Luxembourg 2016». Lors d'une conférence de presse, Francine Closener a déclaré que le terme Nation Branding sera abandonné en octobre au profit d'une nouvelle opération de promotion du pays. La Secrétaire d'État à l'Économie a par la suite invité à la présentation des nouveaux instruments de promotion du Luxembourg intitulée «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» en date du 10 octobre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Dans son programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement avait indiqué que «(l)a promotion du Luxembourg (...) sera fondée sur la mise en place d'un concept de Nation Branding» et qu'il faudra «(u)ne approche systématique vis(ant) à mesurer, établir et gérer la réputation du Luxembourg».

Dès lors, pourquoi est-ce que le concept actuel de Nation Branding est abandonné par le Gouvernement? Monsieur le Ministre estime-t-il que l'abandon d'un concept basé sur plusieurs années d'efforts et d'investissements est une approche «systématique» de gestion de la réputation du Luxembourg?

- Quel est le coût global final du concept Nation Branding, y inclus toutes les conférences, invitations de participation au grand public, débats, élaboration et production de matériel de promotion, etc., depuis qu'il figure dans le programme gouvernemental de 2013?

- Quelles sont les attentes concrètes de Monsieur le Ministre envers le remplacement du terme Nation Branding par les instruments de promotion «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?»?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau de comparaison entre le concept abandonné Nation Branding et les nouveaux instruments de promotion du pays «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» en indiquant concrètement les différentes mesures des deux concepts, lesquelles seront reprises

dans le nouveau concept et lesquelles seront abandonnées?

- Depuis quand le Gouvernement est-il en train d'élaborer ce nouveau concept et quel est le coût accumulé y inclus la présentation du 10 octobre?

Réponse (28.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le processus de Nation Branding, initié par le Gouvernement en 2013, est un processus en plusieurs phases. La première (janvier 2014 à juin 2015) avait été consacrée à la réflexion sur les valeurs qui fédèrent les citoyens du pays et que sont l'ouverture, le dynamisme et la fiabilité. La seconde (septembre 2015 à juillet 2016) s'est ensuite attachée à définir comment traduire en messages et en symboles ces valeurs pour se présenter à un public international de manière authentique et inspirante. La troisième (depuis janvier 2016), plus opérationnelle, se concentre maintenant sur le déploiement des actions de mise en œuvre. Présentés le 10 octobre dans le cadre d'une conférence publique aux Rotondes, intitulée «Zesumme méi wäit... - Comment parler du Luxembourg?» par la Secrétaire d'État à l'Économie, ces outils et actions, qui sont le fruit des deux premières phases, sont conçus pour faciliter le travail des institutions publiques ou privées et des personnes souhaitant communiquer sur le Luxembourg.

Quant à la terminologie employée, et étant donné que le processus Nation Branding - après deux phases d'ordre plus stratégiques et conceptuelles - est entré dans une phase de déploiement et d'actions concrètes, le Gouvernement estime que le terme «promotion du Luxembourg à l'étranger» reflète mieux la troisième phase du processus consacrée au volet opérationnel. Par ailleurs, le comité de coordination a créé un espace pour rassembler une panoplie d'informations, vidéos, images et faits remarquables relatifs au pays, ceci autour de thèmes caractéristiques du Luxembourg, afin que tous les acteurs qui œuvrent au rayonnement du pays puissent y trouver une inspiration. Ainsi le site Internet porte le nom http://www.inspiringluxembourg.lu et le Comité de coordination s'appelle désormais également Comité de coordination «Inspiring Luxembourg».

Le budget attribué à la mise en place du concept de Nation Branding est de 1.290.500 € jusqu'à présent, dont 970.000 € pour l'exercice budgétaire en cours.

Question 2408 (22.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **«Luxembourg Medical School»**:

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur en date du 14 mars 2016, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace nous a informé que des études étaient en cours en vue d'analyser l'opportunité d'une «Luxembourg Medical School» ou d'un modèle alternatif avec une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région. Les conclusions de ces études devaient être présentées au cours de l'été 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les conclusions tirées de ces études?

Réponse (19.10.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen au sujet de la formation en médecine à l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 14 mars 2016, j'ai informé les membres que «la question de la „Luxembourg Medical School" (formation de base de six ans) ou d'un modèle alternatif en partenariat (entre la formation actuelle d'un an et celle de six ans) doit être abordée en vue du Contrat d'établissement pour la période 2018-2021. Actuellement, des études sont en cours. Une coopération renforcée avec une ou plusieurs universités de la Grande Région a été favorisée par les députés des différents partis lors de la réunion du 16 mars 2015. Les conclusions de ces études devraient être présentées au cours de l'été 2016.»

À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail chargés d'examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg sont encore en cours. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision.

Le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite en effet une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que je ne saurais devancer les conclusions des rapports qui ne sont pas encore disponibles. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l'Université mais aussi pour l'ensemble du pays, le Gouvernement s'accorde le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu'il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

Toutefois, je peux rappeler à l'honorable Députée Martine Hansen que le contrat d'établissement avec l'Université du Luxembourg pour la période de 2010 à 2013 prévoyait que: «À la demande du Gouvernement, l'Université étudie la mise en place d'un dispositif de formations pour la médecine et certaines professions de santé.»

Selon les informations dont disposent mes services, une première réunion en vue de développer la formation médicale au Luxembourg s'est tenue le 24 mars 2011 et avait pour objet le développement d'un bachelor en médecine. Cependant, fin 2013, le ministère ne disposait ni d'un rapport de synthèse ni d'analyses détaillées. Les études et analyses détaillés ont été initiés en 2014 et ont pour but de permettre la prise d'une décision qui tient compte aussi bien des évolutions au niveau des formations médicales des pays limitrophes, du développement de l'Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

Question 2410 (23.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **suppression de la durée du contrat d'apprentissage:**

Avec la mise en vigueur de la loi du 24 août 2016 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle sera supprimée la durée maximale de la formation de l'élève en formation professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quelles seront les conséquences de cette suppression sur la durée du contrat d'apprentissage?

- Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les patrons?

Réponse (21.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, en vigueur depuis la rentrée scolaire 2016-2017, vise à remédier à des incohérences et difficultés organisationnelles nées de la réforme de 2008.

Il est vrai qu'entre autres elle ne prévoit plus de durée maximale pour une formation professionnelle, et ceci pour éviter le décrochage scolaire. Dorénavant, les élèves entamant une formation professionnelle disposent, si nécessaire, de plus de temps pour la finaliser. En effet, l'obligation qu'un élève doit terminer une formation en ne disposant que d'une seule année au-delà de la durée normale de sa formation est supprimée, étant donné qu'il s'est avéré comme étant trop strict comme ladite durée ne répond pas aux principes didactiques de la différenciation ni de l'évaluation formative.

Je tiens à souligner que toutefois, il n'y a pas de modification de la législation concernant le contrat d'apprentissage.

Des adaptations plus approfondies de la formation professionnelle sont actuellement préparées en concertation avec tous les partenaires de la formation professionnelle. Elles entreront progressivement en vigueur à partir de la rentrée 2017-2018.

Dans ce même contexte, j'ai également demandé aux chambres professionnelles, patronales et salariale de me faire une proposition consensuelle relative au contrat d'apprentissage et sa durée.

Finalement, je tiens à préciser que les principes du contrat d'apprentissage peuvent être résumés comme suit:

- Le contrat d'apprentissage est conclu entre l'organisme de formation et l'apprenti ou son représentant légal s'il est mineur.

- Le patron formateur signe le contrat d'apprentissage pour l'organisme de formation.

- Si l'apprentissage se fait selon le système pluriel de lieux de formation, une convention séparée est à signer entre l'organisme de formation initial et l'organisme de formation accessoire. Le contrat d'apprentissage initial reste en vigueur tout au long de l'apprentissage.

Il s'ensuit que la responsabilité relative au contrat d'apprentissage revient aux chambres professionnelles et patronales respectives servant d'intermédiaire entre l'organisme de formation et l'apprenti, le cas échéant au représentant légal si l'apprenti est mineur.

Au vu de ce qui précède, il est clair que mon ministère ne souhaite pas s'immiscer dans les compétences clés des partenaires de la formation professionnelle.

Question 2412 (23.09.2016) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **modes de transport légèrement motorisés:**

Ces dernières années, de nouveaux modes de transport légèrement motorisés sont apparus. Vélos et trottinettes électriques, gyropodes, mono-roues électriques ou hoverboard dépassent la vitesse d'un piéton, mais ne sont pourtant pas tous équipés pour être conduits sur la route. Pour les personnes intéressées par ce type d'engins, leur réglementation n'est pas toujours claire. Ce problème concerne aussi bien la question de savoir s'il est permis de les conduire sur le trottoir ou sur la route que les questions autour d'une éventuelle immatriculation ou certification. Il en est par ailleurs de même pour les scooters pour personnes à mobilité réduite.

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il serait utile de publier un guide pratique reprenant certaines dispositions du Code de la route concernant justement ce type de véhicules?

- Parmi les engins conduits sur le trottoir, certains sont capables d'atteindre une vitesse maximale de 20 km/h. Est-ce qu'il est permis de rouler à cette vitesse sur le trottoir?

Pour d'autres véhicules motorisés la vitesse maximale est fixée à un seuil inférieur à la vitesse maximale autorisée sur la route. Ainsi, les cyclomoteurs à 50 ccm sont bridés pour que leur vitesse ne dépasse pas les 45 km/h.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait plus logique et moins dangereux de ne pas brider les cyclomoteurs et de leur permettre de rouler à la même vitesse que les autres usagers de la route?

- Dans quelle mesure tous les véhicules mentionnés ci-dessus sont-ils réglementés au niveau de l'Union européenne? Quels sont les aspects réglementés par les législateurs nationaux?

Réponse (28.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les nouveaux moyens de mobilité électrique.

En effet, il échet de préciser tout d'abord que tous ces nouveaux moyens de mobilité ne figurent pas en tant que tels dans le Code de la route. Ainsi, conformément aux dispositions du Code de la route, ils sont assimilés, selon leur puissance, à un «jouet», à un «cycle électrique» ou à un «cyclomoteur (50 ccm)».

Leur utilisation est donc soumise aux règles du Code de la route applicables à ces catégories de véhicules.

À noter dans ce contexte que les services compétents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sont en train d'élaborer une brochure relative aux modalités d'utilisation de ces véhicules.

En ce qui concerne une augmentation de la vitesse maximale autorisée des cyclomoteurs telle que préconisée par l'honorable Député, il convient de relever que ces véhicules sont conçus pour rouler à la vitesse limite de 45 km/h par le constructeur pour laquelle ils ont été homologués.

Question 2413 (23.09.2016) de **MM. Aly Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **reclassement professionnel:**

Un des objectifs majeurs de la loi du 23 juillet 2015 modifiant e. a. le dispositif du reclassement interne et externe et issue du projet de loi n°6555 a été de favoriser le reclassement interne.

Cette loi avait par ailleurs pour ambition de motiver les personnes admises au statut de personne en reclassement professionnel à briguer un nouveau poste de travail.

Lors des débats ayant eu lieu dans le cadre de l'adoption du projet de loi précité, Monsieur le Ministre a également tenu à expliquer que les personnes en reclassement externe inscrites auprès de l'ADEM seraient en train de faire l'objet d'une évaluation de la part du médecin-conseil de l'ADEM pour déterminer leurs aptitudes professionnelles. C'est ainsi qu'en 2014, 407 personnes ont fait l'objet d'une telle évaluation. Parmi celles-ci, 175 auraient été considérées comme pouvant être admises à la pension d'invalidité.

Par rapport aux 175 dossiers, 77 auraient enfin été admises à la pension d'invalidité et 13 refus auraient été prononcés, le restant étant en attente de décision. Jusqu'à la mi-2015, 254 personnes supplémentaires auraient été évaluées, dont 103 étaient proposées à la pension d'invalidité. De ces 103 personnes, 10 auraient été admises à la pension d'invalidité et 2 refus auraient été prononcés.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de salariés ont été reclassés en interne sinon en externe entre le 1er janvier 2016 et le 1er octobre 2016? Combien de salariés n'ont pas été admis au reclassement du fait qu'ils n'étaient pas en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail établi par le médecin du travail à l'embauche? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

2. Combien de salariés reclassés en interne ont dans l'année été licenciés par l'employeur? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations depuis 2009?

3. Combien d'entreprises n'ont pas procédé au reclassement interne d'un de leurs salariés depuis le 1er janvier 2016, malgré le fait qu'elles y soient tenues en vertu de l'article L.551-2 (1) du Code du travail? Combien d'entreprises ont soumis à la Commission mixte un dossier motivé pour ne pas devoir reclasser en interne un de leurs salariés en vertu de l'article L.551-3 (1) du Code du travail?

4. Quel est le montant global des taxes de compensation versées au Fonds pour l'emploi au titre de l'article L.551-3 (2) du Code du travail? Quelle est la durée moyenne de paiement de ces taxes imposées aux entreprises récalcitrantes par la Commission mixte? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009? Sur base de quels critères la Commission mixte décide-t-elle du montant et de la durée des taxes de compensation à payer?

5. Combien de salariés ont été reclassés en externe par décision de la Commission mixte en vertu de l'article L.551-5 (1) depuis le 1er janvier 2016? Combien de ces personnes ont par la suite été assignées par l'ADEM et ont retrouvé un emploi? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

6. Combien de personnes inscrites auprès de l'ADEM ont depuis le 1er janvier 2016 été admises à la pension d'invalidité? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

7. Combien de personnes bénéficiaires du statut de personne en reclassement professionnel ont bénéficié depuis le 1er janvier 2016 d'une indemnité professionnelle d'attente? Combien de personnes n'ont pas pu en bénéficier en raison du fait qu'elles n'ont pas rempli la condition d'aptitude ou d'ancienneté prévue à l'article L.551-5 (2) du Code du travail? Combien de personnes ont touché la rente d'attente depuis le 1er janvier 2016? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes

données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

8. Combien de personnes se sont vu prescrire des mesures de réhabilitation ou de reconversion en vue du reclassement professionnel interne ou externe? Quels types de mesures ont été concrètement prescrits? Combien de personnes ont refusé de se soumettre à ces mesures et pour quelles raisons? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i.e. depuis 2009?

9. Combien de personnes en reclassement professionnel externe ont été affectées à des travaux d'utilité publique conformément à l'article L.551-1 du Code du travail et pour quelle durée? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

10. À combien de reprises le Fonds pour l'emploi est-il intervenu ou a-t-il été mis en intervention au titre de l'article L.552-4 du Code du travail? Quelle somme a ainsi pu être récupérée? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir, si applicable, ces mêmes données pour les années antérieures, i. e. depuis 2009?

Réponse (23.11.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 2. L'ADEM n'a pas les données concernant le licenciement de salariés reclassés dans l'année. Cependant sur les 4.877 personnes reclassées en interne depuis 2009, 278 personnes se sont inscrites à l'ADEM dans l'année du reclassement.

ad 3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 au 1er janvier 2016, un employeur a refusé de procéder au reclassement interne, bien qu'il y soit tenu par l'article L.551-2 (1) du Code du travail.

Décisions de reclassement interne sans l'accord de l'employeur [art. L-551-3 (1) du Code du travail]:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. Le montant des taxes de compensation à verser au Fonds pour l'emploi en cas de refus d'une entreprise à procéder au reclassement d'un de ses salariés, la durée de paiement de ces taxes imposées aux entreprises récalcitrantes ainsi que les critères sur lesquels la Commission mixte se base pour en décider font actuellement l'objet de discussions au sein de la Commission mixte.

ad 5. Entre le 1er janvier 2014 et le 31 mai 2016, 2.386 dossiers concernant des demandeurs bénéficiant d'un reclassement externe ont été clôturés. 528 personnes ont retrouvé un emploi, 1.368 personnes ont été prises en charge par la CNAP (sans distinction du type de pension dont la personne bénéficie), 102 personnes ont retrouvé un emploi à temps partiel et ont été parallèlement prises en charge par la CNAP et pour 388 personnes l'ADEM ne dispose pas de données.

La ventilation par année se présente comme suit:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6. Entre le 1er janvier 2015 et ce jour, l'ADEM a dispensé 408 personnes, suite à une évaluation médicale approfondie par les médecins de travail de l'ADEM, de l'obligation de se présenter auprès de leur conseiller référent. Les personnes concernées ont reçu le conseil d'introduire une demande en obtention de la pension d'invalidité. Sur ces 408 cas, 98 ont pu être clôturés entre-temps. Seulement dans deux des 98 cas, la pension d'invalidité a été refusée. Les autres dossiers sont encore en phase d'instruction.

ad 7. Jusqu'à présent aucune personne bénéficiant d'un reclassement professionnel n'a pu bénéficier d'une indemnité professionnelle d'attente alors que les personnes susceptibles de bénéficier de cette indemnité bénéficient encore de l'indemnité de chômage.

ad 8. Mesures de réhabilitation ou de reconversion:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À ce jour, aucune personne bénéficiant d'un reclassement n'a refusé une mesure de réhabilitation ou de reconversion.

Il s'agit en l'occurrence surtout de mesures de formation, qui sont très variées.

ad 9. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 au 1er janvier 2016, quatre personnes ont pu bénéficier d'une affectation à des travaux d'utilité publique dont la durée minimale, prévue par l'article L.551-13 du Code du travail, est de quatre mois.

ad 10. Il n'y a pas encore eu d'intervention du Fonds pour l'emploi sur base de l'article L.552-4 du Code du travail.

Question 2415 (26.09.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe»:**

Dans le cadre de l'heure de questions au Gouvernement du 1er décembre 2015 (*cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016*), le Gouvernement avait annoncé vouloir présenter les résultats de l'étude ayant pour objet d'évaluer, entre autres, l'impact à moyen et long terme de la sortie virtuelle du «tourisme à la pompe» après analyse des ventes de produits pétroliers pour l'année 2015. En réponse à ma question parlementaire n°1826 du 18 février 2016 (*cf. compte rendu n°10/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures avait précisé que les chiffres officiels concernant la vente de produits pétroliers du dernier trimestre 2015 n'ont pas encore été publiés par le Statec.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Les chiffres de vente de produits pétroliers pour l'année 2015 sont-ils désormais disponibles?

- Dans l'affirmative, quand le Gouvernement entend-il finaliser et présenter les résultats de l'étude du «tourisme à la pompe»?

Réponse (07.11.2016) de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les chiffres officiels concernant la vente de produits pétroliers sont disponibles, en l'occurrence en 2015, 394.927.685 litres d'essence et 1.982.940.798 litres de gasoil routier ont été vendus au Luxembourg.

Suite à la mise à disposition de ces chiffres, l'étude relative aux effets environnementaux liés à l'exportation de certains produits pétroliers a été finalisée. Il est prévu que le Gouvernement en conseil délibère en sa séance du 25 novembre 2016 sur les résultats de l'étude précitée qui va être présentée aux commissions concernées de la Chambre des Députés pour ensuite être rendue publique.

Question 2416 (26.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **examens de fin d'études secondaires**:

Le 31 juillet 2015, un accord a été signé dans le cadre de la médiation entre les syndicats APESS, FEDUSE/Enseignement-CGFP et SEW/OGBL, réunis en intersyndicale, et le Gouvernement. Selon le procès-verbal de cet accord, il a été retenu «d'allonger la durée des cours en classes terminales de une à deux semaines de plus par rapport au 15 mai en classes de 1re et 13e, au 1er juin en formation du technicien et au 5 juin en DAP. Les pistes envisagées sont notamment la suppression de la triple correction des épreuves moyennant la mise en place de critères de correction transparents pour chaque discipline et d'une procédure pour le traitement d'éventuelles divergences de notes». Il a été en plus décidé que «Dans le cas où la durée des cours ne peut pas être allongée de une ou de deux semaines, il est introduit à partir de la rentrée 2016/2017 un coefficient correcteur de respectivement 1/36e ou de 2/36e».

Selon mes informations, Monsieur le Ministre a bien allongé la durée des cours en classes terminales de l'enseignement secondaire et a ainsi évité l'introduction d'un coefficient correcteur. Or, en contrepartie, le temps nécessaire à la préparation des examens de fin d'études secondaire a été réduit pour les classes terminales de l'enseignement secondaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la réduction du temps de préparation (à savoir les journées libres avant le début des examens) en classes terminales de 1re?

2) Est-ce que les classes terminales de 13e se voient aussi réduire leurs temps de préparation aux examens de fin d'études?

3) Pour quelles raisons les épreuves d'examen ne vont pas être décalées de quelques jours?

4) La démarche de réduire le temps de préparation a-t-elle été la seule possibilité analysée? Est-ce que des démarches alternatives respectivement les pistes annoncées en juillet 2015 ont été analysées?

5) Cette mesure a-t-elle l'accord des enseignants et des comités d'élèves?

Réponse (16.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) Une première ébauche du calendrier de l'examen de fin d'études n'avait en effet prévu qu'une seule journée libre avant l'examen. Le but était d'encadrer au mieux les élèves avant l'examen.

Entre-temps, une solution respectant mieux les besoins divers des élèves prévoit de laisser le choix aux élèves de se présenter à l'école pour obtenir de l'aide durant la préparation des examens. Ainsi, deux journées de consultation ont été introduites, ce qui, avec les journées du samedi et du dimanche, permet aux élèves de se préparer pendant quatre jours avant la première épreuve de l'examen, sans qu'ils ne soient obligés d'être présents à l'école.

ad 2) Le calendrier des classes de 13e est le même que pour les classes de 1re.

ad 3) Le décalage des épreuves ne permet pas d'organiser les remises de diplômes début juillet. La préparation des décisions et les épreuves complémentaires nécessitent un certain temps qui ne peut être comprimé davantage.

ad 4) Le Ministère discutera avec les commissions des programmes la possibilité de développer des critères de correction pour les examens de fin d'études. Ceci permettra, le cas échéant, de remplacer à moyen terme la troisième correction par une deuxième correction.

Une autre piste est celle de réduire le nombre d'épreuves à l'examen dans le cadre de la réforme du secondaire et de se rapprocher en même temps des standards internationaux.

ad 5) Cette mesure a été discutée avec les syndicats et le Collège des directeurs. Elle a été approuvée par les syndicats. Lors de l'entrevue avec la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) le 30 septembre 2016, un accord sur le calendrier de l'examen a été trouvé.

Question 2417 (26.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **système de navigation pour voitures de police et cartes de visite:**

Laut mengen Informatiounen huet net all Policeauto en Navigatiounssystem. Et kënnt vir, datt bei Asätz d'Police sech nach op Kaarten an op Dokumenter op Pabeier, wéi z. B. de „Guide routier", muss verloossen an dobäi wäertvoll Zäit verléiert.

Ech hunn och héieren, eng Rei Polizisten hätte keng Visittekaarten. Dës Käertercher kënnen awer de Kontakt mam Public erliichteren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1) Ass et virgesinn, datt all Policeautoen en Navigatiounssystem kréien an, wa jo, a wéi engem Délai?

2) Ass et richteg, datt net all Polizist berufflech Visittekaarte gestallt kritt?

3) Wa jo, ass et virgesinn, datt all Polizist Visittekaarte gestallt kritt an a wéi engem Délai?

Réponse (09.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) D'Laaschtenheft vun de rezenten ëffentleche Marchéé fir d'Uschafung vu Policegefierer gesäit ëmmer d'Livraisoun vun engem agebauten Navigatioussystem vir.

D'Beamten hunn am Prinzip eng gutt geografesch Kenntnis vun hirem Asazgebitt, a wann et emol e Problem sollt gi mat enger Plaz, déi de Beamten net kennt, kann hien iwwer seng Zentral eng Zil-Usprooch ufroen an och guidéiert ginn. Et ass och ganz sielen de Fall, datt eng Patrull op eng Plaz geruff gëtt, déi se net kennt.

ad 2 et 3) All Polizist huet Recht op eng Visittekaart. Et ginn zwou Zorten: Déi generaliséiert Kaarten, op deenen de Polizist kann hannendrop säin Numm oder säi Stempel maachen, an et gëtt déi personnaliséiert Kaarten, déi fir gewësse Funktioune virgesi sinn. All eenzelne Polizist, deen net an déi Kategorie fält, huet d'Méiglechkeet, eng Demande ze maachen, fir trotzdeem eng personnaliséiert Kaart ze kréien.

Question 2419 (26.09.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**extension du chèque-service accueil:**

Avec la mise en vigueur de loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a été supprimée la clause de résidence conditionnant l'accès à l'aide accordée dans le cadre du chèque-service accueil (CSA). Les travailleurs frontaliers désirant que leur enfant bénéficie du chèque-service accueil, ont accès à cette aide depuis le 5 septembre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de travailleurs non résidents ayant fait une demande pour adhérer au chèque-service accueil?

2) Combien de demandes ont été déposées par des travailleurs non résidents français, allemands et belges?

3) Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il y aura un risque de pénurie de places dans les structures d'accueil luxembourgeoises?

4) Le Ministère a-t-il reçu des demandes de la part de structures d'accueil de l'étranger pour obtenir un agrément luxembourgeois? Dans l'affirmative, combien de structures ont déposé une demande relative à l'obtention d'un agrément? Combien d'enfants de frontaliers sont susceptibles de bénéficier des CSA dans ces structures d'accueil?

5) Monsieur le Ministre peut-il estimer approximativement le coût supplémentaire que cette extension des chèques-services va engendrer?

6) Est-ce que des agents régionaux chargés du contrôle ont été déjà recrutés?

7) Dans l'affirmative, ces agents régionaux ont-ils reçu une formation spécifique? Si oui, laquelle?

8) Comment se déroulera une telle procédure de contrôle auprès d'un prestataire?

9) Selon la loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, la finalité du système du chèque-service accueil consiste à soutenir la scolarisation de l'enfant dans l'enseignement fondamental luxembourgeois. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que l'extension du système des CSA risque d'inciter les parents frontaliers à vouloir inscrire leurs enfants dans le système scolaire luxembourgeois?

10) Dans l'affirmative, ne risque-t-on pas d'exclure la plupart des enfants frontaliers désirant s'inscrire à l'enseignement fondamental luxembourgeois sachant que, selon les lois et règlements grand-ducaux concernant l'enseignement fondamental, le droit à une formation scolaire est réservé en premier lieu aux enfants habitant le territoire du Grand-Duché et que l'admission à l'école fondamentale est régie par la commune de résidence de l'enfant?

11) De quelle manière le Ministre envisage-t-il de remédier à cette problématique une fois le problème posé?

12) Le Luxembourg pourrait-il accueillir les demandes de scolarisation d'enfants non résidents, sachant que cela pose déjà à ce jour des difficultés?

13) Quels seront les coûts supplémentaires à envisager dans ce cas?

Réponse (23.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

1) 364 contrats d'adhésion ont été établis par la Caisse pour l'avenir des enfants pour des enfants de travailleurs non résidents pour le mois de septembre 2016.

2) 261 contrats ont été établis pour des enfants de travailleurs français, 68 pour des enfants de travailleurs belges et 35 pour des enfants de travailleurs allemands.

3) Comme les demandes résultant de l'extension du CSA restent largement inférieures aux

prévisions du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, une carence de places semble actuellement invraisemblable. Le secteur de l'éducation et de l'accueil a d'autre part toujours su réagir aux demandes des parents au sens où l'offre s'est rapidement adaptée à la demande: en 2009 il y avait au total 443 agréments pour des établissements non conventionnés et conventionnés (s'y ajoutant 368 agréments pour des assistantes parentales). En 2015, 771 agréments pour de telles structures (plus 696 agréments pour des assistantes parentales) ont été enregistrés.

4) + 5) Le Ministère a reçu à ce jour une seule demande officielle provenant de l'étranger pour l'ouverture d'un dossier en vue de l'obtention du qualificatif de prestataire du chèque-service accueil. Il est cependant estimé que peu de structures pourront remplir les conditions pour l'obtention de ce qualificatif, et ceci notamment au niveau de la mission de service public qui est la leur. En considération de ce qui précède, tout laisse à présager que le nombre d'enfants de travailleurs non résidents bénéficiant du chèque-service accueil auprès d'une structure située à l'étranger restera restreint. L'impact financier le sera par conséquent aussi.

6) Le Service national de la jeunesse (SNJ) a obtenu l'autorisation pour l'engagement de 22 agents régionaux dont onze à partir du 1er janvier 2017. Suite à un premier appel à candidatures, des contrats ont été signés avec onze agents: neuf agents sont entrés en service le 1er octobre, deux autres agents vont commencer le 1er janvier 2017. Un deuxième appel a été lancé début octobre. En cas de besoin un troisième appel sera lancé en décembre 2016.

7) Les agents régionaux reçoivent au début de leur engagement une formation organisée conjointement par le Service national de la jeunesse (SNJ) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). La formation, d'une durée totale de cinq semaines, comprend les modules suivants:

a) législation concernant les services d'éducation et d'accueil, les services pour jeunes et les assistants parentaux;

b) législation concernant le dispositif assurance qualité;

c) législation générale concernant e. a. la protection de la jeunesse et la maltraitance;

d) organisation de l'État;

e) cadre de référence sur l'éducation non formelle des enfants et des jeunes;

f) méthodologie de l'assurance-qualité: cadre légal, procédures, approches;

g) secteur de l'éducation non formelle et les différents intervenants au niveau des administrations et ministères;

h) regroupements réflexifs (supervision, évaluation des propres compétences).

La formation est offerte dans le cadre de la formation de début de carrière des employés de l'État en période de stage pendant les trois premières années de service (loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale). Pour les agents engagés à partir d'octobre, la formation a commencé en octobre 2016. Pour les agents ayant un contrat à partir de janvier 2017, la formation sera délivrée à partir de janvier 2017.

i) Le suivi de la qualité pédagogique, notamment la procédure de validation du concept d'action général et les visites des agents régionaux, est précisé dans le règlement grand-ducal du 27 juin 2016 concernant l'assurance de la qualité dans l'activité de l'assistance parentale, dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants et dans les services pour jeunes. L'article 8 précise le déroulement des visites: les visites des agents régionaux sont annoncées au moins deux semaines à l'avance et par voie écrite au gestionnaire ou à l'assistant parental participant au dispositif du chèque-service accueil.

Les visites ont lieu avec le responsable de la structure désigné par le gestionnaire ou avec l'assistant parental. Elles se déroulent selon un schéma préétabli, proposé par le Service national de la jeunesse et validé par le Ministre. Le schéma du déroulement de la visite est communiqué préalablement, respectivement au gestionnaire ou à l'assistant parental.

Lors de la visite les échanges se basent sur:

- le concept d'action général ou le projet d'établissement;

- le programme d'activités;

- le journal de bord ou le rapport d'activités;

- le rapport annuel;

- un tour de l'établissement.

L'agent régional peut accéder à tous les locaux utilisés pour les activités avec les enfants ou les jeunes.

Le rapport de la visite est élaboré selon la procédure suivante:

1. l'agent régional jeunesse rédige une première version provisoire du rapport qui est transmise au gestionnaire ou à l'assistant parental;

2. le gestionnaire ou l'assistant parental est invité à relever dans un délai de dix jours ouvrables des erreurs ou éléments manquants dans la première version provisoire;

3. le cas échéant l'agent régional adapte le rapport;

4. la nouvelle version du rapport est envoyée au gestionnaire ou à l'assistant parental qui est invité à commenter les observations de l'agent régional;

5. les commentaires du gestionnaire ou de l'assistant parental sont intégrés dans la version finale du rapport.

Il est prévu de réaliser deux visites par an auprès de chaque prestataire: une première visite aura comme priorité de s'informer sur le respect de la réglementation en matière d'assurance qualité. Une deuxième visite aura comme priorité la pratique éducative et le contrôle du respect de la réglementation en matière de formation continue.

9) -13) La loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse a comme principale finalité d'introduire un dispositif qualité dans le domaine de l'éducation non-formelle et tout service d'éducation et d'accueil (SEA) qui souhaite être reconnu comme prestataire chèque-service accueil doit adhérer à cette démarche avec toutes les obligations qui en découlent. Parallèlement à l'offre d'un encadrement de qualité aux enfants, les services d'éducation et d'accueil ont également pour mission de contribuer à la cohésion de la société luxembourgeoise, caractérisée par son importante hétérogénéité culturelle, linguistique, sociale et religieuse. Le secteur de l'éducation non formelle joue un rôle essentiel dans l'intégration des enfants et des jeunes dans la société luxembourgeoise. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a choisi de libérer des moyens financiers substantiels en contrepartie de la réalisation de cette mission de service public, garantie de la pérennité de la paix sociale au Luxembourg. Le soutien à la scolarisation des enfants dans l'enseignement fondamental luxembourgeois constitue un des piliers de cette mission.

À l'heure actuelle, 69 enfants résidant en région limitrophe sont inscrits à l'enseignement fondamental luxembourgeois. Il s'agit dans la plupart des cas d'enfants qui poursuivent leur scolarité dans une école fondamentale au Luxembourg suite au déménagement des parents en région limitrophe.

En septembre 2016, 276 factures chèque-service accueil ont été émises à des parents résidant à l'étranger, dont 268 pour des enfants âgés de zéro à quatre ans. Seuls huit enfants scolarisés résidant à l'étranger ont bénéficié du chèque-service accueil.

Il semble peu probable, en ce qui concerne les enfants scolarisés, que le seul bénéfice du chèque-service accueil durant les horaires extra-scolaires amène les familles de travailleurs frontaliers à modifier profondément leurs habitudes. En optant pour une scolarisation éloignée de leur lieu de résidence, ils renonceraient à une intégration de leurs enfants dans leur communauté locale et à leur éducation selon les traditions et les valeurs de leur pays d'origine. Il semble peu probable que beaucoup de parents veuillent imposer de longs et pénibles trajets journaliers à leurs enfants. Soulignons que dans le domaine de l'encadrement périscolaire, les régions limitrophes au Luxembourg offrent également des prestations socio-éducatives de grande qualité et financièrement abordables.

Nos lois réservent le droit à une formation scolaire dans l'enseignement fondamental luxembourgeois en premier lieu aux enfants habitant le territoire du Grand-Duché, âgés de trois ans ou plus. L'admission à l'école fondamentale d'un enfant non résident sur le territoire de la commune relève de la seule décision du collège des bourgmestre et échevins d'une commune, il peut être admis à l'école fondamentale si l'organisation scolaire le permet et après vérification des motifs par les services compétents. Le collège devra ainsi juger de l'opportunité de l'admission d'enfants non résidents en fonction de la disponibilité des places. Dans ce cas la commune est en droit de demander un minerval.

Au vu des considérations qui précèdent, il est peu probable qu'on doive s'attendre à un afflux massif de demandes de scolarisation de la part de familles de travailleurs frontaliers.

Question 2422 (27.09.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **piste cyclable de l'Alzette:**

En matière de mobilité, le Gouvernement accorde une attention particulière au développement et à la promotion de la mobilité douce. Selon mes informations, un système de comptage aurait été installé sur la piste cyclable PC15 à hauteur de Mersch.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des systèmes de comptages ont été installés sur d'autres pistes cyclables et le cas échéant lesquelles?

- Quelle a été l'évolution du nombre de mouvements sur ces pistes cyclables au cours des dernières années?

Entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal les cyclistes sont confrontés aux risques du trafic routier parce qu'ils doivent partager la voie publique avec les autres utilisateurs de la route. Actuellement aucune alternative sécurisée n'est proposée aux cyclistes.

- Comment Monsieur le Ministre entend-il améliorer la sécurité sur le tronçon entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal?

Réponse (15.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les comptages de vélos sur le réseau cyclable national et au sujet de la sécurité des cyclistes sur le tronçon entre Walferdange et Dommeldange/Pfaffenthal.

Depuis 2013, l'Administration des ponts et chaussées installe des compteurs sur le réseau cyclable national dans le but de pouvoir analyser les flux de cyclistes à des endroits stratégiques. Un tel compteur se trouve près de Rollingen sur l'itinéraire cyclable PC15. Les résultats de comptage des 20 compteurs permanents actuellement en service sont publiés sur le site Internet des ponts et chaussées sous la rubrique Info trafic/Comptage du trafic/Liste des compteurs (compteurs vélo en bas de page, cliquer sur leur numéro respectif pour en visualiser les données).

En 2016, entre le 1er janvier et le 30 septembre, 512.177 passages cyclistes ont été comptés sur la totalité de ces 20 compteurs, ce qui équivaut à une croissance de 1,28% par rapport à la même période en 2015.

Le maximum a été compté sur la PC15 à Helmdange avec 57.018 cyclistes dans cette période et une moyenne journalière de 208 cyclistes (174 cyclistes en moyenne les jours ouvrables et 294 cyclistes en moyenne les dimanches). Le jour le plus fréquenté était le dimanche, 8 mai 2016 avec 826 cyclistes à cet endroit.

En ce qui concerne la sécurité sur la liaison PC15 entre Walferdange et l'agglomération de la ville de Luxembourg, la rue des Hauts-Fourneaux à Dommeldange constitue un point noir majeur vu que les cyclistes doivent y rouler avec le trafic motorisé sur un tronçon rectiligne et étroit. À cet effet, mes services sont en train d'étudier l'avant-projet d'une piste cyclable en site propre du côté ouest des rails de la ligne du Nord et ceci entre la gare de Dommeldange et la rue Jean-Baptiste Nothomb à Beggen. L'élimination de ce point noir permettra à un plus grand nombre de résidents de la vallée de l'Alzette de rejoindre à vélo leur lieu de travail ou d'études par l'ascenseur Pfaffenthal-Villehaute ou par le funiculaire Pfaffenthal-Kirchberg (en service à partir de décembre 2017), tous les deux gratuitement accessibles, y inclus pour des vélos.

Question 2423 (27.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **interventions de police dans des foyers d'accueil pour réfugiés:**

Laut mengen Informatioune muss d'Police dacks a Flüchtlingsheemer intervenéieren. Dës Asätz gi seelen an dem Bulletin vun der Police ernimmt.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Asätz huet d'Police zanter dem Juli 2015 an de verschiddene Flüchtlingsheemer duerchgefouert?

2. Wéi eng Heemer si betraff, a wat sinn déi heefegst Ursaachen, déi eng Interventioun vun der Police néideg maachen?

3. Hunn no esou Asätz Affer misse betreit ginn?

4. Sinn no esou Asätz Täter der Justiz iwwermëttelt ginn?

5. Firwat ginn d'Asätz a Flüchtlingsheemer net am Bulletin vun der Police ernimmt?

Réponse (28.10.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Polizei féiert keng Statistiken iwwer Interventiounen an Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun. Deemno entstamen déi Zuelen, déi hei ugi sinn, enger manueller Recherche a sinn éischter als indicativ ze betruechten.

Et ass och esou, datt d'Resultat vun dëser manueller Recherche ofhänkt, wat de Polizist als Ursaach ugëtt vu senger Interventioun. An verschiddene Fäll gëtt vun „Hilfeleistung" geschwat, wat kënne Fäll sinn, wou e Sécherheetsbeamte vum Foyer verbal oder physesch aggresséiert ginn ass oder et zu Auserenandersetzungen zwësche Leit aus der Struktur komm ass oder e Résident aus der Struktur d'Interventioun vun der Polizei freet.

No där manueller Recherche an ënnert de virerwäänte Reserven hätt d'Polizei, zwëschent dem 1. Juli 2015 an dem 30. September 2016, 358 Interventiounen an Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protektioun gemaach. Dës Interventioune waren an 28 Strukturen, woubäi déi heefegst zu Gaasperech, zu Stroossen, um Lampertsbierg an an der Luxexpo waren. A ville Strukture sinn awer nëmmen tëschen enger a fënnef Interventioune gezielt ginn.

An deene meeschte Fäll ass als Ursaach fir d'Interventioun „Streitigkeiten" respektiv „Hilfeleistung" ugi ginn.

Am Fall, wou Affer hu musse betreit ginn, krute se déi néideg Betreiung, wéi dat bei all aner Affer de Fall ass.

Fir all Strofdot, déi constatéiert gouf, ass ee Procès-verbal un de Parquet geschéckt ginn. De Suivi vun der Judiciaire-Prozedur opläit de judiciairen Autoritéiten.

Um Niveau vun der Kommunikatioun ginn d'Interventioune vun der Police an den Accueilstrukture fir Demandeure vun internationaler Protectioun d'selwecht behandelt wéi aner Interventiounen a Wunnengen oder private Raimlechkeeten an déi net am ëffentleche Raum geschéien. Dës Kommunikatioune ginn ënnert dem Virbehalt vum Respekt vum Privatliewen a vun der Présomption d'innocence gemaach.

Question 2425 (27.09.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **diplôme de technicien:**

Les détenteurs du diplôme de technicien peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi non seulement les modules fondamentaux mais en plus tous les modules préparatoires prescrits.

Dans la mesure où il y a une forte demande sur le marché du travail luxembourgeois de travailleurs détenteurs d'un diplôme de fin d'études techniques supérieures, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Combien d'élèves de la formation du technicien ont fréquenté les modules préparatoires dans les différentes formations pendant l'année scolaire 2015-2016?

2. Combien de modules préparatoires ont été certifiés dans les différentes formations pour l'année scolaire 2015-2016?

3. Combien d'élèves de la formation du technicien désirant entamer des études techniques supérieures ont déposé une demande relative à l'obtention d'une bourse pour l'année académique 2016-2017?

4. Les modules préparatoires sont-ils aussi proposés dans le cadre du Lifelong Learning?

Réponse (27.10.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'article 35 de la loi modifiée portant réforme de la formation professionnelle stipule que «[l]es détenteurs des diplômes cités à l'article précédent peuvent avoir accès à des études techniques supérieures dans la spécialité correspondante, à condition d'avoir réussi tous les modules préparatoires prescrits. Un règlement grand-ducal définit la nature et le contenu de ces modules préparatoires par type de formation. La réussite des modules préparatoires est attestée sur le supplément descriptif prévu à l'article précédent.

Les détenteurs du diplôme de technicien ayant réussi les modules préparatoires prescrits accèdent aux professions réglementées et aux emplois du secteur public au même titre que les détenteurs du diplôme de fin d'études secondaires.».

En ce qui concerne les questions de l'honorable Députée, les réponses sont les suivantes:

ad 1. Pendant l'année scolaire 2015-2016, 125 élèves ont suivi les différents modules préparatoires prévus en langues et mathématiques. En ce qui concerne la répartition sur les différentes formations, il s'agit de:

26 élèves - administration et commerce

2 élèves - graphisme

2 élèves - électrotechnique

1 élève - énergie

3 élèves - environnement naturel

2 élèves - équipement énergétique et technique des bâtiments

48 élèves - génie civil

14 élèves - hôtellerie

1 élève - horticulture

17 élèves - informatique

3 élèves - mécanique générale

6 élèves - tourisme.

En ce qui concerne les formations du technicien Design 3D, agriculture et mécatronique d'automobiles, aucun élève n'a été inscrit dans les modules préparatoires.

ad 2. En ce qui concerne la certification des modules préparatoires, 73 élèves ont été certifiés, à savoir:

15 élèves - administration et commerce

2 élèves - graphisme

1 élève - environnement naturel

2 élèves - équipement énergétique et technique des bâtiments

29 élèves - génie civil

10 élèves - hôtellerie

10 élèves - informatique

2 élèves - mécanique générale

2 élèves - tourisme.

ad 3. Conformément au règlement grand-ducal modifié du 27 août 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, toute première demande introduite par un ancien élève doit notamment être accompagnée d'un certificat d'inscription définitive à un programme d'enseignement supérieur. Cependant la législation afférente n'oblige pas le requérant à produire des documents relatifs aux diplômes d'enseignement secondaire acquis. Ainsi, la banque de données gérant les demandes d'aide financière de l'État pour études supérieures ne permet pas d'identifier les élèves de la formation du technicien ayant déposé une demande relative à l'obtention d'une bourse pour l'année 2016-2017.

ad 4. Afin de donner aux élèves la possibilité de faire les modules préparatoires après leur formation et d'acquérir ainsi le droit de se présenter à des études supérieures, le CNFPC d'Esch-sur-Alzette offre depuis trois ans les modules préparatoires pendant la journée et ce regroupé sur une année. Il est prévu d'élargir cette offre à des cours du soir dès qu'une demande existe.

Question 2428 (28.09.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection du patrimoine culturel et des édifices religieux:**

Reliéis Gebaier wéi Kierchen, Kléischter a Kapelle stinn am Mëttelpunkt vun eise Stied an Dierfer. Et si meeschtens wäertvoll kulturhistoresch Gebaier, souwuel vun der Architektur wéi och vum Mobilier hier (Uergel, Statuen, Biller...). Nieft dem reng kulturelle Wäert hunn dës Gebaier och e groussen emotionale Wäert an Erënnerungswäert, dëst wéinst perséinleche Souvenire wéi vun der Daf, der Kommunioun, dem Bestietnes an dem Begriefnes. Och déi kollektiv Erënnerunge sinn oft mat de Kierche verbonnen, z. B. Gedenkzeremonien nom Zweete Weltkrich an no lokale Katastrophen.

Dëst zielt fir reliéis Gebaier vun alle Reliounen, wéi z. B. och fir d'Synagogen.

Aus der Lëscht vun den Immeublen, déi vun der nationaler Protektioun benefisséieren (opgestallt vum Service vun de Sitten an den nationale Monumenter) geet ervir, datt relativ wéineg reliéis Gebaier dëse Schutz genéissen.

Et fält souguer op, wéi am Fall vun der Porkierch vu Biissen (ee Beispill vu villen), datt d'Uergel a véier Biller geschützt sinn, awer net d'Kierch als Ganzt.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng reliéis Gebaier sinn als nationaalt Monument klasséiert?

2. Wéi eng reliéis Gebaier stinn um zousätzlechen Inventaire?

3. Wéivill Kierchen a Synagoge sinn zanter 2013 klasséiert ginn?

4. Wéi eng reliéis Gebaier stinn net als Ganzt ënnert der Protektioun vum Gesetz iwwert den Denkmalschutz, obschonn en Deel vun hirem Inventaire op der Lëscht vum Service vun de Sitten an den nationale Monumenter steet?

5. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt all Kierchen a Synagoge vun der Protektioun misste benefisséieren, déi am Gesetz iwwert den Denkmalschutz virgesinn ass, sief et als nationaalt Monument, sief et datt se an den zousätzlechen Inventaire opgeholl géife ginn?

Réponse (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. D'Annex 1 lëscht déi Gebaier op.

ad 2. D'Annex 2 lëscht déi Gebaier op.

ad 3. Et si sechs Objete bäikomm zanter 2013. D'Annex 3 lëscht déi Gebaier op.

ad 4. D'Annex 4 lëscht déi Objeten a Gebaier op.

ad 5. A senger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 1168 vum Här Deputéierte Serge Wilmes *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)* iwwert déi reliéis Gebailechkeete vum Juli 2015 huet de Kulturminister ënner anerem Folgendes gesot: «Nonobstant la nécessité légale d'un avis ad hoc pour chaque édifice de la part de la Commission des sites et monuments nationaux, le Service des sites et monuments nationaux estime que la plupart des édifices religieux du pays rempliraient les critères requis pour être soit classés en tant que monument national soit inscrits à l'inventaire supplémentaire. En effet, chacun de ces édifices constitue une architecture originale et le plus souvent authentique, cela dans un pays pauvre en monuments. De surcroît, ils sont des témoins importants de l'histoire religieuse et sociale de nos villes et villages».

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2430 (29.09.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **transports en commun par trains en soirée et durant la nuit:**

Revenant à la question parlementaire n°1668 *(cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé, en date du 8 février 2016, de se rallier aux propositions de certains représentants de mouvements politiques de jeunesse en matière des transports en commun par train en soirée et durant la nuit.

Il avait en effet proposé de mettre en place, dans une première phase, deux trains spéciaux durant la nuit (vers 01.00 heure et vers 03.00 heures) de Luxembourg-ville vers Troisvierges (ligne 10) et vers Esch-sur-Alzette (ligne 60). Ces trains supplémentaires circuleraient les weekends et les jours fériés seulement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quant à l'état d'avancement de ce dossier?

- Quand est-ce que les trains supplémentaires sur les deux lignes mentionnées pourront-ils être opérationnels? Quels seront les horaires exacts de ces trains?

- Afin d'assurer les correspondances avec les bus de nuit au niveau communal, une concertation respective est-elle prévue?

Réponse (28.10.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°2430 du 29 septembre 2016, les honorables Députés souhaitent avoir des informations concernant les transports en commun par trains en soirée et durant la nuit.

À partir du 11 décembre 2016, la circulation des trains en soirée et durant la nuit sera assurée conformément à l'horaire suivant:

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les trains nocturnes circuleront les weekends et les jours fériés pendant la nuit du vendredi à samedi et pendant la nuit du samedi à dimanche (sauf pendant la nuit du 24 décembre 2016 au 25 décembre 2016).

Les horaires des trains ayant leur départ en gare de Luxembourg assurent une correspondance avec la ligne City Night Bus 1 de la Ville de Luxembourg.

En ce qui concerne les correspondances avec le réseau des autobus, je tiens à soulever que j'ai marqué mon accord également au projet de PRO-SUD d'offrir sur les lignes du TICE un transport de nuit aux habitants des communes du sud du pays. Ainsi sur une dizaine de lignes du TICE quelque 45 départs supplémentaires seront effectués (entre minuit et presque 04.00 heures du matin) à la gare d'Esch-sur-Alzette, ceci à partir du 5 décembre 2016 les nuits de fins de semaine ainsi qu'avant les jours de fête.

Question 2431 (29.09.2016) de **M. Serge Wilmes** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **édifices religieux:**

Vu les discussions actuelles portant sur l'avenir des fabriques d'églises dans le cadre du projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, nous nous permettons de revenir à la question parlementaire n°1168 du 29 mai 2015 de Serge Wilmes concernant les édifices religieux *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2014-2015)*.

Dans sa réponse datant du 4 juin 2015, l'ancienne Ministre de la Culture avait énuméré les édifices religieux classés «monuments nationaux», à savoir 45 églises et clochers, 22 chapelles, 11 ensembles mobiliers d'église, 13 orgues d'église, 3 statues religieuses, 2 croix, 16 cimetières, 1 presbytère, 7 anciens presbytères, 2 couvents, 2 anciennes abbayes et 2 anciens ermitages, respectivement inscrits à l'«inventaire supplémentaire», à savoir 14 églises, 16 chapelles, 1 ensemble de peintures murales dans le chœur d'une église, 6 ensembles mobiliers d'église, 1 orgue d'église, 1 statue religieuse, 2 croix, 6 cimentières, 1 presbytère et 3 anciens presbytères.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les statistiques ci-dessus sont toujours d'actualité?

2. Monsieur le Ministre peut-il le cas échéant renseigner sur le nombre d'édifices religieux, estimé à 500 par l'ancienne Ministre, ayant entre-temps rejoint la liste des monuments nationaux respectivement l'inventaire supplémentaire?

3. Combien d'édifices religieux ne bénéficient toujours d'aucune mesure de protection?

Réponse (31.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. Les statistiques en question ne sont plus d'actualité.

ad 2. Deux objets appartenant au patrimoine religieux ont entre-temps été classés monument national et quatre objets ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire.

ad 3. En dehors des objets protégés par l'État, voire par les communes via leurs plans d'aménagement général respectifs, tous les autres édifices religieux ne bénéficient pas de protection à ce jour.

Question 2432 (29.09.2016) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**enseignement à domicile:**

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient de publier les chiffres de la rentrée 2016-2017. Cette publication présente, entre autres, les prévisions du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement postprimaire pour cette rentrée et leur évolution depuis 2010, y compris pour les établissements privés. Elle ne renseigne cependant pas sur le nombre d'élèves enseignés à domicile. Des statistiques partielles pour la période 2009-2010 à 2011-2012 ainsi que pour l'année 2015-2016 furent néanmoins publiées en réponse à deux questions parlementaires de 2012 [n°2052 *(cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2015)*] et de 2015 [n°1586 *(cf. compte rendu n°4/session ordinaire 2015-2016)*], qui se limitent à l'enseignement fondamental.

Pour les élèves relevant de l'enseignement fondamental, l'éducation à domicile est réglée par le code de l'éducation nationale, respectivement par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Or, en ce qui concerne l'enseignement postprimaire, il ne semble pas exister de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'existe pas de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile pour les enfants relevant de l'enseignement postprimaire? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas remédier à cette lacune?

2. Combien d'élèves seront enseignés à domicile pendant l'année scolaire 2016-2017? Combien d'entre eux relèvent de l'enseignement postprimaire?

3. Quel est l'évolution du nombre d'élèves enseignés à domicile depuis l'année scolaire 2011-2012, y compris ceux relevant de l'enseignement postprimaire?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Il est vrai qu'actuellement, il n'existe pas de réglementation spécifique pour l'encadrement et le contrôle de l'enseignement à domicile pour des élèves relevant de l'enseignement secondaire. Cependant, un groupe de travail au sein du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a élaboré une proposition de texte qui sera soumise sous peu au Parlement.

ad 2. Pendant l'année scolaire 2016-2017, environ 60 élèves bénéficient d'un enseignement à domicile, dont deux élèves relevant de l'enseignement secondaire.

ad 3. Depuis l'année scolaire 2011-2012, les chiffres ont augmenté au niveau de l'enseignement fondamental, mais sont restés stables pour l'enseignement secondaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2433 (29.09.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **passeport biométrique:**

De biometresche Pass ass jo en Element vun de Sécherheetsmesuren, déi deelweis vun den USA imposéiert gi sinn. Tatsächlech ass de Pass jo och mat de Fangerofdréck vu sengem Propriétaire verknäppt. A bei der Arees an d'USA kritt all Passagéier nach eng Kéier d'Fangerofdréck geholl. Doraus ergi sech eng Rëtsch Froen, déi ech wollt den Hären Aussen- a Justizminister stellen:

1. Wou sinn d'Fangerofdréck, déi ee fir säi Pass muss ofginn, gespäichert? Wie géréiert eng eventuell Datebank, wien huet Zougréff drop a wie suergt derfir, datt déi Donnéeën an d'Privatsphär vum Bierger geschützt sinn?

2. Ginn déi biometresch Donnéeën ieren exklusiv um Reesdokument gespäichert? Wa jo, wéi kann e Bierger kontrolléieren, datt dat tatsächlech esou ass?

3. Huet d'US-Douane Accès op eng Lëtzebuerger Datebank oder vergläicht si d'Fangerofdréck, déi bei der Arees geholl ginn, nëmme mat Daten, déi um Pass selwer ze fanne sinn?

4. Weess d'Lëtzebuerger Regierung, wou a wéi laang Fangerofdréck vun hire Bierger, déi an d'USA areesen, do gespäichert ginn a fir wat fir Zwecker se do vu wéi engen Administratioune kënne gebraucht ginn?

5. Wéi wäit kënne Fangerofdréck, déi fir d'Erstelle vun engem Pass geholl si ginn, an enger Ermëttlung vun der Police gebraucht ginn?

Réponse (31.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. D'Fangerofdréck ginn am Kader vu Passdemanden op de Lëtzebuerger Gemengen, Konsulater oder an de Guichete vum Passbüro eragelies iwwer e Programm, deen d'Donnéeën net späichert, mä se an d'Base de données vum Passbüro virugëtt.

D'Fangerofdréck ginn also net lokal gespäichert, mä zentral am Passbüro an enger Base de données, wou nëmmen eng limitéiert Unzuel vun habilitéierte Leit, déi Päss personaliséieren, Zougréff hunn. Dës Base de données entsprécht de gesetzlech virgeschriwwene Sécherheetsmoossnamen. Déi biometresch Donnéeë ginn hei just esoulaang versuergt, wéi et technesch noutwendeg ass, fir de Pass ze personaliséieren a fir et méiglech ze maachen, en neie Pass auszestellen, z. B. wann en technesche Problem optrëtt oder e Pass géif beschiedegt ginn, ier e konnt ausgehändegt ginn. Duerno ginn dës Donnéeën automatesch geläscht a si just nach um Chip vum Pass selwer gespäichert.

ad 2. Kuerz nodeem de Pass ausgestallt ginn ass, sinn déi biometresch Donnéeë just op dem Chip vum Pass gespäichert. Dësen Chip ass cryptéiert an ouni de Cryptage-Schlëssel kënnt keen drun. Dës Cryptage-Schlëssele gi mat anere Länner iwwer Datebanken, z. B. de Public Key Directory vun der International Civil Aviation Organization (ICAO), ausgetosch, fir dass Lëtzebuerger Päss kënnen am Ausland gelies ginn.

E Bierger ka mat sengem Pass an de Passbüro kommen, wou den Chip am Pass ka vérifiéiert an ausgelies ginn.

ad 3. Et huet keng auslännesch Administratioun oder Organisatioun Zougang op d'Base de données vun de Lëtzebuerger Päss. D'Date kënne just mat deene verglach ginn, déi um Pass selwer ze fanne sinn.

ad 4. Den Ëmgang mat den Daten, déi do opgeholl ginn, ënnerläit de Gesetzer vun deem jeeweilege Land.

ad 5. Dat kann nëmme geschéie mat engem Mandat de perquisition vum Untersuchungsriichter.

Question 2434 (29.09.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **emplacements d'éoliennes:**

Bien que le développement des énergies alternatives soit essentiel pour réduire l'impact de l'énergie nucléaire sur nos sociétés, il est également important de soulever que l'emplacement d'éoliennes dans nos contrées devra respecter nos paysages.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quel est le nombre de nouvelles éoliennes érigées depuis 2015 sur les collines ardennaises (cantons de Diekirch, Clervaux, Vianden et Wiltz)? Combien d'éoliennes additionnelles sont prévues pour les années 2017 et 2018? En quels endroits seront-elles installées?

- Quelle est leur capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique? Quelle est leur durée de fonctionnement moyenne?

- Selon quels critères les emplacements en question sont-ils déterminés? La notion de «beauté du paysage» ou de «l'aspect paysager», qui figure dans la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, joue-t-elle un rôle dans le choix des sites?

- Dans quelle mesure ces éoliennes peuvent-elles constituer un risque pour les oiseaux migrateurs et indigènes ainsi que pour les chauves-souris?

Réponse commune (10.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

D'après les informations dont nous disposons, le nombre d'éoliennes raccordées au réseau électrique dans les cantons de Diekirch, Clervaux, Vianden et Wiltz en 2015 s'élève à trois. Il s'agissait du projet «Wandpark Kehmen-Heischent», phase 2, avec trois éoliennes dans la commune de Bourscheid (canton Diekirch). La capacité annuelle de production de ces éoliennes s'élève à 13,3 millions de kWh correspondant à la consommation annuelle de 2.950 ménages à quatre personnes et une réduction de 8.650 tonnes de CO_2.

En 2016, les quatre fermes éoliennes suivantes ont déjà été ou seront encore mises en service:

- projet du «Wandpark Rulljen-Géisdref» avec quatre éoliennes dans la commune de Wiltz et de Goesdorf qui se situe sur le territoire du canton de Wiltz. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des quatre éoliennes se chiffre à 24,9 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 5.500 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 16.200 tonnes de CO_2;

- projet du «Wandpark Housen-Pëtschent» comprenant six éoliennes dans la commune de Putscheid et dans la commune Parc Hosingen se situant sur le territoire du canton de Vianden et du canton de Clervaux. La capacité annuelle de production d'énergie électrique de ces six éoliennes est de 35,9 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 8.000 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 23.400 tonnes de CO_2;

- projet du «Wandpark Hengischt» (phase 5) avec trois éoliennes dans la commune de Clervaux et de Weiswampach dans le canton de Clervaux. Capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des trois éoliennes est de 17,5 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 3.900 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 11.400 tonnes de CO_2;

- projet du «Wandpark Hengischt» (phase 6 - projet de remplacement) avec 2 nouvelles éoliennes qui remplacent huit anciennes éoliennes dans la commune de Clervaux (canton de Clervaux). La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des trois éoliennes restantes s'élève à dix millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 2.200 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 6.500 tonnes de CO_2;

- projet «OekoStroum Weiler» comprenant sept éoliennes se situant dans la commune de Troisvierges (canton de Clervaux). La capacité de production du projet s'élève à 51,5 millions de kWh équivalent à la consommation de 11.500 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 33.500 tonnes de CO_2.

En ce qui concerne les installations additionnelles prévues pour les années 2017 et 2018, nous avons pu obtenir les informations ci-après auprès des exploitants des éoliennes existantes sur leurs projets en cours:

Dans les cantons visés un projet est en cours de planification dont la mise en service est prévue pour 2018, à savoir le projet du «Wandpark Harel Walter Eeschpelt» comprenant cinq éoliennes dans la commune du Lac de la Haute-Sûre dans le canton de Wiltz. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique des cinq éoliennes est estimée à 22,3 millions de kWh équivalent à la consommation annuelle de 4.950 ménages (quatre personnes) et une réduction annuelle de 14.500 tonnes de CO_2.

Un autre projet se situant hors du territoire des cantons visés est prévu pour 2018. Il s'agit du projet «Wandpark Garnich» avec trois éoliennes dans la commune de Garnich dans le canton de Capellen. La capacité annuelle en matière de production d'énergie électrique de ces trois éoliennes sera de 21,5 millions de kWh ce qui correspond à la consommation annuelle de 4.750 ménages (quatre personnes) et à une réduction annuelle de 14.000 tonnes de CO_2.

La durée de fonctionnement des nouvelles éoliennes est prévue pour 20 ans.

Le choix pour l'emplacement d'une éolienne ou d'un parc éolien vise à optimiser le rendement énergétique de l'infrastructure, tout en minimisant les incidences sur l'environnement humain et l'environnement naturel.

Le rendement énergétique est déterminé par la vitesse du vent à la hauteur du rotor de l'éolienne. La vitesse du vent dépend principalement de l'exposition de l'éolienne et de la rugosité du terrain sur lequel l'éolienne est installée, ce qui fait que pas toutes les parties du territoire se prêtent à l'accueil d'éoliennes. Toutefois, une augmentation de la hauteur de l'éolienne en fonction de l'évolution technique en cours permet de mieux valoriser le vent, étant donné que la vitesse du vent augmente en fonction de la distance à partir du sol, et donc d'envisager des parcs éoliens sur une plus grande partie du territoire national.

En ce qui concerne le volet «environnement humain», les facteurs déterminants pour l'emplacement d'une éolienne sont le bruit et la projection d'ombre. L'autorisation commodo-incommodo veille au respect des valeurs-limites par rapport aux points d'immission à prendre en compte (p. ex. zones d'habitations...). Pour ce qui est du bruit, des valeurs limites différentes sont appliquées en fonction de la nature du milieu d'habitat constatée dans les alentours immédiats d'une éolienne et en fonction des périodes «jour» et «nuit».

En ce que concerne le volet «environnement naturel», plusieurs aspects sont pris en compte au niveau de l'autorisation à délivrer sur base de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles: a) les zones protégées communautaires (Natura 2000) pour lesquelles une incidence significative sur les objectifs de conservation doit être exclue, b) les réserves naturelles interdisant tout changement d'affectation du sol, c) les espèces protégées, dont notamment certaines espèces de l'avifaune et de chiroptères plus sensibles aux éoliennes (p. ex milan royal), d) les biotopes et habitats d'espèces touchés par le projet et à compenser éventuellement, e) le paysage. L'évaluation d'éventuelles incidences d'un projet d'éolienne sur l'environnement naturel ne concerne pas seulement son emplacement, mais également les raccordements à construire et d'éventuels chemins d'accès pour assurer le transport du matériel.

En fonction de l'envergure du projet et de sa localisation par rapport à des zones sensibles d'un point vue naturel et humain, l'autorité compétente, à savoir l'Administration de l'environnement, décide pour les projets de parcs éoliens comprenant au moins deux éoliennes, si une évaluation des incidences environnementales (EIE) est requise ou non, ce sur base des dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Tous les aspects précités sont analysés et évalués dans ce contexte.

Le volet «paysage» est généralement évalué par des photo-simulations permettant de visualiser l'impact paysager d'un parc éolien à partir de plusieurs points de vue et de façon à pouvoir déterminer le plus objectivement possible l'interaction entre le projet et le paysage, en portant une attention particulière à des paysages caractérisés par un patrimoine naturel et culturel de qualité.

Il est indéniable que les éoliennes peuvent constituer un problème pour les oiseaux comme leur effet négatif par collision mais aussi par l'évitement des parcs éoliens par certaines espèces d'oiseaux aux périodes de reproduction et de migration.

Mais il semble que les principales victimes des éoliennes soient les chauves-souris soit par la dégradation de leurs habitats de chasse et de leurs corridors de déplacement, l'augmentation du risque de collision, la désorientation des chauves-souris en vol et le phénomène du barotraumatisme (hémorragie interne).

Dans le cadre d'un nouveau projet éolien, l'évaluation des incidences environnementales (EIE) doit impérativement intégrer des investigations spécialisées adaptées au cycle de vie complexe des chiroptères, au même titre que pour les oiseaux, afin d'identifier le risque concret et en vue de définir les mesures réduisant au minimum les impacts éventuels.

Les autorisations en application de la législation sur la protection de l'environnement définissent les conditions d'exploitation des éoliennes ainsi que, le cas échéant, les mesures d'atténuation et de compensation.

Question 2435 (29.09.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **rachat de WhatsApp par Facebook**:

D'Konsequenzen aus dem Kaf vum Internet-Kommunikatiounsdéngscht WhatsApp duerch Facebook suerge fir Onrou. Facebook huet ugekënnegt, Enn des Mounts d'Date vun den Notzer vu WhatsApp a Facebook ze iwwerhuelen. Dorops huet Däitschland reagéiert a Facebook dat verbueden.

An deem Kontext wollt ech den Häre Ministere fir Kommunikatioun a Justiz dës Froe stellen:

1) Ass Lëtzebuerg sech den Auswierkunge vum Kaf vu WhatsApp duerch Facebook op déi privat Donnéeë vun de WhatsApp-Notzer bewosst?

2) Huet d'Regierung sech iwwerluecht, wéi een d'Donnéeë vu Lëtzebuerger Notzer vu WhatsApp ka schützen?

3) Denkt d'Lëtzebuerger Regierung drun, eventuell iwwert de Wee vun der „Commission nationale de la protection des données", Facebook d'Notzung vun de WhatsApp-Daten ze verbidden, esou wéi den däitschen „Datenschutzbeauftragter" dat gemaach huet?

4) Wann neen, firwat net? Wa jo, firwat ass nach näischt geschitt?

5) Wat réit d'Lëtzebuerger Regierung Clientë vu WhatsApp, déi net wëllen, datt hir privat Donnéeën a Kontakter vu Facebook genotzt ginn?

Réponse commune (18.10.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

Whatsapp ass vu Facebook opkaaft ginn, ass also en Deel vum Grupp Facebook, deen an Irland seng europäesch Nidderloossung huet. D'Donnéeë vun den Whatsapp-User sinn dem europäeschen Dateschutzstandard no geschützt. Déi grouss Dateschutzprinzipien applizéiere sech op d'Donnéeën, déi vun dësem Grupp gesammelt ginn.

Unhand vu Sensibilisatiounscampagnen kënnen d'Notzer op d'Geforen an d'Konsequenze vun engem irresponsabelen Ëmgang mat hiren Donnéeën higewise ginn. Staatlech Initiative wéi Bee-Secure verfollegen esou Ziler, wéi z. B. hei: https://www.bee-secure.lu/de/news/sichere-alternativen-zu-whatsapp.

Vu datt d'Dateschutzkommissioun eng onofhängeg Institutioun ass (Artikel 34, al. 3 vum Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz: «Elle exerce en toute indépendance les missions dont elle est investie en vertu de la présente loi.»), kann d'Regierung hir net soen, wéi si sech an dësem Fall ze verhalen huet.

Op Ufro hin, deelt d'Dateschutzkommissioun mat, datt si an dësem Fall net kompetent ass, well Facebook hiren Établissement principal an Irland hunn. D'Lëtzebuerger Gesetz ass nëmmen applicabel, wann dee Responsable vum Traitement um Lëtzebuerger Territoire etabléiert ass, wat hei net de Fall ass. Fir Facebook ass déi iresch Dateschutzkommissioun kompetent, fir all Plainte vun europäesche Bierger ze traitéieren. Natierlech kann all Résident zu Lëtzebuerg Plainte bei der CNPD areechen, déi sech da mat hirem ireschen Homolog a Verbindung setzt.

Am Géigesaz zu Lëtzebuerg huet Facebook allerdéngs och en Etablissement fir Däitschland am Land Hamburg. Duerfir gesäit sech den Hamburger Dateschutzbeoptragten am Recht, géint Facebook virzegoen, wéi hien dat och scho 2014 versicht hat, fir mat enger Verwaltungsordonnance duerchzesetzen, datt Facebook Umeldunge mat engem Pseudonym géif zouloossen. Allerdéngs ass hie vum Verwaltungsgeriicht Hamburg ofgewise ginn, wat festgehalen hat, datt den Établissement principal vu Facebook an Irland ass, vu wou aus dëst soziaalt Netzwierk bedriwwe gëtt.

Um europäeschen Niveau bedeelegt sech déi lëtzebuergesch Dateschutzkommissioun am Kader vum Aarbechtsgrupp Artikel 29 vun den europäeschen Dateschutzkommissiounen un enger gemeinsamer, koordinéierter politescher Aktioun, fir Facebook zur Ried ze stellen. Des Weideren ënnerstëtzt si d'Reaktivatioun vum „Enforcement Subgroup" a wäert sech aktiv un der Aarbecht vun dësem Grupp bedeelegen, deen op senger nächster Agenda Theme wéi WhatsApp, Yahoo a Pokémon huet. Dësen Aarbechtsgrupp wäert gemeinsam Approchen zur Duerchsetzung vun den Dateschutzregelen definéieren (descht Praktiken, Kommunikatioun, gemeinsam Outilen...), déi am Kader vun der europäescher Zesummenaarbecht kënnen agesat ginn.

WhatsApp-Membere kënnen op alle Fall d'Utilisatioun vun hiren Donnéeë fir d'Personalisatioun vun der Facebook-Publicitéit an d'Proposë vun neie Frënn widderspriechen. Allerdéngs gëtt d'Télefonsnummer mat Facebook gedeelt, wann ee wëllt d'App weider notzen.

Question 2436 (30.09.2016) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **financement climatique:**

Cette semaine, le Luxembourg a fait le tour des grands médias du monde pour avoir créé la première «Bourse verte», le «Luxembourg Green Exchange» (LGX). Il s'agit d'une plateforme d'échange spécifiquement dédiée aux émissions vertes, c'est-à-dire des fonds strictement conformes à des critères écologiques favorisant la lutte contre le réchauffement climatique. Avec cette initiative, le Luxembourg conforte son positionnement comme place de référence mondiale en matière de «Green finance» ou «Climate finance». Par ailleurs, le lancement de LGX est un pas absolument indispensable pour mettre en musique l'accord climatique de Paris où le Luxembourg avait déjà joué un rôle important au niveau politique. Les efforts pour limiter le réchauffement climatique nécessiteront un besoin énorme de financement.

Au «Luxembourg Green Exchange», toute une palette d'activités et notamment aussi l'énergie nucléaire, ne seront pas admises. LXG jouera donc un rôle de «garant de qualité» en analysant et en filtrant tous les produits demandant une cotation en tant que titre «vert». La réglementation imposera par ailleurs un reporting régulier, c.-à-d. la transparence sur révolution et l'impact climatique de l'activité financée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Existe-t-il actuellement d'autres projets dans le domaine du financement climatique sur la place financière luxembourgeoise, éventuellement supportés par le Ministère de l'Environnement et/ou le Ministère des Finances?

2. Comment Madame et Monsieur les Ministres anticipent-ils le futur de la place financière «verte» au Luxembourg? Est-ce qu'il existe une stratégie politique?

Réponse commune (07.11.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire n°2436 des honorables Députés, Madame Viviane Loschetter et Monsieur Henri Kox, nous avons l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

L'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015, poursuit trois objectifs majeurs:

- contenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5°C;

- renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques, et promouvoir la résilience à ces changements;

- rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Ainsi, à l'article 9 de l'Accord, il a été retenu que:

- les pays développés fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement aux fins, tant de l'atténuation que de l'adaptation;

- les pays développés devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics, par le biais de diverses actions, notamment en appuyant des stratégies impulsées par les pays et en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement;

- la fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation.

Ces engagements sont précisés dans la Décision 1 -/CP.21 prise à la COP21 de Paris, qui:

- décide d'accroître de manière urgente et adéquate l'appui apporté par les pays développés en matière de ressources financières afin de rehausser le niveau d'ambition des mesures prises avant 2020;

- demande fermement aux pays développés d'amplifier leur aide financière, en suivant une feuille de route concrète afin d'atteindre l'objectif consistant à dégager ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour l'atténuation et l'adaptation.

Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a livré une assistance financière et technique considérable pour soutenir les activités liées à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les pays les moins développés et les petits États insulaires en développement.

En amont de la COP21, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions d'euros entre 2014 et 2020. Ce montant inclut une contribution annuelle de cinq millions d'euros au Fonds vert pour le climat («Green Climate Fund [GCF]»), représentant une contribution d'environ dix euros capital/an et un total de 35 millions d'euros. Ces fonds sont nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement (APD). Le financement climatique international constitue une des priorités de la politique gouvernementale du Luxembourg. Des cibles ambitieuses y relatives ont été définies lors de la COP21 à Paris. Il s'est avéré que des investissements publics seront à eux seuls insuffisants et qu'il était nécessaire que les investissements publics constituent un effet de levier pour d'autres sources de financement provenant notamment du secteur privé.

L'objectif stratégique du Gouvernement est de faciliter et de sécuriser rapidement et à long terme, un financement climatique durable pour une action climatique efficace. Ainsi le Gouvernement promeut les efforts visant à établir le Luxembourg comme centre international de la finance climatique en créant un écosystème exemplaire pour une finance climatique compétitive au niveau international.

Dans ce contexte, une «Climate Finance Task Force» (CFTF) a été convoquée début 2015, dans un format informel et interdisciplinaire, réunissant des représentants du secteur public et du secteur financier privé, avec le double objectif stratégique de contribuer significativement à la lutte internationale contre le changement climatique et de conseiller le Gouvernement sur les moyens d'établir le Luxembourg comme Centre international du financement climatique.

Les travaux initiaux de la CFTF visaient à sensibiliser les partenaires du secteur privé au défi du financement climatique (16,5 trillions de dollars nécessaires au cours des 15 prochaines années) et aux possibilités économiques liées à des investissements dans des infrastructures économiquement viables, principalement dans le domaine de la production d'énergies renouvelables. Les travaux ont notamment porté sur la faisabilité:

- de créer une plateforme conjointe Luxembourg/BEI pour le financement climatique;

- de mettre en place un accélérateur pour la domiciliation de nouveaux fonds d'investissement innovateurs et l'établissement de gestionnaires de fonds spécialisés dans le domaine de l'action climatique à Luxembourg;

- de définir un label financement climatique pour fonds d'investissement et pour obligations «vertes».

La promotion de la cotation d'obligations vertes («green bonds») à la Bourse de Luxembourg, l'examen du cadre légal et réglementaire en vue d'identifier d'éventuels obstacles au développement de la finance climatique et de les éliminer sont d'autres sujets sur lesquels s'est penchée la CFTF.

Les réflexions de la CFTF se sont d'ores et déjà concrétisées par des actions tangibles:

- Signature le 20 octobre dernier d'un accord entre le Gouvernement et la Banque européenne d'investissement visant à mettre en place une plateforme conjointe dédiée au financement climatique («LU-EIB Climate Finance Platform»). L'objectif de cette initiative commune sera, d'un côté, de financer des projets d'investissement innovants à fort impact dans la lutte contre le changement climatique dans et hors de l'Union européenne et, de l'autre côté, d'accroître l'effet de levier sur les investissements du secteur privé en atténuant les risques financiers des partenaires privés investissant dans l'action climatique innovante. Le Ministère des Finances et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures investiront 30 millions d'euros sur une durée de trois an (15 millions d'euros par ministère). L'investissement sera supplémenté par la BEI.

- Lancement, le 23 septembre dernier, du «LuxFLAG Climate Finance Label». L'objectif est d'octroyer un label officiel à des fonds investissant dans l'action climatique tout en respectant des critères bien définis. Le Gouvernement a été activement impliqué dans l'élaboration de ces critères. Ce label vient s'ajouter aux labels déjà lancés par l'agence LuxFLAG depuis 2006; le label microfinance, le label environnement et le label ESC délivré à des fonds répondant à des critères concernant le respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Lancement le 27 septembre dernier par la Bourse de Luxembourg de la première plateforme au monde entièrement dédiée aux instruments financiers verts («Luxembourg Green Exchange»). Il s'agit ici d'un projet «précurseur» destiné à promouvoir le rôle du Luxembourg dans la finance verte. La Bourse de Luxembourg est déjà leader mondial en matière de «green bonds» avec plus de 100 «green bonds» cotées.

Plus de 220 fonds d'investissement climat/énergie sont domiciliés au Luxembourg. En tant que plateforme mondiale de la finance et aspirant à augmenter ses capacités en technologies vertes, le Luxembourg cherche à apporter ses compétences et capacités spécifiques dans le but d'améliorer et produire un effet de levier pour l'investissement et l'engagement du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique, de faciliter le transfert de technologie, et partager son expérience avec la gouvernance horizontale et l'engagement actif entre le Gouvernement local et la société civile.

Q58

Question 2437 (30.09.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **location de voitures avec chauffeur:**

Suivant les informations parues dans la presse nationale et notamment le «Luxemburger Wort», la société américaine «Uber», qui exploite des applications mobiles de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs réalisant des services de transport, envisage d'offrir ses services au Luxembourg, mais se heurte actuellement à des problèmes d'ordre juridique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il déjà eu des pourparlers avec cette société et, le cas échéant, quelles en ont été les conclusions?

- Existe-t-il une base légale pouvant autoriser un tel service au Luxembourg et, le cas échéant, sous quelles conditions?

- Quelles pourraient être les répercussions de l'offre d'un tel service pour le marché des taxis au Luxembourg?

Réponse (08.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés se réfèrent à l'application «Uber» suite à l'article paru au «Luxemburger Wort» du 30 septembre 2016 intitulé «Uber hat Luxemburg auf dem Schirm».

Effectivement «Uber», société américaine originaire du secteur des technologies de l'information basée en Californie, est intéressée de développer ses services en Europe y compris au Luxembourg, un des derniers pays de l'Union européenne où l'application n'est pas encore déployée.

Des représentants de la société «Uber» ont contacté le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avec l'intention qu'elle envisage d'offrir différents services labellisés «Uber» au Luxembourg.

L'échange qui a eu lieu lors de différentes entrevues a permis de préciser le cadre légal applicable dans le domaine des taxis et des voitures de location avec chauffeur, tout en soulevant certaines questions relatives au «business model» de la société en relation avec des questions en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et des impôts.

Concernant la question des honorables Députés sur la base légale de différents services «Uber», l'on précise que les différents régimes légaux existants et cités ci-dessus doivent être respectés. Ainsi, un service de location avec chauffeur (UberX) doit respecter les dispositions de l'article 56bis du Code de la route qui prévoit notamment que la voiture de location avec chauffeur ne peut être mise à disposition du client qu'en vertu d'un contrat écrit signé préalablement à la prise en charge des voyageurs et qui mentionne que la durée du transport doit être d'au moins une heure.

Par contre, un service de taxi est soumis aux dispositions de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis (Uber Taxi) et le taxi commandé via Uber Taxi doit notamment être opéré par un exploitant qui dispose d'une licence d'exploitation de taxi.

Enfin, à noter qu'un service comme UberPop, qui est un service de transport commercial offert par un usager privé non autrement qualifié à une autre personne privée et qui fait l'objet d'une interdiction dans plusieurs pays, serait difficilement autorisable au Luxembourg.

Les répercussions de l'arrivée d'un ou de plusieurs services «Uber» sur le marché luxembourgeois sont difficiles à apprécier alors qu'ils dépendent du service déployé et de l'acceptation par le marché, à savoir de l'usage qui en sera fait par le consommateur final et de l'usage qui en est fait par l'exploitant du service.

Il est clair que l'objectif du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est d'améliorer constamment l'offre de la mobilité et nullement de prohiber des solutions innovantes.

En même temps, il n'est pas mon objectif de favoriser, en raison de l'arrivée d'un quelconque opérateur, le travail effectué par des faux indépendants où d'accepter un nivellement vers le bas des standards sociaux. Ainsi, des concertations ont lieu à ce sujet avec les autres ministères concernés en l'occurrence, à savoir le Ministère du Travail et de l'Emploi, le Ministère de la Sécurité sociale ainsi que le Ministère des Finances.

Enfin, une distinction claire et nette doit être maintenue entre «taxis» et «voitures de location avec chauffeur», afin d'assurer une cohabitation de ces deux types de services qui répondent à une réglementation tout à fait différente et à un besoin des usagers différent.

Question 2438 (30.09.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **centrales nucléaires:**

Die japanische Regierung hat kürzlich ihren Willen bekundet, das Vorzeigeprojekt „Schneller Brüter" einzustellen. Bis Ende des Jahres 2016 will sie über die Stilllegung ihres einst als Traumreaktor gepriesenen Atomreaktors Monju nahe der Stadt Tsuruga entscheiden. Die eventuelle Schließung des Schnellen Brüters in Japan wirft die Frage auf, ob das international geförderte nukleare Forschungsprojekt des Kernfusionsreaktors ITER in Cadarache (Frankreich) weiterhin sinnvoll ist und ob die bisher getätigten Investitionen in die Infrastrukturen nicht der Forschung und Förderung der erneuerbaren Energien dienlich wären.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Welche Position nimmt die Regierung bezüglich des Forschungsprojektes ITER ein?

- Will die Regierung sich für eine rasche Beendigung dieses Forschungsprojektes einsetzen und hat sie diesbezüglich Partner auf europäischer Ebene?

- Wie will die Regierung die Förderung der erneuerbaren Energien auf nationaler und europäischer Ebene, dies angesichts des Klimawandels und dessen weltweiten Konsequenzen, weiter vorantreiben?

Réponse commune (31.10.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage betreffend den Kernfusionsreaktor ITER möchten wir folgende Klarstellungen geben:

Im Dezember 2013 hat sich die Regierung als einziges EU-Mitglied bei einer Abstimmung betreffend ITER enthalten und hat dies mit einer Erklärung belegt. Im Februar 2015 hat die Regierung als einziges EU-Mitglied bei einer weiteren Abstimmung betreffend ITER gegen den vorliegenden Vorschlag für einen Beschluss des Rates gestimmt und hat diese Haltung mit einer Erklärung belegt, die wir als Anhang aufführen.

Die luxemburgische Regierung ist das einzige EU-Mitglied, das offiziell eine kritische Meinung betreffend den Kernfusionsreaktor ITER vertritt.

«Déclaration du Luxembourg en février 2015

Le Luxembourg reconnaît l'importance du projet ITER mais souhaite cependant réitérer son point de vue critique sur la recherche nucléaire. En effet, le Gouvernement luxembourgeois étudie la possibilité de mettre un terme à sa contribution financière au réacteur ITER et insiste sur le fait que les fonds européens consacrés aux activités de recherche devront à l'avenir être orientés davantage vers les énergies renouvelables. La proposition de décision modifiée du Conseil instituant une entreprise commune pour ITER et le développement de l'énergie de fusion n'amorçant pas une telle réorientation, le Luxembourg ne peut pas y souscrire et par conséquent émet un vote négatif.»

Im Jahre 2010 hat die Luxemburger Regierung den nationalen Aktionsplan für erneuerbare Energie im Rahmen der Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen beschlossen, welcher einen Zielwert für den Anteil der Energie aus erneuerbaren Quellen am Bruttoendenergieverbrauch von 11% im Jahre 2020 vorsieht.

Der nationale Aktionsplan legt zur Erreichung des Zielwerts drei Hauptschwerpunkte fest. An erster Stelle steht die Nutzung nationaler Po-

tenziale. Hierbei wird eine starke Entwicklung der Strom- und Wärmeerzeugung angestrebt. Im Strombereich sollen zukünftig Biomasse und Wind die beiden Hauptleistungsträger darstellen, im Wärmebereich ist neben dem Ausbau einer netzgebundenen Wärmeversorgung auf Basis von Biomasse ebenfalls die dezentrale Wärmeproduktion von großer Relevanz. In Haushalten werden neben der Biomasse die Technologien der Solarthermie und Wärmepumpen verstärkt zum Einsatz kommen.

Der EU-Klima- und Energierahmen bis 2030 wurde beim Europäischen Rat in Brüssel am 23.-24. Oktober 2014 durch die Mitgliedstaaten der Europäischen Union beschlossen. Im Bereich der EU-internen Minderungen von Treibhausgasemissionen ist ein verbindliches Ziel von mindestens 40% gegenüber 1990 vorgesehen. Was den Anteil erneuerbarer Energien am Energieverbrauch angeht, so ist ein verbindliches EU-Ziel für einen Anteil erneuerbarer Energien am Energieverbrauch von mindestens 27% beschlossen worden. Zusätzlich wurde ein indikatives Energieeffizienzziel in Höhe von mindestens 27% Energieeinsparungen bis 2030 festgelegt.

Die konkrete Umsetzung der beschlossenen Ziele auf EU-Ebene muss nun durch einen angemessenen rechtlichen europäischen Rahmen festgelegt werden. Dabei werden die noch zu definierende Form der Governance für die Energieunion sowie die nationalen Klima- und Energiepläne für den Zeitrahmen nach 2020 von wesentlicher Bedeutung sein.

Der Anteil der erneuerbaren Energien im Jahre 2030 und die entsprechenden Ziele für Luxemburg werden im noch auf EU-Ebene vorzulegenden legislativen Rahmen eingebracht werden müssen. Im Bereich der erneuerbaren Energie soll dieser durch eine Überarbeitung der Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen geschaffen werden. Mit einer Vorlage der entsprechenden Vorschläge durch die EU-Kommission ist gegen Ende des Jahres 2016 zu rechnen.

Im Zusammenhang mit dieser parlamentarischen Frage verweisen wir des Weiteren auch auf die Antwort des damaligen Forschungsministers François Biltgen bezüglich der parlamentarischen Anfrage des Abgeordneten Henri Kox vom 21. Mai 2010 *(question parlementaire n°0665, cf. compte rendu n°12/session ordinaire 2009-2010).*

Question 2439 (03.10.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **attributions de l'Administration des douanes et accises:**

Il me revient que les postes des receveurs des antennes régionales de l'Administration des douanes et accises ont été supprimés et que ces personnes sont affectées à d'autres services de l'administration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

2) En cas de réponse affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer s'il est prévu dans ce contexte de supprimer les antennes régionales de l'Administration des douanes et accises?

3) En cas de réponse affirmative à la question 2), est-ce que Monsieur le Ministre ne considère pas que la décentralisation des services devrait être maintenue afin de mieux desservir les régions et aussi, dans un souci de mobilité, d'éviter tout afflux de trafic vers Luxembourg-ville?

Réponse (03.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

En vertu du nouvel organigramme fonctionnel et hiérarchique de l'Administration des douanes et accises les postes de receveur auprès des bureaux de recette de Grevenmacher respectivement de Diekirch sont supprimés.

Contrairement à la fermeture du bureau de recette de Rodange en 2010 et du bureau de recette de Remich en 2012, les bureaux à Grevenmacher et à Diekirch sont maintenus. Les citoyens et les acteurs économiques continuent à y trouver des interlocuteurs pour les services dont ils ont besoin. Ils relèvent dorénavant de la responsabilité du receveur du bureau de recette du Centre douanier Luxembourg-Gasperich.

Il y a lieu de préciser que ces adaptations structurelles et fonctionnelles ont obtenu l'assentiment de la représentation du personnel, laquelle a été associée aux travaux d'élaboration du nouvel organigramme.

Question 2440 (03.10.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune de Parc Hosingen:**

Venant d'apprendre que le service archéologique du Musée national d'histoire et d'art est en train de réaliser des fouilles sur un site localisé sur le territoire de la commune du Parc Hosingen, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) De quel genre de site s'agit-il? Serait-il localisé, le cas échéant, près d'un ancien chemin romain?

2) Quels sont les objets qui y ont été détectés?

3) Monsieur le Ministre dispose-t-il de suffisamment de moyens budgétaires pour achever les fouilles en question?

4) Est-ce que d'autres fouilles archéologiques sont programmées dans les mois à venir sur le territoire des Ardennes luxembourgeoises? Dans l'affirmative, quels seraient les sites visés?

Réponse (11.11.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Ad 1) En premier lieu, il est à souligner que les investigations archéologiques réalisées sur le territoire de la commune du Parc Hosingen dans le cadre de la future extension BAKO montrent l'efficacité de la mise en œuvre des nouvelles procédures d'archéologie préventive préconisées par le Ministère de la Culture et le Centre national de recherche archéologique (ci-après «CNRA»). Cette démarche préventive permet aux aménageurs et aux archéologues de l'État de se concerter avant la phase de construction, ce qui permet d'éviter retard et surcoût en phase chantier au cas où des structures et vestiges archéologiques conservés auraient été découverts lors de la phase de diagnostic préalable.

Dans ce cadre, l'aménageur (BAKO) a pris à sa charge le financement du volet concernant les sondages diagnostics qui ont permis d'évaluer en une semaine sur près de 810 m^2 le potentiel archéologique de la superficie totale à aménager sur 8.100 m^2. Ces sondages s'étant avérés positifs, une fouille préventive, dont le calendrier a été préalablement déterminé de concert avec l'aménageur, a ensuite été prise en charge par le CNRA. Ces recherches ont été effectuées sous la direction scientifique du service d'archéologie gallo-romaine du CNRA pendant six semaines sur le terrain. Elles se sont achevées le 10 octobre 2016. Les données collectées seront ensuite traitées et scientifiquement exploitées en laboratoire (analyses post-fouilles).

Les fouilles préventives ont consisté à un décapage extensif sur 6.450 m^2. Les structures archéologiques conservées in situ mises au jour ont été fouillées et documentées selon les règles de l'art employées en archéologie, avant d'être prélevées pour être traitées et étudiées dans les laboratoires du CNRA. Ces investigations ont révélé la présence d'une nécropole gallo-romaine allant du 1er au 2^{e} siècle après J.-C. Ce type de cimetière est généralement implanté à proximité d'une villa gallo-romaine. Dans les alentours de Hosingen plusieurs villas gallo-romaines sont répertoriées, mais aucune d'entre elles n'est en étroite relation avec la nécropole nouvellement découverte. Ces villas étaient reliées et accessibles par d'anciens chemins romains qui n'ont pas encore été reconnus à ce jour dans les environs.

Sans cette démarche préventive, ce site archéologique aurait été irréversiblement détruit sans documentation.

Ad 2) Suite à la découverte d'une première tombe gallo-romaine du premier siècle après J.-C. lors des sondages, 16 autres structures ont pu être documentées lors des fouilles. Il s'agit de 15 tombes à incinération du 1er/2^{e} siècle après J.-C. et de deux structures qui évoquent des sépultures, mais ces dernières étaient vides de tout viatique. Les tombes contenaient des restes humains incinérés (analyses anthropologiques à réaliser) accompagnés d'offrandes, dont divers types de céramiques (pots, gobelets, assiettes, couvercles, bols, plats, cruches) ainsi que des objets en métal et en bois (importants travaux de stabilisation et de restauration en laboratoire à prévoir avant analyses scientifiques). Par ailleurs les analyses archéo-botaniques et archéo-zoologiques s'avéreront utiles pour préciser les offrandes alimentaires associées.

Ad 3) Les investigations archéologiques de terrain ont été financées avec les moyens nécessaires par le CNRA sur sa dotation budgétaire annuelle avec un article (02.09.12.220) dédié aux fouilles non programmées et préventives, ce qui permet une meilleure planification et réactivité auprès des aménageurs. Les fouilles du Parc de Hosingen se sont achevées le 10 octobre dernier. Le terrain se trouve ainsi libéré de toutes contraintes archéologiques, ce qui permet le démarrage des travaux en respectant le calendrier défini initialement entre la BAKO et le CNRA.

Ad 4) La base de données patrimoniale du CNRA a recensé à ce jour plus d'une centaine de sites archéologiques, toutes périodes confondues, pour le territoire des Ardennes luxembourgeoises. Il ressort que le suivi régulier des aménagements urbains et ruraux contemporains, effectué en contact étroit avec les services techniques des administrations communales, permet de mieux prendre en compte la ressource archéologique dans les procédures administratives liées à l'aménagement du territoire et de compléter les connaissances scientifiques existantes.

En 2016, parallèlement aux campagnes de prospection-inventaire réalisées avec le concours des agents forestiers de l'Administration de la nature et forêts, 25 sondages-diagnostics ont été prescrits pour la région considérée par le CNRA et cinq fouilles archéologiques ont été effectuées ou sont en cours. Parmi celles-ci, aux côtés d'investigations archéologiques exploratoires menées à Vichten pour disposer de données complémentaires pour aider à décider du sort futur de ce site romain classé, des investigations ont été menées à Roullingen (Wiitz) et au Permesknupp à Kaundorf (Lac de Haute-Sûre), sites auxquels s'ajoutent les trois fouilles préventives menées à Schieren au 45, rue de Luxembourg, au 139/143, route de Luxembourg (opérations archéologiques en cours en bas de la pars rustica au pied du lotissement) et sur l'exceptionnelle villa gallo-romaine sise au Schlammgrecht en bord de la voie rapide B7. Le bâtiment principal de la pars urbana, villa axiale d'une imposante envergure, offre la rare particularité d'être préservé sous une importante séquence stratigraphique et de receler, notamment, les vestiges bien conservés de grandes fresques peintes d'une exceptionnelle qualité.

Dans les mois à venir, les investigations archéologiques seront notamment poursuivies par le CNRA sur les deux derniers sites archéologiques précités sis à Schieren, sur certains châteaux médiévaux (travaux d'accompagnement), auxquels s'ajouteront les nouveaux sites découverts lors des futures opérations de sondages-diagnostics préventifs.

Question 2441 (04.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **fabriques d'église et** les **conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux:**

Nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet des fabriques d'églises et des conventions à conclure entre les communes et les fabriques d'église concernant les édifices religieux:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de titres de propriété, ou de conventions sont parvenus au Ministère de l'Intérieur au 1er octobre 2016?

Réponse (07.11.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En complément à ma réponse fournie à la question orale en la matière de l'honorable Député Diane Adehm à l'occasion de l'heure de questions au Gouvernement lors de la séance publique de la Chambre des Députés en date du 12 octobre 2016 *(cf. compte rendu n°1/session ordinaire 2016-2017)*, je tiens à informer les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth que huit conventions conclues entre communes et fabriques d'église portant sur le statut de propriété des édifices religieux sont parvenues au Ministère de l'Intérieur à la date du lundi 3 octobre 2016.

Question 2443 (05.10.2016) de **MM. Léon Gloden** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**assujettissement des administrateurs de sociétés à la TVA:**

En date du 30 septembre 2016, l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) a émis la circulaire n°781 instaurant un assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des administrateurs de sociétés à compter du 1er janvier 2017.

Elle prévoit cependant des exceptions, notamment pour les salariés agissant comme administrateurs pour le compte de leur employeur, pour les administrateurs exerçant le mandat dans un «cadre honorifique» ou encore pour les administrateurs d'organismes de placement collectif.

Dès lors, il y a différentes catégories d'administrateurs et on peut s'interroger sur la cohérence politique en la matière, puisque, d'une part, les autorités promeuvent le recours à des administrateurs indépendants comme gage d'une meilleure gouvernance des sociétés luxembourgeoises, et, d'autre part, renchérissent, au niveau fiscal, le coût de ces prestations.

En outre, les sociétés régulées ne peuvent généralement pas, ou seulement partiellement, récupérer la TVA. Il n'y a donc pas de traitement équitable entre les principes retenus pour la TVA et ceux en matière d'imposition directe. Si la rémunération d'un administrateur est soumise à la TVA, car celle-ci étant considérée comme une prestation de services, la conséquence logique devrait être la déductibilité de cette charge dans le chef de la société payant la rémunération.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En vue du principe de bonne gouvernance des sociétés imposé par la réglementation, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille instaurer une cohérence dans le traitement des différentes catégories d'administrateurs?

- En termes de recrutement des administrateurs compétents et de compétitivité de la place financière du Luxembourg par rapport à ses concurrents, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille instaurer la déductibilité fiscale pour les sociétés et redéfinir globalement un régime fiscal pour les administrateurs en cohérence avec le droit des sociétés?

Réponse (07.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En premier lieu, il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après désignée la loi TVA), seules les prestations de services, effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujetti dans le cadre de son entreprise, sont soumises à la TVA.

La qualité d'assujetti doit être appréciée exclusivement sur la base des critères énoncés à l'article 4 de la loi TVA. Dans le cas où les membres du conseil d'administration sont appelés aux fonctions d'administrateur en représentation de leurs employeurs et dans la mesure où ils n'agissent pas à titre indépendant, ils n'ont pas, pour cette activité, la qualité d'assujetti, qualité revenant dans cette situation à l'employeur représenté. En effet, la notion «d'une façon indépendante», reprise comme une des conditions pour être considéré comme assujetti, vise notamment à exclure de la taxation les salariés.

De plus, conformément à une jurisprudence constante, les exonérations, y comprises celles prévues à l'article 44, paragraphe 1er, points d) et w), sont d'interprétation stricte puisqu'elles constituent des dérogations au principe général selon lequel la TVA doit être prélevée sur tous les services fournis par un assujetti.

Finalement, le droit de déduction de la TVA en amont dans le chef du preneur des services est réglé et limité par les articles 48 à 54 de la loi TVA. Ainsi, la TVA ayant grevé les biens et les services, qui sont utilisés pour effectuer des opérations exonérées ou ne rentrant pas dans le champ d'application de la taxe, n'est en principe pas déductible.

Pour conclure, et tel qu'il résulte de ce qui précède, il y a lieu de noter que le traitement des différentes catégories d'administrateurs ressort de l'application des dispositions légales en vigueur, résultant d'une transposition conforme de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

La deuxième question traite du caractère non déductible, dans le chef d'une société, des rémunérations allouées aux administrateurs. À ce sujet, je me permets de vous informer que la non-déductibilité de ces rémunérations résulte de l'article 168 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le revenu (LIR). Ainsi, ne sont pas déductibles dans le chef d'une collectivité notamment les dépenses suivantes:

- les dépenses faites en vue de remplir des obligations imposées à la collectivité par ses statuts ou son pacte social;

- les rémunérations imposables en vertu du premier alinéa, numéro 2 de l'article 91 LIR.

L'article 91, alinéa 1er, numéro 2 LIR précité vise l'activité des administrateurs, des commissaires et des personnes exerçant des fonctions analogues auprès des sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés coopératives ou d'autres collectivités au sens des dispositions régissant l'impôt sur le revenu des collectivités.

Par ailleurs, l'article 164 LIR stipule qu'il est indifférent, pour déterminer le revenu imposable, que le revenu soit distribué ou non aux ayants droit.

De ce qui précède il y a lieu de conclure que le législateur assimile les distributions allouées aux actionnaires à celles allouées aux administrateurs, etc., visés à l'article 91, alinéa 1er, numéro 2 LIR, d'autant plus que les tantièmes peuvent être considérés comme des dépenses faites en vue de remplir des obligations imposées à la collectivité par ses statuts ou son pacte social.

Partant, ces rémunérations ne rentrent pas dans la définition des dépenses d'exploitation conformément à l'article 45 LIR. Leur déductibilité fiscale entraînerait une réduction de la base imposable du débiteur et un déchet fiscal à charge du budget de l'État. Elle pourrait en plus engendrer la mise en question de la retenue d'impôt à la source sur les tantièmes avec notamment la conséquence que les tantièmes alloués à des contribuables non résidents échapperaient à toute imposition au Luxembourg.

Question 2445 (06.10.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **taux de remboursement des séances de kinésithérapie:**

Il apparaît que le taux de prise en charge des séances de kinésithérapie sur ordonnance médicale est pour la plupart des actes, sauf certaines exceptions bien définies, de 70% au cas où le traitement se déroule au domicile du client ou au cabinet privé d'un kinésithérapeute, alors que si ces séances de kinésithérapie prennent place dans le milieu hospitalier stationnaire ou au Rehazenter le taux de remboursement est de 100% sans exception.

On comprend ce raisonnement si l'on considère que l'objectif principal de structures tel le Rehazenter est la réhabilitation de pathologies graves de longue durée ainsi que de patients atteints de polytraumatismes, mais non pour des traitements ambulatoires pour pathologies simples.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Comment les Ministres expliquent-ils ces inégalités au niveau du taux de remboursement des frais de kinésithérapie entre le milieu hospitalier stationnaire et Rehazenter d'un côté et les cabinets privés de kinésithérapie d'un autre côté, alors que les services qui y sont fournis sont le plus souvent les mêmes comme dans les cas de rééducation pour prothèses de hanche et de genou?

2. Combien de rééducations de pathologies postopératoires simples comme la kinésithérapie pour prothèses de genou et de hanche, pour n'énumérer que celles-ci, sont effectuées au Rehazenter ou dans des établissements similaires, même dans des structures à l'étranger qui pourraient être réalisées sans problème dans des cabinets libéraux dont l'équipement tant en matériel qu'en personnel est largement à la hauteur du but poursuivi par rapport aux traumatologies neurologiques ou polytraumatiques?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le rapport entre le nombre de séances kinésithérapeutiques de patients du Rehazenter qui y suivent une thérapie ambulatoire simple et celui des séances de patients qui y suivent un traitement en rapport avec des pathologies neurologiques ou chroniques graves ou en rapport avec une affection nécessitant une hospitalisation?

4. Quels types de séances de kinésithérapie sont le plus réalisés au Rehazenter et dans des infrastructures similaires?

5. Est-il vrai que pour des traitements ambulatoires au Rehazenter, les frais de transport du taxi sont pris en charge par la CNS, alors que ces frais ne sont pas remboursés en cas de traitement en cabinet privé?

6. Est-ce qu'il ne s'agit pas de concurrence déloyale selon votre avis, étant donné que des traitements équivalents sont pris en charge de manière différente ce qui entrave le libre choix du prestataire par le patient qui est cependant garanti par la convention entre la UCM et l'ALK de 1993?

7. Est-il vrai que dans la nouvelle nomenclature pour les cabinets libéraux, le traitement postopératoire sera également remboursé à 100% par la CNS? Qu'en est-il des frais de transport en postopératoire?

Réponse commune (07.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. Le Rehazenter constitue un établissement hospitalier spécialisé qui dispense des traitements ambulatoires de rééducation fonctionnelle et de réadaptation au moyen d'équipes pluridisciplinaires et sous la surveillance étroite de médecins spécialistes. Ces traitements fondent sur une approche coordonnée de mesures médicales, sociales, physiques et techniques. Le Rehazenter dispose à cet effet d'un plateau technique et d'une infrastructure thérapeutiques spécialisés (hydrothérapie, ergothérapie, etc.). Le Rehazenter se prédestine ainsi à la prise en charge des patients qui doivent subir une rééducation spécialisée et intensive. Ceci explique que les traitements ambulatoires au Rehazenter ne sont pris en charge que s'ils se situent dans la suite d'un traitement en milieu hospitalier et ne peuvent en principe dépasser 60 journées de traitement au cours d'une période continue de six mois. Des prolongations sont néanmoins possibles. Il résulte de ce qui précède que les traitements dispensés au Rehazenter ne sont en règle générale pas identiques aux traitements de kinésithérapie dispensés dans un cabinet de kinésithérapie.

La prise en charge à 100% des actes réalisés lors d'une hospitalisation s'applique aux soins de kinésithérapie comme aux soins d'autres professionnels de santé en milieu hospitalier.

ad 2. Tout d'abord il y a lieu de relever que l'état de santé d'un patient hospitalisé dans les jours qui suivent l'intervention ne permet en principe pas d'effectuer une rééducation ambulatoire car le patient nécessite des soins médicaux, postchirurgicaux et généraux qui ne peuvent souvent pas être dispensés sur le lieu de résidence habituelle du patient.

Par ailleurs, les patients qui bénéficient de soins de réhabilitation stationnaires sont soumis à une autorisation du contrôle médical de la sécurité sociale sur base de leur dossier médical; cette procédure permet de différencier les patients éligibles pour une prise en charge stationnaire pour raison de santé de ceux qui peuvent bénéficier d'une rééducation ambulatoire.

Ensuite, il semble important de rappeler la filière de prise en charge des patients au Rehazenter.

Avant une prise en charge, un médecin externe au centre (le chirurgien dans le cas présent) adresse le patient à un médecin en médecine physique et de réadaptation (MPR) du Rehazenter.

Suite à cette consultation de médecin spécialiste, une prise en charge est envisagée (ou pas) par le médecin MPR qui effectue une demande à la CNS.

La prise en charge débute donc après un accord de la CNS.

Les patients pris en charge au Rehazenter ne correspondent pas à la définition de pathologies postopératoires simples, les prises en charge pour des pathologies pouvant paraître simples sont justifiées par une comorbidité nécessitant un traitement multidisciplinaire sous la supervision directe d'un médecin MPR.

Sur base de la codification des pathologies ICD-10 de 2015, repris sur les formulaires de sortie des patients hospitalisés en ambulatoire, il y a eu 362 séjours de patients pour présence d'implants d'articulation orthopédiques (code Z966).

Il s'agit de patients ayant été pris en charge par plusieurs professions de santé (ergothérapeute, infirmière, assistante-sociale...). 44% de l'activité autour de ces patients n'étaient pas de la kinésithérapie. Le nombre de jours moyens de traitement est de 26.

Enfin, dans le cadre d'une étude interne menée, durant une année, par un médecin rééducateur du secteur rééducation orthopédie-traumatologie sur les patients avec prothèse, nous pouvons vous informer de la suite de la prise en charge de nos patients:

À la sortie, 79% des patients stationnaires sont pris en charge par un kinésithérapeute en libéral, ce chiffre est de 42% pour les patients en fin de traitement en ambulatoire.

ad 3. Comme expliqué ci-dessus, nous ne pouvons pas parler de thérapie ambulatoire simple, mais de prise en charge multidisciplinaire complexe; toutefois les passages en kinésithérapie en 2015 étaient de 21.779 pour le code ICD-10 Z966.

Les passages en kinésithérapie en 2015 pour le Rehazenter sont au nombre de 180.969 (source: rapport d'activité 2015).

ad 4. Le Rehazenter est un établissement hospitalier de moyen séjour qui offre des services de rééducation fonctionnelle muitidisciplinaire, dont des soins de kinésithérapie. Ces soins de kinésithérapie sont dispensés à des patients hospitalisés ainsi qu'à des patients pris en charge en hôpital de jour, dans le cadre de programmes de rééducation spécifiques au patient et à sa pathologie. Ces prises en charge ambulatoires en hôpital de jour sont soumises à l'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. L'énumération des divers types de programmes dépasse le cadre de la présente réponse.

ad 5. En cas d'autorisation de prise en charge d'une rééducation en hôpital de jour au Rehazenter, le patient est éligible pour une prise en charge de son transport entre son lieu de résidence habituel et le Rehazenter. Oui.

ad 6. Il faut noter qu'un traitement en hôpital de jour au Rehazenter, qui repose sur un programme de prise en charge multidisciplinaire, n'est pas équivalent à un traitement ambulatoire mono-disciplinaire dans un cabinet de kinésithérapie.

ad 7. Le Ministère de la Sécurité sociale est actuellement en train de travailler sur un avant-projet de règlement grand-ducal arrêtant une nouvelle nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes pris en charge par l'assurance maladie. Par ailleurs, des modifications des statuts de la Caisse nationale de santé relatives aux remboursements en matière d'actes de kinésithérapies seront soumises au mois de novembre à son comité-directeur. Il est donc à l'heure actuelle prématuré de faire des déclarations quant aux adaptations futures.

Question 2447 (06.10.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **subvention de projets promouvant la langue luxembourgeoise:**

Dans la mesure où le Gouvernement envisage de promouvoir à la fois le multilinguisme et la langue luxembourgeoise, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Quelles initiatives le Gouvernement soutient-il actuellement pour promouvoir la langue luxembourgeoise?

2. D'après nos informations, 2.800 personnes utilisent chaque jour le site Internet spellchecker.lu comme outil de correction de la langue luxembourgeoise. Or, selon nos informations, ce projet ne reçoit cependant aucun soutien financier de la part de l'État, alors même qu'il contribue à sa manière à promouvoir la langue luxembourgeoise. Les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent le refus de soutien?

3. En tout état de cause, comment le Gouvernement entend-il promouvoir la langue luxembourgeoise en dehors du cursus scolaire et de la formation pour adultes (cours de langues) voire en dehors du cadre administratif?

4. Quand est-ce que le Lëtzebuerger Online Dictionnaire (LOD) sera finalisé?

5. Quel est le budget investi jusqu'à présent pour le projet LOD?

6. Combien de fois le LOD est-il consulté chaque jour?

Réponse (07.12.2016) de **M. Guy Arendt,** *Secrétaire d'État à la Culture:*

ad 1. Les initiatives en faveur de la langue luxembourgeoise entreprises par le Gouvernement sont très nombreuses. À titre d'exemple, les honorables Députés sont priés de trouver ci-dessous les principales interventions du Gouvernement en faveur de la promotion de la langue luxembourgeoise.

Culture

Le soutien du Ministère de la Culture en faveur de la langue luxembourgeoise a été détaillé dans la réponse du Ministre de la Culture à la question parlementaire n°2406 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten *(voir ci-avant)* concernant la promotion et la recherche en matière de langue luxembourgeoise. Il s'agit notamment des initiatives suivantes:

- subventions directes aux projets culturels en langue luxembourgeoise initiés par des associations ou des personnes privées;

- subventions indirectes aux projets culturels en langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels de l'État, les bibliothèques publiques agréées, l'Institut grand-ducal et les établissements culturels conventionnés;

- soutien à la valorisation, à la conservation et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers les instituts culturels sous tutelle du Ministère de la Culture: Bibliothèque nationale, Centre national de littérature et Centre national de l'audiovisuel;

- soutien à l'étude, à la description et à la promotion de la langue luxembourgeoise à travers la plate-forme Lëtzebuerger Online Dictionnaire;

- soutien à l'étude, à la description et à la diffusion de la langue luxembourgeoise à travers le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise.

Enseignement

Pour ce qui est du volet enseignement, les honorables Députés sont priés de se référer à la réponse du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à la question parlementaire n°2404 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten *(voir ci-avant)* qui contient l'énumération détaillée des mesures en faveur de l'enseignement de la langue luxembourgeoise.

Communications et Médias

Dans le secteur des communications et médias, il y a lieu de mentionner le programme de service public de radio 100,7 qui est diffusé en langue luxembourgeoise de même que les programmes de service public RTL Télé Lëtzebuerg et RTL Radio Lëtzebuerg.

Recherche et Enseignement supérieur

En ce qui concerne le soutien à la langue luxembourgeoise dans le domaine de la recherche, il y a lieu de souligner que l'Université du Luxembourg compte parmi ses objectifs la contribution au développement social, culturel et économique du Luxembourg (article 5 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg). La langue et la culture luxembourgeoises ainsi que l'histoire du Luxembourg ont eu, dès la création de l'Université en 2003, leur place dans l'offre de l'enseignement et dans les activités de recherche. Ainsi, Peter Gilles est professeur de l'Université en linguistique luxembourgeoise depuis le 1er septembre 2006.

L'Institut de langue et de littératures luxembourgeoises dans l'Unité de recherche IPSE de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation emploie actuellement quatre membres du corps académique, six membres du corps intermédiaire des doctorants et post-doctorants ainsi que huit membres scientifiques. La page Internet http://infolux.uni.lu résume les activités en matière de langue et littérature luxembourgeoises. On y trouve notamment des informations sur quatre projets de recherche actuellement en cours, financés par le Fonds national de la recherche, l'Université, la «Deutsche Forschungsgemeinschaft» et le «Schweizerischer Nationalfonds», ainsi que sur sept projets de doctorats en cours. Le site propose également une section «ressources» contenant entre autres des dictionnaires et des ressources consacrées à la grammaire et à l'onomastique. Toutes les publications des membres de l'Institut sont également répertoriées sur ce site, et certaines d'entre elles peuvent y être téléchargées. Cinq doctorats en langue et littérature luxembourgeoises ont déjà été soutenus.

En ce qui concerne les formations, l'Université offre actuellement la formation continue «Lëtzebuerger Sprooch a Kultur». Un nouveau «Master in Theaterwissenschaften» en collaboration avec des théâtres luxembourgeois vient de démarrer. Une coopération stratégique de l'Université du Luxembourg avec l'Institut national des langues, qui est en train de se mettre en place, va encore renforcer la formation continue en matière de langue luxembourgeoise, aussi bien en ce qui concerne l'apprentissage de la langue que l'évaluation des compétences linguistiques en luxembourgeois.

ad 2. Chaque porteur d'un projet culturel souhaitant un soutien financier du Ministère de la Culture est invité à remplir un formulaire de demande de subside. Chaque projet introduit est traité de manière égale et est soumis pour

avis à une commission des subsides. À cette date, aucune demande officielle de soutien financier de la part du responsable du projet spellchecker.lu n'a été adressée au Ministère de la Culture.

ad 3. Les honorables Députés sont priés de se référer à la réponse à la première question ci-dessus et à la réponse à la question parlementaire n°2406 du 22 septembre 2016 de l'honorable Député Yves Cruchten concernant la promotion et la recherche en matière de langue luxembourgeoise.

ad 4. Avant toute chose, une brève mise au point de ce qu'est le Lëtzebuerger Online Dictionnaire (ci-après «LOD») s'impose. Le LOD est le seul dictionnaire à caractère scientifique à décrire la langue luxembourgeoise actuelle. La richesse informationnelle proposée par le dictionnaire au sujet de la langue luxembourgeoise est d'ailleurs inégalée à ce jour: catégorisation grammaticale, marquage d'emplois, traduction désambiguïsée en quatre langues (allemand [DE], français [FR], anglais [EN], portugais [PT]), exemples, séquences figées, locutions et proverbes glosés, prononciation, synonymes et tableaux de flexions sont autant d'éléments dont la coprésence au sein d'un seul répertoire est absolument novatrice.

Depuis son lancement, le LOD n'a cessé d'évoluer et constitue à ce jour bien plus qu'un dictionnaire, à savoir un service d'assistance linguistique destiné au grand public (assistance par SMS, par téléphone et/ou par courriel), mais aussi à l'administration gouvernementale et aux entités paraétatiques ayant des besoins linguistiques spécifiques (service de correction et de traduction, notamment).

Suite à de très nombreuses demandes relatives à l'orthographe luxembourgeoise, l'équipe du LOD a mis en place le projet http://ortho.lod.lu, site Internet destiné à rendre accessible les principales règles actuelles de l'orthographe et permettant de rafraîchir et de tester ses connaissances en la matière. Au cours des douze derniers mois, plus de 50.000 exercices ont été effectués en ligne.

La phase purement rédactionnelle du LOD touchera à sa fin en milieu de l'année prochaine. Les cycles de relecture standard, dont le pilier central est un conseil de relecture dont les membres, qui profitent d'une expérience linguistique reconnue, prendront fin un an plus tard. Or, toute langue est en constante évolution. Le dictionnaire devra en tenir compte, tout en s'adaptant continuellement aux évolutions technologiques.

ad 5. Le Gouvernement travaille depuis une douzaine d'années sur le projet LOD. Initié en 2004 par le Ministère de la Culture, le LOD est en ligne depuis 2006. Sept personnes alimentent actuellement, d'une part, la base de données du site avec de nouvelles entrées et fournissent, d'autre part, les services d'assistance linguistique. Depuis 2004, 6.919.542,27 euros ont été dépensés en faveur du LOD.

ad 6. Depuis septembre 2015, le LOD profite d'une nouvelle infrastructure Internet qui permet de suivre de près, dans le respect total de l'anonymat des utilisateurs, l'accès et le comportement des internautes sur le site du dictionnaire. Grâce à la statistique descriptive, le groupe dispose d'outils performants pour analyser et pour évaluer les besoins des utilisateurs. Depuis septembre 2015, plus de 1.750.000 requêtes ont été enregistrées. Ceci correspond à plus ou moins 5.000 requêtes et à 4.000 articles dictionnairiques consultés en moyenne par jour ouvrable au cours de l'année écoulée.

68% des articles consultés sont recherchés grâce au moteur de recherche en langue luxembourgeoise, tandis que 32% des recherches sont réparties sur les moteurs portant sur les index des traductions françaises, allemandes, anglaises et portugaises.

Une fréquentation minimum a été enregistrée le jour de Noël 2015 (1.179 requêtes) et à la Saint-Sylvestre de la même année (2.232 requêtes). Des records de fréquentation ont été atteints le 31 mai (9.264 requêtes) et le 11 octobre 2016 (9.120 requêtes).

En moyenne, plus de 130.000 articles dictionnairiques sont consultés par mois.

Le trafic est en augmentation constante et oscille à présent autour de 7.500 requêtes par jour ouvrable.

Question 2448 (06.10.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **examens anatomopathologiques:**

Les analyses médicales permettent aux médecins de confirmer un diagnostic ou de déceler une maladie. Les techniciens d'analyses biomédicales dans les laboratoires sont chargés de réaliser ces analyses en procédant aux divers examens. Parmi les examens possibles figure l'examen anatomopathologique qui permet d'établir de façon définitive le diagnostic de cancer et de déterminer toutes les caractéristiques du cancer. L'examen anatomopathologique consiste à analyser au microscope des cellules ou des tissus prélevés sur un organe.

Selon mes informations, le Laboratoire national de santé (LNS) manque de technicien d'analyses biomédicales ayant une formation médicale spécialisée en anatomopathologie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer cette information?

- Existe-t-il des formations continues dans ce domaine offertes au personnel du LNS?

- Dans la négative, les Ministres ne jugent-ils pas nécessaire d'offrir des formations spécifiques en anatomopathologie afin d'assurer la meilleure qualité du diagnostic possible aux patients concernés?

Réponse commune (26.10.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

À titre de remarque introductive, il y a lieu de signaler que la profession de technicien d'analyses biomédicales est inconnue au Luxembourg. Toutefois, au vu des considérations de Madame la Députée, l'on peut raisonnablement déduire que son interrogation porte sur la question de savoir si le LNS dispose d'un nombre suffisant de laborantins respectivement d'assistants techniques médicaux de laboratoire pour réaliser ses activités de laboratoire d'analyses biomédicales, plus particulièrement dans le domaine de l'anatomopathologie.

En réponse à cette question, il y a lieu de signaler que les soussignés ne sauraient confirmer les informations de Madame la Députée faisant état d'un manque de laborantins respectivement d'assistants techniques médicaux de laboratoire au sein du LNS.

S'il est certes vrai que le LNS éprouve certaines difficultés à recruter de tels professionnels formés en anatomopathologie, surtout en ce qui concerne les nouvelles technologies comme la biologie moléculaire appliquée à la pathologie, toujours est-il que les besoins nationaux en personnel doté de cette formation spécifique sont également assez limités.

Ceci s'explique principalement par la technicité et la spécificité extrême de ce domaine d'intervention.

Considérant ce qui précède, une formation spécifique en matière d'anatomopathologie à l'adresse des laborantins respectivement des assistants techniques médicaux de laboratoire n'est pas organisée au Luxembourg.

Dans ce contexte, il y a pourtant lieu de souligner l'importance de la formation continue des professionnels de santé et le fait d'encourager tout professionnel à tenir à jour ses compétences professionnelles.

Ainsi, le LNS offre actuellement déjà des formations continues ponctuelles et spécifiques à son personnel. Ces formations se font - selon la thématique - soit sur place, soit dans le cadre de séjours de formation à l'étranger.

Question 2449 (06.10.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **isolants contenant du HBCD (hexabromocyclododécane):**

Le 29 septembre 2016 le quotidien «Süddeutsche» a publié un article relatif à la classification comme déchet dangereux du HBCD (hexabromocyclododécane). L'HBCD était largement utilisé dans les matériaux isolants comme retardateur de flamme. Plus de 20.000 tonnes en étaient produites chaque année, dont la majeure partie était destinée aux panneaux isolants en polystyrène (styropore) servant à l'isolation des bâtiments. Dans l'article, le journaliste suppose que chaque deuxième maison en Allemagne contienne un isolant contenant de l'HBCD.

Vu que le HBCD est référencé par la Convention de Stockholm comme POP (polluant organique persistant) il a été interdit en 2015. Or, depuis le 30 septembre 2016 il est également considéré comme polluant toxique et déchet dangereux. Ceci implique qu'il ne peut plus être incinéré avec d'autres déchets et pour qu'une installation d'incinération puisse éliminer des déchets contenant du HBCD, celle-ci doit dorénavant posséder une autorisation spéciale.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce qu'au Luxembourg les isolants contenant du HBCD ont également été si largement utilisés dans la construction de bâtiments depuis les années 50 comme cela a été le cas en Allemagne?

- Est-ce que les déchets de ces isolants étaient jusqu'à présent incinérés dans des installations d'incinération au Luxembourg? Dans l'affirmative, est-ce que ces installations possèdent les autorisations nécessaires pour continuer à incinérer ces déchets dangereux?

- Dans la négative, où est-ce que les déchets en question sont éliminés dorénavant?

Réponse (08.11.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En 2013, le hexabromocyclododécane (HBCDD) a été inséré dans les annexes de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), puis en mars 2016, l'Union européenne a adopté ces amendements à la Convention de Stockholm en insérant le HBCDD dans les annexes du règlement (UE) n°850/2004 concernant les polluants organiques persistants. Nonobstant, le HBCDD connaît plusieurs dérogations quant à sa production, son utilisation et au recyclage de matériaux contenant le HBCDD. De ce fait, il est probable que des produits contenant du HBCDD ont aussi été utilisés et sont encore en circulation ici au Luxembourg. Par contre, des chiffres précis ne sont pas disponibles.

Malgré cela, il faut noter que dans le cadre de la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets il est ordonné que préalablement à toute démolition, les différents matériaux utilisés dans l'ouvrage à démolir doivent être identifiés et répertoriés dans un inventaire, afin de permettre un enlèvement et une collecte séparés des différents matériaux pour les soumettre ensuite à un recyclage ou un traitement approprié. En outre, il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une contamination de ces matériaux empêchant ainsi leur recyclage. Il faut également porter une attention particulière aux matériaux contaminés par des substances dangereuses qui ne doivent pas être mélangés avec des matériaux non contaminés.

Par ailleurs, la révision du plan national de la mise en œuvre de la Convention de Stockholm prévoit en supplément des mesurages de dépistage pour toute nouvelle substance qui fut introduite dans la Convention, tel que le HBCDD. Dans ce cadre, il est prévu d'analyser les déchets de démolition ainsi que les poussières de démolition sur leur contenu de polluants afin de déterminer leurs stocks et leur impact sur l'environnement. Par ailleurs, la Division de la santé et de l'environnement de la Direction de la santé procède également à l'analyse de certains matériaux et examine l'exposition «indoor» de l'homme à certains polluants, dont les polluants organiques persistants. Même si, à ce stade, le HBCDD n'appartient pas encore au catalogue des substances surveillées, il est prévu de l'introduire dans le programme de surveillance.

La problématique soulevée en Allemagne concernant l'interdiction du traitement de matériaux d'isolation contenant du HBCDD dans des installations d'incinération de déchets municipaux trouve son origine dans la décision prise par les autorités allemandes de classer ces déchets comme étant des déchets dangereux. Cette classification n'a pas été faite dans d'autres pays comme par exemple en Autriche qui continue de considérer ces déchets comme étant non dangereux. Il s'agit donc d'une décision unilatérale des autorités allemandes.

En effet, bien que des données concernant les concentrations en HBCDD pour les matériaux isolants au Luxembourg fassent défaut, ces concentrations varient entre 0,5 et 2,5% selon les valeurs publiées dans la littérature. Selon le règlement (UE) n°1357/2014 de la Commission du 18 décembre 2014 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE, la concentration d'une substance présentant ce code doit être supérieure à 3% pour qu'un déchet contenant cette substance soit considéré comme dangereux. On peut donc conclure que les matériaux d'isolation contenant du HBCDD ne sont pas à considérer comme déchets dangereux en application des dispositions communautaires.

Par ailleurs, de nombreuses études ont montré que le taux de destruction du HBCDD dans des installations d'incinération est d'au moins 99%. L'installation d'incinération existante au Luxembourg, à savoir celle du SIDOR, n'est autorisée que pour l'incinération de déchets municipaux (déchets ménagers et assimilés) non dangereux. Il est donc fort probable que des déchets de matériaux d'isolation avec du HBCDD contenus dans les déchets municipaux y ont été incinérés. Toutefois, cette installation n'est pas autorisée à incinérer des déchets d'isolation en polystyrène en provenance du secteur de la construction amenés en tant que monocharges.

Vu que le Luxembourg ne dispose pas d'une installation d'élimination autorisée à traiter des monocharges de déchets contenant du HBCDD, ceux-ci, après avoir été collectés sur des chantiers de construction ou de démolition, doivent être transférés vers des installations d'élimination autorisées à l'étranger et notifiés conformément à la réglementation concernant le transfert de déchets.

Enfin, dans le cadre de ses activités de sensibilisation des entreprises et des ménages, la SuperDrecksKëscht informe les acteurs concernés sur leurs obligations concernant la collecte séparée et la gestion appropriée des déchets problématiques.

Question 2450 (06.10.2016) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **disparition de demandeurs d'asile mineurs au Luxembourg:**

Selon les chiffres officiels d'Eurostat, 88.300 demandeurs d'asile sollicitant une protection internationale dans les États membres de l'Union européenne pendant l'année 2015 étaient des mineurs non accompagnés. Selon les experts, le nombre réel serait plutôt de 90.000 mineurs. Il paraît que cet afflux ne soit pas géré de façon adéquate dans certains pays de l'Union. Il semble de même que bon nombre de ces migrants mineurs disparaissent des écrans des administrations pendant les différentes étapes de leur périple. Il est à craindre que ces mineurs ne soient tombés victimes de la traite humaine. Selon les estimations d'Europol de janvier 2016, il y aurait quelque 10.000 demandeurs d'asile mineurs disparus depuis 2014 en Europe. Le vrai nombre serait bien plus élevé encore!

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me communiquer le nombre de migrants mineurs non accompagnés ayant demandé asile au Luxembourg depuis 2014?

2. Monsieur le Ministre peut-il me préciser les mesures prises au Luxembourg pour assurer la prise en charge de ces migrants mineurs? Est-ce que ces mesures sont prises en plein respect des droits de l'enfant?

3. Monsieur le Ministre peut-il me dire si les administrations concernées confirment la disparition également au Luxembourg d'une partie de ces migrants mineurs après avoir posé leur demande d'asile? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures politiques prises afin d'y remédier?

Réponse (25.10.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. En 2014, 31 mineurs non accompagnés (MNA) ont introduit une demande de protection internationale au Luxembourg, en 2015, ce chiffre s'est élevé à 103 personnes. Du 1er janvier au 30 septembre 2016, 39 mineurs non accompagnés ont introduit une demande de protection internationale.

ad 2. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, tous les mineurs non accompagnés qui présentent une demande de protection internationale se voient désigner un administrateur ad hoc avant même l'ouverture de leur demande, donc dès le début de la procédure. La loi précédente ne prévoyait la nomination d'un administrateur ad hoc qu'après l'introduction de la demande de protection internationale. De plus, la nouvelle loi en matière d'asile prévoit de nombreuses garanties procédurales spéciales en faveur des mineurs non accompagnés.

Tout mineur non accompagné est pris en charge au Centre de primo-accueil Luxexpo dès son arrivée sur le territoire luxembourgeois et est redirigé vers la structure d'hébergement Lily Unden, où la Croix-Rouge assure un accompagnement spécialisé. Les MNA bénéficient en effet de davantage de personnes encadrantes par rapport à un demandeur de protection internationale majeur.

L'OLAI prend en charge les frais de logement, de nourriture et tous les frais médicaux du MNA jusqu'à l'ouverture d'un dossier de demande de protection internationale et l'obtention d'un numéro R-.

L'ONE est informé des demandes de protection internationale de mineurs en vue de proposer des places dans un de ses foyers. Dès lors, l'ONE prend en charge les MNA dans des foyers encadrés et spécialisés, selon les disponibilités.

ad 3. Il est confirmé que de nombreux mineurs non accompagnés disparaissent très rapidement après avoir présenté leur demande de protection internationale, avant même l'introduction de celle-ci. En effet, sur environ 83 mineurs non accompagnés ayant présenté une demande de protection internationale entre le 1er janvier et le 30 septembre 2016, 37 ont disparu directement après avoir présenté leur demande et deux seulement après l'introduction de leur demande. (À savoir qu'un mineur non accompagné se voit désigner par la juge des tutelles un administrateur ad hoc qui va vérifier s'il est opportun pour le mineur d'introduire une demande d'asile, et si tel est le cas, il va accompagner le mineur à la Direction de l'immigration pour effectuer cette démarche d'«introduction» de la demande, d'où la distinction précise entre la présentation et l'introduction de la demande.) On peut légitimement penser que le Luxembourg est, pour ceux qui disparaissent rapidement, un pays de transit, de passage, pour continuer vers un autre État membre. Il convient de relever à titre indicatif que même si une nouvelle demande de protection internationale est introduite dans un autre État membre, le règlement Dublin III ne s'applique pas pour les mineurs non accompagnés. Ils ont donc la possibilité de changer régulièrement de pays sans obstacle particulier et il est probable que cette information circule, d'où l'intérêt de se déclarer mineur non accompagné même si cela n'est pas forcément le cas. Notons que sur 15 demandeurs maghrébins qui ont présenté une demande, 13 ont disparu. Il y a lieu d'ajouter que pour les demandeurs se déclarant mineurs non accompagnés qui disparaissent, de sérieux doutes sur leur minorité existent en l'absence de documents qui prouvent leur âge.

Concernant les très récentes arrivées du mois d'octobre, il vient d'être constaté que la grande majorité des demandeurs se déclarant mineurs non accompagnés, sont d'origine marocaine.

Question 2451 (07.10.2016) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant le **disque de stationnement électronique:**

En Allemagne il existe désormais un disque de stationnement électronique au nom de «Park Lite» qui a été approuvé par l'office fédéral sur la circulation des véhicules. Ce dispositif affiche l'heure du dernier arrêt du moteur du véhicule en question, de sorte que le conducteur ne risque plus d'oublier de faire usage d'un disque de stationnement classique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructues:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce dispositif?

- Ce disque est-il déjà utilisé par des conducteurs au Luxembourg?

- Au vu de l'article 167bis du Code de la route, un tel disque de stationnement électronique ne semble pas être autorisé au Luxembourg. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à autoriser ce dispositif au Luxembourg? Le cas échéant, une intervention du législateur serait-elle nécessaire?

Réponse (15.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'utilisation de disques de stationnement électroniques.

L'article 167bis du Code de la route dispose qu'aux endroits de stationnement concernés, les conducteurs doivent faire usage d'un disque de stationnement répondant aux exigences du modèle illustré.

En 2008, la mention «conforme au» a été remplacée par la mention «répondant aux exigences du» en vue d'admettre l'affichage de l'heure d'arrivée sans être obligé de se conformer exactement au modèle illustré.

Dans ce sens, l'utilisation du dispositif affichant l'heure d'arrivée en question peut être considérée comme conforme à l'article 167bis du Code de la rute. Toutefois, dans un souci de sécurité juridique, la Commission de circulation de l'État est chargée d'évaluer la nécessité d'une éventuelle adaptation du Code de la route.

Question 2452 (07.10.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**exonération de la TVA sur l'échange de services intragroupes:**

En date du 6 octobre 2016, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu ses conclusions dans l'affaire «C-274/15» opposant la Commission européenne au Gouvernement luxembourgeois dans un litige concernant les modalités de traitement de la TVA au sein des groupements autonomes de personnes (GAP). Ayant conclu que les trois moyens de recours invoqués par la Commission européenne sont fondés, l'avocat général a tranché en défaveur du Luxembourg.

Dans la plupart des cas, les juges de la CJUE suivent l'avis de l'avocat général. Dès lors, il est probable que le Luxembourg soit condamné à terme et il serait nécessaire de modifier la législation luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- En considérant la condamnation probable du Luxembourg par la CJUE, quels seront les changements législatifs envisagés par Monsieur le Ministre?

- Dans le cadre de l'avantage du «first-mover», Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun d'effectuer déjà maintenant les préparations et modifications législatives nécessaires afin de consolider les activités intragroupes et de rassurer les acteurs de la place financière du Luxembourg?

Réponse (07.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En l'absence d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, il serait prématuré de vouloir se positionner quant à l'opportunité ou non de revoir la législation luxembourgeoise concernant les modalités de traitement de la TVA au sein des groupements autonomes de personnes.

La situation sera évaluée une fois l'arrêt disponible et une décision sera prise sur la base de toutes les considérations qui s'imposent.

Question 2453 (07.10.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **conseils consultatifs dans les structures d'hébergement:**

Dans la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, l'article 10. (7) stipule que «[l]es demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées».

Partant, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1. Dans combien de structures d'hébergement un tel comité ou conseil a-t-il été mis en place et dans combien de structures un tel comité ou conseil n'a-t-il pas encore été mis en place?

2. Le cas échéant, quelles sont les raisons pour lesquelles un tel comité ou conseil n'a pas encore été mis en place dans certaines structures d'hébergement?

3. De quelle façon les demandeurs de protection internationale sont-ils informés de la possibilité de créer un tel comité ou conseil? Sont-ils activement encouragés à créer un tel comité ou conseil et sont-ils accompagnés dans la démarche?

4. De manière générale, quelles expériences les responsables des structures ont-ils pu faire entre-temps avec ces conseils ou comités?

Réponse (27.10.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Des conseils consultatifs informels sont organisés dans la majorité des structures; ces conseils informels prennent la forme de réunions de résidents ou de permanences assurées par le personnel encadrant la fréquence et la composition de ces conseils informels dépendent de la demande des résidents et de la taille de la structure.

2. La mise en place de comités ou de conseils consultatifs représentatifs tels que prévus par la loi du 18 décembre 2015 est planifiée par l'OLAI en concertation avec ses partenaires gestionnaires que sont la Croix-Rouge, la Caritas et l'ASTI. De nombreux facteurs doivent être pris en considération; ainsi, la langue, la présence de communautés différentes, les différences culturelles et de compréhension du système participatif ou encore le manque de stabilité des comités en raison des changements réguliers des résidents sont autant d'éléments qui influent sur le fonctionnement de ces conseils.

3. Les demandeurs de protection internationale nouvellement arrivés sont systématiquement informés sur leurs droits et leurs devoirs par le personnel encadrant de l'OLAI et de ses partenaires.

4. Les expériences faites dans le contexte des conseils informels organisés dans la plupart des structures montrent que des échanges réguliers entre résidents et personnel encadrant sont très productifs puisqu'ils permettent de véhiculer des informations et des messages importants de manière homogène et de mettre en place des mécanismes de médiation en cas de besoin.

Question 2454 (07.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **table ronde au sujet du multilinguisme:**

Den 20. Oktober organiséiert déi „Gréng Stëftung" eng „Diskussiounsronn" iwwert d'Méisproochegkeet, déi schonn am Titel als „Chance fir eis Kanner" bezeechent gëtt. Moderéiert gëtt déi Ronn duerch e grénge Deputéierten an et schwätzt den Här Unterrechtsminister. E Vertrieder vun enger Oppositiounspartei, déi där geplangter, méisproocheger Kannererzéiung géif kritesch géintiwwerstoen, ass net invitéiert. Dozou wollt ech dem Här Unterrechtsminister dës Froe stellen:

1. Wéisou gëtt eng Diskussiounsronn, déi vun der „Grénger Stëftung" organiséiert gëtt a politesch net équilibréiert besat ass, vum IFEN als offiziell Fortbildung unerkannt?

2. Ass den Här Unterrechtsminister der Meenung, datt esou eng Praxis enger demokratescher Kultur entsprécht an datt si déi politesch Neutralitéit vun der Schoul respektéiert?

3. Wa jo, wéi erkläert den Här Unterrechtsminister, datt keng Oppositiounspolitiker, déi seng Iddien net ënnerstëtzen, kënnen zu Wuert kommen?

4. Ass den Här Minister net der Meenung, datt déi offiziell Unerkennung vu senge Rieden an Diskussiounsbäiträg als „Fortbildung" fir d'Léierpersonal eng Form vun Amtsmëssbrauch ass?

5. Wéi dacks ass et scho virkomm, datt Manifestatiounen, déi vu politesche Stëftungen oder politesche Parteien organiséiert goufen, als offiziell Fortbildung unerkannt goufen? Kann den Här Minister déi detailléiert opzielen (vum IFEN an och aus der Zäit vum Oktober 2013 un, wou et den IFEN nach net gouf)?

6. Wat wëllt den Här Unterrechtsminister maachen, fir eesäiteg politesch Propaganden aus eise Schoulen erauszehalen?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1., 2., 3., 4., 6. Den IFEN hëlt pro Joer eng ganz Rei Veranstaltungen als Formation continue a seng Offer op, déi a Kooperatioun mat Institutiounen, Syndikater oder Associatiounen organiséiert ginn. Viraussetzung heifir ass, datt dës Veranstaltungen et den Enseignanten erlaben, sech inhaltlech mat Problematiken auserneenzesetzen, déi sech hinnen an hirem Beruffsëmfeld stellen an zu hirer Professionaliséierung bäidroen. Dozou gehéiert ouni Fro den Ëmgang mat der Méisproochegkeet an eise Schoulen.

Zu der Veranstaltung, déi den honorabelen Députéierten uschwätzt, wëll ech richtegstellen, datt de Minister just eng allgemeng Einleitung gemaach huet. Den Haaptriedner war en onofhängegen Expert vun der Universitéit Lëtzebuerg, an den Diskussiounspanel huet aus Experte vu ministerielle Servicer wéi dem Centre de logopédie an dem SECAM engersäits an Experten aus dem Secteur vun der Kannerbetreiung anerersäits bestanen.

D'Qualitéit vun den Diskussiounen, déi och kontrovers gefouert goufen, hunn d'Unerkennung als Formation continue dofir och absolutt gerechtfertegt. Doriwwer eraus wëll ech betounen, datt ech den Enseignanten duerchaus zoutrauen, déi Positiounen, déi am Kader vu Formations continues ausgedréckt ginn, kritesch ze beliichten a sech en eegent Bild dozou ze maachen.

ad 5. Folgend Veranstaltungen, déi vun ënnerschidlechen Institutiounen oder Associatiounen organiséiert goufen a bei deene Regierungsmemberen intervenéiert sinn, goufen an d'Offer vu Formation continue vum IFEN opgeholl:

09.10.2014: Auf dem Wege zu einer integrierten Mehrsprachigkeit und plurikulturellen Identität - Vers une éducation plurilingue et pluriculturelle

17.02.2016: COP21 - Klima-Accorde vu Paräis - Wéi eng Erausfuerderunge bis 2050?

17.10.2016: 3. internationale Männerkonferenz in Luxemburg (ICMEO)

Question 2455 (07.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **livre scientifique indisponible à la vente après publication:**

An engem Tëscheruff op RTL huet e Journalist e Problem mat engem wëssenschaftleche Buch ugeschwat, dat zwar gedréckt soll gi sinn, awer net kaaft ka ginn. Et handelt sech ëm „L'espace public du Titelberg" vu Jeannot Metzler, Catherine Gaeng a Patrice Méniel. De Radiosbäitrag seet, a leschter Instanz wier de Kulturminister responsabel, fir datt dat Wierk iwwert de Verkaf kann engem méi grousse Publikum zougänglech gemaach ginn. Hie kritiséiert, datt d'Kompetenzen tëscht dem CNRA (Centre national de la recherche archéologique) an dem Nationalmusée net kloer geklärt wären an datt eben nëmmen de Kulturminister dem CNRA eppes ze soen hätt.

Duerfir wëll ech dës Froen un den Här Premier- a Kulturminister stellen:

1) Kann den Här Premier- a Kulturminister bestätegen, datt e wëssenschaftlecht Buch iwwert den Tëtelbierg net ka verkaaft ginn, obwuel et gedréckt ass?

2) Kann den Här Premier- a Kulturminister d'Käschten opdecken, déi mat der wëssenschaftlecher Recherche, dem Schreiwen an dem Drock vun deem Wierk verbonne sinn?

3) Huet den Här Premier- a Kulturminister analyséiert, wéi et zu esou enger cocasser Situatioun konnt kommen? Wéi konnt dat Buch gedréckt ginn, ouni datt d'Méiglechkeet vum Verkaf geséchert war?

4) Wéini intervenéiert den Här Premier- a Kulturminister, fir d'Kompetenzen tëscht deene betraffene Plazen ze regelen a fir ze klären, wat fir Autorisatioune musse virleien, ier e Buch ka gedréckt ginn?

5) Wat mécht de Premier- a Kulturminister, fir datt dat Buch esou séier wéi méiglech an de Verkaf kënnt?

Réponse (31.10.2016) de **M. Guy Arendt,** *Secrétaire d'État à la Culture*:

„L'espace public du Titelberg" ass eng vun de villen intressante wëssenschaftleche Publikatiounen am Beräich Archeologie, déi de Centre national de la recherche archéologique regelméisseg erausgëtt. Si gehéiert zur wichteger dokumentarescher Aarbecht am Intérêt vun eisem kulturelle Patrimoine an et ass kloer, dass déi Publikatioune mussen an der Vente sinn an zur Consultatioun fräistoen.

Aus administrative Grënn konnt d'Vente net vum Centre national de la recherche archéologique (CNRA) selwer organiséiert ginn an et ass een Intermédiaire gesicht ginn. Mam Nationalmusée fir Geschicht a Konscht hu mer do een zouverlässege Partner fonnt. D'Wierk, ëm dat et hei geet, „L'espace public du Titelberg" (an zwee Bänn) vu Jeannot Metzler, Catherine Gaeng a Patrice Méniel, ass also am Shop vum Musée national d'histoire et d'art an der Vente, am Shop selwer an online. Ausserdeem gëtt et vun dësem Wierk en Dépôt légal an et kann een et iwwer e Prêt bei der Nationalbibliothéik ausléinen.

Op d'Propositioun hi vum Centre national de recherche archéologique huet de Kulturministère mam Courrier vum 5. Februar 2013 d'Geneemegung fir den Drock vun esou wëssenschaftleche Wierker ginn.

Question 2456 (10.10.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** *(DP)* concernant la **suppression du secret bancaire pour les nationaux:**

Récemment la presse nationale s'est fait l'écho qu'une suppression du secret bancaire pour les nationaux serait possible.

Dans ce contexte je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

Réponse (12.10.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

Le principe du secret professionnel du banquier, tel qu'il découle de l'article 41 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, n'est pas une spécificité luxembourgeoise. En effet, les législations correspondantes de pratiquement tous les États consacrent un tel secret, dont la portée peut toutefois varier d'un pays à l'autre.

Au cours des dernières années on a pu observer une accélération de l'évolution internationale allant dans le sens d'une limitation de l'opposabilité du secret aux autorités dans le contexte de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Le Luxembourg a également entamé des réformes correspondantes, notamment pour se conformer aux prescriptions du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que pour permettre l'échange automatique d'informations.

Le cadre législatif luxembourgeois en matière d'accès aux informations bancaires est parfaitement conforme tant aux impératifs nationaux qu'aux exigences internationales. Dès lors aucun nouvel aménagement ne s'impose à l'heure actuelle.

Question 2457 (10.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH/ADHS):**

ADHS, also d'Opmierksamkeetsstéierung oder d'Hyperaktivitéit, ass eng vun den heefegsten neurologesche Stéierunge bei Kanner a Jugendlechen. Hautdesdaags ginn dës Stéierungen, wa se bei jonke Kanner diagnostizéiert ginn, relativ gutt a Betruecht gezunn, esouwuel wat de medezinneschen a psychologesche Volet betrëfft, wéi och an der Schoul.

Leider gëtt et awer nach vill Problemer bei jonken Erwuessenen, esouwuel wa se schonns als Kand op ADHS behandelt gi sinn, wéi och wann den Diagnostic méi spéit opgestallt ginn ass.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1) Ass d'Madamm Gesondheetsminister bereet, sech derfir anzesetzen, datt d'Hëllef, déi Kanner kruten, och fir déi jonk Erwuesse weidergefouert gëtt? Wa jo, wéi eng konkret Moossname ginn do a Betruecht gezunn?

2) Ass d'Madamm Gesondheetsminister bereet, spezifesch Behandlunge fir Jugendlecher a jonk Erwuessener vun der Gesondheetskeess iwwerhuelen ze loosse fir Medikamenter a fir déi psychologesch Behandlung, wéi z. B. en ADHS-Coach?

3) Ass den Här Éducatiounsminister bereet, d'Hëllefe fir déi Betraffen iwwert de ganze Schoulzyklus bäizebehalen, dëst och fir Jugendlecher, wou d'Diagnos relativ spéit opgestallt gëtt?

4) Ass den Här Héichschoulminister bereet, mat de Verantwortleche vun der Universitéit Récksprooch ze huelen, fir och Studente mat ADHS eng speziell Betreiung zoukommen ze loossen, z. B. an der Rumm vun de verstännegen Aménagementer, wéi se fir d'Grondschoul an de Secondaire bestëmmt sinn?

Réponse commune (09.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

ad 1) D'Diagnos vun der Opmierksamkeets-/Hyperaktivitéitsstéierung (ADHS) fanne mir am ICD (International Classification of Diseases) an den F-Diagnosen erëm: F90-F98 Verhalens- an emotional Stéierunge mat Ufank an der Kandheet a Jugend. Ouni Symptomer an der Kanner- oder Jugendzäit gëtt dës Diagnos net bei Erwuessene gestallt. D'Opstelle vun der Diagnos erfuerdert eng breet Anamnèse an Hétéro-anamnèse, eng kierperlech Ënnersichung, eng psychopathologesch oder klinesch Evaluatioun, eng testpsychologesch Diagnostik an eng Evaluatioun vun de psychosozialen Ëmstänn. Esou wéi d'Opstelle vun der Diagnos pluridisziplinaresch Professioneller (Noutwendegkeet vu verschiddenen Dokteren: Pädiater, Psychiater, Psycholog, Neurolog...) erfuerdert, ass d'Prise en charge och transdisziplinaresch noutwendeg (medikamentös, psychotherapeutesch, psychosomatesch, schoulesch, sozial...). D'Ofkläre vun der breeder Differenzialdiagnos ass noutwendeg.

Niewent de Fachleit vun der Santé hunn d'Fachleit vun der Éducatioun all hir Plaz, wéi z. B. d'Équipes multiprofessionnelles (EMP), d'Fachleit aus dem CPOS an den SPOSen oder de SCAP (Service de consultation et d'aide psychomotrice).

Wann d'Elteren oder déi concernéiert Persounen un d'Santésservicer eruntrieden, kréie si d'Hëllef, déi noutwendeg ass. Besonnesch an dëse Situatiounen ass d'Vernetzung vun de Professionelle wichteg an d'Weiderorientéiere muss ganzheetlech an iwwerluecht sinn.

D'Verstäerkung vun der interdisziplinarescher Zesummenaarbecht ronderëm d'Kand an de Jugendlechen ass nach ze maachen.

Jonk Erwuessener kënnen déi noutwendeg Behandlunge vun der Krankekeess oder vum ONE (Office national de la jeunesse) afuerderen.

Bei jonken Erwuessenen ass sécherlech nach Formatioun a Sensibilisatiounsaarbecht ze maachen.

ad 2) D'Medikamenter gi vun der Krankekeess en charge geholl, wann d'Diagnos am Kandsalter festgestallt gëtt a ginn dann och no 18 Joer weider en charge geholl. D'Gesetz iwwert de Beruff vum Psychotherapeut ass d'lescht Joer am Juli vun der Chamber adoptéiert ginn. Esoubal sech eng repräsentativ Grupp vu Psychotherapeute formiert huet, kann d'CNS ufänken, iwwert den Ofschloss vun enger Konventioun ze négociéieren, wat eng Prise en charge vun enger psychotherapeutescher Behandlung iwwerhaapt eréischt erméiglecht. Fir de Fall, wou den ADHS-Coach Psycholog ass a sech d'Démarche an enger psychotherapeutescher Approche befënnt, kéint dëst an de Verhandlungen deemno och virgesi ginn.

ad 3) Wann e Kand eng psychopädagogesch Hëllef an der Rumm vun der Schoul zegutt huet, well bei him en ADHS festgestallt ginn ass, da sollt dat Kand déi adequat Hëllef kréien, egal wéini déi Diagnos erstallt gouf. Genee duerfir plangt d'Regierung d'Schafung vu Kompetenzzentren, fir dëser Flicht besser nokommen ze kënnen. Ma elo schonns gëllt dëst esouwuel fir déi Servicer, déi direkt vum Erzéiungsministère ofhänken, wéi d'Équipes multiprofessionnelles am Fondamental an de SPOS an de Lycéeën, wéi och fir de SCAP, dee vum Stat finanziell an och mat anere Ressourcen ënnerstëtzt gëtt. Wichteg ass eng pluridisziplinär Prise en charge. Et ass deemno och wichteg, mat de Spideeler zesummenzeschaffen, wou d'Leit dacks och am Erwuessenenalter begleet ginn.

ad 4) Am Kader vum Artikel 8 vum grousherzogleche Reglement vum 22. Mee 2006 iwwert d'Bachelor- an d'Masterstudiegäng op der Universitéit Lëtzebuerg kënnen déi Verantwortlech vun der Universitéit de Studente mat spezifesche Bedierfnisser gewëssen Derogatiounen accordéiere respektiv eng speziell Betreiung ubidden. An deem Kontext kann d'Universitéit d'Problematik vun enger spezieller Betreiung vu Studente mat ADHS analyséieren.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

Question 2458 (11.10.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **terrains de football en gazon synthétique:**

Selon des informations parues dans la presse allemande, les granules de caoutchouc utilisées sur les terrains synthétiques de football au Pays-Bas contiendraient des cancérigènes. Ce week-end 30 matchs de foot ont été annulés à titre de précaution.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Les granules de caoutchouc utilisées au Pays-Bas ont-elles également été utilisées sur des terrains synthétiques installés au Luxembourg et, le cas échant, lesquels?

- Dans l'affirmative, quelles suites le Gouvernement entend-il donner à la problématique susmentionnée?

Réponse (10.11.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question a trait à une information parue dans la presse allemande selon laquelle les granules de caoutchouc recyclés utilisés sur les terrains de football au Pays-Bas contiendraient des cancérigènes.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que dans ce domaine, la technique a évolué rapidement depuis le début des années 2000. Il existe de terrains synthétiques avec et sans remplissage. Les terrains de première génération étaient remplis effectivement avec du caoutchouc recyclé.

Seulement deux terrains synthétiques au Luxembourg utilisaient ce procédé de remplissage mais ils ont été entre-temps transformés de sorte qu'actuellement au Luxembourg il n'y a plus de terrains synthétiques avec du remplissage en caoutchouc recyclé.

S'y ajoute que les terrains au Luxembourg sont régulièrement contrôlés par la commission des terrains de la FLF.

Dès lors, la deuxième question devient sans objet.

Question 2459 (11.10.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **plateforme MathemaTIC:**

Lors d'une conférence de presse le 10 mai 2016, le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse Claude Meisch a présenté MathemaTIC, une plateforme en ligne innovante pour enseigner et apprendre les mathématiques à l'école luxembourgeoise de l'enseignement fondamental.

Dans la mesure où l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques à l'aide de l'outil MathemaTIC nécessitent l'utilisation de matériel numérique et l'accès aux services numériques pédagogiques, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur l'état d'équipement des classes en matériel numérique?

- Existe-t-il des communes qui accusent tant un retard au niveau de l'équipement de leurs classes avec du matériel numérique que dans l'accès aux services numériques?

- Dans l'affirmative, et dans l'objectif de garantir à chaque élève l'égal accès à l'outil MathemaTIC, de quelle manière Monsieur le Ministre envisage-t-il remédier à ce problème?

Réponse (15.11.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

MathemaTIC est un projet pilote qui a démarré en 2015 et qui s'inscrit au sein même de la stratégie gouvernementale «Digital Lëtzebuerg». Dans le cadre d'une stratégie numérique globale, ce projet parmi d'autres vise à favoriser le développement de projets pédagogiques innovants en offrant aux apprenants et aux enseignants un accès plus large à des ressources d'apprentissage en mathématiques.

La première année de mise en œuvre de ce projet avait pour objectif non seulement d'apprécier l'intérêt des enseignants pour cet environnement numérique, mais aussi d'en définir les prérequis pour une utilisation optimale.

Si pour cette année scolaire 2016-2017, plus de 80 écoles fondamentales ont choisi de participer à MathemaTIC, il est évident qu'un certain nombre d'écoles ne disposent pas encore des équipements techniques pour s'engager dans le projet dans des conditions les plus favorables.

Le bilan des visites effectuées l'année passée a montré que la moitié des écoles ayant participé au projet disposent d'une connexion de type wi-fi et que les enseignants ont privilégié leur salle de classe pour travailler sur MathemaTIC avec leurs élèves. Environ 40% des élèves ont travaillé sur des ordinateurs portables, un peu moins de 36% sur des ordinateurs de bureau et moins de 5% sur des tablettes.

Par ailleurs, une enquête réalisée auprès de 75% des communes en 2015 (soit 135 écoles représentées) a mis en évidence les éléments suivants:

- 85,1% des écoles disposent d'une assistance spécifique pour la gestion du parc informatique.

- 89,9% des ordinateurs ou tablettes tactiles des écoles sont dotés des applications d'apprentissage.

- Environ 77,5% des salles de classe sont équipées d'un ordinateur de bureau et 12,4% d'ordinateurs portables.

Au vu des constats établis lors des visites et des réponses obtenues lors de l'enquête auprès des communes, la plupart des écoles disposent d'un matériel technologique satisfaisant. Certaines écoles ont des postes de travail fixes, d'autres des postes mobiles ou encore des tablettes tactiles. Il subsiste néanmoins de grandes différences entre les écoles qui pour certaines sont clairement sous-équipées.

Afin de pouvoir offrir à l'ensemble des écoles fondamentales des outils toujours plus innovants et qui vont dans le sens de la réussite des élèves, j'entends intensifier la collaboration avec les instances communales et élargir ainsi l'accès aux outils numériques.

C'est notamment pour cette raison que le CGIE et le SCRIPT ont rencontré le 8 novembre dernier les inspecteurs et les responsables communaux afin de leur présenter différents projets numériques dont MathemaTIC. Il s'agit notamment de montrer toute l'importance du soutien des communes pour la réalisation et la réussite de tels projets auxquels chaque école doit pouvoir participer, si elle le souhaite.

Question 2460 (11.10.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**Inspection du travail et des mines (ITM):**

Il y a quatre jours RTL rapportait qu'au cours de l'année 2015, «la sécurité au travail avait recensé pas moins de 27.000 accidents du travail, dont onze mortels». Au mois d'octobre de l'année 2016, on dénombrait déjà neuf accidents mortels, faisant en tout dix morts.

L'article de RTL en question conclut comme suit: «Si l'on compare les chiffres de l'année 2015 à ceux de cette année, on constate que les accidents semblent se multiplier. Des chiffres qui inquiètent et qui remettent en cause les mesures de sécurité mises en place sur les nombreux chantiers en cours au Luxembourg.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Face à ce bilan, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'Inspection du travail et des mines a failli dans sa mission visant à contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail, qui englobent la santé, la sécurité et l'hygiène du salarié?

2) Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs m'indiquer comment les effectifs de l'ITM ont évolué depuis avril 2015?

3) Quant au département Accidents, Enquêtes et Conseil (AEC):

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer d'éventuels retards qu'accuse ce département dans le traitement des enquêtes d'accidents du travail? Si retard il y a, combien de dossiers sont concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ce département a également pour mission d'agir de manière proactive sur les chantiers de construction? Dans l'affirmative, combien de telles enquêtes ont été menées depuis la création de ce département?

- Combien d'agents opérationnels travaillent actuellement pour le département?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si depuis la création de ce département le nombre d'inspecteurs du travail affectés à ce service a augmenté ou baissé? Si baisse il y a, quelles en sont les raisons?

4) Quant au département Inspections, Contrôles et Enquêtes (ICE):

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il existe un retard dans le traitement des plaintes des administrés? Dans l'affirmative, combien de dossiers accusent un tel retard?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer combien de dossiers ont été clôturés depuis la création du département ICE?

- Combien de plaintes ont donné lieu à une visite d'entreprise?

- Combien de visites d'entreprises le personnel de l'ICE a-t-il effectué motu proprio?

- Combien d'agents du département ICE sont actuellement opérationnels?

- Depuis la création du département ICE, le nombre d'inspecteurs affectés à ce service a-t-il augmenté ou baissé? En cas de baisse, combien d'agents de moins comptent le département ICE actuellement?

Réponse (23.11.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

ad 1) Conformément à l'article L.612-1 du Code du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée:

a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État;

e) de porter à l'attention du Ministre les déficiences ou les abus de droit constatés en pratique, ainsi que les questions de fait qui ne sont pas spécifiquement couvertes par lesdites dispositions existantes et de lui proposer les moyens d'y remédier moyennant avis circonstancié, d'effectuer les inspections afin de contrôler l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier interdit par l'article L.572-1.

Par ailleurs, l'ITM et notamment l'Administration de l'environnement sont chargées:

a) de réaliser la prévention et la réduction intégrées des pollutions en provenance des établissements classés;

b) de protéger la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public, au voisinage ou au personnel des établissements classés, la santé et la sécurité des salariés au travail ainsi que l'environnement humain et naturel;

c) de promouvoir un développement durable.

La loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail, basée sur la prévention et l'élimination des risques, qui a entre-temps été intégrée au sein du Code du travail, pose les principes et obligations générales en matière de sécurité et de santé au travail et résulte de la transposition en droit national de la directive 89/391/CEE du 12 juin 1989 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail, dont le but était notamment de faire diminuer les accidents du travail par une meilleure prévention des risques et une meilleure protection des salariés.

L'objectif de la loi du 17 juin 1994, qui est actuellement repris au sein de l'article L.311-1 du Code du travail est: «la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des salariés au travail. À cette fin, il comporte des principes généraux concernant la prévention des risques professionnels et la protection de la sécurité et de la santé, l'élimination des facteurs de risque et d'accident, l'information, la consultation, la participation équilibrée des employeurs et des salariés, la formation des salariés et de leurs représentants, ainsi que des lignes générales pour la mise en œuvre desdits principes.»

L'article 161 du Code de la sécurité sociale dispose que: «l'Association d'assurance accident (AAA) a pour mission de prévenir les risques professionnels des assurés. À cet effet, elle se donne les moyens lui permettant notamment:

- d'analyser les causes des accidents et maladies professionnelles;

- de constater l'exposition aux risques professionnels;

- de développer et de coordonner la prévention des risques professionnels;

- d'informer, de conseiller et de former les assurés et les employeurs en matière de sécurité et de santé au travail;

- d'encourager les efforts particuliers des employeurs en matière de prévention;

- d'établir des recommandations de prévention;

- de surveiller le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de santé au travail et notamment des articles L.311-1 à L.314-4 du Code du travail et des règlements grand-ducaux pris en exécution de ces articles.»

Dans le cadre de sa mission de prévention des risques professionnels de ses assurés, l'AAA est donc également tenue de surveiller le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et santé au travail.

Q64

Il incombe dès lors non seulement à l'ITM, mais également à l'AAA de veiller à l'application de la législation, de promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des salariés.

La prévention consiste bien sûr en un effort déterminé pour réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles. Mais la prévention, dans le cadre d'une inspection du travail moderne, est bien plus que d'éviter simplement les risques et les incidents. En effet, les principes et les méthodes des stratégies de prévention modernes peuvent être appliqués à tous les domaines fonctionnels relevant de la responsabilité de l'ITM: sécurité et santé au travail, relations professionnelles, conditions générales de travail, travail illégal, pratiques de travail déloyales, plaintes et règlement des différends, enquêtes sur les accidents, etc.

En veillant au respect du droit du travail et des normes sécuritaires du travail, l'ITM contribue continuellement au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail. En effet, l'imposition d'obligations aux employeurs et aux salariés contribue à la qualité, l'efficacité, la productivité et la réussite des entreprises, et à la santé, la sécurité et le bien-être général de tous les salariés du Grand-Duché de Luxembourg. Par ailleurs, dans le cadre de ses missions, l'ITM met tout en œuvre pour promouvoir le credo selon lequel la prévention est un atout et non un surcoût («ROSI return on security investment: 1 € investi = 2,2 € en retour» European Network and Information Security Agency (ENISAJ)).

Pour beaucoup de raisons, il est préférable de prévenir le non-respect de la législation que d'avoir à y faire face après que des violations ont eu lieu. Lors des contrôles en entreprise ou bien lorsque les salariés ou employeurs s'adressent directement à l'ITM, ses agents agissent dans le cadre de la prévention en fournissant des conseils aux différents acteurs du monde du travail en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et de santé au travail et leur assurent ainsi une éducation de base sur les questions de protection du travail.

En ce qui concerne les accidents du travail et le nombre des salariés actifs au Grand-Duché de Luxembourg, leur nombre a évolué de la façon suivante lors des cinq dernières années:

Année	Accidents déclarés	Accidents reconnus par l'AAA*)	Accidents mortels/ trajets	Nombre de salariés**
2011	32.873	26.990	19/6	347.300
2012	32.603	27.005	17/3	355.800
2013	32.247	27.073	22/16	362.200
2014	31.797	26.477	15/4	371.200
2015	32.608	26.516	22/8	380.800

Sources: *) Association d'Assurance Accident (AAA);
**) Statec

Du 1er janvier au 31 octobre de l'année 2016, l'ITM a comptabilisé douze accidents mortels.

S'il est bien vrai qu'il y a toujours trop d'accidents de travail et que le défi reste important lorsqu'on prend en considération qu'en 2015, 26.516 accidents de travail ont été reconnus comme tels par l'AAA, que chaque accident de travail est un accident de trop et qu'il importe de tout faire pour essayer de réduire le nombre des accidents de travail au Grand-Duché de Luxembourg, néanmoins, il n'est pas exact d'affirmer que les accidents de travail semblent se multiplier. En effet, le tableau ci-après démontre que le taux des accidents de travail par rapport aux nombre des salariés actifs au GrandDuché de Luxembourg est en constante baisse depuis des années:

Année	Taux des accidents du travail par rapport aux salariés actifs
2011	7,8%
2012	7,6%
2013	7,5%
2014	7,1%
2015	6,9%

Par conséquent, nous constatons une baisse de plus de 13% du taux des accidents du travail par rapport aux salariés actifs durant les cinq dernières années.

Signe donc que les employeurs ont pris conscience des avantages indubitables de l'application de la législation en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et de santé au travail, étant donné la régression du nombre des accidents du travail en pourcentage du nombre de salariés actifs.

À noter également qu'en ce qui concerne le nombre des accidents de travail qui sont déclarés à l'ITM, celui-ci est nettement moins élevé que celui des déclarations qui sont effectuées auprès de l'AAA.

En effet, depuis la création du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» en avril 2015, 960 accidents de travail ont été déclarés, soit par la Police grand-ducale, soit par les employeurs ou bien par l'AAA (situation au 31 octobre 2016).

Du 1er janvier 2016 au 31 octobre 2016, l'ITM a dû enregistrer douze accidents de travail mortels, ce qui constitue actuellement une baisse de plus de 16% par rapport à l'année 2015, à condition qu'aucun autre accident de travail mortel ne vienne s'ajouter au courant des deux derniers mois de l'année. Par conséquent, il n'est pas exact d'affirmer que les accidents de travail semblent se multiplier.

Un échange informatique des données relatives aux accidents de travail entre l'AAA et l'ITM ne s'avère pas être possible actuellement. Toutefois, même si un tel échange de données s'avérerait être possible entre les deux administrations, l'ITM ne saurait pas pouvoir mener des enquêtes pour tous les accidents de travail, étant donné que l'ITM ne dispose actuellement pas des effectifs nécessaires pour pouvoir enquêter sur l'ensemble des accidents de travail qui sont déclarés auprès de l'AAA. Pour ce faire, il faudrait que les effectifs de l'ITM soient augmentés considérablement (27.000 accidents par an = 2.250 accidents par mois, 107 accidents par jour. Si on considère qu'un agent peut mener deux enquêtes par jour, un nombre de plus de 50 agents devrait être occupé uniquement pour enquêter en matière d'accidents de travail).

C'est pourquoi, il est une condition «sine qua non» pour l'ITM de déterminer les accidents du travail qui sont à traiter prioritairement et pour lesquels il faut charger un agent pour mener une enquête.

À noter également que l'ITM ne se rend pas uniquement sur les lieux de l'accident du travail pour pouvoir réaliser des statistiques par la suite. En effet, les inspecteurs du travail procèdent à des enquêtes pour pouvoir déterminer les faits et les causes de l'accident du travail, afin de situer les responsabilités des différents intervenants lors de l'accident du travail, afin de pouvoir, le cas échéant, éclairer au mieux les représentants du ministère public en vue d'éventuelles poursuites pénales.

Enfin, les membres de l'inspectorat du travail ont comme objectif d'étudier la manière dont les accidents similaires peuvent être évités au moyen d'améliorations mécaniques ou organisationnelles, comme par exemple une meilleure supervision ou une formation renforcée et de meilleure qualité pour les salariés et ainsi d'établir, si possible, des mesures préventives pour éviter que des accidents similaires ne se reproduisent.

Au début de l'année 2015, l'ITM s'est dotée d'une nouvelle structure afin d'améliorer son efficacité et de garantir l'exécution de ses multiples missions.

À cet effet ont été instaurées une hiérarchie claire et une répartition pyramidale des responsabilités, qui est impérative pour mettre pleinement en ordre de marche et pour permettre un fonctionnement efficient d'une administration de cette envergure et ayant des domaines de compétences aussi étendus que variés.

Aussi, au début de l'année 2015, l'ITM s'était fixé trois objectifs :

a) mettre en place et assurer des formations internes en faveur de son personnel, afin de faire augmenter la qualité et l'efficience des interventions en faveur des salariés et des employeurs;

b) renforcer les moyens du service «Help Center (HCC)», qui a principalement comme mission d'assurer la réception des réclamations et de communication de renseignements aux salariés et employeurs et ainsi de garantir la proximité envers ces derniers, tout en libérant les inspecteurs du travail dont la mission principale et prioritaire doit être celle de préparer et d'exercer les contrôles sur le terrain;

c) accroître les moyens informatiques pour les besoins des agents de l'ITM afin de leur permettre d'exercer leurs missions dans des conditions décentes et de manière efficace et efficiente.

Peu de temps après, une quatrième priorité devenue inéluctable est venue s'ajouter aux trois premières, à savoir le recrutement de nouveaux membres de l'inspectorat du travail.

En effet, pour faire face à un nombre subséquent de départs en retraite (âge moyen de départ en retraite 61,8 ans), l'ITM a dû diversifier au maximum ses modes de recrutement (examen-concours, changement d'administration, ADEM, armée, etc.) afin de pouvoir recruter le plus de stagiaires possible en un bref laps de temps.

Aussi, en raison de ces départs en retraite, l'ITM a fait rapatrier au courant de l'année 2015 les membres de l'inspectorat du travail de ses trois agences régionales au siège de l'ITM à Strassen sans toutefois restreindre la proximité envers les salariés et employeurs, mais au contraire en l'améliorant.

En effet, les heures d'ouverture des guichets ont été multipliées par quatre (+/- une croissance de 300% au niveau des visites de guichet), de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00 au lieu de 8h30 à 10h00, depuis le 1er mars 2015 et un quatrième guichet accueille les salariés et les employeurs à Wiltz depuis le 1er juin 2016.

Compte tenu des contraintes matérielles et de l'impératif de mobilité et de redéploiement de ses effectifs, les départements «Droit du Travail» et «Santé et Sécurité au Travail», ainsi que ses sousstructures (p. ex. agences régionales...) ont été abolis en vue de mettre fin au décloisonnement entre ces deux départements. Afin de pouvoir couvrir au mieux et en toute transparence l'ensemble de ses missions, les services «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»,«Help Center et Call Center (HCC)» et «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont été mis en place à partir du 1er avril 2015 en vue de transformer l'ITM en une administration plus efficace et réactive en matière de contrôles des conditions de travail et de sécurité et de santé au travail.

Les membres de l'inspectorat du travail de ses trois agences régionales ont été affectés en fonction de leurs compétences et expériences, soit au service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», soit au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» en vue de pouvoir réduire leurs tâches à un domaine d'activité précis et ainsi faire augmenter la qualité de leurs interventions auprès des salariés ou des employeurs.

Les inspecteurs du travail du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», dont la majeure partie sont des ingénieurs techniciens en raison de la complexité des affaires, ont principalement pour mission d'assurer une astreinte nationale et de mener des enquêtes suite à un accident de travail, mais également de se rendre sur un lieu de travail dans le cadre d'un danger grave et imminent avant qu'un accident du travail ne se produise.

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail suite à une continuation des plaintes ou des réclamations des salariés ou des employeurs via le service «Help Center et Call Center (HCC)» en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail (actions à court terme).

Toutefois, en cas de besoin, les inspecteurs du travail des deux services peuvent effectuer des contrôles proactifs communs sur des chantiers (actions à moyen terme). Il s'agit dans ce cas d'actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, alimentées de la part du service «Help Center et Call Center (HCC)» après l'évaluation des statistiques (p. ex.: actions échafaudages, amiante, tranchées, sous-traitance, alcool sur le lieu de travail, etc.).

En ce qui concerne les actions sur le long terme, des contrôles réguliers et un développement de stratégies par secteurs économiques ont été organisés et devront encore être développés davantage sous peu, impliquant soit les agents de l'ITM de différents services, soit également des agents d'autres administrations (p. ex.: accompagnement, conseil et suivi des chantiers de construction de grande envergure).

Ainsi, au début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont ac-

cordées à renforcer leur coopération en contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace, efficient et durable ayant pour objectif d'intensifier les contrôles en matière de détachement de salariés sur des chantiers de construction afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement des salariés, qui a été dispensée en faveur d'agents de terrain tant de l'Administration des douanes et accises que de l'ITM au cours du mois de juillet 2016, cette coopération, qui a été édifiée sur de nouvelles bases, a été entamée à partir du 1er août 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de développer et d'intensifier cette coopération dans d'autres domaines tels que l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, les établissements classés, etc.

Aussi, il a été envisagé de concrétiser plus officiellement encore cette coopération par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de l'année 2017.

D'autres projets de coopération avec d'autres administrations étatiques couvrant d'autres domaines de compétence sont actuellement en phase d'élaboration.

À noter également que les inspecteurs du travail du service «Établissements Soumis à Autorisation (ESA)», qui sont principalement des ingénieurs ou ingénieurs techniciens, contribuent également au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail lorsqu'ils sont amenés à exercer leurs missions notamment dans le cadre des établissements classés, en matière de protection des salariés contre des expositions d'agents chimiques, physiques et biologiques, etc.

La formation de tous les acteurs du monde du travail est un élément clé du développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail. À cet effet, l'ITM en tant qu'institution neutre et impartiale, propose la création d'un label de qualité en matière de sécurité, santé au travail certifiant les standards sécuritaires requis moyennant un diplôme officiel sanctionnant une formation théorique, pratique, homogène et continue de haut niveau au bénéfice de tous les acteurs œuvrant en la matière.

Vu qu'actuellement une telle certification de qualité avec diplôme officiel reprenant les standards requis fait défaut, l'ITM est d'avis qu'elle seule serait le coordinateur prédestiné à assumer ce rôle pour garantir le niveau de la qualité des différentes formations générales et spécifiques.

Ainsi, l'ITM est de loin le seul acteur pour contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé au travail et elle ne saurait à elle seule réaliser ce challenge.

Toute culture de prévention et de coopération en matière de sécurité et de santé restera toujours inefficace sans un engagement dédié et responsable de tous les acteurs du monde du travail (partenaires sociaux, travailleurs désignés, délégués à la sécurité et à la santé, etc.).

Pour ces diverses raisons précitées, on peut affirmer de façon certaine que l'ITM n'a pas failli dans sa mission visant à contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail, qui englobent la santé et la sécurité du salarié.

ad 2) En 2015, l'ITM comptait un effectif total de 95 personnes, dont 67 fonctionnaires et 28 employés de l'État.

Au cours de l'année 2015, l'ITM a dû faire face à 19 départs d'agents, dont:

- 4 changements d'administration;

- 8 départs en retraite;

- 4 congés de longue durée;

- 3 autres;

et 11 nouveaux agents ont pu être recrutés au cours de la même année, dont:

- 4 changements d'administration;

- 2 retours de congés de longue durée;

- 5 recrutements externes.

Étant donné la grave pénurie en effectifs, l'ITM devra recruter encore au moins 36 nouveaux agents à brève échéance afin de pouvoir surmonter les problèmes relatifs aux départs en retraite à court et moyen terme et ceux relatifs à la pyramide d'âge de l'ITM.

Un premier pas a pu être réalisé en 2016 où de nouveaux stagiaires ont pu être recrutés par l'ITM:

- 13 stagiaires moyennant contrat à durée déterminée par l'intermédiaire de l'ADEM;

- 3 stagiaires moyennant l'examen-concours et

- 4 stagiaires moyennant changement d'administration.

Toutefois, les stagiaires ou «aspirants inspecteurs du travail», qui ont pu être recrutés par l'intermédiaire de l'ADEM devront tout d'abord réussir l'examen-concours qui est organisé par la fonction publique pour pouvoir devenir inspecteur du travail. En effet, conformément à la loi cadre de l'ITM, il faut être fonctionnaire pour pouvoir devenir inspecteur du travail.

Il en résulte que dans le meilleur des cas, ces stagiaires ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Les stagiaires qui ont déjà réussi leur examen-concours ne pourront commencer leur fonction et exercer leurs activités comme inspecteur du travail assermenté qu'après au moins une période de deux ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année.

Durant ce temps, les stagiaires devront avoir réussi leurs examens théoriques et pratiques suite à des formations poussées en matière de droit du travail et de sécurité et de santé au travail.

Les autres problèmes concernent la qualité des différentes recrues. En effet, tous les candidats ayant réussi l'examen-concours de la fonction publique ne sont pas prédestinés à devenir et remplir la fonction d'inspecteur du travail.

À ces contraintes s'ajoute le fait que l'ITM ne peut former convenablement que dix à 15 aspirants inspecteurs du travail par an, ce qui a pour effet néfaste de ne pas pouvoir assurer correctement le remplacement des départs en retraite.

C'est pourquoi l'ITM essaie de diversifier ses modes de recrutement (examen-concours, changement d'administration, ADEM, armée, etc.) afin de pouvoir recruter le plus de stagiaires possible en un bref laps de temps. Tenant compte de la recommandation (un inspecteur pour 8.000 salariés) pour les pays hautement industrialisés du Bureau international du travail (BIT), l'ITM devrait disposer de 57 inspecteurs du travail au sein du service ICE au lieu de dix actuellement.

L'objectif est de pouvoir augmenter les effectifs de l'ITM à au moins 200 agents au total au cours des dix prochaines années, afin de pouvoir donner satisfaction aux multiples attentes de tous les acteurs du monde du travail, ceci toujours dans une optique du développement durable avec des objectifs à réaliser à court, moyen et long terme et pour pouvoir ainsi apporter la plus-value dont l'économie luxembourgeoise a besoin.

ad 3) Au début de l'année 2015, parmi les 63 membres de l'inspectorat du travail assermentés avant la restructuration et affectés auprès des agences régionales, seulement 17 étaient opérationnels sur le terrain au niveau du conseil des enquêtes et des inspections (activités «guichet», tâches administratives, accueil téléphonique...).

Sauf en cas de problèmes relatifs à des autorisations d'exploitation (dossiers commodo/incommodo), les autres membres de l'inspectorat du travail du service «Établissements Soumis à Autorisation (ESA)» sont rarement présents sur le terrain.

Au 1er avril 2015, date de la création du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», douze fonctionnaires et deux employés de l'État étaient affectés à ce service.

Suite aux départs qui sont intervenus soit au cours de l'année 2015 ou bien au cours de l'année 2016, le service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» compte actuellement, huit fonctionnaires et un employé de l'État.

Étant donné que les stagiaires sous contrat à durée déterminée ne pourront commencer à exercer la fonction et les activités comme inspecteurs du travail qu'après une période de quatre ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année et que les stagiaires ayant déjà réussi leur examen-concours ne pourront commencer à exercer leur fonction et les activités comme inspecteurs du travail qu'après au moins une période de deux ans pour ceux qui pourront bénéficier d'une réduction de stage d'une année, ces départs n'ont pas pu être compensés directement. Il en est de même pour le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» (cf. réponse à la question n°4 ci-après).

Toutefois, dès que les stagiaires nouvellement recrutés au courant de cette année pourront travailler de manière autonome à l'issue de leur formation, cinq inspecteurs du travail qui sont actuellement occupés à assister les stagiaires au sein du service «Help Center et Call Center», pourront venir, en fonction des priorités, renforcer les effectifs soit du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ou bien du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)».

En ce qui concerne les enquêtes du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», un total de 962 dossiers relatifs à des accidents de travail ont été traités et un total de 307 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Toutefois, les actions et missions du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ne se limitent pas à mener des enquêtes en matière d'accidents de travail, mais les agents de ce service sont également occupés à effectuer des contrôles sur des lieux de travail pour les cas où un danger imminent (133 dossiers) ou bien un incident grave (21 dossiers) leur a été signalé et à effectuer des contrôles proactifs notamment sur des chantiers de construction. Depuis le début de l'année 2015, les agents du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» ont effectué 158 contrôles proactifs sur des chantiers de construction, dont notamment une action ciblée en matière d'échafaudages.

L'ITM est consciente du fait que les effectifs du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» devraient être augmentés de façon significative dans un délai rapproché. C'est la raison pourquoi l'ITM essaie de tout mettre en œuvre pour pouvoir recruter du personnel supplémentaire afin de contribuer notamment à faire diminuer les accidents du travail grâce à une meilleure prévention des risques et une meilleure protection des salariés. Un facteur déterminant dans ce processus d'analyse, de suivi et d'encadrement des accidents de travail est la formation des agents.

ad 4) Au 1er avril 2015, date de la création du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 15 fonctionnaires et cinq employés de l'État étaient affectés à ce service.

Suite aux départs qui sont intervenus soit au cours de l'année 2015 ou bien au cours de l'année 2016, le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» compte actuellement dix fonctionnaires et deux employés de l'État.

En ce qui concerne les contrôles du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 1.087 dossiers relatifs à des plaintes en matière de conditions de travail ou de sécurité et de santé au travail ont été traités et clôturés par les agents de ce service. 1.001 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

Par ailleurs, les agents du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont effectué 471 sorties au courant de l'année 2015 et 301 sorties au courant de l'année 2016, ce qui représente une moyenne de +/- 30 sorties par agent et par an (+/- trois sorties en moyenne par mois).

Toutefois, les actions et missions du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ne se limitent pas uniquement à effectuer des contrôles sur un lieu de travail ou en entreprise suite à une communication d'une plainte en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail.

En effet, les agents de ce service effectuent des contrôles en matière de congés collectifs et sont impliqués lors des actions communes avec les agents du service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)» en matière de contrôles proactifs sur des chantiers, d'actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, sur base d'une analyse des risques, alimentés par l'évaluation des statistiques du service «Help Center et Call Center (HCC)».

Au cours de l'année 2016, les agents du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont effectué 140 contrôles en matière de congés collectifs sur des chantiers de construction.

En ce qui concerne le service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», l'ITM est consciente du fait que les effectifs de ce service devraient également être augmentés de façon significative dans un délai rapproché.

N'oublions pas que le problème du recrutement et de l'augmentation des effectifs de l'ITM reste et restera un challenge permanent et complexe tant qu'une carrière spécialement dédiée à l'inspecteur du travail n'aura pas été mise en place.

En effet, il conviendrait, à l'image de la carrière de l'agent de la Police grand-ducale, de mettre en place une carrière spécifique ainsi qu'une grille de traitement propre en faveur des membres de l'inspectorat du travail afin de:

- permettre ainsi de rendre plus attractif l'exercice du métier de l'inspecteur du travail;

- recruter davantage de candidats qui sont impérativement nécessaires pour garantir l'exécution de toutes nos différentes missions directes et indirectes;

- honorer l'effort continu des agents au niveau de leur formation continue dans un monde de travail en mutation permanente;

- valoriser l'engagement des agents par rapport à leur exposition aux risques quotidiens du métier;

- fidéliser les agents à l'ITM.

Question 2461 (12.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **transaction financière:**

Le Commissaire européen aux Affaires économiques et financières Pierre Moscovici vient d'indiquer lors du dernier Conseil «Affaires économiques et financières» (ECOFIN) d'avoir réalisé «d'importants progrès» dans les négociations relatives à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, aussi appelée taxe Tobin. Cette taxe est négociée depuis 2013 par dix pays européens.

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle a été la position du Gouvernement lors du dernier Conseil «Affaires économiques et financières» quant à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières?

Réponse (14.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tout d'abord, en réponse à la question des honorables Députés Adehm et Roth, il y a lieu de clarifier que la taxe sur les transactions financières n'a pas figuré sur l'agenda de la réunion du Conseil ECOFIN, ni en octobre, ni en novembre de cette année.

Quant au fond, il y a lieu de remarquer qu'il n'est pas prévu que le Luxembourg participe à la coopération renforcée visant à introduire une taxe sur les transactions financières. De même, le Luxembourg continuera, lors des discussions sur ce dossier à l'ECOFIN, d'insister sur le fait que les règles communautaires relatives à la coopération renforcée doivent être respectées de même que les droits des États membres non participants.

Question 2462 (12.10.2016) de **MM. Claude Haagen** et **Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**exposition au radon:**

La présence de radon, gaz naturellement radioactif, présent en sous-sol notamment dans les zones géologiques des roches schisteuses du nord du pays, constitue un défi de santé publique. D'après certaines études, il existe un lien entre l'exposition au radon et le cancer du poumon. Une politique de prévention est discutée au niveau européen. Les normes européennes sont renforcées.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir du Gouvernement si des études spécifiques relatives à ce sujet existent pour le Luxembourg:

- Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement envisage-t-il pour réduire les risques pour la santé publique découlant de la présence de radon, dans les habitations notamment?

- Une campagne de sensibilisation, de prévention et de remédiation ne serait-telle pas de mise?

Réponse (10.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le radon est un gaz naturellement radioactif, présent sur toute la surface de la terre et qui peut s'accumuler dans les bâtiments. Selon les récentes études scientifiques, le radon pourrait jouer un rôle dans la survenue de 5% à 10% des cancers du poumon. De plus, il est établi que la combinaison de la consommation de tabac et d'une exposition élevée au radon fait courir un risque individuel de cancer du poumon nettement plus élevé que chacun de ces facteurs pris individuellement, et que le fait de fumer amplifie les risques liés à l'exposition au radon au niveau de la population. Il est donc important que nous considérions ces deux risques sanitaires.

Ces constats ont été confirmés et reconnus par la directive 2013/59/Euratom, qui comprend désormais des dispositions relatives au radon

en ce qui concerne le radon sur les lieux de travail et l'exposition au radon à l'intérieur des logements.

Afin de préparer l'implémentation de cette directive à l'échéance du 6 février 2018, le Ministère de la Santé a réalisé au cours du premier semestre 2016 une campagne - Projet pilote de Wahl - visant à quantifier la problématique du radon au Luxembourg. Les résultats obtenus à Wahl ont été comparés à des données existantes d'études antérieures. Sur cette base, les résultats clés suivants ont été obtenus:

- un dépassement du niveau de référence (300 Bq/m^3) dans plus de 5% des habitations dans les cinq cantons du nord du pays;

- la typologie des maisons a une influence importante. Ainsi, des maisons construites plus récrément (après 1990), présentant des dalles en béton, ayant une cave et qui sont équipées d'une ventilation mécanique sont moins susceptibles de présenter des concentrations en radon élevés que des maisons qui ne remplissent aucun de ces critères;

- dans les habitations existantes, les concentrations semblent de 30% plus élevées en comparaison aux résultats d'il y a 20 ans, ce qui reste néanmoins à confirmer par d'autres études.

Suite à ces constats, la division de la radioprotection de la Direction de la santé a commencé à élaborer un plan d'action national de gestion des risques à long terme dus à l'exposition au radon. Ce plan d'action qui sera finalisé en 2017 comprendra notamment:

a) des campagnes de relevés des concentrations de radon à l'intérieur des bâtiments;

b) une stratégie visant à réduire l'exposition au radon dans les logements;

c) des mesures de remédiation après construction, dont notamment des formations spécifiques pour les corps de métiers;

d) des outils destinés à prévenir la pénétration de radon dans les bâtiments neufs;

e) une communication visant à sensibiliser le public et à informer les décideurs locaux, les employeurs et les employés en ce qui concerne les risques liés au radon, y compris à l'interaction entre le radon et le tabac;

f) des conseils sur les méthodes et outils de mesure et sur les mesures de remédiation;

g) un soutien financier aux mesures de remédiation, notamment pour les logements privés où les concentrations de radon sont très élevées;

h) des objectifs à long terme relatifs à la réduction du risque de cancer du poumon attribuable à l'exposition au radon (pour les fumeurs et les non-fumeurs).

Parallèlement, la division de la radioprotection continue à offrir gratuitement sur simple demande des mesures du radon à tous les habitants du pays (numéro téléphone: 247 85682). La période idéale pour faire les mesures est entre octobre et mai, quand les maisons sont chauffées. Elle assure également des consultations individuelles et gratuites des propriétaires des maisons présentant du radon élevé. Aussi, une campagne de mesure sera réalisée pendant l'hiver 2016-2017 pour vérifier si les nouvelles constructions sont suffisamment étanches pour éviter la pénétration du radon dans ces maisons.

Lors de la Journée européenne du radon le 7 novembre, ces éléments ont été présentés plus en détail pour ainsi sensibiliser la population et leur expliquer les outils permettant à détecter le radon et à prévenir une exposition trop élevée.

Il y a finalement lieu de souligner que dans le contexte de la transposition de la directive 2013/59/Euratom, il y aura également des dispositions législatives et réglementaires avec les objectifs visant à réduire l'exposition au radon dans les habitations et à protéger contre une exposition élevée sur les lieux de travail.

Question 2463 (12.10.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **veaux décédés suite à des morsures:**

Laut meinen Informationen kam es in jüngster Vergangenheit zu vermehrten Fällen, in denen frisch geborene Kälber am lebendigen Leib angefressen wurden und verstorben sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz richten:

- Verfügt die Regierung über diesbezügliche Informationen?

- Welche Tiere sind in der Lage, Kälber anzufressen?

- Laut meinen Informationen wurden über die Veterinärinspektion einige Untersuchungen durchgeführt, dies jedoch ohne schlüssige Resultate zu erzielen. Besteht die Möglichkeit, genau festzustellen, welche Tiere die Kälber angefressen und getötet haben?

- Können die betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe eine Entschädigung seitens des Landwirtschaftsministeriums beantragen?

Réponse (07.11.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

In einer amtlichen Mitteilung vom 24. Juni 2016 an die landwirtschaftliche Presse, mit dem Titel „Fuchsthematik in Luxemburg: Wie geht es weiter?", wurden den Landwirten Maßnahmen mitgeteilt, welche jene Füchse betreffen, die auf dem Bauernhof angetroffen werden und die ein auffälliges Verhalten an den Tag legen. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Nutztier durch einen Fuchs zu Schaden gekommen ist, sollte die Veterinärverwaltung benachrichtigt werden.

Während der letzten Wochen trafen sieben offizielle Meldungen von Landwirten bei der Veterinärverwaltung ein, nach denen neu geborene Kälber von Tieren angegriffen und durch Bisswunden verletzt wurden. Im Rahmen der gemeldeten Fälle wurden der Veterinärverwaltung sowohl Berichte von Tierärzten als auch Bildmaterial der an den Kälbern festgestellten Bisswunden übermittelt.

Bei den Tieren, welche in der Lage sind, Kälber anzufressen, kommen Füchse, Wölfe, Greifvögel oder auch streunende Hunde in Frage.

Falls man das angreifende Tier nicht auf frischer Tat ertappt, besteht die Möglichkeit, in einer Zeitspanne von 24 Stunden mittels eines Tupfers in der Bisswunde eine Probe zu entnehmen und durch eine DNA-Analyse, über den eventuell vorhandenen Speichel, die Tierart des Angreifers zu bestimmen.

Es bleibt zu bemerken, dass solche DNA-Analysen aufwendig sind und dass die Zeitspanne zur Probenentnahme von der Qualität des beprobten Speichels abhängt.

Bei drei der gemeldeten Fälle wurden von Tierärzten Proben in den Bisswunden entnommen und zwecks Untersuchung in ein ausländisches Labor geschickt. In allen drei Proben wurde DNA vom Fuchs nachgewiesen.

Werden die Kälber tot aufgefunden, bleibt von Fall zu Fall zu klären, ob der Angriff auf ein lebendes Tier, ein tot geborenes Tier oder ein durch Krankheit verendetes Tier stattgefunden hat. Das Verzehren bereits toter Tiere wäre als ein natürliches Verhalten eines Beutetieres in der Natur anzusehen. In einem der drei oben genannten Fälle wurde das Kalb vom Tierhalter lebendig und verletzt vorgefunden und wurde aufgrund der schwerwiegenden Verletzungen vom Tierarzt eingeschläfert.

Seitens des Landwirtschaftsministeriums ist keine Entschädigung der betroffenen landwirtschaftlichen Betriebe vorgesehen.

Question 2464 (12.10.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **dons d'organes:**

En novembre 1982 le Grand-Duché s'est doté d'une loi sur le prélèvement d'organes et de tissus humains. D'après cette loi, chaque résident du pays est donneur potentiel d'organes, c'est-à-dire que les organes et tissus peuvent être prélevés après le décès de toute personne ayant eu son dernier domicile légal au Luxembourg et n'ayant pas, de son vivant, fait connaître, par écrit, son refus à un tel prélèvement. Or, au niveau du classement mondial du don d'organes, le Luxembourg se trouve quasiment en dernière place.

Ladite loi de 1982 a été modifiée par la loi du 25 juin 2015. Or, selon mes informations, certains règlements grand-ducaux font encore défaut.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que les règlements en question ne sont pas encore en vigueur? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

2. Sachant que l'on connaît toujours un manque de dons d'organes au Luxembourg, j'aimerais savoir de Madame la Ministre, si, à côté des campagnes de sensibilisation pour les donateurs potentiels, le Ministère fait aussi des campagnes auprès des médecins, ces derniers jouant un rôle important dans le contact avec les patients?

Réponse (14.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. À l'heure actuelle, un avant-projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et les méthodes de travail du service national de coordination, est en cours d'être finalisé. Il en est de même pour les autres projets de règlements grand-ducaux qui seront introduits dans la procédure au courant de l'année prochaine.

Même si tous ces règlements grand-ducaux n'ont pas encore été adoptés, force est de rappeler qu'il existe actuellement déjà le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 déterminant les équipements dont doivent être pourvus les hôpitaux dans lesquels sont effectués, à des fins thérapeutiques, des prélèvements d'organes sur des personnes décédées, ou encore le règlement grand-ducal du 3 décembre 2009 déterminant les procédés à suivre pour constater la mort en vue d'un prélèvement.

De plus, il existe également le règlement grand-ducal du 6 octobre 2009 portant modification du règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 relatif au service national de coordination pour le prélèvement des reins, qui concerne l'agrément du service national de coordination du prélèvement d'organes au Luxembourg. Ce règlement apporte des précisions notamment dans son article 5 sur l'aspect de la reconnaissance du service national de coordination pour le prélèvement d'organes par la banque d'organes européenne la plus représentative, ainsi que sur la nécessité de collaborer avec cette banque d'organes européenne. Ensuite, l'article 3 du règlement porte aussi sur l'équipe de coordinateurs chargée d'assurer la concertation avec la banque d'organes européenne, à savoir Eurotransplant.

Le service national de coordination «doit être en mesure d'assurer la disponibilité, à toute heure du jour et de la nuit:

- d'une équipe de médecins pouvant procéder à un prélèvement et comprenant un anesthésiste réanimateur, un chirurgien ou un urologue ainsi qu'un médecin spécialiste en médecine interne ayant des connaissances en immuno-allergologie; le chirurgien ou urologue doit pouvoir se prévaloir d'une expérience en matière de prélèvement d'organes;

- d'une équipe de coordinateurs chargée de recevoir les appels signalant l'existence d'un candidat-donneur, d'assurer, s'il y a lieu, la concertation avec la banque d'organes européenne dont question à l'article 5 ci-après et de faire les préparatifs nécessaires en vue du prélèvement».

Enfin, l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 précité précise que les médecins qui font partie de l'association de coordination pour le prélèvement d'organes, susceptible de participer au prélèvement, «soit ont une expérience professionnelle en la matière, soit manifestent de l'intérêt pour participer à ces opérations. Ces médecins doivent être spécialistes dans une des disciplines suivantes: chirurgie, urologie, néphrologie, médecine interne ou anesthésie-réanimation».

Il en découle que certaines des thématiques qui seront revues dans le cadre de l'élaboration de la future réglementation, sont déjà abordées d'une manière ou d'une autre.

ad 2. En effet, le nombre de prélèvements ne suffit pas à couvrir le besoin en greffons, et c'est actuellement la pénurie d'organes qui constitue le frein majeur aux activités de transplantation.

Malgré notre législation sur le consentement présumé, en pratique, suite à un décès et lorsqu'un prélèvement est envisagé, les équipes médicales s'entretiennent avec la famille pour savoir si le défunt s'était, de son vivant, opposé au don de ses organes et tissus après sa mort.

L'équipe médicale a une mission très délicate d'un point de vue humain, qui consiste à recueillir la position du défunt par rapport au don d'organes auprès de ses proches. Généralement la décision de la famille est alors respectée.

Cependant, lorsqu'elle est confrontée à un décès souvent brutal d'un proche, et si le défunt ne s'est pas prononcé de son vivant, la famille réagit souvent négativement face au don d'organes. En effet, le taux de refus avoisine plus de 40%.

Par contre, si le défunt s'est exprimé de son vivant sur le don d'organes, il soulage ses proches d'une lourde charge émotionnelle dans une situation difficile et souvent inattendue.

Pour faciliter le travail des équipes médicales, et sachant que la procédure de transplantation est une course contre la montre, le Ministère de la Santé a créé et mis à disposition du public un dépliant d'informations sur le sujet du don d'organes, ainsi que le «passeport de vie», petite carte au format de carte bancaire, sur laquelle son porteur peut exprimer sa décision au sujet du don d'organes. Il est recommandé de la garder toujours sur soi, de préférence avec sa carte d'identité. Si la situation d'un décès, inopiné le plus souvent, se présente, c'est là où le personnel de secours et de soins vérifiera en premier.

Dans ce sens et dans un contexte général de manque de don d'organes au Luxembourg, le Ministère de la Santé organise également chaque année une campagne d'information et de sensibilisation en faveur du don d'organes, à l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes, le 17 octobre.

Cette campagne ne s'adresse pas à un groupe de personnes en particulier mais au grand public, ainsi qu'aux médecins et aux personnels de soins et de santé, qui peuvent évidemment aussi être des donneurs potentiels.

Ainsi, un mailing est organisé, ciblant tous les cabinets médicaux, les hôpitaux et les pharmacies. Celui-ci contient une affiche, un dépliant et une carte de donneur d'organes, avec un bon de commande permettant de commander des exemplaires supplémentaires. Dans la lettre d'accompagnement s'adressant au corps médical, le Ministère pointe sur le problème de la pénurie d'organes, et encourage les médecins d'en discuter avec leurs patients, afin qu'ils adoptent le «passeport de vie» et le portent toujours sur eux.

La sensibilisation des personnels de soins et de santé des services d'urgences et des services de réanimation est également un aspect très important afin qu'ils ne relâchent pas leurs efforts en vue d'une augmentation des dons d'organes.

Maintenir, parfois durant des journées, une personne décédée dans des conditions de respiration et de circulation artificielle optimales, afin de préserver la qualité de ses organes en vue d'une transplantation, est une lourde tâche, qui mérite d'être reconnue dans son aspect de santé publique.

En outre, il y existe le programme «donor action», qui joue un rôle important en matière d'identification et d'évaluation du donneur, auquel les établissements hospitaliers (dont les professionnels de la santé) sont tenus de participer avec le soutien et l'apport du service national de coordination pour le prélèvement d'organes. Ce programme «donor action» va notamment mettre en place un système d'encodage de tous les décès survenus aux unités de soins intensifs avec l'accessibilité à ces données aux personnes y ayant droit, pour les besoins d'une détection de tous les donneurs potentiels.

Dans le but de pouvoir sauver des vies par une transplantation, il reste primordial de continuer à motiver et à stimuler les équipes médicales.

Enfin, la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé a mis en place par son article 60quater le dossier de soins partagé (DSP), un dossier électronique à la disposition des patients et des prestataires de soins. Dans celui-ci, chaque patient aura également la possibilité d'indiquer ses volontés en matière de don d'organes.

Question 2466 (13.10.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **déclaration UE-Afghanistan «Joint Way Forward»:**

Le 2 octobre 2016, une déclaration nommée «The EU-Afghanistan Joint Way Forward on Migration issues» a été signée dans la capitale afghane par le sous-ministre afghan des réfugiés et le président de la délégation UE.

Cette déclaration, dont la signature, selon divers rapports médiatiques concordants, a été accompagnée d'une pression politique et financière considérable de la part des Européens, prévoit le retour massif de ressortissants afghans dont la demande de protection internationale a été rejetée. Elle prévoit aussi bien des retours volontaires que des retours forcés à l'aide de vols réguliers et non réguliers, y compris des vols communs organisés et coordonnés par Frontex rapatriant en même temps des ressortissants afghans de plusieurs États membres de l'UE. Notons également que la déclaration stipule qu'elle n'a pas la vocation de créer des droits ou obligations juridiques internationales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a été au courant des négociations en amont de cette déclaration et, dans l'affirmative, quelle est la position que le Luxembourg a fait valoir lors de ces négociations?

2) Est-ce que le Luxembourg compte participer aux vols communs organisés par Frontex dans le cadre de cette déclaration, c'est-à-dire rapatrier des ressortissants afghans depuis le Luxembourg avec lesdits vols communs?

3) Dans l'affirmative de la question 2), Monsieur le Ministre juge-t-il que toutes les conditions sont réunies pour participer à ces vols communs au vu des obligations internationales du Luxembourg?

4) Quel est le nombre de ressortissants afghans en séjour au Luxembourg dont la demande de protection internationale est actuellement en cours ? Quel est le nombre de ressortissants afghans en séjour au Luxembourg dont la demande de protection internationale a été rejetée en dernière instance et combien de ces derniers se trouvent actuellement en rétention?

5) Quel est le pourcentage des demandes de protection internationale accordées à des ressortissants afghans par rapport aux demandes refusées en dernière instance sur les cinq dernières années?

6) Est-ce que le Luxembourg est en train ou prévoit de négocier un accord de réadmission bilatéral avec l'Afghanistan?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu de la situation générale en Afghanistan, il serait préférable, dans un souci de précaution, de s'abstenir d'expulser des personnes vers ce pays afin d'écarter tout risque de violation du principe de non-refoulement?

Réponse (08.11.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1) Comme tout autre membre d'un gouvernement d'un État membre de l'Union européenne, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a été au courant des négociations en amont de la déclaration UE-Afghanistah «Joint Way Forward». Lors de ces négociations, le Gouvernement luxembourgeois a insisté sur le respect des droits fondamentaux et le principe de non-refoulement.

2) Le Luxembourg a l'intention de participer aux vols communs organisés par l'agence Frontex pour procéder au rapatriement de ressortissants afghans en séjour irrégulier.

3) L'agence européenne Frontex et les États membres concernés procèdent régulièrement à une réévaluation de la situation sécuritaire en Afghanistan avant l'organisation d'un vol commun afin de garantir le respect des obligations internationales de chaque État membre.

4) Les demandes de protection internationale de 233 ressortissants afghans sont actuellement (en date du 17 octobre 2016) en cours d'examen.

Entre l'année 2010 et aujourd'hui, les demandes de 16 personnes d'origine afghane ont été rejetées.

Parmi ces 16 personnes, dix personnes jouissent actuellement d'un titre de séjour valable, trois personnes bénéficient à ce jour d'un report à l'éloignement, une personne a été refoulée en 2011 et deux personnes n'ont aucun statut valable au Luxembourg.

Actuellement, aucune personne d'origine afghane ne se trouve au Centre de rétention.

5) En faisant abstraction des 37 décisions de transfert/incompétences et des 23 retraits implicites (des personnes qui ont abandonné la procédure), 26 personnes ont bénéficié pendant ce laps de temps d'une protection. Douze personnes ont reçu une décision négative; le taux de reconnaissance étant ainsi de 68,24%.

6) Le Gouvernement luxembourgeois n'est pas en train et ne prévoit pas de négocier un accord de réadmission bilatéral avec l'Afghanistan.

7) Si l'ensemble du territoire afghan ne connaît pas une situation sécuritaire homogène, il importe de souligner que plusieurs régions sont considérées comme étant sûres. En effet, la densité de violence dans la capitale Kaboul, ainsi qu'à Mazar-i-Sharif notamment, n'est pas élevée. Le rapatriement de migrants en situation irrégulière dans de telles régions ne correspond pas à une violation du principe de non-refoulement.

Question 2467 (13.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **données des dossiers passagers (PNR):**

En date du 12 octobre 2016, le commissaire européen pour l'Union de la sécurité a déclaré qu'onze États membres, dont le Luxembourg, n'ont pas encore transposé la directive 2016/681 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR). Il juge urgent que les États membres prennent au plus vite les mesures nécessaires pour la transposition intégrale de cette directive, et au plus tard en mai 2018, pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la raison pour le retardement de la transposition de la directive 2016/681?

- Messieurs les Ministres estiment-ils être en mesure de déposer le projet de loi prochainement? En tout état de cause, quel est l'agenda du Gouvernement en l'espèce?

Réponse (09.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les honorables Députés se réfèrent à une déclaration faite par le commissaire Julian King le 12 octobre 2016 dans le cadre de la présentation du premier rapport mensuel de la Commission européenne sur les progrès accomplis dans la mise en place d'une union de la sécurité réelle et efficace.

Après d'intenses négociations avec le Parlement européen et la Commission européenne, la Présidence luxembourgeoise avait réussi à trouver un accord sur la proposition de directive relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR), un projet qui était bloqué depuis des années.

Je reconnais la nécessité de disposer rapidement de cet outil, qui nous permettra de lutter plus efficacement contre le terrorisme et la criminalité grave et m'engage à mettre tout en œuvre pour que la directive soit transposée au Luxembourg avant l'échéance prévue du 25 mai 2018. Je prévois de déposer le projet de loi afférent au printemps 2017. Parallèlement aux travaux législatifs, mes services sont en train d'analyser les questions techniques en relation avec la mise en place d'un tel système.

Question 2468 (13.10.2016) de **M. Marc Spautz** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **départ du directeur général du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST):**

Dans un communiqué de presse relayé avant-hier par paperjam.lu, le conseil d'administration du LIST a annoncé que le directeur général n'occupait plus ce poste. Alors que ce dernier n'était arrivé au LIST qu'en mai 2015, son départ a de quoi étonner.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Selon Monsieur le Ministre, le LIST accomplit-il les missions qui lui sont dévolues de manière satisfaisante? À quel niveau le LIST doit-il faire des efforts?

- Le départ du directeur général était-il programmé?

- Quelles sont les raisons ayant motivé le départ du directeur général du LIST? Son départ est-il lié à des dissonances avec les membres du conseil d'administration du LIST? Quid de l'accord de coopération qui a été signé cette semaine entre le LIST et le CEA Tech?

- Quand le personnel du LIST a-t-il été informé du départ de son CEO?

- Y a-t-il eu depuis le départ du directeur général du LIST d'autres changements au niveau du personnel? Lesquels?

- La procédure de recrutement d'un nouveau directeur général a-t-elle déjà été lancée?

Réponse (11.11.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

La loi du 9 mars 1987 prévoyait la création d'un centre de recherche public (CRP) auprès d'un organisme, service, établissement d'enseignement supérieur ou universitaire public par voie de règlement grand-ducal. Tout en gardant leur autonomie scientifique et financière, les CRP étaient, à cette époque, rattachés administrativement à l'organisme, au service ou à l'établissement auprès duquel ils ont été créés, conformément à des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.

La loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, loi actuellement en vigueur, a pour objet de définir le cadre général des CRP ainsi que la création de chaque CRP sur base individuelle. Cette opération rend le statut des CRP conforme à l'article 108bis de la Constitution qui prévoit la création d'établissements publics uniquement par la loi. Dès lors les centres de recherche publics sont, chacun pour soi, des établissements publics jouissant d'une autonomie juridique, financière, scientifique et administrative. À l'occasion de l'adoption du projet de loi afférent, les différents orateurs ont souligné que cette autonomie, tant réclamée, engendre d'autre part une assomption de la responsabilité correspondante par les établissements publics et leurs organes d'administration.

Cette nouvelle approche visant le renforcement de l'autonomie a également impliqué un réagencement au niveau de la gouvernance au sein du CRP. Ainsi le conseil d'administration du CRP est dorénavant composé uniquement de personnalités externes au CRP et leur attribution principale consiste à définir la politique générale, les choix stratégiques et les activités du centre de recherche public ainsi qu'à exercer le contrôle sur les activités de l'établissement.

En ce qui concerne la question des honorables Députés concernant le directeur général, je tiens à souligner que le paragraphe 2 de l'article 6 de la loi précitée du 3 décembre 2014 fixe les attributions du conseil d'administration. Le point deux stipule que le conseil d'administration prend toutes les décisions concernant les carrières du directeur général et des directeurs de département. Le point 3 du même paragraphe précise que ces décisions ne nécessitent pas l'approbation du ministre.

S'y ajoute le fait que le directeur général, tout comme le reste du personnel sont engagés auprès du LIST sous un régime de droit privé, régi par les dispositions du Code du travail. Dès lors, toutes questions ayant trait à la gestion des ressources humaines relèvent de la compétence du LIST. Considérant ce qui précède et vu le caractère confidentiel entourant les relations de travail privées, il ne revient donc pas à un employeur de se prononcer publiquement par rapport à un dossier personnel d'un salarié. Dans la mesure où un engagement, un licenciement, une démission, un transfert, une altération des responsabilités et des fonctions ou toute autre modification en matière de contrat de travail et des conditions d'un tel contrat de travail ainsi que les motifs y afférents figurent parmi les éléments-clés du dossier personnel de chaque salarié, il ne revient à aucune partie concernée d'en divulguer les détails.

Quant à la question des honorables Députés relative aux missions du LIST, il va sans dire que la loi précitée du 3 décembre 2014 définit, d'une part, les missions générales des centres de recherche publique comme étant celles de développer et d'entreprendre des activités de recherche fondamentale orientée et de recherche appliquée, support nécessaire aux activités de recherche, de développement et d'innovation, et d'opérer le transfert de connaissances et de technologies vers le secteur public et le secteur privé. D'autre part, la même loi dit que le LIST a comme mission spécifique de mener des activités d'innovation et de recherche scientifique orientée par les besoins et intérêts d'acteurs socio-économiques publics ou privés. Ainsi le LIST est missionné à conjuguer finalité socio-économique et excellence scientifique dans ses domaines de compétences en privilégiant une approche pluri- et interdisciplinaire et d'innovation ouverte. Le LIST a comme but de traduire les résultats de ces activités de recherche en innovations utiles et durables pour l'économie et la société. Les connaissances scientifiques créées bénéficient à la société en général et à la communauté scientifique internationale en particulier. Finalement la convention pluriannuelle signée entre le LIST et le Gouvernement engage le centre de recherche public à soutenir l'effort du Gouvernement luxembourgeois en vue de diversifier l'économie, en participant activement au développement socio-économique du Grand-Duché, à agir comme amplificateur du développement de l'écosystème de l'innovation au Luxembourg, en traduisant excellence scientifique en solutions technologiques pour l'avenir et les besoins du marché, à proposer des solutions innovantes et compétitives pour répondre à des besoins clés des différents acteurs économiques au Luxembourg et en Europe et à soutenir la compétitivité de l'écosystème luxembourgeois par la création de valeur pour les partenaires publics et privés. En mars 2016 l'avenant de la convention pluriannuelle du LIST pour la période de 2014 à 2017 a été signée suite à la révision à mi-terme de la convention pluriannuelle. L'avenant comporte une contribution financière supplémentaire de l'État pour le LIST de 1,6 million d'euros pour l'année 2016 et de 2,2 millions d'euros pour l'année 2017. D'une part, les moyens financiers supplémentaires sont destinés au développement de nouvelles activités comme le centre de compétences dans le domaine des composites respectivement au renforcement de certains domaines d'activités comme les smart technologies. D'autre part, les moyens supplémentaires sont destinés à renforcer la collaboration entre les différentes institutions, notamment par le biais des professeurs conjoints Université-LIST et de programmes nationaux d'éducation doctorale. Considérant les démarches et les projets engagés depuis sa création en 2015, le LIST poursuit ses efforts en vue d'accomplir les missions lui dévolues jusqu'en 2017.

En réponse à la question relative à l'accord de coopération signé, celui-ci entend consolider les initiatives de collaboration scientifiques portant sur des domaines technologiques communs aux deux signataires.

D'après les informations du LIST, et en réponse à la question relative à l'information du personnel, le conseil d'administration a communiqué au sujet du poste de directeur général en date du 11 octobre 2016 et a informé le personnel le même jour par une communication interne.

Quant à la question concernant les changements au niveau du personnel après le 11 octobre 2016, le LIST vient de m'informer que, d'une part, un employé a présenté sa démission et, d'autre part, un nouveau contrat de travail a été signé depuis cette date.

En ce qui concerne la question du nouveau directeur général, je tiens à préciser que l'engagement en vertu de l'article 6 paragraphe 2 de la loi précitée, est une décision appartenant au conseil d'administration. D'après les informations du LIST, la procédure de recrutement n'a pas encore été entamée.

Finalement, je tiens à vous informer que j'ai rencontré après le 11 octobre 2016 le directeur général intérimaire et le président du conseil d'administration qui m'ont assuré que la continuité des projets et activités de recherche est garantie. Le LIST continuera à traduire l'excellence scientifique en solutions technologiques pour l'avenir tout en offrant à ses employés un climat de confiance et de perspectives.

En date du 26 octobre 2016 les responsables de l'Université du Luxembourg et des quatre institutions de recherche luxembourgeoises, dont le LIST, ont signé une convention de collaboration pour la formation doctorale conjointe qui règle les modalités de la formation doctorale conjointe entre l'université et les institutions de recherche. Cette convention permet au LIST en tant qu'institution signataire d'assurer désormais l'encadrement de doctorants qui se verront décernés leurs grades de doctorats par l'Université du Luxembourg.

Question 2469 (14.10.2016) de **M. Marc Angel**, de **Mme Taina Bofferding** et **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **création d'un «Centre européen de la Culture industrielle»:**

En date du 11 octobre 2016, l'ancien site sidérurgique «Völklinger Hütte», classé patrimoine mondial de l'Unesco, et le Parc Explor Wendel ont signé au Musée Les Mineurs Wendel à Petite-Rosselle un contrat de coopération, dont l'objectif est le renforcement du développement commun des deux sites, la demande d'attribution de fonds Interreg V pour des projets transnationaux et la coordination de stratégies de promotion des deux sites.

Cette initiative devrait renforcer l'attractivité touristique, culturelle et économique de cette région frontalière entre l'Allemagne et la France.

Dans une déclaration de presse en amont de la signature de ce contrat de coopération. Monsieur Jo Leinen, membre du Parlement européen, a évoqué l'idée de créer un «Centre européen de la Culture industrielle» sur initiative de la Sarre et de la Lorraine, en y incluant des projets luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel centre issu de la coopération de l'Allemagne, de la France et du Luxembourg?

2) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une demande dans ce sens de la part des institutions concernées? Dans l'affirmative, quelle suite compte-t-il donner à cette demande?

Réponse (10.11.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

1) Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est ouvert à la création d'un tel Centre européen de la Culture industrielle.

2) Aucune demande ou proposition de participation relative à la création d'un tel centre n'est parvenue au Ministère de la Culture.

Question 2470 (14.10.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**aide financière suite aux inondations du 22 juillet 2016:**

Lors de la séance du 29 juillet 2016, le Conseil de Gouvernement a décidé la mise à disposition d'une enveloppe financière à hauteur de 30 millions au bénéfice de l'ensemble des sinistrés des inondations du 22 juillet 2016. Les aides sociales accordées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région aux ménages sinistrés sont fonction du montant des dégâts et d'une franchise à charge du ménage, déterminée en fonction du revenu du ménage et du nombre de personnes à charge. Les aides sont accordées dès que l'expertise des dégâts est disponible et que le dossier soumis est complet. Les entreprises artisanales et commerciales ainsi que les établissements touristiques sinistrées ont également été invités à déposer leur dossier au Ministère de l'Économie.

Il me revient dans ce contexte que les aides maximales allouées aux sinistrés ne suffisent guère à compenser le sinistre réellement causé par les inondations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Combien de dossiers de demande de soutien ont été introduits auprès du Ministère de la Famille?

2. Combien de dossiers soumis au Ministère étaient complets respectivement incomplets?

3. Combien de familles ont jusqu'à présent bénéficié d'une aide du Ministère de la Famille?

4. De quelles aides s'agit-il?

5. Combien de familles se sont vues refusées une aide de la part du Ministère de la Famille et pour quelles raisons?

6. Combien d'entreprises touchées par la catastrophe naturelle ont introduit une demande de soutien financier?

7. Le Gouvernement a-t-il déjà versé des aides à des entreprises artisanales et commerciales respectivement à des établissements touristiques et le cas échéant lesquelles?

8. Combien d'exploitations agricoles touchées par la catastrophe naturelle ont introduit une demande de soutien financier?

9. Le Gouvernement a-t-il déjà versé des aides à des agriculteurs et le cas échéant lesquelles?

10. Parmi les 30 millions, quel est le montant destiné à la remise en état des infrastructures publiques?

Réponse commune (15.11.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a reçu 104 demandes d'aide sociale suite aux inondations du 22 juillet 2016.

ad 2. Pour que le dossier puisse être considéré comme étant complet, le courrier de l'assurance concernant la prise en charge des dégâts ainsi que les certificats de revenu du ménage doivent obligatoirement être joints à la demande.

Au moment de la réception, sur les 104 demandes d'aide, 17 étaient complètes (16%). La réponse de l'assurance concernant la prise en charge des dégâts faisait défaut dans 19 dossiers (18%). Les certificats de revenu n'ont pas été joints pour quatre dossiers (4%) et pour 63 dossiers plusieurs documents (réponse de l'assurance, certificats de revenu, expertise...) faisaient défaut (61%). Un dossier a été transmis au Ministère de l'Économie, car la demande émanait d'une entreprise commerciale.

Au 27 octobre 2016, 60 dossiers sont complets. Pour sept dossiers, la réponse de l'assurance fait toujours défaut et dans cinq dossiers, les requérants n'ont pas encore fait parvenir les certificats de revenu au Ministère de la Famille. Pour trois dossiers une expertise doit encore être faite et dans 29 dossiers plusieurs documents sont toujours manquants.

ad 3. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a clôturé 54 dossiers. Il a accordé une aide sociale à 47 ménages pour un montant total d'environ 719.000 euros. Les personnes qui doivent faire face à des frais supplémentaires éligibles pour le dispositif d'aide après la clôture du dossier qui n'ont pas pu être considérés pour le calcul de l'aide (p. ex. pour l'assainissement d'un mur qui n'a pas séché correctement) peuvent demander une intervention supplémentaire du Ministère de la Famille.

ad 4. Il s'agit d'une aide financière destinée au rééquipement de première nécessité. Le montant de l'aide est déterminé en fonction de l'ampleur et de la nature des dégâts, de la situation financière du ménage et du nombre de personnes à charge.

ad 5. Au 27 octobre 2016, le Ministère de la Famille a refusé une aide sociale dans six cas. trois dossiers ont été refusés car le dégât ne concernait pas la résidence principale du demandeur. Dans trois autres dossiers, le montant remboursé par l'assurance, respectivement le montant de la franchise, excédaient le montant des dégâts pouvant être pris en charge.

ad 6. Au 27 octobre 2016, le Ministère de l'Économie a reçu 13 demandes d'aides, dont une non éligible, de la part d'entreprises touchées par la catastrophe naturelle du 22 juillet 2016.

ad 7. L'aide pour les entreprises du Ministère de l'Économie est à placer dans le contexte du rétablissement économique des entreprises touchées.

Ainsi, neuf des douze entreprises éligibles ont déjà reçu à ce jour une aide ou du moins une première avance, ce qui équivaut à un montant total d'un peu plus de 261.000 euros. Sur ces neuf dossiers, deux ont pu être clôturés, et, pour les sept dossiers restants, le Ministère est en attente de pièces justifiant le virement de fonds supplémentaires. Trois dossiers sont encore en cours de traitement vu que ces demandes ont été soumises récemment. De ces douze dossiers, deux ont été soumis par des entreprises commerciales, quatre par des entreprises artisanales et six par des établissements touristiques.

ad 8. 22 exploitations agricoles ont déclaré des dommages dans le cadre des inondations du 22 juillet 2016.

ad 9. Le service régional compétent de l'Administration des services techniques de l'agriculture est actuellement en train de finaliser les expertises chiffrant les dommages engendrés par les inondations.

Au 4 novembre 2016, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a déjà ordonné le paiement de 68.950,06 euros à dix agriculteurs pour compenser les dommages causés par les inondations ainsi que pour la réhabilitation du potentiel de production endommagé.

ad 10. Suite à l'écroulement du pont portant le CR357 sur l'Ernz au lieu-dit «Hessemillen» lors des intempéries en soirée du 22 juillet dernier, il a été décidé de procéder dans les plus brefs délais à la reconstruction de cet ouvrage OA173, de façon identique dans sa conception que dans son aspect, à l'ancien pont. Les travaux de reconstruction ont récemment été attribués par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics. Les travaux de la reconstruction proprement dite se chiffrent à environ 800.000 euros; à ce montant s'ajoutent les frais se rapportant aux études et à la sécurisation des lieux (barrières) ainsi qu'à la mise en place des panneaux de barrage et de déviation, aux travaux de nettoyage, etc. Ainsi, le montant global de la reconstruction de l'ouvrage d'art en question se chiffre à 900.000 euros.

À côté de l'OA173, d'autres ouvrages d'art, situés sur le réseau étatique, ont subi des dégâts. Ainsi, la réparation de l'OA819 à Keiwelbaach et de l'OA170 à Ermsdorf, la remise en état de l'OA160-1 au lieu-dit «Mouschbierg» et la réparation des garde-corps des ouvrages d'art à Ermsdorf et Reisdorf se chiffrent à 525.500 euros, sachant que la remise en état de l'OA160-1 engendre des frais s'élevant à 400.000 euros.

D'autres frais relatifs aux travaux comme la remise en état des passages d'eau le long de la N14, la stabilisation et la réparation des talus, le nettoyage des fossés et le remplacement de la conduite d'eau sur la N14 entre Diekirch et Stegen s'élèvent à 283.700 euros.

L'ensemble de ces travaux engendre donc des coûts d'un montant total de 1.709.200 euros. Il se peut cependant que ce chiffre sera dépassé puisque l'envergure des dégâts causés aux infrastructures routières par les inondations du 22 juillet 2016 ne se montre qu'au fur et à mesure que les réparations progressent et de nouveaux imprévus surgissent régulièrement.

Suite aux mesures de gestion de crise décidées par le Gouvernement luxembourgeois suite aux intempéries du 22 juillet dernier, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a procédé à des travaux d'entretien le long des cours d'eau concernés (nettoyage des berges et des cours d'eau, enlèvement de débris et de cadavres d'animaux, réfections et consolidation des berges et des barrages) pour une somme de 180.000 euros. Une partie des travaux a été réalisée par les équipes de l'AGE avec des engins de chantier loués tandis que d'autres ont été réalisés par des entreprises mandatés. Lesdits travaux ont dû être réalisés en urgence afin de remédier à certains dommages évitant l'aggravation de la situation, d'éviter l'écroulement des berges et de garantir le libre écoulement des eaux en cas de nouvelles crues, permettant ainsi de limiter les dégâts pour les citoyens et leurs biens.

Pour ce qui est des chemins ruraux, le service régional compétent de l'Administration des services techniques de l'agriculture a été informé que les inondations ont provoqué des dégâts sur deux ponceaux et quatre glissements de chemins ruraux. La plupart de ces chantiers de réfection sont en cours d'exécution tandis que un chantier de réfection d'un chemin rural n'a pas encore commencé ce qui fait qu'à ce stade, il n'est pas encore possible de donner des chiffres exacts quant aux dommages causés

Question 2471 (14.10.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **concept de «vague verte»:**

En Allemagne et aux États-Unis, le concept de «vague verte» («grüne Welle») est opérationnel sur certaines routes afin de garantir la fluidité du trafic. En effet, par un pilotage intelligent des feux de signalisation, les véhicules peuvent circuler sur un certain tronçon de la route sans devoir s'arrêter aux feux, à condition de rouler à la vitesse prescrite par le mécanisme. Cette approche permet d'optimiser le trafic et de réduire la durée du trajet.

Au vu des résultats positifs de cette méthode dans d'autres pays, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du concept de «vague verte»? Des études de faisabilité ont-elles déjà été entamées?

- Existe-t-il déjà un inventaire des routes auxquelles ce concept pourrait s'appliquer?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il en mesure de nous informer sur les routes en question et pourrait-il indiquer le calendrier des travaux à réaliser dans ce contexte?

Réponse (22.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent du système de «vagues vertes» pour les feux tricolores.

Afin de pouvoir appliquer le principe d'une coordination des temps verts des feux tricolores sur des intersections consécutives d'une même section de route, dite «vague verte», différentes conditions doivent être remplies.

Tout d'abord, les différentes installations de feux tricolores sur un tronçon doivent être interconnectées entre elles permettant le transfert de données par le biais d'un câble de télécommunication ou d'une transmission sans fil et connectées à une centrale de gestion à distance du trafic qui surveille en permanence la situation de trafic sur ces sections et qui permet d'intervenir à distance.

Ensuite, le tronçon concerné ne doit pas être trop long ou présenter trop d'interférences entre les différentes intersections, telles que des intersections non signalées ou des bandes de stationnement, afin que les voitures arrivent à l'intersection concernée au moment prévu pour la phase verte des feux tricolores.

En ce qui concerne la situation au Luxembourg, seules la ville de Luxembourg et la ville d'Esch-sur-Alzette disposent de services de circulation avec des centrales de gestion à distance du trafic et le principe des «vagues vertes» est effectivement appliqué sur différents tronçons routiers dans ces communes depuis des années.

L'Administration des ponts et chaussées ne dispose actuellement que d'installations de feux tricolores isolées dans le pays et ceci surtout à proximité des échangeurs autoroutiers et une coordination de ces installations n'est guère opportune. Dans la majorité des cas, les installations se trouvent sous la compétence des autorités communales autorisées sur le réseau routier de l'État par voie d'une permission de voirie.

Or, l'Administration des ponts et chaussées est en train de réaliser un concept pour une gestion centralisée des feux tricolores sur le réseau de l'État dans le but de mieux gérer le trafic motorisé, d'améliorer la performance du transport public par bus et de mieux tenir compte de la mobilité douce. Ce concept prévoit, d'une part, la création d'une centrale de gestion à distance du trafic auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de pouvoir gérer à distance toutes les installations de feux tricolores y connectées dans le pays. D'autre part, il est prévu que les feux tricolores sur le réseau routier de l'État, ceci dans les communes qui ne disposent pas d'un service dédié à la gestion de la circulation, seront exploités par l'Administration des ponts et chaussées et connectés à la nouvelle centrale de gestion à distance du trafic. L'avantage pour les communes, à part ceux décrits ci-avant, est que les frais pour l'exploitation et la maintenance de ces feux tricolores seront repris par l'État.

Les premières analyses ont identifié 14 tronçons potentiels pour l'application du système de «vagues vertes» qui se trouvent majoritairement sur les pénétrantes de la ville de Luxembourg et les axes principaux dans la région sud et la «Nordstad». Dans un premier temps, il est prévu de réaliser un projet pilote dans la traversée de Bascharage dans le but de fluidifier le trafic, celui des bus inclus. Un deuxième projet pilote est prévu sur la route nationale N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen. La réalisation des tronçons identifiés dépend, d'une part, des expériences tirées des projets pilotes et, d'autre part, de la collaboration des communes concernées. Un effet bénéfique secondaire du concept de la «vague verte» avec une fluidification du trafic motorisé est la réduction des émissions NO_x.

Actuellement, les services de l'Administration des ponts et chaussées sont en train de mener les études préparatoires pour l'appel d'offres pour la centrale de gestion à distance du trafic ainsi que les études en vue de la réalisation des projets pilotes.

Question 2472 (17.10.2016) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **nouveau hall sportif prévu à l'INS:**

Selon un article publié sur le site Internet d'un organe de presse, le nouveau hall sportif prévu à l'INS ne serait pas assez grand pour y pratiquer du handball. Vu que la nouvelle piste pour l'athlétisme ne comptera que six au lieu de huit couloirs, il y aurait apparemment assez de place pour agrandir le nouveau hall sportif de sorte à pouvoir y accueillir davantage de sportifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il apporter des modifications aux plans du hall sportif dans le but d'agrandir le terrain de jeu?

- Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas agrandir le futur hall sportif de l'INS?

Question 2475 (17.10.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **nouveau hall sportif prévu à l'INS:**

Laut einem aktuellen Pressebericht kann in der zukünftigen neuen Halle beim „Institut national des sports" (INS) kein Handballfeld eingezeichnet werden, da die Halle, laut den vorliegenden Plänen, schlichtweg drei Meter zu schmal ist.

Dem gleichen Bericht zufolge wäre es kein Problem, die Plane zu ändern, wodurch zudem bessere Trainingsbedingungen für die Sportarten Volleyball und Badminton geschaffen werden könnten.

Ans diesen Gründen möchte ich folgende Fragen an den Minister für Sport und soziale Sicherheit stellen:

- Kann der Minister die Informationen der Presse bestätigen?

- Wenn ja, was sind die Gründe für eine solche Planung?

- Teilt der Minister die Auffassung, dass eine Umänderung der Pläne eine ganze Reihe von

Vorzügen für die betroffenen Sportföderationen mit sich bringen würde?

- Wenn ja, gedenkt der Minister die Pläne zu ändern?

Réponse (17.11.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*:

Les deux questions ont trait au projet de construction d'un hall sportif supplémentaire sur le site de l'INS. Comme les questions posées sont quasiment identiques, une seule et même réponse aux deux questions me semble appropriée pour fournir aux deux députés les informations requises.

À la demande du Sportlycée, le projet en question a été élaboré par le Ministère des Sports, ensemble avec les responsables du MDDI, en tant que hall complémentaire au grand hall sportif déjà existant sur le site de l'INS.

La demande initiale du Sportlycée était, en effet, d'avoir à sa disposition sur le site même de l'INS un hall sportif scolaire supplémentaire pour les cours d'éducation physique et sportive de ses élèves, la préparation motrice générale ainsi que pour la préparation physique générale. En outre, ce hall pourra servir de salle de réunion et d'examen pour les besoins du Sportlycée, étant donné qu'une telle salle fait actuellement défaut dans le complexe scolaire existant.

Le projet comporte, en plus, des vestiaires pour l'athlétisme, accessibles directement par l'extérieur par les athlètes. Ces vestiaires sont absolument nécessaires, et ceci le plus rapidement possible, pour assurer une utilisation adéquate du stade d'athlétisme de l'INS en instance de modernisation en vue notamment de la fermeture du stade Josy Barthel.

Les plans ont été présentés officiellement en avril 2016 par les deux ministres concernés.

Il est vrai que, suite à la réduction de huit à six du nombre de couloirs sur le stade d'athlétisme à moderniser, le hall projeté aurait pu être agrandi de trois mètres. Il n'en reste pas moins que même un hall élargi de trois mètres ne remplirait pas les normes et standards requis pour y jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées, comme cela est suggéré, pourtant, dans les questions parlementaires sous objet. Il en est de même pour l'intégration de deux, au lieu d'un, terrains de volleyball. Je précise que la largeur type d'un terrain de handball est de 20 mètres. Un hall d'une largeur de 21 mètres offrirait donc aux élèves et aux joueurs un espace de sécurité d'un demi-mètre seulement, de part et d'autre, le long du terrain. Je n'ose pas imaginer les reproches auxquels l'État aurait à faire face en cas d'accident dans de pareilles circonstances.

J'ajoute enfin que le centre de formation de handball a en priorité la possibilité d'utiliser le grand hall de l'INS aux dimensions requises pour ses entraînements. De toute façon il n'est pas réaliste de vouloir aménager sur le site de l'INS un second hall sportif susceptible, de par ses dimensions, à accueillir chacun des 15 centres de formation existants. Pareil hall sportif nécessiterait en effet un agrandissement du projet actuel d'au moins cinq à six mètres en largeur et de huit à dix mètres en longueur.

En conclusion, s'il est incontestable qu'un hall d'une plus grande superficie peut accueillir davantage de sportifs en même temps, il est indéniable que, dans l'état actuel d'avancement du projet, une remise en cause du projet initial, visant un agrandissement de quelques mètres, serait de nature à hypothéquer aussi bien le timing que le projet dans son ensemble.

Ce risque, comparé à la plus-value hypothétique que constituerait un élargissement du hall de trois mètres, m'a amené à la décision de ne pas remettre en cause le projet initial et de faire avancer ce projet dans le timing prévu afin de pouvoir débuter les travaux dans les meilleurs délais.

Question 2473 (17.10.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **projet intégré final de rattrapage:**

Pendant l'année scolaire 2015-2016, 396 élèves étaient inscrits dans une classe de 13e de la formation du technicien «administration et commerce». Des 142 élèves qui se sont soumis au projet intégré final de rattrapage (PIF-R), qui s'est déroulé fin septembre 2016, 114 élèves ont réussi, ce qui correspond à un taux de réussite de 80,28%.

Vu la réussite du PIF-R pour la formation du technicien «administration et commerce», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire la possibilité de rattrapage du projet intégré final aussi pour les autres formations de la formation professionnelle?

- Dans l'affirmative, quelles mesures d'appui seront organisées pour le rattrapage du PIF?

Réponse (07.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Suite à ma décision d'organiser le projet intégré final de rattrapage (PIF-R) fin septembre et au vu du résultat, à savoir un taux de réussite de 80,28% pour le premier cycle de la formation du technicien «administration et commerce», le Service de la formation professionnelle (SFP) a chargé les coordinateurs responsables de la supervision et de l'encadrement des travaux des différentes équipes curriculaires de les consulter et de collecter leurs propositions sur la possibilité d'avancer le PIF-R de février à septembre/octobre pour les différentes formations du technicien.

Il est évident que le SFP envisage d'offrir, ensemble avec les lycées concernés, des cours d'appui pour garantir la réussite du PIF-R; de plus, toutes ces mesures devront différer selon les formations en tenant compte des spécificités des disciplines.

Question 2474 (17.10.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **Trésorerie de l'État:**

Dans son avis sur les projets de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016 et la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 la Banque centrale du Luxembourg (BCL) recommande la publication mensuelle des flux financiers mensuels effectués par la Trésorerie de l'État. Ce bilan autoriserait une analyse en détail permettant d'appréhender l'évolution de la situation financière de l'État.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il la suggestion de la BCL que la Trésorerie de l'État devrait publier un bilan mensuel de ces flux financiers?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un tel bilan devrait être discuté au sein de la Commission de des Finances et du Budget de la Chambre des Députés?

Réponse (24.10.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 15 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État dispose que «(l)a comptabilité générale retrace, selon la méthode dite de la partie double, l'intégralité des recettes et des dépenses de l'État ainsi que ses avoirs et ses engagements afin d'établir une situation patrimoniale sous la forme d'un bilan financier arrêté au 31 décembre».

La Trésorerie de l'État établit le bilan financier non seulement pour le 31 décembre mais également à la fin de chaque mois. Le document afférent est transmis à la Cour des Comptes, à la Banque centrale du Luxembourg (BCL), au Conseil national des finances publiques (CNFP) ainsi qu'au Statec. Ce bilan financier mensuel est avant tout un document à usage interne et il n'est que transmis pour information aux organismes précités. Le bilan financier établi au 31 décembre de chaque année est toutefois rendu public dans son intégralité dans le rapport d'activités du Ministère des Finances.

Question 2477 (17.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **contournements de Heinerscheid et de Hosingen:**

D'Liewensqualitéit an d'Sécherheet ass an den Dierfer Hengescht an Housen staark ageschränkt duerch dee villen Duerchgangsverkéier duerch d'N7/E420. Oft ass et och esou, datt schwéier Gefierer all Méi hunn, fir duerch dës Dierfer ze fueren. Et gëtt ewell jorelaang vu Contournementer ëm dës zwou Uertschafte geschriwwen a geschwat, ouni datt awer bis elo eppes Konkretes virzeweise wär, wat d'Liewensqualitéit an d'Sécherheet géif verbessere fir déi betraffe Bierger.

Beim Contournement vun Housen gouf an den 1990er Joren ewell een Avant-projet erstallt. Am Joer 2012 gouf eng Virpréiwung (Screening) gemaach, fir ze préiwen, ob et duerch de Bau vum Contournement zu erhiefleche Beaträchtigungen op d'Habitatzon kéim. Wat de Contournement vun Hengescht betrëfft, war am Joer 2005 e Büro beoptragt ginn, fir e Virprojet APS ze maachen. Hei sollt nach mat der Gemeng Clierf Récksprooch geholl ginn, fir datt si deen néidege Couloir am Kader vum generelle Bebauungsplang ka reservéieren.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Wéi wäit sinn déi eenzel Pläng zu dësen zwee Contournementer haut fortgeschratt a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

2) Läit ewell en Timing vun hirer Realisatioun fest?

Réponse (22.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

A senger parlamentarescher Fro stellt den honorabelen Deputéierte Froen zum Contournement vun Housen an zum Contournement vun Hengescht.

De Contournement vun Housen, am Interessi vun den Autofuerer an den Awunner am Zentrum vun Housen, ass eng festgehale Prioritéit an der pluriannueller Planung vun den zukünftegen Infrastruktur- an Ënnerhaltsaarbechten op der Stroossenachs tëschent Dikrech an der Wämperhaart. Am Moment ass d'Stroossebauverwaltung vun Dikrech amgaangen, en adaptéierte Virprojet fir de Contournement vun Housen ze finaliséieren. Dëse Virprojet geet dovun aus, datt d'Nationalstrooss N7 tëschent dem Fridhaff an der Wämperhaart net op véier Bunne soll ausgebaut ginn, well weder den aktuellen nach den zukünftege Verkéier duerfir eng Noutwendegkeet ausweisen. Dat huet natierlech en direkten Afloss op den Housener Contournement, deen dann nämlech och mat manner Bauwierker, 5 anstatt 7, auskënnt. Anersäits muss awer trotzdeem och der neier Situatioun Rechnung gedroe ginn, déi eng Leitplank als Oftrennung vun den zwou géigesätzleche Fuerspure virgesäit, fir esou d'Sécherheet nach weider ze verbesseren. Soubal de Virprojet fäerdeg um Dësch läit an allen noutwendegen Ufuerderunge Rechnung dréit, kann et mat der Ausaarbechtung vum detailléierte Virprojet virugoen.

Wat d'Ëmgeeung vun Housen ugeet, verweisen ech awer och op meng Äntwert vum 23. September dëses Joers op d'parlamentaresch Fro N°2263 vum honorabelen Deputéierten Här Bauler.

De Contournement vun Hengescht, gemääss deem, wat am Plan directeur sectoriel «Transports» steet, deen, soubal dat neit Landesplanungsgesetz gestëmmt ass, an d'Prozedur geet, genéisst eng Prioritéitsstuf 3, wougéint fir dee virdrun erwäänte vun Housen eng Prioritéitsstuf 2 festgehale gouf. Dëst no der globaler Strategie fir eng „Mobilité durable (MoDu)".

Question 2478 (17.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **droits du patient:**

Et héiert een ëmmer nees vu Patienten, déi Schwieregkeete mat Medikamenter hunn an déi sech net gutt berode fillen. 2013 huet Däitschland e Gesetz gemaach, d'„Patientenschutzgesetz", dat dem Patient e Matsproocherecht gëtt an dat e „Behandlungsvertrag" aféiert, dee vu Patient an Dokter virun engem Traitement, grad mat Medikamenter mat Niewewierkungen, muss ënnerschriwwe ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Huet e Patient zu Lëtzebuerg d'Recht, eng genee Erklärung vum Traitement ze froen an eventuell Medikamenter, déi hien net wëllt oder déi hie fäert, ze refuséieren an duerch en aneren Traitement ersetzen ze loossen?

2. Huet hien och d'Recht, sech iwwert dat Traitement mat engem aneren Dokter oder Spezialist ze beroden?

3. Am Fall, wou e Patient net méi am volle Besëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass oder net capabel ass, eng medizinnesch Erklärung am vollen Emfang ze verstoen, wie vu senger Famill kéint en eventuellt Matsproocherecht geltend maachen?

4. Am Fall vun engem onmëndege Patient, ass do geregelt, awéiwäit déi Persoun, déi d'Tutelle huet, bei der Behandlung e Wuert matzeschwätzen huet?

5. Ass gesetzlech festgehalen, wien d'Patienteberodung bei medikamentöser Behandlung ze maachen huet, well dacks och an der Apdikt Rezepter mat Medikamenter oder Medikamentekombinatiounen ugezweifelt ginn?

6. Awéiwäit sinn zu Lëtzebuerg Bestëmmunge festgehalen, wéi se an Däitschland am „Patientenschutzgesetz" vun 2013 stinn?

7. Sollten d'Patienten zu Lëtzebuerg nach net esou wäitreechend Rechter hunn, wéi dat an Däitschland de Fall ass, denkt d'Regierung an deem Fall drun, e vergläichbart Gesetz op de Wee ze ginn?

Réponse (18.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Den Artikel 8 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 zu de Rechter a Flichte vum Patient gesäit vir, dass de Patient zesumme mam Fachpersonal aus dem Gesondheetswiesen op Basis vun den Informatiounen, déi hien hinne ginn huet, an op Basis vun hiren Informatiounen a Rotschléi d'Entscheedungen zu senger Gesondheet trëfft.

Dësen Artikel gesäit och vir, dass de Patient e Recht op Informatioun huet, souwéi d'Noutwendegkeet vu senger fräier an opgeklärter Awëllegung, déi am Viraus vun enger Behandlung erfollege muss.

D'Gesetz gesäit also e Recht op eng gedeelten Entscheedung vir. D'Fachpersonal aus dem Gesondheetswiesen an de Patient informéiere sech deemno géigesäiteg. Op Basis vun dësem Austausch treffe si zesummen eng Entscheedung, ouni dass déi Entscheedung engem kann opgezwonge ginn.

ad 2. Jo. Den Artikel 5 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 erlaabt dem Patient, eng fräi Entscheedung ze treffen, déi zu all Moment ka geännert ginn. Weder d'Gesetz nach den Deontologies-Code nach d'Statute vun der CNS gesinn eng Aschränkung an der Wiel vum Patient vir.

ad 3. D'Gesetz vum 24. Juli 2014 a sengen Artikelen 11, 12 an 13 deckt de Fall of, wou e Patient net méi am Vollbesëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass oder net méi capabel ass, säi Wëllen ze manifestéieren. D'Gesetz gesäit vir, dass am Viraus eng Vertrauenspersoun ka genannt ginn, déi d'Interesse vum Patient vertrëtt, am Fall wou de Patient net méi am Vollbesëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass, fir selwer Entscheedungen zu senger Gesondheet ze treffen.

ad 4. Den Artikel 14 regelt de Fall, wou e Patient enger Schutzregelung ënnerstallt ass. Am Fall, wou eng Vertrauenspersoun bestëmmt ass, kann déi Persoun am Numm vum Patient handelen. Fir de Fall, wou keng Vertrauenspersoun bestëmmt ass, ginn d'Rechter vum Patient vun engem genannten Tuteur vertrueden.

De Juge des tutelles kann an all Fall eng aner Persoun benenne wéi déi Persoun, déi als Vertrauenspersoun vum Patient benannt ass, fir d'Rechter vum Patient, deen net méi am Vollbesëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass, ze vertrieden.

ad 5. Wéi scho preziséiert, huet de Patient d'Recht op Informatioun duerch den Dokter, wat déi verschriwwe Behandlung ugeet. Den Apdikter kann op Basis vu senge Fachkenntnisser, wat déi verschriwwe Behandlungen ugeet, och zur Informatioun vum Patient bäidroen. Am Fall, wou en Zweifel bei enger verschriwwener Behandlung oder e Widdersproch tëscht verschriwwene Behandlunge vu verschiddenen Doktere besteet, seet datselwecht Gesetz, dass den Apdikter den Dokter oder d'Doktere kontaktéiert, fir d'Situatioun ze klären.

An Zukunft wäert den Dossier de soins partagé (elektroneschen Dossier) esou Situatioune verhënneren.

ad 6. + 7. D'lëtzebuergescht Gesetz zu de Rechter a Flichte vum Patient inspiréiert sech haaptsächlech un de franséischen a belsche Gesetzer. Esou mécht zum Beispill de Joresrapport vum Service de médiation fédéral belge e Verglach tëscht de belschen an de lëtzebuergesche Gesetzer an iwwerhëlt souguer verschidde Formulatiounen aus dem lëtzebuergeschen Text, fir Verbesserungen am belsche Gesetz ze erreechen.

An Däitschland huet de Législateur 2013 eng nei Approche gewielt, andeems en d'Rechter vun de Patienten am Code civil (Bürgerliches Gesetzbuch) mat Bestëmmungen an der Sécurité sociale (gesetzliche Krankenversicherung) geännert huet.

Punktuell Verbesserunge bleiwen ëmmer méiglech, mä ech sinn der Meenung, dass de Schutz vum Patient hei am Land op d'mannst gläichwäerteg zu eisen Nopeschlänner ass.

Question 2479 (17.10.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **poursuites en matière fiscale:**

Les rapports d'activité de l'Administration des contributions directes (ACD) renseignent sommairement sur le nombre de rapports du Service de révision ayant donné lieu au niveau des bureaux d'imposition concernés à une transmission des poursuites au Procureur d'État en vertu des paragraphes 425 et 426 de la loi générale des impôts (loi du 22 décembre 1993), à savoir: onze rapports transmis pour l'année d'activité 2015; huit rapports transmis pour l'année 2014 et «une douzaine» de rapports transmis pour l'année 2013. Pour les années précédentes, je n'ai pas trouvé d'informations dans les rapports publiés.

Ainsi, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quel est le nombre exact de rapports ayant donné lieu à une transmission au Procureur d'État pour chaque année de 2009 à 2013?

Sachant qu'un tel rapport n'est transmis au Procureur d'État que dans des cas assez graves ou de récidives, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances ou bien de Monsieur le Ministre de la Justice:

2) Quel est - pour chaque année de 2009 à 2015 - le nombre de dossiers ayant donné lieu à une instruction par le ministère public?

3) Quel est - pour chaque année de 2009 à 2015 - le nombre de plaintes déposées par le ministère public devant les juridictions concernées? Quelles sont, en résumé, les décisions judiciaires en la matière?

4) Dans combien de cas le ministère public a-t-il fait appel contre la décision en première instance et avec quel résultat?

En plus, chaque rapport renseigne sur le nombre de réclamations introduites contre une décision de l'Administration des contributions directes. Ainsi, le rapport d'activité 2015 résume le nombre de réclamations ainsi:

Année	Réclamations introduites	Réclamations vidées par décision directoriale	Recours devant le tribunal administratif	
			sans décision directoriale	contre décision directoriale
2009	721	547	8	60
2010	778	596	13	106
2011	875	429	21	51
2012	957	556	15	66
2013	1.083	665	20	84
2014	1.124	783	19	83
2015	1.316	742	26	95

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances ou bien de Monsieur le Ministre de la Justice:

5) Dans combien de recours contre la décision directoriale, le tribunal de la première instance a-t-il donné raison à la décision prise (par année)?

6) Dans combien de cas l'Administration des contributions a-t-elle fait recours contre une décision de première instance (par année)?

7) Dans combien de cas, par année, le ministère public a-t-il fait recours contre une décision de première instance (par année)?

Réponse commune (16.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

ad 1) Concernant la première question de l'honorable Député, il convient tout d'abord de noter que l'Administration des contributions directes (ACD) a commencé à confectionner des statistiques concernant les affaires pénales fiscales à partir de l'année 2010.

Les rapports suivants ont fait l'objet de communication au parquet sur base des dispositions de l'article 16 de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire ainsi que des paragraphes 425 et 426 de la loi générale des impôts.

À noter encore que ce relevé, ainsi établi par l'ACD à partir de l'année 2010, comprend aussi bien des cas susceptibles de constituer des infractions pénales fiscales que des cas susceptibles de constituer des infractions de droit commun.

En 2010, 17 demandes ont été traitées et continuées au parquet. Un seul cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun et a été porté à la connaissance du Centre commun de la sécurité sociale.

En 2011, 25 affaires ont été traitées: 15 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et dix affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Un seul cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun.

En 2012, 23 affaires ont été traitées: dix demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et 13 affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Trois cas sont susceptibles de constituer une infraction de droit commun.

En 2013, 22 affaires ont été traitées: 13 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et neuf affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Trois cas sont susceptibles de constituer une infraction de droit commun.

En 2014, 14 affaires ont été traitées: neuf demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et cinq+ affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Un cas est susceptible de constituer une infraction de droit commun.

En 2015, 26 affaires ont été traitées: 13 demandes ont été adressées par le parquet à l'ACD et 13 affaires ont été continuées par l'ACD au parquet. Six cas sont susceptibles de constituer des infractions de droit commun.

ad 2) En réponse à la seconde question de l'honorable Député, il convient de répondre ce qui suit.

Le nombre de dossiers ouverts par le Parquet de Luxembourg sur base des dénonciations opérées par l'ACD est le suivant:

Année	Nombre de dossiers ouverts	Suite procédurale	
		Enquête préliminaire	Instruction préparatoire
2009	-	-	-
2010	-	-	-
2011	7	6	1
2012	1	1	0
2013	7	3	4
2014	7	3	4
2015	4	3	1
2016	4	3	1
Total	30	19	11

Par enquête préliminaire, l'on entend la procédure effectuée par la Police grand-ducale sur ordre du parquet et tendant à rassembler les preuves d'une infraction et à déterminer le ou les auteurs. Elle exclut les actes coercitifs.

L'instruction préparatoire (information judiciaire) vise la procédure pénale par laquelle le parquet saisit un juge d'instruction qui est chargé de procéder à tous les actes d'information qu'il juge utile à la manifestation de la vérité, y compris des actes coercitifs tels que des perquisitions et saisies.

L'ACD procède, d'une part, à la transmission des poursuites en application du paragraphe 425 de la loi générale des impôts et, d'autre part, transmet des dossiers sur base de l'article 23 (2) du Code d'instruction criminelle. En contrepartie le paragraphe 427 de la loi générale des impôts oblige la police judiciaire et le ministère public de dénoncer à l'ACD les infractions en matière fiscale qu'ils viennent à découvrir dans le cadre de leurs investigations.

ad 3) et 4) En réponse aux troisième et quatrième questions de l'honorable Député, il convient de faire part de ce qui suit.

La fraude fiscale et l'escroquerie fiscale constituent des délits qui relèvent, quant au fond, de la compétence des sections correctionnelles du tribunal d'arrondissement. La saisine s'opère soit par une citation directe, soit par le renvoi de la chambre du conseil.

Entre 2009 et le 30.10.2016, dix jugements de condamnation ont été prononcés par des sections correctionnelles du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg dans des dossiers d'infractions fiscales. Une autre affaire se trouve fixée pour plaidoiries au courant du mois de décembre 2016.

Dans aucun des cas précités, le ministère public n'a pris l'initiative d'interjeter appel des décisions rendues. Il a uniquement interjeté appel incident.

ad 5) et 6) En ce qui concerne les cinquième et sixième questions, il y a lieu de faire savoir à l'honorable Député que dans la procédure du contentieux de l'impôt, le directeur constitue la dernière instance administrative de réexamen, d'ailleurs intégral, de la décision exécutoire attaquée, notamment des bulletins d'impôt au sens large et des décisions administratives individuelles discrétionnaires. Sa décision est susceptible de trancher sur une panoplie de griefs portés devant lui, tels interprétation des faits soumettant ou libérant de la charge d'impôt, application et interprétation de la loi fiscale à des faits non contestés, examen préalable de la légalité externe de l'acte attaqué, assujettissement à l'impôt ou à certaines formes de perception de cet impôt eu égard aux conventions internationales entre le Grand-Duché et pays tiers aux fins d'éliminer des doubles impositions, analyse du respect de la raison et de l'équité qu'exige la loi des décisions discrétionnaires prises par les organes de l'administration etc. Parmi tous ces griefs sont évidemment susceptibles d'apparaître ceux concernant la réalité de faits ayant conduit, d'un côté, à une imposition plus lourde qu'escomptée et, d'un autre côté, à une dénonciation au parquet, la décision administrative du directeur des contributions se limitant à l'analyse des faits générateurs de l'impôt («Steuertatbestände») sans pour autant trancher le volet pénal.

C'est ainsi qu'une décision directoriale sur réclamation peut disposer qu'il y a lieu de dire une réclamation irrecevable, d'annuler une décision du bureau d'imposition, de la réformer sur l'intégralité des points litigieux ou encore sur une partie seulement, la réformation en défaveur n'étant jamais exclue.

À l'instar de la diversité de l'objet du dispositif de la décision directoriale, les recours portés par les destinataires d'une telle décision directoriale sur réclamation ou sur recours hiérarchique formel devant le tribunal administratif, auront des motifs aussi divers.

Contrairement au directeur des contributions statuant au contentieux, les tribunaux administratifs ne connaissent pas le réexamen intégral de la décision litigieuse et se limitent, dans leur jugement, aux moyens invoqués à l'instance. C'est ainsi qu'un réclamant peut parfaitement accepter certains redressements opérés par la décision directoriale alors qu'il s'oppose à d'autres pris dans la même décision qu'il souhaite voir trancher les tribunaux administratifs. Aussi s'avère-t-il difficilement discernable dans quelle mesure les décisions directoriales sur réclamation, dans leur ensemble, sont confirmées par le tribunal administratif de première instance de sorte qu'une quantification de l'acceptation des décisions n'est guère possible. De plus faudrait-il prendre en considération, dans l'analyse d'une telle statistique, que le directeur est lié à une jurisprudence constante se dégageant des arrêts et jugements. Ses décisions s'adaptant aux développements jurisprudentiels, leur acceptation devrait aller croissante, chaque fois qu'une insécurité juridique est éliminée.

L'État du Grand-Duché de Luxembourg relève régulièrement appel d'un jugement du tribunal administratif lorsque l'interprétation des faits ou de la loi qu'a donnée le tribunal administratif ne semble pas en accord avec celle de ses pouvoirs exécutifs. Pour les mêmes raisons que celles relevées supra, une statistique s'est avérée oiseuse jusqu'à présent.

ad 7) Pour ce qui est de la septième question de l'honorable Député, il convient de relever que le ministère public n'est pas partie à l'instance devant les juridictions administratives. Cette question est partant sans objet.

Q70

Question 2480 (18.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **neuroleptiques:**

Neuroleptika si Medikamenter, déi net onëmstridde sinn. Net gutt ugesinn ass dës Zort Medezinn am Kader vun der Rouegstellung vu Patienten an och wat d'gesondheetlech Konsequenze vun esou Medikamenter bei eelere Leit solle sinn. Trotzdeem fënnt ee praktesch all déi gängeg Neuroleptika op der Lëscht vun de Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg verkaaft däerfe ginn.

Duerfir wollt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wat ass generell d'Aschätzung vu Neuroleptika, déi ëmmer nees an der Effentlechkeet kontrovers diskutéiert ginn?

2. Wien däerf déi Medikamenter hei zu Lëtzebuerg verschreiwen? All Dokter oder nëmmen Dokteren, déi an der Psychiatrie spezialiséiert sinn?

3. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt Neuroleptika Medikamenter sinn, déi routinemëisseg, z. B. an engem CIPA, kënnen agesat ginn?

4. Hunn de Ministère oder d'Krankekeess eng Méiglechkeet, fir bei engem Patient en aussergewéinleche Gebrauch vu Medikamenter, sief et Neuroleptika oder aner Produiten, festzestellen?

5. Sinn der Madamm Minister Fäll vu Patiente mat Problemer bekannt, déi op d'Verschreiwe vun Neuroleptika zréckzeféiere sinn?

Réponse (14.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Neuroleptika si Medikamenter, déi benotzt ginn, fir bei Patiente Symptomer vu psychoteschen Zoustänn ze reduzéieren. Wéi schonns zwou parlamentaresch Froe virdrun, n°2950 am Joer 2008 *(cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2008-2009)* an n°0708 am Joer 2010 *(cf. compte rendu n°1/session ordinaire 2009-2010)*, drop hindeiten, ass de Gebrauch vun deene Medikamenter bei de jugendleche souwéi eelere Persounen an engem CIPA e komplexe Sujet an der Relatioun mat der klinescher Situatioun vum Patient.

De Risiko vum Gebrauch vu verschiddenen Neuroleptika bei Patiente mat enger Demenz ass och den Objet vun Avertissementer vun der Europäescher Medezinn-Agence[1].

Et besteet keng restriktiv Verschreiwungsveruerdnung fir déi Medikamenter. Fir e spezifescht Medikament aus der Klass vun den Neuroleptika verlaangt eis Gesondheetskeess fir de Remboursement den Accord préalable vum Protocole thérapeutique. Fir Informatioun: Bei eis hei am Land ginn Neuroleptika zu 46 Prozent vu Generalisten a 46 Prozent vun Dokteren, déi an der Psychiatrie oder an der Neurologie spezialiséiert sinn, verschriwwen.

Neuroleptika wéi all aner Medikamenter sollen no hirem Rapport Bénéfice/Risque verschriwwe ginn. Et läit an der Verantwortung vum Prescripteur, deen de Kontext vun der klinescher Situatioun vum Patient kennt an den Notze fir hie ka bestëmmen. Déi Medikamenter solle virsiichteg agesat ginn, well se och kënne seriö Niewewierkungen hunn.

D'Krankekeess rembourséiert Medikamenter op Prescriptioun vum Dokter. Déi Facturatiounsdonnéeë sinn als Informatiounen elektronesch gespäichert. Soumat besteet also d'Méiglechkeet, informatesch Héichverbraucher vu verschiddene Medikamenter erauszefannen.

Question 2481 (18.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **soutien pour des artistes luxembourgeois:**

Well eng Rei vu Lëtzebuerger Kënschtler sech anscheinend net genuch vun ëffentlecher Säit ënnerstëtzt fillen, wëll ech folgend Froen un den Här Premier- a Kulturminister stellen:

1) Wien décidéiert zu Lëtzebuerg, wéi ee Kënschtler a wéi engem Musée ausstellen dierf?

2) Awéiwäit huet de Kulturminister Afloss dorop?

3) Wéi eng Muséeë sinn dovu betraff?

4) No wéi enge Kritäre ginn déi Kënschtler selektionéiert?

5) Wat gëtt vu staatlecher Säit ënnerholl, fir talentéiert Lëtzebuerger Kënschtler, déi nach keng international Renommee hunn, ze promouvéieren?

6) Wéi ee Budget ass dofir virgesinn?

Réponse (07.12.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Am Prinzip décidéiert den artisteschen Direkter vun engem Musée, an Zesummenaarbecht mat senge Curateuren, wat am Musée ausgestallt gëtt. Dee Programm gëtt an der Regel vum Verwaltungsrot approuvéiert. Dëst gëllt fir de MUDAM, deen eng Fondatioun ass, an d'Asbl Casino, Forum d'art contemporain.

De Musée national d'histoire et d'art («MNHA») an de Musée national d'histoire na-

[1] http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/documents_library/Other/2010/017/WC500054058.pdf

turelle («MNHN») rapportéieren dem Kulturministère, well se deem als Kulturinstituter ënnerstallt sinn (cf. Loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État).

De Kulturministère huet keen direkten Afloss op d'Ausstellungspolitik vun engem Musée. Falls de Kulturministère awer eng Konventioun mat engem Musée huet, steet an der Konventioun, wéi eng Missioune sech de Ministère fir seng finanziell Ënnerstëtzung erwaart. Natierlech huet net all Musée d'Missioun oder d'Méiglechkeet, Konschtausstellungen ze maachen.

Wat déi zwee genannte Kulturinstituter MNHA a MNHN ugeet, kann de Kulturminister déi eng oder aner Ausstellung virschloen, an dëst am Kader vun engem regelméissegen Dialog, dee mat dësen Haiser souwéisou schonns besteet.

De Kulturministère gëtt sech eng Rei Instrumenter, fir de Lëtzebuerger Kënschtler ze promouvéieren. Zum Beispill iwwer Subventiounen oder Bourssen, déi direkt un de Kënschtler oder säi Wierk bezuelt ginn, oder d'Mise en place vu Kënschtlerresidenzen am In- an am Ausland. Wichteg ass och d'Akafe vu Konschtwierker vu Lëtzebuerger Moler a Sculpteure fir eis Kollektioun oder den „Prix Révélation" an den „Prix Pierre Werner" an der Konscht, oder den „Prix Edward Steichen" an der Fotografie. Am Kader vun der „Luxembourg Art Week" hunn eng ganz Partie Lëtzebuerger Kënschtler hir Plaz am Espace „Take off" fonnt, dee vum Kulturministère commanditéiert a finanzéiert gouf.

Zanter 2014 stinn eng Rei Atelieren zu engem ganz klenge Loyer zu Buerglënster zur Verfügung a mir loossen 12-mol am Joer am „Konschthaus Beim Engel" ausstellen. De Kulturministère ënnerstëtzt zousätzlech iwwer Konventioun eng Rei Kënschtlerkollektiver, déi selwer regelméisseg Ausstellunge mat Lëtzebuerger Kënschtler maachen a se betreien. Derbäi ziele kann een och nach „Kunst am Bau", wou all Lëtzebuerger Kënschtler bei regelméissegen Ausschreiwunge matmaache kann (cf. Loi du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle; 2) à la promotion de la création artistique).

2015 louch de Budget fir Arts visuels bei 8.947.189 Euro. Derbäi kommen nach Subventiounen un d'Kulturhaiser (z. B. Neimënster, Rotondes, CAPE asw.) a Muséeën, déi jo och als Missioun hunn, de Lëtzebuerger Kënschtler ze förderen. Fir „Kunst am Bau" sinn 2015 1.356.500 Euro vum Ministère du Développement durable et des Infrastructures gedroe ginn.

Question 2482 (18.10.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **projets en vente du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat:**

Lors de la Semaine du logement, dans le cadre de l'exposition «Home and living» qui a lieu du 15 au 23 octobre 2016, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, ci-après le FDL, procède à la vente de deux petits projets. Le premier projet porte sur un total de sept maisons unifamiliales sises rue Cents à Luxembourg-Cents. Le deuxième projet concerne trois maisons unifamiliales et six appartements sis rue de la Gare à Roodt-sur-Syre, commune de Betzdorf.

Les descriptifs, conditions et prix de vente sont affichés sur le site Internet du FDL.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Pourquoi les deux tableaux renseignant sur les prix de vente des maisons unifamiliales ne permettent pas une comparaison en raison du fait que pour les maisons de Roodt-sur-Syre sont affichés des prix de vente «TVA et Prime-House» récupérables, alors que pour celles du Cents sont indiqués des prix «TTC (3% TVA) subventions énergétiques récupérables»?

2) Pourquoi les prix de vente des maisons du Cents, constituant des immeubles avec un garage individuel construits sur un terrain plat et viabilisé depuis longtemps déjà, sont plus élevés que ceux de Roodt-sur-Syre?

3) Pourquoi le prix de vente de l'appartement n°2.2. de la résidence à Roodt-sur-Syre, accusant une «surface utile d'habitation» de 104,39 m², trois chambres à coucher, une cave de 8,6 m² et un balcon de 4,8 m² est relativement élevé vis-à-vis de la maison unifamiliale n°2 du même site accusant également trois chambres à coucher, une surface utile d'habitation de 139,60 m² et un jardin de 118,12 m²?

4) Quelles sont les participations étatiques pour chaque logement aux niveaux foncier, viabilisation du terrain, honoraires des hommes de l'art, intérêts bancaires en relation avec le préfinancement et performance énergétique?

5) Pourquoi le FDL, en vue d'impacter d'une manière significative sur les prix du marché du logement, ne profite pas de la Semaine du logement pour mettre en vente d'autres projets, à savoir les 17 maisons unifamiliales «rue des Rosiers» à Mondorf-les-Bains, les six appartements sis «rue Pasteur» à Oberkorn, les différents lots du quartier Nonnewisen à Esch-sur-Alzette etc., etc.?

Réponse (22.11.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement*:

Le grand atout de la Semaine nationale du logement (SNL), organisée depuis 2014 ensemble avec le salon «Home and living», est que ses visiteurs sont en mesure de s'informer en un seul et même endroit sur l'offre de logements (subventionnés ou non), les aides étatiques et le financement de leurs projets. Le consommateur peut comparer les conditions sur place et poser ses questions spécifiques aux experts.

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire au site Internet du Fonds du logement (FDL) et indique avoir découvert «deux petits projets» présentés lors de la SNL. Au vu de la problématique du logement et au vu de la terminologie employée par l'honorable Député, il faut souligner qu'il est important que chaque «petit» projet soit réalisé, d'autant plus qu'il s'agit dans ce cas précis de pas moins de 16 unités d'habitation. Un tour du salon est sans aucun doute pour tous les visiteurs plus explicite et plus instructif que la simple consultation du site Internet, comme le semble avoir fait l'honorable Député, à la lecture des renseignements demandés sous le dernier point de sa question parlementaire.

Les 30.000 visiteurs du Salon «Home and living» ont pu constater que, dans le cadre de sa participation à la Semaine nationale du logement 2016, le Fonds du logement a procédé non seulement à la vente des deux projets mentionnés ci-dessus, mais également à la vente d'autres projets, comme notamment le projet «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette.

Les projets de vente réalisés à Mondorf, Differdange et Oberkorn ont aussi été présentés dans le cadre de la Semaine nationale du logement, mais sans toutefois déjà procéder aux réservations de vente, dans la mesure où un projet n'est vendu que lorsque la construction des bâtiments est terminée, à part le cas de VEFA. Or, les projets en question ne seront livrés qu'entre le 2e et le 4e trimestre 2017. Cependant, les conditions générales, les types de logements ainsi que les prix sont communiqués à la clientèle intéressée, qui peut s'inscrire sur une liste afin d'être tenue informée dès que la commercialisation aura lieu.

Toutes ces explications - souvent assez complexes - étaient à disposition de tout demandeur pendant les neufs jours d'ouverture du salon de la Semaine nationale du logement 2016, sur le stand du Fonds du logement.

Sur le stand du FDL, on a ainsi pu expliquer aux visiteurs que les tableaux présentés sur le site internet du Fonds du logement, qui renseignaient sur les prix de vente de deux projets de maisons unifamiliales à Roodt-sur-Syre respectivement à Luxembourg-Cents, diffèrent quant à leur présentation, car au niveau de la TVA, deux techniques différentes de vente sont appliquées pour les projets en question.

Les maisons réalisées à Roodt-sur-Syre sont vendues dans le cadre d'une vente classique de construction achevée. L'acquéreur est ainsi tenu de payer un prix d'achat TTC. Dans ce cas, il peut introduire une demande de remboursement de la TVA auprès de l'Administration de l'enregistrement et des domaines.

Par contre, pour les maisons construites à Luxembourg-Cents, il s'agit d'une vente en état futur d'achèvement (VEFA) et dans ce cas, l'acquéreur a la possibilité d'obtenir l'application directe du taux de TVA super-réduit de 3%.

La différence de prix entre les maisons desdits projets trouve son origine, d'une part, dans la conception différente des deux projets et, d'autre part, dans les aménagements extérieurs privatifs réalisés.

Au niveau de la conception des projets, les maisons à Cents se répartissent sur quatre niveaux, un niveau «rue» non consacré à l'habitation (garage, cave et local technique) et trois niveaux d'habitation (rez-de-chaussée, 1er et 2e étage), tandis qu'à Roodt-sur-Syre, les maisons ne présentent que trois niveaux d'habitation, le débarras et le local technique étant intégrés dans le 2e étage. De plus, les maisons à Roodt-sur-Syre ne disposent pas de garage fermé, mais simplement d'un emplacement de parking extérieur.

Du côté de l'aménagement des espaces extérieurs privatifs, les maisons à Cents bénéficient du côté jardin d'un balcon et d'une terrasse aménagée qui sont reliés par un escalier. À Roodt-sur-Syre, l'aménagement est beaucoup plus simple.

En ce qui concerne la comparaison des prix de vente entre l'appartement n°2.2 de la résidence à Roodt-sur-Syre et la maison unifamiliale n°2 du même site, nous constatons en effet un différentiel de prix de seulement 75.000 €. Ce faible écart provient du fait que le coût de construction des trois maisons du site est relativement inférieur au coût moyen actuel d'une maison unifamiliale. De plus, comme il s'agit de la maison du milieu, la construction bénéficie encore d'une économie de pignons.

Concernant les participations étatiques au niveau du foncier, le Fonds du logement n'a bénéficié d'aucune participation étatique pour le projet de Roodt-sur-Syre, étant donné qu'il n'est pas propriétaire du terrain, mais dispose seulement d'un droit d'emphytéose. Pour le projet de Luxembourg-Cents, le fonds a bénéficié lors de l'achat du terrain d'une participation étatique s'élevant à 107.486 €, ce qui représente 40% du prix d'acquisition.

Au niveau des participations étatiques pour études et infrastructures, les logements (appartements et maisons) destinés à la vente du projet à Roodt-sur-Syre bénéficient d'une participation étatique de 59.629 € par logement, tandis que ceux à construire à Luxembourg-Cents bénéficient d'une participation étatique de 41.866 € par logement.

En plus, après l'acquisition du logement, l'acquéreur pourra introduire une demande auprès de l'Administration de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures afin d'obtenir des aides énergétiques. Ces aides s'élèvent à 14.789,50 € pour les maisons à Luxembourg-Cents, à 22.400 € pour les maisons à Roodt-sur-Syre, et à 13.361,93 € respectivement 10.512,37 € pour les appartements accusant 104,39 m² respectivement 74,83 m² à Roodt-sur-Syre.

Question 2483 (18.10.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **championnats du monde de cyclo-cross 2017:**

Le Grand-Duché s'est vu attribuer par l'Union cycliste internationale l'organisation des championnats du monde de cyclo-cross 2017. La compétition devrait se tenir les 28 et 29 janvier 2017 et aura lieu sur le site du Parc Belval à Belvaux. Selon nos informations, la grande salle des sports, ainsi que la salle polyvalente et la cantine du Lycée Bel-Val ne seront pas accessibles du 23 au 30 janvier ni pour les élèves, ni pour le personnel scolaire. Ces infrastructures seront utilisées pour l'encadrement professionnel et médiatique qui entoure cette manifestation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, combien de cours d'éducation physique seront suspendus au Lycée Bel-Val?

- Combien de classes scolaires seront concernées par cette fermeture temporaire?

- Les classes scolaires concernées auront-elles la possibilité de fréquenter d'autres infrastructures sportives implantées à proximité du Lycée Bel-Val?

- Où peuvent s'entraîner alternativement les fédérations sportives pendant la semaine du 23 janvier?

- Dans la mesure où la cantine du lycée ne sera pas non plus accessible, est-ce qu'une autre cantine à proximité du Lycée Bel-Val sera mise à disposition des élèves?

Réponse commune (17.11.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question de Madame la Députée a trait à l'organisation des championnats du monde de cyclo-cross 2017 du 28 au 29 janvier 2017 au Luxembourg plus précisément sur le site du Parc Belval à Belvaux.

Tout d'abord, il y a lieu à soulever l'importance de l'attribution de l'organisation d'un championnat du monde pour notre pays qui, par une telle manifestation, se fera connaître au-delà des frontières de nos pays voisins. Il est évident que l'organisation d'un évènement sportif d'une pareille envergure nécessite la solidarité de tous les acteurs impliqués afin de garantir que l'évènement en question soit couronné de succès et portera les fruits souhaités aussi bien pour le sport cycliste que pour le pays dans son entièreté.

Quant aux questions concrètes posées, le hall sportif du Lycée Bel-Val (LBV) sera effectivement occupé par les responsables de la manifestation du 23 janvier au 30 janvier 2017 inclus, qui y installeront le centre de presse.

Par contre la salle polyvalente (Festsall) ne sera utilisée que pendant le week-end de la manifestation et sera donc disponible du lundi 23 janvier au vendredi 27 janvier 2017 pendant les heures de cours. Dans ce contexte, il faut préciser que cette salle n'est utilisée que pour des manifestations extraordinaires devant un grand public, ne pouvant pas avoir lieu dans une salle de classe.

En ce qui concerne le restaurant scolaire, la cuisine ne sera pas utilisée par les organisateurs, et le restaurant proprement dit ne sera occupé qu'à partir du vendredi 27 janvier 2017 dans l'après-midi (donc après les services de restauration scolaire) et sera de nouveau disponible le lundi 30 janvier 2017 au matin.

En principe aucune classe du LBV ne sera concernée par cette «fermeture temporaire», qui d'ailleurs n'en est pas une, étant donné que
- en accord avec la consigne donnée par les Ministres de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et des Sports dans le courrier adressé à la commune de Sanem en juin 2015
- la direction du lycée est autorisée à prêter main-forte aux organisateurs de l'événement à condition qu'il n'y ait pas de cours qui tombent en souffrance.

Les enseignants de sport sont actuellement en train d'élaborer, en collaboration avec les responsables de la commune de Sanem, un programme alternatif pour pouvoir assurer l'éducation physique et sportive au programme pendant la semaine du 23 au 30 janvier 2017. Ce programme alternatif comprendra notamment:

- la délocalisation de certains cours d'éducation physique dans les deux petites salles de sport qui resteront disponibles pendant toute la semaine,

- l'offre de cours de natation dans la piscine de Mondercange pendant la plage horaire qui est réservée au LBV le vendredi n'est actuellement pas utilisée, étant donné que le lycée accueille moins de classes en 7e que prévu initialement,

- la délocalisation de cours d'éducation physique au hall des sports Scheierhaff à Belvaux, mis à disposition par la commune de Sanem,

- la délocalisation de cours d'éducation physique dans un centre de fitness à Belval aux frais de la commune de Sanem,

- la visite du circuit du cyclo-cross avec explications concernant le circuit et les détails de l'organisation d'un tel événement en collaboration avec les responsables.

Il n'y a pas d'emplacement alternatif prévu pour l'entraînement des fédérations sportives. Cependant il faut dire que le seul club sportif qui vient actuellement s'entraîner le soir au Lycée Bel-Val est le HBC Esch (mardi 16.00-19.00 heures et jeudi 16.00-18.00 heures).

Les clubs de football de la commune de Sanem n'ont pas encore planifié leurs sessions d'entraînement. Les clubs sportifs ont été informés début octobre qu'aucun entraînement ne pourrait avoir lieu au Lycée Bel-Val du 23 au 30 janvier 2017.

Il est à noter que les infrastructures sportives dépendant du MENJE sont mises à disposition des clubs sportifs gratuitement et sans participation aux frais courants.

Question 2484 (19.10.2016) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **problèmes du secteur de l'hébergement:**

Le secteur touristique est en mutation constante depuis une quinzaine d'années. Preuve en est que le Gouvernement a pu mettre en œuvre les réformes structurelles au niveau des instances de promotion, en l'occurrence la création de LFT (Luxembourg for Tourism).

Cette mutation n'est pas restée sans conséquences pour le secteur de l'hébergement. Force est de constater que le nombre d'hôtels de petite et moyenne taille est en régression, et ce surtout dans les centres touristiques ruraux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

1. Comment le secteur de l'hébergement s'est-il développé ces dernières années?

2. Disposez-vous d'informations détaillées concernant les différences régionales?

3. Le Gouvernement dispose-t-il de moyens d'aide en faveur des professionnels de l'hébergement? Si oui, ces moyens sont-ils utilisés?

4. Monsieur le Ministre estime-t-il que les outils existants soient suffisants, ou des adaptations en la matière sont-ils envisageables ou en préparation?

Réponse (06.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le tourisme est un secteur dynamique, qui connaît une évolution très positive au Luxembourg depuis 2010: Tandis qu'en 2010, 1,859 millions de nuitées ont été enregistrées au Grand-Duché, le secteur touristique luxembourgeois a réalisé en 2015 pas moins de 2,979 millions de nuitées. D'autres facteurs clés, comme le taux d'occupation, le prix moyen ou le revenu par chambre construite (RevPar) affichent également des tendances positives.

Cependant, en termes de capacité d'hébergement touristique, on constate que le nombre d'hôtels, auberges et pensions est effectivement à la baisse. De même, la capacité de chambres a également baissé, bien que la diminution soit beaucoup moins importante. Cette évolution diffère cependant au niveau des régions: À Luxembourg-ville, dans le centre, en général, et dans le sud du pays, la diminution, tant au niveau du nombre d'établissements que de chambres, reste plutôt marginale. Ce sont les régions rurales comme les Ardennes ou le Müllerthal qui ont connu une baisse plus conséquente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cette diminution s'explique par différentes raisons:

De façon générale, la demande touristique a beaucoup évolué ces dernières 20 années. Il est indéniable que certains établissements ont dû fermer parce qu'ils avaient raté le bon moment pour s'adapter à l'évolution des habitudes et des attentes du client, pour investir et mettre à jour leur offre afin de rester concurrentiels sur un marché très disputé.

D'autres établissements ont décidé d'arrêter car la succession n'était pas assurée ou parce qu'une utilisation alternative des infrastructures leur semblait plus opportune.

Par ailleurs, il y a une tendance générale vers des établissements d'hébergement plus grands, qui sont plus rentables par rapport à des très petites structures. Ce phénomène se confirme d'ailleurs au niveau international.

Il convient cependant de souligner que les établissements au niveau rural, qui proposent une offre qualitative et concurrentielle, disposent d'un positionnement clair et ciblé et font preuve d'une promotion et d'une commercialisation adaptées et professionnelles, trouvent leur clientèle.

De plus, plusieurs projets de développement hôteliers devraient apporter plus ou moins 1.000 chambres supplémentaires sur les cinq prochaines années non seulement à Luxembourg-ville, mais également dans les régions rurales, comme le démontre l'ouverture récente d'un nouvel hôtel dans les Ardennes.

Le Gouvernement soutient les entreprises du secteur à travers la promotion de la destination Luxembourg réalisée par Luxembourg for Tourism, où les associations professionnelles d'hébergement touristique sont représentées dans les organes décisionnels. Par ailleurs, les établissements ont un contact direct dans leur région avec les Offices régionaux du tourisme, qui peuvent leur apporter des conseils ou les aider à créer des produits touristiques ensemble avec d'autres partenaires.

De plus, le Ministère de l'Économie propose différents régimes d'aides pour soutenir les entreprises, les projets touristiques des communes, syndicats et associations sans but lucratif, investisseurs privés ainsi que des propriétaires ou exploitants de différents établissements d'hébergement touristique (hôtels, camping, gîtes, auberge de jeunesse ou villages de vacances). Dans ce cadre, 13.021.312,17 euros de subsides ont été accordés au secteur de l'hébergement depuis l'année 2013.

Les outils existants sont donc déjà considérables. Néanmoins, l'opportunité et la faisabilité de diverses possibilités supplémentaires d'implication de l'État dans le développement de l'offre d'hébergement touristique sont actuellement analysées au sein du ministère et les différents acteurs concernés ont été appelés à communiquer leurs idées et propositions.

Q72

Question 2485 (19.10.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **récent jugement de la Cour de justice de l'Union européenne concernant les médicaments:**

Laut mehreren Presseberichten hat der Europäische Gerichtshof (EuGH) in einem am Mittwoch verkündeten Urteil die deutsche Preisbindung für verschreibungspflichtige Medikamente gekippt, da die Festlegung einheitlicher Abgabepreise den freien Warenverkehr in der EU beschränken würde.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Ist die Regierung in Kenntnis von besagtem Urteil des EuGH?

- Ist absehbar was dieses Urteil für die Medikamentenabgabe und die Beteiligung der Gesundheitskasse an den verschreibungspflichtigen Medikamenten bedeutet?

- Wie gedenkt die Regierung vorzugehen?

Réponse commune (17.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le Gouvernement a connaissance de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 19 octobre 2016 dans l'affaire G 148/15 relative à la fixation en droit allemand de prix imposés uniformes pour les médicaments, susceptible d'entraver la vente par Internet de médicaments à partir d'un État membre. L'arrêt précise qu'imposer un prix uniforme de vente contrevient à l'article 34 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans le sens que le prix de vente constitue le paramètre concurrentiel principal de ce type de vente et doit par conséquent pouvoir être diminué.

La situation au Luxembourg n'est pas en tout point comparable à celle de l'Allemagne. Les prix pratiqués en Allemagne pour les médicaments soumis à prescription par l'assurance maladie sont fixes et ne peuvent donc être ni augmentés ni diminués.

Au Luxembourg les prix au public fixés pour tous les médicaments, qu'ils soient soumis à prescription ou non, sont réglementés et approuvés par le Ministère de la Sécurité sociale. Les prix applicables au Luxembourg sont directement dérivés des prix pratiqués dans le pays de provenance du médicament. Le prix au public est un prix de vente maximum en pharmacie qui peut donc être diminué, pratique cependant peu courante.

Par ailleurs, lorsque l'assuré achète son médicament à l'étranger auprès d'une pharmacie dûment autorisée pour la vente par Internet, le remboursement se fait suivant les conditions applicables au Luxembourg, c'est-à-dire présentation d'une ordonnance médicale et d'une facture acquittée qui comportent tous les renseignements requis en application des textes légaux, réglementaires et statutaires.

Le projet de loi n°6943 modifiant la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments introduit un cadre légal pour la vente par Internet dans les pharmacies luxembourgeoises ouvertes au public.

Question 2486 (21.10.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **modification de la mention du sexe à l'état civil:**

En date du 12 octobre 2016, l'Assemblée nationale en France a adopté définitivement le projet de loi n°661 de modernisation de la justice du XXIe siècle.

En matière de transsexualité en ce qui concerne le changement du sexe sur l'état civil, il abolit l'obligation de transformation physique et d'intervention chirurgicale, toujours en vigueur au Luxembourg.

Dès lors, toute personne qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue peut en obtenir la modification (nouvel article 61-5 du Code civil français).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Suite à la modernisation de la justice française, quelles mesures Monsieur le Ministre de la Justice entend-il prendre afin d'abolir les interventions physiques et psychologiques forcées toujours en vigueur au Luxembourg?

Réponse (16.11.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

La question parlementaire des honorables Députées Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Françoise Hetto se lit en relation avec les questions parlementaires n°0423 du 24 juillet 2014 (*cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014*) de Mme Hetto au sujet des personnes transgenres et n°1143 du 19 mai 2015 (*cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*) de l'honorable Députée Mme Lorsché concernant les droits des personnes transgenres au Luxembourg. Entre-temps un certain nombre de développements sont intervenus, tant au niveau national, qu'au niveau international.

Avec la signature des déclarations IDAHO (International Day against Homophobia and Transphobia) de 2015 et 2016, le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de répondre aux besoins des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexe (LGBTI) à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie.

En juillet 2015 un comité interministériel LGBTI a été créé. Il réunit tous les ministères concernés et les associations représentatives afin d'identifier les défis pour les personnes LGBTI et de trouver des pistes de solutions satisfaisantes à travers un dialogue continue avec les associations.

Il importe de citer également la jurisprudence toute récente en la matière, datant du 1er juin 2016. Elle s'inscrit entièrement dans la logique de la résolution 2048 (2015) du Conseil de l'Europe.

Le Ministère de la Justice est en train d'élaborer un avant-projet de loi visant la création d'un cadre légal concernant le changement de sexe. Il s'agit de proposer l'abolition de la stérilisation et de la soumission à d'autres traitements médicaux, mais également de prévoir une procédure rapide et facilement accessible dans l'intérêt des personnes concernées. Il est envisagé de converger au plus grand degré avec la résolution précitée du Conseil de l'Europe.

Le projet de loi n°661 de l'Assemblée nationale en France, cité par les honorables Députées dans la question parlementaire, constitue sans doute une source d'inspiration. Il s'agit d'une piste intéressante parmi d'autres. À titre d'exemple, on peut citer les législations progressistes de Malte et de la Norvège, mais également les discussions menées au sein de la Commission internationale de l'état civil (C.I.E.C.) de septembre 2016.

Je suis confiant que, le moment venu, une vaste majorité devrait se trouver au sein de la Chambre des Députés pour la création d'un cadre légal en la matière, et ce au vu de la proposition de loi n°6955 relative à la transsexualité et modifiant le Code civil, déposée par les honorables Députées Mme Sylvie Andrich-Duval et Mme Françoise Hetto.

Question 2487 (21.10.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **marché de la colocation respectivement de la sous-location:**

Dans un article publié dans l'hebdomadaire «D'Lëtzebuerger Land» du 14 octobre 2016, il est question du marché des colocations qui n'a pas de cadre légal spécifique et de pratiques douteuses de certaines personnes et agences immobilières qui essaient de réaliser des bénéfices importants dans la mesure où elles louent à des prix exagérés des locaux d'habitation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de la problématique telle que décrite dans l'article du «Lëtzebuerger Land»?

- Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il contrecarrer cette situation?

- Le Gouvernement entend-il légiférer en la matière?

Réponse (21.11.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement*:

Concernant le rendement d'un logement en (co/sous-)location, à l'heure actuelle, conformément à l'article 3, paragraphe (1), de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, la règle générale est que la location en soi - donc sans meubles et sans services - ne peut dépasser par an la limite légale de 5% du capital investi dans le logement en question. En cas de colocation meublée comme soulevée dans le prédit article de presse, le loyer peut même aller jusqu'à 10%, en tenant compte de la valeur du mobilier dans la fixation du loyer.

En cas de présence de la prestation de services («de conciergerie») comme, p. ex., le nettoyage du logement et du linge, la mise à disposition de l'Internet/Wifi, donc en présence de prestations de services allant au-delà des charges classiques. Il s'agit en quelque sorte d'un contrat mixte incluant location et services.

Concernant les dispositions légales applicables aux co/sous-locations. même s'il n'existe pas de législation spécifique sur la colocation, il convient de dire que la prédite loi spéciale de 2006 sur le bail à loyer, les dispositions générales du Code civil et le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 fixant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location s'appliquent à toutes formes de location ou mise à disposition de logements à des fins d'habitation, donc aussi aux sous-locations et colocations à des personnes privées, et ceci peu importe la terminologie employée par l'agence immobilière ou le bailleur dans le contrat de bail. Une refonte de ladite réglementation de 1979 est actuellement en cours.

Question 2488 (21.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **jugement du «Bundesgerichtshof» concernant les places de crèche:**

Der deutsche Bundesgerichtshof hat gestern mögliche Amtshaftungsansprüche von Eltern wegen nicht rechtzeitig zur Verfügung gestellter Kinderbetreuungsplätze bejaht. Einzig bleibt das Verschulden der beklagten Kommune zu prüfen.

In einer Pressemitteilung des Bundesgerichtshofs heißt es weiter:

„(Der Bundesgerichtshof) hat im Einklang mit beiden Vorinstanzen das Vorliegen einer Amtspflichtverletzung der beklagten Stadt bejaht. Eine Amtspflichtverletzung liegt bereits dann vor, wenn der zuständige Träger der öffentlichen Jugendhilfe einem (...) anspruchsberechtigten Kind trotz rechtzeitiger Anmeldung des Bedarfs keinen Betreuungsplatz zur Verfügung stellt. Die betreffende Amtspflicht ist nicht durch die vorhandene Kapazität begrenzt. Vielmehr ist der verantwortliche öffentliche Träger der Jugendhilfe gehalten, eine ausreichende Zahl von Betreuungsplätzen selbst zu schaffen oder durch geeignete Dritte - freie Träger der Jugendhilfe oder Tagespflegepersonen - bereitzustellen. Insoweit trifft ihn eine unbedingte Gewährleistungspflicht.

Entgegen der Auffassung des Oberlandesgerichts bezweckt diese Amtspflicht auch den Schutz der Interessen der personensorgeberechtigten Eltern. In den Schutzbereich der Amtspflicht fallen dabei auch Verdienstausfallschäden, die Eltern dadurch erleiden, dass ihre Kinder (...) keinen Betreuungsplatz erhalten. Zwar steht der Anspruch auf einen Betreuungsplatz allein dem Kind selbst zu und nicht auch seinen Eltern. Die Einbeziehung der Eltern und ihres Erwerbsinteresses in den Schutzbereich der Amtspflicht ergibt sich aber aus der Regelungsabsicht des Gesetzgebers sowie dem Sinn und Zweck und der systematischen Stellung von § 24 Abs. 2 SGB VIII. Mit dem Kinderförderungsgesetz, insbesondere der Einführung des Anspruchs nach § 24 Abs. 2 SGB VIII, beabsichtigte der Gesetzgeber neben der Förderung des Kindeswohls auch die Entlastung der Eltern zu Gunsten der Aufnahme oder Weiterführung einer Erwerbstätigkeit. Es ging ihm - auch - um die Verbesserung der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbsleben und, damit verbunden, um die Schaffung von Anreizen für die Erfüllung von Kinderwünschen. Diese Regelungsabsicht hat auch im Gesetzestext ihren Niederschlag gefunden. Sie findet sich insbesondere in den Förderungsgrundsätzen des § 22 Abs. 2 SGB VIII bestätigt. Der Gesetzgeber hat hiermit zugleich der Erkenntnis Rechnung getragen, dass

Kindes- und Elternwohl sich gegenseitig bedingen und ergänzen und zum gemeinsamen Wohl der Familie verbinden."

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an den Herrn Bildungsminister stellen:

1. Sieht der Minister Parallelen zwischen der deutschen und der luxemburgischen Gesetzgebung?

2. Wenn ja, könnten die Gemeinden und/oder der Staat bei einer unzureichenden Zahl an Betreuungsplätzen zur Rechenschaft gezogen und ggf. auf Schadenersatz verklagt werden?

3. Können Eltern in Zukunft im Bereich der frühkindlichen Förderung Ansprüche gegenüber Gemeinden oder dem Staat geltend machen?

Réponse (07.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Dans ce contexte, il convient de noter que contrairement à la loi allemande de l'article 24 du SGB VIII Kinder- und Jugendhilfe, qui consacre un véritable droit à l'encadrement d'un enfant en bas âge, l'article 2 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse consacre le principe de la subsidiarité de l'action de l'État et des communes par rapport à celle des parents ou du représentant légal de pourvoir aux soins, à l'entretien et à l'éducation des enfants dont ils ont la charge.

Dans le cadre de l'aide financière versée par l'État aux prestataires du chèque-service accueil, l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 22 de la loi précitée dispose que: «Le bénéfice du chèque-service accueil se fait en fonction des offres disponibles et des besoins de l'enfant.»

Il s'ensuit de ce qui précède que la loi luxembourgeoise ne consacre pas un véritable droit à un encadrement de l'enfant en bas âge qui serait opposable aux autorités responsables de l'organisation de cette prise en charge. L'accès à ces structures se fait en fonction de l'offre disponible et des besoins de l'enfant.

De ce fait il n'existe pas de similitudes entre la législation allemande et luxembourgeoise.

ad 2. Il s'ensuit de ce qui précède que l'État et les communes ne peuvent pas faire l'objet d'une action judiciaire de ce type pour manque de places disponibles.

ad 3. Comme notre législation ne consacre pas un véritable droit à l'encadrement d'un enfant en bas âge au profit des parents de l'enfant, droit, dont la réalisation serait à charge de l'État, les parents ne sauraient a priori obtenir gain de cause par une action en justice pour faire valoir des droits à l'encontre de l'État concernant un manque de places dans l'encadrement de la petite enfance.

Question 2490 (24.10.2016) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **ressources humaines de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration:**

Dans une interview avec WOXX, le directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) souligne le manque de personnel au sein de l'OLAI.

Pour pouvoir garantir un système d'accueil et de prise en charge de qualité aux populations cibles, chaque agent chargé de l'encadrement devrait encadrer un maximum de 30 demandeurs d'asile. Or, il semblerait qu'en réalité le ratio d'encadrement au sein de l'OLAI corresponde actuellement à environ 160 demandeurs d'asile par agent.

Dans la mesure où l'OLAI a déjà augmenté de plus de 50% son personnel, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre, peut-elle me confirmer ces informations?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer davantage les capacités des ressources humaines de l'OLAI afin d'optimiser la prise en charge des demandeurs d'asile?

3) La Ministre peut-elle me fournir des informations sur l'exécution des recommandations issues du rapport d'expertise commandité par le Ministère de l'Intégration sur le fonctionnement de l'OLAI?

Réponse (31.10.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1) Je confirme les informations telles qu'elles ont été fournies par le directeur de l'OLAI dans une interview avec WOXX.

2) Depuis le début de la récente crise migratoire et l'afflux massif de demandeurs de protection internationale au Luxembourg, le personnel de l'OLAI a été augmenté de 28 unités. Au vu de l'afflux continu de demandeurs de protection internationale et dans le but d'optimiser la prise en charge de ces demandeurs, un nouveau renforcement des effectifs est nécessaire et la demande afférente est en cours.

3) Les recommandations faites dans le contexte du rapport d'audit de 2014 ont eu trait essentiellement à la gouvernance et à l'organisation interne de l'OLAI.

Ainsi, une nouvelle structuration et un organigramme ont été mis en place; dans ce contexte, les rôles et les responsabilités des services et du personnel ont fait l'objet d'une analyse et d'une documentation. La mise en œuvre des réformes dans la fonction publique, qui implique la définition d'un programme de travail ainsi que la mise en place d'un système d'appréciation des performances professionnelles des collaborateurs, est en cours à l'OLAI.

Une stratégie de communication interne et externe a été élaborée et est mise en œuvre par un service spécifique créé au sein de l'OLAI.

Le processus de documentation de l'ensemble des procédures internes fait partie des tâches récurrentes de l'OLAI.

Question 2491 (24.10.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du chômage dit «intellectuel»:**

Le président de l'initiative «Forum pour l'emploi» vient d'annoncer dans un bulletin d'information paru ces derniers jours qu'en 2015 quelque 38% des personnes qui auraient été prises en charge par cette association sans but lucratif seraient titulaires d'un diplôme d'études supérieures ou universitaires.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer l'évolution du chômage dit «intellectuel» depuis 2006? Quelles sont les formations les plus touchées?

2) Combien de ces demandeurs d'emploi ont été accueillis et accompagnés dans les initiatives pour l'emploi? Quels sont les profils de formation de ces personnes?

3) Selon quelle approche l'ADEM a-t-elle pris en charge jusqu'à présent les demandeurs d'emploi en question afin de les aider à préparer au mieux leurs interviews d'embauche dans les entreprises, voire à réorienter, du moins en partie, leur profil professionnel? Est-il possible d'indiquer le taux de réussite de ces prises en charge?

Réponse (28.11.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) En réponse à cette question, il y a lieu de se référer aux tableaux ci-dessous.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles par niveau de formation

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016 les demandeurs d'emploi (DE) de niveau de formation supérieur représentent 19% de l'ensemble des DE disponibles contre 12,8% en 2006.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016, le nombre total de DE résidents disponibles (tous niveaux de formation confondus) a été multiplié par 1,96. Sur la même période le nombre de DE de niveau supérieur de formation a presque triplé (2,92). Le nombre de DE de niveau inférieur a été multiplié par 1,65.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon le cycle des études

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016, les DE de niveau de formation supérieur (> bac +4) représentent 28,7% de l'ensemble des DE disponibles de niveau supérieur contre 19,1% en 2008. Inversement, les DE de cycle court représentent en 2016 25% des DE de niveau supérieur contre 39,9% en 2008.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2008 et 2016, les DE de niveau supérieur à bac +4 ont été multipliés par 4,39. Sur la même période, les DE (cycle court) ont été multipliés par 1,84 et ceux de niveau bac +3 ou bac +4 ont été multipliés par 3,27.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon le domaine du diplôme

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Parmi les DE de niveau de formation supérieur, plus d'une personne sur quatre a une formation dans le domaine des sciences économiques. Les personnes issues des filières du droit et des sciences économiques ont connu une évolution moins favorable que la moyenne. Leur nombre a été multiplié par 3,11 et 3,74 entre 2006 et 2016.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon l'âge

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2016, les DE de moins de trente ans représentent 19,7% de l'ensemble des DE de niveau supérieur contre 26,9% en 2006. Par contre les DE de 40 ans et plus représentaient 38,9% des DE de niveau supérieur en 2006 contre 45,9% en 2016.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016 ce sont les DE de plus de 40 ans qui ont enregistré la progression relative la plus importante (x 3,45). Sur la même période le nombre de DE de moins de 30 ans a été multiplié par 2,14.

Demandeurs d'emploi résidents disponibles de niveau de formation supérieur selon l'ancienneté d'inscription.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016 la part des DE résidents disponibles de niveau de formation supérieur inscrits depuis douze mois est passée de 25,6% à 29,2%. Sur la même période la part de DE de moins de six mois de durée d'inscription s'est réduite pour atteindre 49% en 2016 contre 54,4% en 2008.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Entre 2006 et 2016, et ce quelle que soit la durée d'inscription, tous les DE ont progressé mais ce sont les DE inscrits depuis plus de deux ans qui ont proportionnellement progressé le plus. Remarquons aussi depuis 2014 le tassement des DE de un à deux ans de durée d'inscription.

ad°2) Le tableau ci-dessous ventile les personnes qui sont passées par une initiative sociale selon leur niveau de formation. Entre juin 2006 et septembre 2016, quelque 8.342 personnes inscrites à l'ADEM ont bénéficié d'un passage par une initiative sociale. 3,7% de ces personnes (307) affichent une formation de niveau supérieur. Il convient de signaler qu'au cours des années 2012 et 2013 environ 5% des personnes qui sont passées par une initiative sociale étaient de niveau de formation «supérieur». Cette part n'est plus que de 3% en 2015 et 2016.

Le tableau ci-dessous ventile les 307 personnes de niveau de formation supérieur selon les domaines de formation les plus concernés.

Sciences économiques	19%
Sciences appliquées	18%
Sciences sociales et éducatives	14%
Lettres	11%

À noter qu'actuellement tous les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM pouvant se prévaloir d'un niveau d'études autre que le niveau inférieur et susceptibles, au vu de leur profil, d'être assignés auprès d'une initiative sociale, doivent au préalable se soumettre à une évaluation de deux mois réalisée par un COSP.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser qu'en 2015, 1.123 demandeurs d'emploi ont débuté une mesure spéciale auprès d'une initiative sociale dont 2% peuvent se prévaloir d'un niveau de formation supérieur. Parmi ces 1.123 demandeurs d'emploi, 287 ont été assignés auprès du Forum pour l'emploi; sur ces 287 demandeurs, 3% avaient un niveau de formation supérieur.

ad°3) L'ADEM a mis en place un accompagnement spécifique pour les demandeurs d'emploi de niveau de formation supérieure. Ainsi, depuis janvier 2014 un conseiller de l'ADEM, dédié aux demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme universitaire, organise des ateliers spécifiques à leur intention ainsi qu'un suivi individualisé à travers des entretiens personnels. Ce conseiller fait partie du Service employeurs, ce qui permet de mettre les demandeurs d'emploi directement en relation avec des employeurs potentiels qui recherchent ce genre de profils.

Les ateliers visent à sensibiliser les universitaires sur l'importance de bien se vendre en entretien d'embauche, de leur faire prendre conscience de leurs lacunes et de les corriger ainsi que de leur donner tous les outils et conseils, en fonction de leurs personnalité et compétences, afin de leur donner les meilleures chances de réussite lors des entretiens d'embauche.

157 jeunes demandeurs d'emploi ont assisté, dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, depuis juin 2014 à ces ateliers. Le taux de placement est de 44%.

Par ailleurs, 307 universitaires ont été reçus, en dehors des ateliers organisés dans le cadre de la garantie pour la jeunesse décrits précédemment, en entretien individuel par le conseiller dédié aux demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme universitaire.

L'ADEM offre également des programmes de formation principalement destinés aux demandeurs d'emploi les plus qualifiés devant leur permettre, entre autres, de se réorienter et réintégrer le marché de l'emploi. Ce sont notamment les programmes «Fit4 Entrepreneurship», «Fit4 Relancer ma carrière» et «Fit4 Financial Market».

110 demandeurs d'emploi ont débuté en 2016 le programme «Fit4 Relancer ma carrière» dont 45% ont un niveau de formation supérieur. Le taux de placement de ces derniers est de 20,41%.

141 demandeurs d'emploi ont commencé en 2016 la formation «Fit4 Financial Market», dont 84% ont un niveau de formation supérieur. Le taux de placement de ces derniers est de 25,21%.

Quant au programme «Fit4 Entrepreneurship», 60% des participants sont des universitaires et 34% de ceux-ci ont créé une entreprise suite à ce projet et 27% ont pu accéder à un emploi.

En outre, les jeunes universitaires ont depuis février 2015 la possibilité de voir leur profil publié dans la rubrique «J'ai du talent» de Paperjam sur le web. Le service communication de l'ADEM fait publier un profil toutes les deux semaines. Ainsi, 32 profils ont jusqu'à présent été publiés.

Question 2492 (24.10.2016) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique:**

Inférieur	Scolarité obligatoire	57%
Moyen inférieur	10e à 11e de l'Enseignement secondaire technique ou 4e et 3e de l'Enseignement secondaire	18%
Moyen supérieur	12e à 14e de l'Enseignement secondaire technique ou 2e et 1re de l'Enseignement secondaire	21%
Supérieur	Enseignement postsecondaire	4%

Le Gouvernement prévoit de confier à l'avenir la gestion des édifices religieux et d'autres biens relevant du culte catholique à un fonds à créer, à savoir le «Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique». Aussi, il est ques-

tion d'exclure tout cofinancement des activités de ce fonds par les communes, le fonds ne pouvant recevoir aucune contribution de la part d'une commune en dehors des interventions financières destinées à rémunérer les fournitures et services que le fonds pourrait, le cas échéant, effectuer pour le compte d'une commune.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- L'interdiction prévue du cofinancement par les communes vaut-elle également pour un éventuel subside accordé par une commune sur base d'un règlement communal existant notamment pour d'éventuels travaux de rénovation de façades ou autres?

Réponse (22.11.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*:

Qu'il me soit d'emblée permis de rappeler que l'article 1er de la convention concernant la nouvelle organisation des fabriques d'églises conclue entre l'Archevêché de Luxembourg et l'État le 26 janvier 2015 prévoit à son alinéa 5 que le futur «Fonds [de gestion du patrimoine du culte catholique] sera seul responsable de la gestion des édifices religieux qui lui seront confiés (...). Un co-financement de ses activités par le secteur communal sera exclu».

Le projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, qui se trouve déposé sous le n°7037 depuis le 29 août 2016, reprend cette stipulation à son article 7.

En vertu de l'article 7 de la loi en projet, le fonds ne peut recevoir aucune contribution spéciale de la part d'une commune, en dehors de la rémunération de fournitures ou de services consentis par le fonds au bénéfice d'une commune. On peut notamment penser à une mise à disposition d'édifices religieux aux communes à des fins culturelles, telles que des concerts, des expositions, des conférences ou similaires.

L'article 7 renvoie en outre à un certain nombre d'autres aménagements de l'interdiction de cofinancement. Ainsi, l'article 11 (3) permet la restitution au fonds des frais qu'il a exposés pour assurer l'entretien constructif d'une église dont il s'avère, dans un délai de dix ans après l'entrée en vigueur de la loi, qu'elle appartient à la commune en vertu d'un titre de propriété produit tardivement. L'article 13, alinéa 1er fixe à l'euro symbolique le prix à payer par la commune qui exerce son droit de préemption en cas de désaffectation d'un édifice religieux. L'article 15, alinéa 1er autorise les communes à céder à titre onéreux ou non des églises qui leur appartiennent. Enfin, l'article 17 (2) confère aux villes de Luxembourg et d'Echternach la faculté de participer financièrement à l'entretien de respectivement la Cathédrale de Luxembourg et la Basilique d'Echternach.

Il ne me semble pas non plus inutile de rappeler encore une fois que, selon la convention précitée et la loi en projet, les édifices religieux servant à l'exercice du culte catholique seront attribués soit au fonds soit aux communes territorialement concernées en vertu des règles établies à cet effet par l'article 11 du projet de loi. Les nouveaux droits de propriété seront inscrits dans une annexe à la loi en projet, inscription qui emportera attribution de propriété.

Les règles légales prévues en la matière sont les suivantes:

a) La propriété d'une église résulte d'un titre de propriété.

b) La fabrique d'église et la commune se mettent d'accord pour attribuer la propriété de l'église soit à la commune soit au futur fonds, lorsqu'un tel titre de propriété fait défaut ou que les deux parties conviennent d'en transférer à l'autre partie la propriété qui se dégage de l'acte notarié.

c) Si avant le vote de la loi en projet, un titre de propriété n'est pas produit ou à défaut de l'accord visé sous b), la loi en projet tranchera la question de la propriété. Dans ces conditions, les édifices qui continuent de servir au culte catholique se trouveront de plein droit attribués au fonds, les autres deviendront la propriété de la commune.

Dans les prochains jours, je soumettrai aux communes un premier relevé indicatif des édifices religieux et de leur statut de propriété, tel que celui-ci résulte provisoirement des titres de propriété sinon des conventions conclues entre les communes et les fabriques d'église qui me sont entre-temps parvenues suite à mes circulaires n°3255 du 24 avril 2015 et n°3406 du 9 septembre dernier. Dans le souci de laisser autant que possible aux communes et fabriques d'église la décision sur la propriété des édifices religieux qui les concernent, j'inviterai les communes à continuer à négocier des accords, et à me les faire parvenir dans les meilleurs délais. Il est évident que cette démarche participative trouvera une limite en fonction de l'évolution des travaux parlementaires et des décisions de la Chambre des Députés. L'archevêché se propose de suivre la même démarche à l'égard des fabriques d'église.

Il ne me paraît pas non plus sans intérêt de souligner une nouvelle fois que le propriétaire d'une église en assumera l'entretien constructif et les rénovations, tandis que les menues réparations et l'entretien courant seront à la charge du fonds pour ce qui est des églises maintenues au service du culte. Les seules exceptions prévues concernent la Cathédrale de Luxembourg et la Basilique d'Echternach pour lesquelles, en raison de l'intérêt national que ces édifices représentent, l'État, les villes concernées et le fonds pourront se partager les frais en question.

En ce qui concerne plus particulièrement la question soulevée par l'honorable Député, il échet de préciser que la loi en projet ne modifie en rien la législation en vigueur au sujet des églises classées monument national. À condition de disposer d'un règlement communal afférent dûment adopté par le conseil communal, il est par ailleurs loisible aux communes de soutenir, parallèlement aux subventions financières accordées par l'État, les propriétaires des immeubles classés monuments nationaux dans leurs efforts de préservation.

Au regard des principes du droit commun et d'égalité devant la loi, il n'est pas indiqué de faire une différence en la matière selon la destination de l'immeuble, à condition toutefois que le règlement communal n'en dispose pas autrement et qu'il ne soit pas contraire aux prescriptions légales et réglementaires. En outre, il y a lieu de s'assurer que le règlement communal en question ne vaut pas seulement pour un propriétaire, personne physique, mais également pour un propriétaire, personne morale.

Il est à déduire de ce qui précède que des subsides alloués à des tiers ne sauront inversement être refusés à d'autres bénéficiaires se trouvant dans une situation analogue. Dans le respect des conditions précitées, le régime du droit commun est également applicable à d'autres subventions éventuellement accordées par des communes.

Question 2493 (24.10.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville:**

Dans le cadre de la réaffectation du bâtiment de l'ancien Athénée à Luxembourg-ville, Monsieur le Ministre a annoncé vouloir y aménager, à côté de logements et de commerces, une galerie nationale dédiée aux œuvres d'artistes luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre peut-il me dire comment ce projet s'inscrit dans la politique culturelle du Gouvernement actuel, sachant que l'orientation générale du programme gouvernemental est de dynamiser et d'investir dans la création, plutôt que dans la pierre?

2. Monsieur le Ministre peut-il chiffrer le montant des investissements nécessaires à la réalisation de ce projet?

3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner selon quels critères, par ordre d'importance, les œuvres d'art de cette galerie nationale seront sélectionnées? En particulier, comment se délimitera-t-elle, en matière d'exposition et d'acquisition d'une collection permanente représentative, d'instituts et de musées déjà existants, voués à l'art en général et à celui du Luxembourg en particulier (Mudam, Casino, Musée national d'histoire et d'art)?

4. Monsieur le Ministre a-t-il consulté les autorités communales de la Ville de Luxembourg avec l'objectif de mettre sur pied un concept urbanistique cohérent pour cette partie historique de la capitale de plus en plus envahie de bureaux et d'institutions et vidée d'habitants, en particulier de familles avec des enfants de toutes couches sociales confondues?

Réponse (29.11.2016) de **M. Guy Arendt,** *Secrétaire d'État à la Culture:*

ad 1. Le projet d'une galerie nationale fait partie de la politique poursuivie par le Gouvernement dans le cadre de laquelle l'artiste et la création artistique figurent au centre. Ainsi la «Galerie nationale» sera dédiée à l'art produit au Grand-Duché ou par des artistes luxembourgeois vivant à l'étranger. D'un côté, il s'agit de valoriser l'art luxembourgeois à travers des expositions en proposant une lecture historique et en l'intégrant dans un contexte européen. D'un autre côté, il y est également prévu d'étudier et de documenter l'art luxembourgeois en vue d'acquérir une meilleure connaissance de l'histoire artistique du pays alors qu'à l'instar d'autres domaines culturels il n'existe à l'heure actuelle pas de centre de documentation et de recherche pour l'art.

ad 2. À la demande du Gouvernement, l'étude de faisabilité, avec l'objectif d'intégrer à la fois des logements et la «Galerie nationale» au sein de l'immeuble actuellement occupé par la Bibliothèque nationale, est en cours d'adaptation. Le montant exact des investissements sera déterminé lors de l'élaboration de l'avant-projet sommaire.

ad 3. Afin d'être complémentaire aux structures existantes et de valoriser un patrimoine jusqu'ici méconnu, il est proposé d'exposer et de documenter essentiellement l'évolution artistique au Luxembourg au cours du 20e siècle. En effet, il apparaît que surtout l'art de l'après-guerre souffre actuellement d'un manque de visibilité tandis que la période de 1839 à 1940 est assez bien représentée, notamment au Musée national d'histoire et d'art. Dans ce cadre, la «Galerie nationale» travaillera en étroite collaboration avec les musées existants.

ad 4. La Ville de Luxembourg a été consultée dans le cadre de l'élaboration du projet de la «Galerie nationale» et sera également étroitement associée pour la suite du projet. Par ailleurs il convient de noter que le projet prévoit non seulement l'installation d'une galerie nationale mais également de 35 logements pour jeunes. Ce projet permettra la réaffectation d'un immeuble historique en plein milieu de la ville de Luxembourg en combinant culture et logement.

Question 2494 (24.10.2016) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant l'**identification et** l'**enregistrement des animaux:**

Au Luxembourg tout chien doit faire l'objet d'une identification électronique dans les quatre mois qui suivent sa naissance. L'implantation d'une micropuce porteuse d'un numéro d'identification unique est effectuée par un vétérinaire agrée. Les données relatives aux chiens identifiés électroniquement doivent être enregistrées dans une banque de données informatisée. Or, il se peut que des vétérinaires délèguent aux propriétaires des chiens la tâche d'enregistrer a posteriori leur chien. Ainsi certains chiens, même s'ils ont été identifiés avec une puce, ne seront jamais enregistrés dans la base de données.

Actuellement, les chats sont dispensés de cette identification électrique. Or, parallèlement au dépôt de la nouvelle loi sur la protection des animaux un projet de règlement grand-ducal a été déposé dans le but d'équiper également les chats d'une telle micropuce.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Est-ce que l'enregistrement dans la base de données est à effectuer par le vétérinaire ou le propriétaire du chien?

2. Est-ce que des sanctions sont prévues pour les propriétaires dont le chien n'est pas enregistré?

3. Pour pouvoir garantir que tous les chiens et chats soient identifiés et enregistrés dans la base de données, ne serait-il pas opportun d'obliger les vétérinaires à procéder à l'enregistrement des animaux en même temps que l'identification?

Réponse (11.11.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Le règlement grand-ducal du 9 mai 2008 concernant l'identification et la déclaration des chiens prévoit dans son article 1er que l'identification doit être effectuée par un vétérinaire agréé. L'enregistrement du chien ainsi identifié se réalise par l'intermédiaire d'un document d'identification à compléter par le vétérinaire. En vue de l'enregistrement du chien dans la banque de données ID-Chips, le document d'identification est à envoyer à l'adresse de la banque de données qui se situe à Bruxelles, ce qui est réalisé en cas général par le vétérinaire. Le Luxembourg ne dispose pas d'une banque de données nationale pour des raisons de frais liés à la gestion d'une telle structure pour un nombre relativement limité d'animaux. Ainsi l'acte d'identification d'un chien par un vétérinaire va de pair avec l'enregistrement du chien dans la base de données. Néanmoins tout propriétaire d'un chien peut procéder lui-même à l'enregistrement de son chien dans une banque de données informatisée de son choix sans l'intervention d'un vétérinaire.

ad 2. L'article 1er de la loi relative aux chiens prévoit que les données relatives aux chiens identifiés électroniquement sont enregistrées dans une banque de données informatisée. L'article 21 de la même loi prévoit que les infractions aux dispositions des articles 1 à 5, qui incluent l'enregistrement des chiens, sont punies d'une amende de 25 à 250 euros. En outre, il faut remarquer que l'identification d'un chien sans enregistrement n'aurait pas de sens puisqu'en cas de perte de l'animal, le propriétaire ne pourra être identifié.

ad 3. Le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions de détention des animaux, qui constitue une mise en application de la future loi relative au bien-être animal, prévoit une obligation d'identification des chats ayant accès à l'extérieur et une obligation d'enregistrer les données dans une banque de données informatisée. Ainsi, les deux systèmes d'identification des chiens et chats sont identiques en ce sens que l'enregistrement des données dans une banque de données informatisée est à effectuer par le vétérinaire ou par le propriétaire du chien lui-même.

Question 2495 (25.10.2016) de **Mme Octavie Modert** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **centre de stockage de données prévu à l'aéroport:**

À l'occasion de la présentation du master plan «Airport City» par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le directeur de lux-Airport avait fait savoir via une interview donnée le 28 juin 2016 à la radio 100,7 que, parmi les grandes infrastructures qui seront implantées au Findel, un datacenter sera prévu au souterrain de l'aérogare.

D'après un article paru aujourd'hui sur paperjam.lu, le directeur de lux-Airport a affirmé qu'il existe «déjà des pistes très concrètes pour le datacenter», sans révéler de plus amples détails en raison des pourparlers actuels. Il y est par ailleurs question d'une surface d'hébergement de serveurs comprise entre 12.000 et 15.000 mètres carrés. Le même article fait le point sur l'état actuel de l'intérêt de s'installer dans ledit centre.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les allégations faites par les organes de presse mentionnés ci-dessus?

- En cas de réponse affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'état de planification relative au datacenter au Findel?

- Pour quelles raisons ce lieu a-t-il précisément été retenu?

- Monsieur le Ministre peut-il nous révéler davantage de détails notamment sur le type et la sécurité des données stockées, ainsi que sur le prix et la date approximative d'inauguration dudit centre?

Réponse (05.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le centre de stockage de données prévu à l'aéroport.

Le master plan présenté au public le 28 juin 2016 pour le développement et la mise en valeur du site aéroportuaire avec création d'un ensemble immobilier dénommé «Airport City» comprend effectivement la mise à disposition d'un datacenter.

Le projet se trouve encore à un stade précoce de son développement. Les premières études ont été consacrées à sa faisabilité et l'élaboration d'un concept technique est en cours.

Il s'est avéré que le volume et la configuration des lieux qui devaient initialement servir de gare souterraine sont parfaitement adaptés aux prérequis d'un datacenter à structure modulaire extensible. Partant, la revalorisation du site non exploité grâce à ce type d'activité est à la fois efficiente et respectueuse d'une optimisation de l'espace disponible. Parmi les diffé-

rentes options étudiées pour l'exploitation du site en question, celle-ci semble objectivement la plus prometteuse.

Comme précisé avant, le projet est encore à un stade précoce. Une fois le concept technique finalisé, il s'agira de se pencher sur l'aspect opérationnel avant de pouvoir s'adresser au marché. À l'heure actuelle, il est encore trop tôt pour se prononcer sur les coûts et la date d'ouverture du datacenter.

Question 2496 (25.10.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **promotion de la presse écrite:**

Iwwert d'Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press ginn zéng Presseorganer zu Lëtzebuerg finanziell vum Stat ënnerstëtzt. Am Budget vun 2017 (provisoresch Konten 2015, gestëmmte Budget 2016 a Projet vum Budget 2017) sinn do, ënnert dem Artikel 08.40, Zomme vu ronn 7,4 Milliounen Euro pro Joer ageschriwwen.

Leider ass weder am Budget nach an den Aktivitéitsrapporte vum Ministère den Detail ze fannen, wéi dës Hëllef sech op déi verschidde Presseorganer verdeelt.

De Budget gesäit och fir 2017 en neien Artikel vir, wou fir d'Press iwwer Internet eng Hëllef vu 450.000 Euro proposéiert ass.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi ass, tëschent 2010 an 2015, d'Hëllef fir d'Promotioun vun der geschriwwener Press pro Joer op déi verschidde Presseorganer opgedeelt ginn?

2. Huet d'Regierung konkret Pläng, fir d'Press iwwer Internet ze ënnerstëtzen?

3. Wa jo:

a) Wéini gëtt e Gesetzesprojet an der Chamber deponéiert?

b) Wéi gesinn d'Kritären aus, no deenen d'Hëllefe fir d'Press um Spaweck solle verdeelt ginn?

Réponse (28.11.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

An de Joren, déi vum honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro évoquéiert ginn (2010-2015), ass d'Hëllef fir d'Promotioun vun der geschriwwener Press op folgend Aart a Weis evoluéiert:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech kann dem honorabelen Deputéierten dernieft confirméieren, dass d'Regierung e Projet huet, fir déi digital Press vum Joer 2017 un och ze valoriséieren.

Dofir ass am Projet de budget fir 2017 e Montant vu 450.000 Euro virgesinn. D'Konditiounen an d'Modalitéite vun dëser neier Pressehëllef sinn an der Ausaarbechtung a wäerten nach am Kalennerjoer 2016 am Regierungsrot presentéiert ginn.

Question 2497 (25.10.2016) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaires et composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg:**

Pour la rentrée 2016-2017, un nouveau président est entré en fonction à la tête du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg. Le 24 août, lors d'une interview accordée à la radio 100komma7, le nouveau directeur de cet organe a exposé ses idées à propos du rôle et du développement futurs de l'université. À cette occasion, le nouveau président a également évoqué les relations économiques qu'une entreprise privée dont il est le PDG entretient avec l'université.

Au vu des attributions du conseil de gouvernance parmi lesquelles figurent notamment l'élaboration du plan pluriannuel de développement de l'université, ainsi que la nomination et la révocation des professeurs, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il la vue exposée par le nouveau président du conseil de gouvernance qui considère l'université en premier lieu comme acteur important dans le développement de niches de marché et comme fournisseur de la main-d'œuvre hautement spécialisée nécessaire à cette dernière?

2. Monsieur le Ministre ne croit-il pas qu'une telle orientation remet en question l'autonomie de la recherche et de l'enseignement universitaire par rapport aux intérêts économiques particuliers?

3. Quelles garanties Monsieur le Ministre peut-il apporter pour assurer que l'élaboration du plan pluriannuel de développement de l'université ainsi que la nomination de professeurs ne sont nullement influencées par des intérêts économiques particuliers représentés au sein du conseil de gouvernance de l'université?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il se pose un problème déontologique si le président du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg occupe en même temps la fonction de PDG dans une entreprise privée et plus particulièrement si l'entreprise en question entretient des relations économiques et scientifiques étroites avec l'université?

5. N'êtes-vous pas d'avis que - dans un souci de transparence et d'intégrité - toutes les relations économiques et scientifiques entretenues entre des membres du conseil de gouvernance, respectivement des entreprises ou organisations qu'ils représentent, et l'université devraient être publiées de façon détaillée?

6. Finalement, n'êtes-vous pas d'avis que la société civile représentée au sein du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg ne peut pas se limiter au seul monde économique et devrait au contraire inclure des acteurs du monde syndical, social et culturel?

Réponse (29.11.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Baum au sujet de l'autonomie de l'enseignement et de la recherche universitaire et de la composition du conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Selon l'article 2 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université a pour missions:

«a. d'assurer aux étudiants une formation initiale, avancée et doctorale;

b. de contribuer à la formation initiale et continue des enseignants de tous les ordres d'enseignement;

c. d'assurer l'apprentissage et l'actualisation des connaissances tout au long de la vie dans les domaines qui relèvent de sa compétence;

d. de développer une recherche fondamentale et appliquée, support nécessaire des formations dispensées;

e. d'encourager les travaux des chercheurs, de développer la culture scientifique, la diffusion des connaissances et la valorisation des résultats de la recherche;

f. de contribuer au développement social, culturel et économique du Luxembourg».

Ainsi l'université, par le biais de ses formations de master et de doctorat, contribue à la formation d'universitaires hautement spécialisés. De même, l'université encourage la valorisation des résultats de la recherche et contribue ainsi au développement économique du Luxembourg.

Selon l'article 1er de la loi précitée, l'université jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière et, selon l'article 30, le personnel enseignant-chercheur de l'université jouit de la liberté académique dans l'exercice de ses fonctions d'enseignement et de recherche. Cette liberté académique inclut, outre la liberté de pensée et d'expression, la liberté de l'enseignement, de la recherche et des études. Cette liberté académique s'exerce dans le respect des principes fondamentaux de l'enseignement et de la recherche tels que définis à l'article 3 de la loi précitée. L'exercice de cette liberté trouve ses limites dans les objectifs assignés à l'université, dans les programmes d'enseignement et de recherche que celle-ci s'est donnés et dans les moyens matériels et financiers dont elle dispose.

Je tiens à préciser que selon l'article 19 de la même loi, le conseil de gouvernance comprend sept membres dont quatre au moins exercent ou ont exercé des responsabilités universitaires. La majorité des membres du conseil de gouvernance ne sont donc pas issus du secteur économique. Il convient de noter par ailleurs que, selon l'article 22, c'est le rectorat qui élabore le plan pluriannuel de développement. Quant à la procédure de nomination des professeurs, l'article 34 prévoit que, lors de l'ouverture d'une telle procédure, le rectorat installe, sur proposition du doyen de la faculté concernée, une commission de nomination composée en principe de cinq membres dont deux au moins sont extérieurs à l'université. La commission est présidée par le doyen de la faculté et les membres de la commission ont le rang de professeur. La commission est chargée d'examiner les candidatures et de proposer un classement des candidats.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, les conventions de collaboration entre l'université et les entreprises privées sont élaborées et négociées par les doyens, les directeurs des centres interdisciplinaires et le rectorat avec l'appui du directeur administratif. Ainsi, en général, ces conventions de collaboration sont signées à la fois par le recteur et par un doyen ou un directeur d'un centre interdisciplinaire. Ces conventions de collaboration contiennent souvent des clauses de confidentialité, ce qui en rend impossible une publication détaillée. En outre, il convient de souligner que ces conventions de collaboration avec les entreprises privées représentent moins de 2% des recettes totales de l'université.

Question 2498 (26.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **modifications parcellaires effectuées par l'Administration du cadastre et de la topographie:**

Il se trouve que l'Administration du cadastre et de la topographie a récemment procédé à des modifications au niveau des parcelles sur lesquelles sont implantés des édifices religieux. D'après nos informations, ces modifications ont toutefois été opérées à l'insu des propriétaires.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Ces modifications concernent-elles uniquement des parcelles sur lesquelles sont érigés des édifices religieux ou également d'autres parcelles? Dans le deuxième cas de figure, quelles sont ces autres parcelles?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que l'Administration du cadastre et de la topographie puisse procéder à de telles modifications motu proprio? Dans l'affirmative, quelle est la base légale de ce pouvoir? Cette façon de procéder n'affecte-t-elle pas le principe de la légitime confiance des administrés vis-à-vis des autorités étatiques?

Réponse (21.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

En vue de la préparation des annexes prévues par le projet de loi concernant la séparation État/église et conformément à la mission de la mise à jour des données cadastrales définies par la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'Administration du cadastre et de la topographie, notamment article 2 alinéa f, l'Administration du cadastre et de la topographie a procédé à l'attribution de nouveaux numéros cadastraux à certains édifices religieux.

Ne sont concernées que les églises et les chapelles dont l'emprise au sol n'avait pas un numéro distinct du numéro de parcelle du terrain entourant le bâtiment.

Dans ce contexte, il est à relever que l'Administration du cadastre et de la topographie n'a rien changé quant aux inscriptions cadastrales concernant les noms de propriétaire et qu'il existait déjà avant cette mesure des édifices religieux avec un numéro propre pour l'édifice.

Question 2499 (26.10.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**espace seniors à Rumelange:**

Dans la mesure où le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Rumelange ne répond plus aux besoins actuels, son gestionnaire Servior avait présenté, il y a quelques années, un projet pour transformer l'ancienne maison de retraite en un Espace seniors. Un complexe était annoncé qui réunirait en un seul lieu trois formes d'hébergement distinctes. Dans la réponse à la question parlementaire n°2067 (*cf. compte rendu n°14/session ordinaire 2015-2016*), Madame la Ministre fait remarquer que «[a]ctuellement, la suite du projet est suspendue du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame la Ministre, peut-elle nous renseigner sur l'état actuel de ce dossier?

- Est-ce que les différends avec le bureau d'architectes ont été réglés?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que la phase de construction va démarrer?

- Quelle sera la durée probable des travaux de construction?

Réponse commune (25.11.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans notre réponse à la question parlementaire n°2067 du 13 mai 2016 de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Monsieur le Député Marc Spautz, nous avions dressé l'état de la situation du projet du futur «Espace Senior» à Rumelange.

Étant donné que depuis cette date il n'y a pas eu d'évolutions dans ce dossier, il ne nous est pas possible d'apporter des réponses plus précises à la question parlementaire sous rubrique.

Question 2500 (26.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique:**

Dans le sillage de la suppression du système actuel des fabriques d'église par un Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique, de nombreuses questions restent ouvertes. Selon le projet de réforme du Gouvernement, le Fonds de gestion devrait voir le jour le 1er janvier 2017. Sur les ondes de «RTL Radio Lëtzebuerg», Monsieur le Ministre de l'Intérieur a maintenant fait marche arrière en indiquant ne plus être fixé sur le 1er janvier 2017 comme date butoir du projet de réforme. De même, dans le «Luxemburger Wort», Monsieur le Ministre se réfère au mois d'avril 2017 pour l'aboutissement du projet.

- Monsieur le Ministre peut-il une fois pour toutes clarifier les échéances?

Qui plus est, selon le Gouvernement, le Fonds à créer pourra accepter des fondations, dotations ou legs pour autant qu'ils soient faits en faveur de la Cathédrale de Luxembourg.

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le Fonds devrait pouvoir accepter ces mêmes «offres» pour tous les édifices religieux servant à l'exercice du culte catholique, ou du moins pour ceux faisant partie du patrimoine culturel national ou communal?

Réponse (28.11.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Les honorables Députés s'enquièrent sur deux aspects du projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique.

C'est avec un certain étonnement que je constate que les honorables Députés posent une nième question parlementaire au sujet de ce projet de loi déposé à la Chambre des Députés en date du 29 août 2016, alors que l'honorable Députée Diane Adehm avait déclaré par l'intermédiaire d'un article paru au «Luxemburger Wort» en date du 27 octobre 2016 que le fait de poser des questions parlementaires au sujet d'un projet de loi qui est en instance d'examen à la commission parlementaire n'est pas pratique courante. Selon l'honorable Députée, ces questions devraient, en effet, être posées et l'objet discuté au sein de la commission parlementaire compétente. Or, force est de constater que l'honorable Députée, sans manquer d'un zèle remarquable, s'acharne à poser des questions parlementaires au sujet du projet de loi n°7037. C'est ainsi que le Gouvernement a déjà répondu à cinq questions parlementaires en la matière, tandis que trois questions, dont la présente, sont actuellement en instance de réponse. Les règles de bonnes pratiques que l'honorable Députée a cru bon répéter, ne seraient-elles applicables qu'aux seuls députés des autres groupes politiques?

Les honorables Députés ne sont pas sans savoir que selon la procédure législative, il appartient à la Chambre des Députés de voter des lois en y apportant aux projets déposés et instruits en commission parlementaire tous les amendements qu'elle juge nécessaires.

Pour répondre, néanmoins, à la première question des honorables Députés au sujet des échéances prévues dans la loi en projet, je ne

puis que renvoyer à ma réponse que je leur avais donnée à leur question parlementaire urgente n°2426 du 28 septembre 2016 *(cf. compte rendu n°16/session ordinaire 2015-2016)*.

En effet, j'avais à cette occasion écrit: «En outre, j'ai également mis en évidence que seul le législateur était en mesure de décider de la date définitive à retenir.» Je n'ai rien à ajouter à ma réponse précitée.

Pour ce qui est de la deuxième question au sujet de la possibilité du futur Fonds de recevoir des fondations, dotations ou legs faits en faveur de la Cathédrale, je tiens à informer les honorables Députés que la lecture du passage afférent de l'exposé des motifs et du commentaire des articles joints au projet de loi sous examen aurait appris aux honorables Députés les raisons ayant motivé l'insertion de l'article 21 dans la loi en projet. Je me permets, dès lors, de renvoyer à l'article 21 qui dispose que: «Le Fonds est en droit d'accepter les fondations, dotations ou legs qui sont faits en faveur de la Cathédrale de Luxembourg. Le Grand Séminaire de Luxembourg peut de même accepter les fondations, dotations et legs faits en sa faveur.» Comme le projet de loi se trouve actuellement en cours de procédure législative et ne voulant pas anticiper sur les travaux de la commission parlementaire compétente, je me bornerai à renvoyer au commentaire de l'article en question qui expose que la faculté du futur Fonds d'accepter les fondations, dotations et legs en faveur de la Cathédrale du Luxembourg et celle du grand Séminaire d'accepter des fondations, dotations et legs pour son compte ont été reprises de l'article 113 du décret modifié du 30 décembre 1809. En effet, comme relevé dans le commentaire des articles, cette faveur a été maintenue dans la loi en projet suite à la demande afférente expresse de l'Archevêché.

Question 2502 (26.10.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **médiation informelle:**

Il résulte de l'article L.614-2 du Code du travail que «les membres de l'inspectorat du travail assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques à ce sujet?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer à combien de reprises les membres de l'inspectorat du travail ont été sollicités en vue d'une médiation informelle en matière de litiges individuels du travail au cours des cinq dernières années?

- Combien de litiges individuels du travail ont pu être dénoués suite à une médiation informelle des membres de l'inspectorat du travail au cours des cinq dernières années?

- Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs me fournir des données chiffrées sur le type de litiges du travail concernés?

Réponse (18.11.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Conformément à l'article L.612-1 du Code du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) est investie notamment d'une mission générale de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de sécurité et santé au travail.

Comme moyens d'intervention, l'article L.614-2 du même Code confie à l'ITM une mission de conciliation informelle dans le cadre de laquelle les membres de l'inspectorat du travail informent, donnent conseil, interviennent ou, à la demande d'une des parties concernées, assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

L'étendue et les modalités de ladite médiation informelle comprennent l'intervention informelle d'un des membres de l'inspectorat du travail auprès des parties en cause, qui sont entendues en leurs explications orales et guidées dans la quête d'un dénouement du problème en question.

À noter que conformément au même article L.614-2 du Code du travail, la saisine d'une médiation ou d'un tribunal compétent par l'une des parties en cause met d'office fin à l'activité de médiation informelle de l'ITM.

Au début de l'année 2015, l'ITM s'est dotée d'une nouvelle structure plus efficiente se basant sur son «papier stratégique» en vue de promouvoir son efficacité et afin de garantir l'exécution de ses multiples missions.

À cet effet ont été instaurées une hiérarchie claire et une répartition pyramidale des responsabilités, qui est impérative pour mettre pleinement en ordre de marche et pour permettre un fonctionnement efficient d'une administration de cette envergure et ayant des domaines de compétences aussi étendus que variés.

Compte tenu des contraintes matérielles et de l'impératif de mobilité et de redéploiement de ses effectifs, les départements «Droit du travail» et «Santé et sécurité au travail», ainsi que ses sous-structures (p. ex. agences régionales...) ont été abolis en vue de mettre fin au décloisonnement entre ces deux départements. Afin de pouvoir couvrir au mieux et en toute transparence l'ensemble de leurs missions, les services «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)», «Help Center et Call Center (HCC)» et «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont été mis en place à partir du 1er avril 2015 en vue de transformer l'ITM en une administration plus efficace et réactive en matière de contrôles des conditions de travail et de sécurité et de santé au travail.

Les membres de l'inspectorat du travail de ses trois agences régionales ont été affectés en fonction de leurs compétences et expériences, soit au service «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)», soit au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» en vue de pouvoir réduire leurs tâches à un domaine d'activité précis et ainsi faire augmenter la qualité de leurs interventions auprès des salariés ou des employeurs.

Les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont principalement comme mission d'assurer la réception des réclamations, d'informer et de donner conseil à la demande des salariés ou des employeurs pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Quant aux statistiques:

Depuis la création du Call Center et de la mise en place du numéro de téléphone unique de l'ITM (247-76100) en date du 11 mai 2015, 18.122 appels téléphoniques ont été transférés en 2015 aux différents services de l'ITM et 30.951 appels téléphoniques ont été transférés aux différents services de l'ITM en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Ces appels téléphoniques ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 2,3%

- «Direction (DIR)»: 4,0%

- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 2,3%

- «Help Center et Call Center (HCC)»: 61,9%

- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 9,5%

Depuis le 1er avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont accueilli 2.551 clients en 2015 au sein des trois guichets régionaux et 2.404 clients en 2016 au sein des quatre guichets régionaux (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les dossiers relatifs aux visites guichets ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Help Center et Call Center (HCC)»: 72%

- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 28%

Depuis le 1er avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont réceptionné 2.416 courriels et 3.170 courriels en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les courriels ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 1,1%

- «Direction (DIR)»: 2,4%

- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 14,3%

- «Help Center et Call Center (HCC)»: 73,5%

- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 8,7%

Depuis le 1er avril 2015, les agents du service «Help Center et Call Center (HCC)» ont réceptionné 1.101 courriers et 5.590 courriers en 2016 (jusqu'au 31 octobre 2016).

Les courriers ont été répartis comme suit entre les différents services:

- «Accidents, Enquêtes et Contrôle (AEC)»: 0,9%

- «Direction (DIR)»: 0,3%

- «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)»: 2,6%

- «Help Center et Call Center (HCC)»: 91,8%

- «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)»: 4,5%

À noter que les statistiques ci-dessus ne reprennent pas les dossiers en matière d'établissements classés qui sont traités par les agents du service «Établissements Soumis à Autorisations (ESA)».

Les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail (actions à court terme) suite à une continuation des plaintes ou des réclamations des salariés ou des employeurs par le service «Help Center et Call Center (HCC)».

Lors de leurs enquêtes relatives aux plaintes ou réclamations, qui constituent des demandes d'intervention informelles en vue d'un dénouement des litiges individuels du travail, susceptibles de surgir ou déjà nés et actuels, entre les deux parties concernées, les inspecteurs du travail du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)» informent, donnent conseil, interviennent ou, à la demande des salariés ou des employeurs, assument une fonction de médiation informelle pour tout litige individuel du travail, susceptible de surgir ou déjà né et actuel entre parties, afférent à l'ensemble des questions relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des salariés.

Depuis la création du service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», 1.087 dossiers relatifs à des plaintes ou réclamations en matière de conditions de travail ou de sécurité et de santé au travail, qui ont été accusés et transférés de la part du service HCC, ont été traités et clôturés par les agents de ce service et 1.001 dossiers sont actuellement en cours de traitement.

À noter que dans presque tous les cas, les interventions de l'ITM sont effectués sans la présence du plaignant étant donné que la confidentialité des plaintes constitue une obligation particulière et spécifique aux agents de l'ITM dont le principe est affirmé par l'article 15, point c, de la Convention n°81 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui dispose que «... les inspecteurs du travail:... c) devront traiter comme absolument confidentielle la source de toute plainte leur signalant un défaut dans l'installation ou une infraction aux dispositions légales et devront s'abstenir de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une visite d'inspection comme suite à une plainte».

Par ailleurs, l'article L.615-2 du Code du travail dispose que «le personnel de l'Inspection du travail et des mines est tenu de garder le secret des informations confidentielles reçues dans ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sous peine des sanctions prévues à l'article 458 du Code pénal».

Le principe de la confidentialité absolue de la plainte consiste à ne pas révéler l'identité du plaignant, mais aussi de ne pas permettre l'identification de la source, y compris en faisant simplement état de l'existence et/ou du contenu de la plainte.

Le principe de confidentialité a pour objet d'assurer la protection des salariés. En effet, compte tenu du lien de subordination, la confidentialité vise essentiellement à protéger les salariés des mesures de représailles que pourrait exercer l'employeur s'il avait connaissance de ces plaintes.

Cette protection constitue également la garantie première et indispensable pour maintenir la confiance nécessaire et favoriser les relations des salariés avec l'ITM. Elle doit donc être, en toutes circonstances, une préoccupation constante quel que soit l'interlocuteur.

À noter également que l'obligation de confidentialité relative à une plainte portée par un délégué du personnel pour le compte d'un autre salarié, doit être traitée par l'agent de l'ITM comme émanant du salarié lui-même.

En ce qui concerne les «autorisations de levée de l'obligation de confidentialité» données par un plaignant, ces dernières ne permettent pas de s'exonérer de cette obligation et d'écarter la responsabilité de l'agent de l'ITM.

L'obligation de confidentialité peut uniquement être levée lorsque le salarié a quitté l'entreprise et qu'il n'est plus soumis au même risque de représailles de son employeur ou bien dans certains cas où il n'est pas autrement possible de mener une enquête sans avoir à dévoiler l'identité du plaignant, comme par exemple en matière de harcèlement. Toutefois, l'obligation de confidentialité ne saurait dans ce cas être levée qu'après vérification que l'utilisation de la plainte ne puisse nuire à d'autres salariés et seulement après avoir obtenu l'accord du plaignant.

Actuellement, les types de litiges du travail les plus courants, qui ont été soumis au service «Inspections, Contrôle et Enquêtes (ICE)», se présentent comme suit:

1. Non-paiement de salaire: 30,26%
2. Durée du travail: 15,58%
3. Congés: 9,94%
4. Licenciement et démission: 4,39%
5. Contrat de travail: 4,11%
6. Sécurité et santé au travail: 4,36%
7. Travail clandestin: 1,98%
8. Maladie: 1,22%
9. Harcèlement: 1,17%
10. Jours fériés: 0,89%
11. Délégation du personnel: 0,86%
12. Détachement de salariés: 0,79%
13. Conventions collectives: 0,68%
14. Travail intérimaire: 0,36%
15. Transfert d'entreprise: 0,36%
16. Contrat d'étudiant: 0,23%
17. Examen médical d'embauche: 0,18%
18. Travail illégal: 0,18%
19. Prêt temporaire de main d'œuvre: 0,18%
20. Emploi de femmes enceintes: 0,15%

Question 2503 (26.10.2016) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **future politique de la Société nationale de contrôle technique:**

Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 1er décembre 2015 au sujet de la politique future de la Société nationale de contrôle technique, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé que: «An natierlech versiche mer och doriwwer eraus, nach aner Weeër ze sichen, fir méi no ze kommen, datt d'Kontrollstatioun méi no bei d'Leit kënnt, méi als Déngschtleeschtung bei d'Leit kënnt. An dozou gehéiert natierlech virun allem Dezentraliséierung, ze kucken, mat méi klengen Entitéiten ze schaffen. An duerfir ass d'SNCT och amgaang, lénks a riets ze kucken, wou se eventuell kéint Sitte fannen, fir sech nidderzeloossen. Do ass awer nach keng Décisioun gefall, wou dat ass. Et ginn der eng Rei gekuckt, de Moment. Et ass awer nach ze fréi, fir elo ze soen, wat fir eng definitiv wäerten zréckbehale ginn.»

Selon mes informations, une autorisation d'aménagement aurait été établie pour une station de contrôle de véhicules de la SNCT sur la route d'Arlon à Strassen à hauteur de la Maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant à l'installation d'une annexe de la SNCT sur la route d'Arlon à Strassen?

- Quelles en seraient les incidences sur le trafic sur la route d'Arlon?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer d'autres sites potentiels pouvant héberger une station de contrôle de véhicules?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que, pour des raisons d'accessibilité, la construction du boulevard Merl devrait être achevée avant qu'une station de contrôle n'ouvre ses portes à cet endroit?

Réponse (11.11.206) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la politique future de la Société nationale de contrôle technique (SNCT).

Il est vrai que la SNCT a entrepris des démarches en vue de l'implantation d'une station

de contrôle technique sur le territoire de la Ville de Luxembourg et plus précisément sur la route d'Arlon. Cependant, d'après mes informations, ce projet aurait dû être abandonné suite au refus par les autorités locales de délivrer l'autorisation de bâtir requise.

Je ne dispose pas d'informations sur d'autres sites potentiels pouvant héberger une station de contrôle.

Toutefois la SNCT continuera, dans le cadre de sa stratégie de décentralisation, à explorer d'autres possibilités pour se rapprocher davantage de sa clientèle.

Question 2504 (27.10.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **bilan des radars fixes:**

Étant donné que Messieurs les Ministres n'ont pas répondu à notre question parlementaire n°2384 *(voir ci-avant)* endéans les délais réglementaires, nous nous permettons de leur poser la question parlementaire suivante:

- Un représentant du parquet ayant informé les députés de la Commission juridique que quelque 180.000 véhicules auraient été flashés durant les six premiers mois, Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

Réponse commune (23.11.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les statistiques concernant les radars.

Nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés dans ce contexte à notre réponse commune à la question parlementaire n°2384 du 16 septembre 2016 de Madame la Députée Diane Adehm, de Monsieur le Député Marco Schank et de Monsieur le Député Gilles Roth qui a été, en effet, transmise avec retard d'une semaine à la Chambre des Députés.

Question 2505 (27.10.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **«Pont Patton» à Ettelbruck:**

La couche de roulement du pont sur la Sûre à Ettelbruck, appelé aussi «Pont Patton», se trouve actuellement dans un mauvais état si bien qu'un renouvellement de celle-ci s'impose.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce problème?

- L'Administration des ponts et chaussées envisage-t-elle de procéder à un renouvellement de la couche de roulement? Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être réalisés au plus tard?

Réponse (02.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le mauvais état de la couche de roulement du pont sur la Sûre à la sortie d'Ettelbruck, appelé «Pont Patton».

Les ouvrages d'art sous compétence de l'Administration des ponts et chaussées font l'objet d'inspections périodiques. Ces inspections montrent en effet au droit du pont routier portant la route N7 sur les voies ferrées de la ligne 10 et la Sûre à Ettelbruck des défauts au niveau du revêtement routier de la chaussée. Ces défauts, suivis depuis des années, ont toutefois fortement évolué depuis l'année passée.

Ainsi une réfection du revêtement de la chaussée est prévue, étant donné que la reconstruction du «Pont Patton» dans le cadre des travaux pour un pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck n'est pas prévue dans un avenir proche.

Question 2506 (27.10.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **«ETI Roller System»:**

Ein Unternehmen aus Südkorea hat eine neuartige Leitplanke (ETI Roller System) entwickelt, welche aus einer Stahlbarriere mit rotierenden Kunststofftonnen besteht und den Aufprall absorbiert, die Impulsenergie in Rotationsenergie umwandelt und das Fahrzeug in Fahrtrichtung ableitet. Das System kann laut Hersteller Schaden bei Unfällen minimieren und dadurch eventuell sogar Leben retten. In Südkorea ist das System bereits auf diversen Straßen im Einsatz und es hat auch in Europa bereits einen Zulassungstest bestanden.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kennt der Minister das ETI Roller System?

- Wenn ja, hat der Minister Informationen bezüglich der Kosten gegenüber herkömmlichen Leitplanken?

- Wäre eine Testphase auf einer Strecke in Luxemburg für den Minister vorstellbar?

Réponse (02.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

In seiner parlamentarischen Anfrage stellt der ehrenwerte Abgeordnete Fragen zu einer neuartigen Schutzplanke aus Südkorea.

Das Fahrzeugrückhaltesystem „ETI Roller System" wurde meines Wissens in Europa zum ersten Mal anlässlich der Messe „INTERTRAFFIC 2016" in Amsterdam vorgestellt. Es erfüllt laut Herstellerangaben die Anforderungen, die die europäische Norm EN 1317 an Fahrzeugrückhaltesysteme der Aufhaltestufen H1 und H2 stellt. Die zugehörigen Prüfberichte sind mir aber nicht bekannt.

Neben der für den europäischen Handel erforderlichen CE-Kennzeichnung ist es auch notwendig, alle für die Verkehrssicherheit erforderlichen technischen Kriterien einsatzbezogen zu prüfen.

In Luxemburg orientiert sich die Straßenbauverwaltung in der Regel an der Richtlinie für passiven Schutz an Straßen durch Fahrzeugrückhaltesysteme (RPS), die eine einsatzbezogene Zulassung basierend auf technischen Kriterien erforderlich macht. Meines Wissens ist in Deutschland bisher keine Überprüfung der genannten Kriterien am Fahrzeugrückhaltesystem „ETI Roller" erfolgt, daher ist nicht bekannt, welche der für den Einsatz wichtigen technischen Kriterien erfüllt werden.

Soll das Fahrzeugrückhaltesystem zum Beispiel an eine Anfangs- und Endkonstruktion oder eine andere Schutzeinrichtung angeschlossen werden, muss nachgewiesen werden, dass infolge des Anpralls auftretende Kräfte aufgenommen werden können. Die angeschlossene Anfangs- und Endkonstruktion selbst beziehungsweise die Übergangskonstruktion zu einer anderen Schutzeinrichtung müssen dabei mit Anprallprüfungen getestet worden sein, die auf europäischer Ebene entwickelt wurden (DIN V ENV 1317-4). Ob solche Prüfungen durchgeführt wurden, ist mir nicht bekannt.

Ich bin im Prinzip aufgeschlossen gegenüber neuen Lösungen, kann aber keine Systeme einsetzen, die die vorgesehenen Prüfungen nicht oder noch nicht vollends durchlaufen haben.

Question 2507 (27.10.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **commerce entre l'Union européenne et le Canada:**

Et gëtt e risegen Opwand ëm de CETA-Accord gedriwwen, an EU-Verantwortlecher a Regierungspolitiker schwätze vun engem Image-Verloscht fir d'EU fir de Fall, wou d'CETA Ofkommes net kéint ënnerschriwwe ginn. Um Fong ass den Handel mat Kanada, Informatioune vun EU-Internetsäiten no, awer kee ganz groussen Deel vum EU-Baussenhandel.

An deem Kader hätt ech dës Froen un d'Häre Baussen- a Wirtschaftsminister:

1. Wéi grouss ass den Handel tëschent der EU a Kanada a wéi deelt sech den Handel no Länner an no Produiten/Secteuren op? Ass et richteg, datt déi europäesch Haaptexporter Autoen, Pharmaprodukten a Wierkmaschinne sinn? Wéi eng lëtzebuergesch Secteuren (z. B. Zouliwerindustrie am Autosecteur) wär a wéi engem Mooss betraff?

2. Ass et richteg, datt de positiven Effekt vum CETA eng Steigerung vun ongefeier zwee Prozent vum Handelsvolumen, verdeelt op déi 28 EU-Länner bedroe géif? Wéi eng Etüde gëtt et iwwert d'Effekter vum CETA op den Handelsvolumen a wéi zouverlässeg sinn dës Etüden? Wat wären d'Effeten op Lëtzebuerg?

3. Sollt de CETA net ofgeschloss ginn, wär et an deem Fall méiglech, sektoriell Ofkommesse mat Kanada ofzeschléissen, z. B. iwwert d'Ofschafung vun den Zolltariffer? Wéi en Effekt op den Handelsvolumen hatt eleng eng réciproque Ofschafung vun den Zolltariffer?

4. Wéi en Undeel huet Groussbritannien um Handelsvolume Kanada-EU, en Undeel, dee jo nom Brexit net méi zur EU-Wirtschaft gehéiert?

Réponse commune (24.11.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

1. D'EU huet am Joer 2015 fir 35 Milliarden Euro Wueren a Kanada exportéiert an déi europäesch Importer hu sech op 28 Milliarden Euro importéiert (veuillez lire: chiffréiert). Doniewent huet d'EU fir 16,5 Milliarde Servicer a Kanada exportéiert a fir 11 Milliarden Euro kanadesch Servicer importéiert (Zuele fir 2014). Bei den Importer vu Wuere sinn Däitschland, Groussbritannien, Italien a Frankräich déi wichtegst europäesch Handelspartner vu Kanada a bei den Importer vu Servicer sinn et Groussbritannien, Frankräich, Däitschland an Holland. D'Haaptexporter aus Europa sinn Autoen, Pharmaprodukten a Wierkmaschinnen. Aus Lëtzebuerger Siicht sinn et virun allem Metallwueren, Wierkmaschinnen an Instrumenter, déi a Kanada verkaaft ginn. Insgesamt huet Lëtzebuerg 2015 esou fir ronn 100 Milliounen Euro Wueren a Kanada exportéiert.

2. Tatsächlech geet d'Europäesch Kommissioun dovunner aus, datt duerch CETA den Handelsvolume tëschent der EU a Kanada ëm ronn 23% géif klammen, verdeelt op déi 28 EU-Länner. Déi Europäesch Kommissioun huet dozou am Virfeld vun de CETA-Verhandlungen eng Etüd an Optrag ginn an och nach eng Étude d'impact wärend de Verhandlunge presentéiert. Doniewent hunn och privat Wirtschaftsinstituter entspriechend Etüden duerchgefouert. Dës Etüde weisen, datt Lëtzebuerg zu deene Memberstate gehéiert, déi iwwerduerchschnëttlech duerch CETA géife profitéieren. Allgemeng hänken d'Resultater vun dësen oder äänlechen Etüde vun deem ekonomesche Rechemodell of, dee benotzt gëtt, fir déi méiglech Effeten ze prognostizéieren. Et ass och kloer, datt esou e Modell d'Realitéit net komplett erfaasse kann an et doduerch tatsächlech zu Ofwäichunge vun de Prognose ka kommen.

3. Dës Fro stellt sech an deem Sënn net méi, well de CETA den 29. Oktober ënnerschriwwe gouf.

4. Den Undeel vu Groussbritannien um Handelsvolume Kanada-EU louch 2015 bei 27%.

Question 2509 (27.10.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**alimentation des enfants âgés de zéro à trois ans:**

Des experts de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont pendant six ans analysé l'alimentation des enfants français âgés de zéro à trois ans afin de détecter la présence de substances chimiques dans les aliments et d'évaluer un risque éventuel pour la santé.

Selon leurs conclusions, même si pour la plupart des substances évaluées un risque peut être écarté, il n'en reste pas moins que 16 substances inquiètent les scientifiques, notamment si elles sont introduites de manière trop précoce dans l'alimentation des tout-petits et ce tout particulièrement avant un an. Pour neuf d'entre elles, la situation est jugée préoccupante. Il s'agit principalement de l'arsenic inorganique présent dans le riz et les céréales infantiles, du plomb que l'on retrouve dans l'eau ou les légumes, du nickel apparaissant dans les produits à base de chocolat ou encore en moindre quantité de la dioxine et du furane détectés dans le lait et les poissons.

Au vu de la présence de ces substances en des quantités supérieures aux valeurs acceptées, l'Anses a émis des recommandations qui se basent entre autres sur la nécessité de varier si possible le régime alimentaire des enfants. Elle rappelle dans ce cadre de ne commencer la diversification alimentaire qu'à partir de six mois et dans tous les cas jamais avant quatre mois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'étude susmentionnée?

2) Quelles sont les recommandations en la matière faites aux pédiatres et au personnel de la santé afin d'informer au mieux les jeunes parents du Grand-Duché de Luxembourg?

3) Madame la Ministre juge-t-elle suffisante les campagnes d'information et de sensibilisation relatives à l'alimentation de nos jeunes enfants? Envisage-t-elle d'entreprendre des initiatives à ce propos?

Réponse (25.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

1) Le Ministère de la Santé est au courant de la publication, en date du 28 septembre 2016, de l'étude de l'agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (l'Anses), à laquelle se réfère Monsieur le député. Suite à la publication de cette étude, la Division de la sécurité alimentaire du Ministère de la Santé a réitéré ses recommandations en publiant, le 12 octobre 2016, une note d'information sur le portail de la sécurité alimentaire. Cette note passe au crible les contaminants alimentaires auxquels sont exposés les enfants de moins de trois ans,

http://www.securite-alimentaire.public.lu/actualites/communiques/2016/10/Etude-ANSES/index.html

Les conclusions principales de l'étude de l'Anses sont reprises dans cette note d'information, ainsi que les recommandations pour l'alimentation des enfants de moins de trois ans liées à la problématique de l'arsenic. Une campagne de contrôle ainsi que des recommandations concernant la contamination des produits à base de riz par l'arsenic avaient déjà été publiées sur le portail de la sécurité alimentaire en juin 2013, complétées par une nouvelle campagne de contrôle sur les métaux lourds en octobre 2016.

2) La Division de la sécurité alimentaire publie systématiquement les résultats de ces campagnes de contrôle sur le portail de la sécurité alimentaire, qui sont complétés par des fiches descriptives des domaines de contrôle et des recommandations. Ce portail est destiné au public tout comme au professionnel qu'il soit du domaine alimentaire ou du secteur de la santé.

Concernant l'alimentation des bébés, le Ministère de la Santé a élaboré les recommandations suivantes, qui reposent sur la stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant de l'OMS (2003) http://www.who.int/nutrition/publications/gs_infant_feeding_text_fre.pdf. Ces recommandations ont été validées par la Société luxembourgeoise de pédiatrie et diffusées moyennant la brochure d'information: L'alimentation du bébé de zéro à douze mois http://www.sante.public.lu/fr/publications/a/alimentation-bebe-fr-d e-pt-en/index.html.

- Si possible promouvoir l'allaitement maternel, qui est l'aliment de référence pour les bébés. L'allaitement est recommandé être exclusif pendant les six premiers mois de vie du bébé, ensuite, continué jusqu'à deux ans et au delà.

- Si l'allaitement maternel n'est pas possible, administrer aux bébés pendant les six premiers mois de vie du lait pour nourrisson. Se baser sur les conseils du pédiatre pour choisir le lait le mieux adapté pour le bébé.

- Il est recommandé de ne pas commencer la diversification alimentaire avant le début du 5e mois et de ne pas la postposer après le début du 7e mois.

3) La Division de la sécurité alimentaire s'est donné comme objectif sur trois ans de publier des fiches informatives plus ciblées au grand public et aux ménages et de rendre plus accessibles ces fiches informatives.

La sensibilisation, ainsi que l'amélioration des connaissances et des compétences des parents en matière d'alimentation de leurs enfants est une préoccupation d'importance fondamentale pour le Ministère de la Santé, et trouve une place prioritaire dans le Plan national «Gesond iessen, méi bewegen». Les initiatives prises pour l'amélioration de l'alimentation des bébés se répercutent notamment dans le Programme national pour la promotion, le soutien et la protection de l'allaitement, les initiatives de formation des jeunes parents réalisées entre autres dans les consultations pour nourrissons de la Ligue Médico-sociale, soutenue de par sa convention par le Ministère de la Santé. Nombreuses sont les initiatives nationales visant l'alimentation du jeune enfant dans les crèches, les maisons relais, les écoles réalisées par le Ministère de la Santé en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, la sensibilisation et l'information des parents y sont toujours associées.

http://www.sante.public.lu/fr/publications/m/manger-bouger-12-36-mois-fr-de/index.html

http://www.sante.public.lu/fr/publications/m/manger-bouger-3-12-ans-fr-de/index.html

Question 2510 (27.10.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking du Rehazenter:**

Laut der Internetseite des Rehazenter in Luxemburg Kirchberg, stehen den Patienten, Besuchern sowie dem Personal zwei unterirdische Parkebenen zur Verfügung.

Meinen Informationen zufolge sind, neben den Personalparkplätzen, noch 145 weitere Stellplatze vorhanden. Allerdings seien von diesen nur 60 wirklich zur Verfügung der Patienten, davon acht für Personen mit einer Behinderung. Alle anderen Parkplätze seien als „Privatparkplatz" oder „Reserviert" ausgeschildert und würden an Privatleute vermietet werden.

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Können die Minister meine Informationen bestätigen?

- Wenn ja, aus welchem Grund werden diese Parkplätze an Privatleute vermietet?

- Wenn ja, aufgrund welcher Entscheidung werden die Parkplätze vermietet?

- Was passiert gegebenenfalls mit den Mieteinnahmen?

- Teilen die Minister die Meinung, dass nicht genügend Stellplätze für Patienten, vor allem für Patienten mit einer Behinderung, vorgesehen sind, wissend dass das Rehazenter über 72 Betten verfügt und zusätzlich jede Woche mehr als 500 Patienten ambulant behandelt werden?

Réponse (17.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Les différentes fonctions du bâtiment du Rehazenter se répartissent sur quatre niveaux qui s'intègrent à la topographie en tenant compte des contraintes d'accessibilité, d'éclairage et de communication vers l'extérieur.

Les thérapies se situent au rez-de-jardin (-1 par rapport au niveau de référence). Ce niveau accueille notamment la thérapie gymnique, l'hydrothérapie, la kinésithérapie et l'ergothérapie. L'accès pour les patients ambulatoires venant au Rehazenter par leurs propres moyens ou par l'aide d'autrui se fait de plein pied à partir du parking souterrain. Des passages multiples permettent aux patients d'accéder directement du parking aux différentes zones de traitements et de soins, et le stationnement peut se faire tout proche des thérapies prescrites (salles de rééducation traumatologique, de rééducation neurologique, gymnase, piscine).

Les statuts de la CNS prévoient que les transports en série pour les traitements dans le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation sont pris en charge pour un maximum de 20 journées de traitement de sorte qu'un nombre conséquent de patients ambulatoires sont conduits/repris au quotidien au Rehazenter par des sociétés de taxis ambulances voire des minibus. D'autres patients ambulatoires à mobilité réduite se font conduire par leurs proches respectivement profitent du transport public qui relie le Centre.

Comme la durée journalière de traitement ambulatoire diffère suivant le bénéficiaire de soins (séances de traitement, prise en charge en demi-journée ou en journée entière), il est constaté une occupation horaire bien différente des emplacements de parking. Toujours est-il qu'un nombre de places de stationnement suffisant est garanti aux patients du Centre.

À noter que lors de la planification et de la construction du Rehazenter, il a déjà été tenu compte d'une future extension du Centre, de sorte que le nombre d'emplacements de parking à disposition des patients et visiteurs dépasse aujourd'hui le besoin quotidien actuel. Ce fait avait amené le conseil d'administration du Centre à ouvrir le parking souterrain vers l'extérieur et de louer un nombre d'emplacements bien défini. Bien évidemment, une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre suffisant d'emplacements reste disponible aux patients et aux visiteurs du Centre. Le nombre d'emplacements loués vers l'extérieur peut être ajusté de sorte, et les recettes desdites locations rentrent dans la gestion courante du Centre.

Le parking souterrain ci-mentionné comporte 143 places de stationnement et dans le respect des attentes posées à un Centre de rééducation, 57 emplacements (soit 40% du total des places de stationnement) disposent de la taille d'un parking pour personnes handicapées. De ces 57 emplacements, huit emplacements sont signalisés pour personnes avec cartes de stationnement pour personnes handicapées. À soulever dans ce contexte que les piliers du parking souterrain ont été planifiés et construits de sorte que même les places de stationnement de taille plus réduite permettent un accès facile et généreux aux patients du Centre.

À côté du parking souterrain, le Rehazenter dispose au niveau 0 d'un parking extérieur de courte durée. Ce parking, comportant 22 emplacements, est destiné à un stationnement de courte durée et est un parking du genre «dépose patients» (ambulances, taxis-ambulances et minibus).

Q78

Question 2511 (27.10.2016) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **hausse des prix des logements non destinés à une occupation personnelle:**

Dans leur publication d'octobre 2016 intitulée «Le Logement en chiffres», le Statec et l'Observatoire de l'habitat notent que:

«Au 2e trimestre 2016, les prix des appartements en construction sont supérieurs de 7,3% à leur niveau du 2e trimestre 2015.

Cette hausse est essentiellement alimentée par les prix payés pour les logements qui ne sont pas destinés à une occupation personnelle. Le taux de TVA appliqué sur ces transactions avait augmenté de 3% à 17% en janvier 2015.

Quant aux logements existants, la variation sur un an se situe à 4,6%.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres partagent-ils les constats dressés ci-dessus?

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de faire marche arrière et de faire à nouveau baisser le taux de TVA sur les logements non destinés à une occupation personnelle?

Réponse commune (25.11.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement*:

Comme rappelé à maintes reprises, l'augmentation du taux de TVA, respectivement l'abolition du taux super-réduit de 3%, ne concerne que les appartements achetés en tant qu'investissement et l'augmentation de prix constatée ne pourra ainsi être imputée exclusivement sur le taux de TVA.

Une analyse sur l'évolution des prix des appartements neufs et l'impact du changement de TVA a d'ailleurs été publiée dans la note n°3 «Le Logement en chiffres» de l'Observatoire de l'habitat et du Statec en octobre 2015.

Reste à préciser que les logements achetés en tant que première acquisition en vue d'être occupés par leurs propriétaires peuvent toujours bénéficier du taux super-réduit et que des progressions de prix comparables sur le marché des appartements en construction ne sont pas un phénomène nouveau. À titre d'exemple peuvent être citées les augmentations de 7,8% sur douze mois, respectivement 8,6% sur douze mois, constatées par l'Observatoire de l'habitat pour le 1er et 2e trimestre 2008.

Pour ce qui est de la deuxième question des honorables Députés, le Gouvernement n'envisage pas de revenir à l'application du taux de TVA super-réduit sur les logements non destinés à une occupation personnelle.

Question 2512 (28.10.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**analyse des statistiques sur l'évolution des cancers:**

Dans son édition du 26.10.2016, le quotidien français «Le Monde» a publié les résultats d'une nouvelle analyse des statistiques officielles des agences sanitaires sur l'évolution des cancers entre 1980 et 2012 en France. À l'aide d'une approche inédite analysant les données par type de cancer, par sexe et par tranche d'âge, le journal a mis en lumière des hausses inattendues pour certaines tranches d'âge.

Selon ces chiffres, il y aurait notamment une augmentation inquiétante au niveau du cancer du sein chez les jeunes femmes. De manière générale, la fréquence des cancers du sein continuerait à augmenter chez les femmes de moins de 50 ans, alors qu'il reculerait chez les femmes plus âgées. En ce qui concerne les hommes, le nombre des cas de cancer des testicules aurait doublé chez les hommes âgés de 20 à 40 ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Est-ce qu'il existe une analyse comparable des incidences du cancer par type de cancer, sexe et tranche d'âge pour le Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions? Dans la négative, est-ce que Madame la Ministre entend mettre en œuvre une étude comparable à celle réalisée pour la France?

Réponse (18.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question parlementaire, Madame la Députée se réfère à un article du quotidien français «Le Monde»[1] qui a procédé à une nouvelle analyse des données publiées auparavant par l'Institut de veille sanitaire (maintenant Santé publique France) pour la période de 1980 à 2012 [2/3]. Les chiffres correspondants pour le Luxembourg sont publiés par le RMT dans ses rapports annuels «Le Cancer au Grand-Duché de Luxembourg». Une analyse détaillée a été publiée en 2012 pour les années 1980 à 2009 [4].

En résumé, l'augmentation du taux d'incidence du cancer du sein chez les femmes de moins de 40 ans dans la période 1980 à 2012 est de l'ordre de +11% au Luxembourg, donc bien inférieure à celle d'environ +60% rapportée par «Le Monde» pour la France. Les taux actuels d'incidence et de mortalité standardisés sur la population mondiale sont comparables dans les deux pays. Le taux d'incidence du cancer du testicule n'augmente pas chez les hommes de moins de 40 ans au Luxembourg dans cette même période. L'incidence de ce cancer rare est en augmentation depuis plus de 50 ans dans la plupart des pays industrialisés avec une grande hétérogénéité géographique.

Cancer du sein chez les femmes

En France, le taux d'incidence du cancer du sein standardisé sur la population mondiale a augmenté de 1980 jusqu'en 2004 pour diminuer depuis. En 2004, il atteignait le niveau de +74% par rapport à 1980, de +56% en 2012 par rapport à 1980. Au Luxembourg, on observe une augmentation plus lente, atteignant en 2000 environ +63% par rapport au niveau de 1980, respectivement +74% en 2012 par rapport au niveau de 1980 (Figure 1). Compte tenu de la variation du nombre de cas observé au Luxembourg d'année en année, on ne peut pas pour autant affirmer que les taux diffèrent de manière importante entre les deux pays. Les taux de mortalité au Luxembourg sont très proches des taux observés en France. L'incidence observée en Belgique depuis 2004 est constante [5]; en Allemagne, on observe un léger déclin de l'incidence à partir de 2008 [6].

Dans l'analyse des taux d'incidence par tranche d'âge, en ce qui concerne l'année 2012, on observe des taux inférieurs au Luxembourg par rapport à la France pour les femmes de moins de 50 ans et supérieurs pour les femmes plus âgées. Dans toutes les tranches d'âge, à l'exception des 50-59 ans, les taux d'incidence augmentent au Luxembourg pendant la période 1980 à 2012. En France, par contre, les taux sont actuellement en baisse dans les classes d'âge au-delà de 60 ans. En Belgique, les taux sont constants pour les femmes de 25-49 et 50-69 ans, et en augmentation pour la tranche d'âge 70+. Les graphiques du «Monde» suggèrent, en présentant des taux relatifs à l'année 1980 (index 100%), une hausse importante des taux de cancer du sein chez les femmes jeunes. Au Luxembourg, la hausse est de l'ordre de 11% pour les femmes de moins de 40 ans.

Comme le décrit «Le Monde», un des facteurs contribuant à l'augmentation est le taux croissant de dépistage précoce, ce qui va permettre de détecter plus de cancers, à un stade plus précoce, donc de meilleur pronostic. Un des facteurs contribuant à la diminution depuis 2004 serait la diminution des traitements hormonaux substitutifs de la ménopause (THM) dont on s'est aperçu vers 2000 qu'ils favoriseraient le développement du cancer du sein hormono-dépendant. «Le Monde» cite également plusieurs hypothèses pouvant expliquer l'augmentation de l'incidence parmi les femmes en dessous de 50 ans, comme un âge plus avancé lors de la première grossesse, le recul de l'allaitement, le surpoids, la sédentarité, le tabac et des facteurs environnementaux, dont certaines sont aussi valables pour le Luxembourg.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Cancer du testicule

Le cancer du testicule est rare et a un pic d'incidence vers l'âge de 30-35 ans. Il est très rare avant 15 ans comme après 50 ans. Le taux d'incidence standardisé sur la population mondiale est environ sept par 100.000 par an au Luxembourg en 2012, en stagnation ou léger recul depuis 1987. Contrairement à la France où une augmentation est observée pour les tranches d'âge 20-29 et 30-39 ans, une telle progression n'est pas observée au Luxembourg.

Dans une expertise publiée en 2011, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) français [7] constate que «l'incidence du cancer du testicule est en augmentation depuis plus de 50 ans dans la plupart des pays industrialisés», avec «une grande hétérogénéité géographique dans l'incidence mais une relative homogénéité dans les tendances temporelles». L'expertise indique que «(Parmi les causes possibles du cancer du testicule), l'augmentation de l'incidence ne peut être due à des évolutions démographiques; elle ne peut non plus être due à des modifications des pratiques de dépistage car il n'existe pas de campagne ou de pratique de dépistage de ce cancer, et les jeunes adultes ne subissent d'examen du testicule qu'en cas de symptômes. La cryptorchidie pourrait contribuer à expliquer une partie des nouveaux cas de cancer du testicule.» Finalement, des effets environnementaux pourraient jouer un rôle. Selon un expert cité par «Le Monde», «les anomalies génitales du petit garçon, plus souvent observées en zone rurale qu'en ville, sont fréquemment liées à des expositions in utero à des perturbateurs endocriniens (pesticides, bisphénols, etc.).»

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2513 (28.10.2016) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **collaboration entre POST Luxembourg et Singapore Post Limited:**

In meiner parlamentarischen Anfrage N°2350 vom 31. August 2016 hatte ich insgesamt acht Fragen zur strategischen Kooperationsvereinbarung zwischen POST Luxembourg und Singapore Post Limited gestellt. In ihrer Antwort gaben die Minister für Wirtschaft und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen wohl ausführliche Angaben zur allgemeinen nationalen Wirtschaftsstrategie im Bereich der Logistik, jedoch wurde leider auf sechs der acht gestellten Fragen nicht geantwortet. Ich habe vollstes Verständnis dafür, dass die Minister zum damaligen Zeitpunkt noch nicht über die vollständigen Informationen verfügten, um präzise Antworten auf die genannten Fragen zu geben; möglicherweise kann auch das eine oder andere Detail noch nicht mit Genauigkeit geliefert werden. Allerdings trat die genannte Kooperationsvereinbarung Ende September 2016 in Kraft; zudem müssen die Herrn Minister sicherlich über Schätzungen verfügen betreffend der von mir gestellten wichtigen und berechtigten Fragen.

Vor diesem Hintergrund mochte ich den Herrn Wirtschaftsminister und den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen gemäß Artikel 80 der Geschäftsordnung bitten, sich die Mühe zu geben und nach bestem Wissen die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Welchen Einfluss wird die Zusammenarbeit der oben genannten Betriebe auf die Aktivitäten des lux-Airport haben?

2. Welche Zunahme an Flugbewegungen wird erwartet und zu welchen Tages- bzw. Nachtzeiten soll diese Zunahme an Flügen stattfinden?

3. Welchen Einfluss wird diese Zusammenarbeit auf den Straßenverkehr in Luxemburg haben?

4. Welche Auswirkung wird sich für den hiesigen Arbeitsmarkt erwartet? Wie viele Arbeitsplätze werden voraussichtlich durch diese Zu-

[1] Le Monde. Stéphane Foucart, Gary Dagorn et Sandrine Cabut: Cancer: les chiffres qui inquiètent. 25.10.2016

[2] Binder-Foucard F, Belot A, Delafosse P, Remontet L, Woronoff A-S, Bossard N: Estimation nationale de l'incidence et de la mortalité par cancer en France entre 1980 et 2012. Partie 1 - Tumeurs solides. Saint-Maurice (Fra): Institut de veille sanitaire; 2013.

[3] Monnereau A, Remontet L, Maynadie M, Binder Foucard F, Belot A, Troussard X, Bossard N: Estimation nationale de l'incidence des cancers en France entre 1980 et 2012. Étude à partir des registres des cancers du réseau Francim. Partie 2 - hémopathies malignes. Saint-Maurice: Institut de veille sanitaire; 2013.

[4] Le Cancer au Grand-Duché de Luxembourg 1980-2009. (éds. René Scheiden, Kamal Abywickrama). Luxembourg: Promoculture; 2012.

[5] Cancer burden in Belgium 2004-2013. Belgian Cancer Registry. Brussels; 2015

[6] Krebs in Deutschland 2011/2012. 10. Ausgabe. Robert Koch-Institut (Hrsg) und die Gesellschaft der epidemiologischen Krebsregister in Deutschland e.V. (Hrsg). Berlin; 2015.

[7] Inserm (dir.): Reproduction et environnement (expertise collective). Paris: Les éditions Inserm; 2011.

sammenarbeit entstehen und in welchem Ausbildungs- und Qualifikationsbereich?

5. Wie lange werden die heutigen Kapazitäten der Verteilerzentrale der Post in Bettembourg dem neuen Aufgabenbereich genügen?

Réponse commune (28.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Die strategische Kooperationsvereinbarung, die POST Luxembourg und Singapore Post unterzeichnet haben, hat zum Ziel, den jeweiligen Kunden beider Unternehmen aus dem elektronischen Handel Logistiklösungen in Europa und Asien anzubieten. Diese Zusammenarbeit ist Teil der Strategie der POST Luxembourg, ihr Geschäftsfeld zu diversifizieren, um wettbewerbsfähig zu bleiben und ihre Logistikaktivitäten zu stärken.

In einer solchen Kooperationsvereinbarung werden die Prinzipien einer Zusammenarbeit festgehalten. Sie enthält keinen präzisen Business Plan, der erlauben würde, jetzt schon Angaben zu machen betreffend der Warenströme, die längerfristig aufkommen könnten, und deren Konsequenzen auf die Infrastrukturen und den Arbeitsmarkt. Wie bereits in unserer Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°2350 der Abgeordneten erläutert, sind daher eine genaue Erstellung der Warenströme sowie eventuelle Kapazitätserhöhungen zu diesem Zeitpunkt noch nicht abschließend zu bewerten, da hierzu unter anderem Erfahrungswerte benötigt werden. Eine Aussage hierzu ist zurzeit noch verfrüht.

Informationen der Post zufolge läuft zurzeit die erste Testphase. In dieser Testphase wird kein wesentlicher Einfluss auf die Aktivitäten des lux-Airports erwartet. Es wird auch kurzfristig nicht zu einer konsequenten Zunahme an Flugbewegungen kommen. Wir gehen davon aus, dass alle Flüge im Rahmen der erlaubten Abflug- und Landezeiten für den Flughafen stattfinden. Einen größeren direkten Impakt auf den hiesigen Straßenverkehr wird nicht erwartet. Auch wird das Paketaufkommen mit dem bestehenden Personal im Verteilerzentrum in Bettembourg bewältigt werden können.

Question 2514 (28.10.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **prévention de troubles cardiaques:**

Herz-Kreislauf-Erkrankungen sind die häufigste Todesursache in Luxemburg und Europa. Nach einem Herzinfarkt entwickelt sich bei manchen Patienten eine Herzinsuffizienz, welche die Lebenserwartung drastisch reduziert.

Nach einem rezenten, vom Luxembourg Institute of Health (LIH) mit Partnern durchgeführten Projekt, konnte ein Biomolekül (Biomarker) identifiziert werden, dessen Menge im Blut das Risiko für die Entwicklung einer Herzschwäche nach einem Herzinfarkt vorhersagen kann. Der Test ermöglicht es, die schweren Folgen eines Myokardinfarkts frühzeitig zu erkennen und somit die Lebenserwartung der Patienten zu steigern. Die Ergebnisse der Studie des LIH wurden in der Zwischenzeit auch von anderen ausländischen Forschern bestätigt.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister der sozialen Sicherheit stellen:

- Ab wann wird dieser prognostische Test für die klinische Anwendung in Luxemburg zur Verfügung stehen?

- Gibt es biomedizinische Labore in Luxemburg, die diesen Test ausführen und auswerten können?

- Wird es zu einer Rückerstattung der diesbezüglichen Kosten seitens der Gesundheitskasse CNS kommen?

Réponse commune (22.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale***:**

Die ehrenwerte Abgeordnete schneidet ein Thema an, das eine hohe Zahl von Patienten betrifft. Auslöser einer Herzinsuffizienz ist nicht immer ein Herzinfarkt, aber die betroffene Zahl von Patienten, deren Herzinsuffizienz auf einen Herzinfarkt zurückzuführen ist, ist beträchtlich.

Deshalb könnte ein prognostischer Test, d. h. ein Test, der die Voraussage ermöglicht, welche Herzinfarktpatienten einem erhöhten Risiko einer Herzinsuffizienz nach Herzinfarkt ausgesetzt sind, eine große Hilfe bei der Risikominimierung darstellen.

Die Arbeit des Luxembourg Institute of Health auf diesem Gebiet ist deshalb hervorzuheben. Die Forscher machen aber selber darauf aufmerksam, dass die Rolle der untersuchten RNA's (von ihnen „Myocardial Infarction-associated Circular Ribonucleic Acids" genannt), in der Kardiologie erst am Anfang ihrer Erkundung steht, und weitere Forschung benötigt wird, unter anderem zur prognostischen Aussagekraft dieser Biomoleküle.

In diesem Stadium ist es nicht möglich, ausführlicher auf die Fragen der ehrenwerten Abgeordneten zu antworten, es sei denn die Zukunft bringt neuere Erkenntnisse im oben erwähnten Bereich.

Question 2515 (28.10.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **renforcement des instruments de défense commerciale:**

Dans les conclusions adoptées par le Conseil européen le 21 octobre dernier, les chefs d'État ou de Gouvernement des 28 États membres de l'UE se sont mis d'accord pour «parvenir au plus vite, d'ici fin 2016, à un accord équilibré sur la position du Conseil concernant la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale». Néanmoins, de profondes divisions persistent au sujet du niveau auquel les droits antidumping devraient être appliqués contre les importations qui font l'objet de subventions ou de dumping. Ce qui explique pourquoi la référence à la règle du droit moindre, initialement incluse dans le projet de conclusions préparé par le Président du Conseil européen, a été retirée au cours du sommet. Or, c'est cette règle qui réduit fortement l'efficacité de nos mesures antidumping et c'est donc sa limitation qui déterminera leur efficacité à l'avenir.

Étant donné l'importance de cette réforme, dont des milliers d'emplois dépendent, et afin de répondre aux inquiétudes croissantes des citoyens vis-à-vis du commerce extérieur, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Il semblerait que les 28 États membres soient divisés en trois camps: 12 seraient favorables à une réforme, 13 y seraient opposés, et 3 auraient une position neutre. Selon nos informations, le Gouvernement luxembourgeois ferait partie du dernier groupe. Le Premier Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement luxembourgeois soutient cette position, alors que celle-ci est préjudiciable à l'industrie européenne et luxembourgeoise?

- Dans le cas contraire, le Premier Ministre peut-il rendre publics les éléments de langage qu'il a utilisés lors de la dernière réunion du Conseil européen afin d'en attester?

- De manière plus générale, le Gouvernement luxembourgeois est-il favorable à un renforcement de la réactivité et de l'efficacité des mesures antidumping européennes, telles que celles qui sont imposées aux États-Unis?

- Plus précisément, quelle est votre position concernant le compromis proposé par la Commission européenne et la Présidence slovaque, selon lequel la règle du droit moindre ne devrait pas s'appliquer dans les cas de «distorsions vis-à-vis des matières premières» ou de «surcapacités massives»?

Réponse (23.11.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Il convient de rappeler que le Conseil européen des 20 et 21 octobre 2016 a confirmé au point 10) des conclusions auxquelles l'honorable Député fait référence que «l'UE est attachée à une politique commerciale solide qui tire parti de marchés ouverts au service de la croissance et de la création d'emplois et qui tienne compte dans le même temps des préoccupations de ses citoyens…». Au point 12) desdites conclusions, «…le Conseil européen estime que les pratiques commerciales déloyales doivent être combattues efficacement et avec fermeté. Afin de sauvegarder les emplois européens, d'assurer une concurrence loyale sur les marchés ouverts et de préserver le libre-échange, il est essentiel que les instruments de défense commerciale de l'UE soient efficaces face aux défis mondiaux. Il faut pour cela parvenir au plus vite, d'ici fin 2016, à un accord équilibré du Conseil concernant la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale».

Les conclusions du Conseil européen confirment donc l'importance attachée tant à la défense des entreprises de l'UE contre des pratiques déloyales pratiquées par des entreprises localisées à l'extérieur de l'UE qu'au maintien des principes du libre-échange qui constitue depuis des décennies le fondement de l'économie luxembourgeoise dans son ensemble.

La perception invoquée par l'honorable Député qu'«il semblerait que les 28 États membres soient divisés en trois camps: 12 seraient favorables à une réforme, 13 y seraient opposés, et 3 auraient une position neutre» et que le soi-disant troisième camp, auquel appartiendrait le Luxembourg, aurait une position neutre à l'égard de la réforme est une appréciation qui ne ressort pas des conclusions du Conseil qui s'est exprimé clairement en faveur de la modernisation d'ensemble de tous les instruments de défense commerciale. Le Gouvernement luxembourgeois n'est de toute façon jamais neutre lorsqu'il s'agit de prendre la défense d'entreprises luxembourgeoises contre des pratiques déloyales appelées communément dumping.

Il est vrai que pour certains éléments spécifiques de la réforme, dont la règle du droit moindre, le Conseil européen a chargé les instances du Conseil à parvenir à un accord jusqu'à fin 2016, dans le but notamment d'assurer une application équilibrée de la règle du droit moindre, ceci tant dans le souci de protéger les entreprises contre les effets du dumping que dans l'intérêt du maintien des principes du libre-échange.

Le Gouvernement considère qu'une flexibilisation partielle de la règle du droit moindre dans des cas de figure spécifiques doit être possible, notamment dans les cas de surcapacités de production massives et/ou de distorsions du prix de matières premières, ceci pour défendre vigoureusement les emplois au sein des entreprises européennes et luxembourgeoises concernées. La position du Gouvernement luxembourgeois n'est donc ni «neutre», ni «préjudiciable à l'industrie européenne et luxembourgeoise». S'y ajoutent d'autres éléments spécifiques importants tels que le facteur de la rapidité de réponse de nos instruments de défense commerciale.

L'objectif du Gouvernement luxembourgeois est donc de préserver à la fois les intérêts de l'économie luxembourgeoise, qui est aussi une plate-forme du libre-échange, que les intérêts des acteurs économiques luxembourgeois qui sont victimes de pratiques déloyales. Le Gouvernement est favorable à la réactivité et à l'efficacité des mesures antidumping européennes, tout en rappelant aussi la nécessité de respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Il est rappelé que certaines des mesures antidumping prises par les États-Unis, auxquelles l'honorable Député fait référence, ont été rejetées par l'Organisation mondiale du commerce. Or, le multilatéralisme et le respect de l'État de droit international sont des principes fondamentaux de la politique luxembourgeoise. Abandonner ces principes n'est pas dans l'intérêt économique à long terme du Luxembourg.

La position du Luxembourg au Conseil européen fut donc celle de soutenir la réforme des instruments de défense commerciale, y inclus une flexibilisation partielle de la règle du droit moindre dans des situations exceptionnelles, tout en veillant aux principes du libre-échange et du droit international tel que fixé par le cadre réglementaire de l'OMC. Toute autre perception est réductrice de l'importance et de la complexité du dossier.

Il est rappelé aussi que lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, le Conseil Affaires étrangères/commerce s'était explicitement exprimé lors de sa session du 27 novembre 2015 en faveur de la lutte contre les pratiques commerciales déloyales. En date du 29 novembre 2015, le Conseil Compétitivité avait encouragé dans ses conclusions la relance du processus de modernisation des instruments de défense commerciale.

La déclaration conjointe de la réunion commune entre les Gouvernements belge et luxembourgeois (Gäichel IX) le 4 juillet dernier, témoigne aussi de la détermination du Gouvernement d'aboutir, à court terme, à une solution sur ce dossier revêtant une importance cruciale pour la politique commerciale de l'UE ainsi que pour l'industrie européenne et luxembourgeoise, en citation:

«Tenant compte des défis actuels auxquels est confrontée l'industrie sidérurgique européenne, dont notamment les surcapacités de production mondiales qui constituent un des facteurs structurels décisifs de la situation actuelle de l'acier, les deux gouvernements ont affirmé que la finalisation de la réforme des instruments de défense commerciale dont dispose l'UE constitue une priorité en matière de politique commerciale. Une telle modernisation s'impose afin que l'Union européenne soit en mesure de garantir à nos entreprises des conditions de concurrence équitables au niveau mondial. Il ne s'agit pas de protéger un secteur spécifique de la compétition étrangère mais de sauvegarder un maximum d'emplois viables tout en permettant à nos industries sidérurgiques de rester compétitives et de disposer d'une prévisibilité pour justifier des investissements nécessaires à la modernisation du secteur. Les deux gouvernements estiment par ailleurs que les mesures concrètes dans le cadre de cette réforme du système de défense commerciale devraient porter notamment sur une accélération des procédures, tout en renforçant la transparence, la prévisibilité, l'efficacité et la mise en œuvre des instruments de défense commerciale communautaire.»

L'action du Gouvernement est déterminée dans la poursuite de la défense des entreprises luxembourgeoises contre les pratiques du dumping tout en respectant le cadre réglementaire international et les principes du libre-échange importants pour l'économie luxembourgeoise.

Question 2519 (02.11.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **retraite progressive:**

Les députés allemands viennent de voter un projet de loi instaurant la retraite progressive, donnant ainsi la possibilité aux employés plus âgés de diminuer leur temps de travail tout en bénéficiant d'une partie de leur pension (Flexirente). La France pour sa part connaît déjà un régime de retraite progressive.

Le programme gouvernemental actuel prévoit que «le Gouvernement va (…) promouvoir les mécanismes permettant d'accéder progressivement à la retraite (activité professionnelle et pension de vieillesse)».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Il existe actuellement la formule de la «préretraite progressive». Combien de personnes ont bénéficié de cette option ces dernières années? Quel est le coût de cette mesure?

2. Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer sur l'état des travaux en ce qui concerne l'élaboration d'autres mesures de retraite progressive?

3. Dans ce contexte, quelles sont les pistes actuellement en discussion, et comment diffèrent-elles par rapport au régime de la préretraite progressive actuellement d'application?

Réponse commune (06.12.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Le nombre total d'entreprises rendues éligibles à la préretraite progressive depuis l'entrée en vigueur de la mesure s'élève à 51.

Le nombre total de bénéficiaires jusqu'à ce jour (décision ministérielle prise) s'élève à 34 salariés.

Dépenses liquidées par année:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension a adapté les dispositions applicables en cas de concours d'une pension de vieillesse anticipée avec des salaires ou autres revenus personnels déterminés:

a. la réduction de moitié de la pension en cas d'une activité salariée signifiante, c'est-à-dire dont le revenu dépasse un tiers du salaire social minimum (SSM), a été abrogée;

b. la borne inférieure de détermination du plafond anticumul pour la pension a été augmentée.

Une comparaison des statistiques démographiques afférentes de 2012 et 2015 montre que ces mesures ont permis à davantage de personnes de combiner une activité salariée signifiante avec une pension de vieillesse anticipée, le nombre total passant de 69 en 2012 à 487 en 2015. En tout, le nombre de bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée percevant un salaire (activité signifiante ou insignifiante) montre une progression de 960 à 1.362 personnes pendant la même période.

ad 3. Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire rappelle à l'honorable Député que le projet de loi n°6844, qui a déjà fait l'objet de discussions au sein de la Commission parlementaire, adapte aussi certaines modalités de la préretraite progressive, ce qui devrait faciliter le recours à cet instrument. Ce projet devrait être soumis au vote de la Chambre dans un proche avenir.

Question 2520 (02.11.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **déversement du liquide AdBlue à l'Aire de Berchem:**

Dans votre réponse du 17 octobre (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2016-2017*), vous indiquez que les premiers indices de teneurs en nitrates sur la plate-forme Shell auraient déjà été documentés en 2013, mais que le bureau d'études en charge à l'époque aurait écarté un lien avec le produit AdBlue.

1. La pollution documentée en 2013 a-t-elle été communiquée au public? Dans la négative, pourquoi ceci n'a-t-il pas été le cas?

2. Les examens effectués en 2013 à la suite desquels la pollution a pu être détectée ont-ils été réalisés à la demande de l'exploitant de la station-service ou l'ont-ils été dans le cadre d'un contrôle de routine?

3. Les frais engendrés par la pollution à cette époque ont-ils été mis à charge de l'exploitant de la station-service? Quel en a été le coût?

4. Quel bureau d'études était chargé des contrôles en question?

Actuellement le bassin de rétention en béton sur la plate-forme Shell est vidé en permanence par des sociétés spécialisées dans le traitement d'eaux usées:

5. Quel volume d'eau a entre-temps dû être enlevé du bassin de rétention?

6. Quels traitements sont réalisés sur les eaux collectées?

7. Quel est le coût par mètre cube de la prise en charge (transport, traitement, etc.) des eaux usées?

Le bassin de rétention en question est équipé d'un filtre d'huile qui devrait en principe permettre de capter les huiles minérales issues des combustibles fossiles pour empêcher leur écoulement dans le deuxième bassin et ensuite dans le milieu naturel:

8. Le bon fonctionnement de cet instrument de filtrage est-il régulièrement contrôlé?

9. Quelle est la teneur en hydrocarbures des eaux filtrées?

L'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016 que vous citez dans votre réponse impose une multitude d'obligations à la société Shell, notamment en matière de sécurité. Selon les échéances incluses dans l'arrêté, toutes ces demandes devraient entre-temps être remplies par la société exploitante:

10. La société Shell a-t-elle entre-temps pu remplir toutes les obligations imposées par l'arrêté précité?

11. Dans la négative, quelles obligations ne sont pas respectées et pour quelles raisons?

12. Si des obligations ne sont pas remplies, Madame la Ministre envisagera-t-elle d'appliquer des sanctions à l'égard de la société exploitante?

Les fiches d'information techniques concernant AdBlue indiquent que ce produit est corrosif et risque donc d'endommager des métaux. Dans l'arrêté de mise en demeure 1/16/0443/MD du 4 août 2016, vous rappelez que les tuyauteries servant au transvasement de liquides inflammables doivent être à double paroi, métalliques, concentriques et continues. Cette disposition n'était pourtant pas encore applicable lors du déversement du produit AdBlue en juin et en juillet 2016:

13. En ce qui concerne le tuyau endommagé, s'agissait-il d'un tuyau métallique?

14. Dans l'affirmative et considérant les caractéristiques corrosives du produit AdBlue, comment est-il possible que des tuyaux de ce type ont pu être utilisés pour le transvasement du produit en question?

Le même arrêté précise également que le 29 juillet 2016, lors d'une réunion entre des représentants de la société Shell et des représentants des ministères concernés, la société Shell aurait admis qu'une fuite sur le réseau de distribution d'AdBlue aurait déjà existé depuis le 18 juin. Même si le produit AdBlue n'est pas classé comme étant dangereux, cette information pose question:

15. La société Shell n'était-elle pas obligée de prévenir les autorités compétentes déjà le 18 juin, immédiatement après détection de la fuite sur le réseau de distribution à l'AdBlue?

16. Pourquoi la société Shell a-t-elle attendu jusqu'au 6 juillet pour en avertir les autorités?

Dans ce même arrêté, vous précisez encore que l'Administration des ponts et chaussées est le gestionnaire et opérateur unique de l'installation d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de la plate-forme de l'Aire de Berchem située sur le côté est (côté Shell):

17. Comment jugez-vous la responsabilité de l'Administration des ponts et chaussées dans le contexte de la pollution à l'AdBlue? Ne lui incombe-t-il pas d'assurer le fonctionnement efficace des installations d'évacuation et de traitement des eaux?

18. Comment se fait-il que l'exploitant de la station-service n'ait pas été obligé d'installer des équipements supplémentaires et de prendre plus régulièrement des échantillons plus tôt et qu'il ne s'y soit pris que maintenant?

19. Les autorités compétentes n'auraient-elles pas déjà dû renforcer les obligations en matière de contrôle et de sécurité après les premières pollutions détectées en 2013?

Réponse (06.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. - 4. Comme précisé dans la réponse du 17 octobre 2016, l'étude menée en 2013 avait comme but unique d'établir un état du site avant que la procédure liée au renouvellement du contrat de concession ne fût lancée. Il s'agit donc d'un contrôle ponctuel demandé par l'Administration de l'environnement à l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de l'Aire de Berchem. Il faut préciser que les frais d'études ont été à la charge de l'exploitant et les contrôles ont été réalisés par un organisme agréé par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

En considérant la nature des pollutions et les mesures de gestion à mettre en œuvre, il ne s'est pas avéré nécessaire d'en informer le public. L'accès à ce type de rapport est régi par les dispositions de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

ad 5. - 7. Selon les informations reçues par Shell, 2.065 tonnes d'eau ont été retirées du bassin de rétention jusqu'au 9.11.2016 pour traitement hors site. Les volumes d'eaux ont été traités par différentes méthodes (biologiques, export vers l'étranger à des fins de traitement…). Les transports demandés par Shell sont effectués sous couverture des notifications et enregistrements prévus par la législation pertinente. En application des dispositions de la loi modifiée du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement, les coûts de prise en charge des eaux usées ne peuvent être divulgués, étant donné qu'il s'agit de données commerciales.

Shell a démarré en cours du mois de novembre une installation de traitement des eaux collectées sur le site en vue de pouvoir réduire les concentrations des produits de décomposition de l'AdBlue. Le but final est de permettre le rejet des eaux après vérification de leur qualité permettant de ne pas détériorer l'état du cours d'eau récepteur.

ad 8. - 9. Depuis la première détection d'hydrocarbures dans les eaux du ruisseau Méckenheck, il y a plusieurs années, l'État a investi près d'un million d'euros pour revoir et modifier le système de traitement des eaux de pluie collectionnées sur la plate-forme de l'Aire de Berchem (surfaces appartenant et exploitées par l'État).

Les administrations et les bureaux d'études impliqués ont élaboré et mis en place un système de filtration des hydrocarbures reposant sur différents bassins de décantation et de filtration. Ce système innovant et stable ne recourt plus à des séparateurs d'hydrocarbures.

Depuis mi-2015 l'installation était complètement opérationnelle et le système fonctionnait jusqu'au jour de l'incident. Les concentrations des hydrocarbures mesurées dans les eaux rejetées étaient en dessous des valeurs limites exigées. Les contrôles sont effectués en moyenne tous les deux mois. La fréquence minimale requise par l'arrêté en matière d'établissements classés est actuellement de six mois. La teneur en hydrocarbure mesurée se situait entre <0,1 mg/l et 0,4 mg/l, avec un seuil maximal autorisé de 1,0 mg/l.

ad 10. - 12. Shell a réagi sur chaque condition fixée dans l'arrêté 1/16/0443/MD. Les rapports périodiques et résultats de monitoring demandés sont fournis régulièrement et permettent un suivi détaillé de la situation par les administrations concernées.

Sur base des documents fournis, l'Administration de l'environnement a demandé une étude complémentaire relative à la pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

Concernant la conformité de l'installation de stockage et de distribution d'AdBlue sur pompes, toujours à l'arrêt depuis le début du mois d'août 2016, des travaux de mise en conformité sont encore nécessaires.

ad 13. - 14. Cette disposition généralement applicable pour les installations de distribution de gasoil a entre autres été fixée également pour les installations d'AdBlue par un arrêté ministériel délivré le 30.7.2015. (Arrêté 1/15/0217 couvrant diverses modifications des installations et équipements exploités par Shell.)

Le tuyau litigieux en juin/juillet 2016 était un tuyau en acier inoxydable, donc métallique. Il faut néanmoins préciser que l'acier inoxydable est compatible avec l'AdBlue. Selon les résultats d'investigation de la cause probable, la fuite d'AdBlue se serait créée progressivement due à un étirement excessif d'un tuyau-flexible.

ad 15. - 16. Selon les explications obtenues par Shell dans leur rapport circonstancié, la fuite sur le réseau a seulement été constatée et confirmée en date du 5 juillet. C'est seulement sur base de l'analyse des rapports de stock que le début potentiel de l'incident a été fixé au 18 juin.

Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que Shell, en tant que concessionnaire et exploitant, a des obligations d'informer dans les meilleurs délais les instances publiques concernées de toute irrégularité. Effectivement la réaction de Shell peut être jugée comme trop lente. Afin de remédier à cette situation, l'arrêté de mise en demeure, émis après l'incident, impose l'actualisation du plan d'urgence (Art. 8 de l'arrêté de mise en demeure).

ad 17. - 18. Le but primaire des installations de traitement des eaux de surface est d'amortir les vagues en eaux sur l'exécutoire en cas de pluies torrentielles. Le second but est l'élimination des concentrations en hydrocarbures. La conception de ces installations était faite sous l'hypothèse que seulement les eaux de surface y seraient collectées et traitées, d'où l'approche de seulement traiter les hydrocarbures.

Les équipements relatifs à la vente de l'AdBlue et de tous les autres types d'installations du concessionnaire sont implantés sur la surface affectée du concessionnaire. Le concessionnaire a la charge de gérer les eaux usées/pluviales émanant de ces surfaces. L'Administration des ponts et chaussées n'a, à part les autorisations de permission de voirie, ni d'influence ni de responsabilité sur ces surfaces. Les eaux de surface en provenance des surfaces affectées au concessionnaire doivent être propres avant de s'écouler sur les surfaces publiques. Les installations du concessionnaire doivent retenir toutes pollutions avant d'empiéter la surface ou les réseaux de l'État.

ad 19. Comme précisé sous 1), les pollutions détectées en 2013 n'ont pas permis d'établir un lien avec l'installation d'AdBlue.

Question 2521 (02.11.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **plan d'action national maladies démentielles:**

En mars 2013, le Conseil de Gouvernement a approuvé le «Plan d'action national maladies démentielles». L'objectif est, d'un côté, de retarder l'évolution de la maladie et d'éviter une dépendance des soins le plus longtemps possible et, de l'autre côté, d'aider les personnes malades et leurs familles à apprendre à mieux vivre avec la maladie et d'offrir aux concernés la possibilité de rester le plus longtemps possible dans leur cadre de vie.

Selon l'actuel programme gouvernemental, le plan démence sera dorénavant «mis en œuvre en étroite collaboration avec tous les acteurs, dont la CNS et plus particulièrement l'assurance dépendance».

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations sur la mise en œuvre du plan d'action national «maladies démentielles»?

Réponse commune (05.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le plan d'action «maladies démentielles», approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 13 mars 2013, prévoit plusieurs actions coordonnées plus particulièrement par les ministères ayant respectivement la Famille et la Santé dans leurs attributions.

Actions relevant du Ministère de la Famille:

En ce qui concerne l'accompagnement de la personne concernée et de son entourage, trois mesures ont été retenues par le plan national à savoir:

- Évaluer les besoins en information, orientation et counseling des personnes concernées et de leur entourage familial avec définition des acteurs nécessaires pour y répondre tout en tenant compte des moyens/structures existants.

Le Ministère de la Famille a mis en place à l'adresse 14a, rue des Bains à Luxembourg-ville le «Info-Zenter Demenz». Il s'agit d'un centre national neutre qui se veut d'informer et de sensibiliser gratuitement la population luxembourgeoise sur les différentes formes de démence. Le «Info-Zenter Demenz» est accompagné par un comité de pilotage dans lequel sont représentés plusieurs prestataires de services à destination de personnes démentes, et en particulier l'Association Luxembourg Alzheimer, gestionnaire du «Info-Zenter Demenz». L'inauguration officielle du centre sera faite le 30 novembre par une conférence publique avec comme orateurs Mme Heike von Lützau-Hohlbein, présidente d'Alzheimer Europe, sur le sujet «Was wünschen sich pflegende Angehörige und worunter leiden sie?», et le Prof. Dr. med. Hans Förstl sur le sujet «Demenz! Alleine untergehen oder zusammen bewältigen».

- Information et documentation accessibles

Le Ministère de la Famille garantit à la population luxembourgeoise l'accès à l'information et à la documentation via deux moyens. En effet, le «Info-Zenter Demenz» dispose d'une bibliothèque et d'une vidéothèque qui sont mises gratuitement à disposition des personnes intéressées.

Par ailleurs le Ministère de la Famille a créé le site Internet www.liewematdemenz.lu. Ce site offre des vidéos-témoignages de l'entourage de personnes concernées au Luxembourg. Cette offre sera complétée par la mise en route du site Internet du «Info-Zenter Demenz» et du projet «Forum connect» financé par la «Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse» et développé par l'Université de Luxembourg.

- Sensibilisation des aidants informels aux moyens de répit existant et réflexion sur de nouveaux moyens de prévention primaire et secondaire à mettre en place

Le Ministère de la Famille va mettre en œuvre avec le Réseau Help et l'«Info-Zenter Demenz» le projet «Prendre soin de l'autre… en prenant soin de soi». Il s'agit d'organiser un mini-séjour «ressourçant» pour des aidants (conjoints ou enfants) de personnes atteintes de démence tout en relayant la prise en charge pendant la journée de la personne malade à un service professionnel.

En effet, accompagner une personne démente représente une grande implication de soi constante tant physique que psychique et peut conduire les proches aidants à s'isoler et à s'oublier soi-même. Les actes simples de la vie liés par exemple au plaisir ne sont plus que des souvenirs, comme par exemple: aller chez le coiffeur, au cinéma, au restaurant, pratiquer un sport, rencontrer des amis, faire du shopping… etc. Tous ces petits moments qui semblent anodins pour beaucoup d'entre nous sont le ciment de notre équilibre, de notre bien-être. Une des clés pour maintenir un équilibre psycho-physique est de s'octroyer des moments de «répit».

Dans le contexte du maintien à domicile une seule mesure tombe dans le champ de compétence du Ministère de la Famille:

- Évaluation des besoins en hébergement de vacances/urgence

Le Ministère de la Famille incite les gestionnaires lors de la construction de nouvelles structures long séjour d'intégrer des lits dits de vacances dans leur concept de construction.

Par ailleurs le «relevé des services pour personnes âgées au Luxembourg», mis à jour régulièrement par le Ministère de la Famille, renseigne sur le nombre de lits de vacances disponibles dans les différentes institutions.

Dans le contexte de la prise en charge institutionnelle le Ministère de la Famille doit entrer en action pour plusieurs mesures:

- Information/sensibilisation sur les prises en charge particulières qui existent pour les personnes atteintes d'une maladie démentielle dans les différentes structures pour personnes âgées

Le «Info-Zenter Demenz» tient à la disposition de tous les intéressés des informations sur les services spécifiques offerts dans le cadre de la prise en charge de la personne démente.

- Introduction de normes de qualité pour les prestations et services dans la législation sur les personnes âgées

Le Ministère de la Famille est actuellement en train de réviser la loi dite ASFT et les règlements afférents. Dans ce contexte, il est évident que les droits des personnes âgées en général, et en particulier des personnes démentes doivent être protégés.

Le Ministère de la Famille a fait accompagner deux projets de prise en charge spécifique des personnes démentes dans des «oases» au CHNP et dans la maison de soins «Beim Goldknapp». Il a chargé le «Demenz Support Stuttgart» et l'Université de Jena de rédiger deux rapports d'évaluation afférents.

- Évaluation des besoins en formations continues particulières pour les personnels en fonction des deux milieux d'intervention:

- Les institutions et services du long séjour

- Les établissements relevant du plan hospitalier

Le Ministère de la Famille est en train de mettre en place une formation psycho-gériatrique. Cette formation pourrait être comparée à la formation de sensibilisation dans les soins palliatifs. Actuellement quatre vidéos d'apprentissage ont été tournées avec des acteurs luxembourgeois (Pol Greisch, Marie-Paule von Roesgen, Marc Baum et Eugénie Anselin) par Maurice Molitor sur la thématique des comportements provoquants dans les maladies démentielles, à savoir: le tapage, la fuite, l'accusation de vol et le jeu avec les excréments. Ces vidéos seront officiellement présentées au public le 26 janvier 2017 dans une salle de cinéma au Luxembourg.

Dans le contexte de l'éthique et du droit le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région est en train d'élaborer des pistes réflexions.

- Lutte contre les maltraitances

Le Ministère de la Famille organise de façon régulière des cercles de qualité pour les gestionnaires. Des sujets tels que la gestion des plaintes et l'amélioration de la communication sont abordés.

Par ailleurs le Ministère de la Famille donne la possibilité à tous les citoyens d'exprimer leurs craintes et insatisfactions au «Seniorentelefon». En plus il existe une collaboration étroite entre les agents du service personnes âgées, le médiateur dans le domaine de la santé et les agents chargés des plaintes au sein de la CEO - Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance.

Dans le contexte de «Demenzfreundliche Gesellschaft»:

- Promotion de l'inclusion des personnes concernées dans la société

Le Ministère de la Famille a commandité auprès de Serge Tonnar une chanson au sujet de la démence. «Bonjour an Awuer - Demenz ass keen Tabu» a été enregistrée par le chanteur et par plus de 150 personnes, dont des personnes atteintes de la maladie et leurs familles, le personnel encadrant et des personnes ayant voulu soutenir le projet suite à un appel public. Un clip et un documentaire («making of») ont été réalisés par Jacques Molitor. Le projet «Bonjour an Awuer - Demenz ass keen Tabu» a pour but de thématiser le sujet de la démence, d'informer le grand public et de briser le tabou autour de cette maladie. Il sert en outre à donner du courage aux personnes concernées et à leur entourage.

Actions relevant du Ministère de la Santé:

- Mise en place d'une offre de la prévention secondaire pour les patients MCI et/ou atteints d'une forme de démence légère si les expériences en cours sont conclusives.

Le but de cette mesure est de favoriser le maintien des activités de la vie quotidienne.

Le Programme démence prévention pdp (pour des informations plus détaillés veuillez consulter le site http://www.sante.public.lu/fr/prevention/modes/demence/index.html) a été élaboré en collaboration avec l'Institut allemand pour la prévention de la démence/Université de la Sarre et est actuellement en phase d'implémentation: diverses actions publiques pour la promotion de la connaissance du pdp ont été présentées; recrutement des partenaires locaux pour la mise en pratique des plans de prévention individuelles. Les personnes souffrant de légers symptômes de démence (MCI) sont envoyées via ordonnance médicale au programme pdp où la Memory coach les conseille et les prend en charge pour établir leur programme de prévention individuelle dans tous les domaines prévu par le programme, à savoir: alimentation, activité physique, cognition, activité sociale, médication, activités de la vie quotidienne, situation juridique, conseils aux familles. Ces consultations se font dans les maisons médicales.

À la date du 19 octobre2016, 49 personnes sont prises en charge par le programme pdp et leur nombre est en constante croissance. Il y a eu au total 118 consultations dont:

49 personnes ont été vues pour une première consultation,

34 pour une deuxième,

21 pour une troisième,8 pour une quatrième,

5 pour une cinquième et

1 personne pour une sixième consultation.

Dans le contexte du diagnostic la mesure suivante a été retenue:

- Élaboration d'un standard «Diagnostic à deux niveaux»

Le but de cette mesure est de promouvoir un diagnostic et une prise en charge médicale de qualité.

La coordination est assurée par le Ministère de la Santé.

Il est prévu que le groupe de travail composé de différentes spécialités médicales (médecin généraliste, gériatre, neurologue) et qui se voit à intervalles irréguliers soient conventionnés officiellement sous peu comme médecins associés au programme démence prévention. Un des objectifs de ces médecins est d'aider à développer des lignes directrices au diagnostic de la démence et de la qualité de la prise en charge médicale.

Dans le contexte de la thérapie les mesures suivantes ont été retenues:

- Mise en place de standards nationaux concernant la prise en charge médicale des patients concernés.

Le but de cette mesure est de garantir la qualité de la prise en charge médicale selon les standards internationaux.

La coordination de cette mesure est assurée par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale.

- Évaluation et adaptation des offres de prises en charges existantes dans les établissements relevant du plan hospitalier avec mise en place d'un concept et de formations particulières pour les personnels concernés

Le but de cette mesure est d'assurer une meilleure prise en charge des personnes atteintes d'une maladie démentielle dans le milieu hospitalier et/ou les établissements relevant du plan hospitalier.

La coordination est assurée par le Ministère de la Santé.

Le groupe de travail DIK (Demenz im Krankenhaus - démence à l'hôpital), se composant de représentants de différentes structures hospitalières et des représentants du Ministère de la Santé, se réunit régulièrement sous la direction du MS. Des contacts avec l'étranger sont établis. Ce groupe a réalisé un inventaire des modèles existants à l'étranger et a élaboré des propositions pour l'optimisation de la prise en charge des personnes atteintes de démence dans les établissements hospitaliers. La publication de ladite brochure est prévue pour le premier semestre de l'année 2017.

Des formations continues pour les généralistes en matière de gériatrie en mettant l'accent entre autres sur les maladies démentielles ont été mises en place.

- Introduction de la notion de «personne de confiance» dans le cadre du projet de loi relatif aux droits et obligations du patient a été introduite dans la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient.

Le but de cette mesure est la participation plus active des familles et/ou des représentants des personnes malades dans l'organisation des institutions de long séjour afin de défendre les droits des personnes concernées et plus particulièrement des personnes atteintes d'une maladie démentielle.

Le site Internet du Ministère de la Santé «www.demence.lu» est en extension parallèle au programme «démence prévention», diverses informations sur les maladies démentielles sont disponibles sur le portail Santé.

Finalement, une mesure concernant plus particulièrement le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse poursuit comme objectif l'extension des programmes d'études de base du domaine de la santé au sujet de la gériatrie.

La coordination de cette mesure, intitulée «révision des curricula des formations initiales pour des professionnels du domaine de la santé et - si nécessaire - mise à jour/adaptation aux standards internationaux», est assurée, en dehors des deux départements ministériels précités, par les ministères ayant l'Éducation nationale ainsi que l'Enseignement supérieur dans leurs attributions.

Question 2523 (03.11.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange:**

Une étude de faisabilité visant la reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange est actuellement en cours. Il s'agit d'un projet de taille dont la portée économique et sociale pour la région Sud du pays est manifeste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Selon quels critères (infrastructures routières, infrastructures publiques, logements, zones industrielles, commerce, artisanat, hôpital, service de secours, police etc.) l'étude de faisabilité du site sera-t-elle menée?

- Est-il prévu d'adapter les infrastructures routières existantes autour de la friche industrielle notamment en vue d'une liaison directe du site avec les localités de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette?

Réponse commune (30.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant la reconversion des friches industrielles à Esch-sur-Alzette et Schifflange.

Tout d'abord et indépendamment des résultats des études de faisabilité, il est clair que le site d'Esch-Schifflange est à considérer comme présentant un enjeu majeur pour dynamiser la ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Schifflange ainsi que pour le développement de la région Sud. Le site devra devenir un modèle de quartier multifonctionnel, attractif et durable. Les études de faisabilité devront être conduites dans cette perspective.

Cependant, avant de pouvoir donner des réponses précises sur le concept urbanistique, il est important de s'occuper du passé industriel du site. En effet, celui-ci a connu une activité industrielle pendant presque 150 ans qu'il est essentiel d'examiner à fond.

Ainsi, l'étude de faisabilité durera trois ans et distinguera deux phases majeures:

1. Étude de l'existant (diagnostique)

2. Réflexion et définition des lignes directrices pour un futur concept d'aménagement.

Actuellement différentes analyses et études environnementales sont en cours dans le cadre de la phase 1. Prochainement, cette analyse sera complétée par une étude du cadre socioéconomique actuel de la région, une analyse de l'infrastructure actuelle, une analyse du réseau de transport et de mobilité ainsi qu'une analyse du cadre urbanistique et du patrimoine industriel.

Ce n'est qu'une fois le bilan de la situation actuelle établi et validé par les parties que la phase 2 pourra débuter. Celle-ci devra mener à la rédaction d'un cahier des charges définissant les objectifs et les besoins en termes d'aménagement du site tout en tenant compte de son intégration dans le tissu régional. Ce cahier des charges servira de base pour l'organisation du concours urbanistique à la fin des trois années d'études. Évidemment le cahier des charges et le concours s'occuperont aussi de l'accessibilité routière du site vers les localités de Schifflange et la ville d'Esch-sur-Alzette.

Afin de profiter de l'expérience acquise à Belval, il a été décidé d'un commun accord avec les communes de confier la mission précitée à Agora, figurant comme «prestataire de services» pour le compte de l'État et d'Arcelor-Mittal, en collaboration étroite avec les communes territorialement concernées.

Question 2524 (03.11.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **maison de soins à Differdange:**

Dans la mesure où l'actuelle maison de soins à Differdange, située dans la rue de l'Hôpital, ne correspond plus aux nouvelles normes de construction, une nouvelle structure est prévue d'être construite derrière l'école Woiwer. En vue de la construction, la commune de Differdange cédera à l'État un terrain d'une superficie de 148 ares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le projet de construction d'une nouvelle maison de soins à Differdange?

2) Quand les travaux peuvent-ils débuter?

3) Quelle sera la durée probable des travaux de construction dans leur ensemble?

Réponse commune (25.11.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

1) La nouvelle maison de soins sera réalisée sur un terrain étatique d'une superficie totale de 1,49 hectares au lieu-dit Fousbann à Differdange et prévoit la création de 200 chambres simples.

2) Il est prévu que la phase APD (avant-projet détaillé) soit achevée fin 2016. Les travaux débuteront dès que tous les préparatifs y relatifs seront terminés.

3) Sauf imprévus, les délais retenus dans l'aide-mémoire à l'attention des maîtres d'ouvrage édité par le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région seront respectés.

Question 2525 (03.11.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **infractions routières:**

Le 27 octobre dernier, la presse rapportait le cas d'un jeune conducteur qui avait provoqué en juin 2016 un accident mortel alors qu'il conduisait trop vite et sous l'influence d'alcool et de stupéfiants. Il aurait même essayé de fuir et n'aurait pas porté secours à la victime qui a fini par mourir sur place.

D'après le verdict du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le jeune conducteur a écopé de cinq ans de prison avec sursis et d'une amende de 1.000 euros, de même que d'un retrait de permis de 40 mois.

Alors que la Chambre des Députés avait décidé en juin 2015 d'augmenter les sanctions administratives en rapport avec des infractions routières et plus particulièrement celles ayant trait aux dépassements de vitesse, à la conduite sous l'influence d'alcool et de stupéfiants et que Monsieur le Ministre de la Justice avait à l'époque considéré qu'il était prématuré de se prononcer sur la question de savoir si les objectifs de cette réforme ont été atteints, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le durcissement des sanctions administratives applicables aux infractions susmentionnées en vigueur depuis le 1er juin 2015 a-t-il déjà fait l'objet d'une première évaluation? Quelles en sont les conclusions?

- Messieurs les Ministres considèrent-ils que le travail d'intérêt général constitue une alternative voire un complément de peine utile aux autres sanctions pénales prévues en la matière? Quelles en sont les limites?

- Comment les infractions au Code de la route mentionnées supra sont-elles sanctionnées (sur le plan pénal et administratif) dans nos pays voisins (Belgique, France et Allemagne)?

Réponse commune (23.11.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les sanctions relatives à certaines infractions graves en matière de sécurité routière.

Des chiffres précis quant au nombre et à la nature des infractions commises ayant entraîné une réduction de points sur le permis de conduire suite à l'entrée en vigueur du nouveau barème seront publiés en détail dans le rapport annuel 2016 du département des transports qui paraîtra au printemps 2017.

D'un point de vue juridique, une condamnation à un travail d'intérêt général non rémunéré constitue une peine alternative à un emprisonnement en matière de circulation routière.

La peine de travail d'intérêt général comme mesure alternative à une peine d'emprisonnement est régie par les dispositions de l'article 22 du Code pénal et du règlement grand-ducal

du 20 septembre 1994 relatif au travail d'intérêt général qui en définissent aussi les limites. Ainsi, le juge ne peut envisager une telle sanction alternative qu'en cas de délit et s'il estime que le délit ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à six mois. De même, le prévenu a le droit de refuser l'accomplissement d'un travail d'intérêt général, droit dont il doit être informé par le juge.

Les dispositions de l'article 22 du Code pénal et du règlement du 20 septembre 1994 précité sont des dispositions de droit commun et, en tant que telles, susceptibles de s'appliquer également aux infractions de la circulation routière.

Il s'impose de constater cependant que, d'une manière générale, la mise en œuvre pratique de ces dispositions s'avère difficile, essentiellement à cause du manque d'organismes disposés à prendre en charge une personne condamnée à un travail d'intérêt général, notamment en raison de l'encadrement et du contrôle de cette dernière.

Dans la pratique, la peine de travail d'intérêt général est souvent ordonnée par le tribunal de la jeunesse pour des mineurs ayant commis une infraction pénale, y compris en matière de circulation routière.

Finalement, il importe de souligner que, conformément au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il n'appartient ni au Ministre de la Justice, ni au Ministre du Développement durable et des Infrastructures, qui font partie de l'organe exécutif de l'État, d'apprécier si une telle mesure alternative s'avère appropriée et utile dans des cas concrets. Cette faculté d'appréciation est réservée au pouvoir judiciaire.

Dans nos pays limitrophes, les sanctions varient selon les barèmes des amendes y applicables et sont sujettes à la gravité des suites éventuelles de l'infraction, aux conditions de paiement, au système répressif ou à d'autres éléments. Elles sont consultables sur les sites Internet des différents services compétents. À ce sujet, le département des transports ne dispose cependant pas d'une étude de droit comparé.

Question 2527 (04.11.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **criminalité transfrontalière:**

Le 31 octobre 2016, les Ministres de l'Intérieur des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Allemagne, ainsi que des trois «Länder» Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Rhénanie-Palatinat ont conclu un accord («Aachener Erklärung») afin de mieux combattre la criminalité transfrontalière contre les biens. Cet accord prévoit entre autres un échange intensif et continu d'informations, des enquêtes communes ou encore une coopération administrative étroite.

Le Luxembourg, vu sa situation géographique, est particulièrement vulnérable à la criminalité transfrontalière. Dans ce cadre, depuis mai 2008, la Police grand-ducale participe à un dialogue renforcé avec les cadres policiers provenant de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, ainsi que de la Police fédérale de l'Allemagne («Freisener Gespräche»). Cet échange permet aux cadres policiers d'échanger leurs expériences, voire d'organiser des actions en commun, mais revêt un caractère plus informel.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) En partant de l'hypothèse que les cambriolages constituent une catégorie importante de la criminalité transfrontalière et que ce type d'infraction a diminué de 17,8% en 2015, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le chiffre actuellement connu de cambriolages en 2016? Quelles sont les principales raisons de la diminution observée en 2015?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il un renforcement de la coopération avec nos partenaires voisins afin de combattre encore davantage la criminalité transfrontalière, à l'instar de l'accord conclu à Aachen?

Réponse (25.11.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) En 2015, le nombre des cambriolages avait déjà diminué par rapport à l'année 2014. Les chiffres actuellement disponibles pour 2016 montrent une régression des cambriolages de 15% par rapport à la même période de 2015.

Cette régression est principalement due au fait que la lutte contre les cambriolages est devenue une priorité permanente de l'action de la police.

Cette action est axée sur la prévention et la répression. La police fait un travail de sensibilisation, notamment à travers des réunions avec la population, des consultations sur demande et des messages diffusés dans la presse et sur Internet. Elle assure également une présence renforcée sous forme de patrouilles ou de surveillances, sur base de l'analyse spatio-temporelle des faits perpétrés. La police dispose par ailleurs d'un groupe spécial d'enquête chargé de traiter les affaires de cambriolages.

Une soixantaine d'arrestations ont déjà pu être réalisées cette année.

ad 2) Il existe une coopération policière efficace tant au niveau de la Grande Région qu'au niveau européen.

Cette coopération se matérialise par un échange d'informations par le biais du Centre commun de coopération policière (CCPD) qui regroupe des représentants des services de police et des douanes belges, français, allemands et luxembourgeois et par le biais d'Interpol et d'Europol.

Elle se traduit ensuite par des actions ciblées, concertées et conjointes, en coopération avec Europol impliquant les États-membres de l'UE, au niveau Benelux, ou avec nos pays voisins (Freisener Gespräche avec l'Allemagne).

La police entretient également des contacts régionaux sous forme de stages pratiques ou de patrouilles mixtes.

Il existe par ailleurs des contacts opérationnels directs en cas d'incident entre les différents centres d'interventions nationaux de la Grande Région.

Les formes de collaboration existantes s'avèrent très efficaces en matière de lutte contre les cambriolages.

Question 2528 (04.11.2016) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**«Amnistie fiscale» votée en 2016:**

La loi budgétaire pour l'exercice 2016 introduit dans la loi générale des impôts un mécanisme temporaire de régularisation fiscale pour des personnes ayant leur résidence fiscale au Luxembourg. Les personnes concernées souhaitant bénéficier de cette mesure, et ainsi éviter les sanctions applicables en matière de fraude fiscale intentionnelle, d'escroquerie fiscale et de fraude fiscale involontaire, devront déposer une déclaration rectificative et ensuite s'acquitter du paiement intégral des impôts éludés en sus d'une majoration de 10% si la déclaration est déposée entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016, voire de 20% si le dépôt aura lieu entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de telles déclarations rectificatives ont été reçues par l'Administration des contributions directes (ACD)? Combien de personnes au total ont souhaité régulariser leur situation? Combien de déclarations ont déjà été traitées par l'ACD? Combien de déclarations ont pu bénéficier du mécanisme de la régularisation fiscale?

- Combien de déclarations rectificatives ont été refusées? Pour quels motifs celles-ci ont été refusées? Quelles ont été les conséquences pour le contribuable concerné?

- Quel est le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré par l'administration fiscale (sans compter la majoration des 10%)?

Réponse (06.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par sa question parlementaire du 4 novembre 2016, l'honorable Député s'interroge, par référence au régime temporaire de régularisation introduit par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2016, notamment sur le nombre de déclarations rectificatives, le refus de telles déclarations ainsi que sur le montant des impôts qui a ainsi pu être récupéré.

L'Administration des contributions directes est actuellement en train d'analyser les déclarations rectificatives obtenues jusqu'à ce jour. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que d'autres déclarations pourront encore être déposées sous les mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2016 (avec application d'un supplément de 10% du montant total des impôts éludés), voire jusqu'à la fin de l'année 2017 (avec application d'un supplément de 20% du montant total des impôts éludés). Vu que les demandes de régularisation, notamment quant à leur recevabilité ou pertinence, sont en cours de traitement, il n'est pas possible de faire un état des lieux à l'heure actuelle.

Question 2529 (04.11.2016) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **«Wanteraktioun»:**

À côté des trois foyers dits d'urgence - le «Centre Ulysse» à Luxembourg avec une capacité de 65 lits, la structure «Abrigado» également à Luxembourg avec une capacité de 42 lits, ainsi que le foyer «Abrisud» à Esch-sur-Alzette avec une capacité de 18 lits, le Gouvernement organise depuis l'hiver 2001-2002 l'«Action Hiver». La «Wanteraktioun» - qui fonctionne de début décembre jusqu'en avril - est la seule structure ouverte aux sans-abris pendant les nuits d'hiver sans condition de nationalité ou de titre de séjour.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

1) Étant donné que les températures commencent à chuter et à avoisiner zéro degré pendant les nuits dès novembre, ne serait-il pas opportun d'avancer la date de lancement de la «Wanteraktioun»?

2) Au vu du nombre croissant des sans-abris, et notamment de ceux qui ne satisfont pas aux conditions de nationalité et d'autorisation de séjour, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il conviendrait d'organiser d'autres «structures ouvertes» à l'exemple de la «Wanteraktioun» dans d'autres régions à travers le pays et que celles-ci soient ouvertes pendant toute l'année?

3) Quelles autres solutions Madame la Ministre envisage-t-elle concernant le problème du sans-abrisme?

Réponse (02.12.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1) La «Wanteraktioun 2016-2017» a ouvert ses portes ce jeudi, 1er décembre 2016.

Lors des éditions précédentes de la «Wanteraktioun», lorsque les températures restaient très basses après la fin officielle (31 mars), l'ouverture des structures a été prolongée.

ad 2) Au cours des dernières années, il a été observé que les personnes qui «ne satisfont pas aux conditions de nationalité et d'autorisation de séjour» se retrouvent toutes à Luxembourg-ville et qu'elles se concentrent essentiellement dans les quartiers situés autour de la gare.

Ceci étant, le foyer «Abrisud» à Esch-sur-Alzette participe aussi tous les ans à la «Wanteraktioun» et met à disposition un certain nombre de places.

Enfin, un projet de centre d'accueil d'urgence multifonctionnel situé sur un terrain étatique adjacent au Centre de rétention, sur le territoire de la commune de Sandweiler, est en cours de procédure d'autorisation. Ce centre multifonctionnel sera avant tout destiné à accueillir les services de la «Wanteraktioun».

ad 3) Une concertation a lieu entre la Ville de Luxembourg et le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région en vue de la mise en place de haltes de nuit, ouvertes pendant toute l'année et situées à deux endroits de la ville. Un projet pilote dans ce sens devrait débuter dès la fermeture de la «Wanteraktioun» au printemps 2017.

Enfin, la stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement (2013-2020) prévoit un certain nombre de mesures de prévention et de prise en charge, dont certaines ont déjà été mises en place avec succès. Ainsi, le projet «Housing First», mis en œuvre par le CNDS et la Croix-Rouge à Eich, permet de loger actuellement 15 personnes sans-abris de longue durée et en très grande précarité sociale.

Question 2531 (07.11.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Musée de la Police grand-ducale:**

L'ancien centre technique de la Gendarmerie, sis à Luxembourg-Verlorenkost, 1, rue Marie et Pierre Curie, dont l'immeuble date de 1954, sert encore aujourd'hui de lieu de collection de vieux objets d'équipement matériel et vestimentaire de la Gendarmerie et de la Police grand-ducale, et constitue par conséquent un témoin de l'histoire et du patrimoine des forces de l'ordre nationales.

L'association «Le Musée de la Police grand-ducale», s'engageant en faveur de cette collection, avait sollicité via courrier l'ancienne Ministre de la Culture afin de voir l'immeuble classé. Une réponse est toujours attendue à ce jour.

Par ailleurs, il semblerait que l'immeuble en question soit confronté à des problèmes techniques, dont un dysfonctionnement de la centrale de chauffage. Or, sachant que les périodes froides et humides sont imminentes, les objets risquent de subir des dommages irréversibles.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état actuel de la demande de classement de l'immeuble dont il est question?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il est prévu de classer l'immeuble en question en tant que monument national respectivement de l'inscrire à l'inventaire supplémentaire? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, affirmer que l'immeuble sera rénové et les installations réparées et m'indiquer qui en supportera les coûts?

- En tout état de cause, Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que les objets collectionnés par ladite association devraient être conservés de manière sûre et durable?

- Monsieur le Ministre, en cas de réponse affirmative, que compte-t-il envisager afin de garantir que les collections y exposées ne subissent aucun dommage suite aux problèmes techniques de l'immeuble?

Réponse (07.12.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture*:

Le 27 octobre 2015, une demande de classement de l'immeuble, 1, rue Marie et Pierre Curie à Luxembourg-ville, hébergeant le Musée de la Police grand-ducale, a été introduite par l'asbl «Le Musée de la Police grand-ducale» (ci-après l'«association») auprès du Ministère de la Culture.

Afin de ne pas compromettre d'autres projets concernant la future utilisation de l'ensemble du site «Verlorenkost» à des fins d'utilité publique, le Ministère de la Culture a pris la décision de ne pas déclencher la procédure de classement de l'immeuble en question.

Le Musée de la Police grand-ducale faisant partie du domaine de l'État et étant placé sous la tutelle du Ministère de la Sécurité intérieure, il n'appartient pas au Ministère de la Culture de subvenir aux coûts de rénovation dudit musée.

Pour ce qui est du contenu du Musée de la Police grand-ducale, le Ministère de la Culture se réjouit de la conservation des objets collectionnés. C'est pourquoi le Ministère soutient le Musée de la Police grand-ducale par le biais du réseau «Musées Luxembourg» auquel l'association a adhéré. Un crédit budgétaire annuel pour le financement d'activités communes des musées, telles que l'élaboration de projets pédagogiques, de promotion et de gestion des collections, figure au budget du Ministère de la Culture.

Question 2532 (07.11.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **télétravail:**

Dans une économie dominée progressivement par la Toile et les technologies modernes de l'information, le télétravail figure sans nul doute parmi les modes de travail émergents en facilitant notamment le travail à domicile. Dans une économie de taille réduite comme la nôtre, il va sans dire que le télétravail est l'une des formes d'organisation du temps de travail qui permet de diminuer les flux de transports collectifs et privés, surtout aux heures de pointe.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels domaines, voire dans quels types d'entreprises le télétravail est actuellement le plus développé? Le Ministère a-t-il fait réaliser une étude ou, du moins, un sondage en la matière?

- Le Ministère a-t-il déjà réfléchi à promouvoir, le cas échéant, des projets pilotes destinés à sensibiliser les entreprises à soutenir davantage le télétravail?

- Selon l'avis de Monsieur le Ministre, quels sont les profils professionnels qui se prêtent le mieux au télétravail?

- Monsieur le Ministre pense-t-il éventuellement à mettre en place un cadre incitatif destiné à favoriser ce genre de travail?

Réponse (07.12.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Au niveau européen (EU28) et selon les résultats de la sixième enquête européenne sur les conditions de travail publiée par Eurofound au mois de novembre de cette année, 3% des employés pratiquent le télétravail et ceci essentiellement dans le secteur des services financiers. Le télétravail étant le plus répandu au Danemark, aux Pays-Bas, en Suède et au Luxembourg (page 86 du rapport). Les professions les plus hautement qualifiées et aux exigences de travail les plus importantes sont aussi celles qui sont le plus concernées par le télétravail.

Au Luxembourg et selon l'Enquête sur les forces de travail (EFT) réalisée par le Statec, la pratique du télétravail est en forte augmentation. En 2010, 3% des résidents actifs ont pratiqué le télétravail (au moins huit heures par semaine) alors qu'en 2015 ils sont 6,1%.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les hommes sont plus nombreux que les femmes à pratiquer le télétravail.

Ce sont les professions de type directeurs, cadres gérants, professions intellectuelles et scientifiques qui pratiquent le plus ce genre de travail suivies par les professions intermédiaires.

L'augmentation de la pratique du télétravail semble démontrer que le cadre général fixé dans la convention conclue entre l'UEL, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, et déclarée d'obligation générale par un règlement grand-ducal du 15 mars 2016, répond aux besoins.

La promotion du télétravail a aussi fait l'objet de discussions bilatérales avec la France. Un groupe de travail va être constitué en vue d'identifier les problèmes qui se posent au niveau du télétravail transfrontalier.

Finalement, le développement du télétravail s'inscrit aussi dans la mise en œuvre de l'étude Rifkin. Les partenaires sociaux seront appelés à coopérer dans ce sens.

Question 2533 (07.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **carte d'invalidité:**

D'Kaart, déi vum Banneministère bei Invaliditéit ausgestallt gëtt, fält nawell zimlech grouss aus: Si ass ronn 12,5 cm op 8 cm. Dat ass nach méi grouss wéi eis al Carte d'identité.

Dowéinst wollt ech den Här Banneminister dëst froen:

- Wär et net méi praktesch, d'Invalidekaart, wéi ëmmer méi aner Dokumenter, am Scheckkaarteformat erauszeginn?

Réponse (28.11.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*:

D'Modalitéite betreffend d'Invalidekaarte sinn am geännerte Gesetz vum 23. Dezember 1976 betreffend d'Prioritéits- an d'Invalidekaarte geregelt.

D'Format vun deene Kaarten ass genauestens an den Ausféierungsbestëmmunge vun deem Gesetz, spréch am groussherzogleche Reglement vum 1. Mäerz 1979 bestëmmt, an zwar eng Breet vun 80 Millimeter an eng Héicht vun 125 Millimeter.

Am Kader vun der Campagne „Einfach Lëtzebuerg" huet d'Regierung virgesinn, déi gesetzlech Bestëmmunge betreffend d'Prioritéits- an d'Invalidekaarten am Sënn vun der administrativer Vereinfachung ze iwwerschaffen an och d'Format vun deene Kaarten un dei heiteg Zäit unzepassen.

Question 2534 (07.11.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **décharge pour déchets au Fridhaff:**

Op der fréierer Deponie Fridhaff soll eng Gasfakel d'Gaser evakuéieren, déi bei der Zersetzung vum Offall entstinn.

Iwwert déi Prozedur an iwwert déi weider Notzung vun der Deponie hunn ech e puer Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Nuets ass dacks keng Flam un der Fakel op der Deponie Fridhaff ze gesinn. Fält déi Anlag dacks aus, oder wat ass de Grond, firwat d'Fakel net brennt?

2. Wat fir Gasquantitéite bilde sech an der Deponie (Kubikmeter/Stonn)?

3. Et héiert een, datt d'Deponie an Zukunft eventuell soll fir Bauschutt genotzt ginn. Solle wierklech 350.000 Kubikmeter Bauschutt op de Fridhaff kommen?

4. Ass déi Moossnam verbonne mat enger neier Sécherheetsanalys (Standsicherheitsuntersuchung), besonnesch och wann ee bedenkt, datt d'Press schonn am Mee Rësser op der Anlag gemellt hat?

Réponse (06.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Den Deponiegas entsteet haaptsächlech duerch mikrobiell Ofbauprozesser, déi duerch ënnerschiddlech Facteure beaflosst ginn, wéi z. B. de Waasserhaushalt, d'Temperatur oder d'Nährstoffangebot am Deponiekierper. Och den atmosphäresche Loftdrock huet Afloss op de Gashaushalt an der Deponie.

Mat der biologescher Virbehandlung vum Offall ab dem Joer 2007 ass d'Quantitéit vum ufalenden Deponiegas zréckgaangen. Mat der Astellung vun den Oflagerungsaktivitéiten den 1. Januar 2015 gouf déi ganz Deponie mat enger Buedemschicht ofgedeckt. Dat huet bewierkt, datt och manner Waasser an den Deponiekierper andrénge kann an esou déi biochemesch Ofbauprozesser zréckginn. Doweinst entsteet och ëmmer manner Deponiegas, deen ofgefakelt muss ginn. Alles dat féiert derzou, datt et zu gréissere Schwankunge bei der Gasquantitéit komme kann.

Dat huet natierlech och Afloss op d'Betribszäite vun der Fakel, well de Gas fir d'Eischt emol während enger Zäit gesammelt gëtt an dann, wa genuch Volumen a Methan do ass, d'Fakel nees gezünt an de Gas verbrannt gëtt.

D'Fakel wor an de Joren 2014 bis 2015 am Schnëtt während 280 bis 365 Stonne pro Mount a Betrib.

ad 2. D'Gesamtgasproduktioun souwéi d'Minima a Maximawäerter vun de Stonneproduktiounen aus deene leschten dräi Joer stinn an der Tabell hei ënnendrënner:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Am Januar 2015 huet de SIDEC eng Déclaration de cessation d'activité fir d'Décharge agereecht. An deem Zesummenhang gëtt fir den Aménagement final vun der Décharge Äerdmass gebraucht, ganz besonnesch fir d'Ofdeckung an d'Rekultivatiounsschicht. Well de Moment verschidde Buedemmassen aus Aarbechten aus der Géigend ufalen an déi fir deen Zweck gëeegent sinn, ass et sënnvoll, déi Massen an der Tëschenzäit op dem Fridhaff tëschenzelageren. Dëst verhënnert, datt déi Massen elo mussen op eng Bauschuttdeponie transportéiert an do eliminéiert ginn, fir spéider, wann d'Ofdeckung vun der Deponie gemaach gëtt, nees nei Buedemmasse méi wäit musse sichen ze goen, well dann an der direkter Noperschaft eventuell keng esou Biedem zur Verfügung stinn.

Déi Buedemmasse ginn op der Décharge an am direkten Ëmfeld dovun tëschegelagert, bis se fir den definitiven Ofschloss vun der Décharge gebraucht ginn.

Et ass net virgesinn, d'Décharge vum SIDEC fir d'Deponéierung vu Bauschutt ze notzen.

ad 4. De Kommodo-Dossier, dee vum SIDEC fir dës Tëschelagerung agereecht gouf, enthält all déi noutwendeg Informatiounen an Angaben, déi fir d'Instruktioun vum Dossier entspriechend dem Kommodo-Gesetz noutwendeg sinn. Och läit dem Dossier eng Standsécherheetsberechnung bäi, déi opweist, datt duerch dës Tëschelagerung keng Problemer entstinn.

Question 2535 (07.11.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **décharge pour déchets au Fridhaff:**

Schonn am Mee dëses Joers war an der Press an alarmisteschen Téin iwwer Rëss an der Ofdeckung ze liesen, déi op der Deponie Fridhaff fonnt gi sinn. An deem Kader wollt ech der Madamm Ëmweltminister dës Froe stellen:

1) Kann d'Madamm Minister d'Rëssbildung op der Deponie Fridhaff confirméieren?

2) Sinn déi Rëss just op der Deponie oder gëtt et wéinst aner Rëss um Buedem vun der Deponie vläicht och eng Gefor fir d'Grondwaasser?

3) Wéi breet sinn déi Rëss a wéi hu si sech zënter de Presseartikelen am Mee weiderentwékkelt?

4) Weess d'Madamm Minister, wat d'Ursaach vun deene Rëss ass?

5) Si Gasen aus der Deponie un de Rëss gemooss ginn an, wa jo, a wéi enger Konzentratioun?

6) Wat huet d'Madamm Minister an d'Weeër geleet, fir dës Problemer ze behiewen?

Réponse (06.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

1) Et konnt ee Rass an der temporärer Buedemofdeckung an der Peripherie vun der Deponie, awer ausserhalb vum Oflagerungsberäich vum Offall festgestallt ginn. Dëse Rass verleeft entgéint der natierlecher Hangneigung vun nordëstlecher a südwestlech Richtung. An engem éischten Tëschebericht, dee vun engem Expert erstallt gouf, gëtt dëse Rass als éischter ontypesch beschriwwen, fir datt en d'Resultat vum Ofrutsche vu gréissere Massen am Hang sollt sinn, dëst besonnesch, well en entgéint der natierlecher Hangneigung verleeft.

2) De Rass befënnt sech am Randberäich vum Deponiekierper a Material, dat fir d'Deponieprofiléierung an Ofdeckung do opgeschott an tëschegelagert gouf. E befënnt sech also weder um basisofgedichten Deponiekierper selwer nach am Beräich vun der Tëschenofdichtung. Och den Deponiedamm ass net vum Rass betraff. Ausser dësem Rass konnte keng weider Rëss op der Deponie festgestallt ginn. Am Zesummenhang mat dësem Rass ginn et keng Indicen, déi op eng Gefor fir d'Grondwaasser géife schléisse loossen.

3) De Rass war op enger Längt vun zirka 20 m nëmmen e puer Millimeter breet. Am Bëschungsberäich war en awer op enger Längt vun 2 bis 3 m bis ongeféier 30 cm breet.

Säit Mee 2016 konnte keng weider Bewegungen op dëser Plaz beobacht ginn. Am Juni gouf eng Baggerschurf op där Plaz gemaach an de Buedem duerno nees glat ofgezunn, fir all weider Bewegunge kënnen optesch ze erkennen.

Fir méi eng genau Kontroll vun der Plaz ze erméiglechen, si vun Enn August bis Mëtt September 2016 zwee Inklinometere gesat ginn. Dës erlaben d'Erfaassung vun der Horizontal- a Vertikalverformung am Buedem. D'Nullmiessung ass den 13. September gemaach ginn. Déi zwou Miessungen, déi do bis ewell gemaach goufen, weisen, datt de Buedem sech net méi beweegt.

4) Aktuell läit en definitiven Ofschlossbericht zu den Ursaache vun der Rassbildung nach net vir. An engem éischten Tëschebericht vun Enn Juni geet den Expert, dee mat der Ënnersichung vun den Ursaache vum SIDEC beoptragt gouf, allerdéngs dovun aus, datt et am eigentlechen Oflagerungsberäich, dee parallell zum Rass verleeft, souwuel zu laaschtofhängege wéi och laaschtonofhängege Setzunge komm ass. D'Buedemiwwerschëddungen, déi op dëser Plaz e puer Meter déck sinn, hu sech am Beräich vun der Deponie gesat. An deem Deel, wou d'Iwwerschëddung op dem natierlech gewuessene Buedem opläit, koum et zu kenge Setzungen. Dës ënnerschiddlech Situatioun huet mat sech bruecht, datt sech e Rass an dem tëschegelagerte Buedemmaterial bilde konnt. D'Sondagen, déi am Juni gemaach goufen, hu gewisen, datt de Rass am Buedemmaterial lokaliséiert ass an net an den Deponiekierper erareecht. D'Déift vum Rass läit bei ongeféier 2,2 m.

5) Bei der Kontroll vun dem Rass goufe Gasmiessungen duerchgefouert, woubäi awer kee Gasaustrëtt festgestallt konnt ginn.

6) An Ofstëmmung mat der Ëmweltverwaltung gouf vum SIDEC, an Zesummenaarbecht mat engem Expert, en Iwwerwaachungsprogramm opgestallt. Dee gesäit ënner anerem vir, datt all bestoend Schachtbauwierker op Rëss ze kontrolléiere sinn. Dernieft sinn och Miessplaze mat Inklinometeren installéiert ginn.

Des Weidere ginn och elo regelméisseg iwwer „digital Orthofotoen" Vermiessunge vun der ganzer Deponie duerchgefouert, déi et erméiglechen, och nach esou kleng Bewegunge vu manner wéi engem Zentimeter ze erfaassen. Am Hierscht ass eng éischt Iwwerfléiung an Ausmoossung mat enger Dron gemaach ginn. Bei enger zweeter Iwwerfléiung, véier Woche méi spéit, konnt keng Bewegung am Ëmfeld vum Rass festgestallt ginn. Am Fréijoer 2017 ass nach eng drëtt Campagne mat enger Dron virgesinn.

Well mat Hëllef vun der Dron déi spezifesch Topografie vun der ganzer Deponie relativ einfach ze iwwerwaachen ass, wäert et also och méiglech sinn, net nëmmen de Beräich, wou sech an der Vergaangenheet ee Rass gebilt hat, ze iwwerwaachen, mä déi gesamt Deponie besser ze beobachten.

Question 2538 (08.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **taxe sur les opérations boursières:**

La note de politique générale «Finances et lutte contre la fraude fiscale» du Ministre des Finances belge indique sommairement qu'une modification sera «opérée au niveau de la taxe sur les opérations boursières afin d'aboutir à des conditions équitables entre les intermédiaires financiers étrangers et belges». Les plafonds applicables seraient par ailleurs doublés.

D'après le «Luxemburger Wort», cette taxe viserait à l'avenir également des opérations en bourse effectuées par des résidents fiscaux belges à l'étranger. Une proposition de loi en ce sens avait d'ailleurs déjà été déposée à la Chambre des Représentants en novembre 2011, alors qu'il avait été constaté que des milliers de Belges échapperaient à cet impôt en effectuant leurs transactions via des sites de courtiers établis à l'étranger. À l'époque le porte-parole du Service public fédéral Finances avait confirmé qu'«en cas de recours à un courtier étranger par le biais d'Internet, il y a une absence de lien territorial avec la Belgique et partant une impossibilité pour le fisc belge à prélever la taxe sur les opérations de bourse».

Alors que la modification législative envisagée en Belgique ne sera certainement pas sans effet sur la place financière luxembourgeoise, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la loi belge en projet comporte une dimension extraterritoriale?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette nouvelle loi est conforme au droit européen (liberté d'établissement, libre prestation des services)? Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il faire part de sa désapprobation au Ministre des Finances belge? Quels sont les autres moyens à disposition de Monsieur le Ministre lui permettant de s'opposer à de telles initiatives législatives à portée extraterritoriale?

Réponse (06.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Actuellement, la taxe sur les opérations de bourse belge s'applique à toutes les transactions qui portent sur des fonds publics belges ou étrangers conclues ou exécutées en Belgique.

Le Gouvernement belge a annoncé vouloir étendre le champ d'application de cette taxe pour que dorénavant les opérations réalisées par des intermédiaires établis à l'étranger sur ordre, soit d'une personne physique qui a sa résidence habituelle en Belgique, soit par une personne morale à partir de son siège ou d'un établissement situé en Belgique soient également taxables.

Selon notre compréhension le résident belge, personne physique ou morale, serait le redevable de la taxe. Les intermédiaires financiers établis à l'étranger, notamment au Luxembourg, n'auraient ainsi dans ce contexte aucune obligation directe vis-à-vis des autorités fiscales belges.

Enfin, d'après les informations actuellement disponibles à ce sujet, sachant qu'aucun texte législatif n'a encore été adopté par la Belgique, il n'est pas possible de se prononcer sur une éventuelle non-conformité par rapport aux droits fondamentaux prévus par le droit européen.

Question 2539 (08.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **courriel des ministres et des ministères:**

Den Här Bausseminister Jean Asselborn huet elektronesche Courrier, deen un d'Regierung (Baussen- a Statsminister) adresséiert war, op sengem private Facebook ëffentlech gemaach, mat Numm a Postadress vum Absender. Onofhängeg vum Inhalt vun deene Mailen, werft dat Virgoen awer eng Rëtsch vu Froen op:

1) Gëtt et eng Prozedur, déi d'Vertraulechkeet vun E-Mailen, déi un e Regierungs-Server adresséiert sinn, garantéiert?

2) Gëtt et an der Prozedur Ënnerscheeder, ob déi Mail op eng nominativ Adress vun engem Fonctionnaire oder vum Minister geschéckt gëtt oder op d'Sammeladress vum Ministère?

3) Gëtt et eng Prozedur, ob Maile vun engem anere Ministère, déi eventuell weidergeleet gi sinn, deenen nämlechte Regelen ënnerleie wéi déi, déi ee selwer kritt huet?

4) Wien däerf déi E-Maile liesen, wien däerf de Courrier interne weiderleeden, wien däerf dee Courrier kopéieren a wien decidéiert, ob esou Mailen eventuell solle public gemaach ginn?

5) Sinn an deene Prozeduren, déi all Regierung misst hunn, och Sanktioune virgesinn, wann ee sech net sollt drun halen?

6) Ass den E-Mail e wichtegt Kommunikatiounsmëttel vun der Regierung, och am Kontakt mam Bierger?

7) Kommen iwwer E-Mail och wichteg oder vertraulech privat Informatiounen un d'Regierung, déi net sollten un d'Éffentlechkeet kommen? Wa jo, no wéi enger Prozedur ginn dës Informatioune klassifizéiert?

8) Fäert den Här Premierminister net, datt d'Vertrauen an dee modernen a kamoude Kommunikatiounswee verluer geet an datt deen net méi wäert benotzt ginn, wann d'Vertraulechkeet vun deem Kommunikatiounsmëttel net garantéiert ass?

9) An dësem konkrete Fall, huet de Bausseminister selbststänneg gehandelt oder hat hien den Accord vun der Regierung, fir déi Mailen, déi un de Ministère geschéckt gi sinn, op sengem privaten, ëffentleche Facebook ze publizéieren?

10) Wär et net opportun, d'Regierungsprozedure fir d'Vertraulechkeet vun E-Mailen esou séier wéi méiglech - an onofhängeg vun der Äntwert op dës Fro - public ze maachen?

Vun engem juristesche Standpunkt aus gekuckt, hätt ech dës zousätzlech Froen:

11) Sinn E-Mailen un d'Regierung (och op d'allgemeng E-Mail-Adress) perséinleche Schrëftverkéier an ënnerleien domat, onofhängeg vu Regierungsprozeduren, der Vertraulechkeet an de Regele vum Schutz vun der Privatsphär a vum Postgeheimnis?

12) Sollten esou Mailen als perséinlechen, private Schrëftverkéier ugesi ginn, wat fir rechtlech Méiglechkeeten huet de Ministère oder de Minister dann, fir sech géint esou Schrëftstécker ze wieren, wann den Inhalt eventuell ongesetzlech wär?

13) Am Fall, wou duerch d'Veröffentleche vun esou enger Mail Drëttpersounen oder och den Absender Schued erleiden, wat fir eng Méiglechkeet hunn déi Drëttpersounen oder och den Absender, fir sech ze wieren an hire Schued ersat ze kréien?

14) Sollt net grad e Bausseminister, mat Bléck op aner Länner, verstoen, datt E-Mailen, déi un d'Regierung adresséiert sinn, net ouni Grond strenge Prozedure missten ënnerleien an datt e liichtfankegen Émgang mat esou enger Korrespondenz eventuell grav politesch Konsequenze kann hunn?

Réponse commune (21.11.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Den honorabelen Här Deputéierte Fernand Kartheiser huet eng Rei Froen zum Émgang an der Vertraulechkeet vun E-Mailen, déi u Regierungsmemberen adresséiert ginn, gestallt, zu deenen den Här Premierminister, Statsminister, den Här Minister vum ëffentlechen Déngscht an der administrativer Reform, an den Här Ausseminister an dëser Äntwert gemeinsam Stellung bezéien.

All d'E-Mailen, déi un eng staatlech E-Mail-Adress geschéckt ginn, sinn innerhalb vum staatleche Server geschützt, soudass et fir net berechtegt Drëttpersounen net méiglech ass, sech vu baussen en Accès zu dësen E-Mailen ze verschafen. Hei gëtt net ënnerscheet, ob et sech ëm eng E-Mail un e Regierungsmember, e Statsbeamten oder un eng Sammeladress vun engem Ministère handelt. Domat ass d'Vertraulechkeet vun all den E-Mailen, déi un de Statsserver geschéckt ginn, garantéiert. Dëst ass och de Fall fir E-Mailen, déi innerhalb vum Stat verschéckt oder weidergeleet ginn. All Destinataire a Persoun, déi vun enger E-Mail betraff ass respektiv doru schafft oder matschafft, däerf dës och liesen, kopéieren an un aner betraffe Persoune weiderleeden. Ginn dës Regelen net befollegt an ass domat d'Vertraulechkeet vun den E-Mailen net respektéiert, dann applizéiert sech den Droit commun, dat heescht ënner anerem den Artikel 458 vum Code pénal.

E-Maile sinn e wichtegt Kommunikatiounsmëttel vun der Regierung a Regierungsverwaltung, an dat och am Kontakt mam Bierger. Et gi souwuel vertraulech wéi och net vertraulech Informatiounen iwwer E-Mail un d'Administratiounen an un d'Regierungsmembere geschéckt. Dës ginn op déi nämlecht Aart a Weis traitéiert wéi déi Informatiounen, déi iwwer Bréif geschéckt oder iwwer Tëlefon matgedeelt ginn. Et gëtt keng Bedenken, wat d'Vertrauen an déi modern Kommunikatiounsmëttel ugeet, well d'Sécherheet vum staatleche Server d'Vertraulechkeet vun der Kommunikatioun garantéiert.

Wat d'Veröffentleche vun E-Mailen un den Här Ausseminister op sengem private Facebook-Kont ugeet, esou huet dëse selbststänneg gehandelt a wéi hien dat fir richteg gehalen huet.

E-Mailen, déi un d'Regierungsmembere geschéckt ginn, si gläichzesetze mat Korrespondenz, déi dem Bréifgeheimnis ënnerläit, dat heescht, si däerf net vu Leit, déi net Adressat oder berechtegt sinn, Kenntnis vun der Kommunikatioun ze huelen, opgemaach oder traitéiert ginn. E-Mailen ënnerscheede sech net vun traditioneller Korrespondenz, wat d'Responsabilitéit vum Auteur oder den Adressaten ugeet oder wat den Traitement durch berechtegt Persoune betrëfft. Ass den Inhalt vun enger Korrespondenz, déi un e Minister adresséiert ass, net rechtméisseg, esou kann dëse wéi all Mënsch zivill- oder strofrechtlech géint den Absender vun der E-Mail virgoen. Wann den Absender oder eng Drëttpersoun duerch d'Veröffentleche vun enger E-Mail sollt e Schued erleiden, da kënnen och dës no den normale Regele vum Droit commun juristesch Schrëtt géint déi Persoun, déi fir de Schued verantwortlech ass, aleeden.

Déi spezifesch E-Mailen, déi vum Ausseminister veröffentlecht gi sinn, waren net un d'Regierung adresséiert, mä un den Här Jean Asselborn perséinlech a senger Qualitéit als Minister.

Question 2542 (08.11.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**exposition au radon:**

Le radon est un gaz radioactif naturellement présent à la surface de la terre et qui se forme par désintégration du radium dans la chaîne de désintégration radioactive de l'uranium et du thorium naturellement contenus dans les roches ou le sol. Une exposition forte et prolongée au radon peut entraîner un cancer pulmonaire et, selon la Ministre de la Santé, l'exposition au radon constitue la deuxième cause de cancer du poumon après le tabagisme.

Selon un article paru récemment dans la presse écrite, la Division de la radioprotection a lancé une série de mesures dans la commune de Wahl, au nord du pays.

Déjà en 2006-2007 une campagne de mesures avait été réalisée dans les écoles du nord du pays et des travaux d'assainissement avaient été recommandés. En 2008, le Ministre de la Santé de l'époque avait annoncé que dans le futur, en cas de travaux d'assainissement nécessaires, la Division de la radioprotection proposerait un support logistique et que l'efficacité des mesures d'assainissement serait contrôlée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que de nouveaux travaux d'assainissement ont eu lieu depuis 2007? Dans l'affirmative, combien de travaux ont eu lieu?

- Le support logistique tel qu'annoncé en 2008 est-il opérationnel?

- Existe-t-il une sorte d'inventaire de toutes les mesures effectuées au Luxembourg depuis 2006-2007 ainsi que des travaux d'assainissement réalisés?

- Sachant que, selon les estimations des experts, environ mille maisons d'habitation au Luxembourg présentent une concentration moyenne en radon de 1.000 Bq/m^3, ne serait-il pas opportun d'effectuer aussi des mesures dans les bâtiments publics, notamment les maisons relais, les écoles et les administrations dans le nord du pays?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il sensibiliser concrètement la population dans les régions à risque?

- À l'instar de la Belgique, existe-t-il une formation «radon» pour les professionnels de la construction au Luxembourg?

Réponse (29.11.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

Pour la campagne consacrée au radon dans les écoles, réalisée en 2006-2007, un expert Suisse avait été invité à donner des conseils sur place, c'est-à-dire dans les bâtiments scolaires avec les responsables techniques de ces bâtiments. Lors de l'étude, certaines crèches avaient aussi été contrôlées. Il y a cependant lieu de noter que, faute d'une législation en matière du radon, toute démarche d'assainissement était volontaire. Un suivi statistique, comme le demandent les honorables Députés, n'a pour cette raison pas été indiqué. Par contre, des mesures de contrôle postérieures aux actions de remédiation ont à chaque fois permis de vérifier l'efficacité des travaux réalisés. Un séminaire avec les architectes luxembourgeois avait également été organisé en marge de la campagne précitée.

De même, concernant les habitations privées, des mesures sont offertes de manière gratuite et des visites chez les propriétaires sont organisées régulièrement pour tenter de baisser les activités en radon.

Concernant la sensibilisation du public, le Gouvernement a d'ores et déjà profité de la Journée européenne du radon le 7 novembre 2016 pour informer et sensibiliser la population luxembourgeoise. Pour cette occasion, le site Internet «eSanté» a été mis à jour. Un flyer en langues française et allemande y a été présenté et sera distribué prioritairement par l'intermédiaire des administrations communales et des cabinets des médecins généralistes des cantons du nord du pays.

Actuellement, les services de la Direction de la santé du Ministère de la Santé élaborent un plan d'action pour aborder de manière plus systématique la problématique du radon, ce qui n'était pas le cas dans le passé. Au-delà des démarches précitées, des formations pour les professionnels du bâtiment et des séminaires dédiés à un plus large public seront organisés en 2017 pour permettre des échanges avec des experts étrangers.

Dans le cadre du plan national «radon», et qui sera finalisé en novembre 2017, les mesures qui se concentrent actuellement principalement sur les habitations privées seront élargies aux lieux de travail, y compris évidemment aux établissements scolaires et aux crèches.

Question 2550 (10.11.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **cannabinoïdes en vente au Luxembourg:**

Eldoradio a récemment diffusé un reportage sur un nouveau type de cannabinoïdes, muni du sceau de l'Administration des douanes et accises et commercialisé au Luxembourg. Ce produit présenterait à la base un taux de THC supérieur à la norme européenne, mais du fait de l'ajout de cannabidiol, le niveau de THC diminuerait à 0,2% et serait dès lors conforme à la norme européenne.

D'un point de vue sanitaire, le produit ne serait pourtant pas sans risque. Très proche du cannabis «ordinaire», le produit pourra être fumé et dès lors dégager des substances nocives.

Il ne peut enfin pas être exclu que les détenteurs de ces produits soient verbalisés par la police.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels types de cannabinoïdes sont actuellement en vente libre au Luxembourg?

- Le Gouvernement peut-il exclure que ces produits nuisent à la santé des consommateurs?

- Le Gouvernement entend-il mettre un terme à la vente libre de tels produits en les interdisant ou en en régulant le taux de cannabidiol?

Réponse commune (02.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 26 mars 1974 établissant la liste des stupéfiants, les plantes de chanvre (cannabis sativa), ainsi que les semences, extraits, teintures et résines de la même plante tombent sous les dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Ne sont pas considérées comme stupéfiants les variétés de chanvre admissibles à un régime de soutien dans le cadre de la politique agricole commune et, à condition que leur teneur en delta-9-tetrahydrocannabinol (THC) par rapport au poids d'un échantillon porté à poids constant soit inférieur à 0,3%, les variétés destinées à un usage commercial à des fins non enivrantes pour lesquelles aucun potentiel d'abus n'est avéré d'après l'état actuel des connaissances en matière de toxicomanie.

En vertu de l'article 2 du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 20 mars 1974 concernant certaines substances psychotropes, l'ensemble des agonistes synthétiques des récepteurs cannabinoïdes ou cannabinomimétiques synthétiques tombent sous les dispositions de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie. Cette modification est intervenue dans le contexte de l'émergence et de la prolifération de produits dits «Nouvelles substances psychoactives (NSP)» contenant notamment ce type de molécules cannabinoïdes.

Si le delta-9-tetrahydrocannabinol (THC) tombe sous les législations nationale et internationale sur les stupéfiants et produits psychotropes, le cannabidiol (CBD), mentionné par l'honorable Parlementaire, n'est pas listé dans les conventions onusiennes en matière de stupéfiants et de substances psychotropes dont le Grand-Duché de Luxembourg est signataire, ni dans la législation nationale, étant donné que son potentiel psychoactif est considéré comme étant insignifiant, voire nul.

Des aliments issus de variétés de chanvre industriel, présentant un taux en THC inférieur à la norme nationale, sont commercialisés depuis des années au Grand-Duché de Luxembourg notamment sous forme de tisanes, boissons, d'huile, de graines et de farine.

Ces produits sont en vente libre et peuvent faire l'objet d'un contrôle de la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé, et notamment d'une analyse quantitative en matière de teneur de THC et de CBD.

Dans ce contexte, il convient toutefois de souligner que fumer du chanvre, soit-il industriel ou non, ou toute autre matière végétale séchée, commercialisée ou non, est nuisible à la santé en raison des composés nocifs dégagés et inhalés lors de la combustion. Les concentrations de certaines de ces substances (e. g. ammoniaque, goudron, cyanure d'hydrogène, monoxyde d'azote) sont d'ailleurs plus élevées dans la fumée de chanvre que dans la fumée de tabac par exemple.

À préciser enfin que les extraits concentrés en CBD (liquides ou sous forme de pâte) sont désormais considérés comme «Nouveaux aliments (Novel Food)» en vertu du règlement (CE) n°258/97 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires. Une mise sur le marché de tels produits présuppose une autorisation dans le cadre de ce règlement.

Question 2554 (10.11.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **grippe aviaire H5N8:**

Ces derniers jours, plusieurs cas de grippe aviaire H5N8, également connue sous le nom de peste aviaire, ont été détectés chez des oiseaux dans divers pays d'Europe comme en Autriche, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que des cas de grippe aviaire ont été détectés au Luxembourg?

- Le cas échéant, quelles sont les mesures de précaution que le Ministère de l'Agriculture de la Viticulture et de la Protection des consommateurs compte entreprendre?

Réponse (21.11.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Malgré les analyses effectuées sur tous les cadavres de volailles emmenés au Laboratoire de médecine vétérinaire pour autopsie, ainsi que celles prescrites par la législation communautaire pour les volailles et les oiseaux sauvages, aucun cas de grippe aviaire n'a été détecté au Luxembourg jusqu'à ce jour.

Dans le cadre de la situation actuelle de la grippe aviaire causée par le virus hautement pathogène H5N8 qui sévit dans plusieurs États membres, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a instauré une obligation de confinement de la volaille pour les éleveurs professionnels et a recommandé cette obligation également aux éleveurs amateurs.

En outre, en vue de la prévention de l'introduction du virus dans les élevages, le Ministère a rappelé par voie de communiqués officiels les conditions de biosécurité à respecter et a demandé de déclarer toute suspicion en cas de symptômes cliniques, voire de mortalité anormale.

En cas d'apparition d'un cas de grippe aviaire, la législation définit clairement les dispositions à prendre comme p. ex. l'abattage de la volaille de l'exploitation atteinte, la mise en place de zones de restriction et de surveillance, etc.

N°04
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°04 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Coopération au développement:
- déclaration p. 90
- débat p. 92
Société d'impact sociétal (SIS) p. 102
Plurilinguisme dans le système éducatif p. 117
Sommaire des séances publiques nos 8 et 9 p. 128
Sommaire des questions parlementaires p. Q85
8e séance Mercredi 23 novembre 2016
9e séance Jeudi 24 novembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à la Chambre

M. Zeid Ra'ad Al Hussein entouré du Président de la Chambre et de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la délégation parlementaire auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Les enjeux concernant les droits de l'homme au Grand-Duché, les crimes perpétrés et la violation des droits de l'homme en Syrie et dans le monde étaient au cœur de l'échange de vues entre le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et ceux de la délégation parlementaire luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 20 janvier 2017.

Soutien pour la poursuite juridique des crimes de guerre en Syrie

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la création d'un groupe de travail chargé de préparer des dossiers sur les crimes de guerre commis en Syrie, ce qui permettra la poursuite en justice des responsables de ces crimes, a expliqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Ce mécanisme international et indépendant sera financé de manière volontaire, d'où son appel aux députés et au Gouvernement luxembourgeois d'aider financièrement les enquêtes et les poursuites contre les responsables de ces crimes de guerre.

«L'impunité est l'un des plus grands dangers pour nos valeurs», a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui s'est engagé à faire un appel au Gouvernement luxembourgeois pour soutenir ce mécanisme.

Le Président du Parlement a également rappelé que la Chambre des Députés avait adopté à l'unanimité, le 22 décembre 2016, une motion appelant le Gouvernement luxembourgeois «à soutenir les efforts déployés au niveau de la communauté internationale en vue de traduire en justice les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak.»

Montée du populisme et conflits autour du monde

La montée du populisme en Europe ainsi qu'aux États-Unis et les tensions politiques dans le monde (Philippines, Venezuela, etc) qui risquent d'avoir des effets désastreux sur les droits de l'homme étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues avec les députés.

Reconnaissance juridique pour personnes transsexuelles et intersexuées

Suite à un entretien avec des représentants de la société civile luxembourgeoise, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a abordé plusieurs enjeux touchant aux droits de l'homme au Luxembourg, notamment les discours de haine dans les réseaux sociaux et les questions d'une fiscalité équitable.

Un autre objectif est celui de la reconnaissance juridique des personnes transsexuelles et intersexuées.

Un projet de loi introduisant un cadre légal pour résoudre cette question sera bientôt déposé à la Chambre, a assuré le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Un échange sur l'attractivité de la place financière

Les pratiques parlementaires pour assurer et renforcer l'attractivité de la place financière luxembourgeoise, en particulier depuis l'annonce de la Grande-Bretagne de sortir de l'Union européenne, était au cœur d'un échange de vues entre plusieurs députés luxembourgeois et une délégation du Sénat français le 19 janvier 2017.

Le Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Eugène Berger, a accueilli son homologue du Sénat, Mme Michèle André, ainsi que le rapporteur général de la commission respective, M. Albéric de Montgolfier, à la Chambre des Députés.

Les députés luxembourgeois MM. Eugène Berger, Claude Haagen et Laurent Mosar ont explicité la démarche de la commission parlementaire en charge des finances dans ce domaine.

Ils ont décrit le défi du travail législatif concernant un nombre croissant de directives européennes à transposer en droit national, des textes qui se caractérisent par une complexité grandissante.

Concernant le Brexit annoncé, les députés luxembourgeois se sont montrés confiants des atouts de la place financière luxembourgeoise. Ils ont partagé avec les sénateurs français la crainte que les négociations avec la Grande-Bretagne conduisent à un blocage généralisé à Bruxelles.

Un des objectifs de la visite des sénateurs était de sonder les intérêts des partenaires européens afin que l'Europe continentale puisse «montrer un visage cohérent».

(de gauche à droite) M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, Mme Michèle André signant le Livre d'or de la Chambre, M. Albéric de Montgolfier, M. Laurent Mosar

Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

Priorité donnée à la participation citoyenne

Le Secrétaire général présente ses vœux de Nouvel An au Président de la Chambre, aux membres du Bureau et de l'Administration parlementaire ainsi qu'à la presse parlementaire.

M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen

Le personnel de l'Administration parlementaire et les représentants de la presse formaient un auditoire intéressé.

«Nous avons besoin d'un Parlement fort pour répondre aux défis complexes de la société», a déclaré le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, lors de ses vœux aux députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la presse parlementaire et au personnel de l'Administration parlementaire, le lundi 9 janvier 2017.

Au cours de son discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a tenu à souligner: «En tant que représentants des citoyens nous avons plus que jamais le devoir d'écouter et d'expliquer qu'il n'existe pas de solutions toutes faites pour résoudre les problèmes complexes.» «Nous devons faire preuve de conviction, de patience et d'engagement pour défendre les valeurs de notre démocratie et de l'État de droit», a-t-il encore expliqué.

En 2017, la Chambre des Députés poursuivra ainsi ses efforts pour développer davantage la participation citoyenne. Les consultations des citoyens en vue d'une future Constitution ainsi que la «success-story» des pétitions publiques en sont des exemples.

S'y ajoutent les efforts concernant l'éducation à la citoyenneté tout comme des formations proposées aux enseignants, les visites, les débats entre députés et jeunes ou encore l'organisation d'une «Journée des portes ouvertes» - la prochaine est prévue au printemps 2018 -, des démarches qui donnent la possibilité aux citoyens d'être en contact direct avec l'institution et ses représentants.

La réception de Nouvel An à la Chambre des Députés était également l'occasion de passer en revue les grands dossiers législatifs de l'année 2016 et d'évoquer les réformes qui marqueront l'année 2017 au Parlement luxembourgeois, notamment celle concernant la nationalité, le divorce, les services de secours, le RMG ou encore la réforme du secteur hospitalier.

Audience de Nouvel An au Palais grand-ducal

© Cour grand-ducale / Charles Caratini

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière accueillent le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo, et la Vice-Présidente, Mme Simone Beissel

À l'occasion du Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du Bureau ont été reçus en audience au Palais grand-ducal.

Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, remet une pétition d'Amnesty International Luxembourg à Mme Ermira Akhundova, députée azerbaïdjanaise.

Visite azerbaïdjanaise

Les relations bilatérales, la situation des droits de l'homme ainsi que celle de la société civile et la liberté de presse étaient au cœur de l'échange de vues, le 19 janvier 2017, entre une délégation du groupe d'amitié parlementaire Azerbaïdjan-Luxembourg et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a remis à Mme Ermira Akhundova, chef de la délégation azerbaïdjanaise, une liste avec les noms de 160 détenus politiques ainsi qu'une pétition d'Amnesty International Luxembourg demandant la libération de deux hommes condamnés à dix ans de prison pour avoir écrit un graffiti ironique à caractère politique.

Le conflit arméno-azerbaïdjanais - conflit du Haut-Karabakh, territoire principalement peuplé d'Arméniens mais faisant juridiquement partie de l'Azerbaïdjan -, ayant entraîné plus d'un million de réfugiés majoritairement azerbaïdjanais, a également été évoqué lors des discussions. Dans ce contexte, la délégation azerbaïdjanaise a insisté sur la nécessité d'éviter une approche à «double standard».

Une bonne intégration des 86 Azerbaïdjanais résidant au Luxembourg ainsi que les récents développements économiques du pays ont été au cœur d'une deuxième entrevue entre les membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la délégation azerbaïdjanaise.

Diversifier l'économie du pays - une économie basée jusqu'à présent sur le pétrole - en favorisant le développement d'autres secteurs clés, comme celui du tourisme ou de la logistique, est une des priorités pour l'Azerbaïdjan.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°04** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Gestion du domaine public fluvial

6530 - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

*** de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,**

*** de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,**

*** de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,**

*** de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et**

*** de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et**

b) abrogation

*** des articles 1er, 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;**

*** de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;**

*** de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et**

*** de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés**

Le projet de loi 6530 a pour objet, d'une part, la création d'un cadre légal en matière de gestion du domaine public fluvial et, d'autre part, le renforcement des missions de gestion de la flotte fluviale luxembourgeoise et les pouvoirs de sanction du Service de la navigation. Pour ce faire, la loi entend préciser les conditions de l'usage public, les dispositifs de protection, les modalités d'administration et les outils de gestion et de valorisation de ce patrimoine commun.

Le texte vise à compléter la loi modifiée du 28 juillet 1973 ayant porté création d'un service de la navigation rattaché directement au ressort des transports en précisant ses missions. Ces missions, se limitant actuellement à la gestion et à la surveillance infrastructurelle et l'exercice des fonctions de police sur le condominium germano-luxembourgeois, sont complétées par celle de gestionnaire de la flotte fluviale. Les pouvoirs des agents sont étendus pour permettre une intervention efficace sur un bateau. Parallèlement, le pouvoir de recourir à des sociétés de classification est introduit.

En même temps, la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale est adaptée pour tenir compte des exigences de qualité qui s'imposent aux bateaux de navigation intérieure demandant une inscription sur les registres d'immatriculation au Luxembourg (exigence d'une assurance RC obligatoire et conditions d'âge du bateau pour une première immatriculation) et ce dans un objectif d'éviter tout reproche de pavillon de complaisance.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.01.2013

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

20.02.2013	Désignation d'un rapporteur
07.01.2015	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.01.2016	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13.10.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
01.12.2016	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 298, page 6196

Égalité des chances

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dans son programme de 2013, le Gouvernement nouvellement en place s'était engagé à abolir les inégalités salariales entre femmes et hommes «par la force de la loi».

Par le biais du projet de loi 6892, des dispositions relatives à l'égalité salariale entre hommes et femmes seront désormais inscrites dans la loi, au Code du travail, éléments déjà esquissés dans la proposition de loi 6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes, déposée par Monsieur le Député Lucien Lux en septembre 2013 et reprise par Madame la Députée Cécile Hemmen en mars 2014.

Avec l'introduction d'un nouveau Chapitre V au Titre II du Livre II du Code du travail, intitulé «Égalité salariale entre les hommes et les femmes», tout employeur doit assurer l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes pour un même travail ou pour un travail de valeur égale.

L'employeur qui, à l'avenir, ne respectera pas cette obligation inscrite au nouvel l'article L. 225-1 du Code du Travail sera puni d'une amende de 251 à 25.000 euros, et au double de l'amende en cas de récidive.

Toutefois, le projet de loi 6892 n'a pas comme unique vocation d'inscrire l'égalité salariale entre les hommes et les femmes dans la loi. Il a aussi comme objectifs de:

- simplifier les procédures administratives du Plan d'action pour l'égalité des femmes et des hommes et du Programme des Actions positives, ainsi que de

- tendre vers la parité en politique par le biais de quotas.

Les demandes pour une majoration de certaines aides à l'embauche de personnes appartenant au sexe sous-représenté ne seront plus soumises pour avis au STATEC, mais seront directement adressées au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, ceci pour accélérer et simplifier la procédure administrative.

Dans le cadre du programme des actions positives, auquel peuvent participer les entreprises à titre volontaire, la fixation d'objectifs concrets en matière d'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision sera dorénavant un critère d'éligibilité pour l'obtention de l'agrément ministériel.

Dans le même cadre, la preuve d'un contrôle de l'égalité des salaires dans les entreprises sera dorénavant également un tel critère.

Dans son programme de 2013, le Gouvernement s'était engagé à modifier «la loi sur le financement des partis politiques en introduisant l'obligation pour les partis politiques de garantir un quota de 40% du sexe sous-représenté sur les listes de candidatures sujettes au financement des partis. Des sanctions financières seront prévues en cas de non-respect des minima imposés. La loi entrera en vigueur pour les prochaines élections législatives».

L'article 2 du projet de loi 6892 aura désormais pour objet de transposer la volonté du Gouvernement d'améliorer la parité politique, étant donné que même si les femmes participent aux élections (communales, législatives, européennes) autant que les hommes, elles restent très minoritaires parmi les élus.

La sanction financière prévue au présent projet de loi pour non-respect du quota évoqué ci-haut est prévue de manière progressive, proportionnellement au nombre de candidats du sexe sous-représenté. Plus un parti s'écarte du seuil minimal de 40 % plus grande sera la sanction financière à supporter.

Pour ce qui est des élections législatives nationales et européennes à venir, le financement sera ainsi adapté proportionnellement au nombre de candidats du sexe sous-représenté.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, le 14.10.2015

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

26.04.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

22.06.2016	Présentation et examen du projet d'avis sur le volet du projet de loi concernant directement le Code du travail
28.06.2016	Adoption d'amendements parlementaires

Vote en séance publique: 24.11.2016

Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 264, page 4670

Lycée de Clervaux: offre scolaire

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

Le projet de loi sous rubrique vise à élargir l'offre scolaire du futur lycée «Edward Steichen», créé par la loi du 13 juin 2013. L'offre scolaire du lycée sera ainsi complétée par la division supérieure de l'enseignement secondaire et par les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

En effet, l'article 2 la loi du 13 juin 2013 précitée se limite au cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, et à la division inférieure de l'enseignement secondaire, de sorte que les futurs élèves se verront obligés de continuer leur cursus dans un autre établissement scolaire. Force est de constater que le départ de nombreux élèves ne contribue ni à une répartition plus équilibrée de la population scolaire croissante, ni à une réduction des distances des transports scolaires.

Il est ainsi proposé que le lycée «Edward Steichen», qui ouvrira ses portes à la rentrée 2018-2019, puisse offrir aux futurs élèves la perspective de pouvoir achever leurs études dans leur lycée de proximité.

Par ailleurs, le présent projet de loi se propose de créer une structure d'accueil pour les élèves à besoins spécifiques. Cette structure sera attachée comme annexe au nouveau lycée de Clervaux. En effet, le projet «Sproochenhaus VTT» (Verhalen, testen an trainéieren), sis à Wilwerwiltz, serait une structure d'accueil qui, à l'instar du projet «Izegerstee VTT», encadrerait des élèves de onze à 15 ans souffrant de sévères troubles de comportement, et qui ont déjà épuisé les offres de leurs écoles et les mesures individualisées réalisables dans le cadre de l'école régulière. Les premiers élèves sont attendus pour la rentrée 2018-2019. Il convient de souligner que l'objectif de ce projet est de réintégrer le plus rapidement possible ces élèves vers une classe régulière, après un séjour maximal de deux ans dans cette structure.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

Rapporteur: M. Edy Mertens

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

19.10.2016	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.10.2016	Désignation d'un rapporteur
16.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.11.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 296, page 6174

Éducation nationale: adaptations législatives

7019 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

L'objectif du présent projet de loi consiste en la mise en conformité des textes législatifs réglant l'Éducation nationale par rapport aux impacts de la réforme dans la Fonction publique, entrée en vigueur au 1er octobre 2015, tout en tenant compte des spécificités qui sont propres à l'Éducation nationale.

L'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit les nouvelles dispositions en matière de développement professionnel, de gestion des objectifs et d'appréciation des compétences professionnelles et personnelles. Le système de gestion par objectifs est mis en œuvre par cycle de trois années sur base d'une série d'éléments comprenant le programme de travail de l'administration, l'organigramme, la description de poste, l'entretien individuel du fonctionnaire avec son supérieur hiérarchique ainsi que le plan de travail pour chaque fonctionnaire. La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental a introduit au niveau de l'enseignement fondamental le plan de réussite scolaire qui peut être considéré sous certains aspects comme précurseur au programme de travail de l'administration contenu dans la réforme de la fonction publique votée six années plus tard.

Depuis lors, il n'y a pas que les écoles de l'enseignement fondamental à s'être engagées dans un processus de développement de la qualité scolaire à travers un plan pluriannuel. La majorité des lycées se sont lancés sur la même voie, en adoptant des plans de développement de l'établissement scolaire. À la différence de l'enseignement fondamental ou encore de l'Institut national des langues qui connaît un plan triennal, les initiatives en question n'ont pas encore de base légale. Qui plus est, elles doivent également avoir leur entrée dans les services de l'Éducation différenciée, dans le Centre de logopédie et dans le Centre national de formation professionnelle continue.

Un des objectifs du présent projet de loi est d'ancrer les plans en question, qui sont censés constituer l'équivalent du programme de travail prévu à l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée, dans la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, respectivement dans les lois portant sur l'Éducation différenciée, le Centre de logopédie et le Centre national de la formation professionnelle continue.

L'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée indique comment le fonctionnaire est associé à la gestion par objectifs et, plus concrètement, à la mise en œuvre du programme de travail de l'administration. Le supérieur hiérarchique mène avec tous les fonctionnaires de son service un entretien individuel qui portera essentiellement sur la réalisation du plan de travail individuel pour la période de référence écoulée et sur son travail pour la période de référence à venir pour contribuer à la réalisation du programme de travail de l'administration.

Comme l'enseignement ne représente pas une administration «classique» mais une institution où des enseignants encadrent et éduquent des élèves, la contribution des enseignants au programme de travail de son établissement ne saurait être appréciée selon des schémas qui ont été élaborés pour les services administratifs de l'État. Le présent projet de loi tient compte de cette situation particulière avec un ajout aux différentes lois organiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, précisant que pour l'application des dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée, les entretiens individuels sont remplacés par un entretien collectif ayant lieu en début de la période de réalisation du plan de développement scolaire, plan qui correspond à la période de référence de trois années.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.07.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

18.10.2016 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

30.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2016

Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 263, page 4664

Réforme des finances communales

7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

- la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

- la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi a pour objet d'amorcer la réforme des finances communales prévue par le programme gouvernemental. Cette réforme a deux grands objectifs: celui de garantir le financement des communes par des recettes non affectées stables et celui de mettre en place des critères nouveaux de péréquation transparents et équitables.

Le projet de réforme prend en compte les objectifs de l'aménagement du territoire, stimule le processus de fusion entre communes et la création d'emplois et incite les communes à créer des logements locatifs sociaux.

Certaines communes pourront voir diminuer leurs recettes ajustées par rapport aux recettes précédentes de l'année budgétaire 2015 suite à l'entrée en vigueur du projet de loi. Il est attendu que l'évolution structurelle des recettes du secteur communal corrigera cette diminution temporaire au plus tard à partir de 2022. Les communes concernées seront «indemnisées» pour cette perte éventuelle par rapport aux avoirs disponibles pour l'année budgétaire 2015 par un apport financier supplémentaire de la part du budget de l'État. Le montant de cette mesure de compensation transitoire pour les années budgétaires suivant l'entrée en vigueur de la future loi est déterminé annuellement dans la loi budgétaire. Le Gouvernement suivra l'évolution des recettes des communes pour dresser un bilan cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi pour prendre les mesures adaptées le cas échéant.

Le projet de loi innove par la création d'un seul et unique FDGC qui regroupera les recettes provenant de l'ICC et du FCDF, déduction faite du produit de la participation directe d'une commune au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire. Seul le montant forfaitaire du futur FDGC figurera dans la loi budgétaire.

Au niveau de la répartition du produit de l'ICC au niveau de l'intéressement direct des communes, il faudra considérer à l'avenir deux valeurs:

Tout d'abord, chaque commune pourra retenir un maximum de 35% de son produit généré sur son territoire.

Le solde sera affecté au FDGC et sera distribué suivant les cinq critères suivants:

- la population ajustée 82%
- les emplois salariés 3%
- l'indice socio-économique 9-10%
- les logements sociaux 0-1%
- la superficie ajustée 5%.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

07.07.2016 Présentation du projet de loi

14.07.2016 Examen du projet de loi

17.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2016

Loi du 14 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 257, page 4614

Salaire social minimum

7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Aux termes du paragraphe 1er de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe 2 de l'article précité oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre, tous les deux ans, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. Sur base de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du salaire social minimum.

Ainsi, le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2014 et 2015.

L'indicateur déterminé conformément à la méthodologie retenue accusant une progression de 1,4 pour cent, l'augmentation du salaire social minimum sera de 1,4 pour cent au 1er janvier 2017.

L'article 1er fixe le montant du SSM mensuel pour salariés non qualifiés à 251,54 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. À l'indice de 775,17 au 1er janvier 2017, ledit SSM mensuel sera de 1.949,86 euros.

Le taux horaire correspondant sera de 11,2709 euros (indice 775,17).

Conformément à l'article L. 222-4 du Code du travail, le niveau du SSM pour salariés qualifiés, définis conformément à l'article en question, est majoré de vingt pour cent. Le montant mensuel correspondant du SSM pour salariés qualifiés sera de 301,85 euros (indice 100) respectivement de 2.339,84 euros (indice 775,17).

À l'indice 775,17, les montants mensuels du SSM augmentent donc respectivement de 26,90 euros (salaire social minimum non qualifié) et de 32,28 euros (salaire social minimum qualifié).

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

21.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

30.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2016

Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 265, page 4682

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 8

MERCREDI,
23 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Débat: Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel (intervention de M. Roy Reding), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (intervention de M. Fernand Kartheiser), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Marcel Oberweis*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de Mme Nancy Arendt)*

3. Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail

- *Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

4. 6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Roy Reding)*
- *M. Roy Reding (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, den Här Kooperatiounsminister spuert sech d'Kommunikatiounen op fir den Débat, deen elo direkt kënnt, zu deem mer och direkt kënnen iwwergoen. Haut de Mëtteg presentéiert den Här Kooperatiounsminister, den Här Romain Schneider, seng Deklaratioun iwwert d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef an uschléissend féiert d'Chamber den Débat, wéi mer et gewinnt sinn.

Ech géif mer och erlaben, d'Membere vum Corps diplomatique hei ze begréissen: Bienvenue! An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Kooperatiounsminister weider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Här President, Mesdames et Messieurs les représentants des missions diplomatiques, Dir Dammen an Dir Hären!

Ech géif haut hei eigentlech gäre mat enger vläicht erstaunlecher Ausso ufänken, an zwar där, dass an de Grondprinzipie vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef alles d'selwecht bleift an eisen Objektiv weider dora besteet, eise Budget an all eis Capacitéite fir de Kampf géint d'Aarmut an der Welt anzesetzen.

An aneren Zäite wier dat eng langweileg Ausso. An heitegen Zäiten ass dëst net nëmmen eng positiv Positioun, mä eng gutt, ganz gutt Nouvelle fir all déi, deenen et net esou gutt geet an déi eis Solidaritéit dréngend brauchen. Mir stinn zu eisem Programm, deen d'Regierung sech ginn huet, fir 1% vun eisem RNB an d'Entwécklungshëllef an d'humanitär Hëllef ze investéieren, well et ass eis moralesch Obligatioun, well et ass eis global Responsabilitéit a well et ass eise globalen Interessi.

Mir applizéiere weider d'Additionalitéit vun de Klimafongen a rechnen an der éffentlecher Entwécklungshëllef keng Dépensen u fir den Accueil vu Refugiéen zu Lëtzebuerg. Dat ass e politesche Choix, zu deem mir stinn an deen och am AidWatch-Rapport vun 2016 vu CONCORD ervirgehuewe gouf. Lëtzebuerg steet hei ganz uewen op der Lëscht vun der reeller Entwécklungshëllef, déi net kënschtlech opgeblosen ass.

A verschiddenen Debatten an der Europäescher Unioun an an enger Rei Memberstaten ass dat, wat eis richteg schéngt, net méi esou evident. Ënnert dem Drock vun der Migratioun, déi eis 2015 an Europa méi massiv erreecht huet, ginn eng Rei vun Engagementer a Fro gestallt. D'Lëtzebuerger Présidence vum Conseil 2015 huet hei opgepasst. Ech soe besonnesch dem Minister Asselborn a senger Équipe vun der Immigratioun hei villmools Merci fir dës Aarbecht.

Mir fuere weider, op allen Niveauen ze soen, dass d'Migratiounssituatioun natierlech en Element vun der Entwécklungshëllef an der humanitärer Hëllef ass, mä mir nuancéieren de Message. D'Aktioune géint d'Aarmut sinn eis Missioun. Aarmut a Perspektivlosegkeet kënne Facteure sinn, déi d'Leit obligéieren, fir hir Heemecht ze verloossen. Dofir ass et wichteg, mat der Entwécklungshëllef besonnesch der Jugend Perspektiven ze schafen. Dat maache mer iwwer eis Programmen an de Partnerlänner an der Gesondheet, an der Éducatioun an an der Formation professionnelle.

Mä d'Leit sinn oft op der Flucht wéinst villen anere Facteuren, wéi zum Beispill a Syrien, am Irak oder Afghanistan. Mir maache keng Entwécklungspolitik mat deem eenzegen Objektiv, d'Migratioun ze verhënneren. Migratioune sinn et nach ëmmer ginn a mir wëssen och, dass mat dem Wuesstum vun der Bevëlkerung zum Beispill an Afrika et weider grouss Migratiounsphenomeener wäerte ginn. De President vum Senegal huet viru Kuerzem ënnerstrach, dass nëmme 15% vun de Migranten aus Afrika an Europa ginn an dass de Retour vu Gelder vun der Diaspora fir säi Land e Revenu ass, op deen hien net ka verzichten.

Et ginn ebe keng einfach Solutioune fir dës grouss Froe vun der Migratioun an et kann ee se net kuerzfristeg beäntwerten. Den Trust-Fong, deen d'Europäesch Unioun um Sommet vu La Valette opgesat huet, probéiert zesumme mat de Partnerlänner de grousse Spagat ze maachen tëschent de Laangzäitrealitéiten um Terrain an de kuerzfristege Wënsch an Europa. Lëtzebuerg fiert weider hei, déi richteg Arbitragen ze fuerderen. Nom leschten Europäesche Conseil huet eise Premierminister nach eng Kéier kloer gesot, dass d'éffentlech Entwécklungshëllef fir de Kampf géint d'Aarmut agesat muss ginn. Et ass eben Zäit, d'Évidencen ze widderhuelen an dofir och éffentlech anzestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir an de Prinzipie vun der éffentlecher Entwécklungshëllef bleiwen, wat mir sinn, heescht dat net, dass mir net un eisen Instrumenter Verbesserunge maachen, fir eis un den neie Kader vum Agenda 2030 unzepassen a fir méi effikass en général ze sinn. Den Agenda 2030 mat senge 17 nohaltegen Ziler, gekoppelt mat de Resultater vum Juli 2015 zu Addis Abeba iwwert de Finanzement vum Développement, stellen eisen neie Kader duer. Dozou kommen nach d'Engagementer vun der COP21 vu Paräis, mä och d'Konferenz vu Sendai an de Sommet humanitaire mondial vun Istanbul.

Duerch seng Globalitéit a seng Universalitéit bréngt den Agenda 2030 den Développement an een neien Zäitalter, wou d'Entwécklungshëllef, mä och all aner Politicken aus hire Siloen eraus an iwwert den Tellerrand kucke mussen, wéi dat eent mat deem aneren zesummepasst, wéi dat Zesummespill gutt oder schlecht Effekter huet, global, bei eis, mä och an den Entwécklungslänner.

Dës nei Superkohärenz vun de Politicke fir d'nohalteg Entwécklung däerf net vergiessen, fir och ëmmer erëm e speziellt A op d'Entwécklungslänner ze werfen, op déi fragillst, op déi vulnerabelst Länner a Leit. Keen däerf an der neier Démarche op der Streck bleiwen. D'Entwécklungspolitik muss sech also och méi opmaachen, fir Dialoger ze féieren, déi manner traditionell sinn.

Esou zum Beispill musse mer operationell kucken zesumme mat der Ministerin Dieschbourg, wéi mer géint de Klimawandel, den Objektiv 13 vum Agenda 2030, virginn. Mir musse mat der Ministerin Mutsch klären, wéi den Objektiv 5 vun der Chancëgläichheet ëmgesat gëtt. Mir mussen och den Nexus Sécherheet an Entwécklung praktesch definéieren, mat deene Limitten, déi de Comité d'aide au développement vun der OCDE fir d'éffentlech Entwécklungshëllef gesat huet.

Mam Minister Gramegna siche mer méi Konvergenzen tëschent de Lëtzebuerger Interventiounen an den Entwécklungsbanken an eise bilaterale Partnerlänner a Partenariater. Mir gi verschidden Engagementer bewosst zesummen un, mat regionale Programmer, zum Beispill an Zentralamerika an am Beräich vun der Stäerkung vun eegene Steierressourcen an de Partnerlänner. Bilateral Steieraccorde mat eise Partnerlänner sinn hei e wichtege Bausteen.

D'Ëmsetze vum Agenda 2030 heescht fir mech, dass d'Entwécklungshëllef och en Deel gëtt vun alle sektorielle Politicken. Innenpolitik an Aussepolitik sinn net méi separat ze kucken. An deem neie Gefüge muss jiddwereen nach seng Plaz richteg fannen, ouni deem aneren op d'Féiss ze trëppelen. Zu Lëtzebuerg geet dat extrem gutt. D'aktiv Präsenz vu verschiddene Ministeren op deene leschten Assisë vun der Kooperatioun ass hei eng Demonstratioun vun dësem neien Denken an Handelen.

An der Europäescher Unioun ass dës Démarche och amgaangen ëmgesat ze ginn, duerch eng éischt Propositioun, déi gëschter erauskoum iwwert den Agenda 2030, an eng aner Propositioun fir en neie Konsensus iwwert d'europäesch Kooperatiounspolitik. Hei wäerten déi verschidden Instrumenter a Modalitéite vun dëser EU-Politik nei definéiert ginn. Dorënner fält och d'Programmation conjointe tëschent der EU an de Memberstaten.

Mir gesinn dat positiv. Mir wëllen et net weider als eng volontär Démarche ugesinn. Och wäert missen diskutéiert ginn, ob weider Fonds fiduciaires ënnert der Gestioun vun der Europäescher Kommissioun dat richtegt Finanzinstrument sinn, fir d'europäesch Entwécklungspolitik virunzedreiwen. Mir sinn do net esou sécher. Dorunner gekoppelt ass d'Propos iwwert d'Zukunft vun dem Accord vu Cotonou. Den nächste Méindeg hunn d'Entwécklungsministeren zu Bréissel eng éischt Diskussiounsronn heiriwwer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der Basis vun deem neien internationalen an europäesche Kader vun der Entwécklungspolitik muss och d'Lëtzebuerger Kooperatioun hir Strategien iwwerschaffen. Ech muss zouginn, dass mir dat e bëssen ënnerschat haten, wat dëse Paradigmewiessel wierklech bedeit. Eng Adaptatioun vun eise Strategië geet net einfach duer. Mir brauchen eng nei generell Strategie, déi eis Ziler, eis Methoden an eis Prioritéite beschreift, mä och eist Zesummeschaffe mat deenen anere Secteuren, wéi Finanzen, wéi Ëmwelt, wéi Gesondheet an esou weider. Mir wëllen eis generell Strategie bis Enn Januar fäerdeg hunn. Dëst wäert mat eisen ONGe beschwat gi souwéi mat de Kolleege Ministeren. An ech wäert si natierlech och der zoustänneger Chamberskommissioun virstelle kommen.

An eiser genereller Strategie musse mer festleeën, wéi mer dat Thema vun de Partnerlänner uginn. Säit Januar 2016 hu mir eis Konzentratioun op manner Partnerlänner, a prioritär op déi am mannsten entwéckelt Länner, verstäerkt.

Mir hu keng laangjäreg indikativ Programmer méi mat Vietnam an El Salvador, well mer mat dëse Länner als „pays à revenu moyen" eng aner Relatioun wëlle kréien. Eis Exit-Strategien aus deenen zwee Länner si ganz verschidden, jee no Interessi op béide Säiten. Mä a béide Fäll gi mer net vun haut op muer alles op. Verschidden Interventioune ginn an deenen nächste Joren eréischt zu Enn bruecht a konsolidéiert.

Am Vietnam gëtt eis laangjäreg Relatioun mat der Finanzopsiicht an eis Formatiounsoffer am Finanzberäich iwwert d'ATTF, elo House of Training, esou verankert, dass mer wäit iwwert d'Kooperatioun eraus bilateral Partner bleiwen. Nei Beräicher vu bilateraler Kooperatioun ginn ausgebaut, zum Beispill am Changement climatique oder mat der Lëtzebuerger BioBank.

Am Salvador fuere mer weider, eisem Partnerministère seng Relatioune mat de lokalen ONGen ze stäerken, well mir gleewen, dass eng Stäerkung vun der Zivillgesellschaft am Opbau vun enger Demokratie indispensabel ass. A genau do wëlle mir nach weiderhëllefen. De Salvador sicht bewosst, sech un Experienze vun anere Länner aus der Regioun, wéi zum Beispill Mexiko, ze orientéieren, fir d'Rad net all Kéiers nei ze erfannen. An dëser Süd-Süd-Kooperatioun, déi iwwregens op der Konferenz vun Addis ervirgestrach ginn ass, kënne mir mat vill manner Mëttele wéi an engem PIC dem Salvador genausou behëlleflech sinn, fir dës Échangë vun Experienze matzefinanzéieren.

Dëst ass fir mech de Modell, wéi éffentlech Entwécklungshëllef mat vill manner Mëttelen a mat Eegemëttele vum Partnerland d'Differenz ka maachen. Ech freeë mech, am Fréijoer am Salvador mat mengem Kolleeg Miranda dëse Modell vun enger anerer bilateraler Relatioun ze stäerken.

Mir sinn am Moment also op siwe Partnerlänner, fënnef a Westafrika, eent a Südostasien an eent an Zentralamerika.

Mir wëllen eis éffentlech Entwécklungshëllef prioritär op PMAe konzentréieren, esou wéi dat och an de Konklusioune vun der Konferenz vun Addis vum Juli 2015 an um Sommet vun 2015 zu New York festgehale ginn ass. A mir bleiwen an dëse Länner prioritär an de soziale Secteuren, déi fir eis d'Basis vun engem Développement sinn, deen all Eenzelne mathëlt, esou wäit dat am Agenda 2030 ënnert dem Motto „leave no one behind" festgeschriwwen ass.

Oft ginn ech gefrot, ob mir nei Partnerlänner wëllen identifizéieren an ënner wat fir enge Kritären. Ech schléissen net aus, nei Partnerlänner ze designéieren, à condition, dass et PMAen oder fragill State sinn, dass mir eng Valeur ajoutée fir den Développement vun dësem Land kënne bréngen - well mir si jo awer e klengen Akteur an engem grousse Spill - an dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir als Ministère a mat eiser Agence Lux-Development op der Plaz präsent ze sinn, fir eis Projeten ze begleeden.

Eng existéierend Experienz vun eisen ONGen an engem Land ass bei dëser Démarche ee Facteur, dee mer och wäerten a Betruecht zéien. En eventuellt Partnerland muss natierlech och deen néidege Basiskader geschafen hunn, wat seng sozial a seng wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, a bereet sinn, seng Gouvernance nom ODD 16 ze gestalten. A fragille Länner oder a Länner, déi aus déiwe Krise kommen, heescht et och, dës Gouvernance mat ze schafen. Eng préliminaire Etüd pro eventuellem neie Partnerland muss gemaach ginn, wou dës Facteure jee no Fall gekuckt ginn.

Am Moment si mir am Myanmar amgaangen, en éischte Projet ëmzesetzen an een zweeten ass an der Preparatioun. Mir kucke mat den Autoritéiten, ob mir e gemeinsamen Nenner fannen. Mir wëlle jo konform no de Prinzipie vun der Effikassitéit als Partner schaffen an op eng Demande äntwerten. De Minister Jean Asselborn huet viru Kuerzem am Myanmar éischt Gespréicher gefouert. An ech wäert och an der éischter Halschent 2017 sur place sinn, fir weider Gespréicher ze féieren an dës Gespréicher och ze verdéiwen.

Ech ginn éfters gefrot, firwat mir nach an Zentralamerika präsent sinn. Een Deel vun der Äntwert ass déi nei Relatioun mam Salvador, mä och d'Kontinuatioun vun eiser Ënnerstëtzung fir d'nicaraguanesch Bevëlkerung. D'politesch Situatioun an dësem Land ass net einfach no de leschte Wahlen. Mä och a Länner op anere Kontinenter hate mer schwéier politesch Kontexter. Mir mussen dann eis Modalitéiten a Prioritéiten de Gegebenheeten upassen. Dozou gehéieren och Aktioune mat der lokaler Zivillgesellschaft a mam Privatsecteur.

Mä au-delà vun dëse punktuellen Ursaachen ass et fir mech indispensabel, dass d'Lëtzebuerger Kooperatioun an deenen dräi Kontinenter Afrika, Asien a Latäinamerika präsent ass. Déi ganz verschidden Aarbechtsweisen a Gouvernancemodeller erlaben eis, Problemer méi global unzegoen. Eis diplomatesch Präsenz ass och eng Beräicherung fir eis aussepolitesch Aarbecht iwwert d'Kooperatioun eraus.

Här President, all eis Partner an der Kooperatiounspolitik, dat heescht, déi aner Ministèren, eis prioritär Partnerlänner, d'international Organisatiounen an national an international ONGe souwéi och de Privatsecteur wäerten an der neier genereller Strategie hir Plaz kréien. Ech géif an deem Kontext gären eng Kéier méi an den Detail vun eise Relatioune mat de multilateralen Agencen agoen. Verschiddener vun hinnen hunn eng normativ Roll, wéi d'International Organisatioun vun der Aarbecht oder d'Weltgesondheetsorganisatioun, niewent hirem operationellen Aarm um Terrain.

An deene leschte Joren hu mir eng manner héich Unzuel vu Projete mat den Agencë gemaach, mä dofir méi grousser an där Projeten, déi direkt mam Haaptobjektiv vu jiddwer Agence zesummenhänken. Esou hu mer e grousse Programm mat der Weltgesondheetsorganisatioun iwwert d'Stäerkung vun de Gesondheetssystemer, dee besonnesch Westafrika betrëfft a säit Kuerzem och de Laos. Duerch esou e fundamentale Projet konnte mer indirekt mathëllefen, dass d'Ebolakris sech am Mali net verbreet huet.

Dëse multilaterale Programm ass och komplementar zu eise bilaterale Gesondheetsprogrammer am Laos an am Senegal ze gesinn. Alles passt ënnert den Objektiv vun dem universellen Accès zu Gesondheetsservicer. Mam PNUD schaffe mir am Beräich vun der Gouvernance an der Dezentralisatioun.

An eise Programmes indicatifs de coopération mat de Partnerlänner si jee no Fall 10% bis 20% vun der ganzer Enveloppe fir multilateral Akteure reservéiert. Hei ass Komplementaritéit gesicht. Esou zum Beispill ass am Cap-Vert an am Senegal de BIT derbäi, fir op eise bilaterale Programmer vu professioneller Formatioun opzebauen an hiert Wëssen a Virgoen eranzebréngen, wann et ëm d'Insertion professionnelle geet, fir dass déi Jonk forméiert ginn an och eng Aarbecht duerno fannen. Am Mali ass d'FAO derbäi als Akteur bei de ländlechen Entwécklungsprogrammer.

Mat deenen Agencen, déi eis am nooste stinn, hu mir e multiannuellen Accord de partenariat stratégique ofgeschloss, deen, nieft de grousse Programmer, eist Engagement zu den Theme vun all Agence previsibel a virun allem transparent mécht. 30% ongeféier vun eiser APD ginn u multilateral Partner. An dat ass och de Ratio, dee mer wëllen an Zukunft bäibehalen.

Verschidde vun dësen Accorde sinn amgaangen, nei diskutéiert ze ginn. Mat dëse besonneschen Organisatiounen hu mir all Joer Consultatiounen, fir iwwer hir Prioritéiten ze schwätzen an de Point ze maachen iwwert d'Programmer, déi mir finanzéieren. Mir encouragéieren d'Agencen, op Lëtzebuerg ze kommen a vun hirer Präsenz ze profitéieren, fir all d'Lëtzebuerger Akteuren ze gesinn oder zu Lëtzebuerg international Sitzungen ze halen. Den UNFPA huet esou viru Kuerzem a Präsenz vum Directeur exécutif seng Suppliers Conference zu Lëtzebuerg gehalen a parallell dozou hate mir eis Consultatiounen.

Mat den Agencë finanzéiere mer och nach en zousätzleche Programm, fir jonk Lëtzebuerger Résidenten an de Programm JPO, Junior professional officer, eranzebréngen. Dat erlaabt Lëtzebuerg, e bessert Verständnis vun dësen Organisatiounen ze kréien, an dëse Jonken, vläicht eng professionell Zukunft do ze hunn. Et ass wichteg, als Bailleur an als Lëtzebuerger Land dës Präsenz op internationalem Parquet an dësen Agencen ze hunn.

Nieft de Ministèren, den Agencen an de Partnerlänner sinn natierlech och d'ONGen e ganz wichtege Facteur vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, deen an der genereller Strategie genannt muss ginn. 16% ongeféier vun eiser APD gi vun ONGen ëmgesat. Dëst sinn a verschiddene Beräicher a Länner lokal ONGen, wéi zum Beispill an de palästinenseschen Territoiren oder a Westafrika mat der regionaler ONG Enda Tiers-Monde an hirem Réseau.

Mir hunn och verschiddenen ONGen e Mandat ginn, fir Programmer ëmzesetzen, déi besonnesch gutt passen, wéi de Programm vun SOS Faim iwwert den Accès vu klenge Baueren zu Mikrofinanzinstrumenter am Burkina Faso an am Mali. Am Kosovo hu mir och e Mandat un d'Caritas ginn, fir déi Vulnerabelst am Norden an am Süde vum Land ze erreechen.

De Gros vum Budget fir d'ONGe gëtt awer an de Kofinanzement vun de Projete vu Lëtzebuerger ONGe gesat, déi en Agrément vum Ministère hunn. Dat sinn der am Moment net manner wéi 93. Viru Kuerzem huet nach eng nei ONG den Agrément kritt.

Mir hunn an deene leschte Joren eng Rei Ännerungen an dës Zesummenaarbecht bruecht, y compris iwwert den Zukunftspak. Bei deenen eenzelne Projeten hu mir säit 2016 en Appel à projets agefouert, fir déi bescht Projeten ze selektionéieren an ze finanzéieren. D'Kritäre fir dës Selektioun sinn zesumme mat dem Cercle festgeluecht ginn. Contrairement zu deem, wat ee kéint mengen, sinn déi bescht Projete vu relativ klengen ONGen, déi haaptsächlech mat Bénévoller schaffen, eragereecht ginn. Derniewent sinn d'Accords-cadres vereinfacht ginn an hirem administrativen Oflaf. Sécher ass do an Zukunft nach méi ze maachen.

Den Taux de cofinancement soll ab 2017 no Lännergruppe gestaffelt ginn, fir all Projeten an deenen äermste Länner an de Partnerlänner zu 80% ze kofinanzéieren. Den Taux fir aner Entwécklungslänner soll op 60% gesat ginn. D'Ausnam sinn hei awer Projeten, déi d'Zivillgesellschaft als solch stäerken, déi dann och mat 80% kofinanzéiert ginn. Well och a Schwellelänner wéi Indien oder Brasilien ass et méi wéi jee indispensabel, d'lokal Zivillgesellschaft an hirem Rôle an dëse Sociétéiten ze stäerken, an dëst zum Beispill am Interessi vun indigene Vëlker.

E Kompromëss war hei am Joer 2015 mam Cercle des ONG fonnt ginn, deen elo ëmgesat gëtt. Den Deel vum Kompromëss iwwert d'Reduktioun vum Kofinanzement vun den administrative Käschte vun den ONGen ass schonn am Règlement grand-ducal vum 26. Oktober publizéiert ginn. Lues awer sécher a besonnesch erëm am Budget 2017 gi schlussendlech d'Moyene fir d'Sensibilisatiounsaarbecht vun den ONGen zu Lëtzebuerg an d'Luucht, wann och no an no, dass mer iergendwann eng Kéier déi 2% wäerten erreechen.

Dir Dammen an Dir Hären, e Partner an der Entwécklungspolitik, dee mir eréischt säit Kuerzem bewosst méi abezéien, ass de Privatsecteur, d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg an an eise Partnerlänner. D'Konferenz vun Addis huet kloer hire Rôle ënnerstrach, mä och de Sommet vum September 2015 zu New York an och de Sommet humanitaire mondial.

De Rôle vun de multinationale Firme gëtt oft ugesprach, mä mir schwätzen net genuch direkt mat dëse wichtegen Akteuren um Terrain. Investissementer vun hinne kënne Wuesstum an Aarbechtsplaze schafen, mä leider awer och d'Land an natierlech Ressourcen accaparéieren. Hir Steiere si wichteg Einname fir Entwécklungslänner, mä am Steierberäich brauchen eis Partnerlänner Capacitéiten, notamment iwwert de Kader BEPS, fir dës Besteierung och mat Succès kënnen ze maachen.

Ech si besonnesch frou gewiescht, dass de Michel Wurth fir ArcelorMittal Lëtzebuerg un eisen Assisen deelgeholl huet an erklärt huet, wéi dës Sociétéit an den Entwécklungslänner probéiert, zum nohaltegen Développement bäizesteieren.

Kleng a mëttelgrouss Betriber hunn awer och an den Entwécklungslänner eng wichteg Roll ze spillen. Fir se ze encouragéieren, op nei Marchéen ze goen, huet d'Lëtzebuerger Kooperatioun am Abrëll, esou wéi virun engem Joer annoncéiert, d'Business Partnership Facility mat engem Budget vun enger Millioun Euro am Joer, an dat fir dräi Joer, lancéiert.

De Privatsecteur muss an esou engem Projet mindestens 50% kofinanzéieren. D'Secteuren, déi mer viséieren, sinn d'ICT, FinTech, BioHealth an EcoInnovation. Dëst sinn also ganz innovativ Beräicher, déi eng Plus-value fir jiddweree schafe kënnen. Déi éischt Selektioun vun dëser Facilitéit ass grad op en Enn komm. Vun 20 Dossiere sinn der am Endeffekt véier zréckbehale ginn: um Cabo Verde, am Senegal an am Burkina Faso.

D'Facilitéit ass eng Aart a Weis, fir Betriber op Entwécklungslänner opmierksam ze maachen a si ze encouragéieren, mat un dem Développement deelzehuelen. Esou schaffe mer Synergië mat engem Effet de levier vun onsen ëffentleche Gelder aus. Eng aner Méiglechkeet bidden d'Wirtschaftsmissiounen, wéi déi, déi d'Statssekretärin Francine Closener en marge vun der Visitt vum Grand-Duc am Cabo Verde gemaach huet, an dat Ufank 2015, oder déi vun der Chambre de Commerce am Februar 2016 an de Senegal an duerno an Äthiopien.

Mir wäichen net vun eiser Positioun of, wat d'Aide non liée ubelaangt, mä mir hunn och keng dépasséiert ideologesch Position de principe géint de Privatsecteur. Dat wär net am Interessi vun den Entwécklungslänner.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir wäerten duerch déi nei Démarche vum Agenda 2030 manner thematesch a sektoriell Strategië brauchen. Eis dräi horizontal Themen - Gouvernance, Genre an Ëmwelt/Klima - sinn duerch den Agenda 2030 largement couvréiert a brauche keng spezifesch Strategie méi, fir sécherzestellen, dass dës Themen an all eisen Aktioune matafléissen. D'Diskussioun op dësen Assisen huet dat däitlech zum Ausdrock bruecht.

Eis prioritär Secteure vu Gesondheet, Éducation/Formation professionnelle a lokalen a ländlechen Développement bleiwen eis Prioritéiten a brauchen hire Référentiel. Wichteg Domänen, wéi d'Mikrofinanz oder ICT, sinn hei éischter Hëllefsmëttele wéi en eegene Secteur. Beim dësjärege Prix européen de la microfinance ass zum Beispill ervirgehuewe ginn, wéi Kanner a Jugendlecher aus aarme Familljen awer kënnen Accès zur Éducatioun kréien iwwert d'Mikrofinanzmesuren. Genausou kënne Schoule besser équipéiert ginn oder Proffe besser forméiert ginn. Dee grousse Fokus läit hei ëmmer bei de Meedercher a bei de Fraen.

Duerch hir spezifesch Prinzipie muss och d'humanitär Hëllef eng eege Basis behalen, mä déi soll un d'Resultater vum Sommet humanitaire mondial ugepasst ginn. Mir hu jo am Mee zu Istanbul op dësem Sommet eng Rei vun Engagementer zesumme mat anere Länner geholl, déi et elo gëllt ëmzesetzen. Villes, wat zu Istanbul recommandéiert ginn ass, hu mir schonns an eiser Praxis, wéi multiannuell Engagementer fir d'Agencen, fir dass si schnell a Krisesituatiounen um Terrain kënne sinn an net fir d'Eischt op Fonge waarde mussen. Déi nei multiannuell Accords de partenariat stratégique mat den humanitären Agencë si bal fäerdeg verhandelt a wäerte wa méiglech nach dëst Joer ënnerschriwwe gi fir d'Period ab 2017.

Am Grand Bargain, deem mir zu Istanbul bäigetruede sinn, hu mir och versprach, méi direkt mat den ONGen am Süden ze schaffen. Si sinn oft déi, déi an hire Communautéiten nach do sinn an hëllefen, wann anerer, all anerer net méi kënnen, wéi am Irak, am Jemen oder a villen Deeler vu Syrien. Mir hu speziell Engagementer geholl, fir zum Beispill Leit mat Handicap a Projete besser ze berücksichtegen an och méi an d'Preventioun vu méigleche Krisen ze investéieren. Ech si frou, dass mir mat de Lëtzebuerger humanitären ONGen eng Charte ënnerschriwwen hunn, fir gemeinsam dës Engagementer am Respekt vun den humanitäre Prinzipie vun Indépendance, Impartialitéit an Neutralitéit ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, niewent der genereller an de sektorielle Strategië brauche mer Dokumenter, déi eis Interventiounsmethode weider kodifizéieren. Ech hu mir säit engem Joer eng Evaluatiounspolitik, déi eis Virgeeënsweis an dësem Beräich beschreift, ginn. Ech si stolz, dass eisen Engagement an eng méi strukturéiert Evaluatiounspolitk Resultater weisen. Zesumme mat eiser Agence Lux-Development hu mir am Senegal säit Mee eng Revue à mi-parcours gemaach vun dem PIC an all senge Programmer, fir eis Interventiounsmethode besser ze kalibréieren a schonns elo ze kucken, wéi en nächste PIC kéint ausgesinn, an dat an engem komplette Partenariat mam Senegal. D'Appropriatioun an d'Benotze vun den nationale Prozedure ginn hei groussgeschriwwen, genau wéi d'Konzentratioun op eng limitéiert Zuel vu Secteuren an eng gutt Koordinatioun mat deenen anere Bailleuren, déi op der Plaz sinn.

Mir wäerten ab Januar 2017 d'Présidence vum MOPAN, dem Multilateral Organization Performance Assessment Network hunn. An dësem Réseau sinn all déi grouss Donateuren, fir zesummen Evaluatioune vu multilateralen Akteuren ze maachen. Lëtzebuerg ass Member säit 2014 an iwwerhëlt elo d'Présidence vu Südkorea. Eis Missioun wäert doranner bestoen, d'Finalisatioun vun deenen éischten zwielef Rapporten ze maachen, dorënner Unaids an d'Banque africaine de développement, an den zweeten Tour ulafen ze loosse mat dem PNUD an der Weltgesondheetsorganisatioun.

En anert Dokument, wat eis Methode soll verbesseren, ass de Plan d'action fir d'Effikassitéit vum Développement, dee mer säit 2014 hunn. Dëse Plan d'action, deen 2016 ausleeft, ass amgaangen ausgewäert ze ginn. Ufank 2017 wäerte mer en neien ausschaffen, dee souwuel den Agenda 2030 wéi d'Resultater vun der Konferenz vun Nairobi Ufank Dezember iwwert d'Effikassitéit a Betruecht zitt an dës Prioritéiten zu senge mécht. Paräis, Busan, Mexiko an elo Nairobi sinn d'Etappe vun dëser internationaler Démarche fir méi Effikassitéit.

Wéi gutt an effikass mir schaffen, gëtt 2017 och vum CAD vun der OCDE gepréift, wou d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef nees eng Kéier der sougenannter „peer review" ënnerstallt gëtt. Dëst ass eng déif gräifend Analys iwwert d'Quantitéit, awer och d'Qualitéit vun onser APD, iwwer ons Politik a Strategien an dësem Beräich, mä och iwwert d'Manéier, wéi mer organiséiert sinn, iwwer ons Modalitéiten, iwwer ons Partnerschaften. D'Transparenz gëtt och ënnert d'Lupp geholl genausou wéi onse globalen Effort fir den Développement, dat heescht, d'Kohärenz vun all onse Politicken, déi en Impakt op d'Entwécklungslänner kënnen hunn.

Ech wëll op dëser Plaz all de Membere vum Comité interministériel pour la coopération au développement Merci soen, dee sech an deene leschte Jore ganz aktiv fir dës Kohärenz vun de Politicken agesat huet an och d'Avisen dozou publizéiert huet.

Här President, ech hunn dës alljärlech Orientéierungsdebatt benotzt, fir iwwer eis Basisprinzipien ze schwätzen, déi net changéieren, awer och vill iwwer eis Methoden, eis Strategien a Partenariater, déi adaptéiert ginn. Ech si mer ganz bewosst, dass dat relativ technesch ass a plazeweis och theoretesch.

Dir wäert lech froen: Firwat sech esou vill mat Instrumenter beschäftegen, wann 120 Millioune Leit vun humanitärer Hëllef ofhängeg sinn, wa 65 Millioune Leit op der Flucht sinn, wa Millioune Kanner net an d'Schoul ginn an nach Millioune Meedercher zwangsbestuet ginn, an dat am Kanneralter? Ech kéint säitelaang Zuelen an Témoignagen iwwer Misären an Drame bréngen, grujelech Situatiounen a verzweifelt Choixe beschreiwen, déi gemaach musse ginn. De Bilan vun all deem ass dramatesch.

Mir geet et drëms, Solutiounen ze bréngen. Dofir muss mäi Punkt sinn, fir Iech ze soen, wéi mir eise Budget an eis Capacitéite besser, méi schnell a méi geziilt kënnen notzen an ëmsetzen, fir dass all Euro do ukënnt, wou e soll, a fir dass en en Impakt huet op déi äermsten a vulnerabelst Leit.

Ech wëll och, dass nohalteg Capacitéiten opgebaut ginn, fir dass d'Entwécklungslänner ëmmer besser sech selwer hëllefe kënnen. Et ass wesentlech, dass all eis Politicken zu dësem Zil och bäidroen.

Dofir schaffe mir, meng Équipe um Ministère, eis Leit um Terrain, Lux-Development an d'ONGen, d'Volontairen a Professioneller. Trotz Sécherheetsrisken, trotz Terrorismus, trotz Militärputschen, trotz Zika, trotz Malaria, trotz Dengue a villem méi schaffe si, fir dëst Zil zesummen ze erreechen! Mir si stolz op si!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Kooperatiounsminister. An d'Wuert huet elo d'Madamm Nancy Arendt fir d'CSV.

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Wéi ëmmer, wann ech mer am Virfeld Gedanke maache fir meng Ried hei, hunn ech mech vun deem engen oder anere Lidd inspiréiere gelooss, déi mech un dee ganze Misär an d'Ongerechtegkeeten an der Welt erënneren a wou een heiansdo keng Wierder méi huet, wat alles op eiser Äerd geschitt. D'Biller vun deem klengen Aylan, lieflos um Strand, mam Gesiicht no ënnen, de verstëbstene Jong zu Aleppo, dee säi Brudder verluer huet an engem bombardéierte Spidol, Joosse keen onberéiert an et si Momenter fir d'Éiwegkeet.

Mir dierfen net ofstumpfen a mir musse motivéiert bleiwen, eis Engagementer halen a konsequent eng kohärent a qualitativ nohalteg Entwécklungspolitik weiderféieren, mat all hiren Dausende vun Hëllefer op deene verschiddenste Plazen hei am Land an an der wäiter Welt, deenen ech direkt am Ufank wéilt e grousse Merci soe fir hiren dagdeeglechen Engagement, dee si um Terrain an deenen ëmmer méi geféierleche Situatiounen a Konditioune leeschten.

Här President, d'Marlene Dietrich huet an engem Lidd aus de 60er Jore gesongen: „Sag mir, wo die Blumen sind. Wo sind sie geblieben? Sag mir, wo die Blumen sind. Was ist geschehen? Wann wird man je verstehen? Wann wird man je verstehen?" An da weider: „Sag mir, wo die Gräber sind. Was ist geschehen? Wann wird man je verstehen? Wann wird man je verstehen?" An et huet mat senge Wierder op eng ganz einfach Aart a Weis kloergemaach, wat déi dramatesch Konsequenze vu Kricher sinn: Mammen, déi op hir Jonge waarden, déi ni méi heemkommen, op kenger Säit. Dramatesch Erliefnisser, déi fir ëmmer an éiweg am Kapp hänke bleiwen. Millioune Mënschen op der Flucht, ouni ze wëssen, wat se erwaart, an eng Welt, déi ni méi d'nämlecht wäert sinn, fir keen.

An et schéngt mer, wéi wa mer nach ëmmer näischt verstanen hätten, well a Syrien, an net nëmmen do, stierwen nach ëmmer all Dag onschëlleg Mënschen, well diplomatesch Léisungen einfach net gräifen oder extrem lues sinn. An dat ironescherweis am Jorhonnert vun der Kommunikatioun a vun der Informatioun!

An et ass och net méi ze verstoen, wann all Spillregelen ausser Kraaft gesat ginn, Spideeler bombardéiert ginn a Kanner als mënschlech Zilscheif benotzt ginn a Mënscherechter permanent mat Féiss getrëppelt ginn.

Médecins Sans Frontières hunn an hirem Bilan drop higewisen, datt an de Krichsregiounen ëmmer méi nieft dem eigentleche Feind och d'Hëllefsstrukture getraff oder souguer geziilt bombardéiert ginn. D'lescht Joer si bei Loftattacke 75 Strukture vu Médecins Sans Frontières getraff ginn. An Amnesty International huet hiersäits betount, datt, soulaang wéi déi Krichsverbriechen net ophéieren, wou Spideeler a Schoule bewosst viséiert sinn, déi humanitär Lag an Hëllef sech net verbessere kann, egal wéi vill Sue mer dran investéieren.

D'Interpretatioun vun dësem Lidd passt also leider och nach haut an de Kontext, a mir sinn am Moment an der gréisster humanitärer Kris zënter dem Zweete Weltkrich. Am Mëttelmier, wat zum gréisste Graf ginn ass, sinn der UNO no eleng dëst Joer schonn iwwer 4.000 Mënschen, dorënner vill Kanner, am Waasser erdronk, déi versicht hunn, virun der Aarmut fortzelafen a Richtung Europa. Den traurege Rekord ass also elo scho gebrach. An dëst Joer ass nach net eriwwer!

125 Milliounen, de Minister huet et virdru scho betount, si weltwäit op Hëllef vu baussen ugewisen an iwwer 60 Millioune Mënschen, dat ass ongeféier d'Bevëlkerung vu ganz Frankräich, si wéinst Honger, Aarmut, Verfolgung a Krich weltwäit op der Flucht. Vill vun hinnen, dat wësse mer alleguerten, mussen um Wee ënner schreckleche Konditiounen hiert Liewe loossen. Kanner, déi net méi an d'Schoul kënne goen an domadder hir Zukunft an hir Perspektiven ewechgeholl kréien, a vill vun hinnen, déi vill ze vill fréi stierwen, well d'Politik et net fäerdegbruecht huet, Rou an déi Géigenden ze kréien!

Här President, d'Entwécklungspolitik ass a bleift also en absolutte Must. An och, wa mer scho vill Etappe gewonnen hunn am Kader vun de Millennium Goals, musse mer erkennen, datt et niewent eiser klassescher Entwécklungspolitik, wou mer eis op verschidde Secteuren an op e puer geziilte Länner konzentréieren, net méi duergeet an datt mer méi wäit, méi global, méi kohärent musse weiderfueren, datt d'Politicke vernetzt an iwwergräifend sinn, an datt eisen Asaz nohalteg muss gestalt ginn. Et muss Raum fonnt gi fir eng modern Entwécklungspolitik, déi jiddweree matabegräift a wou jiddwereen, ob räich oder aarm, wäiss oder schwaarz, un der Muecht oder net, muss mathëllefen a säi Bäitrag leeschten, fir datt herno eis Ziler erreecht kënne ginn a virun allem, datt et deenen, deenen et manner gutt geet, endlech ka besser goen.

D'Zesummespill vun deene verschiddene Politicke muss méi an de Mëttelpunkt gesat ginn, wann een hautdesdaags vun Entwécklungspolitik schwätzt, an dofir begréisse mer am Kontext vun der Agenda 2030, datt déi elo en universelle Charakter huet, dat heescht, net nëmme just déi aarm Länner, mä och déi räich matabegraff sinn. Eng Politik, déi inklusiv an nohalteg soll sinn an déi keng Persoun zréckléisst a wou mer en plus all wëssen, datt eis traditionell Ressourcen net fir ëmmer an éiweg illimitéiert wäerte sinn. Wa mer dëse 17 Objektiver mat hiren 169 Zilsetzungen also eng Chance wëlle ginn, dann huet d'Silodenke keng Plaz méi! A mir mussen eis geziilt Indicateure ginn, wou mer mat eise Politicke stinn a wat nach alles muss gemaach ginn, fir datt se besser ginn.

Besonnesch begréisse mer der Regierung hiren Effort am Kampf géint de Klimawandel. Lëtzebuerg zielt zu deenen néng Länner an der Europäescher Unioun, déi tëschent 2013 bis '14 an deem spezifesche Beräich 35% méi ausginn hunn. An dat ënnerstëtze mir als CSV ganz däitlech! Well et gëtt keng Kooperatiounspolitik ouni Klimapolitik. De Marco Schank ass gëschter nach eng Kéier dorobber agaangen. Dat huet och, mengen ech, elo deen Allerleschte verstanen. A mir fannen et och gutt, datt d'Klimapolitik - de Minister huet et och virdru schonn ugedeit - net ënnert de Budget vun der Kooperatiounspolitik gezielt gëtt, mä separat behandelt gëtt.

Am Rapport, deen an der UNO-Klimakonferenz zu Marrakesch vun der Weltbank virgedroe ginn ass, steet dran, datt eleng duerch d'Naturkatastrophe 26 Millioune Leit all Joer an d'Aarmut falen. D'Vereent Natioune schätzen iwwregens d'Käschten, déi d'Naturkatastrophe mat sech bréngen, op 300 Milliarden Euro. An dës Zuel wär nach total ënnerschat. Si rechnen éischter mat bis zu 520 Milliarden, also bal dat Duebelt vun deem, wat ugeholl gëtt. Do gesäit een, wéi wichteg datt d'Klimapolitik gëtt an datt ee se net méi kann négligéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Enn September waren zu Lëtzebuerg d'Assises de la coopération. Am Mëttelpunkt dovunner stoung déi realistesch Émsetzung vun der Agenda 2030. D'extrem Aarmut an den Honger sollen a 15 Joer der Vergaangenheet ugehéieren. Den Accès op Erzéiung souwéi d'Gläichberechtegung tëschent de Geschlechter musse fir jiddweree garantéiert sinn.

Net erstaunlech ass, wéi vill vun dësen Ziler gelinkt sinn un d'Fraen an hir Entwécklung an der Gesondheet, der Éducatioun, der Aarbechtswelt, an der Promotioun vun hire Rechter; eppes, wou mir als Partei an der Vergaangenheet ëmmer erëm drop opmierksam gemaach hunn. E bessert Ëmgoe mam Waasser a modern, nohalteg Energie fir jiddweree sollen de Klimawandel stoppen, d'Ekosystemer schützen, eis Bëscher an d'Biodiversitéit erhalen. Jiddweree soll e Recht op Aarbecht hunn a virun allem responsabel mam Verbrauch vun eise Ressourcen ëmgoen.

D'Regierung huet d'lescht Woch en Accord mat véier lëtzebuergeschen ONGe fonnt, fir eng Konventioun ze ratifizéieren, déi d'Rechter vun de Grondfräiheete vun einheimesche Vëlker schütze soll. Mir begréissen dat ausdrécklech, well domadder net nëmmen d'Mënscherechter geschützt ginn, mä och d'Klima, Bëscher a Biodiversitéit.

D'Ziler, Här President, sinn allerdéngs dat eent, d'Émsetzung ass nach eppes aneschters. En düüstert Kapitel wäert nämlech nach riicht weider dat si vun der Hongersnout, wat nach ëmmer op der Kipp steet. Nach ëmmer sinn 800 Millioune Mënschen ënnerernäert, wat virun allem bei de Kanner fatal Konsequenze mat sech bréngt, well se duerch déi chronesch Ënnererernäerung Wuesstumsverzögerungen hunn an déi d'Kannerstierflechkeet ënner fënnef Joer extrem eropdreift. Jéngsten Aschätzungen no ass dëse konsequente Manktum vu Liewensmëttel d'Ursaach vu 45% vun den Doudesfäll ënner fënnef Joer. 45%!

Et ass eng „himmelschreiende Ungleichheit und Ungerechtigkeit nach wie vor in dieser Welt", seet d'Bärbel Dieckmann, Presidentin vun der Welthongerhëllef, well déi meeschte Fäll aus Kriseregiounen a Konfliktregiounen ze verzeechne sinn.

Länner, déi wierklech besuergniserreegend sinn, sinn hirem Bericht no d'Zentralafrikanesch Republik, den Tschad, Jemen, awer och Länner wéi Haiti, nom Hurricane Matthew, Syrien, Libyen, Sudan, alles Länner, wou bewaffnet Konflikter sinn. Dofir begréisse mir och, datt 15% vun der Entwécklungshëllef an déi humanitär Krise fléissen, well et sinn näämlech déi mënschlech Konflikter an d'Naturkatastrophen, nieft de korrupte Regierungen, déi d'Haapttursaachen ausmaachen, firwat Kanner hir Zukunft ewechgeholl kréien. An d'Politik, d'Wirtschaft an d'Zivillgesellschaft musse sech nach vill méi ustrengen, wa mer gären eng besser Welt fir eis Kanner hätten!

Här President, am Avant-projet vum Unicef-Rapport vun dësem Joer steet dran, datt Millioune Kanner, soubal se op der Welt sinn, engem schwéiere Schicksal ausgeliwwert sinn an dat, well se - ënner Gänseféisercher - „de Pech" haten, op enger bestëmmter Plaz oder als Meedche gebuer ze ginn. D'Kanner an der Subsahara riskéieren zwielefmol méi fréizäiteg ze stierwe wéi déi Kanner an de räiche Länner. 90% vun de Kanner, déi un extremer Aarmut leiden, wäerte sech och an deem Raum konzentréieren.

Fir nëmmen eleng e puer Zuele vun eisen Zillänner ënnert d'Lupp ze huelen: Den Niger, Här Minister, steet op der zweeter Plaz, de Mali op der drëtter an de Burkina Faso op der néngter Plaz vun deene Länner, déi déi gréisste Kannerstierflechkeet hunn. Déi Länner, déi am meeschten dovu betraff sinn, sinn och déi, wou et keng Gebuertenhëllef gëtt a wou d'Kanner keng schoulesch Erzéiung kréien.

Am Rapport vun der Unicef steet, datt mer, wann net elo agéiert gëtt, riskéieren, ëmmer nach bal 70 Millioune Kanner virun hirem fënnefte Gebuertsjoer ze verléieren, dovunner eleng 3,6 Milliounen am Joer 2030, dat Joer also, wou déi nei Entwécklungsziler auslafe sollen.

Iwwer 60 Millioune Kanner, déi an d'Schoul misste goen, riskéiere keng schoulesch Éducatioun ze kréien. 38% vun de Kanner hu weder liesen nach schreiwen oder rechne geléiert, wat fatal fir hir Zukunft ass. A gewëssenen afrikanesche Länner sëtzen an enger Klass an der Moyenne 72 bis 90 Schüler an oft musse sech do dräi Kanner ee Schoulbuch deelen. Wéi soll dann do nach e Schoulmeeschter eens ginn?

A ville Länner kënnen och duerch arméiert Konflikter d'Kanner net méi an d'Schoul goen, well grouss Deeler vum Bildungssystem zesummegebrach sinn. Bis d'Joer 2030 sinn no Informatioune vun der Unesco weltwäit bal 70 Milliounen zousätzlech Enseignanten néideg, fir de Kanner eng héichwäerteg Formatioun an de Schoulen unzebidden. An Afrika, südlech vun der Sahara, ass de Manktum un Enseignanten am gréissten. 17 Millioune Schoulmeeschteren a Léierinne missten an de Grondschoulen an am Secondaire do agestallt ginn.

Et kéint ee sech dowéinst d'Fro stellen, ob net méi Suen an d'Bildung misste fléissen, well mir sinn am Moment bei just 2% vun der internationaler Hëllef. Lëtzebuerg huet Gott sei Dank ganz vill Projeten, déi mat deem dote Sujet ze dinn hunn. An dofir si mer selbstverständlech schrecklech dankbar.

En neie Fong, „Education cannot wait", huet als Zil, Flüchtlingskanner bis zu fënnef Joer laang hir Bildung ze finanzéieren, well déi meescht vun hinne jo net vun haut op muer nees zréck an hiert Heemechtsland kënne goen a wärend där Zäit selbstverständlech eng kontinuéierlech Éducatioun brauchen. Dee Fong erméiglecht hinnen, eng Basisbildung ze kréien. Dat soll och eng Flicht fir déi Kanner ginn, fir hinnen an der Generatioun duerno eng Chance fir d'Zukunft op hirem schwéiere Wee ze ginn.

Natierlech héiert dat sech um Pabeier ëmmer méi einfach un, wéi et an der Praxis ass. An ech mengen, hei wär all Land gefuerdert. An ech mengen och, datt hei Lëtzebuerg säi Match ze maache weess.

Dëst erënnert mech un en aneren Titel vun engem Lidd vum Herbert Grönemeyer: „Kinder an die Macht", well een nëmmen de Kanner Muecht ka ginn, wa se eng Ausbildung an eng Perspektiv kréien. An dat zielt virun allem och bei deem nächste Kapitel, d'Gewalt géint Kanner a Fraen!

Här President, 750 Millioune Frae gi weltwäit virun hirem Erwuessenenalter, een Drëttel souguer virun hirem 15. Joresalter bestuet, also quasi versklaavt. Zwangsbestietnisser zielt d'Madamm Sandra Visscher, Direktesch vun der Unicef Lëtzebuerg, zu engem grousse Problem.

All Joer gi 15 Millioune Kanner virun hirem 18. Gebuertsdag zwangsbestuet; oft mat Männer, déi vill méi al si wéi si selwer. Gezwongenen a vill ze fréie Geschlechtsverkéier ass ganz oft net nëmme mat gesondheetleche Komplikatioune verbonnen, mä vill ze fréi Schwangerschafte bréngt mat sech, datt weltwäit 70.000 Meedercher un de Konsequenzen all Joer stierwen. Dohier de Motto vun der Unicef, dee mer besonnesch gutt gefält an zoutreffend ass: „Wenn Mädchen Mädchen sein dürfen, haben wir alle gewonnen".

Et muss een awer och hei soen, datt verschidde Kooperatiounsprojete ganz villes scho bewierkt hunn an datt d'Zuel vun deene Meedercher däitlech erofgaangen ass, déi ze fréi a forcéiert bestuet gi sinn, virun allem déi ënner 15 Joer. Trotzdeem bleift dëst eng heefeg Praxis, virun allem a Regioune wéi Südasien, Latäinamerika, der Karibik an der Subsahara.

Fir nach eng Kéier just op déi lëtzebuergesch Zillänner ze kommen: Eng Etüd vun enger ONG Girls Not Brides, déi sech fir d'Rechter vun de Meedercher asetzt, weist, datt am Niger 75% vu Mannerjärege bestuet ginn, an dat Land steet domadder op éischter Plaz. Am Mali sinn et der ëmmerhin nach 55% an am Burkina Faso 52%.

D'Bestietnisser vu Kanner ass allerdéngs e Problem vu grousser Komplexitéit. D'ONG Human Rights Watch huet festgestallt, datt vill Programmer an Etüden erausgestallt hunn, datt, wann een effikass géint dëse Phenomeen wéilt virgoen, da muss ee mat enger Kombinatioun vu verschiddenen Approchen erugoen, näämlech net nëmmen an der Éducatioun, mä zugläich och am Gesondheetsberäich, an der Justiz, an der Wirtschaft, an der allgemenger Politik vun de betraffene Länner.

Dozou gehéiert d'sexuell Opklärung selbstverständlech, wat an deene verschiddene Regioune guer net esou einfach ass. Ganz dacks sinn näämlech jonk Meedercher guer net am Bild, wat Sexualitéit bedeit, a ginn dovunner aus, datt hir Roll doranner besteet, méiglechst fréi a vill Kanner ze kréien. Dat ass eng Selbstverständlechkeet bei ganz ville jonke Meedercher. A genee déi krass Onwëssenheet do soll global gebrach ginn, iwwerall op der Welt.

(Interruption par la présidence)

Här President? Den Här Engel?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Neen.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ah, pardon! Ech hat geduecht, e wéilt eppes soen.

(Interruption par M. Henri Kox)

D'Meedercher si ganz oft engem extreme sozialen an och wirtschaftlechen Drock an hirer Communautéit ausgesat. Et muss een also d'Elteren an déi ganz Communautéit mobiliséieren an informéieren iwwert d'Riske vun ze fréie Bestietnisser. Oft ginn d'Elteren de Wee, fir hir Meedercher fréi ze bestueden, well se mengen, datt se se domat virun der Gewalt an der Aarmut schütze kéinten, a se iwwerzeegt sinn, wa se esou fréi bestuet sinn, datt se wéinstens a Sécherheet wären. Also, wat méi fréi, wat besser, och fir d'Famill; esou ass leider d'Opfaassung vu ganz ville Familljen. An dat ass komplett falsch!

Wann een also wëllt d'Eltere mat an d'Boot kréien, da gi Sensibilisatioun an Informatioun net duer. Déi Familllje brauchen eng sozial, finanziell Ënnerstëtzung, zum Beispill ënnert der Form vun engem Mikrokreditt, fir sech domadder zousätzlech Véi kënnen ze leeschten oder méi Som kënnen anzekafen, fir méi ze produzéieren an domadder sécherzestellen, datt se fir all hir Kanner finanziell kënnen opkommen.

Nieft de Sensibilisatiounscampagnen an de kloren, konkreten Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Familllje mussen awer och déi reliéis Autoritéiten, déi a ville Länner nach den Toun uginn, matwierken. An et muss e legislative Kader d'Bestietnis vu Mannerjärege verbidden. Mä och domadder ass et net gedoen, well a ganz ville Länner sinn d'Bestietnisser vu Mannerjäregen um Pabeier zwar verbueden, an trotzdeem ass dat eng gängeg Saach. Hei muss d'Kontroll vum Stat also garantéiert ginn, fir datt se sech un hir Gesetzer halen, wa se dann och endlech Gesetzer an deem dote Beräich hunn, an och déi international Konventioune musse respektéiert ginn.

Elo huet eng Seniorcheffin aus engem Distrikt aus dem Land Malawi 850 Zwangsbestietnisser einfach annulléiert, Honnerte vu Meedercher an d'Schoul geschéckt a geféierlech Sexualritualer verbueden. Wéi si selwer seet: „If they are educated, they can be and have anything they want."

An dësem Kontext wollt ech den Dokter Mukwege erwäne fir dat, wat e mécht, deen als engagéierte Fraendokter iwwer 5.000 Meedercher a Fraen net just physesch betreit, andeem e se zesummebitzt, nodeem se vergewaltegt gi sinn, mä och psychologesch betreit a probéiert hinnen ze hëllefen, de Wee nees zréck an d'Gesellschaft ze fannen a sech ze reintegréieren. Hien huet eis opgekläert, wéi massiv dës Vergewaltegungen a sengem Land, dem Kongo, zouhuelen, net nëmme bei de Fraen, mä virun allem bei de Kanner, Meedercher haaptsächlech, ënner fënnef Joer. A wéi Pappe gezwonge ginn nozekucken, wann hir Fraen, hir Meedercher, jo, souguer Puppelcher vergewaltegt ginn! Do stécht eng regelrecht Planifikatioun hannendrun, fir futtizemaache fir d'Liewen, fir onbrauchbar ze maachen a ganz

Generatiounen ze traumatiséieren, wat een als regelrecht, esou seet hien, Krichswaff bezeechne kann.

Den Dokter Mukwege sot: «Les femmes sont considérées comme une marchandise, comme un objet et le business se fait sur le corps de ces femmes.» Dat ware seng Aussoen, déi mech zum Denken ustoussen, wéi hei d'Bild vun der Fra an eiser Gesellschaft vermëttelt gëtt. A mir hoffen och do, datt d'Madamm Mutsch an den Här Braz sech och hei un d'Kohärenz vun de Politicken erënneren, wa se Gesetzer an dësem Kontext légiféréieren.

Den Dokter Mukwege seet, wéi wichteg och hei nei Gesetzer wären, déi dëst Geschäft um Kierper verbidden an déi de Viol konsequent condamnéieren. Dat muss ee sech emol virstellen: Am Kongo ass, trotz all dëse Vergewaltegungen, déi dagdeeglech stattfannen, nach ni - nach ni! - e Mann veruerteelt ginn, datt en e Kand, e Meedchen oder eng Fra vergewaltegt huet! An de Sacharowpräisträger vum Joer 2014 ass sech sécher, datt, wann et esou e Gesetz géif ginn, wat eng Nulltoleranz mat haarde Strofe fir déi Dote géif ausspriechen, och endlech d'Mentalitéit géif änneren. Hie mengt: «Il faut tirer un trait rouge comme on l'a fait chez les armes biologiques», datt hei d'Gesetzer genausou schlëmm musse condamnéieren, wéi wann et eng Massevernichtungswaff wär, well et zerstéiert, a sengen Aen näämlech genausou schlëmm.

An ech erlabe mer, Här President, ze soen, datt ech säi Message, deen en eis ginn huet, besonnesch staark fannen, well hie grad als Mann duerch d'Welt reest an dovunner iwwerzeegt ass, datt hien net nëmme mam Skalpell Fraen nees zesummefléckt, mä datt et virun allem wichteg ass, op dës esou schrecklech Problematik an op déi liewenslaang Konsequenzen opmierksam ze maachen, fir weltwäit ze sensibiliséieren.

Ech wéilt him nach eng Kéier am Numm vun alle Fraen a Meedercher Merci soen an - och esou, wéi eise President dat an der Sitzung derbäigesot huet -, Merci och am Numm vun alle Männer!

Här President, de Pressespriecher vun Unicef Lëtzebuerg huet gesot, datt all fënnef Minutten e Kand duerch Gewalt op eiser Äerd stierft, well et mëssbraucht, verkaaft, versklaavt gouf, als Kannerzaldot muss déngen - rezenterweis steigt d'Zuel vun deenen, déi „geziicht" ginn, fir sech an d'Luucht ze sprengen an anerer mat an den Doud ze rappen -, oder well se permanent an onméiglechen a geféierleche Konditioune musse schaffen. Jonk Meedercher a Frae sinn alt erëm besonnesch betraff.

D'Beschneidung, en Thema, op dat ech ëmmer nees erëm wëll pochen, gëllt als eng vun deene geféierlechste Gewaltformen u klenge Meedercher. Weltwäit mussen der Unicef no 200 Millioune Fraen a Meedercher dës Form vu Gewalt iwwer sech ergoe loossen. All zéngt Sekonn muss e Meedchen un där schrecklecher Tradition leiden. Dat bedeit fir déi Betreffend eng extrem Qual, physesch an och psychesch Cicatricen.

Unicef Lëtzebuerg ënnerstëtzt elo dowéinst an Äthiopien e Projet, fir Preventiounsmoossnamen a medezinnesch Versuergung fir d'Affer unzebidden an och Gynäkologen op der Plaz ze forméieren. An och hei zielt déi nämlecht Devise vun der schoulescher Erzéiung nieft der gesondheetlecher Basis als Haaptkonditioun, fir d'Kanner aus der Gewaltspiral erauszekréien. All Sou, deen an d'Éducatioun investéiert gëtt, kënnt mat Sécherheet ëm dat Villfacht eraus!

Bis 2035 brauch d'Welt 13 Millioune méi Personal am Gesondheetsberäich. Dat ass a ganz ville Länner ëmmer nach e grousse Problem. Am Niger, eent vun onsen Zillänner, gëtt et manner wéi dräi Dokteren, Infirmièren oder Hiewamme fir 10.000 Awunner. Et geet also net nëmme mat Suen duer, neen, et musse Strukturen an deene Länner opgebaut ginn an et muss selbstverständlech och Personal do sinn.

Den 3. November hat de Minister Schneider Besuch vum Direkter vum Bevëlkerungsfong vun de Vereenten Natiounen, fir ënner anerem iwwert de Planning familial am Kader vun der Agenda 2030 ze diskutéieren an huet en Accord ënnerschriwwen, fir e Programm iwwer e puer Joer matzeënnerstëtzen, wou et drëms geet, d'Rechter an d'Gesondheet vu mannerjärege Fraen am Niger ze promouvéieren an hiren demokratesche (veuillez lire: demografesche) Wuesstum esou besser ze meeschteren. E bessere Gesondheetszougang, eng besser Éducatioun, notamment fir d'Familljeplanung, ass a bleift elementar fir dës Fraen, fir méi Entscheedungschancen am Liewen ze hunn.

Mir sinn dofir besonnesch dankbar, Här Minister, datt eist Land bei deem Fong do matmécht, deen als Zil huet, d'Meedercher virun der Gewaltspiral ze schützen an hir Roll an der Gesellschaft ze stäerken.

Här President, Lëtzebuerg huet d'lescht Joer 0,95% vum RNB an d'Entwécklungshëllef afléisse gelooss. Dat ass leider net méi déi magesch Grenz vun 1%, déi mir eis scho virun e puer Joer ginn hunn an déi eis op déi éischt Plaze vun de Länner bruecht huet, déi proportional budgetär am meeschte fir d'Kooperatiounshëllef bäisteieren. De Minister huet eis an der Kommissiounssëtzung am Summer awer erkläert, dëst wär op eng Reevaluatioun vum RNB zréckzeféieren, déi staatlech Hëllef wär an der Quantitéit net erofgaangen, an et war och d'lescht Joer bei 325 Milliounen Euro bliwwen. Dat war jo och deen absolutte Minimum, dee mir eis virgeschriwwen haten. An do hale mir och ganz staark drop als CSV, datt dës magesch Grenz net ënnertraff wäert ginn.

Mir wären natierlech méi frou gewiescht, wa mer och d'lescht Joer nees op 1% bliwwe wären, sief et nëmme fir d'Symbolik vum Message, fir och emol déi aner Länner drun ze erënneren, hiren Deel ze erfëllen, dee scho säit 1970 fixéiert gouf: mindestens 0,7% vum RNB an d'Entwécklungshëllef ze stiechen. Däitschland huet e klengen Effort gemaach an ass 2015 ëmmerhin op 0,5% komm, wat awer nach ëmmer net duergeet. D'Belsch geet souguer lues zréck a läit nach just bei 0,42%. Bei de franséischen Nopere geet den Trend och no ënnen, si steiere just nach 0,37% bäi. Holland huet et nees op 0,7% gepackt genausou wéi d'Vereenegt Kinnekräich.

Viru Schweden muss een den Hutt ganz einfach hiewen, well et dat eenzegt Land ass, wat ëmmer op éischter Plaz louch an d'lescht Joer souguer ganz däitlech zougeluecht huet, mat 1,41%. Allerdéngs muss een awer och dësen Taux e bësse relativéieren.

De Minister gesinn ech schonn nicken.

(Hilarité)

Voilà! Et sollen näämlech Länner ginn, déi en Deel vun hirer Entwécklungshëllef benotzen, fir d'Klimapolitik oder d'Versuergung an d'Ënnerbréngung vun de Flüchtlingen ze managen. Esou stoung an engem Artikel ze liesen, datt d'Schwäiz 20%, Holland 27%, jo, a Schweden 30% vun hirem Entwécklungsbudget opgebraucht hunn, fir d'Flüchtlingsproblematik ze géréieren. Wann dat also wierklech stëmmt, da muss een déi Generositéit do e bësse méi genau ënnert d'Lupp huelen, well da gëtt et ëmmer méi schwéier, de Prozentsaz vum Effort ze vergläichen. Wann hei Saachen an de Kooperatiounsbudget erafléissen, déi net an all Land d'nämlecht sinn, jo, dann ass jo kee richtege Verglach méi méiglech.

Mat engem äänleche Problem si mer awer och elo konfrontéiert, wat d'Situatioun vun der Sécherheet vun eise Leit an eise Partnerlänner Mali a Burkina Faso ugeet a wou een Deel vun de Sue fir d'Sécherheet vun eise Leit muss gebraucht ginn, fir zum Beispill Gebaier ze iwwerwaachen. Also ech mengen, et stellt kee Mënsch a Fro, datt och déi Leit, déi fir eis am Asaz sinn, musse protegéiert ginn. De Risiko ass just deen, datt een Deel vun deem, wat mir haut ënnert dem Deckmantel vun der Entwécklungspolitik finanzéieren, net méi direkt un d'Leit oder an d'Projete selwer fléisst.

Mir stellen hei absolutt net a Fro, datt och sécherheets- a klimarelevant Froen oder Aspekter elementar wichteg si fir d'Entwécklungspolitik, selbstverständlech! Mä mir bedaueren awer, datt hei net méi Transparenz geschaaft gëtt an datt - well dat, esou fäerte mir, weidergeet - an e puer Joer d'Entwécklungshëllef riskéiert, vun hirem eigentleche But ofzekommen an net méi fir de Kampf géint d'Aarmut gebraucht kéint ginn. Do musse mer also wierklech oppassen.

Här President, et gëtt keng effikass Entwécklungshëllef ouni eng Cohérence des politiques. Déi muss am Mëttelpunkt vun der Entwécklungspolitik stoen. An dat heescht, datt een déi ganz Politik ëmmer erëm muss frësch iwwerdenken a permanent evaluéieren an adaptéieren, fir ze verhënneren, datt Entscheedungen an engem Beräich vun der Politik déi positiv Fortschrëtter an anere Beräicher nees futtimaachen. Sou misst bei all Gesetzesprojet eng Luucht ugoen, déi weist, wa mer net kohärent mat eisen Entwécklungsziler wären.

Dee fréiere lëtzebuergeschen UNO-Ambassadeur, de Jean Feyder, fuerdert scho säit Joren op internationalem Niveau eng méi kohärent Wirtschaftspolitik an datt et gëllt opzepassen, datt déi verschidden Intérête besser openeen ofgestëmmt sinn. Hien huet an deem Kontext gesot, datt et wichteg wär, datt een de klengen Entreprisen a Baueren an de concernéierte Länner hir eege Wettbewerbsfäegkeet net däerf ewechhuelen, andeems europäesch Produkter bei hinne méi bëlleg verkaaft ginn, wéi si hir eege Produkter op hire Marché brénge kënnen. Wéi soss solle se selwer aus dem Misär erauskommen, wa mir Politicke förderen, déi genee de Konträr bewierken?

Hei gëllt et zum Beispill och opzepassen, datt et bei Handelsverträg mat Drëttweltlänner net zu enger Diskriminatioun oder Benodeelegung vu lokale Produzente kënnt. An deem misst an der Zukunft konsequent a systematesch Rechnung gedroe ginn. Leider trëfft bei den Accorden oft d'Wirtschaftswelt op déi vun der Entwécklungshëllef, an do gëllt et opzepassen, datt mer kohärent bleiwen.

Et ass natierlech net einfach, eng Balance ze fannen tëschent deene verschiddenen Intérêten, déi am Spill sinn. Mir brauchen dofir méi équilibréiert wirtschaftlech Normen, siefen dat Handelsverträg oder Zollnormen, fir datt déi lokal Produktioun konkurrenzfäeg bleift net nëmmen op dem lokale Maart, mä fir datt se och e besseren Zougang zum Weltmarché kritt.

E gutt Beispill ass dat vum Commerce équitable, deen an deene leschte 15 Joer sech enorm développéiert huet. D'Venten aus dem fairen Handel representéieren elo ewell iwwer 6 Milliarden Euro d'Joer. Dës Progressioun geet op eng gutt Informatioun zréck an op de Wëllen och vun de Leit, déi lokal Produzenten an den Entwécklungslänner besser ze ënnerstëtzen. Vill Leit sinn haut besser informéiert wéi dat nach viru 15 bis 20 Joer de Fall wor. Si consomméieren och aneschters, méi ethesch a méi nohalteg.

An d'Chamber setzt jo och ëmmer méi, nieft de regionale Produkter, op déi d'Madamm Hansen ëmmer esou pocht, zanter e puer Joer op d'Fair-Trade-Produkter, op déi den Här Zeimet an ech ëmmer esou pochen.

Mir fannen et also begréissenswäert...

(Interruptions diverses)

An nach ganz vill anerer heibannen, selbstverständlech!

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dir lauschtert awer no alleguerten!

(Hilarité et interruptions)

Maja, ech mierken.

Ech fannen et begréissenswäert, datt e puer Ministèren, Verwaltungen a Gemengen de fairen Handel an hirer Akafspolitik konsequent asetzen. E batteren Nogeschmaach bleift awer, well et nach ëmmer kee Gesamtbilan vun der Regierung gëtt, welch a wéi vill vun eise staatlechen Infrastrukturen an Zwëschenzäit konsuméieren oder net.

Léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, ech hat am Ufank scho gesot, datt de Cercle des ONG déi Lëtzebuerger Entwécklungshëllef global ze schätze weess an der Regierung eng bonne Note ausgestallt huet. Sou begréisst de Cercle des ONG, datt hien elo als aktiven Observateur am Comité interministériel pour la coopération au développement vertrueden ass, hie bedauert awer zugläich, datt ee sech déi néideg Mechanismen nach net ginn huet fir eng effikass Koordinatioun vun de verschiddene Politikfelder, déi systematesch d'Kohärenz vun de Politicken iwwerpréift, evaluéiert an och kontrolléiert. Den CID geet dem Cercle des ONG net duer, fir d'Cohérence des politiques ze iwwerwaachen. Zum Beispill huet en nëmmen e konsultative Charakter, säin Avis muss also net onbedéngt a Betruecht gezu ginn.

De Cercle fuerdert des Weideren d'Regierung op, déi sougenannten „fiches d'impact", déi sech d'Regierung selwer an hirem Programm virginn huet, duerchzezéien. An ech wollt de Minister froen, ob och schonn eng Étude d'impact gemaach ginn ass a wou mer mat deene Fiche-d'impacten dann dru sinn.

Riseg Kritik gouf et och vum „Votum Klima" uganks November, deen nach eemol d'Investitiounspolitik vum Pensiounsfong ugeprangert huet; e Sujet, deen och den Här Wagner gëschter bei der Debatt iwwer Marrakesch opbruecht huet. D'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg hat och séier Stellung dozou geholl a sot, datt et just nach 1,11% aus dem Pensiounsfong wär, deen aus der Kuelen- an Atomenergie kéim, an datt dat kéint ganz gestrach ginn.

Si huet op eng Analys higewisen, déi den Här Schneider sollt gemaach hunn a wou konkret Piste géifen ugezeechent ginn. Wéi wäit si mer mat där Analys, Här Minister? A wéi gedenkt d'Regierung, d'Investitiounspolitik an Zukunft do nach besser ze gestalten, fir datt mer och elo do kohärent sinn tëschent der Entwécklungspolitik an der Investitiounspolitik hei zu Lëtzebuerg?

Här President, den Här Minister huet et och ugeschwat: Och de Privatsecteur schéngt ëmmer méi e groussen Impakt an der Entwécklungshëllef ze kréien. Och hei misst een d'Wierkung vun där Form vu finanzieller Hëllef genee ënnert d'Lupp huelen an oppassen, datt mir domadder Positives op béide Säiten erreechen. Mikrofinanz, alternativ Energien - e Sujet, deen dem Marcel Oberweis däermoossen um Häerz läit -, just fir déi puer ze nennen, hunn enormen Entwécklungspotenzial an et soll een de private Secteur nach méi encouragéieren, fir sech an Entwécklungsprojeten anzesetzen.

Den däitschen Entwécklungsminister Gerd Müller huet an deem Kontext gesot, datt d'privat Engagement e risegt Potenzial nach hätt. Zum Beispill kéinten däitsch Firme kleng afrikanesch Betriber op d'Been hëllefen, net onbedéngt elo mat vill Geld, mä mat Savoir-faire a Form zum Beispill vu Partnershippen, wou se e Conseil kéinte ginn, fir eppes Konkretes a Wäertschëpfendes opzebauen. An dat kann een och selbstverständlech am Beräich vum Klimawandel maachen, wou sech privat Entreprisë fir d'Allgemengheet asetzen. Sou Saache missten einfach méi gefërdert ginn. Dir maacht dat och, Här Minister. Mir si frou doriwwer.

An och am Kontext vun der Entwécklungshëllef kéint ee solche Firmen da mat Leeschtungen entgéintkommen. Et ass op alle Fall eng Iwwerleeung wäert. An dofir musse mer kucken, wéi sech dann och elo déi Iddi, déi Der och genannt hutt vum Business Partnership Facility, wéi déi sech entwéckelt. Dëse Projet ass jo mat enger Millioun Euro vum Stat virgesinn, dee gespeist gëtt, fir Lëtzebuerger Entreprisen ze encouragéieren, datt mer méi kohärent mat eiser Kooperatiounspolitik bleiwen.

Här President, ech wollt positiv ophalen. D'Welt ass global gesinn, trotz ville Krisen, besser ginn. D'extrem Aarmut, d'Kannerstierflechkeet an och d'Mammestierflechkeet sinn trotz Bevëlkerungswuesstum ëm d'Halschent zréckgaangen. Fir d'éischte Kéier liewe manner wéi 10% an der absoluter Aarmut. Et gi méi Kanner wéi jeemools virdrun, déi liesen a schreiwe kënnen. An 91% vun der Weltbevëlkerung hunn Zougang zu verbessertem Drénkwaasser. Fir déi éischte Kéier an der Geschicht gëtt et méi Demokratië wéi diktatoresch Regimmer. An awer bleift vill ze dinn.

Mir sollten dofir eis de Mutt net huele loossen, well mir kënne jo op déi däitlech Progrèsen, déi zënter den Zilsetzunge vun de Millennium Goals gemaach gi sinn, zréckkucken. An dat motivéiert eis, fir weider drun ze schaffen. Mir mussen all zesumme matupaken, responsabel mat eise Ressourcen ëmgoen, am Respekt mam Mënsch a mam Déier! A jiddweree muss op seng Aart a Weis mathëllefen a sech ëmstellen a säi Bäitrag leeschten, wa mer gären eng besser Welt hätten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Arendt. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel vun der LSAP.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, chers amis du corps diplomatique, ech wëll direkt dem Minister Merci soe fir säin Engagement fir d'Kooperatiounspolitik a fir seng exzellent Ried. An ech wëll och all den Akteure vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, mä awer och an de Partnerlänner, an och eise Partner all Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi all Joers gemaach gëtt.

Ech sinn als LSAP-Spriecher hei houfreg, dass mer, wa mer de Budget vun eisem Land erstellen, all Joers 1% aschreiwe fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. Et gëtt Joren, deemno wéi d'Entwécklung ass, wou mer liicht driwwer sinn, an et gëtt Joren, wou mer liicht drënner leien. Mä ech mengen, mir sinn do nach ëmmer un der Spëtzt vun alle Länner hei an Europa.

Mir bleiwen och, wat d'Politik vun der Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt an och vun der Action humanitaire ugeet, a ganz spannenden Zäiten. Mir sinn um europäeschen, mä och um nationale Plang amgaangen, déi grouss Défien ëmzesetzen, déi op internationalem Plang am Joer 2015 décidéiert goufen. Dat sinn d'Konferenz vun Addis Abeba iwwert de Finanzement vum Développement, d'Konferenz vun New York, wou d'Agenda 2030 geschriwwe ginn ass, d'COP21 a souguer d'COP22, mä och dëst Joer nach de Sommet global iwwert d'Aide humanitaire zu Istanbul am Mee 2016.

Wa mer déi Engagementer, déi mer zesumme mat alle Länner geholl hunn op deene grousse Konferenzen, ëmsetze wëllen, da kënne mer net weidermaachen, wéi mer bis elo weiderge-

maach hunn. All Akteuren aus der Kooperatiounspolitik mussen aus dem Silodenken erauskommen.

Här Minister, ech hunn aus Ärer Ried héieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Äerm vun eisen Hiemer a vun eise Blusen eropgestréppt hunn, fir dës Défien unzegoen. Mir si prett, nei Weeër ze goen. An trotzdeem, hutt Der gesot, wëlle mer bleiwen, wat mer sinn. An ech mengen, dat ass och richteg, well mer eis bei deene grousse Prinzipie vun eiser Kooperatioun trei bleiwen. Mir bleiwen eis trei, wat d'Effikassitéit ugeet, mir bleiwen eis trei, wat d'Kohärenz ugeet, wat eis Zouverlässegkeet ugeet a wat eis Éierlechkeet ugeet.

Zur Effikassitéit wollt ech soen, déi spigelt sech jo erëm am Plan d'action pour l'efficacité de l'aide au développement 2014-2016. Dee leeft elo of. Dee muss evaluéiert ginn an och weidergeschriwwe ginn. A mir wäerten als Kommissioun hei an der Chamber do och de Suivi maachen. An ech sinn och iwwerzeegt, wéi gesot, dass mer, wat d'Kohärenz ubelaangt, eis trei bleiwen. De Comité interministériel pour la coopération au développement, dee koum am Joer 2015 sechsmol zesummen, e koum och dëst Joer oft zesummen. An d'Kohärenz ass méi wéi jee wichteg, och duerch d'Agenda 2030.

Här Minister, Dir hutt an Ärer Interventioun vun der „Superkohärenz" geschwat. An ech mengen, dat ass d'Erausfuerderung vun der Zukunft. Dofir sinn ech och frou, dass elo d'Commission interdépartementale pour le développement durable geschafe ginn ass.

2015 hu mer also eng ganz Rei Engagementer geholl a mir si prett, fir déi ëmzesetzen: d'Cohérence des politiques, dat hu mer och nach gëschter erlieft, wéi d'Ministesch Dieschbourg hei war an iwwert d'COP22 bericht huet, de Klimaschutz. Si huet et gesot: „Et ass wichteg, dass ech als Ëmweltministesch zesumme muss schaffe mam Finanzministère a mam Kooperatiounsministère"; sou huet si gesot, dat ass wichteg.

Genau wéi et och wichteg ass, Här Kooperatiounsminister, dass Dir - an dat hunn ech gelies an och héieren - enk zesummeschafft mat anere Ministèren, ënner anerem och dem Finanzministère. Besonnesch déi Kooperatioun mam Finanzministère, mengen ech, ass wichteg, well awer, wann een d'Rapporte liest, bal 10% vun eiser Aide publique au développement iwwert de Finanzministère verschafft ginn. An et freet mech dofir, ze liesen, dass duerch dat verstäerkt Zesummeschaffe vun deenen zwee Ministèren d'Kontributioune vu Lëtzebuerg zu deenen Entwécklungsbanke méi no bruecht ginn zu den Ziler vun eise PICen.

Et gëtt oft kritiséiert, dass déi Kontributioune fir d'Bretton-Woods-Institutioune verluere Gelder wären. Ech mengen, d'Entwécklungsbanke spillen awer eng wichteg Roll, well se verschiddene Länner awer Zougang zu Kreditter ginn. A mat deene Kreditter kënnen déi Entwécklungslänner Schoule bauen. An et ass gutt, dass an deene Länner Schoule gebaut ginn, finanzéiert iwwer e Projet vu klassescher Entwécklungshëllef, mä et ass och gutt, dass et Schoule gëtt an deene Länner, déi si selwer kënne bauen.

Mir sinn, fir op d'Charakteristiken zréckzekommen, och en zouverlässege Partner: Zouverlässegkeet vis-à-vis vun den ONGen, déi hei zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll spillen. Dofir hu mer jo och deen neie Projet de loi 7082, wou mer de Finanzement nach eng Kéier..., wou Der zu engem Accord komm sidd mat den ONGen iwwert dee Finanzement. Dat ass, mengen ech, wichteg. Mir sinn zouverlässeg, well ugesi vun eise Partner.

An ech war frou, dass Der an Ärer Ried, Här Minister, déi multilateral Bezéiungen an der Kooperatioun ugeschwat hutt, well och do, bei deene si mer en zouverlässege Partner. An do kann ech Iech aus perséinlecher Erfahrung Témoignagë ginn - Dir hutt mech jo ernannt dozou, dass ech soll bei Unaids eng flott Roll spillen als „champion", wéi si dat nennen, fir déi nei Strategie 90-90-90 - an do mierken ech, wéi mer do als Lëtzebuerger considéréiert ginn. An net nëmmen, well mer Geld ginn, well mer e fiabele Geldgeber sinn, mä och well mer um Punkt vun der Verteidegung vun de Mënscherechter zum Beispill eis och do asetzen an och do déi multilateral Partner ënnerstëtzen.

Also, wéi gesot, eist Engagement ass net nëmmen e finanziellt Engagement, mä et ass och e politescht Engagement, a besonnesch andeem mer d'Mënscherechter verteidegen. Zum Beispill bei Unaids geet et drëms, fir sech anzesetze fir d'Sexworker, fir Leit, déi an de Prisonge sëtzen, fir Leit, déi sech Droge sprëtzen an esou weider. An ech mengen, dat ass flott ze héieren, dass eis Aarbecht an eisen Asaz appréciéiert ginn.

En anere Bewäis, dass mer fiabel sinn, ass, dass verschidde Partner hei Konferenzen organiséieren. Dir hutt et gesot, de Bevëlkerungsfong, den UNFPA, deen hat d'lescht Woch eng Konferenz hei, wou och hiren Direkter hei war. An ech mengen, och eng vun den Entwécklungsbanke wäert an deenen nächsten Deeg eng Konferenz hei organiséieren. Och dat ass en Zeechen, dass mer fiabel sinn.

An ech wollt op den Entwécklungsfong zréckkommen, well et jo awer och wichteg ass, deen Nexus Entwécklung a Populatioun unzeschwätzen. Do freet et mech, dass mer do Fonge vu 6,4 Milliounen 2016 am Budget hunn an d'nächst Joer souguer nach eropginn op 6,7 Milliounen. An et freet mech, dass dat op enger Säit thematesch Kontributioune sinn - d'Santé maternelle, d'Lutte contre fistules an och d'Approvisionnéierung mat Produkter fir d'Santé reproductive - an op där anerer Säit Kontributioune mat Länner. An dat sinn da Länner wéi Senegal, El Salvador, Laos, Niger.

An ech mengen, dat ass och erëm e Bewäis vun der Kohärenz. Mir sinn, wat déi thematesch Kontributiounen ubelaangt, genau an eise Strategien, wéi mer se definéiert hunn, an et sinn op där anerer Säit d'Länner, déi mer mam Fonds, mam Populatiounsfonds sponseren an der Kohärenz, well et déi Länner sinn, déi mir eis als Zillänner ginn hunn.

Transparenz charakteriséiert eis Politik awer och, well mer ganz vill publizéieren a ganz vill kommunizéieren. Ech mengen, de Rapport, deen Dir all Joers hei an der Chamber virstellt an dann der Press virstellt, dat ass eng Minn, eng Goldminn vun Informatiounen. Mir hunn och d'Publikatioune vum Cercle vun den ONGen, déi am Développement zoustänneg sinn, an och de Rapport vu Lux-Development, alles dat si wonnerbar Informatiounsquellen a si beweisen d'Transparenz vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik.

Dir kommt jo ganz oft bei eis an d'Kommissioun, Här Minister: Och déi PVen, déi jo ëffentlech sinn, vun eise Kommissiounssitzungen, och déi beweisen, dass mer ganz transparent sinn. An aus deene kritt een och wäertvoll Informatiounen iwwert d'PICen, wéi déi weidergefouert ginn, iwwert d'Commission de partenariat. Et gëtt verschidde Leit, déi kritiséieren, et géife keng Informatioune ginn dozou. Dat kann een alles noliesen, wann een d'PVen, d'Procès-verbaux liest vun eise Kommissiounsreuniounen. An ech mengen, dat ass gutt.

A besonnesch och interessant ass, wann een op den Internet geet vun Ärem Ministère an et kuckt ee sech d'Rapporte vum Comité interministériel pour le développement un, och déi si public a ganz transparent. An do fënnt een och ganz vill Informatiounen.

Transparenz huet awer och net nëmmen domat ze dinn, wat ee publizéiert, mä och wann ee Geleeënheete schaaft, wou d'Leit sech kënnen austauschen. Mir hunn déi Geleeënheeten hei an der Chamber, wou mer mat Iech eis austauschen, wou mer eis mat eise Partner austauschen. Wann näämlech Visitte sinn aus eise Partnerlänner, komme si bei eis an d'Kommissioun.

Mir kënnen eis austauschen hei an der Chamber mat den ONGen. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. An en plus hu mer dat formidabelt Instrument vun den Assisë vun der Kooperatioun kreéiert, wou een deem anere Ried an Äntwert ka stoen, wou mer Froe kënne stellen, wou keen Thema tabu ass. An ech mengen, och dat beweist, wéi transparent mer wëllen an onser Entwécklungszesummenaarbechtspolitik virgoen.

Ech wollt zur Transparenz nach eng lescht Remarque maachen. Ech war frou, wéi mer den 22. September an der Kommissioun - mir hate jo eng Commission jointe organiséiert tëschent der aussepolitescher Kommissioun an hirer Dimensioun Développement mat der Ëmweltkommissioun, wou Dir, Här Minister, an och d'Ëmweltministesch do waren a wou mer och iwwert d'Commission interdépartementale pour le développement durable geschwat hunn -, wéi mer do och gewuer gi sinn, dass déi Rapporte vun där Kommissioun och wäerte public sinn an all Mënsch zougänglech sinn.

Ech hu gesot, eis Politik ass och éierlech, eis Kooperatiounspolitik: éierlech, well mer Partnerschaft ganz grouss schreiwen, éierlech, well mer net fuddelen, wat d'Budgeten ubelaangt. An deem 1% - an et ass gesot ginn, mä ech fannen, et ass terribel wichteg ze ënnersträichen - ginn d'Klimagelder net ageschriwwen. Ech mengen, mir hate jo gëschter déi Debatt hei mat der Madamm Dieschbourg.

Mir sinn och éierlech, well - et ass och scho gesot ginn an ech wëll et kuerz nëmmen uschneiden - déi ganz Gelder, déi mer kéinten ee Joer laang aschreiwe fir den Accueil vun de Refugiéen, dat maache mer net!

A mir sinn éierlech, well mer ganz kloer soen, dass sech d'Lutte géint d'extrem Aarmut wéi e roude Fuedem duerch eis Politik zitt. An ech mengen, de Fait, dass mer d'Gesondheet, d'Éducatioun, d'Formation professionnelle an den Développement rural esou héich schreiwen an als esou wichteg empfannen, dat ass de Bewäis, dass mer eis wierklech am Kampf géint d'Aarmut hei befannen. An dass mer ville jonke Leit Perspektive ginn, fir Aarbechtsplazen ze fannen, fir e bessert Liewen ze hunn, fir sech net ze radikaliséieren a fir vläicht net dee geféierleche Wee vun der Migratioun unzegoen.

Mä mir sinn awer och éierlech...

(Interruption)

...vun der Migratioun unzegoen. Vun der Immigratioun, vun der Migratioun...

M. Roy Reding *(ADR).-* Dass se net an d'Ausland musse goen.

M. Marc Angel *(LSAP).-* Ech schwätze vun deene ville Leit, déi a Länner wéineg Perspektiven hunn an och a geféierleche Krichsgebidder liewen, déi mussen aus hire Länner flüchten. Entre autres.

Mä ech fannen, mir ginn deene Leit och vill Perspektiven. An dat ass wichteg. Mä mir sinn éierlech, dass mer soen, dass den Développement net garantéiert, dass d'Leit net aus hire Länner fortginn. Esou éierlech muss een och sinn an dat kënne soen!

Ons Kooperatiounspolitik ass och éierlech am Ëmgang, wat dee wichtegen Nexus vun Développement a Sécuritéit ugeet. Entwécklung a Sécherheet, mir wëssen et, dat geet Hand an Hand. Et gëtt keng Entwécklung ouni Sécherheet. An et gëtt och keng Sécherheet ouni Entwécklung. A mir niéieren och net, an dofir, fannen ech, si mer och éierlech, mir niéieren dat och net, dass et deen Zesummenhang gëtt. Mä mir plaidéieren awer och net derfir, wéi anerer dat maachen an anere Länner, dass Entwécklungsgelder an Défensegelder vermëscht kënne ginn.

D'Relatioun Développement a Sécherheet ass wichteg! An et ass och en Deel vun de 17 Objectifs du développement durable. Et ass den Objectif 16, d'Förderung vu friddlechen an integrative Gesellschaften. A besonnesch am Zil 16.a gëtt ausdrécklech gefuerdert, dass déi zoustänneg Institutiounen, wéi zum Beispill d'Police, beim Capacitéitsopbau op allen Niveauen ze ënnerstëtze sinn, fir Gewalt ze vermeiden, fir d'Lutte géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit ze ënnerstëtzen, an dat besonnesch an den Entwécklungslänner.

D'EU-Kommissioun hat an deem Kontext de 5. Juli nei Virschléi gemaach, fir d'Sécherheet an den Entwécklungslänner ze verbesseren. Do gëtt et deen Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, den IcSP, dee gëtt erweidert an dee seet, dass mer an de Partnerlänner kënnen d'Akteure vum Sécherheetssecteur besser ënnerstëtzen, fir dass si besser gewappnet sinn, fir och Krise selwer kënnen ze prevenéieren, also d'Preventioun ze maachen an awer och déi Krisen ze bewältegen. Et geet drëms, also wéi gesot, dat hëlleft jo dann och zur Stabilitéit an de Partnerlänner.

Wéi d'Europäesch Kommissioun déi Kommunikatioun publizéiert huet, ass eng gewësse Panik opkomm. Verschidde Medien hunn natierlech net ganz nuancéiert bericht, am Ausland virun allem, an dunn ass et zum Gefill komm, wéi wann elo massiv hei Entwécklungsgelder géifen an d'Défense an an d'Sécherheet eriwwergoen.

Ech mengen, ech hunn och dunn direkt eng Question parlementaire gestallt, de 7. Juli, zwee Deeg no där Kommunikatioun. An ech war ganz frou, wéi ech d'Äntwert kritt hu vun eisem Minister, an ech wëll e puer Saachen aus där Äntwert zitéieren.

An ech zitéieren, de Minister äntwert mer: «Dans ce contexte, le Luxembourg, ensemble avec d'autres États membres, est vigilant pour que l'APD reste vouée au développement et à l'éradication de la pauvreté.» Lëtzebuerg huet zu Bréissel ëmmer am Kontext vun där sougenannter „approche globale" - an déi Approche globale gëtt et jo scho säit 2004 - plaidéiert, ëmmer dat richteg gesot. An ech zitéiere weider aus där Äntwert op meng Question parlementaire: «Nous avons, dès le début de l'approche globale, plaidé vigoureusement pour que d'éventuels fonds APD restent „dacables", c'est-à-dire respectent les critères d'éligibilité (...) tels que fixés par le CAD», Comité d'aide au développemen vun der OECD.

An am Kader vun deem Instrument contribuant à la stabilité et à la paix huet Lëtzebuerg sech och an der Consultation publique, déi d'Kommissioun lancéiert hat, an engem Non-Paper derfir ausgeschwat, dass et besser gewiescht wär, d'Europäesch Unioun hätt sech e spezifescht Instrument ginn am Kader vun der PSDC, vun der Politique de sécurité et de défense commune, dat wär besser gewiescht.

A Lëtzebuerg, a mir weisen och drop hin, also de Minister weist och drop hin an där Äntwert op déi Question parlementaire, dass, wann et elo zu der Revue à mi-parcours kënnt 2017 vum europäesche Budget, dass do déi Fro nach eng Kéier opgeworf gëtt. An ech mengen, mir sinn hei um richtege Wee. Lëtzebuerg plaidéiert do dat Richtegt. Mir sinn also éierlech.

An ech kann och nach als Erfahrung elo soen: Mir haten de Mëtten um eng Auer eng aussepolitesch Kommissioun am Volet Défense zesumme mam Défenseminister Etienne Schneider, wou mer de Budget vun der Défense gekuckt hunn, an et huet mech gefreet, dass do och véier Milliounen dra si fir d'Capacity building a Partnerlänner an dass am Budget vun der Défense eng Millioun virgesinn ass, fir d'Stabilitéit a Länner ze garantéieren, déi aus Konflikter erauskommen. Dat heescht, dass och dee Ministère sech d'Objectifs du développement durable ugekuckt huet, besonnesch den Objectif 16. An ech mengen, dat si Gelder, déi do ugerechent ginn an net an Ärem Budget, Här Minister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwen ons trei, mir sinn effikass, kohärent, zouverlässeg, transparent an éierlech. Mä dat heescht awer net, dass mer fäerten, op nei Weeër ze goen. An Dir hutt et och gesot: Mir mussen op nei Weeër goen! A mir haten ni Angscht, nei Weeër ze goen. Am Passé hu mer ugefaangen an der Finance inclusive ze schaffen, d'Microfinance. Wa mer dee Courage deemools net gehat hätten, wäre mer haut net do Leaderen an deem Domän.

An dann, ech hunn dat ganz kloer och matkritt, wéi ech d'lescht Woch an der Europäescher Investitiounsbank war, beim Präis vun deem 7. European Award an der Microfinance. An ech mengen, wann een do mat de Leit, déi aus alle Länner hiergereest sinn, schwätzt, da kann ee soen, da kënne mer richteg houfreg op eis Aarbecht sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir mussen also nei Weeër goen. An ech wëll och zitéieren den Här David Nabarro, dee jo Invité op den Assisë war. Den Här Nabarro ass de Conseiller spécial vum Secrétaire général vun der UNO fir de Programm vum Développement durable vun der Agenda 2030. An en huet e Saz gesot, deen, mengen ech, wichteg ass, en huet gesot: „All Länner sinn elo Entwécklungslänner. An all Länner hunn eng Responsabilitéit, fir der extremer Aarmut en Enn ze setzen. All Länner hunn eng Responsabilitéit, fir géint d'Inegalitéiten an d'Ongerechtegkeete virzegoen. An all Länner hunn eng Responsabilitéit, fir onse Planéit ze schützen."

Am Kader vun dëser neier Agenda ass effektiv Reengineering ugesot. Den Här Nabarro huet och drun erënnert, an dat ass och schonn e puermol hei gesot ginn, dass all d'Akteuren, déi ëffentlech an déi net ëffentlech, aus deem Silodenke mussen erauskommen. An en huet dofir och a senger Ried besonnesch déi Business Partnership Facility begréisst, déi Dir, Här Minister, jo virgestallt hutt am Abrëll 2016. D'Virriedner si schonn drop agaangen.

Ech mengen, dës Initiativ ass net nëmmen eng Äntwert op d'Agenda 2030, et ass och eng konkret Ëmsetzung vun de Konklusiounen aus der Konferenz vun Addis Abeba, wou de Privatsecteur als wichtegen, incontournabele Vecteur identifizéiert ginn ass, fir d'Objektiver vum Développement durable ze kofinanzéieren.

Lokalen ekonomesche Wuesstum ass wichteg, fir dass Entwécklungslänner Aarbechtsplaze schafe kënnen an esou och nohalteg d'Liewensbedéngunge fir hir Populatioun verbessere kënnen. An dofir, mengen ech, ass déi Business Partnership Facility eng gutt Saach. Et ass eng Finanzhëllef. Et ass e Kofinanzement 50/50. An et däerf een net méi wéi 200.000 Euro kréie vum Stat. An ech mengen, et si jo och ganz interessant Secteuren do definéiert - ICT, Bio-Health, FinTech, EcoInnovation - a privilegéiert ginn och déi Länner, eis Partnerlänner, eis Pays cibles. An ech mengen, dat ass wichteg.

Muer stëmme mer hei of iwwer e Projet de loi vun der SIS, vun der Société d'impact sociétal. Och fir déi Gesellschafte kann esou eng Business Partnership Facility wichteg ginn.

Dir hat et gesot, Här Minister, de Cap-Vert niewent dem El Salvador, Dir hutt gesot, am El Salvador gi mer nei Weeër an och um Cap-Vert, wou mer de Fonds de diversification des relations économiques kreéieren. Ech mengen, dat ass och wichteg. Deen ass geschafe gi fir en Transfert de technologie, fir en Transfert vum Savoir-faire vu Lëtzebuerger Betriber a Richtung vum Cap-Vert. Besonnesch erfollegräich si mer hei am Domän vun den erneierbaren Energien. An déi Pisten, mengen ech, mussen och weiderverfollegt ginn.

Dass mer net stoe bleiwen, beweist awer och, wéi d'Lëtzebuerger Regierung déi Agenda 2030 wëllt ëmsetzen. Mir haten den 22. September, wéi gesot, déi gemeinsam, also déi Commission jointe tëschent der Ëmweltkommissioun an der aussepolitescher Kommissioun an hirer Dimension développement. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mir als Chamber do agebonne ginn, an awer och, dass d'Société civile do agebonne gëtt.

Fir elo emol reng bei der Coopération au développement ze bleiwen, huet et mech gefreet ze liesen, an dat hu mer jo och haut héieren, dass Der am Ministère amgaange sidd, Är Stratégie générale ze aktualiséieren a se eben ze adaptéieren op déi nei 17 Ziler.

Wat d'Ëmsetzen hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, ass, mengen ech, vill geschafft ginn. A mir sinn och gewuer ginn an där Kommissioun, vun der Madamm Dieschbourg gewuer ginn, dass geschafft gëtt ganz fläisseg un engem neie Plan national pour le développement durable, och fir an deem Kader deene 17 ODDe Rechnung ze droen.

Dofir mécht och déi Commission interdépartementale pour le développement durable, déi jo am Juni dëst Joer en neit Mandat kritt huet, fir d'Éischt emol en État des lieux zesumme mat allen implizéierte Ministèren. An dës Aarbecht soll am éischte Semester 2017 ofgeschloss ginn. Deen Datum muss och respektéiert ginn, well ons Regierung sech engagéiert huet fir eng fräiwëlleg Presentatioun virun den Nations Unies am Juli 2017. A mir hunn och versprach kritt, dass mer als Chamber virun där Presentatioun an enger Commission jointe Environnement an aussepolitesch Kommissioun matagebonne ginn, fir dass mir als Parlamentarier och d'Méiglechkeet hunn, do Kontributiounen ze maachen.

An ech mengen, natierlech ass et och wichteg, dass hei net nëmmen d'Politik - Regierung a Parlament -, mä och d'Société civile agebonne gëtt. Dofir ass och de Conseil supérieur pour le développement durable, deen och am Juni en neit Mandat kritt huet, do. An ech si sécher, dass niewent deem Conseil supérieur och de Cercle des ONG do e Wuert wäert matschwätzen.

Wann ech schwätze vun neie Weeër, den Här Nabarro huet et gesot, mir mussen all nei Weeër goen. Dofir war ech och frou, dass eis ONGe bereet sinn, nei Weeër ze goen. Op den Assises de la coopération ass et jo ëmmer flott, dass een Nomëtteg de Cercle des ONG d'Fräiheet huet, d'Agenda selwer ze definéieren. A si haten do als Thema den Dialog tëschent den Akteure vun der Entwécklungszesummenaarbecht zu Lëtzebuerg iwwert de Rôle vun den ONGen an enger neier Welt, an engem aneren Émfeld. Et waren zwou ganz interessant Presentatioune vun enger indescher Damm an engem belschen Här, déi sech mam Thema: «Comment doivent changer les ONG au nord et au sud?» beschäftegt hunn, wat ganz interessant war.

An ech freeë mech och schonn, d'nächst Joer, wa mer d'ONGen invitéiere wéi all Joers an d'Kommissioun, fir hir Konklusiounen ze kucken, wéi si och versichen ëmzedenken an och si versichen, wéi mir alleguer, aus dem Silodenken erauszekommen.

Déi nei Weeër, déi maache mer jo net eleng hei zu Lëtzebuerg, mä déi maache mer och am Kontext vun der Europäescher Unioun. An och dofir suivéiere mer an eiser aussepolitescher Kommissioun jo ganz no all déi KOM-Dokumenter, déi erauskommen. An de Minister huet et scho gesot: Gëschter huet d'Europäesch Kommissioun nees dräi Dokumenter publizéiert.

Bei deem éischten Dokument handelt et sech effektiv ëm déi nächst Schrëtt, fir eng nohalteg europäesch Zukunft ze kréien. Do explizéiert d'Kommissioun, wéi se hir zéng Prioritéiten, déi si sech virun e puer Joer ginn huet, ugläicht un déi 17 Développementsziler. An am zweeten Text, do geet et ëm d'Erneierung. An ech mengen, dat ass en Dossier, deen och fir eis wichteg ass ze suivéieren. Dofir hu mer eis an eiser Présidence jo och agesat: d'Erneierung vun der Partnerschaft mat den AKP-Länner, mat den 79 AKP-Länner. Et ass also de Post-Cotonou-Dossier, deen do ugeschwat gëtt. An och do geet et drëm, wéi d'Europäesch Unioun an d'AKP hir Relatioun kënnen an eng nohalteg Phas erabréngen.

An enger drëtter Kommunikatioun vun der Kommissioun, do geet et ëm den New European Consensus on Development. An do geet et natierlech och ëm d'Upassung vun deem Consensus, deen et jo scho säit Jore gëtt, wéi dee sech adaptéiert un d'Agenda 2030. An d'Aarbecht an der Kommissioun wäert eis do net ausbleiwen.

Och gëschter huet Eurostat e ganz interessante Rapport publizéiert iwwert den Développement durable, wou en en Aperçu gëtt iwwert d'Situatioun an der Europäescher Unioun an och Informatioune gëtt, wéi déi aktuell Situatioun an den europäesche Memberlänner ass am Hibléck op d'Ëmsetzung vun de 17 Objectifs du développement durable.

Vu dass mer grad bei der europäescher Politik sinn, wollt ech och drun erënneren, dass am September den European External Investment Plan fir Drëttlänner kreéiert ginn ass. Dëst neit Instrument, dat soll dozou bäidroen, dass d'Investitiounen an Afrika an awer och an der europäescher Noperschaft sollen ugekuerbelt ginn. An den Haaptobjet sinn d'Verbesserunge vun de sozialen a vun den ökonomeschen Infrastrukturen an d'Förderung vun de klengen a vun de mëttlere Betriber. Et stinn 3,35 Milliarden Euro zur Verfügung. Déi kommen aus dem EU-Budget, deelweis awer och aus dem Fonds européen pour le développement a si sollen Investissementer bis zu 44 Milliarde mobiliséieren.

Et fonctionnéiert genausou, wéi de Juncker-Plang um europäeschen Niveau soll fonctionnéieren. Sou soll hei dee Projet an eise Partnerlänner fonctionnéieren. An dat läit total an der Logik vun Addis Abeba, wou et jo op enger Säit drëms geet, déi verschidde finanziell Instrumenter vun der APD besser ze kombinéieren, mä och Kreditter a Garantien ze ginn, fir dass d'Aide publique au développement Privatgelder unzitt, an anerersäits, besser Politicken ze froe vun eise Partnerlänner, dass si och eege Recettë kënne kreéieren, dass si eng besser Fiskalitéit hunn an déi richteg Steierpolitik kënne maachen an dass se och besser ginn am Kampf géint d'Korruptioun.

Erlaabt mer, Här Minister a léif Kolleegen, kuerz och op d'Action humanitaire anzegoen. Et ass interessant, am Rapport 2015 dat ganzt Kapitel 7 ze liesen. Mir ginn Äntwerten. Lëtzebuerg huet am Joer 2015 Äntwerte ginn op déi grouss Kris, humanitär Kris am Westbalkan am Kontext vun der Flüchtlingskris. Mir hunn Äntwerte ginn am Joer 2015, wat déi humanitär Sécherheetskris an deem ganze Bassin ronderëm de Lac Tchad ubelaangt. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Dat kann een alles do noliesen. Mir ënnerstëtzen dat natierlech.

Ech wollt op de Sommet vun der Action humanitaire, deen zu Istanbul stattfonnt huet, deen éischte Weltsommet zu deem Thema, agoen, an do waart Dir jo do, Här Minister, och mat eisem Premierminister, mam Xavier Bettel. Et hunn 9.000 Leit do deelgeholl, Statscheffen. Et war e risege Sommet, deen och genausou wéi d'Agenda 2030 preparéiert ginn ass iwwer dräi Joer laang. All déi grouss Konferenzen - dat wëll ech och emol eng Kéier soen, well do gëtt oft gesot, déi géifen an enger Dunkelkammer preparéiert ginn; dat ass net esou -, do war e breeden, e laange Prozess vun der Preparatioun, en inklusive Prozess, deen dräi Joer laang gedauert huet.

An ech mengen, d'Resultater vun deem Sommet loosse sech weisen a si sinn och wichteg, well d'Situation humanitaire war nach ni esou schlëmm wéi elo: 60 Milliounen déplacéiert Mënschen op der Äerd, 125 Millioune Mënsche sinn op Aide humanitaire op dëser Welt ugewisen. Dat si meeschtens Opfer vu Krichskonflikter, vu Klimakrisen a vun natierleche Katastrophen.

Dofir ass et esou gutt, dass op deem Sommet zu Istanbul esou vill Engagementer geholl gi sinn. An ech wëll op déi 45 ganz konkret Engagementer agoen, déi Lëtzebuerg zesummen, kollektiv oder och eenzel geholl huet. An ech mengen, de Minister huet eis jo och déi Lëscht ausgedeelt, wéi en an der Kommissioun war. Ech wollt der e puer ervirsträichen.

Ee ganz wichtegt, dat éischt Engagement ass, dass mer eise Budget vun der Aide humanitaire héijen, 5% bis d'Joer 2018, fir dass mer vun 2015 40 Milliounen op 2018 44 Millioune kommen. Och d'Engagement 8, mengen ech, ass ganz wichteg. Ech hunn et scho gesot, dat ass, dass mer d'Klimagelder net mixe mat Développementsgelder.

Da gëtt et en Engagement, dat och ganz wichteg ass, wou Lëtzebuerg sech verflicht, mat senge fënnef nationale Partner eng Charte humanitaire ze maachen. Dat sinn d'Caritas, Care, d'Croix-Rouge, Handicap International a Médécins Sans Frontières. Déi Charte ass scho gemaach ginn. Déi ass och schonn der Kommissioun presentéiert ginn. Also Respekt! Dat war am Juni scho fäerdeg. Ech mengen, dat ass wichteg ervirzesträichen.

D'Engagement 16, d'Direktfinanzéierung fir lokal Institutioune bis 2020 eropzebréngen, mengen ech, ass wichteg, an och d'Engagement 17, dass mer eis engagéieren an der Recherche an an dem Développement, wat d'Risk reduction ugeet oder d'Vulnerabilitéit, fir déi ze reduzéieren. An dat maache mer a Kollaboratioun mam Internationale Roude Kräiz. Dat fannen ech ganz wichteg. Ech fannen et wichteg, d'Engagement 18, dass mer 2,5 Millioune bis 2020 engagéiere fir de Projet No Lost Generation Initiative fir d'Kanner a jonk Leit a Syrien.

Mä ech fannen et wichteg, dass mer an deenen Engagementer net nëmme finanziell Engagementer agaange sinn, mä och politesch Engagementer, dass mer soe fir déi Konventiounen, déi mer ënnerstëtze géint d'Cluster-Munitioun, géint d'Mines antipersonnel, dass mer, wa mer mat eise Partner am Dialog sinn, eis engagéieren, si ze encouragéieren, all déi Texter ze ratifizéieren.

Mir setzen eis och an - an dat kascht keng Suen, mä dat kascht just diplomatescht Gefill an dat kascht Engagement -, den Droit humanitaire international ze promouvéiere weltwäit. An ech mengen, mir hunn am Ministère des Affaires étrangères elo e Focal point ageriicht. A schonn eleng, wann een eise Rapport kuckt, déi exzellent Kollaboratioun, déi mer als Kooperatiounsminister mat Handicap International hunn an deem doten Thema, wat den Droit humanitaire international ubelaangt, wat déi vill Victimme vun de Bombardementer a Syrien an an anere Krichsgebitter ugeet, dat ass och en Témoin dovun, dass mer dat Engagement do net nëmmen um Pabeier hunn, mä dass mer dat och wëlle konkret ëmsetzen.

E wichtegt Engagement ass d'Engagement 41, wou Lëtzebuerg wäert all d'Efforten ënnerstëtze vun onparteieschen humanitären Akteuren, fir en Dialog ze engagéiere mat de sougenannten „groupes armés non étatiques". Firwat ass dat wichteg? Ma dat ass wichteg zum Beispill, wann ee kuckt, wéi d'Situatioun zu Aleppo ass, wou d'Humanitäre guer keen Accès hunn. Do kann een net mat engem Stat verhandelen. Do muss een heiansdo mat deene Groupes armés non étatiques verhandelen. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer do hëllefen, fir eis do ze engagéieren, fir dass do d'Humanitären, déi onparteiesch Humanitären en Accès kréien, fir deene Leit ze hëllefen.

Ech mengen dofir, dass all déi Efforten, déi mer maachen an der Verteidegung vum Droit humanitaire international eng gutt Saach sinn. An ech war ganz frou ze héieren, dass dee Rapport vun Handicap International iwwert déi Bombardementer a Syrien zu New York vun eisem Ambassadeur bei den Nations Unies presentéiert ginn ass uganks September an dass do iwwer 150 Leit am Sall waren. Ech mengen, dat ass en Zeechen, wéi engagéiert Lëtzebuerg ass an deem dote Kader.

An e lescht Engagement ass dat 47., wat den Gender ugeet. Ech mengen, d'Madamm Arendt huet vill doriwwer geschwat. Ech ka mech do ganz kuerz faassen. Ech fannen et gutt, dass mer eis engagéieren, de Call to Action on Protection from Gender-Based Violence in Emergencies ze ënnerschreiwen. Alles dat si Schrëtt, déi an déi richteg Richtung ginn.

D'Madamm Arendt huet och d'APEen ugeschwat, d'Accords de partenariat économique. Ech mengen, et ass ganz wichteg, säit 2005 schwätze mer déi ëmmer un a soen: „Do musse mer vigilant sinn." Mä mir mussen awer och oppassen, dass mer net esou maachen, wéi wann an deene leschte Joren an deem Kontext guer näischt geschitt wär.

Dir kënnt Iech erënneren, déi Thematik ass ugaangen ënnert der Barroso-I-Kommissioun. Do war den Här Mandelson Kommissär. An den Här Louis Michel, wann ech mech net iren, war Entwécklungskommissär. An déi APEen, déi ware schrecklech, déi hate wierklech nëmmen eng Dimensioun Handel, an d'Dimensioun Développement war wierklech ganz kuerz komm.

Du koum et zur Barroso-II-Kommissioun. Do ass et schonn e bësse besser gaangen. An elo an der Juncker-Kommissioun gëtt och nach versicht, déi Texter ze verbesseren. Mir mussen deen Dossier am A behalen! Mir mussen deen Dossier am A behalen, well et ass näämlech wichteg.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass ee muss oppassen, dass mer net ze vill ideologesch un deen Dossier eruginn. An ech wëll drun erënneren, dass fir déi meescht vun deenen 79 AKP-Länner Europa deen éischten Handelspartner ass. Déi 79 AKP-Länner representéieren awer nëmme knapp 5% vum Commerce extérieur vun der EU, soudass déi Angscht virun der Iwwerschwemmung vun europäesche Produkter, an Afrika zum Beispill, dass een dat awer och an deen dote Kontext vun deenen doten Zuele muss erasetzen. Dat heescht awer net, dass mer dat einfach sollen duerchwénken. Mir mussen an deem dote Kontext vigilant bleiwen.

A fir d'LSAP ass et ganz wichteg, dass déi AKP-Länner an deem Kader vun deenen Accords de partenariat économique hir asymmetresch Regimmer deelweis behale kënnen, fir dass déi Länner och hir sensibel Produite schütze kënnen.

An, wat och wichteg ass, mir sollen an deem ganze Kontext och d'Afrikaner als Partner seriö huelen an net maachen, wéi wa si net verhandele kéinten! Mir hu jo oft déi Partner hei an eiser Kommissioun sëtzen, an da schwätze mer dat Thema un. An dann erkläre se eis, wéi se négociéiert hunn, wéi se et fäerdegbruecht hunn, Verbesserungen ze maachen. Si hunn nach net alles erreecht. A mir hoffen, dass se och nach besser Saachen nach weider erreeche kënnen.

Et si jo elo e puer Länner, déi mat der Signature blockéieren. Dat gëtt jo eng Méiglechkeet, fir nach zu Verbesserungen ze kommen. Mä et soll een net vu vireran alles dat veruerteelen, well et ass och wichteg, dass et zu engem Développement économique an deene Länner kënnt.

Mir kënnen net nëmmen en Afrika hu mat nëmme Klengbaueren, mir mussen och en Afrika hunn, wou eng lokal Ekonomie sech kann opbauen. A wat mer besonnesch gefält, eppes, wat ech ganz positiv fanne bei deenen APEen, dat ass dee Facteur vun der regionaler Zesummenaarbecht. Et ass esou, wéi mir et an Europa als Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, duerch regional Zesummenaarbecht eis ekonomesch besser ze entwéckelen. An ech mengen, dofir soll een net virveruerteelen, mä et soll ee ganz vigilant bleiwen.

Fir ofzeschléisse wollt ech nach soen, Här Minister: Ech hunn an Ärer Ried ganz appréciéiert, dass Der iwwert d'Kritären, wéi mer d'Partnerlänner auswielen, geschwat hutt. Dat war ganz interessant. An ech fannen et och wichteg, dass Der ënnerstrach hutt, wéi wichteg et ass, dass mer op deenen dräi Kontinenter präsent bleiwen: Afrika, Asien a Latäinamerika, well et do, wéi Der genau gesot hutt, dräi verschidde Methode gëtt. An dat erlaabt eis, déi global Vue ze behalen. An ech fannen et och gutt, dass Der déi Plus-value ugeschwat hutt, déi eis Ambassaden, déi mer do hunn, hu fir eis allgemeng Lëtzebuerger Diplomatie.

Als Konklusioun freeën ech mech als LSAP-Spriecher, dass mer zu Lëtzebuerg kloer Linnen hunn an der Coopération au développement an och an der Action humanitaire. Mir bleiwen onse Prinzipien trei a mir ginn d'Défie vun der Agenda 2030 selbstbewosst un. D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass a bleift um richtege Wee. Si ass modern. A si verfält weder der Bondieuserie caritative nach dem Populisme tiers-mondiste.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Excellences, Här Minister, «Le bonheur est la seule chose qu'on soit certain d'avoir lorsqu'on l'a donné.» Dës impressionnant Wierder goufe vum Raoul Follereau geschriwwen. An dat ass och gutt, fir dësen Débat am Fong geholl richteg anzestëmmen. Et gëtt eis näämlech emol d'Geleeënheet, och sech Gedanken ze maachen iwwer eis Problemer, déi mir an dësem klenge Mikrokosmos hunn. Vläicht kënne mer de Wäert vum Bonheur dann och an Zukunft erëm besser ze schätze wëssen.

Wa mer haut iwwer Länner diskutéieren, wou ganz vill Leit Honger leiden, wou Fraen oft net elementar Rechter hunn, wou Kanner ni eng Schoul vu banne gesinn hunn, wou et un elementaren hygieneschen Infrastrukture feelt, da missten engem jo normalerweis d'Aen opgoen an et misst een nach méi animéiert sinn, fir u sech deenen ze hëllefen, déi net vill respektiv näischt hunn.

Deen Débat vun haut, wéi gesot, kann derzou bäidroen, misst derzou bäidroen, fir en anere Bléck op d'Welt ze werfen an déi Welt emol ze gesinn, wéi se leider oft ass, wierklech ass, an zwar, datt ronn eng Milliard Leit zum Beispill ënner Ënnerernärung leiden. Dat si jiddefalls Gedanken, déi mir net hunn, mir musse ganz anerer féieren: Mir maachen eis Gedanken, wat mer mat deem iwwerflëssegen lessen ze maachen hunn.

An der Mënschheet si schonn oft sech ambitiéis Ziler gesat ginn. Ech erënneren hei un d'Millennium Goals. Leider goufen der vill net erreecht. Mir hunn eis elo erëm nei Ziler gesat mat der Agenda 2030. Och do soll een d'Erwaardunge vläicht net ze vill héichschrauwen, well d'Vergaangenheet eis jo awer gewisen huet, datt et eis oft trotzdeem un deem néidegen Invest gefeelt huet, fir déi Ziler och ze erreechen.

17 Punkte sinn do virgesinn. Ech zitéieren der zum Beispill dräi: «éliminer la pauvreté dans le monde», «réduire les inégalités dans les pays» oder «conserver et exploiter de manière durable les océans». Dat sinn ouni Zweifel ganz nobel Ziler. Ech hoffen allerdéngs, datt do och Doten nokommen!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll mech a menger Interventioun hei op e puer Kärpunkte limitéiere vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik an och vun der Politique humanitaire, virun allem Klimaschutz, Sensibiliséierung, de Rôle vun den ONGen, eis Zillänner, d'Migratioun an de Stellewäert vun der Entwécklungs- an humanitärer Politik am Allgemengen.

Datt eng direkt Relatioun tëschent Kooperatiounspolitik a Klimaschutz besteet, ech mengen, dat ass net méi aus der Welt ze rieden. Mir wëssen, datt duerch d'Äerderwiermung ganz vill Leit d'Substanz praktesch verléiere vun hirer Existenz. Mir sollen eis och do guer kengen Illusiounen higinn: Dat wäert als Konsequenz hunn, datt och an deenen nächste Jorzéngten ëmmer méi Leit an eis Regioune wäerte kommen. Kee Wonner, well déi Leit oft keng Perspektiv méi hunn. An duerfir ass et evident, datt musse grouss Efforte gemaach ginn, besonnesch eben an eise Breeden, fir eng Reduktioun vun CO_2-Emissiounen unzestriewen.

Wann een elo d'Wahl analyséiert, déi an Amerika iwwert d'Bün gaangen ass, dann natierlech kënnt erëm éischter Skepsis héich. Hoffentlech - hoffentlech! - iert ee sech, besonnesch an engem Moment, wou awer aner grouss Länner, an ech denken hei virun allem u China, sech bewegen.

China mécht dat mat Sécherheet net aus philanthropesche Grënn. China huet en extrem grousse Problem mat der Loftqualitéit. Et brauch een nëmmen op Peking ze goen, da gesäit een, wat do lass ass. Do sinn d'Leit frou, wann et reent, well dat dréit dozou bäi, datt d'Smoggefor ofhëlt. Dat sinn natierlech engersäits déi vereelsten industriell Anlagen, déi dozou bäidroen, anerersäits awer och d'Kueleninduestrie.

2016 ass zwar nach net eriwwer, mä et kann een elo scho soen, datt en neien Hëtzterekord opgestallt gi wäert, an zwar läit d'Temperatur, d'Duerchschnëttstemperatur dann 1,2 Grad méi héich wéi an der preindustrieller Period. Dat sinn Zuelen, déi d'Organisation météorologique mondiale ugekënnegt huet. Hire Rapport ass nach net definitiv, e kënnt ufanks des Joers eraus, mä dorunner wäert wahrscheinlech näischt méi änneren. An dann hu se och behaapt, datt d'Konzentratioun vun Zäregas an der Atmosphär nach ni - nach ni - esou héich war, wéi dat de Moment de Fall ass.

Da sinn och aner schlëmm Prognosen, déi eis mat op de Wee bruecht gi sinn, an zwar vun der Weltbank. Si soen, datt all Joers 26 Millioune Leit an d'Aarmut falen duerch ebe wéi gesot de Klimawandel an datt doduerch Schied entstinn an Héicht vu 484 Milliarden Euro! Do si mer also alleguerte gefuerdert, och Lëtzebuerg selbstverständlech, obwuel mer eng Rei gutt Notte kritt hunn, wat eis Klimaschutzpolitik ubelaangt. Ech denken un d'Kooperatioun mat der EIB, ech denken un eis gréng Fongenindustrie. Och d'Hëllef mat eise Partner an der Klimafro gëtt ervirgestrach. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer eis Hausaufgabe gemaach hunn, bien au contraire, et steet nach villes un. Ech denke besonnesch och un d'Erneierung oder d'Notzung vun alternativen Energien.

D'COP22 zu Marrakesch ass eriwwer. Gëschter hate mer en Débat hei, do ass ee ganz vill Interessantes gewuer ginn. Et schéngt jo esou, wéi wann de Bilan dach relativ gutt gewiescht wär. Vläicht war et eng wichteg Symbolik, datt ebe grad déi Reunioun do um afrikanesche Kontinent stattfonnt huet, well et däerf ee jo net vergiessen - an dat ass jo dat, wat absurd ass -, datt d'Afrikaner u sech fir 4% zoustänneg si vun der Emissioun vun CO_2-Gasen, datt et op där anerer Säit awer just dee Kontinent ass, deen am meeschten drënner ze leiden huet.

Jiddefalls ass et och interessant, datt 30 afrikanesch Länner sech zesummegedoen hunn, fir am Fong geholl hir Klimapolitik och ze adaptéieren an doduerch hir Agrarpolitik kënnen ze verbesseren. Well et däerf een net vergiessen, et gëtt gerechent, datt bis d'Joer 2025 zwee Drëttel - zwee Drëttel! - vun de Felder an Afrika wäerten net méi kënne benotzt ginn, wann d'Temperatur an deem Mooss weider steigt. An dann däerf ee jo och net ënnerschätzen, datt d'Landwirtschaft nach ëmmer ee vun den Haaptpiliere vun der afrikanescher Ekonomie ass, ronn ee Véierel vun hirem PIB.

Wann een dann nach bedenkt, datt bis d'Joer 2050 d'Populatioun um afrikanesche Kontinent sech wäert verduebelen - dat heescht, da wäerten do zwou Milliarde Leit liewen -, da kann ee sech jo virstellen, datt déi chaotesch Zoustänn, déi mer elo schonn do erliewen, mat Sécherheet net wäerten ofhuelen, au contraire wäerte se nach zouhuelen.

Am Juli ass en Expertegrupp do am Maroc zu Skhirat zesummekomm. Si hunn och e Wäissbuch erausginn. Si hunn och do technesch Léisunge proposéiert, wat ee kann zum Beispill um Niveau vun der Notzung vum Waasser maachen, wat een awer zum Beispill och um Niveau vun der Gestioun vum Buedem kann erreechen. Dat Ganzt géif allerdéngs 25 Milliarden Euro kaschten. Also och do si mer ouni Zweifel immens gefuerdert.

D'lescht Joer war dann och d'Année européenne pour le développement. Hei huet eist Land och ouni Zweifel duerch eng gutt Présidence zu enger besserer Sensibiliséierung bäigedroen. Ech profitéieren och do en passant, fir all deene Leit, déi do involvéiert waren, Merci ze soen, an éischter Linn dem Minister, deene ville Beamten, déi do eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn. Et ware jo eng Rei flott Aktivitéite queesch duerch d'Land. D'Fro ass natierlech ze stellen, ob mer do op deem Punkt sollen ophalen oder ob mer solle weiderfueren, nach méi geziilt dës Sensibiliséierung ze maachen. Do ass nach Potenzial, net nëmmen um Niveau vun der Regierung.

Ech adresséiere mech hei och un déi Gemengeverantwortlech. Et däerf ee sech jo kengen Illusiounen higinn: D'Entwécklungspolitik ass net onbedéngt eppes ganz Populäres! Dat wësse mir als Politiker alleguer. Mir brauchen nëmmen e Bléck op d'sozial Medien ze werfen, da gesi mer jo, wéi mer gelueft ginn, wann een, jo, wann een den „politesche Courage", muss ee scho bal soen, eraushëlt a sech hannert eben déi Entwécklungspolitik do stellt.

Wa mer vu Sensibiliséierung schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei den ONGen. Dat soen ech net einfach esou hei, dat soen ech ganz éierlech: gutt, datt mer esou vill engagéiert ONGen hunn! Ech mengen, et sinn der de Moment eng ronn 91. Dausende vu Leit, déi sech, et kann ee bal soen, all Dag queesch duerch d'Land engagéiere fir d'Cause vun deenen, deenen et vill méi schlecht geet wéi eis. An et kann een déi Fro roueg stellen: Wat wär eis Entwécklungspolitik och ouni d'ONGen hei zu Lëtzebuerg?

Duerfir si mer als Demokratesch Partei jo frou, datt en Arrangement fonnt ginn ass. Et war jo eng gewëssen Onrou opkomm, wéi am Oktober 2014 den Zukunftspak annoncéiert gi war, wéi deemools do festgehale ginn ass, datt eben eng nei Opdeelung - loosse mer et emol esou soen - vun de Suen, Subventioune soll kommen. Dat schéngt jo awer elo dann zu engem gudden Ofschloss komm ze sinn. An ech zitéieren och hei aus engem Communiqué vum Cercle vum 11. Januar 2016, wou ee konnt liesen: «Les négociations se sont déroulées dans un esprit d'ouverture et ont montré l'importance d'un dialogue de fond sur l'efficacité du développement et la qualité des projets de coopération, tout comme sur le travail et le rôle des ONG en tant que partenaire important de la coopération.»

Ech félicitéieren och dem Cercle fir seng Aarbecht, déi en net nëmmen am Laf vum Joer mécht, mä och fir seng schréftlech Avisen, déi e gemaach huet. Mir kruten dëst Joer nach zousätzlech en Tëschebilan virgeluecht, wat d'Aarbecht vun der Regierung bis elo ubelaangt. Virun allem wëll ech hei drop hiweisen, datt dat selbstverständlech e kriteschen Avis ass. Dat ass och hire Rôle, dat solle se och maachen, musse se maachen. Mä ech wëll awer besonnesch op de sachlechen Toun hiweisen. Dat erlieft ee jo net onbedéngt all Dag. Meeschtens gi mir Politiker jo do mat aneren Téin ënnerhalen. An duerfir muss een dat och emol eng Kéier ënnersträichen. Wann een allerdéngs wëllt e gudden Dialog fleegen, ass dat do och de richtege Wee.

Ech wëll vläicht op e puer Punkten hei agoen. Ëmmerhi sinn et sechs gutt Notte fir d'Regierung. Natierlech geet et virun allem ëm d'Kohärenz. Dat ass och hei scho vu menge Virriednerinnen a -riedner ugeschwat ginn. De Cercle monéiert ënner anerem och, datt et géif un engem gewëssene Leadership feelen. Dat gesinn ech awer e bësse méi reservéiert. Et däerf een awer net vergiessen, mir hunn e spezifesche Ministère, wou een emol e Minister sëtzen huet, dee ganz engagéiert ass, mat ganz ville Beamten.

Da geet et natierlech och ëm den CID, de Comité interministériel de développement. Och do gëtt monéiert, datt déi Avisen net contraignant sinn. Ech maachen awer do eng Relatioun zu deene sëlleche Conseil-supérieuren, déi mer hunn. Ech gesinn dat hei och e bëssen esou, et ass elo beileiwen net pejorativ gemengt, mä ech mengen, hei muss een op d'eigentlech Roll vun deem Comité hiweisen: Dat ass awer nach ëmmer e Berodungsorgan.

Da verlaangt d'Société civile och, datt se bei der Ausschaffung vun den Avise ka mat participéieren. Sou luewenswäert vläicht och déi Ufro ass, däerf een awer net vergiessen, datt mer dann awer e bëssen un d'Substanz vun elementare politesche Regele ginn, well mir liewen nach ëmmer awer an enger representativer Demokratie. An da soll och d'Politik hir Verantwortung iwwerhuelen.

D'Fuerderung, datt emol eng Étude d'impact soll gemaach ginn, fir ze kucken, wéi dann déi Entwécklungshëllef bei der Populatioun an deene betraffene Länner ukënnt, dat ass och eng interessant Iddi, déi ouni Zweifel och ka verdéift ginn.

De Cercle huet sech dann och un eis, un d'Chamber, direkt adresséiert. Ënner anerem ass da gemengt ginn, et misst all Gesetz nach méi op Nohaltegkeet iwwerpréift ginn. Jo, dat ass net falsch. Mä ech mengen awer kënnen och hei ze behaapten, datt een, deen eis regelméisseg nolauschtert, jo awer entre-temps misst festgestallt hunn, datt jo zwar net all Gesetz, awer wesentlech Gesetzer, déi awer de loin oder de près iergendeppes mat Klimaschutz, mat Verkéier, mat soziale Standarden ze dinn hunn, datt déi awer och vum Développement-durable-Aspekt hier gekuckt ginn, analyséiert ginn an och diskutéiert ginn. An et däerf een och net vergiessen, datt mer jo awer regelméisseg och als Chamber iwwert de Wee vun eiser Kommissioun Entrevuë mam zoustännege Minister hunn, wou een och kann all Fro stellen an dann och ëmmer interessant Äntwerte kritt.

Datt natierlech d'Entwécklungspolitik, déi am Süde vun der Welt gemaach gëtt, net lassgeléist ka gi vun engem nohaltegen Esprit, dee mir am Norde musse förderen, ass evident. An do leie mer mam Cercle ouni Zweifel och op enger Linn.

Nach e leschte Punkt, deen ech wëll an deem Kontext hei uschneiden, dat ass déi Business Partnership Facility, wou sech de Cercle e bëssel selche méi reservéiert weist. Ech mengen, dat Wichtegst ass awer, datt de Leit op der Plaz gehollef gëtt. Dat heescht, mir als Demokratesch Partei hunn a priori net direkt Beréierungsängschten, wann Aarbechten, wann humanitär Hëllef vu privater Säit aus geleescht gëtt. Allerdéngs mussen dann och strikt Kritäre gëllen.

Et ass evident, datt hei och net kann all Dier opgemaach ginn an datt verschidde Leit dat ënner engem anere Geescht do wëlle realiséieren, well eng effikass Entwécklungspolitik vun där Säit muss sech natierlech och an de gesamte Kader afügen. An et gëtt jo awer eng ganz Rei interessant Projeten aus der Privatwirtschaft! Ech wëll do zum Beispill op dat neit digitaalt Noutfallhandbuch vun der SES hiweisen. Si krut jo elo en Optrag vun der IOM, der Internationaler Organisatioun fir d'Migratioun. Dës Plattform, mengen ech, misst och an dësen Deeg elo lancéiert ginn.

Et ass jo och net vun ongefëier, datt d'SES elo erëm eng Kéier erausgewielt ginn ass, fir esou e Projet ze maachen. Ech erënneren drun, datt se 2011 scho mat der emergency.lu jo eng satellittegestützt Onlinesäit entwéckelt hat. An dee Projet gëtt jo och zu Recht vun der Regierung da matfinanzéiert.

Eng Fro, mat där een natierlech ëmmer erëm konfrontéiert gëtt, wann een deen Débat hei féiert, dat ass: Wéi soll dann u sech elo den Asaz vun der Privatindustrie, vu Privatfirmen um Niveau vun der humanitärer Hëllef ausgesinn? Natierlech besteet eng gewësse Gefor, datt de politeschen Afloss vun esou Entreprisë ka legitiméiert ginn, wa si Nouthëllef leeschten. Duerfir ass et och wichteg, datt déi humanitär Akteure sech däers och voll bewosst sinn an och virsiichteg sinn.

Ech wëll och hei op déi kanadesch Journalistin Naomi Klein hiweisen. Si huet ënner anerem behaapt zum Beispill, datt humanitär Katastrophe vun onverantwortleche Gesellschafte mëssbraucht gi wären, fir sech selwer ze beräicheren. Ech denken hei un de Krich am Irak oder un den Tsunami an Indonesien. Do ass natierlech dann d'Politik gefuerdert! Do muss d'Politik da ganz kloer Grenze setzen! An da kann et net sinn, datt sech esou Mëssstänn entwéckelen, wat allerdéngs, wéi gesot, net soll als Fazit hunn, datt ee vu vireran eng Barrière géif baue vis-à-vis vun Engagementer, déi vu privater Säit aus kommen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, et ass evident, datt e Stat nëmme kann den elementaren Usprëch vu senger Populatioun nokommen, wann eng staark Ekonomie an deem Land fonctionnéiert. Duerfir si mir als Demokratesch Partei och ganz kloer der Meenung, datt eis Entwécklungspolitik muss virun allem cibléiert sinn op d'Leit an deene Länner, datt se sech och kënnen eng eegen Existenz opbauen, datt se e Maximum un Eegeversuergung kënnen erreechen.

Dozou gehéiert natierlech d'Ënnerstëtzung vun dem klengen Handel. Et däerf een net vergiessen, datt 2,5 Milliarden op der Welt iwwerhaapt emol keen Zougang zu Finanzprodukten hunn! An duerfir ass et och gutt, datt et dee System vun de Mikrofinanze gëtt. Mir begréisse jiddefalls all déi Initiativen, déi op deem Niveau geholl ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt net méi spéit wéi gëschter jo d'LuxFLAG hiren zéngte Gebuertsdag gefeiert huet. 60% vun de Mikrofinanzfonge sinn hei zu Lëtzebuerg! Dat maache ronn 5 Milliarden Euro aus.

An à propos Finanzen, och do musse mer als Politik vigilant sinn. Mir mussen och d'Fiskalsystemer an deene Länner genee iwwerwaachen, wou mer Entwécklungspolitik maachen, datt, wéi gesot, hir Recetten och deementspriechend herno ugewannt ginn an datt och méi national Ressourcë kënnen do generéiert ginn.

Mir wëssen - dat soll elo net hei verallgemengert ginn -, mä mir wësse jo awer, datt et och net nëmme lauter Engelen an deene Länner ginn. An do ass d'Flicht och vun deenen, déi wéi gesot gewëllt sinn, Entwécklungspolitik ze leeschten, awer och dann, de Kontroller do ze spillen.

Vläicht e lescht Wuert och nach, wat d'Finanzen ubelaangt. De leschten 23. a 24. Mee war jo den humanitäre Weltsommet zu Istanbul, wou mir och déi Charte humanitaire ënnerschriwwen hunn. Ënner anerem ass et do jo an deene sëlleche Punkten - ech mengen, et sinn der am Ganze 45 - och ëm Finanze gaangen, Punkt 10, wou sech jo dann och fir méi Transparenz u sech ausgeschwat gëtt.

Stéchwuert klengen Handel: Da si mer natierlech ganz séier - an et ass schonn hei ugeschnidde ginn - och beim fairen Handel. Ech mengen, d'Madamm Arendt war drop agaangen. Eppes ass ganz kloer: Ech mengen, de fairen Handel ass eppes, wat ouni Zweifel an Zukunft nach muss méi ënnerstëtzt ginn, wat e wichtegt Element ass och vun enger geziiltener Kooperatiounspolitik.

Et ass iwwregens och keen neie Begréff. Dee gëtt et schonn zënter 1946. De Prinzip ass jo deen, et brauch een et net méi weider ze erklären, datt e faire Präis bezuelt gëtt fir déi Wuer, déi hiergestallt ginn ass. Wat wichteg ass: datt awer och sozial an Ëmweltstandarden do och ëmmer méi an de Vierdergrond musse réckelen. Ech mengen, mir sollen eis och do verstäerkt mat faire Produkter auserneesetzen.

Allerdéngs wëll ech awer och drop hiweisen: Dat soll sech awer dann op déi Produkter gréisstendeels limitéieren, déi net hei kënnen awer ugebaut ginn. Ech denken u Kakao, ech denken u Banannen, ech denken u Kaffi. De Moment hu mer plus ou moins 1,3 Millioune kleng Bauerebetriber a 74 Länner, déi ënnert deem Logo fonctionnéieren. Mir hunn de Moment ee Problem um Niveau vum Kakao, wou zënter 2012 eng gewësse Pénurie herrscht. Do ass d'Gefor natierlech grouss, datt besonnesch vun de Multien immensen Drock gemaach gëtt, fir eng aner Produktiounsmethod anzeféieren. An dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, datt een eben elo da virun allem de fairen Handel do ënnerstëtzt.

Ech mengen, mir hunn hei am Land eng positiv Entwécklung. Dat gëllt allerdéngs elo net onbedéngt fir d'Gemengen! Et sinn nëmme 26 Gemengen am Land, déi de Logo Fairtrade hunn. Also un all déi Kolleegen, déi sollten an enger Gemeng d'Verantwortung hunn an nach net sech derfir agesat hunn, den Opruff dann: Maacht dat roueg! Dir wäert och gesinn, datt dat eng ganz gutt Saach ass.

Ech wëll drop hiweisen: Eng Gemeng, déi mir zimlech gutt bekannt ass, gëtt zum Beispill nach spezifesch Subsiden hire Veräiner, déi Fair-Trade-Produkter notzen. An da kann ech och deene Leit soen, déi elo bei de Kleeschen op Beetebuerg kommen, datt an deenen Titercher och nëmme fair gehandelt Produkter dra wäerte sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Gusty Graas *(DP)*.- Mä mir hunn net nëmmen e gudde Buergermeeschter, mir hunn och eng ganz gutt Schäffin.

(Hilarité et interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Graas, Luef ass gutt an der Virchrëschtzäit, mä wann ech gelift, fuert elo virun!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Da luewen ech mech awer selwer nach: Mir hunn e ganz gudde Schäfferot - Klammer zou.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Alt virun!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wëll awer och drop hiweisen, datt och um Niveau vun de Schoule sech eng ganz positiv Entwécklung do mécht. An net méi spéit wéi am Oktober ass elo de Lycée zu Belval als 16. Fair-Trade-Schoul ugeholl ginn. Jiddefalls ass dat eng Entwécklung, déi nach weiderhin eis Ennerstëtzung verdéngt.

Ech wëll dann op e puer Zillänner och nach agoen. 2015 goufe jo och fënnef nei PICe festgehalen. Ech mengen, an éischter Linn ass et natierlech och de Cap-Vert, deen ëmmer do am Fokus steet. Dat ass och ze verstoen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng relativ héich Communautéit vu Kapverdianer. Mir hu gewëssen direkt Relatioune mat deem Land. A mir wëssen, datt do ganz vill Problemer sinn, och finanzieller Natur, soudatt dat also ganz kloer berechtegt ass, datt mer weiderhin eis do ganz staark engagéieren.

Leider sinn déi aner Länner éischter Problemfäll.

Ech denken hei an éischter Linn un de Mali. Zwar ass no de Wahlen am August 2013 den Ibrahim Boubacar Keïta zum President gewielt ginn. Dat huet zu enger gewëssener Stabiliséierung bäigedroen. Mä virun allem am Norden, do wou nach ëmmer d'Tuareg Separatiounsbestriewunge maachen, do ass d'Lag natierlech vill méi ugespaant.

Datselwecht géllt fir den Niger, wou et de Moment souguer ofgerode gëtt hinzefueren, virun allem an de Südosten, an d'Regioun Diffa, do wou eben nach ëmmer Uschléi vun der Terroristenorganisatioun Boko Haram gefaart ginn.

Interessant ass op där anerer Säit, datt mer awer en neit Zilland hunn, de Myanmar. Mir hu schonn e puer Joer doriwwer diskutéiert, awéifern datt mer kënne mam Myanmar a Kontakt trieden. Interessant an deem Sënn, well dat e Land ass, wat awer elo emol en éischte Schrëtt mécht a Richtung vun... hopp, loosse mer „Demokratie" soen, loosse mer „Rechtsstat" soen, woubäi een awer do muss ganz virsiichteg si mat deene Begréffer. Mä zumindest ware regulär Wahlen an d'NLD-Partei vun der Friddensnobelpräisträgerin Aung San Suu Kyi hat jo d'Wahle gewonnen. An doduerch ass jo eng gewëssen Hoffnung elo opkomm a mir sinn och dann, wéi gesot, gespaant, wéi sech dat Land do entwéckelt.

Mä et ass ebe grad wichteg, datt een dann zu dësem Moment och als dat klengt Lëtzebuerg en Zeeche setzt vis-à-vis vun esou engem Land an hinne weist: Mir wëllen lech awer och eng Hand upaken, fir nach méi a Richtung Demokratie ze goen.

Grouss Problemer ginn et natierlech virun allem um afrikanesche Kontinent. Ech hu schonn zwee Länner genannt. Ech kommen och net laanscht de Burkina Faso, wou iwwregens d'Moyenne, den Duerchschnëtt vum Alter bei 56 Joer läit. Dann, d'Frae kréien am Duerchschnëtt 5,6 Kanner a bei de Kanner ënner engem Joer, do läit d'Stierflechkeet bei 6,1%.

Eppes, wat ganz schlëmm ass, dat ass d'Genitalverstümmelung, déi zwar duerch e Gesetz vun 1996, wat deemools do festgehale gi war, verbueden ass, mä awer leider nach ëmmer praktizéiert gëtt. Et gëtt geschat, datt u sech 76% vun de Fraen tëschent 15 an 49 Joer, Fraen a Meedercher, nach ëmmer dëser grausamer Traditioun ënnerleien. Och do, mengen ech, ass et eis Flicht, anzegräifen. Et soll ee Respekt hu vis-à-vis vun Traditiounen, mä wann et ëm Mëssuechtung vu Mënscherechter geet, dann hält de Spaass emol mat Sécherheet op!

E Wuert nach iwwer eng Regioun, déi haut nach net hei diskutéiert ginn ass, dat ass Palästina, de besaten Terrain virun allem. Och do wësse mer, datt et e permanent Polverfaass ass. Och do wësse mer, datt e Fixspoun géif duergoen, fir nei Konflikter lasszetrëppelen. Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill d'israeelescht Parlament elo viru ganz Kuerzem e Gesetz gestëmmt huet, no deem 2.500 Haiser als rechtméisseg erbaut erkläert ginn, an zwar op privatem palästinenseschem Grond. Dat Gesetz muss anscheinend nach dräimol an d'Knesset kommen. Mä wann et awer sollt ugeholl ginn, da kënne mer eis jo virstellen, wat dat fir Konsequenze wäert hunn.

Da sinn och aner Problemer, besonnesch wat d'Waasser ubelaangt. Zum Beispill 93% vun dem Waasserverbrauch an der Cisjordanie gi vun Israel kontrolléiert. D'Palästinenser selwer däerfen nëmme 7% vun hirem eegene Waasser notzen a mussen et och nach selwer bezuelen.

Virun 1967 huet d'Haaptaktivitéit vun der palästinensescher Ekonomie, zu 70% wéi gesot, aus der Landwirtschaft bestanen. Haut sinn dat nëmmen nach 20%. Dat sinn elo Zuelen. Ech mengen, wann een esou Saache behaapt a seet, da soll een och soen, wou een et gelies huet. Duerfir zitéieren ech jo, Här Reding, wou ech dat do alles hierhunn.

(Interruption par M. Roy Reding)

Duerfir soll ee jo ëmmer, wann ee Saache seet, och seng Quellen uginn. An zwar hunn ech dat aus der Zäitschrëft „Brennpunkt" vum leschten Oktober. Zumindest, wa se herno net sollten an deem Sënn stëmmen, dann hunn ech keng Onwourecht gesot. Woubäi ech awer iwwerzeegt sinn, datt se och net ganz falsch sinn!

Besonnesch schlëmm ass d'Situatioun jo och a Syrien an am Jemen. Wat virun allem grausam ass, ass, datt virun allem an deene Länner awer dann och nach d'Mouvementer, déi sech, wéi gesot, fir humanitär Hëllef asetzen - ech schwätzen hei vun MSF -, och nach Affer gi vu grausamen terroristeschen Attacken. Dat ass eng nei Form vu Perversitéit, wann hei op eemol elo Klinicken och nach zerstéiert ginn. Bis dato war dat u sech awer tabu. Dat schéngt leider net méi de Fall ze sinn.

Ech erënneren drun, datt et elo iwwer e Joer hier ass, datt zu Kundus eng Klinik ugegraff gi war, wou 42 Leit ëm d'Liewe komm waren, dorënner vill Dokteren. An dëst Joer si scho 36 Attacken op Strukturen, déi vun MSF ënnerstëtzt ginn, gemaach ginn, zum Beispill am Jemen oder och a Syrien. Do war déi lescht elo den 9. August an der Stad Millis, wou 13 Mënschen ëmkomm waren, dorënner och fënnef Kanner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. Juni 2012 hat hei d'Chamber eestëmmeg eng Motioun gestëmmt, do ass et ëm d'Konventioun vun der OIT gaangen, der Organisation internationale du travail, iwwert d'Rechter vun indigene Vëlker, déi sougenannt ILO 169. D'Chamber, respektiv d'Regierung war opgefuerdert ginn, déi Konventioun ze ratifizéieren. Déi ass bis haut net, bis haut ass se net ratifizéiert.

Ech hat an deem Kontext och eng Question parlementaire de 25. Februar 2015 gestallt, awer och de Kolleeg Marc Angel hat schonn eng virdru gestallt. Duerfir wëll ech op déi Äntwert agoen, kuerz, déi ech den 20. Mäerz 2015 kritt hunn: «Dans ce contexte, et en cas de ratification, le Gouvernement luxembourgeois devrait notamment développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits des peuples indigènes et tribaux et de garantir le respect de leur intégrité (article 2 de la Convention). Or, le Luxembourg ne pourrait s'engager que pour des peuples indigènes et tribaux vivant sur le territoire national et vu l'absence de tels peuples rien ne plaide en faveur de la mise en vigueur de telles mesures.»

Dat war, wéi gesot, den 20. Mäerz 2015 d'Äntwert. Ech sinn allerdéngs elo frou, an deene leschten Deeg héieren ze hunn, datt do e Sënneswandel um Niveau vun der Regierung komm ass. Dat kann een nëmme guttheeschen an dat ass virun allem och e wichtegt Signal a Richtung vun dem Respekt, muss ee soen, vun den indigene Vëlker.

Wa mer, wéi gesot, deen Débat haut hei féieren, kënne mer natierlech och net dee Volet Migratioun vergiessen, mat deem mer eis jo hei schonn iwwer zwee Joer vill méi intensiv beschäftegen. Och do, ech hunn dat virdru scho gesot, solle mer eis kengen Illusiounen higinn. Dat ass e Sujet, dee wäert eis net nëmmen an deenen nächste Joren, mä an deenen nächste Jorzéngte verstäerkt beschäftegen, well sech vill Leit wäerten, wéi gesot, op d'Rees maachen, leider eng net onbedéngt flott Rees, fir an eis Regiounen ze kommen. An dozou dréit natierlech awer och, dat däerf een net vergiessen, de Klimawandel bäi.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Duerch d'Flüchtlingswell iwwert de Balkan an och iwwert d'Mëttelmier sinn natierlech vill nei Problemer och hei zu Lëtzebuerg respektiv an den ëmleiende Länner entstanen. Ech denken un d'„Relocation-" an och d'„Resettlement"-Programmer, déi eis virun nei Défie stellen.

A wat awer cocasse un der ganzer Situatioun ass: Dee Kontinent, deen déi meeschte Refugiéen huet, dat ass net Europa. Dat ass Afrika! An dat véiertäermst Land vun der Welt, den Tschad, deen huet zum Beispill bal 400.000 Refugiéen opgeholl, haaptsächlech aus der Zentralafrikanescher Republik, aus dem Niger…

Une voix.- Südsudan!

M. Gusty Graas *(DP).*- …a Südsudan, voilà, well déi eben alleguer do virun allem ënner Boko Haram an och aneren Terrororganisatioune leide mussen.

Ech mengen, och dat soll awer emol eng Kéier hei ervirgestrach ginn: Déi Leit, déi praktesch guer näischt hunn, sinn awer dann nach bereet, awer Flüchtlingen opzehuelen. Ech mengen, dee Message soll ee virun allem emol deene Leit weiderginn, déi hei zu Lëtzebuerg ëmmer ufänken, Pautschen an d'Gesiicht ze kréien, wann et heescht, Flüchtlingen an hirem Beräich opzehuelen.

D'European Agenda on Migration huet op zwee Niveauen, wéi gesot, op déi Problematik vun de Flüchtlinge geäntwert: engersäits déi akut Hëllef an der Flüchtlingskris, dann huet se awer och Pisten opgezeechent, fir sief dat d'Baussegrenzen, d'illegal Immigratioun, d'Asylpolitik ze ënnersichen.

Wat eis Zesummenaarbecht mat der Türkei natierlech ubelaangt, riskéiere mer, lues a lues an eng Zwéckmillchen ze kommen. Dat kann een elo leider hei net verdéiwen, mä dat ass awer trotzdeem en eeschte Problem, ouni Zweifel.

D'Partnerschafte mat den Drëttlänner droen hir Friichten an där ganzer Problematik. D'Kooperatioun gëtt verstäerkt, ënner anerem och duerch den EU Emergency Trust Fund for Africa, deen ass jo dann zu Valletta festgehale ginn. An dee soll jo dann och dozou bäidroen, fir d'Migratioun, wéi gesot, virun allem aus dem Mëttelmierraum besser an de Gréff ze kréien. Fir 400 Millioune goufe jo do och nei Kontrakter geschafen, besonnesch fir wéi gesot um afrikanesche Kontinent Moossnamen ze huelen. Ech denken do un de Senegal, wou jo Aarbechtsplaze fir Jugendlecher geschafe ginn, oder un de Mali an och Äthiopien.

Am Géigendeel zu den traditionelle Projeten aus dem European Development Fund sinn d'Projete vum Trust Fund vun enger Dauer vun ee bis zwee Joer. Dee krut 1,8 Milliarden Euro. 81,8 Milliounen Euro sinn dann d'Kontributioune vun de Memberlänner. D'Fro, déi sech natierlech hei ka stellen, ech schwätzen elo erëm eng Kéier vum EDF, also vum European Development Fund: ob een do d'Mëttele soll huelen, fir Migratiounsmanagement ze maachen.

Ausserdeem muss een och d'Fro erëm opwerfen - ech hat dat schonn eng Kéier virun enger gewëssener Zäit hei gemaach -, firwat datt dee Fong nach ëmmer net dem EU-Budget zougerechent gëtt. Bon, do gëtt et natierlech elo Punkten, déi derfir schwätzen, a Punkten, déi dergéint schwätzen. Deen, dee virun allem dergéint schwätzt: Wann en an den EU-Budget integréiert gëtt, riskéiert en natierlech awer och vläicht, manner héich dotéiert ze ginn, well mer jo och an Zäite liewen, wou nawell éischter gäre gestrach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann eis Kooperatiounspolitik nach optiméiert ginn? Et soll ee sech ni mat deem zefridde ginn, wat een huet, zumindest an dësem Beräich. D'Fro, déi ee muss stellen: Kënne mer nach méi leeschten? Solle mer eise Bäitrag vun 1% vum RNB nach an d'Luucht setzen?

Dat sinn alles Froen, déi ee sech soll stellen. Finanziell gekuckt wär dat mat Sécherheet net onméiglech. Politesch ass dat schonn eng ganz aner Diskussioun. Perséinlech sinn ech der Meenung, mir sollte virun allem emol och op de Wee goen, fir nach eng besser Éffentlechkeetsaarbecht ze maachen, dann ass den Appui vun dobausse vill méi grouss an Zukunft. Mir stinn ouni Zweifel gutt als Land do. Trotz alle soziale Problemer, déi mir och hei zu Lëtzebuerg hunn, déi een op kee Fall soll negligéieren an och net ënnerschätzen, mengen ech awer, datt mer am Verglach zu deene Problemer, iwwert déi mer de Mëtteg schwätzen, dach awer a besseren Dimensiounen dostinn.

Vläicht zum Schluss nach e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen zur Entwécklungspolitik iwwerhaapt. Wat heescht Entwécklungspolitik aus eiser Siicht? Oft gesi mir doranner Kapitalinvestitiounen an technesche Fortschrëtt. Ech erënneren hei zum Beispill un de fréieren amerikanesche President, den Harry Truman, deen den 20. Januar 1949 dat schonn esou formuléiert hat.

Ech mengen awer och, mir sollen haut net ze vill missionaresch virgoen. Mir solle Respekt och weise vis-à-vis vun deene Länner fir hir Traditiounen, fir hir Kultur. An ech weess och net, ob et de richtege Wee ass, fir eise Wirtschaftsmodell eent zu eent deene Länner ze octroyéieren, well dat och oft éischter kontraproduktiv kéint sinn, well eng reng materiell Weltanschauung ass an deene Länner éischter méi friem ugesinn. An och dat solle mer ouni Zweifel respektéieren.

Et ass mat Sécherheet och net erstriewenswäert, dee Wee ze goen. Ech denken och do besonnesch drun, datt esou Länner oft anert Kapital hunn. Ech denken un hir Natur. Ech denken natierlech dann direkt och un hir Naturschätz. An da sinn ech awer och bei engem ganz wesentleche Problem, deen een och eng Kéier hei soll zur Sprooch bréngen, an zwar ass dat och d'Ausbeutung vun enger Rei Naturschätz an deenen ënnerentwéckelte Länner. Ech denken hei un d'Konfliktmineralien. Besonnesch betraff sinn de Kongo an déi Zentralafrikanesch Republik. Et geet méi speziell ëm Wolframit, Gold, Kassiterit an de Coltan.

Et gëtt jo do och eng europäesch Initiativ, déi proposéiert, datt Entreprisen, déi op deem Niveau aktiv sinn, solle kontrolléieren an och certifiéieren, virun allem, datt, wéi gesot, d'Exploitatioun vun deene Mineralien net géint d'Mënscherechter verstéisst. Dat ass e wesentlechen Aspekt. An och do solle mer eng Hand mat upaken, datt u sech do all dat an deem Sënn och respektéiert gëtt. Ech erënneren hei zum Beispill un den amerikaneschen Dodd-Frank Act, deen als Modell kéint déngen. Deen ass zwar op eng Rei Widderstänn och gestouss, mä et kann ee sech awer do un deem, wéi gesot, orientéieren.

Allerdéngs si sech d'Memberlänner jo de Moment nach net eens, ob een dat soll op fräiwëlleger Basis geschéie loossen oder ob dat soll herno bindend ginn. Jiddefalls, eppes ass kloer, wa mer Entwécklungspolitik maachen, musse mer prioritär och d'Wënsch vun deene Leit respektéieren, hir Grondbedürfnisser erkennen an op déi virun allem agoen, wat och fir eis förderlech ka sinn. Mir kréien en anere Bléck och virun allem fir hir Kulturen an och souguer Reliounen.

Ech wëll hei de franséische Chercheur, deen op dem INRA Recherche gemaach huet fir schwaarzafrikanesch Froen, de François de Ravignan, zitéieren: «Le développement est une idéologie de puissance, de richesse, de conquête.» Bon, et muss ee sech net onbedéngt zwar mat deenen Aussoen do identifizéieren. Perséinlech sinn ech och der Meenung, datt et awer net esou ass. An trotzdeem muss een oppassen, datt ee sech net laangfristeg an esou eng Logik erabeweegt.

Ech wëll dann awer nach eng Kéier ofschléissend hei der Regierung och félicitéiere fir déi Entwécklungspolitik, déi bis dato gemaach ginn ass, virun allem dem Minister Romain Schneider, deen dat mat vill Engagement mécht; datselwecht géllt fir seng Beamten, datt se déi Kontinuitéit respektéieren, déi an eiser Politik zënter Joren do dran ass. Wéi gesot, et soll ee sech net ze vill selwer luewen, mä ech mengen awer, mir kënnen houfreg sinn op dee Volet vun der Politik, ouni Zweifel. D'Demokratesch Partei ass och bereet, an Zukunft déi dote Politik ze ënnerstëtzen, dee Wee matzegoen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat schéiner Regelméissegkeet schwätze mer all Joer hei an der Chamber iwwert d'Kooperatiounspolitik, an dat ass gutt esou. A mir stellen eis och mat schéiner Regelméissegkeet ëmmer d'Fro: Ass d'Kooperatiounspolitik nach ëmmer aktuell?

Ech fueren do weider, wou de Kolleeg Gusty Graas eigentlech opgehalen huet, mat sech wierklech och nach eng Kéier hannerfroen: Wat sinn d'Ziler vun der Kooperatiounspolitik? Ass dat vläicht eng Politik vu gëschter? Ass d'Kooperatiounspolitik méi wéi just eng Mesure, fir eist Gewëssen ze berouegen? Méi wéi e positiven Nation Branding fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz? Bréngt dës Politik de concernéierte Länner eppes? Oder féiert dës Approche vu Politik just zum Beispill déi afrikanesch Länner an nach méi eng grouss Ofhängegkeet wéi déi, an där se elo scho sinn?

Ech mengen, mir mussen eis mat Kritik auserneesetzen. Dat gehéiert zur Politik. Ech sinn do relativ tolerant, och wa mer Kritik ausgesat sinn. Et geet drëm, fir sech sachlech mat Kritik auserneenzesetzen.

Ech hunn och, grad wéi den Här Graas, déi lescht Ausgab vum „Brennpunkt" gelies. Ech ginn duerfir net méi op Palästina an - do huet hien eigentlech schonn alles gesot, wat ze soen ass -, mä op en aneren Artikel an dëser Zäitschrëft. Do huet och an der Oktobernummer iwwer dräi Säiten den Auteur Ben Toussaint e kriteschen Artikel geschriwwen ënnert der Iwwerschrëft „Entwicklungsarbeit: Wie wäre es denn mal ohne?" An ech mengen, den Här Graas huet den Artikel och gelies, well effektiv ass och den Truman dran zitéiert, deen 1949 versprach hat, de Mënschen an den ënnerentwéckelte Länner duerch Kapitalinvestitiounen an technesche Fortschrëtt zu engem bessere Liewen ze verhëllefen.

An den Auteur schreift do ganz zu Recht, datt vun deem Moment un zwou Milliarde Mënschen opgehalen hunn, dat ze sinn, wat se bis dohinner waren an hirer Villfalt, mä einfach „ënnerentwéckelt" gi sinn, an datt mer an der westlecher Welt dovun ausginn, datt eng erstriewenswäert Gesellschaft eng Gesellschaft ass, déi op Produktioun, op Konsum vu Gidder an Déngschtleeschtunge berout.

An, jo, hanner all Entwécklungspolitik an Entwécklungszesummenaarbecht stécht en Deel vu westlecher „Bevormundung". Et deet mer leed, e bessert lëtzebuergescht Wuert hunn ech net fonnt. Den Entwécklungs- an de Fortschrëttsgedanke sinn an eiser westlecher Kultur fest verwuerzelt, mä vläicht besonnesch mir Gréng, mä natierlech net mir eleng, stellen eis oft d'Fro: Wouhi solle mer eis dann entwéckelen? Hu mer eis och eng Kéier fäerdeg entwéckelt? A wann an der Nokrichszäit de Ressourcëverbrauch an de permanente Wirtschaftswuesstum bei eis nach zu enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit gefouert huet, dann ass dat haut anescht.

Haut ass et un der Zäit, méi e sozialen, solidareschen, ekologesche Wirtschaftssystem ze installéieren. Dës Regierung bei eis mécht Efforten an déi Richtung. An déi Debatten, déi besonnesch intensiv dësen Hierscht lancéiert gi sinn: Wéi vill Wuesstum a wéi e Wuesstum ass gutt fir d'Leit, fir d'Land an eis Wirtschaft?, dat sinn immens wichteg Froen. Dat si Froen, déi och an der Zilsetzung vun eiser Entwécklungspolitik eng Roll solle spillen.

Här President, mir wëssen, datt mer net vun haut op muer eng nohalteg ekologesch Handels- a Wirtschaftspolitik weltwäit realiséiert kréien. Mir sinn der Meenung, datt et zynesch ass, drop ze bauen, datt déi sougenannten „Entwécklungslänner" automatesch besser Liewenskonditioune kréien, wa mer géifen all Entwécklungshëllef als Weiderféierung vun enger postkolonialer Ënnerdréckung astellen.

An duerfir si mer och frou, datt mer eis heibannen alleguerten eens sinn, datt mer weiderhi sollen 1% vun eisem RNB an d'Entwécklungszesummenaarbecht investéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Net all!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ah, ech hat gemengt, Dir hätt Iech d'lescht Joer och ralliéiert gehat. Da soen ech, datt mer „bal" alleguerten eis eens sinn, fir 1% vun eisem RNB an d'Enwlécklungszesummenaarbecht ze investéieren. An och wa mir net kënnen d'Welt op ee Coup veränneren, esou huet d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik dach e positiven Afloss op d'Liewe vu ville Leit.

Den Här Minister hat seng Ried ugefaange mat dem Statement: „An der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik bleift alles beim Alen." Jo, dat ass engersäits richteg mat deem, wat de Minister gesot huet, wat de Budget betrëfft. En huet och gesot - wat mir begréissen -, datt mer d'Flüchtlingshëllef net hei budgétiséiere bei der Entwécklungshëllef, an och net d'Klimapolitik. Do bleift alles beim Alen.

An op där anerer Säit, Här Minister, hunn ech awer gemengt, nach ni esou däitlech och d'Noutwendegkeet vun der Kohärenz vu sämtleche Politicken an Ärem Discours gehéiert ze hunn, wéi dat haut war a wéi dat iwwregens och bei alle Virriedner de Fall war. An ech mengen, dat ass mat eng Konsequenz vun der Agenda 2030, déi mat sech bréngt, datt d'Entwécklungshëllef an en „neien Zäitalter" gaangen ass - ech mengen, och esou hat Der et genannt, Här Minister -, datt mer gemeinsam géint de Klimawandel solle virgoen - den Artikel 13 (veuillez lire: Objektiv 13) ass zitéiert ginn - mat Hëllef vun der Madamm Dieschbourg, wa mer dat op lëtzebuergeschem Plang kucken, an de gemeinsame Kampf fir d'Chancëgläichheet, Objektiv 5, wou d'Madamm Lydia Mutsch och gefrot ass, an esou weider. Dat kann ee queesch duerch sämtlech Politicken deklinéieren.

Här President, mir sinn der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik wierkt. Dëst ass doduerch bedéngt, datt d'Kooperatioun, esou wéi mir se hei am Land praktizéieren, sech zu enger Zesummenaarbecht tëschent Partner entwéckelt huet. A spéitstens zënter den Deklaratioune vu Paräis an Accra souwéi dem Traité vu Busan geet d'Philosophie vun der Kooperatioun progressiv an eng Richtung vun der Zesummenaarbecht tëschent gläichberechtegte Partner. An dëst gëllt natierlech och fir eis Kooperatiounspolitik.

E gutt Beispill heifir ass eis bilateral Zesummenaarbecht mam Senegal. Hei setze mir zanter dem drëtte Programme indicatif de coopération op nei Strategien, ënner anerem och op e sougenannten „appui sectoriel budgétarisé". Och wann dës Aart vun Entwécklungszesummenaarbecht net per se kann als Appui budgétaire bezeechent ginn, ass dëst awer de Beweis vun enger ganz enker Zesummenaarbecht, an där mir dem Partnerland eist Vertrauen ausdrécken an him eng grouss Responsabilitéit zouspriechen.

D'Lëtzebuerger Kooperatiounsgelder ginn an dësem Zesummenhang no senegaleesesche Gestiounskritären agesat an d'Lëtzebuerger Kooperatioun liwwert iwwer eis Kooperatiounsagence Lux-Development just eng technesch Hëllef. Wat am Senegal méiglech ass, ass an anere Länner net méiglech oder nach net méiglech. Eis finanziell Hëllef riicht sech jo och ganz oft u vulnerabel Populatiounen an net u Länner. Dat ass zumindest am ONG-Beräich esou.

Eis Kooperatiounspolitik wierkt och um Niveau vun den ONGen. Als Privatpersoun war ech dëst Joer mat Fairtrade Lëtzebuerg, grad wéi d'Kolleegen, den Här Graas an d'Madamm Hemmen, mat an d'Provënz Piura am Norde vum Peru a mir haten déi grouss Chance, op enger Bananneplantage ze gesinn, wéi do geschafft gëtt. Vun hei aus, iwwregens, importéiert Fairtrade Lëtzebuerg de wäitaus gréissten Deel vun de Bananne mat Bio- a Fair-Trade-Label, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn.

Fairtrade erméiglecht et hei de Baueren an Aarbechter, ënner bessere Konditiounen an zu engem faire Loun ze schaffen. Awer net nëmmen d'Baueren aus der Regioun profitéieren, mä d'Communautéit méi allgemeng, well Fairtrade och an d'Géigend selwer investéiert, zum Beispill a Schoulen an a sozial Projeten. An dobäi kuckt Fairtrade och no der Nohaltegkeet vun hire Produiten.

Esou konnt ech aus éischter Hand gesinn, firwat et sech lount, sech fir de fairen Handel anzesetzen. Et war immens impressionnant ze gesinn, wéi houfreg déi Klengbaueren do op hire Parzellen op hir Aarbecht waren. D'Bananne wuessen iwwert d'ganzt Joer. Et gëtt also net just eng Récolte beim Uebst wéi bei eis. Op engem Hektar Bananne kënne ronn dräi Leit ee Joer schaffen an en Akommes fir hir Famill verdéngen. D'Kooperativ APPBOSA, déi mir besiche waren, huet d'Aarbecht vun iwwer 400 klenge Propriétairen encadréiert an ass e wichtegen ekonomesche Facteur do an der Géigend.

Och dës Erfahrung huet meng Iwwerzeegung gestäerkt, datt eng gutt Kooperatiounspolitik wierkt, eng Kooperatiounspolitik, déi de fairen Handel ënnerstëtzt, an ech sinn och frou, datt mir mëttlerweil fair gehandelt Produiten an der Chamber erëmfannen. Ech sinn allerdéngs och beandrockt, wéi schwéier et ville Leit fält, hir gewinnte Kaffismark ze wiesselen. Ech sinn awer ganz zouversiichtlech, datt mer och déi richteg Mark fannen, am léifste bio, TransFair an net ze sauer, an datt mer Kraidertéi oder Jus vu Lëtzebuerg, Viz vu Lëtzebuerg hei brauchen. Duerfir brauche mer keen TransFair-Sigel. Ech mengen, dat si Produiten, déi mer och regional kréien. Dat schéngt mer och logesch a selbstverständlech ze sinn.

Mir stinn also als Gréng zu demokrateschen a Mënscherechtsprinzipien. Dëst sinn nun emol keng wäertneutral Prinzipien. De Kanner hiert Recht op Éducatioun, de Fraen hiert Recht op Gläichberechtegung oder d'Recht vun all Mënsch op proppert Waasser si Saachen, fir déi mir eis och weider wäerten asetzen. An deem Sënn kann een och eis virwerfen, mir géifen op eisem westleche Standpunkt verharren. Mir sinn näämlech vun universelle Mënscherechter iwwerzeegt.

D'Madamm Arendt hat virdrun d'Problemer vum Bestietnes vu mannerjärege Meedercher ganz beandrockend hei duergestallt. Ech mengen, deem ass näischt bäizefügen. Dir hat och vum Här Dokter Denis Mukwege erzielt, deen op Lëtzebuerg komm war, deem seng Biographie iwwregens vun engem Lëtzebuerger iwwersat ginn ass an op de Marché bruecht ginn ass. A wa mer dann an eiser heiteger Zäit nach vun Helde kënne schwätzen, da géif ech mengen, wier an eisen Aen den Dokter Mukwege schonn een, deen een da kéint esou bezeechnen.

Ech hat viru Kuerzem d'Chance, d'Madamm Bharati Chaturvedi, d'Direktesch vun der indescher Chintan-Émweltgrupp, kennenzeléieren. Hir Organisatioun vertrëtt d'Interesse vun de Müllsammler zu Neu-Delhi an och doriwwer eraus. Si war am Kader vun der Semaine de la coopération zu Lëtzebuerg. Mir haten e ganz interessant Gespréich iwwer vill Aspekter vun hirer Aarbecht. Ech wëll just zwee Sujeten ernimmen, well se hei an dës Debatt passen.

D'Madamm Bharati huet gesot, si wier ëmmer erëm beandrockt iwwert d'Ausmooss vum Konsum an de westleche Länner, an Europa, also och zu Lëtzebuerg. An dat Bild vu Konsum hunn och vill Leit aus der indescher Mëttelschicht virun Aen, och wa se nach net d'Moyenen hunn, fir sech déi Form vu Konsum ze leeschten. Mä d'Bild ass an de Käpp. Eist Konsumverhalen ass Virbild fir vill Mënschen op der ganzer Welt.

E weidere Punkt, deen ech kuerz wëll uschwätzen, dee passt och nach an de Kader, dat ass de World Toilet Day, dee vun der UNO op den 19. November geluecht ginn ass. Dat ass, éischtens, e grousse Problem fir d'Gesondheet, datt et an Indien a ville Géigende kaum Sanitäranlage gëtt, datt et kee System vu Kanalisatioun gëtt, eng vun de villen Hürden, fir Toiletten am ländleche Raum ze bauen. Et gëtt och kulturell an zum Deel och reliéis Grënn. Et ass awer och e grousse Problem vu Sécherheet fir Fraen a Meedercher. D'Feele vun Toiletten an den Haiser, an de Schoulen huet och eng ganz staark Genderkonnotatioun. A wat fir d'Schwelleland Indien gëllt, gëllt natierlech och nach fir vill aner Länner.

Här President, déi gréng sinn der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik vun de leschte Joren de globale Gegebenheete gerecht ginn ass. Et ass wichteg, datt eis Kooperatiounspolitik och den Erausfuerderunge vun der Zukunft weiderhi gerecht gëtt.

Eng vun de groussen Erausfuerderungen ass de Klimawandel, eng aner ass d'Migratioun. All Politicken, grad ewéi och d'Kooperatiounspolitik, mussen dëse Phenomeener Rechnung droen. D'Zil vun der Kooperatiounspolitik ass och, d'„push factors" vu Migratioun ze mitigéieren, also drop anzewierken, datt d'Leit manner Grond hunn, fir zum Flüchtling ze ginn. D'UNO schreift, et wier schwiereg ze ermëttelen, wéi vill vun den aktuell ronn 60 Milioune Flüchtlingen och elo scho Klimaflüchtlinge sinn. Ganz vill vun de Flüchtlinge kommen aus de Regiounen, wou d'Émwelt schwéier geschiedegt ass, wou de Buedem net méi als Akerland ze gebrauchen ass. Iwwert d'Zuelen, wéi sech d'Unzuel vun de Klima- an Émweltflüchtlinge wäert weider entwéckelen, kann een nëmme spekuléieren. De briteschen Émweltexpert Norman Myers rechent domat, datt et bis 2050 weltwäit 250 Milioune Mënsche kéinte sinn. Aner Schätzunge leie méi déif.

Et ass allerdéngs och elo scho gewosst, a wéi enge Regiounen duerch de Klimawandel déi gréisste Problemer wäerten optrieden. Niewent der Sahelzon an Afrika dierften dat och Länner sinn, déi a grousse Flossdeltae leien, wéi Bangladesch, oder Inselstate wéi Haiti oder d'Philippinnen, déi haut schonn oft mat Naturkatastrophe konfrontéiert sinn.

D'Klimaauswierkunge gi ganz oft Hand an Hand mat anere Facteuren, wéi zum Beispill enger „bad governance" oder ganz einfach Krich an Terror. Ee konkret Beispill ass d'Sahelzon. Mir si jo och mat eiser Kooperatioun an där Géigend engagéiert. 4,5 Milioune Flüchtlinge sollen et am Sahel ginn. Dës Regioun leit nach ëmmer ënnert den Nowéie vu véier Liewensmëttelkrisen, vun deene vill Haushalter sech bis haut nach net richteg erholl hunn. D'Situatioun vun der Liewensmëttelonsécherheet gëtt nach verstäerkt duerch d'Konflikter am Mali, Nordnigeria, Libyen an an der Zentralafrikanescher Republik. Ongeféier 20% vun der Populatioun, mindestens 25 Milioune Mënschen, gëllen als extrem aarm a brauchen iergendeng Form vun Ënnerstëtzung, fir ze iwwerliewen.

Natierlech ass de Klimawandel just eng vun e puer Ursaache vun de Problemer am Sahel. Dréchente gëtt et hei schonns säit jeehier. Bedéngt duerch de Klimawandel ginn et der awer ëmmer méi.

En anert Beispill vun Auswierkunge vum Klimawandel ass d'Gefor fir kleng Inselen an Inselstaten. Si sinn duerch Iwwerschwemmungen, Buedemerosioun a Stierm bedrot.

Mir haten eréischt gëschter op Ufro vu menger Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'COP22 zu Marrakesch, an ech brauch duerfir net alles ze widderhuelen, wat do gesot ginn ass. Mir sinn natierlech frou, datt éischtens d'Resultater vun der COP21 zu Paräis net a Fro gestallt gi sinn, mä vu ville Länner gestäerkt gi sinn. Dat war net esou evident no de Wahlen an den USA. Et gesäit och esou aus, wéi wann ëmmer méi Länner den Iwwergang zu enger grénger Ekonomie net méi als Belaaschtung, mä als Chance géife gesinn. D'Dynamik, datt d'Ekonomie sech a Richtung vun enger „low-carbon economy" beweegt, ass weltwäit net méi ze stoppen.

Interessant a wichteg ass, datt déi 48 Staten, déi am meeschte vum Klimawandel betraff sinn, bereet sinn, eng Virreiderroll ze iwwerhuelen am Klimaschutz. Kleng Länner, sougenannten „Entwécklungslänner", schénge méi ambitiéis a couragéiert ze si wéi grouss a räich Länner.

Wat de Klimafinanzement betrëfft, si keng spektakulär Resultater erziilt ginn. Et kann een net direkt vun engem Échec schwätzen, mä en Duerchbroch ass awer och nach eppes aneres.

Här President, mir mengen, datt et wichteg ass, datt mer och weider 1% vum RNB festhalen als Dépense an der Kooperatiounspolitik. Mir mussen awer eis Politicke méi ministèreiwwergräifend upassen. An domat wiere mer da beim Stéchwuert Kohärenz. D'Kooperatiounspolitik däerf net stoe bleiwen. Mir sollen och d'Kriticken eescht huelen. Mir mussen d'Kohärenz an de Lëtzebuerger Politicke virundreiwen.

D'Wichtegkeet vun der Kohärenz an der Kooperatioun huet och eis Regierung erkannt. Eise Premier Xavier Bettel gëtt an engem Rapport vun Eurodad vun 2014 mat de Wierder zitéiert: „Kohärenz ass wichteg. Et kann net sinn, datt mer mat där enger Hand ewechhuelen, wat mer mat där anerer ginn. Déi Décisiounen, déi mir huelen, hunn en Afloss op d'Entwécklungslänner an op hir Chancen, hiert Schicksal an hir eegen Hänn ze huelen." Dat ass schonn emol gutt a richteg gesot. Mir sinn um gudde Wee.

Allerdéngs gëtt et och nach Kriticken, an déi solle mer, wéi gesot, eescht huelen. Eurodad huet errechent, net fir Lëtzebuerg, mä allgemeng, datt fir all Euro, deen an d'Entwécklungslänner erafléisst, der och ëmmer erëm zwee erausfléissen. Schold doru wieren ënner anerem Taxmechanisme wéi déi, déi am LuxLeaks-Skandal opgedeckt goufen. Duerfir ass et gutt, datt eis Regierung hei op ëmmer méi Transparenz setzt.

Eurodad huet am selwechten Zesummenhang och kritiséiert, datt Lëtzebuerg nach ëmmer net op potenziell negativ Impakter vun eise Steierpoliticken op Entwécklungslänner ageet. Mä och hei schénge mer um Wee ze sinn. Eisen honorabelen Här Kox hat am leschte Budgetsrapport op d'Beispill Irland verwisen an op den „spillover". An ech mengen, datt do och eppes um Wee ass.

Da gëtt et nach d'Kritik vum Cercle des ONG. De Cercle huet dëst Joer keen „Fair Politics"-Rapport publizéiert, mä en huet de Programm vun der Regierung op de Leescht geholl. Ech mengen, de Cercle ass a sengem Rôle, wann en eis Politik ënnersicht an och kritiséiert; dat ass seng Aufgab.

E seet ënner anerem, datt verschidde rezent Evaluatioune vu Programmes indicatifs de coopération net publizéiert gi sinn. Mir huelen déi Kritik zur Kenntnis. Mir bescheinegen awer dem Minister eng ganz gutt Kommunikatioun mat der Chamberskommissioun. An och de Kommissiounspresident Marc Angel huet zu Recht drop higewisen, datt mer eis net iwwer e Mangel un Informatioun kënne bekloen. De Minister kënnt an d'Kommissioun, wa mer e ruffen, an e kënnt och, wa mer en net ruffen. Wann et eppes ze annoncéiere gëtt, da kënnt en och vu sech aus. Also e waart net ëmmer drop, datt mir e ruffen. Mir ginn also regelméisseg mat an d'Diskussiounen abezunn.

Eng weider Kritik ass, datt een Zéngtel vun eise Kooperatiounsgelder iwwert de Finanzministère ginn an an d'Weltbank fléissen. An de Cercle mengt, datt een net ëmmer kann novollzéien, ob déi Suen dann effektiv an d'Aarmutsbekämpfung fléissen. Een Deel vun dëse Sue géifen zum Beispill an den Internationale Wärungsfong fléissen. An dëst sinn Investitiounen, déi ënner anerem och a Form vu Land Grabbing investéiert ginn. Ech mengen, dat ass eng Kritik, déi bestëmmt net ganz onberechtegt ass. Et gesäit een effektiv, datt beim FMI och där Land-Grabbing-Aktivitéiten doranner verwéckelt waren.

De Cercle mengt, datt de Comité interministériel pour la coopération au développement net géif duergoen, fir d'Kohärenz vun eise Politicken am Kooperatiounsberäich ze garantéieren, a fuerdert duerfir en Nohaltegkeetscheck. Déi Fiche d'impact „développement durable", d'Madamm Nancy Arendt huet schonn drop higewisen a gefrot, wat de Minister dozou seet, ob e bereet wier, an déi do Richtung eppes ze ënnerhuelen. Mir stellen dann déi Fro mat.

De Cercle bemängelt, datt nach net all Ministèren, Administratiounen an hir Akafskritären d'Konditioune vum Commerce équitable afléisse gelooss hunn. Et gëtt och nach ëmmer kee Bilan vun der Regierung an dësem Beräich. Jo, mir hu selwer erlieft hei an der Chamber, wéi laangwiereg datt de Wee ass, mä mir mengen awer, datt et derwäert ass, dee Wee konsequent ze goen.

Wichteg: Wat de Klimaschutz an der Lëtzebuerger Politik ugeet, kritt eis Regierung vum Cercle eng bonne Nott, a souguer och vun der gréissster Oppositiounspartei hu mer de Mëtteg och eng bonne Nott an där Politik ausgestallt kritt. Dat freet eis natierlech.

(Interruptions)

Am CONCORD AidWatch-Dokument fënnt een och eng Evaluatioun vun der Lëtzebuerger Ko-

operatiounspolitik. Hei gëtt kritesch bemierkt, datt Lëtzebuerg no der Addis-Abeba-Konferenz iwwert d'Finanzéierung vun der Entwécklung elo méi geziilt op PPPen, also op „public private partnerships" wëllt setzen. D'Gefor ass, datt dëst kéint zu méi Aide liée féieren, vun där mer bis ewell awer keng hunn a wou de Minister och gesot huet, mir wéilten och net op de Wee vun der Aide liée goen. Zu Addis Abeba ass tatsächlech beschloss ginn, datt méi geziilt soll a PPPen investéiert ginn, virun allem am Finanzement vun Infrastrukturen.

Iwwer PPPe kann ee villes soen. Fir d'Éischt emol, datt et e bëssen onkloer ass, wat een iwwerhaapt ënner enger PPP versteet. Mir wëllen d'Iddi vun de PPPen net generell veruerteelen an och net schlechtrieden. Et gëtt och positiv Beispiller. D'Müllsammler zu Delhi zum Beispill si privat Akteuren. Hire Projet op der Gare zu Delhi - si kréien d'Autorisatioun, den Offall aus den Zich an de Garë vun Delhi ze sammelen an ze recycléieren -, iwwert deen ech ënner anerem och mat der Madamm Bharati geschwat hat, ass strikt geholl eng PPP. Et kascht den ëffentleche Secteur näischt an awer wierkt et.

En anert Beispill sinn d'Centres de compétence, déi eis Kooperatioun amgaangen ass am Kosovo op d'Been ze setzen. An dësen Zentre gi Studenten a Studentinnen op e Liewen an der Beruffswelt virbereet. Dat heescht, et gëtt eng Formation professionnelle ugebueden. An ouni PPPe kënnen esou Zentren net selbststänneg funktionéieren, well éischtens, de Privatsecteur weess am beschten iwwert d'Demande um Marché Bescheed; zweetens, dat bescht Léierpersonal ass dat, wat och nach an der Aarbechtswelt aktiv ass; drëttens mussen d'Stagen organiséiert ginn a véiertens brauchen déi Centres de compétence och Revenuen. Ouni déi geet et net. An déi kënne praktesch nëmmen a Synergië mat Privatbetriber entstoen. Also hei ass och, mengen ech, d'PPP eng Win-win-Situatioun fir all Bedeelegt.

Eis Konklusioun: PPPe kënnen net einfach esou integral als neoliberal Instrumenter veruerteelt ginn. Heiansdo si se pragmatesch, praktesch a logesch Léisungen. Wann een allerdéngs PPPen en place setzt, dann ass et wichteg, datt d'Partnerland och déi institutionell Capacitéiten huet, fir domadder eens ze ginn, fir de Suivi ze maachen. A mir sollten och net vergiessen, datt PPPe fir Infrastrukturprojeten de Stat heiansdo méi deier gi wéi eng direkt Investitioun an Infrastrukturen.

Mir fannen et och richteg, wa mer Privatkapital encouragéieren, an déi ärmste Länner ze investéieren. Dat ass eng Ausso vum Minister. Dat huet och de Kolleeg vun der Demokratescher Partei opgegraff. An en huet awer och gesot, an ech menge ganz zu Recht, datt et éischtens de Wonsch vun deene concernéierte Länner ass - déi wëlle jo schliisslech och Handel bedreiwen, fir sech kënne weiderzëentwéckelen -, mä zweetens, datt awer och d'Konditioune musse stëmmen. Den Här Graas hat nach d'Beispill vun der SES-Zesummenaarbecht an deem Beräich erwäänt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng sinn der Meenung, datt eis Kooperatiounspolitik nëmme ka kohärent sinn, wa se Hand an Hand mam Klimaschutz geet. An dat schéngt och bis elo allgemeng heibannen akzeptéiert ze sinn.

Datt dës Regierung an deem Sënn an déi Richtung schafft, dat freet eis. Lëtzebuerg huet an de leschte Jore souwuel technesch wéi och finanziell Hëllef fir de Klimaschutz an Entwécklungslänner zur Verfügung gestallt. Si huet sech zudeem op der COP21 zu Paräis dozou verflicht, fir och an den nächste Joren hir Responsabilitéit eescht ze huelen a bis d'Joer 2020 weider 120 Milliounen Euro an de Klimaschutz an Entwécklungslänner ze investéieren. An heivu fléissen all Joers och fënnef Milliounen an de Fonds vert pour le climat.

Ech erënneren drun, datt dës Zommen - et ass scho vu méi Leit hei betount ginn - am Géigesaz zu anere Länner net Deel vun eiser Aide publique au développement sinn.

D'Finanzéierung vum Klimaschutz mécht natierlech nëmme Sënn, wa mer och heiheem eis Hausaufgabe maachen. Mä och do si mer um richtege Wee. Mir hunn an der Lescht eng ganz Rei positiv Punkten opzeweisen, besonnesch och wat de Finanzsecteur betrëfft. Déi sinn zum Deel schonn erwäänt ginn. Den 23. September 2016 gouf de LuxFLAG Climate Finance Label virgestallt. Unhand vu strenge Kritären zertifizéiert dëse Label Fongen, déi an de Klimaschutz investéieren.

Zanter dem 27. September hu mer och eng gréng Bourse zu Lëtzebuerg. An eis Bourse ass Weltleader, wat gréng Obligatiounen ubelaangt, mat iwwer honnert Stéck. A wa mer scho beim Thema Finanzement sinn, dann huet et mech natierlech och gefreet, d'lescht Woch ze liesen, datt mëttlerweil 60% vun de Mikrofinanzprojeten hei zu Lëtzebuerg doheem sinn.

Et freet mech, datt mer eng grouss Iwwereneestëmmung heibannen am Haus hu vun deene véier Parteien, déi bis elo geschwat hunn, wat déi gemeinsam Zilrichtung vun der Politique de coopération betrëfft. Mir bleiwen derbäi, datt eis budgetär Ustrengunge sollen 1% vum RNB betreffen. Mir bleiwen derbäi, datt mer keng budgetär Vermëschung vun Entwécklungs-, Klima- an Accueilspolitik maachen. Mir bleiwen derbäi, datt d'ONGen eng ganz wichteg Roll spillen.

An ech mengen - dat hunn ech e bësse gemengt erauszehéieren haut -, datt eben d'Kohärenz vun de Politicken eigentlech nach méi gefërdert soll ginn, an ech mengen, dat huet och eppes mat der Agenda 2030 ze dinn, déi eis jo seet, datt mer méi wéi jee just eng Welt sinn a gemeinsam d'Verantwortung fir dës eng Welt sollen iwwerhuelen.

An duerfir soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wat ass d'Roll vun enger Oppositiounspartei an esou enger Debatt? Et kann net eis Aufgab sinn, nach eng Kéier dee ganze Misär an der Welt opzezielen, well mir wëssen, wéi schlëmm deen ass. Et kann och net eis Aufgab sinn, onkritesch dat ze iwwerhuelen, wat d'Regierung eis proposéiert, mä d'Aufgab vun enger Oppositiounspartei, och an esou enger Debatt, wou et ëm grouss moralesch an humanitär Froen op der Welt geet, muss ëmmer sinn, fir d'Aarbecht vun der Regierung kritesch ze hannerfroen an och hei op Lëtzebuerg gesinn ze kucken, ob dat richteg ass an eisen Aen, wat hei geschitt.

Mir kënnen och net derlaanschtgoen an Zäite vu grousse budgetären Defiziten an einfach stereotyp widderhuelen: „Et ass gutt, et ass richteg, datt mer esou vill Geld dran investéieren", ouni och do nozefroen, ob et esou ass!

Mir mussen als Alleréischt feststellen, datt Lëtzebuerg vill méi mécht wéi dat, wat d'Regierung seet, doduerch, datt eng ganz Rei Saachen net ugerechent ginn: bei de Refugiéen, am Beräich vun der Éducatioun, datt de Klimaschutz derbäikënnt, datt dat, wat eis Gemengen, eis Stied maachen, och net agerechent ass an deen Effort, esou wéi d'Regierung e presentéiert. Soudatt mer an der Realitéit, wa mer kucken, wat mer wierklech vun eisem Bruttonationalakommes ausginn, wann een alles géif no deene Regelen urechnen, wéi och d'OECD et géif erlaben, ganz liicht bal beim Duebele leien, eiser Schätzung no, obscho mer et net genau kënne soen, mä wahrscheinlech an der Gréisstenuerdnung och vun 1,4%, dat heescht, beim Duebele vun deem, wat wierklech virgesinn ass, wat mer versprach hate viru laange Joren, näämlech déi 0,7%.

Dat ass net harmlos! Et ass och net, wéi d'Kolleege vun der CSV soen: „Mir bleiwen einfach derbäi", well mir bewegen eis op enger Trajectoire, wou mer awer a groussen Defiziter sinn. A wa mer iergendwou mussen higoen, iergendwéini an der Zukunft, a soen: „Wou musse mer reajustéieren, fir kënnen de budgetären Équiliber hierzekréien?", a wa mer ee Budget hunn, wou mer praktesch beim Duebele vun de Leeschtunge leie vun deem, wat versprach ass, ass d'Fro natierlech a läit se op der Hand: Kënne mer esou virumaachen?

Ëmsou méi, wa mer ëmmer soen, datt d'Baussepolitik e Ganzt ass! Datt se begräift: d'Diplomatie, d'Défense an den Développement, déi dräi Den. A wa mer wëssen, datt am Beräich vun der Défense notamment, wat am selwechte Cluster vu Leeschtungen ass, en enormen Drock op eis besteet, fir d'Leeschtungen an d'Luucht ze setzen! Dës Regierung huet fir 2020 en Zil op 0,6% festgeluecht; déi gréng inklusiv, ech wëll dat hei ënnersträichen! Déi ganz Regierung huet sech politesch op dat 0,2% vum Bruttoinlandsprodukt festgeluecht als Zil fir de Verdeedegungsbudget.

Wann een dat da kuckt, wann een dann déi vill Versprieche kuckt, déi haut gemaach gi sinn am Beräich vun der Entwécklungshëllef, an dat, wat op eis duerkënnt am Beräich vun der Verdeedegung, da freet ee sech: Wéi realistesch sinn déi Verspriechen? Si se och ze veräntwerten am Kader vun der allgemenger finanzieller Situatioun vum Stat? Dat ass eng Fro!

A mir hätten eis erwaart als ADR, wann ee verantwortlech a Regierungspositioun ass, datt net ee Minister nom aneren heihinnerkënnt a seet, wéi wichteg et ass, fir a sengem Beräich all dat Geld auszeginn. Mä mir hätten eis erwaart, datt e kohärente Gesamtusaz do ass, eng Reflexioun, déi seet: Ma da maache mer hei eng Prioritéit an do! Wou kënne mer Ëmschichtunge maachen am ganze Beräich vun der baussenzeger Politik, fir ze soen: Ma mir musse vläicht net nëmmen e Retour économique bei der Défense kréien, mä vläicht och e Retour humanitaire?

Wat kënne mer urechne loossen no de Regele vun dem DAC a Sécherheetsinvestitiounen an d'Stabiliséierung vun eise Partnerlänner? Kënne mer net am Beräich vun der Militärpolitik Acquisitioune maachen, déi eis och erlaben, humanitär Aktiounen do duerchzeféieren, wou mer se prioritär misste maachen, zum Beispill am Beräich médical?

Mir hunn elo déi Gespréicher gehat iwwert d'Infrastructure hospitalière zu Lëtzebuerg. Kënne mer net higoen an en Hôpital militaire de campagne maachen, dee mer och kënnen humanitär asetzen? All dat si Reflexiounen, déi ee kéint vun enger Regierung erwaarden, fir do ze kombinéieren, wou knapp Ressourcen awer op eis duerkommen. Mir hunn dozou näischt héieren!

Mir kafe grouss Moyenen an deem engen an an deem anere Beräich a mir kombinéiere se net. An dat ass sécher e Kohärenzproblem innerhalb vun der Regierung, fir eng méi grouss Effikassitéit vun deene Leeschtungen ze maachen, déi mer am Beräich vun der Baussepolitik ze maachen hunn.

Mir hunn eis och an der Diskussioun gewonnert iwwert déi verschidde Kommentaren, déi haut gemaach gi sinn zur Migratiounspolitik. Déi si vollkommen onkritesch gewiescht! Et ass ni an der Debatt bis haut gesot ginn oder hannerfrot ginn, ob dat richteg ass. Den Här Minister selwer huet et a senger Ried net fäerdegbruecht, e kloren Ënnerscheed ze maachen tëschent enger legaler an enger illegaler Immigratioun; an engem Rechtsstat awer e fundamentalen Ënnerscheed, deen ee muss maachen! Eng illegal Immigratioun kann een net toleréieren, wann ee sech zu rechtsstaatleche Prinzipien an zum Anhale vun de Gesetzer verflicht fillt!

Och ass et net realistesch - ech mengen, mir kënnen ëmmer hei fromm Sprëch soen, mä et ass net realistesch -, datt duerch eng Migratiounspolitik, déi éiweg géif weiderdaueren, iergende Problem an Afrika géif geléist ginn. Déi Capacitéit hu mer net. An et ass genausou onrealistesch, wann een déi demografesch Entwécklungen an Afrika kuckt, fir och nëmmen een Abléck ze mengen, datt, wa mer d'Grenzen ophalen, mer do kéinten hëllefen. An et ass genausou onrealistesch, fir ze mengen, datt mir mat eise beschränkte Méiglechkeeten, déi mir hunn - Lëtzebuerg an ëmmer méi Europa als Ganzt -, kéinte wierklech Ursaachebekämpfung maachen op eng effikass Manéier, fir grouss Migratiounsbewegungen ze verhënneren.

Eng falsch Migratiounspolitik, wéi mir se am Abléck bedreiwen, dréit dozou bäi, Schleiser ze finanzéieren, kriminell Aktivitéiten ze organiséieren an ze ënnerstëtzen, dréit dozou bäi, datt Leit am Mëttelmier erdrénken, well se sech mat falschen Hoffnungen op Risiken aloossen, déi mir selwer - oder op jidde Fall déi Parteien, déi esou eng Politik net veruerteelen, wéi se am Abléck leeft - mat ze veräntwerten hunn!

Mir hunn hei also ganz vill Erausfuerderungen, a mir als ADR, mir stellen eis all deenen, och wann et net ëmmer populär ass, et ze soen: Mä humanitär Hëllef ass eppes, wat mir mat Grousszügegkeet sollen ugoen do, wou Leit an Nout sinn. Do musse mer hëllefen, mir däerfen do net feelen. Mä d'Entwécklungshëllef selwer ass eppes, wat ëmmer erëm muss hannerfrot ginn!

Eng Damm wéi d'Dambisa Moyo, déi nach d'lescht Woch hei op enger Lëtzebuerger Bank e grousse Virtrag gehalen huet, huet ëmmer erëm op d'Nodeeler, och ekonomescher Natur, vun der Entwécklungshëllef higewisen. A mir mussen och dovun ewechgoen, fir dat als wierklecht Allheilrezept do ze gesinn. Mir mussen op de Wee goen, fir e laangfristeg nohaltegen Handel och ze kréie mat den afrikanesche Staten, Handel, deen dacks besser ass wéi Hëllef, de Leit méi nohalteg hëlleft. Duerfir ass et och eng ganz gutt Saach, datt mer esou eng Business-Partnership-Initiativ elo hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn.

Et ass eng zweet Saach, wann ee vu Kohärenz schwätzt. An ech kucken erëm den nationale Plang méi wéi all aner Saachen. Dat Éischt ass, mir hunn hei elo e Gesetzesprojet an der Diskussioun, dee mer och geschwënn an der Chamber wäerten hunn, iwwer „High Net Worth Individuals", wéi dat haut heescht - et ass den N°6992 -, dee vill an der Diskussioun ass, well en Titre de séjour do soll fir Leit kreéiert ginn, déi vill Geld an d'Land bréngen an hei investéieren.

Mä et ass och eng Dispositioun dran, déi am Kader vun der Entwécklungshëllef méi wéi diskutabel ass! Dat ass, datt déi auslännesch Studenten, eben och aus Drëttweltlänner zum Deel, net méi mussen zréckgoen an hir Länner, mä kënnen direkt en Titre de séjour kréien am Uschloss un hir Studien! Mir hunn ëmmer gesot, mir bilden hei Leit aus, fir datt se zréckginn an hir Länner an do sollen hëllefen. Et ass net un eis, fir e Brain drain ze organiséieren an hire Leit ze hëllefen, direkt heizebleiwen, well dat ass net am Interessi vun hire Länner an domadder di mer hinne kee Gefalen.

Mir sollten och kucken, datt mer méi Kohärenz kréien, wat d'Koordinatioun vun Entwécklungshëllef ugeet, déi op Gemengenniveau geleescht gëtt an déi op staatlechem Niveau geleescht gëtt.

Wann een déi Äntwerten op verschidde Question-parlementairë liest, huet ee wierklech den Androck, datt déi lénks Hand net weess, wat déi riets mécht. Mä mir hätte gär, wann do ëffentlecht Geld, Steiergeld op Gemengen- oder op staatlechem Niveau investéiert gëtt, datt awer wierklech do eng Koordinatioun ass tëschent deene verschiddenen Instanzen, déi sech drëm këmmeren.

A mir hunn eng aner Fro, eng politesch Fro vu Kohärenz, déi wierklech an den Zentrum geet vu verschiddene Reflexiounen, déi ee muss maachen. Dat ass, ob d'Politik hei am Land am Hibléck op den Noen Osten eigentlech kohärent ass. De Premierminister, den Här Bettel, ass an Israel gaangen, huet do en Accord mat der hebräescher Universitéit Jerusalem gemaach, dee veruerteelt ginn ass vum Comité pour une paix juste au Proche-Orient, soi-disant, well Universitéiten an Israel eben och a Rüstungsprojete matmaachen. Bon, wou maache se dat net? Dat ka jo sinn.

Mä wat vill méi grav ass, dat ass, datt - déi Debatt, déi mer haut hunn - den Här Entwécklungshëllefsminister e Subsid gëtt un déi Organisatioun, de Comité pour une paix juste au Proche-Orient, déi awer ëmmer erëm als antisemitesch duergestallt gëtt. Ech hunn e Beispill matbruecht, fir dat ze weisen.

(Interruptions)

(M. Fernand Kartheiser montre une photo.)

Hei ass zum Beispill eng Publikatioun op Facebook - op der Televisioun gesäit een dat net esou gutt - vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient, do gi Kanner gewisen, déi an engem Käfeg sëtzen, do steet derbäi: «Le rapport de la honte: Israël torture des enfants palestiniens en les emprisonnant dans des cages». An d'Original vun der Foto, hei,…

(M. Fernand Kartheiser montre une deuxième photo.)

…ass aus der „Los Angeles Times". Do ass d'Halschent vun der Foto ewechgeschnidde ginn, well et ass eng oppe Struktur a kee Käfeg! An et stoung drënner: „Palestinian children wait to receive donated food at a soup kitchen." Dat ass eng Saach vu graver Propaganda, wann dat dann esou stëmmt! An ech hu kee Grond, drun ze zweifelen, datt déi hei Presentatioun stëmmt.

Da froen ech mech, wéi ass et méiglech, datt d'Regierung e grousse Subsid un eng Associatioun gëtt, déi bewosst antisemitesch Propaganda mécht, déi bewosst higeet a Fakte falsch duerstellt, déi Israel betreffen, an och higeet an en Accord de coopération, deen den Här Bettel mat enger israeelescher Universitéit ofschléisst, kritiséiert an net kritiséiert, datt Schoulen am Gaza benotzt gi sinn, fir Rakéiten op Israel ze schéissen!

Dat ass och eng Fro vu politescher Kohärenz an der Regierung! Well wann een higeet an et mécht een eng Politique du Moyen-Orient, déi soll équilibréiert sinn, déi soll Friddensinitiativen, Friddensgespréicher förderen, eng gerecht Léisung och op Basis vun zwee State promouvéieren, an da geet een hin an et ënnerstëtzt ee Propaganda, dat ass dee falsche Wee!

Et ass fir eis och - mir hunn dat dacks gesot - wichteg, datt d'Parlament an deem ganze Prozess vun der Entwécklungshëllef net ëmgaange gëtt. Et ass wichteg am Kontext vun deene Programmes indicatifs de coopération. Mir hunn dat e puermol gesot: Mir denken, déi misste ratifizéiert ginn. An et ass en Avis juridique gemaach ginn dëst Joer am Ausseministère iwwert d'Konditiounen, wéini en Traité muss ratifizéiert ginn. Dat hate mer gemaach wéinst engem Sécherheetstraité mat der Belsch.

Elo sinn do Konditiounen - an Ärem Ministère, Här Minister - festgeluecht ginn, datt dat misst en Traité sinn, datt en net muss ratifizéiert ginn, dann däerft e keng grouss politesch Prinzipien hunn an déi zwou Säite missten d'accord sinn, datt e confidentiel ass.

Dat ass bei de PICen net de Fall, keng vun deene Konditiounen ass erfëllt! A mir sinn nach

ëmmer der Iwwerzeegung, datt déi Accorden hei misste ratifizéiert ginn, datt d'Parlament net däerf ëmgaange ginn. Et si wichteg Froen dran, politesch Froen. Beim Senegal, do geet et dann zum Beispill ëm Diskussiounen iwwer islamesch Finanzen oder ob mer en Appui sectoriel budgétisé ginn no de senegaleesesche Budgetsmethoden. Dat sinn alles Froen, wou mir mengen, datt et derwäert wär, och politesch driwwer nozedenken, ob mer dat wëlle maachen.

Mir hunn ëmmer déi Suerge gehat, datt mir wëllen déi Länner vun der Drëtter Welt als gläichwäerteg Partner betruechten. Mir hunn awer zum Beispill keen heibannen héiere bis elo, dee gesot huet, datt d'Konklusioun aus der CETA-Debatt och muss déi sinn, datt mir eis Handelsaccorde mat den Drëttweltstaten esou musse modifizéieren, esou nei mussen opstellen, datt déi nei Schiidsgeriichtsbarkeet, déi mer elo awer mat Kanada verhandelt hunn, och muss d'Norm mat deene State ginn; eng Selbstverständlechkeet an eisen Aen.

Genausou wéi mer op de kulturellen Imperialismus musse verzichten. Et ass net un eis, fir den Embau vun deene Gesellschaften no eise Wäertmodeller ze bedreiwen.

Op där anerer Säit ass et awer eist gutt Recht - wat mer leider net maachen -, fir eis eegen Interessen an deene Verhandlungen och ze schützen. Firwat probéiere mir net, méi Drock auszeüben op Länner, datt déi hir Refugiéen, déi als illegal Wirtschaftsrefugiéen an Europa kommen, datt se déi mussen zréckhuelen? Wéi ass et méiglech an eisem Kontakt mat Algerien, mat anere Länner, datt mer eis do an där Hisiicht net duerchsetzen? Déi mussen hir Leit zréckhuelen, déi illegal an Europa kommen! An do sollte mer vill méi Energie weisen.

Wéi ass et méiglech, datt mer belsch ONGen hei finanzéieren? Mir si Frënn vun der Belsch, wéi all Lëtzebuerger. Mä wou ass d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg, wa mer enger belscher ONG, Médecins Sans Frontières, 2014 250.000 Euro ginn?

Wéi ass et méiglech, datt mer um Sommet humanitaire mondial eng Obligatioun iwwerhuelen als Lëtzebuerg, fir islamesch sozial Finanz ze ënnerstëtzen? Ouni politesch Diskussioun!

Wéi ass et méiglech, datt mer higinn an eng Vermëschung maachen zwëschen Déplacementer a Migratioun an dem Asylrecht, wéi mer et an der Charte humanitaire festgeluecht hunn?

Elo hunn ech leider net Zäit, fir op all déi Saachen am Detail anzegoen. Mä all déi Diskussioune wäre politesch interessant, fir se ze féieren. Et ass eng terribel Naivitéit och an der Ausdrocksweis, déi an Ärem Ministère benotzt gëtt, déi wierklech och politesch Implikatiounen huet. A mir wëlle just heirop opmierksam maachen.

Och d'Wiel vun de Partnerlänner! De Senegal! De Senegal huet déi gréisste Pëtrol- a Gasvirkommen an Afrika am Ufank vum leschte Joer entdeckt un der Grenz zu Mauretanien, e potenziell enorm räicht Land. A mir hunn et awer als Partnerland. An dat ass natierlech eng Saach, déi ee muss am A behalen, datt déi Länner en immense Räichtum u sech hunn. Wéi gëtt deen ausgewäert? Wéi gëtt e benotzt? Wéi gëtt dat an deem Land ëmgesat?

(Interruption)

An Indien, hutt Dir gesot an Ärem Rapport, misste mer d'Zivillgesellschaft stäerken. Ech wëll Iech just e puer Fakte rappeléieren: Indien huet e Fligerdréier an Eegeproduktioun gebaut. Indien ass eng Nuklearmuecht, eng Weltraummuecht. Et ass déi siwentgréisst wirtschaftlech Muecht op der Welt! A mir ginn hin a mir subventionéieren den indesche Sozialbudget! Mir ginn hin an e Land vun iwwer enger Milliard Leit vun enger Kultur, déi mer nëmme kënne bewonneren, a soen: „Mir mussen hei d'Zivillgesellschaft stäerken." Mä wéi eng Attitüd ass dat dann - vum Realismus, vun eisem Impakt emol ganz ofgesinn -, mä ass dat dann net eng Arroganz, déi mir eis wierklech net däerfen umoossen?

Ech hunn nach eng Minutt an ech wëll déi benotzen, fir op e leschte Punkt anzegoen, an dat ass d'Sensibiliséierung fir d'Entwécklungshëllef an de Lëtzebuerger Schoulen. Mir hunn eng Tendenz an Ärem Budget, Dir wëllt jo do op, mengen ech, 2% vum Budget komme fir d'Sensibiliséierung. A mir hunn deen Institut fir politesch Bildung hei am Land, dee Projet, deen den Här Meisch, also déi ganz Gambia-Regierung, entwéckelt huet a virundreift. Mä dat Ganzt, dat ass e Projet vu politescher Indoktrinatioun!

Et ass eng Manéier, fir op eng onkritesch Manéier wëllen déi jonk Leit op eng bestëmmt Linn an der Politik anzestëmmen. Amplaz zu enger Bildung am Sënn vun enger reflektéierter, kritescher Ausenanersetzung mat der Politik vun dëser Regierung an dësem Land ze féieren, ass et eppes, eng Iwwerzeegungsaarbecht, déi soll gemaach ginn, ganz eesäiteg, souwuel - no deem, wat mer an der Press gelies hunn - zum Beispill an der Fro vun der Migratioun, wéi och hei an der Entwécklungshëllef.

(Interruption par la présidence)

Et soll als e Credo duergestallt ginn, als en Dogma, als eppes, wat net däerf hannerfrot ginn, obschonn all Ursaach besteet, fir och do Froen ze stellen a sech d'Fro ze stellen, ob dat, wat gemaach gëtt, ëmmer richteg ass.

Dat gesot, Här President, Dir hutt mech jo frëndlecherweis drun erënnert, datt meng Zäit leider ofleeft…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ofgelaf ass!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Op Iech ass ëmmer Verlooss, Här President. Mä ech mengen, et ass ganz wichteg, fir ze rappeléieren, datt och d'ADR, wéi all Partei heibannen, vill Wichteges an der Solidaritéit gesäit, am humanitäre Geescht, deen d'Entwécklungshëllef nun eemol mat sech dréit. Mä dat eleng justifiéiert net alles, wat geschitt. Dat eleng soll eis net d'Aen zoumaachen, fir kritesch ze hannerfroen. An dat soll eis och net aus eiser Verantwortung entloossen, fir mat deene Suen, déi d'Leit eis hei am Land ginn, vernünfteg a verantwortungsvoll ëmzegoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Kooperatiounspolitik ass näischt Neutrales, si ënnerläit ëmmer enger politescher Logik. An déi Logik, déi politesch Logik, déi hannert der Kooperatiounspolitik steet, gëtt generell net vun de Bénéficiairen definéiert, also net vun de Leit an den Entwécklungsländer, déi ënnert der Aarmut leiden, mä vun deenen, déi d'Sue bereetstellen, dat heescht vun de politesche Responsabelen an den Industrielänner. Dat ass banal a war nach ëmmer esou, mä nach ni esou offensichtlech wéi haut.

Déi éischt politesch Logik, déi sech op d'Kooperatiounshëllef auswierkt, ass déi vum onsënnege Spueren. D'EU-Memberlänner wëlle mëttlerweil 35 Milliarden Euro ënner hirem Versprieche vun 2005 bleiwen. An do kënnt nach e Problem derbäi: Si rechnen ëmmer méi Dépensen an hir Entwécklungshëllef dran, déi guer näischt mat Aamutsbekämpfung ze dinn hunn! Dat ass eng onsënneg Politik, eng Politik vum falsche Spueren. Dat ass eng Politik, déi net nëmme Konsequenzen huet fir déi sozial méi Schwaach hei an Europa, well et jo eng generell Politik ass, mä déi trëfft och doriwwer eraus déi Äermste vun deenen Aarmen op anere Kontinenter.

An do kënnt och nach eppes bäi, wat u sech nach méi pervers ass: D'EU huet jo och d'Tendenz, Kooperatioun mat Migratiounskontroll ze verbannen. Dat heescht, datt se Entwécklungsgelder dovunner ofhängeg mécht, wéi ferm d'Länner géint Migrante virginn.

Zu Bréissel schéngen aktuell all humanitär Prinzipien der Migratiounsbekämpfung zum Opfer ze falen. An et wonnert mech nach ëmmer, datt et Kräfte ginn, déi nach no méi ruffen. Dat ass eng gefëierlech a kontraproduktiv Instrumentaliséierung vun der Kooperatioun, déi d'Symptomer bekämpft an net d'Ursaachen.

Lëtzebuerg huet deem allgemengen negativen Trend bis elo nach relativ gutt widderstanen, muss een awer soen. Mir bleiwe plus/minus op 1% vum RNB a rechne keng Ausgabe fir Klimaschutz oder fir Flüchtlingen an ons Aide pour le développement an. Dat wëlle mir och hei ausdrécklech begréissen. A mir hoffen, datt dat och esou bleift an et schéngt jo och esou de Wëllen ze sinn. Tant mieux!

Ech wëll an deem Kontext och ausdrécklech déi wichteg politesch Aarbecht vun de Lëtzebuerger ONGen ervirhiewen. Wa Lëtzebuerg nach net ëmgekippt ass, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mer eng funktionéierend Zivillgesellschaft hunn, déi d'Aarbecht vun der Administratioun kritesch begleet an zu ëmmer méi Qualitéit encouragéiert.

Trotzdeem, och bei ons ginn et Tentativen, fir an eng aner Richtung ze goen. Zum Beispill fanne mir déi sougenannt „Business Partnership Facility", déi am Fréijoer zesumme mat der Chambre de Commerce lancéiert ginn ass, ganz problematesch. Do fléissen tatsächlech Kooperatiounsgelder u Lëtzebuerger Entreprisen, fir an onse Partnerlänner Geschäfter ze maachen.

Den Här Minister huet eis verséchert, datt et net a Richtung geet vun enger Aide liée. Dat ass gutt. Mä mir bleiwe weiderhi skeptesch, well de Problem ass deen, datt een awer nach ëmmer net esou richteg weess, wéi déi Gelder agesat ginn, wou a firwat.

De Projet ass nach ganz jonk, just mat enger Millioun pro Joer dotéiert. Mä et ass trotzdeem en Tabubroch. D'Aide pour le développement däerf net kommerziellen Eegeninteressen ënnerleien, soss kann een op deem Gebitt net effektiv schaffen.

Här President, mir werfen eng Fro op: Global gesinn, geet et wierklech ëm Kooperatioun? Oder geet et net éischter ëm Handel, wou d'Spillregele vun de räichen Industrielänner festgeluecht ginn? Oder wou d'Entwécklungslänner hir Mäert de räichen Industrielänner opmaache mussen? Oder wou dës Länner hir Regelungen, déi hir Länner protegéieren, ofbaue mussen?

De Mot d'ordre ass, elo emol ganz plakativ formuléiert: „Maacht all Är Dieren op, rullt de westlechen Entreprisen de rouden Teppech aus an alles gëtt gutt."

Dëser Philosophie no sollen d'Regierungen an den Entwécklungslänner esou wéineg wéi méiglech an d'Wirtschaftspolitik agräifen. Si sollen einfach op der Säit stoen, nokucken an de westleche Privatsecteur einfach gewäerde loossen.

Et wäert Iech net wonneren, mä mir halen dat fir e fundamentale Feeler. A mir sinn net eleng mat eiser Kritik.

D'UN-Konferenz fir Handel an Entwécklung kënnt an hirem Bericht vun 2016 och op äänlech Konklusiounen! A wat soen déi? „Keng Effnung vun de Mäert, wéi d'EU dat propagéiert; kee Futtimaache vu Regelen an Normen, wéi d'EU dat propagéiert; kee blannt Iwwerhuele vun europäesche Konzepter, mä flexibel an adaptéiert Strategien, déi vun de lokale Regierungen eegestänneg a mat éffentleche Mëttel ëmgesat ginn; Pragmatismus am Déngscht vun enger interner a gesonder Entwécklung, amplaz vun enger dogmatescher Maartëffnung am Déngscht vun e puer Räichen aus den Industrielänner."

A fir dat ëmzesetzen, esou d'UN-Konferenz, brauchen déi Länner virun allem eppes: Dat ass politesche Spillraum. A kengem Beräich gëtt dat esou däitlech wéi an der Handelspolitik.

D'Geschicht weist, datt nach kee Land, zemools keen aarmt an ënnerentwéckelt Land op der Welt sech mat enger Maartëffnung an Ofschafung vu Regelen aus der Aarmut hiewe konnt. Am Géigendeel! All Kéiers, wou Entwécklungslänner, ehemoleg Koloniallänner sech aus eegener Kraaft entwéckele wollten, ouni den ehemolegen Här ëm Hëllef ze froen, ass et drëms gaangen, d'Ressourcen ze protegéieren a selwer ze kontrolléieren an d'Landwirtschaft an d'Industrie mat Schutzmoossnamen ze entwéckelen. Eréischt wann ee staark genuch ass, kann ee sech mat den Industrienatioune moossen. Där Versich goufen et der an der Geschicht an Afrika lauter.

An dat ass jo och e Problem, datt mer hei an Europa ganz wéineg wësse vun der Geschicht vun anere Kontinenter. Dat wier vläicht och nach eng Aufgab vum Éducatiounsministère. Mir konzentréieren eis haaptsächlech op Europa. Op zwou Säite steet dran, datt mer e bësse Kolonialismus bedriwwen hunn an Afrika oder a Latäinamerika, mä mir gi wierklech net richteg drop an, an och net op déi aktuell Geschicht an. An dat wier ganz néideg, zemools an eisen Zäiten.

An et gi jo Beispiller: den Här Patrice Lumumba, éischte Premier vum onofhängege Kongo, bis e vun der CIA a vun der Belsch ëmbruecht gouf, well en der Meenung war, datt d'Ressource vum Kongo de Kongoleese misste gehéieren an net dem ehemolege Besatzer an Ennerdrécker.

Oder awer nach méi rezent, an den 80er Joren, den Här Thomas Sankara, President vum Burkina Faso, u sech Grënner vum moderne Burkina Faso, deen ermuert gouf, kuerz nodeems hien eng Mise en garde vum François Mitterrand krut an duerch de Blaise Compaoré ersat gouf, dee ganz gehorsam war géintiwwer Frankräich, der ehemoleger Kolonialmuecht.

Elo si mer méi subtill ginn, elo gëtt net méi direkt besat, koloniséiert a geplündert. Et gëtt och manner direkt gemort, ersat a geplündert. Elo kréien afrikanesch State ganz ëmstridden Accords de partenariat économique opgedrängt! An ech wollt dorobber e bëssen agoen.

Et gouf gesot virdrun: „Jo, déi goufe verbessert." Et ass e Prozess amgaangen an do si Verbesserungen erakomm, dat stëmmt. Mä et muss ee weiderhin oppassen, well fundamental geet et awer an eng gefëierlech Richtung. Wann een zum Beispill och vun de Produits sensibles schwätzt, also deene Produkter, iwwert déi och déi Länner sech sollen eenegen, fir se ze protegéieren, an et geet een dovunner aus, datt se zum Beispill Produkter aus der Agrarwirtschaft géife protegéieren, heescht dat awer och, datt anerersäits Industrieprodukter manner protegéiert sinn. Dat ass e Problem.

An de Problem ass jo och deen, datt déi Länner zum Beispill ënner sech mussen ausmaachen, wat d'Produit-sensiblë sinn. De Problem ass deen: Si hunn net onbedéngt all déiselwecht Produit-sensiblen. Déi eng produzéieren éischter dat, déi aner en anere Produkt. Dat heescht, dat sinn heiansdo Kompromësser, déi net onbedéngt an deene Länner op der Plaz wierklech all Situatioun respektéieren.

Dann hu mer och nach de Problem vun Zolltariffer, zum Beispill wat den Export vun Autoen ugeet, wat och e Problem duerstellt vu Rentréeë vu Recetten, budgetäre Recetten an deene Länner, well déi dann ofgebaut ginn. An et muss een awer och drun erënneren, och wa vläicht d'Regierung an deene Gebitter, an deene Géigenden, an deene Länner matmaachen, huet een eng ganz Zivillgesellschaft, déi dat guer net esou gesäit mat den Accords de partenariat économique.

Et kann een natierlech ëmmer immens vill Saachen zitéieren. Ech maachen dat dann och elo. An engem Zitat aus der Tribune an der Zeitung „Le Quotidien", enger senegaleesescher Zeitung, do ass den Ekonomist Ndongo Samba Sylla, dee schreift, dat war den 8. Juni 2016: «Les accords de partenariat économique ne reposent nullement sur le principe du libre consentement des peuples africains. En réalité, à travers de tels „accords"» - tëschent Guillemeten - «il s'agit pour la Commission européenne de contraindre les pays africains à échanger selon les termes qu'elle a elle-même choisis et sans considération pour la situation économique objective de ces derniers, de leurs besoins et de leurs priorités.»

Här President, mech interesséiert ëmmer, wat d'Leit och op der Plaz soen, an net onbedéngt déi Offiziell, well déi Offiziell, déi soe vläicht Saachen, quitte datt se vläicht och nach net onbedéngt dat denken, mä déi sinn an enger anerer Situatioun, wéi mer wëssen. Dat wëssen d'Leit jo hei och.

Well do ass jo och nach deen anere Problem: Do gëtt et jo och nach eng zweet méiglech Phas, wou déi Länner och nach hir Servicer mussen opmaachen oder den Investissementsschutz an d'Marchés publics sollen négociéieren. An da gëtt Afrika definitiv zum Self-service fir déi europäesch Multinationallen.

Wou déi Entwécklung higeet, déi mer mat esou Accorden an d'Rulle bréngen, weist sech an Zentralamerika, zum Beispill a Guatemala. Do hu Fräihandelsaccorden dozou gefouert, datt US-Investisseuren, déi sech ëmmer fir déi Regioun ganz staark interesséieren, sech geziilt d'Rohstoffer an d'Agrarland uneegnen. Si schafe keng Aarbechtsplaze fir d'Leit, oder immens wéineg, mä si kommen einfach vu baussen eran, krope sech alles, wat iergendwéi profitabel ass, a ginn dann erëm fort. Déi lokal Bevëlkerungen, virun allem déi indigen Populatiounen, gi vun hirem Buedem verjot an d'Zivillgesellschaft, déi sech géint déi Ongerechtegkeete wiert, gëtt kriminaliséiert an ënnerdréckt, well déi politesch Elitten duerch dat villt Geld vu bausse korrumpéiert sinn. D'Resultat si massiv Mënscherechtsverletzungen an eng Degradatioun vun de Liewensbedéngunge fir eng Majoritéit vun der Bevëlkerung, wärend eng räich Minoritéit sech alles an d'Täsch stécht.

Virun e puer Jore war dat jo och nach de Fall, dovunner gëtt bal ni geschwat, vun Honduras, wou do carrément och geputscht gouf. Déi putschistesch Regierung oder d'Putschiste goufe ganz schnell vun den USA natierlech unerkannt, vum Här Obama deemools, awer leider och vun eis Europäer an ons Lëtzebuerger. Ech ka mech erënneren, ech hat en Interview mam Ausseminister gemaach. A leider huet ee misse feststellen, datt den Ausseministère deemools sech emol net derfir interesséiert huet a gesot huet: „Mir kucken, wat déi aner soen, da soe mir datselwecht."

An der Tëschenzäit sinn Honnerte vu Gewerkschaftler festgeholl ginn oder ëmbruecht ginn, well dat Land gehéiert ongefëier enger Dose Latifundistas, déi maachen däerfen, wat se wëllen! Et ass net fir näischt geputscht ginn, well et goung drëms, e Mindestloun anzefëiere respektiv eng Landreform ze maachen, wat och an den Ae vun de Latifundistas a respektiv vun hiren Alliéierten zu Washington als e Problem vis-à-vis vun der Demokratie ugesi ginn ass.

Bon, elo hu mer eng katastrophal Situatioun do. Iwwert déi gëtt leider net vill geschwat. Mä dat ass natierlech och eng Entwécklung, déi och kéint en Ausmooss hunn an Europa. (veuillez lire: déi och kéint esou en Ausmooss kréien an Afrika.)

An da gëtt et och nach dee Juncker-Plang. Et gouf de Verglach gemaach, mä deen ass rich-

teg, dee Verglach kann ee maache mam Juncker-Plang, also vun dem European External Investment Plan, wou do sollen duerch schrëftlech Garantië Privatfirmen incitéiert ginn, fir an Afrika ze investéieren. Dat gëtt verkaaft als Äntwert op d'Migratiounskris, als grousse Worf, fir d'Ursaache vun Aarmut a Misär ze bekämpfen, jo deelweis schonn als eng Zort Marshall-Plang!

Dat ass awer och net esou! Et ass näischt anescht wéi eng Exportsubventioun fir déi europäesch Industrie. A wann ee kuckt, wat déi europäesch Multinationallen elo schonn um afrikanesche Kontinent fir Magouillen dreiwen, da mécht dëse Plang d'Saache just nach méi schlëmm - Stéchwuert Areva, Stéchwuert Bolloré - deen ass jo ganz bekannt - an esou weider an esou virun.

Also déi ganz Relatiounen tëschent Europa an Afrika ënnerleien enger Logik, déi op kuerzfristege kommerziellen a politeschen Intérête berout.

Här President, d'UN-Konferenz fir d'Entwécklung an d'Kooperatioun seet, d'Entwécklungslänner bräichte politesche Spillraum, an dozou gehéieren och ëffentlech Moyenen. Et ass eng Perversioun vun der Geschicht, datt zu engem Zäitpunkt, wou d'Erausfuerderungen esou grouss si wéi ni virdrun, d'Statsbudgeten iwwerall op der Welt zesummegestrach ginn.

An d'Konzentratioun op déi regional Integratioun an domadder parallell eng Reintroduktioun vun Zolltariffer géigeniwwer vum Rescht vun der Welt géif dëse Länner awer méi budgetäre Spillraum ginn. Ech mengen, dat misst déi Strategie sinn, déi een och misst ënnerstëtzen.

Donieft muss een och endlech zu enger massiver Entscholdung vum afrikanesche Kontinent kommen, y compris bei der privater Schold.

Ech hunn nach zwou Minutten Zäit, da maachen ech nach ganz schnell. Ech mengen, ech wéilt nach e puer Wierder dann zur Agenda 2030 soen. Et kann een eng ganz Rei Saache bemängelen, mä op d'mannst huet d'Welt sech emol op eng Lëscht vu 17 Objektiver an 3 Engagementer gëeenegt, déi drop ofzilen, d'Inegalitéit ze bekämpfen.

Si ass primordial, déi Agenda. Mä mir wëssen alleguerten, datt d'Welt amgaangen ass, widder eng Mauer ze rennen, well d'Inegalitéiten, déi klamme weider, wat zu méi soziale Konflikter féiert. Déi natierlech Ressourcë ginn hemmungslos ausgebeut an ëmmer méi knapp, soudatt et inévitablement zu Konflikter, voire Kricher ëm dës Ressourcë wäert kommen. D'Ëmweltdéfie sinn enorm. An et fannen elo schonn och Klimakatastrophe statt.

Nach eng ganz kuerz Saach. Ech muss mech kuerzfaassen, ech hat e bësse méi virbereet - 15 Minutte ginn einfach net duer fir d'Welt -, mä ganz kuerz: Palästina. Ech si frou festzestellen - e puer Virriedner hu Palästina ernimmt -, datt et hei e gréissere Konsensus gëtt an dëser Chamber, fir ze soen, datt et wierklech do ufänkt mat brennen. Ech sinn och averstane mat deem, wat den Här Gusty Graas gesot huet, an esou weider.

Ech wëll drun erënneren, datt, wann een awer och mat gewëssene Wierder dorëmmer wërft wéi „antisemitesch", datt dat grav Accusatioune sinn an datt een dat och muss kënne wierklech beweisen an net just mat Biller dorëmmer fuchtelen. Mä, bon, dat ass eng aner Saach.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt virun iwwer zwee Joer d'Chamber eng Motioun adoptéiert huet fir d'Unerkennung vum Stat Palästina. Dat träntelt e bëssen. Den Här Ausseminister ass net do. Vläicht kann den Här Schneider him e klengt Wuert soen, datt en dat net vergësst. Well all Kéiers gëtt et eng Ursaach, fir et net ze maachen. An dëser Regioun gëtt et ëmmer eng Ursaach an ëmmer e Problem! Mä an der Tëschenzäit sinn d'Palästinenser amgaangen, hiert Land ze verléieren, wéi mer dat wëssen.

An nach eppes Klenges, d'Madamm Arendt an den Här Adam sinn drop agaangen: de Kompensatiounsfong, Här Sozialminister - ech hat dat gëschter nach thematiséiert, mä do waart Dir natierlech net do -, do wier et interessant ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Oberweis kritt d'Wuert nach fir eng kuerz Interventioun.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt just am Rumm vun der Palästina-Diskussioun, déi den Här Kartheiser ugeféiert hat, soen, datt ech direkt nogefrot hu beim Comité pour une paix juste au Proche-Orient, deen ech gutt kennen, well ech do engagéiert sinn.

Déi Folter, déi gewise ginn ass an elo grad zitéiert ginn ass, dat war e Fake, dee war op Facebook gesat gi vu frieme Mënschen an ass erofgeholl ginn, no den Aussage vun deene Leit, déi do responsabel zeechnen. Also mir sollen ëmmer d'Saache richtegstellen, déi richteg sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wien huet et dann dropgesat?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir déi Prezisioun. An d'Wuert huet elo den Här Kooperatiounsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President, fir zum Schluss d'Wuert no dëser flotter Debatt kënnen ze erhiewen. An ech mengen, et ass och gutt ze héieren an datt mer gesinn, datt an eiser Entwécklungspolitik an och an eiser Aide humanitaire gréisstendeels, mengen ech - an ech kommen herno kuerz zréck op d'Aussoe vum Här Kartheiser -, vu fënnef Fraktiounen eigentlech d'Richtung, déi hei uginn ass, och gedroen ass.

Ech mengen, ech hunn am Ufank geschwat vu Kontinuitéit. Kontinuitéit, dat heescht, datt eis Entwécklungshëllef zënter Jorzéngten zouverlässeg ass fir eis Partner an och eng Transparenz opweist zënter laange Joren. Dat ass gutt an dat ass richteg esou, an ech mengen, dat gouf och vu villen hei ënnerstrach.

Ech wollt elo keng Ried de Mëtteg hei halen als en „Guttmënsch". Et goung mer net dorëm. Et goung mer net drëm, fir dorop hinzeweisen, wou mer iwwerall Problemer hätten, wéi d'Situatioune géifen ausgesinn. Ech kennen déi! Dir alleguerte kennt se.

An duerfir wollt ech eigentlech hei an dëser Debatt Solutioune proposéieren, a Solutiounen, mengen ech, déi mer och ganz kloer erëmfannen an enger ganzer Rei vu Konventiounen, déi mer an deene leschte Joren a virun allem och am leschte Joer ofgeschloss hunn, siefen dat déi 17 ODDen, siefen dat d'Accorde vun Addis Abeba, sief dat doniewent och d'COP21 zu Paräis. Dat si kloer Pisten, déi eng Rei Äntwerte ginn op dat, wat och gesot gouf, an eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, virun allem am Beräich vun der Kohärenz.

D'Agenda 2030 ass déi Superkohärenz, déi ëmmer erëm gefrot gëtt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä op internationalem Parquet! An ech mengen, et ass dat, wat wichteg ass a wat och zréckzebehalen ass bei deenen Accorden, déi hei gemaach goufen. A mir mussen eis doru winnen. Mir mussen eis selbstverständlech dru winnen, datt dës Agenda, déi mer eis ginn hunn, eng universell ass, datt déi fir den Norden a fir de Süden zielt. An dat ass jo dee groussen Défi, dee mer mussen upaken.

Dat ass sécher fir eng ganz Rei vu Länner an och vu Regierungen Neiland, fir sech erëmzefannen. Mä ech mengen, grad hei zu Lëtzebuerg si mer op engem gudde Wee, dës Kohärenz ëmzesetzen an deenen eenzelne Beräicher, zesummen a mat deenen eenzelne Ministèren.

Et gouf hei engersäits d'Sécherheet ugeschwat an op där anerer Säit dann och d'Enwécklungshëllef. Jo, et sot emol eng Kéier eng ganz grouss Persoun: „Et gëtt keng Sécherheet ouni Entwécklungshëllef, an et gëtt keng Entwécklungshëllef ouni Sécherheet." Jo, dat ass effektiv esou. A wann een an déi Länner geet, an ech hunn d'Chance, an eis Partnerlänner ze goen an doriwwer eraus och an d'Konferenzen ze goen, wou kloer och an deene Gruppen doriwwer diskutéiert gëtt, da gesäit een, datt alles enk matenee liéiert ass.

Ech ginn Iech d'Beispill vun der Ministesch aus dem Niger, déi hei war wärend eisen Assisen, mat där ech geschwat hat an déi eigentlech och bedauert huet, datt si grad fir d'Sécherheet vun hirem Land ze garantéieren misst Milliounen investéieren, fir dat ze maachen. Dat si Milliounen, déi mat Sécherheet besser op anere Plaze géifen ukommen, do wou se de Leit an deem Land selwer kënnen hëllefen. Mä si muss et maachen, fir och d'Sécherheet par rapport zu anere Länner ze garantéieren.

Do ass ee Beweis, wéi dat ganz enk zesummespillt zwësche Sécherheet an Entwécklungshëllef, deen dat ganz kloer weist. An ech mengen, mir mussen eng Kéier doraus erauskommen, datt mer effektiv op en aneren Stadium kommen an datt déi Entwécklungshëllef, déi mer maachen, och wierklech eng nohalteg ass, déi och wierklech op déi eenzel Bedierfnesser an deem Moment wäert agoen.

Et gouf ganz vill hei geschwat vun der Roll vum Secteur privé. Jo, et ass richteg, datt mer effektiv och hei grad op der Konferenz vun Addis Abeba gesot hunn, datt mer nach méi mussen en neie Partner hunn, deen eis hëlleft, e Levier ze ginn, fir Gelder lasszeäisen. An duerfir ass d'Roll vum Secteur privé ëmsou méi wichteg, gewosst, datt mir als Lëtzebuerger Entwécklungsministère respektiv Entwécklungshëllef ni wäerten eng Aide liée maachen, mä datt mer selbstverständlech probéieren, och eis Ekonomie, eis Akteuren aus der Ekonomie interessant ze maachen, fir effektiv och an de Partnerlänner, am Ausland mat ze investéieren, fir ze hëllefen, och do Ekonomien opzebauen, fir ze hëllefen, och Gelder ze erwirtschaften.

Ech gesi bei menge Visitten aner Länner, déi dat maachen! Ech gesi ganz genau, wéi a verschiddene Beräicher d'Chineesen zum Beispill aktiv sinn an do effektiv och Infrastrukturen dohinnerstellen, mat engem Retour, dee selbstverständlech gefrot ass. Mir maachen dat net! Mir investéieren an d'Leit. Mir investéieren an d'Infrastrukturen, fir de Länner wierklech virunzehëllefen, awer wierklech och konkret mam Fanger drop hinzeweisen, wou Problemer leien.

Et gouf hei ugeschwat: d'Sensibiliséierung. D'Sensibiliséierung ass sécher e wichtege Facteur, dee mer musse viruféieren an dee mer nach verstäerkt musse bréngen. Well ech mengen och, wann dobaussen eng ganz Rei vu Leit effektiv och op där Schinn sinn, wéi mer se elo hei tracéiert hunn, wéi eis Entwécklungshëllef soll ausgesinn - an ech zitéieren do nëmmen déi 93 ONGe mat deenen Dausende vu Leit, Bénévollen, déi eng Hand matupaken -, da gesi mer, datt eng Bereetschaft an eiser Bevëlkerung ass, deen dote Wee matzegoen. An dat ass gutt an dat ass richteg esou, op deem Wee musse mer och virugoen.

Mir hunn, wat de Beräich, deen hei ugeschwat ginn ass vun de Finanze respektiv och vun den Taxen, eventuelle Gelder, déi géife verluer goen an de Länner selwer, als Lëtzebuerg eng ganz Rei vun Initiative mat ënnerstëtzt an och eng Rei vun Efforte gemaach, virun allem d'Addis Tax Initiative, déi mer mat ënnerschriwwen hunn, mat enger ganzer Rei vu Punkten, déi eis kloer Obligatioune ginn, wéi mer dat och an Zukunft mussen a wëllen ëmsetzen. A mam Finanzminister zesummen, mat deem mer eng Rei vu Saachen elo schonn ëmgesat hunn, si mer op deem Wee, dat och effektiv eriwwerzeginn an effektiv ze maachen.

Wa mer iwwert déi sougenannt Ëmsetzung vun deem ganze Volet an am Prinzip vun der Kohärenz vun de Politicke schwätzen, gëtt jo och ëmmer de Pensiounsfong ugeschwat, ee vun deenen. Obwuel ech emol wëll soen, wa mer am Kader vum Klimawandel, Changement climatique soen, wéi mer CO_2 reduzéieren, dann huet dat näischt mat eiser Bedeelegung a Fongen ze dinn. Mir spuere kee Gramm CO_2 an, andeem mer do aus verschiddene Fongen erausginn! Mä et ass awer richteg, datt mer et solle maachen, fir an eng gewëssen Ethik eranzekommen. An dofir ass och elo d'Propos do, nodeem mer eenzel e Screening gemaach hu vun eisem Fong, datt mer kucken, eng Rei Pisten, Solutiounen ze proposéieren, wéi mer dann effektiv virginn. Dat sinn ech amgaangen, zesumme mam President vum Fong ze maachen. Dat wäerte mer presentéieren an da wäerte mer kloer Linnen hunn, wéi de Fong sech positionéiert, a verschiddene Beräicher: zum Beispill och wat de soziale Wunnengsbau ubetrëfft, den Impakt dovunner, d'Stieche vu Prozenter aus deem ganze Fong doranner, mä fir virun allem och ze kucken: Wéi kréie mer eventuell och déi Ethik an deen heite Beräich eran, déi mer elo schonn hunn an deenen anere Beräicher?

An ech kéint mer virstellen, datt een eng Zort Commission éthique géif erstellen, déi och dat heite géif analyséieren an och dann all Kéiers de Screening vun deenen eenzelne Fonge maachen, wou Lëtzebuerg effektiv präsent ass.

Bei der Fiche d'impact, déi ugeschwat gouf, mengen ech, datt dat eng Aufgab ass vun der ganzer Regierung. Dat ass net nëmmen eng vum Kooperatiounsminister. A wann ee seet „Fiche d'impact", esou geet et jo net drëm, fir bei engem Gesetzestext do unzekräizen: Jo, et ass en Impakt effektiv op d'Entwécklungslänner. Neen, et muss ee sech och d'Moyene ginn, fir Etüden ze maachen, fir déi Impakten erauszefanne vun deenen eenzelne Projeten. An dat ass wahrscheinlech guer net esou einfach, fir dat ze gesinn, wat den Impakt effektiv och hei op d'Entwécklungslänner ass. A mir wäerten dat…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et steet awer am Regierungsprogramm!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Mir hunn dat am Regierungsprogramm a mir maachen dat och, esou wéi vill aner Punkten an der Tëschenzäit och konnten a wäerten an Zukunft realiséiert ginn.

Fir nach vläicht zréckzekommen op deen 1%, 1% vun APD: Ech sinn am Prinzip houfreg drop, datt mer an eisem Regierungsprogramm kloer uginn haten, 1% vun eisem RNB an d'APD ze stiechen, an dat och an Zukunft wäerte maachen. Ech sinn och frou, datt an deem Moment, wou den RNB nei berechent gouf a wou déi ënnert de Seuil gaange wier an engem gewëssene Joer, mer ee Minimum agesat hunn. An och wa mer all Kéiers deen 1% an eise Budget asetzen, sou ass dat evident, datt, wann deen RNB explodéiert, wéi dat am leschte Joer war bei plus 13%, et onméiglech ass, Engagementer zum Schluss nach ze maachen, fir datt een un deen dote Seuil erukéim. A mat 0,95%, mengen ech, si mer no dobäi. Mä wann ee ganz einfach d'Chiffere kuckt, gesi mer, datt mer virun an enger kontinuéierlecher Steigerung sinn.

An am Budgetsgesetz gesitt Der, wann Der de Compte pluriannuel kuckt, wéi déi Hausse an deenen nächste Joren ass an datt all Kéiers e Plus derbäikënnt bei d'APD, déi effektiv zousätzlech derbäikritt. Mir ginn also net zréck, mir gi virun.

A Chapeau un all déi, déi effektiv dat dote stäipen!

(Interruption)

Merci de Fraktiounen, déi festhalen un deem enge Prozent, ausser dem Här Kartheiser, deen ech verstinn a sengen Iwwerleeungen an dësem - an dësem - Beräich, wou en zu Recht seet: „Mir géife gären all Kéiers déi Saachen, déi mer maachen, an ee Volet huelen an domat eigentlech eis APD rechnen."

Bon, Här Kartheiser, et ass e Choix politique vu fënnef Fraktiounen hei, et aneschters ze maachen!

(Interruption)

Dat, mengen ech, hunn ech emol de Mëtteg erausgespuert. A vläicht zum Schluss, mengen ech, hunn ech och aus Ärem Débat… - an ech mengen, ech wäert en och ganz fair a korrekt behandelen -, Dir hutt eng ganz Rei vu Saachen zitéiert hei an Dir hutt zum Schluss eppes gesot, wou ech e bësse stutzeg awer war, Dir hutt vun enger grousser „Solidaritéit" geschwat: Ech hunn an Ärer Ried wéineg Elementer vu Solidaritéit fonnt, mä éischter vun Ausgrenzung!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass déi erweidert Fro vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Problematik vum Mobbing op der Aarbecht. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

3. Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dës Fro agereecht, well ech gären de Sujet Mobbing op déi politesch Agenda wëll setzen. Et ass e Sujet, dee mer mussen eescht huelen, well d'Folge kënne ganz dramatesch sinn, wann op eemol aus Aarbechtskolleegen oder Virgesetzte Feinde ginn.

Bei eis am Land gëtt et, wéi a villen anere Staten an Europa, keen eegent Mobbingsgesetz. De Begréff taucht zwar am Statut vun de Statsbeamten op, do gëtt en erwäänt, mä um Niveau vum Privatsecteur gëtt et awer keng legal Basis. Dat heescht, wann et zu geriichtlechen Ausenanersetzunge kënnt, da gëllt den Droit commun.

Wou Mënschen zesumme schaffen, kann et zu Meenungsverschiddenheete kommen, zu Konflikter, dat ass normal, dat ass net ëmmer schéin, awer mënschlech. An dat bedeit och net, dass et direkt muss zu engem Mobbing kommen. Meeschtens fënnt sech jo och eng Léisung. Duerno geet een erëm friddlech matteneen ëm an och erëm respektvoll. Net akzeptabel ass allerdéngs, wann een iwwer e längeren Zäitraum systematesch ugefeindet oder schikanéiert gëtt, wa beispillsweis wichteg Informatiounen net weidergeleet ginn, wann ee kee Moie méi gesot kritt oder wa Psychoterror als Féierungsstil duerch de Chef ugewannt gëtt.

Vun eis kennt bestëmmt een…

Une voix.- Oder d'Cheffin.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- …oder eng Cheffin.

Vun eis kennt bestëmmt een aus sengem Bekannten- oder Familljekrees e Fall, deen esou Schikanen erlieft huet an deem säi Beruffsalldag zur Häll ginn ass. D'Affer erliewen dës Ugréffer als eng déif gräifend Kris, vergläichbar mat engem Trauma bei engem Accident oder bei engem Iwwerfall. Mat all Attack erliewen d'Affer op en Neits hir Onmuecht an hir Demütegung.

Mobbing an der Aarbechtswelt ass e grousst Thema. Et ka jiddwereen treffen. Et verursaacht en héije Leidensdrock a kann zu psycheschen a physesche Krankheete féieren a schlussendlech och zu enger Aarbechtsonfäegkeet.

Hei stellen ech meng éischt Fro un de Minister: Ginn et Donnéeën, déi de Phenomeen vum Mobbing hei am Land erfaassen? Kann och vläicht ageschat ginn, wéi d'Onkäschten, déi eben duerch de Mobbing kënnen entstoen, kéinten och erfaasst ginn? Well de Mobbing ass jo net just nëmmen e Problem, deen déi Betraffe selwer betrëfft, wat jo u sech scho schlëmm genuch ass, mä och fir d'Betriber an d'ganz Ekonomie kënnen hei Schied entstoen.

Viru gutt 14 Joer gouf eng Initiativ ergraff, dat war deemools vum LSAP-Deputéierte Lucien Lux, deen hat eng Proposition de loi agereecht, déi vun der deemoleger CSV/DP-Regierung ënnert der Leedung vum chrëschtlech-sozialen Aarbechtsminister ofgeleent gouf. Et huet sech deemools leider keng politesch Majoritéit fonnt, fir ze légiféréieren.

(Interruptions)

Ech begréissen awer, dass dëse Sujet elo am aktuelle Koalitiounsaccord Nidderschlag fonnt huet an ebe gekuckt soll ginn, fir e legale Kader auszeschaffen, also e Gesetz auszeschaffen, baséierend op dëser Proposition de loi an och op der Konventioun vun 2009 tëschent de Sozialpartner.

Dozou da meng zweet Fro un de Minister: Sinn d'Bestriewungen nach ëmmer ginn, fir e Gesetz ze maachen? Sidd Der vläicht schonn amgaangen, esou e Gesetz auszeschaffen? A wéini kéint mat engem Dépôt da vläicht gerechent ginn?

(Brouhaha)

D'Konventioun tëschent de Sozialpartner leet de Schwéierpunkt op d'Preventioun an d'Gestioun vu Mobbingfäll. Et ass virgesinn, dass no fënnef Joer, wann ee vun de Sozialpartner dat freet, eng Evaluatioun kann duerchgefouert ginn.

Dofir meng drëtt Fro un de Minister: Hutt Der vläicht Infoen zur Ëmsetzung vun den Dispositiounen a Mesuren, déi an dëser Konventioun festgehale goufen? Oder sinn eventuell och Konklusioune gezu ginn?

Op ee prezise Punkt wëll ech awer nach gären agoen, deen och ganz wichteg ass: Dat ass d'Preuve. An der Proposition de loi, déi ech iwwerholl hunn, gëtt d'Iddi virgeschloe vun engem Partage vun der Charge vun de Beweiser. Dat heescht, dass d'Affer verflicht ass, d'Faiten, déi e Mobbing vermute loossen, ervirzebréngen, woubäi et dann un der ugekloter Säit ass, déi Uschëllegungen dann, déi net esou begrënnt sinn, virzedroen (veuillez lire: woubäi et dann un der ugekloter Säit ass virzedroen, dass déi Uschëllegungen esou net begrënnt sinn).

Hei géif ech da gären als véiert Fro vum Minister wëssen,...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Lauschtert no, wann ech gelift!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- ...wéi hien zu dëser Iddi steet an ob déi Iddi och herno vläicht kéint am Gesetz opgegraff ginn.

Eng fënneft a lescht Fro - ech gesinn, dass meng Zäit fortleeft, da maachen ech et e bësse méi kuerz -, meng fënneft a lescht Fro un de Minister wär, ob och driwwer nogeduecht gëtt, fir nach aner Mesuren ze huelen, fir de Mobbing ze ënnerbannen.

Ech wëll och gären zum Schluss soen, dass ech mer duerchaus bewosst sinn, dass mer, wa mer elo e Gesetz maachen, domadder de Mobbing net komplett aus der Aarbechtswelt verschwanne loossen. Mä ech denken awer, dass et dozou ka bäidroen, dass et däers manner wäert ginn. A virun allem beweise mer domadder, dass de Mobbing kee Kavaléiersdelikt ass, dass mer déi Betraffen net mat hire Problemer eleng dostoe loossen. A virun allem wäerte mer domadder haartnäckeg Mobber konsequent zur Rechenschaft zéien. Genau dofir, mengen ech, brauche mer en effiziente Rechtsschutz am Sënn vun engem verbesserte Schutz vun de Rechter fir déi schaffend Leit.

Merci.

Une voix.- Gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Här President, Madamm Deputéiert, ech deelen natierlech Är Analys iwwert d'Gravitéit vun deem Phenomeen Mobbing, deen effektiv, do wou e sech weist, vill Leit a ganz schwiereg Situatioune bréngt, déi och herno bis souguer heiansdo zum Suicide oder zumindest enger Tentative de suicide kënne goen. Mir sollen also dee Probleem ganz seriö huelen, dee präsent ass an der Aarbechtswelt, an net nëmmen an der Aarbechtswelt. Et gëtt och aner Situatiounen, wou et Mobbing gëtt. Mir hate schonn eng Diskussioun hei virun enger Zäitchen an der Chamber doriwwer: Zum Beispill an de Schoulen, am Schoulmilieu gëtt et dat och.

Ech wëll awer elo ganz schnell op Är prezis Froe kommen. Déi éischt Fro ass déi vun der Quantifikatioun. Bon, dat ass ëmmer ganz schwéier ze soen: Et gëtt esou vill Fäll, wou e Mobbing ass. Wann ech d'ITM froen - dat hunn ech näämlech gemaach -, da soen déi mer: „Mir hate säit dem 1. Abrëll 2015 376 Ufroen iwwert de Mobbing", Ufroen iwwert de Mobbing, wou d'Leit sech bei der ITM beschwéieren a froen, wat hir Moyene wieren am Fall vun engem Mobbing. 42 Fäll si méi konkret ginn an do ass wierklech eng Plainte gemaach ginn, déi dann och eng Interventioun vun der ITM mat sech zitt.

Donieft hu mer eng Asbl, déi heescht „Mobbing asbl", déi ech och als Ministère ënnerstëtzen an och där hir Moyenen ech souguer eropgesat hu vu Joer zu Joer, well ech fannen, datt déi Asbl eng gutt Aarbecht mécht. Besonnesch ass se déi eenzeg, déi eigentlech sech ganz mat deem Problem do ausenanersetzt. Déi schwätze mer vu grosso modo 1.700 Fäll, mat deene si betraff sinn, respektiv, wa se d'Joer 2015 huelen, nei Fäll, nei Dossieren, déi opgaange sinn, da komme se op 133. Bon, dat sinn also d'Zuelen.

Elo gëtt et eng Etüd, déi Der doudsécher kennt, dat ass d'Etüd vun der Chambre des Salariés, déi ganz gutt ass, déi zesumme gemaach gëtt mat der Uni Lëtzebuerg. An déi hunn och am Mäerz 2016 hei iwwer „Better Work" eng Publikatioun gemaach nëmmen iwwert den Harcèlement moral au travail au Luxembourg.

(M. le Ministre Nicolas Schmit montre une publication.)

Dat sinn Etüden, déi ginn op Basis vu Sondagë gemaach, déi awer, wéi gesot, mat der Uni Lëtzebuerg zesumme gemaach ginn, an déi kommen op ganz aner Chifferen: Déi gesinn, datt am Joer 2015 praktesch 13,8 Prozent vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, iergendwéi sech gemobbt gefillt hunn.

An do fänke mer un, an dee schwieregen Domän ze kommen, well Mobbing, dat ass eng Saach, déi objektiv ass. Sécher, et gëtt Situatiounen, déi ganz objektiv sinn, mä et gëtt natierlech och ganz einfach déi Situatioun, datt ee sech gemobbt fillt. An dat mécht jo d'Saach net méi einfach, besonnesch dann, wa mer elo e Schrack weider ginn an dat eventuell virun e Geriicht bréngen. Wann ech also déi Donnéeë vun der CSL als Basis huelen, da misste grosso modo 40.000 Leit hei zu Lëtzebuerg am Joer 2015 iergendwéi de près ou de loin sech gemobbt gespuert hunn.

D'Ursaachen, Dir kënnt dat jo do noliesen, dat sinn zum Beispill: Déi Leit kréien eng Missioun, déi eigentlech op hirer Aarbechtsplaz kee Sënn mécht. Dat empfannen d'Leit als e Mobbing. 8,2% vun de Mobbingsfäll wieren dorop hinzeféieren, datt een eng Missioun kritt, déi kee Sënn mécht. Oder et gëtt een op senger Aarbechtsplaz vëlleg ignoréiert, wat och e ganz wichtegt Element ass, datt een einfach d'Reconnaissance, déi ganz wichteg ass, d'Unerkennung, d'Unerkennung op der Aarbechtsplaz, datt een déi do net fënnt, empfënnt een als Mobbing.

Bon, elo kommen ech op Fraen a Männer, just fir e puer Detailer ze ginn: ongeféier gläich. Et ass net esou, datt méi Fraen oder méi Männer géife gemobbt ginn. Et ass à peu près, no där Etüd, gläich. Déi Jonk gi méi gemobbt wéi déi Eeler. Déi Jonk, déi nach net laang am Betrib sinn, gi méi gemobbt wéi déi, déi scho laang am Betrib sinn. An deene klengen Entreprisë gëtt anscheinend manner gemobbt wéi a méi groussen Entreprisen.

Bon, an deenen Entreprisen, wou eng Politik besteet, fir d'Leit ze sensibiliséieren - an dat äntwert eigentlech och schonn op eng aner Fro, déi Der mer gestallt hutt -, ass de Mobbing méi niddreg. Dat heescht, an enger Entreprise, déi d'Leit zum Beispill iwwer hir Gesondheet sensibiliséiert oder kuckt, datt se effektiv net dauernd am totale Stress sinn, do ass och de Mobbing manner héich. Bon, wat och ëmmer weist, datt an deene Betriber, wou d'Aarbechtskonditioune besser sinn, do ass et esou, datt och de Mobbing manner développéiert ass.

De Coût ass ganz schwéier auszemaachen. Do géif ech mech da just kënnen op eng Donnée referéieren, dat ass e Calcul, deen d'„Mobbing asbl" gemaach huet, qui vaut ce qu'il vaut. Ech kann net soen, datt dat elo..., dat ass eng Estimatioun, déi kënnt op à peu près 100 Milliounen. Firwat kënnt se op 100 Milliounen? Well se rechent, wéi vill Deeg eigentlech duerch de Mobbing duerch Absencë verluer ginn. An an der Moyenne sinn dat 6,7 Wochen!

Mir schwätzen also net vun Deeg, mir schwätzen a Wochen. Dat heescht, wa wierklech eng seriö Situatioun vu Mobbing ass - an ech géif soen, déi „Mobbing asbl" kritt nëmmen déi, déi kritt net déi Leit, déi soen: „Dee mobbt mech, mä u sech iwwerliewen ech dat" -, da si mer an der Moyenne bei 6,7 Wochen. An dat mécht, wann een dat héichrechent mam Loun, reng wat et kascht als Absenteismus, ëm déi oder souguer e bësse méi wéi 100 Milliounen. Domat ass awer elo net ausgerechent, wat dat heescht fir d'Sécurité sociale, Dokter an esou weider an esou fort.

Nun, jo, d'Moyens légaux: Ech mengen, et ass elo un der Zäit, e Gesetz ze maachen. Vill Länner hunn e Gesetz. D'Belsch hunn e Gesetz, d'Fransousen hunn e Gesetz. Bei ons ass e Vide eigentlech, e Vide juridique. Sécher, et kritt ee gesot: „Neen, am Artikel... vum Code civil, do kann een...", ech weess elo net méi den Artikel, 1314, wann ech mech gutt erënneren, „do kann een och de Mobbing mathuelen." Mä mir hunn eng Jurisprudenz, déi kloer mécht, datt eigentlech d'Geriichter sech do awer ganz virsiichteg weisen. A souguer an enger Jurisprudenz, do gëtt kloer gesot, datt mer eigentlech keng Base légale hunn, kee Gesetz hunn, dat de Mobbing kloer definéiert, a wou doduerch dann och kënne Peinë gesprach ginn oder Sanktioune gesprach ginn. Duerfir mengen ech schonn, datt et wichteg ass, esou e Gesetz ze maachen.

Laang ass gesot ginn - an dat explizéiert och, firwat vläicht dat gedauert huet - vun deenen engen oder deenen aneren: „Bon, mir hu jo deen Accord zwësche Sozialpartner. An duerfir brauche mer net onbedéngt nach e Gesetz, well d'Sozialpartner sollen dat ënner sech ausmaachen." Deen Accord ass och an der Rei, deen ass och souguer d'obligation générale deklaréiert. Mä deen Accord, dee seet, wéi ee soll de Mobbing verhënneren, wéi ee Preventioun soll maachen, wat ee soll maachen dann, wann eng Situation concrète vu Mobbing sech weist. Mä e gëtt eigentlech net deemjéinegen, dee wierklech gemobbt gëtt, eng Handhab, viru Geriicht dat ze plädéieren an och dann eventuell juristesch Konsequenze kënnen doraus ze zéien.

Mir hunn e wichtege Punkt, dat ass effektiv d'Charge de la preuve. Bon, déi Proposition de loi, déi Dir jo elo iwwerholl hutt, déi gesäit eng Charge partagée vir, esou wéi mer déi och hu beim Harcèlement sexuel a bei der Discrimination, am Diskriminatiounsgesetz. Ech mengen, dat ass och déi eenzeg Approche, déi een hei kéint hunn: datt deen, dee gemobbt ass, natierlech muss beweisen, datt e gemobbt ass, mä datt deen, deen dat contestéiert, och muss beweisen, datt dat net de Fall ass, also e gewëssenen Équiliber, wat d'Charge de la preuve ubelaangt.

Wichteg ass, an do ginn ech Iech vollkomme recht: Och mat engem Gesetz wäerte mer de Mobbing net aus der Welt schafen. Mir mussen also derfir suergen - an do kënnt et natierlech un d'Sozialpartner, e wichtege Rôle ze spillen -, datt eben déi Sensibilisatioun, vun där ech virdru geschwat hunn, méi aktiv an de Betriber gemaach gëtt, datt och e gewëssent Verständnis ass, wann esou Situatioune komme vu Mobbing, datt een net seet: „Oh, wat stells Du Der do vir?", an esou weider, mä datt een op déi Problemer ageet. Well schlëmm Ursaachen, schlëmm Mobbinge kënnen natierlech och e Betribsklima komplett vergëften, oder zumindest an engem Service d'Situatioun komplett vergëften. Et ass also net nëmme schlëmm fir déi Leit, déi gemobbt ginn, mä et ass eigentlech och net gutt fir dat generellt Betribsklima.

An duerfir, wann een esou e Gesetz mécht - an ech hunn et versprach elo definitiv, datt mer dat d'nächst Joer op Basis vun där Proposition de loi maachen, nodeem ech dann nach eemol mat de Sozialpartner doriwwer schwätzen -, da musse mer och hannendrun e Plan d'action maachen, fir d'Sozialpartner besonnesch ze sensibiliséieren, fir datt eben déi Situatiounen esou wäit wéi méiglech évitéiert ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech ginn dovun aus, dass domat d'Fro evakuéiert ass?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou. A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6831 iwwert d'Schafung vun engem juristesche Kader fir Gesellschafte mat sozialem Impakt. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel.

4. 6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm, wéi de President et gesot huet, d'Sociétés d'impact sociétal. An et handelt sech hei ëm en Deel vun der Ekonomie, d'Économie sociale et solidaire. A fir déi ze definéieren, géif ech emol Folgendes soen: de Secteur, deen als éischt Zil net de Profitt huet, mä e sozialen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- ... oder gesellschaftleche Projet. Et ass also en Ëmdenken an deem, wat mer bis elo haten, fir Sociétéiten ze grënnen. Et ass net déi üüblech Sociétéit, fir maximale Profitt erauszezéien, mä et ass eng Variant vu Sociétéit, déi et bei eis an eisem Lëtzebuerger Recht bis elo net ginn ass. An et ass u sech eng ganz staark Innovatioun an der lëtzebuergescher juristescher Landschaft. Si betrëfft e wichtegen Deel vun eiser Wirtschaft, deen ëmmer méi zouhëlt an deen och ëmmer méi ënnerstëtzt muss ginn.

Enger Statec-Etüd no schaffen am Joer 2011 - leider ginn et keng méi rezent Zuelen - 25.000 Leit an deem dote Wirtschaftsberäich, wann een dat esou kann nennen. Mir hunn do eng Verduebelung gehat an deene leschten eelef Joer, eng Verduebelung vun deenen Aarbechtsplazen, wat awer ganz enorm vill ass.

Vill Initiative goufen et, ginn et och fir den Emploi a fir de Réemploi. Mat deem Gesetz hei gi se natierlech net alleguer ersat. Schwéier Vermëttelbarer bleiwen och oft schwéier vermëttelbar an déi brauchen och en aneren Encadrement a brauchen och spezifesch Formatiounen. Et ass net, datt dat heiten alles elo ratzekal ewechmécht, wat et bis elo ginn ass, mä et ass eben, wéi gesot, eng nei Form vu Sociétéit.

Déi meescht Entreprisen aus deem Secteur hei, dat sinn Asblen, ee Statut, deen u sech net adaptéiert ass fir dës Zort vun Aarbecht an deen och eng Rei vu Problemer mat sech bréngt. D'Asblen hunn näämlech Problemer, fir eng Autorisation d'établissement ze kréien, wat da bei verschiddenen Aktivitéiten och eng juristesch Onsécherheet mat sech bréngt.

En anere Problem ass, datt Asblen net kënnen un Ausschreiwungen deelhuelen, wat schued ass. Well besonnesch zanter zwou neien Direktiven, den Direktiven 2014/23 an 2014/24, gëtt et u sech eigentlech erlaabt, fir och sozial an ekologesch Kritäre bei Ausschreiwungen ze berücksichtegen an och verschidden Ausschreiwunge méi spezifesch fir sozial Entreprisen oder äänlech Strukturen ze reservéieren.

D'Zil vun dësem Projet ass et dofir, fir en eegene Statut fir dës Entreprisen ze schafen, e Statut, deen hirem Objet, hirer Funktiounsweis Rechnung dréit, also eng „Société d'impact sociétal", kuerz och „SIS" genannt. De Statut vun enger SIS ass reservéiert fir Personnes morales de droit privé, déi sech a Forme vu Sociétéite kënnen erëmfannen, wéi enger SA, enger Sàrl - enger Société à responsabilité limitée - oder enger Société coopérative.

Et waren och nach d'Société européenne oder d'Société en commandite par actions ugeduecht, déi awer u sech et schwéier hunn, fir an déi Form an an deen Aufgabeberäich an och an déi streng Kritäre vun enger SIS dranzefalen. Gradesou wéi d'Société à responsabilité limitée simplifiée, déi och hei net zréckbehale ginn ass, well déi och net kompatibel ass oder ganz schwéier kompatibel ass mat de strikten Obligatioune vun enger SIS.

Déi Sociétéiten, déi dann de Statut vun der SIS kritt hunn, déi ginn am Mémorial B publizéiert, gradesou wéi och déi, déi de Statut haten an en oferkannt kritt hunn, well se d'Konditiounen net méi erfëllen.

Ee wichtegen, ganz wichtege Kritär an där Sociétéit, an där SIS ass, datt se d'Transparenz spille léisst, virun allem bei der Prozedur och, fir den Agrément ze kréien an awer och herno am Funktionement.

Wat sinn dann d'Obligatiounen, fir als SIS unerkannt ze ginn a kënnen ze funktionéieren? D'Statute vun enger SIS mussen den Objet social definéieren, grad wéi d'Method, wéi d'Bienen oder d'Servicer produzéiert, verdeelt oder getosch ginn, dat alles, fir den Objet social a Musek ëmzesetzen. Do weess ech, vu wat ech schwätzen.

An der Praxis heescht dat entweder eng Aktivitéit, mat där Mënschen an enger Situation de fragilité ënnerstëtzt ginn, oder awer eng Aktivitéit, déi hëlleft, dat soziaalt a gesellschaftlecht Netz ze entwéckelen, Exklusiounen oder Inegalitéiten ze bekämpfen, oder awer Aktivitéiten, déi hëllefen, déi territorial Kohäsioun ze stäerken. Och Aktivitéiten am Emweltschutz sinn hei ugeduecht, kulturell oder kreativ Aktivitéiten, gradesou wéi Aktivitéiten am Beräich vun der Formatioun oder der Formation continue.

Dir gesitt also, hei ass e ganz breet gefächerten Domän, mä alles sinn et Aktivitéiten, déi fir eng nohalteg Entwécklung an eiser Gesellschaft stinn, woubäi den Term vun der Nohaltegkeet sech hei net nëmmen op déi vun der Ëmwelt bezitt, mä op en nohaltege gesellschaftlechen Zesummenhang sech bezitt, wat den Term vun der Nohaltegkeet u sech jo och beinhalt.

Da muss de Kritär vun der beschränkter Lukrativitéit respektéiert ginn. Dat heescht, datt eben net de Profitt dat éischt Zil ass. Déi nei Sociétés d'impact sociétal musse minimum 50% „parts d'impact" hunn. Et ginn näämlech an där Sociétéit Parts d'impact an „parts de rendement". 50% musse Parts d'impact sinn, minimum. Et kënnen och 100% Parts d'impact sinn, dat heescht Parten, déi fir de Besëtzer kee Benefiss ofwerfen. De Profitt gëtt nees ganz an den Objet vun där Société d'impact sociétal reinvestéiert.

Fir d'SISe mat 100% Parts d'impact ginn et iwwerdeems extra fiskal Bestëmmungen. D'Done fir déi 100%eg SISe sinn integral steierlech ofsetzbar. Si brauche keng Gewerbe-, keng Kollektivitéits- a keng Verméigenssteier ze bezuelen.

All Sociétéit gëtt sech eegen Indicateurs de performance an hire Statuten. Do ginn et Grillen, déi herno ausgeschafft ginn. An et gëtt u sech esou en „level playing field" geschafe fir alleguer déi SISen, déi eng selwecht Aktivitéit hunn, fir datt déi och déiselwecht Indicateurs de performance als Basis emol hunn.

D'Konte vun der SIS musse vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléiert ginn. An do dernieft muss d'SIS och all Joer e Rapport extrafinancier maachen, deen dann evaluéiert, ob an awéifern datt déi sozial a gesellschaftlech Zilsetzunge konnten erfëllt ginn - e ganz wichtege Rapport, deen u sech d'Essenz vun der ganzer Sociétéit mat ausmécht.

Dës Oploe solle garantéieren, datt de sozialen a gesellschaftlechen Objet effektiv iwwert der Profittrealiséierung steet an datt awer gläichzäiteg de Funktionement an d'Konten och gesond sinn. Dat ass wichteg, fir sécherzestellen, datt déi ëffentlech Hëllefen, déi esou eng Sociétéit ka kréien, och do ukommen, wou se sollen ukommen, an datt keng Abuse passéieren.

Fir de Beräich vun der Économie sociale et solidaire gëtt eng Commission consultative geschafen, déi als Aufgab huet, dem Minister ze assistéiere bei der Vergab vun den Agrémenten an och bei der Surveillance vum Secteur. De Minister schléisst dann och mat deem Secteur eng oder méi Konventiounen of. No dräi Joer vum Datum vun dësem Gesetz u soll eng Evaluatioun gemaach ginn, fir ze kucken, ob dann déi Uwendung och an der Praxis funktionéiert an ob et eventuell néideg Upassunge muss ginn.

Dee Projet de loi hei hat eng länger Konsultatiouns- a Preparatiounsphas. Et ass en Text, dee sech un dat franséischt Gesetz uleent. Den Dépôt ass den 1. Juli 2015 vum Aarbechtsminister a vum Minister fir d'Économie sociale et solidaire gemaach ginn. Et goufen Amendements gouvernementaux am November 2015 gemaach. Eis Kommissioun, déi huet sech a sechs Sitzunge mat dësem Text befaasst, huet och dunn Amendemente gemaach am September vun dësem Joer.

Den Avis vum Statsrot hat sechs Oppositionformellen, well den Text net prezis genuch war, well et do och eng Source vun Insécurité juridique gi wär. An déi konnten alleguerte behuewe ginn.

Ausserdeem sollt een d'Politique de rémunération méi definéieren, wat de Statsrot a sengem Avis gesot huet. An en hat och Bedenken iwwert de maximale Salaire vu 5-mol de soziale Mindestloun. Mir hunn do en Amendement gemaach, wou mer dat op 6-mol de soziale Mindestloun gehuewen hunn, well mer gemengt hunn a well mer och dovun iwwerzeegt sinn, datt dat, 5-mol de soziale Mindestloun, kéint héich qualifizéiert Leit ofschrecken. A mir hunn eis dunn un de Salairen aus der Fonction publique, vun der Carrière supérieure, orientéiert.

D'Defiskalisatioun ass just fir SISen, déi 100% Parts d'impact hunn. De Conseil d'État hat Bedenken, well grad de Capital mixte jo kéint erméiglechen, datt d'SISe méi néidegt Kapital fir hir Aktivitéiten do kéinte kréien. D'Kommissioun ass awer bei hirem urspréngleche Text bliwwen, wat eiser Meenung no och méi eng staark ideologesch Approche vun dësem Text mat sech bréngt.

Aner Avise goufen et vun der ULESS, der Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire, déi de Projet begréisst, an d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers grad wéi de Conseil de la concurrence waren u sech och positiv, mä hu sech awer Suerge gemaach, wat déi fair Konkurrenzsituatioun ugeet. Mä och do ass et kloer, datt esou eng SIS muss e Benefiss maachen, muss och funktionéieren, muss och kënnen déi Sue froen, déi se brauch, och fir sech selwer, fir kënnen ze funktionéieren. Also si mer der Meenung, datt och fir déi Konkurrenzsituatioun hei gesuergt ass. An et ass och fir eng fair Konkurrenzsituatioun gesuergt.

D'Chambre des Salariés grad wéi d'Chambre de Commerce bemierken, datt d'Asble mussen hei de Statut wiesselen, fir kënnen dee Statut vun der SIS ze kréien. Si hunn eng Suerg: datt dat muss begleet ginn. Déi Suerg, déi muss een dann och deelen.

Fir d'LSAP ass dat heiten e ganz wichtege Projet, e Beräich, deen eis ganz staark um Häerz läit. Vill Theme sinn hei ofgedeckt, déi u sech an eiser DNA stinn: sozial an nohalteg Zilsetzung, Erhale vun der Ëmwelt, Solidaritéit, Ënnerstëtzung an Hilfe zur Selbsthilfe fir déi méi Schwaach, déi méi Schwaach, déi sech ëmmer méi ausgegrenzt fillen an eiser Gesellschaft; woubäi hei awer mat Sécherheet e Gesetz ass, dat an déi Richtung geet, fir méi Zesummenhalt an der Gesellschaft ze férderen.

Et wär mat Sécherheet e Projet, deen dem John Castegnaro gutt gefall hätt, deen an dësem Beräich grouss Meritter huet an hei sécherlech och Pionéieraarbecht geleescht huet.

Ech wéilt e grousse Merci soen un alleguerten déi Leit, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, déi aus dësem Projet menger Meenung no e ganz gudde Projet gemaach hunn. An ech wéilt och deene villen engagéierte Leit um Terrain Merci soe fir hiren Asaz fir eng besser a méi gerecht Gesellschaft.

An domadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut de Mëtten e Gesetzesprojet iwwert den drëtte Wirtschaftszweig, e Gesetzesprojet, wou sech, jo, dat chrëschtlecht Mënschebild, fir dat d'CSV steet, ouni Zweifel erëmfënnt, e Gesetzesprojet, fir dat schonn an der viregter Regierung eigentlech d'Weichestellunge geluecht goufen: Zum engen hat d'CSV/LSAP-Regierung bei hirer Regierungsbildung 2009 den Här Romain Schneider zum delegéierte Minister fir dësen drëtte Wirtschaftszweig genannt. An de fréieren CSV-Justizminister François Biltgen huet 2010 déi grouss Zich vun dăr, wéi hie se genannt huet, „société à vocation sociale" presentéiert.

Dat wëllt awer net heeschen - an ech wëll hei och net falsch verstane ginn -, dass d'Sozial- an d'Solidarwirtschaft eng Erfindung vun dësen zwou Parteie wier. Neen, et ass vill méi e gesellschaftleche Fait, dee sech iwwer, jo, déi lescht Joren, Jorzéngten, Jorhonnerten entwéckelt huet. An ech si mer sécher, dass dësen drëtte Wirtschaftspilier sech och an Zukunft wäert weiderentwéckelen a Solutioune wäert am Intérêt vum Bierger proposéieren.

D'CSV steet nach ëmmer zu hirem Engagement vun deemools, fir dësem wichtege Secteur e méi séchere legale Kader ze offréieren. Dëse Secteur huet näämlech net onwiesentlech dozou bäigedroen, dass zum Beispill och den Taux d'emploi vun de Fraen an d'Luucht gaangen ass. Dëse Wirtschaftspilier ass och mat verantwortlech, dass de Chômagetaux sech net weider substanziell no uewen entwéckelt.

Laang Zäit goufen d'Sozial- an d'Solidarwirtschaft als zwee Deelberäicher vun engem Ganzen duergestallt. D'Sozialwirtschaft wier u sech do, fir déi Leit, déi aus welche Grënn och ëmmer méi wäit vum normalen Aarbechtsmaart ewech sinn, nees an Aarbecht ze bréngen. Dat heescht, de Core Business ganz einfach vun de Beschäftegungsinitiativen, déi an den 90er Joren, mä och scho virdru, gegrënnt goufen. An an der Solidarwirtschaft géif et drëm goen, jo, der Gesellschaft Gidder an Déngschtleeschtungen zoukommen ze loossen, déi vun de klassesche Wirtschaftsakteuren als net oder wéineg rentabel empfonnt ginn.

Mir wëssen awer, dass ganz vill Entreprisen aus deem Secteur béid Deelberäicher bei sech vereenegen. E Beispill eben: D'Beschäftigungsinitiative versichen, Demandeurs d'emploi nees fit ze maache fir den Aarbechtsmaart. A si versichen awer och, de Leit eng ganz Rei allgemeng Déngschtleeschtungen zoukommen ze loossen, déi hinne vun ordinären ekonomeschen Akteure verwiert bleiwen oder zum groussen Deel verwiert bleiwen.

Här Preisdent, bis dato, an de Rapporteur huet et gesot, hunn d'Entreprisen aus der Sozial- a Solidarwirtschaft sech ënnert der Form vun enger Asbl gegrënnt. Dat wëllt ganz einfach awer net heeschen, dass hiert Uleies doranner bestanen hätt, den Undeelseegener e maximale Profitt ze verdeelen, bien au contraire, et goung ganz einfach ëm déi Aufgabe primordial, déi ech virdru schonn opgezielt hunn.

Duerch hir Aktivitéiten hu si leider awer um Bord, an dat ass eben haut nach esou, um Bord vun der Legalitéit geschafft. Mir begréissen et duerfir ausdrécklech, dass dës Entreprisen an Zukunft méi Rechtssécherheet kréien.

Här President, ech wëll net méi op all Detailer vum Gesetzesprojet agoen, den Här Rapporteur huet dat jo ganz grëndlech a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach, woufir ech him och hei géif e ganz grousse Merci soen. Ech wëll awer trotzdeem op e puer Aspekter agoen, déi mer schonns zum Deel och an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Éischte Punkt - ech hunn et jo scho gesot -, vill Akteuren aus dësem drëtte Wirtschaftszweig goufen als Asbl gegrënnt. Mat dem Gesetzesprojet, deen hei virläit, ginn dës Asblen eigentlech agelueden, sech opzeléisen an hiert Verméigen un eng nei Gesellschaft, SIS, déi se grënne mussen, ze iwwerdroen.

Mir waren a sinn nach ëmmer der Meenung, dass een den Akteuren hätt kënnen op verschiddene Punkten entgéintkommen, andeems een am Gesetz d'Méiglechkeet virgesinn hätt vun enger direkter Transformatioun an net, wéi et elo ugeduecht ass, dass eng Asbl sech opléist an u sech hiert Verméigen, hir Avoiren dann op eng nei gegrënnten SIS iwwerdréit. Dat hätt mat sech bruecht, dass déi juristesch Persoun riicht virubestanen hätt. De Responsabele vun de betraffenen Asble wier doduerch den Iwwergang op déi nei Gesellschaftsform vereinfacht ginn.

Mir kruten u sech an der Kommissioun ëmmer nees gesot, dat wier net méiglech. Ech stellen awer fest, dass et an der Belsch méiglech ass, dat heescht, och do esou fonctionnéiert! D'Artikelen 688 an esou weider vum Gesellschaftskodex an der Belsch gesinn dëst ausdrécklech vir a verweisen doriwwer eraus op hiert Asbl-Gesetz. Do heescht et:

«L'association peut se transformer en une des formes de sociétés énumérées à l'article 2 des lois sur les sociétés commerciales (…), pour autant qu'il s'agisse d'une société à finalité sociale conformément à l'article 164bis des mêmes lois.

Cette transformation n'entraîne aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous sa nouvelle forme.»

Firwat hu mir et u sech den Akteuren aus der Sozial- a Solidarwirtschaft net méi einfach wëlle maachen? Bon, den Här Minister ka jo vläicht herno hei op der Tribün säi Choix an deem heite Punkt nach eng Kéier presentéieren.

Doriwwer eraus stelle sech och natierlech nach eng Rei steierlech a kontabel Froen am Kontext vum Transfert vum Verméige vun enger besteeënder Asbl op eng zukünfteg SIS. Och hei wiere mer frou, wann den Här Minister eis nach eng Kéier dodriwwer d'Detailer géif erklären.

Zweete Punkt: Fir eventuellen Abuse vum Secteur virzebeugen, goufe jo am Gesetzesprojet eng Partie - et ass virdru schonn ugeschwat ginn - Kontrollmechanismen agefouert: Indicateurs de performance, Contrôle vum Réviseur, Bestëmmungen zu der Besoldungspolitik an esou weider. Mat all deenen Indicateure si mir natierlech als CSV averstanen, dat wëll ech ganz kloer hei soen.

Déi wichtegst Kontrollinstanz ass awer ganz kloer an eisen Aen den Aarbechtsminister. Hien ass do fir d'Iwwerwaachung vun de Gesellschaften aus dësem Secteur an hien décidéiert a leschter Instanz, ob eng Gesellschaft en Agrément kritt oder och, ob déi Gesellschaft deen Agrément an der Zukunft behält.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Fir dem Minister seng Tâche ze erliichteren, soll jo enger neier Kommissioun eng konsultativ Roll zoukommen. Wat d'Zesummesetzung awer vun dëser Kommissioun ubelaangt, sou gëtt et nach e gewëssene Flou heiriwwer. Vläicht kann den Här Minister eis do méi prezis soen, wéi vill Memberen an dës Kommissioun solle kommen a wéi dës Kommissioun sech da wäert zesummesetzen. Well et ass jo esou, dass, soubal dëst Gesetz a Kraaft ass, u sech dann och wäerten déi éischt Dossiere kommen an dann déi Kommissioun muss fonctionnéieren an hir Aarbecht ophuelen.

Drëtte Punkt: Et stelle sech fir eis awer och nach eng Rei, jo, eng Rei Froen a Saache Besteierung. Et ass jo esou, an dat ass och virdru scho gesot ginn, dass d'SISen, déi zu 100% Impaktparten ausginn, dat heescht Parten, déi keen Urecht ginn op eventuell Dividenden, keng Kierperschaftssteier brauchen ze bezuelen. Mir hunn also Handelsgesellschaften, déi, well se eng sozial Finalitéit hunn zu 100% a sech dat och an hirem Kapital erëmspigelt, keng Kierperschaftssteier brauchen ze bezuelen. Dat heescht, obwuel dës Gesellschaft kommerziell Aktivitéiten ausüübt, bezilt de Betrib keng esou eng Steier.

Op där anerer Säit hu mer awer Asblen, déi d'Kritäre vun der SIS net erfëllen, ech huelen zum Beispill Fussballveräiner, Musekgesellschaften a vill anerer, déi awer Kierperschaftssteiere bezuele mussen, wa se da punktuell kommerziell Aktivitéiten ausüben. Eis leien näämlech Fäll vir, wou d'Steierverwaltung esou Asble scho bal néidegt, fir hir Steiererklärungen ze maachen, an anere Wierder, fir hir Kierperschaftssteier an aner Steieren ze bezuelen.

Ech wéilt duerfir de Minister froen, ob d'Regierung sech Gedanke gemaach huet, wéi een och dës wichteg Akteure vun eisem Sozialliewen net am Ree stoe léisst. Vläicht kann och hei den Här Minister e puer Wuert driwwer verléieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Véierte Punkt: Verschidde Beruffschamberen, dat ass scho gesot ginn, begréissen zwar prinzipiell dëse Gesetzesprojet, si fäerten awer, dass d'SISen an Zukunft kéinten direkt a Konkurrenz mat hire Memberen trieden an duerch déi ëffentlech Finanzéierung, déi se jo bekanntlech genéissen, eng deloyal Konkurrenz bedreiwen. Sollt dëst de Fall sinn, da si mer der Meenung, dass dat an der Bestandsopnam, déi jo laut Gesetzesprojet spéitstens no dräi Joer gemaach gëtt, och soll diskutéiert ginn, an dat och am Zesummenhang mat den zukünftege Bestëmmunge betreffend eventuell Ausschreiwungen.

Här President, an enger Gesellschaft, wou déi materiell Wäerter enorm wichteg sinn, mä wou am gläichen Zäitraum d'Ausgrenzung, d'Marginalisatioun, jo, d'Inegalitéiten am grousse Ganzen zouhuelen oder awer zumindest net ofhuelen, ass et un der Politik, e Mouvement ze ënnerstëtzen, dee Léisunge bréngt fir eng méi gerecht, inklusiv Gesellschaft am Sënn vu méi sozialer Kohäsioun.

Ech ginn duerfir heimadder ganz gären den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass am Fong geholl ganz schéin - den Här Kaes hat op den „C" a senger Partei higewisen -, et ass am Fong geholl ganz schéin, datt mer dëse Projet och dëst Joer stëmmen, an engem Joer, wou déi kathoulesch Sozialléier 125 Joer feiert,...

(Exclamations)

...eng Léier, déi natierlech déi Sozialekonomie an de Mëttelpunkt stellt. Mä loosse mer dat awer net vergiessen, si stellt och de liberale Gedanken an de Mëttelpunkt, näämlech d'Eegeninitiativ, d'Eegeninitiativ an och d'Propriétéit vun deem Eenzelnen, déi wichteg ass, fir datt den eenzelne Mënsch sech entwéckele kann, eng Propriétéit, déi ëmmer och zur Verantwortung unhält an u si appeléiert.

Dat gesot, wollt ech Iech elo schonn am Viraus soen, datt ech net ze laang wäert schwätzen. Déi sozial a solidaresch Wirtschaft ass zurzäit aus administrativer Siicht zum groussen Deel, wéi et och virdru schonn ugeklongen ass, d'Affär vun de Vereenegungen ouni Gewënnzweck. Dee ganze soziale Secteur ass effektiv duerchwuess vun Asblen, sief et am karitative Beräich, am Beräich vun de Crèchen, de Maison-relaisen oder eben och bei den Aarbechtsinitiativen.

Gleeft een offiziellen Zuelen, an déi sinn och am Rapport vum Här Engel nozeliesen, sou hunn dann dräi Véierels vun de soziale Betriber hei zu Land de Statut vun enger Asbl. Gleeft een dann och nach gären dem Statec, sou gëtt et zurzäit eppes méi wéi 1.000 Betriber am soziale Secteur. An hinne wiere mëttlerweil da bal 28.000 Salariéë beschäftegt.

Ech wëll drun erënneren, datt mir als Demokratesch Partei et ni gär gesinn hunn, datt dee Secteur, besonnesch dee vun den Aarbechtsinitiativen, déi jo och Wueren a Servicer produzéieren, vu Vereenegungen ouni Gewënnzweck verwalt gëtt. Mir waren éischter der Meenung, et sollt ee se op eng ganz aner juristesch Basis stellen oder et sollt een och esou eng Basis sichen, déi eben dann och, wéi et am Rapport steet, fir méi Sécherheet suergt, an domat enger Struktur, déi dach awer méi enger Firma gläicht wéi engem Veräin, méi Solidditéit soll ginn, sprécht se op manner wackleg Féiss soll stellen.

D'Beschäftigungsinitiative verfüge jo iwwer ëffentlech Gelder, a si schaffe mat ville Leit, déi se och am éischten Aarbechtsmaart astellen, zemools wann een eben un dat Personal denkt, dat d'Demandeurs d'emploi encadréiert a forméiere soll. Dës Sue vun enger Asbl verwalten ze loossen, war an ass sécherlech net, dat wësse mer alleguer heibannen, déi ideal Léisung.

Et handelt sech jo eigentlech ëm regelrecht Betriber, déi och dofir misste wéi eng richteg Entreprise opgestallt sinn, denke mer u Begréffer wéi d'Analayse comptable oder u Froe ronderëm d'Kapitalisatioun. Dat ännert dann elo mat dësem Gesetzesprojet, deen d'SIS aféiere wäert, eng nei Form vun Handelsgesellschaft, déi sech awer doduerjer ënnerscheet, datt si soziale Kritären ënnerläit an hiert Kapital och dann deementspriechend zesummegestallt ass.

Eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, datt d'Situatioun vun de soziale Betriber verbessert gëtt, sprécht juristesch besser wéi bis ewell encadréiert gëtt. Zu Recht huet den Direkter vun der Handwierkerkummer Tom Wirion drop higewisen, dat an engem Sträitgespréich, wat en hei mat dem Här Engel hat, datt dës Asblen an engem zimlech floue juristesche Kontext schaffen an datt et eng Noutwendegkeet gëtt, an dësem Zesummenhang ze handelen.

Do, wou d'Handwierkerkummer sech awer skeptesch gewisen huet, dat ass virun allem, datt d'SISe vu Steiere befreit ginn, wann hiert Kapital zu 100% aus Parts d'impact besteet. Do fäert d'Handwierkerkummer äänlech wéi de Konkurrenzrot, dee sech zimlech skeptesch weist, datt et zu Verzerrungen am konkurrenzielle Spill kéint kommen.

Den Direkter vun der Chambre des Métiers betount, datt etlech sozial Betriber déiselwecht Déngschtleeschtungen a Produkter ubidden, déi och artisanal Firmen zum Beispill offréieren. Doduerjer géif et e grousse Risiko, jo, e seriöse Risiko vu Konkurrenzverzerrung ginn. Den Direkter vun der Handwierkerkummer ass der Meenung gewiescht, datt een am Agrément déi Aktivitéiten aschreiwe muss, déi d'SISen ausübe wëllen, an datt dës Aktivitéiten net an der traditioneller Wirtschaft ausgeübt ginn. Et freet ee sech natierlech, a wat fir engem Mooss d'Chambre des Métiers an hiren Direkter hei recht hunn.

Et gëtt jo awer mëttlerweil och Betriber, déi mat den Iniativen zesummeschaffen, gutt zesummeschaffen, a vun hinnen Aarbechte maache loossen, déi si net selwer kënnen oder wëlle maachen. Ech denken do un Initiative wéi zum Beispill de Forum pour l'emploi, dee mat Betriber zesummeschafft an Aarbechten duerchféiert, op déi net onbedéngt all Betrib spréngt, zum Beispill wann en Haus muss gebotzt, sanéiert, geraumt ginn an am Fong geholl an deem Kontext wichteg Viraarbechte musse geleescht sinn, ier een anere Betrib, deen aneschters opgestallt ass, da mat den Aarbechten, de Sanéierungs- oder Renovatiounsaarbechte ka weiderfueren.

Mir denken och, datt deen Agrément ëmmer soll gebonne sinn un Aktivéiten, déi complémentaire si par rapport zu deenen, déi vun traditionelle Betriber ofgedeckt ginn. Mir erspueren eis dann nei Diskussiounen iwwert d'Konkurrenz tëscht der Solidarwirtschaft, der solidarescher Wirtschaft an de klassesche Betriber. Nëmmen esou kann een effektiv vermeiden, datt aner Betriber, déi sech beméien, fir Leit aus de Beschäftegungsinitiativen eriwwerzehuelen, fir se da bei sech ze engagéieren, dat heescht am éischten Aarbechtsmaart, datt dës Betriber konkurrenzéiert ginn.

Wichteg ass, datt den Agrément gebonnen ass un d'Erfëllung vu sozialen Ziler an datt de Minister an deem Sënn d'SIS iwwerwaacht. Vill méi wichteg ass awer, datt déi Asblen, déi hei a Fro kommen, fir an eng nei Gesellschaftsform eriwwerzeswitchen, wann een dat esou soe kann, datt dës Strukturen e méi séchere juristesche Statut wéi d'Asbl kréien an datt se virun allem iwwert dëse Wee eng méi grouss Akzeptanz a Visibilitéit an der Gesellschaft kréien.

Den Här Minister kann eis jo an dësem Kontext nach eng Rei Prezisioune ginn - den Aly Kaes war virdrun drop agaangen -, vläicht och unhand vun e puer konkrete Beispiller, a kann eis eventuell och dann nach soen, wéi de Passage vun der Asbl zu der SIS organiséiert ka ginn.

Ofschléissend wëll ech dann dem Kolleeg Georges Engel, dem Rapporteur, félicitéiere fir säin detailléierte Bericht an dann och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bauler. An den Här Anzia ass scho prett.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Fir mech ass et eng grouss Freed, fir haut fir déi gréng duerfen dëse Projet de loi „Siss", SIS oder Société d'impact sociétal hei virzestellen. E grousse Merci un de Rapporteur! Dat huet ausser an der Kommissioun Spaass ze maachen, och Spaass gemaach, fir dem Rapport nozelauschteren. E Merci och un de Minister Nicolas Schmit, deen den Dépôt vun dësem innovative Projet de loi gemaach huet 2015. An ech huelen e bësse méi wäit aus, ier ech awer an d'Diskussioun vum Projet de loi kommen.

Et ass e wichtege Projet de loi an den Ae vun deene Gréngen, wichteg fir e Secteur, deen eis um Häerz läit, fir de soziale Secteur, sief et elo an der Betreiung vu Jonk an Al, an der Aus- oder Weiderbildung vu Jonken a Leit am Chômage, sief et awer och an der Betreiung, an der Schafung vun Aarbechtsplaze fir Leit mat engem Handicap, wéi ëmmer deen och geaartet ass.

Eiser Meenung no ass et en innovative Projet. Deen ass jo och vu laanger Hand virbereet an ass zesumme mat Leit aus dem Secteur, mat der ULESS ausgeschafft ginn, an dat scho säit 2013. D'ULESS ass d'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire. Op déi ginn ech nach eng Kéier e bësse méi spéit an.

Et war och, an dat ass e bësse bemierkenswäert, eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Présidence, déi se hat eben u sech am zweete Semester 2015, dass se u sech dat do Thema op den Ordre du jour geholl huet an dat zu hirem Thema och gemaach huet, an zwar d'Économie sociale et solidaire, wat ënnert der Présidence vu Lëtzebuerg ebe geschitt ass.

Et si ganz vill Konferenzen dat Joer gehale ginn, an um Enn vum Joer war eng ganz grouss, wou iwwer 500 Leit zu dësem Thema diskutéiert hunn a sech informéiert hunn, ënnert dem Motto „Booster les entreprises sociales en Europe". An d'Konklusioun duerno am Conseil vun den 28 EU-Länner war déi, dass eng Promotioun géif virgeholl ginn um Niveau vun der ganzer EU zu der Économie sociale et solidaire.

Brauch Lëtzebuerg elo wierklech eng speziell Gesetzgebung fir esou Sociétéiten, fir d'SIS? Jo, mir sinn der Meenung, dass dat wichteg ass. An zwar d'Économie sociale et solidaire, et ass virdru scho gesot gi vum Rapporteur, stellt zwësche 7% an 8% vum Emploi duer. Dat sinn awer 25.000 Leit, déi an 1.000 Entreprisë beschäftegt sinn. Een Drëttel vun dësen Entreprisen, déi awer ëmmerhin dräi Véierel vun de Leit beschäftegen, déi schaffen am Santés- an am soziale Beräich. A vun deene Leit, déi do schaffen, dat sinn der nach knapp 18.000, do si 70% Fraen.

Et sinn also, wéi gesot, méi wéi 1.000 Entreprisen, an déi si ganz ënnerschiddlech opgestallt, wat d'Gesellschaftsstrukturen ugeet, an dovu sinn et der knapp 700, déi de Statut oder d'Gesellschaftsform vun der Asbl hunn. Do ass et ganz sécherlech noutwendeg, dass aner Gesellschaftsstrukturen elo hei opgestallt ginn, fir u sech deenen hir Aarbecht och ze begleeden. A vu dass eben esou vill Leit hei engagéiert sinn, esou vill Entreprisë concernéiert sinn, si mer der Meenung, dass schonn eng speziell Gesetzgebung noutwendeg ass an noutwendeg war.

Déi Donnéeën, déi ech elo grad genannt hunn, déi kommen aus dem Bericht vum Statec. Deen ass jo eréischt am Abrëll 2014 publizéiert ginn an dee berifft sech op Zuelen, déi lescht Meldungen, déi do waren, ebe vun 2011. Wa mer wëssen, dass dee Secteur en pleine expansion ass, da muss ee wëssen, dass déi Zuelen zwëschenzäitlech bestëmmt schonn u Bedeitung zougeholl hunn.

Ass Lëtzebuerg dann elo prett fir dës Form vu Gesellschaften, d'SISen? Ass den Terrain och uerdentlech preparéiert? Och do sinn ech der Meenung, an déi gréng sinn der Meenung: Jo, dat ass de Fall. An dat erkennt een un dräi Punkten, doru maache mer et fest:

Éischtens emol, ech hat et scho gesot, de Projet de loi ass ausgeschafft ginn zesumme mat deene Leit aus dem Secteur, mat der ULESS. A wann ech do hire Rapport vun 2015 kucken, da sinn awer net manner wéi 31 Organisatiounen elo an deem Daachverband vertrueden. Dat geet vun A - Amiperas - bis Y - Yolande Coop -, ouni déi aner dozwëscht ze nennen. An d'Dier vun hinnen ass grouss op, fir all aner Leit aus dem soziale Secteur oder Entreprisen aus dem soziale Secteur do mat eranzehuelen. E ganz interessante Rapport!

Zweete Punkt, un deem ech et festmaachen, an dat ass och, wat den innovativen Deel vun dësem Projet de loi ausmécht, dat ass d'Kreatioun vun engem Incubateur pour entreprises oder entrepreneurs sociaux. Dat ass am Juli dëst Joer gemaach ginn. Deen huet den Numm 6zero1, SIS 01, dat bedeit, si wëllen och déi éischt Société d'impact sociétal ginn, soubal dëse Projet de loi, hoffen ech, herno mat grousser Zoustëmmung hei an dësem Plenum votéiert gëtt. Déi sinn zu Déifferdeng - wie wonnert et? -, am 1535°, wou ganz kreativ Käpp matgesteiert hunn, fir dass dat als Gemengeprojet ebe konnt realiséiert ginn.

An d'Zilsetzung, déi u sech de 6zero1 huet, dat hunn ech mer ugekuckt, majo, dat ass op verschiddene Vektoren. Éischtens emol eng Kéier, do op där Plaz probéiere se, fir mat engem modeste Loyer vu 500 Euro de Mount den neien Entreprisen, Start-up-Firmen, an dësem Beräich eng Base ze ginn, eng Base d'attaque, wou se kënne Bürosraimlechkeeten, gemeinsam Infrastrukture kréien, wou se u sech kënnen ufänken, hire Projet d'entreprise ze entwéckelen.

An niewendru ginn déi Projeten awer och begleet, well dat muss esou sinn, an zwar op verschiddene Punkten. Éischtens emol: Hei steet dann den Network, dat ass een Deel, dat heescht, iwwer Konferenzen, Formatioune gëtt en Débat gemaach ënnert deene verschiddenen Akteuren. Assistance, ganz wichteg, an zwar eng personaliséiert Assistance fir déi Entreprisen, déi sech wëllen an dësem Beräich etabléieren. Eng Formation, ganz kloer, an zwar fir dass se e Projet d'entreprise opstellen, fir dass se d'Gestioun vun hirem Projet gemaach kréien, dass se Ableck kréien an: Wéi maachen ech eng effikass Kommunikatioun a wat sinn déi finanziell Voleten, wann ech u sech eng Entreprise opstellen?

Dann ass natierlech d'Finance: Wéi kann ech esou eng Entreprise eben da mat finanzielle Mëttelen ausstafféieren? A wéi schonn ugedeit, de Conseil, de Suivi personalisé mat engem Mentorat, mat engem Parrainage, fir dass déi Entreprisen, wa se sech dann do opstellen, eben och begleet ginn an eben och zu engem Succès kommen.

Den Appel à candidatures, dee leeft am Moment. An dat Ganzt, dat soll starten ab dem 1. Januar 2017 an iwwer 12 Méint goen, soudass déi Entreprisen eben och e ganzt Joer laang begleet ginn.

Drëtte Punkt, woufir ech soen, dass dat hei gutt virbereet ass, dat ass de Volet social. An zwar, esou wéi déi gréng et gesinn, ass eben de Volet social och e Synonym fir Liewensqualitéit. A Liewensqualitéit, och dat ass e Volet vun der Rifkin-Etüd, soll jo erhale respektiv verbessert ginn, an dat op Vue vun engem méi wäiten Horizont: 2050.

An ech mengen, dass dëse Projet de loi an déi Iddi vun dem „6zero1" u sech och an déi dote Richtung geet, fir ze soen, mir ginn deem Volet social eng aner Base. An ech mengen duerfir, dass dës Initiativen dozou bäidroen, dass Lëtzebuerg sech nohalteg a sozial an och d'sozial Wirtschaften entspriechend opstellt an dass dat zu Lëtzebuerg implementéiert wäert ginn als ee Wirtschaftszweig.

Sou, wat fir Froen ergi sech awer elo a Bezuch zu dësem Projet de loi? Bon, ech dinn dann do eng Kap op, an zwar dinn ech d'Kap op vun engem Administrateur, deen am Conseil d'administration vun esou enger Asbl ass, an enger sozialer Asbl. Et ass déi vun der „Op der Schock", an do sinn ech als Bénévole aktiv. A wéi ech du gëschter dat virbereet hunn, op eemol hunn ech geduecht: „Elo musse mer eng Kéier kucken, wat s de an denger Déclaration d'intérêts financiers des députés stoen has." An do ergi sech zwou Ännerungen an duerfir géif ech dann elo den Dépôt maachen hei bei eisem President vu mengen ofgeännerten Deklaratiounen.

(M. Gérard Anzia dépose une documentation.)

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Et sinn zwou Ännerungen do: De Méindeg hunn ech eng Asbl zougemaach als President an ech sinn dotëscht nach Member „Op der Schock" an der Kooperativ mat enger Part vun 1.000 ginn. An dat wollt ech eben och dann hei ad acta ginn. Ech sinn also an dësem Projet de loi iergendwéi concernéiert, involvéiert, ouni dass ech awer natierlech elo eng SIS wier. Dat geet jo net, vu dass de Projet de loi elo eréischt kënnt. Ech wollt dat awer nach eng Kéier hei preziséieren.

Wéi gesinn ech dann elo als Member vum Conseil d'administration dëse Projet de loi? Vill Detailer huet de Rapporteur schonns genannt. Op déi ginn ech natierlech elo hei net méi an. Ech begréissen awer verschidde Punkten: Éischtens, d'Benefissen, déi musse reinvestéiert ginn. Och dat maache mir zu honnert Prozent an dat ënnerstëtze mir mat zwou Hänn.

Zweetens, et sinn dräi Gesellschaftsmodellen, déi hei méiglech sinn: SA, Sàrl oder eng Société coopérative. A vu dass am Moment jo 70% vun awer deene Strukturen ënner Form vun enger Asbl opgestallt sinn, mengen ech, ass dat eng gutt Saach, fir sech eng aner Gesellschaftsform ze ginn. Mir selwer, fir aus dem Nähkästchen ze schwätzen, hunn zwou Gesellschaften, eng Asbl an eng Kooperativ, fir déi verschidde Servicer am Behënnerteberäich - Betreiung, Wunnen, Formatioun an Atelier protégé - ofzedecken. An dat geet anere Leit aus dem Secteur äänlech. Do ass also nach e Volet ze maachen.

Déi éischt Fro duerfir un den Här Minister: Wat geschitt elo, wann ech mer dee Fall virstellen, dass u sech d'Gesellschaften, déi ënnert dem Statut vun Asbl oder Kooperativ opgestallt sinn an déi da Konventiounen hunn, sief et mam Ministère de la Famille oder mam Ministère du Travail, wat geschitt da mat deenen entspriechende Konventiounen?

Drëtte Punkt, deen ech wollt eraushuelen: D'Fuerderung, déi drasteet am Gesetz vun engem Contrôle vun engem Réviseur d'entreprises agréé. Dat ass fir mech oder fir eis ganz normal, Contrôle ass de Garant vu Qualitéit an eng Selbstverständlechkeet. An eng SIS ass och eng Entreprise, déi finanztechnesch exemplaresch muss opgestallt sinn. Déi duerf net an deem Beräich dee Volet do vernoléissegen. Duerfir, mengen ech, ass et ganz normal an och richteg, dass e Réviseur d'entreprises agréé hei muss an den Asaz kommen.

Véiert Saach: D'Schafung vun enger Commission consultative fir d'SIS. Bon, et ass eng Consultatioun fir de Minister. Elo kënnt meng zweet Fro: Wie mécht d'Consultatioun vun deenen zirka 1.000 Entreprisë respektiv deene 70% Asblen, déi eventuell bereet wieren, fir eriwwerzewiesselen op eng SIS? Ech schloen duerfir vir, an der Iwwerleeung vun dem 6zero1, eng nei Entitéit: „6 Mille", op Lëtzebuergesch „sechsdausend". Wou kommen ech dodrun? SIS 1000, eng SIS-Begleedungs-, -Berodungsstruktur fir déi 1.000 Entreprisë vum Secteur.

Mir kommen op de fënnefte Punkt aus dësem Projet de loi. Dat ass den Artikel 14, dee wollt ech eng Kéier kuerz eraussträichen. Dat ass déi ganz Fiskalitéit vun den SISen. Och déi Ännerungen oder déi Virschléi, déi do sinn, déi Änneruge vun deene Gesetzgebunge kënne mer als Leit aus dem Secteur natierlech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dat hu jo och scho Leit virdrun hei ausgefouert. Si hunn natierlech Nuancë gemaach, wéi se zu dem Unhuele vun den Done stinn, zu der Akommessteier, Gewerbesteier an der Verméigenssteier.

Elo kënnt meng drëtt Fro: Wat geschitt awer elo mat Entitéiten aus dem Secteur, déi den Agrément hu vun der Utilité publique? Wat geschitt mat deem Statut, wa se eriwwerwiesselen op deen neie System vun den SISen?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zum Schluss vu mengen Ausféierungen. déi gréng, déi sinn der Iwwerzeegung, dass d'Économie sociale et solidaire e Modell ass, deen de Volet Ëmwelt, méi sozial Gerechtegkeet an och méi Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg an Zukunft ka mat garantéieren. Duerfir ginn ech ganz gären am Numm vun der grénger Fraktioun eis voll Zoustëmmung zu dësem Projet de loi an ech soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass ëmmer schwéier, ze schwätzen an esou engem Konsensthema, wann een net d'accord ass. Ech maachen et trotzdeem. De Georges Engel seet eis, dat éischt Zil wier, ze soen: „De Benefiss ass net alles." An ech ginn em recht. Den Här Anzia freet sech drop, datt seng „Firma", déi en hei deklaréiert huet, dann deemnächst keng Steiere méi muss bezuelen. Ech verstinn dat!

Ech maache mer awer Suergen. Ech denken, datt déi 25.000 Leit, déi 2011 an dësem Secteur geschafft hunn an déi, wéi gesot ginn ass, schwéier vermëttelbar waren, et geet jo drëm, datt déi sollen an en éischten Aarbechtsmaart bruecht ginn.

Une voix.- Neen, neen, neen...

M. Roy Reding *(ADR).*- An ech froe mech, ech froe mech, ob mat dësem Projet - waart, ech kommen am Detail dozou -, ob mat dësem Projet net éischter Leit, déi eng normal Aarbechtsplaz hunn am éischten Aarbechtsmaart, nohalteg an en drëtten, subventionéierten, soi-disant „sozialen" Aarbechtsmaart gedrängt ginn.

De Georges Engel huet mat Recht drop higewisen, datt haut Asblen ouni Autorisation de commerce - ech perséinlech si souwisou géint dee Konzept, dat weess een - net kënnen un Ausschreiwungen deelhuelen. An do läit e bëssen d'Kromm an der Heck: E schwätzt vun engem „level playing field" tëscht deene soziale Gesellschaften. Mä wou ass de „level playing field" vun normale Gesellschafte mat deene Gesellschaften, déi haut hei gegrënnt ginn?

Et ass net eng Fro: Fir oder géint eng sozial Wirtschaft? Mir sinn all derfir! Et ass och net eng Fro: Fir oder géint e chrëschtlecht Gesellschaftsbild?, Här Kaes. Mä et geet ëm en „level playing field" an der normaler Ekonomie: Gäertneraarbechten, Schnéi raumen, botzen, raumen - déi Geschichten -, Transport, Bus fueren. Dëse Projet ass fir mech, fir d'ADR, den Inbegréff vun enger „fausse bonne idée"! Entschëllegt, datt ech dat op Franséisch soen, mä e besseren Ausdrock op Lëtzebuergesch fält mer net an.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eng falsch gutt Iddi.

(Interruption)

M. Roy Reding *(ADR).*- Eng fausse bonne idée, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Eng falsch gutt Iddi!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Eng falsch gutt Iddi fir d'ADR.

(Brouhaha)

M. Roy Reding *(ADR).*- ...well anstatt den Impact sociétal ze förderen, gëtt hei virun allem eng Situation illégale vun Asblen, déi ouni Autorisatioun schaffen, regulariséiert, déi bis elo scho schaffen an och an Zukunft wäerte schaffe mat enger Subventioun vum Stat. An am Endeffekt gi Paie bezuelt, déi subventionéiert sinn, well de Stat déi Paien iwwerhëlt. An d'Privatgesellschaften, déi mussen normal Paie bezuelen an déi normal Obligatiounen erfëllen, hu géint déi dote Gesellschafte keng Chance méi.

D'Fro, déi sech stellt, ass net, ob mer sozial schwaache Leit eng Aarbechtsplaz besuergen, mä d'Fro ass, ob mer net Leit, déi haut a Brout an Aarbecht sinn, hir Aarbechtsplaz huelen an an deen doten drëtten Aarbechtsmaart drängen, ob mer net normal Aarbechtsplazen zerstéieren, ob mer net aus normale Salariéë Leit maachen am drëtten Aarbechtsmaart, a subventionéierten, soi-disant „sozialen" Betriber, ausser natierlech deene Kolleegen an deene Komeroden, deene mer bis zu sechsmol de Mindestloun bezuelen als Chef d'équipe oder als aner fürend Positioun an deene sozialen, soi-disant „sozialen" Gesellschaften.

D'Chambre de Commerce huet gesot, si géif sech wonneren, datt dëse Projet laut der Fiche keen Impakt hätt op de Budget. Natierlech huet dëse Projet en Impakt op de Budget, well mir schafen hei eng Aart Gesellschaften, déi keng Gewerbesteier bezuelen, keng Verméigenssteier, keng Steier op hirem Benefiss! Déi Fiche, déi derbäi war beim Projet, déi seet: «Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation (…)?», do soe se: „Non". An dat ass richteg, well effektiv: Neen, déi Gesellschafte kréien d'Liewe jo net einfach gemaach! Déi mussen en Agrément froen. Déi brauchen e Réviseur d'entreprises. Här Anzia, wësst Der, wat dat kascht, e Réviseur d'entreprises?!

Et ginn „indicateurs" agefouert, déi absolutt net definéiert sinn. A wann déi net agehale ginn, ma da ginn déi Gesellschaften..., si kréien net emol eng Chance, sech ëmzewandelen, si gi liquidéiert op Unuerdnung vum Procureur! Et ass alles aneres wéi eng Simplification administrative, et ass fir mech d'Ausgebuert vun engem total bürokratesch denkende Mënsch!

(Interruption par M. Georges Engel)

Besonnesch déi Liquidatioun...

Jo, ech weess, Här Engel, an Ären Ae versti mir alleguerte guer näischt an Dir verstitt alles.

D'Liquidatioun duerch de Procureur, wann eng Kéier den Agrément entzu gëtt, fannen ech ganz schlëmm. Well wou ass dann do Ärt soziaalt Gewëssen? Wou ass dann do Ärt chrëschtlecht Mënschebild, wann déi Leit dann, déi do schaffen, hir Aarbechtsplaz verléieren, well déi Gesellschaft liquidéiert gëtt, anstatt datt se zumindest d'Chance krit, sech ëmzewandelen?

Wou ass d'Egalitéit tëschent de Bierger, wann d'Parts de rendement... Soubal wéi eng eenzeg Part de rendement do ass, dat heescht eng Gesellschaft, déi och nëmmen eng kleng Anschubfinanzéierung bräicht vum private Maart, da fale sämtlech steierlech Virdeeler ewech, da muss déi Gesellschaft Steiere bezuelen. Dat ass net normal!

De Conseil de la concurrence seet net nëmmen, datt dat heite keng «réponse optimale» wär, also keng optimal Äntwert op de Problem vun den Asblen, déi als Haaptsaach eng Activité économique verfolgen, wat jo schonn eng Anormalitéit als solch ass, mä e seet: „Et hëlleft net nëmmen net dem Développement de l'économie sociale, mä et ass eng Mesure «où on introduit une distorsion de la concurrence en faveur et contre les intérêts des entreprises traditionnelles»." (veuillez lire: «où il [le projet de loi] introduit une distorsion de concurrence en faveur des entreprises sociales et au détriment des entreprises traditionnelles».") Et ass genau dat, wat hei geschitt.

Et ass keng gutt Iddi. Et ass net en faveur vun de Salariéen. Et ass net en faveur vun engem chrëschtleche Gesellschaftsbild. Et ass d'Institutionaliséierung vun enger Concurrence déloyale géint d'Entreprisen, déi d'TVA bezuelen.

Ech rappeléieren, datt mer deemnächst hei e Gesetz wäerte stëmmen, datt all Gérant an all Administrateur d'office responsabel ass fir d'TVA, déi en encaisséiert. Et ass en faveur vun Entreprisen, déi keng normal Paie bezuelen, mä subventionéiert Paien, déi keng Steiere musse bezuelen, weder Gewerbesteier nach Verméigenssteier nach Steier op de Benefiss, déi also eng total illicite Concurrence déloyale kënne maachen, an dat souguer beim Marché public. An dat géint d'Gesellschaften, déi sech mussen un d'Regelen halen! Dat heescht, dérisoire Präisser géint déi Präisser, déi einfach duerch de Marché diktéiert ginn.

Et gëtt eng Konkurrenz tëschent staatleche Betriber mat Komeroden un der Spëtzt, déi sechsmol de Mindestloun kréien, géint Privatentreprisen, wou mer aféieren, datt de Gérant oder den Administrateur d'office responsabel ass fir all Faute de gestion oder zumindest eng schlëmm Faute de gestion an do ka vum Procureur poursuivéiert ginn. Et ass eng Zukunft vun enger Statsekonomie, wou d'Entrepreneure Fonctionnairë ginn, anstatt d'Förderung vu Privatinitiativ. A wann Der se schonn net fërdert, da loosst se wéinstens gewäerden!

Ech soen lech Merci an ech soen, d'ADR stëmmt selbstverständlech géint dëse Projet. Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Radikalliberal!

Une autre voix.- Jo!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, mäi Virriedner huet elo eng ganz Rëtsch Saache gesot, déi, mengen ech, esou net richteg sinn. Ech probéieren, se a menger Interventioun anescht duerzeleeën.

Ënnert dem Begréff „économie sociale et solidaire" versteet een ënnerschiddlech Forme vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, déi sech e positive gesellschaftlechen a sozialen Impakt als Zil gesat hunn. Och wann et ënnerschiddlech gedanklech Urspréng an inhaltlech Konzeptioune vun deem Begréff gëtt - wéi den Här Kaes gesot huet, „Sozialwirtschaft ass net datselwecht wéi Solidarwirtschaft" -, esou hunn all déi Betriber an Organisatiounen, déi e benotzen, awer eng grouss Gemeinsamkeet, näämlech déi ekonomesch Aktivitéiten, déi se bedreiwen, orientéiere sech net um Prinzip vun der Profittmaximéierung. Dat ënnerscheet se vun anere Betriber aus dem fräie Marché.

Si baséieren op reale gesellschaftleche Besoinen, deene weder vun der ëffentlecher Hand entsprach gëtt - dacks muss ee soen, leider net entsprach gëtt - nach vum fräie Maart op senger Sich no der gréisstméiglecher Rendite. Et ass eng gesellschaftlech Demande, där entsprach gëtt.

Ursprong vun deenen Initiative vun der sozialer Solidarwirtschaft ass d'historescht Engagement vun de Bierger an aus der Zivillgesellschaft gewiescht. An den 80er an 90er Joren, wou d'Initiative ronderëm d'Économie sociale et solidaire u Gewiicht gewonnen hunn, goufen Diskussioune gefouert, ob dee Secteur an déi Aart a Weis, wirtschaftlech Aktivitéiten ze organiséieren, eventuell en drëtte Pilier - wéi och den Här Kaes gesot huet - vun eiser Ekonomie kéint sinn, nieft dem ëffentlechen an dem privaten. An ech mengen, datt een haut soe kann: Et ass een!

Och wa vill vun deene Froe bis haut net komplett an net zefriddestellend gekläert sinn, esou sinn awer scho Realitéite geschafe ginn. 25.000 Aarbechtsplazen, esou sinn d'Zuele vun 2011, ginn et entre-temps an dësem „non-profit"-Secteur, dee wesentlech gesellschaftlech Aufgaben iwwerhëlt. An et ass falsch ze soen, dat wiere 25.000 Leit, déi schwéier vermëttelbar sinn. Dat sinn Aktivitéiten, wou et ëm Soins de santé geet, wou et ëm d'Garde geet, ëm d'Këmmeren ëm eeler Leit ënner anerem. An dat sinn net..., dat sinn deelweis héich qualifizéiert Leit. Duerfir ass et jo och wichteg, datt een deene Leit och entspriechend Revenuen oder Rémunératioune gëtt, wéi et an anere Beräicher vun der Privatwirtschaft eben och de Fall ass!

Déi eenzel Betriber an Organisatiounen aus dem Secteur organiséiere sech am Moment jee no Ausriichtung a verschiddene juristesche Formen. Et ginn Associatiounen, Fondatiounen oder Kooperativen, wou reng zueleméisseg - an et ass gesot ginn - d'Asblen déi allermeeschten duerstellen. Mat deem heite Gesetz gëtt fir Entreprisen aus der Économie sociale et solidaire d'Méiglechkeet an och den Ureiz geschafen, eng kommerziell Gesellschaftsform unzehuelen. Duerfir ginn zwee Grënn ugefouert.

Engersäits gëtt mat der Schafung vun der Société d'impact sociétal méi eng grouss Rechtssécherheet par rapport zur bis elo am meeschte benotzter Form vun der Asbl geschafen, dëst besonnesch en vue vun der Autorisation d'établissement. An anerersäits sollen an Zukunft och verstäerkt Betriber aus dem Secteur als SIS kënnen un Ausschreiwunge vu Marché-publicken deelhuelen.

An et muss een awer och do soen, well dat och ee Moment a mengen Ae falsch hei eriwwerkomm ass: Et ass eng Fakultéit fir d'Akteuren aus dem Secteur, déi dote Gesellschaftsform unzehuelen. Et ass net esou, datt, wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, vun engem Dag op deen aneren alleguer d'Associatiounen - alleguer d'Associatiounen! - sech mussen zu enger solcher Form ëmwandelen. Natierlech, wa se wëllen an de Benefiss komme vun deene Méiglechkeeten, déi eng SIS duerstellt, dann ass dat natierlech de Fall. Mä et heescht net, datt se d'office ausgeschloss si vun deem ganze Secteur vun der Économie sociale et solidaire.

Et ass och, mengen ech, richteg, well dat sinn ebe justement Iwwergangsprozesser, déi da wäerten ugoen. Fir de méigleche positiven Impakt vun dësem Text awer och richteg aschätzen ze kënnen, sollt een effektiv parallell dozou d'Direktive kucken, déi am Moment och bei eis an der Chamber an der Prozedur sinn.

Bis elo war et jo esou, datt déi meeschte Betriber aus der Solidar- a Sozialwirtschaft de facto d'Méiglechkeet net haten, un ëffentlechen Ausschreiwungen deelzehuelen, besonnesch duerch hir juristesch Struktur, déi vun den Asblen. Doduerch datt si elo eng kommerziell juristesch Form unhuelen an zesumme mat der Ëmsetzung vun den EU-Direktiven, déi am Moment am Projet de loi 6982 déposéiert sinn an och diskutéiert sinn, soll dat an Zukunft méiglech sinn.

Duerfir ass et, well et esou wichteg ass, fir dëse Secteur och net onbedeitend, wann ee ganz kuerz op dat Gesetz 6982 ageet, wat jo och explizitt ernimmt ass am Exposé des motifs. Et geet, graff resüméiert, dorëms, datt d'ëffentlech Hand ka bei Ausschreiwungen zousätzlech sozial an ekologesch Kritäre festleeën, fir verschidde Marchéen ze verginn. Also Dispositiounen, déi Betriber, déi an deem dote Secteur aktiv sinn, maassgeblech entgéintkomme kënnen.

Et gëtt awer dernieft natierlech och der ëffentlecher Hand d'Méiglechkeet, oder erëm d'Méiglechkeet, wirtschaftlech Orientéierunge virzehuelen duerch Kritären, déi Betriber ganz allgemeng mussen erfëllen, fir e bestëmmte Marché ze kréien.

Mir wäerten an den nächste Wochen oder nächste Méint Zäit kréien, am Detail op dat Gesetz anzegoen. Ech wëll just soen, datt et leider an där Form, wéi et am Moment virläit, eng minimal Ëmsetzung ass, datt d'Direktiv vill méi zougelooss hätt vu Kritären, déi ee sech hätt kënne ginn. Dat ass an eisen Aen amgaange verpasst ze ginn. Nawell gi mat dësem Gesetz, also mam Gesetz iwwert d'Société d'impact sociétal zesumme mat deem an eisen Aen net wäitgoenden 6982, erweidert Méiglechkeete geschafe fir Betriber, déi net reng profittorientéiert sinn. Den Aktiounsradius vun deene gëtt also erweidert.

Här President, als Lénk huet eis am Géigesaz vläicht zu eisem Virriedner éischter interesséiert, wéi dat Gesetz hei mat deene méigleche Gefore fir de Secteur ëmgeet, déi doduerch entstoe kënnen, datt d'Betriber elo formal eng kommerziell Struktur kréien. A mir si frou, datt den Aarbechtsministère wäitreechend Gardefouen agebaut huet, och wann ee sech am Eenzelne sécherlech nach déi eng oder aner Dispositioun hätt kënne virstellen. An dat ass, mengen ech, ganz wichteg an essenziell och, fir d'Zoustëmmung zu deem heite kënnen ze ginn.

Éischtens, eng SIS-Gesellschaft muss aus Part-d'impacte bestoen a se kann aus Part-de-rendemente bestoen, woubäi d'Part-de-rendementen och just maximal bis zu 50% däerfen ausmaachen. De Benefiss aus de Part-d'impacte bleift integral am Betrib a ka just fir d'Weiderentwécklung vun de gesellschaftlechen Aktivitéiten ausgi ginn. De Benefiss aus de Parts de rendement, wann et där da ginn an där SIS, kann och just dann ausbezuelt ginn, wann déi gesellschaftlech Impaktziler noweislech erreecht goufen. Fir dat festzestellen, muss eng SIS nieft dem Rapport vun engem Réviseur d'entreprises och en extrae finanzielle Rapport ofliwweren, deen eng Evaluatioun vun den erreechten Ziler beinhalt. Dat heescht, fir d'SIS-Sociétéit ass en héijen Niveau vun Transparenz verlaangt.

Et ass och net méiglech, nodréiglech Impaktsparten a Part-de-rendementen ëmzewandelen, SIS-Parte kënne just a Part-d'impacte weider ëmgewandelt ginn. An och d'steierlech Virdeeler ginn et just dann, wann 100% vun deem, wat erwirtschaft gëtt, och am Betrib bleift a fir d'Weiderentwécklung vun deem Betrib ausgi gëtt. Dat heescht, wa se net ausgeschott ginn un Aktionären oder Sociétaires.

Eng Fro, déi sech stellt, ass natierlech déi: Wann de Minister effektiv, wat mer prinzipiell begréissen, d'Méiglechkeet huet, den Agrément zréckzezéien, wann eng Fraude geschitt oder wann d'Obligatiounen net seriö agehale ginn, stellt sech nawell d'Fro, wat an deem Fall mat de Salariéë vun där Gesellschaft geschitt, wuel wëssend, datt eventuell d'Kapital vun der Gesellschaft jo iwwergeet oder d'Méiglechkeet besteet, et iwwer ze ginn an eng aner SIS oder an eng Fondatioun oder eng Asbl d'utilité publique.

Här President, nieft allen Opportunitéiten, déi dëst Gesetz schaaft, an och nieft de Beschränkungen, fir Abusen ze verhënneren, déi mer begréissen, bedauere mer, datt d'Propositioun vum Statsrot net zréckbehale gouf, d'Prinzipie vun der Économie sociale et solidaire méi staark un eng demokratesch Gouvernance ze bannen, wéi dat virgeschloe gouf och an der Orientéierung nom franséische Gesetz, well mer denken, datt eng demokratesch Gestioun an eng demokratesch organiséiert Gestioun grad an deem heite Fall, an deem heite Secteur e weidere Wiesenszuch vun der sozialer Solidarwirtschaft ass.

Här President, mat dësem Gesetz betriede mer am gewësse Sënn Neiland. Duerfir fanne mer et och gutt, datt de virleschten Artikel vum Gesetz ausdrécklech eng Evaluatioun an dräi Joer vun den Auswierkunge vum Gesetz virgesäit. Et ass an eisen Ae begréissenswäert, datt et sech heimadder ëm d'Ausweidung vun der net profittorientéierter Wirtschaft handelt, déi, déi schonn ebe bis elo 25.000 Aarbechtsplaze geschafen huet, Aarbechtsplazen, déi nohalteg sinn, Aarbechtsplazen, déi net reng dovunner ofhänken, datt Leit a Mesurë gehale sinn, mä Leit, Aarbechtsplazen, déi eis Gesellschaft wibbeleg halen, déi eis Gesellschaft um Liewen halen an déi virun allem wichteg an noutwendeg fir eis sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, fir d'Éischt wëll ech emol dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. An ech wëll och all de Fraktioune Merci soen, déi sech hei expriméiert hunn an och dee Projet hei ënnerstëtzen.

Wat representéiert déi sougenannten Économie sociale? Hei zu Lëtzebuerg, dat ass gesot ginn. Wat representéiert se an Europa? - Just fir dem Här Reding dat ze soen, well ech mengen, en huet dat nach net matkritt.

14,5 Milliioune Leit an Europa schaffen an der Économie sociale et solidaire, 14,5 Milliounen! Dat si praktesch 7% vun allen Jobs an Europa, déi an der Économie sociale et solidaire sinn. Dovu schwätze mer. An och hei zu Lëtzebuerg sinn et bal 30.000 Leit, iwwer 27.000 Leit, déi an deem Secteur schaffen. An et ass eng Injure ze soen, datt dat lauter Leit wieren, déi net qualifizéiert wieren,...

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ... déi subventionéiert ginn! Dat si Leit, déi eng reell, fir d'Gesellschaft eng extrem wichteg Roll an eisem Land hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech wëll, datt dat hei eemol gesot ginn ass.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An ech begréissen och, datt all d'Fraktiounen dat hei ënnerstrach hunn. An et ass wierklech bëlleg Polemik, hei wëllen e ganze Wirtschaftssecteur, ouni deen ons Wirtschaft an onst soziaalt Liewen net kéinte fonctionnéieren, an den Eck ze setzen an als eppes duerzestelle praktesch wéi Schmarotzer. Dat ass eng Injure fir dee Secteur, dat ass eng Injure och fir déi Leit, déi dodra schaffen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Wivill Leit schaffen dann an den Initiativen? Vu datt mer jo hei vun Initiative schwätzen, Här Reding, dann hätt Der et misse soen! Oder Dir verstitt net genau den Ënnerscheed, wat eng Initiative d'insertion ass a wat eng Économie sociale et solidaire ass, quitte datt d'Initiativen och Deel dovu sinn.

Eh bien, ech soen Iech et: 1.650 Leit, Demandeurs d'emploi - Demandeurs d'emploi - schaffen an den Initiativen. A wann et déi Initiativen net géife ginn, da soen ech Iech, dann hätte mer 1.650 Chômeure méi, dann hätte 1.650 Leit kee Revenu, dann hätte 1.650 Leit eng Situatioun, eng sozial Situatioun, eng familiär Situatioun, déi onméiglech wär. An duerfir...

(Interruption)

...brauche mer och dee Volet, fir Leit, déi vläicht net esou gutt situéiert sinn, wéi ech an Dir selwer, déi eben op déi do Strukturen och mussen zréckgräifen, soss wiere se an engem déiwe Lach. An ech hunn eng Visioun vun der Gesellschaft, déi Dir, Här Reding, jo schéngt net méi ze hunn, déi ass eng Gesellschaft, wou et Solidaritéit gëtt, wou et Gläichheet gëtt, wou kee fale gelooss gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir zerstéiert Aarbechtsplazen! Dir zerstéiert dat!

(Interruptions)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen, mir zerstéieren absolutt keng Aarbechtsplazen! Mir kommen drop zréck.

Duerfir ass effektiv dat heiten eng Formel, déi eigentlech eng Zukunftsformel ass fir d'Wirtschaft. Et ass eigentlech eppes, wou een och gesäit, datt a ganz Europa - a ganz Europa! - vill nogeduecht gëtt: Wéi kënne mer eng Wirtschaft développéieren, déi - contrairement zu Ärer Polemik - net op Subventiounen opgebaut ass? Wéi kënne mer esou eng Wirtschaft développéieren, déi ebe seet, datt et muss opgoen, well soss ass et keng Ekonomie, mä mir hunn net als Finalitéit de Benefiss, de Profitt?

Dat ass fir verschidde Leit natierlech eng Horrorvisioun, mä mir hunn eng Visioun, datt et e sozialen, e gesellschaftlechen, en ekologeschen Impakt huet. An dat ass...

(Interruption par M. Roy Reding)

Neen, ech kommen nach dozou. Ech kommen och nach zu deem Punkt. Berouegt Iech! Dat ass dat eigentlech, wat hei poursuivéiert gëtt. Dat ass dat, wat poursuivéiert gëtt.

An de Succès vun där Wirtschaft ass do! Et gëtt a ville Länner - a ville Länner - souguer normal Entreprisen, déi sech als sozial Entreprisen ugesinn, well se eben anescht fonctionnéiere vläicht wéi eng klassesch Entreprise. Mä dat ass de Choix, dee jiddwereen huet. Kengem Entrepreneur wäert et muer verbuede sinn - kengem Entrepreneur! -, sech eigentlech en anere Fonctionnement vun der Entreprise virzestellen a sech als SIS ze etabléieren, wann en déi Kritäre suivéiert a respektéiert, déi an deem Gesetz hei sinn.

Et ass also absolutt net eppes, wat wirtschaftsfeindlech oder entreprisefeindlech ass. Et ass plutôt eppes, wat clarifiéiert, wat wierklech d'Grenze besser zitt, wat eben dee Flou, deen elo existéiert vun Asblen, déi jo a priori keng kommerziell Aktivitéiten dierften hunn, ewechhélt an net d'Asblen ofschaaft. Neen, d'Asble behalen am associative Liewen eng zentral Roll, mä derniewent gëtt et fir eng Form vu Gesellschaft méiglech, sech ze développéieren, déi sécher heiansdo, oder net ëmmer, mä ganz oft, eng kommerziell Aktitivéit kann hunn, mä déi awer net déi Finalitéiten huet, fir effektiv Benefiss mussen ze maachen.

An duerfir, mir proposéieren hei och eng nei Form vun Entrepreneuriat! Hei ass net eppes, wou just de Minister vun uewen erof décidéiert, wat ze geschéien huet. An op d'Kritäre kommen ech nach zréck. Mir wëllen hei och besonnesch jonke Leit d'Méiglechkeet ginn, ënnert där do Form Entrepreneur ze ginn.

Mir schwätzen haut och am Kader vu Rifkin vill vun neie Modeller a vun neien Aktivitéiten am Environnement, an der Économie circulaire, an der Energiewirtschaft. Ech stelle fest, datt zu Jonglënster et haut eng Kooperativ gëtt, wou d'Leit hiren eegene Stroum maachen. Eh bien, par Definitioun ass dat eng Économie sociale et solidaire. A firwat sollen déi Leit net an enger Forme juridique kënne schaffen?

M. Roy Reding *(ADR).*- ...Steiere bezuelen. Ma wonnerbar, exzellent!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, jo, jo. Wa si sech constituéieren als eng Gesellschaft, da kann ee jo doriwwer diskutéieren, wa se déi Kritäre respektéieren, ob se dat dann nach weider musse maachen, wann et wierklech eng Gesellschaft ass, wou e gemeinnützegen Intérêt ass fir d'Kollektivitéit.

Et ass also eng nei Form, an et ass ëmmer schwéier natierlech, wann een eng ganz passéistesch Vue vun der Gesellschaft huet, sech fir nei Vuen an nei Formen opzemaachen. An duerfir mengen ech, ass et extrem wichteg, eng wichteg Décisioun, déi mer hei huelen, fir där do Wirtschaft eng nei an zolidd Basis ze ginn.

Mir mussen natierlech zesummeschaffe mat deem Secteur, deen elo scho besteet. An duerfir wëll ech och deem Secteur Merci soen, der ULESS besonnesch an all deenen Akteure vun där ganzer Économie sociale, déi jo haut scho besteet, datt se ons ënnerstëtzt hunn, datt se ons beroden hunn, datt se ons gehollef hu bei der Genèse vun dësem Gesetz, wat jo awer eng gewëssen Zäit gebraucht huet. Bon, wéi ech dee Ministère hei iwwerholl hu virun dräi Joer, hu mer ganz geziilt drop geschafft, fir datt mer dat Gesetz kéinte kréien.

Ech ginn Iech nach e gutt Beispill. A Frankräich ass an de grandes Écoles, wou jo elo net déi Allerlescht sëtzen, an de grandes Écoles, notamment de grandes Écoles de commerce - HEC, ESSEC -, wou et scho ganz schwéier ass, iwwerhaapt eranzekommen, elo an all deene Schoulen eng extra Sektioun opgemaach gi fir Économie sociale et solidaire, déi driwwer nodenken: Wéi kënne mer, grad vläicht aus der Erfahrung eraus, datt an deem Profittstriewen net alles esou perfekt ass, besonnesch no där Kris, aus där mer nach ëmmer net richteg eraus sinn, vläicht aner Weeër fannen, fir d'Wirtschaft méi stabel, méi resilient ze organiséieren?

En anert Beispill ass Spuenien. Déi Entreprisen, déi no der Économie sociale et solidaire a Spuenien organiséiert sinn, an deem Land, wat jo besonnesch haart vun der Kris betraff ginn ass, sinn et déi Entreprisen, déi am mannsten Aarbechtsplaze verluer hunn, déi also am beschte resistéiert hunn an där Kris. An ech mengen, duerfir erweist sech dat heiten als dee richtege Wee.

Mä fir datt dat funktionéiert, musse mer e klore Kader schafen a musse mer natierlech och derfir suergen, datt dee ganze Secteur op engem gudden, professionellen Niveau leeft. Mir brauche gutt Leit, mir brauche capabel Leit, mir brauche gutt ausgebilte Leit, déi an der Économie sociale et solidaire schaffen. Dat ass natierlech wichteg.

An dat heescht net, datt d'Économie sociale et solidaire eleng op Aide-publicke funktionéiert. Natierlech gëtt et sozial Missiounen an der Gesellschaft, déi iwwert déi heite Form vu Gesellschaft kënnen exekutéiert ginn, déi ouni Aides publiques net méiglech sinn! Wann ech eng Persoun embauchéieren, engagéieren, déi vläicht Schwieregkeeten huet, déi wäit ewech ass vum Aarbechtsmaart, da kann ech net verlaangen, datt déi déi nämlecht Produktivitéit huet wéi deen, deen extrem aktiv an extrem produktiv ass. Also kommen ech net derlaanscht, wann ech wëll deem Mënsch eng Chance ginn an der Gesellschaft - nediert, Här Kaes! -, muss ech also déi Méiglechkeet hunn, do eppes dropzeleeën. Dat ass net automatesch!

An ech hunn och net gesot, jiddwereen, dee muer an enger SIS wäert schaffen, dat ass een, deen e Salaire subventionné huet. Mä mir mussen natierlech och punktuell derfir suergen, datt déi Leit, déi net um sougenannten éischten Aarbechtsmaart eng Chance hunn, déi um zweete vläicht eng Chance kënne kréien, datt déi net einfach aus onser Gesellschaft exclu sinn. Mir kreéieren also net op d'Käschte vun deem éischten Aarbechtsmaart Plazen, mir versichen, Leit, déi um éischten Aarbechtsmaart keng Chance hunn, och eng Chance an der Gesellschaft ze ginn.

An duerfir gëtt et och eng ganz Rei Aktivitéiten, déi géife guer net gemaach ginn, wann net déi do Forme vu Gesellschaft géife bestoen. An duerfir sinn dat awer och sozial oder ekologesch oder aner Forme vun Aktivitéiten, déi extrem wichteg sinn.

Mir wëllen net eng Form vun Ekonomie géint eng aner ausspillen. Dat soen ech hei ganz kloer. Et geet hei net drëm, op d'Käschte vun dem Handwierk oder op d'Käschte vun aneren Aktivitéiten hei eng parallell Ekonomie opzebauen. Et erweist sech absolutt, datt déi Ekonomie ergänzend ass. Si ass complémentaire, si kann och nei Forme vun Zesummenaarbechten entwéckelen tëschent der sougenannter kommerzieller Ekonomie an der Économie sociale. A grad do läit vill Potenzial, souwuel fir déi eng wéi fir déi aner.

Mä sot mer emol, wéi géife mer dann déi Leit mat Handicap, vill Leit beschäftegen, wa mer net Ateliers protégés, déi ech elo wëll Ateliers d'inclusion nennen, wa mer déi net hätten, wa mer net géifen do Aktivitéite maachen, wou déi Leit och kënnen eng gewësse Produktivitéit développéieren? Wéi géife mer déi Leit beschäftegen? Mir géife se net beschäftegen! Mir géifen déi Leit an engem Getto loossen. Mir géife se fale loossen, d'Gesellschaft géif einfach definitiv e Strëch ënner si maachen. An dat ass net akzeptabel!

A wann ech also kucken, wat zum Beispill d'Chambre des Métiers seet. D'Chambre des Métiers huet gesot: „Mir si bereet, absolutt mat der Économie sociale eng Plate-forme bilatérale d'échange ze kreéieren, wou mer kucken, wéi déi zwou Saache gutt laanschtenee kommen an net déi Horrorzeenarien do antrieden."

D'Chambre de Commerce, hei ass de Bréif, schreift explizitt: „Mir wëllen de Soutien à l'entrepreneuriat och der Économie sociale zoukomme loossen." Dat heescht, deen, dee seet, e wéilt eng Société grënnen no dem Modell vun enger SIS, dee kann och bei d'Chambre de Commerce goen an am House of Entrepreneurship do dee Soutien kréien, fir déi Entreprise ze maachen. An duerfir mengen ech, datt mer hei e Stouss ginn an d'Dynamik, an d'ekonomesch Dynamik hei zu Lëtzebuerg, an duerfir och positiv Resultater wäerten hunn.

Elo déi puer Froen, déi mer gestallt gi sinn. Déi éischt ass déi, firwat mer net décidéiert hunn, datt ee kéint automatesch eng Form vun Asbl transforméieren an eng SIS. Ech mengen, aus all méiglechen Transparenzgrënn ass et besser. Eischtens, déi Asbl, déi gëtt hir Avoiren, wa se der dann huet, Aktiva, an eng SIS an et gëtt eng nei Form vu SIS kreéiert. Ganz oft bleift d'ailleurs déi Asbl bestoen. Et gëtt eigentlech och oft kee Grond, firwat een déi Asbl opléist, well déi Asbl ka ganz gutt eng aner Fonctioun nach ëmmer bäibehalen, déi da méi am associative Beräich besteet.

Nun, d'Impositioun, d'Befreiung vun de Steieren. Et ass och e bësse komesch. Dir kritiséiert, datt, wann ee Parts privées oder Parts de rendement, wéi et am Gesetz heescht, huet an enger SIS, da misst ee Steiere bezuelen. Jo, dann ass ee jo mat engem Fouss och an enger Logik,...

(Interruption)

...wou engem, jo, wou déi Parts de rendement, wou een also och muss iergendwéi déi Parts de rendement rétribuéieren. Dann ass een an engem anere Film, dann ass een an enger anerer Logik, wéi wann et 100% just Parts d'impact sinn.

An et ass ebe grad, fir do net Abusen ze provozéieren, datt ech soen: „Bon, elo bauen ech mer eppes, wou zwar 50% Parts d'impact sinn a 50%, dat si Parts privées, Parts de rendement, an da sinn ech ganz einfach vun alle Steieren entbonnen!" Dat wier natierlech en Abus an dat géif op d'Käschte goe vun aneren Entreprisen, déi 100%eg einfach kommerziell Gesellschafte sinn. Duerfir ass dat eng absolutt „safeguard", eng Garantie, datt esou Praxissen net méiglech sinn.

Wat d'Kommissioun ubelaangt, do maache mer e Règlement grand-ducal, do wäerte véier oder fënnef Leit dra sinn. Do wäerte Leit dra sinn, déi einfach fir Expertise an deem do Beräich bekannt sinn, an déi solle jo och en objektiivt Uerteel maachen iwwert déi Kritären.

Just nach ee Wuert iwwert déi Indicateuren. Dat ass net eng bürokratesch Hürd oder e bürokrateschen Emmerdement, mä dat ass ebe grad do, well dat do eng Ekonomie ass, déi anescht funktionéiert, a well ee muss par tous les moyens déi Abusen évitéieren, datt dat ënnert där heiter Form eigentlech eng ganz normal kommerziell Gesellschaft kéint ginn. Duerfir musse mer eben eng gewësse Kloerheet hunn, wat d'Objektiver vun där Gesellschaft sinn.

An dann, d'Kloerheet selwer geet net duer, et muss een och derfir suergen, datt déi Objektiver agehale ginn. An duerfir muss een e gewëssene Contôle hunn. A Réviseur d'entreprises, all Gesellschaft brauch een. Firwat sollten eigentlech déi heite Gesellschaften...

Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir musst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et muss een déi heite kennen, fir eben d'Garantie ze ginn, datt eben och hei net Spiller sinn, déi den Objet social vun där heiter Form vu Gesellschaft net respektéieren.

Voilà. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An ech gesinn dem Här Reding säin Aarm an d'Luucht goen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, ech hu souwuel e Fait personnel wéi Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, dat ass awer net kumulativ.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Dann ass et einfach Parole après ministre. Den Här Minister huet mech ganz hefteg ugegraff,...

(Interruptions)

...besonnesch och, andeem e gesot huet, wéi gutt oder wéi schlecht dësen oder dee sech an der Chamber steet. Ech wollt klipp a kloer soen, Här Minister, déi 60 Leit hei an der Chamber vertrieden alle 60 d'ganzt Vollek, egal wéi gutt oder wéi schlecht si oder hir Famill sech stinn. An ech fannen, déi Diskussioune vergëften onnéidegerweis d'Diskussioun, déi mer hei hunn. Mir sollten eis hei sachlech auserneesetzen.

(Interruptions)

Sachlech! Dir sidd a mengen Aen, Här Minister, deen, deen hei populistesch Aussoe mécht,...

(Brouhaha et hilarité)

...wann Der mat Atelier-protégéé kommt a mat Aarbechten, déi soss kee géif maachen, wann een dat do net géif maachen. Ech hunn net dovunner geschwat! Ech hunn dovu geschwat, datt Gesellschaften, déi normal ekonomesch Aktivitéiten hunn - Schnéi raumen, Gaardenaarbechte maachen, Bus fueren, Gott weess wat -, keng Steiere bezuelen, keng Gewerbesteier, keng Verméigenssteier, keng Benefisssteier a wa méiglech och nach subventionéiert ginn. Dovunner hunn ech geschwat, net vun aarmen handicapéierte Leit, déi an Atelier-protégéé schaffen, an net vu sozial engagéierte Leit. A Gott sei Dank hu mer där am Land, déi sech asetze fir dat, woufir se sech asetzen!

(Interruption)

Wat d'Abusen ugeet, ech hunn net dovu geschwat, datt d'Parts de rendement net solle besteiert ginn. Ganz am Contraire! Mä ech hu kritiséiert, datt esou eng Gesellschaft - wann een da mengt, et misst een esou eng maachen, an ech mengen dat net - 100% besteiert gëtt, well se eng eenzeg Part de rendement huet! Dat ass ganz einfach e Feeler, et ass einfach e Feeler doran!

An dann hutt Der geschwat vun de Réviseur-d'entreprisen. Dir sot, an dat beweist, datt Der vun der Ekonomie awer absolutt keng Anung hutt:...

(Brouhaha général)

„All Gesellschaft brauch ee Réviseur d'entreprises." Neen, absolutt net! Keng Gesellschaft

brauch ee Réviseur d'entreprises bis ee gewëssene Seuil, deen extrem héich ass.

(Brouhaha)

90% vun de Gesellschaften oder 95%, Här Fayot, vun de Gesellschaften hei am Land brauche kee Réviseur d'entreprises. An ech géif mer wënschen, datt mer en Aarbechtsminister hätten, deen dat wéisst.

Merci!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien! Voilà!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bon, mir stëmmen dann elo iwwert d'Gesetz of an da gesi mer, wie wat fir enger Meenung ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6831 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

56 Jo-Stëmmen zum Projet an 3 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6831 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Ech mengen, do hu mer eng Stëmm méi. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet ëm eng formell Ännerung vum Code du travail opgrond vun europäeschen Direktiven. An de Rapporteur steet schonn hei. Den Här Frank Arndt huet d'Wuert.

5. 6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber sollt dat hei de Mëtteg, wéi ech dat hei geschriwwen hunn, du war et effektiv nach fir de Mëtte virgesinn, mä da soen ech elo: D'Chamber ass den Owend gefrot, fir eng Upassung vun den Annexen 1 bis 3 vun der Aarbechtsgesetzgebung ze maachen, an dat, well eng europäesch Direktiv ëmzesetzen ass, an zwar déi vum Europäesche Parlament an Europäesche Rot, déi de 16. Dezember 2008 gestëmmt ginn ass.

Mä ëm wat geet et dann hei?

Ma dës Direktiv behandelt d'Andeelung, also d'Klassifikatioun, den Étiquetage oder d'Kennzeechnung an d'Verpackung vu Substanzen, Mélangen oder besser gesot Mixturen, déi méi besonnesch geféierlech sinn. Dës Direktiv wäert verschidden eeler Direktiven a Reglementer ofännere respektiv ofschafen. Dëst Reglement féiert also en neie System an, fir eng besser Klassifikatioun a Kennzeechnung vu Substanzen a Mélangen ze maachen, woubäi et sech ëm geféierlech Stoffer handelt, an der Europäescher Unioun. An deem Sënn ännert de Projet de loi 6914 näischt un de besteeënde Bestëmmungen of, mä passt dësen neie System un déi besteeënd Bestëmmungen un.

Betraff sinn am Code du travail den Titre III iwwert d'Beschäftegung vun der schwangerer an der stëllender Fra respektiv am Titre IV iwwert den Emploi vun den Aarbechtnehmer. An dësen Titren III a IV sinn d'Referenzen iwwert d'Klassifikatioun an d'Kennzeechnung vu fréier schonn enthalen, dofir ginn dës dann, wéi scho gesot, un deen neie System vum CLP-Reglement adaptéiert.

Och wann dëse Projet de loi keng wierklech Changementer mat sech brëngt, ass et mir an eiser Kommissioun wichteg, nach eemol ze betounen, dass de Schutz vum Salarié, den Aarbechter an de Consommateuren un éischter Plaz muss stoen. Hei weist sech iwwregens och bei der Ëmsetzung vun der Direktiv deen eminent positiven Aspekt an d'Beräicherung vun Europa emol eng Kéier; an aner international Organisatiounen awer och ze nennen.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass et eiser Gesellschaft vill brëngt, wann den Aarbechtgeber probéiert, d'Verwendung vun dëse besonnesch geféierleche Substanzen ze verréngeren oder ze vermeiden, andeem se, esou wäit wéi et technesch méiglech ass, duerch Stoffer, Mixturen oder e ganz anert Verfahren ze ersetze sinn. An d'Uwendung vu manner oder wéineger geféierleche Stoffer ass gutt fir d'Gesondheet a suergt fir méi Sécherheet.

Mä wichteg sinn och d'Hygienemoossnamen an déi individuell Schutzmoossnamen, déi eist Aarbechtsgesetz nun emol virgesäit. Mä wat gesäit et da genau vir?

Dass eben déi Moossnamen ze treffe sinn an ze gewärleeschte sinn. Dass Leit, déi an Aarbechtsberäicher schaffen, wou eng Gefor besteet duerch dës Stoffer, och net do iessen, eppes drénken oder fëmmen; dass d'Aarbechtnehmer déi richteg Schutzkleedung oder soss gëeegent Spezialkleedung zur Verfügung gestallt kréien; getrennt Opbewarungsméiglechkeete virgesi si fir d'Aarbechtskleedung engersäits a fir d'Stroossekleeder anerersäits; de Leit gëeegent an ugemoosse Wäschgeleeënheeten zur Verfügung gestallt ginn an och d'Schutzausrüstung an enger dofir virgesinnener Plaz sachgerecht stockéiert gëtt a virun all Gebrauch iwwerpréift gëtt an och gebotzt gëtt.

Firwat soen ech Iech dat?

Ma ech betounen dat, well ech selwer 20 Joer an engem Betrib geschafft hunn, wou déi Stoffer, ëm déi et haut geet, op der Dagesuerdnung stoungen. A wann een do geschafft huet, an déi Aarbechter vun där Zäit - et war an de fréien 80er Joren, et ass net esou laang hier -, déi Aarbechter ware sech net bewosst, mat wat se do geschafft hunn a wéi geféierlech et war, dat, mat deem se geschafft hunn. A wann een dann nach weess, dass mer 75% Grenzgänger derbäi haten, wou jiddwereen eng aner Ausbildung hat, muss ee sech bewosst sinn, dass dat net déi richteg Method deemools war.

Dir Dammen an Dir Hären, da versteet een haut, dass dat net esou selbstverständlech war, wéi et eis haut virun allem hei an der Chamber klëngt. An dofir muss dës Direktiv elo och um Terrain Gehéier fannen an ëmgesat ginn.

D'Reglement CLP huet als iewescht Zil den internationale Klassifikatiouns- an Étiquetagesystem, déi chemesch Substanzen a besonnesch déi geféierlech chemesch Substanze kloer a fir jiddweree verständlech ze zeechnen. A jee nodeem, wéi eng Gefor vun där Substanz oder deem Mélange ausgeet, muss d'Industrie, ier dat Produkt an déi Mixturen op de Maart kommen, déi potenziell Risiken ausmaachen, souwuel fir de Mënsch wéi fir d'Ëmwelt.

Deementspriechend ginn déi Substanzen a Mélangen da klassifizéiert an ënnerleien dann enger klorer Zeechnung, ënner anerem duerch Piktogrammen, déi international festgesat sinn, ëmsou méi wichteg fir Leit, déi och haut net all Sprooch kënnen. An déi kloer Zeechnung soll erlaben, direkt ze gesinn, wéi eng Risiken a Gefore kéinten entstoen, wann ee mat deene Substanzen a Mixture schafft oder se manipuléiert.

Här President, de Projet de loi gouf de 26. November d'lescht Joer vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit déposéiert an un d'Aarbechtskommissioun iwwerwisen. De Statsrot huet säin éischten Avis den 8. Mäerz 2016 eis zoukomme gelooss. D'Kommissioun huet de Projet de loi an den Avis vum Statsrot a senge Reuniounen ënnert dem Impuls vum Minister Nicolas Schmit vum 14. September 2016 analyséiert an ugepasst.

Am Avis vum Statsrot waren zwou Oppositionformellen iwwer Textpassagen, déi net konform waren zu der Hiérarchie des normes. Dës Opposition-formelle konnten no Amendementer opgehuewe ginn. Inhaltlech war keng Observatioun ze fannen, weder vum Statsrot nach vun der Chambre de Commerce oder der Chambre des Salariés. Fir weider Detailer kënnt Dir de schréftleche Rapport kontaktéieren.

An därselwechter Sëtzung sinn ech als Rapporteur genannt gi fir dëse Projet de loi. D'Chamberskommissioun huet de Projet de loi de 17. November 2016 eestëmmeg ugeholl.

An an deem Sënn Merci am Numm vu mir a vun der Kommissioun un d'Mataarbechter vun der Chamber, vum Ministère an natierlech u meng Mataarbechterin aus der Fraktioun.

Als LSAP ënnerstëtze mir dës Ëmsetzung vun der Direktiv selbstverständlech. An ech ginn Iech heimat am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet. A Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Merci och, Här Rapporteur. An den Här Kaes huet d'Wuert.

(Interruption)

Jo, Dir bleift sëtzen. Da fuert duer!

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Neen, ech stinn op!

(Hilarité)

Här President, wéi all Deputéierte stinn ech op. An da wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir fir d'Éischt dem Här Rapporteur villmools Merci ze soen. Hie war esou detailléiert, en huet et jo selwer gesot, soss hätt ech et misse soen, en huet laangjäreg Erfahrung an engem Betrib, wou wierklech ganz vill och mat ganz geféierleche Produkter geschafft ginn ass. Ech kennen dat, well mer Attachen allen zwee an deem Betrib hunn. An duerfir ass et ganz kloer, datt kee Bessere konnt dee Rapport hei maache wéi den Här Arndt. An duerfir géif ech em nach eng Kéier Merci soen an natierlech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Wie freet d'Wuert nach? Den Här Lamberty huet d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Also ech fannen, den Här Arndt, deen huet dat esou gutt gemaach, dass ech natierlech och am Numm vun der Demokratescher Partei him e ganz grousse Merci soe fir déi Aarbecht, déi en den Owend nach hei ofgeliwwert huet, a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Also den Accord vun der grénger Fraktioun an e Merci un de Rapporteur. Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, mir ginn eisersäits och den Accord vun der Lénker. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass all déi aner Kolleegen datselwecht mengen an dass den...

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'*Économie sociale et solidaire.- Merci dem Rapporteur!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A Merci Iech all.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6914 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Dat ass dann dee leschte Vott fir „hokt".

(Hilarité)

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Oder ass nach ee vun de Kolleegen do, deen nach „nik" ofgestëmmt huet?

(Interruptions)

Dann ass de Vott elo ofgeschloss.

56-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par Mme Martine Mergen), Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Marc Angel), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. Muer ass Rendez-vous um zwou Auer. Kommt gutt heem! Merci an e schéinen Owend.

(Fin de la séance publique à 19.28 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 9

JEUDI,
24 NOVEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar*

3. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt de deux amendements) (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)*

4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

5. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)

- *Discussion générale (suite): Mme Taina Bofferding, M. Gusty Graas (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Prises de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry*
- *Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi*
- *Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg

- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: Mme Martine Hansen (intervention de M. Gilles Baum), M. Gilles Baum (intervention de M. Lex Delles), M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Claude Meisch)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen)*

7. 7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Edy Mertens*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. André Bauler, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Merci. Dat ass net de Fall.

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Laurent Mosar fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech froen effektiv d'Wuert, fir hei eng Resolutioun ze déposéieren iwwert de Gel vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei. De Moien huet d'Europaparlament mat enger riseg grousser Majoritéit, wou all déi grouss Fraktioune mat ënnerschriwwen hunn, de Gel vun deenen EU-Bäitrëttsverhandlunge gefrot.

An därselwechter Resolutioun gëtt vum Europaparlament d'Solidaritéit vun deenen aneren nationale Parlamenter och ugefrot. A fir direkt dem Europaparlament Satisfaktioun ze ginn, déposéieren ech also elo déi Resolutioun. Dat ass genau deeselwechten Text wéi deen, deen am Europaparlament - wéi gesot vu ganz ville Kolleegen - ugeholl ginn ass.

Ech géif awer proposéieren, Här President, mir géifen déi, wann d'Kolleegen d'accord sinn, an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéieren a mir géifen dann a 14 Deeg, an der iwwernächster Woch, eng Kéier driwwer diskutéieren an ofstëmmen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu sa résolution sur la Turquie du 16 novembre 2016;

- vu les récentes déclarations des autorités turques à l'égard de l'Union européenne et de ses autorités;

- vu la résolution sur la Turquie du Parlement européen du 24 novembre 2016 à laquelle la Chambre des Députés se rallie par la présente;

- vu les résolutions précédentes du Parlement européen, et notamment celle du 27 octobre 2016 sur la situation des journalistes en Turquie et celle du 14 avril 2016 sur le rapport 2015 sur la Turquie;

- vu le rapport annuel de 2016 sur la Turquie, publié par la Commission le 9 novembre 2016 (SWD(2016)0366);

- vu le cadre de négociation de l'Union européenne avec la Turquie du 3 octobre 2005;

- vu les conclusions du Conseil du 18 juillet 2016 sur la Turquie;

- vu le règlement (UE) n°231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II);

- vu le droit à la liberté d'expression consacré dans la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et le pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auxquels la Turquie est partie;

- vu les mémorandums du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe;

- vu la déclaration du 26 juillet 2016 du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie;

- considérant que l'Union européenne et le Parlement européen ont fermement condamné le coup d'État militaire manqué en Turquie et reconnu la compétence légitime des autorités turques pour traduire en justice les responsables et les complices de la tentative de coup d'État;

- considérant que la Turquie est un partenaire important et devrait, en tant que pays candidat, respecter les normes les plus élevées de la démocratie, y compris les droits de l'homme, l'État de droit, les libertés fondamentales et le droit à un procès équitable; que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe depuis 1950 et qu'elle est dès lors liée par la CEDH;

- considérant que les mesures répressives prises par le Gouvernement turc dans le cadre de l'état d'urgence sont disproportionnées, attentent aux droits et libertés fondamentaux consacrés dans la Constitution turque, portent atteinte aux valeurs démocratiques fondamentales de l'Union européenne et enfreignent le PIDCP; que, depuis la tentative de coup d'État, les autorités ont arrêté dix membres de la Grande assemblée nationale de Turquie appartenant au parti d'opposition HDP et quelque 150 journalistes (soit le plus grand nombre d'arrestations de ce type dans le monde); que 2.386 magistrats et 40.000 autres personnes ont été emprisonnés et que plus de 31.000 d'entre elles demeurent sous le coup d'un mandat d'arrêt; que, d'après le rapport de 2016 de la Commission sur la Turquie, 129.000 fonctionnaires ont été suspendus (66.000) ou licenciés (63.000), pour la plupart sans aucun chef d'accusation à ce jour;

- considérant que le Président Erdoğan et des membres du Gouvernement turc ont fait plusieurs déclarations sur le rétablissement de la peine de mort; que le Conseil, dans ses conclusions du 18 juillet 2016 sur la Turquie, a rappelé que le rejet sans équivoque de la peine de mort constitue un élément essentiel de l'acquis de l'Union;

- considérant que le point 5 du cadre de négociation dispose qu'en cas de violation grave et persistante, en Turquie, des principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'État de droit sur lesquels l'Union est fondée, la Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des États membres, recommandera la suspension des négociations et proposera les conditions à remplir pour qu'elles soient reprises;

- considérant qu'une interruption temporaire des négociations entraînerait le gel des discussions en cours, rendrait impossible l'ouverture de nouveaux chapitres et empêcherait toute nouvelle initiative relative au cadre de négociation de l'Union avec la Turquie,

1. condamne fermement les mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016; réaffirme son engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'Union européenne; se rallie à la résolution du Parlement européen qui invite la Commission et les États membres à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie;

2. s'engage à revoir sa position une fois que les mesures disproportionnées prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie auront été levées; examinera, à cet effet, si l'État de droit et les droits de l'homme ont été rétablis dans l'ensemble du pays; estime qu'il serait opportun de procéder à cette révision lorsque l'état d'urgence sera levé;

3. rappelle que le rétablissement de la peine capitale par le Gouvernement turc devrait entraîner une suspension officielle du processus d'adhésion;

4. relève qu'à ce jour, la Turquie ne remplit pas 7 des 72 critères fixés dans la feuille de route sur la libéralisation du régime des visas, dont certains revêtent une importance particulière;

5. relève que la Turquie attache de l'importance à la modernisation de l'union douanière; souligne que la suspension des travaux sur la modernisation de l'union douanière aurait de graves conséquences économiques pour le pays; se déclare vivement préoccupée par les déclarations remettant en cause le traité de Lausanne, qui fixe les frontières de la Turquie moderne et qui a contribué à préserver la paix et la stabilité dans la région pendant près d'un siècle;

6. se rallie à l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission de prendre en compte, dans son rapport d'évaluation à mi-parcours de l'IAP, dont la publication est prévue en 2017, les derniers événements survenus en Turquie; se fait sienne également l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission d'examiner la possibilité d'accroître le soutien à la société civile turque grâce à l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme;

7. se rallie à l'encouragement du Parlement européen à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à la Commission de Venise à offrir une assistance judiciaire supplémentaire aux autorités turques;

8. souligne l'importance stratégique des relations entre la Turquie et l'Union européenne pour les deux parties; reconnaît que, même si la Turquie est un partenaire important de l'Union, la volonté politique de coopérer doit venir des deux parties au partenariat; estime que la Turquie ne fait pas montre de cette volonté politique, et que les mesures gouvernementales ne font qu'éloigner la Turquie de la voie européenne.

(s.) Laurent Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, dass dat e ganz vernünftege Virschlag ass. An da maache mer dat esou. Merci.

Da géife mer zum éischte Punkt vun eisem normalen Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6892, eng Ofännerung vum Code du travail a vum Parteiefinanzéierungsgesetz a fir d'Schafung vun enger sougenannter Geschlechterquot. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Marc Angel.

3. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen ons haut hei mat deem wichtegste Gesetz, dat vun der Madamm Lydia Mutsch an hirer Fonctioun als Chancëgläichheetsministesch an dëser Legislaturperiod virgeluecht ginn ass. Dëst Gesetz soll d'Gläichstellung vun de Geschlechter op verschiddenen Niveaue garantéieren. Dëse Projet huet zwee Haaptsujeten: éischtens d'Aféierung vun enger Quot vu 40% op de Wahllëschte fir d'Chamberswahlen, 50% fir d'Europawahlen, an zweetens d'Festschreiwe vun der Égalité des salaires am Code du travail.

Ech wäert a menger Ried nach op den Detail vun dësen zwee Voleten ze schwätze kommen. Mä fir d'Éischt wëll ech e puer Wuert soen, wéi

mer an der Kommissioun geschafft hunn, an der Commission de l'Égalité des chances an och an der Commission du Travail. An ech wëll der Presidentin Cécile Hemmen villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer konnten an der Kommissioun maachen.

De Fait, dass mer an dësem Gesetzesprojet zwee Volete behandelen, huet natierlech zu Kontroverse gefouert, op déi ech kuerz wëll agoen. De Projet de loi gouf vun der Madamm Ministesch Lydia Mutsch am Oktober 2015 déposéiert, nodeems - an dat fannen ech ganz positiv - mer am Virfeld an der Chancëgläichheetskommissioun den Avant-projet de loi scho presentéiert kritt haten an och mat der Ministesch konnten diskutéieren.

D'CSV ass net domat averstane gewiescht, dass dëse Projet de loi déi zwee Voleten, d'Quoten an d'Égalité des salaires, behandelt an huet am Januar 2016 och formell gefrot, dass de Projet soll an zwee separat Gesetzesprojeten opgespléckt ginn.

Allerdéngs ass d'Majoritéit der Meenung, dass dës zwee Voleten zesummegehéieren, well se alle béid zur Gläichberechtegung vun de Geschlechter bäidroen. An dofir solle se och zesummebleiwen. An dofir ass et och gutt, dass mer se zesumme behandelt hunn.

Allerdéngs gouf de Projet pour avis un d'Commission du Travail geschéckt, déi zum Volet vun der Égalité des salaires hiren Avis den 22. Juni dëst Joer ugeholl an un d'Chancëgläichheetskommissioun geschéckt huet.

Den 28. Abrëll hu mer dunn an der Chancëgläichheetskommissioun den éischten Avis vum Statsrot analyséiert an ons virun allem mam Deel Quote beschäftegt. Wéi mer dunn den Avis vun eise Kolleegen aus der Commission du Travail bis haten, hu mer dësen den 28. Juni diskutéiert an déi Propositiounen, déi ons Kolleeginnen a Kolleegen hei gemaach hunn, sinn och unanime als Amendementer ugeholl ginn.

Ech wëll och dofir op dëser Plaz dem President vun der Commission du Travail, dem Goerges Engel, an alle Kolleeginnen a Kolleegen aus där Commission du Travail nach eemol Merci soe fir hir gutt Zesummenaarbecht op dësem Projet, déi et ons erlaabt huet, vun hirer Expertise ze profitéieren.

An där nämlechter Sëtzung hu mer awer och d'Amendementer, déi du vun der CSV zu de Quote proposéiert goufen, ofgeleent. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Spriecherin vun der CSV herno nach am Detail op hir Virstellunge wëllt agoen, soudass ech dat hei net wëll maachen.

D'Ministesch huet awer ganz kloer op d'Propose vun der CSV geäntwert an huet an der Sitzung vum 28. Juni 2016 gesot, dass d'Regierung ganz bewosst an hirem Programme gouvernemental festgeschriwwen huet, dass se an dësem Kontext net d'Wahlgesetz ännere wëllt, mä d'Parteiefinanzéierungsgesetz. Si huet och ganz kloer gesot, dass et sech hei ëm e Choix politique handelt. An et ass laut Ministesch och besser, dass een e Gesetz respektéiert, dass e Gesetz muss respektéiert ginn, an deem Sanktioune sinn, an dass ee sech da muss drun halen. Et wär e schlecht Signal, enger Partei eng Belounung ze ginn, wa se sech un d'Gesetz hält. Dofir ass d'Regierung och net a Richtung Bonussystem gaangen, wéi dat vun der CSV virgeschloe gouf.

Nodeems de Statsrot dunn am Oktober säin Avis complémentaire erausginn huet, hate mer nach zwou Sëtzungen: den 8., wou mer deen Avis analyséiert hunn, an de 17. November, wou mer du schlussendlech mäi schréftleche Rapport ugeholl hunn.

Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt elo op deen eigentlechen Inhalt vun dësem Gesetz ze schwätze kommen. Dëst Gesetz ass e wichtege Meilesteen um Wee hin zu méi Gläichberechtegung. Et ass awer selbstverständlech net isoléiert ze betruechten, mä et reit sech an an eng ganz Serie vun Aktiounen, déi mer am Beräich vun der Chancëgläichheet ënnerhuelen, fir d'Gläichberechtegung an der Politik an am Beruffsliewen ze förderen. All dës Aktioune fannt Dir an der Ministesch hirem Plan d'action pour l'égalité des femmes et des hommes zesummegefaasst, deen tëschent 2015 an 2018 ëmgesat soll ginn.

Mat dësem Gesetz wëlle mer niewent de Quoten op de Wahllëschten an der Égalité des chances (veuillez lire: Égalité des salaires) awer och nach eng Rei aner Dispositiounen aus deem genannten Aktiounsplang ëmsetzen.

Esou gëtt d'Ufroe vun engem Subsid fir Firmen, déi gezillt Leit vum an hirem Domän ënnerrepresentéierte Geschlecht astellen, vereinfacht. Allerdéngs gi gläichzäiteg och d'Kritären, fir vun dësem Subsid kënnen ze profitéieren, méi streng. Sou kënne mer gläichzäiteg eng Simplification administrative duerchféieren an awer och Abusen op där anerer Säit besser verhënneren.

A selbstverständlech gëtt vun dëse Firmen och verlaangt, dass si sech un de Prinzip vun der Égalité des salaires halen, wa si dëse Subsid wëlle kréien.

D'Simplification administrative, déi mer hei ëmsetzen, gëtt am Iwwrege souwuel vun der Chambre de Commerce wéi och vum Comité du travail féminin begréisst. Dëst ass sécherlech dee klengsten an am mannsten Opmierksamkeet erreegenden Deel vum Projet, mä e wäert awer an der Realitéit um Terrain an de Betriber zu konkrete positive Veränneerungen an och Verbesserunge féieren.

Ee vun den zwee Haaptvolete vum Gesetz betrëfft dann awer d'Égalité des salaires. Statistesch gesi läit den Ënnerscheed tëschent dem Akommes vu Fraen an deem vun de Männer zu Lëtzebuerg haut bei 8%. Dësen Écart huet eng Rei vu Grënn, déi oft ganz enk matenee verknëppt sinn. Sou schaffe vill Fraen och haut nach ëmmer a Beruffer, déi manner gutt bezuelt gi wéi traditionell Männerberuffer.

Dëst ass ënner anerem de Fall, well mer ëmmer nach dozou tendéieren,…

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- …well mer nach ëmmer dozou tendéieren, hir Kompetenzen als manner wichteg unzegesinn an dofir och manner gutt ze rémunéréieren.

Da sinn et och haut nach ëmmer majoritär d'Fraen, déi, wa se Kanner kréien, de Congé parental huelen an duerno nëmmen nach Deelzäit oder guer net méi schaffen. Schliisslech steigen d'Fraen och méi seele bis an déi ganz héich Ämter vun de Beruffscarrièren erop.

Schlussendlech gëtt et awer nach ëmmer Fäll, wou Frae fir genau déiselwecht Aarbecht, déi hire männleche Kolleeg leescht, ganz einfach manner gutt bezuelt ginn. Et ass ganz kloer, dass mir alleguerten déi Facteuren do mussen ugoen, wa mer den Écart weider verréngere wëllen. A mir hunn an där Hisiicht jo och scho villes gemaach.

Mat dësem Gesetz geet et drëms, dee Cas de figure ganz geziilt ze attackéieren, wou eng Fra fir déi nämlecht Aarbecht op där nämlechter Plaz manner Sue verdéngt.

Ech wëll drun erënneren, dass dës Propos net nei ass, well si berout op enger Proposition de loi vun 2013 vum LSAP-Deputéierte Lucien Lux. Hien hat se deemools déposéiert an d'Kolleegin Cécile Hemmen hat se 2014 iwwerholl.

De Prinzip vun der Égalité des salaires ass och net nei, weder am europäeschen nach am lëtzebuergesche Recht. Säit 2006…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, lauschtert dem Rapporteur no!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Säit 2006 hu mer dëst an der Constitutioun verankert. An ech zitéieren: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.»

Am Moment ass d'Égalité des salaires per Règlement grand-ducal geregelt. Et geet also elo drëm, esou wéi dat och am Regierungsprogramm vun onser Regierung festgehale gouf, d'Égalité des salaires an d'Gesetz anzeschreiwen an och Sanktioune méi konkret festzeleeën.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Häerzstéck vun dësem Gesetz an den eigentlechen Novum, dee mer domadder an ons Lëtzebuerger Politik aféieren, betrëfft awer de Volet vun de Quoten. Et ass dëst e wichtege Schratt no vir, fir eng Gläichstellung vu Mann a Fra och an der politescher Representatioun ze erreechen. Dëst Gesetz gesäit vir, dass eng Geschlechterquot vu 40% fir Nationalwahle festgeluecht gëtt. Bei den Europawahlen, wou Lëtzebuerg sechs Memberen, sechs Leit wielt, ass d'Quot 50%, also dräi Männer an dräi Fraen op de Lëschten. Virgesinn ass, dass d'Parteie finanziell gestrooft ginn, wa si dës Quot net anhalen.

Dëst ass iwwregens eng progressiv Strof. Dat heescht, dass, wat ee sech méi wäit vun deene 40% respektiv 50% entfernt, wat d'Strof méi héich ausfält. Dës Quoteregelung wäert scho fir déi nächst Wahle gëllen. Allerdéngs wäerten hei d'finanziell Strofen, sollt eng Partei de Quorum net erreechen, nach manner héich ausfalen. Esou sollten all politesch Parteie genuch Zäit hunn, fir sech ëmzestellen.

Mir setzen domat also e wichtege Punkt aus dem Regierungsaccord eent zu eent ëm, fir d'Paritéit an der Lëtzebuerger Politik ze verbesseren. An dëst ass och batter néideg: Wa mer eis haut hei zu Lëtzebuerg an der Politik ëmkucken, wa mer ons heibannen an der Chamber ëmkucken, da musse mer feststellen, dass mer nach wäit vun der politescher Paritéit ewech sinn. Nëmmen 28% vun onsen Deputéierten heibanne si Fraen. An och an der Regierung hu mer nach ëmmer méi Ministere wéi Ministeschen.

Fir dës Situatioun ze änneren, sinn, mengen ech, d'Quoten e wichtegt Hëllefsmëttel. D'Erfahrung aus eisen europäesche Partnerlänner, besonnesch deene skandinavesche Länner, déi Quoten an der Vergaangenheet agefouert hunn a se haut iwwerhaapt net méi brauchen, beweisen, dass dës effektiv zu engem Wandel féieren. Et waren och dës Länner, déi déi gréisste Fortschrëtter hin zu enger gläichberechtegter Representatioun an der Politik gemaach hunn.

D'Realitéit beweist och, dass d'Quoten en effikasst Mëttel sinn, fir méi Fraen an der Politik ze etabléieren. Quote sinn näämlech eng Méiglechkeet, fir d'Mentalitéit an de Käpp vun de Leit, an do schléissen ech och d'Politiker mat an, ze veränneren.

Wann déi besteeënd Kaderen an der Politik aktiv dozou „gezwonge ginn", kann ech bal soen, Kandidatinnen ze fannen, da ginn dës och éischter opgebaut an op hirem Wee ënnerstëtzt, en Effort, dee soss vläicht net vun alle Parteien ënnerholl gëtt. Wa Frae bis zu genuch an der Politik sinn, da spille Quoten och net méi wierklech eng Roll, well dann déi Fraen, déi do sinn, als Virbiller déngen an d'Interessen och vu jonke Frae kënne förderen.

Fraen an der Politik si jo kee Selbstzweck, mä och hei weist d'Realitéit, firwat dass et wichteg ass, d'Paritéit unzestriewen. Gewielte Fraen a Ministesche setze sech meeschtens méi staark derfir an, eng fraefrëndlech Politik duerchzesetzen. Dës Politik erméiglecht et dann am Géigenzuch och nach méi engem groussen Undeel u Fraen, sech aktiv un der Politik ze bedeelegen. D'Quote limitéieren och net de Choix vum Wieler. Am Contraire! Dëse kritt doduerch e méi équilibréierte Choix u Kandidate presentéiert.

An enger TNS ILReS-Ëmfro, déi mer an der Kommissioun beschwat hunn, sote 47% vun de befrote Fraen, fir si perséinlech kéim kee politescht Engagement a Fro. Wa mer dat elo ëmdréien, ëmgedréit heescht dat, dass sech 53% vun de Fraen esou en Engagement awer duerchaus virstelle kënnen. An awer bleiwe si haut op eise Wielerlëschten an op de politesche Posten ënnerrepresentéiert.

Mir gesinn dowéinst d'Quote schlussendlech och net als diskriminatoresch, well si just hëllefen, eng bis haut bestoend strukturell Diskriminatioun ofzebauen. Et gëtt evidenterweis genausou vill intelligent, kompetent a motivéiert Fraen, fir an d'Politik ze goen, ewéi Männer. Et brauch also keen ze fäerten, dass duerch dëst Gesetz e kompetente Mann duerch eng inkompetent Fra ersat gëtt, well et gëtt näämlech vill a genuch kompetent Fraen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord fir d'LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetz. Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da wäerte mer zweemol den Accord kréien.

(Hilarité et interruption)

Merci. Mä zweemol ass besser wéi keng Kéier. D'Wuert huet elo direkt d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV. Här Rapporteur, sëtzt Iech elo wann ech gelift! Ech hunn opgepasst, dass net derzwëschegeschwat gëtt, da sidd Dir och fein!

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. D'Gläichheet zwësche Mann a Fra op der Aarbecht, gläiche Loun fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht missten eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Mä och wann dee sougenannten „pay gap", also d'Differenz op der Moyenne vum Bruttostonneloun tëschent Männer a Fraen, mat de Jore konstant erofgaangen ass, verdéngen d'Fraen hei zu Lëtzebuerg, laut Eurostat, nach ëmmer 8,6% manner wéi d'Männer. 2002 louche mer nach bei 19% Differenz. Par rapport zu der europäescher Moyenne vu 16,3% sti mer do op der fënneftbeschter Plaz eigentlech net esou schlecht do.

De leschte Mount huet de Statec säin neie Rapport zur Gehälterstruktur presentéiert. An doraus erschléisst sech, dass net nëmmen de Schoulofschloss an d'Ausbildung den Ausschlag gi fir d'Héicht vun der Pai, mä och d'Geschlecht. Fir d'Zweet ass och d'Fonction publique do mat dran. Doduerch kommen d'Fraen 2014 bei enger voller Tâche an der Moyenne vum Joresgehalt gekuckt „nëmmen" op 6,1% manner wéi d'Männer. Am Joer 2014 hunn d'Männer am Privatsecteur awer 10% méi verdéngt wéi d'Fraen. Besonnesch krass ass de Gehaltsënnerscheed bei Fraen aus Drëttlänner.

Bei der Fonction publique, also den Administratiounen an dem Enseignement, ass d'Lounglächheet schonn am Statut verankert. Si steet positiv do a kippt et liicht an de Géigendeel, well d'Fraen hunn am Duerchschnëtt 2% méi verdéngt wéi hir männlech Kolleegen. Si besetzen awer, muss ee soen, verstäerkt méi héich diploméiert Posten, besonnesch am Enseignement. Do stellen och d'Fraen 48% vun den Ugestallte géintiwwer vun 38% am Privatsecteur.

Fir d'CSV sinn déi bleiwend Ongläichheeten inakzeptabel. Dës Ongläichheete bestinn awer,

- obschonn laut Statec d'Beruffstätegkeet vun de Frae stänneg eropgeet an 2014 bei 65% louch, géintiwwer vun 78% bei de Männer,

- obscho 55% vun de Fraen tëschent 30 a 34 Joer en Héichschoulofschloss virweisen, géint 50% bei de Männer,

- obschonn et zënter 1974 reglementaresch Moossnamen zu Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Gläichheet vun der Pai vu Mann a Fra an d'Gläichbehandlung op der Aarbecht,

- obschonn d'Aarbechtsrecht zum Beispill zënter 2004 virgesäit, dass an all Kollektivvertrag de Prinzip vun der gläicher Behandlung vu Fra a Mann muss drastoen, dëst allerdéngs ouni Obligation de résultat, dat heescht, kee Patron ass gezwongen, fir a sengem Betrib konkret Aktioune mussen ze maachen,

- obschonn och d'Sozialpartner zum Beispill zënter 2009 en Accord ofgeschloss hunn iwwert d'Gläichheet tëschent Mann a Fra mat enger Rei vu konkreten Objektiver.

Mä et muss ee soen, mir verdanken et gréisstendeels den Initiative vun der Europäescher an internationaler Gemeinschaft, dass op deem Gebitt Fortschrëtter koumen. D'Lounndiskriminéierung ass awer en fait méi grouss, well wa mer d'Differenz um Gesamtverdéngscht kucken, dat heescht manner Stonneloun, méi Deelzäitaarbecht, méi Ënnerbriechungen an der Beruffscarrière, kënnt Lëtzebuerg laut Eurostat op en „gap" vun 38,4% bei enger EU-Moyenne vun 41%.

Firwat hunn d'Fraen eng aner Positioun an där Aarbechtswelt wéi d'Männer? D'Meedercher wiele weiderhin, zënter Joren, déiselwecht berufflech Weeër. Et besteet eng Ofsënnerung a bestëmmte Beruffssecteuren. Wéi eng sinn dat? D'Restauratioun, de Botzsecteur, de Gesondheets- a Fleegeberäich, de Büroberäich an den Handel, ënner anerem an der Vente oder bei der Keess. Och am Enseignement an an der Magistratur sti mat iwwer 60% an der Fonction publique Fraen op de Posten.

Frae sinn nach ëmmer a ville méi techneschen a wëssenschaftleche Beruffer ënnerrepresentéiert. Sou fënnt ee kaum eng Fra als Bauaarbechterin, Mechanikerin oder Chauffeur, zwar schonn e bësse méi bei den Ingenieuren oder Informatiker. D'Frae sinn och méi oft a Beruffer mat manner Qualifikatiounen an op prekären Aarbechtsplazen an eben och manner gutt bezuelt. An der Moyenne kréie 17% vun de Fraen de Mindestloun géint 9% vun de Männer. An d'Diskriminatioun besteet doran, dass deene méi typesche Fraeberuffer net deeselwechte Wäert zougemooss gëtt wéi bei de Männerberuffer, bedéngt duerch gesellschaftlech Stereotypen. An enger an därselwechter Spart gëtt et Fäll, wou de Mann besser bezuelt gëtt wéi eng Fra.

Wann och am Ufank vun der Beruffscarrière déi jonk Fraen net esou schlecht dostinn duerch hir héich Schoulofschléss, geet d'Lounschéier mam Alter däitlech auserneen, zugonschte vun de Männer, well d'Fraen ënnerbriechen hir Beruffscarrière deels oder ganz wéinst der Kannererzéiung, ob dat Fonction publique oder ob dat Privatsecteur ass. Esou sëtze si laut Eurostat 2016 zu 36% op Deelzäitposte géintiwwer 6,2% bei de Männer.

D'Haushaltsaarbecht, d'Kannererzéiung an d'Fleeg vun den eelere Leit, déi sougenannten „Care-Aarbecht", ass nach ëmmer Fraesaach. An der Moyenne maachen dat véier Stonne pro Dag aus, also zweemol méi wéi dat bei de Männer de Fall ass, an dat obschonn de Stat an de vergaangene Jore vill Ustrengunge gemaach huet, fir de Familljen d'Liewe méi einfach ze maachen, wéi duerch d'Aféierung vum Congé parental, vun der Deelzäitaarbecht, de Chèques services, den Ausbau vun de Betreiungsstrukture fir Kanner an eeler Leit.

E Problem bleift weiderhin dee sougenannten „gliesene Plaffong", dat heescht den Netzou-

gang fir Fraen zu Féierungspositiounen an, am Fall wou, déi manner héich Pai. Laut engem Bericht vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun placéiert Lëtzebuerg sech op der 84. Plaz vun 108 Länner, wat d'Proportioun vu Fraen op mëttleren an héijere Kaderposten ugeet. Och d'Representatioun vun de Fraen an de private Verwaltungsréit läit nëmme bei 20% an déi bei vun der Bourse cotéierte Betriber bei ëm déi 12%. Insgesamt steet awer och do de Stat besser do an ass zënter 2015 vu 27% op 32% vum Stat genannte weiblech Administrateuren eropgaangen. An deen insgesamte Prozentsaz vu Fraen an deene Gremie läit awer nëmme bei 25,66%.

Här President, d'CSV begréisst, dass mer haut d'Loungläichheet fir Fraen a Männer fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht an engem neie Kapitel am Aarbechtsgesetzbuch verankeren. De Rapporteur Marc Angel, deem ech och heimat Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, deen huet eis dat och alles am Detail erkläert, dofir ginn ech och net méi op déi Detailfroen an.

Jiddefalls hofft d'CSV, dass déi méi genee Beschreiwung vun den Elementer vun engem gläichwäertege Loun d'Akloe fir déi betraffe Frae méi einfach mécht. An och begréisse mer, dass d'Sanktioune fir Patronen effikass an ofschreckend sinn.

D'Ëmsetzung vum Gesetz steet a fält awer och mat der ITM, oder éischter „ITRAM", der Gewerbeinspektioun also. Si war bis elo schonn och mat där Kontroll do beoptragt, domat awer zimlech iwwerfuerdert. Et sinn och keng Donnéeën do, wivill Plaintë gemaach goufen.

Mir hunn déi Diskussioun och gehat an der Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun den 30. Mee, wou ech als Invitée derài war, mä bedauerlecherweis war de Procès-verbal vun där Sitzung nach net approuvéiert, wat eigentlech och net Usus ass, wann e Projet zur Ofstëmmung virläit.

D'ITM huet d'Recht, Ableck an d'Paien ze kréien. Mä alles ze kontrolléieren, och d'Primmen, huet den Här Minister gemengt, géif se net packen. Och kee Wonner mat all deenen neie Missiounen, déi se derbäikritt, a mat iwwer 32.000 Betriber, déi mer hunn!

Ausserdeem ka se och nëmmen intervenéieren, wann déi betraffe Persoun dat och wëllt. D'Fro ass: Trauen déi Persoune sech dann elo éischter, Plainte ze féieren? Kënnt eventuell eng speziell Ulafplaz op d'ITM fir dës Problematik? A wéi kommen d'Delegatiounen aus der Zwéckmillchen eraus, dass d'Gehälter eigentlech ënnert d'Beruffsgeheimnis falen a si jo eigentlech do elo net ganz vill Handhab hunn?

Här President, d'CSV hofft och, dass d'Opwäertung vun den „actions positives" duerch dat heite Gesetz e Plus bréngt. Laut där neier administrativer Praktik muss de Betrib dokumentéieren, dass en engersäits déi intern Loungläichheet kontrolléiert huet, mat Hëllef vun dem Schwäizer Loungläichheetsinstrument Logib, ouni awer d'Léin offenzeleeën, an anererséits, dass e sech konkret Objektiver op zwee Joer gesat huet, fir méi Fraen an Entscheedungsgremien ze förderen.

D'CSV begréisst dës weiderhi fräiwëlleg Initiativ a wërft zugläich d'Fro op, wéi verschidden Avisen: Sinn déi administrativ Oploen net ze vill eng Laascht fir d'Betriber? A riskéiere se net och, éischter e Schoss no hannen ze ginn? A wat geschitt, wann déi Objektiver net erreecht sinn?

Dës positiv Aktiounen, déi goufe schonn ënnert de Virgänger-CSV-Ministesche Marie-Josée Jacobs a Françoise Hetto fir d'Betriber lancéiert. An zënter 2001 (veuillez lire: 2011) si se op de Stat, an 2012 op d'Gemengen ausgeweit an hunn och hir Preuvë gemaach.

Hunn dës positiv Aktioune genuch Visibilitéit no baussen, fir och weider Betriber ze motivéieren? Misst d'Regierung net och e weideren Incentive ginn, zum Beispill duerch d'Berücksichtegung vun Entreprisen, déi de Label „actions positives" hunn, bei ëffentlechen Ausschreiwungen?

D'CSV ënnerstëtzt jiddefalls eng differenzéiert Approche, déi op den Dialog mat de Betriber setzt an déi zu enger gesonder Mëschung, zu enger Diversitéit vu kompetente Leit op allen Niveauen an der Entreprise féiert, dat an engem selwer bestëmmten, awer natierlech net ze luese Rhythmus a mat där néideger Flexibilitéit jee no Secteur.

Wat d'Quoten an de Verwaltungsréit a bei der Bourse cotéierten Entreprisen ugeet, ënnerstëtzt d'CSV d'Direktiv Reding. Mat der Datebank vum Female Board Pool, déi potenziell Kandidatinnen aus diverse Beräicher oplëscht - och vun der fréierer Ministesch Hetto initiéiert -, dierf jiddefalls kee Betrib méi soen, et géife keng kompetent Frae méi ze fanne si fir an d'Verwaltungsréit. A gradesou wichteg ass awer och eng Vernetzung vun de Fraen.

D'CSV mengt un éischter Stell, de Stat sollt op eng kohärent Aart a Weis mam Beispill virgoen. An ech zitéieren hei meng Fraktiounskolleegin Martine Hansen am Kader vun der Debatt zum Gesetzesprojet iwwert de Fonds national de la recherche am Secteur public: „Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, datt mir als CSV - sou wéi och de Conseil d'État - et besser fonnt hätten, wann Der een allgemengt Gesetz fir all d'Établissement-publicke gemaach hätt, fir eben ze verhënneren, datt mer all eenzelt Gesetz mussen upassen, respektiv fir ze verhënneren, datt dës Saach emol eng Kéier kéint an engem Gesetz vergiess ginn." Enn vum Zitat. Esou dann och elo effektiv kierzlech geschitt beim Gesetzesprojet zu deem neie Fonds du logement, well do hat d'Regierung vergiess, hiren eegene Regierungsprogramm ëmzesetzen. A mir hunn natierlech als Oppositioun do missen drop opmierksam maachen.

Dofir meng Fro: Hätt d'Regierung hei net besser, op deem dote Punkt ëmzedenken?

Här President, wäert Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen eng gesellschaftlech Gesamtstrategie an eng Betribskultur net fir d'Fraen, mä fir dass eis 50% vun den Talenter net verluer ginn.

Geet den „Girls' Day - Boys' Day" fir d'Beruffsorientéierung duer? Wéi kënne mer d'Fraen op méi zukunftsorientéiert Aarbechtsplazen, zum Beispill am Beräich vun der Wëssenschaft, an der Informatik, an der Kommunikatiounstechnologie, besser orientéieren? Wat maache fir e besseren Zougang zur Weiderbildung an zu der berufflecher Emorientéierung?

Wier et sënnvoll, eng Sensibilisatiounscampagne ze maachen an de Betriber, fir déi nei gesetzlech Moossname virzestellen? Wéi kréie mer d'„work-life balance" hi fir Fraen a Männer, an zwar esou, dass se de Choix hunn, fir hiert Beruffs- a Familljeliewe selwer ze organiséieren? Dozou gehéieren ënner anerem eng ugepassten Aarbechtszäitorganisatioun an och méi Männer, déi sech an d'Care-Aarbecht investéieren.

Ass d'Potenzial vun de Kollektivverträg genuch ausgenotzt? Europäesch gesinn ass a Betriber, wou Kollektivverträg bestinn, d'Gehaltsdifferenz tëschent Männer a Fraen näämlech vill manner héich. An ech verweisen hei och op déi juristesch Studie vum Viviane Ecker zu deem Thema. Missten d'Sozialpartner net hei e bësse méi op déi Problematik sensibiliséiert a forméiert ginn?

Vu dass och den Här Minister dovun ofgesäit, fir den Aktiounsplang Égalité obligatoresch fir d'Betriber mat iwwer 50 Ugestallten anzeféieren, sollt een net en einfacht Instrument schafen, mat deem sech d'Geschlechtsneutralitéit besser iwwerpréiwen an och regelméisseg suivéiere léisst? Am Ausland gëtt et scho verschidden esou Modeller. Misst een net d'Informatioun vun den Delegéierten an de Gläichstellungsdelegéierte verbesseren? Si hunn d'Urecht op Donnéeën, déi no Geschlecht ventiléiert sinn.

Dat bescht Gesetz notzt näischt, wann net eng allgemeng Bewosstsäinsbildung souwuel bei de Betriber wéi an der Gesellschaft zesumme mat de Männer stattfënnt. Stereotyppen an déi klassesch Rolleverständnisser tëschent Mann a Fra sinn awer nach ëmmer déif verankert. Schonn oft hu mer an dësem héijen Haus iwwert dat Thema geschwat, an et wier ze vill schéin, wann et haut fir d'Lescht néideg gewiescht wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'CSV-Fraktioun hat schonn den 11. Januar - an de Rapporteur ass drop agaangen - eng Spléckung vum virleiende Gesetzesprojet ugefrot, well en eigentlech zwee ganz verschidden Themefelder beréiert, och wann déi allen zwee eppes mat Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn hunn. Mä mir haten awer och, muss ee soen, net déi néideg Explikatiounen an der Chancëgläichheetskommissioun zum Volet Aarbecht kritt, mat der Remarque, dofir wier eigentlech den Aarbechtsminister zoustänneg.

Dofir huet och d'CSV gemengt, et wier da besser, wann d'Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun sech direkt ganz géif mat deem Volet do befaassen.

D'Regierung huet awer ënnerstrach, an de Rapporteur huet et gesot, et wier de politesche Wonsch, fir déi zwee Voleten an engem Gesetz ze regruppéieren, an d'Aarbechtskommissioun sollt just mat engem Avis saiséiert ginn. D'Majoritéit huet awer am Ufank dat esou duergestallt, wéi wann d'Aarbechtskommissioun selwer sech op dëse Volet vun der Égalité des chances opmierksam gemaach hätt.

D'CSV begréisst zwar, dass et zu engem Avis hei vun der Commission du Travail koum, mä fënnt awer nach wie vor, dass et besser gewiescht wier, déi zwee Volete vun der Aarbecht a vun der Geschlechterklausel bei de politesche Wahle getrennt ze behandelen.

An dofir huet d'CSV-Fraktioun och ugefrot, Här President, fir herno separat iwwert deen éischten Artikel ofzestëmmen.

An elo dann zum Filetssték vun dem Regierungsprogramm: „Quota or not quota, that's the question!", fir et mam Shakespeare ze soen. Zu bal kengem Thema hu sech d'Geeschter méi gescheet, souguer ënnert de Majoritéitsparteien, an zu bal kengem Thema ass zënter Jore méi Tënt gefloss wéi zum Thema Geschlechterquot an am Speziellen zum Fraenundeel op de Kandidatelëschte vun de Parteien.

D'Propos vun der Regierung huet dann och am Ufank fir e regelrechte Gambia-Theater gesuergt: Cocasse jiddefalls d'Chamberspetitioun géint d'gesetzlech Quoten, ugestiwwelt vun LSAP-Politiker, déi hirer eegener Ministesch an de Réck gefall sinn, a wou sech och nach d'Jongdemokrate mat an d'Boot huele gelooss hunn. Grad esou cocasse en Artikel am „Land" vun engem héijen DP-Parteimandataire, deen ënner anerem vun „Afentheater" geschwat huet.

Wat war do gemengt? Et muss een dach soen, déi dach fir Männer liicht provokant - hei ass se -…

(Mme Sylvie Andrich-Duval montre une documentation.)

…a mat Statsgelder bezuelten „Afegläichstellungscampagne" vum zoustännege Ministère.

Nach méi cocasse d'Ausso vun engem Member vun der DP-Fraktioun op dëser Tribün bei engem Débat iwwert d'Proposition de loi 6586 vum honorabelen Här Kartheiser, d'DP wier kee grousse Frënd vu Quoten a si geséich et net als erstriewenswäert, fir intern Quoten an der Partei anzesetzen.

Wéi dat dann elo geet, wann haut - virausiichtlech, et weess ee jo ni! - d'Gesetz gestëmmt gëtt? Dann hätt d'DP jo wuel nach ëmmer keng intern Quot, mä wat mécht se da mat der gesetzlecher Quot? Dat ouni schizophren ze ginn?

Wuelverstanen…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den Owend hu mer e Gesetz, Madamm Andrich! Den Owend hu mer e Gesetz!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Très bien!

Wuelverstanen…

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Här President, huet d'Madamm Loschetter d'Wuert gefrot?

Plusieurs voix.- Ooh!

Une voix.- Oh la la!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Wuelverstanen, d'Fakte weise ganz kloer, dass d'Bedeelegung vun de Fraen un de politeschen Entscheedunge verbessert muss ginn. Mat 17 Fraen duerch d'Noréckelen an der Chamber - soss wieren et der nëmme 14 - leie mer mat e bësse méi wéi 28% am europäesche Ranking op 20. Plaz.

Une voix.- Maja!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Ee vun de Vizepresidenten an der Chamber ass eng Fra. A vun 23 Chamberskommissioune ginn der 6, also grad e Véierel, vu Frae presidéiert.

(Interruption)

Mat 2 Frae vu 6 Lëtzebuerger Gewielten am Europaparlament komme mer genee op en Drëttel.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just d'Madamm Andrich d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hutt Der héieren, Madamm Loschetter?!

(Hilarité)

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Mat 4 Frae vun 18 Regierungsmemberen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Och Dir, Här Gibéryen!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- …si mer bei 22% a leien elo no der Demissioun vun enger Ministesch e gutt Stéck ënnert der EU-Moyenne vu 26%. Mat 13% Buergermeeschteschen, mat engem Fënneftel Schäffinnen, mat engem Véierel Gemengeconseillèren a last but not least mat 6 weibleche Memberen am Statsrot vun 21 ka kee behaapten, dat wier top!

D'Regierung huet awer keng kohärent Approche bei der Aféierung vu Geschlechterklauselen an ass sech net konsequent. An d'CSV huet drop higewisen. Dofir hu sech eben net nëmmen d'CSV, mä och souguer eng Rei honorabel DP-Deputéiert gewonnert.

Firwat net och bei de Gemengewahlen? Firwat sech do just op eng Sensibiliséierungscampagne limitéieren? Déi vun der LSAP mat der „Madame on tour" mat der Posch, déi ass jiddefalls jo direkt als sexistesch, plakativ Campagne verstane ginn.

(Interruption)

Firwat net och d'Regierung oder am Statsrot? Bei der Reform vum Statsrot ass zwar eng Mindestzuel vu 7 Persoune vum ënnerrepresentéierte Geschlecht virgesinn, mä et war jo awer d'Regierung, déi se jo scho wollt virdrun ëmsetzen, ier d'Reform votéiert wier!

(Interruption)

An amplaz Politspillercher mat der ADR ronderëm d'Besetzung vun där héijer Kierperschaft hätt jo näischt verhënnert, dass déi gréng Partei, wéi se um Tour war, Fraen an d'Renne geschéckt hätt, statt dräi Männer. D'autant plus, wou jo déi gréng eng Geschlechterquot fir de Statsrot an hirem Wahlprogramm virgesinn hunn.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- D'CSV huet kee Gesetz gebraucht a brauch och keent, fir eng politesch Quoteregelung anzeféieren. Si huet schonn 2001, als éischt vun de grousse Parteien, eng bindend Geschlechterklausel vun engem Drëttel an hire Statuten agefouert, an dat net nëmme fir Chambers- an Europawahlen, mä och fir d'Gemengewahlen an och fir d'Parteigremien. A beim leschte Statutekongress ass dës Regelung op e fakultativen Niveau vu 40% eropgehuewe ginn.

D'CSV ass also der Meenung, dass all Partei sech soll hiren eegene Profill ginn, a setzt op fräiwëlleg Quoten. Si ass also net géint de Prinzip vun de Quoten. Et ass och guer net esou kloer erwisen, dass déi néng europäesch Länner, déi gesetzlech Quoten hunn, am Fong herno besser domadder stinn.

D'CSV ass awer gradesou der Meenung, dass eng Geschlechterklausel ëmmer nëmme kann en Instrument sinn um Wee zur Chancëgläichheet. Déi jonk Generatioun Frae verléiert gären aus den Aen, dass dat net alles esou selbstverständlech ass an och net war. Dofir déi ëfters pejorativ Konnotatioun vu Quotefraen.

Et geet wuelverstanen drëms - an och de Rapporteur huet drop higewisen -, kompetent a gläich qualifizéiert Frae wärend enger Iwwergangszäit ze förderen. Do dernieft ass e Package vu Moossnamen néideg, fir déi existent Hürden ze iwwerwannen, wéi en Nowuessprogramm fir jonk Fraen a Männer, politesch Formatioune fir Fraen a Männer, Mentoring vu potenzielle Kandidatinnen, besser Vernetzung a Visibilitéit an de Medien. Och dat ass d'CSV amgaangen ëmzesetzen. A virun allem ka se schonn zënter Joren op eng staark Fraenorganisatioun, d'CSF, zielen, déi dat alles mat ugestouss huet.

D'CSV hat d'Remarque vum Statsrot opgeworf, firwat d'Regierung dann net eise Wahlsystem carrément op de Leescht géif huelen, well do hunn och aner Länner aner Weeër fonnt, fir och zum Beispill Strofe virzegesinn, als Beispill, wann een do d'Plaze vun der Lëscht eidel stoe léisst. Dat ass nëmmen eng vun de Méiglechkeeten.

Ofgesinn dovunner ass d'CSV awer der Meenung, dass et besser wier, de Parteien e positive finanziellen Incentive ze ginn, amplaz finanziell ze strofen, wa se d'Quot net anhalen, mä hinnen dann, wéi gesot, en Incentive ze ginn.

Ech erënneren och drun, dass dat och souguer am Koalitiounsprogramm vun der viregter Regierung virgesi war. Do war d'LSAP jo och dran, wann ech mech gutt erënneren.

Op de Virstouss vun der CSV hin huet d'Chancëgläichheetsministesch gemengt, eis Gesetzgebung wier eben esou opgebaut, dass, wann ee sech net drun hält, et ebe Strofe gëtt.

Déi Meenung kann ech zwar net deelen, Madamm Minister, well mir hunn och eng Rei Gesetzer, wou de Stat eppes belount, wann d'Objektiver erreecht ginn. Dat ass zum Beispill de Fall beim Pacte Logement, wou et Finanzsprëtze gëtt, wann d'Bevëlkerung e bësse méi séier wiisst; als Beispill gesot. Et ass e politesche Choix, et ass schonn ugeklongen. Awer et ass och net deen eenzege Wee.

Och de Premierminister huet d'leschte Kéier bei der Ouverture vun der Europäescher Männerkonferenz gesot, fir d'Regierung wier et normal, Fraen a Männer mat op d'Lëscht ze

huelen, aner Parteie wéilte méi wéi dat Normaalt maachen, andeems se Primme géife ginn, wann ee Frae mat op d'Lëscht hëlt, firwat een da misst eppes belounen, wat normal ass. D'Regierung géif strofen, wann dat Normaalt net agehale géif ginn.

Mä ech froen d'Demokratesch Partei: Wat ass dann elo fir si dat Normaalt? Well, liesen ech dach an deem virdrun zitéierten „Land"-Artikel, ech zitéieren: „Quoten waren für die Demokratische Partei nie die optimale Lösung, um der geschlechtsspezifischen Ungerechtigkeit zu begegnen." Dann, e bësse méi wäit: „Bei den Koalitionsverhandlungen zur blau-rot-grünen Regierung reagierte die DP auf die Entwicklungen im internationalen, vor allem im europäischen Umfeld, wandte sich von ihrer ursprünglichen Position ab und akzeptierte eine gesetzliche Quotenreglung für Verwaltungsräte und Parteilisten. Bei 40% liegt demnach das anvisierte Ziel der Regierung." An elo kënnt et: „Auch hat sich die Demokratische Partei damit einverstanden erklärt, ein ausgeglichenes Geschlechterverhältnis auf Wahllisten finanziell zu fördern. Also umso irritierender ist deshalb der rezente Vorstoß des Chancengleichheitsministeriums anzusehen, bei der Parteienfinanzierung Kürzungen bis zu 75% vorzunehmen, sollten die vorgeschriebenen Quoten nicht eingehalten werden. Eine solche Regelung - die JDL bezeichnet sie in ihrer Pressemitteilung als „populistisch" - erscheint mir allerdings ein äußerst diskriminatorischer Eingriff in die organisatorische Freiheit der Parteien und ihrer Sektionen. Sie läuft Gefahr, im Namen des schnöden Mammons die Falschen in der Politik zu fördern." Enn vum Zitat.

Une voix.- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Dat erkläert also, firwat mir ëmmer gemengt hunn, an der Chancëgläichheetskommissioun séize Membere vun enger anerer DP wéi déi vun de Regierungsmemberen! An duerch dësen interne Koalitiounsdrock, hu mer verstanen,…

(Hilarité générale)

…ass d'Chancëgläichheetsministesch schlussendlech derzou komm, fir musse Waasser an hire Wäin ze schëdden. An dofir déi Iwwergangsfrist, fir dass déi finanziell Strofen eréischt voll spille…

(Interruption)

…bei deenen iwwernächste Wahlen.

D'CSV huet an der Kommissioun eng Alternativ virgeluecht an den 28. Juni Amendementer abruecht, déi awer vun der Majoritéit, de Rapporteur huet et gesot, verworf goufen.

Ech wëll, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV-Amendementer awer hei nach eng Kéier abréngen an och zum Vott stellen, an deemno sollen déi Parteien, déi eng Geschlechterquot vu mindestens engem Drëttel erfëllen, also eng deementspriechend finanziell Ënnerstëtzung kréien, net op Basis vum Parteiefinanzéierungsgesetz, mä op Basis vum ofgeännerte Wahlgesetz vum 18. Februar 2003. An do soll den Artikel 93 en neien Abschnitt bäikréien: Wat eng Partei méi no bei de Sockel vu 40% kënnt, wat d'Majoratioun op der Dotatioun fir d'Wahlkampfkäschte méi héich gëtt.

Fir d'Chamberswahle kann et deemno en Opschlag gi vu 5% bis 25% ab 20 bis 24 Kandidaten, wann iwwert déi véier Wahlbezierker d'national Moyenne erreecht ass.

Fir d'Europawahlen, mat engem eenzege Wahlbezierk, géifen dat 12,5% ausmaache fir e Minimum vun engem Drëttel bis 40%, wat a béide Fäll zwee Kandidaten ausmécht.

Dat wier also direkt gekoppelt un d'Wahlen a géif och nëmmen all fënnef Joer erfalen. Dat wier eng ganz moderéiert Ausgab, well et geet jo net drëms, fir d'Parteikeesen ze fëlle respektiv Fraen „ze kafen" oder Abus mam Budget ze bedreiwen. An dat ass also a kuerzen Zich déi Alternativ, déi d'CSV proposéiert huet. An dofir déposéieren ech déi och nach eng Kéier, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Villmools Merci.

Amendement 1

L'intitulé du projet de loi est remplacé par l'intitulé suivant:

«Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg»

Amendement 2

L'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 1. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de:

- 5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 20 candidats de chaque sexe

- 10% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 21 candidats de chaque sexe

- 15% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 22 candidats de chaque sexe

- 20% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 23 candidats de chaque sexe

- 25% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 24 candidats de chaque sexe»

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 2. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de 12,5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 2 candidats de chaque sexe.»

Exposé des motifs

Le CSV s'est engagé à promouvoir une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans tous les domaines et tous les niveaux de la société.

Ainsi, une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans les organes de prise de décision politique ainsi qu'un accès plus équitable et une meilleure participation des femmes aux structures du pouvoir et aux processus décisionnels est un objectif déclaré de longue date du CSV.

Le CSV a en effet depuis longtemps inscrit dans ses statuts le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes. Il s'est engagé volontairement et sans que le législateur ait besoin d'intervenir dans cette voie. Les statuts du CSV prévoient, en ce qui concerne plus précisément les listes des candidats pour les élections législatives, les élections européennes et, qui plus est, pour les élections communales que chaque sexe doit bénéficier d'une représentation obligatoire d'au moins 33% sur les listes en question. Le CSV est allé au-delà en fixant un seuil facultatif de 40% de représentation de chaque sexe pour ces mêmes élections. Si ce seuil est facultatif, il n'en demeure pas moins que ce seuil représente pour le CSV un objectif qu'il souhaite atteindre. À noter également que cette mesure ne peut être considérée comme une mesure isolée, mais constitue un élément parmi d'autres afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes tant au sein d'un parti qu'au sein de la société.

Le Gouvernement entend promouvoir la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans la sphère de la prise de décision politique en proposant l'instauration d'un quota obligatoire de 40% du sexe sous-représenté sur les listes électorales et la mise en place de sanctions financières en cas de non-respect des minima imposés. Le CSV est d'avis que cette stratégie ne constitue pas la meilleure voie pour parvenir à une représentation plus égalitaire des hommes et des femmes en politique.

Le CSV est et reste, au contraire, convaincu que les quotas minima décidés volontairement par les organes internes des partis politiques feront davantage avancer la question de la parité entre les sexes dans la sphère politique que des proratas imposés obligatoirement par le législateur. En fixant volontairement des seuils de représentation minimaux, un parti politique prend un engagement auquel il croit foncièrement. Il mettra, dès lors, cette décision en œuvre sans faux-semblants.

Alors que le CSV est, à côté du parti politique déi gréng, le premier des grands partis à avoir inscrit le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans ses statuts et que cette représentation équilibrée est dans les faits loin d'être atteinte, le CSV est convaincu qu'il faut promouvoir une représentation plus proportionnée au niveau de la sphère politique. Pour le CSV, il s'agit d'amener les partis politiques à adopter dans leurs statuts des dispositions analogues, par exemple à celles auxquelles lui-même est soumis.

Dans cette logique, et en l'absence d'une réflexion plus approfondie sur le système électoral au Luxembourg, le CSV propose de mettre en œuvre non pas un système de pénalités en cas de non-respect des quotas minima pour chaque sexe, système qui ne garantirait nullement un changement de comportement des partis vis-à-vis de la nécessité d'une représentation politique plus équilibrée, mais un système qui incite de manière positive les partis politiques à œuvrer pour une meilleure représentation.

La proposition du CSV consiste à majorer les montants que les partis politiques se voient allouer dans le cadre de la loi électorale de 2003 telle que modifiée. Il nous semble plus logique de prendre comme base la loi électorale de 2003 plutôt que la loi sur le financement des partis politiques de 2007 dans la mesure où il s'agit de garantir un meilleur équilibre entre les candidats et les candidates au niveau des listes électorales établies à l'occasion d'élections. La majoration est échelonnée en fonction du pourcentage minimum de candidats/candidates que les partis politiques présenteront sur les listes à l'occasion des élections législatives et européennes.

Afin d'éviter que la promotion d'une meilleure représentation ne devienne un enjeu financier et soit utilisée par les partis politiques pour renflouer leurs caisses, il est évident que les éventuelles majorations ne sauraient être allouées que tous les cinq ans au moment des élections législatives. En outre, leur montant doit être fixé de manière équilibrée afin de constituer un incitatif pour les partis politiques à présenter des listes plus proportionnées en évitant toutefois toute sorte d'abus et de répercussions exagérées sur le budget de l'État. Les amendements proposés tiennent compte de ces exigences.

Commentaire de l'amendement 1:

En raison de l'objet de l'amendement 2 portant modification d'une loi différente de celle de la proposition gouvernementale, à savoir de la loi électorale et non de la loi portant réglementation du financement des partis politiques.

Commentaire de l'amendement 2:

L'amendement a pour objet de modifier l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 en introduisant un nouveau montant supplémentaire sur le montant total de la dotation destinée à couvrir des frais des campagnes électorales à allouer aux partis et groupements politiques. Ce nouveau montant est accordé lorsqu'ils respectent, en outre des conditions prévues par ladite loi, la présentation d'un minimum d'un tiers de candidats de chaque sexe sur les listes à présenter pour les élections législatives et européennes. Il s'agit d'un système de majoration progressif proportionnel aux candidats du sexe sous-représenté en supplément au minimum du tiers exigé. Le tableau de correspondance «pourcent - personnes physiques» est le même que celui proposé par le projet de loi gouvernemental.

Pour ce qui est des listes de candidats aux élections législatives, la majoration du montant passe progressivement de 5% pour atteindre 25% pour une proportion de 40% de candidats de chaque sexe. Est exigée la présentation d'un minimum de 33,33% de candidats de chaque sexe sur les listes de chacune des quatre circonscriptions. Au-delà, jusqu'à l'atteinte de l'objectif de 40%, le paramètre utilisé pour le contrôle sera la moyenne des candidatures du sexe sous-représenté figurant sur les listes présentées dans les quatre circonscriptions électorales.

En ce qui concerne la liste de candidats aux élections européennes dans la circonscription nationale unique, une majoration unique de 12,5% est accordée pour le minimum exigé d'un tiers de candidats jusqu'à l'atteinte de la proportion de 40%, ce qui équivaut dans les deux cas à un nombre absolu de 2 candidats.

(s.) Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- An ech froen, dass nach eng Kéier kann driwwer ofgestëmmt ginn. A vläicht kënne jo d'Kolleege vun der DP oder nach aner Kolleege sech och gären deenen Amendementer do vun der CSV ralliéieren, déi mer dann nach eng Kéier hei zum Vott stellen.

D'CSV stoung a steet fir eng Politik, déi d'Fraen aktiv fërdert, an dat op allen Niveauen an an alle Gesellschaftsberäicher. Virun allem ass e Bewosstsäinswandel néideg, an dee Wee musse mer zesumme mat de Männer goen. D'Halschecht vun den Talenter, d'Halschecht vun der Verantwortung, jo! Dat geet awer net mat der Briechstaang, soss riskéiert net nëmmen den „gliesene Plaffong", a Schierbelen ze goen.

Eng méi héich Proportioun vun de Kandidatinnen op de Wahllëschte vun de Parteien heescht jo och net automatesch, dass méi Frae gewielt ginn. Quot hin Quot hier, leschtendlech mussen d'Fraen, wéi gesot, gewielt ginn, an do behale selbstverständlech d'Wielerinnen an d'Wieler dat lescht Wuert.

Ech kann hinne just hei e Wuert vun der Madamm Michelle Bachelet, der fréierer Presidentin vum Chile, mat op de Wee ginn…

(Interruption)

Pardon, jo, nees Presidentin!

…mat op de Wee ginn: «La politique gagne en qualité quand il y a des femmes.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Andrich.

4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

Ier ech d'Wuert weiderginn, wollt ech nach léif Gäscht bei eis begréissen.

Chers collègues, j'ai le plaisir de saluer cordialement la présence sur notre tribune d'honneur d'une délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Madame Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Chère Madame, c'est un honneur pour nous et un privilège de vous accueillir ainsi que votre délégation à cette séance publique de la Chambre des Députés. Je vous souhaite encore un agréable séjour et de bons échanges entre votre sénat et notre parlement. Merci d'être venus.

(Applaudissements)

Voilà, léif Kolleegen, da géife mer weiderfuere mat eisen Diskussiounen. An als nächst huet d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP d'Wuert. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

5. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)

Discussion générale (suite)

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz verfollegt zwee Prinzipien, déi menger Partei, der LSAP, enorm wichteg sinn: Gerechtegkeet an Egalitéit. D'Gläichstellungspolitik hei am Land ass kee Randthema. Dat ass erfreelech. An dat weist och d'Ministesch vun der Egalitéit mat dem ambitiéisen Aktiounsprogramm, dee sougutt déi gläichberechtegt Participatioun vu Fra a Mann an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft wëllt verbesseren, wéi och d'Visibilitéit vu Fraen am ëffentleche Raum.

An et ass erfreelech, dass mer endlech légiféréieren, konkret Mesuren huelen an net nëmmen driwwer diskutéieren.

Déi Instrumenter, déi mer eis elo wëlle ginn, waren och Bestanddeel aus dem Wahlprogramm vu menger Partei. Fir eis huet Chancëgläichstellungspolitik en héije Stellewäert. Nëmmen eng gläichgestallte Gesellschaft ass eng modern Gesellschaft. Nëmmen eng gläichgestallten Ekonomie ass eng zukunftsfest Ekonomie. An dofir brauche mer kloer Regele fir d'Politik a fir d'Ekonomie.

A mir deele sécherlech net d'Ausso, déi viru Jore vun enger Associatioun, déi iwwregens nëmmen aus engem Geschlecht bestanen huet, gemaach gouf, dass hei am Land eng feministesch Politik mat männerfeindlechen Auswierkunge géif praktizéiert ginn.

(Interruption)

A genau hei ass et awer wichteg ze verstoen, dass d'Chancëgläichstellungspolitik net Anti-Männer-Politik mengt, villméi geet et ëm d'Hierstellung vun de gläiche Rechter fir Fraen a Männer duerch ganz spezifesch Mesuren a Gender Mainstreaming als integrativ an ëmfaassend Gläichstellungspolitik.

Natierlech ass et kloer, dass déi Mesuren, déi mer elo wäerten huelen, virun allem wäerte Frae profitéieren. Et ass kloer, well déi hu jo nach esou munches nozehuelen.

Ech selwer war virun e puer Joer iwwerzeegt, dass mer keng Quot brauchen an dass eben d'Zäit dës eklatant Fraelück an alle Beräicher géif schléissen. A grad als jonk Fra muss ech agestoen, dass deem net esou ass. Dass Fraen op Féierungsposten an an der Politik nach ëmmer eng Minoritéit sinn, ass e Problem, dee sech net mat der Zäit léist, mä dee mir musse politesch regelen.

„Zwang" ass en ellent Wuert an „Quot" wuel kaum e bessert. Mä et gëtt awer vill Argumenter, déi fir eng Geschlechterquot schwätzen. Ech ka verstoen, dass eng Fra keng Quotefra wëllt sinn, dass si léiwer eben duerch hir Kompetenze wäertgeschat gëtt an och doduerch agestallt gëtt. Dogéint ass och näischt anzewenden. Den Denkfeeler läit awer doranner ze mengen, dass eng Quot bei ongläicher Qualifikatioun zum Asaz kéim. Dat ass net d'Zil vum System! Et geet net drëms, tëschent op där enger Säit enger inkompetenter Fra an engem kompetente Mann ze entscheeden an esou eng Fra op e Posten ze setzen, nëmme well et eng Fra ass.

D'norwegesch Wirtschaft, déi jo mat enger Quot fonctionnéiert, déi géif dach bestëmmt net zouloossen, dass Quotefraen an hire Verwaltungsréit séizen, déi absolutt net kompetent sinn, déi vun näischt Anung hunn an déi iwwerhaapt näischt wëssen. Dat gleeft dach keen heibannen!

Beim Quotesystem geet et drëms, bei gläicher Qualifikatioun a Kompetenz deem Geschlecht de Virtrëtt ze loossen, dat do ënnerrepresentéiert ass. An a Frankräich soe se: «Qualification et compétence d'abord, le quota ensuite.»

Dat Argument, wat jo och oft ze héieren ass, dass fläisseg a kompetent Fraen automatesch sech kënnen duerchsetzen, fannen ech perséinlech dreist. Well all déi Fraen, déi net do sinn, wou se wëllen, gëtt d'Gefill vermëttelt, dass si net gutt genuch wären. Vu dass mer e geréngen Undeel u Fraen an der Politik an a Féierungsposten hunn, géif dat bedeiten, dass d'Fraen net déi erwënschte Leeschtung géifen erbréngen an net kompetent genuch wären, soss wären der jo méi do vertrueden.

Virun allem géif et awer och bedeiten, dass Männer an der Regel méi qualifizéiert wären. A genau dat Argument verkennt awer d'Realitéit: Mir hunn och gutt ausgebilt a kompetent Fraen, déi eng drop hunn! Si hunn am Duerchschnëtt e bessere Schoulofschloss a verloossen och méi oft d'Uni mat engem Diplom an der Täsch. Also kann et net alleng dorunner leien, also un der Kompetenz, dass d'Fraen net do sinn, wou se wëllen.

Et muss ee kee Fan vun der Quot sinn. Et kann een awer net ignoréieren, dass d'Quot iwwerall do, wou se agefouert ginn ass, dozou bäigedroen huet, eben eng däitlech besser Representatioun vun de Geschlechter ze verwierklechen.

Norwegen gëtt jo ëmmer als Paradebeispill zitéiert. Haut diskutéiert do kee méi driwwer, ob nach méi Fraen do mussen an d'Virstänn rekrutéiert ginn. Et ass selbstverständlech ginn, dass Fraen do sinn! Oder kucke mer op eis méi direkt Noperen, d'Belsch: Déi hunn '99 eng Quoteregelung agefouert, wat zur Konsequenz huet, dass den Undeel u weibleche Politiker an der Regierung geklommen ass. A si hunn hiren Undeel souguer méi wéi verduebelt. Dofir huet d'LSAP sech och fir eng gesetzlech progressiv Quoteregelung op de Wahllëschten ausgeschwat.

Natierlech ass eng Kandidatinnequot keng Garantie fir gewielt ze ginn. Mat dësem Gesetz wäerte mer bestëmmt net derfir suergen, dass bei deenen nächste Landeswahle méi Fraen hei an der Chamber wäerte sinn. De Choix läit nach ëmmer beim Wieler, an dat ass och richteg esou. D'Erfahrungen aus dem Ausland weisen awer, dass Offer an Demande spillen, dass bei enger gréisserer Unzuel u Kandidatinnen herno och méi Frae gewielt goufen.

An der Ekonomie solle bis 2019 d'Verwaltungsréit vun ëffentlechen Institutioune mat mindestens 40% Frae besat ginn, eng Praxis, déi och d'Regierung haut scho bei der Verdeelung vu fräie Posten uwennt. D'LSAP begréisst et, dass den ëffentleche Secteur hei mam gudde Beispill virgeet an hofft natierlech, dass och de Privatsecteur matzitt.

Eng Quoteregelung, wéi elo an Däitschland, hei am Land anzeféieren, mag wéineg Sënn erginn. Mir hunn net esou vill grouss Konzerner, déi un der Bourse cotéiert sinn. Dat heescht awer net, dass d'Betriber hei komplett aus der Verantwortung gezu ginn. Si gi jo encouragéiert, sech konkret an novollzéibar Objektiver ze fixéieren, fir esou e besseren Équiliber tëschent de Geschlechter an Entscheedungsgremien ze erzilen. An treffend fannen ech hei eng Ausso vum Ranga Yogeshwar, dee sot: „D'Fraequot ass en traurege Beleg fir eis Onfairness. An enger opgekläerter Gesellschaft sollt eist Handele se scho längst iwwerflësseg gemaach hunn."

Här President, e weidere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Loungerechtegkeet, well dat ass fir d'LSAP keen Niewenthema hei am Gesetz. Gerechtegkeet ass en ursozialistescht Uleies. Ëmmer dann, wann e Mann 1 Euro verdéngt, sinn et fir d'Fra 92 Cent, an dat, well d'Fraen am Duerchschnëtt 8% manner verdénge wéi d'Männer. Wa Fraen trotz gläicher Aarbecht manner verdénge wéi hir männlech Kolleegen, ass dat net just ongerecht, et ass carrément Onrecht! An do gëllt et, genau dës Loundiskriminéierung ze stoppen. Et muss Schluss si mam Sexismus per Paiziedel! D'Frae verdéngen et, 100% ze verdéngen!

Natierlech musse mer och unerkennen, dass d'Situatioun sech verbessert huet. An de 50er Jore gouf déi berufflech Leeschtung vu Fraen als eng reduzéiert Leeschtung am Verglach zu enger „Normalleeschtung" vum Mann gesinn. Eng méi niddreg Bezuelung vu Frae gouf domadder begrënnt, dass déi eng méi geréng physesch a psyschesch Belaaschtbarkeet hätten. Haut awer besteet zum Gléck Konsens, d'Aarbechtsleeschtung vu Fraen a Männer als gläichwäerteg unzëerkennen. Säit '74 hu mer e Reglement, dat Fraen a Männer déiselwecht Pai fir déiselwecht Aarbecht zougesteet. An awer hu mer de Problem nach net ganz geléist.

Fir eng Loundiskriminéierung ginn et weder sachlech nach natierlech Grënn. Et ginn awer Faiten, déi ech wëll benennen. Éischt Tatsaach ass, dass d'Fraen oft a Secteure beschäftegt sinn, wéi eben dem Nettoyage oder dem Commerce, wou insgesamt keng allze héich Paien ausbezuelt ginn. Eng zweet Tatsaach ass, dass déi wéinegst op gudde Féierungsposten ze fanne sinn. Eng drëtt Tatsaach ass och, dass oft Fraen an Deelzäit schaffen. An eng aner weider Ursaach erkläert sech duerch Ënnerbriechungen an hirer Carrière.

Loungerechtegkeet ass awer och méi wéi just eng reng monetär Affär. Ongläich Bezuelung huet och eng gesellschaftlech Dimensioun a vermëttelt d'Ausso, dass d'Aarbecht vu Frae letztendlech manner wäert ass wéi déi vu Männer. Dëst steet awer am krasse Géigesaz zum Prinzip vun der Egalitéit. An dofir engagéiere mir eis fir fair Léin, nom Prinzip: gläiche Loun fir gläich Aarbecht. An dofir wëlle mir, dass dëse Prinzip an d'Aarbechtsrecht ageschriwwe gëtt.

Nun, garantéiert d'Inscriptioun vun dësem Prinzip an de Code du travail an Zukunft dann automatesch Lounegalitéit? Et ass an éischter Linn eng Stäerkung vun de Rechter vun de Salariéen. An deem Prinzip gëtt méi Importenz zougeschriwwen, wann en am Aarbechtsrecht verankert gëtt, an en ass deemno och méi kloer a méi visibel. Automatesch ass eng Garantie awer net ginn. Fillt eng Fra sech benodeelegt, muss d'Initiativ, fir eng méi héich Pai anzekloen, vun hir ausgoen. Et ass also un der diskriminéierter Persoun, sech ze mellen. Bis haut huet e Kontrollmechanismus gefeelt. Dat ännert sech awer elo, andeems een agefouert gëtt. An nei ass och, dass de Patron, dee sech net drun hält, mat finanzielle Sanktioune muss rechnen.

Dës Modifikatioun am Code du travail gëtt awer net vun alle Säite begréisst. Déi eng fannen, dass d'berufflech Qualifikatiounen e Lounënnerscheed bei därselwechter Aarbechtsplaz rechtfertegen. An anerer gesinn hei en Ugréff op d'Tariffautonomie. Ech wëll hei betounen, dass dëst Gesetz d'Duerchsetzung vu Loungläichheet regelt, dass d'Léin an Zukunft op Diskriminéierung mussen iwwerpréift ginn. Wéi déi Lounegalitéit hiergestallt gëtt, läit an der Verantwortung vum Patron respektiv vun de Sozialpartner. An do muss een och soen, dass an deene Betriber, wou et e Kollektivvertrag gëtt, sech de Problem praktesch bal net stellt.

Fir op d'Fro zréckzekommen, ob d'Inscriptioun am Aarbechtsrecht elo duergeet, fir Lounegalitéit duerchzesetzen, sief drop higewisen, dass mer eng Kombinatioun aus verschiddenen Aktioune brauchen. Däers ass sech d'Regierung jo och bewosst an dofir huet si och Modifikatiounen am Programm vun de positiven Aktioune virgesinn. D'Zil vun dësem Programm ass, an de Betriber e Bewosstsäin ze schafen, fir domadder d'Ëmsetzung vun der Egalitéit vu Fraen a Männer ze realiséieren.

D'LSAP ass der Iwwerzeegung, dass déi Konditiounen, fir kënne vun deene finanziellen Hëllefen ze profitéieren, duerchaus zoumuttbar sinn. D'Betriber si fräi a kënne selwer décidéieren, wéi si e Kulturwandel an hire Chefetage wëlle virundreiwen a fir eng méi équilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer wëlle suergen.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass eng Verbesserung bei der Gläichstellung vu Fra a Mann sech net nëmme positiv op eis Ekonomie, mä op eis ganz Gesellschaft wäert auswierken. Ongerecht Léin kënne spéider zu ongerechte Pensioune féieren. Dofir suerge mer derfir, dass d'Fraen net aus engem „gender pay gap" herno an en „gender pension gap" falen, suerge mer derfir, dass mer déi Ongerechtegkeet behuewe kréien!

Dëst gesot, ginn ech dann och haut den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Mir maachen dat dann haut, wéi een esou schéi seet „gender-balanced". An ech wëll awer profitéieren, fir dem Rapporteur nach Merci ze soe fir seng Presentatioun a seng Rapporten. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Bofferding. An nächsten agedroene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo oft behaapt, eis Gesellschaft vun haut hätt manner human Aspekter, déi géife manner an de Vierdergrond gestallt ginn. Ech mengen, dat muss een zwar staark relativéieren.

Au contraire, wann ee kuckt, wéi mer eis an deene leschte Jorzéngten entwéckelt hunn, da stellt een do zwar awer eng ganz Rei positiv Fakte fest, besonnesch, wéi gesot, wat eis Breeden hei ubelaangt: D'Minoritéiten hu vill méi Rechter kritt - ech denken zum Beispill un de Mariage pour tous -, d'Zivillrechter si verstäerkt ginn, d'Matbestëmmung um politesche Plang ass och verbessert ginn, de Fraen hir Situatioun ass ouni Zweifel - och zu Recht - an deene leschte Jorzéngten zu engem gudden Deel, wéi gesot, méi staark gemaach ginn. Ech denken och hei zum Beispill un den Ofdreiwungsberäich. Den Afloss vun der Kierch ass zréckgaangen.

Bref, et kann ee soen: Eis Gesellschaft ass méi fräi ginn, ass méi offe ginn. Eng Rei Tabue si gefall, ënner anerem och den Tabu vun der Chancëgläichheet, dee vill méi intensiv diskutéiert gëtt. Dat war e laange Prozess. Dat ass e Prozess, deen och nach net ganz ofgeschloss ass. Allerdéngs muss een ëmmer erëm betounen, datt dat ee Prozess ass, deen éischter an eise Kulture stattfënnt. A villen anere Kulturen ass dat net de Fall. Spéitstens gëschter hu mer dat jo nach eng Kéier diskutéiert. An et si virun allem Fraen, déi op ville Plaze mussen an zum Deel dach onwierdege Konditioune liewen.

Sécher ass bei eis och net alles perfekt. Sécher mussen nach munch Saachen nogeholl ginn, ech denken effektiv um Niveau vun der Chancëgläichheet. Haut gëtt da versicht, op zwee Niveauen déi Chancëgläichheet nach méi staark hierzestellen. Mir als Demokratesch Partei begréissen dat ouni Zweifel. Mir sinn allerdéngs der Meenung, dat sollt éischter iwwer e räsonabele Wee geschéien. Mir sinn net der Meenung, datt Ideologien eis hei sollen ze vill guidéieren.

Dat Gesetz hei huet jo zwee Voleten: Dat Éischt ass, fir de Code du travail ëmzeänneren, an dat Zweet ass, fir d'Parteiefinanzéierungsgesetz ze modifizéieren. Wat elo deen éischte Volet ubelaangt, do gëtt jo elo de Prinzip ageschriwwen, datt Leit, déi déiselwecht Aarbecht maachen, och sollen deeselwechte Loun kréien. U sech ass et näischt direkt Neies. Dat huet jo scho bestanen iwwert de Wee vun engem grousherzogleche Reglement. Dat ass e Prinzip, dee selbstverständlech absolutt net soll a Fro gestallt ginn; mir stinn do och ganz kloer derhannert.

Et stellt een allerdéngs och fest, wann een den Exposé des motifs vun deem Gesetz hei liest, datt glécklecherweis déi Inegalitéit jo awer an deene leschte Joren ofgeholl huet. Mä trotzdeem gëtt et nach ab und zu Differenzen. An dat däerf och mat Sécherheet net sinn.

Et muss een allerdéngs och hei realistesch sinn - an et ass och scho virdrun ugeklongen: Natierlech gëtt et och Stëmmen, déi dat méi kritesch gesinn, besonnesch aus dem Patronatsberäich. An duerfir muss een och Verständnis opbréngen. Et muss ee wëssen, wann een dee Prinzip géif iwwerstrapazéieren, datt dat awer och kéint zu gewësse Problemer féieren.

Ech weisen hei zum Beispill op den Avis vun der Chambre de Commerce hin, déi Folgendes geschriwwen huet: «les critères en vue de déterminer des travaux de valeur égale se concentrent à tort sur le poste de travail en lui-même et les qualités qu'il requiert en faisant fi des propres qualités du salarié (…) alors que celles-ci peuvent justifier une différenciation salariale sur un même poste de travail». Duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier: Ech mengen, de Prinzip - jo! - soll absolutt net a Fro gestallt ginn. Mä et muss awer och nach deem eenzelne Patron d'Méiglechkeet gelooss ginn, wa Leit wierklech eng gewësse Leeschtung brëngen, datt dat awer och kann honoréiert ginn.

Positiv gesi mer jiddefalls an dësem Gesetz och, datt elo, wann een eng Persoun astellt an engem Betrib, déi zu engem ënnerrepresentéierte Geschlecht gehéiert, déi Demande, fir déi Aide ze kréien, net méi muss iwwert de Chancëgläichheetsministère transitéieren, mä direkt un den Aarbechtsminister geriicht gëtt. Dat ass fir eis net nëmmen eng Simplification administrative, dat ass eng Noutwendegkeet! Et kann ee sech och d'Fro stellen, firwat datt iwwerhaapt bis haut dat huet missen iwwer zwou Plaze goen.

Wat d'Actions positives ubelaangt, och hei komme jo eng Rei Modifikatiounen; do kommen zwee nei Kritären derbäi. Dat bréngt natierlech eng zousätzlech administrativ Aarbecht fir déi betraffe Betriber mat sech. Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, datt jo awer d'Betriber dat um Niveau vun der Fakultativitéit maachen, dat heescht, si sinn net obligéiert, an Zukunft un esou Programmer deelzehuelen. Mir bleiwen och der Meenung, datt dat net obligatoresch soll ginn. Wann natierlech e Betrib gär den Agrément hätt, fir dee Plang vun Actions positives ze maachen, dann ass et och eng Selbstverständlechkeet, datt e sech och u gewësse Contraintë muss halen. Wéi gesot, de Betrib soll awer nach wie vor dann d'Fakultéit hunn, selwer ze décidéieren, wat en do mécht.

Datt och elo muss matgedeelt ginn, wéi de Verwaltungsrot respektiv d'Direktioun ausgesäit, och dat kann een novollzéien. Ech wëll och hei op eng EU-Etüd hiweisen, déi virun e puer Joer gemaach ginn ass, wou ganz kloer erauskomm ass, datt zum Beispill nëmmen 11% vun den Entreprisen an den Hänn vu Frae sinn an datt an den Direktiounsetagen och nëmmen 12% Frae sëtzen. Och dat ass eng gewëssen Inegalitéit, déi ze bedaueren ass a wou soll en Effort gemaach ginn, fir datt een dat och kann aus der Welt raumen.

Ech wëll allerdéngs eng allgemeng Remarque maachen, wat d'Occupatioun vu Fonctiounen a vu Posten an eiser Gesellschaft ubelaangt vu Mann a Fra. Munchmol gëtt jo monéiert, gëtt bedauert, datt an eenzelne Secteuren ze vill Fraen engagéiert si respektiv ze vill Männer. Ech denken zum Beispill un de Secteur Santé oder och u sozial Beruffer. Do, wou d'Frae majoritär ugestallt sinn, gëtt dat zum Deel duergestallt, wéi wann dat negativ wär. Ech mengen, dat soll een awer trotzdeem als manner problematesch duerstellen.

Eng Fra, déi e Beruff wielt, fir an dee Secteur schaffen ze goen, huet hir Ursaach duerfir gehat. An de Stat soll och do net ze vill anenken, soll och net ze vill d'Direktioun virschreiwen, wéi u sech d'Beruffer herno solle besat ginn. Dat Wichtegst ass, datt ee sech mat sengem Beruff identifizéiere kann. A wat och ganz wichteg ass, dat ass, datt een de Respekt bréngt vis-à-vis vun deem Beruff, deen een ausüübt. An ob eng Fra, wéi gesot, vläicht d'Décisioun geholl huet, fir doheem dem Beruff vun der Hausfra nozegoen oder ob se e Beruff ausserhalb dem Haus mécht, dat soll och zweetrangeg sinn. Och dat soll d'Décisioun vun der eenzelner Persoun sinn an och dat soll an eiser Gesellschaft respektéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1892 war Neuseeland dat éischt Land, wat u sech dat aktivt an dat passivt Wahlrecht fir d'Fraen agefouert huet. Zu deem Zäitpunkt huet een hei zu Lëtzebuerg nach misse 15 Frang Zensus bezuelen, fir iwwerhaapt kënnen u Wahlen deelzehuelen.

Bei eis huet et gedauert bis d'Joer 1919. Dat war e Schlësseljoer. Dunn hu mer de Suffrage universel agefouert mam Resultat, datt och d'Fraen dat aktivt an dat passivt Wahlrecht kruten. Dat war och richteg esou. D'Frae goufen dunn endlech och emol mündeg, wat politesch Froen ubelaangt.

Allerdéngs fënnt een, deen e bëssen d'Debatte vun där Zäit verfollegt, ganz schnell eraus, datt dat awer eng Décisioun war, déi mat Sécherheet vill méi haart Diskussioune provozéiert huet, wéi mir der haut hei wäerte féieren. An zwar gouf do vu gewësser Säit zum Beispill higewisen op déi sougenannten „Hirnvolumentheorie". Do ass gesot ginn, datt d'Fraen net fäeg genuch wären, genausou logesch ze denke wéi d'Männer, mam Resultat, datt am Fong geholl do awer eng Rei Leit gemengt hunn, d'Frae wären nach net apte fir politesch kënne matzebestëmmen.

An da wëll ech och en Zitat hei vum Georges Clemenceau zitéieren, deen zur selwechter Zäit Folgendes gesot huet: «Il est d'évidence pour tout homme de bon sens qu'après avoir eu tant de peine de nous soustraire à la domination de l'Église, quand nous sentons encoure si lourdement peser sur nous la menace d'un retour offensif du cléricalisme romain, livrer le sort du gouvernement au suffrage de femmes tout imprégnées de sacristie» - an elo kënnt et am allerschlëmmsten - «c'est assurer le retour pur et simple de la France au Moyen Âge.»

Gott sei Dank sinn déi do Zäite laang eriwwer. Mä firwat soen ech déi historesch Eckdaten hei? Ma fir nëmmen ze kucken, wat fir eng Evolutioun - positiv Evolutioun - datt mer awer du gemaach hunn.

Et däerf een awer och net vergiessen, datt dat déizäit och politesch Ursaachen hat, firwat datt d'aktivt an d'passivt Wahlrecht agefouert ginn ass: well virun allem d'Rietspartei jo wousst, datt déi meescht Fraen eng konservativ Astellung hätten. Deemools war d'Familljebild ganz kloer: D'Fra huet missen doheem bleiwen, huet sech ëm de Stot misse bekëmmeren, huet sech missen ëm d'Erzéiung vun de Kanner bekëmmeren, iwwregens e Familljebild, wat deemools ganz staark vun der Kierch ënnerstëtzt ginn ass. An dowéinst war och virun allem d'Rietspartei en faveur vun dem passiven an aktive Wahlrecht fir eis Fraen.

Zu wat huet dat gefouert? Mä am Joer 1919, méi genee de 26. Oktober, ware Wahlen an du gouf och déi éischt Fra hei an d'Chamber gewielt. Dat war d'Madamm Marguerite Thomas-Clement. Si war 1886 gebuer, war deemools Léierin, an et muss ee wëssen, datt dat scho bal no un engem Skandal war, wann een déizäit als Léierin bestuet war. D'Madamm Thomas, déi kann ee roueg hei praktesch als déi éischt politesch Fraerechtlerin qualifizéieren. Si hat souguer déi staark Perséinlechkeet, fir bei der Vereedegung op den Zousaz ze verzichten „ainsi que Dieu me vienne en aide". Dir kënnt Iech also virstellen, wat dat fir e Brouhaha deemools gi war. Si huet sech och immens fir Fraerechter agesat, war an der Chamber bis 1931, an dunn hate mer keng Fra méi hei sëtze bis 1965.

Haut solle mer also elo en zousätzlechen…

(Interruptions diverses)

Dat war eng Madamm, Här Spautz, déi mol Är Gemeng och gefouert huet, an dat soll een och neidlos hei unerkennen: Dat war d'Madamm Astrid Lulling,…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gusty Graas *(DP)*.- …déi ënner anerem och an Ärer Partei war.

Une voix.- Ënner anerem!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ënner anerem, betounen ech, jo!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir wollt se jo net!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Bon! Doriwwer schwätze mer herno.

(Hilarité générale)

Haut soll, wéi gesot, dann nach en zousätzleche wichtege Schratt gemaach ginn an der Unerkennung vun de Fraen um Niveau vun der Politik. D'Diskussioun iwwert d'Quoten, déi mer haut féieren, dat ass keng nei Diskussioun! Wann ech hei Eenzelner schonn héieren hunn, da mengen déi, d'Revolutioun géif haut hei ausbriechen, well mer elo iwwert d'Quoten hei diskutéieren!

Ech weess, datt et déi eng oder déi aner Partei heibanne gëtt, mir ass bekannt: mindestens zwou; ech mengen, déi aner, déi haten et net esou richteg gepackt, fir Quoten an hir Statuten anzesetzen. Jo, dat ass deenen hiert gutt Recht!

Ech si just e bësse verwonnert iwwer meng CSV-Virriednerin hei. Déi schéngt den Text net richteg gelies ze hunn! Well ech sti ganz kloer derzou: Natierlech huet d'DP an hire Statuten dat net stoe vun de Quoten! An ech mengen, wann ech op meng Kolleeginnen a Kolleegen dorower kucken, kann ech dat och fräi a frank soen: Den Dag wäert kaum kommen, wou d'Demokratesch Partei wäert hir Statuten an deem Sënn ëmänneren!

(Brouhaha)

Dat ass net an eisem Sënn. Dat ass net an eiser Ideologie.

(Brouhaha)

Mä fir do awer e Lien hierzestellen zwëschen dësem Gesetz a parteiinterne Statuten, do muss een awer schonn trotzdeem - Madamm Andrich, Dir sidd mer jo soss ganz sympathesch -, mä do muss een awer trotzdeem scho vill Imaginatioun hunn, au moins…

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha général et hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- …au moins, datt Der d'Gesetz net richteg gelies hutt. Well mir ass jiddefalls näischt esou opgefall am Gesetz!

(Hilarité)

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer fir eis als Demokratesch Partei, dat ass, datt mir dat net wäerte maachen, fir intern Statuten (veuillez lire: intern Quoten an eis Statuten) anzeféieren.

An ech wëll mech och hei beruffen zum Beispill op d'Jeunesse démocrate et libérale, déi ass och schonn hei genannt ginn, dat ass eis Jugendorganisatioun, déi hu sech effektiv géint d'Aféierung vu Quoten ausgeschwat. A wësst Der, wien do de ferventste Géigner dervu war? Ma dat war eist weiblecht Geschlecht an der Jugendorganisatioun. Och dat seet also eppes aus.

Da wëll ech awer och emol e bësse Statistik maachen, wat d'DP ubelaangt.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Lauschtert elo emol gutt no! Lauschtert emol gutt no! Mir hate bis elo dräi Presidentinnen: d'Colette Flesch, d'Lydie Polfer an haut d'Corinne Cahen.

Mir hunn de Moment sechs exzellent Deputéiert aus dem Zentrum hei sëtzen. Dann zielt emol! Dovunner si véier Dammen. An da kënnt et: 2005…

Une voix.- E Glécksfall!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP)*.- 2005…

Une voix.- Lauschtert no!

M. Gusty Graas *(DP)*.- 2005… Lauschtert emol no! 2005 hat d'Demokratesch Partei hei an der Stad bei de Gemengewahlen 11 Sëtz kritt! Dovunner dreemen der vill heibannen.

(Hilarité)

A vun deenen 11 Sëtz waren 8 Dammen. Aacht!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Wat hutt Dir eng Chance!

M. Gusty Graas *(DP)*.- An dat ouni Quot! Mir hätten héchstens missen eng Quot aféieren, datt net esou vill Dammen dierfte gewielt ginn.

(Interruption par Mme Nancy Arendt)

Ech wëll just soen, dat beweist ganz kloer, datt mir eng Partei sinn, déi de Fraen all Méiglechkeeten zur politescher Entwécklung zouléisst, an datt d'Fraen och kënnen innerhalb der DP réusséieren. D'Statistik,…

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.-…wéi gesot, beweist dat ganz kloer.

(Brouhaha général)

Ech wëll domadder awer och ganz däitlech hei ënnersträichen,…

(Brouhaha général)

Ech wëll awer domadder och ganz däitlech hei ënnersträichen, datt et evident ass, datt Efforte musse gemaach ginn, fir datt d'Fraen nach verstäerkt um politesche Prozess sollen deelhuelen.

Et ass ze bedaueren - dat ass richteg! -, net nëmmen hei, och an de Gemengeréit, an de Schäfferéit feelt et oft u Fraen. An et ass ganz kloer, wann d'Fraen an der Politik géife feelen, da wär d'Politik u sech nach vill méi eesäiteg. An och dat soll ganz däitlech an éierlech hei gesot ginn. Fraen hu vläicht oft méi eng positiv Sensibilitéit, fir Décisiounen ze huelen. An dowéinst ass et evident, datt och mir wäerten e Maximum un Efforte maachen an och ënnerstëtzen, fir, wéi gesot, zousätzlech Fraen um politesche Liewen deelhuelen ze loossen.

Ech wëll dann och op eng Etüd nach ze schwätze kommen aus dem Joer 2008. Déi hat d'Europäescht Parlament gemaach. Do ass et och ëm Quote gaangen. An aus Paritéitsgrënn wëll ech elo véier Haaptargumenter derfir zitéieren a véier Haaptargumenter dergéint. Wéi gesot, déi kommen aus der Etüd.

Déi dergéint - fänke mer mat deenen un! -: Et gëtt zum Beispill ënner anerem gesot, bei der politescher Representatioun géif et virrangeg ëm d'Vertriedung vun Iddien an Interesse goen, also net ëm d'Representatioun vu Geschlechter oder soziale Gruppen.

En zweet Argument, wat dergéintschwätzt, fir Quoten anzeféieren: D'politesch Representatioun ass eng Fro vu Kompetenz.

Drëttens: Quote sinn ondemokratesch; well de Wieler d'lescht Wuert huet, soll hien am Fong geholl décidéieren, wien hie vertrëtt.

Véiertens: Vill Frae wëllen net gewielt ginn, just well se eng Fra sinn. De Verdacht gëtt méi grouss, eng Fra, wa se e Mandat kritt huet, wär just gewielt ginn, well se ebe weiblech ass.

Dann, wéi gesot, fir objektiv ze bleiwen, awer och véier Argumenter, déi derfirschwätzen. Ech zitéiere wéi gesot aus der Etüd.

Quote si keng Diskriminéierung géint eenzel Männer. Si schränke just d'Tendenz vun de Parteien an, nëmme Männer ze nominéieren.

Frae si genausou qualifizéiert wéi Männer, awer hir Fäegkeete ginn oft vun engem vu Männer dominéierte System minimiséiert.

D'Abezéiung vu Fraen dréit zum Demokratiséierungsprozess bäi.

Véiertens: Politesch Gremie sollen déi gréisste sozial Gruppe vun der Gesellschaft duerstellen, ëmsou méi d'Gesellschaft zu der Halschecht aus Frae besteet.

Do gesäit een also, wéi d'Aféierung vu Quoten hei kontrovers diskutéiert gëtt. An eppes, ech mengen, bei aller Sachlechkeet, muss een awer hei ënnersträichen: Keen - keen! - soll fir sech hei elo awer d'Recht eraushuelen a mengen, Jo zu Quote wär déi eenzeg Léisung, an Nee zu Quote wär och déi eenzeg Léisung.

Et däerf een dann och net vergiessen, datt d'Aféierung vu Quoten natierlech och negativ Konsequenze fir de parteiinterne Fonctionnement ka matbréngen. Ech soen „kann"! Well awer d'Gefor zum Deel och besteet, datt eben deen een oder deen anere Kandidat muss zréckstoen, ebe bedéngt duerch d'Quoten. Dat kann also, wéi gesot, och zu Spannunge féieren.

Datt an dësem Projet elo d'Quot bemiess gëtt op dem Total vun de Kandidaten - also ech schwätzen elo emol da vun de Chamberswahlen -, datt déi véier Bezierker global gesi ginn, doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen awer, datt dat zu dësem Zäitpunkt net onbedéngt eng schlecht Décisioun ass.

Sécher, an och dat soll hei ënnerstrach ginn, et besteet keng direkt Obligatioun fir eng Partei, fir Quoten anzeféieren. Allerdéngs och do solle mer eis kengen Illusiounen higinn: Et entsteet e gewëssenen Drock. An dee wäert natierlech ënnert de Parteien dann och vergréissert, verstäerkt ginn, fir dat awer och ze respektéieren. Natierlech, wéi gesot, datt dat awer och mat engem finanziellen Ausfall verbonnen ass, wäert och dann awer zu gewëssene Konsequenze féieren.

Et gëtt jo gäre behaapt, datt d'Aféierung vun de Quoten och d'Konsequenz wär vun de sougenannte Parteistrukturen, well d'Fraen do net oft genuch Fräiraum hätten, sech ze entwéckelen, well d'Dominanz vun de Männer ze grouss wär.

Ech wëll do dann awer och emol eng Kéier eng Statistik hei virbréngen. An zwar geet et hei ëm d'Gemengewahlen, d'Majorzgemenge vun 2011, wou jo am Prinzip keng Lëschten, keng Parteie matspillen - mat ganz wéinegen Ausnamen. Do hate mer 857 Kandidaten. Dovunner ware just 167 Fraen. Dat waren 19,49%. A kenger Gemeng - a kenger Gemeng! - ware méi wéi 50% weiblech Kandidaten. A just zwou Gemengen, dat ware Biwer a Bous, goufen et genau 40% Fraen, déi also theoretesch dann elo schonn d'Quot erfëllt hätten, déi mer dann haut décidéieren. An an zwou Gemengen, dat waren Noumer a Wal, ass keng eenzeg Fra ugetrueden. An 13 Gemenge ware just 10% oder souguer manner Fraen.

Déi Zuele soen also eppes aus. Dat soll och elo guer net polemesch hei wierken. Mä déi Zuelen ënnersträichen, datt also dat Argument, fir an éischter Linn d'Parteien duerzestellen, wéi wa si schold wären, datt d'Fraen net genuch Entfalungsméiglechkeeten hätten, dat gëtt also och duerch déi heite Statistik zum Deel widderluecht.

An da wëll ech awer eppes ganz éierlech an däitlech hei soen:

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ja?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Den 8. Oktober…

(Hilarité)

Dir sidd net méi concernéiert, Här Gibéryen! D'nächst Joer si Gemengewahlen. Dir sidd nach concernéiert als Wieler. À moins, datt Der erëm matgitt? Et kéint jo emol sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wie weess!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Wie weess! Wie weess! Mä ditt Ärer Gemeng dat net un!

(Hilarité générale)

Mä loosse mer awer elo och emol ganz éierlech sinn! Ech mengen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Vu mengem Resultat, dat ech hat an der Gemeng, kënnt Dir nëmmen dreemen zu Beetebuerg!

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP)*.- D'Fro stellt sech, ob net Schäffen an enger gréisserer Gemeng awer mindestens esou gutt ass wéi Buergermeeschter a méi enger klenger Gemeng. Mä…

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Bon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, elo komme mer erëm op eise Projet zréck!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- De männlechen Éiergäiz!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Graas, loosst lech net provozéieren!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Neen, neen, neen, do muss nach vill méi passéieren.

Den 8. Oktober d'nächst Joer si Gemengewahlen. Et sinn eng ganz Rei Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, déi do implizéiert sinn, déi och elo schonn éischt Efforte maachen, fir Lëschten zesummenzesetzen. A loosse mer do emol ganz éierlech sinn! Mat Ausnam vläicht vun de Kolleege vun der CSV wäerte sämtlech Parteien, an ech soen et ganz éierlech och fir meng Partei, Problemer kréien, a sämtlechen, sämtleche Proporzgemengen eng voll Lëscht zesummenzekréien. Deen, deen eng voll Lëscht a sämtleche Proporzgemengen zesummekritt, dee soll hei de Fanger ausstrecken! Also, dat ass emol dat Éischt.

Wa mer also an enger zweeter Phas géifen och elo vläicht dat ausdeenen op d'Gemengelëschten, da soen ech awer ganz éierlech, da musse mer awer virsiichteg sinn, well mir hu scho Problemer, fir Lëschten zesummenzekréien. Wa mer dann och nach eis selwer gewësse Fesselen uleeën, da brauche mer eis awer och net ze wonneren, datt et nach méi schwéier gëtt. An ech soen dat an aller Däitlechkeet hei, well ech selwer och implizéiert sinn! Mir ass dat egal, wa bei deene 15 Kandidate 7 oder 9 oder 13 vun engem Sexe sinn. Ech hätt och léiwer, et wär eng Proportioun do, mä loosst mer ganz éierlech sinn: Mir wëssen, datt et immens schwéier gëtt, fir ëmmer méi Leit ze begeeschteren, fir aktiv Politik ze maachen, a besonnesch um Gemengeplang. An all déi Kolleegen a Kolleeginnen, an et sinn der jo genuch heibannen, déi kënne mer do mat Sécherheet net onrecht ginn.

Dowéinst, wéi gesot, an ech kann och do am Numm vu menger Partei schwätzen, si mir op alle Fall nach vill méi retizent, soudatt mer net och elo nach um kommunalen Niveau dat wëllen an enger spéiderer Phas aféieren, well ech weess, datt jo Eenzelner heibanne mat där Iddi ronderëmginn. Et ass hiert gutt Recht. Mä ech gleewe kaum, datt eng Demokratesch Partei eng Kéier wäert bereet sinn, och do d'Ënnerstëtzung ze ginn.

Wat jiddefalls ënnert dem Strëch kloer ass, ech mengen, dat ass och aus där Interventioun hei erauskomm, ass, datt mir als DP versichen, e Maximum ze maachen, fir datt mer méi Fraen derzou animéiert kréien, fir um politesche Plang aktiv ze ginn. Natierlech geet et net nëmmen duer, iwwert deen heite Wee déi Ziler ze erreechen, mir mussen och de gesamte Kader verbesseren. D'Frae musse méi Méiglechkeete kréien, och hir Fräizäit fir d'Politik hierzeginn. Mir wëssen, datt, an dat ass nach ëmmer eng Tatsaach, vill Fraen awer méi ënnert der Duebelbelaaschtung leide wéi vläicht Männer.

Duerfir ass zum Beispill elo déi Modifikatioun vum Congé parental an déi richteg Richtung gaangen. Hei kann een nach méi eng Opdeelung maachen zwëschen deenen Obligatiounen, déi een um Niveau vum Familljeliewen huet, wat och géif da méi Fräiraum fir d'Fraen zum Beispill zur Verfügung stellen. Dowéinst huet d'Regierung och do eng gutt Décisioun geholl.

Ech gi ganz éierlech zou hei, datt d'Demokratesch Partei vun deenen dräi Koalitiounspartner, wat de Vott vun deem Gesetz hei ubelaangt, déi mannsten Euphorie wäert verspreeën. Mir sinn awer do ganz éierlech a mir bleiwen an eiser Linn. An ech soen dat och an aller Kloerheet, an aller Däitlechkeet hei: Jo, d'DP huet ëmmer erëm gewësse Reserven ugemellt, wat d'Aféierung vu Quoten ubelaangt. Jo, d'DP wäert mat Sécherheet an hire Statute keng Modifikatioun virhuelen. Wat allerdéngs net ausschléisst, datt d'DP sech selbstverständlech zu där ganzer Problematik hei Gedanke gemaach huet, wat eis am Fong geholl och derzou verleet, fir dat hei ze ënnerstëtzen, och wa mir dat vläicht net am fënnefte Gang maachen. Dat ass virun allem awer och, datt et zu dësem Zäitpunkt eng Méiglechkeet gëtt, awer eng Verbesserung unzestriewen.

An ech verweisen och virun allem op den Artikel 3 vum Gesetz, wou jo kloer drasteet, datt awer och eng Kéier soll e Bilan gemaach ginn. An dat ass fir eis ausschlaggebend, an da soen ech awer ganz éierlech, da muss en eeschte Bilan gemaach ginn, well d'Hoffnung besteet jo, datt vläicht eng Kéier déi gesetzlech Quoten iwwerflësseg ginn.

Dat ass am Fong geholl och, firwat datt et fir eis zu dësem Zäitpunkt méiglech ass, dat Gesetz hei matzedroen. Mir stinn derhannert, net nëmmen, well mer dee Koalitiounsaccord matgedroen hunn, well mer zu dësem Zäitpunkt et als eng vun deenen eenzegen Alternative gesinn hunn. Et gëtt nach aner Optiounen. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, mir mussen awer dann no e puer Joer eng Kéier e richtege Bilan maachen an dann och bereet sinn, vläicht gewëssen Adaptatioune virzehuelen.

An deem Sënn, wéi gesot, e leschte Saz nach: Et geet net nëmmen duer, datt mer légiféréieren, mä mir mussen dobaussen och nach vill méi Opklärungsaarbecht maachen. Ech wëll och hei déi Initiativ ernimmen, déi de Ministère mam Syvicol gemaach huet, zum Beispill, fir erauszegoen, fir mat de Fraen ze diskutéieren, fir de Fraen d'Angscht ze huelen, Politik ze maachen. Net nëmmen de Fraen; et gëtt och Männer, déi Angscht hunn, fir Politik ze maachen. An dorobber solle mer och an Zukunft nach vill méi opbauen.

An deem Sënn, wéi gesot, gëtt d'DP d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. An ech profitéieren awer och nach vun der Geleeënheet, fir dem Marc Angel Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. Dat war e laange Saz!

(Hilarité)

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Josée Lorsché fir déi gréng.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 11 vun eiser Constitutioun steet Folgendes: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Äänlech Artikele stinn och an der Fraerechtskonventioun vun de Vereenten Natiounen aus dem Joer 1979, an der Deklaratioun vu Peking, och vun de Vereenten Natiounen, aus dem Joer 1995, am europäeschen Traité vun Amsterdam aus dem Joer 1997 an, net ze vergiessen, am Rapport vun der Constitutiounskommissioun vum Europäesche Parlament aus dem Joer 2013, déi d'Memberstaten an déi politesch Parteien dozou opgefuerdert huet, fir eng besser Vertriedung vun de Fraen op de Kandidatelëschten ze suergen.

Kuerz gesot verlaangen dës Texter also alleguer datselwecht, an zwar, datt de Stat aktiv géint all Hindernis virgeet, wat der Gläichheet tëscht de Fraen an de Männer am Wee steet. A ganz genee dat do ass d'Zil vun dësem Projet de loi.

Ech fänken u mat deem méi ëmstriddenen Deel, deen d'Aféierung vun enger Quot vu 40% fir dat ënnerrepresentéiert Geschlecht op den nationale Wahllëschte virgesäit. Domat geet Lëtzebuerg op deeselwechte Wee wéi 54 aner Länner, déi scho méi laang gesetzlech festgeluechte Quoten hunn, nieft 23 anere Länner, an deenen et am Parlament reservéiert Plaze fir d'Frae gëtt.

Et kann een also net behaapten, datt Lëtzebuerg an dëser Fro Virreider ass. Mä mir sinn awer frou, datt mir net op der Plaz stoe bleiwen.

Och wa mir als Gréng zanter Jorzéngte scho méi wäit gi wéi dëst Gesetz a carrément op all eise Lëschten fir all Wahlen op paritéitesch Lëschte setzen, kënnt Dir Iech awer virstellen, datt mir mat dësem Projet de loi voll a ganz averstane sinn. Ëmmerhi gëtt domat e Grondprinzip an eng laangjäreg Fuerderung vun deene Grénge gesetzlech verankert.

A mir begréissen och, Madamm Minister, datt Dir de Courage hat, dat waarmt Eise vun de Quote konsequent unzepaken an op ville Plazen ëmmer erëm drop higewisen hutt, wéi wichteg se sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Schonn alleng déi klassesch Argumentatioun, datt Quote kee Sënn maachen, well d'Kompetenz zielt an net d'Geschlecht, weist, wéi wichteg dëse Projet de loi ass. E bitt näämlech eng gutt Geleeënheet, fir d'Fro vun der Kompetenz och dann ze stellen, wann et ëm d'Männer geet.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Virun allem bitt dëse Projet de loi awer d'Geleeënheet, sech iwwerhaapt emol eeschthaft mat der Fro ze beschäftegen, ob d'Kompetenz wierklech ëmmer den entscheedende Kritär ass, fir eng Lëscht ze besetzen, a wat dat Wuert Kompetenz iwwerhaapt bedeit.

Heescht et éiren, datt een e besonneschen Diplom an der Täsch muss hunn? Oder heescht et, datt een d'Politik an d'Wéi geluecht kritt huet, well d'Virfahre scho Politiker waren? Heescht et, datt ee selbstbewosst optriede kann a schlagferteg ass? Datt ee séier an Dossieren eraklamme kann a séier kappéiert? Oder heescht et, datt een eng grouss Beruffserfahrung matbréngt, eng grouss Allgemengbildung an e staarkt Interesse u politeschen Themen? Oder heescht Kompetenz net einfach, datt ee bereet ass, Verantwortung ze iwwerhuelen, datt een Ausdauer beweise kann a léierfäeg ass?

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis eens: Kompetenz ass weder nëmmen dat eent nach nëmmen dat anert. Kompetenz ass eng Mëschung vu ganz verschiddene Qualitéiten. An déi Qualitéiten deele sech gläichermoossen op d'Männer an op d'Fraen op.

An et si grad dës Qualitéiten, Dir Dammen an Dir Hären, déi de mënschleche Räichtum an d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft ausmaachen. An duerfir gi se och an der Politik gebraucht.

An deem Sënn ass dat klassescht Argument, datt d'Kompetenz zielt an net d'Geschlecht, vill ze vill ondifferenzéiert. Et ass eigentlech e bequeme Virwand, fir sech guer net mat deem Begréff auserneenzesetzen, oder vläicht och, fir just u seng eege Kompetenz ze denken.

En anert Argument, wat och oft benotzt gëtt, fir verbindlech Quote schlechtzerieden, ass dat, datt dës Regelung ze vill diktatoresch ass an d'Fräiheet vun de Parteien ze vill aschränkt. An där Logik wier et méi demokratesch - et ass gesot ginn -, op d'Fräiwëllegkeet vun de Parteien ze setzen an hinnen dann zouzegestoen, eng intern Quoteregelung anzeféieren. Also näischt anescht wéi dat, wat mer souwisou schonn hunn, dëst wa méiglech awer nach verbonne mat engem finanzielle Boni fir déi Parteien, déi eng Mindestquot respektéieren, esou wéi d'Sylvie Andrich vun der CSV sech dat hei gewënscht huet.

Als Gréng gesi mir dat anescht. Éischtens ass et net am Sënn vun der Regierung, déi staatlech Zouschëss fir d'Parteien ze erhéijen - well dat géif et jo da bedeiten -, wann op där anerer Säit iwwerall vu spuere geschwat gëtt. Zweetens gesi mir och net an, firwat ee soll belount ginn, wann ee sech u kloer definéiert gesetzlech Virgaben hält. An där Logik misst ee jo dann och belount ginn, wann ee bei engem Stoppschëld stoe bleift.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mam Pacte Logement kann een dat net vergläichen, well de Wuesstum vun de Gemengen net un Zuelen an u gesetzlech Virgabe gebonnen ass. Och do geet et just, wéi d'Gemenge sech et virstellen.

Fir eis gëtt et also just eng Optioun, an déi nennt sech Gesetz, an zwar en normaalt Gesetz, wat grad wéi aner Gesetzer Sanktioune virgesäit, wann ee sech net drun hält. Firwat? Well d'Geschicht vun der Fraebewegung längst bewisen huet, datt et ouni Gesetzer net geet. Dat ass net nëmmen d'Erfahrung aus de leschte Jorzéngten, dat ass d'Erfahrung aus dem leschte Jorhonnert, wou kee Wee laanscht e Gesetz gefouert huet, fir an der Fro vun der Gläichberechtegung vum Fleck ze kommen.

Just e puer Beispiller:

- Dat war esou bei der gesetzlecher Aféierung vum Recht vun de Fraen op Bildung am Joer 1911.

- Dat war och esou bei der Aféierung vum Suffrage universel a vum Wahlrecht vun de Fraen, wou den Här Graas schonn drop agaangen ass. Och dat Recht ass net just mat guddem Wëllen zustane komm, mä duerch zwou Verfassungsännerungen, déi nach iwwert dem Gesetz stinn.

Interessant ass an deem Kontext, wéi scho gesot, datt d'Wahlrecht vun de Fraen an der Chamber just mat 39 Jo-Stëmme géint 11 Nee-Stëmmen an enger Enthalung duerchgesat ginn ass. Och schonn deemools huet d'Recht op Gläichberechtegung also net jiddwereen iwwerzeegt.

Domat war et awer net gedoen, well weider Gesetzer néideg waren, fir d'Fraen am Joer 1927 bei Zivillstands- an Notairesakten als Zeien unzëerkennen a fir déi zivillrechtlech Gläichstellung vu Fraen a Männer 1972 am Bestietnis anzeféieren, respektiv gläich Rechter bei der Scheedung ze kréien; dat war am Joer 1974. An och domat war nach net all Problem geléist.

Donieft huet 1968 och d'Coéducatioun vu Fraen a Männer am Enseignement misse gesetzlech geregelt ginn, fir de Fraen endlech déiselwecht Bildungschancen ze ginn. An net zulescht huet am Joer 1981 och nees e Gesetz misse geschafe ginn, fir de Fraen dee gläichberechtegten Zougang zu de Beruffer ze erméiglechen.

Mat Fräiwëllegkeet a mat engem Bonbon wieren all dës Fortschrëtter net zustane komm!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Mir sinn der Meenung, datt et net anescht ass beim gläichberechtegten Zougang zu de Wahllëschten, déi ëmmerhin d'Basis duerstelle vun eisem Wahlsystem an e wichtegt Element si vun eiser Demokratie. Och do ass e Gesetz dat eenzegt wierksamt Instrument, fir gerecht Zoustänn ze schafen.

Gewëss, d'Quot ass keen Allheelmëttel an et ass och net „der Weisheit letzter Schluss". Si mécht awer Schluss mat engem Zoustand, deen net am Aklang steet mat eiser Konstitutioun. An deem Sënn huet den Heribert Prantl, Chefredakter fir Bannepolitik vun der „Süddeutsche Zeitung", d'Quote mat Äermercher verglach, déi eng Gesellschaft brauch, fir um Niveau vun der Gläichberechtegung schwammen ze léieren.

Dat heescht, d'Quote sinn net d'Zil, mä d'Quote sinn de Wee. Aus all deene Grënn, mä och wéinst deene positiven Erfahrungen, déi déi gréng scho gemaach hunn, schwätzt fir eis näischt géint d'Aféierung vu Quoten - och bei de Gemengewahlen, natierlech an enger zweeter Etapp a mat engem neie Gesetz. Fir déi gréng Partei ass d'Gläichberechtegung näämlech e Prinzip an net eng Ausnam.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Politikverdrossenheet sech ëmmer méi breet mécht an datt et aus ville Grënn net einfach ass, Lëschten ze besetzen, sou wéi den Här Graas et och beschriwwen huet virdrun, streide mir bestëmmt net of. Mir streiden awer of, datt et méi schwéier ass, Frae fir eng Kandidatur ze motivéiere wéi Männer. A mir streiden of, datt d'Frae musse forcéiert ginn, fir eng Lëscht ze besetzen. Eng Briechstaang hu mir nach ni benotzt a si gëtt och net gebraucht. Dat ass ganz einfach e Mäerchen an e ganz bequeemt Argument, fir d'Quote lächerlech ze maachen.

Natierlech stellt d'Conciliatioun vu Famill, Beruff a politeschem Engagement besonnesch fir d'Fraen e groussen Défi duer, deen net einfach ze meeschteren ass. Dat erliewe mer all. Et steet awer fest, datt d'Fraen deen Défi, fir an d'Politik anzetrieden, ëmsou besser meeschteren, wat d'Männer méi Verantwortung fir d'Famill iwwerhuelen.

Eng net onwesentlech Roll spille bei der Opstellung vun de Lëschten awer och d'Hierarchien innerhalb vun de Parteien, grad wéi d'Parteileedungen, déi entweder bereet sinn, déi traditionell Rollebiller opzebriechen an der Gläichberechtegung méi Gewiicht ze ginn, oder eben net. D'Reuniounen, déi d'Madamm Minister am Kontext vun de Gemengewahlen zesumme mam Syvicol organiséiert huet, waren an där Fro ganz opschlossräich an hunn zu ganz genee deenen dote Konklusioune gefouert.

Ech kéim dann zum zweete Volet vum Gesetz, dee virgesäit, de Prinzip vum gläiche Loun fir gläich Aarbecht am Code du travail ze verankeren. De Rapporteur Marc Angel huet schonn all Moossnamen am Detail erkläert, an duerfir wierklech e grousse Merci. Ech wäert se net widderhuelen. All dës Moossname sinn an eisen Ae wichteg a richteg. Si gi wahrscheinlech awer net duer, fir déi hartnäckeg Lounschéier tëscht Fraen a Männer am Privatsecteur definitiv ze behiewen.

D'Ursaache vun dëser Ongläichheet sinn näämlech ganz komplex an d'Léisungsusätz doéinst net manner. Fir d'Éischt wëll ech emol betounen, datt de Problem vun den ongläiche Léin net ëmmer beim schlechte Wëlle vum Employeur läit, mä beim urale Reflex vun eiser Gesellschaft, d'Aarbecht vun de Fraen als manner wäertvoll unzegesi wéi déi vun de Männer. Domat ginn ech der Madamm Anik Raskin vum Conseil national des femmes vollkomme recht.

Donieft gëtt et och ëmmer méi Betriber, déi drop aus sinn, sech um Niveau vun der Diversitéit, der Egalitéit an der sozialer Verantwortung auszezeechnen, a vill vun hinne bréngen dat och fäerdeg. Stéchwierder: Charte de la diversité, Actions positives, Plan égalité, Responsabilité sociale des entreprises, an anere Wierder RSE.

De Revers vun der Medail ass awer bekanntlech deen, datt nach laang net alles perfekt ass an och net esou séier perfekt gëtt. Et ass, wéi gesot, e ganz komplexe Problem mat villen Ursaachen.

Éischtens gi mir emol dovun aus, datt vill Lounongerechtegkeeten net erkannt ginn, ganz einfach well et sech an eiser Gesellschaft net passt, iwwert d'Akommes ze schwätzen. Zu deem Akommes gehéieren net nëmmen de Salaire de base, mä och aner finanziell a materiell Virdeeler, wéi zum Beispill Betribsween, déi deenen engen och an der Fräizäit zur Verfügung gestallt ginn, deenen aneren net. Dozou gehéieren och Primmen a Gratifikatiounen, déi nach laang net ëmmer op méi Aarbecht oder méi Responsabilitéit berouen, mä éischter op guer net noweisbare Leeschtungen.

Zweetens hunn och nëmmen déi wéinegst Salariéen Zougang zu Informatiounen iwwert d'Lounstruktur an hirem Betrib a kënnen deemno guer net jugéieren, ob hire Loun gerecht ass par rapport zu deenen aneren.

Drëttens ass et och esou, datt virun allem allengerzéiend Fraen iwwerhaapt emol frou sinn, eng Aarbechtsplaz ze hunn, déi et erlaabt, Famill a Beruff mateneen ze verbannen, mam Resultat, datt se léiwer drop verzichten, sech mat Lounkämpf eng bluddeg Nues ze huelen.

An doudsécher ass et och esou, datt nëmmen déi wéinegst Salariéé sech trauen, bei der ITM géint hiren Employeur virzegoen. D'Angscht, duerno am Betrib diskriminéiert ze ginn, ass näämlech oft méi grouss wéi d'Hoffnung, duerno méi ze verdéngen.

All dës Facteuren, Dir Dammen an Dir Hären, a vill anerer, féieren eiser Meenung no dozou, datt d'Kultur vun der Egalitéit an de Léin an de Betriber net esou séier Fouss faasst, wéi mir eis et alleguer wënschen. Eng wichteg Konditioun, fir d'Situatioun ze verbesseren, besteet eiser Meenung no doran, méi Transparenz an d'Lounstrukture vun de Betriber ze bréngen, fir datt systematesch Kontrollen iwwerhaapt emol méiglech sinn.

An der aktueller Situatioun kënnen dës Kontrollen doudsécher net vun der ITM assuréiert ginn, well et um néidege Personal feelt. Den Här Minister huet an der Kommissioun gesot, datt eigentlech e puer Honnert Leit missten agestallt ginn, fir déi Kontrolle systematesch kënnen duerchzeféieren. Ech mengen awer net, datt de Wëlle besteet, fir dat ze maachen, an ech weess och net, ob dat de richtege Wee wier.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir mengen awer, a mir sinn och frou driwwer, datt aner Kontrollinstrumenter entwéckelt musse ginn, fir d'Lounstrukturen an de Betriber besser ze kontrolléieren an domat de Lounongerechtegkeete vun Ufank u virzegräifen. Et geet net duer, datt Kontrolle just op Fräiwëllegkeet baséieren.

An deem Sënn ënnerstëtze mir als gréng Fraktioun net nëmmen dëse Projet de loi, mä all weider Initiativ vun der Regierung, déi fir méi Gerechtegkeet suergt an de Lounverhältnisser, mä och an der Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Lorsché. An den Här Gibéryen fir d'ADR ass scho prett.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut de Projet 6892, wou ech dem Kolleeg Marc Angel wëll Merci soe fir säi Rapport, e Projet, deen zwee Voleten huet: ee Punkt, wou mer de Code du travail änneren, wat d'Egalitéit vun de Gehälter tëschent Mann a Fra ubelaangt, an en zweete Volet, dee Quoten aféiert bei de Kandidatelëschte fir d'Chamber an d'Europaparlamentswahlen. Bei de Chamberwahle musse 40% vun all Sexe drop vertruede sinn a bei den Europawahle 50%. Déi Partei, déi dee Prozentsaz net respektéiert, kritt am Kader vun der Parteiefinanzéierung hir Montante gekierzt.

Ech wëll mech am Ufank fir d'Éischt mat deem zweete Volet, näämlech wat d'Quoten ubelaangt, befaassen. D'ADR war nach ëmmer géint Quoten a mir haten dat och all Kéier an eise Wahlprogrammer stoen. Esou am Wahlprogramm 2013: D'ADR schwätzt sech fir e faire politesche Wettbewerb aus a leent duerfir all Aart vu Quoten oder aner Aschränkunge vum fräie Wielerwëllen of.

Mä och an der ADR hunn d'ADR-Frae sech ëmmer kloer géint eng Quoteregelung ausgeschwat. Esou hunn nach den 30. September 2015 d'ADR-Frae geschriwwen: „D'ADR-Frae schwätze sech ausdrécklech géint d'Quoten aus, sief dat an der Politik oder am Beruff. Déi perséinlech Fäegkeeten a Kompetenzen eleng sollten de Kritär fir Auswiel a Beförderung sinn. Quote gi géint de Prinzip vu gläiche Rechter, ee vun de Grondprinzipie vun der Demokratie. Fir eng gerecht Behandlung ze garantéieren, sinn d'ADR-Frae géint d'Diskriminatioun vun enger Persoun, déi op hirem Geschlecht baséiert, sief se positiv oder negativ."

Mä net nëmmen d'ADR huet sech géint Quoten ausgeschwat, och d'Demokratesch Partei huet sech am Prinzip ëmmer géint Quoten ausgeschwat.

D'Madamm Polfer sot den 10. Mäerz 2010 heibannen an der Chamber: „Mä, déi grouss Fro: Sinn et dann elo d'Quoten, déi esou oft an de Mond geholl ginn, déi wierklech kënnen hei d'Allheilmittel sinn? Ech soen do ganz kloer Neen. Neen! Firwat? Mä well se, esou wéi se hei gehandhabt ginn a wéi se elo de Mëtteg och schonn déi ganzen Zäit duergestallt gi sinn, einfach ineffikass sinn. Ech ginn lech nëmmen ee Beispill, an et ass scho genannt ginn. Et geet net duer, 50% oder och nach 30% Fraen op enger Lëscht ze hunn, wa se net gewielt ginn."

Ech mengen, d'Madamm Polfer huet dat ganz richteg gesot. Et geet net duer, datt ee Quote mécht a Fraen op eng Lëscht setzt; et ass nach ëmmer de Wieler, deen décidéiert. A wa mer kucken, datt mer bei de leschte Wahlen en héije Prozentsaz haten, deen héchste Prozentsaz vun iwwer 30% vu Fraen op de Lëschten, a mer awer festgestallt hunn herno beim Resultat, datt net esou vill Frae gewielt gi sinn, da beweist dat, datt déi Quoten näischt änneren un der Situatioun.

Mä net nëmmen d'Madamm Polfer huet dat gesot. Och den Här Grethen huet hei eng Kéier gesot, an zwar war dat schon 1997: „Här President, ech sinn net de Fraebeoptragte vun der Demokratescher Partei. Ech weess awer, datt besonnesch déi weiblech Membere vun der Demokratescher Partei sech vehement sougenannte Fraequoten opposéieren, well se et onwürdeg fannen, als Fra hire „Mann" nëmme kënnen ze stoen duerch positiv Diskriminéierung."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer awer haut elo kucken, datt d'Demokratesch Partei dësem Projet de loi wäert zoustëmmen, da wëll ech och nach soen, datt eng aner eminent politesch Damm eng Kéier gesot huet: „Quoten ass eppes fir d'Kéi. A mir si keng Kéi, mir si Fraen."

A wann een dann haut gesäit, datt d'Demokratesch Partei dësem Gesetz zoustëmmt, da verstitt Der, Här President, datt ech déi Ausso weder kommentéieren nach Konklusiounen doriwwer zéie wëll aus Respekt vis-à-vis vun eise Fraen.

Här President, wann eng Partei esou e Sënneswandel mécht, wéi d'Demokratesch Partei dat hei mécht, da muss ee wëssen, datt dat de Präis ass vun enger fréierer liberaler Partei, wa se wëllt an eng lénksideologesch Regierung kommen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, et kann een emol kucken, wivill Fraen da bei de leschte Wahlen op deenen eenzelne Lëschte kandidéiert hunn:

Déi meeschte Fraen hu kandidéiert bei eise Kolleege vun der grénger Partei, wou 29 Fraen an 31 Männer kandidéiert hunn, a si haten domadder eng Quot vun 48,3%.

Déi Zweet waren déi Lénk; déi haten der 28 géint 32. Dat war eng Quot vu 46,7%. Un drëtter Stell kënnt d'ADR: 24 Kandidaten entsprieche 40%; d'ADR hat 23 Kandidaten.

D'CSV war déi Véiert mat 19 Kandidaten. An d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei hat der nëmme 16 op hirer Lëscht an ass domat op der fënnefter Plaz gelant.

D'DP ass op sechster Plaz mat 15 gelant, wou awer dann de Beweis erbruecht ginn ass, datt, obschonn d'DP nëmme 15 Fraen op hirer Lëscht hat, der awer véier gewielt gi sinn a si domadder am Fong ouni Quoten am Verhältnis zu hire Mandater déi meeschte Fraen an der Chamber huet.

(Interruptions)

Här President, wann ee kuckt, datt d'Sozialisten op der fënnefter Plaz mat 16 Deputéiertekandidatinne bei 26,7% leien, da versteet een, datt eng sozialistesch Ministesch, déi sécherlech parteiintern Problemer huet, fir Fraen op d'Lëscht ze kréien, dann hei e Gesetz muss maachen, fir datt se dat iwwert de politesche Wee, iwwert d'Gesetz, duerchgesat kritt, wat d'Fraen an der Sozialistescher Partei selwer net duerchgesat kréien.

An och wann haut d'sozialistesch Fraen duerch d'Land on tour si mat enger sexistescher Posch, wou elo gesot gëtt als Ausried, dat wier just gewiescht fir ze provozéieren, dann hätt ech gäre gesinn, wann een anere mat esou enger Poscheniddi komm wier, mat esou enger sexistescher Posch, wéi dann d'Wellen héichgeschloen hätte bei de sozialistesche Fraen. Da wier sécherlech net vun enger Provokatioun geschwat ginn, mä da wier dat als eng sexistesch a frech Approche vis-à-vis vun de Fraen ugesi ginn. D'sozialistesch Fraen hätten duerfir besser, si géife bei hirer Parteileedung untrieden a sech do staarkmaachen, datt Fraen op d'Lëschte kommen, amplaz datt se esou Campagnen duerch d'Land maachen.

Et schéngt souwisou esou ze sinn, wéi wann an der Parteileedung, wann ech dat richteg interpretéieren, vun der LSAP nëmme Machoe géife sëtzen, déi keng Frae wéilten op d'Lëschten hunn. Well wann ech de Rapport vun eisem Rapporteur liesen, deen als eent vun den Argumenter opféiert, firwat mer Quote musse kréien, da schreift de Marc Angel a sengem Rapport: «l'inscription de quotas dans la loi aide à contourner la résistance des dirigeants traditionalistes masculins des partis» - en huet zwar geschriwwen „des partis", mä et kënnt nëmmen eng Partei a Fro, an dat sinn d'Sozialisten -…

(Exclamations)

…«en forçant la main à des élites récalcitrantes qui font obstacle à l'investiture et à l'élection de femmes candidates». Dat ass d'Meenung vun dem Rapporteur vis-à-vis vu senger Parteileedung, fir dëst Gesetz ze kréien. D'Sozialiste maachen also hei e Gesetz, well parteiintern hir Frae sech net duerchgesat kréie vis-à-vis vun hirer Macho-Direktioun.

(Interruptions)

Här President, et ass e lénksideologeschen Agréff an d'Fräiheet vun de Parteien a vun de Wieler. Et ass de Parteie fräigestallt an engem demokratesche Stat, hir Lëschten esou zesummenzesetzen, wéi si et fir richteg fannen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- A wann eng Partei wëllt higoen a seet: „Ma mir setzen nëmme Fraen op eng Lëscht" oder „mir setzen nëmme Männer op eng Lëscht", da muss dat där Partei hiert Recht sinn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Elo gëtt gesot: „Ma et ass jo hiert Recht! Si kann dat maachen, mä awer mam Corollaire, datt se da keng finanziell Ënnerstëtzung kritt." Et ass also hei e politeschen Agréff an de System vun der fräier Wiel vun de Parteien, hir Kandidatelëschten esou opzestellen, wéi se wëllen.

An et ass och en Agréff an dem Wieler säi Recht. Well et ka jo och sinn, datt e Wieler géif eng Partei ënnerstëtzen, wou nëmme Fraen drop wieren, wann dat méiglech wier, wann déi e gudde Programm hätt. Mä elo kritt se gesot: Et mussen awer mindestens esou vill Männer do sinn. Si dierf zwar, wéi gesot, eng eege Lëscht maachen, mä si kritt keng finanziell Ënnerstëtzung.

Här President, meng Auer leeft net hei, ech weess net, wou ech dru sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Oh, ech kann lech soen: Dir hutt nach fënnef Sekonnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Fënnef Sekonnen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bon. Hei geet et elo ëm d'Parteiefinanzéierung. Firwat ass d'Parteiefinanzéierung agefouert ginn? Ma d'Parteiefinanzéierung ass agefouert gi fir d'Onofhängegkeet vun de Parteie vis-à-vis vun der Ekonomie, vis-à-vis vun der Wirtschaftslag. Dat war d'Ursaach. Et ass verbuede ginn, datt d'Parteien nach Done kréien, fir datt se kënnen onofhängeg hir Politik maachen an datt se net ënnert dem Drock oder Zwang oder mat der Hëllef vun iergendenge Wirtschaftszweige musse kënne fonctionnéieren.

An elo gëtt dat Gesetz mëssbraucht, fir hei d'Parteien ze sanktionéieren, déi net esou denken, wéi eng lénksideologesch Regierung mengt, datt d'Parteie missten denken.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat hei ass e Stach mat engem Dolch an de Réck vun eiser Demokratie. An duerfir kënne mir dat Gesetz hei net stëmmen.

Och wann de Gusty Graas seet, d'DP géif esou eppes net an hir Statuten abauen, ma, Här Graas, Dir braucht et net méi an d'Statuten anzesetzen, well Dir setzt et an d'Gesetz an. An duerfir brauch eng Partei et net méi an d'Statuten anzesetzen. Hei maache mer e Schrack. An ech kann lech soen, wann d'ADR sollt an eng nächst Regierung kommen…

(Exclamations)

…dann ass dat hei dat éischt Gesetz, wat an deenen éischte sechs Méint erëm ofgeschaaft gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général et interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Sou, den Här Baum huet vun deem klengen Intermezzo profitéiert, fir op d'Tribün ze kommen. A just den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, an der ideologescher Proximitéit huet mäi Virriedner jo, esou wéi den amerikanesche President a sengem Virwahlkampf, och schonn ugekënnegt, wat en alles den éischten Dag maache géif - a wat deen awer net alles gemaach huet.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir loossen et drop ukommen.

(Brouhaha général)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, dëst Gesetz huet effektiv…

(Coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also wann ech gelift keng Trompetten hei!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, dëst Gesetz huet zwee Voleten, vun deene leider deen éischten an der Diskussioun ze kuerz kënnt, well iwwert deen zweete vill ze vill polemiséiert gëtt. Beim éischte geet et drëm, datt eng Égalité salariale soll hiergestallt ginn am private Secteur, a beim zweete geet et ëm d'demokratesch Participatioun vu béide Geschlechter un de Wahlen.

Am éischten Deel soll de Prinzip vum gläiche Loun fir gläich Aarbecht, e wichtege Prinzip, elo definitiv am Code du travail festgehale ginn. Dat ass och néideg, wann ee gesäit, datt et effektiv 8% Lounënnerscheed haut nach ëmmer gëtt. Mir mussen eis awer, mengen ech, bewosst sinn, datt mat dem Aschreiwe vun deem Prinzip an de Code du travail déi Lounënnerscheeder och net verschwanne wäerten. Si sinn näämlech deelweis strukturell bedéngt och mat aneren Ursaachen zesummenhängend.

Besonnesch betraff, huet d'Salariatskummer geschriwwen,… Oder: Ee Facteur dovunner ass d'Deelzäitaarbecht. Et ass och natierlech e groussen Ënnerscheed, wann ee kuckt, wéi den Écart salarial ass tëschent de Geschlechter am Service public an am Service privé. A virun allem stellt ee fest, datt d'Frae meeschtens iwwerproportional a Secteure schaffe mussen, déi niddreg bezuelt sinn, also prekärer sinn, an déi dann nach eng Kéier dobäi eventuell Deelzäitaarbecht maachen. An et kënnt och aus där Statistik eraus, déi d'Madamm Duval virdrun zitéiert huet, datt och besonnesch staark d'Fraen aus Drëttlänner vun deenen Écarte betraff sinn.

Dat heescht, d'Fro vun der Bezuelung ass also net nëmmen eng Geschlechterfro, mä si ass och eng Klassefro, déi sech mat der Geschlechterfro nach eng Kéier amplifizéiert. Well et sinn dacks déi betraffe Fraen, déi an der Regel eng double oder eng triple Peine eigentlech erleiden.

E Paradebeispill duerfir ass de Botzsecteur, wou et Aarbechte gëtt, déi meeschtens vu Frae gemaach ginn, déi ënner Konditiounen, och haut nach ëmmer, schaffe mussen, datt se deelweis op dräi verschiddene Plage-horairen zu jeeweils zwou Stonnen op dräi verschiddene Plazen am Land musse schaffe goen, an déi dann och nach no zéng Joer Beruffserfahrung déi Beruffserfahrung net unerkannt kréien. Dat ass e flagrant Beispill, wéi effektiv den Écart salarial an d'Fro vun ongerechter Bezuelung vu Fraen eng Wichtegkeet huet an eng Realitéit an eiser Gesellschaft haut och nach ass. A leider ännert dorunner dat heite Gesetz och näischt.

D'Wichtegkeet vun deem éischte Volet hänkt awer och zesumme mat deene Méiglechkeeten an och deene Sanktiounsméiglechkeeten, déi geschafe ginn. An do muss kloer sinn, datt d'ITM Méiglechkeeten huet, fir dat doten ze kontrolléieren a fir da gegebenenfalls och Sanktioune kënnen auszeschwätzen.

Ee vun deene positiven Aspekter ass och, datt mer an deenen nächste Woche jo hei iwwert d'Gesetz „Détachement" schwätzen, wou explizitt drastoe kënnt, datt d'ITM och als Missioun kritt, den Droit du travail ze kontrolléieren, also notamment och déi dote Froen, déi mat der Bezuelung ze dinn hunn an déi mat den Aarbechtszäiten ze dinn hunn. An och - de Minister hat et ugekënnegt - waarde mer mat ganz freedeger Erwaardung op d'Propositioun vun der Reform vun der ITM, déi dann och nach soll, op jidde Fall emol no Áren Ukënnegungen, virgestallt ginn an deem nächste Joer.

Den zweeten Deel ass dann deen, deen hei fir gréisser Polemik gesuergt huet: eng Quot vu 40%. Am Gesetz steet: 24 Leit - Kandidaten oder Kandidatinnen - vu 60 vun all Geschlecht mussen op de Lëschte sinn. Also franchement: Eng Partei, déi dat net hikritt, déi huet aner Problemer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An der Praxis muss ee luewenswäerterweis soen, datt, wann een déi lescht Wahle kuckt, an den Här Gibéryen huet d'Zuele jo genannt, am stäerksten dovunner betraff déi grouss Vollekspartei sinn - d'LSAP, d'CSV -, déi dee Quorum d'lescht Kéier net haten an déi eigentlech jo dee gréisste Reservoir missten hu vu Kandidatinnen an déi mat dësem Gesetz och dee gréissten Effort musse maachen, wat luewenswäert ass.

déi gréng an déi Lénk, mir…

(Interruption)

…- an och den ADR - hätten d'Konditiounen erfëllt. Et sinn déi grouss Vollekspartei. An et sinn och déi, déi, mengen ech, mat dësem Gesetz zentral cibléiert sinn a wou et och wierklech eng verännerend Wierkung kann hunn.

Et muss een dann awer och soen, datt d'Quot selwer wéineg contraignant ass. Et gëtt näämlech keng Partei ausgeschloss. Et ginn och keng Lëschteplaze vakant gelooss, wéi dat bei anere Modeller vu Quoten de Fall ass. Dat Eenzegt ass: Et kritt een au prorata manner Suen aus der Parteiefinanzéierung.

Ass dat elo ondemokratesch? D'Parteiefinanzéierung huet dach och nach aner Contrainten: e gewëssenen Undeel pro Joer vun Eegekapital, dat ee muss hunn, soss riskéiert een d'Parteiefinanzéierung gestrach ze kréien. Zum Beispill ass dat een Element dovunner. Dat heescht, wann een iwwert de Wee fiert, wat mer eigentlech interessant fannen, fir et iwwert d'Parteiefinanzéierung ze maachen, ass et net nëmmen e ganz legalen, et ass virun allem och e ganz demokrateschen.

An eisen Nopeschlänner, a Frankräich, an der Belsch, kenne mer d'Quoten. Et gëtt och Quoten a Spuenien, Portugal, Slowenien. Et ass also wäit vu revolutionär, wat hei proposéiert gëtt. Et entsprécht awer enger reeller Noutwendegkeet grad wéinst deenen Zuelen, déi den Här Gibéryen genannt huet. Quote si sécher keen Allheilmëttel, dat wësse mir och, mä si sinn awer de Minimum, deen noutwendeg ass, fir iwwerhaapt gläich Chancë kënnen hierzestellen. A Quote sinn och net „fir d'Kéi", wéi Dir zitéiert hutt, Quote si fir d'Ochsen an de Parteien, déi nach ëmmer net begraff hunn, datt dat eng absolutt Noutwendegkeet ass, fir iwwerhaapt Chancëgläichheet hierzestellen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Quote sinn och en Deel vun enger ganzer…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

Här President, d'Geschicht vun der Fraebewegung, vun der Emanzipatioun, déi och zum Deel d'Geschicht vun der Aarbechterbewegung ass, huet sech alles erstreide missen. An ëmmer sinn Argumenter - scheinbar Argumenter - gefall, déi och nëmmen déi klengste Selbstverständlechkeet, wat fir eis haut natierlech ass, a Fro gestallt hunn.

Mir mengen, datt deen heite Modell à la limite, doduerch datt e wéineg contraignant ass, souguer nach hätt kënne méi wäit goen, näämlech konsequent 50% unzilen. Et stellt sech och d'Fro, wéi et weidergeet mat de Gemengewahlen. Dat soen ech als een, deen eng Partei representéiert, déi wahrscheinlech méi Problemer huet wéi den Här Graas, a ganz ville Gemenge voll Lëschten opzestellen. Mä och do stellt sech d'Fro: Wéi gi mer mat de Gemengewahlen ëm? Dat wäert sécher net an deenen nächsten zéng Méint geklärt ginn, mä dës Chamber wäert an deenen nächste Joren déi Fro och nach eng Kéier missen op de Leescht huelen, egal ënner wéi enger Konstellatioun.

Et ass richteg, datt de Chancëgläichheetsministère probéiert, eng Incitatiounscampagne ze maachen, wou eigentlech d'Parteien opgefuer-

dert ginn, selwer Initiativen ze huelen, fir méi Fraen op hir Lëschten ze kréien. Ech kommen awer och net derlaanscht, fir ze soen, datt dat éischt Beispill, wat mer bis elo do gesinn hunn - leider gesinn hunn - vun der „Madame on tour", eigentlech de Géigendeel vun deem ass an datt sech immens vill engagéiert Fraen aus alle Parteie just doriwwer opreege konnten a sech guer net doranner erëmfonnt hunn, well et just e stereotypéiert Geschlechterbild duergestallt huet an alles anescht ass wéi eng Invitatioun zur Participatioun.

Et ass och de Géigendeel vun deene positiven Initiativen, wéi zum Beispill „Boys' Day" oder „Girls' Day", wou ebe justement probéiert gëtt, déi Stereotyppen ze iwwerwannen. Hei gëtt leider mat anere Moyene geschafft.

Här President, meng Zäit ass esou gutt wéi ofgelaf. Am Résumé wëll ech Iech soen: Mir stëmmen dëst Gesetz. Mir hätten eis eventuell nach een oder zwee Elementer weider dra virgestallt. Mä et muss een op jidde Fall soen, datt mer effektiv duerch d'Aféierung vun där Quot hei zumindest en éischte wichtege Schrëtt an der Chamber gemaach hunn zu enger méi grousser Chancëgerechtegkeet. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Mir sinn domat um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun, an d'Wuert huet elo d'Chancëgläichheetsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch. Ech wëll just drop hiweisen, dass d'Regierung insgesamt eng Véirelstonn huet.

Prises de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- No de Chamberwahle vun 1994 koumen 20% Fraen an d'Chamber. No de Chamberwahle vun 2013 koumen 23,3% Fraen an d'Chamber. 3,3% an 20 Joer! Mat deem Rythme de croisière brauche mer nach iwwer honnert Joer, bis mer wéinstens bei 40% ukomm sinn. Sou laang, Dir Dammen an Dir Hären, Här Chamberspresident, wollt dës Regierung net waarden.

«Le gouvernement engagera une politique ferme en faveur d'une représentation équilibrée entres femmes et hommes au niveau de la prise de décision. (…) le gouvernement interviendra à des niveaux où il pourra directement réduire le déséquilibre toujours existant, et ce malgré les efforts volontaires qui ont été proposés ces dernières années.» Do si mer am Kär vun der Diskussioun.

Neen, zu Lëtzebuerg gëtt et keng gesetzlech Hürden, déi eng Fra haut géifen dovunner ofhalen, fir politesch aktiv ze ginn. E rezente Sondage vu mengem Ministère weist, dass d'Frae selwer zu iwwer 80% der Meenung sinn, dass et Männer a Fraen an der Politik an och an de politeschen Décisiounsprozesser muss ginn an dass d'Fraen deen Job geneesou gutt maache kënne wéi d'Männer. D'Stereotyppe fänken an där Hisiicht also un, ëmmer méi aus de Käpp ze verschwannen, dass eng Fra fir d'Politik manner gëeegent wier wéi e Mann. An dat ass eng gutt Saach.

An awer geschitt et net vum selwen an d'Ongläichgewiicht bleift bestoen. Am Artikel 11, an en ass hei zum Deel schonn zitéiert ginn, vum Grondgesetz steet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entres hommes et femmes.» Et kënnen an dierfen also Mesurë geholl ginn, och contraignanter, an dës Regierung mécht dat!

All drëtt Land an der Europäescher Unioun - 9 vun 28 - huet mëttlerweil de Wee vu gesetzleche Quoten ageschloen. Doduerch ass, fir nëmmen zwee Beispiller ze nennen, a Slowenien d'Zuel vun de Fraen am Parlament vu 17% 2011 op haut 38% an d'Luucht gaangen. An der Belsch ass dëse Pourcentage souguer vun 19,3% 1999 op haut 41,3% geklommen. D'Schreckgespenst vun de Quote fonctionnéiert also.

Ech hat gëschter d'Geleeënheet, a Slowenien mat menger Ministerkolleegin doriwwer ze schwätzen. A gleeft mer, d'Diskussiounen an hirem Land waren do am Ufank och net anescht wéi hei bei eis, a si waren och net méi dankbar fir déi implizéiert Politiker, déi doriwwer geschwat hunn a se ageklot hunn. Mä dass een alles wëllt maachen, fir méi schnell virunzekommen, doriwwer war ee sech bei hinnen eens, an ech mengen, doriwwer si mir eis och hei eens. En Accélérateur also, e Sprangbriet, eng Bréck, en Entréesbilljee.

Deem gëtt vu verschiddene Säiten entgéintgehalen, an et ass hei scho gesot ginn: Kompetenze brauche keng Quoten! Jo, et gëtt tatsächlech och bei eis Leit, déi keng Quote brauchen, déi zum Beispill, déi iwwer Sport oder Kultur scho bekannt sinn, oder zum Beispill déi, wou de Papp oder d'Mamm de Wee an der Politik scho preparéiert haten.

Mir mussen awer verstäerkt déi Fraen erreechen, déi déi Chance net haten, déi Fraen, déi hésitéieren, déi Loscht hätten, mä sech net trauen, déi sech selwer ënnerschätzen, wat mer schéngt eng chronesch Fraekrankheet ze sinn, déi vu sech aus net gesinn, wat alles an hinne stécht.

Ech schwätzen iwwerhaapt hei net vun engem Fräischäin. Sech fräischwamme muss ee scho selwer, a strampelen, fir dobäi ze bleiwen, jo, dat muss een och selwer maachen. Et ass e bësse wéi bei engem E-Bike: Et geet méi schnell an och e bësse méi liicht, mä et muss een awer nach selwer pedaléieren, fir de Bierg eropzekommen.

E méi équilibréierte Mix um Décisiounsniveau a méi Chancëgläichheet notzen eis all. Do sinn der eng ganz Rëtsch vun Iech, déi dat schonn hei gesot hunn. Och d'Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg muss sech dru moosse loossen, wéi e Kader si schaaft, dass Fraen a Männer gläichermoossen hir ënnerschiddlech a ganz verschidden Talenter, Kompetenzen an Interessen zesummen a complémentaire asetze kënnen.

Neen, och kee Papp fënnt et normal, dass seng Duechter bei gläicher Aarbecht manner verdénge soll wéi e männleche Kolleeg. Ech sinn dofir immens frou, dass ech zesumme mam Aarbechtsminister de Volet Loungläichheet an dëst Gesetz integréiere konnt. Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et nach Differenze bei de Salairë vu Männer a vu Fraen. Domadder hu mir och an deem fir d'Chancëgläichheet esou wichtege Beräich vun der Loungläichheet Jalone gesat a wëllen an deenen nächste Méint e gemeinsamen Aktiounsprogramm presentéieren, dee mir och zesumme mat de Betriber wëllen diskutéieren.

Ech wëll haut op dëser Plaz, well mer zu zwee wëllen intervenéieren, Merci soe fir deen a mengen Ae ganz, ganz konstruktiven Débat, dee mer hei haten. Ech wëll och Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi an der Chancëgläichheetskommissioun geleescht gouf an och an der Aarbechtskommissioun, a virun allem och dem Rapporter fir säi flotten an interessante Rapport. An Iech alleguerte Merci fir déi flott Diskussioun vun haut.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ministesch. An d'Wuert huet elo direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, ech wëll mech natierlech deene Mercien uschléissen un all déi, déi un deem Gesetz hei geschafft hunn, besonnesch de Rapporteur, mä och un déi, déi déi Gesetzespropositioun iwwerholl hunn. Merci, datt mer haut kënnen dat Gesetz stëmmen.

Dat Gesetz iwwert d'Loungläichheet - ech empfannen et eigentlech als eng grouss Éier als Aarbechtsminister, esou e Gesetz haut der Chamber virzeleeën -, mécht et mech eigentlech frou a stellt et mech zefridden? Am Fong net! Well ech muss soen: Am Joer 2016 musse mer nach e Gesetz maachen, fir ze assuréieren, datt eng Fra deen nämlechte Salaire zegutt huet fir déi nämlecht Aarbecht wéi e Mann! Dat ass eigentlech eng Evolutioun, déi mech e bëssen traureg mécht.

Ech ka mer eigentlech schlecht virstellen - ech si Papp vu souwuel Jonge wéi Meedercher -, datt meng Meedercher manner Rechter hunn, wa se déi nämlecht Aarbecht maachen, wéi meng Jongen. An dat trëfft op vill vun Iech heibannen zou. An dat trëfft op ganz vill Leit am Land zou. Duerfir ass déi Saach eng Saach, déi ons all eppes ugeet. An duerfir ass déi Saach eppes, wou mer alleguer mussen dergéintstoen an derfir suergen, datt déi Ongerechtegkeet, déi fundamental Ongerechtegkeet endlech aus der Welt verschwënnt!

Déi Ongerechtegkeet ass an Europa nach kolossal: Méi wéi 16% trenne Männer a Fraen! Mir hei zu Lëtzebuerg hunn do relativ gutt opgeholl. Elo ass d'Statistik eppes, wat een esou oder esou ka gesinn. Och den Etablissement vu Statistiken ass ëmmer eppes Relatives. Ech stelle fest, datt Eurostat, no deene leschten Donnéeën, Lëtzebuerg als zweetbescht Land qualifizéiert, wat den Ënnerscheed zwësche Mann a Fra bei de Revenuen, bei de Gehälter, bei de Salairen ubelaangt. E Progrès, ouni Zweifel. Mir hu vill opgeholl. Dat waren iwwer 10% nach viru 15 Joer.

Mä musse mer wierklech nach eemol 20, 30, 40 Joer - net 100 Joer vläicht, wéi dat virdru gesot ginn ass -, 20, 30, 40 Joer waarden, bis déi Egalitéit stattfënnt? Dat kënne mer net akzeptéieren! An duerfir ass et wichteg, net nëmmen e Gesetz haut ze stëmmen, mä och wierklech derfir ze suergen, datt dat Gesetz ëmgesat gëtt.

A mir kommen eigentlech vu wäit: 1951 ass an der OIT eng Konventioun adoptéiert ginn, fir déi Gläichheet eigentlech festzeleeën. Mir hu scho bis 1967 gebraucht, fir déi Konventioun ëmzesetzen. Am Traité vu Roum, 1957, steet de Prinzip vu Gläichheet vu Mann a Fra beim Salaire dran. Mir hu 1974 dat iwwer e Reglement… Ech hu mech nach ëmmer gefrot, firwat datt dat eigentlech nëmmen e Reglement war, fir dat ëmzesetzen. An duerfir ass et och wichteg, datt mer haut e Gesetz aus deem Reglement maachen. Well dat war nëmmen e Reglement.

An an deem Reglement war zwar de Prinzip festgeluecht, mä et war net kloer: Wat geschitt dann eigentlech, wann dat net respektéiert gëtt? Da seet dat Reglement: Jo, d'ITM kann dat feststellen an da kann déi Partei, déi sech léséiert fillt, bei e Geriicht goen. Wat da geschitt, ob et Penalitéite gëtt, ob et Sanktioune gëtt, dat léisst dat Reglement absolutt op! An duerfir ass et wichteg, datt mer haut dat Gesetz stëmmen.

Mä, wéi ech virdru scho gesot hunn, e Gesetz geet net duer! An ech sinn e bëssen enttäuscht, datt an engem Avis vun enger Chambre professionnelle - ech géif et nennen en „avis très frileux" - elo op eemol sech verstoppt gëtt hannert „wéi een differenzéiert zwëschen de Funktiounen". Neen, dat ass net de Punkt! Natierlech kann net jiddweree genau deen nämlechte Salaire, Mann oder Fra, verdéngen. Mä et ass inakzeptabel, datt fir genau déi nämlecht Funktioun de Mann méi Rechter huet, méi verdénge ka wéi eng Fra. Dorëm geet et!

An duerfir maachen ech e groussen Appell, besonnesch un d'Wirtschaft, derfir ze suergen, datt déi do Situatioun verschwënnt, an zwar ganz séier! An dat ass net nëmmen am Intérêt vun eiser Gesellschaft, vun enger Gerechtegkeet an enger Gläichheet, dat ass och am Intérêt vun den Entreprisen. Et gëtt keng modern, kompetitiv, offen Entreprise, déi eng Politik bedreift, wou d'Fraen diskriminéiert gi par rapport zu de Männer. Eng ganz Rei vun Etüde beweisen, datt d'Diversitéit, an net nëmme Mann/Fra, mä d'Diversitéit en général e Plus ass fir d'Gesellschaften, fir d'Entreprisen. An duerfir kann eng onfair Behandlung vun där éischter Diversitéit Mann/Fra net eppes sinn, wat mer einfach kënnen hinhuelen!

Jo, et gëtt Secteuren, wou déi Ongläichheet méi ass wéi déi 5,4%, déi den Eurostat ons zouschreift. A besonnesch gëtt festgestallt, datt, wat eigentlech d'Frae méi ausgebilt sinn - a mir wëssen, datt méi Meedercher, méi Fraen Diplomer hu wéi Männer, domat hunn ech elo näischt gesot -, datt ebe grad do, wou héich Qualifizéierter sinn, d'Ongerechtegkeet an d'Ongläichheet ëmsou méi grouss sinn!

A mir huelen dat eigentlech einfach hin. An dat ass eigentlech e schlechten Investissement an den Développement, an d'Moderniséierung vun eisem Land, vun eiser Gesellschaft insgesamt. Mir si jo do net eleng. Ech mengen, mir sinn en bonne compagnie an Europa.

Vum 13. Dezember un - den 13. Dezember -, no där Statistik, déi mer dann hunn, schaffen d'Frae fir näischt, an der Moyenne. Dat ass ee Beispill. Dat ass an Europa vum 3. November un, bei ons den 13. Dezember. An dat ass en Dag, dee mer sollen am Kapp behalen an deen duerfir och en Usporn soll sinn, fir datt mer déi Ongläichheet do definitiv aus der Welt schafen.

Duerfir wäerte mer ons zesummesetzen, de Ministère du Travail mat dem Ministère de l'Égalité des chances, fir wierklech e Plan d'action mat allen Akteuren zesummen ze décidéieren, fir ze kucken: Wéi kënne mer schnell deen Écart op eent an dann op null bréngen? Dat ass dat Zil, wat mer alleguerte musse verfollegen. An duerfir sinn ech trotz allem zefridden, wa mer dat Gesetz haut gestëmmt hunn. Mä dat Gesetz ass den Ufank vun enger nach méi grousser Aarbecht: jiddwereen ze iwwerzeegen, datt dat am Intérêt vu jiddwerengem ass. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu Parole après ministre gefrot, fir no dem Här Aarbechtsminister ze schwätzen, net no der Madamm Chancëgläichheetsminister.

Ech wëll soen, de Minister huet dat hei erkläert, wat ee ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech mengen, mir sinn als ADR och 100% derfir, datt eng Fra oder e Mann, déi déiselwecht Aarbecht hunn, déiselwecht Qualifikatioun hunn, déiselwecht Responsabilitéit hunn, datt déi och mussen datselwecht Gehalt kréien. Do gëtt et keng Differenzen!

Mä wat mer wëlle soen, dat ass - ech konnt dat virdrun net uschwätzen, dofir profitéieren ech elo dervun, well ech keng Zäit méi hat -, an dem Rapport…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass awer eigentlech net de Sënn vun der Parole après ministre!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma dach, Här President, well den Här Minister dat net erkläert huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir hutt et jo och net gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo dach! Ma neen, en huet…

(Interruptions diverses)

Ech kann dat roueg soen. Ech hätt et virdru gesot, mä ech hat keng Zäit. Mä elo huet de Minister et net gesot, duerfir soen ech et dann elo. Voilà!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Gibéryen,…

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst jo eigentlech eist Reglement auswenneg kennen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, duerfir weess ech, datt ech Parole après ministre hunn, fir dozou ze schwätzen.

Ëm wat geet et hei? Am Rapport steet et ganz kloer…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, et ass dat, wat… De Minister huet dat vergiess ze soen, wat awer net onwesentlech ass. Ech hu gesot, iwwer wat mer eis eens sinn, mä de Minister huet net gesot, wat de Rapporteur a sengem Rapport awer ganz kloer och als Beispill uginn huet.

Wann en zum Beispill seet, déi Chancëgläichheet wär esou ze verstoen, datt zum Beispill an engem Supermarché eng Caissière géif manner verdénge wéi deen, deen d'Regaler fëllt - well eben an de Keesse meeschtens Frae sëtzen a bei de Regaler meeschtens Männer géifen d'Regaler fëllen -, an dat gëtt en als Beispill un, datt dat net richteg wär, domadder si mir net averstanen! Datt e Mann oder eng Fra, déi an der Keess sinn, datselwecht verdéngen, ass ganz korrekt. Oder datt e Mann oder eng Fra, déi Regaler fëllen, datselwecht verdéngen, ass och korrekt. Mä fir elo verschidde Chargë mateneen ze vergläichen an ze soen…

Une voix.- Genee dat huet de Minister gesot!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, dat huet en net. Ech…

(Interruptions diverses)

Neen, dat huet de Minister net an där Form…

(Brouhaha)

…an där Form gesot. An et ass dat,…

(Interruptions diverses)

Et ass dat, wat mir net gutt fannen, an duerfir wollt ech dat preziséieren, datt de Minister sech méi allgemeng hei ausgedréckt huet. Awer wat den Hannergedanke vum…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …Gesetz ass a wat vill Problemer mécht, huet en net gesot. An duerfir hunn ech et hei gesot. Merci, Här President, fir d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, ech wëll lech just drop hiweisen, dass Der just elo en typesche Fall vu Vergewaltegung vun eisem Reglement gemaach hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dach, dach, ganz kloer! Dat do ass just drop erausgelaf, fir sech zousätzlech Riedezäit ze verschafen. An d'Parole après ministre, dat wësst Dir selbstverständlech ganz gutt, ass net an deem Sënn geduecht. Mir kommen nach eng Kéier selbstverständlech do drop zréck. Mä ech géif awer bieden, dass dat hei net Schoul mécht. Ech bieden, dass dat hei net Schoul mécht, well soss si mer… On est partis pour la gloire!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat engem Deputéierten zousteet, muss deenen aneren och zoustoen, Här President!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi 60 Deputéiert hunn déiselwecht Rechter!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mir mussen nach eng Kéier iwwer eist Reglement schwätzen an och iwwert de President vun der Reglementskommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gutt. Mir huelen dat zur Kenntnis a mir wäerten dat dann och bei där nächster Presidentekonferenz maachen, wou den Här Gibéryen als President vun der Reglementskommissioun jo och mat berodender Stëmm derbäi ass. Merci.

Da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen, schéi chronologesch, wéi eist Reglement dat virgesäit. D'CSV huet gefrot, fir den Artikel 45 vum Chambersreglement ze applizéieren an e Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir mussen da fir d'Éischt iwwert deen Artikel ofstëmmen. Wien also mat der Teneur vun deem Artikel d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien net domat d'accord ass, mat Neen.

Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 6892

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

Mir schléissen de Vott of a mir maachen dann déi noutwendeg Korrekturen.

Ech hunn dräi Nee-Stëmmen. All déi aner Stëmmen..., ech hunn der hei 54 registréiert, mä mir maachen dann déi noutwendeg Korrektur. Et ass keen Zweifel: Den Artikel 1 ass also mat grousser Majoritéit ugeholl. Ob et elo 54 Stëmmen oder 57 ginn, well d'Maschinn net fonctionnéiert huet, dat registréiere mer. A mir ginn dann och dat definitiivt Resultat bekannt.

Résultat définitif après redressement: l'article 1 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Lex Delles), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Dann huet d'CSV-Fraktioun zwee Amendementen abruecht, vun deenen den éischten Amendement zum Zil huet, fir den Intitulé vum Gesetz ze änneren, wat dorop erausleeft, fir d'Gesetz an zwee ze deelen. Kann ech dovun ausgoen, dass d'Motivatioun dovun zur Genüge gemaach ass?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, ech sinn a mengen Ausféierungen do drop agaangen. An natierlech musse mer den Titel änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Sinn nach Wuertmeldungen dozou? Ech mengen, och dozou war d'Positioun ganz kloer vun deene verschiddene Säiten. Een Deel wollt de Projet an zwee scindéieren, deen aneren Deel wollt beim Projet bleiwen.

Da géif ech proposéieren, dass mer zum Vott iwwert den Amendement 1 iwwerginn. Déi also der Meenung sinn, dass de Projet als Ensembel soll duerchgoen, déi stëmme mat Neen. An déi, déi der Meenung sinn, dass de Projet soll gedeelt ginn an en aneren Intitulé soll kréien, déi stëmme mat Jo. Dat heescht also, déi der Meenung si vun der CSV, stëmme mat Jo, an déi,...

(Hilarité)

...déi net der Meenung si vun der CSV, stëmme mat Neen.

(Brouhaha et interruptions diverses)

Et ass ganz richteg. Maacht mech net onsécher, Här Wolter.

Vote sur l'amendement 1

Also, d'Ofstëmmung fänkt un.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Dir stëmmt mat Neen.

(Hilarité)

Neen, ech hunn héieren, dass den Här Berger gesot huet: „Ech stëmme mat Neen."

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dann hutt Dir gutt Oueren!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma ganz gutt Oueren. Dofir héieren ech Iech och ëmmer esou gutt, wann Dir schwätzt. Well Dir sidd ee vun deenen, déi am haartsten hei schwätzen, wann Der d'Wuert net hutt.

(Hilarité)

Sou, domat ass dann d'Ofstëmmung ofgeschloss: 23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass deen éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Alexander Krieps);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da komme mer zum zweeten Amendement vun der CSV, wou ech och dovun ausginn, dass e motivéiert ass an dass och déi aner Positioun kloer ass. Et gëllt datselwecht: Wie mat der Antragstellerin d'accord ass, stëmmt mat Jo. A wie wëllt beim Projet de loi bleiwen, stëmmt mat Neen. Also stëmme mer elo of.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer: 24-mol Jo, 35-mol Neen a keng Abstentiounen. Also ass och deen Amendement verworf.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 23 voix pour et 37 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gilles Baum), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann...

(Interruption)

Jo. Ech hat Iech virdru schonn héieren.

(Hilarité)

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet iwwergoen. Wien also mam Projet d'accord ass, stëmmt mat Jo. A wien net d'accord ass mam Projet, stëmmt mat Neen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6892 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hu mat Jo gestëmmt.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Resultat: 34-mol Jo, 3-mol Neen an 22 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Wëllt een d'Abstentioun motivéieren oder ass dat zur Genüge geschitt? Merci. Dann ass de Projet ugeholl.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Méisproochegkeet an der Schoul. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den Här Adam.

6. Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn zu Lëtzebuerg eng eemoleg Sproochesituatioun, dat wësse mer alleguer. Villes, zum Beispill dat, wat am Sproochegesetz vun 1984 steet, ass bekannt. Mä dës Sproochesituatioun huet zënter den 80er Jore changéiert.

Et schwätzen engersäits méi Leit Lëtzebuergesch wéi jee. Well awer och all Joers vill Leit op Lëtzebuerg wunnen an/oder schaffe kommen, huet een heiansdo en aneren Androck. An d'Haaptsprooche vun de Leit, déi hei wunnen, si Lëtzebuergesch - bäi Wäitem un éischter Stell -, dann déi zweet Sprooch Portugisesch, nach virum Franséischen, an da sinn nach 2% bis 3% vun eiser Populatioun, déi jeeweils Däitsch, Italienesch an Englesch schwätzen. An déi ganz vill aner Sproochen, déi gi vu manner wéi 1% vun der Populatioun geschwat.

Um Aarbechtsmaart gesäit et e bëssen anescht aus. Do ass déi meeschtgeschwate Sprooch Franséisch, ganz knapp virum Lëtzebuergeschen an däitlech virum Däitschen an Engleschen. Portugisesch gëtt just vu ronn 10% op der Aarbecht geschwat. Dës Donnéeën hunn ech aus engem Buch vum Fernand Fehlen an Andreas Heinz, „Die Luxemburger Mehrsprachigkeit", dat 2016 erauskomm ass, e Buch, deem ech vill Lieser wënschen.

Mir, déi gréng, gesinn dëse Sproocheräichtum als Chance fir eist Land a seng Awunner. Mir wëssen awer och, datt dës Villfalt vill Leit veronséchert. A mir wëssen och, datt dës Villfalt immens Ufuerderungen un eise Schoulsystem stellt, eng immens Erausfuerderung am Alldag fir eis Kanner an eis Enseignanten ass.

Duerfir ware mer der Meenung, datt et wichteg ass, och hei an der Chamber eng Kéier déi politesch Stréimungen iwwert d'Erausfuerderunge vun der Sproochevillfalt an eisem Schoulsystem zu Wuert kommen ze loossen. An dat maache mer dann de Mëtteg an duerfir soen ech Merci.

An deene leschten zéng Joer ass d'Zuel vun de Kanner an der Grondschoul, déi als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen, kontinuéierlech erofgaangen. „L'Enseignement luxembourgeois en chiffres", dat sinn d'Statistike vum Ministère, déi soen eis, datt am ganzen Enseignement fondamental am Schouljoer 2014-2015 nach 37,6% vun de Kanner als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen. An ech ginn do och eng Erklärung dobäi: Et ass déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt. Dat wëllt net heeschen, datt nëmme 37,6% vun eise Schoulkanner Lëtzebuergesch schwätzen. Dat sinn der nach däitlech méi.

Mä déi heiten Zuel, dat waren 2004 nach 57,8% vun de Kanner, déi als éischt Sprooch Lëtzebuergesch doheem geschwat hunn. An déi Entwécklung ass schonn derwäert kommentéiert ze ginn, mä an dëser schoulpolitescher Interpellatioun maachen ech dat net. Ech wëll hei just op Fakten hiweisen a kucken, wéi eng Erausfuerderungen dës Fakte fir eise Schoulsystem duerstellen a wéi mer missten domat ëmgoen am Interessi vun eise Kanner a vun hiren Elteren.

Dës Entwécklung ass zwar méi rasant geschitt, wéi mer eis dat virgestallt haten, si war awer virauszegesinn. Duerfir ass zum Beispill schonn 1998 eng fakultativ schoulesch Offer fir Kanner vun dräi Joer geschafe ginn, déi 2009 fir d'Kanner nach ëmmer fakultativ bliwwen ass, fir d'Gemengen awer obligatoresch ginn ass: de Précoce. Et hätt een och do kënnen an eng aner Richtung goen, mä de politesche Wëllen deemools war, fir e Précoce ze schafen an net zum Beispill, wéi déi gréng et och gefuerdert hunn, fir méi fréi an de Modell Crèchen ze investéieren.

Et ass mir wichteg, drop hinzeweisen, datt de Précoce awer net just geschafe ginn ass, fir datt d'Kanner sollte Lëtzebuergesch léieren. Geneesou wichteg ass och d'Förderung vun der kognitiver Entwécklung vum Kand, geneesou och déi motoresch, déi sozial an emotional Förderung vum Kand.

An awer: Lëtzebuergesch léiere war ëmmer och e wichtegt Zil. An duerfir steet och am Regierungsprogramm vun dëser Regierung beim Punkt Précoce an Cycle 1: «Une pratique systématique en langue luxembourgeoise sera prévue, car l'apprentissage du luxembourgeois constitue la base pour le vivre ensemble à l'école et dans le pays.» An ech mengen, dat stellt och haut keen a Fro.

An den ëffentleche Schoule léieren eis Kanner d'Alphabet op Däitsch. Mir wëssen, datt den Apprentissage par assimilation ëmmer manner gutt funktionéiert. Ebe well vill Kanner net méi gutt genuch Lëtzebuergesch schwätzen, funktionéiert de Switch net méi wéi an der Vergaangenheet plus ou moins automatesch.

De Fernand Fehlen an, ech mengen, och d'Kolleege vun déi Lénk hunn alt emol plädéiert, fir eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch anzeféieren. Dat hätt de Virdeel, datt d'Lëtzebuerger Kanner an hirer Mammesprooch géifen alphabetiséiert ginn an de Gros vun den Ausländer zumindest am Ufank vun hirer Schoulcarrière eng Friemsprooch, Däitsch, manner hätten. Dat hätt an eisen Aen awer och esou vill Nodeeler, datt ech se hei net alleguerte wëll opzielen. Do bräichte mer schonn eng eegen Interpellatioun derzou. Vläicht kënnt déi jo och nach eng Kéier op eis zou.

déi gréng sinn der Meenung, datt eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch duerchaus eng Kéier a méi oder manner ferner Zukunft kann an d'A gefaasst ginn. Um aktuelle Stand vun der Entwécklung vun eiser Sprooch ass dat fir haut nach mat Sécherheet keng Alternativ.

Eng aner Iddi war, fir parallell eng franséisch Alphabetiséierung niewent enger däitscher Alphabetiséierung an enger Klass lafen ze loossen. Ech si jo wierklech e Frënd vum Differenzéieren an ech behaapte souguer, datt ech mech an der Matière e bëssen auskennen, mä deen doten Défi wéilt ech net ugoen. Ech géif fäerten, datt dat mir géif iwwert de Kapp wuessen.

An eng weider Iddi war et, fir Pilotklasse mat enger Alphabetiséierung op Franséisch ze starten, mat dem Zil, um Enn vun der Schoulflicht erëm am aktuellen, besteeënde Schoulsystem ukomm ze sinn, also no zéng Joer erëm an eisem Schoulsystem ukomm ze sinn.

Déi zwou Iddien, déi ech elo grad erwäänt hunn, déi stinn am Regierungsprogramm als Denkpisten. An déi zwou Iddie sinn, souwäit ech weess, informell fale gelooss ginn. Et wier a mengen Aen awer interessant, besonnesch iwwert déi zweet Iddi och formell eppes gewuer ze ginn, ob dat wierklech ausgeduecht ass a vum Dësch ass.

An ech ginn dovun aus, datt de Minister Meisch an dëser Legislatur näischt un der Alphabetiséierung op Däitsch ännere wäert an an enger weiderer Legislatur - ech wënschen em se - och näischt géif un der Alphabetiséierung op Däitsch änneren. Dat ass an eisen Ae wichteg ze wëssen, well et erlaabt, sech op eng Situatioun anzestellen, e bësse Gewëssheet an der Schoulwelt ze hunn.

Eng weider Affirmatioun steet am Regierungsprogramm: «Au niveau de l'enseignement de la langue française la possibilité de différer d'une année l'apprentissage de la langue française écrite sera étudiée.» Och hei hu mer nach net weider driwwer geschwat.

Ech héieren oft, datt d'Léierpersonal vill ze vill fréi mam franséische Schreiwe géif ufänken. Am zweete Schouljoer soll jo eigentlech alles am Franséische mëndlech lafen. Dat kléngt richteg. Wann een allerdéngs d'Buch vum Franséische vum drëtte Schouljoer kuckt - an ech ginn dovun aus, datt all Léierin am zweete Schouljoer och dat Buch vum drëtte Schouljoer kennt -, da verstinn ech d'Enseignanten. D'franséischt Buch vum drëtte Schouljoer ass net d'Suite vun engem just mëndlechen Enseignement. Ech kenne keng Etüd, déi sech domat befaasst huet, ob d'Kanner solle méi spéit ufänken, Franséisch ze léieren. Et wier awer och interessant, dat eng Kéier ze analyséieren.

Wa mer eis bekloen, datt déi Jonk, déi e Secondairesofschloss hunn, net genuch Franséisch kënnen, da sinn esou Aussoen, éischtens, ze hannerfroen: Wat kënne se net genuch? An zweetens musse mer och bereet sinn, munches fundamental a Fro ze stellen. Wa mer emol d'zweet Schouljoer ausklammeren, da léieren eis Kanner véier Joer laang Franséisch an der Primärschoul a siwe Joer laang Franséisch am Lycée. Dann däerf et awer erstaunlech sinn, wa Grammaire an Orthographe oft wackleg sinn a wann eng Diskussioun op Franséisch schlecht bis guer net funktionéiert! Ech kréie vun Enseignantë gesot, d'Schüler géifen duerch de Lycée rennen a jäizen: „Ech haasse Franséisch!"

Elo war ech scho lancéiert, mä ech hat awer och gesot, mir sollten d'Ausso: „Eis Jonk, déi e Secondairesofschloss hunn, kënnen net genuch Franséisch" hannerfroen. Ass dat wierklech esou? Mir hu regelméisseg, och hei an der Chamber a Kommissiounssëtzungen, och an der Éducatiounskommissioun, dichteg Leit aus aller Welt, déi eis PowerPoint-Presentatioune bréngen, wou och méi oder manner vill Feeler dra sinn. An och d'Fransouse selwer schreiwen hir Sprooch net méi korrekt wéi d'Lëtzebuerger.

Interessant ass et awer och, wa mer kucken, wuer eis Jonk da studéiere ginn. Wann ech d'Zuele vun 2004-2005 mat deene vun 2014-2015 vergläichen, da stellen ech Folgendes fest: An zéng Joer huet sech d'Zuel vun de Studenten, déi aus Lëtzebuerg kommen an déi an Däitschland studéieren, verdräifacht. Datselwecht gëllt och fir déi, déi an Éisträich studéieren, also an zéng Joer dräimol sou vill.

D'Studenten, déi an der Belsch studéieren, hu sech an därselwechter Zäit vervéierfacht, an déi a Frankräich studéieren, hu sech och vervéierfacht. An England an an der Schwäiz, do ass déi Zuel an deene leschten zéng Joer 2,5-mol sou grouss ginn.

Ech gesinn et als absolutte Widdersproch, datt haut véiermol méi Studenten an engem franséischsproochege Land studéieren ewéi virun zéng Joer, eis Jonk awer anscheinend net genuch Franséisch kënnen, wa se aus der Schoul kommen. An et ass och e Widdersproch, datt méi ewéi duebel sou vill Studenten an engem franséischsproochege Land studéieren ewéi an engem däitschsproochegen.

Et ass mer natierlech bewosst, datt Englesch fir déi meescht Studenten ëmmer méi zu engem Must gëtt, onofhängeg vum Land, wou se studéieren. Englesch fänke mer am Prinzip jo eréischt op Sixième un.

D'Resultater vun der Classe terminale sinn net onbedéngt méi schlecht wéi déi vum Franséischen (veuillez lire: wéi déi am Franséische viru Joren), och net onbedéngt besser; eigentlech wësse mer et net. Viru Joren, bei der viregter Ministesch, war kuerz Zäit en Hype, mir missten Englesch schonn op Septième enseignéieren. Dat huet sech net generaliséiert. Ech hunn déi Fuerderung och deemools net ënnerstëtzt, well mir keng Etüd bekannt ass, déi sech seriö mat der Fro auserneegesat huet, wéi gutt oder schlecht déi generell Engleschkenntnisser vun eise Secondairesschoulofgänger sinn. D'Fro, ob dës Kenntnisser gutt genuch sinn, ass allerdéngs berechtegt. A mir fannen och, mir sollten dëser Fro nogoen.

Här President, d'aussepolitesch Kommissioun hat haut de Moien eng Delegatioun aus dem Senat vum Cambodge op Besuch. Si waren och de Mëtteg hei op der Tribün. An zum Schluss vun eiser Aussprooch koum op eng Fro vun Iech, Här President, wéi et da mat der Sproochesituatioun am Cambodge wier, déi Antwert, déi mer eis, mengen ech, eigentlech erwaart haten: Historesch spillt Franséisch an deem Land natierlech eng grouss Roll an eng gewësse Schicht vun deenen eelere Leit schwätzt och nach Franséisch. Mä déi Jonk, och am Cambodge, léieren éischter Englesch wéi Franséisch. An och den Tourismus bréngt mat sech, datt Englesch déi méi gebrauchte Friemsprooch an deem Land ginn ass.

Wann de Prozentsaz vun de Studenten, déi vun hei aus an England ginn, net grad esou séier eropgaangen ass, dann huet dat och vläicht vill mat Distanzen an Onkäschten ze dinn. Ech mengen, dat wier derwäert, fir déi Situatioun nach genee ze analyséieren.

Här President, selbstverständlech geet nach laang net all Schüler op eng Uni studéieren. Awer fir all Schüler an eisem Schoulsystem stellt sech d'Problematik vun héije sproochlechen Usprëch, déi se musse meeschteren, fir e Schoulofschloss ze kréie respektiv eng gutt Beruffsausbildung ze kréien. Ech kann aus zäitleche Grënn net an den Detail goen, wat dat an eisen Ae fir déi zukünfteg Ausriichtung vum Secondaire an der Formation professionnelle bedeit, just e puer Pisten:

Et soll net sinn, datt een Däitsch, Englesch, Mathé, Chimie an esou weider gepackt huet, an awer duerchfält, well ee Franséisch net gepackt huet! Oder et soll net sinn, datt ee Franséisch, Englesch, Mathé, Bio an esou weider gepackt huet, an awer duerchfält, well een Däitsch net gepackt huet.

Mir sinn der Meenung, datt mer musse weiderfueren, eis Schouloffer sproochlech méi ze differenzéieren. Dat gëllt fir all Zorte vu Schoulofschloss: fir de Classique, den Technique an natierlech och a vläicht souguer a besonneschem Ausmooss fir d'Formation professionnelle. Natierlech kënne mer op eisen Diplomer nëmmen zertifizéieren, wat e Schüler kann. Mä deen een oder anere Sproochendefizit däerf net als Barrière funktionéieren, fir iwwerhaapt een Zertifikat ze kréien.

Mir mussen eis och bewosst sinn, datt ganz vill Leit, déi bei eis wunnen a schaffen, en anere Schoulsystem duerchlaf hu wéi de lëtzebuergeschen. A mir mussen eis bewosst sinn, datt ganz vill Leit, déi bei eis schaffen, hannert der Grenz wunnen an och net mat eisem Schoulsystem a Beréierung komm sinn. A mir wëssen, datt all Joers eng plus/minus 1.500 schoulflichteg Primo-arrivanten an eist Land kommen an de Gros vun hinne keng vun deenen dräi offizielle Sprooche vun eisem Land kënnen.

Ech schwätzen elo net vun de Kanner vun den Demandeurs de protection internationale. Dat sinn der bäi Wäitem net esou vill. D'Problematik ass natierlech eng äänlech. A mir ënnerstëtzen och weiderhin déi Politik vum Minister, fir dës Primo-arrivanten esou schnell wéi méiglech an eise soi-disant „normalen" Schoulsystem ze integréieren.

D'Schoul, an dat solle mer och net vergiessen, huet e Bildungsoptrag, dee wäit iwwert den Aarbechtsmarché erausgeet. Mir wëssen, datt de Sproochenunterrecht an eise Schoule méi Zäit an de Curricula anhëlt wéi bei eisen Nopeschlänner. Och doduerch erkläre mir, datt zum Beispill besonnesch eis jéngst Schüler relativ laange Schoulzäiten ausgesat sinn. Mir sollen net vergiessen, datt d'Schoul och fir eng Wäertevermëttlung soll suergen, d'soziaalt Léieren, d'Sciencen däerfen net an d'Hannertreffe kommen.

Mir kréien an deenen nächste Méint nach Geleeënheet, iwwert d'Reform vum Secondaire ze schwätzen. Da kann ech dës Iwwerleeunge verdéiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mat de Schoulreforme vun de leschte Joren - an d'Schoul ass vill reforméiert ginn - huet sech un de Sproochecurricula wéineg geännert. Vläicht ass dat eng vun den Ursaachen, datt d'Schülerzuelen an den internationale Schoule prozentual vill méi staark eropgaange si wéi d'Schülerzuel an den éffentleche Schoulen. Wann een dann och nach déi ronn 3.000 Schüler berücksichtegt, déi zu Lëtzebuerg wunnen an am Ausland, haaptsächlech an der Belsch, an d'Schoul ginn, da kann ee soen, datt haut ee vun zéng Schüler an eng Schoul geet, déi en anere Sproocheregimm huet wéi eis éffentlech Schoul.

Mir mengen, datt et zwee Weeër gëtt, mat der Heterogenitéit vun eiser Populatioun an eise Schoulkanner ëmzegoen: Entweder mir bidde méi e flexibele Sproochekader an eisen éffentleche Schoulen un oder déi international Schoulen, déi och bal ëmmer Privatschoule sinn, gewannen och weiderhin un Attraktivitéit.

Mir sinn d'accord, datt déi international Schoulen zu eiser Schoullandschaft gehéieren an och eng wichteg Missioun erfëllen. D'Zuele schwätze jo fir sech a fir dës Schoulen. Mir fannen et allerdéngs problematesch fir eise ganzen Éducatiounssystem - an och ee vun eis op alle Fall net gewollte Paradigmewiessel -, wann d'Privatschoulen op Käschte vun den éffentleche Schoulen iwwerdimensional wuessen. Duerfir fanne mer och déi Reaktioun vum Minister, fir zu Déifferdeng eng éischt éffentlech international Schoul opzemaachen, eng gutt Iddi! A mir hunn och ausdrécklech déi Iddi gelueft, wéi d'Gesetz iwwert dës Schoul hei an der Chamber gestëmmt gi war.

Mir ginn dovun aus, datt dat e Wee ass, dee ganz vill Zukunftspotenzial huet. Dës Schoul erlaabt et, datt all Kanner vun den Avantagë vun engem flexibele Sproochesystem nom Modell vun der Europaschoul kënne profitéieren. Dir wësst, datt dat bei den normalen Europaschoulen anescht ass. Hei ginn d'Kanner vun de Leit, déi op der EU oder aneren internationalen Institutioune schaffen, an d'Schoul. Jo, et gëtt och Ausnamen, mä déi sinn da mam Bezuele vun engem zimlech héije Minerval gekoppelt.

Här President, all déi Jonk, déi aus eisem Schoulsystem kommen, ginn um Aarbechtsmarché mat deene Jonken a manner Jonken aus der Groussregioun an eng Konkurrenzsituatioun gesat. A mir wëssen alleguerten, datt mer zum Beispill 107.000 Lëtzebuerger um Aarbechtsmarché hunn, 94.000 net Lëtzebuerger Résidentë géintiwwer 176.000 Frontalieren.

An och, wann d'Schoul eng reng national Kompetenz ass, also mer eigentlech ganz fräi sinn, fir Décisiounen ze huelen, wéi mer wëllen, dann ass an der Realitéit dës Fräiheet selbstverständlech ageschränkt.

Och wann deen een oder deen aneren et net wëllt héieren: En éischt Schouljoer 2016 ass eppes anescht wéi en éischt Schouljoer 1966! Ech mengen, datt eis mat Spréch wéi „fréier war alles besser" oder „back to the past" wéineg gehollef ass.

(Interruption)

Ech wëll nach op zwee Punkten agoen… Ech soen extra net „back to basics". Ech soen extra „back to the past". Mat den „basics" hunn ech kee Problem, mä mat „back to past" hunn ech een.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Ech wëll nach op zwee Punkten agoen, déi zurzäit ganz intensiv diskutéiert ginn. Dat Éischt ass de Programm fir d'Sproocheférderung vun de Kanner vun 1 bis 4 Joer.

Mir sinn dem Minister Meisch dankbar derfir, datt hie sech der Fro vun der Sproocheférderung an de Crèchen an am Précoce ugeholl huet. Jo, mir hu jorelaang just gekuckt, fir Crèchëplazen ze schafen - dat ass emol net als Kritik geduecht -, d'Demande war einfach risegrouss. A wat an deene Strukture mat der Sprooch geschitt ass, dat war eng laang Zäit dem Ministère de l'Éducation nationale oder dem Familljeministère zimlech egal.

Gutt, datt probéiert gëtt, hei eng Linn dranzekréien, d'Partnerschaft mat den Elteren ze verstäerken, d'Strukturen am Réseau funktionéieren ze loossen! Mir begréissen et, datt d'Regierung bereet ass, verstäerkt an d'Sproocheférderung ze investéieren, andeems se méi Personal asetzt. Mam Detail dinn ech mech allerdéngs e bësse schwéier. Ech mengen, ech hunn net alles richteg verstanen an duerfir stellen ech dem Minister e puer Froen an deem Kontext:

- Firwat wëlle mer Franséisch als zweet Sprooch aféieren? Oder kann déi zweet Sprooch zum Beispill och eng aner Sprooch sinn? Kéint dat och Englesch sinn?

- Och d'Mammesprooch vum Kand soll no Méiglechkeet ënnerstëtzt ginn, mat allen Aschränkungen, déi eben déi Villfalt, déi mer hunn, nun emol mat sech bréngt. Dat stellt natierlech fir d'Léierpersonal eng grouss Erausfuerderung duer. Et gëtt jo eng Rei Pilotprojeten, wou zum Beispill an de Spillschoulen d'Mammesprooch gefërdert gëtt. Gëtt et do och schonn eng Linn, wéi dës Férderung op nationalem Plang kann ëmgesat ginn? Wéi kënne mer d'Mammesprooch férderen an an engems Franséisch als zweet Sprooch férderen? Trëppelt do net deen een deem aneren op d'Féiss?

An ech mengen, ech hunn och d'Zilsetzung vun der Férderung vum Franséischen an eise Betreiungsstrukturen nach ëmmer net honnertprozenteg verstanen. Ech verlaangen natierlech keen numeresch Zil. Also ech mengen, mir denke jo net ee Moment drun, datt d'Kand misst 50 Wierder op Franséisch kënnen, fir däerfen dann och an d'éischt Joer Spillschoul ze goen. Dat ass eigentlech just eng Karrikatur, dat ass emol net denkbar. Mä d'Zil ka jo awer och net just sinn, fir mat anere Sproochen a Kontakt ze trieden, well dat geet zu Lëtzebuerg automatesch. Dat geschitt ville Kanner zu Lëtzebuerg schonn, wa se un de Kaffisdësch sëtze kommen doheem, well d'Elteren heiansdo schonn zwou verschidde Sprooche schwätzen, oder ënnerwee fir an d'Schoul, wann d'Nopeschkanner derbäikommen, an natierlech am Klassesall ass déi Méisproochegkeet och all Dag do.

Ech betreien am Moment e puer Unisstudenten am Stage. D'lescht Woch war ech an enger Schoulklass an der Stad Lëtzebuerg, eng ganz normal Klass, en drëtt Schouljoer, haut Cycle 3.1. A vun deene 15 Schüler sinn der 12 frankofon, a fir 3 ass déi däitsch Sprooch méi no bei hirer Mammesprooch: 2 lëtzebuergesch Kanner, 1 russescht Meedchen. An elo seet ee vläicht: „Dëst ass bestëmmt keng typesch Lëtzebuerger Schoulklass." Mä wat ass dann eng typesch Lëtzebuerger Schoulklass?! Ech mengen, ee vun de Charakterzich vun enger typesch Lëtzebuerger Schoulklass ass ebe grad just d'Sproochevillfalt an déi kulturell Villfalt.

Ech hunn och natierlech déi Dokumentatioun vum Ministère gelies. An och de Ministère seet a sengen Texter, datt de Migratiounshannergrond just ee vun de Faktoren ass, déi de Schouléchec erklären. An och an dësen Texter steet, datt et d'Zesummespill vum sozioekonomesche Milieu a vum Migratiounshannergrond ass, dat d'Problemer grouss mécht. An dat sinn iwwregens och Aussoen, wéi mer se all Kéiers erëm an de PIRLS- a PISA-Etüde gesot kritt hunn.

Also ech stelle mer nach ëmmer e bëssen d'Fro: Wat sinn d'Ziler vun der Sproocheférderung an de Betreiungsstrukturen? D'Lëtzebuerger Sprooch stäerken, dat verstinn ech. Ech mengen, dat ass kloer, dat ass en Acquis. D'Mammesprooch stäerken, dat liicht mer och an, ech weess just net esou richteg, wéi mer et maachen.

An dann eben: Wierklech Franséisch léieren? Wann dat d'Zil ass, da musse mer selbstverständlech an der Spillschoul an am éischte Schouljoer weiderfueren. Vill vun eis hunn an hirem direkten Ëmfeld, an hirer Famill scho materlieft, datt e Kand dräi Joer an enger franséischsproocheger Crèche war, dunn ass et zu Lëtzebuerg an d'Spillschoul gaangen, dunn an d'éischt Schouljoer. A wéi am zweete Schouljoer d'Franséischt ugaangen ass, du war praktesch alles vun deem fort, wat vu Franséischkenntnisser an der Crèche opgebaut ginn ass.

Op enger Table ronde vun der Grénger Stëftung ware sech och all Intervenanten eens, datt, wa mer an de Crèchë mat de Kanner Franséisch schwätzen, da musse mer dat och an der Spillschoul an am Cycle 2 weiderféieren, fir datt net alles vergiess ass, wann et eescht gëtt mam Franséischen. Op därselwechter Table ronde hat eng Cheffin vun enger privater Crèche erzielt, wéi si d'Férderung vum Franséischen, vun der franséischer Sprooch organiséiert: Si huet ee belschen Éducateur gradué agestallt. Esou einfach kann zum Beispill de Modell funktionéieren: eng Persoun, eng Sprooch - wann een an enger privater Crèche ass. Mä dat ass jo awer e Modell, deen een net ëmdenke kann op de fonctionnariséierte Schoulbetrib.

Ech hu mat Interessi den Accord gelies tëschent dem Ministère an dem SNE iwwert de Cycle 1. Iwwert de Cycle 2 hunn ech nach näischt gelies an do froen ech mech… Do stinn eng Rei Saachen dran, déi ech alleguerte sënnvoll an nëtzlech fannen, mä déi awer zum Deel och wéineg revolutionär sinn. Ech mengen, d'Personal huet schonn ëmmer och Lidder op Franséisch gemaach an och ëmmer Friemsproochen e bësselche matabezunn. Ech froe mech, ob do awer nach eppes nokënnt a wéi dat eventuell ausgesäit.

Här Minister, ech si gäre mat alle Wëssenschaftler averstanen, déi soen, datt kleng Kanner mat Liichtegkeet eng nei Sprooch léieren. Ech wiere mech awer dergéint, wann doraus geschlussfolgert gëtt, datt de Kapp vun engem klenge Kand eppes wéi e Schwamp ass, dee begierlech alles opsuckelt a späichert an no Bedarf erëmgëtt. An ech wiere mech och dergéint, datt gäre vergiess gëtt, datt eng Rei Kanner wuel Schwieregkeete mat der Méisproochegkeet hunn!

Ech hat viru Kuerzem am Kader vum „Pairing Scheme - Politik trëfft Recherche", enger ganz flotter Initiativ vum FNR an der Chamber, en

Ableck an d'Aarbecht vun enger klenger Fuerschungsgrupp op der Uni Lëtzebuerg. An déi Fuerschungsgrupp huet sech zum Beispill mat Froe beschäftegt wéi: „Solving arithmetic problems in first and second language: Does the language context matter?" An d'Äntwert ass kloer: Yes, it does!

Mir ware gëschter mat der Éducatiounskommissioun eng Crèche op Esch besichen, eng vun den aacht Crèchen, déi beim Pilotprojet Méisproochegkeet matmaachen. Et war eng ganz interessant Visitt mat enger ganz interessanter Diskussioun, wéi dës Struktur de Pilotprojet ugeet. Hei ginn 58 Kanner betreit, 56 sinn net Lëtzebuerger. Och dat ass eng „typesch Lëtzebuerger" déi Kéier net „Schoulklass", mä Betreiungsgrupp. Et gëtt vill vun den Erzéier iwwert d'Sprooch nogeduecht.

Éischt Erkenntnis: Et ass wichteg, datt déi Kleng sech kënnen agewinnen an do ass et eng grouss Hëllef, wa se sech an hirer Mammesprooch kënnen ausdrécken, souwäit wéi dat méiglech ass. Wann et heescht: „Mir schwätze just Lëtzebuergesch", dann di vill Kanner kee Mond méi op, well se da kee Moyen hunn, fir sech auszedrécken.

Zweet Erkenntnis: Et ass wichteg, Strukturen an den Émgang mat der Sprooch ze kréien, méi systematesch un d'Schwätzeléieren erunzegoen.

Drëtt Erkenntnis: Alldaagsproblemer sinn am Moment an där Struktur, wou mer waren, méi wichteg wéi den „François". De François, dat ass déi Popp, déi nëmme Franséisch schwätzt.

A véiert Erkenntnis: Dat sozioekonomescht Émfeld suergt fir Problemer, datt eis Aen an Oueren opgaange sinn: Defizitter bei der Mammesprooch, der Iesskultur, der Hygiène. Wéi gesot, dem François, där Popp, déi nëmme Franséisch schwätzt, gëtt och an där Grupp, déi mam Pilotprojet schafft, am Moment éischter eng kleng Nieweroll zougeduecht. An dat ass eppes, wat mech eigentlech absolutt berouegt huet. An dat ass dann och eng Fro: Wa mer esou flexibel dorunner eruginn, liesen ech ënnert dem Stréch: Mir si bereet, méi Moyenen an d'Sproocheférderung ze setzen. An dat ass eppes, wat mer absolutt begréissen.

Ech hat och laang Zäit gemengt, datt, wa mer de klenge Kanner eng zousätzlech Sprooch géifen ubidden, da géife mer hinne jo näischt ewechhuelen. Dat ass, zumools wa mer och nach eng zousätzlech Persoun astellen, déi déi Sprooch da verkierpert, a mengen Aen awer net déi ganz Wourecht. Mir huelen dem Kand näämlech awer e bëssen Zäit ewech, Zäit, déi d'Kand soss géif notzen, fir seng Motorik ze üben, mat senge Schoulkomeroden ze spillen, seng Mammesprooch ze valoriséieren a Lëtzebuergesch ze léieren.

Domat wier ech da bei deem leschte Punkt ukomm, deen och ganz aktuell ass an deen ech nach ganz kuerz wëll uschwätzen - meng Zäit, déi enorm laang war, geet zum Enn, mä, Här President, ech gi fäerdeg am Rame vun där Zäit -, d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Lëtzebuerger Schoul.

De leschte Freideg hat d'Chamber de Jugendkonvent hei zu Besuch. An de Sujet, iwwert deen déi Jonk de ganzen Dag diskutéiert haten, war „Integratioun an Diskriminatioun". Et waren immens vill Jonker tëschent 15 an 30 an d'Chamber komm, also am Alter tëschent 15 an 30. Mä et waren der, ech géif mengen, no un honnert, déi an d'Chamber komm sinn. Iwwer honnert! Den Här Chamberspresident, den Här Minister Meisch, d'Kolleegen Anne Brasseur, Laurent Zeimet an Eugène Berger waren och derbäi - net bei deene Jonken, déi sinn awer schonn e bësse méi al!

(Interruption)

Ech war beandrockt, wéi direkt an onkomplizéiert déi Jonk engersäits d'sproochlech Toleranz an Oppenheet an anerersäits eng Stäerkung vun der Lëtzebuerger Sprooch op alle Pläng fuerderen. Si soen, mir sollten eis net ze schued sinn, eist Brout op Franséisch kafen ze goen. Si soen: „Paräis huet den Eiffel-Tuerm, Pisa huet de schifen Tuerm a Lëtzebuerg huet d'Méisproochegkeet." Si soen awer och, datt Lëtzebuergesch hinne wichteg ass als Sprooch vun der Integratioun, der Inklusioun, datt si ganz houfreg sinn op hir Sprooch, datt mer eis Sprooch musse weiderentwéckelen. Och dat hu se gesot: „Mir musse se weiderentwéckelen, mir sinn nach net op engem Punkt, wou ee villes ka maachen, wat ee sech vläicht an der Zukunft denke kann", an datt d'Lëtzebuerger Sprooch soll méi präsent sinn an der Schoul.

Ech hunn de leschte Freideg um Jugendkonvent gesinn, wéi een onbefaange mat eiser Sprooch ëmgoe kann. Et ass kee Widdersproch, oppen, tolerant, auslännerfrëndlech ze sinn a sech gläichzäiteg staark fir d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch anzesetzen. An natierlech soll d'Lëtzebuergescht an eise Schoule präsent sinn. Mä och d'Lëtzebuerger Sprooch soll hei net als Barrière gebraucht ginn, geneesou wéineg wéi all aner Sprooch an eise Schoulen!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech si gespaant op d'Bäiträg vu menge Kolleegen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Madamm Hansen fir d'CSV ass scho prett.

Débat

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och dem Här Adam Merci, well ech hunn definitiv nach ni esou vill gelies an diskutéiert iwwert d'Sprooche wéi déi lescht Wochen, an ech géif souguer bal menge Méint. An ech hunn och eppes Berouegendes geléiert beim Liesen: Och eist Gehir ass nach ëmmer plastesch genuch, fir ze léieren, och fir Sproochen ze léieren. Gott sei Dank!

Eis Méisproochegkeet ass wierklech e groussen Atout an do solle mer alles maachen, fir dee kënne bäizebehalen. Hei zu Lëtzebuerg schwätzt an der Moyenne een Awunner 3,6 Sproochen, inklusiv d'Mammesprooch. Mir hunn also hei zu Lëtzebuerg d'Zil vun der Kommissioun, näämlech datt d'EU-Bierger sollen L1, d'Mammesprooch, plus zwou aner Sprooche kënnen, erreecht. Dat heescht awer elo net, datt mer eis kënne liddereg an d'Fotell leeën a soen, wéi gutt datt mer wieren, well esou gutt si mer leider net.

Et leeft net alles optimal. Mä, an ech mengen, och doriwwer wäerte mer eis eens sinn, et ass och keng kleng Erausfuerderung, fir an engem offiziell dräisproochege Land mat vill Immigratioun e funktionéierend Sproochekonzept ze erschaffen. Wéi gesot, et ass eng grouss Erausfuerderung, mä et ass eng lounend Erausfuerderung!

Fir déi tatsächlech Situatioun ze veranschaulechen, e puer Zuelen an e puer Aussoen zum Sproochenunterrecht an eise Schoulen: Franséisch - bis Enn 5e hunn eis Schüler esou vill Franséisch, wéi wa si annerhalleft Joer laang mat 30 Stonnen an der Woch soss näischt géife maache wéi Franséisch. An trotzdeem hu mer am Franséische vill Datzen, trotzdeem di sech vill Lëtzebuerger an och Netlëtzebuerger, zum Beispill och eis portugisesch Kanner, schwéier mam Franséischen. Do muss also eppes schiflafen.

An engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 7. Mäerz 2014 sot den Här Marc Barthelemy, Premier conseiller de Gouvernement: „Weder an der Grondschoul nach am Lycée hunn d'Kanner Franséisch gären. Si haassen, verabscheuen et souguer." Den Här Adam sot dat och. Hie sot och, datt d'Aart a Weis, wéi d'Franséischt enseignéiert gëtt, net onbedéngt invitéiere géif, fir et gären ze hunn, au contraire! Wéi kann ee Freed un enger Sprooch vermëttelen, wou an éischter Linn emol op e Koup Regelen an Norme gepocht gëtt? „Souguer déi frankofon Kanner ginn op déi Manéier dégoûtéiert vun hirer eegener Mammesprooch", seet den Här Marc Barthelemy. Franséisch ass d'Selektiounssprooch. Si provozéiert déi meescht Echecken an eisem Schoulsystem. Dat ware relativ haart Wierder aus dem Ministère.

Nieft dësem „Franséischproblem", nennen ech en emol, ass awer och nach d'Tatsaach, datt 45% vun den Néngjäregen, déi an eise Schoule sinn, déi allgemeng national Lieskompetenzstandarden net erreechen. Dat ass awer eng Grondviraussetzung, fir duerno kënne Sproochen ze léieren.

All dës Feststellungen an Aussoe leeën et no, de Friemsproochenunterrecht, d'Manéier, wéi d'Friemsprooch geléiert gëtt, nei ze iwwerdenken, well een Zäitproblem kann et net sinn. Besonnesch déi éischt Jore si ganz wichteg. Hei ginn d'Jalone gesat fir déi Joren duerno. Well wann ee Kand bis eemol d'Flemm huet mat enger Sprooch, da gëtt et schwéier, eng nei Motivatioun ze fannen.

Ech hunn elo relativ laang iwwerluecht, wéi ech dës Interpellatioun sollt opdeelen, well et ass definitiv illusoresch, an 30 Minutten dee ganze Sproochenunterrecht ze behandelen. Ech hunn dunn décidéiert, fir meng Interventioun nom Schoulsystem opzedeelen, also fänken ech beim Fondamental un, respektiv ech géif gäre beim Fondamental ufänken, mä well den Här Minister déi multilingual gratis Kannerbetreiung als een Deel vun der Sproocheproblematiksléisung wëllt aféieren, muss ech och nach kuerz heirop agoen.

Als Ziler huet den Här Minister genannt: Déi auslännesch Kanner solle besser Lëtzebuergesch léieren, lëtzebuergesch Kanner solle mam Franséische vertraut ginn, fir d'Sprooch duerno net als Hürd ze gesinn. „D'Lëtzebuerger hunn d'Flemm an der Schoul mam Franséischen", sot den Här Meisch. „Si sollen esou Spaass kréien an ongläich Startchancë sollen duerch eng besser Sproocheférderung ausgeglach ginn."

Op der Table ronde vun der Grénger Stëftung, wou ech leider net konnt derbäi sinn, wou awer eis Mataarbechterin, d'Jill Audrit, do war, huet den Här Meisch dunn awer op d'Fro no der Zilsetzung vun der multilingualer Kannerbetreiung gesot: „Mir setzen eis keng Ziler; an der nonformaler Ausbildung gi sech keng Ziler gesat." Bon, da brauch ee jo och net ze evaluéieren, ob een eppes erreecht huet. Mir ginn also 80 bis 100 Millioune pro Joer aus, ouni ze wëssen, wat mer wëllen.

Als CSV soe mer ganz kloer, datt mer dës multilingual gratis Kannerbetreiung ouni wëssenschaftlecht Konzept - där ass keent do - net brauchen. Bei deene ganz klenge Kanner soll de Stat net probéieren, den Elteren, déi sech doheem ëm hir Kanner wëlle bekëmmeren oder déi ganz bewosst hir Kanner an eng Crèche wëlle ginn, wou zum Beispill nëmme Lëtzebuergesch geschwat gëtt, oder - firwat net? - wou Däitsch geschwat gëtt an esou weider, ee schlecht Gewëssen andreiwen, andeems datt d'Regierung indirekt seet: „Wann Är Kanner net an déi multilingual Crèche ginn, da wäerte si herno an der Schoul manner gutt virukommen."

Ech brauch awer och keng Glaskugel ze hunn, fir kënnen ze soen, datt d'Ugebuet ugeholl gëtt, net onbedéngt well jiddwereen dovunner iwwerzeegt ass, datt seng Kanner ab engem Joer scho musse multilingual opwuessen, mä well et ganz einfach gratis ass.

D'Regierung zwéngt also indirekt hir Siichtweis vun der Kannererzéiung den Elteren op. An déi Ausso, déi ëmmer an dësem Kontext kënnt, datt kleng Kanner méi séier léieren, ass eng simplistesch Ausso. D'Hypothees vun där sougenannter „kritescher Period" gëtt an deem Fall dacks zitéiert. D'Gehir wär, fir ze léieren, just fir eng kuerz Zäit rezeptiv. Et misst also vum Virdeel vun der „Plastizitéit" vum Gehir profitéiert ginn, fir déi zweet Sprooch esou fréi wéi méiglech ze léieren.

Mä dës Theorie gëtt mëttlerweil ganz staark relativéiert. Ech recommandéiere jiddwerengem, vum Patsy M. Lightbown de wëssenschaftlechen Text - deen och d'Unesco als Richtlinn hëlt fir hire Rapport iwwert d'Sproocheléiere vun de Kanner mat ënnerschiddlechem sproochleche Background - ze liesen: „Easy As Pie?" - awer mat Fragezeichen, net mat Ausrufezeichen - „Children Learning Languages". D'Gehir bleift dat ganzt Liewe laang fäeg, fir méi Sproochen ze léieren. Et gëtt, fir d'Sproochen ze léieren, keng „kritesch Period". Et muss een also net schonns mat engem Joer ufänken, déi zweet Sprooch ze léieren.

Aner Ënnersichungen aus den USA hunn erginn, datt Kanner, déi déi zweet Sprooch méi spéit léiere mat engem zolitte Background an der Mammesprooch, der éischter Sprooch vum Kand, méi Chancen hunn an der Schoul, déi zweet Sprooch ze léieren. D'Mammesprooch kéint een also och als „d'Mamm vun de Sproochen" bezeechnen.

Ass dann elo déi multilingual gratis Kannerbetreiung kompatibel mat dëse Fuerschungsresultater? Feststeet, datt d'Mammesprooch eng wichteg Basis ass, fir eng zweet Sprooch ze léieren. Et ass also net onbedéngt falsch, wann eis portugisesch Kanner an eng Crèche ginn, wou och Portugisesch mat hinne ka geschwat ginn. Ass et do un enger Regierung, fir virzeschreiwen respektiv indirekt virzeschreiwen: Eng Crèche mat virun allem Franséisch a Lëtzebuergesch ass gutt? Domadder gi mer dat falscht Zeechen. D'Mammesprooch muss wäertgeschätzt ginn. Domadder ginn d'Startchancë fir eis portugisesch Kanner net onbedéngt verbessert, wat jo awer zumindest am Ufank emol sollt en Zil sinn.

Ech wëll awer och soen, datt Kanner, déi doheem mat zwou Sprooche grouss ginn, wou déi zwee Elterendeeler konsequent hir Mammesprooch schwätzen, datt dat eppes ganz aneschters ass. Mä dat kann een an enger Crèche net erreechen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann ech dann nach eemol op meng Fro vu virdru kommen: „Ass dann elo déi multilingual gratis Kannerbetreiung kompatibel mat dëse Fuerschungsresultater?", da muss ech soen: Ouni wëssenschaftlecht Konzept an ouni wëssenschaftlech Resultater, déi dat Konzept géife beleeën, a béides ass net do, ass dëst op jidde Fall unzezweifelen. Et kéint ee bal mengen, et kéint ee risegt gesellschaftlecht Experiment mat eise Kanner ginn.

Als CSV soe mer also zur multilingualer Kannererzéiung ab engem Joer: Et schuet hoffentlech net vill; et bréngt net vill, wann iwwerhaapt eppes, mä, an dat steet fest, et kascht vill - 80 bis 100 Millioune pro Joer -, an dës Suen, zumindest een Deel dovunner, kéinte mer am Enseignement ab dem Cycle 1 besser asetzen.

Als CSV soe mer och: Mer hu genuch Zäit ab dem Cycle 1, Précoce plus Spillschoul, fir eis Kanner d'Sproochen ze léieren. Mer hunn och nach genuch Chantieren, déi mer kéinten opmaachen ab dem Cycle 1. Wann uewen eppes net klappt, dann déngt et näischt, fir ënnen eppes derbäizesetzen. Dat kann net d'Léisung vun eise Problemer sinn.

De Cycle 1 ass an den Ae vun der CSV also dee Stadium, wou kann ugefaange ginn, spilleresch ze léieren. An hei kann ee méi maache wéi dat, wat bis elo virgesinn ass. Hei kann ee méi geziilt - ech betounen: geziilt - un der Sproocheférderung schaffen. An duerfir hunn ech och keng Loscht, op dem Här Meisch säin neien Accord mat der SNE iwwert de Plurilinguisme am Cycle 1 anzegoen. Et soll elo op Franséisch gesonge ginn an esou weider. Ech mengen, dat war och elo schonns de Fall. Och elo schonns hunn eis Kanner de „Frère Jacques" gesongen. Wahrscheinlech ass bis elo och schonn op Däitsch gesonge ginn; ob dat elo nach erwënscht ass, weess ech net.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ee richtegt… Wat gelift?

M. Gilles Baum *(DP).*- Si hu jo awer kee Schued fortgedroen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Majo, ech hu jo gesot: Et ass net vill Neies! Et ass näischt Neies, et ass…

(Interruption par M. Gilles Baum)

Majo dofir brauche mer net vill ze änneren. Musse mer dofir 100 Milliounen asetzen an investéiere fir näischt Neies?

(Interruptions)

Also ee richtegt Konzept hunn ech op jidde Fall net erkannt an ee wëssenschaftlecht Konzept hunn ech scho guer net erkannt.

An den Ae vun der CSV soll eng Haaptaufgab vum Précoce weiderhin d'Integratioun iwwert déi lëtzebuergesch Sprooch sinn. Et ass wichteg, och fir eis sozial Kohäsioun, datt d'Kanner eng gemeinsam Sprooch hunn. An iwwer 80% vun eise Kanner maachen dee ganze Schoulparcours hei zu Lëtzebuerg. Mam Précoce hu mer eis e formidabelt Integratiounsinstrument ginn - de Bilan huet dat gewisen -, a mer sollen dat net nëmme finanzéieren, mä mer sollen dat och optimal notzen. Et muss nach méi geziilt dran investéiert ginn, fir datt all Kand iwwert d'lëtzebuergesch Sprooch eng zolidd Basis fir dat weidert Sproocheléiere kritt.

An och de Kanner hir Mammesprooch soll weiderhi wäertgeschätzt ginn. An den Eltere muss kloer vermëttelt ginn, datt si doheem sollen d'Mammesprooch vun de Kanner förderen. De Précoce iwwerhëlt dee Moment d'Förderung vum Lëtzebuergeschen. Sou gi mer all eise Kanner eng zolidd Basis, fir d'Sproochen ze léieren, eng gutt Virbereedung op de lëtzebuergesche Schoulparcours.

Wa mer also soen, datt am Précoce schonns méi geziilt soll un der Sproocheférderung geschafft ginn, da misst awer am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet an alle Géigende vum Land garantéiert sinn, datt fir all Kand wärend der normaler Schoulzäit eng Plaz zur Verfügung steet am Précoce.

Wéi gesäit den Här Meisch iwwerhaapt d'Bedeitung vum Précoce? Wëllt hien all Energie an natierlech och finanziell Mëttelen drusetzen, fir genuch Plazen ze schafen an een Hand-an-Hand vu Précoce a Maison relais ze organiséieren? Oder wëllt hien dëst léiwer de Crèchen iwwerloossen, well déi gratis Kannerbetreiung geet jo bis véier Joer an de Précoce ass vun dräi bis véier Joer?

(Interruption par M. le Ministre Claude Meisch)

D'Crèchen, hat ech gefrot.

(Interruption par M. le Ministre Claude Meisch)

D'Fro war just, ob Der wëllt konkret alles an de Précoce setzen. Oder wëllt Der méi spezifesch d'Crèchë förderen?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Hansen, wann ech gelift…

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mä den Här Minister huet mech gestéiert.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, et ass gutt. Wann ech gelift, Här Minister, Dir kënnt dat herno alles klären, soss geet et duerjerneen. Madamm Hansen, fuert Dir elo emol virun, wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Nieft den organisatoreschen an infrastrukturelle Problemer soll ee sech awer och am Cycle 1 mam Inhalt a mat der ugewannter Methodik an Di-

daktik beschäftegen. Wat si genau d'Ziler vum Cycle 1? Si se konkret genuch definéiert?

Et kann een am Cycle 1, ech hunn et schonns gesot, méi maachen a puncto Sproochefërderung wéi dat, wat am Moment virgesinn ass. Sproochlauter an der geschwatener Sprooch ze erkennen, ass d'Basis vum Lieseléieren. Mat Sproochlauter spillen an an der geschwatener Sprooch entdecken, dat kann ee scho mat ganz jonke Kanner op eng flott a spilleresch Manéier op Lëtzebuergesch maachen.

Et wier och driwwer nozedenken, ob een e bestëmmte Wuertschatz eventuell, deen d'Kanner solle kënnen, sollt definéieren. D'Verknäppe vu Buschtawe mat Sproochlauter, also d'Wëssen, datt de geschriwwenen „A" och de Laut „A", wéi Adler oder wéi Af oder wat och ëmmer, deem entsprécht, kéint een och hei scho mat de Kanner op eng spilleresch Manéier am Cycle 1 op Lëtzebuergesch aféieren. A wëssenschaftlech Resultater weisen, datt dëst de Kanner d'Alphabetisatioun am Cycle 2 ee gudde Krack méi einfach mécht! A mir wësse jo: 45% vun den Néngjähregen erreechen net déi national Liesekompetenzstandarden. Dat ass dramatesch! Hei muss dru geschafft ginn. Dat kann ee schonns am Cycle 1 maachen, mä awer wann ech gelift mat engem Konzept.

Mir brauchen och konkret Hiweiser op eng Rei vu Methoden, déi kënnen ugewannt ginn. Mir brauchen deementspriechend didaktescht Material. Aus enger Etüd vun der Madamm Engel an der Madamm Krämer vun der „Uni.lu", un där iwwer 400 Enseignanten deelgeholl hunn, geet ganz kloer ervir, datt déi grouss Majoritéit vun de Gefrotene frou wären, fir op wëssenschaftleche Kenntnisser baséierend didaktescht Material zur Verfügung ze hunn. An och schonns am Cycle 1 missten nach méi Efforte gemaach ginn, fir d'Kanner mat engem Risiko op eng spéider Léierschwieregkeet am Beräich vun der Sprooch ze identifizéieren a richteg ze ënnerstëtzen. Hei zielt wierklech: Wat méi fréi, wat besser!

Et muss sech elo erausstellen, wéi déi nei spezialiséiert Enseignanten um Terrain aktiv ginn. Egal wéi musse spezifesch fir Lëtzebuerg gëeegent Diagnostik- an Interventiounsinstrumenter ausgeschafft ginn. Déi gëtt et am Moment nach net. Elo wier et interessant, vum Här Minister ze wëssen oder ze héieren, ob hien där ausschaffe wëllt loossen.

De Cycle 1 wär also schonns emol een éischte Chantier, dee kéint opgemaach ginn.

Da kommen ech zum Rescht vum Fondamental. De Cycle 2 ass de Cycle vun der Alphabetiséierung. Eis Alphabetiséierungssprooch ass Däitsch. Déi lëtzebuergesch Sprooch ass eng gutt Grondlag fir d'Alphabetiséierung op Däitsch. Eng aner Etüd, dës Kéier vun der Madamm Engel an der Madamm Ertel, huet bewisen, datt, wann ee Kand gutt Lëtzebuergesch kann, datt et dann och besser Däitsch léiert, an dat och bei de portugisesche Kanner. Also een zousätzlecht Argument, fir am Cycle 1 ganz geziilt déi Lëtzebuerger Sprooch ze förderen an net och nach Franséisch. An dëst virun allem jo net, well mer op Däitsch alphabetiséieren. Och am Cycle 2 brauche mer eng Upassung vum didaktesche Material, idealerweis duerchgängeg an opbauend op de Cycle 1.

De mëndleche Wuertschatz, dee soll geléiert ginn, kéint och iwwerkuckt ginn. Am Moment ginn et do zum Deel nach onméiglech Wierder. Fir den „Ü" ze léieren, steet do „Überholverbot". Ech weess net, ob dat d'Kand staark interesséiert. Fir den „Ä" ze léieren, steet do „Äquator". Ech weess net, wéi ee Kand weess, wat den Äquator ass. Also dat si just e puer Beispiller.

An der Halschent vum Cycle 2.2, dem zweete Schouljoer also, fänken eis Kanner dann un, mat Franséisch léieren. Dëst soll op eng spilleresch Aart a Weis geschéien. Leider hunn d'Kanner, wéi eng weider Etüd vun der Madamm Engel beweist, schonns um Enn vum zweete Schouljoer keng Loscht, kee Spaass méi um Franséischen! Si huet 146 Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, um Enn vum zweete Schouljoer gefrot, ob si Franséisch gären hätten. Nëmmen 12% hu Jo gesot um Enn vum zweete Schouljoer, wou d'Franséisch soll op eng spilleresch Aart a Weis agefouert ginn, wou et de Kanner jo misst Spaass maachen!

De Contraire ass de Fall. Firwat? D'Enseignantë soten, et wier net méiglech, spilleresch ze schaffen, well de Programm am Drëtten esou intensiv wär, datt si einfach schonns méi missten am Zweete maachen, soss géifen d'Schüler duerno ewechfueren. Do leeft also eppes schif!

Elo kann ee sech méi Froe stellen. Et kéint ee sech zum Beispill och froen: Musse mer esou fréi mat der zweeter Friemsprooch ufänken? Kéint een do net an déi Richtung iwwerleeën, fir eréischt am Cycle 3.1 mam Franséischen, dann, wann déi éischt Friemsprooch schonns besser gefestegt ass, unzefänken?

An zweetens virun allem: Musse mer wierklech all méiglech Onregelméissegkeete léieren? Brauche mer all déi verschidden Zäiten, déi geléiert ginn?

Mir sollen eis souwisou bewosst sinn, datt net alles, wat ënnerriicht gëtt, och tatsächlech geléiert gëtt. Dat Bild vum Triichter, wou een alles uewen eraschëtt a wat dann do bleift, dat stëmmt leider net! En Duerchkämme vun de Programmer aus dem Fondamental ass also absolutt noutwendeg!

Géif et net zum Beispill duergoen, wann d'Kanner den Indicatif présent, de Futur simple an de Passé composé (veuillez lire: am Ufank) géife léieren? An der Europaschoul, mir waren déi lescht Woch oder déi viregt Woch do, maache si dat iwwregens esou, a mat besseren Ofschlossresultater herno wéi mir an eisem Schoulsystem. Mat dësen dräi Zäite ka schonns vill mat der Sprooch gemaach ginn, ka se op ënnerschiddlech Aart a Weis ganz praktesch ugewannt ginn, wat natierlech fir d'Motivatioun gutt wär. Well virun allem déi ass wichteg! Hei musse mer also dru schaffen.

Ech widderhuelen nach eemol, den Här Barthelemy, dee seet: Ab dem drëtte Schouljoer fänkt den Enseignement vum Franséischen op eng ganz formaliséiert Aart a Weis mat grammatikaleschen an orthografesche Regelen, mat Vokabelslëschten, mat irregulare Verben an esou weider un. „Schonns direkt am Ufank", ech zitéieren d'Enseignanten, „fuere vill Kanner am Franséischen ewech."

Ech hu jo vill gelies, fir mech heirobber virzebereeden. Ech hunn och gelies, wien d'Friemsprooche als Éischt geléiert huet: Dat waren d'Pateren an de Kléischter. Si hunn d'Sprooche misse léieren, fir a friem Länner pilgeren ze goen, fir sech do kënnen auszedrécken. A wéi hu si et geléiert? Si haten nach keng Bicher, si haten och kee Computer. Si hunn also hir Vokabelen an een Heft missen opschreiwen, wat se da mat op d'Rees geholl hunn.

Dës Method gëtt bei eis, wann ech et elo emol iwwerspëtzt géif ausdrécken, zum Deel nach ëmmer ugewannt. Mä wou pilgere mer dann hin? Besonnesch beim Franséische brauche mer eng aner Methodik. Speziell methodesch Richtlinne sollen ausgeschafft ginn - et ass net einfach -, idealerweis och hei erëm en duerchgängegt Konzept. Well eis Kanner goufe schonn op Däitsch alphabetiséiert, wa si léiere Franséisch liesen a schreiwen. Et kann een also op d'Alphabetisatioun op Däitsch opbauen. Och heifir gëtt et Methoden. Dat gëtt awer am Moment net gemaach.

An ech wëll hei definitiv net den Enseignanten e Virworf maachen, well si maachen dat, wat virgeschriwwen ass. Mä dëst Iwwerschaffe vun der Virgoensweis, fir d'Sproochen ze léieren, d'Entrümpele vun eise Programmer, muss vu Sproochespezialiste gemaach ginn an Zesummenaarbecht mat den Enseignanten, de Leit vum Terrain.

Dann nach e leschte Punkt zum Fondamental. Et gëtt néierens esou eng grouss Diversitéit vu Schüler wéi am Fondamental. An et ass eng Illusioun, ze denken - a mir kucken do ganz dacks mat Scheiklappen -, datt den Enseignant et fäerdegbréngt, fir all Schüler op sengem Niveau ze förderen an ze fuerderen.

Duerfir widderhuelen ech meng Ausso, déi ech op dëser Plaz schonns méi dacks gemaach hunn: Dat differenzéiert Schaffe muss tatsächlech erméiglecht ginn. An an deem Sënn wär et, eiser Meenung no, méi sënnvoll gewiescht, fir een Deel vun där 80,100-Milioune-gratis-Kannerbetreiung an dësem Beräich ze investéieren.

Ech denken och, datt d'Hausaufgabenhëllef respektiv d'Nohëllef emol sollt analyséiert ginn, datt d'Méiglechkeete vun enger besserer Zesummenaarbecht an dësem Beräich mat de Maison-relaisë sollte gekuckt ginn. An hei geet et net duer, esou wéi den Accord et virgesäit, datt d'Raimlechkeete kënne gemeinsam genotzt ginn. Vläicht kéinten duerch eng verbessert Nohëllef, duerch eng verbessert Hausaufgabenhëllef, d'Bildungsënnerscheeder, déi sech, wéi den Här Adam gesot huet, och ganz staark op de sozioekonomeschen Hannergrond vun de Kanner bezéien, reduzéiert ginn.

Ech erënneren do - ech kommen aus dem Norden - un de Bildungsbericht 2015, do ass dee ganzen Norde gréng. D'Majoritéit vun de Kanner aus dem Norde geet an den Enseignement secondaire technique a gréng war d'Zeeche vun engem niddrege sozioekonomeschen Hannergrond. Dat ass dramatesch an do muss dru geschafft ginn!

Wat wëllt den Här Minister maachen, fir méi geziilt dat differenzéiert Schaffen an de Schoulen ze förderen? Ass hie bereet, fir iwwert de Cours d'appui an d'Hausaufgabenhëllef ze diskutéieren?

Ech kommen dann elo zum Secondaire. Wa mer am Fondamental Bildungsstandarden, Ziler festgeluecht hu fir déi eenzel Kompetenzen, wa mer ee kompetenzorientéierte Sproochenunterrecht am Fondamental hunn, esou hu mer dat a groussen Deeler vum Secondaire leider nach net komplett erreecht. Mir brauchen awer ee fléissenden Iwwergang vum Fondamental an de Secondaire.

D'Madamm Delvaux hat an hirem 66-Punkte-Moossnamekatalog ënner anerem festgehalen, fir och am Secondaire Bildungsstandarde fir déi eenzel Kompetenzen ze definéieren. Souwäit ech weess, sinn déi awer leider nach net bis zum Schluss ausgeschafft.

Am Cycle inférieur vum Secondaire technique ass villes geschitt. Och an der Beruffsausbildung ass schonns villes geschitt. Mä awer stelle sech eng Partie Froen: Wéi eng Kompetenze brauch e Schüler an de Sproochen am Classique op den eenzelne Sektiounen? Wéi eng Kompetenze brauch en am Régime technique an den eenzelne Sektiounen? A wéi eng Kompetenze brauch en an der Beruffsausbildung op den eenzelne Sektiounen an Niveauen?

Wéi eng Sproochen op wéi engem Niveau sinn erfuerderlech, fir kënne studéieren ze goen? Wéi eng Sproochkompetenzen op wéi engem Niveau sinn erfuerderlech fir déi eenzel Beruffer? Eng Sekretärin mat engem Treizièmes-Ofschloss muss bestëmmt aner Kompetenzen am Franséischen hu wéi eng Infirmière oder een Informatiker. Wëlle mer dësen ënnerschiddlechen Usprëch Rechnung droen? Oder soe mer: „Et ass egal, Treizième ass Treizième, Première ass Première, déi mussen alleguer deeselwechten Niveau hunn."?

Et wär interessant ze wëssen, wéi den Här Minister dëst gesäit. Dëst ass näämlech eng kruzial Fro! Ass den Här Minister bereet, dëst ze diskutéieren?

A wa mer da vu Kompetenzbewäertung schwätzen, wär et sënnvoll, sech um europäesche Referenzkader fir déi verschidde Kompetenzberäicher ze orientéieren. A ganz Europa gëtt ëmmer méi mam europäesche Referenzkader geschafft, fir eben a Richtung Harmoniséierung vun der Kompetenzbewäertung ze goen.

Wär et an deem Sënn net sënnvoll, d'Schoulen zum Deel akkreditéieren ze loossen? Am Moment kann dat just den Institut national des langues. Wat hält den Här Minister vun dëser Iddi?

D'Madamm Delvaux hat, wéi gesot, an dës Richtung iwwerluecht an hat 2006 op de Premièren en Test gemaach, fir ze kucken, wéi e Sproochenniveau eis Baccalauréaten am schréftleche Franséisch géifen erreechen. D'Resultat war Folgendes: 6,6% vum Enseignement secondaire classique haten den Niveau C2, dat ass jo den héchsten Niveau. 13,2% haten den Niveau C1 erreecht, dat heescht knapps 20% haten den C1 a méi.

Ech erënneren do just drun, datt mer gesot kritt hu vum Här Minister, datt bei der multilingualer gratis Kannerbetreiung déijéineg Éducateuren, déi fir d'Franséisch zoustänneg wieren, den Niveau C1 missten erreechen. Wa mer dat jo duerchdenken, da misst och d'Spillschoulsjoffer, déi dann elo dat am Cycle C1 mécht oder och den Éducateur am Précoce an och herno d'Schoulmeeschteren alleguer och en C1 hunn. Ech weess net, ob mer déi alleguer fannen.

Knapps 20% hunn den Niveau C1 a méi erreecht. 60,38% haten den Niveau C2 (veuillez lire: B2) an och knapp 20% nëmmen den Niveau B1.

Elo muss ee sech mat dëse Resultater zwou Froe stellen: Ass et mat dëse Resultater realistesch, den Niveau C1 unzestriewen? D'Madamm Delvaux hat an hirem Aktiounsplang de Virschlag gemaach, fir dësen Niveau am Classique op alle Sektioune fir d'Grammaire an d'Orthografie unzestriewen. Wat sinn dem Här Minister seng Ziler?

Oder eng Fro, déi sech virdru stellt: Ass hie bereet, sech un den europäesche Referenzkader unzeleenen? Ass hie bereet, konkret ze erreechend Niveaue bei den eenzelne Kompetenze festzeleeën? An eng zweet Fro, déi ee sech natierlech och muss stellen, ass: Firwat erreeche mer dës Ziler net? Wat musse mer änneren, fir se ze erreechen? D'Methodik, d'Didaktik?

Wa mer eis méi géifen um europäesche Referenzkader orientéieren, misste mer automatesch méi a Richtung vun engem kompetenzorientéierten Unterrecht goen, misste mer eis Programmer, eis Methodik an eis Didaktik automatesch upassen.

An da kommen ech nach eemol op d'Motivatioun. Si ass ouni Zweifel ee vun de wichtegste Facteure fir erfollegräicht Léieren. An der Schoul léiert de Schüler virun allem fir d'Sproochen, virun allem oder ganz dacks d'Sproochen aus Angscht virun enger Datz oder virum Sëtzebleiwen. D'Schoul däerf d'Motivatioun net aus den Ae verléieren! An an deem Sënn musse mer méi a Richtung vun enger positiver Evaluatioun goen an net virun allem mat der Lupp no de Feeler sichen. An ech géif och hei mengen, wa mer eis méi um europäesche Referenzkader géifen orientéieren, da géif dat och geschéien, da misste mer och automatesch eis Evaluatioun änneren.

Dann ass déi emotional Astellung vum Schüler zur Sprooch ee weidere wichtege Facteur. Wien also um Inhalt vum Friemsproochenunterrecht interesséiert ass, léiert se besser. Och do musse mer eis froen: Ass do d'Literatur aus dem 16., 17., 18. Jorhonnert hëllefräich? Wär et net och interessant, fir eng Kéier ze trennen, de renge Sproochenunterrecht vum Sproocheléieren an dem Literaturunterrecht? A sech dann och vläicht d'Fro stellen, fir dat vläicht e bëssen ze differenzéieren an dem Schüler de Choix ze loossen, wann de Minister wéilt an déi Richtung goen, datt de Schüler kéint d'Wiel hunn tëschent enger éischter Sprooch, enger zweeter oder enger drëtter Sprooch? Ech ginn nach eng Kéier dorop an.

Wat awer och ganz kloer ass, ass, et léiert ee Sproochen am beschten, wann een an enger Emgéigend ass, wou een d'Sprooch absolutt muss gebrauchen. Ech zitéieren de Raphael Berthele, Professer fir Méisproochegkeet aus der Schwäiz: „Die Schule ist für Fremdsprachen im besten Falle eine Türöffnerin." Duerfir gëtt et jo och déi Riedensweis: „Wann s de wëlls Franséisch oder Englesch léieren, da sich der e franséischsproochegen oder en engleschsproochege Frënd oder eng Frëndin." Dat kënne mer elo net jiddwerengem virschreiwen!

Mä mir kéinten awer duerchaus méi an den internationalen Austausch investéieren. Dat kënne Stagë sinn: A menger fréierer Schoul sinn zum Beispill sechs Woche Stage an engem franséischsproochege Land virgeschriwwen. Dat kënnen international Austauschprojete sinn. Dës Aktivitéite musse mer förderen, déi entspriechend finanziell Mëttelen zur Verfügung stellen, déi rechtlech an organisatoresch Viraussetzunge schafen. Och do wier et interessant, dem Här Minister seng Meenung ze héieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer vu Sproochenunterrecht an der Schoul schwätzen, dann däerfe mer dat net lassgeléist vun den anere Fächer maachen. An dat mécht d'Saach natierlech nach méi komplizéiert. Eis Wirtschaftswelt brauch awer net nëmme Leit, déi gutt an de Sprooche sinn, mä och Leit, déi gutt an der Informatik sinn, déi gutt an de Sciencë sinn an esou weider.

Dës Fächer vernoléissege mer allerdéngs ganz däitlech. Wann ech et elo emol géif iwwerdriwwe soen, da géif ech soen: Mir maachen am Lycée classique méi Algriichesch wéi Informatik. Doduerch datt mer zu Lëtzebuerg e groussen Deel vun eisen Unterrechtsstonnen an der Schoul op d'Sprooche verwenden, hu mer wesentlech manner Unterrecht am Beräich vun de Sciencë wéi an eisen Nopeschlänner.

Dat huet natierlech direkt Konsequenzen. Laut OECD-Bericht scheitert all véierte 15-Järegen un den einfachste Mathés-Aufgaben an 23% vun de Kanner mat 15 Joer hunn déi normal Basisgrondkenntnisser an de Sciencen net. Et muss awer jiddwerengem bewosst sinn, datt och d'Wëssenschaften, an net nëmmen d'Sproochen, wichteg sinn, fir sech zum mündege Bierger ze entwéckelen.

Donieft hunn d'Sproochen am Secondaire iwwert d'Langue véhiculaire och en direkten Afloss op vill Fächer. Op Septième sinn d'Datzen an der Mathé bal esou héich wéi am Franséischen. Läit dat vläicht och un der Sprooch? Wann et géif un der Sprooch leien, musse mer eis dann net Froe stellen no alternative Méiglechkeeten? Zu Gréiwemaacher am Lycée an och zu Réiden am Lycée lafe Projeten, fir op de Septième-techniquen de Schüler de Choix ze loossen, d'Mathé op Däitsch oder op Franséisch ze maachen. Den Direkter vu Gréiwemaacher sot, hien hätt erstaunlech gutt Resultater op der Mathés-Olympiad dëst Joer gehat. Kéint een dat eventuell verallgemengeren an all de Schüler de Choix loossen?

Dann däerf een natierlech och, wann een iwwer Sprooche schwätzt, d'Bedeitung vum Engleschen do net vergiessen. Vill vun eise Studente gi mëttlerweil op engleschsproocheg Unien. Vill Länner, nieft Groussbritannien, zum Deel Holland, enseignéiere mëttlerweil, och Lëtzebuerg, op hiren Unien op Englesch. Och Däitschland bitt ëmmer méi Coursen op Englesch un. A souguer a Frankräich ginn et ëmmer méi Coursen op Englesch.

Englesch ass déi international Lingua franca vun der Weltwirtschaft a praktesch all europäescht Land huet Englesch als éischt Friemsprooch. Do musse mer eis froen: Kënne mir eis et nach leeschten, Englesch vis-à-vis vum Franséischen ze vernoléissegen?

Englesch brauch an eisen Ae méi en héije Stellewäert - an do sinn ech enger liicht anerer Meenung wéi den Här Adam -, ech géif et wierklech virzéien, wa mer do scho kéinten op Septième ufänke mam Engleschen. Och wann dat Stonneplangsännerunge bedeit, da muss dat eng Kéier gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Villes vun deem, wat ech gesot hunn, an ech mengen, och do war den Här Adam drop agaangen, erfuerdert méi eng staark Diversifikatioun vun der Offer bei de Sproochen. Am Moment hu mer vill Privatschoulen, sot den Här Adam och, mat engem spezifesche sproochlechen Ugebuet: d'Saint George's International School, d'International School hei zu Lëtzebuerg. Dës Schoulen hunn eng grouss Nofro, sinn awer sécherlech net d'Léisung. Eng Ursaach sinn ënner anerem d'Aschreiwungskäschten: Op den Ofschlossklasse leien déi tëschent 13.000 a 17.000 Euro pro Joer! Dat kënnen déi mannst sech leeschten. Si sinn also sozial ganz staark selektiv.

Bei den ëffentleche Schoulen deet sech och eppes a leschter Zäit, dat ass och gutt esou: Mir hunn eng ëffentlech Europaschoul, mir hunn de Bac international. Mä dës Diversifizéierung tëschent de Schoule muss organiséiert a strukturéiert ginn. An do froen ech mech: Wéi gesäit et aus mat engem Plan sectoriel vun dëse Schoulen oder wou dës Schoulen och dra sinn? Soss riskéiere mer am städtesche Beräich eng relativ grouss Offer ze kréien, déi mer am ländleche Beräich, opgrond vun enger manner dichter Bevëlkerung, aus Käschtegrënn net kënnen organiséieren. Da géife mer d'Kanner aus dem ländleche Beräich benodeelegen an dat muss verhënnert ginn!

Als CSV soe mer: Jo, mir brauche méi eng grouss Diversifikatioun, mä mir däerfe gläichzäiteg, am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet, de regionale Standpunkt net aus den Ae verléieren.

An da kommen ech nach eng Kéier zu menger Fro, déi ech scho virdru gestallt hunn: Wëlle mer den ënnerschiddlechen Usprëch vun de Sektiounen, den Ausbildungen, oder och den ënnerschiddleche Kompetenze vun eise Schüler Rechnung droen an eisen ëffentleche Schoulen, oder soe mer, dat wier egal, all eis Schüler missten an alle Sproochen deeselwechten Niveau hunn, soss wier den Diplom net vergläichbar?

Dir Dammen an Dir Hären, éischtens hu mer hei zu Lëtzebuerg schonns ënnerschiddlech Diplomer. Ee Beispill ass déi agreéiert Europaschoul. Hei ginn och vill Kanner hin, déi eis ganz normal Grondschoul gemaach hunn, déi duerno ganz normal wäerten hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart bleiwen. Si hunn awer de Choix tëschent enger éischter, zweeter an drëtter Sprooch. Jee nodeem, ob si déi éischt, zweet oder drëtt Sprooch wielen, ass den Niveauxënnerscheed och ënnerschiddlech. Dës Ofschlossschüler hunn och net alleguer Däitsch an Englesch a Franséisch, an awer ass hire Bac unerkannt.

An zweetens kommen och vill Leit op Lëtzebuerg mat engem auslännesche Bac. Musse mer also net och méi Flexibilitéit an eis Lycéeën, och an eis klassesch Lycéeën erakréien? Wär et net méiglech, dem Schüler de Choix ze loossen, fir zum Beispill eng Sprooch mam Zil C1, eng oder zwou aner Sprooche mam Zil B2?

Da muss de Schüler natierlech fir sech de Choix treffen. Wann e wëllt Enseignant am Fondamental ginn, da muss e gutt am Franséischen an am Däitsche ginn. Wann e wëllt Statsbeamte ginn, da muss en eis national Sprooche kënnen. Mä wann e gär wëllt Recherche studéieren, da muss e gutt am Englesche sinn. Hie muss also de Choix maachen.

Mä esou diskriminéiere mer u sech awer net eis Schüler, well, wéi gesot, et kommen och aner Leit hei op den Aarbechtsmarché, déi déi do Sproochen net op deem Niveau hunn.

Wat gesäit den Här Minister an dësem Punkt vir bei senger Reform beim Secondaire? Et wier interessant, fir dat ze wëssen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun der sozialer Kohäsioun hunn eis Schoulen eng grouss Verantwortung. Eng méi grouss Flexibiliséierung vum Sproochenunterrecht innerhalb vun eise Lycéeë géif souwuel déi sozial Kohäsioun wéi och d'Chancëgerechtegkeet förderen.

Zesummefaassend nach eemol: Mir hu villes unzepaken ab dem Cycle 1. Mir hu souwuel am Fondamental wéi am Secondaire vill Chantieren, déi missten opgemaach ginn, vill Froen, déi musse beäntwert ginn. D'Sproochen däerfen net separat gekuckt ginn. D'Schoul muss als Ganzes gesi ginn.

An iwwer eppes muss ee sech och am Klore sinn: Eng Reform am Enseignement, egal a wéi engem Beräich, geet nëmme mat de Leit vum Terrain. An eng Reform vum Sproochenunterrecht ass sécherlech eng grouss Erausfuerderung, mä eng Erausfuerderung, déi sech lount an déi néideg ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci der Madamm Hansen. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).-* Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net d'Steierreform, et ass och net d'Landesplanung an et ass och net de Congé parental, deen d'Leit dobaussen am Moment am meeschte beschäftegt. Et schéngt mir, wéi wann et d'Sproochesituatioun hei am Land wär. Dat beweist den Erfolleg vun zwou Petitiounen, déi sech mat eiser Sprooch oder eiser Méisproochegkeet beschäftegen. Dobäi geet et souwuel ëm den Zougang zu eiser Sprooch wéi och ëm de Gebrauch an den Emgang mat de sougenannte Friemsproochen hei am Land.

D'Sprooch a virun allem déi Lëtzebuerger Sprooch ass een Thema, dat ville Leit dobaussen um Häerz läit. An dofir ass et och gutt, dass mer eis haut domadder beschäftegen.

An eisen Ae soll et weder drëm goen, déi eng Sprooch duerch déi aner ze ersetzen, nach soll et drëms goen, déi eng Sprooch par rapport zu där anerer ze bevirdeelegen. Et soll an eisen Ae vill méi drëms goen, keng vun de Sproochen ze vernoléissegen.

Mir sollen eis Méisproochegkeet villméi als e wichtege Plus gesinn, ouni dee mer, schonn eleng geographesch gesinn, séier un eis Grenze stousse géifen. Op där enger Säit hu mer d'Lëtzebuerger Sprooch, eis Mammesprooch, als Integratiounssprooch e wichtege Bestanddeel vun eiser Kultur a vun eiser Identitéit. Op där anerer Säit hu mer awer och déi geliefte Méisproochegkeet. An dat sinn zwee Standbeen, op déi mer kënnen an op déi mer och sollen houfreg sinn.

Am Ausland kréie mir Lëtzebuerger oft Luef, dass mir méi Sprooche schwätzen, dass mer se liesen, dass mer se schreiwen - och wann et net ëmmer perfekt ass, dat ginn ech gären zou , an dach ass dat, mengen ech, e ganz, ganz grousse Virdeel, deen een net soll an deen een och net däerf op d'Spill setzen.

Ech stelle fest, dass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschriwwen a gelies ginn ass wéi an de leschte Joren. Wann ech déi Jonk kucken, wa se E-Maile schreiwen, wa se sech SMSe schreiwen, an ech denken och ganz vill vun eis heibanne gebrauchen d'Lëtzebuerger Sprooch am Alldag net nëmme mëndlech, mä och schréftlech.

Wa mer e puer Meter hei aus der Chamber erausginn, do ass e grousse Bicherbuttek, a wann ee kuckt, wat alles do steet a Lëtzebuerger Sprooch, da mengen ech, dass d'Angebot fir all Alter immens grouss ass, fir och a Lëtzebuerger Sprooch ze liesen.

Här President, fir déi - entschëllegt, Madamm Presidentin, et ass eng Gewunnecht -, fir d'lëtzebuergesch Coursen a fir déi lëtzebuergesch Sprooch gëtt och vill gemaach. D'Coursë si ganz gutt besat, d'Nofro ass grouss. A souguer am Ausland gëtt Lëtzebuergesch enseignéiert. D'lescht Joer waren am Saarland a Rheinland-Pfalz an a Louthrengen net manner wéi 540 Leit ageschriwwen, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat weist, dass de Stellewäert, deen d'Lëtzebuerger Sprooch an der Groussregioun huet, och ëmmer méi grouss gëtt. Et beweist awer och, dass eis Frontaliere sech iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch wëlle besser op eisem Aarbechtsmaart integréieren.

Wéi ech nach Student war, dat ass awer och schonn zimlech laang hier, do hunn ech selwer lëtzebuergesch Coursë gehalen, mat engem Programm, deen opgebaut war besonnesch op d'Schwätzen. Dat huet geheescht „L wéi Lëtzebuergesch". Et war e ganz flotte Cours. A wann ech menge Schüler vun deemools haut begéinen, da schwätze mer Lëtzebuergesch mateneen. An ech fannen dat ganz, ganz flott.

Ech wëll och nach betounen, datt ab der nächster Rentrée an alle Lycéeë solle lëtzebuergesch Optiounscoursen ugebuede ginn. D'Regierung hëlt d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch an eise Schoulen also ganz eescht, an dat net eréischt säit der Petitioun.

Eis Schoulen hunn an deem Kontext eng ganz grouss Verantwortung ze droen. An et ass an de Schoulen, wou d'Kanner am jonken Alter mat verschiddene Kulturen, awer och mat verschiddene Mammesproochen eng éischt Kéier beienee kommen. D'Schoul huet d'Aufgab, dës Kanner zesummenzefëieren, déi ënnerschiddlech Talenter ze förderen an hinnen déi beschtméiglech Zukunftsperspektiven ze bidden.

Dës Heterogenitéit ass eppes, wat eis auszeechent - meng Virriedner hunn dat scho gesot -, et ass awer och eng ganz grouss Chance fir eis Gesellschaft. Leider, dat ass och gesot ginn, ass dës Diversitéit och oft den Ursprong vun enger ganzer Rei vun Differenzen. Besonnesch déi sproochlech Barrièrë bereede ville Schüler hautdesdaags Schwieregkeeten, déi si bis an d'Beruffsliewe begleeden an hinnen och esou munche Steen an de Wee leeën.

D'Demokratesch Partei wëllt keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstäerkt. Mir hunn eis ëmmer dofir staarkgemaach, dass all Kand déiselwecht Startchancë kritt a kee soll wéinst senger Mammesprooch an der Schoul benodeelegt ginn. An et gëllt dofir, esou fréi wéi méiglech dee Problem unzegoen an déi sproochlech Differenze vun den eenzelne Schüler auszegläichen. Déi geplangte multilingual Fréiförderung vum Éducatiounsminister Claude Meisch ass do dee richtegen Usaz.

An et ass mir wichteg, op dëser Plaz op eng gewësse Polemik ze reagéieren. Et ass ganz einfach haut, op de sozialen Netzwierker, besonnesch op deem mat deem grousse wäissen „F", Saachen ze behaapten, déi bewosst oder onbewosst falsch duergestallt ginn, an dës Messagen da ganz séier ze verbreeden.

Ech war erstaunt, wéi ech do gelies hunn: „D'Bildungspolitik vum Minister Claude Meisch: manner Lëtzebuergesch, méi Franséisch". Déi Initiativ iwwersäit, dass haut a ganz ville Crèchen hei zu Lëtzebuerg guer kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt an dass d'Regierung dat wëllt änneren. All Crèche muss vum September 2017 un op lëtzebuergeschsproochegt Personal kënnen zréckgräifen. A besonnesch déi Kanner, déi doheem eis national Sprooch net léieren, déi solle geziilt an de Crèchë mat der Lëtzebuerger Sprooch gefërdert ginn. Fir vill Kanner heescht et da virun allem, dass se méi Lëtzebuergesch maache wéi bis ewell.

Jo, et ass richteg, am Précoce an an der Spillschoul sollen d'Kanner e puer kleng Aktivitéite pro Woch op Franséisch maachen, fir esou op spillleresch Aart a Weis, op eng spillleresch Manéier, d'Gefill fir déi franséisch Sprooch ze kréien. Dat gëtt hautdesdaags schonn zum Deel a Klassen am Précoce gemaach an och an der Spillschoul.

Meng Kolleegin, d'Josée Lorsché hei op der Säit, déi jo fréier Spillschoulsjoffer war, an och aner Léierinnen, mat deenen ech am Virfeld vun dësem Débat hei geschwat hunn, hu mir confirméiert, dass haut schonn esou kuerz, kleng spillleresch Aktivitéiten op Franséisch gemaach ginn an dass d'Kanner vill Freed domadder hunn. An ech soen Iech...

(Interruption)

Ech soen Iech... Majo, genau dat! An ech soen Iech: Et ass eng Chance fir eis Kanner, fréi a Beréierung mat anere Sproochen ze kommen. Méi Franséisch heescht also an dësem Fall net manner Lëtzebuergesch, mä et heescht virun allem eng besser Virbereedung op d'Sproochesituatioun hei am Land. Lëtzebuergesch ass eis Nationalsprooch, Däitsch a Franséisch sinn eis Haaptfriemsproochen. An dat ass och gutt esou.

D'Kanner héiere verschidde Sproochen an der Famill, um Fernseh, op der Spillplaz, am Schoulhaff. A si si virwëtzeg, well se déi verschidde Sprooche wëlle verstoen. A grad dobäi ass et wichteg, dass mer eis Kanner ënnerstëtzen!

Kanner ënner véier Joer fält et besonnesch liicht, nei Saachen ze léieren, an dësem Fall nei Sproochen. An et geet net drëms, de Kanner schonn an der Crèche Vokabele bäizebréngen. Neen, et geet drëms, si duerch kleng spillleresch Aktivitéiten un d'Sprooch erunzeféieren, en Ouer an e Sënn fir d'Sprooch ze entwéckelen. A gleeft mer et, an deem Alter huelen d'Kanner villes op wéi e Schwamp - och wa mäi Kolleeg, de Claude Adam, den Interpellant, meng Meenung do net deelt.

Dir wësst vläicht, dass ech e klengt Meedchen doheem hu vun dräi Joer an dräi Méint. An duerch de Kontakt mat eisen däitschen Nopere sprëngt et direkt op déi däitsch Sprooch eriwwer, soubal wéi et d'Simone, soubal wéi et eis däitsch Nopesch gesäit, an dat onbewosst. Natierlech sangen ech mat him Nikloslidder, et ass jo och un der Zäit, an ech hoffen, dass ech elo heibanne keen „faux pas" maachen, wann ech zouginn, dass ech och mat him de „Frère Jacques" sangen, dass ech „Alouette, gentille alouette" mat him sangen an dass ech och „Sur le pont d'Avignon" mat him sangen. An hatt séngt et och an et ass begeeschtert, an ech fannen dat immens flott.

An ech si frou Iech matzedeelen, dass et flott ass, dass mer gëschter zu e puer Kolleegen op Esch mat der Éducatiounskommissioun eng multilingual Crèche kucke waren, fir eis e Bild ze maachen, wéi do geschafft gëtt. An et ass wichteg, ech mengen, dat war eng wichteg Erkenntnis fir déi Leit, déi dobäi waren, dass do fir d'Éischt emol d'Mammesprooch gefestegt gëtt an dass Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch benotzt gëtt. An dat schéngt mer och evident.

An duerno - dat ass dat, wat mer gesot kritt hunn - gi sporadesch kleng a kuerz Aktivitéiten a franséischer Sprooch mat de Kanner gemaach. Ech mengen, een, dee mat Kanner geschafft huet, an där si jo awer eng Partie heibannen, dee weess, wat mat enger klenger Aktivitéit gemengt ass. Ech mengen, dat sinn Aktivitéiten, déi tëschent 10 a 15 Minutten daueren, well méi laang passen déi kleng Kanner am Alter vun dräi bis véier Joer an engem Grupp net op.

Madamm Presidentin - dës Kéier sinn ech richteg -, d'Fréifërderung ersetzt d'Schoul natierlech net. Am Géigendeel, d'Kanner sollen op eng kandgerecht a spilleresch Aart a Weis, duerch Lidder, Reimer, duerch kuerz Geschichten, duerch Fangerspiller a Rollespiller un déi lëtzebuergesch Sprooch an un déi franséisch Sprooch erugefouert ginn. D'Freed an d'Loscht um Léiere vun dëse Sprooche solle bei de Kanner am Mëttelpunkt stoen.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an dat schéngt mer awer ganz wichteg, dass déi multilingual Fréifërderung an zwou Richtunge fonctionnéiert. Net nëmme kréien d'Kanner, déi Lëtzebuergesch doheem schwätzen, e Gefill an en Ouer fir dat Franséischt, mä och kommen all déi Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch schwätzen, méi an de Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch. An dat ass wichteg; ech mengen, dat ass och dat, wat mer gëschter festgehalen hunn. Een Zil ass awer, dass, wann d'Kanner an d'Schoul kommen, se solle Lëtzebuergesch verstoen a schwätzen.

Et schwätzt nach just all drëtt Kand Lëtzebuergesch doheem hei am Land. Wa fréier vill Kanner Lëtzebuergesch scho vun doheem aus gewinnt waren, ass dat haut also net méi onbedéngt de Fall. Déi multilingual Fréifërderung vun de Kanner bréngt also och eng Valorisatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch mat sech, déi dëser Deeg jo esou vill am Gespréich ass an och zu Recht vu ville Säite gefuerdert gëtt. An ech sinn iwwerzeegt, dass mir mat eise ganz engagéierten Éducateuren, mat eise ganz engagéierten Éducatricen a mat eise ganz engagéierte Spillschoulsjofferen dat do och fäerdegbréngen, deen Challenge do unzehuelen an ze bewältegen.

Och am Cycle 1, also an der Spillschoul an am Précoce, ginn an Zukunft kleng franséisch Elementer agebaut, woubäi d'Lëtzebuergescht nach ëmmer d'Haaptsprooch bleift. No därselwechter Iddi wéi an der Crèche sollen och hei d'Kanner keng Vokabele léieren a mam Franséischen iwwerfuerdert ginn. Et geet einfach drëms, an ech widderhuelen et gär - ech weess, dass ech et elo fir d'Drëtt soen -, mat klenge franséische Geschichten, Spillercher a Lidder de Kanner en Ouer fir dat Franséischt matzeginn, fir dass si e Gefill fir déi schéi Sprooch entwéckelen.

D'Kanner sollen also lues mä kontinuéierlech vun der Crèche iwwert de Cycle 1 an 2 un dat Franséischt erugefouert sinn, éier se am Cycle 3 ufänken ze schreiwen.

Eng Anekdot, well d'Madamm Hansen virdru gesot huet, dass d'Kanner nom zweete Schouljoer schonn net méi esou frou mam Franséische wären: Ech hat virun net allze laanger Zäit en zweet Schouljoer, a wéi ech am Februar ugefaangen hunn, dunn ass e Kand bei mech komm an huet mer gesot: „Mäi Papp huet gesot: Elo maache mer Franséisch, elo gëtt et schwéier!"

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann een de Kanner dat natierlech als Message mat op de Wee gëtt vun doheem aus, da muss ech soen, dann ass et schued. Ech hunn dem Kand gesot, et géif net schwéier ginn, et géif flott ginn, et géif spannend ginn, et géif interessant ginn. D'Eltere mussen natierlech hannendrustoen a matschaffen. An den Elteren hire Rôle ass et, fir d'Mammesprooch, egal wat fir eng dass et ass, ze festegen. Wat de Kanner hir Mammesprooch méi gefestegt ass, wat d'Chancë méi grouss sinn, dass si weider Sprooche mat Succès kënne léieren.

Här President - ech gesinn, Dir sidd elo erëm do -, allerdéngs stelle mer säit Joren an eise Schoulen datselwecht fest. Kanner, déi doheem net Lëtzebuergesch schwätzen, hunn dacks Problemer mam Däitschen, an ëmgedréint: Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, doe sech oft ganz schwéier mam Franséischen. Firwat entwéckelen eis Schüler esou eng Ofneigung géint déi franséisch Sprooch? Firwat genéiere sech d'Leit, mat Friemen oder am Ausland Franséisch ze schwätzen?

Ech mengen - an do sinn ech, mengen ech, mat der Madamm Hansen voll op enger Linn -, et ass d'Aart a Weis, wéi mir säit Jorzéngte Franséisch an eise Schoule vermëttelen. Duerch déi Feelerkultur, duerch d'Bestrofe vun all eenzelnen orthografeschen oder grammatesche Feeler di mer eise Schüler sécherlech kee Gefalen. Si kréien Angscht, Feeler ze schreiwen an dofir bestrooft ze ginn. Si ginn doduerch demotivéiert a fänken un, dräimol ze iwwerleeën, éier se e Wuert schwätzen oder e Wuert schreiwen.

Een, dee richteg schreiwe wëllt, dee muss fir d'Éischt emol déi Sprooch richteg schwätze kënnen. An ech denken, hei musse mer eis Approche an eis Didaktik iwwerdenken, net nëmmen, wat dat Franséischt ugeet, mä ech weess awer och vum Terrain dobaussen, dass schonn a ganz ville Klassen am Fondamental aner Weeër gesicht ginn, fir den Zougang zum Franséischen de Schüler méi schmackhaft a méi einfach ze maachen.

Verstitt mech net falsch! Dir wësst, dass ech Schoulmeeschter sinn an Dir kënnt Iech denken, dass et mer wichteg ass, dass eis Kanner e richtegen, proppere franséische Saz op d'Rei bréngen. Mä muss ee wierklech beim jonken Alter schonn de Passé simple an de Subjonctif kennen? Hei ass Fangerspëtzegefill gefuerdert. Net all Kand muss am véierte Schouljoer wësen, wéi déi fënnef Fangeren op Franséisch heeschen. A mir mussen an der Schoul méi intern differenzéieren, fir d'Schwächte vun deenen engen opzefänken an d'Stäerkte vun deenen aneren ze förderen. Et ass och net sënnvoll, d'Kanner mat Vokabele vollzetippen, mä et ass sënnvoll, seng Vokabele kënnen an de Sätz ze gebrauchen.

Schonn am 16. Jorhonnert sot de Montaigne, dat däerf deem engen oder aneren heibannen e Begréff sinn: «Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine.» An ech mengen, dat Zitat ass och haut nach aktuell.

Kommt, mir vermëttelen eise Schüler méi d'Loscht um Franséischen an un deenen anere Sprooche wéi d'Angscht, Feeler ze maachen! Si solle sech net fir hir Feeler schummen, mä am Géigendeel, si sollen houfreg sinn op dat, wat se an de Sprooche geléiert hunn. An ech begréissen do aussergewéinlech a ganz extra, an ech wëll et ënnersträichen, d'Initiativ vum Educatiounsminister Claude Meisch, fir d'Sprooch an Zukunft méi no, méi praktesch vermëttelen ze wëllen, fräi nom Motto: léiwer un croissant s'il vous plaît wéi Subjonctif plus-que-parfait. An ech hu mer soe gelooss, dass deen een oder aneren heibannen e Sonndeg bei der Dictée grad bei deem Saz, wou de Plus-que-parfait dra war, richteg un d'Schweesse komm ass.

(Brouhaha)

Jo, fir eng Sprooch ze léieren, muss ee sech ustrengen, Motivatioun ass gefuerdert, et muss ee prett sinn, en Effort ze maachen, och am Lycée, egal ob et elo Latäin, Franséisch, Italienesch oder Spuenesch ass. Mä eng Sprooch léieren ass eppes Flottes, eppes Wäertvolles, wat sech absolutt lount. An ech si mer sécher, dass, wa mer prett sinn, e bëssen ëmzedenken an och e bëssen ëmzestellen, dass mer kënnen déi Ofneigung géigeniwwer de Sprooche bei ville Kanner ofbauen an dass mer soumat méi selbstbewosst mat eiser natierlecher Méisproochegkeet ëmgoe kënnen.

Merci, Här President, a Merci deenen, déi nogelauschtert hunn.

M. Lex Delles *(DP)*.- Dat war eng Chute brutale!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, ech hat eigentlech geduecht, et géif nach eppes kommen.

(Hilarité)

Merci dem Här Baum. An nächste Riedner ass den Här Claude Haagen. Ech hat gekuckt, ob Der prett wäert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Ech hu mäi Paltong nach ugedoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà. D'Krawatt hutt Der vergiess.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Duerfir hutt Dir jo eng un.

(Hilarité)

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt géif ech gär dem Interpellant, dem Här Claude Adam, Merci soe fir dës Interpellatioun. Ech mengen, et ass ee wichtegen an ee komplexe Sujet, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren. Ech wëll awer am Virfeld, well ech deene Riedner virdrun alleguerten andächteg nogelauschtert hunn, e puer perséinlech Remarquë maachen. Ech denken, datt mer - d'Madamm Hansen, den Här Baum, den Här Adam an ech -, wa mer kucken, wat d'Feststellung vun de Problemer, vun de Feeler ass, oder wou mer mengen, datt et net richteg fonctionnéiert, do deeselwechte Constat maachen, bal iwwerall. A wann ech gesinn...

(Interruption)

Bon, dat ass eng Diskussioun tëschent Iech an dem Här Baum.

Une voix.- Ech ginn Iech recht.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Mä ech denken, och bei der Definitioun vun den Ziler, bei den Objektiver an dem Wee, wéi mer sollen dohinnerkommen, datt mer do a ville Saachen och ee Konsens hunn. Vill Virriedner hunn iwwer Flexibilitéit geschwat, souwuel wat den Enseignement ubelaangt, wat d'Coursen ubelaangt, hu geschwat iwwert d'Coursen, d'Programmer an d'Adaptatioun vun deenen. Loscht maachen op eng Sprooch - dat sinn Termen, déi gefall sinn -, sozial Kohäsioun, Integratioun, alles, wat domadder verbonnen ass, a souguer déi schoulesch Réussite, déi mer net solle verkennen an deem heiten Dossier bei der Méisproochegkeet, well dat jo och am Fong eng Preparatioun op den Aarbechtsmaart ass an och dat, mat wat een déi Jugendlech op d'Liewe virbereet.

Ech mierken awer, datt mer do och e grousse Konsens hunn, net iwwerall honnertprozenteg, mä datt de Wee, fir dohinnerzekommen, datt mer deen diskutéieren, an dee solle mer och diskutéieren. An ech perséinlech sinn der Meenung, datt mer an deenen nächste Jore souwisou wäerte vun engem System ewechkommen, wou mer soen, datt den Enseignement e rigide System ass. Mä e muss flexibel sinn, well mer den Enseignement ganz einfach un eis Ekonomie an un eis Gesellschaft mussen upassen.

D'Méisproochegkeet, de Plurilinguisme, ass ouni Zweifel also déi gréisst Erausfuerderung, mat där eise Schoulsystem haut konfrontéiert ass. Mir mussen also deene kommende Generatioune genuch Sproochekenntnisser mat op de Wee ginn, fir an eiser méisproocheger Gesellschaft eens ze ginn a fir kënne Fouss ze faassen - ech hunn et elo grad gesot - besonnesch op eisem Aarbechtsmaart. Well d'Ausbildung ass de Wee fir an d'kommend Liewen an do féiert de Wee eben an d'Aarbecht oder an déi verschidden Orientatiounen, verschidde Saachen, wou d'Schüler sech wëllen engagéieren.

An engems däerfen d'Kompetenzen, déi mer vun de Schüler verlaangen, net zu enger Barrière gi fir hir zukünfteg Entwécklung, dat an engem Land, dat weess och heibanne jiddwereen, an deem mer haut liewen an an deem ëmmer méi eng grouss divers a verschidde Populatioun lieft. Et geet also in fine ëm net méi an net manner wéi den Erhalt vun der Sozialkohäsioun an eisem Land, der Integratioun vun all eise Matbierger an domadder och der wirtschaftlecher Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg an Europa an an der Welt. Mir däerfen dofir och net aus den Ae verléieren, fir dës Problematik vun der Méisproochegkeet net nëmmen an engem nationalen, mä eben och an engem internationale Kontext ze gesinn an och ze diskutéieren.

Eise Schoulsystem, deen op dräi offizielle Sprooche vum Land opgebaut ass - Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch -, war laang just geduecht fir Kanner mat lëtzebuergeschen Originnen. A wéi och schonn d'Virriedner hei ënnerstrach hunn a wéi a sëlleche Rapporten an de leschte Jorzéngte festgehale ginn ass, huet de System virun allem Kanner mat Immigratiounshannergrond diskriminéiert, Kanner, déi zwar ganz gutt waren an der Schoul an deenen et sécher net un der néideger Intelligenz gefeelt huet, mä déi wéinst Schwieregkeeten an enger Sprooch iergendwann am Schoulsystem hänke bliwwe sinn. An ech mengen - dat ass och e Konsens heibannen an och am grousse Ganzen dobaussen -, dat däerf net sinn, dat soll net sinn! An ech denken och, datt mer eise Schoulsystem esou mussen adaptéieren, datt dat net soll virkommen.

Fir déi, déi doheem eng romanesch Sprooch schwätzen, ass Däitsch de Problem, fir d'Lëtzebuerger ass et oft dat Franséischt, wat de Problem duerstellt. Mir als LSAP setze weider op Innovatioun a Qualitéit am Lëtzebuerger Schoulsystem. Bei de Sprooche brauche mer dofir eng differenzéiert Approche, fir dës Erausfuerderung ze meeschteren. Et ass also fir eis als LSAP ganz wichteg, datt mer dat, wat mer an der Schoul enseignéieren, sief et d'Sproochen oder aner Fächer, op jidde Fall wëssenschaftlech begleeden.

Recherche am Beräich vun der Méisproochegkeet muss eis hëllefen, déi beschtméiglech Choixe fir eis Schoul ze treffen, eis pädagogesch Methoden ze liwweren an en An ze behalen dorobber, wat Friichten dréit a wat eben net ukënnt a wat net wierkt. Dëst wäert an Zukunft am Enseignement an an der Éducatioun ëmmer méi eng verstäerkte Flexibilitéit an Upassung u gesellschaftlech, sozial a wirtschaftlech Realitéite verlaangen.

Genausou wichteg ass et fir eis, datt eis Schoulmeeschterinnen a Schoulmeeschteren, eis Enseignantë gutt forméiert ginn, fir eben dës Sproocheproblematik unzegoen, virun allem wann et drëm geet, en integréierte Sproochenenseignement ze förderen.

Här President, erlaabt mer, an dësem Kontext op verschidde Punkten anzegoen. An hirem Rapport vun 2005, an et si schonn etlech Rapporten zitéiert ginn, hunn de Charles Berg an d'Christiane Weis d'Fro opgeworf, ob d'Méisproochegkeet net déi wierklech Mammesprooch vum Lëtzebuerger Land ass. Mir als LSAP gesinn dat op jidde Fall esou. Datt de gréissten Deel vun de Leit zu Lëtzebuerg Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch schwätze kann, ass eng immens Beräicherung fir esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat tëschent esou europäesche kontinentale Muechte wéi Däitschland a Frankräich läit.

Denke mer just emol un d'Méiglechkeet, déi vill vun eise Schüler um Enn vun enger Première, enger Treizième hunn, fir an d'Ausland weider studéieren ze goen. D'Lëtzebuerger Studente studéieren a Frankräich, Däitschland, der Belsch, der Schwäiz, an England, Amerika, Éisträich - ech kënnt esou weiderfueren - an a ganz villen anere Länner op der Welt, ouni datt d'Sprooch vun deene Länner fir si eng Barrière, een Hindernis, eng Brems géif duerstellen.

Déi dräi Sprooche sinn en Deel vun eisem Patrimoine culturel, huet d'Mady Delvaux-Stehres eng Kéier gesot. Och dee Constat deele mir natierlech als LSAP. Viru ronn 15 Joer huet hei am Land eng grouss Reflexioun, justement ënnert dem Impuls vun der deemoleger Éducatiounsministesch, ugefaangen, an zwar iwwert den Istzoustand vun der Sproocheproblematik am Lëtzebuerger Schoulsystem.

Mat Hëllef vun Experten aus dem Europarot, dem Conseil de l'Europe, deen deen nämlechten Exercice och gemaach huet fir all seng Memberen, gouf een „Profil de la politique linguistique éducative" ausgeschafft. Dëse war d'Basis fir den Aktiounsplang iwwert de Réajustement vum Enseignement vun de Sproochen, deen 2007 presentéiert gouf. D'Léieren, déi deemools doraus gezu goufen, sinn och haut nach - net grad zéng Joer duerno - aktuell.

Recommandatiounen, déi deemools gemaach goufen, hu mer awer och schonn deelweis ëmgesat. Zum Beispill gouf deemools festgehalen, datt et zu enger Redefinitioun vun den Ziler vun der Dräisproochegkeet an der Schoul misst kommen. Doduerch, datt mer eng Evaluatioun agefouert hunn, déi op de Kompetenze baséiert an net, wéi virdrun, sech just op d'Feeler konzentréiert, wat den Här Baum virdrun ugeschwat huet, hu mer deem Rechnung gedroen.

Wéi brénge mer de Schüler Sprooche bäi? Wat fir een Niveau musse se hunn am Geschriwwenen an am Mëndlechen? Mat wéi enge pädagogeschen an didaktesche Methode muss da geschafft ginn? Oft gëtt gesot, eis heiteg Schüler hätte mat hirem Ofschloss net dat néidegt Wëssen an de Sproochen, besonnesch am Franséischen. Ass dat dann iwwerhaapt esou? Wann dat esou ass, wat verlaange mer dann? Wat verlaange mer an op wat fir engem Niveau?

Wéi sinn d'Programmer strukturéiert? Oft ginn d'Programmer oder den Horaire vun de Klasse fir dat Joer duerno als Argument geholl, fir am Programm weiderzefueren an deem Joer, wou ee grad ass, well ee sech scho konzentréiert als Enseignant op dat nächst Joer, fir dat ze erfëllen, fir datt déi jugendlech Kanner dat kënne packen.

Perséinlech, wann ech op meng schoulesch Carrière zréckkommen, déi bestëmmt net ze recommandéieren ass, wëll ech awer soen, datt, wa mer haut kucken op d'École fondamentale an de Secondaire, da mécht een 13 Joer Däitsch, zwielef Joer Franséisch a sechs Joer Englesch, wann ee vun der École fondamentale bis op d'Première oder d'Treizième kënnt.

Bon, ech sinn an de Genoss komm, fir dat nach zwee Joer weider ze maachen; ech war also méi staark herno an de Sproochen, sécher well ech zwee Joer duerchgefall sinn, fir dat nach weider kënnen ze verdéiwen. Deem war awer net esou, well mat e bësse Pech wier ech dann och op Treiz..., op Première - elo soen ech schonn Treizième, mä op Première - duerchgefall an dann hätt ech wahrscheinlech dee Wee net gemaach, fir herno am Enseignement ze landen.

Soudatt ee sech haut awer ka froen, a wat fir engem Land mer nach eng Ausbildung hunn an de Sproochen, déi iwwer zwielef, 13 Joer geet, wou mer dann herno vläicht awer e Constat maachen - an dat ass beileiwe kee Reproche u guer keen, net un d'Elteren, net un d'Schüler, och net un d'Enseignanten - an de Leit soen: „Dir kënnt déi Sprooch net genuch, fir hei am Land eng Beruffsausbildung ze maachen, op eng Uni ze goen, op eng technesch Héichschoul an esou weider." Ech denken, domat misste mer eis auserneesetzen an dat huet vill mat der Loscht ze dinn, dat huet vill mat de Coursen ze dinn, dat huet vill mat den Inhalter ze dinn an dat huet vill dermat ze dinn, wéi mer dat Ganzt vermëttelen.

Dat heescht also, am grousse Ganzen och eng Reflexioun iwwert de Contenu an de Gebrauch vun eise Bicher, vun eise Programmer ze maachen, eng Pist, denken ech, Här Minister, déi Dir jo och an Aussiicht gestallt hutt an déi eben ass, fir déi verschidde Programmkommissiounen ze professionaliséieren.

Dat sinn alles Reflexiounen, déi mer verdéiwe mussen, an dofir musse mer eis och natierlech u wëssenschaftlechen Erkenntnisser am Ausland inspiréieren, mä och verstäerkt eis eege Recherchen iwwert d'Méisproochegkeet hei am Land förderen. Ech kommen herno nach eng Kéier op dëse Volet zréck.

Här President, et geet hei haaptsächlech ëm d'Fro, wéi een de Schüler d'Loscht un enger Sprooch gëtt. Mir mussen et am Enseignement fäerdegbréngen, de Kanner, de Schüler, de Studenten d'Loscht op d'Sprooch erëmzeginn. Mir mussen et fäerdegbréngen, hinnen d'Angscht och ewechzehuelen un enger Sprooch. Mir begréissen dofir als LSAP an deem Sënn d'Initiativ vum Éducatiounsminister, fir schonn am Précoce d'Kanner fréizäiteg mat der Lëtzebuerger a franséischer Sprooch ze familiariséieren. Mir verstäerken doduerch eiser Meenung no op där enger Säit d'Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an op där anerer Säit féiere mer e spilleresche Kontakt mam Franséischen an, wat de Kanner am fréien Alter d'Léiere vum Franséische spéider am Fondamental wahrscheinlech méi einfach mécht.

Franséisch wäert also net op d'Käschte vum Lëtzebuergesche goen. Souwisou ass et duerch déi verschidden Nationalitéiten a Sprochen, an den Här Adam hat et a senger Ried scho gesot, dobaussen ëmmer méi eng Realitéit, datt d'Kanner sech mat deene Sprooche mussen auserneesetzen, well se eben och esou schwätzen.

An eng lescht Remarque zu deem Sujet: Am administrative Beräich, ob mer et wëllen oder net, wäerte mer hei zu Lëtzebuerg weider e puer Sprooche schwätzen.

Här President, eng weider Recommandatioun aus dem Profil linguistique vu virun zéng Joer war et, fir den individuelle Rhythmus, an dat schéngt eis och wichteg, mat deem d'Schüler d'Sprooche léieren, besser ze respektéieren. Och dat si mer amgaangen, mat der geplangter Lycéesreform ëmzesetzen, andeems mer am Technique Sproocheklassen aféiere mat verschiddenen Niveauen an och op de Wee gi vu méi enger grousser Autonomie vun de Lycéeën, déi sech op verschidde Fächer, wa se dat da wëllen, spezialiséiere kënnen.

Och an der Formation professionnelle musse mer sécherstellen, datt d'Sproochen net eng Barrière ginn, fir e Beruff ze léieren. Duerch d'Verschiddenheet vun eiser Populatioun soll a muss all Schüler d'Méiglechkeet hunn a kréien, fir seng berufflech Ausbildung an där Sprooch ze maachen, datt d'Sprooch kee Grond ass, fir déi professionell Notiounen a Fächer net ze verstoen oder ze léieren, an domadder net de berufflechen Diplom ze kréien.

Eng weider Pist, an déi ass och schonn ugeschwat ginn, déi fir eis als LSAP wichteg ass an déi mer och an eisem Wahlprogramm haten, ass de Pilotprojet an d'Weeër ze leede vun enger Schoul, an där d'Alphabetiséierung net op Däitsch, mä op Franséisch gemaach ka ginn. Dofir meng Fro un den Éducatiounsminister och, ob et dozou Iwwerleeungen am Éducatiounsministère gëtt.

Och am Lycée musse mer weider iwwer esou Offerten nodenken nom Beispill vun der frankofoner Filière op Sixième am Lycée technique du Centre, wat schonn erwäänt ginn ass, déi op de franséische Bac international preparéiert. Mir mussen awer och deene Schüler Alternative bidden, déi net vun doheem aus déi finanziell

Moyenen hunn - an ech mengen, verschidde Minervalle sinn hei scho genannt ginn -, fir an eng Europaschoul oder eng International School ze goen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dee politesche Choix eleng geet net duer, fir eng zefriddestellend Léisung zu der Sproocheproblematik am Lëtzebuerger Schoulsystem ze fannen. D'Politik kann d'Orientatioun ginn, mir kënnen de Kader setzen, mä et sinn d'Akteuren um Terrain, déi konkret mussen un de Léisunge matschaffen an déi och mussen agebonne ginn, dat iwwert de Wee vun der Emsetzung vun enger integréierter Approche, fir de Schüler d'Sprooche bäizebréngen.

D'Sprooche sollen net méi isoléiert geléiert ginn, mä am Zesummenhang mat deenen anere Fächer. D'Schoulpersonal muss dofir zesummeschaffen a sech konzertéieren. D'Zilsetzung muss an deem Sënn méi kloer ausgeschafft ginn.

D'Zäit, déi mir an eisem Schoulsystem mam Enseignement vun de Sprooche benotzen, läit Etüden no - an ech mengen, d'Madamm Hansen hat dat ugeschwat - tëschent 30 a 40%, jee no Schouljoer, vum Gesamtenseignement. Mir mussen eis bewosst sinn, datt déi Zäit net méi disponibel ass, fir aner Fächer, wéi Naturwëssenschaften zum Beispill, ze léieren. Och deem muss duerch eng integréiert Approche dann natierlech Rechnung gedroe ginn.

Oft gräifen d'Enseignanten op d'Lëtzebuergescht zréck, fir Erklärungen an engem Fach ze ginn, wat eigentlech als Langue véhiculaire Däitsch oder Franséisch huet. D'Schoulpersonal muss verstäerkt op d'Langue véhiculaire zréckgräifen, sou wéi dat jo eigentlech och virgeschriwwen ass. D'Schwieregkeet ass natierlech, datt den Enseignant muss de Choix hunn: Wann en technesch Fächer enseignéiert, muss en natierlech de Spagat vollzéien tëschent dem technesche Vocabulaire, der Langue véhiculaire an dem Bäibréngen an der Erklärung vum Fach selwer, wat net évident ass.

Mir begréissen als LSAP d'Reform vum Institut de formation de l'éducation nationale, dem IFEN, dee mer d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn, a mengen, datt d'Aféiere vum Stage d'insertion vun dräi Joer dozou bäidroe wäert, fir d'Schoulmeeschteren an d'Schoulmeeschterinne besser virzebereeden op esou een integréierte Sproochenenseignement. Den IFEN garantéiert och, datt déi initial Formatioun an d'Formation continue dat nämlecht Zil verfollegen.

An deem Sënn wollte mer och vum Minister wëssen, wéi et mat der Emsetzung vun den IFEN-Formatiounen ausgesäit a wéini een do vläicht den éischte Bilan ka presentéieren, nodeem een e gemaach huet.

Här President, wa mer eis eens sinn, datt den Enseignement vun de Sproochen déi gréisst Erausfuerderung fir de Lëtzebuerger Schoulsystem duerstellt, da musse mer eis och eens sinn, datt mer eis eege Recherchen iwwert d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg férdere mussen.

Natierlech ass et och wichteg, op auslännesch Studien a wëssenschaftlech Erkenntnisser zréckzegräifen. Dat geet allerdéngs net duer, fir d'Spezifissitéiten an d'Schwieregkeete vun eisem System ze verstoen. Mir brauchen eng eege Fuerschung an deem Beräich. Dat geet och aus dem Rapport iwwert de Profil de la politique linguistique éducative ervir, deen, wéi gesot, den Educatiounsministère an d'Experte vum Europarot zesummen ausgeschafft hunn.

An engem Artikel vum „Lëtzebuerger Land" vum Oktober 2014 schreift de fréieren LSAP-Deputéierte Ben Fayot, dee sech jorzéngtelaang mat der Éducatioun iwwert d'Educatiounskommissioun auserneegesat huet, an deem Kontext, datt d'Institutiounen, déi zu Lëtzebuerg fir d'Recherche iwwert d'Méisproochegkeet zoustänneg sinn, besser zesummeschaffe missten. Et feelt e bëssen u Koordinatioun, och muss méi iwwert de Plurilinguisme recherchéiert ginn. Nëmmen esou wäerte mer et fäerdegbréngen, ee kohärente System op d'Been ze setzen, dee weidergeet. An do wäerte mer och da garantéieren, datt mer méi mussen déi adaptéiert pädagogesch an didaktesch Methode beim Enseignement vun de Sproochen an der Schoul uwenden.

Och hei wéilte mer kuerz wëssen, wat den Éducatiounsministère un Initiative gedenkt ze huelen, fir d'Recherche iwwert d'Méisproochegkeet ze férderen.

Här President, e lescht Wuert nach zu der Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch an eisem Éducatiounssystem. De Sujet ass aktuell; en ass schonn ernimmt ginn. Et ginn den Ament Stëmmen, déi fuerderen, datt d'Lëtzebuerger Sprooch verstäerkt gebraucht sollt ginn, ënner anerem jo mat där Petitioun, wat schonn ugeschwat ginn ass a wou d'Diskussioune lafen, mat där gefrot gëtt, fir och aus dem Lëtzebuergeschen eis éischt administrativ Sprooch ze maachen.

Ech ginn an deem Kontext just ze bedenken, datt dat jo och nëmme méiglech wär iwwer ee verstäerkten Enseignement vum Lëtzebuergeschen an der Schoul, a virun allem och dem geschriwwene Lëtzebuergeschen. Dat riskéiert, weider Problemer mat sech ze bréngen an eisen traditionellen Trilinguisme a Fro ze stellen. Ech mengen net, datt dat fir Lëtzebuerg am europäeschen an am internationale Kontext positiv wär.

An Europa léieren déi meescht Schüler zwou Friemsproochen nieft hirer Mammesprooch an der Schoul. Dat geet aus de Rapporte vun der Europäescher Kommissioun ervir. Zu Lëtzebuerg sinn et dräi Friemsprooche vu 14 Joer un, wann Englesch bis derbäikënnt. Den Trend geet also ganz kloer a Richtung vu méi Sproochekenntnisser. Ech mengen net, datt mer als klengt Land gutt berode wären, fir elo den ëmgedréinte Wee ze goen. D'Méisproochegkeet ass a bleift eng vun eise gréisste Stäerkten.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Haagen. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hat e bëssen dat Gefill, datt mer haut e puer Debatte géife féieren. Den Här Minister Meisch hat haut an der Press ugekënnegt, e wéilt iwwert d'Virbereedung vun de Kanner op déi Konditiounen hei am Land schwätzen an och iwwert d'Rekrutementskonditioune spéider beim Stat. An déi meescht Riedner hunn awer bis elo iwwert de Schoulsystem am Ganze geschwat oder speziell iwwert déi multilingual Fréifërderung. Ech mengen, all déi Sujete kann een elo an zéng Minutten net ofdecken, dofir wëll ech mech elo op e puer Saache konzentréieren.

Dat Éischt ass, datt ech wëll rappeléieren, wat ech hei scho gesot hat, wat d'ADR wäert proposéieren an hire Programmer, fir de Schoulunterrecht a virun allem och de Sproochenunterrecht nei ze orientéieren. Eng Saach, déi eis ganz staark um Häerz läit, ass, datt mer deen Nivellement vers le bas musse stoppen. Mir sinn déi éischt Partei, déi dat haut hei seet a mir soen et ganz bewosst. Well wann e Problem do ass, datt d'Kanner de Spaass un enger Sprooch verléieren, kann dat och domadder zesummenhänken, datt ebe keng Systematik am Léiere méi do ass, datt dat Spillerescht derzou féiert, datt een net méi erkennt, wou d'Strukture leien a wou d'Regele sinn. Et ass scho wichteg, datt ee sech kann orientéieren, dat ass och fir d'Kanner wichteg, datt eben net nëmme spilleresch geléiert gëtt, mä eben och seriö an engem Sënn, deen hinnen et erlaabt, Regelen nozevollzéien, ze verstoen an ze reproduzéieren.

Wann hei gesot gëtt, datt Kanner a klenge Jore keng Lieskompetenz méi hunn oder ënnerduerchschnëttlech vill, ass dat och eng Konsequenz vun engem netsystematesche Liesleiéren, well soss wär et besser. Et ass schued, wann hei eng politesch Partei kënnt a seet: „Bon, et ass jo net schlëmm, wann d'Kanner Feeler maachen; mir hunn hei Experten an der Chamber, déi kommen, déi och Feeler hunn op hire Sliden." Ass dann eis Virbildfunktioun, ass dann eist Zil, datt eis Kanner solle léiere falsch schreiwen?

Mir héieren hei ganz vill Leit, déi soen: „Et musse méi Naturwëssenschafte gemaach ginn." Mä ass dann och do net eng logesch Kontradiktioun an enger Naturwëssenschaft? En Ingenieur, deen eng Bréck baut, déi hält oder se brécht. Do ass de Feelerprinzip dann awer eng Noutwendegkeet, fir datt een de Leit seet, wat richteg ass, wéi eng Formel applizéiert gëtt. Firwat soll dat net gëllen an anere Beräicher vun der Bildung an an de Sproochen, déi jo awer esou zentral sinn? Ass dat net eng Kontradiktioun? An deenen enge Beräicher wëlle mer, musse mer d'Feeler respektéieren a korrigéieren, an an deenen anere Beräicher solle mer dat net maachen.

En zweete Grondprinzip ass, datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt eis Primärschoulen do sinn, fir eng wichteg Charakteristik vun eiser nationaler Identitéit ze fleegen an un déi nächst Generatioune virunzeginn, dat ass eis traditionell Dräisproochegkeet. Déi kënne mer och net einfach esou ersetzen. Wa mer gär hätten, datt d'Lëtzebuerger an all déi Leit, déi hei am Land liewen, deelhuelen un deem kulturellen Ëmfeld, an deem mer liewen, mat Frankräich, mat der Belsch, mat Däitschland, da gëtt et keng Alternativ zu engem gudden Enseignement vun de Sproochen! Well mer schneiden eis dach of vun eisem eegene kulturellen Ëmfeld, net ze schwätze vun eiser eegener Kultur an eiser eegener Geschicht.

An dat Drëtt ass: Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet - eng absolutt Selbstverständlechkeet! -, datt Lëtzebuergesch an all Schoul, an all Crèche muss geschwat ginn als Ëmgangssprooch an och an all Schoul als Integratiounssprooch, als Schoulfach. Dat ass fir eis eng absolutt Selbstverständlechkeet a genau deemselwechte Sënn an a genau deemselwechte Recht wéi all aner Natioun op dëser Äerd op hir Sprooch insistéiert an eben zu där Kultur steet an zu deem Héritage, dee se eben huet an dee se représentéiert, fir dës Welt méi räich ze maachen. Dat soll och fir Lëtzebuerg ouni Diskussioun gëllen!

Mir wëllen, datt déi Integratiounssprooch Lëtzebuergesch primordial behandelt gëtt. Dat ass dat, wat eis zesummenhält. Wa mer och muer nach wëllen eng Solidargemeinschaft an dësem Land hunn, da muss et einfach eng gemeinsam Referenz ginn, wou mer wëssen: Hei, mer schwätzen all déiselwecht Sprooch! An net nëmmen a linguistescher Hisiicht, mä och an all deem, wat do matschwéngt, fir datt mer eis an dësem Land, esou divers mer sinn, awer erëmfannen an eng Solidargemeinschaft opbauen, déi och Belaaschtungen an der Zukunft kann zesummen aushalen. Dofir ass déi Zesummegehéieregkeet, d'Integratioun iwwert d'Sprooch eng zentral Dimensioun.

Déi Diskussioun gëtt ëmmer méi wichteg. Mir brauche keng Segregatioun, mir brauchen Integratioun. Well, wéi soll dann hei de Konzept vun der Regierung opgoen, fir eis hinzeféieren an eng Populatioun vun 1,1, 1,2 Milliounen Leit hei am Land, wou déi Lëtzebuergeschsproocheg jo ganz séier minoritär wären, wa mer net bewosst a ganz dynamesch en Integratiounsprozess iwwer eis Sprooch maachen?

Wéi ass dann dat Gefill, eng kleng lëtzebuergeschsproocheg Minoritéit dann ze sinn an engem Land vun 1,2 Milliounen Awunner? Mir hunn dach guer keng aner Alternativ, wéi dee Wee ze goen, deen d'ADR proposéiert, fir ze soen, Lëtzebuergesch systematesch, konsequent... Well soss kënne mer jo och net de wirtschaftlechen Opbau vun dësem Land, esou wéi d'Regierung e sech virstellt, weiderféieren, ouni eis an eng kulturell Ghettoiséierung, mä déi Kéier vun de Lëtzebuerger, eranzeféieren, oder vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen. Mir sollen also net de wirtschaftlechen Développement lasskoppele vun der Diskussioun iwwer eis kulturell Existenz.

Mir wëllen och net, datt vill Leit hei am Land sech ëmmer méi als Friemer am eegene Land fillen, wéi et dacks ass an de Geschäfter an an de Klinicken. Et geet net nëmmen ëm: „Un croissant s'il vous plaît", wéi e Virriedner gesot huet, et geet och drëm: „Ech hunn hei wéi, Här Dokter, ech hu Féiwer an esou weider". Mir wësse wéi dramatesch déi Saache kënne sinn. An et ass eng Selbstverständlechkeet an all Land op der Welt, datt déi Leit, déi heihinner schaffe kommen - a si sinn eis wëllkomm, mir brauche si, si brauchen eis -, datt déi awer hihinnerkommen an en Effort maachen, fir d'Sprooch vum Land ze léieren, an dat ass Lëtzebuergesch. Et geet, et ass net schwéier.

Ech wëll elo net aus menger Liewensgeschicht erzielen, mä Dir wësst awer, ech hu laang a Griichenland gelieft, wou ganz vill Albaner, vill Chineese schaffen. Alleguer hu se Griichesch geschwat. Dat ass eng Sprooch, déi wäit méi schwéier ass wéi Lëtzebuergesch.

Et ass och net gutt, wa mer a Situatioune kommen, wou mer ufänken, Rancunë géinteneen ze hunn. Déi eng, déi Lëtzebuergesch als Exklusiounssprooch kënne bezeechnen. Wéi kann eng Sprooch am eegene Land jeemools eng Exklusiounssprooch sinn? Ass Franséisch a Frankräich eng Exklusiounssprooch? Ass Däitsch an Däitschland eng Exklusiounssprooch? Ass Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg eng Exklusiounssprooch? Et kann et net sinn! Et kann awer net sinn, datt Leit, déi mat anere Sproochen eis konfrontéieren, hir Sprooch zu enger Exklusiounssprooch maache fir déi Leit, déi hei opgewuess sinn an hei wunnen.

Fir eis ass ganz kloer, als ADR wäerte mir Lëtzebuergesch systematesch privilegiéieren, net nëmmen am Schoulwiesen, net nëmmen am Sproochenunterrecht, net nëmmen als Integratiounssprooch, mä an allem, wat dozou bäidréit, fir dëser Gesellschaft hir Identitéit ze erhalen an hir Zukunft ze sécheren. Dat geet hi bis zum Nationalitéitegesetz, wou mer och konsequent op en héije Sproochenniveau halen am Interessi vun eisem Land a vun eiser Zukunft.

Mir huele keng Positioun géint Franséisch als Sprooch. Mir hu jo grad gesot, datt dat e wichtegen Deel vun eisem Héritage ass, eng Obligatioun aus eiser Geographie. Mir sinn eng Partei, déi Franséisch an Däitsch konsequent vertrëtt, niewent Lëtzebuergesch. Awer mir wieren eis géint d'Aféierung vun enger multilingualer Fréierzéiung, aus ville Grënn. Mir hätte gär, datt Lëtzebuergesch d'Integratiounssprooch ass. Mir wëlle keng Parallellgesellschaften erausbilden!

Mir wëlle respektéieren, datt déi kleng Kanner net däerfen iwwerfuerdert ginn. Well wie Lëtzebuergesch a Franséisch als Crèchësprooche wëllt aféieren, wat dann herno am Précoce an am Cycle 1 muss virugeféiert ginn, deen diskriminéiert aner Kanner aus der Immigratioun: Dee stellt dee klengen Däitschen, dee klenge Sloween, dee klenge Russ an dee klenge Chinees virun déi Erausfuerderung, direkt mat zwou Friemsprooche konfrontéiert ze sinn, amplaz mat enger! Wat schonn en Défi ass, domat mussen eens ze ginn. An dat ass eben déi Lëtzebuergesch Sprooch, déi een awer essenziell brauch, wann een eng Zukunft hei an dësem Land wëllt.

Et ass och keng Logik dran, wann ee seet: „Mir hu vill Kanner - an dat ass eng Tatsaach -, déi hire schoulesche Parcours net kënnen optimal hei am Land gestalten, well hiert Däitsch net gutt genuch ass, well se eben aus engem romaneschsproochege Background kommen an dann heihinnerkommen an an hirem Curriculum dacks Problemer am Däitschen hunn." An dann ass d'Äntwert vun dëser Regierung: „Jo, da musse se Franséisch an de Schoule scho ganz fréi léieren." Dat ass och net déi Logik, déi mir eis virstellen!

Mir denken, wie Lëtzebuergesch léiert a gutt léiert, deen huet herno och méi Liichtegkeeten, fir am Däitsche virunzekommen, genausou wéi mer eis an därselwechter Logik wiere géint eng Alphabetiséierung op Franséisch. Ech hunn de Kolleeg vun der LSAP héieren, deen éischter awer an déi Richtung schéngt ze denken.

Dobäi kënnt déi soziologesch Dimensioun, déi Veronsécherung - ech mengen, d'Kolleegin vun der CSV hat dat och schonn ugeschwat -, déi Veronsécherung vun deenen Älteren, déi de Choix wëllen huelen, zu deem mir eis absolutt bekennen, datt d'Kanner kënnen doheem vun hiren eegenen Elteren erzu ginn, datt dat soll méiglech gemaach ginn, datt dat soll gefërdert ginn.

Och well mer wëssen, datt eben a ville Situatiounen d'Kanner net méi genuch an net méi frëi genuch schwätze léieren, well am Elterenhaus kee méi doheem ass, well déi zwee musse schaffe goen an dat d'Kanner heiansdo a Vernoléissungssituatiounen eraféiert. A wann een décidéiert, doheem bei sengem Kand ze bleiwen, da wëlle mir dat férderen.

An et ass net, fir déi Leit ze veronsécheren, doduerch datt se dat Gefill kréien, datt doduerch hir Kanner benodeelegt wären an engem Schoulunterrecht, well an enger Crèche oder an engem Précoce sproochlech méi géif gebuede ginn, wéi déi Leit et vläicht kënne bidden, och wa se sech géifen druginn.

Och dat ass e Wee, dee mir net wëlle matgoen! An dat gëllt och fir Dagesmammen, wou vläicht äänlech Froe sech stellen.

Mir wëllen och ganz kloer - well den Här Minister dat gesot hat a sengem Zeitungsartikel vun haut - soen, datt mer mussen op d'Rekrutementsprozedure beim Stat Uecht ginn. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, datt d'ADR sech ganz kloer zu enger lëtzebuergeschsproocheger Fonction publique hei am Land bekennt. Lëtzebuergeschsproocheg, an zwar a Richtung ëmmer méi ausbauen: Dat bedéngt Sproochkenntnisser op engem héijen Niveau, niewent Däitsch a Franséisch als Verwaltungssproochen. Awer d'Fonction publique ass fir eis lëtzebuergeschsproocheg.

Dann ass gesot ginn, well dat gëtt dann ëmmer dramatiséiert, wa mir dat esou ukënnegen, mir wären do net flexibel. Mir sinn net géint pragmatesch Flexibilitéitsmodeller. Wann iergendwou e Kand do wëllt e Saz a senger Mammesprooch schwätzen, wann et an d'Crèche kënnt, well et sech da méi sécher fillt: Jo, firwat net! Wann e Lidd op Franséisch gesonge gëtt, op Däitsch oder op Spuenesch: Jo, firwat net!

Mä dat ass awer eppes ganz anescht, wéi wëllen hinzegoen an iwwer eng systematesch Veränneru vun eisem Schoulsystem oder eisem formalen oder nonformale Bildungssystem op eng Gesellschaftsveränneru hinzewierken. An dat ass eben dat, wou mer mussen eis d'Fro stellen, ob dat net d'Absicht ass, déi d'Politik hei verfollegt.

Ech gesinn, Här President, éier Dir mer et sot, datt ech muss zum Enn kommen.

Mä loosst mech mat engem Saz ophalen. Et ass fir eis eng zentral Fro als ADR, datt mer endlech hei am Land - ech muss soen: endlech! -, ech wëll keng Regierung aus hirer Verantwortung

eraushuelen, déi bis elo hei war, datt mer endlech mussen higoen an de Courage hunn, eng systematesch Integratiounspolitik ze bedreiwen, eng, déi och eppes vun de Leit fuerdert. Well, wa mer et net maachen, da si mer awer um beschte Wee, fir Lëtzebuerg de Pessimisten ze iwwerloossen, eis Zukunft, Lëtzebuergesch an eist Land de Pessimisten ze iwwerloossen an deene recht ze ginn, déi soen, datt mer amgaang sinn, eis Zukunft selwer ze begruewen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wourëms geet et an dëser Diskussioun, déi mer hei féieren? Geet et drëms, d'Lëtzebuerger Sprooch ze instrumentaliséieren, fir Ideologie ze bedreiwen? Geet et drëms, de Leit Angscht ze maachen, zu Lëtzebuerg wier eng Aart Konspiratioun, fir déi Lëtzebuerger Sprooch quasi ofzeschafen, genausou wéi eng Krëppchen um Chrëschtmaart ofzeschafen?

Oder geet et drëms, éischtens, erauszefannen, wéi mir mat eiser eenzegaarteger Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg eens solle ginn? Zweetens, d'Dräisproochegkeet ze sécheren, plus natierlech nach Englesch an deemno wéi eng fënneft oder sechst Sprooch, jee no Situatioun doheem oder an der Schoul? Drëttens, dofir ze suergen, datt déi Dräisproochegkeet - déi net evident ass, dat ass sécher, dorobber kommen ech nach zréck, fir keen -, datt déi net zu engem gravéierenden Handicap gëtt. Well doduerch verstäerkt sech eng sozial Selektioun, déi souwisou schonn duerch ekonomesch a sozial Verhältnisser an dëser Gesellschaft existéiert.

Dofir muss een natierlech pragmatesch Léisunge fannen. Dofir ginn et schonn Honnerte vu Leit um Terrain, déi sech domadder beschäftegen, a Pilotprojeten, déi existéieren. Dofir muss ee finanziell an human Moyenen zur Verfügung stellen an och iwwer Effektiver diskutéieren, well dat Ganzt ass net gratis!

Et muss ee sech och bewosst sinn, datt Sproochen net just Kommunikatiounsvehikele sinn, mä och Träger vu Kultur sinn a vun Allgemengwëssen. A schlussendlech däerf een op kee Fall d'Communautéite géinteneen ausspillen opgrond vun de Sproochen an opgrond vun anere Kritären natierlech jo och. Dat sinn alles Prinzipien, déi eis musse leeden.

Ech wäert mech do virdrun hidden, an technesch Considératiounen eranzegoen, well ech kee Mënsch si vum Terrain souwisou, a well et souwisou och keng genau Wëssenschaft ass, dat Ganzt. An och wann ech net vum Terrain sinn, kennen ech awer och vill Leit an ech weess, datt déi och vill Expertise hunn an et muss een och kënnen driwwer diskutéieren. A souwisou, a gewëssene Kreesser si Leit sech oft eens, awer net op alle Punkten. Dat wësse mer jo och all.

Mä, wéi gesot, ideologesch kann een dat net ugoen an ech muss awer och dorobber zréckkommen. Zënter e puer Wochen zirkuléiert op de sozialen Netzwierker e Post, vun deem den Här Baum och scho geschwat huet, vun där Initiativ, déi esou mécht, wéi wa se sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch géif asetzen. An do steet dann, de Minister Claude Meisch hätt décidéiert, fir am Précoce an an der Spillschoul de Stellewäert vum Lëtzebuergeschen zréckzeschrauwen an dofir Franséisch, net Däitsch an net d'Weltsprooch Englesch anzeféieren. Wa se souwisou vun der Weltsprooch Englesch schwätzen, da kéinte se dann och vun der interkontinentaler Sprooch Franséisch schwätzen a vun der mëtteleuropäescher Regionalsprooch Däitsch, wann ee wierklech wëllt an d'Detailer eragoen.

Dës Initiativ mécht mech awer e bësse rosen, éischtens, well se mat Onwourechten dorëmmer hantéiert an och eng gewësse Frankophobie versicht ze propagéieren. An zweetens, well se mech iergendwéi e bëssen zwéngt, och nach engem Regierungsmember iergendwéi e bësse recht ze ginn, wat mech relativ staark traumatiséiert.

(Hilarité)

An ech weess net, wéi ech doriwwer...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat kënnt bestëmmt net all Dag vir!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et gëtt Schlëmmeres! Ech mengen, ech muss herno mat mengem Sensibilitéitskolleeg een huele goen, well...

(Hilarité)

Mä bon, eent nom aneren. Et muss ee sech awer e puer Saache bewosst sinn. Auslännesch Kanner hu Schwieregkeeten, Lëtzebuergesch ze léieren an herno Däitsch. An dat muss ee behiewen. Kanner, déi Netlëtzebuerger sinn, kommen och aus verschiddene Sproocheraim, net just latäinesch an net just franséisch, portugisesch, dat ass och net datselwecht. An deem muss een och Rechnung droen. Se sollen awer all um Enn gutt Lëtzebuergesch kënnen a soumadder och méi einfachen Accès un déi däitsch Sprooch kréien, déi wichteg ass.

Lëtzebuerger Kanner hu Schwieregkeete mam Franséischen. Fakt ass, wien hei zu Lëtzebuerg Schwieregkeete mam Lëtzebuergeschen huet, wäert och Handicapen am Alldag hunn. A wie Schwieregkeeten am Franséischen huet, wäert och Handicapen hunn. Dofir muss een déi behiewen.

Hu kleng lëtzebuergesch Kanner Schwieregkeete mam Franséischen, da kann een natierlech soen, wéi gewësse Leit: Da maache mer manner Franséisch oder mir schrauwen d'Franséisch zréck. Mä ech mengen, datt dat net déi richteg Léisung ass, well, d'autant plus, da komme mer justement an eng diskriminatoresch Situatioun, well Kanner aus dem Bildungsbürgertum, aus bessere Verhältnisser, déi wäerte weiderhin exzellent Franséisch schwätzen, an déi, déi net aus deene Verhältnisser kommen, déi wäerten da méi grouss Schwieregkeeten hu mam Franséischen.

An ëmmerhi spillt déi Sprooch eng wichteg Roll zu Lëtzebuerg, net nëmme well et eng offiziell Sprooch ass, et ass awer och ëmmerhin d'Sprooch vun zwee vun onsen dräi Nopeschlänner. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen. Also muss een dofir suergen, datt déi Kanner manner oder bal keng Schwieregkeete méi kréie fir dës Sprooch, wat fir e germanofoont muselfränkescht Ouer natierlech e bësse méi schwéier ass. An dat soll och am Précoce geschéien, esou wäit wéi méiglech. An net nëmmen am Précoce natierlech.

Jiddweree weess, datt kleng Kanner eng phenomenal Capacitéit hunn, Sproochen ze assimiléieren. Et ass och wëssenschaftlech bewisen, datt d'Gehir net wéi en Tirang funktionéiert, datt, wa keng Plaz méi do ass fir eng Saach, datt een eng aner Saach misst eraushuelen. Sou funktionéiert dat net. Ech menge souguer - bon, ech behaapten dat elo einfach esou, ouni dat erfuerscht ze hunn, quitte datt et Exemplë gëtt, mä et ass och e Gefill, opgrond vun Erfahrungen awer, déi ee kann hunn -, Kanner am Alter vun dräi, véier, vläicht och souguer nach fënnef Joer maachen, deemno wéi, souguer net onbedéngt den Ënnerscheed tëschent verschiddene Sproochen, och wa se déi Sproochen ufänken ze schwätzen op eng plus ou moins korrekt Aart a Weis. Dat ass relativ interessant. Mä bon.

Dann d'Situatioun vum Engleschen. Ech mengen, dat däerf een och net falsch aschätzen an et ass eng Marott zënter Jorzéngten, et misst onbedéngt méi Englesch geléiert ginn. An op deen éischte Bléck kléngt dat och ganz gutt, well ëmmerhin Englesch eng Sprooch ass, déi weltwäit am meeschte geschwat gëtt. Mä ass et Englesch, wat weltwäit am meeschte geschwat gëtt? Ass et wierklech richtegt Englesch? Ass et wierklech Oxford-Englesch?

Also, wann een op international Treffe geet, an ech mengen, déi Meescht hei maachen dat an dobausse wahrscheinlech och, da gëtt natierlech meeschtens Englesch matenee geschwat, ausser et beherrscht een d'Sprooch vum aneren oder ëmgedréint.

Mä et fält engem ëmmer eppes op: Et ass oft am schwieregste mat engem „native speaker" ze schwätzen, an déi sinn a Wierklechkeet rar, zemools an Europa, dat sinn dann déi britesch Inselen am Prinzip, fir déi ze verstoen, well déi richtegt Englesch schwätzen, an Englesch keng einfach Sprooch ass, entgéint deem wat oft esou behaapt gëtt. Mä soubal ee mat engem „Net-native-speaker" schwätzt, an déi Allermannst kënnen elaboréiert Englesch a Wierklechkeet, well dofir misst ee quasi do gelieft hunn an engem angelsächsesche Land oder wéinstens do studéiert hunn,...

Dofir, déi international Sprooch a Wierklechkeet, dat ass éischter eng Aart internationale Créole, eng Aart „globish", wéi dat oft esou e bësse genannt gëtt - an ech mengen, dat soll net irrespectueux sinn -, an dat ass déi Sprooch, wou een och soll kënne mateneen ëmgoen. Dat ass u sech dat ginn, wat urspréinglech hätt sollen Esperanto ginn, wat natierlech... Et kann een net einfach esou eng Sprooch erfannen. Dat konnt nëmmen en Échec ginn. An et ass eben déi Aart vu Créole-Englesch oder Pidgin-Englesch, ech weess net, wéi een dat soll bezeechnen, an dat huet mat der Geschicht vun der Mënschheet ze dinn, mat de Weltkricher, zemools deem leschten an esou weider.

Dofir wéilt ech och do virdru warnen, datt ee géif an déi Richtung goen, fir méi Englesch ze maachen, zemools op Käschte vum Franséische, voire op Käschte vum Däitschen. Hei zu Lëtzebuerg muss ee gutt Franséisch a gutt Däitsch kënnen. Den Här Adam ass och dorobber agaangen, wéi iwwerhaapt de Sproochegebrauch ass hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmarché. An do mierkt een och, datt dat Englescht u sech nach net dee Stellewäert huet. Dat ka sech vläicht änneren, mä dat ass bäi Wäitem nach net den Trend, mengen ech, op jidde Fall allgemeng gesinn.

Skandinavesch Länner ginn och oft als Beispill geholl. Bon, dovun ofgesinn, datt mir keng skandinavesch Länner sinn, mä zum Beispill a Schweden: D'Schwede schwätzen eng Sprooch, déi soss néierens geschwat gëtt - vläicht verstinn d'Norweger et e bëssen -, a si schwätzen natierlech Englesch. Oft och net, well den Duerchschnëttsschwed, dee schwätzt och net perfekt Englesch. Dat ass och e bëssen eng Legend. Mä si hunn och an deene leschten 20 Joer dann awer eng drëtt Sprooch optional agefouert, déi een awer obligatoresch anscheinend soll léieren, an dat kann dann Däitsch sinn, wat natierlech vill méi einfach ass, mä awer och Franséisch oder Spuenesch, wat och grouss interkontinental Sprooche sinn. Ëmmerhin, déi maachen och dee Schrack, fir déi Sproochen ze léieren.

Mä, wéi gesot, eng Sprooch, dat sinn net just linguistesch Capacitéiten, dat sinn och kulturell Capacitéiten. An ech mengen, dat däerf een och net vergiessen.

Ech mengen, mir mussen dofir suergen, also a) Lëtzebuergesch soll geléiert a praktizéiert gi vum Précoce un, wat elo och jo schonn de Fall ass. Mir hunn eis scho fir d'Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch ausgeschwat hei, ech hunn dat e puermol gemaach op dëser Tribün. Et soll awer och keen Dogma sinn, dat wëll ech awer och ënnersträichen. Et soll net einfach esou en Dogma sinn. Et ass eng Pist, déi immens interessant ass. Den Här Fehlen, dee kënnt och domadder. Ech mengen, déi Pist muss een ënnersichen.

Mä wann et aneschters geet, an déi verschidden Aart a Weisen, wéi een dat misst hikréien, doriwwer muss ee kënnen diskutéieren. Mir hate schonn e Seminär virun zwee, dräi Joer doriwwer gehat, wou déi Thees och opgestallt gouf. Mir wäerten deemnächst och nach eppes erëm eng Kéier maachen, wou mer eis mat dëser Problematik wëlle beschäftegen.

An de Problem vum Franséischen, do mengen ech, dat, wat elo a ville Précoce-Schoule gemaach gëtt, wou Franséisch parallell och spilleresch, deemno wéi, didaktesch zum Lëtzebuergesche geléiert gëtt, dat muss een ënnerstëtzen. An d'Mammesproochen an d'Culture d'origine natierlech och, déi esou wäit et praktesch méiglech ass - well deemno wéi kann een net all Situatioun Rechnung droen -, dat muss ee stäipen an dat muss een ënnerstëtzen. Ech mengen, dat wäert e bësse méi komplizéiert sinn.

Ech wéilt dann ophale mat engem Zitat vum Här Michel Pauly aus dem leschte „Forum": „En oppene Geescht fir déi lëtzebuergesch wéi fir déi europäesch Kultur vermëttelt een, andeems een an der Schoul déi däitsch, déi franséisch, déi englesch, déi portugisesch an déi lëtzebuergesch Sprooch, Geschicht, Kultur, Literatur gläichberechtegt behandelt." E klenge Bémol: Ech géif nach méi wäit wéi Europa goen, mä ech mengen, souguer den Här Pauly wier domat averstanen. Ech ginn dovunner aus, datt dat de Fall ass.

Ech hätt nach villes méi ze soen, mä ech hu schonn eelef Minutte geschwat. Dat ass ze vill. Ech soen lech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass et um Éducatiounsminister, dem Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun enger ugereegter, vun enger ganz engagéierter Debatt. Mir wëssen, wann een iwwer Sprooche schwätzt, datt een dann och ganz schnell Emotiounen an der Diskussioun mierkt.

Dat war de Mëtteg och net anescht, wéi et eis soss och oft geet, well eng Sprooch huet mat Kommunikatioun ze dinn: Wéi maachen ech mech verständlech? Wéi verstinn ech och en aneren? Si huet mat Kultur ze dinn. Si huet och grad an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou och ganz vill Leit mat anere Sproochen a mat anere Kulture bei eis komm sinn, mat Identitéit ze dinn. Si huet och mat Geschicht ze dinn, well wa mer haut soen, datt mer eis Lëtzebuerger Sprooch hunn, awer och aner Sproochen hei am Land, dann ass dat sécherlech och de Reflet vun der Geschicht vun eisem Land.

Si huet, an dat ass de Mëtten och ganz staark zum Ausdrock komm, mat Schoul ze dinn, mat Succès an der Schoul, mat Réussite awer och doriwwer eraus an der Gesellschaft. An datt mer eis duerfir Suerge maachen, datt mer duerfir och de Sujet eescht huelen an datt mer vun Zäit zu Zäit och hei am Parlament doriwwer diskutéieren, ass eigentlech eng Saach, déi sech vum selwe versteet. An ech soen dem Claude Adam e grousse Merci, datt en emol erëm d'Initiativ geholl huet, fir datt mer an där dach kuerzer Zäit fir dee ganz vaste Sujet hei probéieren, nach eng Kéier dat erauszeschielen, wat eis vläicht verbënnt, awer och dat sécherlech, wou mer anerer Meenung sinn.

Eppes, denken ech, ass wichteg, an zwar datt mer eis direkt am Hannerkapp behale bei dëser Diskussioun, wéi mer mat de Sproochen an der Schoul ëmginn. Mer musse wëssen, datt mer haut an eise Schoulen aner Kanner hunn, wéi dat an der Zäit de Fall war.

De Claude Adam ass virdrun op eng Statistik agaangen, wou e sot: Grosso modo zwee Drëttel vun de Kanner schwätzen haut kee Lëtzebuergesch méi doheem als Familljesprooch. En huet gesot, et wär nach net esou laang hier, datt dat bei engem Drëttel ongefäier louch. Da kënne mer net einfach elo soen, d'Léisung vun all eise Problemer léich doranner, datt mer erëm zréckginn zu deem Modell, dee virdru war, dee vläicht iergendwéi - woubäi mer dat am Gefill heiansdo hunn, ouni et wierklech kënnen ze beleeën - besser fonctionnéiert huet, d'autant plus well d'Usprách vun der Gesellschaft, d'Usprách vum Aarbechtsmaart un eis Schoul och haut nach eng Kéier ganz anerer sinn. Also einfach no hannen ze kucken, bréngt d'Léisung sécherlech net. Mer mussen no vir kucken.

Wat eis sécherlech och net virubréngt a wat de Kanner, deene Jonken an der Schoul an och no der Schoul sécherlech net hëlleft, dat ass, eng ideologesch Debatt doriwwer ze maachen, wéi, wat fir eng Sprooch a wat fir eng Roll datt se hei soll spillen. Sécherlech hëlleft et och net, ze probéieren, Parteipolitik mat deem Dossier hei ze maachen. Dat hëlleft der Schoul näischt, dat hëlleft de Jonken näischt an dat hëlleft dem Lëtzebuerger Land och näischt.

An duerfir solle mer och kucken, et vläicht net vun der politescher Diskussioun aus ze gesinn, net ze kucken: Wéi sti mer do vun eiser Iwwerzeegung hier a wat misste mer do maachen? Mä kommt, mer dréinen et emol eng Kéier ëm a mir kucken, a wat fir enge Situatioune ganz vill Kanner haut sinn, wa se an d'Schoul kommen, wa se an der Schoul sinn, a firwat se vläicht deem engen oder anere Problem begéinen.

An och dat ass ganz ënnerschiddlech. Do gëtt et net dat eent Kand, op dat mer misste reagéieren. Do gëtt et Kanner, déi vläicht haut am Préparatoire sinn, well se virun zéng oder zwielef oder 15 Joer an enger Crèche oder enger Struktur waren, déi vläicht den Eltere geschéngt huet, wéi wann et eng Crèche wier, mä déi eigentlech emol mat deem System guer näischt ze dinn hat, wou se dann awer zu zéng Kanner do an iergendengem Raum waren - dat hätt och kënnen eng Garage gewiescht sinn - an do vu moies bis owes eigentlech Tëlee gekuckt hunn, bis dann iergendwann d'Mamm oder de Papp oder d'Nopesch oder déi grouss Schwëster, de grousse Brudder se erëm siche komm ass, a se do eigentlech vu Sproochen a vu Sproocheférderung a vun deem, wat duerno an der Schoul geschitt ass, näischt matkritt hunn.

Mir hu Kanner, déi trotz all deenen Engagementer, déi de Stat an och d'Schoul scho geholl hunn, wéi zum Beispill d'Aféiere vum Précoce, nach ëmmer relativ spéit mat der Lëtzebuerger Sprooch a Kontakt kommen. Mir hu ganz vill Kanner, déi aus dem Ausland kommen, déi do schonn ageschoult waren, déi absolutt kee Bezuch zu eise Sproochen hei am Land hunn, déi och fir d'Schoul, d'Réussite an der Schoul an d'Integratioun iwwerhaapt schonn an eise Schoulsystem eran extrem wichteg sinn.

Mir hunn dann awer och nach ëmmer dat lëtzebuergescht Kand, wat zu engem Drëttel ongefäier doheem Lëtzebuergesch als Familljesprooch huet, wat awer och net einfach riicht duerch eise Schoulsystem geet, wou ee kéint soen: Dat doten ass einfach an der Rei, fir déi Kanner ass eise System nach ëmmer „1 A". Och do wësse mer, datt et Problemer gëtt.

Dat ass vläicht e bësse karikaturiséiert. Et gëtt och ëmmer aner Fäll. Et kann een net ze vill verallgemengeren, mä mir wëssen awer, datt d'lëtzebuergesch Kanner oft op Krichsfouss mat der franséischer Sprooch stinn - an dat ganz oft scho ganz fréi -, an dat iwwer hiert ganzt

Liewen an och duerno weiderzéien, wa se net iergendwann eng Kéier d'Chance hunn, a Frankräich ze liewen, d'franséisch Kultur aneschters kennenzeléieren am Alldag, fir déi Sprooch nach eng Kéier nei kennenzeléieren.

Ech denken, datt, wa mer esou un déi Debatt do eruginn, ech denken awer och, datt, wa mer kucken, wat fir eng Entwécklung d'Wëssenschaft an de leschte Jore gemaach huet - woubäi et mer dann awer schéngt esou ze sinn, wéi wa jiddwereen e bësse seng eege Wëssenschaftler huet, well hei si Saachen zitéiert ginn als Fuerschungsresultater, déi awer contraire an diametral opposéiert sinn zu deem, wat ech liesen an eigentlech awer och als geséchert unerkannt hunn -, da solle mer och kucken, wat an der Praxis souwisou fonctionnéiert. Mer solle kucken, wat d'Erfahrunge si vu ganz ville Famillen, vu ganz ville Schoulen, vu ganz ville Betreiungsstrukturen. Ech denken, da kënne mer eis och do ganz gutt guidéiere loossen.

Et ass jo vill iwwert déi multilingual Fréifërderung geschwat ginn, an den Interpellant, de Claude Adam, huet eng Fro gestallt: Wat ass d'Zil dovunner?

D'Madamm Hansen huet gemengt, mech richteg ze zitéieren an dass ech gesot hätt, et géif guer keen Zil ginn an domadder wär et eis jo eigentlech alles ganz egal. Ech wëll nach eng Kéier prezis soen: Mir sinn hei am nonformale Bildungsberäich, mir definéieren hei keng Kompetenzsockelen, mir hu keen Niveau, deen déi Kanner missten erreechen - déi ginn och net getest -, mä mir maachen hei eng Offer, datt se mat deene Sproochen a Kontakt kommen, datt se dat kënnen opsaugen, wat se dann eben opsaugen dovunner. A wann dat eppes Positives ass, dann ass schonn emol ee ganz grousst a wichtegt Zil do erreecht. Mä et geet sécherlech net drëms, en Niveau ganz kloer do unzestriewen.

Mir hunn awer natierlech politesch Ziler, soss géife mer et net maachen a soss wär et vläicht esou, wéi d'Madamm Hansen seet, en Investissement, dat jo awer och considérabel ass, net wäert.

Mir hunn eng extrem grouss Heterogenitéit an eise Schoulen, an dat scho ganz fréi. Déi mierke mer an de Betreiungsstrukturen, mir mierke se och am Précoce, mir mierke se an der Spillschoul, mir mierke se duerno, wann alphabetiséiert gëtt, an iwwer eise ganze System ewech.

Ee vun den Ziler ass et sécherlech, fir déi ganz ënnerschiddlech Sproochen, mat deenen d'Kanner an eis Schoul herno kommen, an de Cycle 1 kommen, an de Précoce oder an d'Spillschoul kommen, e bësse méi no beieneenzeféieren, datt mer méi en eenheetlecht Bild hunn, datt mer do kënne soen - an dat ass ganz kloer en Zil an ech weess net, wat ech soll maachen, fir datt et net erëm aneschters duergestallt gëtt vun Eenzelnen, mä déi hu wahrscheinlech aner Motiver -: Sécherlech ass et d'Zil, datt se Lëtzebuergesch kënnen, Lëtzebuergesch verstinn, Lëtzebuergesch schwätzen, wéi dann hire Parcours iwwert d'Crèche, iwwert de Précoce, iwwert d'Spillschoul et dann eben emol erlaabt.

Awer och soll et d'Zil sinn, datt se schonn a Kontakt kommen, systematesch a Kontakt komme mat anere Sproochen, mat der franséischer Sprooch, déi ebe wichteg ass herno awer als Schoulsprooch e puer Joer drop, a wou mer wëssen, datt dat oft awer een Hemmschung ass an eng Hürd ass, wou ganz vill Kanner finalement dru scheiteren an net esou virukommen, wéi se misste virukommen, datt mer also bei där Aufgab hëllefen, fir Kanner, déi aus engem ganz ënnerschiddleche Sproochemilieu kommen, duerno awer an eng Schoul ze integréieren, wou mer se erëm op aner Sproochen, op verschidde Sprooche musse preparéieren, fir dat schonn e bësse méi no beieneenzekréien, datt mer déi breet Heterogenitéit, déi mer haut an engem Cycle 2 hunn, wann et ëm d'Alphabetiséierung geet, e bësselche limitéiert a reduzéiert hunn.

Et gëtt gesot, mir hätten eis hei net op wëssenschaftlech Konzepter baséiert, mir wäre ganz wäit ewech vu Fuerschungsresultater. Also et ass nun awer Standard an der Fuerschung, datt d'Fréifërderung hëlleft, datt et déi éischt Jore sinn, déi eigentlech am wichtegste si bei engem Kand, datt, wa mer eis iwwert d'Resultater herno op enger Première, op enger Treizième oder och nach doriwwer eraus ënnerhalen, datt et net onbedéngt dat Wichtegst ass, wat op der Première, op der Deuxième, op der Troisième um Programm steet an d'Léiermethoden do sinn, mä datt et vill méi wichteg ass, wat an den éischte Liewensjore mat engem Kand geschitt ass.

Dat liesen ech haut a quasi all de wëssenschaftlechen Analysen, déi mer dozou bekannt sinn. An ech liesen et eigentlech och an extrem ville populärwëssenschaftleche Bäiträg, déi ech awer an allen Zeitungen, déi eis och hei zu Lëtzebuerg missten zougänglech sinn, ëmmer nees entdecken. Duerfir verstinn ech dat doten net richteg. Mä bon, dat mussen dann déi Leit mat sech selwer ausmaachen.

Mir hunn op där anerer Säit nieft der Wëssenschaft Expertisen um Terrain, déi eis hei kënne guidéieren, hei zu Lëtzebuerg an am Ausland. Et gëtt Dausende vu Crèchen, déi multilingual fonctionnéieren hei an an anere Länner. Mir brauchen nëmmen dohinner kucken ze goen. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wéi se schaffen. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat dat deene Kanner bréngt. Dann, denken ech, versti mer, wat eis Ambitioun mat dësem Projet ass.

Mir hunn och ganz vill multilingual Familljen zu Lëtzebuerg an an all de Länner. Et gëtt souguer Fuerschungen, déi soen, datt dat d'Regel ëmmer war, datt d'Kanner a multilinguale Kontexter opgewuess sinn an net an engem monolinguale Kontext, soudatt dat doten eis eigentlech och misst guidéieren, fir ze soen: Dat ass eppes, wat guer näischt esou Exceptionnelles ass. Et ass éischter eppes, wat zum Mënschsinn derzougehéiert.

An och haut hu Kanner, ouni datt se duerno an eng méisproocheg Crèche géife goen, Kontakt mat ënnerschiddleche Sproochen. Wat géife mer da maachen a wéi dramatesch wär et dann, wann d'Boma eng aner Sprooch géif schwätzen, wann d'Nopesch oder den Noper eng aner Sprooch géif schwätzen, wann déi Kanner an der Strooss eng aner Sprooch géife schwätzen, déi een op der Spillplaz begéint?

Dat ass nun awer eppes ganz Normales; dat gehéiert zum Alldag vun de Kanner dozou an et ass gutt fir déi Kanner! An ech verstinn eigentlech net, firwat hei esou muss gemaach ginn, wéi wa mer an der Crèche an duerno och an der Schoul, am Cycle 1, eng kënschtlech Welt misste schafe fir d'Kanner, déi der Liewensrealitéit an hirer Famill, an hirem Quartier nu wierklech net méi entsprécht. Doriwwer soll een awer och emol eng Kéier nodenken.

Wichteg ass dobäi, an do ginn ech jiddwerengem recht, deen zu Recht seet, ob dat do net zu Problemer féiere kéint, zu Recht seet, dass all Kand anescht ass, all Kand eng aner Biografie huet, all Kand mat anere Sproochen, mat engem aneren Niveau och vu senge Kommunikatiounsfäegkeeten a jonke Joren an eng Struktur erakënnt. Jo, do musse mer differenzéieren.

Mä, Här Adam, mir schwätzen zéng Joer - Dir, an ech e bësse manner laang - vun Differenzéieren an der Schoul. Hei ass et awer nu wierklech datselwecht. Mir mussen d'Situatioun vun deene Kanner ganz genau kucken, wa se an eng Struktur kommen.

Et ass hei geschildert ginn, wéi dat gëschter zu Esch gaangen ass. Déi Struktur, déi mécht dat, déi kuckt sech déi Kanner do un. Do kommen der ganz vill, déi eigentlech nach guer kee Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch haten. Dann ass dat selbstverständlech emol eng éischt Prioritéit. A wann een dann d'Entwécklung vun deene Kanner suivéiert huet iwwer Méint oder iwwer Joren - mer schwätzen hei vun engem bis véier Joer, a schwätzen eigentlech vun engem bis sechs Joer, bis et an den C2 geet -, wa mer de ganze Prozess do kucken, dann ass do genuch Geleeënheet, fir ëmmer erëm nozeajustéieren an en fonction vun der Entwécklung vun de Kanner se och mat anere Sprooche kënnen a Kontakt ze bréngen.

Et ass och gefrot ginn: Ass dat do exklusiv Franséisch? Wann Der den Text liest vum Gesetz, da gesitt Der, datt et net exklusiv Franséisch ass, datt et awer eng Sprooch muss sinn, wou mer duerno eng Schouloffer hunn hei zu Lëtzebuerg. Wa mer also och international Schoulen hunn, déi op anere Sprooche fonctionnéieren, kann et also och an der Crèche sinn, datt een do Lëtzebuergesch, wat ëmmer dobäi ass, mat enger anerer Sprooch ka kombinéieren. Dat schéngt mer wichteg ze sinn.

An datt et natierlech eppes ass, wat och engem Éveil aux langues ganz no kënnt, datt et natierlech eppes ass, wat nieft der Fërderung vun der Mammesprooch, dem Eruféieren un d'Lëtzebuergescht, och d'Oppenheet zu anere Sproochen, déi de Kanner nach friem sinn, soll fërderen, datt et natierlech generell och dorëms geet, déi kommunikativ Fäegkeete vun de Kanner ze fërderen, dat ass ganz evident.

An ech denken, ech brauch dem Här Adam net ze erklären, wéi ech aneren net brauch ze erklären, datt dat net op d'Käschte muss goe vun aneren Ziler, déi mer eis och an där doter Alterskategorie setzen, datt mer net soen: Wa mer d'Sprooch fërderen, da wär herno vläicht d'Motorik vun de Kanner manner entwéckelt.

Et kann ee Sproochenaktivitéiten, et kann ee ganz kommunikativ orientéiert Aktivitéiten an deem doten Alter maachen an awer d'Motorik fërderen. Dat kann een d'ailleurs och bei aneren Alterskategorien nach maachen, an ech géif mer dat eigentlech och do heiansdo wënschen. D'Fuerschung seet eis och, datt dat net dee falsche Wee dozou wär.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, well awer hei ëmmer erëm gemaach gëtt, wéi wa mer am loftleere Raum wären, wéi wann et keng Fuerschung géif ginn, wéi wa mer dat einfach esou erfonnt hätten an elo einfach emol eng Kéier mir näischt, dir näischt wéilten aféieren: Mir hunn am Mäerz vun dësem Joer e Konzept virgestallt. Do gëtt et 58 Referenzen op aner wëssenschaftlech Etüden, déi sech mat dëser Thematik beschäftegt hunn. Mir mierken och haut, datt e ganze Secteur amgaangen ass, sech mat där Thematik do ausenanerzesetzen: de ganze Secteur vun der Klengkandbetreiung, vun der Klengkandfërderung. Do ass ënner anerem ee groussen Akteur, deen och eng Zäitschréft erausbruecht huet iwwert d'Méisproochegkeet mat enger Hällewull vu Formation-continues-Offeren, mat enger Hällewull vu wëssenschaftleche Bäiträg och do derzou, déi sécherlech ënnerschiddlech d'Thematik beliichten, déi sécherlech och emol déi eng oder déi aner kritesch Fro dozou stellen, mä wat mer gefält, dat ass, datt mer et fäerdegbruecht hunn, eigentlech schonn éier mer e Gesetz hunn, datt mer e ganze Secteur a Bewegung gesat hunn, sech mat där Seriositéit vun där doter Fro ausenanerzesetzen. Dat wär ouni dat dote sécherlech ni geschitt.

An ech wëll eppes...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, waart ee Moment, well duerno hutt Der vläicht nach eppes aneres ze soen!

(Hilarité)

Ech wëll hei awer op eppes agoen, wat d'Madamm Hansen gesot huet. Mir géifen hei e risegt gesellschaftlecht Experiment maachen. Madamm Hansen, dat ass de Leit Angscht gemaach virun engem Fortschrëtt an der ganzer Bildungspolitik.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, dat ass esou! Da kucke mer emol, wat mer haut hunn an, Madamm Hansen, wien dat vun haut ze verantwerten huet. Gëtt et haut iergendeng Richtlinn, wat fir eng Sproochen ze applizéiere sinn an de Klengkandstrukturen an eisem Land, an de Crèchen tëschent null a véier Joer? Gëtt et iergendeng?

Hätt d'CSV net d'Méiglechkeet gehat, dat ze maache bei der Aféierung vum Chèque-service, wou et jo just drëms gaangen ass, datt ee ganze Secteur méiglechst schnell sollt explodéieren, méiglechst schnell Plaze sollten offréiert ginn? Wär et do net gescheit gewiescht, fir ze soen: „Wann Der da gär just Lëtzebuergesch wëllt fërderen, ma da maacht dat wann ech gelift do."? Dann hätte mer haut net dee Wildwuchs doruechter. Dann hätte mer haut keng Crèchen, wou nëmme Franséisch geschwat gëtt, a mer hätten haut scho vill méi Uerdnung an engem Secteur an eng geriichten zukunftsorientéiert Politik, déi mer do kéinte maachen.

Hätt d'CSV net d'Méiglechkeet gehat bei deem Gesetz iwwert d'Qualitéitsorientéierung an der nonformaler Bildung, wat d'Madamm Minister Marie-Josée Jacobs nach abruecht hat hei am Haus 2012, fir genau dat doranner ze schreiwen? Do stoung kee Wuert doranner.

Hätt de Familljeminister Marc Spautz vun der CSV 2013 net d'Méiglechkeet gehat, wou en Amendementen zu deem dote Gesetz gemaach huet, fir genau dat dote festzeschreiwen, dat, wat mer elo maachen, dat, wat eng DP-, LSAP- a grénggefouert Regierung elo mécht? Neen, Dir werft eis hei vir, mir hätten Experimenter gemaach um Bockel vun de Kanner. Ech froe mech, wat dat doten da fir eng Politik war.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'Madamm Hansen däerf.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President, a Merci, Här Minister. Also ech stellen awer nach déi Fro, déi ech virdru wollt stellen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech hu gemengt, Dir géift elo heizou eppes soen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Majo et ass och nach ëmmer dozou. Ech wëll wierklech gären déi wëssenschaftlech Etüd gesinn, déi an eisem spezielle Kontext beweist,...

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...datt dat doten de Kanner eppes bréngt. Well Dir wëllt jo gären u sech trotzdeem Ziler erreechen, wéi Der gesot hutt. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, Dir sot, firwat... Oder einfach: Wéi kënnt Der soen, datt ee portugisescht Kand, wann dat elo géif mat engem Joer an eng Crèche goen, wou just Portugisesch géif geschwat ginn, datt dat u sech schlecht fir dat Kand wier? Et gëtt eng Etüd, an déi hunn ech lech gewisen, déi seet, datt, wann déi éischt Mammesprooch gefestegt ass,...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...datt dann d'Kanner u sech vill méi séier déi zweet Sprooch léieren. A mir soen awer elo, oder Dir sot: Gitt an d'Crèche mat engem Joer, wou virun allem Franséisch a Lëtzebuerg geléiert gëtt! Also och do: Wou ass déi wëssenschaftlech Etüd, déi beleet, datt Der recht hutt mat Ären Aussoen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ma ech hunn op all déi Froen do jo geäntwert. Ech hunn lech nach eng Kéier hei opmierksam gemaach op dat Konzept, wat mer viru gutt sechs Méint virgestallt hunn, wou 58 verschidde Referenzen op wëssenschaftlech Etüden drastinn.

Ech soen net, datt et fir e Kand net gutt wär, wa seng Mammesprooch gefërdert gëtt. Ech soen net, datt et fir en eejäeregt Kand schlecht wär, wann et a senger Mammesprooch encadréiert gëtt. Dat soen ech jo net. Mä an eisem Konzept ass och d'Fërderung vun enger Mammesprooch virgesinn, woubäi mer jo awer musse wëssen, datt mer do Limitten hunn.

Firwat maache mer ënner anerem hei niewendrun och eng ganz intensiv Elterenaarbecht? Firwat probéiere mer, iwwert d'Präsenz vum Kand an der Crèche dann duerno d'Eltere mat op de Wee ze kréien, fir d'Mammesprooch doheem ze applizéieren, wou mer wëssen, datt nach oft villes net glécklech ass, wat do geschitt, a wou sécherlech och do ganz villes ka besser gemaach ginn? Mä elo ze soen: Mir baséieren eis op déi doten Etüd, an duerfir kucke mer, datt mer dann d'Mammesprooch systematesch fërderen an eise Strukturen, wann dat awer elo d'Léisung soll sinn, da froen ech mech, wéi Der dat da gäre géift hikréien.

Ech... Jo?

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- ...eng Etüd, déi wierklech eisem Kontext...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, well mer natierlech esou en atypesche Kontext hunn.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Firwat hu mer dann net...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Majo, mir hunn eist eegent Konzept entwéckelt. Mir sinn eis quasi déi eenzeg Fachkraaft am ganze Land siche gaangen, déi eng Dokteraarbecht op der Uni iwwert d'Méisproochegkeet am Klengkandberäich geschriwwen huet, déi hu mer am Ministère agestallt, fir dat Konzept do ze maachen. Et gëtt vun aneren Experten, nationaler an internationaler, mat suivéiert. Mir wäerten do ganz enk um Ball bleiwen.

An et baut op op där Expertise, déi international besteet, där Fuerschungsaarbecht, déi international virläit, an op den Erfahrungen, déi mer an de Strukture scho laang gemaach hunn hei zu Lëtzebuerg an amgaange sinn, am Kontext vun deene Pilot-Crèchen och ze maachen.

D'Wëssenschaft seet jo awer, datt - an do kann ech lech direkt d'Referenz ginn, wann Der et gären hätt - Immersiounsmodeller, wou ech also an eng aner Sprooch andauchen an doduerjer d'Sprooch léieren - esou wéi Dir et eigentlech erkläert hutt, wéi mer et méi oft misste maachen am Secondaire -, datt dat besonnesch effikass wär am Fondamental respektiv am Klengkandalter.

D'Wëssenschaft seet och - an do, mengen ech, läit ee Punkt, wou mer eis vill méi intensiv domadder musse beschäftegen a wou vill Riedner de Mëtteg eigentlech drop ze schwätze komm sinn -, datt, fir eng Friemsprooch ze léieren, een eng gewësse kognitiv Entwécklung muss gemaach hunn, virun allem wann een esou léiert, wéi mer an eiser Schoul léieren, wéi mer Franséisch an eiser Schoul léieren.

Duerfir verstinn ech net richteg, datt Der wëllt soen, Madamm Hansen, mir sollten de Bain linguistique éischter herno am Secondaire offréie-

ren. D'Wëssenschaft seet: Maach dat ganz fréi! An eng Friemsprooch léieren, mat Regelen, mat Vokabelen, mat Verben, mat Grammatik a mat Exercicen, esou wéi Erwuessener eng Friemsprooch léieren ab engem gewëssenen Alter, datt dat eigentlech dann de Modell ass. Do, denken ech, leie mer eigentlech besser, wa mer an déi Richtung weider iwwerleeën.

Ech wëll och warnen. Ech si jo ganz fir eng Diversifizéierung vun eiser Offre scolaire, déi der Heterogenitéit vun eise Schüler méi staark Rechnung dréit. Mä wa mer elo mengen, mer géifen d'Problemer hei léisen, andeems och an deene Klassen, wou et nach eenegermoosse gutt fonctionnéiert a wou mer d'Schüler awer op e gewëssene Sproochenniveau herno bréngen op enger Première, op enger Treizième - mer géifen do systematesch soen: Mer décidéieren, datt mer nach eng oder vläicht zwou Sproochen op engem méi héijen Niveau hunn an déi aner op engem manner héijen Niveau -, wa mer also deen Usproch nach eemol erofsetzen, dee mer haut hunn - a gläichzäiteg zitéiert Der hei Etüden, déi gemaach goufen an déi ech lech net falsch maachen, datt mer haut deem Usproch scho guer net méi gerecht ginn -, da fäerten ech, da komme mer nach eng Kéier méi wäit vun deem ewech, wat mer awer brauchen!

Well natierlech brauche mer awer Leit, déi gutt d'Sprooche beherrschen, an dat op engem gewëssenen Niveau, sief et nëmmen, an Dir hutt et selwer gesot, sief et nëmmen, fir herno an den Enseignement kënnen ze kommen. Wann 20% vun deenen, déi haut e Bac hunn, wann déi just den Niveau C1 erreechen a mer setzen deen Niveau herno nach eng Kéier erof fir eenzel Sproochen, da wëll ech net wëssen, wéi vill et der dann nach si mat C1. Mä mer brauchen der awer mat C1, sief et nëmmen, fir herno an eng multilingual Kannerbetreiung kënne mat eranzeklammen.

Mir mussen also do kucken, datt mer den Usproch fir Jonker, déi dat dote kënne packen - an et gëtt der haut ganz vill, déi et packen, well net all eis Schoule si schlecht an net eise ganze Schoulsystem ass schlecht -, datt mer deen net systematesch erofsetzen. Mer mussen also scho kucken: Wat kënne mer maachen, fir datt mer deem Usproch wierklech kënne gerecht ginn? An do gëtt et ganz villes ze maachen an déi Konzentratioun op de Klengkandberäich ass eigentlech och nëmmen eng vun deene Saachen, déi mer do kënne maachen.

Ech wëll awer nach eng Kéier...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Här Minister,...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* ...ech ginn nach eng Kéier der Madamm Hansen d'Wuert an da géif ech Iech och bieden, Iech un d'Chamber ze adresséieren an da brauche mer net méi an den Dialog eranzegoen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Do zweifelen ech drun.

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Ech wëll just soen, datt ech net gesot hunn, datt mer den Niveau missten erofschrauwen. Ech hu just gesot, datt definitiv 2006 d'Madamm Delvaux Tester gemaach huet op Première an datt knapps 20% den Niveau C1 an driwwer erreecht hunn. An da musse mer eis Froe stellen!

An ech hat eng zweet Fro gestallt: Wéi een Zil wëllt de Minister erreeche fir déi eenzel Sproochen? Wëllt e sech Ziler setzen am Kader vum europäesche Referenzkader? Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Jo, ech hunn, mengen ech, kloer zum Ausdrock bruecht, datt et net d'Prioritéit ass fir mech an deene besteeënden Offeren, déi mer hunn, d'Première an d'Treizième, de Sproochenniveau do ze variéieren.

Ma sécher, mir hunn natierlech Léierpläng, mir hunn natierlech en Niveau, deen erreecht soll ginn. Mir hunn och dat eng Kéier iwwersat op den europäesche Referenzkader. A mir denken och, datt mer virun allem Studenten, oder Schüler an duerno Studenten, déi an d'Ausland wëlle studéiere goen, wou genau dat do gefrot gëtt, datt een zertifiéiere kann, wat fir e Sproochenniveau se am Kontext vum europäesche Referenzkader hunn, datt mer deene mussen et méiglech maachen, datt se dat och kënnen zertifiéieren.

Mä, wa mer dat anert wëllen, musse mer wëssen, datt an eisem Sproochenunterrecht och ganz, ganz vill iwwer Bord geet, wat och haut zu eisem Sproochenunterrecht gehéiert. Well nëmmen d'Fäegkeet ze communiquéieren ass jo awer eppes, wat am Franséisch-, am Däitschan am Engleschunterrecht vun haut bei Wäitem net... Mer limitéieren eis bei Wäitem net dorobber, mä mer ginn eigentlech ganz, ganz wäit doriwwer eraus an do géife mer ganz, ganz villes verléieren.

Et sinn eng Rei vun interessante Pisten de Mëtteg hei genannt ginn, iwwert déi ee soll nodenken. D'Fro vun der Langue véhiculaire an engem eenzelne Fach, an engem Netsproochefach: Mir hu jo selwer Pilotprojeten do initiéiert, déi mer och suivéieren, déi villverspriechend sinn, wou mer d'Hoffnung hunn, datt, wann e Schüler e Fach ka maache wéi Mathematik, wéi Geschicht, wéi Biologie an enger Sprooch, déi him besser läit, datt en dann natierlech och déi Matière sech besser kann erschaffen. Dat läit eigentlech schonn e bëssen op der Hand.

D'Fro ass ëmgedréint awer och: Musse mer net kucken, de Schüler och d'Méiglechkeet ze ginn, nieft just dem Sproochenunterrecht eng Sprooch unzewenden? A wa mer all d'Niewefächer, wann ech dat emol esou ka soen, dann an enger anerer Sprooch maachen, dann huet en eigentlech och ganz wéineg déi Méiglechkeet. An déi Etüden, déi ronderëm déi Pilotprojeten do lafen, déi sollen eigentlech genau dat doten och ofweien: Wat ass de Plus a wat ass awer och eventuell eng negativ Konsequenz dovunner?

Ech denken, virun allem musse mer kucken, datt mer aneschters mam Fachvocabulaire ëmginn, virun allem an deene Joergäng, wou d'Langue véhiculaire och eng Kéier wiesselt. Wann ee Biologie op Däitsch gemaach huet an op eemol mécht ee se op Franséisch, dann ass et net esou, datt een all déi Fachbegréffer, déi ee virdrun op Däitsch héieren huet, datt een déi alleguerten op eemol op Franséisch géif kënnen. A wann déi net iergendwéi an deem Iwwergang do mat vermëttelt ginn, oder matzäiten agefouert ginn, da kann och dat zu Schwieregkeete féieren.

Ech sinn och ganz d'accord mat deene Proposen, notamment och vum Claude Haagen, datt mer nach méi musse fuerschen iwwer eis spezifesch Lëtzebuerger Situatioun, iwwert de Multilinguisme hei zu Lëtzebuerg, datt et och eng Fro vun didakteschem Material ass, un deem mer schaffen, wou mer eis jo och mat der Uni Lëtzebuerg Partner wëlle ginn, fir méi systematesch dorunner ze schaffen. An d'Verbindung mat der Grondausbildung virun allem vun den Enseignanten am Fondamental, och do ze sichen. Och wat d'Ausschaffe vun eise Léierprogrammer ubelaangt, vun der curricularer Aarbecht ubelaangt, denken ech, brauche mer eng Vernetzung tëschent Léiermaterialien, Schoulbicher, digitale Contenuen an awer och de Programmer.

Ech sinn a bleiwe skeptesch, wat eng aner Iddi, déi och nach eng Kéier ugeschwat ginn ass de Mëtteg, déi vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch, ubelaangt, well ech einfach net gesinn, wéi dat soll goen, well Lëtzebuergesch awer ganz staark op der däitscher Sprooch baséiert, och wéi et geschriwwe gëtt. An Alphabetiséierung heescht net nëmme liese léieren, mä och schreiwe léieren. A wann ech net richteg weess, wéi d'Wuert am Däitsche geschriwwe gëtt, ass et ganz schwéier ze wëssen, wéi et am Lëtzebuergesche geschriwwe gëtt. An da kann een et eigentlech och doriwwer generell net schreiwe léieren. Dat ass dee gréisste Problem, deen ech dobäi gesinn.

Donieft mengen ech, datt mer keng Revolutioune solle maachen, datt mer eis Systemer net komplett sollen ëmstellen, mä datt mer eis op dat solle konzentréieren a limitéieren, wou ee wierklech kann en direkt Resultat erwaarden, an dat ass méi Effort am Klengkandberäich an dat ass virun allem awer och eng aner Approche, fir Sproochen ze enseignéieren.

Ech hu virdru gesot: eng méi altersgerecht Approche, fir Sproochen ze enseignéieren. An och do si mer amgaangen, fir de Fondamental drun ze schaffen, opbauend op deem, wat am Klengkandberäich soll gemaach ginn, op deem, wat am Cycle 1 soll gemaach ginn, dann, iwwert d'Alphabetiséierung ewech, am Däitschen an am Franséischen ze kucken, wéi mer déi eenzel Sprooche besser kënnen afféieren, wéi dat haut ass, fir och doduerjer eng aner Approche ze ënnerstëtze par rapport zu de Sproochen a méi aus där Zäit, déi mer haut an de Sproochenunterrecht investéieren, kënnen erauszehuelen.

Eng aner Äntwert, déi d'Regierung gëtt op déi Erausfuerderung, déi mer geschildert hunn de Mëtteg, ass och d'Diversifikatioun vun der Offre scolaire. Dat ka fir all Schüler sinn. Dat muss net fir e Schüler sinn, deen elo mat sengen Eltere just gëschter aus dem Ausland heihinnerkomm ass, oder een, dee virun zéng Joer komm ass. Dat kann och ee sinn, deem seng Eltere scho ganz laang zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, iwwer Generatiounen hei gewunnt hunn.

Et gëtt esou vill ënnerschiddlech Kanner mat esou vill ënnerschiddleche Biografien, awer och esou vill ënnerschiddlechen Talenter, datt et an engem Land wéi Lëtzebuerg en enorme Verloscht bréngt, wa mer probéieren, déi Kanner esou ze modelléieren, datt se an een eenzege Schoulmodell erapassen. An dofir brauche mer ënnerschiddlech schoulesch Offere fir ënnerschiddlech Kanner.

An d'École internationale zu Déifferdeng ass en Ufank dovunner. An déi éischt Aschreiwungen an den Interessi virun allem hunn eis encouragéiert, fir dat auszebauen, e Gebai vun Esch ze annexéieren, awer och d'Offre scolaire nach eng Kéier ze iwwerdenken, och eng germanofon Sektioun opzemaachen.

Mir hunn e Projet de loi hei am Haus leien, fir deem, wat de Michel Lucius schonn zanter enger Rei vu Jore mécht am Kontext vun engem Pilotprojet, och eng gesetzlech Basis ze ginn, näämlech engleschsproocheg Klassen am Secondaire, awer gläichzäiteg och eng engleschsproocheg Filière am Fondamental kënnen unzebidden.

Mir hunn de Bac international oder den IB am LTC respektiv am Athénée. Mir sinn och amgaangen do ze kucken, virun allem och den engleschsproochegen IB weider auszebauen, well mer och am Zentrum däitlech méi Offer brauchen. A wa mer do, grad op déi dote Klasse kucke ginn, gesi mer, datt dat eigentlech eng Offer ass, déi ganz gären och vun...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Lauschtert Ärem Kolleeg no!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* ...déi ganz gären och vun anere lëtzebuergeschsproochege Kanner genotzt gëtt, soudatt dat eppes ass, wat sech net nëmmen un eng international Communautéit riicht.

An ech ginn der Madamm Hansen absolutt recht, mä ech hunn dat hei eigentlech op dëser Plaz an op anere Plaze scho ganz oft widderholl: Natierlech musse mer kucken, datt mer déi Offeren do och queesch iwwert d'Land kënne verdeelen, datt do och en Zougang fir jiddwereen ass. An och am Norden, denken ech, datt mer do Akteure fannen, déi bereet wären, mat op deen dote Wee ze goen.

Nach ee Wuert, Här President, wann Der erlaabt, ofschléissend zur Lëtzebuerger Sprooch. Generell musse mer awer - an egal wou mer stinn, ob Majoritéit oder Oppositioun, a mir wësse jo och, datt dat an deene leschte Joren a Jorzéngte gewiesselt huet a wahrscheinlech an deenen nächsten och erëm eng Kéier -, mä mer sollen eis hei awer vläicht eens sinn, datt d'ëffentlech Schoul zu Lëtzebuerg eng formidabel Aarbecht gemaach huet als Integratiounsmaschinn.

Well jiddwereen, deen aus der ëffentlecher Schoul erausgaangen ass, eis Sprooch, Lëtzebuergesch, geschwat huet, verstanen huet, am Alldag se konnt uwenden, an domadder och iergendzwousch e Stéck wäit Lëtzebuergesch geduecht huet, Lëtzebuergesch getickt huet, wéi mer dann op Lëtzebuergesch esou schéi soen. An ouni deen Effort hätte mer sécherlech bei deem extrem héijen Ausländerundeel, dee mer haut hunn, ganz aner Problemer vun Integratioun.

Ech wëll net soen, datt et guer keng Problemer géife ginn. Mä ech denken, datt do e grousse Meritt awer vun der ëffentlecher Schoul a vun all den Akteuren, virun allem och den Enseignanten, ze verzeechnen ass.

A wa mer elo d'ëffentlech Schoul eben net méi nëmmen als reng Schoul gesinn, mä de Bildungssystem kucken, wou Crèchen an Maisons relais an aner nonformal Bildungsaktivitéiten haut derbäigehéieren, wëlle mer deen Effort jo och nach eng Kéier méi breet opstellen.

Duerfir mengen ech, datt mer net alles falsch maachen an der ëffentlecher Schoul, datt mer eis Prioritéiten awer och sollen nach eng Kéier nokucken, fir ze kucken: Wou erreecht d'ëffentlech Schoul d'Leit net a geet déi dote Fonctioun verluer? An dat ass haut a villen internationale Privatschoulen. Dofir wëllt d'Regierung

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

d'Gesetz änneren an ëffentlech Subventiounen nach just zougänglech maache fir international Privatschoulen, wa se och Lëtzebuergesch obligatoresch fir all Schüler ubidden.

Mir sinn amgaangen an der École internationale zu Déifferdeng, an eiser ëffentlecher internationaler Schoul, e Curriculum auszeschaffen an och do schonn unzewennen, dee mer herno den internationale Schoule wëllen zur Verfügung stellen.

Mir wëllen och méi maachen, datt déi Schüler, déi wëlle méi Lëtzebuergesch maachen, och vläicht wëllen d'Orthografie, d'Grammatik vun eiser Sprooch léieren, dat kënne maachen. Ech soen awer gläichzäiteg, ech warne ganz haart do virdrun, fir ze soen: Dat muss en obligatoresche Bestanddeel vun eise Léierpläng ginn. Ech wëll net an d'Situatioun kommen, datt herno e Schüler am Franséischen, Däitschen, och nach am Engleschen an an der Mathé an an all deenen anere Fächer bestanen huet, mä e kann net virugoen, well en d'Lëtzebuergescht dann net gepackt hätt. Do musse mer realistesch sinn.

A vill vun den Iwwerleeungen, déi de Mëtteg hei gemaach gi sinn, datt mer schonn extrem vill Zäit an de Sproochenunterrecht investéieren an heiansdo ze wéineg bleift fir zum Beispill d'Sciencen, déi awer och fir d'Virukomme vum ganze Land wichteg sinn an och Beruffschancë kënnen opmaachen, datt mer dat net ze vill däerfen eesäiteg ugoen.

E lescht Wuert, Här President. Bei allem, wat mer mussen iwwerdenken - mir hunn aner Schüler, d'Usprech sinn anerer -, wëll ech awer nach eng Kéier soen, datt, wann ech nëmmen e puer Kilometer iwwert d'Grenz erausginn, gi mer nach ëmmer beneit fir eise Sproochesystem, fir eis Schoulen, déi et fäerdegbréngen, awer ëmmer nees eng nei a méisproocheg Generatioun aus der Schoul ze kréien.

Ech hunn nach ëmmer europäesch Ministerkolleegen, déi wëlle bei eis kucke kommen, fir ze kucken, wat mir do maachen. A vill aner Länner, déi amgaange sinn, sech déi Froen ze stellen, déi zum Deel och de Mëtteg hei gestallt goufen - wéi kënne mer an enger globaliséierter an domadder och automatesch multilingualer Welt eng Schoul op déi Situatioun do virbereeden? -, kommen nach ëmmer op Lëtzebuerg kucken, fir erauszefannen, wéi mir et hei maachen. Also kënne mer et net esou schlecht maachen!

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Minister. Merci och der Chamber fir d'Flexibilitéit. Mir géifen dann, nodeem mer d'Debatt ofgeschloss hunn iwwert d'Interpellatioun, zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, de Projet de loi 7011, eng Änderung vum Gesetz iwwert de Clierfer Lycée, fir d'Ugebuet auszebauen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Edy Mertens.

7. 7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den zukünftege Lycée Edward Steichen wäert seng Diere fir d'Rentrée 2018 zu Clierf opmaachen. Ech brauch Iech sécherlech hei net ze rappeléieren, wat dat fir Diskussiounen ervirgeruff hat. Dat war guer net esou einfach an ech sinn desto méi frou, wa mer moies schaffe fueren, Emile, datt déi Bauplaz wierklech a Betrib ass. Do gëtt gewibbelt, do gëtt geschafft. An ech krut elo nach matgedeelt, datt d'Direktioun méi no geréckelt ass bei eis, fir dat Ganzt nach besser ze encadréieren. Mir sinn zouversiichtlech, datt dat klappt.

Mä spéitstens elo misst et jo awer jiddwerengem bewosst sinn, wat dëse Lycée eigentlech fir de Kanton Clierf bedeit fir seng Awunner a fir déi ganz Regioun. Sécher, de Lycée schaaft zousätzlech Aarbechtsplazen am Norden. De Kanton gëtt awer och vill méi attraktiv. D'Schouloffer gëtt dezentraliséiert. A virun allem ginn déi alldeeglech Weeër, déi d'Schüler mussen zréckleeën, méi kuerz, soumat hu se vill méi Fräizäit a sëtzen net déi ganzen Zäit oder jiddefalls heiansdo eng Stonn am Bus.

Här President, mat dësem klenge Projet de loi wäert de Clierfer Lycée zousätzlech déi Attraktivitéit ausbauen. Wann d'Gesetz vun 2013 d'Offre scolaire näämlech just op déi ënnescht Cyclë limitéiert hat, esou gesäit dëse Projet de loi vir, déi Offer och op déi iewescht Cyclen ze erweideren, souwuel am Secondaire technique wéi am Secondaire classique. D'Schüler ginn doduerch net méi gezwongen, no dräi Joer hire Lycée de proximité ze verloossen, wat natierlech eng Rei Nodeeler mat sech bruecht hätt. Jo, d'Weeër wieren erëm wesentlech méi grouss ginn. Et hätt een erëm méi Zäit verluer, jee, et hätt een einfach d'Haaptziler vum Clierfer Lycée verfeelt.

Och wäert d'Unzuel vun den Inskriptioune mat dëser Erweiderung eropgoen. D'Méiglechkeet, seng ganz Lycées-Carrière an engem Gebai ze maachen, ass näämlech an den Ae vu ville Schüler an och vun den Elteren ee vun den Haaptkritären, fir sech fir oder géint e Lycée ze entscheeden.

E weidere Virdeel ass sécherlech, datt de Lycée Edward Steichen an Zukunft ka Formatiounen ubidden, déi, éischtens, breet opgestallt sinn an, zweetens, de Besoine vun eiser Regioun ugepasst sinn. Ech wëll hei nëmme just eis Baubranche erwänen, an där bis elo an eiser Géigend 800 Leit schaffen.

De Lycée Edward Steichen ka mam Vott vun dësem Gesetzestext deem Rechnung droen a seng Offer an d'Formatiounen deementspriechend ausriichten.

Och am Secondaire classique wäerte sech duerch déi zukünfteg Flexibilitéit vun de Sektiounen zousätzlech Méiglechkeeten opdoen, fir och douawwe geziilt d'Talenter vun de Schüler ze förderen an der Offer an Demande vum Aarbechtsmaart unzepassen.

Här President, ech kommen elo zum zweete Volet vun dësem Projet de loi. Et gëtt och eng Struktur fir Kanner mat Verhalensopfällegkeeten am Norde geschaaft, déi dann un de Lycée Edward Steichen attachéiert soll ginn. Dës Struktur soll sech ëm Kanner tëschent 11 a 15 Joer këmmeren, déi grav Verhalensopfällegkeeten opweisen an déi doduerch riskéieren, herno am Ausland musse betreit ze ginn. Duerch spezifesch qualifizéiert Personal, e méi geregelten Dagesoflaf an duerch eng Betreiung a klenge Gruppe soll de Kanner gehollef ginn, hir Stressfaktoren ofzebauen, fir duerno erëm lues a lues an de reguläre Schoulbetrib integréiert ze ginn.

De Projet Sproochenhaus VTT - Verhalen testen an trainéieren - erwaart och, genausou wéi de Lycée, seng éischt Schüler...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Et ass erëm vill Geknouters am Sall an et ass bal net nozelauschteren. Wann ech gelift nach e puer Minutten, dann hu mer et gepackt.

M. Edy Mertens *(DP), rapporteur.*- Jo, et ass gläich eriwwer.

(Hilarité)

...erwaart och, genausou wéi de Lycée Clierf, seng éischt Schüler am September 2018 zu Wëlwerwolz. Fir weider Detailer zum Projet de loi verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport.

Här President, de Statsrot, genausou wéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, hunn hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn, soudatt mir nach just iwwreg bleift, Iech fir Äert Nolauschtere Merci ze soen.

Ech wëll awer hei e spezielle Merci ausdrécken un d'Commission de l'Éducation nationale, déi mir erlaabt huet, dëse Projet de loi virzestellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet direkt d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, an och villmools Merci dem Här Mertens fir de Rapport. Als CSV, mä natierlech och am Numm vum Buergermeeschter, dem Emile Eicher, begréisse mer ausdrécklech, datt d'Offer fir de Clierfer Lycée mat dësem Gesetz ausgebaut gëtt, sou wéi den Här Mertens dat u sech erkläert huet. Ech ginn net méi op den Detail an.

Ee groussen Deel vun de Kanner am Norde vun eisem Land - an och dat huet den Här Mertens gesot - verbrénge vill ze vill Zäit am Dag an an der Woch am Bus, am Zuch oder a béidem, wat u sech definitiv verlueren Zäit ass. Mat dësem Zousazugebuet verbessere mer esou nach méi Kanner hir Liewensqualitéit a virun allem hir schoulesch Chancen.

Dëse Lycée wäert e Schwéierpunkt op den neien Technologië leien hunn, wat gutt an zukunftsorientéiert ass, an dat net eréischt ab dem Här Rifkin senger Etüd. Mir wësse schonns méi laang, datt mer an dësem Beräich méi Aarbechtskräfte brauchen, och an der Clierfer Géigend, wéi der am Moment do sinn.

Aus dem Bléckpunkt vun der Regioun, och do war den Här Mertens drop agaangen, wou et eng Partie Betriber ginn aus der Baubranche, ass et an den Ae vun der CSV weiderhin ze begréissen, datt och dës Formatioune sollen op Clierf kommen, virun allem well mer jo wëssen, datt just dës Formatiounen am Prinzip zu Mamer ugebuede ginn an datt den ëffentlechen Transport vun douewe bis erof net onbedéngt esou gutt ass, datt en eis Kanner do kéinten all Dag hifueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, nach kuerz zwou Froen ze stellen, op déi ech an der Kommissioun keng zefriddestellend Äntwerte kritt hunn:

Dat Éischt ass: Firwat bidde mer elo zu Clierf d'Ausbildung zum Fotograf un? Ech denken, den Numm vum Lycée kann net déi eenzeg Ursaach sinn. Dës Ausbildung ass am LTC aus Mangel un Ausbildungsbetriber a Kandidaten zougemaach ginn an an den Transfrontalier gesat ginn.

An eng zweet Fro: Am Clierfer Lycée soll och elo d'Formatioun zum Kach um Niveau DAP a CCP ugebuede ginn. Dës Ausbildung gëtt et och zu Dikrech. Do sinn am Moment am éischte Joer néng Schüler an der DAP-Ausbildung, zu Bouneweg sinn et der 40. Si ass also néierens iwwerlaf.

Den Här Minister hat mer op eng Question parlementaire zur Hotelschoul gesot, hie wär amgaangen, ee Gesamtkonzept fir d'Ausbildungen am Horeca-Beräich auszeschaffen. Elo, wou d'Décisioun geholl ass, datt zu Clierf och dës Ausbildung kënnt, ginn ech emol dovunner aus, datt dat Konzept ausgeschafft ass. A vläicht kann den Här Minister eis dat kuerz beschreiwen.

Och ganz wichteg fir eis Regioun ass dat sougenannt Sproochenhaus zu Wëlwerwolz, eng Structure d'accueil fir Kanner mat Verhalensschwieregkeeten, déi wierklech riskéieren, soss an d'Ausland missen ze goen. Och am ländleche Raum brauche mer esou eng spezifesch a spezialiséiert Strukturen. Ech sinn deemno ganz frou, fir kënnen den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Ausbau vum Clierfer Lycée ze ginn, an ech wënschen dem Clierfer Lycée an dem Sproochenhaus am Numm vun der CSV ganz vill Chance.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Was lange währt, wird endlich gut." Wann dëst Spréchwuert op eppes zoutrëfft, da sécherlech op de Clierfer Lycée. Tëschent 1991 an 2016 ass d'Bevëlkerung am Clierfer Kanton ëm 62% gewuess. Dëse Prozentsaz läit iwwert dem Landesduerchschnëtt. D'Schafung vun enger weiderer Sekundarschoul am Norde vum Land ass dofir net vu Muttwëll. D'Baggere rullen zanter Mee 2015 an d'Aarbechte ginn zügeg weider.

Wéi d'Vereenegung „De Cliärrwer Kanton" viru 15 Joer fir e Lycée agetrueden ass, du sinn hir verantwortlech Leit kaum eescht geholl ginn. Haut awer wësse mer, datt et richteg war, sech fréi genuch fir dëse Sujet anzesetzen, jo, e konsequent ze thematiséieren, well soss, mengen ech, géifen d'Bauaarbechten haut net op Héichtoure lafen.

Mir sinn zefridden, datt d'Regierung elo och konsequent dru schafft, fir déi nei Schoul direkt op en Ausbau virzebereeden. Eng éischt graff Planung ass scho skizzéiert ginn. Dës prospektiv Approche ass noutwendeg, fir méi séier reaktiounsfäeg ze sinn, wann d'Bedürfnisser an der Regioun dat verlaangen. Wann de Clierfer Lycée Klassen am ieweschten Zyklus vum Postprimaire wëllt ubidden, muss kënne séier gehandelt ginn.

Et ass och wichteg, datt am Lycée Edward Steichen zu Clierf Formatiounen ugebuede ginn, déi eng Äntwert op d'Bedürfnisser an der Géigend ginn. Wann een eleng d'Bauhandwierk kuckt, da weess een, datt mer an der Nordspëtzt wierklech e grousst Potenzial fir déi Beruffer hunn. Den Edy Mertens als Rapporteur huet dat virdrunner och uklénge gelooss.

Firwat musse Jongen a Meedercher, déi spéider bei en Entrepreneur schaffe ginn, wäit Weeër zréckleeën, fir op Mamer an de Lycée ze fueren? Déi mannst si bereet, dës Rees all Dag op sech ze huelen. Bidde mer awer e geziilte Set un handwierkleche Formatiounen un, da kënne mer och méi Jonker an dës Beruffer erakréien an hinnen no bei hirem Heemechtsduerf eng Beruffsperspektiv ubidden. Zurzäit schaffen iwwregens ëm déi 700 bis 800 Leit an de Baubetriber, déi an der Nordspëtzt installéiert sinn.

Mat dësem Projet de loi stelle mer de Clierfer Lycée vun der Formatiounsoffer hier esou breet ewéi méiglech op. Dat soll net gemaach ginn, well mer anere Schoulen zu Wolz oder an der Nordstad Brout wëllen ewechhuelen, mä well eng flexibel Offer soll geschafe ginn, déi séier op d'Besoinen an der Regioun reagéiere kann. Et geet jo net drëms, fir sech ze konkurrenzéieren, mä fir sech ze ergänzen, fir also Hand an Hand ze schaffen a fir sech ofzestëmmen.

Hätt den Dikrecher Kolléisch an Zukunft ze vill Schüler op der C-Sektioun, déi och nach zum gudden Deel aus dem Clierfer Kanton kommen, dann ass et nëmme selbstverständlech, wann dës Jugendlecher hire Lycée an der Nordspëtzt fäerdeg kéinte maachen. Firwat net zum Beispill op enger Bio-Informatik-Sektioun? Beim Clierfer Lycée goung et jo vun Ufank un drëm, fir wäit Faarte vun de Schüler ze vermeiden an esou Zäit fir méi sënnvoll Aktivitéiten ze gewannen.

Allgemeng kann ee soen, datt, wa mer vun enger Diversifizéierung vun der Schouloffer a vu méi Autonomie schwätzen, also vun ënnerschiddleche Schoule fir ënnerschiddlech Schüler, da musse mer och all Schoul de gesetzleche Kader ginn, deen et hir erlaabt, dës Erausfuerderung unzehuelen an hir gerecht ze ginn. Mir liewen eben an enger komplett verännerter Gesellschaft, déi vun eis eng héich Upassungsfäegkeet verlaangt. Am Interessi vun eiser Jugend musse mer et fäerdegbréngen, eis Schoulen an hir Offer un Ausbildungsweeër esou auszeriichten.

Här President, mat dësem Projet géisse mer definitiv déi schoulesch Offer vum Clierfer Lycée a Bëton. Ech denken ëmmer nach u mäi fréieren a leider verstuerwenen Direkter vum Lycée du Nord, de Fernand Schmitz, dee sech Énn den 80er Jore bal huet missen d'Bee stompech lafen, fir zu Wolz d'Premièresklassen autoriséiert ze kréien. Eréischt 23 Joer no senger Grënnung huet de Lycée du Nord eng éischt Première B/C kritt. An deene Jore virdrun hunn déi Éisleker jonk Leit de Lycée du Nord ëmmer nees fréizäiteg misse verloossen, well esou Klassen eben net autoriséiert konnte ginn. D'Gesetz vun deemools huet et net erlaabt.

Esou eng Situatioun dréit net derzou bäi, datt eng Schoul sech gutt entwéckele kann an attraktiv gëtt. Dat soll, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz dem Clierfer Lycée erspuert bleiwen.

Sommaire des séances publiques nos 8 et 9

8e séance

Ouverture de la séance publique p. 90

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat p. 90-101

Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail p. 101-102

6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune p. 102-107

6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail p. 107

9e séance

Ouverture de la séance publique p. 108

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 108

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 108-111

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat p. 111

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite) p. 111-117

Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg p. 117-127

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux p. 127-128

Här President, ech schléissen: E Lycée ass wierklech méi wéi just eng Schoul. Et ass och a grad e Kulturträger. Et ass awer och e Partner fir déi regional Wirtschaft a Gesellschaft. Wann den neie Lycée am September 2018 seng Dieren opmécht, da wäerten hei an enger éischter Phas honnert Mënschen eng Aarbecht fannen, honnert Aarbechtsplazen, déi derzou bäidroen, der Nordspëtzt eng nei Dynamik ze ginn. An enger Zäit, wou verschidde Servicer Clierf wëlle verloossen, sinn dat honnert Aarbechtsplazen, déi der Cité de Clervaux eng nei Perspektiv ginn an dëser Uertschaft hëllefen, weider lieweg an attraktiv ze bleiwen.

Merci dem Kolleeg Edy Mertens fir säi Rapport. Ech ginn dann och hei den Accord vu menger Fraktioun, der demokratescher Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, der Direktioun vum Lycée, déi jo haut hei uewen um Ducksall vun der Chamber matzen ënner eis ass, all Guddes fir d'Zukunft ze wënschen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Haagen.

(Exclamations)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President.

(Hilarité générale)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Merci. De Rapporteur, den Här Edy Mertens, deem ech villmools Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, war wéi seng Virriedner ganz komplett bei deenen techneschen Ausféierungen. Mir als LSAP begréissen natierlech déi supplémentaire Offer bei deem Lycée fir den Enseignement a mir begréisse besonnesch als LSAP, datt déi Structure d'accueil fir Kanner mat Verhalensopfällegkeete geschafe ginn ass.

Dat gesot, ass dat doten e flotte Projet fir den Norden, deen dann 2018 an d'Realitéit als Lycée Edward Steichen ëmgesat gëtt. An domadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet de Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. déi gréng hate schonn 2006 an enger spontaner Aktioun e Grondstee fir de Clierfer Lycée geluecht.

An ech mengen, et ass am ganze Land, natierlech och am Norden, e Besoin un esou Strukturen. Et huet mech och e bëssen - mer hunn och nach aner Strukturen, déi da vun Asble géréiert ginn - un d'Saccly-Haus erënnert, wat vum Mierscher Kannerduerf géréiert gëtt. Ënner anerem hate mer do eng Kéier d'Diskussioun, well et ass op zwee Joer begrenzt, wou déi Jonk do sollen encadréiert ginn: Ass dat gutt oder ass dat net gutt? Et huet de klengen Nodeel, datt een heiansdo net weess, wou een no deenen zwee Joer soll higoen. Et huet natierlech och den Avantage, datt vu vireran d'Rumm kloer gesat ass. Et ass keng Dauerinstallatioun. Ech hoffen, datt een déi zwee Joer als Richtlinn bäibehält, mä vläicht net mat enger absolutter Onflexibilitéit. Dat wier schued.

An deem Sënn soen ech Iech Merci an ech brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den exzellente Bericht vum Här Mertens huet bewisen, datt d'sproochlech Situatioun zu Lëtzebuerg nach méi komplizéiert ass, wéi mer mengen.

(Hilarité)

Als Stater ass et net ëmmer evident, déi schéin „Sproosch vun douawwen" ze verstoen.

(Hilarité)

Une voix.- Oh là là!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A wéi schreift een dat? Mä mir hunn alles verstanen a mir wäerten natierlech och eist Averständnis zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An duerfir si mer haut natierlech immens frou, wa mer de Rapporteur héieren, datt et rabbelt a wibbelt um Chantier, oder den Här Bauler, dee seet, d'Baggere géife rullen. Mir sinn natierlech frou, datt mer déi zousätzlech Infrastruktur am Éislek kréien.

Mir sinn och frou, an dat ass jo eigentlech den Objet vun deem awer klenge Gesetz vun haut, datt dee Lycée soll alles däerfen ubidden - soll alles däerfen ubidden! - also och an den ieweschte Klassen. Mir mengen, datt dat all Lycée eigentlech soll hunn. Dat ass e flott Konzept. A schlussendlech regelt jo awer d'Angebot och d'Nofro, an ëmgedréint d'Nofro och d'Angebot.

De Rapporteur huet gesot, datt d'Aschreiwunge wahrscheinlech eropginn, dat heescht, de Lycée gëtt méi attraktiv. Do ass natierlech ëmmer d'Fro: Op d'Käschte vu wiem gëtt de Lycée méi attraktiv? Ech hoffen, datt et op d'Käschte vum Dikrecher Lycée ass, well deen effektiv e risegrousse Lycée ass. An ech hoffen, datt dat net op d'Käschte vum Wolzer Lycée geet, well dat wier, mengen ech, éischter kontraproduktiv. Ech sinn awer zouversiichtlech, datt dat sech scho flott wäert aspillen.

Ech sinn net gefrot ginn, ech soen et awer gären, well mer och an der Kommissioun driwwer geschwat hunn: Firwat de Fotograf ubidden? Ech mengen, datt och haut nach ëmmer ganz vill Fotografe gebraucht ginn, datt dat eng flott Spart ass. An et bitt sech och u wéinst dem Här Steichen, fir dat dann zu Clierf ze maachen.

De Beruff vum Fotograf huet ganz vill gewiesselt; mir hunn hei schonn driwwer geschwat. Effektiv brauche mer haut kee Fotograf méi, dee Passfotoe mécht. Mä wann Der all Eventer kuckt, da probéiert emol, fir en Event e Fotograf ze kréien, Madamm Hansen, dat ass guer net esou einfach! Do gëtt et Leit, déi dat maachen an déi ganz laang Waardelëschten hunn. Duerfir mengen ech schonn, datt dat eng flott Erausfuerderung ass; et passt och an de Kader vun „Digital Lëtzebuerg", dat soll do gefërdert ginn.

An e lescht Wuert: Selbstverständlech ass dat, wat mam Sproochenhaus geschitt, eng super Saach. D'Sproochenhaus war ganz laang Member an der Union luxembourgeoise des bibliothèques publiques, obschonn et eng Zäit laang nëmme méi - wéi nennt een dat? - e Membre dormant war. Ech si frou, datt eben hei déi nei Destinatioun dohinnerkënnt. Dat passt jo och - et wier jo och net anescht méiglech - an dat Vermiechtnes vun där Ierfschaft.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass alles gesot ginn, wat dëse Projet de loi soll ëmfaassen a wat d'Zilsetzung ass. Et sinn awer nach zwou Froe gestallt ginn:

Dat Eent zum Fotograf, firwat mer do zum Fotografeberuff ausbilden. Et ass en IT-Lycée; dat ass d'Grondkonzept vum Lycée Edward Steichen zu Clierf. An haut wësse mer, datt Medien, op där enger Säit, an Informatik, op där anerer Säit, awer ganz enk verbonne sinn, ganz enk verflecht sinn, soudatt dat also schonn eng Ausbildung ass, déi dohinner passt.

An ech denken awer och, wann ech de Mediesecteur eleng zu Lëtzebuerg kucken, awer och de Konschtberäich zu Lëtzebuerg kucken an och d'Entwécklung, déi de Fotografeberuff geholl huet, datt et scho muss méiglech sinn, datt mer hei och Beschäftegung fanne fir Leit, déi mer selwer ausbilden. Mir selwer sinn der jo awer vun deenen, déi der ganz oft - a mir hoffe méiglechst oft am Dag - begéinen doruechter. An iergendwou mussen déi jo awer och ausgebilt ginn.

Wat déi Formatioun an der Kichen ubelaangt, den DAP fir Cuisinier, ass et effektiv esou, datt mer e landeswäit Konzept amgaange sinn opzestellen, well mer insgesamt, denken ech, do méi e grousse Besoin hunn. Mir wëssen, dat ass nach e Secteur, wou Leit agestallt ginn, och Leit agestallt ginn, déi net onbedéngt eng ganz héich Qualifikatioun hunn, an datt mer do momentan vun eisen eegene Jonken der net genuch hunn, déi an dee Secteur do ginn.

Dat ass a mengen Aen, gradesou wéi d'Baubranche, déi mer jo och hei mat ofdecken, awer eppes, wat am Norden, an den eenzelnen Ënnerregiounen och vum Norden, nach ëmmer präsent ass - d'Gastronomie, den Tourismus -, soudatt et och eppes ass, wat do derbäi passt. Sécherlech kéinten och ganz vill Jonker, déi do an der Géigend oder och am héijen Norde wunnen, Interessi un esou enger Formatioun hunn.

Mir hunn elo den DAP am Concomitant zu Dikrech an der Hotelschoul ugebueden ab dësem Joer. Allerdéngs ass dat e Provisorium, bis dat zu Clierf fäerdeg ass. An ech denken, datt dat sécherlech och net elo de Schwéierpunkt wäert sinn an der Zukunft fir d'Hotelschoul zu Dikrech, datt mer do aner Formatiounen nach sollen entwéckelen, effektiv nei Saachen nach zousätzlech sollen entwéckelen, mä net onbedéngt an deem doten Domän.

Dëse Schratt maache mer jo och, an dat ass ënnerstrach ginn an ech si frou, datt mer do e Konsens hunn hei am Haus, fir der Schoul d'Méiglechkeet ze ginn, nach eng Kéier méi attraktiv ze ginn, net nëmmen den Ënnergrad unzebidden, mä deene Schüler aus de Regiounen och d'Méiglechkeet ze ginn, eng Rei vu Formatioune bis den Ofschloss, bis de Bac, och kënnen am Lycée Edward Steichen zu Clierf ze maachen.

Dat ass e wichtegt Argument scho fir vill Schüler, op Septième iwwerhaapt do unzefänken. Dat mierke mer ëmmer erëm bei anere Lycéeën, déi dat net hunn. Mir hu viru Kuerzem och hei e Lycée, dee just mam Ënnergrad op Orbit gesat ginn ass, näämlech den Uelzechtlycée, fusionéiert mat engem anere Lycée, fir och déi dote Perspektiv ze kréien.

Duerfir hu mer hei och elo nach eng Kéier ëmgesteiert. An ech denken, datt mer do finalement eng breet Komplementaritéit vun der Offer an der ganzer Nordregioun kréien, vun der Nordstad bis op Wolz, de Lycée du Nord, wéi awer och da mat deem neie Lycée zu Clierf, wou et net drëms geet, sech Konkurrenz ze maachen, d'Schüler géigesäiteg ewechzehuelen, mä d'Offer insgesamt méi komplett ze maachen an der Regioun an domadder och déi Bildungslandschaft nach eng Kéier auszeweiden an der Regioun.

An dat ass sécherlech och nach eng Kéier de Beweis, datt dës Regierung an de ländleche Raum investéiert an d'Ënnerstëtzung gëtt fir d'Entwécklung am ländleche Raum. Well mer wëssen, datt esou e Lycée wéi deen heiten, deen herno Schüler wäert hunn, Enseignantë wäert hunn, och wäert Awunner unzéien; e wäert Betriber unzéien an e wäert e wichtege Motor och ginn an där ganzer Regioun. Et ass eng Schoul, déi d'Regioun gefrot huet. D'Gemeng an déi ganz Regioun ware vun Ufank un enk mat involvéiert. An ech denken och, datt déi Zesummenaarbecht do ee vun den Erfollegsrezepter wäert gi fir de Lycée Edward Steichen zu Clierf. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir kënnen domat zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7011 iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7011 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 7011 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7011 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Zeimet), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, op den zweete Vott ze verzichten?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous an dësem Sall ass erëm uganks Dezember. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.32 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°04** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2476	Claude Haagen	Préretraite des salariés postés et des salariés de nuit
2501	Roger Negri	Prolongement du tracé du tram
2516	Max Hahn	Vidéosurveillance
2517	Martine Hansen Diane Adehm	Mobilier des édifices religieux
2518	Diane Adehm Gilles Roth	Suppression du secret bancaire pour les résidents luxembourgeois
2526	Franz Fayot Marc Angel	Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales
2530	Gilles Baum	Piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach
2536	Diane Adehm Gilles Roth	Prochaine tranche indiciaire
2537	Diane Adehm Gilles Roth	Transmission par les banques des données personnelles de leurs clients à des entreprises
2540	Fernand Kartheiser	Chiens de mendiants
2541	Fernand Kartheiser	Chiens dangereux
2543	Sylvie Andrich-Duval Françoise Hetto-Gaasch Martine Hansen	Procédure de remboursement de diverses prestations dans le domaine de la santé
2544	Martine Hansen	Élargissement de l'offre scolaire
2545	André Bauler	Évolution des métiers du secteur agricole
2546	Martine Hansen Aly Kaes Marco Schank Félix Eischen	Participation des communes au Fonds pour l'emploi
2549	Marc Lies	Réalisation de logements locatifs sociaux
2551	Jean-Marie Halsdorf	Radars et avertissements taxés
2552	André Bauler	Problèmes de circulation entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre
2555	Diane Adehm Gilles Roth	Transfert de données de clients de la BCEE par l'administration fiscale allemande au fisc belge
2556	Martine Hansen	Médicaments «anti-Alzheimer»
2557	Max Hahn Alexander Krieps	Amiante
2558	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck
2559	Gilles Roth	N6 entre Mamer et Bertrange
2560	Diane Adehm Gilles Roth	Possibilité des communes de financer les édifices religieux
2561	Laurent Mosar Gilles Roth	Islam radicalisé
2563	Roy Reding	Espèces en danger trouvées au site «Schëttermarjal»
2564	David Wagner	Publication des informations pays par pays
2566	Laurent Mosar	Publication des informations pays par pays
2567	Léon Gloden	Fermeture de certaines agences de la BCEE
2568	Jean-Marie Halsdorf	Systèmes de distribution de médicaments
2569	David Wagner	Pratique des autorisations de séjour «pour raisons privées»
2570	David Wagner	Travaux à l'aire de Berchem
2573	Marc Baum	Accord sur le commerce des services (TiSA)
2575	André Bauler	Élaboration d'un dictionnaire pour le secteur de la santé
2576	Max Hahn	Listes d'attente pour obtenir un logement social
2578	Gérard Anzia Henri Kox	Abattage de vaches gestantes
2581	Laurent Mosar Marc Spautz	«Citoyenneté européenne associée»
2582	Claude Lamberty Max Hahn	Nouveau hall sportif de l'INS
2585	Franz Fayot	Mésaffectation de logements
2588	Frank Arndt	Assurances des exploitants d'installations nucléaires en Belgique
2590	Aly Kaes	Mesures de précaution relatives à la grippe aviaire
2591	Françoise Hetto-Gaasch	Découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie
2592	Edy Mertens André Bauler	Fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux
2598	Gusty Graas	Indemnisation des médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale
2599	Nancy Arendt	Réaménagement et modernisation du site de l'INS
2601	Fernand Kartheiser	Foyers pour personnes en détresse
2603	Fernand Kartheiser	Aide sociale
2604	Claudia Dall'Agnol	Engagement de membres de l'armée en tant que brigadiers de la Police grand-ducale
2609	Fernand Kartheiser	Traitement de substitution TADIAM
2610	Fernand Kartheiser	Lettre de consentement pour les enfants voyageant à l'étranger
2612	Claude Lamberty	Saint Nicolas et chants de Noël à l'école
2615	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du Rehazenter
2625	Sylvie Andrich-Duval	Appels d'offres pour le plan national maladies rares et le plan national antibiotiques
2626	Fernand Kartheiser	Statistiques de l'immigration
2629	Marc Lies Diane Adehm	Pollution du cours d'eau «Drosbach»
2630	Diane Adehm Gilles Roth	Port franc du Luxembourg
2633	Léon Gloden	Administration des services techniques de l'agriculture
2634	Marcel Oberweis	Conséquences du tourisme à la pompe pour la santé
2637	Gilles Baum	Maladie fongique des vignes (esca)

Question 2476 (17.10.2016) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **préretraite des salariés postés et des salariés de nuit:**

La préretraite des salariés postés et des salariés de nuit permet aux salariés justifiant de 20 années, soit de travail posté dans le cadre d'un mode d'organisation du travail fonctionnant par équipes successives, soit de travail en poste fixe de nuit de se retirer plus tôt de la vie active.

Peuvent prétendre à la préretraite des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit, les salariés des secteurs privé et public, âgés de 57 ans accomplis, justifiant de 20 années de travail posté dans le cadre d'une organisation de travail fonctionnant par équipes successives ou bien de 20 années de travail presté en poste fixe de nuit.

Pour bénéficier de la préretraite des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit, le salarié doit:

- être âgé de 57 ans accomplis;

- pouvoir justifier la prestation de 20 ans de travail posté (dans le cadre d'un mode d'organisation du travail fonctionnant par équipes successives) ou bien de 20 ans de travail presté en poste fixe de nuit;

- répondre aux critères d'ouverture du droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée au plus tard trois ans après son admission à la préretraite.

Si ces conditions sont remplies, l'admission à la préretraite ne peut être refusée; contrairement aux autres types de préretraite, la préretraite des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit est un droit acquis.

Or, parmi les personnes atteignant actuellement l'âge de la préretraite se trouvent des infirmières et infirmiers qui, pendant leur apprentissage en école d'infirmière, ont dû effectuer du travail de nuit pendant trois ans, et qui remplissent par ailleurs les conditions pour bénéficier actuellement de la préretraite des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit d'apprentissage.

Tout en sachant que les conditions d'accès à la préretraite pour salariés postés et salariés de nuit feront l'objet d'une réforme sous peu, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Les personnes dont question étaient-elles obligées de verser des cotisations à la Caisse de pension pour le temps de travail presté au cours de ces années d'apprentissage et de formation?

2. Les nuits de travail presté en cours d'apprentissage et de formation sont-elles prises en considération lors de la considération des conditions à remplir pour l'accès à la préretraite des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit?

3. Existe-t-il un seuil minimum d'heures de travail de nuit par mois ou par an pour pouvoir justifier la prestation de 20 ans de travail posté? Dans l'affirmative, quel est ce seuil et dans quel cadre ce seuil est-il déterminé?

Réponse commune (14.12.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. L'enseignement dispensé aux élèves infirmiers consiste en un enseignement professionnel théorique et pratique entre autres dans les unités de soins des hôpitaux.

Actuellement lorsque l'élève stagiaire fait la formation pratique, dans une unité de soins d'un hôpital dans le cadre de la formation professionnelle initiale, sous un contrat de stage de formation, il demeure élève de l'établissement scolaire et n'est pas soumis à une assurance obligatoire à la sécurité sociale et par voie de conséquence sa situation ne conduit pas au paiement de cotisations pour l'assurance pension.

Cependant, il n'est pas sûr que, dans le passé, ce principe ait été appliqué de façon constante. En effet, il ressort de certains dossiers que les concernés étaient affiliées en qualité «d'élèves-infirmières» auprès de la CPEP et qu'ils ont été soumis à l'assurance obligatoire.

ad 2. Il faut différencier la situation avant 1995 et après 1995, moment où la responsabilité de la formation a été transférée du Ministère de la Santé au Ministère de l'Éducation nationale.

Avant 1995, les élèves infirmiers (formation de base) ainsi que les élèves ATM de radiologie et de laboratoire ont été indemnisés (4.500, 7.200 et 9.000 LUF) et payaient, selon les informations disponibles, des cotisations sociales.

Les élèves infirmiers prestaient 15 nuits par année de formation.

http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1987/0086/a086.pdf#page=9

L'enseignement infirmier pratique se fait dans des terrains de stage divers et est réglé comme suit:

15 nuits de veille au maximum. Dix nuits de veille doivent obligatoirement se faire en milieu hospitalier général. Les unités prestées pendant les nuits de veille sont comprises dans les unités susmentionnées.

Après 1995, les élèves infirmiers n'ont plus été indemnisés, mais prestent encore au moins deux nuits pendant leurs trois respectivement quatre années de formation.

La formation des élèves infirmiers spécialisés (infirmier en pédiatrie, en psychiatrie, anesthésie et réanimation, les ATM en chirurgie et sage-femme) est une formation de une ou deux années après l'obtention du diplôme d'infirmier. Ils ont toujours été indemnisés (entre 809,37 et 1.016,36 euros non indexés depuis 1995) et ont payé les cotisations sociales. Ils ont également presté des nuits.

Depuis deux à trois ans, la formation de la sage-femme, se fait par voie directe après le BAC, et les élèves ne sont plus indemnisés.

En matière de sécurité sociale et en fonction de la situation individuelle de l'affiliation, le travail de nuit réalisé au cours de l'apprentissage:

- peut être pris en compte pour l'ouverture du droit à la préretraite, lorsque l'unité hospitalière a déclaré «l'élève-infirmier» à la sécurité sociale et payé en conséquent les cotisations pour l'assurance pension,

- ne peut pas être pris en compte lorsque «l'élève-infirmier» n'a pas été déclaré en cette qualité à la sécurité sociale et a continué à bénéficier du statut général «d'élève».

ad 3. Le bénéfice de l'admission à la préretraite pour travail posté est réservé aux salariés justifiant de 20 années au moins de travail posté en cycle continu, quel que soit par ailleurs le système de rotation applicable aux équipes qui se succèdent.

En application du règlement grand-ducal du 30 avril 1987 définissant le poste de nuit pour l'application des dispositions de l'article L.583-1 du Code du travail, peut invoquer le bénéfice de la préretraite pour travail de nuit «le salarié justifiant de 20 années de travail sur un poste à temps plein comportant, par journée de travail, la prestation régulière de sept heures de travail consécutives au moins dont trois heures au moins se trouvent placées à l'intérieur de la fourchette de temps comprise entre 22.00 heures du soir et 6.00 heures du matin».

Question 2501 (26.10.2016) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **prolongement du tracé du tram:**

Récemment, plusieurs médias ont relaté des explications de Monsieur le Ministre concernant un éventuel prolongement du tracé du tram jusqu'aux communes de Leudelange et de Bertrange à l'horizon 2022-2025. En effet un tel prolongement était déjà prévu par le projet de Plan directeur sectoriel «Transports» mis en procédure en juin 2014 et retiré suite à des problèmes d'ordre juridique.

Or, ce plan directeur sectoriel prévoyait également l'option d'un prolongement du tracé du tram à partir de la Place de l'Étoile en direction de Strassen jusqu'au Tossebierg à Mamer où il pourrait desservir l'École européenne et le Lycée Josy Barthel.

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de maintenir cette option dans le futur Plan directeur sectoriel «Transports», sachant que le fait de réserver un tel couloir n'oblige pas le Gouvernement à réaliser ce projet sous une forme ou dans un délai précis? Sinon, quelles sont les raisons pour lesquelles une telle option serait exclue dès à présent?

Réponse (08.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant un éventuel prolongement du tracé du tram à partir de la Place de l'Étoile en direction de Strassen jusqu'au Tossebierg où il pourrait desservir l'École européenne et le Lycée Josy Barthel.

En effet, le projet de Plan directeur sectoriel «Transports» mis en procédure en 2014 a été retiré suite à des problèmes d'ordre juridique. Il prévoyait plusieurs extensions de cette ligne dont notamment celle évoquée par l'honorable Député.

Je me permets de rassurer l'honorable Député que dans la version actualisée, toutes ces extensions du projet tram feront toujours partie du projet de plan directeur sectoriel.

Ainsi, la première ligne du tram entre l'aérogare au Findel et le Ban de Gasperich avec le nouveau stade de football, en passant par le Kirchberg, le centre-ville, la gare centrale pourrait être prolongée jusqu'à Leudelange alors qu'une deuxième ligne passerait par la route d'Arlon jusqu'au Tossebierg.

Question 2516 (28.10.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **vidéosurveillance:**

La législation luxembourgeoise prévoit actuellement un système assez restrictif en matière de surveillance sur le lieu de travail. En effet, l'article 11 de la loi modifiée du 2 août relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel fait référence à l'article L.261-1 du Code du travail qui édicte une liste fermée de conditions de légitimité expresses ce qui a pour conséquence qu'aucun autre cas d'ouverture potentiel non listé par la législation en vigueur ne peut permettre la surveillance sur le lieu du travail. En outre, toute surveillance sur le lieu du travail est soumise à une autorisation préalable de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) qui est tenue à contrôler la légitimité, la nécessité et la proportionnalité de tout motif invoqué pour recourir à la surveillance sur le lieu du travail.

Ce système restrictif rend impossible l'enregistrement d'une éventuelle vidéo surveillance lors d'une intervention effectuée par les services de secours. En effet, les interventions des services de secours ne se déroulent pas toujours au même endroit. Or, la vidéosurveillance pourrait être un outil efficace pour analyser et améliorer les tactiques et les routines de travail ainsi que la formation au sein des services de secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres jugent-ils qu'il serait utile aux services de secours qu'ils puissent recourir à la vidéosurveillance lors d'une partie de leurs interventions afin de garantir un service encore plus performant?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils de déroger au droit commun sur la surveillance sur le lieu du travail par une loi spéciale portant sur l'utilisation de vidéosurveillance lors de certaines interventions effectuées par les services de secours?

Réponse commune (13.12.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidair*e, et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Quant aux deux questions prises ensemble:

Il est vrai que l'article L.261-1 du Code du travail prévoit que la Commission nationale pour la protection des données (ci-après la «CNPD») doit, sur base d'une liste exhaustive de cas légitimes, autoriser toute surveillance sur le lieu de travail, y compris donc toute vidéosurveillance des agents des services de secours lors d'une intervention.

La législation nationale délimite la marge d'appréciation de la CNPD pour autoriser une demande de surveillance sur le lieu de travail. Par conséquent, la CNPD doit refuser toute demande de surveillance ne tombant pas strictement sous les hypothèses de l'article L.261-1 du Code du travail. Ainsi les demandes telle qu'une surveillance ayant comme objectif l'amélioration des services ou des formations des agents, ayant un intérêt autre que celui d'une surveillance au sens propre du terme, ne peuvent faire l'objet d'une autorisation.

Le cadre européen joue un rôle primordial pour les questions soulevées, étant donné que le nouveau régime de protection des données tel que prévu par le règlement général sur la protection des données trouvera application à partir du 25 mai 2018. Ce nouveau règlement aura comme effet d'harmoniser les régimes de protection des données de tous les États membres.

En vue de préparer l'application du nouveau régime de la protection des données, il serait sûrement utile d'entamer les discussions sur les dispositions légales relatives à la surveillance sur le lieu de travail sans perdre de vue les intérêts personnels légitimes des salariés concernés et leurs droits en la matière.

Question 2517 (31.10.2016) de **Mmes Martine Hansen** et **Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **mobilier des édifices religieux:**

Alors que le Gouvernement s'apprête à régler le sort des édifices religieux du culte catholique, d'aucuns se soucient de ce qui adviendra du mobilier (cloches, orgues, etc.) composant les édifices désaffectés. Certains de ces objets appartiennent actuellement à l'État, d'autres aux fabriques d'église, d'autres encore ont été financés par des associations sans but lucratif. À noter qu'une partie de ces objets mobiliers sont classés monument national ou figurent sur l'inventaire supplémentaire.

D'après le Gouvernement, le Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique serait en droit d'acquérir les objets mobiliers faisant partie d'un édifice religieux désaffecté, à l'exception toutefois des orgues, cloches et autres objets fixés à demeure à l'édifice.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Que faut-il entendre par «les autres objets fixés à demeure»? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si parmi ces objets, il en existe qui sont classés monument national ou qui figurent sur l'inventaire supplémentaire? Lesquels?

- Les objets mobiliers (tel un orgue) (i) composant un édifice religieux, (ii) financés avec les fonds de tiers et (iii) pour lesquels il n'y a pas eu de transfert de propriété en faveur du propriétaire de l'édifice religieux (commune ou fabriques d'église) pourront-ils être revendiqués par leur propriétaire selon le droit commun ou est-ce qu'au contraire ces objets mobiliers «suivront» les édifices religieux qu'ils composent, i. e. deviennent la propriété du futur propriétaire de l'édifice religieux (commune ou fonds)? Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'objets répondant aux caractéristiques précitées?

- À supposer que le fonds, propriétaire d'un édifice religieux désaffecté, ne soit financièrement plus à même de s'occuper de l'entretien de cet édifice, et a fortiori des objets le composant, p. ex. un orgue. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si l'État ou la commune pourront reprendre à leur compte les frais s'y rapportant? Dans quels cas de figure (classement comme monument national ou inscription sur la liste de l'inventaire supplémentaire), un tel subventionnement étatique voire communal pourrait-il être envisagé (en dehors de la cession pure et simple de l'édifice concerné à l'État ou à la commune)?

- Qu'en est-il du régime des dons faits en faveur d'un édifice voire des objets le composant?

Réponse commune (09.12.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire sous examen a trait aux dispositions de l'article 14 du projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique qui se trouve déposé à la Chambre des Députés depuis le 29 août 2016.

Il y a tout d'abord lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 14 du projet de loi en question, le futur fonds épiscopal pourra, s'il en marque le souhait, garder le mobilier d'un édifice religieux après la désaffectation de celui-ci.

Lors des négociations avec l'Archevêché, qui ont eu lieu parallèlement à la finalisation du projet de loi, il y a eu accord, sur initiative de l'Archevêché, pour dire que les cloches et orgues ainsi que tout autre objet fixé à demeure, à l'exception des «tableaux et autres ornements» ainsi que des «statues (…) placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir» (cf. article 525 du Code civil, alinéas 3 et 4), ne seront pas enlevés par le fonds en cas de désaffectation de l'édifice religieux.

Pour ce qui est de la notion «objets fixés à demeure» il y a en effet lieu de se référer à l'article 525 du Code civil qui prévoit que:

«Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.»

En appliquant cette disposition aux édifices religieux, il faut entendre par «objets fixés à demeure»: les tableaux, ornements, statues, orgues, cloches et de manière générale tous les objets mobiliers qui ne peuvent être détachés sans endommager l'immeuble auquel ils sont attachés. Ces objets fixés à demeure sont protégés lorsque l'immeuble, auquel ils sont attachés, est classé en tant que monument national ou inscrit à l'inventaire supplémentaire.

Ainsi, les «objets fixés à demeure» dans les 95 églises et chapelles classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire sont protégés et devront de ce fait suivre le sort de l'édifice religieux dans lequel ils se trouvent.

Restent d'autres «objets fixés à demeure» qui sont protégés directement en tant que mobilier et sans que l'édifice religieux qui les abrite ne soit protégé. À ce titre, il convient de mentionner les quatre peintures murales du chœur de l'église paroissiale de Bissen inscrite au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, sous le numéro 1629/763. Ces peintures ont été classées monument national par décision ministérielle du 11 septembre 1987.

Comme déjà relevé dans la réponse ministérielle à la question parlementaire n°2492 de l'honorable Monsieur Georges Engel *(cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017)*, il n'est pas prévu de faire en matière d'objets classés une quelconque différence entre les objets cultuels et autres.

Par ailleurs, les immeubles et les objets fixés à demeure du patrimoine religieux bénéficiant d'une protection peuvent bénéficier d'un subventionnement étatique conformément au règlement grand-ducal du 19 décembre 2014 concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles. De surcroît, la loi ayant institué le Fonds pour les monuments historiques dispose que «dans des cas exceptionnels, pour des raisons dûment motivées et expressément arrêtées par le Ministre de la Culture, l'État peut procéder en tant que maître d'ouvrage à la restauration, l'équipement et la mise en valeur des objets classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire dont il n'est pas propriétaire».

Dans la mesure où les dons faits à l'Église catholique portent notamment sur des objets mobiliers qui sont censés rester - sauf renonciation de sa part -, en possession du futur fonds, peu importe que l'édifice religieux qui les abrite deviendra la propriété du futur fonds ou de la commune, il appartiendra au fonds de respecter - dans les limites légales prévues à cet effet - les charges éventuellement inhérentes à ces donations.

Question 2518 (02.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **suppression du secret bancaire pour les résidents luxembourgeois:**

Au cours de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 30 septembre 2016, Monsieur le Ministre des Finances a estimé qu'«en raison de l'évolution des règles internationales en matière d'antiblanchiment et d'échange d'informations, le secret bancaire des résidents luxembourgeois risque petit à petit d'être vidé de sa substance». De plus, il a expliqué que «certains acteurs de la place financière pensent d'ailleurs qu'une suppression de ce secret bancaire serait nécessaire».

En réponse à la question parlementaire n°2456 du 10 octobre 2016 *(cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017)*, Monsieur le Ministre des Finances a néanmoins précisé qu'«aucun nouvel aménagement ne s'impose à l'heure actuelle».

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est en définitive la position du Gouvernent quant à une éventuelle levée du secret bancaire pour résidents au Luxembourg?

Réponse (08.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La réponse à la question parlementaire n°2456 du 10 octobre 2016 de l'honorable Députée Joëlle Elvinger reflète fidèlement la position du Gouvernement. Comme indiqué dans celle-ci, le cadre législatif luxembourgeois en matière d'accès aux informations bancaires est parfaitement conforme tant aux impératifs nationaux qu'aux exigences internationales. En la matière, aucun nouvel aménagement ne s'impose donc à l'heure actuelle.

Question 2526 (04.11.2016) de **MM. Franz Fayot** et **Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**inscription des résidents étrangers sur les listes** électorales:

Chaque ressortissant d'un autre État, qu'il soit État membre de l'UE ou non, qui réside au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins cinq ans, a le droit de voter aux élections communales, à condition d'être inscrit sur la liste des électeurs étrangers. La demande d'inscription doit être déposée à la commune de résidence avant le 86e jour précédant le scrutin.

Lors des dernières élections communales de 2011, le nombre d'électeurs luxembourgeois s'est élevé à 232.049 contre 31.019 électeurs résidents étrangers. Par rapport aux électeurs luxembourgeois, le taux des électeurs non luxembourgeois est donc de 13,4% à peu près.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Que compte faire le Gouvernement pour inciter plus de résidents étrangers à s'inscrire sur les listes électorales en vue des prochaines élections communales qui auront lieu dans à peine un an?

2. Une campagne d'information en direction des concernés est-elle prévue? Le cas échéant, quel est le financement prévu pour cette campagne et quand débutera-t-elle?

3. Les communes seront-elles impliquées dans cette campagne? Dans l'affirmative, comment?

4. Le Gouvernement est-il d'avis que la procédure d'inscription des résidents étrangers aux élections communales est adaptée ou alors faudrait-il la revoir et la simplifier davantage?

Réponse commune (09.12.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Le Gouvernement lancera une campagne d'information et de sensibilisation dès janvier 2017. Cette campagne sera coordonnée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région.

Cette campagne comporte du matériel promotionnel avec, entre autres, un dépliant en dix langues, des affiches en cinq langues ainsi que des kits d'information et de sensibilisation que l'OLAI mettra gratuitement à disposition des communes et associations intéressées. Une attention particulière a été portée à rendre l'information encore plus accessible et facilement compréhensible, afin de toucher un public de tout âge. Un site web opérationnel en cinq langues et une page Facebook font également partie intégrante de la campagne.

En outre, des «multiplicateurs» sont formés et outillés pour informer et sensibiliser les résidents non luxembourgeois à l'importance de leur participation politique. Les premières formations de multiplicateurs ont débuté en octobre 2016.

ad 2. Une enveloppe d'environ 65.000 € est prévue pour le volet communication de la campagne.

Plusieurs appels à projets ont été lancés dès le mois d'octobre 2016 et d'autres seront lancés en 2017 pour soutenir des communes et associations qui œuvrent en faveur de l'inscription des résidents non luxembourgeois sur les listes électorales. Les projets pourront être soutenus jusqu'à 50% du budget prévisionnel déposé à l'OLAI, dans la limite des fonds disponibles sur les articles budgétaires «Subsides aux entités publiques du secteur communal, intercommunal et régional, initiant et soutenant des projets en vue de l'intégration et de l'accueil des étrangers» et «Plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations».

ad 3. Voir les réponses aux questions 1 et 2.

ad 4. Il y a tout d'abord lieu de préciser que la procédure d'inscription a pour objet de vérifier que les ressortissants étrangers remplissent les conditions pour être électeurs conformément aux dispositions afférentes de la loi électorale modifiée le 18 février 2003. Alors qu'une initiative législative n'est pas prévue à l'heure actuelle, il convient cependant de relever que suite à l'entrée en vigueur au 1er avril 2016 des registres communaux des personnes physiques prévus par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, la procédure pour vérifier la résidence habituelle de cinq ans au Grand-Duché a été simplifiée. En effet, les administrations communales ont accès aux données historiques concernant la résidence de leurs citoyens dans d'autres communes. Dès lors, il n'est plus nécessaire que les ressortissants étrangers demandant leur inscription sur les listes électorales se rendent dans les différentes communes où elles ont résidé par le passé pour solliciter à chaque fois un certificat documentant la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2530 (04.11.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach:**

Les pistes cyclables du Grand-Duché jouissent d'une popularité certaine, aussi bien auprès des résidents que des touristes.

Dans ce contexte, la piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach a été récemment équipée de glissières de sécurité au niveau de l'entrée dans Echternach le long de la route N11/E29. Or, les cyclistes doivent traverser cette route nationale à la hauteur de la Lauterburerbaach (96647 E, 96632 N) afin d'accéder à la rue des Romains à Echternach.

Sont également concernés les usagers de vélos tout-terrain qui proviennent du «circuit VTT Echternach» et qui doivent se déplacer sur la route pour une centaine de mètres à la hauteur de l'intersection du CR118 et de la N11 à Lauterborn.

Une situation similaire s'applique aux usagers du «circuit auto-pédestre 1» d'Echternach.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le jugement que cette traversée en bicyclette/à pied est potentiellement dangereuse?

- Le cas échéant, est-il disposé à aménager des mesures de sécurisation afin de signaler le passage de cyclistes et de piétons à cet endroit précis?

- Ne serait-il pas nécessaire de mettre en place un passage souterrain à la hauteur du Restaurant-Hôtel Au Vieux Moulin afin de minimiser les risques décrits pour les trois types d'usagers?

Réponse (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la sécurité de l'itinéraire cyclable PC2 entre Lauterborn et Echternach.

Il se peut que la piste cyclable nationale PC2 entre Lauterborn et Echternach présente des déficits de sécurité, comme évoqué par l'honorable Député, vu que les cyclistes doivent circuler à cet endroit sur la bande dérasée de la route nationale N11/E29 et traverser ensuite cette route à 2+1 voie de circulation à hauteur de la «Specksmillen» à l'entrée d'Echternach.

Afin de remédier à cette problématique, les services de l'Administration des ponts et chaussées, sont en train d'analyser la faisabilité technique, les contraintes environnementales et la situation foncière de plusieurs variantes de tracé. L'objectif est de planifier une piste cyclable séparée du trafic motorisé, si possible avec un passage souterrain dont les emplacements possibles sont en cours d'analyse.

Question 2536 (08.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **prochaine tranche indiciaire:**

Dans sa publication «Conjoncture Flash» de septembre 2016, le Statec note que:

«L'inflation cumulée depuis la dernière indexation se rapproche de plus en plus du seuil de 2,5% à partir duquel une nouvelle tranche indiciaire sera déclenchée. En effet, cette progression atteint à l'issue du mois d'août 2,2%. À l'heure actuelle, un déclenchement de la tranche indiciaire en novembre avec son application donc en décembre paraît probable. Il faut noter que la progression cumulée avait déjà atteint ce niveau il y a un an, avant qu'une nouvelle forte baisse des prix pétroliers ne la fasse reculer. Aujourd'hui, il faudra notamment surveiller la réaction des cours pétroliers à l'issue de la réunion de l'OPEP à Alger (26-28.9). Pourtant, le risque à la baisse semble moins élevé que l'année passée: une nouvelle forte chute des prix des produits pétroliers est moins probable qu'à l'époque vu leur niveau déjà très faible et la part substantielle des taxes incluses.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations plus récentes quant au niveau de l'inflation cumulée depuis la dernière indexation qui remonte à octobre 2013?

- Sur base de ces informations, quand la prochaine tranche indiciaire sera-t-elle déclenchée d'après Monsieur le Ministre?

Réponse (12.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Les derniers résultats de l'indice des prix à la consommation ont été publiés par le Statec en date du 7 décembre 2016 et se rapportent au mois de novembre 2016. À cette date, l'inflation cumulée depuis le dernier déclenchement d'une tranche indiciaire, mesurée à partir de la moyenne semestrielle de l'indice de prix à la consommation raccordé à la base 100 au 1er janvier 1948, s'élevait à 2,49%. Le prochain déclenchement d'une tranche indiciaire aura lieu lorsque cette valeur atteindra ou dépassera 2,50%.

Selon les dernières prévisions du Statec, la tranche indiciaire interviendra au 1er trimestre 2017. Pour plus de détails, je vous renvoie à la Note de Conjoncture n°2, présentée en novembre 2016 qui peut être téléchargée en suivant le lien ci-après: http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/note-conjoncture/2016/note-conjoncture-02-16/index.html. Ce document contient également deux études qui explicitent comment sont réalisées les prévisions d'inflation à court et moyen terme.

Question 2537 (08.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **transmission par les banques des données personnelles de leurs clients à des entreprises:**

Wéi RTL gemellt huet, sollen an Zukunft Lëtzebuerger Banke perséinlech Donnéeë vun hire Clienten un aner Entreprisen dierfe weiderginn, och wann déi am Ausland sinn. Et geet drëm, fir verschidde Servicer auszelageren, wouduerch verschidde Banke méi rentabel schaffe kéinten. Dovu betraff wieren net nëmmen d'Nimm an d'Adresse vu Clienten, mä och z. B. de Solde vun hire Konten.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

- Wat huet et mat dësem Virstouss op sech?

- Kann d'Regierung de makroekonomeschen Impakt vun där Décisioun ofschätzen?

- Wéi passt dës Décisioun an d'FinTech-Strategie vun der Regierung (wann d'Banken den IT-Beräich an Zukunft auslageren)?

- Wéi een Impakt huet dës Décisioun op eisen Aarbechtsmaart?

Réponse (08.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

De Succès vun der Finanzplaz Lëtzebuerg louch nach ëmmer an hirer Upassungsfäegkeet un nei Entwécklungen an der Oppenheet fir Innovatiounen. Der Regierung ass dofir dru geleeën, fir déi richteg Viraussetzungen ze schafen, fir der Finanzplaz de Wee an déi nei digital Welt esou wäit wéi méiglech ze vereinfachen.

Den Trend geet haut international a Richtung Entwécklung vun zentrale Plattforme respektiv Cloud-Solutiounen. Esou zentral Plattforme gi gebraucht, fir eng global Vue vun de Risiken am Grupp ze kréien an och fir de Clientë méi effizient a cibléiert Servicer unzebidden.

D'Regierung schafft dofir un enger Moderniséierung vun dem gesetzleche Kader, fir et de Lëtzebuerger Finanzakteuren ze erméiglechen, op esou Plattformen a Solutiounen zréckzegräifen. Dës Servicer kënne bannent engem Grupp bei der Lëtzebuerger Entitéit ugesidelt sinn, oder, am Respekt vun den néidege Garantien am Bezuch op d'Confidentialitéit vun den Donnéeën, och bei enger auslännescher Mamm, enger Schwëstergesellschaft a souguer bei spezialiséierten Entitéite baussent dem Grupp zentraliséiert ginn.

Den Akteuren zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet ze ginn, bei esou Léisunge matzemaachen, ass eng Viraussetzung, fir de Standuert kompetitiv ze halen an och an Zukunft zentral Aktivitéite vu grousse Gruppen zu Lëtzebuerg ze behalen oder virun auszebauen.

Eng Rei nei Akteuren, déi haut nach net zu Lëtzebuerg päsent sinn, sinn och nëmme bereet, sech an engem Land ze etabléieren, dat hinnen erlaabt, sech un déi zentral Plattformen an hirem Grupp unzeschléisse respektiv op Cloud-Solutiounen zréckzegräifen. Grad am Bezuch op FinTech ass dëse leschten Aspekt vu grousser Wichtegkeet an erlaabt d'Entwécklung vu ganz neien Aktivitéiten zu Lëtzebuerg.

D'Regierung huet dës Entwécklungen erkannt an huet décidéiert, Mesuren ze huelen, fir sécherzestellen, dass eis Finanzplaz, grad och am Kontext vum Brexit, attraktiv bleift a sech weider diversifizéiere kann. Dës Mesurë stelle sécher, dass Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg erhale bleiwen a mëttelfristeg nei Plaze geschaaft ginn.

Question 2540 (08.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **chiens de mendiants:**

Et fält op, datt ganz vill Heescherten, vun deenen ee kann unhuelen, datt se organiséiert optrieden, de ganzen Dag Hënn bei sech hunn. Aus der auslännescher Press gi mer gewuer, datt z. B. zu München déi Déiere vun organiséierten Heeschebanden dacks drogéiert ginn, fir den Dag iwwer roueg ze sinn.

Duerfir wollt ech dës Froen un déi Häre Landwirtschafts-, Bannen- a Justizminister stellen:

1. Gëtt et einfach Mëttel, fir ze kontrolléieren, ob Hënn oder aner Déiere vun hire Besëtzer mat Medikamenter roueggestallt ginn? Wa jo, ginn déi applizéiert?

2. Wann net, wat fir Méiglechkeete bitt d'Lëtzebuerger Legislatioun, fir aner Tester ze maachen?

3. Am Fall wou esou eng Kontroll vun Déieren zu Lëtzebuerg net méiglech wär, gedenkt d'Regierung, aktiv ze ginn an esou Kontrolle virzegesinn?

4. Si Fäll vu Plaintë bekannt oder weess d'Regierung dovun, datt d'Autoritéiten op opfälleg lethargesch oder mësshandelt Hënn a Begleedung vun Heescherten opmierksam gemaach gi sinn?

5. Wéi steet d'Regierung zu Iwwerleeungen an Däitschland, professionellen Heescherten ze verbidden, Hënn bei sech ze hunn, wa se heesche ginn?

6. Wéi a vu wiem gëtt kontrolléiert, ob en Hond konform zu de Reglementer gehale gëtt, hei zu Lëtzebuerg also gechippt a geimpft ass, oder ob d'Legislatioun iwwert d'Déierenhaltung vum Wunnsëtz vu sengem Meeschter agehale gëtt?

Réponse commune (14.12.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1. + 2. Et gëtt Tester, fir am Blutt Medikamenter ze sichen, mä et muss een am Virfeld wëssen, no wat ee sicht, well ee soss muss eng ganz Panoplie vun Tester maachen, wat mat engem groussen Opwand a Käschtepunkt verbonnen ass. Aus deene Grënn gi keng esou Tester gemaach.

D'Lëtzebuerger Legislatioun bitt keng Méiglechkeet, aner Tester ze maachen.

ad 3. D'Regierung gesäit am Moment kee Besoin, fir esou Kontrolle virzegesinn an an deem Dossier aktiv ze ginn.

ad 4. D'Regierung huet keng spezifesch Informatiounen iwwer Plaintë betreffend opfälleg lethargesch oder mësshandelt Hënn a Begleedung vun Heescherten. Laut Informatioune vum Parquet général ginn nëmme Fäll vun Déieren, déi mësshandelt ginn, statistesch behandelt.

Esou goufen et 2014 eng 43 nei Plaintë wéinst Déieremësshandlung an 2015 eng 39 nei Plainten.

ad 5. Et ass schwiereg, Leit ze verbidden, Hënn bei sech ze hunn, insofern si sech un d'Gesetzer a speziell un d'Dispositioune vum Hondsgesetz halen.

ad 6. An den Artikelen 22 an 23 vum Hondsgesetz sinn déi Leit festgehalen, déi Befugnisser am Kader vun dësem Gesetz hunn. Et handelt sech hei ëm d'Veterinäre vun der Veterinärinspektioun, d'Beamte vun der Police, vun der Douane a vun der Forstverwaltung.

Question 2541 (08.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **chiens dangereux:**

Lëtzebuerg huet zënter dem 9. Mee 2008 e Gesetz, an deem véier méiglecherweis gefäierlech Hondsrassen an assimiléiert Hënn opgefouert ginn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschafts- an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1. Gouf et zënter dem Akraafttriede vum Hondsgesetz Accidenter an Tëschefäll, bei deene Mënschen zu Schued komm sinn an déi esou bestätegt hunn, datt déi am Gesetz opgefouert Hondsrasse kënne gefäierlech ginn?

2. A wéi ville Fäll ass vun den Autoritéite festgestallt ginn, datt en Hondsbesëtzer sech net un d'Gesetz vum 9. Mee 2008 gehalen huet an also entweder säin Hond net an der Léngt hat oder selwer den obligatoreschen Training fir Hondsbesëtzer net matgemaach hat?

3. Wat ass mat den Hënn geschitt, deenen hire Meeschter sech net un dat Gesetz gehalen huet?

4. Ass dru geduecht, déi Lëscht vun Hënn, déi méiglecherweis kéinte gefäierlech sinn, ze revidéieren an eventuell méi laang oder méi kuerz ze maachen?

5. Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, wat de Verglach mam Ausland ugeet? Ass d'Lëtzebuerger Lëscht méi oder manner streng, wat d'Klassifikatioun vun Hënn, déi méiglecherweis gefäierlech sinn, ugeet?

6. Wéi steet Lëtzebuerg am Verglach mat deenen aneren EU-Länner do, wat Tëschefäll an Accidenter mat Hënn ugeet, bei deene Mënschen zu Schued komm sinn?

Réponse (14.12.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Déi meescht Accidenter geschéien duerch verschidde Rassen oder Mischlingen, oft si kleng Rasse bedeelegt wéi Jack-Russell-Terrieren oder Dackelen. Et gi Fäll, wou den eegene Meeschter gebass gëtt, oft aus Onwëssenheet; och e schmusereschen Hond ka bäissen, wann en net déi richteg Erzéiung oder Haltung kritt. D'Lëschtenhënn musse jo den obligatoresche Cours de dressage maachen an hire Meeschter de Cours de formation. Esou léieren d'Leit theoretesch a praktesch, wéi si mam Hond mussen ëmgoen a wéi wichteg de Gehorsam ass. Et ass sécher dëse Coursen ze verdanken, déi d'Hondsgesetz virschreift, datt Lëschtenhënn bis elo net weider opfälleg waren am Allgemengen, wat Bäiss-Tëschefäll ubelaangt.

Der Veterinärverwaltung goufen 2016 15 Plaintë weidergereecht. A sechs Fäll gouf en agressiivt Verhale vun Hënn gemellt, ouni datt et zu Blessurë koum. A sechs Fäll goufe Leit blesséiert, dovun ee Fall mat engem Lëschtenhond. An dräi Fäll goufen aner Hënn gebass, wou och an engem Fall e Lëschtenhond am Spill war.

2015 waren dat siwe Plainten. Bei enger Plainte goufe Leit blesséiert a bei véier Plainten aner Hënn. A kengem vun deene leschtgenannte Fäll war e Lëschtenhond am Spill. An zwee Fäll gouf en agressiivt Verhale vun Hënn gemellt, ouni datt et zu Blessurë komm ass.

ad 2. Am Allgemenge sinn d'Leit sech bewosst, datt d'Hale vu Lëschtenhënn zu Lëtzebuerg genee geregelt ass. Spéitstens wann si bei de Veterinär ginn, fir déi éischt Impfungen am Welpenalter, kréie si d'Detailer erkläert, z. B. datt d'Coursen obligatoresch sinn, fir esou en Hond iwwerhaapt kënnen op der Gemeng unzemellen. Vereenzelt Verstéiss ginn awer konstatéiert; et kënnt beispillsweis vir, datt Leit e Lëschtenhond mat op Lëtzebuerg bréngen an net dru geduecht hunn, datt se fir d'Éischt eng ministeriell Autorisatioun mussen ufroen an de Cours de formation musse maachen. Hei gi mir de Leit d'Chance, fir dat nozehuelen. Verschidde Leit hale sech awer ganz bewosst net un d'Gesetz an hu weder eng Autorisatioun nach maache se déi obligatoresch Coursen. An esou Fäll schaffe mir als Veterinärverwaltung enk zesumme mat Déiereschutzorganisatioune wéi der Déiereschutzliga an dem Gaasperecher Déierenasyl souwéi der Police an dem Parquet.

2014 si 66 Plaintë gemaach ginn, déi insgesamt 74 Strofdote begräifen. Et geet heibäi ëm folgend Infraktiounen: véier Persounen hate keng Autorisatioun vum kompetente Minister, siewe konnte kee Certificat (Dressur, Veterinär oder Formatioun) virweisen, an 53 hunn hiren Hond net an der Léngt gefouert. Zéng Meeschtere vu gefäierlechen Hënn haten net un den obligatoresche Coursen deelgeholl, déi vum Gesetz zwéngend virgesi sinn.

2015 sinn 79 Plaintë gemaach ginn, déi insgesamt 93 Strofdote begräifen. Et geet heibäi ëm folgend Infraktiounen: véier Persounen hate keng Autorisatioun vum kompetente Minister, aacht konnte keen Certificat (Dressur, Veterinär oder Formatioun) virweisen an 68 hunn hiren Hond net an der Léngt gefouert. 13 Meeschtere vu gefäierlechen Hënn haten net un den obligatoresche Coursen deelgeholl, déi vum Gesetz virgesi sinn.

ad 3. Et gi Fäll, wou den Hondsbesëtzer net déi finanziell Moyenen huet, fir d'Coursen ze maachen, an hien huet dann d'Méiglechkeet, duerch eng Verzichtserklärung den Hond dem Déierenasyl ze vermaachen. Den Asyl këmmert sech dann ëm d'Organisatioun vum Cours de dressage fir den Hond, deen uschléissend kann un en neie Propriétaire vermëttelt ginn.

ad 4. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt d'Hondsgesetz mat der aktueller Lëscht sech bewäert huet am Sënn vun der Sécherheet vun der Allgemengheet, an et ass net eis Prioritéit, fir haut oder muer Ännerunge virzehuelen, mä mir behalen d'Situatioun am A a wäerten eventuell eng Adaptatioun vun der Lëscht proposéieren, wann d'Sécherheet vun de Leit dëst géif erfuerderen.

ad 5. An der Schwäiz z. B. stinn 13 Rassen op der Lëscht vum Kanton Valais, de Kanton Fribourg huet ganzer 15 Hondsrassen op senger Lëscht. D'Engländer hunn eng Lëscht vu véier Rassen. An Däitschland ass d'Situatioun verschidden, jee no Bundesland; Niedersachsen huet keng Lëscht, mä dofir muss all Hondsbesëtzer en „Sachkundenachweis", also en Hondsführerschäin, maachen. Basis fir en Hondsführerschäin ass en theoreteschen an e prakteschen Examen. Als Extremfall wier nach d'Ukrain ze ernimme mat enger Lëscht vu 85 Rassen, déi bei hinnen als gefäierlech agestuuft ginn. Lëtzebuerg steet also mat senger Lëscht vu véier Rassen (Staffordshire Bull Terrier, Mastiff, American Staffordshire Terrier an Tosa) an dräi Kräizungen (Pitbulls, Boerbulls an Tosa-Kräizungen) am europäesche Mëttelfeld.

ad 6. Do ginn et net vill offiziell Statistiken; eng Schätzung an der Schwäiz geet dovunner aus, datt a 6% vun de Bëssvirfäll, wou e Mënsch blesséiert gëtt, e Lëschtenhond verantwortlech ass. An Däitschland ginn et méi Bëssattacken duerch Schéiferhënn, Dackelen an Jack-Russell-Terrieren, mä dës Rasse sinn natierlech och vill méi verbreet wéi z. B. American Staffordshire Terrieren. Zu Lëtzebuerg mécht d'Zuel vu Lëschtenhënn ronn 1% aus par rapport zu der Gesamtzuel vun Hënn. Et ass sécherlech de strenge Bestëmmunge vum Hondsgesetz ze verdanken, datt dës Zuel éischter kleng ass; Bëssattacke sinn doduerch Gott sei dank extrem rar bei eis.

Question 2543 (09.11.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **procédure de remboursement de diverses prestations dans le domaine de la santé:**

L'objectif de la promotion des soins de santé de haute qualité, innovants et accessibles à tous les citoyens à tout âge et la prévention des maladies, articulés autour d'une approche centrée autour des besoins du patient, restent la force motrice des actions politiques. Ces objectifs ont été d'ailleurs aussi confirmés dans les principales orientations de la politique budgétaire.

Partant, les actes et services de prévention sont prioritaires dans le domaine de la santé.

C'est une des raisons pour laquelle le nombre de consultations, d'actes et de services médicaux, suit une courbe ascendante ces dernières années. Aussi l'Office national de l'enfance (ONE) se trouve confronté à un nombre croissant de demandes de prestations.

D'après nos informations, l'ONE affiche malheureusement fréquemment des retards de paiement (allant souvent jusqu'à trois mois) aux prestataires partenaires après la fin de la prise en charge, avec tous les inconvénients qui en découlent.

En outre, certains groupes de prestataires conventionnés avec l'ONE ne tombent pas sous le régime de conventionnement avec la Caisse nationale de santé (CNS) et ceci malgré l'indication apparente d'une prise en charge pour le concerné.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons de ces retards de paiement?

- Ne jugent-ils pas que les prestataires devraient pouvoir compter sur un traitement administratif de leur dossier dans un délai raisonnable?

- De quelle manière les ministres veulent-ils remédier à cette situation?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir une liste complète des professions prestataires conventionnées avec la CNS?

- Les ministres estiment-ils cette liste exhaustive?

- Dans la négative, les ministres envisagent-ils d'étendre cette liste à d'autres professions œuvrant dans le domaine de la prévention et de la thérapie?

Réponse commune (20.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Réponse du Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse:

Il est en effet tout à fait exact que le nombre de prestations ambulatoires prises en charge par forfaits horaires de l'Office national de l'enfance (ONE) suit une pente ascendante. Il s'agit tant de consultations psychologiques et psychothérapeutiques, que de prises en charge de type soutien psychosocial par orthophonie, par la psychomotricité ou par l'ergothérapie. Cette montée en puissance des prestations ambulatoires correspond d'ailleurs tout autant à la volonté du législateur que du Gouvernement d'œuvrer dans la prévention et dans le domaine des mesures légères et ce en vue d'éviter les placements et les mesures lourdes.

L'ONE ne prend en charge que les prestations définies par la loi du 16 décembre 2008 relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. L'ONE n'est donc pas habilité à prendre en charge des actes et services médicaux.

Les organisations partenaires de l'ONE, à savoir l'Entente des gestionnaires des centres d'accueil, la Société luxembourgeoise de psychologie, l'Association luxembourgeoise des psychomotriciens diplômés, l'Association luxembourgeoise des ergothérapeutes diplômés et l'Association luxembourgeoise des orthophonistes, organisations avec lesquelles l'ONE est en dialogue permanent, ne sont pas intervenus pour signaler des retards de paiements dépassant les délais normaux inhérents au système.

Il va de soi que tout prestataire doit pouvoir compter sur un traitement de son dossier dans un délai raisonnable, ce qui est le cas actuellement. Les délais moyens de payement des factures reçues par l'ONE sont de trois à cinq semaines après réception de la facture électronique et de la facture papier dûment signée par le prestataire, suivant les dispositions en vigueur pour l'ensemble des administrations publiques.

Réponse du Ministre de la Sécurité sociale:

L'article 61 du Code de la sécurité sociale dispose qu'une convention distincte est conclue séparément pour les différentes professions de la santé. Les prestataires ayant conclu une convention avec la Caisse nationale de santé (CNS) sont énumérés au niveau dudit article du Code de la sécurité sociale, à savoir:

- les médecins;

- les médecins-dentistes;

- les différentes professions de la santé;

- les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique;

- les établissements de cures thérapeutiques et les centres de convalescence;

- pour les services prestés dans le domaine de la psychiatrie extrahospitalière;

- les fournisseurs de prothèses orthopédiques, d'orthèses et d'épithèses;

- les pharmaciens;

- les opticiens;

- la Croix-Rouge Luxembourgeoise pour la transfusion sanguine, le conditionnement et la fourniture de sang humain et de ses dérivés;

- les personnes s'occupant particulièrement du transport des malades ou accidentés;

- concernant les soins palliatifs les réseaux d'aides et de soins, les établissements d'aides et de soins visés respectivement aux articles 389 à 391;

- les psychothérapeutes.

Plus précisément, en ce qui concerne les professions de santé, la CNS a conclu une convention spécifique avec les groupements professionnels suivants:

- l'Association des infirmiers luxembourgeois,

- l'Association des kinésithérapeutes luxembourgeois,

- l'association luxembourgeoise des psychomotriciens,

- l'Association luxembourgeoise des sages-femmes,

- l'Association luxembourgeoise des orthophonistes.

En vertu de l'article 17 du Code de la sécurité sociale, l'assurance maladie prend en charge dans une mesure suffisante et appropriée «les traitements effectués par les professionnels de santé».

La loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé énumère un certain nombre de professions de santé qui n'ont cependant pas toutes conclu une convention avec la CNS.

En pratique, il convient de noter que pour que des prestations des différentes professions de santé puissent être prises en charge par l'assurance maladie, plusieurs conditions doivent être remplies:

- il faut qu'une convention ait été conclue avec le groupement représentatif de la profession,

- il faut que les actes dispensés soient prévus dans la nomenclature y relative,

- il faut que les conditions et modalités de la prise en charge soient prévues par les statuts.

La décision de conclure une convention avec un groupement de prestataire revient en principe au comité directeur de la CNS sur demande d'un groupement représentatif de la profession en cause.

Dans ce même contexte, il convient toutefois de signaler que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute, la CNS n'a pas été saisie d'une demande d'un groupement représentatif de psychothérapeutes en vue de la conclusion d'une convention y relative et ce alors que dorénavant les psychothérapies visant le traitement d'un trouble mental sont insérées au niveau de l'article 17 du Code de la sécurité sociale et que les psychothérapeutes ont été énumérés parmi les prestataires avec lesquels une convention est conclue.

Réponse de la Ministre de la Santé:

La Ministère de la Santé n'avait pas de contribution à fournir aux différentes questions.

Question 2544 (09.11.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**élargissement de l'offre scolaire:**

Dans un communiqué du Ministère de l'Éducation nationale du 07 novembre 2016, Monsieur le Ministre fait savoir que l'offre scolaire dans le sud du pays sera élargie. Des sections germanophones seront proposées dans le bâtiment du «Victor Hugo» et à l'École internationale de Differdange (EIDD) à Esch-sur-Alzette. L'EIDD à Differdange offrira également des classes maternelles dans les trois sections linguistiques.

Dans la mesure où une offre scolaire diversifiée sur le territoire entier du pays sera indispensable, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres envisagent-ils un nouveau Plan directeur sectoriel «Lycées»?

2. Est-ce qu'une analyse sur les besoins concrets des élèves dans le domaine de l'offre scolaire, et notamment de l'offre linguistique, a été réalisée?

3. Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette analyse?

4. Le projet de construction du Lycée de Mondorf fait partie de la phase 2 du Plan directeur sectoriel «Lycées». Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'état d'avancement du projet de construction du Lycée de Mondorf?

Réponse commune (08.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. et 4. Le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Lycées» prévoyait la construction de six nouveaux lycées en deux phases.

Les projets de construction de la première phase, c'est-à-dire l'Atert-Lycée à Redange, le Lycée Bel-Val à Belvaux et le «Lënster Lycée» à Junglinster ont tous été réalisés.

En ce qui concerne la deuxième phase, il est à noter que:

- les travaux de construction du bâtiment du Lycée Edward Steichen à Clervaux sont en cours; la mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2018;

- les classes de l'École internationale de Differdange fonctionnent depuis la rentrée scolaire de cette année dans des infrastructures provisoires; la construction des bâtiments définitifs se fera en plusieurs étapes et il est prévu que le bâtiment principal sera mis en service en 2020;

- les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et de la Sarre veulent renforcer la coopération transfrontalière en matière d'offre scolaire. Le Lycée de Mondorf sera conçu sur le modèle du Schengen-Lyzeum de Perl. Un groupe de travail binational s'est penché sur l'offre scolaire. Des métiers et professions, significatifs en vue du développement de l'espace économique transfrontalier ont été identifiés. Une reconnaissance réciproque des diplômes et certificats délivrés est envisagée. Des groupes de travail interministériels et transfrontaliers élaborent actuellement les bases juridiques du lycée. Un dialogue est entretenu avec les différentes parties prenantes afin de conclure des accords. Un groupe de travail mis en place au sein du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train d'élaborer un programme de construction déterminant les besoins du lycée. Il est prévu que ledit programme sera finalisé au début de l'année 2017.

À l'heure actuelle, le Gouvernement n'envisage pas de relancer un nouveau Plan directeur sectoriel «Lycées» qui se limite à un recensement et une projection quantitatif et géographique de futurs élèves. Vu la forte progression de la diversité langagière des élèves et les exigences en matière d'une formation adaptée aux besoins du marché de travail, la décentralisation et régionalisation des infrastructures a actuellement atteint ses limites.

ad 2. et 3. La proportion des nationalités (luxembourgeoise et autres) ainsi que la première langue parlée au domicile de l'élève sont deux particularités de l'enseignement luxembourgeois.

Durant l'année scolaire 2013-14, pour 45% des élèves (fondamental - EDIFF - ES - EST) la première langue parlée au domicile était le luxembourgeois. 27,3% des élèves pratiquaient le portugais, 27,7% une autre langue (chiffres clés de l'Éducation nationale 2013-2014;

http://www.men.public.lu/fr/actualites/publications/themes-transversaux/statistiques-analyses/bildungsbericht/2015-band-1/index.html).

Une part considérable des élèves du secondaire provient de familles monolingues. En même temps les langues parlées au domicile présentent une grande diversité linguistique.

Pratiquement un cinquième (19%) des élèves du secondaire provient de familles bilingues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

(ÉpStan 2013 – 5e/9e; Bildungsbericht Luxemburg 2015 - Band 2: Analysen und Befunde;

http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/statistiques analyses/bildungsbericht/2015/band-2.pdf)

Force est de constater que le monolinguisme luxembourgeois est en régression (2005-2006: 65,8% - 2013-2014: 54,4%) et qu'il existe une grande hétérogénéité en ce qui concerne la première langue des élèves. Une part importante des élèves pratique une autre langue que les langues officielles du Luxembourg.

En ce qui concerne le besoin d'offres scolaires anglophones (fondamental et secondaire) au Luxembourg, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient de publier les résultats de deux enquêtes (http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/statistiques-analyses/offres-scolaires/english-schooling/en.pdf) réalisées respectivement en 2013 et 2015 avec la collaboration de plusieurs chambres de commerce (Chambre de Commerce Luxembourg, British Chamber of Commerce, Indian Business Chamber of Commerce, Ireland-Luxembourg Chamber of Commerce et American Chamber of Commerce).

Au total, les départements de ressources humaines de quelque 300 entreprises nationales et internationales établies au Luxembourg ainsi que 5.800 salariés ont été invités à remplir un questionnaire en ligne. Le taux de réponse s'élève à 29% pour les entreprises et 21% pour les salariés.

Les réponses des entreprises et des salariés sont concordantes: elles mettent en évidence un besoin urgent d'élargir l'offre de classes anglophones à l'enseignement fondamental comme à l'enseignement secondaire.

Les principaux constats se résument comme suit:

- Chaque année, plus ou moins 1.500 employés avec quelque 2.520 enfants sont relocalisés au Luxembourg par des entreprises, dont deux tiers initialement pour des périodes de travail à court terme.

- 27% des salariés qui ont participé à l'enquête ont choisi le système d'enseignement public luxembourgeois pour leurs enfants.

- 26% des parents ont exprimé le besoin d'une offre scolaire anglophone à l'enseignement fondamental; 18% ont relevé le besoin d'une offre scolaire anglophone au secondaire.

- 76% conviennent que l'aspect financier a un impact sur leur décision de scolarisation.

- 60% pensent que la scolarité est un facteur qui peut empêcher une famille de s'installer au Luxembourg. 87% estiment que la langue est la plus grande difficulté dans le système luxembourgeois.

- 51% estiment que la langue d'enseignement est un des facteurs-clés dans le choix d'une école.

- 33% sont à la recherche d'une offre scolaire multilingue.

Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'Éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire.

À côté du système luxembourgeois régulier, l'offre internationale, principalement anglophone et francophone est élargie au fur et à mesure des besoins constatés.

Plusieurs écoles publiques proposent désormais des classes anglophones, francophones ou germanophones: l'Athénée du Luxembourg [classes du baccalauréat international (BI) en langue anglaise], le Lycée technique du Centre (classes du BI en langue française), le Lycée Michel Lucius (classes menant au International General Certificate of Secondary Education et aux examens du niveau A-level) et la nouvelle École internationale de Differdange (sections anglophone, francophone et germanophone).

Le MENJE continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant à offrir une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

Question 2545 (09.11.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution des métiers du secteur agricole:**

Tout comme dans bien d'autres branches de notre économie moderne marquée par le processus de la digitalisation, les profils professionnels changent également dans le secteur agricole et viticole au sens large du terme.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Selon quelle démarche les services responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse réfléchissent-ils sur l'évolution des métiers du secteur agricole et viticole en révélant d'éventuelles mutations à attendre tout en les signalant au monde scolaire?

2. Comment les échanges avec les partenaires professionnels, le Lycée technique agricole, la Chambre d'Agriculture et, le cas échéant, l'ADEM sont-ils organisés dans ce contexte précis?

3. Quels sont les profils professionnels actuels du secteur? Et quelles sont les qualifications nouvelles qui seront exigées davantage à l'avenir? Une approche prospective en la matière est-elle promue par le MENJE et par la Chambre d'Agriculture?

Réponse (08.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'économie d'un pays doit tenir compte des développements et changements tant au niveau infrastructurel qu'au niveau des nouvelles technologies afin de garantir son développement économique. Dans ce contexte, le secteur agricole et viticole doit s'adapter au processus de la digitalisation.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

ad 1.+ 2. La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit la mise en place d'équipes curriculaires (EC) pour chaque métier et chaque profession. Les EC se composent de membres issus du monde scolaire et du monde économique nommés par les chambres professionnelles patronales et salariale.

En ce qui concerne les EC des métiers de l'agriculture, des personnes issues de la Chambre d'Agriculture, du Service d'économie rurale, du Service technique de l'agriculture, des agriculteurs et des enseignants du Lycée technique agricole y sont représentées. Les EC se réunissent régulièrement afin d'affiner et de réajuster les formations et une fois par semestre une réunion d'un groupe élargi se réunit pour arrêter les changements et adaptations proposés par l'équipe curriculaire.

Ladite loi et les règlements grand-ducaux respectifs prévoient que des commissions nationales de formation élaborent les programmes de formation pratique et théorique. Pour le secteur agricole et viticole, le Service de la formation professionnelle (SFP) encadre huit équipes curriculaires, à savoir:

- mécatronicien de machines et de matériels agricoles et viticoles (DAP), mécatronicien de machines et de matériels industriels et de la construction (DAP), mécatronicien de véhicules utilitaires (DAP),

- assistant horticulteur en production (CCP), floriculteur (DAP), maraîcher (DAP),

- environnement naturel (DT), opérateur de la forêt et de l'environnement (DAP),

- agriculture (DT), agriculteur (DAP),

- pépiniériste-paysagiste (DAP), assistant pépiniériste-paysagiste (CCP),

- fleuriste (DAP), assistant fleuriste (CCP),

- horticulture (DT),

- assistant horticulteur en production (CCP), floriculteur (DAP), maraîcher (DAP) - groupe de travail entrepreneur maraîcher (DT),

et quatre commissions nationales de formation avec des groupes de travail spécifiques, à savoir:

- Agriculture,

- Environnement naturel,

- Horticulture,

- Mécanique.

Les équipes curriculaires ainsi que les commissions nationales de formation ont été mises en place dès le début de la réforme de la formation professionnelle en 2008.

De plus, le règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant sur 1) l'organisation des stages de formation en milieu professionnel de la formation professionnelle initiale et 2) la composition et les missions de l'office des stages, garantit qu'au sein de cet office les représentants des organismes de formation (monde du travail) ainsi que les représentants du milieu scolaire sont représentés, ce qui permet un échange régulier entre le monde scolaire et le monde du travail.

S'y ajoute que le SFP préside la commission consultative en matière de formation de demandeurs d'emploi ensemble avec l'ADEM et les Ministères du Travail et de l'Économie; ainsi les informations d'éventuelles pénuries respectivement de changements concernant la demande en main-d'œuvre qualifiée de la part du marché de l'emploi sont transmises par le biais du SFP aux équipes curriculaires.

ad 3. Les profils professionnels actuels résultent des travaux de préparation de la réforme de la formation professionnelle initiale. Ils ne mentionnent pas explicitement les tâches se référant à la digitalisation dans le secteur de l'agriculture et de la viticulture.

En effet, les textes établissent que l'agriculteur du 21e siècle devrait avoir recours à ces nouvelles méthodes de production pour pouvoir exercer son métier de façon durable, économiquement rentable, socialement responsable et responsable envers la nature. C'est ainsi qu'au Lycée technique agricole (LTA) toutes les nouvelles technologies utiles à un tel développement durable sont définies dans les profils de formation, les programmes de formations et les référentiels d'évaluations.

Extrait du profil professionnel:

„Der Landwirt (m/w) ist Fachkraft, Betriebsleiter, Unternehmer und Personalchef zugleich.

Er ist in der Lage, selbstständig, verantwortungsbewusst, sachkundig, und sozial verträglich wettbewerbsfähig landwirtschaftliche Produktionen zu planen, vorzubereiten, auszuführen, zu überwachen und zu vermarkten. Neben den Schwerpunktproduktionen Grünlandbewirtschaftung, Getreide-, Futter- und Hackfruchtanbau im Bereich der Pflanzenproduktion, sowie Rindviehhaltung und Schweinehaltung im Bereich der Tierproduktion sind ebenfalls eine Reihe von anderen Produktionen und Dienstleistungen denkbar. Dazu gehört auch die Erschließung regenerativer Energiequellen.

Der Landwirt ist durch Sammlung und Auswertung betriebsinterner und externer Informationen befähigt, seinen Betrieb an den laufenden Produktionsfortschritt anzupassen und entsprechend der Marktlage Alternativen zu entwickeln."

En ce qui concerne la digitalisation, il s'avère utile de signaler que:

- avec la réforme de la formation professionnelle initiale, le LTA a mis au point un module «GPS-Einsatz in der Landwirtschaft». Ce module «Global Positioning System» est accessible aussi bien aux élèves du régime de la formation DAP-agriculteur qu'aux élèves ressortissants de la formation technicien en agriculture;

- les compétences en relation avec les traitements phytosanitaires sont pratiquées par les élèves avec un équipement moderne datant de 2014. Cet équipement comprend des techniques modernes comme GPS-Switch, section-control, exportations de données numériques pour les traitements sur ordinateur, utilisation dans les carnets parcellaires…;

- afin de mieux instruire les futurs agriculteurs, le LTA s'est doté d'un nouveau tracteur ultra-moderne équipé avec un système RTK. Ce système permet des passages parallèles autonomes dans les cultures (précision d'un ordre de grandeur de 2,5 cm) et le LTA envisage de réaliser des essais de désherbage avec ses élèves.

Question 2546 (09.11.2016) de **Mme Martine Hansen**, **MM. Aly Kaes**, **Marco Schank** et **Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **participation des communes au Fonds pour l'emploi:**

Les différentes administrations communales viennent de recevoir par voie de circulaire ministérielle les données permettant d'établir le budget 2017.

Dans ce contexte, il échet de noter que certaines communes, surtout dans le milieu rural et possédant de grandes superficies, se voient considérablement augmenter leur participation au Fonds pour l'emploi. À titre d'exemple on peut citer la commune de Wincrange dont le montant de la contribution va passer de 61.000 à 1.670.000 euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle est la base légale des changements au niveau de la participation des communes au Fonds pour l'emploi?

- À l'instar de l'exemple de la commune de Wincrange, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il de telles augmentations?

Réponse (19.12.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à leur question parlementaire, je tiens à informer les honorables Députés que la future participation des communes au Fonds pour l'emploi est régie par l'article 7 de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes qui entrera en vigueur le 1er janvier 2017.

L'article 7 précité qui modifie la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dispose en effet que:

«La contribution totale des communes au Fonds pour l'emploi est fixée à 2% du montant total des communes en impôt commercial. La participation de chaque commune au Fonds pour l'emploi se compose de deux contributions:

a) Une première contribution se fait par les communes dont la moyenne des recettes combinées par population ajustée dépasse de 10% au moins la moyenne nationale par population ajustée, la population ajustée étant définie à l'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a) de la loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. La contribution correspond au montant de ce dépassement jusqu'à concurrence du montant défini à l'article 8, paragraphe 1er. Si la somme de tous les dépassements excède le montant précité, la contribution de chaque commune est réduite proportionnellement afin que les communes en question contribuent le montant défini à l'article 8, paragraphe 1er.

b) Si la somme des premières contributions des communes est insuffisante pour couvrir le montant défini à l'article 8, paragraphe 1er, une deuxième contribution s'effectue afin de combler la différence comme suit: Cette deuxième contribution incombe à l'ensemble des communes. Le pourcentage de participation de chaque commune à la deuxième contribution correspond à la part de ses recettes combinées dans les recettes combinées du pays.

Aux termes du présent paragraphe, on entend par 'recettes combinées' la somme des recettes provenant du Fonds de dotation globale des communes et des recettes de la participation directe d'une commune au produit en impôt commercial communal.»

Pour de plus amples explications, je tiens à renvoyer au commentaire de l'article précité figurant dans le projet de loi n°7036 ayant trait à la réforme des finances communales.

«Le Fonds pour l'emploi est un fonds dont la dotation et l'alimentation ont toujours été organisées selon le principe de la solidarité. Ainsi s'explique qu'historiquement, les communes ont contribué à raison de 2% par rapport à leurs recettes en impôt commercial communal. Or, force est de constater que la capacité d'une commune de participer au Fonds pour l'emploi ne se mesure pas uniquement à travers ses recettes directes en impôt commercial communal, mais également de ses recettes non affectées de l'État. Si la participation totale des communes au Fonds pour l'emploi doit toujours se faire en fonction de la situation conjoncturelle, la répartition sur les différentes communes doit aussi tenir compte des recettes en provenance du Fonds de dotation globale des communes. C'est ainsi, qu'en premier lieu, les communes disposant de recettes substantielles par habitant ajusté doivent porter la participation à ce fonds solidaire. C'est en deuxième lieu seulement que les communes participent au Fonds pour l'emploi de façon proportionnelle à leurs recettes totales par rapport aux recettes totales du pays.»

Par ailleurs, je tiens à préciser que la réforme des finances communales a notamment pour but de contrebalancer les disparités du système de financement actuellement encore en vigueur et que la future participation des communes au Fonds pour l'emploi est un élément spécifique de la réforme qui fait partie d'un tout cohérent et équilibré.

Question 2549 (10.11.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **réalisation de logements locatifs sociaux:**

Le mardi 8 novembre 2016, le premier coup de pelle a été donné pour la construction de trois résidences de la SNHBM à Luxembourg-Kirchberg dans le cadre du projet «Domaine du Kiem». En effet, la société réalise, en collaboration avec le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAK), un projet comprenant quelque 900 logements, dont 450 par la société, au Domaine du Kiem.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le programme de construction de logements du FUAK pour les prochaines années et les dates respectives d'achèvement?

- Les logements qui sont réalisés par le FUAK sont-ils destinés à la vente ou à la location sociale?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur les prix de vente des logements réalisés par le FUAK?

- Sous quelles conditions un acquéreur peut-il acheter un logement auprès du FUAK?

- Les logements sont-ils vendus ou loués sur base de critères sociaux et le cas échéant lesquels?

Réponse (21.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Lies, il y a lieu de préciser que le Gouvernement a contacté le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAK) en 2014 en vue de mettre en place une politique de logement pour les terrains sur le plateau de Kirchberg.

Dans les grandes lignes, il a été défini que 50% des logements à construire sur le plateau seront des logements sociaux et 50% des logements à coût abordable. Le volet social du programme de logement sur les terrains du Fonds sera réalisé en collaboration avec un promoteur public, à savoir la Société nationale des habitations à bon marché. Le second volet, c'est-à-dire celui à coût abordable, sera exécuté par le Fonds avec recours à des promoteurs privés.

Les tableaux ci-après reprennent le programme de logement du Fonds qui sera exécuté à court terme:

PAP Domaine du Kiem Ouest:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du Kiem sont, pour le volet social:

- en partie en construction (32 maisons en bande et 169 logements),

- en planification (logements restants).

Les logements du programme de logement à coût abordable sont:

- en partie en commercialisation avec début chantier pour mars 2017 (99 logements),

- en voie de commercialisation pour début 2017 (100 autres logements),

- en voie de développement à partir de 2017 avec une commercialisation envisageable pour fin 2018 (190 logements restants).

PAP Réimerwee Est Phase 2 et Ouest:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du programme de logement social sont en planification avec un début chantier prévu pour septembre 2017.

Les logements du programme de logement à coût abordable sont en planification. Leur commercialisation est prévue pour fin 2018 - début 2019.

PAP JFK SUD ZONE A1:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du PAP JFK Sud Zone A1 seront développés à partir de 2017 avec une commercialisation prévue à partir de 2019.

Au final, le Kirchberg comptera environ 10.300 logements, dont:

- 1.400 logements existant actuellement,

- 1.600 logements qui seront réalisés à court terme,

- 2.500 logements qui seront réalisés à moyen terme,

- 4.800 logements à réaliser à long terme.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements sur le plateau de Kirchberg réalisés dans le cadre de la politique de logement à coût abordable sont majoritairement destinés à la cession via bail emphytéotique.

Par immeuble résidentiel, 10% au moins des logements resteront cependant la propriété du Fonds en vue de la location, également dans le cadre d'un programme à loyer abordable.

Les logements sociaux respecteront, dans les grandes lignes, les clés suivantes: 75% de cession et 25% de location.

Pour l'ensemble des logements d'un site d'habitation, le prix du logement moyen est de 4.200 [1] par m² de surface utile.

Le promoteur est en droit de vendre des logements avec une variation par rapport au prix moyen précité de -10% à +10%. Le prix d'un emplacement de stationnement peut varier dans la même fourchette en fonction de la taille et de la localisation de l'emplacement.

Les conditions à respecter en vue de l'acquisition d'un logement sont les suivantes:

- un seul logement à coût abordable peut être acquis par une personne physique sur le plateau de Kirchberg, tous projets d'habitation à coût abordable du Fonds confondus;

- le logement est à occuper de manière effective, personnelle, principale et permanente; la location, la non-occupation ou la mise à disposition gracieuse du logement ne sont pas autorisées;

- clause de non-propriété: Le candidat à l'acquisition d'un logement qui est propriétaire ou usufruitier d'un logement au Luxembourg ou à l'étranger doit prouver la cession du logement dont il est propriétaire endéans un délai de trois mois suivant la remise des clés du logement acquis au Kirchberg;

- condition de l'occupation rémunérée, respectivement de la résidence principale pour les personnes retraitées dans la zone définie: Le candidat-acquéreur d'un logement doit prouver qu'il dispose, au moment de l'acquisition du logement, d'une occupation rémunérée dans la zone telle que définie comme suit:

territoire de la Ville de Luxembourg, étendu du côté:

- Strassen: zone comprise entre la limite communale et l'autoroute A6,

- Howald: zone comprise entre la limite communale et l'autoroute A1,

- Niederanven et Sandweiler: zone comprise entre la limite communale, l'autoroute et l'aéroport.

Les personnes retraitées, au lieu de travailler dans la zone définie, doivent apporter la preuve quant à leur résidence principale dans la zone définie.

Les logements à coût abordable seront répartis d'après la clé suivante:

- min 45% des logements sont réservés à des candidats-acquéreurs avec enfant(s) à charge; un candidat-acquéreur avec enfant à charge peut prétendre à un logement de deux chambres, trois chambres ou quatre chambres (voire plus si disponible);

- max 10% des logements sont réservés à des personnes retraitées; un candidat-acquéreur retraité peut prétendre à un logement de une chambre ou deux chambres;

- un candidat-acquéreur sans enfant à charge peut prétendre à un logement de une chambre ou deux chambres.

Outre cette clé de répartition et les conditions à respecter en vue de l'obtention d'un logement, aucun autre critère, notamment financier ou social, n'est à remplir.

Il reste à ajouter que le Fonds dispose d'un droit de préemption/d'une option de rachat en cas de revente du logement et/ou de l'emplacement de stationnement.

Cette option de rachat s'applique sur toute la durée du bail et à toutes les aliénations: à titre onéreux (échanges, etc.), à titre gratuit, à l'exception des donations en ligne directe ou en cas de succession.

Le Fonds ou ses ayants cause est libre d'exercer ou de ne pas exercer ce droit.

Question 2551 (10.11.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **radars et avertissements taxés:**

Le Gouvernement a récemment dévoilé des statistiques relatives aux radars fixes et mobiles. Il note ainsi qu'«au cours des six premiers mois depuis leur mise en service, les radars automatiques ont relevé 168.345 infractions dont 18.147 ont été enregistrées au moyen des radars mobiles».

Il me revient maintenant que quelque 22.000 avertissements taxés émis à l'attention de chauffeurs de voitures immatriculées à l'étranger n'auraient pas été payés dans les délais impartis.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre d'avertissements taxés non réglés endéans les délais légaux, en les distinguant selon le lieu de résidence de la personne concernée/le lieu d'immatriculation du véhicule concerné?

3. Combien de personnes ont contesté être l'auteur de l'infraction conformément à l'article 8 de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés? Messieurs les Ministres peuvent-ils également me faire part de ces données, en les distinguant selon le lieu de résidence de la personne concernée/le lieu d'immatriculation du véhicule concerné?

4. Ces avertissements taxés non «acquittés» et non contestés ont-ils à chaque fois fait l'objet de poursuites judiciaires? Dans la négative, suivant quels critères le parquet décide-t-il de ne pas poursuivre (hauteur de l'amende à payer, lieu d'immatriculation de la voiture, etc.)?

5. Plus généralement, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre et le type d'infractions enregistrées par les radars, de même que le type de véhicules impliqués et le lieu d'immatriculation de ceux-ci?

Réponse (12.12.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Il importe de noter que le nombre d'infractions auquel se réfère l'honorable Député se rapporte aux six premiers mois de mise en service des radars fixes et des radars mobiles.

Les infractions détectées au moyen de radars, fixes et mobiles, se chiffrent actuellement autour de 194.000.

Au 23 novembre 2016, le nombre d'avertissements taxés non payés dans les délais impartis, émis sur base d'infractions relevées par le système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) sur des véhicules immatriculés à l'étranger s'élève à 11.539.

ad 2. Au 23 novembre 2016, le nombre d'avertissements taxés non réglés endéans les délais légaux dans le cadre CSA selon le lieu d'immatriculation du véhicule s'élève à:

AT non payés

Luxembourg: 10.258

France: 4.565

Belgique: 3.134

Allemagne: 1.785

Pays-Bas: 1.358

Pologne: 220

Espagne: 149

Roumanie: 92

Bulgarie: 71

Suède: 50

Lituanie: 33

Hongrie: 32

Lettonie: 20

Estonie: 16

Autriche: 7

Croatie: 7

Total: 21.797

ad 3. Le nombre de contestations par «désignation autre conducteur (DAC)» traitées par le Centre national de traitement s'élève actuellement à:

Nombre de DAC effectuées

Luxembourg: 13.664

Allemagne: 1.521

France: 1.432

Belgique: 1.034

Pologne: 610

Pays-Bas: 458

Roumanie: 149

Espagne: 114

Slovaquie: 68

Lituanie: 55

Hongrie: 43

Bulgarie: 29

Croatie: 14

Lettonie: 12

Suède: 9

[1] y compris TVA à 3% sur le montant autorisé par la loi VEFA, hors la différence de TVA entre 17% et 3% sur les 10% de frais d'étude et hors indexation des tranches d'avancement basé sur l'indice des prix à la construction d'avril 2015

Autriche: 9

Estonie: 6

Total: 19.227

ad 4. Les AT non acquittés n'ont pas, à chaque fois, fait l'objet de poursuites. En application de l'article 23 du Code d'instruction criminelle, le Procureur d'État reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner. Le Gouvernement n'entend pas se prononcer sur l'exercice du principe de l'opportunité des poursuites en raison de la séparation des pouvoirs.

ad 5. Les radars ont enregistré des infractions aux limitations de vitesse, et plus précisément celles reprises au catalogue des avertissements sous les numéros 107-14 à 107-19 et 139-5 à 139-18. Pour le surplus il est envoyé aux réponses 1 à 4 ci-dessus.

Question 2552 (10.11.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes de circulation entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre:**

Depuis bon nombre d'années de plus en plus d'automobilistes recourent au chemin vicinal («In der Boels») qui relie la localité d'Erpeldange-sur-Sûre au village de Warken en passant par la rue du Château, la rue de la Croix et la rue du Pont à Erpeldange-sur-Sûre. Ainsi, les ruelles étroites du noyau historique d'Erpeldange-sur-Sûre sont utilisées comme itinéraire de délestage, ce qui provoque des situations parfois intenables en matière de sécurité routière. Ce trafic intense au vieux centre d'Erpeldange-sur-Sûre, notamment aux heures de pointe, s'explique en partie par les problèmes de circulation, dont souffre en particulier la ville d'Ettelbruck.

Il n'est donc pas étonnant que les conseils communaux d'Erpeldange-sur-Sûre (13.09.2004) et d'Ettelbruck (20.12.2004) aient proposé au Gouvernement d'étudier la possibilité de connecter le CR348 (Warken-Bourscheid) au giratoire d'Erpeldange-sur-Sûre par une nouvelle voie routière qui pourrait relier le Centre Hospitalier du Nord, la seule clinique de la région assurant un service d'urgence 24/7, par une voie alternative au réseau routier actuel.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur l'évolution du nombre de véhicules qui traversent tous les jours les ruelles concernées d'Erpeldange-sur-Sûre, le chemin repris «Goldknapp» et le chemin vicinal («In der Boels») depuis 2010?

- Selon Monsieur le Ministre, comment pourra-t-on résoudre les problèmes de circulation au sein de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre? Dans ce contexte, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il fait établir entre-temps une étude de faisabilité d'une telle liaison routière? Dans l'affirmative, quelles en seraient les conclusions?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que seul un renforcement de l'offre des transports publics au sein de la Nordstad pourra endiguer les flux de trafic entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre?

Réponse (14.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les problèmes de circulation dans la localité d'Erpeldange-sur-Sûre.

En ce qui concerne une mise à jour de l'évolution du trafic depuis 2010, je suis en mesure de fournir les précisions suivantes: sur le chemin repris CR351 «rue Goldknapp» entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch, les comptages les plus actuels dont dispose l'Administration des ponts et chaussées révèlent un trafic journalier moyen dans les deux sens de circulation de 768 voitures en 2010 et en 2011 et de 833 voitures en 2012. Quant au chemin vicinal reliant la localité d'Erpeldange-sur-Sûre au village de Warken à travers les hauteurs du lieu-dit «Bëlz», mes services ne disposent pas de comptages et je ne suis donc pas en mesure de me prononcer sur l'évolution du nombre de véhicules sur ce tronçon de route relevant de la compétence communale. Dans ce contexte et concernant le trafic dans les ruelles étroites du noyau historique d'Erpeldange-sur-Sûre, je rends attentif que suivant le paragraphe 3 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les autorités communales ont la possibilité de réglementer la circulation sur leur propre voirie.

Quant à une éventuelle nouvelle voie routière partant du giratoire d'Erpeldange en direction de la «Haard» respectivement en direction du CR348 «avenue Salentiny» à Ettelbruck, tous les éléments de réponse ont déjà été fournis dans le cadre de la question parlementaire du 13 juillet 2011 *(cf. question parlementaire n°1574, compte rendu n°17/session ordinaire 2010-2011)*. La priorité gouvernementale est réservée à d'autres projets comme la priorisation du bus sur la route N7 entre Ettelbruck et Diekirch, l'extension du réseau des pistes cyclables entre les différentes localités concernées ou le contournement d'Ettelbruck-Niederfeulen. Ces projets ont le potentiel nécessaire pour améliorer durablement le trafic et augmenter ainsi la qualité de vie au sein des villages.

Pour apaiser la circulation dans toute la région, il faut effectivement miser sur les projets de la Nordstad développant l'offre et la qualité des transports publics. Le futur pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck, constituant une grande amélioration pour les transports en commun en général, permettra aux instances compétentes de réaliser plus facilement des mesures supplémentaires comme la mise en place de bus locaux et le recours à des moyens de transport alternatifs (e-mobilité, car-sharing, etc.).

Question 2555 (14.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **transfert de données de clients de la BCEE par l'administration fiscale allemande au fisc belge:**

Selon le journal belge «L'Echo», le fisc belge a obtenu de l'administration fiscale allemande des données relatives à pas moins de 49.000 numéros de comptes qui ont été «volées» à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État. Ces données contiennent notamment les adresses des domiciles et des noms de famille des titulaires des comptes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- La BCEE a-t-elle porté plainte auprès des autorités judiciaires pour cause de soupçon de soustraction potentielle de données bancaires

- Le Gouvernement est-il intervenu auprès du Gouvernement belge?

Réponse (13.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°1537 des mêmes députés *(cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2015-2016)*, la BCEE a émis en date du 31 octobre 2015 un communiqué de presse, dans lequel elle a confirmé déposer plainte contre inconnu sur base d'informations relayées par la presse selon lesquelles il ait pu y avoir une soustraction de données dans son chef.

Les autorités luxembourgeoises sont en contact régulier avec leurs homologues belges. Eu égard au dossier en question, l'échange sur demande des informations correspondantes est possible sur base de la législation luxembourgeoise actuellement en vigueur, conformément aux standards du «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Il convient de rappeler par ailleurs que le Luxembourg applique l'échange automatique d'informations en matière fiscale, y compris avec la Belgique, notamment sur base des lois du 25 novembre 2014 et du 18 décembre 2015.

Question 2556 (16.11.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **médicaments «anti-Alzheimer»:**

Les experts de la Haute Autorité de Santé (HAS) en France estiment inefficace les quatre médicaments «anti-Alzheimer», qui avaient lors de leur introduction suscité une grande vague d'espoir auprès des patients et des soignants, et qui représentent un aspect de coût non négligeable pour les organismes de sécurité sociale.

En effet, la HAS avait déjà demandé en 2007 le déremboursement de ces médicaments, qui n'auraient qu'un effet très modeste et au mieux temporaire et qui en plus présenteraient un risque non négligeable quant aux effets secondaires, surtout chez des patients polymédiqués.

Elle a réitéré cette mise en garde, après avoir passé au peigne fin une centaine d'études scientifiques disponibles en la matière dans un rapport publié en octobre passé: «L'intérêt médical des quatre médicaments de la maladie d'Alzheimer est insuffisant pour justifier leur prise en charge par la solidarité nationale.» Ils estiment que l'efficacité est au mieux modeste pour les symptômes cognitifs, et même cette action serait limitée dans le temps («au plus un an»), ainsi qu'aux patients plus jeunes que ceux que l'on traite pour la grande majorité. Un effet sur les troubles du comportement, la qualité de vie, le délai d'entrée en institution et la mortalité par contre ne sont toujours pas établis.

La HAS préconise une prise en charge non médicamenteuse et un parcours de soins afin d'accompagner la prise en charge des patients et de leur entourage.

Ces médicaments sont commercialisés chez nous, disponibles à la prescription par tous les médecins, mais ils sont cependant soumis à un protocole de prescription, contrairement aux règlements français. Une prise en charge par les caisses de maladie doit ainsi être demandée chaque année.

Ceci pourrait éviter une prescription en cas d'effets secondaires, de combinaison médicamenteuse pouvant présenter risque, mais surtout d'inefficacité. Cependant, les médecins sont exposés à une publicité assez agressive de la part de certaines firmes pharmaceutiques, l'une d'elles ayant, pendant une conférence «scientifique», parlé de risques que présenterait un arrêt de la médication.

Devant cette déclaration claire et scientifiquement appuyée de la HAS et en présence des règles de prescription établies à Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quel est le nombre de patients actuellement traités par un des «quatre» par rapport au nombre total de patients suivis pour démence type Alzheimer?

- Quelle est la durée de traitement moyenne par un de ces médicaments?

- Quel est le nombre de refus des prolongations de traitement par rapport au nombre de demandes soumises?

- Est-ce que Madame la Ministre de la Santé a prévu une prise en charge non médicamenteuse des malades?

- Pour quelle raison les tests neuropsychologiques pour effectuer un dépistage précoce de la maladie ne sont-ils pas pris en charge par la Caisse de santé?

- Dans le cadre du programme de prévention de la démence, quels sont les critères de recrutement, quel est le nombre de patients y enrôlés actuellement, quel est le coût actuellement engagé par patient?

- Dans le cadre de ce programme, quel rôle joue le traitement médicamenteux dont question?

Réponse commune (15.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

- Le nombre de patients traités par un des quatre médicaments au cours de la période analysée (de juillet 2015 à juin 2016) figure dans le tableau ci-dessous:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le grand total du nombre de patients ne correspond pas à la somme des nombres de patients par DCI (dénomination commune internationale) vu que les patients peuvent être traités par plusieurs DCI au cours de la période analysée.

- La Caisse nationale de santé n'est pas en mesure de répondre à cette question. En principe une fois le diagnostic établi, les médicaments sont pris à vie.

- Sur la période analysée (07/2015-06/2016) un total de 2.188 titres de prise en charge ont été émis par la CNS. Sur la même période quatre demandes ont été refusées. (Nouvelles demandes et demandes de prolongations confondues.)

Au 30.06.2016, 2.577 titres de prise en charge étaient en cours.

- Le Ministère de la Santé a mis en place un groupe de travail «Demenz im Krankenhaus» (DIK) qui rassemble des représentants de tous les établissements hospitaliers. Ce groupe de travail est en train d'élaborer des réflexions pour améliorer la prise en charge des personnes démentes. Pour la fin du premier trimestre 2017, il est prévu de publier une brochure, qui rassemble des propositions dans six domaines différents. Un échange dans le groupe, sur l'implémentation de ces mesures est également prévu après la publication.

Le «programme démence prévention» (pdp) ne préconise ni des médicaments ni un traitement médicamenteux pour la prise en charge des malades. Le pdp propose une prévention secondaire individualisée portant sur les éléments ci-dessous (voir schéma) en présence d'un diagnostic si possible précoce.

Domaines dans lesquels les mesures préventives sont choisies pour le patient:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- L'assurance maladie prend en charge les prestations délivrées par des prestataires conventionnés pour autant que ces prestations sont prévues par une nomenclature et qu'elles sont dispensées selon les conditions et les modalités prévues.

En vertu de l'article 65, alinéa 12 du Code de la sécurité sociale, «la Commission de nomenclature peut se saisir elle-même de toute affaire relative à ses attributions. Elle peut être saisie également de toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, services ou fournitures par les ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale ou la Santé, le Collège médical, le Contrôle médical de la sécurité sociale, la Caisse nationale de santé, la Commission de surveillance ou encore par les parties signataires des conventions».

- Critères de recrutement pour le pdp:

• tout assuré du système de sécurité sociale luxembourgeois qui satisfait aux critères diagnostiques précis;

• les patients inclus dans le programme sont des patients atteints de démence d'Alzheimer (AD), démence vasculaire (VaD), démence mixte (mixte AD et VaD). L'inclusion dans le programme n'est possible que s'il s'agit d'une démence très légère;

• le médecin traitant effectue les mesures diagnostiques à la demande du patient, communique le diagnostic au patient et transfert le patient sur sa demande au pdp;

• les critères de diagnostic:

a) les patients peuvent être inclus, si le médecin traitant a basé son diagnostic sur un tableau clinique approprié ET sur un testing neuropsychologique adéquat selon les critères de la NIA-AA. Un diagnostic par le biais de biomarqueurs est recommandé d'après les recommandations de l'IWG I, GTI-II ou NIA-AA;

et

b) les patients précliniques (diagnostiqués seulement par les biomarqueurs) peuvent être inclus si un niveau suffisant de preuve est présent. Cela doit être discuté pour chaque cas individuel avec les responsables du pdp;

et

c) les patients atteints de démence très légère (AD, VaD; MMSE > 25, CDR 0,5) peuvent être inclus.

Le coût du testing neurocognitif complémentaire (environ 200 euros) doit être supporté par le patient lui-même. En cas de difficultés (revenu inférieur ou égal au revenu minimum légal), le programme pdp assume ces frais.

Question 2557 (16.11.2016) de **MM. Max Hahn** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant l'**amiante:**

Avant l'introduction des panneaux de gypse (placoplatre), beaucoup de murs de maisons étaient construits en utilisant de l'amiante, substance prohibée depuis 2001. Les tuyaux caloporteurs étaient souvent revêtus d'un mélange de plâtre et de fibres d'amiante. Cette situation ne présente pas de danger aussi longtemps que les fibres ne sont pas exposées à l'air. Or, lors d'assainissements de bâtiments, ces matériaux doivent être évacués de façon séparée sur une décharge à part.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

- Dans quelles années l'amiante a-t-il été utilisé dans le secteur de la construction, et surtout le secteur de l'isolation?

- Les Ministres sont-elles en mesure de nous informer quant à l'envergure du problème de l'amiante au Luxembourg (présence dans les bâtiments publics et maisons privées)?

- Étant donné que des murs contenant de l'amiante peuvent graduellement se décomposer et libérer des fibres d'amiante et ainsi poser des risques de santé aux habitants, envisagent-elles d'en informer de façon plus rigoureuse les locataires et propriétaires potentiellement exposés?

- Considérant le coût élevé de l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, les Ministres sont-elles disposées à introduire une aide aux personnes privées lorsque celles-ci décident d'assainir une maison posant des risques?

Réponse commune (15.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'utilisation de l'amiante dans la construction a débuté déjà peu après la Première Guerre mondiale en Europe. Vu ses caractéristiques intéressantes et son faible coût de production, l'utilisation de l'amiante en tant qu'isolant thermique était très populaire au sein de l'industrie, mais aussi dans le domaine de la construction (publique et privée) au cours des années 60 à 80 du dernier siècle. Une autre application de l'amiante, fortement répandue dans le secteur du bâtiment, était l'amiante-ciment, dont l'utilisation se poursuivait jusqu'au début des années 90.

Or, généré par les fibres d'amiantes, le matériau s'est révélé dangereux pour la santé de l'homme, de sorte à ce que son utilisation a peu à peu été réduite dans l'Union européenne. Au Luxembourg, la mise sur le marché et l'utilisation de l'amiante en général sont interdites depuis 2001. D'ailleurs, dès 1986, la mise sur le marché et l'emploi de différents types d'amiante était déjà interdite au fur et à mesure. Ainsi, si en 1988, la projection de l'amiante par flocage a été interdite, ont été interdites, en 1994, la mise sur le marché et l'emploi de l'amiante du type crocidolite, amosite anthophyllite, actinolite et trémolite, ainsi que la mise sur le marché et l'emploi de la fibre d'amiante du type «chrysotile» et des produits la contenant.

En outre, selon l'annexe XVII du règlement européen sur les produits chimiques REACH [(CE) n°1907/2006], «la fabrication, la mise sur le marché et l'emploi de ces fibres et des articles et mélanges auxquels elles ont été délibérément ajoutées sont interdits».

Comme l'amiante était considéré à l'époque comme un matériau de construction ordinaire, on ne voyait évidemment aucune nécessité de documentation. Dans la mesure où l'utilisation de produits contenant de l'amiante n'a pas été assujettie à une autorisation préalable au Luxembourg, il n'existe donc pas de statistiques quant à l'utilisation dans le secteur de la construction et de l'isolation.

En matière d'information et de sensibilisation, l'Administration de l'environnement a pris les devants et publié des explications et recommandations quant à l'amiante sur le site Internet créé spécifiquement à cet effet: http://deee.aev.etat.lu/kreosot_asbest/fr/amiante.html

Les entreprises exécutant des travaux de démolition ou de reconstruction, susceptibles de contenir ou de libérer des fibres d'amiante, sont en général suffisamment formées/informées sur le risque lié à l'amiante. Les salariés exposés sont soumis à un examen spécifique en médecine du travail, qui englobe une radiographie pulmonaire initiale, puis des examens de contrôles à des intervalles réguliers. De même, les maladies en relation avec l'amiante peuvent être reconnues et indemnisées par l'Association d'assurance contre les accidents.

Le volet sécurité du travail et les autorisations de chantier y relatives sont couverts par l'Inspection du travail et des mines.

Actuellement, il n'est pas prévu de mettre en place des aides financières destinées à des particuliers lorsque ceux-ci souhaitent procéder à l'enlèvement d'amiante. Il faut toutefois rappeler que dans le cadre des collectes de déchets problématiques organisées par la SuperDrecksKëscht, de petites quantités de produits contenant de l'amiante sont repris gratuitement des particuliers.

Q92

Question 2558 (16.11.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique hôtelier Alexis-Heck:**

Récemment, les élèves du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) à Diekirch se sont distingués par leur savoir-être et leur savoir-faire par l'obtention de trois médailles: or, argent et bronze en promouvant le LTHAH comme l'une des meilleures écoles en hôtellerie et tourisme parmi la centaine présente aux rencontres européennes AEHT des écoles d'hôtellerie et tourisme.

En considérant ce bilan positif du lycée, il est à remarquer dans ce contexte, que depuis janvier 2016, le LTHAH manque d'un directeur faisant fonction. Dans sa réponse à ma question orale n°212 du 5 juillet 2016 *(cf. compte rendu n°41/session ordinaire 2015-2016)*, Monsieur le Ministre a fait préciser qu'un nouveau directeur ne sera proposé qu'après la mise en place du concept national pour l'ensemble du secteur Horeca en collaboration avec des partenaires externes et les lycées concernés.

Dans la mesure où le Ministre n'a pas répondu à la plupart des questions posées dans ma question parlementaire n°2386 du 19 septembre 2016 *(cf. compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016)*, j'aimerais (re)poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Pour quelles raisons le poste de nouveau directeur ne sera-t-il occupé qu'après l'élaboration du concept national? Les exigences requises pour le poste en question varient-elles en fonction du concept national?

- Quand le Ministre envisage-t-il de nommer un nouveau directeur/directrice?

- Monsieur le Ministre a annoncé que le LTHAH se verrait attribuer la qualité d'un centre d'excellence. Le Ministre peut-il me fournir des informations supplémentaires sur le centre d'excellence? Quelles seront ses fonctions?

- Dans la mesure où le futur lycée à Clervaux offrira également un DAP cuisinier, est-ce que le concept national, qui réorganisera aussi l'offre en formations du LTHAH, aura été entretemps élaboré?

- Dans l'affirmative, quels sont les objectifs du nouveau concept?

Réponse (20.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Comme réponse à la question parlementaire n°2558 de l'honorable Députée Martine Hansen, j'aimerais compléter mes prises de position antérieures [questions parlementaires n^{os}2110 *(cf. compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016)* et 2386 et question orale n°212] par les précisions suivantes:

En effet, je vais soumettre au Conseil de Gouvernement une modification légale relative à l'éligibilité des candidats briguant le poste de directeur de certains lycées particulièrement spécialisés. Ceci vaut également pour le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck. Je propose cette mesure suite aux échanges avec les représentants du secteur Horeca et afin de souligner le prestige et l'excellence dudit lycée.

L'agencement des offres scolaires du LTHAH et du futur Lycée Edward Steichen à Clervaux sera décidé le moment venu. Il faudra alors considérer l'évolution du LTHAH en ce qui concerne les deux formats de formation initiale ainsi que des BTS à concevoir dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme.

Question 2559 (16.11.2016) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **N6 entre Mamer et Bertrange:**

Il s'avère que d'importants bouchons se manifestent quotidiennement dans la montée du Tossebierg sur la N6 entre Mamer et Bertrange. Ces files sont principalement dues au fait que le trafic empruntant la N6 depuis Mamer en direction de Luxembourg la phase verte des feux de signalisation situés au croisement N6/rue de Mamer/Belle Étoile à Bertrange est de 40 secondes, la phase rouge étant de 1 minute 20 secondes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les motifs du réglage des feux de signalisations «en défaveur» des automobilistes empruntant l'axe principale, à savoir la N6 en provenance de Mamer et se dirigeant vers Luxembourg?

- Par quels moyens et endéans quel délai, le Gouvernement entend-il remédier à cette situation alors qu'aux heures de pointe les files dépassent les 3 km de longueur?

- Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour assurer une plus grande fluidité du trafic automobile depuis Steinfort vers Luxembourg?

- Pour quelles raisons et malgré son engagement formel, le Gouvernement n'a-t-il jusqu'à présent pas tenu une réunion de présentation des mesures d'amélioration de la mobilité dans l'ouest du pays, cette réunion initialement fixée début juin 2016 devant à l'époque être reportée à brève échéance?

Réponse (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations quant aux projets d'optimisation sur la N6 depuis Steinfort vers Luxembourg.

En ce qui concerne le réglage insatisfaisant de l'installation de feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tossebierg dans la commune de Bertrange, ce réglage est dû à un disfonctionnement à l'époque de certains détecteurs de trafic suite à des travaux routiers. Ces détecteurs ont été réparés entre-temps par une entreprise spécialisée sous la régie du Service électro-mécanique de l'Administration des ponts et chaussées et l'installation de feux tricolores fonctionne suivant la programmation initialement prévue, avec une phase verte pour le flux de Mamer vers Bertrange de 19 à 60 secondes en fonction du trafic.

La Division de la voirie de Luxembourg est en train de planifier un projet concernant l'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34. Ce projet, dont le dossier de soumission est actuellement en cours de finalisation, prévoit l'optimisation de cette section par l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34 ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers.

En ce qui concerne, les mesures pour assurer une plus grande fluidité du trafic entre Steinfort et la ville de Luxembourg, différents projets sont en cours de planification tels que l'optimisation de la traversée de Steinfort, l'optimisation du giratoire au Windhof ainsi que l'optimisation de l'échangeur autoroutier de Strassen. Une étude de trafic régionale est également en cours.

S'y ajoute le projet-pilote pour une gestion centralisée des feux tricolores sur cette section de route dans le but de mieux gérer le trafic motorisé, d'améliorer la performance du transport public par bus et de mieux tenir compte de la mobilité douce. Ce concept prévoit, d'une part, la création d'une centrale de gestion à distance du trafic auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de pouvoir gérer à distance toutes les installations de feux tricolores y connectées dans le pays. D'autre part, il est prévu que dans une première phase les feux tricolores sur la N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen soient exploités par l'Administration des ponts et chaussées et connectés à la nouvelle centrale de gestion à distance du trafic. L'avantage pour les communes, à part ceux décrits ci-avant, est que les frais pour l'exploitation et la maintenance de ces feux tricolores soient repris par l'État. Le succès de ce projet-pilote est essentiellement tributaire de la collaboration des communes de Strassen, de Bertrange et de Mamer.

Finalement, la réunion de présentation concernant les mesures d'amélioration du trafic dans l'ouest du pays n'a pas encore été fixée vu que les études citées ci-avant n'ont pas encore été finalisées par les bureaux d'études spécialisés.

Question 2560 (16.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **possibilité des communes de financer les édifices religieux:**

En réaction à l'avis du Syvicol relatif au projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'est récemment exprimé de la façon suivante:

«(...) duerch mäin neie Projet de loi kréien d'Gemengen d'Méiglechkeet, selwer ze décidéieren, ob si nach fir d'Kierch wëlle bezuelen oder net. Wa si Propriétaire ginn, da musse si bezuelen (esou wéi all Propriétaire fir säin Objet). A wa si net Propriétaire ginn, da muss een anere bezuelen. (...)»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il soutenir les communes dans leur volonté d'acquérir les édifices religieux situés sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre entend-il aviser favorablement les conventions conclues en ce sens, même si ces conventions comportent des conditions telles l'inscription de ces édifices religieux à l'annexe III de la future loi? À défaut, quelles sont les motivations de Monsieur le Ministre pour ne pas les avaliser?

- Dans le cas d'un transfert au Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique d'un édifice religieux appartenant à une commune contre le gré de cette dernière, le Gouvernement ne craint-il pas exposer l'État à des demandes en indemnisation basées sur l'article 16 de la Constitution respectivement sur la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques?

Réponse (29.11.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*:

La question parlementaire sous objet a encore trait au projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique déposé à la Chambre des Députés depuis le 29 août 2016.

Il y a une nouvelle fois lieu de rappeler aux honorables Députés que, selon la procédure législative qui devrait bien leur être connue, il appartient à la Chambre des Députés de voter des lois en apportant aux projets déposés et examinés en commission parlementaire les amendements qu'elle juge nécessaires. Par contre, la manière d'insister sur moult détail d'un projet déterminé par le biais d'une myriade de questions parlementaires ne fait pas partie des usages en la matière.

Je me plierai néanmoins à l'exercice qui m'est demandé en fournissant aux honorables Députés les informations souhaitées. Par mes circulaires n^{os} 3255 et 3393, datées respectivement au 24 avril 2015 et au 9 août 2016, j'ai invité les communes à produire les titres documentant la propriété des édifices religieux implantés sur leur territoire, sinon à se mettre d'accord avec les fabriques d'église sur la propriété de ces édifices selon les intérêts locaux à apprécier entre parties.

Ces titres de propriété et conventions permettront la finalisation de l'annexe II du projet de loi précité. En effet, cette annexe est censée comporter le relevé des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique avec indication de leur lieu d'implantation, leur contenance, leur numéro cadastral (pour partie mis à jour par l'Administration du cadastre et de la topographie en vue de pouvoir réserver pour chaque édifice religieux un numéro séparé de celui valant, le cas échéant, pour les alentours) et leur propriétaire.

Il importe de distinguer en la matière entre les accords trouvés au sujet de l'attribution de la propriété des édifices religieux et les conventions ayant trait à d'autres arrangements que les communes ont pu trouver avec les fabriques d'église au sujet des fonds immobiliers dont les dernières sont, le cas échéant, les affectataires. Dans une récente lettre adressée aux communes, j'ai cru devoir particulièrement insister sur ce point, alors que l'inscription d'un édifice religieux sur l'annexe II emportera attribution de propriété, tandis que pour les autres opérations immobilières convenues entre les fabriques d'église et les communes un acte notarié restera de rigueur.

Il appartiendra finalement au législateur de déterminer quels seront les édifices religieux devant figurer à l'annexe III de la loi en projet. Dès que le contenu de l'annexe II aura pu être arrêté, je me proposerai de soumettre à la Chambre des Députés un relevé des églises censées faire l'objet de cette annexe III.

Quant à la troisième question des honorables Députés, je puis admettre que, tout en gardant à l'œil l'intérêt propre de la commune, les responsables communaux se décideront en âme et conscience soit pour la conclusion d'une convention avec la ou les fabriques d'église fonctionnant sur leur territoire, soit pour une attitude passive laissant au législateur le soin de trancher la question de la propriété des édifices religieux.

Question 2561 (16.11.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**Islam radicalisé:**

«L'essentiel» a relayé hier une information diffusée par les médias allemands selon laquelle la

police allemande aurait lancé une vaste série de perquisitions contre un mouvement salafiste soupçonné d'avoir incité 140 personnes à rejoindre les rangs du groupe État islamique. Le groupe que visait la police s'appelle «Die wahre Religion».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations selon lesquelles des membres du groupe susmentionné auraient établi leur résidence au Luxembourg?

2. Les opérations policières et judiciaires menées dans nos pays voisins ne risquent-elles pas d'inciter les sympathisants de l'Islam radical de chercher refuge au Luxembourg?

3. Comment le Gouvernement fait-il en sorte que des personnes radicalisées ne suivent des activités leur permettant de diffuser leur message et de recruter d'autres personnes pour leur cause (écoles, lycées, centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale, lieux de culte, etc.)? Le Gouvernement a-t-il connaissance de tels cas?

Réponse commune (14.12.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Le Gouvernement peut confirmer les informations selon lesquelles des personnes résidant au Luxembourg ont distribué dans le passé à plusieurs reprises des corans gratuits dans des lieux publics à l'instar des distributions de corans organisées en Allemagne par les membres du mouvement «Lies!» ou «Die wahre Religion».

Comme déjà souligné dans la réponse à la question parlementaire n°0734 *(cf. compte rendu n°5/session extraordinaire 2014-2015)*, les Ministres souhaitent «rappeler l'article 19 de la Constitution qui stipule que: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression de délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés» ainsi que l'article 24 de la Constitution qui prévoit que «la liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie».

En d'autres termes, un culte peut être exercé librement pour autant que cet exercice ne contrevienne pas à l'ordre public luxembourgeois, le respect de ce dernier relevant des attributions des autorités judiciaires et policières.

ad 2. Les autorités luxembourgeoises n'ont pas connaissance que des personnes visées par les perquisitions en Allemagne seraient venues s'établir au Luxembourg.

ad 3. Selon un communiqué publié par le Ministère de l'Intérieur allemand, le groupement «Die wahre Religion» a été interdit en Allemagne parce que des personnes ont utilisé la religion pour propager des idées extrémistes et soutenir des organisations terroristes.

Les dispositions du cadre légal luxembourgeois ne prévoient pas de possibilité d'interdiction de mouvements du type «DWR». En revanche les activités de recrutement et de provocation au terrorisme sont visées par les articles 135-11 et 135-12 du Code pénal.

Les mesures mises en place par le Gouvernement pour prévenir les phénomènes de la radicalisation sont détaillées dans la réponse à la question parlementaire n°2380 du 14 septembre 2016 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth *(cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2016-2017).*

Question 2563 (17.11.2016) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **espèces en danger trouvées au site «Schëttermarjal»**:

Kee Wuert ass bis elo an den Diskussiounen iwwert den „Schëttermarjal", deen d'Gemeng Lëtzebuerg an hirem neie PAG als Bauland ausweist, oder och an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°2322 iwwert d'Mauereidechs an d'Ringelnatter *(cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2015-2016)* verluer gaangen, déi op deem Site vum Ëmweltministère viru Kuerzem nogewise goufen. Béid Aarte sinn duerch d'Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie, Anhang 4, europawäit an och zu Lëtzebuerg gesetzlech zënter 2004 geschützt.

Am Interessi vun der Biodiversitéit a vu bedreeten Déierenaarte wëll ech dofir dës zousätzlech nei Froen un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt mat der Ringelnatter an der Mauereidechs um Site „Schëttermarjal" zwou geschützten Déierenaarte vun hirem Ministère fonnt a confirméiert gi sinn?

2. Wéi ass et méigiech, datt d'Präsenz vun dësen zwou Aarten net an den Ëmweltrapporten, déi fir dëse Site am Kader vum neie PAG vun der Stad Lëtzebuerg a vun hirem Ministère gemaach goufen, opdaucht?

3. Ass séchergestallt, datt déi entspriechend Etüden um Terrain gemaach goufen, oder baséiere si deelweis op méi alen Ënnersichungen?

4. Och wann et gutt a richteg ass ze verhënneren, datt Etüden duebel gemaach ginn, ass net d'Präsenz vun zwou neien Déierenaarten e gudde Grond, fir och eng nei Etüd um Terrain ze lancéieren?

5. Kënne Kompensatiounsmoossname fir Baumoossnamen um „Schëttermarjal" iwwerhaapt nach an d'Ae gefaasst ginn, wann dës Baumoossnamen de Liewensraum vun deenen zwou rezent entdeckte bedreeten Déierenzorte fir ëmmer géifen zerstéieren?

6. Gëtt net d'Präsenz vun zwou streng geschützten Déierenaarten dem „Schëttermarjal" „déi national erausstiechend ökologesch Wichtegkeet", déi d'Madamm Minister an hirer Äntwert op meng éischt Fro nach vermësst hat?

Réponse (13.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Iwwert d'Ringelnatter, déi keng Aart ass vum Anhang 4 vun der Flora-Fauna-Habitat (FFH) - Richtlinn, huet de Ministère keng Informatiounen op dësem Site.

Par contre huet d'ANF (Administration de la nature et des forêts) de Ministère am August 2016 per Mail informéiert, dass et um Site en Noweis gëtt vun der Glattnatter (och Schlingnatter genannt). Dëst ass eng Aart vum Anhang 4 vun der FFH-Richtlinn. Och d'Mauereidechs ass um Site nogewisen.

ad 2. Den Ëmweltministère mécht keen Ëmweltrapport fir Pläng vun de Gemengen. Den Auteur vum Plang ass zoustänneg laut Artikel 4 vum SUP-Gesetz vum 22. Mee 2008 fir d'SUP-Prozedur an den Ëmweltrapport, dee vun engem agreéierte Bureau gemaach gëtt. Den Ëmweltministère intervenéiert an där Prozedur mat zwee Avisen.

Laut den Informatioune vum Ëmweltministère waren déi uewe genannten Donnéeën net bekannt zum Zäitpunkt, wéi 2013 den Ëmweltbericht am Kader vun der Modification ponctuelle um Site erstallt gouf.

An dësem Kontext huet allerdéngs den Expert, dee fir d'Fliedermausetüd am Ëmweltbericht zoustänneg war, schonns dorop higewisen, dass „trotz intensiver Suche ergaben sich keine Eidechsennachweise". Dës Dokumenter goufen der Chamber am Kader vun der Question parlementaire N°2322 zur Verfügung gestallt.

Wéinst der Configuratioun vum Site huet d'Ëmweltministesch am Avis vum 16. Juni 2014 iwwert deeselwechten Ëmweltbericht geschriwwen, dass «…il convient de constater que l'évaluation se sera limitée à la seule analyse des impacts potentiels pour les chiroptères à l'exclusion de toute autre espèce bénéficiant du même régime de protection et qui trouverait habitat sur le site en question».

ad 3. + 4. Laut eisem Wësse si par rapport zum Ëmweltbericht vun 2013 keng zousätzlech Etüde gemaach ginn am Kader vun enger SUP-Prozedur. Et muss awer och festgehale ginn, dass opgrond vun der Enquête publique an der Consultatioun vun den Autoritéiten am Kader vun der SUP-Prozedur, déi 2016 fir de Gesamt-PAG gelaf ass, d'Präsenz vu geschützten Aarten thematiséiert ginn ass.

Am Avis nom Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz huet d'Ëmweltministesch den 13.10.2016 geschriwwen: «… En l'état, il y a lieu de constater que le projet de PAG y prévoit la conservation de certains biotopes (pelouses sèches…) périphériques et identifie un certain nombre d'habitats protégés dans la partie plus centrale. En raison de la présence avérée d'espèces de l'annexe 6 de loi modifiée du 19 janvier 2004 (p. ex. la coronelle lisse), des évaluations plus approfondies concernant les espèces protégées sont encore nécessaires. Celles-ci devraient dès lors être abordées lors des travaux de planification en amont de la procédure de PAP y relative et le PAG devrait en faire clairement mention dans sa partie réglementaire». Et soll dann och drun erënnert ginn, dass laut Artikel 9 vum SUP-Gesetz d'Observatiounen aus der Consultatioun vum Public a vun den Autoritéiten ze considéréiere si bei der Ausschaffung vum Projet de plan, déi nach net ofgeschloss ass. Doriwwer eraus gesäit den Artikel 11 vum selwechte Gesetz vir, dass d'Autoritéit, déi responsabel ass fir d'Ëmsetzung vum PAG, de Suivi muss maachen am Fall wou duerch de Plang méiglech negativ Auswierkungen op d'Ëmwelt entstinn.

ad 5. Fir d'Éischt muss ee feststellen, dass de Projet de PAG par rapport zum PAG en vigueur, an deem dëse Site jo schonns Bauland ass, iwwer eng Servitude eng Reduktioun vun der Baufläch virgesäit.

Déi détailléiert Moossnamen, déi ze huelen sinn, hänken in fine of vum konkrete Bauprojet an de Bauträger muss sécherstellen, dass säi Projet net en infraction ass mat dem Naturschutzgesetz. Am Kader vun der Erstellung vum PAP sinn entspriechend Moossname méttels Etüden um Terrain ze determinéieren.

Dës Moossname kënnen dann en Upasse vum Bauprojet bedeiten, en Aschränke vun der Bebaubarkeet vum Terrain oder och sougenannten CEF-Moossnamen (continuous-ecological-functionality-measures). Dëst si virgezunnen Ausgläichsmoossnamen, déi déi ekologesch Funktionalitéit vun de geschützte Reproduktions- an Rouplaze vun dësen Aarte séchere sollen. Fir déi genannten Aarte sinn esou Moossnamen opgrond vun Erfahrungswäerter aus dem Ausland machbar.

ad 6. Den neien nationalen Naturschutzplang («plan national pour la protection de la nature» - PNPN), deen am Moment finaliséiert gëtt, gesäit net vir, dëse Site als nationaalt Naturschutzgebitt auszeweisen. D'Prioritéitelëscht aus dem PNPN gouf vum Ministère zesumme mat den Experte fir déi jeeweileg Aarten an Habitaten am Kader vu Workshoppen ausgeschafft. Fir de Rescht verweisen ech op meng Äntwert an der Question parlementaire 2322.

Question 2564 (17.11.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **publication des informations pays par pays:**

Avec la directive (UE) 2016/881, la déclaration pays par pays est introduite pour les groupes d'entreprises multinationales comptant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 millions d'euros, obligeant celles-ci à fournir chaque année et pour chaque pays dans lequel ils sont actifs certaines données concernant principalement leurs chiffres d'affaires, leur bénéfice et les impôts payés. Au Luxembourg, il est prévu de transposer cette directive à travers le projet de loi n°7032.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative anti-BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) et a comme objectif de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, ainsi que contre l'optimisation fiscale agressive. En obligeant les grands groupes de multinationales à désagréger leur comptabilité par juridiction fiscale, de telles stratégies deviennent plus visibles et sont donc plus faciles à contrer.

Cependant, en limitant l'accès à ces données aux seules administrations fiscales, l'initiative perd beaucoup de son efficacité, puisque cela empêche un examen public (public scrutiny) de la part des citoyens, des chercheurs ou des membres d'organisations non gouvernementales. Pour cette raison, la Commission européenne a, au printemps 2016, mis sur table une proposition (COM(2016) 198 final) visant à rendre une partie des informations pays par pays accessible au public.

Selon des rapports médiatiques concordants, le Luxembourg essaierait, ensemble avec certains autres pays membres, d'empêcher que cette proposition soit formellement adoptée. Ainsi, le Luxembourg aurait œuvré afin que la question soit traitée comme relevant du domaine fiscal et exigeant dès lors l'unanimité, une position qui aurait été confirmée par un avis des services juridiques du Conseil. Les observateurs estiment qu'il s'agit là d'une stratégie pour signer l'arrêt de mort de cette proposition en donnant un droit de veto aux pays membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement est-il opposé à la proposition susmentionnée et si oui, pourquoi?

2. Le Gouvernement soutient-il l'avis des services juridiques du Conseil selon lequel la proposition sur la publication des informations pays par pays relève du domaine fiscal et devrait donc être adoptée à l'unanimité (selon l'article 115 TFUE)?

3. Le Gouvernement est-il déterminé à voter contre la proposition de la Commission, indépendamment de la base légale finalement adoptée?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le principe de la déclaration pays par pays gagne en efficacité si un examen public est possible et que l'Union européenne est dans la responsabilité de montrer l'exemple aux autres acteurs mondiaux en allant de l'avant?

5. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que l'opposition à la proposition de la Commission européenne mette en doute la volonté du Luxembourg d'être un acteur actif en matière de transparence financière?

Réponse (16.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La déclaration pays par pays publique, telle que proposée dans le cadre de la modification de la directive comptable 2013/34/UE vise à obliger certaines entreprises multinationales à divulguer publiquement, sur base annuelle, l'impôt sur le revenu qu'elles paient ainsi que d'autres informations fiscales en se basant sur l'action 13 du plan d'action BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE.

La directive européenne 2016/881/UE (déclaration pays par pays) du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE (assistance administrative dans le domaine fiscal) qui transpose l'action 13 du plan d'action BEPS, repose sur les articles 113 et 115 du TFUE dans la mesure où elle modifie l'échange automatique et obligatoire d'informations prévu dans la directive sur l'assistance administrative dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, le pilier de la proposition et son contenu concernent l'harmonisation des règles fiscales, dans la mesure où l'objectif principal de la proposition est de lutter contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale.

Lors des discussions des experts des États membres concernant le choix de la base juridique de la déclaration pays par pays publique, nombreux États membres ont estimé que la base juridique de l'article 50 TFUE sur la liberté d'établissement, telle que proposée par la Commission était inappropriée. Le Luxembourg fait confiance à l'analyse faite par le service juridique du Conseil pour qui l'article 115 TFUE constitue la base légale appropriée.

La déclaration pays par pays est conçue comme un instrument permettant d'évaluer le risque en matière de prix de transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition. Son principal objectif est de donner aux administrations fiscales une base pour mener des contrôles supplémentaires en matière de prix de transfert.

De par sa conception, la déclaration pays par pays ne fournit qu'une vue partielle de la situation de l'entreprise ce qui rend les informations ainsi obtenues difficilement comparables pour le public. Dès lors, en l'absence d'informations complémentaires, la divulgation publique de la déclaration pays par pays ne permettra généralement pas d'aboutir à une analyse pertinente de la situation fiscale d'une entreprise.

Un accord sur la divulgation publique des rapports pays par pays en vue de la lutte contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale nécessitera un consensus politique au niveau de l'OCDE et du G20, et ce afin de préserver la compétitivité globale des entreprises multinationales soumises à cette obligation.

Partant, le Luxembourg est d'avis que les initiatives de l'Union européenne doivent s'aligner sur les standards internationaux et ne pas aller au-delà. Au fil des dernières années, le Luxembourg a démontré de manière constante son engagement en faveur de la transparence financière qui s'est traduit non seulement par l'adoption des différentes directives en matière d'assistance administrative dans le domaine fiscal mais aussi par sa contribution aux travaux techniques au sein des différents forums internationaux.

Question 2566 (17.11.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **publication des informations pays par pays:**

En avril 2016, la Commission européenne avait présenté un texte législatif pour rendre publiques, pays par pays au sein de l'Union européenne (UE), les données comptables et fiscales de multinationales dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 750 millions d'euros. Leur chiffre d'affaires, leurs bénéfices et les impôts payés dans les différents États membres devaient être accessibles sur leurs sites Internet pour lutter contre l'opacité fiscale. La Commission européenne avait trouvé une base légale qui permettait de traiter le dossier comme une simple question de comptabilité, qui peut être

tranchée à la majorité qualifiée par les pays de l'UE.

Selon les informations récemment révélées dans la presse luxembourgeoise, le service juridique du Conseil de l'UE se montre en désaccord avec la Commission et constate que la question du «reporting public pays par pays» relève du domaine de la fiscalité et requiert donc l'unanimité des États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la base légale du dossier «reporting public pays par pays» est appropriée?

- Quel était le résultat de la discussion des experts des États membres concernant le choix de cette base juridique?

- Quelle est la position du Ministre concernant le principe du «reporting public pays par pays», notamment au regard du mécanisme du «reporting entre les administrations fiscales» qui est en train d'être transposé en droit luxembourgeois?

Réponse (16.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La déclaration pays par pays publique, telle que proposée dans le cadre de la modification de la directive comptable 2013/34/UE vise à obliger certaines entreprises multinationales à divulguer publiquement, sur base annuelle, l'impôt sur le revenu qu'elles paient ainsi que d'autres informations fiscales en se basant sur l'action 13 du plan d'action BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE.

La directive européenne 2016/881/UE (déclaration pays par pays) du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE (assistance administrative dans le domaine fiscal) qui transpose l'action 13 du plan d'action BEPS, repose sur les articles 113 et 115 du TFUE dans la mesure où elle modifie l'échange automatique et obligatoire d'informations prévu dans la directive sur l'assistance administrative dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, le pilier de la proposition et son contenu concernent l'harmonisation des règles fiscales, dans la mesure où l'objectif principal de la proposition est de lutter contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale.

Lors des discussions des experts des États membres concernant le choix de la base juridique de la déclaration pays par pays publique, nombreux États membres ont estimé que la base juridique de l'article 50 TFUE sur la liberté d'établissement, telle que proposée par la Commission était inappropriée. Le Luxembourg fait confiance à l'analyse faite par le service juridique du Conseil pour qui l'article 115 TFUE constitue la base légale appropriée.

La déclaration pays par pays est conçue comme un instrument permettant d'évaluer le risque en matière de prix de transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition. Son principal objectif est de donner aux administrations fiscales une base pour mener des contrôles supplémentaires en matière de prix de transfert.

De par sa conception, la déclaration pays par pays ne fournit qu'une vue partielle de la situation de l'entreprise ce qui rend les informations ainsi obtenues difficilement comparables pour le public. Dès lors, en l'absence d'informations complémentaires, la divulgation publique de la déclaration pays par pays ne permettra généralement pas d'aboutir à une analyse pertinente de la situation fiscale d'une entreprise.

Un accord sur la divulgation publique des rapports pays par pays en vue de la lutte contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale nécessitera un consensus politique au niveau de l'OCDE et du G20, et ce afin de préserver la compétitivité globale des entreprises multinationales soumises à cette obligation.

Question 2567 (18.11.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **fermeture de certaines agences de la BCEE:**

Il me revient que les agences BCEE à Wormeldange et Beaufort seraient prochainement fermées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des

Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas l'accessibilité de certains services régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises dans l'espace rural doit être maintenue afin de garantir une proximité de ces services auprès de ceux-ci?

- Est-il prévu de fermer d'autres agences dans le milieu rural et, dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (18.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il n'appartient pas au Ministre des Finances d'expliciter la stratégie commerciale de la BCEE, qui est un établissement public autonome. Sur base des éléments de réponse transmis par la banque, il est toutefois possible de fournir les précisions suivantes:

L'évolution démographique et économique, ainsi que les changements dans les habitudes et besoins des clients nécessitent une adaptation périodique de la répartition géographique des agences. Dans ce contexte, la BCEE a décidé de procéder courant 2017 à la fermeture des agences suivantes: l'agence Avenue X Septembre, l'agence Beaufort, l'agence Lintgen, l'agence Martelange, l'agence Troisvierges, l'agence Vianden et l'agence Wormeldange. L'activité de chacune de ces agences sera intégrée dans un Centre financier ou une agence géographiquement proche qui reprendra ainsi les clients concernés sans frais ni démarches pour eux.

Les employés de la BCEE affectés aux agences faisant l'objet de ces fermetures se verront offrir un nouveau défi soit au sein du réseau des agences de la BCEE soit au siège de la BCEE.

Par ailleurs, la BCEE mettra dans la mesure du possible à disposition des clients dans les localités concernées des GABs multifonctionnels offrant une large gamme de services bancaires dans un souci de garantir une proximité de ces services auprès de ces clients.

La BCEE prête une attention particulière au réseau des agences qui est et restera un point de contact privilégié de la BCEE avec sa clientèle. Il convient ainsi de noter que la BCEE continuera à investir dans le réaménagement de l'intérieur des locaux des Centres financiers et agences.

Afin de suivre le plus près possible les changements démographiques et économiques au Luxembourg, le réseau des agences de la BCEE a de tous temps connu une évolution comprenant des fermetures d'agences, mais aussi de nouvelles ouvertures dans les nouveaux centres de concentration de la vie sociale et économique du pays.

Soulignons finalement que la BCEE restera l'établissement de crédit avec le plus grand nombre d'agences au Grand-Duché.

Question 2568 (18.11.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **systèmes de distribution de médicaments:**

Le produit AZZALURE, toxine botulinique type A, produit injectable à visée dermocosmétique, est bien inscrit comme médicament admis à la vente au Grand-Duché de Luxembourg, mais non disponible auprès des grossistes-répartiteurs luxembourgeois. Selon mes informations, ce produit serait distribué aux médecins luxembourgeois par un circuit travaillant avec des pharmacies belges comme intermédiaire. Les prix pratiqués ne seraient aucunement ceux repris au fichier national. De surcroît la vente se ferait selon un système de prix de revient dégressif en fonction de la quantité achetée.

Dans un même ordre d'idées, le produit OSTENIL, dispositif médical, est déremboursé depuis le 1er octobre 2016 au vu d'un profil bénéfices/risques insuffisant et selon mes informations, le producteur aurait décidé de recourir à un approvisionnement direct des médecins, via un réseau de pharmacies belges, en court-circuitant la distribution classique (grossiste-répartiteur, officine luxembourgeoise ouverte au public). Ce produit n'est certes pas un médicament, mais reste un dispositif médical injecté d'où un risque potentiel pour le consommateur s'il y a des erreurs dans la chaîne d'approvisionnement.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à de tels systèmes de distribution, ceci dans un souci de santé publique? Est-ce que ces systèmes sont en accord avec la législation luxembourgeoise sur la distribution de tels médicaments? Est-ce que dans une telle chaîne, la sécurité du patient n'est pas potentiellement compromise?

- En ce qui concerne le produit OSTENIL, quelle est l'appréciation en matière de taxe sur la valeur ajoutée pour ces procédés de revente aux médecins? Si on considère cette médication comme une médecine de confort, quel est le taux de TVA à appliquer?

Réponse commune (20.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le système de distribution, tel que décrit par Monsieur le Député, et qui vise la distribution directe de médicaments aux médecins, constitue une pratique illicite au Luxembourg.

Les services du Ministère de la Santé, qui sont au courant de cette pratique, ont procédé immédiatement aux investigations nécessaires et ont invité la société concernée à se conformer aux dispositions légales sans délai.

En matière de dispositifs médicaux, seuls ceux qui disposent d'un marquage CE, indiquant que ces dispositifs ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité, peuvent être mis sur le marché. Le dispositif médical OSTENIL dispose d'un marquage CE conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne les deux produits particulièrement visés par la question, il faut noter que ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni la Caisse nationale de santé (CNS) n'ont été saisis d'une demande d'inscription du produit AZZALURE dans la liste positive des médicaments.

Le dispositif médical OSTENIL, par contre, n'est plus inscrit dans le fichier B1 de l'annexe A des statuts de la CNS depuis le 1er octobre 2016, ce sur décision du comité directeur de la CNS du 15 juin 2016.

Quant à la deuxième question de Monsieur le Député, celle-ci se divise en deux volets dont l'un concerne l'appréciation en matière TVA des procédés de revente d'un produit déterminé aux médecins tandis que l'autre vise le taux de TVA à appliquer à ce produit.

Le premier volet vise la manière dont sont traitées en matière TVA les reventes, depuis la Belgique, du produit sous rubrique à destination de médecins exerçant au Grand-Duché. À cet égard, sont applicables les règles générales fixées par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après loi TVA). Trois cas de figure sont alors envisageables. Premièrement, suivant l'article 14, paragraphes 3 et 4 de la loi TVA traitant des ventes à distance, le lieu d'imposition d'une livraison d'un bien expédié ou transporté, par le fournisseur ou par un tiers pour son compte, à partir de la Belgique à un médecin non identifié à la TVA au Grand-Duché ou qui n'a pas communiqué son numéro d'identification TVA est réputé se situer au Grand-Duché et la taxe sur la valeur ajoutée luxembourgeoise est applicable dans le chef du fournisseur qui est dès lors tenu de s'identifier au Luxembourg afin d'y déclarer et payer la taxe comme assujetti effectuant une opération taxable nationale. Deuxièmement, par dérogation à ce qui précède et à la condition que le montant global, hors taxe sur la valeur ajoutée, des livraisons de ces biens effectuées dans les prédites conditions n'ait pas excédé, dans le chef du fournisseur belge, au cours de l'année civile précédente, ou n'excède pas, pendant l'année civile en cours au moment de la livraison, le seuil fixé à 100.000 euros, le lieu d'imposition de la livraison est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur, donc en Belgique et le fournisseur de la livraison doit soumettre cette opération à la taxe sur la valeur ajoutée belge d'après les dispositions et taux belges. À noter que dans ce cas de figure le fournisseur a la faculté d'opter pour que le lieu de ses livraisons soit déterminé conformément aux règles définies à l'article 14 paragraphes 3 et 4. Enfin, en troisième lieu, le médecin identifié à la TVA au Grand-Duché, soit obligatoirement, soit par option, en raison de ses acquisitions intracommunautaires de biens réalisées et qui a fourni son numéro d'identification au fournisseur belge, réalise une acquisition intracommunautaire d'un bien effectuée à titre onéreux située à l'intérieur du Grand-Duché et qui y est taxable d'après les dispositions fiscales luxembourgeoises, le médecin étant tenu de déclarer et de payer la taxe luxembourgeoise afférente. L'opération effectuée dans ce contexte par le fournisseur belge rentre dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée belge, mais y est alors exonérée de la taxe en tant que livraison intracommunautaire de bien à un autre assujetti identifié à la TVA dans un autre État membre.

Concernant le deuxième volet relatif au taux de TVA applicable à une médication considérée comme une médecine de confort, il y a lieu de rappeler de manière générale que c'est la loi TVA qui fixe, dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée à percevoir pour les livraisons de biens et les prestations de services imposables, indépendamment de l'appréciation ou du remboursement éventuel par la Caisse nationale de santé d'un produit. L'article 40 de ladite loi ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée déterminent les produits qui bénéficient d'un taux réduit de TVA. Le produit en question n'étant pas visé par ces textes, le taux normal de TVA de 17% y est applicable.

Question 2569 (21.11.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **pratique des autorisations de séjour «pour raisons privées»:**

Depuis plusieurs années, le Ministère de l'Immigration propose des autorisations de séjour pour «raisons privées», à discrétion du Ministre.

Le 17 novembre 2016, le «Luxemburger Wort» rappela que déjà en 2013, le «Lëtzebuerger Land» avait révélé que le précédent Ministre de l'Économie avait passé un accord avec un oligarque russe, lui accordant une autorisation de séjour en contrepartie à l'engagement de cette personne d'introduire le Ministre luxembourgeois auprès de son homologue russe titulaire du portefeuille des Finances, tout en précisant qu'il aurait été «convenu» que les deux hommes se seraient rencontrés de manière «informelle» dans un club de jazz à Moscou, pour discuter «des relations fiscales» entre les deux pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions les questions suivantes:

1. Cette pratique d'autorisations de séjour pour «raisons privées», telles que celle accordée par le Ministre de l'Économie précédent à un oligarque russe, est-elle bien basée sur l'article 78 paragraphe (1) point a) de loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ou bien existent-ils d'autres dispositions légales à cet effet?

2. Quels sont les critères qui peuvent motiver le Ministre à accorder une telle autorisation de séjour pour «raisons privées»? Ces demandes émanent-elles des personnes concernées mêmes ou peuvent-elles également être introduites ou favorisées par d'autres ministères, comme dans le cas précité?

3. Ces personnes peuvent-elles également obtenir le statut de résident de longue durée prévu à l'article 80 et 81 de la loi précitée?

4. Quel est le nombre d'autorisations de séjours accordées sur base de l'article 78 depuis l'entrée en vigueur de cette loi? Pouvez-vous m'indiquer le nombre d'autorisations respectivement de prolongations séparément pour les points a), b), c) et d) du paragraphe (1) de l'article 78 de la loi précitée?

5. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une pratique favorisant spécialement des personnes fortunées ne soit contraire aux besoins d'un traitement égal de toute personne souhaitant séjourner au Luxembourg?

6. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que la prolongation de cette pratique concernant des personnes fortunées ne fait que renforcer l'image du Luxembourg comme paradis fiscal, où des personnes fortunées peuvent cacher leur argent qu'elles ne désirent pas maintenir ou investir dans leur pays de résidence actuel? Ou bien cette réputation est-elle voulue?

Réponse (15.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La délivrance d'une autorisation de séjour telle que prévue par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (ci-après «la loi»), y compris celle pour raisons privées conformément à l'article 78 de la loi, appartient au ministre ayant l'Immigration dans ses attributions. Les différentes catégories d'autorisations de séjours qui existent au Luxembourg sont regroupées au sein de l'article 38 de la loi.

Afin de bénéficier d'une autorisation de séjour, toutes les conditions prévues pour la catégorie demandée doivent être remplies ainsi que les conditions relatives à l'entrée et au séjour jusqu'à trois mois telles que prévues à l'article 34 de loi.

L'article 34 prévoit que le ressortissant de pays

tiers ne doit notamment pas faire l'objet d'un signalement aux fins de non-admission sur base de l'article 96 de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 et être signalé à cette fin dans le Système d'information Schengen (SIS), ne pas faire l'objet d'une décision d'interdiction d'entrée sur le territoire et ne pas être considéré comme constituant une menace pour l'ordre public, la sécurité intérieure, la santé publique ou les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'un des États parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant le Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2. Le Ministre statue sur une demande d'autorisation de séjour en vérifiant si toutes les conditions prévues pour une catégorie d'autorisation de séjour telle que prévues par la loi sont remplies.

En ce qui concerne l'autorisation de séjour pour raisons privées telle que prévue par l'article 78 de la loi, il faut distinguer entre quatre cas de figures.

- L'autorisation de séjour basée sur l'article 78, paragraphe (1), point a) de la loi est prévue pour le ressortissant de pays tiers qui rapporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources. Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les ressources du demandeur sont évaluées par rapport à leur nature et leur régularité, ainsi que par référence au montant mensuel du salaire social minimum d'un travailleur non qualifié.

- L'autorisation de séjour prévue à l'article 78, paragraphe (1), point b) de la loi n'est envisageable que pour les membres de famille qui n'ont pas reçu de titre de séjour pour d'autres motifs que le regroupement familial. En effet, un titre de séjour autonome, indépendant de celui du regroupant, peut être délivré dans les conditions de l'article 79, au conjoint, au partenaire non marié et à l'enfant devenu majeur, et le cas échéant aux personnes visées à l'article 70, paragraphe (5), points a) et b), au plus tard après cinq ans de résidence ou lorsqu'une rupture de la vie commune survient et résulte soit du décès du regroupant ou du divorce, de l'annulation du mariage ou de la rupture du partenariat intervenus au moins trois ans suivant l'accord de l'autorisation de séjour sur le territoire au titre du regroupement familial, soit lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, notamment lorsque la communauté de vie a été rompue en raison d'actes de violence domestique subis (article 76 de la loi).

- L'article 78, paragraphe (1), point c) de la loi s'applique au ressortissant de pays tiers qui ne remplit pas les conditions du regroupement familial, mais dont les liens personnels ou familiaux, appréciés notamment au regard de leur intensité, de leur ancienneté et de leur stabilité, sont tels que le refus d'autoriser son séjour porterait à son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs de refus.

- Selon l'article 78, paragraphe (3) de la loi [depuis la loi du 8 décembre 2011, auparavant paragraphe (1), point d)], une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité peut être accordée au ressortissant de pays tiers.

Il convient de souligner que selon l'article 7 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 précité, pour l'appréciation des ressources visées aux points b) et c) du paragraphe (1), sont prises en compte toutes les ressources du demandeur et, le cas échéant, de son conjoint ou autre membre de famille, de même qu'une prise en charge de ses frais de séjour par une tierce personne établie conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi. Ces ressources doivent atteindre un montant au moins égal au revenu minimum garanti et sont appréciées au regard des conditions de logement.

De façon générale, une demande en obtention d'une autorisation de séjour est introduite par le ressortissant du pays tiers, mais celui-ci peut mandater une tierce personne par procuration afin d'agir en son nom.

ad 3. Le titulaire d'un titre de séjour pour raisons privées n'est pas exclu de l'obtention du statut de résident de longue durée et donc d'un «permis de séjour de résident de longue durée - UE» mais doit évidemment remplir les conditions telles que prévues aux articles 80 à 82 de la loi, ainsi qu'à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

ad 4. Le tableau ci-dessous reprend tous les titres de séjour délivrés de 2008 à décembre 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau reprend le titre de séjour pour raisons privées avec la mention «autre» comprenant notamment les ressortissants de pays tiers autorisées au séjour conformément aux articles 89 (motifs exceptionnels), 91 (traitement médical), 95 (victimes de la traite des êtres humains) et 132 (raisons médicales) de la loi.

ad 5. L'article 78, paragraphe (1), point a) couvre une panoplie de ressortissants de pays tiers à côté de ceux qu'on pourrait qualifier de «personnes fortunées», dont notamment des personnes qui résident au Luxembourg (p. ex. à cause de la qualité de l'enseignement scolaire), mais qui travaillent dans un pays frontalier ou des personnes qui bénéficient d'une allocation de retraite d'un autre État, mais qui résident au Luxembourg.

ad 6. Il convient de souligner qu'en vertu du principe de libre circulation des capitaux, qui constitue notamment l'une des quatre libertés à la base du marché unique européen, chacun est libre d'investir dans le pays de son choix. L'image selon laquelle le Luxembourg serait un pays dans lequel on pourrait «cacher» de l'argent est contredite par le fait même que le Luxembourg applique pleinement l'échange automatique d'informations à des fins fiscales au niveau d'Union européenne et compte parmi les «early adopters», c'est-à-dire les pays appliquant l'échange d'informations selon le «common reporting standard» de l'OCDE. Il convient de rappeler par ailleurs que le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a attribué au Luxembourg la note globale de «largement conforme», reconnaissant ainsi l'engagement déterminé du Luxembourg en faveur de la transparence et dans la mise en œuvre des normes internationales. Enfin, le Luxembourg dispose d'un dispositif efficace en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ainsi, le risque de voir les mécanismes évoqués par l'honorable Député détournés à des fins illicites, pouvant porter atteinte à la réputation du pays, est des plus limités.

Question 2570 (18.11.2016) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **travaux à l'aire de Berchem:**

Selon mes informations des excavations de sol importantes seraient en cours à l'aire de Berchem du côté de la plateforme Aral en direction de Dudelange. Le sol excavé n'aurait pas encore été enlevé et resterait actuellement sur place, protégé par une couverture en plastique.

1. Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peuvent-ils me donner des indications sur la cause de ces excavations?

2. Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me confirmer que le sol excavé est contaminé? Dans l'affirmative, êtes-vous déjà en mesure de publier des précisions sur l'ampleur de la contamination?

3. Dans l'affirmative encore, le sol contaminé pourrait-il être pris en charge par les décharges de décombres existantes au Luxembourg?

4. Les travaux mentionnés ci-dessus sont-ils réalisés à la demande de l'exploitant de la station-service ou de vos ministères?

5. Quel bureau d'études est chargé des examens éventuels du sol?

6. Les frais engendrés par ces travaux, sont-ils mis à charge de l'exploitant de la station-service?

7. Au vu des travaux importants réalisés depuis plusieurs mois des deux côtés de l'aire de Berchem, n'êtes-vous pas d'avis qu'il serait approprié d'informer le public sur l'ampleur des pollutions ainsi que sur l'objet et la suite desdits travaux?

Réponse commune (19.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations complémentaires quant aux travaux actuels à l'aire de Berchem de l'autoroute A3.

Sur le côté ouest de l'aire de Berchem en direction de Dudelange, plusieurs chantiers de rénovation voire de modernisation sont en cours:

- réalisation d'un parking intelligent pour poids lourds à gestion télématique en vue de l'augmentation de la capacité de l'aire de stationnement;

- remplacement d'une installation de séparation d'hydrocarbures;

- mise en œuvre d'un béton étanche sur toute la surface du parc à réservoirs de carburants.

Les dépôts de terres bâchés proviennent des excavations réalisées dans le cadre des travaux de réalisation du parking intelligent pour poids lourds. Étant donné que les terres excavées ne proviennent pas du voisinage immédiat des installations de stockage et de distribution de carburants, elles ne présentent pas une contamination significative ou un lien avec un quelconque déversement du produit AdBlue.

Vu que le sol excavé provient d'un remblai historique se situant en partie sur une ancienne voirie de l'autoroute, il existe partiellement une pollution résiduelle de ces déblais, due à la nature des matériaux des remblais et des surfaces d'antan.

Une partie des déblais non pollués pourra être prise en charge par les décharges de déchets inertes existantes au Luxembourg; néanmoins ceux présentant une pollution résiduelle d'antan devront être évacués vers une filière spécialisée.

Le bureau Luxcontrol SA en collaboration avec le TÜV Rheinland, est chargé des examens en relation avec le traitement des déchets du projet de réaménagement de l'aire de Berchem du côté de la plateforme Aral.

Les travaux de réalisation d'un parking intelligent pour poids lourds s'inscrivent dans le cadre du plan pluriannuel du Fonds des routes.

Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les demandes d'autorisations ainsi que les arrêtés ministériels y relatifs sont affichés publiquement par l'administration communale.

Question 2573 (18.11.2016) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**Accord sur le commerce des services (TiSA):**

L'Accord sur le commerce des services (ACS, sigle anglais: TiSA), en négociation depuis 2012, vise à libéraliser le commerce international des services et à limiter les réglementations publiques qui pourraient entraver les activités et objectifs commerciaux des entreprises de services. Actuellement, l'Union européenne participe à ces négociations ensemble avec 22 autres pays qui représentent au total deux tiers du PIB mondial. Selon les responsables, ces négociations sont dans leur phase finale et pourraient être clôturées avant la fin de l'année 2016.

Les négociations sur le TiSA sont caractérisées par un manque de transparence manifeste, peu de détails des pourparlers étant connus. Cependant, une fuite majeure intervenue sur des documents datant de juin 2016 montre que le champ d'application de l'accord est très vaste, couvrant entre autres les transports, l'énergie, la vente au détail, le commerce électronique, le courrier express, les télécommunications, les banques, la santé et l'éducation privée, touchant ainsi pratiquement tous les aspects de la vie et de la société.

Les analyses de ces documents fuités par des acteurs de la société civile ont fait naître de sérieuses préoccupations quant aux possibles conséquences de TiSA, notamment sur la faculté des administrations à différents niveaux à réguler dans l'intérêt public. Ainsi Sharon Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) a déclaré après analyse: «L'Accord sur le commerce des services est un poison pour la démocratie. S'il est adopté, les droits des travailleurs seraient érodés, les entreprises auraient leur mot à dire dans les prises de décisions économiques et une nouvelle vague de privatisations déferlerait.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une conclusion préliminaire des négociations pour le TiSA interviendra avant la fin de l'année 2016?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'il existe un manque de transparence manifeste dans ces négociations? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à s'investir afin que les députés aient accès aux textes de négociation?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre a commandité, ou envisage de commanditer, une étude d'impact, afin de mesurer les conséquences d'un tel accord sur les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise et sur la faculté des autorités à réguler dans l'intérêt public?

4. Est-ce que les engagements en matière de traitement national, ainsi que les engagements en matière d'accès au marché, tels qu'envisagés actuellement dans les négociations, seront articulés à travers une approche de liste négative?

5. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord doit impérativement garantir la possibilité de remunicipaliser ou renationaliser des services privatisés?

6. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord ne doive en aucun cas permettre à des organes de règlement des différends commerciaux de contester les décisions réglementaires des gouvernements élus?

7. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord ne doive en aucun cas mettre en cause la faculté des gouvernements à fournir des services publics?

8. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord doive impérativement garantir la faculté des gouvernements à renforcer dans l'intérêt public une réglementation en rapport avec la fourniture de services?

9. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que ces négociations, qui excluent de facto les grands pays émergeants et la quasi-totalité des pays en développement, ne sont pas de nature à favoriser une approche multilatérale aux questions commerciales et notamment à faciliter une reprise de l'actuel cycle de négociation à l'OMC?

Réponse (22.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Non, les pourparlers sur le TiSA ne seront pas conclus d'ici la fin de l'année 2016.

ad 2. Tout d'abord et conformément à sa position consistant à demander un maximum de transparence dans de telles négociations, le Gouvernement soutient pleinement les efforts de communication et d'information déployés par la Commission européenne et qui visent à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. En outre, la Commission européenne publie et rend par-là accessible au grand public, sur le site web de la Direction générale commerce (http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/), l'ensemble des propositions de texte et d'offres que l'UE soumet dans le cadre des négociations sur le TiSA. La Commission y met également à disposition du public des rapports sur chaque tour de négociation qui a lieu. Par ailleurs, le Parlement européen est informé régulièrement des résultats de chaque tour de négociations et reçoit systématiquement l'ensemble des documents de négociation. Ceci étant dit, l'UE peut certes encourager mais ne peut pas engager les autres participants aux pourparlers sur le TiSA de faire preuve d'une transparence accrue en publiant leurs papiers de position respectifs.

ad 3. Force est de constater que la Commission européenne a commandité une étude d'impact exhaustive sur le potentiel économique, social et environnemental du TiSA. Le rapport intermédiaire de ladite étude, portant notamment sur le volet quantitatif, vient d'être publié. Ces premiers résultats quantitatifs seront ensuite complétés par une analyse plus qualitative des effets potentiels d'un futur accord TiSA. Le Gouvernement étudiera avec soin le rapport intermédiaire de même que les résultats finaux du rapport global avant de prendre sa décision sur l'opportunité de compléter cette évaluation d'impact par une initiative spécifique à l'économie luxembourgeoise.

ad 4. Les engagements en matière de traitement national suivent une approche de liste négative alors que ceux en matière d'accès au marché sont énumérés selon le principe d'une liste positive (tel que préconisé par l'Accord généralisé sur le commerce des services; AGCS/GATS).

ad 5. Les questions 5, 7 et 8, de même que la sous-question 3, sont regroupées puisqu'elles traitent du même sujet, à savoir le droit des pays participants au TiSA de légiférer dans l'intérêt public. Le TiSA ne se distingue pas des autres accords de libre-échange que l'UE a conclus à ce stade dans ce sens qu'aucun de ces accords ne peut contraindre les gouvernements à privatiser ou à déréglementer un ser-

vice public, que ce soit au niveau national ou local. De même, les services fournis dans l'exercice de l'autorité publique sont exclus du champ de négociation. Par conséquent, le droit des États de légiférer dans l'intérêt public n'est aucunement remis en cause dans le cadre d'un éventuel accord TiSA. Cet accord reconnaît le droit des parties à l'accord à réglementer la fourniture de services et à introduire de nouvelles réglementations afin de répondre à des objectifs de politique nationale. Enfin, les standards sociaux, les normes environnementales et la protection des données continueront à être réglés par la législation nationale.

ad 6. Si la sous-question de l'honorable Député se réfère à des cours d'arbitrages privées, il y a lieu de préciser que le TiSA reprend les principales dispositions de l'accord GATS et, par conséquent, il ne traitera pas de la protection des investissements ou d'un mécanisme de règlement des différends entre des investisseurs et des États qui puisse remettre en question des décisions prises pas des gouvernements dans l'intérêt public.

ad 7. Voir la réponse à la question 5.

ad 8. Idem.

ad 9. Il est vrai que l'initiative de lancer les négociations sur le TiSA a été prise face à la situation de blocages qui entourent les négociations multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutefois, le TiSA ne constituera en aucun cas une alternative à ces pourparlers mais permettra de compléter les efforts déployés au niveau multilatéral à l'OMC. Ainsi, les propositions de texte sur le TiSA prévoient notamment une clause d'adhésion permettant à tout membre intéressé de l'OMC (qu'il soit industrialisé ou en développement) de s'y joindre. De même, et étant donné que l'architecture du TiSA se fonde sur le GATS, le TiSA pourrait être étendu à l'ensemble de l'OMC à partir du moment où un nombre suffisant de membres de l'OMC participent à ces négociations. L'Union européenne a par ailleurs présenté, au début des négociations, des propositions concrètes en vue d'une telle multilatéralisation future du TiSA.

Question 2575 (21.11.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**élaboration d'un dictionnaire pour le secteur de la santé:**

Cultiver davantage la pratique de la langue luxembourgeoise dans nos cliniques et structures de soins hospitaliers, telle est une demande de nombre de patients résidents qui éprouvent de sérieuses difficultés à s'exprimer dans une langue étrangère.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre sait-elle si les cliniques et structures de soins hospitaliers ont élaboré un dictionnaire pratique à l'usage des patients qui regroupe les termes essentiels du monde médical en différentes traductions afin de faciliter les échanges entre les patients et les différents personnels?

- Dans la négative, Madame la Ministre est-elle disposée à faire élaborer dans les meilleurs délais un tel document afin de soutenir les personnes concernées dans leur communication avec les spécialistes?

Réponse (16.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Selon les informations récoltées auprès de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, aucun établissement hospitalier ne dispose d'un dictionnaire pratique à l'usage des patients qui regroupe les termes essentiels du monde médical en différentes traductions.

Néanmoins, et bien que cette demande n'ait pas été formellement adressée au secteur hospitalier, de nombreux efforts sont réalisés par les établissements hospitaliers pour cultiver davantage la pratique de la langue luxembourgeoise dans ce secteur.

On peut citer en particulier:

- DeWidong (association pour la formation professionnelle dans le secteur hospitalier) a élaboré dans le cadre du projet «Moien» un cours en langue luxembourgeoise concernant la terminologie spécifique pour les soins; ce cours est actuellement offert au personnel des établissements hospitaliers;

- la langue luxembourgeoise est un critère retenu dans le processus de sélection des candidats lors du recrutement dans le secteur hospitalier;

- l'acquisition des compétences linguistiques par le personnel, et la disponibilité d'une offre de cours de luxembourgeois, sont activement promues par tous les établissements hospitaliers.

D'autres initiatives et réalisations ont pour objet de cultiver la compréhension entre les soignants et les soignés dans la langue de préférence de la personne soignée (47% de la population résidente est de nationalité étrangère en 2016):

- des notes d'informations à destination des patients sont traduites en français, allemand ou luxembourgeois; des brochures d'information/ d'explications existent en plusieurs langues;

- dans certains établissements hospitaliers les explications orales concernant les différents examens et éléments de la prise en charge sont données aux patients en français ou luxembourgeois sur base d'un guide à destination des soignants;

- dans certains établissements le personnel porte un badge sur lequel figurent les drapeaux des pays dont la langue est connue et pratiquée, afin que les patients puissent facilement distinguer quelle langue est pratiquée par les soignants.

Par ailleurs, le «Lëtzebuerger Online Dictionnaire», un dictionnaire plurilingue dans lequel les termes luxembourgeois sont traduits en allemand, français, anglais et portugais et illustrés par des exemples, reprend déjà la plupart des termes courants utilisés dans le cadre des échanges en matière de santé. Il faut enfin considérer que la terminologie technique médicale et soignante évolue de manière constante et que les nouvelles dénominations reposent le plus souvent sur des termes issus du monde scientifique anglophone, univoques et universellement reconnus.

Pour tous ces motifs, il n'y a pas de véritable impératif, ni surtout d'urgence de réaliser un dictionnaire complémentaire reprenant les termes médicaux luxembourgeois et leur traduction en diverses langues.

Question 2576 (21.11.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **listes d'attente pour obtenir un logement social:**

En date du 16 novembre 2016, le Ministère du Logement avait invité à une table ronde au sujet du logement social («Soziale Wunnengsbau an der Zukunft»). Cette table ronde a eu comme objectif de lancer un débat entre les représentants du domaine social en ce qui concerne les différents aspects du logement social au Grand-Duché.

Lors de cet événement, certains participants ont fait remarquer qu'actuellement il existe une multitude de listes d'attente pour obtenir un logement social, celles-ci auprès des différents acteurs actifs dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Est-il d'avis qu'il serait possible et utile de dresser une liste unique des personnes requérant un logement social?

- Le cas échéant, quelles seraient les étapes pratiques à mettre en place afin de réaliser un tel projet?

Réponse (21.12.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Il est certainement utile de dresser une liste unique des personnes qui recherchent un logement social au Grand-Duché.

En effet, bon nombre de personnes à la recherche d'un logement à loyer modéré, soit ne savent pas à qui s'adresser exactement pour obtenir un tel logement, soit font simultanément plusieurs demandes en ce sens auprès de différents acteurs publics œuvrant en matière de logement social (p. ex. Fonds du logement, Société nationale des habitations à bon marché, Agence immobilière sociale, communes, offices sociaux, associations).

Le Ministère du Logement envisage ainsi l'installation d'un guichet unique pour accueillir les demandeurs recherchant un logement social - à intégrer p. ex. au sein du futur «Guichet unique des aides au logement». Le fait de pouvoir déposer à un seul et même endroit leur dossier en vue de postuler pour un logement social constituera sans aucun doute une simplification administrative substantielle pour les administrés concernés.

Plusieurs acteurs publics avec lesquels le Ministère du Logement s'est récemment entretenu sur ce sujet ont bien accueilli l'idée d'une telle liste unique.

Le Ministère du Logement analyse actuellement la mise en place éventuelle et essaie de résoudre toutes sortes de questions liées à la protection des données, à l'informatisation des données à recueillir et à la transmission de données personnelles (concernant les ménages demandeurs) aux différents acteurs publics disposant de logements sociaux vacants, ainsi que de déterminer les critères objectifs à appliquer lors de l'attribution d'un logement social à un ménage donné (p. ex. en fonction de la situation financière, professionnelle, de famille, de santé ou d'autres aspects importants devant alors être pris en considération).

La mise en œuvre pratique devra se réaliser en différentes étapes.

Question 2578 (22.11.2016) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**abattage de vaches gestantes:**

L'association de défense des droits des animaux française L214 a publié des images montrant l'abattage de vaches gestantes. Après la mise à mort des vaches, leurs utérus sont ouverts et les fœtus, parfois en stade de développement très avancé, sont extraits. Souvent, ces fœtus sont alors asphyxiés lentement, et terminent la majorité du temps à l'équarrissage, entre les déchets et les cadavres d'animaux. Même si l'abattage de vaches gestantes est légal, cette pratique est cause de souffrances énormes. Seul le règlement européen CE 1/2005 interdit le transport de «femelles gravides qui ont passé au moins 90% de la période de gestation».

Le Gouvernement allemand a soumis une proposition à la Commission européenne visant à interdire l'abattage des vaches lors du dernier trimestre de gestation. Le Ministre allemand de l'Agriculture Christian Schmidt envisage aussi de combattre la pratique au niveau national.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Selon l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), une étude menée au Luxembourg a montré que 10 à 15% des vaches abattues au Grand-Duché sont des vaches gestantes. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce résultat? Existe-t-il des statistiques à ce sujet?

2. Quelles sont les possibilités de tester les vaches en vue de détecter une éventuelle grossesse, avant qu'elles ne soient transportées à l'abattoir?

3. Ne serait-il pas opportun d'inclure l'interdiction de l'abattage des vaches gestantes dans le nouveau projet de loi ayant pour objet d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux?

Réponse (21.12.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. D'après les informations reçues des vétérinaires-inspecteurs responsables de l'inspection ante et post mortem dans les abattoirs au Luxembourg, le pourcentage de vaches gestantes se trouve aux alentours de 2 à 3%. Les vétérinaires enregistrent les cas de gestation y compris le stade de gestation dans le cadre de leur inspection post-mortem.

ad 2. En vue de la détection d'une gestation éventuelle, les vétérinaires-praticiens peuvent effectuer soit un fouiller rectal (examen de l'état de la matrice par la voie rectale) soit une échographie qui fournit la possibilité de détecter une gestation à un stade plus précoce.

ad 3. En vue de l'introduction de l'interdiction de l'abattage des vaches gestantes dans le nouveau projet de loi il faut tout d'abord définir le terme «vache gestante» c.-à-d. fixer le stade de gestation à partir duquel cette interdiction est valable. Actuellement, il existe dans la législation relative au bien-être animal lié au transport une interdiction de transporter des femelles gravides qui ont passé au moins 90% de la période de gestation c.-à-d. pour les bovins dont les femelles sont gestantes au 8e mois.

L'EFSA a reçu la demande de plusieurs État membres de fournir un avis scientifique sur les différents aspects de bien-être animal en relation avec l'abattage d'animaux gestants. L'EFSA fournira son avis pour fin mai 2017 et il est proposé d'attendre cet avis avant d'agir au niveau législatif.

Question 2581 (22.11.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la «**citoyenneté européenne associée»:**

Cité dans plusieurs éditions de presse ce matin, l'Eurodéputé Charles Goerens a fait part de son impulsion politique consistant à créer une «citoyenneté européenne associée», afin de répondre aux 16 millions de Britanniques, qui, malgré le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE en juin dernier, restent attachés aux valeurs fondamentales de l'Union européenne (UE).

Ainsi, les citoyens britanniques revendiquant ces valeurs pourraient se voir attribuer une sorte de «contrat d'association» et continuer de bénéficier des droits européens. Cette proposition soulève cependant de nombreuses questions d'ordre institutionnel et juridique.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Le Gouvernement estime-t-il que l'idée d'une «citoyenneté européenne associée» est une bonne initiative?

2. Le cas échéant, Monsieur le Ministre entend-il s'engager en faveur d'une telle idée au niveau de l'UE?

Réponse (13.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Réponse à la question 1:

Il semble que les travaux au sein du Parlement perdurent et que le concept d'une «citoyenneté européenne associée», tel qu'initialement présenté par l'Eurodéputé, Monsieur Charles Goerens, ne soit plus sur la table. Dès lors, il n'est pas nécessaire de porter un jugement sur l'initiative de Monsieur Goerens.

Réponse à la question 2:

Compte tenu de ce qui précède, il est prématuré de s'engager en faveur d'une telle idée au sein du Conseil des ministres. Il faut laisser au Parlement européen le temps de finaliser ses travaux avant de pouvoir se prononcer. Il est important aussi de placer l'initiative dans le contexte des pourparlers à venir dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que les chefs d'État et gouvernements à 27 ont décidé qu'il n'y aura aucune négociation d'aucune sorte tant que le Royaume-Uni n'a pas notifié formellement son intention de se retirer.

Question 2582 (22.11.2016) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **nouveau hall sportif de l'INS:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2472 du 17 octobre 2016 relative au projet de construction d'un hall sportif supplémentaire sur le site de l'INS *(cf. compte rendu n°3/ session ordinaire 2016-2017)*, Monsieur le Ministre des Sports a fait savoir qu'«un hall élargi de trois mètres ne remplirait pas les normes et standards requis pour y jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- D'une manière générale, sur quels normes et standards Monsieur le Ministre se base-t-il pour justifier le risque de sécurité? Est-ce que les mêmes normes et standards sont appliqués dans tous les halls sportifs du pays? À qui incombe le contrôle du respect de ces normes et standards?

- Dans le cas d'un élargissement éventuel de trois mètres, quelles autres activités sportives pourraient être pratiquées dans le hall sportif de l'INS?

- Est-ce que le refus de Monsieur le Ministre d'élargir le hall en question aura des répercussions sur la stratégie de développement de l'INS? Est-ce que les projets d'élargissement du site pourraient être poursuivis? Qu'en est-il du projet de l'internat sportif?

Réponse (19.12.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Messieurs les Députés a trait à la réponse donnée à la question parlementaire n°2472 relative au projet de construction d'un hall sportif complémentaire sur le site de l'INS et plus particulièrement à la partie de la réponse faisant référence aux normes et standards requis pour jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées.

Tout d'abord, je tiens à préciser encore une fois que le projet de construction du hall sportif complémentaire a été élaboré par l'Administration des bâtiments publics selon les demandes spécifiques du Sportlycée. Ce projet constitue la meilleure solution envisageable qui tient compte aussi bien des demandes du Sportlycée que de toutes les spécificités techniques du site et du bâtiment, voire des contraintes de sécurité de l'implémentation d'un chantier à proximité d'un lycée et d'un ministère devant fonctionner normalement pendant toute la période du chantier.

- À défaut de normes européennes, l'Institut national allemand (DIN) a émis des normes et standards pour des halls sportifs en relation avec les différentes activités sportives y pratiquées (DIN 18032-1).

Sur base de cette norme un hall dans lequel un terrain de handball sera configuré devra avoir les dimensions minimales de 44/22 mètres.

Pour la construction des halls par les communes et subventionnés par l'État, cette norme est appliquée par le Ministère des Sports ensemble avec les communes en question. En ce qui concerne les infrastructures appartenant à l'État, il appartient à l'Administration des bâtiments publics d'appliquer les normes et standards en vigueur. Dans ce contexte, il y a lieu de citer la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique de même que le règlement ministériel du 23 avril 1990 établissant les directives en matière de construction scolaires.

Tout projet de construction d'un hall sportif est soumis d'ailleurs à l'avis du Service national de la sécurité dans la fonction publique.

À relever encore qu'il appartient par la suite aux différentes fédérations d'homologuer les salles et terrains en vue de leur régularité pour les compétitions respectives.

- Le projet du hall prévoit actuellement les dimensions 33/18 mètres. En élargissant le hall de trois mètres (33/21 mètres) on pourrait configurer théoriquement six terrains de badminton (13,40/6,10 mètres) au lieu de quatre et deux terrains de volleyball (18/9 mètres) au lieu de un. Ces hypothèses ne reposent cependant pas sur les normes citées ci-dessus mais sont le résultat d'un calcul arithmétique ne prenant en compte que les dimensions nettes des terrains. Ainsi pour le volleyball par exemple, il n'y aurait qu'une distance de 1,5 mètre entre la limite du terrain et le mur du hall alors que les règles du jeu prévoient au moins trois mètres. Un terrain de handball ayant les dimensions de 40/20 mètres, même un élargissement du hall de trois mètres n'aura pas comme conséquence d'avoir à disposition un terrain de handball répondant aux dimensions standards requises pour le déroulement de compétitions. En revanche, le hall tel que projeté actuellement aux dimensions de 33/18 mètres pourra servir de salle d'entraînement pour le handball au même titre qu'une salle élargie de trois mètres. Un entrainement tactique sur un but pourra donc se faire sur la largeur du hall dans les deux cas. Il n'y a pas d'autres activités sportives qui pourraient profiter d'un hall élargi de trois mètres.

- Quant à la troisième question posée par Messieurs les Députés le présent projet n'a pas de répercussions sur les projets d'élargissement du site du fait que ce projet a été élaboré sur base d'une stratégie globale de développement optimal du site de l'INS. En dernier lieu, il n'y a pas de lien direct entre le présent projet et le projet d'un internat sportif, projet qui est actuellement en phase d'analyse.

Question 2585 (23.11.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **mésaffectation de logements:**

«myenergy» est un groupement d'intérêt économique mis en place par les trois ministères intéressés à l'utilisation optimale de l'énergie aussi bien par les entreprises que par les particuliers. Cette structure qui emploie 16 personnes selon son organigramme reproduit sur son site Internet, est installée dans une maison d'habitation sise 28, rue Michel Rodange à Luxembourg-gare.

Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de l'Économie et en particulier à Monsieur le Ministre du Logement, pourquoi l'État luxembourgeois continue à implanter ses bureaux dans des villas et maisons destinées à l'habitation et situées dans des quartiers de la capitale prioritairement consacrés à l'habitation.

- Le Gouvernement, en implantant «myenergy» à l'adresse indiquée, s'est-il assuré que l'autorisation du collège échevinal a été accordée pour affecter ce bâtiment à des bureaux plutôt qu'au logement?

- Le Gouvernement entend-il s'en tenir à l'assurance, donnée itérativement dans le passé, de vouloir cesser cette pratique de mésaffecter des immeubles d'habitation à des bureaux et, au contraire, de contribuer à réaffecter ces immeubles à leur destination originelle?

- Le Gouvernement est-il conscient qu'une telle politique est d'autant plus facile à mettre en œuvre à un moment où le parc immobilier de bureaux disponible dans la capitale est largement suffisant et permet ainsi de sauvegarder des maisons d'habitation pour les besoins pour lesquels elles ont été autorisées et construites?

Réponse commune (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne le premier volet de la question, en 2008, l'Agence de l'énergie SA, dans laquelle l'État détenait 50% des actions, a signé un contrat de bail qui prévoyait que les lieux loués soient destinés exclusivement à usage de bureau. Après la création de «myenergy», le GIE a repris le contrat de location de l'Agence de l'énergie, qui avait quitté les locaux pour s'implanter dans des nouveaux locaux.

En 2015, les responsables de la Ville de Luxembourg ont informé par écrit les responsables de «myenergy» que l'immeuble sis à 28, rue Michel Rodange, est situé dans une «zone d'habitation 4» et fait partie d'un «ensemble sensible» du plan d'aménagement général (PAG) et est en conséquence réservé aux seules fins d'habitation collective ainsi qu'à des commerces de proximité. Dans le courrier cité, «myenergy» a été invité en tant que locataire de l'immeuble en question à faire tout le nécessaire pour libérer l'immeuble dans les meilleurs délais pour que celui-ci puisse à nouveau être mis à disposition pour l'habitat.

Les responsables de «myenergy» ont informé la Ville de Luxembourg qu'ils allaient prendre immédiatement contact avec le propriétaire pour aborder le sujet tant en informant la Ville de Luxembourg que le propriétaire a loué les lieux à titre de bureaux et que le bail viendrait à échéance le 30 juin 2017. Les responsables de «myenergy» ont entre-temps trouvé de nouveaux locaux adaptés à leurs besoins en signant un contrat de bail prenant effet le 1er février 2017. Le déménagement est prévu à partir du mois de février 2017.

En ce qui concerne le volet plus général de l'implantation des services de l'État, il y a lieu de relever que l'État a actuellement souscrit environ 100 contrats de location portant sur des immeubles ou des parties d'immeubles situés sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Depuis les 15 dernières années, l'État, par le biais de la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, a poursuivi une politique de réduire le nombre d'adresses louées, de concentrer différents services publics à une même adresse et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux.

Parallèlement et pendant cette même période, l'État a veillé à ne pas prendre en location un immeuble qui aurait servi avant en tant qu'habitation.

Question 2588 (24.11.2016) de **M. Frank Arndt** *(LSAP)* concernant les **assurances des exploitants d'installations nucléaires en Belgique:**

Certains bourgmestres luxembourgeois ayant introduit une citation en justice à l'encontre de l'exploitant de la centrale nucléaire de Tihange 2 et de l'autorité de sûreté belge AFCN concernant la sécurité de cette centrale viennent de recevoir un courrier d'une députée fédérale belge. Elle les informe d'un projet législatif du Gouvernement belge qui impliquerait que les exploitants d'installations nucléaires en Belgique ne seraient plus censés s'assurer contre les dommages à l'environnement consécutifs à un incident nucléaire. La responsabilité pour les lésions corporelles qui se manifesteraient plus de dix ans après un incident ne devraient plus faire l'objet d'une assurance. Le projet de loi supprimerait également la responsabilité des exploitants pour les dommages causés au sein des États membres de l'UE qui n'ont pas signé le traité du 29 juillet 1960 relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. Ceci est notamment le cas du Luxembourg.

Il semble que le Gouvernement belge utilise les difficultés rencontrées par les exploitants pour s'assurer sur le marché privé contre les risques imprévus pour affaiblir cette obligation d'assurance.

1. Le Gouvernement luxembourgeois est-il au courant de cette initiative législative belge?

2. Est-ce qu'il prévoit d'intervenir auprès du Gouvernement belge, afin de le convaincre à exiger des exploitants de centrales nucléaires de respecter les normes de sécurité et de sûreté et de les obliger à contracter une assurance couvrant les risques mentionnés ci-dessus?

3. Le Luxembourg avait bien signé le traité du 29 juillet 1960. Pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas ratifié ce traité? Le Gouvernement est-il d'avis qu'il serait opportun de ratifier le traité suite à l'initiative de la Belgique?

Réponse commune (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. + 2. La sécurité nucléaire des réacteurs belges a fait l'objet de multiples interventions de la part du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ceci notamment dans le cadre des déficiences constatées dans la centrale nucléaire de Tihange 2.

Suite à la modification de la législation belge en matière de responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, la couverture des risques et l'indemnisation des victimes seront dorénavant abordées lors des réunions bilatérales sur le sujet.

ad 3. La Convention de Paris a été adoptée le 29 juillet 1960 et compte 16 parties contractantes. Elle a été complétée par l'adoption, le 31 janvier 1963, de la Convention complémentaire à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (Convention complémentaire de Bruxelles).

Le Luxembourg, tout comme d'autres pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire, n'a pas ratifié la convention précitée pour les raisons principales suivantes:

- selon la Convention, les tribunaux luxembourgeois ne sont pas compétents pour les questions de dédommagement;

- les montants des indemnités ne satisferont qu'une fraction minime des demandes en réparation par rapport à l'ampleur d'un accident nucléaire d'importance;

- le protocole d'amendement à la Convention de Paris (adopté en 2004 mais pas encore en vigueur) prévoit une mutualisation des risques des accidents nucléaires. Les pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire devraient supporter quand même les risques.

Cependant, la question du dédommagement des victimes d'un accident nucléaire fait partie des préoccupations du Gouvernement. Elle est régulièrement abordée dans des entrevues avec des pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire et le Gouvernement suit de près les évolutions internationales dans ce domaine.

Question 2590 (24.11.2016) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **mesures de précaution relatives à la grippe aviaire:**

Dans le cadre de la récente propagation de la grippe aviaire en Europe, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a instauré une obligation de confinement de la volaille pour les éleveurs professionnels et a recommandé cette obligation également aux éleveurs amateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Est-ce que des cas de grippe aviaire ont entre-temps été signalés au Luxembourg?

2. Pour quelles raisons, Monsieur le Ministre a-t-il formulé une simple recommandation à l'attention des personnes qui détiennent des volailles à titre privé?

3. Dans le cas d'une contamination chez un éleveur amateur, quelles sont les procédures prévues pour éviter une propagation de la grippe aviaire?

4. Si une contamination avait lieu chez un éleveur amateur qui serait situé à proximité d'un éleveur professionnel, quelles en seraient les conséquences pour cet éleveur professionnel?

5. En cas d'un abattement total de la production de volaille, les producteurs lésés seront-ils remboursés pour la perte de leur volaille en tant que telle et de leurs produits (p. ex. les œufs en cas de poules)?

Réponse (19.12.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Jusqu'à ce jour, aucune suspicion n'a été signalée, ni aucun cas de grippe aviaire n'a été diagnostiqué au Luxembourg.

ad 2. Vu l'absence de cas de grippe aviaire à l'heure actuelle, nous nous trouvons dans une phase de prévention pour laquelle une obligation de confinement est prévue à l'adresse des éleveurs professionnels alors que cette obligation est difficile à mettre en pratique pour tous les détenteurs amateurs et est pratiquement impossible à contrôler.

ad 3. En cas de diagnostic d'un cas de grippe aviaire chez la volaille d'un éleveur amateur, les procédures sont les mêmes que chez un éleveur professionnel, à savoir l'abattage des animaux sensibles et la mise en place de zones de restriction.

ad 4. Souvent, afin de limiter la propagation du virus, on pratique l'abattage des volailles dans les élevages à proximité (p. ex. 1 km) du cas de grippe aviaire. Ainsi, si un éleveur professionnel se trouve dans ce périmètre, il risquera l'abattage de ces volailles.

ad 5. Il est évident que lors de la détection d'un cas de grippe aviaire, l'abattage de tous les animaux (stamping out) est obligatoire afin d'éviter une propagation du virus. Néanmoins, la législation prévoit également des indemnisations pour les animaux abattus et les produits détruits. Cependant, ces indemnisations ne couvrent pas les pertes de production liées à l'abattage des animaux et au vide sanitaire à respecter. Ces dernières peuvent être couvertes par des assurances privées pour lesquelles l'État prend en charge un certain pourcentage des primes à payer.

Question 2591 (24.11.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie:**

Un garde forestier de l'Administration de l'environnement a découvert lundi après-midi, plusieurs bovins morts dans un pâturage à Mensdorf. D'autres bovins étaient en très mauvais état de santé. Selon mes informations, il s'agirait de bovins de l'espèce «Galloway» dans le cadre du label «Naturschutz Fleesch». L'utilisation de ce label est liée à des normes et exigences en matière de protection de la nature et soumise à des critères et contrôles à tous les niveaux de commercialisation, du pâturage au client final.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2. Est-ce que les critères du cahier des charges énumérant les différentes dispositions pour la production de la viande «Naturschutz Fleesch» et notamment celles pour garantir le bien-être animal ont été respectés?

3. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces dispositions interdisent des traitements médicaux pour des bêtes malades respectivement des mesures préventives visant à empêcher l'apparition ou l'aggravation d'une maladie et le cas échéant pour quelles raisons?

4. Comment jugerait-il une telle disposition?

5. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un tel fait de négligence, de non-traitement adéquat correspond à une maltraitance animale, sachant très bien quelles en sont les conséquences inhérentes?

6. L'état de santé des bovins est-il contrôlé à intervalles réguliers?

7. L'élevage extensif pendant toute l'année garantit-il le bien-être de l'animal?

Réponse (19.12.2016) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. En date du 21 novembre 2016, l'Administration des services vétérinaires a été informée par un garde forestier de l'Administration de la nature et des forêts concernant la détention non conforme de bovins sur une pâture située à Mensdorf qui est exploitée conjointement par deux éleveurs-agriculteurs dans le cadre du label «Naturschutz Fleesch».

Lors de la visite, effectuée sur place par un vétérinaire-inspecteur de l'Administration des services vétérinaires, les constats suivants ont été faits:

- quatre bovins sont morts et les cadavres se trouvent dans un état cachectique; des autopsies effectuées sur deux des cadavres ont révélé une infestation massive et chronique par de la douve hépatique qui est un parasite interne qui colonise le foie et qui, en absence de vermifugation, peut entraîner à long terme la mort de l'animal;

- trois bovins se trouvent dans un mauvais état de santé nécessitant un traitement d'urgence; ces trois bovins sont morts peu après leur sortie du pâturage;

- deux squelettes de bovins ont été trouvés sur le pâturage qui s'étend sur une superficie de 40 ha.

En effet, il s'agit d'un cas de négligence grave dans lequel les deux exploitants concernés n'ont pas respecté les dispositions de la législation relative au bien-être animal.

ad 2. Les bovins détenus dans le cadre de ce programme sont soumis aux conditions du cahier des charges «Naturschutz Fleesch», mais également aux dispositions de la législation concernant le bien-être animal, notamment le règlement grand-ducal du 14 avril 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages. Ce dernier prévoit que les animaux détenus sont inspectés à des intervalles réguliers pour leur éviter toute souffrance et que tout animal qui paraît malade ou blessé doit être convenablement soigné sans délai et, au cas où un animal ne réagirait pas aux soins, un vétérinaire doit être consulté dès que possible. Or, il est établi que ces dispositions n'ont manifestement pas été respectées en l'espèce.

ad 3. + 4. Les affirmations avancées par l'honorable Députée ne peuvent être confirmées. Le cahier des charges du label «Naturschutz Fleesch» a été élaboré en étroite collaboration entre l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des services vétérinaires et une attention particulière a été portée au respect de la législation concernant le bien-être animal. Contrairement aux informations erronées dont dispose l'honorable Députée, le cahier des charges prévoit explicitement une vermifugation des animaux en vue du respect du bien-être animal et de l'amélioration de la qualité de la viande. Le traitement aux antibiotiques ne peut se faire qu'exclusivement sur prescription vétérinaire.

Pour certains traitements, les animaux peuvent être sortis du pâturage et hébergés dans des stabulations pendant la durée de ces traitements, y compris le délai d'attente prescrit pour les médicaments utilisés.

ad 5. Ce fait de négligence grave en matière de bien-être animal doit être assimilé à une maltraitance animale et doit être traité. D'un point de vue administratif, plusieurs dispositions prescrites par la législation concernant la conditionnalité n'ont pas été respectées ce qui conduit à une réduction des primes allouées aux exploitants des animaux. D'un point de vue pénal et vu la gravité des faits, le dossier sera transmis au parquet en vue d'une instruction judiciaire.

ad 6. La législation relative au bien-être animal dans les élevages exige une inspection régulière des animaux par le détenteur afin de constater tout signe de maladie et d'y remédier dans les meilleurs délais.

Le contrôle de l'état de santé des bovins incombe en premier lieu à l'éleveur propriétaire des bêtes.

L'autorité compétente est définie par l'article 22 de la loi du 15 mars 1983 qui stipule que «la protection de la vie et le bien-être des animaux sous tous ses aspects relève de l'Administration des services vétérinaires».

Cette dernière a pleinement exercé ses responsabilités par l'envoi d'un inspecteur sur place dès réception de la plainte afin de constater les non-conformités.

En outre les agents de la police, des douanes, de l'Administration de la nature et des forêts sont habilités à constater les infractions à la loi précitée.

ad 7. L'élevage extensif pendant toute l'année garantit le bien-être animal sous condition que les dispositions de la législation en matière du bien-être animal soient respectées: surveillance à intervalles très réguliers de l'état de nutrition et de santé des animaux et intervention dès le constat que cet état se dégrade.

Par ailleurs, il y a lieu de choisir une race de bétail qui est adaptée aux conditions physiques du terrain concerné. En effet, les prairies humides et les prairies sèches présentent des conditions de vie particulières qui ne conviennent qu'à des races particulièrement robustes. À cela s'ajoute le respect d'une densité de bétail adaptée qui se situe entre 0,5 et 0,8 unité de gros bétail par hectare, en fonction de la race de bétail et de la qualité du pâturage.

Compte tenu des faits soulevés et en tenant compte des conditions de vie particulières précitées, les services vétérinaires porteront une attention particulière sur les exploitations en question et sur les conditions dans lesquelles les animaux en question sont tenus.

Question 2592 (24.11.2016) de **MM. Edy Mertens** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux:**

Le 8 mars 2016, le Député Edy Mertens a posé une question parlementaire au sujet d'une éventuelle fermeture des bureaux de poste de Troisvierges, de Hosingen et de Clervaux. Dans sa réponse du 11 avril 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie a affirmé que: «À ce jour, aucune autre décision quant à la future évolution du réseau de vente n'a été prise.» *(cf. question parlementaire n°1873, compte rendu n°11/ session ordinaire 2015-2016)* Or, le quotidien «Tageblatt» affirme dans son édition d'aujourd'hui que les bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux fermeront bel et bien leurs portes d'ici peu. Sachant que le bureau de poste de Troisvierges n'a été ouvert que récemment et que des travaux de rénovation d'envergure ont eu lieu l'année dernière, cette information semble d'autant plus incompréhensible!

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations du quotidien concernant la fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux?

- Dans l'affirmative, quand cette décision a-t-elle été prise?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de ces bureaux? Est-ce que leur fréquentation a été prise en compte dans la prise de décision?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer pour quand ces fermetures sont prévues?

Réponse (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Le conseil d'administration de POST Luxembourg approuve la stratégie du réseau de vente de POST et contrôle son implémentation. Il lui appartient partant d'approuver formellement toute proposition de fermeture d'un bureau de poste. Aucune décision quant à la fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux n'a été prise ni soumise au conseil pour approbation.

Question 2598 (29.11.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**indemnisation des médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale:**

Les médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale ont le statut de travailleur intellectuel indépendant et sont indemnisés par le Ministère de la Santé. Pendant toute la durée de la formation spécifique ils touchent une indemnité nette de 2.100 euros (1ère année) respectivement 2.500 euros (2e et 3e année). Après déduction des cotisations de la sécurité sociale, le montant mensuel net se situe en dessous du salaire social minimum qualifié au Luxembourg, et même en dessous du salaire social non qualifié en première année de formation. L'indemnisation n'a pas été adaptée, ni indexée depuis 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'une revalorisation de la rémunération des médecins en voie de formation en médecine générale s'impose?

- Dans l'affirmative, quelles mesures seront prises afin d'accorder aux médecins en voie de formation en médecine générale une rémunération adaptée à leur formation, soit six années de formation de base suivies de trois années de formation spécifique?

Réponse (16.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La réponse à la question de l'honorable Député est étroitement liée aux différentes études qui sont actuellement en cours concernant le développement de la formation médicale au Luxembourg. À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail sont sur le point d'être achevées. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois, ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision. Les deux groupes de travail précités sont donc en train d'étudier deux volets distincts:

1. Le premier groupe est chargé d'analyser la question de savoir comment un premier cycle d'études médicales pourrait être mis en place au sein de l'Université du Luxembourg et de déterminer les coûts d'une telle formation ainsi que l'accès au deuxième cycle des études médicales, en collaboration avec une ou plusieurs universités partenaires. Ce groupe de travail est sous la tutelle directe du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Pour plus de détails concernant ce volet, il est renvoyé à la réponse de Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire n°2408 de Madame la Députée Martine Hansen *(cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016).*

2. Le second groupe a pour mission d'analyser la question de savoir comment la «formation spécifique en médecine générale» pourrait être professionnalisée avec son intégration définitive dans l'Université du Luxembourg et de vérifier si d'autres formations de spécialisation pourraient présenter un intérêt pour le Luxembourg. Il s'agit donc d'analyser l'opportunité de l'établissement d'une ou de plusieurs formations de spécialisation médicale dans des disciplines comme la neurologie, l'oncologie ou d'autres, sachant que la formation spécifique en médecine générale existe déjà à l'Université du Luxembourg. Il va ainsi de soi que les conditions financières, avec entre autres les indemnités prévues pour les médecins en formation, devront être non seulement cohérentes quelle que soit la spécialisation choisie, mais que ces dernières devront également être dans la même lignée que celles en vigueur dans nos pays voisins. Ce groupe de travail est sous la tutelle directe du Ministère de la Santé.

Question 2599 (02.12.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **réaménagement et** la **modernisation du site de l'INS:**

Le projet de réaménagement et de modernisation de l'INS a pour objectif d'optimiser l'offre sportive au niveau des infrastructures d'ici 2018-2019. Le programme de construction comprend deux volets: d'une part, la construction d'un second hall des sports complémentaire dans l'intérêt du Sportlycée et des fédérations sportives agréées et, d'autre part, la mise en conformité et la modernisation du stade d'athlétisme dans l'intérêt plus particulièrement de la fédération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Étant donné que le stade d'athlétisme a dû être réduit de huit à six couloirs et que ces dimensions ne permettent pas la réalisation de grandes compétitions internationales, que l'INS ne fait pas du tout l'unanimité dans le monde national de l'athlétisme pour faire figure de Stade national d'athlétisme en raison de l'espace réduit et du manque de places de stationnement, ne conviendrait-il pas de revoir tout le projet, c'est-à-dire rénover le stade pour ce qui est nécessaire et concevable et travailler, ensemble avec la commune de Luxembourg sur la réalisation d'un nouveau stade national destiné également au club de la Ville de Luxembourg sur un emplacement qui rencontre l'ensemble des critères en la matière?

- Le projet actuel ne risque-t-il pas dans un proche avenir de ne plus être en mesure de suffire aux besoins du Sportlycée et du monde sportif en général, et de nécessiter alors une nouvelle démarche qui deviendra de loin plus coûteuse que la modification avant sa réalisation du projet en question?

- Comme Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg vient d'annoncer publiquement ne pas avoir de problèmes par rapport à une modification du projet en question, si besoin en était, pourquoi Monsieur le Ministre des Sports continue-t-il à vouloir absolument miser sur son projet actuel?

Réponse commune (21.12.2016) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question de Madame la Députée a trait au projet de réaménagement et de modernisation du site de l'Institut national des sports (INS).

Tout d'abord il y a lieu de rappeler que le projet actuel de réaménagement et de modernisation de l'INS est la meilleure solution envisageable qui tient compte aussi bien de toutes les spécificités techniques du site et du bâtiment, voire des contraintes de sécurité.

- Nous tenons encore une fois à préciser que, dès le premier mesurage du site, il était connu qu'il n'y avait pas assez de place pour aménager un stade avec huit couloirs sur le site de l'INS. Dès lors, il n'est pas correct de parler d'une réduction des couloirs de huit à six pistes. Comme le site de l'INS est et restera un endroit central du sport, il nous a paru logique de réaménager et de moderniser ce site afin de répondre à différentes demandes du mouvement sportif et ceci dans un laps de temps relativement court, tout en sachant que le stade d'athlétisme devra se contenter de six pistes. En cas de besoin d'un stade à huit couloirs, en vue de grandes manifestations compétitives, on pourra toujours avoir recours au stade implémenté à Diekirch.

Dès lors, il n'y a pas d'éléments nouveaux non connus lors du début de la phase de planification qui justifieraient une remise en cause du projet.

- Nous sommes persuadés que le projet actuel ne risque pas dans un proche avenir de ne plus être en mesure de suffire aux besoins du Sportlycée et du monde sportif en général.

- Le projet actuel est maintenu du fait qu'il s'agit de la meilleure solution envisageable pour le site en question. Nous sommes tout à fait disposés, en cas de demande de la Ville de Luxembourg, à participer à des discussions, comme nous le faisons d'ailleurs pour toute demande émanant d'une commune en vue d'une construction d'une infrastructure sportive.

Question 2601 (29.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **foyers pour personnes en détresse:**

Et gëtt hei am Land eng ganz Rëtsch Foyere fir Frae mat an ouni Kanner, déi stënterlech ënnerkomme musse wéinst familiäre Problemer oder Gewalt am Stot. Allerdéngs héiert een och vu Familljen an Nout oder vu Männer, déi och wéinst familiäre Problemer hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, déi awer net wëssen, wou se hikënnen, well fir si keng Strukture virgesi sinn. An esou Situatiounen ass et net ëmmer méiglech, sech mat der Police ze wieren, z. B. wann ee muss fäerten, datt d'Kanner da kéinte placéiert ginn.

An deem Kader wëll ech der d'Madamm Familljeminister dës Froe stellen:

1. Plangt d'Madamm Minister e Foyer fir Familljen, déi hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, wou si kéinten ënnerkommen, bis eng aner Solutioun fonnt ginn ass?

2. Plangt d'Madamm Familljeminister e Foyer fir Männer, déi wéinst familiäre Problemer oder well si d'Affer vu Gewalt am Stot gi sinn hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn?

Réponse commune (22.12.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

ad 1. Déi vum Familljeministère konventionéiert Strukture fir erwuesse Leit huelen am Prinzip all Leit a Familljen op, déi an enger sozial prekärer Situatioun sinn a prett sinn, fir sech sozial begleeden ze loossen, fir autonom ze ginn, an déi an enger zweeter Phas op den normale Wunnengsmaart zréck kënne goen.

Vun deenen Associatiounen, déi eng Konventioun mam Familljeministère hunn, huele folgend Famillje mat Kanner an eenzel Leit op: CNDS Asbl, Ënnerdaach Asbl, Wunnengshëllef Asbl an d'Agence immobilière sociale. Persounen ouni Kanner gi vu Caritas Accueil et So-

lidarité asbl, dem Foyer Abrisud vun der Stad Esch, Betreit Wunnen Hesper, La Main Tendue a Co-labor opgeholl.

Um Ausbau vun de Strukture mat den Associatiounen, déi eng Konventioun mam Familljeministère hunn, gëtt permanent geschafft. Si ginn och an Zukunft nach weider ënnerstëtzt.

ad 2. Männer, déi wéinst familiäre Problemer oder well si Affer vu Gewalt am Stot sinn, hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, kréien am Kader vun de bestoende Strukture gehollef.

De Ministère fir Chancëgläichheet huet eng Konventioun mat der Asbl actTogether, déi ënner anerem de Konsultatiounsbüro fir Männer an Noutsituatiounen infoMann féiert. Dës Noutsituatioune kënnen entstoen duerch Problemer op der Aarbecht, an der Famill, opgrond vu Gewaltsituatiounen (als Affer, awer och als Täter) oder duerch aner Situatiounen, déi Männer mat existenzielle Krise konfrontéieren. Den infoMann fonctionnéiert säit 2012 a beschäftegt niewent engem Psycholog an engem Diplompädagog och eng Assistante sociale, déi sech geziilt ëm Männer këmmert, déi ënner anerem och Logementsproblemer hunn an déi iwwergangsweis eng Wunneng sichen. infoMann kooperéiert an deem Kontext mat der Lëtzebuerger Croix-Rouge zesummen, déi hirersäits zwee Studioen an der Stad Lëtzebuerg zur Verfügung stellt fir Männer an Noutsituatiounen. Doriwwer eraus huet den infoMann eng Enveloppe am Budget zur Verfügung, déi et erlaabt, och um fräie Wunnengsmaart e Logement ze lounen, fir deene Männer op deem Gebitt fir eng begrenzten Zäit e Logement zur Verfügung ze stellen. Dëse Wee huet sech als dee richtege Wee erausgestallt, well et dem Ministère zesumme mam infoMann erlaabt, flexibel op Situatioune kënnen ze reagéieren, well d'Demande fir e Logement staark variéiert. De Ministère fir Chancëgläichheet suivéiert awer d'Situatioun vun de Männer an Noutsituatioune weiderhin am Kader vu regelméissege Konsultatioune mam infoMann.

Question 2603 (30.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**aide sociale:**

D'Ëmsetzung vum europäesche Recht gesäit vir, datt EU-Bierger oder Leit aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz, déi an engem vun deene Länner wunnen an an enger sozialer Noutlag sinn, kënnen ausgewisen an heemgeschéckt ginn. Dat kann och engem Lëtzebuerger a senger Famill geschéien.

An deem Kader hunn ech dës Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Am Fall, wou e Lëtzebuerger aus enger sozialer Noutlag eraus aus engem aneren EU-Land, engem Land aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz ausgewise ginn ass oder wou e Lëtzebuerger Statsangehörege sech ouni Mëttelen no engem längeren Openthalt am Ausland hei am Land presentéiert, ouni aus engem anere Land ausgewise ginn ze sinn, wou kann där Fra oder deem Mann an hire Famillje gehollef ginn?

2. Wéi e Sozialbüro vu wéi enger Gemeng ass fir déi Persoun(en) zoustänneg?

3. Wéi ass et mat engem Lëtzebuerger, deen am Ausland op d'Welt koum, awer nach ni zu Lëtzebuerg war?

4. Gëtt et fir déi zwee Fäll Derogatiounen, déi a Kraaft trieden, oder kann déi Persoun an hir Famill de ganzen Ëmfang vun där Hëllef, esou wéi se am Art. 2 an am Art. 3 vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef vum 18. Dezember 2009 definéiert ass, besonnesch d'Hëllef mat engem Logement, an Usproch huelen?

5. Kann den zoustännege Sozialbüro déi Hëllefen no eegenem Ermiessen aschränken a kann an deem Fall dee Betraffenen, esou wéi am Art. 26 vun deem Gesetz virgesinn, e Recours maachen?

6. Plangt d'Madamm Minister, fir Kloerheet bei esou Fäll ze schafen an der Realitéit vun ëmmer méi Lëtzebuerger, déi hire Wunnsëtz ausserhalb vum Land hunn, Rechnung ze droen, eng Ännerung vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef?

Réponse (22.12.2016) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. E Lëtzebuerger, deen an enger sozialer Noutlag ass an deen aus engem anere Land ausgewise ginn ass, ka sech u verschidde sozial Servicer an Associatiounen aus dem soziale Secteur hei am Land wenden. Eng aner Léisung ka sinn, dass Familljememberen oder Frënn dës Persoun ophuelen. Wann d'Persoun dann och ugemellt ass, ka si sech bei dem zoustännegen Office social mellen, deen da weider Démarchë ka maachen.

ad 2. Zoustänneg ass de Sozialbüro, op deem sengem Territoire d'Persoun sech reell befënnt.

ad 3. E Lëtzebuerger, deen am Ausland op d'Welt komm ass an deen nach ni zu Lëtzebuerg war, ka sech u seng Ambassade wenden, déi da kuckt, wéi eng Hëllef méiglech ass. Generell gëllt dat och fir Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn. Fir e Rapatriement muss d'Persoun sech un d'Ambassade wenden, déi da Kontakt mam Ministère des Affaires étrangères ophëlt. De Ministère analyséiert dann d'Situatioun a kuckt, wéi eng Méiglechkeete bestinn, fir de Leit ze hëllefen.

ad 4. Wa Leit legal zu Lëtzebuerg sinn, gëlle fir si déiselwecht Bestëmmunge wéi fir d'Persounen, déi sech zënter Laangem um Territoire befannen. De Problem vum Logement gëtt hei net anescht behandelt. Wa Persounen aus dem Ausland kommen, gëtt versicht, wa keng Famill do ass oder bereet ass, dës Leit opzehuelen, fir d'Éischt an engem Foyer en Ënnerdaach ze fannen, fir dann déi administrativ Démarchë kënnen an d'Wee ze leeden.

ad 5. De Sozialbüro muss sech natierlech un d'Gesetz halen. Eng Décisioun vum Sozialbüro muss motivéiert sinn, an déi betraffe Persoune musse matschaffen, fir hir Situatioun ze verbesseren. Leit kënnen ëmmer e Recours maachen. De Sozialbüro weist normalerweis drop hin, dass dës Méiglechkeet besteet.

ad 6. Am Moment ass keng Ännerung vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef geplangt. Wann d'Leit matschaffen an Efforte maachen, fir hir Situatioun ze verbesseren, sinn nach ëmmer passend Léisunge fonnt ginn.

Question 2604 (01.11.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**engagement de membres de l'armée en tant que brigadiers de la Police grand-ducale:**

Lors du conseil des délégués du Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) le 29 novembre 2016, le président du SPFP a fait référence à plusieurs membres actuels de l'armée qui n'auraient pas pu être assermentés et engagés en tant que brigadiers de la Police grand-ducale à la date originairement prévue et communiquée préalablement à ces personnes. Ces personnes attendraient toujours la confirmation de la date définitive de leur engagement comme brigadiers.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les faits reportés par le président du SPFP?

- Dans l'affirmative, quelles sont les suites données à cette situation?

- Quand est-ce qu'une date définitive pour leur engagement peut être déterminée et communiquée à ces personnes actuellement dans l'incertitude?

Réponse commune (07.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

L'on a pris note des déclarations faites par le président du SPFP lors du conseil des délégués en date du 29 novembre 2016.

Dans le respect des procédures habituelles, les membres actuels de l'armée ayant réussi aux examens de fin de formation préparant à la carrière de brigadier ont été informés par écrit en date du 28 octobre 2016 de la date de prestation de serment. Ladite note de service précise que la prestation de serment des candidats de la 27e promotion de brigadiers aura lieu le 13 décembre 2016 à 9.00 heures à Diekirch. Les candidats de cette promotion de brigadiers seront engagés en date du 1er janvier 2017.

Question 2609 (01.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traitement de substitution TADIAM:**

Op enger Pressekonferenz am Mee 2015 an an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro am September 2015 huet d'Madamm Gesondheetsminister an Aussiicht gestallt, datt de Programm TADIAM nach 2016 sollt ulafen. Et geet dobäi ëm e Substitutiounsprogramm bei Drogesucht op Basis vun Diacetylmorphin, rengem pharmazeuteschem Heroin also.

Zu deem Programm wollt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Ass et nach ëmmer aktuell, dee Programm 2016 ulafen ze loossen. A wéi enge Raimlechkeeten?

2. Si scho Patiente fir dee Programm ausgesicht an no wéi enge Kritären ass dat geschitt (Laangzäitofhängegkeet, gesondheetlechen Zoustand, gescheitert Therapie)?

3. Wien ass zoustänneg fir d'Kontroll a fir d'Aweisung an dee Programm?

4. Wéi vill Suchtkranker kënnen an den TADIAM opgeholl ginn?

5. Leeft donieft de Methadon-Substitutiounsprogramm weider?

6. Ass an der Tëschenzäit garantéiert, datt genuch Diacetylmorphin zu Lëtzebuerg zur Verfügung ass?

7. Wéi gëtt bei alle Substitutiounsdroge geséchert, datt et net zu Abuse kënnt, duerch déi dës Substanzen onkontrolléiert an den Ëmlaf kommen?

Réponse (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

D'Pilotphas vum Traitement assisté à la Diacétylmorphine (TADIAM) fënnt an de Raimlechkeete vun der Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef statt, um 93, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg. 2016 sinn, wei virgesinn, déi éischt Virgespréicher mat potenzielle Patiente fir den TADIAM gefouert ginn, soudass viraussiichtlech ufanks 2017 d'Admissiounsprozedure vun deenen éischte Patiente kënnen ofgeschloss ginn.

Am Kader vun der Pilotphas viséiert de Programm virrangeg Persoune mat enger Laangzäitofhängegkeet vun Opiacéen an/oder Opioiden ënner Berécksiichtegung vun hirem Gesondheetszoustand a Patienten, bei deenen aner existéierend Behandlungsusätz keng zefriddestellend Resultater bruecht hunn.

D'Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef ass als Träger fir d'Exekutioun vum TADIAM zréckbehale ginn an all eenzel Behandlungsufro muss vun der Commission de surveillance du programme de substitution guttgeheescht ginn, konform zum «Règlement grand-ducal modifié du 30 janvier 2002 déterminant les modalités du Programme de traitement de la toxicomanie par substitution».

Den TADIAM ass wärend der Pilotphas vun zwee Joer fir e Maximum vu 25 Patienten agreéiert.

Déi viséiert Behandlungsoptioun ass eng Erweiderung vum existéierenden nationale Substitutiounsprogramm (Programme de traitement de la toxicomanie par substitution), an deem ënner anerem Methadon verschriwwe gëtt an dee mëttlerweil eng 1.100 Patienten zielt a selbstverständlech weiderleeft.

De Stock vun Diacetylmorphin, dee fir den TADIAM gebraucht gëtt, ass ofhängeg vun der Zuel vun de Patienten, déi zu engem bestëmmten Zäitpunkt um Programm deelhuelen, a muss deementspriechend gefouert an ugepasst ginn. Fir d'Konstitutioun vum éischte Stock ass sech op international Erfahrungswäerter bezu ginn, mat enger zousätzlecher Marge, an d'Délaie fir d'Liwwerung vun Diacetylmorphin sinn ofgestëmmt ginn.

Gradesou wéi bei de Substanzen, déi schonn am aktuelle Substitutiounsprogramm vun der Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef délivréiert ginn, handelt et sech bei der Délivrance vun Diacetylmorphin och ëm eng Prise à vue. Dat heescht, déi viséiert Substanze musse vun de Patienten op der Plaz an nëmmen an de Lokaler vum TADIAM-Programm consomméiert ginn.

Des Weideren ass e Regëster ze féieren, an deem all Quantitéite vu Substitutiounsmëttelen, déi geliwwert ginn, an déi, déi un all eenzelne Patient erausginn, am Detail a mat Auerzäit opgefouert musse ginn. Dëst erlaabt et och, der Division de la pharmacie et des médicaments, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun dëse Regësteren, all Moment an op der Plaz sécherzestellen, wéi vill vun deene Substanze geliwwert an délivréiert goufen an ob de Stock der Zuel vun de Patienten an hire Besoinen u Substitutiounsmëttele Rechnung dréit.

Question 2610 (01.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **lettre de consentement pour les enfants voyageant à l'étranger:**

Et gëtt Länner, déi, wann een eleng mat sengem Kand reest, e Beweis verlaangen, datt een d'Recht huet, dat ze maachen. Bei elengerzéienden Eltere mat Kanner, déi net aus engem Bestietnis sinn a bei deenen d'Suergerecht net geriichtlech geregelt ass, kann dat zu Problemer féieren. Dës Situatioun betrëfft besonnesch dacks elengerzéiend Mammen, déi mat hire Kanner wëllen an d'Ausland reesen. Et muss och beduecht ginn, datt esou Situatioune sech kënnen ëmmer méi dacks presentéieren, well ëmmer méi Kanner ouni Bestietnis vun hiren Eltere gebuer ginn.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wär et net méiglech, am Fall, wou et keng geriichtlech Décisioun iwwert d'Suergerecht fir e Kand gëtt, fir deem Elterendeel, deen eleng d'Suergerecht huet, e Formulaire ze ginn, deen déi Situatioun certifiéiert an ausdrécklech preziséiert, datt déi Persoun och ka mat deem Kand reesen? Dat entsprécht jo där aktueller legaler Situatioun an et misst dohier och méiglech sinn, fir dat ze certifiéieren.

2. Wär et méiglech, dee Formulaire inhaltlech a sproochlech extra esou ze schreiwen, datt et sech fir Reesen an d'Ausland eegent? Gëtt et an deem Zesummenhank international Ofkommessen, déi esou Situatioune regelen?

3. Ass et prinzipiell méiglech, fir an de Pass vun engem Kand, deem seng Situatioun net geriichtlech geregelt ass, nëmmen dee vun den Elteren androen ze loossen, deen no der aktueller Legislatioun eleng d'Suergerecht huet, fir eventuell Problemer bei Reesen ze verhënneren? Alternativ, wann déi zwee Elteren an de Pass agedroe ginn an et kee Geriichtsuerteel gëtt, misst da preziséiert ginn, wien d'Suergerecht huet an also däerf fräi mam Kand reesen?

Réponse commune (22.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Ënnert der aktueller Legislatioun hu fir Kanner, déi an enger bestueter Koppel op d'Welt kommen, d'Elteren e gemeinsamt Suergerecht. Do brauch keen Elterendeel d'Erlaabnis vun deem aneren, fir mam Kand ze reesen.

Aus dem gemeinsame Suergerecht ergëtt sech, dass an deem Fall och béid Elteren d'elterlech Autoritéit iwwert d'Kanner hunn.

Fir Kanner, déi an enger net bestueter Koppel op d'Welt kommen a wou d'Kand vun deenen zwee Elteren unerkannt gouf, kann déi gemeinsam elterlech Autoritéit iwwert d'Kand jiddwerzäit vun deenen zwee Eltere gemeinsam beim Juge des tutelles ugefrot ginn. Dëse Riichter stellt dann op Ufro vun den Elteren e Certificat fir all Elterendeel aus, dass déi zwee Elteren déi elterlech Autoritéit hunn.

Wann een Elterendeel eleng d'Suergerecht huet, huet deen aneren Elterendeel am Prinzip e Besuchsrecht a kann och an deem Kader mam Kand an d'Ausland reesen.

E Formulaire ass net virgeschriwwen. Laut deenen Informatiounen, déi de Ministère huet, ginn et Gemengen, déi de Leit e Formulaire zur Verfügung stellen.

ad 2. En internationaalt Ofkommes gëtt et zurzäit net am Zesummenhank mat Formulairen. An der EU gëllt jo de Prinzip vun der Bewegungsfräiheet vun de Persounen.

Et gëtt vläicht eenzel auslännesch Autoritéiten, déi verlaangen, dass deen Elterendeel, deen eleng mam Kand reest, seng elterlech Autoritéit beweise muss, mä dat ass net d'Regel an hänkt vun der Legislatioun vun deem Land of. E Formulaire ass net virgeschriwwen. Laut den Informatiounen, déi de Ministère huet, ginn et Gemengen, déi de Leit e Formulaire zur Verfügung stellen.

Op Ufro vun engem oder deenen zwee Eltere kann d'elterlech Autoritéit an de Pass vum Kand geschriwwe ginn. Deen Elterendeel, dee mam Kand reest, kann ausser dem Pass vum Kand aner offiziell Dokumenter mathuelen (Gebuertsakt vum Kand…).

ad 3. Beim Pass vun de Kanner ginn op der Säit 2 d'Nimm vu béiden Eltere vermierkt, wa béid Elteren am nationale Persouneregëster agedroe sinn.

Dës Donnéeë ginn direkt aus dem nationale Persouneregëster iwwerholl an et ginn och déi komplett Informatiounen iwwerholl.

D'Suergerecht ass am nationale Persouneregëster net agedroen a gëtt net an de Pass ageschriwwen.

D'elterlech Autoritéit ass am nationale Persouneregëster net agedroen. Si kann op Ufro op der Säit 2 vum Pass vun engem Kand agedroe ginn, wa se aus dem Zivillstand vun den Eltere kloer ervirgeet oder opgrond vun zousätzlechen Dokumenter ka bewise ginn.

Question 2612 (05.12.2016) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **Saint Nicolas** et les **chants de Noël à l'école:**

Comme le veut la tradition, le 6 décembre le Saint Nicolas rendra visite aux enfants. Or, ces derniers jours des rumeurs courent sur les réseaux sociaux que le Saint Nicolas ainsi que les chants qui accompagnent cette partie festive de l'année seraient bannis de nos écoles et nos lycées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris note de ces rumeurs?

2. Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a donné des instructions visant à bannir les chants de Noël ainsi que le Saint Nicolas de nos écoles?

Réponse (08.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Les renseignements fournis par les inspecteurs de l'enseignement fondamental montrent que les rumeurs qui courent sur les réseaux sociaux, rumeurs selon lesquelles Saint Nicolas et les chants y afférents seraient bannis de nos écoles, sont sans objet. La pratique en vigueur de thématiser et de célébrer la fête du Saint Nicolas dans les écoles fondamentales demeure inchangée, sans exception, dans tous les arrondissements.

L'inspecteur de l'arrondissement 11 a cependant tenu à m'informer qu'en novembre 2015 la commune de Schifflange lui a adressé une demande officielle concernant la fête de la Saint-Nicolas. Il ressort des correspondances dont dispose le ministère, que la réponse de l'inspecteur a été sans équivoque. La commune a été informée qu'un changement de la pratique de fêter la Saint-Nicolas «n'aura certainement pas lieu». Au contraire, la commune a été incitée à continuer à fêter la Saint-Nicolas qui fait partie de «nos traditions que nous ne devons pas abandonner».

ad 2. Aucune restriction visant à bannir les chants de Noël ainsi que le Saint Nicolas de nos écoles n'a été communiquée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Bien au contraire, le fait que les enfants de l'enseignement fondamental restent congédiés le jour de la Saint-Nicolas démontre l'importance accordée à cet aspect de la culture luxembourgeoise.

Question 2615 (05.12.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking du Rehazenter:**

Dans votre réponse du 16 novembre 2016, vous expliquez que le conseil d'administration du Rehazenter a décidé de louer «un nombre d'emplacements bien défini» vers l'extérieur, afin de tenir compte d'une «occupation horaire bien différente des emplacements de parking» *(cf. question parlementaire n°2510, compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017)*. Vous y expliquez également qu'un nombre de places de stationnement suffisant serait garanti aux patients du Centre et qu'une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre d'emplacements resterait disponible aux patients et aux visiteurs du Centre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Dans votre réponse, vous faites état de 143 places de stationnement au niveau -1 du parking du Rehazenter. Combien de ces places de stationnement sont actuellement louées à des personnes de l'extérieur et sur le fondement de quels critères ces places sont-elles attribuées?

2. Combien de places de stationnement sont signalées comme «privé», respectivement «réservé» et ne sont dès lors pas à disposition des patients et visiteurs du Centre?

3. Vous expliquez que le taux d'occupation horaire du parking varie fortement. Dans ce contexte, comment est-il assuré qu'un nombre d'emplacements de parking suffisant est garanti aux patients et aux visiteurs, notamment au vu du fait qu'au cours de l'année 2014, en plus des 650 patients hebdomadaires en ambulatoire, le Rehazenter a réalisé 5.065 consultations médicales et 5.636 explorations fonctionnelles d'après les chiffre de 2014?

4. Est-ce qu'il a déjà été constaté, par exemple, en recourant aux données relatives aux entrées et sorties du Centre relevées par les caisses automatiques, que le nombre d'emplacements à disposition des patients et visiteurs se soit révélé insuffisant et, dans l'affirmative, quelles ont été les suites y réservées?

5. Quelle est la durée d'engagement prévue dans les contrats de location et comment le nombre d'emplacements disponibles peut-il être ajusté pour garantir qu'un nombre d'emplacements suffisant soit disponible «à tout moment» comme vous l'indiquez dans votre réponse du 16 novembre dernier?

6. Quel est le loyer mensuel perçu et sur base de quels critères celui-ci a-t-il été fixé?

7. Vous expliquez que les statuts de la CNS permettent des transports en série pour les traitements au Rehazenter et que d'autres patients se font conduire par des proches. Dans ce contexte, partagez-vous l'opinion que les patients devraient, dans la mesure du possible, être encouragés à venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister à leur thérapie?

Réponse (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Au niveau -1 du parking du Rehazenter, 72 emplacements sont actuellement loués à des personnes de l'extérieur. L'attribution se fait sur la base d'inscription sur une liste d'attente.

ad 2. 72 emplacements au parking niveau -1 ne sont dès lors pas à disposition des patients et des visiteurs du Centre. À noter que ce nombre peut être ajusté en fonction des besoins nécessaires des patients et visiteurs du Centre, sachant que le parking niveau -1 disposant de 143 emplacements.

ad 3. Lors de la planification et de la construction du Rehazenter, il a été tenu compte d'une future extension du Centre de sorte que le nombre de parkings patients et visiteurs à disposition dépasse le besoin quotidien actuel. Les séances de thérapies pour les patients ambulatoires sont planifiées en semaine dans les plages horaires de 7.00 à 18.00 heures ce qui entraîne des arrivées/départs ventilés sur la journée de sorte que des emplacements se libèrent en continu. De plus, beaucoup de patients ambulatoires utilisent les transports en série accordés par la CNS, se font amener par des proches ou arrivent par le transport public. Une surveillance de l'occupation du parking permet de se rendre compte des besoins pour les patients et visiteurs et de diminuer si nécessaire le nombre d'emplacements réservés à des personnes de l'extérieur. Lors des heures de visite pour les patients stationnaires, fixées de 16.00 à 20.00 heures en semaine, le parking au niveau -1 du Rehazenter offre un large nombre d'emplacements de stationnement.

ad 4. Ce dernier temps on constate une hausse de l'occupation du parking niveau -1 lors de certains créneaux horaires, ce qui amène le Rehazenter à revoir le nombre de locations pour des personnes de l'extérieur. Il importe aux responsables du Rehazenter que le parking niveau -1 soit prioritairement à disposition des patients et des visiteurs.

ad 5. La durée d'engagement prévue dans les contrats de location est d'un an et se renouvelle tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la date de prise d'effet du contrat. Toute résiliation de contrat peut se faire sans indication de motifs spécifiques. Une attention particulière aux besoins des patients et visiteurs permet de réagir de façon anticipative.

ad 6. Le loyer mensuel par emplacement de stationnement à des personnes de l'extérieur est de 115,75 € (ind. 775,17) et a été fixé sur base du coût horaire des rues avoisinantes et de la situation de stationnement au quartier Kirchberg Grünewald.

ad 7. Pour des raisons médicales, un bon nombre de patients ne peuvent venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister aux thérapies et utilisent les transports en série en taxi, les services Adapto, les transports publics ou se font amener par des proches. Selon le degré d'handicap les personnes à mobilité réduite ou en situation d'handicap peuvent demander une carte d'invalidité leur permettant d'utiliser gratuitement les transports publics. Les transports en série en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin traitant sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le contrôle médical, spécifie les raisons médicales pour lesquelles le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. Le Rehazenter informe et accompagne les patients pour organiser ces types de transport.

Question 2625 (09.12.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **appels d'offres pour le plan national maladies rares et le plan national antibiotiques:**

Lors de la présentation du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017, en date du 8 novembre 2016, Madame la Ministre a commenté deux nouveaux articles budgétaires s'élevant à 50.000 respectivement 75.000 euros et qui concernent des travaux de mise en œuvre d'un Plan national maladies rares (PNMR) ainsi que d'un plan national antibiotiques (PNA).

En novembre 2016, la Direction de la santé a lancé deux appels d'offres pour «des prestations de coordination et de rédaction à l'élaboration» du premier PNA et du premier PNMR. Les offres étaient à faire parvenir au plus tard pour le 5 décembre 2016 au Directeur de la santé.

Au vu de ce qui précède, et sans vouloir mettre en question le bien-fondé de ces plans nationaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons la Direction de la santé a-t-elle opté pour un «outsourcing» et lancé un tel appel d'offres? S'agit-il d'une démarche normale et usuelle pour ce genre de travaux? La Direction de la santé ne dispose-t-elle pas des moyens nécessaires afin d'élaborer de tels plans «in-house»?

- Pourquoi les appels d'offres ont-ils été lancés et clôturés avant le vote du budget?

- Madame la Ministre ne partage-t-elle pas l'avis que l'élaboration de plans nationaux d'une telle envergure et importance doive être réalisée par les fonctionnaires et employés de la Direction de la santé?

Réponse (16.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le recours à des compétences externes de coordination et de gestion de projets dans le cadre d'élaborations de plan nationaux est une démarche qui a fait ses preuves dans le passé, notamment pour le plan cancer. En effet, au niveau de la Direction de la santé, les ressources humaines avec des compétences spécifiques dans la coordination et la gestion de projets sont limitées et donc peu disponibles pour des activités extraordinaires comme l'élaboration des plans nationaux. Il s'agit ici d'une activité supplémentaire aux missions habituelles de la direction qui ne se présente que ponctuellement à des intervalles de plusieurs années (en général tous les cinq ans, ce qui correspond à la durée usuelle d'un plan national). Il est donc difficile d'engager du personnel permanent pour cette tâche ponctuelle.

Le fait d'avoir un coordinateur et gestionnaire de projet externe ne dispense cependant pas les fonctionnaires et employés de la Direction de la santé, experts en matière de santé publique, de collaborer activement à l'élaboration du plan national sur un plan technique. Ainsi, le contenu d'un plan national est typiquement défini par les membres de la Direction de la santé ensemble avec des parties prenantes externes (comme par exemple, les médecins, les hôpitaux, les organisations de patients et nombreux autres). Seules les activités de gestion de projet comme l'organisation des groupes de travail, la rédaction de rapports, le suivi des actions décidées dans les groupes de travail et ainsi de suite, sont externalisées. Ce qui est important dans cette démarche est que la Direction de la santé garde à tout moment le contrôle sur le contenu du plan national.

Les appels d'offres de services ont été lancés en novembre et clôturés début décembre afin de permettre d'organiser les interviews de sélection des candidats prestataires encore au mois de décembre dans l'optique de démarrer les travaux dès janvier 2017. Notamment pour le plan «antibiotiques», le Luxembourg a une obligation de résultats avant la fin de l'année 2017, en fonction d'engagements pris envers ses partenaires européens. Il n'est donc pas opportun de décaler le début des travaux.

Il est cependant évident qu'aucun engagement ferme envers un prestataire de service ne sera pris, et donc aucun contrat de sous-traitance signé, ceci avant l'adoption définitive du budget de l'État pour l'exercice 2017 par la Chambre des Députés.

Finalement, dans une perspective plus générale, il faut noter que la dotation en personnel de la Direction de la santé est actuellement insuffisante au vu des obligations et missions toujours croissantes en santé publique, notamment dans le contexte d'obligations européennes. Un renforcement significatif du personnel a donc été demandé pour 2017 et les années suivantes.

Question 2626 (09.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **statistiques de l'immigration:**

D'Direktioun fir Immigratioun vum Bausseministère publizéiert all Mount d'Statistike vun de Flüchtlingen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen. An dëse Statistike feele weider eng ganz Rei Detailer, déi awer fir eng genee Beuerteelung vun der Lag wichteg sinn. Et geet dobäi méi besonnesch ëm d'Opdeelung tëschent Kanner, Männer a Fraen, d'Zuel vun de Familljen, d'Zuel vun de Leit déi als eenzel Persoun ukommen, oder och nach d'Zuel vu Mannerjäregen, déi eenzel de Schutz ufroen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Wéi sinn déi detailléiert Zuele fir d'Joer 2016 insgesamt a pro Nationalitéit:

• fir Kanner, déi nach net schoulflichteg sinn,

• fir Kanner am schoulflichtegen Alter,

• fir Jugendlecher, déi net méi schoulflichteg sinn,

• fir d'Fraen;

• fir d'Männer;

• fir d'Familljen;

• fir Fraen, déi als eenzel Persoun ukomm sinn,

• fir Männer, déi als eenzel Persoun ukomm sinn,

• fir Mannerjäreger, déi als eenzel Persoun ukomm sinn?

Well dës Statistike fir d'Joren 2014 an 2015 als Äntwert op meng Fro vum 13. Januar 2016 [QP. N°1687 *(cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016)*] schonn zur Verfügung stinn, wéilt ech de Minister bieden, en Tableau opzestelle mat de Statistike vun 2014 bis 2016.

Réponse (21.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Op d'Ufro vum honorabelen Deputéierten hi sief ugemierkt, datt fir d'Joer 2016 d'Zuelen zu dësem Zäitpunkt nach net virleien an de Bausseministère eréischt Enn Januar, Ufank Februar 2017 an der Positioun wäert sinn, op dës Fro ze äntwerten.

Question urgente 2629 (09.12.2016) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **pollution du cours d'eau «Drosbach»**:

Suite à plusieurs pollutions du cours d'eau «Drosbach» depuis le début des travaux de très grande envergure au Ban de Gasperich, Madame la Ministre avait déclaré en avril 2016 que des mesures d'urgence avaient été arrêtées afin d'éviter des pollutions futures.

Or, selon nos informations, la situation ne s'est nullement améliorée, au contraire, elle s'aggrave de plus en plus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer la situation décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons les mesures d'urgence n'ont-elles pas mené au résultat souhaité?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin de mettre fin aux pollutions?

Réponse (13.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Au courant de l'année 2016, quatre mesures d'urgence ont été arrêtées en relation avec des pollutions de la «Drosbach». Ces mesures d'urgence ont toutes été prises dans le cadre des maints chantiers se situant dans le bassin tributaire de ce cours d'eau. Il s'agit plus précisément d'une mesure d'urgence en relation avec les chantiers du Ban de Gasperich (réf EAU/AUT/16/0311mu du 19.05.2016), d'une mesure en relation avec un chantier dans la «rue Plantin» à Gasperich (réf EAU/AUT/16/0310mu du 19.05.2016) et de deux mesures d'urgence en relation avec un chantier à Leudelange (réf EAU/AUT/16/0525mu du 01.08.2016 et réf EAU/AUT/16/0526mu du 01.08.2016). Il y a lieu de préciser que toutes ces mesures d'urgence ont été mises en œuvre par leurs destinataires respectifs afin de remé-

dier au plus vite à ces situations insalubres. Les pollutions ayant donné lieu ont donc été adressées de façon adéquate.

En date du 30 novembre 2016, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été informée par l'administration communale de Hesperange d'une nouvelle pollution dans le cours d'eau «Drosbach». Des premières investigations ont montré que cette nouvelle pollution est seulement visible en aval du passage souterrain du cours d'eau près du rond-point Gluck. Partant, il peut en être conclu que la source de la pollution provient de la canalisation d'eaux pluviales de Howald qui se déverse au milieu du passage souterrain en question dans la «Drosbach». En ce moment, une enquête pour trouver la source précise de la pollution dans le réseau des eaux pluviales de Howald a été entamée par l'Administration de la gestion de l'eau en collaboration étroite avec l'administration communale d'Hesperange et avec les agents de la Police grand-ducale du commissariat de proximité de Hesperange. Des analyses chimiques sont en cours afin de déterminer la nature des sédiments.

Pour conclure, il peut être constaté que la «Drosbach» est soumise à une très grande pression anthropogénique et a subi au courant des derniers mois plusieurs pollutions liées à des travaux de construction de grande envergure. Il s'avère donc essentiel que les mesures de prévention, telles que prescrites par les autorisations relatives à l'eau pour la phase chantier, soient respectées par les entreprises.

En analogie avec les pollutions précédentes, des mesures de prévention et de nettoyage seront décidées par voie d'arrêté ministériel dès que l'origine aura été identifiée.

Question 2630 (12.12.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **port franc du Luxembourg:**

Après le retrait de l'actionnaire majoritaire de la présidence du conseil d'administration du Freeport Luxembourg, le départ de son successeur de la présidence, c'est maintenant au tour du directeur général de quitter le Freeport Luxembourg, à en croire un communiqué de presse relayé par paperjam.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le carrousel «personnel» du Freeport soit préjudiciable pour le port franc et au final pour l'économie luxembourgeoise en termes de diversification?

- Combien d'opérateurs ont obtenu un agrément de la part de l'Administration des douanes et accises depuis la création du Freeport?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de recettes fiscales ont été générées en raison de l'existence du Freeport?

Réponse (22.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter l'évolution d'une société privée dans laquelle l'État n'a aucune participation. Au regard du niveau de diversification de plus en plus poussé de l'économie luxembourgeoise, celle-ci n'est pas susceptible d'être impactée par le développement plus ou moins favorable d'une seule société donnée.

À l'heure actuelle, trois opérateurs disposent d'un agrément de l'Administration des douanes et accises.

Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir des chiffres quant aux recettes fiscales générées par lesdites sociétés ou l'exploitant du port franc.

Question 2633 (14.12.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**Administration des services techniques de l'agriculture:**

Il me revient que Monsieur le Ministre a demandé aux responsables des antennes de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) de procéder à des économies en demandant à ce que plusieurs des ouvriers/salariés à tâche manuelle soient transférés à d'autres services étatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quelles sont les antennes de l'Administration des services techniques de l'agriculture qui seront concernées par ces mesures?

- Dans quels services étatiques ces ouvriers/salariés seront-ils transférés?

Réponse (24.01.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

En 2014, le Gouvernement a demandé la mise en oeuvre du «budget nouvelle génération» (BNG), imposant la réduction de 10% des dépenses courantes des services de l'État pour les exercices budgétaires 2015-2018.

L'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a proposé plusieurs mesures, entre autres les deux mesures inscrites sous les numéros 217 et 218 de la loi budgétaire de 2015 qui concernent la réorganisation des bureaux régionaux de l'ASTA et des équipes de salariés de l'ASTA.

La suppression du bureau de la circonscription de Mersch (mesure BNG 217) a permis une nette économie à l'ASTA vu que les bureaux de l'ASTA à Mersch se trouvaient dans un bâtiment loué. En plus, la fusion des bureaux de Mersch et de Diekirch a engendré diverses synergies au niveau du matériel et de l'organisation.

En ce qui concerne la mesure BNG 218, la diminution du volume des demandes de la part des communes, des agriculteurs et des syndicats d'agriculteurs a substantiellement réduit les travaux généralement effectués par les équipes de salariés concernant principalement la voirie rurale, les conduites d'eau dans les parcs à bétail et les installations de drainage dans les champs.

Pour éviter une gestion déficitaire, l'ASTA a proposé de diminuer le nombre des équipes, en ne remplaçant plus les départs à la retraite ou en affectant les salariés à de nouvelles tâches, soit par un transfert dans un autre service de l'ASTA, soit par un changement d'administration.

Dans la perspective d'un changement d'administration, l'ASTA a contacté l'Administration des ponts et chaussées, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration de la nature et des forêts pour envisager le transfert de quatre salariés. Les pourparlers ont abouti à un transfert définitif de deux ouvriers à l'Administration des ponts et chaussées au 1er avril 2017. Pour les deux autres ouvriers, les pourparlers avec les autres administrations se poursuivent en vue de trouver une solution avant le 31 octobre 2017. Les démarches se font en étroite collaboration avec les agents concernés et les représentants des syndicats.

Question 2634 (14.12.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **conséquences du tourisme à la pompe pour la santé:**

Die kürzlich vorgestellte Studie zum Tanktourismus unterstreicht einerseits das hohe Steuereinkommen und andererseits die Belastung der nationalen Klimabilanz. Aufgrund der seit Jahren praktizierten verbraucherfreundlichen Akzisenpolitik ergibt sich eine hohe Anziehungskraft für die Inländer, Pendler und LKW-Fahrer und im Gefolge bewegen sich die treibhausschädlichen CO_2-Emissionen auf einem Rekordniveau.

Laut der Rifkin-Studie fließen 75% der verkauften Erdölprodukte ins Ausland und sie unterstreicht die Schieflage zwischen dem Aufkommen für die Staatskasse und den Schäden an der Gesundheit und der Natur sowohl im Inland als auch im Ausland in Höhe von Milliarden Euro.

Dem Bericht zur Luftqualität der Europäischen Umweltagentur (EUA) in Kopenhagen entnimmt man, dass 85% der Bevölkerung in 400 ausgewählten europäischen Städten eine Feinstaubbelastung im Jahr 2014 hinnehmen mussten, die nach der Weltgesundheitsorganisation sehr schädlich ist und dem hohen Verkehrsaufkommen innerhalb der Städte zugerechnet werden muss. Die EUA schätzt, dass 467.000 Menschen aufgrund der Luftverschmutzung jedes Jahr vorzeitig sterben.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Beabsichtigt die Regierung, die Informationen aus der EUA-Studie in ihre Tank-Klima-Politik einfließen zu lassen?

- Gedenkt die Regierung, die Entkopplung der Akzisen auf dem professionell genutzten Diesel und dem privaten Diesel durchzuführen?

- Wie wird sich die Internalisierung der externen Kosten für die fossilen Brennstoffe - ein wichtiges Element der vierten industriellen Revolution - auf den Klimawandel auswirken?

Réponse (19.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

Die Studie über die Auswirkungen des Kraftstoffverkaufs in Luxemburg hebt wichtige Details hervor. Der Tanktourismus im engeren Sinn (4% der externen Kosten) und die Lastwagen, die einen Umweg zur Betankung in Kauf nehmen (3% der externen Kosten), sind nur noch eine Randerscheinung.

Eine der wichtigsten Feststellungen ist jedoch, dass die negativen Umwelt- und Gesundheitsfolgen, welche sowohl im Inland als auch im Ausland durch den hiesigen Kraftstoffverkauf verursacht werden, auf bis zu 3,5 Milliarden Euro geschätzt werden. Diese Summe übertrifft die durch den Verkauf erwirtschafteten Gewinne von 2,1 Milliarden erheblich. Des Weiteren beweist die Studie, dass die negativen Auswirkungen des Straßenverkehrs auf die Luftqualität in Luxemburg beträchtlich sind und größtenteils dem Diesel zuzuschreiben sind.

Eine der schon getroffenen Maßnahmen, um diesem Phänomen entgegenzuwirken, ist die Steuerreform, welche verschiedene Steuerermäßigungen vorsieht. Neben Steuererleichterungen für Privatpersonen beim Kauf eines Wasserstoff- oder Elektroautos sowie eines Fahrrads oder Pedelecs, werden auch im Bereich der Firmenwagen (Leasing) Steuervorteile für Wagen mit reduziertem CO_2- und NO_x-Ausstoß zugestanden. Hinzu kommen eine Verbesserung des öffentlichen Transports, des Langsamverkehrs, sowie der Aufbau eines Netzwerkes von 800 doppelten Aufladestationen, um die Elektromobilität zu fördern.

Man muss erwähnen, dass der Spritverkauf von 2012 bis 2015 um 12% gesunken ist. Um das nötige Gleichgewicht zwischen den staatlichen Einnahmen aus dem Verkauf und den internationalen Verpflichtungen im Bereich der Treibhausgase und der Luftqualität zu gewähren, hat die Regierung eine Arbeitsgruppe geschaffen, welche sowohl die Entwicklung der Kraftstoffverkäufe mit den erklärenden Faktoren als auch die Auswirkungen der Steuermaßnahmen begutachtet.

Diese Arbeitsgruppe soll sich auch mit einer eventuellen steuerlichen Trennung des Diesels für privaten und kommerziellen Gebrauch beschäftigen, gepaart mit einer eventuellen Erhöhung des Kyoto-Cent. Entsprechende Systeme bestehen bereits längere Zeit in Frankreich und Belgien. Zusätzlich soll diese Gruppe Überlegungen zur Besteuerung des Stroms zu Mobilitätszwecken ausarbeiten, um den langfristig sinkenden Steuereinnahmen auf fossilen Brennstoffen entgegenzuwirken. Generell soll diese Arbeitsgruppe bei sämtlichen Arbeiten und Vorschlägen die Vision einer nachhaltigen Mobilität gemäß der Strategie der dritten industriellen Revolution in Betracht ziehen.

Question 2637 (15.12.2016) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **maladie fongique des vignes (esca):**

L'ESCA (apoplexie de la vigne) est une maladie fongique. Elle est une des plus anciennes maladies de la vigne et les Romains avaient déjà remarqué sa présence sur les ceps de l'époque. Il s'avère que les vignes de la Moselle luxembourgeoise soient de plus en plus souvent victimes de cette maladie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quelle est l'ampleur de l'infection par l'ESCA des vignes luxembourgeoises? Quelle est l'évolution de cette maladie pendant les dernières années?

2) Existe-t-il des moyens pour combattre cette maladie?

3) Quels sont les conseils que l'Institut viti-vinicole transmet aux vignerons dont les vignes sont infectées par l'ESCA?

Réponse (20.01.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) L'ESCA est l'une des plus anciennes maladies de la vigne, déjà relatée du temps des Grecs et des Romains. Mais ce n'est qu'au cours des vingt dernières années que le dépérissement de la vigne dû à cette maladie prend de l'importance et inquiète particulièrement les viticulteurs. Au cours des dix dernières années, la maladie a connu également une propagation croissante au sein du vignoble luxembourgeois. Au début, la maladie se limitait surtout à des vignes âgées de plus de vingt ans et plantées avec le cépage Rivaner. Mais au cours des dernières années, les symptômes sont également apparus chez d'autres cépages et on observe une propagation de l'ESCA dans des vignobles de plus en plus jeunes. L'Institut viti-vinicole estime qu'actuellement entre 5% et 10% de ceps au Luxembourg sont atteints par l'ESCA.

En ce qui concerne les symptômes, il faut distinguer entre une forme foudroyante, menant à l'apoplexie du cep et une forme lente de dépérissement chronique, se manifestant essentiellement sur les feuilles. On observe que les symptômes d'apoplexie se déclenchent souvent après des conditions climatiques physiologiquement stressantes pour la vigne. Les symptômes foliaires fluctuent, c'est-à-dire disparaissent durant une période pour réapparaître ensuite. Ainsi le fait que la maladie soit présente, mais pas toujours visible, rend difficile une appréciation exacte de l'ampleur de la maladie. Il faut savoir également que plusieurs dizaines de champignons sont impliqués dans l'épidémiologie de l'ESCA, ce qui en fait une maladie complexe et toujours peu connue à ce jour.

ad 2) La lutte contre ce complexe de champignons est essentiellement prophylactique. La biologie et l'épidémiologie restent actuellement encore mal connues, donc mal maîtrisées. Une mesure très importante est l'élimination du bois et des pieds de vigne atteints et la destruction par le feu.

D'autre part, la taille d'hiver se révèle être un outil de prévention extrêmement important. En effet, les champignons formant le complexe ESCA sont capables de coloniser le bois de la vigne par des blessures de tout genre. Ainsi, il s'agit de minimiser les grandes plaies de taille dans le vieux bois, avec le but de réduire la part de bois mort et d'éliminer ainsi le terrain favorable au développement des champignons. En parallèle, les plaies de taille effectuées doivent être orientées de façon à garantir un flux de sève continu et à minimiser par-là les espaces favorables aux champignons pathogènes à l'intérieur des ceps. Il s'agit ici du concept de taille dite «douce», expérimenté actuellement dans la plupart des pays d'Europe, y inclus le Luxembourg.

Actuellement, il n'existe pas de méthode de lutte chimique contre l'ESCA au vignoble. Cependant des champignons de l'espèce Trichoderma semblent posséder un effet antagoniste naturel envers quelques champignons du complexe de l'ESCA. Après des années de recherche un produit naturel à base de ladite souche Trichoderma est arrivé sur le marché en 2016. Les trichodermes sont des champignons naturellement présents dans le vignoble et colonisant de préférence le bois de vigne. Ce produit a déjà donné des résultats prometteurs au cours de nombreux essais. Il est destiné à être pulvérisé de façon préventive dans les vignobles juste avant le débourrement des vignes. L'agrément du produit pour le Luxembourg est en cours.

ad 3) Du fait de l'urgence émanant de l'ESCA, l'Institut viti-vinicole insiste dans ses conseils en particulier sur les mesures prophylactiques à suivre, afin de minimiser la propagation de la maladie. Ainsi le bois des pieds de vigne atteints doit être enlevé complètement du vignoble et détruit par le feu. En effet, les différents champignons peuvent survivre très longtemps dans les pieds atteints et représenter des foyers d'infection dangereux.

L'Institut viti-vinicole attire égaiement l'attention des vignerons sur la relation démontrée entre «stress» de la vigne et développement de l'ESCA. Il s'agit par-là de facteurs comme stress hydrique dans les jeunes vignes, rendement trop élevé ou fertilisation déséquilibrée. La maîtrise de ces facteurs constitue la base fondamentale d'une gestion globale des parasites viticoles.

En parallèle, l'Institut viti-vinicole expérimente différents systèmes de taille dans ses vignobles d'essai, afin de voir dans quelle mesure une taille adéquate peut avoir une influence sur la propagation de cette maladie. Il s'agit ici du concept de taille dite «douce», visant à minimiser les plaies dans le vieux bois, à assurer un flux de sève continu et par conséquent à réduire le potentiel de contamination.

Dans ce contexte, l'Institut viti-vinicole entretient un rapport étroit avec le centre de recherche LIST (Luxemburg Institute of Science and Technology) ainsi qu'avec des instituts de recherche allemands et français.

Actuellement, l'Institut viti-vinicole prépare un projet destiné à réaliser des mesures optiques à l'aide de drones, avec le but de diagnostiquer le degré d'impact de l'ESCA dans l'ensemble des vignobles luxembourgeois.

N°05
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°05 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme des finances communales p. 129
Croissance économique et compétitivité p. 158
Adaptation du salaire social minimum p. 153

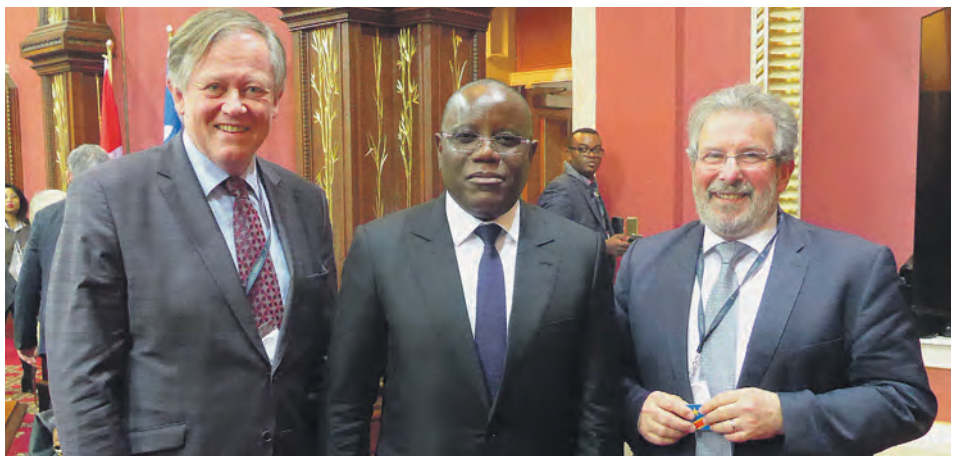
Sommaire des séances publiques nos 10 à 12 p. 178
Sommaire des questions parlementaires p. Q102

10e séance Mardi 6 décembre 2016
11e séance Mercredi 7 décembre 2016
12e séance Jeudi 8 décembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Québec

Engagement réaffirmé pour lutter contre le terrorisme



M. Alex Bodry, Trésorier de l'APF, M. Aubin Minaku, Président de l'APF et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés (de gauche à droite)

Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est réuni du 2 au 4 février 2017 à Québec sur invitation de M. Jacques Chagnon, Président de l'Assemblée nationale du Québec. La Chambre des Députés a été représentée par son Président, M. Mars Di Bartolomeo, et par M. Alex Bodry, Trésorier de l'APF, à cet événement qui a réuni une trentaine de présidents de parlement et de parlementaires issus de quatre continents.

À cette occasion, M. Mars Di Bartolomeo a présenté les travaux de préparation de la 43e session de l'APF, de la huitième édition du Parlement francophone des jeunes ainsi que du cinquantième anniversaire de l'APF en juillet prochain à Luxembourg. «Diversité linguistique, diversité culturelle et identité(s)», tel sera le thème sous lequel sera placée la session qui réunira plus de 500 acteurs de la Francophonie au Grand-Duché.

Le Président a également exprimé sa solidarité suite à l'attaque terroriste contre le Centre culturel islamique de Québec. «Nous apprécions particulièrement votre réaction responsable et digne, dans le respect de nos valeurs communes», a-t-il déclaré. L'APF a de même condamné fermement tout acte haineux visant à discriminer quiconque sur la base d'une caractéristique religieuse, raciale, ethnique ou sexuelle.

À l'occasion de cette réunion du Bureau, M. Alex Bodry a pour sa part présenté le budget 2017 de l'APF et a soumis des propositions concrètes pour améliorer la transparence et le contrôle budgétaire qui ont été unanimement acceptées.

Après un échange de vues avec l'Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Adama Ouane, les membres du Bureau ont par ailleurs discuté sur les situations politiques dans l'espace francophone et ont adopté des déclarations confirmant la suspension de la section syrienne, le maintien de la mise sous observation à titre préventif de la section du Burundi, ainsi que son soutien à la section d'Haïti et à la section centrafricaine pour le renforcement de leur parlement.

Le Bureau a également adopté une déclaration sur le terrorisme au Sahel et sur la récente élection présidentielle au Liban. Il a appelé la section libanaise à reprendre sa juste place au sein du concert des parlements francophones.

Première session 2017 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Soupçons de corruption: groupe d'enquête externe requis

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) se trouve confrontée à de sérieuses allégations de corruption dans le contexte d'une prise d'influence. La délégation luxembourgeoise a exprimé sa profonde préoccupation vis-à-vis de ces accusations, qui risquent de mettre à mal l'intégrité et la crédibilité de l'Assemblée parlementaire.

C'est la raison pour laquelle la délégation luxembourgeoise, tout comme d'autres délégations, a plaidé en faveur de la mise en place d'un groupe d'enquête externe à l'Assemblée pour faire la lumière sur ces allégations. De plus, elle a invité l'APCE à revoir et à adapter ses procédures internes et son règlement afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Lors de la première session 2017 de l'APCE qui a eu lieu à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2017, les députés ont adopté des rapports relatifs à la crise humanitaire à Gaza, au fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine et à l'inclusion des Roms et des gens du voyage.

Lors du débat sur les attaques contre les journalistes et la liberté des médias en Europe, Mme Anne Brasseur a souligné que la liberté d'expression, en particulier celle des médias, constitue l'un des fondements de nos démocraties et que les attaques qu'elle subit sont donc autant d'attaques contre la démocratie elle-même. Se référant plus particulièrement à la Turquie, la Russie, la Pologne et la Hongrie, elle a appelé à continuer le travail de surveillance, car sans les journalistes et leur travail, nos démocraties sont gravement menacées.

En ce qui concerne la lutte contre la haine, Mme Brasseur a rappelé que la terrible attaque contre les jeunes à Utøya a mené à la création d'un mouvement contre les discours de haine en ligne au sein du Conseil de l'Europe, qui regroupe entre-temps 44 pays et dont elle fut nommée ambassadrice. À son avis, il faut en effet tracer une ligne infranchissable et éviter que les mensonges et les propos de haine ne soient propagés en ligne. Mme Brasseur a finalement souligné que, somme toute, la peur puis la haine ont mené à l'instauration de dictatures.

S'exprimant au sujet du dialogue social et du syndicalisme face à la globalisation, Mme Martine Mergen a reconnu que les mesures d'austérité réduisent le champ d'action des syndicats et que certains pays ont profité des crises économiques pour restreindre les droits syndicaux, ce qui a résulté dans une perte d'importance des syndicats.

Au cours du débat sur la nécessité de réformer les politiques migratoires européennes, M. Yves Cruchten a évoqué que les institutions européennes avaient proposé des solutions pour faire face au problème des réfugiés, mais que les gouvernements nationaux ont bloqué l'application de ces solutions.

Il a déclaré qu'il ne s'agit pas d'une crise des réfugiés, mais surtout d'un manque de solidarité au sein de l'Union européenne et que les gouvernements nationaux ne sont pas à la hauteur des défis. Il a fortement critiqué la résolution en question estimant qu'elle remet en cause la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés. À ses yeux, cette remise en question par le Conseil de l'Europe, en tant que «maison des droits de l'homme», est un mauvais signal.

La délégation luxembourgeoise était composée de Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation, M. Yves Cruchten, Vice-Président, Mme Françoise Hetto-Gaasch, membre, M. Claude Adam et Mme Martine Mergen, membres suppléants.

L'Association des Luxembourgeois aux universités de Strasbourg (ALUS) visite le Conseil de l'Europe en présence de différents membres de la délégation luxembourgeoise de l'APCE.

Les studios Filmland à Kehlen reçoivent la visite de députés

Des parlementaires visitent les studios Filmland.

Des représentants de la Chambre des Députés, membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ainsi que de la Commission de la Culture se sont déplacés le 24 janvier 2017 à Kehlen pour visiter les studios Filmland.

Les députés ont été accueillis par M. Guy Daleiden, directeur du Fonds national de la production audiovisuelle et une délégation de producteurs menée par M. Paul Thiltges pour visiter les infrastructures composées de 400 m² de studios de tournage, de 320 m² de bureaux de production, de deux ateliers de construction de 475 m² et de sociétés de post-production qui offrent des services de montage image et son, de mixage, d'étalonnage et d'effets spéciaux.

Ils ont ainsi pu se familiariser avec un studio de mixage (Philophon), équipé des dernières technologies et capable de produire des bandes son tous formats et notamment le très recherché «Dolby Atmos».

Ils ont également assisté à une projection de montage d'images dans l'auditorium de mixage final d'Espera Productions.

La visite s'est poursuivie sur un plateau de tournage, un atelier de construction et les bureaux d'Iris Productions.

La Présidence maltaise devant de grands défis

Les priorités de la Présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne ont été présentées lors de la réunion des présidents de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) qui a eu lieu le 23 janvier 2017 à Malte.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires européennes, M. Louis Grech, a évoqué les grands défis de la Présidence maltaise à un moment d'incertitudes et de problèmes qui risquent d'engendrer une crise sévère de l'Union européenne 60 ans après la signature des Traités de Rome.

Les préoccupations économiques, les attaques terroristes et la crise migratoire soulèvent des questions auxquelles aucune réponse à la carte n'est disponible. Selon le Ministre, il faudra revenir aux valeurs fondamentales, à la solidarité et à un climat de confiance en prenant des mesures appropriées. Par ailleurs, la Présidence maltaise mettra l'accent sur la migration, le marché intérieur numérique, les affaires sociales, la sécurité, l'environnement et le développement durable.

Selon le premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, le Brexit sera un défi de taille pour l'Union européenne. Dans la mesure du possible, il s'agira de réduire les dégâts. Selon lui, la confrontation des idées et la recherche du débat sont la bonne manière de progresser et de trouver des réponses communes au scepticisme des citoyens.

La Commission européenne a défini, dans son programme de travail pour 2017, les domaines dans lesquels elle souhaite progresser rapidement et dont un certain nombre sont repris dans les priorités de la Présidence maltaise.

Au cours du débat, le Président de la délégation de la Chambre des Députés auprès de la COSAC, M. Marc Angel, s'est notamment prononcé contre la proposition de la Commission européenne de ne pas comptabiliser les dépenses de défense européenne dans le cadre du pacte de stabilité et de croissance et d'autoriser la Banque européenne d'investissement (BEI) à inclure des projets militaires dans le programme d'investissement initié par le Président de la Commission européenne. Bien qu'il importe que l'Union européenne soit un acteur global fort, il n'est pas concevable à son avis que les dépenses militaires priment sur les dépenses dans le domaine social.

M. Marc Angel

Semaine parlementaire européenne 2017

Députés nationaux et européens réunis à Bruxelles

M. Alex Bodry et M. Yves Carl

Du 30 janvier au 1er février 2017, les députés nationaux et européens se sont retrouvés à Bruxelles pour débattre du cycle du Semestre européen 2017, de la stabilité, de la coordination et de la gouvernance économiques dans l'Union européenne (UE) ainsi que de la croissance nationale, de la création d'emplois et des programmes d'aide financière.

Les débats de la première journée se sont concentrés sur les priorités politiques du cycle 2017: les investissements, les réformes, les décisions gouvernementales responsables en matière de dépenses fiscales, tout en mettant l'accent sur l'équité sociale et la croissance inclusive.

Parmi les intervenants figuraient le Vice-Président de la Commission européenne, M. Valdis Dombrovskis, en charge de l'euro et du dialogue social, et le commissaire Pierre Moscovici, responsable des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

L'après-midi a été consacré à un débat sur les moyens de façonner une véritable union économique et monétaire.

Le deuxième jour, des réunions en parallèle ont été organisées par:

- la commission des affaires économiques et monétaires sur les «Panama Papers», «Bahama Leaks», l'union bancaire et le marché unique des services financiers;

- la commission de l'emploi et des affaires sociales sur la mobilité des travailleurs, l'importance de la migration de la main-d'œuvre et le socle européen de droits sociaux;

- la commission des budgets sur les mesures plus transparentes, équitables et responsables d'un point de vue démocratique pour financer l'UE et les recommandations du groupe de haut niveau sur les ressources propres.

Dans le cadre de la conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne dont l'objectif est de garantir la responsabilité démocratique dans le cadre de la gouvernance économique et des domaines de politique budgétaire dans l'UE et en particulier au sein de l'Union économique et monétaire (UEM), les députés se sont concertés au sujet des moyens appropriés pour améliorer la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

Au cours de la séance finale, les participants ont discuté sur les réformes et mesures nationales favorisant la croissance et l'emploi, ainsi que le rôle des programmes d'aide financière et du mécanisme de stabilité européen pour garantir la stabilité de l'euro.

La Chambre des Députés était représentée par M. Alex Body.

Urgence pour une politique européenne de défense

«Pour la première fois, l'Union européenne a vraiment défini quels intérêts de ses citoyens elle veut défendre dans le monde entier.»

C'est avec cette affirmation que Mme Nathalie Tocci, Conseillère spéciale de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, a entamé une discussion avec des députés luxembourgeois sur la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, le 3 février 2017 en commission parlementaire.

Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et la Conseillère ont constaté l'urgence pour créer une véritable politique de défense au niveau européen et que le moment était propice pour avancer dans cette direction.

Mme Nathalie Tocci et sa délégation entourées de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Vältesdag an der Chamber

«Blummen a Léift amplaz vu Gëft an Haass»: Dat war den zentrale Message vum Chamberspresident Mars Di Bartolomeo, wéi den traditionelle Vältescortège e Freideg, den 10. Februar an der Chamber laanschtkoum.

D'Vertrieder vun der Fédération horticole luxembourgeoise goufe vum President Mars Di Bartolomeo, de Vizepresidente Simone Beissel a Laurent Mosar, den Hären Eugène Berger a Marc Angel, Membere vum Chambersbureau, an dem Generalsekretär Claude Frieseisen empfaangen.

D'Visitt an der Chamber war eng gutt Geleeënheet fir d'Gäertner an d'Fleuristen, op verschidden Erausfuerderunge vun hirem Beruff opmierksam ze maachen, wéi zum Beispill d'Konkurrenz vun Internetentreprisë fir déi traditionell Buttiker.

De Chamberspresident a verschidde Membere vum Chambersbureau mat de Vertrieder vun der Fédération horticole.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…S.E. M. Mehmet Haluk Ilicak, nouvel Ambassadeur de la République de Turquie

…S.E. M. David McKean, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique (visite d'adieu)

…M. Albert Aflalo, nouveau Président du Consistoire israélite de Luxembourg

SÉANCE 10

MARDI,
6 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (intervention de M. Alex Bodry) (dépôt de cinq amendements et de deux motions), M. Max Hahn (interventions de M. Gilles Baum, M. Claude Wiseler et Mme Octavie Modert), M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum, M. Michel Wolter (interventions de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Alex Bodry et M. Gast Gibéryen) (dépôt d'un amendement) (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. Claude Haagen (interventions de M. Michel Wolter et M. Gilles Roth)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth et M. Emile Eicher)*
- *Parole après ministre: M. Michel Wolter, M. Gast Gibéryen (interventions de M. Frank Arndt)*
- *M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Amendements 1 à 5: M. Gilles Roth, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Votes sur les amendements 1 à 5 (rejetés)*
- *Amendement 6: M. Michel Wolter, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'amendement 6 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Gilles Roth, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Gilles Roth, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Gilles Roth, M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen d'Sëtzung heimat op a stellen déi traditionell Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.-* Neen, Här President, dat hu mer net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci, dann herno.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

3) An op Ufro vun der Regierung ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 15. November 2016 de Projet de loi 3935 iwwert d'Opdeele vun de Pensiounen am Fall vun enger Scheedung vum Rôle gestrach ginn. Déi Propositioune ginn integréiert an d'Gesetz iwwert d'Scheedungsreform.

Communications du Président - séance publique du 6 décembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi, la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7097** - Projet de loi portant approbation de conventions fiscales*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.11.2016

***7098** - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Gilles Roth, Député, le 01.12.2016

***7099** - Projet de règlement grand-ducal modifiant*

1. le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables;

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 01.12.2016

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 15 novembre 2016, le projet de loi n°3935 ayant pour objet le partage des pensions en cas de divorce devant le régime de pensions des fonctionnaires de l'État ainsi que la modification correspondante de la loi du 22 décembre 1989 ayant pour objet la coordination des régimes de pension et la modification de différentes dispositions en matière de sécurité sociale a été retiré du rôle en date du 14 novembre 2016.

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***737** - Demande de pétition publique: Pour un référendum national avant ratification du traité commercial CETA*

Dépôt: M. Claudio Raimundo, le 06.11.2016

***738** - Demande de pétition publique: Chantiers et circulation*

Dépôt: M. Maurizio Pellegrini, le 07.11.2016

***739** - Demande de pétition publique: Kompletten zweespuregen Ausbau vun der Zuchstreck Richtung Norden (Ligne 10) an dat bis op Gouvy*

Dépôt: M. Christophe Allard, le 08.11.2016

***740** - Demande de pétition publique: Gratuité des musées pour les enfants*

Dépôt: Mme Fideline Biloa Bibi, le 08.11.2016

***741** - Demande de pétition publique: Verbot von Alkohol-Werbung in allen Formen und Bereichen in Luxembourg*

Dépôt: M. Thomas Erik Valanki, le 08.11.2016

***742** - Demande de pétition publique: Pour une adaptation des tarifs en vigueur en relation avec les avertissements taxés établis lors des contrôles de vitesse automatisés*

Dépôt: M. Thomas Meiers, le 09.11.2016

***743** - Demande de pétition publique: Pour la naturalisation luxembourgeoise*

Dépôt: M. Giuseppe Tinelli, le 18.11.2016

***744** - Demande de pétition publique: Ëffentlech Petitiounen dierfe laut Reglement vu Bierger a Biergerinnen, déi am RNPP registréiert sinn an eng Sozialnummer zugedeelt kruten, an der Chamber déposéieren an och ënnerschreiwen*

Dépôt: M. Lucien Welter, le 18.11.2016

***745** - Demande de pétition publique: Ouvrir un centre médical spécialisé dans les abus sexuels et violences sur mineur au Luxembourg*

Dépôt: Mme Sophie Nonnenmacher, le 18.11.2016

***746** - Demande de pétition publique: Abandon de l'heure d'hiver pour garder définitivement l'heure d'été*

Dépôt: Mme Cinzia De Matteis, le 18.11.2016

***747** - Demande de pétition publique: Rassehunde*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 23.11.2016

***748** - Demande de pétition publique: Lëtzebuergesch als Haaptsprooch am Land*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 23.11.2016

***749** - Demande de pétition publique: Adapter les amendes pour non-respect du code de la route au revenu (annuel) du contrevenant*

Dépôt: M. Steven Curfs, le 23.11.2016

***750** - Demande de pétition publique: Nacht-Angeln auf Karpfen*

Dépôt: M. Mike Schiltz, le 25.11.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz deen Ordre du jour virgeschloen, deen Iech iwwermëttelt ginn ass. Sidd Der mat deene Propositioune vun der Presidentekonfernz d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Da kënne mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7036, d'Reform vun de Gemengefinanzen. An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Claude Haagen. Här Haagen!

4. 7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 14. respectivement de 7. Juli vun dësem Joer ass den Innenminister an d'Intérieurskommissioun komm, fir eis a grousse Zich déi geplangte Gemengefinanzreform ze presentéieren an dat mat de Kommissiounsmembren ze diskutéieren.

Den 29. August huet den Innenminister de Projet de loi an der Chamber fir d'Schafung vun engem neie Fonds de dotation globale des communes, FDGC, déposéiert. De 17. November hu mer an der Kommissioun dee Projet de loi zesumme mam Avis vum Statsrot vum 15. November analyséiert an eng kleng Rei Ännerungen, opgrond vu Remarquë vum Statsrot, och an där Kommissioun ugeholl. Den 1. Dezember hu mer de Rapport zu dësem Projet de loi an der Intérieurskommissioun ugeholl.

De Projet de loi 7036, d'Création d'un Fonds de dotation globale des communes, huet en duebelt Zil: Engersäits soll en d'Stabilitéit vun de Gemengefinanzen an Zukunft besser ofsécheren, anerersäits sollen déi grouss Ënnerscheeder tëschent de Gemengen, déi zum Deel duerch ee veraalte Péréquatiounssystem entstane sinn, reduzéiert ginn.

D'Verännerunge betreffen déi zwou wichtegst net affektéiert Recettë vun de Gemengen, an zwar den ICC, den Impôt commercial communal, an d'Bedeelegung vun de Gemengen un de staatleche Recetten iwwert de Fonds communal de dotation financière.

Dat si Recetten, wou et momentan grouss Inégalitéiten tëschent de Gemenge gëtt. An et sinn och déi Einnamen, déi déi momentan 105 Gemenge brauchen, fir eng autonom Gemengepolitik ëmsetzen ze kënnen.

D'Reform vun de Gemengefinanzen entsprécht awer och enger laangjäreger Fuerderung an Demande vum Syvicol, deen net midd ginn ass, drun ze erënneren, datt d'Aufgabe vun de Gemengen, esou wéi et jo heibanne jiddweree weess, sech am Laf vun de Jorzéngte verännert hunn, an de Verdeelungsschlëssel, wéi en haut nach besteet, deem net méi Rechnung dréit.

D'Reform ass deemno net nëmmen e mathemateschen Ëmverdeelungsexercice, mä nei Kritären droen den Ziler an der Landesplanung Rechnung a si encouragéieren d'Fusioune vun deene ganz klenge Gemengen. Si berücksichtegen awer och, datt Gemengen, déi Aarbechtsplaze schafen, andeem se d'Implantatioun, also d'Schafe vun Entreprisen a vu Commerce förderen, zousätzlech Dépensen an Nuisancen hunn.

Wéi eng Radiografie vun de Gemengefinanze vun dem Ministère an notamment och der Banque centrale vun 2012 gewisen huet, steigen d'Ausgaben, d'Dépensë vun enger Gemeng awer och, wa vill vun hire Bierger um sozioekonomesche Standpunkt an deem Sënn benodeelegt sinn. Och deem dréit dës Reform Rechnung, andeem een neie Kritär an deem Sënn agefouert gëtt.

Well ee vun deene gréisste soziale Problemer de Manktum u Sozialwunnengen am Locatif ass, gëtt den Effort, deen d'Gemengen hei maachen, innerhalb vun deene sozioekonomesche Kritäre besonnesch berücksichtegt.

Am Sënn vu méi stabille Gemengefinanze gëtt vum Stat aus d'Gesamtenveloppe ëm 90 Milliounen Euro eropgesat. Bei enger renger Ëmverdeelung vun därselwechter Enveloppe wier eng finanziell Unerkennung vun zousätzleche Missiounen an Efforte vun eenzelne Gemengen zu Laaschte vun anere gaangen. An deem Sënn hätten déi manner kritt wéi bis elo.

Trotz der zousätzlecher Dotatioun bleiwe viraussiichtlech nach eng Rei Gemengen, déi par rapport zu de Virjore géife manner Recettë kréien. Dofir gesäit dëst Gesetz och ganz kloer eng Kompensatioun vir, déi all Joer am

Statsbudget festgesat gëtt. Op dës Manéier gëtt séchergestallt, datt keng Gemeng manner Recetten aus dem ICC zesumme mat der Dotatioun vum Stat huet wéi am Referenzjoer, an dësem Fall d'Joer 2015.

Et gëtt geschat, datt duerch déi normal Entwécklung vun de Recetten dës Kompensatioun vu Joer zu Joer wäert erofgoen an no fënnef Joer net méi noutwendeg ass. Et ass dofir och virgesinn, datt d'Regierung no fënnef Joer e Bilan zitt, a wann d'Analys dat weist, natierlech déi néideg Mesuren upasst.

Dir Dammen an Dir Hären, am Detail kënnt et duerch dat neit Gesetz zu folgende Veränneerungen: Deen Deel vum ICC, deen d'Gemengen net direkt behalen, fléisst zesumme mat der Dotatioun vum Stat an deen nei gegrënnte Fonds de dotation globale des communes. Et gëtt deemno net méi zweeërlee Verdeelungsmechanisme fir dës Recetten. Et ass administrativ méi einfach, awer och méi sënnvoll, an deem Sënn natierlech déiselwecht Kritären op béid Recetten unzewenden, well d'Zil ass et jo a béide Fäll, fir de Gemengen déi Suen zur Verfügung ze stellen, déi se brauchen, an d'Disparitéiten, d'Differenzen, d'Ënnerscheeder ze reduzéieren.

Wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleege Buergermeeschteren, Schäffen an aus de Gemengeréit heibannen alleguerte wëssen, sinn aktuell ëmmer Avancë vum ICC an der Dotatioun un d'Gemengen zu verschiddenen Zäitpunkten am Joer iwwerwise ginn. Mir ginn dovunner aus, datt dëst och mat dëser Reform wäert esou weidergoen. De Minister kéint do vläicht nach eng zousätzlech Informatioun ginn an dat gegebenenfalls och confirméieren.

Wat den ICC betrëfft, esou fléissen d'office 65% vun deene Recetten an de Fonds de dotation globale des communes. D'Gemenge kënne bis zu 35% vun hirem ICC direkt halen. Et gëtt awer och gekuckt, wéi héich dës Recette am Verglach mat deenen anere Gemengen ass. Et gëtt eng national Moyenne vum ICC pro Awunner gerechent. Déi direkt Participatioun vun enger Gemeng un hirem ICC kann net méi héich si wéi dësen duerchschnëttleche Montant, multiplizéiert mat der Zuel vun hiren Awunner.

Am Resultat bedeit dat, datt kleng Gemenge mat wéineg Awunner, déi duerch den Ëmstand, datt se op hirem Territoire Entreprisen hunn, déi vill zum ICC bäidroen, ëmmer nach een Ausgläich fir eventuell Nuisancen an Infrastrukturkäschte kréien. Dës direkt Participatioun wäert awer méi kleng si wéi an der Vergaangenheet an natierlech ugeglach ginn un den eben erwäänte Landesduerchschnëtt. Déi eventuell Differenz op 35% vum ICC fléisst ebenfalls an de Fonds de dotation globale des communes. Vu datt d'Konkurrenz tëschent de Gemengen net méi esou staark spillt, gëtt och d'Forschett vum Taux, deen d'Gemenge fir den ICC festleeën, festgesat tëschent 225% bis 350%. Mat Ausnam vun zwou Gemengen entsprécht dat schonn haut der Realitéit.

Elo zu de Kritäre fir d'Verdeelung vun den Avoiren aus deem neie Fong. Et gëtt eng Dotation forfaitaire fir Gemenge vun 1.000 Awunner un, déi graduell op 300.000 Euro eropgeet fir Gemenge mat méi wéi 3.000 Awunner. Gemengen ënner 1.000 Awunner kréie keng Dotation forfaitaire méi. Betraff sinn actuellement véier Gemengen, déi ënnert dësem Seuil vun den Awunner vun 1.000 sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, de Fonds gëtt soss nach no fënnef verschiddene Kritäre verdeelt: D'Population ajustée, déi bei der Berechnung e Gewiicht vun 82% ausmécht, d'Emplois salariés, déi 3% ausmaachen, d'Superficie ajustée mat 5%, den Indice socio-économique mat 9 bis 10% an de Logement social mat maximal 1%.

Wat d'Population ajustée ugeet, hate mer an der Intérieurskommissioun eng Diskussioun iwwert déi genau Bestëmmungen, wéi dëse Kritär berechent gëtt. Mir waren eis awer och eens, datt et richteg wier, de CDAen, déi an hirer Regioun eng besonnesch wichteg Roll spillen, iwwert dëse Wee eng méi staark Gewiichtung ze ginn.

Mir hätten dës Bestëmmung awer léiwer am Gesetz gehat an net, wéi et elo de Fall ass, an engem Règlement grand-ducal. Mir hunn drop verzicht, en Amendement an deem Sënn ze proposéieren, well mer wollten, datt dëst Gesetz, wéi geplangt, kann a Kraaft triede fir den 1. Januar 2017. D'Intérieurskommissioun ass awer och der Meenung, datt bei der nächster Geleeënheet dëst soll geännert ginn.

De Kritär vun der Population ajustée huet esou eng grouss Gewiichtung am Verdeelerschlëssel, datt d'Chamber onbedéngt an hei soll matschwätze kënnen, wann d'Definitioun vun dësem Kritär misst ugepasst ginn. Dofir och d'Iddi, déi opkomm ass an der Intérieurskommissioun, fir dëst vläicht och d'nächst Joer am Kader vun der Loi budgétaire an der Intérieurskommissioun, wou mer souwisou iwwert de Budget diskutéieren, ze analyséieren.

De Kritär vun den Emplois salariés dréit, zesumme mat der direkter Bedeelegung vun de Gemengen um ICC, dozou bäi, datt dës en Ausgläich dofir kréien, datt se zousätzlech Infrastrukturkäschten an Nuisancen hunn, wa se Gewerbe- an Industriezonen op hirem Territoire hunn.

Eng wichteg Neierung ass de sozioekonomesche Kritär. En dréit der Tatsaach Rechnung, datt d'Gemengen eng ganz wichteg sozial Hëllef leeschten, andeem se op verschiddenen Niveaue sozial benodeelegte Leit Ënnerstëtzung bidden. Well d'Mixitéit vun eiser Gesellschaft net iwwerall déiselwecht ass, brauchen eenzel Gemenge méi Moyenen, fir dës wichteg Aufgabe kënnen a mussen ze erfëllen.

De Voluntarismus vun de Gemenge gëtt awer och encouragéiert iwwert déi méi speziell Kritäre vum Logement social locatif, well mer grad an deem Beräich, an ech hat et uganks ugeschwat, een enorme Bedarf hunn, deen de Stat eleng net decke kann.

Manner an d'Gewiicht fält bis elo d'Gréisst vun enger Gemeng. Et gëtt d'Surface ajustée gekuckt, woubäi d'Bevëlkerungsdicht eng grouss Roll wäert spillen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 15. November huet de Statsrot eis säin Avis eraginn. Zum Text vum Gesetzesprojet selwer huet hie just eng Rei technesch a legistesch Remarquë gemaach mat entspriechende Verbesserungsvirschléi, déi mir an der Kommissioun ugeholl hunn. Sou gouf et zum Beispill eng Opposition formelle, well an engem Artikel vum initialen Text eng Referenz op ee Règlement grand-ducal gemaach gouf, woubäi korrekterweis d'Referenz hätt missen op dat betreffend Gesetz gemaach ginn, dëst natierlech am Kader vun der Hiérarchie des normes.

Dernieft huet de Statsrot méi ausféierlech eng Rei vu Prinzipien opgegraff, déi d'Grondlage vun der Gemengefinanzpolitik duerstellen an ass net méi op d'Veränneerungen agaangen, déi dat neit Gesetz mat sech brénge wäert.

Ech wëll hei just e puer Aspekter ervirhiewen, déi och an den Avise vun der Chambre de Commerce a vum Syvicol ugeschwat gi sinn. Ee wichtege Punkt betrëfft natierlech d'Veränneerung beim ICC. De Statsrot weist drop hin, datt deen Deel vum ICC, deen d'Gemengen direkt erauskréien, erofgeet, an datt deen Deel, deen iwwert deen neie Verdeelungsschlëssel u si ausbezuelt gëtt, net méi sichtbar ass, well en zesumme mat der staatlecher Dotatioun verrechent gëtt. De Statsrot kann deemno net aschätzen, ob an Zukunft den Ureiz fir d'Gemengen nach grouss genuch ass, fir Entreprisen op hirem Territoire unzesidelen.

Dat ass eng Suerg, déi verständlecherweis och d'Chambre de Commerce staark beschäftegt huet. Si hätt et virgezunn, wann déi direkt Part vum ICC un d'Gemenge méi grouss bliwwe wier an de Kritär Emplois salariés méi Gewiicht kritt hätt. Si hat och gefrot, datt d'Gemenge fräi kéinten hiren Taux fir den ICC festsetzen an net un eng Fourchette gebonne wieren. Si wënscht sech méi Konkurrenz tëschent de Gemengen, fir hinnen en Ureiz ze ginn, gutt Konditioune fir Entreprisen ze schafen.

Dat ass novollzéibar, entsprécht awer net dem Zil vun dëser Reform, fir d'Disparitéiten, d'Differenzen tëschent de Gemengen ze reduzéieren a se manner ofhängeg ze maache vun der Volatilitéit vum ICC.

An deem Sënn hätt de Syvicol sech eng Reform gewënscht, déi méi wäit geet. Hien hätt léiwer gesinn, wann de Montant, dee vum Stat un d'Gemenge geet, insgesamt un d'Recettë vum Stat gekoppelt gi wier an net wéi bis elo, wou ganz spezifesch Einname géifen drugehaange ginn. An esou engem Zeenario kéint de Syvicol sech virstellen, den ICC ganz ofzeschafen a mat de staatleche Betribssteieren zesummenzeleeën.

Weider Remarquë vum Statsrot betreffend d'Dotation forfaitaire, déi d'Gemengen ënner 1.000 Awunner net méi kréien: Hie weist drop hin, datt dës Dotatioun et grad klenge Gemenge sollt erméiglechen, eng Rei administrativ Aufgaben, déi hinne vum Stat aus delegéiert ginn, kënnen ze erfëllen. Hie setzt dës Veränneerung ganz richteg an Zesummenhang mat der Absicht vun der Regierung, Gemengefusioune vun e puer ganz klenge Gemengen ze encouragéieren.

De Syvicol gräift dat och op, zweifelt awer drun, datt dës Mesure dozou féiert, datt d'Gemenge méi schnell wäerte fusionéieren. D'Chambre de Commerce hätt sech dogéint méi däitlech Incentivë fir d'Fusioune gewënscht a verweist op d'Etüd vun der Banque centrale, déi zur Konklusioun komm war, datt och Gemenge vun 3.000 Awunner nach ze kleng wieren, fir wierklech effizient ze sinn.

De Syvicol begréisst, datt de Kritär vum Aménagement du territoire an am speziellen d'CDAe bei der neier Ëmverdeelung berücksichtegt ginn. De Corollaire dovun, d'Surface ajustée, gesäit en awer méi wéi kritesch. En hëlt zur Kenntnis, datt duerch déi staatlech Kompenséierunge garantéiert ass, datt och ländlech Gemenge mat wéineg Awunner net manner kréie wéi bis elo. E kritiséiert awer, datt hir Einnamen iwwert déi nächst fënnef Joer net wéi déi vun allen anere wuessen.

Éischter positiv gëtt an deene verschiddenen Avisen de sozioekonomesche Kritär bewäert, woubäi d'Usiichten iwwert de Kritär vun de Sozialwunnengen auserneeginn. D'Chambre de Commerce rechent aus, datt an der Realitéit dëse Kritär éischter 0,3% wéi 1% vum Verdeelungsschlëssel ausmécht an hätt sech méi e staarken Incentive fir d'Gemenge gewënscht.

De Statsrot an de Syvicol sinn net grondsätzlech géint esou e Kritär, weisen awer drop hin, datt en éischter dem Charakter vun engem Subsid entsprécht, wat awer net an der Logik vun enger Recette non-affectée läit. De Syvicol werft nach eng weider Fro op, déi d'Mutualiséierung vun de Bäiträg vun de Gemengen un d'Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux ugeet. Hien hätt et léiwer gesinn, wann all d'Gemengen hiren Undeel dozou bezuelt hätten. Méi e solidaresche System hätt e sech natierlech och beim Bäitrag vun de Gemengen un de Fonds pour l'emploi gewënscht.

Schliisslech gëtt an den Avisen nach een Aspekt ugeschnidden, deen net am Gesetzesprojet virkënnt, an zwar d'Grondsteier. De Statsrot proposéiert a senge Considérations générales, fir och d'Recette vun der Grondsteier an deen neie Fonds afléissen ze loossen, och wann e sech bewosst ass, datt dëst net kann iwwert deen allgemenge Verdeelerschlëssel erëm un d'Gemengen zréckgoen.

D'Chambre de Commerce wëllt d'Grondsteier léiwer insgesamt an d'Luucht setzen, well d'Gemengen op deem Wee eng weider stabill Recette kéinten notzen.

An der Intérieurskommissioun hu mir Artikel fir Artikel dëse Gesetzesprojet zesumme mat den Avisen diskutéiert. Mir hu vum Minister Erklärunge kritt an och eng ganz Rei chiffréiert Donnéeë kritt. Et ass awer kloer, datt Simulatiounen, déi d'Zukunft betreffen, ëmmer nëmmen Aarbechtshypotheese kënne sinn an et schwiereg ass, déi exakt Evolutioun op e puer Joer virauszesoen. Doraus ergëtt sech, datt a regelméissegen Ofstänn muss iwwerpréift ginn, wéi deen neie Mechanismus sech am Detail op eenzel Gemengen auswierkt an ob d'Ziler vun der Gemengefinanzreform nach ëmmer erreecht ginn.

An deem gudden, konstruktiven Dialog, dee mer an der Intérieurskommissioun haten, mat deene verschiddene Modeller, déi eis gewise gi sinn an déi mer och gefrot hunn iwwert déi verschidde Fraktiounen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren. An als Rapporteur, ech mengen, dat kann ech vun der Intérieurskommissioun och soen, nach eng Kéier Merci fir déi gutt Kollaboratioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt jiddwerengem Merci soen, dee sech un der Ausaarbechtung vun dësem Gesetzesprojet bedeelegt huet. Datselwecht zielt selbstverständlech fir de Rapporteur a President vun der Intérieurskommissioun, de Claude Haagen. An ech wëll him awer och dee Merci zréckginn, well hie gemaach huet, dass déi Diskussiounen an der Intérieurskommissioun an dësem Dossier ganz konstruktiv an och roueg iwwert d'Bün gaange sinn. Merci him awer och fir haut säi schréftlechen a mëndleche Bericht.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vun de Gemengefinanzen ass eppes wéi e politeschen Dauerbrenner a beschäftegt eis eigentlech - d'Chamber, d'Gemengen an alles doriwwer eraus - schonn zanter Joren. Vläicht, géif ech soen, awer och dowéinst, well fréier Innenministere bei der Reform hu missen d'Gemengefinanzen ënnert der Virgab regelen „à guichet fermé", dat heescht, si haten d'Virgab, deem engen eppes ewechzehuelen, fir deem anere kënnen eppes bäi ze ginn. An Dir wësst, mir sinn e klengt Land, dat war ëmmer eng däreg Affär!

D'CSV begréisst duerfir, an dat soe mer och kloer an däitlech, de Prinzip vun enger Reform. Et sinn eng Rei Pisten am Regierungsprojet, déi eis och duerchaus gefalen. Mä ech wëll gläich am Ufank ënnersträichen, dass mir fir en anere Reformwee sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir hat esou gutt ugefaangen!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'Reform vun de Gemengefinanze mécht am Fong nëmmen dann och Sënn, an eiser Usiicht, wann een och gläichzäiteg eng territorial Reform duerchzitt. An da sollt een och méi wäit goen a kommunalspezifesch Steieren op de Leescht huelen an do reforméieren, wou et ubruecht ass. Dozou herno méi Konkretes.

Mir hu bei dësem Projet, wéi dat eng Oppositioun eigentlech soll maachen, en Alternativmodell op den Dësch geluecht. Eise Modell steet am Zeeche vu méi Gerechtegkeet, méi Transparenz an och méi Planungssécherheet. Mir wëllen, dass eis Gemenge längerfristeg an am Interessi vun den Awunner finanziell gutt fir d'Zukunft opgestallt sinn. Wéi mer dat wëlle maachen, soe mer och konkret. Mir schloen dobäi och Reforme vun der Gewerbesteier an der Grondsteier vir, am Interessi vun de Betriber, de Gemengen an och hire Bierger.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Gemenge kruten iwwert déi leschte Joren ëmmer nees nei Aufgaben. D'Populatioun wiisst an déi traditionell Aufgabe vun de Gemenge gi méi deier. Fir qualitativ héichwäerteg Servicer unzebidden, brauchen d'Gemengen awer déi néideg finanziell Mëttel.

D'CSV seet duerfir kloer Jo zu enger Reform vun de Gemengefinanzen, mä fir d'CSV geet et eben net nëmmen ëm d'Suen, also ëm déi finanziell Fro. Eist Land muss insgesamt méi performant ginn. Mir schloen duerfir eng Gemengefinanzreform am Kontext vun enger Territorialreform vir. Fir d'CSV ass eng Reform vun de Gemengefinanzen een Element vun enger Territorialreform. Béides kann een, an eisen Aen, net lassgeléist vunenee kucken.

Dëst war iwwregens och eng gemeinsam Konklusioun, déi d'Chamber geholl huet am Kontext vun den Diskussiounen 2008 iwwert déi sougenannten „réorganisation territoriale du Luxembourg". An do steet kloer an dem Ofschlossrapport: «La Commission estime qu'une véritable réforme des finances communales, comportant également le volet de la fiscalité locale, ne peut être esquissée qu'au moment où le paysage communal aura commencé sa métamorphose.»

D'CSV wëllt manner, awer méi performant Gemengen. Lëtzebuerg brauch duerfir eng nei Gemengelandkaart, dëst am Interessi vun de Bierger, déi e Recht op gutt a modern Servicer hunn, egal wou se am Land wunnen.

Här President, d'Masse critique, déi eng Gemeng sollt hunn, sinn an eisen Aen 3.000 Awunner fir eng Gemeng am ländleche Raum an 10.000 Awunner am urbane Raum. Fir d'CSV spillen dës Kritäre weiderhin. A fir d'CSV sollt een duerfir bis 2025 e Land mat 70 Gemengen ustriewen.

D'Gemenge mussen am Interessi vun hire Bierger och verbindlech op déi nei Landkaart hischaffen. De Stat sollt dat och ënnerstëtzen an, wann néideg, méi contraignant begleeden, dëst am Aklang mat den internationale Rechtsinstrumenter. Mir brauche weider Gemengefusiounen. Mir wëlle weider Gemengefusiounen. An de Wee dohinner wëlle mir mat de Gemengen zesumme goen.

Nun zum Volet Finanzen. D'Gemenge ginn, wéi bis elo, iwwert déi kommunal Gewerbesteier an iwwert déi sougenannten Dotation financière vum Stat ënnerstëtzt. Dës Dotatioun setzt sech, wéi all Joers, och an Zukunft aus 18% Persounesteier, 10% vun de staatlechen TVA-Einnamen an 20% aus der Autossteier zesummen.

D'CSV steet kloer zu dësem Finanzéierungsmix. Mir hunn och kee Problem domat, dass elo d'Gewerbesteier an d'Dotation de l'État am sougenannte Fonds global de dotation communale zesummefléissen. Firwat? Mä ganz einfach, well d'TVA, d'Gewerbesteier an d'Persounesteier dat wirtschaftlecht Gesamtbild vun dem Stat erëmspigelen. Ginn dës Einnamen an d'Luucht, profitéieren d'Gemengen automatesch dovun. Dëst ass richteg an dëst muss och esou sinn!

D'CSV bedauert awer an deem Kontext, dass et keng fest Ubannung vun der Evolutioun vun de Gemengeneinnamen zu de Statseinname gëtt. Iwwregens entgéint enger laanger Fuerderung vum Syvicol an der Recommandatioun vun der Kommissioun iwwert d'Réorganisation territoriale, déi festgehalen hat: «Les recettes communales devront connaître une évolution parallèle à celle de l'État, résultat à atteindre par une réforme du FCDF.»

D'CSV ass der Meenung, dass, am Kontext vun der pluriannueller Finanzplanung beim Stat, esou ee Verhältnis misst op eng Zäitschinn vu fënnef Joer festgeluecht ginn. Kippt dat Verhältnis, musse Korrekturmechanismen agräifen. Wann de Stat méi Suen erakritt, mussen och d'Gemengen heiru bedeelegt sinn. Do brauche mer ee feste Mechanismus, deen eng gerecht Verdeelung sécherstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Reform vun de Gemengefinanzen ass keng Nullsummenoperatioun! D'CSV ass net géint déi geplangten Erhéijung vun de staatlechen Zouwendungen un d'Gemengen. Laut Innenminister komme ronn 90 Milliounen Euro méi an d'Gesamtdëppen, déi kënne verdeelt ginn.

Dës Rechnung ass an eisen Aen awer nëmme bedéngt richteg. Ech erkläre mech. Zanter 2015 ginn d'Gemengen net méi un der TVA-Hausse, dat heescht d'Erhéijung vu 15% op 17% bedeelegt. Dës Part, déi de Gemengen eigentlech misst zeguttkommen, gëtt ofgezweigt, fir den zukünftege Rettungsdéngscht, de CGDIS, ze finanzéieren. Laut Statsbudget sinn dat ëmmerhi 25 Milliounen Euro fir 2015, 36 fir 2016 a 37 Millioune veruschlaagt fir d'nächst Joer.

D'Reform vun de Rettungsdéngschter hunn d'Gemengen also zu engem gewëssen Deel virfinanzéiert. Et ass en Déngscht am Interessi vun der Sécherheet vun de Bierger. Dëst ass eng Käraufgab vum Stat. Duerfir soll dëst och direkt aus dem Statsbudget finanzéiert ginn. Eng Gemengeparticipatioun soll doriwwer eraus iwwer e Gesetz festgeluecht ginn. An aus deem Grond huet d'CSV och schonns géint déi sougenannte Pompjeessteier gestëmmt, déi vun den Assurancëgesellschaften op de Primme vun der Autoshaftflicht akasséiert gëtt an, loosse mer et éierlech soen, herno de facto vun dem eenzelne Bierger gedroe gëtt!

Et ass an eisen Aen och net logesch, et ass och net gerecht a juristesch zweifelhaft, dass net jiddwer Gemeng eenzel d'Sozialbäiträg fir hir Fonctionnairen iwwerhuele muss, mä dass dës virop als eng Gesamtenveloppe vun de staatlechen Zouwendungen un de Gemengesecteur einfach ofgezu ginn. Dëst bedeit konkret, dass déi eng Gemengen d'Sozialbäiträg vun deenen anere Gemengen einfach musse matbezuelen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- D'CSV ass der Meenung, dass hei misst eenzel ofgerechent ginn. Jiddwer Gemeng muss fir hir Astellungs- a Personalpolitik selwer riichtstoen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass dach kengem Buergermeeschter, loosse mer et dach éierlech soen, besonnesch vu klenge Gemengen, ze erklären, dass hien eng virsiichteg Astellungs- a Personalpolitik muss bedreiwen, fir dass säi Budget um Enn vum Joer iwwerhaapt opgeet, an an der Konterpartie finanzéiert seng Gemeng awer d'Astellungspolitik vun anere grousse Gemenge mat, déi sech och nach finanziell, doriwwer eraus, vill besser stinn. Dat ass fir d'CSV dee falsche Wee! Et ass och e falscht politescht Signal.

A wann een, an dat erstaunt eis eigentlech, de Wahlprogramm vun de Sozialiste kuckt,...

(Interruptions diverses)

Jo!

(Brouhaha)

...da fënnt een do eraus an et liest een ënnert dem Volet vun de Gemengefinanzen: „Hinzu kommt die Tatsache, dass einige Gemeinden auf Kosten anderer immer reicher werden, was gegen das elementare Gerechtigkeitsprinzip verstößt und angesichts einer Stagnation der Gemeindeeinnahmen bei zunehmenden Aufgaben zu heiklen Situationen führt (...)." Wéi gesot, dat...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...steet an dem...

(Brouhaha)

...Wahlprogramm vun der LSAP, der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass eng gutt Lektür!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, eng gutt Lektür.

(Brouhaha)

An der Regel, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions diverses)

...muss jo och all neie Posten, dee bei enger Gemeng geschafe gëtt, fir d'Eischt emol vun dem Gemengerot geneemegt ginn. An duerno muss och nach den Innenminister dat Ganzt approuvéieren. Esou huet eigentlech bei all Neiastellung d'Autorité de tutelle jo nach ëmmer d'lescht Wuert, fir ze soen, ob eng Personn, déi agestallt gëtt, am Fonctionnairesstatut agestallt gëtt oder als Salarié agestallt gëtt.

Zweetens: Déi finanziell Bedeelegung vun dem Gemengesecteur zum Beschäftegungsfong, dem Fonds pour l'emploi, soll wéi bis elo fir all Gemeng an eisen Aen d'selwecht, näämlech mat 2% vun dem Gewerbesteieropkommes, dat si kritt, festgeluecht ginn.

D'CSV, an dat soe mer kloer an däitlech, ass géint dee komplizéierten a virun allem ontransparente Korrekturmechanismus, esou wéi en am Reformprojet virgesinn ass, dee letztendlech e puer Gemengen, an net déi gréisst um Niveau vun der Populatioun, hei iwwerméisseg finanziell bludden deet.

Här President, ech hunn et virdru gesot, leider gëtt hei d'Geleeënheet verpasst, eng Reform ze maachen, déi méi déif geet an och do eppes verännert, wou et ëm konkret Interesse vun eisem Land, vum Standuert geet. Ech denken hei un d'Gewerbesteier. Un dem System vun der Gewerbesteier gëtt am Prinzip mat der Reform näischt geännert. Am Kontext vun internationaler Harmoniséierung am Steierberäich wäerte mir, ob mer dat wëllen oder net, eis mëttelfristeg mussen op e Kierperschaftssteiersaz vu 15% hibewegen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dëst brauche mir och aus Kompetitivitéitsgrënn. Betriber bezuelen domat net onbedéngt manner Steieren, mä den affichéierte Steiersaz kënnt méi no zu dem duerchschnëttleche Prozentsaz, deen d'Betriber effektiv bezuelen. Wann dann nach 6% bis 8% zousätzlech Gewerbesteier dropkommen, da kann dat däers Gudden awer e bëssen ze vill ginn, well näämlech op der Gewerbesteier déi sougenannte Bonification à l'investissement op Basis vum Artikel 152bis, déi kann do net ofgezu ginn.

Mir kënnen also net d'Besteierungsbasis verbreederen a gläichzäiteg d'Tauxen um selwechten Niveau loossen, soss geet d'Steierlaascht an d'Luucht. Wann een dat net wëllt, muss een d'Tauxen änneren. A wann ee wëllt, dass d'Steierlaascht soll an der Luucht bleiwen, da soll een dat och kloer soen.

Duerfir plädéiert d'CSV, fir parallell ze iwwerleeën, fir d'Gewerbesteier duerch e sougenannten „impôt communal complémentaire" ze ersetzen. Dës Steier, déi géif dann zousätzlech zu der Kierperschaftssteier op de Benefiss vun de Betriber opgehuewe ginn. Mat enger Héicht zum Beispill vu 4% bis 5% kéint een esou d'Gesamtbesteierungsbelaaschtung fir d'Betriber ënner 20% halen.

Ech erlabe mer och an dësem Kontext drop hinzeweisen, dass an dem Budgetsrapport vum Joer 2012, deen op de 6. Dezember och gemaach gi war, schonns esou e Budgetsmodell a Finanzéierungsmodell recommandéiert gouf. An d'Lëtzebuerger Zentralbank an d'Chambre de Commerce hunn a rezenten Avisen iwwregens och nach eemol op dee System higewisen.

Här President, d'CSV bedauert och, dass et um Niveau vun der Grondsteier weder eng Änneru ng an der geplangter Reform vun de Gemengefinanzen nach am Kontext vun der allgemenger Steierreform gëtt. Eng Reform vun der Grondsteier drängt sech awer op!

Eise sougenannten Impôt foncier geet op d'Krichszäit ënnert dem Nazi-Okkupant zréck. D'Bewäertunge vun den Immobilien datéieren aus dem Joer 1941. An Däitschland huet de Bundesfinanzhof dëse System als verfassungswidreg erkannt. Et ass ze fäerten, dass och hei am Land bei enger seriéiser Iwwerpréiwung eis Legislatioun un d'Grenze vun de Kritäre vun der Gläichheet an der Verhältnisméissegkeet géif stoussen.

Eis Grondsteier muss am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet an och am Sënn vun enger ugemoossener eegener Steierquell fir d'Gemenge reforméiert ginn. Et kann net sinn, dass hei zu Lëtzebuerg den Undeel vun der Grondsteier manner wéi 0,1% vun dem Bruttoinlandsprodukt ausmécht. Den EU-Duerchschnëtt, dee läit bei 1,4%, also 14-mol méi héich! An anere Wierder sinn dat zu Lëtzebuerg bei 2.586 km² de Moment ronn 45 Miliounen Euro pro Joer. A wa mer géifen den EU-Duerchschnëtt applizéieren, da wieren dat 750 Milliounen Euro!

Et muss ee jo net an déi Paragë kommen, mä eng Upassung vun der Grondsteier no uewe wier e Plus u méi sozialer Gerechtegkeet. Op eng éischt Immobilie, déi als Eegenheem genotzt gëtt, soll een och vun engem Abattement kënne profitéieren.

Een, deen Immobilien am Wäert vun zeg Milliounen Euro huet, muss och bereet sinn, der Allgemengheet eppes méi iwwert dee Wee vun der Grondsteier ofzeginn. Een, deen en Appartement vun 100 m² verlount, dee bezilt duerfir de Moment an enger deierer Gemeng, déi ech nawell kennen, ronn 30 Euro Grondsteier d'Joer. 30 Euro an ech betounen: d'Joer! Hie kritt fir dat Appartement ronn 20.000 Euro Loyer pro Joer. Jo, dee Propriétaire, dee muss och bereet sinn, mëttelfristeg 150 Euro Grondsteier d'Joer ze bezuelen, déi en och nach ka vu senger Akommessteier ofsetzen. Säin Nettokäschtepunkt ass dann, jee no Spëtzesteiersaz, manner wéi 90 Euro, ech betounen: d'Joer!

Jo, d'CSV deelt a puncto Erhéije vun der Grondsteier hei dem fréieren LSAP-Budgetsrapporteur Franz Fayot seng Feststellung, déi hien op dëser Chambertribün am Dezember virun zwee Joer gemaach huet, wéi e sot, richteg d'ailleurs: „Här President, et gëtt verschidde Pisten an d'Richtung vun engem méi gerechte Steiersystem. Eng dovun, an déi steet och am Regierungsprogramm, betrëfft d'Grondsteier. Mir wëssen alleguer", sot den Här Fayot, „dass dës Steier lächerlech niddreg ass an dass se muss reforméiert ginn, fir dass se eng richteg Quell vun Akommes fir d'Gemenge gëtt."

Fir d'CSV soll de Gemengesecteur mëttelfristeg a progressiv iwwert dee Wee vun der Grondsteier eng Recette vun 0,5% vun dem Bruttoinlandsprodukt kréien. Op haut wieren dat 250 Milliounen Euro.

Fir d'LSAP, déi fir d'Neesaféiere vun der Verméigenssteier, fir eng Räichesteier, jo souguer fir eng Ierfschaftssteier an direkter Linn agetruede war, schéngt, zumindest no engem Communiqué vu gëschter Owend, dës Propos vun der CSV elo e Grëff an de Portmonni vun dem klenge Mann ze sinn. Si schwätzen do vun „ein tiefer Griff in die Geldbörsen der Bürger". Versteet do, wie wëllt!

D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, steet zu hirem Wahlprogramm. Mir si géint eng Verméigenssteier, mir si géint eng Räichesteier, mir si géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Mir sinn awer fir eng Reform vun der Grondsteier, déi de reelle Wäerter vun den Immobilie Rechnung dréit.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Méi Grondsteier bedeit an eisen Aen och méi finanziell Stabilitéit a Prévisibilitéit fir de Gemengesecteur. Fir d'CSV kéint ee sech un engem System orientéieren, deen als Grondprinzip hätt, dass de Wäert vun engem Terrain ausserhalb vun dem Perimeter op Basis vun der Surface zum Beispill vum Meter carré géif festgeluecht ginn. Bannent dem Perimeter géif de Wäert festgeluecht ginn op Basis vun der Wunnfläch respektiv der Gewerbefläch, déi en Terrain hiergëtt. Opgrond vun de Bestëmmungen, zumindest vun de PAGe vun der neier Generatioun, mat COS a CMU, wier dat einfach errechenbar. Sou e System wier och am Sënn vun der nohalteger Entwécklung.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei e ganz komplette Modell virgeschloen, dee gerecht ass an de Gemengefinanze méi Stabilitéit ka ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréissten Ännerungen an dëser Gemengefinanzreform gëtt et um Niveau vun der sougenannter Péréquatioun, also der Ëmverdeelung vun de staatleche Gesamtzouwendungen tëschent den eenzelne Gemengen.

Bis elo ginn d'Sue vun der staatlecher Dotatioun no folgende Kritären tëschent de Gemenge verdeelt: Dat si 65% no der Populatioun, 15% no der Surface verte, déi eng Gemeng huet, an 20% no der Densitéit vun der Bevëlkerung.

Laut Reform gëllen hei an Zukunft fënnef Kritären. Éischte Kritär: 82% vun de staatleche Sue ginn an der Reform no der Bevëlkerung verdeelt, woubäi d'Awunnerzuel vun der Stad Lëtzebuerg mat 1,45 multiplizéiert gëtt, déi vun der Stad Esch mat 1,25 an d'Awunnerzuele vun de sougenannte CDAen, de Centres de développement et d'attraction, mat 1,05. Jee méi Awunner also eng Gemeng huet, wat se a priori besser ewechkënnt. Fir d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch grad ewéi d'CDAe méi ze favoriséieren, entsprécht och de Kritäre vun der Landesplanung oder dem fréieren IVL.

Dat geet och fir d'CSV, dat soe mer riicht eraus, an déi richteg Richtung, well dës Gemengen iwwerhuele jo och national respektiv gréisser iwwerregional Aufgaben a sollen dat och ugerechent kréien.

En zweete Kritär: 3% vun de staatleche Sue ginn an Zukunft verdeelt no der Unzuel vun den Aarbechtsplazen an de jeeweilege Gemengen. D'CSV, soe mer och kloer, steet hannert dësem Kritär. Dëst ënnerstëtzt iwwregens d'Gemengen an den Efforten, fir Betriber bei sech opzehuelen. A méi Aarbechtsplazen, dat sinn och méi Nodeeler fir déi eenzel Gemengen a puncto Verkéiersbelaaschtung vun den Infrastrukturen, Stauen, brauch ech Iech net ze soen.

Drëtte Kritär: 9% bis 10% vun de staatlechen Einname ginn no engem Indice socio-économique verdeelt. Och dësem Kritär stëmmt d'CSV zou. E gëtt et jo scho bei dem Verdeele vun dem Léierpersonal an déi eenzel Schoule vun de Gemengen.

Véierte Kritär, do hu mer eng Differenz: 1% vun de staatlechen Zouwendunge ginn an Zukunft no der Unzuel vun de Sozialwunnenge verdeelt, déi eng Gemeng an Eegeregie baut. Mat dësem Kritär, dat soe mer och däitlech, ass d'CSV par contre net averstanen. Fir eis ass dat näämlech eng zweckgebonnen Zouwendung. De Statsrot schwätzt an dësem Kontext vun „Dirigismus". Bon, et si seng Termen.

D'CSV ass der Meenung, dass dat Wichtegst awer ass, dass Sozialwunnengen iwwerhaapt gebaut ginn, ob dat vun der Gemeng, vun dem Fonds du logement, vun der SNHBM oder vun aneren ass. Bezouschussunge sollen hei, fir eis, duerfir iwwert de Wee vun dem Pacte Logement erfollegen, deen zanter 20 Joer, an eisen Aen, och seng Preuvë gemaach huet.

Fënnefte Kritär: 5% vun de staatlechen Zouwendunge gi verdeelt no dem Kritär vun der sougenannter Surface ajustée. Hei spillt d'bebaubar Fläch an enger Gemeng. Jee méi dicht eng Gemeng bebaut ass, ëmsou méi Sue kritt se. D'CSV ass géint dëse Kritär, well hei bevëlkerungsdicht Gemengen nach eng Kéier zousätzlech bezouschusst ginn. Net all Gemeng kann och opgrond vu landesplanneresche Virgaben esou eng Bevëlkerungsdicht iwwerhaapt erreechen. An dëse Kritär ass duerfir fir eis fundamental ongerecht!

Här President, mir setzen op konstruktiv Oppositioun an och Alternativen. Duerfir hu mir en eegene Modell entwéckelt, dee sech wäitgeeënd awer un de Regierungsmodell, an dat war och eise Wonsch, uleent. Mir wëllen allerdéngs méi en einfache Modell mat just véier Kritären.

Éischtens: 80% vun de Gelder, an net 82%, ginn an eisem Modell no der Unzuel vun der Populatioun verdeelt, mat engem Bonus, wéi ech virdru gesot hunn, fir d'Stad Lëtzebuerg, fir d'Stad Esch an déi eenzel CDAen, genausou wéi et an dem Regierungsmodell virgesinn ass.

Zweetens: 3% vun de Gelder ginn no der Unzuel vun den Aarbechtsplaze verrechent, déi all Gemeng huet. Fir 9% bis 10% vun de Gelder gëllt de Kritär vun dem Indice socio-économique. Fir déi reschtlech 8%, déi dann nach bleiwen, gëllt an eisen Aen de Kritär vun der sougenannter Surface verte, esou wéi e bis elo zanter 30 Joer bei der Verdeelung vun de staatlechen Zouwendungen um Niveau vun der Dotation financière gespillt huet. Dëse leschte Kritär géif virun allem flächenintensive Gemengen zeguttkommen.

Laut Regierungsmodell géife fir 2017 insgesamt 74 Gemenge méi Sue vum Stat kréien ewéi am Referenzjoer 2015. 31 Gemenge géife manner kréien. Mä dee Verloscht géife se kompenséiert kréien, fir net ënnert déi staatlech Zouwendung ze kommen, déi se fir 2015 kruten. De Montant vun dëser Kompensatioun am Regierungsmodell beleeft sech op 16,7 Milliounen Euro.

Mat der Propositioun vun der CSV géifen dogéint nëmme 16 Gemenge manner kréien. 89 Gemenge kréiche méi. D'Kompensatioun, fir dass keng Gemeng ënnert den Niveau vun dem Referenzjoer 2015 géif falen, wier an dem CSV-Modell nëmme 7,7 Milliounen Euro.

Mam CSV-Modell géife mer also mat manner méi maachen! D'Differenz tëschent dem CSV-Modell an dem Regierungsmodell: 9 Millioune sinn dat u Kompenséierungsmoossnamen. Mir fannen, dass den CSV-Virschlag méi gerecht ass, well et manner Verléierer gëtt. De Verloscht vun de flächenintensive Gemengen ass am CSV-Modell och manner grouss.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat kënnt dovunner, well am CSV-Modell déi bevëlkerungsméisseg grouss Gemenge manner bäikréien ewéi an dem Regierungsmodell.

Elo ass et awer och e Fakt, an dat soll een och kloer soen, dass urban Gemenge verschidde Käschten ze droen hunn, déi a bevëlkerungsméisseg méi grousse (veuillez lire: klenge) Gemengen net ufalen, esou zum Beispill d'Organisatioun vun engem ëffentlechen Transport.

Duerfir schloe mir vir, déi Gemengen, déi den ëffentlechen Transport op städtescher oder regionaler Basis organiséieren, mat enger zousätzlecher staatlecher Bezouschussung ze ënnerstëtzen. Dës Dotatioun soll en Deel vun den ufalende Käschten an dem Persounentransport ausgläichen. Dësen Ausgläich zielt notamment fir déi néng TICE-Gemengen, déi grouss Gemengen aus dem Süden a fir d'Stad

Lëtzebuerg. Et wier, doriwwer eraus, och eng sënnvoll an nohalteg Investitioun am Sënn vun der Landesplanung an der Mobilitéit.

Mat den néng Milliounen Euro Aspuerunge vun dem CSV-Alternativmodell kéint een iwwer esou eng regional Dotatioun zum Beispill de gesamten Defizit vun dem TICE decken, wat fir déi eenzel grouss Südgemengen eigentlech plus ou moins dat ass, wat si an dem CSV-Modell am Verglach zu dem Regierungsmodell géife manner bäikréien.

Esou steet et iwwregens och an dem Rapport vun der Commission „Réorganisation territoriale du Luxembourg" aus dem Joer 2008. Ech liesen lech dat vir: «La Commission estime que la création de fonds régionaux compléterait utilement et logiquement le cadre juridique et politique tracé par les plans régionaux de développement. Ces fonds seraient alimentés à partir du budget de l'État et destinés au financement d'équipements et de politiques retenus pour le développement régional. Ces fonds feraient ainsi partie du budget des syndicats intercommunaux de gestion régionale, dont ils constitueraient sans doute la source d'alimentation majeure, et seraient intégrés dans les budgets des communautés urbaines du Sud et du Centre-Sud en tant que dotation de l'État. La communauté urbaine de la „Nordstad" devra également bénéficier d'une telle dotation de l'État, afin de lui permettre d'assumer les missions spécifiques de cet espace.»

Wa méi Fongen néideg wieren, dat soe mer och kloer, fir d'Mobilitéit, den ëffentlechen Transport op städtescher a regionaler Basis ze ënnerstëtzen, kéint een, wann dat da wierklech néideg wier, dat steierlech géigefinanzéieren iwwert de Wee vun der Kilometerpauschal, dem sougenannte Forfait kilométrique. D'Begrënnung wier, dass, wann een am direkten Emkrees vu grousse Ballungszentre wunnt, do d'Offer an dem ëffentlechen Transport eigentlech generell méi breet ass.

A wann ee kuckt an de Wahlprogrammer an notamment deem vun der Demokratescher Partei, do steet och déi Iddi ganz kloer schonn als Propos dran: „Öffentlicher Transport statt Individualverkehr steuerlich fördern. Wir werden die steuerlichen Vorteile zugunsten des Individualverkehrs insgesamt überprüfen, da es weder wirtschaftlich noch ökologisch Sinn machen kann, einerseits Millionen Euro in den öffentlichen Transport zu investieren und andererseits den Individualverkehr steuerlich zu fördern. Wir denken zudem daran, die Pendlerpauschale neu zu strukturieren, um die Benutzung des öffentlichen Transports zu fördern."

Abee, mir hu gesinn, dass an dem Accord salarial vun der Fonction publique elo déi eenzel Beamten den M-Pass bezouschusst kréien. Mir wären der Meenung, dass dat och Grond an Iddi wier, fir iwwert dee Reformvirschlag vun der CSV nozedenken, näämlech déi forfaitaire Kilometerpauschal, déi net steierlech berücksichtegt gëtt, vun dem Moment véier Kilometer op sechs Kilometer eropzesetzen. Duerfir ass dat eng vun de méigleche Pisten, fir dat géigenzefinanzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss nach eemol eis Propose kuerz, eise Plang fir d'Gemengen an zéng Punkten ze resüméieren. Et sinn zéng Punkten am Zeeche vu méi Gerechtegkeet, méi Transparenz an och méi Planungssécherheet.

D'CSV proposéiert, éischtens, dass d'Gemengen an Zukunft 10% vun de gesamten TVA-Recettë vum Stat kréien.

Zweetens: Dass den neie Rettungsdéngscht CGDIS direkt aus dem Statsbudget finanzéiert gëtt an déi jäerlech Participatioun vun de Gemengen un de Rettungsdéngschter soll iwwer Gesetz festgeluecht ginn.

Drëttens: Dass d'Verdeele vun den net zweckgebonnene staatleche Suen tëschent de Gemengen no véier Kritäre geschitt: der Unzuel vun den Awunner, 80%; der Unzuel vun den Aarbechtsplazen an der Gemeng, 3%; engem Critère socio-économique 9% bis 10% an engem Kritär vun der Surface verte, 8%.

Véiertens: Dass op eng Zäitschinn vu fënnef Joer et zu enger fester Ubannung vun den net affektéierte Gemengerecetten un d'Statsrecettë kënnt.

Fënneftens: Dass jiddwer Gemeng muss eenzel fir d'Sozialbäiträg vun hire Fonctionnairen opkommen an dass net däerf global eng Gesamtenveloppe vun dem ganze kommunale Secteur ofgerechent ginn.

Sechstens: Dass all Gemeng no deemselwechte Kritär, näämlech 2% vun der Gewerbesteier, un dem Finanzement vun dem Beschäftegungsfong bedeelegt gëtt.

Siwentens: Dass separat eng staatlech Bedeelegung un der Mobilitéit fir déi grouss Süd-Gemengen, den TICE an d'Stad Lëtzebuerg mat dem AVL geschafe gëtt.

Aachtens: Dass, wann néideg a wéi ech dat virdrun explizéiert hunn, eng eventuell Géigefinanzéierung vun dëser Moossnam gemaach gëtt iwwert de Wee vun engem Eropsetze vun der Kilometerpauschal, déi net steierlech ka geltend gemaach ginn, vu véier op sechs Unitéiten.

D'Méieinname léichen eise Berechnungen no - och opgrond vun deem, wat a verschiddenen Avisen notamment vun der Chambre de Commerce zum Budget virgeschloen ass - hei tëschent 20 a 25 Milliounen Euro pro Joer. Et kann een näämlech dovun ausgoen, dass Leit, déi an engem Emkrees vu bis zu sechs Kilometer vun hirer Aarbechtsplaz a besonnesch vun der Stad Lëtzebuerg ewech wunnen, eigentlech d'Méiglechkeet hunn, verstäerkt kënnen op den ëffentlechen Transport zréckzegräifen.

Néngtens: Dass et am Sënn vu méi Kompetitivitéit vun dem Standuert Lëtzebuerg zu enger Reform vun der Gewerbesteier kënnt, fir d'Gesamtsteierlaascht vun de Betriber mëttelfristeg ënner 20% ze drécken.

Zéngtens a leschtens: Dass et zu enger veritabeler Reform vun der Grondsteier kënnt, déi dem Gemengesecteur mëttelfristeg a progressiv en Akommes vun 0,5% vun dem Bruttoinlandsprodukt soll bréngen.

Zum Schluss nach dëst: Eng Reform vun de Gemengefinanzen ass en Deel vun engem Zukunftsplang fir d'Gemengen a fir eist ganzt Land. Dozou gehéieren och Steierfroen am Kontext vun dem territorialen Zouschnëtt vum Land.

Mir bedaueren, dass dës Froe vun der Regierung net konkret beäntwert gi sinn. Mir hu se beäntwert an och duerfir konkret Propose gemaach. An dat wëlle mir dëser Chamber als Amendementen och virleeën.

Amendement 1

Au paragraphe (1) de l'article 3 les points 2, 5 et 6 sont supprimés. Les points 3 et 4 du paragraphe (1) de l'article 3 sont renumérotés et deviennent les points 2 et 3.

Commentaire

Il est proposé de supprimer les définitions des notions «superficie totale», «logement social» et «ratio des zones urbanisées» qui deviennent superfétatoires suite à l'amendement 3 ci-après.

Amendement 2

À la lettre a) du point 2 du paragraphe (2) de l'article 3 le nombre «82» est remplacé par celui de «80»

Commentaire

Il est proposé de fixer la répartition du Fonds de dotation globale des communes en fonction de la population ajustée des différentes communes à 80 pour cent.

Amendement 3

Les lettres d) et e) du point 2 du paragraphe (2) de l'article 3 sont supprimées et remplacées par une nouvelle lettre d) ayant la teneur suivante:

«d). i) 5 pour cent au prorata de la base d'assiette de l'impôt foncier des propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, n°1 de la loi sur l'impôt foncier telle qu'elle est fixée au 1er janvier 2017;

ii) 3 pour cent au prorata de la surface des terrains relatifs aux propriétés agricoles et forestières au sens du paragraphe 3, n°1 de la loi sur l'impôt foncier, telle qu'elle est fixée au 1er janvier 2017;»

Commentaire

Il est tout d'abord proposé de supprimer le critère de répartition lié au nombre de logements locatifs sociaux des communes alors qu'il a pour objet de dénaturer une recette non affectée des communes en recette affectée. L'effort des communes de s'investir dans la réalisation de logements sociaux soit directement soit indirectement par le biais de promoteurs publics ou privés devrait être reconnu au niveau des subventions à allouer aux communes par l'intermédiaire des mesures prévues au pacte logement.

Il est ensuite proposé de remplacer le critère de la «superficie ajustée de la commune» par celui de la «superficie verte». Ce critère a fait ses preuves tout au long des dernières 30 années en contrebalançant un certain déséquilibre en défaveur des communes disposant d'un vaste territoire mais faiblement peuplées en raison de contraintes géographiques et des lignes directrices de l'aménagement du territoire.

Il s'ensuit que les lettres d) et e) du point 2 du paragraphe (2) de l'article 3 sont supprimées et que le critère de la «superficie verte» comme critère de répartition du Fonds de dotation globale des communes est réintroduit.

Amendement 4

Le point 1 de l'article 7 est supprimé et remplacé par un nouveau point 1 libellé comme suit:

«La contribution de chaque commune au Fonds pour l'emploi est fixée à 2 pour cent du produit en impôt commercial communal généré sur son territoire.»

Les points 2 et 3 de l'article 7 sont supprimés.

Commentaire

L'amendement 4 reprend le mode de calcul de la participation des communes au Fonds pour l'emploi tel qu'il existe actuellement. Ce mécanisme a fait ses preuves. Il est plus transparent et plus juste que le mécanisme correcteur prévu à l'article 7 du projet gouvernemental qui défavorise outre mesure les communes à population réduite.

Amendement 5

Au 2e alinéa de l'article 10, les termes «ainsi que les participations éventuelles au Fonds pour l'emploi telles que déterminées en vertu de l'article 7» sont supprimés. Le 2e alinéa de l'article 10 est libellé comme suit:

«À la fin de chaque exercice budgétaire, il est établi un décompte pour chaque commune regroupant les recettes en Fonds de dotation globale des communes ainsi que les participations directes des communes au produit en impôt commercial communal.»

Au 4e alinéa de l'article 10, les termes «et les participations au Fonds pour l'emploi» sont supprimés.

Commentaire

Le Fonds pour l'emploi est un fonds dont la dotation et l'alimentation sont organisées selon le principe de la solidarité. Les communes sont conscientes de cette responsabilité. C'est pourquoi il est proposé que les communes continuent, comme dans le passé, à contribuer à raison de 2 pour cent par rapport à leurs recettes en impôt commercial communal. Ainsi, la mesure de compensation permettant aux communes de compenser une partie de leur contribution au Fonds pour l'emploi devient superfétatoire.

(s.) Gilles Roth, Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies, Claude Wiseler, Michel Wolter.

Zousätzlech hannerleeën ech och nach zwou Motiounen: Déi eng betrëfft d'Opdeelung vun de Soziallaaschte vun de Fonctionnairen tëschent de Gemengen an déi aner Motioun betrëfft d'Reform vun der Grondsteier.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que l'impôt foncier ne représente qu'une contribution infime au niveau des recettes ordinaires des communes;

- estimant que la détermination de l'impôt foncier sur base de la valeur unitaire est une opération trop complexe;

- constatant que cette détermination repose sur une évaluation anachronique des immeubles sur une base des prix de l'année 1940;

- constatant une sous-évaluation massive de l'assiette imposable en général et des inégalités au niveau de l'évaluation des propriétés immobilières en fonction de leur localisation;

- estimant qu'une refixation des valeurs unitaires des propriétés soumises à l'impôt foncier s'avère indiquée;

- estimant qu'une imposition plus appropriée de la propriété immobilière répond à une plus grande équité fiscale;

- notant que le programme gouvernemental prévoit de réformer l'impôt foncier dans le cadre d'une réforme globale des finances communales;

- constatant que le projet de loi 7036 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ne prévoit cependant aucune réforme de l'impôt foncier,

invite le Gouvernement

- à procéder à une réforme de l'impôt foncier d'ici la fin de la législature.

(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies, Michel Wolter.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement propose de réduire sa contribution au Fonds de dotation globale des communes (FDG) d'un abattement estimé pour 2017 à quelque 50 millions d'euros, ce qui correspond à la participation étatique de 14,7% à la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et des employés communaux (CPFEC);

- qu'il en résulte une moins-value de recettes pour l'ensemble du secteur communal;

- que ce retrait indirect de l'État du financement de la CPFEC par le biais d'un abattement global impacte les communes prises individuellement de manière différente que si le financement de la CPFEC était assuré par chaque commune au prorata de ses charges sociales,

invite le Gouvernement

- à répartir l'abattement entre les différentes communes en fonction des charges sociales relatives aux fonctionnaires et employés communaux qu'elles occupent.

(s.) Gilles Roth, Emile Eicher, Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies, Michel Wolter.

D'CSV-Fraktioun, Här President, huet eng Preferenz fir hiren Alternativmodell a wäert duerfir dëse Gesetzesprojet net stëmmen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn, pardon, dem Här Roth. Ech war schonn eng Etapp weider.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech si vläicht heiansdo den Hunn am Kuerf...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech war schonn eng Etapp weider. Ech widderhuele mech dann nach eng Kéier. Merci dem Här Roth. An elo huet d'Wuert den Här Hahn fir d'DP.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, dass iwwer eng Gemengefinanzreform geschwat gëtt, ass ee gewinnt. Et gëtt schliisslech scho wärend Jorzéngten dovu geschwat, dass eng Reform vun den Haaptrecettë vun eise Gemengen iwwerfälleg wier. An dat, well den aktuelle Verdeelungsschlëssel net gerecht wier an d'Écarten tëschent deenen eenzelne Gemengen, wat d'Pro-Kapp-Recetten ugeet, vill ze grouss wieren.

Et ass déi lescht 20 Joer awer just beim Schwätze bliwwen! An a regelméissegen Ofstänn ass dëst Thema ëmmer erëm op d'Tapéit komm, meeschtens wann d'Gemengen un hire Budgete geschafft hunn.

An dobäi ass d'Rezept vun enger Gemengefinanzreform dach relativ einfach. Éischtens, et däerf keng Gemeng no der Reform manner Sue kréie wéi virdrun, an zweetens, déi Gemengen, déi bis elo am mannste kruten, sollen no der Reform méi kréien. Dës zwou Viraussetzunge kënnen deemno just erfëllt ginn, wann de Stat de Gemengen insgesamt méi Geld zur Verfügung stellt. Dofir wëll ech der Regierung op dëser Plaz félicitéieren. Si huet näämlech dat fäerdegbruecht, un deem vill Regierunge virdru gescheitert sinn.

Ech widderhuele mech zwar, mä eng Reform vun de Gemengefinanzen op d'Been ze stelle geet just, wann ee sech déi néideg budgetär Mëttele gëtt. Dofir gëllt och eisem Finanzminister e spezielle Merci. Zum engen huet hien accordéiert, dass dem Gemengesecteur an Zukunft all Joer ronn 90 Millioune méi zur Verfügung stinn, an zum aneren huet hie sech dofir agesat, dass am Kader vun dëser Reform keng Gemeng och nëmmen een Euro verléiert. An dofir huet hien de Gemengen nach zousätzlech 20 Milliounen zur Verfügung gestallt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Deen, deen opgepasst huet a matgerechent huet,...

Une voix.- Eigentlech méi!

M. Max Hahn *(DP)*.- ...huet festgestallt, dass ab nächstem Joer all Joers 110 Millioune méi an d'Gemengekeesse fléissen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Jo, 110 Milliounen, dat ass e Pak Geld! Dës Regierung huet dës Entscheedung getraff, well si erkannt huet, wat fir eng wichteg Roll d'Gemengen an der Organisatioun vun eisem Stat spillen. D'Gemengen hu sech am Laf vun der Zäit vu Verwaltungen zu modernen Déngschtleeschtungsbetriber entwéckelt an hu sech misse permanent un hir nei Missiounen upassen. Dat kascht d'Gemengen natierlech deementspriechend Suen.

D'Ufuerderunge vun de Bierger un hir Gemenge sinn haut näämlech ganz villsäiteg. Wou däerf een nach wéi wunnen? Wéi gi meng Kanner versuergt? Wéi kommen ech esou séier wéi méiglech op meng Schaff an erëm zréck? Kuerz, et geet ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger. An d'Zäiten, wou d'Kommunalpolitik e bëssen erofwierdegend als Trottoirspolitik bezeechent gouf, sinn definitiv eriwwer!

D'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg kann nëmmen iwwer eng Kombinatioun aus enger intelligenter Landesplanung a staarke Gemengen an d'Luucht goen. D'Rolle vun deenen eenzelne Gemenge mussen am Kader vun der Landesplanung kloer verdeelt ginn. Wärend déi urban Gemenge virun allem Plaz fir d'Wunnen an d'Schaffe schafe sollen, mussen et och Gemenge ginn, déi als eng Zort gréng Long en Équiliber tëschent dëse Ballungsraim schafen.

Dat heescht awer net, dass ländlech Gemenge manner wichteg Aufgaben an Erausfuerderungen unzepaken hunn oder d'Bierger aus dëse Regioune vernoléissegt solle ginn. Ganz am Géigendeel! D'DP setzt sech weiderhi fir Investitiounen an all Regioun vum Land an. Mir ënnerstëtzen dofir och, dass d'Entwécklungspoler hei am Land iwwert dat ganzt Land verdeelt sinn a keng Regioun benodeelegt gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- All Gemeng, egal ob urban oder ländlech, huet eng wichteg Roll an der Entwécklung vun eisem Land ze spillen. Dofir muss all Gemeng déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien, fir hir Missiounen am Déngscht vum Bierger erfëllen ze kënnen.

D'Gemengefinanzreform dréit deem voll a ganz Rechnung. An déi zousätzlech ronn 110 Milliounen, déi d'Gemengen 2017 méi kënnen investéieren, ënnersträichen dëst och ganz kloer!

Här President, mir diskutéieren haut iwwer eng Reform, déi vun héich technescher Natur ass. Et gëtt mat villen Zuelen, Prozenter a Parametere jongléiert an d'Systemer, souwuel deen aktuelle wéi och deen zukünftegen, si fir vill Leit just schwéier ze duerchblécken.

Dës Reform ass trotz, oder vläicht och grad wéinst hirer Komplexheet och politescher Natur. Politesch dowéinst, well et ëm Gerechtegkeet geet. Wéi gerecht gëtt d'Dëppe vun de Gemengefinanze verdeelt? Wéi vill Suen hunn déi eenzel Gemengen zegutt? Wéi vill Sue brauche si, fir hire Bierger en optimale Service kënnen unzebidden a fir déi néideg Investitiounen ze tätegen?

Ass et dann zum Beispill gerecht, dass am aktuelle System e Bierger, deen zu Wäisswampech wunnt, senger Gemeng bis zu 77% méi aus dem Dëppe vun de Gemengefinanzen erabréngt wéi e Bierger, deen zu Beefort, Rëmeleng oder Iechternach wunnt?

Den aktuelle System a säi Verdeelungsschlëssel sinn net un den Hoer erbäigezunn. Et hat schonn eng Ursaach, firwat Gréngfläche besonnesch staark berücksichtegt goufen, fir d'Verdeelung vun de Gelder ze rechnen. Et ass drëms gaangen, fir d'Landgemenge mat enger grousser Flách a verhältnisméisseg wéinege Bierger ze kompenséiere par rapport zu méi urbane Gemengen, déi dorobber ausgeriicht sinn, méi séier ze wuessen.

Well et awer elo säit Jorzéngte verpasst gouf, de System un déi nei Realitéiten unzepassen, gesi mer haut, dass den aktuelle Verdeelungsschlëssel net nëmme méi kompenséiert, mä eng Schéier tëschent de Gemenge geschafen huet, déi ëmmer méi wäit auserneegeet.

Här President, e System, dee fir méi Gerechtegkeet sollt suergen, an dat och eng laang Zäit gemaach huet, suergt elo fir Ongerechtegkeet an en deelweis extreemt Ongläichgewiicht tëschent de Recetten, déi déi eenzel Gemenge pro Awunner zur Verfügung hunn.

Här President, dat féiert mech dann och direkt bei d'Zil vun dëser Reform, näämlech déi Schéier, déi ech virdrun ernimmt hunn, erëm lues a lues zouzedrécken an d'Pro-Kapp-Akommes vun de Gemengen erëm méi no uneneen ze bréngen. Fir dëst ze erreechen, gëtt direkt un e puer Stellschrauwe gedréit. Al Verdeelungskritäre ginn ofgeschaaft an neier ginn agefouert. Wann ee sech déi Kritären eenzel ukuckt, kann een iwwer se all diskutéieren, ob se gerecht sinn a wéi vill déi eng oder déi aner Gemeng bei deem engen oder deem anere Kritär par rapport zu haut verléiert.

Mä iwwer eent, Här President, kann een net diskutéieren: D'Zil, dat sech dës Reform gesat huet, gëtt zumindest fir déi nächst Joren erreecht. D'Pro-Kapp-Recettë vun de Gemenge wäerten no der Reform méi no beienee si wéi virun der Reform.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- A wann ech soen: „D'Gemenge komme méi no beieneen", dann heescht dat net, dass de Ranking op d'Kopp gedréit gëtt. Wann een am Ranking d'Stad Lëtzebuerg wéinst hirer spezieller Situatioun ausklamert, dann huet den Zweeten am Ranking, Wäisswampech, no der Reform nach ëmmer ronn 1.000 Euro op de Kapp méi zegutt wéi dee Leschten, Suessem.

Deen Ënnerscheed vum Zweeten op dee Leschten ass allerdéngs vu 77% op 41% erofgaangen an dertëscht ass en däitlecht Zesummeréckelen ze verzeechnen. Dëst Zesummeréckelen ass just dorop zréckzeféieren, dass 74 Gemengen no der Reform zum Deel däitlech méi Sue kréien, ouni dass déi aner 31 Gemengen och nëmmen een Euro verléieren.

Une voix.- Très bien! Ganz richteg!

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP).*- Dëst ass nëmme méiglech, well de Stat ab dem nächste Joer de Gemengen hiren Drëttel vun den Enseignantsgehälter iwwerhëlt a virtuell Verléierer vun der Reform op d'Basis vum Joer 2015 kompenséiert.

Här President, Vertrieder aus der Oppositioun hu sech déi lescht Deeg a Wochen e Spaass draus gemaach virzerechnen, wou déi eng oder déi aner Gemeng wéinst där enger oder där anerer neier Stellschrauf, un där gedréit gëtt, benodeelegt gëtt. Ech si mer sécher, esou Beispiller wäerte mer der haut nach e puer héieren.

Jo, et kann een iwwer all Stellschrauf eenzel diskutéieren. A jo, eenzel Kritäre si fir déi eng Gemeng méi favorabel wéi fir déi aner. Dat ass net ze verhënneren an ass och am aktuelle System de Fall. Et ass awer net richteg, déi Kritären eenzel ze betruechten an ze soen: „Bei deem Kritär kommen ech méi schlecht ewech wéi meng Nopeschgemeng." Et muss een näämlech d'Gesamtsituatioun kucken a virun allem matarechnen, dass een an Zukunft net méi een Drëttel vun den Enseignantsgehälter bezuele muss an dass 74 Gemengen no der Reform méi kréie wéi virun der Reform an dass déi aner Gemenge kompenséiert ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi Zuelen, Madamm Presidentin, déi léien net. Wann ee sech awer elo just de Ranking mat Pro-Kapp-Akommes no der Reform ukuckt, stellt ee fest, dass ënnert deenen éischte 15 Gemengen der aacht aus dem Norde sinn an dass dëst aacht Gemenge sinn, déi net bäigewanne wäerten. Et stellt ee weider fest, dass all déi 17 Gemengen aus dem Norden, déi net bäigewannen, sech an der éischter Halschent vum Ranking befannen: D'Gemenge Wäisswampech a Wëntger zum Beispill wäerten och an Zukunft gutt 1.000 Euro op de Kapp méi zur Verfügung hu wéi d'Gemeng Suessem.

Madamm Presidentin, all Bezierk gewënnt iwwregens bäi. D'Zil vun dëser Reform war et jo och, d'Sue méi geziilt dohinner ze kréien, wou vill Leit wunnen. Dofir ginn och déi eenzel Entwécklungspole beim Kritär vun der Populatioun méi favorabel behandelt wéi aner Gemengen. De Sënn do derhannert ass och, dass an deene Gemengen net nëmme Projete realiséiert ginn, déi just de Leit zeguttkommen, déi do wunnen, mä och den Nopeschgemengen an hire Bierger.

Dëst huet am Gemengesecteur fir vill Opreegung gesuergt, well eenzel Leit - an ech kann et leider net anescht soen - Stëmmung mat enger politescher Agenda gemaach hunn, andeems se déi eng Gemeng géint déi aner ausgespillt hunn a souguer vu Regioune geschwat hunn, déi verrode goufen, fir dass aner Bezierker Suen nogehäit kréien.

(Interruption)

Déi Leit, vun deenen ech schwätzen, hu bewosst Gemengeverantwortlecher a Bierger mat falschen Zuelen an Argumenter approchéiert!

M. Gilles Baum *(DP).*- Ooh! Dat ass awer net an der Rei.

Une voix.- Dat ass awer net richteg.

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat ass awer net richteg, esou Saachen ze maachen.

M. Max Hahn *(DP).*- Loosst mech just esou vill soen: Wann ee sech elo déi verschidde Gewënner vun der Reform ukuckt,...

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat ass awer net an der Rei.

M. Max Hahn *(DP).*- ...da sinn do souwuel urban wéi och ländlech Gemengen derbäi. A si kommen aus all de Bezierker. All Bezierk kritt am Total no der Reform däitlech méi eraus wéi virun der Reform.

(Brouhaha)

An och d'Regioune si bei de Pro-Kapp-Recettë mat der Reform méi no beieneegeréckelt.

M. Gilles Baum *(DP).*- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Wann ech mer just eng Kritik erlaben däerf, Här Minister: Dir wësst, dass op de Gemengen de Moment fläisseg un de Budgete fir d'nächst Joer geschafft gëtt. De Ministère huet richtegerweis an d'Budgetscirculairen d'Zuelen op Basis vun dëser Reform ageschriwwen. Leider hunn déi Zuelen zum Deel zu Mëssverständnisser gefëiert, déi d'Stëmmungsmaach géint dës Reform nach méi befeiert hunn.

Ech denken do zum Beispill un d'Kontributioune vu verschiddene Gemengen an de Fonds pour l'emploi, déi zum Deel extrem an d'Luucht gaange sinn. Hei ass net eendeiteg aus der Circulaire ervirgaangen, dass déi Kontributioune Bestanddeel vun dëser Reform sinn an net „on top" vum Ganze sinn. Allgemeng géif ech mer e bësse méi Transparenz an de Gemengefinanze wënschen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Ech ka verstoen, wann ee fäert, dass ze vill Transparenz dës Reform torpedéiere géif, éier se iwwerhaapt a Kraaft getrueden ass.

Une voix.- Ah sou!

M. Max Hahn *(DP).*- Ech fäerten awer, dass genau de Géigendeel de Fall ass.

Madamm Presidentin, ech wëll dann awer och nach e puer Wuert zum alternative Modell, deen d'CSV proposéiert huet, soen. Hei gëtt jo ënner anerem gefuerdert, dass de Kritär vun der Populatioun op 80% erofgeschrauft gëtt an dofir amplaz d'Surface verte erëm mat 8% berücksichtegt gëtt. Dat hätt zur Konsequenz, dass méi Gemenge géife gewannen a manner Gemenge misste kompenséiert ginn.

(Interruptions)

Wann een dat esou héiert, kléngt dat jo fir d'Éischt guer net esou schlecht!

Une voix.- Dat ass esou.

M. Max Hahn *(DP).*- Firwat iwwerhuele mir dëse Modell dann net?

(Exclamations)

(Interruption par la présidence)

Ma mir iwwerhuelen en net,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, wann ech gelift!

(Brouhaha)

M. Max Hahn *(DP).*- Ma mir iwwerhuelen en net, well dee Modell d'Zil vun dëser Reform, also d'Pro-Kapp-Recettë vun de Gemenge méi no beieneenzebréngen, net nëmmen net erfëllt, mä am Generellen d'Schéier tëschent de Gemengen souguer nach méi grouss géif maachen.

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- Doduerch, dass manner kompenséiert misst ginn, kommen natierlech och manner Suen an de System, also bei d'Gemengen.

Une voix.- Richteg!

M. Max Hahn *(DP).*- Ausserdeem géifen déi Gemengen, déi de Moment wéineg pro Kapp erakréien, manner gewannen. Ech kann och net wierklech novollzéien, dass d'CSV mat engem Géigevirschlag kënnt, deen déi 90 Millioune matabezitt, déi d'Regierung de Gemenge méi zur Verfügung stelle wäert. War et dann net de Claude Wiseler um CSV-Konvent, deen erkläert huet, dass eng CSV-Regierung sech eng Gemengefinanzreform net esou vill géif kaschte loossen?

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Max Hahn *(DP).*- Et ass jo wierklech erstaunlech, wat d'Zukunftsvisioune vum CSV-Spëtzekandidat fir de Gemengesecteur sinn, besonnesch wann ech mech un eng aner Ausso vum Här Wiseler erënneren, deen d'Gemengen iwwer en nationale Referendum fusionéiere wëllt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wéi Der elo virdrun héieren hutt...

M. Max Hahn *(DP).*- Eng aner Konsequenz...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wéi Der elo virdrun héieren hutt, hu mer gesot, datt mer déi zwou Saache géife matenee verbannen. An da sollt Der deem och Rechnung droen!

(Coup de cloche de la présidence)

M. Max Hahn *(DP).*- ...vun där alternativer Reform wier, dass d'Stad Esch manner géif bäigewannen an d'Stad Lëtzebuerg souguer verléieren am Verglach mam aktuelle System!

(Brouhaha)

Ech muss Iech ganz éierlech soen, dass ech et onverantwortlech fannen, dass eis Haaptstad politesch méssbraucht gëtt, fir eenzel Regiounen a Gemengen géinteneen auszespillen!

(Exclamations)

M. Gilles Baum *(DP).*- Ooh! Dat geet awer net!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et gëtt awer ëmmer besser!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Max Hahn *(DP).*- Wann ech esou Aussoen héiere wéi: „Eis ländlech Gemenge musse bludden, fir dass d'Stad Lëtzebuerg nach e puer Millioune méi op d'Spuerbuch setze kann", da seet dat awer net nëmmen eppes iwwert d'Onéierlechkeet vu verschiddene Leit an dësem Débat aus, mä et weist och, dass eenzel Leit net un engem kohärente Konzept fir eis Landesplanung interesséiert sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Éischtens stëmmt et net, dass och nëmmen eng eenzeg Gemeng muss wéinst dëser Reform bludden. Iwwert d'Kompensatioun gouf haut jo scho genuch geschwat. Ganz am Géigendeel, vill ländlech Gemenge stinn no der Reform besser do wéi am aktuelle System.

(Interruption)

An zweetens muss ech Iech awer nu wierklech net déi speziell Konstellatioun an der Stad Lëtzebuerg erklären! Eis Haaptstad ass net nëmmen de Mëttelpunkt vum Liewe vun den iwwer 115.000 Leit, déi hei wunnen, mä ass och d'Aarbechtsplaz fir eng ganz grouss Majoritéit vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP).*- Wärend dem Dag ass d'Stad fir duebel esou vill Leit responsabel wéi se Awunner huet. Dat spiert een natierlech och bei den Infrastrukturen a virun allem beim Transport.

(Interruption)

D'Stad Lëtzebuerg ass gezwongen, permanent nei Investitiounen an hir Transportinfrastrukturen ze tätegen. Nieft deem, wat schonn an der Vergaangenheet realiséiert gouf, wësse mer, dass mam Tram an dem weidere qualitativen Ausbau vun de Bus-, Vëlos- a Foussgängerréseauen enorm Investitiounen op eis Haaptstad duerkommen.

(Interruption)

Mir alleguer heibannen a jiddweren, dee sech hei an der Stad beweegt, wëssen, wéi noutwendeg dës Projete sinn. Natierlech heescht dat net, dass aner Gemengen am Land, beispillsweis déi Gemengen, déi vill Duerchgangstrafic ze bekloen hunn, manner wichteg Aufgaben ze erfëllen hunn. Ech wëll dofir nach eng Kéier betounen, dass duerch dës Reform keng Gemeng eppes verléiert a ganz am Géigendeel déi allermeescht Gemenge méi wäerte kréien.

Madamm Presidentin, ech stelle mer dann awer och nach eng Rei aner Froen, wann ech mer d'Pressekonferenz vun der CSV gëschter ulauschteren. Do geet ënner anerem rieds vun enger Reform vun der Gewerbesteier, déi d'Gesamtsteierlaascht vun de Betriber ënner 20% géif drécken. De Verloscht u Recettë géif - der CSV no - duerch eng Reform vun der Grondsteier ausgeglach ginn, déi d'Joresrecettë vu 45 Milliounen op ronn 250 Milliounen eropdreiwe géif. Ech wëll dës Propose guer net jugéieren. Ech froe mech just, ob et wierklech gutt bei de Bierger ukënnt, dass eng zousätzlech Steiererliichterung fir d'Betriber aus hirem Portmonni bezuelt gëtt.

Ech freeë mech allerdéngs, dass de Gilles Roth erëm konstruktiv un der Reform vun der Grondsteier matschaffen däerf, nodeems seng Partei him virun net allze laanger Zäit nach verbueden huet, an engem Aarbechtsgrupp zu deem Sujet matzeschaffen.

(Brouhaha)

Une voix.- Ganz gutt, ganz gutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, mir waarden awer op d'Resultater vum Aarbechtsgrupp!

M. Max Hahn *(DP).*- Madamm Presidentin, ech hunn elo vill iwwert déi zukünfteg Recettë vun de Gemenge geschwat. Ech wëll elo nach e puer Wuert iwwert d'Dépensë verléieren.

D'DP begréisst, dass mat dëser Reform d'Écarten tëschent de Gemenge méi kleng ginn an de System souguer - an doduerch - méi gerecht gëtt. Mir wënschen eis allerdéngs fir d'Zukunft, dass ee sech nach méi mat de spezifeschen Aufgabe beschäftegt, déi déi eenzel Gemengen ze erfëllen hunn, a genau opschlësselt, wat dës Aufgaben u Käschte mat sech bréngen. Nëmmen esou kënne mer wierklech erausfannen, wéi vill Suen déi verschidde Gemenge brauchen, fir hire Bierger déi héchstméiglech Liewensqualitéit bidden ze kënnen.

Loosst eis och net aus den Ae verléieren, dass nieft de Recetten och d'Dépensë vun de Gemenge vu Joer zu Joer méi héich ginn! An der noer Zukunft komme sécherlech vill nei Erausfuerderungen op d'Gemengen duer. Ech denken do zum Beispill un d'Reform vum Rettungswiesen an den entspriechende Fong, deen zur Halschent vun de Gemenge gespeist soll ginn.

Madamm Presidentin, et ass vun enormer Wichtegkeet, dass een d'Evolutioun vun de Gemengefinanzen an d'Situatioun an deenen eenzelne Gemengen nach méi staark am A behält. Mir däerfen et net méi zouloossen, dass e System, dee fir méi Gerechtegkeet suerge soll, zu Ongerechtegkeete féiert. Mir leeën der Regie-

rung dofir un d'Häerz, esou séier wéi méiglech eng detailléiert Analys vun den Aufgaben an den néidegen Investitiounen an den eenzelne Gemengen op d'Been ze stellen. Dat wäert zu der Glafwierdegkeet vun dëser Reform bäidroen. Glafwierdeg ass dës Reform elo schonn an engem Punkt: D'Regierung huet erkannt, dass d'Liewensqualitéit enk verbonnen ass mat de finanzielle Mëttelen, déi d'Gemengen zur Verfügung hunn, fir direkt um Terrain ze investéieren, also do, wou d'Leit et am meeschte spieren.

Madamm Presidentin, ofschléissend wëll ech nach eng Kéier ganz kloer betounen, dass mir der Meenung sinn, dass een déi finanziell Entwécklung an deenen eenzelne Gemenge ganz genau am A behale muss. Mä wann een elo schonn eng Konklusioun fir dat nächst Joer zéie wëllt, da gesinn d'Previsioune fir 2017 exzellent aus: 74 Gemenge gewannen, all Regioun gewënnt a keng Gemeng verléiert! Trotz den Efforte vu verschiddene Leit, de Géigendeel ze behaapten, féiert dës Reform d'Gemenge ganz kloer beieneen.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Ech fannen,...

Mme Octavie Modert *(CSV)*.- Schonn e bësse méi komplex, dat Ganzt!

M. Max Hahn *(DP)*.- ...dat kann ee sech roueg op de Fändel schreiwen. Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, dëst net, ier ech dem Rapporteur Merci gesot hu fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

An awer nach als kleng Réplique op dat, wat de Gilles Roth virdru gesot huet, géif ech gären nach eng Kéier ënnersträichen: Ech denken awer, dass d'Leit dat heibanne wëssen, dass och d'DP géint eng Ierfschaftssteier a selbstverständlech och géint eng Verméigenssteier bei de Privatleit ass. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Hahn. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Merci.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- A wann ech gelift e bësselche Rou am Sall!

Une voix.- Iwwerleet Iech dat dote léiwer gutt!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Mir iwwerleeën eis dat da mat der Steier.

(Coups de cloche de la présidence)

Madamm Presidentin,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Här Traversini, fuert lass!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Ech sinn amgaangen. Déi aus dem Süde brauche méi laang, bis se waarm sinn.

(Hilarité et interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Sou, also...

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Här Haagen, Merci...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Wann ech gelift! Här Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- ... Merci fir Äre Rapport. Ech wëll e klengen Historique maachen. Et gëtt scho säit Mëtt den 90er Joren iwwer eng Reform vun de Gemengefinanze geschwat an diskutéiert. Eigentlech ass jiddweree sech eens, datt eppes muss geschéien. An déi heikel Fro war an ass, wéi dat soll gemaach ginn.

Eng Rei vun CSV-Ministeren hu sech och dorun d'Zänn ausgebass, och virun allem wéinst der Oppositioun an deenen eegenen CSV-Reien. Well déi Reform ëmmer sollt käschtenneutral geschéien, war kee Konsens ze fannen tëschent de Gemengen, well dat geet nun eemol net, ouni deem engen eppes ewechzehuelen an deem aneren dann eppes natierlech ze ginn. Dat ass natierlech eng Solidaritéit, wou een dann op eemol ophält, solidaresch mateneen ze sinn!

Mat der Territorialreform sollt et dann esou wäit sinn. Mä ze grouss waren och do erëm d'Widderstänn, fir kënne flächendeckend eng Territorialreform ze maachen. D'Zuel vun de Gemengefusioune bleift och nach bis haut bescheiden. Ech kommen dorobber nach eng Kéier zréck.

Bei enger Radiografie vun de Gemengefinanze koum et 2012 zu folgender Konklusioun: «Il persiste de grandes disparités entres les communes, malgré le système de répartition du FCDF et la péréquation de l'ICC. Une modification des paramètres (...) de ces systèmes permettrait déjà de réduire les disparités.»

Et ass éischtens richteg, datt et zu enger Reform kënnt, an zweetens geet déi generell Ausriichtung vun dëser Reform eiser Meenung no an déi richteg Richtung. Mir begréissen och folgend Kritären: méi finanziell Gerechtegkeet tëschent de Gemengen doduerch, datt d'Schéier - dat ass ganz kloer hei gesot gi mat den Zuelen - vun de staatleche Recettë pro Awunner méi zesummegeet. Zweetens: Mat de sozioekonomesche Kritären an der Zuel vun de Sozialwunnenge kënnt et zu enger sozialer Komponent an dem Verdeelerschlëssel. Dat sinn nei Stellschrauwen, an deenen 9% bis 10% aus deem neie Fong verdeelt ginn an un deenen een an Zukunft och nach kann - an hoffentlech - dréie goen. Ech sinn do net der Meenung wéi de Syvicol «que le poids de ce critère est élevé». Ech fannen, deen hätt roueg kënnen nach méi héich sinn.

An d'Chambre de Commerce seet awer just de Contraire, datt am Fong geholl deen 1% vu Sozialwunnengen, datt si gesinn hätten, datt dee Prozent eventuell och méi héich hätt kënne sinn.

Drëttens, de Facteur vun den Aarbechtsplazen ass e wichtegt Signal, fir datt op Gemengenniveau Aarbechtsplazen erhale respektiv geschafe ginn. Do sinn ech der Meenung och wéi de Syvicol: datt se dat gutt fannen. An d'Chambre de Commerce seet dat heiten: datt déi 3% och hätte kënne méi eropgoen.

Mir begréissen och, datt de Finanzpak gemaach ginn ass, deen och Kompensatiounen an Iwwergangsbestëmmunge virgesäit. Mat dëser Reform bleiwen eiser Meenung no d'Gemengenautonomie an dee finanzielle Spillraum erhalen, fir datt d'Gemengen hiren Aufgabe vum 21. Jorhonnert kënne gerecht ginn.

An da sollen a mussen d'Gemengen och e bëssen Eegeverantwortung iwwerhuelen. Domadder mengen ech:

- käschtendeckend Servicer beim Waasser, beim Ofwaasser a beim Offall ubidden,

- den Impôt foncier - d'Gemenge kënne schonn dru schrauwe goen - ausnotzen, fir d'Einnamen ze erhéijen,

- regional zesummeschaffen, fir d'Ausgaben ze limitéieren.

Dat sinn, an ech schwätzen elo wierklech hei als Buergermeeschter, eis eegen Hausaufgaben, déi mer musse maachen.

Och am Süden - ech invitéieren do e puer Norddeputéiert ganz gären an de Süden - hu mer grouss Gemenge mat ville Wisen, mat ville Bëscher, a wann ee vun Éilereng op Bieles muss och Kanäl a Waasser setzen, dat si Kilometeren a Kilometeren! Datselwecht, wann ee vum Fousbann, vun Déifferdeng, bis op Lasauvage dat muss maachen, dat sinn och Kilometeren! An och dat muss eng grouss Gemeng maachen. Net all grouss Gemeng huet keng Wisen a keng Bëscher.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Och dat muss am Kader vun de Gemengefinanzen a vun dëser Reform mat berücksichtegt ginn. Eng Reform, déi mir als Gréng also wäerte stëmmen, och well mir eiser eegener Verantwortung um lokale Plang gerecht ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Mir mengen allerdéngs, datt et mat dëser Reform net gedoen ass, zemools wann d'Gemengefinanzen och als Steierungsinstrument fir eng zukünfteg Landesplanung stinn.

Mir verschléissen eis also net enger Upassung vun de Stellschrauwen, déi duerch dës Reform agefouert ginn, oder anere finanziellen Ajustementer fir d'Regioune mat bestëmmten Aufgaben, wann dat sech aus landesplanerescher Siicht an no den Diskussiounen am Zesummenhang mat dem Konzept iwwert d'Landesplanung, wat elo diskutéiert gëtt, als richteg géif erweisen. Dofir ass et wichteg, datt regelméisseg nogepréift gëtt, ob déi Ziler, déi sech gesat goufen oder nach ginn, och kënnen erreecht ginn, an datt gegebenenfalls nogebessert gëtt.

Zu de Fusioune vun de Gemenge si mir als Gréng der Meenung, datt net vun uewen erof soll diktéiert ginn, wellech Gemenge sollen zesummen a wellech Gemenge sollen net zesummen. Mir sinn der Meenung, datt een de Bierger an de Biergerinne soll erklären, firwat eng Fusioun gutt ass a wat d'Avantagë sinn a wat d'Désavantagë si vun enger Fusioun. An da si mer der Meenung, datt d'Leit ganz genau an de Gemenge wëssen, wat se solle maachen a wéi se solle stëmme bei deem Referendum, deen da gemaach gëtt.

Dat anert, wat ech menge Kolleegen a Frënn vun der CSV wëll soen, ouni elo op déi zéng Punkten anzegoen: datt Der an deene leschte 24 Stonne vill méi aktiv waart op deem Punkt wéi déi lescht 24 Joer!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gibéryen.

(Brouhaha)

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madamm Presidentin. Dat war elo méi séier gaange wéi ech geduecht hat.

(Brouhaha)

Och vun eiser Säit aus e Merci un de Kolleeg Claude Haagen fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen en eis gemaach huet.

Ech mengen, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Diskussiounen iwwert d'Gemengefinanzen, déi féiere mer schonn esou laang wéi mer hei an der Chamber sinn. Ech sinn der elo geschwënn 30 hei, a mer schwätzen och schonn esou laang iwwert d'Gemengefinanzen. An duerfir ass et e Meritt, datt mer endlech un en Enn komm sinn, fir mat engem Projet de loi e Schlussträch ënnert déi Diskussioun ze zéien, ob een elo mat dem Projet averstanen ass oder net.

D'Diskussioun soen ech: e Schlussträch. Et ass awer nëmmen en zäitweilege Schlussträch fir de Moment a sécherlech wäert dëse Projet nei Diskussioune lancéieren, nei Reaktioune kréien. A mir wäerten dann och mat der Diskussioun iwwert d'Gemengefinanzen an Zukunft trotzdeem weiderfueren.

Dëse Projet bréngt eng Rei vu Vereinfachunge mat sech, dat muss ee soen, wat d'Berechnungen ubelaangt. D'Gemenge kréie méi eng Iwwersiicht, et gëtt méi einfach, et gëtt méi Transparenz. A mer kréie virun allem nëmme méi ee Fong, wou mer bis elo zwou Recetten haten: den Impôt commercial communal an déi zweet, de Fonds communal de dotation financière.

Déi zwou Recettë stellen de Gros vun de Recetten duer, déi eng Gemeng kritt. An der Regel sinn dat zwee Drëttel, heiansdo souguer méi, jee nodeem wéi d'Gemeng sech zesummesetzt, vun de Gemengerecetten. Et ass also en enorm grousse Chiffer, iwwert dee mer haut hei diskutéieren. An dës zwou Recettë ginn elo neierdéngs an deem neie Fonds de dotation globale des communes, dem FDGC, zesumme regruppéiert.

Den Impôt commercial, wéi d'Wuert et seet, wat eng Gemengesteier ass, muss och eng Gemengesteier bleiwen. Déi gëtt reforméiert. Zum Deel gëtt, géif ech soen, de Sputt, deen d'Gemengen haten, reduzéiert wat den Taux ubelaangt, fir ze fixéieren, datt deen an Zukunft wäert tëschent 225% an 250% leien. Mä och d'Verdeelung gëtt op 35% Maximum vun dem Impôt commercial limitéiert, deen an der eenzelner Gemeng géréiert ginn ass, respektiv e Maximum vu 35% vun der Moyenne nationale net däerf dépasséieren.

Et gëtt an den Texter gesot, dat wier - den Impôt commercial, déi kleng Variatioun, déi nach méiglech ass, oder d'Ennerscheeder tëschent de Gemengen -, fir d'Gemengen ze incitéieren, och weiderhin ze kucken, fir Aarbechtsplazen oder Betriber an hir Gemengen ze kréien.

Mir mengen awer, datt dat eng falsch Iwwerleeung ass! Well am Kader vun der Landesplanung hätte mer awer gären, datt déi wirtschaftlech Entwécklung sech soll op regionalen oder nationale Regiounen erëmfannen, déi un d'Eisebunn, den ëffentlechen Transport, déi un Autobunnen ugebonne sinn. A mir wëlle jo am Fong net, datt mer eng Zersiidlung vun de Betriber queesch duerch d'Gemenge kréien. A wa mer engersäits déi Politik maachen, déi och richteg ass, da kënne mer net op där anerer Säit schreiwen, datt den Impôt commercial soll déi eenzel Gemengen incitéieren, zousätzlech Aarbechtsplazen an hir Gemengen unzezéien.

Mir als ADR kënnen dermat averstane sinn, datt een den Impôt commercial als solche géif ofschafen an an d'Kierperschaftssteier mat integréieren, awer sous condition, datt dat, wat eng Gemeng als Recette kritt, och gesetzlech géif garantéiert bleiwen. Dat heescht, datt net, wa mer se an d'Kierperschaftssteier integréiere géifen, spéider géif gesot ginn: Ma elo kréien d'Gemengen och doduerch bei enger Änderung oder enger Ofsenkung vun der Kierperschaftssteier manner.

Et géif also just drëm goen, fir eng Simplifikatioun ze maachen an der Steierlandschaft fir d'Betriber, datt no baussen den Taux, dee mer affichéieren, alles géif regruppéieren a mer net bräichten nach hinzegoen an ze soen: Niewent der Kierperschaftssteier kënnt dann nach déi Steier, déi och nach vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass, derbäi. Mä et wier, fir no baussen een Taux ze affichéieren, deen dann awer, wéi gesot, net däerft op d'Käschte vun de Gemengerecettë goen. Dat misst awer gesetzlech garantéiert bleiwen.

De grousse Sträitpunkt bei dësem Projet ass am Fong de Kritär, wéi d'Verdeelung tëschent deenen eenzelne Gemenge gemaach gëtt. Dat Éischt ass: D'Dotatioun huet am Fong zwee Pilieren. Dat eent ass d'Dotation forfaitaire, wou déi Gemenge bis 1.000 Awunner kee Forfait kréien - si kréien null -, an déi Gemengen iwwer 1.000 bis 3.000 Awunner kréien e Forfait, deen tëschent 0 an 300.000 läit an da progressiv an d'Luucht geet.

Et ass och an der Kommissioun vum Minister kloer gesot ginn, datt déi kleng Gemengen ënner 1.000 Awunner - där et der net vill gëtt, ech mengen, véier oder fënnef hu mer der nach -, datt déi am Fong dëse Forfait net kréien, fir se ebe méi derzou ze bewegen, ze fusionéieren. Et huet ee vu menge Virriedner hei geschwat vun engem Encouragement. Neen, et ass keen Encouragement, et ass eng Strof! Et ass eng Strof fir déi Gemengen. Wa se net fusionéieren, kréie se manner Suen. Duerfir ass et keen Encouragement, et ass eng Strof!

An ech froe mech: Wéi ass et hei mat der Autonomie communale? Wa mer hei alleguer, op jidde Fall déi, déi elo viru mer geschwat hunn, wou d'DP hei gesot huet: Ma d'Fusioune musse fräiwëlleg bleiwen. Et muss och der Autonomie communale... Et muss iwwert de Referendum geschéien. Do si mir als ADR zu 100% d'accord.

Mä da musse mer awer och wëssen, wa mer soen, datt dat d'Fräiheet vun deenen eenzelne Gemengen ass am Kader vun der Autonomie communale, a mer ginn als Stat de Gemengen awer eng Obligatioun, wat se als Gemeng musse maachen, dann ass et och eng Obligatioun am Kader vun der Autonomie communale, fir deene Gemengen dat Geld ze ginn, wat se mussen hunn, fir datt se hire Bierger landeswäit kënnen deeselwechte Service offréieren. Dat gëtt mat dëser Iwwerleeung net gemaach!

Mir als ADR sinn och fir Fusiounen. Fusiounen, déi awer musse fräiwëlleg sinn a wou déi eenzel Populatiounen an den eenzelne Gemengen iwwer e Referendum décidéieren.

Den zweeten Deel, wat de Fong dann ass, deen op fënnef Kritären opgebaut ass, dat ass scho gesot ginn: d'Populatioun 82%, den Emploi 3%, socio-économique 9% bis 10%, Logement social 1% an d'Superficie 5%. Dës fënnef Kritären an de Forfait, déi entscheeden, ob eng Gemeng no dëser Reform méi oder manner Gelder kritt.

An hei ass jo dat, wou déi grouss Diskussioun ass. Hei ass et net, wéi de Kolleeg Max Hahn elo grad gesot huet, datt verschidde Leit wëllen déi eng Gemeng géint déi aner ausspillen. Neen, hei sinn et einfach Realitéiten, hei sinn et Fakten!

Wa mer d'Chiffere kucken, déi eis elo presentéiert gi sinn, da muss ee feststellen, datt d'Stad Lëtzebuerg, wat jo awer keng aarm Gemeng ass - a jiddwereen ass d'accord, datt d'Stad Lëtzebuerg als Haaptstad muss méi Recettë kréien am Verhältnis wéi aner Gemengen -, mä d'Stad Lëtzebuerg huet, wann ech mech gutt kann erënneren, oder gutt informéiert sinn, iwwer 800 Milliounen an der Reserv leien. Dat heescht, d'Stad Lëtzebuerg ass jo awer net schlecht drun an huet genuch Sue kritt, fir och hirer Missioun als Haaptstad gerecht ze ginn. Mä no dëser Reform kritt d'Stad Lëtzebuerg nach néng Milliounen derbäi. Do muss ee sech awer Froe stellen, wa mer vun Émverdeelung schwätzen!

De Kolleeg Gilles Roth huet virdrun hei geschwat, hien huet de Chiffer net genannt, mä och eng Gemeng Mamer, déi finanziell ganz staark dosteet, kritt bal zwou Milliounen iwwert dës Reform bäi. An och eng Gemeng Hesper, déi finanziell gutt dosteet, kritt dräi Millioune bäi.

Dat heescht, hei kréien...

(Brouhaha)

...also Gemengen, déi finanziell...

(Brouhaha)

...ganz staark dostinn, kréien hei nach Suen derbäi!

Et gëtt och Gemengen, ech denken do un Esch an un Déifferdeng, déi och Sue bäikréien, mä deenen hir finanziell Situatioun ass eng ganz aner wéi déi vun deenen dräi Gemengen, déi ech elo grad hei genannt hunn. Duerfir kann een domadder och averstane sinn.

Mä da kucke mer déi Gemengen, déi manner kréien. Mir schwätzen do virun allem vun zwou Gemengen: Nidderaanwen a Betzder. Ech mengen, Betzder war ëmmer dat gutt Zeechen, wou mer gesot hunn: Et ass net richteg, datt esou eng kleng Gemeng, net duerch hire Meritt, op eemol eng grouss Entreprise huet - fir se net mam Numm ze nennen, d'SES op hirem Territoire huet - an doduerch iwwerproportional vis-à-vis vun deenen anere Gemengen Impôt commercial erakritt. Datt do eppes gemaach gëtt, do ware mer eis all eens.

Mä datt mer duerfir elo mussen aner Gemenge matstrofen, ass awer net richteg! Datt d'Gemeng Betzder elo annerhallef Millioun verléiert, Nidderaanwen dräi Milliounen, déi och esou eng äänlech Situatioun hunn, déi och als Gemengen net dergéint, dat muss ee fairerweis soen, reklaméiert hunn, datt se dat verluer hunn, déi akzeptéieren dat.

Mä wann ech dann awer kucken, wat fir eng Gemenge verléieren: Kiischpelt...

Une voix.- Keng Gemeng verléiert eppes!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...300.000, Bauschelt 500.000, Tandel 780.000, Wäisswampech eng Millioun, Wëntger zwou Milliounen, Bech 448.000, Biwer 542.000, Esch-Sauer 342.000, Fluessweiler 440.000, Manternach 240.000, Mompech 400.000, Schengen 469.000, Wanseler 438.000, Wuermer 453.000, fir nëmmen déi ze nennen. Do fält et jo awer direkt op, datt et grad d'Landgemengen am Norden an am Oste sinn, déi opgrond vun dëser Reform verléieren.

An dann ass et net, wéi de Kolleeg Max Hahn hei gesot huet, datt hei géifen déi eng géint déi aner ausgespillt ginn. Neen, d'Regierung huet mat dësem Projet déi eng géint déi aner ausgespillt!

(Brouhaha)

Dat ass d'Realitéit!

(Brouhaha)

Hei kréien eng ganz Rei vu Landgemengen, well eben de Kritär vum Territoire net méi mat berücksichtegt gëtt... Et si jo awer grad déi Gemengen, déi Honnerte vun Hektare Land, déi Feldweeër hunn, déi keng dicht Besiidlung op hirem groussen Terrain hunn an doduerch Investitiounen hunn, wou d'Kanalisatioun, d'Waasserleitung, d'Kläranlag vill méi deier pro Kapp gëtt wéi an enger dicht besidelter Gemeng, et sinn déi Gemengen, déi hei gestrooft ginn!

An et kann een, esou gutt wéi et och gemengt ass, kenger Reform zoustëmmen - well gesot gëtt: Ma déi kréie bäi an déi kréie bäi -, wou een da muss a Kaf huelen, datt aner Gemenge finanziell hei ganz staark Abousse kréien. An duerfir wäerte mir dësem Projet och net zoustëmmen!

A wann dann de Kolleeg Max Hahn hei gesot huet: „Keng Gemeng verléiert eppes",...

(Interruptions diverses)

...dat muss de Kolleeg Max Hahn eis... Ech hoffen dann awer, datt en net ëmmer esou rechent.

(Hilarité)

Well wann eng Gemeng hir Recettë fënnef Joer agefruer kritt, se kritt näischt bäi, fir dann ze soen, se verléiert näischt, ech mengen, et muss een net d'Universitéit matgemaach hunn, fir ze wëssen, datt dat falsch ass. Wann eng Recette agefruer gëtt, verléiert een!

Une voix.- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well d'Progressioun, déi...

Une voix.- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...d'Progressioun, déi all Joer bäi géif kommen, déi ass fort.

(Interruptions diverses)

Dat wäert dach elo hei wëlle keen eis falschmaachen! Also, alleguer déi Gemengen, deenen hir Recettë wärend fënnef Joer agefruer ginn, déi Gemenge verléieren dann. An déi Kompensatioun, déi de Stat gëtt, déi geet jo och all Joer erof.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Well eben déi normal Progressioun vun de Recetten eropgeet, geet d'Kompensatioun vum Stat erof. An d'Gemenge bleiwe plafonnéiert fënnef Joer op deene Recettë stoen. Also kréie se manner!

Da kommen ech op d'Cotisatioune vun de Sozialbäiträg - et deet mer leed, datt de Rapporteur weder a sengem schréftlechen nach am mëndleche Rapport méi dorobber agaangen ass, wann ech richteg kucken, guer net drop agaangen ass -, datt och do erëm verschidde kleng Gemenge musse méi Sécurité sociale bezuelen an dat op d'Käschten, neen, an dat zum Benefiss vun deene grousse Gemengen.

Dat heescht, déi kleng Gemengen, déi elo Suen ewechgeholl kréien an net vill Leit kënnen astellen, déi op der Felg fueren, wat d'Personal ubelaangt, déi musse Gemengen, déi am Geld schwammen an doduerch sech kënnen all d'Leit astellen, déi se wëllen, déi mussen deenen hir Sécurité sociale matfinanzéieren. Dat ass och net korrekt. An duerfir, mengen ech, kann een dat...

An och de Fonds pour l'emploi, do hu mer déiselwecht Situatioun. Wa mer do kucken, datt zum Beispill véier Gemengen aus dem Norden, datt déi een Drëttel vun de Cotisatioune bezuelen. Wäisswampech geet erop vu 40.000 op 1.371.000, Wëntger geet erop vun 61.000 op 1.670.000, Èlwen geet erop vun 63.000 op 936.000 a Clierf geet erop vu 87.000 op 982.000, fir nëmme just déi ze nennen.

Wa mer dat also kucken, Här President, da gesi mer,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn hei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wéi déi Déngen ausgeriicht ass. Dat geet op d'Käschte vun de Landgemengen aus dem Norden, aus dem Osten, déi op der ganzer Linn hei zu Schued komme bei dëser Reform.

An et ass vläicht esou...

Här President, mir misste vläicht kucken, datt déi Auer hei géif goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kuckt ënnen, do geet se!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, déi leeft of.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass awer flott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass e Stéck, wat e bësse méi laang brauch, fir ersat ze ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass et gutt, wann et zum Schluss geet, da leet een d'Blat drop, da geet et.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, bei mir läit d'Blat net drop.

(Hilarité)

Ech hunn Iech am A!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir hutt mech ëmmer am A. Duerfir sëtzt Der och hanneru mer.

(Hilarité)

Duerfir, wéi gesot, déi Reform kann een an deem Sënn net ënnerstëtzen.

Mir als ADR sinn och dergéint, datt mer bei der Grondsteier eng generell Augmentatioun maachen. Och eng Erhéijung vun der Grondsteier ass eng Steiererhéijung. An ob d'Leit elo musse méi TVA bezuelen, méi Lounsteier, méi Krisesteier oder méi Grondsteier, et ass fir d'Leit ëmmer eng Steier!

An duerfir si mir der Meenung, datt een net soll nei Steiererhéijungen hei programméieren, fir d'Gemengefinanzen ze géréieren. D'Gemenge musse Sue genuch kréien, an egal wat fir eng Steier, et ass ëmmer eng Steier. An duerfir solle mer net higoen a soen, d'Grondsteier wier ze niddreg an duerfir solle mer se héijen.

Wann dat Argument zielt, da kéint ee jo och soen: Well se esou niddreg ass, da kommt, mir schafe se of, da brauche mer fir déi puer Euro keng Verwaltungskäschte méi ze maachen! Mä fir dat als Argument ze huelen, fir eng Erhéijung ze maachen, ass net novollzéibar.

Global gesinn, Här President, ech sinn elo 41 Sekonnen iwwer meng Zäit: Mir wäerten dësem Projet net zoustëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, d'Diskussiounen ëm d'Gemengefinanzreform, a verschidde Virriedner hunn dat och scho gesot, sinn a mengem Fall, mengen ech, souguer scho méi al wéi ech selwer. An duerfir, bei aller Kritik - och där berechtegter Kritik, déi bis elo geäussert ginn ass un der Reform -, muss een dem Minister Kersch awer zumindest zegutthalen, datt hie sech un dat waarmt Eise gewot huet an datt sech wärend 30 Joer kee CSV-Minister dat getraut huet, au détriment vun de Gemengen an och de Bierger an de Gemengen.

(Brouhaha)

Duerfir ass et sënnvoll, virun allem Luef, oder virun aller Kritik, vläicht ze kucken, ze analyséieren, wourëms et sech bei dëser Reform eigentlech handelt. Well se ass an eisen Ae weder radikal nach revolutionär, wéi mir eis dat vläicht géife virstellen, mä se ëmräisst a grousse Zich just eng Ëmverdeelung innerhalb vun deem aktuelle Mechanismus.

D'Recettë vum Gemengesecteur bleiwe plus ou moins bestoen. Et ännert sech just de Verdeelungsschlëssel vun den Einnamen, also dat, wat déi eenzel Gemenge kréien. An anere Wierder: Dës Reform kann duerfir an eisen Aen och just e bescheidenen Ufank si vun enger méi globaler Reform, déi d'Struktur vun der kommunaler Finanzéierung verännert.

An deene leschte Joren a Jorzéngten hu sech d'Aufgabe vun de Gemenge wesentlech erweidert. D'Gemengen hu sozial Aufgabe bäikritt, sozioedukativ Missiounen, an d'Gemenge versichen och, de Bierger eng diversifizéiert kulturell Offer unzebidden.

Parallell dozou sinn awer an der Vergaangenheet déi ëffentlech Zouwendungen un d'Gemenge wesentlech manner séier geklomme wéi d'Recettë vum Stat selwer. Also, obwuel d'Gemenge méi grouss Aufgabeberäicher hunn, hu se proportional manner Méiglechkeeten, deenen Aufgaben an deem Mooss nozegoen, wéi dat néideg wier. An dat ass an eisen Aen och ee vun den Haaptkritikpunkte vun dëser Reform, datt déi Tendenz vun der Entkoppelung vun de Recettë vum Stat mat de Recettë vun de Gemengen net wierklech ugepaakt ginn ass!

Also, obwuel d'Gemengen eng ëmmer méi wichteg Roll iwwerhuele mussen, hu se déi proportional Moyenen net, fir dat maachen ze kënnen. An un dëser fundamentaler Diskrepanz ännert dës Reform och näischt. Leider! D'ailleurs och net déi nei Propositioune vun der CSV.

Well wann d'Regierung elo zum Beispill eng Steierreform mécht, wéi dës Koalitioun dat d'nächst Woch wëlles huet, a si senkt verschidde Steieren, aus deenen awer deelweis Budgete finanzéiert ginn, dann hunn d'Gemenge manner Recetten aus där Steier.

An ëmgekéiert, wann de Stat nei Steiere géif afeieren - wou mer jo elo nach eng Kéier héieren hunn, datt zumindest d'DP dat op kee Fall wëlles huet -, da kann et sinn, datt d'Gemengen dovunner guer net betraff sinn.

Dat heescht, et gëtt eng Diskrepanz tëschent den Einname vun de Gemengen an den Einname vum Stat, wat dozou gefouert huet, datt d'Gemengen an de leschte Jore virun allem dozou iwwergaange sinn, d'Taxen ze erhéijen, an datt d'Taxe fir si eng nei Einnamequell gi sinn, ideologesch ënnerfiddert mat deem sakrosankte Käschtendeckungsprinzip. A mir mengen, datt duerfir d'Gemengefinanzreform eigentlech och do hätt missen usetzen, d'Recettë vun de Gemengen nees un d'Entwécklung vum Räichtum vum Land ze banne respektiv duerch déi ausgebaut kommunal Servicer, déi da méiglech wieren, d'Bierger nees an de Genoss vun deem Räichtum kommen ze loossen.

Dëst ass a bleift an eisen Aen de grousse Bémol vun dëser Reform: Si sprengt net dee virginnene Kader, mä si beschränkt sech just op d'Ëmverdeelung innerhalb vun de Gemengen.

Mir mengen och, datt mer eigentlech eng Debatt bräichten iwwert d'Funktiounen an d'Aufgabe vun de Gemengen am 21. Jorhonnert an engem anere gesellschaftleche Kontext, wéi dat nach virun 30, 40 oder 50 Joer de Fall war, am Kontext vun enger zouhuelender Individualiséierung vun de Leit op där enger Säit an op där anerer Säit der zouhuelender sozialer Ongläichheet. D'Gemenge si mat neie Phenomener konfrontéiert wéi Immigratioun, wéi eng Sproocheproblematik, déi et real gëtt an déi sech um Gemengenniveau och spierbar ausdréckt. An iwwert déi Funktiounen, wat d'Aufgabe vun de Gemengen am 21. Jorhonnert sinn, bräichte mer eigentlech eng Debatt.

Här President, dës prinzipiell Bemierkunge virewechgeholl, muss een awer unerkennen, datt dës Reform och eng Rëtsch Fortschrëtter par rapport zum aktuelle Gesetzestext huet. Deen neie Verdeelungsschlëssel etabléiert effektiv méi Transparenz a méi novollzéibar Kritären, opgrond vun deenen déi eenzel Gemengen hiren Deel aus deem nei geschafene Fonds de dotation globale kréien.

Déi nei Kritäre reflektéieren zum Deel e politesche Choix. E politesche Choix, dee mir a senger Ausriichtung prinzipiell begréissen, e Choix, dee souwuel ekonomesch, sozial wéi awer och landesplaneresch Komponenten huet, ugefaange bei der Wirtschaft:

An deene leschte Jore waren d'Gemenge konfrontéiert mat enger geckeger a fir all Gemengen eigentlech schiedlecher Konkurrenz um Niveau vun der Gewerbesteier. De Choix, virun allem vun der Stad Lëtzebuerg, hire kommunalen Taux vun 250 op 225 erofzesetzen, huet net nëmmen dozou gefouert, datt manner Sue fir all d'Gemengen an d'Dëppe komm sinn, neen, et huet och dozou gefouert, datt eng regelrecht „race to the bottom" ugefaangen huet an datt aner Gemengen och hir jeeweileg Tauxen erofgesat hunn, aus Angscht, Betriber ze verléieren, oder aus Angscht, keng nei méi ze kréien.

Den neoliberale Prinzip vun der verréckter Fiskalkonkurrenz vu jiddwerengem mat jiddwerengem ass souguer op den Niveau vun de Gemengen deklinéiert ginn. An déi Eenzeg, déi dovunner profitéiert hunn, waren net d'Gemengen, mä just déi grouss Entreprisë mat héije Benefisser, déi domadder Steierkaddoe gemaach kruten.

Dës Tendenz vu kommunaler Steierkonkurrenz gëtt heimadder zumindest ofgeschwächt, dëst op zwee Niveauen: Engersäits kann eng Gemeng an Zukunft maximal 35% vun der Gewerbesteier behalen, déi op hirem Terrain erwirtschaft gëtt, awer och nëmmen dann, wann déi respektiv Recettë pro Kapp net iwwer 35% vun der Landesmoyenne leien. Anerersäits gëtt d'Schéier vum kommunalen Taux op 225 bis 350 beschränkt. An anere Wierder: Mat deem heite Gesetz kann d'Stad Lëtzebuerg net weider hiren Taux erofsetzen! Dat begréisse mer ausdrécklech, woubäi mer eis awer d'Fro stellen, ob déi Beschränkung op 350, d'Beschränkung no uewen, wierklech esou sënnvoll ass.

Här President, déi zweet grouss Neierung vum Verdeelungsschlëssel betrëfft d'sozial Situatioun vun de Gemengen. Zu deenen neie Kritäre vun der Verdeelung vun de Suen am Gemengesecteur gehéieren nei sozial Komponenten, engersäits déi sozioekonomesch Zesummesetzung vun enger Gemeng, déi verstäerkt considéréiert gëtt bei der Dotatioun. Dëst ass och batter noutwendeg, well Gemenge mat enger Populatioun, där et net esou gutt geet wéi der Moyenne vum Land, déi Gemengen, déi hu Responsabilitéiten a si hunn erweidert Aufgaben! An net nëmmen Aufgaben, mä och Ausgaben, déi aner Gemengen net an deem Mooss hunn. An ech muss mech scho wonneren, wann ech héieren, datt d'Gewiicht vun deem sozioekonomesche Kritär ze héich wier a sech net eleng duerch d'Käschte vum Office social rechtfertege loosse géif!

Jo effektiv, d'kommunal Sozialpolitik ass méi wéi d'Organisatioun vum Office social. Zu hir gehéiert och en Deel Beschäftegungspolitik, zu hir gehéiert Wunnengspolitik, sozial Infrastrukturen a Personalausgaben, déi bäi Wäitem d'Ausgabe vum Office social iwwerschreiden. A virun allem kréien déi Gemengen, déi et drëngend brauchen, och nees e bësse Loft, fir iwwerhaapt kënnen eng voluntaristesch Sozialpolitik ze maachen!

De Bau an den Ënnerhalt vu kommunale soziale Mietwunnenge gehéiert och zur Sozialpolitik vun enger Gemeng. An de Problem ass, datt vill ze vill Gemengen an der Vergaangenheet hir sozial Responsabilitéit bis elo net wierklech iwwerholl hunn a kaum bis guer keng ëffentlech Wunnengen hunn. An dat ass och ee Facteur vun där Wunnengskris, déi mer am Moment hei zu Lëtzebuerg hunn!

Mat dësem Gesetz ginn zumindest déi Gemenge belount, déi an der Vergaangenheet staark op soziale Wunnengsbau gesat hunn, an déi Gemenge finanziell encouragéiert, déi bereet sinn, hir finanziell Verantwortung ze iwwerhuelen. Dat ass richteg. A wann een eppes kritiséiere kann, dann ass et, datt de Facteur kommunal Wunnenge vläicht net staark genuch gefërdert gëtt an op maximum 1% respektiv 1.500 Euro beschränkt bleift.

An et ass wichteg an eisen Aen, am Géigesaz zu deem, wat den Här Roth gesot huet, datt d'Gemenge selwer en Akteur gi vum soziale Wunnengsbau a sech net dorobber beschränken, just aner Akteuren aktiv ginn ze loossen, wéi zum Beispill de Fonds du logement, oder et souguer dem fräie Maart iwwerloossen.

(Interruption)

Den drëtte Volet, Landesplanung, ass considéréiert iwwer zwee nei Instrumenter. Déi Gemengen, bei deenen d'Landesplanung virgesäit, datt se verstäerkt Aktivitéite wéi d'Wunnen oder Schaffe sollen ausbauen, kréien och zousätzlech Moyenen, fir dee Wuesstum iwwerhaapt kënnen ze finanzéieren - Stéchwuert CDA-Gemengen. Och menge mer, datt et richteg ass, de Facteur „densité" mat anzebauen, fir déi weider Zersidelung vum Land ze verhënnere respektiv net nach zousätzlech ze belounen. Déiselwecht Remarque gëllt och fir de Kritär vun der „superficie ajustée".

Mir sinn och natierlech averstane mat deene Kompensatiounen, déi verschidde Gemengen an Zukunft kréie sollen, fir de Verloscht par rapport zum aktuelle System auszegläichen. Mir bewäerten och den Ureiz grondsätzlech positiv fir kleng Gemengen, fir Gemengefusiounen anzegoen. A mir gesinn et eben och als Ureiz an net als Obligatioun, wéi anerer dat vläicht mengen.

Här President, ech hu mam Här Gibéryen gemeinsam, datt ech och net weess, wou ech mat menger Zäit grad dru sinn, an duerfir...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ënnert deem Blat...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Bei mir ass och ënnert dem Blat net vill, duerfir...

(Hilarité)

...maachen ech et wéi Dir: Da leeën ech einfach d'Blat drop.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann lech awer...

(Hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann lech hëllefen: Dir hutt nach dräi Minutten.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ah, ma dann ass et gutt!

Här President, dës Reform huet zum Zil, bestoend an zum Deel gravéierend Ënnerscheeder tëschent de finanzielle Moyene vun de Gemenge méi staark zesummenzeféiere respektiv d'Diskrepanz tëschent de Gemengen ze verklengeren. D'Reform setzt op eng Verstäerkung vun den urbane Gemengen, also och do vun deene Gemengen, wou déi meeschte Mënsche liewen, an deene Gemengen, déi och an Zukunft virun deene gréisste gesellschaftlechen a sozialen Erausfuerderunge stinn.

Mir kënnen dës Reform guttheeschen, awer och just als en éischte Schrëtt: en éischte Schrëtt zu enger méi ëmfaassender Reform, déi d'Gemenge verstäerkt un de Budget vum Stat koppelt, d'Gemengefinanze verstäerkt un de Budget vum Stat koppelt, zu enger méi fundamentaler Reform, där an eisen Aen awer och eng grouss gesellschaftlech Debatt virausgoe misst, wat d'Aufgaben an d'Erausfuerderunge vun de Gemengen am 21. Jorhonnert zu Lëtzebuerg sinn. Eng Debatt, déi eigentlech längst iwwerfälleg ass!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och fir d'Wuert. Wéi den Innenminister am Juni d'Propositiounen op den Dësch geluecht huet, wéi een de Finanzement vun der Gemengelandschaft kéint aneschters gestalten, si mer éierlech dovun ausgaangen, dass et eigentlech als Diskussiounsbasis geduecht wär, op där ee kéint eng Diskussioun féieren. Wëssend, dass dat schwiereg ass, dass dat net einfach ass, mä awer aus dem Gefill eraus, dass de Wëlle géif bestoen, fir eng Rei vu Changementer, déi sech an der Begrënnung an an der Bewäertung vun de Kritären, wéi se an den 80er Joren no dem Modell vun deemools festgeluecht gi sinn, geännert hätten.

Leider ass et dozou net komm. An ech wëll dat wierklech bedaueren, well ech mengen, wann ech d'Positioune vun deenen engen an deenen anere kucken, dass mer en fin de compte, bis op zwee, dräi Kritären, déi awer iwwerbréckbar gewiescht wären a mengen Aen, guer net esou wäit auserneeleien, ewéi dat vläicht den Uschäin huet.

Et ass eng politesch Reform, et ass e politesche Choix. E politesche Choix an eng politesch Reform, déi, esou wéi se elo virläit, den Accord vun eiser Partei - an de Gilles Roth huet dat a sengem exzellente Bäitrag ganz eendeiteg an ausféierlech och explizéiert - net ka gedroe ginn (veuillez lire: net ka kréien)!

Et gëtt ëmmer vun deem engen oder vun deem aneren esou gemaach, wéi wann ni iwwer Gemengefinanzen an iwwer Gemengenentwécklung an och, wat d'Missioune si vun de Gemengen, diskutéiert gi wär. Ech si laang genuch derbäi, fir ze wëssen, dass et eng permanent Diskussioun ass, wéi sech d'Gemenge weiderentwéckelen, wat fir eng Missiounen d'Gemengen hunn, an dass mat vill Hin an Hier an deene leschten 20 Joer och driwwer diskutéiert ginn ass, wéi mer eigentlech dat, wat den Här Baum elo zum Schluss gesot huet, kënnen erreechen.

Wéi kënne mer de Gemengen déi finanziell Stäerkt ginn, déi se brauchen, fir déi Missiounen, déi se vum Législateur ganz oft kréien, kënnen ze erfëllen? An ech erënneren drun, am Joer 2002 hu mer e Gremium geschaaft, e Conseil supérieur des finances communales, deen ebe speziell d'Missioun hat, fir all Kéiers dann, wann e Changement vun de Missiounen tëschent dem Stat an de Gemenge géif kommen, doriwwer ze befannen, fir sécherzestellen - an dat war eng Fuerderung vum Syvicol deemools -, dass déi Ännerungen net au détriment vun der Gemengelandschaft insgesamt kéimen.

Ech erënneren och drun, dass mer am Laf vun de Jorzéngten eng ganz Rei vu Changementer an de Gemengefinanzen duerchgeholl hunn. Ech erënneren un déi Police-Geschichten, wou mer d'Paie vun de Polizisten erausgeholl hunn, Enn den 90er, Ufank 2000, ech hunn dat elo net méi ganz op d'Joer am Kapp. D'Lohnsummensteier, déi aneschters organiséiert ginn ass an, an, an.

Et sinn ëmmer nees Adaptatioune komm am Laf vun deene leschten zwee, dräi Jorzéngten. Sou wéi och dee Modell vun der Gemengefinanzreform, vun de Gemengefinanzen, wéi en elo fonctionnéiert, jo e Changement war par rapport zu engem Modell, deen et virdru ginn ass an deen aus der Vue vun deem Moment agefouert ginn ass.

Dat, wat aneschters ass dës Kéier a wat mer eigentlech Hoffnung ginn huet, dass ee besser an d'Gespréich kéint kommen, dat ass, dass dës Kéier eppes am Dëppen ass. A wa virdru gesot ginn ass, well dat ass jo esou de Volleksport: „Déi Schwaarz ware laang genuch do an déi hunn näischt fäerdegbruecht!" Éischtens ass dat net richteg. Zweetens wëll ech soen, dass ech an zwou Regierunge war, eemol mat der DP zesummen an eemol mat der LSAP zesummen als Innenminister, an dass mer et ni fäerdegbruecht hunn, fir eng Reform ze maachen, ganz einfach, well näischt am Dëppe louch!

A wann s de näischt am Dëppen hues, an dat soen ech lech, a wann...

(Interruption par M. Gusty Graas)

Jo. A wann an deem Dëppen hei näischt gewiescht wier, da wär et och net zu enger Reform komm!

An an deenen zwou Regierungen, wou ech war, wou den Här Gusty Graas ni drasouz, ware weder d'Kolleege vun der LSAP nach d'Kolleege vun der DP esou staark op der Säit vum Innenminister - esou staark op der Säit vum Innenminister! -, dass se de Rescht vun der Regierung dozou bruecht hätten, fir eppes an d'Dëppen ze leeën, fir dass eng Reform kéint gemaach ginn, wou een deenen engen näischt géif ewechhuelen an deenen aneren eppes géif bäiginn.

An dofir wëll ech, dat wëll ech wierklech maachen, dësem Innenminister félicitéieren. Ech wëll him félicitéieren, dass en et fäerdegbruecht huet, an der Regierung 90 Milliounen an en Dëppen ze kréien, well dat eigentlech d'Viraussetzung ass. 90, 100, 80, doriwwer kann ee jo dann diskutéieren, esou laang wéi ëm dem Keeser säi Baart, dass en et fäerdegbruecht huet, och iwwert d'Duerstellung, déi e gemaach huet, d'Leit gleewen ze dinn, zum Deel, an och net nëmme gleewen ze dinn, mä och reell, zum Deel, dass se eigentlech Gewënner wären an dëser Reform, dass et nëmme Gewënner géif ginn an dëser Reform.

Or, Här Minister, an do sinn ech dann net méi mat lech d'accord, déi Aart a Weis, wéi Der et gemaach hutt, an dat ass schued, déi Aart a Weis, wéi Der et gemaach hutt, an déi Proposen, wéi se elo virleien, déi entspriechen net deene Kritären, wou mir gemengt hätten, déi ee misst huelen, fir dass déi Reform e wierkleche Succès géif ginn.

Ech schwätzen emol net vun deenen 100 Milliounen, déi Der um Niveau vum Pompjeeswiesen 2015, 2016, 2017 aus dem Gemengesecteur erausgeholl hutt. Ech mengen, et sinn 98 Milliounen insgesamt, fir eng Déngschtleeschtung ze finanzéieren, déi et nach net gëtt. Déi et nach ëmmer net gëtt! Dat heescht, et hätt een, wann een d'Rechnung richteg gemaach hätt, eigentlech missen déi Suen, déi de Gemengen do virenthale gi sinn, weiderlafe loossen um Niveau vun hire Recetten an dann duerno de Querstréch maachen, fir ze gesinn, ob dann netto nach eppes rescht bleift oder ob näischt rescht bleift.

Et bleift netto eppes rescht. Well wann ech 90 huelen, an ech huelen elo 37, déi erausgeholl ginn, dann ass dat jo nach positiv. Mä Dir wäert awer relativ séier feststellen, dass, wann de CGDIS bis am Lafen ass, de CGDIS wäit méi wéi 35, 37, 40 Millioune wäert kaschten. Dat geet ganz séier op 50 Milliounen, 60 Milliounen erop, déi d'Gemenge wäerte musse bezuelen an deenen nächste Joren. Soudass een, zumindest wat d'Duerstellung ubelaangt, eng Nuance muss schonn an dësem Moment vun der Diskussioun erabréngen.

Den Ausgangspunkt vun der Diskussioun - an do sinn ech mam Här Hahn absolutt net d'accord, dee ganzen Exkurs, deen en do probéiert huet, dee Konstrukt, deen e probéiert huet, do ze féieren -, d'Repartitioun tëschent deenen eenzelne Gemengen ass a wäert och an Zukunft net nëmmen a Funktioun vun den Awunner vun enger Gemeng am Land sinn. War et ni a wäert et och ni sinn!

A mir hu festgestallt, am Laf vun de Joren, am Laf vun de Jorzéngten, dass eigentlech de System jo genuch Suen huet. Well et stoung - an ech weess net, wéi de leschte Chiffer ass, ech hunn deen néierens fonnt an deene leschten Deeg, wéi ech mech preparéiert hunn -, dee leschte Kenntnisstand, deen ech hunn, dat war, dass ronn 800 Milliounen Excédenten, déi a Form vu Reserven an enger Dose Gemenge leien, dass déi sech kompenséiere mat ongeféier deemselwechte Montant u Scholden, déi aner Gemengen haten, déi eben net dovu konnte profitéieren.

Et gëtt ëmmer iwwer Nidderaanwen geschwat, et gëtt iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat, et gëtt iwwer Betzder geschwat. Or, wann ech d'Reform hei kucken, da stellen ech fest, dass effektiv Nidderaanwen a Betzder am Kader vun dëser Reform manner wäerten erauskréien, wéi dat virdrun de Fall war.

Nidderaanwen hat deemools 85 Millioune Reserven, Betzder hat der 35, nach eng Dosen aner Gemengen hate ronn 100 Milliounen. An all déi aner Gemengen, déi musse kucken, dass se vun der Hand an de Mond liewen, net well se nécessairement méi schlecht géréiere wéi d'Stad Lëtzebuerg, wéi Nidderaanwen oder wéi Betzder, mä well se eben opgrond vun der Aart a Weis, wéi de System sech entwéckelt huet, net d'Méiglechkeeten haten, fir sech déi Reserven unzeleeën, déi noutwendeg wieren.

An de Kritär vun den Awunner, den Euro pro Awunner, deen ass nun eemol net alles! D'Densitéit, d'Surface si Kritären, déi mer ëmmer derbäi haten. Mir haten e Kritär iwwert d'Densitéit a mir haten e Kritär iwwert d'Surface. An déi zwee hunn am Équiliber, zesummen hu se menger Meenung no zwou verschidde Funktioune gespillt, déi complémentaire waren, näämlech op där enger Säit déi Gemenge stäerken, déi relativ vill Leit op engem relativ klengen Terrain wunnen hunn, well déi jo och déi Gemenge sinn, déi zum Deel aner Funktiounen nach hunn, an op där anerer Säit awer de ländleche Gemengen en Ausgläich gi fir déi Surfacen, déi ganz grouss Surfacen, déi zum Deel am Norden an am Osten, awer och am Süden a verschiddene Gemenge bestinn.

A wann ech d'Propositiounen elo kucken, déi elo hei um Dësch leien, an ech gesinn eigentlech e komplette Lissement, quasi eng Gläichstellung Regioun pro Regioun an der Propositioun vun der Majoritéit tëschent dem Norden, dem Osten, dem Zentrum an dem Süden, wat d'Repartitioun vun de Suen ubelaangt, do soen ech, Här Minister, dat ass meng Meenung, dass et e falsche Choix ass, well et enger fundamentaler Dimensioun net Rechnung dréit. An dat ass de Punkt, dass een net einfach e Mënsch mat engem Mënsch ka vergläichen, mä dass een doriwwer eraus och muss kucken: Wat ass d'Surface, wat ass d'Zuel vun den Dierfer, wat sinn d'Obligatiounen, déis de hues, wann s de wëlls deng Gemengenaarbechte bestreiden?

A wann ech d'Beispill vun der Gemeng Esch-Sauer huelen, wat e Beispill ass, wat ech einfach elo emol aléatoire hei huelen, ech war där Deeg am Schäfferot do, dofir sinn déi mer agefall: 2.477 Leit fir eelef Sektiounen. Déi kréien nom Berechnungsmodus 6,86 Milliounen. D'Gemeng Schëffleng, eng Gemeng, déi relativ wéineg Surface huet, eng grouss Densitéit huet, 9.689 Awunner mol 2.361,92 sinn 22,88 Milliounen. Déi eng, déi huet also 7 Milliounen zur Verfügung, déi aner huet 23 Milliounen zur Verfügung aus deem Dëppen, wat verdeelt gëtt. Ouni dann déi eege Recetten, ech mengen, dat ass à part.

Or, nom Dausendsten oder Zweedausendsten Awunner an der Gemeng Schëffleng, déi unisektionell ass, an där gëtt et der jo nach hei am Land, ass de Méikäschtepunkt vun engem Meter Gruef oder vun enger Aarbecht, déi ech maachen, net méi identesch zu deem, deens de am ländleche Raum hues. Am ländleche Raum, wou s de eigentlech Sektioun fir Sektioun muss ugoen, ass däi Käschtepunkt op de Meter méi en héije wéi deen, wéi en am reng städtesche Raum ass.

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An dofir ass eis Propositioun an eisen Ae richteg, fir deen zweete Kritär vun der Surface verte net komplett ofzeschafen, mä amplaz 15% nëmmen nach 8%, fir den Équiliber tëschent de Regiounen ze halen, mä awer de Gemengen am ländleche Raum... An et ass och falsch, fir hei eng Diskussioun Norde géint de Rescht ze maachen, well näämlech am Osten ass et genau d'selwecht an et gëtt souguer Gemengen am Süden, grouss Gemengen, déi ganz grouss Surfacen hunn, déi fënnef, sechs Sektiounen hunn, déi 40 Quadratkilometer hunn, déi se musse géréieren. An et gesäit een, wann een d'Resultat vun deem Ganzen hei kuckt, dass et genau déi Gemengen do sinn, och am Süden, déi Gemengen, déi do sinn, déi grouss Surfacen hunn, vill Sektiounen hunn, déi eigentlech an dëser Reform schlecht ewechkommen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, däerf ech lech eng Fro stellen?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Nennt mer eng Gemeng aus dem Süden, déi Der elo gemengt hutt, déi schlecht ewechkënnt!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Schlecht ewech par rapport zu der gesamter Reform...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Se sinn alleguerten...

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...notamment...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Am Süde sinn d'Gemengen, mat enger Ausnam, an dat ass keng flächeméisseg grouss Gemeng, alleguerte gagnant. Eng Gemeng ass derbäi, déi Verléierer ass, dat ass Leideleng.

(Interruptions diverses)

M. Michel Wolter *(CSV).*- De Problem, deen...

Une voix.- Dat ass interessant.

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...deen ech mat Ärer Démarche hunn, dat ass, dass Dir permanent nëmmen d'Situatioun vun Awunner par rapport zu Awunner kuckt an dass Der net d'Abstraktioun maacht vun deenen 90 Milliounen, déi Der an d'Dëppen eraleet. Et ass kloer, dass, wann ech 90 Milliounen an d'Dëppen eraleeën, jee nodeem wéi ech un de Schlëssele dréien, dass ech de Gemenge méi ginn.

Mä eng Gemeng wéi Suessem zum Beispill, déi d'Gemeng 105 ass vun 105, déi eng vun deene gréissten Aktivitéitszonen am ganze Land huet, déi eben de Pech huet, dass se ganz vill Sektiounen huet, dass se ganz vill Terrain zur Verfügung stelle muss, an déi de Pech huet, dass se relativ wéineg Impôt commercial generéiert op hirem Territoire, well déi Betriber, déi do sinn, keng Betriber sinn, déi Impôt commercial generéieren, contrairement zu anere Gemengen an der Stad a ronderëm d'Stad, déi eben op relativ klengem Terrain relativ vill Impôt commercial kënne generéieren, well dat Betriber sinn, déi däers och bezuelen, déi kommen, relativ gesinn - bleiwen ech der Meenung - an dëser Reform méi schlecht ewech wéi aner Gemengen, déi aner Kritären ze erfëllen hunn.

Mir bedaueren och, an ech hunn lech dat gesot, dass Der just d'Joer 2015 als Basis geholl hutt. Nëmmen ee Joer ze huelen als Basis, fir eng Reform ze maachen, wou ee roueg hätt kënnen dräi Joer als Basis huelen, ass menger Meenung no ze enk gegraff, well a ganz ville Gemengen et ganz aléatoire ass, wéi d'Resultat vun 2015 ausgesäit.

Et gëtt Gemengen, déi hänke vun engem eenzege Betrib of um Niveau vum Impôt commercial, oder déi hunn, wéi eng Gemeng, déi ech kennen, um Niveau vun de Gehälter a bei de Schoule jo och mat engem Joer Décalage an heiansdo mat ganz groussen Disparitéiten, grad just an deem Joer e gewëssent Resultat.

Ech wär wierklech frou gewiescht, wann een d'Joren 2013 bis 2015 hätt zum Beispill kënnen als Basis huelen. Dir hutt an der Kommissioun dorobber geäntwert: „Da wär de Finanzminister net domadder d'accord gewiescht, fir 90 Milliounen an d'Dëppen ze leeën." Wat dat eent mat deem aneren ze dinn huet, verstinn ech bis haut nach net. Dir hutt mer dat - ech souz do, Dir souzt do op därselwechter Plaz -, Dir hutt mer dat esou geäntwert. Ech fannen, dass eng Reform vun där doter Envergure... An et wär net komplizéiert gewiescht, et ze maachen, fir d'Joren 2014 an 2013 nach derbäizehuelen, fir och d'Comparabilitéit vun de ganze Chifferen, déi Der hei bréngt, fir déi kënne besser a méi transparent ze gestalten.

A wann den Här Hahn an d'Kolleegen hannen an der zweeter Rei vun der DP virdrun op en Awand gesot hunn, et géif keen eppes verléieren: Also, ech muss lech ganz éierlech soen, wann ech d'Joer 2015 kompenséiert kréien an ech hunn d'Zuele vum Joer 2017 an ech weess, dass d'Zuele vun 2017 zum Deel jo largement iwwert deem sinn, wat 2015 bezuelt ginn ass, da ginn ech also emol scho fir d'Éischt net do-

vun aus, dass ech 2015 mat 2015 vergläichen, mä ech vergläiche mäi Budget, deen ech fir 2017 hunn, mam Budget vun 2015. Da sinn ech scho Verléierer! Éischtens.

Zweetens ginn ech nach eng Kéier Verléierer, wa meng Recettë wärend fënnef oder sechs oder siwe Joer agefruer ginn, wou all deenen aneren hir Recettë weiderlafen. Et ass dach net novollzéibar, dass Der esou Saache sot! Et gëtt wuel agefruer, mä agefruer op engem Niveau, deen et net gëtt. An et gëtt agefruer wärend Joren, wou anere Gemengen hir Recettë wäerten dynamesch weidergoen an deenen dote Gemengen hir Recettë wäerten net weidergoen. Déi wäerte stagnéieren an zwar à l'euro près.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech sinn dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Si kréien net manner!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Si kréien net manner, mä si kréien awer och keen Euro weider.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Si kënne méi kréien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, si kënne méi kréien, wa se dann do sinn. Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Där wäerten och drënner sinn.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, jo. Gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da waarde mer.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- En anere Punkt. Et wier wierklech flott gewiescht, och fir ze vergläichen, an engem Moment, wou mer déi Reform wäerten an zwee Méint oder an dräi Méint oder a véier Méint hei an der Chamber stëmmen, wann een d'Chifferen iwwert d'Répercussioune vum Pompjeeswiesen op d'Recetten an d'Dépensë vun de Gemengen an déi Reform hei mat agerechent hätt. Well et fënnt, duerch déi Reform vum Pompjeeswiesen, eng weider Redistributioun tëschent de Gemenge statt.

Déi Reform ass net neutral an der Redistributioun tëschent de Gemengen. Et wäerte Gemenge ginn, déi doduerjer entlaascht ginn, et wäerte Gemenge ginn, déi doduerjer belaascht ginn. D'Chiffere leie plus ou moins um Dësch. De Projet de loi ass deponéiert. Mengen Informatiounen no soll dee Projet de loi am Februar, Mäerz gestëmmt ginn. Et wär also absolutt machbar gewiescht, eng Kolonn bäizesetze fir d'Répercussioun vun deem, wat am Joer 2017, net am Joer 2020 oder 2022 oder 2025, eleng just 2017 op d'Gemengen duerkënnt, fir dass een dat weider an der ganzer Transparenz hätt kënne matenee vergläichen.

A säit gëschter wësse mer, dass mer en Accord salarial mussen derbäirechnen. Ech rechnen emol, ouni et ze wëssen, plus ou moins 2% op de Salairen derbäi. Wann ee weess, dass am Duerchschnëtt bei de Gemengen de Käschtepunkt vum Salariat d'Halschent ongefëier vum Ordinaire ass, dann ass dat eng Augmentatioun vun engem Prozent vun der Ausgabesäit vum ordinäre Budget an all Gemeng. Och déi Sue sinn natierlech net virgesinn, a kengem Gemengebudget stinn déi dran. An et hätt ee fairerweis kënnen, wann ee wierklech Transparenz bis ënnenhinner duerchgerechent hätt...

(Interruption)

Jo, net viru gëschter, dat ass an der Rei. Mä et misst een et awer elo kënne mat afëieren, well et eng zousätzlech Belaaschtung fir d'Gemengen ass. Et ass och eng zousätzlech Belaaschtung fir de Stat. Ech ginn dat selbstverständlech zou. Mä et muss een, wann ee wëllt vergläiche mateneen, wat ee vergläiche wëllt, muss een déi eenzel Saachen och kënne matenee vergläichen an hirem Ganzen.

Ech gehéieren zu deene scho méi laang, déi der Meenung sinn, dass d'Recettë vun de Gemenge sollen ugebonne ginn un d'Recettë vum Stat.

(Brouhaha)

Iwwregens war dat och d'Positioun vun enger ganzer Rei vu Parteien am Laf vun der Zäit. Et war och d'Positioun vum Syvicol. Bon, wéi de Kleins Jempy - ech mengen, hie souz do ëmmer, de President vum Syvicol - hei geschwat huet, huet e gesot: „Wa mer gären de Gemengen eng gewëssse Sécherheet ginn an hirer Programmatioun, da musse mer hinnen am Gudden an am Schlechten nom wirtschaftleche Resultat vum Land Rechnung droen."

Mir hunn eis vill Gedanke gemaach. Et ass virdru vum Här Traversini gesot ginn: „Dir waart elo méi aktiv wéi déi 28 Joer, oder 24 Joer virdrun." Quitte dass ech jo net mat him, pardon, domadder d'accord sinn, wann hien dat seet.

Mir hu probéiert, Alternativen erauszeschielen. Et war awer schwéier fir eis, déi Alternativen un de Mann ze bréngen. Mir wollten eng Entrevue beim Minister, déi hu mer net kritt, fir mat him doriwwer ze diskutéieren. Mir hunn déi ugefrot. Ech hu se hei ugefrot an an der Finanzkommissioun hunn ech gesot: Mir géife gäre bei Iech kommen, fir mat Iech doriwwer ze diskutéieren.

Ech menge souwisou, dass et net ganz vill...

(Interruption)

...dass et net ganz vill bruecht hätt, vu dass Der Är Choixen, dass Der déi gemaach hutt.

Eise System ass méi gerecht. Eise System bréngt manner Verléierer. Eise System bréngt mat sech, dass manner muss kompenséiert ginn insgesamt. An eise System huet virun allem dee ganz groussen Avantage, dass en de Kritär vun der Surface verte bäibehält, quitte dass mer e reduzéiert hunn an eiser Propositioun vu 15% op 8%. Ech wëll net elo nach eng Kéier am Detail dorop agoen.

An e gëtt ersat - an, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eigentlech mäin Haaptkritikpunkt un där ganzer Reform - duerch en zweete Kritär vun der Densitéit. Dat heescht, op deen éischte Kritär vun der Densitéit, dee mer schonn hunn, d'Densitéit par rapport zum Territoire vun der Gemeng, gëtt elo nach e Kritär derbäigesat vun der Densitéit par rapport zu de Leit, déi op dengem Territoire wunnen.

An ech sinn dem Här Gibéryen senger Meenung, dass et contraire ass zur Landesplanung, dass et contraire ass zur Vokatioun, déi mer deenen eenzelne Gemenge wëlle ginn, tëschent Gemengen, déi dicht solle besidelt sinn, a Gemengen, deene mer soen: „Dir dierft Iech eigentlech net méi méi développéiere wéi dat",...

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- ...wann een elo e Kritär aféiert, wou een eigentlech déi penaliséiert, déi sech dann un dat halen, wat d'Landesplanung hinne virschreift. Dat fannen ech net kohärent!

Et ass absolutt net kohärent, deen zweete Kritär vun der Densitéit, par rapport zu de Gesamtziler, déi d'Landesplanung huet. An et ass virun allem, an och dat hunn ech Iech gesot, ouni dass Der iwwerhaapt reagéiert hutt dorobber, et ass kontraproduktiv fir déi Gemengen, déi Industrieterrainen hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Wéi ech et gelies hunn, hunn ech geduecht: Dat ka jo net sinn! Et ka jo net sinn, dass mat deem Text, deen Der elo hei wäert stëmmen, well Dir wäert eis Amendementer jo net unhuelen, deen Der stëmme wäert, dass dat Ganzt gerechent gëtt «étant la superficie totale des terrains aedificandi», wat fir mech heescht „construisible", «de la commune en km² la plus récente déterminée par l'Administration (du cadastre et de la topographie)».

Ech kommen aus enger Gemeng, mä ech wëll déi net huelen, ech huelen nees mäi Kolleeg hei vun niewendrun, dee vu Suessem, deen ass näämlech an därselwechter Situatioun ewéi ech, dass ronn 40% vun eisem PAG, 40% vun eisem PAG si Zones d'activités industrielles!

Mat deem Kritär, deen Dir elo hei aféiert, wann Der dat dote stëmmt, Dir Dammen an Dir Hären, setzt Dir d'Densitéit vun deene Gemengen, déi ganz vill Surfacen hu par rapport zu de Leit, déi op der Gemeng wunnen, ëm d'Halschent erof, ëm 40% erof!

Fannt Der dat normal? Fannt Der normal, wann Der souguer an der Logik wiert, dass Der dat do wéilt maachen, dass Der Gemengen, déi zum Ertrag vun der Wirtschaft deelhuelen (veuillez lire: bäidroen), wat Gemenge sinn, déi ganz oft net ganz vill Suen am Impôt commercial kréien, well se eben déi Betriber hunn, penaliséiert? Ech hunn ee Betrib, dee mécht 1,2 Kilometer Face. Ech weess net, ob et nach vill Betriber gëtt, déi 1,2 Kilometer Face hunn.

Une voix.- Arcelor!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dat ass e Betrib... Jo, ausser ArcelorMittal, selbstverständlech. Dat ass e Betrib, dee bezilt keng Steieren! Keen Euro Gewerbesteier! Keen! Keen! Deen hëlt eng enorm Surface vu menger Gemeng. Déi Surface ass a mengem PAG, also am PAG vu menger Gemeng ass se dran.

An als Merci derfir, als Merci stëmmt Der elo eng Reform, stëmmt Der elo eng Reform, Dir Dammen an Dir Hären, wou Der mer als Merci och nach meng Populatioun, déi Der urechent am Kritär vun der duebeler Densitéit, halbéiert! A mengem Kolleeg Engel och.

Ech soen Iech villmools Merci derfir! An ech soen Iech: Mir wäerten eis dergéint wieren. Well dat geet net! Et kann net sinn, dass an engem Gesetz steet, dass ee keng Leit däerf an eng Industriezon setzen, an an engem anere Gesetz gesot gëtt „Biisse, biisse laachen aus, biisse, biisse laachen aus, du däerfs zwar keen dohinnersetzen, mä als Merci derfir huele mer dat och nach ewech!"

An dofir deponéieren ech en Amendement,...

(Interruption)

...deen ech awer nëmmen en ordre très subsidiaire déposéieren, well selbstverständlech d'Amendementen, déi den Här Roth fir d'CSV déposéiert huet, eis Preferenz hunn. D'Aféiere vum Kritär vun der Surface verte priméiert selbstverständlech dat hei. A wa mer dee Kritär eranhuelen, ass deen heite Kritär jo vum Dësch.

Mä wann Der - wat ech fäerten -...

(Hilarité)

...dee gudde Virstouss vun der CSV net wäert unhuelen, hoffen ech, dass Der wéinstens den Zousaz «à l'exception des terrains situés dans une zone d'activités économiques communale, régionale ou nationale» wäert matstëmmen, fir ze verhënneren, dass hei Gemengen, just well se e Bäitrag un der ekonomescher Leeschtung vun eisem Land hunn, penaliséiert ginn op engem net onwesentleche Kritär, well et sinn ëmmerhi 5% vun der ganzer Zomm vun de Suen aus der Reform, déi do verdeelt ginn.

Wann ech gelift, Här President!

Plusieurs voix.- Très bien!

Amendement 6

Projet de loi n°7036 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds de chômage;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Remarque préliminaire: Au cas où les amendements présentés au nom du groupe politique CSV par M. le Député Gilles Roth ne trouveraient pas l'accord de la majorité gouvernementale, notre groupe propose, en ordre très subsidiaire, le présent amendement.

Amendement 1

Le point 6 du paragraphe (1) de l'article 3 est modifié comme suit:

«6. «ratio des zones urbanisées », le ratio entre la population et la superficie totale de la zone urbanisée de la commune exprimée en km², la superficie totale de la zone urbanisée étant la superficie totale des terrains aedificandi de la commune en km² la plus récente déterminée par l'Administration du cadastre et de la topographie, à l'exception des terrains situés dans une zone d'activités économiques communale, régionale ou nationale.»

Commentaire

Il est proposé de retrancher les terrains situés dans une zone d'activités communale, régionale ou nationale de la superficie totale des terrains aedificandi d'une commune pour ne pas pénaliser les communes du fait de l'accueil sur leur territoire d'activités économiques diverses.

(s.) Michel Wolter, Jean-Marie Halsdorf, Marc Lies, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Da kënnt d'Ëmverdeelung tëschent de Gemengen. A wann ech gesot hu virdrun, dat wär mäin éischte Kritikpunkt, Aedificandi non aedificandi, aedificandi ass de ganze PAG, ech hunn dat gefrot. D'Beamte vum Ministère hu mer dat confirméiert.

D'Ëmverdeelung tëschent de Gemengen: Mir si fundamental dervun iwwerzeegt, dass een d'Gemengen a verschidde Kategorië kann andeelen. Dat ass konform zur Landesplanung. 145%, 125%. Abstraction faite du fait, dass een net richteg gesäit, wéi déi Chifferen do beienee komm sinn - mä et ass awer emol vum Prinzip hier an der Rei, dass mer dat da maachen -, si mer der Meenung, dass, wann dat gemaach ass, dann awer d'Ëmverdeelung tëschent de Gemengen op eng korrekt Aart a Weis misst vonstattegoen.

De Kolleeg Gibéryen huet et gesot, den Här Roth huet et och gesot a senger Ried: Et gëtt zwee Punkten, déi fir mech net novollzéibar sinn a wou d'Argumentatioun vum Minister net ze verstoen ass.

Dat eent ass d'Participatioun vun de Gemengen um Fonds pour l'emploi. Bis elo war et esou, dass d'Gemengen 2% vun deem Wirtschaftsertrag, dee se bruecht hunn, an de Fonds pour l'emploi ofginn hunn. Ech fannen dat e gerechte Kritär, well et e Kritär ass, wou déi, déi méi Wirtschaftsertrag hunn, méi musse bezuele wéi déi, déi manner Wirtschaftsertrag hunn.

Or, hei kréien déi Gemengen - aus dem Norde sinn dat der dann, wann ech dat richteg verstanen hunn -, déi schonn eng an d'Gladder kréien op deem éischten, kréien elo nach eng zweet derbäi, well se gesot kréien: „Ma dir bezuelt elo nach d'Participatioun vum Fonds pour l'emploi, well dir méi wéi 10% vun der Moyenne vum ganze Land eigentlech nach de Kritär vum Awunner behaalt."

Dat heescht, dass... A wann ech den Awunner als Kritär huelen an net méi d'Wirtschaftskraaft als Kritär huelen, stellen ech dann hei fest, dass véier Gemengen, déi 2,4% vun der Bevëlkerung representéieren, 33% vun der Participatioun vum Gemengesecteur an deen dote Fong musse bezuelen.

Fannt Dir dat gerecht? Ech muss Iech ganz éierlech soen: Ech fannen dat net gerecht. An ech sinn hei als Buergermeeschter vun enger Gemeng, wann et aneschters wär, wou ech héchstwahrscheinlech méi misst bezuele wéi dat, wat ech elo bezuelen. Mä ech fannen et fundamental net gerecht! Ech fannen et fundamental net gerecht, well ech der Meenung sinn, dass d'Contributioun vun de Gemengen am Fonds pour l'emploi net par rapport zur Populatioun oder deem, wat s de pro Awunner erakriss, ze berechnen ass, mä par rapport zur Wirtschaftskraaft, déi déi eenzel Gemeng generéiert op hirem Territoire.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- An dat Zweet ass dat vun der Cotisation sociale, an domadder eppes, wou ech muss à la limite froen, ob et iwwerhaapt geet. Mir hunn de 25. Mäerz 2015 hei e Gesetz an der Chamber gestëmmt iwwert d'Institutioun vun engem Régime de pension spéciale a gewëssene Secteuren, do gehéieren d'CFL derzou an och d'Gemengen. An deem steet, dass d'Cotisatioune fir d'Pensioune bezuelt ginn à concurrence vun 20,30% vun de Gemengen, an zwar fir hir Leit, an dass de Stat 14,70% bäifüügt, bäileet. 14,70%, soudass mer op 35% Cotisatioune sinn. D'Gesetz vum 25. Mäerz 2015.

Elo gëtt, net an dëser Reform, dofir komme mer nach eng Kéier dorobber zréck, wa mer iwwert de Budget schwätzen, mä et ass am Kader vun der Loi budgétaire, wou dat hei geschitt, mä et passt awer hei an d'Diskussioun eran, well et nees zu enger Ëmverdeelung tëschent de Gemengen hei féiert au profit des uns et au détriment des autres.

Elo loosst Der dat Gesetz bestoen! Dat Gesetz gëtt net ausser Kraaft gesat! Am Budget fir d'Joer 2017 stinn déi 14,7% Cotisatioun vum Stat. Déi stinn dran! An da sot Der: „Jo, Pech! Da gi mer elo an d'Dotatioun, déi un d'Gemenge geet, an déi 14,70%, déi gi mer eis do sichen."

Dat heescht, op där enger Säit huet de Législateur d'lescht Joer gesot: De Stat bezilt 14,70% an d'Gemenge bezuelen 20,30%. An elo gëtt iwwert d'Budgetsgesetz dat Gesetz einfach ausgehiewelt an et gëtt gesot: „Majo, mir bezuelen zwar nach ëmmer eis 14%, mä dir gitt eis se zréck. An dir gitt eis se net zréck nom Kritär, wéi déi aner 20,30% bezuelt ginn, näämlech net jiddweree fir jiddwereen."

Dat heescht, dass elo kleng Gemengen fir grouss Gemenge musse matcotiséieren, schlank Gemengen, déi sech druginn hunn an de leschte Joren, fir net ze vill Leit anzestellen, déi däerfen elo, net fir alles, mä fir 14,70% däerfe se matcotiséiere fir anerer.

Fannt Dir dat gerecht? Ech fannen dat net gerecht! Ech fannen dat fundamental souguer ongerecht, dass mat engem System, mat engem Prinzip gebrach gëtt, wat en elementare Prinzip ass vun eiser Sécurité sociale, näämlech dass ee cotiséiert fir déi Leit, déi ee selwer beschäftegt. Dat gëtt elo ausgehiewelt.

An dat geet net, dat hätt ee jo och kënne maachen, ouni Problem hätt een dat kënne maachen, et hätt ee kënne soen: Amplaz dass dat elo 20,30% ass, ass dat elo 35%, an zwar all Gemeng bezilt fir hir Leit, well et hätt ee just 20,30 duerch 35 missen ersetzen, soss guer näischt, et ass net emol, dass méi Aarbecht ass an deem Ganzen, an déi wären dann an d'Pensiounskeess ofgaangen. Neen, déi ginn elo aus der Dotatioun erausgeholl. Déi Dotatioun, déi huet eng komplett aner Repartitioun wéi dat, wat ënnen aus dem Dëppen erauskënnt, soudass mer elo an enger Situatioun sinn, dass fir quasi d'Halschent vun de Cotisatiounen déi eng Gemenge fir déi aner Gemenge musse bezuelen.

An doduerch gëtt de System eigentlech ëmmer méi kromm. Et gëtt e System, deen eigentlech à la base, de Gros vun deene Saachen, déi hei proposéiert ginn, déi kann een à la base souguer…, déi sinn net vu schlechten Elteren eigentlech, well se dat erëmbréngen, wat vill diskutéiert ginn ass, mä hei sinn awer Elementer, Dir Dammen an Dir Häre vun der Majoritéit, wou ech lech awer muss soen: Dat do, dat kann et dach net sinn! Dat kann et net sinn! A wann Der dat esou maacht, dem Minister seng Äntwert war, d'FGFC wär bei him gewiescht an déi hätte gekrasch, déi hätten him gesot: „Majo, wann dat esou ass, da stellen d'Gemenge keng Beamte méi an."

De grâce hunn d'Gemengen an deene leschte Jore keng Beamten agestallt! Si hunn 20,30% Cotisatioun bezuelt. An de grâce, wien ass dann deen, deen an allerleschter Substanz an Instanz eigentlech de Krop drënner mécht oder net mécht, ob een agestallt gëtt, dee Fonctionnaire ass oder net Fonctionnaire.

(Interruption)

Jo, ech weess net, wien et war. Ech weess just, dass mer elo hei an e System kommen,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et war net keen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et war net keen. Dat ass op jiddwer Fall…

(Hilarité)

Une voix.- Et war net keen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech fannen déi Argumentatioun och net pertinent. Déi Argumentatioun, fir ze soen: „Da stellen d'Gemenge keng Beamte méi an", déi ass net pertinent a se ass souguer eigentlech par rapport zu de Gemengen an der Aart a Weis, wéi de Gros vun de Gemenge fonctionnéiert, net korrekt, well se présupposéiert, dass d'Gemengen net géife wëssen, wat se maachen, wann et ëm d'Besoldungs- an ëm d'Astellungspolitik vun hire Leit geet.

Fazit, an domat kommen ech zur Konklusioun: Et huet een d'Impressioun, wann een dat Ganzt beieneeleet, wann een d'Schrauwe kuckt, wéi se gedréit gi sinn, dass eigentlech d'Resultat virstoung an dass d'Schrauwen duerno gedréit gi sinn, esou laang gedréit gi sinn, bis se do waren, wou ee se gäre gehat hätt.

Et ass a mengen Aen dofir eng Reform vun der verpasster Solidaritéit. An ech si mam Här Hahn absolutt net d'accord, mat senger ganzer Analys. Et hätt där enger oder anerer Gemeng gutt zu Gesiicht gestanen, an der gesamter Approche, an der ganzer Aart a Weis, wéi d'Gemengefinanze geregelt sinn, wa se e Brin méi Solidaritéit mat deenen anere Gemengen an dësem Dossier gewisen hätt.

De Minister huet mer op eng Fro, déi ech him gestallt hunn, wéi et dann dozou komm ass, geäntwert: „Dat ass de Präis, deen ech hu misse bezuelen, fir e politeschen Accord ze kréien." Mir bedaueren dat a wäerten dës Reform och doweinst net stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wolter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt vläicht op e puer Remarquen agoen, déi d'Virriedner gemaach hunn, ouni elo hei a grouss Polemiken ze falen. Ech denken, datt an deene leschte Jorzéngten, an dat ass schonn e puermol ugeklongen, an ech denken, datt mer do ee Konsens hunn, eng Reform vun de Gemengefinanzen, déi hei ugeschwat ginn ass, iwwert den Här Wolter vun der CSV awer och iwwert den Här Roth vun der CSV, wat den Impôt foncier ubelaangt, datt een do misst weiderkommen.

Ech stelle just fest, datt - an da gesäit een, wéi laang datt mer doriwwer diskutéieren oder hei an deem Haus diskutéiert ginn ass - d'Konklusioune vun enger Territorialreform 2005 waren, datt ee soll eng Reform maache vun der Grondsteier an datt een eng Reform soll maache vun de Finances communales. Mir sinn haut 2016 a mir hoffen dann, datt eng Reform vun de Gemengefinanzen a Kraaft trëtt 2017.

Do gesi mer also, wéi laang datt mer eis scho mam Thema beschäftegen a wéi laang datt mer eis op eng ënnerschiddlech Aart a Weis beschäftegen, och wat déi verschidden, ech nennen et emol, Schrauwen, Kompositioune vun der Reform vun de Gemengefinanze betrëfft.

Et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt dat esou laang gedauert huet a firwat datt am Fong jorzéngtelaang doriwwer diskutéiert ginn ass, an ech gehéieren hei wierklech elo net zu deenen, fir ze soen: Et ass deem dote säi Feeler oder et ass deem dote säi Feeler. Am Fong ass dat mer haut egal. Am Fong solle mer ee System an d'Rei kréien, deen, an ech denken, do si mer eis och eens, net gutt fonctionnéiert!

A wann hei iwwer Solidaritéit vun de Gemenge geschwat gëtt, da kann een, an ech interpretéieren déi Solidaritéit dohinner, datt déi jo dann an de Futur kënnt oder interpretéiert ginn ass, an do kann een driwwer diskutéieren, ob déi Solidaritéit spillt oder net. Ech gesinn, a verschiddenen Dossiere spillt se, an aneren Dossiere spillt se net, esou wéi dat bei de Gemengen am grousse Ganzen ass a bei de Gemengefinanze vläicht och a verschiddene Punkten.

Ech mierken awer, wann ech d'Zuele kucke vun der Dotatioun oder vum ICC, a réckbléckend op déi lescht Joren, datt déi Disparitéit, déi Differenzen tëschent deene verschiddene Gemengen awer actuellement do ass! An déi ass och do, an et gëtt vun de Virriedner gesot: „Et soll een hei…, et ass egal, ob dat Norden oder Osten ass, Süden oder Zentrum", da gëtt herno awer erëm mam Kritär vun der Densitéit oder vun der Zone verte gespillt, do kann een dat da pro Bezierk nennen, wou dat dann de Fall ass, do mierken ech awer, datt och déi Argumentatioun dann op eemol erëm net fonctionnéiert.

Dofir solle mer eis awer alleguerten eens sinn: Eng honnertprozenteg Gerechtegkeet, an dat ass meng Iwwerzeegung, wäert et an de Gemengefinanzen net ginn! Well soss hätte mer se an deene leschten zéng, 12, 13, 20 Joer scho fonnt. An ech perséinlech sinn och der Meenung, datt an deenen nächste Joren déi honnertprozenteg Gerechtegkeet net wäert erreecht ginn an datt mer mussen ewechkomme vun enger Iwwerleeung, datt a puncto Gemengefinanzen…, wann ech d'Attributioun vun der Dotatioun kucken an ech kucken d'Attributioun vum ICC an esou weider, a wann ech kucken d'Dependenz vun de Gemengefinanzen un déi staatlech Suen, déi do kommen, d'TVA an esou weider, fir déi nëmmen ze nennen, hu mer do eng grouss Volatilitéit.

An déi Volatilitéit, déi musse mer an de Gréff kréien, well dat bedeit ganz einfach, datt d'Gemenge kënne plangen. An dofir ass och déi Iwwerleeung vun deene Regierunge virdrun an och vun dëser Regierung, fir verschiddene Gemengen oder de Gemengen am grousse Ganze méi Kompetenz ze ginn, wat verschidde Butten, wat verschidden Objektiver ubelaangt. Och um landesplanereschen Niveau! An all Gemeng soll a muss déi erfëllen. A mir wäerten an deenen Dossieren ëmmer erëm op d'Gemengefinanzen zréck ze schwätze kommen.

An dofir ass et wichteg, datt, wann ee verschidden Iwwerleeungen hei mécht, op jidde Fall een dat kann deelen. Et kann een et och am Kapp behale fir weider Ajustementer. Ech mengen, et ass hei geschwat ginn, wéi een dat adaptéiert. Mir haten an der Kommissioun Iwwerleeungen, fir ze soen: Kommt, mir huele verschidden Ajustementer oder Diskussiounen innerhalb vun der Intérieurskommissioun, fir iwwert d'Loi budgétaire op jidde Fall dat ze ajustéieren, well mer net wollten als Kommissioun iwwer Règlement grand-ducal fueren, well mer wollten - zum Beispill ass dat fir mech ganz wichteg - d'Chamber net ausklameren, an datt d'Chamber wierklech am Niveau vun de Gemengefinanze matagebonne bleift. Ech denken, datt dat dat elementaarst Recht vun dëser Chamber ass.

Et muss ee sech natierlech froen, dee System, dee mer actuellement hunn, a wou mer Ënnerscheeder tëschent verschiddene Gemengen hunn, dat hunn ech scho gesot, ob déi elo am Norden, am Osten oder am Minett sinn, ass mer am Fong egal, mä wa se uneneestoussen, da gëtt jo schlussendlech verglach bei de Gemengepäpp oder bei de Gemengemammen: Wéi vill kréien ech dann eran? An dat gëtt normalerweis op de Kritär vun der Populatioun gekuckt. An do muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wann een un déi aner Gemeng stéisst: Firwat ass déi dote Gemeng da populatiounsméisseg par tête de pipe, wéi ech soen, méi wäert oder manner wäert?

An domadder muss ee sech auserneesetzen. An datt een do verschidde Kritären huet, déi ee kann interpretéieren, domat sinn ech d'accord. Ech verstinn dem Här Wolter seng Iwwerleeungen deelweis mat de Zone-industriellen a spezifesch op seng Gemeng gemënzt mat deene 40%, mengen ech, wéi Der gesot hutt. Ech verstinn d'Iwwerleeungen. Mä wann ech aner Kritäre kucken, Zones de protection, Naturschutzgebidder, déi a Gemenge sinn, do féiere mer déiselwecht Diskussioun. Mir féieren absolument déiselwecht Diskussioun, just an engem anere Secteur, an engem anere Secteur.

An och do denken ech, datt eng gewësse Solidaritéit muss tëschent de Gemenge spillen. Datt een déi kann diskutéieren, datt een déi kann adaptéieren, an datt mer ee flexibele System musse kréien an deenen nächste Joren, hänkt doudsécher dervun of, wat déi Kompensatioune matbréngen. An déi Kompensatioun ass a mengen Aen net eng Kompensatioun, esou wéi se wierkt, fir ze soen: „Dir verléiert näischt."

Et ass richteg, déi Iwwerleeung, déi finanziell Mëttel vun deene Gemenge ginn agefruer a si gi garantéiert. A rien n'empêche, an dat wäert d'Zukunft weisen, an dofir ass et jo wichteg, wat mer an der Finanzkommissioun festgehalen hunn, datt d'Regierung a fënnef Joer kuckt: „Wéi huet déi Gemengefinanzreform sech hei…, wat fir eng Auswierkungen hat déi?", an datt mer dann eng Analys féieren. An déi Analys wäerte mer, an esou, wéi ech déi heiteg Membere vun der Intérieurskommissioun kennen, spéitstens bei den Débate fir de Budget 2018 erëm féieren, well dat an der Intérieurskommissioun wäert matafléissen.

An dofir hu mer also och eng Surveillance vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung, wéi d'Evolutioun vun deem doten Dossier ass.

An dofir begréissen ech och, datt mer op jidde Fall dee Konsens - Här Roth! - och an der Intérieurskommissioun haten. Dat musse mer awer och objektiv zouginn.

Wa mer natierlech elo u verschiddene Schrauwen dréie ginn, dann ass et kloer, datt aner Resultater erauskommen. An dann ass et kloer, datt jo erëm gekuckt gëtt, an dat ass nëmme mënschlech: Wat hat dann déi Gemeng virdrun, wat huet se elo? A fir sämtlech Schrauwen esou a Bewegung ze setzen, datt mer hei en honnertprozentege System kréien an eng honnertprozenteg Gerechtegkeet, dat denken ech heibannen och, dat weess jiddwereen, datt mer dat net kréien.

Ech wollt awer och op eppes agoen iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei an deem Dossier diskutéiert hunn. Ech deelen d'Meenung net vum Här Wolter, datt an deem heiten Dossier net diskutéiert ginn ass. Wann am Juli den Innenminister an d'Kommissioun komm ass, dat war virum Dépôt vum Projet de loi, virun engem Dépôt, dat gëtt jo och net grad ëmmer gemaach. Loosse mer awer och objektiv sinn!

Dat ass presentéiert ginn. An Dir wësst gradesou gutt wéi ech, datt déi Zuelen, déi dunn ausgedeelt gi sinn, jo och schonn direkt kommentéiert gi sinn an datt ee jo och hätt kënnen dunn dee Processus déclenchéieren, fir ze soen: D'CSV geet an déi Richtung oder d'DP oder d'LSAP oder déi Lénk ginn an déi Richtung a mir wëllen do weider Evaluatioune maachen, datt d'Parteien dat intern, deemno wat fir ee Procédé datt dat ass, duerch Zuelematerial, dat se net hunn, net vu sech aus selwer kënne maachen. Dat ass an der Kommissioun och gesot ginn an dat ass jo och unerkannt ginn. An dofir war jo och d'Mathëllef vum Ministère de l'Intérieur, fir dat doten och mat op de Wee ze ginn. Dat soll een objektiverweis awer och soen! Ob ee mat dem Zuelematerial oder mat den Entscheedungen dann zefriddegestallt ass, ass eng aner Diskussioun.

Ech wollt e puer Saachen awer soen. Mir als LSAP, mir wäerten dës Gemengefinanzreform stëmmen, well mer einfach der Meenung sinn, datt, an dat hunn ech elo zwee-, dräimol gesot, mer doudsécher an deem Dossier keng honnertprozenteg finanziell Gerechtegkeet an der Distributioun vun der Dotatioun a vum ICC a vun deem neie Fong wäerte kréien, egal wéi mer d'Kritären elo ajustéieren.

Mir denken och, datt déi Kritären, déi elo zréckbehale gi sinn, awer déi richteg sinn. Datt ee se kann adaptéieren, denken ech, dat ass eng Fro, déi een an deenen nächste Jore muss beäntweren.

An ech verstinn och, datt zum Beispill Diskussioune gelaf sinn innerhalb vun der Kommissioun oder dobaussen, wa mer geschwat hunn iwwert de soziale Wunnengsbau, ob dat iwwer Subventioune soll lafen, wat méi Äre Point de vue ass, well et eng Recette non affectée ass an esou weider an esou weider, déi mer kréien, oder ob dat wierklech elo um Gemengenniveau soll determinéiert sinn.

Mir sinn der Meenung, datt de soziale Wunnengsbau, de Wunnengsbau am grousse Ganzen esou e wichtegt Thema zu Lëtzebuerg ass, datt mer keng Pist sollen ausschléissen. Dat ass op jidde Fall der LSAP hir Meenung. An ech sinn do beim Här Baum, fir ze soen, datt een dat op jidde Fall muss kucken an datt déi Gemengen, déi een Effort kënne maachen oder solle maachen, och eng gewësse Récompense dodra kréien.

Ech gesinn elo net direkt eng Gemeng, déi net an de soziale Wunnengsbau kéint investéieren. Ech gesinn dat net direkt. Ech gesinn dat net direkt, wat do…, ausser et wier, an dat ënnerstellen ech hei kengem, eng Volonté politique. Mä e bësse soziale Wunnengsbau deet all Gemeng gutt. D'Mixitéit deet all Gemeng gutt. An da muss ee mer de Kritär soen, firwat datt eng Gemeng net kann e soziale Wunnengsbau organiséieren. Ob een dat iwwert de System vun de Gemengefinanze rémunéréiert oder net, oder eng Récompense mécht oder net, dat ass eng aner Diskussioun. Mä ech fannen, mir sollen awer op de Wee goen, fir sämtlech Pisten am soziale Wunnengsbau an am Wunnengsbau en tant que tel auszenotzen, well dat ass wichteg, net nëmme fir eist Land, mä och wichteg fir eis kommend Generatiounen an och fir déi Leit, déi an deem Land hei wunnen.

Ech hunn dat gesot, déi Objektiver an déi verschidden Tâchen, déi vun der Regierung op d'Gemengen iwwerdroe ginn. An dofir ass et och a mengen oder an eisen Aen als LSAP wichteg, wa mer d'Territorialreform kucken a mir kucken d'CDAen a mir kucken dat ganzt Fonctionnement vum Land, datt verschidde Gemenge méi e groussen Appui financier musse kréie wéi anerer.

Elo kann een driwwer diskutéieren, Zone verte huele mer eraus, soziale Wunnengsbau dogéint, mir verdeelen no anere Kritären, mir huelen d'Zone verte aneschters, mir maachen dann iwwert d'Surface ajustée eng aner Compétence dran.

An der Vergaangenheet hu mer gemierkt, wa mer d'Gemengen, d'Landgemengen, d'Landgemengen en tant que tel, obwuel ech mech heiansdo froen, wat eng Landgemeng ass, mä d'Landgemengen en tant que tel definéieren, dann huet ee gesinn an der Vergaangenheet, datt déi Gemengen, déi am mannsten Awunner hunn, dat heescht, déi am mannste besidelt waren, datt déi awer och vill Surface verte haten an och eng grouss Récompense dofir kritt hunn, financière, well se sech konnte compte tenu vun der Surface verte développéieren.

Elo kann een natierlech soen: Elo kréien déi Gemengen dat net méi, oder d'CSV proposéiert d'Upassung, mengen ech, op 8%, wann ech dat nach richteg am Verhalt hunn.

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Jo, op 8%, wann ech dat nach richteg am Verhalt hunn.

Ech denken net, datt et gutt wier, datt mer hei Landgemenge géint urban Gemengen ausspillen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wéi wëllt Der dat dann och maachen?

Une voix.- Jo!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Neen, dat maache mer net! Neen, dat maache mer net!

(Brouhaha)

Dir maacht just déi Iwwerleeung, Här Wolter, neen, neen, Här Wolter, Dir maacht d'Iwwerleeung vis-à-vis vun de Landgemengen. Da maacht awer och eng Kéier, wann ech gelift, d'Iwwerleeung vis-à-vis vun den urbanen Zentren! Da maacht awer och eng Kéier déi Iwwerleeung!

Well, ech kann Iech awer och Saache soen, Projete soen, déi ganz einfach urban Gemenge maachen, déi Landgemengen net maachen, wou Leit schaffe kommen. Ech denken u Crèchen, ech denken u Schoulen an esou weider an esou weider. Wat jo och de bonne guerre ass a wat een och soll maachen. A well mer och eis Mobilitéit, eis Transportproblematik esou kënnen orientéieren. Da muss een awer och vun deenen zwou Säiten et kucken. Dofir sinn ech net perséinlech der Meenung - bon, mir kommen do net beieneen -, fir ze soen: „Déi eng gi gestrooft an déi aner, déi kréien näischt méi, an déi aner kréien ze vill." Dat ass, denken ech, an deem heite Fall net meng Meenung.

Well, wann Der elo kuckt, wann Der elo verschidde Landgemenge géintenee kuckt, an Dir kuckt d'Differenz par tête de pipe op 50 Meter an Dir kuckt dat vis-à-vis vun urbanen Zentren, also ech kann Iech awer soen: Dir hutt jo, denken ech, de Schema, kuckt eng Kéier verschidde grouss Uertschaften, an dat ass beileiwen net Dikrech am Norden, an da kuckt Der déi vis-à-vis vu Landgemengen, da kuckt Der emol eng Kéier d'Differenz, wat do dobäi ass, wéi et actuellement ass, wéi et actuellement ass!

A rien n'empêche, datt déi Garantie, déi jo spillt wärend fënnef Joer, jo och an Zukunft wäert spillen, an datt déi Garantie op 2015…. Elo kann een d'Moyenne huelen an et kann een dat extrapoléieren op 2017. An et ass och richteg, wat Der gesot hutt, et kann een och den ICC kucken, wat erakomm ass bei verschiddene Gemengen, compte tenu vum steierleche Revenu oder der Déclaration fiscale vun de Gemengen. Alleguerten dat dote kann

ee kucken. Mä och eng Kéier muss een d'Décisioun huelen, fir op de Wee ze goen, fir eng Reform vun de Gemengefinanzen op deem dote Wee ze maachen.

Iwwregens wëll ech an deem Kontext awer eppes soen, wou Der dat gesot hutt mat den 90 Milliounen, fir ze soen, datt am Fong virdrun déi Regierung, innerhalb vun deene Regierunge se net déi Moyene gehat hätten oder den Innenminister kritt hätt, fir esou Reformen ze maachen. Da constatéieren ech nach eng Kéier hei, wa mer an deem Haus hei awer iwwer Reformen oder iwwer Konklusioune vun enger Territorialreform schwätze vun 2005, an egal wien an der Regierung ass, a mir ginn eis d'Moyenen net, fir dat ze maachen, da stellen ech mer d'Fro vun de Konklusiounen. Well, wa mer d'Konklusiounen hunn a mir refuséieren, op eng politesch Aart a Weis oder Iwwerleeungen oder aner Iwwerleeungen ekonomescher Aart a Weis, déi ze respektéieren, da froen ech mech, firwat datt mer d'Konklusiounen da maachen! Well fir mech sinn déi vun 2005 schonn erëm dépasséiert par rapport zu 2016.

Wann also dës Regierung 90 Milliounen deblockéiert huet, da begréisse mir dat als LSAP, fir dat ze maachen. Dat ass jo och dat, wat Der gesot hutt. Dat begréisse mer! Sou, elo kann ee sech natierlech e Sputt ginn, mer komme jo an déi zweet Phas, fir ze soen: D'Gemengefinanzen, wéi gi mer se un? An natierlech kann een elo d'Steierreform do drabréngen, et kann een d'Reform vum Pompjeeswiesen drabréngen, et kann een nach aner Reformen do drabréngen. Mä och eng Kéier muss een d'Décisioun huelen, fir op dee Wee ze goen!

An da kommen ech zréck op dat, wat ech am Ufank gesot hunn, datt eng gewësse Flexibilitéit an deem heite System par rapport zu de Gemenge vum Stat aus muss do sinn, wat d'Adaptatioun vun de Gemengefinanze betrëfft. Déi muss do sinn an Zukunft, soss féiere mer näämlech ëmmer déiselwecht Diskussioun! Mir wäerte se an Zukunft ëmmer féieren, an ech weess net, ob mer dann ee Consensus politique an deem doten Dossier kréien. Et schéngt mer net de Fall ze sinn, fir en dann ze kréien.

Dat wier awer schued, well jo och déi Interaktioun um politesche Plang tëschent der Regierung oder de Regierungen an de Gemengen, mat Opträg, déi un d'Gemenge ginn, jo och vun all Regierung préconiséiert gëtt, fir dat ze maachen. Schlussendlech musse mer de Gemengen dann, ob se rural sinn oder urban sinn, och déi néideg Finanze ginn.

An deem Kontext wollt ech awer och eppes soen, an do mierken ech och d'Flexibilitéit awer, déi opkomm ass an der ekonomescher Iwwerleeung vun dëser Regierung oder vun dësem Innenminister - Dir sidd scho laang am Geschäft souwuel als Innenminister wéi och elo als Buergermeeschter an de Gros vun de Leit hei, déi e kommunaalt Amt hunn, wëssen dat och: Et gëtt oft an de Gemenge geschwat iwwert d'Konsolidatioun vun den Emprunten. Dat war an deene leschte Joren, an dat ass e Reproche u keen, en Tabuthema. Tabuthema!

Ech muss Iech soen, wann een elo keng Konsolidatioun vun den Emprunte mécht no verschiddene Konditiounen, déi een ze respektéieren huet, keng Streckung vum Emprunt an esou weider an esou weider, datt dann awer eng Konsolidatioun vun den Emprunten eppes ass, wat an deem heitege Jorhonnert jo awer nëmmen normal ass, wa mer ekonomesch iwwerleeën. Och als Gemeng muss een ekonomesch iwwerleeën. Da muss een och op deen dote Wee goen! An dësen Innenminister huet dat dote fräiginn, fir dat ze maachen.

Déiselwecht Iwwerleeung wëll ech awer dann och eng Kéier soen: Taux fixe. Ekonomesch kann een elo soen: Den Taux fixe, dat war bis elo Tabuthema. Et kann een natierlech argumentéieren, viru fënnef Joer, et ass gutt, datt et en Tabuthema war, well wann s de dann een Taux fixe gehat häss, dann häss de elo schlecht dogestanen.

Mir sinn eis awer eens, datt bei deem Taux variable, dee mer elo hunn, ech gesinn e schlecht nach méi falen, ech weess net, wou en dann nach fält, an den Taux fixe ass momentan akzeptabel. Et geet emol net dorëms, fir dann ze soen, ob et fir eng Gemeng lukrativ ass oder politesch wäertvoll ass oder wat se dorauser schléit. Et geet ganz einfach ëm d'Liquiditéit vun de Gemengen an deem dote Punkt, wa se Projete realiséiere fir de Stat am Aklang, mam Averständnis vun hire Bierger. An dat geet duerch e Gemengerot, an do sëtze Leit, déi erwuesse sinn an déi kënnen dat décidéieren.

Dofir begréisse mir déi Moossnamen zum Beispill vun engem Taux fixe. Ech hunn dat eng Kéier gesot op eng witzeg Aart a Weis, ech weess net méi, ob et esou witzeg ass, wann ech zu Dikrech d'Zënse kucken a mir hunn eng Schold vu 40 Milliounen, da kaschte mech d'Zënsen, Här Roth, en hallwen elektreschen Trafo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir si bei 46…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da sidd Der e bësse méi schlecht wéi Dikrech. Mä bon, mir sinn nach alleguerten... Et ass jo och duerch d'Investissementer gefuerdert, et ass jo och duerch d'Investissementer gefuerdert.

Gutt! E puer Saachen, op déi ech awer nach wëll agoen, dat ass d'Caisse de prévoyance, denken ech, déi den Här Wolter ugeschwat huet, de Fonds pour l'emploi. Dat kann een deelen. Mir mech ass d'Mutualitéit an deem dote Kontext wichteg, och tëschent de Gemengen. Et kann een dann och argumentéieren, fir ze soen: Verschidde Gemengen oder Stied hunn och méi national Aufgabe wéi anerer.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dofir kréie se méi.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dofir kréie se méi, dat ass richteg. Dat ass an der Rei. Mä hei iwwert déiselwecht Aart a Weis och, kréie se duerch eng Participatioun och méi. An ob eng Gemeng ee Fonctionnaire astellt oder net, ass awer nach ëmmer eng Décisioun vun der Gemeng iwwert d'Création de poste. An ech denken net, datt ee Buergermeeschter oder ee Schäfferot oder ee Gemengerot doriwwer dann argumentéiert, wéi vill datt en do schlussendlech muss an de Fong oder an dësem Fall net an de Fong, mä d'Caisse de prévoyance bezuelen. Ech denken awer, datt de Minister, well mer dat schonn an der Intérieurskommissioun ugeschwat hunn, och op déi doten Diskussioun wäert agoen.

Zum Schluss kommen ech nach zur Grondsteier. Ech denken, datt eng Reform vun der Grondsteier wichteg ass. Fir d'LSAP ass se och wichteg, an ech denken, fir jiddwer Partei heibannen. Mir gesinn elo net bei enger Grondsteier, datt do eng direkt Participatioun oder eng Augmentatioun vun der Besteierung vun de Leit soll kommen. Mä déi soll diskutéiert ginn am steierleche Kader vun enger Steierreform. Elo kënnt Der natierlech äntwerten: „D'nächst Woch stëmme mer eng Steierreform, wou ass se?"

Ech kommen direkt dobäi, ech sinn direkt dobäi. Da kënnt Der jo direkt dat äntwerten. Mä Dir wësst horgenau, datt eng Reform vun der Grondsteier och weider wäert diskutéiert ginn a wäert och élaboréiert ginn. A wa mer politesch net de Courage hunn, egal wat fir eng Regierung datt dat ass, kënne mer ëmmer iwwert d'Grondsteier kucken an déi Adaptatioune vun 1940 kënne mer all Kéiers kucken. A mir kënne se all Kéiers adaptéieren. Dir wësst horgenau, datt, wat d'Grondsteier ubelaangt, d'Valeur immobilière an de Parc immobilier zu Lëtzebuerg grondsätzlech geännert hunn an datt do natierlech eng Differenz ass tëschent deene verschiddene Gëigenden am Land.

Dofir muss ganz einfach een neien, ee méi gerechte Besteierungsmodus an der Grondsteier kommen. An dee solle mer alleguerten zesummen upaken. An da wäerten och déi Viraarbechte weidergoen. Mä et ass natierlech, bei enger Grondsteier muss een och sech selwer datselwecht…, fir mech perséinlech muss een eng gewësse Quantitéit Leit do drop setzen, déi wärend engem Joer weider näischt méi maache wéi dat doten. An da wäerte mer déiselwecht Diskussiounen, déi mer elo hei maache mat de Gemengefinanzen, bei der Grondsteier nach eng Kéier kréien. Mä fir eis ass et eng Differenz par rapport zu der CSV, datt mir net eng zousätzlech Besteierung vun de Leit wëllen heiranner, mä datt mer dat afléisse loossen an eng global Besteierung am Kader vun enger Steierreform.

Datselwecht gëllt...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, wann Dir domat d'accord sidd, huet den Här Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Däerf ech da just de Parteipresident vun der LSAP froen, wéi en dann d'Wierder fënnt, déi den Här Fayot als deemolege Budgetsrapporteur gesot huet, näämlech dass hie fonnt huet, dass dës Steier, et war d'Grondsteier gemengt, lächerlech niddreg wier? Deelt Der dat oder net?

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Momentan ass d'Grondsteier niddreg, lächerlech niddreg. Dat wësse mer alleguerten. Den Ënnerscheed ass awer, datt mir net eng zousätzlech Besteierung vun de Leit wëllen. Dat heescht, mir wëlle se am Kader…

(Interruption)

Neen, mir wëlle se am Kader… Neen, Dir musst… Och dat muss een diskutéieren. Dir musst et kënnen am Kader vun enger Steierreform oder vun der steierlecher Struktur vun engem Land - dat muss jo kënne sinn - diskutéieren.

An do muss ech Iech soen: Är Rapproche bei der Kilometerpauschal bedeit eng zousätzlech Besteierung vun de Leit. Bon, et ass eng aner Aart a Weis. Mir denken, datt mer dat net solle maachen an et do afléisse loossen. An dofir si wichteg déi Viraarbechten, déi momentan amgaange si mat deem Steiergrupp iwwert den Impôt foncier, fir dat ebe kënnen ze evaluéieren an ebe méi ee gerechte Besteierungsmodus ze maachen. Dat schéngt mir awer evident an deem doten Dossier ze sinn.

Gutt! Also mir als LSAP wäerten déi heite Gemengefinanzereform matdroen an och ënnerschreiwen. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Haagen. Keng weider Wuertmeldungen?

Dann huet d'Wuert den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Dat, wat ech haut héieren hunn, huet mech engersäits mat Freed erfëllt, well ech awer festgestallt hunn, dass queesch duerch d'Fraktiounen d'Asiicht, dass mer mussen eng Gemengefinanzreform maachen, iwwerparteilech do ass.

Op där anerer Säit sinn ech natierlech e bëssen enttäuscht, dass déi gréisst Oppositiounspartei dëse Projet net wäert matstëmmen, och wann ech e gewëssent Verständnis fir d'CSV, fir hir Haltung kann entwéckelen. Wann ee wärend 34 Joer onënnerbrach un den Hiewelen,…

(Brouhaha)

…un den Hiewele vun den entscheedende Ministèrë sëtzt, sief dat am Finanzministère, sief dat am Innenministère, a vum Premier hunn ech iwwerhaapt elo nach net geschwat, dann ass et natierlech schwéier, engem Projet zouzestëmmen, dee Schluss mécht mat deenen Diskrepanzen, déi mer hu bei der Verdeelung vun de Gemengefinanzen.

An, an dat wëll ech hei ganz kloer soen, dass esou laang näischt geschitt ass, dass zougelooss ginn ass, dass déi Ongerechtegkeete sech an deem Mooss entwéckelt hunn, dat huet schonn e bëssen eppes ze di mat „non-assistance à commune en danger".

(Brouhaha et hilarité)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wat elo kënnt, oder wéi?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- A wann een…

(Brouhaha)

Ech weess, dass Der dat net gären héiert, an ech verstinn dat och.

(Interruption)

Il n'y a que la vérité qui blesse!

A wann dann anerer eppes ausgeschafft hunn, wou ee Remedur schaaft, dann ass et natierlech, dass et engem schwéierfält, fir dat einfach esou ze akzeptéieren.

Bei der CSV, Här President, schéngen der e puer do ze sinn, déi ganz héich erauswëllen, mä wann et drëms geet, fir iwwer hire Schiet ze sprangen an déi Noléissegkeeten, déi se an der Vergaangenheet gemaach hunn, zouzeginn, dann hu se grouss Problemer. Haut stelle mer op jidde Fall fest, egal wéi mer eis dréien a kéieren, dass jorelaang näischt gemaach ginn ass.

Zwee vun deenen Innenministeren, vun deenen ech geschwat hunn, sëtzen haut an dëser Chamber. Een huet d'Décence, sech an dëser Diskussioun zréckzehalen, deen anere setzt op déi bewäerten Taktik „Angriff ist die beste Verteidigung" a probéiert dann och nach, Lektiounen ze ginn.

(Brouhaha général)

Dont acte! Et ass awer säi Recht, esou wéi vu jiddwerengem aneren heibannen, fir op déi Froen, déi en opwerft, och Äntwerten ze kréien. Dofir wäert ech dat dann och probéieren, och wann ech, Här Wolter, déi Félicitatiounen, déi Der u mech geriicht hutt, ganz eescht huelen, dass Der sot, dass ech et fäerdegbruecht hätt, fir d'Regierung dozou ze bewegen, fir méi an d'Dëppen ze leeën. Effektiv, dat war net einfach, mä et war awer noutwendeg, fir dass mer iwwerhaapt kënnen iwwer Gemengefinanzen diskutéieren.

Ech huelen Iech awer net ganz of, dass Dir et net fäerdegbruecht hätt bei deene viregte Regierungen, fir dat ze realiséieren, dass dat d'Schold vun de Kolleege vun der DP oder vun der LSAP wär. Ech mengen, dass Dir do selwer och en Deel zumindest vun der Schold matdrot.

Ech hunn eng Fro gestallt kritt: Firwat hu mer ee Joer geholl, 2015? An den Här Wolter huet mech entweder falsch verstanen oder falsch zitéiert. Ech hunn an der Kommissioun d'Äntwert ginn, wann ech d'Joer 2013, 2014 an 2015 geholl hätt, dann hätt dat de Finanzminister gefreet, well da wären näämlech Rechnungen erauskomm par rapport zum Joer 2015, déi au détriment vun de Gemenge gewiescht wären an zum Virdeel vum Statsbudget.

Dat ass also de Grond, firwat dass mer eenzeg an eleng d'Joer 2015 geholl hunn, och wann, an dat ginn ech ganz gären zou, dat anert vläicht méi Prezisioune bruecht hätt.

Une voix.- Dat ass jo net richteg!

(Interruption)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- 31 Verléierergemengen, hutt Der gesot. Jo, an deem Modell, deen ech ausgerechent hunn op d'Joer 2015, ware 74 sougenannt Gewënnergemengen dobäi an 31 Gemengen, déi géife stagnéieren.

Ech wëll awer derbäisoen, dass schonn d'Joer 2017 déi Zuel vun de sougenannte Verléierer, wéi Dir et nennt, oder vun de Gemengen, déi stagnéieren, wéi ech et nennen, dass déi schonn nëmme méi wäert bei 18 leien. Dat sinn op jidde Fall déi Zuelen, déi mer opgrond vun de Gemengebudgeten, wéi se elo wäerten ausgesinn, elo scho kënnen ausweisen.

Et geet also wesentlech méi séier, dass d'Gemengen dat kompenséieren, wat se soi-disant verléieren, wéi dat, wat mer konnten op de Chiffere vun 2015 feststellen, an et bestätegt dat, wat mer och als Regierung ëmmer gesot hunn.

E weidere Punkt. Här Wolter, Dir hutt Merci gesot am Numm vun der Gemeng Käerjeng, och am Numm vun der Gemeng Suessem. Ech mengen net, dass déi onbedéngt Iech als Affekot brauchen. Ech ginn dovun aus, dass dee Merci, deen Der da gesot hutt, dass dat ass fir 1,98 Milliounen Euro d'Joer méi fir d'Gemeng Käerjeng oder 8,8%, oder 4 Milliounen da fir d'Gemeng Suessem oder 13% all Joers méi par rapport zu deem ale Finanzéierungsmodell, fir deen Dir jo och Verantwortung gedroen hutt.

An dann, Här Wolter: Den Här Hahn hat et awer gesot. Natierlech kann een all eenzelne Kritär hei diskutéieren, ouni dat Ganzt ze gesinn, ouni d'Resultat ze gesinn, all eenzelne Kritär zerplécken an da seng eenzel Faziter zéien, déi dann natierlech total aus dem Kontext gerappt an och falsch sinn.

Wann Der sot, mir géife Gemenge mat eisem Modell penaliséieren, wa se wirtschaftlech Aktivitéite maachen oder wa se Aarbechtsplaze kreéieren, da leit Der natierlech falsch, well Der ënnerschlot, dass mer och e Kritär erabréngen, näämlech dee vun den Aarbechtsplazen, dee virdrun net dra war, deen déi wirtschaftlech Aktivitéiten an och d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen ausdrécklech belount.

Ech wëll dann op eppes nach agoen, wat och vun anere Kolleegen ugeschwat ginn ass: déi ganz Diskussioun vun der Caisse de prévoyance. Am Moment ass et richteg, opgrond vum Gesetz vum 25.3.2015, dass 20,30% vun de Gemenge bezuelt ginn a 14,7% vum Stat, fir also d'Pensiounskeess vun de Gemengebeamten ze fidderen. A bei deem Status quo wäert et an Zukunft och bleiwen. 20,30% wäerte vun de Gemenge bezuelt ginn, a 14,7% ginn iwwert de Statsbudget bezuelt. Duerfir ass och en Artikel am Statsbudget virgesinn. Fir d'Éischt 14,7%, an dat ass richteg, geet de Stat sech allerdéngs bei d'Gemengen erëmsichen am Kader vun där Ëmverdeelung, déi mer gemaach hunn. Engersäits iwwerhëlt de Stat d'Käschte vun de Schoulmeeschteren, 150 Millioune ronn, an hëlt sech da 50 Milliounen dovun erëm iwwert d'Pensiounskeess vun de Gemengefonctionnairen.

Dir hutt eppes gesot, wat mech alarméiert huet: Mir géife mat engem Prinzip briechen, wou deen, dee Patron ass, och misst fir Pensiounsrechter opkommen. De Contraire ass de Fall! Wa mer Är Propositioun géifen iwwerhuelen, dass d'Gemengen déi 35% eleng misste bezuelen, da géife mer mat engem Prinzip vun eisem Solidarwiesen a vun dem Fiddere vun eise Pensiounskeese briechen, näämlech deem, dass et engersäits de Patron ass, deen en Deel bäileet, anerersäits den Assuré selwer an als drëtte Partner de Stat. Den tripartielle System vun eisem Pensiounswiese géif mat Ärem Modell a Fro gestallt ginn. A mir wieren eis dergéint, fir an deem Beräich hei e Präzedenzfall ze schafen, an dat ass och ee vun de Grënn, firwat dass mer deen heite Modell virgeluecht hunn.

(Interruptions)

Ech ginn dovun aus,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kersch, den Här Roth freet sech d'Wuert. Wann Dir d'accord sidd, huet den Här Roth d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech sinn ëmmer d'accord, wann ech anstänneg Froe gestallt kréien.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Minister, ech mengen, dat hei hunn awer elo déi mannste verstanen, Äert Räsonnement. Dir sot: „De Stat bezilt se, mä geet se bei d'Gemengen als Gesamtenveloppe sichen." Sidd Der net der Meenung, wann de Stat se vun der Gesamtenveloppe vun de Gemengen ofzitt, dass en fin de compte d'Gemengen awer dat Ganzt bezuelen?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Roth, ech sinn der Meenung, dass, wa mer net e Wee fonnt hätten, fir 90 Millioune méi an de System eranzebréngen, da géife mer haut net hei stoen an da géife mer net iwwer eng Gemengefinanzreform schwätzen. A well mer…

(Exclamations)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat war eng gutt Äntwert op meng Fro! Dat war awer eng gutt Äntwert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat war awer eng gutt Äntwert!

(Exclamations)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Reegt lech nach e bëssen op, da kann ech nach eng Schlupp drénken!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da wär d'Gejäiz awer komplett.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn der eppes an ech huelen et hannenerëm erëm ewech.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech ginn der 150 Milliounen an ech huelen der 50 Milliounen erëm ewech, fir herno, wa mer nach eng kleng Ëmverdeelung maachen, iwwert de Montant forfaitaire bei 90 Milliounen ze landen. Sou ass et richteg, Här Gibéryen! Merci fir Är Hëllef!

Wann Der dann erlaabt, géif ech weiderfueren. Här President, wéi gesot, ech bedaueren et, dass d'CSV sech eréischt esou spéit un der Diskussioun bedeelegt huet.

(Interruptions diverses)

Ech probéieren, et e bësse méi kuerz ze maachen, well soss gi meng Kolleegen hei ze vill nervös.

(Interruptions)

An dräi Joer - dat hunn ech festgestallt -, nodeems dass Der, wéi ech virdru scho gesot hunn, 34 Joer an der Regierung näischt gemaach hutt, hutt Der och déi dräi Joer an der Oppositioun net genotzt, fir e konstruktive Projet eranzebréngen. Dir hutt och keng Proposition de loi ausgeschafft, wat Der hätt kënne maachen. D'Donnéeën hat Der jo zumindest nach aus der Erfahrung aus Ärer Regierungstätegkeet. Dir hätt och kënnen an der Kommissioun en Alternativvirschlag maachen, en Amendement virbréngen. Ech hunn näischt gesinn!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech muss souguer derbäisoen, dass mer zwou Kommissiounssitzungen ugesat haten, fir déi ganz Reform hei ze diskutéieren. Déi zweet Sitzung huet emol net stattfonnt, manque de sujet. Dat war also de Bäitrag...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, just eng Prezisioun vum Här Roth. An ech géif lech bieden, lech un d'Chamber ze riichten, da gëtt den Dialog e bëssen aneschters.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech maache mäi Bescht. Okay!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, generell waren déi Diskussioune jo an där Kommissioun ënnert der Présidence vum Här Claude Haagen ganz konstruktiv. Ech muss awer soen, och op speziell Nofro elo beim President vum Syvicol, hutt Dir eigentlech ni dem Syvicol als Daachverband vun de Vertrieder vun de Gemengen ni d'Rechemaschinn zur Verfügung gestallt, fir dass si hätte kënnen Alternativmodeller mat ausschaffen.

Wier et dann hei net néideg gewiescht, dass Der, ier Der an d'Kommissioun komm wiert, wou Der einfach Är Chifferen dohinnergeluecht hätt, gesot hätt: „Ma mir kucken dat do iwwerparteilech zesummen, bréngt Dir Är Propositiounen eran, bréngt eis eran!", an dann hätte mer do e Konsens fonnt? An ech mengen, den Här Wolter huet dat virdru gesot, dass mer guer net wäit ewech vun engem generelle Konsens gewiescht wieren. Well, wann Der kuckt, dass eis Propositioun op dräi Haaptkritäre vun där vum Regierungsmodell déiselwecht ass,…

(Interruption)

Et geet ëm den Ausglach vun de flächenintensive Gemengen, wou e Clivage am Land ass. Ob Dir dat elo wëllt richteg gesinn oder net, dat ass Är Appréciatioun. A wa mer eis un en Dësch gesat hätten, sinn ech och iwwerzeegt, dass mer am Konsens e Modell fonnt hätten, deen haut hätt kënnen eng Unanimitéit an der Chamber hunn, an dass mer net hätte missen Amendemente presentéieren op Basis vun Donnéeën, déi Der eis herno ausgerechent hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt, da probéieren ech, esou gutt wéi méiglech anzegoen op déi Geschicht mat der Rechemaschinn, déi faméis Rechemaschinn.

Wat huet den Intérieur gemaach, éier mer déi Gemengefinanzreform ugaange sinn? Mir hunn e Mathematiker agestallt. Ech mengen, dat ass eist gutt Recht gewiescht, well mer eis dovunner erwaart hunn, dass mer eng ganz Rei vu Berechnunge kënne maachen, déi virdru sträflecherweis ni gemaach gi sinn. Déi faméis Rechemaschinn, vun där Der schwätzt, gëtt et net!

Wat et awer ginn ass, wann Der de Syvicol uschwätzt, ass eng Etüd, déi de Syvicol maache gelooss huet bei eenzelne Gemengen - ech mengen, bei 94 Gemenge vun deenen 105 -, iwwert déi mer och geschwat hunn zesummen. A wéi ech als Minister de Syvicol gefrot hunn, fir déi Etüd ze kréien, a souguer bereet war, d'Halschent vun de Käschten ze droen, do huet de President mer geäntwert, dat wär net méiglech, well et keng Eenegkeet géif gi beim Syvicol, fir sech doriwwer kloer auszeschwätzen an eng Eenegkeet ze fannen an der Interpretatioun vun hirer eegener Etüd.

Dat ass also d'Geschicht vun der Rechemaschinn! An et ass vläicht eng Kéier un der Zäit, dass een dat och op dëser Tribün eng Kéier muss soen.

M. Emile Eicher *(CSV).*- Dat ass esou vum Syvicol ni gesot ginn.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Doriwwer eraus, Här Roth, hunn ech alleguerten d'Berechnungsmodeller, déi ech gefrot gi sinn, an der Kommissioun lech ausgerechent. Dat wësst Der och, an ech mengen, dat ass och esou, wéi et sollt gemaach ginn. Ech wollt awer nach vläicht...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kuerz, Här Minister,...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Meng Zäit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...de President vum Syvicol huet sech d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo.

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, ech sëtzen elo hei als Deputéierten, net als Syvicol-President. Ech wëll awer op déi dote Fro äntwerten. Ech mengen, et ass kloer, datt mer 2013 eng Etüd gemaach hunn, wou éischtens d'Gemengen net all derbäi waren, wou mer hu misse bei jiddwer Gemeng den Accord froen.

2013 war e Joer, wou mer schlussendlech festgestallt hunn, datt mer extrem Problemer fonnt hunn an de Buchunge vun de Gemengen, well deemools näämlech dee Kontabelsplang, dee vun dem Virgänger agefouert ginn ass, eigentlech eréischt 2013, 2014 wierklech emol zum Gräife koum a mir extrem vill Problemer bei der Interpretatioun haten.

Ausserdeem hu mer och festgestallt, dass de ganz einfach, wann s de grouss Gemengen, kleng Gemengen, Landgemengen an Netlandgemenge matenee vergläichs, dann och nach grouss Problemer hues, näämlech: Déi, déi näischt haten - et gouf jo och gesot, grouss Gemengen, déi hätten net esou vill gehat -, konnten och net vill ausginn. Dat heescht, dee Moment konnts de och net vergläichen, wat am Fong déi richteg Besoine wären, well s de se net konnts erfaassen. An dofir huet et och kee Sënn gemaach, fir weider dorobber ze diskutéieren.

Ausserdeem war déi Etüd och net esou fuerchtbar deier, wéi se an d'Fënster gestallt ginn ass. Si huet 30.000 Euro kascht. Da wëssen d'Leit dat och elo alleguer hei.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dir bestätegt awer, dass ech nogefrot hunn, fir déi Etüd ze kréien, an dass Der gesot hutt, Dir kéint dat net maachen, well Der lech net eeneg wäert an der Analys vun där ganzer Etüd. Et ass dat, wat ech gesot hunn. Dont acte! Ech mengen, et ass net dat, wat derfir entscheedend ass, ob mer elo dës Gemengefinanzreform weiderdreiwen oder net.

Ech wollt vläicht awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir trotzdeem och dem Rapporteur Merci ze soen. En huet eng ganz Rei vu Chiffere genannt, déi ech dann elo net brauch ze widderhuelen.

Ech wëll just soen, dass mer, opgrond vun deenen Diskrepanzen, déi mer festgestallt hunn, einfach hu misse reagéieren. An d'Regierung huet reagéiert an ech sinn och houfreg, dass mer et gemaach hunn.

Mir hu virun allem mat engem Dogma gebrach, an dat ass deen, dee virdrun och vun der CSV selwer gesot ginn ass, dass muss „à guichet fermé" geschafft ginn. Effektiv, wa mer dat weidergefouert hätten, an do si mer eis eens, da wäre mer net zu engem Resultat komm an dat wär zum Nodeel vun de Gemenge gewiescht. Ëmsou méi gutt, dass dës Regierung et da fäerdegbruecht huet, dat Dogma ze briechen an dann aneschters un d'Fro erunzegoen, wéi dat virdrun de Fall war.

Och wann ech muss feststellen, dass eenzel Leit an der CSV - et pas les moindres quand même! -, an et ass virdrun och schonn ugeschwat ginn: Den Här Wiseler huet gesot, hie wär der Meenung, dass een net onbedéngt hätt missen eng Gemengefinanzreform maachen, déi de Statsbudget 100 Millioune kascht. Ech sinn der Meenung, dass, wa mer eis et dat net kaschte gelooss hätten, da wäre mer kee Schratt weiderkomm.

An och der CSV hire Virschlag, dee se gëschter gemaach hat, géif de Gemengen net méi Sue bréngen, mä géif de Gemengen drastesch manner Sue bréngen, géif de Stat op där anerer Säit och nach eng Rei Sue kaschten a géif virun allem och de Bierger immens belaaschten.

Wéi gesot, ouni eng Erhéijung, bei gläichbleiwende Kreditter, wär et net méiglech gewiescht, dës Reform ze maachen. Dofir si mer och esou virgaangen, wéi mer et gemaach hunn. An et freet mech, dass och d'CSV dat unerkennt.

Ech wollt trotzdeem nach eng Kéier zwou Zuelen zitéieren, fir einfach ze weisen, wou mer stoungen. Beefort ass déi Gemeng, déi am mannsten hat, huet 1.839 Euro op de Kapp kritt, a Wäisswampech, déi, déi am zweetmeeschten am Land hat - d'Stad Lëtzebuerg loossen ech ëmmer ewech, well dat dat Ganzt géif verfälschen -, louch bei 3.272. Dat ass en Ënnerscheed gewiescht vu 77,9%!

Déi Reform hei, an den Här Haagen huet dat virdru gesot, déi bréngt net alles. Déi absolutt Gerechtegkeet, déi wäerte mer net erreechen, mä zumindest wäert et esou sinn, dass déi Gemeng, déi am mannsten huet, par rapport zu där, déi am meeschten huet, elo net méi bei 77,9% Ënnerscheed läit, mä just nach bei 34,7%, wat also méi wéi eng Halbéierung ass vun deem Ganzen.

An dann ass et och keng Reform, déi géint iergendeng Gemeng oder géint iergendeng Regioun ausgeriicht ass. Fréier hate mer am Norden 2.476 Euro op de Kapp, am Osten 2.389 Euro op de Kapp, am Zentrum 2.378 Euro op de Kapp - den Zentrum ëmmer ouni d'Stad Lëtzebuerg, dat sollt een derbäisoen -, an de Süde mat 2.289 Euro op de Kapp. En Ënnerscheed also vun enger Regioun op déi aner - déi, déi am meeschten hu par rapport zu deenen, déi am mannsten hunn - vun 8,16%.

An Zukunft wäert et sinn: Den Norden nach ëmmer am meeschte mat 2.570 Euro, dann den Oste mat 2.540 Euro, ex æquo mat dem Zentrum an dem Süden, deen dann och nach ëmmer als Leschte kënnt, mat 2.516 Euro op de Kapp. Den Ënnerscheed gëtt wesentlech méi kleng. E geet erof vun 8,16% op 2,14%.

Dat heescht also, dass mer an Zukunft an den Norden, ouni d'Kompensatiounen, 8,04 Millioune méi wäerten investéieren, an den Osten 10,2 Millioune méi wäerten investéieren, an den Zentrum 15 Millioune méi investéieren an an de Süde 47,4 Millioune méi wäerten investéieren.

D'Zuele weisen, et bleiwen Ënnerscheeder. D'Ënnerscheeder rechtfertege sech jo och zum Deel, mä d'Ënnerscheeder gi wesentlech méi kleng. Dat war ee vun den entscheedenden Ziler vun der Reform. An dat Zil hu mer erreecht.

Mir bréngen d'Suen dohinner, wou d'Leit sinn. Och dat war dat, wat mer wollten erreechen. Mir brénge fir d'Éischt landesplaneresch Kritäre mat eran. Mir brénge fir d'Éischt sozial Kritäre mat eran an de Verdeelungsschlëssel. Och dat war eent vun den Ziler, wat mer wollten erreechen.

D'Planungssécherheet gëtt méi grouss, well d'Volatilitéit vis-à-vis vun der Gewerbesteier wäert erofgoen. Ech ginn elo net op d'Zuelen an. Ech mengen, dat erspueren ech lech, dat kennt Der alles. Et ass also en ausgewogene Virschlag, dee laang diskutéiert ginn ass mat alle Partner, déi concernéiert waren, souwuel mam Syvicol wéi och mat eisem Conseil supérieur des finances communales. D'Berechnunge sinn och an der Kommissioun gemaach ginn. Dat, wat d'Fraktioune gefrot hunn, hu se ausgerechent kritt. An dofir mengen ech och, dass d'Diskussioun elo muss ophalen, dass mer endlech mussen zu konkrete Schrëtt kommen am Intérêt vun eise Gemengen.

Vläicht nach, well dat och e ganz wichtegen Diskussiounspunkt awer war, den Alternativvirschlag, deen d'CSV an der Kommissioun gefrot hat, an dee meng Servicer ausgerechent hunn, huet konkret Ergebnisser erginn. An ech soe se eng Kéier, dass och jiddweree se hei weess. Dat hätt dozou gefouert, an den Här Hahn hat gesot, dass d'Stad Lëtzebuerg Nettoverléierer gi wier, 0,6% manner insgesamt kritt hätt wéi dat, wat se haut kritt. Esch hätt par rapport zum Regierungsvirschlag 3,3 Millioune verluer, Déifferdeng 2,05, Diddeleng...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Lauschtert no, Här Wolter, par rapport zum Regierungs...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Probéiert net erëm, de Message ze verwässeren! Ech mengen, et ass elo relativ kloer, wat ech gesot hunn. Par rapport zum Regierungsvirschlag géif d'Stad Lëtzebuerg 0,6% vun hirem Gesamtavoir verléieren, wann den CSV-Virschlag sech géif ëmsetzen. Esch géif 3,3 Millioune verléiere par rapport zum Regierungsvirschlag, Déifferdeng 2,05, Diddeleng 0,8, Péiteng 1,4, Suessem 1,07 et cetera, et cetera. Ech kéint esou weiderfueren, wann Der dat gären hätt.

(Brouhaha)

Ech wëll lech awer och nach soen, well och déi Gemengen hei namentlech opgefouert gi sinn, déi soi-disant Verléierergemengen, vun deenen ech soen: Et si Gemengen, déi stagnéieren.

Biekerech kritt an Zukunft, ouni Kompensatioun, 2.636 Euro op de Kapp, 100 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Bauschelt 93 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Buerschent 94 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Ell 63 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Esch-Sauer, déi ass jo och hei genannt ginn, 95 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Groussbus 95 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, d'Stauséigemeng 93 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Pëtschent 94 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Sëll 95 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Tandel 95 Euro méi wéi d'Landesmoyenne,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Useldeng 16 Euro méi wéi d'Landesmoyenne.

(Brouhaha)

An da kënnt eng Gemeng,...

(Interruptions diverses)

Da kënnt eng Gemeng, fir lech ze berouegen, déi kritt effektiv manner wéi d'Landesmoyenne, dat ass Viichten, 82 Euro manner wéi d'Landesmoyenne. An da kommen awer nach Wahl, 95 Euro méi wéi d'Landesmoyenne - dat ass eng vun deenen ënner 1.000, fir dat dann nach ze soen -, Wäisswampech 94 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Wëntger 93 Euro méi wéi d'Landesmoyenne, Wanseler 93 Euro méi wéi d'Landesmoyenne a Kiischpelt - an dann hu mer se allen 18 - 93 Euro méi wéi d'Landesmoyenne.

Ech mengen, dass et wichteg war, déi Zuelen nach eng Kéier hei ze nennen, fir dass mer och Kloerheet an deen Dossier do erabréngen.

An ech soen et nach eng Kéier: Dat, wat ech elo hei gesot hunn, wat déi Gemenge weider kréie wéi d'Landesmoyenne, dat ass ouni déi Kompensatiounen, vun deene mer déi ganzen Zäit geschwat hunn, wou se also nach wesentlech méi héich wäerte leie wéi dat, wat ech elo genannt hunn.

De Virschlag vun der CSV, vun deem ech virdru geschwat hat, hätt och dozou gefouert, an den Här Hahn hat et schonn ugedeit, dass souguer déi Gemengen, déi am meeschten hunn - an do huele mer der erëm zwou vun deene sougenannte Verléierergemengen, op jidde Fall zwou vun deenen, déi am haartste gejaut hunn -, Wäisswampech, déi op der zweeter Plaz steet mat 3.272 Euro, wär duerch Äre Virschlag souguer nach gestiigen op 3.348 Euro. A Wëntger wär vun 3.130 Euro, wou se op véierter Plaz am Land sinn - et weess kee firwat, mä et ass awer esou -, déi wären och nach geklomme vun 3.130 Euro op 3.207 Euro.

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuele léien net, sinn nozekucken. Jiddweree kritt déi zur Verfü-

gung, kee Problem, dat wësst Der och. Do ass mat aller Transparenz geschafft ginn.

Dann huet d'CSV wuel selwer gemierkt, dass se mat hirem éischte Virschlag, dee se do an der Kommissioun gemaach huet, an deen ech fir si ausgerechent hu mat eiser soi-disant Rechemaschinn, dass se domadder net wäit géife kommen, well deen d'Strooss net géif halen. An dunn hu se eng weider Pressekonferenz ofgehalen, een Dag - dat muss ee sech emol virstellen! -, een Dag, éier mer hei an der Chamber sollten iwwert dëse Projet diskutéieren.

(Brouhaha)

De Schoss ass lassgaangen an en ass no hanne lassgaangen, well...

(Interruptions diverses)

Sidd dach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Firwat sidd Der dann esou ongedëlleg?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Här Minister, loosst Iech net stéieren, fuert weider an Ärem Räsonnement!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech huele mer nach e Patt, da geet et scho vill besser.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Loosst Iech net provozéieren!

(Brouhaha)

Une voix.- Ma well Dir en andauernd ënnerbrach hutt!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech kann dat heiten och si loossen, wann Der net wëllt wëssen, wat Ären eegene Projet ausmécht.

Plusieurs voix.- Dach!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Déi éischt Feststellung zum sougenannten Alternativmodell vun der CSV, dee jo d'Steierbelaaschtung insgesamt wëllt ënner 20% bréngen, wann ech dat richteg verstanen hunn. Dat ass 2017 weder technesch nach mathematesch méiglech!

Eng Reform vun der Grondsteier, déi d'Gesamtbelaaschtung, d'Betribsbelaaschtung soll ënner 20% fale loossen, dat geet 2017 technesch a mathematesch net op. Ech erklären Iech och, firwat.

D'Steierbelaaschtung 2017, d'IRC, d'Kierperschaftssteier ass bei 19% ugesat. 1,33% kommen derbäi duerch de Fonds pour l'emploi. Op d'mannst 6,75% ICC kënnt derbäi. Do lande mer also bei enger Steierlaascht fir déi Betriber, déi ICC musse bezuelen, vu 27,08%. Wann ee vun deene 27,08% déi 6,75% Steier, ICC, ofzéit, da bleift ee bei 20,33% hänken. Et kënnt een also net duerch eng Reform vun der Gewerbesteier op ënner 20%. Mä dat ass awer nëmmen eng technesch Geschicht.

Jiddefalls, wa mer dat géife maachen, eng Reform vum ICC, fir ënner 20% ze kommen, géif dat heeschen, mir missten den ICC tel quel ofschafen. Anescht ass et net machbar, fir ënner 20% ze kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, den Här Roth huet d'Wuert gefrot. An ech hunn den Ënnerbriechunge largement Rechnung gedroen. Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert an ech considéréieren dat dann och nach bei der Zäit.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Also d'CSV huet net behaapt, dass fir 2017 elo misst den ICC aneschters gestreckt ginn, d'Gewerbesteier. Mir hu just drop opmierksam gemaach, dass, wann am Sënn vun enger internationaler Kompetitivitéitsfro den affichéierten Taux, deen och d'Betriber belaascht, fält, dass, wann een d'Besteierungsbasis verbreedert, dass een da muss d'Tauxen erofsetzen. Well wann ee se op deeselwechten Niveau setzt, dann ass herno d'Belaaschtung méi grouss.

An aus deem Grond hu mer proposéiert, dass een zousätzlech zu der Kierperschaftssteier e sougenannten Impôt communal complémentaire ausweist, deen tëschent 4% a 5% ass an dee sech op d'Kierperschaftssteier dropsetzt. An dat géif den Ausgläich ginn zu enger mëttelfristeger Ëmschichtung vun der Gewerbesteier.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat hutt Der haut an der Chamber vläicht esou gesot. Mä dat hutt Der an Ärem schréftlechen, an ech hunn et doleien, op jidde Fall net gesot. Do steet wuertwiertlech dran, dass Der duerch eng Reform vum ICC den insgesamten Taux d'affichage fir d'Dénge wëllt ënner 20% bréngen. Dat ass, wéi gesot, technesch net méiglech. 2018 geet et eventuell...

(Interruption)

2018 geet et eventuell, well mer do den Taux vun der Kierperschaftssteier op 18% erofsetzen. Op jidde Fall wäert et eng Perte bleiwen! An dowéinst ass et, wou ech wéilt, wa mer... Egal wéi mer eis dréien a kéieren, wa mer den Taux erofsetzen ënner 20%, wäert eng Perte bleiwe vu ronn 600 bis 700 Milliounen! An ech stellen der CSV, ouni op den Detail anzegoen, dann d'Fro, wou se déi wëlle siche goen.

An déi Saachen, déi se da soi-disant erfonnt hunn, fir d'Gemengen dann ze kompenséieren, gi largement net duer, fir dat och nëmmen hallefweegs auszegläichen, wat d'Gemengen iwwert deen dote Wee géife verléieren.

Dat gesot a well meng Zäit ofgelaf ass, géif ech Iech Merci soen an der Hoffnung, dass mer dann awer alleguerten dëse schéine Projet wäerte stëmmen. Merci.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Wolter freet Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Parole après ministre. Här President, ech kommen no den Ausféierunge vum Här Minister net derlaanscht, fir Parole après ministre ze froen, well awer eng Rei Saachen net kënnen esou stoe bleiwen, wéi en dat hei gesot huet.

Zum Éischte sinn ech absolutt net mat him d'accord, wann hien der Meenung ass, dass d'Diskrepanz an der Ëmverdeelung vun de Gemengefinanzen elo géif eliminéiert ginn. Et gi vläicht verschidden Diskrepanzen eliminéiert, et ginn aner Diskrepanze geschaf mat deem Modell, deen en elo hei proposéiert. A wann e seet, et géif Remedur geschaf ginn: Do fannen ech och net ganz vill Remedur dran!

En iert sech fundamental - entweder versteet en et net oder e wëll et net verstoen - an der Propositioun vun der CSV, wat d'Reorganisatioun vun der Steierlandschaft ubelaangt. A wann hie seet, mir wären der Meenung, dass duerch déi Propositioun, oder hie wär der Meenung oder hie géif dat esou gesinn, dass duerch déi Propositioun, déi mir géife maachen, de Gemenge géife Sue virenthale ginn, dann huet en, muss ech ganz éierlech soen, eis Propositiounen entweder net gelies oder en huet se strictement net verstanen. Well mir verdeelen exakt deeselwechte Montant wéi deen, deen elo proposéiert gëtt. Mir verdeelen e just anescht. Mir verdeelen en anescht a mir verdeelen en an eisen Ae wesentlech méi gerecht wéi Dir et maacht.

An Dir, Här Minister, wéi iwwregens och den Här Haagen, sidd op eng Rei vu Saache net agaangen, déi fundamental eigentlech den Agenda vun haut sinn.

Ech hu verstanen, dass Der net d'accord sidd mat deem Pourcentage vun der Surface verte, dee mir wëllen hu vun 8%, dee mir erofsetze vu 15% op 8%.

Mä Är Argumentatioun zu de Cotisatiounen, also déi muss ee mer erklären! Dem Minister seng Argumentatioun, fir ze soen: Mir hunn dräi Standbeen: de Cotisé, de Patron an de Stat, an déi dräi, déi musse bleiwen. Par rapport zu deem, wat Der elo maacht: De facto schaaft Der d'Participatioun vum Stat of!

Dat Eenzegt, wat mir soen, dat ass: Wann Der de Mechanismus ännert, dann ännert en esou, dass jiddwer Gemeng fir hir Leit cotiséiert. Wann Der schonn der Meenung sidd, dass de Stat dat do net méi soll bezuelen, an als Erklärung gitt Der dann: Mir hu missen op 90 Millioune kommen. Ech muss soen, ech si paff! Mir hu missen op 90 Millioune kommen, dofir maache mir dat elo esou, dofir gi mir dat siche bei d'Gemengen!

An de facto maacht Der soss näischt, wéi dass en fin de compte d'Gemengen an Zukunft 35% Cotisatioun bezuele vun hire Beamten. Just dass net all Gemeng 35% Cotisatioun bezilt fir hir Beamten, mä dass verschidde Gemengen d'Cotisatioune vu gewëssen anere Beamten an anere Gemengen däerfe matbezuelen.

A wann ech dee Räsonnement einfach weiderspannen: Ma da kommt, mir maachen eng Mutualisatioun vun de Gehälter!

(Hilarité)

Kommt, mer huelen en Dëppen an dann huele mer alleguerten d'Leit, déi am Gemengesecteur schaffen, an da soe mer: Elo geheie mer dat an en Dëppen an da réiere mer eng Kéier dodran an da verdeele mer dat! Dat ass exakt dat, wat Dir hei maacht!

An ech hu keng Äntwert, ech hu keng pertinent Äntwert drop kritt. Ech hu keng pertinent Äntwert, ausser déi: Mir mussen op 90 Millioune kommen. An ech fannen, dass dat eng Explikatioun ass, déi relativ reng awer ass, fir dat emol esou ze soen.

(Hilarité)

Da seet den Här Minister: Als Buergermeeschter vun der Gemeng soll ech him nach Merci soen, dass e mer 1,98 Millioune gëtt. Ma, Här Minister, ech soen Iech net Merci fir all déi Milliounen, déi Honnertdausenden, déi Dir mer hei klaut als Gemeng Käerjeng! Well wann ech déi 1,98 Milliounen huelen, wat zimlech exakt de Pourcentage ass, deen d'Bevëlkerung vu menger Gemeng ausmécht par rapport zur Verdeelung vun deenen 90 Milliounen, déi verdeelt ginn, sidd Der mer nach ëmmer eng Äntwert schëlleg! An den Här Haagen iwwregens och!

(Interruption)

Den Här Haagen och. Well Dir sidd jo heihinnerkomm als President vun der LSAP,...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Voilà!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...fir eng Rei vun deene Kritären, fir déi ze verteidegen. Wéi kënnt Der mir erklären, wéi kënnt Der der Chamber erklären, wéi kënnt Der dem Land erklären, dass Der e Kritär erfëllt, wou Der sot: „Ech hätt gären d'Densitéit vun der Bevëlkerung par rapport zum PAG", an an deemselwechte Kritär rechent Der d'Zones d'activités économiques als en Deel vun der Zone ædificandi? Wann Der mer dat, wann ee vun Iech mir dat haut den Owend kann erklären, wéi Der dorobber komm sidd!?

Da kënnt den Här Minister an da seet en: „Mir kompenséieren dat dann duerch Aarbechtsplazen." Här Minister, wësst Dir, wivill Leit op der Luxguard schaffen, fir 1,2 km² Surface? Wann an der Stad eng Bank opgeet, een Déngen opgeet, ee gréissere Building an iergendengem..., mä da ginn do innerhalb vu fënnef Minutte méi Leit eran - um Ban de Gasperich, do ass eng relativ grouss Fiduciaire -, do si 7-mol méi Leit eragaangen - an ee Gebai! - wéi an der ganzer Surface industrielle vun der Gemeng Käerjeng, déi ongeféier 3 km op 2,5 km laang ass! Well an deenen dote Betriber, déi mir gracieusement am Süde jo däerfen ophuelen, jo och nach ganz wéineg Leit schaffen! Et gëtt jo guer keng Relatioun tëschent der Surface, déi zur Verfügung gestallt gëtt, an der Unzuel vu Leit, déi do schaffen. Dat heescht, wann ech en fin de compte de Calcul maachen, huelt Der eis do nach eng Kéier...!

Dir huelt eis do nach eng Kéier..., well mer op deem dote Kritär an der Relatioun zu den Aarbechtsplazen, déi mer kéinte schafen, wa mer eng Zone d'activité Typ Stad wieren, oder ronderëm d'Stad, näämlech eng, wou Banken, Assurancen an esou weider drakommen, an der Zone, wou mer sinn, par rapport zu den Aarbechtsplazen, déi mer soen, verléiere mer net nëmmen um Kritär vun deene 40%, mä mir verléieren op deem anere Kritär och nach eng Kéier.

Alleguerten déi Gemengen, déi nach Industriebetriber an hirer Gemeng dulden oder ophuelen oder frou sinn, dass et nach Industriebetriber zu Lëtzebuerg ginn, hunn dat do eigentlech net verdéngt. Et ass en technesche Feeler, deen Der maacht. Et ass en technesche Feeler, deen Der maacht an engem Kritär, deen Der einfach fundamental falsch applizéiert! An ech hoffen - ech hoffe wierklech! -, dass zumindest deen Amendement, Här President, vun de Kolleege vun der Majoritéit haut ugeholl gëtt, well deen ännert guer näischt um Projet de loi en tant que tel. En ännert just eppes un der Aart a Weis, wéi deen dote Kritär gemaach gëtt.

A wann ech mech an d'Logik ee Moment kéint versetzen, dass ech niewent dem Kritär vun der Densité 1 nach e Critère de densité 2 hunn, de grâce, dann awer nëmme par rapport zu der Surface, déi wierklech och ka fir de Wunnengsbau am Kader vun enger Gemeng gebraucht ginn! Oder hätt Der gären, dass d'Gemengen hir Industriezon elo a Zone verte ëmklasséiere mussen, fir dass se eigentlech an de Genoss vun deem Kritär kommen, ëm deen et geet? Et geet näämlech Iech ëm de Kritär. An dat ass net „Angriff", Här Minister, dat ass just Explikatioun. Et ass Explikatioun vun engem Kritär, deen Der manifestement net maîtriséiert, deen Der manifestement net maîtriséiert a wou et Iech gutt zu Gesiicht géif stoen, wann Der Ärer Majoritéit géift soen: „Effektiv, do hu mer e Problem, do hu mer e Feeler gemaach, an deen Amendement zumindest vun der CSV, deen huele mer haut un."! Dat géif zumindest eng verséinlech Nott no Ärer Ried an d'Diskussioun erabréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wolter. Soll ech d'Wuert direkt weiderginn un den Här Gibéryen? Da kann de Minister zesummen drop äntwerten, dat schéngt mer am logeschsten ze sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister huet eis hei eng gutt Demonstratioun ginn, wéi ee mat Chiffere kann d'Meenung manipuléieren. Den Här Minister huet hei eng ganz Rei vu Gemengen opgezielt, wou en d'Chiffere genannt huet, wat déi Gemenge pro Kapp kréien, an en huet dann hanner all Chiffer gesot: „Dat ass nach méi, wéi d'Landesmoyenne ass." Dat heescht, en huet esou den Androck ginn, wéi wann déi Gemenge pro Kapp nach méi kriten. A gelungenerweis kréie se ënnert dem Strëch awer manner eraus!

Ech ginn Iech e puer Beispiller: Bech hat 2.895 pro Kapp a kritt der elo 2.539. Den Här Minister huet natierlech net déi Zuel genannt 2.895, déi se virdrun haten. En huet nach just déi Zuel genannt, déi se haut kréie laut dem neie Gesetz, an datt dat géif iwwert der nationaler Moyenne leien. Mä ënnert dem Strëch kritt déi Gemeng manner!

(Interruption)

Biwer, do huet e gesot, si hätten 2.635 an dat wär iwwert der nationaler Gemeng.

Une voix.- Moyenne!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Iwwert der nationaler Moyenne! Mä wat d'Gemeng interesséiert, dat ass, wat se erauskritt, an dat ass 542.000 Euro manner eraus.

(Interruptions)

Dat heescht, ech wëll just dat hei soen: Wann den Här Minister heihinnerkënnt an en nennt hei Zifferen an en nennt nëmmen déi eng Ziffer an e seet, datt se iwwert der nationaler Moyenne leien, da vergësst en ze soen, datt se virdru méi héich louchen an datt se ënnert dem Strëch awer manner erauskréien. Et ass jo dat, wat fir d'Gemeng zielt.

A firwat hunn déi Gemengen dann do méi wéi d'national Moyenne pro Kapp? Ma well et ebe kleng Landgemenge sinn! An duerfir mussen déi Gemengen och pro Kapp méi kréie wéi eng dicht besidelt Stad. An dat gëtt elo hei ofgeschaaft. Elo gëtt pro Kapp quasi eng Landgemeng betruecht wéi eng grouss Gemeng. An dat ass jo de grousse Feeler, deen hei an där Reform dran ass! Duerfir kréien déi kleng Gemengen, déi Landgemengen haaptsächlech aus dem Norden an aus dem Osten, manner.

An duerfir: Wann een ee Chiffer nennt, da muss ee se alleguer nennen. An et däerf een net heihinnerkommen als Minister an esou maachen, wéi wann déi Gemengen alleguer eppes bäigesat kritt hätten, an ënnert dem Strëch hu se ewechgeholl kritt! Quitte datt dat elo kompenséiert gëtt wärend fënnef Joer, mä dat hu mer jo och virdru geschwat, datt déi Gemengen, och wa se dat elo kompenséiert kritt hunn, mä duerch d'Progressioun wäerten déi Gemengen herno manner hunn. Dat ass ganz normal.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Arndt wollt eng Prezisioun ginn.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ech wollt, ech hunn...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, wann e Parole après ministre freet, kritt e se selbstverständlech.

(Interruption)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Neen, ech wollt eng Prezisioun vun Iech, Här Gibéryen, well ech et net verstanen hunn.

Plusieurs voix.- Aah!

(Exclamations)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Pardon.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nach sinn ech net an der Regierung.

(Hilarité et brouhaha général)

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann et net Parole après ministre ass, dann ass et eng Fro un den Här Gibéryen, wann hie wëllt dorop äntwerten, well en huet seng Zäit net komplett ausgenotzt.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här Gibéryen, däerf ech Iech eng Fro stellen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ëmmer.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ëmmer, tipptopp!

Neen, wat Der erkläert: datt d'Landgemengen am Norden, déi flächeméisseg d'selwecht sinn - Wanseler a Géisdref, déi eng huet 30 km², déi aner 29,40 km², déi eng huet 1.140 Awunner, déi aner huet der 1.433 -, wann Der mer dann erkläert, firwat datt déi eng 3.013 Euro kritt huet virun der Reform an déi aner der nëmmen 2.347, en Ënnerscheed vu 666 Euro. Deen Ënnerscheed bei Landgemengen hunn ech bis elo nach net verstanen. Well ech och weess, wéi déi Dierfer verspreet sinn, weess ech, wéi de Kanal muss geluecht ginn do dertëschent. Dat ass eng..., dat feelt mer nach ëmmer e bëssen an der Argumentatioun, wa vu Landgemenge geschwat gëtt, datt déi alleguerten d'selwecht géife behandelt ginn. Ech hu kee Problem domat, datt ee seet: „D'Landgemengen hunn eng Grëngzon", mä wann Der mer do eng Prezisioun drop kéint ginn, wier ech frou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President, fir d'Fro, déi de Kolleeg Arndt gestallt huet. Et ass kloer, datt et Gemenge ginn, wéi Der dat elo richteg gesot hutt, wou déi eng manner kritt hu wéi déi aner. Ech hat mer allerdéngs erwaart, Här President, datt en Deputéierten aus dem Norden net hei géif argumentéieren, datt déi Gemengen, déi méi kriten, eppes missten ewechgeholl kréien!

(Hilarité et brouhaha)

Ech hat gemengt, den Deputéierten aus dem Norde géif dann heihinnerkommen an e géif argu..., an e géif hei...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn elo d'Wuert, Här President,...

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Dat hunn ech net gemaach, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat gemengt, en Deputéierten aus dem Norden...

(Interruptions)

Här President, Dir hutt mer d'Wuert ginn, fir ze äntwerten, da loosst mech och äntwerten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn Iech et och selbstverständlech. Mä ech hunn awer och héieren, wat de Riedner virdru gesot huet. An hien huet dat do net gefuerdert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, éischtens ass et emol nach esou, datt de President sech net an den Débat amëscht!

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann de President sech wëllt an den Débat amëschen, dann däerf en dat: Da kënnt en erofsëtze wéi all Deputéierten an da schwätzt e mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... wann Der d'Reglement zitéiert, dann zitéiert et richteg: De President huet jidderzäit d'Méiglechkeet, fir den Débat ze rezentréieren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Neen, neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An dat hunn ech elo just gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war ëmmer esou hei, datt de President, wann e wëllt sech an den Débat amëschen, kann en dat, mä da kënnt en erof als Deputéierten an da schwätzt en aus dem Sall eraus an net vun douewen! Dat nëmmen niewebäi.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...als President vun der Reglementskommissioun...

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Arndt huet hei gesot, ob ech dat géif richteg fannen, flächeméisseg, d'Gemengen, datt déi eng méi kritt wéi déi aner. An da soen ech: Ech hat mer erwaart vun engem Deputéierten aus dem Norden, datt dee sech géif hei asetze fir déi Gemengen, déi eppes gekierzt kriten, an datt en net géif heihinnerkomme mat als Argument, well déi eng méi krite wéi déi aner, wier et dann ebe berechtegt, datt déi eng eppes ewechgeholl kriten.

(Interruption)

Neen. Ma meng Erklärung ass, datt ech net enger Gemeng eppes ewechhuelen, well eng aner méi kritt, mä da kucken ech, datt déi, déi ze mann kréien, eppes bäigesat kréien! Dat hätt ech als Norddeputéierte gemaach. Ech wier fir déi Gemengen agetratt, déi eppes ewechgeholl kréien, an ech wier deenen net hei an de Réck gefall!

(Interruptions diverses)

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci! Dann huet elo den Här Minister d'Wuert,...

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Oh, et ass gutt, jo.

Une voix.- Dat ass jo egal wat, dat doten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...fir zweemol op Parole après ministre ze äntwerten.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech probéieren, dat relativ kuerz ze maachen. Ech mengen, ech wëll net nach eng Kéier op den Här Wolter agoen. Den Här Wolter huet seng Argumentatioun nach eng Kéier widderholl, déi e schonn a sengem éischte Bäitrag bruecht huet. Ech mengen, dass ech dorobber relativ ausféierlech geäntwert hunn, an ech mengen net, dass et Sënn mécht, dat nach eng Kéier ze widderhuelen, wat ech douewen op der Tribün gesot hunn.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Zum Här Gibéryen - och wann ech mat Erstaune feststellen, dass dann awer hei schéngt e Regiounekampf wëlle gefouert ze ginn, dass déi eng géint déi aner sollen ausgespillt ginn! Ech war ëmmer dovun ausgaangen, dass déi 60 Deputéiert, déi hei am Sall sëtzen, fir d'ganzt Land d'Responsabilitéit géifen droen, an net nëmme fir déi Regioun, an där se gewielt gi sinn.

(Protestations et interruption par M. Gast Gibéryen)

Mä wa mer op déi konkret Fro sollen agoen, déi den Här Gibéryen gestallt huet, en huet gesot, jo, de Pro-Kapp-Kritär, dat wier eben dann net deen eenzegen, deen een däerft huelen, et wier net dee Kritär, deen däerft ausschlaggebend sinn, fir dës Gemengefinanzreform ze maachen - dat war jo och scho virdru vun enger anerer Oppositiounspartei e bëssen ugesot ginn -, da soen ech: Jo, okay, mä wéi ee Kritär dann? Ech muss feststellen, dass ech weder an der Kommissioun nach hei an der Plénière vun deenen zwou Oppositiounsparteien, déi elo de Kritär vum Pro-Kapp hei net méi wëlle geltend maachen, eng Äntwert dorops kritt hunn! Méi ass net ze soen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wäre mer elo um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mir géife fir d'Éischt iwwert d'Amendementen ofstëmmen. An do géif ech froen: Wëllt Der Stellung zu den Amendementen huelen?

Den Här Roth mécht d'Presentatioun.

Amendements 1 à 5

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. D'Amendementen 1 bis 5 - dem Här Wolter säin, dee war scho mat ausgedeelt ginn, ier en en iwwerhaapt déposéiert hat, mä dat war mäi Feeler -,...

(Hilarité)

...d'Amendementen 1 bis 5 sinn eigentlech déi technesch Adaptatiounen, déi um Gesetzesprojet néideg sinn, fir eisem Alternativmodell Rechnung ze droen.

Duerfir ass den Amendement 1, do ginn eigentlech déi Definitioune gestrach am Gesetz, déi sech rapportéieren un déi zwee Kritären, déi mir net wëllen. Dat ass engersäits dee vun dem Logement social, fir déi Explikatiounen, déi mengen ech à d'itératives reprises vun der CSV an deem Kontext gemaach goufen. An da ginn och déi Terme vun «ratio des zones urbanisées» an «superficie totale» gestrach. Dat sinn déi Definitiounen, déi sech rapportéieren un de Kritär vun der Densitéit, op déi den Här Wolter agaangen ass. Also dat ass déi technesch Ëmsetzung vun deem Punkt.

Den Amendement 2, do gëtt eng Zuel ëmgeännert, well an dem Regierungsmodell d'Populatioun zu 82% soll zielen. A fir dass mir déi 8% Superficie verte rescht behalen, musse mir dee Kritär zu 80% nëmme gëlle loossen. Dat ass den Amendement 2.

Den Amendement 3, dat liest sech komplizéiert, mä dat ass u sech d'Ëmschreiwung vun deem Kritär vun der Superficie verte, wéi e bis elo wärend 30 Joer funktionéiert huet a wéi en och an der Loi budgétaire bis d'Joer 2016 drastoung. Duerfir ass dat, déi Referenz, also dat ass deen Text.

An dann den Amendement 7, dat ass d'Kontributioun vun dem Beschäftegungsfong, vun dem Fonds pour l'emploi, wou mir soen, mir wëllen, dass do all Gemeng mat 2% bedeelegt ass vun dem Gewerbesteieropkommes, dat si op hirem Territoire huet, an net de Korrekturmechanismus, esou wéi en am Projet de loi virgesinn ass an deen also do mécht, dass verschidden...

Den Amendement 4, pardon!

Une voix.- Ah!...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, neen, entschëllegt! Den Amendement 4.

...an net dee Korrekturmechanismus, wéi en am Projet de loi virgesinn ass, deen da mécht, dass eenzel Nordgemengen awer do gréisser zur Oder gelooss ginn.

An den Amendement 5, dee gesäit datselwecht vir, dass eigentlech déi technesch Adaptatioun déi ass, dass wat eng Gemeng ofgezu kritt, dass dat au prorata ass vun deem Gewerbesteieropkommes, dat si bei sech generéiert.

Et sinn also, wéi gesot, generell technesch Adaptatiounen, fir eisem Alternativmodell Rechnung ze droen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. Gëtt et dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech wollt just vläicht dozou bemierken, dass, wéi den Här Roth et jo richteg gesot huet, d'Unhuele vun deenen Amendementer hei jo géif bedeiten, dass de Modell, dee gerechte Modell, esou wéi d'Regierung e virgestallt huet, esou net kéint ëmgesat ginn. An ech hunn et virdru probéiert op der Tribün ze weisen, och unhand vun Zuelen, dass dee Modell, deen d'CSV proposéiert, d'Diskrepanze souguer nach méi grouss géif maachen. Dofir sinn ech der Meenung, dass déi Amendementen tel quel vun 1 bis 5 ofzeleene sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert d'Amendementen iwwergoen. Fir d'Éischt den Amendement 1.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

23-mol Jo, 3 Abstentiounen a 34-mol Neen: Domat ass den éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Amendement 2 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn datselwecht Resultat: 23-mol Jo, 3-mol Abstentioun a 34-mol Neen. Domat ass den zweeten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zum Amendement 3 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Et ass datselwecht Resultat: 23-mol Jo, 3 Abstentiounen, 34-mol Neen. Domat ass den Amendement 3 och ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zum Amendement 4 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Resultat ass: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass den Amendement 4 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Artikel 7 bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir géifen zum Amendement 5 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 5

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen, domat ass den Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Den Artikel 10 bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir géifen dann op de sechsten Amendement iwwergoen, deen à titre subsidiaire proposéiert ginn ass. An den Här Wolter huet d'Wuert, fir en ze presentéieren. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Amendement 6

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, villmools Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Ech probéieren et da fir d'Drëtt, well den Här Minister huet mer op meng éischt Interventioun net geäntwert, fir déi zweet huet e mech op d'Netäntwert vun där éischter verwisen.

(Hilarité)

De Kritär vun der Surface totale ajustée «ratio des zones urbanisées», zweete Kritär, esou wéi en elo formuléiert ass, bréngt mat sech, dass alleguerten d'Surfacen, déi am PAG vun enger Gemeng sinn, y inclus déi, déi net nom Wëlle vun der Gemeng dohinnerkomm sinn, d'Zones économiques nationales, Zonen, déi iwwer POSen an de PAG komm sinn, dass déi matgezielt ginn am Ratio vun deem dote Kritär.

Wann ech de Commentaire des articles liese vun Árem eegene Projet de loi - an ech wende mech eigentlech elo un d'Deputéiert vun der Majoritéit -, do steet: «L'ajustement selon le ratio zone urbanisée s'explique dans la mesure où les communes très peu urbanisées doivent, en principe, aménager une partie moins importante de leur superficie pour leurs habitants, ce qui favorise les communes qui exercent une gestion raisonnable de leurs surfaces constructibles.»

Zum Éischte sinn ech der Meenung, dass dee Commentaire des articles, dass deen eng Frechheet ass par rapport zu deene klenge Gemengen, déi hei am Land och eng Gestion raisonnable, an ech géif souguer soen, am ganz groussen Deel eng Gestion rationnelle vun hiren Terraine maachen an déi um Niveau vun der Landesplanung gesot kréien, dass se net méi wäit däerfe goe wéi gewëssen Densitéiten. Dat klappt also net, schonn an der Explikatioun.

Da wenden ech mech nees un den Här Minister an da stellen ech em d'Fro esou, dass en eigentlech just mat Jo a mat Neen nach muss äntwerten: Här Minister, sidd Dir wierklech der Meenung, dass Dir d'Chamber elo den Owend hei a guddem Gewëssen ofstëmme loosst iwwer en Amendement, dee mat sech bréngt, dass fir déi Gemengen, déi Industriezonen hunn, den Terrain vun deenen Industriezonen an d'Berechnung vum Ratio 2 hei afléisse soll? Jo oder Neen?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wolter. Den Här Minister, wann ech gelift.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wann Der erlaabt, Här President, dann äntwerten ech esou, wéi ech et fir richteg fannen. An ech wäert mech net op e Jo oder Neen hei beschränken, mä ech wäert hinnen nach eng Kéier dat widderhuelen, wat ech virdru gesot hunn: Alleguerten déi Kritären, déi mer gebraucht hunn, fir eng méi gerecht Verdeelung vun de Gemengefinanzen hinzekréien, déi muss een als Ganzt kucken an do kann een net ee Kritär eraushuelen an deen da wëllen zerrieden oder zerdiskutéieren. Wann een dat géif maachen, da géif een dat Gesamtresultat total verfälschen a mir géifen d'Ziler vun der Gemengefinanzreform net méi erreechen.

An dofir an nach eng Kéier betounen ech, dass mer de Kritär vun der Schafung vun Aarbechtsplaze belounen duerch d'Unerkennung vun Aarbechtsplazen, eppes, wat an deem viregte Modell net de Fall war. An dofir bieden ech, dat als e Ganzt ze kucken an och dësen Amendement ofzeleenen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Weider Wuertmeldungen dozou?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwert den Amendement 6, deen à titre subsidiaire abruecht ginn ass, ofstëmmen.

Vote sur l'amendement 6

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Resultat ass 28-mol Jo an 32-mol Neen. Domat ass den Amendement 6 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Den Artikel 3 bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir géifen dann elo iwwert den Ensembel vum Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7036 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

34-mol Jo a 26-mol Neen, domat ass de Projet de loi adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Négation)

Solle mer ofstëmmen?

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass net néideg, wann d'Chamber net insistéiert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

D'Dispens vum zweete Vott ass ginn.

An dann, wann ech gelift, bleift nach hei, besonnesch d'Kolleege vun der CSV, well d'CSV huet och nach Motiounen abruecht,...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... zwou Motiounen, an ech géif dem Auteur vun de Motiounen d'Wuert ginn, fir se ze presentéieren, dem Här Roth.

Motion 1

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, déi éischt Motioun ass eigentlech näischt aneschters wéi d'Émsetzung vun dem Regierungsprogramm, wou drasteet, dass Der géift eng Émschichtung vun der Grondsteier maachen. An duerfir froe mer, invitéiere mer d'Regierung opgrond vun deenen Diskussiounen, vun deene Virschléi, déi mer gemaach hunn, dass et endlech zu enger Reform vun der Grondsteier an dëser Legislatur kënnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Si Wuertmeldungen dozou? Den Här Minister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech mengen, den Här Roth huet eppes richteg ugeschwat: Et steet an der Regierungserklärung, dass d'Regierung wëllt eng Reform vun der Grondsteier erëm maachen. Allerdéngs wësse mer, dass dat un technesch Schwieregkeete gebonnen ass. Den Här Haagen huet et virdru schonn erkläert: déi Eenheetswäerter, déi zënter 1943 skandaléiserweis net ugepaakt gi sinn, net ugepasst gi sinn, obschonn et eng gesetzlech Obligatioun ginn ass, fir dat ze maachen. Dat setzt also viraus, dass mer fir d'Éischt emol eng Upassung vun den Eenheetswäerter kréien. Dat ass eng Risenaarbecht, eng Sisyphusaarbecht, déi muss gemaach ginn. An éier déi ofgeschloss ass, brauche mer iwwerhaapt net unzefänken, d'Diskussioun nach ze verdéiwen, wat awer net den Aarbechtsgrupp soll hënneren, déi Aarbecht, déi e mécht, weiderzefëieren.

An ech kann d'CSV nëmmen nach eng Kéier invitéieren, dat, wat se am Ufank gemaach haten, nämlech an deem Aarbechtsgrupp matzeschaffen, dat dann och dës Kéier ze maachen, dass mer, wa mer dann eng Kéier esou wäit kommen, dass mer déi Grondsteierreform kënnen op de Leescht bréngen, vläicht net méi zu esou groussen Diskussioune kommen, wéi dat haut bei der Gemengefinanzreform de Fall war.

Och wa mer - an dat wëll ech awer nach derbäisoen, Här Roth - net onbedéngt der Meenung sinn, dass mer mussen eng Grondsteierreform maachen, fir Steiergeschenker un d'Betriber mussen ze finanzéieren. Dat ass net d'Optik vun der Regierung. Wa mer wëllen eng Erhéijung vun der Grondsteier ustriewen, da sollen déi Sue geholl ginn, fir Sozialprojeten an de Gemenge weiderzedreiwen, sief dat am Wunnengsbau, sief dat an der Kannerbetreiung, sief dat an der Seniorepolitik. Mä si sollen net onbedéngt geholl ginn, fir aner Décisiounen um Steierniveau ze contrebalancéieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Si weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert déi éischt Motioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Main levée?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Maache mer dat à main levée?

(Interruptions diverses)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir stëmmt géint de Regierungsprogramm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

25-mol Jo, 35-mol Neen. Domat ass déi éischt Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zu där zweeter Motioun iwwergoen. Den Här Roth, wann ech gelift.

Motion 2

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...mir stellen also fest, dass hei d'Majoritéitsparteie géint den eegene Regierungsprogramm gestëmmt hunn.

(Interruptions)

Bei där éischter Motioun. Okay? Dont acte!

Déi zweet Motioun, bon, dat ass déi Diskussioun, déi mer haten, dass d'CSV der Meenung ass, dass d'Charge-socialle vun de Fonctionnairen an den Employé-publicken net sollen iwwert de Wee vun enger Gesamtenveloppe ofgezu gi vun deem, wat de Stat dem Gemengesecteur wëllt ginn, mä dass dat soll au prorata ofgerechent gi vun deene Fonctionnairen, déi all Gemeng fir sech huet.

Mir sinn der Meenung, dass all Gemeng muss fir hiert Personal a fir hir Astellungspolitik selwer responsabel sinn. Dat anert féiert zu engem Deséquiliber zuongonschte vun deene Gemengen, déi manner Fonctionnairen hunn, an zugonschte vun deene Gemengen, déi der méi hunn. Déi Kleng finanzéieren also hei déi Grouss mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Bon, ech mengen, et ass schonn e bësse komesch, dass mer elo grad e Gesetz gestëmmt hunn, wou mer de Contraire vun deem festgehalen hunn, wat elo d'CSV an enger weiderer Motioun hei freet. Ech mengen, an der Logik vun deem, wat mer virdru gestëmmt hunn, ass och dës Motioun ofzeleenen.

(Interruption)

An ech mengen, d'Argumentatioun hunn ech virdrun op der Tribün geliwwert. Ech mengen, domadder wär déi Diskussioun eriwwer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, neen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also, ech sinn awer e bëssen erstaunt, well näämlech dat hei, dat steet net an deem Gesetzesprojet hei, Här Kersch an Innenminister Kersch, mä Dir sidd Member vun der Regierung an dat ass den Artikel 26 vun der Loi budgétaire, déi Der och als Member vun der Regierung mat déposéiert hutt.

Une voix.- Et ass en Offenbarungseid!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, et ass nach fir en Amendement zum Budget 2017.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fir en Amendement zum Budget.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

Une voix.- Et ass eng Motioun!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass nach Zäit, et ass nach Zäit.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An an där Logik vu virdrun: Et ass effektiv richteg, dass déi heite Motioun de Budget betrëfft, wéi Dir richteg gesot hutt. Et ass en Artikel...

Une voix.- Den Här Wiseler huet eppes anneres gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma neen. Ech hunn...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …en Amendement zum Budgetsgesetz.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt se un an da maache mer en Amendement!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also Dir kuckt ganz erstaunt. Ech hunn Iech just recht ginn, dass et en Artikel aus dem Budgetsgesetz ass.

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir sidd méi laang an der Chamber wéi ech, mä näischt hënnert awer eng Fraktioun, eng Motioun ze déposéieren, déi e Gesetzesprojet betrëfft, quitte dass se formell herno hiren Néierschlag an dem Budgetsgesetz fënnt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma an dësem Fall, Här Roth, wëll ech Iech just soen, dass ech dat iwwerhaapt net contestéiert hunn.

Une voix.- Da si mer eis jo eens.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! An dofir, mir kënnen dann awer ofstëmmen. Et kann ee se abréngen, et kann een dann awer och gläichzäiteg doriwwer ofstëmmen. An dat maache mer elo.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer.

28-mol Jo, 32-mol Neen: Domat ass d'Motioun 2 verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Max Hahn), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir sinn um Enn vun eisen Diskussioune vun haut ukomm. Ech wëll Iech Merci soen a Rendez-vous ass muer um zwou Auer. Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

SÉANCE 11 MERCREDI, 7 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°232 du 6 décembre 2016 de M. André Bauler relative à la qualité des matériaux d'isolation dans les maisons passives, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°233 du 7 décembre 2016 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au plan d'action européen de la défense de la Commission européenne, adressée à M. le Ministre de la Défense

Question parlementaire écrite n°2616 du 5 décembre 2016 de M. Marc Angel relative au plan d'action européen de la défense, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de la Défense

- *M. Alexander Krieps*
- *M. Jean-Marie Halsdorf - M. Marc Angel - M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf)*

Question n°234 du 2 décembre 2016 de M. Roger Negri relative à l'introduction d'une nouvelle desserte ferroviaire entre Luxembourg et Düsseldorf sans rupture de charges, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°235 du 7 décembre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°236 du 7 décembre 2016 de M. Claude Lamberty relative aux résultats des élèves luxembourgeois au test PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Fernand Kartheiser - M. Claude Lamberty - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°237 du 7 décembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la mise en œuvre de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gérard Anzia - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

Question n°238 du 7 décembre 2016 de M. Marc Spautz relative au nouveau commissariat «Porte du Sud», adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- *M. Marc Spautz - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

Question n°239 du 6 décembre 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échangeur de Hellange et la future voie d'accès sur la A13 au niveau de Frisange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gusty Graas - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°240 du 7 décembre 2016 de M. Marco Schank relative à l'évolution touristique future du site des Ardoisières à Haut-Martelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- *M. Marco Schank - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

Question n°241 du 6 décembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux résultats de l'enquête Eurobaromètre au sujet de la violence à l'égard des femmes, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *Mme Taina Bofferding - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Question n°242 du 7 décembre 2016 de M. Claude Adam relative au manque de remplaçants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

3. 6530 - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

* de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,

* de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

* de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

* de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

* de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et

b) abrogation

* des articles 1er, 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;

* de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;

* de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et

* de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gilles Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7019 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion), M. Claude Lamberty (intervention de Mme Martine Hansen), M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Martine Hansen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Georges Engel et M.*

Yves Cruchten), M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (dépôt d'une motion)

- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Marc Spautz)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée), M. Marc Spautz*
- *M. Georges Engel (interventions de M. Michel Wolter et M. Marc Angel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir gesitt awer esou frou aus.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Ech sinn ëmmer frou.

(Hilarité)

2. Heure de questions au Gouvernement

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Regierung. A mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vun eiser Dagesuerdnung vun de Mëtten iwwergoen, eng Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Regelen: D'Froesteller hunn zwou Minutten, d'Regierung huet véier Minutten Zäit.

A vu dass d'Haaptauer um Riednerpult e bësse méi komplizéiert ass fir ze ersetzen, well et eng Spezialufäerdegung ass, wëll ech Iech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass uewen op deem grousse Schierm d'Auer ofleeft. Op där enger Säit gesitt Der, wat nach iwwreg bliwwen ass, an op där anerer Säit gesitt Der, wat schonn ofgelaf ass. Bon, just fir déi, déi géife soen, dass d'Auer net fonctionnéiert: Si fonctionnéiert, si ass just e bësse méi kleng wéi soss.

Da géife mer direkt mat de Froen ufänken. Déi éischt Fro kënnt vum Här Bauler, riicht sech un d'Ëmweltministesch an dréit ëm d'Qualitéit vum Isolatiounsmaterial bei Passivhaiser.

- Question n°232 du 6 décembre 2016 de M. André Bauler relative à la qualité des matériaux d'isolation dans les maisons passives, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. André Bauler *(DP).*- Här President, vum 1. Januar u musse Passivhaiser hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Et gëtt akzeptéiert, datt dësen energetesche Standard erreecht gëtt, och wann Isolatiounsmaterialie benotzt ginn, déi der Ëmwelt schuede kënnen. Mir wëssen och, datt Dämmfassade riskéieren, no enger Rei Joren entsuergt mussen ze ginn, ofgesinn dovunner, datt si no enger kuerzer Zäit trotz chemescher Behandlung Älge bilden an och zu Pilzproblemer féieren, Schimmelproblemer, le cas échéant, déi asthmakrank kënne maachen.

Jo, an etlechen Haiser huet een d'Gefill, an enger Plastikstut ze sëtzen! Och de wirtschaftleche Schued ass an dësem Kontext net ze ënnerschätzen. Et gëtt zwar mëttlerweil op aner Materialien zréckgegraff, wéi zum Beispill de Poroton, de Bisotherm oder d'Steewoll. Mä mir wëssen, datt dat éischter d'Minoritéit vun de Gebaier betrëfft. Kee Wonner, datt d'Santé e Baubiolog agestallt huet, dee sech mat dëser Problematik befaasst.

Dir hutt, Madamm Minister, op verschidde Froen an dësem Kontext geäntwert, wat Gëftstoffer ubelaangt oder d'Flammschutzproblematik. Ech wollt awer just nach e puer zousätzlech Froe stellen.

Gitt Dir Iech mam Gedanken of, fir de breeden Zougréff op Styrodur zréckzeschrauwen? Misst net bei all Neibau eng Aart Ekobilanz a priori opgestallt ginn, fir datt d'Bauhäre korrekt informéiert sinn, och a grad wat d'Risike vu verschiddene Materialien ugeet? Misst net och virun allem geschwënn eng konsequent Sensibiliséierung kommen, fir d'Leit opzeklären, wat eigentlech e gutt Passivhaus ass? Féiert déi onëmgänglech Erneierung vu Styrodurfassaden net zu weideren Ëmweltproblemer a souguer bis hin zu Altersaarmut?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, fir d'Éischt emol e ganz grousse Merci dem Här Bauler fir déi Froen. Dat gëtt mer näämlech d'Méiglechkeet, nach eng Kéier op de Pak anzegoen, deen d'Regierung proposéiert huet, nohaltegt Wunnen a Klimabank, wat, mengen ech, e ganz grousse Pak ass vu Mesuren, dee genau op déi dote Froen ageet.

Et ass näämlech effektiv esou, dass mer eis däers bewosst sinn an dass mer frou sinn, dass de Wirtschaftsministère - an den Etienne Schneider sëtzt jo och hei - ab dem 1.1.2017 de Virreider ass, andeems mer hei zu Lëtzebuerg just nach effizient Haiser bauen an domadder och kënnen e gudde Bäitrag leeschten, fir eis Klimaziler ze erreechen.

Doniewent ass et awer, an ebe well mer ab dann nëmmen nach effizient Haiser bauen, néideg gewiescht, de Paket PRIMe House, dee bis ewell just op Effizienz baséiert huet, ze remodelléieren, ze reforméieren a grad och nohalteg Baumaterialien unzegoen an en Ureiz ze schafen, dass d'Leit dès le début, ab hirer Planungsphas begleet ginn.

Dofir maache mer jo och d'LENOZ-Zertifizéierung. D'LENOZ-Zertifizéierung ënnert dem Lead vum Logementsministère, déi begleet d'Leit vun Ufank un, fir hinne schonn am Ufank ze erméiglechen, op méi nohalteg Materialien zréckzegräifen, déi op richtege Kritäre baséieren, déi en Indicateur environnement hunn, wou de ganze Liewenszyklus vun dëse Materialie gekuckt gëtt.

Do zesummegräifend hu mer d'PRIMe House reforméiert. A genau dat kucke mer: wéi eng Materialien och an hirem gesamte Liewenszyklus besser sinn. Mir bevorzugen an där Hisiicht an zwou Etappe fir d'Éischt déi mineralesch, déi, déi recyclabel sinn, an dann natierlech och déi, déi aus nohaltege Materialie kommen, wat jo och fir eis Lëtzebuerger Wirtschaft immens wichteg ass, dass mer och der Landwirtschaft zum Beispill do d'Chance ginn, fir nohalteg Materialie mat eranzebréngen. Déi kréien nach eng Kéier en Top-up an der zweeter Phas. A mir hoffen esou, dass mer deen néidegen Ureiz gi mat engem Instrument, wat d'Leit kënne fräiwëlleg maachen, wou se eng fräiwëlleg Zertifizéierung hunn, wou se awer de ganze Prozess begleet ginn.

Datselwecht iwwregens gëllt och fir d'Sanéierung. Grad do ass et wichteg, dass een no an no méi nohalteg Materialien - genau wéi Der et sot! - an d'Spill bréngt. A mir denken, dass déi héich finanziell Ureizer, wou mer wierklech en héijen Top-up ginn, do d'Leit wäerten zum Iwwerleeë bréngen, fir dass mer net nëmme Geld spueren, andeems mer keng Energie méi verbëtzen, mä dass mer och nach herno, wa mer eppes erëm ofbauen, Materialien hunn, déi eiser Gesondheet net schueden, déi eiser Ëmwelt net schueden. Do soll d'Rees higoen, dat à ce stade mat fräiwëllege Mesuren,...

(Interruption)

...wou ee kann engersäits d'Zertifizéierung maachen, anerersäits Bäihëllefe kréien, déi wierklech substanziell sinn.

An da wëll ech awer och op Är drëtt Fro agoen. Natierlech wäerte mer eng Sensibiliséierungscampagne maachen. Mir haten elo déi lescht zwee Joer ëmmer de Secteur mat derbäi. Mir sinn zu véier Ministèrë concernéiert. Dee ganze Paket wëlle mer natierlech mam Logement, mam Finanzministère, mat der Ekonomie an zesumme mam Secteur och promouvéieren, well nëmme wa mer alleguerten op dee Wee ginn, kënne mer hei zu Lëtzebuerg méi nohalteg bauen an eppes fir eis Ëmwelt, awer virun allem fir eis Gesondheet an eist Wuelbefannen an eisen Haiser maachen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Bei där zweeter Fro hu mer direkt zwou Froen, déi ëm deeselwechte Sujet dréien, eng, déi an der Rei vun der Froestonn erakomm ass, an eng, déi gläichzäiteg schréftlech erakoum a mat der Demande, als Question urgente behandelt ze ginn. D'Urgence ass net zréckbehale ginn, mä vu dass se quasi gläichzäiteg erakomm sinn, traitéiere mer déi zwou bei der Heure de questions.

- Question n°233 du 7 décembre 2016 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au plan d'action européen de la défense de la Commission européenne, adressée à M. le Ministre de la Défense

- Question parlementaire écrite n°2616 du 5 décembre 2016 de M. Marc Angel relative au plan d'action européen de la défense, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de la Défense

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, ee Moment! Kann ech Iech eng Fro stellen? Ech kréie gesot, et wären dräi Deeg tëschent deenen zwou Froen Ënnerscheed gewiescht. A mir hunn haut an der Froestonn zweemol zwou Froen, wat déi nämlecht sinn. Mir hunn an de schréftleche Froen un d'Parlament all Kéiers déi nämlecht Froen, déi erëmkommen. An do sinn ech awer ganz gespaant, wéi et dann an den Äntwerten ass, well da wäert ech dorobber nach zréckkommen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bon. Ech kann Iech...

(Interruption)

...just soen, Här Krieps, dass eist Reglement just beseet, dass eng Fro, déi schonn eng Äntwert kritt huet, net kann nach eng Kéier gestallt ginn.

M. Alexander Krieps *(DP).*- War dat dann de Fall?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi ass net beäntwert. Sou ass dat hei absolutt an der Rei. An et si keng dräi Deeg Ënnerscheed, esou wéi ech dat gesinn. Si ass jiddefalls net mat dräi Deeg Ënnerscheed hei an d'Administratioun erakomm. Déi eng, déi ass de Méinden erakomm, an déi aner ass den Dënschden erakomm. An ech gesinn och net de Problem, dass ee se kann hei matenee beäntwerten. Ech ginn och net dovun...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dir sidd ganz gentil.

Une voix.- Den Här Krieps ass jo guer net concernéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, ech mengen, d'Reglement ass op eiser Säit, da musse mer bal gentil sinn. Also den...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech hunn net gutt geschlof hënt, mä...

(Hilarité)

Une voix.- Dir och net?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Dir misst Iech jo awer ze hëllefe wëssen! E bësse Baldrian, da geet et besser.

(Hilarité)

A wann net, Här Krieps, da kënnt Der Iech un deen nächste Froesteller riichten, dee kennt och eppes vu Baldrian.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Bei Baldrian kommen d'Kazen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou. Voilà. Da géife mer...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Bei Baldrian kommen d'Kazen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da géife mer elo zu där éischter Fro kommen, déi vum Här Halsdorf un eng Rei vu Ministere geet, mä wou awer den Här Verdeedegungsminister drop wäert äntwerten. Si dréit ronderëm den Aktiounsplang fir Verdeedegung bei der EU. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Merci, Här President. Eis EU lieft an engem komplexen internationale Spannungsfeld. Op där enger Säit hu mer eng grouss EU-Skepsis - Stéchwierder si Flüchtlingskris, de Brexit, d'Englänner, déi eis also verloossen, oder Groussbritannien, den italienesche Referendum, de Rietspopulismus, dee sech ëmmer méi verbreet -, op där anerer Säit ginn op eisem Kontinent eis Relatioune mat Russland a Richtung Kale Krich.

An déi Verhandlunge mat de Russen, déi ginn iwwert d'NATO gemaach. D'NATO ass also eist Haaptsécherheetsstandbeen. An d'Fro, déi sech opwerft, dat ass, ëmsou méi, well den Donald Trump seet: „Europa muss an Zukunft selwer fir seng Verdeedegung a Sécherheet suergen": Muss Europa net seng Verteidegungsstrategie iwwerdenken?

Déi Fro ass, mengen ech, berechtegt. Muss Europa net méi autonom ginn am Beräich vun der Défense an der Sécherheet, eng méi staark, eegestänneg aussepolitesch Kraaft kréien an am Fong geholl mat senge Partner, den USA a Russland, op enger Aenhéicht verhandelen?

Wann dat esou ass, muss Europa léieren, ouni NATO auszekommen. Wat awer net heescht, dass d'EU net méi op d'NATO zréckgräife wäert. Ech mengen, mir brauche Komplementaritéit tëschent der EU an der NATO, a keng Konkurrenz! An ech mengen, och an deem Esprit muss een déi Démarche vun der EU-Kommissioun verstoen, fir en Aktiounsplang „Plan d'action européen de la défense" virzestellen, deen éischtens am Beräich Recherche vun der Verdeedegung an och zweetens dann am Beräich Zesummesetze vu militäresche Capacitéite geschafe soll ginn, e sougenannte Verdeedegungsfong.

Dat mécht Sënn, well haut hu mer schonn eng Agence européenne de défense, déi awer wéineg Moyenen huet an am Fong geholl als Instrument existéiert, awer net ka richteg benotzt ginn. D'ailleurs hu wärend deene leschte Joren a Jorzéngten eis brittesch Frënn do ëmmer gutt blockéiert, well si der Meenung sinn, Europa bräicht just ee Standbeen an der Défense, an zwar d'NATO. Gutt.

Gutt, den nächste Conseil, deen ass elo de 15. a 16. Dezember an dat soll am Fong geholl laut EU-Kommissioun eng entscheedend Etapp sinn, fir ze kucken, wéi et weidergeet an der Défense. Well wa mer esou e Fonds européen de la défense aféieren, gesinn ech dat als éischte Schrëtt - als éischte Schrëtt - a Richtung vun enger europäescher Arméi. Mä eng europäesch Arméi gesinn ech awer eréischt nach a villen, ville Joren, also laangfristeg.

Dat heescht, Europa géif sech e Profill ginn, eng Nues ginn an deem Beräich. An ech mengen, dat wär sënnvoll, justement well mer déi EU-Skepsis hunn, well de Bierger kee richtegt Bild huet vun eiser Communautéit. Duerfir meng véier Froen un de Minister:...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir musst se awer ganz schnell stellen,...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Maachen ech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well Dir sidd scho bei 2 Minutten 38.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech si ganz séier. Ech soen Iech Merci, Här President, dass Der esou nosiichteg sidd. An dat kënnt jo net oft vir, dass ech iwwert d'Zäit ginn.

Mä haut véier Froen: Wéi positionéiert eis Regierung sech zum europäesche Verdeedegungsfong?

Zweetens: Mat wéi enge Moyene soll dat finanzéiert ginn?

Drëttens: Wär d'Regierung d'accord, hiren Effort de défense vun 0,6% a Richtung 2% vum PIB ze erhéijen?

A véiertens: Begréisst de Minister d'Schafe vun enger europäescher Arméi à long terme?

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Wuert direkt hannendrun den Här Marc Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Léif alleguer, dat hei gëtt mer d'Geleeënheet, eng éischt Äntwert vum Défenseminister ze kréien op eng Fro, déi ech virun zwee Deeg un de Premier-, un den Défense- an un de Finanzminister gestallt hunn.

Wéi gesot, d'Europäesch Kommissioun huet dee Plan d'action européen de la défense virgestallt, deen de 15. an de 16. Dezember um

Conseil européen soll diskutéiert ginn. Dëse Plang gesäit dee Fonds européen de la défense vir, mat deem d'Recherche militaire an och militäresch Capacitéite kofinanzéiert solle ginn. D'Dépensen, déi an dee Fonds ginn, solle laut der Propos vun der Kommissioun dann och déductible sinn am Kader vum Pacte de stabilité et de croissance. Dat géif heeschen, dass d'Ausgabe vun den EU-Staten am militäresche Beräich net méi an déi 3% bezéiungsweis 60% Budgetsdefiziter, déi an de Maastricht-Kritäre virgesi sinn, agerechent ginn.

Ech sinn doriwwer bass erstaunt, iwwert déi Propos, well wann een d'Opweiche vun de Maastricht-Kritären am Kader vu Sozialpolitik leider net zouloosse wëllt, da kann et net sinn, dass dat bei Militärausgabe gemaach gëtt!

Dofir wëll ech de Minister froen, wat seng Meenung zu dësem Virstouss vum Här Juncker a vu senger Kommissioun ass.

Zweetens proposéiert d'Kommissioun och, dass d'Memberstate vun der EU d'Regele fir d'Investitioune vun der Europäescher Investitiounsbank ännere sollen. D'BEI däerf am Moment net a militäresch Projeten investéieren, wat ech och richteg fannen. Genau dat wëllen awer den Här Juncker a seng Kommissioun elo änneren. D'BEI soll an d'Rüstungsindustrie investéieren. Dat gesinn net nëmmen ech kritesch, mä och de President vun der BEI, den Här Werner Hoyer, well och vill vun hiren Investisseuren net a militäresch Projeten investéieren däerfen.

Dat huet zur Folleg, ech zitéieren den Här Hoyer: „Wenn wir unser erfolgreiches Geschäftsmodell aufgeben und in die Finanzierung von Rüstung einsteigen, verlieren wir diese Investoren und unsere Kredite für den Mittelstand und die Industrie würden teurer."

Dofir meng zweet Fro un de Minister: Wéi gesäit hien, net nëmmen als Défenseminister, mä och als Ekonomieminister, dëse Virschlag? A wat kéint dat fir Répercussiounen op ons lëtzebuergesch PMEen hunn?

Ech wëll drop opmierksam maachen, dass de Minister jo de 16. Januar bei eis an d'Kommissioun kënnt, fir iwwert d'Observation aérienne ze schwätzen. An ech hunn och de Punkt vun dësem Plan d'action européen de la défense op den Ordre du jour gesat. Da kréie mer méi laang Zäit, fir mam Minister an d'Detailer vun deem Projet ze goen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. An d'Wuert huet den Här Verdeedegungsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da géif ech probéieren, op déi Froe vun den honorabelen Deputéierte Marc Angel a Jean-Marie Halsdorf ze äntwerten.

Éischtens emol dann, wat de Plan d'action européen de la défense ugeet. Ech mengen, vum Prinzip hier kann ee soen, dass et eng gutt Iddi ass, fir esou eppes ze maachen, dass et richteg ass, fir eis Défense-Investitiounen an der Europäescher Unioun ze koordinéieren.

Et gëtt oft a laang doriwwer geschwat, dass mer sollen ophalen, ze investéieren an domadder double Emploien ze maachen, well all Land onofhängeg vun deem aneren a militärescht Équipement investéiert a mer dann oft eng Rei Materialien, eng Rei Équipementer hunn, déi mer am Iwwerfloss hunn, an anerer, déi eis feelen. Dofir probéiere mer och, an de Ministerréit zesummen ze koordinéieren, wéi een dat dote ka besser maachen.

Eng aner Saach ass natierlech déi vun dem gemeinsamen Akaf vu Material. Och dat ass absolutt sënnvoll, fir doduerjer natierlech besser Präisser kënnen ze verhandelen an domadder natierlech manner Drock op eis Budgeten ze kréien.

Dee Fong, deen hei proposéiert gëtt, deen huet zwee grouss Voleten: Éischtens d'Investitiounen an d'Recherche, Développement, Innovatioun am Beräich vun der Défense, an deen aneren ass eben deen, an d'Capacitéiten ze investéieren. Pour le reste muss een awer soen, dass et nach relativ vag ass an dass mer selwer nach musse kucken, wat dat am Detail alles bedeit.

Zu der Fro vum Här Marc Angel iwwert de Pacte de stabilité, also der Propos vum Kommissiounspresident, fir ze soen: Majo, wann an d'Défense investéiert gëtt oder méi investéiert gëtt, da gëtt dat aus dem Pacte de stabilité (veuillez lire: erausgeholl), do gëtt et also net considéréiert - dat fannen ech, éierlech gesot, allerhand! Fannen ech éierlech gesot allerhand!

Mir hunn esou vill Besoinen op alle Säiten, sief dat am Sozialen, sief dat am Beräich vun der Éducatioun, sief dat am Beräich vun der Immigratioun, wou mer déi Diskussioune permanent hunn, ob mer eis mussen da wierklech esou enk un dee Pacte de stabilité halen. A speziell Länner, deenen et net gutt geet an déi iwwer Joren enorm Sacrificë bruecht hunn, fir hire Pacte de stabilité kënnen anzehalen, deene soe mer bei allem „njet", bei all Ausgab „njet", esou sënnvoll wéi se och wier. An da solle mer elo soen: Bei der Défense, do kënnt Der maachen, wat Der wëllt, dat gëtt Iech net ugerechent!

Do mengen ech kënnen am Numm vun der ganzer Regierung ze soen, dass dat doten definitiv net vun eis gedroe gëtt...

(Interruption)

...an dass een, au contraire, soll dee ganze Pacte de stabilité eng Kéier a Fro stellen. An ech mengen och verstanen ze hunn, dass d'Kommissioun selwer amgaang ass, sech Froen ze stellen, ob hir Politik an deene leschte Joren, wat dat dote betrëfft, ob dat déi richteg Politik ass.

Dofir e ganz klore Statement dozou: dass dat do fir mech net a Fro kënnt. Da musse mer fir d'Éischt iwwer aner Saache schwätzen.

Wat d'BEI ugeet, mengen ech och dem Här Hoyer recht ze ginn, dass e Forcing, fir dass d'BEI och muss elo a militäresch Projeten investéieren, dem Geschäftsmodell vun der BEI net entgéintkënnt an dass dat definitiv kann negativ Auswierkungen hunn op aner Projete respektiv op d'Entreprisen, déi de Moment vun deenen Énnerstëtzunge vun der BEI, vun deene Prête profitéieren, well dann eng Rei Geldgeber hiert Geld wäerten zréckzéien an domadder d'Konditiounen natierlech fir déi, déi dovu profitéieren haut, méi schwéier respektiv méi schlecht wäerte ginn.

Dann hunn ech nach Froe vum Här Halsdorf. Also éischtens emol: Wéi eng Moyene gëtt Lëtzebuerg do dran? Et ass ze fréi, Här Halsdorf, fir elo do dat kloer ze soen. Vläicht kënne mer do méi prezis drop agoen, wa mer eis Interpellatioun, déi Der jo ugefrot hutt zu deem Sujet - ah neen, dat war den Här Kartheiser, dee se ugefrot huet zu deem Sujet -, wa mer déi am Januar, Februar hei maachen.

De Sujet vun der europäescher Arméi: Bon, ech kann Iech just soen, zënter dass ech derbäi sinn, diskutéiere mer iwwer esou Saachen. Diskutéiere mer emol einfach nëmmen drëm, dass mer sollen iergendwéi zesummeschaffen, wa mer dat scho géife fäerdegbréngen, wär scho vill geschitt! Dofir gesinn ech déi europäesch Arméi nach wäit ewech.

An dann hutt Der mech gefrot, Här Halsdorf, ob d'Regierung der Meenung ass, dass se hiren Effort de défense vun 0,6% op 2% sollt an d'Luucht hiewen. Dat géif bedeiten, dass mer vun haut ronn 300 Milliounen Euro d'Joer erop op 1,1 Milliarden Euro d'Joer an d'Défense missten investéieren. Also ech si kloer der Meenung, dass mer dat net solle maachen an dass mer weiderhi solle probéieren, mat aneren Argumenter, zum Beispill deenen, dass mer dat Land sinn, wat am meeschten an d'Kooperatioun investéiert, wat och friddensförderend ass a friddenserhalend wierkt, dass mer domat solle weider plaidéieren.

Natierlech, wann den Drock vun der NATO méi grouss gëtt duerch Aussoe vum Här Trump, da muss ee kucken, wéi een domadder ëmgeet. Ech weess net, ob ech do de Sukkurs hu vun der CSV, fir bei eisen 0,6% ze bleiwen, oder ob d'CSV éischter a Richtung 2% wëllt goen. Här Halsdorf?

Une voix.- ...ass eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass eigentlech eng Froestonn.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Et ass jo kloer, wann een...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Majo, dofir hunn ech jo eng Fro gestallt!

(Hilarité générale et brouhaha)

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Et ass jo kloer, dass mer haut eng Situatioun hunn, wou d'Agence européenne de défense keng Moyenen huet. Mir hunn „pooling and sharing", wéi Der gutt gesot hutt. Dat heescht, mir deele Saachen, mä op engem ganz klengen Niveau. An hei geet et jo drëm, fir dat auszebauen. A wa mer dat ausbauen, brauche mer Moyenen. An da geet et automatesch: Da musse wahrscheinlech déi eenzel Länner méi an d'Dëppe geheien, soss geet et net duer!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Défense.*- Neen, bei eis ass et esou, dass mer elo jo bei 0,4%, 0,45% sinn, dass mer also nach vill Sputt hunn no uewen. Dat heescht, mir mussen net mat eisem Effort de défense an d'Luucht goen, fir herno an esou e Fong kënnen anzebezuelen. Wann dat fir Iech esou an der Rei ass, da géife mer dat esou maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Verdeedegungsminister. Mä et sief nach eng Kéier drun erënnert, dass hei eng Fro gestallt gëtt an eng Äntwert gi gëtt. Well wa mer ufänken, hei ze dialogéieren, da gëtt datselwecht vun den Deputéierte gemaach. An dat wär net an där heiter Form.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, vu dass mer elo just aus der Assemblée nationale komm sinn, dass et do vill méi strikt ass mat de Riedezäiten: No zwou Minutte geet de Mikro aus.

(Interruptions diverses)

An, Här Angel, gitt mam gudde Beispill vir!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech war et net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen!

(Brouhaha)

Dat gesot, huet den Här Roger Negri d'Wuert an d'Fro riicht sech un den Här Nohaltegkeetsminister an dréit sech ëm déi nei Zuchverbindung tëschent Lëtzebuerg an Düsseldorf.

- Question n°234 du 2 décembre 2016 de M. Roger Negri relative à l'introduction d'une nouvelle desserte ferroviaire entre Luxembourg et Düsseldorf sans rupture de charges, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Eng ëmsteigfräi Eisebunnsverbindung vu Lëtzebuerg op Düsseldorf, dat wär eng super Saach. Dat huet eise Verkéiersminister François Bausch virun e puer Deeg ugekënnegt. An et gesäit een och, dass an Däitschland an deem Sënn Efforte lafe vun der rheinland-pfälzescher Ministerpresidentin Malu Dreyer, déi och gesot huet, dass et wichteg wär, dass eng Schnellzuchverbindung, fir dat op Lëtzebuergesch ze soen, an d'Rheinland erëm néideg wär.

Dofir wollt ech de Minister froen, wann een nääämlech kuckt, ech hu mer dat erausgedréckt vun den Tableauen, wéi ICE-Verbindungen an d'Schnellzuchverbindunge bis 2030 sollen ausgesinn - Här President, ech kann Iech déi vläicht iwwerginn -,...

(M. Roger Negri dépose une documentation.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Ech loossen dem Här Minister och eng Kopie hei leien.

...da gesäit ee ganz kloer den Zoustand bis 2030, dass do eng Verbindung vun Tréier awer net gestrichelt iwwert d'Land eraus vu Lëtzebuerg aus geet. Dofir fannen ech déi Initiativ do wierklech elo gutt, dass mer eis do matzäit zesumme mat eisen Nopere vu Rheinland-Pfalz do drusetzen, fir endlech besser Verbindungen ze kréien.

Hei ass jo ugeduecht, wann ech dat richteg verstanen hunn, dass mer vu Lëtzebuerg-Tréier-Koblenz dann iwwer Köln an Düsseldorf direkt dohinnerfueren. Wann ee weess, dass Köln en Haaptknotenpunkt ass, fir haaptsächlech a Richtung Norde vun Däitschland ze kommen, sprëch Hamburg, sprëch Berlin, da fannen ech dat eng super Saach.

Dofir wollt ech de Minister an deem Sënn froen, wéi mer do virukommen. Dat soll jo am Dezember 2017 dann ugoen. Dat soll da mat Lëtzebuerger Zich gemaach ginn, déi sougenannte KISS, déi dann och déi sougenannt ICE-Sëtzer hunn, dat heescht also ganz komfortabel sinn. An ech mengen, géif Lëtzebuerg sech eventuell dorunner bedeelegen?

Firwat ech déi Fro stellen? Dat ass aus engem Artikel vun dem „Volksfreund" vun Tréier, wou do gesot gëtt, dass ëmmer e bësse Retizenze waren, dass och Rheinland-Pfalz sech un esou enger Fernverbindung géif mat bedeelegen. An dofir wollt ech froen, wéi dat bei Lëtzebuerg ausgesäit.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Negri fir déi Fro.

Et ass esou, datt, wann een d'Présidence huet vun der Europäescher Unioun, dann handelt ee jo natierlech am Intérêt da vun der Europäescher Unioun. Mä iwwert déi Présidence kritt een e gewëssene Stellewäert an da kann een awer och ënner Divers a verschiddene Regiounen dat heiansdo och emol notzen, fir verschidden aner Themen, déi méi eng national Bedeitung hunn, mat op den Ordre du jour ze kréien. An dat hunn ech gemaach.

Wärend der Présidence hat ech e Gespréich mat der Deutschen Bundesbahn, mam Här Pofalla, deen op Lëtzebuerg komm ass, ënner anerem am Kader vum Paquet ferroviaire. An um Schluss hunn ech dunn en Divers dropsetze gelooss. An dat war ënner anerem d'Streck vu Lëtzebuerg iwwer Tréier-Koblenz respektiv virun allem iwwer Koblenz eraus.

An du sinn éischt Gespréicher un d'Lafe komm. Entre-temps hu mer eis véiermol gesinn, déi leschte Kéier nach zu Berlin am September. An do si mer eis definitiv eens ginn, datt een dat soll maachen, an zwar am Stonnentakt, dee mir de Moment hunn am Rheinland-Pfalz-Takt, eng Koppel, also moies eng Kéier dohinner an och am Nomëtteg eng Kéier zréck, op Düsseldorf ee vun eise KISS-Zich, Automotricen, duerchfueren ze loosse bis op Düsseldorf, an zwar och an engem Sënn, datt deen dann natierlech och manner ënnerwee hält, fir datt en och e bëssen un Zäit gewënnt.

Et ass och esou, datt den éischte Jet vum Fahrplan steet. Deen ass zwar nach net ganz definitiv, wäert sech awer bis Abrëll d'nächst Joer klären. Dat wär, datt mer géifen zu Lëtzebuerg um 6.12 Auer fortfueren, mat Arrivée zu Köln um 9.42 Auer, also ouni ëmzesteigen 3,5 Stonnen, an dann Arrivée zu Düsseldorf um 10.08 Auer, dat heescht e bësse méi spéit. An da mëttes kéim den Zuch zréck um 13.50 Auer, Arrivée zu Lëtzebuerg 17.48 Auer.

Firwat ass dat esou wichteg? Majo, dat ass, well mer emol domadder en Duerchbroch kritt hunn. Well Dir musst wëssen, wéi ech dat do ugefaangen hunn ze diskutéieren, just zu där nämlechter Zäit hu mer déi lescht Zich ofgeschaaft, déi international waren, vun Norddäitschland op Lëtzebuerg. A vu datt ech jo vun deene Pläng, wou Dir de Plang elo verdeelt hutt, wousst, hunn ech mer gesot: Et ass extrem wichteg, datt mer e Fouss an d'Dier kréien en vue vun deenen Diskussiounen, déi duerno kommen, nääämlech en vue vun 2030, woubäi ech wëll betounen, datt fir mech 2030 vill ze laang ass.

An dee Plang wäert mat Sécherheet och virgezu ginn, well d'Deutsche Bundesbahn entretemps och feststellt, datt se ze vill gesat huet op den nëmme reng internationale Verkéier an datt d'Regiounen als Zoubrénger insgesamt vernoléissegt gi sinn.

An dat huet sech iwwregens och virgëschter bestätegt op enger Debatt, wou ech war zu Tréier, op Invitatioun vun engem däitsche Bundestagsabgeordneten, wou den Här Pofalla och do war an d'Madamm Modert iwwregens och do war vun der Lëtzebuerger Chamber. Do huet sech erausgestallt, datt och an der Regioun natierlech keen zefridden ass a souguer den Här Pofalla selwer der Meenung ass, datt dat emol en Horizont ass, mä datt een dat éischter muss e bësse virzéien.

Dat bedeit awer, datt natierlech eben dat ganzt neit Konzept, wat d'DB wëllt ausschaffe fir de Regionalberäich als Zoubrénger zum ICE-Netz, fir do eng besser Integratioun ze kréien, dat heescht, datt dat muss wäit iwwert dat erausgoen, wat mir elo hei maachen. Dat, wat d'nächst Joer am Dezember, am Prinzip beim Fahrplangwiessel den 10. Dezember d'nächst Joer wäert ulafen, dat ass scho gutt a flott fir eis, well mir kommen erëm op d'Landkaart vum ICE-Netz an Däitschland an da musse mer do derbäibleiwen, fir datt mer och besser berücksichtegt ginn en vue vun dann der mëttelfristeger Integratioun vun de Regiounen an d'ICE-Netz.

Deen Aarbechtsgrupp, dat hate mer och zu Tréier, virun zwee Deeg ass dat undiskutéiert ginn. Menger Meenung no soll deen Aarbechtsgrupp, deen elo besteet, weiderfunktionéieren. Et ass natierlech net deen Aarbechtsgrupp, deen déi Froen do all ka léisen, mä vun do kënnen awer weider Impulser kommen, fir datt mer an deem Ganzen do matabezu ginn.

Mir wëllen och versichen an deem Zuch do, d'Streck..., also deen Zuch, dee mir elo wäerten asetzen, dat ass Lëtzebuerger Material, wat do gefuer gëtt. Dat fiert dann awer zum Deel natierlech vu Koblenz virun allem op Düsseldorf am Kader vum internationalen DB-Verkéier. Dat heescht, et ass net esou einfach, do muss ee finanziell Froe klären an et muss een och oppassen, datt dat alles mat EU-Regele kompatibel ass.

Do gëtt et awer ganz sécher Léisungen derfir. Mä et ass Lëtzebuerger Material. A mir wäerten dat och esou équipéieren, dat heescht, datt och Verfleegung dran ass, mat engem Chariot mat Gedrénks a Kaffi an esou, datt et och e gewëssene Standard huet, deen deem entsprécht, wat een haut op esou Strecke brauch.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir d'Prezisioune mat Kaffi a Kuch.

(Hilarité)

An da géife mer d'Wuert weiderginn un erëm eng Kéier zwee Auteuren, den Här Fernand Kartheiser an duerno den Här Claude Lamberty, iwwert d'Resultater vun där neister Editioun vun der PISA-Etüd. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°235 du 7 décembre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Question n°236 du 7 décembre 2016 de M. Claude Lamberty relative aux résultats des élèves luxembourgeois au test PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, mir hunn elo an deene leschten Deeg éischt Reaktiounen héieren op d'Publikatioun vun deene rezente PISA-Resultater. Et ass sécher nach ze fréi, fir eng definitiv Analys ze maachen, mä ech mengen, et muss een awer e puer Froe stellen.

Dat Éischt ass, mir hu medioker Resultater an deenen Tester. Et ass net déi éischte Kéier, mä et ass vläicht déi éischte Kéier, wou och schonn Inzidenze kënne gemooss gi vun deene Schoulreformen, déi hei am Land gemaach gi sinn. Mir hunn zënter 2009 hei d'Delvaux-Reforme gehat; en Deel vun deene Schüler, déi haut 15 Joer al sinn, wore scho betraff. A mir hu gemierkt, datt op jidde Fall emol keng Verbesserung vun de Resultater do war. Et muss ee sech also och d'Fro stellen: Wéi eng Konsequenzen huet dat do op eis national Schoulpolitik?

Mir hunn elo gesinn a leschter Zäit, datt mer schonn eng éischt Distanz geholl hunn doduerch, datt mer zréck bei e Benoutungssystem komm sinn nodeem d'Punkten ofgeschaaft gi waren**.** An déi éischt Fro un d'Regierung ass: Musse mer net méi wäit goen a méi ännere vun deem, wat an deene leschte Joren an eise Schoulen agefouert ginn ass?

Déi zweet Fro: Et ass gesot ginn, et hätt vill mat Migratioun ze dinn. Ech mengen, dat muss ee ganz differenzéiert gesinn. Mä an deem nächste PISA-Test 2018-2021, ass gesot ginn, no eise Projektiounen a wann d'Evolutioun esou weidergeet, wéi mer se am Ableck hunn an der Demografie, wäerte mer eng ausländnesch Bevëlkerung vu 60% deen Ableck hunn, déi mat an der Schoul sinn, déi also mat gemooss ginn. An dat stellt natierlech fundamental Froen un d'Méiglechkeeten, un d'Integratiounsméiglechkeeten an d'Leeschtungsméiglechkeete fir d'Integratioun vun eisem Schoulsystem.

Ech mengen, mir missten eng Debatt hunn iwwert d'Natur vun der Lëtzebuerger Schoul, wéi mer kënnen integréieren, ob mer eis do net kënne verbesseren, wéi mer mat der Heterogenitéit vun eiser zukünfteger Schoulpopulatioun optimal ëmginn, ouni den Usproch ze verléieren, d'Leit an dësem Land zesummenzeféieren.

An dat Drëtt ass: Et gëtt ganz vill Fuerderungen elo, no deene PISA-Debatten, fir den Niveau vum Franséischen an deem Sënn nach méi erofzeschrauwen, datt verschidde Sproochen - och hei an der Chamber hu mer dat rezent héieren -, verschidden Zäitformen net méi sollen enseignéiert ginn an de Schoulen: Passé simple, Passé composé, Plus-que-parfait an anerer si souguer hei am Sall genannt ginn an enger rezenter Debatt.

Ass et d'Intentioun vun der Regierung, den Niveau vum Franséischen an de Primärschoulen nach méi erofzeschrauwen, datt mer schlussendlech nëmmen nach e Rumm-Franséisch de Kanner vermëttelen, wëssend, datt mer scho ganz vill Problemer hu bei deene Leit, déi eng Première hunn an och dacks kee gutt Franséisch méi kënnen?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, säit dem Joer 2000, dem éischte PISA-Schock souzesoen, komme se regelméisseg, déi PISA-Rankings. An ech gi säit 15 Joer, oder elo 16 Joer d'Gefill net lass, et wär eng Etüd, wou een eenzeg an eleng d'Endplatzéierungstabell kuckt! Äänlech e bësse wéi een all Samschdeg d'Bundesligatabell kuckt oder eng Hitparad opstellt. Et ass quasi en „PISA-Rankingswahn", wann ech dat elo als Bild dierf dobausse verbreeden.

De Bildungssecteur ass awer keng Ranglëscht an e kann och a keng gepresst ginn. Natierlech ginn et och inhaltlech Opschlëss an der PISA-Etüd. Just, déi Fro, déi sech stellt: Kann een e Land wéi Lëtzebuerg mat knapp 50% Migratiounshannergrond vergläiche mat Länner, déi 3% oder 4% Migratiounshannergrond hunn?

An deem Kontext vläicht eppes, wat Iech iwwerrascht: Lëtzebuerg ass an enger PISA-Etüd den absolutte Spëtzereider, an zwar mat 49% Migratiounshannergrond, op der zweeter Plaz d'Schwäiz mat 31%, op der drëtter Kanada mat 30% an op der véierter d'USA mat 23%. An et ass eben dat, wou ech soen: Kann een Äppel mat Bire vergläichen?

Meng Froen un de Minister wären: Wär et also net méi sënnvoll, Etüden ze maachen, fir objektiv Daten ze kréien, déi konkret Opschlëss gi fir eise Schoulsystem?

Zweet Fro: Wär et machbar, eis Situatioun mat anere Länner, Regiounen oder Stied ze vergläichen, déi ähnlech opgestallt sinn, déi eng äänlech Struktur hu wéi mir, statt se mat Länner ze vergläichen, déi ganz aner Strukturen hu wéi mir?

Drëtt Fro: Géif et, de Fall gesat, iwwerhaapt Méiglechkeete ginn, aus PISA erauszeklammen?

A véiertens, wann net a wa PISA weider soll goen, ass et net méiglech, vläicht aner Kritären afléissen ze loossen, déi eis Situatioun och berücksichtegen?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lamberty. An d'Wuert huet elo den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir hate jo de Moie schonn an der Kommissioun d'Geleeënheet, eis doriwwer auszetauschen. Déi zwee Deputéiert mussen der Meenung gewiescht sinn, datt déi Explikatiounen esou interessant wären, datt déi ganz Chamber sollt och an de Genoss dovunner kommen. Ech kann dat eigentlech och nëmme gutt novollzéien.

Ech kann awer net novollzéien, datt mer generell eis Resultater bei der PISA-Etüd als medioker duerstellen. Mir hunn eng Moyenne. Mä wann een eng Moyenne rechent, da kënnt et och drop un: Wéi wäit sinn déi eenzel Resultater gespreet? A mir wëssen, datt déi ganz wäit gespreet sinn hei zu Lëtzebuerg. Dat geet vu wierklech Topschüler, déi och op all Universitéit ganz gutt ukommen am Ausland, bis hin zu Schüler, wou mer wëssen, datt se ofgehaange sinn.

A mir wëssen, an dat ass net nei an dat ass ee vun deenen zentrale Constaten, deen hei nach eng Kéier widderholl ginn ass, datt mer d'Elterenhaus an awer och de Migratiounshannergrond als zwee zentral Facteuren hunn, déi matbestëmmen, wat fir eng Bildungschancen een dann elo huet. An Dir wësst, datt dat d'Regierung net zefriddestellt.

Dir wësst, datt d'Regierung och eng Politik do schonn, och virun dëser PISA-Etüd, lancéiert huet, fir dorobber kënnen anzewierken duerch eng intensiv Fréiförderung, wou mer dovunner ausginn, datt mer doduerjer déi Heterogenitéit, déi duerno an d'Schoule kënnt, an déi éischt Zykle vun der Grondschoul kënnt, datt mer déi e Stéck wäit méi kleng kréien duerch awer och eng Diversifizéierung vun der Offre scolaire, fir duerch d'schoulesch Offer der Heterogenitéit, déi och uewenaus, an den ieweschte Klassen nach ëmmer besteet an och ëmmer bestoe wäert bleiwen, méi staark kënne Rechnung ze droen.

Dat ass déi Konklusioun, déi net nei ass, déi opgrond vu leschte PISA-Etüde gemaach ginn ass, opgrond vum Bildungsbericht 2015 gemaach ginn ass, déi an eisem Regierungsprogramm steet, déi hei éischter nach eng Kéier ganz kloer confirméiert ginn ass duerch dat, wat PISA 2015 eis rapportéiert huet.

Ech wëll awer och nach eng Kéier kloer ënnersträichen, datt mer e klore Jo wëlle maachen, e kloren Zousproch wëlle weiderginn zu Bildungsmonitoring. Mir brauchen Zuelen, mir brauche Chifferen, mir brauchen Donnéeën, op deene mer eng Bildungspolitik kënnen opbauen. Mir brauchen eng „evidence based policy", wou mer kucken: Dat, wat mer maachen, gëtt dat gedroen och duerch Chifferen, och duerch konkret Resultater?

Duerfir ass nom éischte PISA-Schock aus dem Joer 2000 an deene Joren duerno jo och d'Konklusioun hei zu Lëtzebuerg gezu ginn, datt mer en eegene Bildungsmonitoring brauchen, dee mer elo kloer an eng Struktur och agebett hunn op der Uni Lëtzebuerg, de sougenannte LUCET-Zentrum, deen opbauend op standardiséierten Épreuven, déi vum éischte Schouljoer bis op Neuvième gemaach ginn, do wierklech Donnéeë beieneefëiert, fir herno och kënnen ze kucken, wat fir eng schoulesch Projeten, wat fir eng schoulesch Modeller, wat fir eng Initiativen dann och wat fir eng Konklusioune kënnen zouloossen, a fir dorop och herno eis Bildungspolitik kënnen opzebauen.

Ech sinn, gradesou wéi de Claude Lamberty, der Meenung, datt een dee System nach muss ausbauen, well PISA eis eigentlech bäi Wäitem net alles beäntwert vu Froen, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg stellen. Mir musse vill méi an d'Déift goen. Mir musse vill méi iwwert d'Zesummenhäng och nodenken a fuerschen, den Zesummenhang zum Beispill tëschent enger sozioökonomescher Defavoriséierung an engem Migratiounshannergrond.

Mir wëssen, datt e groussen Deel vun deenen, déi an der PISA-Etüd als sozioökonomesch defavoriséiert duergestallt ginn, och e Migratiounshannergrond hunn. Wéi hänkt dat eent mat deem aneren zesummen? Wéi wierkt béides sech zesummen herno a wat fir enger Gewiichtung op d'schoulesch Resultater an d'schoulescht Virukommen aus?

Dat ass just en Deel vun deem, wou ech wierklech mengen, datt mer et selwer mussen an d'Hand huelen, well PISA eis et nimools wäert liwweren.

Et wär schued, wa mer déi international Vergläichbarkeet géife verléieren, wa mer net méi bei PISA derbäi wären, dat ass wouer. Mä och do bitt PISA awer eng ganz Rei vu Kritikpunkten, déi bis haut net beäntwert sinn.

Et kann een net Lëtzebuerg mat iergendengem anere Land vergläichen. Mir hunn 49% Kanner mat Migratiounshannergrond an deem Échantillon. Mä deen Échantillon, dat ass déi ganz Schoulpopulatioun mat 15 Joer vun eisem Land. Et gëtt kee vergläichbart Land. Et géife vläicht vergläichbar Regioune ginn, vergläichbar Stied, Quartiere vu Groussstied, wou mer déi doten Hyper-diversity hunn, déi mer zu Lëtzebuerg momentan fannen a wou mer och nach amgaange sinn, dran eranzewuessen an eis an déi dote Richtung ze entwéckelen. Da kënne mer eis net mat Flächelänner vergläichen.

An do, denken, ech muss ee kucken, mat der OCDE ze diskutéieren, awéiwäit de PISA-Prozess och esou enge Kritäre ka méi staark Rechnung droen, wéi dat haut ass. Et ass nëmmen ee Beispill. Et gëtt aner Beispiller, wou ech denken, datt mer ganz kloer bei PISA haut Defiziter hunn.

Vill Kompetenze vun de Schüler moosst PISA guer net, virun allem eis Friemsproochen, déi mer hunn. Eis aner Sproochen, nieft der Testsprooch, déi mer zu Lëtzebuerg vermëttelen an déi och all 15-Järegen op engem gewëssenen Niveau beherrscht, ginn eigentlech guer net gemooss. An do, denken ech, muss d'OCDE och bereet sinn, mat op e Wee ze goen, soss mécht fir Lëtzebuerg PISA net méi ganz vill Sënn.

A parallell, denken ech, muss een awer kucken, wann ee géif erausklammen: Wéi kann een eng international Vergläichbarkeet an Zukunft assuréieren a wou fanne mer vläicht Regiounen, Stied, Quartieren, déi bereet wären, op e Wee matzegoen, an en eegene System eranzeklammen, deen opbauend op eisem Monitoring vun eisem Bildungssystem dann eng international Vergläichbarkeet mat enger komparabeler Schoulpopulatioun géif assuréieren? Do hätte mer sécherlech eng aner Basis, fir schoulpolitesch Diskussiounen ze féieren an awer och dann eng Evaluatioun vun eiser Schoulpolitik kënnen ze maachen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gérard Anzia un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi ëffentlech Strukture fir Elektromobilitéit. Den Här Anzia huet d'Wuert.

- Question n°237 du 7 décembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la mise en œuvre de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hat d'Fro u sech gestallt un de Wirtschaftsminister, well ech der Iwwerzeegung gëschter nach war aus sécherer Quell, dass eisen Infrastrukturminister krank wier. Ech sinn also frou, dass en hei ass an dass en u sech op déi Fro, déi awer sécherlech un hie gestallt ass, och dann däerf äntwerten a kann äntwerten.

Energie, Kommunikatioun an Elektromobilitéit, oder Mobilitéit am Groussen, dat sinn dräi Vektoren, op déi d'Rifkin-Etüd opbaut an achséiert ass. An d'Elektromobilitéit niewent dem ëffentlechen Transport ass dobäi ganz wichteg, och an deem Zesummenhang d'Installatioun vun engem Réseau vu Bornen, fir kënnen déi Autoen opzelueden. An net méi spéit wéi de 24. November si jo och déi éischt zwou Bornen zu Lëtzebuerg hei ageweit ginn.

Dofir wollt ech folgend Froen dann un eisen Infrastrukturminister stellen, an zwar betreffend de Fortgang beim Installéiere vun dëse Bornen, virun allem och wat den Norden ugeet. Vu dass ech gëschter mam Auto déi Kéier awer ënnerwee war an et esou kal war an ech nach en Elektroauto vun der éischter Generatioun hunn, dee méi eng begrenzt Reichwäit huet, huet dat op eemol awer matgespillt, fir sech déi Fro ze stellen. An du sinn ech zu dëser Fro komm.

Also éischtens: Wéi gesäit et aus mam Avancement vun dësem Projet, well jo bis d'Joer 2020 sollen 800 där duebeler Bornen opgeriicht ginn?

Wivill Gemengen hunn zwëschenzäitlech da schonn en Emplacement eragereecht? Do war jo e Circulaire un d'Gemenge komm vum 7. Juli vun dësem Joer.

An déi drëtt Saach: Gëtt et do e groussen Ënnerscheed an den Äntwerten, dat heescht am Interessi un dem Ausweise vun dëse Borne vun dem rurale Beräich, wëll heesche vum ländleche Beräich, vis-à-vis vun deene städtesche Beräicher?

Dat wieren also meng Froen, awéifern mer do „on track" leien, wou mer do dru si mat den Installatioune vun dëse Bornen.

Ech soen Iech Merci.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, si riicht sech, géif ech soen, éischter un den Ekonomiesminister wéi u mech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Fro war eigentlech un den Ekonomiesminister geriicht...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir géif ech proposéieren, datt mer zu zwee dann äntwerten.

(Hilarité)

Mir hu jo och zu zwee déi éischt Born ageweit d'lescht Woch. Mä ech mengen, mir schaffe jo hei enk zesummen tëschent dem...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Op eng Fro gitt Der elo zwou Äntwerten?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, neen!

(Brouhaha)

Also mir zwee sinn net bekannt, datt mir zwou verschidden Äntwerten zu deenen nämlechte Froe ginn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ganz richteg.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, mir schaffe jo och enk zesummen an där ganzer Affär vun der Installatioun vun den Elektrobornen, de Ministère de l'Économie an de Ministère vum Développement durable. A mir hu jo och déi éischt Bornen ageweit bei der Creos viru Kuerzem. An ech ka just soen, mir sinn de Moment am Timing. Bis d'Fréijoer d'nächst Joer stinn déi éischt sur place. Ënner anerem komme mat déi éischt bei mäi Ministère op de Kierchbierg stoen an den ëffentleche Raum. Do gesitt Der jo, datt mer mam gudde Beispill wëlle virgoen.

An da geet et zügeg weider, am Ufank op de Pôle-d'échangen. Mir war et wichteg, datt mer d'Pôle-d'échangë fir d'Éischt équipéieren, well dat am meeschte Sënn mécht, well do natierlech d'Park & Riden hikommen, ausgebaut ginn, do d'Autoen de ganzen Dag stinn an dat deementspriechend do dann am meeschten och gefrot ass. An duerno kënnt et eréischt an den ëffentleche Raum.

Ech kann Iech just soen, laut deem, wat ech weess vun de Gemengen, sinn d'Emplacementer, déi d'Gemengen ugefrot hunn..., déi meescht Gemengen hunn dat scho gemaach. Et ass souguer esou, datt d'Demandë méi grouss sinn a vill Gemenge selwer nach Efforte wëlle maache par rapport zu deem, wat proposéiert ginn ass. Dat ass jo och méiglech. Dat gëtt dann an engem Worf gemaach, soudatt mer wierklech gudder Déng sinn, datt mer dat, wat mer eis zum Zil gesat hunn, och herno kënnen ëmsetzen.

Voilà, méi ass vu menger Säit aus net dozou ze soen. Ech mengen, den Här Schneider kann och nach e puer Wuert dozou soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Jo, et ass e bëssen Huddel, wann d'Fro eigentlech un de falsche Minister gestallt gëtt. Mä et ass awer net dee falschen, well mir et effektiv zesumme gemaach hunn. Mä de Projet war um Wirtschaftsministère ausgeschafft ginn, dofir vläicht just nach zwou Prezisiounen.

Éischtens emol ass gekuckt gi mat de Gemengen zesummen, wou déi Borne sollen hikommen. An do ass e Verdeelungsschlëssel opgestallt ginn op Basis vun der Gréisst vun der Gemeng, vun der Awunnerzuel, vun den Emploien, déi an der Gemeng sinn, natierlech och vun der Ubannung un d'Stroossennetz.

Et ass och esou, dass 400 Borne bei Park & Ridë respektiv bei Garen opgeriicht ginn an déi aner 400 iwwer Land, do op Plazen, wou vill lass ass.

Vläicht fir op déi prezis Fro dann zréckzekommen: All Gemeng ass am Juli ugeschriwwe ginn, fir eis ze soen, wou se wéilt déi Bornen hunn. Si hunn am November e Rappel kritt, zumindest déi, déi eis net geäntwert hunn. An et ass esou, dass fir 65 Gemengen d'Emplacementer elo alleguer fixéiert sinn. An dann ass et esou, dass speziell elo, wat déi méi bevëlkerungsaarm Gemengen am Éislek ugeet, do zwee Drëttel vun de Gemenge sinn, mat deene mer elo kloer sinn. Fir een Drëttel bleiwen nach déi final Emplacementer ze décidéieren.

Mä wéi de François Bausch richteg gesot huet: Dee System, dee mir elo hei opriichten, dat sinn elo 800 Borne mol zwee Uschlëss, sinn also 1.600 Uschlëss, mä et ass op fir all weider Born. Dat heescht, all Gemeng, déi méi wëllt hunn, ka selbstverständlech méi kréien. Mä net nëmme Gemengen, net nëmmen de Secteur public, och de Secteur privé ka sech hei drunhänken. Natierlech muss een da kucke mat de Käschten, wéi een dat mécht. Mä op alle Fall ass dat doten den Ufank an definitiv ausbaufäeg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och deenen zwee Ministeren.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Spautz, riicht sech un de Minister fir bannenzeg Sécherheet an dréit ëm deen neie Kommissariat „Dier vum Süden".

- Question n°238 du 7 décembre 2016 de M. Marc Spautz relative au nouveau commissariat «Porte du Sud», adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Marc Spautz (*CSV*).- Här President, Här Minister, am Kader vun der Policereform sinn d'Kommissariater aneschters strukturéiert ginn. An de Kommissariat «Porte du Sud» soll de Pilotprojet sinn, wat den 28. November gestart ass. Beim Kommissariat «Porte du Sud» handelt et sech ëm d'Zesummeleeung vun de Kommissariater vu Schëffleng, Monnerech, Reckeng a Leideleng.

Den 22. November war eng grouss Opklärungsversammlung, wou déi véier Gemengen informéiert gi si vun der Policedirektioun an de Schäfferéit, wéi et soll mat dem Kommissariat ugoen, wat den 1. Dezember och ugefaangen huet. Elo ass awer d'Fro am Sall gewiescht, wéi et wier mam Kommissär. An do ass matgedeelt ginn, dass de Kommissär déi nächst Deeg géif genannt ginn.

An ech wollt de Minister froen, ob et net besser gewiescht wier, wann een dat Ganzt gestart hätt, wann den Numm an den Titel vum Kommissär - also net den Titel, well deen ass bekannt -, wann dat mam Kommissär geklärt gewiescht wier.

An ech wollt hie froen, ob bis den 13. Dezember, wou hie jo selwer invitéiert huet op d'Inauguratioun vum neie Kommissariat, ob dann och d'Leit, déi dovu betraff sinn, wëssen, wie Chef gëtt vun deem Kommissariat, oder ob dat weiderhi vun Esch gefouert gëtt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President. Als Äntwert op dem honorabelen Här Spautz seng Fro wëll ech emol fir d'Éischt meng Verwonnerung ausdrécken, dass mer elo hei iwwer personalpolitesch Froe bei der Police an der Chamber diskutéieren. Wa mer awer elo iwwer all Nominatioun, déi bei der Police virgeholl gëtt, hei eng Question parlementaire kréien, da kréie mer nach vill Freed hei!

Ech mengen, dat, wat richteg ass, dat ass, dass mer e Pilotprojet lancéiert hunn, dee Commissariat «Porte du Sud» heescht, wou d'Gemenge Monnerech a Schëffleng hir Kommissariater zesummeleeën, déi dann och nach fir Reckeng a Leideleng zoustänneg sinn. Dee Kommissariat ass ugelaf den 28. November a gëtt, wéi Der richteg gesot hutt, den 13. Dezember ageweit. An deem Kommissariat schaffen dann elo zwielef Agenten, an zwar an Zukunft op zwou Schichten an net op enger Schicht, wéi et de Fall gewiescht wär, wann déi Gemengen eenzel bliwwe wieren, wat ebe just dat bewierkt, wat mer wollten hunn, näämlech méi Präsenz um Terrain, méi Leit op engem Koup hunn, dass een och ka sécherstellen, dass permanent Leit um Terrain ënnerwee sinn an och de Büro kann zu gewëssenen Zäiten op sinn.

Wat ass geschitt, wat déi Nominatioun ugeet? Ech muss Iech dat jo awer dann elo beäntwerten, wann Der dat esou frot. Et ass esou, dass eng Ausschreiwung innerhalb vun der Police gemaach ginn ass fir deen neie Kommissariat, deen et awer legal eigentlech nach net gëtt, well mer mussen dat neit Gesetz, wat jo an der Prozedur ass, ofwaarden, fir ee kënnen op esou e fusionéiert Kommissariat dann ze setzen.

Also ass d'Situatioun legal einfach déi, dass de Kommissär, deen zu Schëffleng ass, a Pensioun geet, dass de Kommissariat zu Monnerech zougeet, dass déi Leit transferéiert ginn op Schëffleng an dass folglech just eng Ausschreiwung muss gemaach gi fir en neie Kommissär fir de Commissariat de proximité vu Schëffleng soulaang wéi, wéi gesot, dat neit Gesetz nach net gestëmmt ass.

A fir kee Formfeeler ze maachen, ass dofir déi Nominatioun innerhalb vun der Police nei ausgeschriwwe ginn, näämlech als Nominatioun fir de Kommissariat vu Schëffleng, soit dass dat dann elo e fusionéierten ass a wou méi Leit schaffen.

An dann, fir dann nach eng Kéier op Är Fro ze äntwerten: Maacht Iech keng Suergen, bis den 13. Dezember, wa mer de Kommissariat aweien, ass och déi Personalfro geklärt an de Kommissär genannt!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gusty Graas, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm den zukünftegen Accès op d'A13 bei Fréiseng.

- Question n°239 du 6 décembre 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échangeur de Hellange et la future voie d'accès sur la A13 au niveau de Frisange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Här Minister, den 10. Juli 2014 hu mer hei e Gesetz gestëmmt, op dat mer alleguerte laang gewaart haten, an zwar ass et jo do ëm den Échangeur Helleng gaangen, wou jo iwwer eelef Joer e Bypass huet misse fonctionnéieren. Ech wëll elo net méi déi leideg Geschicht nach eng Kéier hei oprullen. Entre-temps hu jo d'Aarbechten och ugefaangen. Dat ass och eng ganz gutt Saach. Et mierkt een natierlech, datt déi Aarbechten do zu enger Rei Nuisancen am Verkéier féieren, wat awer och ze verstoen ass.

Ech wollt awer an deem ganze Kontext do e puer Froen hei stellen. Éischtens emol, sinn d'Aarbechten de Moment nach am Délai? Et waren do am Gesetzesprojet deemools ronn 550 Aarbechtsdeeg virgesinn.

An dann hu mer nach ëmmer de leidege Problem zu Fréiseng - eng zweet Fro -, do geet et ëm d'Opfaart fir a Richtung Mondorf, déi jo nach ëmmer zou ass, och scho jorelaang zou ass. Do schéngt jo - wéi soll ech soen? - en „Problem bis" sech unzekënnegen. Ech hunn allerdéngs elo héieren an deene leschten Deeg, datt do an deen Dossier Bewegung komm ass. Dowéinst wier ech frou, vläicht vum Minister gewuer ze ginn, wat konkret sech do deet.

An da wëll ech nach op en drëtten Aspekt och hiweisen. Mir haten deemools an der Kommissioun och diskutéiert an nieft deem Réaménagement vun der N13 a Richtung Helleng war dunn awer och d'Fuerderung komm, fir e selwechte Réaménagement a Richtung Beetebuerg-Parc merveilleux ze maachen. Deemools ass allerdéngs gesot ginn, mir géifen dat net an dee Gesetzesprojet integréieren, well et soss fir deen heite Gesetzesprojet zu Verzögerunge gefouert hätt. Dat hätte mer jo och alleguerten net gewollt.

Ech hat entre-temps och do eng Question parlementaire de 17. September 2014 gestallt, wat deen aneren Aspekt, wéi gesot, vum Réaménagement vun der N13 ubelaangt. Deemools ass mer geäntwert ginn, datt Etüden en cours wären. Vläicht kann den Här Minister mer och do soen, wéi wäit datt dee Projet fortgeschratt ass.

Da vläicht eng lescht Fro nach: Et mierkt een an deene leschten Deeg, Wochen, wou jo elo zumindest a Richtung Lëtzebuerg déi zwou Bunne fäerdeg sinn, datt do awer scho vun der A13 op d'A3 eriwwer regelméisseg e Stau ass. Ass dat elo eng normal Situatioun bedéngt duerch d'Chantieren, oder riskéiere mer net do och an Zukunft elo nach méi Problemer ze kréien, wann den Échangeur Helleng respektiv de Rond-point Helleng definitiv op ass?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Merci och dem Här Graas fir déi Froen. Fir d'Éischt emol ass ze soen, datt, wat den Échangeur Helleng ubelaangt an och virun allem d'Suppressioun vun deem klenge Rond-point, dee bis elo provisoresch do bestanen huet, dat eréischt konnt gemaach ginn, nodeems mer eng Mise en service haten, also nodeems mer erëm d'Autobunn op haten, also dat heescht de Bypass suppriméiert war. Éischter konnt dat net gemaach ginn. Duerfir konnten och keng Aarbechten am Virfeld do gemaach ginn.

Dann ass et elo esou, do sinn nach eng Rei Terrassementsaarbechten um Lafen, sinn amgaang gemaach ze ginn a wäerten och nach geschéie mat och Assainissementer vun Terrainen. Dat wäert dauere bis de Summer d'nächst Joer, dann ass dat alles fäerdeg ofgeschloss.

Da bleift d'Section courante vun der A13 tëschent Fréiseng an Helleng, haaptsächlech och déi Fro, déi Der opgeworf hutt: de Réckstau an d'Problemer vu Konflikter mat der A13 Richtung Péiteng an an Direktioun Schengen. Do mussen och nach eng Rei Caniveauen assainéiert ginn op der lénker Säit an do wäerten och an deenen nächsten zwou Wochen nach eng Rei Aarbechte gemaach ginn. Duerch déi Chantieren huet dat sécherlech och zu Perturbatiounen nach gefouert. Déi wäerte sech awer dann duerno besseren, wann all déi Aarbechten do ofgeschloss sinn.

Wat d'Fro ubelaangt ab der N13 zum CR161 zu Beetebuerg selwer, also d'N13 vum Krakelshaff, do si Luuchte virgesinn, esou wéi mer dat jo eng Kéier diskutéiert haten zesummen. An do ass de Soumissiounsdossier fäerdeg. Mir wäerten deen an den nächste Woche lancéieren. Da wäerten déi och bis de Summer installéiert ginn.

An dann natierlech déi berüümt Bretelle op der A13 Richtung Däitschland, also zu Fréiseng. Ech mengen, Dir wësst, datt mer do e Problem hu mat Terrainen, déi mer net kritt hunn. Awer de Projet ass an der Expropriatioun. Also dat heescht, et ass beim Geriicht. A mir ginn dovun aus, datt mer elo gläich wäerten eng Kéier do en Uerteel kréien. An da kënne mer och do expropriéieren an da wäerte mer déi Aarbechten och kënnen ufänken.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un d'Statssekretärin an der Ekonomie an dréit ronderëm d'Zukunft vun dem Schifermusée zu Uewermaartel.

- Question n°240 du 7 décembre 2016 de M. Marco Schank relative à l'évolution touristique future du site des Ardoisières à Haut-Martelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimat wollt ech eng Fro un d'Madamm Statssekretär Francine Closener, zoustänneg fir Tourismus, stellen. An zwar sinn d'Leekolle vun Uewermaartel mat hiren 22 Gebaier, mat net manner wéi 60 Vestigen op engem Terrain vun zirka 8 Hektar een authenteschen Industriepatrimoine, e Site, vun deem een ouni ze iwwerdreiwe ka soen, datt en eenzegaarteg an Europa ass, a sengem Ensembel, a senger Kohärenz am Kontext vum Ofbau vum Schifer am 19. Jorhonnert an deelweis laang virdrun.

Den absolutten Highlight sinn natierlech déi ënnerierdesch Kummeren, eng 23 um Stéck, mat deelweis risegen Dimensiounen - eng, déi iwwer 160 Meter déif ass, wou een eng Kathedral kéint carrément drasetzen. Déi Kummere goufen am Géigesaz zum Ausland ni verfëllt. An dat, mengen ech, wier och wierklech d'Aushängeschëld vun enger potenzieller Notzung.

D'Leekolle vun Uewermaartel waren, muss een derbäisoen, uganks vum 20. Jorhonnert déi zweetwichtegst Industrie am Lëtzebuerger Land no den Eisenäerzgrouwen, no de Schmelzen am Süde vum Land. An am touristesche Kontext kann ee soen, datt d'Leekollen och de Pendant zu der Eisenäerzmillen am Süde sinn an, mengen ech, och sënnvoll wieren, fir de Weste vun eisem Land touristesch ze valoriséieren.

Här President, d'Madamm Statssekretär war virun zimlech genee enger Woch oder viru genee enger Woch zu Uewermaartel op Besuch an ech wollt duerfir zwou, dräi Froe stellen.

Wéi huet Äre Ministère wëlles, Madamm Statssekretär, ënner anerem och am Zesummespill mat der Kultur, d'Notze vun deem enormen touristesche Potenzial weider an d'Wee ze leede respektiv weiderzefëieren, an zweetens, hei virun allem d'Viraussetzungen ze schafen, datt d'Leekollen och zumindest am Ufank emol an der Haaptsaison kënnen all Dag oder zumindest eng Partie Deeg an der Woch opmaachen, och fir den individuellen Tourist?

An drëttens: Wéi gedenkt de Ministère dee staarke Bénévolat, dee Gott sei Dank um Site existéiert, zousätzlech ze ënnerstëtzen?

Merci fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet d'Madamm Statssekretärin Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci, Här President. D'Leekolle vun Uewermaartel haten effektiv an der leschter Woch an och dës Woch hu se eng wichteg Plaz ageholl a mengem Agenda. An ech mengen, dat ass och ganz zu Recht, well dee Projet effektiv ganz villverspriechend ass. Ech war d'lescht Woch de Site op Uewermaartel besichen, dee vun där Asbl „Frënn vun der Lee" géréiert gëtt, eng Associatioun, déi sech, mengen ech, mat ganz vill Häerzblutt ëm d'Erhalen an d'Valoriséiere vun deem Schiferpatrimoine këmmert. An dat ass och ganz gutt esou.

An der Suite dovunner hunn ech mech gëschter mam Statssekretär vun der Kultur zesummegesat, well, wéi Dir richteg gesot hutt, d'Kultur zesumme mat der Ekonomie a speziell dem Tourismus natierlech e groussen Interessi un deem Projet huet. De Site ass klasséiert vu Sites et monuments, déi och scho viru sechs Joer e Masterplang ausgeschafft haten, wou d'Potenzial vum Site evaluéiert gouf. Leider ass aus deenen ënnerschiddlechste Grënn dee Projet duerno awer net weidergedriwwe ginn.

Aus der Siicht vu mengem Ministère interessséiert natierlech dat touristescht Potenzial, dat, wéi mer gesot hunn, mer scho ganz héich aschätzen. Schifergrouwe sinn een Deel vun eisem industrielle Patrimoine, dee mer sollen an och wëlle promouvéieren, ganz äänlech wéi de Musée des mines zu Rëmeleng oder och d'Kofferminn zu Stolzebuerg.

Déi Responsabel vun der Asbl schätzen d'Potenzial vun dësem Industriesite Uewermaartel op 80.000 bis 90.000 Visiteure pro Joer. Dat ass ganz vill. Am Verglach: D'Veianer Schlass huet all Joer ronn 130.000 Leit, déi et besiche kommen an ass domadder eng vun eise gréissten Touristenattraktiounen aus dem Land. Et ass also e grousst Potenzial do zu Uewermaartel, mä fir dat auszeschëpfen, muss ganz seriö investéiert ginn.

Et ass e grousst Areal. D'Gebaier sinn zum groussen Deel erhalen, mä awer net onbedéngt an deem allerbeschten Zoustand. An do muss een eben och kucken, wéi wäit datt ee sech och drëms këmmert, fir eben déi Kummeren, déi Grouwen auszepompelen. Do steet d'Waasser jo ganz héich. Dat bedeit e gewëssenen Invest an och dat muss een dann a Considératioun huelen.

Mä et geet awer net nëmmen ëm déi baulech Moossnamen. Et muss een och an engems - an dat betounen ech wierklech - an net eréischt duerno e globaalt Konzept ausschaffen.

Wat soll dem Visiteur gebuede ginn? Wéi soll déi Mise en scène vun deene Grouwen definéiert ginn? Wéi kann een och e valabelen Accueil garantéiere fir d'Leit? Wéi ass et mat enger gudder Restauratioun? Wéi ass et och mat Hébergementsméiglechkeete ronderëm, ebe mat Gîten, déi net wäit ewech kéinte sinn?

Bref, fir deenen heitege Standarde vun enger attraktiver Tourismusoffer gerecht ze ginn, musse mer och heirobber Äntwerte fannen, an déi hunn natierlech och hire Präis. An et ass esou, fir dat alles do ze stemmen, dat geet, mengen ech, iwwert dat eraus, wat de Bénévolat ka maachen, also iwwert deem seng Grenzen eraus. An trotz aller Motivatioun vun den „Frënn vun der Lee" - an déi gesinn dat och esou - musse mer do awer kucken, fir déi Froen ze beäntwerten, wéi wäit mer de Bénévolat mat professionellem Fulltime-Personal do kënnen ënnerstëtzen, fir datt mer dee Site kënnen touristesch exploitéieren.

An déi Fro do, déi stellt sech jo net nëmmen hei. Déi stellt sech iwwerall do, wou d'Bénévolat net alles ka maachen. Dat ass eng aner Diskussioun, déi awer ganz wichteg ass fir d'Weiderentwécklung vum ganze Secteur.

Derbäi kënnt dann och, datt, wann de Stat elo bei esou Attraktiounen an och bei esou enger Exploitatioun vun esou Attraktioune seng Responsabilitéit iwwerhëlt, da muss awer och de lokale Partner respektiv d'Gemeng hire Bäitrag leeschten. An dat ass hei de Fall. Doriwwer sinn ech och ganz frou. D'Gemeng huet eis dat nach eng Kéier sur place d'lescht Woch confirméiert, datt och si bereet ass, hiren Deel do ze leeschten.

Wéi geet et elo virun? Abee, de Kultur- an de Wirtschaftsministère si sech eens, d'Regierung an deenen nächste Woche mat deem ganzen Dossier ze saiséieren, fir datt mer e kënne relancéieren. De Guy Arendt an ech hunn dat gëschter esou festgehalen. Da loosse mer deen ale Masterplang nach eng Kéier aktualiséieren an dat touristescht Konzept dann och am Detail definéieren. An da wësse mer och, wat gegebenenfalls am Statsbudget muss gefrot ginn, fir dee Projet ëmzesetzen, a Phase wuelverstanen, well mir wëllen esou séier wéi méiglech virukommen, fir dee Site esou séier wéi méiglech kënne besser touristesch ze erschléissen.

D'Leekolle vun Uewermaartel sinn e Stéck Lëtzebuerger Industriegeschicht. Et war an der Zäit déi zweetwichtegst Industrie am Land. A grad wéi d'Eisenäerzminnen am Süde vum Land gehéiert de Site zu eisem Patrimoine, deen a mengen Aen net dierf an de Vergiess geroden, fir datt mer net vergiessen, wou mer hierkommen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Statssekretärin.

Mir wären eigentlech elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Wann d'Chamber awer d'accord ass, géife mer déi zwou Froen, déi nach iwwreg sinn, nach huelen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da maache mer dat esou.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Taina Bofferding a riicht sech un de Justizminister an dréit ëm d'Resultater vum Eurobarometer iwwert d'Gewalt géint Fraen.

- Question n°241 du 6 décembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux résultats de l'enquête Eurobaromètre au sujet de la violence à l'égard des femmes, adressée à M. le Ministre de la Justice

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Genau, Här President. Um internationalen Dag géint d'Gewalt u Frae gouf d'lescht Woch en Eurobarometer am Optrag vun der Europäescher Kommissioun publizéiert. Dës representativ Ëmfro, déi sech mat der geschlechtsspezifescher Gewalt auserneesetzt, wërft effektiv eng Partie Froen op. Betreffend Lëtzebuerg si 86% der Meenung, dass häuslech Gewalt géint Frae muss bestrooft ginn, leider awer keng 100%. Besonnesch a sech huet et awer d'Fro, ob Geschlechtsverkéier ouni Awëllegung vum Géigeniwwer ënner bestëmmten Emstänn gerechtfertegt kéint sinn: Ëmmerhi 27% vun den Europäer a souguer 38% vun de Lëtzebuerger stëmmen deem zou.

D'Froe vun der Kleedung an dem Alkoholpegel schéngen och eng Roll ze spillen. Sex ouni Awëllegung ass fir 19% vun de Männer a fir 15% vun de Fraen novollzéibar, wann déi betraffe Persoun „ze liicht" ugedoen ass. Fir 17% vun de Frae respektiv 16% vun de Männer ass et novollzéibar, wann d'Persoun ze vill Alkohol intus huet oder Droge consomméiert. Amplaz géigesäitege Respekt a Gläichheet zielt anscheinend fir eng Partie Leit de Prinzip: „Dee Stäerkere setzt sech duerch", dofir elo meng Froen un de Justizminister.

Éischtens: Wéi interpretéiert Dir dës Ëmfro? An iwwerraschen déi Aussoen lech och genausou wéi mech?

Zweetens: War dës Ëmfro eventuell en Thema an der Regierung?

Elo zu Ärer Campagne géint d'Traite. Gesitt Der vläicht hei och d'Noutwendegkeet, fir de Volet vun der Sensibiliséierung an der Opklärung géint sexuell Gewalt an och vum Viol ze verstäerken?

Drëttens: An der Ëmfro hu souwuel 15% Frae wéi och vun de Männer uginn, dass Geschlechtsverkéier an der Rei wär, wann een net kloer Nee seet oder sech net kierperlech wiert. An Däitschland gëtt et dozou jo scho méi laang eng Debatt. A si hu jo och kierzlech an hiert Strofrecht de Prinzip „Neen heescht Neen" opgeholl. Hei wëll ech eben da vum Minister wëssen, wéi kloer eise Code pénal op dësem Punkt ass a wat d'Rechter vun den Affer sinn.

A passend zum Thema meng véiert an domadder och lescht Fro: Wou si mer eigentlech mat der Istanbuler Konventioun drun, déi och dëse Sujet couvréiert?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci och der honorabeler Madamm Bofferding fir hir Froen. D'Äntwerten op hir Froe sinn zum Deel am Kompetenzberäich vun der Chancëgläichheetsministesch. Ech wëll lech awer trotzdeem och do meng Impressioun ginn.

Dir verweist op déi rezent Ëmfro am Eurobarometer. Ech muss soen, ech hunn déi Resultater mat... jo, mat bal..., ech si bal erschreckt, wéi ech se gelies hunn! Dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg. Mä et gëllt och fir Lëtzebuerg. Dat si ganz héich Pourcentagen, an Dir hutt se genannt. Déi Ëmfro ass ganz bedenklech. An et ass e Phenomeen, dee vum Viol, wou et a mengen Ae keng Toleranz däerf ginn. An dofir ass et kloer, dass een op deem dote Punkt weiderhi ganz wuechtsam muss bleiwen.

Dir hutt d'Fro gestallt no enger Campagne. Ech wëll do der Äntwert vun der Madamm Mutsch net virgräifen. Ech wëll just drop verweisen, dass aus hirem Ministère eréischt virun e puer kuerze Joer eng Campagne op genau där doter Fro komm ass. Dofir weess ech net, inwieweit dass et haut Iwwerleeunge gëtt, fir eng nei Campagne do drunzehänken.

Wat d'Strofrecht betrëfft, Är drëtt Fro, an Dir verweist op Däitschland, do muss een awer scho soen, dass Däitschland a senger Gesetzgebung bis elo net esou komplett war wéi déi Lëtzebuerger Gesetzgebung. An Däitschland ass vu Viol geschwat ginn am Kontext ëmmer nëmmen och vu Gewaltuwendung, Sex mat Gewalt oder Sex mat Gewaltundroung. An dofir ass och an Däitschland d'Noutwendegkeet do, fir d'Gesetzgebung virunzëentwéckelen.

Zu Lëtzebuerg si mer an enger anerer Situatioun. Bei eis seet de betreffenden Artikel vum Code pénal, den Artikel 375, ganz kloer, dass de Viol ginn ass, „si la personne n'y consent pas". An engem einfache Saz sinn all Fäll ëmfaasst, ob dat mat Gewalt ass oder net. Well oft kann nach eng Fra oder och e Mann, well Viol gëtt et och an déi Richtung, och wann et natierlech vill manner heefeg ass… Wann also eng Persoun vläicht esou terroriséiert ass, dass se sech net méi ka wieren an esou iwwerhaapt keng Gewaltuwendung muss geschéien, fir dass de Viol ka vollzu ginn, da war dat bis elo an Däitschland net strofbar. Zu Lëtzebuerg war dat nach ëmmer - an ass et och haut - ganz kloer strofbar.

An déi Fäll, déi de Code pénal erwäänt, dat ass nëmmen eng indikativ Lëscht. Dofir steet och d'Wuert an deem Artikel dobäi: „notamment" déi dote Fäll. Mä ganz generell gëllt: Wa kee Consentement do ass, ass et e Viol, an engem Saz wéi an honnert, dofir mengen ech net, dass mer do eis missten un déi däitsch Gesetzgebung upassen.

Wat d'Rechter vun de Victimme betrëfft, do si mer amgaangen, déi europäesch Direktiv iwwert d'Victimmen ëmzesetzen am Kader vun der Transpositioun vun de sougenannten „ABC-Direktiven". Dat wäert ufanks Januar an der Commission juridique mam Vott vum Rapport kënnen ofgeschloss ginn, wou den Alex Bodry jo Rapporteur ass. Do si mer also ganz no bäi, déi Direktiv do ëmgesat ze hunn.

Wat d'Istanbul-Konventioun betrëfft, do ass et esou, dass d'Regierung en Aarbechtsgrupp agesat hat, fir d'Transpositioun vun der Direktiv (veuillez lire: vun der Konventioun) ze maachen. Eng éischt Reunioun war am Abrëll 2016 an dunn huet d'Europäesch Kommissioun sech zu Wuert gemellt a befonnt, eigentlech wier dat eng Konventioun, déi an der exklusiver Kompetenz vun der Unioun géif leien, a si wéilten déi selwer ratifizéieren, wat geheescht huet fir déi Länner, déi nach net ratifizéiert haten, dass se et net méi sollte maachen, wat eis da bei eiser Aarbecht blockéiert huet.

Déi Positioun huet awer elo rezent erëm geännert. Enn Oktober huet d'Kommissioun matgedeelt, en fait wäre se elo der Meenung, et wier keng exklusiv Kompetenz vun der Unioun, mä et wär eng Compétence zum Deel partagée. Et gëtt also en Deel, dee Compétence exclusive ass vun der Unioun, et gëtt en Deel, dee Compétence nationale ass, an et gëtt en Deel, dee Compétence partagée ass. Dat ass mëttlerweil gekläert, wat d'Compétence vun der Unioun ass. Et ass och kloer gekläert, wat d'Compétence nationale ass. Et ass just nach de Volet Compétence partagée, wou d'Diskussiounen am Moment nach lafen, wat eis dozou bruecht huet als Regierung, deen Aarbechtsgrupp, wou eng Rei Ministèren drasëtzen, erëm ze relancéieren.

Déi nächst Reunioun ass an enger Woch, de 14. Dezember. A mir schaffen also elo intensiv drun, fir deen Deel, deen national Kompetenz ass bei der Istanbul-Konventioun, ganz séier an deenen Aarbechtsgruppen, déi mer wäerten asetzen, Sous-Aarbechtsgruppen, fir déi Iwwerleeungen do kënnen ofzeschléissen, an dass mer da kënnen hoffentlech ganz séier dann deen Deel, deen national ass, hei zu Lëtzebuerg ratifizéieren.

Wéi gesot, mir hätte gären op dat Joer Retard a Verzuch verzicht. Dat ass awer eng Responsabilitéit, déi d'Kommissioun huet duerch hir Falschaschätzung nodréiglech, dass et eng exklusiv Kompetenz vun der Unioun wier. Mir sinn op jidde Fall prett, Demandeur a wëllens, ganz séier deen Deel, deen an eis Kompetenz fält, an d'Chamber zum Vott ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An déi lescht Fro fir de Mëtte kënnt vum Här Claude Adam, riicht sech un den Erzéiungsminister an dréit ronderëm e Mangel vu Remplaçanten an der Grondschoul.

- Question n°242 du 7 décembre 2016 de M. Claude Adam relative au manque de remplaçants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, wéi all Joer ëm dës Zäit feelt et u Remplaçanten an eise Schoulen. An ech mengen, besonnesch an der Grondschoul ass dee Mangel ganz grouss. Dat huet bestëmmt eng Rei Ursaachen, ënner anerem, datt mer e Stage do agefouert hunn, ënner anerem och, datt mer eng Formation en cours d'emploi fir Remplaçanten ubidden, déi da manner kënnen an der Schoul sinn.

Déi éischt Reaktiounen, déi ech dann esou matgedeelt kréie vum Terrain, gefale mer eigentlech gutt. Wann dat stënterlech geschitt, da gëtt recommandéiert, fir d'Klass opzedeelen. Dat ass, wa méi Klasse vun engem Cycle do sinn, mengen ech, och pädagogesch eng sënnvoll Mesure. Wann dat natierlech en Dauerzoustand gëtt, dann ass et eng Plo fir all Bedeelegt. Natierlech ass et och wichteg, datt déi materiell Viraussetzunge gestallt sinn. Net all Klassesall ass grouss genuch fir zousätzlech Schüler respektiv huet genuch Bänken.

Meng Fro un Iech, Här Minister: Ass dat kloer, datt dat awer vun der Assurance aus ofgeséchert ass, datt déi Schoulen, déi dee Wee ginn, am Recht sinn?

Eng aner Mesure ass ugefouert. Och d'Uni Lëtzebuerg huet am Mount November vill Stagiairen an de Schoulen. Do ass et och ausnamsweis da méiglech, fir kënnen ersetzen ze goen. Dat ass a mengen Aen eng gutt Saach. Dat léist mat Sécherheet de Problem net, mä do wier och nach e bësse Flexibilitéit eventuell dran. Ech kéint mer virstellen, datt besonnesch an deene leschte Stagen all Student emol kéint roueg een, zwee Deeg eleng virun enger Klass stoen. Wann dat e feste Bestanddeel wier vum Stage, do kéinten déi Betraffe villes léieren.

An dann eng lescht Remarque. Ech sinn och vu pensionéierten Enseignantë gefrot ginn, ob et net fir si awer méi flexibel kéint sinn, fir och emol ersetzen ze goen an der Schoul. Dir wësst, datt et do Antikumulbestëmmunge gëtt. Déi fannen ech och ganz korrekt. Et soll och net sinn, datt een an der Pensioun op eemol eng Pai als Pensionär huet an eng Pai, well ee schaffe geet. Dat wëll ech wierklech net. Wann een dat awer géif e bësse méi flexibel gestalten, datt een zum Beispill dat net géif op de Mount kucken, mä op d'Joer, da kéint dat fir all Betraffen interessant sinn.

Duerfir froen ech mech, wa mer beim Stat vill méi Flexibilitéit hunn - mir kënne vill méi flexibel Tâchë kréien, mir kënnen och méi flexibel de Wee an d'Pensioun fannen -, ob et hei net eventuell méiglech wier, e bëssen drop ze reagéieren.

An zum Schluss, Här Minister, ech hat et net an d'Fro gestallt, mä ech muss et awer och soen: An der Édiff ass de Mangel nach méi grouss. Do gëtt heiansdo iwwerhaapt net méi ersat, oder meeschtens iwwerhaapt net méi ersat. Dat fannen ech och relativ bedauerlech.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An den Här Erzéiungsminister, de Claude Meisch, ass scho prett.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, also, ech kann effektiv déi Situatioun do confirméieren, déi de Claude Adam hei geschildert huet. Fir quasi all Rentrée, déi éischt Woche vun engem Schouljoer stellt déi Situatioun sech. Et ass dës Kéier effektiv nach e Stéck wäit méi prononcéiert, aus zwou Ursaachen. Déi eng huet de Claude Adam genannt, dat ass, datt mer e Stage agefouert hunn, och an der Grondschoul, wou d'Stagiairen déchargéiert ginn, fir hire Stageaktivitéite kënnen nozegoen. Do falen dann deementspriechend Stonnen och ewech.

Et sinn och Begleeder, experimentéiert Enseignanten, déi och déchargéiert sinn, fir dann déi nei Stagiairen ze encadréieren. Och do fale Stonnen ewech. Dat heescht, de Besoin u Schoulpersonal ass méi grouss ginn.

An dat anert, wat nach dozou gefouert huet, dat ass, datt mer net manner wéi 73 Persoune regulariséiert hunn, déi esou kleng Ersatzkontrakter iwwer Joren eigentlech ëmmer assuréiert hunn an elo e feste Kontrakt hunn als Chargé an deementspriechend och manner fir déi temporär a limitéiert Ersatzaufgaben do zur Verfügung stinn.

Beim Claude Adam, mengen ech, gesäit een, datt en de Secteur an d'Grondschoul ganz besonnesch gutt kennt, well en huet sech iwwerluecht: „Wéi kéint een do remédiéieren?" An en ass eigentlech op déiselwecht Äntwerten och komm, op déi mir am Ministère komm sinn. Natierlech hu mer fir d'Éischt gekuckt, éier datt iergendzwousch iwwerhaapt emol eng Unterrechtsstonn géif ausfalen, datt d'Situatioun mat där enger oder anerer Iwwerstonn vun aneren Enseignantë kéint geregelt ginn.

Natierlech hu mer och d'Instruktioun nach eemol verstäerkt op den Terrain ginn, fir ze soen: „Kuckt iergendwéi an de Schoulen, och d'Kanner emol am Cycle opzedeelen, fir do eigentlech ganz normal mat der Parallellklass kënne weiderzefueren! An et ass awer och ganz kloer, datt dat dann och vun all den Assurancë mat ofgedeckt ass. Dat ass jo eng ganz normal schoulesch Aktivitéit do an näischt aneres, an dee Moment och ofgedeckt duerch sämtlech Assurancen.

Mir hunn awer och gekuckt, fir dee Pool vu Personal, wou mer dann Ersatzkontrakter drop kënne maachen, erëm ze verbreederen, fir datt mer einfach moies, wa mer mierken, do sinn esou vill Absencen, do brauche mer elo Leit, déi haut oder wärend e puer Deeg ersetze kommen, dann erëm wëssen, wou mer uruffen an den Inspekteschbüroe queesch uechtert d'Land.

Mir hunn och do mat der ADEM geschwat, ob si eventuell Leit an hire Regësteren hätten, déi eng Première hunn. Mir wëssen och duerch Diskussiounen, déi den Aarbechtsminister op dëser Plaz, op anere Plaze féiert, datt mer och do e gewëssent Potenzial vu Leit hunn, déi e Bac hunn, eng Première hunn, theoretesch kënnen ersetze goen an op der Sich no enger Aarbecht sinn. Do hu sech eng ganz Rei vu Leit och interesséiert gewisen. A mir hunn zanter der Rentrée awer elo net manner wéi 286 Demanden, Demandes d'autorisation gehat, fir kënnen ersetzen ze goen. A mëttlerweil hunn ech och 45 Leit autoriséiert, fir kënne Remplacementskontrakter unzehuelen, nodeems se déi Formatioun gemaach hunn, soudatt mer do awer schrëttweis, denken ech, och elo an den nächste Wochen nokommen a sécherlech am zweeten Trimester eng aner Situatioun wäerten hunn, fir datt dat doten net méi sou schnell virkënnt.

Déi Iwwerleeung, déi Der opwerft, ob eventuell pensionéiert Enseignantë kéinten och do asprangen, ass natierlech eng ganz sympatesch. Ech fanne gutt, datt déi Leit soen: Ech hu meng Erfahrung an ech wëll déi eigentlech och nach weiderhin an den Déngscht vun der Schoul stellen.

D'Limitt hutt Der eigentlech och direkt gesot. Mir kënnen net engem herno am Cumul vun esou enger Pensioun an deem, wat en nach derbäiverdéngt, méi ginn wéi de Grondsalaire, deen en hat, op Basis vun deem déi Pensioun gerechent ass. An dat ass dann eben och do, wou d'Regelen an der Fonction publique esou sinn, wéi se sinn.

An ech mengen, dat versti mer awer och, datt een net herno zweemol ka bezuelt ginn, eng Kéier mat der Pensioun an eng Kéier nach e reguläre Salaire derbäi. Dat gëllt virun allem, bis ee 65 Joer huet. No 65 Joer oder ab 66 Joer ass dat erëm aneschters. Dat heescht, do huet ee vill méi Flexibilitéit. Déi Remarque, déi Der maacht, ob dat dote vläicht op d'Joer kéint gekuckt ginn an dann e bësse méi Stonne Spillraum eigentlech dra wären, well d'Schoulvakanzen da jo net drafalen an een déi Stonne kéint aneschters verdeelen, dat ass eng Saach, déi ee mat dem Kolleeg Dan Kersch misst

kucken am Ministère vun der Fonction publique, ob een net do kéint Léisunge fannen.

Ech huelen dat dote gäre mat, well et ass eigentlech eng Iwwerleeung, wou een net nëmmen am Fondamental, mä och am Secondaire d'ailleurs an och an der Édiff, wéi Der zu Recht bemierkt, heiansdo kéint Léisunge fannen, déi mer haut vläicht esou net hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister.

Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn, wat scho bal eng annerhallef Froestonn war, ukomm. A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6530 iwwert d'Gestioun vun de Flossgebidder. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Henri Kox.

3. 6530 - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

*** de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,**

*** de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,**

*** de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,**

*** de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et**

*** de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et**

b) abrogation

*** des articles 1er, 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;**

*** de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;**

*** de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché;**

et

*** de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés**

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëst ass e wichtegt Gesetz fir eis Flëss, wou ee mat engem gréissere Schëff kann driwwerfueren. An dovunner hu mer bekanntlech nëmmen een. Dofir geet et hei drëms, en ausféierlechen neie gesetzleche Kader ze bilden, fir d'Musel ze reglementéieren.

D'Gesetz, wann Der den Intitulé kuckt, ännert näämlech net manner wéi fënnef aner Gesetzer an et schaaft och gläichzäiteg véier, soe mer „Directoiren" (veuillez lire: dräi Artikele vum Arrêté du directoire) of aus dem Nivôse, An V, an d'Loi du 6 Frimaire, An VII vun der Franséischer République. Dat heescht, et si véier Dekreter, Reglementer, déi mat dësem Gesetz dann ofgeschaaft ginn.

Et steet jo a villen Zeitungen „malerische Mosel", sou wéi vun den Däitsche gesot gëtt, déi ass e wichtegt Verbindungssteck tëschent Koblenz a Metz ginn, net nëmme fir d'touristesch oder mëttlerweil haut Hotelschëffer, mä fir den internationalen Transport op enger „Waasserstrooss", sou wéi déi Däitsch dat och nach nennen. Och an der Vergaangenheet, scho virun deene Reglementer am Mëttelalter, nach wäit virdrun, ass d'Musel ëmmer e Verbindungs-, en Handelswee gewiescht, wéi vill Flëss an Europa och. An d'Siidlungen hu sech jo bekanntlech och ëmmer laanscht d'Flëss gemaach.

Dat éischt gesetzlecht Reglement oder den éischten Édit vum Louis XIV iwwert d'Musel, wéi se geregelt gouf, ass vum 13. August 1669. Dat war déi éischte Kéier, wou d'Musel u sech erwäänt ginn ass, fir se ebe besser ze regelen. Et ass dofir wichteg gewiescht, dass endlech och hei dat konnt opgeschafft ginn an an engem neie Kader gemaach ginn.

D'Musel huet awer am 18., ufanks 19. Jorhonnert (veuillez lire: am 19., ufanks 20. Jorhonnert) Retarde kritt, wat den Transport ubelaangt, well den Zuch ëmmer méi opkomm ass. An et ass eréischt mat der Muselkanalisatioun, mat der Konventioun vum 27. Oktober 1956 zu enger regelrechter Relève komm, wéi den däitschen, de lëtzebuergeschen an de franséische Stat eben d'Konventioun gemaach hunn, fir d'Musel ze kanaliséieren. An et muss een awer wierklech soen, wéi se kanaliséiert gouf, de 26. Mee 1964, dass dat e grousse Meilenstein war fir d'Verbindung, fir déi franséisch an däitsch „Aussöhnung", wéi gesot ginn ass, soudass duerch Lëtzebuerg och e wichtege Pas do matgeliwwert ginn ass. Dofir war et wichteg, eng Kéier kuerz op d'Geschicht anzegoen, well d'Musel awer déi Vëlker ëmmer matenee verbonnen huet.

En éischt Gesetz gouf den 28. Juli 1973 gemaach, dat war de Service de la navigation, deen hat u sech just de Rôle, fir d'Infrastruktur Musel e bëssen an der Rei ze halen, fir alles ze kucken, dass d'Borden net futtigemaach géifen. An dat war déi éischt Reglementatioun.

Dat geet awer bei Wäitem net méi duer. Et huet missen eng komplett Iwwerschaffung gemaach ginn. An et war u sech schonn déi viregt Regierung ënnert dem Här Wiseler, déi den 21. Januar 2013 dann e komplett iwwerschafft Gesetz déposéiert huet, an datselwecht Joer nach eng Kéier, den 19. Juni 2013, dat mat neien Amendementer nach zousätzlech verbessert huet. An den 20. Februar 2013 gouf mäi Kolleeg, den deemolegen Deputéierte Lucien Clement, als éischte Rapporteur genannt. No der Zesummesetzung vun der neier Chamber am Joer 2013 gouf ech dann de 7. Januar 2014 als neie Rapporteur genannt.

Wat regelt dat Gesetz? D'Gesetz huet éischtens emol e Statut fir d'Musel gemaach. huet. D'Zesummesetzung stellt et vir, wat u sech d'Prinzipie vun der Gestioun vun der Musel ubelaangt, d'Utilisatioun, d'administrativ Modalitéiten an natierlech d'Protektioun. Ech ginn elo net op d'Detailer an. Am Gesetz an am schréftleche Rapport ass dat jo ausféierlech beschriwwe ginn.

Dann ass en zweet wichtegt Element awer och d'Iwwerpréiwung vun deem, wat sech do alles op der Musel beweegt, ob alles sech och un d'Normen hält. Dofir ass dat och zousätzlech an d'Gesetz erakomm. Wann een „Iwwerpréiwung" seet, da muss een och Sanktioune kënnen duerchféieren. An dofir ass dat och eragefloss.

Da gouf d'Gesetz vum Service de la navigation, wéi gesot, och iwwerschafft mat deenen neie Reglementatiounen, dass eben d'Surveillance vun den Infrastrukture ganz wichteg ass, déi op der Musel sinn, mä dass natierlech déi Gefierer, déi do fueren, och deen néidege Contrôle eben hunn. A well de Service de la navigation net déi néideg fachlech Kompetenzen och huet - an dat ass eng Direktiv, déi gläichzäiteg ëmgesat gouf -, gouf heimat agefouert, dass och d'Klassifikatioun vun deene Gefierer a Sociétéiten iwwer en Outsourcing ka gemaach ginn.

D'Gesetz vum 14. Juli 1966 iwwert d'Immatrikulatioun vun de Banneschëffer gouf och iwwerschafft mat dësem Gesetz, dass insbesondere do awer d'Exigencë vun Europa och méi streng gi sinn, dass et net e Reproche vun dem Pavillon de complaisance soll sinn, mä dass och hei déi Schëffer, déi hei immatrikuléiert sinn, déi néideg Assurancen hunn, Assurance responsabilité civile an esou weider, an dass och d'Konditiounen déi richteg sinn.

Och de Mäerterter Hafen huet och e Gesetz, dat huet och missen ugepasst ginn, soudass eng ganz Rei weider Elementer derbäikomm sinn.

En éischten Avis vum Statsrot ass den 12. Juli 2013 komm. Do waren eng Rei Opposition-formellen derbäi, am Ganzen zéng. Ech ginn och do net op den Detail an. Firwat war et esou komplex? Majo, et huet een engersäits déi franséisch Legislatioun gehat, awer och eng däitsch Legislatioun, déi an dësem Gesetz hu misse fusionéieren.

Firwat eng däitsch Gesetzgebung? Well duerch d'Kanalisatioun mer e sougenannten „Condominium" hunn, dat heescht, eng Souveraineté partagée op der Musel. An doduerch war och eng däitsch Legislatioun schonn do an déi huet missen an dësem Gesetz verschafft gi mat där franséischer. Dat huet dozou gefouert, dass mer eng Rei Oppositioune kruten, deene mer awer an engem éischte Jet den 28. Januar 2016 mat enger ganzer Rei vun Amendementer konnten aus de Féiss goen, soudass mer en éischten Avis complémentaire kritt hunn. Do gouf och dat Meescht akzeptéiert.

Awer well mëttlerweil och erëm eng Direktiv ënnerwee war iwwert d'Sécherheet an de Contrôle oder, besser gesot, iwwert d'Passagéier op engem Touristeschëff, sief et um Mier oder um Bannefloss, fir dass déi natierlech och déi néideg Sekuritéit an déi néideg Assurancen hunn an och kënne reklaméieren, wann eppes net an der Rei ass, gouf dat dann an deem Avis (veuillez lire: an deenen Amendementer) och nach eng Kéier ageschafft. An dat huet dem Statsrot awer net… bon, et war net prezis genuch, soudass mer e weidert Amendement oder Amendementer hu missen nach eraschécken, soudass den zweeten Avis schlussendlech vum Statsrot dann awer akzeptéiert gouf (veuillez lire: soudass dat duerch den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot dann awer akzeptéiert gouf), soudass mer schlussendlech den 1. Dezember elo dat Gesetz konnten eestëmmeg an der Développementskommissioun unhuelen.

Ech mengen, dass et fir d'Waasserstrooss Musel, wéi se am däitsche Gebrauch genannt gëtt, e wichtegt Gesetz ass. Et ass net nëmmen och fir Lëtzebuerg eng Sécurité juridique do doduerch, dass sämtlech Reglementer elo emol ugepasst ginn. Dofir war et vill Aarbecht fir d'Mataarbechter, de Mataarbechter aus dem Ministère, deen hei ganz gutt mat der Kommissioun zesummegeschafft huet, fir dat ëmzesetzen.

D'Waasser huet och…, oder d'Musel huet e risegt Potenzial. Dir hutt vläicht matkritt, dass jo och de sougenannten „Schleusenausbau" am däitsche Gewässer an der Diskussioun ass, net nëmmen an der Diskussioun, mä den däitsche Stat huet iwwer 600 Milliounen zougestanen, fir d'Musel weider auszebauen, fir dass déi Waasserstrooss wierklech am Transport, am ekologeschen Transport weiderhin eng grouss Zukunft huet, well och d'Container mëttlerweil an d'Binnenschifffahrt erakomm sinn, soudass de Mäerterter Hafen an der Containerpolitik, am Transport eng Zukunft wäert hunn. An dofir wäert deen Ausbau vun der Musel och weiderhi seng Wichtegkeet hunn.

Am Ënnerscheed zwar zu der éischter Kanalisatioun, muss ee soen - dat war innerhalb vu siwe Joer geschitt, dat war e Wahnsinnsprojet a relativ séier -, ass hei den Ausbau vun de Schleisen op zwou Kummeren awer elo geplangt bis 2036, offiziell. Si wëllen awer bis 2030 dat duerchkréien, soudass eben d'Musel weiderhin an dem Transport vu Gidder, awer och allgemeng fir d'Schëfffahrt, den Tourismus e ganz wichtegt Element weiderhi wäert sinn.

An dofir sinn ech fäerdeg mam Rapport an ech gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur e ganz grousse Merci soe fir deen detailléierte Rapport. Wann een en héieren huet, da gesäit een, datt e ganz verbonnen ass mat deem Waasser, wat jo heiansdo iwwert d'Sträng schléit an där Lokalitéit, wou e Buergermeeschter ass. Wann een also vun der Blees kënnt, da moosst ee sech net un, nach iergendeppes zousätzlech zu deem ze soen, wat de Rapporteur iwwert d'Musel gesot huet.

Duerfir géif ech mer erlaben, den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Kaes. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Jo, villmools Merci, Här President, an och villmools Merci un de Rapporteur Henri Kox fir säi flotten Exposé. Ech wëll just nach eng Kéier vläicht zwou Saache ganz kuerz ernimmen. Ech mengen d'Wichtegkeet vun dem Mäerterter Hafe fir eist Land, ekonomesch awer och mat der Interface op den Zuch, déi eis vill Méiglechkeete gëtt, a wéi de Rapporteur och elo grad gesot huet, virun allem a Bezuch op deen neie Projet, deen zu Beetebuerg stattfënnt, vum neie Containerterminal. Doduerch kritt och de Mäerterter Hafen zousätzlech weider Importenz, soudass och deen Hafen do muss gutt gefleegt ginn.

Dat Zweet, wat ech nach vläicht wëll soen, ass: Aus dem interregionale Parlament gëtt och ëmmer drop higewisen, dass deen Ausbau vun de Schleise ganz wichteg ass. Awer och en anere Problem, deen dobäi ëmmer net dierf vergiess ginn, dat ass dee vun der Ëmwelt, well bei de Schleise sammelt sech ganz vill Dreck, wann een esou ka soen, ganz oft Schwéiermetall. An do ass et och ganz wichteg, dass do den Entretien gemaach gëtt.

An deem Sënn géif ech den Accord gi vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een un de Wuerentransport hei am Land denkt, da fält engem als Éischt emol de Findel an, an duerno, denken ech, de Projet vum Multimodal zu Beetebuerg, un deem jo am Moment ganz vill geschafft gëtt.

De Wuerentransport iwwert d'Musel ass awer net manner wichteg fir eist Land, besonnesch, well et sech ëm eng méi ëmweltfrëndlech Aart a Weis handelt, fir Wueren ze transportéieren.

Ee klenge Verglach: Fir eng Tonn Fracht ee Kilometer wäit ze transportéieren, stéisst e Fliger an der Regel 740 g Kuelendioxid aus. Dëse Wäert läit bei 59 g fir den Transport iwwert d'Strooss, 21 g beim Transport iwwert d'Schinnen an nëmmen 10 g fir de Wuerentransport iwwert d'Waasser.

Natierlech kënnt een net iwwerall mat engem Schëff hin, mä och hei soll een, wann d'Méiglechkeet besteet, konsequent op d'Multimodalitéit setzen an d'Schëffer do fuere loossen, wou et Sënn mécht.

D'lescht Joer sinn iwwer sechs Milliounen Tonne Wueren iwwert d'Musel transportéiert ginn. Et handelt sech besonnesch ëm Produiten aus der Land- an der Forstwirtschaft, Kären, awer och Kuel, Pëtrol a Produiten aus der Siderurgie.

Zu Mäertert um Hafe sinn d'lescht Joer 226 Schëffer belueden a 437 Schëffer entluede ginn. Ech mengen, dës Zuele weise ganz kloer, dass eis Musel e ganz wichtegen Träger ass fir de Cargotransport an et och weiderhi bleift. Besonnesch soll een awer och wëssen, dass mir ganz vill Wueren iwwert de Wee vum Mäerterter Hafen an iwwert d'Musel exportéieren. An ech wëll dës Kéier an op dëser Plaz ganz kloer soen, dass et op der Musel net nëmmen de Wäibau gëtt, och wann dee mir, esou wéi anere Kolleegen heibannen, ganz besonnesch um Häerz läit.

Besonnesch um Häerz läit mer awer och en anere Projet, op dee mer op der Musel laang gewaart hunn, an dat ass dee vun der Kläranlag. Abee, Enn 2017 soll déi Kläranlag endlech a Betrib goen an d'Ofwaasser aus de Gemenge Mäertert-Waasserbëlleg, Gréiwemaacher, Wuermer, Lenneng a Stadbriedemes klären. An ech mengen, domat wäert och d'Waasserqualitéit vun eiser Musel däitlech besser ginn.

Aner Projeten, wat de Persounentransport ugeet, si schonn oft beschwat gi respektiv an der Ëmsetzung. Ech denken hei un de Park & Ride zu Mäertert, awer och un e Projet vum Moselaufstieg, deen elo kuerz beschloss ginn ass an deen derfir wäert suergen, dass manner Autoen duerch d'Dierfer vun der Musel wäerte gondelen. Weider Park & Ride-Méiglechkeete mussen un der Grenz an awer och an Däitschland entstoen.

Och wat d'Waasser respektiv d'Ofwaaser ugeet, do gëtt scho méi laang grenziwwerschreidend geschafft. A mäi Kolleeg Lex Delles sot mer elo, dass just virun zwou Wochen en Accord vum Waassersyndikat ënnerschriwwe ginn ass, fir eng Noutwaasserleitung tëschent Däitschland, der Gemeng Perl, an dem Waassersyndikat vun de Gemenge Munneref a Schengen ze leeën.

Här President, hei am Land gëtt et nach ëmmer keng richteg legal Basis, wat de sougenannten „domaine public fluvial" ugeet. An de Mëtte geet et drëms, dëse legale Kader ze schafen, wat de Statut an och d'Gestioun vun eise Gewässer ugeet. Et geet drëms, de Wuerentransport iwwert d'Waasser nohalteg ze gestalten an och Sanktiounen auszeschwätzen, wa verschidde Leit sech net sollten un dat halen, wat se misste maachen.

Wat déi juristesch Detailer ugeet, verweisen ech op deen exzellente Rapport vum Kolleeg Henri Kox. An et ass richteg an et ass och wichteg, dass mer elo geschwënn eng zolidd gesetzlech Basis hunn, wat de Wuerentransport iwwert d'Waasser ugeet.

Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zum virleienden Text. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Baum. Ech hunn am Moment keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, Merci dem Rapporteur an allen Deputéierte fir hir konstruktiv Bäiträg haut a virun allem och an der Kommissioun an deene leschte Méint zu deem Projet. Ech wëll déi schéin Harmonie hei net méi laang stéieren a soen, datt d'Regierung sech freet driwwer, datt dee Projet unanime ugeholl gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem François Bausch. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6530.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6530 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 59 Participatiounen um Vott an 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6530 eestëmmeg ugeholl.

Ass d'Chamber bereet,…

(Interruption)

Jo, 60 Jo-Stëmmen, Merci. Domat hu mer d'Unanimitéit vun allen Deputéierten.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7019, deen eng ganz Rei vu Gesetzer an der Éducation nationale adaptéiert un d'Reforme vun der Fonction publique. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Lamberty.

4. 7019 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President,…

(Problème de sonorisation)

D'Reform vun der Fonction publique, déi d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass, huet eng Rei Verännerunge mat sech bruecht, déi awer net einfach eent zu eent am Enseignement ëmzesetze waren.

D'Ziler vun där Reform deemools, déi ware relativ kloer. D'Fonction publique sollt méi modern opgestallt an der heiteger Zäit ugepasst ginn. D'Gestioun vum Personal grad wéi och de Bewäertungssystem fir all eenzelne Beamten an Administratioune ware Schlësselelementer vun där Reform. An deem Kontext ass de System vun der Gestion par objectifs agefouert ginn. Dëse System gëtt de Verwaltungen zousätzlech Moyenen, fir sech organisatoresch besser opzestellen an d'Personal ze encouragéieren, sech weider ze professionaliséieren.

Eng detailléiert „job description" definéiert d'Missioune vun all eenzelnem Beamten an no der Période de référence vun dräi Joer gëtt de Bilan vu senger Aarbecht gezunn. Dozou gehéiert dann och en individuellt Gespréich tëscht dem Beamten a sengem Virgesetzten. Duerch deen neie Système d'appréciation des performances professionnelles si véier Niveaue geschaaft ginn, fir d'Beamten no hirer Leeschtung ze bewäerten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Erreecht de Fonctionnaire zum Beispill den Niveau 4, sou kritt hie fir seng gutt Aarbecht dräi Deeg Congé zousätzlech guttgeschriwwen. Ma och wann de Beamten dëse Sockel net erreeche sollt - dat ka jo emol sinn -, ass en awer frou ze wëssen, wou en drun ass a wat en an Zukunft ka besser maachen.

Dir gesitt, d'Reform ass wuel e Fortschrëtt, mä leider sinn déi nei Organigrammen, Programmes de travail an Eenzelgespréicher, déi am Kader vun där Reform opgetaucht sinn, net ganz einfach eent zu eent an der Schoul ëmzesetzen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen dofir haut iwwer e Gesetzestext of, deen zwar d'Grondiddi vun där Reform bäibehält, mä einfach duerch spezifesch Mesuren de Beruffer am Enseignement Rechnung dréit.

Schonn duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 gouf am Fondamental e sougenannten „PRS", e Plan de réussite scolaire, agefouert, deen déi mëttelfristeg Ziler vun der Schoul festleet. Dëse kann een duerchaus als Virreider vun den Aarbechtspläng gesinn, déi jo sechs Joer méi spéit duerch d'Reform vun der Fonction publique entstane sinn.

Net nëmmen am Fondamental, mä och a verschiddene Lycéeë goufen äänlech Pläng ausgeschafft. Am Ënnerscheed zum Fondamental oder dem Institut national des langues beispillsweis hunn dës Initiativen allerdéngs nach keng gesetzlech Basis gehat a waren éischter fräiwëlleger Natur. Dat gëtt mat dësem Projet de loi geännert.

An Zukunft sollen näämlech net nëmmen d'Lycéeën, mä och de Service vun der Édiff, de Centre de logopédie, de Centre nationale de formation professionnelle continue esou e Plang ausschaffen, fir sech ebe besser ze strukturéieren a sech selwer festgeschriwwen Ziler ze setzen, déi de jeeweilege Besoine vun de Strukturen ugepasst sinn.

Och wann dës Pläng deelweis am Projet de loi anescht genannt ginn, zum Beispill PDC fir e Plan de développement du centre oder PDI fir den Institut des langues, sou deele se awer all déi nämlecht Objektiver. Si ginn dann, wéi gesot, den Equivalent zu den Aarbechtspläng, déi am Rescht vun der Fonction publique gëllen.

Déi interessant Fro ass elo: Wourëm handelt et sech ganz genee bei dëse Pläng? An dëse Pläng - am Fall vun de Lycéeë PDS oder Plan de développement de l'établissement scolaire genannt - sollen d'Profiller vun de Schoulen dokumentéiert an och développéiert ginn. Si droen deene spezifesche Besoine vun all eenzelner Schoul Rechnung. Si leeë mëttelfristeg Ziler fest a beschreiwen och, mat wéi enge Moyenen de Lycée oder aner schoulesch Strukturen dës Ziler an Zukunft wëllen a kënnen erreechen.

D'PDS, also déi Pläng iwwert den Développement vun der jeeweileger Schoul, gëllen iwwer en Zäitraum vun dräi Joer a gi vun der neier Cellule de développement scolaire a vum Conseil d'éducation ausgeschafft. No der Ausschaffung gi se vun der Conférence du lycée aviséiert a mussen da vum Direkter approuvéiert an zum Schluss vum zoustännege Minister arrêtéiert ginn.

Fir déi Pläng esou participativ wéi méiglech op d'Been ze stellen, ginn déi Cellules de développement scolaire an d'Liewe geruff. Dës Cellule setzt sech aus Memberen aus der Direktioun a Membere vun der Conférence du lycée zesummen. D'Missioune besti gréisstendeels doranner, déi schoulesch Donnéeën ze analyséieren, se ze interpretéieren, d'Besoine vum Lycée ze determinéieren, Strategien auszeschaffen, eng Charte scolaire an e kloert Profill vum Lycée ze definéieren, d'Kommunikatioun no bannen an awer och no baussen ze assuréieren an d'Schwéierpunkter vun der Formation continue an de jeeweilege Gebaier ze definéieren.

Et ass also kloer e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir de Schoulen hir Autonomie ze stäerken, fir ënnerschiddlech Schoulgebaier fir ënnerschiddlech Schüler ze kréien.

Eng weider Upassung vun dësem Projet de loi betrëfft d'Eenzelgespréicher mam Virgesetzten, déi ech virdrun ugeschwat hunn. Vu dass d'Schoulen net mat klassesche Servicer vum Stat vergläichbar sinn, déi reng administrativer Aarbecht noginn, gëtt proposéiert, dës Entretiens individuels duerch en Entretien collectif am leschte Joer vum PDS ze ersetzen. Do dernieft kéint ee sech schwéier en Direkter virstellen, deen all dräi Joer Eenzelgespréicher mat allen Enseignanten an de Schoule géif halen, well ech mengen, dat géif extrem vill Zäit kaschten, déi verluer wär, fir kënnen aner Aufgaben an der Schoul ze iwwerhuelen.

Här President, ech hunn och virdrun de Bewäertungssystem ugeschwat, wou ee jee no Leeschtung a Bewäertung als Fonctionnaire jo zousätzleche Congé ka guttgeschriwwe kréien. Och dës Ännerung ass schwiereg am Enseignement ëmzesetzen, well d'Enseignantë jo mat festgeluechten Tâchë schaffen a sech net einfach kënnen zum Beispill matzen an der Woch eng Kéier en Dag Congé huelen. D'Schüler géif et vläicht freeën, mä et wär sécherlech net am Sënn vun der Schoulorganisatioun.

Fir d'Enseignanten awer net ze benodeelegen, setzt de Projet de loi dofir de gesetzleche Kader, fir dass och am Enseignement e Méchanisme de reconnaissance a Kraaft kann trieden. Dëse gëtt duerch e Reglement festgehalen a wäert aus zousätzlechen Déchargë fir d'Beamte kënne bestoen.

Madamm Presidentin, fir weider Detailer zu dësem Projet de loi verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Claude Lamberty. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin, an och Merci dem Här Lamberty fir den ausféierleche Rapport. Mat dësem Projet de loi gëtt sech elo am Beräich vun der Éducatioun mat der Reform an der Fonction publique konform gesat.

Ech fänken emol mat deem Punkt un, dee mir als CSV begréissen. D'Schoulentwécklung kritt mat dësem Projet de loi eng gesetzlech Basis. De Schoulentwécklungsprozess ass absolutt noutwendeg fir d'Qualitéitssécherung an d'Qualitéitsentwécklung an de Schoulen, a virun allem wa mer wëllen de Schoule méi Autonomie ginn.

Schoulentwécklung muss u sech ëmmer en dynamesch lafende Prozess sinn, well wann ee bis eemol domadder ophält, dann ass et esou, wéi wann ee géif géint de Stroum rudderen. Da gëtt ee relativ séier zréckgedriwwen.

Schoulentwécklung kann och net vun uewen erof diktéiert ginn. Si muss an der Schoul selwer geschéien. D'Leit aus der Schoul musse sech mat hirem Schoulentwécklungsplang identifizéieren an esou och d'Verantwortung dofir droen. An deem Sënn ass et ze begréissen, datt en Entwécklunsprozess an alle Schoulen, Lycéeën, Centrë soll institutionaliséiert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, da kommen ech zu deene Punkten, déi eis net esou staark begeeschteren, wou mer awer wëssen, datt si zum Deel Bestanddeel vum Accord mat der Féduse an dem SNE sinn.

Éischtens, an der Éducatioun gëtt deen an der Fonction publique virgesinnenen Entretien individuel duerch en Entretien collectif am leschte Joer vum Plan de développement scolaire - ech nennen et elo emol einfach esou, en heescht jo heiansdo anescht -, deen dräi Joer leeft, dann ersat. Sou eng Conférence spéciale u sech mat deenen eenzelne Fachberäicher ass et schonn ëmmer ginn.

Dann, fir déi berufflech Performancë vum Enseignement ze appréciéieren, ass et laut Ministère, wéi gesot, net méiglech, regelméisseg eenzel Mataarbechtergespréicher ze féieren, sou wéi dat am Allgemengen an der Fonction publique elo wäert üüblech sinn. Den Enseignant gëtt dann zweemol a senger Carrière evaluéiert, eng Kéier no zwielef an eng Kéier no zwanzeg Joer. Dës zwou Kéiere sollen dann och Entretien-individuelle stattfannen. Also all dräi Joer en Entretien collectif an zweemol an der ganzer Carrière en Entretien individuel mat uschléissender Bewäertung.

Dir Dammen an Hären, et ass zimlech fragwürdeg, ob esou en anstännege Personalmanagement méiglech ass. Deen ass awer an eise Schoulen, Lycéeën, Instituter an esou weider genausou wichteg wéi an anere Betriber. De Statsrot huet sech ënner anerem gefrot, wéi dann den Enseignant kéint opgrond vu kollektive Gespréicher beuerteelt ginn. An ech wëll lech aus Erfahrung soen, datt et, au contraire zu deem, wat am Projet de loi als Erklärung steet, ganz wuel méiglech ass, regelméisseg Mataarbechtergespréicher ze féieren, an dat och net, esou wéi den Här Lamberty gesot huet, verlueren Zäit ass. Et ass duerchaus sënnvoll an noutwendeg, fir där Mataarbechtergespréicher ze féieren.

D'Zil vun esou engem Entretien soll jo schliisslech d'Qualitéitsentwécklung sinn an et soll keng Strof fir den eenzelne Fonctionnaire sinn an et soll och net als dat empfonnt ginn.

Dir Dammen an Hären, als CSV si mer also net ganz begeeschtert vun dësem Projet de loi, mä mir sinn eis, ech hunn et scho gesot, bewosst, datt et en Accord ass mat de Gewerkschaften. Mir kënnen akzeptéieren, datt den Enseignantsberuff e spezifesche Beruff ass an datt et schwéier ass, regelméisseg Entretienen duerchzeféieren. Dofir hate mer och de Rapport gestëmmt.

Mä et ass awer schwiereg ze verstoen, datt dat administratiivt Personal an de Schoulen, den Instituter, der Édiff, och ënnert dës Ausnam fält. Am Projet de loi steet näämlech, datt den Entretien individuel duerch en Entretien collectif géif ersat gi fir den «personnel enseignant, socio-éducatif et administratif». Dat ass mer eréischt elo opgefall, dat ginn ech gären zou, do fält mer keen Zack aus der Kroun, well ech hu keng un.

Et stelle sech do awer eng Partie Froen: Wéi en Ënnerscheed gëtt et tëschent der Aarbecht vun der Sekretärin an de Schoulen, dem Huissier an de Schoulen an deenen a soss enger Verwaltung? D'Fonction publique wäert och do keen Ënnerscheed gesinn: Si hunn näämlech dës Aarbechtspläng schonn an d'Schoule geschéckt als Basis fir déi individuell an net déi kollektiv Gespréicher. Wéi sollen déi och kollektiv oflafe mat ënnerschiddlechen Aarbechtspläng?

Ass et net konträr zum Prinzip vun der Egalitéit, wann dat administratiivt Personal aus de Schoulen anescht behandelt gëtt wéi dat administratiivt Personal a soss enger Verwaltung? Wat geschitt mam technesche Personal? Gëtt dat dann an de Schoulen elo anescht behandelt wéi dat administratiivt Personal an de Schoulen? Well fir déi ass keng Ausnam virgesinn.

Den Här Minister sot de Moien awer: „Mir wëllen d'Schoul als Ganzt gesinn." Als Erklärung fir d'Ausnameregelung bei der Ëmsetzung vun der Reform gëtt och ëmmer nëmmen déi speziell Situatioun vum Enseignant genannt. Vun deem anere Personal geet ni rieds.

E puer Beispiller: Am Exposé des motifs steet, datt den Entretien individuel sech géif perfekt eegne fir e Fonctionnaire mat enger administrativer Tâche, mä awer nëmme schlecht mat der Tâche vun engem Enseignant machbar wär. Am Rapport zum Projet de loi steet, well fir den Enseignant kee Plan de travail individuel existéiert, muss d'Mataarbechtergespréich ersat ginn duerch en Entretien collectif. Aus dem Procès-verbal vum 18. Oktober: D'Contributioun vum Enseignant zum Programme de travail vu sengem Gebai kann net appréciéiert ginn, duerfir gëtt den Entretien individuel duerch en Entretien collectif ersat. Also ëmmer nëmmen d'Erklärung fir den Enseignant.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng aliichtend Erklärung, firwat och fir dat administratiivt Personal am Enseignement mussen Ausname

gemaach ginn. Entweder mir stinn hannert dem Prinzip vun de Mataarbechtergespréicher an der Evaluatioun - an da wann ech gelift iwerall do, wou et machbar ass -, oder ebe mir stinn net dohannert. Mä ech hoffe jo, datt d'Majoritéit och nach hannert der Reform vun der Fonction publique steet.

Wa mer dat also fir den Enseignant kënnen akzeptéieren, esou kënne mer dat net fir de Rescht vum Personal! An dofir stëmme mer géint dëse Projet de loi.

Well ech awer dovunner ausginn, datt de Projet de loi trotzdeem gestëmmt gëtt, a well mer dovunner iwwerzeegt sinn, datt de Personalmanagement wéi och de Schoulentwécklungsprozess e wichtegen Deel vum Schoul- a Qualitéitsmanagement sinn, dofir déposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, fir souwuel de Schoulentwécklungsprozess, d'Instrumenter an esou weider, wéi och den Evaluatiounsprozess vun de professionelle Kompetenzen ze evaluéieren a gegebenenfalls Verbesserungsvirschléi ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les écoles, les lycées, l'Institut national des langues, les services de l'Éducation différenciée, le Centre de logopédie et le Centre national de formation professionnelle continue doivent s'engager dans un processus continu de développement de la qualité scolaire à travers un plan pluriannuel;

- convaincue que le développement continu de chaque établissement constitue un élément primordial pour pouvoir garantir et améliorer la qualité de l'enseignement;

- notant que la gestion du personnel est un élément clé de la gestion des établissements scolaires;

- considérant que le présent projet de loi n°7019 précise que pour l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, les entretiens individuels sont remplacés par un entretien collectif ayant lieu pendant la dernière année scolaire de la réalisation du plan de développement scolaire, plan qui correspond à la période de référence de trois années;

- constatant que selon le procès-verbal de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en date du 18 octobre 2016, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale fait savoir qu'un agent de l'Éducation nationale est, au cours de sa carrière, sujet à deux procédures d'évaluation des compétences professionnelles, en plus de l'entretien collectif susmentionné, et ce après douze ans et vingt ans d'ancienneté respectivement;

invite le Gouvernement

- à procéder à une évaluation du processus de développement de la qualité scolaire (instruments et moyens mis à disposition, impact, etc.);

- à procéder à une évaluation du processus d'évaluation des compétences professionnelles du personnel dans les écoles, les lycées, l'Institut national des langues, les services de l'Éducation différenciée, le Centre de logopédie et le Centre national de formation professionnelle continue (entretiens collectifs, entretiens individuels, critères d'évaluation, etc.);

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Martine Hansen

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Hansen. Ech hunn elo hei den Här Lamberty nach op der Lëscht. Här Lamberty, intervenéiert Dir nach eng Kéier elo?

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Jo, ech wollt just eng Kéier vläicht dat preziséieren zu deem, wat d'Madamm Hansen elo gesot huet: Ech hunn net gesot, oder ech hunn op jidde Fall net geduecht - ech hoffen, Dir hutt dat net esou verstanen -, dass mer domadder verlueren Zäit hätten, mä dass dat ganz vill Zäit anhëlt, déi verluer geet, fir aner Saachen an der Schoul ze maachen. An ech mengen, genee Dir wësst jo, wéi vill Aufgaben an der Schoul och eng Direktioun muss maachen.

Also, ech wëll dat ganz kloer nach eng Kéier preziséieren, dass déi Zäit soll agesat ginn, fir kënnen déi deeglech Aufgaben an der Schoul ze iwwerhuelen, an net déi vill Zäit, déi dropgeet, wann ee mat all Enseignant - a besonnesch a grousse Gebaier sinn dat der wierklech vill - misst der asetzen, fir den Entretien individuel ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt. Merci, Här Lamberty.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech muss aus Erfahrung soen, datt et eppes bréngt an datt et keng verlueren Zäit ass!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay, Madamm Hansen. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen den Accord hei gi fir dëse Gesetzesprojet.

Et ass eng Adaptatioun, wéi dat virdrun och gesot ginn ass, vun aacht Gesetzestexter. Et ass en Accord och mat de Syndicaten op dësem Punkt do. Et sinn eng Rei vun Dispositioune fir d'Aarbecht an de Schoulen - fir d'Bilanen ze maachen, fir d'Gestion par objectifs ze maachen, fir d'Appréciatioun vun deenen eenzelne Leit ze maachen -, wat awer eng aner Situatioun ass wéi vläicht an deenen anere Fonctionnairesberuffer.

An dofir stëmme mer deem heite Projet zou. Dat wäert eng Vereinfachung ginn an deem sief dann och hei Rechnung gedroen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir hunn et, wéi den Här Engel grad richteg gesot huet, eigentlech mat enger Loi ze dinn - intern, mengen ech, ass se „loi fourre-tout" genannt ginn -, wou ganz...

Une voix.- Jo.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...wou ganz vill Klengegkeeten ugepasst ginn un d'Reform, déi mer an der Fonction publique haten. Ech hat och d'Chance, wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, d'Kommissioun ze presidéieren. Ech war esou eppes wéi en Alterspresident, well souwuel de President wéi de Vizepresident entschëllegt waren. Ech muss awer da soen, den Alterspresident bezitt sech op d'Déngschtjoren hei am Haus, net onbedéngt just op den Alter, soss hätt ech vläicht net gewonnen.

Mir bréngen och den Accord zu dësem Projet de loi. Ech wëll och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Ech ginn op e puer eenzel Punkten an.

Op d'Wichtegkeet vun engem PRS oder PDS, wéi een en ebe wëllt nennen, ass scho vu menger Virriednerin, vun der Madamm Hansen, higewise ginn. Et kann ee sech eigentlech froen, wéi d'Schoul an der Zäit fonctionnéiert huet, wéi mer nach kee Plan de développement scolaire haten. Ech mengen, datt et logesch ass fir all Betrib, deen en dynameschen Organismus ass, datt ee sech Leit dohinnerstellt a fir d'Eischt emol analyséiert, wat ee mécht an a wéi eng Richtung datt et geet.

Ech hu mech fir d'Éischt e bësse gewonnert, datt de Centre de logopédie e PDS kréich an net e PRS. Ech mengen, d'Erklärung ass awer och relativ einfach, well de PRS an der Primärschoul ass an am Centre de logopédie gi Schüler selbstverständlech vun allen Altersschichte betreit, vun der Spillschoul bis an de Lycée eran. Mä déi meescht ginn awer, besonnesch och wat den Dépistage ugeet, an der Spillschoul gekuckt. Dat sinn iwwregens iwwer 6.000 Schüler an engem Joer, déi d'Professeren aus dem Centre de logopédie betreien.

Ech mengen awer verstanen ze hunn, datt de PRS souwisou och allgemeng ëmgeännert gëtt an e PDS. An et mécht och Sënn, datt net e Centre de logopédie oder all Centre d'éducation différenciée nach eng aner Form vu Plan de développement scolaire mécht. Duerfir wäerte mer iergendwann eng Kéier an noer Zukunft allgemeng op de System vum PDS erauskommen. An ech mengen, datt dat och gutt ass a wichteg ass.

Et ass hei ugeschwat ginn, wat d'Mataarbechtergespréicher ugeet. Ech mengen, Mataarbechtergespréicher si wichteg. An ech verstinn dat och net esou, datt, wa mer hei net festhalen, datt se musse mat jiddwerengem Eenzelne gefouert ginn, mengen ech, zweifelt awer keen heibannen drun, datt ee selbstverständlech och als Direktioun emol kann e Mataarbechter, besonnesch dann, wann et néideg ass, zu engem Mataarbechtergespréich invitéieren a mat deem iwwert déi Punkten diskutéieren, déi ze diskutéiere sinn.

En aneren Aspekt, dee mir an deem Gesetz hei och wichteg ass: Mir maachen eigentlech och nach eng Dier op fir de Professeur en pédagogie spécialisiée. An do ass e bësselche meng Fro, mir hu jo de Professeur d'enseignement logopédique, ob mer dann och déi aner Professeren... Ginn dat elo just Professeren, déi eng Spezialitéit hunn, oder nenne mer déi Spezialitéit och no deem, wat se kënnen? Mir brauchen e Professeur spécialisé en déficience visuelle oder déficience caractérielle oder déficience mobilité. Oder bleiwe mer just bei deem engen Uewerbegréff: wéi mer de Professeur de langues hunn, hu mer de Professeur spécialisé?

Et wier op alle Fall flott, wa mer géifen do e Gläichgewiicht kréien, wa mer alleguerten déi Leit, déi eng spezialiséiert Tâche kréien, och géifen d'selwecht behandelen, net datt mer op eemol déi eng Säit Professeurs d'enseignement logopédique hunn an dann déi aner sinn einfach just Professeurs spécialisés. Et wier scho flott, wa mer do eng Linn géifen drakréien an drabehalen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Och Merci un den Här Rapporteur, den Här Lamberty, deen eis hei de Projet presentéiert huet.

Ech hu mech gewonnert, datt d'Demokratesch Partei dëse Projet presentéiert, well an dësem Projet ass eigentlech iwwerhaapt näischt liberal, mä et ass alles sozialistesch! Et ass e Projet, deen op de Wee geet vum Kollektivismus, vu Bürokratie, vun Ongerechtegkeeten, vu Gruppendenken do, wou den Individuelle soll zielen. An et ass eigentlech alles wéi net liberal, alles wéi net déi Philosophie, déi déi Demokratesch Partei u sech soll vertrieden.

Ech wëll ufänke mat vläicht engem Kommentar iwwert d'Bürokratie. Mir hunn hei e Plan de réussite scolaire, e Plan de développement scolaire, alles pluriannuel, schwéier bürokratesch Prozeduren, déi hei ageféiert ginn. Eng Schoul, déi sech wëll entwéckelen, brauch kee Gesetz, fir hir ze soen, wéi ee Plang oder wéi eng Démarche se soll aschloen, fir hir Qualitéit oder fir hiert Konzept ze entwéckelen. Dofir brauch ee kee Gesetz, dofir brauch een e motivéierte Corps enseignant! An ech mengen, domadder wär et gedoen.

Mä mir hunn hei och ëmmer méi e grousse Waasserkapp am Ministère de l'Éducation nationale. Mir hunn eng Agence de qualité, déi déi Pläng da kuckt, an da muss dat vum Minister approuvéiert ginn. Elo schwätze mer iwwer en Observatoire national de la qualité scolaire. Alles dat dréit bäi zu enger Entwécklung vun engem risege Waasserkapp! Mä a Wierklechkeet: Wat kënnt dobäi eraus?

Mir hate virdrun iwwer - an eisen Aen op jidde Fall, Här Minister - eng Médiocritéit bei de PISA-Resultater geschwat. Mir hunn zënter Joren en Nivellement vers le bas an eise Schoulen. A mir kënnen administrativ Waasserkäpp bauen an der Éducation nationale, mä dorëm geet et net. Et geet drëm, datt mer endlech eis jonk Leit esou gutt wéi méiglech op d'Liewe virbereeden. An dëst Gesetz dréit näischt dozou bäi!

Dat Zweet, wat mer musse soen, ass déi Approche vum Kollektivismus. Dann ass hei déi Iddi ageféiert ginn - d'Virriedner hu se beschriwwen, ech wëll et net widderhuelen -, datt eigentlech kaum méi individuell mat den Enseignantë geschwat gëtt - zweemol an enger ganzer Carrière! - an dann déi kollektiv Gespréicher ageféiert ginn.

Dat erënnert mech un d'Kulturrevolutioun a China, un aner Saachen, déi mer kannt hunn an der Geschicht. Mä et ass op jidde Fall net de Prinzip vum Respekt virum Eenzelnen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wann den Här Adam och seet: „Natierlech kann en Direkter en Eenzelnen nach invitéiere fir e Mataarbechtergespréich", do si vläicht Eenzelner, déi sech do a legisteschen oder anere juristesch Considératiounen och refugiéieren, fir dat vläicht net ze wëllen. Tatsaach ass, datt och deen eenzelnen Enseignant fir sech e Plan de travail mécht. Tatsaach ass, datt deen Eenzelne muss d'Geleeënheet kréien, iwwer seng Leeschtung mat sengem Direkter oder Inspekter ze diskutéieren.

A wann deen Direkter oder Inspekter sech enger Kollektivitéit géintiwwer gesäit, dann ass vläicht gruppendynamesch scho virprogramméiert, datt en déi besonnesch gutt bewäert, well e wëll sech jo wahrscheinlech net den Onwëlle vun dem ganze Corps enseignant, Corps administratif an aneren an der Schoul zouzéien!

Soudatt eleng schonn aus deenen Iwwerleeungen eraus muss virausgesat ginn, datt wahrscheinlech déi Bewäertungen ëmmer um Niveau 4 mat der Zäit wäerte landen, well et kaum anescht geet, wann ee wëllt nach mat Leit zesummeschaffen, an datt also eigentlech d'Iddi selwer vum Mataarbechtergespréich hei ënnerhielegt gëtt duerch e Belounungsmechanismus, duerch eng Kollektivitéit, déi par nature ongerecht ass: Well dee Schwaachen oder Onwëllege gëtt matgeschleeft, an dee Gudden, deen Exzellenten, dee gëtt net méi esou considéréiert oder belount, wéi en et eigentlech verdéngt.

An domadder wäre mer scho bei där nächster Considératioun, bei der Belounung. Ass et dann net widdersënneg, datt en Enseignant, dee besonnesch gutt Schoul hält, dee besonnesch gär Schoul hält, deen dat esou mécht, datt en en Niveau 4 géif verdéngen, och nach doduerch - an Anführungsstréicher - „belount" gëtt, datt en da manner Schoul soll hale wéi virdrun? Wëll en dat iwwerhaapt? Ass dat dann déi Belounung, déi ee sech fir sech virstellt, wann ee besonnesch motivéiert ass? A geet dee Genre Belounung net schlussendlech op Käschte vun de Schüler, wann eigentlech dann d'Tâche vun deene reduzéiert gëtt, déi besonnesch exzellent sinn?

Dat ass e Modell, deen administrativ gebuer ass, mä deen dach vu sengem Konzept hier net kann iwwerzeegen!

Wann een da wëllt higoen: Firwat dann net eng aner Form vu Belounung erfanne wéi ausgerechent eng, déi dat soll reduzéieren, wat am beschte gemaach gëtt?

An dann och d'Terminologie! Natierlech si mer frou, datt e Pädagog, also d'Pédagogie spéciale hei nach eng Kéier opgewäert gëtt. Dat kann a viller Hisiicht ganz wichteg an nëtzlech sinn.

Mä op anere Plaze féiere mer awer och hei eng Terminologie an, déi och an eise Gesellschafte kaum hir Plaz huet: „Comité de la conférence du Lycée". Ech géif dem Här Minister dann direkt recommandéieren, den Zentralcomité vun de Schoulen anzeféieren, well esou vill Sozialismus wéi an dësem Projet, dat hu mer scho laang net méi an dëser Chamber gehat!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Éducatiounsminister d'Wuert, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, also wann dat heiten elo den Anzoch vum Sozialismus an eis Schoulen ass, Här Kartheiser, da kann ech Iech soen, da sinn ech eben och Sozialist bei dësem Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Dë*st ass en, dëst ass en...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Endlech gitt Der et zou!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, da sinn ech fir haut de Mëtteg da Sozialist, an dozou...

(Brouhaha)

...stinn ech och. A firwat stinn ech dozou an dësem Kontext? Ech si fir d'Alleréischt frou, datt et méiglech war, hei eng Schoul net als eng normal Verwaltung ze gesinn. D'Schoul ass en Deel vun der Fonction publique. Déi allermeescht Leit, déi an der Schoul intervenéieren, fonctionnéieren no de Regele vun der Fonction publique. Trotzdeem hu mer ganz aner Zilsetzunge wéi aner Verwaltungen. Awer grad, wann et dann drëms geet, ëm Evaluatioun, ëm d'Performance ze moossen, musse mer, denken ech, do och aneschters kënne virgoen.

Ech si frou, datt mer et fäerdegbruecht hunn, datt hei och an der Schoul weiderhi pädagogesch Iwwerleeungen dominéieren an net verwaltungstechnesch Iwwerleeungen, déi eigentlech an enger Steierverwaltung an an anere Verwaltunge vläicht absolutt Sënn maachen, hei eent zu eent transposéiert gi sinn.

Da sinn ech frou - an da komme mer zum Sozialismus, Här Kartheiser -, datt mer et fäerdegbruecht hunn hei, fir wierklech eng „whole school approach" hinzekréien, datt mer net an de Schoule lauter Ich-AGen hunn, wou jidderee fir sech schafft, jidderee just seng Aarbecht gesäit, mä datt mer och do dat Ganzt gesinn, wou mer gesinn, wéi eng ganz Schoul sech

kann entwéckelen, an datt och jidderee säint dozou bäizedroen huet, den Enseignant, dat edukatiivt Personal, e SPOS an och en administratiivt respektiv technescht Personal, wat och iergendzwousch do mat säint muss leeschten, datt dat eben net nëmmen den eenzelnen Enseignant viru senge Schüler, viru senger Klass ass, mä eng ganz Schoul, déi sech kollektiv dann och Ziler setzt.

Well mir hätte gären, datt e Schoulentwécklungsprozess breet gedroen ass, datt net jidderee säin eegene Schoulentwécklungsprozess huet, mä datt dat eng Diskussioun ass tëschent deenen, déi dozou professionell musse bäidroen, den Enseignanten an deem anere Personal, mat anere Schoulpartner zesummen, sécherlech enger Direktioun, den Elteren an och virun allem de Schüler, datt ee sech do zesummen Ziler setzt an och zesummen da kuckt, déi Ziler do ze erreechen a wärend dräi Joer dohinnerzeschaffen.

Dat ass op jidde Fall meng Virstellung vu Schoulentwécklung. Dat anert kann ech mer net virstellen, datt jidderee weider just fir sech seng Ziler setzt a jiddereen an déi Richtung geet, wéi en dat dann nun ebe grad emol fir richteg fënnt. Do komme mer sécherlech als ganz Schoul net virun.

Duerfir sinn ech frou, datt mer d'Geleeënheet konnten notzen, wéi äänlech Entwécklungsprozesser an der gesamter Fonction publique elo agefouert goufen, déi eigentlech och als Basis ze huele fir Entwécklungsprozesser, déi och am Secondaire scho bestanen hunn, näämlech de Plan de développement scolaire, och iwwert d'Organisatiounsform vun der Cellule de développement scolaire do kloer ze regelen, datt mer net herno zwou verschidde Base-légallen hätten, zwee verschidde Prozesser niewenteneen hätten, mä datt mer déi hei an ee Prozess kënnen eraféieren.

An do maache mer hei eppes, wat eigentlech elo eng „simple transposition" vun enger Reform an der Fonction publique an den Domän vun der Éducatioun wäit iwwerschreit!

Mir kënnen eis jo awer nach un déi Diskussiounen erënneren, déi mer virun enger Rei vu Joren haten iwwert d'Secondairesreform. Do war dat heiten, d'Notioun vun der Schoulentwécklung an och d'Struktur, déi mer der Schoulentwécklung ginn am Secondaire, an den eenzelne Lycéeën, awer e grousse Punkt, deen och zu Konflikter gefouert huet an dee laang ëmstridde war. An dat féiere mer awer elo heimadder an. Dat ass eigentlech e Kärstéck vun der Reform am Secondaire, déi mer de Mëtteg hei stëmmen, a bei Wäitem eben net nëmme méi just eng Transpositioun vun enger Reform an der Fonction publique an eis Lycéeën eran.

Mir féieren dann och mat dësem Gesetz e wichtegt Instrument an, wat d'Autonomie vun de Schoulen, de Lycéeën an och deenen aneren Instituter, déi direkt hei am Gesetz matbehandelt goufen, soll strukturéieren, op eng ganz kloer Basis setzen, d'Responsabilitéit vun deenen Autonomieprozesser och nach eng Kéier kloer soll definéieren, wie wat zu wat fir engen Décisioune soll kënne bäidroen.

Ech bleiwen och duerfir der Meenung - well ech soen, eng ganz Schoul soll sech entwéckelen -, datt et hei méi wichteg ass, datt d'Schoul d'selwecht behandelt gëtt an d'Personal vun der Schoul d'selwecht behandelt gëtt, egal ob een elo Enseignant ass, ob een Éducateur ass, ob een am SPOS schafft oder an enger technescher, administrativer Équipe.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer do net nach eng Kéier iergendzwousch eng kënschtlech Trennung gemaach hunn a gesot hunn: „Déi dote sinn dann éischter fir pädagogesch Iwwerleeungen an Aarbechten zoustänneg, déi éischter fir administrativ Aarbechten." Och déi sinn direkt mat responsabel, fir datt d'ganz Schoul fonctionnéiert, an och déi hunn hir Aufgab ze iwwerhuelen, fir datt e Plan de développement scolaire ka réusséieren, an och déi gi mat consultéiert an der Opstellung vun deem Plan de développement scolaire. Dat huet also hei absolutt seng Kohärenz.

An ech denken net, datt een hei elo nach eng Kéier queesch duerch d'Schoulen zwou Kategorië vu Personal muss definéieren: eng, déi nom Schoulrhythmus leeft, an eng, déi an engem administrative Rhythmus an och am Bewäertungsrhythmus leeft.

Une voix.- Et sinn awer verschidde Métieren!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Wéi déi Gespréicher do stattfannen, denken ech, datt mer dat an den nächste Méint musse kucken. Mir ginn dovunner aus, datt, och wann dat Gesetz hei de Mëtteg gestëmmt gëtt, d'Schoulen eng Virlafzäit hunn nach iwwert dat ganzt nächst Schouljoer eraus, datt mer eréischt bei der Rentrée 2018 d'Plans de développement scolaire wäerte virleien hunn, déi dann an d'Ëmsetzung kommen, an datt dann och deen Evaluatiounsprozess hei wäert ulafen.

Da si mer och en ligne an en phase mat deem Dräijoresrhythmus, deen och an den aneren Administratioune generell an der Fonction publique gëllt. An do wäert all Direkter vun de Schoule respektiv vun den Instituter natierlech kucken, wéi e sech do an esou engem Gebai och wäert organiséieren.

Ech mengen net, datt déi kollektiv Gespréicher alleguerten esou musse sinn, datt do vum Rengegungspersonal bis hin zum Attaché à la direction jiddereen zesummen an engem grousse Sall muss sëtzen. Ech denken och, datt een do Gespréicher ka féieren, déi zwar nach ëmmer kollektiv sinn, mä mat eenzelne Gruppe vum Personal. Dat, denken ech, ass alles méiglech, och mat dësem Gesetz. Mä do muss een awer och e bëssen de bon Sens an d'Responsabilitéit vun den Direkteren, mengen ech, mat considéréieren.

An och, wa mer hei festschreiwen, wéini Evaluatiounsgespréicher, och individuell Evaluatiounsgespréicher stattzefannen hunn, fir dann och ze kucken, an där virgeschriwwener Evaluatiounsprozedur do eng Bewäertung ze maachen, déi jo och positiv Konsequenzen herno fir den eenzelnen Agent kann hunn, entbënnt dat sécherlech net den Direkter, fir mat senger ganzer Équipe ze communiquéieren, ze schwätzen.

Ech ka mer net virstellen, datt een als Direkter sech a säi Büro sëtze geet a just waart: „Wéini ass den nächsten Zäitpunkt, wou ech en Evaluatiounsgespréich mat engem vun den Agente ka féieren? Ah, et sinn nach zwee Joer! Da muss ech elo waarden, bis ech em dat dote ka soen." Dat ass jo sécherlech net dat, wat heimadder gemengt ass!

Mir hunn da gesetzlech virgeschriwwen Terminer an der Evaluatiounsprozedur. An et ass eng vum Direkter senge Kärresponsabilitéiten, fir och eng Inspektioun vu sengem Personal ze maachen, fir och emol heiansdo an de Klassesall era kucken ze goen an dann och dozou seng Meenung ze äusseren, wéi d'Stonn gehale ginn ass, an natierlech och Ried an Äntwert ze stoen, wann en Agent, sief dat e Professer oder en aneren, emol eng Kéier eng Fro huet. Dat gehéiert dozou, wann een eng Schoul wëllt dirigéieren. Duerfir soll keen esou maachen, wéi wann dat elo heimadder absolutt net méi méiglech wär. Dat war gewënscht virun haut de Mëtteg, a wäert och, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, duerno nach gewënscht sinn.

D'CSV huet eng Motioun erabruecht. Ech hätt verstanen, datt ee vläicht gesot hätt: „Mir stëmmen dat dote Gesetz. Mir wären awer frou, wa mer do nach iergendzwousch duerno nach eng Kéier kéinten driwwerkucken: Wéi gëtt et dann och ëmgesat?" D'CSV seet awer: „Mir stëmmen dat dote Gesetz net. Mir mussen awer dann nach eng Motioun erabréngen." An ech fannen eigentlech an där Motioun elo näischt, wat wierklech hei d'Chamber nach eng Kéier muss fuerderen.

Ënner anerem hu mer e Gesetzesprojet hei an d'Haus abruecht fir en Observatoire de la qualité scolaire, dee sech sécherlech och wäert der Aufgab vun de Prozesser an der ganzer Éducatioun unhuelen, och den Evaluatiounsprozesser, iwwerhaapt der Qualitéit och vun all deem, wat an a ronderëm d'Schoule geschitt, sech wäert unhuelen. An natierlech wäert deen och eng Aufgab hunn, fir ze kucken, ob déi heite Prozesser esou oflafen, wéi se geduecht sinn, an dann och Recommandatioune formuléieren, déi och hei an d'Haus kommen a public wäerte sinn, wa sech dorunner eppes sollt änneren a wann och do politesch sech misst nach eng Kéier eppes bewegen, fir datt dat herno kéint nach méi performant gemaach ginn.

Duerfir gesinn ech eigentlech net an, firwat een déi Motioun do soll stëmmen, well alles dat, wat drasteet, gëtt souwisou gemaach respektiv ass virgesinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Ma Dir kënnt och d'Wuert froe bei der Motioun. Dat géif eigentlech vläicht méi Sënn erginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).-* Also zur Motioun. Ech mengen, déi ass relativ kloer formuléiert. Mir wënschen eis vun der Regierung eng Evaluatioun vum Schoulentwécklungsprozess bei deenen eenzelne Schoulen, Instituter an esou weider, an eben och vum Prozess vun der Evaluatioun beim Schoulpersonal. An ech sinn net sécher, datt den Observatoire pour la qualité scolaire dat kann iwwerhuelen.

Dann hätt ech awer och nach eng Fro. Den Här Minister sot, datt en u sech keng individuell Gespréicher wéilt an där ganzer Schoul. Domadder sinn ech jo net averstanen. Mä dat ass dann och nach egal. Mä da verstinn ech net, firwat datt dat technescht Personal hei erausgeklammert gëtt, well den Entretien collectif ass fir de Personnel enseignant, socio-éducatif et administratif. An „administratif" ass definitiv eppes aneschters wéi technescht Personal.

Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Also ech denken, ech brauch do net méi drop ze äntweren. Ech hunn dozou alles gesot. Ech sinn der Meenung, datt den Observatoire de la qualité scolaire déi Aufgab do soll mat wouerhuelen, fir den Evaluatiounsprozess vun de Schoulen a vun den Enseignanten och mat ze suivéieren an och d'Schoulentwécklung ze suivéieren, ob se zu deem féiert, wéi mer se gären hätten, an och, ob de legislative Kontext deen ass, wéi mer e gären hunn. Dat ass d'Käraufgab herno vun deem Observatoire.

Fir mech gëtt et eigentlech keen direkten Ënnerscheed tëscht administrativem Personal an techneschem Personal, soudatt ech scho mengen, datt dat doten eent wéi eent muss gehandelt ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen. Mir kënnen zum Vote iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7019 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7019 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Participatiounen um Vott, 34-mol Jo, 25-mol Nee. Domat ass de Projet de loi 7019 majoritär ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7019 est adopté par 34 voix pour et 26 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zur Motioun iwwergoen. Ech ginn dovun aus, dass se motivéiert ass. Nach Wuertmeldungen zur Motioun?

(Négation)

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun…

(Interruption)

Ah, entschëllegt, Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Motion 1

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President. Jo, ech wollt just fir d'ADR soen, datt mer der CSV Merci soen, der Madamm Hansen, datt se déi Motioun hei presentéiert huet. An de Considérante gëtt sech op dat Gesetz bezunn, wat mer elo gestëmmt hunn. Dat ass nun eemol e Fakt, och wa mir mam Inhalt vun deem Gesetz, wéi mer et elo duerch eise Vott ausgedréckt hunn, net d'accord sinn. Mat den Invitte kënne mir awer d'accord sinn.

Et schéngt eis e bëssen aussergewéinlech ze sinn, datt den Här Minister hei argumentéiert, mir kréiche jo elo en neit Gesetz iwwert den Observatoire vun der Qualité scolaire, dofir bräichte mer dat hei net. Mä dat Gesetz gëtt et nach net!

Et schéngt mir awer e bëssen iwwerraschend ze sinn, datt mer hei als Chamber net sollen e Wonsch däerfen ausdrécken, well e Projet de loi vun der Regierung virläit, iwwert deen dëst Haus iwwerhaapt nach net befonnt huet. Dat schéngt mer net den néidege Wee ze sinn, fir dëst Parlament ze respektéieren. Aus deem Grond fanne mir, datt et absolutt legitimm ass, datt d'Parlament dëse Wonsch äussert. A mat dem Contenu vun deenen Invitte si mir och d'accord, well et dem gesonde Mënscheverstand entsprécht. Dofir wäert d'ADR dës Motioun matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. An da géife mer zum Vott iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 29-mol Jo an 31-mol Neen.

(Brouhaha général et interruptions diverses)

Ech mengen, et gëtt sech ëmmer…, et gëtt sech heiansdo op deenen zwou Säite geiert. Ech huelen d'Deklaratioun vum Här Negri zur Kenntnis.

Plusieurs voix.- Aah!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Ass dat registréiert? Merci.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 32 voix contre 28 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini.

Da géife mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar dem Projet de loi 7085, d'Adaptatioun vum Mindestloun un d'Lounentwécklung. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabele Georges Engel.

5. 7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun dësem Projet de loi ass eng Adaptatioun vum Mindestloun vun 1,4%, fir deen un d'Entwécklung vum Duerchschnëttsloun wärend deenen zwee leschte Joren, 2014 an 2015, unzepassen, an dat dann ab dem 1. Januar 2017.

Déi lescht Upassung, vun där ech och d'Éier hat, de Rapport ze maachen, dat war eng Upassung vun 0,1%, wat dach dann awer déi lächerlech Zomm vun 1,93 Euro am Mount ausgemaach huet. Dat war fir den 1. Januar 2015. Et war awer eng Upassung un de Rhythmus vun der Lounentwécklung an duerfir konnt een déi Upassung och do vertrieden.

Haut stëmme mer eng Augmentatioun vun 1,4% a ronn 45.000 Leit sinn direkt concer-

néiert. Fir si ginn et dann elo ronn 30 Euro respektiv 32 Euro méi an der Pai all Mount. De soziale Mindestloun klëmmt vun 1.922 op 1.949 Euro, deemno wéi et ass dann, an d'Luucht. Dat bedeit eng Méiausgab fir d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg vun 19,4 Milliounen Euro.

De Kontext gesat: Mir hunn eng Croissance vu méi wéi 4% vum PIB iwwer 2014 an 2015, d'Consommatioun vun de Ménagen ass ëm 3,7% am Joer 2014 an 0,1% am Joer 2015 an d'Luucht gaangen. Virun der Unhiewung vun den TVA-Tauxen huet de Konsum nach eng Kéier ugezunn an d'Ausgabe goufen du virgezunn a sinn dunn 2015 erofgaangen.

Den Aarbechtsmaart huet eng Croissance vum Emploi salarié vun 2,5%. Mir hunn eng Reduktioun vum Chômage. Ënner 7% vun der Populatioun läit de Chômage, vun der Population active natierlech, wat och en Zeeche duerfir ass, dass d'Reformen an d'Moossnamen, déi de Minister Nicolas Schmit a senger Qualitéit als Aarbechtsminister ageleet huet, natierlech hir Wierkung weisen. Natierlech net vläicht alles, wat geschitt ass, ass duerch déi Reformen ze erklären oder déi Moossnamen, déi ageleet goufen. Mä sécherlech hunn déi dozou bäigedroen, dass mer haut an der Situatioun vun ënner 7% Chômage leie bei der Population active.

Mir hunn eng Inflatioun vun 0,6% an 0,5% am Joer 2014 an 2015 gehat. An deene leschten zwee Joer sinn d'Salairë manner séier geklomme wéi nach virdrun: plus 2,9% am Joer 2014 a plus 1% am Joer 2015.

Wat ass d'Methodologie? Wéi gëtt dat gerechent? Déi detailléiert Informatioun, déi fannt Der am Exposé des motifs an a mengem schrëftleche Rapport.

Am Résumé kann een awer soen, dass d'Salairen, an do ginn alleguer d'Zorten och vun de Gratifikatioune matagerechent, bis zu siwemol de soziale Mindestloun - dat ass de Plaffong vun der Population de référence -, do matagerechent ginn. D'Population de référence, dat sinn alleguer d'Salariéen tëschent 20 a 65 Joer, déi à titre obligatoire bei der Pensiounskeess ugemellt sinn. Erausgerechent ginn déi 20% niddregst Salairen an déi 5% héchste Salairë, well dat géif d'Resultat verfälschen.

Wat ass d'Populatioun, déi vun dëser Mesure betraff ass? Et sinn d'Salariés rémunérés au voisinage du salaire social minimum. Dat sinn déi Salariéen, déi de Salaire horaire kréien, deen tëschent 100% an 102% vum Mindestloun ass. Dat waren 2016 12,4%.

Salariés rémunérés au voisinage du salaire social minimum: Dovunner wunnen der 60,8% hei zu Lëtzebuerg. Dat ass also e groussen Deel vun deenen, déi de soziale Mindestloun kréien. Et ass also net esou, dass déi alleguerten am noen Ausland wunnen. Neen, dovunner wunne 60,8% hei zu Lëtzebuerg. A wann ee weess, dass dee soziale Mindestloun zwar wuel deen héchsten an Europa ass - an awer net esou héich ass, wéi ee sech dat vläicht kéint wënschen -, da muss een och wëssen, dass déi Leit net ëmmer a ganz gudden Dicher sinn an och sécherlech net mat Zoossissen ugestréckt sinn.

Am meeschte betraff sinn d'Aktivitéitssecteure vum Hébergement a vun der Restauratioun, vun der Agriculture, vun der Sylviculture a vun der Pêche, an déi vum Commerce, an do sécherlech, jo, do sécherlech ganz vill Fraen.

Dat hei ass eng ganz wichteg Upassung vum Mindestloun. Leit mam Mindestloun hunn, wéi ech virdru gesot hunn, oft Problemer, fir d'Enner zesummenzekréien, an dat besonnesch wéinst eisen extrem héije Liewenskäschten hei zu Lëtzebuerg, an do virun allem d'Wunnengskäschten. Et ass wierklech immens schwéier, hei zu Lëtzebuerg mat dem Mindestloun ze iwwerliewen, wann d'Wunnengskäschte 50 an nach méi Prozent vum Loun ewechhuelen.

Dës Upassung vum Mindestloun ass wichteg, fir d'Forschett tëschent den héijen an deene manner héije Paien net uwuessen ze loossen. Et ass eng Fro vu sozialer Kohäsioun an et hëlleft och, dem Phenomeen vun den „working poor" entgéintzewierken. Ech kennen dat allze gutt aus menger Erfahrung als Sozialaarbechter, wou eng ganz Partie Leit, déi schaffe gaange sinn, 40 Stonne schaffe gaange sinn d'Woch, et awer net fäerdegbruecht hunn, fir d'Enner zesummenzekréien. An dat ass ganz tragesch.

Ech wéilt och betounen, dass et absolutt positiv ass, dass elo eng zousätzlech Upassung vum soziale Mindestloun mat enger Reform vun de Steiere wäert goen an dass déi Leit do och vun der Steierreform wäerte profitéieren; dat ënner anerem och wéinst dem Crédit d'impôt.

Derbäi kënnt dann héchstwahrscheinlech nach eng Indextranche vun 2,5%, an dann nach eng Kéier eng Erhéijung vun 1,4%, soudass et fir déi Leit, déi wierklech um ënneschten Niveau si vun eiser Gehälterskala, déi et wierklech am schwéiersten hunn, awer eng massiv Verbesserung an den nächste Woche gëtt. An ech mengen, dass et eiser - menger! - Partei, pardon, der LSAP, gutt zu Gesiicht steet, dat heiten och ganz positiv ze ernimmen. An ech wéilt dat duerfir och ganz positiv hei nach eng Kéier ervirsträichen.

Fir d'LSAP ass et och wichteg, dass parallell zur Unhiewung vum Mindestloun...

Une voix.- Sidd Der Rapporteur?

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Jo.

…dass parallell zur Unhiewung vum Mindestloun hei och den RMG ugepasst gëtt, nodeems déi zwou leschte Kéieren dës Upassung vum RMG net geschitt ass. Also fir d'Lescht goufen d'Barèmë vum RMG 2011 ugepasst.

D'Regierung huet dee Parallelismus vun der Unhiewung vum Mindestloun a vum RMG hei erëm hiergestallt. Dat ass absolutt ze begréissen, well soss déi Ënnerscheeder och do ze grouss géife ginn. Derbäi muss ee soen, dass den Ënnerscheed nach ëmmer substanziell ass. Den RMG fir eng Persoun läit aktuell bei 1.348 Euro, wat also awer nach ëmmer eng Differenz vu 574 Euro ass par rapport zum Mindestloun an nach ëmmer 170 Euro Differenz fir déi, déi fir den RMG eng Mise au travail maachen, also déi och awer ëmmerhi 40 Stonnen d'Woch schaffe ginn.

Mä déi Leit, déi den RMG hunn - dat hunn ech virdrun och gesot -, si sécherlech net mat Zoossiss ugestréckt; et sinn déi Schwaachst aus der Gesellschaft. An et steet eis alleguerten hei ganz gutt zu Gesiicht, och un déi ze denken, deenen et an eiser dach esou gutt gestallter Gesellschaft net esou gutt geet.

Mir waarden alleguerte ganz ongedëlleg op eng Reform vum RMG, déi jo dann esou munches och wäert änneren.

Als Fazit wéilt ech soen, dass d'Upassung vum Mindestloun eng gutt Mesure ass. 1,4% méi fir iwwer 45.000 Leit, dat ass eng gutt Saach, ronn 30 Euro respektiv 32,28 Euro méi an der Pai all Mount. De Mindestloun klëmmt wéi gesot vun 1.992 (veuillez lire: 1.922) op 1.949. An derbäi komme jo dann och nach déi 1,4% vum RMG, deen och an d'Luucht geet. Dat ass fir eis déi richteg Richtung.

Ech wëll der Regierung och félicitéieren, dass se, wéi ech scho virdru gesot hunn, um Prinzip festhält, dass de Mindestloun ugepasst gëtt un d'Lounentwécklung, eng Upassung, déi gesetzlech net muss onbedéngt geschéien, well am Gesetz, do steet: «Le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi» an «À cette fin, toutes les deux années, le Gouvernement soumettra à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus accompagné», an da kënnt d'Wuert oder da kommen dräi Wierder: «le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum.»

Dat gesäit an dësem Land net jiddwereen esou, dass déi Upassung do soll geschéien. Ech sinn awer frou, dass mer hei an der Chamber mat grousser Wahrscheinlechkeet eng grouss Majoritéit wäerte fanne fir déi Erhéijung hei. An ech ginn domadder den Accord vun der sozialistescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Wann ech richteg verstanen hunn, huet de Rapporteur de Rapport virgedroen an en huet och am Numm vu senger Fraktioun geschwat. Ech géif e bieden, an Zukunft…

(Interruption par M. Georges Engel)

…an Zukunft dat vläicht méi kloer ze trennen. Merci.

Da géif ech elo d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner ginn. Dat ass den Här Marc Spautz fir d'CSV.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt hunn ech elo e Problem: An der Documentation parlementaire steet, dass de Mindestloun ëm 26,92 Euro an d'Luucht geet. Den Här Engel huet elo ëmmer geschwat vun 30. Et ass jo awer esou, dass et nach ëmmer dat Dokument ass, wat mer kritt hunn, mam Commentaire des articles, dass et dee Chiffer ass, deen zielt, an net 30, mä dass et 26,92 ass? Oder ass den Tableau falsch am Projet?

Et ass näämlech wichteg, dass mer eis doriwwer eens sinn, wat mer näämlech heibannen...

Une voix.- Ech hunn och elo grad…

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...wat mer näämlech heibanne stëmmen. Net dass mer hei dat eent soen an dat anert stëmmen. Et ass just dofir, Här President, wou ech op déi Remarque awer och wëll hiweisen.

D'CSV ënnerstëtzt de Projet 7085, deen d'Lounsituatioun verbessert vu ronn 46.000 schaffende Leit an hire Familljen. A mat Ausnam vun deem Rechepunkt géif ech dem Här Engel och gär Merci soe fir seng ausféierlech Erklärungen, déi e gemaach huet.

De qualifizéierten an och den net qualifizéierte Mindestloun klëmmt, an dat mécht ronn 1,4% fir d'Leit aus. D'CSV begréisst dat. D'CSV stellt sech awer - ausser dat vum RMG, wou den Här Engel drop agaangen ass - d'Fro: Wéi ass et mat Lehrlingsentschädegungen? Dat gehéiert net direkt an de Projet vum Mindestloun mat eran. Mä d'selwecht wéi beim RMG ass do ëmmer e Parallélisme gewiescht, heiansdo ass ugepasst ginn an heiansdo ass net ugepasst ginn, an dofir wier et och interessant - ech weess zwar, dass et net den Aarbechtsminister ass, deen dofir zoustänneg ass -, fir awer ze wëssen, ob prinzipiell och do déi Upassung fir déi Leit kënnt, déi an enger Léier sinn.

Et dréit sech och drëm, dass ee kuckt, wat bei deem Mindestloun geschitt ass. Dat si 46.000 Leit, déi do derfir schaffen. An den Här Engel huet et ënnerstrach, en huet et gesot, bei der Steierreform kënnt och nach eppes do derbäi wéinst dem Forfait, deen e gesot huet. Mä et muss ee sech d'Fro stellen, ob een dat Ganzt, Mindestloun a Steierreform, net misst als ee Package kucken, an dann hätt een och kënnen den Agangssteiersaz vill méi héich an d'Luucht setzen. Den Agangssteiersaz méi héich an d'Luucht setzen, hätt d'Betriber an domadder d'Kompetitivitéit net a Fro gestallt, mä et hätt de Leit awer ënnert dem Strëch méi bruecht.

Wann een näämlech den Agangssteiersaz an d'Luucht setzt, da sinn d'Steieren ewech an et ass gläichzäiteg de Package vun de Solidaritéitssteieren ewech. A mir sinn als CSV där Meenung - awer et ass jo nach ëmmer méiglech, d'Regierung kënnt jo eréischt d'nächst Woch mat der Steierreform -, dass een deen Agangssteiersaz misst an d'Luucht setzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Kleesche war gëschter.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da belaascht een net, da belaascht een näämlech net…

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, de Kleeschen ass gëschter komm!

Une voix.- Si hunn ugefaangen!

(Hilarité et interruptions)

Une autre voix.- Dir schwätzt vum Houseker!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wien huet d'Wuert, Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et huet just een d'Wuert, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Okay, Merci, Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir schwätzt net!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt dofir nach eng Kéier soen: D'Regierung huet jo d'Méiglechkeet, d'nächst Woch nach Amendementer ze maachen an den Agangssteiersaz méi an d'Luucht ze setzen, fir dass déi Leit, déi de Mindestloun hunn oder bis 120% vum Mindestloun hunn, kënne vun der Steier befreit ginn. Datselwecht spillt bei der Solidaritéitssteier. Dat géif sécherlech dozou bäidroen, fir déi Famillen nach zousätzlech ze entlaaschten, an et géif d'Betriber net belaaschten. Well näämlech de Problem jo do war bei deem Zukunfts- oder Spuerpak - deemno wéi een et seet -, mat der Erhéijung vun der TVA, mat der Sträichunge vun den Allocatiounen, déi alleguerte stattfonnt hunn, dass et virun allem déi kleng Leit sinn, déi verluer hunn. Et si virun allem déi kleng Leit, déi et am meeschte getraff huet. An dofir si mir der Meenung, dass een och iwwert dee Wee dat nach kéint redresséieren.

Et muss ee jo och kucken, wann ee vu sozialer Gerechtegkeet schwätzt, wat dat ass. An ech kommen do op dem Här Minister seng Servicer, déi hu jo d'lescht Woch zesumme mam Statec eng Analys erausginn, déi huet geheescht Rapport „Travail et cohésion sociale", an do gesäit ee jo och, wéi vill Leit dovu betraff sinn a wat fir eng Leit dovu betraff sinn an dass een och do weider néideg hätt, deene Leit ze hëllefen, well déi Leit hunn net vun der wirtschaftlecher Entwécklung profitéiert wéi all déi aner. Wann een do kuckt, gesäit een, dass déi 10% vun deene räichste Stéit 22,7% vun de Revenuen hunn an déi 10% um Wupp nëmmen 3,5%. An dann ass et kloer, dass fir déi Stéit a Familljen, déi mam Mindestloun liewen, hei hätt misse méi dra sinn! Besonnesch, an ech widderhuelen et, well grad déi Kategorie vun der Populatioun an der éischter Halschent vun dëser aktueller Legislaturperiod vill zougemutt kritt huet a ganz vill verluer huet, a well dat am Prozentsaz vis-à-vis vun deenen anere vill, vill méi ass an déi dat och vill méi spieren.

Et muss ee jo och wëssen, och wann, wéi den Här Engel hei ënnerstrach huet, se elo de Mindestloun kréien an e bësse bei de Steiere kréien a se och nach den Index kréien: Ma den Index kritt all Mënsch, an deen Index ass näischt, wat elo eleng deenen heite Leit zousteet, mä alleguerten de Leit. Dofir fannen ech et net gutt, wann een hei Mindestlounpolitik an Indexpolitik zesummen an een Dëppe mécht, well den Index ass eppes, wat all Mënsch kritt, an de Mindestloun hei u sech ass eppes, fir deenen ënneschte Schichten ze hëllefen. Et spillt och herno an de Plaffonge bei der Sozialversécherung, jo, mä et geet awer och virun allem drëm, deene Leit, déi ënne sinn, ze hëllefen!

Et geet drëm, fir deene Leit d'Kafkraaft ze garantéieren, d'Kafkraaft, well et sinn déi Leit, déi déi Suen, déi se bäikréien, och an d'Wirtschaft droen; et sinn déi, déi se an de Commerce droen, also wier dat och e Gewënn fir jiddwereen, an et sinn net grad déi Stéit, déi mam Mindestloun liewen, déi am Floribus liewen! Mä et wier gutt gewiescht, wann do eppes geschitt wär.

Déiselwecht Fro kann ee sech stellen, an ech hat dem Här Minister se scho gestallt an der Kommissioun, an dofir erënneren ech och nach eng Kéier drun: Am Budget 2017 ginn 72 Milliounen net méi abezuelt vun der Regierung an de Fonds pour l'emploi, well näämlech genuch iwwer aner Weeër an de Fonds pour l'emploi kënnt - dat ass am Budgetsprojet 2017 nozeliesen -, an do hätt ee sech och do kënnen d'Fro stellen, ob een net en Deel dovunner hätt awer kënnen deene klenge Leit zoukomme loossen iwwert de Wee vun der Solidaritéitssteier.

Dann hätt ee gesot: Mir maachen eng aner Ëmverdeelung an et ass net de Stat, deen déi 72 Millioune sträicht, mä mir maachen eppes bei deenen ënneschte Schichten. Mat der Steierbefreiung, weess ech jo, bezuele se automatesch keng Solidaritéitssteier méi. Dann hätt een alles dat kënne mat berücksichtegen. An ech ginn nach ëmmer dovun aus an ech hoffen nach ëmmer, dass, wéi den Här Engel et virdru gesot huet, d'Sozialistesch Aarbechterpartei deen néidege Rééquilibrage ka maachen. Dat ass jo d'nächst Woch bei der Steierreform méiglech, dass et do dann zu engem Rééquilibrage kënnt, an dat och am Interesse vun deene klenge Leit.

Well ech wëll drun erënneren, 2010 hunn d'Betriber 50 Millioune Solidaritéitssteier bezuelt an d'Personne-physiquë 50 Milliounen. 2014 hunn d'Betriber 100 Millioune bezuelt an d'Personne-physiquen 300 Milliounen! Dofir war et dann och méiglech, elo am Budget déi Kierzung ze maachen. Mä et hätt ee se jo net misse maachen. Et hätt ee se och kënne bei de Leit maachen, et hätt ee se och kënne bei deene Schichte maache bis 120% vum Mindestloun, dass déi keng Steiere méi ze bezuelen hätten.

An iwwregens, déi Iwwerleeung maachen ech jo net eleng! Déi Iwwerleeung gëtt jo och nach vun anere Leit gemaach! Net nëmmen d'CSV brëngt déi Iwwerleeung! Mä ech liesen am „Tageblatt", dass den OGB-L och d'Fro opgeworf huet, an dat an enger Pressekonferenz vum Här Roeltgen den 10. November 2015, wou den Här Roeltgen och déi Fro do gestallt huet, ob een dat net kéint esou regléieren. Dofir nach eng Kéier mäin Appell: D'Regierung huet jo nach d'Méiglechkeet, dat ze maache bis d'nächst Woch, fir dat och an d'Wee ze leeden.

Elo kann een natierlech soen, an ech ginn dovun aus, dofir huelen ech dem Här Schmit dat scho virewech, e seet: „Majo, mir hunn awer zesummen nach eng Kéier décidéiert, d'Solidaritéitssteier unzehiewen an der viregter Legislaturperiod." Jo, mä do hate mer awer eng aner finanziell Situatioun! Do hate mer eng ganz aner finanziell Situatioun an do hu mer net ugefaangen, iwwerall lénks a riets auszedeelen, mä do hu mer alles gemaach, fir d'Finanzen zesummenzekréien a fir am Fonds pour l'emploi och déi néideg Suen ze hunn, fir dat ze maachen. An dat huet jo geännert! Well soss kéinte mer jo net gläichzäiteg all déi Reforme maachen, wou mer elo op eemol de Leit erëm alles dat wëllen erëmginn, wat mer hinnen deemools geholl hunn. Da wier och hei eng Méiglechkeet gewiescht, bei der Solidaritéitssteier de Leit dat erëmzeginn, wat mer hinne geholl hunn.

Et muss ee sech jo d'Fro stellen: Maache mer nach méi eng grouss Zweedrëttelgesellschaft - zwee Drëttel, deenen et gutt geet, an een Drëttel, dee struewelt? Well dat Ganzt betrëfft jo net nëmmen d'Leit mam Mindestloun! Dat betrëfft jo och déi Leit, déi wunnen! Well dee gréissten Deel vum Loyer jo och doriwwer berechent gëtt. Dat betrëfft déi Elengerzéiend.

An ech wëll drun erënneren: Virun dräi Joer ass heibannen eng grouss Debatt gefouert ginn, dass ee misst eppes maachen, fir deenen Elengerzéiende massiv kënnen ze hëllefen, an do géifen Akzenter gesat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et si méi wéi zwee an en halleft Joer bis elo vergaangen. Vun deenen Akzenter fir déi Elengerzéiend hunn ech nach näischt gesinn! Mä et ka jo sinn, d'nächst Woch - also ech gleewe jo un alles -, dass d'nächst Woch bei der Steierreform och do nach Méiglechkeete kommen, fir dass mer och deene Leit, deenen Elengerzéier, majoritär Fraen, déi Hëllef kënne ginn, déi si brauchen.

Et ass datselwecht bei Jonken, déi an enger prekärer berufflecher Situatioun sinn. Et ass och bei de Laangzäitchômeuren iwwer 45 Joer, un deene jo vill Betriber, wou mer alleguerte wësse firwat, net méi grad interesséiert sinn. Mä och déi mussen da mat deem Loun weider liewen! An och do gëtt de Réemploi an alles dat, wat mer jo nach hunn, respektiv wat mer aneres wäerten an Zukunft hunn, och ëmmer am Verglach zum Mindestloun gestallt.

Ech kéint elo nach weiderfueren an nach vill Opzielunge maachen. Mä ech wëll dat net, well mir gesinn eis jo nach d'nächst Woch an d'iwwernächst Woch bei deene verschiddensten Themen dozou erëm.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer Etüde maachen, dass mer „space mining" maachen. Wou ass Lëtzebuerg drun? Wou leien eis Kompetenzen? Mä mir sollen awer och, an dat huet eis an der Vergaangenheet ëmmer guttgedoen, net eleng nëmmen no de Stäre gräifen, mä mir mussen och kucken, fir deene Leit, déi an deenen ënneschte Schichte sinn, ze hëllefen. An dat, hunn ech d'Gefill bei dësem Projet bis elo - mä d'nächst Woch kënnt jo nach -, vergësst d'Regierung. Et ass jo Sputt do, fir Rééquilibrage ze maachen, a mir wiere frou gewiescht, wann dee Rééquilibrage gemaach gi wier!

Mä elo, wat de Projet hei elo eleng u sech ubelaangt, wäert d'CSV de Mindestloun matstëmmen. A mir si frou, dass domadder emol 46.000 Leit gehollef gëtt. A mir sinn dovun iwwerzeegt, dass jo da mat där Hoffnung, déi mer hunn, d'nächst Woch déi nächst Etapp och fir déi kleng Leit wäert nokommen, dass se och nach do da bei dem steierleche Wee mat entlaascht ginn an dass se domadder nach eng zousätzlech Kafkraaft kréien, déi iwwert déi 1,4% erausgeet an déi gläichzäiteg d'Kompetitivitéit vun de Betriber net a Fro stellt. Well et ass och wichteg, dass mer kompetititv Betriber behalen an dass mer och do net all déi Belaaschtungen op eng Säit drécken. Mä iwwert de Wee vun den direkte Steiere wier dat sécherlech méiglech.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Spautz, erlaabt Der, den Här Engel wollt eng Fro stellen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, den Här Cruchten, mengen ech, hat och eng gestallt.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Ech wollt just, Här President, de Kolleegen heibannen an dem Här Spautz soen, dass hie ganz recht huet mat deem, wou e mech drop opmierksam gemaach huet an d'Leit heibannen drop opmierksam gemaach huet, dass et net 30, mä 26,9 ass. Dat muss mech gëschter am Kader, wou ech meng Ried geschriwwen hunn, bei där Freed, déi ech hat, dass et de Kleeschen awer nach gëtt, dat muss mech esou perturbéiert hunn, dass ech do direkt eng Oprënnung gemaach hu vu 26,9 op 30.

Et ass awer richteg, wéi Dir gesot hutt: Et ass 26,9 an net 30, wéi ech a menger Ried gesot hunn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Maacht Dir dann elo den Ënnerscheed…, deelt Dir elo den Ënnerscheed bei deene 46.000 Leit aus, jo!?

Den Här Cruchten hat och eng Fro gestallt.

(Interruption par M. Georges Engel)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech gesinn, dass Dir domat d'accord sidd, dass en eng Fro stellt. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Här Spautz, ech wollt Iech froen, well ech Iech net richteg verstanen hat: Ganz am Ufank hutt Der gesot, et hätt ee jo kënnen, wann een elo net de Mindestloun gehéicht hätt, hätt een dat kënnen apaken an eng weider Reform vun de Steieren, et hätt een do kënnen am Fong de Géigewäert, deen een elo am Mindestloun gëtt, hätt ee kënnen iwwert d'Steiere redistribuéieren, dann hätt dat d'Entreprisen och manner kascht. Oder hunn ech Iech do net richteg verstanen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do hutt Der mech da falsch verstanen, Här Cruchten. Ech hu genau gesot, dass een iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun eraus, iwwert déi 1,4%, déi ee mécht, och nach zousätzlech kéint iwwert de steierleche Wee eppes maachen, doduerch dass een den Agangssteiersaz hieft. Dann ass gläichzäiteg do keng Solidaritéitssteier méi geschéllt, soudass iwwert dee Wee d'Leit och an deenen ënneschte Schichten nach méi Sue kréien. Mä dofir muss een den ënneschten Agangssteiersaz an d'Luucht setzen, fir dass d'Leit zousätzlech kënnen do driwwer profitéieren.

Mä wann Är Propos sollt sinn, mir géife bis 120% vum Mindestloun den Agangssteiersaz op null setzen, also, da musst Der et soen! Mä de Moment ass dat net virgesinn. Et sief dann, muer kéim nach en Amendement. Mä do si jo aner Leit heibannen, déi besser Bescheed wëssen an der Steierreform wéi ech, dass mer dann den ënneschten Agangssteiersaz an d'Luucht setzen.

(Brouhaha)

Nach een? Wann net, dann nach eng Kéier Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Spautz. An eng gutt Gesondheet!

(Interruption)

Une voix.- Merci!

Une autre voix.- Dat ass d'Klima.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d'DP.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Nach e Sozialist.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass un lech.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, de gesetzleche Mindestloun huet zu Lëtzebuerg eng grouss a laang Tradition. Et kënnt net vun ongeféier, dass mir den héchste Mindestloun a ganz Europa hunn. Mir erfëllen an deem Sënn och eng Zort Virbildfunktioun. Mëttlerweil hunn 21 vun den 28 Memberstaten an der Europäescher Unioun e gesetzleche Mindestloun. Och Däitschland ass dat lescht Joer nogezunn. An en éischte Bilan ass, wéi et schéngt, ganz positiv an dee vu verschiddene Säite gefaarten negativen Effet op déi däitsch Wirtschaft oder op den däitschen Aarbechtsmaart ass ausbliwwen.

Wann ech soen, dass 21 vun 28 EU-Memberstaten e Mindestloun hunn, dann heescht dat net, dass d'Salariéen an engem Mindestlounland et iwwerall d'nämlecht gutt hunn. Ech denken do u Beispiller wéi Rumänien oder Bulgarien, wou ronn een Euro d'Stonn bezuelt gëtt.

Jo, eise Mindestloun zu Lëtzebuerg ass immens héich am europäesche Verglach. De Montant vun an Zukunft 11,27 Euro d'Stonn relativéiert sech awer e bëssen, wann een, éischtens, d'Liewenskäschte mat virop dem Logement zu Lëtzebuerg a Betruecht zitt, an zweetens de Mindestloun a Relatioun mat der allgemenger Lounentwécklung stellt. Effektiv ass d'Unhiewe vum Mindestloun jo direkt un déi allgemeng Lounentwécklung gebonnen. Och wann dat keen direkten Automatismus ass, géif ech dës Virgoensweis trotzdeem als net politesch qualifizéieren.

D'DP steet zum Prinzip, dass ee vu senger Aarbecht muss kënne liewen. Mir wëssen alleguer, dass dat mam Mindestloun zu Lëtzebuerg net ëmmer einfach ass. Grad dofir ass et esou wichteg, dass d'Gefäll tëscht der genereller Lounentwécklung zu Lëtzebuerg an dem Mindestloun net weider klëmmt.

Ech erënneren un e wichtegen, elementaren Ënnerscheed: De Mindestloun zu Lëtzebuerg ass Lounpolitik, den RMG ass Sozialpolitik! An deem Kontext wëll ech dann och nach eng Kéier rappeléieren, dass och den RMG un d'Augmentatioun vun der Lounentwécklung ugepasst wäert ginn, eppes wat déi lescht zwou Kéieren net de Fall war. Et ass gutt a richteg, dass dat elo erëm geschitt, fir ze verhënneren, dass den Écart tëschent Mindestloun an RMG weider auserneegeet, well och wa mir der Meenung sinn, dass schaffe goen ëmmer méi rentabel muss si wéi net schaffe goen, kann et ëmmer eng Kéier enger Persoun geschéien, dass si an eng Noutsituatioun geréit a mam RMG iwwert d'Ronne muss kommen.

D'Demokratesch Partei stoung a steet fir sozial Gerechtegkeet, geneesou wéi och fir Leeschtungsgerechtegkeet. Am allerléifsten hätte mir jo, wa mer kee Salarié zu Lëtzebuerg hätten, dee just deen onqualifizéierte Mindestloun géif verdéngen. Dofir wëllt d'DP och weiderhin Initiative förderen, déi et onqualifizéierten Employéen erméiglechen, sech an hirem Beruff weiderzebilden.

Muncheree gesäit de Mindestloun als Belaaschtung u fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber. Ech wëll net behaapten, dass en héije Mindestloun ëmmer zum Virdeel vun all Betrib ass. Et muss een awer op där anerer Säit soen, dass d'Erfollegsrezept vum Lëtzebuerger Modell nach ni op sozialem Dumping baséiert huet, an dat wëlle mir och an Zukunft net.

Ech wëll an deem Kontext och eng Kéier ganz kloer soen, dass de Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg duerch en attraktiivt steierlecht Ëmfeld mat dozou bäidréit, dass mer esou en héije Mindestloun kënnen hunn. Dofir sinn d'Steiererliichterungen am Kader vun der Steierreform och net als Kaddo fir d'Patronat ze bezeechnen, wéi dat emol deen een oder anere ganz gäre gesäit. Et muss een ëmmer déi zwou Säite vun der Medail betruechten, an d'Demokratesch Partei steet zu deenen zwou Säiten.

Mäi gudde Kolleeg, den Alexander Krieps, huet op dëser Tribün eng Kéier Folgendes gesot, an elo passt gutt op: „D'Adaptatioun vum Mindestloun ass de Kollektivvertrag vun deene Leit, déi keen esou e Vertrag hunn."

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Alexander Krieps et hilarité générale)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech fannen dat eng ganz gutt Analogie.

(Interruption et hilarité)

Ech fannen dat eng ganz gutt Analogie, déi et derwäert ass ze widderhuelen. Duerch dat regelméissegt Upasse vum Mindestloun profitéieren also bei erfollegräiche Kollektivverträg betreffend Gehaltsupassungen net nëmmen d'Employéen, déi ënnert dee Vertrag falen, mä indirekt och all déi Salariéen, déi ënner kee Kollektivvertrag falen an de Mindestloun kréien.

D'Demokratesch Partei huet sech där Virgoensweis nach ni verweigert a wäert haut och net domat ufänken. Ech ginn domat hei den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a wëll dem Rapporteur, dem Här Engel, Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lamberty. An d'Wuert huet direkt den Här Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, fir d'Éischt emol e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Georges Engel, deen dat am Detail hei virgedroen huet. An ech wéilt och nëmme ganz kuerz mech zu deem Projet de loi hei äusseren, dee mer och haut elo hei zum Vott hunn. Duerfir sinn ech e bësse verwonnert iwwer mäi Virvirriedner, deen u sech relativ wäit ausgeholl huet a schonn e bësse virgegraff huet op déi Debatten à voir, op déi, déi nächst Woch komme respektiv déi Woch duerno eben am Kader vum Budget.

De Mindestloun ass ugepasst ginn a soll ugepasst gi mat dësem Gesetzestext un d'Entwécklung vun den allgemenge Gehälter, an zwar ëm 1,4%. Deene Gréngen ass dat ganz wichteg, dass dat geschitt. Et ass scho virdru gesot ginn, dass et net onbedéngt eng Mussesaach ass, mä dass et awer ganz normal ass, wann een och soziale Fridde wëllt halen, dass een u sech de Mindestloun, also de Loun vun deenen, déi am mannsten hei zu Lëtzebuerg verdéngen, eropsetzt an upasst.

Et betrëfft, et ass och scho virdru gesot ginn, ëmmerhi bal 9% vun de Salariéen aktuell, an zwar 46.000 Leit. Duerfir mengen ech, dass dës kleng Steigerung och deene Leit wäert hëllefen, fir hir Situatioun, och wann dat nëmme marginal ass an nëmme ganz ageschränkt ass, ze verbesseren.

A mir verstinn duerfir als Gréng och net d'Positioun vun der Chambre de Commerce, déi se an hiren Avis ofginn huet, fir ze soen, dass se dësem Projet de loi an dëser Adaptatioun vum Mindestloun net kéint zoustëmmen.

Déi Zoustëmmung vun de Gréngen ass ëmgekéiert proportional zu der Längt vu menger Ried, an zwar ass se ganz grouss zu dësem Projet de loi, an ech géif den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Anzia. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass regelméisseg, datt mer hei an der Chamber eng Diskussioun féieren iwwer e Projet de loi fir d'Upassung vum soziale Mindestloun. Zum Beispill bei de Renten hu mer déi Diskussioun ofgeschaaft. Do geschitt et automatesch. Mä ech fannen et awer wichteg, datt mer fir de Mindestloun all Kéiers e Projet de loi maachen, well et wichteg ass, datt mer och hei an der Chamber méi oft iwwert de Mindestloun schwätzen.

De Mindestloun geet elo den 1. Januar 2017 ëm 1,4% an d'Luucht, an dat betrëfft, et ass gesot ginn, 46.000 Leit. Den normale Mindestloun geet ëm 26,9 Euro erop an de qualifizéierte Mindestloun ëm 32,28 Euro. Mir schwätzen hei vu Bruttochifferen. Dat heescht, déi Leit kréien dat net eraus. Do ginn nach d'Soziallaaschten of, Krankekeess, Fleegeversécherung a minimal, jee nodeem, och nach Steieren.

Et kann een also net vun enger massiver Erhéijung schwätzen, well Leit herno 22 bis 23 Euro netto de Mount bäigesat kréien. An de Kolleeg Georges Engel, deen hei gesot huet, dat géif de Sozialiste gutt zu Gesiicht stoen, an deen ëmmer vun 30 Euro geschwat huet: Dat ass wahrscheinlech éischter dat schlecht Gewësse gewiescht, wat do zum Ausdrock komm ass fir déi minimal Augmentatioun, déi dat heiten ausmécht, well en huet näämlech nach d'Steierreform derbäigezielt an nach den Index derbäigezielt, fir datt et iwwerhaapt eppes Sichtbares soll ginn.

Den Här Engel huet gesot, dat géif de Sozialiste gutt zu Gesiicht stoen. Bon, mir hu virun e puer Deeg en Accord salarial an der Fonction publique ausgehandelt, dat war och e sozialistesche Minister. Do setze mer 1% bäi, mir setzen 1,5% bäi an d'Allocation de repas, déi geet vun 110 op 144 erop, also 33 Euro geet déi erop, méi wéi de Mindestloun geet d'Allocation de repas erop. An et ass kee Brutto-, mä et ass en Nettochiffer, well do gi keng Steieren drop bezuelt. An och déi kréien den Index, an och déi kréien d'Steiererliichterung, an och déi kréien déi 0,5% Krisesteier nogelooss, déi déi aner net nogelooss kréien, well se net drënnergefall sinn.

Also wa mer déi zwee matenee vergläichen, da verstinn ech, datt e Sozialist hei e schlecht Gewëssen huet, fir ze soen, datt de Mindestloun ongeféier netto 23 Euro an d'Luucht geet.

Et muss een also gesinn, wa mer hei elo esou maachen, wéi wa mer Gott weess wat fir déi Leit do géife maachen, dann ass dat eng gewëssen Heuchelei, well mer gesinn, wat mer alles hei am Land ausdeelen, an eis dann heihinner bretze kommen an esou maachen, wéi wa mer elo wierklech emol eppes fir déi dote Leit gemaach hätten. Dat ass eng Drëps fir déi Leit! Well wat kann ee sech fir 22 Euro de Mount weider leeschten!?

A wa mer bedenken, datt dës Regierung eng TVA-Erhéijung gestëmmt huet, wou déi Leit hei voll getraff gi sinn, an an der Regierungskoalitioun sëtzen zwou Parteien, déi gréng an d'Sozialisten, déi an hire Wahlprogrammer geschwat hu vun där onsoziaalster Steier, déi et géif ginn: d'TVA. An dat Éischt, wat se gemaach hunn, wéi se an d'Regierung komm sinn, ass, se hunn déi onsoziaalst Steier, d'TVA, erhéicht, vun där déi heite Leit, laut hirem Wahlprogramm, am meeschte getraff ginn. Dat hu se gemaach. An déi Leit hunn duerch d'TVA-Erhéijung vill méi Ausgabe kritt wéi déi Grimmel, déi se elo hei bäikréien!

Duerfir solle mer wann ech gelift mat de Féiss um Buedem bleiwen! Et ass gutt, datt mer en upassen, mä ëm Gottes Wëllen, kommt net heihinner a klappt Iech op d'Schëller, wéi wann Der eppes Grousses hei gemaach hätt! Da setzt dat emol an de Gesamtkontext vun Ärer Politik, da musst Der Iech schummen, wat Der hei fir déi kleng Leit am Land maacht!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir stellen och fest generell - et ass elo net mam Mindestloun -, datt d'Léin hei am Land zréckginn, datt mer ëmmer méi Leit hunn, déi um ënneschten Niveau ugesidelt ginn. Wa mer d'Konte kucke vun dësem Joer, an dat hu mer déi leschte Kéier an der Finanzkommissioun gekuckt, gesi mer, datt mer manner Lounsteier erakréie wéi déi Jore virdrun. An op d'Fro, wéi mer d'Analys an der Finanzkommissioun gemaach hunn, huet de Finanzminister eis gesot: „Jo, mir hu wuel 15.000 Leit an engem Joer méi beschäftegt, mä mir hu manner Lounsteier erakritt, an zwar sinn déi Leit mat héije Léin, déi an d'Pensioun gaange sinn, duerch Leit mat niddrege

Léin an der Regel ersat ginn." Dat heescht, datt generell e Loungefäll no ënnen ass, well soss hätt ee misse bei 15.000 neien Astellunge pro Joer jo och méi Lounsteier erakréien. Mä et ass e massive Réckgang, deen et bei dem Loun gëtt.

Et ass richteg, wat hei gesot ginn ass vu mengem Virriedner - den zweete Virriedner, mengen ech, war et -, datt et wichteg ass, datt mer de Mindestloun hunn. Mir bräichte kee Mindestloun ze hunn, wa mer am ganze Land flächendeckend Kollektivverträg hätten. Mä mir hunn net iwwerall Kollektivverträg. Mir hu grouss Secteuren, wou mer Kollektivverträg hunn. Mä mir gesinn awer, datt 46.000 Leit ënnert de Mindestloun falen, also gëtt et zumindest 46.000 Leit, déi ënner kee Kollektivvertrag falen. An duerfir ass et gutt, datt mer d'Gesetz vum soziale Mindestloun hunn, well dat ass, wéi richteg gesot ginn ass, am Fong de Kollektivvertrag fir déi Leit, déi kee Kollektivvertrag hunn, deen tëschent Patronat an de Gewerkschaften ofgeschloss ginn ass.

Mir mussen also wëssen, datt mer hei eng Erhéijung maachen, bei där wuel duerch d'Gesetz geregelt ass, wéi se berechent gëtt an een och net kann elo eppes anescht rechnen. Mä näischt verhënnert, datt een higeet an datt ee seet: „Mir erhéije méi wéi dat, wat sech aus där Rechnung erginn huet." Mä hei gëtt also just dat gemaach, wouzou mer duerch d'Gesetz verflicht sinn, mä et ass kee politesche Geste, deen hei derbäikënnt.

An duerfir, wéi gesot, wäert d'ADR dëse Projet stëmmen. Mir soen awer ganz kloer: Et soll kee sech heibanne bretzen, datt mer haut de Mindestloun erhéicht hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wa mer haut hei iwwert de soziale Mindestloun schwätzen, da schwätze mer iwwert de Loun, fir deen hei zu Lëtzebuerg knapp 50.000 Leit all Dag schaffe ginn. Hannert där plakeger Zuel verstoppe sech awer ganz dacks kierperlech an och psychesch ganz penibel Aarbechtsrealitéiten. An et handelt sech bei deene Salariéë ganz dacks ëm Leit, déi schwéier schaffe musse fir e Loun an dobäi eben an der Gehälterskala ganz ënnen ugesidelt sinn. Et sinn och zum Deel visibel Aarbechtsrealitéiten, well Leit, déi fir de Mindestloun schaffen, leeschten an der Regel Servicer, déi déi allermeescht vun eis dobaussen alleguer all Dag an Usproch huelen, vläicht oft, ouni sech däers esou bewosst ze sinn, datt déi Leit, déi déi Aarbechte maachen, de Mindestloun kréien.

Och d'Chamber, eis Chamber hei hëlt Aarbecht vu Leit, déi fir de Mindestloun schaffen, an Usproch, sief et duerch Salariéen, déi all Dag d'Gebai propper maachen an d'Büroe botzen, oder déi, déi elo grad amgaange sinn, d'Fënsteren an de Fraktiounen ze botzen. Et sinn awer och Leit, déi bei Privatfirme schaffen, déi ënner deelweis ganz komesche Bedéngungen uechter d'ganzt Land Päck liwweren. An zu de Mindestlounempfänger gehéieren och ganz dacks privat Sécherheetsbeamten, déi nuets oppassen, och elo grad, datt hei um Chrëschtmaart déi eis alleguer esou wichteg Krëppchen net geklaut gëtt.

An all déi Leit hunn déi lescht Jore fir e Vollzäit-Mindestloun vun 1.922 Euro geschafft, wat netto net vill méi wéi 1.700 Euro sinn. A si wäerte mat der Upassung, iwwert déi mer elo diskutéieren, an Zukunft 1.949 Euro brutto de Mount verdéngen. Dat si 26,9 Euro de Mount an 1,4% méi, eng Erhéijung, déi opgrond vum geklommenen Duerchschnëttsloun errechent gouf.

Dat ass kee grousse Sprong, dat ass richteg, an et geet an eisen Aen och net wäit genuch. Mä mir sinn awer och net déi Eenzeg, déi mengen, datt et net wäit genuch geet. Dat soen och d'Gewerkschafte scho méi laang, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg ze niddreg ass. Och d'Caritas seet dat. An och d'Salariatskummer huet an hirem Avis zu dësem Projet nach eng Kéier dorobber higewisen.

Et ass awer nawell eng ganz bescheide Verbesserung, an deementspriechend stëmme mir dat Gesetz hei natierlech och mat.

D'Philosophie, déi hannert dem Gesetz hei steet, d'Logik, déi hannendrun ass, beseet eigentlech, datt deen ënneschten Niveau vu Loun ugepasst gëtt un déi allgemeng Entwécklungen. Et ass also e relative Wäert an eng relativ Upassung vum Mindestloun. Et ass och eng Upassung, déi nodréiglech stattfënnt, also d'Lounentwécklung ass déi zwee Joer fest, zwee Joer virdrun huet se sech entwéckelt, si gëtt festgestallt an de Mindestloun gëtt deementspriechend ugepasst.

Fir eis stelle sech awer och an deem heite Kontext eng Rëtsch fundamental Froen am Bezuch op de Mindestloun an iwwerhaapt d'Entlounung vun der Aarbecht, déi mat dëser Upassung vum Mindestloun net komplett beäntwert kënne ginn, mä déi mer awer eescht diskutéiere missten a wou mer och hoffen, datt mer dat an Zukunft hei an der Chamber och nach maache wäerten. Froen ewéi: Wéi evoluéieren d'Léin par rapport zu de Benefisser an de Kapitalrevenuen? Wéi en Impakt hunn déi grouss Lounënnerscheeder an den déiwe Montant vum Mindestloun op Inegalitéiten an eiser Gesellschaft? A wéi héich misst oder muss e Loun iwwerhaapt sinn, fir hei zu Lëtzebuerg anständeg oder dezent liewen ze kënnen?

Am Rapport iwwert dëst Gesetz gëtt de wirtschaftleche Kader vun der Mindestlounerhéijung kuerz ëmrass. 2014 an 2015 ass déi lëtzebuergesch Ekonomie ëm 4,1% respektiv 4,8% gewuess. An därselwechter Zäit ass dann den Duerchschnëttsloun, deen hei als Grondlag fir d'Augmentatioun vum Mindestloun geholl gëtt, ëm 1,4% geklommen.

E wirtschaftleche Wuesstum vun 9% an en duerchschnëttlechen Zouwuess vum Loun ëm 1,4%: Den iwwergroussen Deel an deene leschten zwee Joer vun deem erschaffte Wuelstand ass also net an d'Léin gaangen. Déi Leit, déi vun hirem Loun liewe mussen, kréien also just e klengt Stéck vun deem Kuch mat. An et ass och dës ongerecht primär Opdeelung vum Räichtum tëschent Aarbecht a Kapital, déi an eisen Aen den Humus ass fir d'Ongläichheet an eiser Gesellschaft.

Duerfir menge mir och net, datt d'Léisung an éischter Linn doranner besteet, eng weider Steierentlaaschtung ze maachen op 120% vum Mindestloun, wéi dat, wann ech dat richteg verstanen hunn, vun der CSV proposéiert ginn ass. Mä si besteet an enger Lounerhéijung vun deem ënneschten Niveau. Well et ass och just déi Lounerhéijung, déi et méiglech mécht, datt d'sozial Kotisatioune kënnen erhuewe ginn. Vun enger Steierentlaaschtung gi keng sozial Kotisatiounen erhuewen an och keng sozial Rechter fir déi Zäit, wou ee keng Aarbecht huet oder méi huet, wéi zum Beispill an der Pensioun.

Wa mer elo awer an der Analys nach e Schrëtt weiderginn an ee sech d'Ënnerscheeder an der Lounentwécklung ukuckt, da stellt een och fest, datt déi Ënnerscheeder insgesamt an der Lounentwécklung klammen. D'Chambre des Salariés huet an hirem leschte „Panorama social" gewisen, datt déi héich Léin an deene leschten 20 Joer ëm 70% geklomme sinn, déi mëttel ëm 64% an déi niddreg ëm 47%.

Och am Rapport, deen dësem Gesetzesprojet bäiläit, kann een déi Tendenz weider erkennen. E Salarié, dee sech mat sengem Loun an deenen ieweschte 5% vun der Lountabell befënnt, verdéngt haut véiermol esou vill wéi e Salarié, dee sech an deem ënneschte Fënneftel vun der Tabell befënnt. An deen Écart geet weider erop.

Wann ee sech schliisslech de Wäert vum Mindestloun ukuckt, da verschäerft sech de Constat vun der Ongläichheet weider. Der rezentester Berechnung vun der OECD no war de Mindestloun zu Lëtzebuerg emol net d'Halschent vum Duerchschnëttsloun. Dat Verhältnis ass effektiv iwwert d'Joren onverännert bliwwen, mä huet sech besonnesch an deene leschte Joren zuongonschte vum Mindestloun entwéckelt.

Déi Entwécklungen, déi mer effektiv zënter Jorzéngten an Europa an och an deene leschte Jore verstäerkt zu Lëtzebuerg gesinn hunn, hunn effektiv desastréis Konsequenze fir de sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Eng an déi wahrscheinlech schlëmmste Konsequenz ass déi wuessend Aarmut.

An am Kontext vun dëser Debatt: d'Aarmut vun de Leit, déi schaffen. Leit also, déi mat hirem erschaffte Loun, och wa se eng voll Tâche hunn, kaum oder schlecht iwwert d'Ronne kommen. An do affichéiert Lëtzebuerg mat bal 11% deen héchsten Taux vum Risk, datt een, och wann ee voll schafft, nawell et net packt, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, deen héchsten Taux am Europa vun deene 15 - also vun deem alen Europa, wann een esou soe kann - vun „working poor".

Natierlech ass de Loun net deen eenzege Kritär, an den Här Engel huet dat och virdru gesot, deen et ausmécht, ob een en „working poor" ass. Mä nawell ass et e Kritär, deen entscheedend ass, an et ass deen Hiewel, deen een eigentlech am direktste misst usetzen, fir ze verhënneren, datt Mënschen, déi schaffen, an d'Aarmutsfal ofrutschen, respektiv fir iwwerhaapt et erëm ze erméiglechen, do erauszekommen. An dozou gehéiert eben d'Lounpolitik.

An och do setzt déi Motioun, déi ech elo dem Här President déposéieren, an. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

1) que le nombre des salariés rémunérés au voisinage du salaire social minimum s'élève à 12,4%, ce qui correspond à 45.204 personnes;

2) que les modulations de l'indexation des salaires depuis 2006 ont considérablement dévalué le pouvoir d'achat de tous les salariés au Luxembourg et que les salariés rémunérés au salaire social minimum légal en sont particulièrement concernés;

3) que le Luxembourg a ratifié la disposition 4-1 de la Charte sociale européenne qui engage le Luxembourg à reconnaître le droit des travailleurs à une rémunération suffisante pour leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie décent;

4) que le Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe, qui statue en droit sur la conformité des situations nationales avec la Charte sociale européenne, établit que la situation est conforme à la Charte lorsque le salaire net le plus bas est supérieur à 60% du salaire net moyen;

5) que le Comité européen des droits sociaux conclut dans son rapport d'activité de 2014 «... que la situation du Luxembourg n'est pas conforme à l'article 4-1 de la Charte de 1961 au motif que le salaire minimum applicable aux travailleurs du secteur privé ne suffit pas à assurer un niveau de vie décent»;

6) que le Luxembourg affiche avec 10,8% en 2015 le taux de risque de pauvreté laborieuse le plus élevé parmi les pays de l'UE-15;

invite le Gouvernement

- à mettre la situation luxembourgeoise en conformité avec la Charte sociale européenne en augmentant le SSM dans les meilleurs délais à un niveau assurant aux salariés, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie décent;

- à présenter à la Chambre des Députés un plan d'action afin de lutter contre le phénomène de la pauvreté laborieuse («working poor»).

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- D'Grondzich vun deem, wat ech elo gesot hunn, fanne sech näämlech am Artikel 4 Paragraf 1 an der Europäescher Sozialcharta vum Europarot erëm, dee seet: «En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à une rémunération équitable, les Parties s'engagent: 1. à reconnaître le droit des travailleurs à une rémunération suffisante pour leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie décent;».

Lëtzebuerg huet dës Dispositioun vun der Sozialcharta ratifizéiert an de Comité européen des droits sociaux vum Europarot, deen d'Konformitéit vun de Situatiounen an deene jeeweilege Länner par rapport zu där Charta iwwerpréift, huet de Mindestloun zu Lëtzebuerg an de leschte Joren awer als net konform zu dëser Dispositioun erklärt. Ech zitéieren aus dem Rapport vun 2014 vun deem Comité européen des droits sociaux. D'Konklusioun ass: «La situation du Luxembourg n'est pas conforme à l'article 4 paragraphe 1 au motif que le salaire minimum applicable aux travailleurs du secteur privé ne suffit pas à assurer un niveau de vie décent.»

An dëser Motioun fuerdere mer d'Regierung op, den Niveau vum Mindestloun konform zu där Charta ze setzen, wat an der Praxis eng Augmentatioun vum Mindestloun bedeit, déi iwwert dat erausgeet, wat hei proposéiert gëtt, an anerersäits fir de Phenomeen vun den „working poor" e Plan d'action ze développéieren, fir géint dee Phenomeen vun den „working poor", dee besonnesch staark zu Lëtzebuerg développéiert ass, virzegoen.

Här President, de Stat oder d'ëffentlech Hand huet am Allgemengen dräi Méiglechkeeten, dräi direkt Moyenen, fir op déi allgemeng Lounpolitik an domat op déi primär Verdeelung vu Loun an Aarbecht anzewierken.

Déi éischt a banaalst ass déi, wéi e seng eege Beamten a seng eege Salariéë bezuelt. Onofhängeg vun der Signalwierkung, déi dat am positive Fall kann hunn, och op d'Privatwirtschaft, huet et eng direkt Auswierkung op d'Léin, wéi och de Rapport, dee mer hei virleien hunn, weist. Well doduerch, datt an der Vergaangenheet de Punktwäert geklommen ass, huet dat och dozou gefouert, datt d'Evolutioun vun de Mindestléin ugepasst ginn ass no uewen. Dat heescht och, datt, wann een am Service public, der Fonction publique d'Léin weider an d'Luucht setzt, dann huet dat och eng konkret Auswierkung op déi ënnescht Léin.

Deen zweete Mechanismus ass den Index, deen e Kafkraaftverlosch ausgläicht. An deen drëtten ass de Mindestloun, deen den eigentleche Garant misst sinn, fir datt d'Leit, déi Vollzäit schaffen, net dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Duerfir menge mer, datt nach Sputt no uewen ass beim Mindestloun, a fuerderen d'Regierung op, dee Sputt ze notzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. An d'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, an och all deene Riedner virdrun, déi sech an déi Debatt hei abruecht hunn.

Eigentlech wollt ech meng Ried och mat där berüümter Formel vum Här Krieps ufänken. Mä dat ass jo elo scho gesot. Ech géif derbäisetzen, datt effektiv de Mindestloun de Kollektivvertrag vun all deenen ass, déi keen hunn, mat engem groussen Ënnerscheed, datt si eigentlech dee Kollektivvertrag net négociéieren, datt an onsem System, esou wéi en existéiert, déi Ziffer, déi do erauskënnt, eigentlech d'Resultat ass vun all deenen aneren Négociatiounen, well dat reflétéiert jo d'Evolutioun vun de Salairen am Land.

Ech soe ganz éierlech: Jo, déi 1,4%, fir déi klappen ech mer absolutt net op d'Schëller. Well ech géif soen: C'est dû, c'est dû, et ass einfach geschëllt! An duerfir maache mer dat emol an enger éischter Phas, wat geschëllt ass, a mir ginn deene Leit déi 1,4%, déi se absolutt zegutt hunn.

Elo muss een natierlech beim Mindestloun jo nach awer eng kleng Distinctioun maachen, emol éischtens: Mir hunn zwee Mindestléin, vläicht souguer dräi. Vun deem drëtte schwätze mer elo net. Mä mir hunn der op jidde Fall emol zwee.

Mir hunn den net qualifizéierte Mindestloun, dee par ailleurs fir vill Berechnungen à la base ass an onsem Sozialsystem. A mir hunn natierlech och de qualifizéierte Mindestloun. Wa mer also vu 46.000 Leit schwätzen oder eppes iwwer 46.000 Leit, déi um Seuil si vum Mindestloun, da menge mer domat à la fois déi Leit, déi den net qualifizéierte Mindestloun hunn, an déi, déi de qualifizéierte Mindestloun hunn, deen 20% iwwert dem net qualifizéierte läit.

Déi, déi den net qualifizéierte Mindestloun hunn, dat sinn der à peu près, loosse mer soen, tëschent 27.000 an 28.000. Déi aner 18.000, 19.000 sinn déi Leit, déi 20% driwwer leien, also de qualifizéierte Mindestloun hunn.

Dat muss een awer distinguéieren, well déi 20%, dat ass jo awer en Ënnerscheed, deen net total négligeabel ass. An ech soen: Mir sinn dat eenzegt Land - dat eenzegt Land! -, wat iwwerhaapt esou en Ënnerscheed mécht. All déi aner Länner, déi e Mindestloun hunn, an dat ass jo virdrun elo gesot ginn, hunn ee Mindestloun, basta! Do gëtt net vu qualifizéiert an net qualifizéiert geschwat. Éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass: Ech hunn elo héieren, d'Zuel vun de Leit, déi um Mindestloun leien, déi géif dauernd steigen. Dat hunn ech an deene Rapporten net erausfonnt. Et ass éischter de Contraire. An ech begréissen dat.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir erlaabt, Här Minister?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt dem Här Minister soen, wann e mech domat gemengt hat, dat hat ech net gesot. Ech sot, d'Léin géifen erofgoen an ech hunn net gesot, d'Mindestléin géifen an d'Luucht goen. D'Masse salariale, déi besteierbar Masse salariale ass global zréckgaangen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, awer eng Evolutioun vun de Léin vun 1,4% no uewen. Dat ass vläicht eng Augmentatioun, déi manner rapid ass, wéi mer et emol schonn haten, dat ginn ech lech gären zou, mä trotz allem ass global gesinn d'Lounentwécklung nach positiv. Dat war net de Fall bei der leschter Adaptatioun vum Mindestloun. Do hate mer eng Augmentatioun vun 0,1% - an ech ka mech gären un Är Remarquen erënneren -, dat war eigentlech d'Stagnatioun vun de Léin.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat war eng Stagnatioun vun de Léin. Elo hu mer eng liicht Evolutioun no uewen - 1,4% - vun de Léin, vum Duerchschnëttsloun,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Richteg!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ...an op där baséiert jo déi Adaptatioun vum Mindestloun.

Mä wichteg ass: Wéi vill Leit leien da ronderëm de Mindestloun? An déi Zuel geet momentan éischter erof wéi erop. An ech begréissen dat! Éischtens weist dat trotz allem, datt ënnen am Segment vun de Léin awer eng Tendenz no uewen ass, wat positiv ass. An zweetens weist dat, datt mer eben e Land sinn, wat ëmmer méi an d'Qualifikatioun vu senge Salariéë muss investéieren. An duerfir mussen d'Léin och éischter iwwert dem Mindestloun leie wéi ronderëm de Mindestloun.

Elo liesen ech a ville Rapporte vun den Employeuren, jo, dat wier e grousse Problem, well effektiv géif de Mindestloun dozou féieren, datt mer géife manner Aarbechtsplaze schafen, besonnesch am Segment vun der net qualifizéierter Aarbecht.

Ech mengen, et huet schonn een hei bemierkt - ech weess elo net méi, wien dat war -, datt déi Horrorzeenarien, déi ëmmer ronderëm de Mindestloun gezielt ginn: „Wann een de Mindestloun eropsetzt, dann ass dat eng Zerstéierung vun Aarbechtsplazen", datt dat bis elo néierens kloer bewise ginn ass.

An dat lescht Land, wat bewisen huet, datt deen Horrorzeenario net agetrueden ass vun enger massiver Augmentatioun vun der Aarbechtslosegkeet, ass Däitschland. Déi hate kee Mindestloun. Si hunn de Mindestloun kritt - deen ënner onsem läit, muss ech awer bemierken -, mä deen Horrorzeenario, datt elo massiv Aarbechtslosegkeet agetruede wier, ass net agetrueden. En revanche si Leit aus dem wierklech niddregen, total niddrege Lounsecteur an de Mindestlounsecteur eragefouert ginn.

Mä wichteg ass natierlech, datt mer probéieren, déi onqualifizéiert Aarbechter besser ze qualifizéieren. Dat ass den Challenge, dee mer mussen unhuelen. Et ass net eng mechanesch Vue, fir ze soen: Eigentlech hu mer dach scho kapituléiert, d'Leit kréien de Mindestloun, dee geet an d'Luucht, da gi manner Leit mat Mindestloun agestallt.

Neen, mir mussen derfir suergen, datt d'Produktivitéit am Land eropgeet, datt mer an d'Mënschen, an d'Leit investéieren an datt mer doduerch eigentlech e méi héijen Niveau vu Salairë kënnen erlaben a besonnesch ënnen an der Salaire-Skala méi héich Salairë kënne bezuelen. Dat ass déi richteg Approche, an net ëmmer déi Approche vum Minimum, deen eigentlech sollt dann den Aarbechtsmaart beliewen.

E Punkt, deen och ugefouert ginn ass, ass effektiv de Punkt vun den „working poor". An et ass richteg, datt, och wa mir zu Lëtzebuerg deen héchste Mindestloun an der Europäescher Unioun hunn, an ech mengen, deen zweet- oder drëtthéchsten op der Welt - ech mengen Neuseeland, wann ech mech gutt erënneren, huet nach méi en héijen -, dann ass dat net eng Garantie, datt domat d'Leit och dee beschte Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg hunn.

A mir wëssen alleguer, a vill hunn et gesot, datt eleng mam Mindestloun iwwert d'Ronnen ze kommen, dat ass net esou eng ganz einfach Geschicht. An duerfir musse mer eis natierlech doriwwer Gedanke maachen an net soen: „Bon, Lëtzebuerg huet deen héchste Mindestloun, duerfir ass alles perfekt." Neen, mir musse kucken: Wéi stellt sech dee Mindestloun duer par rapport zum allgemenge Liewensstandard a besonnesch zu de reelle Käschten, déi e Mënsch, eng Famill huet, wann se hei zu Lëtzebuerg lieft? Dat ass déi richteg Approche, déi mer mussen hunn.

An da musse mer feststellen, datt natierlech de Mindestloun, esou wéi en hei fixéiert ass, an déi normal Entwécklung vun de Léin a besonnesch de Salaire médian, wa mer vun deene 60% ausginn, wou de Seuil de pauvreté ass, datt de Mindestloun ganz no do dru läit an datt also d'Aarmutsgrenz an de Mindestloun no beienee leien.

An dat däerf ons net einfach egal sinn, well grad do fënnt sech de Problem vun der Kohäsioun vun enger Gesellschaft! Well dat heescht, datt déi Leit, déi schaffen, déi all Dag opstinn an déi Aarbechte maachen, déi net ëmmer déi einfachst sinn, grad déi fänken un ofzefale vum normale sougenannten Trend vun der Gesellschaft. An do stellt sech d'Fro vun der Inégalité fondamentale an enger Gesellschaft! An do stellt sech de Problem vun der Kohäsioun vun enger Gesellschaft.

An dat ass also eng Fro vum Mindestloun, vun dem Loun en général, dee mer musse kucken. An duerfir soen ech: Jo, dat ass derwäert, sech doriwwer Gedanken ze maachen. An ech proposéieren hei, datt mer de Conseil économique et social domat befaassen - déi lescht Kéier war dat 2004 -, eng Studie, eng Etüd ze maachen, fir ze kucken: Wéi sti mer mat deem Mindestloun do par rapport zur genereller Lounentwécklung, Käschtenentwécklung an dësem Land? Natierlech andeem mer ekonomesch Aspekter kucken, mä awer och déi fundamental sozial Froen net ausser Uecht loossen.

Ech wëll also proposéieren, datt mer déi Etüd maache loossen an datt mer déi nächst Kéier - dat ass an zwee Joer -, wann erëm hei iwwert de Mindestloun diskutéiert gëtt, op jidde Fall dann déi Etüd hunn an da kënnen driwwer décidéieren, ob et just einfach eng Transpositioun ass vun der allgemenger Lounentwécklung oder ob mer mussen iwwer eng strukturell Adaptatioun vum Mindestloun diskutéieren an déi och eventuell ëmsetzen.

Hei geet et iwwert de Mindestloun, hei geet et net ëm d'Steieren. Ech verstinn, datt natierlech alles matenee liéiert ass. Ech wëll awer eng Remarque maachen. Et ass gesot ginn: „Majo dann hätt Der sollen eigentlech den Niveau, wou een ufänkt, Steieren ze bezuelen, eropsetzen. Dann hätt Der jo och den..."

Mir hunn deen eropgesat, Här Spautz! Ech versti jo ganz gutt, datt Dir elo d'Steierreform nach net am Fong duerchgekuckt hutt. Mir hunn de Crédit d'impôt massiv..., mir hunn e verduebelt, an dee profitéiert also fundamental deenen ënneschte Gehälter.

Dat, wat Dir proposéiert, andeem Der jo sot, Dir wäert fir déi kleng Leit: Neen, et ass esou, datt, wa mer dee Barème eropgesat hätten, dee Seuil eropgesat hätten, dann hätt jiddweree bis op deen, deen 20.000 Euro de Mount an driwwer verdéngt hätt, och nach vun där Adaptatioun profitéiert.

An dat war jo net onst Zil. Well mir sinn higaangen an der Steierreform... Mä ech loossen dat sinn, ech wëll elo net d'Steierreform hei kommentéieren. Mir hunn d'Taux marginaux uewen eropgesat op 41% an 42%, wat an anere Konstellatiounen, wou ech jo och emol war, mat deenen deemolege Finanzministeren net esou einfach war. Do ass et och ëm déi Kleng an déi Déck gaangen. Do war et net méiglech, déi Tauxen op deen Niveau ze setzen. Dat ass an där heiter Steierreform gemaach ginn!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- An déi heite Reform, och mat deem Crédit d'impôt, déi profitéiert genau deenen ënneschten, a besonnesch deenen ënneschten, an net deenen, déi souwisou dat net onbedéngt brauchen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, den...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Elo nach ee Punkt zum Impôt de solidarité. Ah, den Här Spautz wëllt eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Et ass genee dat, wat ech Iech wollt soen.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also, Här Minister,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo?

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...ech wëll just soen, ech hunn d'Steierreform gelies! An déi 11.000 an e puer Zerquetschter, wou et elo lassgeet mat engem Joresgehalt, déi kann een awer roueg an d'Luucht setzen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Oh, et kann een ëmmer alles!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Déi kann een awer roueg an d'Luucht setzen. Da kann ee jo uewen nach eppes maachen. Mä mir schwätze jo haut net iwwert d'Steierreform,...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen, neen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...well ech hu mer jo scho misse vum Här Anzia virwerfe loossen, datt ech mer erlaabt hunn, doriwwer ze schwätzen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här Spautz, net ech hu vun der Steierreform...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, ech!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dir hutt mir hei gesot,...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, majo richteg.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ...fir de Mindestloun nach ze héijen, hätte mer sollen d'Steierentrée nach eropsetzen. Ech hunn Iech gesot, mir hunn dat gemaach mam Crédit d'impôt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä nach méi.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dee profitéiert besonnesch de Mindestlounempfänger an deenen aneren. Bon.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, mä mir hätten awer och nach kënnen de Mindestloun...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Do hu mer..., ech muss nach eppes...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt nach eng Fro awer stellen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä da sot mer awer wéinstens - ech hunn och gefrot -, firwat Der dann aus dem Statsbudget vum Emploi déi 72 Milliounen...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Jo, do kommen ech och drop. E bësse Gedold, Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, do kommt Der drop. Merci!

(Brouhaha)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech hunn Iech dat schonn eemol explizéiert. Da maachen ech dat eben och nach eemol hei virun de Kolleegen.

Mir hunn effektiv haut eng besser Marge am Fonds pour l'emploi. A firwat hu mer eng besser Marge am Fonds pour l'emploi? Majo, well de Chômage erofgeet, Här Spautz! De Chômage geet erof, de Chômage partiel geet erof, also hu mer eng gewësse Loft am Fonds pour l'emploi. Mir sinn also higaangen an déi Dotatioun, déi mer all Joer an de Fonds pour l'emploi hu misse ginn, well deen normale Finanzement vum Fonds pour l'emploi net duergaangen ass - an deene vergaangene Joren, dat wësst Dir och nach, dat wësst Der, hu mer ëmmer missen nach aus dem Budget en Transfert maachen -, déi konnte mer erofsetzen. Éischtens!

Dat Zweet ass, wa mer global d'Steierlaascht erofsetzen, da geet natierlech iwwert dee Wee och den Impôt de solidarité erof, mechanesch. Well den Impôt de solidarité ass en Impôt sur l'impôt. Also geet deen och erof.

An da soen ech Iech: Mir kucken elo, wéi déi Evolutioun weidergeet am Fonds pour l'emploi. Wann déi Entwécklung esou positiv bleift an déi Transferten net méi musse gemaach ginn, da kann een driwwer diskutéieren, d'nächst Joer oder d'Joer drop - mä firwat net d'nächst Joer? -, iwwert den Niveau vum Impôt de solidarité.

Mir wëllen ons awer net ze vill séier do avancéieren. Mir wësse jo net, wat fir eng aner Surprisen nach kënne kommen. Mir wëllen och weider eng aktiv Beschäftegungspolitik maachen aus deene Grënn, déi ech virdru gesot hunn, dat heescht, an d'Aarbecht investéieren a besonnesch an d'Qualifikatioun vun de Leit investéieren. Dat ass de fundamentalen Aspekt.

Mäi leschte Punkt, wou Der mech och schonn drop ugeschwat hutt, dat ass d'Indemnité d'apprentissage. Ech hu kee Problem, déi un den Index unzepassen, mä ech hätt am léifsten, wa mer...

Une voix.- Un de Mindestloun.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Un de Mindestloun, pardon, un den Index ass se jo ugepasst. Hoffentlech kënnt dee jo och. Ech hoffen et also. Mä wat mir um Häerz läit: datt mer eemol dee ganze Problem vun den Indemnités d'apprentissage neiuerdnen. Dat ass näämlech net optimal, esou wéi dat momentan besteet. Mir mussen, wa mer wëlle méi jonk Leit an den Apprentissage kréien - an ech mengen, dat muss onst gemeinsamt Zil sinn, fir jonk Leit erëm an den Apprentissage ze kréien -, da musse mer allgemeng iwwert déi Indemnités d'apprentissage diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà!

Mäi leschte Punkt. Mir setzen also...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz nach eng Kéier.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just soen, Här Minister, bei deenen 72 Milliounen hätt awer och d'Regierung eng aner Décisioun kënnen huelen a soen: „Déi 72 Milliounen, déi bis elo aus dem Statsbudget bezuelt ginn, déi bleiwen erhalen." A mir hätten d'Solidaritéitssteier bei de Leit erofgesat, och dat wier e Moyen gewiescht. An dann hätt och de Lëtzebuerger Stat...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mir hu jo d'Solidaritéitssteier bei de Leit erofgesat, andeem mer d'Steiere bei de Leit erofsetzen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma neen. Dir hätt awer den Taux kënne ganz erofsetzen an déi 72 Milliounen nach ëmmer huelen. Mä ech verstinn Iech awer och: Iech ass et jo egal, vu wou se kommen, vun där enger Säit oder vun där anerer Säit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Neen! Ech hunn am léifsten, datt mer esou mann Suen ausgi mussen am Fonds pour l'emploi wéi méiglech, well dat heescht, datt mer de Chômage erofkréien. Dat heescht, datt mer kee Chômage partiel hunn. Dat heescht, datt d'Leit eng sécher Aarbechtsplaz hunn. Dat ass dat, wat mech interesséiert! Dat wat ech wëll, dat ass, datt mer d'Fongen, d'Suen am Fonds pour l'emploi besonnesch fir Aarbecht investéieren an net, fir Chômage ze bezuelen.

Fir ze résuméieren: Éischtens, mir setzen also déi 1,4% an d'Luucht, dat ass mechanesch. Okay, d'Leit hunn dat zegutt. Mä ech wëll, datt mer eng Iwwerleeung, eng seriéis Analys maachen iwwert d'Situatioun vum Mindestloun am Kader zum Beispill vum Conseil économique et social, fir datt mer d'nächst Kéier kënnen en connaissance de cause doriwwer diskutéieren an och kucken, ob net aner Upassungen, eventuell eng strukturell Upassung noutwendeg ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen iwwert den Ensembel vum Gesetzesprojet 7085 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7085 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo - huet jiddwereen ofgestëmmt? - eriwwer.

60 Participatiounen un der Ofstëmmung: 60-mol Jo. Domat ass de Projet betreffend d'Adaptatioun vum Mindestloun unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn um Enn...

Une voix.- Mir hunn nach d'Motioun ze stëmmen.

Motion 1

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo, Dir hutt recht. Sorry, ech war e bëssen ze vill

presséiert. Mir hunn nach d'Motioun vun de Kolleege vun déi Lénk. Ech mengen, si ass presentéiert. Sinn nach Wuertmeldungen dozou?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

56 Participatiounen: 3-mol Jo, 32-mol Neen an 21 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: M. Marc Baum, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir sinn elo um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Här Spautz?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt d'Justifikatioun ginn, firwat mer eis bei där Motioun enthalen hunn. Et si verschidde Punkten dran an där Motioun, déi eis ganz, ganz sympathesch sinn. Dat ass zum Beispill, dass endlech dat mat der Charte sociale géif hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. Eis Vertrieder am Europarot, déi trëppelen normalerweis... Eemol d'Joer gi se virstelleg, fir ze soen, dass et wichteg wier, dass d'Ratifikatioun vun der Charte sociale...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Vum Zousazprotokoll!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...vum Zousazprotokoll géif gemaach ginn. Duerfir sinn och verschidde Punkten dran, déi eis ganz sympathesch waren. Et sinn awer aner Punkten, mat deene mer eis net konnten identifizéieren. Duerfir hu mer eis enthalen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Engel, zu wat?

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Och zu der Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Och zu der Motioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- De Vott ass eriwwer, Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, mä da war e virdrun och eriwwer. E war virdrun awer och eriwwer.

(Brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Hien huet seng Enthalung motivéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen. Hei ass d'Motivatioun vun der Abstentioun.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Okay. Neen, et ass gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Ech hätt kënne soen, firwat mer dergéint gestëmmt hunn. Mä et ass egal.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Merci gesot. Domat ass d'Sëtzung eriwwer an ech ginn lech Rendez-vous muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 17.32 heures)

SÉANCE 12

JEUDI, 8 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Changement de composition d'une commission parlementaire
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité au Luxembourg

Interpellation de M. Laurent Mosar sur les perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise
- *Exposés: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar (interventions de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie) (dépôt de douze motions)*
- *Débat: M. Félix Eischen (dépôt d'une demande d'interpellation), M. Franz Fayot (interventions de M. Laurent Mosar), Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia (intervention de Mme Octavie Modert), M. Roy Reding, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. André Bauler*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Marcel Oberweis, M. Laurent Mosar et Mme Octavie Modert), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Alexander Krieps, Mme Nancy Arendt, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger, M. Laurent Mosar, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, Mme Nancy Arendt, M. Gast Gibéryen)*
- *Motions: M. Laurent Mosar, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Votes sur les motions 1 à 7 (rejetées)*
- *Votes sur les motions 8 et 9 (adoptées)*
- *Votes sur les motions 10 à 12 (rejetées)*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Pierre Gramegna, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op. An ech mengen, ech brauch net ze froen, ob Matdeelunge vun der Regierung kommen.

(Négation)

Déi wäerten direkt anschliissend kommen. Ech huelen dat dann zur Kenntnis. Merci.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

Ech wollt da just d'Chamber informéieren, dass et op Wonsch vun der liberaler Fraktiouun zu enger Ännerung an enger parlamentarescher Kommissioun kënnt. An der Santés-, Égalitéits- a Sportskommissioun ersetzt den Här Claude Lamberty den Här Alexander Krieps fir de Volet Sport.

(Brouhaha)

Ass d'Chamber mat där Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen, enger Konsultatiounsdebatt iwwert de Wuesstum an d'Kompetitivitéit zesumme mat der Interpellatioun vum Här Laurent Mosar iwwert d'Entwécklungsperspektive vun eiser Ekonomie. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Vu dass mer déi zwou Initiative matenee verschmëlzen, wäert d'Regierung elo als Éischt eng Deklaratioun maachen, gedeelt tëschent dem Finanzminister an dem Wirtschaftsminister, an da kënnt den Interpellant drun an duerno eng gemeinsam Diskussioun.

Voilà. Wie fänkt bei der Regierung un?

Den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

3. Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité au Luxembourg

Interpellation de M. Laurent Mosar sur les perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise

Exposés

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech géif vläicht virausschécken, dass, vu dass mer haut an der Situatioun sinn, dass mer en Débat, eisen traditionellen Débat iwwert d'Kompetitivitéit, kombinéiere mat enger Interpellatiounsufro vum honorabelen Deputéierte Laurent Mosar an d'Regierung elo fir d'Introduktioun insgesamt eng hallef Stonn just zegutt huet, dat heescht eng Véierelstonn fir mech an eng Véierelstonn fir de Finanzminister, probéieren ech, mech wierklech op de Minimum ze reduzéieren. Dat heescht, ech ginn net a grouss Chifferen an. Dir hutt d'Dokumenter zougestallt kritt, dofir wäert ech mer erlaben, dat ewechzeloossen a mech op eng Rei méi sommaire Analysen hei ze beschränken, fir herno och kënne méi Zäit vläicht ze hunn, fir am Débat ze diskutéieren.

Ech wëll awer och virausschécken, dass ech gelies hunn haut, dass den Interpellant, den Här Mosar, haut zwielef Motioune wëllt presentéieren, fir d'Ekonomie „ze relancéieren". Do war ech e bëssen erstaunt. Ech hu geduecht, mat bal 5% Wuesstum misst een näischt méi relancéieren. Mä ech sinn dann emol gespaant ze héieren, wat dann do kënnt, d'autant plus, wou jo awer op där anerer Säit an der CSV gefuerdert gëtt, dass mer manner schnell solle wuessen. Dofir weess ech elo net, wéi déi awer e bësse schizophreen Positioun soll iwwereneebruecht ginn, op där enger Säit d'Ekonomie nach iwwer 4%, 5% eraus wuessen ze loossen an op där anerer Säit awer manner Wuesstum ze kréien. Ech weess net wierklech, wéi Der dat wëllt erklären.

(Interruptions et brouhaha)

Ech wäert ganz gespaant haut ofwaarden, och mat Ären Iddien, fir d'Betribsbesteierung erofzesetzen, virgëschter, wéi vum Här Halsdorf ugedeit, d'Défenseausgaben eropzesetzen, gläichzäiteg awer en équilibréierte Budget ze fuerderen. An awer, dat Ganzt soll kee Wuesstum bedeiten, wann ech dem Här Spautz nolauschteren, méi Wuesstum bedeiten, wann ech dem...

(Interruption)

...wann ech dem... Mä Dir héiert mech jo, Dir héiert mech jo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Op alle Fall sinn ech gespaant, wéi Der d'Quadratur vum Krees dann hei fäerdeg kritt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...krut nach näischt vum Kleeschen.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et ass gutt. Do halen ech mech eraus.

Une voix.- Do musst Der vum Houseker schwätzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Do halen ech mech eraus. Ech wëll just ufänken, andeem ech soen, dass d'Situatioun, d'ekonomesch Situatioun vum Land eng ganz gutt ass, speziell wann ee bedenkt, a wéi engem onsécheren internationale Kontext mer eis awer hei befannen, mat engem Brexit, mat enger Wahl vun engem Donald Trump, wou een net weess, wat dat alles wäert bedeite fir d'Weltekonomie, mat enger Krisesituatioun elo erëm an Italien, mat allen Inzidenzen, déi dat wäert hunn op d'Ekomomie, op d'Wärung, op eis gemeinsam Wärung, et cetera.

Dat alles gesinn, ass et also ëmsou méi remarkabel, dass mir hei eng Croissance hunn, déi extrem héich ass, déi permanent neien Emploi schaaft, wou de Chômage regelméisseg erofgeet, déi eis elo erlaabt, eng Réforme fiscale d'nächst Woch hei ze stëmmen, déi de Leit méi Kafkraaft wäert ginn. D'Revaloriséierung vum Mindestloun, déi Der gëschter gestëmmt hutt, gëtt de Leit méi Kafkraaft. Dann, d'Revalorisatioun vun de Rente gëtt de Leit méi Kafkraaft. An dann och deen Index, dee mer jo elo erëm ganz knapp verpasst hunn, deen awer dann iergendwann elo wäert kommen, gëtt och de Leit erëm méi Kafkraaft. Alles dat wäert natierlech och d'nächst Joer positiv Inzidenzen op d'Bannennofro hei zu Lëtzebuerg hunn an domadder dann och op d'Ekonomie.

Déi gutt Situatioun, déi gutt ekonomesch Situatioun, déi mer hunn, déi erlaabt eis dofir och, e laangen Débat kënnen ze féieren iwwert de qualitative Wuesstum, respektiv e largen Débat iwwert de qualitative Wuesstum kënnen ze féieren. De François Bausch huet eng Rei Diskussiounsronnen ageleet gehat virun dräi Wochen. Doropshin ass d'Presentatioun komm vum Rifkin, vun der Rifkin-Etüd, déi ëmmerhi 475 Säiten Analysen a gutt Iddien entwéckelt huet, an dat zesumme mat 300 Experten hei aus dem Land, fir ze kucken, wéi mer eis Ekonomie méi nohalteg kënnen opstellen a wéi mer dee Wuesstum besser géréiert kréie respektiv an déi richteg Bunne kënne féieren.

Déi Etüd, déi ass awer elo net um Enn. Dat heescht, den Débat ass virun allem net um Enn. Dat, wat mer jo gär hätten, dat ass, dass mer elo weiderdiskutéieren, dat souwuel um Niveau vum Conseil économique et social, mä och op aneren Niveauen, wéi zum Beispill am Conseil national du développement durable (veuillez lire: Conseil supérieur pour un développement durable), mam Jugendparlament, mat de Schoulen, mat de Lycéeën, der Uni, well et jo hei ëm d'Zukunft geet vun deene jonke Leit. An dofir ass et extrem wichteg, dass mer mat hinnen diskutéieren a mat hinnen zesumme kucken, wéi mer eis Ekonomie, wéi mer eist Land wëllen op d'Zukunft preparéieren.

Ech wëll och haut elo keng Rifkin-Diskussioun hei lasstrieden. Ech huelen un, dass eng Rei vun Ären Interventiounen zwar wäerten an déi Richtung goen. Mä ech mengen, dat, wat wichteg ass, dat ass, dass mer elo emol déi Diskussiounsprozesser am Land breet weiderféieren. An da kommen ech jo mat de Kolleege vun der Regierung zréck an d'Chamber, an dat soll jo am Prinzip am Summer sinn, fir dann d'Konklusiounen ze zéien no all deenen Débaten, déi mer haten, fir dass mer dat alles afléisse loossen an eng gemeinsam Trame, wéi mer Lëtzebuerg iwwert déi nächst Joren oder Jorzéngten eraus wëllen developpéieren, an dat nohalteg.

Ech mengen, dass mer an deem Kader - fir nach eng Minutt beim Rifkin ze bleiwen - villes schonn en place gesat hunn an dass dat d'ailleurs och den Här Rifkin dovun iwwerzeegt huet, fir mat Lëtzebuerg zesummenzeschaffen, dass mer villes en place scho gesat hunn, fir déi Transitioun a Richtung vun enger nohalteger digitaler Ekonomie kënnen ze réusséieren, dass mer dat schonn en place hunn! Wann ech bedenken, dass mer ICT-Infrastrukturen hunn, wéi Der se néierens op der Welt wäert fannen, dass mer den „smart metering" schonn amgaange sinn an all Haushalt ze implementéieren, dass mer amgaange sinn, d'Elektromobilitéit iwwert d'ganzt Land auszebauen, andeem mer d'Bornen amgaange sinn opzestellen, alles dat bis 2020 flächendeckend fäerdeg.

Just fir Iech ze soen, wat d'Elektrobornen ugeet: Ech hu viru Kuerzem mat engem ungaresche Kolleeg geschwat, deen huet mer gesot, ganz stolz, si géifen elo 500 Bornë fir Elektroautoen an Ungarn opriichten. Ech mengen, dass Ungarn e bësse méi grouss ass. Mir bauen der 800 mat zwee Steckeren, dat heescht 1.600. Dat heescht, et ass scho konsequent, wat mer hei maachen.

Mir sinn amgaangen, um „driverless driving" ze schaffen, fir Lëtzebuerg zu engem Testbett ze maachen, d'„circular economy" hélt ëmmer méi e wichtege Stellewäert och zu Lëtzebuerg an. Dat heescht, eng ganz Rei Argumenter, firwat déi Iddien, déi an deem Prozess do opbruecht sinn, firwat déi zu Lëtzebuerg kënne realiséiert ginn, an dat och mat Succès!

D'Regierung huet déi doten Initiativ, déi „Initiativen" scho fréi geholl: Näämlech 2014 hu mer ugefaangen, eis Gedanken ze maachen, wéi mer dann eist Land wëllen développéieren, wéi mer eis Ekonomie wëllen développéieren. A mir hunn net gewaart, fir eis déi Gedanken iwwert d'Zukunft vum Land ze maachen. Dat erlaabt eis eben haut, op Basis vu ronn 500 Säite Propositioune kënnen ze diskutéieren an Décisioune kënnen ze huelen.

Mä gläichzäiteg handele mer, fir eist Land och méi effizient opzestellen an och fir eis an den internationale Benchmarken nach besser opzestellen. Mir sinn a ganz ville Benchmarke weltwäit Leader oder wéinstens an den Top Dräi oder den Top Ten, mä mir sinn nach amgaangen, eis permanent weider ze verbesseren. Et ginn och Benchmarken, wou mer net onbedéngt wëllen op d'Kriticken agoen, well se aus ganz berechtegte Grënn esou sinn, wéi se de Moment zu Lëtzebuerg sinn.

Ech wëll awer hei nach eng Kéier virausschécken, dass déi heite Koalitioun och eng ganz Rei Initiative geholl huet, fir eis Situatioun, fir eis Kompetitivitéit nach weider ze verbesseren.

Dat Omnibusgesetz, wat ech gläich schonn net méi kann héieren, well mer ëmmer net virukommen, oder immens laang blockéiert gi waren duerch en Avis vum Statsrot, deen net erbäikomm ass, mä ëmmerhi wäert dat Gesetz ronn 30 Vereinfachungen elo mat sech bréngen um administrative Plang. Eleng a mengem Ministère hu mer ronn 17 Mesuren nach développéiert, fir d'Simplification administrative fir d'Betriber kënnen ze realiséieren. An déi Mesuren, déi nei 17 Mesurë plus eng ganz Rei aner Mesurë vun anere Ministèrë wäerten deemnächst vum Minister, deen zoustänneg ass fir d'Simplification administrative, publizéiert ginn, an da gitt Der do den Detail gewuer. Dofir ginn ech net weider méi dorop an.

Mir hunn de Guichet unique agefouert, fir alle Leit, déi sech wëlle selbststänneg maachen, déi wëllen eng kommerziell Aktivitéit maachen, fir deenen d'Liewen ze vereinfachen, dass se net mussen op honnert Administratioune lafen. Mir hunn d'Sàrl simplifiée gegrënnt, déi ab Mëtt Januar 2017 wäert a Kraaft trieden, dat heescht an engem gudde Mount vun elo un.

Mir hunn d'Reform vun der Promotion économique vum Land reforméiert, andeem mer Luxembourg for business mat Luxinnovation fusionéiert hunn, fir eis méi effikass kënnen no baussen duerzestellen. Mir hunn den Nation Branding gemaach, deen ech hei speziell nennen, well et eben och eng Form vu Kompetitivitéit ass, fir Lëtzebuerg als e bëssen eppes méi duerzestelle wéi just d'Finanzplaz. Ech mengen, dass do ganz vill Leit och dru geschafft hunn an dass mer dat elo wäerte weider duerch d'Welt promouvéieren, also eisen Image an der Welt wëlle weider verbesseren.

Mir hunn d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" geholl, fir de ganzen IT-Secteur ze fëderéieren an nei Iddien auszeschaffen. A mir hunn, wat d'Clusterpolitik ugeet, eng ganz Rei Initiative geholl, récemment natierlech och wat de Cluster automobile ugeet, fir deen dote Secteur, dee fir d'Lëtzebuerger Ekonomie awer wichteg ass, weider ze développéieren.

Ech géif awer och nach e Wuert wëlle soen zu der Diversifizéierungspolitik vun der Regierung, fir e kuerze Bilan do ze zéien. Ech mengen, Dir wësst alleguerten, dass mer virun enger Rei Joren décidéiert hunn, Beräicher wéi Logistik, ICT, Biotech, Ekotechnologien an den Espace - domat war ëmmer haatpsächlech zu där Zäit eis Satellittenindustrie an alles, wat ronderëmschwirrt, geduecht - ze förderen. Mir hunn déi lancéiert an déi hu sech net all d'selwecht schnell entwéckelt an och net all mat deeneselwechte Konsequenzen, positive Konsequenzen op eis Ekonomie.

Mä generell kann ee soen, dass an der Period vun 2011 bis 2014 dës fënnef Secteure ronn, also méi wéi 20% vun der Valeur ajoutée vun de Secteurs non financiers hei zu Lëtzebuerg ausgemaach hunn. Dat heescht, d'ganz Ekonomie ausserhalb vun der Finanzplaz, do hunn déi dote fënnef nei Secteure ronn 20% vun der Valeur ajoutée hei zu Lëtzebuerg ausgemaach, wat immens vill ass. A wann een dat ëmrechent op d'gesamt Valeur ajoutée vun der gesamter Lëtzebuerger Ekonomie, da sinn dat ëmmerhin 11%, wat, mengen ech, net wéineg ass!

Et ass awer och kloer, dass eis Diversifikatiounspolitik regelméisseg muss adaptéiert an ausgebaut ginn. Fakt ass natierlech, dass mer ëmmer nach ze vill ofhängeg si vum Finanzsecteur, dass et awer och net ëmmer evident ass, fir manner ofhängeg ze ginn. Op där enger Säit wëlle mer jo de Finanzsecteur a mir wëllen e jo weider développéieren. Op där anerer Säit ass et awer esou, dass mat deem Développement natierlech eis Ofhängegkeet vun deem Secteur ëmmer méi grouss gëtt respektiv zumindest stabel bleift, wann ech kucken, dass mer jo op där anerer Säit awer ganz villes erreechen, wat eis diversifizéiert Secteuren ugeet.

Dofir hu mer och viru Kuerzem eng nei Initiativ lancéiert, näämlech déi vun de SpaceResources.lu, eng Initiativ, déi am Ufank, ech soen elo emol, deelweis fir Gelächter gesuergt huet. Mä ech mengen awer entre-temps kënnen ze soen, dass dee Succès, dee mer schonn eleng emol hunn op internationalem Plang, all déi Medie weltwäit, déi doriwwer berichten, all deen Intérêt, déi Blécker, déi op Lëtzebuerg geriicht sinn, well mer dat dote wëllen développéieren, all déi Länner, déi eis entre-temps kontaktéiert hunn, fir kënnen an där Initiativ matzemaachen... An net zulescht ass et esou, dass mer, zënter mer déi Initiativ elo lancéiert hunn, jo zwee grouss Leaderen aus deem Beräich hunn, déi zu Lëtzebuerg sinn elo, wou och de Lëtzebuerger Stat zum Deel Aktionär ass. Mä mir hunn nach méi wéi 50 Entreprisen a Fuerschungsinstituter weltwäit an der Pipeline, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen an déi sech eben u Lëtzebuerg interesséieren, un eiser Initiativ interesséieren.

An ech mengen, och dat ass, déi do Initiativ ass eng gutt Initiativ och am Kader vum Nation Branding. Mä virun allem geet et eis natierlech drëm, déi ganz Fuerschung an Entwécklungsaarbecht, déi an deem doten Domän gebraucht gëtt, fir déi op Lëtzebuerg unzezéien. An ech sinn iwwerzeegt, dass et e Secteur ass, deen eis zwar kuerzfristeg wäert e gewëssene Montant un Investitiounen ofverlaangen, mä deen awer mëttel- a laangfristeg mat Sécherheet grouss positiv Influenzen op eis Ekonomie an op eise Statsbudget wäert hunn.

Ech wëll awer trotzdeem och drun erënneren, dass ech mech an deene leschte Méint hei net just beschäftegt hu mam Espace - wou verschidde Leit mech jo hiwënschen -, mä ech hu mech och weiderhi ganz staark engagéiert fir d'Industrie, fir déi klassesch Industrie hei zu Lëtzebuerg weider auszebauen. Do wëll ech just erënneren un all déi Investissementer, déi an deene leschte Méint annoncéiert gi sinn, sief dat den Ausbau vun Euro-Composites, sief dat déi nei Tyvek-Produktiounslinn vun DuPont de Nemours, sief dat eng nei Molkerei vu FAGE, sief dat Avery Dennison zu Rodange, Faymonville zu Lenzweiler oder Carlex zu Maacher, déi substanziell Montante wäerten an hir Betriber investéieren, wat ronn 600 Milliounen Euro ausmécht an och vill nei Aarbechtsplaze wäert ausmaachen.

Voilà, ech géif zu enger Konklusioun kommen, well et mer wierklech drëm geet, Är Remarquen ze héieren an herno dorobber nach eng Kéier kënnen ze reagéieren. Ech menge kënnen ze behaapten, dass eis ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg eng ganz zolidd ass, dass mer och, wat eis Diversification économique ugeet, do um gudde Wee sinn, dass mer déi aktuell gutt wirtschaftlech an och finanziell Situatioun vum Stat ebe kënnen a sollen a mussen notzen, fir ënner anerem mat Hëllef vun engem Rapport Rifkin en neie Wirtschaftsmodell fir Lëtzebuerg ze développéieren, deen opzebauen, e Wirtschaftsmodell, deen nohalteg ass, dee Croissance erlaabt ouni negativ Niewewierkungen op Ëmwelt oder Liewensqualitéit. Well vun engem sinn ech iwwerzeegt: D'Croissance brauche mer!

De Lëtzebuerger a generell de Bierger ass, mengen ech - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och soss -, net d'accord, fir ouni Croissance ze liewen. Dat hu mer gesinn. Mir hunn d'Expérience grandeur nature gemaach, wéi mer no der Finanz- a Wirtschaftskris hei e puer Joer kee Wuesstum haten, mat allen Aschnëtter, déi dat um Budget mat sech bruecht huet, mat allen Aschnëtter, déi dat bei de Leit mat sech bruecht huet. An Dir wësst jo selwer alleguerten, wéi d'Reaktiounen dobausse waren an deenen Zäiten, wou et näischt méi bäiginn ass an de Paitute respektiv wou de Stat net méi dat konnt finanzéieren, wat e bis elo finanzéiert hat.

Dofir mengen ech, dass mer net laanscht e Wuesstum kommen, mä mir sollen en esou organiséieren, dass en net verbonnen ass mat méi zousätzleche Belaaschtunge fir eis Liewensqualitéit a fir eis Ëmwelt. An ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dat absolutt fäerdegbréngen. Mir brauchen deemno a mengen Aen absolutt keng Angscht virun der Zukunft ze hunn. An ech géif och jiddweree warnen, fir de Leit Angscht ze maache mat Schlagwierder. Ech ginn net méi drop an, mä ech fannen, dass een dat net soll maachen.

Mir hunn all Trëmp an der Hand an dësem Land, fir eng Ekonomie opzebauen, déi weider wiisst an dat op eng nohalteg Aart a Weis. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint nach vill Débate wäerten an déi dote Richtung hunn, fir dann - hoffentlech! - am Kader vum Débat Rifkin hei an der Chamber an der Mëtt vum nächste Joer kënne Konklusiounen ze huelen, wuer mer wëlle mat der Lëtzebuerger Ekonomie higoen.

Voilà, dat gesot, si meng 15 Minutten ëm an ech géif dann d'Wuert ofginn. An ech mengen, et ass um President, fir et weiderzeginn. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir gitt mir et an ech ginn et da weider un de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna. Merci.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech wäert meng Interventioun natierlech konzentréieren op all déi Aspekter, déi mat der Finanzplaz a mat der Reputatioun vun eisem Land ze dinn hunn. An ech wäert op véier Punkten agoen: éischtens, éischte Punkt, d'Finanzpolitik vum Land, d'Durabilitéit, d'Stabilitéit vun eise Finanzen, zweete Punkt, eng responsabel Steierpolitik, drëtte Punkt, eng kompetitiv Finanzplaz, déi sech diversifizéiert, an e véierte Punkt, d'Défien.

Fir d'Éischt emol d'Stabilitéit vun de Finanzen: Lëtzebuerg huet den Triple-A an ass dat eenzegt Land an der Eurozon, wat nach deen Triple-A huet, zesumme mat Däitschland. An et gëtt nach just eng Dose Länner an der Welt, déi deen Triple-A hunn.

Wann dës Regierung keng Mesurë geholl hätt, fir eis Statsfinanzen ze sanéieren am Ufank vun hirem Mandat, dann hätte mer deen Triple-A verluer. An zweetens, wa mer keng Mesurë geholl hätten, an ech ginn net an d'Detailer an, mir kréien aner Geleeënheeten an aneren Débaten, fir dat ze maachen, da wäre mer vum Bras préventif vum Pacte de stabilité ewechkomm. Dat wär fir d'Éischt an eiser Geschicht gewiescht. An et ass och gutt, dass mer dat konnte verhënneren. An dat hu mer verhënnert an doduerch si mir dat eenzegt Land an Europa, wat de Pacte de stabilité et de croissance op der ganzer Period ëmmer agehalen huet. Hätte mer, wéi gesot, näischt gemaach, wier dat net de Fall gewiescht.

Den Triple-A ass immens wichteg fir d'Kredibilitéit vun eisem Land an ass natierlech och en Deel vum Image vun eisem Land, e positiven Deel.

Zweete Punkt, eng responsabel Steierpolitik, „responsabel" wëll ech erklären: Mir haten eng Steierpolitik an eng Kultur vum Secret, déi als Steierpolitik op den internationale Marchéë vläicht ganz attraktiv war, mä déi an alle Länner vun der Welt kritiséiert ginn ass, wat natierlech ganz negativ war fir eisen Image. Mir hunn do missen, wéi mer am Dezember 2013 an d'Responsabilitéit komm sinn, ganz séier a ganz vill agéieren, fir deem entgéintzewierken.

Zwou grouss Initiativen hu mer do geholl. Dat Éischt ass gewiescht, dass mer et fäerdegbruecht hunn, an engem Joer all eis Legislatiounen ze änneren, fir vun der schwaarzer Lëscht ewechzekommen, op där mer stoungen. De Global Forum hat eis näämlech do dropgesat, well mer net méi kompatibel waren mat den internationale Regelen. Dat war e richtegen Défi, fir dat an engem Joer ze maachen. Dat huet och keen anert Land esou séier fäerdegbruecht wéi Lëtzebuerg!

Dat Zweet war, dass mer du wierklech eis Attitüd changéiert hunn: Vun där traditioneller Approche vum Secret bancaire si mer op den Échange automatique vun Informatiounen eriwwergaangen. Mir ware mat bei deene Länner, déi als Éischt d'Berliner Konventioun ënnerschriwwen hunn am Hierscht 2014, an domat ware mir am Peloton vun deenen Éischten. Dat huet ganz vill gehollef, fir eisen Image opzepoléieren, fir dass och glafwierdeg dobausse gesi ginn ass: Lëtzebuerg changéiert.

An den drëtte ganz wichtege Punkt ass natierlech d'lescht Joer gewiescht wärend eiser Présidence, wéi mer beim Échange automatique vu Rulingen ënner onser Présidence et fäerdegbruecht hunn, dass elo déi Donnéeën iwwert d'Rulingen an Europa zesummen ausgetosch ginn. Ech soen heiansdo mat e bëssen Humor: „Ech freeë mech op d'nächst Joer, wann dat näämlech de Fall ass, well da sinn net nëmmen d'Rulinge vu Lëtzebuerg um Internet consultabel wéinst dem LuxLeaks, mä déi vun deenen anere Länner dann och!"

Mir suergen awer dofir och derfir, dass déi Efforten, déi mer maachen an der Transparenz op där enger Säit, an déi Efforten, déi mer maachen, fir BEPS ëmzesetzen, déi Initiativ vun der OCDE, déi d'Landschaft vun de Steiere komplett ännert, do passe mer awer och op, dass déiselwecht Regele weltwäit sollen agehale ginn.

Mir hunn eis agesat an der Unioun, fir dass d'Kommissioun an de Conseil solle kontrolléieren, dass alleguerten d'Länner, déi entwéckelt Länner haaptsächlech an der OCDE, sech un d'Spillregelen halen, dass eben déiselwecht Spillregele weltwäit gebraucht ginn. Dat ass, wat een op Englesch den „level playing field" nennt. Do ass et dann och esou, dass mer oppassen, dass Lëtzebuerg awer kompetitiv bleift. Wa mir also an Europa Saachen diskutéieren an nei Mesuren huelen, ass Lëtzebuerg -zesumme mat nëmmen e puer anere Länner -, si mir déi, déi ëmmer oppassen, dass Europa och nach ëmmer fir d'Investisseuren attraktiv bleift.

Ech confirméieren do vläicht gären eppes, iwwert dat mer scho laang net méi geschwat hunn, dat ass d'Financial Transaction Tax. Dat ass déi Tax op den Transactions financières, wou zéng Länner aus der Europäescher Unioun eng Coopération renforcée gestart hunn, fir esou eng Tax op Transaktiounen anzeféieren. Si si sech awer nach ëmmer net eens, déi zéng Länner. Dat si mer och virgëschter nach am ECOFIN gewuer ginn. An ech kann och nëmme confirméieren, dass Lëtzebuerg net zu där Initiativ wäert derzoustoussen an dass mer dat och als eng ganz schlecht Initiativ ugesinn, well et natierlech Europa géif schwächen!

Zur responsabeler Fiskalitéit hunn ech elo dat Wuert „responsabel" erkläert. Elo wëll ech iwwert d'Fiskalitéit zu Lëtzebuerg soen: Mir hunn eng attraktiv Fiskalitéit zu Lëtzebuerg! Déi gëtt nach doduerch gestäerkt, dass mer d'nächst Joer natierlech eng Steierreform maachen, wou fir d'Entreprisen den Taux vun 21% op 19% erofgeet fir d'nächst Joer, 2017, an am Joer 2018 geet deen Taux op 18% erof.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mir keng extra Taxen hu fir d'Banken. Ech kréie ganz oft gesot, dass d'Taxen e bësse méi favorabel sinn an England. Mä mir wësse jo, dass se an England elo ganz aner Suergen hunn. Mä an England hu se extra Steiere fir Banken, d'„bank levy"! All déi Saachen hu mir zu Lëtzebuerg net.

E Rapport, deen d'Weltbank ganz rezent erausginn huet, deen heescht „Paying Taxes 2016",

klasséiert Lëtzebuerg als dat zweetattraktiivst Land an Europa fir d'Entreprisen. Dat éischt Land ass Kroatien mat 20% Prélèvement obligatoire. Lëtzebuerg ass dat zweet Land mat 20,1%. Interessant ass vläicht ze kucken, wéi déi aner Länner do ofschneiden: D'Schwäiz ass net ganz wäit ewech, mä huet schonn 28,8% Prélèvement obligatoire, England 32%, Däitschland 48,8%, Belgien 58,4% a Frankräich 62,7%. Mir hunn also mat 20% praktesch déi zweet Plaz, net wäit vun der éischter, déi vu Kroatien gehalen ass; wierklech vill besser wéi d'Konkurrenz.

Et ass awer och esou, dass mer och an den indirekte Steieren attraktiv sinn a bleiwen. Mir hunn nach ëmmer deen niddregsten Taux vun der TVA trotz der Erhéijung vu 15% op 17% am Zukunftspak. Mir hunn natierlech och den niddregen Taux vun 3% bäibehalen.

An dann nach e wichtege Punkt: Mir hu jo gesinn, dass déi Initiativ vun der OCDE gestart ginn ass, fir dass d'Multinationalle solle gerecht Steiere bezuelen: déi Initiativ BEPS. Dat geschitt de Moment um europäeschen Niveau. Mir hunn am Juni d'Anti-tax-avoidance-Direktiv adoptéiert. Et kënnt och elo nach eng zweet ATAD derbäi. Mir suivéieren dat ganz no. A wann doduerch - an dat ass bal sécher - en Élargissement vun der Base fiscale wäert kommen, si mir zu Lëtzebuerg net op additionnell Ressourcen ugewisen, well mir hunn en équilibréierte Budget a mir wäerte capabel sinn, dat ze kompenséieren.

Mäin drëtte Punkt ass eng gesond an diversifizéiert Finanzplaz. Den Haut comité de la place financière taagt regelméisseg, fir dat ze monitoren. Mir haten nach haut de Moien eng Reunioun, wou mer ganz vill Sujeten ugeschwat hunn a wou mer natierlech och d'Strategie vu Lëtzebuerg regelméisseg ënnert d'Lupp huelen. Mir hunn elo e permanent Sekretariat och ronderëm den Haut comité de la place financière geschaaft.

Mir hunn eis eng Strategie LUXFIN 2020 ginn, déi artikuléiert sech ronderëm dräi Prioritéiten: Eis Expertise am Internationalen, am Grenziwwerschreidenden, dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass, dass mer nach ëmmer eng Plattform am Häerz vun Europa sinn, en Headquarter, e Sprangbriet. An do ronderëm développéiere mer eis Servicer an dat ass och am Kontext vum Brexit elo ganz wichteg. An déi drëtt Achs vun där Strategie ass alles, wat da ronderëm d'Digitalisatioun vun der Ekonomie ass an en fait dat, wat FinTech genannt gëtt.

Wann ech dann elo e puer konkret Beispiller géif huelen, wéi d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz ass, géif ech se esou résuméieren - dat si siwe Punkten, Här President:

Eis Place financière ass um Rang Nummer 12 an der Welt. Dat ass am Index, deen heescht Global Financial Centres Index. Mir waren do op der 14. Plaz, sinn also dëst Joer zwou Plazen no vir geréckelt. A mir sinn do déi éischt Finanzplaz um europäesche Kontinent an déi zweet an Europa, natierlech no London.

Wann ech elo d'Fongenindustrie kucken, haut dee bekanntesten a wahrscheinlech dee wichtegste Pilier vun eiser Finanzplaz, do hu mer souwuel am August wéi am September Rekordziffere geschriwwen, soudass d'Aktiva ënner Management iwwer 3.600 Milliarden Euro sinn! Doriwwer kann ee sech freeën. Mir haten am Ufank vum Joer e bëssen eng Baisse, well och d'Bourssen erofgaange waren. Mä elo stinn d'Bourssen erëm besser do, soudass mer aus deem Grond besser stinn, awer och nach ëmmer vill nei Part-de-marchéë kréien. Mir hunn eis och nei Instrumenter ginn an der Fongenindustrie, an dat ass de Reserved Alternative Investment Fund, dee ganz vill Intérêt fënnt. Deen hutt Dir hei an der Chamber am Juli gestëmmt.

Wann ech elo de Private Banking kucken, also Gestion de fortune kucken, zwou Zifferen: Do hate mer virun der Kris 270 Milliarde ronn als Aktiva, dat war gefall op 225 Milliarden 2008. Mir stinn haut op 350 Milliarden! Dat ass en Accroissement vu 50%. Ech fannen dat scho remarkabel, dass mer dat fäerdegbréngen. Also Chapeau fir déi, déi an deem Métier sinn, well mir hu jo de Secret bancaire an der Tëschenzäit opginn mam Échange international. An trotzdeem si mer nach ëmmer attraktiv fir Private Banking!

An engem Wuert hunn ech dat emol och am Ausland gesot: Mir si vun enger Kultur vum Secret eriwwergaangen op eng Kultur vum Service.

Den Assurancësecteur steet sech gutt, haaptsächlech an der libre Prestation de service. Ech ginn net méi an den Detail an. Ech hat jo och ganz vill am Kader vun de 60 Joer ACA erzielt, d'Perspektive sinn do och ganz positiv.

Fir weider Siègë vun Entreprisen en général a vu Banke speziell op Lëtzebuerg unzeéien, wësse mer, dass mer do weider Succès hunn. Ech freeë mech, dass mer éischtens emol 2014, do hate mer nach dräi chineesesch Banken, haut hu mer der sechs! An no menger Rees de leschte Mount a China hat ech jo déi gutt Noriicht matbruecht, dass mer der zwou wäerten derbäikréien, mir wäerten also relativ séier aacht chineesesch Banken hei hunn.

Dat sinn déi aacht gréisst. Domat si mir ganz kloer de Point de repère, an ech géif soen, de Point de repère an d'Plattform, déi d'chineesesch Autoritéiten an d'chineesesch Banke gewielt hunn. An der Internationalisatioun vum Renminbi si mer och Nummer 1 an Europa. Ech halen dat alles ganz kuerz, fir méi séier virunzekommen. Mir kréie vläicht d'Geleeënheet, méi an den Detail ze goen.

Ech géif gär der Bourse de Luxembourg félicitéiere fir d'Evolutiounen an de leschten zwee, dräi Joer, wou ganz vill innovéiert ginn ass. Mir si scho laang d'Nummer 1 am Cotéiere vun Obligatiounen. Mä do si ganz vill Innovatioune geschitt, wat mer erlaabt och, als siwenten a leschte Punkt vun der Diversifikatioun oder vun der Modernisatioun vun eiser Finanzplaz iwwer „gréng Finanzen" ze schwätzen.

Gréng Finanzen ass eppes, wat extrem wichteg ass, net nëmmen, well dat gutt ass, fir de Klimaschutz an eis Engagementer vun der COP21 seriö ze huelen, mä well et natierlech och eng Méiglechkeet ass, nei Diversifikatiounen op eiser Finanzplaz fäerdegzebréngen. Mir hunn elo schonn déi meeschten Obligatiounen, déi gréng sinn, op eiser Bourse cotéiert. Dat ass schonn haut de Fall. Mä d'Bourse de Luxembourg huet jo virun zwee Méint annoncéiert, dass se géif eng Green Exchange lancéieren, wou exklusiv Obligatioune cotéiert ginn, déi Kritären vun Environnement oder vu Klimawiessel anhalen. An dat ass eng grouss Innovatioun, déi an der Welt ganz vill geschätzt gëtt, an ech konnt dat och op menger Rees a China feststellen.

En zweeten Aspect ass, dass mer als Stat mat der BEI eng Plattform, fir Projeten ze ënnerstëtzen, ënnerschriwwen hunn, an zwar Projeten, déi fir de Klimaschutz sinn, wou de Stat zesumme mat der BEI eng Joint Venture mécht. Dat ass eng éischte Kéier souwuel fir d'BEI wéi och fir Lëtzebuerg, fir dat ze maachen. An da schlussendlech: LuxFLAG huet e Certificat Climate Change virun e puer Méint lancéiert.

Véierte Punkt, d'Défien: Ech géif soen, éischtens emol, wann ee makroekonomesch kuckt, hunn d'Banken zwee riseg Défien. Deen éischten ass, well natierlech d'Zënsen esou déif sti weltwäit. Dat ass fir d'Banken a fir d'Assurancen eng grouss Schwieregkeet, well doduerch ginn hir Profitter staark erof. Dofir ass en immensen Drock op de Banken, fir Margen ze retten oder déi op d'mannst net ze vill falen ze loossen. Dat si ganz grouss Efforte vu Rationalisatioun. Dat geschitt net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä weltwäit, mir sinn eis däers bewosst.

Den zweeten Défi sinn d'Ressources humaines, net nëmmen, well mir nach weider Talenter mussen unzéien a wäerten unzéien, an et geléngt eis och gutt. Et gëtt och do verschidde Klassementer, déi weisen, dass Lëtzebuerg do guer net esou schlecht steet, wéi mir dat ëmmer mengen. Mä mir mussen zwou Saache fäerdegbréngen:

Dat eent ass Formation continue, well d'Bankplaz changéiert. Dat heescht, do sinn Aarbechtsplazen an deene 44.000, déi mer haut hunn, déi wäerten immens séier wiessele wéinst der Digitalisatioun. An déi Leit mussen ëmgepoolt ginn. Dorunner schaffe mer zesumme mam House of Training.

Dat Zweet ass eng Kooperatioun mat der Uni, déi vill méi dense gëtt, fir och derfir ze suergen, dass vun deene 6.000 Studenten, déi op eiser Uni sinn, en Deel vun deene souguer am Bachelor Modulle kënne proposéiert kréien, dass se solle relativ séier op eiser Finanzplaz kënnen eng Plaz fannen.

Den drëtten Défi ass ganz kloer d'Digitalisatioun. D'Digitalisatioun vun der Ekonomie a vun der Finanzplaz changéiert alles, mä mir mussen eis dorunner upassen. D'Akteure selwer mussen dat maachen; mir kënnen dobäi hëllefen. Mä et ass net nëmmen dat, wat geschitt. Et ass och esou, dass ganz vill nei Akteuren op de Marché kommen. Dat sinn déi faméis FinTech-Gesellschaften, déi Start-uppen, déi doranner täteg sinn. Mir hunn zum Beispill an deem Domän schonn iwwer 150 Firmaen zu Lëtzebuerg. Vun enger rezenter Enquête wësse mer dat, an do kommen der nach vill derbäi.

D'Zuel vun den Etablissementer, déi elektronesch Geld proposéieren, huet sech an de Joren zwëschen 2012 an 2015 verdräifacht. A mir sinn de Leader, wat d'Monnaie-virtuellen ubelaangt, well mer do schonn e puer Akteuren hunn, déi dat ubidden. Dofir hu mer jo och d'Luxembourg House of FinTech virun e puer Méint an d'Liewe geruff, eng Initiativ, wou déi Kleng an déi Grouss, déi Nei an déi Al an deem Domän sech kënne begéinen.

Ech géif gären och nach e Wuert soen zur Modernisatioun, ganz kuerz, zu der Modernisatioun vum Bankgeheimnis oder vum Secret professionnel. Doriwwer ass vill geschwat ginn an de leschte Méint. Ech wëll just dozou soen, dass mer onbedéngt mussen derfir suergen, dass eist Bankgeheimnis evoluéiert, dass et moderniséiert gëtt. Et huet jo säin Haapteffet, deen eng gewëssen Étanchéitéit par rapport zum Ausland mat sech bruecht huet, verluer, mä mir hunn et awer nach ëmmer fir d'Transmissioun vun den Donnéeën, fir d'Beaarbechtung vun all den Donnéeën, déi d'Banken hunn.

Do musse mer méi Flexibilitéit erakréien, fir éischtens de Banken ze erlaben, méi effizient ze schaffen, zweetens fir Outsourcing ze erlaben, mä awer e kontrolléierten Outsourcing, wou d'Securitéit geséchert ass. Mä an engems, wa mer do moderniséieren, kréie mer och nei Projeten op Lëtzebuerg vun Entreprisen a vun Akteuren, déi dann näämlech Lëtzebuerg eraussichen, fir vun do aus alleguerten hir Donnéeën ze beaarbechten. An dat ass am Kontext Brexit ganz wichteg.

An d'Konklusioun, Här President: Eiser Finanzplaz geet et gutt. Mir hunn e Programm vu Missiounen am Ausland, dee méi intensiv ass wéi jee, well mer och eng Rëtsch Opportunitéiten hunn am Kontext Brexit. Ech mengen, eise Motto, dee mer eis ginn hunn als modernt Lëtzebuerg, wat dynamesch, oppen a fiabel ass, dat spigelt sech och op der Finanzplaz erëm. An dat ass am Kontext vum Brexit particulièrement wichteg. Ech wäert och den nächste Méinden erëm eng Kéier zu London sinn, fir mat verschiddenen Akteuren ze schwätzen a sécherzestellen, dass dat, wat mer scho säit e puer Méint soen, stëmmt: dass Lëtzebuerg en natierleche Partner vu London an deem Kontext ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Éischten ageschriwwene Riedner an Interpellant ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, wéi mer fir d'leschte Kéier an dësem Haus iwwert d'Kompetitivitéit geschwat hunn, war dat am Dezember 2014, also viru genau zwee Joer. An do ware mer nach alleguerten ënnert dem Schock vu LuxLeaks, deen eist Land a ganz besonnesch eis Finanzplaz jo virun där Zäit uerdentlech gerëselt hat an deem seng Nobiewen, an de Finanzminister ass dunn drop agaangen, nach haut spierbar sinn.

Säitdeem ass vill Waasser d'Musel erofgelaf an déi meescht Noriichten, déi mer säithier aus der Wirtschaft kritt hunn, weise ganz kloer, datt d'Luuchten erëm op gréng geschalt sinn. Net nëmmen déi europäesch Wirtschaft huet erëm ugezunn, mä och ganz besonnesch hei am Land si mer erëm amgaangen, en Niveau beim Wirtschaftswuesstum ze erreechen, vun deem mer virun dräi, véier Joer nëmme konnten dreemen.

An ech wëll och do direkt dem Wirtschaftsminister soen, datt mer bien entendu ganz frou sinn, datt mer entre-temps erëm praktesch op 5% ukomm sinn. Mä ech mengen, déi zwee Ministere si mat mer d'accord: Et geet net drëm, déi eng Kéier ze erreechen, mä mir mussen och kucken, datt mer mëttel- a laangfristeg dee Wirtschaftswuesstum stabiliséiert kréien.

An ech mengen, och dës positiv Zuele sollen eis net vergiesse loossen, datt trotzdeem e puer méi däischter Wolleken um Himmel hänken: op där enger Säit, an de Finanzminister ass schonn drop agaangen, de Brexit, deem seng mëttel- a laangfristeg Konsequenze fir d'europäesch, awer och fir eis Wirtschaft am Moment nach net definitiv ofzeschätze sinn, souwéi awer och déi allgemeng geopolitesch Risken, wéi nach ëmmer déi ganz onsécher Situatioun am Noen Osten, de Konflikt mat Russland an der Ukrain an och d'bevirsteeënd Wahlen an zwou ganz grousse Wirtschafte vun der EU, näämlech an Däitschland a Frankräich. An och wësse mer nach net, wat fir Konsequenzen dat negativt Resultat vum Referendum an Italien mat wahrscheinlech enger neier Regierung a virgezunnenen Neiwahle finalement op d'Eurozon, den Eurogroup wäert an deenen nächste Méint a Joren hunn.

Mir wären duerfir, Dir Häre Ministeren, gutt beroden, wa mer alleguerten, d'Regierung, awer och d'Oppositioun, net géifen an Euphorie verfalen, mä weider eis Hausaufgabe maachen an eis Wirtschaft fit maache fir déi kommend Erausfuerderungen, déi och an den nächste Jore wäerten op eis zoukommen.

Här President, wann een iwwer Kompetitivitéit schwätzt, kënnt een net derlaanscht, sech och heiansdo mat deene verschiddene Kompetitivitéitsindexen ze beschäftegen. Ech wëll mech haut dorop beschränken, just mat engem vun deenen Indexe mech ze beschäftegen, vläicht och deem wichtegsten - en ass och virdru scho vum Finanzminister ugeschwat ginn -, näämlech deem vum World Economic Forum. Dee gesäit am Moment eist Land onverännert op der 20. Plaz vun 138 Länner. Ugefëiert, an ech mengen, dat ass awer och net onwichteg, dat nach eng Kéier ze preziséieren, gëtt dëse Ranking scho säit enger ganzer Rei vu Joren - nach ëmmer - vun der Schwäiz, engem Land, an dat mécht jo och dee Ranking interessant, dat trotz héije Léin nach ëmmer de Weltmeeschter an der Produktioun vu Gidder mat enger héijer Valeur ajoutée ass.

Wat un dësem Index, am Géigendeel awer zu villen aneren, besonnesch interessant ass - dat soen ech besonnesch à l'attention vum Wirtschaftsminister -, ass, datt en zu engem groussen Deel gefiddert gëtt aus de Meenungen an den Aschätzunge vun de sougenannten Décideur-économiquen, Leit - an ech mengen, do si mer alleguerten domat averstanen -, déi sécherlech net op enger Wollek liewen, mä déi ganz no bei der Realitéit um wirtschaftlechen Terrain sinn an déi och wëssen, vu wat se schwätzen.

Wat bedeit, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Ranking eng 20. Plaz? Oder aneschters formuléiert: Ass d'Glas hallef voll oder hallef eidel? Hei wëll ech nach eng Kéier drop insistéieren - an ech mengen, do si mer eis och eens -, datt eist Land dee gréissten Deel vu senge wirtschaftlechen Échangen nach ëmmer mat de Partnerlänner aus der Europäescher Unioun ofwéckelt. An hei kënnt een dann awer net derlaanscht, Dir Häre Ministeren, festzestellen, datt aacht vun deene Memberländer vun dëser Unioun, also aacht direkt Konkurrenten och vun eisem Land, an dësem Ranking virun eis leien! An dorënner si Länner wéi Däitschland an Holland, déi mer gewinnt sinn ëmmer op de Spëtzeplaze vun all deenen Indexen ze fannen, mä awer och all skandinavesch Länner, Schweden, Finnland an Dänemark, wéi souguer eist Nopeschland Belsch, wat eng knapp Nueslängt viru Lëtzebuerg...

(Interruption)

...an deem Index läit. A wat nach méi erstaunlech ass: Just eng Nueslängt hannendru läit e Land wéi Frankräich, wat jo nu wierklech net als e Modell vu grousser wirtschaftlecher Performance dobausse gëllt.

Wat sinn also déi haaptsächlech Grënn vun dësem Status quo? Wann een do e bësselche méi genau an den Detail geet, stellt ee fest, datt mer eis bei ville Kritären net verschlechtert hunn, Dir Häre Ministeren, mä mir sinn awer ewell manner gutt wéi anerer, déi also besser gi si wéi mir.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Mir sinn also hei stoe bliwwen a mir hunn op enger ganzer Rei vun Terrainen den Uschloss trotzdeem no vir verpasst.

Här President, ech gehéieren, wéi déi Häre Ministere bestëmmt och, sécherlech net zu deenen, déi de Wäert vun esou Kompetitivitéitsrankingen iwwerbewäerten. Nach bestätegt awer dat Klassement, wéi iwwregens eng Rei och äänlech Klassementer vun aneren Indexen, datt mir als Land mat eiser Ekonomie net méi am Spëtzepeloton vun den europäesche Memberlänner sinn, dat zumindest an enger Rei vu Beräicher.

Wéi ech mech op meng Interventioun vun haut de Mëtte virbereet hunn, sinn ech dann och nach eng Kéier duerch d'Riede vun deene verschiddenen Orateuren an der Kompetitivitéitsdebatt vum Dezember 2014 gaangen. An hei stellen ech fest, egal ob dat elo d'Aussoe vun deenen Häre Ministere respektiv vu mir selwer sinn, datt nach vill vun deenen Aussoen, déi si an ech elo wäerte maachen, haut nach ëmmer genau déiselwecht sinn an op enger ganzer Rei vun Terraine mer nach net wesentlech weiderkomm sinn.

Här President, d'Kompetitivitéit vun engem Land, vun enger Wirtschaft a vu sengen Entreprisen ass kee Selbstzweck, mä et ass eent vun den Instrumenter, fir Wuesstum an engem Land ze schafen an domadder de Wuelstand an deem Land mëttel- a laangfristeg ofzesécheren. An duerfir bleift och fir meng Fraktioun a fir mech selwer déi absolutt prioritär Fro, an den Här Wirtschaftsminister ass virdrun drop agaangen: Wivill Wuesstum brauche mer a wëlle mer an Zukunft fir dëst Land?

Wëlle mer virun op e Wirtschaftswuesstum vu 4% a 5% an driwwer setzen, fir eis Sozialsyste-

mer ofzesécheren an domadder de Wuelstand an dësem Land weider op engem héijen Niveau ze garantéieren? Nëmme wa mir eis alleguerten eens sinn an dëse fundamentale Froe fir d'Zukunft vun eisem Land, kënne mir och zesummen eng kloer a prezis Kompetitivitéitsstrategie fir eis Wirtschaft entwéckelen.

Ech bedaueren duerfir nach eng Kéier, datt d'Regierung net eis Propositioun, déi vu mengem Kolleeg Marc Spautz, CSV-President, vun engem Zukunftsdësch, opgegraff huet, déi op all dës Froen zumindest hätt kënnen eenzel Elementer vun Äntwerte bäidroen.

Déi aner Fro, déi sech awer stellt, an déi ass gradesou aktuell: ob all déi Exigenze vun engem Wuesstum vu véier a méi Prozent och mat de Prinzipie vun der sougenannter drëtter industrieller Revolutioun vum Här Rifkin iwwerhaapt kompatibel sinn.

De Mëtte sollt mäi Fraktiounschef, de Claude Wiseler, zum Rifkin-Rapport Stellung huelen. Leider Gottes läit e mat enger ganz strammer Gripp doheem, kann also leider dat de Mëtten net maachen. Dat wäerte mer duerfir da bei enger nächster Geleeënheet nohuelen.

Här President, ech wëll an deenen nächste Minutte versichen, e kuerze Bilan ze maache vun all deem, wat d'Regierung a puncto Kompetitivitéit och virun zwee Joer an Aussiicht gestallt huet, an e bësselche kucken, wat dovunner ëmgesat ginn ass a wat net dovunner ëmgesat ginn ass.

Wann ee vu Kompetitivitéit schwätzt, ginn et eng Rei vu moossbare Kritären, déi en direkten Impakt op déi Kompetitivitéit hunn, an ech wëll aleedend zu menger Interventioun nach eng Kéier op déi fënnef fir mech wichtegst Kritären agoen.

Deen éischten, dee besonnesch an engem klenge Land absolutt prioritär ass, ass dee vun ausgeglachenen ëffentleche Finanzen. Dës Regierung hat sech dann och den Équiliber am Zentralstat op de Fändel geschriwwen. An erlaabt mer hei, vläicht mat engem Zitat justement aus enger vun deene Riede vu virun zwee Joer unzefänken, an ech zitéieren: „Mä et ass awer ganz kloer, datt dës Regierung de Rééquilibrage vun de Statsfinanzen als eng grouss Prioritéit gemaach huet, fir 2018 erëm am Équiliber ze sinn, och am Zentralstat, wou mir keen Équiliber hunn. Wa mer näischt géife maachen, hätte mer iwwer eng Milliard Schold den am Zentralstat an all Joer, an dat ass jo net haltbar."

(Interruption)

„Dat wär ganz schlecht fir eis Indépendance de décision par rapport zu Bréissel an et wär ganz schlecht fir eis Kompetitivitéit."

Déi Ausso, déi ech iwwregens mat zwou Hänn géif ënnerschreiwen an also och hätt kënne vu mir gemaach ginn, staamt awer aus dem Mond vun eisem Finanzminister Pierre Gramegna, deen also virun zwee Joer dësen Équilibre budgétaire als e wesentleche Peiler vun enger nohalteger Finanzpolitik, déi noutwendeg ass fir eng besser Kompetitivitéit, duergestallt huet.

Haut, zwee Joer méi spéit, Här President, presentéiert deeselwechte Finanzminister e Budget, deen eng Milliard Defizit am Zentralstat virgesäit! Wéi kënnen e Finanzminister an e Wirtschaftsminister an eng Regierung innerhalb vun zwee Joer esou fundamental hir Meenung änneren an dës 180-Grad-Kéier dann och nach duerstellen als eng virsiichteg Finanzpolitik am Interessi vun der Kompetitivitéit vun dësem Land? A wann ech dann, Dir Dammen an Dir Hären, och...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Här President, ech wär awer frou, wann ech kéint... Ech hunn och de Minister...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt ganz alleng d'Wuert. A wann den Här Minister d'Wuert wëllt, da freet en et.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- E ka ganz gär mer à tout moment eng Fro stellen, mä...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hunn eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, „à tout moment", dann hutt Dir d'Wuert, Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech wollt den Här Mosar just froen, wann en elo seng Fro gestallt huet: Wéi kann dann d'CSV innerhalb vun dräi Méint soen, dass mer manner Wuesstum brauchen, well mer soss zu engem 1,1-Milliounen-Awunner-Stat ginn, wat mer alleguer net wëllen, an da parallell awer d'Betribsbesteierunge wëlle weider erofsetzen, fir méi Wuesstum ze kréien? Kënnt Der eis dat dann am gläiche Moment erklären, wann ech gelift?

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Majo, Här Schneider oder Här Gramegna, wann Dir mer emol géift op meng éischt Fro äntwerten,...

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- ...äntwerten ech Iech och op Är! Mä esou laang dat net de Fall ass, erlaabt mer, elo emol virunzefueren!

Une voix.- Très bien!

(Hilarité et brouhaha)

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ech wëll also op den Avis vun der Zentralbank agoen. Mir wäerten déi nächst an déi iwwernächst Woch nach méi am Detail dorop agoen, mä do ass awer een Element, wat och engem Finanzminister ganz besonnesch, awer och engem Wirtschaftsminister misst ze denke ginn: Do ass näämlech eng Hypothees vun enger sougenannter Schocksituatioun mat Chiffere festgeluecht ginn. A mir hunn alleguerte gesinn, datt, wann et esou zu engem Schock géif kommen - an ech wëll just drun erënneren, datt mer schonn eng Kéier esou eng Schocksituatioun 2012 haten, wéi mer hu missen zwou Banke retten -, da wären eis ëffentlech Finanzen an engem katastrophalen Zoustand, Dir Häre Ministeren, an da brauche mer guer net méi vu Kompetitivitéit ze schwätzen! An och dat schéngt mer e wesentleche Punkt ze sinn!

Ech kommen zu engem zweete Kritär, deen och wichteg ass - a mäi gudde Fraktiounskolleeg Félix Eischen wäert herno am Detail dorobber eragoen -, dat ass dee vun der Simplification administrative. An do muss ech awer soen, Här Wirtschaftsminister, d'Simplification administrative, dat ass eppes wéi d'Monster vu Loch Ness: Jiddweree schwätzt dovun, besonnesch d'Regierung, an et huet nach keen et gesinn! Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt déi viregt Regierung scho vun engem Omnibusgesetz geschwat huet. Du koum dës Regierung, där ass dat net schnell genuch gaangen. Dir hutt du gesot, mam Omnibus géif et net duergoen, mir missten op den TGV ëmklammen. Mir gesinn am Moment: Mir hu weder en Omnibus nach en TGV,...

(Interruption)

...mä mir sinn erëm am Postkutschenzäitalter ukomm, Här Minister, an d'Postkutsch ass nach iergendwou ënnerwee hänkebliwwen, well säit 2014 ass um Niveau vun der Simplification administrative guer näischt geschitt!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Mosar, Dir wësst jo, wou se hänkt! Net bei der Regierung.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Här Wirtschaftsminister, Dir hutt se virun zwee Joer hei schonn an Aussiicht gestallt! Mir stelle just fest, datt bis elo mer nach kee Millimeter virukomm sinn!

Eng drëtt wesentlech Bedéngung ass, an ech mengen, och do besteet e ganz grousse Konsensus, och wann ech den Här Rifkin héieren hunn, bei deem all Wuert oder all zweet Wuert praktesch datselwecht war, näämlech d'Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft. Och do, mengen ech, si mer eis alleguerten eens, datt ouni déi Digitaliséierung vun eiser Wirtschaft mer um Niveau vun der Kompetitivitéit net wäerte wesentlech virukommen.

Wann ech awer elo do kucken, Här Wirtschaftsminister, wat mer entre-temps do erreecht hunn, dann hunn ech heiansdo d'Gefill, datt mer do praktesch nach gradesou wäit ewech si wéi vun Áren „space resources", déi Der jo och wëllt an deenen nächste Joren eng Kéier an Ugréff huelen.

An erlaabt mer do trotzdeem, op e konkret Beispill vun de leschte Wochen anzegoen, näämlech de Projet de loi 7024, deen net nëmmen en Outsourcing vu gewëssene Bankeservicer virgesäit, mä deen doriwwer eraus och nach en Outsourcing vu Bankdonnéeë virgesäit. An hei, Här President, hunn ech wierklech Problemer, fir kënnen nozevollzéien, datt an engem Land, dat sech wëllt „centre d'excellence" nennen, dat bewisenerweis op déi bescht a kompetentst Datenzentre kann zréckgräifen, Banken, déi hei sinn, hir Daten net hei wëlle stockéieren, mä dat ausserhalb vun eise Grenze maachen!

An ech wëll Iech direkt soen, ech maachen emol net onbedéngt deene Banken duerfir e Reproche, soen ech och hei à l'attention vum Finanzminister. Wann dat déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir kompetitiv ze bleiwen, kann ech dat novollzéien. Mä da musse mer eis awer, Här Wirtschaftsminister, d'Fro stellen, firwat datt dat esou ass. An do de deux choses l'une: Entweder bidden d'Akteuren am ICT-Beräich keng valabel a kompetitiv Produkter an deem Secteur un oder awer d'Präisser sinn am Vergläich mam Ausland net kompetitiv. An an deenen zwee Fäll musse mer eis hannerfroen, firwat datt dat esou ass!

An an deemselwechte Kontext, Här Wirtschaftsminister, wëll ech hei op en Interview vum Här Jean Diederich verweisen, President vum der APSI, där Associatioun, déi sech ëm déi ganz Informatikfirme këmmert, dee ganz genau op dës grouss Defiziter higewisen huet, déi Akteuren an deem dote Secteur hunn, déi am Moment einfach net performant a kompetitiv genuch sinn.

An ech maachen elo net der Regierung do e Virworf, well ech weess och, datt d'Regierung net och nach kann zoustänneg si fir d'Kompetitivitéit vun hiren Entreprisen an deem Secteur, nach, mengen ech, musse mer eis bewosst sinn, datt hei nach ganz vill Efforten ze maache si vun der Regierung, awer och ganz besonnesch vun den Akteuren am ICT-Beräich, wa mer wëllen net nëmmen e Centre d'excellence ginn, mä och e Land - an ech deelen eigentlech déi Ambitioun, Här Wirtschaftsminister - vun de Start-uppen.

Wann ech da vun Digitaliséierung schwätzen, Här President, kommen ech net derlaanscht, och drop hinzweisen, datt et a ville Regioune vun eisem Land nach kee schnellen Internet gëtt. Och dat ass e Punkt, deen eng wirtschaftlech Diversifikatioun schwéier mécht, wa mer wëssen, datt op verschiddene Plaze Firmen emol keen Accès op dee schnellen Internet hunn. An ech wäert och dozou herno eng Motioun déposéieren.

Ech weess, datt d'Ambitioun do ass an d'Objektiv bei der Post, fir 2023 op 80% schnellen Internet an eisem Land ze kommen. Ech sinn awer der Meenung, datt dat net duergeet! Wa mer wierklech hei wëlle virukommen, muss dat do vill méi schnell sinn. An et kann net sinn, datt mer am Norden entre autres an am Oste vun dësem Land, wat deen dote Punkt ubetrëfft, nach ganz wäit ewech sinn!

Véierte Kritär: d'Wichtegkeet vun den Investitiounen a Recherche an Entwécklung. Och do sinn déi lescht Zuelen, déi vun Eurostat publizéiert gi sinn, wäit ewech vun deem, wat eigentlech misst sinn. Mir investéieren - an ech zitéiere just déi Zuelen - hei just 1,31% vun eisem PIB an der Recherche an der Innovatioun, souwuel natierlech staatlech wéi Privatwirtschaft. Am Verglach mat anere Länner wéi Südkorea: 4,29%, Japan: 3,59%, USA: 2,73%, China: 2,05% leie mer also ganz wäit ewech. Awer och par rapport, an dat ass méi grav, vun der Strategie „Europa 2020", déi eng Augmentatioun vun dësen Investitiounen an der EU op 3% bis zum Joer 2020 virgesäit, si mer nach ganz, ganz wäit ewech.

Ech weess och, datt do net nëmmen d'ëffentlech Hand gefuerdert ass, mä och de Privatsecteur ass hei sécherlech net proaktiv genuch, wat sech awer entre autres och, Dir Häre Ministeren, doduerch erkläre léisst, datt déi steierlech Incitativen einfach net duerginn, fir Investitiounen an deem Beräich ze encouragéieren. Ech weise just op ee Punkt hin, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, dat ass d'Ofschafe vum 50bis, ouni Ersatz, wat och ab dësem Punkt eng ganz Rei vun negative Konsequenzen huet.

Last but not least, Här President, hu mer natierlech de Kritär vum Know-how a vun der Qualifikatioun vun deene Leit och hei am Land, déi ganz besonnesch an deenen neien innovative Secteuren an Technologië solle schaffen. An och do muss ech soen, datt déi Zuelen, déi mer virun zwee Deeg vun der OECD am Kontext vun de PISA-Tester kritt hunn, een net ganz besonnesch optimistesch stëmmen. An dat huet nun iwwerhaapt näischt ze di mat soziologeschen oder aneren Elementer, well een einfach hei muss constatéieren, datt eise Schoulsystem generell leider net genügend Fachkräften ervirbréngt, déi sech an deenen dote Beruffer kënnen etabléieren!

An erlaabt mer, vläicht eng Kéier hei den Henry Ford ze zitéieren, dee gesot huet, datt d'Wettbewerbsfäegkeet net an der Fabrik oder am Fuerschungslaboratoire entsteet, mä am Klassesall. Och dat soll ee wëssen, wann ee vu Kompetitivitéit schwätzt. Ech weess, datt ech deen Appell éischter hei misst un den Éducatiounsminister riichten, mä ech huelen un, datt Dir em de Message mathuelt.

Här President, ech hu virdru gesot, ech wéilt hei och e bëssen de Bilan zéie vun deem, wat an de leschten zwee Joer geschitt ass a wat fir eng Mesuren, déi och ugekënnegt gi ware vum Här Schneider, entre-temps realiséiert gi sinn a wat fir eng bis elo nach am Tirang leie bliwwe sinn.

Ee Projet, deen entre-temps gestëmmt ginn ass, dat ass virdrun och schonn ugeschnidde ginn, ass dee vun der Een-Euro-Gesellschaft, eng gutt Saach, déi, huelen ech och un, zu enger Diversifikatioun wäert féieren, och interessant ass fir Start-uppen.

Eng aner Initiativ, déi mir begréissen, dat ass déi vum Space mining, d'Space Resources, a mir gi gär zou, datt de Minister do mat engem gewëssene Courage hei virgeet. A mir deelen och net déi Kriticke vu Leit, déi hei wëllen d'Regierung oder de Minister lächerlech maachen. Mir fanne schonn, datt dat doten en interessanten, innovative Secteur ass, a mir sinn duerfir och hannert dem Minister. An en huet et och hei fäerdegbruecht, dat muss een objektiv feststellen, datt eist Land op d'Weltkaart komm ass och an deenen dote Secteuren, an dat ass u sech ze begréissen.

Mir fannen och, datt de Minister eng gutt Aarbecht mécht um Niveau vun de Prospektiounsreesen. En ass vill ënnerwee. Et konnt een an de leschten Deeg eng Kéier en direct iwwer Twitter verfollegen, wou en do iwwerall esou dru war. Mir fannen awer, datt dat eng gutt Saach ass. D'Entreprisë kommen net nëmme méi automatesch heihinner, et muss een Efforte maachen, fir se sichen ze goen. An ech fannen also, datt déi Prospektiounsreesen an déi richteg Richtung ginn.

Mir wären natierlech och gespaant, de Minister huet do op Twitter ugekënnegt, en hätt eppes „ganz Grousses" un der Aangel, e géif an den nächsten zwee Méint dovunner schwätzen. Ech weess net, ob den Här Minister e Fëscher ass, ech si keen, mä et gëtt emol esou e Spréchwuert, wat seet: „Déi déckste Fësch sinn déi, déi een ni un der Aangel huet."

(Hilarité)

Duerfir hoffen ech, Här Minister, datt dat heiten dann awer vläicht da kee ganz groussen ass, mä datt Der en awer zumindest un der Aangel wäert hunn.

Här President, erlaabt mer, awer och nach ee Moment bei de Mëttelstand ze kommen an op ee Punkt do anzegoen, mat deem Der Iech och virun zwee Joer beschäftegt hat, näämlech mat den Éffnungszäiten am Commerce. Do hat Der eis fir 2015 eng Evaluatioun an Aussiicht gestallt an am Kader vun där Evaluatioun sollt nach eng Kéier analyséiert ginn, ob een a Richtung vu méi Flexibiliséierung misst goen, eng Fro, déi Ärer Meenung no - an iwwregens och eiser Meenung no - och nach eng Kéier sollt prioritär mat de Sozialpartner diskutéiert ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt et fir den Handel en net onwesentleche Punkt ass. An ech wär frou, wann den Här Minister eis vläicht herno kéint soen, wou déi Evaluatioun drun ass. Ech weess net, ob ech se iwwersinn hunn, net gesinn hunn. Mä ech ka mech elo net erënneren, datt et eng gëtt an datt déi zumindest an der Éffentlechkeet och mat de Sozialpartner in extenso diskutéiert gi wier.

Här President, ech wëll dann elo, wéi ech dat och ugekënnegt hunn, op eng Rei vu konkrete Virschléi agoen, well mir eis Kriticken, déi mer virbréngen - ech mengen, zu Recht virbréngen -, awer och wëlle mat eegene Propositiounen ënnermolen.

Mir wäerten duerfir och zwielef Motiounen déposéieren. An ech wëll direkt hei soen, Här Minister, datt déi Motioune relativ méi vag gehale sinn, well mir och net mengen, datt mir elo onbedéngt hei d'Wourecht gepacht hätten, an et eis ëm d'Saach geet a mir duerfir hei einfach wëllen och eng Rei Denkustéiss un d'Regierung liwweren. An da muss ee kucken, wéi et mat deenen Denkustéiss virugeet, wéi een déi eventuell och an d'Praxis kann ëmsetzen, an do si mir natierlech ganz gär bereet, dat zesummen an deenen dofir zoustännege Kommissiounen ze kucken.

Mä mir fannen, datt mer eis hei, an dat wäert Der gesinn, relativ vill Aarbecht gemaach hunn. Dir gesitt och, datt do eng ganz Rei vu flotte Propositiounen derbäi sinn.

Eng éischt Fuerderung, dat ass awer eng, déi scho méi bekannt ass: Dir wësst, datt mer proposéieren, à long terme den Taux d'affichage vun am Moment nach praktesch 30% op 15% erofzesetzen. Dat allerdéngs... - an ech wëll dat och direkt soen, Här Wirtschaftsminister, well Der jo virdru gesot hutt, d'CSV géif just ëmmer nëmme Mesurë virschloen, déi e steierlechen Impakt hätten -, mir proposéiere bien entendu dës Mesure mat gläichzäiteger Verbreederung vun der Base!

A mäi Fraktiounskolleeg Gilles Roth huet scho virun e puer Deeg hei am Kontext vun enger anerer Debatt gesot, an dat wëll ech hei nach eng Kéier widderhuelen, datt mir der Meenung sinn, datt déi global Betribsbesteierung..., an do muss ech soen, ech sinn net ëmmer ganz eens mat deem Bild, wat och hei de Finanzminister moolt, fir ze soen: „Voilà, mir setzen elo

d'Betribsbesteierung erof op 19% respektiv 18%."

Dir Häre, Dir wësst dach ganz genau, datt mer reell op 26%, 27% sinn! A wann Dir, Här Wirtschaftsminister, an Dir, Här Finanzminister, an d'Ausland gitt an da froen d'Betriber Iech: „Wat musse mer da vu Betribssteiere bezuelen?", kann een net soen 18%, 19%, mä da musst Der soe 26%, 27%. Mä wann ech gelift, kommt mir halen op, ëmmer do mat Montanten ze kommen, wou mer wëssen, datt et jo net dat ass, wat d'Betriber interesséiert! Well d'Betriber wëlle wëssen: Wat ass de globalen Taux, dee se hei bezuelen? An dem Betrib ass dat egal, ob dovun en Deel un d'Gemenge geet an en Deel bei de Stat geet! Si wëlle ganz einfach nëmmen e globalen Taux. An duerfir proposéiere mir, well mer gesinn, wéi dat am Moment och am Ausland ass, datt mer mëttelfristeg op ënner 20% erofginn.

Mir plädéieren awer och, Här President, nach aus engem anere Grond dofir, an dat hunn ech och schonn e puermol gesot an dat kann den Här Finanzminister sécher confirméieren: Mir steiere wierklech um europäeschen Niveau ëmmer méi a Richtung vun där harmoniséierter Base. Den Här Moscovici schéngt relativ gutt do virunzekommen, soudatt mer einfach mussen eis bewosst sinn, datt an der Steierpolitik herno d'Konkurrenz just nach wäert méiglech sinn iwwert d'Tauxen. An duerfir hu mer wierklech all Intérêt drun, Här Finanzminister, datt mer déi Tauxen esou schnell wéi méiglech un den Niveau vun eisen direkte konkurrenzielle Länner upassen.

Une voix.- Här President!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Eng zweet...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mosar,...

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ja?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...d'Regierungsmemberen hunn eng Prezisioun ze maachen, wann Der erlaabt?

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Da kann ech e Pättchen drénken. Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Merci, Här Mosar, dass Der déi Interventioun nach erlaabt. Vläicht just virausgeséckt: Mir ginn natierlech net duerch d'Land a maache Promotiounspolitik mat falschen Tauxen! Ech mengen, déi Entreprisen, mat deene mir schwätzen, déi wëssen natierlech och, wat Saach ass, a si kommen trotzdeem, trotz eisem méi héije Steiersaz wéi an anere Länner, soss hätte mer jo net dee Wuesstum, dee mer elo haut hunn.

Ech wëll Iech awer zwou Saache soen, éischtens emol Är Propositioun, fir ze soen: „Ma mir gi mam Taux d'affichage erof a mir verbreederen d'Base." Dat ass jo eng Propositioun, vun där ech am Ufank, muss ech soen, wéi ech Wirtschaftsminister gi sinn, och gemengt hunn, dass dat eng gutt Iddi wier an dass een dat misst maachen. Et féiert awer dozou, dass mer dann eng ganz Rei Abattementer, déi mer haut kënnen den Entreprisë proposéieren an domadder och kënne guidéieren, wéi eng Entreprisen dass mer wëllen op Lëtzebuerg a wéi eng dass mer net wëllen, dass déi dann ewechfalen, fir kënnen e banale Flat-Rate-Taux ze proposéieren.

Dat heescht am Kloertext: Fir dat ze maachen, wat Dir wëllt, misste mer all déi Avantagen, déi mer elo hunn a mat deene mer d'wirtschaftlech Entwécklung vum Land steieren, déi misste mer opginn, fir herno eng Flat Rate ze hu vun ebe 15% oder wivill och ëmmer. Dat heescht, do huele mer eis ee wichtegt Instrument awer aus der Hand, zemol an dem Kader vun den Diskussiounen, déi mer jo haut féieren, vun engem nohaltege Wuesstum! Do musse mer jo vill méi Steierungsinstrumenter kréien, fir Entreprisen, déi mer eventuell net wëllen heihin unzéien, fir déi och ewechzehalen. Dofir géif ech Iech dat just nach eng Kéier mat op de Wee ginn als awer net onwichtegt Argument.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Der erlaabt, Här Mosar? Mä ech mengen, d'Regierung huet och d'Geleeënheet, fir herno ze äntwerten.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Jo, well dat do war elo keng Fro méi, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Richteg!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Also ech si ganz gär bereet..., well elo äntwerten ech Iech jo. Dir erwaart jo, datt ech eng Äntwert ginn. Da ginn ech och erëm hei ënnerbrach an dann dauert dat alles vill méi laang.

Natierlech, Här Wirtschaftsminister, an dat wësst Der, datt dat an eiser Propositioun dran ass, dat wäert Der och nach eng Kéier herno an eiser Motioun erëmfannen, datt mir natierlech do en Iwwergangssystem proposéieren, well mer wëssen, datt een dat net vun haut op muer ka maachen, well ee riskéiert, do eng Rei vu Betriber ze penaliséieren. Allerdéngs wësst Dir awer och, datt den Zuch an déi dote Richtung zu Bréissel fiert an datt dat do an zwee oder dräi Joer oder véier Joer d'Realitéit wäert sinn! Kommt, mir maachen awer net d'Ae virun der Realitéit zou! Ech mengen, et ass wichteg, datt mer hei pragmatesch sinn. An ech weess, Dir allenzwee, Dir sidd och pragmatesch Politiker. Also kommt, mir versichen, do awer net an Illusiounen ze bleiwen, wou mer wëssen, datt dat doten d'Realitéit net méi erëmgëtt!

Eng zweet Propositioun, déi ech och schonn déi eng oder aner Kéier hei virbruecht hunn - dat ass eng, déi sech éischter un de Finanzminister adresséiert -, dat ass, datt mir der Meenung sinn, datt een Direktive soll a minima an net a maxima ëmsetzen.

Mir wëllen nach eng Kéier hei soen, ënner viregte Regierunge war déi Politik, déi seet: «toute la directive, mais rien que la directive», an ech fannen eigentlech, datt dat och haut nach ëmmer richteg ass. Ech ginn Iech och e Beispill, Här Finanzminister, dat ass déi Direktiv vun den Dépôts de garantie, iwwert déi mer virun engem Joer hei geschwat hunn. Do hu mir als eenzegt Land - als eenzegt Land ënner 28! - deen Taux verduebelt - deen Taux verduebelt! - an domadder alleguerten eis Banken, besonnesch déi kleng an déi mëttel, an eng konkurrenziell schwiereg Situatioun eragedréckt!

An ech muss Iech soen, dat ass net glécklech, besonnesch awer an Zäiten, an do si mer eis bestëmmt och alleguerten eens, wou d'Banken duerch eng schwiereg Zënssituatioun et schonn net ëmmer einfach hunn, och duerch extrem grouss Compliance-Departementer extrem héich Fraisen hunn, an da gi mir och nach dohinner a mir ginn eigentlech ouni Nout hei quasiment dat Duebelt maache vu villen anere Länner!

Ech wëll elo net nach eng Kéier dorop agoen, mir haten dat jo d'lescht Joer in extenso gemaach. Ech fannen dat just net glécklech. An ech géif duerfir nach eng Kéier den Appell hei widderhuelen: Kommt, mir bleiwe wierklech derbäi, datt mer - wann ouni wierklech extrem pertinente Grond - déi Direktive just a minima an Zukunft ëmsetzen. Ech wäert och dozou eng Motioun déposéieren!

En anere Punkt an eng aner Propositioun, déi och schonn e puermol hei thematiséiert ginn ass, déi och virdru vum Finanzminister ugeschwat ginn ass, ass déi vun den europäeschen Headquartere vu groussen Entreprisen.

Ech mengen, ganz besonnesch d'Noutwendegkeet heivunner ass nach eng Kéier nom Brexit gewuess, well an der Zwëschenzäit net nëmmen, mä awer och ganz vill Entreprisen aus dem Finanzsecteur justement iwwerleeën, vun der City of London fortzezéien an aner europäesch Stied. An ech mengen, datt mir do wierklech déi eng oder aner gutt Kaart ze spillen hunn. An de Finanzminister huet et zu Recht ënnerstrach, mir gesinn et: Mir hunn elo aacht chineesesch Banken hei, déi ganz grouss, och entre-temps déi e bësse manner grouss. Et sinn der anscheinend nach déi eng oder aner an der Pipeline. Do gesäit een also, datt dat ka fonctionnéieren.

Ech hat schonn, wéi mer déi Interpellatioun haten iwwert d'Finanzplaz, eng Motioun déposéiert, wou ech gefrot hat, datt mer dee sougenannten „legal framework" misste kucken, ob dee misst adaptéiert ginn. Dir hat, Här Finanzminister, déi Motioun deemools ugeholl. Ech hunn awer entre-temps näischt gesinn, datt do iergendeppes erfollegt wär. Duerfir géif ech se haut nach eng Kéier déposéieren, mä an deem Kontext awer och nach eng aner Propositioun maachen, Här Finanzminister, well Der och dovunner virdru geschwat hutt, an dat huet mat där ganzer BEPS-Diskussioun ze dinn.

Ech mengen, Dir wësst, Här Finanzminister, datt déi ganz BEPS-Direktive jo a Richtung ginn, datt ee muss kucken, Entreprisë mat Substanz heihinnerzekréien, ewech vun de Bréifboîtten, ech mengen, dat ass och schonn e puermol ugeklongen. De Problem ass just deen, datt nach ëmmer keng kloer Kritären definéiert sinn, wat dann elo „Substanz" bedeit. An dat ass natierlech problematesch, wann een elo an d'Ausland wëllt goen, wéi Dir dat jo oft maacht, et wëllt een Entreprisen unzéien, et seet een: „Dir braucht awer eng gewësse Substanz", da froen déi Entreprisen: „Wat ass déi Substanz?", an dann hu mer do keng kloer Kritären, déi mer deenen Entreprisë kënne ginn.

Mir haten - do waart Dir net derbäi - virun enger Rei vun Deeg an enger Finanzkommissioun déi dote Fro opgeworf mat der zukünfteger Madamm Directrice vun der Steierverwaltung a si huet eis du gesot, déi Kritäre géife plus ou moins vaguement an enger Circulaire vun der Steierverwaltung stoen. Do soen ech Iech awer direkt, ech fäerten - ech hoffen awer gär, datt ech mech iren -, datt et an Zukunft, och mat deene ganzen Transparenzobligatiounen, net méi wäert duergoen, esou wichteg Kritäre just an eng Steiercirculaire ze setzen!

Ech fäerte ganz, Dir Dammen an Dir Häre, an haaptsächlech Dir Häre Ministeren, datt mer net derlaanschtkommen, dat doten an e Gesetz ze schreiwen. An duerfir wäert ech och nach do eng Motioun hei déposéieren, wou mir gär hätten, éischtens, datt déi Kritären eng Kéier géifen definéiert ginn a wa méiglech och eng gesetzlech Basis géife kréien. Well ech mengen, et huet keen dorunner Intérêt, datt mer muer erëm zu Bréissel Problemer kréien, well gesot gëtt: „Dat do ass an enger Circulaire, do gëtt iergendwéi eppes gedeichselt a gedréit." Kommt, mir maachen hei eng korrekt, konkret, propper Aarbecht a mir setzen déi Kritären an e Gesetz!

Här President, en anere Volet, deen elo méi d'mëttelständesch Entreprisë betrëfft, ass dee vun de Successiounen an den Transmissioune vun Entreprisen. Hei geet et, Här Wirtschaftsminister, eigentlech ëm zwee verschidde Voleten: Nääмlech deen een ass dee vun der Verierwung vu Betriber an deen aneren ass dee vun der Iwwerdroung vu Betriber.

Wat deen éischte Punkt ubetrëfft, déi richteg Successioun, huet d'Regierung eng punktuell fiskalesch Mesure am Kader vun der Steierreform virgeschloen, déi mir par ailleurs ënnerstëtzen, duerch déi d'Immeublen, déi an engem Betrib sinn, dee weiderverierft gëtt, esou laang steierlech neutraliséiert ginn, wéi dës Immeublen am Betrib bleiwen oder net aneschters affektéiert ginn. Mir fannen dat eng ganz gutt Mesure, mir ënnerstëtzen déi och.

Mir mengen allerdéngs, datt een déi Mesure och hätt kënne weider ausdeenen op déi Situatioun, wou et ëm méi Ierwe geet. Well op meng Fro an der Finanzkommissioun hunn ech vun der, wéi gesot, vun der zukünfteger Madamm Steierdirectrice geäntwert kritt, dat géif just spillen, wann et ëm een Ierwe géif goen, deen dee ganze Betrib mat deenen Immeublë géif kréien. Et ass eis dunn awer gesot ginn, et géif iwwerluecht ginn, am Kader vläicht vun anere steierleche Mesuren dat ze änneren. Och do wäre mir frou - an duerfir wäerte mer och do eng Motioun déposéieren -, wann een déi dote Mesurë géif méi generell viruféieren.

En anere Volet ass awer dee vun der Transmissioun vun Entreprisen. An do ginn ech, Här Wirtschaftsminister, d'Gefill net richteg lass, datt dës Transmissioun vun Entreprisen e bëssen „de parent pauvre" net vun Iech, mä iwwerhaapt vum Entrepreneuriat ass. An hei muss ee wëssen, datt et an den nächsten zéng Joer hei zu Lëtzebuerg 1.500 Betriber wäert ginn, déi net vun iergendengem Member vun der Famill wäerten iwwerholl ginn a wou se drop ugewise wäerte sinn, iergendwéi eng aner, eng drëtt Persoun ze fannen, déi dës Entreprisen iwwerhëlt. A wann dat net de Fall ass, verschwannen déi Entreprisen, mat alle Konsequenzen, déi do drunnerhänken.

A wann een e bëssen - an ech hu mer d'Méi gemaach, mech fir déi doten Thematik e bësselche méi intensiv ze interesséieren -, wann een do Statistiken an Etüden iwwert déi Transmissioun vun Entreprisë kuckt, stellt ee fest, datt ganz, ganz oft esou Entreprisë méi Salariéë beschäftegen, méi héich Investissementer virhuelen an och méi héich Rentabilitéitstauxen hu wéi nei gegrënnten Entreprisen! Et ass also net esou, datt nëmmen Entreprisen, déi gegrënnt ginn, e grousst Potenzial hunn, mä ganz oft sinn et Entreprisen, déi iwwerdroe ginn, déi eigentlech vill besser Resultater hu wéi nei gegrënnten Entreprisen.

Duerfir, mengen ech, wär et wichteg, wann hei d'Regierung méi proaktiv och deen dote Volet vum Entrepreneuriat géif ugoen, well mir si wierklech der Meenung, datt do ganz vill broochläit a mat enger anstänneger Kommunikatiounscampagne een och vläicht déi Transmissioun vun Entreprisë kéint méi attraktiv maachen, zum Beispill och iwwer eng méi héich Bedeelegung oder och iwwerhaapt eng Bedeelegung vun der SNCI. Do ginn et eng ganz Rei vu Weeër. Mir wäerten op jidde Fall och dozou eng Motioun déposéieren.

Här President, eng aner Moossnam, déi ech géif an de Kontext vun der Simplification administrative vu villen Entreprisë stellen, ass déi vun deem sougenannten „régime d'unité TVA" op Échanges de services intracommunautaires. Dat, wat hei eigentlech ganz komplizéiert kléngt, ass u sech eng Steierunitéit, déi de fait zwësche physeschen oder moralesche Persoune besteet, déi zwar juristesch onofhängeg sinn, mä déi ënnerenaner staark wirtschaftlech, finanziell an organisationnell Lienen hunn. Dat, wat u sech hei...

Här Wirtschaftsminister, ech wär zwar frou, wann Der vläicht... D'Regierung schéngt net interesséiert ze sinn!

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Wat hei proposéiert gëtt, Här Wirtschaftsminister, ass eng sougenannt „unité entrepreneuriale", déi als eenzegen Assujetti vis-à-vis vun der Administration de l'enregistrement considéréiert géif ginn. Et geet net..., fir Iech direkt ze berouegen, hei géife keng Déchets fiscaux kommen - well Der jo wësst, datt eng Entreprise déi TVA bezilt, déi aner se kann ofsetzen -, et geet eigentlech hei just nëmmen ëm eng einfach Simplification administrative. Dëst ass e System, deen an deene meeschten europäesche Länner fonctionnéiert, deen also iwwerhaapt keng Froe par rapport zu Bréissel opwerft. An et geet eigentlech och hei drëm, fir eng Alternativ ze schafen zum GAP, zum Groupement autonome de personnes. An ech sinn iwwerzeegt, datt déi do Mesure, déi eis steierlech net vill géif kaschten, enger ganzer Rei vun Entreprisen hiert alldeeglecht Liewe wesentlech géif vereinfachen.

Eng nächst Propositioun ass déi vum Accès op de Risikokapital, och eppes, wat bei eis am Land leider keng Traditioun huet. Ëm wat geet et hei? Hei geet et virun allem ëm Kleng- a Mëttelbetriber, ganz oft Start-uppen, déi a ganz innovative Secteure sinn, déi iwwert déi traditionell Kanäl bei Banke sech net kënne finanzéieren, mä op privat Investitiounen ugewise sinn. Ech weess, datt den Här Schneider déi Thematik do och gutt kennt.

Hei geet et eigentlech dorëm, fir ze kucken, wéi een den Investissement vun de Privatspuerer iwwert de Wee vu steierlechen Incitatioune ka favoriséieren. Ech weess, datt et do eng ganz Rei vu Modelle ginn. Ech menge ganz besonnesch, wa mer wëllen dat Objektiv erreechen, wat jo och den Här Wirtschaftsminister ëmmer erëm ënnersträicht, nääмlech d'Land vun de Start-uppen ze ginn, komme mer net derlaanscht, hei iergendee Mechanismus ze schafen.

Ech wëll elo net op den Detail agoen, et gëtt do dee Modell vun den „business angels", Dir Häre Ministeren, dee Modell kennt Der. Eis geet et just drëm, datt mer géife versichen, iergendwéi e Modell do en place ze setzen, well ech soss mengen, datt et ganz schwéier gëtt, innovativ Entreprisen, besonnesch Investitioune fir esou innovativ Entreprisen unzezéien.

Wann ech dann, Här President, bei de Start-uppe sinn, géif ech och derfir plädéieren, datt mer e steierleche Regimm en place setzen, fir dës jonk, innovativ Firme ganz besonnesch an deenen éischte Jore vun hirer Existenz steierlech ze entlaaschten. Och hei wësst Der, datt a Frankräich, an England, an Irland déi Entreprisë guer keng Steiere bezuelen an den éischten zwee, dräi Joer. Mir géifen och proposéieren, op esou e Wee ze goen. Ech wëll och direkt soen, do si jo keng Déchets fiscaux. Et geet hei ëm Entreprisen, déi mer wëllen an Zukunft unzéien. Déi steierlech Exonératioune sollen natierlech nëmme bis op e gewëssene Seuil goen.

An deemselwechte Kontext, an ech hat et virdru schonn ugeschwat, muss ech dann nach erëm eng Kéier hei bekloen, datt mer nach ëmmer kee Système de remplacement vum Artikel 50bis iwwert déi sougenannt „patent boxes" en place gesat hunn. Och do géif ech besonnesch nach eng Kéier den Här Finanzminister bieden, datt mer endlech do géife virukommen, well mer soss och e risege Problem kréien um Niveau vun Investitiounen an d'Recherche an d'Innovatioun. Den Här Wirtschaftsminister wénkt mam Kapp, ass also och do menger Meenung. Och do wäerte mer eng Motioun driwwer deponéieren.

Ech wëll iwwregens zu deem dote Punkt nach eppes soen, wat de Finanzminister och weess, dat ass, datt an den Diskussiounen iwwert déi sougenannten ACCIS, déi Base harmonisée fiscale, et awer elo virgesi gëtt, datt déi eenzeg Steiererliichterungen, déi quasiment nach virgesi sinn, déi Investitioune sinn, déi a Recherche an Innovatioun ginn. An do ass souguer d'Intentioun vun der Europäescher Kommissioun, dat massiv ze ënnerstëtzen. Dat heescht, mir musse wëssen, datt dat do wahrscheinlech déi eenzeg Méiglechkeet gëtt, fir an Zukunft iwwerhaapt nach kënnen ze profitéieren. An duerfir - ech gesinn déi zwee Ministere wénke mam Kapp, dat kënnt manner oft vir, da wénke mer allen dräi mam Kapp -, dat ass also eppes, wou mer solle gemeinsam kucken, och eis Instrumenter ze ginn, fir do wierklech e Meter virunzekommen.

Dann, Här President, erlaabt mer, op eng aner Moossnam anzegoen, wou ech och weess, datt ech och wäert op den Accord vum Här Wirtschaftsminister kommen. Dat ass eng, déi ganz vill Bedeitung huet fir Kleng- a Mëttelbetriber, besonnesch am Secteur vum Handel, an do geet et ëm den „géoblocage".

Ech hunn och mat grousser Satisfaktioun festgestallt, datt den Här Minister - ech weess net, ob en dat méi oft mécht, mä hei huet en et emol eng Kéier gemaach - mat der Fauscht op den Dësch geschloen huet, well en zu Bréissel e Projet de directive net matgedroen huet, well e fënnt, datt deen net wäit genuch geet an dee besonnesch och am Desinteresse vu klenge Länner ass. Mir ënnerstëtzen natierlech déi Démarche.

Ech wollt awer haut op en anere Punkt vum Géoblocage agoen, deen eis alleguerte gradesou vill Problemer mécht, deen dem Minister och net onbekannt ass. Dat ass déi Situatioun, wou mer hei ganz vill Betriber hunn, déi sech net kënnen direkt beim Fournisseur approvisionnéieren, well se gezwonge ginn, iwwer Bréissel ze fueren, wat dozou féiert, datt déi Produite fir déi Commerçanten an déi Entreprisë wesentlech méi deier ginn, wat dann och herno dozou féiert, datt och déi eenzel Consommateure vill méi musse bezuelen an déi potenziell Clienten also léiwer an d'Ausland déi dote Produite bezéie ginn.

Ech mengen, dat doten ass alles gewosst, mir hunn och e puermol intervenéiert. Den Här Wirtschaftsminister hat scho virun enger Rei vu Joren, ech mengen, et war nach ënnert der viregter Regierung, gesot, e géif sech beim Här Barnier do staark maachen. Or, mir constatéieren nach eng Kéier, datt mer awer leider Gottes hei net wesentlech virukomm sinn. Och do maachen ech elo net der Regierung deen allergréisste Virworf, well ech och weess, datt dat do muss zu Bréissel eng Kéier geregelt ginn, nach fannen ech awer, datt mer do e bësselche méi proaktiv sollte ginn.

Mir proposéieren u sech do elo zwee Punkten och an enger Motioun: Mir mengen näämlech, datt ee soll dohinnergoen an all déi Plainten, déi do kommen, déi sollten iergendwéi zentraliséiert gi beim Ministère de l'Économie, well ech hunn zum Beispill héieren, datt ganz oft d'Beamte soen: „Jo, da gitt eis emol esou Beispiller eran, mir wëssen déi net", datt wéi gesot do zentraliséiert gëtt an datt dann d'Regierung, de Wirtschaftsministère och systematesch déi Entreprisen ënnerstëtzt, fir bei der Europäescher Kommissioun ze reklaméieren.

Well mir sinn eis jo alleguerten eens, Här Wirtschaftsminister: All déi Praktiken do verstousse jo awer géint d'Regele vum Marché intérieur! Firwat ginn d'Entreprisen net op Bréissel? Mä ganz einfach, well se sech dat finanziell net kënne leeschte respektiv well se net d'Zäit hunn, fir sech domadder ze beschäftegen. Duerfir menge mir, datt et wichteg wär, datt se och do en Appui logistique géife vun der Regierung kréien.

An ech sinn iwwerzeegt, datt, wann do eng Kéier oder zwou Kéiere vun der Kommissioun géif, esou wéi dat am Finanzsecteur üüblech ass, eng Enquête diligentéiert ginn, da wär dee Spuk do schnell eriwwer an da géifen och déi Praktiken ophalen. Och do, wéi gesot, déposéiere mer eng Motioun, well mir och fannen, datt mer och do musse kucken, deene Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, ech hat virdru vun der Noutwendegkeet geschwat, datt mer eist Land misste fit maache fir de schnellen Internet, deen eiser Meenung no esou schnell wéi méiglech eng Gesamtcouverture vun eisem Land muss kréien. Laut engem Zwëschebilan si mer leider Gottes nach wäit dovun ewech, déi Objektiver do erreecht ze hunn. An ech hunn et virdru scho gesot, a verschiddenen Deeler vun dem Land gëtt et dee schnellen Internet nach net. A wa mer wëllen eng Diversification économique och ganz besonnesch - ech kucken hei d'Kolleegen aus dem Norden oder aus dem Osten -, wa mer wëllen do Betriber ulackelen a mir wëllen och eventuell do innovativ Betriber, wéi wëlle mer déi dohinnerkréien, wa mer emol kee schnellen Internet do hunn?!

Mir wäerten also och do eng Motioun deponéieren, wou mer nach eng Kéier d'Regierung froen, hire Plang ze iwwerkucken an ze versichen, datt mer méi schnell do mat deem schnellen Internet virukommen.

Ech kéim dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu menger leschter Propositioun, déi sech elo haaptsächlech un de Finanzminister adresséiert, déi u sech mam Fongegeschäft ze dinn huet an déi vun enger relativ grousser Aktualitéit ass. Mir haten och virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun doriwwer geschwat.

Et geet eigentlech hei drëms, datt am Kader vun den Duebelbesteierungsofkommessen en Deel vun de Fongen, déi passiv géréiert haaptsächlech, riskéieren..., oder net méi am Moment an déi Duebelbesteierungsofkommessen do erakommen, wat ufänkt, e ganz groussen Nodeel ze gi par rapport zu anere konkurrenzielle Standuerten, haaptsächlech awer Irland.

Ech hu gesot, bis elo war et ëmmer esou, datt mir hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech eis mat aktive Fonge beschäftegt hunn. Allerdéngs ass et elo esou, datt ëmmer méi Investisseuren och sech op déi sougenannt passiv géréiert Fonge konzentréieren. An do riskéiere mer, mëttelfristeg e ganz grousse Problem ze kréien, well mer hei just eng Taxe d'abonnement hunn a well déi Fonge keng Kierperschaftssteier bezuelen, oder keen Impôt sur le revenu, an domadder ebe keen Accès op d'Duebelbesteierungsofkommessen hunn.

Mir mengen, eng Solutioun kéint dora bestoen - an déi iwwerhuele mer hei och an enger Motioun -, datt een niewent der Taxe d'abonnement - well contrairement zu deem, wat den Här Wirtschaftsminister gemengt huet, wëlle mir hei net d'Taxen ofschafen, mir bleiwen also der Meenung, et soll een d'Taxe d'abonnement bäibehalen -, mä datt een niewent der Taxe d'abonnement eng minimal Kierperschaftssteier op verschiddenen Aktivitéite vun dëse Fonge géif aféieren, déi domadder wahrscheinlech géif en Zougang zu deenen Duebelbesteierungsofkommessen erlaben.

Ech géif och do d'Propositioun maachen, Här Finanzminister, ier mer dat dote géifen décidéieren, sollt ee vläicht eng Notifikatioun vun esou enger Mesure op Bréissel maachen, fir och sécher ze sinn, datt se do wäert ugeholl ginn.

Mir wëssen och, datt am Moment iwwert déi LT-Fonge geschwat gëtt. Och do stellt sech e bësselchen deeselwechte Problem. Ech wëll och nach eng Kéier hei soen, datt fir dëst - an Dir wësst dat gradesou gutt an nach besser wéi ech - och eng grouss Demande vum Secteur virläit, fir iergendwéi och do Solutiounen ze fannen. Mir wäerten, wéi gesot, eng Motioun och déposéieren, déi an déi Richtung geet, déi ech och elo am Moment do explizéiert hunn.

Dat Allerlescht: Ech hat déi bal vergiess, do weess ech och elo net..., de Minister huet virdrun dovunner geschwat, dat ass, datt mer och iergendwéi eng Plaz fannen, wou mer kënnen den Entreprisen hëllefen. Dir hutt gesot, de Guichet unique, dee wär am Moment do. Dir hutt wahrscheinlech vun der Maison de l'entrepreneuriat geschwat.

Ech wëll lech awer soen, datt mer am Moment - an ech schwätzen do erëm ënnert dem Contrôle vun de Kolleegen aus dem Norden, déi mer dee System grouss gelueft hunn -, mir hunn am Moment schonn esou e Guichet am Norde vum Land, deen näischt mat der Maison de l'entrepreneuriat ze dinn huet, vun deem ech gesot kréien, datt deen exzellent géif fonctionnéieren. Dee gëtt zesumme mam LEADER, mat de Gemenge géréiert. An dat ass eigentlech eng superflott Saach fir all d'Entreprisen aus dem Norden.

Mir géifen eis eigentlech wënschen, datt mer en äänleche Guichet unique och fir den Zentrum a fir de Süde géife kréien, oder eppes Complémentaires vun der Maison de l'entrepreneuriat. Ech wäert, wéi gesot, och dozou eng Motioun deponéieren.

Här President, wéi Der gesitt, hu mir als Fraktioun eis also ganz vill Gedanke gemaach a puncto Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft, awer och wéi een dës Kompetitivitéit vun eise Betriber generell kéint verbesseren. Ech hunn et gesot, mir déposéieren dofir zwielef Motiounen. An ech hat et och scho virdru gesot, Dir wäert gesinn, datt mer déi Motiounen, wéi gesot, relativ méi vag libelléiert hunn, net well mer se net och hätte kënne méi prezis maachen, mä well mer einfach hei wëllen och zesumme mat der Regierung kucken, wéi een op deene verschiddene Punkte virukënnt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Gouvernement a procédé à une réforme fiscale pour 2017,

- considérant que l'abaissement du taux d'affichage tel que proposé par le Gouvernement est insuffisant pour améliorer la compétitivité de l'économie du pays,

- considérant que les derniers développements au niveau de l'Union européenne et de l'OCDE recommandent que le Gouvernement procède de manière anticipative à une réforme de la fiscalité des entreprises,

- considérant que pour améliorer la compétitivité du pays le taux d'imposition affiché devrait être substantiellement abaissé et parallèlement la base d'imposition élargie,

- considérant que ce nouveau système d'imposition devrait coexister de manière transitoire avec le système d'imposition actuel et que les entreprises devraient pouvoir opter pour l'un ou pour l'autre système,

invite le Gouvernement

- à baisser, à moyen terme, le taux d'affichage global en matière d'imposition des sociétés endessous de 20%, accompagné d'un élargissement parallèle de la base d'imposition inspirée, le cas échéant, de la proposition de directive relative à l'introduction de l'ACCIS, tout en prévoyant une période transitoire permettant à l'ensemble des sociétés de s'y adapter.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le législateur national dispose d'une marge de manœuvre plus ou moins importante dans le cadre de la transposition des directives européennes,

- considérant qu'il s'agit de limiter la complexité réglementaire au strict nécessaire,

- considérant que la transposition des directives européennes «a minima» est une mesure de simplification administrative et de compétitivité, avant tout pour les petites et moyennes entreprises luxembourgeoises,

invite le Gouvernement

- à se doter d'une approche générale de transposition des directives européennes «a minima» dans la mesure du possible et dans le sens d'une meilleure compétitivité du Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la facilitation de la création de valeur ajoutée par les petites et moyennes entreprises (PME) stimule l'activité économique et contribue à la croissance de l'économie nationale,

- considérant que la création d'un guichet unique comme unique interface des PME avec l'administration contribue à la facilitation de la création de valeur ajoutée,

- considérant qu'au nord du Luxembourg, un guichet unique régional PME existe déjà sous forme d'une structure locale s'adressant aux communes participant au projet,

- soulignant que ce guichet unique PME régional couvre les secteurs de l'artisanat, du commerce, de l'industrie, et de l'Horeca et offre des conseils individualisés aux entreprises en vue de renforcer le dynamisme régional,

- notant que ce guichet unique PME collabore avec les différents acteurs institutionnels tels que la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce, les syndicats communaux, les communes, le Ministère de l'Économie et l'Agence pour le développement de l'emploi pour répondre aux demandes de tous les concernés,

- considérant que la demande aux services de ce guichet unique PME est en constante croissance et que l'année 2015 a été celle avec l'affluence la plus importante depuis sa création en 1996,

invite le Gouvernement

- à mettre en place un guichet unique national qui assistera à la création d'entreprises, par exemple via l'octroi d'autorisations d'établissement ou l'immatriculation à la TVA dépassant le simple accès aux formulaires, et qui supportera les PME tout au long de leur vie entrepreneuriale,

- à se concerter avec les communes, les syndicats communaux, l'Agence pour le développement de l'emploi, la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce pour une coopération étroite.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg est localisé au centre de l'Union européenne et offre des infrastructures de qualité, la proximité avec les marchés voisins et un environnement cosmopolite,

- considérant que le Luxembourg héberge déjà les quartiers généraux (headquarters) de nombreuses entreprises internationales,

- considérant que ces quartiers généraux (headquarters) constituent un élément constitutif du développement et de la diversification active du tissu économique,

invite le Gouvernement

- à renforcer les efforts pour attirer les entreprises désirant centraliser au Luxembourg leurs fonctions de quartiers généraux (headquarters),

- à analyser les chances et les risques et, le cas échéant, à adapter le cadre légal et réglementaire s'appliquant auxdits quartiers généraux (headquarters),

- à définir des critères de substance économique, notamment en fonction de l'investissement, du capital et de l'emploi de ces entreprises.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que l'innovation est à la fois un processus majeur qui induit l'évolution économique et un moteur de la croissance économique,

- considérant que le capital-risque joue un rôle particulier et grandissant dans le processus d'innovation en tant qu'investissement de long terme,

- considérant que les États-Unis sont reconnus comme le pays le plus innovant avec des moyens investis dans le secteur de la haute technologie (technologies de l'information et de communication, santé, biotechnologies) neuf fois plus importants que ceux des Européens,

- notant que le poids des business angels est bien plus faible en Europe qu'aux États-Unis alors qu'il s'agit d'un facteur important pour l'innovation, en apportant de l'expérience, de la compétence et des réseaux professionnels,

- notant que l'incitation publique en faveur du capital-risque aux pays anglo-saxons est favorable avec des mesures telles que le Small Business Act aux États-Unis ou le Seed Enterprise Investment Scheme au Royaume-Uni, un système de défiscalisation qui permet à l'investisseur de récupérer 50% de son investissement dans une start-up en réduction d'impôts, plaçant Londres comme capitale européenne des créateurs d'entreprise,

- soulignant que le secteur du capital-risque au Luxembourg connaît des difficultés à lever des fonds alors qu'il constitue un enjeu fondamental pour favoriser l'apparition de jeunes entreprises, innovantes, qui seront la croissance du Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place des incitations fiscales en faveur des investisseurs privés de capital-risque afin de créer petit à petit une nouvelle culture de l'investissement et de transformer le Luxembourg en «start-up nation».

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant que l'unité TVA est une unité fiscale de fait entre des entreprises ou personnes physiques luxembourgeoises juridiquement indépendantes mais ayant des liens économiques, financiers et organisationnels étroits,

- considérant que son effet principal est de considérer ladite unité entrepreneuriale comme un seul assujetti vis-à-vis de l'administration,

- considérant que l'unité TVA, toujours optionnelle, constitue une simplification administrative,

- considérant que l'unité TVA n'établit plus qu'une seule déclaration de TVA,

- considérant que les opérations intra-unité ne sont plus soumises à la TVA ce qui peut réduire les charges administratives et réaliser des économies d'échelle importantes,

- notant que de nombreux États européens disposent déjà d'un tel instrument, tels que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Autriche, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, l'Italie et la Suède,

- notant qu'il s'agit d'une alternative au groupement autonome de personnes (GAP) améliorant à la fois la compétitivité des grands groupes et des groupes de PME,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que l'une des mesures les plus efficaces pour attirer les entrepreneurs et les entreprises innovantes est la mise en place d'une politique fiscale «pro start-up»,

- considérant que de nombreux États avec un écosystème start-up important tel que le Royaume-Uni offrent divers dispositifs pour alléger les fiches d'impôt des jeunes entreprises,

- notant que les charges fiscales pèsent lourd notamment sur les entreprises innovantes avec succès,

*- considérant que le paysage fiscal d'un État est un critère important pour les créateurs d'entreprises lors de leur choix d'*établissement,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'une exonération d'impôt à 100% sur les bénéfices des start-ups innovantes pendant les trois premières années de leur constitution ou de leur établissement au Luxembourg, à condition que le bénéfice ne dépasse pas un certain seuil,

- à établir des critères clairs et précis afin de limiter ce dispositif aux entreprises réellement innovatrices et dont les activités de substance se trouvent au Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant qu'en automne 2015, la fin du régime d'exonération sur les droits de propriété intellectuelle a été annoncée, jugé incompatible avec les règles de l'OCDE sur la substance,

- considérant qu'après l'abrogation du régime de l'article 50 bis de la loi de l'impôt sur le revenu, avec une période de transition jusqu'au 30 juin 2021 pour les bénéficiaires existants, il n'y a plus de dispositif fiscal pour la promotion de la recherche et du développement,

*- considérant que d'autres États concurrents, comme les Pays-Bas, l'Irlande ou l'Italie, sont déjà en train de préparer une législation fiscale favorable à la recherche et au développement et tenant compte de l'action 5 du projet BEPS (l'*érosion de la base d*'imposition et le transfert de bénéfices) et du nouveau «level playing field»,*

- considérant que la Commission européenne propose des déductions importantes pour ceux qui investissent dans la recherche et l'innovation dans le cadre du projet de l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place de régimes fiscaux incitant l'investissement dans la recherche et l'innovation et tenant compte du critère du lien entre le bénéfice de mesures incitatives et l'activité réelle de recherche et du développement.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant que les petites et moyennes entreprises (PME) sont des acteurs clés de notre économie,

- considérant que ces dernières années, les PME ont créé des centaines de milliers d'emplois en Europe et représentent 99,8% de toutes les entreprises et 69,73% des emplois en Europe,

- considérant qu'environ un tiers des chefs d'entreprises au Luxembourg ont passé le cap des 55 ans et sont à la recherche d'un successeur,

- précisant que dans les dix années à venir, environ 1.500 entreprises artisanales se trouveront confrontées à des problèmes de succession,

- considérant que la recherche d'un successeur peut s'avérer extrêmement difficile pour des raisons de marché, de compétences mais aussi de financement,

- considérant que la cession d'une entreprise sous forme de société de capitaux n'a pas d'impact fiscal immédiat pour le repreneur ou pour la société qui reste propriétaire de ses avoirs,

- notant que le repreneur ou la société peuvent être ultérieurement confrontés à une imposition sur la plus-value de cession éventuelle,

- considérant que cela s'avère davantage compliqué pour les cessions d'activités d'entreprises en cas de succession avec plusieurs héritiers ou de transmission à une personne tierce,

invite le Gouvernement

- à analyser le régime fiscal en place applicable aux reprises des PME et le cas échéant à étudier la mise en place des améliorations afin d'encourager davantage la reprise des activités entrepreneuriales.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreuses entreprises luxembourgeoises, peu importe leur taille, font face à des problèmes récurrents pour s'approvisionner librement auprès du fournisseur de leur choix au sein du marché intérieur de l'Union européenne,

- considérant que la situation actuelle entraîne une double pénalisation, en matière de prix (impossibilité de s'approvisionner aux meilleurs prix) et en matière d'offre (disponibilité limitée de produits),

- notant que ces contraintes sont source de surcoût pour les différents distributeurs nationaux,

- considérant que la concurrence est en effet biaisée par cette pratique et que ce sont les consommateurs qui souffrent d'une offre réduite et des prix plus élevés,

- considérant que les initiatives au niveau du Benelux pour s'attaquer au problème d'approvisionnement des distributeurs luxembourgeois n'ont jusqu'à présent pas abouti à une solution,

invite le Gouvernement

- à mieux supporter les entreprises luxembourgeoises face aux problèmes du libre approvisionnement,

- à mettre en place un système de réclamation en ligne ouvert aux entreprises luxembourgeoises affectées concrètement par un problème d'approvisionnement afin de dénoncer les fournisseurs allant à l'encontre du principe du libre accès aux réseaux d'approvisionnement,

- à vérifier et à transmettre ces réclamations à la Commission européenne aux fins de recours contre les fournisseurs dénoncés.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant que la taxe d'abonnement contribue d'après les estimations gouvernementales à hauteur de plus d'un milliard aux recettes du budget de l'État,

- considérant que le Luxembourg a jusqu'à présent surtout misé sur les fonds d'investissement gérés activement,

- que la demande des investisseurs se dirige de plus en plus vers des fonds dits passifs,

- relevant que le différentiel d'imposition sur ce type de fonds au détriment du Luxembourg et en faveur de pays concurrents résulte principalement de l'absence d'accès des fonds luxembourgeois aux conventions de non double imposition,

invite le Gouvernement

- à étudier la possibilité de mettre en place un système d'imposition des fonds d'investissement concernés combinant d'une part, la taxe d'abonnement à prélever sur les avoirs nets des fonds, et d'autre part, un impôt minimal sur le revenu des collectivités grevant seulement certaines activités des fonds.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accès à un «internet rapide» est une condition sine qua non pour le développement des entreprises et par conséquent pour le développement économique du pays,

- que le Gouvernement précédent s'était donné une stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit,

- que suivant le bilan intermédiaire présenté en 2015 par le Gouvernement actuel les objectifs de cette politique ont dans une large mesure été atteints,

- qu'en termes de déploiement des raccordements physiques de la fibre optique, des différences notables par région et commune peuvent cependant être constatées,

- vu que, dans un souci de décentralisation intelligente et bien comprise des activités économiques et dans l'optique également d'un développement régional équilibré du pays, toutes les entreprises doivent être mises sur un pied d'égalité,

- qu'il est dès lors essentiel de faire bénéficier les entreprises et exploitations à travers tout le pays d'une connexion internet ultra-haut débit,

- qu'il est à cet égard difficilement concevable que 80% de couverture du territoire national soit atteint en 2023,

invite le Gouvernement,

- à présenter dans les meilleurs délais un plan d'action pour donner accès à des connexions ultra-haut débit dans toutes les régions du pays.

(s.) Laurent Mosar, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert, Gilles Roth.

Här President, ech kommen domadder zu menger Konklusioun. D'Entwécklung vum Wirtschaftsmodell Lëtzebuerg hänkt wesentlech dovun of, wéi en d'Erausfuerderung vun der Digitalisatioun an deenen nächste Méint a Jore wäert ëmsetzen. D'Ëmstellung vun enger manueller op eng digital Wirtschaft wäert eis alleguerten, a ganz besonnesch d'Wirtschaft, virun ëmmer erëm nei Erausfuerderunge stellen a wäert och - loosse mer eis näischt do virmaachen! - zu Changementer an der Aarbechtswelt féieren.

Déi digital Wirtschaft, an ech mengen, och do si mer eis eens, wäert awer och eng Rei vu Chancen opmaachen. An déi Chancë si jo och zu engem Deel an der Etüd Rifkin opgefeiert ginn.

Ech soen awer och direkt - wéi gesot, leider konnt de Claude Wiseler haut de Mëtten net dozou schwätzen -, datt eiser Meenung no déi Etüd ganz vill Schwaachpunkten huet. An nëmmen ee vun deene Schwaachpunkten ass deen, datt se eiser Meenung no de Spezifissitéite vun der lëtzebuergescher Wirtschaft net genuch Rechnung dréit.

Niewent den Erausfuerderunge vun dëser Digitalisatioun bleiwen awer och d'Simplification administrative, op déi de Kolleeg Félix Eischen wäert agoen, an de sozialen Dialog, iwwert deen ech net vill de Mëtte konnt schwätzen, zwou vun deene wesentlechsten Erausfuerderungen un dës, awer och natierlech un déi nächst Regierungen.

Meng Interpellatioun, dat wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, huet net d'Ambitioun, op all dës Froen Äntwerten ze ginn. Mä mir wollten de Mëtten emol Froe stellen a mir wollte Léisungsvirschléi der Regierung mat op de Wee ginn, fir zumindest kuerz- a mëttelfristeg kënnen derzou bäizedroen, d'Kompetitivitéit an d'Wirtschaft an engem méi schwierege konkurrenziellen Ëmfeld ze verbesseren.

Ech wéilt schléissen, well ech vu Froe geschwat hunn, mat engem Zitat vum franséischen Analyst an Ekonomist Patrick Lagadec, dee gesot huet: «Les crises de demain sont souvent le refus des questions d'aujourd'hui.»

Nëmmen, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, wa mer et fäerdegbréngen, haut déi richteg Froen ze stellen an dorobber ze versichen, Äntwerten ze fannen, wäerte mer et och an Zukunft fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg e kompetitive Wirtschaftsmodell ze halen, wat och mëttel- a laangfristeg eise Sozialmodell wäert ofsécheren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Interpellateur. Just zur Informatioun vun der Chamber: Den Interpellateur huet vun där Regel gebrauch gemaach, dass dee Surplus vu Riedezäit, déi e gebraucht huet, op seng Fraktiounszäit affektéiert gëtt. Wat d'Riedfolleg ugeet, ass bei der Interpellatioun näischt Spezielles virgesinn. Also ass deen normalen Turnus an den Här Félix Eischen huet dann als éischte mandatéierte Spriecher d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger Welt vu rapide gesellschaftleche Changementer. Gefuerdert ass méi wéi jee en innovativen, oppenen a kreative Geescht. A méi wéi jee ass jiddwer Eenzelne gefuerdert, sech ze bewegen, ze schaffen, sech ze entfalen a mat sengen Iddien dozou bäizedroen, eis Gesellschaft esou no vir ze bréngen, dass et eis haut besser geet wéi gëscht a muer besser wéi haut.

Brénge mer dat fäerdeg? Ma mir hu kee Choix! Mir hunn op jidde Fall kee Choix, emol dorunner ze schaffen, soss gi mer vu riets a vu lénks iwwerholl. D'Wettbewerbsfäegkeet gekoppelt mat engem gescheite Wuesstum ass deen Challenge fir déi nächst Jore fir jiddwereen, well d'Kompetitivitéitsdebatt däerf net nëmmen heibannen, mä muss och dobaussen am Alldag gefouert ginn, bei jiddwerengem, op der Schaff, doheem an de Familljen, an der Schoul an och an der Press.

Eng kompetitiv Gesellschaft, och eis multikulturell, op déi mer zu Recht houfreg sinn a mat där mir eis jo och kënnen a sollen an der ganzer Welt bretzen, zeechent sech am Prinzip doduerch aus, dass et eng ass, déi wëllt schaffen. Wann een awer elo weess, dass vun den 20.500 Plazen, déi an de leschten zwee Joer am Privatsecteur geschafe goufen, knapp 10% - ech soen: 10% - vu Lëtzebuerger besat gi sinn, wann ee weess, dass dräi Véierel vun de Créateurs d'entreprise Auslänner sinn, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob dat dann elo deen Esprit d'entreprise ass, dee mir hei wëllen hunn a weider wëlle fleege queesch duerch eis Gesellschaft.

Et kann net sinn, dass d'Finalitéit, well mir si jo e Land, wat ëmmer ugewise war op auslännesch Mataarbechter an och op auslännescht Kapital, mä mir sinn de Moment do an enger Disharmonie, géif ech emol soen, an et ka jo och dann net sinn, dass d'Finalitéit déi ass, vun der Landsfra oder vum Landsmann déi ass, wéi gesot, just an de staatlechen oder kommunale Servicer wëllen ënnerdaach ze kommen. Mä wann een d'Lounschéier kuckt, déi awer net méi kleng gëtt, dann ass dat net verwonnerlech! An dësen Ëmstand rifft no enger Diskussioun, där ee sech och hei an der Chamber eng Kéier muss a soll stellen.

Eng Kompetitivitéit, Dir Dammen an Dir Hären, geet sécher awer och nëmmen an d'Luucht, wa probéiert gëtt, déi aktiv Populatioun esou effizient wéi méiglech anzesetzen, spriech déi richteg Leit op déi richteg Plaz ze kréien. Fir kompetitiv ze sinn, brauch een Know-how, an dat geet scho fréi un. Grad bei der Jugend a fréie Jore muss den Hiewel ugesat ginn, fir se an déi Richtungen ze drainéieren, wou se sech erëmfannen, wou se matzäiten hir Motivatioun fannen, an net, wann dann näischt méi geet, de leschte Wee dann eventuell nach d'Handwierk ass.

Mir kënnen eis hei des Breeden an des Laangen driwwer opreegen, dass de Schüler keng Ausbildungsplaz fënnt, dass d'Betriber sech och nach schwéierdoen, nei Léierkontrakter auszestellen. Mä da versetzt Iech emol eng Kéier an dem Patron seng Situatioun, dee leider ze dacks op jonk Leit stéisst, déi éischter a säi Betrib d'Zäit doutschloe kommen, wéi dass se d'Impressioun ofginn, dass se eppes wéilte léieren! Mä dat ass net onbedéngt de Kanner hir Schold.

Wichteg ass et, fréi am Elterenhaus, mä och an der Schoul dat doten ze diskutéieren. Jonk Leit motivéiert ee fréi, wat éischter, wat besser! Et ass keng Schan, och nom sechste Schouljoer, nom Fondamental eng technesch Ausbildung unzegoen. Mir brauchen exzellent Leit an der klassescher Formatioun. Mir brauchen awer och exzellent Leit an der technescher Ausbildung, wou s de herno och dee ganze Wee kanns maache bis bei e Bac+.

Mir jäize scho jorelaang no Ingenieuren. Firwat fanne mer keng? Mir sinn dach net méi domm wéi déi aner. D'Fro kann ee sech stellen, ob mir net méi Leit am Enseignement missten hunn, déi vum Terrain kommen. Dat kann een deelen. Ass dat net an der Beruffsausbildung inévitabel? Firwat gi mir engem jonke Mënsch net schonn an der Primärschoul geziilt a mat System Ableck an dat, wat dobausse leeft? Virstellungen, Dreem an d'Loscht, sech ze realiséieren, an eng Richtung ze goen, déi gi scho mat zéng, zwielef Joer un, an net eréischt mat 15 oder 16.

Et feelt also nach zu Lëtzebuerg un der Valorisatioun vum Entrepreneursgeescht. Dee musse mer stëppele bei den Eltere mat ganz sécher engem Mentalitéitswiessel, bei de Jonken, dat heescht, Talenter förderen, an der Schoul geziilt op d'Schüler agoen, fir se an hirer Kreativitéit ze ënnerstëtzen an ze motivéieren, eegestänneg ze sinn an och Responsabilitéit ze iwwerhuelen, an dann och bei den Entreprisë méi responsabiliséieren, fir Verbindunge mat de Schoulen opzebauen.

Ech mengen, et kéint ee sech also heibannen eens sinn, an ech mengen, och dobaussen, dass ee fréi, dass ee ganz fréi de Kanner soll weisen, wat méiglech ass. Et soll een driwwer nodenken, de Kanner den Drock dach vun de Sproochen ewechzehuelen. De Manktem an enger Sprooch däerf net ze vill Dieren zoumaachen. Eise System ass ze vill op Sproochekompetenze fokusséiert. Doduerch ginn dacks Schüler ausgeschloss, déi net kënne mathalen.

An eisem duale System, do ass nach Loft no uewen. Ech géif lech och do proposéieren, e Sujet ze kucken op der Tëlee elo dëser Deeg, wou eng Rëtsch jonk Leit bei den EuroSkills zu Göteborg matgemaach hunn. Et ass e ganz interessante Reportage och mat ganz flotten Aussoe vu jonke Leit, à recommander! Dir fannt dat um Internet.

De gesamte System vun der Orientation scolaire sollt een iwwerschaffen. Dat ass de Moment am Gesetz vun der Maison de l'orientation net genuch de Fall an hëlleft net virun.

Da muss et fir e jonke Mënsch, wann e sech da fir de Wee an d'Privatwirtschaft décidéiert an eventuell och prett ass, sech selbstständeg ze maachen, interessant sinn, dëst ze maachen. Dëst wëllt soen: Et soll iwwerhaapt méiglech sinn, natierlech emol finanziell. Och mussen d'Reprisë frei virbereet ginn. Honnerte Betriber sichen e Repreneur schonn zënter Joren.

E Patron muss och konstant a säi Betrib investéieren a kucken, dass säi Betrib um aktuelle Stand bleift respektiv och no vir an Zukunft ausgeriicht gëtt, sprech e kompetitiv halen. Am Horeca-Secteur, fir just dësen ze zitéieren, ass dat sécher an de leschte Joren a Jorzéngten net genuch gemaach ginn. Wann e potenzielle Repreneur gesäit, dass e fir d'Éischt muss Onzom-

men investéieren, da léisst en et léiwer sinn. Och d'Mataarbechter sollen éischter fréizäiteg un d'Entreprisë gebonne ginn; do gëtt et eng sëlleche Modeller am Ausland.

Jo, wou ginn d'Betriber dann hin? Wéi baue se sech aus? Wou kënne se sech nidderloossen? Wou solle se sech implantéieren? Et sollt verstäerkt dezentraliséiert ginn, gëtt gesot. De Speckrimm ronderëm d'Stad ass zimlech voll an d'Autobunne ronderëm och. Et wier och gutt, wann dat schaffend Vollek - och doriwwer sollt ee sech Gedanke maachen - esou no wéi méiglech bei senger Aarbechtsplaz kéint wunnen.

Fréier huet d'Stolindustrie fir Wunnenge gesuergt. Hautzudaags ass dee Business - oder iwwerhaapt de Business - zimlech lassgekoppelt vum Wunnen. Et sollt ee versichen, déi ekonomesch Aktivitéiten erëm méi um Logement participéieren ze loossen. Kommt, mir setzen eis zesummen, fir do no Léisungen ze sichen!

Fir d'Salariés hautement qualifiés et spécialisés, d'High Earners oder d'hauts Cadres ginn et Allocations de logement, Agences de relocation, déi sech dann ëm alles këmmeren, administrativ Démarchen, Schoulen an esou weider. Och ginn et fiskal Avantagen, fir d'Plënneren als Frais professionnels vun de Steieren ofzesetzen. Si kënne souguer hir Heemechtsresidenz vun de Steieren ofsetzen. Mä déi Jonk awer, d'Stagiairen, déi qualifizéiert oder och déi netqualifizéiert, kréie keng oder quasi keng Hëllef. Déi musse sech eleng um Wunnengsmarché zurechtfannen. Och do muss een no Remedur froen.

Jo, an dann d'Simplification administrative - mäi Kolleeg Laurent Mosar huet et schonn e puermol ugeschwat; och de Minister ass drop agaangen: Ech weess net, ob ech soll vill dozou soen. „D'Simplification administrative ass e wichtegt Instrument, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze verbesseren. Et muss een an deem Kontext d'Prozedure vun de Gesetzer esou optimal an effizient wéi méiglech maachen an en Équiliber tëscht de Flichten an de Rechter vun de Betriber an dem Intérêt public fannen." Dat ass net vu mir; dat hunn ech net gesot. Dat ass och keng nei Ausso, mä déi Ausso gëtt schonn zanter Joer an Dag mat zwou Hänn ënnerschriwwen.

Déi administrativ Vereinfachung ass, wéi de Minister dat mat Recht och scho gesot huet, e Prozess, deen ni ophält. Et ass och esou, dass zanter Jore schonn deen Terrain ganz konkret an engagéiert beaarbecht gëtt mat ënner anerem 2004 dem Comité national pour la simplification administrative. Esou ass jo och 2008 vun den deemolege Ministere Wiseler a Krecké e virtuelle Guichet fir Bierger a Betriber opgemaach ginn, wou een dann iwwert de Guichet.lu sämtlech Informatiounen, Formulairen, Demanden an esou weider ka kréien.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat, wat dës Regierung sech zum Zil gesat huet, dat ass jo dann dat ominéist Omnibusgesetz. De Minister huet virdru gesot: „Ech kann et scho bal net méi héieren." Ech verstinn en och, et ass nach ëmmer net do. Et ass virun zwee an engem hallwe Joer déposéiert ginn an et berout och u sech schonn op enger Viraarbecht aus der leschter Koalitioun. Leider waarde mer nach ëmmer drop. Och wann et elo net onbedéngt der Regierung hir Schold ass, dass et nach net do ass, si mir awer net frou, dass et nach net do ass. Et ass sengerzäit och als TGVs-Gesetz vermaart ginn a mir waarden drop, dass et endlech kann ëmgesat ginn.

An deem Projet stinn eng ganz Rei vu wichtege Mesuren dran, sief et fir déi dach relativ komplex a laangwiereg Prozedure vum PAG méi einfach a méi séier ze gestalten, fir dass d'Betriber eng besser Planungssécherheet kréien och an ëmwelttechnesche Froen, fir dass d'Projeten net onnéideg laang blockéiert sinn an iwwerflësseg Geneemegungen, respektiv där, déi haut net méi opportun sinn, aus dem Wee ze raumen.

Deen ominéisen Artikel 17, Dir Dammen an Dir Hären, ass net méi an deem Omnibusgesetz dran. Dat bedauere mer. Mir sollen déi Vereinfachung dann elo am Naturschutzgesetz erëmfannen. À voir. À voir dann och, wéini dass den Omnibus kënnt.

Dës Regierung huet och eng Initiativ gestart, fir d'Bierger selwer ze froen, wat hir Iddie sinn, fir d'Prozeduren ze vereinfachen. Um Site www.vosidees.lu kann een hei sengen Iddie fräie Laf ginn. Mir fannen dat eng ganz sympathesch Iddi. Mä ass dann och eppes Konkretes doraus geschitt? Wéi vill Propositioune si vu Bierger gemaach ginn? Wéi vill dovunner si realisabel a ginn och tatsächlech ëmgesat? Et wier gutt, och eng Kéier hei e Bilan ze kréien. Ech hu mer awer d'Freed gemaach de Moien, um Site ze kucken, a bis ewell si knapp 200 Iddien erakomm an de leschten zwee Joer, déi lescht am Juli 2016.

Hyperaktivitéit, léif Frënn, gesäit anescht aus. De Minister Kersch huet dann an engem Summerinterview gesot, hie géif am Hierscht dëst Joer, 2016, de Programm „Einfach Lëtzebuerg" virstellen. Dëse Programm soll eng ganz Rëtsch vu Vereinfachungen an alle Ministèren a Verwaltunge beinhalten, an de Minister erwaart sech hei en „grousse Worf"!

Et geet hei, an ech huelen déif Loft, ëm eng Ëmsetzung vun enger Politique réglementaire, déi d'Zil verfollegt, déi administrativ Prozeduren ze vereinfachen an d'Chargen, déi domadder verbonne sinn, ze reduzéieren. De Stat soll heiduerch méi performant, einfach an och méi duerchsiichteg fir Betriber a Bierger ginn. Déi bestoend Legislatioun soll strategesch a selektiv nogepréift ginn. Et soll eng effikass a pragmatesch Qualitéitskontroll gemaach gi fir méi Transparenz. A via Consultatioune soll derfir gesuergt ginn, d'Prozeduren op eng intelligent a strategesch Aart a Weis ze digitaliséieren an déiselwecht Prinzipie wéi am Ausland ze applizéieren. Omnibus bis XXL!

Dat kléngt alles gutt an ass och begréissenswäert, mä wou si mer domadder drun? Den Hierscht ass scho laang amgaangen, de Wanter steet virun der Dier a vun „Einfach Lëtzebuerg" kann een net ganz vill héieren.

(Interruption)

Den Här Rifkin huet dëst och a senger fantastescher Show gesot. Lëtzebuerg einfach. Ab 2025 solle mer elektresch fueren: tipptopp. Gëschter hu mer héieren, dass déi 800 Bornë solle kommen: très bien! Hoffentlech och mat genuch gréngem Stroum.

(Interruption)

Nëmmen: très bien!

Eng Fro an deem Kontext wier: Wéi reagéieren eis Zouliwwererbetriber fir d'Autoindustrie zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, wann déi ganz Elektrifikatioun an der Autosbranche sollt kommen? - Dir wësst, dat ass kee Secteur, deen hei ze négligéieren ass. - Dat géif mech interesséieren.

Da gouf och gesot: Mir bauen a wunnen anescht an der Zukunft. Den Här Schneider sot, Lëtzebuerg géif do eng Virreiderroll spillen. Zu Freiburg an och zu Hamburg ginn et där Modeller. Ech weess elo net, ob den Här Rifkin och do seng Fangeren am Spill hat. Bref, ech hunn och elo net méi d'Zäit, dorobber anzegoen. Sécher ass dat alles net falsch an net vun der Hand ze weisen. Mä déi ganz Rifkin-Diskussioun féiere mer jo zu engem spéideren Zäitpunkt.

Dir Dammen an Dir Hären, am Résumé: Kompetitivitéit ass Kompetitioun. Lëtzebuerg muss d'Konditiounen esou opstellen, dass et an där Kompetitioun vir ka matmëschen am Respekt vun der Cohésion sociale. D'kompetitiv Gesellschaft ass déi, déi schafft an och Plus-valuë schaaft. Plus-valuë mussen awer vun der ganzer Gesellschaft queesch duerch de Gaart geschafe ginn. D'Kompetitivitéit freet no Know-how. Jonk Leit musse fréi op dee richtege Wee gesat ginn. Mir brauchen eng praxisbezunnen transparent Beruffsausbildung. D'Handwierk däerf net dee leschten Auswee sinn, wa soss näischt méi geet. D'Zesummenaarbecht tëscht Schoul, Fuerschung an Aarbechtsmaart ass onëmgänglech.

Kompetitivitéit rifft no engem einfache schlanke Stat ouni ze vill administrativ Barrièren. De Verwalter an deen, dee verwalt gëtt, mussen eng harmonesch a konstruktiv Bezéiung mateneen hunn. Kompetitivitéit ass net nëmmen d'Heihinnerlackele vu groussen Entreprisen, wéi déi virdrun ugeschwaten „déck Fësch", mä si gehéiert och hei an den Traditiounsbetriber gefleegt, virun allem an den iwwer 3.000 Kleng- a Mëttelbetriber, wou iwwer 70% - 70%! - vun der nationaler Valeur ajoutée géréiert ginn a wou joeran a joeraus Aarbechtsplaze geschafe ginn. Digitalisatioun ass sécher hei eng vun den Erausfuerderunge fir déi nächst Joren, an do ass och sécher nach ganz vill Loft no uewen.

Den Entrepreneursgeescht, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert ënnerstëtzt. An den nächste Jore sichen Honnerte Familljebetriber ee Successeur. Ecotech, Biotech, IT, Logistik: Ech mengen, mir sinn net schlecht opgestallt. An ech woen och ze behaapten, dass mer do an de leschte Joren den Zuch net verpasst hunn. Mä mir sollten ëmmer erëm wëssen, dass mer auslännescht Kapital brauchen. Lëtzebuerg huet nach ëmmer mat auslänneschem Kapital fonctionnéiert.

Kompetitivitéit geet Hand an Hand mam soziale Fridden a mat engem niddrege Chômage. Mir denken drun, dass et besser ass, Aarbecht ze subventionéiere wéi de Chômage. Et ass wichteg, och déi netqualifizéiert Leit zu Lëtzebuerg ënnerdaach ze kréien. Och de Kombiloun ass en Thema, iwwert dat een hei eng Kéier sollt méi intensiv schwätzen.

Kompetitivitéit ass Mobilitéit, Kompetitivitéit ass Wunnraum zu abordabele Präisser, Kompetitivitéit ass nohalteg Energieversuergung a Kompetitivitéit ass gesonde Wuesstum am Respekt vun den nächste Generatiounen.

Dëst sollten nëmmen e puer Iwwerleeungen oder en Iwwerschlag si vun eenzelne Punkten, déi virun allem och de Mëttelstand betreffen, de Mëttelstand, deen de Mëtteg hei net genuch zur Geltung konnt kommen.

An dofir froen ech dann eng Interpellatioun un - Madamm Presidentin, ech ginn Iech se,…

(M. Félix Eischen dépose une demande d'interpellation.)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Félix Eischen *(CSV).*- …wann ech gelift -, fir eng Kéier den Istzoustand iwwert dësen enorm wichtege Secteur hei an der Chamber ze diskutéieren. Et ass net vu Muttwëll.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Eischen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, et ass eng spannend Zäit, fir iwwer Wuesstum a Kompetitivitéit ze schwätzen. Et ass awer och nawell keng einfach.

All Beräicher, déi mat Wuesstum ze dinn hunn, sinn am Embroch. De Finanzsecteur, eise wichtegste Wirtschaftsberäich, ass säit der Finanzkris vun 2008 am Wandel a konstanten neien europäesche Regelen ausgesat. An der Landesplanung huet de Bauteminister François Bausch ufanks November dëst Joer eng Diskussioun lancéiert iwwert de qualitative Wuesstum an d'Wiel vun engem territoriale Wuesstumsmodell. D'Preferenz vun der Regierung geet an d'Richtung vun enger organiséierter an harmoniséierter Entwécklung ronderëm dräi grouss Achsen: am Norden, Zentrum a Süden.

De Professer Ewringmann huet d'lescht Woch eng Etüd iwwert den Tanktourismus virgeluecht, deen dee Modell offen a Fro stellt. Virun e puer Wochen hate mer hei en Débat iwwert d'COP21 an hir Suitten. D'lescht Woch koum de Rapport vun der IGSS iwwert de Pensiounssystem a méiglech Reformbesoinen. Mir krute virun zwou Wochen d'Etüd iwwert déi drëtt industriell Revolutioun ënnert dem Pilotage vum Jeremy Rifkin virgestallt. Dës Woch hu mer eng Gemengefinanzreform gestëmmt an dës Woch koum och de PISA-Rapport iwwert d'schoulesch Leeschtungen zu Lëtzebuerg eraus.

Virum Enn vum Joer stëmme mer viraussiichtlech eng ëmfaassend Steierreform, déi och ambitionnéiert, d'Land méi kompetitiv ze maachen. A mir stëmmen de Budget 2017 an de Pluriannuel 2017 bis 2020.

All dës Beräicher hu mat Wuesstum, hu mat Kompetitivitéit ze dinn. Et ass e bëssen, Madamm Presidentin, wéi wa mer heibannen e permanente Wuesstumsdébat géife féieren. Eng gutt Kompetitivitéit ass d'Viraussetzung fir e staarke Wuesstum, an e staarke Wuesstum déngt dem Erhale vun eisem Sozialstat.

Ech mengen, et kann ee soen, dass mer an eisem Land e Konsens hunn iwwer eise Sozialstat. Mir sinn eis iwwer all Bänken, mengen ech, eens, dass mer weider eng gutt Krankeversécherung, eng gerecht Pensioun fir jiddwereen a sozial Transferte fir déi sozial schwaach Leit wëllen. Net méi spéit wéi gëschter hu mer eng Erhéijung vum Mindestloun ëm 1,4% beschloss fir déi 46.000 Leit hei am Land, déi am Mindestloun sinn. An och do ware mer eis bal all eens, dass dat eng gutt Saach ass.

Déi eenzeg Fro, iwwert déi mer eis net komplett eens waren a wou de Minister Nicolas Schmit gären de Conseil économique et social dermat befaasst, ass d'Fro, ob den Niveau vun dem Mindestloun duergeet, fir d'Leit, déi e kréien hei am Land, aus der Aarmut erauszehalen, also ob een eng Kéier muss eng strukturell Reform vum Mindestloun maachen.

Dass mer iwwert déi Froen esou e Konsens hunn a souguer a Wirtschaftskreeser déi Froen net kontestéiert ginn, ass eng gutt Saach. Dat ass net iwwerall esou. An doriwwer solle mer eis freeën. An ech mengen, dat kënnt doduerch, dass realiséiert gëtt, dass dee soziale Fridden, dee mer hunn, d'Viraussetzung ass fir politesch Stabilitéit an dass och dat e ganz wichtege Kompetitivitéitsfacteur ass.

Do, wou et e bësse manner Konsens gëtt, ass iwwert de Wuesstum selwer an iwwert de wirtschaftleche Modell, fir en ze erreechen. Dass mer do net all d'Levieren an der Hand hunn, ass kloer. An der Budgetssaison gëtt et engem ëmmer erëm bewosst an nach méi kloer, wéi staark eis Ekonomie vun externe Facteuren influenzéiert gëtt, an éischter Linn vun de Pëtrolspräisser, mä och vun de Bourssen, well eis Ekonomie staark vun der Finanzplaz ofhänkt. An d'Finanzplaz ass ebe mat der Bourse corréléiert.

Mir hunn natierlech och keng Influenz op déi weltwäit Großwetterlage an eng ganz begrenzt op déi europäesch. Eise Spillraum op der Finanzplaz, insbesonnesch a steierleche Froen, hänkt vun deem of, wat zu Bréissel décidéiert gëtt an zusehends och vun deem, wat bei der OCDE décidéiert gëtt. Aus enger Partie Grënn, och wéinst där Aart a Weis, wéi mer eis Finanzplaz an der Vergaangenheet opgestallt hunn, ass dëse Spillraum quasi inexistent ginn. Dass déi nei Regierung dobäi resolutt op d'Kaart vun der Transparenz gesat huet a weider setzt, begréisse mir als LSAP ausdrécklech.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wuesstum gëtt et net zum Nulltariff.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Wann ee wëllt d'Sozialleeschtunge vum Stat um selwechten Niveau halen, ouni dass eis Wirtschaft wiisst, da muss ee mer erklären, wéi dat soll goen. Sécher, mir musse virsiichteg mat eisen öffentleche Finanzen ëmgoen an eis Dépensë kontrolléieren. Mir brauchen och eng Reflexioun iwwert d'Zukunft vun eisem Pensiounssystem. An de Minister Romain Schneider wäert do opgrond vun deem Rapport vun der IGSS Aarbechtsgruppen asetzen, fir iwwert d'Reformpisten nozedenken an deenen nächste Méint. Mä mir brauchen och eng Reflexioun iwwert den zukünftege Wuesstum an eisem Land.

Ech hat a mengem Budgetsrapport fir 2015 - ech zitéiere mech elo léiwer selwer, ier iergenden aneren dat mécht - gesot, dass d'Wuesstumspotenzial fir Lëtzebuerg verschiddene Studien no bei 2% oder souguer manner héich läit à long terme. Dëst ass d'Répercussioun vun enger ekonomescher Theorie, där vun der „säkularer Stagnatioun", wou et eng Iddi gëtt, dass déi westlech Wirtschaften, net nëmme Lëtzebuerg, mä all déi westlech Wirtschaften, ënner enger Baisse vu Produktivitéit leiden an iwwer laang Zäit just nach moderat géife wuessen.

Och am PNR, am Plan national de réforme, vum Abrëll 2016 heescht et, an ech zitéieren: «Néanmoins, la croissance potentielle s'est affaissée et le pays connaît une évolution faible de sa productivité.» An och de Rifkin-Rapport mécht en äänleche Constat, wann e seet, dass d'Produktivitéit an de leschte Joren ofgeholl huet an et héich Zäit gëtt, an nei Infrastrukture vun der neier Ekonomie ze investéieren an an d'Formatioun vun de Leit, wat mer jo glécklecherweis schonn ugefaangen hunn, ze maachen.

Wat heescht dat am Kloertext? Ma dat heescht entweder, dass mer de Rimm deemnächst eng Kéier méi enk mussen zéien, oder awer, dass mer d'Äerm eropstréppe mussen an eng nei Dynamik schafen, sou wéi mer dat an der Vergaangenheet schonn des Éftere fäerdegbruecht hunn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, laang Zäit war d'Wuesstumsdiskussioun eng Discussion à sens unique. Mä d'Leit fänken och un, déi negativ Säite vun eiser ganz staarker Croissance besser ze mierken. Mir sti vill am Trafic, jo, mir sinn zu méi am Land, d'Wunnkäschte ginn an d'Luucht, de marginale Benefiss vum Räichtum, dee mer schafen, kënnt net méi esou schnell bei de Leit un.

Dee Constat hutt Dir och, Här Minister Schneider, gemaach an der Table ronde no der Presentatioun vum Rifkin-Rapport, wéi Der gesot hutt, dass d'Revenue bei de Leit manner schnell wuessen an dass d'Leit d'Nuisancë vun eiser Croissance manner gutt acceptéieren.

Den Jeremy Rifkin selwer huet vun engem „change of metrics" geschwat, d'Iddi, dass de Wuesstum, deen neie Wuesstum, dee geschafe gëtt an enger drëtter industrieller Revolutioun, sech net méi alleng duerch de PIB moosse léisst. Elo si mer dann erëm bei Iddien iwwert de PIBien-être, wou mer jo och dru schaffen, an déi, mengen ech, och hir Plaz an enger drëtter industrieller Revolutioun fannen.

D'Transitioun a Richtung vun enger dekarboniséierter Gesellschaft, wou manner a méi lokal produzéiert a consomméiert gëtt, mat manner Offall verbonnen, fënnt een och am Programm vun der drëtter industrieller Revolutioun erëm. D'Économie circulaire an d'Économie du partage ginn och an déi Richtung. Mä et muss een de Constat maachen, dass dëst eng Transitioun

gëtt an dass déi meescht Leit elo nach net prett dofir sinn.

Här Minister, Dir hutt dat selwer elo just constatéiert, d'Leit wëllen ëmmer nach Croissance. Mir sinn nach an deem ale System an där Hisiicht, a mir mussen, wa mer wëllen dovunner ewech, d'Leit lues a lues mat op dee Wee huelen a mir dierfen dobäi keen op der Streck loossen.

Madamm Presidentin, et ass elo dräi Wochen hier, säit mer d'Etüd iwwert déi drëtt industriell Revolutioun presentéiert kruten. Mir sinn nach alleguer dobäi, dat ze verdauen. Et ass eng inspiréierend Lektür, mä et ass eréischt den Ufank vun engem Prozess. Ob mer dat elo gär hunn oder net, d'Welt an d'Wirtschaft sinn am digitale Wandel. Mir kënnen dat als Chance gesinn oder mir kënnen et iwwer eis ergoe loossen. De Rifkin-Rapport gesäit et ganz kloer als Opportunitéit un a mir bei der LSAP gesinn dat och esou.

Dee Rapport huet de grousse Meritt, dass e Megatrends opzeechent, déi weltwäit constatéiert ginn, an Aktiounspisten opweist. Elo geet et drëms, dës Pläng ëmzesetzen. Eent zu eent wäert dat héchstwahrscheinlech net geschéien. Mä mir sollten un engem Konsens schaffen, engem Strang, un deem mer all zéien, net nëmme politesch, mä och mat der Zivillgesellschaft an de Sozialpartner.

Fir dass dës ekonomesch an technesch Visioun akzeptéiert gëtt vun de Leit, dass se an d'Politik afléisst, brauch et eng breet Diskussioun. Mir aus der Chamber, d'Regierung, mussen de Leit erklären, wéi dat soll fonctionnéieren a wat dat fir si bedeite wäert. Dofir muss et méi konkret ginn an et muss och eng Zäitschinn ausgeschafft ginn. Dofir brauche mer och e Konsens mat der Zivillgesellschaft an de Sozialpartner. Och d'Gewerkschafte mussen elo agebonne ginn.

Madamm Presidentin, et ass ze bedaueren, dass d'Tripartite an deem lethargeschen Zoustand ass, an deem se säit 2010 sech befënnt, soss wier si eiser Meenung no déi ideal Plaz, fir dee Plang ze verdéiwen an duerno en Accord doriwwer ze treffen.

Dass mer esou Rapporte vu bausse kënnen ëmsetzen, hu mer bewisen. Et muss een eng Zäit zréckgoen, an d'Joren 1959-1960, wou d'Lëtzebuerger Regierung beim Professor Henri Rieben vu Lausanne de Rapport iwwert d'Rentabilitéit vun der Siderurgie zu Lëtzebuerg bestallt huet, fir e Konflikt tëscht der Regierung an de Gewerkschaften ze léisen. Dëse Rapport ass am Viraus akzeptéiert ginn, och vun de Gewerkschaften, an dat huet zu engem Kollektivvertrag an dem famousen „Franc Rieben" gefouert, dee mat sech bruecht huet, dass ee Frang méi op der Pai vun de Siderurgiste bezuelt ginn ass. Dat war a gewëssenem Mooss de Prédécesseur, de Précurseur vum Comité tripartite vum Enn vun de 70er Joren.

De Rifkin-Rapport kann eng Chance ginn, wa mer eis all domat auserneesetzen, wa mer e liesen, diskutéieren, erklären an dorobber agéieren. Mä virun allem - nach eng Kéier - musse mer d'Leit mathuelen! Wann een d'Leit freet, e grousse Sprong ze maachen, een, dee vläicht och ustrengend ass, muss een hinnen och erklären, firwat een dat mécht.

Mir mussen och, wa mer iwwer Wuesstum a Kompetitivitéit hei am Land schwätzen, Courage hunn, eng Portioun Audace, jo, och eng Portioun Abenteuerlust. Mir hunn dat schonn e puermol an der Vergaangenheet gemaach, zulescht deslescht mat der SES, mat de Satellitten. Dat war eng Success Story. De Projet Space Resources, op deen de Minister Schneider schonn agaangen ass, geet an déiselwecht Richtung. An och dee Projet ass villverspriechend, well ee gesäit, dass elo scho potenziell Investisseuren an Entreprisë sech dofir interesséieren.

Madamm Presidentin, mir mussen och verstäerkt an d'Recherche an d'Innovatioun investéieren. An hei ass ee vun de Punkten, wou ech mat mengem Virriedner Laurent Mosar d'accord sinn. D'Stoussrichtung, déi de Projet „Troisième révolution industrielle" virgëtt, confirméiert dat méi wéi jee. Mir kënne keng Hightechwirtschaft ginn, wa mer net déi néideg Recherche an Innovatioun förderen. Mir gesinn awer, dass eise Budget fir Recherche, développement et innovation ënnert der Moyenne vun der OCDE an och ënnert der Moyenne vun der Europäescher Unioun läit. Dat muss sech änneren!

Et gëtt oft gesot, dass déi privat Recherche hei am Land net nozitt. Eise gesamten Invest an R&D louch 2015 bei 1,24%, dovun 0,73% ëffentlech Recherche. Zum Verglach sief gesot, dass, Eurostat no, Schweden Spëtzereider an der RDI ass mat bal 3,3% vum PIB. Duerno kënnt Éisträich mat 3,07% an Dänemark mat 3,03%. Mir leien also wäit ënnert der EU-Moyenne. Mir mussen eis do verbesseren.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass a verschiddene Secteuren d'Recherche fondamentale nach méi ënnerstëtzt muss ginn, fir dass Start-ups a privat Investisseuren dorauser kommerziell Applikatioune kënne maachen.

E gutt Beispill dofir ass de Beräich Bio- a Medical Tech. Hei maachen de Professer Balling a seng Équipe vum LCSB um Belval zënter fënnef bis sechs Joer eng formidabel Aarbecht. Och aner Instituter wéi den IBBL an d'CRPe leeschte gutt Aarbecht hei. Mä et kann ee soen, dass en neien Niveau d'excellence erreecht ginn ass mam Centre interdisciplinaire vum Rudi Balling op der Uni Lëtzebuerg.

Ech hat d'Chance, am Kader vun deem „pairing scheme", deen den FNR tëschent der Chamber a verschiddene Chercheure gemaach huet, en Dag am LCSB ze verbréngen. An ech konnt mech selwer iwwerzeegen, wéi spannend a villverspriechend déi Recherche ass, déi do gemaach gëtt. Ee vun hire Projeten, den HuMiX, e kënschtlechen Daarm, stéisst iwwregens elo scho bei internationale Konferenzen op groussen Interessi bei Entreprisen an anere Rechercheinstituter.

Mä fir dass en Ekosystem an deem Beräich entsteet, muss nach weider investéiert ginn, mussen déi Instituter, déi gutt schaffen, méi Moyene kréien, fir ze wuessen, och Accès kréien zu klineschen Daten, Kollaboratioune mat Spideeler musse gemaach ginn. Mir mussen eis och d'Moyene ginn, och aarbechtsrechtlech, fir déi gutt Chercheure bei eis ze halen a se net no fënnef Joer an d'Ausland ze verléieren.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Eréischt da gëtt och de Biotech zu enger Success Story. An da kann dës Recherche, déi och a Richtung Sécurité sociale Applikatioune fënnt, och praktesch Applikatioune fannen. Den LCSB denkt elo schonn iwwer Produiten no am Beräich vum Diagnostic, vun „smart sensing", vu Wellness. Dat sinn alles och potenziell nei Wirtschaftsbranchen. An do si mer och schnell beim Beräich vun der Silver Economy, dee mengem Fraktiounspresident deier ass an deen effektiv e prometteure Beräich ass, d'autant plus dass et ee vun de wéinege wirtschaftleche Beräicher ass, deen net vu Roboteren ersat ka ginn, well mer hei ganz vill am Care ënnerwee sinn, an dat ass ee vun de Beräicher, wou de Mënsch onersetzlech ass.

Madamm President, de Laurent Mosar ass schonn drop agaangen: Et gëtt nach weider Iwwerleeungen am Beräich vun der Recherche a vum Développement, fir och finanziell de Start-uppen ënnert d'Äerm ze gräifen duerch verschidde Steierincentives. Den Här Mosar huet de Modell vun den „business angels" genannt. Ech mengen ze wëssen, dass am Ekonomiesministère - mä den Här Minister ka vläicht dorobber agoen - un engem Modell geschafft gëtt, fir nei Finanzementer un d'Start-uppen ze kréien, vläicht mat engem fiskalen Incitatif. Mä vläicht kann den Här Minister kuerz dorobber agoen a senger Interventioun.

Ech ginn Iech och recht, Här Mosar, dass ee bei der nächster „patent box", dem Ersatz vum Artikel 50bis vum Steiergesetz, muss nodenken iwwer e Modell, dee sécher konform muss si mat der Approche vum „Modified Nexus" vun der OCDE. Dat heescht, dee muss konform sinn zu de Bréisseler an den OCDE-Virgaben, mä dee virun allem den Avantage mat sech bréngt, dass en exigéiert, dass d'Breveten hei zu Lëtzebuerg mussen ausgeschafft ginn, wat erëm eng Kéier der lokaler Recherche zeguttkéim.

Madamm President, Här President, ech gesinn, hei ass och eng Transitioun amgaangen.

(Brouhaha)

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass eng „transition" amgaangen, e fliegender Wechsel.

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- E fliegende Wiessel.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- E Wiessel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Loosst Iech net oflenken!

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Wourëm geet et, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo?

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- ...wann ee vun technologescher an digitaler Revolutioun schwätzt?

Wéi wärend deenen zwou industrielle Revolutioune virdru ginn et gréisser Changementer bei der Aart a Weis, wéi mer an Zukunft produzéieren. Dobäi wëll ech awer ënnersträichen, dass déi Changementer global gesi positiv waren an d'Liewe fir déi meescht Leit méi einfach gemaach hunn. Dat muss och bei der nächster industrieller Revolutioun de Fall sinn.

Op där enger Säit gi mer ëmmer méi a Richtung vun enger Ekonomie vum Wëssen, opgebaut op Servicer. Dee Phenomeen ass net nei a schonn zënter Jorzéngten erkannt ginn an amgaangen. Op där anerer Säit iwwerhuelen intelligent Roboteren Aarbechten, déi den Ament nach vu Leit gemaach ginn. Deen Dag, wou Autoen a Camionen ouni Chauffeuren op eise Stroosse fueren - an de Minister huet jo schonn indiquéiert, dass deen Dag net méi esou wäit ewech ass -, kënnt also schnell op eis zou. Amazon zum Beispill huet haut scho Pläng, fir de Courrier an d'Päck an Zukunft mat Drone bei d'Dier vun de Clienten ze liwweren.

De weidere wichtege Changement, deen op eis duerkënnt, ass déi ëmmer méi grouss Vernetzung tëschent allméigleche Beräicher. Sou wäerte mer et an Zukunft zum Beispill fäerdegbréngen, eise Stroum méi effizient ze verdeelen. Hausapparater denken an Zukunft souzesoe mat, fir dann Elektresch ze verbrauchen, wann et am gënschtegsten ass.

Och eis Gesellschaft verännert sech. D'Aart a Weis, wéi mer matenee kommunizéieren, ass haut schonn net méi déiselwecht, wéinst de sozialen Netzwierker. Net ëmmer zum Positiven, dat muss een och hei soen. Iwwerall wäerten an Zukunft déi nei Technologien eng ëmmer méi grouss Roll spillen: an eise Stied, op eiser Aarbechtsplaz a bei ons doheem.

Här President, eng vun de groussen Ängschte vun de Leit haut ass d'Globaliséierung. De Brexit an d'Wahl vum Donald Trump an den USA sinn zum Deel Expressioune vun där Angscht. Nieft der Globaliséierungsangscht riskéiere mer, och nach mat enger Digitaliséierungsangscht konfrontéiert ze ginn.

Ech mengen, et soll een de Leit näischt virmaachen an hinnen éierlech klore Wäin ausschëdden. Natierlech wäerte sech vill Saachen änneren. Et muss een déi Ängschten och eescht huelen, am beschten, wann een éierlech mat hinnen iwwert déi digital Zukunft schwätzt a se preparéiert. Wa mer sécherstellen, dass jiddwereen um Enn vun deene Progrèse profitéiert, dann, mengen ech, ass dat déi bescht Aart a Weis, fir deenen Ängschten do virzebeugen. Dat gëtt net einfach. Mä mir däerfen och net de Feeler maachen, d'Chancen, déi déi nei Evolutioune mat sech bréngen, net ze notzen.

Mir kënnen eise Sozialsystem festege mat Hëllef vun den neien Technologien, d'Digitaliséierung an déi technologesch Avancen asetzen, fir eis Gesondheetssystemer méi effizient ze maachen an d'Preventioun am Gesondheetsberäich ze förderen. Mir kënnen eis Transportnetzer besser matenee verbannen an esou besser notzen. Mir schafen nei Energiesourcen, nohalteg Sourcen, andeems mer zum Beispill eege produzéiert Elektresch an eise Réseau aspeisen. Mir maachen et iwwer verschidden digital Plattforme méiglech, eis Ressourcë méi effizient an nohalteg anzesetzen.

Här President, wa mer dat alles fäerdegbréngen, da brauche mer eis och net méi sou vill Suergen ze maachen iwwer e méiglechen 1,1-Milliounen-Awunner-Stat oder doriwwer, wéi vill eis Wirtschaft soll wuessen. Da léise mer déi Froen doduerch, dass mer eisen aktuelle Wuesstum duerch e qualitative Wuesstum ersetzen.

Wa mer wëssen, dass déi zukünfteg Wirtschaft zum Deel grouss Changementer wäert mat sech bréngen an der Aart a Weis, wéi mer haut schaffen, da musse mer dee Changement an der Aarbechtswelt preparéieren a begleeden.

Eng Suerg, déi mir als LSAP hunn, ass, dass eng Rei Aarbechte just nach temporär wäerte sinn oder dass ëmmer méi Leit sech musse selbstständeg maachen. Mir gesi schonn haut, wéi Gesellschafte wéi Uber oder Airbnb den etabléierten Akteuren hir Geschäftsmodeller auserneenhuelen, munchmol muss ee soen, muss een och gestoen, well se einfach e bessere Service ubidden. Mir mussen eist Aarbechtsrecht iwwerdenken, mä mir musse verhënneren, dass Aarbechter méi oder manner gutt geschützt sinn, nëmme well se en anere Statut hunn, awer déiselwecht Aarbecht maachen.

Wa mer vun den Ännerunge vun den Aarbechtsforme schwätzen, da musse mer déi digital an technologesch Revolutioun notzen, fir den Télétravail auszebauen. Domat droe mer ënner anerem dozou bäi, de Verkéiersproblem ze reduzéieren, andeems d'Leit d'Méiglechkeet kréien, vun doheem aus ze schaffen. Mir ginn de Leit awer och d'Méiglechkeet, hir Aarbecht an hiert Familljeliewe besser mateneen ze verbannen. An deem Kontext musse mer, mengen ech, och d'Reflexioun féieren iwwert d'Modulséierung an d'Reduktioun vun den Aarbechtszäiten. Et ass virauszegesinn, dass mat Hëllef vun den neien Technologien d'Produktivitéit allgemeng verbessert gëtt an d'Leit éischter manner schaffe mussen an Zukunft.

An Zukunft wäerten och ëmmer méi Aarbechten, déi op fossillen Energiequellen opbauen, duerch Aarbechten am ekologesche Secteur ersat ginn. Mir mussen dofir d'Leit ausbilden op déi nei Beruffer, déi an Zukunft entstoe wäerten.

Här President, dat bréngt mech op dee fir eis LSAP wichtegste Punkt an dëser ganzer Diskussioun iwwert den zukünftege Wirtschaftsmodell a wéi mer et fäerdegbréngen, kompetitiv ze bleiwen. Wéi ech virdru scho sot, déi digital an technologesch Evolutioune sinn amgaangen. Fir eng kleng an oppen Ekonomie wéi eis geet et also drëm, eis beschtméiglech dorop ze preparéieren. An dat fänkt an der Schoul un.

Mir mussen an eise Bildungssystem investéieren an deen esou ausriichten, fir eis Jonk op déi Zukunft ze preparéieren. Jonk Leit mussen eis Schoul verloosse mat den néidege Qualifikatiounen am Beräich vun den neien Technologien. Déi Jonk vun haut si sougenannt „digital natives". Si wuesse mat Computeren, Smartphones an Tabletten op. Wann ech e Problem mat mengem iPhone hunn, froen ech mäin 12-järege Bouf. Dee kann dee besser léise wéi ech.

Mä mir mussen eis och froen, wat fir Programmer mir de Schüler an der Schoul ubidden, fir se fit ze maache fir déi nei Jobben. Ech mengen, dass haut keng Schoul méi derlaanscht kënnt, fir Computercoursen unzebidden. A mir begréissen an deem Sënn och déi geplangt Lycéesreform, mat där eng Informatik- a Kommunikatiounssektioun agefouert gëtt. Mir mengen awer och, dass schonn am Fondamental den Internet an den Emgang mat neie Medien a mat neie Kommunikatiounsformen e Sujet muss sinn.

Erlaabt mer an deem Kontext, och dem Éducatiounsminister - deen zwar net hei ass, mä ech stelle se dann à l'occasion oder seng Kolleege ginn em se weider - d'Fro ze stellen, wéi dat vum Jeremy Rifkin ausgeschafft Konzept iwwert déi drëtt industriell Revolutioun säi Wee an d'Schoul fanne wäert. Wat mécht d'Regierung konkret, fir d'Schüler op déi technologesch an digital Beruffer virzebereeden?

An, Här President, et ass och gewosst, dass eng Base, fir gutt Informatiker ze kréien, e staarke Mathematikscours ass. Ee vun deene Grënn, firwat ganz vill Start-uppen a Betriber am Beräich vun den ICT hir Programmateuren an d'Ukrain siche ginn oder an Osteuropa, ass, well et traditionell an deene Länner ganz staark Mathematikscoursë gëtt an doduerch och gutt forméiert Mathematiker. A mir sollten eis iwwerleeën, wa mer eis Programmer iwwerdenken, sollte mer net vergiessen, och iwwert d'Mathematikscoursen nozedenken, och an Hisiicht op déi nei Technologien.

Här President, eng aner Suerg, déi mer als LSAP hunn, ass, dass Bierger, Regiounen a Betriber op der Streck bleiwen, well se den Iwwergang an déi nei digital Welt net gepackt hunn. Dofir musse mer nieft der schoulescher Ausbildung och verstäerkt op d'Formation continue setzen. Och do wéilt ech gäre vun der Regierung héieren, wat se op deem Punkt gedenkt ze maachen. Mir sinn iwwregens och der Meenung, dass d'Betriber selwer hei eng grouss Responsabilitéit hunn, fir hir Salariéen op d'Erausfuerderunge vu muer ze preparéieren.

Mir hunn als Land eng ganz gutt Ausgangspositioun, fir d'Chancë vun der digitaler Revolutioun ze notzen, well mer et näämlech fäerdegbruecht hunn, an deene leschte Jorzéngten eis Wirtschaft ze diversifizéieren, andeems mer op den ICT-Beräich gesat hunn, andeems mer mat déi Éischt waren, déi e ganz schnellt Breetbandnetzwierk fir den Internet geluecht hunn, andeems mer op Bio- an Ekotechnologië gesat hunn, andeems mer och hei am Land Datenzentre gebaut hunn, déi haut vu performanten Entreprisen an deem Beräich genotzt ginn.

Erlaabt mer, just e puer Zuelen hei ze nennen: Dem Rapport vum Observatoire de la compétitivité vun 2015 no goufen et 2012 hei zu Lëtzebuerg 1.838 Entreprisen, déi am Beräich vum ICT täteg waren. 2005 waren et der just 1.357. Deemno ass d'Zuel vun Entreprisen all Joer ëm méi wéi 5% geklommen. 2012 hu schonn eng ronn 15.000 Persounen an dësem Beräich geschafft. De Secteur war also och net weider vun der Finanz- a Wirtschaftskris betraff. Dat ass eng vun de Konklusioune vun deem Rapport.

D'Valeur ajoutée vum Secteur zu der Ekonomie hei am Land louch bei 7,3% vum PIB, wat ronn 2,8 Milliarden ausgemaach huet. Mir sinn also elo schonn net schlecht preparéiert op déi digital Revolutioun. Dat Potenzial musse mer elo notzen, fir eise Wuelstand hei am Land ze festegen a weider Aarbechtsplazen ze schafen.

Ech hunn et scho gesot, nieft der Bildung an der Formatioun ass dofir d'Recherche e ganz wichtege Beräich. Wa mir et packen, eis an deene Schwaachpunkte substanziell ze verbesseren, der Schoul an der Recherche, dann hu mir all d'Kaarten an der Hand, fir eng Virreiderroll ze spillen. Mir mussen der Evolutioun hei also e Schratt viraus sinn.

Aner Variabele spillen och dobäi eng wichteg Roll. D'Fiskalitéit ass esou eng. De juristesche Kader fir Entreprisen ass och eng aner Variabel. Den Accès zu de Finanzementer fir Betriber, eis Transportinfrastrukturen, déi ëffentlech Finanzen - de Finanzminister huet et gesot: Mir hu gesond ëffentlech Finanzen, mir hunn en Triple-A, an dat ass och en Atout fir Lëtzebuerg -, an natierlech och déi Beräicher, déi eis Liewensqualitéit ausmaachen, d'Kultur - an hei ass de Wonsch, dass mer vläicht iergendwann eng Kéier déi Lat vun engem Prozent vum PIB fir de Kulturbudget knacken; d'Tendenz ass no uewen an dat ass gutt, mä mir sinn nach e Stéckchen dovun ewech -, och d'Sportsinfrastrukturen, d'Fräizäitaktivitéiten: Alles dat si Puzzlestécker, déi zesummepasse mussen, fir eng kompetitiv Ekonomie ze behalen.

Här President, et ass dëser Regierung héich unzerechnen, dass se Initiativen hëlt, wéi d'Etüd ronderëm den Jeremy Rifkin, dass se sech och Gedanke mécht, wéi et mam Tanktourismus soll weidergoen, an dass mer versichen, d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie weiderzedreiwe mat zukunftsorientéierte Secteure wéi dem „space mining", dem ICT-Beräich oder der Bio- a Medtech.

Här President, ech wëll och e puer Wuert zu der Finanzplaz soen. Ech hunn dat schonn des Éftere gesot a viregten Debatten, mä ech widderhuelen et gär nach eng Kéier: Mir kënnen eis et net méi erlaben, op Souveränitéitsnischen ze bauen. Mir mussen hei am Land och am Finanzsecteur op Kompetenznische bauen. Ech mengen, de Finanzminister huet näischt aneres elo éineschters a senger Ried gesot.

D'Zäit vun de Steiernischen ass definitiv eriwwer an d'Zukunft vum Land läit sécher net an engem Monaco-Modell vun niddrege Steieren a vu Paradis fiscal fir grouss Privatfortunnen, wéi den Här Mosar dat nach 2005 a sengem Budgetsrapport opgezeechent huet fir d'Zukunft vum Land. Mä...

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Dierf ech eng Fro stellen?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Natierlech.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ech wollt den Här Fayot froen, dee Projet de loi, dee mer wahrscheinlech net méi virun der Vakanz, awer duerno wäerte verabschiden, wou mer Leit, déi wëllen hei op Lëtzebuerg komme mat grousse Verméigen, Autorisation-de-séjoure ginn, ob deen net an déiselwecht Richtung geet.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi mer dee Moment féiere mussen, mä ech mengen net, dass dat genee an déiselwecht Richtung geet.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ooh!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, sécherlech ass dat eng Accélératioun fir eppes, wat déi Leit souwisou scho kënnen haut maachen. An dat ass net comparabel, mengen ech, Här Mosar, mat deem, wat Dir 2005 gefuerdert hutt.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Et ass genau dat, wat ech deemools proposéiert hunn, wat d'Regierung elo mécht a wat mir och ënnerstëtzen.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech mengen dat net, Här Mosar, mä de Rapporteur Marc Angel wäert en temps voulu op déi dote Froen äntwerten.

(Hilarité)

Ech géif och nach gären eppes soen zu dem Här Mosar senge Bemierkungen zu deem Projet de loi, wou mer de Secret bancaire weider aschränken, fir den Outsourcing méiglech ze maachen. Den Här Mosar contestéiert dee Projet de loi oder fënnt deen net gutt. Ech muss dem Här Mosar soen, dass eben dee ganz strikte Secret bancaire, dee mer nach hunn am Artikel 41 vum Bankegesetz, justement fir de Moment e Facteur ass vun Netkompetitivitéit, fir eng Partie Leit, eng Partie Akteuren hei unzeéien.

De Finanzminister huet et gesot, de Brexit huet do eng Partie Opportunitéiten opgemaach fir eist Land an et ass mir zu Ouere komm, dass eng ganz Rei Banken interesséiert sinn, op Lëtzebuerg ze kommen, mä ofgeschreckt ginn duerch déi Onméiglechkeet, fir Outsourcing an hirem Grupp ze maachen, wat et soss an Europa néierens gëtt. Dat heescht, wann ech Iech richteg suivéieren, Här Mosar, da wäert Dir bereet, fir do eng ganz Rei Aarbechtsplazen net hei zu Lëtzebuerg ze wëllen, well Der weiderhin un engem strikte Secret bancaire festhaalt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Fayot, den Här Mosar wëllt eppes dozou soen.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Här Fayot! Ech muss dorop reagéieren, well den Här Fayot do Saache seet... Ech hunn iwwerhaapt net iwwert de Secret bancaire geschwat, Här Fayot, wann Der gutt nogelauschtert hutt. Ech hunn eng Suerg ausgedréckt, dass hei Transferte vun Donnéeën an d'Ausland ginn, obscho mir wëllen, an dat ass eng Ambitioun vum Här Wirtschaftsminister, e Centre d'excellence vu Conservatioun vun Donnéeë ginn. Dat ass meng Suerg an dat huet strictement näischt mam Bankgeheimnis ze dinn.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dont acte. Et ass nawell eng Dispositioun am Gesetz iwwert de Secteur financier, wou et ëm de Secret bancaire geet. Dat ass absolutt de Sujet.

Op alle Fall, Här President, wat elo de Finanzsecteur ugeet, wëll ech nach just soen, dass e weidere prometteure Beräich, wa mer iwwer Diversifizéierung a villverspriechend Beräicher hei zu Lëtzebuerg schwätzen, dee vun der FinTech ass, wou et jo schonn eng gewësse Masse critique hei zu Lëtzebuerg gëtt. Och de Beräich vun der Blockchain technology ass interessant, an de Rifkin-Rapport geet jo och op dee Beräich an.

Här President, Lëtzebuerg kënnt net derlaanscht, fir sech am internationale Verglach gutt ze positionéieren. D'Investisseure liesen nämlech déi verschidde Kompetitivitéitsstudien, op déi ech elo net wëll am Detail hei agoen. Mä et gëllt do, e Constat ze maachen, nämlech dass souwuel um Niveau vum G20, der OECD, mä och der Europäescher Kommissioun ëmmer méi Initiative geholl ginn, fir aggressiv Steieroptimiséierungsméiglechkeeten ze ënnerbannen. Dat ass an eisen Aen och richteg, bréngt awer nëmmen déi erhoffte Friichten, wann de Prinzip vum „level playing field" respektéiert gëtt, wann also jiddweree sech un déi nämlecht Regelen hält.

Ech géif hei gär eng Fro stellen, an dat ass eppes, wou de Wirtschaftsminister drop agaangen ass. Och wa mer vum Prinzip hier mat der sougenannter „ACCIS-Initiativ" d'accord sinn, wéilte mer awer vum Finanzminister wëssen, ob dës net och de Risiko duerstellt vun enger Course no ënne bei de Steiersätz fir Betriber a verschiddene Länner. Wa mer nämlech op de Wee ginn, fir Déductiounen, Abattementer an Exemptiounen ofzeschafen, da bleift just nach d'Schrauf vum Taux, fir drun ze dréien, mam Risiko, dass een ëmmer méi déif usetze muss, fir nach Entreprisen unzeéien. Mir fannen dat als LSAP keng gutt Evolutioun a mir wären interesséiert awer ze héieren, wat de Finanzminister doriwwer denkt.

Här President, en anere Beräich, op deen ech kuerz wollt agoen, dat sinn d'Ramebedéngungen am juristesche Beräich. Do hu mer zwou Schwächten, un deene mer nach musse schaffen. Zum engen ass et de Reproche, dass et bei eis ze laang dauert, fir eng Gesellschaft ze grënnen. Dozou wëll ech ënnersträichen, dass mer dëst Joer virum Summer dat Gesetz iwwert d'Een-Euro-Gesellschaft gemaach hunn. Ab dem 16. Januar d'nächst Joer kënnen Een-Euro-Gesellschafte gegrënnt ginn, an dat ass sécher och eppes, wat der Start-up-Ekonomie zeguttkënnt.

Deen anere Beräich an deen anere Kritikpunkt, dee mer heiansdo héieren, ass dee vun eisem Insolvenzrecht. Et ass gewosst, dass mer e vereelzt Faillittegesetz hunn. Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Mir sinn amgaangen, dat ze reforméieren. Et ass méiglech, dass mer dëst Joer d'Barre vun den dausend Faillitten duerchbriechen. Dat sinn der immens vill, mä mir sinn amgaangen, un enger Moderniséierung vun deem Gesetz ze schaffen, wat e System mat sech bréngt, wou mer Clignotant-d'alerten aféieren, dat heescht, wou mer méi frëi gesinn, wa Betriber an d'Schiflag geroden, a wou mer op där anerer Säit et och méiglech maachen, fir Betriber besser ze reorganiséieren an ze restrukturéieren. Dat ass eng Reform, déi och iwwerfälleg ass an un där mer fir de Moment aktiv schaffen.

Här President, ech kommen zu engem Schluss.

Une voix.- Aah!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et sinn nach eng Rei aner Saachen, op déi ech wollt agoen, mä op déi ech keng Zäit hunn anzegoen. Fir d'LSAP gëtt et eng Rei fundamental Froen am Kader vun dëser Wuesstums- a Kompetitivitéitsdebatt, déi sech nei stellen am Kontext vun der Digitaliséierung an der drëtter industrieller Revolutioun. Fir eis ass et zentral ze wëssen, wat mam Mënsch geschitt an enger digitaler Wirtschaft.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Wat ass virun allem d'Plaz vum schaffende Mënsch? Wat fir eng Gesellschaft kréie mer? Wéi liewe mer zesummen an Zukunft?

Dëse Froe musse mer eis offensiv stellen an déi musse mer an aller Transparenz an an aller Offenheet diskutéieren. Mir musse se mat de Leit diskutéieren, mat de Sozialpartner, mat der Zivillgesellschaft. D'Objektiv soll sinn, fir de gudden techneschen Usaz vum Rifkin-Rapport zu engem konsensfäege Modell fir en dauerhaften an inklusive Wuesstum ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Fayot. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Joëlle Elvinger fir d'DP.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et gouf déi lescht Wochen a Méint vill iwwert de qualitative Wuesstum geschwat. Ech wëll elo hei net méi op dës Diskussioun zréckkommen, mä ech kann awer eng Parallell zéien, well ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg eng qualitativ Kompetitivitéit brauch.

Wat ass eng qualitativ Kompetitivitéit? Et gëtt Länner, déi si konkurrenzfäeg, well ee bei hinnen en T-Shirt fir manner wéi een Euro produzéiere kann. Do ass et net d'Qualitéit vum Produit, déi ausschlaggebend ass, mä d'Käschte vun der Produktioun stinn am Vierdergrond. Well jiddweree weess, dass een zu Lëtzebuerg keen T-Shirt fir een Euro ka produzéieren, ass dat sécherlech net dee Wee, dee mir goe kënnen.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Dat ass net déi Kompetitivitéit, déi mer brauchen, an och net déi Kompetitivitéit, déi mer wëllen. Lëtzebuerg kann nëmme kompetitiv sinn a Beräicher, wou Qualitéitsproduiten oder qualitativ héichwäerteg Servicer ugebuede ginn, déi eng héich Plus-value generéieren. Dat ass och näischt Neies, well an deene Secteuren, wou hei zu Lëtzebuerg investéiert gëtt, steet d'Qualitéit am Vierdergrond, sief dat an der Automotive-Branche, am Bankesecteur, dem Fongemanagement, der ICT-Branche oder och an der Fuerschung. Mä anerersäits muss de Stat de Kader setzen, fir dass eis Entreprisen déi beschtméiglech Bedéngungen hunn, fir sech kënnen zu Lëtzebuerg ze entfalen.

An och hei gëtt voll a ganz op Qualitéit gesat: D'Qualitéit vun eise Statsfinanzen - Stéchwuert Triple-A -, d'Qualitéit vun eisen Infrastrukturen - Stéchwuert Datazentren -, d'Multimodal-Plattform an de Flughafen an d'Qualitéit vun eise Schoule beweisen, dass de Kader, deen een zu Lëtzebuerg fënnt, dach zimlech interessant ass.

Den Tableau de bord, deen de Wirtschaftsminister eis virgeluecht huet, weist, dass mir awer a verschiddene Beräicher besser kënne sinn. Mir däerfen eis net op deem, wat mer erreecht hunn, ausrouen, mä mir mussen eis stänneg weiderentwéckelen an ambitiéis Ziler hunn.

Här President, wéi kompetitiv si mer dann eigentlech, wann een elo den Tableau de bord analyséiert? Wou sti mer dann de Moment par rapport zu deenen anere Länner, an, wat vläicht nach méi wichteg ass, wou sinn dann nach fir eis Elementer, wou mer eis nach besser kënnen opstellen?

Ass eist steierlecht Ëmfeld nach ëmmer interessant fir auslännesch Investisseuren? Bilden eis Schoulen eis Kanner esou aus, dass si an de kommende Jore gutt Chancen um Aarbechtsmaart hunn? Bitt eist Land sengen Awunner och weiderhin eng héich Liewensqualitéit? Dat si Froen, op déi mer probéieren, Äntwerten ze fannen am Kader vun dësem Débat de consultation.

Wann et drëms geet, ze kucken, wou ee steet, da kuckt ee sech déi verschidde Klassementer oder sougenannten „benchmarks" un, souwuel déi vun den internationalen Instituter wéi och déi vun den nationalen Akteuren. Wéi ee Ranking een elo hëlt, spillt u sech keng esou grouss Roll. Mä wat mir wichteg ass, ass, dass een d'Aen net zoumécht par rapport zu deem, wat aner Natioune maachen. Et kann een ëmmer nach eppes bäiléieren an e gesonde Konkurrenzkampf fërdert jo bekanntlech d'Innovatioun.

Mir mussen och net iwwerall den Éischte sinn. Wat awer wichteg ass, ass, dass mer op kengem Indicateur richteg schlecht dostinn. De Package muss ebe stëmmen, a genau dorëms geet et haut de Mëtteg. Mir mussen zemools kucken, dass mer do besser ginn, wou et Sënn mécht a wou nach Potenzial ass, fir besser ze ginn.

Wann ee sech elo den Tableau de bord national ukuckt an déi rezent politesch Mesuren am Kapp huet, déi ëmgesat goufen, da gesäit een, dass a ville Beräicher scho Verbesserunge festzestelle sinn.

Ech wëll op dëser Plaz op zwee Beräicher agoen: op eist steierlecht Ëmfeld an op d'Bildung an d'Weiderbildung.

Här President, souwuel d'Privatpersoune wéi och d'Entreprisë brauchen e steierleche Kader, dee se bei hiren Aktivitéiten ënnerstëtzt. Dofir sinn ech frou, dass ab dem nächste Joer d'Steierreform a Kraaft trëtt a fir méi Kafkraaft fir eis Stéit suergt. Eng Ekonomie kann nëmme fonctionnéieren, wann eng zolidd intern Demande fir Produiten a Servicer besteet, an dofir ass et richteg, dass dës Steierreform iwwer en neie Barème a sozial selektiv Steierkreditter fir méi Kafkraaft suergt.

De Statec huet ausgerechent, dass d'Stéit am Schnëtt 1,2% méi an der Täsch wäerten hunn. Dëst wäert sech och op de BIP auswierken, dat mat enger Hausse vun 0,2 Prozentpunkten. Och den Emploi wäert ëm 0,1 Prozentpunkten an d'Luucht goen. Et gesäit een also däitlech, dass d'Steierreform och am Kader vun der Kompetitivitéit vun eisem Land ze bewäerten ass.

Och wäert d'Erhéije vun der Valeur faciale vum Chèque-repas vun 8,4 op 10,6 Euro eiser lokaler Gastronomie zeguttkommen, also klengen a mëttelstännege Betriber.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Mir schwätzen hei vu 60.000 Leit, deenen hir Kafkraaft esou däitlech erhéicht gëtt. Dës Sue fléissen an den Horeca-Secteur, e Secteur, dee jo déi lescht Jore ganz besonnesch gelidden huet.

Här President, eis Betribsbesteierung ass bei Wäitem net déi attraktiivst europawäit. Am Ranking beleeë mer just déi 22. Plaz vun 28. Et muss een awer wëssen, dass eist Steierrecht jo awer och iwwer speziell Dispositioune verfüügt, déi den Entreprisë bei hirer Steierlaascht entgéintkommen. D'Lag ass also bei Wäitem net dramatesch.

En plus wäert dat internationaalt Steierëmfeld an de kommende Jore sech radikal änneren. Ech denken do besonnesch un d'Initiativen am Kader vu BEPS, mä och an der Europäescher Unioun ginn am Moment nei Besteierungsregele beschwat. Et leeft drop eraus, dass d'Besteierungsbasis méi breet gëtt, dat heescht, dass et manner spezifesch Regele gëtt, wat d'Ausnamen ugeet. Wann de Kuch awer elo méi grouss géif ginn an den Taux deeselwechte géif bleiwen, da géifen och eis Entreprisë méi staark besteiert ginn.

Fir dës Evolutioun auszegläichen, gëtt duerch d'Steierreform den Taux vum IRC, also der Kierperschaftssteier, fir d'Éischt elo emol vun 21 op 19% fir 2017 an am Joer 2018 op 18% erofgesat. Et wier näämlech net richteg, wann d'Entreprisë méi Steiere bezuele missten ewéi virdrun.

Besonnesch wichteg fannen ech et, dass souwuel de Premier Xavier Bettel wéi och de Finanzminister Pierre Gramegna ugekënnegt hunn, déi international Evolutiounen am Bléck ze behalen a weider Upassungen net auszeschléissen, wann dës dann noutwendeg sinn. Et soll ee sech elo also net nervös maache loossen, well eis englesch Kolleegen drastesch Kierzunge vun hirer Betribsbesteierung ukënnegen.

Jo, eng interessant Steierpolitik ass wichteg, mä wann ee mengt, et kéint ee seng Ekonomie vun haut op muer duerch esou Mesurë fit maachen, da kuckt een awer wierklech net wäit genuch. Kompetitivitéit ass méi wéi just niddreg Steieren!

Et gi Stëmmen, déi soen, et hätt een elo scho misse méi wäit goen, wat den IRC ugeet. Mir si vläicht net dat Land, wou een déi mannste Steiere bezilt, mä bei eis kritt een awer och eppes fir säi Geld. Wann een décidéiert, op Lëtzebuerg ze kommen, da kritt een e Package, deen interessant ass. Zu dësem Package gehéiere sécherlech en interessante Steiersaz, mä och niddreg Lounniewekäschten. Fir Entreprisen ass dat net oninteressant, wa si héich qualifizéiert Personal wëllen op Lëtzebuerg kréien. Den Netto, deen ee bei eis herno an d'Täsch kritt, ass méi héich wéi an eisen Nopeschlänner.

Mä och eis modern Infrastrukture gehéieren zu deem Package. Ech denken do un eise Fluchhafen, dee mer ausbauen, un eist Stroossennetz, eisen ëffentlechen Transport, mä och un eis exzellent Strukturen, wat den „ultra haut débit" ugeet, en Element, wat fir vill Entreprisë besonnesch wichteg ass. Net ze erwäne brauch ech eis politesch Stabilitéit. Dëst bedeit fir en Entrepreneur Previsibilitéit, dat heescht den A an den O, fir eng laangfristeg Strategie festzeleeën.

Dat alles gehéiert zu engem Package, e Package, deen net fir näischt ass, mä dee qualitativ sengesgläichen op dëser Welt sicht. Fir dëse Package dobaussen an der Welt mat enger

Stëmm ze verkafen, gouf jo elo eng nei Lëtzebuerger Signature an d'Liewe geruff. D'Demokratesch Partei huet scho laang gefuerdert, dass een op Wirtschaftsmissioune mat enger Stëmm schwätzt an dass d'Promotiounsaarbecht vun eisem Standuert méi koordinéiert misst geschéien. An ech sinn iwwerzeegt, dass dëst mat eiser neier Signature eist Land dobaussen nach méi visibel wäert maachen.

Här President, Dir gesitt, Lëtzebuerg huet vill Atouten, fir kompetitiv ze sinn. Mä wéi een an deene verschiddene Rankingen awer gesäit, besteet och nach Potenzial, nozebesseren.

Aus dem Tableau de bord geet zum Beispill ervir, dass eis Betriber relativ wéineg an d'Recherche investéieren, och wann déi ëffentlech Hand jo weiderhin d'Investissementer op engem ganz héijen Niveau hält. Mir wëssen, dass d'Recherche an den Développement vun haut de Gewënn vu muer sinn. Well fir déi héich Qualitéit u Produiten ze halen, mussen d'Betriber sech ëmmer weider entwéckelen, fir mat der staarker internationaler Konkurrenz mathalen ze kënnen. Ech si mer och sécher, dass de Gesetzesprojet 6853 och dozou bäidroe wäert, fir d'Investissementer besonnesch an der Recherche an an der Innovatioun ze förderen.

Och d'Steierreform setzt déi richteg Akzenter, andeems gläich dräi verschidde Bonifications d'impôt pour investissement eropgesat ginn. Doduerch stäerke mer weider d'Innovatiounspotenzial vun eise Betriber, wat och eiser gesamter Ekonomie zeguttkënnt.

Här President, 99,6% vun eise Betriber zu Lëtzebuerg si kleng a mëttelstänneg Betriber, oft Familljebetriber an zweeter oder an drëtter Generatioun. Dat ass scho ganz aussergewéinlech, verglach mam Ausland. Mir hunn iwwer 30.000 PMEen, déi iwwer 70% vun den Aarbechtsplazen ausmaachen an 72% vun der nationaler Valeur ajoutée produzéieren. Ech mengen, dës Zuele weise kloer an däitlech, dass mer all Intérêt hunn, och Efforten ze maachen, dass dës Entreprisen och weider gutt schaffe kënnen.

Et gëtt geschat, dass an deenen nächste Joren all Joer 200 vun dëse PMEen e Repreneur brauchen. Heibäi geet et ëm 7.000 bis 8.000 Aarbechtsplazen, déi um Spill stinn. E Repreneur fannen ass net ëmmer esou einfach. Et misst jo awer och fir e Jonken interessant sinn, fir eng Entreprise ze iwwerhuelen, déi scho leeft. Et muss een net ëmmer d'Rad nei erfannen.

Et ass awer dacks net einfach, e Betrib zesummenzehalen, wa keen aus der eegener Famill d'Nofolleg untriede wëllt. Dofir ass et wichteg, dass an der Steierreform virgesinn ass, dass bei enger Transmissioun vun enger Entreprise d'Besteierung op der Plus-value vun den Immobilien däitlech décaléiert gëtt an der Zäit, wann déi nächst Generatioun iwwerhëlt. Ech mengen, dat ass eng wichteg Mesure, déi eise Lëtzebuerger Betriber entgéintkënnt an eis national Ekonomie esou weider stäerkt, dat nieft dem Steiertariff vu 15 amplaz 20% fir Betriber mat engem Imposabel vun ënner 25.000 Euro d'Joer, an net 15.000 Euro, wéi et virdru war.

Här President, aus dem Tableau de bord liest een och eraus, dass Lëtzebuerg am Verglach mat deenen anere Länner iwwerduerchschnëttlech vill Schoulofbriecher huet. An enger Zäit, wou et ëmmer méi wichteg ass, eng gutt Ausbildung ze hunn, kënne mir eis et net erlaben, dass esou vill Jonker eise Schoulsystem verloossen, ouni eppes an der Täsch ze hunn. Dëst sinn éischtens emol Eenzelschicksaler, déi mer als Politik verhënnere mussen, et sinn awer och Talenter, déi eiser Ekonomie laangfristeg feelen. Dofir sinn ech frou, dass den Éducatiounsminister Claude Meisch och an dësem Beräich ugesat huet a verschidde Mesurë fir d'Bekämpfe vum Décrochage scolaire agefouert huet.

Besonnesch an der Éducatioun muss een déi rezent Entwécklungen ënnersträichen, déi all als Zil hunn, eiser heterogener Schülerschaft eng qualitativ Éducatioun kënnen unzebidden. Ech denken hei un déi international Schoul zu Déifferdeng, déi e ganz grousse Succès ass, dat, well hei de Programm vun den Europaschoulen ugebuede gëtt. Wann een eis Populatioun iwwert déi lescht Joren analyséiert, da stellt ee fest, dass se ëmmer méi heterogen gouf, an esou ass et nëmme richteg, dass d'Schoul mat dëser Entwécklung mathält.

Et ass dat, wat ech am Ufank gesot hat, wéi ech vum Package geschwat hunn: Mir mussen de Schoulsystem un d'Schüler, awer och un d'Aarbechtswelt upassen, a genau dat geschitt am Moment. De Multilinguismus ass zënter Laangem eng reell Stäerkt vun eisem Land an e wäert och weiderhin en Element vun eiser Kompetitivitéit bleiwen.

En anert Beispill ass déi nei Sektioun I an de Lycéeën ab der Rentrée 2017. Informatiker ginn haut gesicht méi wéi jee, an dat a ganz verschiddenen Domänen. Dann ass et also nëmme responsabel, dass d'Politik och esou Coursen ubitt, fir eis Jonk op den Aarbechtsmaart vu muer virzebereeden.

Et huet mech och gefreet, wéi ech gesinn hunn, dass de Bildungsminister, zesumme mam Wirtschaftsminister, ab der Rentrée 2017 an dräi Lycéeën e Pilotprojet lancéiert, wou de Kanner Loscht um Entrepreneuriat gemaach gëtt. An dësem Sënn ass et och ze begréissen, dass den Éducatiounsminister méi Autonomie fir d'Lycéeën afëiere wäert, dat, fir méi eng divers Schouloffer ubidden ze kënnen.

Op där enger Säit kënne sech d'Schüler esou op hir Stäerkte konzentréieren, op där anerer Säit gi si awer och op Beruffer virbereet, déi um aktuellen Aarbechtsmaart gesicht ginn. Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler, fir esou méi geziilt d'Talenter vun de Schüler ze förderen. Mir brauchen näämlech Schoulen, esou ënnerschiddlech wéi d'Talenter vun eise Schüler.

Ech si mer sécher, dass all dës Mesuren och derzou bäidroe wäerten, dem Décrochage scolaire entgéintzesteieren. Wann ee vun Éducatioun schwätzt, muss een och vun der Formation professionnelle schwätzen. Mir sinn eis alleguerten eens, dass mir hei e schlecht Gesetz geierft hunn, mat deem de betraffene Schüler net gehollef ass. Et ass also immens wichteg elo, dass bei der Formation professionnelle nogebessert gëtt.

En anere Volet ass d'Weiderbildung. Wann ech gesinn, wéi vill Coursen am House of Training ugebuede ginn a wéi vill Leit sech hei weiderbilden, da sinn ech zouversiichtlech fir eis Zukunft. An dësem Zesummenhang sinn ech awer och frou, dass de Bausecteur mam IFSB eng ganz performant Plattform huet, déi op d'Bedürfnisser vun der Branche ageet an esou e wichtegen Deel zur Kompetitivitéit vun eise Betriber bäidréit.

Ech sinn och immens frou, dass mir am kierzlech ageweiten neien House of Entrepreneurship endlech en „one-stop shop" hunn, dee säin Numm och verdéngt. Dat neit Gebai um Kierchbierg regruppéiert op enger Plaz net nëmmen d'Chambre de Commerce an de Wirtschaftsministère, mä och d'Chambre des Métiers, Luxinnovation, d'ADEM, den Technoport, Nyuko, den Hub 1535°, den Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg, d'Divisioun vun der Protection alimentaire, de Ministère vun der Fonction publique an och d'Mutualité de cautionnement et d'aide aux commerçants hu Vertrieder am neien House of Entrepreneurship.

Dass esou vill Akteuren ënner engem Daach sëtzen, wäert deenen, déi sech trauen, hir eegen Entreprise op d'Been ze stellen, oder déi sech weiderdéveloppéiere wëllen, bedeitend hëllefen. Si mussen elo net méi vun A op B lafen, fir gehollef ze kréien, an dës Simplification administrative ass am Sënn vum Entrepreneuriat a vum Entrepreneursgeescht.

Mir sinn also elo endlech um richtege Wee, e Wee, fir dee sech d'DP zënter Jore staarkgemaach huet, well Kompetitivitéit heescht, e kreativen an innovative Milieu ubidden, an deem sech nei Iddien entwéckele kënnen an ee Geschäftsiddie schnell an unbürokratesch ëmsetze kann.

Här President, ech hat virdrunner gesot: Lëtzebuerg muss e gudde Package ubidden. Besonnesch eis Finanzplaz bitt elo schonn en attraktive Package un. Iwwer Joren hu mir op eiser Bankeplaz Know-how opgebaut, an dësen zitt nach ëmmer Akteuren op Lëtzebuerg, wéi déi rezent Usidelung vun alle grousse chineesesche Banke beweist - an et ass schonn hei gesot ginn. Eis Bankeplaz huet et och verstanen, sech ze adaptéieren a sech weiderzeentwéckelen. Besonnesch hei ass et d'Qualitéit vum Personal an den ugebuedene Servicer, déi eis konkurrenzfäeg mécht.

Mam Ewechfale vum Bankgeheimnis hu verschidde Leit den Däiwel un d'Mauer gemoolt. Et ass dunn awer anescht komm, well duerch eis pragmatesch Approche an eis jorelaang Erfahrung huet eis Finanzplaz et gepackt, sech unzepassen, an de Geschäftsmodell, den aktuellen Demandë Rechnung ze droen. Ech denken do un de Beräich vum FinTech mat dem Luxembourg House of Financial Technology, un d'Initiativ vun der Bourse um Niveau vun de Green Bonds, un d'CSSF, déi als éischt Finanzkontrollautoritéit d'Bitcoins als Wärung acceptéiert huet.

Besonnesch am Beräich FinTech huet Lëtzebuerg erkannt, dass an dësem Secteur nach immens vill Potenzial stécht. D'Leit froe sech ëmmer, wat FinTech iwwerhaapt ass, dobäi ass et awer eppes, wat eis alleguerte betrëfft. Vill Leit bezuelen nëmmen nach mat Contactless, a wann een engem muss e puer Suen iwwerweisen, da benotze mer d'Digicash-App. A verschiddene Restaurante kann ee jo och mam Handy bezuelen, andeems een einfach nëmmen de QR-Code op der Rechnung scannt.

All dës nei Bezuelmethode gehéieren zum FinTech. FinTech ass also eppes, wat een upake kann a wat jiddweree vun eis benotze kann, fir säi Liewe méi einfach ze maachen. An ech hunn och d'Gefill, dass mir an deem Beräich eisen Nopere schonn e gutt Stéck viraus sinn. Mäi Kolleeg, den André Bauler, wäert herno nach a senger Interventioun méi genau op d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" agoen.

Här President, Lëtzebuerg hat an huet och nach ëmmer de Virdeel, dass mir ganz séier Entscheedunge kënnen treffen, fir eis där ëmmer méi séierer Entwécklung vun der Wirtschaft unzepassen. Wann ee kompetitiv bleiwe wëllt, däerf een den Zuch vun der Weiderentwécklung net verpassen. Well mir kënne besser sinn, et muss ee just ëmmer ambitiéis bleiwen.

Ech wëll elo kuerz e puer Pisten opzielen, wou ech der Meenung sinn, dass nach Potenzial besteet, fir dass mer eis do besser opstellen.

Eis Liewenserwaardung geet weider an d'Luucht an dacks gi Leit an d'Pensioun, déi awer nach gäre weider schaffe wéilten. Et ass schued, dass esou Leit mat jorelaanger Erfahrung hiert Wëssen net un déi jonk Generatiounen iwwerdroe kënnen. Dofir sollt een iwwer e weidere Modell vun der Flexirent nodenken, esou dass erfahre Mataarbechter d'Méiglechkeet kréien, hir Nofolger lues a lues unzeléieren. Ech mengen, dat wier fir déi zwou Säiten eng Beräicherung.

En anert Element, wou mer nach méi maache kënnen, sinn déi erneierbar Energien. Lëtzebuerg huet jo kierzlech den Accord vu Paräis ënnerschriwwen, dee ganz ambitiéis Ziler opweist. Elo heescht et, national Mesuren ëmsetzen, fir eise Bäitrag zum Klimaschutz ze liwweren. Ech denken hei och un d'Klimabank - ech kucken do besonnesch op mäi Kolleeg, de Max Hahn -...

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*-...eis Klimabank, déi ganz konkret hei am Land zu méi Sanéierunge féiere wäert. Mir mussen awer och nach aner Optiounen an d'A faassen, fir konsequent op erneierbar Energien ze setzen, dat och, well mer esou en Know-how an eisen nationale Betriber opbauen, op dee mer laangfristeg setze kënnen. Well e qualitative Wuesstum bedeit Produktivitéitswuesstum, deen net op d'Käschte vun de Salariéë geet. Dësen erreecht een, andeems ee manner ressourcenintensiv schafft, sief et mat manner Energie oder mat manner Leit.

Ech wëll op dëser Plaz elo net op d'Rifkin-Etüd agoen. Ech mengen, dass dat de Mëtte scho genuch hei gemaach ginn ass. Mä och hei spigele sech interessant Weeër erëm, déi et elo gëllt, ze studéieren. Ech denken do u Shared Economy, Circular Economy an och am Allgemengen, wéi mer méi ressourcëschounend produzéiere kënnen.

Här President, mir si kompetitiv, well mer eis selwer ëmmer a Fro stellen, well sech selwer a Fro stellen, wéi mir dat de Mëtteg hei maachen a wéi mir dat och maache mat eisem Statsbudget, mat eiser Steierreform, mat eiser Finanzplaz a mat eisem Bildungswiesen, dat ass déi gréisst Stäerkt vun eisem Land. Dëse Package, deen eist Land ubitt an deen an éischter Linn op Qualitéit opgebaut ass, muss stänneg adaptéiert ginn, fir dass mir och kompetitiv bleiwen.

Jo, Kompetitivitéit ass e Konzept mat ville Facetten, mä schlussendlech kann nëmmen eng kompetitiv Wirtschaft laangfristeg eise Wuelstand an eise Sozialstat ofsécheren. Eise qualitative Wirtschaftsmodell muss net exklusiv op e Populatiounszouwuess setzen, fir sech weiderzeentwéckelen.

Et gouf déi lescht Jore schonn u ville wichtege Schrauwe gedréit. Besonnesch an de Beräicher Steieren a Bildung hunn déi respektiv Ministere gutt Aarbecht geleescht, fir eise Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell un d'Realitéiten unzepassen. Elo gëllt et, an Zukunft méi ressourcëschounend ze liewen an ze schaffen. Dëst ass och deen eenzege Wee, wéi mir eis Produktivitéit steigere kënnen, ouni op eis Acquise missen ze verzichten.

Do ass nach ganz vill Potenzial, mä ech mengen, mir sinn do schonn um richtege Wee, well vill Mesuren - ech denken do un d'Elektromobilitéit an de Smart Metering - ginn ëmmer méi konkret. An de kommende Jore wäerten nach vill Erausfuerderungen op eis duerkommen a mir wäerten eis weider beweise missen. Mä mat enger Politik, déi d'laangfristeg Interesse vum Land am A huet, sinn ech zouversiichtlech, dass mer d'Success Story vun eisem Land och an der Zukunft weiderschreiwe kënnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Elvinger. An den nächste Riedner, dee scho prett ass, ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. De Laurent Mosar hat virdru gesot, dass mer déi lescht Debatt iwwert d'Kompetitivitéit...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Roueg an der zweeter Rei!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- ...an de Wuesstum hei 2014 haten, dass e seng Notten nogekuckt huet, wat ech och gemaach hunn, dass e vill Saache fonnt huet, déi nach d'selwecht misste gesot ginn, an déi probéieren ech dann hei natierlech, haut net nach eng Kéier ze soen. Dozwësche sinn awer vill Saache geschitt. De Brexit ass do, et si Wahlen an Amerika gewiescht an zu Lëtzebuerg ass awer och eppes presentéiert gi virun zirka dräi Wochen: Dat war de Rifkin-Rapport. An ech mengen, dass deen eben zu Recht dann och a mäin Débat hei wäert mat afléissen.

Et geet also haut hei drëm, e bëssen esou eng Roadmap ze entwerfen, wéi déi verschidde Parteie se gesinn, e Plang also, fir Lëtzebuerg opzestellen, fir eis Wirtschaft an och fir eis Leit. déi gréng hunn esou ee Plang fir Lëtzebuerg, wouvun ech de Mëtteg hei awer nëmmen een Deel virstellen, an zwar an de Beräicher Energie, Mobilitéit, Aarbechtsplazen a Finanzen, mat Prioritéit op Klima, Ëmwelt, Waasserschutz, fir méi Liewensqualitéit fir all d'Leit mat enger nohalteger Landwirtschaft, enger anerer Mobilitéit an och neien Aarbechtsplazen.

Mä: Kee Plang fir Lëtzebuerg vun der CSV an dëse Beräicher, fir et elo emol hei op de Punkt ze bréngen.

An et ass schued, dass de Spëtzekandidat Claude Wiseler elo leider krank ass - vun hei aus och dann déi beschte Geneesungswënsch, dass en erëm soll bei eis kommen -, well e jo och wollt den zweeten Deel vum Débat hei maachen, an zwar deen Deel, dee méi dann zu der Rifkin-Etüd-Strategie Aussoe gemaach hätt. Mä mir komme jo nach eng Kéier op deen Débat zréck.

Ech hunn hei fënnef Haaptpunkten a menger Interventioun haut de Mëtteg, wou ech all Kéiers probéieren, eng Visioun, déi méi laangfristeg ass, vun deene Gréngen opzeweisen an och awer unhand vu konkrete Beispiller schonn d'Ëmsetzung elo um Terrain unzeginn.

Dat sinn: éischtens, d'Energie an d'Digitaliséierung - déi gehéieren zesumme wéi Dupond et Dupont; zweetens, d'Mobilitéit; drëttens, d'Liewensmëttel an d'Landwirtschaft, Klima-, Waasser- an Ëmweltschutz; véiertens, nei ekonomesch Modeller, se si scho genannt ginn: Sharing economy, Économie circulaire, awer och - fir mech ganz wichteg - Économie solidaire et sociale. A bei deem Ganze vergiessen ech awer och net d'Handwierk an d'PMEen, déi och heivun natierlech betraff sinn a wou et och nei Modeller gëtt. An zum Schluss d'Finanzen, déi mussen derfir suergen, dass mer nohalteg Wirtschaftsmodeller kënnen hei opstellen, déi dem Sënn an dem Geescht vun der COP21 a méi Klimaschutz gerecht ginn.

An zum Schluss ginn ech dann nach e puer Bemierkunge vun deene Gréngen zu dem „Plang fir Lëtzebuerg" vun der CSV, dee jo all Mënsch haut de Moien oder gëschter a senger Bréifboîte hat och, wou mer haut... Bon, mir schwätze jo net exklusiv iwwer Rifkin. Ech wäert awer deen notzen, well e ganz interessant Weichen hei stellt, an e geet fir déi gréng an déi richteg Richtung. De Rifkin-Bericht, dat ass jo net un deem Mann festzemaachen, deem eelere Mann mat Schnutz, mä och un deenen 300 Akteuren hei vu Lëtzebuerg, déi matgeschafft hunn, fir dass e Bezuch zu Lëtzebuerg entstanen ass, deen dann déi bal 500 Säiten do gefëllt huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Et ass keng Bibel. Et ass keng gréng Bibel. Mä et geet, wéi gesot, an déi richteg Richtung an dat wäert och a weideren Aarbechtsgruppen nach ausdiskutéiert ginn, verfeinert ginn a wäert och ganz kuerz- a mëttelfristeg zu Moossnamen hei um Terrain féieren.

Éischte Punkt: Energie. Bon, 100% erneierbar Energie, dat ass keng gréng Utopie, mä dat ass een Deel, fir aus der Klimaerwäermung erauszekommen, eng Verflichtung, déi mir u sech hunn an op der COP21 och mat ënnerschriwwen hunn an där mer mussen nokommen. Wat gëtt elo konkret scho gemaach?

Wandparken hei zu Lëtzebuerg, déi elo a Planung si respektiv elo schonn ageweit goufen,

déi wäerten an den nächste Jore gradesou vill u Produktioun hunn, wéi de ganze Bestand vu Wandparken an de leschten 20 Joer.

Holz spillt eng Roll. An Dir wäert gesinn, an all deene Beräicher gëtt et Verflechtungen. Et gëtt ëmmer Verflechtungen, an eng einfach ass zum Beispill déi Firma KioWatt. Déi baut um Rouscht oder produzéiert um Rouscht Pellets, déi revaloriséiert Holz a si speist domadder, killt domadder u sech den Datacenter vu LuxConnect, dee grad den Highspeed Internet opbaut. Et gëtt eng Verbindung.

Energiespäicherung um Netz ass den nächste Volet. Wa mer keng Vernetzung hunn, dat heescht deen Internet net hunn, fir u sech eis Produktiouns- a Consommatiounsanlage mateneen ze verstrécken, dann ass een Netz, wat op 100% erneierbar Energien opgebaut ass, natierlech net méiglech, wéi och elo bei fossillen Energieträger an atomaren Energieträger et absolutt net méiglech ass, ouni Späicher auszekommen.

A wann ech dann nach eng Kéier eng Klammer opmaachen: Ëmmer wa vun Atomenergie geschwat gëtt, dass déi onerlässlech wier, da muss een awer wëssen, dass et en technesche Volet ass, deen absolutt net steierbar ass, an dass Fluktuatioun natierlech de Verbrauch ass, deen d'Wirtschaft an d'Privatleit ëmmer hunn. An da gëtt ëmmer geschwat vum Nodeel vun erneierbaren Energien, dass se eng fluktuéierend Produktioun hätten! Wat wichteg ass an deem Kontext, dat ass, Produktioun a Consommatioun musse beieneebruecht ginn.

An da kommen ech och op den Elektroauto. Dee kann an engem vernetzte Bornësystem och dozou bäidroen, dass d'Energiefluktuatiounen am Netz opgefaange ginn, andeem dass se als Energiespäicher do kënne wierken. Elo schonn hu mer jo eng nei Gesetzgebung, e Règlement grand-ducal, deen et erlaabt, Energiekooperativen am Stroumberäich bis 200 kW an enger kooperativer Form dann eben och hei un d'Netz ze bréngen. Dat ass en Novum, deen elo seng Friichte wäert an den nächste Joren droen.

An dann ass eng aner Initiativ déi vun der Lëtzebuerger Regierung, konsequent op den ëffentleche Gebaier och Solarstroumanlagen opzeriichten, fir esou och hire Bäitrag ze liwweren zu deem Zil vun den 100% erneierbaren Energien. An dat gëtt eng Win-win-Situatioun, well a) déi Produktioun natierlech vun Handwierksleit och hei opgeriicht gëtt, also Aarbechtsplaze séchert. Duerfir iwwerhaapt, déi Visioun vun 100% erneierbar Energien ass e Créateur vun Emploi, deen hei geschitt, deen net enzwousch anescht geschitt, well et muss hei gebaut ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- An zum Zweeten ass et esou, dass natierlech d'Fotovoltaik grad als Technik, déi ëmmer als iwwerdeiert duergestallt ginn ass, esou am Falen ass am Präis, dass se absolutt an de wirtschaftleche Beräich erakënnt a méi wirtschaftlech ass wéi atomar Energie.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Een anere Volet, wou och dës Regierung drop schafft - deen ass den 29. November virgestallt ginn -, ass de Wood Cluster, wou et virun allem drëm geet, Holz aus eise Bëscher ze valoriséieren, net nëmmen als Energieliwwerant, mä virun allem am Bau, am Holzbau, also am Gebaibau respektiv och natierlech als Wäertholz an der Schräinerei.

A wann ech all déi Saachen do opzielen, da passt och an den Energiesecteur natierlech de Volet vun der Ausbildung, vun der Weiderbildung an de Schoulen an am Handwierk an op der Universitéit, wat d'Fuerschung ugeet.

Ee praktescht Beispill, dat hunn ech elo de Moien eréischt fonnt - duerfir ass et ëmmer flott, wann een nach e bësse spontan u senge Riede schafft -, dat ass Indien. Indien ass am Moment dee gréisste Bedreiwer vun engem Solarfotovoltaikpark, an zwar ass dat zu Kamuthi, eng Solarplant vu 648 MW_p. Bon, dat ass natierlech eng risegrouss Anlag. Mir kënnen ëmmer soen: „Dat kënne mer och net zu Lëtzebuerg bauen!" Ech wëll dat och net zu Lëtzebuerg hunn. Déi bedeckt eng Surface vun 10 km².

Firwat mécht Indien dat? Bon, déi maachen dat sécherlech net, well se mengen, dass dat hip wier, dass dat modern wier, dass dat interessant wier, mä déi maachen dat, well se e risege Problem hu mat hirer fossiller Energieversuergung, déi zu 80% ganz einfach op Uelech opgebaut ass, an déi e risege Problem natierlech och vu Smog a vu Liewensqualitéit an hire Groussstied hunn. Si sinn domat déi Eischt viru China, virun den USA, wat déi installéiert Solarleeschtung ugeet. Mir hunn also als Europäer eis de Schneid ofkafe gelooss an de leschten zwanzeg Joer an dësem Beräich. An ech froe mech awer wierklech, firwat, well déi éischt Fuerschunge ware ganz kloer hei an Europa. A mir hunn u sech d'Technik mat dem Know-how exportéiert an dës Länner.

Ech kommen op de Punkt 1b, dat ass den Deel Kommunikatioun. Ech hat et scho gesot: Déi Highspeed-Data-Netzer, déi sinn absolutt noutwendeg, d'Vernetzung vu Produktioun a Consommatioun. Zu Lëtzebuerg ass et jo och eng Initiativ, déi vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt iwwer LuxConnect, fir de Glasfaser ze bedreiwen. Virdrun ass gesot ginn: „Dee muss och an den Norde verluecht ginn!"

Ech ginn eng Pist weider un den Ekonomieminister, wéi een u sech den Highspeed-Data-Internet och uewen an den Norde kritt. Et soll ee ganz einfach déi besteeënd Antennenanlagen, Gemeinschaftsantennenanlagen notzen. Dat ass e Breetbandkabel, op deen ee ganz héich Débite ka weiderverdeelen. Da brauche mer just nach Konnektivitéit op déi Aspeisepunkte vun dëse Gemeinschaftsanlagen an dann hu mer och den Highspeed-Internet a verschiddenen anere Lokalitéiten, wou esou Initiativen a verschiddene Gemengen och scho lafen an ëmgesat ginn. An ech muss soen, a menger Gemeng ass dat och scho gemaach ginn.

Dann ass et natierlech kloer, d'Mobilfunknetz fonctionnéiert nach am Moment mat dem 4G. Sécherlech gëtt et do jo och nach en Ausbau, wou heiansdo ee sech freet: Ass et elo méi interessant, fest um Netz verbonnen ze sinn, oder ass et méi interessant an der Datevitesse, eben iwwert de mobillen Netz ze kommunizéieren? Dat ass eng Opportunitéit, déi an Zukunft natierlech och ee Volet wäert sinn.

D'Compteurs intelligents si scho virdru genannt ginn, natierlech souwuel am Stroum-, am Gasberäich, awer och fir d'Consommatioun ze erfaassen a fir d'Produktioun an d'Consommatioun beieneenzekréien. An och an deem Vecteur brauche mer ee ganze Volet an der Ausbildung an der Schoul respektiv op der Universitéit.

Ech kommen zu mengem zweete Punkt, zur Mobilitéit. Méi ëffentlechen Transport, manner Stauen, manner Wirtschaftsleeschtungsverloscht a méi Liewensqualitéit. Den Duerchschnëttswäert, deen ech erlies hunn an de Statistike vu Lëtzebuerg, wären 32 Stonne pro Persoun pro Joer, déi mer u sech am Stau géife verléieren. Dat ass natierlech och verlueren Aarbechtszäit. Et ass och e Verloscht u Liewensqualitéit. An duerfir si mer als Gréng der Meenung, dass mer musse verstäerkt investéieren an den ëffentlechen Transport, sief et Schinn, Zuch, Bus an Tram.

D'Reorganisatioun vum RGTR steet un. Déi wäert déi nächst Joren…, se gëtt dat nächst Joer mat de Gemengen diskutéiert. Si wäerte mat kucken: Wou mussen dann déi nei Linne mat Schnellbussen hikommen? An da wäert et zur Ausschreiwung kommen am Joer 2018, an déi nei Linne wäerten dann operationell sinn am Joer 2019.

D'Tanktourismusetüd weist och, dass Transport a Liewensqualitéit, Loftqualitéit mateneen ze dinn hunn. Do gëtt och ugestouss, an et wäert och misse sinn, dass eng Entdieselung kënnt vum Lëtzebuerger Fuerpark, well déi Problematik vun de Stickoxider an natierlech de Feinstaubpartikelen eng real ass.

Nei Weeër an der Mobilitéit bréngen och awer en Deel d'Informatik mat neien Applikatiounen, sief et elo fir Carsharing, Carpooling, awer och Beruffbussystemer ze organiséieren. De leschte Weekend krut ech vun engem Bekannten e Link geschéckt, wou u sech eng Privatinitiativ leeft, fir ee Bus ze organiséieren, fir dass d'Leit mat méi Confort hiren Auto stoe loossen an iwwer esou ee Sammeltaxisystem eben dann op hir Aarbechtsplaz gefouert ze ginn.

An da muss een och wëssen an och sech am Hannerkapp behalen: Am Moment ass fir eis Generatioun - an ech wëll elo net déi e bësse méi Jonk ausschléissen - den Auto nach ëmmer e wichtege Statussymbol. Bei de Jonken ass dat awer scho manner de Fall. Si hu manner Ängschten, fir u sech keen Auto selwer ze hunn, mä an e Sharingsystem eranzekommen. An ech mengen, dass dat ee vun de Punkte wäert sinn, fir dass mer an der Mobilitéit och weiderkommen.

Mäin drëtte Punkt, deen ech hei wëll ugoen, dat ass de Punkt Emwelt a Liewensmëttelproduktiounen. Emwelt, do wäert Dir soen: „Wat huet dat hei mat wirtschaftlecher Entwécklung ze dinn?" Méi Biodiversitéit, méi Liewensqualitéit ass gutt fir de Mënsch, fir seng Gesondheet. Ee gesonde Mënsch schafft besser an ass och méi produktiv.

A wann ech Liewensmëttelproduktioun soen, da si Waasserschutzzonen a Waasserqualitéit e wichtege Facteur, well wann ech mäi Geméis mat Waasser netzen, wat net propper ass, da bréngen ech a mäi Liewensmëttelcircuit natierlech och entspriechend déi Schadstoffer eran. An datselwecht gëllt fir eis Béischten, déi och entspriechend natierlech wäerte proppert Drénkwaasser ebe brauchen, fir dass se kënnen opgezu ginn.

Och Natura 2000-Gebidder hunn ee Volet, dee mat Wirtschaftlechkeet ze dinn huet. Firwat? Ma ganz einfach: Ee Vecteur, deen zu Lëtzebuerg dacks vernoléissegt ginn ass, deen awer muss a wäert ugekuerbelt ginn, dat ass dee vum Tourismus, och engem aneren Tourismus. A wa mer flott Naturraim hunn, dann hu mer och do Erhuelungsraim, wou Leit higinn, wou se gär hikommen. Et kënnt keen Tourist, ech soen elo emol, an de Spëtzestonnen - fir elo kee rosen ze maachen - op Réimech, fir u sech sech do eng Packung Ofgasen eventuell eranzehuelen. Deen hätt gär och Erhuelungsraim. Duerfir ass dee ganze Volet Loftqualitéit, Liewensqualitéit, Naturerhuelungsraim mateneen verbonnen.

Deen anere Volet ass dee vun de Liewensmëttel selwer. 100% Biolandwirtschaft bis 2015 (veuillez lire: bis 2050), ass dat eng reng Visioun? Ass dat eng Utopie? Sécherlech, mengen ech, ass et emol en Zil, wou een emol soll drop histeieren, fir méi Eegeversuergung hei am Land ze hu mat Produkter, déi och hei direkt gebraucht ginn, fir méi Qualitéit, fir manner Ofhängegkeet u sech vun Importer trotzdeem vun Zousazfuddermëttel. Do hu mer also ee Volet solidaresch Landwirtschaft, en neie Modell. Mir schwätze jo haut nei Pisten, nei Modeller u fir déi verschidde Wirtschaftszweiger.

Fir mech ass och d'Landwirtschaft e Wirtschaftszweig. An dat ass een Deel am „Plang fir Lëtzebuerg" vun der CSV, wou ech hinne ganz gär recht ginn. Et geet iwwerhaapt net drëm, Bio- a konventionell Landwirtschaft géinteneen ze stellen. Fir mech gëtt et eng Landwirtschaft an et gëtt verschidde Modeller, wéi ech se um Terrain ausféieren. An dann, mengen ech awer ganz kloer, a volkswirtschaftlech gekuckt, ass d'Biolandwirtschaft déi, déi mëttel- a laangfristeg u sech méi bëlleg gëtt, wéi déi konventionell Landwirtschaft.

Une voix.- Absolutt!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Manner Belaaschtungen, méi Liewensqualitéit, an da schwätzen ech awer och vu Produkter, also Qualitéitsprodukter, fir an ëffentlech Kantinne mat eranzebréngen, an d'Maison-relaisen. Virun zwee Joer, wéi ech och déi Ried fir déi gréng Fraktioun hei gehalen hunn zu dem Débat vun der Kompetitivitéit an der ekonomescher Entwécklung vu Lëtzebuerg, hat ech och eng Pressekonferenz mam Claude Turmes zesummen, fir ze soen: Maja, eng Visioun vun de Grénge wär 30% Bioprodukter an eise Maison-relaisen, an eisen ëffentlech Kantinnen. An ech mengen, dass dat eben och en Zilwäert ass, deen ee soll roueg ustriewen. Wann ech eng Landwirtschaft mat enger Visioun 2050 op 100% Bio wëll ëmbauen, dann ass och en Zwëschenzil, mengen ech, vun 30% Bioprodukter an ëffentleche Kantinnen, an ëffentleche Restauratioune keng Utopie.

De véierte Punkt: méi allgemeng Ekonomie. Mä do mengen ech méi ekonomesch Wirtschaftsmodeller, well alles, wat ech bis elo gesot hunn, huet mat Ekonomie ze dinn. Ech mengen awer, dass een dat, wat ee klassescherweis ënner Ekonomie versteet, soll méi nohalteg opstellen, well et ganz einfach nei Aarbechtsplaze schaaft. An et gëtt eng Partie Wirtschaftsmodeller. Den Här Thelen vun der Chambre de Commerce hat gesot: „D'Rifkin-Etüd, dat ass eng Toolbox, aus där mer verschidde Saache sollen eraushuelen." Majo, fir mech sinn do och verschidde Wirtschaftsmodeller dran, déi ee soll eraushuelen, déi ee soll probéieren, an ech weisen och drop hin, dass verschidde Modeller och schonn ëmgesat ginn.

Ee Volet, deen huet domat ze dinn, dat ass d'Reglementatioun, déi mer hunn an eise Gebaier. D'Energieeffizienz ass en Triple-A. Dat ass äänlech wéi mer eist Land elo hei duerstelle mat engem Triple-A am Finanzsecteur. Mir sollen och am Gebaiesecteur stolz sinn op eisen Triple-A, well et ganz einfach fir eis Handwierksleit hei et fäerdegbréngt, dauerhaft Aarbecht ze verschafen an e Virsprong vis-à-vis vun dem noen Ausland, déi eben nach keng esou eng Wärmeschutzveruerdnung hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- En nächste Volet gëllt nohaltege Materialien. Och do, dee wäert d'nächst Joer op d'Schinn gesat ginn, de LENOZ. Och do kënnt erëm e Vecteur dran, wou eist Handwierk, eis PMEen eng Opportunitéit kréien, fir zousätzlech u sech ze schaffen an ze weisen, dass si den Know-how hunn. An entspriechend musse se sech natierlech och iwwert de Lifelong Learning, wat keng eidel Floskel ass, opbauen.

D'Handwierk an d'PMEe sinn zu Lëtzebuerg den Jobmotor an dat solle se onbedéngt och bleiwen, och wann ech elo méi ausféierlech iwwer aner Wirtschaftsmodeller hei schwätzen.

Sharing economy, herno ginn ech e Beispill aus der Landwirtschaft. Am „cradle to cradle" oder der Économie circulaire ass et awer bezeechnend, dass an dëser Regierung zwee Ministèren zesummeschaffen, de Wirtschaftsministère an de Ministère fir nohalteg Entwécklung, fir u sech zesummen dësen Dossier unzegoen, wéi se och verschidde Clusteren zesummen uginn. De Wood Cluster war scho virdru genannt ginn. Deen heite Cluster, dat ass den EcoInnovation Cluster, fir méi Économie-circulairen net nëmmen an d'Industrie, mä och an d'PMEen ze kréien, och an d'Zones d'activités économiques vun de Gemengen ze kréien, och bis an déi eenzel Handwierks- a Klengbetriber.

Een anere Volet ass natierlech, den Entrepreneurship zu Lëtzebuerg férderen als aneren alternative Modell zu séchere Plaze bei Gemengen a beim Stat. Ech mengen, dass et gutt ass, dass mer do ganz verschidden Initiativen zu Lëtzebuerg gestart hunn am Start-up-Beräich. Dat ass jo dann esou en Thema, wat ëmmer erëm geholl gëtt. Start-up ass awer just ufänken an déi musse begleet ginn. Dat gi se zum Beispill am 1535, se gi begleet um Belval vum Technoport. An dat muss esou sinn.

Wann ech näämlech eng gutt Iddi hunn, wëllt dat nach net heeschen, dass ech duerfir domat glécklech ginn, dass ech dat ëmgesat kréien a Wirtschaftsleeschtung a sécher Aarbechtsplazen. Do brauch ech eng Ënnerstëtzung, fir dass mäi Projet ronn gëtt, dass mäi Projet sech och kann droen. Mir mussen also fir d'Eischt de Leit d'Loscht vermëttelen op nei Ekonomieszweiger. Mir brauchen den Tutorat, d'Begleedung vun dësen Entreprisen. Mir brauche gënschteg Loyere fir Entreprisen; 1535 hat ech genannt.

All eis Gemengen, déi Zones d'activités économiques opstellen, sinn och gutt beroden, dass déi Loyeren oder eben deen Droit de superficie an engem gënschtege Beräich ass, fir dass se kënnen nei Iddien entwéckelen. Ech denken awer och do u kleng Bürosraimlechkeeten, déi een a gemengeneegene Gebaier kann entwéckelen, wéi dat och bei eis respektiv am Réidener Kanton an op anere Plazen, ville Plaze geschitt op Gemengeninitiativ hin.

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- An et muss een op d'Tutorat bauen, d'Begleedung also vun dësen Entreprisen.

An zum Schluss, um fënnefte Punkt, kommen ech och op d'Finanzéierung zréck, well et geet net duer, eng gutt Iddi ze hunn, e Modell ze maachen, sech begleeden ze loossen, et muss een och Suen hunn, fir dëse Modell kënnen ëmzesetzen.

Ech hat zwar gemengt, ech géif elo net nach eng Kéier widderhuelen, wat ech virun zwee Joer gesot hunn. Mä trotzdeem, a virdrun ass et och scho gesot ginn, et ass awer extrem wichteg: D'Reprise vun de klengen a mëttlere Betriber an och vun den Handwierksbetriber ass ee reale Problem! An och do muss een äänlech wéi fir Start-uppen u sech en Tutorat, eng Begleedung schafen, fir dass ee Leit fënnt, déi an e besteeënde Modell eraginn, sech do engagéieren an eng Entreprise iwwerhuelen, also dat Wagnis aginn, sech an dem wirtschaftleche Beräich ze engagéieren.

Wood Cluster hat ech scho gesot, ech ginn net méi dorop an. Een anere Volet war virdru genannt gi vum Wirtschaftsminister, dat ass den Automotive Cluster respektiv den Automotive Campus um Rouscht. An och do denken ech, dass an esou engem Campus mussen Iwwerleeungen ugestouss gi fir eng aner Mobilitéit. Virdrun ass gesot ginn, déi Iddi vun engem Auto, vun engem Bus ouni Chauffeur, dat si sécherlech Modeller, déi mer haut nach net direkt prett hunn, déi awer sécherlech an nächster Zukunft wäerte méiglech sinn. An duerfir brauch ee souwuel eng Digitaliséierung, eng Vernetzung, an et brauch een awer och d'Iwwerleeungen, fir ëmzeschalten.

Et gi ganz sécher op klassesche Beruffszweiger Aarbechtsplaze verluer. A mäin Noper, mäi Vis-à-vis doheem, wou ech wunnen, ass ebe Garagist. En hat dann déi schlecht Iddi fir hien, fir mech ze iwwerrieden oder fir einfach mer eng Okkasioun Elektroauto ze fannen. Just hat en elo Pech, en huet mech säit annerhallwem Joer net méi am Garage gesinn! Dat ass also ganz kloer en Embau vun der Gesellschaft oder vun den Aarbechtsplazen, dee geschitt.

Mä et gëtt och nei Opportunitéiten. An ech mengen, deen Automotive Cluster respektiv méi genau den Automotive Campus um

Rouscht, déi mussen och Ideeëngeber sinn, fir grad an deem Beräich nei Pisten opzeweisen, fir eis Leit, déi elo eng héich Qualifikatioun an dem Automobillsecteur hunn, fir déi ebe mat eropzehuelen, eriwwerzehuelen op aner Technologien.

Bon, dezentral Aarbechtsplazen. Dat ass ëmmer ee Volet, wou och d'Gemenge vill kënne mat dozou bäidroen an net ëmmer musse kloen, dass hir Leit dauernd mussen an d'Stad oder an d'Ballungszentre fueren. Si kënne mathëllefen der schafen an hire Gebailechkeeten, wat natierlech manner Verkéier gëtt, méi héich Liewensqualitéit.

An och, wat kloer ass, de Volet vum Télétravail ass een, dee wäert missen ugaange ginn, deen ee muss vläicht emol reglementéieren, wann et noutwendeg ass, deen awer och Opportunitéite gëtt, fir net all Kéiers musse sech wäit ze déplacéieren.

Ech muss e klengen Zant zouleeën, fir hei e bësse weiderzekommen. An domat géif ech dann emol just nach eng Saach soen zur... Ech hat virdru gesot, ech géif eppes zur Agrarwirtschaft soen. Kommt, ech soen awer ganz kuerz, Sharing economy gëtt et scho jorelaang, jorzéngtelaang; de Maschienenring ass e gutt Beispill. Net all Bauer keeft déi leschte Maschinn, mä se di sech zesummen iwwer eng Genossenschaft, déi fir si fiert a mat deene Maschinne vill méi effikass dann eben an den Asaz kënnt.

Kreeslafwirtschaft, e flott Beispill. Haut war et erëm um Ticker vun RTL ze liesen. Tarkett - ech kennen déi Firma zwar scho méi laang, déi stellt Buedembeläg hier, si stellt iwwerhaapt och de Buedembelag hier fir an den Tram -, déi hunn ee Modell, dee se scho méi laang am Betrib hunn. Dat ass, hir Handwierksbetriber oder déi, déi u sech hir Buedembeläg verschaffen, déi huelen hir Offäll, den Zouschnëtt, dee se maachen, d'Offäll direkt zréck. An der Iwwerleeung vun: „Wann ech déi Produkter zréckhuelen, déi ech selwer kreéiert hunn, da weess ech, wat dran ass, also sinn ech à même, fir se ze recycléieren an a mäi Produktiounsprozess erëm direkt eranzehuelen."

A si ginn e Schrëtt méi wäit, an zwar zesumme mam Finanzsecteur bidde se e Leasing u vun Teppechbelag. Ech kucken elo grad viru mech mat deem Teppechbelag vun der Chamber, da géif een dee leasen, an zwar, ech soen elo emol op zéng Joer, dann hätt och den zweeten Duerchgang vun deene Leit, déi hei sëtzen, e bëssen en anert Bild ënner sech, an da géif deen Teppechbelag erneiert ginn.

Dee géif awer, well et jo bekannt ass deem, deen en hiergestallt huet, wat dran ass, en hëlt e komplett eran a säi Produktiounsprozess. E kuckt och, dass déi Kliewer esou organiséiert sinn, dass et erëm kann erausgeholl ginn, de Produkt. An dann hunn ech u sech e Méiwäert, ouni mussen e Produkt hei ze verschaffen, wou ee vläicht no zéng Joer awer seet: „Et géif heiansdo guttdinn, wann een eng aner Tapéit..." - neen, ech wollt op dem Teppech bleiwen,...

(Interruption)

...ech wollt um Teppech bleiwen -, „wann een en aneren Teppech ënner sech hätt."

(Interruptions diverses)

Eng Iddi... Voilà, ech fannen hei e groussen Accord, dat ass jo schéin.

Une voix.- Et sinn der vill a Vertrag.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Eng aner Iddi, d'Goodyear ass jo eng Firma, déi Pneuen hierstellt. Och déi kéinte vläicht sech e Geschäftsmodell mat hire Geschäftsclienten, Camionen ukierpen, undenken, dass se soen: „Mir ginn d'Pneuen an de Leasing." Dat hätt fir si de Virdeel, dass se géifen hir Clientë fidéliséieren. De Produkt géife se eent zu eent erëmkréien, dee si verschafft hunn. Si wëssen, wat dran ass. Och do ass dann e Réusage vill méi einfach méiglech vun deem Produkt an d'Liewensdauer gëtt doduerch u sech verlängert respektiv de Client huet de Virdeel, dass en ëmmer dee beschten an dee richtege Pneu huet, de Wanterpneu, de Summerpneu, wat ëmmer grad noutwendeg ass.

Ech iwwersprangen emol hei e puer Säiten, déi schonn erwäänt gi sinn.

(Hilarité)

Well mer jo schonn e bësse méi laang amgaange sinn, fir awer et nach eng Kéier ze nennen.

Une voix.- Mengt Dir?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo. Dat ass okay. Ech kommen dann zu de Finanzen. Alles, wat elo net gesot gëtt, gëtt da gesot, wa mer da just exklusiv iwwert de Rifkin-Prozess schwätzen. An do geet mer wierklech d'Matière net aus.

Ech hat scho gesot, den Triple-A ass wichteg fir Lëtzebuerg. Et ass och wichteg, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg Green Bonds, „green" Fongen hei opstellt a seet: „Dat sinn Instrumenter, an déi Richtung wëlle mer goen."

Mä gradesou wichteg ass fir Lëtzebuerg, dass mer nach dee Volet fëllen, deen nei Modeller vun Entrepreneuriat, Sharing economy, Startuppe brauchen, dat ass d'Finanzéierung vun Iddien. Den LSDFP ass esou eng Iddi. Dat ass elo bal wéi LSAP, awer dat kennt Der. Gëschter huet schonn e Minister sech geoutet, dass en och Sozialist wier. Ben, wann ech déi do Iddi...

Une voix.- Et gëtt ëmmer een!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Jo, dat wëll ech elo net soen, well et ass jo net LSAP, mä et ass LSDFP, et ass Luxembourg Sustainable Development Financing Platform. Verlëtzebuergt ass dat eng Finanzplattform fir nohalteg Entwécklung vun Entreprisen. Wat ass d'Iddi?

D'Leit komme mat enger Projetsiddi dohinner, déi an den nohaltege Vecteur erapasst, déi an de soziale Vecteur erapasst. Do nennen ech zum Beispill eben och dee Volet, dee mer opgemaach hunn iwwert d'Société d'impact sociétal. Si komme mat där Iddi; dat kënnen ONGe sinn, dat kënne PMEe sinn, dat kënnen awer och déi SISe sinn, et kënne Privatleit sinn. Si kommen also mat engem Projet, awer virun allem fir d'PMEen a fir Entreprisen. Si gi begleet, de Projet gëtt begutachtet, e gëtt op seng Schwaachstellen analyséiert an e gëtt duerno verbessert. Da kënnt en dohinner als méiglechen, finanzéierbare Projet an dës Plattform eran.

Et gëtt gekuckt, e Crowdfunding ze maachen, also Sue sichen ze goe bei privat Investisseuren, bei aner Entreprisen och vläicht, déi soen: „Déi do Iddi gefält mer, déi leien honnertprozenteg richteg an ech investéiere meng Suen an dee Beräich eran." An da gëtt mat deene Suen, déi Projetssuen, déi gi beieneegefouert an da gëtt domat dee Projet dann och schlussendlech realiséiert.

Natierlech brauch een, fir déi Plattform en place ze setzen, Ufankssuen, Seed money, „geséinte Suen", oder wéi soll een dat iwwersetzen? Mäin Englesch ass net esou gutt. Dat mécht näischt. Et mussen e bësse Suen agesat ginn, fir dass et méiglech ass, aner Suen ze fannen a fir déi Plattform ze organiséieren. An dat wier de Moyen, dee mer brauchen, fir u sech déi vill gutt Iddie vun aneren Ekonomiesformen och a Musek ëmzesetzen.

Eng Iddi, d'Finanzplaz Frankfurt... Oder et ass vläicht Zoufall, dass dat zu Frankfurt ass. Ma déi hunn den 8. an 9. Mäerz 2017 en Austausch iwwer esou Iddien: Clean Energy Finance Europe. Do gëtt d'Musek scho gemaach! An ech géif mer wënschen, esou Aktivitéiten, déi wieren net zu Frankfurt, mä déi wieren hei, déi Aktivitéiten, fir ze kucken, Gréng-Fongen-Finanzéierungen op d'Been ze stellen.

Ech kommen op de Punkt!

Une voix.- Aah!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Vill Leit haten haut an der Boîte...

Une autre voix.- Hutt Der dee gelies?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ah ben jo, esou sinn ech! Mä ech muss awer soen,...

(Interruption)

...ech hat dat scho gelies, ausser där éischter Säit. Mä déi zwou bannescht Säiten, déi hat ech scho gelies. Ganz kuerz, en „Plang fir Lëtzebuerg" vun der CSV, gëschter oder haut an der Boîte.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Ech war verwonnert iwwert dat..., bon, awer och iwwert dat, wat do drastoung. Ech war awer virun allem verwonnert iwwert dat, wat net drasteet!

Vun deenen 18 Punkten, déi schonns an deemselwechte Pabeier stoungen - duerfir soen ech, et war net nei -, an deemselwechte Pabeier vum Spëtzekandidat Claude Wiseler also, Pabeier vum Konvent, deen den 8. Oktober der Press virgeluecht ginn ass - ech hunn deen och gelies -,...

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- ...do hunn e puer Punkte gefeelt. Déi hunn ech vermësst. An déi wëll ech Iech hei eng Kéier kuerz virdroen, déi Saachen, déi ech vermësst hunn.

Den „Plang fir Lëtzebuerg" vun der CSV huet kee Punkt zu den erneierbaren Energien, zur Energiefro vu Lëtzebuerg. Den „Plang fir Lëtzebuerg" vun der CSV huet kee Punkt zum Klimaschutz a Klimawandel, kee Punkt zum Waasser- an Ëmweltschutz, kee Punkt zum Ëmbau vun der Landwirtschaft op Biolandwirtschaft. Ech maachen d'Klammer op, et ass ee Volet dran, Landwirtschaft, Biolandwirtschaft, an do sinn ech honnertprozenteg hirer Meenung, dass een net mengt, Géigesätz opzeweisen, mä dass ee muss ee Modell fanne fir eng Transitioun.

An d'Jongbaueren, déi si schonn e Schratt méi wäit! Ech war op hirem Dag, dat war den 20. November, wann ech mech net iren, wou si eng Partie politesch Fuerderungen haten, dat, wat mer kennen: Wéi kréie mer den Heckeschnëtt ewechgeholl ganz? Wéi kréie mer eis Capacitéit fir d'Gülle erhéicht vu sechs op néng Méint, fir dass mer anescht kënnen düngen, fir dass mer kënnen eng besser Qualitéit am Drénkwaasserschutz kréien? Awer och ware si déi, déi gesot hunn: „Mir hunn och d'Rifkin-Etüd gelies a mir sinn als Akteur prett, fir mat op de Wee ze goen." Ech muss soen, d'Jongbauere sinn do méi wäit wéi d'CSV!

Zur Mobilitéit. Zur Mobilitéit, dee Punkt ass dran, mä kee Wuert zum Tram, zum Zuch, kee Wuert zum Carsharing, zum Carpooling. An déi éischt Ausso, déi ech fannen ënnert deem Punkt Mobilitéit, dat ass den Ausbau vun der Autobunn op sechs Spuren. Also vum Stau vu véier op sechs Spuren.

Une voix.- Huet den Här Bausch dat geschriwwen?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Oder solle mer net och eventuell nach d'N6, d'N7, pardon, ech muss jo e bëssen Nordkolorit hei erabréngen, solle mer...

Une voix.- Et ass eng Ënnerstëtzung fir den Här Bausch!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Et ass nëmmen een, dee schwätzt, wann ech gelift!

(Brouhaha)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech wollt nach eng Kéier e bëssen Nordkolorit drabréngen. Solle mer net och an där Iwwerleeung vläicht d'N7 op sechs Spuren ausbauen?

(Brouhaha général)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Sidd Dir d'accord domadden?

Une voix.- Ënnerstëtzt do emol eng Kéier den Här Bausch!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Et ass nëmmen een, dee schwätzt, wann ech gelift! Här Anzia, wann ech gelift!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech stelle mir duerfir d'Fro, ob et an der Vollekspartei CSV zu deenen elo grad genannten Theme keng Lobby gëtt. Fir déi gréng, do gëtt et awer kee Plang fir Lëtzebuerg...

(Interruption)

Fir déi gréng gëtt et kee Plang fir Lëtzebuerg ouni Emwelt- a Waasserschutz. Et gëtt kee Plang fir Lëtzebuerg ouni Klimaschutz, ouni erneierbar Energien, ouni eng aner Mobilitéit...

Une voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- ...an dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch a senger Ëmwelt fir méi Liewensqualitéit fir all Bierger zu Lëtzebuerg.

An ech soen Iech e grousse Merci fir déi vill Gedold fir d'Nolauschteren!

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Déi war néideg, déi war néideg!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci.

Den nächste Riedner ass den Här Reding, wann ech gelift. An et ass just den Här Reding, deen elo d'Wuert huet!

Une voix.- Jo, Här President.

(Brouhaha)

M. Henri Kox, *Président de séance.*- An et ass just den Här Reding, deen elo d'Wuert huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här President.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir maacht dat ganz gutt, fir dat scho virauszeschécken. Merci.

Ech wëll mech op Theme ronderëm d'Kompetitivitéit konzentréieren. Eng gutt Kompetitivitéit ass jo och d'Basis fir en normalen a gesonde Wuesstum. Ob awer elo dee Wuesstum, deen dës Regierung usteiert, normal a gesond ass, dat woe mir als ADR ze bezweifelen. Déi zwou nächst Woche wäerte mer am Kader vun der Steierreform a vun de Budgetsdebatten d'Geleeënheet kréien, fir méi am Detail op déi Wuesstumsvirstellunge vun dëser Regierung anzegoen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Elo just esou vill: Zunächst zum Minister Schneider a senge Space Resources, sengem Space Mining. Dat huet mech erënnert un déi Zäit, wou mer hei zu Lëtzebuerg Satellittepolitik gemaach hunn: de Pierre Werner an de Jacques Santer.

De Jacques Santer sot an engem „Wort"-Interview den 9. Dezember 2013 - dat war de 25. Joresdag vum Lancement vun eisem éischten Astra-Satellitt: «Les socialistes étaient opposés au projet.» Deemools war also déi Partei engem gudden, flotte Projet opposéiert. Haut ass se da selwer innovativ oder wëllt et sinn.

Mir haten...

(Interruption)

Jo. Mir haten zu Lëtzebuerg an deem Beräich allerdéngs Geschicht, vum éischte private Radio 1930 bis zum éischte privaten Téleessender 1955. Virun allem awer hate mer eng Saach, näämlech hate mer d'Vëlkerrecht op eiser Säit, well mer als souverän Natioun Usproch haten op geostationär Positiounen. Dank dem Astra-Projekt vun de Visionäre Pierre Werner, Candace Johnson - och dat sollt een hei ernimmen - a Jacques Santer konnt Lëtzebuerg an der Agence spatiale européenne eng grouss Roll spillen an och am Galileo-Projet matmaachen.

Wa mer elo de Space-Mining-Projet kucken, do, muss ech soen, hu mer awer gréisser vëlkerrechtlech Bedenken. Gehéieren déi Ressourcen eenzelne Länner, eenzelne Gesellschaften, oder gehéieren déi Ressourcen der Mënschheet? Et gëtt e relevanten internationalen Traité, an dee seet zu Recht, fannen ech: „Outer space, including the Moon and other celestial bodies, is not subject to national appropriation by claim of sovereignty, by means of use or occupation, or by any other means."

Mir investéieren also haut 200 Milliounen Euro an e Projet, dee vëlkerrechtlech bedenklech ass, géint deemools 90 Milliounen Euro an en Astra-Projet, deen eisem Land grousse Prestige a grousst Akommes bruecht huet.

Eiser Regierung hir Tendenz zu Elektroautoen, just e kuerzt Wuert dozou: Dir hutt Iech dermat gebretzt, datt zu Lëtzebuerg elo esou vill méi Elektrostatioune kéime wéi an Ungarn zum Beispill. Soulaang wéi mer net nohalteg Stroum produzéieren, muss ee jo awer soen: „At the end of the day" kënnt de Stroum aus Atomkraaftwierker oder aus Kuelekraaftwierker, an da muss ee Mënsch mer elo emol erklären, wou do dee grousse Schrëtt ass fir Lëtzebuerg an den Elektroauto.

Ech ginn net op aner Saachen an, wéi de Gadget vum Nation Branding, mä kommen zum Här Gramegna sengen Aussoen zum Triple-A an esou weider. En huet recht! En huet recht, de Pierre Gramegna: Den Triple-A ass fir eis Finanzplaz vu quintessenzieller Wichtegkeet. Mä mir däerfen doriwwer awer dann d'Leit net beléien. Gëschter um Christmas Lunch vun der American Chamber of Commerce sot de Pierre Gramegna dräimol - dräimol! -, eise Budget wier am Equiliber a mir hätten „room for manœuver". Ass dat esou?

Une voix.- Jo!

M. Roy Reding *(ADR).*- Oder hu mer e Statsbudget, deen eng Milliard am Defizit ass? A firwat soe mer dat dann net? An ech hunn et ganz flott fonnt, datt de Kolleeg Mosar dat doten zitéiert huet. Et ass net dee richtege Wee, op esou eng Defiziter ze goen. Mä och an där doter Fro komme mer dann an der Steier- a Budgetsdiskussioun zréck.

Zu den Etüden: Hei ass Rifkin zitéiert ginn, den Tanktourismus. Den Dan Kersch sot op RTL zum SYFEL sengem Avis vum Dokter Delpérée, dem Verfassungsrechtler - ech zitéieren elo de Minister Kersch: „Een, deen eng Etüd bestellt a bezilt, dee kritt dat Resultat, wat e gären hätt."

(Interruption)

Ma esou wäert et och bei der Rifkin-Etüd gewiescht si vum Minister Schneider a bei der Tanktourismus-Etüd vum Minister Bausch!

Mä komme mer elo zur Realitéit vun der Kompetitivitéit. D'Joëlle Elvinger sot mat Recht, et misst een net iwwerall den Éischte sinn. Dat ass ganz richteg. Hei goufen x Rankingen opgezielt, wou mer dann elo an der Kompetitivitéit dru wieren.

Et gëtt ee Ranking, dee gemaach gëtt vun der Weltbank. Do gëtt et déi bescht Länner „to start a business" an déi bescht, „the easiest places to do business". Do fënnt een an den Top 10 bei deenen enge Länner wéi Neuseeland, Kanada, Hongkong, Singapur, Irland, a bei deenen aneren Neuseeland, Singapur, Hongkong, UK, US.

Wat gëtt do gemooss? Do gëtt gemooss, wéi laang d'Prozedure sinn, fir e Business unzefänken. De Kolleeg Franz Fayot huet hei gesot, et géif ëmmer erëm opgeworf ginn, et géif ze laang daueren. Dat ass ee Punkt, wou Lëtze-

buerg schnell ass, an net wéinst den Een-Euro-Gesellschaften - guer net! -, mä ganz einfach, well een hei ka bannent 48 Stonnen eng Firma grënnen an déi Firma besteet duerch Grënnung an net duerch iergendeng Androung an den Handelsregëster, contrairement zu enger Een-Euro-Gesellschaft, déi ech jo eréischt ka grënnen, nodeem ech eng Autorisatioun hunn, dat heescht um Enn vun engem administrative Prozess.

Et geet drëm: Wéi séier kann ech bauen? Wéi sinn déi Prozeduren? Kréien ech Elektresch - dat ass a ville Länner e grousse Problem - a wéi séier? Wéi sécher ass d'Registréierung vu Landeegentum? Wéi kann ech Kreditt kréien? Wéi héich sinn d'Steieren? Dat ass een Element. Awer och zum Beispill esou witzeg Saachen ewéi: Wéi séier kréien ech d'TVA rembourséiert? Dat bescht Land do ass Éisträich mat dräi Wochen. Do kéinte mer eis emol e Beispill huelen. Wéi ass et mat Export an Import? A wéi ass et virun allem och mam Justizsystem? Dat bescht Land doranner ass Singapur, wou een an 120 Deeg en endgültegt Uerteel huet an der Moyenne. Ech mengen, zu Lëtzebuerg hu mer do nach ganz vill Retard.

Wou läit Lëtzebuerg an deem dote Ranking mat all deenen dote Kritären an och nach vill méi? Ma mir leie ganz genau op der 59. Plaz hanner esou flotte Länner wéi Albanien, Chile, Ruanda, Peru, Mexiko, Russland - Russland ass op der 40. Plaz -, a souguer Frankräich huet et gepackt, besser ze si wéi mir. Mä ëmmerhi kommen och Länner hanner eis wéi Griichenland oder d'Mongolei.

Jo, mir maachen et hei am Land den Entrepreneuren net einfach. Mir maachen hinnen d'Liewe schwéier. Dat ass einfach net nëmmen déi gefillten, mä déi geliefte Realitéit. Sief et duerch Nationalgesetzer - an do sinn ech ganz frou, datt de Kolleeg Mosar dorobber higewisen huet -, sief et duerch „iwweriwwersaten", transposéiert Direktiven hu mer iwwerdriwwe vill, iwwerdriwwe lues, iwwerdriwwe komplizéiert Geneemegungsprozeduren an alle méigleche Beräicher.

Ech wäert Iech elo net fir déi x-te Kéier opzielen, datt mer hei e Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'phytosanitär Produite bei de Bauerebetriber, wou zéng verschidden Autoritéiten Dag an Nuecht kënnen duerch OPJ Kontrolle maachen, an och net méi dervu schwätzen, datt d'Sammelen, d'Transportéieren a Stockéiere vun ale Kleeder hei zu Lëtzebuerg eng Activité de transport, de traitement, de stockage ou de déchet ass, wou ech eng ganz komplizéiert Kommodo-Inkommodo-Prozedur brauch. Ech brauch och net drop hinzeweisen, wéi laang datt et hei zu Lëtzebuerg dauert, bis ee ka bauen. Ech muss net d'Beispill nenne vum Verband, deen zu Pärel elo schonn am x-te Joer - am drëtte Joer, mengen ech - produzéiert an een anere Projet, dee gläichzäiteg ugestouss gouf zu Lëtzebuerg, ass nach net ugefaangen.

Ech wollt hei just agoen op zwou zousätzlech Antientrepreneursmoossnamen, déi dës Regierung wëlles huet an déi d'Kompetitivitéit ganz bestëmmt betreffen. Dat eent ass: An der Steierreform gëtt eng perséinlech Responsabilitéit vum Gérant oder vum Administrateur agefouert fir d'Netofliwwere vun TVA. Dat kléngt op den éischte Bléck ganz gutt, well ee seet: „Ma dee kritt jo Suen, déi him net gehéieren, da soll en déi gefällegst viruginn!"

De Problem ass, e muss d'TVA deklaréieren, ier e se kritt huet. Dat heescht, wann en déi TVA net kritt, da muss e se awer ofliwweren. En huet vill Aarbecht, fir déi Deklaratiounen ze maachen, Aarbecht, fir déi en net rémunéréiert gëtt. Wann en eng Kéier seng TVA-Deklaratioun net zur Zäit ofgëtt, gëtt en iwwerdriwwen héich taxéiert. Och dat ass ganz einfach eng Realitéit: iwwerdriwwen héich taxéiert! An dann ass en zu gudder Lescht, wa seng Firma Faillite mécht, well en e puer Clienten huet, déi net bezuelen, dann ass en esou gutt an hie leet aus senger eegener Täsch och nach d'TVA bäi, déi en ni kritt huet an déi säi Betrib ni kritt huet.

Am Faillittegesetz - de Kolleeg Franz Fayot huet mat Recht drop higewisen, datt een do amgaangen ass, drun ze schaffen, e méi neit a méi modernt a méi flott Faillittegesetz ze maachen; dat ass och ganz gutt -, do ass e Comblement de passif virgesi fir Faute de gestion, sief et och eng grav Faute de gestion. Dat heescht, et ass virgesinn, datt iergendwann, wa meng Firma scheitert, op Demande vum Procureur Riichteren driwwer befannen, ob eng Décision de gestion, déi ech iergendwann eng Kéier geholl hunn, gutt war oder net gutt war, ob déi fautive war oder net fautive war oder ob ech ganz oder deelweis de Passif muss combléieren.

Et deet mer leed, mä datt gréng oder mengetwegen och nach rout Kolleege mat esou Topechkeete sech kënnen iergendwéi - wéi soll ech soen? -...

Une voix.- Sot et léiwer net!

(Interruptions diverses)

M. Roy Reding *(ADR).*- ...ufrënden, dat verstinn ech jo nach, mä datt eng blo Partei esou Topechkeete matmécht, dat bleift mir onverständlech.

Eng Relance vun Entrepreneurship erreecht een net duerch Mediecampagnen, erreecht een net duerch Gadgete wéi Een-Euro-Gesellschaften. D'Statec-Etüd vun 2013 seet: 40% vun den Aarbechtsplazen hei am Land si vu klenge Betriber. Déiselwecht Etüd seet iwwert d'Propensity - wëlle Leit Business maachen oder wëlle Leit Entrepreneur ginn? -, datt 43% vun de Leit sech dat kéinte virstellen. Et sinn der awer nëmme siwen, déi et schlussendlech maachen. Firwat? Stellt lech déi Fro: Firwat?

Am Rame vum Brexit war eng ganz flott Etüd an der Zeitung „Delano", wou gesot ginn ass: Aus London erausgoe fir Lëtzebuerg bréngt „more hassles". An dat ass ganz richteg. Frankfurt oder Dublin sinn einfach Plazen, wou alles vill méi einfach ass wéi bei eis. Si sinn och méi bëlleg. Si sinn och méi bëlleg! D'Liewenshaltungskäschten zu Lëtzebuerg si méi héich wéi déi zu Amsterdam, Dublin, Paräis oder souguer London.

Zu London sinn d'Liewenshaltungskäschten hallef esou héich wéi hei. Wat mir brauchen, si radikal Mesuren, fir administrativ Démarchen op e Minimum ze reduzéieren, méi einfach a méi schnell ze maachen, fir Leit, déi eppes riskéieren, net an eng perséinlech Responsabilitéit ze dreiwen, wou se riskéieren, ni méi draus erauszekommen. Een, deen haut e Geschäft opmécht, muss kautionéieren, fir déi Prêten ze kréien, fir säi Betrib ze starten. Wann e muer och nach responsabel ass net nëmme fir Steieren, fir d'TVA, mä dann och nach fir e Comblement de passif, fir Faute de gestion, wéi soll dee Mënsch do jeemools eng Kéier erauskommen? A mir si wäit ewech vun deene Geschichte vun den amerikaneschen Entrepreneuren, déi véier-, fënnef-, siwemol Faillite gemaach hunn, ier se da Succès hate mat engem Betrib, wéi zum Beispill de Ford oder de Walt Disney.

Administrativ Hürde sinn och Autorisatiounen. Dir wësst, datt ech e Verfechter dervu sinn, fir dee System ofzeschafe vun der Autorisation de commerce an op eng Deklaratioun ze limitéieren. E ganz gutt Beispill rezent war de Coffee-Bike, dee jonke Mann, dee sech selbstänneg gemaach huet mat sengem Vëlo, sengem nohaltegen, net mat Bensin bedriwwene Gefier, an do Kaffi verkaaft huet.

Mir brauchen e positivt Ëmfeld. Et ass hei gesot ginn, mat Recht: Mir brauche Liewensqualitéit, mir brauche Sécherheet, mir brauche Mobilitéit. An do muss ech deene grénge Kolleegen, dem Här Anzia, widderspriechen: Mir brauche Mobilitéit och fir den Auto. En huet mat Recht gesot, datt den Auto, deen am Stau steet, Käschte verursaacht fir de Patron, fir deen, dee selwer am Stau steet, a virun allem och ganz vill Nerve kascht. Mä et gëtt ebe Leit, déi hu keen anere Moyen. A bei allem ëffentlechen Transport, kommt mir ginn dach einfach dervun aus, datt et Leit gëtt, déi mam Auto musse kommen, an och déi Leit hunn en Urecht op Mobilitéit!

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Mir brauchen e frëndlecht, mir brauchen e proaktivt administratiivt Ëmfeld, mir brauchen e loyaalt Behuele vun de Behërden. An ech hunn hei schonn ee Beispill genannt, dat sinn déi Iwwertaxatiounen. Datt een eng Taxatioun kritt, well een eng Erklärung net gemaach huet, dat kann all Mënsch novollzéien, mä si däerf net ëm dat Duebelt iwwert deem leien, wat geschëllt ass.

Mir brauche vill manner Bürokratie, manner Gesetzer, manner Strofen, manner Contrôle à gogo, mir brauche manner Europa - Här Mosar, Dir hutt ganz recht - a virun allem brauche mer keng Kompetitivitéitsdebatt hei an der Chamber, mä eng real Kompetitivitéitspolitik am Alldag.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Reding. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, déi Debatt, déi mer hei féieren, dréit, wéi jo och der Ukënnegung no ze héiere war, ëm dräi zentral Begréffer, déi am Verständnis vu praktesch alle Virriedner enk matenee verbonne sinn an déi souguer een zu deem anere féieren.

D'Suite - esou gëtt eis oder esou ass eis oft erkläert ginn, och nach elo just - wier esou, datt, wat mer méi kompetitiv sinn, mer méi Wuesstum kréien, a Wuesstum schaaft Perspektiven, déi, wa mer déi Perspektive richteg notzen, eis nach méi kompetitiv maachen an doduerch och weidere Wuesstum kreéiert gëtt. Dat ass e gedanklechen Zierkelschloss, deen an eisen Ae gefeierlech ass, well en éischtens vu falsche Prämissen ausgeet, zweetens blann ass vis-à-vis vun der Realitéit, och der erfuerener Realitéit vun eiser eegener Vergaangenheet, an drëttens Gefor leeft, genee dat ze verfeelen, wat en eigentlech erreeche wëllt, näämlech de Mënschen hei am Land nei Perspektiven opzemaachen.

Ugefaange beim Begréff vun der Kompetitivitéit, dee fir eis problematesch ass, well hannert där Notioun, déi esou sportlech dohierkënnt, stécht an der Praxis rose wéineg Fair Play. Dobäi wier et net d'office problematesch, verschidde Länner, verschidden ekonomesch Beräicher mateneen ze vergläichen an ze kucken, wou ee selwer steet. An enger oppener Wirtschaft wéi Lëtzebuerg kënnt een net derlaanscht, de Verglach mam Ausland ze sichen.

Problematesch gëtt et dann awer, wann dat Konzept vun der Kompetitivitéit selektiv interpretéiert gëtt a wa seng Bedeitung bewosst iwwerbewäert gëtt, fir eng bestëmmte politesch Agenda duerchzesetzen.

Wann d'Regierung an och d'CSV- an d'ADR-Riedner hei vu Kompetitivitéit schwätzen, dann interpretéiere si dat Konzept esou, wéi d'Investisseuren an d'Aktionären dat Konzept interpretéieren. Et geet zentral ëm niddreg Betribssteieren, niddreg Lounkäschten, flexibel Aarbechtsmäert an dee sakrosankten Triple-A. Et gëtt sech bei der Kompetitioun déi Elementer erausgepickt, déi derzou déngen, fir eng bestëmmte politesch Agenda ze rechtfertegen: déi vum Ofbau vum Sozialstat an déi vun de Steiersenkunge fir Entreprisen; eng Agenda, déi zousätzlech virun allem op eppes erausleeft, näämlech en héije quantitative Wuesstum.

Dobäi besteet d'Kompetitivitéit vun engem Land jo net ausschliisslech aus deenen Elementer. De sougenannten „tableau de bord", deen déi national Kompetitivitéit soll moossen, enthält jo och eng ganz Rei vu sozialen an Ëmweltkritären. An do kann een dës eesäiteg Fixéierung vun der Regierung an natierlech och vun der Virgängerregierung kloer opweisen. Et ass jo och keen Zoufall, datt de Wirtschaftsminister an deenen zwou Regierungen deeselwechte war. An et ass och eng Erklärung derfir, firwat et der CSV esou schwéierfält, d'Wirtschaftspolitik eigentlech am Fong ze kritiséieren.

Jo, mir stinn effektiv besser do wéi déi meeschten aner EU-Länner, wat bestëmmt wirtschaftlech Indicateuren ugeet: PIB, Wuesstum, Produktivitéit, et cetera. Par contre sti mer schlecht do oder méi schlecht do wéi anerer oder éischter méi mëttelméisseg do wéi anerer, wann et ëm sozial Indicateure geet: Chômage, Aarmutsrisiko, „working poor". Mir hate gëschter hei rieds, datt 11% - 11%! - vum Salariat hei zu Lëtzebuerg „working poor" sinn. Do si mer un der Spëtzt vun deem alen Europa, vun deem Europa vun de 15.

Och am Beräich vum Schoulofbroch sti mer net gutt do. Datselwecht gëllt bei Ëmweltkritäre wéi Energieeffizienz oder dem Prozentsaz vun erneierbaren Energien, wou dës Regierung jo och frou ass, ze soen, datt se d'Ziler, déi déi al Regierung sech ginn huet, eventuell awer erreeche kann, Ziler, déi ganz bescheide sinn am europäesche Verglach.

Déi Zuelen, och wann een dës Indicateure mat Virsiicht genéisse muss, weisen awer an eng Richtung. D'Fixatioun vun der Politik op de quantitative Wuesstum, dee mer déi lescht 20, 25 Joer hei zu Lëtzebuerg haten, féiert net automatesch zu enger Erhéijung vun der Liewensqualitéit a féiert och net zu engem Ofbau vun den Inegalitéiten. D'Erfahrung an d'Experienz vun deene leschte Jore weisen eis éischter an eng géigendeeleg Richtung.

Dat selektivt, also politesch motivéiert Erauspicken an Iwwerbewäerte vu verschiddenen Indicateuren ass ee Problem, dee mir mat deem Begréff vun der Kompetitivitéit hunn. Et gëtt awer nach en zweeten, vill méi fundamentale Problem. An dat ass deen, datt dat Konzept direkt mat nationalen Egoisme verbonnen ass. Et féiert zu enger iwwerdriwwener Rivalitéit a Konkurrenz tëschent de Länner, déi am Endeffekt zu enger genereller Verschlechterung vu Liewenskonditiounen iwwerall féieren.

De Versuch, een deen anere stänneg ze ënnerbidden, setzt eng fatal Spiral no ënnen a Gank. D'Kompetitioun an d'Konkurrenz tëschent den EU-Länner beherrsche mëttlerweil déi europäesch Agenda op eng Aart a Weis, datt se d'Notioune vu Solidaritéit a Kooperatioun praktesch komplett verdrängen, Notiounen, déi ech och bis elo an der Debatt net dacks héieren hunn.

Well fir hir Kompetitivitéit ze erhéijen, geet d'Regierung haaptsächlech un déi Schrauwen dréien, déi am Kontext vun enger restriktiver Budgetspolitik am einfachste sinn. D'Kompetitioun ëm déi niddregst Betribssteieren, déi eigentlech de Staten d'Mëttel huelen, fir laangfristeg Investissementer ze maachen, sinn déi Schrauwen, déi iwwer kuerz oder laang zum Aushieleche vun de Sozialsystemer an zum Ofbau vum Sozialstat féieren.

(Interruption par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie)

Här Schneider, Ären éischte Spuerpak war näischt anescht wéi Ofbau vum Sozialstat. Dat soen awer nun definitiv net nëmme mir, mä dat soen eng ganz Rëtsch aner gesellschaftlech Akteuren, déi déi doten Analys gemaach hunn, och. Ech kommen awer nach weider zu Ärer Fiskalpolitik, wou Der jo probéiert, dann erëm Grimmelen zréckzeginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat weess den Här Schneider och.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Loundumping, Sozialdumping a Fiskaldumping, dat ass dat, wat schlussendlech an esou enger Konstellatioun erauskënnt. Den Norde vun der EU dréckt mat där doter Zort Kompetitivitéit de Süde vun Europa un d'Mauer, eng Kompetitivitéit, déi extrem schiedlech ass. A wat sech méi dorobber konzentréiert gëtt, wat déi zerstéireresch Konsequenzen ëmmer méi néfaste ginn.

Wann d'Europäesch Unioun do net ganz geschwënn eng 180-Grad-Kéier hileet, wa se et net fäerdegbréngt, gemeinsam Lounstandarden, gemeinsam Sozialstandarden a gemeinsam Fiskalstandarden anzeféieren, dat heescht déi hemmungslos Konkurrenz tëschent eis Europäer an deene Beräicher anzeschränken, da wäert se an noer Zukunft un deenen internen Inegalitéiten zerbriechen. Well wien déi Zort Kompetitivitéit an ekonomesch Orientéierung weiderdreiwe wëllt, dee mécht sech zum eigentlechen Doudegriewer vun der EU, méi schlëmm nach, net nëmme vun der politescher Konstruktioun Europäesch Unioun, mä vun Europa tout court.

Well Europa huet sech no zwee schreckleche Kricher, déi den Déifpunkt vun der Zivilisatioun ausgemaach hunn, net ronderëm d'Konkurrenz opgebaut. Europa konnt sech just opbauen an e jorzéngtelaange Fridde garantéiere ronderëm e Projet vu Solidaritéit a Kooperatioun, e Projet vu spierbarem soziale Fortschrëtt fir d'Leit, déi sech nach viru Jore krigeresch géigeniwwergestanen hunn.

An dat Ganzt kann ee weiderféieren, natierlech och op Weltniveau. An et ass och déi aggressiv Handelspolitik, an där d'Europäesch Unioun ee vun deenen Akteuren ass, déi en iwwerdriwwene Konkurrenzkampf och an déi lescht Ecker vun der Welt exportéiert. Well déi Handelsaccorde wéi CETA sinn eis jo och ënnert dem Sigel vun der Kompetitivitéit verkaaft ginn.

An esou wéi bei eis ëmmer méi schwaach Mënschen ofgehaange ginn, esou wéi an Europa déi méi schwaach EU-Memberlänner ofgehaange ginn, esou ginn an der Mondialisatioun ganz Kontinenter ofgehaangen. An et ass e Mythos, wa gesot gëtt, de Konkurrenzkampf wier gutt fir jiddwereen, well bei der Kompetitioun, do ginn et Gewënner an et gi Verléierer. An zurzäit gesäit et esou aus, datt et wesentlech méi Verléierer gi wéi Gewënner.

Mä déi Gewënner, déi ginn et: Et sinn d'Aktionäre vu Betriber, déi ëmmer manner Steiere bezuele mussen. Dat sinn d'Gewënner! An den Här Gramegna huet virdrun d'Paying-taxes-Etüd genannt, wou mer mat 20,1% deen zweetniddregste realen, effektiven Taux an Europa hunn. Just Kroatien ass nach virun eis. Mä ech froe mech: Si mer da mat Kroatien an engem direkte Fiskalwettsträit? Firwat senke mer d'Betribssteieren zu Lëtzebuerg nach weider an engem Moment, wou mer esou eng grouss Croissance an esou e groussen Nohuelbedarf un ëffentlechen Investitioune gesinn?

(Interruption par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie)

Här President, wann ee vu Perspektive fir déi lëtzebuergesch Ekonomie schwätzt, muss een dës zwee fundamental Problemer an den Zentrum vun de politeschen Iwwerleeunge stellen: Engersäits musse mer ee fir alle Mol ewechkomme vun der Iddi, datt Wirtschaftswuesstum automatesch zu méi Liewensqualitéit féiert. An op där anerer Säit musse mer konsequent den Impakt vun eise Politicken op déi aner Länner am A behalen. Eréischt dann, awer och nëmmen eréischt dann, ass esou eppes wéi eng nohalteg Entwécklung iwwerhaapt denkbar. Vun esou enger Entwécklung sollt Lëtzebuerg de Motor sinn, net vun enger europäescher Konkurrenz vum Steierdumping.

D'Debatt iwwert de Wuesstum zu Lëtzebuerg ass lancéiert, och an der Bevëlkerung. An et ass och kee Wonner, well d'Leit zu Lëtzebuerg kréien déi negativ Auswierkunge vum Wuesstum all Dag ze spieren.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng manifest Wunnengskris. D'Präisser, fir ze lounen an ze kafen, sinn astronomesch an et gëtt net dee klengsten Indice, datt dat sech an nooster Zukunft ännere wäert. D'Verkéierssituatioun zu Lëtzebuerg gëtt vun Dag zu Dag méi schlëmm; mir hunn net nëmme méi verstoppte Stroossen, mä entre-temps och scho verstoppten Zich. Lëtzebuerg steet virun engem Verkéierskollaps, an och do gesäit ee wéineg Liicht um Enn vum Tunnel, mat all deene Konsequenzen, déi dat bedeit vu Verschmotzung, a Gesondheetsproblemer, déi dat mat sech bréngt.

An och an anere Beräicher wéi Schoulen oder Spideeler a Kläranlagen hippe mer Joren hannert der eigentlecher Entwécklung an den eigentleche Besoinen hannendrun. Mir kréien dëse Retard awer net opgefaangen, wa mer einfach esou weiderfueren, wa mer den „business as usual" weidermaachen. Mir kréien dat Lach, wat mer elo schonn hunn, nëmmen zou, wa mer de Wuesstum effektiv a kontrolléiert ofbremsen. An eis Reflexioune missten an der Entwécklung vun Exit-Strategië bestoen, Exit-Strategië vun engem ongehemmten an onkontrolléierte Wuesstum.

Eist Land bräicht scho laang massiv Investitiounen an d'Infrastrukturen, an déi finanzéiere mer eis net, andeem mer d'Steieren op de Benefisser erofsetzen, fir doduerch méi Betriber aus anere Länner a Géigenden ofzewerben an domadder weider infrastrukturell Besoinen ze schafen hei am Land. An dat ass och den eigentleche Paradox vun der CSV an och vun der ADR, deen den Här Schneider och erwäänt huet a wou eigentlech och keng Äntwert komm ass. Et kann een näämlech net gläichzäiteg en onendleche Wuesstum vum BIP fuerderen an op där anerer Säit sech wëlle mobiliséieren oder wiere géint d'Visioun vun engem Eng-Milliioun-Awunner-Stat. Dat geet net zesummen, déi Gedanken.

Do sinn d'LSAP an d'DP sech scho méi konsequent, och wann ech net d'accord si mam Här Fayot senger Analys, dee gesot huet, datt mer eis Sozialsystemer just iwwer Wuesstum kéinte finanzéieren. Well éischtens, wann een déi Logik géif weiderdreiwen, wou wiere mer dann an honnert Joer? An zweetens menge mer, datt eis Sozialsystemer, an dat soen och d'Gewerkschaften, net eleng iwwer Wuesstum kënne finanzéiert ginn, mä iwwer Ëmverdeelung, an datt een och kann un deene Schrauwen dréien, amplaz just un deene vum quantitative Wuesstum.

Här President,...

(Interruption)

Jo. Wann een op Wuesstum setzt, bedeit dat jo net ëmgekéiert, datt ee soss näischt méi erakritt.

Här President, mir missten eis asetze fir Mindeststandarden iwwerall, fir en Ophiewe vun der restriktiver Budgetspolitik a fir en Ëmdenken an der Handelspolitik. An dëst Ëmdenke misst sech och an eiser Finanz- a Wirtschaftspolitik erëmspigelen. An dat bedeit awer och, datt mer mussen zumindest op deen zerstéirereschen Deel vun eise Souveränitéitsnische verzichten, deen Deel, mat deem sech eng Minoritéit hei am Land onberechtegt op d'Käschte vun anere beräichert.

Här President, wat mer brauchen, ass eng ekonomesch, ekologesch a sozial Transformatioun vun eiser Gesellschaft. Fir dorobber ze kommen, hätt een och kee Rifkin gebraucht. Fir dorobber ze kommen, brauch een eigentlech just d'Agenda 2030 duerchzedeklinéieren. De fundamentale Broch, dee mer als Éischt vollzéie mussen, ass dee vun der politescher Approche. Bis haut ass deen eenzege Fixstär um Himmel vun der Regierung, an effektiv nach vill méi vun deene Regierunge virdrun, de BIP - Bruttoinlandsprodukt. Dee muss wuessen, esou heescht et, an de ganze Rescht gesi mer da méi spéit.

Dat ass awer eng Approche aus dem leschte Jorhonnert, déi eis riicht an d'Mauer féiert. Mir missten am Géigendeel vun de reelle Besoine vun de Leit ausgoen, an dat géif bedeiten, d'Liewensqualitéit an de soziale Fortschrëtt an den Zentrum vun den ekonomeschen Iwwerleeungen ze stellen.

Wa mer driwwer schwätzen, de Wuesstum ofzebremsen, da komme mer awer och net laanscht deen Elefant, dee matzen am Gank steet, näämlech d'Finanzplaz, well et ass d'Finanzplaz, déi responsabel ass zu engem groussen Deel fir déi héich Wirtschaftstauxen. Et ass d'Finanzplaz, déi eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft schwéier mécht. Et ass d'Finanzplaz, déi de gréisste Fiskalschued am Ausland produzéiert an och de gréissten Imageschued fir eist Land. An et ass och d'Finanzplaz, déi zu dem Uwuesse vun den Inegalitéiten hei am Land bäidréit.

Eréischt wa mer bereet sinn, doriwwer ze schwätzen, kann een eng positiv Transformatioun vun der lëtzebuergescher Wirtschaft ugoen. Dat heescht awer net, datt mer d'Finanzplaz musse vun haut op muer ofschafen, mä et heescht, datt mer déi Margen, déi mer hunn, an notamment déi Steiermargen, déi et ginn, no uewen notzen, fir zumindest der weiderer Expansioun vum Finanzsecteur entgéintzewierken.

Well déi Expansioun ass duebel gefäierlech, éischtens well eis gesamt Ekonomie ëmmer méi an hir Ofhängegkeet geréit, ekonomesch, fiskal, awer och sozial a landesplaneresch. Alles, wat mer bis elo héieren hunn, leeft awer an eng aner Richtung. Stéchwuert: Finanztransaktiounssteier, wou Lëtzebuerg ebe just net de Motor wëllt sinn an Europa vun enger méi solidarescher a méi gerechter Besteierung vu Kapitalflëss.

Eréischt wa mer deen Elefant uginn, kënne mer iwwerhaapt sënnvoll iwwer Diversifikatioun schwätzen. Well am Moment ass jo all Ustrengung, fir aner Secteuren opzebauen, am beschte Fall dozou bestëmmt, just d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz manner schnell klammen ze dinn.

An dat sollt eis och ze denke ginn: D'Gewiicht vun der Finanzplaz bedeit och demokratesch Problemer. Well wann ee bestëmmte wirtschaftleche Lobbygrupp, näämlech d'ABBL - d'Associatioun vun de Banken a Banquieren -, an engem vu senge Promotiounsvideoe vum Wirtschaftsminister, deen do schwätzt, als „premier conseiller de Gouvernement" genannt gëtt, da stellt sech effektiv d'Fro, wien hei am Land d'Soen huet.

Generell, Här President, si mer der Meenung, datt mer mussen dat internt an endogeent Potenzial hei am Land mobiliséieren, datt mer musse kleng Betriber guidéieren a förderen, fir datt se kënne qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaze schafen. Dat ass eng fundamental aner Approche, wéi just mat Steier- a Souveränitéitsnischen no auslänneschem Kapital ze fëschen.

D'Regierung huet duerchaus verschidde Beräicher fir d'Diversifikatioun identifizéiert, déi mer och ënnerstëtze kënnen, zum Beispill déi zirkulär Ekonomie oder d'Construction énergétique, oder - den Här Anzia huet virdrun en anert Beispill ginn - déi rezent Initiativ fir den Opbau vun enger nohalteger Holzfilière. Dat si Beräicher, déi reell Aarbechtsplaze schafe kënnen an alle Bildungssegmenter an doriwwer eraus och nach eppes brénge kënne fir d'nohalteg Entwécklung an d'Liewensqualitéit vun de Bierger hei am Land.

Leider hu mer awer allze dacks d'Gefill, wéi wann dat just eidel Këschten ouni décken Inhalt wieren, wou e schéinen engleschen Numm dropgesat gëtt, eng Pressekonferenz gemaach gëtt an da war et dat.

Déi Budgeten, déi duerfir agesat ginn, stinn a kengem Verhältnis zu anere Budgeten. Mir mengen, datt dat grad déi Beräicher wieren, wou mer massiv missten an d'Fuerschung an an d'Ausbildung investéieren. A mer mengen, datt de Stat déi Initiative vill méi staark finanziell misst begleeden, amplaz all d'Energie an eng Kasino-Wirtschaftspolitik mat Space Mining ze stiechen, wou mer eng héich riskant Wett op eng imaginär Zukunft maachen, déi just e Finanzkonglomerat op Lëtzebuerg zitt an eventuell e puer pensionéierten ESA-Beamten de Portmonni fëllt.

Mir hätte besser, an déi Zukunft ze investéieren, déi virun eiser Nues läit, amplaz an eng Zukunft, déi an de Stäre steet. Ech hunn Är Initiativ vum Space Mining net belächelt, wéi Der uganks gesot hutt, well d'Visioun, datt eventuell an iergendenger Zukunft Millionäre sech selwer op de Mount schéissen, ass mir eventuell souguer nach sympathesch.

(Hilarité)

Ech maache mer awer éischter Suergen driwwer, Här Schneider, wéi d'Lëtzebuerger Regierung hei versicht, mat enger Zort Ingénierie juridique internationaalt Recht ze verdréien a Ressourcen, déi am Moment der gesamter Mënschheet gehéieren, ze kommerzialiséieren a private Gewënninteressen ze iwwerloossen.

Här President, mir mengen, datt déi zentral Begréffer vun dëser Debatt, Kompetitivitéit a Wuesstum, datt mer dës Begréffer prinzipiell hannerfroe missten, op eng Aart a Weis, fir dem Land a virun allem de Mënschen am Land erëm eng wierklech Perspektiv ze bidden. Den „business as usual", wéi e bis elo gelaf ass, féiert just an d'Sakgaass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer als Lëtzebuerger Land an dëser ëmmer méi komplexer Welt bestoe wëllen, wa mer kompetitiv wëlle bleiwen an eis sozial Errungenschaften och an Zukunft verdeedege wëllen, da musse mer eis effektiv all Dag nei erfannen.

Dat heescht och, datt eis Wirtschaft muss diversifizéiert ginn, en Exercice, deen eist Land scho länger an Ugréff geholl huet, mä deen natierlech nach laang net ofgeschloss ass. D'Diversifizéierung ass näämlech e Must, fir e Standuert - besonnesch hei de Standuert Lëtzebuerg - attraktiv ze halen. Mir wëssen awer, datt mer sécherlech net op allen Hochzäiten danze kënnen. Et muss ee sech e puer Branchen eraussichen, an deenen ee wëllt Exzellenz an Know-how opbauen an an deenen ee wëllt kompetitiv sinn, fir ee vun de wichtegen Akteuren an der globaliséierter Welt ze sinn.

Et erhéicht och d'Visibilitéit vun engem Standuert, wann ee sech op e Set vu Käraktivitéite beschränkt an an dës och konsequent investéiert an och do innovéiert. D'Regierung huet scho viru Jore prioritär Secteuren definéiert, an deene mer eis entwéckele wëllen. Denke mer virun allem un d'Ekotechnologien, un d'Logistik, den ICT-Secteur oder d'Fuerschung an d'Technologien am Gesondheetsberäich.

Et däerf ee weder d'Handwierk nach eis klassesch Industrie vergiessen, och wann et net ëmmer einfach ass, déi erfuerdert Plaz ze fannen, fir industriell Betriber ze implantéieren. Et wier dramatesch, wa mer keng Industrie méi zu Lëtzebuerg hätten. Ech sinn dofir zefridden, virun e puer Woche gelies ze hunn, datt eng Firma wéi Carlex um Potaaschbierg 25 Milliounen an eng nei Produktiounsschinn investéiert.

Dëst ass awer en Zeechen, datt sech och hei zu Lëtzebuerg industriell Branchë weider wëllen entwéckelen. Et sinn dat Aktivitéiten, wou e Produit hiergestallt gëtt, deen en héije Méiwäert ofwerft. D'Industrie am largë Sënn vum Wuert mécht hei zu Lëtzebuerg awer ëmmerhin nach bal 19% vum Emploi aus. Dëse Prozentsaz ass awer réckleefeg. An engem Land, wou den Terrain ëmmer méi knapp gëtt, ass et wichteg, Aktivitéiten unzezéien, déi eng héich Plus-value pro Aarbechtskraaft erméiglechen an natierlech manner Buedem verbrauchen. Mir sinn als Standuert Lëtzebuerg vill méi attraktiv fir Entreprisen, déi eng héich Produktivitéit opweisen, en héije Méiwäert generéieren, an dëst mat wéinegen, mä héich qualifizéierte Mataarbechter.

Dofir ass et esou wichteg, datt et eis hei zu Lëtzebuerg geléngt, en technologescht a steierlecht Ëmfeld ze schafen, wou sech fundamental an applizéiert Fuerschung op där enger Säit, a Betriber, ob industrieller oder net, op där anerer Säit begéinen, fir esou Innovatioun ze erméiglechen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Och am ICT-Secteur gouf am leschte Jorzéngt vill investéiert. Dëse Prozess dréit mëttlerweil éischt Friichten. Ech komme spéider a menger Ried dorobber zréck.

Et geet net ëmmer eleng drëms, nei Nischen ze sichen an ze förderen, mä et muss och gekuckt ginn, datt mer do, wou mer momentan gutt sinn, a fënnef, fofzéng Joer och nach gutt sinn. Eis Finanzplaz, a besonnesch eis Fongenindustrie, ass esou e Secteur, wou mir zu deene Weltbeschten zielen. Mir hunn do e beandrockenden Know-how am Laf vun der Zäit opgebaut, deen et eis erlaabt, trotz ëmmer méi restriktive Contraintë vu Bréissel a vun der OECD - nenne mer just d'Stéchwuert BEPS, dat vill zitéiert -, eis weider ze entwéckelen an esou kompetitiv ze bleiwen.

Et ass näämlech net nëmme wichteg, eis Ekonomie eleng ze diversifizéieren, mä och innerhalb vun enger Branche ass et wesentlech, ëmmer nees nei Produkter unzebidden, fir kënnen attraktiv ze bleiwen. Fréier war eis Finanzplaz, grad wéi d'Schwäiz, ënner anerem och bekannt wéinst hirem robuste Bankgeheimnis.

Haut hu mer en exzellente Ruff wéinst eiser diversifizéierter Fongenindustrie, de chineesesche Banken, déi sech hei no an no bei eis etabléieren, dem Renminbi, der islamescher Finanz an esou weider. Mat de Green Bonds wëlle mer och am Beräich vun den nohaltege Finanzprodukter zur Spëtzt gehéieren an esou eis Finanzplaz nach e Stéck besser maachen, besser opstellen, och a grad mat Bléck op déi Erausfuerderung am Beräich vun den alternativen Energien.

Elo scho si 50% vun de weltwäite Green Bonds zu Lëtzebuerg cotéiert. Dat wäert et eis och erlaben, an Zukunft e groussen Know-how ze entwéckelen, deen derfir suergt, datt mer anere Standuerter e Schratt viraus kënne sinn. Ech erënneren do am Fong geholl och un den Début vun eiser Fongenindustrie an den 80er Joren.

Eis Finanzplaz besteet net nëmmen aus Fongen a Banken, si berout och op engem ganzen Ekosystem, fir dat emol esou ze nennen. Denke mer nëmmen un déi spezialiséiert juristesch Beroder, Betriber oder un d'Versécherungs- a Réckversécherungsgesellschaften. Et ass grad dëse kompakten a villsäitegen Ekosystem, deen eis staark an attraktiv mécht.

Den Interpellant a fläissegen Twitterexpert Laurent Mosar huet d'Fro vun der Wettbewerbsfäegkeet opgegraff. Wat heescht et eigentlech, kompetitiv ze sinn? Kompetitiv sinn heescht, datt ee kapabel ass, sech géint déi auslännesch Konkurrenz duerchzesetzen, sief et um Niveau vum Präis oder op deem vun der Qualitéit.

Zu Lëtzebuerg berout eis Konkurrenzfäegkeet op der Tatsaach, datt mer eng héich Plus-value generéieren, sief dat am Serviceberäich oder an der Hightechindustrie. De Schlëssel zum Erfolleg fir eis Ekonomie läit doranner, datt mer kapabel sinn, dësen Know-how opzebauen. Well et awer ëmmer méi schwéier gëtt, Know-how ze importéieren, musse mer och heiheem Know-how opbauen. Dat fänkt an eise Schoulen un a muss op der Uni verdéift ginn. Dat Wëssen, dat geléiert gëtt, muss och eisem spezialiséierten Aarbechtsmaart ugepasst sinn.

Lëtzebuerg huet och iwwer Joren d'Fiskalitéit genotzt, fir kompetitiv ze sinn. Dat ass de Virdeel vun engem klenge selbstännegen a souveräne Land. Mä, wéi virdru scho gesot, si mer elo am Post-LuxLeaks-Zäitalter an d'Zukunft wäert éischter an d'Richtung vun enger europäescher Steierharmoniséierung goen, ouni elo d'Recht vun all Land, seng eege Steierpolitik ze maachen, komplett ze beschneiden. Mä den Drock vun der OECD, ech hunn et scho gesot, wäert derzou féieren, datt d'Assiettë méi breet ginn an datt den affichéierte Steiersaz méi déif läit.

Wann also an Zukunft d'Fiskalitéit net nëmmen en Haaptkritär wäert sinn, no deem Entreprisen hire Standuert eraussichen, wat sinn dann déi aner Facteuren, déi si a Betruecht zéien, wa se entscheeden, hei zu Lëtzebuerg ze investéieren?

D'Décisioun, fir op Lëtzebuerg ze kommen, hänkt natierlech haaptsächlech vun den Ziler am Aktivitéitsberäich vun de respektive Betriber of, mä et gëtt awer eng Rei Argumenter, déi ouni Zweifel an d'Woschuel falen, wann et heescht, sech fir oder géint e Standuert ze entscheeden.

Do wier emol fir d'Éischt d'Méiglechkeet, fir vu Lëtzebuerg aus déi europäesch Clientèle ze bedéngen. Dat huet mat eiser gënschteger geografescher Lag a Westeuropa ze dinn. E wesentlecht Argument fir Lëtzebuerg ass awer d'Qualitéit an d'Disponibilitéit vun eisen éffentlechen Infrastrukturen, besonnesch an den Telekommunikatiounen an am Beräich vun den Informatiounstechnologien. Denke mer u Stéchwierder - déi si virdru genannt ginn - wéi Datacenter, Sécherheet am Internet, Konnektivitéit.

Interessant ass och d'Argument vun de sougenannten „Incubateuren", also d'Méiglechkeet, fir Start-uppen eng éischt Implantéierung ze erlaben, wou se sech entwéckele kënnen. Denke mer un Ecostart oder un den Technoport. Datt dat net ouni spezialiséiert Aarbechtskräfte geet, ass eng grouss Erausfuerderung. Ech kommen nach eemol dorobber zréck.

Eng grouss Tromp fir Lëtzebuerg ass awer och eise Multilinguismus, dat heescht d'Méiglechkeet, fir d'Clienten an der Sprooch vun hirer Wiel ze bedéngen. Ech erënneren drun, datt op der Finanzplaz villfach dräisproocheg geschafft gëtt. Denke mer un de Prospekt bei de Fongen. Zu Paräis, zu Frankfurt an zu London ass dee just an enger Sprooch: an hirer Landessprooch.

Derniewent gëtt vun auslänneschen Investisseuren och eist allgemengt steierlecht, politescht a soziaalt Ëmfeld begréisst. Hei solle mer un eis niddreg Soziallaaschten erënneren, un d'Liewensqualitéit, déi mer a ville vun eisen Uertschaften dach awer nach Opweises hunn, un d'Proximitéit zu verschiddene Servicer oder och nach u schoulesch Infrastrukturen.

Madamm Presidentin, ee vun de Secteuren, op deen den Interpellant Laurent Mosar méi am Detail agaangen ass, ass d'Digitalisatioun vun eiser Ekonomie, déi sech kloer an de faméise Rifkin-Prozess aschreift. Ech wëll op dëser Plaz elo net méi op d'Detailer vun der Rifkin-Strategie agoen. Dat wäerte mer jo vläicht an Zu-

kunft nach eng Kéier maachen. Et ass awer interessant, datt all déi Akteuren aus eiser Ekonomie, déi un dësem Pabeier matgeschafft hunn, Pisten opgeworf hunn, vun deenen der e puer sécherlech derzou wäerte bäidroen, datt eis Wirtschaft an Zukunft manner ressourcenintensiv schaffe kann an esou méi wettbewerbsfäeg wäert sinn. D'Digitalisatioun spillt jo eng Schlësselroll an dësem Prozess.

Et ass awer net esou, datt mir dee Secteur duerch den Här Rifkin hei zu Lëtzebuerg eréischt entdeckt hätten. De Kommunikatiouns- a Medieminister huet scho virun enger Zäit eng Strategie an d'Liewe geruff, déi dëse Prozess strukturéiert begleet: d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg".

D'Zil vun dëser Initiativ ass et, fir d'Chancen, déi eis déi nei Technologien offréieren, wouerzehuelen, soudatt jiddweree vun eis dovunner profitéiere kann: mir als Bierger, mä och de Stat selwer an zu gudder Lescht och d'Entreprisen. Andeems mer dat risegt Potenzial, dat eis déi nei Technologië bidden, voll ausschäffelen, kënne mer op der Welt als ultrakonnektéiert, modernt, dynamescht an innovatiivt Land wouergeholl ginn.

Dat bedeit natierlech och, datt ee sech d'Mëttel muss ginn, fir an d'Infrastrukturen ze investéieren. Stéchwuert: Datacenter an Ultra-hautdébit-Netzwierker. Dat ass d'Conditio sine qua non, fir datt esou eng Strategie ka fonctionnéieren. Besonnesch am Secteur vun den ICT gëllt et, um Ball ze bleiwen. D'Entwécklung ass enorm séier an et däerf een hei den Zuch net verpassen.

D'Stied Lëtzebuerg an Esch hate wärend der Présidence gratis Wi-Fi ugebueden; elo maache se dat dann definitiv. D'EU-Kommissioun wëllt, datt elo och EU-wäit a grousse Stied mat Wi-Fi geschafft gëtt. Mir sinn an deem Beräich e Virreider. D'Glasfasernetz wäert nach weider ausgebaut ginn. Eist Land ass eent vun deene Länner, déi am meeschten oder am beschte vernetzt schéngen ze sinn. Den Taux vu Leit an Entreprisen, déi Zougank op de ganz schnellen Internet hunn, ass besonnesch héich a wäert nach weider klammen, besonnesch wa mer un d'Erschléissung vun de ländleche Gebidder denken, wou sécherlech nach Sputt no uewe besteet. Et war virdrunner och ugedeit ginn.

D'ICT si vill méi breet opgestallt. Si si vill méi e breede Secteur wéi ee mengt. An dofir ass et wichteg, datt een och all Facetten dovunner entdeckt: Big Data, Cyber Security, Internet of Things, Cloud Computing an esou weider. An all deenen Domäne gëtt gekuckt, wou sech Opportunitéite fir eise Standuert erginn, fir dës esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Madamm Presidentin, ech ka mech nach erënneren, wéi déi éischt Computeren hire Wee an all Entreprise fonnt hunn a vill Stëmme gejaut hunn, datt een an e puer Joer keng Mënsche méi bräicht, well d'Computeren hinnen d'Aarbecht géifen ofhuelen. Dës Leit haten awer ganz vergiess, datt et och ee muss ginn, deen de Computer versteet, de Computer programméiert oder benotzt. Wann een hautdesdaags Informatiker oder Programmateur ass, da kann ee sech sécher sinn, iwwerall op der Welt eng Plaz ze fannen.

Och Lëtzebuerg brauch Informatiker, brauch Programmateuren, mä well den ICT a bal all entwéckeltem Land als zukunftsorientéierte Secteur gepusht gëtt, ginn et einfach net genuch spezialiséiert Informatiker op dëser Welt. Déi gi mer och net an d'Groussregioun sichen. Gutt Informatiker gi weltwäit gesicht. E klengen Trouscht dobäi ass, datt et der Silicon Valley, dem Mekka vun den neien Technologien, net besser geet. Och si fannen net genuch héich qualifizéiert a spezialiséiert Informatiker.

An deem Beräich sinn ech frou, datt de Claude Meisch dem Digitalen an eise Schoulen eng grouss Prioritéit reservéiert huet. D'Strategie Digital°4°Education huet als Zil, d'Schüler besser op d'Erausfuerderunge vun den neien Technologië virzebereeden, sief dat duerch méi Informatikscoursen am Lycée, d'Ausbildung vu Programmateuren, mä och duerch d'Promotioun vun de Beruffer, déi sech an deem Secteur entwéckelen. A deem Kader si scho verschidde Projeten ugelaf: eduSphere, MathemaTIC - TIC mat Majuscullen -, BEE CREATIVE, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Duerch Fit°4°Coding gi Leit, déi keng Aarbecht fannen, forméiert, fir an engem Beräich en Know-how ze kréien, an deem vill Leit gebraucht ginn. Den Atelier Digital ass eng Formatioun, déi de PMEen, déi sech nach net un déi nei Technologien ugepasst hunn, soll hëllefen, fir datt och hiert Geschäft vun de Méiglechkeete vum E-Commerce ka profitéieren.

Jiddweree vun eis weess, datt e Betrib, deen net op d'mannst eng Homepage huet an digital vernetzt ass, e Vull fir d'Kaz ass. Hautdesdaags hëlt ebe kee méi d'Lupp eraus, fir am Tëlefonsbuch eng Firma oder e professionelle Kontakt ze sichen, mä awer grad den elektronesche Commerce gëtt nach net vun all eise klengen Entreprisen als Opportunitéit wouergeholl, fir hiren Ëmsaz ze steigeren an och Clienten ze fannen, déi an engem ganz aneren Deel vun der Welt hire Produit an hire Service brauchen. Dat gëllt fir de Commerce, mä awer och fir vill vun eisen Handwierksbetriber, déi amgaange sinn, sech den digitalen Erausfuerderungen unzepassen.

Wann een un nei Technologien denkt, da kommen engem dacks Start-uppen an de Kapp. Dofir ass et och wichteg, datt mer dee richtege Kader geschaaft hunn, wou esou Start-uppen eng Plaz fannen, fir hir Iddien ze entwéckelen. Genausou wichteg ass et, fir dëse Start-uppen eng finanziell Hëllef ze gi wärend der Lancementsphas, wéi zum Beispill duerch Programmer wéi Fit 4 Start. Den Digital Tech Fund ass en anert Instrument, fir finanziell Ressourcen opzedreiwen a se Start-uppen am Beräich ICT zur Verfügung ze stellen.

Wichteg, jo entscheedend ass och de Rapprochement tëschent der akademescher Welt an dem Privatsecteur. Si mussen d'Talenter vu muer forméieren a besonnesch an deene Beräicher, wou d'Betriber Leit brauchen.

E Begréff, deen déi lescht Joren net méi ewechzedenken ass, wann ee vun ICT schwätzt, ass FinTech. Et ass jo nëmmen normal, datt esou eng grouss Finanzplaz wéi Lëtzebuerg och ewell mat den neiesten Technologië schafft, déi an hirem Secteur existéieren. Op verschiddene Konferenze gouf den Akteure vun der Finanzplaz gewisen, wat fir e grousst Potenzial am FinTech stécht. Dofir ass dëse Beräich och eng vun den Haaptprioritéiten an der Entwécklung vum ICT-Secteur zu Lëtzebuerg.

De Projet, fir en „Luxembourg house of financial technology" ze schafen, an deem sech net nëmmen d'Akteure vun dësem Secteur begéinen, mä och Start-uppe sech nidderloosse kënnen, gëtt all Dag méi konkret.

Zu gudder Lescht muss de Stat selwer derfir suergen, datt hien um neiste Stand vun der Technologie ass, Stéchwuert: eGovernance. De Stat ass amgaangen, derfir ze suergen, datt ëmmer méi Prozeduren online kënne bewältegt ginn, wou ee fréier huet misse Formulairen ausfëllen. Formulairen ausfëllen an aschécken ass haut einfach net méi zäitgemëiss. De Guichet.lu bitt iwwert den Interface MyGuichet all Joer méi Prozeduren un, déi den Entreprisen, mä och den einfache Bierger d'Liewe méi einfach maachen. An Zukunft wäert d'Offer u Prozeduren, déi online kënnen erleedegt ginn, nach weider ausgebaut ginn.

Madamm Presidentin, ob mir hei eng Diskussioun iwwer eis Kompetitivitéit féieren an déi domadder verbonnen Entwécklungsperspektive vun eiser Wirtschaft, mir lande letztlech ëmmer bei de Stäerkten a Schwächte vun eisem Standuert. De Standuert Lëtzebuerg fit maache fir d'Zukunft, dat ass eigentlech déi richteg Debatt, déi mer musse féieren. Dat ass en Débat mat Dosende vu Schattéierungen an Elementer.

An enger globaler (veuillez lire: globaliséierter) Welt kann een net méi soen, datt d'Kompetitivitéit vu bëllegen Aarbechtskräften, vun engem gudde Stroossennetz a vun niddrege Steieren ofhänkt. Wier et esou einfach, da kéint all Bananne republik zum attraktive Standuert vun haut op muer opsteigen. Wier et esou, da wier Irland mat enger Betribsbesteierung vun 12,5% e leedende Wirtschaftsstanduert an der EU.

Sou einfach ass et awer net! Et brauch een nääm lech e Mix un Trëmp, steierlecher, infrastruktureller, digitaler, technologescher, mënschlecher, schoulescher, natierlecher, kultureller. Lëtzebuerg huet eng ganz Rëtsch där Trëmp. An et ass un eis, derfir ze suergen, datt mer dës behalen, ausbauen an an e gutt Verhältnis zuenee bréngen.

E Standuert ouni gutt Schoulen, ouni kulturell Offer, déi deen Numm verdéngt, e Standuert ouni en agreabelt natierlecht Ëmfeld, an deem ee sech erhuele kann, e Standuert, dee kaum innovéiert a sech net ëmmer nees selwer nei erfënnt, dat ass keen attraktive Standuert. Et ass eben dat glécklecht Zesummespill tëschent villen Elementer, dat e Standuert attraktiv mécht. Dat sollte mer eis ëmmer virun Ae féieren, wa mer eis mat den Entwécklungsperspektive vu Lëtzebuerg a besonnesch vun eiser Wirtschaft befaassen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler.

D'Lëscht vun den Deputéierten, déi d'Wuert gefrot hunn, ass elo épuiséiert. Ech géif dann elo d'Wuert zréckginn un d'Regierung. Wie fänkt un? Den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Madamm Presidentin. Ech géif op e puer Remarquen nach just ganz schnell agoen an dann och op en Deel vun de Motiounen, déi vum honorabelen Deputéierte Mosar hannerluecht gi sinn. An duerno géif den Här Finanzminister dann op déi aner Motiounen zréckkommen, déi hie méi spezifesch concernéieren.

Vläicht eng éischt Remarque zu deem, wat gesot ginn ass vun e puer Riedner, haaptsächlech awer och vum Här Mosar, wat déi Kompetitivitéitsindexen ugeet, op deene mer weltwäit da figuréieren a wou Der gesot hutt, dass eigentlech eng Rei Länner a verschiddenen Indexe besser ofschneide wéi anerer. Dat ass richteg. Besser ofschneide wéi mir, pardon. Dat ass mat Sécherheet richteg, mä dat huet awer och mat de Kritären ze dinn, firwat déi Indexen esou si wéi se sinn.

Mir hu ganz oft Kritären, déi eis soen: Majo, wann Der weiderhin esou en héije Mindestloun hutt, da kommt Der net no vir an eisem Index. Wann Der weider esou eng restriktiv Aarbechtsgesetzgebung hutt, kommt Der net no vir op der Platzéierung an eisem Index. Wann Der weider Ären Index bäibehaalt, kënnt Der Iech net verbesseren an deem Index. Wann Der weider déi Betribsbesteierung hutt, déi Der hutt, kommt Der net virun an deem Index.

Mä dat ass awer eng Volonté politique, fir dat bäizebehalen. Dat ass eng Volonté politique vun der Regierung, fir derfir ze suergen, dass eis Mindestléin héich sinn. An Dir hutt hei alleguerte gëschter d'ailleurs zu 60 déi Augmentatioune gestëmmt. Et ass eis Politik, fir ze soen: Mir wëllen eng Aarbechtsgesetzgebung, déi den Arbeitnehmer ofséchert. A mir wëllen net, dass mer an eng Hire-and-Fire-Politik erakommen, et cetera.

Dat féiert natierlech dozou, wann een dat aus engem absolutt liberale Brëll kuckt, dass mer do eben a verschidden Indexen net esou gutt si wéi anerer.

Mä da wëll ech Iech awer och soen: All déi Länner, déi Dir genannt hutt, Här Mosar, do ass keent derbäi, dat méi Wuesstum huet wéi mir. Dat heescht, déi hunn dat doten alles opgelockert, souwuel hiert Aarbechtsrecht wéi keng Mindestléin respektiv keng automatesch Upassung, wat den Index ugeet, un d'Liewenskäschten. Déi hunn dat alles net. Mä dofir hu se awer net méi Wuesstum. Dofir, mengen ech, soll een dat net allze enk gesinn, déi Indexen.

Mir wäerten do, wou mer kënnen, Verbesserunge maachen. An do, wou se an eis Politik passen a wou se an eist Landschaftsbild passen, do maache mer dat natierlech. Dat maache mer permanent. Mä et gëtt einfach eng Rei Saachen, déi si fir eis en No-Go an dann huele mer eben a Kaf, dass mer net op der éischter Plaz sinn a verschidden Indexen, mä vläicht just op der drëtter, véierter, fënnefter oder enger anerer. Ech mengen, dat wollt ech emol gesot hunn.

Dann zur Simplification administrative. Dir wësst alleguerten, dat Omnibusgesetz, iwwert dat vill geschwat ginn ass, dass dat ganz laang hier ass, dass d'Regierung dat am Parlament déposéiert huet an dass mer enorm laang gewaart hunn op den Avis vum Statsrot. An et ass just dowéinst, wou mer esou spéit dru sinn. Et ass awer elo esou, dass mir gesot ginn ass, dass den Avis complémentaire vum Statsrot elo den 13., also nächsten Dënschdeg soll kommen. An deemno wat dann do drasteet, brénge mer et jo vläicht souguer fäerdeg, fir viru Chrëschtdag dat doten nach hei ze stëmmen. Et wär zumindest emol e Wonsch.

Dann hu mer eng Initiativ geholl, „Einfach Lëtzebuerg" heescht déi, an do wäert Der an den nächste Wochen och gewuer ginn, wat nach alles anescht gemaach ginn ass a gemaach gëtt um Niveau vun der Regierung, fir ebe just d'Simplification administrative weiderzebréngen.

Dann hat ech mer nach opgeschriwwen de Geoblocking, mä do kommen ech herno drop zréck, well et ass jo och eng vun Äre Motiounen.

D'Elektromobilitéit ass e puermol hei ugeschwat ginn, ënner anerem och vum Här Eischen. Also et ass ganz kloer esou, dass déi Elektrizitéit, déi mer an deenen Tanksailen ubidden, dass déi 100% gréng Elektresch ass an dass de But natierlech vun der Elektromobilitéit dee muss sinn, dass déi Autoen herno och mat gréngem Stroum fueren. Well, wann et Kuelestroum ass oder aneren, dann hu mer eigentlech just d'Emissioune verlagert, do wou de Stroum produzéiert gëtt, mä mir hunn awer soss net ganz vill geschafft. Dofir ass dat absolutt de But, dass dat och an Zukunft esou ass.

An dann, dat war eng vun Äre Froen, Här Eischen: Wat bedeit d'Elektromobilitéit fir d'Automobillzouliwwerer? Dat ass eng ganz wichteg Fro, well do wäerte ganz vill Géissereien an Zukunft Problemer kréien, well keng Motorbléck méi musse gegoss ginn. Do wäerten all déi Firmen, déi Autosboîtë produzéieren, Problemer kréien, well dat och an Zukunft an deenen Autoen an deem Sënn net méi gebraucht gëtt.

Mä ech mengen awer, elo fir op Lëtzebuerg ze kommen, dass et mir net baang ass fir eis Automobillindustrie, well mer éischtens an Domäner sinn, déi net betraff si vun der Elektromobilitéit: Dat sinn d'Pneuen, dat sinn d'Autosfënsteren, dat sinn d'Airbagen. Mä generell si mer an all deene Beräicher „High-tech" a permanent amgaangen, eis Evolutioun, pardon, eis weiderzëentwéckelen. An déi Firme sinn, mengen ech, gutt gerüst fir d'Zukunft.

Dann huet den Här Fayot och geschwat gehat vun de Start-uppen, vum Soutien vun de Start-uppen. Ech mengen, wat eng ganz richteg Remarque ass, op där mer schaffen a wou mer och - an do äntwerten ech dann an engems op d'Fro vum Här Mosar -, wou mer jo och probéieren, ze kucken: Wéi kréie mer déi „business angels" méi motivéiert, fir wierklech och Startkapital zur Verfügung ze stellen, fir ze investéieren? Wéi kréie mer dat hin, de Fall wou emol eng Kéier eppes schifgeet, dass se do eventuell e steierlechen Abattement kënne kréien? All déi Saache si mer amgaangen ze kucken. Ech huelen un, dass de Pierre Gramegna nach eng Kéier dorobber ageet.

Den Här Fayot huet dann awer och geschwat, am Kontext vu Rifkin, dass een och do d'Jugend muss mathuelen. An ech mengen, dat ass extrem wichteg. Wa mir dee Wirtschaftsmodell hei nei wëllen definéieren, dann ass en eigentlech fir eis Jugend, dann ass e fir déi kommend Generatiounen. An dofir hu mer och wëlles, an d'Lycéeën ze goen. Mir hunn elo am Februar schonn eng grouss Manifestatioun mat der „Interlycée", wou ronn 600 Schüler zesumme wäerte kommen, wou mer just iwwert deen dote Sujet wäerte schwätzen. Mir wëllen awer och generell an d'Lycéeë goen. Mir wëlle mat de Proffe schwätzen, fir dass dat preparéiert gëtt, dass mer do en Débat kréien. Mir wäerten dat och mam Jugendparlament maachen, et cetera.

Voilà, ech mengen, dat als eng Rei allgemeng Remarquen. Wollt Dir eng Fro stellen?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, sécher.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Oberweis!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech hunn elo de ganze Mëtteg, Här Minister, nogelauschtert an Dir hutt elo grad ee Wuert gesot gehat. Den Här Rifkin huet gesot: Iwwert d'Schoule gi mer elo bei déi jonk Leit. Elo ass et jo awer esou, wann ee jonk Leit seet, dat ass eis Zukunft, déi Generatiounen, déi no eis kommen. Ech kann net verstoen an ech kann net novollzéien, dass Der dauernd vun engem Wuesstum schwätzt vu 4% bis 5% am Land hei. Mir hu schonn zwee-, dräimol diskutéiert mateneen doriwwer. Deemools hate mer keen, haut hu mer es ze vill.

Erlaabt mer just ze soen als Wëssenschaftler, bei 4% Wachstumsrate hu mer an 18 Joer... hu mer a 14 Joer quasiment eng Verduebelung vun allem. Dat heescht, mir huelen einfach Gott gegeben alles un eis erun. Wéi wëlle mer dat da maache mam ganze Konsum, mam Verbrauch? Och dat musse mer diskutéieren. An enger endlecher Welt kënne mer net dauernd alles huelen!

Mir mussen och verstänneg sinn. Déi, déi no eis kommen, mussen och eppes behalen. Eleng Space Mining geet net duer. Dir wësst, ech si kee Frënd vun där Saach, awer op den Asteroide fannt Der et net.

Wann ech gelift, kommt mir halen op mat där riseger Wachstumspolitik hei! Dat kann net gutt goen. Dat endegt an engem Chaos!

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech mengen, dat, wat Dir do sot, ass jo eigentlech net falsch. Mä och do gëtt et am Rapport Rifkin... An ech wëll soen, wann ech vum Rapport Rifkin schwätzen, da sinn dat 300 Lëtzebuerger Experten, déi ee Joer un deene Modelle geschafft hunn, déi 475 Säiten Iddien déposéiert hunn.

Do gëtt jo och ganz staark gesat herno op d'Économie circulaire. Do gëtt ganz staark gesat herno op d'„shared economy", also d'Économie partagée. Dat heescht, dass mer net méi musse wuessen, dass mer net méi mussen hi-

goen an eng Gesellschaft, wou alles benotzt gëtt an ewechgehäit gëtt.

Haut kënnt Dir - an ech mengen, den Här Anzia hat d'Beispill ginn -, haut kënnt Dir alles recycléieren. Dir hutt Beispiller gi vun Tarkett, déi dat maache mat den Tapis-plainen. Dat heescht, dee Ressourcëverbrauch, dee mer haut hunn, deen dierf et an Zukunft net méi ginn. A mat deenen neien Technologië kréie mer dat och hin!

An och de Fait, dass mer higinn, duerch zum Beispill eng „shared economy" beim Auto: Wann Der haut en Auto an der „shared economy" hutt, deen ersetzt aacht Autoen! Dat heescht, et brauch ee vill manner Material, et brauch ee vill manner eegen Autoen, wann een den Auto deelt. Well Dir wësst alleguerten, a jiddweree weess dat fir sech selwer, dass säin Auto 90%, wann net méi, vun der Zäit iergendwou steet ze hënneren.

Wa mer et also fäerdegbréngen, deen Auto als einfach nëmmen eng Source de mobilité ze gesinn, an Dir kënnt herno iwwert déi modern Technologien, iwwer Äre Smartphone soen, wéini Der gär wou en Auto hätt - an dee kënnt och nach „driverless" bei Iech gefuer, also ouni Chauffeur! -, dann hutt Der en Auto optimal agesat. Anstatt dass Der der aacht baut, fir dass jiddwereen zefridden ass, hutt Der een, dee permanent fiert, an dat och nach gréng, mat gréngem Stroum.

Also, wat ech wëll soen, et ginn esou vill Iddien...

M. Marcel Oberweis *(CSV).-* Dat ass e Prozess, dee laang dauert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Jo, sécher ass et e Prozess, dee laang dauert. Mä dofir hu mir jo den Avantage, dass mer fréi ufänken. Mir sinn dat éischt Land, wëll ech hei awer soen, dat sech eng landeswäit Strategie wëllt ginn.

A mir sinn net nëmmen an enger theoretescher Diskussioun, well mer jo all déi Infrastrukture schonn amgaang sinn, en place ze setzen. Wann ech vun der Elektromobilitéit, vun de Bornë schwätzen, wann ech vum ICT-Secteur schwätzen, vun den Infrastrukture fir ICT, fir eben all déi Connexioune fäerdeg ze kréien, wann ech vum Energie-Internet schwätzen, wann ech vun de Smart-Metere schwätzen: Dat si mer jo schonn alles amgaang, en place ze setzen.

Ech mengen, mir si wierklech gutt opgestallt, éischtens, well mer villes schonn en place hunn oder amgaang sinn, en place ze setzen. Zweetens, well mer d'Suen hunn, fir et ze maachen.

Et ass gesot ginn am Rifkin-Rapport, dass mer ronn, wann ech et elo nach richteg am Kapp hunn, 50 Milliarde wäerte mussen investéieren, fir alles dat doten en place ze setzen, bis et fonctionnéiert an dass et fonctionnéiert.

Elo ass gesot ginn: Mä wéi solle mer dat da bezuelen? Mä dat ass absolutt keen Thema! Wann een dat dote rechent iwwert déi Joren, déi virgesi sinn, da wär dat en Invest vu ronn 1,7 Milliarden d'Joer, dee misst gemaach ginn, staatlech a privat.

Mir hunn eleng als Stat eng Investitiounsquot vu 500 Millioune méi héich, dat heescht vun 2,3 Milliarden. Dat heescht, dat schaaft eis eigentlech finanziell iwwerhaapt kee Problem, well mer souwisou déi Investitioune maachen. Dofir sinn ech wierklech gudder Déng, dass mer villes, wat do vun Iddie vun deenen 300 Leit ausgeschafft ginn ass an op deene jo elo weidergeschafft gëtt mat engem largen Débat public, dass villes dovu wierklech kann ëmgesat ginn an dass mer dann e Wuesstum kënnen hunn, dee ressourcëschounend an Zukunft ka sinn. Mä ech ginn Iech recht: Alles anescht féiert an en Desaster, wa mer dat net an de Grëff kréien!

Voilà, wann Der dann erlaabt, Madamm Presidentin, géif ech op e puer Motiounen agoen, déi mech elo direkt concernéieren, an duerno mengem Kolleeg Pierre Gramegna d'Wuert ginn.

D'Motioun N°2, Här Mosar, do frot Der, dass mer, wat d'Ëmsetzung vun den Direktiven ugeet, «la directive et rien que la directive» maachen. Ech kann Iech soen, dass dat Pratique courante an der Regierung ass. Mir hunn dat eemol net gemaach, an dat war am Dépôt vun de Garantië fir Banken. An dat hu mer gemaach, an den Här Gramegna ka gär och nach eng Kéier drop agoen, wéinst der Reputatioun vun der Lëtzebuerger Finanzplaz.

Mais pour le reste ass et ganz strikt den Uerder un d'Verwaltungen, bei Direktive gi just d'Direktiven ëmgesat an net nach vill Saache ronderëm brodéiert respektiv se ginn net nach méi streng gemaach wéi dat muss sinn. Dofir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun 2 ofleenen, well dat do Pratique courante zu Lëtzebuerg ass.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.-* Da kéint Der se jo unhuelen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Gelift? Majo, mä et ass Pratique courante. Firwat soll ech se dann nach unhuelen?

(Brouhaha)

Dann d'Motioun N 3. An der Motioun N 3 frot Der, dass mer e Guichet unique national en place setzen an dee soll och also d'TVA-Verwaltung derbäi hu respektiv aner Verwaltungen, also dass et net just Dokumenter sammelen ass, mä dass anerer derbäi sinn.

Ech wëll Iech soen, dass ebe just den House of Entrepreneurship, dee mer elo geschaaft hunn, do ass och d'ADEM dran, do ass och d'ITM direkt derbäi. Déi sinn direkt derbäi. Do ass de Ministère de l'Environnement direkt derbäi. Dat heescht, d'Leit ginn direkt berode sur place a se brauchen net iergendwellech Formulairen auszefëllen, mä se gi sur place guidéiert. Et ass och esou, dass de Ministère de l'Économie säi Guichet unique mat doran afléisse gelooss huet. Dat heescht, och de ganzen Know-how an d'Leit vum Ministère de l'Économie si mat dodran. Vun dohier, mengen ech, ass dee Punkt och erfëllt.

Da wëll ech awer nach soen, dass mer zousätzlech dernieft e Guichet virtuel geschaaft hunn, deen et also och erlaabt, déi ganz Saachen ze regelen, ouni sech iwwerhaapt mussen ze déplacéieren. Dir frot jo, dass et do Antennen nach soll ginn. Et gëtt e Guichet unique nach am Norde vum Land, deen och gesponsert gëtt vum Syvicol, vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers. Dofir géif ech wierklech och déi heiten net wëllen unhuelen, well mir hunn elo en Outil, deen elo just ugefaangen huet, dat House of Entrepreneurship, dat alles zesummebréngt.

Mir kréien dat net fäerdeg, dee Service kréie mer net geleescht, wa mer herno x Antenne mussen hunn, wou an all deenen Antennen da musse Leit vun all deene Verwaltunge sëtzen, wann emol deen een oder aneren dann op Besuch kënnt, fir eppes ze maachen. Dat kréie mer technesch net hin!

An ech mengen och, deejéinegen, deen e Problem huet, oder deejéinegen, dee seng Firma wëllt grënnen, huet och kee Problem, entweder dann am Norden an dat Haus ze goen oder am Zentrum an dat Haus ze kommen, wann e virun allem dann all seng Problemer geléist kritt sur place. Dofir géif ech och proposéieren, dat ofzeleenen, well mer, just wa mer dat konzentréiert maachen, eis kënnen erlaben, esou e Service ze bidden, wéi et elo virgesinn ass.

Da géif ech zur Motioun N°10 kommen. Do frot Der «à mieux supporter les entreprises luxembourgeoises face aux problèmes du libre approvisionnement» an «à vérifier et à transmettre ces réclamations à la Commission européenne», also déi da solle gesammelt ginn. Ech wëll Iech just soen: Ech kann d'Entreprisen net nach méi ënnerstëtzen doranner, wéi ech dat maachen! Ech si permanent amgaang, Dir hutt et selwer gesot, mam Michel Barnier, dee jo elo fir de Brexit zoustänneg ass, hunn ech dat verhandelt. Deen huet mer versprach, dee géif där Saach nogoen. Et ass awer ni eppes geschitt. Ech hoffen, dass e bei de Brexit-Verhandlungen do e bësse méi aktiv ass.

(Brouhaha)

Ech hunn et duerno mat senger Nofolgerin, der Madamm Bienkowska x-mol diskutéiert.

(Interruption)

Si sot och, jo, dat wär eng Sauerei, dat dierft net sinn; geschitt ass awer nach ëmmer näischt! Ech si regelméisseg amgaang, zu Bréissel dat do ze rappeléieren. Ech ginn Iech gären all meng Rieden, déi ech an deene leschte Méint zu Bréissel gehalen hunn.

(Interruption)

Et ass all Kéiers do dran. An dofir mengen ech, méi wéi dat kann ech net maachen. Et ass leider esou, dass et u Bréissel läit, dass Bréissel dat dote muss maachen, an ech sinn net deen, dee fir Saachen, déi e selwer net mécht, da Bréissel d'Schold gëtt. Mä et ass awer nun emol hei esou, dass Bréissel misst do intervenéieren.

Ech mengen, dat Eenzegt, wat eigentlech géif hëllefen, dat wär, wann eis Grande-surfacen, well meeschtens sinn et jo déi grouss Distributeuren, dass déi einfach déi Marke boykottéieren eng Zäit. Da géif et hinne wahrscheinlech opfalen an da géife se, och wa Lëtzebuerg e klenge Marché ass, da géife se awer denken: „Okay, vläicht musse mer dat doten änneren." Wann haut all Supermarchéen zu Lëtzebuerg net méi bei Vittel hiert Waasser kafen, mä bei engem aneren, zum Beispill zu Biekerech, da géif wahrscheinlech och do iergendwann een erwächen a soen: „Okay, Dir musst net méi iwwert den Distributeur vu Bréissel fueren an deem seng Marge och nach matbezuelen, mir liwweren Iech direkt."

Dofir, mengen ech, ass dat déi eenzeg Hëllef, déi ech elo nach gesinn, wann d'Kommissärin zu Bréissel sech net beweegt. Dofir entschëllegt mech, mä och dofir kann ech déi Motioun N°10 net unhuelen.

An dann déi Motioun N°12, wou Der frot «à présenter dans les meilleurs délais un plan d'action pour donner accès à des connexions ultra-haut débit dans toutes les régions du pays». Sorry, mä dat ass amgaang! Dee gëtt et, deen ass och scho presentéiert ginn. Et ass esou, dass op 2017 wäerte 60% vum Land mat Connexions haut débit versuergt sinn, a bis 2023 wäerten dat 80% sinn.

Am Ufank wollte mer 100% hunn, direkt 100% hunn. Dat géif awer esou en enormen Invest mat sech bréngen, fir herno wierklech op den entleeënsten, ech soen elo emol deen entleeënste Bauerenhaff nach eng Ultra-haut-débits-Leitung ze leeën, dass dat e Käschtepunkt wär, deen ëm Honnerte Millioune méi deier géif ginn, wéi elo ze soen: „Hei, mir maachen elo emol alleguerten déi, déi wierklech prioritär sinn a wou wirtschaftlech Aktivitéite sinn. An duerno maache mer et lues a lues, esou wéi souwisou d'Stroossen opgerappt ginn, fir an déi verschidde Géigenden, an déi verschidden Haiser ze kommen, da leeë mer et do natierlech mat." Et ass just aus Rentabilitéitsgrënn, wou mer soen: „Okay, mir probéieren dat do elo ze maachen, 80% bis 2023." An da soen ech Iech, da vergläicht eis mat all de Länner ronderëm eis, da leie mer dräimol méi héich wéi dat an deene Länner de Fall ass!

Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.-* Jo, ech soe Merci fir d'Äntwert. Allerdéngs, ëm wat et eis geet: Dir hutt e Plang, dee geet bis 2023. Mir sinn elo geschwënn 2017. Mir fannen, besonnesch och am Kontext vun deenen Diskussiounen iwwert d'Rifkin-Etüd, iwwert d'Digitalisëierung vun deem Land, datt dat einfach ze laang ass! Duerfir fuerdere mer Iech nach eng Kéier op a mir sinn nach eng Kéier der Meenung - et geet elo net drëm, ob dat finalement herno 80% oder 90% oder 85% sinn -, mä mir mengen einfach, datt dat do ze laang dauert, déi sechs Joer, bis mer op deenen 80% sinn. Duerfir hätte mer dat gär an duerfir hu mer déi Motioun och déposéiert, datt Der eis nach eng Kéier sot, ob Der net och der Meenung wäert, datt een hei kéint e Gank méi aleeën.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Här Mosar, de Problem ass, wa mer dat dote wëlle maachen, esou wéi Dir et proposéiert, dann ass d'ganzt Land en eenzege Chantier! Da gëtt et keng..., neen, mir mussen all Strooss...

(Interruptions diverses)

...et deet mer leed, mir mussen...

(Brouhaha)

...mir mussen déi Leitungen iwwerall ënnerierdesch leeën. Dat heescht, mir rappen alles op! An dat a kuerzer Zäit? Ech wëll just dann Iech soen: All déi Buergermeeschteren an all déi Leit, déi musse Responsabilitéit huele fir all déi Chantieren - Dir wësst jo, wéi frou dass d'Leit da sinn!

(Interruptions)

Dofir hu mir eben eng duebel Strategie. Mir soen, dass iwwerall do, wou Prioritéite sinn, do leeë mer se direkt, onofhängeg dovun, ob d'Stroosse mussen opgerappt gi souwisou oder net. Mä all déi aner, déi maache mer au fur et à mesure wéi d'Gemengen hir Stroosse souwisou oprappen, fir de Gas, fir d'Elektresch, fir aner Saachen, fir d'Kanalisatioun neizemaachen. Do leeë mer se da mat dran.

Ech mengen, dass dat e Kompromëss ass, deen net dozou féiert, dass d'Land ënnergeet a Chantieren, deen awer trotz allem derfir suergt, dass Lëtzebuerg bäi Wäitem e Virreider ass, wat seng Connexiounen ultra-haut débit ugeet.

An da wëll ech Iech nach soen: Dat do ass en Investprogramm eleng bei der Post vu ronn 500 Milliounen Euro. Wa mer dat maachen, wat Dir proposéiert, da si mer bei ronn 200 Milliounen Euro méi Invest, fir awer kee Rendement ze kréien. Dir musst da Leitunge leeën, wou Der finalement een hannendrunhänken hutt. Dee rembourséiert Iech déi ni, dee rentabiliséiert Iech déi ni. An dat muss een natierlech och considéréieren, wann een esou Investitioune mécht.

Dofir, wéi gesot, proposéieren ech, och déi Motioun net unzehuelen, virun allem awer, well de Programm do ass. Dir kënnt elo net domat zefridde sinn, mä de Programm ass awer do an en ass och fixéiert.

Voilà! Domat wär ech um Enn...

Mme Octavie Modert *(CSV).-* Wéi ass et da mat der Mission de service public vun der Post?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* ...an da géif ech fir déi aner d'Wuert zréckginn, fir dass Dir et da kënnt un den Här Finanzminister ginn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.-* Hutt Der keng..., entschëllegt, Här Minister, hutt Dir keng Stellung zu der Motioun 5? Well Dir hutt näämlech virdrun doriwwer geschwat an Dir hutt awer elo näischt méi dovu gesot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Dat mécht den Här Gramegna.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Okay. Merci, Här Minister. Elo ass et um Här Finanzminister Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.-* Merci, Madamm Vizepresidentin. Ech géif gären op zwee Sujeten e bësse méi laang agoen an dann herno op déi eenzel Motiounen, déi déposéiert gi sinn.

Déi éischt grouss Prioritéit, déi den Deputéierte Mosar opgeworf huet, ass déi vun de Finances publiques, vum Triple-A a vun der Nohaltegkeet vun eise Finanzen. Mir hate fir 2014, fir 2015 a fir 2016 virgesinn, fir Prêten ze maachen: ronn dräi Milliarden. Wivill Prêten hu mer gemaach an deenen dräi Joer? Keen! Dat heescht, dass mer doduerch, dass mer Mesurë geholl hunn, déi jo laang hei debattéiert gi sinn an déi och vun der Oppositioun net gestëmmt gi sinn, well se soi-disant net gutt wieren an hiert Ziel net géifen erreechen, domat hu mer ganz vill Mesurë geholl, déi hiert Zil nach besser erreecht hunn, wéi mer et geduecht haten, well mir hunn all Kéiers besser ofgeschloss wéi virgesinn.

Mir haten also an deenen dräi Joer 2014, 2015, 2016 praktesch en Équiliber am Zentralstat an e groussen Iwwerschoss am Gesamtstat. Dofir sinn eis Statsfinanzen haut gesond an dofir ass d'Schold haut am Absolutte méi niddreg wéi virun dräi Joer, well mer jo nach kee Prêt ugeholl hunn, mat Ausnam vum Sukuk, muss een ëmmer rappeléieren, 200 Milliounen Euro, dee mer gemaach hu fir d'Diversifikatioun vun der Finanzplaz. Mir hunn also keen Emprunt obligataire gemaach. Mir stinn also ganz gutt do. Eis Schold ass also an absolutten Terme méi niddreg wéi se war, an da par rapport zu eisem Räichtum, zu eisem PIB ass d'Schold vun 23,5% erofgaangen op 20%.

D'Regierung hat sech engagéiert, huet sech engagéiert, dass d'Schold à tout moment sollt ënner 30% falen. Elo si mer op 20%. Wat heescht dat? Mä dat heescht, dass mer eist Zil vun der Sanéierung vun de Statsfinanzen erreecht hunn! An elo kënnt en neie Moment! A wat ass deen neie Moment? Dës Regierung huet décidéiert, op zwou wichteg Saachen ze insistéieren, éischtens op den Invest, dass mer dee solle ganz héich halen, well eist Land sech séier entwéckelt a well mer dat fir d'Liewensqualitéit vun de Leit a vun den Entreprisë musse maachen. An zweetens hu mer décidéiert, d'Steieren erofzesetze fir d'Personnephysiquen a fir d'Entreprisen, well mer mengen, dass dat och kontinuéierlech eise Wuesstum wäert ënnerstëtzen.

Dës Regierung huet ni gesot, si géif ni erëm eng Schold maachen! Si huet gesot, si géif ënner 30% bleiwen, a si ass op 20% vum PIB. Dofir, mir sinn elo an engem neie Moment a mir mengen, dass et d'nächst Joer utile ass, d'Investissementen nach op Rekordniveau ze halen an zweetens déi Steiererliichterung ze maachen. Déi Steiererliichterung, dat soll och nach derbäigesot ginn, wäert och mat sech bréngen, dass d'Leit méi Kafkraaft hunn an dass et eisem Land nach weider besser geet. Dat ass eben e politesche Choix, dee vläicht Verschiddener net hei deelen, mä et ass deen, deen dës Regierung mécht, a mir sti voll hannert deem!

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mir net déi Eenzeg sinn, déi esou denken. De Fonds monétaire international seet genau datselwecht, dass déi Länner, déi Sputt hunn - an ech hu jo elo grad bewisen, dass mir Sputt hunn, well mer dräi Joer laang keng nei Schold gemaach hunn an elo méi Sputt hunn -, dass dee soll ausgenotzt ginn, fir méi Croissance ze kréien. Fir eng besser Croissance ze kréien!

Ech si ganz d'accord mat deenen, déi soen, mir sollten net egal wéi wuessen. Dofir hu mer jo, an ech hat dat a menger Budgetsried schonn hei erläutert, dorop insistéiert, dass mer qualitative Wuesstum maachen. A qualitative Wuess-

tum heescht ganz kloer, méi a besser investéieren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna, erlaabt Der, dass den Här Mosar lech nach eng Fro stellt?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, natierlech.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Här Finanzminister, Merci fir déi Explikatioun. Ech géif just eng Fro stellen, mat der Bitt ëm eng kloer Äntwert. Dir hutt virun zwee Joer wärend den Debatten iwwert d'Kompetitivitéit folgend Ausso gemaach: „Wa mer näischt géife maachen, hätte mer iwwer eng Milliard Scholden am Zentralstat an all Joer, an dat ass jo net haltbar. Dat wär ganz schlecht fir eis Indépendance de décision par rapport zu Bréissel an et wär ganz schlecht fir eis Kompetitivitéit." Mir stelle fest, mir hunn eng Milliard Scholden am Zentralstat am Budget 2017. Ass dat, wat Dir 2014 gesot hutt, nach ëmmer richteg, jo oder neen?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ma ech hunn dach... Ech mengen, ech hunn net kloer Lëtzebuergesch geschwat! Well ech hat elo geduecht, ech hätt grad dorop geäntwert; dass mer dräi Joer laang hannerenee bal keen Defizit haten! A contrairement zu där Politik, wa mer déi weidergefouert hätten, wéi déi viregt Regierung se gemaach hätt, dann hätte mer '14 eng Milliard Defizit gehat, '15 eng Milliard Defizit a '16 eng Milliard Defizit! Dat ass elo net geschitt.

(Protestations)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Mä virdru ware manner Recetten!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dofir - an ech äntwerten lech -, dofir kënne mir eis en Defizit vun enger Milliard d'nächst Joer erlaben: well mer dee Sputt hunn! Dat hunn ech dach elo grad gesot!

(Interruptions diverses)

Ma natierlech ass et seriö!

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Also, den Här Gramegna huet elo eleng d'Wuert!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir kënnt lech doriwwer..., Dir kënnt lech doriwwer opreegen, mä eis Situatioun, eis Situatioun...

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...eis Situatioun erlaabt eis, elo Scholden ze maachen, well mer dräi Joer hannerenee jo iwwerhaapt keng gemaach hunn! Wou ass dann do de Problem?

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Wat Dir 2014 gesot hutt, ass elo net méi richteg?

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hunn...

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Jo, neen? Äntwert mat Jo oder mat Neen, Här Minister!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Mosar, Dir hutt d'Wuert net gefrot, also loosst wann ech gelift den Här Gramegna elo schwätzen!

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also ech versichen, ganz fäin hei ze sinn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ee Moment, Här Roth, loosst den Här Gramegna elo emol äntwerten!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also, ech versichen hei ganz fäin ze sinn an ech hunn elo schonn zweemol drop geäntwert...

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass ze vill Kaméidi am Sall.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...an ech wäert elo net nach eng drëtt Kéier datselwecht widderhuelen. An ech fannen dat do einfach net fair, wann ee mécht,...

(Exclamations)

...wann ee mécht, wéi wann ech net...

(Interruption)

Ech loosse mech net hei... Ech widderhuelen et nach eng Kéier, fir d'Drëtt, fir d'Drëtt: D'Konjunktur ännert! An dofir war ech jo amgaang ze erklären, wéi Der mech ënnerbrach hutt, dass de Fonds monétaire international, d'OECD an - elo kënnt awer dat Allerwichtegst - d'Europäesch Kommissioun virun e puer Deeg nach eng Kéier gesot hunn: „Déi Länner, déi Sputt hunn, sollen eng Politique budgétaire expansionniste féieren" Dat huet d'Kommissioun virun dräi Joer eben net gesot, Här Mosar, well deemools d'Situatioun anescht war, well jiddweree méi eng héich Schold hat!

A si geet a ganz Europa erof, d'Schold, zu Lëtzebuerg geet se ganz séier erof. An dofir kréie mer vun allen internationalen Institutioune gesot, mir sollten dee Sputt ausnotzen, fir dass mer de Chômage a ganz Europa reduzéiere kënnen, fir dass mer d'Liewensqualitéit besser kënne gestalten. Well Europa ass déi Géigend an der ganzer Welt, déi am wéinegste gewuess ass an de leschte siwe Joer. An dofir soen ech nach eng Kéier: Mir hunn en Triple-A, eis Schold ass haut méi niddreg, an dofir kënne mir e Prêt maachen. An ech wëll hei keng...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna, erlaabt Der, dass den Här Roth lech nach eng Fro stellt?

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, ech wëll keng! Ech hunn elo dräimol drop geäntwert.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Awer eppes anescht wéi dat, wat elo gefrot ginn ass, Här Roth,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ah neen, neen, neen, et geet mer elo duer!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- ...net erëm datselwecht. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Hien huet d'Wuert net! Firwat huet en d'Wuert kritt?

(Brouhaha général, interruptions et exclamations)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ma neen, en huet..., neen, dat war den Här Mosar. Da waart, da loosst e fir d'Éischt emol froen. Här Gramegna, da loosst e fir d'Éischt emol seng Froe stellen!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da kommt, mir ginn! Kommt, mir ginn!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Hien huet jo nach keng Fro gestallt. Här Roth, stellt Är Fro, wann ech gelift!

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Also Madamm Presidentin, Madamm Presidentin, ech wëll de Finanzminister drun erënneren, dass hien hei am Parlament ass...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...an dass den Här Finanzminister, dee sech kenger Wahl gestallt huet, dass deen net ka soen, dass hei en Deputéierten d'Wuert net am Parlament kritt!

(Interruption)

Ech stellen dem Finanzminister duerfir d'Fro...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, da kommt elo zu Ärer Fro!

Une voix.- Dee Culot muss een hunn!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dee Culot muss een hunn!

Ech stellen duerfir dem Finanzminister d'Fro, firwat dann an der Regierungserklärung, wéi Der ugetruede sidd, den Här Bettel ugekënnegt huet, d'Land hätt eng Milliard Schold am Zentralstat an duerfir misst en Zukunftspak, en „Bezuelpak" gemaach ginn. Firwat hutt Der deen da gemaach? Firwat hutt Der de Leit 2015 an 2016 fir d'Éischt emol honnert Milliounen aus der Täsch gezunn, fir en Impôt d'équilibrage budgétaire ze maachen? Wou Der gesot hutt, et wier fir d'gratis Kannerbetreiung, déi Der nach bis haut net gemaach hutt!

Firwat hutt Der d'TVA an d'Luucht gesat ëm 2%, wou d'DP, Dir, wou Der Finanzminister sidd, wou Der déi ni an Ärem Wahlprogramm ugekënnegt hutt a wou Der och nach d'Leit gedinn hutt, TVA ze bezuelen op dem Bau fir en éischt Eegenheem? Firwat hutt Der dat gemaach? Firwat hutt Der de Leit d'Suen aus der Täsch gezunn? An elo, alleguerten déi Précepter, déi Dir virgeluecht hutt, fir dass d'Leit dat hu misse bezuelen, elo sot Der: „Dat spillt elo net méi fir eis."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech répétéieren elo net nach eng Kéier...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift: Ech hätt gär Rou am Sall an den Här Gramegna huet elo eleng d'Wuert! Well hei uewen héiert een näischt, wat Der schwätzt!

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech wëll elo just soen, dass ech an der ganzer Debatt keng...

(Interruptions)

Ech hu keng Interruptioun gemaach, Här Roth. Ech si ganz frou, dass Dir konnt Är maachen. Ech huelen déi zur Kenntnis. Ech si mat Ärer Analys absolutt net d'accord! A mir wäerte ganz vill Geleeënheet hunn, an der Budgetsdebatt drop zréckzekommen,...

(Brouhaha)

...an ech freeë mech op déi Diskussioun, well mir si ganz houfreg op eis Zifferen. Déi loosse sech weisen!

(Brouhaha)

A mir kréie vun der Kommissioun bescheinegt, dass mer gréng Luucht op alles hunn, wéi nëmme véier aner Länner an Europa. A wéi gesot, Europa seet de Länner, si sollen eng expansionistesch Politik hunn. Dat hu se ebe virun dräi Joer net gesot. An déi Schold, déi mer dann d'nächst Joer wäerten ophuelen, déi wäert eisem Land net schueden, déi kënnt eisem Land positiv zegutt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna, den Här Krieps wollt och nach eppes froen.

(Brouhaha)

Här Krieps, wann ech gelift.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt am Fong de Minister froen - ech weess net, ob en d'Äntwert huet -, firwat d'Regierung 2011, '12 an '13 aacht an eng hallef Milliard geléint hat. Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro: Ech ka mech erënneren, dass an der viregter Regierung bei der Lag vun der Natioun den Här Juncker annoncéiert hat, d'TVA ëm 2% ze hiewen. Dat kann ech mech op alle Fall gutt erënneren!

Une voix.- Ah sou?!

(Interruptions diverses)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Bon, wann ech gelift, dat do...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Eisen aarme Jean-Claude kritt fir alles ëmmer d'Schold! Dat ka jo net sinn, dat doten!

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wat bretzt Der lech dann domat, datt Der haut esou vill méi Recetten am Budget an eng besser Konjunktur...?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Fir d'Banken ze retten iwwregens, soss hätte vill Leit hir Haiser misse verkafen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Dir musst elo roueg sinn, well hei uewe versteet een iwwerhaapt näischt. Ech géif elo ëm Rou bieden, an Här Gramegna, fuert virun! Wann ech gelift, all Mënsch roueg!

(Interruptions)

Wann ech gelift, Här Roth!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Méi wéi just eng Blo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Mir verléieren hei nëmmen Zäit! Mir mussen an esou vill Minutten hei eraus, well et muss schwaarz gemaach ginn.

(Protestations et interruptions diverses)

Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Hei schwätze mer esou laang, wéi mer wëllen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass gutt. Dir wësst, dass de Palais...

Une voix.- Décidéiere Grand-Ducs ewell eisen Ordre du jour?

M. Eugène Berger *(DP).*- Eng blo Bank, dat ass, wou den Här Frieden elo President ass.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- De Palais huet dat gefrot, net mir.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Sou, sidd Der elo vläicht roueg a loosst den Här Minister schwätzen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kréie mer elo schonn e Maulkuerf opgesat?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen. Dir wësst ganz genau, dass de Palais gefrot huet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Gibéryen war de ganze Mëtten an der Bar an elo kënnt en heihinner déck Bake maachen!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Also haalt wann ech gelift elo op, et ass wierklech ënner allem Niveau elo!

Une voix.- Dat sot Der gutt! Dat sot Der gutt.

Une autre voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna, Dir hutt elo eleng d'Wuert. An ech géif wierklech d'Kolleege bieden, fir elo e bëssen Disziplinn ze hunn!

Une voix.- Hutt Der héieren, Här Krieps?

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna. Da wann ech gelift, alleguer!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mäin zweete Punkt ass iwwert d'Steierpropos, fir bei den Entreprisë vun 30% op 15% erofzegoen. Ech wëll dem Här Mosar hei ganz kloer soen: Firwat schwätze mir vun 21% an 19% an 18%? Well mir op dem Impôt sur le revenu des collectivités eppes maachen! Et ass deen, deen erofgeet. An dofir schwätze mer iwwert deen. De Gesamttaux ass natierlech deen, wann een d'Gemengesteier, den Impôt commercial communal, dozourechent. Un dee gi mer net, de Calcul gëtt zwar geännert, mä un dee gi mer jo net drun. An dofir schwätze mer vun deem (veuillez lire: vun deem aneren).

A fir et dann duerzestellen, wéi wa mer do keng éierlech Attitüd hätten, andeem mer net vum Gesamttaux schwätzen, dat fannen ech net an der Rei. Ech wollt dat hei riichtbéien. Mir schwätze vun deem Taux, dee mer änneren. An de Gesamttaux geet dann erof, de Gesamttaux vun deenen zwou Steiere geet dann erof vun 29% op 26%.

Ech géif ganz gäre méi maachen, Här Mosar. Mä ech packen dat budgetär net. A wann Dir esou hefteg hei kritiséiert, dass mir d'nächst Joer eng Milliard léine ginn, verstinn ech net, firwat Der esou insistéiert, dass ee fir d'Entreprisen Honnerten an Honnerte Milliounen nach méi misst maachen, well dat ass jo net ze conciliéieren.

An da wollt ech och nach derbäisoen, mir hunn déi Tauxen, déi mer hunn, mä mir wësse jo och, dass mer Taux-effectiffen hunn an dass mer eng ganz Panoplie vu Mesuren hunn, Abattementen an aner Saachen - Crédit d'investissement an aner Mesuren -, déi jo maachen, dass déi Tauxen en fait reduzéiert sinn, wat mat sech bréngt, dass mer en fait schonn haut relativ kompetitiv sinn.

An ech sinn net d'accord mat Ärer éischter Motioun, déi eis en fait e Carcan géif operleeën, wéi mir an Zukunft wëlle kompetitiv bleiwen.

Ech hunn hei Stellung geholl, andeem ech gesot hunn: „Mir maachen elo emol déi Reduktiounen, déi virgesi si fir d'nächst Joer fir d'Entreprisen, a fir de Rescht kucke mer, wéi déi ganz Emsetzung vu BEPS wäert an Europa geschéien." Dat ass haut an de leschte Méint a Wochen och geschitt an Europa. Do hu mer och eng Rëtsch Délaien. A wéi mer dorop äntwerten, fir dat ze kompenséieren, dat kann ee wahrscheinlech op eng méi nuancéiert Manéier maachen, wéi wann een einfach den Taux de l'impôt sur le revenu des collectivités drastesch erofsetzt.

Ech wëll och insistéieren, dass, wann een deen Taux géif spektakulär erofsetzen, mer eis domat klack op de Radar setze vun den internationalen Observateuren an dass mer genau déiselwecht Problemer vun Image géife kréie wéi déi, déi mer am Kontext vu LuxLeaks haten. An aus deem Grond wollt ech, wéi gesot, déi éischt Motioun net adoptéieren.

Ech wëll och soen, dass...

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Madamm Presidentin!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Ech hunn dem Här Finanzminister seng Explikatioun do gelauschtert. Ech wëll just nach eng Kéier kloer soen - an dat steet an eiser Motioun dran, ech hunn dat dräimol gesot -, datt mir net proposéieren, datt einfach nëmmen d'Kierperschaftssteier soll erofgesat ginn, mä mat

enger gläichzäiteger Verbreederung vun der Base! An Dir hutt selwer déi eng oder aner Kéier gesot an der Ëffentlechkeet oder an der Finanzkommissioun, datt mer, wann déi Verbreederung vun der Base géif kommen, missten erofgoen.

Dat heescht, mir proposéieren eigentlech genau datselwecht, just datt mer et elo par anticipation proposéieren. Sot also net ëmmer, Här Finanzminister, mir géifen einfach nëmmen hei eng Reduktioun froen! Mir soen: „mat enger gläichzäiteger Verbreederung", wat dann och net als Konsequenz hätt, datt do grouss Déchet-fiscalle wieren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Firwat hutt Der da keen Amendement... gemaach?

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Mä firwat maacht Der dann do keen?

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Firwat maacht Der dann do keen?

(Interruptions diverses)

Gelift?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Hei, wann ech gelift, net all duerjerneen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll en emol liesen!

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll en emol liesen! Ech huelen dach näischt blann un!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Schneider, wann ech gelift, Dir musst Iech och un d'Chamber wennen an net elo mat dem Här Mosar diskutéieren. Den Här Gramegna kritt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech mengen, ech sinn haut net kloer a mengen Äntwerten.

(Hilarité et brouhaha)

Plusieurs voix.- Neen, neen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä ech mengen, ech sinn awer kloer, dach! Mä dofir äntwerten ech nach eng Kéier, dann och fir d'Zweet och op dës Fro! Ech si jo d'accord: Mat der Evolution internationale wësse mer, dass d'Basis méi breet gëtt.

Une voix.- Voilà!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Do si mer eis eens. An do hunn ech jo och scho gesot, dass d'Regierung géif kucken, fir dat kënnen ze kompenséieren. D'autant plus well mer gesond Statsfinanzen hunn, kënne mer eis dat erlaben, soss kéinte mer dat wahrscheinlech net an der Zukunft.

An da soen ech awer - do ass awer en Ënnerscheed an eiser Appréciatioun! -, ech sinn net der Meenung, dass - oder ech sinn net der Meenung, dass eleng - mam Taux global muss geschafft ginn, mä dass mat anere fiskalesche Mesurë muss geschafft ginn, fir déi Kompensatioun ze maachen. Dat ass eng wichteg Nuance! An ech war jo amgaangen ze erklären: Wa mer géife spektakulär erofgoe mat eisem Taux nominal, vun 18% elo loosse mer soe 6% erof, da wäre mer op 12% oder..., jo, 18 minus 6: 12,...

(Hilarité et interruption)

...plus 6%, 7% ICC, da komme mer op 19%, 20%. Dat ass jo dat, wat Dir ustrieft.

Une voix.- Mëttelfristeg.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mëttelfristeg. Mat 12% Impôt sur le revenu des collectivités si mir um Niveau vun Irland. Dat ass praktesch deen niddregsten, deen et an Europa an an der entwéckelter Welt gëtt. All Dag gëtt Irland wéinst deem Taux ugegraff! Mengt Dir da wierklech, dass dat eng intelligent Mesure wär, fir elo op deen aggressiven Taux erofzegoen? Ech soen Iech: Mir hätten d'ganz Welt, déi géif op eis kucken an eis géif kritiséieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An ech spillen dat hei ni héich, mä Dir wësst jo, wéi et mat eiser Reputatioun war, wéi dës Regierung ugetrueden ass!

(Protestations et interruptions)

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Dir wësst et, Dir wësst et!

Une voix.- A wéi war se dann?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Abee, si war...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir wësst genau, wéi se war!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Si war: Am November 2013 si mer vum Global Forum als non conforme agestuuft ginn, als non conforme agestuuft ginn...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...an dat war net agreabel. An net nëmme war et net agreabel, dat war ganz gefëierlech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi ass d'Entwécklung vun de Rulingen?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Zweet Plaz an de Rulingen, zweet Plaz!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gramegna, fuert virun, well wann...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Mä ech kréien déi ganz Zäit Froe gestallt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Mä Dir frot d'Wuert net, Här Gibéryen! Wann ech gelift, esou kënne mer net fueren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ja?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt mech entschëllegen, Madamm President, datt ech d'Wuert net gefrot hunn, a soe gläichzäiteg ewell Merci, datt ech et elo kritt hunn. Ech wollt den Här Minister froen: Wéi ass dann déi aktuell Entwécklung vun de Rulingen?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Voilà!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Majo, do ass eng Question parlementaire gestallt ginn, ech mengen, wann ech richteg informéiert sinn, haut. An do wäerte mer Iech informéieren. Also wa mer wëllen iwwert d'Rulingen hei schwätzen, also, do freeën ech mech awer wierklech, fir mat Iech iwwer Rulingen ze schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da wier ech frou, wann Der Iech géift direkt freeën!

(Hilarité générale)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gibéryen!

(Interruption)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also iwwer Rulingen, jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Also wann ech gelift, Här Gramegna, kommt, loosst Iech net op en anere Wee brëngen, well mir musse virukommen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Majo wann ech ëmmer ënnerbrach ginn!

Also ech géif och nach gären insistéieren, wat d'Fiskalitéit ubelaangt: Fir kompetitiv ze sinn, ass dat net dat eenzegt Element. Dat ass richtegerweis vun der Madamm Elvinger a vum Här Fayot ënnerstrach ginn. A mir hu ganz vill Elementer, déi eis kompetitiv maachen. A firwat hu mer esou vill Investissementer aus dem Ausland? Well mer eben attraktiv sinn.

Zu de Motioune vum Här Mosar, do fänken ech mat de gudden Noriichten un.

Une voix.- Ooh!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'Motioun 8 géif ech soutenéieren - dat ass d'Motioun iwwert den Investissement an der Recherche an der Innovatioun -, well do jo och en neit Element derbäikomm ass, dass d'Kommissioun dat jo ganz proaktiv ënnerstëtzt. A mir hate souwisou wëlles, mir hu wëlles, dat ze kucken, an dofir ënnerstëtze mer déi Motioun.

Mir ënnerstëtzen och déi Motioun N°9, wou et drëms geet, d'Successioun vun de PMEen an den Entreprisen en général nach méi am Fong ze kucken. Obwuel mer jo schonn eppes an dëser Steierreform gemaach hunn, fannen ech et e wichtege Sujet, fir dass een dee verdéift.

Op der Motioun 1 hunn ech en fait erklärt, firwat ech déi net kann ënnerstëtzen. Och d'Motioun N°4 kann ech net ënnerstëtzen. Mir sinn amgaangen, drop ze schaffen, op der Substanz, mä ech ka mat deem Wording, wéi en hei beschriwwen ass, net ganz gutt liewen. Et muss een hei Ënnerscheeder maachen tëschent Finanzgesellschaften an anere Gesellschaften. A mir sinn och amgaangen, drop ze schaffen.

Ech sinn mer och net sécher - ech soen „net sécher", well dat ass eppes, wou mer nach amgaange sinn, eis Gedanken ze maachen -, ob mer effektiv d'Substanz sollen an enger Circulaire beschreiwen, ob mer et sollen an e Reglement schreiwen, ob mer et sollen an e Gesetz schreiwen. Dës Regierung huet fir ganz vill Transparenz gesuergt, justement iwwer Rulingen hu mir dat, wat soss an enger Circulaire war, an d'Gesetz geschriwwen an hunn dat souguer décidéiert, ier de LuxLeaks-Skandal op d'Tapéit komm ass.

Zur Motioun N°5: Ech hunn net mam Prinzip selwer vun der Motioun e Problem, mä ech géif se net ënnerstëtzen, well mir sinn effektiv an engem Aarbechtsgrupp amgaangen, mat der UEL dat ze diskutéieren. Mir brauchen also dofir net hei déi Motioun extra unzehuelen.

A wat d'Motioun 6 ubelaangt, dee Regimm vun der Unicitéit oder vum Groupement de TVA si mer amgaangen ze kucken, mä och do wëll ech mech elo net op e Wording hei aloossen. Dat ass eng ganz komplex Matière. An ech wëll Iech just soen, Här Mosar, dass de Coût, deen domat verbonnen ass, relativ héich ass.

Zur Motioun 7, och do, déi wéilt ech och net unhuelen, well do si mer och amgaangen an deem Aarbechtsgrupp mat der UEL, fir e Regimm fir d'Start-uppen auszeschaffen, fir eis do och ze inspiréieren un deem, wat an eisen Nopeschlänner geschitt.

An de leschte Punkt, mengen ech, ass dann dee Punkt, déi 12., déi lescht Motioun, oder déi 11., pardon. Dat ass iwwert d'Mise en place - jo, do deelen ech d'Analys och net komplett.

D'Problematik vun der Besteierung vun den Investitiounsfongen, wéi Der richteg gesot hutt, fousst jo op der Taxe d'abonnement. An ech weess, dass verschidden Akteure vun der Plaz insistéieren, dass mer sollen eng Taxation - tëschent Guillemeten - „normale", also eng Taxation régulière mat engem IRC, dee ganz niddreg wär, maachen. Mä do sinn awer eng Rëtsch Experten, déi soen: „Wann Der dat maacht an dat ass dann e ganz niddregen Taux, da gëtt dat als «abusif» agestuuft an da gëtt et expressis verbis vun de Conventions de non double imposition ausgeschloss." Dofir, dat ass net eng Pist, op déi ee sech kann esou liicht beginn. An dofir géif ech och net recommandéieren, déi Motioun unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Gramegna. Also mir géifen dann elo zu der Ofstëmmung iwwert déi Motioune kommen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Motions

Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV), interpellateur.*- Zu de Motioune wollt ech awer nach eng Kéier Stellung huelen. Bon, ech soe fir d'Éischt dem Här Finanzminister Merci, datt en zwou Motioune vun eis akzeptéiert.

(Interruption)

Ech hunn allerdéngs e bësselchen e Problem elo mat der Argumentatioun, wou de Minister seet, e wär en gros mat deem, wat mer hei proposéieren, mat deene Piste kéint e sech averstanen erklären, just wat den Detail betrëfft, misst ee kucken. Ech wëll just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, mir hunn ebe justement hei nëmmen drageschriwwen, ech hat dat och virdru gesot: «à étudier la possibilité». Mir hunn net drageschriwwen, dat misst muer realiséiert ginn, well mer eis bewosst sinn, Här Finanzminister, datt een do muss eng ganz Rei Aspekter mat kucken.

Duerfir, wann Der déi Motioune genau liest, gesitt Der ëmmer, datt nëmme vun «étudier la possibilité» geschwat gëtt. Ech muss Iech awer soen, et géif mer leed doen...

(Interruption)

...et géif mer leed doen, wann Der dee Modell, zum Beispill do elo vun der Motioun 11, wou Der selwer sot: „Mir kucken dat", wann Der dat géift ofleenen, well et ass zumindest awer e Modell, deen diskussiounswürdeg ass. A mir sinn déi Lescht, wa mer Argumenter kréien, déi wierklech do dergéintschwätzen, déi dann dorunner festhalen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir all déi aner Motiounen, wou Der sot, dat géif Iech e bësse wäit goen. Mir proposéiere just, datt een déi Modellen do eng Kéier soll kucken. Dat kann een och mengetwegen eng Kéier an enger zoustänneger Kommissioun maachen. Wéi gesot, ech géif et awer elo schued fannen, besonnesch nodeem Dir gesot hutt, datt déi Iddien awer interessant wären, datt déi souwisou géife gekuckt ginn, wann Der einfach elo déi Motiounen do ofleent.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Mosar. Här Gramegna...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Madamm Presidentin, ech mengen, ech hu mech konstruktiv gewisen, andeem ech zwou Motiounen ugeholl hunn. Ech hunn erkläert, firwat!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A fir déi aner mengen ech, dass et méi gesond ass, et anescht ze maachen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Bon, also ech maachen nach eng Kéier de Fazit: D'Regierung hëlt 8 an 9 un, a bei deenen aneren ass se net dermat d'accord. Da fänke mer u mat der Motioun N°1.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass d'Chamber, déi se unhëlt, net d'Regierung.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech hu gesot: „Mir fänken u mat der Motioun N°1." Ech sinn nach net an der Regierung!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

(Concertation interne)

Vote sur la motion 1

Also, de Vott ass lancéiert fir d'N°1.

(Concertation interne)

D'Resultat ass Folgendes: D'Motioun 1 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn,

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°2.

Vote sur la motion 2

Ech lancéieren de Vott. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 2 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent. Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. Alexander Krieps), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°3.

Vote sur la motion 3

Ech lancéieren de Vott. De Vott ass zou.

D'Motioun 3 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir huelen d'Motioun N°4.

Vote sur la motion 4

Ech lancéieren de Vott. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 4 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Tess Burton), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°5.

Vote sur la motion 5

Ech lancéieren de Vott. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 5 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°6.

Vote sur la motion 6

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 6 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°7.

Vote sur la motion 7

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 7 ass mat 26-mol Jo, 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par M. Laurent Mosar), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Elo kënnt d'Motioun N°8.

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, neen, neen, wa mer elo schonn amgaange sinn, maache mer et uerdentlech.

Vote sur la motion 8

De Vott ass lancéiert. De Vott ass fäerdeg.

Resultat: 55 plus 1: 56-mol Jo. 1-mol Neen? 2-mol Neen!

(Concertation interne)

2-mol Neen, 56-mol Jo an 3 Abstentiounen. Et ass alles richteg.

Une voix.- 61!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Pardon, entschëllegt, entschëllegt! Also 56 Jo, 1 Neen an 3 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: la motion 8 est adoptée par 55 voix pour, 2 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Tess Burton), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Alexander Krieps et Edy Mertens.

Se sont abstenus: M. Lex Delles (par M. Gusty Graas);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Déi nächst Motioun ass d'Motioun N°9.

Vote sur la motion 9

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

D'Motioun 9 ass mat 57-mol Jo, 1-mol Neen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par M. Frank Arndt), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A voté non: MM. Alexander Krieps.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°10.

Vote sur la motion 10

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 10 ass mat 26-mol Jo a 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri

Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Tess Burton), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Franz Fayot) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kommen zur Motioun N°11.

Vote sur la motion 11

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 11 ass mat 26-mol Jo a 34-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Mergen), Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An dann hu mer nach déi lescht Motioun, d'Motioun N°12.

Vote sur la motion 12

De Vott ass lancéiert. De Vott ass zou.

Resultat: D'Motioun 12 ass mat 28-mol Jo an 32-mol Neen ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt), Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini.

Sou, da soen ech Iech villmools Merci.

4. Ordre du jour

Elo nach ganz kuerz, ier Der elo fortgitt, e Problème d'intendance: Dir hutt gesinn, mir kënnen den Ordre du jour vun haut net ganz épuiséieren. Et bleiwen déi dräi Projeten iwwer Explosifs civils, Équipements marins an Immatrikulatioun vun den Navires de plaisance plus de 7072 (veuillez lire: bateaux de plaisance plus de 7022). Ech géif Iech da proposéieren, fir déi den Dënschdeg de Mëtten op den Ordre du jour ze huelen. Ass d'Chamber domat d'accord.

Plusieurs voix.- Jo.

D'autres voix.- Neen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dat ass dann esou décidéiert. Dir wësst och, dass mer schonn de 14. Sitzung moies a mëttes hunn. Do gëtt d'Steierreform debattéiert an ofgestëmmt. An de 15. ass keng Chamberssitzung.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Très bien! Merci. Dann ass d'Sitzung fir haut zou.

(Fin de la séance publique à 19.24 heures)

Sommaire des séances publiques nos10, 11 et 12

10e séance

Ouverture de la séance publique p. 129

Communications p. 129

Ordre du jour p. 129

7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 129-144

11e séance

Ouverture de la séance publique p. 145

Heure de questions au Gouvernement

Question n°232 du 6 décembre 2016 de M. André Bauler relative à la qualité des matériaux d'isolation dans les maisons passives, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 145

Question n°233 du 7 décembre 2016 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au plan d'action européen de la défense de la Commission européenne, adressée à M. le Ministre de la Défense

et

Question parlementaire écrite n°2616 du 5 décembre 2016 de M. Marc Angel relative au plan d'action européen de la défense, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de la Défense p. 145-146

Question n°234 du 2 décembre 2016 de M. Roger Negri relative à l'introduction d'une nouvelle desserte ferroviaire entre Luxembourg et Düsseldorf sans rupture de charges, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 146-147

Question n°235 du 7 décembre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question n°236 du 7 décembre 2016 de M. Claude Lamberty relative aux résultats des élèves luxembourgeois au test PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 147

Question n°237 du 7 décembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la mise en œuvre de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 147-148

Question n°238 du 7 décembre 2016 de M. Marc Spautz relative au nouveau commissariat «Porte du Sud», adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 148

Question n°239 du 6 décembre 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échangeur de Hellange et la future voie d'accès sur la A13 au niveau de Frisange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 148

Question n°240 du 7 décembre 2016 de M. Marco Schank relative à l'évolution touristique future du site des Ardoisières à Haut-Martelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 148-149

Question n°241 du 6 décembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux résultats de l'enquête Eurobaromètre au sujet de la violence à l'égard des femmes, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 149

Question n°242 du 7 décembre 2016 de M. Claude Adam relative au manque de remplaçants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 149-150

6530 - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

* de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,

* de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

* de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

* de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

* de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et

b) abrogation

* des articles 1er, 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;

* de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;

* de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et

* de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés p. 150-151

7019 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 151-153

7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail p. 153-158

12e séance

Ouverture de la séance publique p. 158

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 158

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité au Luxembourg

et

Interpellation de M. Laurent Mosar sur les perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise p. 158-178

Ordre du jour p. 178

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°05** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2508	Marc Spautz	Réforme des finances communales
2522	Fernand Kartheiser	Placement d'enfant
2547	Gusty Graas	Révision de la réglementation européenne de 2007 relative aux émissions polluantes concernant notamment les véhicules à essence
2548	Nancy Arendt	Violence à l'égard des enfants au Luxembourg
2553	Max Hahn	Carrelage des murs de plusieurs passages souterrains pour piétons le long de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange
2562	Josée Lorsché	Nouveaux modèles de développement pour le Grand-Duché
2565	Françoise Hetto-Gaasch	Collaboration entre le secteur de l'éducation et de l'accueil (SEA) et l'école
2571	Laurent Mosar, Gilles Roth	Étude Rifkin
2572	Marc Baum	Accord commercial UE-Japon
2574	Eugène Berger	Discours de haine en ligne
2577	Claudia Dall'Agnol	Office européen des brevets
2579	Diane Adehm, Gilles Roth	Compagnies aériennes «low cost»
2580	Marco Schank	E-Bike
2583	Max Hahn	Concept de «vague verte»
2584	Diane Adehm, Gilles Roth	Développement d'une application pour car-sharing/covoiturage
2587	Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps	Effectifs du Service de santé de l'armée
2589	Léon Gloden	Panneaux de signalisation pour informer les automobilistes sur des trajets alternatifs
2593	Laurent Mosar	Conseil de la concurrence
2594	Marcel Oberweis	«Mécanisme de développement propre» du Protocole de Kyoto
2595	Marcel Oberweis, Emile Eicher	Lutte contre le changement climatique
2596	Léon Gloden	Tanktourismus - tourisme à la pompe
2597	Diane Adehm, Gilles Roth	Financement des petites et moyennes entreprises (PME)
2600	Gast Gibéryen	Droits du patient
2602	Diane Adehm, Gilles Roth	«Passenger Name Record»
2605	Josée Lorsché	Accises sur les produits du tabac
2606	Martine Hansen, Marco Schank	Promotion des produits du terroir dans les cantines sous tutelle étatique
2642	Martine Hansen	Unité de contrôle de l'ASTA
2766 urgente	Fernand Kartheiser	Utilisation du «European Train Control System»

Question 2508 (27.10.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme des finances communales:**

En réponse à ma question parlementaire n°2348 du 5 septembre 2016, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a fourni un certain nombre de détails et données aux questions demandées. Or, sur un certain nombre de points, Monsieur le Ministre n'a que partiellement voire pas du tout répondu. Ainsi, je me permets de répéter et de préciser les questions auxquelles le Ministre a répondu de manière incomplète. Il s'agit en l'occurrence des points 6 à 11 de ma question parlementaire.

Sous prétexte que l'impôt foncier ne serait pas affecté par le projet de loi n°7036, Monsieur le Ministre n'a pas produit de tableau global de tous les revenus non affectés des communes comportant les deux impôts communaux (ICC et IF) et le FCDF.

Un tel tableau me semble pourtant indispensable pour pouvoir calculer correctement des ratios tels que par exemple le revenu par habitant mis dans la vitrine. L'impôt foncier procure des revenus non affectés qu'on ne saurait ignorer en raison du fait qu'il est en relation avec l'étendue du territoire et l'intensité d'utilisation des terrains dans les zones urbaines, d'une part, et en raison de ses potentialités très divergentes d'une commune, d'autre part.

Voilà pourquoi je réitère ma demande de communiquer un tableau global détaillé par commune et par tranche de revenus résultant de la modification des variables et des paramètres de ventilation aux communes, des sommes leur réservées en dehors de celles résultant de l'abolition de la contribution des communes aux frais du personnel enseignant et de leur contribution supplémentaire à la Caisse de prévoyance.

Monsieur le Ministre a fourni une liste (annexe 6.1) du nombre de salariés par commune et a indiqué que l'Administration des contributions directes était à l'origine de cette liste. Il a en plus joint une liste (annexe 6.2) de l'indice socio-économique par commune, un indice déterminé par le Statec. Les deux séries se rapportent à l'année 2015. Les autres variables mobilisées pour redistribuer des fonds non affectés ne sont pas communiquées.

C'est pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Ministre peut-il fournir une série de trois années au moins des nouvelles variables ainsi que les auteurs de ces variables, leur mode d'établissement et les références et cadences de leur publication?

- Est-ce que ces variables reposent sur une base et approche légale ou bien est-ce que ces variables sont établies pour des besoins d'études seulement?

- À côté des variables «indice socio-économique» et «nombre de salariés», Monsieur le Ministre peut-il également fournir une série des autres variables qu'il entend utiliser comme par exemple le nombre de logements sociaux, la population ajustée, la superficie ajustée,... avec leurs sources (les auteurs et la cadence de leur publication) et les méthodes de leur application dans le cadre de la répartition de revenus non affectés?

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer sa manière (méthode) pour définir les paramètres (la pondération) de ces variables par rapport aux revenus à distribuer?

L'abolition de la contribution des communes aux frais du personnel enseignant et la contribution supplémentaire des communes à la Caisse de prévoyance signifie pour chaque commune d'un côté une décharge en matière de dépenses obligatoires et d'un autre côté une charge supplémentaire.

- Monsieur le Ministre peut-il me communiquer l'effet isolé par habitant des deux types de dépenses sur les différentes communes alors que cet effet est intégré dans la présentation par le Ministère des revenus par habitant après les modifications opérées? Par ailleurs, Monsieur le Ministre voudra bien joindre également le tableau permettant l'établissement du montant forfaitaire en y intégrant les montants ou les modifications dont question dans sa réponse à la question parlementaire du 5 septembre 2016.

Monsieur le Ministre indique que pour les calculs des ratios par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015, la population la plus récente calculée par le Statec aurait servi.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer l'année de la population de résidence la plus récente calculée par le Statec utilisée pour les calculs ainsi que l'adresse de publication de cette statistique?

Monsieur le Ministre a joint un tableau d'analyse des ratios par habitant et par hectare de terrain vert de 2012. Ce tableau comparatif des ratios et sous-ratios par commune constitue une analyse techniquement et scientifiquement fondée de la politique des revenus non affectés des communes. Il fait évidemment ressortir des écarts de revenus plus ou moins prononcés.

- Monsieur le Ministre peut-il établir le tableau susmentionné pour les années 2013, 2014 et 2015 afin d'avoir une vue objective sur les écarts actuels et leur évolution récente depuis 2012?

Quant à la dotation administrative de base variant avec le nombre de conseillers communaux, le Ministre pense qu'elle n'est plus nécessaire respectivement qu'elle serait couverte par les dotations relatives à la population.

- Monsieur le Ministre peut-il produire une statistique par commune sur les dépenses de fonctionnement exclusives de l'administration politique de la commune (du corps communal au sens de l'article 20 de la loi communale), des dépenses qui s'adapteront après chaque échéance électorale? Il s'agit notamment des dépenses pour les besoins en bureaux des élus locaux, en salles de réunion, des dépenses d'entretien et de chauffage de la mairie de base, des dépenses pour indemnités, jetons et congés politiques ainsi que des dépenses pour le personnel légal de base (ne dépendant pas directement du nombre de résidents ou de hectares de terrain, à savoir le secrétaire et le receveur ainsi que les ingénieurs techniciens et les urbanistes ou aménageurs avec des bureaux appropriés à partir de respectivement 3.000 et de 10.000 résidents).

Réponse (11.01.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Comme la question parlementaire de l'honorable Député a trait à la réforme des finances communales, je tiens à préciser d'emblée que le projet de loi instituant la réforme des finances communales a été adopté par la Chambre des Députés en date du 6 décembre 2016. La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes et son règlement d'exécution, publiés au Mémorial A - N°257 du 16 décembre 2016, sont en effet entrés en vigueur le 1er janvier 2017.

À la demande de l'honorable Député et en complément aux tableaux transmis dans le cadre de ma réponse du 10 octobre 2016 à la question parlementaire n°2348 du 5 septembre 2016, je joins en annexe un tableau global des revenus non affectés des communes FCDF, ICC et IF des années 2013 et 2014, sachant que les chiffres de l'IF du compte 2015 ne sont pas encore disponibles. Ce tableau reprend, d'ailleurs, également les ratios par habitant et par hectare de terrain vert des années 2013, 2014 et 2015 demandés par l'honorable Député, tableau comparatif se fondant sur les mécanismes de l'ancien système de financement des communes.

Pour ce qui est de la question relative aux nouvelles variables, je me permets tout d'abord de renvoyer à ma réponse du 10 octobre 2016 tout en précisant que les données de l'indice socio-économique et du nombre d'emplois salariés ne sont actuellement disponibles que pour l'année de référence 2015. Pour ce qui est de la base légale, des auteurs de ces variables, de leur mode d'établissement, de la cadence de leur publication, je me permets de renvoyer à l'article 3 de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes, respectivement à son règlement d'exécution. En ce qui concerne la méthodologie utilisée dans le choix des paramètres, je tiens à préciser que la mise en place de critères de distribution objectifs, transparents et actualisés permettra de transposer un des grands objectifs de la réforme des finances communales, à savoir de mieux équilibrer les disparités du système de financement précédent, et ce en prenant notamment en compte des critères d'aménagement du territoire. Pour de plus amples informations, je me permets de renvoyer l'honorable Député à l'exposé des motifs du projet de loi n°7036.

Le Fonds de dotation globale des communes est doté notamment par un montant forfaitaire dont le mode de calcul est déterminé annuellement dans la loi budgétaire. L'article 26 de la loi du 23 décembre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 développe ce montant forfaitaire en exécution du point 5 du paragraphe 1er de l'article 2 de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes. Le calcul du montant forfaitaire est quant à lui exposé en détail au commentaire des articles du projet de loi budgétaire afférent.

Les chiffres de la population de résidence pris en compte pour le calcul des tableaux de l'année de référence correspondent aux chiffres de l'année 2015 calculés par le Statec, ces données étant disponibles sur le site Internet du Statec.

L'honorable Député demande finalement des statistiques par commune sur les dépenses de fonctionnement exclusives de l'administration politique de la commune, dont notamment des dépenses pour les besoins en bureaux des élus locaux, en salles de réunion, voire des dépenses d'entretien et de chauffage de la mairie de base. Il y a tout d'abord lieu de constater dans ce contexte que l'ancien système de la dotation administrative de base a été remplacé par une dotation forfaitaire graduelle en fonction de la population des communes qui est en relation directe avec le coût de la gestion administrative des communes.

Ensuite, je tiens à informer l'honorable Député qu'il m'est impossible de joindre ces statis-

tiques comme certaines de ces dépenses ne peuvent être retracées dans le plan budgétaire normalisé du secteur communal qui se base sur une comptabilité camérale alors que d'autres dépenses citées par l'honorable Député sont comptabilisées de manière disparate par les communes.

Quoi qu'il en soit, je tiens finalement à préciser que l'imputation des recettes non affectées des communes relève en fin de compte de l'autonomie communale.

(Annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2522 (02.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **placement d'enfant:**

Par la loi du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse, le Luxembourg s'est doté de la possibilité d'intervenir rapidement dans l'hypothèse d'un mauvais traitement à l'encontre d'un mineur. Suite à une information pertinente, le juge de la jeunesse peut demander au procureur général de l'État d'ordonner une enquête sociale pour s'informer sur le milieu de vie, l'état physique et psychique de l'enfant concerné. Le cas échéant, le juge a la possibilité d'ordonner un placement de l'enfant, par exemple dans un établissement spécialisé.

C'est dans ce cadre que je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) En une année, combien de cas sont signalés au tribunal de la jeunesse et des tutelles et quelle est généralement la provenance de ces renseignements (famille, milieu scolaire, autre...)?

2) Combien de cas par an aboutissent à un placement provisoire ou définitif?

3) Combien d'enfants sont placés actuellement au Luxembourg et dans quelles conditions (institutions, familles de remplacement, psychiatrie juvénile)?

4) Est-ce que le nombre de placements au Luxembourg est similaire (ceteris paribus) à celui dans d'autres pays avec un système judiciaire et un niveau social comparable au nôtre?

5) Quel est le coût mensuel de ces mesures de placement?

6) Combien d'enfants luxembourgeois sont placés à l'étranger et pour quelles raisons?

7) Est-ce qu'il existe suffisamment de structures de placement au Luxembourg?

8) Chez les enfants placés, même provisoirement, une évaluation des conséquences psychologiques du placement est-elle faite? Une aide et un suivi thérapeutiques sont-ils disponibles? Quel est le suivi offert aux parents des enfants placés?

9) Les personnes subissant éventuellement des séquelles en raison d'un placement peuvent-elles être dédommagées? Quelles sont les procédures prévues en vue d'un éventuel dédommagement des enfants placés ou de leurs parents?

10) Un renseignement inadéquat ou faux, voire une dénonciation calomnieuse, sont-ils signalés au parquet afin d'être examinés et, le cas échéant, poursuivis? Dans combien de cas de telles déclarations ont eu des conséquences sur le plan judiciaire?

11) Quelles sont les mesures de précaution prises pour pouvoir s'assurer de la véracité d'une déclaration, respectivement pour identifier des renseignements faux ou calomnieux? Si de telles fausses déclarations étaient faites dans le cadre d'une procédure en divorce, quelles sont les conséquences prévues?

12) Dans l'intérêt des enfants, des aides ou mesures d'assistance aux familles ne sont-elles pas préférables à un placement des enfants loin des parents, notamment pour des placements pour raisons sociales ou médicales en l'absence de violence physique?

13) Comment gère-t-on les placements d'enfants issus de familles nombreuses, souvent caractérisés par une séparation des fratries?

14) Quels sont les droits des parents biologiques? L'État veille-t-il à essayer de réunifier les familles dès que les circonstances le permettent? Est-ce que ces situations de placement sont régulièrement réexaminées en vue de favoriser la réunification familiale?

En ce qui concerne la procédure:

15) Est-il vrai que les parents ne sont pas informés des enquêtes en cours et que l'enfant concerné est prié de ne pas révéler à ses parents qu'il a subi un examen médical? Si oui, pourquoi? Si non, quelles sont les procédures usuelles?

16) Est-ce qu'il y a une procédure à suivre impérativement assurant un traitement non traumatisant pour l'enfant et établissant une confiance entre l'enfant concerné et le personnel en charge, y inclus lors d'un examen médical? Quels sont les droits des parents à ce stade? Quelles sont les informations ou instructions données à l'enfant concernant ses parents?

17) Est-ce qu'un médecin scolaire a le droit de contrôler un enfant présumé maltraité sans ordonnance d'un juge? Si oui, quelle est la procédure à suivre?

Quelle est la position de Monsieur le Ministre concernant les cas litigieux, notamment ceux relevant de la psychiatrie juvénile, notamment dans les cas suivants:

18) En cas de placement dans un établissement spécialisé, quels sont les délais et les procédures pour assurer une réévaluation médicale et juridique de ce placement?

19) Est-il vrai qu'un enfant placé en psychiatrie juvénile ne suit que quatre heures de cours par semaine, sans possibilité d'adaptation suivant son état? Quelles sont les règles en matière de scolarité dans le cas d'un placement dans un établissement psychiatrique?

20) Quel est le délai maximum de placement en psychiatrie juvénile avant une (nouvelle) décision judiciaire? Quelles sont les règles régissant les expertises et contre-expertises médicales? Une contre-expertise médicale demandée par les parents est-elle possible? Combien de fois l'enfant doit-il être examiné par un psychiatre et dans quels délais? Les parents sont-ils immédiatement informés des expertises concernant leur enfant? Est-ce que l'enfant et ses parents peuvent librement choisir un médecin-expert?

21) Concernant le soutien à l'enfant et à la famille concernée, est-ce que l'enfant a le droit de choisir son avocat? Est-ce que celui-ci est indemnisé par l'État?

22) Quelles aides financières, juridiques, psychologiques ou autres sont prévues pour les parents ou leurs enfants pour pouvoir s'opposer le cas échéant à une décision judiciaire de placement et réunir leur famille?

Réponse commune (22.12.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*, **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) En moyenne et en une année, la situation de 500 à 600 mineurs est dénoncée au tribunal de la jeunesse et des tutelles. Le tribunal de la jeunesse et des tutelles ne dispose pas de statistiques relatives à la provenance des signalements. Dans la majorité des cas, les signalements proviennent de professionnels intervenant dans la famille (p. ex. école, service social, police).

ad 2) Le tribunal de la jeunesse et des tutelles ne dispose pas de statistiques relatives aux mesures de garde provisoire prises à la suite d'un premier signalement. Par rapport à tous les dossiers gérés par le tribunal de la jeunesse et des tutelles (environ 5.800 mineurs), 300 à 350 mesures de garde provisoires (toutes mesures de garde confondues, y compris les transferts d'un foyer à un autre) sont prises en moyenne par an, dont certaines font plus tard l'objet d'un placement définitif. Il n'existe pratiquement pas de placement définitif qui ne soit pas précédé d'une mesure de garde provisoire.

Actuellement le juge de la jeunesse peut placer un mineur dans un établissement ou dans une unité psychiatrique fermée de façon provisoire en l'absence d'un certificat médical attestant de la nécessité d'une telle mesure de soins; le placement provisoire n'est pas limité dans le temps.

ad 3) Conformément aux dispositions légales, l'Office national de l'enfance (ONE) publie deux fois par an les données chiffrées des enfants et jeunes adultes accueillis ou placés en institution ou en famille. (www.one.public.lu)

Au 1er octobre 2016 les données sont les suivantes:

A. Enfants et jeunes adultes dans les centres d'accueil classiques: neuf organismes accueillent 489 enfants et jeunes adultes en accueil de base, moins de trois ans et orthopédagogique, dont 364 placements judiciaires (74,44%).

B. Enfants et jeunes adultes en accueil urgent: quatre organismes accueillent 32 enfants et jeunes adultes en accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë, dont 24 placements judiciaires (75,00%).

C. Enfants placés dans les CSEE (Schrassig et Dreiborn): 85 mineurs (m/f).

D. Enfants et jeunes adultes dans les institutions spécialisées: 38 enfants et jeunes adultes en institution spécialisée «jour et nuit», dont 22 placements judiciaires (57,89%).

E. Mineurs non accompagnés dans les structures AEF: 33 enfants DPI/MNA (volontaires).

F. Enfants et jeunes adultes placés dans les institutions à l'étranger: 80 enfants et jeunes adultes en institution à l'étranger, dont 43 placements judiciaires (53,75%).

G. Enfants et jeunes adultes en famille d'accueil (jour & nuit): 482 enfants et jeunes adultes en famille d'accueil «jour & nuit» dont 208 sont accueillis auprès de leur famille proche (429 sont des placements judiciaires, soit 89,00%).

H. Enfants et jeunes adultes en accueil individualisé intensif: 40 enfants et jeunes adultes en accueil individualisé intensif à l'étranger, dont 31 placements judiciaires (77,50%).

Soit un total de 1.279 enfants et jeunes adultes dont 78,03% de placements judiciaires. Sur ces 1.279 enfants et jeunes adultes, 59,19% sont accueillis en institution et 40,81% en accueil en famille ou accueils comparables.

En 2016, le service national de pédopsychiatrie du CHL a eu en hospitalisation un mineur, le service national de psychiatrie juvénile (SNPJ) des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) 21 mineurs et actuellement l'Unité «Adolescents» du Centre Hospitalier Neuropsychiatrique (CHNP) accueille cinq adolescents placés par le Tribunal de la Jeunesse. Pour le SNPJ, le nombre des mineurs sous statut du placement équivaut à environ 8-10% du nombre de patients par an, pour l'Unité «Adolescents» au CHNP, le nombre peut aller jusqu'à 50% des mineurs hospitalisés. Lors d'un placement en milieu hospitalier, l'autorité parentale est transférée au directeur médical de l'établissement où est placé le mineur.

ad 4) En Allemagne, le placement direct d'un mineur par un tribunal (sur la base du «Psychisch-Kranken-Gesetz») est assez rare.

En principe, la loi prévoit la possibilité d'un placement d'un mineur pour traitement également contre son gré en cas de problèmes familiaux; ce placement doit être approuvé par un tribunal en cas de placement dans un milieu fermé. Quatre conditions doivent être réunies: l'existence d'une maladie mentale décompensée, l'urgence, la mise en danger de soi-même ou autrui, l'impossibilité d'une autre mesure d'aide adéquate. Dans ce cas, il s'agit non seulement d'une mise à l'abri mais avant tout d'une mesure de soins et de protection du mineur.

ad 5) Le coût mensuel des mesures prises en charge par l'ONE et relatées au niveau de la question 3 (sauf structures étatiques) est de 4.917.363 euros.

Pour l'Unité «Adolescents» du CHNP, le coût hospitalier mensuel par mineur placé s'élève pour 30 jours à 13.914 euros. S'y ajoutent les frais médicaux mensuels pour 30 jours à +/- 1.557 euros, les frais pour thérapies connexes (kiné, ergo,...) +/- 450 euros/mois, c'est-à-dire un total de 15.921 euros.

ad 6) Les raisons des placements à l'étranger sont surtout le manque de structures spécifiques existant au Luxembourg ou la nécessité d'un éloignement géographique du mineur de son environnement habituel.

Au 1er octobre 2016 le nombre d'enfants et jeunes adultes placés dans les institutions à l'étranger est de 80 et le nombre d'enfants et jeunes adultes en accueil individualisé intensif à l'étranger est de 40, soit un total de 120.

L'essentiel de ces mesures à l'étranger correspond à des situations d'adolescents encore appelés «Systemsprenger», jeunes ayant déjà eu un parcours relativement complexe au Luxembourg.

Sont également prises en charge quelques rares situations où la symptomatologie prédominante est de type psychiatrique: surtout troubles du développement profonds (p. ex. autisme), troubles de la personnalité (p. ex. de type émotionnellement instable, type borderline), ou encore troubles d'ordre psychotique ou de type handicap physique. Dans certains cas de jeunes en situation d'handicap, l'aspect formation est prédominant. Il s'agit alors de formations très spécifiques qui ne sont pas offertes au Grand-Duché.

ad 7) Les parquets sont confrontés dans des cas urgents à la situation de devoir trouver provisoirement une structure d'accueil au cas où le juge de la jeunesse ne peut être joint (jours fériés, weekend, la nuit).

Ceci implique souvent de nombreux appels téléphoniques vers diverses structures pour tenter de trouver une place pour le mineur à placer.

Les instances en charge de trouver des lieux d'accueil sont les magistrats de la protection de la jeunesse d'un côté et l'Office national de l'enfance de l'autre. Ces instances sont régulièrement confrontées à des pénuries de places et les magistrats se voient par moment contraints de placer de jeunes enfants auprès de tel ou tel membre de leur famille, faute d'alternatives disponibles. De même il arrive que les magistrats placent des jeunes au Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) faute de disponibilités dans les centres d'accueil privés ou publics..

Le droit international confirme d'ailleurs que la prise en charge dans un cadre familial devrait être privilégiée par rapport à un hébergement institutionnel. Par conséquent le Gouvernement a opté pour développer l'accueil en famille en élaborant actuellement un projet de loi spécifique.

Pour ce qui est des institutions actuellement existantes, bon nombre se convertissent actuellement en structures de type psychothérapeutique permettant l'accueil de jeunes avec des symptomatologies lourdes. Par ailleurs le Gouvernement entend également développer dans une perspective de prévention les structures de type «internat» qui permettent aux jeunes de rentrer pendant les fins de semaine et les vacances dans leurs familles.

Le nombre de structures est insuffisant. Il manque surtout des places thérapeutiques dans des foyers (pour les garçons). Une plus forte différenciation dans les offres est souhaitable et le Gouvernement œuvre dans cette voie.

À noter que la construction de 16 lits supplémentaires de réhabilitation en psychiatrie juvénile (CHNP) est planifiée.

ad 8) Les enfants placés peuvent toujours bénéficier d'un suivi psychologique pour travailler tous les traumatismes vécus par eux (tout travail psychologique présuppose une disposition du mineur à recevoir une telle aide). Dans la mesure où les parents collaborent avec les professionnels intervenant et qu'une réintégration du mineur chez les parents est possible, la famille peut bénéficier de différentes aides, telle une assistance en famille.

La plupart des centres d'accueil offrent aux enfants placés un suivi psychologique, si ce suivi est désiré par l'enfant et s'il est indiqué. L'ONE offre également une assistance psychique et sociale aux parents désirant surmonter leurs difficultés et ce dans une perspective de réintégration de l'enfant dans la famille.

Pour les mineurs placés en milieu hospitalier, une évaluation pluridisciplinaire fait suite dès l'admission, en évaluant et en considérant également les circonstances menant au placement. Une prise en charge multidisciplinaire (psychiatre, psychologue, ergothérapeute, art-thérapeute, sport-thérapeute, assistante sociale, diététicienne) est proposée tout au long de la durée de l'hospitalisation. La fréquence des entrevues est définie de façon individuelle. Celle-ci est adaptée à la situation et aux nécessités du mineur.

La prise en charge familiale fait partie intégrante du concept infanto-juvénile hospitalier et est considérée comme indispensable pour garantir une prise en charge de qualité. Malgré les situations familiales difficiles, l'implication de la famille et l'aide à la famille sont en avant-plan. Le système hospitalier ne prévoit pas de différence dans l'implication dans la prise en charge entre jeunes sous régime de placement ou jeunes en hospitalisation volontaire.

ad 9) Afin précisément d'éviter des séquelles au niveau familial alors que le juge de la jeunesse ne peut être saisi (nuit, weekend, jours fériés), le parquet qui prend une mesure urgente le fait alors qu'il n'a aucun autre choix et les enfants placés le sont à bon escient pour une raison que le magistrat a soigneusement pesée. Ces décisions sont prises par des magistrats spécialisés traitant exclusivement ce genre de dossiers. Le dossier est ensuite remis au tribunal de la jeunesse et des tutelles pour le suivi. Si les séquelles interviennent lors du séjour au foyer, il y a lieu d'analyser la situation en fonction de l'origine des séquelles (faute individuelle, autres résidents du foyer, séquelles à retardement suite à la maltraitance précédente?).

ad 10) Seule la dénonciation calomnieuse constitue une infraction pénale et peut donner lieu à une poursuite par le parquet. Pour que la dénonciation calomnieuse constitue un délit, il faut 1. qu'elle soit faite par écrit à un officier de

police judiciaire ou administrative, c'est-à-dire qu'elle provoque des investigations de la justice ou de l'administration ou qu'elle soit adressée par écrit à une personne contre le subordonné de celle-ci, 2. que les faits dénoncés soient punissables pénalement ou disciplinairement, ou exposent au moins à la haine ou au mépris public, 3. qu'il y ait imputation d'un fait faux, d'un fait présenté de façon erronée ou d'un fait impossible à prouver, 4. qu'elle soit faite dans une intention méchante.

ad 11) Le tribunal de la jeunesse et des tutelles prend toujours la précaution d'avoir autant d'informations objectives que possible et ce de préférence de la part de professionnels, avant de prendre une quelconque mesure à l'égard d'un mineur. Le tribunal de la jeunesse et des tutelles n'est pas compétent en matière de divorce et ne tire dès lors aucune conséquence d'une fausse déclaration faite dans le cadre d'une procédure de divorce.

ad 12) Un placement d'un mineur n'intervient que lorsque le mineur se trouve en danger physique et moral dans son milieu familial. Dans la majorité des cas, le placement intervient suite à l'échec de (plusieurs) mesures ambulatoires, telle une mesure d'assistance en famille.

Dans les situations où des violences sont à l'ordre du jour, le juge de la jeunesse se doit de prendre des mesures de protection.

Actuellement, il n'y a guère de situations où les enfants sont placés pour des raisons purement sociales, si on entend par là des difficultés d'une famille pour se loger et un manque de ressources financières. La plupart du temps s'associent à ces difficultés «sociales» d'autres difficultés systémiques ou psychiatriques.

Il va de soi que l'ensemble des intervenants, conformément aux dispositions de la convention des droits de l'enfant privilégient les mesures d'assistance aux familles, avant de proposer l'ultime mesure qui est le placement de l'enfant.

ad 13) Les instances impliquées dans le placement, magistrats, SCAS et ONE essayent systématiquement de privilégier les solutions de placement d'une fratrie auprès du même prestataire et le cas échéant dans le même groupe de vie. Malheureusement ceci n'est pas toujours possible. Dans ce cas, les éducateurs essayent de maintenir le contact entre les jeunes d'une même fratrie, contact qui est à même de donner une certaine stabilité aux enfants en question.

ad 14) En cas de placement d'un mineur, il est veillé à ce que les parents gardent un contact régulier avec leur enfant et ils sont impliqués autant que possible dans la prise de décision à l'égard de leur enfant. La réintégration du mineur auprès de sa famille d'origine est toujours une priorité. Il appartient aux parents de collaborer activement avec les professionnels afin de mettre en place les conditions permettant une telle réintégration. Le juge de la jeunesse peut décider cette réintégration à tout moment. La loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit actuellement un seul réexamen obligatoire, à savoir la révision triennale des jugements (donc y compris les jugements ayant ordonné un placement).

Dans le milieu hospitalier, et en plus de l'implication dans le travail psychothérapeutique systémique des personnes détenant l'autorité parentale, celle des parents biologiques est également prévue. Il s'agit surtout d'une mise en place d'une concordance entre les différentes personnes impliquées pour le bien de l'enfant.

ad 15) Les enquêtes policières ordonnées par le parquet et par le juge d'instruction peuvent s'inscrire dans le cadre d'une infraction commise par les parents et peuvent tomber sous le principe du secret de l'instruction. Les enquêtes sociales ordonnées par le juge de la jeunesse sont effectuées par le SCAS et s'effectuent en principe en toute transparence à l'égard des parents.

Il semble logique que les parents, s'ils sont les auteurs ou à l'origine de maltraitances, ne sont pas avertis de suite qu'une enquête est en cours.

Si les faits sont d'une certaine gravité, il va de soi que l'enquête sera menée avec célérité et les parents sont rapidement confrontés aux reproches qui leur sont adressés. En pareil cas, la durée entre la prise de connaissance de la prétendue maltraitance et la confrontation des parents avec ceux-ci est très courte.

Dans les autres cas, il est tout aussi évident qu'une enquête n'est pas menée dans le secret et même en l'absence de mesures coercitives, les parents sont avertis soit par les forces de l'ordre, soit par le SCAS ou par d'autres intervenants que l'enquête suit son cours et que les parents sont priés de donner leur version des faits.

À défaut d'être impliqués, il va de soi que les parents sont tenus au courant de l'existence de l'enquête en cours et assisteront les enfants lors des auditions par exemple. Il est rappelé à ce titre que les parents assistent leurs enfants lors des auditions.

En milieu hospitalier, aucune évaluation médicale isolée n'a lieu. Il s'agit d'évaluations et de prises en charge complexes holistiques, en impliquant le milieu social du jeune, y compris la famille.

ad 16) Le tribunal de la jeunesse et des tutelles peut ordonner une expertise médicale concernant un mineur. Comme pour toute expertise, le principe du contradictoire doit être respecté par l'expert, surtout à l'égard des personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du mineur.

Le personnel intervenant, policier ou autre, en cette matière a une formation spécialisée et tout est fait au mieux selon les cas qui sont chaque fois différents.

En milieu hospitalier, les procédures prévoient que les personnes ayant l'autorité parentale ou les parents reçoivent toutes les informations et attentions nécessaires. Le mineur placé est informé tout de suite dès son admission de ses droits, également de la possibilité de requérir, s'il le désire, les services d'un avocat.

ad 17) La consigne est claire et elle figure parmi les recommandations distribuées par les Parquets aux professionnels du secteur: en cas de doute sur l'existence d'une maltraitance, il y a lieu d'avertir le Parquet et de se concerter avec lui.

ad 18) Le législateur et en particulier la loi sur la protection de la jeunesse ne fait pas de distinction quant aux différents placements pouvant intervenir à l'égard du mineur (dans un foyer d'accueil «normal»/spécialisé, dans une famille d'accueil, ou en milieu hospitalier) et aucun délai n'est prévu actuellement pour une quelconque «réévaluation» médicale. Par contre, en pratique et dans les faits, en milieu hospitalier, la réévaluation médicale se fait en continu. Les réunions multiprofessionnelles et les visites médicales régulières garantissent l'évaluation appropriée de la situation. Si l'état du patient le permet, le médecin, en l'occurrence un pédopsychiatre donne son avis positif et informe en temps utile le juge en charge du dossier.

En ce qui concerne la réévaluation juridique, aux termes de l'article 27 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, «la mainlevée d'une mesure de garde provisoire peut être demandée en tout état de cause (...) s'il a été interjeté appel contre la mesure définitive». En vertu de l'article 9 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, la décision définitive du juge de la jeunesse peut faire l'objet d'un appel devant la chambre d'appel dans un délai de dix jours à partir de la notification de la décision. En l'occurrence, il s'agit d'une possible réévaluation juridique au cas où appel a été interjeté suite à la décision dans un délai de dix jours.

Aux termes de l'article 37 de la même loi, les placements ordonnés par jugement peuvent faire l'objet d'une réévaluation (en l'espèce on parle de la modification des mesures prises) sur base d'une demande du mineur, des parents, tuteurs ou autres personnes qui ont la garde du mineur, «après l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où la décision ordonnant la mesure est devenue définitive» et «ces mesures font, en tout cas, l'objet d'une révision tous les trois ans». Les jugements pris sur base du prédit article 27 et refusant la mainlevée de la mesure de garde provisoire et les jugements ordonnant ou maintenant un placement définitif sont, dans les délais légaux, susceptibles d'opposition et d'appel (article 30 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse).

De plus, l'article 5 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse précise que le tribunal de la jeunesse ou le juge de la jeunesse, en cas de doute quant à l'état physique ou mental du mineur, peut le placer en observation et le soumettre à un examen médical.

ad 19) La participation aux cours peut aller jusqu'à l'intégration totale au niveau de l'enseignement scolaire externe. L'offre des cours en interne de l'institution est très individuelle et elle est adaptée aux capacités du moment du mineur. Les heures de cours par semaine dépendent de l'état de santé de l'enfant et peuvent alors dépasser largement les quatre heures par semaine.

En outre, il faut souligner que l'article 1er de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse précise notamment que le tribunal de la jeunesse prend à l'égard des mineurs qui comparaissent devant lui des mesures de garde, de préservation mais aussi d'éducation. L'éducation est une des mesures prises dans l'intérêt de l'enfant, donc reflète l'intention de la loi d'assurer l'éducation du mineur. En outre, le mineur peut être maintenu dans son milieu à condition de fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial.

ad 20) En vertu de la loi du 10 août 1992, une mesure de garde provisoire ou un placement dans une psychiatrie juvénile n'implique pas forcément qu'une expertise médicale soit ordonnée par le juge ou le tribunal.

L'article 7 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse précise que «Le tribunal de la jeunesse peut prendre l'une des mesures spécifiées à l'article 1er ou une mesure de placement dans un établissement de traitement à l'égard des mineurs (…) dont la santé physique ou mentale (...) se trouvent compromis. En cas de danger grave et immédiat pour la vie ou la santé du mineur, un médecin peut, en cas de refus d'accord des personnes, qui ont la garde de l'enfant, prendre toutes mesures d'ordre médical que la situation requiert d'après les règles de l'art médical. En ce cas, le médecin doit adresser dans les trois jours au procureur d'État un rapport motivé sur les mesures d'ordre médical qu'il a prises». La loi fait référence aux règles de l'art médical ainsi qu'à un rapport motivé sur les mesures d'ordre médical.

Les règles régissant les expertises et contre-expertises médicales sont celles applicables en droit commun.

Le médecin traitant (psychiatre), qui ne doit pas être confondu avec l'expert, remet régulièrement des rapports médicaux pour permettre au tribunal de la jeunesse et des tutelles d'apprécier la nécessité de la continuation d'un traitement en psychiatrie ou la nécessité d'une autre mesure.

ad 21) L'article 18 de la loi du 10 août 1992 dispose ce qui suit:

«Le mineur, ses parents ou tuteur et toutes autres personnes physiques qui en ont la garde provisoire ou définitive peuvent faire le choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur soit désigné un d'office. La désignation par le juge de la jeunesse d'un conseil au mineur a lieu, même en l'absence de toute demande afférente, lorsque le mineur se voit imputer des faits constituant une infraction d'après la loi pénale, et du chef desquels une mesure de garde provisoire a été prise à son encontre. Elle a lieu dans tous les autres cas, lorsque l'intérêt du mineur le commande. Si le juge de la jeunesse désigne un conseil à une personne qui affirme être en droit de bénéficier de l'assistance judiciaire et en fait la demande, il transmet la demande au Bâtonnier. Le juge de la jeunesse peut aussi saisir d'office le Bâtonnier, lorsque c'est le mineur qui s'est vu désigner un conseil. L'assistance judiciaire ne couvre que l'indemnité à allouer à l'avocat».

ad 22) Il est renvoyé aux réponses données aux questions 18 et 21.

Q104

Question 2547 (09.11.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **révision de la réglementation européenne de 2007 relative aux émissions polluantes concernant notamment les véhicules à essence:**

Il est prévu de procéder à une révision de la réglementation européenne de 2007 relative aux émissions polluantes concernant notamment les véhicules à essence. La Commission européenne a fixé un taux maximum de rejet pour tous les nouveaux modèles essence mis sur le marché à partir de septembre 2017 et pour l'ensemble des voitures vendues dans l'Union européenne à partir de septembre 2018. Les représentants des firmes automobiles ont demandé la possibilité de dépasser de 300% le seuil en question. La Commission européenne propose un taux de 50%, comme pour les véhicules diesel. Or, pour certaines ONG de défense de l'environnement il ne faudrait pas dépasser ce seuil de plus de 30%.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Gouvernement concernant la proposition de la Commission européenne?

- Quand pourra être attendue une décision finale dans ce dossier?

Réponse commune (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la position du Gouvernement face aux nouvelles normes sur les émissions de NO_x des véhicules routiers.

Il convient de renvoyer dans ce contexte à la réponse à la question parlementaire n°1635 du 14 décembre 2015 de Monsieur le député Serge Wilmes, tout en précisant que même si un facteur de conformité de 1,5 a été retenu pour les véhicules homologués à partir du 1er janvier 2020 et pour tous les véhicules immatriculés à partir du 1er janvier 2021, le considérant 14 du règlement 2016/646/UE de la Commission du 20 avril 2016 portant modification du règlement 692/2008/CE en ce qui concerne les émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (EURO 6) prévoit une revue annuelle du facteur de conformité en fonction du progrès technologique.

Question 2548 (10.11.2016) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **violence à l'égard des enfants au Luxembourg:**

Le rapport annuel d'Unicef Luxembourg met l'accent sur le phénomène de la violence envers les enfants. L'organisation a récolté des chiffres concernant la violence auprès des différences instances du pays. Ainsi, selon le rapport, la Police grand-ducale a procédé à 802 interventions en matière de violence domestique au cours de l'année 2015. Lors de ces interventions policières, 168 victimes étaient mineures, ce qui représente une augmentation substantielle de 36,58% par rapport à 2014. Parmi les recommandations d'Unicef Luxembourg figure la création d'une «maison de l'enfant», réunissant en un même lieu tous les intervenants et activités nécessaires pour le diagnostic et le traitement d'enfants victimes et témoins de violence. Une telle recommandation a été d'ailleurs aussi faite par le Conseil de l'Europe à ses États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces chiffres?

- Combien de places au total sont disponibles dans les différentes maisons d'enfants de l'État pour accueillir des enfants ou adolescents?

- Combien d'enfants et adolescents ont été pris en charge en 2015 par les différentes maisons?

- Dans combien de cas, les enfants ou adolescents ont été victimes ou témoins de violence?

- Les enfants et adolescents victimes ou témoins d'actes de violence doivent-ils faire leur témoignage à plusieurs intervenants ou témoignent-ils une seule fois afin d'éviter qu'ils revivent leur traumatisme?

- Est-ce que les maisons d'enfants de l'État sont suffisamment dotées en personnel?

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre à la recommandation d'Unicef de mettre en place une «maison de l'enfant» qui réunit sous un même toit toutes les activités et intervenants nécessaires pour élaborer un diagnostic et un traitement?

- Quelles mesures le Gouvernement veut-il encore mettre en place pour mieux protéger et prendre en charge les enfants victimes de violence?

Réponse commune (29.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

Le nombre de 168 victimes mineures de violence domestique est tiré des chiffres de la police pour 2015 et contenus dans le rapport 2015 du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence.

À la révision des statistiques du Parquet de Luxembourg pour les années 2014 et 2015 en matière de violence domestique, le total des procès-verbaux de police relatifs à des coups et blessures sur mineurs de moins de 15 ans (401bis du Code pénal) étaient de 87 en 2014 et de 78 en 2015. Ce total englobe l'intégralité des violences sur mineurs de moins de 15 ans et non seulement les cas de violence constatés lors d'interventions policières pour violence domestique.

Le service «Statistiques» du Parquet général a encore fourni le nombre d'affaires nouvelles (i. e. sur base des procès-verbaux de police entrés au Parquet de Luxembourg) avec des victimes de coups et blessures volontaires âgées entre 14 et 18 ans qui était de 67 en 2014 et 42 en 2015. Ce total englobe également l'inté-

gralité des violences sur mineurs entre 14 et 18 ans et non seulement les cas de violence constatés lors d'interventions policières pour violence domestique.

On constate également que le nombre total de personnes mineures impliquées comme auteurs ou victimes dans les affaires de violence domestique est de 30 en 2014 et de 26 en 2015.

Ce chiffre ne reflète pas le nombre de 168 «victimes» dans le cadre des interventions pour violence domestique renseignées par la police - ce qui peut être dû au fait que les agents sur le terrain renseignent les mineurs présents dans le ménage dans leurs rapports qui sont par après erronément encodés comme «victimes».

En tout état de cause chaque procès-verbal relatif à des violences impliquant des mineurs ou des ménages dans lesquels des mineurs sont présents fait l'objet d'une transmission au Parquet jeunesse qui prend les mesures de surveillance, d'accompagnement ou de sanction qui s'imposent.

En ce qui concerne les capacités des maisons d'enfants et en se basant sur les données publiées par l'Office national de l'enfance, il y avait en date du 1er octobre 2016 en accueil institutionnel (residential care) à la fois dans les structures de l'État et dans les structures privées un total de 757 enfants et jeunes adultes, dont 538 placements judiciaires (71,07%) et 259 accueils volontaires.

Voici le détail par type d'encadrement:

- enfants et jeunes adultes dans les centres d'accueil classiques privés et étatiques (Maisons d'enfants de l'État): neuf organismes accueillaient 489 enfants et jeunes adultes;

- enfants et jeunes adultes en accueil urgent: quatre organismes accueillent 32 enfants en accueil urgent en situation de crise psychosociale aiguë;

- enfants et jeunes adultes placés dans les CSEE: 85 mineurs (m/f);

- enfants et jeunes adultes dans les institutions spécialisées: 38 mineurs (m/f);

- mineurs non accompagnés: 33 mineurs DPI/MNA (m/f);

- enfants et jeunes adultes placés dans les institutions à l'étranger: 80 enfants et jeunes adultes en institution à l'étranger.

Les institutions privées ont généralement un taux d'occupation frôlant les 100%. L'Office national de l'enfance gère les listes d'attente communes au secteur.

L'institution «Maisons d'enfants de l'État (MEE)» à elle seule dispose actuellement de 64 places pour enfants, adolescents et jeunes adultes dans les différents centres d'accueil (au nombre de sept) et de 16 places pour jeunes adultes, le cas échéant avec leurs bébés, dans les structures de logement encadré.

Le taux d'occupation au 01.10.2015 était de 86% dans les centres d'accueil et de 87,5% dans les structures de logement encadré.

Les MEE sont spécialisées dans l'accueil d'enfants et de jeunes adultes ayant vécu des blessures psychiques et des traumatismes parfois précoces et qui nécessitent un encadrement spécialisé (selon le modèle institutionnel de la «Traumapädagogik»). Trois foyers n'accueillent que des fratries, deux foyers intègrent des mineurs non accompagnés, deux foyers accueillent des petits enfants à besoins éducatifs spécifiques. Ces orientations spécifiques impliquent des taux d'occupation variables en cours d'année.

L'octroi de ces missions spécifiques a entraîné la nécessité d'une formation spécialisée de l'ensemble du personnel, ainsi que l'élaboration d'un projet institutionnel et l'application de standards de qualité conséquents.

À l'heure actuelle, les MEE connaissent un déficit en personnel d'encadrement socio-éducatif et psychosocial au vu de ces missions spécifiques et du modèle institutionnel retenu pour répondre de manière adéquate aux défis posés par l'accueil de la population. Une mise en conformité est actuellement en cours de route.

Il reste à préciser qu'il est absolument nécessaire d'agrandir l'offre de structures (psycho) thérapeutiques (de jour ainsi que de jour et de nuit) différenciées et complémentaires par rapport aux structures scolaires, aux structures d'accueil et d'encadrement, et aux structures d'accueil socio-éducatif du domaine AEF.

Le modèle du «Barnahus», institution de coopération multidisciplinaire et multi-agences a été développé dans les pays scandinaves avec l'objectif de rassembler en un seul endroit, aménagé de façon à être accueillant, les victimes mineures ayant subi soit des violences physiques, soit assisté à des violences conjugales, soit ayant subi des abus sexuels ou ayant fait l'objet de négligence grave.

Y sont organisés notamment un accueil psychologique, une audition judiciaire sous contrôle d'un juge, un examen physique effectué sur ordre du juge par un médecin pédiatre ou par un médecin légiste ainsi que des séances de psychothérapie posttraumatologiques. Dans cette même infrastructure se rencontrent donc les métiers de psychologue, de médecin, de juge, de procureur et d'assistant social, collaborant tous dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Suite à une visite en début d'année 2015 du «Barnahus» islandais par une délégation luxembourgeoise composée de représentants de l'ALUPSE, de l'ORK, du SNJ, du SPOS, de la police judiciaire, des Ministères de la Justice et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il a été retenu que le Luxembourg se doterait également d'une telle structure.

La création d'un tel service permettra à l'avenir de réduire le stress de l'enfant, qui ne doit être déplacé ni vers un hôpital, ni vers un commissariat de police, mais uniquement vers ce service installé dans une maison aménagée de façon à ce que l'enfant s'y sente bien. L'audition n'a lieu en principe qu'une seule fois et elle est réalisée dans le modèle islandais par un psychologue d'enfants spécialement formé pour effectuer ces entretiens sous la direction du juge, qui lui transmet ses demandes par le biais d'une oreillette pendant l'audition. Le juge siège dans les mêmes infrastructures et suit l'entretien sur vidéo en même temps que son enregistrement. Une deuxième audition n'a lieu que si des questions supplémentaires sont introduites par écrit par la partie défenderesse et la deuxième audition porte alors exclusivement sur les points qui resteraient à éclaircir. L'enfant n'a pas besoin de comparaître au procès, son audition enregistrée servant de témoignage.

Question 2553 (10.11.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **carrelage des murs de plusieurs passages souterrains pour piétons le long de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange:**

Il semblerait que par mesure de sécurité, le carrelage des murs de plusieurs passages souterrains pour piétons le long de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange ait été partiellement enlevé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'agit d'une mesure de sécurité? Dans l'affirmative, pourquoi seulement une partie du carrelage a été enlevée? Est-ce que le reste du carrelage ne pose aucun risque pour les piétons?

- Est-ce qu'il s'agit d'un vice de construction?

- Dans l'affirmative, est-ce que les réparations sont à charge de l'entreprise de carrelage?

- Dans quels délais les carrelages enlevés seront-ils remplacés?

Réponse (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°2553 du 10 novembre 2016, l'honorable Député Monsieur Max Hahn souhaite s'informer sur les carrelages des murs des passages souterrains pour piétons le long de la ligne ferroviaire Pétange-Luxembourg.

Il est vrai que des zones plus ou moins étendues de revêtement mural constitué de carrelage ont bien été déposées à la fin de l'été dans l'ensemble des souterrains à voyageurs ou pour piétons de la ligne Pétange-Luxembourg, et ce pour des raisons de sécurité par rapport aux usagers.

Or, seules les parties de revêtement qui étaient décollées et dont la chute représentait un danger pour les piétons ont été déposées. Les zones qui, suite à un sondage manuel, ne représentaient pas de danger ont été laissées en place.

Le revêtement mural fait actuellement l'objet d'une analyse qui a pour but de déterminer l'origine du problème et de définir les mesures de réfection à mettre en place. Les premières conclusions tendent vers une erreur de conception au niveau des couvertines en béton posées en tête des voiles en béton des cages d'escalier et des rampes. Bien que ces tablettes soient munies, à des espaces réguliers, de joints de dilatation, des fissures sont apparues après quelques années dans les joints intermédiaires constitués de mortier de ciment. Les infiltrations d'eau au niveau de ces fissures se sont propagées à l'arrière du revêtement de carrelage et ont provoqué un décollement des carreaux suite aux cycles de gel/dégel des derniers hivers. De plus, les dilatations inhérentes à l'exposition au soleil en été ont accentué le problème précité.

Les mesures de réparation qui, en conclusion de l'analyse en cours, seront à mettre en œuvre (remplacement des couvertines en béton par des couvertines métalliques et remplacement des zones de revêtement mural défectueuses par des nouveaux carreaux) ne pourront cependant être réalisées qu'en printemps 2017, période à partir de laquelle les conditions atmosphériques permettront ce type de travaux.

Question 2562 (16.11.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **nouveaux modèles de développement pour le Grand-Duché:**

Récemment de nouveaux modèles de développement pour le Grand-Duché ont été présentés par Monsieur le Ministre du Développement durable, respectivement par Monsieur le Ministre de l'Économie - le premier visant le développement territorial et dénommé «Wéi e qualitative Wuesstum fir eist Land?», le second visant le développement économique inspiré par la Troisième révolution industrielle de Jeremy Rifkin et dénommé «Den nächste Wirtschaftsmodell fir Lëtzebuerg».

La finalisation et la mise en pratique nécessiteront non seulement une large implication des acteurs publics et privés ainsi que de la société civile, mais aussi une forte cohérence des politiques menées dans les domaines concernés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) En quoi consistent les prochaines démarches de Messieurs les Ministres en vue de la finalisation et de la mise en pratique des deux stratégies de développement en question?

2) De quelle façon la cohérence et la coordination des différentes mesures et démarches seront-elles assurées?

Réponse commune (27.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Josée Lorsché, il y a lieu de préciser que les débats des 7 et 10 novembre 2016 visaient plus particulièrement l'aménagement du territoire. Ce double événement était en relation étroite avec la présentation officielle du rapport «Troisième révolution industrielle Lëtzebuerg» par Jeremy Rifkin le 14 novembre 2016 portant sur un nouveau modèle économique pour le Luxembourg. En effet, l'économie et la création d'emplois constituent le moteur principal du développement territorial et, par conséquent, de la demande en logement et en mobilité. Les deux événements se rejoignaient sous une approche commune en mettant en avant une orientation du Luxembourg vers un «Qualitative Wuesstum».

En ce qui concerne l'aménagement du territoire, un rapport sur les débats des 7 et 10 novembre sera publié dans quelques semaines. Lesdits débats ainsi que le rapport qui en découle constituent le point de départ d'une série de discussions à mener dans le cadre d'une refonte du programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT). Pour mémoire, le PDAT constitue le cadre de référence en la matière pour les actions, plans ainsi que pour les programmes de l'État et des communes. Par ailleurs, les plans d'aménagement généraux sont tenus de se conformer aux orientations du PDAT.

Une stratégie de «collaborative change making», une approche participative intégrale en quatre étapes, est en cours de préparation. En effet, il est indispensable de sensibiliser davantage les citoyens aux questions liées à l'aménagement du territoire et de stimuler leur implication directe dans ce domaine.

Pour ce qui est de la suite du processus lié à la présentation de l'étude sur la Troisième révolution industrielle de Jeremy Rifkin, le Conseil de Gouvernement a décidé de considérer le résumé de l'étude stratégique de la Troisième révolution industrielle comme orientation générale pour le développement futur du pays.

Afin de garantir une large implication des acteurs publics et privés ainsi que de la société civile, il a été décidé de lancer deux processus parallèles de «Discussion» et de «Réalisation».

Dans le cadre du processus «Discussion», le Gouvernement continuera, sous la coordination du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, d'impliquer et de consulter les principaux institutions et organismes sur l'étude stratégique TIR, et notamment le Conseil économique et social (CES), le Conseil supérieur pour un développement durable (CSSD) ainsi que certaines organisations représentants la jeunesse comme le Parlement des jeunes. Tant le CES que le CSDD viennent d'être saisis officiellement afin de rédiger un avis au sujet de l'étude et des implications des mutations technologiques liées à la digitalisation. Une rencontre avec les lycéens est d'ores et déjà prévue dans le cadre d'un événement organisé par l'initiative «Interlycée» fin janvier 2017. Ces échanges devront alimenter un débat de consultation au sein de la Chambre des Députés qui pourrait être organisé vers la deuxième moitié de l'année 2017.

Dans le cadre du processus «Réalisation», le Gouvernement procèdera au lancement de neuf mesures jugées prioritaires et également reprises dans le résumé de l'étude:

- construire l'internet national de l'énergie;

- continuer à promouvoir l'électromobilité et lancer un programme pour des véhicules personnels sans émissions;

- investir dans une approche multimodale renforcée, la soi-disant «mobility-as-a-service»;

- créer un projet-phare pour démontrer l'apport socio-économique des quartiers/villes smart, durables, verts et circulaires;

- établir une feuille de route pour une production alimentaire durable basée sur la transparence et la confiance;

- développer des plateformes technologiques co-implantées pour l'industrie et chercheurs universitaires;

- mettre en place une plateforme luxembourgeoise d'intermédiation de financement du développement durable, le «Luxembourg sustainable development finance platform»;

- High performance computing: développer l'infrastructure HPC et mettre en place un HPC de confiance;

- promouvoir l'économie circulaire par les marchés publics.

Afin de garantir le pilotage des processus parallèles de «Discussion» et de «Réalisation», le Gouvernement a décidé de mettre en place une structure de concertation en mettant en place un comité pour suivre la mise en place concrète des mesures stratégiques et projets proposé. Ce comité national de suivi se réunira sous la responsabilité et la présidence du Ministre de l'Économie et sera composé de membres du Gouvernement et de représentants des partenaires sociaux, à savoir des organisations patronales, des syndicats et des chambres professionnelles, de même que de représentants de la société civile. Cette implication est essentielle pour mener de front la transition du pays vers un modèle économique plus durable qui ne peut réussir que si tous les acteurs s'impliquent dans une démarche commune. Les partenaires sociaux et les représentants de la société civile seront prochainement saisis officiellement afin de participer au comité de suivi.

Le comité aura ainsi pour mission de superviser la mise en œuvre du processus TIR et les travaux de différentes plateformes thématiques qui seront formées par les acteurs concernés. Ces plateformes devront permettre de développer des propositions concrètes permettant d'adresser les défis et opportunités futurs. En outre, certaines plateformes devront adresser les projets de démonstration et rassembler les acteurs publics et privés concernés.

Les travaux de ces plateformes vont commencer progressivement à partir du début de l'année 2017. Les partenaires sociaux et représentants de la société civile seront également invités à suivre les travaux de ces plateformes.

Les travaux en relation en relation avec l'aménagement du territoire et les discussions et projets développés dans le cadre du processus réalisé avec Jeremy Rifkin se rejoignent et se complètent mutuellement. Les défis en relation avec la mobilité et le logement requièrent autant des solutions à travers une refonte du programme directeur d'aménagement du territoire, que des nouvelles approches proposées par les participants engagés dans la rédaction du rapport «Rifkin». Une concertation étroite aura lieu à travers les différentes enceintes pour gérer de front les défis qui se posent.

Question 2565 (17.11.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **collaboration entre le secteur de l'éducation et de l'accueil (SEA) et l'école:**

Le Plan d'encadrement périscolaire (PEP) vise à renforcer le dialogue et la collaboration entre

les enseignants de l'éducation précoce et du préscolaire ainsi que de tous les éducateurs du secteur SEA (structures d'accueil).

Certains bâtiments scolaires sont conçus de façon à permettre une collaboration renforcée entre les écoles fondamentales et les structures d'accueil. Il s'agit de permettre l'usage commun de certaines parties de l'enceinte, en alternance aux différentes plages horaires. Un tel «projet intégré» permet une prise en charge concertée et cohérente de l'enfant et évite une accumulation de transitions ou de ruptures inutiles dans le déroulement de sa journée.

Les grands principes de ce concept ont été publiés dans une circulaire de printemps 2016. Or, selon nos informations, certaines communes, souhaitant renforcer la collaboration entre les deux secteurs, regrettent le manque d'un réel dispositif d'accompagnement et de soutien de la part du Ministère. Même si aucun des secteurs ne remet en question le principe du projet intégré, les concernés se plaignent d'une absence d'un dispositif détaillé définissant tant l'usage commun des locaux que les domaines de compétence du personnel enseignant et éducatif dans le cadre de cette soi-disant «cohabitation». Le manque de règles communes semble irriter les enfants les plus jeunes, ne sachant pas toujours distinguer entre éducation formelle ou non formelle, ne sachant pas quelles règles devraient trouver application, règles souvent contradictoires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre existe-t-il un dispositif qui servira de base commune pour les établissements qui souhaitent un rapprochement entre l'école et les SEA?

2) Dans l'affirmative, existe-t-il des consignes communes à l'ensemble du personnel pour garantir une complémentarité de leurs actions éducatives, tant formelles que non formelles, lors de l'utilisation alternée de ces structures (y compris en matière de règles et mesures de santé, d'hygiène et de sécurité)?

3) Étant donné que les enfants passent une partie de leur journée dans une structure d'accueil où ils sont désormais encouragés à participer et à s'impliquer de manière auto-déterminante, Monsieur le Ministre juge-t-il que les enfants en bas âge soient à même de déterminer ce qui leur convient le mieux, ceci surtout en ce qui concerne les aliments à choisir en cantine, et qu'ils soient aptes à distinguer entre éducation formelle et non formelle, ayant des règles dès fois divergentes (d'où la nécessité de consignes communes)?

4) Les établissements concernés bénéficient-ils d'un réel accompagnement et soutien de la part du Ministère?

5) La planification et l'usage collégial de salles de fonctions ont déjà fait leurs preuves dans quelques établissements ces dernières années. Est-ce que ces expériences antérieures ont fait l'objet d'une évaluation?

6) Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette évaluation?

Réponse (29.12.2016) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1) En vue d'assurer une éducation globale et un encadrement de qualité de nos enfants, il importe de bien coordonner les processus qui se déroulent au cours de la journée dans les différents cadres, qu'ils soient formels, non formels ou informels.

Pris sous le Gouvernement précédent et en exécution des dispositions prévues par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le règlement grand-ducal sur le Plan d'encadrement périscolaire (PEP) a été publié au Mémorial le 28 mars 2012.

Le «Plan d'encadrement périscolaire» est l'instrument qui permet de concevoir une coopération entre une école fondamentale et un service d'éducation et d'accueil en vue d'offrir aux enfants qu'ils encadrent un rythme journalier qui corresponde à leurs besoins et qui permet de faire harmoniser les démarches pédagogiques.

Afin de donner une plus grande importance à une démarche collaborative entre l'école et les SEA, les modalités de collaboration seront intégrées dans le plan de développement scolaire (PDS) de l'école et le concept d'action générale (CAG) des SEA à partir de la rentrée scolaire 2017-2018. Un projet de loi y afférent a été adopté par le Conseil de Gouvernement dans sa réunion du 29 juillet 2016 et déposé à la Chambre des Députés.

ad 2) De nombreux documents[1] ont été adressés tant au secteur de l'éducation formelle que non formelle depuis plusieurs années. Ils ont tous comporté un même message clair, qui est celui de la nécessité de placer l'enfant au centre des préoccupations, d'adopter une approche éducative globale qui ne peut être assurée que par une bonne collaboration entre les responsables de l'éducation formelle et non formelle à tous les niveaux. Elle est indispensable au développement harmonieux et au bien-être des enfants qui nous sont confiés.

Cette complémentarité des actions éducatives des deux secteurs peut être garantie même sans une utilisation alternée de mêmes infrastructures, ceci n'étant pas une conditio sine qua non à une bonne collaboration et une approche cohérente. Bien sûr il est souhaitable d'éviter aux enfants de nombreuses transitions entre les différentes structures en cours de journée et de limiter leurs temps dans les transports si les conditions infrastructurelles le permettent.

Dans le cas d'une utilisation commune ou alternée de locaux, c'est l'équipe professionnelle qui a la liberté d'établir son propre règlement de fonctionnement interne et d'assurer ainsi que la gestion du quotidien soit dans l'intérêt des enfants qui lui sont confiés et de toute l'équipe professionnelle qui y travaille.

Dans le cas où les deux instances compétentes à savoir l'ITM et le Service de la sécurité dans la fonction publique sont concernées, une procédure commune en matière de sécurité et de salubrité a été établie. Une circulaire décrivant la démarche a été envoyée aux administrations communales en juillet 2016.

ad 3) Ce sont l'image de l'enfant et les conceptions qu'on a sur l'apprentissage qui orientent l'approche éducative.

La recherche sur la petite enfance, les théories modernes sur le développement et l'apprentissage présentent une vision de l'enfant comme quelqu'un de compétent et de curieux, participant actif à son développement et son apprentissage.

C'est sur cette image de l'enfant et sur ce modèle d'apprentissage que sont basés les principaux documents cadres orientant aussi bien l'éducation formelle que non formelle. La notion d'éducation qui en découle doit répondre à trois exigences: l'autodétermination, la participation au développement social et la prise de responsabilités.

L'approche éducative adoptée dans le domaine de l'apprentissage d'une alimentation saine, expliquée en détail ci-après, illustre la transposition dans une situation bien concrète d'une approche basée sur la perspective de l'enfant compétent, coconstructeur de ses processus d'apprentissage, des exigences éducatives qui en découlent et du rôle de l'adulte.

L'objectif pour les services d'éducation et d'accueil n'est pas uniquement à ce que les enfants aient accès à une alimentation saine mais qu'ils «apprennent» à manger sainement.

Ces apprentissages se font dans la durée et ne sont efficaces et durables que s'ils se font de façon volontaire et de manière autonome, et s'ils se basent sur des expériences positives. L'apprentissage d'une alimentation saine ne peut pas se faire sous la contrainte. Une éducation alimentaire contraignante risque de ne pas laisser de traces ou même, au contraire, d'avoir comme résultat un comportement alimentaire déséquilibré.

Les enfants ont le droit de ne pas aimer certains aliments. Il peut être fait confiance à un enfant que, s'il aime certaines choses et n'en aime pas certaines autres, c'est pour la simple raison qu'il y a goûté et trouvé que «ce n'est pas bon». Les enfants ont le droit d'essayer et de découvrir de nouveaux aliments.

Le rôle de l'adulte est de les encourager à faire de nouvelles découvertes, de respecter leur droit de refuser un aliment, il ne s'agit pas pour l'adulte de faire un choix pour les enfants, mais d'accompagner les enfants dans l'apprentissage de faire les bons choix par eux-mêmes. Pour cela, il faut offrir un choix varié d'aliments et surtout, il faut que les enfants puissent prendre modèle sur les adultes.

Les enfants sont capables de décider des quantités qu'ils mangent. En principe un enfant mange jusqu'à ce qu'il n'ait plus faim ou inversement désire se resservir s'il a encore faim. C'est à travers l'expérience que l'enfant apprend à évaluer par soi-même les quantités adéquates et aucun enfant ne devrait être contraint de vider son assiette, ni se voir refuser de pouvoir se resservir. Évidemment des comportements extrêmes nécessitent une attention particulière.

Le quotidien des enfants est souvent marqué par de nombreuses transitions qu'on appelle «horizontales», c'est-à-dire entre milieux de vie, personnes de référence, activités et approches différentes. Si les institutions de l'éducation formelle et non formelle se distinguent en partie par leur approche, l'objectif partagé par tous les acteurs doit être le bien-être et le développement harmonieux des enfants. Il est de la responsabilité de tous les adultes impliqués à se soucier de la conception de ces transitions afin que les enfants puissent les vivre de manière sereine. Ils doivent s'intéresser à tout ce que les enfants vivent au quotidien afin de pouvoir l'intégrer dans leur action pédagogique respective.

ad 4) Chaque commune intéressée par un projet de rapprochement peut s'adresser aussi bien à la division «Innovation» du SCRIPT qu'à l'IFEN pour obtenir un soutien, que ce soit par une offre de formations continues spécifiques ou un accompagnement méthodologique dans la conception et la mise en place d'un tel projet. Il peut également être fait appel à des formateurs actifs au niveau du secteur de l'éducation non formelle.

ad 5) Outre un suivi régulier par un groupe d'accompagnement ou un comité de pilotage, certains projets ont également fait l'objet d'une évaluation par l'Agence pour le développement de la qualité scolaire «ADQS» du SCRIPT qui a fait une analyse des facteurs indispensables à la réussite d'un tel projet.

ad 6) Un élément clé pour la réussite d'une collaboration renforcée et d'un usage collégial des infrastructures est la conviction partagée par l'ensemble d'une équipe du bien-fondé d'une prise en charge plus globale des enfants sur une journée entière et leur volonté de s'engager dans un tel projet. Leur sensibilité à une plus-value que ceci peut représenter pour les enfants est un élément fondamental.

Il est également important de prévoir assez de temps à disposition des équipes pour la conception des environnements pédagogiques à offrir aux enfants et dans lesquels ils œuvreront en commun.

Un autre élément décisif est la reconnaissance que portent les uns envers les autres qui, à défaut, peut fortement contraindre tout travail collaboratif.

Finalement, force est de constater que des interventions de consultants externes ont été identifiées comme facteur de réussite en ce sens que la parole d'un partenaire externe favorise les dynamiques interrelationnelles.

[1] Exposé des motifs du règlement grand-ducal du 12 mars 2013 sur le Plan d'encadrement périscolaire; vade-mecum donnant orientation sur sa mise en œuvre; le programme gouvernemental de 2013; circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2016-2017; cadre de référence pour l'éducation non formelle; accord entre le MENJE, l'association des institutrices et des instituteurs de l'éducation préscolaire cycle 1 (AIP) et le syndicat national des enseignants (SNE/CGFP) du 8 novembre 2016.

Q106

Question 2571 (18.11.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**étude Rifkin:**

Jeremy Rifkin, futurologue américain, projette qu'en 2050 l'ensemble du parc automobile luxembourgeois soit à émission zéro. Pour y arriver, plus aucun véhicule autre qu'électrique ne devrait pouvoir être immatriculé au Luxembourg à partir de 2025.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre considère-t-il ce scénario comme étant réaliste, sachant que le Luxembourg n'a que très peu d'influence sur les constructeurs automobiles?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'une étude d'impact sur le secteur des distributeurs automobiles luxembourgeois d'une telle décision?

- Ne plus permettre l'immatriculation de véhicules autres qu'électriques n'est-il pas contraire au principe de la libre circulation des marchandises voire à la liberté de commerce?

- Comment empêcher par ailleurs des véhicules non électriques immatriculés à l'étranger d'entrer sur le territoire luxembourgeois? Si tel n'est pas possible, l'interdiction d'immatriculation de véhicules autres qu'électriques au Luxembourg ne revient-elle pas à discriminer, directement, sinon indirectement les résidents du Luxembourg?

Réponse (21.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire des Députés Laurent Mosar et Gilles Roth concernant l'étude Rifkin et la projection de l'ensemble du parc automobile luxembourgeois à émission zéro en 2050, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le processus qui a mené à l'élaboration de l'étude stratégique constituait un vrai travail transversal réalisé à travers une approche «bottom-up» impliquant plus de 300 acteurs socio-économiques et fut pour tous les acteurs un exercice essentiel de prise de conscience des effets d'ensemble sur l'économie et la société. À travers une telle approche constructive et participative, l'étude stratégique a permis d'identifier des opportunités, des priorités et des défis ainsi que des aspects opérationnels accompagnant la transition vers une économie plus durable et interconnectée. Ainsi, l'objectif principal de l'étude n'a pas été d'établir un plan d'actions défini mais de constituer un premier pas vers des recommandations concrètes à court, moyen et long terme afin de développer une économie plus durable pour le pays. Dans cet ordre d'idées, le Conseil de Gouvernement a retenu de considérer les conclusions de l'étude comme orientations générales pour le développement futur du pays.

La projection de l'ensemble du parc automobile luxembourgeois à 100% électrique est une des recommandations à long terme préconisée par le groupe de travail afin d'assurer un changement vers une mobilité propre. En outre, l'étude stratégique préconise de nouvelles mesures pour soutenir un développement qui vise à ce que tous les véhicules particuliers neufs et les nouveaux équipements de transport public soient électriques à partir de l'année 2025.

Bien entendu, il ne peut être question de vouloir interdire unilatéralement toute immatriculation autre que de voitures électriques sans tenir compte des prémisses du marché intérieur communautaire, comme le suggèrent déjà les propos des honorables Députés dans leur question. De même, il n'est pas possible d'empêcher l'entrée sur le territoire luxembourgeois de véhicules non électriques. De telles mesures prises par un seul État membre ne sont en effet pas réalisables dans le cadre du marché intérieur.

Cependant, il s'agit d'accompagner une tendance qui est d'ores et déjà amorcée. C'est ainsi que la mesure retenue dans l'étude vise particulièrement à promouvoir la mobilité électrique au cours des années à venir. En effet, une augmentation de l'efficacité énergétique dans le secteur du transport nécessitera des changements en profondeur des modes de transport actuels. L'électromobilité constitue aujourd'hui une des formes les plus prometteuses des différentes technologies de propulsion alternatives avec un potentiel de diffusion considérable.

Dans le cadre du suivi de l'étude stratégique, les propositions autour de l'électromobilité seront concrétisées au sein des plateformes «Smart Energy Luxembourg» et «Mobilité durable» qui garantiront le suivi du volet «mobilité» de l'étude stratégique sur la Troisième révolution industrielle.

Les discussions au sein des plateformes tiendront compte des mesures déjà prises par le Gouvernement en matière d'électromobilité qui incluent notamment l'abattement fiscal pour les transports durables, la réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de fonction ainsi que la mise en place de 800 bornes de recharge qui seront installés à l'horizon 2020 pour les voitures propulsées par un moteur électrique ainsi que pour les voitures électriques hybrides chargeables.

Question 2572 (18.11.2016) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**accord commercial UE-Japon:**

Le 29 novembre 2012, le Conseil a adopté un mandat de négociation pour un accord commercial avec le Japon, les pourparlers ayant débuté officiellement le 25 mars 2013. Depuis, peu de détails ont été communiqués. Le mandat de négociation n'est pas accessible ouvertement et sur le site Internet de la Commission européenne, uniquement des résumés très succincts et limités de par leur contenu sont disponibles sur les différentes sessions de négociation. Le manque de transparence, critiqué à juste titre dans d'autres pourparlers commerciaux, est donc également de mise dans les négociations UE-Japon.

Si les informations sur les négociations sont clairsemées, elles laissent néanmoins entendre que l'envergure de cet accord est très semblable à celle d'autres accords récents comme le CETA avec le Canada ou le TTIP avec les États-Unis. En effet, la liste des sujets à discussion inclut la protection des investissements et un mécanisme d'arbitrage, la libéralisation des

services et des marchés publics, la coopération réglementaire, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la propriété intellectuelle, etc.

Étant donné que le Japon compte 125 millions d'habitants, que le pays est la troisième puissance économique, ainsi que la quatrième puissance commerciale mondiale, et qu'il est en concurrence directe avec l'UE dans de nombreux secteurs économiques, cet accord a un impact potentiellement très signifiant sur l'Union européenne et donc également sur le Luxembourg. Dès lors, il nous semble surprenant que cet accord n'ait pas encore fait l'objet de discussions au sein de la Chambre des Députés, d'autant plus que le Conseil européen du 21 au 22 octobre a invité la Commission européenne à poursuivre activement les négociations en vue d'arriver à un accord politique avec le Japon avant la fin de l'année 2016.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer entre-temps qu'une conclusion préliminaire des négociations avec le Japon interviendra avant la fin de l'année 2016?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'il existe un manque de transparence manifeste dans ces négociations? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à intervenir auprès de la Commission européenne afin que les textes de négociation soient publiés ouvertement, ou du moins soient rapidement mis à disposition pour les députés dans la salle de lecture aménagée au sein du Ministère des Affaires étrangères?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre a commandité, ou envisage de commanditer, une étude d'impact, afin de mesurer les conséquences d'un tel accord sur les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise?

4. Est-ce que, dans l'accord UE-Japon, l'arbitrage en matière de protection des investissements sera organisé autour d'un tribunal privé (type ISDS) ou d'un tribunal permanent (type ICS)? Est-ce que le Gouvernement est prêt à refuser un accord UE-Japon s'il contient un tribunal d'arbitrage privé (type ISDS)?

5. Est-ce que la libéralisation des services dans l'accord UE-Japon sera articulée à travers une approche de liste négative, tel que dans l'accord CETA?

6. Est-ce que le Gouvernement est prêt à refuser un accord UE-Japon s'il ne présente pas des garanties claires et explicites en matière de politique sociale et de politique environnementale?

7. Est-ce que le Luxembourg fait actuellement valoir des dérogations aux différents chapitres de négociation et, si oui, lesquelles?

Réponse (22.12.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Il n'est pas envisageable, à ce stade, de finaliser, d'ici la fin de l'année, les négociations sur l'ensemble des questions encore ouvertes dans le cadre du futur accord de libre-échange entre l'UE et le Japon.

ad 2. En général, et conformément à sa position consistant à demander un maximum de transparence dans de telles négociations, le Gouvernement appuie les efforts de communication et d'information déployés par la Commission européenne. S'agissant en particulier des négociations sur l'accord UE-Japon, la Commission met à disposition du public des rapports sur les tours de négociation qui ont eu lieu. Ceci étant dit, des efforts supplémentaires en matière de transparence et une divulgation plus proactive des propositions de texte européennes sur l'accord UE-Japon s'imposent et le Gouvernement est disposé à intervenir dans ce sens auprès de la Commission européenne.

ad 3. Il y a lieu de remarquer que la Commission européenne a commandité une étude d'impact exhaustive sur le potentiel économique, social et environnemental de l'accord entre l'UE et le Japon. Le rapport final de ladite étude, portant à la fois sur une analyse qualitative et quantitative des effets potentiels d'un futur accord UE-Japon, a été publié en avril dernier. Au vu des résultats détaillés de ladite étude, notamment en ce qui concerne les répercussions sectorielles potentielles d'un futur accord UE-Japon, une évaluation d'impact complémentaire n'est pas indispensable à ce stade des négociations.

ad 4. Le Japon n'a pas encore pris de décision définitive sur les questions liées au chapitre sur la protection des investissements. La position de la Commission européenne en la matière est sans équivoque: il n'y aura plus d'arbitrages privés dans des accords de commerce et d'investissements conclus par l'Union européenne, le «système juridictionnel des investissements» (Investment Court System; ICS) étant le système de référence en vue du règlement des différends commerciaux dans le cadre de tels accords. Le Luxembourg appuie résolument la position de la Commission européenne à cet égard et refuse l'inclusion de l'ancien système des tribunaux d'arbitrage privés (du type ISDS) dans des accords conclus par l'UE.

ad 5. Les engagements de l'UE et du Japon en matière de commerce des services sont couverts selon l'approche d'une liste négative.

ad 6. Le Gouvernement souscrit pleinement à l'objectif de l'UE consistant à négocier avec le Japon un chapitre ambitieux sur le développement durable, y compris des dispositions robustes sur le droit du travail et des engagements en faveur de niveaux élevés des normes environnementales de même que la mise en œuvre efficace des accords multilatéraux sur l'environnement. La position du Luxembourg est claire: tout accord de libre-échange conclu par l'UE devra prévoir des dispositions visant à interdire une baisse des standards environnementaux et sociaux afin d'attirer des investissements étrangers. En d'autres mots: les normes européennes en matière de droit du travail seront pleinement respectées et toute remise en cause du principe de précaution, tel qu'il est appliqué en Europe, est exclue.

ad 7. Si la question de l'honorable Député se réfère aux exceptions dans le cadre des engagements sur le commerce des services, le Luxembourg a fait valoir dans ce contexte les mêmes dérogations que celles dans le cadre du CETA.

Question 2574 (18.11.2016) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **discours de haine en ligne:**

Le parquet de Munich a annoncé le 7 novembre que dix cadres dirigeants de l'entreprise «Facebook», dont Mark Zuckerberg, font l'objet d'une enquête pour incitation à la haine en raison de contenus haineux propagés sur la plateforme «Facebook» que les responsables de l'entreprise n'ont pas supprimés.

Selon l'article 457-1 du Code pénal luxembourgeois, l'incitation à la haine est punissable par un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement. Il existe une série de jugements récents punissant des auteurs incitant à la haine sur les réseaux sociaux.

Le paragraphe 3 de l'article 457-1 précité qualifie également comme incitation à la haine la mise en circulation d'affirmations haineuses. Les algorithmes utilisés par «Facebook» font en sorte que les commentaires des utilisateurs du réseau social peuvent être affichés ou même recommandés à d'autres utilisateurs.

Selon les articles 62 et 63 de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique, tout prestataire qui fournit un service consistant dans le stockage d'informations en ligne est tenu à une obligation de contrôle spécifique afin de détecter de possibles infractions à l'article 457-1 du Code pénal et de retirer de telles informations ou rendre l'accès à celles-ci impossible dès le moment où il en a connaissance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l'avancement des efforts entrepris sur le plan national et européen afin de lutter contre les discours de haine en ligne?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que des réseaux sociaux comme «Facebook» devraient faire l'objet d'une enquête pour incitation à la haine au Luxembourg lorsque les algorithmes utilisés par ces réseaux sociaux font en sorte que des commentaires incitant à la haine soient affichés à d'autres utilisateurs?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de compléter la législation luxembourgeoise au sujet de l'incitation à la haine afin de responsabiliser également les sociétés commerciales présentes sur les réseaux médiaux pour contrôler et modérer les commentaires sous leurs publications?

Réponse commune (19.12.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*:

ad 1) Au Luxembourg, l'article 457-1 du Code pénal traite de l'incitation à la haine.

Il est à noter à ce sujet qu'une bonne partie des poursuites pénales engagées pour des discours de haine sur base de l'article 457-1 du Code pénal ont pour objet des messages postés sur Internet. À chaque fois l'on remarque une réaction ferme du parquet et des tribunaux. Le parquet amène souvent les cas de discours de haine les plus graves devant les tribunaux qui les sanctionnent avec des peines allant en cas de récidive jusqu'à l'emprisonnement ferme.

Par ailleurs, ces condamnations sont souvent accompagnées d'une couverture médiatique importante qui amplifie l'effet préventif général et qui dissuade d'autres auteurs potentiels. Celles-ci sont également assorties de peines et de mesures accessoires comme par exemple la saisie de matériel informatique ou l'interdiction de vote.

De plus, le Luxembourg est actuellement en cours de développement de projets de prévention qui visent l'ensemble de la population. Ainsi, une campagne de sensibilisation sur le discours de haine et la discrimination pour l'année scolaire 2016-2017 est par exemple organisée dans les écoles luxembourgeoises. Ou encore le lancement de la campagne «Non à la haine» a eu lieu et une formation pour tous les élèves de la septième classe sur la sécurité sur Internet est à présent obligatoire.

Sur le plan européen, la Commission européenne a adopté en date du 2 juin 2016 un Code de conduite afin de combattre les discours haineux en ligne ensemble avec les entreprises fournisseurs de services IT, les réseaux sociaux et les plates-formes Internet. Il s'agit principalement d'instaurer un dialogue et de permettre d'enlever rapidement tout discours haineux sur ces sites Internet. Par ailleurs, les entreprises fournisseurs de services IT seront amenées à coopérer étroitement avec les autorités nationales.

Lors de la dernière réunion du groupe de travail relatif à la lutte contre le racisme, la xénophobie et les autres formes d'intolérance, qui a eu lieu à Bruxelles en date du 7 décembre 2016, il a été constaté que les entreprises comme «Facebook», «Twitter», «YouTube» et «Microsoft» font des efforts afin de respecter au mieux ce Code de conduite. Ainsi, l'on remarque déjà une augmentation des retraits de discours haineux en ligne ainsi qu'une certaine rapidité d'action en ce qui concerne ces retraits.

ad 2) À toutes fins utiles, je me permets de rappeler à l'honorable Député qu'en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, il n'appartient pas au Ministre de la Justice de donner une qualification pénale à des faits, cette mission appartenant exclusivement aux parquets.

ad 3) Comme l'a rappelé l'honorable Parlementaire, la législation luxembourgeoise fournit déjà aujourd'hui des instruments juridiques permettant de lutter contre l'incitation à la haine par le biais des médias.

J'aimerais encore attirer l'attention de l'honorable Parlementaire sur les obligations liées à la qualité d'éditeur telles qu'elles résultent de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias. Cette loi fournit une base juridique complémentaire pour responsabiliser sinon sanctionner un éditeur défaillant. Le droit à la liberté d'expression est un principe fondamental en droit luxembourgeois. Toutefois, ce droit connaît également des restrictions strictement encadrées, notamment d'un point de vue responsabilité civile et pénale des personnes publiant une information, comme prévu par les articles 21 et 22 de loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

D'autre part, le Gouvernement vient d'adopter récemment un règlement permettant de soutenir financièrement le développement des organes de presse en ligne. Dans ce contexte, le Gouvernement a veillé à inscrire comme condition d'éligibilité que le requérant devra rapporter la preuve qu'il a mis en place des dispositifs appropriés de lutte contre les contenus illicites sur les espaces de contribution personnelle.

Ces dispositifs devront permettre à toute personne de signaler la présence de tels contenus et d'obliger l'éditeur de les retirer promptement.

De surcroît, le Gouvernement impose dans ce même contexte la mise en place d'un dispositif permettant de retracer l'identification des commentateurs agissant sous une identité d'emprunt.

Notons finalement que de par le caractère transfrontalier de l'internet, le phénomène du discours de haine en ligne doit être perçu comme un problème à un échelon dépassant le cadre purement national.

Durant la Présidence luxembourgeoise du Conseil JAI, le Luxembourg a été à l'origine des initiatives qui favorisent et proposent des solutions européennes à la problématique. Dans ce contexte, il convient de soulever à nouveau le contact que la Commission européenne a su établir avec le secteur privé pour développer ensemble une approche commune, sous la forme d'un Code de conduite, visant à supprimer les contenus haineux en ligne après signalement par les internautes. Par ailleurs, le sujet est également traité dans le cadre de la révision de la directive sur les services de médias audiovisuels actuellement en cours. Les propositions soumises par la Commission dans ce contexte et soutenues par le Luxembourg visent à obliger également les plateformes de partage de vidéos en ligne (comme «YouTube») à adopter des mesures visant à lutter contre l'incitation à la haine ou à la violence.

Question 2577 (22.11.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**Office européen des brevets:**

Depuis quelques années déjà un conflit social au sein de l'Office européen des brevets (OEB) oppose une partie du personnel de l'OEB et leur syndicat, d'un côté, à la direction de l'OEB à Rijswijk (Pays-Bas), de l'autre (cf. mes questions parlementaires n°0338 du 6 juin 2014, n°1018 du 25 mars 2015 et n° 2120 du 3 juin 2016).

Au sein du différend se trouve le président de l'OEB en raison de différentes mesures que ce dernier a décidées au cours des dernières années notamment à l'encontre du syndicat représentant le personnel de l'Office. Certaines de ces mesures se sont avérées contraires aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'homme.

La délégation luxembourgeoise au conseil d'administration de l'Office européen des brevets était, d'après les dires du Ministre (cf. réponse à ma question n°2120), parmi celles ayant soutenu la résolution du 16 mars 2016 demandant au président de l'Office de mettre en œuvre certaines mesures et lui demandant, ainsi qu'aux syndicats, d'apaiser la situation sociale.

Il me revient que le président de l'OEB aurait remercié un membre central du syndicat de l'OEB. Cependant, cette décision serait contraire à la résolution citée ci-dessus.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces développements récents dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB?

- Si ces nouvelles accusations s'avéraient justes, le Gouvernement luxembourgeois ne devrait-il pas repenser sa position par rapport à la personne du président de l'OEB? Le cas échéant, la délégation luxembourgeoise au conseil d'administration de l'OEB sera-t-elle invitée à intervenir dans ce dossier?

- Dans sa réponse à ma question du 6 juin 2016 (n°2120), Monsieur le Ministre a indiqué que le climat social au sein de l'OEB ferait l'objet d'une étude indépendante de la part d'un consultant externe, dont les résultats seraient présentés le 11 octobre 2016 à l'occasion d'une «conférence sociale» ouverte aux différents représentants du personnel ainsi qu'aux représentants des États membres. Est-ce que cette conférence a eu lieu, respectivement les résultats de l'étude ont-ils été présentés? Dans l'affirmative, quels sont ces résultats et quelles conclusions Monsieur le Ministre en tire-t-il?

Réponse (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

L'Office européen des brevets (OEB) informe régulièrement les délégations du conseil d'administration des développements dans les affaires sensibles. Il ressort des éléments communiqués qu'un représentant élu du comité central du personnel aurait été poussé à la démission de son mandat fin 2014, suite à une intense campagne de harcèlement et de diffamation menée par un petit groupe d'individus, selon ses propres affirmations publiques. L'Office a mené les procédures d'enquête conformément à ses règles internes et identifié les responsables ainsi que leurs différents niveaux de responsabilité.

Des comités disciplinaires paritaires, composés de membres désignés par le management et par la représentation du personnel, se sont prononcés sur ces cas et ont souvent requis des peines très sévères au regard des faits graves établis. Le président de l'Office a suivi ses recommandations, ce qui a entraîné récemment le licenciement de l'auteur principal des faits. Ce dernier a des voies de recours pour contester cette décision.

Il s'agit ici d'une affaire interne à l'OEB qui ne relève pas du dialogue social puisqu'elle concerne le harcèlement d'un représentant du

personnel par quelques individus. En effet, il ne faut cependant pas confondre les relations entre partenaires sociaux dans le cadre du dialogue social institutionnel de l'Office et des décisions individuelles prises à l'égard de certaines personnes en raison de leur comportement individuel.

Dans ce contexte, je tiens à assurer que la délégation luxembourgeoise continue de porter une grande attention au développement du dialogue social à l'OEB et apporte son soutien à toute initiative en ce sens.

Concernant l'étude sociale réalisée par une équipe pluridisciplinaire de PwC, à laquelle réfère l'honorable Députée dans sa question, je peux informer qu'elle a en effet été rendue accessible au personnel de l'OEB le 23 septembre 2016. Elle établit que l'Office offre d'excellentes conditions de travail, notamment par comparaison à d'autres organisations internationales et que son cadre juridique dans le domaine social est conforme aux chartes sur les droits fondamentaux et fournit même davantage de droits que d'autres institutions similaires aux niveaux international et national.

L'étude brosse également quelques pistes d'amélioration sur certains sujets. Ces recommandations ont été présentées lors d'une conférence sociale[1] qui s'est tenue le 11 octobre dernier et a réuni près de 350 participants de tous horizons (membres du personnel, managers, représentants du personnel, syndicalistes, délégués du conseil d'administration). Elle a donné lieu à des échanges très riches et ouverts dans une ambiance constructive. L'Office a poursuivi ces consultations internes avec les différents partenaires sociaux au mois de novembre et a annoncé la présentation d'orientations au prochain conseil d'administration.

Question 2579 (22.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **compagnies aériennes «low cost»:**

Depuis le 1er septembre 2016 la plus grande compagnie aérienne à bas prix en Europe, dont le siège social est situé en Irlande, atterrit à l'aéroport de Luxembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La compagnie aérienne susmentionnée profite-t-elle d'un avantage quelconque par rapport aux autres compagnies aériennes qui atterrissent à l'Aéroport de Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels sont ces avantages respectivement est-il prévu que les autres compagnies aériennes puissent également profiter de ces avantages?

Réponse (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes concernant la question parlementaire sous rubrique:

Les compagnies aériennes desservant l'Aéroport de Luxembourg sont toutes traitées sur un pied d'égalité et aucun avantage qui les dissocierait des autres compagnies aériennes n'a été concédé par la Société de l'Aéroport de Luxembourg SA à la compagnie aérienne visée par la question.

Question 2580 (22.11.2016) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**E-Bike:**

L'offre de nouveaux modèles de vélos à assistance électrique ne cesse d'augmenter. Il existe actuellement deux catégories de vélo à assistance électrique à savoir le Pedelec et l'E-Bike. Ce dernier ne se distingue du Pedelec que par la puissance du moteur et de la vitesse maximale. La conduite d'un E-Bike présuppose cependant un permis de conduire de la catégorie A3 et une assurance responsabilité civile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le port du casque est-il obligatoire sur l'E-Bike? De quel casque s'agit-il?

- L'E-Bike est-il autorisé à circuler sur les pistes cyclables? Dans la négative, pour quelles raisons?

- Pour quelles raisons doit-on souscrire une assurance responsabilité civile?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le montage de pédales dotées d'un système à cliquet est interdit sur un E-Bike et, le cas échant, pour quelles raisons?

Réponse (28.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les modalités d'utilisation de différentes catégories de vélos à assistance électrique sur la voie publique.

Il est vrai qu'en plus des différences techniques proprement dites et de la réglementation qui en découle, la terminologie elle-même mérite d'être clarifiée.

Le cycle à pédalage assisté que l'honorable Député désigne par le terme de «Pedelec», est caractérisé par le fait que la puissance continue de son moteur auxiliaire ne dépasse pas 250 Watt et que ce moteur cesse dès que la vitesse dépasse 25km/h. Ce type de véhicule est assimilé au cycle et le cycliste a donc exactement les mêmes droits et obligations que celui d'un vélo ordinaire.

Il en est autrement du «deux-roues» que l'honorable Député nomme «E-Bike». Ce deux-roues d'apparence très similaire est communément appelé «Speed-Pedelec» puisque son moteur auxiliaire ne s'arrête qu'au-delà d'une vitesse de 25km/h, typiquement à 45km/h. Conformément à la directive européenne 2002/24/CE, ce type de deux-roues n'est non pas assimilé au cycle, mais est un cyclomoteur au sens du Code de la route. Il est par conséquent interdit de circuler sur les pistes et les voies cyclables signalées en tant que telles. Selon le Code de la route également, les conducteurs et les passagers de cyclomoteurs doivent porter un casque de protection homologué par un État membre des Communautés européennes; ils doivent avoir fermé solidement les jugulaires du casque dès que le cycle est en mouvement. L'assurance pour cyclomoteurs est une obligation prévue par la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Enfin, selon le Code de la route, les pédales non rétractables des cyclomoteurs à deux roues doivent être munies de catadioptres de couleur orange, de forme non triangulaire et visibles de l'arrière.

Question 2583 (23.11.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **concept de «vague verte»:**

En réponse à la question parlementaire n°2471 du 14 octobre 2016, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a indiqué qu'il est prévu de réaliser des projets pilotes de «vague verte» dans la traversée de Bascharage et sur la route nationale N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen dans le but de fluidifier le trafic.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le timing des travaux prévus dans le cadre des projets pilotes précités?

- Le projet pilote prévu à Bascharage précité ne devrait-il pas être étendu sur tout le tracé entre Bascharage et la ville de Luxembourg, étant donné qu'un système intelligent de feux de circulation est en train d'être installé à Schouweiler et que le système de feux de circulation à Dippach ainsi que le rond-point à Dippach provoquent des problèmes de circulation quotidiens sur le tracé précité?

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à étendre le projet pilote précité en adaptant notamment le système de feux de circulation à Dippach et en équipant également le rond-point à Dippach d'un système intelligent de feux de circulation?

Réponse (06.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant les projets pilotes pour les installations de feux tricolores coordonnés situées sur le réseau routier étatique.

Tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire n°2471 du 14 octobre 2016, deux projets pilotes de coordination de feux tricolores sont actuellement en cours de planification.

Le projet pilote dans la traversée de Bascharage prévoit l'équipement de toutes les intersections principales et des passages pour piétons sur la N5 avec des feux tricolores et ceci entre le rond-point «Biff» et la sortie de la localité en direction de Schouweiler. Ces installations de feux tricolores vont être installées dans le but de fluidifier le trafic et, par conséquent, contribuer à la diminution des émissions de NO_2 qui dépassent actuellement largement les valeurs limites de la directive européenne 2008/50/EC. Les préparations pour le dossier de soumission sont actuellement bien avancées et il est prévu de lancer l'appel d'offres pour les volets génie civil et génie technique en 2017.

Le projet pilote sur la N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen prévoit lui aussi l'équipement des intersections principales sur la section de Strassen jusqu'à Bertrange et sur la section de Mamer à Capellen. Pour ce projet, les études sommaires pour le génie civil, le génie technique ainsi que le volet ingénierie de trafic ont débuté récemment. La mise en œuvre de l'intégralité de ce projet pilote dépend également de la coopération des communes concernées vu que les installations de feux tricolores existantes des communes devraient par après être exploitées par l'Administration des ponts et chaussées.

Il est prévu qu'après le retour d'expériences de ces deux projets pilotes, d'autres tronçons de feux tricolores coordonnés seront réalisés sur les principales pénétrantes des grands pôles de développement. Nonobstant ce planning, l'Administration des ponts et chaussées est déjà en train de réaliser des installations propres de feux tricolores ou de récupérer des installations existantes des communes sur les points stratégiques du réseau routier de l'État qui pourront par après facilement être intégrées dans le système de feux de signalisation coordonnés.

Les traversées de Schouweiler et de Dippach pourraient être équipées par un tel système de feux tricolores coordonnés dans une phase ultérieure, ce qui nécessiterait par contre l'équipement de toutes les intersections principales et des passages pour piétons sur cette section avec des feux tricolores ainsi qu'à première vue le réaménagement du giratoire N13/N5 en carrefour en croix simple.

Néanmoins, l'Administration des ponts et chaussées a procédé dans les dernières années à la réalisation de mesures dans ces traversées de la route N5 afin d'optimiser la situation de trafic aux pointes journalières et ceci surtout pour les transports en commun routiers, tels que la prolongation du couloir bus à Schouweiler et la réalisation de deux installations de feux tricolores à Schouweiler, voire à Dippach. De plus, une étude de trafic est actuellement en cours auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin d'optimiser le réseau routier étatique existant sur le territoire de la commune de Dippach, ceci en vue de l'évolution du trafic pronostiquée sur cet axe routier principal et pour lequel certaines des solutions évoquées par l'honorable Député vont être analysées.

Question 2584 (23.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **développement d'une application pour car-sharing/covoiturage:**

Afin de favoriser davantage le car-sharing et le covoiturage, le Gouvernement entend développer une application à travers laquelle les gens pourront s'inscrire pour faire du covoiturage. Selon le Ministre, une phase-test sera lancée en 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si cette application va être développée au sein du Ministère ou si un appel d'offre sera lancé prochainement?

- Cette application sera-t-elle mise gratuitement à disposition des utilisateurs?

- Le service offert sur cette plateforme sera-t-il payant?

- Comment Monsieur le Ministère veut-il empêcher que cette plateforme soit utilisée à des fins professionnelles par des tiers?

Réponse (22.12.2016) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire n°2584 du 23 novembre 2016, les honorables Députés demandent des renseignements sur le portail de covoiturage prévu par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Avec un taux de motorisation de 660 voitures par 1.000 habitants et surtout une part modale de 72,5% (modal split MoDu, 2012), la voiture individuelle reste aujourd'hui le mode de transport prédominant au Grand-Duché du Luxembourg. Cependant, non seulement s'agit-il d'un mode de transport très consommateur en espace public et/ou privé et émetteur de pollution atmosphérique, la voiture individuelle est également utilisée de manière très inefficace.

En effet, considérant que la majorité des véhicules dispose d'au moins cinq places assises, le taux d'occupation moyen d'environ 1,2 personnes est relativement faible.

Par conséquent, à côté des engagements du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en faveur de la mobilité active et d'un transport en commun plus performant, j'ai chargé le Département des transports de mettre en place un portail de covoiturage qui fonctionnera comme «outil de mise en relation» pour faciliter l'accès des résidents, des frontaliers et même des visiteurs occasionnels à ce mode de transport alternatif.

Prévu sous forme d'un site Internet et d'applications mobiles, le portail de covoiturage sera commissionné par un appel d'offre qui sera lancé début de l'année prochaine. Les applications mobiles seront gratuitement mises à disposition des utilisateurs et le service de mise en relation entre les conducteurs et les passagers sera non payant.

Les conditions d'utilisation et le paramétrage du portail de covoiturage feront en sorte que ce service est réservé aux particuliers à l'exclusion de tout usage professionnel.

Question 2587 (24.11.2016) de **MM. Gusty Graas**, **Max Hahn** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant les **effectifs du Service de santé de l'armée**:

Selon la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, le corps des sous-officiers de carrière comprend un maximum de six infirmiers diplômés. De plus, le Service de santé de l'armée comprend également des soldats volontaires secouristes. Ces derniers sont notamment formés en tant qu'ambulanciers.

Au sujet des effectifs du Service de santé, il nous revient que dans toutes les carrières, les quotas ne sont pas remplis.

Actuellement, il n'y a qu'un seul médecin au statut militaire détaché à l'état-major.

En outre, seulement deux infirmiers diplômés, sur six postes prévus par la loi, travaillent au Service de santé.

De plus, un nombre insuffisant de soldats volontaires sont formés comme ambulanciers.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer le manque d'effectif à tous les niveaux du Service de santé?

2) Est-ce qu'une campagne de recrutement est prévue dans un avenir proche pour combler les lacunes au niveau du fonctionnement du Service de santé sur le plan national et international?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner en quoi consiste la formation des soldats volontaires secouristes?

4) Monsieur le Ministre juge-t-il que la formation des secouristes pourrait s'organiser conjointement avec d'autres corps de secours?

Réponse (27.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense*:

ad 1) Le tableau des effectifs du Service de santé inscrits dans la loi de l'Armée se présente comme suit:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il s'agit d'un effectif théorique maximal et non d'un objectif à atteindre. Ce dernier dépend des besoins.

S'y ajoutent:

- un caporal spécialiste en médecine d'urgence;

- un deuxième caporal au profil analogue recruté en 2016 qui sera envoyé en formation en 2017;

- 14 soldats volontaires du Service de santé, dont cinq sont détenteurs du brevet d'ambulancier au Service de santé. À remarquer que les soldats volontaires affectés au Service de santé disposent d'un contrat de travail à durée déterminée et sont remplacés au fur et à mesure de leur départ.

Eu égard à ce qui précède et aux besoins futurs en matière de déploiement, il est nécessaire de

[1] https://www.epo.org/news-issues/news/2016/20161013.html

recruter davantage de personnel médical et paramédical.

ad 2) Deux appels à candidatures pour recruter le deuxième officier-médecin se sont déroulés toutefois sans résultat tangible. Un nouvel appel à candidatures est en cours.

Une campagne pour recruter des infirmiers supplémentaires est envisagée.

Le recours à des soldats volontaires sélectionnés à l'issue de l'instruction de base permet de couvrir les besoins en personnel secouriste-ambulancier du Service de santé.

ad 3) Tous les soldats de l'armée suivent la même instruction de base où un socle commun de connaissances dans le domaine médical est dispensé: brevet national de premiers soins et éléments médicaux du «Tactical Combat Casualty Care».

Une partie de l'effectif des volontaires du Service de santé reçoit une formation supplémentaire comme secouriste-ambulancier.

Par ailleurs, le personnel en disponibilité opérationnelle suit une formation spécifique de quatre semaines (savoir-faire au niveau technique et tactique pour insérer un véhicule blindé d'évacuation médicale dans un dispositif militaire).

ad 4) L'Armée luxembourgeoise collabore d'ores et déjà avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux au niveau de la formation.

L'Administration des services de secours met actuellement en place un nouveau système de formation. Deux militaires suivent déjà les formations offertes.

Par ailleurs, les militaires luxembourgeois suivent auprès de l'Armée belge des formations médicales se rapportant à l'évacuation de blessés dans un contexte de guerre.

L'armée continue à rechercher des synergies avec d'autres partenaires civils et militaires.

Question 2589 (24.11.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **panneaux de signalisation pour informer les automobilistes sur des trajets alternatifs:**

Lors d'une interview de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures diffusée au journal télévisé en date du 23 novembre 2016, interview donnée à l'occasion de la présentation du réaménagement du giratoire «Irrgäertchen», Monsieur le Ministre a dit que, dans le futur, des panneaux de signalisation seront installés dans ce giratoire pour informer les automobilistes sur des trajets alternatifs en cas d'embouteillage.

En me référant à ma question parlementaire du 3 décembre 2014 dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que ces panneaux de signalisation seront aussi installés à l'entrée des bretelles sur les autoroutes? Ceci permettrait aux automobilistes en cas d'embouteillage sur les autoroutes de ne pas s'engager sur les autoroutes, mais de suivre les chemins alternatifs proposés.

Réponse (06.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les panneaux de signalisation informant les automobilistes au sujet de trajets alternatifs en cas d'embouteillage sur le réseau autoroutier.

Avant de pouvoir répondre à cette question, il y a lieu de se référer aux réponses aux questions parlementaires n°0768 du 3 décembre 2014 de Monsieur le Député Léon Gloden et n°1285 du 10 juillet 2015 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol.

Comme présenté lors de la conférence de presse du 23 novembre 2016, il est prévu d'implanter des panneaux à message variable et des signaux dynamiques sur le réseau des routes nationales à l'approche du rond-point Schaffner, informant les usagers de la route des incidents sur le réseau autoroutier ou d'une fermeture de tunnel, tout en leur indiquant un possible itinéraire de déviation.

Toutefois il faut préciser que tous les services publics, à savoir la Police grand-ducale, l'Administration des services de secours et l'Administration des ponts et chaussées, interviennent avec l'absolue priorité sur le réseau de la grande voirie afin de dégager au plus vite les véhicules accidentés, de libérer les capacités de l'autoroute et de désengorger/décharger ainsi le réseau secondaire qui n'est pas adapté à accueillir le trafic venant des autoroutes en cas d'un simple bouchon. Néanmoins, pour certains cas de figure, il est opportun d'indiquer des déviations.

Question 2593 (25.11.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Conseil de la concurrence:**

Le 12 février 2015, l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) a intenté un recours devant le tribunal administratif contre une décision du Conseil de la concurrence en matière du droit de la concurrence.

Lundi dernier, le verdict est tombé. La décision du Conseil de la concurrence infligeant à l'EPT une amende de 2.520.000 euros a été annulée par le juge administratif et a condamné l'État à une indemnité de 3.500 euros.

Dans son jugement, le tribunal administratif a retenu en plus (i) du non-respect flagrant du délai raisonnable, la plainte des concurrents de l'EPT contre ce dernier remontant à 2006, la décision du Conseil de la concurrence n'ayant été prise qu'en novembre 2014, (ii) de la violation du droit d'accès au dossier, (iii) d'une irrégularité au niveau de la demande d'information adressée à l'EPT, l'application d'une méthodologie qui n'est pas en phase avec la communication de la Commission (européenne) en la matière à laquelle le Conseil de la concurrence a pourtant déclaré vouloir s'orienter de sorte qu'il a conclu que la décision était viciée pour reposer sur une méthodologie non conforme au droit de la concurrence.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- L'État envisage-t-il de relever appel du jugement du tribunal administratif précité? Dans l'affirmative, sur quels points le jugement est-il, en droit, sujet à critiques?

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que le Conseil de la concurrence ait appliqué une méthodologie contraire au droit de la concurrence? Comment éviter de telles contrariétés dans le futur? Monsieur le Ministre considère-t-il que le Conseil de la concurrence est suffisamment outillé, en ressources humaines et en expertise, pour traiter des dossiers aussi complexes que ceux sous rubrique?

- Il ressort du programme gouvernemental de 2013 que le Gouvernement considérera et étudiera un rapprochement entre l'Institut luxembourgeois de régulation et le Conseil de la concurrence afin de pouvoir mettre à profit les compétences de ces deux autorités indépendantes. Où en sont les travaux y relatifs?

Réponse (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

L'article 6, 1er paragraphe de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence consacre l'indépendance du Conseil de la concurrence: «Le Conseil de la concurrence, ci-après dénommé «Conseil», est une autorité administrative indépendante (…)». Ainsi, il appartient à ce dernier d'évaluer s'il est opportun pour l'État d'interjeter appel contre le jugement en question.

Par ailleurs, je tiens à préciser qu'en tant qu'autorité administrative indépendante, il revient au Conseil de la concurrence de décider de l'opportunité des méthodologies à appliquer pour l'analyse de leurs dossiers ainsi que de son organisation interne que je ne commente pas.

Dans la mesure où la coordination entre l'Institut luxembourgeois de régulation et le Conseil de la concurrence, deux institutions chargées chacune d'œuvrer en faveur d'une saine concurrence sur les marchés, ne donne pas lieu à des difficultés, le Gouvernement estime qu'une réforme du système actuel ne s'impose pas à l'heure actuelle.

L'action du régulateur qui est de nature prospective (ex ante), prend en compte les possibles évolutions technologiques, économiques et commerciales dans les secteurs des communications électroniques, de l'énergie, des services postaux et des transports ferroviaires et des services aéroportuaires. Par contre, le Conseil de la concurrence porte une appréciation a posteriori sur les situations et comportements réellement constatés sur l'ensemble des secteurs économiques.

Aussi, les interactions entre les deux sont-elles déjà nombreuses. S'agissant des réseaux et services de communications électroniques, les mesures imposées par l'ILR aux entreprises puissantes sur ce marché doivent préalablement trouver l'accord du Conseil de la concurrence.

À noter que la notion de «puissance sur le marché» évaluée par l'ILR s'apparente à celle de position dominante au sens de l'article 102 TFUE qui est aussi à la base des actions du Conseil de la concurrence.

Pour étayer sa propre analyse en vue d'établir une éventuelle infraction au droit de la concurrence, le Conseil de la concurrence peut, comme en l'espèce, dans le cadre de ses investigations, recourir sur demande à des données et analyses dont dispose le régulateur.

Question 2594 (25.11.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«mécanisme de développement propre» du Protocole de Kyoto:**

En 2014, le Gouvernement allemand avait convenu de compenser les émissions de gaz à effet de serre engendrées inévitablement par ses déplacements dans le cadre de voyages d'affaires en achetant des crédits d'émissions au profit de projets liés au «mécanisme de développement propre» (MDP), élaboré dans le cadre du Protocole de Kyoto et ayant comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Dans ce cadre, le «Umweltbundesamt» vise spécifiquement des projets œuvrant notamment pour le développement durable d'un pays en développement.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle au courant de la pratique du Gouvernement allemand décrite ci-dessus?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que le Gouvernement luxembourgeois pourrait copier l'exemple du Gouvernement allemand?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre envisage-t-elle de proposer une telle mesure?

- Quels projets dans le cadre du MDP le Gouvernement pourrait-il privilégier le cas échéant?

Réponse (11.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Pour limiter l'impact environnemental des déplacements professionnels de ses agents, le Gouvernement allemand s'est en effet doté d'une stratégie visant, dans l'ordre, à éviter les déplacements, ensuite à les réduire et enfin à compenser les émissions de gaz à effet de serre causées par les déplacements inévitables.

Dans le cadre des travaux d'élaboration du troisième plan d'action climat, le Département de l'environnement analysera en détail les modalités du système allemand et décidera sur cette base de l'opportunité de mettre en avant un système similaire pour le Luxembourg, ou de poursuivre d'autres pistes pour limiter respectivement compenser les émissions de gaz à effet de serre liées aux voyages de service.

Question 2595 (25.11.2016) de **MM. Marcel Oberweis** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **lutte contre le changement climatique:**

Le système d'échange de quotas d'émission (SEQE) de l'Union européenne (UE) a été instauré en 2005 afin d'encourager la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'une manière économiquement efficace et avantageuse. Selon le rapport de la Commission européenne (document COM(2016)707) du 8 novembre 2016 relative à la mise en œuvre de l'accord de Paris et des progrès accomplis par l'UE dans la réalisation de l'objectif minimal de réduction de 40%, la mise aux enchères de quotas du SEQE a généré 4,9 milliards d'euros de recettes pour les États membres. Ces derniers ont consacré ou prévu de consacrer 77% de ces recettes à des dépenses liées au climat.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le volume de recettes généré pour le Grand-Duché dans le cadre de la mise aux enchères de quotas du SEQE?

- Madame la Ministre peut-elle préciser la part de ces recettes que le Gouvernement compte investir dans la lutte contre le réchauffement climatique?

- Madame la Ministre peut-elle énumérer les priorités du Luxembourg dans le contexte de la lutte contre le changement climatique?

Réponse (12.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Les recettes liées aux ventes aux enchères de quotas dans le cadre du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) se sont élevées à 6,8 millions d'euros pour l'année 2015. En 2014 et 2013, elles s'élevaient à respectivement 5,2 millions d'euros et cinq millions d'euros.

Conformément à la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, les montants précités sont portés en recette au budget de l'État. Ces montants n'étant pas directement alloués par des dotations au Fonds climat et énergie, il convient toutefois de préciser qu'en raison du fait que les dépenses liées aux acquisitions de droits d'émission ont pu être sensiblement réduites ces dernières années, le Fonds climat et énergie dispose d'avoirs considérables pour la réalisation de mesures nationales en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que pour le financement des mesures de promotion des énergies renouvelables. En effet, le Luxembourg est sur la bonne voie pour respecter ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pendant la période 2013 à 2020, ceci sans acheter des crédits externes supplémentaires. À préciser encore qu'outre le Fonds climat et énergie, les mesures de lutte contre le changement climatique continueront d'être financées à travers le fonds pour la protection de l'environnement (à l'image du pacte climat avec les communes) ainsi qu'à travers le budget ordinaire de l'État.

Quant à la dernière question se rapportant aux priorités du Luxembourg dans le contexte de la lutte contre le changement climatique, elles devront se dégager en détail du troisième plan d'action climat dont les travaux préparatoires viennent d'être entamés. Il peut d'ores et déjà être précisé que le Luxembourg continuera à accorder priorité aux mesures visant une amélioration de l'efficacité énergétique et le recours renforcé aux sources d'énergies renouvelables, en suivant la vision esquissée dans le cadre de l'étude stratégique de la Troisième Révolution Industrielle. Par ailleurs, le Luxembourg restera solidaire avec les pays en développement dans la lutte contre le changement climatique, comme le montre sa contribution de 120 millions d'euros de 2014 à 2020. Il s'agit de fonds nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement permettant la réalisation de projets concrets dans le domaine de la protection du climat (atténuation et adaptation) dans les pays en voie de développement.

Question 2596 (28.11.2016) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Tanktourismus - tourisme à la pompe:**

En date du 25 novembre, l'étude relative au «Tanktourismus» a été présentée. Il s'avère qu'il y a une baisse de vente de carburant entre 2012 et 2016 de -12%. En outre «Les effets négatifs globaux (occasionnés au Luxembourg et à l'étranger) tant environnementaux qu'en matière de santé liés aux ventes de carburant opérées sur le territoire du Grand-Duché prévalent nettement sur les bénéfices pouvant être associés à ces ventes (3,5 milliards contre 2,1 milliards euros/a)». La conclusion que le Gouvernement semble tirer de cette étude semble se limiter à une réforme fiscale ainsi qu'à la promotion des transports publics, de la mobilité douce et de la mobilité électrique.

Ainsi le Gouvernement ne semble pas revoir sa politique de stockage des réserves pétrolières au Luxembourg alors qu'au vu des chiffres présentés dans cette analyse, il y a une forte réduction de la consommation des produits pétroliers au Luxembourg qui continuera aussi dans le futur au vu des actions annoncées par le Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures:

- Est-ce que le Gouvernement, au vu de l'étude sur le «Tanktourismus», compte changer sa politique quant au stockage des produits pétroliers en revenant notamment sur sa politique de construire ou de soutenir des projets d'agrandissement/extension des sites de réservoirs pétroliers, en particulier le projet d'extension des réservoirs pétroliers dans le port de Mertert?

- Est-ce que le Gouvernement contactera les exploitants des sites pétroliers pour les convaincre à ne pas procéder à l'agrandissement/extension des réservoirs pétroliers?

Réponse commune de (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*, de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Camille Gira,** *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Léon Gloden concernant l'impact de l'étude de faisabilité économique relative au découplage progressif des ventes de carburants des dépenses courantes de l'État sur la politique relative au stockage de produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations ci-après:

L'étude de faisabilité économique relative au découplage progressif des ventes de carburants des dépenses courantes de l'État a été thématisée au Conseil de Gouvernement dans sa séance du 25 novembre 2016. Lors de cette séance, le Conseil de Gouvernement a décidé de l'instauration d'un groupe de travail interministériel chargé de suivre certains aspects de l'étude et de rendre compte de ses travaux au Conseil de Gouvernement afin de constituer une base solide pour des décisions futures.

L'étude n'adresse pas le problème de la sécurité d'approvisionnement en produits pétroliers qui reste entier. Le Luxembourg a des obligations internationales en matière de stockage de produits pétroliers. Tant l'Agence internationale de l'énergie que l'Union européenne prescrivent de constituer 90 jours de stocks de sécurité en produits pétroliers. Or, les capacités de stockage actuellement disponibles sur le territoire national ne permettent d'assurer que huit jours de stockage de sécurité en dehors du stockage commercial qui est nécessaire pour approvisionner en situations normales les clients nationaux. Le corollaire en est que 82 jours de stocks de sécurité sont tenus hors de nos frontières. Cette situation n'est guère durable, notamment d'un point de vue de sécurité d'approvisionnement du pays en cas de crise.

Devant les obligations européennes et internationales dans le domaine du stockage pétrolier et le souci du Gouvernement d'assurer la sécurité d'approvisionnement du pays en produits pétroliers, le Gouvernement doit prendre les actions nécessaires pour garantir un niveau de stockage de produits pétroliers adéquat sur le territoire national en créant, selon les besoins, des capacités supplémentaires tout en cherchant une répartition raisonnable des moyens d'acheminement par la voie fluviale, les chemins de fer et la route.

Dans ce contexte, le Gouvernement continue à œuvrer pour la réalisation de nouveaux dépôts pétroliers à «Käerjeng (Héierchen)» et à «Luxembourg-Ouest», tel qu'initialement prévu.

En outre, il continue à supporter le projet d'implantation de réservoirs pétroliers supplémentaires dans l'enceinte du port de Mertert. Ce dernier est en effet le seul port national et le transport fluvial présente de multiples avantages, notamment au niveau de la sécurité de transport et du point de vue environnemental. D'autre part, il est primordial pour la sécurité d'approvisionnement du pays en produits pétroliers que les modes d'approvisionnement soient diversifiés entre les différentes voies d'approvisionnement (transport fluvial, train et route). Finalement, il y a lieu de souligner que le projet d'agrandissement du dépôt pétrolier existant dans le port de Mertert est un projet privé de la société Tanklux SA et que le Gouvernement n'est pas partie prenante au projet.

Question 2597 (29.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **financement des petites et moyennes entreprises (PME):**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0121 du 14 février 2014, Monsieur le Ministre a indiqué que 99,5% des entreprises luxembourgeoises sont des PME, dont 75,5% sont de nature familiale.

La Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI) constitue un acteur important dans l'accès au financement par ces PME. Pourtant, comme Monsieur le Ministre l'a confirmé en 2014, le nombre de projets d'investissement des entreprises luxembourgeoises et par conséquent des demandes de financement de celles-ci ont fortement baissé en 2013, tous produits confondus. Cette situation a notamment été expliquée par les incertitudes relatives à la situation et l'évolution de l'économie. Tout en misant sur la reprise conjoncturelle, la SNCI avait décidé le lancement de trois nouveaux produits afin de mieux répondre aux attentes des entreprises luxembourgeoises.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution des financements de la SNCI depuis 2014, sachant que la SNCI avait pris des engagements financiers de 42 millions d'euros en 2013 et de 28,3 millions d'euros fin mai 2014?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le type de financement décidé par la SNCI (prêts et type de prêt accordés, d'une part, et prise de participation, de l'autre)? Combien d'entreprises appartenant à quel secteur ont profité d'un financement par la SNCI par type de financement? Combien d'entreprises ont en sus d'un financement par la SNCI bénéficié d'aides de la part du Ministère de l'Économie?

- Monsieur le Ministre considère-t-il que le lancement des nouveaux produits a permis de satisfaire les besoins des entreprises luxembourgeoises?

- Où en est l'analyse commanditée par Monsieur le Ministre d'une scission éventuelle de la SNCI en banque, d'une part, et en société d'investissement, d'autre part?

- Monsieur le Ministre peut-il nous détailler les investissements réalisés depuis sa création par le Luxembourg Future Fund, d'une part dans l'intérêt des PME résidentes, et d'autre part dans des fonds de capital-risque? Combien d'entreprises non résidentes ont bénéficié d'un investissement par le Luxembourg Future Fund? Parmi celles-ci, combien ont décidé d'établir leur siège social au Luxembourg, de localiser une activité de production au Luxembourg voire de distribution à partir du Luxembourg en raison de cet investissement? Combien de ces entreprises sont actives dans le domaine des technologies de l'information voire du développement économique durable?

Réponse (31.01.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

En 2015, le conseil d'administration de la SNCI a décidé des financements pour un montant total de 22,1 millions d'euros en 2014 et de 100,6 millions d'euros. Ce chiffre atteindra environ 177 millions d'euros en 2016.

Au cours de l'exercice 2014, 20 crédits d'équipement pour un total de 7,2 millions d'euros et cinq prêts à moyen ou à long terme pour un montant total de plus de 14,7 millions d'euros ont été accordés. Par ailleurs, six prêts de création et de transmission pour un montant total de 204.000 euros ont été décidés. Pendant l'exercice 2014, le conseil d'administration n'a pas décidé de nouvelle prise de participation.

Au cours de l'exercice 2015, la SNCI a octroyé 14 crédits d'équipement pour un montant total de 4,6 millions d'euros. Elle a en outre accordé quatre prêts à moyen ou à long terme pour un montant total de 11,1 millions d'euros et sept prêts de création-transmission pour plus de 600.000 euros. Le conseil d'administration a autorisé des prêts participatifs et de financement à l'étranger pour un montant global de 2,4 millions d'euros, alors qu'il n'y avait pas eu de telles opérations en 2014.

En 2015, la SNCI a réalisé les premières opérations au niveau des nouveaux produits introduits en 2014 - prêt indirect développement, prêt direct recherche-développement-innovation et prêt entreprises novatrices avec deux décisions au niveau du prêt indirect développement ainsi que du prêt direct recherche-développement-innovation pour une envergure de quelque 100.000 euros.

Au cours de l'exercice 2015, la SNCI a continué à jouer son rôle d'actionnaire public de référence en accompagnant à hauteur de 12,6 millions d'euros l'augmentation de capital que SES SA a effectuée en juin 2015.

La SNCI a, en tant que membre du consortium sous le pilotage politique du Ministère de l'Économie et composé en outre de la Ville de Luxembourg, de la BCEE et d'Ardian, continué à travailler tout au long de l'année 2015 au projet de prise de majorité publique de l'État dans le groupe Enovos. La transaction a pu être clôturée avec succès en date du 7 mars 2016.

En outre, la SNCI a cosigné une lettre d'engagement pour constituer un fonds d'amorçage ensemble avec l'État luxembourgeois ainsi qu'avec d'autres investisseurs. Les parties signataires s'y sont accordées à rassembler des fonds publics et privés à hauteur d'environ 20 millions d'euros pour créer une structure de type «Seed Fund» destinée au financement de nouvelles entreprises innovantes à caractère technologique dans le secteur des TIC. Le fonds visera surtout, mais pas exclusivement, à réaliser des investissements de capital-risque dans des projets ayant atteint l'étape du «proof of concept» dans des domaines comme la cybersécurité, les FinTech, le Big Data, le Digital Health, les télécommunications et services satellitaires ou encore l'«Internet des objets».

L'ensemble des prêts octroyés au cours de l'exercice 2016 atteindra prévisiblement 13,2 millions d'euros et la somme des prises de participation 163,2 millions d'euros.

Il convient de noter que pendant la période sous revue, l'artisanat était le principal bénéficiaire du crédit d'équipement et l'industrie celui du prêt à long et moyen terme.

Vu que le crédit d'équipement de la SNCI est complémentaire à la loi-cadre des classes moyennes, tant les PME industrielles, commerciales et artisanales peuvent également avoir recours à des aides du Ministère de l'Économie. Ceci est d'ailleurs le cas pour la toute grande majorité d'entre elles. Il est à remarquer que la dernière baisse des taux de la SNCI, en passant de 2 à 1,5% pour le crédit d'équipement a eu un effet positif sur la demande, même si on n'a pas encore renoué avec le nombre de crédits octroyés avant la crise financière.

Le lancement de nouveaux produits, qui connaissent entre-temps une demande croissante (3,8 millions d'euros de prêts accordés en 2016) a certainement comblé un besoin dans le paysage des instruments de financement pour entreprises au Luxembourg.

La SNCI a voulu compléter sa gamme d'instruments de prêts notamment afin de suivre une certaine évolution de l'économie nationale, dont entre autres celle des activités économiques reposant en grande partie sur des investissements en «know how» (IP, frais de développement, frais de personnel, etc.). En comparaison aux instruments de prêts traditionnels de la SNCI, on peut souligner d'une manière générale que la SNCI a sensiblement étendu la base des dépenses éligibles au-delà du financement des immobilisations corporelles. Les nouveaux produits financent une grande partie des actifs matériels et immatériels d'un projet donné. La SNCI se propose dans ce contexte comme acteur partageant le risque avec les banques commerciales et les promoteurs des projets. La SNCI accompagne ainsi les PME/PMI dans leurs efforts d'innovation qui dépassent les activités de recherche et de développement purement technologiques.

Les trois nouveaux produits sont:

1. Le Prêt recherche, développement & innovation vise à soutenir les PME/PMI établies depuis au moins quatre ans dans leurs efforts de recherche, de développement et d'innovation. L'intervention de la SNCI est limitée à 250.000 euros par projet et ne peut pas dépasser ni le seuil de 40% des dépenses éligibles, ni le montant des capitaux propres de l'entreprise. Le prêt sera rémunéré sur base d'un taux fixe qui est fonction du prime rate SNCI augmenté d'une prime de risque, le cas échéant.

2. Le Prêt entreprises novatrices s'adresse aux jeunes PME innovantes dont la création remonte à moins de huit ans et vise à financer le plan d'affaires à la base d'un projet d'entreprise défini. L'intervention de la SNCI est limitée à 1,5 millions d'euros sans pouvoir dépasser 35% du coût global du projet, ni le montant des apports réalisés par les promoteurs sous forme de fonds propres. L'aspect novateur de cet instrument se situe également au niveau de la rémunération du prêt qui sera largement dépendante du succès du projet de l'entreprise.

3. En ce qui concerne le Prêt indirect développement (PID), huit banques de la place collaborant depuis longue date avec la SNCI ont signé les conditions générales de cet instrument financier. Il s'agit de BCEE, BGL, BIL, ING, Banque Raiffeisen, Banque de Luxembourg, BCP et SGTB qui agissent comme intermédiaires dans la mise en œuvre de cet instrument financier. Le Prêt indirect développement vise le financement du plan d'affaires des entreprises à la base d'un projet de développement défini. Ce dernier peut consister p. ex. en l'élargissement de la gamme de produits ou services, de la base clientèle, etc. Il s'adresse aussi bien à des PME/PMI qu'à des grandes entreprises. Les projets visés seront pris en compte par les banques commerciales, mais la SNCI, de par son intervention et sa participation au risque, en facilitera la réalisation. Le montant du financement de la SNCI par projet peut aller jusqu'à dix millions d'euros sans toutefois dépasser ni 40% du coût de l'investissement, ni les capitaux propres de l'entreprise, ni l'ensemble des financements des banques commerciales dans le même projet. Conformément à la politique existante de la banque, le PID sera rémunéré à taux fixe donnant ainsi une prévisibilité sur l'évolution de ses charges financières futures à l'entreprise.

Ces nouveaux instruments complètent la panoplie existante d'instruments de la SNCI. Un cumul de plusieurs instruments de la SNCI pour un même investissement est cependant exclu.

La SNCI offre donc un ensemble cohérent d'instruments adaptés aux différents besoins de financement des entreprises luxembourgeoises, ceci en étroite collaboration avec les banques commerciales de la place et les ministères compétents en matière de développement économique.

Pour ce qui est du Luxembourg. Future Fund, réalisé en étroite collaboration avec le Fonds européen d'investissement, il est entré en action au courant du premier semestre 2015.

L'objet principal de ce fonds de 150 millions d'euros (30 millions d'euros provenant du FEI et 120 millions d'euros de la SNCI) est de participer à la diversification et au développement durable de l'économie luxembourgeoise en contribuant à attirer des activités entrepreneuriales en phase d'amorçage/développement/croissance ou des activités contribuant à l'innovation de l'étranger vers le Luxembourg.

Complémentaire aux produits déjà proposés par la SNCI aux entreprises déjà établies à Luxembourg, le fonds réalisera des investissements et coinvestissements dans des PME technologiques innovantes européennes et contribuera ainsi à attirer de nouvelles activités entrepreneuriales vers le Luxembourg, ainsi qu'à développer de manière indirecte l'écosystème luxembourgeois en capital-risque.

La majorité des moyens financiers (2/3 des fonds apportés) seront directement investis dans des PME innovantes ciblant les secteurs technologiques les plus variés (SCT, cleantech et autres, à l'exception du secteur des technologies de la santé, ce dernier disposant déjà de moyens au travers d'un autre fonds d'investissement en matière de technologies de la santé).

Le Luxembourg Future Fund est subdivisé en trois sous-fonds. Chaque sous-fonds, pris individuellement, est censé constituer un portefeuille rentable et se focalise sur un domaine d'investissement spécifique, tel que présenté ci-dessous:

Sous-fonds 1 - Coinvestissements: investissements dans des PME technologiques innovantes (phase de démarrage à croissance)

Sous-fonds 2 - Business angels & Family offices coinvestissements: investissements dans des PME technologiques innovantes (phase d'amorçage à croissance)

Sous-fonds 3 - Fonds de fonds capital-risque: investissements dans des fonds de capital-risque (actifs dans les phases de démarrage à croissance)

Depuis sa création, le Luxembourg Future Fund a décidé des investissements pour un montant global de l'ordre de 22 millions d'euros, ceci dans le cadre du sous-fonds 3 en investissant dans un fonds actif dans le financement d'entreprises du domaine de la cybersécurité et dans le cadre du sous-fonds 1 en cofinançant un investissement dans une entreprise active dans le domaine de la «FinTech».

Tous les investissements du Luxembourg Future Fund doivent avoir des retombées sur l'économie luxembourgeoise et contribuer à l'expansion et à l'amélioration structurale de celle-ci.

Finalement, je peux informer les honorables Députés que l'analyse des modes d'organisation est achevée et a été présentée au conseil d'administration de la SNCI en date du 26 janvier 2017.

Question 2600 (29.11.2016) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **droits du patient:**

A menger parlamentarescher Fro Nummer 2478 ass et mir an der Deelfro 3 net ëm e Patient ënner Tutelle gaangen (wéi an der Fro 4), mä ëm eng Situatioun, wou d'Emfeld vum Patient oder Fleegefall eng Veränneruna vu sengem Wiesen, senger Perséinlechkeet oder senger Uspriechbarkeet feststellt an de Verdacht huet, datt dës Veränneruna op e medezinneschen Traitement zréckzeféiere sinn.

Dat ass eppes, wat ee relativ dacks am Kontakt mat de Leit ze héiere kritt.

- Wat fir Rechter a Méiglechkeeten huet d'Famill oder d'Emfeld vun engem Kranken oder engem Fleegefall am Kader vum Lëtzebuerger Patienteschutz, wa si gravéierend Perséinlechkeets- oder Verhalensännerunge feststellen, déi si op Medikamenter zréckféieren? Dat besonnesch, wann déi Veränneruna dem Patient oder Fleegefall selwer et net méi erlaben, bewosst ëm Informatiounen ze froen oder säin Averständnis fir deen Traitement zréckzezéien?

Réponse (09.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Den Artikel 11 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient deckt de Fall of, wou e Patient net méi am Vollbesëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass, oder net méi capabel ass, säi Wëllen ze manifestéieren.

Dësen Artikel gesäit vir, dass eng Vertrauenspersoun oder en Uspriechpartner ka genannt ginn, deen d'Interesse vum Patient an dem Fall vertrëtt, wou de Patient net méi am Vollbesëtz vu senge geeschtege Fäegkeeten ass, fir selwer Entscheedungen zu senger Gesondheet ze treffen.

Dësen Artikel gesäit och vir, dass d'Fachpersonal all Behandlung am Interessi vum Patient hëlt. Am Fall wou de Patient net méi capabel ass, säi Wëllen ze manifestéieren, proposéiert

d'Fachpersonal entweder dem Patient déi Behandlung, déi ubruecht ass an dem Patient säi Wëllen duerstellt, oder hëlt Kontakt mat der genannter Vertrauenspersoun, fir de Wëlle vum Patient erauszefannen.

Am Kader vun enger Drénglechkeet huet d'Fachpersonal d'Recht, all medezinnesch Behandlung ze ënnerhuelen, déi am Interessi vum Patient ass.

Am Fall wou e Patient also eng medezinnesch Behandlung brauch an d'Famill oder d'Emfeld net méi sécher ass, ob de Patient am Vollbesëtz vu senge Fäegkeeten ass, kann eng Vertrauenspersoun genannt ginn, déi, am Fall wou eng medezinnesch Entscheedung muss getraff ginn, déi Entscheedung fir de Patient, an Ofsprooch mam Fachpersonal, hëlt.

Question 2602 (30.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«Passenger Name Record»:**

Le 3 novembre dernier, la commission «Lutte contre le terrorisme» de la Chambre des représentants belge a approuvé en première lecture le projet de loi relatif au traitement des données des passagers.

Ce projet de loi belge étend le régime PNR institué par la directive européenne 2016/681 à tout type de transport de personnes, que ce soit par voie aérienne telle que prévue par la directive, ou par voie maritime, ferroviaire ou terrestre.

D'après le texte de loi en projet belge, est soumis aux obligations de réception et de transmission des données de passagers à destination de, en provenance ou transitant par le territoire belge tout transporteur et opérateur de voyage. Notons à cet égard que les transporteurs ou opérateurs de voyage qui méconnaîtraient les obligations inscrites dans la loi belge pourraient se voir infliger une amende d'un maximum de 50.000 euros voire de 75.000 euros en cas de récidive.

Dans un courrier, la Commission européenne s'est interrogée sur la faisabilité du projet belge.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Madame et Messieurs les Ministres considèrent-ils que ce projet de loi soit conciliable avec les libertés fondamentales de l'Union européenne? Partagent-ils les réserves exprimées par la Commission européenne sur la faisabilité du projet belge?

2. Les transporteurs et opérateurs de voyage établis au Luxembourg sont-ils en mesure de répondre aux attentes du législateur belge? Quel serait en termes de coûts l'impact de la loi belge sur les acteurs luxembourgeois, en particulier sur le secteur des autobus?

3. Qu'en est-il des contraintes supplémentaires que le nouveau système fait peser sur les salariés frontaliers?

Réponse commune (18.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'inquiètent des conséquences pour les flux transfrontaliers de personnes du projet de loi portant transposition de la directive du 26 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière en droit belge. Le vote à la Chambre des représentants de Belgique est intervenu le 22 décembre 2016 et les amendements visant à restreindre le champ d'application à l'aviation n'ont pas été retenus.

ad 1. D'après le considérant 33 de la directive PNR du 26 avril 2016, la directive est sans préjudice de la possibilité pour les États membres de prévoir, en vertu de leur droit national, un système de collecte et de traitement des données PNR auprès de transporteurs autres que ceux que la présente directive mentionne, sous réserve que ce droit national respecte le droit de l'Union.

Il n'appartient pas au Gouvernement de s'exprimer sur la compatibilité d'un projet de loi d'un autre État membre de l'Union européenne avec le droit de l'Union.

ad 2. Nous sommes en train d'analyser les possibles conséquences de la future loi belge sur les opérateurs nationaux.

Sous réserve des vérifications en cours, seules les lignes ferroviaires à grande vitesse en rapport avec la Belgique tombent dans le champ d'application. La ligne ferroviaire Luxembourg-Bruxelles serait donc, a priori, hors du champ d'application.

En ce qui concerne le transport par bus, et sous réserve de ce qui est dit ci-après à propos des lignes RGTR transfrontalières vers la Province de Luxembourg, il importe de noter que l'article 3 du projet de loi belge prévoit que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres par secteur de transport les données des passagers à transmettre et leurs modalités de transmission. La loi belge établit donc uniquement le cadre et nécessitera des arrêtés royaux d'exécution avant d'entrer en application. Les modalités et le champ d'application exact devront encore être déterminés. Ce processus devrait en outre se faire en concertation avec le secteur concerné. À ce stade, la Belgique n'a encore ni présenté les modalités pratiques en rapport avec la loi votée, ni notifié formellement le Luxembourg de ses intentions. En l'absence de ces arrêtés, il n'est partant pas possible à ce stade de se prononcer sur la question de savoir si les prestataires de transports établis au Luxembourg seront en mesure de répondre aux attentes de la Belgique ainsi que sur les coûts éventuels.

La France, l'Allemagne et les Pays-Bas sont d'autres États membres de l'UE également concernés par des aspects transfrontaliers d'une future application de la loi votée.

ad 3. La question fait référence aux lignes de bus régulières entre la région frontalière de la Belgique - la Province de Luxembourg - et le Grand-Duché de Luxembourg. Le Luxembourg entretient des lignes de transport régulières, qui sont utilisées par les travailleurs frontaliers, vers les villages et villes de la région frontalière belge à proximité. À cet égard, il est à noter que le projet de loi dont question exclut expressément le «transport en commun urbain et vicinal» de son champ d'application. Toutefois, il n'est à l'heure actuelle pas encore possible d'exclure formellement et avec certitude une application de la loi votée au niveau des lignes RGTR transfrontalières vers la Province de Luxembourg.

Question 2605 (01.11.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **accises sur les produits du tabac:**

Le règlement grand-ducal du 19 décembre 2014 revoyait les droits d'accise sur les produits du tabac à la baisse. Cette mesure était destinée à éviter une hausse jugée trop importante des prix des produits du tabac à la suite de l'augmentation des taux de TVA au 1er janvier 2015. Sans cet ajustement, des pertes financières de l'ordre de 50 millions d'euros pour le trésor public étaient projetées. Or, la réglementation européenne relative aux droits d'accise prévoit que des adaptations des droits d'accise vers le bas dans le contexte d'une hausse des taux de TVA ne peuvent excéder la durée de deux ans. Passé ce délai, les droits d'accise doivent être ramenés aux niveaux prévus par la directive.

Tenant compte des efforts à fournir au niveau de la promotion de la santé et de la prévention de maladies de manière intégrée ainsi que du besoin de financement des activités y relatives, le Gouvernement a préconisé dans son programme gouvernemental la création d'un «Fonds pour la santé» alimenté par des taxes supplémentaires réalisées sur les ventes de produits et de substances dont la consommation nuit à la santé tels que le tabac et alcool à haut pourcentage. Par ailleurs, il faut noter que les prix des produits du tabac ont une influence considérable sur leur consommation et cela notamment chez les jeunes.

Étant donné que le délai d'adaptation des droits d'accise vers le bas arrive à échéance le 1er janvier 2017 et que le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre les efforts nécessaires afin de renforcer davantage la promotion de la santé dans toutes les politiques (health in all policies), je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Santé:

1) À quel niveau le Gouvernement entend-il fixer les droits d'accise sur les produits du tabac à partir du 1er janvier 2017?

2) Quelle est l'évolution des recettes générées depuis le 1er janvier 2015 par la vente de produits du tabac?

3) Cette évolution correspond-elle aux prévisions de 2014 et quelles sont les prévisions pour les années à venir suivant la réadaptation des droits d'accise?

4) Quel est l'état d'avancement du «Fonds pour la santé» préconisé dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (27.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

Dans l'exposé de la question parlementaire, l'honorable Députée fait référence à une disposition du droit communautaire, à savoir le paragraphe 2 de l'article 11 de la directive 2011/64/UE du Conseil du 21 juin 2011 concernant la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés, qui stipule, «article 11 2. Quand un État membre augmente le taux de la TVA applicable aux cigarettes, il peut réduire l'accise globale jusqu'à un montant qui, exprimé en pourcentage du prix moyen pondéré de vente au détail, est équivalent à l'augmentation du taux de la TVA, également exprimée en pourcentage du prix moyen pondéré de vente au détail, même si un tel ajustement a pour effet de ramener l'accise globale en dessous des niveaux, exprimés en pourcentage du prix moyen pondéré de vente au détail, fixés à l'article 10, paragraphe 1, première phrase et paragraphe 2, première phrase, respectivement.

Toutefois, l'État membre concerné augmente à nouveau l'accise afin d'atteindre au moins ces niveaux au plus tard le 1er janvier de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle la réduction a eu lieu.»

À ce sujet, il y a lieu de préciser que le Luxembourg honore déjà actuellement les niveaux et minima qui sont fixés à l'article 10 de la directive 2011/64/UE. Dès lors, les obligations découlant du droit communautaire par rapport aux changements intervenus en 2015 sont actuellement déjà respectées.

Pour ce qui est de l'évolution des recettes, il faut relever que l'année 2014, évoquée par l'honorable Députée, a été exceptionnelle car, à l'instar de ce qui a pu être observé sur le marché de la construction, les acteurs ont anticipé l'augmentation de la TVA et ont mis une quantité exceptionnellement élevée de produits du tabac sur le marché en fin d'année. Du reste, depuis plusieurs années les quantités de cigarettes vendues diminuent continuellement et celles du tabac fine coupe sont plus ou moins stables. Néanmoins, grâce à une politique budgétaire et de santé prévoyante et des augmentations régulières de la taxation de ces produits, les recettes évoluent de façon positive malgré cette baisse des ventes et le budget pluriannuel prévoit une légère croissance des recettes pour les années à venir.

Concernant la question relative au Fonds pour la santé, il échet de rappeler que le programme gouvernemental prévoit que pour contribuer au financement des activités de prévention et de promotion, le Gouvernement étudiera la création d'un tel fonds «alimenté par des taxes supplémentaires réalisées sur les ventes de produits et de substances dont la consommation nuit à la santé tels que tabac et alcool à haut pourcentage».

Le Ministère de la Santé a commandé une étude portant sur l'analyse comparative de mesures similaires et alternatives prises par d'autres pays, sur les différents types de taxes possibles ainsi que sur l'éventuel impact résultant de l'introduction d'une taxe sur certains aliments à la fois sur le consommateur et sur les fabricants luxembourgeois.

Il est prévu que le Ministère tire les conclusions de cette étude, après concertation avec les autres membres du Gouvernement concernés, au courant du premier semestre 2017.

Question 2606 (01.11.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **promotion des produits du terroir dans les cantines sous tutelle étatique:**

Le Luxembourg investit chaque année un budget important dans la promotion des produits de la région et des produits du terroir. Ces produits sont d'une qualité excellente, leur provenance est contrôlée et retracée. L'utilisation accrue des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise et une meilleure intégration des produits du terroir luxembourgeois dans la restauration collective représentent une priorité du Gouvernement.

En effet, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services continueront à améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collective qui fonctionnent sous tutelle étatique tels que ceux des établissements pénitentiaires (Ministère de la Justice), de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) (Ministère des Finances) ainsi que de POST Luxembourg (Ministère de l'Économie).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des précisions concernant la politique d'achat des lieux de restauration collective sous tutelle étatique susmentionnés en ce qui concerne l'utilisation de produits indigènes?

- Quels sont les produits d'origine luxembourgeoise qui sont les plus utilisés et transformés dans ces lieux de restauration collective susmentionnés?

- Quel est le pourcentage de produits nationaux dans le total des différents produits utilisés dans ces lieux de restauration collective susmentionnés?

- Y a-t-il des concertations avec les services responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour promouvoir et augmenter l'utilisation de produits du terroir et de produits régionaux luxembourgeois dans ces lieux de restauration collective susmentionnés?

Réponse commune (16.01.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés concernant la promotion des produits du terroir dans les cantines sous tutelle étatique, nous pouvons communiquer les informations ci-après:

1. Établissements pénitentiaires

1.1 Centre pénitentiaire de Schrassig (CPL)

La politique d'achat de la cuisine centrale du CPL repose tout d'abord sur le respect de la législation sur les marchés publics qui implique le recours à la procédure ouverte où tout opérateur économique européen peut présenter une offre. Pour certains lots de moindre envergure, il est recouru à la procédure négociée, qui donne une plus grande marge de manœuvre pour négocier les conditions du marché. Les marchés à conclure sont attribués au soumissionnaire ayant présenté l'offre régulière au prix le plus bas et qui répond aux spécificités de la fiche technique se basant essentiellement sur des critères de sélection qualitatifs.

Les produits d'origine luxembourgeoise les plus utilisés sont certaines sortes de petits pains, des viennoiseries, du jambon cru, de la pomme de terre ainsi que certaines charcuteries.

Le pourcentage de produits nationaux dans le total des différents produits utilisés représente 11% du budget des dépenses de l'alimentation.

Il n'y pas eu de concertation avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

1.2 Centre pénitentiaire de Givenich (CPG)

Les produits d'origine luxembourgeoise les plus utilisés au CPG sont les légumes principalement sous forme d'autoproduction, les pommes de terre, les œufs, la viande de bœuf et le miel.

Le pourcentage de produits nationaux (en agrégation avec l'autoproduction) utilisés dans le lieu de restauration collective du CPG s'élève à ca. 30%, i. e. légumes, œufs, miel, viande de bœuf, moutarde,...

La politique d'achat du lieu de restauration du CPG est basée sur le crédit inscrit au budget annuel ayant été accordé au service «cuisine» (pour l'achat de produits). Dans le souci d'une gestion judicieuse des disponibilités financières et le respect de la politique budgétaire, les produits sont soit achetés directement auprès des fournisseurs (achats de produits au meilleur prix du jour), soit par le biais d'appels d'offres (procédure restreinte) ou des soumissions publiques afin de recourir à l'offre économiquement la plus avantageuse (pour l'achat de viande, produits laitiers, produits fromagers - tout en se basant sur les normes et règles européennes en vigueur). Dans le passé, la viande achetée a été livrée par un fournisseur luxembourgeois (qui cependant décide lui-même de l'origine du produit).

À ce jour, le CPG n'a pas mis l'accent sur des concertations avec les services responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour promouvoir (davantage) les produits du terroir dans son lieu de restaurant collective. Le CPG fait recours à un bon nombre de produits locaux voire même à l'autoproduction (p. ex. miel, viande de bœuf, légumes, œufs,...).

2. BCEE

La BCEE ne dispose pas de cantine.

3. CSSF

La cantine de la CSSF est exploitée par le prestataire de service Aramark qui travaille principalement avec des fournisseurs locaux. Selon la disponibilité des produits, l'exploitant favorise les produits du terroir luxembourgeois mis à disposition par son fournisseur principal dans un catalogue spécial. De plus, il est sensibilisé par ce dernier dès qu'un nouveau produit local est disponible sur le marché. La politique d'achat de l'exploitant est d'utiliser au maximum les circuits courts, les produits de la grande région et les produits luxembourgeois disponibles.

Les produits d'origine luxembourgeoise qui sont les plus utilisés et transformés dans la cantine de la CSSF sont:

1. viande: porc et bœuf, produits de charcuterie (jambons, saucisses, saucissons);

2. fruits et légumes: pommes de terre, légumes et fruits de saison quand ils sont disponibles sur le marché (salade verte en saison);

3. produits de boulangerie, viennoiseries, produits laitiers, œufs, farine;

4. eaux de source.

Pour la cantine de la CSSF, l'exploitant a mis en place le label «Sou schmaacht Lëtzebuerg» du Ministère de l'Agriculture depuis novembre 2015 et le pourcentage de produits locaux tourne autour de 20% de produits nationaux. L'exploitant a des contacts réguliers avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

4. POST Luxembourg

La politique d'achat des cantines de POST a établi des liens exclusifs et depuis de longues années pour l'achat de produits frais et de haute qualité d'origine luxembourgeoise avec des fournisseurs de produits du terroir locaux et fiables. POST a demandé à ces fournisseurs de s'engager par écrit à recourir à des produits locaux dans la mesure du possible. Ainsi, quasiment la totalité des produits utilisés aujourd'hui dans ses cantines (soit environ 90%) sont des produits nationaux (exception: poisson, quelques fruits et légumes, chocolat). Les viandes, poissons et légumes sont livrés au jour le jour et leur origine est traçable. Les stocks de conserves sont habituellement très restreints.

Les produits d'origine luxembourgeoise les plus utilisés et transformés dans les cantines de POST sont:

1. la viande;

2. les produits laitiers;

3. les fruits et légumes.

À ce jour, POST n'entretient pas des relations explicites avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs dans le but de promouvoir les produits régionaux.

Question 2642 (20.12.2016) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Unité de contrôle de l'ASTA:**

Selon mes informations, la finalisation du rapport de clôture des contrôles effectués par l'Unité de contrôle de l'ASTA peut prendre jusqu'à six mois. L'Unité de contrôle vérifie sur place si les aides européennes et nationales allouées par le Ministère sont utilisées conformément aux conditions d'éligibilité. Seulement après finalisation du rapport de clôture les aides peuvent être versées aux agriculteurs. Ce délai de plusieurs mois est difficilement gérable pour les agriculteurs concernés dont la situation financière est actuellement préoccupante vu la chute respectivement la stagnation des prix alors que les coûts de production se maintiennent voire augmentent. Les agriculteurs dépendent dans une très large mesure de ces primes et il importe dès lors que ces dernières leur soient versées endéans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer des raisons des délais sensibles dans le paiement de cette prime aux agriculteurs?

3) Comment Monsieur le Ministre entend-il à l'avenir résoudre cette problématique afin que les agriculteurs puissent profiter à temps des aides?

Q112

Réponse (20.01.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

En vertu de l'article 75, paragraphe 2 du règlement (UE) n°1306/2013, les paiements ne peuvent pas être effectués avant l'achèvement de la vérification des conditions d'admissibilité.

ad 1) En 2016, les temps d'attente des rapports de contrôle relatifs aux mesures liées à la surface ont dépassé trois mois dans environ 41% des cas. Dans certains cas, les temps d'attente ont atteint six mois. Les statistiques ont été calculées selon l'état provisoire de la base de données au 4 janvier 2017.

Suivant la réglementation européenne, le temps d'attente, c'est-à-dire la durée du cycle d'un dossier à compter de la date du contrôle sur le terrain jusqu'à la date d'expédition du rapport au bénéficiaire de l'aide, ne peut pas dépasser trois mois.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire que les rapports de contrôle soient finalisés en continu. Dans le cas des contrôles des mesures liées à la surface en été, il faut compter en moyenne une semaine pour faire tout le travail: contrôle sur le terrain et rédaction du rapport. Au plus tard après le contrôle de deux exploitations sur le terrain, l'inspecteur responsable du dossier devrait achever les rapports y relatifs avant de commencer d'autres contrôles. Au plus tard trois semaines après le contrôle sur le terrain, les constatations devraient être encodées dans la base de données. Au plus tard un mois après le contrôle, les rapports devraient être soumis à la supervision.

Dans ce contexte, il convient de remarquer que plusieurs facteurs contribuent à l'allongement des délais de traitement. Compte tenu de la complexité croissante des mesures, tous les rapports de l'Unité de contrôle sont soumis à une supervision.

Certains contrôles sont effectués avec l'assistance de services spécialisés externes (par exemple: Administration de la nature et des forêts, Administration de la gestion de l'eau) qui envoient leurs rapports à l'Unité de contrôle. Lorsque des cas de non-conformité ont été constatés, le rapport de contrôle est en outre présenté au demandeur d'aide dans le cadre d'une visite sur l'exploitation.

Au cours du processus de traitement des dossiers, plusieurs délais sont à respecter en fonction du type de contrôle:

Dans le cas particulier de la conditionnalité des aides (cross compliance), les délais de finalisation des rapports et de communication des cas de non-conformité aux bénéficiaires des aides sont fixés par la réglementation européenne.

L'article 72, paragraphe 3 du règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité, prévoit que:

«Tout cas de non-conformité constaté est porté à la connaissance du bénéficiaire dans les trois mois suivant la date du contrôle sur place.»

Le paragraphe 4 dudit article précise que:

«Sans préjudice de toute disposition particulière de la législation relative aux exigences et normes concernées, le rapport de contrôle est achevé dans un délai d'un mois après le contrôle sur place. Ce délai peut cependant être étendu à trois mois dans des cas dûment justifiés, en particulier lorsque des analyses chimiques ou physiques l'exigent.»

Dans le cas des aides aux investissements dans les exploitations agricoles, les bénéficiaires sont particulièrement sensibles au blocage des aides et l'organisme payeur du Ministère a fixé un délai de six semaines à compter de la date de demande de contrôle jusqu'à la date d'expédition du rapport au bénéficiaire de l'aide.

Dans le cas des mesures liées à la surface, tous les contrôles sur le terrain doivent être achevés avant le 1er novembre et tous les rapports doivent être achevés avant le paiement des aides début décembre.

ad 2) L'augmentation des temps d'attente en 2016 est due notamment au fait que l'Unité de contrôle travaille en flux tendus suite à l'augmentation sensible du nombre d'exploitations à contrôler. Les années précédentes, les échantillons du 1er pilier (paiements directs) et du 2e pilier (développement rural) étaient combinés dans le cadre d'un échantillon unique. L'article 32 du règlement n°809/2014 sur le taux de contrôle des mesures de développement rural ne permet plus qu'une combinaison partielle des deux échantillons. Par conséquent, le nombre total des exploitations contrôlées en ce qui concerne les mesures liées à la surface a augmenté d'environ 50%. Le nombre de contrôles du verdissement a même doublé en 2016. D'autre part, il existe une disparité des délais de traitement due au facteur humain.

ad 3) Le service sera réorganisé. L'informatisation du service sera poursuivie. Le système de suivi et d'alerte des délais de traitement des dossiers sera automatisé. En cas de non-respect des délais, le suivi sera plus strict.

Des améliorations structurelles et un suivi plus rigoureux des dossiers devraient permettre des progrès à moyen terme. Ces changements ne se verront peut-être pas durant l'année 2017 du fait qu'une partie de l'effectif de l'Unité de contrôle a un statut temporaire et risque de fluctuer. Il faut savoir que, suite à la complexité des mesures à contrôler, la formation de nouveaux agents et inspecteurs nécessite des ressources à ne pas sous-estimer. En effet, pour pouvoir travailler de façon complètement autonome, un nouvel inspecteur a besoin d'un temps d'apprentissage qui dépasse largement douze mois.

Question urgente 2766 (14.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**utilisation du «European Train Control System»:**

Schonn e puer Stonnen nom schwéieren Zuchaccident zu Beetebuerg, de 14. Februar, huet „wort.lu" gemellt, datt den „European Train Control System (ETCS)" zwar op der Streck an an den Zich installéiert wär, mä net a Betrib ass. D'Online-Zeitung huet och d'Fro opgeworf, ob de Virgängersystem, deen eigentlech duerch den ETCS soll ersat ginn, d'Accident hätt misse verhënneren.

Duerfir elo meng Froen un den Här Infrastruktur- an Transportminister:

1. Ass et richteg, datt den „European Train Control System (ETCS)" op deem Streckenabschnitt, wou d'Accident geschitt ass, net a Betrib war?

2. Ass deen ETCS als zousätzlech Sécherheetsmesure an als Konsequenz vun der Analys vun deem schwéieren Zuchaccident vun Zoufftgen, den 11. Oktober 2006, installéiert ginn?

3. Ass dee Sécherheetssystem iwwer zéng Joer no deem trageschen Zoufftgener Accident just op eenzelne Streckenabschnitter nach net installéiert oder funktionéiert de System nach guer net?

4. Aus wat fir enge Grënn dauert et esou laang, fir dee System a Betrib ze huelen?

5. Hätt d'Accident net och normalerweis mam Virgängersystem misse verhënnert ginn?

Réponse (16.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Duerch seng parlamentaresch Ufro vum 14. Februar 2017 wëllt den Här Deputéierte Fernand Kartheiser sech iwwert de Fonctionnement vum Sécherheetssystem ETCS informéieren a wëllt wëssen, a wéi engem Mooss dëse System um Streckennetz installéiert ass.

Als Éischt ass kloerzestellen, datt de System ETCS aus zwee Ënnersystemer besteet: Den éischten Ënnersystem sinn déi Balisen, déi am Gleis installéiert sinn, an den zweeten Ënnersystem sinn d'Installatiounen, déi op de Gefierer installéiert sinn. Dës Ënnersystemer mussen duerch déi national Sécherheetsagencen autoriséiert ginn, an zwar eemol fir d'Installatiounen am Gleis an eemol fir déi an de Gefierer.

Well den Dossier technesch klomplex ass an et net fir alles lëtzebuergesch Wierder gëtt, geet d'Äntwert op déi eenzel méi spézifesch Froen op Franséisch virun.

ad 1. En guise d'introduction, il y a lieu de relever que sous Présidence luxembourgeoise le Conseil de l'Union européenne a marqué à l'unanimité son accord sur une orientation générale sur les deux propositions du pilier «marché» du quatrième paquet ferroviaire. Parallèlement, le Luxembourg a fait en sorte que le volet «technique» portant sur la sécurité et l'interopérabilité a été séparé du paquet afin de pouvoir entrer plus tôt en vigueur.

Ainsi par exemple, la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire qui fait partie du quatrième paquet ferroviaire stipule que: «Les systèmes de contrôle des trains et de signalisation ferroviaire jouent un rôle essentiel pour garantir la sécurité ferroviaire. À cet égard, le déploiement du système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS) sur le réseau ferroviaire de l'Union constitue une contribution importante à l'amélioration des niveaux de sécurité.»

De même, et dans le contexte d'une mise en œuvre harmonisée de l'ERTMS dans l'Union européenne, la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne, et faisant partie également du quatrième paquet ferroviaire stipule notamment que: «Dans le cas de sous-systèmes „contrôle - commande et signalisation au sol" faisant intervenir l'ETCS et/ou l'équipement GSM-R, l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (ERA) assure la mise en œuvre harmonisée de l'ERTMS dans l'Union.»

Au niveau de l'infrastructure ferroviaire, le système ETCS est installé sur l'ensemble du réseau ferré national. L'automotrice 2211 du TER88807, impliquée dans l'accident ferroviaire du 14 février 2017, est également équipée d'ETCS.

Au niveau des infrastructures, le tronçon de ligne concerné est autorisé aussi bien sur sa partie luxembourgeoise que sur la partie française. Les engins moteurs du type TER luxembourgeois sont homologués au Grand-Duché de Luxembourg. Leur homologation en France est planifiée pour la deuxième moitié de l'année 2017. Durant la période d'essai et d'homologation du sous-système ETCS partie embarquée en France, l'ETCS doit être désactivé dès le départ au Luxembourg pour des mouvements transfrontaliers vers la France. Pour cette raison, les circulations de trains TER se font sous le système d'aide à la conduite Memor II+ durant cette période.

ad 2. La décision sur l'installation du système ETCS au niveau du sol et des engins moteurs et le commencement de l'implémentation du système sont antérieures à et indépendantes de l'accident de Zoufftgen survenu en 2006.

ad 3. Au niveau de l'infrastructure ferroviaire, le système ETCS est installé sur l'ensemble du réseau ferré national, ce qui fait du Grand-Duché de Luxembourg un précurseur au niveau européen.

Suivant les dernières informations disponibles de la part de la Commission européenne, et sur un total de 220.000 kilomètres de lignes ferroviaires européennes, 5.800 kilomètres de lignes principales étaient équipées en ERTMS (ETCS/GSM-R) en 2014 avec un objectif d'atteindre 56.000 kilomètres en 2030.

Au niveau du matériel roulant des CFL, 51% de la flotte de matériel roulant voyageurs et 100% de la flotte de l'infrastructure sont équipés d'ETCS.

Le matériel roulant équipé circule sous le couvert d'ETCS pour les trains nationaux au niveau du réseau ferré national. Pour les trains transfrontaliers, des circulations sous ETCS sont actuellement autorisées pour les mouvements vers Gouvy (B), Athus (B) et Aubange (B) ainsi que vers Igel (D).

ad 4. La durée d'implémentation et d'autorisation du système résulte de sa complexité et de la diversité des systèmes de sécurité non harmonisés des réseaux limitrophes.

Le Luxembourg est précurseur en matière d'installation de l'ETCS sur un réseau conventionnel. Au début du projet, il y avait encore beaucoup d'éléments de spécification qui n'étaient pas clairs et pouvaient donner lieu à des interprétations différentes. De ce fait, au fil du temps les spécifications ont continué à évoluer et le projet a dû constamment être adapté. La certification du système se fait aussi maintenant sur base de la dernière spécification de la baseline (version) 2.

En ce qui concerne les véhicules, il faut savoir que la plupart des véhicules des CFL doivent aussi pouvoir circuler à l'étranger et qu'ils doivent obtenir une nouvelle autorisation de mise en service dès qu'on y installe un nouveau système. Comme les réseaux voisins ont commencé plus tard avec leurs projets ETCS, les conditions à respecter sur les réseaux voisins n'étaient longtemps pas disponibles, ce qui a entraîné des conséquences sur le planning d'équipement des véhicules.

Pour chaque zone frontalière, une solution spécifique doit être trouvée entre les gestionnaires d'infrastructure des réseaux concernés et être autorisée par les autorités compétentes sur base de spécifications fournies par les constructeurs et d'avis d'experts accrédités.

À la suite de l'autorisation du sous-système sol, les opérateurs réalisent des tests avec chaque type d'engin qui empruntera la zone frontière concernée. L'homologation des différents types d'engins se fait par les autorités compétentes sur base de ces tests, de spécifications fournies par les constructeurs et d'avis d'experts externes. La même procédure doit être réalisée par zone frontière et par type d'engin.

ad 5. Vu que le déroulement précis de l'accident est en cours d'analyse par les autorités judiciaires et inconnu à l'heure actuelle, il est prématuré de tirer des conclusions sur un éventuel évitement de l'accident par le système d'aide à la conduite Memor II+.

N°06
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°06 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme fiscale p. 191
Budget 2017:
- rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 215
- exposé du Ministre des Finances p. 219
Offre scolaire du Lycée Michel Lucius p. 153

Sommaire des séances publiques nos 13 à 17 p. 226
Sommaire des questions parlementaires p. Q113

13e séance Mardi 13 décembre 2016
14e séance Mercredi 14 décembre 2016
15e séance Mercredi 14 décembre 2016
16e séance Mardi 20 décembre 2016
17e séance Mercredi 21 décembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Présentation du rapport de l'Ombudsman

La médiateure, Mme Lydie Err, a présenté le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2016 - son dernier rapport avant son départ à la retraite - à l'ensemble des députés le 2 mars 2017.

Un chapitre entier dédié aux demandeurs de protection internationale

En tout, 856 réclamations ont été introduites auprès de la médiateure au cours de l'année 2016. Un grand nombre de réclamations - 235, soit trois fois plus qu'en 2015 - ont été introduites par des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. D'où la raison d'avoir consacré pour la première fois un chapitre entier du rapport aux problèmes qu'ils rencontrent en relation avec les administrations, a expliqué Mme Lydie Err.

Dans son rapport, la médiateure a suggéré aux différentes administrations et aux communes de mieux intégrer les demandeurs de protection internationale notamment à travers des cours de langues ou d'autres activités culturelles ou sportives.

Une réforme de la loi de l'Ombudsman

Dans son dernier rapport, Mme Lydie Err souligne également la nécessité de réformer la loi sur l'Ombudsman afin de clarifier le rôle et les compétences de celui-ci. Elle suggère par exemple de changer le nom de l'institution du «Médiateur» du Grand-Duché de Luxembourg en «Ombudsman» et d'inscrire plus spécifiquement dans la loi que la protection des droits de l'homme fait partie de ses missions.

Elle souhaite également ancrer l'Ombudsman dans la Constitution, une proposition qui a été retenue dans la dernière version du texte pour une nouvelle Constitution.

En conclusion, Mme Err recommande «un changement des mentalités» au sein de la fonction publique afin d'avoir un contact plus respectueux et plus personnel avec les citoyens.

Désignation d'un nouvel Ombudsman

Mme Lydie Err quittera son poste au 23 avril 2017. À cette date, elle aura atteint l'âge limite de 68 ans fixé par la loi. Exerçant cette fonction depuis 2011, elle ne pourra donc pas terminer le mandat non renouvelable dont la durée maximale est fixée à huit ans. La désignation d'un nouveau médiateur est en cours, un vote en séance plénière étant prévu en mars.

Quel est le rôle de l'Ombudsman?

Depuis sa création en 2003, le médiateur, appelé aussi Ombudsman, est rattaché à la Chambre des Députés. L'Ombudsman est pourtant une instance indépendante. Sa fonction est définie comme celle d'un délégué du peuple qui analyse les doléances du citoyen dans ses relations avec l'administration, aplanit les différends et soumet au Parlement des suggestions de réforme ainsi que des rapports concernant ses activités.

(de gauche à droite) M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions, Mme Lydie Err, médiateure, et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Un échange de vues sur la transparence fiscale

Rencontre entre députés luxembourgeois et européens

Les suites des révélations des «Panama Papers» étaient au cœur d'un échange de vues de députés membres de la Commission des Finances et du Budget avec des membres de la Commission d'enquête du Parlement européen.

Celle-ci est chargée d'examiner les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union européenne en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale (PANA).

Partant du constat que quelque 15.000 des plus de 200.000 sociétés offshore du cabinet panaméen Mossack Fonseca avaient été gérées depuis le Luxembourg, les députés européens ont posé des questions à leurs homologues luxembourgeois concernant leur activité législative et de contrôle suite à ces révélations.

Un changement de paradigme

Les membres de la Commission des Finances et du Budget ont exposé les efforts entrepris afin de légiférer en faveur d'une plus grande transparence fiscale et contre le blanchiment d'argent.

Ils ont énuméré toute une série d'actions entreprises pour transposer des directives européennes en la matière voire même les anticiper. Ils ont souligné que la législation luxembourgeoise est actuellement conforme au cadre juridique international. «Le Luxembourg a connu un changement de paradigme pour aller vers la transparence fiscale», a expliqué le Président de la commission parlementaire, M. Eugène Berger.

À la suite des révélations des «Panama Papers», les députés luxembourgeois avaient pris l'initiative d'interroger des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) ainsi que le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, sur l'implication du Luxembourg.

Présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Les citoyens au cœur de la Grande Région

«Remettre les soucis des citoyens aux mains des organes de la Grande Région», c'est l'objectif annoncé pour la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que la Chambre des Députés assure en 2017 et 2018. Un des moyens pour y arriver consistera à réunir tous les acteurs de la Grande Région autour d'une table et à créer des synergies et davantage de liens avec le sommet de la Grande Région, mais également avec les partenaires sociaux et le Comité économique et social de la Grande Région.

Une première entrevue dans ce sens a eu lieu le 14 février 2017 avec M. Jean-Claude Bernardini, membre du bureau exécutif de l'OGB-L et président du Conseil syndical interrégional de la Grande Région (CSIGR) qui associe les syndicats du Luxembourg, de la Wallonie et de la communauté germanophone belge, de la région Grand Est, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat.

«Nous cherchons des solutions concrètes pour les citoyens», a annoncé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo. Parmi les priorités de la présidence du CPI figurent des solutions pour des logements plus abordables, l'éducation à la citoyenneté, l'imposition des frontaliers, la mobilité en général et les questions liées à l'introduction des péages sur les autoroutes allemandes.

Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière - les séances 2017 sont prévues le 2 juin et le 1er décembre - pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux responsables gouvernementaux ou de l'exécutif des régions compétentes.

(de gauche à droite) M. Roger Negri, M. Jean-Claude Bernardini, M. Mars Di Bartolomeo, M. Claude Frieseisen et Mme Tania Tennina

Session d'hiver de l'APOSCE à Vienne

Augmenter la confiance et la sécurité par le biais de la coopération multilatérale

(de gauche à droite) M. Léon Gloden, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf

Organisée chaque année en février dans le centre de congrès de la «Hofburg» à Vienne, la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) est une occasion régulière pour procéder à des échanges entre l'Assemblée parlementaire et les représentants de l'exécutif de l'OSCE.

Plus de 250 parlementaires de 57 pays ont participé à l'édition 2017 les 23 et 24 février.

L'Autriche assurant la présidence tournante de l'OSCE en 2017, le Ministre des Affaires étrangères, M. Sebastian Kurz, a présenté ses priorités.

Selon lui, la coopération multilatérale est la seule option pour augmenter la sécurité dans l'espace commun.

Au vu d'une situation internationale difficile, marquée par la présence de conflits et d'actes de terrorisme, par la recrudescence du nationalisme, par un manque de confiance entre États et par la perte du sentiment de sécurité parmi les populations, l'OSCE se concentrera, sous la présidence autrichienne, sur trois priorités: l'augmentation de la sécurité coopérative en misant sur la prévention de conflits, l'augmentation de la sécurité intérieure en luttant contre le terrorisme et le radicalisme, ainsi que l'augmentation de la confiance entre États par le biais de l'OSCE.

Au cours des réunions des trois commissions concernées de l'Assemblée parlementaire, les ambassadeurs présidant les commissions respectives du côté de l'exécutif ont présenté leurs vues. Les présentations étaient suivies par des débats avec les parlementaires.

Un débat spécial sur la protection des droits de l'homme en temps de crise a clôturé la session.

La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Léon Gloden.

Sommet des Commissions parlementaires des Affaires étrangères à Pristina (Kosovo)

Processus d'adhésion à l'UE: efforts à fournir par les pays des Balkans de l'Ouest

Mme Anne Brasseur

Quelles sont les perspectives d'adhésion à l'Union européenne (UE) et à d'autres organisations euro-atlantiques pour les pays des Balkans de l'Ouest?

Tel était le sujet phare d'une conférence organisée par le Parlement de la République du Kosovo du 19 au 22 février 2017 à Pristina.

Une réponse très claire a été donnée par la représentante spéciale de l'Union européenne, Mme Nataliya Apostolova. Des instruments ont été créés et l'adhésion se fait selon un processus demandant aux pays de la région de mettre en œuvre d'importantes réformes.

Par ailleurs, l'adhésion ne sera pas possible si les pays candidats ne disposent pas d'accords sur la démarcation des frontières avec leurs pays voisins, une tâche qui est prise au sérieux selon les représentants du Gouvernement kosovar.

L'importance d'une perspective d'intégration des pays des Balkans de l'Ouest à l'Union européenne a été soulignée par les signataires de la déclaration finale, l'intégration européenne étant vue comme garantie pour la paix, la prospérité, la stabilité et la sécurité dans cette région.

La crise migratoire et la lutte contre le terrorisme et la radicalisation étaient d'autres sujets débattus au cours de la conférence.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, Présidente de la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Mme Brasseur a notamment présenté la campagne de l'APCE contre le discours de haine qui, souvent, est le premier signe d'une radicalisation.

Un échange sur les risques pour le Luxembourg

Les députés de la Commission des Finances et du Budget ont reçu le 28 février 2017 une délégation du Fonds monétaire international (FMI) pour un échange sur la situation économique et financière du Luxembourg. L'entrevue a été organisée en vue d'un rapport que le FMI élabore tous les ans sur tous les pays membres. Ces rapports se basent sur une consultation des acteurs politiques et économiques sur place.

Les discussions ont porté sur la croissance relativement forte du Luxembourg par rapport aux autres pays européens et les éventuels risques futurs, liés notamment aux changements des règles fiscales au niveau international, au Brexit ainsi qu'aux incertitudes politiques suite aux changements en cours aux États-Unis ou aux élections à venir dans plusieurs pays clés membres de l'Union européenne qui pourraient créer un environnement moins favorable pour l'économie luxembourgeoise.

Plus généralement, les experts du FMI ont estimé que le Luxembourg dispose d'«un système assez robuste» pour pouvoir faire face à un éventuel risque systémique et ont invité les décideurs à «continuer sur la route engagée».

Les députés se sont montrés confiants dans leurs réponses aux questions de la délégation surtout en ce qui concerne l'évolution de la place financière, de sa régulation et de son ouverture vers une plus grande transparence.

L'échange a également porté sur la situation des finances publiques et plus particulièrement sur l'impact de la réforme fiscale qui reste encore assez imprécis, selon les représentants du FMI. Les experts du FMI ont également attiré l'attention sur un problème considéré comme structurel concernant la situation de l'immobilier et le manque généralisé de logements.

Entrevue des membres de la Commission des Finances et du Budget avec une délégation du Fonds monétaire international

Journée internationale des maladies rares à la Chambre

À l'occasion de la Journée internationale des maladies rares le 28 février 2017, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu les représentants de l'association sans but lucratif «ALAN - Maladies rares Luxembourg». Il a assuré son soutien pour atteindre leur objectif principal qui consiste à augmenter la qualité de vie des milliers de personnes atteintes d'une maladie rare au Luxembourg ainsi que de leurs proches.

Lors de la rencontre, les membres de l'ALAN, souvent atteints eux-mêmes d'une maladie rare, ont témoigné des difficultés qu'ils rencontrent dans leur quotidien, que ce soit pour accéder à un lieu public quand leur mobilité est réduite ou continuer à participer à la vie sociale et active malgré leur maladie.

Actuellement, l'association participe à l'élaboration d'un «Plan national pour maladies rares» qui devrait garantir aux malades une égalité d'accès au diagnostic, au traitement et aux soins et qui devrait pallier aux multiples lacunes du système de santé et de sécurité sociale en termes de prise en charge des personnes concernées. M. Di Bartolomeo a encouragé l'association dans cette démarche.

Les membres de l'ALAN ont également remis un exemplaire de leur nouveau livre illustré «Esou sinn ech» au Président de la Chambre des Députés qui a salué leurs efforts de sensibilisation. «Grâce au contact régulier avec vous et grâce à votre engagement, j'ai compris que les maladies rares sont certes rares, mais qu'il y en a beaucoup et qu'un grand nombre de personnes est touché», a-t-il conclu.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rencontré les représentants de l'ALAN.

La parole aux jeunes

Les membres du Parlement des jeunes ont échangé leurs vues avec les représentants politiques.

Les députés membres de la Conférence des Présidents et de plusieurs commissions parlementaires (Affaires étrangères, Agriculture, Économie et Famille) ont eu, le 3 mars 2017, un échange de vues avec une délégation composée d'une quarantaine de membres du «Parlement des jeunes».

Ceux-ci ont présenté aux députés les résolutions qu'ils avaient adoptées lors de leur plénière en février et portant sur:

- la troisième révolution industrielle et l'étude Rifkin,
- le gaspillage alimentaire,
- la situation des sans-abri,
- le Brexit,
- le traité de Schengen,
- l'intégration des personnes ayant un handicap et
- la situation des réfugiés.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes?

Le Parlement des jeunes est une plate-forme où chaque jeune a l'occasion de discuter et de débattre ensemble avec d'autres jeunes des sujets qui les intéressent et qui touchent leur quotidien. Un des objectifs est de rapprocher les jeunes et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui sont transmis régulièrement à la Chambre des Députés.

Visitt vum Service „Urgences“ am Centre Ulysse

Wéi liewen d'Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, isoléiert oder aarm sinn, a wat sinn hir Suergen?

D'Membere vun der Familljekommissioun hunn zesumme mat der Familljeministesch Corinne Cahen mat Leit am Centre Ulysse geschwat a mat hinne giess.

De Service „Urgences“ am Centre Ulysse fir Sans-abrien zu Bouneweeg ass d'ganzt Joer op a proposéiert am ganze 65 Better, déi bal ëmmer beluecht sinn.

Nieft dem Hebergement kënne sech d'Sans-abrien och iwwert den Dag an der „Téistuff“ ophalen. Do hu si och d'Méiglechkeet, sech vum Personal beroden ze loossen.

Mars Di Bartolomeo à la maison médicale d'Esch-sur-Alzette

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu le 15 février 2017 à la maison médicale d'Esch-sur-Alzette, afin de se faire une idée sur place du fonctionnement.

Installées depuis fin 2008 dans trois villes du pays - Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck - les maisons médicales ont trouvé leur place dans le système de santé au Luxembourg.

Depuis 2009, 281.542 patients ont ainsi pu être aidés par une maison médicale.

Le coordinateur Dr Fred Lech a expliqué que la maison médicale fonctionne comme un cabinet de médecine générale au-delà des heures d'ouverture des cabinets des médecins de famille.

Y sont traités les problèmes de santé qui ne constituent pas une urgence médicale.

Selon le Dr Lech, l'expérience avec les maisons médicales est globalement positive. Vu le succès de cette offre, un renforcement du volet organisationnel s'imposerait et les locaux devraient être adaptés à l'évolution du nombre de patients.

Aussi faudrait-il revoir en premier lieu l'implantation de la maison médicale de la capitale, surtout suite à la réorganisation du service d'urgence des cliniques de la région centre.

(de gauche à droite) Dr Fred Lech, M. Mars Di Bartolomeo, Dr Frank Kirsch

Des députés visitent l'ancien Cloître Saint-François

L'ancien couvent des Dominicains, devenu au fil des siècles la Clinique Saint-François, a fait l'objet d'importants travaux de transformation, depuis son rachat par un groupe d'investisseurs à la Congrégation des Sœurs de la Charité de Saint-François d'Assise.

C'est ce que les membres de la Commission de la Culture ont pu constater lors d'une visite sur place réalisée le 3 mars 2017.

Des fouilles archéologiques, menées par le Centre national de recherche archéologique, ont permis de révéler d'importantes découvertes scientifiques, entre autres, un ancien mur appartenant à un «burgus» primitif remontant au 7e/8e siècle. Cette enceinte sera à l'origine de la basse-cour du château après 963. S'y ajoutent plusieurs maisons datant entre le 13e et le 16e siècle. Le cloître a été construit par les Dominicains entre 1630 et 1687. Au 19e siècle, les bâtiments ont accueilli la première clinique ophtalmologique de la ville pour devenir la Clinique Saint-François.

Les travaux, visant à transformer cet ensemble historique en un complexe résidentiel, ont été menés en étroite collaboration avec le Service des sites et monuments nationaux et le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, afin de réaliser cette transformation dans le respect et la conservation des éléments historiques.

Les membres de la Commission de la Culture ont visité les travaux de rénovation de l'ancien Cloître Saint-François.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°06** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Bateaux de plaisance et véhicules nautiques

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques

Le but du présent projet de loi est de transposer en droit national la directive 2013/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques à moteur et abrogeant la directive 94/25/CE qui a été transposée par le règlement grand-ducal modifié du 8 septembre 1997.

La nouvelle directive 2013/53/UE, de type «nouvelle approche», tient compte des dernières avancées technologiques, notamment en matière d'exigences environnementales. Par souci de clarté, le législateur européen a jugé bon de présenter un nouveau texte, abrogeant la directive 94/25/CE.

Pour assurer la cohérence avec d'autres législations sectorielles sur les produits, certaines dispositions de la future loi ont été alignées sur le cadre légal de l'Union européenne trouvant sa base dans le règlement (CE) n°765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, et la décision n°768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits.

La future loi harmonise également les obligations des importateurs privés en ce qui concerne l'évaluation de conformité après construction pour des produits importés depuis des pays tiers.

À noter que l'obligation d'apposer le marquage CE est étendue à tous les moteurs in-bord et aux moteurs à embase arrière sans échappement intégré qui sont considérés comme conformes aux exigences essentielles énoncées dans la présente loi. En apposant le marquage CE sur un produit, le fabricant déclare que celuici est conforme à toutes les exigences applicables et qu'il en assume l'entière responsabilité.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.11.2015
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

22.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements parlementaires
10.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17.11.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°268, page 4771

Explosifs à usage civil

6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

Ce projet de loi a pour objet de transposer dans le droit luxembourgeois la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil.

La directive à transposer fait partie d'un paquet législatif qui vise à aligner le texte de huit directives «produits» sur le nouveau cadre législatif adopté en 2008 dans le but de renforcer et d'améliorer les règles et aspects pratiques relatifs à la commercialisation des produits.

Trois autorités sont concernées par ce dispositif: l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS), l'Inspection du travail et des mines (ITM) et le Ministère de la Justice.

Le texte ne vise pas les articles pyrotechniques, ni les explosifs et munitions employés par l'armée et les forces de l'ordre, ni la surveillance du marché des munitions; seulement le transfert de munitions est visé.

Au regard des nombreuses modifications à apporter à la réglementation existante pour la transposition de la directive 2014/28/UE, il a été jugé préférable, pour des raisons de simplification et de lisibilité du texte, de remplacer le règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil, tel que modifié, par un texte nouveau.

La future loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 07.03.2016
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

21.07.2016	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'amendements parlementaires
17.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°268, page 4727

Équipements marins

6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

Ce projet de loi transpose la directive 2014/90/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 relative aux équipements marins et abrogeant la directive 96/98/CE du Conseil.

Les standards et normes d'évaluation de la conformité des équipements marins sont développés et mis à jour par l'Organisation maritime internationale. Il s'agit d'instruments internationaux qui prennent la forme de codes, résolutions et circulaires. Les navires ne répondent aux exigences posées par les conventions internationales et la législation européenne que si eux-mêmes et leurs équipements sont conformes à ces standards.

Les États du pavillon ont comme obligations corrélatives de s'assurer que les équipements mis à bord des navires soient conformes aux exigences relatives à leur conception, construction et performance et d'émettre les certificats requis.

Néanmoins, ces instruments internationaux laissent une marge d'appréciation aux États du pavillon. De surcroît, certains standards et normes n'ont pu être adoptés que sous la forme d'instrument sans force contraignante. Ces deux facteurs favorisent la création d'une distorsion de concurrence entre navires battant des pavillons différents, même au sein de l'Union européenne. Cette situation était à l'origine de la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins qui visait à harmoniser ce marché. L'Union européenne est ainsi la deuxième source de normes et standards d'évaluation de la conformité concernant les équipements marins.

Cette intervention de l'Union européenne a également assuré une sécurité juridique en permettant la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité émis par les États membres et donc de supprimer des contrôles additionnels créant des barrières administratives à la libre circulation des marchandises.

Depuis 1996, la directive 96/98/CE a connu plusieurs amendements et modifications, justifiant sa réécriture intégrale par la directive 2014/90/UE qui corrige également les défauts de la première qui subsistaient principalement au niveau des quatre points suivants:

1. l'identification des critères techniques et des standards d'évaluation,

2. la qualité des organismes notifiés,

3. la surveillance du marché et

4. la procédure de sauvegarde.

La transposition opérée tient compte de certaines spécificités du milieu maritime. Ainsi, les équipements marins sont en général intégrés au navire lors de leur construction ou de leur réparation sans passer par le marché luxembourgeois. Par ailleurs, parallèlement à toute surveillance du marché, le Commissaire aux affaires maritimes doit veiller à ce que les navires battant pavillon luxembourgeois remplissent leurs obligations en matière de sécurité, de sûreté, de protection de l'environnement marin et de la santé en mer. Il a donc pouvoir pour contrôler l'état du navire. En pratique, des organismes agréés peuvent être mandatés pour se rendre à bord. Ces organismes vérifient la conformité des équipements marins à bord et il en résulte qu'ils effectuent une partie de la surveillance du marché.

Le projet de loi prévoit donc une collaboration entre l'ILNAS et le Commissaire aux affaires maritimes.

À noter que le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 21.04.2016
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

13.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°268, page 4751

Réforme fiscale

7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

*** la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

*** la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);**

*** la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;**

*** la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;**

*** la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;**

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

1. Modifications au niveau de la fiscalité des personnes physiques

- Renforcement du pouvoir d'achat

Parmi les grandes priorités de cette réforme fiscale figure l'ambition de rendre la fiscalité luxembourgeoise plus équitable et de renforcer de manière ciblée le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes et des classes moyennes. Le Gouvernement entend atteindre cet objectif inter alia par une révision du barème d'imposition et par l'abolition de l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire conformément aux annonces faites au moment d'introduction dudit impôt.

En ce qui concerne la révision du barème d'imposition, il est notamment procédé dans un souci d'équité sociale, d'une part, à une adaptation des taux d'imposition, et d'autre part, à un élargissement des tranches d'imposition. Ceci devrait réduire considérablement la charge fiscale des ménages modestes et des classes moyennes et, par conséquent, permettre de redresser le phénomène du «Mëttelstandsbockel».

Afin de ralentir la progressivité du barème, la classe d'impôt 1 repose dorénavant sur 23 tranches. Le premier échelon exempté d'impôt s'applique à la tranche allant jusqu'à un revenu de 11.265 euros. À partir de cette tranche, les échelons suivants ont une amplitude de 1.872 euros et leur taux d'imposition augmente d'un point de pourcentage entre 8% et 12% jusqu'à un revenu imposable de 20.625 euros. À partir de cet échelon, l'imposition des tranches progresse linéairement de deux points de pourcentage jusqu'à un revenu de 45.897 euros (38%) avec une amplitude de 1.944 euros par tranche. Le taux d'imposition de 39% s'applique à la tranche de revenu imposable comprise entre 45.897 euros et 100.002 euros. Enfin, le revenu imposable compris entre 100.002 euros et 150.000 euros est imposé à 40%.

De plus, dans un esprit de solidarité, ceux disposant des revenus les plus importants seront amenés à contribuer davantage par l'introduction de nouvelles tranches d'imposition de 41% à partir d'un revenu annuel de 150.000 euros, et de 42% à partir d'un revenu de 200.004 euros.

Ces adaptations sont applicables à partir du 1er janvier 2017.

La même philosophie est aussi retenue pour l'adaptation du barème de la classe d'impôt 1a. En effet, le projet de loi vise à limiter la progressivité du barème par une nouvelle limitation du taux marginal. Afin de rapprocher la progressivité de l'impôt de la classe 1a de celle en classe 1, il est ajouté une limitation restreignant le taux marginal à un maximum de 39% pour les revenus imposables inférieurs à 100.002 euros, à 40% pour les revenus entre 100.002 euros et 150.000 euros, à 41% pour les revenus entre 150.000 euros et 200.004 euros, et à 42% pour la tranche dépassant le revenu de 200.004 euros.

Par ailleurs, le paquet de la réforme fiscale contient également une mesure qui vise à renforcer le pouvoir d'achat des quelque 60.000 bénéficiaires des chèques-repas au Luxembourg. La plupart des employeurs allouent des chèques-repas d'une valeur faciale de 8,40 euros avec ou sans participation personnelle des salariés de 2,80 euros. Étant donné que la valeur faciale du chèque-repas n'a pas été significativement révisée depuis 1994, le Gouvernement propose de l'augmenter par voie d'un règlement grand-ducal de 8,40 euros à 10,80 euros.

- Une approche sélective

Le projet de loi adapte également les montants des crédits d'impôt. En effet, le crédit d'impôt pour salariés (CIS), le crédit d'impôt pour pensionnés (CIP) et le crédit d'impôt pour indépendants (CII) sont tous revus à la hausse de manière ciblée. Dans l'esprit d'une sélectivité sociale, le projet de loi sous rubrique introduira une progressivité du montant alloué en fonction du revenu du contribuable. Ainsi, les deux crédits d'impôt seront doublés de 300 euros à 600 euros pour les revenus se situant entre 11.266 euros et 40.000 euros. Puis le crédit d'impôt se réduit progressivement pour atteindre zéro euros au seuil de 80.000 euros. Il est avancé que les nouvelles adaptations relatives aux CIS et CIP sont également conformes à la récente jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

- Mesures en faveur des ménages monoparentaux

Selon les derniers chiffres publiés par le Statec, les ménages monoparentaux représentent actuellement 3,2% de l'ensemble des ménages au Luxembourg. Si les ménages monoparentaux représentent encore une minorité en termes de pourcentage, la monoparentalité est cependant un facteur qui fait augmenter le risque de pauvreté des familles concernées.

Afin d'y remédier, la réforme fiscale contient, outre la révision du barème et la hausse du CIS, d'autres mesures concrètes qui visent à réduire la charge fiscale des ménages monoparentaux. En effet, à l'instar de l'adaptation des autres crédits d'impôt, le montant du crédit d'impôt pour monoparentaux (CIM) sera aussi adapté en fonction du revenu. Ainsi, ce crédit d'impôt sera doublé de 750 euros à 1.500 euros pour les contribuables monoparentaux disposant un revenu imposable ajusté inférieur à 35.000 euros. Au-dessus de ce seuil, le CIM va diminuer linéairement pour atteindre son montant actuel de 750 euros à partir d'un revenu imposable ajusté annuel de 105.000 euros. Il est également prévu d'augmenter le montant mensuel des rentes alimentaires qui ne réduit pas le montant du CIM de 160 euros à 184 euros par mois. Finalement, suite à l'introduction d'un nouveau numéro 14b à l'article 115 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), la pension d'orphelin à laquelle un enfant légitime ou assimilé a droit après le décès de l'un des parents sera exempte de l'impôt sur le revenu.

- Mesures fiscales en faveur des familles

Selon le Statec, 7,8% de la population résidente vit dans des familles recomposées. La réforme fiscale tient aussi compte de ces nouveaux agencements de la vie. Ainsi, le montant de l'abattement de revenu pour enfant ne faisant pas partie du ménage du contribuable, tel que prévu par l'article 127bis L.I.R., sera majoré de 3.480 euros à 4.020 euros.

En outre, afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, le plafond de l'abattement pour les frais de domesticité, les frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance et les frais de garde sera également augmenté de 3.600 euros à 5.400 euros.

- Imposition individuelle sur option

Une autre innovation du présent projet de loi sera l'introduction de l'imposition individuelle sur option pour les résidents et les non-résidents. La mise en place de l'imposition individuelle sur option a le mérite de rendre le traitement fiscal plus flexible, de renforcer l'autonomie financière de chaque contribuable et de ne pas décourager l'un des deux conjoints d'exercer une activité professionnelle. À partir de l'année fiscale 2018, les conjoints mariés auront ainsi le choix d'opter soit pour le système d'imposition actuel de leurs revenus (imposition collective suivant la classe d'impôt 2), soit pour une imposition individuelle de leurs revenus. Dans ce dernier cas, les conjoints auront également le choix entre une individualisation pure ou une individualisation avec réallocation des revenus. Il convient de noter qu'en cas d'individualisation pure, les plafonds pour la déduction de frais d'obtention, ainsi que les dépenses spéciales ne sont pas majorés pour le conjoint. Les majorations des plafonds pour les enfants propres ou communs faisant partie du ménage sont par contre accordées pour moitié à l'un des conjoints et pour l'autre moitié à l'autre des conjoints. Dans le même cas de figure, l'abattement extra-professionnel s'élevant actuellement à 4.500 euros dans le cadre d'une imposition collective, revient à moitié à l'un des conjoints et pour l'autre moitié à l'autre des conjoints.

- Prévoyance-vieillesse

L'objet d'un contrat de prévoyance-vieillesse est de permettre au souscripteur de se créer une épargne supplémentaire disponible à l'âge de la retraite. Le législateur permet de déduire fiscalement un certain montant de ces primes versées. À l'heure actuelle, le plafond de cette déduction fiscale est déterminé en fonction de l'âge du souscripteur et varie entre 1.500 euros et 3.200 euros. Afin d'encourager la souscription de tels contrats durant la vie active et ceci le plus tôt possible, le plafond annuel de déductibilité des primes versées sur un tel contrat sera fixé à 3.200 euros et ceci, indépendamment de l'âge du souscripteur. Le remboursement de l'épargne devient aussi plus flexible. En effet, après l'entrée en vigueur de la réforme fiscale, le remboursement pourra se faire soit en tant que capital, soit en tant que rente viagère, soit de manière combinée.

- Mesures favorisant l'accès au logement

Le projet de loi prévoit des mesures qui visent, d'une part, à stimuler l'offre en logements et, d'autre part, à soulager fiscalement les ménages.

À cette fin, il est notamment prévu de doubler le plafond de la déductibilité fiscale des cotisations versées dans le cadre d'un contrat épargne-logement, ce plafond passant à l'avenir de 672 euros à 1.344 euros. Le bénéfice de cette mesure est cependant soumis à la double condition que le souscripteur d'un tel contrat n'ait pas encore atteint l'âge de 40 ans au début de l'année d'imposition et que le contrat ait été souscrit en vue de financer la construction, l'acquisition ou la transformation d'un bien immobilier pour les besoins personnels d'habitation.

La déductibilité des intérêts débiteurs, liés à un prêt immobilier pour des besoins personnels d'habitation, est également revue à la hausse. En 2017, les intérêts passifs déductibles passent ainsi de 1.500 euros à 2.000 euros pour l'année de l'occupation plus les cinq années suivantes, de 1.125 euros à 1.500 euros pour les cinq années suivantes et de 750 euros à 1.000 euros pour les années subséquentes.

Le Gouvernement entend également élargir l'offre en logements abordables. Il est prévu d'introduire une exonération de 50% des revenus provenant de la location d'immeubles à des organismes conventionnés, exerçant la gestion locative sociale. Finalement, la valeur locative du domicile propre est fixée à zéro euro pour des raisons de simplification administrative.

- Égalité de traitement entre contribuables résidents et non résidents

La réforme fiscale tient également à établir une égalité de traitement fiscal entre les contribuables résidents et non résidents. Le régime d'imposition des contribuables non résidents mariés sera notamment aligné davantage sur celui des résidents, tant en ce qui concerne l'octroi des classes d'impôt, que les règles applicables en matière de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires («RTS»). Ainsi, afin de tenir compte de tous les revenus étrangers des couples mariés non résidents, l'ACD contactera ces couples au courant de l'année 2017 pour les inviter à remettre des pièces justificatives sur leur situation patrimoniale et financière. C'est sur la base de ces informations que l'ACD déterminera un taux «réel» qui sera inscrit sur la fiche de retenue applicable en 2018. Or, si les couples ne fournissent pas les pièces justificatives, la RTS se fera par défaut suivant le tarif de la classe d'impôt 1. Par ailleurs, l'introduction de l'imposition individuelle sur option, telle que prévue par le présent projet de loi, sera également élargie à partir de 2018 aux contribuables non résidents, et ceci suivant les mêmes conditions et modalités.

- Mobilité durable

Le paquet de la réforme fiscale contient des incitations à la mobilité durable.

Aux vœux du projet de loi, le nouvel article 129d L.I.R. introduira dès lors un abattement «pour mobilité durable». Celui-ci sera déductible du revenu imposable en cas d'acquisition de certains véhicules, qui se caractérisent tous par le fait que leurs émissions sont moins importantes que celles des véhicules fonctionnant aux carburants conventionnels. Plus concrètement, les contribuables peuvent bénéficier d'un abattement de 5.000 euros en cas d'acquisition d'une voiture à zéro émissions de roulement qui fonctionne soit exclusivement à l'électricité, soit exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène. Finalement, les contribuables auront droit à un abattement de 300 euros en cas d'acquisition d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté. Dans le même ordre d'idées se range aussi la proposition de réévaluer l'avantage en nature forfaitaire des voitures de fonction. Il est notamment prévu de remplacer le taux unique par des taux variant entre 0,5% et 1,8%, et ce en distinguant en fonction de la hauteur des émissions de CO_2 émises par les véhicules, et d'exempter la mise à disposition gratuite d'un cycle ou d'un cycle à pédalage assisté.

- Autres mesures

Depuis son introduction, le taux de la retenue à la source libératoire («RELIBI») sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière s'élève à 10%. Le projet de loi propose d'augmenter ce taux à 20% pour les intérêts perçus qui dépassent le montant annuel de 250 euros par personne et payés à des bénéficiaires personnes physiques résidents du Luxembourg. Les petits épargnants en resteront donc épargnés.

Il est également prévu de regrouper sous une catégorie commune la déduction en tant que dépenses spéciales des intérêts débiteurs sur les crédits à la consommation et celle des primes d'assurance et des cotisations à des sociétés de secours mutuels reconnues. Le plafond unique s'élèvera à 672 euros et sera majoré de son propre montant pour le conjoint et pour chaque enfant faisant partie du ménage du contribuable.

2. Modifications au niveau de la fiscalité des personnes morales

- Maintien de la compétitivité

L'autre volet de la réforme fiscale comporte des dispositions fiscales qui toucheront les personnes morales. Face à un contexte en perpétuelle évolution, il convient de rester plus que jamais proactif et de prendre une série de mesures destinées à maintenir notre régime fiscal compétitif. L'objectif doit être, d'une part, de fidéliser les entreprises déjà établies au Luxembourg et, d'autre part, d'en attirer d'autres afin de conserver et de développer le statut d'un pays en tant que lieu stratégique d'investissement.

Afin de renforcer l'attractivité fiscale, les taux de l'impôt sur le revenu des collectivités (I.R.C.) sont révisés. Actuellement l'I.R.C. s'élève à 20% pour un revenu imposable ne dépassant pas 15.000 euros et à 21% lorsque le revenu imposable dépasse cette limite. Le présent projet de loi prévoit d'abaisser les taux de l'I.R.C., tout en augmentant le montant du plafond à partir duquel le taux d'imposition maximal s'applique. Ainsi, pour un revenu imposable dépassant 30.000 euros, le taux de l'I.R.C. sera ramené à 19% en 2017 et à 18% en 2018. Cet abaissement va de pair avec l'abaissement du taux d'imposition minimal qui est ramené de 20% à 15% pour les entreprises dont le revenu imposable ne dépasse pas 25.000 euros. Il est également proposé de lisser le passage du taux d'imposition minimal au taux d'imposition maximal par l'introduction d'une tranche intermédiaire. Ainsi, lorsque le revenu imposable est compris entre 25.000 euros et 30.001 euros, le taux de l'I.R.C. s'élèvera à 3.750 euros plus 33% (39% en 2017) du revenu dépassant 25.000 euros.

- Mesures promouvant l'investissement

Il est encore prévu d'augmenter les taux des bonifications d'impôt sur le revenu pour les investissements global et complémentaire, afin d'améliorer le climat d'investissement des acteurs privés. Ainsi, le taux de la bonification d'impôt sur le revenu pour investissement complémentaire, telle que prévue par l'article 152bis(2) L.I.R., passera de 12% à 13%, et la bonification d'impôt sur le revenu pour investissement global sera augmentée de 7% à 8% pour la première tranche d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros. Dans un souci de parallélisme, le taux de la bonification d'impôt en cas d'investissements en immobilisations agréées, visée à l'article 152bis (7)1, n°4 L.I.R., sera augmenté de 8% à 9% pour la première tranche d'investissement ne dépassant pas 150.000 euros. Les deux taux applicables au-dessus de la tranche de 150.000 euros restent néanmoins inchangés.

Par ailleurs, cette bonification sous forme de crédit d'impôt n'est actuellement accordée qu'à la double condition que les investissements aient été mis en œuvre physiquement sur le terrain luxembourgeois, et qu'ils doivent être effectués dans un établissement situé au Grand-Duché et destiné à y rester de façon permanente. Il est proposé d'accorder cette bonification pour des investissements, qui sont mis en œuvre physiquement non seulement au Luxembourg, mais aussi sur le territoire d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). À noter que cette ex-

tension du champ d'application s'impose suite à l'arrêt rendu en date du 22 décembre 2010 dans l'affaire Tankreederei I (C-287/10). La Cour de justice de l'Union européenne s'est notamment opposée à «une disposition d'un État membre en vertu de laquelle le bénéfice d'une bonification d'impôt pour investissement est refusé à une entreprise qui est établie uniquement dans cet État membre, au seul motif que le bien d'investissement, au titre duquel cette bonification est revendiquée, est mis en œuvre physiquement sur le territoire d'un autre État membre». La Cour jugeait la disposition contraire à l'article 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Dans le même ordre d'idées sera aussi modifiée la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto. En effet, l'article 3 de cette loi prévoit actuellement que «l'organisateur résidant à l'étranger est tenu de désigner un mandataire résident demeurant au Grand-Duché. Ce dernier est débiteur solidaire de la taxe». La Commission, au vu de l'arrêt de 11 décembre 2014 de la CJUE dans l'affaire C-678/11 (Commission européenne/Royaume d'Espagne), a attiré l'attention du Luxembourg sur la possible incompatibilité de cette disposition avec le droit européen, notamment avec la liberté d'établissement et de prestation de services dans l'Union européenne, telle que garantie par les articles 49 et 56 du TFUE et 31 et 36 de l'accord EEE.

En vertu de l'article 51 de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales («loi agraire 2016»), les exploitants agricoles peuvent, sous certaines conditions, déduire de leur bénéfice agricole une quote-part du prix d'acquisition ou de revient des investissements nouveaux en outillage et matériel productifs ainsi qu'en aménagement de locaux servant à l'exploitation. Par le présent projet de loi, il est introduit un nouvel article 128ter L.I.R., qui reprend quasi littéralement cette disposition, tout en y apportant les adaptations qui s'imposent. Ainsi, le Gouvernement propose notamment d'augmenter le seuil en dessous duquel les exploitants agricoles pourront bénéficier d'une déduction de 30% de 150.000 euros à 250.000 euros. Par ailleurs, aux termes de l'article 133 L.I.R., les bénéfices agricoles et forestiers dépassant la moyenne des bénéfices d'une période de référence, peuvent être considérés comme revenus extraordinaires, imposables à un taux plus favorable. Afin de soutenir un secteur agricole qui doit, depuis longue date, faire face à des fluctuations de prix, il est également proposé d'augmenter le nombre d'exercices faisant partie de la période de référence de quatre à six exercices d'exploitation. Selon les auteurs du projet de loi, cette mesure contribuera avant tout à tempérer la progressivité de leur barème.

- Autres mesures concernant les personnes morales

La réforme fiscale entend également limiter dans le temps la déduction des pertes subies au cours d'années d'imposition antérieures. En effet, dans des conditions déterminées, le contribuable peut actuellement reporter les pertes réalisées sans limitation dans le temps et quant au montant. En vertu de la réforme, il est prévu de limiter la déduction des pertes réalisées au cours d'exercices d'exploitation clôturés après le 31 décembre 2016 à 17 années. Il convient de préciser que la nouvelle règle ne s'applique pas aux pertes réalisées avant le 1er janvier 2017, qui continuent à être traitées comme par le passé.

Le projet de loi prévoit également de prolonger jusqu'au 31 décembre 2019 la bonification d'impôt pour embauchage de chômeurs. Il s'agit d'une bonification sous forme d'un crédit d'impôt qui s'élève à 15% de la rémunération brute d'un chômeur embauché. Les auteurs du projet avancent que cet incitatif fiscal introduit par la loi modifiée du 24 décembre 1996 s'inscrit dans la politique du Gouvernement visant à faire baisser le chômage.

Dans le cadre d'une transmission d'entreprise individuelle, il est fréquent que l'exploitant au moment de son départ en retraite souhaite transférer les immeubles, dans lesquels il a exercé son activité, à son patrimoine privé. Ce transfert de biens immeubles déclenche toutefois la découverte des plus-values latentes inhérentes à ces immeubles. En effet, aux termes de l'article 39 L.I.R., en cas de cessation définitive de l'entreprise, l'évaluation des biens non cédés de l'actif net investi doit, lorsqu'ils sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, avoir lieu à la valeur estimée de réalisation. Étant donné que, selon les auteurs du projet de loi, dans les dix années à venir, environ 1.500 entreprises artisanales au Luxembourg seront confrontées à des problèmes de succession, une adaptation au niveau législatif s'impose. Il est notamment proposé d'introduire la possibilité de décaler l'imposition de ces plus-values latentes dans le temps. Il convient de souligner qu'il ne s'agit donc que d'une immunisation provisoire avec report d'imposition. Pour pouvoir bénéficier du nouvel alinéa de l'article 39, il faut cependant que le successeur reprenne les activités de l'exploitant et qu'il les exerce dans les mêmes immeubles ou parties d'immeubles afin d'assurer la continuation de l'entreprise.

Aux vœux du projet de loi sera aussi augmenté l'impôt sur la fortune minimum à charge des collectivités résidentes, ceci de 3.210 euros à 4.815 euros. Cela concerne notamment les sociétés de participations financières (SOPARFI), qui se caractérisent par le fait que la somme de certains de leurs actifs financiers dépasse 90% du total du bilan et 350.000 euros.

Il est proposé d'introduire, à l'instar d'autres pays européens, le mécanisme de l'amortissement différé dans le droit fiscal luxembourgeois. Ce concept vise à offrir au contribuable la possibilité de différer dans le temps l'amortissement normal pour usure déductible au cours d'un exercice d'exploitation déterminé. Ce report d'amortissement dans le temps devra néanmoins prendre fin au plus tard au cours de l'exercice durant lequel la durée d'amortissement du bien prend fin. De plus, dans le cas d'une déperdition extraordinaire technique ou économique, telle que prévue par l'article 31 L.I.R., le passage à la méthode d'amortissement ordinaire devient obligatoire.

La réforme fiscale tient également à introduire l'obligation pour les professions libérales de tenir une comptabilité régulière à partir d'un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 euros. Par l'abrogation du paragraphe 161, alinéa 2 «Abgabenordnung» qui prévoit, sous certaines conditions, une dispense de cette obligation, il est mis fin à une différence du régime comptable applicable aux exploitants commerciaux et agricoles et celui applicable aux indépendants.

Par ailleurs, conscient de sa responsabilité environnementale, le Gouvernement introduit un nouvel alinéa 1a au paragraphe 168 «Abgabenordnung». Celui-ci imposera aux collectivités de déposer obligatoirement, à partir de l'année 2017, leur déclaration de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial et de l'impôt sur la fortune des collectivités par voie électronique, plus précisément via le site www.guichet.public.lu.

En vertu de l'article 54bis L.I.R., il est possible, sous certaines conditions, «de transférer sur un bien investi dans une devise du capital d'apport, les plus-values de conversion qui étaient réalisées lors de la conversion en monnaie nationale de certains actifs investis dans la ou les devises du capital d'apport et censés représenter les fonds propres de l'entreprise». Il est proposé d'amender le premier alinéa de l'article 54bis L.I.R. pour faire en sorte que toute entreprise puisse dorénavant bénéficier de l'immunisation temporaire de la plus-value de conversion réalisée lors de la conversion en euros de certains actifs investis dans la devise du capital d'apport et censés représenter ses fonds propres.

3. Dispositions relatives à la lutte contre la fraude fiscale

Il est un fait que les fraudes fiscales portent non seulement atteinte à la solidarité en faisant reposer la charge fiscale sur les seuls contribuables honnêtes, mais également au respect d'une concurrence loyale entre les entreprises. Une lutte coordonnée et cohérente contre la fraude fiscale est donc un outil d'efficacité, mais également une nécessité morale. Partant de ce constat, l'arsenal du droit pénal est renforcé et prévoit désormais trois formes de fraude fiscale, à savoir la fraude fiscale simple, la fraude fiscale aggravée et l'escroquerie fiscale.

La fraude fiscale simple est dépénalisée et ainsi poursuivie et sanctionnée administrativement par l'administration fiscale compétente. Un recours est bien évidemment possible devant les tribunaux judiciaires en matière d'impôts indirects, et devant les tribunaux administratifs en matière d'impôt direct.

La fraude fiscale aggravée est poursuivie pénalement, et ceci en raison de son caractère de gravité particulier. L'élément matériel du nouveau délit, en l'occurrence le montant de l'impôt éludé, se détermine soit par un montant absolu, soit par un pourcentage par rapport à l'impôt annuel dû ou au remboursement annuel obtenu. Ainsi, en cas de dépassement d'un de ces seuils nouvellement introduits dans la loi, la fraude fiscale est ipso facto qualifiée et des poursuites pénales sont susceptibles d'être engagées.

L'infraction de l'escroquerie fiscale revêt un caractère de gravité supplémentaire en raison de «l'astuce qui s'ajoute à la tromperie». Il est proposé d'adapter le quantum des peines et de réprimer également les fraudes ayant conduit à des remboursements indus.

Par ailleurs, il convient d'ajouter que la tentative de fraude fiscale aggravée et de l'escroquerie fiscale est également réprimée et punissable des mêmes peines.

Afin de se conformer aux recommandations du Groupe d'action financière («GAFI») de 2012-2013 et aux exigences de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (4e Directive AML), le projet de loi propose d'intégrer les infractions de fraude fiscale aggravée et de l'escroquerie fiscale dans la liste des infractions primaires au blanchiment de capitaux (article 506-1 du Code pénal).

La loi du 28 juillet 2014 a pour objet d'adapter la législation luxembourgeoise aux exigences GAFI et du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales («Forum mondial») en matière d'identification des titulaires d'actions et parts au porteur. Le projet de loi entend vérifier que les sociétés se sont conformées à ladite loi. À cette fin, l'ACD aura notamment le droit de demander à ces sociétés les informations et les documents nécessaires qui font preuve de l'exécution de leurs obligations. De plus, l'ACD sera habilitée à échanger ces informations et documents avec la Caisse de consignation.

Aux termes de l'article 38 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, «toute personne, dont les données font l'objet d'une inscription sur le registre national, a le droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication», à moins qu'une consultation ou une communication n'ait été faite par ou à certaines autorités limitativement énumérées par la loi. Afin de parer également aux risques d'entraver des procédures et enquêtes en matière fiscale, tant au niveau national qu'international, le présent projet de loi propose d'y ajouter les administrations fiscales.

Il est encore proposé de permettre aux autorités fiscales de prononcer des astreintes individuelles d'un montant pouvant aller jusqu'à 25.000 euros.

Les personnes qui dirigent, respectivement gèrent une entité soumise à la TVA sont davantage responsabilisées. À cet effet, il est proposé d'engager une responsabilité personnelle et solidaire des administrateurs-délégués, des gérants ainsi que de tout dirigeant de droit ou de fait qui s'occupe de la gestion journalière, ceci dans les cas d'une inexécution fautive des obligations légales leur incombant.

Hormis les exceptions énumérées à l'article 25 du présent projet de loi, les dispositions sont applicables à partir de l'année d'imposition 2017.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.07.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.11.2016 Présentation et échange de vues au sujet de certaines dispositions

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

30.09.2016 Présentation du projet de loi
07.10.2016 Désignation d'un rapporteur
20.10.2016 Examen du projet de loi
28.10.2016 Examen du projet de loi
11.11.2016 Examen du projet de loi
22.11.2016 Présentation et adoption d'amendements parlementaires
24.11.2016 Présentation et échange de vues au sujet de certaines dispositions
25.11.2016 Présentation des amendements gouvernementaux
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, N° 274, page 5139

Abus de marché

7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché

Le règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission, dénommé ci-après «règlement (UE) n°596/2014», et la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché), dénommée ci-après «directive 2014/57/UE», se trouvent à la base du nouveau régime relatif aux abus de marché qui remplace le régime précédemment mis en place par la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), dénommée ci-après «directive 2003/6/CE». Au Luxembourg, la directive 2003/6/CE a été transposée en 2006 par la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché, dénommée ci-après «loi modifiée du 9 mai 2006».

Ce nouveau régime était nécessaire au vu des changements législatifs, de l'évolution du marché et des évolutions technologiques intervenus, lesquels ont considérablement modifié le paysage financier. Son objectif est également de garantir l'uniformité des règles et la clarté des principaux concepts employés.

Le règlement (UE) n°596/2014

Bien qu'il soit, en vertu de l'article 288 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, d'application directe, ce règlement nécessite l'adoption de mesures supplémentaires au niveau national afin d'assurer son application. En effet, l'article 39, paragraphe 3, impose expressément aux États membres de prendre les mesures nécessaires afin de se conformer aux articles 22 (autorités compétentes), 23 (pouvoirs des autorités compétentes), 30 (sanctions administratives et autres

mesures administratives), 31, paragraphe 1er (exercice des pouvoirs de surveillance et de sanction), 32 (signalement des violations) et 34 (publication des décisions).

Le nouveau régime abus de marché introduit un champ d'application plus large, plus adapté aux produits développés ces dernières années [systèmes multilatéraux de négociation (MTF) et futurs systèmes organisés de négociation (OTF), quotas d'émission et instruments y afférents]. A la suite du scandale du Libor, il a par ailleurs été décidé de rendre certaines dispositions du nouveau régime abus de marché applicables aux indices de référence. Le nouveau régime vise également à lutter contre les abus de marché croisés sur les marchés dérivés de matières premières et les marchés physiques sous-jacents. Enfin le règlement cherche à harmoniser les pouvoirs des autorités administratives qui sont en charge de surveiller, de détecter et d'enquêter sur les abus de marché dans les États membres et les sanctions.

La directive 2014/57/UE

La directive exige des États membres qu'ils prévoient des sanctions pénales pour les cas graves d'abus de marché. Contrairement aux directives actuelles qui se contentaient d'exiger des États membres de prévoir des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives sans définir les éléments constitutifs d'infractions pénales ou de déterminer la nature des sanctions pénales, la directive 2014/57/UE définit de façon détaillée les infractions d'abus de marché et fixe également la nature des sanctions pénales que les États membres devront mettre en place.

Sous le nouveau régime abus de marché, les sanctions pénales coexisteront dans les États membres avec les sanctions administratives. Afin d'éviter qu'une personne ne soit poursuivie ou condamnée deux fois pour les mêmes faits, le présent projet de loi reprend sans changement substantiel le mécanisme figurant à l'article 33, paragraphe 4 de la loi modifiée du 9 mai 2006 qui a fait ses preuves.

Ce mécanisme vise à préserver le principe ne bis in idem en instaurant une procédure de consultation obligatoire entre la Commission de surveillance du secteur financier et le Procureur d'État et en disposant que si l'une des deux autorités procède, l'autre ne procède pas. Il a été introduit en 2010 dans la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché, suite aux critiques de la Commission européenne relatives à la transposition jugée incomplète de la directive 2003/6/CE en droit luxembourgeois et afin de contrer les problèmes soulevés par le Conseil d'État au moment de l'adoption de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché dans ses avis du 15 novembre 2005 et du 7 mars 2006.

La directive d'exécution (UE) 2015/2392

Le nouveau régime abus de marché mis en place par le règlement (UE) n°596/2014 et la directive 2014/57/UE est complété par une série d'actes délégués et de normes techniques d'exécution et de réglementation adoptés au niveau de l'Union européenne. La directive d'exécution (UE) 2015/2392 a pour objet de préciser les procédures que les autorités compétentes des États membres doivent mettre en place aux termes de l'article 32 du règlement (UE) n°596/2014 pour le signalement des violations potentielles ou réelles dudit règlement. Il a été décidé de transposer la directive d'exécution dans une annexe à la future loi.

La loi modifiée du 9 mai 2006

En raison du nombre important de modifications à apporter à la législation existante en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 et de la transposition de la directive 2014/57/UE ainsi que de la directive d'exécution (UE) 2015/2392, les auteurs du projet de loi estiment préférable, pour des raisons de simplification et de lisibilité des dispositions, de remplacer la loi modifiée du 9 mai 2006 régissant actuellement la matière, par une nouvelle loi. Par conséquent, la loi modifiée du 9 mai 2006 précitée se trouve quant à elle abrogée par le projet de loi sous avis.

Suite aux modifications mentionnées, il est également nécessaire de procéder à une série d'adaptations de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

07.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
22.11.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
02.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°279, page 5906

Adhésion du Monténégro à l'OTAN

7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés le Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016.

Depuis son indépendance en juin 2006, le Monténégro a considéré l'intégration dans les structures euro-atlantiques comme une priorité de sa politique étrangère et a fait beaucoup d'efforts pour y arriver, en adaptant sa politique extérieure, économique et de sécurité. Cet objectif réunit désormais un large consensus au sein des forces politiques et de l'opinion publique, étant donné que l'intégration euro-atlantique est perçue comme un gage de sécurité, de stabilité et de prospérité. Ainsi, le Monténégro a adhéré au Partenariat pour la paix de l'OTAN en décembre 2006 et a été invité à rejoindre le «Membership Action Plan» (MAP) en décembre 2009.

Lors de la réunion ministérielle en décembre 2015 à Bruxelles, l'adhésion du Monténégro à l'OTAN a recueilli un large consensus et les Ministres des Affaires étrangères ont pris la décision d'entamer des pourparlers d'adhésion. Le Luxembourg a soutenu l'adhésion du Monténégro comme une étape importante sur la voie de la stabilisation des Balkans occidentaux pouvant avoir un impact positif pour l'ensemble de la région. Étant donné que le travail substantiel a déjà été accompli au cours des années précédentes dans le cadre du MAP, les pourparlers d'adhésion avec le Monténégro ont pu être conclus rapidement en février 2016. A cette occasion, le Monténégro a également présenté un programme pour la poursuite des réformes qu'il s'est engagé à poursuivre au-delà de son adhésion. Le Premier Ministre du Monténégro a ensuite adressé une lettre au Secrétaire général de l'OTAN demandant formellement l'adhésion à l'OTAN.

Conformément à l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord, une fois que tous les 28 pays membres actuels de l'OTAN auront notifié leur ratification du protocole d'accession, celui-ci doit être ratifié par le Monténégro qui deviendra alors Partie au Traité de l'Atlantique Nord.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.08.2016
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

19.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
23.11.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, N° 269, page 4800

Échange automatique d'informations fiscales

7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales

En date du 25 mai 2016, le Conseil de l'Union européenne a adopté la directive (UE) 2016/881 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Il s'agit d'étendre le champ d'application de cet échange en y ajoutant l'échange automatique de la déclaration pays par pays.

Action 13 du plan d'action BEPS, directive (UE) 2016/881 et projet de loi sous rubrique

Le plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (plan d'action BEPS), constitue une initiative majeure en faveur d'une modification des règles fiscales internationales existantes. Les travaux sur l'action 13 du plan d'action BEPS ont abouti à l'élaboration d'un ensemble de normes relatives à la communication des informations pour les Groupes d'entreprises multinationales, et notamment de la déclaration pays par pays. Le but de cette communication est notamment de favoriser la transparence au niveau des Groupes d'entreprises multinationales.

La directive (UE) 2016/881 reprend les exigences de l'action 13 et les implémente au niveau de l'UE. Pour cette raison, la directive impose que des Groupes d'entreprises multinationales dépassant une certaine taille, telle que recommandée par l'action 13, doivent fournir des informations sous la forme d'une déclaration pays par pays afin d'accroître la transparence au niveau de l'Union européenne.

Le présent texte a pour objectif de transposer la directive (UE) 2016/881 tout en implémentant l'action 13 du projet OCDE/G20 en ce qui concerne la déclaration pays par pays («Action 13: Instructions relatives à la mise en œuvre de la documentation des prix de transfert et de la déclaration pays par pays»). Les données qui seront échangées en vertu de cette convention sont strictement identiques à celles prévues par la directive (UE) 2016/881.

La pratique de l'échange d'informations

Dans la déclaration pays par pays, les Groupes d'entreprises multinationales visées devront fournir chaque année et pour chaque juridiction fiscale dans laquelle ils exercent des activités le montant de leur chiffre d'affaires, leur bénéfice avant impôts et les impôts sur les bénéfices qu'ils ont acquittés et ceux qui sont dus.

Les Groupes d'entreprises multinationales visées devront également indiquer leur nombre d'employés, leur capital social, leurs bénéfices non distribués et leurs actifs corporels dans chaque juridiction fiscale. Enfin, les Groupes d'entreprises multinationales visées devront identifier chaque entité du groupe qui exerce des activités dans une juridiction fiscale donnée et indiquer, pour chacune d'elles, la nature de ces activités.

Ces informations sont à fournir sous forme prescrite par l'Administration des contributions directes. La communication a lieu dans un délai de 15 mois après le dernier jour de l'exercice fiscal sur lequel porte la déclaration pays par pays. Vu que les informations doivent être déposées dans un délai de douze mois auprès de l'Administration des contributions directes celle-ci disposera d'un délai de trois mois pour procéder à l'échange pour les informations reçues en temps utile.

Pour la première déclaration pays par pays à déposer, concernant l'exercice fiscal commençant le 1er janvier 2016, le délai est porté à 18 mois. Les premières déclarations pays par pays devront dès lors être échangées pour le 30 juin 2018 et déposées à l'Administration des contributions directes pour le 1er janvier 2018 dès lors que l'exercice fiscal (d'une période comptable annuelle selon la définition) visé commence le 1er janvier 2016.

Les Groupes d'entreprises multinationales qui ont un chiffre d'affaires en dessous d'un seuil de 750 millions d'euros sont exclus. Des amendes d'un maximum de 250.000 euros sont introduites dans le cas où l'entité déclarante ne procède pas au dépôt du rapport pays par pays ou procède à un dépôt tardif, incomplet ou inexact. L'Administration des contributions directes, en tant qu'autorité compétente, échangera la déclaration pays par pays d'un Groupe d'entreprises multinationales avec les autorités en question.

Mécanisme secondaire

Il incombe en principe à l'entité mère ultime d'un Groupe d'entreprises multinationales de fournir le rapport pays par pays. Dans la mesure où l'entité mère ultime n'est pas soumise à l'obligation de fournir une telle documentation en vertu de la législation de son pays de résidence, un mécanisme secondaire est recommandé par l'action 13 qui oblige d'autres entités constitutives du groupe d'entreprises multinationales à fournir les renseignements nécessaires. La directive européenne impose un tel mécanisme alors qu'aucune obligation n'est prévue par l'accord multilatéral entre autorités compétentes.

Dans la mesure où la mise en place d'un tel mécanisme secondaire est cependant explicitement recommandée par l'action 13 et afin de traiter les pays de l'Union européenne et les pays tiers signataires de l'accord multilatéral de la même façon, les mêmes dispositions régiront l'échange dans les différents cas de figure.

Impact financier

Selon la fiche financière, le projet de loi sous rubrique va engendrer des coûts informatiques initiaux de l'ordre de 350.000 euros et des coûts en personnel de l'ordre de 290.000 euros par an.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 02.08.2016
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
11.11.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
08.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°280, page 5920

SÉANCE 13

MARDI,
13 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)
- Art. 168 du Règlement de la Chambre
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)
- Art. 168 du Règlement de la Chambre (suite)
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

7. 6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques
- *Rapports de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen, Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Simone Beissel, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

8. 7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. André Bauler*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Franz Fayot, M. Claude Adam (intervention de M. André Bauler), M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen traditiounsgeméiss d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'*Économie.- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Vize-Premier.

2. Communications

Da wollt ech der Chamber matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten an och d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, disponibel sinn.

Communications du Président - séance publique du 13 décembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2016

7101 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.12.2016

7102 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2014/54/UE du 16 avril 2014 relative à des mesures facilitant l'exercice des droits conférés aux travailleurs dans le contexte de la libre circulation des travailleurs;

2) modification de la loi modifiée du 28 novembre 2006 portant

*1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'*égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'*origine ethnique;*

*2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'*égalité de traitement en matière d'*emploi et de travail;*

*3. modification du Code de travail et portant introduction dans le Livre II d'un nouveau titre V relatif à l'*égalité de traitement en matière d'*emploi et de travail;*

4. modification des articles 454 et 455 du Code pénal;

5. modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 13.12.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

Da wollt ech lech opgrond vun enger Propositioun vun der Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche, de Medien an de Kommunikatiounen an dem Espace mat engem Avis politique saiséieren.

D'Kommissioun huet an hirer Reunioun vum 12. Dezember 2016 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM(2016) 590 vum Europaparlament a vum Conseil iwwert den Europäesche Kommunikatiounscode betrëfft. D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erméiglecht ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Héichschoulkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés,

- rappelant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590),

- constatant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a adopté lors de sa réunion du 12 décembre 2016 un avis politique au sujet de l'initiative législative COM(2016) 590 précitée et relevant du contrôle du respect du principe de subsidiarité,

décide d'adopter le présent avis politique de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ayant la teneur suivante:

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (ci-après désignée «la proposition COM(2016) 590»).

Cette proposition lui a été renvoyée afin que sa conformité au principe de la subsidiarité soit vérifiée.

Ce contrôle a permis de confirmer que la proposition de directive est conforme au principe évoqué. Néanmoins, certaines observations s'imposent.

*La proposition COM(2016) 590 vise à redéfinir le cadre réglementaire relatif aux télécommunications, ceci eu égard à la stratégie pour un marché unique numérique en Europe, présentée le 6 mai 2015 par la Commission européenne. La proposition COM(2016) 590 apporte des ajustements ciblés au cadre actuel afin de réagir aux évolutions du marché et des technologies et, notamment, à la nécessité de répondre, à l'*échelle de l'*Union européenne, au besoin de garantir la disponibilité et l'adoption généralisée de réseaux à très haute capacité qui servent de base à un marché unique numérique pleinement opérationnel.*

Il va sans dire que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace soutient les objectifs de la proposition COM(2016) 590. En effet, le secteur des communications électroniques a considérablement évolué au cours des dernières années. Les structures du marché ont connu une

évolution caractérisée par une limitation croissante des monopoles tandis que la connectivité est devenue une caractéristique très répandue de la vie économique. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît que, sans une connectivité omniprésente à très haute capacité, une part importante du capital humain du marché unique reste inexploitable.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace encourage la démarche et les efforts visant à réduire les écarts très importants qui existent entre les États membres en matière de connectivité à ultra-haut débit. Elle reconnaît qu'à défaut d'action de l'Union européenne dans ce domaine, cette disparité de situations serait perpétuée et aurait des conséquences négatives sur le marché unique et les intérêts des consommateurs.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne les efforts entrepris par le Luxembourg en matière de connectivité à ultra-haut débit, notamment pour ce qui est du développement de nouvelles communications sans fil et mobiles et du déploiement du réseau à très hautes capacités, auquel toutes les localités du Grand-Duché sont connectées.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît les compétences de l'Institut luxembourgeois de régulation en tant qu'autorité de régulation nationale, qui garantit et supervise, dans l'intérêt du consommateur européen, le bon fonctionnement et la régulation des marchés dans le domaine des communications électroniques.

Pour ce qui est des questions liées au spectre, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne l'importance de la connectivité sans fil et du haut débit sans fil. Elle estime que le spectre est une ressource limitée qui appartient aux États membres et dont la gestion et l'attribution doivent tenir compte des spécificités et besoins nationaux.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace se dit favorable au maintien du régime du service universel et souligne la nécessité de maintenir la gamme actuelle d'instruments régissant les obligations dudit service universel.

(s.) Simone Beissel.

Et ass proposéiert, e Vote sans débat ze maachen, an ech wollt d'Chamber froen, ob se domat averstanen ass.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert a mir ginn dann deen Avis politique weider.

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virgeschloen huet, ass lech bekannt.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat och esou décidéiert.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7038 iwwert d'Solden an d'Stroosseverkeef. D'Riedezäit ass nom Basismodell geregelt. D'Madamm Tess Burton huet als Rapportrice d'Wuert.

5. 7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech presentéieren Iech elo de Projet de loi mat der Nummer 7038, an deem et ëm d'Solden, de Verkaf um Trottoir an ëm d'irreféierend an d'vergläichend Publicitéit geet. De Projet de loi gouf den 31. August 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider déposéiert. Als Éischt koum den Avis vun der ULC den 11. August, duerno koumen d'Avise vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers. De Statsrot huet de 27. Oktober säin Avis zu dësem Projet de loi ofginn. E Mount drop hu mir de Projet de loi an der Wirtschaftskommissioun virgestallt kritt a mir sinn och dunn duerch all déi Avise gaangen.

Dëst Gesetz verfollegt méi Ziler. Zum enge soll dëst neit Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, eis Legislatioun mat dem europäesche Gesetz konform setzen. Des Weidere gëtt mat dësem Gesetz eng Simplification administrative fir d'Commerçantë geschafen a mir wëlle mat dësem Gesetz de Commerçanten eng méi grouss Flexibilitéit géigeniwwer hire Konkurrenten erméiglechen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt dat besteeënd Gesetz vum 30. Juli 2002, wat verschidde kommerziell Praktiken, d'Concurrence déloyale an déi vergläichend Publicitéit reglementéiert, abrogéiert an duerch en neit Gesetz ersat.

Firwat? De Grond dofir ass, dass verschidden Dispositiounen am Gesetz vun 2002 net kompatibel si mat verschiddenen Artikele vun enger europäescher Direktiv, an där et ëm onfair an déloyal kommerziell Praktike geet. Eis Legislatioun geet méi wäit a gesäit och méi restriktiv Bestëmmunge vir, wéi dat an der Direktiv de Fall ass. D'Europäesch Kommissioun ass dofir zur Konklusioun komm, dass eis Gesetzgebung keng adequat Iwwerdroung vun der Direktiv ass an dofir net zu enger kompletter Harmonisëierung vum Maart féiert.

D'Europäesch Kommissioun huet dofir an engem Bréif am Juni 2016 Lëtzebuerg opgefuerdert, seng Gesetzgebung an deem Domän ze iwwerschaffen. Dat neit Gesetz limitéiert sech elo just nach op d'Solden an op de Verkaf um Trottoir souwéi op déi irreféierend a vergläichend Publicitéit. Eng Rei Elementer aus dem aktuelle Gesetz ginn also mat dësem Gesetz hei ofgeschaaft.

Wat gëtt elo genau ofgeschaaft? Dat sinn am Prinzip sechs Elementer aus deem aktuelle Gesetz vun 2002, déi elo net méi an dat neit Gesetz iwwerholl ginn.

Bei där éischter Dispositioun am aktuelle Gesetz geet et ëm de Verkaf a Form vun enger Liquidatioun. Laut där aktueller Gesetzgebung war et esou geregelt, dass beim Verkaf a Form vun enger Liquidatioun d'Autorisatioun vum Ministère des Classes moyennes gebraucht ginn ass. De Commerçant huet en plus missen de Verkafspräis uginn an de Verkaf vun de Saachen huet missen am Geschäft selwer stattfannen. Well dës Dispositioune méi wäit gi wéi d'Direktiv et virschreift, gëtt dësen Deel vum Gesetz vun 2002 net méi iwwerholl.

Allerdéngs bedeit dat net, dass et elo keng Bestëmmunge méi ginn, déi bei enger Liquidatioun mussen agehale ginn. Zum Beispill mussen d'Präisreduktioune weider konform sinn zu der Bestëmmung am Code de la consommation.

E weideren Artikel, deen aus där aktueller Gesetzgebung erausgeholl gëtt, ass den Artikel iwwert d'Vente à perte. Lëtzebuerg ass näämlech eent vun deene wéinege Länner an der Europäescher Unioun, wou d'Vente à perte verbueden ass. Et ass den Artikel 20 vun där aktueller Gesetzgebung, dee verhënnert, dass de Commerçant e Produit oder e Service ënnert dem urspréngleche Akafspräis verkafe kann.

De Verbuet vun der Vente à perte gëtt also mat deem neie Gesetz hei opgehuewen. Domat gëtt och e besseren Équiliber zwëschen de Commerçanten am stationären Handel souwéi deenen am Commerce électronique geschafen, well et dës Bestëmmung fir de Commerce électronique näämlech net gouf. Do konnt den Händler bis ewell och ënnert dem Akafspräis verkafen.

Komme mer elo zu engem drëtte Punkt aus där aktueller Gesetzgebung, dee mer mat dësem Gesetz abrogéieren! Hei geet et ëm d'gratis Lotterien, Gewënnspiller an Tombolaen, déi am Zesummenhang mat enger Reklamm vun engem Geschäft stattfannen. Déi aktuell Gesetzgebung huet hei relativ prezis a virun allem strikt Oplage gehat, fir kënnen déi Lotterien a Gewënnspiller an Tombolaen ze organiséieren. Dowéinst recommandéiert d'Europäesch Kommissioun och, fir dës Oplagen ze abrogéieren. Iergendwellech Abuse kënnen awer weiderhi sanktionéiert ginn unhand vun den Dispositiounen iwwer onfair kommerziell Praktiken, déi am Code de la consommation niddergeschriwwe sinn.

Eng weider Praktik, déi am Gesetz vun 2002 verbuede war, ass déi sougenannt „vente en chaîne". Hei geet et zum Beispill drëms, dass e Client en Artikel nëmme konnt kafen oder gratis kritt huet ënnert der Bedéngung, dass hien dem Commerçant en neie Client bruecht huet. Am aktuelle Gesetz gëtt dëse Phenomeen „la vente en boule de neige" genannt, oder och nach, wéi an der Direktiv steet, „système de promotion pyramidale", eben am Sënn vum Benefiss vum Client, deen ëmmer méi grouss gëtt, wann hien dem Commerçant eng Géigeleeschtung brëngt. Vu dass eis Legislatioun och hei iwwert d'Direktiv erausgaangen ass, gëllt et och, de Verbuet vun dëser Praktik an deem neie Gesetz opzehiewen.

E weidere Punkt, deen am aktuelle Gesetz reglementéiert war, war dee vun enger ëffentlecher Auktioun vun enger Wuer. Hei huet missen eng Autorisatioun beim zoustännege Ministère ugefrot ginn, an och hei gesäit d'Direktiv vir, dass eng ëffentlech Auktioun näischt aneres ass wéi och eng Aart Liquidatioun. An dofir ass och hei keng Autorisatioun vum Ministère méi néideg. Dës Dispositioun vun der Autorisatioun fënnt sech also och net méi an deem neie Gesetz erëm.

De sechste Punkt an domat och leschte Punkt, deen aus der aktueller Gesetzgebung net méi an déi nei iwwerholl gëtt, ass dee vum Acte de concurrence déloyale. D'Bestëmmungen am Code de la consommation an am Droit de la concurrence garantéiere schonn haut eng fair Konkurrenz. D'Direktiv iwwer onfair kommerziell Praktike gesäit eng detailléiert Lëscht vun onfaire kommerzielle Praktike vir, déi verbuede sinn. Et wäert also och weiderhin esou sinn, dass onfair an onéierlech Praktike vum Gesetz sanktionéiert sinn. D'Direktiv, déi am Code de la consommation transposéiert ass, schützt also net nëmmen de Konsument, mä och de Geschäftsmann.

Eis aktuell Gesetzer, déi mer am Beräich vun den onfaire kommerzielle Praktiken am Code de la consommation oder am Droit de la concurrence hunn, gesinn also genuch Mesurë vir, fir géint onfair an onéierlech Praktike virzegoen.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Statsrot hu bei dëser Argumentatioun hir Bedenken zum Ausdrock bruecht. Mä och wann d'Notioun vum „acte de concurrence déloyale" suppriméiert gëtt, kënne mer den Entreprisë weiderhin eng gesond an effektiv Konkurrenz garantéieren. Den Artikel 320-2 vum Code de la consommation erlaabt et weiderhin all Persoun oder professionell Organisatioun, géint onfair, onéierlech an aggressiv Praktiken am Handel virzegoen. D'Prozedur ass déi nämlecht wéi déi am Gesetz vun 2002, dat haut abrogéiert gëtt. Eng Action en cessation, fir esou eng Praktik séier an effikass virum Bezierksgeriicht ze ënnerbannen, wäert also och an der Zukunft méiglech sinn. All kommerziell Praktik, déi onfair, onéierlech oder de Konsument an d'Ir féiert, bleift verbueden a gëtt vum Gesetz sanktionéiert.

Esou vill dozou, wéi eng Praktiken duerch dat neit Gesetz abrogéiert ginn. Komme mer elo zu de Bestëmmunge vum neie Gesetz, well dat neit Gesetz limitéiert sech just nach op zwou Praktiken, wéi et och am Titel steet, déi folgend sinn:

Dat éischt Kapitel vun deem neie Gesetz bezitt sech op d'Solden an op de Verkaf um Trottoir. Hei iwwerhëlt dat neit Gesetz zum gréissten Deel déi aktuell Gesetzgebung vun 2002. Sou bleift et, dass d'Solden net méi wéi zweemol am Joer kënne stattfannen an ni méi laang wéi ee Mount dierfen daueren. Déi Dispositioun, déi fortfält, ass déi vun der Publicitéit vun de Solden. Hei war et esou, dass just siwen Deeg virun de Solde Publicitéit gemaach konnt ginn. An Zukunft ginn et dozou keng Virschréfte méi.

Da bleift och weider déi Bestëmmung wéi an der aktueller Gesetzgebung, dass een am Kader vun de Solden op der Place publique seng Wuer verkafe kann an net nëmmen a sengem Geschäft. Dowéinst och den Ausdrock „vente sur trottoir". Hei muss de Commerçant awer weider eng Autorisatioun bei der Gemeng ufroen.

Komme mer elo bei dat zweet Kapitel vun dësem neie Gesetz, dat sech op déi irreféierend a vergläichend Publicitéit bezitt! Hei iwwerhëlt dat neit Gesetz och zum gréissten Deel déi aktuell Gesetzgebung vun 2002. Just eng Dispositioun gëtt net an dat neit Gesetz geschriwwen: An Zukunft muss eng Reklamm fir eng speziell Offer net méi de genauen Datum uweisen, wéini déi speziell Offer am Geschäft ze kafen ass respektiv wéi laang déi Offer wäert gülteg sinn. All déi Detailer mussen an Zukunft net méi considéréiert ginn.

Voilà, dëst gesot zu dem Inhalt vun dësem neie Gesetz. Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet dann direkt den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Haut ass den Arsenal législatif, dee verschidde Geschäftspraktike verbitt oder verhënnert oder reglementéiert folgenden: Mir hu fir d'Éischt d'Gesetz vum 30. Juli 2002 iwwer verschidde Pratiques commerciales. Et ass dëst Gesetz, wat haut um Leescht steet. Dann hu mer de Code de la consommation, dee sech op d'Geschäftsrelatiounen tëschent Geschäftsleit a Konsumente bezitt. An drëttens hu mer d'Gesetz vun 2011 iwwert d'Konkurrenz, wou mer jo virun e puer Wochen hei en zousätzlecht Gesetz gestëmmt hunn, wat enger Victime am Kader vun engem Acte de concurrence (veuillez lire: Acte de concurrence déloyale), sief et en Abus de position dominante oder eng Entente, eng Action en dommages-intérêts erlaabt ënner vereinfachte Prozeduren.

Haut steet d'Gesetz vum 30. Juli 2002 op dem Leescht. Firwat? Ma mir kruten eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun de 16. Juni 2016, datt eng Rei Dispositiounen aus dësem Gesetz net konform wiere mat der Direktiv 2005/29 vum 11. Mee 2005 an och net konform mat der aktueller EU-Rechtsspriechung.

Duerfir, Här President, ginn elo aus dem Gesetz vun 2002 folgend Verbueter oder Prozedure gestrach - d'Madamm Rapportrice ass dorobber agaangen -: d'Vente à perte; d'Regelung, fir eng Lotterie, Tombola oder Jeux concours ze organiséieren; de Verbuet vun der Vente en chaîne gëtt suppriméiert; d'Modalitéiten, fir eng Vente sous forme de liquidation ze organiséieren an eng ëffentlech Stee vu Biens neufs ofzehalen, ginn och gestrach. An da gëtt och déi Notioun vun „concurrence déloyale" aus dem Gesetz vun 2002 gestrach. D'Reglementatiounen iwwert d'Solden an d'Publicité trompeuse gi vereinfacht. D'Rapportrice ass och dorobber agaangen.

Déi Fro, déi sech dann elo stellt, Här President, ass: Ass de Consommateur oder de Konkurrent manner geschützt? D'Äntwert ass Neen, well de Code de la consommation gesäit vir, datt eng Rei Akten oder Praktike vu Concurrence déloyale tëschent Consommateuren a Commerçantë verbuede sinn. Géif also zum Beispill e Commerçant eng Vente sous forme de liquidation maachen an de Client géif do am Kader vun där Operatioun bedru ginn oder e Schued erleiden, kann e sech op d'Dispositioune vum Code de la consommation bezéien, fir eng Aktioun géint de Commerçant ze maachen.

D'selwecht ass et, wann tëschent Konkurrente géif en Acte de concurrence déloyale geschéien. Da kann dee Konkurrent, dee sech léséiert fillt, opgrond vum Gesetz vun 2011 iwwert d'Konkurrenz eng Aktioun beim Conseil de la concurrence maachen, à condition, datt eben d'Konditioune vun enger Entente oder engem Abus de position dominante erfëllt sinn.

D'Chambre de Commerce kritiséiert, datt d'Notioun vun der Concurrence déloyale gestrach gëtt, well se der Meenung ass, datt am Code de la consommation net all déi Praktiken, déi elo gestrach gi sinn oder déi gestrach ginn, virgesi sinn.

Dëst ass, Här President, menger Menung no juristesch net ganz richteg, well de Code de la consommation, wéi gesot, éischtens eng Lëscht vu verschiddene Pratiques déloyales virgesäit, zweetens preziséiert, datt déi Lëscht net exhaustiv ass, an drëttens eng generell Definitioun vu Pratiques déloyales gëtt. Derbäi kënnt jo dann och nach, datt mer d'Gesetz vun 2011 hunn, fir d'Konkurrenz ze assuréieren tëschent Konkurrenten.

Duerfir, Här President, gëtt d'CSV den Accord zu dësem Projet de loi, an ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gloden. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Simone Beissel.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Une voix.- Et ass d'Madamm Elvinger, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, Dir hat mer awer just eppes aneres gemellt.

(Interruption)

Oh, dat do gëtt deier!

(Hilarité)

D'Wuert huet d'Madamm Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Merci, Här President, dass ech dann awer nach d'Wuert kréien.

(Hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll emol als Alleréischt der Madamm Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Rapport. Wann een et wëllt kuerzfaassen, da kann een dëse Projet de loi och esou résuméieren, dass am Fong d'Direktiv iwwert d'Pratiques commerciales déloyales vun 2005 am Bannemaart ee grousst Zil huet, an dat ass hei déi komplett Harmonisatioun an deem Beräich.

Et ass nun awer emol esou, dass verschidde Länner, an dozou gehéiert och Lëtzebuerg, verschidden Dispositiounen transposéiert hunn, déi méi streng si wéi an anere Länner, soudass et net zu der gewënschter Harmoniséierung

komm ass. Zu Lëtzebuerg zielt dat fir d'Vente sous forme de liquidation, fir d'Vente à perte, fir d'Lotterien, d'publicitaire Concoursen an Tombolaen, fir d'Vente en chaîne. A wéi mäi Virriedner och scho gesot huet, krut Lëtzebuerg dëst och an enger Mise en demeure dëst Joer am Juni vun der Kommissioun matgedeelt.

D'Resultat ass, dass mer haut all déi méi restriktiv Bestëmmungen an deene verschiddene Beräicher ofschafen. Interessant heibäi ass, dass mer domadder och de Verbuet vun der Vente à perte ofschafen. Et gouf haut schonn erwäänt, mä mir waren iwwregens eent vun deene wéinege Länner, déi dat iwwerhaapt nach verbueden hunn.

Ech wëll awer hei och berouegen: Den Abus vun der Vente à perte, fir zum Beispill e Konkurrent aus dem Marché ze drängen, bleift och nach ëmmer verbueden. Dës Praxis ass géint den Droit de la concurrence a kann och nach ëmmer bestrooft ginn. Erstaunlecherweis war d'Vente à perte beim E-Commerce net verbueden, wat jo och schonns zu engem Déséquiliber tëschent Onlinehandel an dem normalen Handel gefouert huet. Duerch dëse Projet erreeche mer dann och, dass dësen „level playing field" net nëmmen tëschent dem Onlinean dem normale Commerce geschafe gëtt, mä och fir all d'europäesch Länner.

Duerch all dës Ofschafungen a Vereinfachunge stinn an deem Gesetz, dat mir haut stëmmen, elo och nach Dispositiounen, déi d'Solden, d'Vente sur trottoir an d'Publicité trompeuse et comparative betreffen.

Heimat ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Elvinger. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass scho vun de Virriedner alles gesot ginn, soudass ech just nach den Accord vun der grénger Fraktioun bréngen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci fir den Accord. Weider Wuertmeldungen?

Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Mir liesen an dësem Rapport sou angeneem Wierder wéi „abrogé", „suppression", „abrogé", „abrogé", „pas lieu de maintenir", „abrogé", „ne reprend pas", also siwe gutt Grënn, fir fir dëse Projet ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Domat si mer um Enn vun der Riednerlëscht ukomm. An d'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Dir erlaabt, dass ech vun hei aus der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, e grousse Merci soen. Ech mengen, dat Gesetz, wat mer hei…, oder wat Dir hei stëmmt haut, ass eigentlech e Gesetz, dat eis erlaabt, konform zum EU-Recht ze ginn an och eis Gesetzer dem Zäitgeescht unzepassen. An ech mengen, et ass vun allen Orateure gesot ginn: Och de Konsumenteschutz ass hei net a Gefor. An dofir mengen ech, dass dat heiten eng gutt Saach ass.

Ech soen der Chamber Merci fir den Accord.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann direkt iwwert de Projet de loi 7038 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7038 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hunn 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. De Projet de loi 7038 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Wëllt een d'Abstentioune motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass de Projet adoptéiert.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

6. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre (suite)

Ech wollt Iech just nach iwwert den Avis politique bieden, den Assentiment vun der Chamber och nach duerch en Handzeechen ze bekräftegen. Mir waren zwar domat d'accord.

Vote sur la résolution

Wie mam Avis politique d'accord ass, gëtt wann ech gelift en Handzeechen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Resolutioun ass unanime ugeholl. Villmools Merci! Domat si mer dann elo ganz korrekt.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour sinn d'Projeten 6965, 6981, 6902, déi mer zesumme wäerten diskutéieren, wou awer d'Rapporteuren noenee wäerten d'Projete presentéieren an dann eng Gesamtdiskussioun wäert stattfannen. D'Wuert zum éischte Projet huet de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen.

7. 6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil

6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques

Rapport de la Commission de l'Économie sur le projet de loi 6965

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 6965 geet et ëm eng Harmoniséierung vu Rechtsvirschréften iwwert d'Bereetstellung vun Explosiounsstoffer an hir Kontroll op dem Maart. Et handelt sech hei ëm Sprengstoff, deen am ziville Kader ka benotzt ginn.

De Projet de loi ass de 7. Mäerz vun dësem Joer vum Wirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. Den éischten Avis vun der Handelskummer koum den 10. Mee eran an den Avis complémentaire den 20. Oktober. Den Avis vum Statsrot koum de 15. Juli an den Avis complémentaire de 27. Oktober vun dësem Joer eran. D'Ekonomieskommissioun huet de 6. Oktober déi entspriechend Amendementer un de Statsrot geschéckt.

De Projet de loi selwer gesäit vir, datt mir d'Direktiv 2014/28 vun der Europäescher Unioun transposéieren. D'Politik vun der Europäescher Unioun am Beräich vum Sprengstoff fir d'zivill Notzung huet sech dräi Haaptziler gesat: d'Ausschaffe vun engem EU-Bannemaart fir den Handel vu Sprengstoff fir zivill Zwecker, d'Harmoniséierung vun de Sécherheetsufuerderungen op engem héije Schutzniveau an d'Ausschaffe vun engem Gestiounssystem fir d'Iwwerwaachung vu Liwwerunge vun Explosiounsmaterial a Munitioun.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt dofir eng europäesch Direktiv ëmgesat, déi eng Harmoniséierung vun den europäesche Legislatioune virgesäit, an dëst am Beräich vun der Liwwerung an der Kontroll vun explosive Stoffer fir zivill Zwecker. Déi dräi Autoritéiten, déi hei am Land vun dësem Dispositif betraff sinn, sinn den ILNAS, d'ITM an de Justizministère. Et soll och gesot ginn, datt dës Direktiv net déi folgend Beräicher betrëfft: Explosiounsmaterial a Munitiounen, déi fir den Asaz vun der Police gebraucht ginn, pyrotechnesch Géigestänn wéi zum Beispill Freedefeieren an déi eenzel Iwwerwaachung vum Marché vun der Munitioun.

An der Direktiv ginn d'Obligatioune vun den Hiersteller, Importateuren an Händler, déi am kommerziellen Handel vu Sprengstoff täteg sinn, definéiert. Dës Direktiv ass och eng vun deenen aacht Direktiven „produits", wéi mer se nennen, déi duerch Gesetzestexter schonn hei an der Chamber transposéiert gi sinn. Wéi fir déi aner Gesetzestexter ginn hei och d'Ramebedéngungen an d'Verflichtungen, d'Obligatioune fir d'Hiersteller, d'Mandataires, d'Importateuren an d'Distributeure vu Sprengstoff, dee fir zivill Beräicher genotzt gëtt, festgehalen.

Vu datt et hei zu Lëtzebuerg am Prinzip keen Hiersteller vu Sprengstoff gëtt, sinn d'Iwwerwaachungsaarbechten hei um Terrain relativ minim. Déi, déi emol an d'Viséier géife kommen, si Leit mat engem Waffeschäin, déi hir eege Munitioun géifen hierstellen.

Dee Sprengstoff, deen hei zu Lëtzebuerg benotzt gëtt, gëtt am Prinzip vun auslänneschen an deem Beräich spezialiséierten Entreprisen importéiert a beim Tunnelbau oder bei Steegrouwen agesat. Dës Importatioune ginn a sinn natierlech och vun der ITM kontrolléiert.

Fir dës Direktiv ëmzesetzen, hu missen eng ganz Rei vun Ännerungen an der aktueller Reglementatioun virgeholl ginn. Dofir ass et méi einfach an och vill méi lisibel, fir de Règlement grand-ducal vum 24. November 2005 «relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil» duerch dësen neien Text ze ersetzen, deen déi gesamt Dispositioun an deem Beräich zesummefaasst.

Sou wéi fir déi aner Projet-de-loien hu mir och fir dëse Projet de loi festgehalen, datt d'Englescht als Kommunikatiounssprooch zwëschen deene betraffene Verwaltungen an de Concernéierte ka genotzt ginn, dëst aus prakteschen Ursaachen a well d'Realitéit natierlech um Terrain schonn esou ass.

Zu den Avise vum Statsrot: Wat den éischten Avis vum Statsrot ubelaangt, do huet de Statsrot e puer Opposition-formellë formuléiert, wéi zum Beispill, datt d'Retroaktivitéit net méiglech ass. An deem Kontext soll awer och erwäänt ginn, datt dëse Projet de loi schonn hätt solle fir den 19. Abrëll 2016, also vun dësem Joer, transposéiert ginn. Och d'Netanhale vun der Hiérarchie des normes gouf am éischten Avis mat enger Opposition formelle beluecht. An de Statsrot huet och bedauert a mat enger Opposition formelle beluecht, datt déi net komplett Transpositioun vun der Direktiv gemaach gi wier.

Mat den Amendementer vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun vum 6. Oktober vun dësem Joer konnt allen Ufuerderunge vum Statsrot Rechnung gedroe ginn. All weider Detailer géif ech Iech bieden a mengem schréftleche Rapport nozeliesen.

An ech bréngen natierlech zu dësem technesche Projet och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Haagen. An d'Wuert huet elo fir d'Projeten 6981 a 6902 déi zweet Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

Rapports de la Commission de l'Économie sur les projets de loi 6981 et 6902

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert Iech dann elo déi zwee nächst Projet-deloien hei hannerenee virstellen. Am éischte Projet de loi mat der Nummer 6981 geet et ëm d'Équipement vu Schëffer. Dëse Projet de loi ass den 21. Abrëll 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider déposéiert ginn. Den éischten Avis zu dësem Projet de loi koum de 25. Mee vun der Chambre de Commerce, an den 11. Oktober koum den Avis vum Statsrot.

De Projet selwer gouf den 13. Oktober an der Wirtschaftskommissioun presentéiert. No der Presentatioun vum Projet an der Analys vun den Avisen huet d'Kommissioun eng Lettre d'amendement un de Statsrot geschéckt, soudass duerno nach eemol zwee Avis-complémentairë vun der Chambre de Commerce an dem Statsrot komm sinn.

De Projet de loi, ëm deen et hei geet, gesäit vir, dass mer eng europäesch Direktiv ëmsetzen. Dës Direktiv abrogéiert eng bis dato bestoend Direktiv, well dës nei Direktiv soll näischt aneres wéi déi Defiziter vun där bestoender Direktiv verbesseren. Et geet hei drëms, fir e bessere gesetzleche Kader ze schafen, fir d'Sécherheet vum Schëffsverkéier ze garantéieren, an dobäi spillt d'Équipement vun de Schëffer eng wichteg Roll. Dat ganzt Équipement vun engem Schëff muss gewëssene Sécherheetsnormen entspriechen, fir eben esou d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren an och Accidenter an Ëmweltverschmotzung um Mier ze verhënneren.

Déi international Séischëfffaartsorganisatioun, d'Organisation maritime internationale, entwéckelt an aktualiséiert dofir gewësse Leeschtungs- a Préifnorme fir bestëmmte Schëffsausrüstungen a Form vu Coden, Resolutiounen a Circulairen. Esou sinn d'Schëffer eréischt konform mat deenen internationale Konventiounen an der EU-Gesetzgebung, wann hiert Équipement u Bord dësen Normen och entsprécht.

Well dës international Normen den Administratiounen an deene verschiddene Länner, ënnert deenen hire Fändelen déi jeeweileg Schëffer fueren, awer e gewëssene Spillraum bei der Iwwerpréiwung vun dëse Sécherheetsufuerderungen loossen, hu mer keen eenheetleche System bei der Certificatioun vun de Schëffséquipementer. An dëst verhënnert eng reibungslos Funktioun vum europäesche Bannemaart a kann zu engem Konkurrenzkampf bei der Entwécklung vum Équipement vun de Schëffer féieren.

An deem Kontext kënnt d'Europäesch Unioun an d'Spill, fir dës Prozeduren ze harmoniséieren. Sou gouf den 20. Dezember 1996 eng éischt Direktiv fir d'Équipementer vu Schëffer adoptéiert. Fir Differenze bei der Ëmsetzung vun den internationale Standarden ze verhënneren, goufe mat dëser Direktiv eenheetlech Regele festgehalen a kloer Ufuerderunge bei der Certificatioun vum Schëffsmaterial definéiert.

Hei zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun 1996 duerch e Règlement grand-ducal ëmgesat. An deem zoustännege Minister fir d'Affaires maritimes souwéi dem Commissaire délégué aux affaires maritimes goufe weider Kompetenzen zougesprach am Beräich vun der Iwwerwaachung an der Sécherheet vum Schëffsmaterial.

D'Schëffsmaterial gëtt scho wärend dem Bau an d'Schëff integréiert, an dat geschitt net um lëtzebuergesche Marché. Parallell zu der Iwwerwaachung vum Maart muss de Commissariat aux affaires maritimes derfir suergen, dass d'Schëffer, déi ënnert dem lëtzebuergesche Fändel fueren, de Sécherheets- an Ëmweltschutzobligatiounen entspriechen. Et gëllt also, souwuel de Stand vum Schëff wéi och d'Material ze kontrolléieren. Agreéiert Organer kënnen dofir Autorisatioune kréien, fir op d'Schëff selwer ze goen a sur place sech alles unzekucken an ze kontrolléieren.

D'Direktiv vun 1996 huet awer mëttlerweil gewisen, dass nach zousätzlech Moossnamen néideg sinn, fir e reibungslose Schëffsverkéier ze garantéieren, soudass eng Rei Adaptatiounen néideg gi sinn. Dës Adaptatioune fanne sech an der Direktiv vun 2014 erëm, déi elo d'Direktiv vun 1996 ersetze wäert, déi, wéi gesot, eng Rei Schwächten a Mängel opgewisen huet.

D'Direktiv vun 1996 war net ganz kloer am Beräich vun der Identifikatioun vun den technesche Kritären an den Evaluatiounsstandarden, an och sollen d'Kompetenze vun den zoustännege Kontrollorganer Prezisioune kréien, souwéi d'Iwwerwaachung vum Marché un d'Realitéit ugepasst soll ginn. An och d'Prozeduren, déi zum Schutz bäidroen, ginn hei festgehalen. D'Direktiv vun 2014 versicht also, déi Mängel ze eliminéieren. De Cadre juridique soll méi einfach gestalt ginn an och soll dës Direktiv sécherstellen, dass déi nämlecht Prozeduren an Normen an der ganzer EU agehale ginn.

Hei zu Lëtzebuerg huet niewent dem zoustännege Minister an dem Commissariat délégué aux affaires maritimes och nach e weideren Institut Kompetenzen am Beräich vun der Séifaart, an dat ass den ILNAS.

D'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2014 ass also elo och d'Méiglechkeet, fir d'Kompetenze vun de verschiddenen Akteuren nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a fir am Beräich vun der Schëfffaart vun der Expertise vum ILNAS ze profitéieren. Gläichzäiteg erméiglecht et eis och, fir d'Dispositiounen am Beräich vun der Schëffsausrüstung zu engem Maximum nach op aner Produiten ze applizéieren.

Mat dësem Gesetzestext kréie mer also e Gläichgewiicht bei der Zesummenaarbecht tëschent dem ILNAS an dem Commissariat aux affaires maritimes, soudass jiddweree senge spezifeschen Aufgabe kann nogoen, mä awer

och vun der Expertise vun deem anere ka profitéieren.

Mir haten dëst Joer schonn e puer esou äänlech Projet-de-loien an der Chamber gestëmmt an an all deene Projet-de-loien hu mir, wéi och fir dëse Projet de loi, festgehalen, dass Englesch als Kommunikatiounssprooch zwëschen der Verwaltung an de Concernéierte ka genotzt ginn, dëst aus praktesche Grënn a well d'Realitéit um Terrain dësen Usus och scho widderspigelt.

Wéi fir déi aner Gesetzestexter och ginn hei d'Ramebedéngungen an d'Verflichtunge fir déi concernéiert Akteuren, wéi d'Fabrikanten, d'Importateuren an d'Distributeuren, festgehalen.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis zwou Opposition-formellen opgeworf, éischtens iwwert d'Netanhale vun der Hiérarchie des normes an zweetens iwwer méiglech Restriktiounen, déi de fräien Handel beaflosse kënnen. Dëse Suerge konnt d'Wirtschaftskommissioun Rechnung droen, an des Weideren ass nach en Amendement vun der Kommissioun verfaasst ginn, fir am Gesetz nach op eng Direktiv ze verweisen. Doduerch koumen nach eng Kéier zwee Avis-complémentairen, ee vun der Chambre de Commerce an ee vum Statsrot.

Voilà, dat gesot zu deem Projet de loi. Da kommen ech elo zum Projet de loi mat der Nummer 6902.

An deem Projet de loi geet et näämlech ëm d'Sportsbooter, d'Waassermotorieder an nach aner motoriséiert Waassersportgeräter. Dee Projet ass den 12. November 2015 vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. Hei goufen et zwee Avise vun der Chambre de Commerce, een den 13. Januar an een de 4. Februar. An de Statsrot huet säin Avis, säin éischten Avis, de 15. Juli ofginn. De Projet de loi ass den 22. September 2016 an der Kommissioun virgestallt ginn, an där och eng Lettre d'amendement verfaasst ginn ass. Den zweeten Avis complémentaire vun der Chambre de Commerce koum dunn de 24. Oktober an dee vum Statsrot de 27. Oktober.

Voilà, komme mer zum Fong vun dësem Projet de loi. Och dëse Projet de loi gesäit vir, dass mer eng Direktiv ëmsetzen. Dës Direktiv hätt scho solle fir de Januar 2016 transposéiert sinn. Mir sinn also e bëssen en retard. Dës Direktiv wäert och eng besteeënd Direktiv, also déi besteeënd Direktiv zu de Sportsbooter an de Waassermotorrieder, ersetzen. Dës al Direktiv gouf mat engem Règlement grand-ducal hei bei eis ëmgesat. Dëst Reglement trëtt also ausser Kraaft mat dësem neie Gesetz, wat mer haut stëmmen. D'Zil vun dësem Gesetz hei ass, eng Harmonisatioun vun de Sportsbooter a Waassermotorrieder ze kréien, fir d'Sécherheet vun dësen an den EU-Länner ze garantéieren an och, fir e faire Konkurrenzkampf ze erlaben.

Dës Direktiv, déi mir hei ëmsetzen, ass och eng Direktiv vun der sougenannter „nouvelle approche", déi déi lescht technologesch Fortschrëtter encadréiert, dëst zemools an de Beräicher vun der Ëmwelt an der Sécherheet. Dëst Gesetz harmoniséiert och d'Verflichtunge vu privaten Importateuren, wat d'Evaluatioun vun der Konformitéit vun importéierte Produite betrëfft. Hei geet et ëm den Import vu Produiten aus Drëttlänner. An d'Direktiv schreift och vir, dass den Hiersteller vun engem Produit obligéiert ass, dass hie säi Produit esou hierstellt, dass dee sécher ass, net gefäierlech an domat konform ass.

Fir dass mir als Konsument gesinn, ob e Produit konform ass oder net, kann den Hiersteller d'CE-Zeechen opkliewen. D'Hiersteller kënnen dëst CE-Zeeche selwer op hir Produiten dropmaachen, mä dofir muss vun Zäit zu Zäit kontrolléiert ginn, ob dës Produiten och dem CE-Zeechen entspriechen, dat heescht, no de Regele produzéiert gi sinn an ebe konform sinn. Dat nennt een „surveillance des marchés". Dat heescht, dass Stéchprouwe geholl ginn an d'Produite kontrolléiert an analyséiert ginn.

Komme mer nach zum Avis vum Statsrot! De Statsrot huet a sengem Avis d'Retroaktivitéit vun dësem Projet de loi mat enger Opposition formelle verhënnert. Deem ass Rechnung gedroe ginn an d'Wirtschaftskommissioun huet nach eng Lettre d'amendement eragereecht, fir nach Prezisioune bei den Annexen ze maache souwéi fir och nach eemol drop hinzeweisen, wéi och scho bei deem viregte Projet de loi, dass déi englesch Sprooch soll bäibehale ginn.

Voilà, dëst gesot zu dëse ganz technesche Projet-de-loien, verweisen ech fir all weider Detailer op mäi schréftleche Rapport a ginn domader den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Burton. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech emol deenen zwee Rapporteuren, dem Här Haagen an der Madamm Burton, e ganz häerzleche Merci soe fir hire kompletten - wierklech! - mëndlechen an och schréftleche Rapport.

Et sinn, wéi Der héieren hutt, dräi Projet-de-loien, déi eng Direktiv an nationaalt Recht ëmsetzen. Am 6965 geet et net ëm Sprengstoff, sou wéi e vun der Arméi a vun der Police benotzt gëtt, et geet och net ëm pyrotechnescht Material, mä et geet ëm Munitioun, ëm Sprengstoff an awer och den Transfer vu Munitioun à usage civil, also fir d'zivill Notzung, wou souwuel d'Hiersteller - an hei am Land hu mir zum Beispill Armurieren -, awer och d'Distributeure wéi och d'Importateure gläichermoossen eng ganz Partie vun Obligatioune kréien, woumadder se musse sécherstellen, dass dat Material och konform ass an dass d'Grondufuerderungen a puncto Gesondheet a Sécherheet och erfëllt sinn.

A wann ee jo bedenkt, dass mer a leschter Zäit e puermol Accidenter op Chantieren haten, sou kann een deem heiten nëmmen zoustëmmen, well dee Projet de loi ganz sécher zu méi Sécherheet op de Chantiere bäidréit. Ech denken an deem heite Fall ganz besonnesch u Sprengungen, déi gemaach ginn a Carrièren, oder awer och Sprengungen, déi erfuerdert sinn, wann en Tunnelbau gemaach gëtt.

Dann de 6981, do geet et drëms, wéi d'Madamm Burton och gesot huet, dass d'Länner responsabel si fir déi Schëffer, déi ënner hirer Flagg fueren, an zwar musse se kontrolléieren, dass déi Schëffer esou équipéiert sinn, dass se souwuel fir déi Mënschen, déi dorobber ënnerwee sinn, wéi awer och fir d'Emwelt sécher sinn. An hei zu Lëtzebuerg ass dann elo de Commissaire aux affaires maritimes zesumme mat dem ILNAS dofir zoustänneg an déi verschidden Organismes agréés, déi kréien d'Méiglechkeet, sur place op d'Schëffer, do wou se da grad leien, och kucken ze goen, fir hir Konformitéit ze iwwerpréiwen. A mir als klengt Land, als klengt Lëtzebuerg, hunn natierlech och all Interessi drun, dass déi Schëffer, déi ënner Lëtzebuerger Flagg fueren, och all Sécherheetsbestëmmungen erfëllen.

Juste pour info: Ënner eisem Fändel fueren 216 Schëffer mat engem Totalfrachtvolume vun 2,2 Tonnen. Dat ass de Stand vum leschte Juli.

An dann zu gudder Lescht de 6902, wou et nieft verschiddene Kontrollen awer ënner anerem ëm dee Marquage CE do geet, deen de Fabrikant och ewell muss op Sportsmotorbooter oppechen, awer och op déi Wassermotorräder, wat näischt aneres ass wéi Jetskier -…

(Interruption)

…an där hu mer en etlech op der Musel fueren, zur Freed vun deenen engen, zum Leed vun deenen aneren -, fir domadder och ze bescheinegen, dass den ëmwelttechneschen Exigenze Rechnung gedroe gouf. Dat heescht, déi Leit, ob dat dann elo den Distributeur ass oder Privatleit sinn, déi sech esou en Jetski elo vläicht fir Chrëschtdag wënschen oder och e Motorboot importéieren, déi mussen dann oppassen, dass dee Marquage CE do drop ass.

Dat gesot ginn ech zu deenen dräi Projet-de-loien den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och virop den zwee Rapporteuren, dem Claude Haagen an dem Tess Burton, Merci soe fir hir exzellent schréftlech a mëndlech Rapporten zu dësen dach techneschen Texter.

Et geet drëm, déi dräi Direktiven ze transposéieren. Zu deem éischte Projet, zu den Explosifs civils wëll ech net weider eppes soen, well mer jo zu Lëtzebuerg u sech kee Producteur hunn. Mir sinn hei Importateur. Mir hunn och nëmmen eng limitéiert Mission de surveillance. An dofir, den Text ass gutt. Mir maache mat, fir eis international ze conformëieren.

Déi zwee aner Texter, Équipements marins an Navigation de plaisance, ech mengen, déi sinn extrem wichteg. D'Madamm Hetto huet et scho gesot: Mir sinn u sech elo entre-temps eng gréisser Seefahrernatioun ginn! Béis Zonge behaapten, wa mer nëmmen en Deel vun eiser Flott, déi ënner Lëtzebuerger Pavillon fiert, géifen op der Musel parken, dann hätte mer schonn e ganzen Deel zwësche Lëtzebuerg an Däitschland mat Lëtzebuerger Booter voll. Mir mussen also och maachen, dass mer fir international an national Uerdnung suergen.

Mä ech ginn Iech eppes aneres ze bedenken: Dir wësst alleguerten, dass d'Mëttelmier total verknascht ass, net nëmme vu Plastik, mä haaptsächlech vu Charge polluante, déi vum Diesel kënnt, vum Uelech an esou weider an esou virun. Mir kréien ëmmer mat, dass Schëffer do fueren, déi dem Numm vu Schëff iwwerhaapt net méi gerecht ginn, wat Wracke sinn, déi absolutt verrascht sinn, wou d'Motoren net an der Rei sinn.

Duerfir ass et extrem wichteg, dass um Niveau vun Europa - a mir maachen do mat - Uerdnung geschafe gëtt, dass déi Équipements marins immens gestrafft ginn, dass do Kontrolle kommen, dass Obligatioune si sougutt fir d'Sécuritéit vun de Leit, mä och haaptsächlech fir d'Ëmwelt, well do sinn esou Katastrophe geschitt. A wann do net agegraff gëtt, da gëtt dat ëmmer schlëmmer. Dofir ass et gutt, dass déi hei Direktiv transposéiert gëtt a Lëtzebuerger Gesetz.

Dat anert iwwert d'Navigation de plaisance, do hunn ech selwer d'Chance gehat, 1994 an enger anerer Fonctioun matzehëllefen, de Règlement grand-ducal auszeschaffen, well dat och Schëffer betrëfft, déi am Inland gefuer sinn. An hei gëtt och elo moderniséiert. Et gëtt alles harmoniséiert. A wat ganz wichteg ass, dat ass, dass sougutt Innenbordmotore wéi awer och d'Aussenbordmotoren elo de Label CE kréien, well do gëtt et och vun null bis honnert an der Qualitéit a vun der Sécherheet! A wann de Label CE drop ass, ass et esou, dass éischtens de Producteur wierklech muss bestëmmten Normen erfëllen, an et kënne regelméisseg Stippkontrollen gemaach ginn, well dat ass näämlech déi eenzeg Méiglechkeet, fir d'Charge polluante vun deene Moteuren ënner Kontroll ze kréien.

An dofir ass et och wichteg, dass mer dofir dësen Text an national Lëtzebuerger Gesetz eranhuelen. An ech ginn natierlech bien entendu gär den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Här President, Merci nach eng Kéier fir d'Wuert. Och hei gouf schonn alles vu menge Virriedner gesot, soudass ech och hei den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gëtt et keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Ech wäert et dann nach eng Kéier kuerz maachen an de Rapporteure villmools Merci soe fir hir detailléiert Rapporten, wat mer erlaabt, elo net méi an den Detail anzegoen. Ech wëll Iech och net ophalen, well ech weess, dass Der nach ganz vill um Ordre du jour hutt. Dofir e grousse Merci fir d'Zoustëmmung hei am Parlament zu deene Gesetzer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert deen éischte Projet iwwergoen, de Projet 6965.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6965

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

59 Participatiounen um Vott, 59-mol Jo. Domat ass de Projet 6965 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6965 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Dispens géif ech herno zum Schluss froe fir déi dräi Projeten.

De Projet 6981 ass deen nächsten, iwwert dee mer ofzestëmmen hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6981

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, domat ass de Projet 6981 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zum drëtte Projet iwwergoen, dat ass de Projet 6902.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6902

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass och schonn eriwwer.

60-mol Jo. Domat hu mer d'Unanimitéit fir de Projet 6902.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Dispense du second vote constitutionnel pour les projets de loi 6965, 6981 et 6902

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens fir déi dräi Projeten unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7022, wann ech mech net iren. Neen, et ass also de Projet 7022 iwwert d'Abus de marché. An d'Wuert huet direkt eise Spezialist an deem Beräich, den Här André Bauler.

8. 7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les

abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Loosse mer net iwwerdreiwen, mä loosse mer awer och net laang ronderëm de Bräi réieren: Bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm Maartmëssbrauch, Abus de marché also, deen duerch Insiderwëssen entstoe kéint oder kann, Wëssen, dat dozou féiere soll, fir en Afloss op Entwécklungen ze huelen, zum Beispill op d'Präisser. Insiderwëssen iwwer Fakten a méiglech Bewegungen op de Finanzmäert ka bal all Persoun hunn, zum Beispill Statsbeamten, déi an deem Beräich schaffen a Verantwortung droen, awer och Politiker, déi a Kommissiounen Informatioune kréien, oder Banquieren a Fongmanager.

Här President, wann et drëm geet, e richtegen europäesche Bannemaart ze schafen, virun allem bei de Finanzservicer, dann ass et noutwendeg, derfir ze suergen, dass d'Integritéit vun dësem Maart garantéiert ass an dass Situatioune vu Mëssbrauch évitéiert ginn. Et geet, wéi gesot, heibäi ëm déi sougenannten Notioun vun „abus de marché".

Dëst geschitt, wa Finanzmarchéen aus hirem Équiliber kommen, wann also d'Prinzipie vun der Konkurrenz net méi spillen. Sou kënnt et dann zu suboptimale Resultater fir d'Majoritéit vun den Akteuren, dat, well e puer anerer sech net un d'Spillregelen halen. Dëst also si verschidden Akteuren, individuell oder am Grupp, déi en Afloss op de Präis hunn, dëst entweder, andeems si méi Informatiounen hu wéi anerer - hei schwätzt ee vun „insider trading" -, wa se falsch Informatioune probéieren ze verbreeden oder wa se sech mat aneren Akteuren ofschwätzen, wéi se sech um Marché verhale wäerten. Alles dëst sinn Abusen, déi dat fräit Spill vum Marché duerjernee maachen, grad well de sougenannten „level playing field" net respektéiert gëtt.

Här President, zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun 2003 am Joer 2006 transposéiert, an zwar an d'Gesetz vum 9. Mee 2006 iwwert d'Maartmëssbräich. Et gëtt awer elo en neie Regimm, dat besonnesch, well d'Finanzwelt sech an deene leschten zéng Joer verännert a weiderentwéckelt huet.

Déi nei Basis bilden zwee Texter, - elo gëtt et e bësse méi technesch -:

- d'Reglement 596/2014 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 16. Abrëll 2014 iwwert d'Abus de marché, dat d'Direktiv 2003/6 vum Europäesche Parlament a vum Conseil wéi och d'Direktiven 2003/124, 2003/125 an 2004/72 vun der Kommissioun abrogéiert;

- dann d'Direktiv 2014/57 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 16. Abrëll 2014 iwwert déi strofrechtlech Sanktiounen am Kader vu Maartmëssbräich, eng Direktiv, déi eigentlech scho fir den 3. Juli vun dësem Joer sollt ëmgesat ginn.

Dëse Projet huet als Zilsetzung, fir all déi noutwendeg Moossnamen ze huelen, fir d'Reglement 596/2014 an d'Dispositioune vun der Direktiv 2014/57 an déi vun der Directive d'exécution 2015/2392 ëmzesetzen. Et geet also drëm, den internen Droit un den neie Regimm, deen d'Abus de marché betrëfft, unzepassen. Dësen neie Regimm war noutwendeg, fir de gesetzleche Changementer Rechnung ze droe souwéi der Entwécklung op de Mäert an den technologeschen Entwécklungen, zemol well sech d'Landschaft vun de Finanzservicer spierbar verännert huet. D'Zil ass et, fir d'Uniformitéit vun de Regelen an och d'Kloerheet vun den Haaptkonzepter, déi benotzt ginn, ze garantéieren.

Här President, e puer Wuert zum Reglement 596/2014. Dëst Reglement verlaangt explizitt d'Adoptioun vun zousätzleche Moossnamen um nationalen Niveau, fir seng Applikatioun ze garantéieren. Den neie Regimm iwwert d'Abus de marché féiert e méi grousse Champ d'application an, dee méi op Produkter adaptéiert ass, déi an de leschte Joren entwéckelt goufen. Den neie Regimm huet och als Zil, géint déi gekräizten Abus de marché ze kämpfen, dëst op de Mäert vun den Derivater vu Matière-premièren an op de physesche Mäert, déi deenen ënnerleien. D'Reglement versicht, d'Pouvoire vun den administrativen Autoritéiten, déi d'Aufgab hunn, souwuel Mëssbräich ze iwwerwaachen, ze detektéieren an iwwer si ze enquêtéiere wéi och d'Sanktiounen an de Memberstaten ze harmoniséieren.

D'Direktiv 2014/57 gesäit strofrechtlech Sanktioune vir am Fall vun engem graven Abus de marché. Am Géigesaz zu den aktuellen Direktiven, déi sech domadder zefridde ginn hunn, effektiv, proportionéiert an ofschreckend Sanktiounen ze definéieren, ouni awer déi konstitutiv Elementer vu strofrechtlechen Infraktiounen ze definéieren oder d'Natur vun de strofrechtleche Sanktiounen ze fixéieren, definéiert d'Direktiv 2014/57 op detailléiert Manéier d'Infraktiounen, déi mat Mëssbräich ze dinn hunn, an hält och genee d'Natur vun de Sanktioune fest, déi d'Memberstaten a Kraaft setze mussen.

Här President, an deem neie Regimm vun den Abus de marché ass et esou, dass strofrechtlech Sanktioune mat administrative Sanktioune koexistéieren. Fir ze vermeiden, dass eng Persoun fir déiselwecht Faiten duebel poursuivéiert oder veruerteelt gëtt, iwwerhëlt dëse Gesetzesprojet ouni substanziell Ännerung de Mechanismus, deen am Artikel 33 Paragraf 4 vum modifizéierte Gesetz vum 9. Mee 2006 iwwert d'Abus de marché steet, e Gesetz, dat bis ewell gutt fonctionnéiert huet. Dëse Mechanismus huet als Zil, de Prinzip vum „non bis in idem" oder „ne bis in idem" ze respektéieren, andeems eng obligatoresch Konsultatioun tëscht der CSSF an dem Procureur d'État agesat gëtt, déi dann disposéiert, dass, wann eng Autoritéit poursuivéiert, dann déi aner Autoritéit dat net mécht.

Dëse Prinzip war schonn 2010 an d'Gesetz vun 2006 ageschriwwe ginn, dëst nodeem d'Europäesch Kommissioun kritiséiert hat, dass d'Direktiv 2003/6 net komplett a Lëtzebuerger Recht ëmgesat gi war, a fir och der Objektioun vum Statsrot Rechnung ze droen, déi dee schonn 2005 an 2006 formuléiert hat, ier d'Gesetz vum 9. Mee 2006 gestëmmt gouf.

Fir all aner Detailer verweisen ech Iech op mäi schréftleche Rapport, Här President. Souwuel an der Theorie wéi an der Praxis kann e Marché nëmme fonctionnéieren, wann d'Grondlage garantéiert sinn, an do hu Praktike vu Maartmëssbrauch näischt ze sichen.

Andeems mer haut eis Gesetzgebung op den neien europäesche Kader an dëser Matière upassen, droe mer dozou bäi, dass esou e Verhale verhënnert a bestrooft gëtt. Dat ass wuel eng technesch Affär, mä nëmme wa jiddwer Akteur um Marché sech un d'Regelen hält, dann ass d'Resultat och am Sënn vun eis alleguerten.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, soen och Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun a ginn dann natierlech och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet dann direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci eisem Rapporteur, dem Här André Bauler. Hien huet déi ganz gutt Ugewunnecht, eng komplizéiert Matière an einfache Wierder duerzeleeën. E mécht dat en plus op eng lieweg a flott Manéier. Duerfir bleift mir net méi vill derbäizefügen, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Laurent Mosar. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Och ech géif gär dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säi gudde Rapport. Hien huet erklärt, firwat dës Matière vum Abus de marché a vun de Manipulatioune vum Marché am Fong eng wichteg Matière ass, déi och zu Lëtzebuerg extrem wichteg ass, well mer eben och eng grouss Bourse hunn, déi e wichtegt Standbeen ass vun eiser Finanzplaz.

Obwuel mer eng relativ wichteg Bourse hunn, hu mer relativ wéineg Fäll vun Abus de marché gehat an der Vergaangenheet. An ee vun deene Grënn dofir ass, dass mer u sech wéineg Handel hunn op eiser Bourse. Et gëtt just ee Fall an der Lëtzebuerger Jurisprudenz vun engem Délit d'initié. Dee geet op d'Zäit vun 2001 zréck a war en rapport mat der Fusioun zwëschen Arbed, Usinor an Aceralia. Dat ass deen eenzege Fall vun enger Condamnation pénale wéinst Abus de marché, wéinst Délit d'initié.

A wann een de Rapport vun der CSSF kuckt, da gesäit een, dass 2015 dräi Enquêtë gemaach goufe wéinst Manipulation de marché, Abus de marché, an dass et awer trotzdeem, an dat ass dee wichtegsten Uwennungsberäich vun dëser Matière, eng 70 Ufroe vun auslänneschen Autoritéite gouf, déi dann un d'CSSF ginn. An d'CSSF muss dat verschaffen, fir dann déi Informatiounen ze iwwerliwweren un auslännesch Autoritéiten.

Et ass also wichteg, dass mer eise Kader un dat europäescht Recht upassen. De Rapporteur huet et gesot. Et gëtt eng Ausweidung vum Champ d'application engersäits op nei Plattformen. Dat hate mer bei eis scho gemaach. Mir hu säit 2006 och den Euro MTF, de Marché secondaire vun der Bourse, deen am Champ d'application ass vum Gesetz. Mä mir maachen och elo nei Produiten derbäi, nei Instrumenter, wéi Emissiounsquoten, och Indicen, nom LIBOR-Skandal ass dat derbäikomm, an eben och déi Abus croisés, déi de Rapporteur genannt huet, mat Derivater vu Matières premières.

En anere wichtege Punkt, dee mer aféiere mat dësem Gesetz, ass e Whistleblowing-Mechanismus. Dat ass jo och e Sujet d'actualité. Och hei wéi an anere Finanzsecteurlegislatioune kréie mer dee Mechanismus, wou dann eben Drëttparteien oder Employéé kënnen Abus-de-marchéen dénoncéiere bei der Autoritéit.

Här President, ofschléissend géif ech erëm eng Kéier gären eng Lanz briechen hei fir d'Loisanction. Well den Abus de marché ass e ganz wichtegt Gesetz, mä all déi Gesetzer sinn net vill wäert, wann d'CSSF d'Moyenen net huet, fir se seriö an op eng, jo, op eng contraignant Aart a Weis ze sanktionéieren.

Dofir géif ech dann nach eng Kéier gären en Appell maachen un de Minister, fir dat Gesetz schnell an d'Prozedur ze bréngen, well dat ass den eigentleche Gage de sérieux vun der CSSF, d'autant plus well, wéi de Rapporteur et sot, mer déi Regel hunn, wou u sech och déi Poursuitte kënnen administrativ gemaach ginn, wat oft méi effikass ass, mä och op enger penaler Base.

Dat gesot, géif ech gären den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och hei ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech géif gären dem Rapporteur André Bauler Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen, awer och schréftleche Bericht an enger Matière, déi vläicht e bësse komplizéiert ass, mä en fait och eng immens wichteg ass, wat d'Reputatioun vun de Marchéen ubelaangt an dann och d'Reputatioun vum Land.

Ech géif mech gären och bedanke beim Justizminister a senger Équipe, déi hei aktiv matgeschafft hunn.

Am Résumé, wat hei geschitt ass, ass, dass de Champ d'application vum Abus de marché méi breet gëtt, sou wéi d'EU-Direktiven an d'Reglementer dat virgesinn. Zweetens ginn d'Pouvoire vun der CSSF, vun eisem Régulateur-superviseur, hei adaptéiert, och méi breet gemaach. Mir kréien eng Harmonisatioun vun de Sanktiounen a vun de Mesure-administrativen a mir introduzéiere penal Sanktiounen, déi och ganz héich sinn, wat och soll dissuasif sinn.

Den Deputéierte Fayot huet ganz richteg ënnerstrach, dass dat heiten e wichtege Bestanddeel ass vun der Legislatioun fir eis Finanzplaz. Et ass esou, dass Lëtzebuerg eng ganz grouss an dynamesch Bourse huet. Mir sinn en fait de gréissten Émetteur vu Valeurs mobilières an Europa, soudass mir hei e wesentlechen Akteur sinn.

Wéi richteg ervirgestrach, ass et och esou, dass mir zu Lëtzebuerg ganz wéineg Délit-d'initiéen hunn oder Fäll vun Abus de marché. Doriwwer soll ee sech freeën. Mä an engems ass et och wichteg, dass eis Legislatioun ugepasst ass, fir dass mer och kënne mat auslännesche Regierungen a Länner kooperéieren, wat och oft de Fall ass an an Zukunft nach méi wäert sinn.

Richteg ass och ze ënnersträichen, dass mer d'ITM designéiert hunn als Autoritéit, fir ze iwwerkucken, dass déi Salariéen, déi Dénonciatioune maachen, protegéiert ginn. Dat ass en Deel vun der Approche, déi mer zu Lëtzebuerg hu vum Whistleblowing. Mir hu jo och eng generell Legislatioun zu Lëtzebuerg an deem Domän. A mir wëssen, dass um europäesche Feld dru geduecht gëtt, fir déi Protektioun och nach ze erweideren.

Ech freeë mech iwwert de Support vun alleguerten de Fraktiounen, déi sech hei ausgeschwat hunn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7022 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7022 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

Jo, et ass notéiert. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo, dann ass et wahrscheinlech 60-mol Jo. Domat ass de Projet 7022 unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7022 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7031, d'Transpositioun vun enger Direktiv iwwert den automateschen Austausch vu steierlechen Informatiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Här Eugène Berger, dee scho bei eis ass.

9. 7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dëse Projet reit sech an an all déi Efforten, déi an deene leschte Jore

gemaach gi si vun der Regierung, fir den, ech soen emol „Standuert Lëtzebuerg" erëm méi transparent ze maachen, an och fir aktiv ze ginn, zesummen um europäesche Plang mat eisen anere Partner, fir géint d'Steierevasioun virzegoen, fir do ze handelen.

Ech mengen, dat ass e Sujet, deen eigentlech och ganz aktuell ass, wann een d'Noriichte gekuckt huet vu gëschter. Ech erënneren nëmmen un den Dossier LuxLeaks. Wéi gesot, an deene leschte Jore si mer bei den Aarbechten zu Bréissel, awer och op internationalem Parquet ganz aktiv gewiescht, praktesch ëmmer bei den „first-moveren" gewiescht, fir Dispositiounen oder nei Direktiven ëmzesetzen am Beräich vun der Transparenz.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt mer ënner anerem bei der Présidence den Dossier vum automateschen Austausch vun de Rulingen och décisiv virubruecht hunn.

Ëm wat geet et méi prezis hei bei dëser Direktiv? Bei dësem Projet de loi, do geet et drëms, fir méi Transparenz bei deene grousse Gesellschaften oder Gruppen ze kréien, wou de Chiffre d'affaires iwwer 750 Milliounen Euro läit. An dat si gewéinlech grouss Gruppe mat, et kann een och soen, méi komplexe Strukturen a verschiddene Länner. Et brauch een elo hei keng Nimm dropzesetzen, mä Dir kënnt lech alleguerten awer denken, wat fir eng Gruppen oder Gesellschaften dat kënne sinn.

An, bon, et ass och net ofzestreiden, dat ass jo och d'Experienz aus deene leschte Joren, Jorzéngten, datt gewéinlech esou Strukture vu grousse Gruppen och als Zil ënner anerem haten, fir eng optimal Besteierung ze erreechen, andeems een dann à la perfection all d'Méiglechkeeten aus deene verschiddenen Étatmemberen esou kombinéiert huet, datt een da jeeweils den niddregste Steiertaux konnt erreechen. Dat ass ganz oft geschitt iwwert déi sougenannten Transferten, déi innerhalb vun engem Grupp getätegt ginn, wou da mat Prixde-transferten dat ugerechent ginn ass mat Präisser, déi awer da gewéinlech ënnert dem Marchéspräis louchen.

Ech mengen, duerch dëse Mechanismus konnten da Revenuen jee nodeem an deem engen oder anere Land besteiert ginn, an et ass eben och da gekuckt ginn, fir den niddregsten Taux ze erreechen. Dat Ganzt, dat muss ee betounen, huet sech eigentlech ëmmer an engem legale Kader beweegt, wou déi eenzel Legislatioune respektéiert gi sinn. Mä duerch déi successiv Revelatiounen, ënner anerem eben och LuxLeaks, ass vill iwwert déi deontologesch Dimensioun an Aspekter diskutéiert ginn. An et ass ee sech awer och eens ginn, wann och déi Besteierunge legal waren an do net unzefechte sinn, datt ee sech awer iwwerluecht huet, ob dat schlussendlech am Sënn vu Steiergerechtegkeet ze gesinn ass.

D'Kommissioun an d'OECD wëllen also nei Weeër goen an deem Beräich, Weeër, déi dës Regierung zu honnert Prozent ënnerstëtzt. Wat sinn déi Weeër? Bon, an Zukunft soll d'fiskal Transparenz bei deene Gruppe voll spillen. An et gëtt och eng nei Approche bei der Besteierung, wou gekuckt gëtt, wou d'Haaptsubstanz vun engem Grupp oder enger Gesellschaft läit, wou hir Haaptaktivitéite leien, wou hir Personalsubstanz ass an nach aner Elementer.

Ech mengen, déi ganz Efforte sinn och an der Suite vun den Diskussiounen iwwer BEPS ze gesinn, mä besonnesch hei vun der Aktioun 13. An där Aktioun, do gi gemeinsam Norme virgeschloen, wéi esou eng Deklaratioun Land fir Land kéint ausgesinn. An déi europäesch Direktiv iwwerhëlt eigentlech dës Richtlinnen.

Wat ass dat dann elo konkret? Wéi gëtt dat dann elo an dësem Projet de loi ëmgesat? Majo, fir d'Transparenz ze erreechen, gëtt ebe fir déi Gesellschafte mat 750 Milliounen Émsaz den automateschen Échange vu Steierinformatiounen tëschent de Steierverwaltungen agefouert.

„Firwat nëmmen Entreprisë vun enger gewëssener Envergure?", kann ee sech froen. Ech hunn dat och scho virdrun erklärt, firwat ech mengen, datt eben déi grouss Gruppen, déi eng multinational Struktur hunn, hei viséiert sinn. Ech mengen, fir kleng Entreprisen, déi eng national Struktur hunn, méi e klenge Chiffre d'affaires hunn, ass dat souwisou net a Fro komm.

Wéi geschitt deen automateschen Échange? Ma dee fonctionnéiert iwwer eng „déclaration pays par pays", wéi een dat nennt. Also an all Land gëtt eng Oplëschtung gemaach vun den ekonomeschen Aktivitéite vun der Gesellschaft. An da gesinn déi eenzel Steierverwaltungen, wéi eng Aktivitéiten a wéi engem Land getätegt goufen, a kënnen dann och jee nodeem dann an hirem Land déi Aktivitéiten och no hire Legislatioune besteieren.

Praktesch gesinn ass et esou, datt all Joer déi grouss multinational Gruppen eng Lëscht mussen opstellen, wou se dann opweisen, wat se an all Land, an all Juridiktioun getätegt hunn, Benefiss virun de Steieren, Steieren um Benefiss, Unzuel vun de Leit, déi fir si an deenen eenzelne Länner schaffen, soziaalt Kapital, Natur vun den Aktivitéiten an de jeeweilege Länner an nach e puer Informatioune méi.

Konkret ass dat och hei zu Lëtzebuerg d'Steierverwaltung, déi do e spezielle Formulär ausgeschafft huet, deen dann déi grouss Gesellschaften och kënnen ausfëllen. An et ass dann d'Steierverwaltung, déi déi Donnéeë mat den Nopeschsteierverwaltungen - ech soen Nopeschsteierverwaltungen , mat de Steierverwaltungen an deenen aneren europäesche Länner dann austauscht. A mir kréien der dann natierlech och ëmgedréit aus dem Ausland vun deene Verwaltungen dann hei op Lëtzebuerg.

Déi Kommunikatioun vun de Gruppen, déi muss spéitstens 15 Méint nom fiskalen Exercice agereecht ginn. D'Gesellschaft huet zwielef Méint Zäit an dann hunn d'Administratiounen nach dräi Méint Zäit, fir dat da weider an d'Ausland ze ginn.

An dann och, well mer jo elo dann an engem neie System sinn, fir et emol esou ze soen, gëllt fir déi éischt Deklaratioun, dat wier den Exercice, deen elo den 1. Januar 2016 ugefaangen huet, en extraen Délai, fir datt sech déi Gruppe kënnen dorobber astellen, vun 18 Méint. Dat heescht, déi éischt Informatioune ginn da fir den 30. Juni 2018 échangéiert.

Et ass och virgesinn, dass, wann déi néideg Informatiounen net geliwwert ginn, et zu enger Amende bis 250.000 Euro ka kommen.

E klengt Wuert zum Avis vum Statsrot. Deen hat eng Opposition formelle zum Artikel 3 formuléiert, wou e gefrot huet, fir datt d'Obligatioune fir d'Entreprisen aus der Annex och kloer als Referenz an deen Artikel ageschriwwe ginn a wéi se kéinte sanktionéiert ginn, wa se hiren Obligatiounen net nokommen. D'Cofibu ass op alle Fall dem Wonsch vum Conseil d'État nokomm a mir hunn dat dann och esou doranner formuléiert.

Voilà a kuerze Wierder déi Haaptelementer vun deem Projet de loi. Weider Detailer fannt Der dann a mengem schréftleche Rapport. Ech mengen, als Konklusioun, et ass e wichtege Projet an eisen Efforte fir méi Transparenz a géint d'Steierevasioun. Ech hoffen op eng grouss Zoustëmmung. Ech bréngen op alle Fall och schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet hei an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci och hei dem Rapporteur, deen, wéi gesot, nach eng Kéier eng komplizéiert Matière eigentlech ganz kuerz a flott duergestallt huet. Him duerfir e grousse Merci.

Ech mengen, et ass hei schonn ugeklongen, et geet bei dësem Projet de loi ëm d'Emsetzung vun där sougenannter „Country-by-country-Procédure". An ech wollt eigentlech do dem Minister eng Fro stellen an zwou Observatioune maachen. D'Fro, déi hat ech och scho gestallt an der Finanzkommissioun un d'Fonctionnairë vun der Steierverwaltung.

Et geet näämlech hei ënner anerem, Här Finanzminister, ëm d'Determinatioun vun den Transfertpräisser. An do ass mer geäntwert gi vun de Responsabele vun der Steierverwaltung, do géifen et Kritäre ginn, déi wären och festgeluecht. An ech hat eigentlech do gefrot, datt, ier mer géifen dëse Projet de loi stëmmen, mer eng Kéier géifen déi Kritären och iwwermëttelt kréien. Bis elo ass dat net geschitt. Ech hunn awer kee Problem, datt mer dat dann im Nachhinein kréien. Well ech fannen et awer wichteg, net nëmmen, datt mir, déi dat solle stëmmen, awer och wëssen, wat mer do stëmmen, mä haaptsächlech och de grand Public an déi Leit, déi all Dag mat deene Procéduren do ze dinn hunn, déi sollen awer wëssen, wéi déi Transfertpräisser do festgeluecht ginn.

Eng éischt allgemeng Iwwerleeung ass déi, an ech mengen, déi stellt sech hei, déi wäert sech awer och nach bei anere Projet-de-loie stellen ëmmer erëm am Kontext vun der BEPS-Procédure, an zwar geet et hei drëm ze wëssen, ob mir Definitioune vun zum Beispill Transfertpräisser, vu Substanz, wou mer d'lescht Woch hei driwwer geschwat hunn, ob mer déi nach wéi bis elo kënnen a Steiercirculairë festleeën oder ob mer net musse systematesch an d'Richtung vu Gesetzer goen. Mir wäerte muer eng Diskussioun hei iwwert d'Steierreform hunn, wou sech och esou e Punkt stellt.

Mir sinn hei nohalteg der Meenung, Här Minister, datt een dat doten esou wäit wéi méiglech soll a Gesetzestexter festleeën, éischtens wéinst der Procédure BEPS, fir och do all Zorte vu Risken ze évitéieren. Mä och allgemeng, mengen ech, ass dat vill méi transparent och dobausse fir d'Bierger, fir déi Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn, wann een dat a Gesetzer festschreift. Duerfir wollt ech lech do méi allgemeng d'Fro stellen, wéi Der dat do och an Zukunft gesitt.

Eng zweet méi allgemeng Iwwerleeung, déi hate mer och scho virun e puer Deeg an der Finanzkommissioun, déi wollt ech awer och hei nach eng Kéier widderhuelen. Mir sinn amgaangen, als Europäesch Unioun do wierklech wesentlech Schrëtt a Richtung BEPS ze maachen. Wann ech awer elo kucken, datt mer a manner wéi sechs Woche wäerten en neien amerikanesche President hunn, deen awer alles wäert maachen, fir an déi entgéintgesetzte Richtung ze goen, froen ech mech trotzdeem, wéi mer virufueren. Well et ka jo net sinn, datt mir herno an der gesamter Europäescher Unioun alles ëmgesat hunn, dee ganze BEPS, an datt dann all déi aner Länner an an éischter Linn d'Amerikaner déi Saachen net méi ëmsetzen, wou mer dann e grousse Problem kréien.

An ech mengen, den „level playing field" läit eis allen zwee, lech a mir och, Här Minister, ganz staark um Mo. An ech froe mech, wou deen „level playing field" dann nach wäert sinn, wann elo all déi aner Länner net méi mat sinn.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg wär, an dat ass eigentlech och déi Observatioun, déi ech wollt maachen, wann esou schnell wéi méiglech - an och wann een elo gesäit, wéi déi éischt programmatesch Aussoe vum Här Trump a senger Administratioun par rapport justement zu där BEPS-Procédure sinn - vläicht och den EU-Conseil vun de Finanzministeren, den ECOFIN, sech awer elo emol eng Kéier géif domadder auserneesetzen, och fir ze kucken, wéi an Zukunft d'Politik vun der gesamter Europäescher Unioun och am Kontext vun der OECD wär.

Dat gesot, bréngen ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet direkt den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och ech géif gären dem Eugène Berger, dem Rapporteur zu dësem Projet de loi, Merci soe fir säi gudde Rapport. Effektiv ass scho virgesot gi vu menge Virriedner, dass dat hei en „BEPS action point" ass, d'Aktioun 13 vu BEPS, dat ass den „country-by-country reporting".

Gradesou wéi déi Mesuren, déi mer viru Kuerzem diskutéiert hunn, CCTB, CCCTB, dat heescht d'Assiette commune vun de Betriber, ass dat hei och eng Mesure, déi net favorabel ass fir kleng Länner, en particulier an Europa an an der OCDE. Mä ech mengen, dat ass eppes, wat mer musse maachen, wat mer u sech och begréissen. Dat geet an d'Richtung vu méi Steiergerechtegkeet. Mä ech mengen, wa mer nach eng Kéier un déi Diskussioun komme vum CCTB an dem CCCTB, musse mer eis ganz seriö mat deem Volet auserneesetzen, well ech mengen, do hu mer alleguer verstanen, dass dat en zentrale Punkt fir eist Land och gëtt.

Dat gesot, géif ech gären den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi aginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Henri Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, Här President, och hei erëm den Accord vun der grénger Fraktioun, well et geet an déi richteg a wichteg Richtung fir méi Steiergerechtegkeet. Dofir natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci gesot. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Also, déi „déclaration pays par pays", den „country-by-country reporting" op Englesch, ass e Konzept, wat schonn 2003 vum Richard Murphy, deen zu Lëtzebuerg war och nach dëst Joer, fir eng Konferenz ze halen, a vum John Christensen vum Tax Justice Network erfonnt gouf.

D'Iddi dohannert ass dann einfach a relativ effikass: Déi Multinational sollen hire Chiffre d'affaires, hir Revenuen an hir Steierzuelunge veréffentlechen, an zwar opgeschlësselt fir all Land an och fir all Filial. Dat soll et dann och erméiglechen, sech e bessert Bild iwwert d'Aktivitéite vun dësen ëmmer méi komplexen Entreprisen ze maachen an iwwert d'Relatiounen tëschent den eenzelnen Deeler vun de Konzerner, soudatt ee Mustere vun deene sougenannten aggressive Steieroptiméierungen oder vu Steierflucht vill méi einfach kann erkennen. Wann eng Multinational Milliounen u Gewënner a Steierparadäiser transferéiert an do, wou se hire Profitt mécht, praktesch guer keng Steiere bezilt, da kann een dat unhand vun deenen Donnéeën zimlech einfach erausliesen.

Mä obwuel déi Iddi mat engem minimalen Opwand en enorme Fortschrëtt a Saache Steiergerechtegkeet bedeite géif, huet et awer ëmmerhin zéng Joer gedauert, bis dat sech an der Politik konnt duerchsetzen. Dat huet och domadder ze dinn, datt géint déi Initiativ och eng intensiv Lobbyaarbecht geleescht gouf.

Mir wäerten dëst Gesetz also haut matstëmmen, well et e Fortschrëtt ass um Wee fir méi Transparenz, wat zu méi Gerechtegkeet am Prinzip och misst féieren. Mä dat heescht awer net, datt mer dës Virlag fir immens gelongen halen. Zum Beispill kënne mir net novollzéien, firwat déi Exigenzen nëmme fir Multinationaler gëllen, déi en Ëmsaz vu mindestens 750 Milliounen Euro hunn, dat heescht u sech och nëmme fir 10% vun alle Multinationalen. Dat ass onverständlech, zemools och, well d'Europaparlament eng vill méi niddreg Grenz gefuerdert huet.

Dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, ka fir eis awer nëmmen en éischte Schrëtt sinn, well souwuel bei der Virlag vun der OCDE wéi och an där heiter Direktiv, déi mer haut transposéieren, ass dat zentraalt Element vun der urspréngleche Iddi net zréckbehale ginn: Dat ass d'Transparenz! Den „country-by-country" kann nëmme wierklech dann och seng Wierkung entfalen, wann déi Donnéeë vun de Multinationalen och public gemaach ginn, well nëmmen da kënnen Analysten, kënne Chercheuren, kënne Journalisten, kënne Membere vun der Zivillgesellschaft oder ganz einfach och einfach Bierger sech e Bild maachen an op Mëssstänn och vläicht hiweisen.

Doduerjer, datt déi Informatioune just de Steierverwaltungen zur Verfügung gestallt ginn, ass de Wäert vun dëser Initiativ vill méi geréng, well LuxLeaks a PanamaLeaks hu jo och gewisen, datt Steierverwaltungen deelweis och kënnen en Deel vum Problem sinn.

Et ass awer ze begréissen, datt d'EU-Kommissioun mëttlerweil op de Wee vun engem ëffentlechen „country-by-country" wëllt goen. Si huet jo och am Fréijoer eng Initiativ an déi Richtung gemaach. Allerdéngs ass och déi bei Wäitem net ambitiéis genuch, well do jo och net all d'Date musse veréffentlecht ginn, wat zu enger Rei vu Problemer kéint féieren. Virun allem brauche mer och d'Donnéeë fir déi Filialen ausserhalb vun Europa. Wann déi net opgeschlësselt ginn, dann ass och de Wäert fir d'Entwécklungsländer gläich null.

Iwwerhaapt geet d'Virlag vun der OCDE zum „country-by-country" net genuch op déi legitimm Interesse vun och den Entwécklungsländer an. Dës Länner leiden laut dem FMI dräimol méi ënnert der Steierflucht vun de Multinationalen a si ginn de facto vun der Initiativ och ausgeschloss.

Dësen ëffentlechen „country-by-country", dee mir als onëmgänglechen nächste Schrëtt ugesinn, ass jo och nach laang net duerch. Et gëtt do vill Widderstand. A wann ee verschiddene Presseartikelen och ka gleewen, da gëtt et och e Widderstand vu Lëtzebuerger Säit. Mir haten nach dem Här Finanzminister dozou eng parlamentaresch Fro gestallt. Dat war de 17. November. Mir sinn nach an der zäitlecher Limitt. Si ass nach en attente, d'Äntwert, mä vläicht huet den Här Finanzminister och schonn elo dozou eng Äntwert, an da wiere mir natierlech och frou, wann en dorobber kéint agoen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gär dem Här Eugène Berger fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport villmools Merci soen, wou e jo och d'Objektiver vun dëser Emsetzung vun enger europäescher Direktiv gutt beschriwwen huet.

Mir sinn hei am Domän vun där internationaler Initiativ vun der OECD a vum G20, fir eng nei Steierlandschaft weltwäit op d'Been ze setzen. Dat ass déi Initiativ BEPS, Base Erosion and Profit Shifting, vun 2013, déi 2015 zu Lima hir Konklusioun fonnt huet, wou ech och als Vertrieder vum EU-Conseil als Présidence Lëtzebuerg dobäi war, wéi dat presentéiert ginn ass.

Do war eng grouss Ambitioun hannert deem Projet an dat ass och amgaangen, alles lues a lues ëmgesat ze ginn. Et ass esou, dass Europa do e Virreider ass, am Sënn, dass Europa déi Géigend an der Welt ass, déi dat am séiersten ëmsetzt.

Fir dat direkt virauszeschécken a well dat och vum Deputéierte Mosar ugeschwat ginn ass: Lëtzebuerg huet sech agesat am ECOFIN op eng regelméisseg Aart a Weis, fir dass Europa natierlech ka Virreider sinn oder e Pionéier, mä an engems och muss kontrolléieren, wéi déi aner Géigende vun der Welt dat ëmsetzen. An dat ass dunn am Juni vun dësem Joer geschitt op meng Propositioun hin, dass d'Kommissioun an de Conseil géife regelméisseg berichten, wéi déi aner Géigende vun der Welt déi ganz Initiativ vun der OECD a vum G20 ëmsetzen. A mir wäerte wahrscheinlech am Ufank vum nächste Joer déi gutt Geleeënheet hunn, och en État des lieux ze maachen, och am Kontext vun deem, wat an Amerika wäert geschéien. Wéi konkret den neie President säin Agenda fiscal wëllt ëmsetzen, ass nach net gewosst. Mä mir mussen dat natierlech ganz genau kucken.

Mir hunn also hei eng Direktiv, déi déi Initiativ vu BEPS - dat ass d'Aktioun 13 - ëmsetzt. Dat ass eng vun den Aktiounen, déi mat der Transparenz ze dinn hunn, dat heescht Échange d'informations. Mir kennen dat och an Europa an zu Lëtzebuerg an der Tëschenzäit ganz gutt. Déi Transparenz bréngt mat sech, dass mer méi Kloerheet kréien an doduerch méi Steiergerechtegkeet. D'Direktiv gesäit also vir, dass en „country-by-country reporting" gemaach gëtt, dat heescht, dass d'Multinationallen, déi e Chiffre d'affaires hunn iwwer 750 Milliounen, eng ganz Rëtsch Informatioune mussen uginn, hiert Kapital, hiert Resultat fir d'Joer - viru Steieren, no Steieren - den Ëmsaz, an dann och detailléiert mussen uginn, wéi vill Steiere se a welche Länner bezuelt hunn.

Et ass esou, dass d'Aktioun 13 vu BEPS, wou jo e Konsensus da vum ganze G20 a vun der OECD stattfonnt huet, en Échange d'informations virgesäit tëscht Administratiounen - tëscht den Administratiounen! An et ass effektiv och esou, dass d'Europäesch Kommissioun eng ganz Rëtsch Initiative geholl huet, fir deen Échange d'informations, deen elo hei an där heiter Direktiv jo limitéiert ass op d'Administratiounen, fir deen ze erweideren.

Dat stéisst op eng ganz Rëtsch Schwieregkeeten, ënner anerem, dass et iwwer BEPS ewechgeet. Et ass also net dat, wat um Niveau OECD a G20 ofgemaach ginn ass. Mir hu ganz kloer Indikatioune vu ville Länner baussent Europa, dass se deen Échange d'informations hei net wäerte public maachen. Wann also d'EU elo géif unilateral dat maachen, sti mer net nëmmen e bëssen eleng do, mä mir schueden natierlech der Kompetitivitéit vun den europäeschen Entreprisen.

Dofir huet Lëtzebuerg och d'Positioun ageholl, dass, soulaang kee Konsensus an deene meeschte Länner vum G20 a vun der OCDE besteet, fir dee public ze maachen, et keng gutt Iddi ass, fir deen Échange d'informations och um Niveau européen iwwert d'Administratiounen ewech auszedeenen. Domat, mengen ech, hunn ech dann och op d'Question parlementaire, déi gestallt gi war, geäntwert.

Mir hunn hei eng ganz Rëtsch Délaien, déi virun eis stinn. Deen Échange d'informations start eréischt den 30. Juni 2018, baséierend op Informatiounen, déi collectéiert ginn am Joer 2017.

Ech freeë mech, dass mer e grousse Konsens hei an der Chamber hunn, well d'Transparenz ass jo eppes, wat mir zu Lëtzebuerg eréischt an deene leschte Jore voll ënnerstëtzt hunn. Dat ass och eppes, wou dës Regierung ganz wesentlech Schrëtt gemaach huet.

A vu dass ech gëschter zu London war a vill Akteure vun der Finanzplaz London begéint hunn, kann ech lech nëmme soen, dass dat dee richtege Schrëtt war, dass Lëtzebuerg a Richtung Transparenz gaangen ass, well soss wäre mir kee Partner, an deen auslännesch Investisseure wéilten haut investéieren. De Fait, dass mer op kenger schwaarzer Lëscht méi sinn, dass mer e ganz kredibele Cadre juridique hunn, wat d'Supervisioun ubelaangt a wat d'Transparenz ubelaangt, ass en fait haut eng Stäerkt an net eng Schwächt.

Zum Ofschloss nach zwou Saache par rapport zu de Froen, déi den Deputéiere Mosar gestallt huet: Jo, ech kommen eng Kéier an d'Commission des Finances et du Budget, fir iwwert déi ganz Thematik Prix de transfert ze schwätzen. An deene leschten Deeg war einfach d'Zäit net, fir dat nozereechen. An et ass jo och esou, dass dat eng komplex Matière ass, an et muss een dat uerdentlech virbereeden, fir dass een dat uerdentlech zesumme kann diskutéieren.

Deen zweete Punkt iwwer Gesetz a Circulaire: Dës Regierung huet en fait a Saachen Transparenz bewisen, dass mer déi meescht Initiativen, déi mer huelen, iwwer Gesetz maachen. Ech deelen Är Analys, dass dat de préféréierte Wee soll sinn.

Mä ech mengen, mir sollen awer déi Method net ausschléissen vun der Circulaire, déi mer jo an der Vergaangenheet vill gebraucht hunn an déi mer och heiansdo nach haut gebrauchen, an déi net komplett aus dem Wee schafen. Mä ech deelen Är generell Approche, dass de Wee vun der Legislatioun och méi Transparenz bréngt, well een den Débat huet an d'Document-parlementairen. Mä heiansdo brauch ee Circulairen, fir déi néideg Interpretatiounen oder och Assurancen den Entreprisen ze ginn.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet 7031 ukomm a mir géifen direkt iwwert de Projet ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7031 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 7031 ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen iwwergoen zum Projet de loi 7067 iwwert de Journal officiel. D'Riedezäit ass nom Basismodell virgesinn. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

10. 7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1842 ass dat jonkt Lëtzebuerg, dat duerch den éischte Londoner Vertrag 1839 en onofhängege Stat gouf, dem Däitschen Zollveräin, enger Union douanière, bäigetrueden. Dëst war e wichtege Schrëtt, well mer ouni Zollveräin als klengt Land op wirtschaftlechem Plang iwwerhaapt net hätte bestoe kënnen.

Duerch den Zollveräin ass däitscht Kapital op Lëtzebuerg komm. Duerch den Zollveräin gouf et méiglech, eis Stolindustrie lues a lues op d'Schinnen ze setzen. De Kinnek-Groussherzog Wëllem den II. war Lëtzebuerg gutt gesënnt. En huet eis net nëmmen den Embryo vun enger éischter Verfassung geschenkt, hien huet och déi éischt Gesetzgebungen an d'Wee geleet, wéi zum Beispill d'Gemengegesetzgebung vun 1843 oder d'Gesetz iwwert d'Reform vum Enseignement primaire aus deemselwechte Joer.

Ënner senger Herrschaft ass och déi liberal Verfassung vun 1848 ugeholl ginn, déi éischt Konstitutioun vum Grand-Duché, déi déi modern Fräiheeten definéiert huet. Kee Wonner, dass Stad a Land un hie mat enger Skulptur um Knuedler erënneren, wou de Wëllem den II. duerch eng Statu, e sougenannt „Reiterstandbild", also héich an houfreg zu Päerd, äänlech dem Louis XIV am Virhaff vum Versailler Schlass, geéiert gëtt a veréiwegt ass.

1842 ass awer och wéinst engem aneren internen Akt an d'Geschicht agaangen. Dat Joer ass nämlech deen allsäits bekannte Mémorial agefouert ginn. Effektiv, d'Veröffentlechung vun de legislativen Dispositiounen ass aktuell festgesat duerch de kinneklech-groussherzoglechen Arrêté vum 22. Oktober 1842, dee regelt, wéi d'Gesetzer publizéiert ginn. Dëse Regimm huet am Laf vun der Zäit verschidden Upassungen erlieft, virun allem duerch dat groussherzoglecht Reglement vum 9. Januar 1961 iwwert déi dräi Recueile vum Mémorial, sou wéi mer en haut kennen.

Déi legislativ Matière gëtt, mir wëssen dat, ëmmer méi komplex a méi voluminéis. Dës gesetzlech Komplexitéit oder „déi" gesetzlech Komplexitéit beréiert och déi wirtschaftlech Aktivitéit an ass d'Ursaach vun zousätzleche Chargen a Verflichtunge fir eis Bierger, fir eis Betriber a fir eis Gemengen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir en elektronesche Journal anzeféieren, den „Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg", dee gratis accessibel ass an deen e gesetzleche Wäert huet, an dëst konform zur europäescher Direktiv 2003/98 vum Europäesche Parlament an dem Conseil vum 17. November 2003, déi sech mat der Neibenotzung vun Informatiounen am öffentleche Secteur befaasst.

Fir onnéideg juristesch Onsécherheeten ze vermeide sief nach gesot, dass déi besteeënd Reglementatioun vun der Veröffentlechung vu gesetzlechen an aneren offiziellen Texter zum Deel iwwert de Wee vun dësem Gesetzesprojet an zum Deel iwwer e groussherzoglecht Reglement ofgeschaaft gëtt.

Dëse Projet schreift sech an de Kontext vun der technologescher an der numerescher Entwécklung an. E beweegt sech och am Kader vun der Initiativ „Digital Lëtzebuerg".

De Gesetzesprojet, dee mer haut stëmme sollen, féiert och zu enger Reduzéierung vun de Budgetsdépensen, déi mat dësem Service ze dinn hunn, well den offizielle Journal vum Grand-Duché eben nëmmen nach just an Ausnamefäll op Pabeier gedréckt soll a wäert ginn. Déi sougenannten Abonnements publics ginn nämlech ofgeschaaft. Den Abonnement op d'Pabeierversioun vum Mémorial, wéi mer dëse Journal am Volleksmond nennen, bleift och weiderhi méiglech, muss allerdéngs vun den interesséierte Leit selwer bezuelt ginn, soudass d'Drockkäschten, déi ufalen, käschtendeckend sinn.

Laut der finanzieller Fiche, déi de Ministère dem déposéierte Projet de loi bäigefüügt huet, hu sech am Joer 2015 d'Drockkäschte vun de Mémoriallen A a B fir d'Abonnés publics op bal 360.000 Euro belaf. Déi géife jo dann ewechfalen. Amplaz vun dësen Onkäschte géif allerdéngs eng eemoleg Dépense vun 30.000 Euro ufalen, fir en elektronesche Certificat op d'Been ze stellen, deen eis garantéiere wäert, d'Authentizitéit vum Mémorial festzestellen.

De Paradigmewiessel, deen hei erbäigefeiert gëtt, besteet doranner, dass an Zukunft déi elektronesch Veröffentlechung där klassescher, also där ënner Form vu Pabeier, virgezu gëtt. Dat ass eng wichteg Entscheedung um Wee an eng legislativ Prozedur, déi haaptsächlech digital ëmrummt gëtt, an dat vum Ufank bis un d'Enn vum Prozess.

Dëse Projet gëtt motivéiert duerch der Regierung hire Wëllen, den Accès op Informatiounen ze vereinfachen, eng Modernisatioun erbäizeféieren, déi en net onbedeitenden Hiewel ass, wann et drëm geet, eiser Wirtschaft an eiser Gesellschaft insgesamt ze hëllefen, méi séier an also mat manner zäitlechem Opwand un Informatiounen ze kommen.

Mir sinn iwwregens net déi Éischt, déi op dëse Wee ginn. A Frankräich mécht een zënter 2015 gréisstendeels positiv Erfahrunge mat engem Journal officiel électronique - ënner elektronescher Form. De Statsrot weist iwwregens a sengem Avis drop hin, dass zu Lëtzebuerg laut enger Eurostat-Etüd eng grouss Majoritéit vun de Bierger, also 96%, Accès op den Internet hunn. Dat ass mat Holland den héchsten Taux an der Europäescher Unioun. De Statsrot seet weider, dass dësen héijen Taux et méiglech géif maachen, fir komplett op den elektronesche Journal officiel ëmzeklammen, well et weiderhi jiddwerengem méiglech wäert sinn, dëse Journal a seng Inhalter ze consultéieren, ëmsou méi, well och déi wéineg Leit, déi keen Accès op Internet hätten oder wëllen, sech nach ëmmer eng Kopie op Pabeier besuerge kënnen.

Och am Fall vun enger Ënnerbriechung am Internet, zum Beispill duerch eng länger Stroumpann, wäert eise System net zesummefalen. Och wann et deem engen oder aneren an deem Fall ganz schwéier wäert falen, fir eng Zäitchen op Facebook oder Twitter ze verzichten, kann ee sech och weiderhin an där Situatioun iwwert d'Publikatioun vun den normativen Akten informéieren. De Gesetzesprojet gesäit nämlech vir, dass an esou engem aussergewéinleche Fall eng Printversioun entweder an den Tribunaux d'arrondissement an op de Friddensgeriichter ausgehaange gëtt oder dem Public iwwert de Wee vun der Press zougänglech gemaach gëtt.

Den neie Journal officiel gesäit zwou Serië vir: de Mémorial A fir all gesetzlech a reglementaresch Akten an déi aner generell Akten, déi der Éffentlechkeet zougänglech gemaach musse ginn. De Mémorial B gesäit Texter vir, déi net d'Generalitéit vun der Éffentlechkeet betreffen. Déi gesetzlech a reglementaresch Akte sinn obligatoresch vum véierten Dag un, wou se am Journal officiel publizéiert goufen, ausser et wier anescht geregelt. Géif den automatesche System fir eng Zäit ausfalen, dann däerf den offizielle Journal, wéi scho gesot, ënner Pabeierform erauskommen.

Am Résumé kann ee soen, dass dëse Gesetzesprojet de legale Kader vum offizielle Journal vum Grand-Duché réviséiert an en un d'Exigenze vun der technologescher Entwécklung, der digitaler Entwécklung, wann een dat esou soe wëllt, upasst, andeems een d'Dispositiounen, déi aktuell iwwer méi Akte verdeelt sinn, an engem eenzegen Text regruppéiert.

Iwwert dëse Wee gëtt d'Veröffentlechung vun den normativen Akten aus der Ära vum Drock op Pabeier - et kann ee soen: der Gutenberg-Ära - an déi digital Ära eriwwergefouert. Et ass zwar keng kopernikanesch Revolutioun, ma duerfir awer e grousse Schrëtt um Wee an en digitaalt Lëtzebuerg, dat et de Bierger erlabe soll, méi séier a méi einfach un normativ Akten an u staatlech Informatiounen ze kommen.

Fir all Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Merci alle Kolleegen aus der Institutiounskommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, besonnesch och hei dem Här President. An da ginn ech den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madamm Octavie Modert, ass scho prett. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och dem Här Rapporteur fir säi geblummelte Rapport. Ech wär vläicht net gradesou wäit eropgeklommen, op e Reiterstandbild oder bis op Versailles. Mä sécherlech ass dat hei trotzdeem eng bedeitend Etapp an der Publikatioun vun eise Gesetzer. Et ass eng logesch Folleg vun Entscheedungen, déi scho 15 Joer laang zréckginn. An dofir, mengen ech, läit et an der Natur vun der Saach, fir elo dës Etappen an der Dematerialiséierung ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2002 ass de Legilux online gaangen an de Mémorial ass elektronesch ginn, digital ginn. An deemselwechte Joer 2002 an 2003 ass déi éischt Etapp geholl ginn, fir d'Dematerialiséierung vum Mémorial C ze maachen, deen iwwer 2009 an do bis déi lescht Etapp dëst Joer mam Projet de loi RESA dee Moment net méi gedréckt gëtt, mä nach just elektronesch disponibel ass. Dat ass also och déi gréissten Erspuernis an deem ganze Beräich vun der Dematerialiséierung an Digitaliséierung vun den dräi Mémoriallen, elo nach zwee. Dofir behaapten ech och am Géigesaz zum Rapporteur, datt Lëtzebuerg dat Éischt war, dat de Journal officiel elektronesch hat, jiddefalls Viretappen dovunner, nach virun de Fransousen.

Här President, et ass also déi logesch Folleg vun Entscheedungen, déi zanter Ugank vun den 2000er Jore geholl gi sinn. Dofir ass d'CSV och averstane mat dësem Gesetz, sou wéi de Rapporteur an an där Fassung, wéi den Här Rapporteur et och elo grad hei hannerluecht a virgestallt huet.

Dat Gesetz garantéiert och ee Punkt, dee ganz wichteg ass, wa mer iwwer Gesetzer schwätzen, nämlech d'Accessibilitéit zu de Gesetzer ze hunn, well mir kennen alleguer den Adage «Nul n'est censé ignorer la loi». Et ass also e wichtege Punkt, datt all Mënsch kann zréckgräifen op d'Informatioun, wat an deem Gesetz drasteet.

Dat geet iwwer e puer Aart a Weisen. Dat geet zum Beispill, andeem ee sech kann aschreiwen op eng Newsletter an domat da gewuer gëtt, wann en neie Mémorial, also en neit Gesetz, erauskënnt, eng Newsletter, déi et zanter 2012 gëtt. Dat kann een awer och maachen, andeem ee sech nawell nach op eng gedréckte

Versioun vum Mémorial abonnéiere kann, soudatt, mengen ech, déi wichteg Accessibilitéit garantéiert ass, sécherlech.

Wa mer vun Accessibilitéit schwätzen, dann hunn ech nach eng Fro, déi ech mer stellen, näämlech: Wéi gesäit dee Mémorial an Zukunft aus? Bleift en an der Form lieserlech? Gëtt en äänlech gemaach, wéi en elo ass? Gëtt en aneschters opgemaach? Bleift e lieserlech, well dat ass fir mech och eng Fro vun Accessibilitéit - lieserlech ass gläich accessibel?

Eng aner Fro kann ee sécherlech och nach stellen, wann ee weiderdenkt: Wéi ass et mat Circulairen? Där ginn et jo e ganze Koup, zum Beispill vun Établissement-publicken, mä awer och vu Verwaltungen, déi jo eng gewëssen normativ Valeur hunn. Kéint ee sech net virstellen, déi och op engem eenzege Site wéi zum Beispill dësem ze regruppéieren? Ech mengen, do ass nach Matière, fir weider nozedenken. Et ass och nach Matière do, fir eventuell virunzefueren an dësem Beräich.

Mir sinn also, Dir Dammen an Dir Hären, hei an enger logescher Suite, awer och am Geescht vun der Zäit, fir de Mémorial A a B, de Journal officiel also, elektronesch ze gestalten.

Ech muss awer soen, datt zwou Saache sinn, déi mech awer erstaunen hei. Dat Eischt ass, datt ech awer ganz erstaunt sinn, wéi spéit dëse Gesetzesprojet déposéiert ginn ass. Knapp dräi Méint sinn et hier, den Oktober 2016. Ech denken, dat hätt ee kënnen aneschters maachen. Dorobber huet ee sech jo sécherlech och virbereet gehat. Wann ee weess, datt e Kontrakt elo op den 1. Januar ausleeft, dann denken ech, ass dat jo eppes, wat net eréischt elo am Oktober opgefall ass, a grad bei deem Service do sinn ech e bëssen iwwerrascht, datt deen dat Gesetz esou spéit eréischt an der Chamber hannerluecht huet.

Dat Zweet, wat mech iwwerrascht, dat ass eigentlech, wéi den Text geschriwwen ass. Et ass keng gutt Légistique, sou wéi den Text gemaach ass, an dat iwwerrascht mech allerdéngs och gradesou vill, wann net nach méi bei dësem Service. De Statsrot huet ënner anerem véier Oppositions formelles ausgeschwat. Ech muss soen, legistesch ass dat do keng Stärestonn gewiescht, an do sinn ech schonn e bëssen iwwerrascht, grad fir dësen Service.

Mir hëllefen awer gär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alleguer heibannen, fir datt den Text op den 1. Januar 2017 a Kraaft triede kann. Dat geet jo elo nach just duer. A Gott sei Dank huet de Statsrot och en neien Textvirschlag gemaach, soudatt mer elo e propperen a klore Gesetzestext hunn. An dofir stëmmt d'CSV dëst Gesetz, et ass dat logescht Aboutissement vun enger Entwécklung, déi virun ongeféier 15 Joer ugefaangen huet.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Modert. D'Wuert huet den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President. Virop och e Merci un de Rapporteur André Bauler fir säi gudden a komplette Rapport. Nom Ofschafe vum Pabeiersmémorial C duerch d'RESAs-Gesetz Ufank dëst Joer zéie mer dann elo haut no mam Ofschafe vum Mémorial A a B, wat duerch en elektronesche Journal officiel ersat gëtt.

Mir begréissen dat. Ech mengen, dat ass e Schrëtt an d'Richtung, fir d'Gesetzer méi schnell a méi lieserlech ze veröffentlechen. All Gesetz kritt elo säin eegene Mémorial A a gëtt doduerch méi lieserlech a méi einfach accessibel fir d'Bierger an och fir d'Juristen.

Dëst mécht och den Accès zu de Gesetzer méi einfach. Et huet haut jiddwereen Internetaccès, dorunner huet de Rapporteur nach eng Kéier erënnert. An déi Wéineg, déi keen hunn, déi kréien ëmmer nach e Pabeiersmémorial à disposition gesat, soudass effektiv den Adage «Nul n'est censé ignorer la loi» hei respektéiert ass.

Eppes, wat ech nach wollt ervirsträichen, an dat ass an den Diskussiounen an der Kommissioun och kloer gesot ginn, ass, dass dësen elektronesche Journal officiel och ze gesinn ass an enger méi breeder Reform vum elektroneschen Accès zu eiser Legislatioun. De Service central de législation ass amgaangen, eng nei Method vu Recherche op eis Gesetzestexter anzeféieren, déi se Recherche sémantique nennen. Dat ass am Fong äänlech wéi eng Googles-Recherche, wou duerch Lienen op verschidde Mot-cléen an „Taggen" kënnen Texter fonnt ginn an och Lienen ënner Texter gemaach ginn, soudass och do d'Hoffnung besteet, dass d'Gesetzestexter mat de Circulairen a mat de Reglementer kënne verbonne ginn an op eng lieserlech an einfach accessibel Aart a Weis de Leit zur Dispositioun gestallt ginn.

Mä, wéi gesot, dat hei ass, mengen ech, eng ganz gutt Saach am Sënn vun engem besseren Accès an enger besserer Lieserlechkeet vun de Gesetzer. An dofir si mir als LSAP natierlech och d'accord mat dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Jo, d'Madamm Modert huet net ganz onrecht, wa se seet, datt mer hei ganz schnell geschafft hunn. Effektiv, d'Gesetz ass am Oktober déposéiert ginn, Ufank Oktober. Mir hunn den Avis vum Statsrot fir Niklosdag kritt. Den Avis vum Statsrot hat eng Rei Oppositions formelles, an ech sinn och der Meenung, datt mer an der Chamberskommissioun gutt geschafft hunn an datt d'Propositioune vum Statsrot, deene mer Rechnung gedroen hunn, pertinent waren, soudatt ech mengen, datt mer elo e besseren Text hu wéi mer en urspréinglech haten.

Eigentlech maache mer en historesche Schratt. Ech hat gemengt, de Rapporteur géif haut dat soen, wat en an der Kommissioun gesot huet: „Mir soen der Gutenberg-Ära Äddi a mir soen: Moien, digital Luxembourg!"

Et ass effektiv schonn e bedeitende Schrëtt. Mir maachen dat, wat mer a ganz villen anere Gebidder och erliewen. Dat heescht, mir ginn erof vun enger Publikatioun op Pabeier a mir ersetze se duerch eng Onlinepublikatioun. Ech mengen, datt mer och genuch Sécherheeten hunn, déi eis garantéieren, datt mer och déi richteg Texter kënnen op den offizielle Sitte kucken. An ech mengen och, datt et an Zukunft - ech mengen, den Här Fayot huet do eng Rei Beispiller opgezielt -, méi einfach dierft sinn, sech an den Dokumenter erëmzefannen an eppes erëmzesichen, wéi dat an der Vergaangenheet war. D'Dokumenter musse jo och net nëmmen den Datum vun der Publikatioun droen, mä och eng lafend Nummer.

An ech bréngen dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Mir maachen haut dat, wat duerch eng EU-Direktiv 2003 agelaut gouf, wat an eisen Nopeschlänner och geschitt. Ech wëll mech net an deen Discours amëschen, ob elo d'Fransouse vir waren oder ob mir vir waren. Op alle Fall zéie mer elo no.

Ech mengen awer, datt dëst Gesetz e weidere Grond ass, fir schnellstméiglech drop hinzeschaffen, datt all Mënsch zu Lëtzebuerg ka vu schnellen Internetkonnexioune profitéieren. Ob et dann elo 80%, 90% oder 96% sinn, ech mengen, mir mussen einfach op 100% hischaffen, well et ass jo esou, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass. All Bierger soll déiselwecht Aarbechtskonditioune kréien. An hei kënnt och nach derbäi: «Nul n'est censé ignorer la loi.» Also musse mer och jiddwerengem déiselwecht Méiglechkeete ginn, fir sech ze dokumentéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. Ech hat allerdéngs matkritt, dass den Här Gutenberg net vergiess gi war.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Dann hat ech do ee Moment e Lapsus.

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Dir hat do net richteg nogelauschtert. Et ass awer net schlëmm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ass net schlëmm. Mä den Här Rapporteur hat en am Rucksak, also en ass hei zu Eiere komm. An d'Wuert huet direkt den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir säi Rapport an och dee geschichtleche Réckbléck, deen en eis ginn huet. Ech mengen, datt mer dee Schrack haut maachen, dat ass quasi an eiser Zäit vun haut eng Normalitéit, dat dee gemaach gëtt. Mir sinn an engem aneren Zäitalter ukomm an duerfir begréisse mer och als ADR, datt mer haut dat Gesetz hei virleien hunn, a mir wäerten dat Gesetz och duerfir stëmmen.

Ech mengen, et ass virdru vu menge Virriedner gesot ginn, datt mer mussen derfir suergen, datt all Bierger den Zougréff op d'Gesetzer huet. Et ass och gesot ginn, datt 96% vun de Leit hei am Land en Internetuschloss hunn. Nach bleiwen da 4%, 4%, déi keen Internetuschloss hunn, déi awer kënnen op den Internet zréckgräifen, wa se dermat eens ginn, sief et an Internetstuffen oder bei Frënn oder Famill, wou se dat kënne maachen, a sécherlech geet dann de Prozentsaz nach weider erof.

D'Fro stellt sech, ob ee fir déi puer Prozent, déi da bleiwen, déi och nach ëmmer d'Recht hunn, fir et an enger geprinter Form kënnen ze kréien, ob een duerfir awer och nach huet misse soen, datt déi eppes musse bezuelen. Ech mengen, déi Leit si jo wahrscheinlech Leit, déi sech net an deene moderne Kommunikatiounsmëttele doheemfannen. Et sinn och Leit, déi dann iergendwéi eng Démarche musse maachen, fir dat ze kréien. Et hätt ee sech kënne virstellen, datt een do eng vereinfacht Form gemaach hätt a gesot hätt: Jiddwereen, deen dat gären hätt, dee kritt dat. Et hätt een och vläicht eventuell kënne mat de Gemenge schwätzen, datt d'Gemengen, déi méi no bei de Bierger sinn, eventuell dat hätte gratis kënne maachen.

Et ass op jidde Fall ënnert dem Strëch awer eng gutt Saach, wat mer haut hei maachen. Ech mengen, mir wieren och elo vläicht do ukomm, datt ee kéint weiderdenken, an zwar datt, wann een de Mémorial huet oder d'Gesetzer an engem elektronesche Mémorial-Journal elo veröffentlecht, datt een och emol misst driwwer nodenken, ob een net kéint déi Gesetzer a méi enger vereinfachter Form duerstellen, zwar net all Gesetzer, mä déi Gesetzer, déi méi vun de Leit gebraucht ginn. Ech denken do un d'Familljerecht, ech denken un d'Aarbechtsrecht, ech denken un de Logement, wou d'Leit méi kucke ginn a wou déi normal Bierger sech ganz dacks net an de komplizéierte Gesetzestexter erëmfannen, ob een also net och kéint higoen an Texter a méi enger vereinfachter Form duerstellen. A firwat net och déi Texter eventuell an enger vereinfachter Form op Lëtzebuergesch duerstellen, fir datt och all Bierger am Land déi Gesetzer ka richteg verstoen, wéi se gemengt sinn, quitte datt dee franséischen Text nach ëmmer deen ass, dee juristesch zielt?

D'selwecht kann ee sech och emol Gedanke maachen iwwert d'Schreifweis, wéi een déi Texter, déi vereinfacht Texter da géif veröffentlechen. Mir hunn och Leit, déi Problemer hu mam Liesen oder en aneren Handicap hunn, wou et haut och Moyene gëtt, fir deene Leit a méi grousser Schrëft an an anerer Schrëft déi Texter zoukommen ze loossen.

Duerfir wier ech frou, wann d'Regierung sech géif doriwwer Gedanke maachen. Nodeem mer dëse Schrack gemaach hunn, mengen ech, géif et eisem Land och gutt zu Gesiicht stoen, wa mer da géifen eng méi vereinfacht Form presentéieren, wou all Mënsch, egal wéi säin Zoustand ass, Accès dozou hätt.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. An elo huet d'Regierung d'Wuert, de Minister Fernand Etgen.

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Merci, Här President. Erlaabt mer, virop all deene Merci ze soen, déi un der Realisatioun vun dësem Projet de loi matgewierkt hunn, alle virop de Mataarbechter aus dem Service central de législation, där zoustänneger Chamberskommissioun a last but not least dem Rapporteur, deem ech wëll Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech mengen, déi vill Aarbecht an déi séier Aarbecht, déi gemaach ass ginn, déi erlaabt et eis, datt d'Gesetz, esou wéi dat geplangt war, fir den 1. Januar a Kraaft kann trieden. Den 30. Dezember 2016 wäert et dann déi leschte Kéier sinn, datt de Mémorial a Form vu Pabeier ausgedeelt gëtt. Et war de Samschdeg virun 174 Joer, wéi de Mémorial kreéiert ginn ass, an ab dem Januar 2017 gesitt Der dann déi nei elektronesch Fassung, déi elo amplaz vun der Pabeierversioun d'Valeur légale kritt. An dann, mengen ech, kënnt Der Iech iwwerzeegen, datt och eng Rei kleng lieserlech Adaptatiounen do virgeholl gi sinn, datt och dann de Mémorial an der Zukunft wäert eng lieserlech Form jiddefalls hunn.

Mir hunn op jidde Fall mat dësem Gesetz iwwert de Journal officiel e Quantesprong an d'21. Jorhonnert gemaach. Domadder si mer ganz an der Linn vum Regierungsprogramm. Ech zitéieren do: „(…) Digitaliséierung vum Statsapparat systematesch an Ugréff huelen, fir an Zukunft méi einfach, méi séier a méi transparent mat de Leit a Betriber schaffen ze kënnen. Mir wëllen de Bierger e sécheren, onkomplizéierten a selbstbestëmmten Émgang mat informateschen Donnéeë garantéieren."

An deem Sënn ass och, mengen ech, d'Décisioun geholl ginn, dëse Service vum Mémorial komplett ze internaliséieren. Dowéinst huet de Stat elo d'Kontroll iwwert d'legislativ Donnéeë vun der Konzeptioun bis zur Publikatioun, wat hautdesdaags ëmmer méi wichteg gëtt.

D'Sécurité juridique an d'Sécurité électronique ginn och an dësem ganze Prozess verbessert. Dës Donnéeë sinn ënnert der Form „linked open data" disponibel. Dat kléngt elo e bëssen technesch, mä dat ass déi modernsten Aart a Weis, fir Donnéeën ze publizéieren. Dat Format bréngt mat sech, datt d'Réutilisabilitéit an d'Interkonnexioun vun den Donnéeë méiglech gëtt. Ech mengen, esou kënnen zum Beispill nei Appe ronderëm d'Legislatioun vun innovative Leit entwéckelt ginn. An ech mengen, dat ass jo genau dat, wat den Här Fayot an den Här Gibéryen am Fong och gefrot hunn.

Ech mengen, vun eiser Säit ass jiddefalls virgesinn, datt schonn am éischte Semester vum nächste Joer ganz vill Neierunge fir de Legilux wäerten derbäikommen, e Prozess, deen, wéi d'Madamm Modert et gesot huet, schonn am Joer 2002 an d'Wee geleet ass ginn an deen duerch déi gesetzlech Dispositiounen, déi mer haut getraff hunn, duerch dee Wee elo ka konsequent jiddefalls ausgebaut ginn.

Duerch all dës Mesurë gëtt awer net nëmmen och d'Sécherheet garantéiert, mä duerch d'Internalisatioun gëtt och um Budget gespuert. Souwuel fir den interesséierte Bierger wéi och fir d'Leit am juristeschen a legislativen Domän, déi do schaffen, bleift awer den Accès zu der Lëtzebuerger Legislatioun gratis, en Accès, dee jiddefalls an der Zukunft méi performant a méi benotzerfrëndlech gëtt wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech soen Iech Merci fir eng breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann iwwert de Projet de loi 7067 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7067 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7067 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen, dem Projet de loi 7073 iwwert d'Erweiderung vum schouleschen Ugebuet vum Lycée technique Michel Lucius. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, ass scho bal prett. Dir hutt d'Wuert, Här Delles.

11. 7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur*.- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deene leschte Wochen a Méint gouf hei an der Chamber vill iwwert d'Méisproochegkeet debattéiert. Et ass an deenen Diskussioune souwuel ëm déi Lëtzebuerger Sprooch wéi och ëm den Émgang mat de sougenannte Friemsproochen hei am Land gaangen.

Et goung och vill iwwert d'Heterogenitéit vun eise Schüler rieds an iwwert dee besonnesche Rôle, deen d'Schoul an eiser Gesellschaft anhélt, fir Kanner mat ganz ënnerschiddleche Kulturen a Mammesproochen zesummenzeféieren. Dass dat net ëmmer einfach ass, schéngt mer awer evident. Trotzdeem gëllt et och an Zukunft weiderhin ze kucken, wéi mer all de Kanner déi nämlecht Startchancë bidde kënnen, a kee wéinst enger anerer Mammesprooch hänken ze loossen.

Mir däerfen einfach net zouloossen, dass déi sproochlech Barrièren, déi sécherlech am Ufank fir eng Partie Schwieregkeete suergen, sech ewéi e roude Fuedem duerch dee ganze Schoulparcours vun engem Eenzelnen zéien an deem Schüler och nach spéider vill Steng an de Wee leeën.

Här President, och bei dësem Projet de loi spillen d'Sproochen duerfir erëm eng gréisser Roll, dës Kéier awer virun allem d'Englescht.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dëse Projet de loi gesäit näämlech vir, fir ab der Rentrée 2017 d'Schouloffer vum Lycée technique Michel Lucius mat enger englescher Filière ze erweideren, enger sougenannter „International School Michel Lucius".

De Lycée selwer gëtt dann direkt mat ëmgedeeft an heescht an Zukunft just nach „Lycée Michel Lucius".

An där englescher Filière, déi op e Pilotprojet aus dem Joer 2011 zréckgeet, ginn da souwuel Schüler aus dem Enseignement primaire wéi och aus dem Enseignement postprimaire, also de Lycéeën, ënnerriicht. D'Langue véhiculaire ass a béide Fäll d'Englescht.

Esou eng international Komponent ass am Fong näischt Neies am Lëtzebuerger Schoulsystem. Schonn d'Gesetz vum 21. Juli 2006 huet et der deemoleger Regierung erlaabt, international Klassen ze schafen, déi op e Bac international preparéiert hunn. Och huet d'Gesetz vum 26. Februar 2016, mat deem d'École internationale publique vun Déifferdeng an d'Liewe geruff gouf, dozou bäigedroen, eis Schouloffer weider ze diversifiéieren an de linguistesche Realitéiten an Demanden zu Lëtzebuerg unzepassen.

Madamm Presidentin, d'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun ass zwar ouni Zweifel eng grouss Chance fir eis Gesellschaft, ma se zielt awer zu deene gréissten Erausfuerderungen, deene mer hautdesdaags an eise Schoule begéinen. Duerfir hunn ech schonn deemools a menger Ried zur Internationaler Schoul vun Déifferdeng gesot, dass et dem Stat seng Verantwortung wier, den ëffentleche Schoulsystem esou auszeriichten, dass all Kand onofhängeg vu sengem sproochlechen oder kulturelle Background d'Chancë kritt, an eise Schoulen ze réusséieren.

Dëst ass, wéi gesot, scho schwéier genuch fir d'Kanner, déi hire ganze Schoulparcours hei zu Lëtzebuerg maachen. Mir wësse jo, dass ëmmer manner Kanner hei am Land scho vun doheem aus Lëtzebuergesch schwätzen. Duerfir gëtt sech opsäite vum Éducatiounsministère vill Méi gemaach, dee Retard esou séier wéi méiglech opzehuelen.

Et ginn awer och Schüler, déi komme vu méi wäit a bleiwen nëmme kuerz hei. Fir déi gëtt et ëmsou méi schwéier, sech an eiser méisprooocheger Grondschoul zurechtzefannen. Déi fréi Alphabetisatioun op Däitsch an d'Aféierung vum Franséische kann déi Kanner emol séier iwwerfuerderen, wa se virdrun nach guer kee Bezuch zu iergendenger vun deene Sproochen haten an da matzen am Cycle 3 oder 4 dermat konfrontéiert ginn. Ech denken dobäi virun allem un déi Kanner, déi am Moment Demandeurs de protection internationale sinn oder déi nëmmen eng kuerz Dauer hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Fir déi mécht den traditionelle Schoulsystem mat senge Sprooche wéineg Sënn.

D'Mise en place vun esou enger anglofoner Filière, wéi se dëse Projet de loi virgesäit, ass also als e weidere Schrëtt a Richtung vun enger méi differenzéierter Schouloffer unzegesinn, déi de Realitéite vun haut och Rechnung dréit. Mat e bësse Recul kann een och soen, dass d'Offer vun internationale Schoulen en Atout fir de Standuert Lëtzebuerg ass. Eng breet opgestallte Schouloffer an differenzéiert Bildungsweeër ginn ëmmer méi en entscheedend Argument, wann et heescht, sech fir dat eent oder anert Land ze entscheeden.

Grad déi englesch Sprooch als Weltsprooch ass d'Mammesprooch vu villen auslännesche Matbierger, déi vu méi wäit op Lëtzebuerg schaffe kommen. Grad dës Eltere sinn op der Sich no ëffentleche Schoulen, déi hire Kanner en internationaalt Émfeld bidden an zugläich oppen a bezuelbar sinn. Op déi nei International School Michel Lucius trëfft béides zou. Et ass keng Elitteschoul fir Héichbegaabter oder Besserverdénger. Et ass eng ganz normal ëffentlech Schoul wéi all déi aner. Si huet just eben en anert Sproochekonzept.

Dass eng reell Demande un esou ëffentleche Schoule besteet, beweist och d'Unzuel vun den Inscriptiounen, déi ëmmer weider an d'Luucht geet. Sou war et 2011 am Michel Lucius nëmmen eng international Klass, déi virgesi war, mat 14 Schüler. D'Joer drop waren et schonn zwou Klasse mat 28 Schüler. Dës Rentrée zielt déi international Filière ganzer 16 Klasse mat ronn 400 Schüler.

Madamm Presidentin, den englesche Schoulsystem, esou wéi en och am Michel Lucius ugebuede gëtt, fousst op dräi Certificaten. De Schoulparcours gëtt souzesoen a verschidden Abschnitter agedeelt, um Enn vun deenen een da jeeweils een Diplom ka kréien. Et sinn der wéi gesot dräi: Den „General Certificate of Secondary Education", deen de Schüler hiert Wësse vu Septième bis Troisième sanktionéiert; da gëtt et den „Advanced Subsidiary Levels" an den „International Advanced Subsidiary Levels", genannt „A-Levels". Dës Diplomer ginn no der Deuxième ausgestallt. Zum Schluss kommen dann nach „A-Levels", dat ass den „General Certificate of Education Advanced Levels" an den „International General Certificate of Education Advanced Levels", déi een no der Première kritt.

Fir weider Detailer zu dësem interessante Schoulsystem...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Et deet mer leed, et deet mer leed!

..verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport. Ech kéint nach eng Kéier vu vir ufänken.

Wichteg ze bemierken ass awer trotzdeem an dësem Projet, dass all dës Certificaten net nëmmen a Groussbritannien, mä och nach an 125 anere Länner ronderëm d'Welt unerkannt sinn. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well mer jo wëssen, dass vill Schüler aus deene Klassen hire Schoulparcours aus diverse Grënn hei net ofschléissen. Duerch déi verschidden international unerkannt Certificate kënnen d'Schüler also an der neier Schoul direkt do usetzen, wou se hei zu Lëtzebuerg dann opgehalen hunn. De leschten Diplom, also den „A-Levels", ass souguer equivalent mat enger lëtzebuergescher Première, well dësen Diplom och ënnert d'Lissabonner Konventioun fält.

Madamm Presidentin, an der Kommissioun gouf d'Fro opgeworf, firwat d'Grondschoul an där neier Filière iwwer sechs Joer geet, wa se an den europäesche Schoulen nëmmen iwwer fënnef Schouljoer geet. Mir kruten doropshi vum Ministère geäntwert, dass et drëms géif goen, ebe just déi zwee Schoulsystemer esou vill wéi méiglech openeen ofzestëmmen. Zudeem géif och weiderhin d'Méiglechkeet bestoen, éischter an de Lycée eriwwerzegoen, wann d'Schüler da schonn esou wäit sinn.

Och gouf gefrot, wéi dann d'Kompetenzen tëschent der Direktioun vum Lycée an dem Inspektorat opgedeelt géife ginn. Ma do ass et ganz kloer, dass d'Personal vun der Grondschoul der Direktioun vum Lycée ënnerläit an dass den Inspekter sech ëm d'Enfants à besoins spécifiques këmmert.

Madamm Presidentin, de Moment, wou ech de Rapport geschriwwen hunn an en an der Kommissioun war, hate mer just den Avis vum Statsrot virleien, dee keng gréisser Bedenken zu dësem Projet de loi geäussert huet. Op Kleeserchersdag koum dunn nach den Avis vun der Chambre des fonctionnaires et employés publics. Och si sinn zefridde mat dësem Projet de loi, an deem ebe grad elo d'Base légale geschaaft gëtt, fir am Michel Lucius eng englesch Filière opzemaachen. Si maache sech allerdéngs e bësse Suergen, wat de Rekrutement vun den Enseignanten ugeet. Si sinn zudeem der Meenung, dass kee Fonctionnaire oder Employé dierf gezwonge ginn, an esou englesch-sproochege Klassen ze enseignéieren, ausser natierlech, wann et ëm d'Fach Englesch geet.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Rapporteur Lex Delles. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Mergen. Madamm Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol vun der CSV-Fraktioun och en häerzleche Merci un den Här Lex Delles fir säin ausféierleche schréftlechen an och fir säi mëndleche Rapport.

Dëst Gesetz ass dat zweet, wat den Éducatiounsministère dëst Joer virleet, fir de Schüler an enger ëffentlecher Lëtzebuerger Schoul, also gratis, eng Alternativ ze bidden, deene Schüler, déi aus sproochleche Grënn an enger Lëtzebuerger Schoul Problemer hunn oder hätten.

De Besoin fir esou eng Offer läit op der Hand. Mir sinn e Land, wat mat oppenen Äerm a mat villen Atraiten och Mënschen aus der ganzer Welt unzitt. Dat spigelt sech an eisen Auslännerquoten zréck. Dës Leit kommen also entweder aus berufflechen Ursaachen op Lëtzebuerg, si kommen, well se bei ons op eng besser Zukunft hoffen, oder awer si kommen, well si wéinst Krich a Misär aus hire Länner verjot gi sinn.

D'Partikularitéit bei ons am Verglach zu eisen Nopeschlänner ass déi, dass keen - ech widderhuelen: keen! - vun deene Leit ons Mammesprooch schwätzt. Dat dierft a Frankräich, an Däitschland, an England schonn emol de Fall sinn. Wou hätte se och solle Lëtzebuergesch léieren? Dat ass e Problem, deen och wesentlech méi grouss ass wéi an onsen Nopeschlänner, well se nëmmen eng Sprooch an deene Länner musse léieren.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der Madamm Hansen huet de Minister Detailer ginn zum Ausmooss vun der Problematik. Nëmme ronn d'Halschent vun de Kanner am Secondaire kommen aus eesproochege Lëtzebuerger Familljen, 25% kommen aus Familljen, wou nëmme Portugisesch geschwat gëtt. Dann hu mer nach 5,6% franséisch Monolinguen, 5% südslawescher - dat entsprécht ongeféier Exjugoslawien -, déi aner Undeeler si méi geréng. 19% vun de Kanner sinn an engem zweesproochegen Émfeld opgewuess, woubäi hei an deene meeschten, awer net an alle Fäll Lëtzebuergesch eng vun deenen zwou Sproochen ass.

An där nämlechter Äntwert gëtt dann och op eng aner Etüd bei Entreprisen agaangen, eng Etüd, déi gemaach ginn ass bei Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg usässeg sinn, bei hiren Employéen. Hei och eng Selektioun vun de Constaten: 27% vun de Leit hu bei dëser Émfro geäntwert, dass si sech fir d'Lëtzebuerger ëffentlech Schoul décidéiert hunn, an dat sinn der net vill! 60% sinn der Meenung, dass d'Offre scolaire kéint eng Ursaach sinn, fir sech net zu Lëtzebuerg néierzeloossen, 87% schätzen, dass onse Sproochesystem déi gréisst Schwieregkeet am Schoulcurriculum ass. Dat sinn der awer vill!

Zu dëse potenzielle Clientë kommen dann awer och nach all déi derbäi, déi an deenen zwee leschte Joer haaptsächlech als Flüchtlingen hei an d'Land komm sinn. Hei ass Englesch kloer déi am heefegste bekannte Sprooch, siefe se aus dem Irak oder aus Afrika. A souguer déi jonk, loosse mer se emol „Exjugoslawen" nennen, déi nach ëmmer dee gréisste Grupp vun Demandeur-d'asille sinn, schwätzen am heefegsten Englesch als zweet Sprooch. Souwäit dann zum Volet vun der Demande.

Wat d'Offer, déi bis ewell do ass, betrëfft, esou gëtt et schonn elo eng Rei Méiglechkeeten. Ech wëll mech awer op déi anglofon Offer limitéieren, well dat jo haut onse Sujet ass.

D'Europaschoul huet eng laang Traditioun hei zu Lëtzebuerg. Si ass ugesidelt ginn am Gepäck vun deenen éischten europäeschen Institutiounen. Si ass schonn an hirem drëtte Gebai a si huet nach ëmmer méi Kandidature wéi Plazen, obwuel dës Schoul net gratis ass. Si ënnerläit der Europäescher Kommissioun, d'Gebaier gi vun onsem Stat zur Verfügung gestallt an d'Éltere bezuele Minerval, ausser déi, bei deenen entweder eng europäesch Institutioun oder d'Firma de Minerval fir hir Employéen iwwerhélt. Den Ofschloss vun der Europaschoul ass e Bac européen.

Dëse Schoulsystem ass dann am Januar dëst Joer iwwerholl ginn an der Internationaler Schoul vun Déifferdeng. Dës - dat ass och kee Projet, mä dat ass e Fait - baséiert sech och op de Prinzip vun der europäescher Schoul, mat deem net onwesentlechen Ënnerscheed awer, dass se an dësem Fall gratis ass. Och e gratis internationale Bac kritt een hei an der Stad am Kolléisch. Och do gëtt et dat elo schonn, ech mengen, et ass elo vu Quatrième bis Première, wou d'Schüler kënnen e Bac-international-Curriculum suivéieren. Et ass awer, souwäit ech informéiert gi sinn, virgesinn, dass och hei bis op Septième soll e ganze Curriculum geschafe ginn.

Schonn am Joer 1963 ass de Virgänger vun der heiteger International School of Luxembourg entstanen, deemools als Betribsschoul vun Du-Pont de Nemours. Och si huet, obwuel och hei de Minerval net onwesentlech ass, e grousse Succès.

Schliisslech sollte mer awer nach eng aner Privatschouloffer net vergiessen, besonnesch net, well hire System wuel vun all deenen, déi ech elo zitéiert hunn, am nooste bei deem läit, deen am Michel Lucius soll offréiert ginn, an dat ass d'St George's School. Och si ass am Verlaf vun hirer Geschicht e puermol geplënnert. Si ass elo zu Hamm. Si steet mir besonnesch no, well ech mech als fréiere Schoulschäffe vun der Stad derfir agesat hat, dass mer sollten eng Plaz fir si an der Stad fannen. Si huet déi nämlecht enk Uleenung un den englesche Schoulsystem, wéi dat och beim Michel Lucius de Fall ass, a si huet exakt déiselwecht Akkreditatiounspartner am Vereenegte Kinnekräich. Si freet net onwesentlech „fees" vun den Eltere vun hire Schüler, mä si ass trotzdeem ëmmer ganz besat.

Am Resümee kann ee soen, dass eng Offer do ass, ma zum gréissten Deel ass dës Offer mat héije Käschte verbonne fir d'Elteren, dat besonnesch, wa si méi wéi ee Kand hunn. Et kann ee soen, dass an den ieweschte Klasse pro Joer a pro Kand tëschent 13.000 a 17.000 Euro ze bezuele sinn. Wann een zwee Kanner huet an et mécht een e ganze Secondairescurriculum an esou enger Schoul, dat gëtt ongefëier de Präis vun zwee Autoen, wann een dat esou däerf vergläichen.

Dat ass dann och déi éischt Ursaach, firwat mir als CSV dëse Projet hei ënnerstëtzen. Mir mengen, dass et am Sënn vun der Chancëgläichheet positiv ass, dass eng englesch Éducatioun vun der ëffentlecher Hand ugebuede gëtt, déi fir Matbierger aus alle soziale Schichten op ass. A loosse mer ons näischt virmaachen: Et ass eng englesch Éducatioun! Dofir sinn ech och net ganz mam Rapporteur d'accord, mat mengem Virriedner d'accord, dee gesot huet, dass deen eenzegen Ënnerscheed wier, dass et op Englesch wier. Et ass schonn e ganz anere Schoulsystem, wéi e bei ons am Secondaire normalerweis offréiert gëtt.

Et gëtt oft gesot, d'englesch Schoule wieren déi bescht vun der Welt. U wat läit dat? Firwat ass dëse Schoulsystem esou attraktiv? Et kann net nëmmen un Hogwarts leien, dass mer ons och hei am Land ëmmer méi fir den englesche System interesséieren. An et gi ganz sécher an de leschten 10 bis 15 Joer vill méi Lëtzebuerger Studenten an England op d'Uni, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Als éischt Ursaach kann ee sécher d'Langue véhiculaire selwer nennen. Englesch ass op d'mannst fir ons Europäer liicht ze léieren a gëtt och, wann net iwwerall, dann awer bal iwwerall verstanen a geschwat. Op internationale Meetinge gëtt ëmmer gesot, wa keen Iwwersetzer do ass: „The common language of this meeting will be bad English." An dat ass och esou de Fall. Englesch huet sech och mëttlerweil als international Sprooch vun de Wëssenschaften duerchgesat a gëtt och a Länner, déi eng aner Mammesprooch hunn, als Langue véhiculaire op der Uni benotzt. Si ass och d'Sprooch, an dat ass fir ons Jugend attraktiv, vun der Musek a vum Rock 'n' Roll.

Déi zweet Ursaach läit awer sécher am Schoulsystem selwer. An englesche Schoule gëtt de Curriculum vill méi flexibel un d'Schüler ugepasst. Si gi vun hiren Tuteuren duerch de ganze Curriculum enk suivéiert. Dës perséinlech Betreiung erlaabt et, Lacunnen zur Zäit ze erkennen an ze stoppen. Mat deem System gëtt et also kaum „failures", also kaum Versoen. De Frust vum Versoe fält fir d'Schüler ewech. Et ginn och kaum Redoublanten.

Ech hunn de Moie mam Direkter vu St George's geschwat. Hien huet mer Statistike gewise vun de Resultater, déi op engem Site ëffentlech zougänglech sinn. An hien huet, wéi e vun deene méi schlechte Schüler geschwat huet am Verglach zu deene ganz ville gudden a ganz ville mëttlere Schüler, net gesot: „Dat sinn ons schlecht Schüler." En huet gesot: „Dat do bedeit fir ons nach vill Aarbecht."

Dëse Verglach sollt ons a verschidden Hisiichten, mengen ech, ze denke ginn! Ech mengen, mir kéinten ons dach awer an Zukunft vläicht un engem Schoulsystem, deen international esou vill Succès huet, méi staark inspiréieren.

Mir sollten ons och froen, ob den englesche Curriculum, deen elo ugebuede gëtt, net och vläicht fir eng Rei Lëtzebuerger, lëtzebuergesch Lëtzebuerger, méi attraktiv kéint sinn, well de Bac geziilt op d'Uni preparéiert. Mat nëmmen dräi Fächer an der „A-Level", an der leschter Klass, ass den Niveau e ganz, ganz héijen a vläicht domat eng besser Viraussetzung fir e Studium, wann een da scho weess, wéi ee Studium ee wëllt maachen. Well et ass terribel spezialiséiert, et ass eng fréi Spezialiséierung, am Géigesaz, jiddefalls an hirem Ausmooss, vill méi fréi wéi bei ons an de Schoulen.

Bei engleschen Unien ass et haut schonn esou, dass den Niveau vun der Première an de Stu-

diefächer vun onse Schoulen esou just duergeet. Vläicht, an dat mengen ech awer als Boutade, vläicht huele jo deemnächst d'Lëtzebuerger am Michel Lucius den Auslänner d'Plazen ewech. Mä op de Punkt vun de Critères d'admission wëll ech nach méi spéit eemol zréckkommen.

Den Här Rapporteur huet schonn de Lycée an de Projet ausféierlech beschriwwen. Ech ka mech dofir dobäi kuerzfaassen.

Wat am Oktober 2011 als Experiment, als Projet ugefaangen huet, huet sech zu engem richtegen zweete Standbee vun dëser Schoul entwéckelt. An aus dësem Standbee wäert wuel iwwer kuerz oder laang déi richteg Vokatioun ginn, wann een déi rasant Entwécklung vun der Schülerzuel verfollegt. Et gouf also Zäit, dëse Projet ze institutionaliséieren, well d'Demande an den nächste Jore sécher net wäert ofhuelen, éischter zouhuelen. Dofir dëse Projet mat all sengen Neiegkeeten, déi de Rapporteur schonn ernimmt huet: en neien Numm, eng Ausweidung op de Fondamental, eng Opstockung vun den Effectiffen.

Mir wëllen zwou Zorte Bedenken zum Ausdrock bréngen. Mir stellen ons Froen iwwert d'Critères d'admission. Dat huet d'Madamm Hansen schonn an der Diskussioun gesot iwwert déi Déifferdenger International Schoul. Et solle keng geografesch Kritären hei gëllen, esou wéi dat allgemeng bei ons am Secondaire de Fall ass, wat jo eigentlech och normal ass, well d'Schüler, déi wierklech dréngend esou e Curriculum brauchen, komme jo net nëmmen aus der Stad. D'Fro ass just, ob et dann no der Regel geet „first come, first served". Oder ass et ganz eleng d'Schoul, déi d'Décisiounen hëlt?

Do menge mir, dass déi Prozedure mussen op eng transparent Aart a Weis gehandhabt ginn. Wa keng Kritäre bestinn, kéint dat soss zu arbiträren Décisioune féieren. Domadder si mir awer net d'accord bei enger ëffentlecher Offer, déi séier riskéiert, méi Kandidaten ze kréien, wéi se der packt.

Mir freeën ons och driwwer, dass virgesinn ass - dat ass dat zweet Bedenken -, dass d'Kanner iwwert de ganze Parcours all Joer hir Réussite zertifizéiert kréien, esou wéi se och fir déi dräi lescht Joer separat en Ofschlossdiplom kënne kréien. Dat ass sécher eng Hëllef, wann eng Famill esou en Diplom brauch, fir op enger gläichwäerteger Schoul am Ausland weiderzefueren, wéi den Här Delles et scho preziséiert huet.

Mir froen ons awer, wat déi Zwëschenzertifikatioune respektiv déi Diplomer fir Kanner, fir Schüler a Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg wëlle bleiwen, wäert sinn, wann et net zu engem Ofschloss a Form vun engem Bac, also vun engem „A-Level" kënnt. Wéi beruffsfäeg sinn déi Kanner hei am Land, zum Beispill mat engem „General Certificate of Secondary Education"? Wéi sollen dës Kanner an eng Lëtzebuerger Beruffsausbildung erakommen, wa se all hir Fächer op Englesch kennen? Ech mengen, déi Debatt ass och an der Kommissioun gefouert ginn. Mir mengen, dass een och geziilt op dës Kanner - esou wéi déi Efforten, déi bis elo gemaach gi sinn op aneren Niveauen - mat enger engleschsproocheger Beruffsausbildung kann zoukommen.

Ech wollt dann och als Stater nach eemol nofroen, wéi et mam weidere Verlaf vum Campus Lampertsbierg ass. Dat gehéiert zwar vläicht éischter an d'Gemeng, mä ech froen et awer beim Minister. Mir wëssen, dass de Lampertsbierg dee Quartier oder ee vun deene Quartieren an der Stad ass, dee matzen am Quartier eng ganz grouss Quantitéit vu Schoulen huet. Domadder ass de Verkéier an dësem Quartier bal net méi ze erdroen. D'Liewensqualitéit vun de Bierger leit dorënner an dofir wollte mer dat nach eemol och hei nofroen.

Ech wollt ofschléisse mat der Remarque, dass mir dëse Projet, dee jo da kee Projet méi ass, wäerte mat vill Opmierksamkeet verfollegen, well mir mengen, dass et eng Äntwert op en essenzielle Besoin vun deene Mënschen ass, déi bei ons an d'Land kommen, mä zweetens, dass dee System och kann attraktiv si fir Lëtzebuerger. Ech hunn Iech scho gesot, aus wellechen Ursaachen.

Op de Lycée Michel Lucius kënnt ganz sécher an noer Zukunft vill Aarbecht zou. Mir wënschen him dobäi ganz vill Gléck!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dann aus all deenen Ursaachen d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Bonssel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Mergen. Als nächst ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Burton. D'Madamm Burton ass am Dauerasaz. Madamm Burton, Dir hutt erëm d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt Merci dem Rapporteur, dem Lex Delles. Hien huet de Projet, ëm deen et hei geet, gutt resüméiert a mat Zuele beluecht. Ech wäert mech also duerfir och kuerzfaassen.

Mir hunn de 24. November hei an der Chamber iwwert d'Méisproochegkeet an eise Schoule geschwat. An net méi spéit wéi d'lescht Woch hate mer en Débat iwwert d'Kompetitivitéit vum Land. Mat deem Projet, dee mer haut hei stëmme wäerten, maache mer an deenen zwee Beräicher Neel mat Käpp. Mir erweideren eis schoulesch Offer fir déi engleschsproocheg Communautéit am Land a förderen domat och d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Mir benotzen hei am Land dräi verschidden offiziell Sproochen. An derbäi kënnt ëmmer méi d'Englescht, eng Sprooch, déi vill bei eis am Land geschwat gëtt, an den europäeschen Institutiounen, am Beräich vun der Recherche an natierlech och op eiser Finanzplaz. Fir d'Kanner vun den Elteren, déi op deene Plaze schaffen, gëtt et den Ament virun allem Privatschoulen, déi hinnen engleschsproocheg Coursen ubidden. Déi Privatschoule sinn awer alleguerten net bëlleg. Net bëlleg, jo! De Stat huet awer d'Responsabilitéit, fir ze garantéieren, dass déi Kanner, deenen hir Eltere sech keng Privatschoul leeschte kënnen, eng Schouloffer an enger ëffentlecher Schoul ugebuede kréien, déi si net wéinst Sproochekenntnisser diskriminéiert.

An d'Zuele schwätze fir sech, wa mer eleng kucken, dass et am Lycée Michel Lucius 2011 fir d'Éischt, wéi déi englesch Sproochecoursen ugelaf waren, 16 Schüler waren an et der haut, fënnef Joer drop, ronn 400 sinn. Derbäi kënnt, dass et net onméiglech ass, souguer wahrscheinlech ass, dass an den nächste Joren nach méi engleschsproocheg Leit op Lëtzebuerg komme wéinst dem Brexit.

Mir verstinn, dass et natierlech ganz schwéier ass, haut ze wëssen, wat fir en Impakt dat op eis Finanzplaz an och op eis Schoule wäert hunn. Mä et ass awer wichteg, dat ze iwwerwaachen an ze versichen, verschidde Prognosen opzestellen, fir dass mer duerno net op eemol iwwerrascht ginn. Duerfir begréisse mir et generell als LSAP, dass d'Offer un engem englesche Schoulkursus mat deem heite Gesetz erweidert gëtt.

Mir begréissen et och, dass de Ministère dem Lycée Michel Lucius elo eng formell legal Base gëtt, fir den engleschsproochege Programm ze enseignéieren, den „General Certificate of Secondary Education" an déi sougenannten „A-Levels". Domat komplettéiere mir d'Offer, déi et am Stater Athénée scho gëtt, wou de Bac international als engleschsproochege Programm ugebuede gëtt. Déi Programmer sinn international unerkannt an dat an net manner wéi 125 Länner op der Welt, wéi de Rapporteur dat och scho genannt huet.

Elo kann ee kritiséieren, dass d'Integratioun fir déi concernéiert Schüler méi schwiereg gëtt, well se keng vun deenen dräi offizielle Sproochen als Langue véhiculaire, mä als zweet Sprooch benotzen. Mä geléngt eis d'Integratioun da besser, wa mer stur an der ëffentlecher Schoul verschidde Realitéiten ignoréieren an d'Kanner forcéieren, hir Schoul a Sproochen ze maachen, déi se nach guer net kënnen?

Une voix.- Très bien!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- A wéi ass et mat Schüler, déi nëmmen e puer Joer am Land sinn, wou d'Elteren no enger Zäit nees enzwousch anescht schaffe ginn? Misste se dann do och nees eng komplett nei Sprooch léieren, fir an der Schoul kënnen nozekommen? A wéi ass et mat den Demandeurs d'asile, déi haut virun allem aus Länner wéi Syrien, dem Irak oder Afghanistan kommen? Déi Jonk aus deene Länner hu guer kee Bezuch zum Franséischen oder zum Däitschen a scho guer net zum Lëtzebuergeschen, duerfir awer oft zum Engleschen. Mir hunn eng Obligatioun, all deene Kanner eng anstänneg schoulesch Ausbildung ze garantéieren. Et geet hei virun allem ëm d'Wuel an d'Entwécklung vun deene Jonken. An dat ass d'Zil, dat mer musse virun Ae behalen!

Da wëll ech zum Schluss nach gären de Minister froen - d'Martine Mergen hat et och scho kuerz ugeschwat -, wéi et ausgesäit mat engem eventuellen neie Gebai fir de Lycée Michel Lucius. Ginn et do schonn Detailer? Gëtt et do och eng Zäitschinn?

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Burton. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir schwätzen dann eben haut iwwert den neien „Lycée Michel Lucius". Bis elo oder bis an enger Véierelstonn war et nach den „Lycée technique Michel Lucius". An dat ass eng Schoul, wou ech mech e bëssen informéiert hunn, déi scho laang gutt an innovativ schafft. Do gëtt et Classes d'insertion pour jeunes adultes, et gëtt eng Septième musicale, si maache beim Digital Classroom Lëtzebuerg mat an niewent de soi-disant normale Klassen, déi all Lëtzebuerger Lycée technique ubitt, gëtt et dann och, an dat ass vu menge Virriedner hei beschriwwe ginn, eng Sektioun, en englesche Curriculum, dee sech enger ganz grousser Beléiftheet kann erfreeën. D'Schülerzuelen, déi sinn enorm eropgaangen, zënter datt de Projet gestart ass.

Et gëtt natierlech och eng Rei Ënnerscheeder zu aneren engleschsproochegen Offeren hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng ëffentlech Schoul, also den Unterrecht ass gratis. An ech fannen, dat kann een net genuch betounen, wann ee vun den Offeren hei schwätzt, déi en anere Sproocheregimm hu wéi eis ëffentlech Schoul. Déi meescht, déi allermeescht sinn nun emol einfach deier an net zougänglech fir all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt a schafft!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir hunn dës Offer och net genau der typescher englescher Offer ugepasst. Mir hunn d'Altersstufe méi un de Lëtzebuerger Schoulsystem ugepasst: d'éischt Schouljoer mat sechs Joer an net mat fënnef Joer. Mir lafen also parallell zu der Lëtzebuerger Schoul. An och déi aner Sprooche ginn alleguerten hei geléiert, souwuel Lëtzebuergesch wéi Däitsch wéi Franséisch. Et kann ee sech och... Et ass e bësselche schonn driwwer spekuléiert ginn: Wou kommen déi Leit hier, déi hir Kanner bei eis an déi dote Schoul zum Beispill schécken? Ma ech mengen, déi kommen aus alle Schichten. Déi kommen och vun allen Natiounen. Dat sinn zu engem groussen Deel net Englänner, mä Leit, déi aus Länner kommen, déi éischter dem englesche Sproocheregimm méi opstinn, déi do méi Einfachheet hunn, fir sech an där Sprooch auszedrécken.

Mir sinn als Gréng frou iwwert déi nei Weeër, déi de Minister geet mat senge Leit. Mir hu begréisst, datt mer eng International Schoul zu Déifferdeng kréien. Mir wëssen, datt et e Bac international am LTC, am Athénée gëtt. Mir wëssen, datt déi Demande risegrouss ass, a mir mengen, datt et duerfir och ganz wichteg ass, datt mer eise Schoulsystem méi breet opstellen.

Et ass awer och eng ganz spannend Erausfuerderung. An der Éducatiounskommissioun, wéi den Här Minister sech iwwert de Sënn an Onsënn vun der PISA-Etüd fir eist Land geäussert huet, wéi mer dat e bëssen debattéiert hunn - Onsënn ass et, wa mer eis Resultater direkt vergläiche mat deene vun anere Länner, well mer ebe ganz aner Konditiounen hunn, sënnvoll ass et an eisen Aen awer, well mer ganz vill geléiert hunn am Beräich Monitoring, am Beräich Fuerschung an och am Beräich vun der Datenerhiewung, déi mer brauchen, fir eis Schoul ze plangen -, do ass gesot ginn, och vum Minister, an ech kann em nëmme recht ginn, datt et natierlech am Intérêt ass vun eisem Ministère de l'Éducation nationale, vun eiser Schoul, fir all Schüler do ze fuerderen, wou mer se hunn.

An dat heescht bei där grousser Heterogenitéit vu Schüler, datt mer eis mussen opmaachen an de Sproocheregimmer, datt mer musse prett sinn, fir verschidde Filièren unzebidden, datt mer net aus deem Sproocheräichtum, dee mer hunn, verschiddene Schüler oder allze ville Schüler e Bee stellen däerfen an deenen et net erméiglechen, zu engem Schoulofschloss ze kommen. Mir gesinn dann, datt déi heite Schoul, mam neien Numm Lycée Michel Lucius, dann och dee Wee hei geet, an dat fanne mer gutt.

Ech maachen dann och eppes, wat an der Politik éischter seelen ass: Ech revidéieren Aussoen, déi ech selwer gemaach hunn an der Interpellatioun iwwert d'Sprochevillfalt. Ech hat do gemengt, datt d'Situatioun nach zu Lëtzebuerg wier, datt nach duebel esou vill Schüler vun eis géifen a Frankräich an an d'Belsch studéiere goen. Dat ass awer nëmme relativ richteg gewiescht. An absolutten Zuele mag dat stëmmen, mä ech hat awer net genuch der Tatsaach Rechnung gedroen, datt an eise leschte Statistiken, déi mer hunn, och déi Non-résidenten afléissen. A wann een effektiv d'Non-résidenten erausrechent, da sinn zwar nach méi Schüler vun eis an der Belsch an a Frankräich wéi zum Beispill an Däitschland, mä déi Zuele kommen awer méi no uneneen.

Duerfir mengen ech, datt et derwäert ass, fir sech nach eng Kéier intensiv mat deenen Zuelen ze befaassen. Mir haten zu Lëtzebuerg traditionell ganz schlecht Statistiken, wat eis Studenten am Ausland ugeet. D'Situatioun ass besser ginn, virun allem duerch d'Aféierung vun de Bäihëllefen, déi mer de Studenten ausbezuelen. Mir fänken elo un, Material ze kréien, op dat mer eis kënne verloossen. Mä ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt mer eis nach domat auserneesetzen.

Dat ass also deen Deel, wou mer musse kucken, fir eise Sproocheregimm opzemaachen a villes zouzeloossen. Mä natierlech stellt sech dann och d'Fro, an déi huet och d'Virriednerin vun der CSV gestallt: Wéi ass et dann, wa mer wëlle wiesselen, wa mer vun deem enge Schoulsystem an deen anere wëllen iwwergoen? Dat gëtt natierlech ëmmer méi spannend. An da kommen ech nach eng Kéier drop zréck, wat den Här Meisch gesot huet, och an där Éducatiounskommissioun: En ass net nëmme Minister, fir ze kucken, datt d'Schüler alleguerten zu engem Ofschloss kommen, mä en ass och Minister vun engem Land, vun enger Éducation nationale. Dat heescht, mir mussen effektiv och nach kucken: Wéi kréie mer dann dat alles nach zesummegehalen?

Ech mengen, dat sinn och spannend Froen. A mir sinn als Gréng op fir eng Diversifizéierung, ech hunn dat elo schonn e puermol gesot. Mir sinn der Meenung, datt mer eng ëffentlech Schoul fir all eis Kanner brauchen. All Kand, wat zu Lëtzebuerg wunnt, esou steet et am Schoulgesetz, däerf hei an d'Schoul goen. D'Heterogenitéit ass risegrouss. All eis Kanner, egal wéi verschidde se solle sinn, sollen eng Plaz an eiser ëffentlecher Schoul fannen. An duerfir muss déi ëffentlech Schoul awer och eng ganz breet Offer bidden.

Hei ass e richtege Schratt. An duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dem Projet de loi vun elo. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet direkt den Här Fernand Kartheiser.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech fänken u mat engem grousse Merci am Numm vun der ADR un den Här Lex Delles fir dee ganz gudde Rapport, deen en eis gemaach huet, an eng kloer Presentatioun.

Dat hei schéngt elo erëm eng Prioritéit vun der Regierung ze sinn, anescht wéi aner Beräicher an der Éducatiounspolitik. Mir hunn e Gesetz hei praktesch an zwee Méint duerch d'Instanze kritt. An anere Beräicher, déi awer och wichteg sinn, dauert dat leider méi laang. Ech verweisen hei op d'Beruffsausbildung an aner Dossieren, déi leider vill méi laang brauchen.

Mir hunn hei am Land e bëssen eng Multiplizéierung vun internationale Schoulen a leschter Zäit. Och zu Pärel an zu Munneref soll anscheinend elo en Däitsch-Lëtzebuerger Lycée entstoen. Alles dat eenzel gekuckt, kënnen dat jo ganz interessant Alternative ginn. Mä wann ee kuckt, wivill international Schoulen a leschter Zäit entstinn, déi all en ënnerschiddleche Schoultypus, aner Prioritéiten, aner Sproocheregimmer representéieren, da stellt sech awer och d'Fro vun der Kohärenz an deem Ganzen.

An d'Fro muss gestallt ginn, ob dat net e weidere Schrëtt ewech vun der Integratiounspolitik ass a Richtung bal vun enger Kapitulatioun virun der Diversitéit, well et ëmmer méi schwéier gëtt, dat zesummenzebréngen, wat eng Gesellschaft hei am Land soll ausmaachen. Ëmmer méi verschidde Schoulsystemer, aner Sproochen, ass dat nach eng Perspektiv op eng Integratioun? Oder ass et net eng weider kloer Orientéierung a Richtung Parallellgesellschaften hei am Land?

Mir hunn en Ëmbau vun der Sproochesituatioun hei am Land och iwwert d'Schoulpolitik vun der Regierung! Déi Pluralitéit vun de Schoulen, déi wäert och nach zouhuelen an der Perspektiv vum wirtschaftleche Wuesstum, dee jo geplangt ass, an enger ëmmer méi grousser Zuel vun Auslänner, déi jo aus demografesche Grënn dann hei am Land wunnen. A mat deem, wat elo hei ugeduecht an ugefaange gëtt, näämlech déi Multiplizéierung vun ënnerschiddleche Schoultyppen, féiert dat jo zu enger Marginaliséierung iwwert d'Zäit vum traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem aus reng statistesche Grënn an also och vun där Sproochesituatioun an deem multilingualen oder plurilingualen Ëmfeld, wéi mer et elo kennen.

Déi Schrëtt, déi d'Regierung geholl huet fir multilingual Fréierzéiung mat engem Akzent op dem Franséischen, déi Multiplizéierung vun

internationale Schoulen an d'Vernoléissegung vum Lëtzebuergeschen an och zum Deel vum Däitschen a Franséischen an deenen internationale Schoule si jo Schrëtt an déi Richtung! Mir hunn zwar d'Lëtzebuergescht als Schoulfach an dëser Schoul ageschriwwen, mä et steet näischt am Gesetz iwwert den Niveau, dee soll erreecht ginn, näischt iwwert d'Methoden, näischt iwwert d'Zilsetzung, näischt iwwert d'Kultur. An och, wat d'Däitsch an d'Franséischt ugeet, ass dat ganz wéineg beschriwwen. Hei op enger englescher Première, wéi dat elo hei an dëser Schoul ugeduecht ass, hunn d'Schüler ganzer dräi Fächer a si kënnen zousätzlech Däitsch oder Franséisch huelen, mä net Däitsch a Franséisch! Et ass och net gesot, ob en „late arriver" - wann ee méi spéit kënnt -, ob deen nach ka Lëtzebuergesch léieren. Lëtzebuergesch ass net als Schoulëmgangssprooch virgesinn.

Mir hunn also ëmmer méi e Schoultyp vun enger Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul, deen awer dozou féiert, datt hei kënne Leit duerch eng lëtzebuergesch ëffentlech Schoul goe praktesch ouni Lëtzebuergesch - emol vläicht ganz wéineg, an dat wësse mer jo net genau, wat do wierklech ugeduecht ass -, praktesch ouni Lëtzebuergesch an och praktesch ouni vill Kenntnisser iwwert dëst Land! Well ech maachen do eng Klammer op op dat, wat virdru gesot ginn ass: de Rekrutement vun de Professeren. Do ass jo virgesinn, datt Professere kënne rekrutéiert ginn, déi nëmmen eng vun deenen dräi administrative Sproochen um Niveau B2 schwätzen, also Leit, déi do an där Schoul enseignéieren, déi iwwer eis Sprooch näischt wëssen - ausser si hätten de B2 am Lëtzebuergeschen, wat onwahrscheinlech ass - an och net iwwer Däitsch a Franséisch, a praktesch keng Kenntnisser iwwert d'Land.

Et ass ëmmer méi eng Insel an eisem Land vu Leit, déi e bësse parallell liewen an dat net wëllen, also dat net kënnen erreechen, wat mir eis awer virstellen an der Schoulpolitik, näämlech d'Integratioun.

Et ass och eng Fro: Firwat ass dat elo? Firwat musse mer dat do maachen? Et ass emol eng Ëmfro bei auslänneschen Handelskummere gemaach ginn, där indescher, där irescher, där brittescher, där amerikanescher. An et ass normal, datt do e Besoin ass. Et ass och fir eis als ADR eng Diskussioun, an dat hate mer och gesot bei Déifferdeng, eng Diskussioun, där mir eis net verschléissen, wann auslännesch Kaderen nëmme fir eng kuerz Zäit hei am Land sinn. Ob dat Leit aus der Ekonomie sinn, ob dat Leit aus der akademescher Welt sinn, ob dat Diplomate sinn, do gëtt et einfach e Besoin an et ass och ganz gutt, wann et fir déi Leit Méiglechkeete gëtt. Mä et ass awer eppes anescht, ob een higeet an e ganze Curriculum erméiglecht, wou net eng Aschränkung ass iwwert déi Zuel vu Joren, déi ee kann an deem Schoultypus verbréngen, ier ee muss an eng normal Lëtzebuerger Schoul goen zum Beispill.

Et ass einfach eng Fro, ob net och hei Lëtzebuerger ugezu ginn, déi eben och wéinst dem Verfall vun dem Niveau vun der Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul - an dat ass e Phenomeen, dee mer an deene leschte Jore scho gesinn hunn - ëmmer méi probéieren, an international Schoulen, de Lycée Vauban, d'International School, d'Europaschoul ze kommen, praktesch fir do erauszekommen, wat se als Verfall vum Niveau an der Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul awer erkennen.

Mir hunn och festgestallt, datt bei deenen Ëmfroen, déi gemaach gi sinn, awer eng grouss Zuel vun Anglofonen hei am Land, bal 30%, hir Kanner awer an eng lëtzebuergesch normal Schoul ginn hunn, ganz einfach, well se geduecht hunn: Mir bleiwe méi laang hei an duerfir hätte mer och gär, datt eis Kanner an eng normal Lëtzebuerger Schoul ginn, fir datt se eng Chance hunn, an dësem Land herno eng Zukunft ze hunn, integréiert ze sinn.

Et ass fir eis nach ëmmer eng Preferenz, fir ze soen, wann auslännesch Kanner heihinnerkommen oder Jugendlecher, fir si fir d'Eischt sproochlech op dee richtegen Niveau ze bréngen duerch Classes d'accueil, duerch en intensive Sproochentraining, a se dann an déi Lëtzebuerger ëffentlech Schoul ze bréngen. Dat ass keng verlueren Zäit, well et fir eng Liewenszäit hei zu Lëtzebuerg, eng Zukunft hei am Land eng besser Perspektiv ass wéi déi, praktesch ëmmer en Auslänner hei am Land ze bleiwen oder condamnéiert ze sinn, säi Gléck iergendwou anescht ze sichen.

Mir hunn héieren, datt verschidde Parteie gesot hunn, d'Demandeurs de protection internationale sollen dann an déi Schoul kommen, well se e Bezuch hätten zum Engleschen. Allgemeng kann een dat net esou behaapten. Dat ass fir deen een oder anere sécher richteg. Et hänkt of vun deem Land, wou se hierkommen, vun där Schoulbildung, déi se matbréngen, vun hiren eegene Méiglechkeeten. Et ass keng Regel, datt all Kand vun engem Demandeur de protection internationale oder een, dee selwer als Mineur heihinnerkënnt, Englesch kann oder éischter op Englesch ka scolariséiert ginn.

Mä d'Fro hannendrun ass vill méi eng wichteg an et ass eng Debatt, déi mer ni geféiert hunn: Wéi eng Scolaritéit hätte mer da gär fir déi Kanner? Ass et dann net ursprénglech de Sënn, datt mer sollten an enger internationaler Koordinatioun, well mer dat eleng net packen, eng Scolaritéit an hiren eegene Sprooche virgesinn, fir hinnen eng Zukunft an hirem eegene Land no hirem Retour ze erméiglechen? Oder wa mer gär hätten, datt déi, wou mer mengen, datt se eng reell Chance hunn heizebleiwen, hei Fouss faassen: Solle mer dann net alles drusetzen, fir se an eng normal lëtzebuergesch Schoul ze bréngen, datt se wierklech eng Integratioun hei am Land kënnen duerchliewen, amplaz datt mer se an eng separat Insel setzen, wéi déi do Schoulen et nun eemol sinn?

Oder ass vläicht d'Iddi, fir awer hei eng speziell Scolaritéit fir déi Kanner unzebidden, wat dann natierlech awer och dozou féiert, datt verschidde Kategorië vun deenen Altersinteresséierten, un déi sech dat interesséiert, da speziell vläicht géifen heihinnerkommen, well se hei Chancë gebuede kréien, déi se an anere Länner ronderëm net gebuede kréien? Déi Diskussioun iwwert déi beschtméiglech Scolarisatioun vun deene betraffene Kanner a Jugendlechen, déi hu mer net geféiert! An et ass net iwwer esou e Projet de loi, datt mer se sollen indirekt féieren. Mir sollen der Diskussioun net aus dem Wee goen. Mä et ass awer dat, wat mer hei zerwéiert kréien e bëssen um Rand vun enger anerer Diskussioun, an dat ass deem Sujet net wierdeg.

Mir géifen och d'Fro stellen, wa mer iwwer Equivalenze schwätze vu Schoulen, wéi déi hei mat der Lëtzebuerger Première, also mat enger ganzer Scolaritéit an enger Lëtzebuerger ëffentlecher Schoul: Ass dat wierklech eng Equivalenz? Wat sinn d'Rechter, déi domat verbonne sinn? Den Zougang zu enger Universitéit? Jo, wann dat dann nach ëmmer d'Optik ass och vun deenen Universitéiten, déi betraff sinn. Ass dat en Zougang zu der Lëtzebuerger ëffentlecher Funktioun? Oder musse mer driwwer nodenken, fir eis Sproochekritären an eis Admissiounskritären an der Fonction publique ze adaptéieren a Fonctioun zu neie Lëtzebuerger Diplomer, déi gemaach ginn, awer ouni néideg Sproochekenntnisser?

Alles dat si Froen, déi ee muss awer emol eng Kéier am Fong diskutéieren, wat dat heescht, deen Equivalenzbegréff. Oder sollt een net higoe bei esou Schoulen a sech op Equivalenze verloossen, déi vun auslänneschen Institutiounen hiergestallt ginn, och wann den Diplom zu Lëtzebuerg hiergestallt oder verdeelt gëtt, fir datt mer do méi Kloerheet iwwert déi rechtlech Konsequenze vum Equivalenzbegréff kënne kréien? Et si Froen, déi gestallt ginn. D'Äntwerte kann ech lech haut net ginn, awer d'Reflexioun muss geféiert ginn!

An dann hu mer natierlech och all déi Froen: Wat geschitt mat deenen, déi déi Schoul ofbriechen? Wat geschitt mat enger École de la 2e Chance, déi aus sproochleche Grënn deene Kanner net opsteet? Wat ass mat deenen, déi méi spéit kommen, déi praktesch dann och mat de Sproochen net méi konfrontéiert ginn? Wat ass mat deenen, déi erausfalen?

D'CSV huet de Moien oder elo just proposéiert, datt fir déi eng engleschsproocheg Beruffsausbildung soll gemaach ginn. Da stellt sech natierlech d'Fro: Wéi wäit belaaschtbar ass eise Schoulsystem, wa mer elo fir all méiglech Schoulausbildung och nach engleschsproocheg - an herno kommen nach anerer vläicht mat Fuerderungen - extra Filièrë musse maachen, extra Schoultype mussen opbauen, fir der Diversitéit Rechnung ze droen? Kann dat wierklech eng Äntwert sinn? Och eng finanziell veräntwerbar Äntwert op eng Situatioun, déi mer duerch eng gutt Integratiounspolitik kéinte ganz anescht upaken?

Alles dat si Considératiounen, mat deene mer wëllen als ADR opmierksam maachen op Nodeeler, op Geforen, op Froen an enger Entwécklung, déi hei als gutt, als normal, als bal selbstverständlech duergestallt gëtt, déi awer alles anescht ass wéi normal oder selbstverständlech an déi eng ganz Rei vu Problemer opwerft.

Ech halen op mat enger Betruechtung iwwert de Michel Lucius selwer. Et ass fir eis eng traureg Tatsaach, datt mer domat konfrontéiert gi sinn duerch Quellen, déi mer kritt hunn aus gewerkschaftlechen an anere Richtungen, datt et an deem engleschsproochegen Zweig vum Michel Lucius soll ginn en «malaise dans les classes anglophones», iwwert déi mer haut schwätzen, Dysfonctionnementer, datt de Corps enseignant demotivéiert a frustréiert wär. Et gi Virwërf erhuewe géint d'Schoul a géint d'Direktesch. Do ass eis Fro... Mir kënnen dat hei net diskutéieren, mä mir kënnen awer de Minister opfuerderen, senger Flicht als Déngschthär vun där Schoul a vollem Ëmfang nozekommen. A wann et Problemer an enger Lëtzebuerger Schoul gëtt, da muss de Minister derfir suergen, datt déi wierklech geléist ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir stëmmen elo e Projet de loi, wou och schonn, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, am Lycée Michel Lucius, deen elo gläich esou wäert heeschen, e Projet gelaf ass zënter 2011.

Wann een d'Éducatiounspolitik... Also ech hunn iwwer Joren d'Éducatiounspolitik misse verfollegen, ongewollt e bëssen, bal gezwongen deelweis als Journalist deemools, ouni awer selwer vum Fach ze sinn, an da léisst ee sech oft iwwerzeege vun där enger oder anerer Positioun. An et mierkt een iergendeng Kéier, datt mer ganz wäit ewech si vun enger genauer Wëssenschaft, zemools wat pädagogesch Konzepter ugeet. An dofir hunn ech mer als Doktrinn ginn, iergendwéi net eng ze vill festgefueren Doktrinn ze hunn an deene Froen, zemools wa schonn Experienzen um Terrain gemaach ginn.

Mir dinn eis net onbedéngt ganz einfach mat deene Froen. Mir wäerten awer deem Gesetzesprojet zoustëmmen, quitte datt mer vläicht e bësse Skepsis hunn op e puer Punkten, an dat ass och elo keng Neiegkeet. Mir stellen eis e puer Froen, an dat sinn och Froen, déi och am gewerkschaftleche Milieu gewësse Leit sech stellen; ob déi berechtegt sinn oder net, dat kënne mer och an der Zukunft gesinn. Mä et ass d'Fro och vun enger gewëssener Autonomiséierung vun de verschiddenen Établissementer, ob do net duerno eng Gefor kéint bestoen, datt ee lues a lues an déi Richtung kéint goen, datt eng Kluft besteet tëschent verschiddene Gebaier, wéi d'Selektiounskritären ausgesinn an esou weider.

Et gouf och gesot, datt ënner anerem och d'Demandeurs de protection internationale kënnen an de Genoss vun dëser Filière kommen. Dat ass wierklech net auszeschléissen. Ech mengen, et ass och eng Ursaach, firwat dat do gemaach gëtt.

Allerdéngs muss ee sech awer och eng Fro stellen: Et ass esou, datt déi Demandeurs de protection internationale, d'DPIen, och iergendeng Kéier hoffentlech BPIe ginn, dat heescht Bénéficiaires de protection internationale, wann een och nach Rücksicht hëlt op déi - wéi soll ech soen? - monstruéis Situatioun, zemools a gewëssene Länner, ech denken elo ganz spezifesch u Syrien. Dat heescht, et muss een dovunner ausgoen, datt déi Leit och hei bei eis bleiwen, well se net méi wäerten zréckgoen an hiert Land. Deementspriechend stellt sech d'Fro - mä ech mengen, déi verschidde Curriculaen, déi verschidde Liewensgäng vun de Leit, vun den DPIen a spéider BPIen, si ganz verschidden, mä et muss een och dovunner ausgoe kënnen, datt déi Leit och wäerten heibleiwen an net méi wäerten zréckgoen -, dat heescht, ob an awéifern et opportun ass, och déi Leit a spezifesch Filièren ze bréngen.

Mä ech wëll mech do net ze vill festleeën, awéifern den angelsächsesche Modell méi interessant ass wéi en anere Modell. Ech mengen, doriwwer kéint een nach laang diskutéieren. Deen huet bestëmmt seng Atouten. En huet vläicht awer wahrscheinlech... Wat déi fréi Spezialiséierung ugeet, do war ech ëmmer e bësse skeptesch, wat dat ugeet, d'fréi Spezialiséierung. Ech fanne souguer, datt de Lëtzebuerger Schoulsystem, Secondairessystem e bëssen ze vill fréi spezialiséiert. An dat war och schonn ëmmer eng Fuerderung vun der Schülerbewegung, schonn deemools an den 90er Joren, datt mer vläicht net onbedéngt an déi Richtung sollte goen.

Dat heescht, mir wäerte matstëmmen. Mir hunn eis nach eng Zäit d'Fro gestallt, ob mer eis net enthale sollten. Mir wäerten et schlussendlech matstëmmen, well souwisou eng Situatioun do ass an de Projet do leeft. An dat ka sech vläicht entwéckelen. Deem wäerte mer kritesch nokucken. Voilà. A mir hoffen trotzdeem, datt dat Ganzt sech an engem gudden Développement wäert weiderentwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schléisse mech all deene Mercien un de Rapporteur, de Lex Delles, un, deen eis hei duerch d'Matière gefouert huet. Et ass d'selwecht eigentlech wéi virun enger Rei vu Méint, wéi mer déi International Schoul zu Déifferdeng - esou vill Zäit muss awer sinn - gestëmmt hunn hei, nees erëm eng Kéier e Schrëtt an der Stäerkung vun der ëffentlecher Schoul, am Wouerhuele vun hiren Aufgaben, eng Offre scolaire unzebidde fir all Kand hei am Land.

An datt dat hei wierklech de Fall ass an datt et wierklech gebraucht gëtt, dat weise jo och déi Inscriptiounen. Wa mer viru fënnef Joer mat 14 Schüler ugefaangen hunn a mer sinn elo bei iwwer 400, wa sech quasi also d'Inscriptioune verdrëssegfacht hunn, da weist dat, datt dës Schoul an esou eng Offre scolaire gebraucht gëtt an datt et richteg ass, weider op de Wee ze goe vun der Diversifikatioun vun der Offre scolaire.

Eng Woch no PISA wëll ech och dee Lien nach eng Kéier hierstellen, well wa mer do feststellen, datt ganz vill Jonker, och mat engem Migrationshannergrond, wäit ofgehaange sinn - net alleguerten, mä awer ganz vill der wäit ofgehaange sinn -, dann huet dat och domadder ze dinn, datt eben net eng entspriechend Offre scolaire existéiert. An duerfir, mengen ech, musse mer ophalen, jiddweree wëllen an en Eenheetsmodell ze pressen, wéi mer et elo just hei nach eng Kéier vum Här Kartheiser héieren hunn, well do sinn der vill ze vill, déi op der Streck bleiwen do derbäi, mä d'Schoul muss sech éischter opmaachen an de Besoine vun de Schüler no ausriichten a weiderentwéckelen. An dat maache mer jo heimadder.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'Suerg ass geäussert ginn, ob den Zesummenhalt hei hiergestallt gëtt, fir datt do och Generatiounen zesummewuessen, ob verschidde Schüler aus verschiddene Kulturraim mat verschiddene Sprooche géifen zesummewuessen.

Nun, ech denken, datt mer grad hei, andeems d'ëffentlech Schoul hir Aufgab wouerhëlt, nees wouerhëlt an déi dote Clientèle net eleng de Privatschoulen iwwerléisst, besser gestiwwelt sinn, fir déi Integratioun do an deen Zesummenhalt do kënnen ze garantéieren, grad - an dat ass hei ganz interessant - well mer eng Schoul hu wéi de Lycée Michel Lucius, wou mer souwuel en traditionellen Ordre d'enseignement hunn, wéi den Enseignement secondaire technique, an awer och elo eben en neien engleschsproochegen Ordre d'enseignement, wou d'Schüler sech begéinen, wou Aktivitéite kënnen zesumme gemaach ginn, wou een zum Deel déiselwecht Enseignanten huet. Dat alles fërdert ganz, ganz kloer den Zesummenhalt an d'Zesummewuesse vun enger neier Generatioun, déi an eisem Land opwiisst, op jidde Fall däitlech méi staark wéi dat bis elo de Fall war, wou déi engleschsproocheg Schüler éischter reng an d'Privatschoule gaange sinn, hu misse goen, well mer keng Offer haten.

Well mer keng Offer haten am Fondamental, hu mer hei och vun der Geleeënheet profitéiert, och do eng Filière ze proposéieren, datt och schonn engleschsproocheg Schüler an déi dote Schoul kënne kommen am Fondamental, fir souwuel e Stack Schüler opzebaue vun ënnen, fir och do eng Offer ze schafen. An och do ass laut deene Recensementen, déi mer maachen - oder eleng nëmmen dat, wat mer um Tëlefon héieren, wann nogefrot gëtt -, déi Demande ganz, ganz staark. Duerfir wollte mer onbedéngt am Zentrum vum Land esou e Projet lancéieren an dat huet sech ganz gutt prêtéiert, fir dat eben elo hei mat dem Lycée Michel Lucius kënnen ze assuréieren.

D'Fro stellt sech, wéi d'Personal op déi doten Entwécklung reagéiert. Nun, generell muss ee soen, datt déi allermeescht Enseignanten do déi Erausfuerderung ganz gären opgeholl hunn, datt awer och gekuckt ginn ass, datt deen een oder deen aneren, dee sech elo net direkt esou à l'aise gespuert huet, net onbedéngt huet missen op deene Klassen enseignéieren. Wichteg, denken ech, ass awer och, datt mer eis hei d'Méiglechkeet ginn, mat deem Gesetz esou ze rekrutéieren, datt mer de Sproochekonditiounen, fir an där doter Schoul Schoul ze halen, dann och wierklech kënne gerecht ginn. An dat sinn eben aner Sproochekonditioune wéi dat, wat mer beim normale Rekrutement verlaangen. Do muss een eben och perfekt op Englesch kënne Schoul halen. Déi Méiglechkeet gi mer eis hei.

Dat erlaabt eis awer och, derbäi kënnen ze bleiwen, datt, och wann dee Modell nach weider géif ausgebaut ginn, mer keng Enseignantë

wéilte forcéieren, géint hire Wëlle forcéieren, op esou enger Klass, op enger engleschsproocheger Klass Schoul ze halen, wat sécherlech jo och net am Interessi vun der Qualitéit vun deem Enseignement wär.

Mir léieren hei sécherlech och munches, wat interessant ass fir de Rescht vun eisem Schoulsystem. Et ass en anere System, deen doten. Et ass eng aner pädagogesch Approche. Et ass méi e personaliséierte Kursus, deen hei offréiert gëtt, wou ee sech sécherlech och dat eent an dat anert heiansdo kann ofkucke goen. A wa mer an eisem konventionelle System déi eng oder aner Reform wëlles hunn, kann ee sech sécherlech do inspiréiere goen. An hei hu mer den Avantage, datt mer dann och scho Leit hunn, Enseignanten hunn, déi dat dote praktizéiert hunn, wou mer gesinn, wat en eventuellen Avantage kéint duerfir bedeiten.

Ech wëll nach eng Kéier op d'Schülerschaft kuerz agoen, déi awer extrem heterogen zesummegesat ass. Et mengt een, et ass eng engleschsproocheg Schoul, also sinn et quasi just englesch Kanner, déi déi Schoul do besichen. Dat ass sécherlech net de Fall:

Déi gréisste Communautéit ass och hei nach ëmmer d'lëtzebuergesch Communautéit, op d'mannst vun der Nationalitéit hier. 71 Schüler bei 75 (veuillez lire: 59) verschiddenen Nationalitéiten hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit. 63 Schüler hunn déi englesch Nationalitéit, 56 (veuillez lire: 36) Schüler hunn déi portugisesch Nationalitéit, duerno kommen déi dänesch an déi hollännesch Communautéit mat 15 Schüler all Kéiers. Mä insgesamt sinn et 59 verschidden Nationalitéiten. Et ass also sécherlech net eng Offre scolaire, déi mer maache reng fir eng international Communautéit, fir englesch oder US-amerikanesch Bierger, fir datt deenen hir Kanner do kënnen dovunner profitéieren, mä et ass wierklech ganz, ganz breet gespreet, e bëssen esou, wéi een dann awer och duerch eenzel Quartieren an eenzelne Gemengen am Land a sécherlech och an der Stad Lëtzebuerg eng Populatiounsstruktur huet, déi sech quasi identesch och hei op dëse Klassen heiansdo kann erëmfannen.

Jo, mir sinn hei net um Enn vun der Diversifizéierung vun der Offre scolaire. Wéi ech scho gesot hu beim Vott iwwert de Projet vun der Internationaler Schoul zu Déifferdeng, schaffe mer och un Offeren, och wann déi net an der ganzer Bandbreet vun der Formation professionnelle ugebuede ginn, mä un engleschsproochegen Offeren an der Formation professionnelle, fir e Lien fir eenzel Schüler, déi hei net géifen da bis zum Ofschloss kommen, fir dat awer kënnen ze erméiglechen an Domäner, wou een och mat der englescher Sprooch - nieft deene Friemsproochen da Franséisch an Däitsch a Lëtzebuergesch, déi een nach zousätzlech gemaach huet, awer virun allem an der dominanter englescher Sprooch - och zu Lëtzebuerg Beruffsperspektiven huet. An där Domäner gëtt et. An do si mer amgaangen, mat Schoulen drun ze schaffen, fir och do eng Offer kënne mëttelfristeg entstoen ze loossen.

D'Fro vun den Aschreiwunge gëtt ëmmer nees diskutéiert. Ech weisen drop hin, datt mer eigentlech hei déiselwecht Prozeduren hu wéi an anere besteeënde Lycéeën, wou mer och net kloer geregelt hunn, wien d'Schoul dann elo vu Schüler hëlt oder net hëlt. Och wa mer nach de Prinzip vum Lycée de proximité op eenzelne Plazen hunn, wësse mer jo awer, datt ganz vill Schüler och an en anere Lycée ginn. Mir wëssen, datt mer och scho virdrun, éier mer international Schoulen haten, am ëffentleche System och Schoulen hate mat enger Offre unique. An och do huet dann emol misse gekuckt ginn: Wien huele mer do un a wien huele mer net do un?

Do musse mer wëssen, wa mer wëlle reglementéieren, musse mer ganz streng reglementéieren, bis an de leschten Detail goen. An ech gesinn haut net direkt déi Gefor oder déi eventuell Auswierkungen, op jidde Fall momentan net, datt dat do net seriö gemaach géif ginn. Hei am Lycée Michel Lucius ass et esou, datt eng Épreuve gemaach gëtt an der Mathematik an am Engleschen, an da gëtt am Interessi vum Schüler gekuckt, ob deen op eng engleschsproocheg Klass gehéiert, ob dat déi bescht Alternativ ass an eisem Schoulsystem fir dee Schüler, an am Interessi vum Schüler gëtt dann och décidéiert. An Eenzelner ginn dann och ofgewise respektiv op aner Offere weiderdirigéiert.

Ech denken, datt mer dat mat där doter Flexibilitéit eigentlech am beschten am Interessi vum Schüler kënnen handelen, besser wéi mat engem ganz prezis och an engem Gesetzestext verankerte Kritärekatalog, deen eigentlech den eenzelne Besoinen an den eenzelne Profiller ni ganz ka gerecht ginn.

D'Fro ass gestallt gi vun de Schoulen um Lampertsbierg. Dir wësst, datt dat och eng vun eise Préoccupatiounen ass, datt mer déi staark Konzentratioun vu Schoulen um Lampertsbierg mëttelfristeg awer dach ofgebaut kréien, well de Quartier awer zum Deel dorënner leit, ech mengen, net ënnert de Schüler leit, mä virun allem ënnert dem Transport vun de Schüler leit. Ee Schrëtt ass sécherlech och gemaach: Wann den Tram bis dach ganz knapp beim Lampertsbierg laanscht wäert fueren, da kann och deen Transport zum Deel schonn aneschters organiséiert ginn. Da wäerte sécherlech och eng Rei vu Bussen ewechfalen.

Kuerzfristeg wäerten och eng Rei vu Bussen ewechfalen an och d'Schülerzuel erofgoen, wann den neie Komplex vun de franséischsproochege privaten Offeren zu Gaasperech wäert fonctionnéieren, wou souwuel jo vun der Maternelle bis bei de Bac alles herno wäert regruppéiert ginn. Dat ass eng substanziell Erliichterung, déi vläicht bei der nächster Rentrée zum Deel, spéitstens dann awer e Joer duerno och wäert realiséiert sinn.

An och mir als ëffentlech Schoul wëllen do eis Responsabilitéit mat iwwerhuelen. Duerfir hu mer décidéiert, ee Lycée vum Lampertsbierg erofzehuelen. An et huet an der éischter Propos op jidde Fall esou ausgesinn, wéi wann dat de Lycée technique du Centre wär an en Terrain och scho ganz kloer reservéiert ginn ass um Kierchbierg, fir deen dohinner ze installéieren.

Déi zwou Schoulen hunn eis awer nach eng Kéier gebieden, souwuel de Lycée technique du Centre wéi och de Lycée Michel Lucius, genau emol doriwwer ze diskutéieren. An am Ministère vum Développement durable ass momentan eng Etüd amgaangen, fir ze kucken, wat dann eigentlech méi räsonabel, méi gënschteg wär a sech am einfachsten och géif maache loossen. Ech denken, datt och deemnächst do Resultater wäerte virleien, datt mer ganz konkret un deene Projete kënne schaffen: een neie Lycée um Kierchbierg an d'Renovatioun vun deem aneren dann awer och um Lampertsbierg, well souwuel deen ee wéi och deen anere sinn zum groussen Deel nach renovatiounsbedürfteg.

Also ech wëll net nach eemol agoen op déi ganz Diskussioun ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch, och an där doter Schoul. Dat ass alles eigentlech hei diskutéiert ginn. Wa mer déi dote Schüler, wéi et bis elo de Fall ass, just a Privatschoulen, an engleschsproocheg Privatschoule goe loossen, hu mer absolutt keen Impakt drop, wat fir eng Sproochen datt se léieren. Hei hu mer fest am Stonneplang virgeschriwwen, datt se och Lëtzebuergesch léieren, datt och déi aner Sprooche geléiert gi vun eisem Land, Däitsch a Franséisch, mam groussen Avantage, datt et net wéi an eisem Schoulsystem Langues véhiculaires sinn, mä datt se als Friemsprooch geléiert ginn, wat awer nun eppes aneschters ass a wou eng ganz aner Approche och ganz oft vum Schüler par rapport zu där Sprooch entwéckelt gëtt, well e se wierklech als Friemsprooch léiert an e se net als Hemmnis gesäit, fir an engem anere Fach eventuell net säi vollt Potenzial kënnen ze développéieren.

Duerfir maachen ech mer do eigentlech guer keng Suergen an duerfir ass dat éischter eng Stäerkung vum Lëtzebuergeschen, dat, wat mer hei maachen, par rapport zur aktueller Situatioun. An et muss een och soen, datt den Interessi vun deene Schüler, virun allem och de Schüler am Michel Lucius, extrem grouss ass un deenen dräi anere Sprooche vun eisem Land, dem Lëtzebuergeschen, dem Franséischen an dem Däitschen, an datt dat och mat enger gewëssener Begeeschterung gemaach gëtt.

(Interruption par M. le Président)

Et war net fir mech, uff!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, neen!

Une voix.- Net ëmmer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war an der zweeter Rei.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech kommen awer, Här President, gläich zum Ofschloss vu menge Remarquen. Et ass nach eng Fro gestallt ginn zu der Equivalenz vun dësem Diplom.

Dësen Diplom, wann een deen hei mécht am Lycée Michel Lucius, dann huet deen déiselwecht Equivalenz, wéi wann een deen Diplom sief et an England, sief et an iergendengem anere Land vun der Welt géif maachen, wou een deeselwechten Diplom bei därselwechter Akkreditéierungsagence och ka maachen. An doriwwer ass dat geregelt.

An et ass natierlech absolutt net zur Diskussioun gestallt, ob dat iergendeppes herno géif ännere bei de Rekrutementsprozedure vum Lëtzebuerger Stat, well dat ass keng Fro vun Equivalenz vun Diplomer, dat ass just eng Fro vun deem, wat de Lëtzebuerger Stat virgesäit, wat seng Fonctionnairë musse beherrschen, wa se wëlle bei hie schaffe kommen.

Ech wëll hei och nach eng Kéier ënnersträichen - ech hunn et an der Kommissioun gemaach, mä d'Äusserunge vum honorabelen Deputéierte Kartheiser forcéiere mech awer dozou -, datt et bei all deene Rumeuren, déi an deene leschte Méint zirkuléiert si ronderëm de Michel Lucius, fir mech absolutt kee Grond gëtt, un iergendeppes ze zweifelen, datt dat net fonctiounsgerecht do géif oflafen, an datt och absolutt vollst Vertraue vu menger Säit a vum ganze Ministère an d'Direktioun vum Michel Lucius do ass an datt mer duerfir och der Directrice am Laf vun deene leschte Méint proposéiert hunn, fir d'Mandat ëm siwe Joer ze verlängeren. Do gëtt ganz villes geschwat, wou déi, déi et transportéieren doruechter, musse sech iwwerleeën, ob se sech net selwer schueden, andeems se dat doten doruechter transportéieren. Duerfir war ech net begeeschtert, datt et och hei herno gelant ass. Mä duerfir wëll ech dat an där doter Däitlechkeet och hei nach eng Kéier ënnersträichen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

A mir wären dann elo prett, fir iwwert de Projet 7073 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7073 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo fäerdeg.

57-mol Jo, 3-mol Neen, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Rendez-vous ass muer um 9.00 Auer fir d'Diskussioun an d'Ofstëmmung iwwert d'Steierreform.

Merci a bis muer!

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

SÉANCE 14 MERCREDI, 14 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Roy Reding, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen et M. le Ministre Etienne Schneider) (dépôt de trois amendements et de deux motions), M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler (intervention de M. Eugène Berger), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth et M. Gast Gibéryen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Félix Braz, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall. Da gi mer direkt zu eisem Haaptpunkt vum Ordre du jour, d'Steierreform, de Projet de loi 7020. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 3 festgeluecht ginn ass. An d'Rapportesch, d'Madamm Joëlle Elvinger, ass prett, fir de Rapport vun der Kommissioun ze maachen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

*** la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

*** la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);**

*** la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;**

*** la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;**

*** la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;**

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut e Projet de loi, dee virun allem eppes mat sech bréngt: méi Steiergerechtegkeet.

(Hilarité)

Dat ass d'Zil, wat sech all Steierreform muss setzen. An dat Zil hu mir mat dësem Projet erreecht. D'Steierreform brëngt ab deem nächste Joer méi Gerechtegkeet fir déi vill Stéit mat klengem a mëttlerem Akommes, well besonnesch si gi vum 1. Januar un däitlech entlaascht. Et gëtt méi Gerechtegkeet fir d'Elengerzéier mat klengem Akommes geschaaft, déi vum nächste Joer un déi zwee Enner besser um Schluss vum Mount beieneekréien. Et ass awer och eng cibléiert Steierreform, déi d'Leit an deene Liewenssituatiounen ënnerstëtzt, wou si et am meeschte brauchen, wéi zum Beispill beim Kaf vum éischten Eegenheem.

D'Steierreform 2017 moderniséiert awer och eise Steiersystem an dréit de gesellschaftleche Realitéite vun haut Rechnung, sief et duerch d'Méiglechkeet vun enger individueller Besteierung an der bestueter Koppel oder der Aféierung vu sozial selektive Kritären, déi eng cibléiert Approche erlaben.

Här President, d'Steierreform, déi mir haut stëmme wäerten, huet eng gewësse Virlafszäit an Usproch geholl; och fir kënnen e breeden Débat ze féieren. Enn Februar huet d'Regierung hiren éischte Projet vun der Steierreform virgestallt. Och wann d'Reaktiounen op déi éischt ugekënnegt Mesurë gréisstendeels positiv waren, esou war et der Regierung wichteg, d'Sozialpartner mat anzebannen an hir konstruktiv Iddie mat op de Wee ze huelen. Opgrond vun deene Gespréicher goufen dunn am Fréijoer zousätzlech Mesurë virgestallt, déi elo mat an dës Steierreform afléissen.

Och huet d'Steierverwaltung zesumme mam Finanzministère eng ganz Rei Informatiounsversammlungen zu der Steierreform organiséiert. Ënnert der Initiativ „Steierreform konkret" konnt ee sech am September queesch duerch d'Land, tête-à-tête mam Finanzminister an den Experte vun der Steierverwaltung, iwwert déi ënnerschiddlech Mesuren ënnerhalen a sech se a Rou erkläre loossen.

D'Rechemaschinn op der Internetsäit vun der Steierreform war e weideren Outil, deen d'Leit konnten notzen, fir sech ausrechnen ze loossen, wat d'Adaptatioun vum Barème an d'Upassung vun de Steierkreditter fir si an Zukunft konkret bedeiten. Et ass sech opsäite vum Ministère vill Méi gemaach ginn, fir de Leit dës Steierreform ze erklären an hinne se op eng einfach an transparent Aart a Weis méi no ze bréngen.

Här President, d'Finanzéierung vun dëser Steierreform ass nohalteg. Duerch déi virsiichteg Budgetspolitik vun dëser Regierung gouf sech den néidege Sputt geschaaft, fir esou eng ëmfaassend Steierreform ëmzesetzen. Sécherlech dréit och déi gutt Konjunktur hiren Deel dozou bäi. D'Regierung rechent 2017 mat Erliichterunge vun 373 Milliounen Euro an déi Joren duerno mat Steiererliichterunge vu ronn 520 Milliounen Euro. Dat si Suen, déi erëm kënnen investéiert ginn an esou positiv Retombéeën op eis Ekonomie hunn. Laut dem Statec wäert eleng duerch d'Steierreform eise PIB näämlech ëm 0,2% wuessen. A wat der Konjunktur zeguttkënnt, kënnt och eise Statsfinanzen zegutt!

Dass mir eis déi Steierreform leeschte kënnen, seet awer net nëmmen d'Regierung. Och den FMI an d'Kommissioun hu keng budgetär Bedenke bei der Ëmsetzung vun dëser Steierreform.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet de Privatstéit bei dëser Reform eng Prioritéit ginn. Duerfir wëll ech als Éischt op d'Mesurë fir d'Leit ze schwätze kommen.

Eng vun den Haaptmesurë vun dëser Steierreform ass déi nei Staffelung vun der Steiertabell. Et besteet am aktuelle Steiersystem eng Ongerechtegkeet, well d'Mëttelschichte besonnesch staark belaascht ginn, dëst och, well ee scho ganz fréi um quasi héchste Steiersaz besteiert gëtt. An dat ass net gerecht! An Zukunft gëtt duerfir d'Steiertabell gestreckt, soudass d'Progressivitéit vum Barème manner séier zum Droe kënnt. Dëst erlaabt et, de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen a soumat déi breet Bevëlkerung ze entlaaschten an hir méi Kafkraaft ze ginn.

Wéi dréckt sech dat Ganzt also konkret an der Steierklass 1 aus?

An Zukunft besteet d'Steiertabell aus 23 Tranchen. Déi éischt Tranche, déi net besteiert gëtt, geet weiderhi bis zu engem Revenu vun 11.265 Euro. Duerno bestinn d'Tranchen aus Échelone vun 1.872 Euro an d'Prozentsätz klammen ëm jeeweils 1% vun 8% op 12%, an dëst bis zu engem Revenu vun 20.625 Euro. Ab da ginn d'Tranchë méi breet an den Taux d'imposition klëmmt dann ëm 2 Prozentpunkte bis zu engem Revenu vu 45.897 Euro, deen zu 38% besteiert gëtt. D'Revenue bis 100.000 Euro ginn duerno zu 39% besteiert an d'Revenue bis 150.000 Euro zu 40%. Dëst, wéi gesot, alles an der Steierklass 1.

Fir déi mat de ganz breede Schëllere kommen an Zukunft awer och nach zwee nei Spëtzesteiersätz derbäi. Och dat ass solidaresch a gerecht. D'Revenuen ab 150.000 Euro ginn duerfir an Zukunft zu 41% besteiert an d'Revenuen ab 200.004 Euro, dat sinn ëmmerhi 16.600 Euro de Mount, zu 42%.

Déiselwecht Iwwerleeung fënnt een an der Steierklass 1A erëm, also bei de Leit iwwer 65 Joer, Wittleit a Monoparentallen. Och hei gëtt d'Progessivitéit vum Barème gebremst, d'Mëttelschichten entlaascht an déi breet Schëlleren droe méi wéi déi schmuel.

Ouni nach eng Kéier an den Detail ze goen, kann een awer vläicht soen, dass den Taux vu 40%, deen haut scho bei ronn 40.000 Euro

gräift, an Zukunft eréischt vun 100.000 Euro un applizéiert gëtt. De Barème vun der Steierklass 1A gëtt also och däitlech gestreckt.

Derbäi kommen d'Steierkreditter, déi no sozial selektive Kritären eropgesat ginn. Duerch d'sozial Selektivitéit stäipt ee ganz geziilt déi kleng Revenuen. Dës sozial selektiv Approche ass iwwregens en Novum an der Steierpolitik. Dëst betrëfft souwuel den CIS, also de Crédit d'impôt pour salariés, wéi och den CIP fir d'Pensionéiert an den CII fir déi Fräischaffend. Dës Steierkreditter ginn allen dräi vun haut 300 Euro verduebelt op 600 Euro fir Akommen tëschent 11.265 Euro a 40.000 Euro a ginn dann erëm lues a lues erof, bis een ab engem Revenu vun 80.000 Euro kee Steierkredit méi zegutt huet. Domat ginn also geziilt déi Leit entlaascht, déi et am meeschte brauchen.

Mat deem neie Barème gëtt och den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire vun 0,5% ab dem 1. Januar 2017 ofgeschaaft.

Här President, erlaabt mir, mat e puer konkrete Beispiller ze weisen, wat eleng dës Mesuren, also d'Ofschafe vum Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire, d'Upassung vun de Crédits d'impôt an den neie Barème fir d'Stéit ab dem nächste Joer bedeiten.

Een, deen de Mindestloun huet an der Steierklass 1, bezilt an Zukunft 63% manner Steieren an ee mam qualifizéierte Mindestloun 42% manner.

Oder huele mer eng Kéier d'Beispill vun enger jonker Famill mat engem Kand. D'Mamm oder de Papp verdéngt 2.300 Euro brutto an deen aneren 1.200 Euro. Dës kleng Famill huet eleng duerch déi genannte Mesuren an Zukunft 653 Euro méi an der Täsch.

Oder huele mer d'Beispill vun engem Jonken an der Steierklass 1, engem Jonggesell also ouni Kanner, deen 2.900 Euro verdéngt. Dee spuert an Zukunft 29% Steieren an huet 877 Euro méi an der Täsch.

No Récksprooch mat de Sozialpartner gëtt och d'Valeur faciale vun de Chèques-repas d'nächst Joer vun 8,40 Euro op 10,80 Euro erhéicht, eng Augmentatioun vu bal 30% also. Dëst ass eng Mesure, déi de ronn 60.000 Bénéficiairen zeguttkënnt an hir Kafkraaft stäerkt. Si kënnt awer och der lokaler Ekonomie zegutt, well déi Suen erëm direkt an de Wirtschaftskreeslaf vum Horeca-Secteur fléissen.

Här President, besonnesch d'Monoparentallen hunn heiansdo Schwieregkeeten, déi béid Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien. Vun deene 6.700 Ménages monoparentaux hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Statec no, ongeféier 45% ee Revenu ënnert der Aarmutsgrenz. Fir deem entgéintzewierken, gëtt den CIM, also de Crédit d'impôt pour monoparentaux, fir Revenuen tëschent 0 a 35.000 Euro vu 750 op 1.500 Euro verduebelt. Duerno geet dëse Steierkreditt erëm lues a lues erof, bis en ab engem Revenu vun 105.000 Euro op sengem aktuelle Montant vu 750 Euro stagnéiert.

Nieft dem neien CIM, deenen anere Steierkreditter an dem neie Barème gëtt awer och ab 2017 d'Weeserent net méi besteiert. Dëst, well et eng besonnesch tragesch Situatioun ass, wann de Partner stierft an een da muss kucken als Elengerzéier an enger scho ganz schwiereger Situatioun iwwert d'Ronnen ze kommen.

Och de Fräibetrag vun der Rente alimentaire, bis deen den CIM net erofgeet, gëtt vun 1.920 Euro op 2.208 Euro d'Joer erhéicht. Den Abattement pour charges extraordinaires fir den Ënnerhalt vu Kanner, déi net am Stot wunnen, geet vun 3.480 Euro op 4.020 Euro d'Joer erop. Dëst ass besonnesch oft bei gescheete Koppelen a bei Patchworkfamilljen de Fall.

Ech huelen dann nach eng Kéier e konkret Beispill, fir ze weisen, wat d'Verbesserungen hei ausmaachen. Dës Kéier vun enger elengerzéiender Mamm oder engem elengerzéiende Papp mam Mindestloun a mat engem Kand. Dës kleng Famill huet an Zukunft ganzer 1.050 Euro d'Joer méi an der Täsch.

Här President, ech kommen zu weidere steierlechen Upassungen, déi de Realitéite vun eiser Gesellschaft Rechnung droen. Eng weider Mesure, déi Familje steierlech ënnerstëtzt, ass d'Erhéijung vum Abattement forfaitaire fir d'Fraise vum Stot, der Fleeg oder der Betreiung. Och dësen Abattement geet vun 3.600 Euro op 5.400 Euro erop an ass esou ëmsou méi wichteg an enger Zäit, an där ëmmer méi Leit op Hëllef vu baussen ugewise sinn, sief dat, fir Familljememberen ze fleegen, fir op d'Kanner opzepassen oder hiert Haus an der Rei ze halen.

Ech hunn uganks vun enger Moderniséierung vum Steiersystem geschwat. Dëst geschitt net nëmmen duerch d'Aféiere vu sozial selektive Kritären, ma eben och duerch d'Aféiere vun enger optionaler Individualisatioun. Wourëms geet et? Genausou wéi gepacste Koppele sollen an Zukunft och bestuete Leit de Choix kréien, ob si léiwer wëllen zesummen an der Steierklass 2 oder léiwer wëllen individuell besteiert ginn. Si kënnen also selwer wielen, wéi ee Regimm si wëllen applizéieren a ginn net méi automatesch zesumme besteiert.

Och wann d'Steierlaascht in fine déiselwecht ass, passt dat awer zu engem moderne Steiersystem, an deem jiddweree seng eege Rechter opbaue kann. Et bréngt zudeem zousätzlech Flexibilitéit a passt zu enger zäitgeméisser Familljepolitik, an där dat traditionellt Familljebild net méi déi eenzeg Form vum Zesummeliewen ass.

Och wëllt d'Regierung de Leit hëllefen, sech fir den Alter zousätzlech ofzesécheren an esou fréi wéi méiglech eppes op d'Säit ze leeën. Duerfir gëtt den Abattement fir d'Altersvirsuerg fir jiddwereen op 3.200 Euro erhéicht an dëst onofhängeg vum Alter. Och de Remboursement gëtt an deem Kontext méi flexibel. Méi flexibel gëtt och den Abattement vun de klenge Kreditter, also de Crédits à la consommation, deen an Zukunft mam Abattement fir d'Responsabilité civile an d'Assurance vie zesummegeschloe gëtt. Den neie Plaffong vu 672 Euro kann een also méi flexibel, no sengen eegene Besoinen ausnotzen.

Här President, ech kommen zu enger anerer Prioritéit vun dëser Regierung, an zwar d'Offer vu bezuelbarem Wunne méi grouss ze maachen. Nieft der Dynamiséierung um Niveau vun der Offer, gi mat dëser Steierreform zousätzlech Mesuren geholl, déi de Leit ënnert d'Äerm gräifen, fir sech en eegent Doheem ze leeschten. Engersäits gëtt d'Valeur locative ofgeschaaft, ma virun allem ginn d'Ofschreifméiglechkeete fir ee Bauspuervertrag fir Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt. Dëst hëlleft besonnesch deene jonke Stéit, déi an der Rushhour vum Liewen ukomm sinn, wou villes beieneekënnt. Och ginn d'Seuile fir den Abattement op de Scholdzënse fir déi eege Wunneng eropgesat.

An deem Kontext kann ee vläicht och nach eng Kéier un d'Subvention loyer erënneren, déi säit ufanks des Joers a Kraaft ass an deene Leit ënnert d'Äerm gräift, déi Schwieregkeeten hunn, hire Loyer ze bezuelen. Fir d'Offer um soziale Wunnengsmaart weider ze dynamiséieren, ginn iwwregens och d'Revenue vun de Wunnengen, déi Organisme wéi d'Agence immobilière sociale zur Verfügung gestallt ginn, nëmmen zu 50% besteiert. Dat wäert viraussiichtlech d'Offer u Sozialwunnenge fir eng Locatioun erhéijen.

Eng weider wichteg Mesure op der Säit vun der Offer ass, dass d'Plus-value op Ventë vun Immobilie vu Privatstéit, déi tëschent dem 1. Juli 2016 an dem 31. Dezember 2017 gemaach ginn, just zum Véierelstaux besteiert ginn. Dës Mesure war schonn aus verständleche Grënn op den 1. Juli dëst Joer virgezu ginn.

Alles dëst si konkret Mesuren, déi d'Offer wäerten erhéijen, an dat ouni de Spekulanten an d'Kaarten ze spillen.

Här President, eng weider Prioritéit vun der Regierung ass den nohaltegen Transport. Nieft der Verbesserung vum ëffentlechen Transport an héijen Investissementer an deem Beräich, gëtt och hei erëm duerch geziilt a selektiv Abattementen de Kaf vu sougenannten „propperen" Autoe gefërdert. Et ass een Abattement vu 5.000 Euro virgesi fir de Kaf vun Elektro- a Waasserstoffautoen an een Abattement vun 300 Euro fir de Kaf vu Vëloen oder Pédélecen.

Gläichermoosse soll och de Fuerpark vun de Leasingsautoe méi propper ginn. Och hei gëllt: Wat méi propper, wat besser. Autoen, déi manner CO_2 ausstoussen, ginn deemno manner besteiert wéi Autoen, déi schwaarz dämpen.

Ier ech bei den zweete Volet iwwert d'Entreprisë kommen, wéilt ech awer och betounen, dass dës Steierreform och am Zeeche vun der Gläichstellung tëschent der Besteierung vu Résidenten an de Frontaliere steet.

D'nächst Joer kréien d'Frontalieren duerfir Zäit, fir hir Donnéeën ze iwwermëttelen, déi d'Steierverwaltung dann traitéiert, fir en effektiven Taux ze definéieren. Dësen Taux gräift dann ab 2018. Dëst ass wéi gesot am Sënn vun Transparenz a Gerechtegkeet tëschent Résidenten a Frontalieren.

Här President, ech géif da bei den zweete Volet kommen, dee ganz am Zeeche vun enger besserer Kompetitivitéit vun eisen Entreprisë steet. Si sinn de Motor vun eiser Croissance, schafen Aarbechtsplazen an droen eng grouss Verantwortung an eiser Gesellschaft. Bei de Mesuren, déi d'Betriber betreffen, steet natierlech d'Baisse vun der Kierperschaftssteier am Vierdergrond, déi 2017 op 19% an 2018 op 18% erofgeet. Dëst ass en noutwendege Schrëtt, fir weider an engem haart ëmkämpften internationalen Ëmfeld kompetitiv an attraktiv ze bleiwen. Grad bei der Kierperschaftssteier gëllt et méi wéi jee, déi international Konkurrenz am A ze behalen an den Entwécklungen op OECD-Niveau Rechnung ze droen; Stéchwuert: BEPS.

Dëst muss allerdéngs geschéien, ouni Dumping ze bedreiwen. Ech mengen, de Finanzminister huet et op de Punkt bruecht, wéi hien eemol an deem Kontext sot, „esou vill Entlaaschtung wéi néideg, awer net méi wéi méiglech". Fir zousätzlech Start-uppen op Lëtzebuerg ze lackelen an den Entrepreneursgeescht ze förderen, ginn déi kleng Betriber bis zu engem Revenu imposable vu 25.000 Euro nëmmen zu 15% besteiert. Och hei gesäit een eng selektiv Approche.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Investitioune vun haut sinn d'Aarbechtsplaze vu muer. D'Betriber ginn duerfir zousätzlech encouragéiert, fir an d'Zukunft ze investéieren an domat innovativ ze bleiwen. D'Tauxe vun der Bonification d'impôt ginn duerfir ëm 1 Prozentpunkt eropgesat, also vun 12% op 13% fir Investissement complémentaire a vu 7% op 8% fir Investissement global.

Och eis Bauerebetriber solle weider innovativ bleiwen an zu neien Investissementer encouragéiert ginn. Bei hinne gëtt dowéinst den Abattement méi attraktiv, andeems d'Tranche, déi een zu 30% kann ofsetzen, vun 150.000 Euro op 250.000 Euro erhéicht gëtt.

E wichtege Pilier vun eiser Wirtschaft sinn déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi net nëmme vill Leit bei sech beschäftegen, mä och gréisstendeels ganz enk mat deem lokale Liewen an eisem Land verbonne sinn. Fir d'Weiderliewe vun dëse Betriber ze sécheren, gesäit d'Regierung eng konkret Mesure vir. Dëst ass ëmsou méi noutwendeg, wann ee weess, dass an deenen nächsten zéng Joer eleng 1.500 Handwierksbetriber een Nofolger sichen. Et gëtt duerfir virgeschloen, dass an deem Moment, wou e Betrib un déi nächst Generatioun iwwergeet, keng Besteierung vun der Plus-value op den Immobilie méi direkt ufält. Dëst mécht d'Transmission d'entreprise wesentlech méi einfach an dréit dozou bäi, dass vill mëttelstännesch Betriber vun haut op muer hir Dieren net mussen zoumaachen.

An Zukunft ginn och déi reportabel Pertë vun de Betriber, déi no 2017 entstinn, op 17 Joer limitéiert an d'Betriber kréien d'Méiglechkeet, hir Amortissementer ze differéieren. Bei de sougenannte SOPARFIe geet den Impôt minimum sur la fortune vun 3.210 Euro op 4.815 Euro erop.

Här President, ech géif dann zum leschte groussen Deel vu menger Ried kommen, an zwar de Mesurë géint de Steierbedruch. Gerechtegkeet am Steiersystem heescht net nëmme Steiere gerecht opdeelen, ma och derfir suergen, dass se iwwerhaapt bezuelt ginn! Am Kader vun der Steierreform gëtt duerfir och eisen Droit pénal moderniséiert, fir dem Bedruch entgéintzewierken. Et gëtt an deem Kontext ënner anerem eng Fraude fiscale aggravée agefouert, déi besonnesch schwéier Fäll vu Bedruch soll bestrofen. Zudeem gëtt och de Recommandatioune vum GAFI Rechnung gedroen an d'Infraktioun vun der Fraude fiscale aggravée an der Escroquerie fiscale an Zukunft als sougenannten Infractions primaires vum Blanchiment considéréiert. Dëst ass iwwregens och konform zur véierter Direktiv Antiblanchiment.

Och ginn d'Amenden, déi d'Steierverwaltung kann ausschwätzen, no uewen ugepasst, an den Échange tëschent de Verwaltunge gëtt gefërdert. Kuerz gesot: Et dierf sech net lounen, Schmu ze dreiwen! An deem Kontext ass et och ze verstoen, dass och d'Fräiberuffler mussen an Zukunft detailléiert Konten opstellen. Dëst wäert fir weider Transparenz tëschent deene verschiddenen Akteure suergen.

D'Regierung ass awer och op de Wee gaangen, fir d'Dirigeanten, d'Ayants droit, d'Curateuren an d'Liquidateuren zousätzlech ze responsabiliséieren. Am Projet de loi war duerfir uganks eng Responsabilité personnelle et solidaire virgesinn am Fall, wou d'TVA net korrekt bezuelt gi wier. Nieft e sëllechen Avise vun de Chambres professionnelles huet sech och de Statsrot dergéint ausgeschwat an déi betreffend Dispositioune mat der eenzeger Opposition formelle versinn. D'Motivatioun vum Statsrot war haaptsächlech, dass dës Artikelen eng Responsabilité sans faute agefouert hätten, eppes, wat an eisem Droit positif net üüblech ass.

D'Finanzkommissioun huet dorobberhin déi betreffend Passagen aus dem Gesetzesprojet amendéiert an domat dëser Opposition formelle Rechnung gedroen. D'Responsabilité personnelle et solidaire ass zwar bäibehale ginn, allerdéngs ënnert der Konditioun vun enger Inexécution fautive vu legalen Obligatiounen. Zudeem mussen déi betraffe Leit och nach an der Gestion journalière vun deem Betrib involvéiert sinn. A sengem zousätzlechen Avis huet de Statsrot d'Amendementer guttgeheescht a seng Opposition formelle opgehuewen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech fir de Rescht vun de Mesuren a fir weider Detailer op mäi schréftleche Rapport verweisen, wéilt ech awer nach hei e puer Mercie lassginn. Ech wéilt virop de Kolleegen aus der Finanzkommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht wärend de Reuniounen. E Merci geet och un déi kompetent Leit vun der Steierverwaltung, déi eis déi oft ganz technesch Mesurë verständlech erkläert hunn. De Chambres professionnelles muss een och fir hir ausféierlech Avise félicitéieren. An e ganz grousse Merci geet awer och un d'Madamm Caroline Guezennec, d'Sekretärin vun der Finanzkommissioun, an un d'Françoise Schlink an den Gene Kasel aus der DP-Fraktioun fir hir Hëllef och bei der Redaktioun vum Rapport zu dësem Projet de loi.

Här President, ech wëll ofschléissend nach emol dorobber hiweisen, dass dës Steierreform eng Reform fir déi vill privat Stéit ass a gläichzäiteg der Kompetitivitéit vun eise Betriber zeguttkënnt. Et ass eng Reform, déi d'Kafkraaft stäerkt, déi kleng a mëttel Revenuen entlaascht an duerch sozial selektiv Kritären déi Leit ënnerstëtzt, déi et am meeschte brauchen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, eng Steierreform ass ëmmer ee schwierege politeschen Exercice. Et verlaangt vill Nodenken, vill Recherchen, vill Kompromësser an och vill Erklären. Ass dat dann esou wäit, jo, da muss een dat Ganzt och nach zu Pabeier bréngen. Merci duerfir am Ufank all deenen, déi bei der Ausaarbechtung vun dësem Gesetz Hand mat ugepaakt hunn, an dozou zielt virun allem och d'Politik.

Dozou zielt Dir, Här Finanzminister, an ech soen dat ganz éierlech, well trotz aller Kritik hutt Dir vill Engagement, vill Zäit, vill Fläiss an och vill Nerven op dëser Reform verbruecht.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dozou zielen awer och vill Beamten a vill Fachwëssen. A stellvertriedend fir si all an niewent Iech, Här Finanzminister, wëll ech dem fréiere Steierdirekter, dem Guy Heintz, an eiser zukünfteger Steierdirectrice, dem Pascale Toussing, e spezielle Merci soen. Et sinn an et waren dichteg Beamten. Här Minister, Dir waart gutt encadréiert.

Merci och eiser Rapportrice, dem Joëlle Elvinger. Si huet nawell e sportlecht Joer hannert sech:...

(Hilarité)

…Buergermeeschter, Puppelchen an elo och nach Rapportrice vun der Steierreform. An ech muss soen, alles dat huet déi dynamesch Deputéierte mat an heiansdo ouni schick Posch - „circonstances obligent" - gutt gemeeschtert.

(Hilarité)

Duerfir eis Félicitatiounen, Madamm Elvinger!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, et ass ee gewëssenen Novum, dass d'CSV aus der Oppositioun eraus eng Steierreform muss bewäerten. Mir hate soss de Privileeg, dëst dem Land an eise Matbierger matzedeelen an ze vermëttelen, mat all där Hëllefstellung, déi een nawell op Regierungssäit huet. An ech kann Iech soen, d'Oppositiounsbänk ass an dësem Fall vill méi haart!

Mir sinn eng Volleksspartei. D'Leit erwaarden duerfir zu Recht vun der CSV, dass mer eng kritesch Oppositioun maachen, wann et verlaangt gëtt, mä och konstruktiv Alternative virleeën.

Här President, mir kucken duerfir haut de Moien dës Steierreform duerch de Brëll vun deem, wat vu verschiddener Säit ugekënnegt war. Ënnert d'Lupp huele mir déi finanziell Envergure an den Impakt vu verschiddene Moossnamen. Eise Bléck riicht sech do nom richtege Verdeelen am Interessi vun dem Land no der sozialer Gerechtegkeet.

Här President, ass dëst eng grouss Steierreform fir d'CSV? Éischter net. Et gëtt sécher eng Rei vu punktuellen Upassungen. Vill dovunner kéinten, dat soen ech éierlech, och d'Handschréft vun der CSV droen! Dës Steierreform ass awer fir eis keng déif gräifend Reform. Si

bleift hannert den Ambitiounen an dem Enthusiasmus vun der Regierungserklärung zréck. Dës Reform steet sécher am Schiet vun de grousse Reforme vun 1967, vun 1990, vun 2000 an 2001 mat sozialer Handschrëft vun den deemolege Stats- a Finanzministere Pierre Werner, Jacques Santer a Jean-Claude Juncker.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Déi grouss Ufanksléift vun dëser Dräierkoalitioun - d'Usprécher an d'Versprieche virun allem vun DP, LSAP an déi gréng - schéngt dach mat zouneemender Lafzäit vun der Realitéit ageholl ze ginn. Ass dëst déi sozial gerechtste Steierreform, déi et jee gouf, wéi de Finanzminister et de 25. November dem „Tageblatt" op Säit 1 matgedeelt huet? Jo, Dir Hären a Madamm vun der Regierung, dat hänkt dovun of, wat een ënner sozial versteet!

Selektiv gi sécher Leit mat engem niddregen Akommes verstäerkt ënnerstëtzt. Dat ass och richteg. Dëst muss och esou sinn. An d'CSV dréit dat ausdrécklech mat. Mä de Reformprojet fiert och mat der breeder Strenz iwwert déi, déi schonns vill hunn. Si kréien an Zukunft nach méi, an den Ae vun der CSV heiansdo ze vill méi. Op deem Punkt versteet d'CSV a puncto sozialer Selektivitéit sécher eppes aneres. Ech hat gemengt, d'LSAP vu gëschter och.

Ass dëst eng ekologesch Reform, wéi déi gréng et wärend 15 Joer ëmmer nees gefuerdert, awer ni konkret skizzéiert haten? Na ja, „wer es glaubt, wird selig". Séileg däerften eis gréng Kolleegen awer sécher net eleng doduerch ginn, dass an Zukunft de Bankdirekter fir säin Elektroauto, jo souguer seng Madamm fir hiren Elektrovëlo, grousszügeg vum Stat ënnerstëtzt ginn. De Mindestlounbezéier kritt fir säin Ëmweltbewosstsäin dergéint awer näischt. Hien, grad ewéi 40% vun eise Matbierger, déi keng Akommessteier bezuelen, musse weiderhi fueren an drécke mat eegener Kraaft a Suen.

Ass dës Steierreform budgetär neutral, käschtenneutral, wéi eise Premier et ëmmer nees behaapt huet? Neen! „Zahlen lügen nicht", sot säi Finanzminister dem „Tageblatt". Jo, d'Zuele léie wierklech net! Zumindest op dem Punkt vun der budgetärer Neutralitéit, also der Käschenneutralitéit schénge sech Finanzminister an Zentralbank eens ze sinn. Dës Steierreform ass net budgetär neutral, wéi uganks ugekënnegt. Am Contraire, si kascht fir déi eng méi, fir déi aner manner. Mä dat war vun Ufank u gewosst! D'Steieren erliichtere kascht ëmmer Geld an «on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre».

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir wësst dat!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Gëtt eise Steiersystem mat dëser Reform vereinfacht? Mat Sécherheet net! Eng Steierlegislatioun versteet mëttlerweil nach just ee Grapp voll Insider. Dat, wat mir haut stëmmen, ass och fir vill vun eis heibanne Chineesesch. Dëst sécher net, well d'Deputéierten net op der Héicht vun hirer Aarbecht sinn; loosse mer et kloer soen! Mä et ass tout simplement ze vill komplex, ze vill komplizéiert.

Zumindest eis Steierprozedur, also dat Regelwierk, wat d'Rechter an d'Flichte vum Bierger géintiwwer vun der Verwaltung festleet, muss an enger méi verständlecher Sprooch, zumindest an enger Sprooch, an net deen een Deel op Franséisch an deen aneren Deel op Däitsch, geschriwwe ginn. An ech soen Iech éierlech, d'CSV ënnerstëtzt unisono all Moossname vun der Regierung an Zukunft, fir an déi Richtung vu méi einfacher Steierlegislatioun ze goen.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech als Oppositioun kritesch zu engem Gesetz äussert, da soll een och, esou wäit dat méiglech ass, konkret Virschléi maachen, wéi een et da géif anescht maachen. Dëst ass a Steierfroe sécherlech ëmsou méi schwiereg, well een net déi Méiglechkeeten a virun allem net d'Informatiounen huet, déi d'Steierverwaltung huet, an dat ass och richteg esou, well et gëtt nun eemol e Steiergeheimnis. Mä am Sënn vu konstruktiver Oppositioun, Dir Dammen an Dir Hären, versicht d'CSV dat haut trotzdeem.

Éischtens, de Steiertariff. Wivill Steieren ee méi oder manner muss bezuelen, jo, dat interesséiert bei dëser Reform déi allermeescht. Gutt ass, dës Reform ass vum Finanzminister, ech soen et ganz éierlech, am Februar dëst Joer virgestallt ginn, souguer ier de Gesetzesprojet offiziell deponéiert gouf. Dem Finanzminister seng Kommunikatioun war hei exzellent. De Bierger ka praktesch iwwert den Internetsite vun der Regierung seng eege Situatioun opruffen. Dat war an der Vergaangenheet net de Fall. Gutt gemaach, Här Finanzminister!

D'Neigestaltung vun dem Steiertariff kënnt der Virstellung vun der CSV och entgéint. Dat soen ech kloer an däitlech, och op dëser Plaz. Den Tariff weicht och net fundamental of vun där Steiertabell, wéi mer se elo eigentlech schonn zënter 2002 mat progressivem Steiersaz kennen. An dat ass gutt esou, well all d'Adaptatiounen an der Vergaangenheet goufen zanterhier, ënner verschiddene Regierungsmajoritéiten d'ailleurs, ëmmer large hei am Haus gedroen. A wat gutt ass, dat soll een net einfach esou mat engem Fiederstréch ofschafen.

De Mëttelstandsbockel gëtt iwwert den Tariff ofgeflaacht. Leit mat méi niddregem Akommes gi méi entlaascht wéinst der Verduebelung vun de Steierkreditter. Dës Ausriichtung, fir de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen, hat d'CSV och an hirem Wahlprogramm. Mir stinn dozou an dës Moossname fannen ouni Ofstrécher eis Ënnerstëtzung.

D'CSV, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech awer och kloer an däitlech, schléit doriwwer eraus vir, de steierbefreiten Agangsmontant, dat heescht also dee Montant, bei deem een iwwerhaapt ufänkt an engem Joer Steieren ze bezuelen, vun 11.265 Euro, wéi bis elo, op 12.000 Euro pro Joer eropzesetzen. Domat bezilt een eigentlech méi spéit eréischt Steieren. Dëst bedeit ee Plus, besonnesch fir Leit mat klengem Akommes. Mä vun dëser Moossnam, dat wëssen d'Leit, profitéiert duerch de Steiertariff eigentlech jiddwereen, dee Steiere bezilt. An duerfir ass dat keng bëlleg Moossnam. Dat soll een och soen.

Mä och de Spëtzeverdénger, dee verdéngt hei mat. Dee brauch awer an eisen Aen deen Avantage net. An duerfir wëllt d'CSV, och dat soe mer kloer an däitlech, dass de Spëtzesteiersaz vun 41% an 42% éischter wéi am Regierungsmodell sollt zum Droe kommen. Mir fannen et net ubruecht, fir Leit mat engem Akommes vu 500.000 Euro Joresverdéngscht - Joresverdéngscht: Dat si méi wéi 40.000 Euro Pai de Mount an engem Stot! -, dass déi nach mat 1.500 Euro eleng iwwert den Tariff, ouni aner Moossnamen, déi se kënnen ofsetzen, entlaascht ginn.

Duerfir schléit d'CSV, an dat soen ech och kloer an däitlech am Numm vun eiser Partei, vir, dass d'Spëtzesteiersätz vun 41% respektiv 42% bei 125.000 Euro an der Steierklass 1 - dat si vereinfacht gesot 250.000 Euro an der Steierklass 2, dat heescht fir déi Leit, déi an engem Stot zesumme veranlaagt ginn - respektiv 150.000 Euro - dat sinn ëmgerechent 300.000 Euro, also dat Duebelt an engem Stot - an der Steierklass 2 solle festgeluecht ginn. Ee Stot mat engem Monatsakommes vu 25.000 Euro muss an eisen Aen net méi breet bei dëser Steierreform entlaascht ginn.

Fir d'CSV bedeiten dës Tariffännerungen, déi mir virschloen, ee Plus u sozialer Gerechtegkeet. Vun dëser Ëmverdeelung profitéiere virun allem Leit mat Niddregakommes. Dozou ziele selbstverständlech och d'Leit, bedéngt duerch de Verrechnungsmodus, aus der Steierklass 1A, wou d'Madamm Elvinger mat Recht gesot huet, dass mer 46% mëttlerweil hunn - dat ass eigentlech en Hohn! -, déi ënnert der Aarmutsgrenz hei am Land liewen.

D'Propos vun der CSV, fir de sougenannten „minimum exonéré", also de steierbefreiten Agangsbetrag, an d'Luucht ze setzen, entsprécht och enger traditioneller Positioun an Approche vun der CSV. Si huet iwwregens an der Vergaangenheet bei all Steierreform hiren Néierschlag fonnt. De Käschtepunkt vun dëser Propos mat Erhéijung vum Minimum a gläichzäitegem méi fréien Asetze vun de Spëtzesteiersätz schätze mir - schätze mir, mir hu keng genau Donnéeën, dat musst Der mer verzeien - op ronn 20 Milliounen Euro. Ënne kascht et méi, mä et hëlt een uewen iwwert de Spëtzesteiersaz eppes eran.

Ech erlabe mir och herno, Här President, dës Virschléi spéider als Amendementer ze deposéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Roth, erlaabt Der eng kleng Zwëschebemierkung?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech ënnerbrieche guer net gär. Ech mengen, et ass fir d'Éischt, wou ech et maachen. Et ass just eng Verständnisfro, ob Är Propositioun sech addéiert zu deem, wat vun der Regierung déposéiert ass,...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...dat heescht, d'Verduebelung vum Steierkreditt an esou, dat fannt Der gutt,...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...an dodrop setzt Der Äre Virschlag?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Et ass genau dat. Et ass net, dass mir géifen d'Verduebelung vun de Steierkreditter a Fro stellen. Déi huele mer dran. Déi gi jo bis 80.000 Euro an doriwwer spille se net méi.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Voilà!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sozial Gerechtegkeet.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et ass gutt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mä mir huelen zousätzlech zu deem ënne gäre vun 11.265 op 12.000 Euro an d'Luucht,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'accord!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...an uewen de Spëtzesteiersaz eben éischter gräife loossen,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...oder déi zwee Spëtzesteiersätz éischter gräife loossen, wéi bei Iech, Här Minister.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).*- An ech erlabe mer och, Här President, fir herno zum Schluss vu menger Ried déi zwou Proposen, well et ass eng Ëmännerung vum Artikel 118 an deenen, déi hannendru kommen, als Amendementer ze déposéieren.

Zweetens: Sozial ongerecht an eng selektiv Politik am Interessi vun enger Rei, muss ech soen, scho bal skrupellose Spëtzeverdénger fënnt d'CSV och den Unfug, dee bedriwwe gëtt mëttlerweil mat der Steiercirculaire iwwert déi sougenannten „stock-options". Geschate Steierausfall vun Experte fir d'Allgemengheet: bis zu 300 Milliounen Euro d'Joer!

Richteg ass, an dat soen ech gläich zum Ufank, déi Circulaire ass 2002 ënner engem CSV-Finanzminister, et war deemools de Jean-Claude Juncker, agefouert ginn. An ech soen et och kloer an däitlech, si ass 2012 ënner engem CSV-Finanzminister am Kader vun engem grousse Spuerpak, dem Luc Frieden, méi enk gefaasst ginn. Ech mengen, de geschate Plus vu Recettë war deemools 50 Milliounen Euro, well ech war selwer Rapporteur vun dem Gesetzesprojet, quitte dass dat hei iwwer Circulaire geregelt ass. An de Finanzminister Gramegna huet och d'Instruktioun ginn, wann een dat däerf esou soen, fir dee Regimm méi enk ze faassen a virun allem eng Rei vu méi Donnéeën ze kréien.

Mä richteg ass och, an dat solle mer och soen, dass trotz deenen Upassunge virun allem an der Lescht - an ech mengen an deene leschten Deeg virun allem, dat muss een och esou soen, wou se denken, dass déi Saach géif awer vläicht lues zu Enn goen - vun dësem Regimm regelrecht abuséiert gëtt! Déi urspréinglech Finalitéit, well déi war positiv, vun deem Regimm, déi ass einfach denaturéiert ginn. Duerfir verlaangt d'CSV, an ech soen et och kloer, dass dës Steiercirculaire elo ofgeschaaft gëtt. Mir hunn awer kee Problem domat, dass een eng Iwwergangsphas per Gesetz regelt, an dat mat maximum zwee Joer mat neie Konditiounen.

Ech wäert Iech, Här President, herno eng deementspriechend Motioun am Numm vun der CSV ënnerbreden.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ëm wat geet et hei? Mir sollen de Leit dat och emol eng Kéier kloer soen!

Mä iwwert den „Stock-options"-Regimm bezuele sech Honnerten, wann net mëttlerweil Dausende Kaderen, Dirigeanten, Cheffe vun Entreprisen, jo zum Deel sougenannten oder selbsternannte Fräiberuffler aller Natur eng Partie vun hirem Joresgehalt net als Pai, mä als Versprriechen op Aktien. Dës ginn dann - vereinfacht gesot, well de System ass e bësse méi komplizéiert, mä loosse mer et vereinfacht soen, well da komme se nach besser ewech - mat 17,5% besteiert. An der Regel ass et souguer nach drënner.

Dat heescht konkret, dass deejéinegen, dee seng Joresprimm vun 100.000 Euro elo viru Chrëschtdag iwwer „Stock-options"-Regimm sech ausbezilt, dee behält do ronn 83.000 Euro netto, heiansdo, deemno wéi en et mécht, souguer nach méi. Deejéinege Salarié, Beamten, Fonctionnaire, dee 4.000 Euro als 13. Mount brutto kritt an nom normale Barème besteiert gëtt, jo, dee behält dovunner nach ronn 2.000 Euro netto.

Ass dat sozial selektiv? Mir fannen net!

Fir d'CSV ass dee Regimm, esou wéi en elo abuséiert gëtt, net fair, en ass och net gerecht. Hie gehéiert duerfir opgrond vun deenen Abusen, soen ech nach eng Kéier ganz kloer, aus eiser Siicht ofgeschaaft.

An d'Circulaire, déi steet och fir d'CSV an engem krasse Widdersproch - mir hätten dat och kënne virdru soen, mä et sollt een et elo soen -, an engem krasse Widdersproch zu dem Artikel 101 vun eiser Verfassung, well dee seet ganz kloer: «Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.»

Drëttens: D'CSV fënnt d'Divergenzen iwwert de Käschtepunkt vun dëser Steierreform dach, muss ech soen, ee staarkt Stéck! 373 Milliounen Euro laut Finanzminister fir d'Joer 2017, 829 Milliounen Euro laut Lëtzebuerger Zentralbank. Du simple au méi wéi dat Duebelt!

Et ass net nëmmen de Berechnungsmodus, mat allem Respekt, Här Finanzminister, dee verschidden ass, mä et sinn och zwee verschidde Resultater. An Transparenz gesäit an eisen Aen anescht aus! An dat bei enger Regierung virun allem, déi ugetrueden ass, alles aneschters an alles besser ze maachen, jo, de Mief, also dee faule Geroch vun der CSV, dee misst eraus, hunn Eenzelner gemengt. „Mir soen de Leit, wat op si zoukënnt", esou de Statsminister an der Regierungserklärung am Dezember 2013.

Richteg mag sinn, dass et verschidde Berechnungsmethode ginn, fir Steierausfäll anzeschätzen. Blouss fir d'Leit dobaussen, déi eis nokucken, déi eis nolauschteren, fir déi ass dat net nozevollzéien! An eng seriö parlamentaresch Aarbecht verlaangt am Virfeld Klärung!

Firwat konnten dann esou Interpretatiounsdivergenzen, fir dat dann emol fein auszedrécken, net am Virfeld gekläert ginn? De Wee tëschent der Kongregatiounsgaass, dem Sëtz vun dem Finanzministère, an dem Boulevard Royal, dem fréiere Sëtz vun der BIL an haut deem vun der Zentralbank, deen ass jo wierklech awer net esou wäit. Oder gouf et etwa perséinlech Beréierungsängscht?

Firwat huet de Finanzminister seng Zuelen net iwwerpréiwe gelooss, ier en de Gesetzesprojet déposéiert huet? Firwat gouf net op d'Expertise vun der onofhängeger Zentralbank am Virfeld zréckgegraff? Firwat ass dat net geschitt, obschonns d'Zentralbank schonns zum Ufank drop higewisen huet, zum Ufank vum Joer, wéi Der Äre Projet virgestallt hutt, dass de Käschtepunkt vun dëser Steierreform bei 1,5% Bruttoinlandsprodukt géif leien? Dat konnt Der noliesen am Cahier Nummer 1, 2016 vun der Zentralbank. Well 1,5% Bruttoinlandsprodukt kënnt sensiblement op déi 800 Milliounen oder 829 Milliounen Euro, wéi d'Zentralbank dat elo schätzt.

Firwat huet virun allem net de Statsrot als Gralshüter vun deem Ganzen d'Zuele vun deem Käschtepunkt hannerfrot? Firwat bréngen zwou ënnerschiddlech Berechnungsmethoden esou grouss Ënnerscheeder?

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, trieden dës Ënnerscheeder elo op an net bei fréiere Steieradaptatiounen? D'Zentralbank gëtt et jo net eréischt zënter gëschter, mä zënter 1998. Firwat huet de Finanzminister keng Detailer nogeliwwert iwwert de Käschtepunkt? Well dès le début an nachweislech gouf dee vun Deputéierte a Fro gestallt!

Firwat huet de Finanzminister net op eng Question parlementaire Roth/Adehm geäntwert, wat d'Méieinname vum Stat um Niveau vun der Akommessteier wieren, déi eng Indextranche géif bréngen? Firwat huet de Steierdirekter, de Guy Heintz, an der Finanz- a Budgetskontrollkommissioun misse soen, dat wier eng politesch Fro - recht hat en als Beamten -, op déi hien net kéint äntwerten, obschonns d'Steierverwaltung all Donnéeën huet, fir eng prezis Äntwert kënnen ze ginn? War dat politesch eventuell net erwënscht?

Abee, Här Finanzminister, ech froen Iech dann haut alt nach eng Kéier: Sot der Chamber, sot dem Land, wat eng Indextranche, déi jo dann nom Statec oder no dem Wirtschaftsminister am éischten Trimester 2017 sollt erfalen, dem Land u Plus vun Akommessteier bréngt!

Sot dem Land, Här Finanzminister, wat den Accord salarial an der Fonction publique dem Land sollt u Plus vu Lounsteier bréngen! Ass dat d'Halschent vun deem, wat et kascht huet, wéi d'CGFP seet? Et ass jo net den éischten Accord salarial, deen ofgeschloss gëtt! Et ass och net déi éischt Indextranche, déi erfält!

Et ass keng politesch Fro, Dir Dammen an Dir Hären! D'Land huet e Recht, dës Zuele gewuer ze ginn!

(Interruption)

Dem Finanzminister seng Zuelen, déi limitéiere sech op eng Säit an dem Gesetzesprojet, d'Säit 197, de Projet de loi 7020A corrigendum. Den Detail vun den eenzelne Moossname feelt nach haut.

D'Zentralbank mécht awer dergéint eng detailléiert Analys vun dem Käschtepunkt op iwwer 150 Säiten! Dir wëscht dat ewech mat dem Hiweis, et wieren zwou verschidde Berechnungsmethoden, déi eng „optique droits constatés", déi aner „droits en caisse". Einfach esou?

Neen, ech soen Iech et nach eng Kéier: Och d'Resultat an net nëmmen d'Berechnungsmethode sinn anerer.

De Finanzminister behaapt elo, seng „optique caisse" wier bei vergaangene Regierungen och esou applizéiert ginn. Abee, da kucke mer emol an d'Vergaangenheet! „Zahlen lügen nicht", sot Dir, Här Finanzminister, dem „Tageblatt". Wéisou gouf dann eleng bei der Tariffadaptatioun vun 9% aus dem Joer 2009 bei de Personnes physiques de Steierausfall op sage und schreibe 342 Milliounen Euro geschat? Nozeliesen iwwregens an der Fiche financière vum Projet de loi 5924, en ëffentlecht Dokument.

Dir schätzt Är ganz Steierreform mat alle Moossnamen, fir Leit a Betriber, op e Käschtepunkt vun 373 Milliounen Euro, also knapps 30 Millioune méi.

Dir chiffréiert Är Tariffadaptatioun - Är Tariffadaptatioun - op nëmmen e Verlosch vun 275 Milliounen Euro. D'Zomm vun der Lounsteier, déi louch 2009 - elo haalt Iech gutt un! - bei 2,1 Milliarden. Si läit 2017 bei geschaten 3,4 Milliarden, also eleng d'Lounsteier 60% méi héich!

Et gi méi Steierzueler 2017, d'Lounmass ass méi grouss, 99,5% vun den iwwer 480.000 Steierzueler ginn entlaascht, souguer e Stot mat 545.000 Euro versteierbarem Joresakommes. An Dir wëllt de Leit elo kloermaachen, dass Är Tariffadaptatioun mat allen anere Moossnamen, inklusiv 10% verhältnisméisseg manner Betribssteier fir 2017, nëmme géifen 30 Milliounen Euro méi kaschten, wéi eleng d'Tariffadaptatioun vu virun aacht Joer! Ech mengen, Här Finanzminister, mat allem Respekt, mä do hutt Der Äre kopernikaneschen Zauberstaf erausgeholl.

(Hilarité)

D'Zuele vun der Zentralbank, déi schéngen eis, soen ech awer éierlech, do éischter plausibel. Wann 2009 schonns d'Logik „droits en caisse" bestanen hätt, wéi erkläert de Finanzminister sech dann, dass déi deemoleg Regierung een Déchet fiscal an dem Projet de loi mat 342 Milliounen Euro uginn hat 2009, an 2009 sinn ënnert dem Stréch awer nëmmen 130 Milliounen Euro manner Lounsteier ausgefall? Si hätt sech jo deemools, d'Regierung, zu hiren Ongonschten an hirer Berechnung ëm sage und schreibe 200 Milliounen Euro verrechent.

An ech soen Iech och, wat d'Differenz ass. 342 Milliounen Euro war den „déchet fiscal droits constatés", vun der Regierung a vun der Zentralbank esou ageschat, an 130 Milliounen Euro ware ganz einfach den „déchet fiscal en caisse". An dës Divergenz gëtt et net nëmmen um Plang vun der Lounsteier.

Sans appel ass eiser Meenung no folgend Feststellung vun der Zentralbank um Niveau vun der Betribssteier. Si schreift: «Si le Gouvernement avait basé ses estimations du coût budgétaire sur les projections de l'impôt sur les sociétés telles que prévues dans le budget 2016 en y appliquant la baisse relative du taux de l'IRC,» - also d'Kierperschaftssteier - «la perte fiscale aurait été de 174 millions € en 2017, 271 millions € en 2018 et 281 millions € pour 2019; un tel chiffrage du déchet fiscal» - a lauschtert gutt no! - «serait nettement supérieur aux estimations actuelles de 39 millions € en 2017, 102 millions € en 2018 et 134 millions € en 2019.» Nozeliesen op der Säit 150 am Rapport vun der Zentralbank.

An da kënnt d'Konklusioun: «La BCL s'interroge sur le caractère réaliste» - réaliste! - «des estimations du Gouvernement», seet d'Zentralbank, d'onofhängeg Zentralbank! De President war fréier 20 Joer laang Administrateur général am Finanzministère an en huet sengerzäit all politeschen Dossier vun dëser Regierung a vun dem Lëtzebuerger Stat begleet, mat Bravour iwwregens! «Cette interrogation», schreift d'Zentralbank, «est d'autant plus pertinente à la lumière de la fiche financière du projet de loi, qui ne renseigne pas de manière détaillée le coût prévu pour chacune des mesures. De telles informations auraient éventuellement permis de mieux comprendre les raisons présidant à ces divergences d'estimations.» Dont acte!

An ech ginn hei d'Impressioun net lass, Här President, dass d'Regierung hei op déi normal positiv Evolutioun vun der Lounmass eng deementspriechend méi héich Lounsteier plus Indextranche plus Accord salarial tabléiert, wou mir bis haut déi eenzel Montante jo net kennen, respektiv dass se eis se net soen, fir dann um Enn vum nächste Joer ze soen: „Ma gesitt Der emol, mir hate richteg gerechent, well de Steierausfall ass an der Keess manner grouss wéi deen, deen d'Zentralbank virgerechent hat!"

Här President, ech mengen, d'Regierung huet e seriöe Problem, näämlech de Leit den Zickzackkurs vun hirer kopernikanescher Finanzpolitik ze erklären.

Fir d'Éischt wëllt Der soen, wéi schlecht Juncker, Frieden a Co. gewirtschaft hunn. Iwwregens waren d'Sozialisten och do zéng Joer derbäi!

Plusieurs voix.- Très bien!

D'autres voix.- Ooh! Ouh?

(Brouhaha général)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat waren nach Zäiten!

Duerfir brummt Der de Leit elo...

(Brouhaha général)

Duerfir brummt Der de Leit, Dir Dammen an Dir Hären, elo fir d'Éischt Steiererhéijungen op. D'TVA setzt Dir an d'Luucht, y compris um Bau, entgéint deem iwwregens, wat d'DP nach virun de Wahle gesot huet! Ech liesen Iech hei den Extrait aus dem DP-Wahlprogramm vir.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat hu se ni gär.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da liest och den CSV-Wahlprogramm vir!

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Resultat..."

Mir hunn de Leit gesot, wat op se zoukënnt, Här Bodry.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Liest deen emol vir!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech kommen elo fir d'Éischt zur DP.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat ass eng gutt Lektür!

Une voix.- Eent nom aneren!

Une seconde voix.- Wéi ass et mat Iech?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Berger, et ass eng gutt Lektür! Duerfir lauschtert gutt no!

Une voix.- Mir lauschteren!

M. Gilles Roth *(CSV).*- „Resultat dieser Herangehensweise ist zum Beispiel die Diskussion einer möglichen Mehrwertsteuererhöhung. Sie wurde ins Feld geführt mit dem Argument, die nach 2014 wegfallenden Mehrwertsteuereinnahmen aus dem elektronischen Handel kompensieren zu wollen. Allerdings, bis heute ist unklar, ob eine Mehrwertsteuererhöhung überhaupt notwendig ist...

(Hilarité)

...und welche wirtschaftlichen und sozialen Gegeneffekte sie hätte. Schlimmer noch", seet d'DP - seet d'DP! -...

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...„die Bürger werden im Glauben gelassen, dass eine Mehrwertsteuererhöhung den Steuerausfall kompensieren könnte. Wir wollen", seet d'DP, „diesen steuerpolitischen Blindflug beenden, um eine transparente und für die Bürger nachvollziehbare Steuerreform einzuleiten, um Vertrauen in den Standort Luxemburg zurückzugewinnen!"

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Är Virgabe vu gëscht, Här Statsminister, ënnersträichen Äre Blindflug vun haut!

Plusieurs voix.- Très bien!!!

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir féiert, Här Statsminister, mat Ärer Regierung fir d'Éischt eng sougenannten Zukunftssteier a vun 0,5%, an dat fir eng gratis Kannerbetreiung, déi awer ni kënnt! Mat Ärem Bezuelpak zitt Der de Leit fir d'Éischt 2015 an 2016 eleng 509 Milliounen Euro méi TVA aus der Täsch, plus nach 184 Millioune méi Zukunftssteier, also insgesamt bal 700 Milliounen Euro!

De Referendum vun 2015, jo, dee geet esou richteg an d'Box, an ab deem Datum gëtt nach just verdeelt. Dat, wat Der de Leit aus der Täsch gezunn hutt, dat kréie se elo erëm stéckerchersweis zréck. Aus enger käschtenneutraler Steierreform gëtt op eemol eng Reform, déi 829 Milliounen Euro kascht!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, wat ass dann den CSV-Programm?

M. Gilles Roth *(CSV).*- 2013 war en Defizit vun enger Milliard an dem Zentralstat en Drama! En Drama! Haut klappt ee sech op d'Schëller fir déi gutt Zuelen. Mä wat interesséieren de Statsminister an de Finanzminister wuel hiert Geschwätz vu gëschter!? Haaptsaach Gambia, a Juncker sidd Der lass an d'CSV sëtzt an der Oppositioun!

Une voix.- Ooh!

Une deuxième voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'CSV huet eis déi Situatioun hannerlooss. Kommt, sidd e bëssen objektiv!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Här Statsminister,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, eng Tréin am A hätt nach gepasst!

(Hilarité et interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, véierte Punkt: Jorelaang hunn eis gréng Kolleegen, Madamm Loschetter,...

Plusieurs voix.- Aah!

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...sukzessiv...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just den Här Roth d'Wuert, dee sech dann och erëm, wann ech gelift, un d'Chamber riicht!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President.

(Interruptions par Mmes Viviane Loschetter et Josée Lorsché)

Här President, jorelaang hunn eis gréng Kolleege sukzessiv Regierunge regelrecht gegäisselt, et misst een endlech zu enger ekologescher Steierreform kommen. Si hunn awer ni skizzéiert, wat si dorënner géife verstoen. „Der grüne Faden ist sichtbar", schreiwen déi gréng den 29. Februar 2016, also virun e puer Méint, wéi d'Steierreform presentéiert gouf.

Abee, et ass wierklech nëmmen e grénge Fuedem, dat Ekologescht an dëser Reform: „Der Berg gebar eine grüne Maus"!

(Hilarité)

D'CSV fënnt dat Element gutt, an ech soen et kloer an däitlech, Madamm Loschetter,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Eng kleng gréng Maus.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eng kleng gréng Maus.

(Brouhaha)

Une voix.- ..., mä si ass do!

(Brouhaha et interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dass an Zukunft...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ....a kritt vill Klenger.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dass an Zukunft d'Steiervirdeeler fir...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, lauschtert dem Här Roth no! Et kritt jiddwereen d'Wuert herno.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An och d'Maischen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...och déi blo Kap op.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...dass an Zukunft d'Steiervirdeeler fir Déngschtween un e Bonus-Malus-System - an dat ass wierklech gutt! - gekoppelt ginn, jee no CO_2-Ausstouss.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Mä d'CSV, Madamm Loschetter, déi wier awer méi wäit gaangen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir hätten dee Steiervirdeel insgesamt op Betribsautoe limitéiert bis zu engem maximalen Akafswäert vun 80.000 Euro.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Iwwregens haten déi gréng an der Oppositioun äänlech Iddien, wéi se uganks 2013 nach kämpferesch geschriwwen hunn: „Autos", schreiwen déi gréng, „sind sehr oft auch Statussymbole. Es ist in Zeiten von knappen Staatskassen nicht mehr vertretbar, dass Investitionen in Firmenautos der Oberklasse integral von der Steuer abgesetzt werden können wohingegen gleichzeitig die Steuerlast für private Haushalte ständig zunimmt." Recht haten déi gréng deemools.

Mä wann een de Finanzminister héiert, da schéngt et dem Stat jo elo esou gutt ze goen, soudass déi Iddi vun deene Gréngen net méi huet missen haut zréckbehale ginn. Et ass dach, an dat solle mer éierlech soen, deem klenge Mann dobaussen net ze vermëttelen, dass hie säin Auto muss integral aus senger Täsch bezuelen, an d'Allgemengheet finanzéiert bei Betribsween d'Virléift vun Eenzelne fir englesch Nobelween an italienesch Sportskarosse mat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Och dat huet eppes mat sozialer Gerechtegkeet ze dinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass gréng Politik.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sozial gerecht ass och net, dass an Zukunft en Abattement vu 5.000 Euro fir Elektroautoen agefouert gëtt, 300 Euro fir en Elektrovëlo. Heivunner profitéiert nëmmen de Spëtzeverdénger am meeschten. De Stat leet him 2.000 Euro netto fir säin Elektroauto bäi. De Mindestlounbezéier an déi 40% vun de Leit, déi keng Akommessteier bezuelen, hunn dovu glat a guer näischt! Elektresch Mobilitéit ass an dëser Steierreform eppes fir déi Déck!

Fir d'CSV sollt dogéint jiddwereen, ob Aarbechter, ob Dokter, ob Affekot, ob Bankdirekter, dee sech en Elektroauto keeft, d'selwecht behandelt ginn. Mir schloen duerfir vir, de Kaf vun engem Auto, vun engem Elektroauto generell mat engem uniforme Subsid vun zum Beispill 2.000 Euro ze subventionéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A wa mer schonns bei der ekologescher Steierreform sinn: D'CSV hätt kee Problem gemaach, an ech soen et och kloer an däitlech, fir an Zukunft um Plang vun der steierlecher Ofsetzbarkeet vun de Fahrtkosten tëschent dem Wunnuert an der Aarbecht d'Kilometerpauschal esou ze agencéieren, dass déi éischt sechs Kilometer, amplaz wéi bis elo déi éischt véier Kilometer, net géifen a Betruecht gezu ginn; also zwee Kilometer dropgeschloen. Vun der Kilometerpauschal profitéiert eigentlech souwisou nëmmen deen, dee Steiere bezilt. Wann ee manner wéi sechs Kilometer vu senger Aarbechtsplaaz ewech wunnt, da kann een a Ballungszentren och méi op den ëffentlechen Transport zréckgräifen, well einfach do d'Offer méi grouss ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat musst Der dem Här Mosar awer erklären!

M. Gilles Roth *(CSV).*- A schliisslech, Madamm Loschetter, ass et och net logesch, dass een engersäits den ëffentlechen Transport ënnerstëtzt - wat eng gutt Saach ass a wat mir och matdroen - an iwwert deen anere Wee parallell d'Pendlerpauschal an den Individualverkéier steierlech bevirdeelegt (veuillez lire: a parallell iwwert de Wee vun der Pendlerpauschal den Individualverkéier steierlech bevirdeelegt).

Ech mengen, d'CSV dierft mat dëser Propos awer net eleng dostoen. D'DP huet och an hirem Wahlprogramm stoen: „Wir werden die steuerlichen Vorteile zugunsten des Individualverkehrs insgesamt überprüfen, da es weder wirtschaftlich noch ökologesch Sinn machen kann, einerseits Millionen Euro in den öffentlichen Transport zu investieren", an dat si méi wéi „Milliounen Euro", „und andererseits den Individualverkehr steuerlich zu fördern."

Och nach déi gréng heizou, wéi se nach an der Oppositioun waren, Madamm Loschetter,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Tjo!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Tjo!

(Interruption)

D'Oppositiounsbänk ass haart.

„Die Kilometerpauschale", sou déi gréng, „mit der die Zersiedlung des Landes gefördert wird", mir maachen also Landesplanung, Dir schwätzt vun „Zersiedlung des Landes", „gehört ebenfalls auf den Prüfstand. Vorstellbar wäre, dass sie nur für Menschen erhalten bleibt, die Nachtschichten arbeiten und deren Arbeitszeiten ausserhalb der regulären Bürozeiten liegen. Einsparpotenzial: 30 Millionen Euro. Die Kilometerpauschale fördert ansonsten den Weg in die Sackgasse der fossilen Mobilität.", esou déi gréng vun deemools.

Här President, fënnefte Punkt: D'CSV steet zu hirem Wahlprogramm, och an der Oppositioun. De Regierungsprogramm hat eng global Reform vun der Grondsteier an Aussiicht gestallt. Mir gesinn net emol en Usaz dovunner, weder an der Gemengefinanzreform nach an der Steierreform. D'CSV ass der Meenung, dass eng Upassung no uewe vun der Grondsteier e Plus wier u sozialer Gerechtegkeet.

Eng éischt Immobilie, déi als Eegenheem genotzt gëtt, déi sollt och vun engem Abattement profitéieren. Een, deen awer Immobilien, an ech soen et nach eng Kéier, am Wäert vun zeg Milliounen Euro huet, dee muss och bereet sinn, der Allgemengheet eppes méi iwwert de Wee vun der Grondsteier dovunner zréckzeginn.

Een, deen en Appartement vun 100 m² verlount, dee bezilt duerfir an enger Gemeng - eng deier Gemeng, déi och nach eng Äispist de Moment huet an déi ech nawell kennen - ronn 30 Euro Grondsteier d'Joer, ech betounen: d'Joer! Hie kritt fir dat Appartement ronn 20.000 Euro Loyer d'Joer, 20.000. Jo, dee Propriétaire, dee muss och bereet sinn, mëttelfristeg 150 Euro amplaz déi 30 Euro d'Joer ze bezuelen, déi en och nach vu senger Akommessteier kann ofsetzen. Säin Nettokäschtepunkt ass dann, jee no Spëtzesteiersaz, nach genau 90 Euro, ech betounen: pro Joer.

Jo, d'CSV, an ech soen et kloer an däitlech, deelt a puncto Erhéije vun der Grondsteier dat, wat d'LSAP an hirem Wahlprogramm stoen huet, näämlech „dass die nicht mehr zeitgemäße Grundsteuer grundlegend reformiert wird und mehr zum Gesamteinkommen von (…) (Kommunen) beiträgt;".

A well et esou schéi war, erlaben ech mer, et haut nach eng Kéier ze soen an un dem fréieren LSAP-Budgetsrapporteur, dem Franz Fayot, seng Feststellung ze erënneren, déi mer ganz sympathesch ass a wat mer och voll a ganz deelen, wat Dir, Här Fayot, hei virun zwee Joer op der Chamberstribün gesot hutt, näämlech: „Här President, et gëtt verschidde Pisten a Richtung vun engem méi gerechte [soziale] Steiersystem. Eng dovunner, an déi steet am Regierungsprogramm", seet e Majoritéitsdeputéierten, an net egal wien!, „betrëfft d'Grondsteier. Mir wëssen alleguer", seet den Här Fayot, „dass dës Steier lächerlech niddreg ass an dass se muss reforméiert ginn, fir dass se eng richteg Quell vun Akommes fir d'Gemenge gëtt."

Mir deelen dat als CSV, an ech soen et haart an däitlech, an duerfir wëlle mir d'Grondsteier erhéijen! An d'CSV, dat soen ech gradesou däitlech, léisst sech hei net ënnerstellen, d'Grondsteier wëllen eropzesetzen, fir de Multinationalen, wéi den Innenminister hei gesot huet, Kaddoen ze maachen! Wou si mer dann?!

D'CSV geheit jo och net dëser Regierung vir, d'Betribssteier erofzesetzen an duerfir d'Steierkreditter, Här Gramegna, vun de Salariéen, vun de Rentner, fir d'Fräiberuffler - wat iwwregens e fréieren Arbeitnehmervertrag war, en Arbeitnehmervertrag war - mat engem Akommes vu méi 80.000 Euro einfach ofzeschafen! D'CSV geheit der Regierung jo och net vir, de Leit hir steierlech Ofsetzbarkeet vun de Konsumkreditter an den Assurancëprimmen ze limitéieren, fir de Banken elo Kaddoen ze maachen!

D'CSV-Propos, fir mëttelfristeg am Kontext vun de sougenannte BEPS-Diskussiounen, d'Verbreederung vun der Steierbase, d'Gewerbesteier duerch e sougenannten „impôt communal complémentaire" ze ersetzen - ech betounen, et ze ersetzen, an net d'Gewerbesteier einfach ofzeschafen -, gëtt iwwregens souwuel vun der Zentralbank wéi der Chambre de Commerce ënnerstëtzt.

An erlaabt mer dat ze soen: De leschten Dënschdeg war de Rapport vun der Zentralbank nach net eraus. Mä do kënnt Der genau liesen op der Säit..., an ech ginn dem Här Wirtschaftsminister, deen dat a Fro gestallt huet de leschten Donneschdeg, wéi den Här Mosar en dodrop interpelléiert huet, ech ginn em ganz einfach Lektür vun Extraite vun der Säit 238 vun dem Bericht vun der Zentralbank, deen do heescht: «Remplacement de l'ICC», also vun der Gewerbesteier, «par un impôt communal additionnel sur le revenu. L'impôt commercial communal», schreift d'Zentralbank, «actuel pourrait être remplacé par un impôt complémentaire aux revenus des entreprises. (…) Cette idée avait été émise par le CES», also de Wirtschafts- a Sozialrot, «dans son avis de 1989 concernant la réforme globale de la fiscalité..» Ee vun de beschten Avisen, déi de Wirtschafts- a Sozialrot jee ofginn huet!

«Cette réforme de l'ICC», dat sinn d'Konklusiounen, also déi Iddi, déi d'CSV wëllt proposéieren, «pourrait présenter des avantages pour les différents acteurs concernés:»

Tiret 1: «- une amélioration de la transparence pour les entreprises (…)»

Tiret 2: «- une diminution de la charge administrative tant pour les entreprises que pour l'administration fiscale, (…)»

Tiret 3, an dat, mengen ech, sollte mer alleguerten deelen: «- la promotion du Luxembourg à l'égard d'investisseurs étrangers serait facilitée en présence d'un seul impôt des sociétés,»...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- War dat 1989?

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat hei ass e Rapport vun der Zentralbank, 2016, Här Statsminister.

...«ce qui est d'autant plus souhaitable en période de forte concurrence fiscale.»

Duerfir de Virschlag vun der CSV. A mir schaffen, dat soen ech nach eng Kéier kloer an däitlech, wann een am Kontext vun enger Verbreederung vun der Steierbase, wéi och ëmmer déi sollt ausgesinn, sollt Agencementer maachen un der Betribssteier, un der Gewerbesteier, fir d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen ze erhalen, da schaffe mir an enger konstruktiver Aart a Weis mat. Ech ginn lech haut dat Versprieche.

(Interruption par M. Eugène Berger)

Mir waren do!

Iwwregens, Här Berger, bezuelen och - an huelt dem Här Kersch dat mat! - d'Betriber Grondsteier, oder virun allem d'Betriber! Et ass dach carrément absurd, wéi dat hei gemaach gëtt, dass dee klenge Mann misst elo mat der Grondsteier bludde fir Steiergeschenker fir Entreprisen. Dëst ass total farfelu!

D'Grondsteier bezilt éischtens nëmmen deen, deen en Terrain oder en Haus iwwerhaapt emol besëtzt an, zweetens, d'Chiffere widderleeën déi Mär vum Här Kersch - oder gëtt se gedeelt vun engem Deel vu Sozialisten? - vun deene klenge Leit, deenen een an de Portemonni géif gräifen!

2014 - lauschtert dat gutt no! - war d'Gesamtopkommes vun der Grondsteier hei am Land, d'Gesamtopkommes fir déi 2.600 km², 34 Milliounen Euro fir alles, dovunner 1,5 Milliounen - an Däitschland géife se soen „Milliönchen" - Impôt foncier A, dat ass also fir sämtlech Lännereien, Bëscher an alles, wat gréng ass, oder aneschters ausgedréckt: 4,3% vun der gesamter Grondsteier; 7,6 Milliounen Euro vun deene 34 fir Wunnhaiser oder 22% vun der gesamter Grondsteier, an 18,8 Milliounen Euro fir d'Betribsgebaier oder 55% vun der gesamter Grondsteier; de Rescht, nach insgesamt 6% fir Constructions mixtes, also Betriber a Privates gemëscht, a 5% fir sougenannten erschlosse Bauplazen, déi awer net bebaut sinn.

Mat enger Erhéijung vun der Grondsteier, déi zu 61% d'Betriber betrëfft, zu 5% meeschtendeels privat Immobiliespekulanten... Well wann een eng Bauplaz ka leie loossen, net fir seng Kanner, mä wann een déi iwwer eng laang Zäit ka leie loossen, fir ze soen: „Ech kréien do méi wéi op der Bank", dann ass dat engem säi gutt Recht. Mä da muss en och vun där Plus-value, déi en dovunner kritt, muss en och bereet sinn, fir en Deel, eppes un d'Allgemengheet ofzeginn. Domadder mécht ee keng Steiergeschenker fir d'Multinational.

Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi d'Regierung, oder Eenzelner vun hinnen... Ech ka mer näämlech net virstellen, dass dat do vun der ganzer Regierung gedeelt gëtt. Dat ass ganz einfach grotesk! Et seet vill iwwert déi Manéier aus, mat där dës Regierung Politik mécht. Déi dréit och net onbedéngt zu hirer Kredibilitéit oder zu der Kredibilitéit vun eenzelne vun hire Membere bäi.

D'Geschicht vum Grëff an de Portmonni vum klenge Mann, jo, dee kléngt ëmmer gutt! D'Zuele beweisen awer an dësem Fall exakt de Contraire vun deem, wat behaapt gouf.

Eng progressiv Verfënneffachung vun der Grondsteier, wéi d'CSV se proposéiert huet, fir Propriétairë vu Wunnhaiser, net déi vun Eegenheemer, géif dem Stat mëttelfristeg - nun haalt lech gutt un! - ganzer 28 Milliounen Euro, ech widderhuelen et, 28 Milliounen Euro méi erabrëngen. Dat geet emol net duer, fir de Steierausfall ze bezuelen, deen d'Chamber haut de Betriber gëtt, andeems d'Bonification à l'investissement ëm 1% an d'Luucht gesat gëtt. Dat droe mer iwwregens mat.

28 Milliounen Euro ginn emol net duer, fir de Steierausfall ze begläichen, deen doduerch entsteet, dass d'Plus-values-Steier op Immobilieverkeef - och dat hu mer matgedroen, mä d'LSAP huet deem och zougestëmmt - vun der Halschent op ee Véierel elo vum Taux global erofgesat gëtt.

28 Milliounen Euro ginn emol net duer, an dat ass ee Véierel nëmme vun der sougenannter Zukunftssteier, déi dës Regierung och dem Mindestlounbezéier ouni eegent Haus pro Joer opgebrummt huet!

28 Milliounen Euro ass net grad dat, wat dës Regierung de Klengspuerer méi, iwwer eng Erhéijung vun den Zënsen op de Spuerkonten, aus der Täsch zitt!

D'CSV ass skandaliséiert, mat wat fir engen Argumenter hei eenzel Regierungsmembere versichen, d'Chamber an d'Leit aus reng parteipolitescher Ideologie hannert d'Liicht ze féieren! Et ass net deen éischten Dossier, wou dat geschitt, an et wäert och mat Sécherheet net dee leschte sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- An et erstaunt dach net wéineg, dass d'Regierung op eemol eng Reform vun der Grondsteier - oder Eenzelner vun hinnen - mat enger Finalitéit verbënnt. D'Grondsteier ass eng Steier, et ass eng Gemengesteier! Et ass keng Tax. Et ass och keng Redevance! Duerfir kann ech och net higoen a soen, d'Grondsteier géif reforméiert ginn, wann, wéi den Innenminister um Radio gesot huet, elo op eemol Seniorepolitik domadder géif bedriwwe ginn.

«L'impôt», Dir Dammen an Dir Hären, «n'a pas de contrepartie déterminée pour le contribuable». Eng Steier, Dir Dammen an Dir Hären, däerf ebe keng spezifesch Finalitéit hunn. An dat ass och gutt esou. Oder féiere mer elo virum Tour de France an den nächste Gemengerotswahlen eng Stroossesteier an, fir neie Belag op d'Stroossen ze schmieren? Féiere mer deemnächst eng Luuchtesteier an, fir d'Luuchtepottoen, déi ofgeseet goufen, erëm opzeriichten?

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Zu wat d'Finalitéite vun dëser Regierung féieren, huet déi sougenannt Zukunftssteier, d'Zukunftssteier bewisen: 200 Milliounen Euro doriwwer opgehuewe mat der Finalitéit fir Kannerbetreiung. Geet haut all Kand gratis an d'Crèche? Geet haut all Kand gratis an d'Maison relais? Menges Wëssens net! Eng Pompjeessteier gouf agefouert op den Autoshaftflichten, fir den zukünftege Rettungsdéngscht, de CGDIS, ze finanzéieren. Gëtt et dee Rettungsdéngscht ewell? Neen! De Gesetzesprojet ass emol nach net vun dem Statsrot a senger definitiver Fassung aviséiert.

Här President, fir d'LSAP, déi fir d'Neesaféierung vun der Verméigenssteier, fir eng Räichesteier, jo, souguer fir eng Ierfschaftssteier an direkter Linn agetruede war, schéngt d'Grondsteier elo an der Regierung awer keen Thema méi ze sinn. Well wéi ass et ze verstoen, dass si d'lescht Woch géint eng Motioun vun der CSV gestëmmt huet, fir précisément d'Grondsteier ze reforméieren? Verstéi do wie wëllt!

D'LSAP stëmmt bei der Grondsteier géint hir eege Wahlversprieche, géint de Regierungsprogramm vu Gambia.

D'CSV steet zu hirem Wahlprogramm! Mir si géint eng Verméigenssteier. Mir si géint eng Räichesteier. Mir si géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn. Mir sinn...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...de Spëtzesteiersaz wollten ausweiden.

(Interruptions diverses)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir si fir eng Reform vun der Grondsteier, déi de reelle Wäerter vun den Immobilie Rechnung dréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Roth, dierf ech lech just eng Fro stellen?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt jo elo en Deel vun Ärem Wahlprogramm zitéiert, mä Dir hutt net deen zitéiert iwwert d'Betribsbesteierung. Ech wär frou, wann Der deen och géift zitéieren! Wann Der en net bei lech hutt, ech hunn en hei: „Wir streben keine generelle Erhöhung der betrieblichen Steuerlast an."

M. Gilles Roth *(CSV).*- Majo duerfir hu mir jo...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An haut frot Der just de Contraire! Dir frot näämlech, dass se nach méi wäit erofgesat gëtt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, dat do... Ma neen! Et ass jo...

(Brouhaha)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gelift?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Well et ass richteg, an dozou sti mer! Mir wëlle keng Erhéijung vun der Betribssteier, duerfir stëmme mer Är Senkung mat. A mir hu Propose gemaach, wéi een an Zukunft de BEPS-Diskussioune géif Rechnung droen am Kontext vun enger...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir stëmmt se mat, dat ass gutt ze wëssen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, ech verstinn net, wou do... Ech verstinn do net, wou eng Divergenz ass.

(Brouhaha)

Här President, sechste Punkt! D'CSV ass géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn.

Plusieurs voix.- Mir och!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da si mer eis do eens. Mir sinn der Meenung,...

(Hilarité et interruptions)

Mir sinn der Meenung,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, Här President - Merci! -, dass een den Tariff vun der Ierfschaftssteier awer sollt op de Leescht huelen, vun dem Droit de succession. Deen ass zanter 1984, also méi wéi 30 Joer, net méi ugepasst ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Firwat dann?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat, wat d'Leit dobaussen, Madamm Loschetter, net wëssen - neen, dat hei soll ee seriö soen -, dat, wat d'Leit dobaussen net wëssen, ass, dass, wann een ierft ouni Verwandschaftsgrad, ee jee no Wäert vun Immobilie bis zu 48% Droit de succession bezilt. Haut liewen, besonnesch am Alter, awer oft Leit zesummen ouni Verwandschaftsgrad, well se dat opgrond vun hirer Liewensvergaangenheet vläicht net esou wëllen, an dat soll een och respektéieren. A wann dann iwwer Testament vererft gëtt, da kënnt et oft emol zu ganz béisen Iwwerraschungen. Firwat? Mä de Wäert vun den Immobilien vun 1984, also vu virun 30 Joer, ass net vergläichbar mat deem Wäert vun haut, an da kënnt et ganz séier oft zu ganz héijen, séier héije Steiersätz.

Et ass duerfir d'Suggestioun vun der CSV, fir mat de Vertrieder vum Enregistrement, well si sinn duerfir zoustänneg, dëse Problem a Rou ze kucken an da gegebenenfalls dës Tabell eng Kéier unzepassen.

Här President, e siwente Punkt: Am Telegrammstil zum Schluss d'Positioun vun der CSV zu enger Rei vu Moossnamen aus dësem Gesetzesprojet. D'CSV fënnt d'Iddi vun der optionaler Individualbesteierung - et ass e kompliziéiert Wuert - gutt. Et geet awer net duer, fir ze soen: „Mir maachen domadder eng modern Steierreform." Et muss een d'Leit och, mengen ech, éierlech iwwert d'Vir- an d'Nodeeler vun dëser Individualbesteierung opklären. Wichteg ass, dass mat där Méiglechkeet jiddwereen an engem Stot fir seng eege Steieren eigentlech responsabel ass.

Bei Beamten a bei Salariéë gëtt d'Steier dann direkt mat dem Monatsgehalt ofgehalen. Et verdéngt een dee Moment mat senger Pai netto manner, mä et brauch een deementgéint duerfir keng oder manner Avancë méi ze bezuelen. Mä et bezilt een, an dat soll een och kloer soen, duerch d'Individualbesteierung eigentlech an der Regel ëmmer méi Steieren, wéi wann een zesumme besteiert gëtt, zesumme veranlaagt gëtt. Et sief, de Stot deklaréiert, an d'Gesetz gesäit déi Méiglechkeet vir, dass et hallef an hallef, exakt hallef an hallef opgedeelt gëtt. D'Gesetz, wéi gesot, erlaabt et.

Bei der Haftung fir d'Steierschold, an dat soll een awer de Leit dobaussen och kloer esou soen, dat heescht, beim Bezuele vun der Steierschold funktionéiert den neie System bei engem Regimm vun der sougenannter Séparation des biens, also enger Gütertrennung. Do funktionéiert dat, well jiddwereen och säin eegent Verméigen huet. Bei enger Gütergemeinschaft, enger Communauté universelle dogéint mag wuel jiddwereen eenzel am Stot fir seng Part Steieren da responsabel sinn, mä am Endeffekt, wann een Ehepartner net bezilt, zum Beispill am Fall, wou eng Scheedung sech ubaant, gräift am Endeffekt d'Verwaltung awer op déi net bezuelte Part vun der Gütergemeinschaft, vun der Communauté universelle zréck, fir d'Steierschold anzedreiwen.

Ech mengen, et ass esou, mä et soll een de Leit dat och - Här Finanzminister, Dir nickt -, dat

soll een de Leit och esou soen. Et wier duerfir gutt, wann d'Leit mat einfache Beispiller iwwert de Regimm vun der optionaler Individualbesteierung, hir Vir- an Nodeeler, géifen informéiert ginn, zum Beispill iwwert den Internetsite vun der Steierverwaltung oder deen, deen Der opgemaach hutt, vun der Réforme fiscale.

Här President, aachte Punkt, iwwert d'Steierklass 1A scheede sech zanter 1990 d'Geeschter, méi laang wéi geschloe 25 Joer. Dëse Regimm ass seinerzeit agefouert gi fir déi Leit, déi gescheet goufen a Kanner à charge haten. Firwat deemools dës eege Kategorie? Mä well et virdrun zu Abuse koum, dass d'Leit sech reieweis scheede gelooss hunn an awer weider zesumme gewunnt hunn, well se an deem Fall allen zwee an enger Koppel an trotz Scheedung vun der Steiermoderatioun fir Kanner weider konnte profitéieren. A si hate seinerzeit, bedéngt och duerch déi héich Spëtzesteiersätz, enorm steierlech Avantagen.

Steierrechtlech gesinn - ech weess, dass dat de Leit dobausse schwéier ze vermëttelen ass - dierft et eigentlech just eng Steierklass 1 an eng Steierklass 2 ginn. Den Här Gramegna hat et versicht, wéi d'Pétitionnairen hei waren. Et war net ganz gutt ukomm. Mä hien hat awer an der Saach recht.

Deemools war also d'Steierklass 1A ënner politeschem Drock als Zwëscheléisung agefouert ginn, well se hunn alleguer gesot: „Im Handumdrehen haben sie Witwen zu Junggesellen gemacht." Nu ginn et mëttlerweil awer niewent de Wittleit enorm vill Elengerzéier, déi och an der Steierklass 1A besteiert ginn, an doniewent selbstverständlech och nach alleguerten, wéi ech virdru gesot hunn, d'Wittleit, déi dräi Joer nom Doud oder nom Ofliewe vun hirem Partner och automatesch vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A falen.

Als Wittleit, wa se zu zwee zesumme geschafft hunn, kréie se nom Doud vun hirem Partner duerch de Cumul vun der Eegepensioun mat der Witwepensioun eigentlech méi wéi déi eege Rent, déi jiddweree virdrun am gemeinsame Stot hat. Ech betounen: d'Eegerent. Dës méi héich Pensioun gëtt dann an der Éischt favorabel besteiert an der Steierklass 2. An no dräi Joer kënnt dann de Mann mam décken Hummer, well fir déiselwecht Bruttopensioun, cumuléiert Pensioun, eigentlech méi en héije Steiersaz applizéiert gëtt. D'Leit hunn also netto manner Pensioun.

Dëst ass e sensibele Sujet. Eng richteg Gerechtegkeet fënnt een net. De Gesetzesprojet gesäit hei eng Rei vun Adaptatiounen am Interessi vun den Elengerzéier vir. Dës gi fir eis an déi richteg Richtung an dat ass gutt esou. A mir ënnerstëtzen dat och ausdrécklech.

Mir soe gradesou däitlech, dass d'CSV proposéiert, doriwwer eraus d'Iwwergangszäit vun der Steierklass 2 an d'Steierklass 1A vun dräi op fënnef Joer auszedeenen. Ech soen awer riichteraus: Dat ass eng Propos. Mir hu keng genau Aschätzungen dovunner, wat de Steierausfall géif ausmaachen. Mä wann déi Propos och sollt vun der Regierung gedeelt ginn, kéinte mir mat op dee Wee goen.

Här President, néngten an ee vun de leschte Punkten: De Gesetzesprojet gesäit eng Rei vun Ännerunge vir um Niveau vun der Besteierung vun de sougenannten „Non-résidenten". Betraff sinn direkt oder indirekt eng ronn 160.000 Frontalieren. Richteg ass, dass an der Vergaangenheet eng Rei Upassungen un dem Besteierungsregimm vun den Non-résidents gemaach goufen, fir am Aklang mat der europäescher Rechtsspriechung ze sinn. Ech war selwer Rapporteur vun etleche vun deene Projeten. Äänlech iwwregens - an dat ass richteg gesot gi vun der Madamm Elvinger a vum Här Berger -, wéi mer d'Familljenzoulagen an och d'Studentebäihëllefe ganz einfach mussen opgrond vun der europäescher Rechtsspriechung fir déi Leit an d'Ausland exportéieren.

Mä loosse mer et och riichteraus soen: Duerch déi verschidden Adaptatiounen an dem Steiergesetz si Situatiounen entstanen, an dat solle mer och däitlech soen, wou de Frontalier heiansdo besser ewechkënnt wéi eng vergläichbar Situatioun vun engem Lëtzebuerger hei am Land. Resultat: Frontalieren a Lëtzebuerger gi gläich besteiert, mä eng Rëtsch vu Frontaliere kommen an Zukunft... duerch déi Gläichbesteierung vu Lëtzebuerger a Frontalieren, wéi Dir se virschlot, kommen eng Rëtsch vu Frontaliere manner gutt ewech wéi déi Situatioun, wéi se se virdrun oder bis haut kannt hunn.

Et ass dach schonns en Ënnerscheed, ob ee Fransous d'Steierklass 2 krut, wa 50% vun de Revenue vum Ménage zu Lëtzebuerg verdéngt gi sinn. An Zukunft kritt een déi Steierklass an der Regel nëmme méi, wann 90% vun de Revenuen aus dem Stot zu Lëtzebuerg verdéngt ginn. An de Problem stellt sech - dat ass jo och illustréiert ginn, ech mengen, vun de Gewerkschaftsvertrieder, zu Recht iwwregens -, dass am Fall vu Renten dat kann zu Schwieregkeete féieren, well deen een dann, loosse mer soen, wann en 80% vu senger Rent zu Lëtzebuerg kritt, e kritt 20% zu Thionville, jo da kënnt en net op déi 90%, fir d'Steierklass 2 wéi bis elo ze kréien.

D'CSV steet, soe mer riichteraus, zu enger Gläichbehandlung vu Frontalieren a Lëtzebuerger. Et däerf net zu enger Diskriminatioun kommen, mä och net zu enger Discrimination à rebours, wou Frontalieren en Avantage hätte par rapport zu de Lëtzebuerger.

Dat ass e sensibelt Thema. Lëtzebuerg huet eng dominant Positioun an der Groussregioun. Dovunner profitéieren och Leit iwwert d'Grenzen eraus. Mä eist Land, solle mer och kloer an däitlech soen, huet och deenen 160.000 Frontalieren, déi mer elo hunn an déi mer virdrun haten, vill ze verdanken.

An d'CSV verschléisst sech op deem Punkt net eenzelnen Upassunge vun dem Gesetzesprojet op dësem Plang, wa se sollten néideg ginn, Här Minister.

Här President, zéngte Punkt: Steierbedruch, an d'Madamm Elvinger huet et gesot, dat ass kee Kavaléiersdelikt. D'CSV dréit do déi nei Strofbestëmmunge mat, wouduerch an Zukunft nieft der sougenannter „escroquerie fiscale" och eng „fraude fiscale aggravée" an d'Strofrecht fält, dat heescht, op gutt Lëtzebuergesch gesot, wann ee 25% oder méi vu senge Steiere strëppt, déi eigentlech geschëllt sinn, mä dat muss iwwert de Montant vun 10.000 Euro insgesamt erausgoen.

Den neie Regimm - fannen ech op deem Punkt, fanne mir op deem Punkt - ass kloer. Fir eng Fraude fiscale simple, déi bis elo zum Deel awer am Penal war, bleift et an Zukunft, an dat ass och gutt esou, bei enger administrativer Strof. Well wat zielt bei de Steieren? Ma virun allem, dass de Stat déi Suen, déi geschëllt sinn, erakritt, a bei méi schwéiere Steierdelikter spillt och zu Recht de Penal. Dëst steet och, mengen ech, eis international gutt zu Gesiicht.

An ech soen et och kloer an däitlech, Här President, d'CSV begréisst an deem Kontext ausdrécklech dem Finanzminister seng Efforten op internationalem Plan, déi en iwwert déi lescht dräi Joer mécht. An dat ass net ëmmer ganz einfach. E mécht dat diplomatesch, mä e mécht dat mat där néideger Häert an e mécht et gutt fir méi Transparenz am Austausch vu Steierinformatiounen. D'Zäiten, dat solle mer och soen, déi hu sech geännert. Eist Land - a fir et diplomatesch och auszedrécken -, eis Finanzplaz, déi Instrumenter, déi se nach viru 15 Joer gebraucht huet, brauch se haut net méi. Si huet sech gutt adaptéiert.

Här President, eelefte Punkt - et sinn nach zwou Säiten -, den Taux vun der Zënsbesteierung fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, geet vun elo 10% op 20% an d'Luucht. Dat heescht konkret a vereinfacht gesot, dass bei engem Zënssaz vun 1% an engem ugespuerte Kapital, fir et einfach ze soen, vu 25.000 Euro 20% Steieren op Zënsen elo ofgehale ginn. Dës Moossnam kréie virun allem Klengspuerer, déi net an déi sougenannt „produits structurés" investéiere kënnen, opgebrummt, well do fält keng Steier un.

Eng Alternativ wier gewiescht, de Besteierungssystem vun Zënsen an Dividenden unzegläichen an zum Beispill Zënsen an Dividende forfaitaire mat 15% ze besteieren. Mä mir stellen awer déi Moossnam do, ech soen et och kloer an däitlech, net a Fro.

(Interruption)

Jo.

Här President, zwielefte Punkt: D'Unhiewe vun de Plaffonge fir d'steierlecht Ofsetze vun de Scholdzënsen am Wunnengsbau respektiv vun Zousazversécherungen dréit d'CSV mat. Beim Wunnengsbau, ech soe just beim Wunnengsbau, hätte mir eis awer kënne virstellen, dass d'Frist, wou een d'Scholdzënsen nëmme méi plafonéiert kann ofsetzen, schonns ufänkt ze lafen, wann de Prêt fir d'Haus liquidéiert gëtt an net eréischt, wann een am Haus wunnt. Dëst aus sozialer Gerechtegkeet. Firwat?

Mä een, deen d'Méiglechkeet huet, fir net mussen direkt a säin neit Haus eranzeplënneren, dee setzt esou laang näämlech sämtlech Scholdzënse vun dem Prêt of. An am Ufank ass dee Prêt natierlech vill méi héich, well déi gesamt Zënse lafen op deem volle Montant vum Prêt op. A Leit, déi sech net parallell kënnen zwou Wunnenge leeschten, déi kënnen dat net.

Duerfir wier eis Propos op deem Punkt, fir ze soen, dee Moment, wou de Prêt liquidéiert gëtt, do fänken déi fënnef Joer un, wou deen héije Montant vun dem Abattement a Fro kënnt, an dann all Kéiers progressiv ab deem Dag manner.

Här President, dräizéngte Punkt: Wat d'Betribsbesteierung ugeet - ech ginn do méi séier derduerch, well den Här Mosar d'lescht Woch schonn eis Vuen dozou gesot huet -, ginn d'Adaptatiounen, déi gemaach goufen, mengen ech, zum groussen Deel an d'Fuerderunge vun dem Secteur eran, ob dat den Amortissement accéléré ass, d'Transmissioun vun den Entreprisen, d'Eropsetze vun der Bonification à l'investissement, déi mer matdroen. Déi progressiv Ofsenkung vun dem Tariff, Här Schneider, droe mer och selbstverständlech punktuell mat.

D'CSV ass awer der Meenung, dass, sécherlech, bei der Bonification d'impôt de Steiersaz elo emol eropgeet, an der Vergaangenheet ass en och erëm ënner CSV-Ministere emol erofgesat ginn, dat geet also hin an hier. Mir maachen Iech awer do kee Virworf, well dat passt sech jeeweils no der jeeweileger Situatioun un. Dat wourop ee soll oppassen, dat ass, dass déi Bonification à l'investissement net mëssbraucht gëtt, fir aner Saachen doriwwer ofzesetzen iwwer Gesellschaften, fir déi se wierklech geduecht sinn. Ech soen dozou net méi.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Bei dem Eropsetze vun der Mindeststeier... Et war eng Iddi vun der LSAP och ënner fréierer Regierung. Ech muss ganz éierlech soen, deemools ware mir, an ech mengen, och d'Ministere ware relativ skeptesch. Dat huet sech erwisen, dass dat eigentlech keng gréisser Steierausfäll mat sech bruecht huet. Dat kënne mir matdroen. Ech ginn dovun aus, dass och d'Kompetitivitéit do mat gedroe gëtt (veuillez lire: do mat gekuckt ginn ass). Dat fannen ech eigentlech eng gutt Iddi, well et gëtt och no bausse vermëttelt, dass jiddwereen, och vun de Betriber zu Lëtzebuerg, eng Steier bezilt.

Véierzéngten a leschte Punkt, kuerz: Eng Rei Upassunge goufe gemaach um Plang vun de sougenannten „Sonderausgaben", also den Dépenses spéciales oder wéi een déi och ëmmer wëllt nennen: manner steierlech Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen op de Konsumkreditter, wann een alles zesummenzielt, méi steierlech Ofsetzbarkeet vun de privaten Zousazversécherungen, drëtte Pilier - ass och eng gutt Saach. Dat fënnt ee gutt oder net. Mir fannen dat gutt. Si si vun der Regierung motivéiert a mir ginn och dovun aus, dass déi Motivatioun, déi derbäi war**,** an déi richteg Richtung geet.

Generell ass awer d'CSV der Meenung, dass d'Chamber sollt all Joers e genaue Rapport kréien iwwert den Déchet fiscal vun eenzelnen Abattementer an engem schrëftlechen Evaluéierungsbericht, wéi déi gräifen. An dee sollt eigentlech de Budgetsdokumenter - dee Rapport d'évaluation - mat bäigeluecht ginn. Ech mengen, dat ass keng halsbriecheresch Aarbecht, mä et gëtt méi Transparenz, ier een iwwert de Budget ofstëmmt.

Zur Konklusioun, Här President - ech hat gemengt, ech wier a 50 Minutte fäerdeg, ech si mëttlerweil bei 66 -, d'CSV begréisst,...

(Interruptions)

D'CSV begréisst, dass et zu enger Steierreform kënnt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'Offlaache vun dem Mëttelstandsbockel an d'Aféierung vun de Steierkreditter fir Niddregverdénger huet d'Regierung, ganz éierlech gesot, gutt gemaach.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- D'Berechnunge vun dem Käschtepunkt, déi sinn an eisen Ae falsch. Fir d'CSV léien do d'Zuele vun der Zentralbank net! D'CSV huet oder huet versicht, mat méi oder manner groussem Succès, a 14 Punkte konkret Alternativvirschléi ze maachen. Dräi dovunner, Här President, si fir d'CSV net négociabel:

1. en Erhéije vun dem steierbefreiten Agangsmontant vun 11.265 Euro op 12.000 Euro pro Joer,

2. d'Asetze vun de Spëtzesteiersätz vun 41% ab engem Akommes vun 125.000 Euro an der Steierklass 1, 250.000 Euro an der Steierklass 2, also an engem Stot, respektiv 42% fir dat Akommes, wat méi héich ass wéi 150.000 Euro an der Steierklass 1. Dat sinn 300.000 Euro an der Steierklass 2,

3. d'Ofschafe vun der Steiercirculaire iwwert d'„stock-options" mat gegebenenfalls engem befristeten Auslafregimm, deen engem Gesetz a virun allem strikte Konditiounen ënnerläit.

Duerfir, Här President, iwwerreechen ech Iech wéi ugekënnegt am Numm vun der CSV-Fraktioun Amendementer fir eis Tariffvirschléi an eng Motioun fir d'Ofschafe vun der Steiercirculaire iwwert d'„stock-options". Sollten dës dräi Fuerderungen net erfëllt ginn, wäert d'CSV dës Steierreform net stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Amendement 1

L'article 1er, point 14° est modifié comme suit:

«Article 118

L'impôt sur le revenu est déterminé en fonction du revenu imposable ajusté au sens de l'article 126, conformément aux dispositions des articles 119 à 121 et 124 sur la base du tarif suivant:

0% pour la tranche de revenu inférieure à 12.000 euros

8% pour la tranche de revenu comprise entre 12.000 et 13.137 euros

9% pour la tranche de revenu comprise entre 13.137 et 15.009 euros

10% pour la tranche de revenu comprise entre 15.009 et 16.881 euros

11% pour la tranche de revenu comprise entre 16.881 et 18.753 euros

12% pour la tranche de revenu comprise entre 18.753 et 20.625 euros

14% pour la tranche de revenu comprise entre 20.625 et 22.569 euros

16% pour la tranche de revenu comprise entre 22.569 et 24.513 euros

18% pour la tranche de revenu comprise entre 24.513 et 26.457 euros

20% pour la tranche de revenu comprise entre 26.457 et 28.401 euros

22% pour la tranche de revenu comprise entre 28.401 et 30.345 euros

24% pour la tranche de revenu comprise entre 30.345 et 32.289 euros

26% pour la tranche de revenu comprise entre 32.289 et 34.233 euros

28% pour la tranche de revenu comprise entre 34.233 et 36.177 euros

30% pour la tranche de revenu comprise entre 36.177 et 38.121 euros

32% pour la tranche de revenu comprise entre 38.121 et 40.065 euros

34% pour la tranche de revenu comprise entre 40.065 et 42.009 euros

36% pour la tranche de revenu comprise entre 42.009 et 43.953 euros

38% pour la tranche de revenu comprise entre 43.953 et 45.897 euros

39% pour la tranche de revenu comprise entre 45.897 et 100.002 euros

40% pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 et 125.000 euros

41% pour la tranche de revenu comprise entre 125.000 et 150.000 euros

42% pour la tranche de revenu dépassant 150.000 euros.»

Commentaire

Il est proposé d'accentuer la dimension sociale de la réforme:

- le minimum tarifaire exempté sera augmenté à 12.000 euros pour se rapprocher d'une exemption du revenu minimum garanti,

- les nouvelles tranches d'imposition de 41 pour cent et 42 pour cent s'appliqueront à partir d'un revenu imposable annuel de 125.000 euros respectivement de 150.000 euros.

Dans son avis relatif aux projets de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020, la Banque centrale de Luxembourg note en effet que l'impact de la réforme sera positif pour une très grande majorité de contribuables (99,5%) et profitera donc également à des revenus très élevés allant jusqu'à 278.000 € en classe 1 et 556.000 € en classe 2.

La moins-value fiscale résultant de l'augmentation du minimum tarifaire combinée aux nouvelles tranches d'imposition de 41 respectivement 42 pour cent se chiffre, d'après nos calculs à quelque 20.000.000 euros en 2017.

Le déchet fiscal résultant de notre proposition sera plus que neutralisé par l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions, dont les moins-values fiscales se situent dans une fourchette comprise entre 100 et 300 millions d'euros.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Amendement 2

L'article 1er, point 15° est modifié comme suit:

«Article 120bis

L'impôt à charge des contribuables de la classe 1a est déterminé par application du tarif au revenu imposable ajusté réduit de la moitié de son complément à 45.060 euros, sous réserve que le taux d'accroissement maximal ne puisse pas dépasser 39% pour la tranche de revenu comprise entre 37.842 euros et 100.002 euros, 40% pour la tranche de revenu comprise entre 100.002 euros et 125.000 euros, 41% pour la tranche de revenu comprise entre 125.000 euros et 150.000 euros et 42% pour la tranche de revenu dépassant 150.000 euros.»

Commentaire

L'article 120bis est modifié à l'instar de l'adaptation tarifaire proposé dans l'amendement 1. En effet, afin de rapprocher la progressivité de l'impôt de la classe 1a de celle en classe 1, il est ajouté une limitation restreignant le taux marginal à un maximum de 39% pour les revenus imposables inférieurs à 100.002 euros, à 40% pour les revenus entre 100.002 euros et 125.000 euros, à 41% pour les revenus entre 125.000 euros et 150.000 euros, et à 42% pour la tranche dépassant le revenu de 150.000 euros.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Amendement 3

L'article 1er, point 21° est supprimé.

Commentaire

Dans un esprit de développement de la mobilité durable, de réduction des émissions de CO_2 dans le secteur des transports et d'amélioration de la qualité de l'air en raison de la réduction des NO_x escomptée, de même que pour des raisons d'équité sociale, il est proposé de faire bénéficier toute personne éligible d'une aide financière directe à la place d'un abattement fiscal réservé à certaines classes de revenus seulement.

En toute logique, l'article 1er, point 21° introduisant l'abattement «pour mobilité durable» (nouvel article 129d) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu) est supprimé et remplacé par une aide financière directe de 2.000 € pour une voiture automobile de personnes à zéro émissions de roulement qui fonctionne exclusivement à l'électricité ou exclusivement avec une pile à combustible à hydrogène immatriculée au Grand-Duché de Luxembourg après le 31 décembre 2016. Les autres conditions à remplir pour bénéficier de l'aide financière seront déterminées par règlement grand-ducal.

En ce qui concerne les cycles à pédalage assisté et cycle acquis après le 31 décembre 2016, une aide financière de 120 € est accordée aux acquéreurs dans des conditions à déterminer par règlement grand-ducal.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 1

La Chambre des Députés,

• vu la circulaire du directeur des contributions directes L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002 concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions («stock option plans»),

• vu l'intention du Gouvernement précédent de réaménager le régime fiscal des «stock options» en ce qui concerne son champ d'application,

• que la circulaire du 11 janvier 2002 a été remplacée par une circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

• que le Conseil d'État considère préférable d'asseoir le régime fiscal des «stock options» sur une base légale plus solide,

• qu'il a été suivi en cela par certaines chambres professionnelles qui ont par ailleurs suggéré de transformer le régime fiscal des «stock options» de manière à en faire un régime d'imposition avoisinant celui des salaires et traitements,

• vu l'article 101 de la Constitution disposant que les privilèges, de même que les exemptions ou modération d'impôts sont une matière réservée à la loi,

• considérant que les «stock options» échappent à la progressivité du barème d'imposition,

• considérant qu'il convient de revoir ce régime d'imposition pour des raisons d'équité sociale,

invite le Gouvernement

• à provoquer l'abrogation de la circulaire du directeur des contributions directes du 20 décembre 2012,

• à mettre en place, de manière transitoire, un régime de «phasing out» du régime d'imposition des «stock options» actuel, et

• à instaurer des incitatifs fiscaux encourageant l'investissement des entreprises dans la recherche et l'innovation et tenant compte des critères de substance que doivent remplir ces entreprises.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Motion 2

La Chambre des Députés,

constatant

• que le Gouvernement précédent avait introduit une prime pour la promotion des véhicules électriques purs et des véhicules électriques hybrides chargeables de l'extérieur à faibles émissions de CO_2,

• que ce régime avait bénéficié à toutes les personnes physiques, indépendamment de leur niveau de revenu,

• que ce régime n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2014,

• que le projet de loi n°7020 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 vise à présent à accorder un abattement pour «mobilité durable» excluant de ce fait de nombreuses personnes du bénéfice de ce type de mobilité,

invite le Gouvernement

• à mettre en place, dans un esprit d'équité sociale, un régime de subventionnement direct (prime) au lieu d'un subventionnement indirect (abattement) en matière de mobilité durable.

(s.) Gilles Roth, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt mat engem Merci och ufänken un d'Joëlle Elvinger. Mir wëssen, datt si Expert an der Matière vun de Steieren ass. Si mécht jo des Ëfteren och Rapporten zu deem Sujet, mä ech mengen, hei huet si och wierklech bewisen, datt se déi Matière kennt an datt si wierklech déi ideal Persoun war, fir dëse Rapport ze maachen.

Här President, dës Steierreform bréngt net nëmme Steiererliichterunge fir déi breet Bevëlkerung, mä dës Steierreform bréngt virun allem däitlech méi Gerechtegkeet. Si bréngt méi Gerechtegkeet, well virop d'Mëttelschichten entlaascht ginn, déi de Moment iwwerproportional belaascht ginn. Si stäipt och besonnesch d'Elengerzéier, well dës Bevëlkerungsgrupp besonnesch dem Aarmutsrisiko ausgesat ass. A si ënnerstëtzt geziilt déi Jonk, déi, wéi een dat esou schéi seet, an der „Rushhour" vun hirem Liewe sinn, déi eng Famill grënnen, déi sech wëllen eng eege Wunneng leeschten an déi also hei och ënnerstëtzt ginn, gradesou natierlech wéi och all aner Leit, déi sech wëllen en Eegenheem leeschten.

Et sinn dës Mënschen, op déi d'DP bei dëser Steierreform besonnesch Wäert geluecht huet. An et sinn duerfir och dës Leit, déi besonnesch vun eiser Steierreform wäerte profitéieren. Duerfir kann d'DP dës Steierreform och mat zwou Hänn ënnerschreiwen, ëmsou méi well se och kloer mat eis Handschréft dréit.

An Dir wësst jo, d'DP huet jo praktesch an hirer DNA stoen, datt se eng Partei ass, déi fir manner Steieren a fir méi gerecht Steieren asteet. Mir hunn dat och regelméisseg an eise Wahlprogrammer geschriwwen. An ech si frou, datt mer mat de Koalitiounspartner dës grouss Reform an eis Agenda, an eise Koalitiounsaccord geschriwwen hunn an elo no zwee Joer Preparatioun dann och kënnen ëmsetzen.

Ech mengen, an der Vergaangenheet ass sécher méi wéi eng Kéier vun enger grousser Steierreform geschwat ginn. Et waren och déi eng oder aner Usätz, ech denken un 2008, 2009, et ass vill dru geduecht ginn, et ass regelméisseg dovunner geschwat ginn. Mir hunn net nëmme vun enger grousser Steierreform geschwat, mir liwwere se elo och!

Wat sinn déi Haaptelementer vun dëser grousser Reform? Ech hat et scho kuerz a menger Introduktioun gesot, ech wëll awer elo e bëssen an den Detail goen. Ech mengen, dat, wat wierklech fir eis e ganz wichtegen, vläicht dee wichtegste Punkt ass, dat ass, mir wëllen d'Kafkraaft vun de Mëttelschichten däitlech stäerken. An duerfir hu mer ënner anerem d'Steiertabell, de Steierbarème adaptéiert, dat heescht, eigentlech fir déi vill Stéit aus der sougenannter Mëttelschicht. Wien ass dat? Ma, dat sinn all déi Leit, déi och e bëssen d'Réckgrat vun eiser Ekonomie sinn, dat sinn déi kleng an déi mëttel Akommessen, fir déi hu mer gekuckt an dëser Steierreform, datt se fir déi am meeschte gräift.

Fir dat ze illustréieren, zwee Beispiller: Eng jonk Famill mat engem Kand, mat engem Akommes zesumme vu 60.000 Euro brutto d'Joer - ech mengen, dat ass eppes, wat et awer hei zu Lëtzebuerg ganz vill gëtt -, déi och nach eventuell e Bausparvertrag hunn, déi hunn no der Reform, déi mer elo hei wäerte maachen, 1.466 Euro brutto, also netto méi an der Täsch, bezuelen also, wann een dat a Prozenter ëmrechent, 55% manner Steieren zum Schluss vum Joer.

En anert Beispill aus enger anerer Kategorie: Eng pensionéiert Koppel mat engem Akommes zu zwee vu 54.000 Euro brutto d'Joer - ech mengen, dat ass awer och eppes, wat ee ganz vill kennt -, ma déi bezilt ab deem nächste Joer nach just 718 Euro Steieren, oder déi bezuelen d'nächst Joer 718 Euro manner Steieren d'Joer, an dat sinn dann, ëmgerechent a Prozenter, 22% déi se do manner u Steiere bezuelen, eleng nëmmen duerch de Barème. Wa se nach aner Elementer hunn, kënnt dat nach dobäi.

E lescht Beispill: E Jonggesell an der Steierklass 1, mat engem monatleche Brutto vun 3.500 Euro, bezilt an Zukunft am Joer 1.222 Euro genau Steiere manner oder, a Prozenter ausgedréckt, 25%, also e Véierels manner Steieren d'nächst Joer.

Dat waren also e puer Beispiller. Ech mengen, et ass jo och um Site vum Finanzministère, wou een eng flott Tabell huet, wou een dat ka rechnen.

An och fir et awer nach eng Kéier ze illustréieren, datt mer wierklech gekuckt hunn, fir grouss Efforten ze maachen, fir bei deenen ënneschte Gehälter do e Plus ze maachen, hei nach zwou Zuelen: Een, deen de Mindestloun huet an der Steierklass 1, bezilt an Zukunft 63% manner Steieren. Een, deen de qualifizéierte Mindestloun huet, bezilt 42% manner Steieren.

An ech mengen, dat kann een awer hei nach eng Kéier ënnersträichen: Mir haten nach ni esou eng sozial gerecht Steierreform zu Lëtzebuerg, och well mer eppes ganz Neies aféieren, an zwar de sozial gestaffelte Crédit d'impôt salarial, de sougenannten CIS, mir kennen deen alleguerten. Well op där enger Säit verduebele mer carrément deen CIS vun 300 op 600 Euro fir déi ënnescht Gehälter, respektiv fir déi Leit, déi och keng Steiere bezuelen. Da geet e progressiv erof. A bei 80.000 Euro brutto d'Joer wäert en da komplett auslafen. Ech mengen, dat ass an eisen Aen och eppes, en Akzent vu sozialer Gerechtegkeet.

Fir méi Gerechtegkeet ze suergen, sinn awer och Tauxen uewen derbäikomm, näämlech vun 41% bei engem Akommes vun 150.000 Euro brutto d'Joer an 42% bei engem Akommes vun iwwer 200.000 Euro brutto d'Joer.

Et ass also eng cibléiert Steierreform, well d'Erliichterunge sech op déi kleng a mëttel Akommesse konzentréieren an den Effekt no uewen net ganz ewechfält, mä awer no uewe ganz staark verflaacht.

An da wéilt ech och, ech hoffen, datt den Här Roth nach hei ass...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech sinn nach do.

M. Eugène Berger *(DP).*- En ass nach do. Ech muss awer och soen, ech wëll hei begréissen, datt déi gréisst Oppositiounspartei, am Numm vum Här Roth, sech hei konstruktiv an déi Diskussioun abruecht huet.

Ech muss awer op där anerer Säit och eppes e bësselche bedaueren, Här Roth: Dir hutt eng Rei Virschléi hei gemaacht, d'Reform ass elo am Februar, Mäerz presentéiert ginn, Dir hutt elo eng Rei Proposen hei abruecht. Ech hätt léiwer gehat, och als President vun der Cofibu, wann Der déi Proposen éischter abruecht hätt, dann hätte mer vläicht awer a Rou kënnen iwwert déi Proposen diskutéieren. Dann hätt een och vläicht déi eng oder aner Käschtepunkte kënnen ausrechnen, ech kommen nach dorobber, well dat jo awer och bei Äre Proposen eng kruzial Fro ass, an dann hätt een dat vläicht kënne méi a Rou erausfannen.

Well ech muss ebe soen, haut hu mer kloer Propositioune kritt. Dat ass ze begréissen. An der Vergaangenheet, muss ech soen, datt ech do net ëmmer awer - wéi soll ech soen? - de rouden oder de schwaarze Fuedem erausgesinn hunn aus deenen eenzelne Stellungnamen, déi an deene leschte Méint gemaach gi sinn. Ech mengen, wann een do zum Beispill déi ganz Diskussioun kuckt och vum Käschtepunkt.

Dir hutt elo eng Propos gemaach, fir de Seuil, wou besteiert gëtt, also eropzesetzen op 12.000 Euro. Do ass zum Beispill déi grouss Fro, wéi een déi dann awer géif finanzéieren. Wat ass de Käschtepunkt dovunner? Ech mengen, eng éischt Aschätzung - ech hunn och kuerz elo scho mam Finanzminister do Récksprooch geholl, hie kann dat och elo net soen, dat mussen d'Verwaltunge kucken -, mä dat schéngt awer trotzdeem e relativ grousse Käschtepunkt mat sech ze bréngen.

Bon, Dir hat, Här Roth, wéi gesot,...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Däerf ech Iech hei ënnerbriechen?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir hu mat dem Finanzminister, den Här Wiseler an ech, elo kuerz geschwat. Et ass net esou, dass, wann een ënnen de Montant exonéré, also dee Betrag, ab deem een eréischt Steiere bezilt, wann een deen an d'Luucht setzt, dass dat sech géif duerch de ganzen Tariff mat de Prozentsätz duerchzéien. Well dat géif effektiv deier ginn. Hei ginn...

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass awer fir all Akommes, wou et awer spillt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Mä dat spillt fir all Akommes: 8% vu 735 Euro. Dat ass näämlech déi Differenz vun 11.265 bis op 12.000 Euro. A mir hunn och versicht, dem Finanzminister eisen Amendement ze erklären. An dat ass eis Propos.

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, wéi gesot, et ass op alle Fall schued, datt mer dat esou spéit kréien.

(Interruption)

An nach ass et awer och elo schwiereg. Also, wéi gesot, mir schéngt et, datt dat awer och, wann dat net herno op déi nächst Échelone spillt, zitt et sech awer duerch all d'Gehälter bis bei déi lescht Gehälter.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass och schued, datt mir net d'Berechnunge krute vun deenen eenzelne Moosnamen, déi hei sinn. Déi krute mer nach ëmmer net.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, et ass awer dann d'Fro: Wat soll eis dann dat Ganzt kaschte respektiv ass d'CSV da prett...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar eng gutt Fro.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...fir dee Präis? Dat ass déi gutt Fro. Well den Här Gilles Roth huet de 14. August 2015 am „Lëtzebuerger Wort" - gesitt Der, an deene grousse Vakanze liest een dann och heiansdo méi intensiv oder et schreift een och méi -, den Här Roth hat deemools geschriwwen, dat war also d'lescht Joer, wann et hinne géif nogoen, da kéint een 800, 850 Milliounen do asetzen.

Wann ech awer de Spëtzekandidat, de Claude Wiseler, op där enger oder anerer Plaz an de Medien, op der Télevisioun oder, ech mengen och, am Konvent héieren hunn, dann huet deen awer an der Vergaangenheet ëmmer gesot, eis Reform, déi wier eigentlech awer ze vill deier, dat wier net ze maachen.

Wann een dann awer och nach derbäihëlt déi Propos, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, bei der Betribsbesteierung, datt een déi och wéilt, oder datt d'CSV déi wéilt erofsetzen op 15%, dat géif also och nach en zousätzleche Käschtepunkt bréngen, datt een do also awer herno, mengen ech, Schwieregkeeten hätt, fir all Är Proposen dann awer ënnert dee Montant, dee mir eis ginn hunn - wou mer soen, dat ass e realistesche Montant, fir eng Steierreform kënnen ëmzesetzen, dat kënne mer eis leeschten -, datt bei Äre Propose mer do herno hannen net erauskommen.

Dir hutt dann och nach effektiv aner Proposen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, Dir hutt den Här Roth direkt ugeschwat gehat...

M. Eugène Berger *(DP).*- Sécher.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... wéinst enger Ausso. Ech ginn him dann d'Wuert, fir dat ze preziséieren.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här Berger, Dir hutt mech net ënnerbrach, ech hunn dat ganz gentil fonnt, ech wëll et wierklech och net maachen, mä just wann Der dat direkt uschwätzt, mengen ech, sollt ech och direkt an dësem Kontext drop reagéieren. Et ass richteg. Ech sinn och frou, dass Der haut nach d'„Lëtzebuerger Wort" vu virun annerhallwem Joer...

M. Eugène Berger *(DP).*- All Dag eng Lecture fir mech.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...am Kapp hutt. Sengerzäit hunn ech dat natierlech mat menge Moyens de bord missen aschätzen. Dat, wat ech ageschat hat, dat war 15% Tariffadaptatioun, well dat sensiblement deem Rechnung gedroen hätt, wat d'Inflatioun war tëschent 2009 bis geschat 2017. 15% vun engem gesamte Steieropkommes op der Akommessteier vu véier Milliarden, dat sinn déi ronn 600 Milliounen Euro.

De Punkt ass deen, dass eigentlech déi Propos - mir hunn et och eréischt d'lescht Woch gesinn - indirekt vun der Zentralbank mat duerchgerechent ginn ass. Déi hunn dat als Déchet fiscal théorique, oder constaté hu si dat gemaach, an dat ass den Zeenario 4 op der Säit 100 vum Bericht vun der Zentralbank, well näämlech och eng Rei vu Gewerkschaften an d'Chambre des Salariés dat gemaach hunn. Dat si 573 Milliounen Euro, mat dem Steierkreditt dran, Droits constatés. An dat ass hire Berechnungen no deeselwechte Käschtepunkt wéi déi Steierreform, déi Dir elo gesot hutt.

Ech sinn awer frou, dass d'Regierung déi Spëtzesteiersätz, déi deemools scho vun der CSV - bon, vu mir, et war a mengem perséinlechen Numm -, suggeréiert gi sinn, näämlech vun 41% an 42%, ech mengen, dat huet jo och e gewësse Courage erfuerdert, dass d'Regierung déi iwwerholl huet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dat ass dann och en zweet Stéchwuert fir mech. De Spëtzesteiersaz, dat ass jo eng vun deenen anere Proposen, déi Der gemaach hutt. Ech muss soen, datt ech awer, erlaabt mer, datt ech erstaunt war, wéi Der dat d'lescht Woch och beim „Face à face" op RTL déi éischte Kéier do an d'Woschuel bruecht hutt. Ech hat dee Moment gemengt, dat wier eng Propos, e bësschen eng kéng Propos vum Steierexpert vun der Oppositiounspartei. Mä haut krute mer jo awer confirméiert, datt d'CSV dozou steet. Ech huelen un, datt dat dann de Konsens, ech kucken op den Här Mosar, datt dat dann de Konsens...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

...an der CSV ass.

Bon, ech muss soen, datt ech awer, net nëmmen ech, mä och aner Leit hei am Land, verwonnert waren iwwert déi Propos respektiv och haut e bësse verwonnert sinn. Ech mengen, mir wëssen, an der Vergaangenheet huet d'CSV an - ech gestinn dat och an - d'DP huet och ëmmer an der Vergaangenheet dofir plädéiert, datt een eigentlech éischter de Spëtzesteiersaz soll méi spéit usetze respektiv de Spëtzesteiersaz en tant que tel eigentlech soll erofsetzen. An ech mengen, a fréieren Zäiten ass dat och emol zesumme mat der CSV an der DP gemaach ginn. Wéi gesot, ech huelen dat dann zur Kenntnis.

Ech weess awer, datt zum Beispill - ech hat gesot, den Här Mosar, dofir hat ech op hie gekuckt - ech weess awer, datt hien an der Cofibu en onermiddleche Vertrieder ass, fir datt manner Belaaschtung soll komme fir Beruffsgruppe mat héijere Salairen. Bon, okay. Mir stellen also op alle Fall...

(Interruptions par M. Laurent Mosar et M. Claude Wiseler)

Voilà! Här Wiseler,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Här Berger, fuert Dir virun an adresséiert Iech un d'Chamber, da kréie mer net andauernd en Dialog.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt nëmme grad dem Spëtzekandidat oder dem Fraktiounschef soen: D'DP ass mat där minimaler Erhéijung vum Spëtzesteiersaz d'accord. Mir droen dat mat an dëser Reform, well mer och der Meenung sinn, datt dat en Element ass vun enger sozialer Selektivitéit. An ech muss och soen, datt awer hei...

Well, fir dat awer och nach eng Kéier ze soen - virdrun hat de Spriecher vun der gréisster Oppositiounspartei och gesot, fréier Reforme wieren do méi gerecht gewiescht -, mä nëmmen um Beispill vum Spëtzesteiersaz muss ech awer soen, bei där Reform vun 2001 oder 2002, do ass zum Beispill de Mindestloun ëm 30% entlaascht ginn. An ech hunn et jo awer hei awer virdru scho preziséiert, bei eis gëtt en ëm 63% entlaascht. An och bei dem ieweschten Taux dann, wat mer elo diskutéiert hunn, deemools sinn, ech soen emol einfach, déi grouss Paien ëm 10% nach entlaascht ginn. Haut gi se awer mat eiser Formule nach ëm 1% maximal entlaascht, wat also ganz wéineg ass, an déi jo och dann iergendeng Kéier ganz ausleeft.

Awer och nach eng Kéier, fir ze soen: Also déi Fro bleift am Raum, wat de Käschtepunkt wier vun deene Mesuren, déi d'CSV dann elo nei presentéiert huet, ob do géif d'Rechnung opgoen. Oder géife se awer kucken eventuell an deem Spill, well ee jo da bei de Betriber de Steiersaz erofsetzt, do also manner kritt, datt se dat dann awer géife kompenséieren op eng gewëssen Aart a Weis bei de Privatstéit? Ech mengen, fir eis ass op alle Fall kloer, datt mir net wëlle bei de Privatstéit an eng aner Richtung goen. Mir wëlle virun allem déi als Éischt entlaaschten.

Dann ass nach eng drëtt Propositioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, erlaabt Der...

M. Eugène Berger *(DP).*- Natierlech, Här President.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wéilt awer just den Här Berger drop opmierksam maachen, datt een ëmmer eis gesamt Propositioune muss kucken, och déi bei der Betribsbesteierung, wou mer vun dem Erofsetze vum Taux d'affichage an der Verbreederung vun der Basis schwätzen. Dir kënnt also net nëmmen déi eng Säit huelen an net déi aner.

Och bei deene Proposen, déi mer haut gemaach hunn, sinn eng Rei Proposen, déi an déi eng Richtung ginn an an déi aner Richtung ginn. Dat ass fir eis, fir den Équiliber och ze fannen. Mir hunn eng ganz Rei Propose gemaach, wou mer méi Steieren erakréien, fir déi Plazen ze kompenséieren, wou mer aus Gerechtegkeetsgrënn da wëlle manner Steiere bezuelen (veuillez lire: ophiewen). Wann Der Är Calculle maacht, fannen ech, datt Der sollt de ganzen Tableau maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, mä mir sinn eis, Här President, datt elo...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass de ganzen Tableau, deen zielt duerno.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...datt elo bei deene Proposen awer och d'Oppositioun - ech verstinn och, datt se do vläicht net all déi Moyenen huet -, awer net genau kann da rechnen oder virleeën, wéi vill dat géif kaschten. D'Fro bleift am Raum,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen! Här President...

M. Eugène Berger *(DP).*- ...d'Fro bleift am Raum, Här President, mir sinn eis awer do eens, d'Fro bleift...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Dir Iech dauernd un ee vun de Kolleegen adresséiert, däerf ee sech net wonneren, dass et hin- an hiergeet.

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, ech wenne mech un d'ganz Chamber. Neen, Här President, ech hunn einfach nëmme gesot: D'Fro bleift am Raum, wéi vill de Käschtepunkt ass vun deene Proposen, déi elo déi gréisst Oppositiounspartei presentéiert huet. Déi kënne si och net selwer chiffréieren, duerfir hunn ech Verständnis.

Ech bleiwen nach wie vor der Meenung, mat deenen Elementer, déi ech elo hunn, an do wäert eis vläicht de Finanzminister och haut de Mëtteg verschidden Elementer kënne liwweren, datt dat awer sécherlech net manner ass wéi eis Steierreform, mä datt et éischter vläicht méi ass. A wann et manner sollt sinn, wou dann awer do géif den Équilibrage gemaach ginn. Dat ass dann och en Element. An da géif ech dann awer, wann Der erlaabt, weiderfueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just eng lescht Bemierkung vum Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ginn dem Här Berger recht, datt d'Oppositioun, well se déi technesch Moyenen net huet, déi Finanzéierung (veuillez lire: d'Berechnung) vun deem, wat se proposéiert, net am Detail ka maachen. Dat ass sécherlech e Problem fir eis, en technesche Problem, dee mer net geléist kruten.

Wat ech par contre net verstinn, dat ass, datt mer d'Detailer vun der Regierung net kréie vun deene Propositiounen, déi si virleeën. Si huet all déi technesch Moyenen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, Här President, ech wier op alle Fall frou gewiescht, wa mer also och schonn d'Detailer vun de Propose vun der CSV Woche virdru gehat hätten. Da wier, mengen ech, och de Minister prett gewiescht, fir déi och kënnen duerchzerechnen, fir datt een déi zwee...

(Interruption)

...Modeller huet. Bon, op alle Fall dann en anert Element, fir nach bei de konstruktive Propose vun...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Berger huet eleng d'Wuert!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...vun der CSV ze bleiwen. Do huet den Här Roth d'lescht Woch, mä och haut, ech zitéieren, vum „Unfug stock-options" geschwat a fir do eppes ze ënnerhuelen. Bon, ech fannen dat interessant. Hien huet dat jo virdru gesot, datt hien eigentlech eng Circulaire vum fréiere Finanz- a Premierminister elo haut als Unfug, oder datt dat als Unfug ausgeaart ass, bezeechent. Bon, ech stellen einfach fest, Här President, datt déi Erkenntnis relativ spéit kënnt, well jo awer déi Circulaire säit 2002 besteet a si gouf och vum nächsten CSV-Finanzminister, dem Luc Frieden, confirméiert. Ech wier eigentlech frou, wann haut nach de Luc Frieden géif hei an eise Bänke sëtzen, fir ze héieren, wéi hien déi Situatioun géif aschätzen, oder ob hien och déi Propos géif maachen.

Ech weess just - well een eigentlech net vu Leit awer soll schwätzen, déi net hei sëtzen a sech net kënnen dann eventuell verteidegen -, ech weess just, datt 2012 eng Question parlementaire zu den „stock-options" gemaach gi war, et war vun engem Oppositiounspolitiker vun deene Gréngen, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, an deemools huet de Finanzminister Luc Frieden a senger Äntwert eng Rei Explikatioune ginn. Mä en huet awer keng, wierklech keng - 2013 war d'Äntwert do, also virun, ech soen emol graff dräi Joer -, do huet e keng Undeitunge gemaach, fir de System wëllen ze änneren.

Duerfir fannen ech awer elo, datt een dann op eemol no 14 Joer seet, dat wier elo Unfug, d'accord, mä et ass awer da relativ laang, wou ee gebraucht huet, fir déi Erkenntnis ze kréien.

Ech mengen, wat de Meritt vun dësem Finanzminister awer ass, vum aktuelle Finanzminister, datt deen elo dee ganze Regimm vun den „stock-options" op de Leescht hëlt, fir ze iwwerpréiwen, ob dee System, dee jo eigentlech urspréinglech geduecht war, fir nei Entrepreneuren op Lëtzebuerg ze zéien, ob deen nach sengem Zil gerecht gëtt. Duerfir huet en och - et ass net nëmmen, datt ech dat hei soen, mä do si konkret Saache geschitt -, de Finanzminister huet un d'Steierverwaltung am Dezember d'lescht Joer eng Circulaire erausginn, fir sech dann d'Situatioun vun den „stock-options" genau unzekucken. A wann dës Analys ofgeschloss ass, wat am Laf vum nächste Joer wäert dann de Fall sinn, da wäerte mer och kucken, fir déi néideg Konsequenzen ze zéien.

Bon, méi generell wëll ech awer och soen, datt et fir eis kloer ass, datt mer generell d'Steierhannerzéiung, oder loosse mer soen, Steieren, déi een op eng méi oder manner kauscher Aart a Weis versicht ze évitéieren, datt mer dat net kënnen toleréieren. An dat brénge mer och zum Ausdrock an dëser Steierreform, andeems mer nei Mesuren huelen am Beräich vun der Steierhannerzéiung respektiv an der Fraude fiscale.

Ech mengen, regelméisseg ginn dem Stat Sue verluer, doduerjer datt Leit oder Entreprisen net hir geschëlte Steiere bezuelen. Dat ass éischtens net legal, mä dat ass och ongerecht an inakzeptabel vis-à-vis vun deenen aneren éierleche Bierger, déi éierlech och hir Steiere bezuelen. Duerfir also dee Regimm bei der Fraude fiscale aggravée a bei der Escroquerie fiscale.

Déi Systemer ginn elo en place gesat. D'Administratioun krut och zousätzlecht Personal, fir dat da kënnen ze kontrolléieren.

Och hei ass et net kloer, wann een domadder ufänkt, wivill do kann zousätzlech an de Statsbudget erakommen. Et gëtt awer emol estiméiert, soen ech, datt do awer 30, jo alt bis 50 Millioune kéinten an d'Statskeess kommen. Mir mussen also an den nächste Jore kucken, wat dat da bréngt.

Här President, der DP, der Demokratescher Partei war et och wichteg, fir de Steiersystem de Realitéiten, muss ee soen, vun der heiteger Gesellschaft unzepassen. Eis Gesellschaft huet evoluéiert mat neien Elementer, mat neien Entwécklungen, op déi een och an enger Steierreform reagéiere muss. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg ronn 6.700 Stéit, déi monoparental sinn. Dat sinn 9% vun all eise Stéit, also bal 10% vun all de Stéit. An dat si 5% vun der Gesamtpopulatioun mëttlerweil.

A mir wëssen och, datt déi meescht Monoparentaux Frae sinn, déi jo och dann an där Situatioun, wa se nach Kanner mussen erduerchhuelen, dem Aarmutsrisiko besonnesch ausgesat sinn. An duerfir war et eis och wichteg, fir do eppes ze maachen, well déi eis och um Häerz leien. Och do hu mer ugesat, andeems mer de Crédit d'impôt monoparental verduebelt hu vu 750 Euro op 1.500 Euro d'Joer. An och hei hu mer awer dernieft nach e sozial selektive Kritär abruecht, datt also ab engem Akommes bis 35.000 Euro dee Crédit d'impôt monoparental verduebelt gëtt. Da gëtt e liicht zréckgefouert, mä bei 105.000 Euro brutto d'Joer bleift en op 750 Euro an e gëtt awer net ofgeschaaft. Also och do bleift en awer bei 750 Euro bestoen, einfach ebe gesot, fir op déi speziell Situatioun an eiser Gesellschaft verstäerkt anzegoen.

Wann ech soen, de Steiersystem un d'Realitéite vun haut upassen, dann ass et eigentlech och dat Element vun der optionaler Individualiséierung ab 2018, wat do e wichtegen neie Punkt ass. Ech mengen, der DP - mir haten dat och an eisem Wahlprogramm stoen, dat ass kee Geheimnis - war et wichteg, do en éischte Modell kënnen anzeféieren. Ech mengen, et ass jo dann de System oder de Prinzip, datt all Partner seng Steiere bezuele kann, ouni awer eppes, op alle Fall bei eisem Modell, ouni awer datt een, wann een dann de System wiesselt, eppes par rapport zu deem, wéi een an der Steierklass 2 besteiert ginn ass, verléiert. Et ass einfach eben eng Upassung un d'Realitéit, well haut - dat ass e Fait, ech wëll dat net beuerteelen - ëmmer méi bestuete Koppelen auserneeginn, iwwert d'Halschent, laut deene leschte Statistiken. Mir maachen eigentlech och elo eppes fir déi bestuete Koppelen, wat et scho bei deene gepacste Koppele gëtt. Sou kann also jiddwereen, dee wëllt, och an engem Bestietnis seng eege Rechter, seng eegen Obligatiounen och opbauen. Mir sinn eis och bewosst, datt dat hei eng éischt Etapp ass, en éischt Element ass, wat een an Zukunft muss weider ausbauen.

Eng weider Prioritéit vun der DP sinn d'Mesuren am Logement, déi mer och an dëser Steierreform wäerten ëmsetzen, well mir wësse jo, datt grad fir déi jonk Leit et net ëmmer ganz einfach ass, fir sech en Eegenheem ze leeschten. Jo, de Logement, dee bleift eng vun deene gréissten Erausfuerderungen an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg, zu Lëtzebuerg insgesamt. An ech mengen, mir wësse jo och, de Logementsminister, de Marc Hansen, dee schafft all Dag ganz äifreg a fläisseg dodrunner, fir d'Offer méi grouss ze maachen. An et kéint een elo eng Rei Beispiller huelen, ech ginn do net drop an. Mä op alle Fall, ech mengen, dës Reform, déi huet verschidde Mesuren, fir eben am Beräich vum Logement kënnen do weider Méiglechkeeten ze ginn.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Do ginn et eigentlech zwee Aspekter bei de Mesurë vum Logement. Op där enger Säit ass et esou, déi Säit vun der Offer géif ech soen, fir datt mer d'Leit incitéieren, méi Bauterrainen oder Immobilien op de Marché ze ginn. Duerfir déi temporär Mesure vun engem Véierel Quart taux, wann een eng zweet Immobilie oder wann een en Terrain weiderverkeeft. Dat ass och eng Mesure, déi op annerhalleft Joer begrenzt ass. Si leeft also Enn 2017 aus. Firwat? Fir datt also elo eng gewëssen Dynamik do drakënnt. Well an der Vergaangenheet war schonn esou eng äänlech Mesure, a mir hunn, wann een de Bilan mécht, gesinn, datt een dat als e ganz positiven Effekt kann hunn, wann een dat begrenzt mécht.

An dann déi aner Mesuren, deen anere Volet vun de Proposen an der Steierreform, wat de Logement betrëfft, dat ass dann éischter awer, fir déi Leit geziilt ze ënnerstëtzen, déi sech wëllen en Eegenheem leeschten. Déi zwou Mesurë kuerz nach eng Kéier widderholl: De Plaffong fir d'Bauspuere gëtt fir Leit ënner 40 Joer vu 672 Euro op 1.344 Euro verduebelt an d'Zënse vun engem Immobilieprêt, déi ee ka steierlech ofsetzen, ginn dann och no uewen aneschters méi favorabel gestaffelt.

Et gëtt och eppes gemaach fir de soziale Wunnengsmaart: Wann een zum Beispill eppes verlount an et verlount een dat iwwer eng konventionéiert Organisatioun, déi am soziale Beräich täteg ass - ech denken zum Beispill un d'Agence immobilière sociale, mä och bei de Gemenge ginn et heiansdo Formullen -, da kritt een déi Revenuen nëmmen zu 50% besteiert.

Ech mengen, wa mer bei der Locatioun sinn, wëll ech och nach eng Kéier kuerz rappeléieren d'Subvention loyer, wou mer och de Leit do kënnen ënnert d'Aerm gräifen. Ech mengen dann och nach eng Kéier, well ech hunn am Ufank vill dovunner geschwat an och d'Rapportrice huet dat ënnerstrach, datt et wierklech déi éischt Steierreform ass, wou wierklech ganz vill Akzenter op sozial Selektivitéit a sozial Gerechtegkeet geluecht ginn. Ech kann dat net oft genuch widderhuelen. An och hei zum Beispill am Logement gesäit een, datt dat och erëm, datt déi sozial Aspekter hei ganz staark am Vierdergrond stinn.

Ech wëll dann och op eng Mesure kuerz ze schwätze kommen, well dat awer an deene leschte Wochen och déi eng oder aner Diskussioune verursaacht huet. Dat ass haaptsächlech vun de Gewerkschafte monéiert ginn, eigentlech dee Punkt, datt elo hei an dëser Steierreform eng Gläichstellung, net eng Diskriminatioun, mä eng Gläichstellung kënnt vun der Besteierung tëschent de Frontalieren an de Résidenten hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll dat eng Kéier kloer ënnersträichen, datt dat guer näischt mat Diskriminatioun ze dinn huet, wat mer hei an dëser Steierreform do maachen! Et ass einfach, datt mer - et ass jo Steierrecht - d'Leit, d'Frontaliere genau op d'selwecht Recht a Flicht setzen, wéi d'Lëtzebuerger Résidenten. Virdru war een zum Beispill als Frontalier an der Steierklass 2, et huet

een awer net missen uginn, ob nach ee géif och schaffen, wat de Salaire wier. Déi sinn dann einfach do zu engem gewëssene Montant besteiert ginn, wat awer net de Fall war fir d'Lëtzebuerger Résidenten. A mir setzen eigentlech also déi zwou Saache komplett op deeselwechten Niveau. Et ass also net e Privileeg, deen een elo engem ewechhëlt. Et ass eigentlech nëmme Steiergerechtegkeet, déi mer och hei schafen, well souwuel d'Frontaliere wéi d'Lëtzebuerger Résidenten op genau därselwechter Basis besteiert ginn.

Ech mengen, eng aner Fro, déi ass och virdrun ugeschnidde gi vu mengem Virspriecher, d'Steierklass 1A respektiv, ech géif awer soen, déi sensibel Problematik vun de Wittleit. Dat ass jo oft awer verbonnen och nach da mat Schicksalsschléi. Dat ass eng kritesch Matière. Mä och duerfir hu mer awer gekuckt, wa mer och net mat allem vläicht konnten do de Leit entgéintkommen, déi och hei an d'Chamber komm sinn, mä mir hunn awer och gekuckt, fir de Wittleit entgéintzekommen. Ech mengen, éischtens gi se jo nach wärend zwee, dräi Joer an der Steierklass 2 besteiert. An dann hu mer awer och gekuckt, fir... Natierlech, dat muss een och soen, déi Leit profitéieren insgesamt awer vun all de Benefisser vun där neier Steiertabell. Si profitéieren och vum CIS. An do hu mer awer och dann e System geholl, deen da virun allem déi Leit ënnerstëtzt, déi méi am Besoin sinn, datt do de Crédit d'impôt pour pensionnés no soziale Kritären och verduebelt ginn ass. Ech mengen, do profitéieren déi och dervunner.

D'Weeserent gëtt an Zukunft och steierfräi. An och, dat wëll ech awer och hei erwäänen, en Abattement op d'Frais de domesticité, déi déi Leit eventuell méi an Usproch huelen, sief dat, datt se gehollef kréie bei der Gaardenaarbecht a bei soss Aarbechten, do gëtt och verduebelt op 5.600 Euro, also en Abattement vu 5.600 Euro.

Här President, e weidere Volet vun dëser Steierreform ass déi nohalteg Mobilitéit. Dës Regierung mécht insgesamt ganz vill héich Investitiounen am Ausbau vum éffentlechen Transport. D'Regierung investéiert och ganz massiv an d'Infrastrukture vun der Elektromobilitéit. Iwwer 800 Borne solle bis 2020 kommen. An dat muss een och an deem ganze Kontext awer gesinn, datt een dann also en plus, wann een esou Mesuren hëlt, muss kucken um steierlechen Niveau och dann d'Leit ze incitéieren, fir op d'Elektromobilitéit ëmzesteigen. Duerfir sinn déi verschidde Mesuren, wann ee sech en Elektroauto uschaaft, awer och e Vëlo, e Pédélec, och hei virgesinn.

A mir hunn och eng aner Mesure geholl, déi awer och ganz am Sënn vun der Nohaltegkeet ass. Dat betrëfft, datt déi steierlech, ech géif emol soe Virdeeler, déi an der Vergaangenheet bei den Autoen, déi iwwer Leasing fueren - an dat sinn der ganz vill hei zu Lëtzebuerg; ech mengen, et sinn iwwer 22%, soe mer hei meng Zuele vum Fuerpark, déi esou awer gefuer ginn -, datt een also do awer gekuckt huet, déi Autoen, déi méi verschmotzen, datt déi och steierlech an Zukunft méi belaascht ginn. Ech mengen, d'Zil muss et sinn, datt een och insgesamt wa méiglech iwwerhaapt vum Bensinn erofkënnt, mä virun allem och, datt ee vum Diesel ewechkënnt, datt een op méi schadstoffaarm Bensinner respektiv Elektro- oder Hybridgefierer kënnt.

Här President, ech kommen dann zu der Betribsbesteierung. Wat Betribsbesteierung betrëfft, muss een eigentlech de But hunn, datt een natierlech op där enger Säit de Betriber versicht entgéintzekommen, datt se kompetitiv bleiwen. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt d'Betriber och en Deel an eis Statskeess bréngen, Recetten, op déi mer net kënne verzichten. Et geet also drëms, fir do en Équiliber ze fannen. Mir brauchen d'Betriber. Dat ass d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. Mir mussen do also awer och kucken, datt mer fir déi e Mëttelwee fannen. Mir wëssen och, datt dat internationaalt Émfelt amgaangen ass sech ze veränneren. An duerfir hu mer also och missen am Hannerkapp déi Froe behalen. Ech mengen, et ass nach net kloer, wat alles wäert elo an den nächste Méint a Joren um internationale Plang do passéieren. Eventuell musse mer och dann nach eng Kéier Adaptatioune maachen.

Ech mengen, Lëtzebuerg muss attraktiv bleiwen, ouni awer, datt een dann op där anerer Säit an den Dumping verfält. An ech mengen, duerfir huet de Finanzminister eng ganz räsonabel Approche gewielt, Dir kennt se allegueren, an zwou Etappen: fir d'Éischt d'nächst Joer op 19% an d'iwwernächst Joer dann op 18%. Wéi gesot, ech hat mech schonn domadder befaasst.

D'CSV hat eng Propos, fir direkt op 15% erofzegoen. Bon, wéi gesot, ech ginn net nach eng Kéier an déi Diskussioun an. Mir mengen, datt dat awer e bësse kéng ass a virun allem och, datt mer do de Moment awer net genau wëssen, wat dat awer vu Pertë sinn, datt een do deen Équiliber, fir sech awer kënnen eng Steierreform esou emol ze leeschten, datt et da schwiereg ass, fir deen ofzeschätzen. An op där anerer Säit, wéi gesot, musse mer och einfach kucken, datt een dann och déi international Evolutioun am A behält.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech wëll och soen, datt mer awer trotzdeem eng Rei ganz kloer nei Verbesserunge gemaach hu fir d'Betriber. Ech denken do zum Beispill un déi kleng an d'Start-up-Betriber. Déi profitéieren op alle Fall och vun dëser Reform. Well do gëtt zum Beispill den IRC bei deene Betriber, déi en Imposabel vu maximal 25.000 Euro d'Joer hunn, dee gëtt do op 15% erofgesat. Et ginn nach aner Entreprisen (veuillez lire: Mesuren), ebe fir den Entrepreneursgeescht, Startuppen hei zu Lëtzebuerg - Bonification d'investissement an esou weider, ech ginn net elo an den Detail drop an -, fir déi méi attraktiv ze maachen.

Eng aner Mesure, op déi ech wëll hiweisen, dat ass déi Problematik, datt Betriber, Familljebetriber riskéieren, ëmmer méi rar ze ginn hei zu Lëtzebuerg. An och do huet d'Steierreform gekuckt, fir eppes ze ënnerhuelen, fir eben déi, ech soen emol Transmissioun oder d'Weiderreeche vun esou private Familljebetriber, datt een do... Well déi Familljebetriber, wann een awer kuckt och zum Beispill a sech d'Nimm duerch de Kapp goe léisst hei zu Lëtzebuerg, ob ee mam Autobus fiert oder wat och ëmmer, bei de Bäcker geet, do sinn awer nach, dat sinn awer Pilieren, muss ech awer soen, vun der Lëtzebuerger Ekonomie, datt een also do Konditioune schaaft, fir datt déi kënne weiderbestoen. An duerfir hu mer dann och hei ageschriwwen, datt keng Plus-value ugerechent gëtt, wann eng Entreprise op déi nächst Generatioun iwwergräift. Dann eventuell och muss ee kucken, wann dat vläicht net direkt e Member aus der Famill ass.

An dann, Här President, wëll ech als leschte Punkt nach eng Kéier op déi Fro ze schwätze kommen, déi an de leschten Deeg nach ganz intensiv diskutéiert ginn ass; och de Riedner vun der CSV ass jo virdrun nach eng Kéier ganz vehement dorobber agaangen a verschiddene Punkten. Déi eng Fro ass déi: Kënne mer eis dës Steierreform iwwerhaapt leeschten? Wat ass den Impakt op de Budget?

Ben, wéi gesot, ech hat scho gesot, datt ech nach wie vor, ech ginn elo net méi weider drop an, net esou richteg weess, wat d'Propositioune vun der Oppositiounspartei ausmaachen. Ech mengen, mir hu versicht, hei en Équiliber ze fannen, Mesuren, déi mer eis kënne leeschten, wou de Budget herno nach opgeet. An et muss ee jo awer och wëssen, datt mer duerch déi Steierreform och wäerten eng Rei Retouren hunn an d'Ekonomie, datt, wann d'Leit méi Suen an der Täsch hunn, wéi een op Lëtzebuergesch seet, se sécherlech och do prett sinn, dann erëm méi auszeginn.

Mä ech well hei ganz kloer soen: Mir hunn deen néidege Spillraum, fir dës Steierreform, wéi mir se proposéieren, kënnen ëmzesetzen. Mir leien de Moment bei enger Verscholdung 2016 vun 20,5%. Virun dräi Joer waren et der nach 23,5%. An och an absolutten Zuelen ass d'Statsschold zréckgaangen. D'Scholdespiral ass also domadder gebrach. Mir hunn eng Wirtschaft, déi gutt dréit, datt een also do muss drop setzen. An ech wëll och betounen, datt déi Budgeten, déi mer geschriwwen hunn, datt dat net Fantasiesbudgete waren, datt mer déi ëmmer exakt exekutéiert hunn, datt mer ëmmer Punktlandunge gemaach hunn, wéi een dat esou schéi seet, datt mer also d'Defiziter am Grëff hunn. D'Konjunktur dréit a mir hu genuch Spillraum. A mir fannen och, datt mer dann dat, wat do erwirtschaft gëtt, datt mer och d'Leit dobausse sollen drun deelhuele loossen, un där gudder Situatioun hei zu Lëtzebuerg, well si och jo en Deel dovunner mat erwirtschaft hunn.

Datt mer eis dës Steierreform leeschte kënnen, gesi mir awer net nëmmen eleng esou, Här President. Et ass och zum Beispill den FMI, den Internationale Währungsfong, deen dat esou gesäit. Et ass och d'Europäesch Kommissioun, d'Kommissioun vum Jean-Claude Juncker, déi dat esou gesäit, déi gréng Luucht ginn huet derfir. A mat dëser Steierreform respektéiere mer all d'Kritäre vu Bréissel, wat d'Stabilitéit vun de Statsfinanzen ugeet. Domadder gehéiere mer zu deene fënnef eenzege Länner an Europa, deenen dat geléngt. Ech wëll och nach eng Kéier rappeléieren, datt mer vun de Ratingagenturen och den Triple-A weiderhi behalen. An ech mengen, mir si mat Däitschland déi Eenzeg, déi dat maachen.

An ech wëll och wierklech bieden, opzehale mat där Saga, mir géifen de Leit elo anscheinend eppes erëmginn, wat mer hinne virdrun ewechgeholl hätten! Dat ass net de Fall! Ech kéint dat un e puer Beispiller gutt illustréieren. Ech hat dat och hei bei mengen Notten nach gekuckt. Zum Beispill, wa gesot gëtt, do hu mer jo eng ganz Rei Mesuren ëmgesat iwwert den Zukunftspak. Do muss ee wëssen, wann een do den Detail kuckt, an deen ass geliwwert ginn, datt do eng ganz Rei Sue gespuert gi sinn eben duerch Mesuren zum Beispill beim Stat selwer. Dat geet vu Fonctionnementskäschten, fir Imprimanten, Reeskäschten an esou weider, well de Stat seng eege Gebaier benotzt an net loune geet, datt do eigentlech immens vill Suen awer dann en plus sinn an der Statskeess an datt mer dat also net bei d'Leit siche gaange sinn.

Och hate mer eng temporär Steier agefouert, wou mer konkret d'nächst Joer wäerten - 2017, jo! -, konkret wäerten déi gratis Kannerbetreiung aféieren. An duerfir war déi jo och nëmmen temporär. A wann een do kuckt, dann hätt een also iwwert déi Steier 65 Euro an deene leschte Jore bezuelt bei enger Persoun, déi 3.000 Euro - fir ee Beispill ze nennen - verdéngt. Déi kritt awer elo iwwert d'Steierreform beim Barème, déiselwecht Persoun, ech hat et virdru scho gesot, 991 Euro iwwert d'Steierreform. Dat ass also eng grouss Differenz, déi d'Leit also hei méi kréien. Et ass net, datt een op där enger Säit eraus géif huelen an op där anerer Säit dann dat géif einfach esou emol zréckginn. Ech wëll einfach nach eng Kéier kuerz ënnersträichen: Bei dëser Steierreform wäerte mer d'Leit wierklech méi ënnerstëtzen, hinnen däitlech méi Kafkraaft ginn, eppes Neies hei ginn.

An dann zum Schluss wëll ech och nach eng Kéier op den Avis vun der Zentralbank kommen, vun der Banque centrale kommen, deen d'lescht Woch, och nach haut de Moien also fir Opreegung gesuergt huet.

Ben, ech muss awer soen, Här President, ech fannen et scho speziell, wann dann deen Avis presentéiert gëtt, datt do dropgespronge gëtt - et sinn 254 Säiten -, ouni sech wierklech domadder ausenanerzesetzen, wat dann déi Diskrepanz do ass an den Zuelen. Ech ginn elo net op all d'Detailer an, mä fir et einfach ze soen, datt all Mënsch dobaussen et och versteet, well d'Leit hu mech dobaussen och heiansdo gefrot: „Jo, wéi hunn déi dann dat gerechent?" Mä ouni elo an den Detail ze goen: Firwat déi verschidden Zuelen?

Mir wëlle ganz einfach... Ganz banal: well et ënnerschiddlech Methodologië sinn! D'Methodologie vum Finanzministère ass déi vun der Base caisse, well mer jo och aschreiwen, wat dat am Budget kascht. Dat ass jo och, well mer esou déi Zuelen op Bréissel musse schécken, fir datt se guttgeheescht ginn. An déi Method vun der Zentralbank ass eng aner. Dat ass déi Berechnung nom Prinzip Droits constatés. An dat ass also eng aner Method. An ech mengen, et weist jo och, wann ee kuckt, et ass dat éischt Joer, wou dann déi Zuelen, jee no Method, eben aneschters ausgesinn. Mä wann een op de moyen Terme kuckt, kommen déi zwou Zuelen eigentlech erëm méi oder wéineger zesummen.

Dat ass also, fir do also deen Avis ze huelen, fir Polemik dorauser ze maachen, fannen ech, dat ass awer trotzdeem, muss ech soen, en onwürdegt Spektakel, Här President, virun allem vis-à-vis - well virdru si jo och hei Beamten zitéiert ginn, well et ass jo net de Minister, deen déi Zuelen ausrechent -, virun allem vis-à-vis vun enger Steierverwaltung a vun hire Beamten, loyale Beamten, déi scho laang do schaffen, déi ëmmer esou gerechent hunn. A mir vertrauen op alle Fall dem Know-how an den Estimatioune vun deene Beamten aus der Steierverwaltung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- An 2017, wa mer d'nächst Joer wäerten de Budget hei ofschléissen, da wäerte mer jo och gesinn, wat fir eng Zuelen déi richteg waren. Also Rendez-vous Enn 2017, fir ze kucken, wie recht hat!

Här President, ech hunn nach zwou Minutten, duerfir erlaabt mer, fir datt ech dann...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Ech fannen dat onwürdeg": Wann een dat zu eis seet, da wëll ech awer eppes dozou soen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, da sot dat duerno.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da soen ech et duerno. Et ass mer egal.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo. Den Här Wiseler ka sech jo d'Wuert froen, da kann en dat herno soen.

(Brouhaha)

Also ech kann nëmme soen, déi hei Zuelen, dat sinn Zuelen, déi vun de Verwaltungen ausgeschafft gi sinn, an datt mir op alle Fall deene vertrauen.

Här President, ech kommen dann zum Schluss.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat heescht, datt d'Zentralbank...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Gibéryen ka sech och herno d'Wuert froen. Ech hunn elo grad erkläert, datt et zwou verschidde Methodologië sinn. Et kann een net Äppel mat Bire vergläichen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da musst Der awer vläicht de ganzen Avis liesen. Do explizéiere se et.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ebe genau, et muss een de ganzen Avis liesen. Do steet...

(Brouhaha)

Et muss een de ganzen Avis liesen. Do steet zum Beispill...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, loosst Iech elo net bëieren. Jiddweree kritt herno d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech kéint labber och déi Diskussioun nach méi wäit féieren, wann een dann all d'Elementer géif vun deem Avis kucken. Do steet éischtens dran, dat hunn ech och elo grad gesot gehat, datt mëttelfristeg déi Zuelen erëm zesummekommen an, wat jo och interessant ass, datt zum Beispill d'Banque centrale den Effekt vun der Steierreform op den Defizit vum Zentralstat manner grouss aschätzt wéi zum Beispill d'Verwaltung.

Oder, wann ee kuckt a Prozent vum PIB, wat do - wéi soll ech soen? - d'Inzidenz vun dëser Steierreform ausmécht am Verglach zum Beispill mat anere Steierreforme vun de Jore virdrun. Zum Beispill 2002 - ech huelen déi, well mir jo do mat an der Verantwortung waren - hate mer eng Steierreform, déi hat eng Inzidenz vun 2,1% op de PIB. Dës Steierreform, déi mer haut maachen, déi wesentlech méi sozial gerecht ass, wou mer wesentlech méi Kafkraaft ënnert d'Leit bréngen, déi huet 0,7% op de PIB.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sot Dir. Dat sot Dir. Mä d'Banque centrale seet 1,5%.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, da kucke mer d'Zuelen nach eng Kéier no an da wäerte mer dann herno gesinn, wie recht behält! Här President, ech kommen... Den Här Wiseler kann herno nach eng Kéier da säi Standpunkt hei erkläre kommen. Rendez-vous 2017, wa mer d'Konte kucken an effektiv kucken, wat den Impakt vun dëser Steierreform am Joer 2017 op de Budget war.

Här President, d'Regierung mécht eng Steierreform, déi méi Gerechtegkeet schaaft an déi dofir de finanzielle Sputt, dee mir eis ginn hunn, och notzt. Dës Steierreform ass eng responsabel Reform mat Aemooss, déi finanziell op zolitte Féiss steet, well d'Regierung sech duerfir d'Méiglechkeet erschafen huet.

Dës Steierreform ass eng Verbesserung fir d'Privatstéit hei am Land, well mir hinnen däitlech méi Kafkraaft zréckginn. Si ass eng Verbesserung fir Jonker, déi ënnerstëtzt ginn, wa se sech en eegent Heem wëlle leeschten oder fir den Alter virsuergen. Et ass eng Verbesserung fir d'Elenge erzéier, déi ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir besser déi zwee Enner zesummenzekréien. Dës Steierreform ass eng Reform, déi der Wirtschaft zeguttkënnt an de Betriber Moyene fräi mécht, fir ze investéieren. Dës Steierreform ass eng sozial gerecht Steierreform, déi jiddwerengem eppes bréngt.

Vill hunn an der Vergaangenheet vun esou enger Reform geschwat a gedreemt. Mir schwätzen an dreemen net nëmmen dovunner, mir liwweren a setze se ëm!

Här President, d'Regierung an de Finanzminister am Besonneschen hunn hei eng exzellent Meeschterprüfung ofgeluecht, där menger Fraktioun nëmme ka voll a ganz zoustëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet elo den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, ech wëll just eng ganz kuerz Remarque maachen. Ech kann net akzeptéieren, wann hei e Riedner seet, et wär onwürdeg, wann eng Oppositiounspartei d'Zuele vun der Banque centrale benotzt, fir eng Rei Froen ze stellen. Ech fannen et eng absolutt Normalitéit, datt mir als Oppositiounspartei dat Zuelematerial, wat mer vun deenen Institutioune kréien, déi beoptragt sinn, Analyse vum Zuelematerial ze maachen, datt mer dat kucken, datt mer dat analyséieren an datt mer déi Froe stellen, déi doraus ze stelle sinn.

Mir hu festgestallt, datt tëschent deenen engen an deenen anere grouss Differenze sinn. Ech weess net, wie recht huet. Mä ech fannen et awer meng Aufgab, wann déi Differenzen do sinn, déi Froen ze stellen!

Da kréie mer eng Äntwert, déi seet: Mä et ass just eng Differenz vun de Methoden. An ech soen lech, wann ech den Avis vun der Banque centrale liesen, déi schwätzt säitelaang iwwert déi Differenz vun de Methoden, seet awer gradesou kloer, datt déi grouss Differenz, déi hei an den Zuelen erauskënnt, sécherlech net just eng Differenz ass vun de Methoden. Mä si seet, datt se hei en Écart important hätten a si sech interrogéiert „sur le caractère réaliste des estimations du Gouvernement". Den Text vun der Säit 165 vun der Banque centrale.

Datt mir eis dann doriwwer Froe stellen, ouni emol deelweis eng Konklusioun doraus ze zéien, fannen ech awer normal. A fir dat hei als onwürdeg ze bezeechnen, datt mer eis Aarbecht maachen, esou wéi mer se musse maachen, fannen ech inakzeptabel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass onwürdeg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dann huet elo d'Wuert den Här Bodry a soss keen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, mir gesinn 2017, wat fir eng Zuelen déi richteg waren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dann zielt emol Ären Tableau richteg zesummen, da wësst Der, wéi eng Zuelen...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech probéieren dann, hei e bësse méi Rou an déi Debatt eranzebréngen an och e puer Elementer vun Objektivitéit...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bonne Chance!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...an déi ganz Diskussioun eranzebréngen, andeem mer och net nëmmen an d'Zukunft kucken, mä och e klengen Exkurs an d'Vergaangenheet maachen,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- ...fir sech da kënnen esou e Bild ze maachen, wéi sech effektiv dës 2017ter Steierreform aschreift an eng ganz Rei vu Steierreformen, déi iwwert déi lescht Jorzéngte gemaach gi sinn. Ech wëll mech hei beschränken op déi zwou, déi zënter 2000 gemaach gi sinn, an de Joren 2001, 2002, respektiv 2008 an 2009.

Fréier Steierreformen, déi hu villes gemeinsam eigentlech, Merkmaler och vun dëser Steierreform. Se hu souwuel d'Haushalter betraff wéi d'Betriber. Si hunn haaptsächlech aus Steiererliichterunge bestanen an de Steiersystem ass eigentlech net op d'Kopp gestallt ginn. En ass korrigéiert ginn op deem engen an op deem anere Punkt, bal war et konjunkturell, bal war et strukturell. An dat ass eigentlech jo och bei dëser Steierreform net anescht!

Déi Steierreform hei ass eng weider Etapp an der Evolutioun vun eisem Steiersystem. An, wat wichteg ass, an dat soll een och am Avis vun der Banque centrale noliesen: No hire Berechnunge verstäerkt dës Steierreform d'Progressivitéit vun eisem Akommessteiersystem wéi och den Émverdeelungscharakter vun deemselwechte Steiersystem. Dat sinn also zwee Ziler, déi duerch déi heite Reform erreecht ginn.

Ech si mer net esou sécher, ech kommen herno nach drop zréck, ob dat och gegollt huet fir déi aner Steierreformen aus der Vergaangenheet.

Selbstverständlech kann een iwwert déi eng oder aner Akzenter vun där Reform hei diskutéieren, iwwer hiert Ausmooss an och den Zäitpunkt, wou déi Reform geschitt. A wéi all Steierreform och virdrun, ass déi Reform hei d'Resultat vun engem Kompromëss tëschent verschiddene Parteien, verschiddenen Usiichten, verschiddene gesellschaftleche Kräften, déi hei an iergendenger Form matgewierkt hu bei der Ausaarbechtung vun där heiter Steierreform.

Wat een net ka soen, ass, dass déi Steierreform net gutt preparéiert gewiescht wär. Si hat als Basis och en Avis vum Conseil économique et social. Et war ee jo bal net méi gewinnt, dass mer nach op Avise vum Conseil économique et social kéinten zréckgräifen. A munches vun deem, wat zréckbehale ginn ass, fënnt duerchaus och säin Nidderschlag an deem Avis vum Conseil économique et social.

An ech mengen, dass et also och wichteg war fir dës Koalitioun, well hei hu sech och d'Geeschter gescheet op eenzelne Punkten. Ech fannen et och ganz normal, dass tëschent politesche Parteie sech d'Geeschter scheeden, wann et ëm eng Steierreform geet, well eng sozialistesch Partei, eng liberal Partei, eng gréng Partei sécherlech aner Zilsetzungen an enger Steierpolitik hunn, eng wéi déi aner. Dat ass sécherlech och de Fall fir eis.

Fir eis geet et net nëmmen drëm, dofir ze suergen, dass de Stat genuch Suen huet, fir all senge Missiounen eigentlech kënne gerecht ze ginn iwwert d'Steieren. Mä et geet och sécherlech ëm eng Émverdeelung, déi gemaach gëtt. An et geet och ëm eng Steierung an eenzelne Politikberäicher, déi ee kann iwwert de Steiersystem maachen.

Och an deem Sënn, mengen ech, dass dat gëllt, wat e Beobachter vun der politescher Zeen, dee jo net kann an de Verdacht geroden, dass e besonnesch positiv dëser Koalitioun géintiwwersteet, de Chefredakter vum „Lëtzebuerger Wort" a fréiere Chefberoder vum Jean-Claude Juncker als Statsminister, geschriwwen huet. Als spontan Reaktioun, wéi dës Regierung hir Propositioune vun der Steierreform dohinnergeluecht huet, huet e gesot: Et ass eng gutt virbereet a großzügig Reform.

An déi éischt Aschätzung, déi gemaach ginn ass, mengen ech, déi stëmmt sécherlech och haut nach. An et wär gutt gewiescht, wann och d'CSV als gréissten Oppositiounspartei dat vläicht méi unerkannt hätt an eigentlech net duerch d'Erofrattere vun de gemeinsame Punkten, déi eigentlech awer 90% vun där Reform ausmaachen, an duerch e Konzentréieren op déi 10%, wou mer eis vläicht net honnertprozenteg eens sinn, den Androck gëtt, wéi wann déi Reform hei eigentlech net vill géif daachen. De Contraire ass de Fall: Déi Reform hei, déi daacht eppes!

Déi Reform hei, déi kënnt och fir keen iwwerraschend. Déi kënnt fir keen iwwerraschend, well d'Parteien, déi dës Koalitioun ausmaachen, hire Wahlprogramm, an deem mer déi Steierreform virgesinn haten, de Koalitiounsaccord dës Steierreform och vu vireran eigentlech virgesinn hat an och souguer de Wahlprogramm vun der CSV eigentlech déi Steierreform och virgesinn hat.

Sou wéi se och d'TVA-Erhéijung virgesinn hat, huet se och d'Steierreform virgesinn. A genau also dat, wat se elo kritiséiert, dass mat där enger Hand géif eppes ewechgeholl ginn a mat där anerer géife mer eppes ginn, genau dat war eigentlech dat, wat konform war zum CSV-Wahlprogramm vun 2013: fir d'Éischt eng Erhéijung vun der TVA an da méi spéit, jee no de Possibilitéiten, eng méi grondleeënd Reform, haaptsächlech vun der Akommessteier a vun der Betribsbesteierung.

Genau dat mécht dës Regierung! Mä well et vun der Regierung kënnt, ass et schlecht. A wann d'CSV et gemaach hätt an hirem Wahlprogramm, da wär et richteg gewiescht. Hei gëtt mat zweeërlee Mooss jugéiert an ech fannen dat net gutt. Duerfir mäi Wonsch, zur néideger Objektivitéit an der Debatt hei erëmzefannen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat geännert huet, dat ass wouer, ass, dass d'Regierung, opgrond vun deenen Donnéeën, déi se 2013 zur Verfügung hat, déi nei Regierung an de Verhandlunge festgeluecht hat an hirem Programm, dass déi heite Steierreform sollt käschtenneutral sinn. Si hunn dat gemaach opgrond vun deem, wat deemools d'Prognose waren, wéi sech déi wirtschaftlech Situatioun an déi budgetär Situatioun an deenen nächste Jore géifen entwéckelen.

Ech hu mer d'Méi gemaach, et nach eng Kéier nozesichen. Wat waren dann deemools d'Previsiounen, 2013, wéi d'Regierung déi doten Décisioun geholl huet? Deemools war gemengt ginn - ech bezéie mech hei op de Pacte de stabilité et de croissance, dee Programm, deen nach ënnert där viregter Regierung zu Bréissel eragereecht ginn ass am Abrëll 2013 -, do war gerechent ginn: 2014 e Wuesstum hei zu Lëtzebuerg vun 2,2%, 2015 vun 1,7% an 2016 vun 3,4%.

Déi lescht Zuelen, déi mer elo hu vum Statec, déi soen: 2014 +4,7% Wuesstum, 2015 +3,5% Wuesstum an 2016 +3,7%, fir d'nächst Joer +4,2%. Et kann ee bal soen, dass praktesch eng Verduebelung vum reale Wuesstum tatsächlech agetraff ass par rapport zu deem, wat ee konnt mengen Enn 2013 opgrond vun deene Previsiounen.

An dat gëllt natierlech och fir den Emploi. Den Emploi, wou gemengt ginn ass, dee géif vläicht ëm 1,2% pro Joer an d'Luucht goen. Haut wësse mer, dass en ëm 2,5% bis 3% an d'Luucht gaangen ass an deene leschten dräi Joer. De Chômage ass och méi däitlech erofgaangen, wéi gemengt gi war: vu 6,9% op 6,2% viraussiichtlech am Joer 2017.

An och d'Scholdesituatioun huet sech anescht entwéckelt, wéi nach gemengt gi war am Joer 2013. Am Joer 2013 war virgesinn - et ginn déi Pabeieren nach ëmmer, interessant nozeliesen -, dass an dem Zäitraum 2014 bis 2016 sollten dräi Milliarden Emprunten zousätzlech opgeholl ginn. Dës Regierung huet an deem Zäitraum keen neien Emprunt opgeholl, si huet souguer e klengen Emprunt vu 400 Milliounen zréckbezuelt!

D'Statsschold, war gemengt ginn, géif 2016 bei 27,9% vum PIB leien. Haut läit se bei manner wéi 21% vum PIB. Et ass also eng grondleeëend aner - glécklecherweis! -, méi positiv Entwécklung, wéi gemengt gi war 2013.

An duerfir, mengen ech, dass et erklärlech ass, firwat dës Koalitioun vun dem Prinzip vun der Käschtenneutralitéit ewechgeréckelt ass an eng Steierreform mécht, déi net nëmmen aus Steiererliichterunge besteet, awer déi gréisstendeels aus Steiererliichterunge besteet.

D'Konklusioun ass also, dass an eisen Ae Plaz besteet haut, fir déi dote Steierreform hei ze maachen, dat eben, well mer haut 2016 wëssen, datt déi wirtschaftlech a budgetär Situatioun besser ass, wéi dat virausgesi gi war. Dat ass zréckzeféieren op déi besser international Konjunktur, ass awer och zréckzeféieren op déi Politik, déi vun dëser Koalitioun an dëser Regierung an deem dote Beräich gemaach ginn ass an deene leschten dräi Joer.

Déi zweet Fro, déi sech stellt, déi gestallt ginn ass: Ass dës Steierreform ze großzügig? Geet se ze wäit? Dat ass eigentlech jo d'Haaptkritik, déi bis elo ëmmer vun der CSV geäussert ginn ass, déi ech awer elo am Här Roth sengem Discours net méi esou richteg erëmfonnt hunn.

Den Här Wiseler huet nach am Ufank vun dëser Woch op RTL deklaréiert, déi ganz Steierreform, déi wär nëmmen op Pump opgebaut, déi ganz Steierreform wär, wéi déi gesamt Budgetspolitik, irresponsabel. Bon, komescherweis hunn ech elo an de Wierder vum Här Roth déi dote fundamental an éischt Kritik vun der CSV net méi erëmhéieren.

Wahrscheinlech hänkt dat domadder zesummen, dass se selwer elo Amendementer proposéieren zu där heiter Reform, an da passt et natierlech net, dass ee fundamental eigentlech d'Nécessitéit vun der Reform a Fro stellt, wann ee gläichzäiteg wëllt nach zousätzlech Ausgaben hei tätegen oder manner Einnahmen a Kaf huelen an eenzelne Beräicher.

Mir sinn der Meenung, dass dës Reform net ze großzügig ass, dass deen Ordre de grandeur vu ronn enger hallwer Milliard - no Berechnung vun der Regierung, wat den Impakt wär, an do sinn natierlech eng ganz Rëtsch vun Inconnuen nach dran -, dass mer déi staark Impulser brauche fir eis Kafkraaft, dass jiddweree wäert herno um Enn vum Mount méi rescht hu vu senger Pai oder vu senger Rent.

Dat gëllt besonnesch fir Klengverdénger a fir de Mëttelstand. An et kann een dovunner ausgoen, dass dat fir ganz vill Leit, déi sech an de mëttleren Akommesberäicher hei zu Lëtzebuerg bewegen, alt bis zu 200 Euro de Mount wäert ausmaachen, wat deen Eenzelnen hei, oder déi eenzel Koppel hei eigentlech manner Steiere bezilt, zemools wa se och nach kann op eenzel Elementer vun der Steierreform, déi méi gënschteg ginn, zréckgräifen.

Dat ass also dat zousätzlecht Geld, wat wichteg ass, mengen ech, soufern dat zu Lëtzebuerg méiglech ass, dat dem Handel an der Wirtschaft och hei am Land wäert zeguttkommen, wat sech also och wäert erëmspigelen an engem bessere wirtschaftleche Wuesstum, verbonne mat der Indextranche, wou ech elo mengen, hei kënnen ze soen - ech hu laang dozou näischt gesot -, dass se effektiv an den éischte Méint vun 2017 wäert ausbezuelt ginn.

Mat der Erhéijung vum Mindestloun, déi hei vun der Chamber décidéiert ginn ass; dem Rentenajustement, dee kënnt, dem Ofschloss an der Fonction publique an anere Gehälterofkommessen, déi an der Diskussioun sinn, kann een dovunner ausgoen, dass 2017 wäert en exzeptionellt Joer ginn, wou déi real Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg wäert steigen an engem Mooss, wéi dat hei zu Lëtzebuerg vun 2008 bis haut net de Fall war, wou mer éischter eng Stagnatioun haten an der Moyenne vun der realer Kafkraaft.

Dat wäert sech fundamental änneren, ënner anerem och duerch dës Reform am Joer 2017. An et ass, mengen ech, ganz wichteg, dass mer dee positiven Akzent, wat jo och en Zeeche vu Vertrauen an d'Zukunft vun dësem Land ass, dass mer dee setzen a verstäerken duerch déi Steierreform, déi hei proposéiert gëtt.

Fir eis war natierlech och de Fait, wéi gerecht déi Steierreform hei ass, e wichtege Punkt. A mir hu probéiert och an deenen Diskussiounen, déi mer an der Koalitioun haten, déi dote Gesiichtspunkten an de Vierdergrond ze stellen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

D'Notznéisser vun der Reform sinn, an dat war d'Zilgrupp, déi Kleng- an déi Mëttelverdénger. Mä selbstverständlech, wéi bei all Reform, déi um Barème vun de Steieren opbaut, profitéieren och déi Leit, déi méi verdéngen, automatesch am Prinzip vun all deene Modifikatiounen am Barème, déi s de fir déi ënnescht an déi mëttel Kategorië méchs, well och een Deel vun hirem Revenu selbstverständlech an déi doten Tranchë fält.

Dat heescht, alles wat geschitt, an duerfir fannen ech déi CSV-Iddi, fir eppes un der ënneschter Tranche ze maachen, net glécklech, well dat zwar och deenen Ënneschte profitéiert, mä virun allem awer jiddwereen dovu profitéiert. Et ass natierlech e bëssen de Géisskaneprinzip. Wann s de ënnen eppes un der Tranche méchs, well all Revenu déi doten Tranche huet, wäert jiddwereen dovunner profitéieren, och déi Leit, déi 20.000, 30.000 Euro de Mount verdéngen, wäerten och vun deene puer Euro profitéieren, déi Der wëllt enger Kategorie ginn.

Wann Der eppes hätt wëlle maachen, hätt Der onbedéngt misse mam Crédit d'impôt schaffen. Et ass genau dat Instrument. Well mir hunn déi dote Fro jo och diskutéiert ënner eis. Et ass jo villes diskutéiert ginn. Vill Iddie sinn diskutéiert ginn. A mir hunn eis schlussendlech décidéiert, wéinst dem Käschtepunkt vun esou Moossnamen, déi s de an den ënneschten Tranchë vum Barème méchs, fir deenen ze hëllefen, wou s de awer u sech och deene Leit manner Steieren nozebezuele gëss, deenen s de eigentlech net wëlls manner Steieren ze bezuele ginn, hu mer eis décidéiert, fir hei op dat Instrument vun der Negativsteier, vum Crédit d'impôt zréckzegräifen.

Do mengen ech, mir sollen dobaussen awer och soen, wat dat ass. Dat ass ville Leit net bewosst vläicht. De Crédit d'impôt, dat ka sech a Geld erëmspigelen. Dat heescht, wann s du selwer keng Steieren ze bezuelen hues oder ganz wéineg Steieren eigentlech ze bezuelen hues, duerch de Crédit d'impôt kanns de Suen ausbezuelt kréien. Et ass praktesch wéi eng Subventioun fir Leit mat ënneschte Gehälter. An dat ass, mengen ech, wierklech dat geziilt Instrument, technescht Instrument, wat richteg hei agesat gëtt vun där heiter Reform.

D'Regierung geet hin a si verduebelt am Prinzip deen dote Crédit d'impôt a si setzt e selektiv an. An dat ass e Feeler vun enger viregter Reform gewiescht, déi mer matgemaach hunn, fir dee Crédit d'impôt duerch sämtlech Revenuen duerchzezéien! Hei gëtt ebe gekuckt: Mir konzentréieren dat, mir loossen en uwuessen, da geet en erëm erof, bis bei méi héije Gehälter, do spillt de Crédit d'impôt selbstverständlech net méi. Dat ass en Element vu konkreter Selektivitéit, déi bei viregte Reformen net agefouert ginn ass. Dës Regierung mécht et!

An ech verstinn d'CSV net! Wann ënner engem CSV-Minister e Crédit d'impôt agefouert gëtt, dann ass et den Nec plus ultra vun der Sozialpolitik. Wann dës Koalitioun dohinnergeet, si verduebelt de Crédit d'impôt a si mécht e selektiv, dann ass et eng falsch Politik! Ech kann déi dote Logik vun der CSV beim beschte Wëllen net verstoen!

Une voix.- Déi ass net ze verstoen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Bodry, Dir verstitt d'Logik net, mä well dat net dat ass, wat mer gesot hunn. Mir hunn ausdrécklech gesot, datt mer mat där Modifikatioun vum Crédit d'impôt d'accord wären.

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Selbstverständlech, mä Dir maacht awer elo eng Propositioun, déi eigentlech erëm aus där doten Iddi erausbrécht an déi eppes versicht, um allgemengen Tariff ze maachen, wou da jiddwereen no der Strenzepolitik, déi Der soss dénoncéiert hei, erëm eng Kéier dovunner profitéiert. Dat ass menger Ansicht no en Denkfeeler an deem Ganzen, well do wäerten u sech vill Leit dovunner profitéieren, wann dat dote géif duerchgoen, déi eigentlech net brauchen dovunner ze profitéieren.

Dës Kéier gëtt de Spëtzesteiersaz vu 40% op 42% eropgesat. E spillt allerdéngs a méi héijen Tranchen - wéi och schonn dee vu 40% jo net an der Logik ass vun eisem ganze Barème, deen och eréischt ab 100.000 spillt -, hei ab 150.000 oder ab 200.000. An eisem Wahlprogramm, kann ech soen, stoung dran en Taux vu 45% bei 200.000. Elo si mer emol bei 42% bei 200.000 ukomm. Dat war déi berüümtberüchtegt „Räichesteier", déi ëmmer hei décriéiert ginn ass vun alle Säiten, wéi wann dat dat Schlëmmst wär, wat ee sech kéint ausdenken.

Ech gesinn, dass op eemol d'CSV an der Oppositioun Iddie kritt, déi se ni hat, wéi se an der Regierung war! Ech fannen, d'CSV ass esou gutt ginn an der Oppositioun, dass ech mech froen, ob se net soll nach e bësse méi laang drableiwen.

(Hilarité)

Ech mengen,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, d'Fro ass, ob Dir da mat eiser Iddi d'accord sidd oder net.

(Hilarité et brouhaha)

D'Fro ass, ob Dir mat eiser Iddi d'accord sidd oder net, Här Bodry. Do sot Der awer näischt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...d'Regierung bereet ewell hir Reforme formidabel vir, si kommunizéiert se, déi si voll do, an d'CSV an der Oppositioun, wéi gesot, si erneiert hir Iddien, mécht zum Deel de Contraire vun deem, wat se nach virun dräi Joer préconiséiert huet. An ech fannen, dass dat eng ganz flott Aart a Weis ass, fir d'Aarbecht opzedeelen.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Bodry, erlaabt Der eng Fro vum Här Roth, wann ech gelift?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann et eng Fro ass, d'accord.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wëll och Iech..., Här Bodry, Dir hutt mech schwätze gelooss, duerfir wëlle mer Iech net ënnerbriechen. Mä wier dann d'LSAP...

(Hilarité et brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn dat eigentlech gär, wann Der mech ënnerbriecht.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Sot, Här Bodry, wier dann Är Partei, d'LSAP, d'accord mat eisem Virschlag, fir d'Spëtzesteiersätz vun 41% an 42% éischter gräifen ze loossen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ah, ech fannen déi Iddi ganz sympathesch. Mä ech soen awer och: Hei ass e Gesamtpak an där Steierreform a mir plécken hei net Iddien eraus, fir déi ze änneren. Hei ass en Accord global op der ganzer Steierreform, an dat gëllt fir mech hei. Also ech loosse mech hei net dreiwen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir si frou, datt Dir eis sympathesch fannt, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen och, Dir léif Dammen an Häre vun der CSV, wéi mer zesummen an der Koalitioun waren, war dat och net anescht, wann d'Oppositioun probéiert huet, hei ze stëppelen!

Une voix.- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat ech just soen - dat gëllt fir sämtlech Virschléi, déi hei vun der CSV kommen -, déi Virschléi sinn..., kee vun deene Virschléi fënnt den Nidderschlag am Wahlprogramm vun der CSV a kee vun deene Virschléi war virdru mat der CSV an der Regierung ëmzesetzen!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kommen nach drop zréck, op de Spëtzesteiersaz: Do si mer..., no laangen Diskussioune si mer..., war et méiglech, vun 39 op 40 eropzegoen. Mir haten 42% deemools als LSAP gefrot. Mat der CSV war net méi dran! A wéi mer probéiert hunn, fir 2013 nach en Hoff ze maachen - dunn hu mer schonn op 2014 gekuckt, mir wousste jo net, dass et géif esou fréi zu Enn goen -, do war „nada", näischt méi mat der CSV ze diskutéieren!

(Brouhaha)

Den Här Frieden huet net mat sech diskutéiere gelooss, wat de Spëtzesteiersaz ugeet.

An den Här Mosar, kann ech mech erënneren, huet nach virun net allze laanger Zäit op d'Fro, wéi da seng Meenung wär zum Spëtzesteiersaz fir Privatleit, gemengt, dee sollt eigentlech do bleiwen, wéi en ass. Ech gesinn, dass d'CSV also, wéi gesot, sech merklech, merklech verbessert huet an der Oppositioun, wann ech dat däerf vu sozialistescher Säit esou soen.

(Brouhaha, protestations et interruption par Mme Octavie Modert)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An Dir sot haut Neen zu eise Propositiounen, Här Bodry.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Wiseler, do ginn Iech vläicht Perspektiven op, ech weess et net.

(Hilarité et interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da loosse mer dat emol aktéieren.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Wann ech gelift, et ass just den Här Bodry, dee schwätzt. An den Här Bodry riicht sech un d'Chamber, wann ech gelift! An dann däerf den Här Bodry weiderfueren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Zweete Punkt, op deen ech wollt agoen - dat gehéiert och e bëssen zu der Fro, wéi équilibréiert eigentlech déi Steierreform ass -, dat ass: Wie profitéiert eigentlech vun där Steierreform? Wann een do d'Zuele kuckt, da kënnt een zum Schluss, dass iwwer 80% vun deene Steiererliichterungen eigentlech zugonschte vun den Haushalter sinn, vun de Privatpersoune sinn a manner wéi 20% zum Benefiss vun de Betriber sinn.

Dat war net ëmmer esou an der Vergaangenheet. Dat war net ëmmer esou. Wann ech kucken, déi Reform 2001/2002, déi den Här Roth nach als „grouss Reform" bezeechent, dat wär nach eng grouss Reform gewiescht; well do en CSV-Finanzminister war, da waren et grousser. Wann anerer et maachen, da sinn et klenger, well déi Leit ebe méi kleng si wéi d'Leit vun der CSV! Do ass da gesot ginn, dat wär formidabel gewiescht.

Mä liest emol déi Zuelen no! Liest déi Zuelen no, wien do eigentlech am meeschten dovunner profitéiert. Do war en décke Pak fir d'Betriber derbäi, en décke Pak fir d'Betriber derbäi! Deemools ass ënner anerem och den IRC erofgesat ginn. Vun 31 op 21?

M. Gilles Roth *(CSV).*- 29 dat Ganzt…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 29...? Dat heescht, et ass ëm 8% - dat hunn ech nach verhalen! -, ëm 8% ass den Taux erofgesat ginn. Et ass also en enorme Schratt gemaach ginn, en enorme Schratt! An et gesäit een och, wann een d'Zuele kuckt, wat eigentlech déi Steier do an deenen nächste Joren am Budget nach erabruecht huet: Do ass e Knacks komm, do ass e Knacks komm! Do ass net méi Steier eran-, do ass manner Steier erakomm. Dat waren also echt Steiererliichterungen, déi sengerzäit fir d'Betriber gemaach gi sinn, déi am Fong am meeschte profitéiert hu vun där doter Reform deemools, an d'Privatpersounen hunn, relativ gesinn, manner profitéiert.

An da komme mer an déi Situatioun eran, dass - an dës Reform, déi verstäerkt déi Tendenz net! -, dass u sech iwwert déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg wéi an allen aneren Industriestaten oder entwéckelte Staten et zu enger Verlagerung komm ass lues a lues vun der Besteierung vum Revenu vun de Betriber hin op d'Besteierung vum Revenu vu Privatpersounen.

Deem ass awer mat deene Reforme virdrun net entgéintgesteiert ginn. Déi Entwécklung huet sech zu Lëtzebuerg weider matgemaach, ass nach verstäerkt ginn duerch d'Kris, wou och d'Betriber manner Benefisser haten, also do och erofgaange sinn, wärend natierlech d'Revenue vun de Leit duerch déi Ofsécherung, déi mir hunn, glécklecherweis nach weider awer an d'Luucht gaange sinn an d'Masse salariale haaptsächlech zu Lëtzebuerg och weider gewuess ass, dynamesch an deene leschte Joren.

Doduerch, dass mer hei also d'Gewiicht, d'Haaptgewiicht ganz däitlech op d'Privatpersounen, op d'Haushalter leeën, déi wäerte vun de Steiererliichterunge profitéieren, schreiwe mer eis net an déi doten Tendenz an a mir versichen, där Tendenz e bëssen entgéintzewierken, andeem mer wuel eppes fir d'Betriber maachen... Do gëllt och fir eis den Engagement, dee geholl ginn ass vun der gesamter Regierung, fir ze soen: Et soll keng allgemeng Erhéijung vun de Betribsbesteierunge ginn, et soll souguer punktuell Erliichterunge ginn. Mä par contre si mer der Meenung, dass dat net ausschléisst, dass et och punktuell Erhéijunge gëtt. An et si jo och Elementer: Bei de SOPAR-Flen zum Beispill ass déi minimal Besteierung iwwert den Impôt sur la fortune, do gëtt jo de Betrag ëm 50% eropgesat. An natierlech brëngt dat och dem Stat méi Einnamen an an et sinn d'Betriber, d'Wirtschaft, déi dat do da mussen opbréngen.

Ech mengen, dass d'Regierung hei dat mécht, wat wichteg ass. Si léisst sech net dreiwen. Si léisst sech net dreiwe vun deem Dumping, wat d'Betribsbesteierung ugeet, wat amgaangen ass, a ganz Europa lasszegoen. Mir wëssen, dass mer eis elo musse bewegen a vläicht och an enger zweeter Etapp weider musse bewegen, deemno wéi déi Entwécklung ass, wann s de d'Kompetitivitéit vun der Gesamtwirtschaft, vun den eenzelnen Aktivitéiten hei am Land wëlls halen.

Mir sinn eis awer och bewosst, dass een do awer net däerf virun de Won lafen an eventuell a Kaf huelen, dass op eemol Honnerte Milliounen Euro manner erakommen iwwert d'Betriber a mer dann entweder mussen zousätzlech léine goen oder déi Sue bei Privatleit erëm eng Kéier an enger zweeter Phas siche goen. Déi Politik wëllt d'LSAP a wëllt dës Koalitioun net matmaachen! Dofir menge mer, dass et verstänneg ass, elo mat dem affichéierte Prozentsaz vun der Besteierung vum Akommes vun de Betriber an zwou Etappe vun 21% op 18% erofzegoe respektiv bei deene Betriber, déi manner Benefiss ausweisen, bis 25.000 Euro d'Joer, dee Schratt op 15% direkt ze maachen.

Mir mengen, dass dat verstänneg ass, wohl wissend - dat ass keng Erfindung vun der CSV, well dat kënnt duerch europäesch an international Texter -, dass natierlech déi besteierbar Basis vun de Betriber wäert eropgoen. Dat braucht Der net ze froen, dat kënnt! Dat kënnt, dat ergëtt sech aus dem BEPS. Dat ass awer och schonn hei berücksichtegt. Wann dat net wär, hätte mer wahrscheinlech dee Schratt hei net gemaach!

Wa BEPS net géif um Dësch leien, hätte mer wahrscheinlech eis net eensgesat an der Regierung: Elo setze mer d'Betribsbesteierung erop (veuillez lire: erof). Dat ware mer nëmmen d'accord, op jidde Fall vun eiser Säit, fir dat doten ze maachen, well mer wëssen: BEPS kënnt, do ginn eng Rei vu Steiernische méi kleng. Also mécht et Sënn, och u sech den affichéierte Prozentsaz do erofzesetzen, fir dass mer net zu enger allgemenger Méibesteierung vun de Betriber kommen, wou mer jo dozou stinn, dass mer dat eigentlech de Moment net wëllen hunn. Dat waren d'Iwwerleeungen zu deem dote Punkt.

Bei den Haushalter, mengen ech, ass et richteg, dass dës Koalitioun - an dat entsprécht och deem, wat bei eis am Wahlprogramm steet - e besonnescht Aemierk wërft op d'Situatioun vun den Elengerzéier. Mir wëssen alleguerten, dass dat déi Grupp ass, déi méi wéi all anert Segment vun eiser Gesellschaft engem akuten Aarmutsrisiko - zu 40% - ausgesat gëtt. Duerfir ass et wichteg gewiescht, dass mer do Efforte maachen, zousätzlech Efforte maachen, déi iwwert dat erausginn, wat elo dee méi gënschtege Barème wäert souwisou als Répercussioun hu fir déi dote Kategorie vu Steierzueler, dass mer bei den Elengerzéier och zousätzlech en Effort maachen, wou mer dee spezielle Crédit d'impôt, dee méi héich ass wéi deen normale Crédit d'impôt, nach eng Kéier och hei géife verduebelen a wou mer och nach iwwer punktuell Ännerungen, wat d'Berechnung vun deem Revenu ugeet, nach zousätzlech Entlaaschtung schafen.

Dat do brëngt, mengen ech, ville Leit konkret eppes, déi an där doter schwiereger Situatioun sinn. Dat do ass e konkret Zeechen, wat d'Bekämpfung vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg ugeet, dat duerch dës Steierreform gesat gëtt. Et kënnt jo d'Reform vum RMG deemnächst nach mat derbäi. Do kann een also nach zousätzlech Moossname virgesinn, soudass do, mengen ech, e ganz gudde soziale Pak geschnüürt gëtt, fir de Risiko, dass d'Leit an d'Aarmut ofrutschen hei zu Lëtzebuerg, méi kleng ze maachen.

Da sinn eng Partie Iddien dran, wat d'Förderung vum Logement ugeet, vun der Mobilitéit, alles dat rënnt déi Reform hei of. An ech mengen, dass, wann een alles dat kuckt, wann ee kuckt, wéi équilibréiert déi heite Reform ass, wat fir mech keng Selbstverständlechkeet war am Ufank, wéi mer d'Diskussiounen ugefaangen hunn, da mengen ech, dass dat heiten eng Reform ass, déi duerchaus e Plus duerstellt par rapport zu Reformen, déi mer an deene leschte 15 Joer mat ausgeschafft respektiv matgestëmmt hunn.

Wéi gëtt déi Steierreform finanzéiert? Och dat war - wéi gesot, haut manner ze héieren -, mä bis elo ëmmer, zumindest vum Här Wiseler, en Haaptkritikpunkt, wou gesot ginn ass: „Ma Dir finanzéiert dat doten iwwer Schold." Bon, wann dat esou ass, dann däerf een natierlech hei eigentlech guer näischt méi stëmmen.

Mir sinn net der Meenung, dass déi Steierreform hei duerch Scholde géigefinanzéiert gëtt. Mir sinn der Meenung, dass virun allem dee groussen Investitiounsprogramm, dee sech dës Regierung ginn huet, deelweis, wat och richteg ass, iwwer friem Mëttele matfinanzéiert gëtt. Ech betounen nach eng Kéier do: 2013 hate mer en absolutten Déifpunkt hei zu Lëtzebuerg erreecht am Verglach vun deene leschte Joren, wat déi ëffentlech Investissementer ugeet. Mir louchen nach bei ronn 1,5 Milliarden direkten an indirekten Investissementer vum Stat. Elo leie mer bei 2,5 Milliarden. An dat soll jo op deem Niveau fir déi nächst Jore bleiwen.

Mir hunn also praktesch eng Milliard Plus! A wa mer dee Plus net bei den Investissementer hätten, dann hätte mer haut keen Defizit am Statsbudget, dann hätte mer e Boni am Statsbudget! Sou einfach wier et gewiescht, sech schéin no baussen ze markéieren an ze soen: „Majo, mir hunn et fäerdegbruecht, alles ze sanéieren." Neen, mir hunn d'Investissementer eropgedriwwen, wat déi eenzeg richteg Politik ass, iwwregens eng Politik, déi ewell..., mä dat schéngt nach net bei jiddwerengem hei zu Lëtzebuerg ukomm ze sinn. Déi Diskussioun wäerte mer wahrscheinlech d'nächst Woch nach eng Kéier beim Budget féieren.

Déi Politik vun deene Leit, déi nach ëmmer wéi den Här Schäuble an all seng Unhänger hei an dësem Parlament - vum Här Schäuble, där schéngen der vill hei ze sinn, wann ech eenzel Discoursen mer hei op der Zong zergoe loossen - soen: „Spueren, spueren, spueren! Austeritéit, Austeritéit!", dat ass eriwwer!

D'Europäesch Kommissioun ass - fir d'Éischt, ouni et kloer ze soen, duerno, andeems se et kloer sot - eigentlech vun deem Kurs do ofgesprongen. D'Berechnungsmodusse vum Solde structurel hu vill méi Flexibilitéit kritt duerch eng Initiativ, déi d'Kommissioun Juncker och direkt am Ufank geholl huet. Et war en Engagement iwwregens, deen en agaange war, fir och déi Presidentschaft do kënnen unzetrieden. An dat gëtt och esou duerchgezunn.

Dir hutt matkritt, dass d'Kommissiounsmemberen, den Här Juncker, den Här Moscovici an anerer, Länner wéi Däitschland, wéi Holland, wéi Lëtzebuerg opgefuerdert hunn, hir Margen ze notzen, hir Margen ze notzen, fir d'ëffentlech Investissementer eropzesetzen, an net ze fäerten, bei dëse Konditiounen, wou haut kënne Verschëldunge gemaach gi beim Stat, och wierklech eng Verschëldung ze maachen. An dat mécht dës Regierung an hirem Budgetsprojet, mä dat mécht se och zum Deel iwwert déi heite Steierreform, déi och do, dat wëll ech soen, net anescht ausgesäit wéi Steierreforme virdrun.

Ech hu mer och do d'Méi gemaach, e bësse wullen ze goen an ech hunn da gekuckt: Majo, loosse mer emol kucken, déi lescht Steierreform, déi war jo 2008-2009, wéi war dann d'Finanzsituatioun duerno? Et ass décidéiert ginn - 2009 war e Wahljoer, ech mengen, et war esou eppes -, et ass décidéiert ginn: Elo passe mer de Barème, Akommessteier, Privatpersounen, fir d'Éischt emol ëm 6% un; a wéi d'DP sengerzäit an der Oppositioun Kaméidi gemaach huet, do war den Här Juncker deen Éischten, dee gesot huet: „Hei, elo passe mer och nach schnell ëm 9% am Wahljoer nach mat un." D'Rechnung ass fir hien a seng Partei opgaangen.

Also, wann een de Virworf vun Électoralismus an d'Welt setzt, wat d'CSV an anerer jo gäre maachen, soll een emol alles gutt kucken, wat esou an der Vergaangenheet geschitt ass a wien alles déi Reforme matgestëmmt huet. Och eis Frënn vun der ADR waren ëmmer mat derbäi, wann et drëm gaange war auszedeelen, an hu sech wéineg Suerge sengerzäit gemaach, ob dann do misst Schold opgeholl ginn oder net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass keng Schold opgeholl gi fir déi lescht Steierreform!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma, emol kucken.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerno, duerno.

(Hilarité générale)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma mir huelen och elo keng Scholden op! Ma Här Gibéryen, Här Gibéryen! Mir huele jo och elo keng Schold op!

(Interruptions et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, neen! Här President, däerf ech vläicht eng Fro stellen?

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Bodry?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Däerf ech dem Här Bodry eng Fro stellen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma selbstverständlech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma ech wollt den Här Bodry froen, ob e weess, déi grouss Steierreform vun 2002,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn elo grad vun 2008-2009 geschwat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, ech schwätzen vun där vun...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn nach ze schwätzen, da waart nach e bëssen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hunn awer elo déi vun 2002...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, ech schwätzen awer elo hei...

(Brouhaha et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi ech gesot hunn, datt Scholden do...

(Brouhaha)

Wéi ech gesot hunn, datt Scholden opgeholl si ginn, do hunn ech déi vun 2002 gemengt. An et waren eis gréng Kolleegen deemools, déi mat Recht bei där Debatt gesot hunn, si géif ze

wäit goen, well mer géifen d'Capacitéit vun de Statsfinanzen do iwwerstrapazéieren. A si haten deemools Recht, well vun 2003 un ass de Statsbudget an den Defizit komm. Et ass déi Reform, déi ech elo gemengt hunn, wéi ech gesot hunn, duerno si mer an den Defizit komm mam Statsbudget a mir hu misse Schold ophuelen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, ech war amgaangen - mä Dir sollt da vläicht besser nolauschteren -, ech war amgaangen, eréischt vun 2008-2009 ze schwätzen. Do wëll ech awer dann och déi Zuelen hei net verheemlechen, well et effektiv esou ass, dass an de Joren 2009 an 2010, dat heescht, wéi déi Reform voll gespillt huet, wou notamment Betribsbesteierungsgeschichten derbäi ware plus déi Totalupassung ëm 15% insgesamt vun der Steiertabell, do hu missen an de Joren 2009 an 2010 insgesamt 2,5 Milliarden Euro geléint gi vun dësem Stat. 2,5 Milliarden hu missen an de Jore geléint ginn.

A wann ech elo d'Argumentatioun vun der CSV vun haut géif iwwerhuelen - wat ech awer net maachen -, wëll ech hinnen da soen, dass zumindest dann awer och wuel gradesou fragwürdeg ass, wat sengerzäit geschitt ass, wéi dat, wat Der haut dëser Koalitioun virwerft. Mä dat kënnt erëm eng Kéier total an dat Schema eran: Wann d'CSV un der Regierung ass, dann ass eng Politik gutt, egal wéi se ausgesäit. A wann anerer eng äänlech Politik maachen, dann ass se a priori emol schlecht.

Et ass dat, woumat ech e Problem hunn, et ze akzeptéieren. Ech kucken dat - ech sot, mir hunn als LSAP déi Reform do matgestëmmt, mä ech sinn awer och à même, se mat engem kriteschen A ze kucken -, ech kucken op jidde Fall dës Reform net méi kritesch wéi déi aner Reformen, well gewësse Virwërf, déi vun Ärer Säit geäussert gi géint dës Reform, déi hätt ee kënne mat därselwechter Violenz virbrénge bei anere Reformen.

Och do wëll ech nach eng Kéier soen, ech kommen nach eng Kéier op d'Joren 2003 an 2004 zréck, well et esou schéin ass: Déi Reform do, dat wësst Der jo, wat deemools gemaach ginn ass! Do ass jo de Spëtzesteiersaz hei vu 46% op 39% erofgesat ginn an dat hat zur Folleg - net wéi bei dëser Reform -, dass déi grouss Notznéisser, déi grouss Notznéisser déi ware mat den décke Revenuen.

Den Här Berger huet et gesot. Déi wierklech déck Revenuen, déi wannen och hei duerch d'Spill vum Barème an duerch d'Ofschafung vun deenen 0,5% Impôt d'équilibre budgétaire, déi bei hinne wierklech 0,5% ausgemaach hunn, wärend bei deene klenge Revenuen net.

(Interruption)

Dat huet 0 bis 0,2, 0,3% nëmmen ausgemaach. Déi sinn...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Bodry, erlaabt Der...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ja?

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Pardon, maacht Äert Räsonnement fäerdeg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wär frou, wann ech elo kéint hei meng Développementer zu Enn féieren, och wa Leit dat net vläicht gefält.

(Hilarité)

Dann huet ee gesinn, wat dat ausgemaach huet. Den Här Berger sot, dat mécht an dëser Reform nach 1, 2, 3% aus vun héije Revenuen. Ech hunn hei Zuele matbruecht an, Här President, ech kann déi gären hei der Chamber loossen, offiziell Dokumenter, wat da sengerzäit déi Reform, déi anscheinend esou sozial gerecht war... D'CSV gëtt jo net midd, déi als déi Reform dohinnerzestellen, well et eben den Här Juncker war, dee sengerzäit d'Responsabilitéit fir déi Reform hat. Dat war e grousse Statsmann a Finanzgenie! Abee, do hunn déi Leit mat décke Revenuen, loosse mer emol, hei si mer nach a Frangen, loosse mer kucken, bei 5 Millioune geet dat, sengerzäit 5 Milliounen, déi hu praktesch e Fënneftel vun hirer Steier agespuert, e Fënneftel, 20%! Haut si mer bei 1, 2%.

Nëmme fir ze soen, wann ee vergläicht, muss een, wann ech gelift, déiselwecht Miessstäb uwennen an net hei jee no Konjunktur op eemol de Contraire vun deem soen, wat ee fréier ëmmer behaapt huet. Ech hunn den Androck, dass d'CSV hei vill amgaangen ass, dat ze verbrennen, wat se ugehimmelt huet, an ufänkt, dat unzehimmelen, wat se fréier als Regierungspartei verbrannt huet.

Ech fuere weider a mengem Développement. Ech wollt e puer inhaltlech Remarquen och nach weider maachen zu där heiter Reform, zur Substanz och vun där Reform.

Den Här Roth huet et, ouni ze wëssen, richteg geschriwwen. Dat war awer a sengem Vakanzartikel am August 2015, wou en an engem Moment, wou seng Partei scho gemengt huet, hei géif alles, budgetär Déséquilibere géifen hei iwwerhandhuelen, gesot huet: „Opschwong duerch Entlaaschtung." En huet also e Plädoyer gemaach fir dat, wat elo dës Koalitioun probéiert ze maachen, d'Wirtschaft ze stützen, d'Kafkraaft ze stützen duerch eng Steierentlaaschtung, déi se mécht. An ech fannen et flott, dass mer do déi Iwwereneestëmmung hunn iwwert déi Grondausriichtung vun deem Ganzen.

Et sinn e puer kleng Elementer an der Reform, déi awer fir eis wesentlech sinn an déi weisen eigentlech, wéi seriö dat hei geholl ginn ass, Punkten, wou ee ka soen: Wéisou ass dat net éischter gemaach ginn? Well dat si Phenomeener, déi eigentlech net elo an deene leschten dräi Joer entstane sinn. Dat si gesellschaftlech Phenomeener, déi mer scho méi laang kennen.

Wéisou hunn déi Leit, déi zum Beispill déi direkt Responsabilitéit an deene Ressorten haten, net éischter Virschlléi gemaach, an déi dote Richtung ze goen? Dat gëllt zum Beispill fir d'Besteierung vun de Weeserenten, wou mer gemeinsam décidéiert hunn, fir déi net méi an Zukunft ze besteieren. Dat war iwwregens eng Iddi - kënnt Der Iech erënneren? -, déi wärend dem Hearing hei komm ass bei der Petitioun ronderëm d'Fro vu Wittfraen-, Wittmännerbesteierung hei zréckbehale ginn ass. D'Regierung huet déi iwwerholl a mat integréiert an dës Steierreform.

Och hei e wichtegt Element sinn all Mesuren, déi den Accès au logement solle verbesseren. Och viregt Steierreformen haten esou Elementer dran, mat engem Succès, deen éischter mitigéiert war, well manifestement jo jiddwereen ewell unerkennt - déi eng si vun Zuelen iwwerrannt ginn, déi aner staune weider -, dass mer de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg bis elo net à même wären ze léisen.

Virun allem sinn awer och, mengen ech, eng ganz Rei vu Vereinfachungen an deem heiten Text mat dran, wat dee ganze Volet vun den Assurancen ugeet. Vereinfachunge fannen ech iwwerfälleg. Wéisou huet keen dat bis elo gemaach? Mir soe mea culpa. Firwat ass keen op déi Iddi komm, fir endlech mat deem Quatsch vun der Valeur locative vun der Wunneng opzehéieren an esou och dee Punkt vun de Vereinfachungen ze maachen?

Fir eis ass och wichteg dee Volet Bekämpfung vu Steierhannerzéiung respektiv vu Steierbedruch, deen an déi Steierreform hei mat integréiert ginn ass. Ee vu menge Virgänger, de Jeannot Krecké, huet jo emol dozou viru laanger, laanger Zäit eng ganz Rëtsch vun Iddien ervirbruecht. Säi Rapport ass jo erëm zu neien Eiere komm ronderëm e manner gloriéisen Dossier fir Lëtzebuerg. Mä et bleift nach villes richteg, wat sengerzäit do drastoung. An hei gëtt och esou erëm eng Kéier e klengen Deel vun deem zousätzlech ëmgesat mat den neien Definitioune vun eenzelnen Infraktiounen, wat d'Steierrecht ugeet. Virun allem awer och, besonnesch bei deene méi klengen Infraktiounen, wat d'Steieren ugeet, dass een do alle Steierverwaltungen d'Méiglechkeete gëtt, fir iwwer administrativ Strofe virzegoen an net mussen dee beschwéierlechen a bal ongangbare Wee ze goe vun den normale penalen Instruktiounen a Prozesser. Dat sinn alles Reformen, déi iwwerfälleg sinn. Dës Regierung mécht se, a mir si frou, dass dat esou ass.

Wichteg si fir eis och Punkten, déi mer, mengen ech, an eisem Zukunftspak dran haten. Och d'Kontabilitéitsufuerderungen, déi un eenzel Beruffer geriicht ginn, déi musse mat enger Comptabilité commerciale an Zukunft fueren an net méi mat enger klassescher Keessekontabilitéit, wat jo e bëssen aus engem aneren Zäitalter ass.

Fir eis schéngt och wichteg, dass mer an Europa géife virukommen. Ech gesinn de Justizminister hei sëtzen. Ech weess, dass hie sech och derfir engagéiert, dass mer deen europäesche Parquet kréien, deen och soll aktiv kënne ginn, wa géint d'EU, wann d'EU eigentlech bedupst gëtt duerch Traficotage, wat d'Steieren ugeet, dass mer do endlech dee Blocage ewechkréien. An do sollen duerchaus déi Länner, wa se kënnen déi Zuele maachen, probéieren, do sech an déi éischt Rei ze stellen an dat dann och ëmzesetzen. Och dat ass fir eis schrecklech wichteg.

Mir sinn der Meenung, dass déi Transparenz, déi ewell an déi ganz Geschäfter erakomm ass, deen Austausch vu Steierinformatiounen, dass dat eng gutt Saach ass a keng schlecht Saach ass. An d'Regierung mengt, dass dëst konsequent Virgoen - och den Ausbau vun dem Personal vun deene Verwaltungen, déi op deenen Dossieren do schaffen, och dat ass Bestanddeel vun deem Accord -, dass dat kann dozou féieren, dass zeg Milliounen Euro hei kënne vu Steiere méi erakommen, wéi dat haut de Fall ass.

Eng Neierung betrëfft dann och d'Grenzpendler. Do wëll ech just e kuerzt Wuert dozou soen. Dat si ganz vill Leit. Et sinn eng 160.000, wou mer leie momentan, 160.000 Leit, dréi drënnerfalen. An dat huet natierlech och en Impakt, däers si mer eis bewosst. Do ass aus Vereinfachungsgrënn vu viregte Verwaltunge respektiv vu viregte Regierungen e System virgesi ginn, dee sécherlech administrativ méi einfach ze handhaben ass, mä deen awer fundamental net dem Gläichheetsprinzip virum Gesetz entsprécht, well u sech, deemno wéi d'Situatioune sinn, e Grenzgänger anescht behandelt gëtt an - dat ka sinn - méi favorabel behandelt gëtt wéi e Résident.

Dës Regierung huet sech virgeholl, do dee Gläichheetsprinzip vum Steierzueler, egal wou e wunnt, virun der Steier erëm hierzestellen an huet sech op e Wee beginn, fir do eng Neierung ze maachen, déi eréischt voll géif spillen den 1. Januar 2018, wou dat nächst Joer soll profitéiert ginn, fir all Donnéeën dann ze sammelen, fir dass dee System da kann an engem Joer méi spéit voll spillen. Ech mengen also, dass hei keng Diskriminatioun geschitt mat de Grenzgänger, mä dass hei u sech versicht gëtt, eis Gesetzgebung eenheetlech ze applizéieren, ob ee Résident ass oder ob een Non-résident ass.

Et kann awer sinn, dass sech an eenzelne Fäll doduerjer ganz quokeleg Situatiounen erginn, déi eigentlech mam Gerechtegkeetsprinzip net méi esou liicht ze vereinbare sinn, well et ëmmer ganz individuell Situatioune ginn. Et gëtt jo och zousätzlech, nieft dem Gesetz, Konventiounen, déi anescht mat der Belsch, Däitschland a Frankräich sinn! Et ginn aner Praktike vun de Steierverwaltungen och ronderëm an deenen dote Froen. An ech mengen, dass do ee soll profitéiere vun där Zäit, déi nach bleift, fir do gewësse Konzertatiounen ze féieren a fir u sech derfir ze suergen, dass dee System Gerechtegkeet schaaft an net onbedéngt nei Ongerechtegkeeten am Eenzelfall soll als Folleg hunn. Mir hunn do Vertrauen an d'Regierung, dass se mat deem néidege Fangerspëtzegefill un déi dote Fro erugeet. Mä et ass net ausgeschloss, dass, wann déi Reform do duerchgezu gëtt, dat doten och wäert zu Méieinnamen an der Statskeess féieren an deenen nächste Joren.

Méi Steiergerechtegkeet besteet eigentlech och doranner, dass mer, wat déi Retenue à la source libératoire ugeet op den Zënse vun den Dépôten, dass mer do vun 10% op 20% eropginn, well mer der Meenung sinn, dass mer no an no an e System musse kommen, wou d'Revenue vun der Aarbecht an d'Revenue vum Kapital äänlech besteiert ginn. Dat soll dat laangfristegt Zil sinn. Et kann een et net honnertprozenteg eent zu eent ëmsetzen, mä an déi dote Richtung wëlle mer goen. An do ass natierlech déi Erhéijung hei vun der Steier op den Zënserträg een Element, wat mer an déi dote Richtung maachen.

Eng interessant Neierung, ganz komplex Fro, déi mer och laang diskutéiert hunn, ass déi optional Individualbesteierung, déi hei agefouert gëtt. Ech mengen, dass vill Parteien déi Individualbesteierung an hirem Wahlprogramm stoen haten, och d'CSV hat déi optional Individualbesteierung an hirem Wahlprogramm stoen. Dës Koalitioun setzt dann deen dote Punkt hei ëm.

Dat huet virun allem e symbolesche Charakter fir de Moment, well et an der Praxis a ville Fäll wäert kee richtege Choix ginn, ausser aus Prinzip ass ee bereet, méi Steieren ze bezuelen, well u sech déi Leit, déi bestuet sinn, awer an der kollektiver Besteierung an der Regel besser ewechkommen, ausser si hunn exakt déiselwecht Revenuen, wéi wa se géifen eng Individualbesteierung gären hunn. An duerfir gesi mir an deem Ganzen och virun allem awer eng weider Etapp, eng éischt Etapp, déi gemaach gëtt, wou muss an deenen nächste Jore weiderdiskutéiert ginn, ob ee kann nächst Etappe virgesinn.

De Problem, dee mer einfach haten, war, dass esou en Ëmschwong, wou s de vum Prinzip vun der kollektiver Besteierung vun de Koppelen an eng Individualbesteierung vun deem eenzelne Steierzueler gees, fir immens vill Leit mat méi Steiere verbonne gewiescht wär. An eigentlech nëmme wann s de et fäerdegbréngs, fir d'Klass 1, eng nei Klass 1 esou gënschteg ze maache wéi fréier d'Klass 2, wier eigentlech kee geschiedegt gi bei där doter Reform. A well dat net ze bezuele war an ass, hu mer dovunner ofgesinn.

Dat wëllt net heeschen, dass den Dossier fir d'LSAP definitiv zou ass, mä dat heescht awer, dass mer weider musse schaffen: Wéi kann een an déi Richtung Individualbesteierung goen, déi vum Prinzip hier eigentlech richteg ass, mä wéi brénge mer deen Iwwergang vun dem aktuelle System, deen historesch gewuess ass, zu deem anere fäerdeg, ouni dass mer vill Leit schiedegen? Menger Meenung no ass dat bal nëmmen ze maachen, wa mer mat Stéchdatume fueren a soen: Déi Leit, déi an dem aktuelle System sinn, déi bleiwen dran, éiweg oder eng bestëmmten Zäit, an du fänks ab engem Stéchdatum mat engem neie System un. Mä wéi gesot, mir sinn nach net esou wäit. Ech mengen, dass déi eenzel Parteie sech kënne fir déi nächst Wahlprogrammer do zousätzlech Iddien afale loossen.

Ech komme ganz kuerz och zu der Betribsbesteierung an ech hu munches dovunner gesot. Schonn déi éischt Etapp ass gemaach ginn 2001/2002, 30% erofgesat bis op 22%, do dertëschent nach eng Kéier vun 22% op 21% an elo geet et erof vun 21%, 19% op 18%. Ëmmerhi kann ee soen, d'Besteierung vun de Betriber geet, wann een deen dote Steiersaz kuckt, ëm e Siwentel erof! Ëm e Siwentel geet se erof. Dat ass net näischt. Also mir mengen, dass et à ce stade net méi wäit muss goen, et sief, et géif een de Risiko wëllen agoen, dass de Stat géif vill manner op eemol Steiereinnamen hunn, wéi en der haut huet. Mä et ass selbstverständlech en Dossier BEPS/OCDE, dee mer weider musse verfollegen.

D'SOPARFIen, hunn ech scho gesot, déi ginn nach eng Kéier eropgesat.

Fir eis ass et och gutt, dass mer en éischte Schratt maachen, wat déi Particularitéit vum Lëtzebuerger Steiersystem ugeet, dass een hei zu Lëtzebuerg ka Betribsverloschter onbegrenzt geltend maachen. Dat heescht, theoretesch, wann et en décke Verloscht ass, kann een nach no 30 Joer eigentlech dee Verloscht steierlech geltend maachen. Dat ass schonn e ganz partikulare System. An duerfir fanne mer et gutt, dass hei en éischte Punkt gesat a gesot gëtt: Bis 17 Joer kënnen eigentlech déi nei Investissementer, déi gemaach ginn, a Verloschter, déi gemaach ginn, nach ofgewälzt ginn. Ech mengen, dat entsprécht och där Dauer, déi an den USA an deem dote Beräich besteet.

Richteg fanne mer, dass déi Betriber, déi investéieren, déi zousätzlech investéieren, iwwer eng Bonification d'impôt dat och ugerechent kréie steierlech, wéi mer och der Meenung sinn, dass gewëssen Aktivitéite sollen an Zukunft duerchaus kënne steierlech zousätzlech bevirdeelegt ginn, sief dat an der Recherche/Développement, sief dat eenzel Nischeberäicher, wou et wichteg ass, fir déi Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze développéieren. Do fanne mer et gutt, dass do weider Diskussioune lafen, fir esou punktuell geziilt och steierlech Hëllefe fir d'Betriber ze ginn. Ech mengen, dat ass och dat, wat wichteg ass.

Natierlech musse mer ëmmer oppassen, dass mer do nach konform bleiwen zum EU-Recht, well do si mer an deem ganze Beräich net fräi, fir alles esou ze maachen, wéi et vläicht wënschenswäert wär. Do musse mer derfir suergen, dass mer net virgeworf kréien, dass mer hei illegal Statshëllefe géife maachen.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mer hu gläich 20 op 12. Ech kommen zu menger Konklusioun. Vun Oppositiounssäit gëtt dëst Virgoen an der Regierung, wat d'Steierreform ugeet, gären als irresponsabel duergestallt. Den Här Wiseler huet dat nach dës Woch gemaach. Fir d'LSAP ass dës Steierreform just de Contraire vun irresponsabel. Et ass eng verantwortlech Steierreform.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dës Regierung, dës Majoritéit iwwerhëlt hir Responsabilitéit, wat d'Stäipe vun der Kafkraaft vun de Bierger ugeet. Si iwwerhëlt déi Responsabilitéit, wat e méi gerechte Steiersystem ugeet. A si iwwerhëlt déi Responsabilitéit, wat och d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ugeet.

Et ass also en Zeeche vu Vertrauen, wat mer setzen duerch déi heite Reform, en Zeeche vu Verantwortung, vun Zukunft vun dësem Land an deene Leit, déi hei wunnen a schaffen. Dëst Vertraue solle mer eis net futtimaache loossen duerch éiweg querulant Schwaarzmoler oder Dauerwahlkämpfer. Dat hu mer net néideg.

Duerfir wäerte mer als sozialistesch Fraktioun dës Reform stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Domadder si mer um Enn vun den Debatte vun de Moien. De Mëtte fuere mer ëm 14.00 Auer weider. An den nächste Riedner sinn ech da selwer,...

(Hilarité)

...soudass ech dann eng Etapp e bësse méi déif sinn.

Domadder hiewen ech d'Sëtzung op fir de Moien.

Une voix.- Très bien!

(Fin de la séance publique à 12.20 heures)

SÉANCE 15

MERCREDI,
14 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)
  - *Discussion générale (suite): M. Henri Kox, M. Roy Reding (interventions de M. Eugène Berger et M. Gast Gibéryen), M. Eugène Berger, M. David Wagner*
  - *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Michel Wolter, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Michel Wolter, M. Gilles Roth)*
  - *Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)*
  - *Amendement 3: M. Gilles Roth*
  - *Vote sur l'amendement 3 (rejeté)*
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel, M. le Ministre Etienne Schneider*
  - *Motions: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Eugène Berger), M. Claude Wiseler*
  - *Votes sur les motions 1 et 2 (rejetées)*

3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- *M. Laurent Mosar*
- *M. Marc Angel (motion renvoyée en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung erëm op a spuere mer déi traditionell Fro a ginn direkt d'Wuert weider un deen nächste Riedner, deen den Här Henri Kox ass. Ech erënneren drun, dass mer mëtten am Débat sinn iwwert d'Steierreform.

2. 7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

*** la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

*** la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);**

*** la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;**

*** la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;**

*** la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;**

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

Discussion générale (suite)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de Projet vun der Steierreform Ufank des Joers virgestallt ginn ass, gouf vu ville Leit gesot: „Dat do ass jo keng gréng Steierreform."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Leit, déi dat deemools gesot hunn, an déi Leit, déi dat och vläicht haut nach gesot hunn, hu recht! Mä, et ass net nëmme keng gréng Steierreform, et ass

och keng rout Steierreform, et ass och keng blo Steierreform: Et ass eng Steierreform fir eist Land! Et ass eng Steierreform fir eis Biergerinnen a Bierger!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Am Regierungsprogramm ass Folgendes iwwert d'Steierreform ze liesen - ech zitéiere kuerz: «Le Gouvernement modernisera le système redistributif de notre pays. Pour donner une réponse aux défis de notre société sur le plan familial, social et écologique le Gouvernement réalisera une réforme fiscale combinée à une réforme des transferts sociaux et familiaux.»

D'Steierreform ass also eng vu villen Äntwerte vun eiser Regierung op déi sozioekonomesch an ekologesch Erausfuerderunge vun haut hei zu Lëtzebuerg. Si ass e Resultat vun enger enker a ressortiwwergräifender Zesummenaarbecht vun deenen dräi Regierungsparteien. déi gréng sinn der Meenung, dass et eng gerecht a sozial Steierreform ass, déi och e wichtegen Duerchbroch a puncto ökologesche Lenkungsmesurë beinhalt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Sozial ass d'Steierreform, well se virun allem deenen ënnert d'Äerm gräift, déi et am meeschte brauchen. Et sinn dëst, ënner anerem, d'Famille-monoparentallen, oft elengerzéiend Fraen, d'Wittfraen an d'Wittmänner an déi Jonk, déi op der Sich no enger eegener Wunneng sinn.

Gerecht ass d'Steierreform, well mat hir d'Steiertabell ugepasst gëtt, de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt a souwuel de Crédit d'impôt wéi och de Spëtzesteiersaz erhéicht ginn. Gerecht ass se awer och, well endlech wichteg Moossname géint d'Fraude fiscale, also d'Steierhannerzéiung, wäerte sënnvoll ënnerholl ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ökologesch ass d'Steierreform, well se en Duerchbroch bei den ökologesche Lenkungsmesurë fënnt. Et ass fir d'Éischt hei am Land, dass d'Ökologie an enger Steierreform iwwerhaapt emol eng Roll spillt. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter a kohärenter Ëmsetzung vum Regierungsprogramm am Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Nieft engem Duerchbroch ass et awer gläichzäiteg en Ufank vu Mesuren, déi en direkten Effekt op d'Verhale vun de Leit am Mobilitéitsberäich wäerten hunn. Ech wäert méi spéit a menger Interventioun nach eng Kéier am Detail op d'Mesuren an deene verschiddene Beräicher ze schwätze kommen.

Ech wëll awer elo schonns virgräifen, andeems ech drun erënneren, dass déi verschidde Mesurë vun der Regierung an de Beräicher Sozial- an Ëmweltpolitik sech natierlech net just op dës Steierreform beschränken. Et ass eng Steierreform, wou d'Richtung stëmmt, mat enger konkreter Äntwert op d'Erausfuerderunge vun haut. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass se eist Land mat klengen, awer ganz richtegen a wichtege Schrëtt, virun allem mat ganz geziilte Schrëtt no vir wäert bréngen. Steierpolitik ass eng Saach, Budgetspolitik mat de richtegen Akzenter an den eenzelne Ressorten ass déi aner Saach.

Eng kohärent a ressortiwwergräifend Politik ass deemno gefuerdert. E gutt Beispill, fir dës Kohärenz ze illustréieren, fënnt een am Mobilitéitsberäich, op deen ech herno nach eng Kéier méi am Detail wäert agoen. Hei wäerte mir op där enger Säit mat dëser Steierreform Lenkungsmoossnamen duerch de Bonus-Malus-System betreffend de Schadstoffer aféieren. Zweetens, op där anerer Säit schafe mer Ureizer fir eng méi nohalteg Förderung vun emissiounsaarmen Autoen a Vëloen. An drëttens a parallell dozou schaaft eis Budgetspolitik déi néideg Moyene fir en nohaltege Mobilitéitsberäich duerch e massiven Ausbau vun den ëffentlechen Transportinfrastrukturen. Ënnert dëser Regierung fléisse bekanntlech zwee Drëttel vun den Investitiounen am Beräich vun der Mobilitéit an den ëffentlechen Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dëser méi allgemenger Introduktioun wëll ech meng weider Interventioun a véier Kapitelen andeelen. Éischtens wëll ech e Bléck op d'Situatioun werfen, wéi se virdru war, wéi dës Regierung hei ugefaangen huet. Ech wëll e Bléck op d'Defiziter werfen an d'Retarden, déi et a ville Beräicher gouf.

Zweetens wäert ech eng kuerz Analys iwwert d'Steiersystemer am Allgemenge maachen, e bëssen en theoreteschen Deel, fir ze soen, u wéi enge Stellschrauwen een iwwerhaapt däerf a kann dréien.

An drëttens wëll ech natierlech op de Volet vun der Steierreform selwer agoen, wou ech déi eenzel Mesuren nach eng Kéier wëll erklären, ier ech dann zum Schluss bei menge Konklusiounen nach eng Kéier de Standortfacteur am Allgemenge vu Lëtzebuerg wëll erklären.

Zum éischte Punkt vu menger Ausféierung. Wéi dës Regierung 2013 d'Heft an d'Hand geholl huet, goufen et eng ganz Rei vun Defiziter, dëst a ville Beräicher an a ville Politikfelder. Defiziter, déi awer schonns laang bekannt waren, op déi schonns laang hätt misse reagéiert ginn. Defiziter an der Budgets-, Finanz-, Sozial-, Landesplanungs-, Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik, fir nëmmen déi ze nennen.

Dësen Ëmstand huet derzou gefouert, dass d'Erausfuerderungen direkt am Ufank vun dëser Legislatioun enorm waren. Unhand vum Beispill eleng aus der Ëmwelt- a Klimaschutzpolitik wëll ech e puer där Defiziter hei opzielen.

An der Ëmweltpolitik huet dës Regierung eng ganz Rei vun ongeléiste Problemer virfonnt, Problemer, déi awer och schonns laang thematiséiert goufen a wou sech d'Retarde schlussendlech déck opgestaut hunn. Ech denken hei besonnesch un d'Drénkwaasserschutzzonen an un d'Ofwaasserproblematik. De Retard am Beräich vun dem Bau vun neie Kläranlagen ass enorm gewiescht, soudass mer haut nach all Dag 2.800 Euro Strof op Bréissel mussen iwerweisen, well verpasst gouf, an d'Ofwaasserbehandlung ze investéieren.

Och am Beräich vun der Klima- an Energiepolitik hate sech Defiziter ugeheeft. Dëst huet ënner anerem derzou gefouert, dass mer eis an der Klimapolitik hu misse fräikafen, well mer eisen Obligatiounen, fir klimaschiedlech Gasen ze reduzéieren, net nokomm sinn. Och do huet dës Regierung misse Gas ginn, fir dës Retarden opzehuelen.

Sou wéi et ausgesäit, wäerte mir d'Reduktiounsziler vu Klimagase fir 2020 anhalen, dëst ouni een Euro mussen auszeginn, fir eis fräizekafen. D'Klimaschutzpläng 2030-2050 loosse mer net an den Tiräng leien, mä d'Preparatioune ginn aktiv vun dëser Regierung ugepaakt, fir den Ziler vum Paräiser Klimaaccord gerecht ze ginn.

Ech verweisen och gären op mäi Klimarapport vum leschten Dezember, wou mir als Chamber an dësem Beräich eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent hunn. Déi gréng Fraktioun ass och dofir méi wéi frou, dass endlech d'Tanktourismusetüd um Dësch läit. Eng Etüd, déi ganz kloer opweist, dass d'vollekswirtschaftlech Käschten, besonnesch am Beräich vun der Ëmwelt an an der Gesondheet, méi grouss sinn, wéi déi kuerzfristeg Finanzgewënner. Et ass dëst iwwregens eng Etüd, déi jo bekanntlech op eng eestëmmeg Motioun vun 2005 op Ufro vun der grénger Fraktioun zréckgeet, déi awer eréischt vun dëser Regierung an Optrag gi ginn ass a presentéiert gouf.

Dës Regierung wäert och derfir suergen, dass et hei net zu engem zweeten E-Commerce-Debakel wäert kommen. Déi finanztechnesch Weiche mussen a wäerten esou gestallt ginn, dass och wichteg Aspekter an de Beräicher Gesondheet, Klima an Ëmwelt wäerte berücksichtegt ginn.

Et goufen also eng ganz Rei vun Erausfuerderungen, op déi dës Regierung huet misse reagéieren, schnell reagéieren, op ganz ville Punkten a Politikberäicher gläichzäiteg. Ouni eng enk verzahnten Démarche kënnen déi Défie kaum geléist an ugepaakt ginn. Dës Regierung huet et fäerdegbruecht, eng Verzahnung op ville Punkten a Politikberäicher ze erreechen. D'Kohärenz vun de Politicken ass fir mech, fir eis Gréng déi richteg Äntwert.

D'Steierpolitik ass dofir aus eiser Siicht just nëmmen een Element, en Deel vun enger Gesamtstrategie, e wichtegen, awer net ausschlëisslechen Deel, ee vu ville Schrëtt. E muss dofir Hand an Hand mat der Budgetspolitik a mat sämtlechen anere Politikfelder goen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ier ech zu den eigentleche steierpoliteschen Annerungen an dëser Steierreform wëll kommen, wëll ech am drëtten Deel vu menger Interventioun e bëssen op d'Theorie vun de Steieren agoen. Niewent den Aufgabe vun de Steieren ass et awer och wichteg ze wëssen, u wéi eng Schrauwen een de Schlëssel uleet, wann ee sech un eng Steierreform erumécht.

Steieren hunn aus heiteger Siicht dräi grouss Aufgaben an engem Rechtsstat ze erfëllen. Éischtens de Fiskalzweck. Den éischten an haaptsächlechen Zweck vu Steieren ass et, fir d'Recettë vum Stat ze garantéieren a fir d'Dépensë vum Stat, also de Budget, kënnen ze decken. Dobäi geet et dorëms, fir Aufgabe wéi Sécherheet, Ausbildung, Infrastruktur an esou weider ze assuréieren.

Zweetens ass e ganz wichtegen Zweck, an dee kënnt och hei zum Droen an dëser Steierreform, den Ëmverdeelungszweck. D'Steiere ginn dann och derzou genotzt, fir Verfeelunge vun der Gesellschaft auszegläichen, e sougenannte Korrektiv, fir en Deel vun Akommes a Vermëige méi gerecht opzedeelen.

An drëttens ass den Zweck vum Lenkungsberäich. E Lenkungsprinzip huet zum Zil, gesellschaftlech net erwënschte Verhalensmuster ze beaflossen. Zum Beispill gëtt duerch eng héich Tubaksteier versicht, d'Fëmmen anzedämmen. De Lenkungsprinzip kritt besonnesch bei ökologesche Gesiichtspunkten ëmmer méi Bedeitung, wéi zum Beispill beim sougenannte Pollueur-payeur-Prinzip, also dem Verursaacherprinzip. Wien eng gemeinsam genotzten Ëmwelt verschmotzt, dee muss der Allgemengheet déi Ëmweltbelaaschtung kompenséieren.

Eng erfollegräich ökologesch Lenkungsmesure ass dann och eng gutt Mesure, wa se no an no ëmmer manner Revenue generéiert. Dat ass nämlech e Bewäis derfir, dass d'Mesure gräift an dass och effektiv eng Ännerung an de Verhalensmustere vun de Vebraucher stattfonnt huet. Steiermesurë mat ökologesche Lenkungsprinzip mussen dofir regelméisseg hannerfrot, analyséiert an adaptéiert ginn.

Erlaabt mer hei, dann awer e bësse méi op den Detail vun dem Fiskalzweck anzegoen. Steiere spigelen dee Moment d'Situatioun an engem Land zréck a beschreiwen den allgemengen Zoustand vun deem Land. Geet et dem Land méi schlecht, sinn eng Rei Moossnamen an Adaptatiounen net méi ze vermeiden. Kuckt ee sech déi séllechen Defiziter a Retarden un, déi dës Regierung 2013 opfonnt huet, dann ass eng Regierung scho bal gezwongen, Kurskorrekture virzehuelen.

Wann dann och nach eng international Kris mat wirtschaftlechen Abréch derbäikënnt a verschidde steierlech Ausfäll am Virfeld net anticipéiert goufen, wéi dat am Beispill vum E-Commerce geschitt ass, da si finanziell Aschnëtter net ze vermeiden, an d'Fiskalschrauf, déi zoudréit, net ze vermeiden.

D'Situatioun ass de Moie ganz eendeiteg hei vum Här Bodry eng Kéier erklärt ginn, wéi d'Situatioun a wéi e Wirtschaftswuesstum deemools opzeweise waren.

Am Umkehrschluss heescht dat awer och, dass, wann et engem Land besser geet, wann d'wirtschaftlech Situatioun an d'wirtschaftlech Perspektiven erëm no uewe weisen an d'Moyenen do sinn, dann däerf a kann och erëm un der Fiskalschrauf gedréit respektiv gelockert ginn. Dëst ass de Fall och vun der Situatioun, wéi mer se haut zréckfannen, mat Wirtschaftsperspektiven, déi wäit iwwer 4% a 5% erausginn.

D'Kritäre vun dësem Lockere solle dann awer wueliwwerluecht sinn, an déi dräi virgenannte fiskalpolitesch Elementer solle berücksichtegt ginn. Si mussen deemno enger nohalteger, gerechter, selektiver a wettbewerbsfäeger Politik gerecht ginn. Niewent dëse reng steierpolitesche Kritäre musse se, wéi gesot, virdru mat enger kohärenter Budgetspolitik ënnerstëtzt ginn.

Ausgeeënd vun dësen nohaltegen, gerechten, selektiven a wettbewerbsfäege Kritären, fält et mer dann ëmsou méi liicht, déi eenzel Moossname vun dëser Steierreform méi am Detail ze analyséieren, well se aus grénger Siicht dëse fiskalpolitesche Kritäre vu virdrun och gerecht ginn an déi dräi Elementer berücksichtegen, wéi de fiskalen Opwand, wéi d'sozial Selektivitéit an d'Ëmverdeelung an den ökologeschen Ëmlenkungsprinzip.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimat kommen ech dann zu dem véierten Deel an zu den eenzelne Mesuren, esou wéi se haut schonn emol presentéiert gi sinn. Nodeems meng Virriedner dat och ausféierlech gemaach hunn, erlaabt dës Geleeënheet, der Rapportrice elo emol nach fir de gudden an ausféierleche mëndleche wéi schréftleche Bericht vun de Moie Merci ze soen. Si ass och ausféierlech op déi Punkten agaangen, soudass ech mech éischter op déi méi sozial an ökologesch Gesiichtspunkten dann hei beschränke wëll.

Firwat ass dës Steierreform eng sozial Steierreform? Firwat? Éischtens, well mat dëser Steierreform de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht gëtt an d'Kafkraaft domadder an d'Luucht gesat gëtt. Dëst heescht awer net, dass, wéi an der Vergaangenheet, bei dëser Steierreform mat der Strenz ausgedeelt gëtt. Wou fréier jiddwereen alles krut, gesäit ee bei dëser Reform kloer, dass d'Regierung en Effort gemaach huet, fir d'Steiervirdeeler dohinner ze lenken, wou se am meeschte gebraucht ginn, nämlech bei d'elengerzéiend Elteren a bei d'Leit mat deem klengsten Akommes.

Fir dës Leit wäert virun allem de Crédit d'impôt salarial e positiven Impakt hunn. Dës Negativsteier gëllt nëmme fir d'Aarbechtsakommes a wäert derfir suergen, dass Leit mat wierklech klengem Akommes vun der Reform profitéieren, ouni dass dobäi eng klassesch sozial Stigmatisatioun bedriwwe gëtt.

De Crédit d'impôt salarial gëtt vun 300 op 600 Euro bis zu engem Joresakommes vu 40.000 Euro verduebelt a geet dann ab dësem Montant degressiv erof, fir da bei engem Joresakommes vun 80.000 Euro op null auszelafen an net méi weider iwwert d'ganz Steiertabell weiderlafe gelooss ze ginn.

Ech wëll hei och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mir bei dëser Steierreform de Spëtzesteiersaz wäerten hiewen. Dat heescht, dass et an Zukunft zwee zousätzlech Steiersätz fir d'Leit mat ganz héijem Akommes wäerte ginn; ee bei 41% an en zweete bei 42%. D'Steieren op dem Akommes ginn also méi progressiv.

D'Reform beinhalt dann och wichteg Moossnamen am Logementsberäich. Als Éischt emol wäert no der Reform d'Halschent vum Revenu locatif steierfräi sinn, wann d'Wunneng iwwer eng Agence immobilière sociale verlount gëtt, déi a ganz ville Beräicher an de Gemenge mëttlerweil berücksichtegt gëtt a praktesch flächendeckend deemnächst am Land wäert agesat ginn, soudass doduerch eng Rei vu Wunnenge méi schnell a méi selektiv op de Marché wäert kommen.

Duerch d'Reform wäert awer och de Besëtz vun enger eegener Wunneng gefërdert ginn, besonnesch fir déi Jonk. Fir Leit ënner 40 Joer wäert de Plaffong, fir d'steierlech Ofschreiwung um Épargne logement ze maachen, an d'Luucht gesat ginn, an dëst vun haut 672 op 1.344 Euro. Och d'Ofsetzbarkeet vun Hypothéikzënse geet an d'Luucht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat am Ufank vu menger Ried gesot, dass d'Steierreform an den Ae vun deene Gréngen och eng gerecht Steierreform ass. Dëst beweist op där enger Säit schonns de Fait, dass d'Steiertabell wäert méi progressiv ausgesinn duerno.

Op där anerer Säit wëll ech dann awer och ervirhiewen, dass déi optionell Individualiséierung wäert derzou bäidroen, dass bestuete Koppelen hire Steierbäitrag kënne gerecht a proportional op déi zwou Steierkaarten opdeelen. Doduerch entsteet dann och en Ureiz, fir dass béid Partner enger bezuelter Aarbecht noginn. An dës Mesure kann deemno oft gender-bedéngte strukturelle Problemer entgéintwierken.

Zur Steiergerechtegkeet gehéiert awer och de Kampf géint d'Fraude fiscale. An dësem Beräich ginn déi gesetzlech Ramebedéngunge verbessert an d'Personal vun der Steierverwaltung an der Justiz gëtt geziilt opgestockt. Dëst wäert derzou bäidroen, dass d'Steierhannerzéiung besser kann entlarvt ginn an dass eng konsequent strofrechtlech Enquête vun de Justizbehërde kann an d'Wee geleet ginn.

Ech hat virdrun dann och vun engem Duerchbroch a vun engem Ufank am Volet Ëmwelt- a Klimaschutz geschwat. En Duerchbroch ass d'Reform, well mer fir d'Éischt iwwerhaapt geziilt ökologesch Lenkungsmoossnamen an eis Fiskalitéit matabezéien.

Fir déi gréng ass dës Reform awer och en Ufank, well mir iwwerzeegt sinn, dass dës Lenkungsmesuren en éischten, awer immens wichtegen a richtege Schratt wäerte sinn, fir déi iwwerliefte Verhalensmuster an der Mobilitéit endlech an zäitgerecht Bunnen ze bréngen.

Hei zu Lëtzebuerg si bal 50% vun allen Neiumeldunge vun Autoen Déngschtween. Dës ginn dem Employé vum Patron zur Verfügung gestallt a si meeschtens Leasingautoen, déi am Rhythmus vun dräi bis fënnef Joer erneiert ginn. Et sinn oft déck Autoen, déi en héije Sprittverbrauch hunn, a ville Fäll Dieselverbrauch, an deementspriechend och vill CO_2 a gesondheetlech schiedlech Stickoxider ausstoussen.

Et mécht also absolutt Sënn, an dësem Beräich steierlech Lenkungsmanöver unzesetzen. Bis ewell goufen Déngschtween mat 1,5% vun hirem Neiwäert besteiert. Mat der Reform wäert dëse Prozentsaz an Zukunft folgendermoosse gestaffelt ginn: Op där enger Säit ginn Dieselautoe méi héich besteiert, op där anerer Säit wäert souwuel fir den Diesel- an de Bensinnsauto eng progressiv Besteierung agefouert ginn, déi sech un den CO_2-Emissiounen orientéiert. Autoen, déi manner Emissiounen hunn, wäerte manner besteiert ginn. Well de Lëtzebuerger Déngschtwonfuerpark sech prak-

tesch all dräi bis fënnef Joer vollstänneg erneiert, si mer iwwerzeegt, dass dës Mesure vu groussem Erfolleg wäert gekréint ginn an esou zu enger signifikanter Reduktioun vum Kuelendioxid a Schadstoffpartikel wäert bäidroen.

Op där anerer Säit awer soe mer, dass d'Mesure och elo schonns en Erfolleg ass. Et ass näämlech keng Mesure, déi einfach vun uewen erof diktéiert gouf, mä déi zesumme mat de Leasingsfirmaen an den Händler aus dem Secteur ausgeschafft gouf.

Och d'Ofschreiwungsméiglechkeete vu bis zu 5.000 Euro bei Elektro- an Hydrogengefierer souwéi bis zu 500 Euro fir E-Bikes a Pédélecs hunn an eisen Aen e wichtegt Lenkungspotenzial a sinn e Bewäis fir eng kohärent Politik am Mobilitéitsberäich.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech ofschléissen, wëll ech awer nach e puer Wuert zum Standuertfacteur Lëtzebuerg verléieren. An den Diskussioune ronderëm d'Steierreform ass vill doriwwer debattéiert ginn, ob d'Reform dann elo méi oder manner gutt fir eis Betriber wier oder ob de Standuert Lëtzebuerg mat eisem Steiersystem nach der Zukunft gerecht wier oder net.

Heizou wëll ech als Éischt emol bemierken, dass mir mat der Steierreform sécherlech e gudde Schratt a Richtung vun de Betriber gemaach hunn. Ob dës Steierreform awer elo eenzeg an eleng wäert ausschlaggebend fir eis Standuertvirdeeler sinn, dorunner hunn ech awer meng Zweifel. Zu engem gesonde Wirtschaftsstanduert gehéiert näämlech net nëmmen e kompetitiven Taux d'affichage, mä et ginn eng ganz Rei aner Aspekter, déi mindestens genee, wann net nach vill méi wichteg sinn, wéi d'Steieren.

Dozou gehéiert op där enger Säit politesch a sozial Stabilitéit. Dozou gehéiert awer och eng propper Emwelt, an där ee ka liewen a wou ee seng Fräizäit ka verbréngen. Dozou gehéiert proppert Waasser. Dozou gehéiert en héichwäertegt Bildungs- a Weiderbildungswiesen, dat all Kand an all Mënsch d'Méiglechkeet gëtt, sech a sengem Liewen op intellektuellem wéi professionellem Niveau ze verwierklechen. Dozou gehéieren natierlech och gutt Infrastruk turen an en ausgeräiften ëffentlechen Transport. Dozou gehéiert awer och eng héich Fiskaliséierung vun de Lounniewekäschten, esou wéi dat jo bekanntlech de Fall hei zu Lëtzebuerg ass.

Dozou gehéiert eng héich entwéckelt kulturell Zeen an dozou gehéiert d'Méiglechkeet, fir d'Aarbecht, d'Familljen, d'Privatliewe beschtméiglech matenee kënnen ze verbannen. Dëst sinn nëmmen e puer, awer wichteg Elementer, déi en direkten Afloss op d'Liewensqualitéit hunn an domadder och en Afloss op de Standuertfacteur Lëtzebuerg.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis all eens, dass een dës Facteuren net eleng duerch eng Steierreform kann optimiséieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen dann elo zum Schluss vu menger Interventioun. déi gréng sinn der Meenung, dass mir mat dëser Steierreform weiderhin an déi richteg Richtung schaffen. Mat der Steierreform wäerte mir net nëmmen d'Kafkraaft vum Mëttelstand stäerken, mä deene Leit ënnert d'Äerm gräifen, déi sozial méi schwaach dostinn. Mir wäerte jonke Mënschen et e bësse méi einfach maachen, fir sech en eegent Doheem kënnen ze leeschten.

Endlech lancéiere mir och konkret Mesurë géint d'Fraude fiscale an d'Steierhannerzéiung. Dobäi gi mer mat dëser Steierreform awer och e wichtege Schratt op d'Betriber duer, andeems mir d'Kierperschaftssteier stufeweis wäerten erofsetzen.

Zudeem wäert de Facteur Aarbecht souwuel op der Säit vun de Salariéë wéi och de Betriber an Zukunft manner besteiert ginn. Ënner anerem e wichtege Grond heifir ass awer och deen, dass dës Steierreform op en Neits beweist, dass dës Regierung de Klima- an Emweltschutz eescht hëlt. Si ass amgaangen, mat ville klengen, awer effiziente grénge Schrëtt eist Land op méi nohalteg Féiss ze stellen.

Dëst sinn dann alles och Grënn, firwat ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi ka ginn. Ech hunn awer gëschter nach eng Kéier kuerz d'Ried vu mengem Kolleeg François Bausch zu der leschter grousser, ëmfaassender Steierreform nogelies, déi 2001-2002 hei gemaach gi war, eng Steierreform ënner CSV-Responsabilitéit. Deemools hu mer Nee gesot.

E klengen, awer net onwichtege Verglach, firwat mer haut dann awer kënnen derfir stëmmen: D'Steierreform ass deemools an enger konjunktureller Baisse gemaach ginn, bei 2% Wirtschaftswuesstum, no deemools engem 8 an 9%ege Wuesstum, dee mer virdrun haten. Haut dogéint komme mer aus enger konjunktureller Baisse a ginn a Richtung vun enger héijer konjunktureller Phas, déi no 4% bis 5% ausgesäit.

De Spëtzesteiersaz ass deemools op 38% erofgesat ginn. Haut gi mer mam Spëtzesteiersaz erop. Deemools ass e vun 42% oder 43% ëm fënnef Prozentpunkten op 38% erofgaangen. Haut gi mer vu 40% op 41% an 42%. D'Betribsbesteierung gouf massiv erofgesat, deemools 8%. Haut gi mer ëm zwee respektiv dräi erof, awer am Zesummenhang mat enger Verbreederung vun der Steiertabell, dat heescht, all déi Diskussiounen ëm de BEPS an esou weider, och do. Deemools gouf et kee Crédit d'impôt, dee mer haut aféieren, kee selektiv agestallten. D'Gewerbesteier gouf ouni Ausgläich fir d'Gemengen erofgesat deemools vu 4% op 3%, wat ganz vill finanziell Aboussen an de Gemenge bedeit huet. Haut, an d'lescht Woch hu mer d'Reform gestëmmt, gëtt dës Regierung nach eng Kéier 90 Milliounen an d'Dëppe vun de Gemengen eran.

Deemools goufen eng Milliard Euro un d'Leit an eng Milliard Euro un d'Betriber ausginn. Den Apel fir den Duuscht ass innerhalb vun engem Gesetz ausgedeelt ginn an d'Scholde gi säitdeem an d'Luucht. Alles nozeliesen a mengem Budgetsrapport vum leschte Joer.

Dobäi gouf deemools esou mat der Strenz nach ausgedeelt, dass am meeschten nach ganz uewen...

(Interruption)

...dru profitéiert ginn ass. A vun enger ökologescher Steierkomponent keng Spur. Haut dergéint, mat grénger Bedeelegung, hu mer eng Rei Verbesserunge kritt. Mir hunn zesummen...

(Interruption)

Mir hunn zesumme mat eise Kolleegen aus der Koalitioun eng nohalteg, gerecht, selektiv a wettbewerbsfäeg Steierreform hei proposéiert.

(Interruption)

Mir sinn och ganz optimistesch, dass déi ökologesch Lenkungsmoossnamen an dëser Steierreform e spierbaren Impakt wäerten hunn. D'Lenkungsmesurë bei den Déngschtween an d'Steiervirdeeler fir d'elektresch Mobilitéit an d'Vëloe wäerten näämlech zu enger Entdieselung vun eisem nationale Fuerpark bäidroen an derfir suergen, dass mir eis CO_2- a gesondheetlech schiedlech Stickoxidemissioune weider kënne reduzéieren. Dofir wäerten dës Mesuren och e positiven Impakt op d'Qualitéit vun eiser Loft hunn an zu enger besserer Liewensqualitéit bäidroe fir d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an hei wunnen.

Ech sinn der Iwwerzeegung, dass d'Statistiken aus dem Leasingssecteur eisen Optimismus wäerte bestätegen, dëst am Sënn vun engem Win-win-Zeenario fir d'Emwelt an eis Wirtschaft. Mir sinn dofir dann och der Meenung, dass et eng kleng, richteg Richtung ass a weiderhi geziilt op ökologesch Lenkungsmoossnamen nach muss gesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, an den Zäiten tëschent de Jore soll een zäertlech sinn, sot deen deemolege Premier Jean-Claude Juncker den 19.12.2001, wéi hei am Haus eng aner Steierreform debattéiert gouf. Leider Gottes ass et der ADR onméiglech, an dësem Dossier zäertlech mat der Majoritéit ëmzegoen.

D'Kolleegin Joëlle Elvinger sot: „Dës Steierreform brëngt méi Gerechtegkeet." De Finanzminister Pierre Gramegna sot: „Et ass déi sozialste Steierreform, déi jee gemaach ginn ass."

(Interruption)

Dee Mythos, datt d'Steierreform gerecht oder sozial wier, wäerte mer hei widderleeën.

Fir d'Éischt awer musse mer zwee weider Mythe widderleeën, an dat sinn déi Mythen, déi d'Regierung an d'Welt gesat huet, näämlech dës Reform wier responsabel a si wier bezuelbar respektiv nohalteg.

Ouni der Budgetsdebatt wëlle virzegräifen, mä Fiskalpolitik ass nun eemol net vum Budget ze trennen, muss ee feststellen, datt de Finanzminister an dräi Joer eng Pirouette gedréit huet. Aus dem Paulus gouf e Saulus. Wéi hien ugetratt ass, war eisen Defizit bei ronn enger Milliard. An den Här Gramegna sot, hien hätt de Poste vum Finanzminister nëmmen ugeholl ënnert der Prämiss, ënnert der Bedéngung, datt den Defizit géif reduzéiert ginn oder souguer géif verschwannen. Sou huet hien eis alleguerten heibannen an dem Vollek dobaussen erklärt, firwat datt 500 Millioune misste méi erakommen.

Dës Blutt- an Tréinerhetorik gouf ugewannt, fir e Bezuelpak duerchzesetzen, 0,5% Krisesteier anzeféieren an, last not least, d'TVA eropzesetze vu 15% op 17%, wat 2016 ëmmerhin 300 Millioune mécht, wat een einfach emol soll an de Kontext setze vun deene 400 bis 800 Milliounen, déi dës Reform kascht, jee no Chifferen.

Deemools hu mir als ADR eis heibanne besonnesch géint déi Erhéijung vun der TVA gestëmmt. Genausou wéi déi gréng an d'Sozialisten an hirem Wahlprogramm waren a si mir der Meenung, datt esou eng Erhéijung sozial net gerecht ass, well se all Mënsch trëfft.

E Mindestlounempfänger, Här Gramegna, deen haut 38 Euro de Mount Steiere spuert, no Ärer Rechnung, krut deemools, wa mer dovun ausginn, datt en zwee Drëttel vu senger Pai ausgëtt fir Konsum - e muss jo liewen -, 27 Euro zousätzlech als TVA ofgehalen. Et bleiwen em also mat Ärer Steierreform nach 11 Euro de Mount.

Deemools huet de Finanzminister eis erkläert, datt mer déi batter Pëll schlécke missten, well soss wier eist Land, seng Finanzen, seng Stabilitéit, säin Triple-A a Gefor. Haut, dräi Joer méi spéit, seet deeselwechte Saulus eis, et géif dem Land esou gutt goen, datt mer roueg kéinten d'nächst Joer am Zentralstat eng Milliard Defizit maachen, bis 2020 all Joer eng weider Milliard léine goen. An hie bretzt sech, eis Liquiditéite wieren esou gutt, datt se et géifen erlaben, dëst Joer en Emprunt iwwer 400 Milliounen zréckzebezuelen an 280 Milliounen un de Fonds monétaire ze iwwerweisen, ouni en neien Emprunt opzehuelen.

Do huet de Pirouettë-Pierre net gelunn. Mä en huet awer och net d'Wourecht gesot! Well en huet vergiess ze soen, datt déi 700 Millioune bezuelt goufen doduerch, datt de Stat am Compte courant an de Keller gaangen ass. Elo kann ee soen: Dat war net domm, well Lëtzebuerg Triple-A ass a keng Zënse muss bezuelen. Mä et war awer och net éierlech! Well natierlech hu mer nei Scholden opgeholl. Déi 700 Milliounen, déi mer am Keller sinn, si genausou gutt Scholde wéi 700 Milliounen, déi mer als Emprunt opgeholl hätten. Dat ass d'Wourecht.

D'Wourecht ass, d'Keese sinn eidel, méi wéi eidel. Mir sinn op minus 700 Milliounen. Kee Sou huet de Stat op der Säit. All déi Fongen, vun deenen ëmmer rieds geet, Fonds du rail, Fonds des routes, déi a Budgete stinn, op Pabeier sti fir 15 Fongen 1,5 Milliarden, déi gëtt et net a Wierklechkeet! Et gëtt kee Spuerbuch! Déi Sue sinn net do. De Stat huet null Épargne, 11 Milliarde Scholden, en ass 700 Milliounen am Keller am Compte courant, an den Här Finanzminister schwätzt vu gudde Liquiditéiten. Bravo!

Haut kréie mer gesot, trotz deene Scholden a bei 4% Wuesstum kéint ee roueg eng 400- bis 800-Milliounen-Steierreform maachen, jee no den Zuelen Zentralbank/Regierung. Dat ass an eisen Ae weder responsabel nach nohalteg.

2001 bei där Steierreform, déi hei schonn ugeschwat gouf, war d'Situatioun genau ëmgedréit. Et goufe kräfteg Iwwerschëss. Dat ass d'Wourecht. An, Här Kox, mir haten e Wuesstum 2000 vun 8,5% an 2001 vu 4,5%.

(Interruption)

Et waren also net Zäite vu Rezessioun. De Wuesstum ass erofgaangen, mä mir louchen do, mat deem Erofgoen do, wou mer haut no optimistesche Schätzunge leien.

(Interruption)

Deemools soten déi gréng, dat géif ze wäit goen, déi Steierreform. Et wär eng Steierreform vun insgesamt 41 Milliarde Frang, dat heescht eng Milliard Euro, dat géif ze wäit goen, d'Qualitéit an d'Quantitéit vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge wieren a Gefor. Hir fënnef Deputéierten hunn deemools als Eenzeg géint déi Steierreform gestëmmt. D'ADR huet sech enthalen.

Si hate recht! Si hate recht, well an deene folgende Joren ass den Defizit komm am Statsbudget. Ab 2003 hate mer Defizit. Dat war awer net hir Clairvoyance, dat waren éischter d'Attentater zu New York an déi folgend Krisen. Trotzdeem war hire Constat fundamental richteg.

Da muss een awer haut dat an de Kontext setzen, wann d'Regierung haut bei gudder Wirtschaftslag weider Defiziter a weider Scholde mécht, amplaz de Budget endlech an den Équiliber ze bréngen: Wat géif déi Regierung dann eréischt maachen, wann et eisem Land schlecht géif goen?!

Den Alex Bodry huet recht, jo, et soll een Investitioune maachen. Do soll investéiert ginn. Mä et kann ee keng Steierkaddoe maachen, déi mat Prête finanzéiert ginn. Dës Reform ass finanz- a budgetspolitesch net responsabel. Et ass an eisen Aen e leschte verzweifelte Versuch, sech déi verluere Gonscht vum Wieler zréckzekafen. Mä d'Leit sinn net dupe a falen op déi Tricken an Zuelespillereien net eran.

Elo zum Mythos, dës Steierreform wier gerecht oder souguer déi soziaalste Reform, déi et jee gouf. Hei kann een dem Zuelekënschtler Pierre Gramegna fir seng Kreativitéit nëmme gratuléieren. Hie sot op RTL - an dat war net gelunn, dat war emol eng Kéier net gelunn! -...

(Brouhaha général)

De qualifizéierte Mindestloun...

(Brouhaha général)

Ech zitéieren de Verbatim: „De qualifizéierte Mindestloun, dee kritt eng Reduktioun vu 40%, den onqualifizéierten eng Reduktioun vu 60%. Dat sinn déi, déi am meeschte profitéieren. Wa mer dann elo an de Mëttelstand ginn an do kucke mer een, dee 4.000 Euro de Mount verdéngt an der Steierklass 1, also net bestuet, dee wäert eng Steiererliichterung kréie pro Mount vu ronn 120 Euro. Ech mengen, domat versteet een, dass den Effort gemaach ginn ass, fir dass grad déi kleng an déi mëttel Paien am meeschte profitéieren. An duerfir ass dat heiten eng ganz sozial gerecht Reform."

Souwäit den Här Gramegna. An den Här Berger huet an déiselwecht Kerb gehaen an huet dat widderholl. Si zitéieren, dës Zuelekënschtler, dës Ligener um Vollek,...

(Brouhaha général et exclamations)

...si zitéieren eemol a Prozenter an eemol an absolutten Zuelen, wéi et hinne grad an de Krom passt!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech protestéieren dergéint, datt mir hei als Ligener vum Här Reding bezeechent ginn! Net vum Här Reding!

M. Roy Reding *(ADR).*- 21% Steiererliichterung fir de Mindestlounempfänger sinn 38 Euro de Mount!

Une voix.- Si hu gemengt, et wiere besënnlech Deeg.

M. Roy Reding *(ADR).*- Déi 42% fir de qualifizéierte Mindestlounempfänger si 55 Euro de Mount. An en hätt och kënne soen, virum Abattement géif een, dee 15.000 Euro de Mount verdéngt, 125 Euro de Mount spueren oder 2%. Et muss ee kee Rechekënschtler sinn, fir ze soen: Ech hu léiwer eng Steiererspuernis vun 2%, déi 125 Euro ausmécht, wéi eng vun 61%, déi 38 Euro ausmécht an, wann een Är TVA-Erhéijung ofrechent, ganz genau 11 Euro.

Hei sinn esou vill Fallbeispiller genannt ginn. Mir wëllen net drop agoen. Mä kommt, mir rechnen einfach emol eng Kéier richteg!

De Mindestlounempfänger, do si mer eis eens, dee ka sech kee soi-disant Elektroauto, deen duerch Stroum ugedriwwe gëtt, dee vu Kuelekraaftwierker, vun Atomkraaftwierker produzéiert gëtt, leeschten. En huet keng Zousazpensioun. Wéi géif e se finanzéieren?

(Interruption)

E ka keng Zousazpensioun ofschléissen. En huet kee Bausparvertrag. En huet keen Immobiliekreditt. E beschäftegt wuel kaum eng Haushaltshëllef.

Wann een an de Genoss vun esou engem Abattement kënnt, spuert e maximal 24 Euro de Mount zousätzlech. An eise Mëttelständler, deen, allez, kommt, mir soen einfach emol 15.000, mir kënnen och soen 10.000 Euro de Mount verdéngt, hie spuert de Mount 125 Euro, an da kommen d'Abattementen derbäi.

(Interruption)

3.200 Euro Zousazpensioun,...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

...1.344 Euro Versécherung, 2.000 Euro Scholdzënsen, 5.400 Euro Haushaltshëllef, 5.000 Euro Atomstroumauto. Dat si 16.944 Euro. Wann ech am héchste Steiersaz si mat 42%, spueren ech iwwer 7.000 Euro plus déi 1.500 duerch d'Reform. Dat sinn 8.600 Euro. Dat ass véiermol de Mindestloun, deen ech do am Joer spueren.

Ass dat sozial gerecht? Ech perséinlech si frou fir all Mënsch, dee manner Steiere muss bezuelen, fir schlecht Regierungspolitik ze finanzéieren. Mä ass et sozial gerecht, ass et responsabel, engem Mënsch, deen 180.000 Euro d'Joer verdéngt, eng Botzfra mat 2.268 Euro d'Joer ze subventionéieren oder säin Elektroauto mat 2.100 Euro, an dat amdeems de Stat Scholde mécht op d'Käschte vun den nächste Generatiounen?

Ech zitéieren d'Joëlle Elvinger, eis exzellent Rapportrice. Déi sot hei am Haus...

Une voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, très bien!

Si sot hei am Haus de 24. Abrëll 2014: „Et ass mir awer och als nach relativ jonke Mënsch wichteg, hei ze soen, dass mir zënter enger Rei Jore Suen ausginn, déi mir net hunn. Suen, fir déi mir musse Schold maachen. Schold, déi muss zréckbezuelt ginn, wann net haut, da muer, a wann net muer, dann iwwermuer!"

Weider sot d'Madamm Elvinger: „Wéini bezuele mir déi Suen zréck? A wie bezilt se zréck? Sinn et déiselwecht Leit, déi elo vun den Dépensë profitéieren? Oder geet et net éischter op d'Käschte vun deenen, déi nokommen? Ech héieren esou oft de Begréff «spueren» am Kontext vun enger néideger Budgetskonsolidéierung. Mä geet et net a Wierklechkeet drëm opzehalen, Suen auszeginn, déi mir iwwerhaapt net hunn?"

Très bien, Madamm Elvinger! Dat war genau richteg! Dat ass de Punkt!

Déi Abattemente profitéieren all klengem Lounempfänger net. D'Botzfra profitéiert vu kengem Abattement, hire Patron awer kritt 2.268 Euro d'Joer vum Stat Subventioun. Deen een huet de Fanger am Mond, an deen aneren huet de Cash an der Täsch.

Dat ass d'Realitéit vun där soziaalste vun alle Steierreformen, déi hei anscheinend soll gemaach ginn! Dat ass déi wierklech Realitéit! Dat ass déi Realitéit, déi eis Regierung net méi kennt, net méi am A huet oder ganz einfach net méi versteet.

(Interruption)

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuerdert, datt all déi Abattementen…

An, meng léif Kolleege vun deene Gréngen, ech schwätzen hei och, wann et Iech net gefält. Lauschtert Iech einfach un, wat mir ze soen hunn!

(Interruption)

Schonns 2001… Ma et deet Iech wéi. Eis deet et och heiansdo wéi, wann Dir schwätzt.

Schonns 2001 huet d'ADR heibanne gefuerdert, datt all déi Abattementen an e Crédit d'impôt ëmgewandelt ginn, wou all Mënsch d'selwecht dovu profitéiert, egal wéi héich säi Revenu ass. Dat wier eng tatsächlech Vereinfachung. Dat wier sozial gerecht. An dat wier eng wierklech Reform. Genausou wéi manner Steiersätz, eventuell eng Negativsteier fir déi allerklengste Léin e wierklechen Ofbau vum Mëttelstandsbockel...

(Interruption)

Dir hutt jo den Avis vun der Zentralbank gutt gelies. Do gesitt Der, datt de Mëttelstandsbockel exakt bestoe bleift. E verréckelt zwee Millimeter no riets, mä e bleift bestoen.

(Interruption)

Mä Dir liest jo natierlech keng Avise vun der Zentralbank, dat si jo Hännessen, déi net wëssen, wouvun datt se schwätzen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Elo geet et awer duer! Et ass net ze gleewen! Dat ass dach eng Frechheet!

Une autre voix.- Dat ass eng Zoumuddung.

(Interruptions diverses)

M. Roy Reding *(ADR).*- Individualbesteierung, sot Der, géift Der aféiere parallell zum Pacs. Mir wëssen, datt am Pacs keng effektiv a richteg Individualbesteierung stattfënnt. Den Här Berger sot éierlechkeetshalber: „Et ass eng éischt Etapp."

Effektiv, wann ee wëllt eng richteg Individualbesteierung hunn, muss een aner Mesuren aféieren. Mesurë fir déi Leit, déi, amplaz schaffen ze goen, sech doheem ëm d'Kanner a Famillje këmmeren, sinn e Kärstéck vun der ADR hirer Familljepolitik. An an deem Kontext si mir fir eegen, individualiséiert Sozial- a Renterechter an eng wierklech individuell Besteierung, fir datt dee Revenu steierlech neutraliséiert gëtt.

E kuerzt Wuert zu de Wittleit. Wéi d'Pétitionnairen hei waren, krute se vun all Mënsch op d'Schëller geklappt, a se ware frou a sinn heemgaangen a se duechten: Elo geschitt eppes. De Pierre Gramegna war alt emol nees eng Kéier deen eenzegen Éierleche vun der Majoritéit,...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...wéi hien hinnen op de Kapp zou sot, si sollte frou sinn, iwwerhaapt déi Iwwergangsfrist vun dräi Joer ze hunn; am Ausland wier dat manner. Dat war esou. Ech mengen, den Här Gramegna kann dat bestätegen.

(Brouhaha et hilarité)

D'Wittleit sinn definitiv net déi, déi hei vun der Géisskan profitéieren.

(Interruptions diverses)

Här President, wann d'Regierung sech berouegt huet, kann ech vläicht virufueren.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …d'Wittfraen, déi laachen net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt ganz eleng d'Wuert, Här Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, ganz richteg, ganz richteg, Här Gibéryen.

Une voix.- Liest d'Steiergesetz! Här Gibéryen, liest d'Steiergesetz!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, déi wiere frou, wa se dat hätten, fir dat Dir lech hei an der Chamber agesat hutt fir d'Pensiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, mir sinn hei am Parlament, wou jiddwereen d'Recht huet - wou jiddwereen d'Recht huet -, fräi ze soen, wat en denkt, och wann et eis net gefält, wa Verallgemengerunge gemaach ginn, dass d'Leit als Ligener duergestallt ginn. Mä mir sinn am Parlament an den Här Reding huet d'Recht, dat hei ze soen, wat en denkt.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir hunn d'Recht, dat dovun ze denken, wat mir fir richteg fannen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, ech soen Iech villmools Merci fir déi Prezisioun. Et gëtt nach eng Plaz op der Welt, wou et eng Meenungs- an eng Riedefräiheet gëtt, an dat ass hei d'Chamber.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Roy Reding *(ADR).*- De Wittfraen an de Wittmänner hir Liewenshaltungskäschte gi mam Doud vun hirem Partner kaum erof.

Den Entretien vum Haus bleift deeselwechten, d'Hëtzes och, d'Assurancen och, d'Poubelle, d'Gemengentaxen an esou weider an esou fort. Enger drastescher Reduktioun vun hirem Revenu steet kaum eng Reduktioun vun hiren Dépensë géintiwwer. An da schloen och nach d'Steieren zou.

Natierlech gëtt et Wittleit, déi esou gutt dostinn, datt se net doduerch an Nout geroden. Mä et gëtt eben och eng Hällewull anerer. Si sinn d'Laissés pour compte vun dëser Reform a si wëssen et. D'Petitioun war trotzdeem net ëmsoss, well zumindest eemol ëffentlech hei diskutéiert ginn ass, wéi eng Situatiounen et hei am Land gëtt, wat fir eng Situatioune bestinn. An zumindest d'Immunisatioun vun de Weeserente war e positiven Effekt vun där Petitioun.

E leschte Punkt. Hei goufen déi Jonk oft genannt, déi an der sougenannter „rush hour" vun hirem Liewe wieren. Si solle profitéiere vun Abattementen, zum Beispill duebeler steierlecher Ofsetzbarkeet vun de Bausparverträg.

Vergiess gouf, datt vill Jonker net an der „rush hour" stiechen, mä am Stau. Si hunn entweder kee Revenu, keng Aarbecht oder esou wéineg Loun oder Gehalt, datt si am Dram net kënnen drun denken, zum Beispill e Bausparvertrag ofzeschléissen. Si kréie keen Immobiliekreditt. Si musse loune goen. A si kréien d'Enner um Enn vum Mount knapps beieneen. Deene Leit hëllefen déi 38 Euro oder, no Ofzuch vun Ärer TVA-Erhéijung, 11 Euro häerzlech wéineg. Et hëlleft, et sinn 11 Euro méi. Mä si profitéieren net vun deenen „Rush-hour"-Mesuren, déi hei an d'Fënster gesat ginn.

Wa se da mat 30 oder 35 Joer, well hir Pai endlech besser ass, kënnen e Bausparvertrag ofschléissen, da gëtt den Abattement ab 40 Joer halbéiert. Wierklech profitéiere maache vun dëser Reform déi, déi hir Autoe subventionéiert kréien, hir Botzfra gesponsert kréien, déi sech schonn a jonke Joren eng Zousazpensioun kënne leeschten - all Respekt fir déi Leit! - an eben och e Bausparvertrag.

(Interruption)

An nach eng Kéier, alles dat gëtt finanzéiert duerch Scholden. D'Waasser aus Ärer Géisskan kënnt net do un, wou et géif gebraucht ginn. Ech hoffen, datt wéinstens eng Majoritéit heibannen d'Stock-Options-Motioun ënnerstëtzt, wou de Revenu duerch en Trick zu engem Netrevenu gemaach gëtt a wou een amplaz 42.000 Euro nëmmen e puer Dausend Euro Steier driwwer bezilt. Dat wier e gutt Zeechen.

Ech gesinn, ech hunn nach zwou Minutten Zäit. Duerfir ee Wuert…

(Interruptions)

Duerfir ee Wuert zur Fraude fiscale. Mir si selbstverständlech och géint d'Fraude fiscale. Doduerch, datt mer dat awer elo dem Strofrecht ënnerleeën, gëtt et eng faktesch Ongläichbehandlung vun de Leit, well de Parquet eng Opportunité des poursuites huet.

Den drëtte Pouvoir, an ech hat schonn éfters d'Geleeënheet, dat hei ze soen, ass deen eenzege Pouvoir hei am Land ouni Kontroll, ouni „checks and balances". Et kënnt also zu enger faktescher Ongläichbehandlung, wa Leit, déi net kontrolléiert ginn, iwwer hir Opportunité des poursuites kënnen décidéieren, wie se dann elo poursuivéieren a wien net.

Eng fair Behandlung vu Steierbierger misst de Contrepoids si vun all Steiergesetz. Dozou geheiert notamment, datt een net eng Iwwertaxatioun mécht an datt een net mega Amendë mécht fir Retarde bei der Ofgab vu Steiererklärungen. Et gëtt och jonk Leit an der „rush hour" vun hirem Liewen, déi eben aneres ze dinn hu wéi hir Steiererklärung. An enger Zäit, wou mer null Zënsen hunn op Avoiren, misst et dem Stat jo esou gesinn net esou wichteg sinn, wann do e Retard optrëtt. Genausou wéi de Stat jo och keng Zënse bezilt op Avoiren, déi en engem Contribuabel zréckbezilt, mä awer ganz, ganz héich Zënse freet op Retard de paiement. An ech fannen, do wier einfach e méi loyaalt Verhale vun der Administratioun ubruecht.

(Interruption)

Fir de Rescht soen ech Iech Merci. A mir stëmme selbstverständlech géint déi sougenannte Steierreform.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Wat ass iwwerhaapt een Elektroatomauto?

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat ass ee mat Atomstroum bedriwwenen Auto.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Berger huet d'Wuert gefrot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Här President, ech muss am Numm op alle Fall vu menger Fraktioun, mä ech mengen, ech kann awer do och vun enger ganzer Rei vun deenen aneren Deputéierten hei soen, datt et inakzeptabel ass, datt mer hei vun engem Deputéierten als Ligener bezeechent ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech si scho laang hei an dësem Haus, mä dat hunn ech awer nach ni erlieft. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, mir haten eng Kéier eng äänlech Situatioun, wou den Här Gibéryen hei am Haus gesot huet, mir wieren all praktesch veruerteelt. Dobäi ass et just ëm een Deputéierte gaangen, deen elo grad hei op der Tribün stoung. Den Här Gibéryen hat deemools d'Honnêtetéit, fir dann dohinnerzegoen a sech ze entschëllegen, wat mer respektéieren. Mä ech fannen, och hei wär et ubruecht, datt den Här Reding géif soen, datt dat net esou gemengt wier.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et schéngt vum Här Reding esou gemengt gewiescht ze sinn.

(Hilarité)

Dann huet als Nächsten d'Wuert den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, loosst d'Luuchten un, wann ech gelift, Här President.

(Hilarité)

Här President, et gouf gesot, datt dës Steierreform déi soziaalste Steierreform wier. Et muss een awer och derbäisoen, datt d'Lat an deene leschten 30 bis 40 Joer net ganz héich louch. Am Ufank vun dëser Legislatur huet d'Regierung de Choix getraff, e Spuerpak ze maachen, op deen ech awer elo net méi wäert zréckkommen, mä wou all déi méi oder manner kleng Mesuren, deemno wéi ee se cumuléiert, en Aschnëtt duerstellen. An dann hu mer och nach d'TVA-Erhéijung gehat oder d'Solidaritéitssteier mat de Banken.

Et ass drëms gaangen, d'Statsfinanzen ze stabiliséieren. Mir sinn der Meenung, datt grad d'Erhéijung vun der TVA, déi am Kader vum Spuerpak stattfonnt huet, net gutt war fir d'Ekonomie, net ze schwätze fir d'Leit selwer. An da soll een och net vergiessen, datt d'Steiertabell zënter 2009 net méi un den Index ugepasst gouf. Et ass natierlech einfach ze behaapten, et géif een de Leit eppes ginn, wann een hinne scho virdru geholl huet an hinnen dat Allernormaalst net wëllt zréckginn, also eng Upassung vun hirer Steierlaascht un d'Präisentwécklung.

Ech weess och net, ob dat ëmmer richteg verstane gëtt heiansdo, mä d'Aféierung vum Index an der Steiertabell, wéi den Index iwwerhaapt en général, ass keng Émverdeelungspolitik, oder kann op jidde Fall net dorobber reduzéiert ginn, mä se ass ganz einfach do, fir eng Kluft tëschent de Präisser an der Kafkraaft ze reduzéieren. Dat kléngt esou wéi eng Evidenz. Dat, wat ech soen, ass och eng Evidenz. Mä ech mengen, dat muss een oft répétéieren, well oft gëtt et net esou duergestallt vu gewëssene Milieuen.

Mä déi Fro, Haaptfro, déi mir eis stellen, dat ass: Firwat kënnen déi héich Revenue respektiv d'Kapital net méi zu de Recettë bäisteieren? Well dat wier och déi aner Méiglechkeet gewiescht: keng onnëtz Spuermesuren, keng Erhéijung vun der TVA, awer dofir eng Steiertabell, déi zwar déi ënnescht Tranchë favoriséiert, dat ass richteg, mä dofir déi iewescht Tranchë méi konsequent kéint och besteieren.

An et ginn nach aner Mëttel, fir weider Finanzmëttel ze fannen, ouni mussen déi Kleng- oder Mëttelverdénger nach méi ze belaaschten. Zum Beispill gëtt et do, dat hate mer jo och schonn, dat soe mer jo awer och ganz oft, den Impôt sur la fortune, wou mir der Meenung sinn, datt deen erëm misst agefouert ginn. Dat wiere schonn eendeiteg Recettë vu Leit, déi sech bestëmmt net wäerten delokaliséieren.

Mä et schéngt einfach en Tabu ze sinn, fir d'Kapital an d'Fortune méi ze besteieren. Dofir versti mer einfach och net, datt u sech och simultan d'Betribssteier trotzdeem nach erofgesat gëtt. An et muss een awer och nach fäerten, datt se vläicht an nächster Zukunft nach weider erofgesat wäert ginn, vläicht vun anere politeschen Akteuren. Op jidde Fall wësse mer, datt den Drock ganz héich ass hei zu Lëtzebuerg vu gewëssene Milieuen erëm eng Kéier, fir déi erofzesetzen.

Wat de Steierbarème ugeet, e geet elo vu 40% op 41% respektiv 42% erop. Très bien, soe mer natierlech. Mä et muss een och soen, datt mer vu wäit kommen. Den Déifpunkt hate mer 2002 erreecht, wou de Spëtzesteiersaz nach nëmmen op 38% louch. 2001 louch en nach, wéi hautdesdaags elo an dëser Steierreform virgesinn, op 42%. Mä e louch och scho vill méi héich. Viru 40 Joer hate mer zu Lëtzebuerg e Spëtzesteiersaz vu 57%. An dat ware keng Zäiten, wou Lëtzebuerg schwaach war, an enger Kris war, mä net schwaach war! A graduell no der Stolkris ab 1987 ass et dann erofgaangen.

Deen Trend ass dann du lassgaangen. An allgemeng gesi gëtt et eng Tendenz zu Lëtzebuerg, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, zanter den 1990er Joren op jidde Fall, d'Betribssteiere ginn ëmmer méi erof. Deemools och nach Enn der 1990er Jore gouf d'Gewerbekapitalsteier an de Gemengen ofgeschaaft. Den Taux vun der Gemengegewerbesteier gouf vu 4% op 3% erofgesat 2002. An eben och de Spëtzesteiersaz, dee graduell ëmmer erëm erofgesat gouf bis ebe viru Kuerzem an elo mat dëser Steierreform.

Mä et ginn awer nach weiderhin aner Saachen, wou mer nach der Meenung sinn, datt ee misst méi Recettë kréien, a wou mer wéineg Verständnis hunn, datt déi net an Ugréff geholl ginn, zum Beispill d'Benefisser op den Dividenden, déi nach ëmmer zu 50% steierfräi sinn. An do stellt ee sech ganz einfach d'Fro, firwat grad d'Benefisser, déi net op Aarbecht berouen, vun der Steierlaascht zur Halschent befreit sinn, well dat ass jo och net de Fall bei engem normale Revenu. En normale Salarié, dee kann net 50% vu senge Revenue vun de Steiere befreien. Dat géif vläicht deen een oder deen aneren natierlech glécklech maachen. Mä dat funktionéiert leider nëmme mat Dividende vun Netaarbecht. Ass dat gerecht?

An déi aner Fro, déi ee sech och muss stellen, grad an enger Zäit, wou mer duerch esou eng Steierreform awer trotzdeem Déchet-fiscallen hunn: Op wéi vill Honnerte vu Milliounen verzichte mer?

An datselwecht gëllt och fir d'Stock Options. Ech si frou, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi dat opwerfen. Vläicht wäert dat och dann eng Wierkung hunn. Mir wësse jo ganz genau, an et ass schonn ugeschwat ginn, datt d'Stock Options staark problematesch sinn, déi Bedeelegunge vu Kaderen an Entreprisen, bis zur Halschent vum Salaire, déi nach mat ongefëier 10% besteiert kënne ginn, an et gouf och op Exzesser higewise vu menge Virriedner vu virdrun.

An dat sinn natierlech och vill Steiergelder, op déi mir eis setzen. D'Caritas schwätzt vun engem Déchet fiscal, dee schwéier ze berechnen ass, well hei zu Lëtzebuerg mer jo och e Problem hu mat der Transparenz souwisou vum Kapital, dovun ofgesinn. Dofir ass et ëmmer schwéier, Saachen ze berechnen. Mä d'Caritas an hirem Sozialalmanach schwätzt vun engem Déchet fiscal, deen tëschent 100 an 300 Milliounen Euro läit. Dat heescht, dat si Recetten, déi mer verléieren. An domadder hätte mer schonn e Gros vun de Perten, zum Beispill vun der TVA am Commerce électronique, wettgemaach.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dofir si mer och der Meenung, mir fannen et souwisou bedenklech, datt iwwerhaapt déi Saach mat de Stock Options iwwer Circulaire geregelt gouf, dat muss een awer soen. An dat war och de Fall mat de Rulinge ganz laang d'ailleurs, wou relativ konsequent Steierregelungen iwwer Circulairë geregelt ginn. Et wär besser gewiescht, éischtens, datt et iwwert d'Gesetz geregelt gi wier, mä am beschte Fall, där Meenung si mer och, datt et ganz einfach och ofgeschaaft géif ginn. Dofir si mer bereet, déi Motioun vun der CSV och an deem Sënn matzedroen.

Eis global Kritik un dëser Steierreform wäert lech och ganz wéineg, ganz wéineg...

(Interruptions)

...ganz wéineg erschrecken.

Une voix.- Et ass ganz interessant.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir sinn der Meenung, datt um Enn déi schaffend Leit méi bäidroe musse wéi d'Kapital.

Virdru war dat de Fall a mat dëser Steierreform ass et weiderhin de Fall. Do kann een nach weider Zuelebeispiller ginn. Am Panorama social zum Beispill vun der Salariatskummer, déi ginn e Beispill, ganz einfach, wann een en duerchschnëttleche Joresrevenu vu 55.000 Euro huet, bezilt ee 6-mol, 5,7-mol, mä et kann een opronnen op 6-mol esou vill Steiere wéi op Kapitalrevenue vum selwechte Montant, also 55.000 Euro. Dat ass e gutt Beispill, wat beweist, datt selwer schaffe manner erabréngt, wéi Geld fir sech schaffen ze loossen.

An eiser Welt gi sozial Ënnerscheeder vun Dag zu Dag méi grouss. An dat gëllt natierlech och fir Lëtzebuerg. 70% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg, dat seet de Statec, hunn e Liewensniveau pro Mount, deen tëschent 1.500 a 4.500 Euro läit, 10% souguer e Liewensniveau vu manner wéi 1.500 Euro. Bei nëmmen 3% ass et de Fall, datt e méi héich ass wéi 7.500 Euro.

An da gëtt et och nach dee Kompendium vun der Steierverwaltung, deen erauskomm ass - loosse mer dat esou soen! - am Virfeld vun dëser Steierreform, wou een och kann dra liesen, datt 50% vun de Ménagen, résident oder net résident, iwwer e Revenu imposable verfügen, dee maximal bei 50.000 Euro läit.

Ekonomesch a finanziell Gläichheet ass gesond fir d'Gesellschaft, well grad déi finanziell an ekonomesch Gläichheet, déi suergt derfir, datt de Prinzip, datt all Bierger gläich virum Gesetz ass, net just eng Parole bleift, mä och Wierklechkeet gëtt. Mir mengen natierlech och, datt et an déi richteg Richtung geet, wann de Spëtzesteiersaz eropgeet - wéi kéint et aneschters sinn? -, mä mir sinn der Meenung, datt déi richteg Richtung hätt kënnen eendeiteg méi audaciéis sinn.

Et kéint ee laang driwwer streiden, ob een de Mindestloun vum Barème komplett exonéréiert, ob den Ufanksseuil méi spéit kéint antrieden. Wa jiddwereen, zemools déi ënnescht Revenuen, sech e korrekt Liewe kéinte leeschten - dat ass awer de Problem, datt dat zurzäit net de Fall ass -, da kéinte se hire Verhältnisser entspriechend och bäidroen. A mir sinn och der Meenung, datt och kleng Revenue mussen als contribuabel gesi ginn, well dat ass och, mengen ech, souwisou prinzipiell finanzpolitesch richteg, mä och politesch allgemeng richteg, datt jiddwereen als Bierger och e bësse bäidroe kann, virausgesat natierlech - virausgesat natierlech! -, datt een awer duerno um Ënn vum Mount eens gëtt.

Dofir si mer weiderhin der Meenung, datt ee wéinstens hätt kënnen an déi Richtung goen, fir e méi héijen, eendeiteg méi héije Spëtzesteiersaz ze hunn, wéi dee vu viru 40 Joer, wou Lëtzebuerg net ënnergaangen ass, also 56% oder 57% - iwwer Zuele muss een net onbedéngt streiden -, an datt een natierlech och d'Steiertabell endlech un den Index bënnt.

De Barème gouf och geännert ënnert dem Credo „all Bierger gëtt entlaascht". Jo, déi ënnescht Revenue wäerten entlaascht ginn, zemools déi ënner 20.000 Euro. Mä dee faméise Mëttelstandsbockel, deen awer relativ schnell erreecht gëtt, dee gëtt net ofgeschwächt, zemools net par rapport zu den ieweschte Schichten. Well och wann déi, déi net vill hunn, besser ewechkommen, sinn déi, déi vill hunn, voire ganz vill hunn, déi, déi am beschten ewechkommen.

Et ass zwar richteg ze soen, datt d'Reform vun der Steiertabell dozou bäidréit, eben, datt déi Leit, déi an den ënneschte Kategorië sinn, gutt ewechkommen, mä et däerf een net vergiessen, datt schlussendlech de Barème bei 200.000 Euro ophält. Duerno geet et weider mat 42%, ob een 300.000 Euro d'Joer verdéngt, eng hallef Millioun oder eng Millioun.

Gerechtegkeet gesäit an eisen Aen aneschters aus, zemools wann ee bedenkt, datt d'Leit mat héije Revenuen och oft iwwer aner Erträg verfügen, an zwar déi aus dem Kapital, an déi ginn och gutt bedéngt. Ech mengen, ils ne sont pas à plaindre. An et misst ee sech och d'Fro stellen, firwat déi ganz héich Revenuen net méi héich besteiert ginn.

Duerno kann een natierlech och eng aner Partie Mesuren opzielen, déi schonn opgezielt goufen an déi natierlech och nach déi besser Revenuen erëm eng Kéier favoriséieren, zum Beispill eben och den Abattement op d'Frais de domesticité, dee vun 3.600 op 5.400 Euro eropgeet. Do kann ee kaum behaapten, datt dat eng Mesure wier fir déi manner gutt gestallte Leit, finanziell gesinn, mä datt et éischter erëm eng Kéier e Kaddo ass un déi Besserverdéngend an e Verloscht natierlech och fir d'Allgemengheet, fir d'Statskeess.

Et misst ee sech och d'Fro stellen, awéifern een d'Proportionalitéit vun der Franchise vun de Primes d'assurance responsabilité civile bei de Privatautoen net misst a Fro stellen, well domadder ginn näämlech och déi belount, déi méi déck Zylindere fueren, déi och méi verpeschten, déi och méi zu Autosaccidenter vläicht bäidroen, déi Autoen, datt déi u sech erëm eng Kéier favoriséiert gi par rapport zu Leit, déi sech esou déck Autoen net kënne leeschten.

Mir mengen och, datt bei dëser Steierreform a puncto Logement justement eng Geleeënheet verpasst gouf, fir de Locatairen entgéintzekommen. Well et gouf ganz oft hei gesot: „Mir maache Mesuren en faveur vu jonke Leit, déi sech kënnen duerno e Logement leeschten." Dat heescht: d'future Propriétairen. Mä Locatairen, déi kréien natierlech an dëser Steierreform net…, an dat ass de Problem, datt hei zu Lëtzebuerg d'Locatairë grad déi Kategorie vu Leit sinn, déi am meeschte vun enger Steierreform misste kënne profitéieren. Déi Mesuren, déi kommen, déi sinn ebe fir d'zukünfteg Propriétairen.

Dat ass de Fall vun der Erhéijung vum Plaffong, deen eropgeet bei der Ofsetzung vun der Cotisatioun am Kader vun engem Contrat épargne logement, also fir d'zukünfteg Propriétairen. Erop geet och de Montant, deen een ofschreiwe ka bei den Zënse vun engem Prêt immobilier. An dann och déi 50% Franchise vum Loyer, wann een iwwert d'Agence immobilière sociale fiert; dat kléngt natierlech gutt, mä mir mengen awer och, datt dat, deemno wéi, och e ganz gutt Geschäft kéint si fir deen een oder deen anere Propriétaire, awer et wäert net dozou bäidroen, datt um Marché d'Präisser vum Logement kéinten erofgoen.

Ech si bal um Enn vu menger Zäit ukomm. Ech wollt awer nach just eng Kéier erëm dorobber zréckkommen, datt mer mussen ophale mat dësem „moins-disant fiscal" fir d'Betriber. Well dat ass awer e Mantra hei an Europa, fir d'Betriber, déi grouss Betriber ëmmer manner ze besteieren, dovunner ofgesinn, datt souwuel Lëtzebuerg wéi aner Länner iwwer Fiskalitéite verfügen, fir datt déi ganz grouss Betriber kënne sech total vun der Steierlaascht befreien. An dat ass e reelle Problem.

An ech kann och nëmmen…, mir maachen dat permanent. Mir zitéieren eng Etüd vu PricewaterhouseCoopers, wat ongewinnt ass, mä heiansdo muss een och kucken, wat anerer schreiwen. An déi soe schonn zanter Joren, datt zu Lëtzebuerg schonn nëmme fir d'Betriber, datt d'Fiskalitéit fir d'Betriber immens favorabel ass hei am Verglach mat der Groussregioun an och iwwerhaapt mat Europa, datt d'Betriber souwisou schonn eng ganz schwaach Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg hunn, wa se iwwerhaapt… (veuillez lire: Steiere bezuelen), wann ee vum Taux affiché schwätzt.

Dofir hu mer, ech hunn dat scho virdru gesot, e Problem domadder, datt d'Betribsbesteierung nach erofgeet bis op 18%, 19%, 18% graduell, den Taux affiché. Mir wëssen, datt souwisou den Taux réel eendeiteg drënner läit. A fir déi ganz grouss läit e ganz drënner, well déi aner, déi grouss Betriber kënne sech natierlech aggressiv Planifikatioune leeschten.

Dofir, ech halen dann elo op. Dofir si mer der Meenung,...

(Interruption)

...datt een en anere Wee misst aschloen, wuel wëssend, datt den Drock ganz staark do ass, fir d'Betribsbesteierung nach ëmmer méi erofzesetzen. Ech hu scho souguer och héiere vu gewëssene Patronatssäiten, datt se souguer d'Gemengegewerbesteier wëlle ganz ofschafen, well se net agesinn, firwat déi gutt ass, well se vläicht och net vill mat Gemengepolitik ze dinn hunn an net wëssen, wat e Service public op Gemengenniveau bedeit.

A mir ruffen da schlussendlech d'Regierung och op, fir op EU-Niveau justement géint déi fiskal Konkurrenz unzegoen. Dat mécht d'Regierung net. Dat ass en Dogma vun all Lëtzebuerger Regierung, fir ze soen: „Mir stinn hannert dem Fiskal-Dumping op EU-Niveau." An dat ass schlecht fir Lëtzebuerg. An dat ass och ganz schlecht fir Europa.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Bon, franchement, Här Schneider, ech héieren awer ëmmer de Géigendeel!

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Jo, et héiert een dat eent oder dat anert, deemno wien de Publikum ass.

Mir wäerten op jidde Fall géint dës Steierreform stëmmen. Ech soen Iech Merci.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Ech hunn elo keng weider Kolleeginnen oder Kolleegen, déi sech ageschriwwen hunn, soudass d'Wuert direkt den Här Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, huet.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, ech si frou iwwert déi Debatt, déi mer elo grad haten, well si huet natierlech erlaabt, de Fokus op dës Steierreform ze setzen an déi véier Charakteristike vun dëser Steierreform kloer duerzeleeën: Dat ass eng nohalteg Steierreform. Si ass gerecht. Si ass selektiv a sozial a si bréngt Kompetitivitéit.

Dës Steierreform kënnt och am richtege Moment fir Lëtzebuerg, zu enger Zäit, wou et eisem Land vill besser geet wéi virun dräi Joer. Et ass och eng Steierreform, déi kohärent ass mat der genereller Politik, déi vun der Regierung verfollegt gëtt. An et ass eng Steierpolitik, déi gréng Luucht krut vun den europäeschen Instanzen.

Ech géif gären der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, gratuléiere fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport hei, wou se alleguerten d'Elementer natierlech gutt ervirgestrach huet, mä och ganz bestëmmt gutt ënnerstrach huet, wéi gerecht dës Reform ass an och, dass et eng modern Steierlandschaft ass, déi mer heimadder schafen. An ech wäert och nach dorop ze schwätze kommen.

Et ass vu villen ënnerstrach ginn, och vun der Haaptoppositiounspartei, dass deen Exercice hei mat enger grousser Transparenz gemaach gëtt. Also ech freeë mech, dass dat unerkannt ginn ass, well effektiv hu mer vu Februar un, wéi mer déi éischt Pressekonferenz gemaach hunn, d'Zifferen op den Dësch geluecht. Ech hunn och nach kënne schätzen an Dir hutt et och kënne schätzen, dass mer fir de Conseil économique et social a fir d'Chamber och d'Zifferen d'lescht Joer zur Verfügung gestallt hunn, déi vill méi an den Detail gaange si wéi dat, wat jee gemaach ginn ass.

Mir hunn also an der Transparenz geschafft. Mir hunn en extrae Site Internet gemaach, wou d'Steierzueler direkt konnten den Effet vun der potenzieller Steierreform a Steiererliichterung gesinn. An ech sinn och uechtert d'Land gaangen, fir dee Steierdialog ze förderen, dee mer esou wichteg schéngt, dass d'Leit kënne Froe stellen, firwat se Steiere bezuelen. Ech fannen déi gutt Noriicht vun deem Steierdialog ass, dass een dat zu Lëtzebuerg ka maachen. Ech muss soen, dass ech vu ville Leit ganz positiv Echoe krut, net nëmmen, well mer eng Steierreform hunn, mä well mer an engem Land liewen, wou ee gesäit, wat mat de Steiere gemaach gëtt. Ech ka mer net vill Länner virstellen, wou de Finanzminister kann duerch d'Land zéien, ouni polizeilech Protektioun, fir iwwer Steieren ze schwätzen.

Ech wollt mäi Virtrag hei an dräi Deeler andeelen: en éischten, wou ech awer nach eng Kéier d'grouss Linne vun dëser Steierreform a Steiererliichterung géif résuméieren, haaptsächlech déi wichtegst Deeler. Am zweete groussen Deel géif ech gäre weisen, dass dës Steierreform nohalteg ass, an zwar nohalteg am Sënn, dass se finanzéierbar ass, an dann och géif d'Fro stellen, ob se ambitiéis genuch ass oder ob se ze wäit geet, an dann, drëttens, géif ech op déi Motiounen oder Virschléi, déi vun der Haaptoppositiounspartei gemaach gi sinn, agoen.

Zum Éischten, déi Haaptzich vun dëser Steierreform. Fir d'Éischt emol hu mer dat Versprieche, wat mer gemaach haten, agehalen, dass mer den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire an dëser Steierreform ofschafen. Mir hate gesot, mir schafen deen of, soubal et méiglech ass. Dee Moment ass komm. Dofir gëtt déi Steier vun 0,5% par rapport zum Revenu dann elo ofgeschaaft.

Ech wëll ënnersträichen, dass déi eréischt ugefaangen huet ze gräifen nom Mindestloun. Dat heescht, déi Leit, déi e Mindestloun haten, waren exonéréiert vun dëser Steier, wat och sozial gerecht schonn deemools war. Mir hunn och keng Verméigenssteier agefouert, mä mir hunn zwee nei Spëtzesteiersätz vun 41% an 42% agefouert.

Zur Tabell, zum Barème, wat ëmmer e ganz wichtege Sujet bei enger Steierreform ass, hu mer bewosst de Choix gemaach, deen ënneschten Niveau, ënnert deem ee keng Steiere bezuelt, intakt ze loossen. Dat ass den Niveau vun 11.265 Euro. Mä mir hu virgeschloen, dass den Taux soll geännert ginn tëschent 11.265 an 20.625 Euro. Hei ginn d'Stufen an d'Längt gezunn an dat benefisséiert en fait alleguerten de Steierzueler. Wat mer domat och erreechen, dat ass, dass dee Moment, wou den Taux vun 39% ufänkt ze gräifen, dass dat méi spéit geschitt, net méi wéi virdrun, haut 41.793 Euro, mä bei 45.897. Dat kënnt all Mënsch zegutt.

An hei kënnt elo, mengen ech, deen allerwesentlechsten Deel. D'Kärstéck vun dëser Steierreform ass déi nei Manéier, wéi mer d'Steierkreditter uginn. De Crédit d'impôt salarié, deen och e Pendant huet, de Crédit d'impôt pensionné an och de Crédit d'impôt monoparental - ech zielen net ëmmer déi dräi op -, dee Steierkreditt war virdrun deeselwechten: 300 Euro fir all Mënsch.

Dee Steierkreditt gëtt elo mol zwee multiplizéiert vun 300 op 600 Euro, an amplaz dass all Mënsch e kritt, gëtt dat elo eng selektiv an eng sozial Mesure, well en ass verduebelt fir all déi, déi tëschent 11.265 a 40.000 Euro sinn. Do ass de Crédit d'impôt verduebelt vun 300 op 600. An herno geet e progressiv lues op null erof. Dat ass eng immens Innovatioun, muss ech soen. Mir hunn en Instrument geholl, wat schonn do war, wat automatesch war, wat kee soziale Kritär a sech hat. Dat hu mer elo agefouert. An ech mengen, et kann een déi Steierreform net ouni déi do Innovatioun richteg beuerteelen.

An et ass och dofir, an ech maintenéieren dat, dass ee ka soen, dass dat heiten déi sozial gerechtste Steierreform ass an eiser rezenter oder vläicht souguer an eiser laanger Geschicht.

Ech bestreiden net, wéi een Deputéierte gesot huet, dass nach ëmmer Ongerechtegkeete bestinn! Mä ech weess net, wéi een et besser ka maachen, fir déi Ongerechtegkeete méi kleng ze maachen, wéi dat, wat mer elo mat dëser Reform hei maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- De Salaire minimum non qualifié geet 63% erof, zwee Drëttel. De qualifizéierte Mindestloun, dee geet 42% erof. Bis dohinner sinn dat jo och Leit, déi den Impôt d'équilibrage net bezuelt hunn, duerfir huet dat elo soss keen Impakt bei deenen.

Wann ech elo eng Persoun huelen an der Steierklass 1, déi 4.000 Euro verdéngt pro Mount, déi Persoun bezilt mat der Steierreform, Combinaisoun vun alle Saachen, déi mer hei elo wäerte stëmmen, 120 Euro de Mount manner -…

M. Michel Wolter *(CSV).*- A Prozenter?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- 120% manner, pardon, 120 Euro manner -...

M. Michel Wolter *(CSV).*- A Prozenter?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- ...a bezilt och den Impôt d'équilibrage net méi. An den…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Vun de Prozenter seet en näischt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Impôt d'équilibrage, deen déi Persoun hei mat 4.000 Euro bezuelt huet, ass 10 Euro. Also 120 Euro de Mount manner, an den Impôt d'équilibrage fir eng Persoun mat 4.000 Euro war 10 Euro. Ech ënnersträichen dat, well vill gesot ginn ass: „Dir schaaft elo den Impôt d'équilibrage of, do hutt Der de Leit d'Suen aus der Täsch geholl, an hei maacht Der eng Reform, do gitt Der hinnen d'Sue just erëm."

Ech wëll hei ënnersträichen, wéi kleng den Impôt d'équilibrage war par rapport zum Impakt vun der Steierreform.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann een 10.000 Euro verdéngt pro Mount, dat ass jo schonn eng schéi Pai, dee kritt nawell als Reduktioun och nëmmen 120 Euro, wéi deen, dee 4.000 Euro kritt. Do gesitt Der, dass dat jo ganz offlaacht. Wann een eng normal linear Adaptatioun vun de Steiere gemaach hätt, majo dann hätt dee bei 10.000 Euro de Mount, ma deen hätt 400 bis 500 Euro manner Steiere bezuelt. Mä an deem heite System kritt en der just 120 manner ze bezuelen. An den Impôt d'équilibrage bei enger Persoun vun 10.000 Euro, deen ass ronn 40 de Mount. Dir gesitt also, wéi dee Mechanismus gespillt huet.

Wat wëll ech heimadder weisen? Ma zwou Saachen: Et gëtt zwee grouss Bénéficiairë vun dëser Steierreform bei de Personne-physiquen. Déi, déi an de Prozenter am meeschten erausschloen, sinn déi ganz niddreg Salairen, d'Leit, déi de Salaire social minimum hunn, an an absolutten Ziffere sinn et d'Leit aus dem Mëttelstand. Duerfir gëtt de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht. An dat war genau d'Zil, wat mer eis ginn haten.

Fir d'Monoparentallen, well dat jo eng Kategorie vu Leit ass, déi particulièrement vulnerabel sinn, hu mer äänlech Mechanismen agefouert. De Crédit d'impôt monoparental gëtt och do mol zwee gemaach, vu 750 op 1.500. Deen ass also vill méi héich. Den Taux vun 39%, dee vill méi fréi gegraff huet an der Steierklass 1A, gëtt no uewe geréckelt, an d'Weeserenten, wéi vun all Mënsch begréisst, gi vum nächste Joer un net méi besteiert.

Ech kommen elo zu engem Punkt, deen ech gären „Modernisatioun vun eisem Steierrecht" nennen, an zwar deem vun der Individualisatiounsméiglechkeet fir d'Persounen.

Et ass esou, dass bestuete Leit haut net d'Méiglechkeet hunn, individuell besteiert ze ginn. Gepacste Leit kënnen dat schonn. Duerfir ass et wichteg, dass mer dat och elo fir bestuete Leit virgesinn. Ech ënnersträichen, dass et eng Optioun ass, soudass elo d'Leit, déi bestuet sinn, vum nächste Joer un, oder plutôt, fir méi prezis ze sinn, et ass vun 2018 un, wou dat wäert spillen, 2018, de Choix hunn tëschent dräi Méiglechkeeten: Se bleiwen an der Steierkategorie 2, onverännert.

Zweet Méiglechkeet, si wielen d'Individualisatioun, Système pur et dur hu mer se an der Steierverwaltung genannt. Dat heescht, si wielen, fir an d'Steierklass 1 ze goen. Et gëtt Koppelen, déi dat gäre maachen, aus verschiddene Grënn.

An dann dat, wat wahrscheinlech déi meescht wäert uspriechen, ass, dass se d'Optioun huelen, eng individuell Besteierung ze maachen, déi um Enn steierneutral ass, mä déi an der Koppel et erméiglecht, dass jiddwereen d'Steiere bezilt op deem, wat hie verdéngt.

An d'Koppele wäerten och eng Optioun hunn, wéi vill d'Verdeelung ass. Wa se d'Verdeelung 50/50 maachen, dann ass dat déi einfachst Léisung, déi och neutral ass. Mä si kënnen dat och anescht gestalten. Mir hunn et also esou gemaach, dass vill Flexibilitéit méiglech ass.

Loosse mer och derbäisoen, dass, a mengen Aen, dat eng ganz wichteg Saach ass, fir de Liewensëmstänn vun haut Rechnung ze droen, wann ee jo weess, dass vill Koppele gescheet ginn! Mat deem heite System kann ee selwer organiséieren, dass een nëmme responsabel ass fir déi Steieren, déi ee selwer generéiert duerch déi Verdéngschter, déi een huet.

E Wuert zu de Frontalieren, déi iwwregens och wäerte kënne vun der Individualiséierung benefitéieren. Vläicht just fir ze soen: Wat ass d'Zil, wat mer wëllen erreeche bei de Frontalieren? Mir hätte gäre vum Joer 2018 un, also net d'nächst Joer, dass den Traitement vun de Frontaliere genau deeselwechte gëtt wéi dee vun de Résidenten. Dat ass haut schwéier méiglech gewiescht, well mir d'Informatioune vun den Nopeschlänner net ëmmer kréien, wéi vill de Conjoint am Pays d'origine verdéngt. An dat wëlle mer änneren. Nächst Joer ass also d'Geleeënheet fir d'Conjointen, hire Revenu an deem anere Land eiser Steierverwaltung ze mellen.

Ech wëll ganz kloer ënnersträichen, dass ech dat mat de Finanzministere vun den Nopeschlänner ofgeschwat hunn an déi dat bei sech scho laang maachen am ëmgekéierte Fall. Mir maachen also hei keng Innovatioun.

An ech wëll och soen: Fir déi Koppelen, déi elo schonn d'Revenue vun deenen zwee deklaréieren, changéiert natierlech guer näischt. Et geet also just drëms, d'Informatioune méi komplett ze maachen. A wann aus enger Rëtsch spezielle Fäll oder verschiddenen Accorden tëschent Frankräich a Lëtzebuerg, Belgien a Lëtzebuerg oder Däitschland a Lëtzebuerg sech géif erginn, dass verschidde Frontaliere benodeelegt wäre par rapport zu Résidenten, da kënne mer dat jo ënnert d'Lupp huelen. Ech hunn och de Syndikater gesot, dass ech bereet wär, dat mat hinnen am Laf vum Joer 2017 ze kucken. Eis geet et hei ëm Gläichheet virun der Steier vun de Résidentë par rapport zu de Frontalieren.

Mir hunn natierlech vill Mesuren an dëser Steierreform, fir e bezuelbare Wunnraum ze sécheren, wëssend, dass dat net einfach ass. Mir hunn do Propositioune gemaach, fir d'Demande ze ënnerstëtzen, haaptsächlech andeem d'Intérête kënnen e bësse méi héich ofgesat ginn, awer och dass den Épargne logement haaptsächlech fir déi Jonk méi abordabel gëtt oder méi ofsetzbar gëtt. A mir hunn d'Valeur locative endlech ofgeschaaft, muss ee soen. Dat hätt ee scho ganz laang kënne maachen. Dat gëtt dann elo hei duerchgezunn.

An dann op der Offer ass d'Haaptmesure natierlech, dass mer wärend 18 Méint vum 1. Juli vun dësem Joer bis Enn d'nächst Joer de Véierelstaux op der Plus-value hunn, amplaz vum Demi-taux. Dat gëtt vill begréisst.

Am Domän vum Transport hu mer all déi Mesuren, déi en Environnementscharakter hunn, déi ganz gutt ënnerstrach gi si vum Här Henri Kox. An ech mengen, dass dat effektiv eng grouss Innovatioun ass. Et kann een natierlech ëmmer d'Saache méi grouss wëlle maachen oder méi wichteg wëlle maachen. Mä dat heiten ass emol en éischten Usaz an ech freeë mech doriwwer. An ech wëll och soen, dass dee grénge Fuedem, deen hei spierbar ass an der Steierreform, sech natierlech duerch d'ganz Aktivitéit vun der Regierung zitt, an haaptsächlech gesäit een dat jo an den Investissementer an d'Mobilitéit an an d'Infrastruktur.

Zum Schluss vun de Résuméen, wat elo d'Personnes physiques ubelaangt - mä dat ass och eppes, wat d'Entreprisen touchéiert -, géif ech gären iwwert d'Fraude fiscale schwätzen. Wann ee schonn an engem Moment ass, wou een d'Steiere reduzéiert, wou d'Steierlaascht also méi kleng gëtt, da muss ee sech als Stat och derfir asetzen, dass déi Steieren, déi geschéllt sinn, och bezuelt ginn.

Ech freeë mech iwwert déi exzellent Zesummenaarbecht, déi ech an deem doten Dossier mam Här Félix Braz, wéi och villen aneren, hat, soudass mer séier konnten do schalten, fir déi Mesuren, déi mer elo hei proposéieren, wat d'Fraude fiscale ubelaangt, an d'Steierreformsgesetz ze setzen. Mir hätten nach sechs Méint Zäit gehat, fir dat méi spéit ze maachen. Mä ech fannen, et ass e gutt Zeechen, e wichtegt Zeechen no baussen am Sënn vu Steiergerechtegkeet, dass mer dat elo scho maachen.

Et ass och e wichtegt Signal par rapport zum Ausland. Mir haten eng Delegatioun vum Fonds monétaire international hei dës Woch, déi dat explizitt begréisst huet, dass mer dat doten elo schonn ëmgesat hunn. Dat wäert eis hëllefen, e ganz positive Bericht an deem Domän ze kréien.

Mir hate schonn un déi ganz Problematik vun der Fraude geduecht. Duerfir hate mer schonn d'lescht Joer eng Regularisatiounsméiglechkeet agefouert, déi den Entreprisen an och natierlech de Leit erlaabt, am Joer 2016 hir Dispositiounen ze huelen. An elo kënnt dann déi Reform hei, déi elo dräi Zorte vun Infraktioune virgesäit, wat d'Infraktiounen an der Fiskalitéit ubelaangt. Dat heescht, d'Fraude aggravée ass elo eng nei Fraude, déi mer introduzéieren. Mir hunn d'Fraude simple, d'Fraude aggravée an d'Escroquerie fiscale, also dräi verschidden Infraktiounen. Domadder maache mer eis eisen Droit kompatibel mat deenen neiste Recommandatioune vum GAFI.

Mir wäerten och, a mir hunn dat schonn ugefaangen a mir wäerten dat weiderféieren, d'Ressource-humainë fir d'Steierverwaltung stäerken, fir dass natierlech ka géint déi Fraude gehandelt ginn. Datselwecht gëllt fir d'Administration vum Enregistrement.

Mir hunn och virgesinn, dass d'Fräiberuffler elo eng kommerziell Kontabilitéit musse maachen. Och dat wäert hëllefen, fir méi Transparenz ze kréien.

Erlaabt mer, hei vläicht eng kleng Interruptioun ze maachen, fir dorop hinzeweisen, dass grad an deem heiten Domän déi eenzeg Opposition formelle vum Conseil d'État war, dee bedauert huet a gesot huet, dass et net kompatibel wär mat eise Gesetzer an der Constitutioun, dass d'Responsabilitéit vun den Dirigeanten a vun den Administrateure kéint hei ouni Faute a Betruecht gezu ginn. Deem ass Rechnung gedroe gi mat engem neien Text, deen dann och vum Conseil d'État herno guttgeheescht ginn ass.

Ech kommen elo zu den Entreprisen, fir ze soen, dass dës Reform hei a Richtung méi Kompetitivitéit geet. De Steiersaz ass haut am IRC, dat heescht d'Kierperschaftssteier, Impôt sur le revenu des collectivités 21%, geet d'nächst Joer erof op 19% an 2018 op 18%. Dat ass eng schéi Reduktioun. Dat ass keng spektakulär Reduktioun. A wéi ech dat schonn eng Kéier ausgedréckt hat: Dat ass net méi wéi néideg an dat ass net méi wéi méiglech.

Mir wëllen och hei keng Course no ënnen an der Fiskalitéit bei den Entreprisë maachen. Dat soen ech d'autant plus däitlech hei, wann ee gesäit, wéi sech verschidden Deklaratiounen heefen nom Brexit an och op där anerer Säit vum Atlantik, wou jo do miroitéiere gelooss gëtt, dass eng Course no ënne wäert riskéieren ze kommen, wat natierlech och géif all déi Efforte vum G20 a vun der OCDE, fir en „level playing field" ze hunn a Saache Fiskalitéit, e bëssen a Fro stellen.

Ech mengen, mir hunn hei dat gemaach, wat mer konnte maachen a wat méiglech war. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass de ganzen Exercice vu BEPS, dee mat sech bréngt, dass d'steierlech Base méi breet gemaach gëtt, dass dat nei Défie fir eis duerstellt. An ech hunn et schonn e puermol gesot: Mir monitoren dat vu ganz no. A vu dass mer eng gutt Statsfinanzesituatioun hunn a wann een Élargissement vun der Base géif kommen, dee relativ bedeitend ass, si mir net op déi additionnell Ressourcen ugewisen a mir missten dat da kompenséieren op eng intelligent Aart a Weis.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, entschëllegt.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Dierf ech dem Här Minister eng Fro dozou stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Selbstverständlech, wann den Här Minister d'accord ass.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci dem Här Minister fir déi Prezisioun. Ech wollt awer nach eng Kéier dorop zréckkommen, well ech hunn och de Moien dem Här Bodry ganz opmierksam nogelauschtert. Den Här Bodry huet vill interessant Saache gesot, awer och eng, déi mech ganz besonnesch awer e bësselchen erstaunt huet. Hien huet näämlech gesot, datt, wat d'Erofsetze vun der Kierperschaftssteier betrëfft, datt do schonn d'Verbreederung vun der Base anticipéiert gi wär.

Wann ech awer elo Är Explikatiounen nolauschteren, Här Finanzminister - an ech wëll Iech soen, datt ech ganz mat deenen Aussoen d'accord sinn -, hutt Dir elo ganz kloer gesot, datt, wann déi Verbreederung vun der Base géif kommen, géif dat gekuckt ginn an, le moment venu, misst natierlech dann nach eng Kéier den Taux gekuckt ginn.

Ech hu just, wéi gesot, de Moien den Här Bodry héieren, datt deen dat e bësselchen aneschters ausgedréckt huet, duerfir wollt ech nach eng Kéier froen: Ass déi Positioun, déi Dir elo hei gesot hutt, ass dat d'Positioun och vun der Regierung?

(Brouhaha)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Et ass esou, dass déi ganz Diskussioun BEPS, dass dat 15 Piliere vu Recommandatioune sinn, mat eenzelnen dran, dat heescht, mir schwätzen hei vun Dosenden an Dosende vu potenzielle Mesuren, déi op eis duerkommen. Dat ass en Exercice, dee sech iwwert déi nächst Joren zitt.

Mir hunn hei zum Deel anticipéiert, well mer verschidde Saache kennen, déi wäerten an d'Realitéit ëmgesat ginn. Verschidde Saache kenne mer nach net, mä mer wëssen, dass se probablement wäerten eng Kéier geschéien. Duerfir, dat ass e Processus continu a mir monitoren dat.

Firwat hunn ech déi Remarque gemaach? Ech hunn d'Remarque gemaach: Firwat ass et wichteg, en Triple-A-Land ze sinn? Firwat ass et wichteg, gesond Statsfinanzen ze hunn? Well dann ass een net op deen Élargissement de la base ugewisen, fir seng Finanzen ze sanéieren an et kann een dann den Entreprisen entgéintkommen.

A wéi ech och, mengen ech, d'lescht Woch an enger Debatt hei iwwert d'Kompetitivitéit gesot hunn: Et kann een déi Ajustementer jo maachen op aner Aart a Weisen, wéi nëmmen doduerch, dass een de generellen Taux erofsetzt. Do gëtt et eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi ee ka gebrauchen. An da wäerte mer dat au fur et à mesure diskutéieren an der Regierung, mä awer och an der Cofibu.

Zum Ofschloss: Bei den Entreprisë wéilt ech nach gär zwou Mesuren ënnersträichen, déi particulièrement fir d'PMEe ganz positiv sinn, dat ass, dass de Steiersaz bei de Profitter bis 30.000 Euro, dass do de Steiersaz vun 20% op 15% erofgeet. An dat Zweet, dat ass, dass mer bei der Transmission d'entreprise elo sécherstellen, dass, wann dat geschitt, d'Immeublen, déi an der Gesellschaft sinn, dass déi Plus-value neutraliséiert gëtt, soulaang d'Immeublen nach ëmmer weider gebraucht ginn, fir Commerce ze maachen.

Ech kommen dann elo zu mengem zweeten Deel, Här President, an zwar d'Nohaltegkeet oder d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen en général a vun dëser Steierreform. Anescht ausgedréckt: Ass dës Steierreform finanzéierbar?

Do hu mer och auslännesch Institutiounen, déi eis do e ganz klore Jo soen. De Fonds monétaire international huet et scho gesot, d'Lëtzebuerger Zentralbank, vun där mer vill geschwat hunn an op déi ech nach zréckkommen, huet an hirem Avis vum leschte Joer scho gesot, dass Lëtzebuerg eng Marge de manœuvre vun 300 Milliounen hätt, fir eng Réforme fiscale ze maachen. Dat war d'lescht Joer. An der Zwëschenzäit sinn eis Zifferen nach méi positiv an eis Croissance besser, soudass och d'Banque centrale agesinn huet, dass do e gewëssene Sputt besteet.

Mä am allerwichtegsten, mengen ech, ass et, dass d'Europäesch Kommissioun net nëmme gréng Luucht ginn huet beim Pacte de stabilité et de croissance, bei eisem Programm, dee mer am Oktober erageschéckt hunn, mä am leschten ECOFIN huet d'Kommissioun ganz kloer gesot, dass déi Länner, déi Marge hunn, déi Sputt hunn, wéi Däitschland, Holland a Lëtzebuerg, sollen dee Sputt ausnotzen, fir méi Croissance ze generéieren a fir méi Investissementer ze maachen. A genau dat maache mir! Dat wäerte mer dann och an eiser Debatt iwwert de Budget d'nächst Woch kënnen zesummen diskutéieren.

Mä eppes ass kloer: Et gëtt e ganz grousse Konsens am Ausland, dass mer hei dat Richtegt maachen. An elo ass et natierlech dat Allerwichtegst, wat mir selwer am Inland dovunner halen. Mir sinn awer an engem Stabilitéits- a Wuesstumspakt, deen nun eemol zu eiser Gesetzgebung gehéiert. A wa mer da vu Bréissel gesot kréien, dass alles an der Rei ass, ech mengen, dann hu mer gutt geschafft.

Elo kommen ech op e ganz wesentleche Punkt, deen net genuch ënnerstrach gëtt. Den Deputéierte Bodry huet dat zwar de Moien exzellent virbruecht, an duerfir brauch ech elo net op all Detail anzegoen.

Wann een de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, d'Dokument vun 2013 liest: Wat war do virgesi fir Lëtzebuerg? Eng Milliard Defizit am Zentralstat 2014, eng Milliard 2015, eng Milliard 2016: Dat wären dräi Milliarden Euro Schold gewiescht! A wat ass geschitt? Mir haten 2014 ronn 200 Milliounen amplaz eng Milliard Defizit, 2015 manner wéi 200 Milliounen a mir wäerten dëst Joer - 400 ass ugesot -, mä ech weess elo schonn, dass et och do drënner geet. Dat heescht, amplaz dräi Milliarden Defizit am Zentralstat 2014, 2015, 2016 ass et bal null, bal den Équiliber.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass natierlech e risegen Ënnerscheed! An dee risegen Ënnerscheed erkläert, dass mer net mussen eng Steierreform maachen, déi budgetsneutral ass. Déi Ausso hu mer virun dräi Joer gemaach, wéi mer gefaart hunn, dass dat géif antrieden, wat virgesi war, ouni d'Mesurë vun där neier Regierung, dass mer natierlech dann dräi Milliarde Schold méi hätten, déi mer dann och natierlech net hunn, an duerfir hu mer dee Sputt.

Duerfir seet och Bréissel zu eis, an duerfir seet och de Fonds monétaire international: „Maacht eppes! Är Schold geet vun 23% vun Árem Räichtum erof op 20%." Hätte mer näischt gemaach, wäre mer haut op 27%, 28%. Wéi gesot, den Deputéierte Bodry huet déi Zifferen all gutt erkläert.

Duerfir sinn eis Statsfinanzen haut gesond an duerfir ass eisen Triple-A sécher mat enger stabeler Previsioun, wat de Stand à terme ass. Et ass déi bescht Nummer, déi ee kann hunn! Just Däitschland huet gradesou eng héich Notatioun vun Triple-A.

Nu besteet e ganz groussen Ënnerscheed tëschent - enfin, et gëtt vill Ënnerscheeder tëschent Däitschland a Lëtzebuerg -, mä mir ginn ëmmer matenee verglach, wat d'Gesondheet vun eise Statsfinanzen ubelaangt. D'Statsschold an Däitschland ass net wäit vun 80% ewech vum PIB. Zu Lëtzebuerg ass se bei 20%.

Däitschland investéiert manner wéi 2% vun hirem Räichtum an hir Ekonomie als Investissement public. Mir investéiere 4,2%. Dat

heescht, am relative Verhältnis zweemol esou vill wéi Däitschland! A firwat ass dat wichteg? Eh bien, dat ass wichteg, well mer gären eng gutt Infrastruktur zu Lëtzebuerg hunn, eng besser Liewensqualitéit. Duerfir maache mer jo all déi Investissementer.

A mir kéinten - et ass ee vun den Deputéierten, deen dat gesot huet, ech erënnere mech awer net genau, wien et war, et kann den Här Bodry gewiescht sinn -, mir kéinten, amplaz 2,5 Milliarden d'nächst Joer ze investéieren, 1,5 Milliarden investéieren. Dat wär nach ëmmer méi wéi Däitschland am relative Sënn. An dann hätte mir null Defizit! Hätte mer da gutt geschafft? Ech mengen net. Ech mengen, dass mer besser hunn, dass mer déi Suen investéieren an eis Wirtschaft, an eis Leit, an eis Infrastruktur.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Elo kommen ech zu den Zifferen. Ech wëll den Här Wiseler rassuréieren, ech fannen dat ganz normal, dass mer iwwer Zifferen hei schwätzen. A wann d'Lëtzebuerger Zentralbank aner Zifferen huet, da muss ee sech doriwwer Gedanke maachen. Ech deelen dat.

Ech war och iwwerrascht, dass deen Écart tëschent den Ziffere vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg an deenen, déi de Ministère ausgerechent huet, dass deen esou grouss ass. Duerfir hunn ech och d'Équipe bei mir chargéiert an de leschten Deeg, Kontakt opzehuele mat der Europäescher Zentralbank, mä och mat der Lëtzebuerger Zentralbank, fir ze kucken, wéi dat sech erklärt.

An ech hunn dat och an der Cofibu detailléiert, ganz e bëssen detailléiert, et ass eng komplex Diskussioun, dass een zu engem gewëssenen Deel, zu engem groussen Deel déi Ziffere kann zesummeréckelen, haaptsächlech op véier, fënnef Joer, an de moyen Terme, dann ass den Écart net méi esou grouss wéi dat elo erschéngt. Dat ass emol kloer, doriwwer ass och all Mënsch d'accord.

Eng total Réconciliatioun hu mer nach net. Ech wëll awer och soen, dass de Statec an de leschten Deeg och nach eng Kéier Calculle gemaach huet op Basis vun de leschten Zifferen, déi en huet. An de Statec huet eng Dynamik an déi Ziffere bruecht.

Dir kënnt Iech vläicht erënneren, ech hunn et näämlech ënnerstrach, och an der Cofibu, dass mir eng statesch Berechnung gemaach hunn. Dat heescht, all dat Positivt, wat dës Steiererliichterung an d'Wirtschaft bréngt, hu mer net eragerechent. Mir hunn also eng konservativ, prudent Rechenaart a -weis, eng statesch geholl.

Firwat? Fir justement net de Virworf gemaach ze kréien, dass een do Hypotheesen hëlt, déi contestabel sinn. De Statec huet dat awer gemaach. Hien huet jo och ganz kloer bewisen, dass de Wuesstum gestäerkt gëtt duerch d'Steiererliichterungen, et cetera, an da kënnt en op Zifferen, déi méi no, vill méi no si bei deene vum Finanzministère a vun der Steierverwaltung, wéi déi vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg.

Fir déi, déi méi an den Detail wëlle goen, soen ech: Et ass jo kloer, dass d'Lëtzebuerger Zentralbank eng aner Methodologie huet, d'Methodologie vun den Dépenses constatées, an de Stat nach ëmmer fir säi Budget d'Méthode de caisse hëlt.

A mir mussen d'Méthode de caisse huelen, well mir musse jo wëssen, wat eis Zifferen d'nächst Joer sinn an der Realitéit, an net no engem Kontabilitéitsprinzip, dee méi komplizéiert ass an op mëttelfristeg Zifferen tabléiert. Mir musse jo op Bréissel e Budget schécken, wou mer soen: D'nächst Joer gëtt et 10 Defizit, 20 Defizit, 30 Defizit oder keen Defizit.

An ech mengen, dat einfachst Beispill, fir et ze verstoen, ass, wann een d'Entreprisen hëlt. D'Entreprisë bezuelen d'nächst Joer 2017 Steiere vum Joer 2016 an och nach vun e puer Jore virdrun. Do gëtt also nach déi al Steiertabell gebraucht. Also muss ech als Déchet fiscal fir d'Entreprisë fir d'Joer 2017 net e potenzielle Käschtepunkt draschreiwen, dee vläicht 2020 oder 2021 sech wierklech wäert realiséieren. An ech mengen, domat erkläert een och, dass déi methodologesch Ënnerscheeder net nëmmen abstrakt Saache sinn, mä och eppes mat der Realitéit ze dinn hunn.

En conclusion zum Thema Chiffere wëll ech zwou Saache soen. D'Steierverwaltung huet an de Joren - wärend deenen dräi Joer, wou ech elo mat hinne geschafft hunn -, an de Joren 2014, 2015 an 2016 a Saache Pronosticke maachen, Hypotheese maachen, wat eis Recetten zum Schluss vum Joer sinn, muss ech Iech soen, all Joers eng Punktlandung gemaach! Also, ech kann Iech elo scho soen, fir 2016 gesäit et erëm eng Kéier aus, wéi wa se ganz no beim Projet de budget wäerte leien. Tant mieux! Dat berouegt mech och. An da soen ech mer: Da kënne se sech dach och fir dat, wat an den nächste Jore geschitt, net komplett geiert hunn.

De toute façon, ech sti voll hannert hinnen. Si hunn dat an der Vergaangenheet gutt gemaach, an ech sinn iwwerzeegt, dass se dat dës Kéier och gutt gemaach hunn.

(Brouhaha)

An ech mengen, et ass am Intérêt vun eis alleguerten, dass mer hei keng falsch Ängscht opkomme loossen. Eis Situatioun ass gutt. Et kann een natierlech hyperprudent sinn, wéi d'Lëtzebuerger Zentralbank et ass. Mä et huet kee Wäert, sech selwer domat onroueg ze maachen.

Wann een den Avis vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg liest, wat ech natierlech gemaach hunn, do steet op ganz ville Plazen „ceci est une hypothèse maximale". Dat ass hiert gutt Recht, eng Hypothèse maximale ze huelen, mä et muss ee jo net onbedéngt an déi Richtung goen. Ech mengen, mir solle Confiance ausstralen, net nëmmen als Regierung, mä och als Land, an eis Administratioun Confiance hunn, well dat hëlleft eis alleguer, et hëlleft och eiser Wirtschaft.

Ass dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Minister,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ...ech wëll Iech drop opmierksam maachen, dass d'Zäit Iech fortgelaf ass.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Schonn?

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dir sidd bei 33 an eng hallef Minutten, an um Pabeier stinn der 30.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, ech géif Iech bieden, dann dee schnelle Gank anzeleeën.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech fannen, datt hien dat ganz gutt erklärt huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wat gelift? Wat sot Der, Madamm Polfer?

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech fannen, den Här Minister erklärt dat ganz gutt. D'Leit dobaussen, déi hunn och verdéngt, dat ganz roueg erklärt ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, mä d'Chamber huet och e Reglement, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà!

(Brouhaha général)

Une voix.- Hien erklärt et op alle Fall besser wéi den Här Reding!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech maache méi séier. Ass dës Steierreform ambitiéis genuch? Si ass genausou wéi se soll sinn. Si stellt duer, no eiser Rechnungsmethod, 0,7% vun eisem Räichtum. Ech widderhuelen...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift op der Regierungsbänk!

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha général)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Also, wat ass de Käschtepunkt vun dëser Steierreform? Deen ass 0,7% vun eisem Räichtum. Wann een déi ganz pessimistesch Zifferen, oder aner Methode vun der Zentralbank hëlt, da wären et och nach 1,4% vun eisem Räichtum. Mir ginn dovunner aus, dass et méi no ass bei 0,7%.

Elo vergläichen ech dat net mat deene Reforme vun 2001 an 2002, déi hei oft zitéiert gi sinn, mä mat deem, wat 2008 an 2009 geschitt ass. 2009 ass eng lineär Upassung gemaach ginn, haaptsächlech, an e puer aner Saachen, an de Käschtepunkt vun där Reform war 1,9% vun eisem Räichtum, also vill méi wéi eis, vill méi!

A wat war 2009 lass? Majo, 2009 hate mer eng negativ Croissance vu 5%. An 2008 war och schonn eng Steiererliichterung, déi war 0,8% vum PIB, esou ongeféier dat, wat mir elo dës Kéier maachen. An och dat Joer war eng Croissance vu minus 1%. Dat heescht, an där Period si Steiererliichterunge gemaach ginn an der Héicht vun iwwer enger Milliard, wann ech déi zwee Joer zesummenzielen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Wëssentlech a wëllentlech a mam Accord de la Chambre!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, mä et ass awer gemaach ginn. Et ass gemaach ginn zu enger Zäit,...

(Interruption par M. Michel Wolter)

...wou mer eng Croissance négative haten. Et war och eng ganz speziell Zäit, mir wëssen dat. Et war déi schlëmmste Finanzkris, déi jee war!

Mä ech wëll dat awer hei ënnersträichen, dass mir de Moment an enger besserer Phas sinn. Et geet mir haaptsächlech drëm, ze weisen, well dat net genuch gesot ginn ass, well och vu Verschiddene gesot ginn ass, dass dës Steierreform - an ech insistéieren net ze vill, wien dat alles gesot huet, net onbedéngt haut hei am Sall, mä och déi Deeg virdrun -, dass déi heite Steierreform net kompatibel wär mat enger räsonabeler Finanzpolitik.

Eh bien, ech soen Iech: Dat ass responsabel, well mir dee Sputt hunn, wéi ech virdrun erkläert hunn. Punkt 1.

Punkt 2. Mir hu 4% Croissance. Dat ass also e ganz anert Ëmfeld. An ech mengen, dat muss a Betruecht gezu ginn.

Amendements et motions

Elo kommen ech dann zum leschte Punkt, dat sinn d'Propositioune vun der CSV, woubäi der dräi jo do en évidence gesat gi sinn. Déi éischt war, fir ze soen, dass de Seuil, vun deem un ee Steiere bezuelt, dass dee soll an d'Luucht gesat ginn. Dee Seuil ass haut 11.265 an dee sollt eropgoen op 12.000 Euro.

Ech muss soen, dass ech déi Saach do ganz gutt elo iwwert d'Mëttesstonn considéréiert hunn, mä ech hunn dat an all deene Méint considéréiert, ob mer dann dee Seuil sollten an d'Luucht setzen. A mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer dat net géife maachen, well mer justement eng ganz aner Method gebraucht hunn, déi vum Crédit d'impôt salarié, Crédit d'impôt monoparental a Crédit d'impôt pensionné.

Firwat? Well vun 11.265 bis 12.000 eropzegoen, dat kléngt, wéi wann dat eppes Klenges wär - herno kommen ech nach op de Käschtepunkt ze schwätzen -, mä dat si jo genau déi lineär Upassungen, wéi se soss ëmmer gemaach gi sinn. A mir hu jo dës Kéier bewosst eng aner Method gewielt. A si ass also, déi aner Method, am Géigesaz zu där heiter, méi sozial gerecht, erlaabt engem, den Akzent méi an der Mëtt an ënnen ze setzen. An duerfir fanne mir dat Eropsetze vun deem Seuil keng gutt Iddi.

Wat elo de Käschtepunkt ass vu spezifesch där heiter Saach, wann een de Seuil eropsetzt op 12.000 an duerch de ganze Modell lafe léisst...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir loossen et net lafen.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, ech weess, ech kommen dozou. Jo, jo. Ech soen Iech elo, mir hunn dat ausgerechent. Ech wollt Iech d'Ziffere ginn. Wa mer et duerchlafe loossen, ass et eng Mesure, déi méi wéi 100 Millioune kascht!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir loossen et net duerchlafen!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wann een et dann net wëllt duerchlafe loossen, wat och technesch relativ komplizéiert ass, fir dat ze maachen, da kascht et nawell 39 Milliounen. 39 Milliounen, déi jo dann en plus kommen, well ech hat jo haut de Moien och déi Fro gestallt, déi dote Propositioun kënnt jo on top, en supplément vun deene Saachen, déi mir hei proposéiert hunn.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, däerf ech?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, natierlech.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Mir hunn net déi Méiglechkeeten, déi Dir hutt mat der Steieradministratioun, well mer net den Detail kennen, wéi d'Leit opgedeelt sinn. Mä ech maachen Iech awer eng Rechnung, Här Minister. Ech hunn Iech déi och virdrun en marge vun dëser Sitzung gemaach.

Mir hunn, op Base vun deenen Donnéeën, déi jo der Chamber zur Verfügung gestallt ginn, 478.000 Steierzueler. Dat kënnen der haut e puer weider sinn. Vun deene 478.000 Steierzueler muss een der 100.000 ofzéien, déi tëschent 0 an 10.000 Euro jäerlecht versteierbart Akommes hunn. Déi muss ee jo ofzéien, da si mer op 378.000.

An der Tranche vun deenen, déi tëschent 10.000 an 20.000 leien, ginn et der 59.000. Wann een do seet, mir huelen emol nach d'Halschent vun deenen a mir zéien déi of, da komme mer insgesamt op ronn 350.000 Steierzueler, déi manner Steiere bezuelen, op 735 Euro mol 8%, an dat sinn 58 Euro pro Steierzueler.

Wann een dann déi 350.000 mat 58 multiplizéiert, da kënnt een op 20,3 Milliounen. An ech weess, dass Der mer en marge gesot hutt, Dir wiert och op deeselwechte Chiffer komm. Do ass emol nach net mat aberechent dat, wat een uewen am Tariff - an dat ass jo eis aner Propos gewiescht -, andeem een d'Steiersätz vun 41% an 42% éischter...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Déi kommen nach, ech kommen drop.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...gräifen deet. Ech ginn Iech recht, do spuere mer net d'Welt, well dat ass 1%, wou erofgesat gëtt. Mä déi heite Rechnung, dat ass vun 20,3 op 40 oder 39 Milliounen, mengen ech, dass déi net ganz richteg ass.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, Här Roth, ech hat Iech en marge gesot, ech hätt déi vereinfacht Rechnung do och gemaach. Mä ech hunn elo d'Administratioun gefrot, si solle mer soen, wat den Impakt ass. An d'Administratioun huet mir gesot: Den Impakt ass 39 Milliounen. Dat ass esou.

Wa mer méi Zäit gehat hätten, dat zesummen ze kucken, dat heescht, wann Är Propositioun an der Cofibu gewiescht wier, dann hätt ee jo nach méi Zäit gehat, fir sech domadder ofzeginn. Mä am leschten Ablack esou ass dat e bësse schwéier.

Deen zweeten...

(Interruption)

Deen zweeten Aspekt vun Ärer Fro oder vun Ärer Propositioun ass jo, 41%, 42% méi fréi spillen ze loossen. Bon, dozou hunn ech eng Remarque, dat ass - an ech wäert och de Coût, och doriwwer wäert ech schwätzen -, also zwou Remarquen.

Dat Éischt ass, mir hunn en anere Modell geholl an dat ass e ganze Package, wéi den Här Bodry dat ganz richteg ausgedréckt huet. Mir hunn dee Spëtzesteiersaz bewosst méi héich ugesat. A mir hunn dat och gemaach, méi héich ugesat, well mat deem System, dee mir an eiser Steierreform hunn, ass et esou, dass déi héich Revenuen dës Kéier manner wéi 1% Steiererliichterung kréien. Manner wéi 1%!

Wann ech dat awer vergläiche mat de Steierreforme vun 2008, 2009 oder 2001 oder 2002, ma do hunn déi Leit duebelstelleg Reduktioune kritt. Dat heiten ass och duerfir, wou ech soen, eng ganz gerecht Steierreform. An duerfir brauche mir jo och elo net, well mer net op deemselwechte Räsonnement ware wéi Dir, elo déi 41%, 42% méi fréi spillen ze loossen. De Coût oder den... Net de Coût, mä dat, wat dat géif erabréngen, fir erofzekommen, huet d'Steierverwaltung op 6 bis 7 Milliounen ageschat.

Voilà! Ech hunn elo just erklärt, firwat mir déi do zwou Propositiounen net kënnen esou akzeptéieren, well se en fait d'Philosophie vun eiser Steierreform op de Kapp stellen!

Den drëtte Punkt waren d'„stock options" an da sinn ech och fäerdeg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech géif Iech bieden, da vläicht direkt op d'Motiounen anzegoen. Dann hutt Der...

(Interruptions diverses)

Jo, voilà! Mat den Amendementer a Motioune mateneen, da sidd Der erëm an der Rei mat der Riedezäit.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci. Ech sinn och do ganz séier.

„Stock options". Dass dës Regierung, an et ass en fait op meng eegen Initiativ, wou mer Enn d'lescht Joer eng Circulaire gemaach hunn, déi freet, dass d'Akteuren um Terrain dëst Joer sollen hir „stock option plans", dass se déi sollen der Steierverwaltung mellen. Ech muss soen, dass ech dat och extraordinaire fonnt hunn, dass ech esou eppes hu misse froen!

Well, wéi ech ugefaangen hunn, hunn ech natierlech Froen iwwert d'„stock options" gehat. Ech hu gefrot: „Ma wat stellt dat duer?" Dann hunn ech ëmmer als Äntwert kritt: „Jo, mir wëssen dat net." Also hunn ech déi Instruktioun ginn, an déi Ziffere sinn amgaangen, kollektionéiert ze ginn. Deen Exercice ass nach net fäerdeg. Duerfir ass et och verfréit, fir Konklusiounen ze zéien.

Ech wëll drun erënneren, wat d'Zilsetzung war vun deem Regimm, dee vun der viregter Regierung jo agefouert ginn ass: D'Zil war an ass, Talenter aus dem Ausland op Lëtzebuerg unzezéien, eist Land attraktiv ze maachen. An dat ass och zum Deel gelongen. An dat ass haut am Kontext vum Brexit vläicht nach méi wichteg wéi gëschter.

Duerfir proposéieren ech, dass mer sollen ofwaarden, bis mer d'nächst Joer d'Donnéeën alleguerten hunn, an dann ze kucken, ob dee Regimm och déi Ziler erreecht, fir déi e geschaaft ginn ass, dat heescht, Talenter aus dem Ausland unzezéien.

A wann dat net de Fall ass, oder wann de System net richteg utiliséiert gëtt oder contournéiert gëtt, dass een da Mesuren hëlt. Dat war och souwisou d'Intentioun vun der Koalitioun a vun der Regierung. Duerfir hunn ech jo och Enn d'lescht Joer dat an d'Weeër geleet. An duerfir wär et elo verfréit, fir ze décidéieren, wat ee mécht, ob een dat ofschaaft, ob een do eng Phase de transition huet. Ech kann Iech just soen, ech komme mat deem Sujet bei d'Regierung an den nächste Méint zréck, soubal mer d'Iwwersiicht hunn.

Als Konklusioun géif ech gäre soen, dass dës Reform responsabel ass. Se kënnt am richtege Moment. Se schaaft a stäerkt d'Vertrauen. Se ass gutt fir d'Leit, se ass gutt fir d'Entreprisen, se ass exzellent fir d'Lëtzebuerger Land!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Merci och fir d'Versteesdemech vun der Chamber, dass mer dat Ganzt matenee konnte maachen an der Äntwert vum Finanzminister, Amendementer, Motiounen.

Da géif ech elo zu den Ofstëmmungen iwwergoen. Fir d'Éischt komme mer un d'Amendementspropositiounen, déi vun dem Här Gilles Roth fir d'CSV abruecht gi sinn, wou ech mengen, dass se explizéiert sinn. Zum éischten Amendement, fir de Fräibetrag, éier d'Steier ugeet, vun 11.000 op 12.000 eropzesetzen, sinn dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer iwwert deen éischten Amendement vun der CSV ofstëmmen. Déi mam Amendement d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi net mam Amendement d'accord sinn, also fir de Regierungstext sinn, stëmme mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

A si ass och schonn eriwwer, d'Ofstëmmung: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass den Amendement 1 verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da géife mer zum zweeten Amendement kommen, wat de Corollaire ass vum...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- 1A.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, den 1A vun deem éischten Amendement. Ech mengen, deen ass och erklärt ginn a betrëfft dann d'Spëtzesteiersätz, déi méi fréi asetzen. Mir stellen also och deen zweeten Amendement vun der CSV, deen och den éischten Artikel betrëfft, zum Vott.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiounen.

Ass gewënscht, d'Abstentioun ze begrënnen?

(Négation)

Dat ass geschitt an der Diskussioun. Domat wär deen zweeten Amendement verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Deen drëtten Amendement betrëfft d'steierlech Förderung vun der durabeler Mobilitéit, wou de Steierabattement soll ersat ginn duerch Subventiounen. Här Roth!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President, Dir hutt dat richteg gesot. Deen Amendement ass technesch néideg, well dat sinn déi 5.000 Euro Abattement, déi agefouert ginn, wann een en Elektroauto keeft, respektiv déi 300 Euro, wann een en Elektrovëlo keeft.

Vu dass et der CSV hir Approche ass, dass mir soen, jiddweree soll an de Genoss vun esou enger Subventioun kommen, sträiche mer et hei a mir hunn eng aner Motioun, wou mer soen, mir hätten dat gären ersat duerch eng Subsidiation directe, loosse mer soe vun 2.000 Euro - mir hu kee Montant dragesat -, eng Subsidiation directe, dass jiddwer Bierger, egal wat säi steierlecht Akommes ass, an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung ka kommen, wann en een Elektroauto oder een Elektrovëlo keeft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Géif ee se och kréie fir e Vëlo ouni Elektro?

(Hilarité)

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: Mir hu 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass deen drëtten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

A mer géifen iwwert den Ensembel vum Gesetz 7020 ofstëmmen. Wie fir dee gesamte Projet ass, stëmmt mat Jo, a wien dergéint ass mat Neen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7020 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

(Interruption)

D'Regierung stëmmt net mat of.

Dann ass d'Ofstëmmung eriwwer a mer hunn 32-mol Jo an 28-mol Neen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat ass de Projet adoptéiert.

(Interruptions diverses)

Normalerweis gëtt de Vott vun der Chamber net kommentéiert vun der Regierung.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ech mengen, dat ass scho laang net méi esou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà! Da géife mer feststellen, dass de Projet adoptéiert ass.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An ech géif d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen.

(Assentiment)

Jo, ech géif soen, dass et eng liicht Majoritéit ass fir d'Dispens. Merci.

A mer géifen dann zu de Motiounen iwwergoen.

(Concertation interne)

Motions

Da géife mer zu de Motiounen iwwergoen. Den Här Roth, den Auteur, huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Bon, ech mengen, Här President, et ass net méi vill dozou ze soen. Ech hat de Moien d'Motivatioun explizéiert, firwat dass mir wëllen de Regimm vun den „stock options" ofgeschaaft hunn, d'Circulaire. Mir hunn elo vun dem Finanzminister héieren, dass hien net bereet ass, dat ze maachen. Dat schéngt dann de Choix vun der Regierung a vun dëse Majoritéitsparteien ze sinn.

Mir sinn der Meenung, dass dat e fundamental ongerechte System ass. Et kann net sinn - et kann net sinn! -, dass de Spëtzeverdénger, dee vun deem System hei profitéiert, dass dee 17% Steieren op senger Joresprimm bezilt op engem Montant, deen iwwer 100.000 Euro erausgeet. An et kann net sinn, dass de Beamten, de Salarié, dass deen op sengem 13. Mount, op senger Joresprimm, d'Halschent dovu Steiere bezilt. Dat ass fir eis eng sozial Ongerechtegkeet! Et ass e System, deen ass inégal.

An ech fannen och, dass et dem Finanzminister net gutt zu Gesiicht steet, wann en engersäits iwwert d'Transparence fiscale op internationalem Plang schwätze geet, an heiheem...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! Just den Här Roth huet d'Wuert. En huet fënnef Minutten Zäit, fir d'Motioun ze erklären. Also, wann ech gelift!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...dass de Finanzminister engersäits op internationalem Plang d'Transparence fiscale wëllt ënnersträichen, wat mer ënnerstëtzen, an dass e fir déi Transparence fiscale hei zu Lëtzebuerg net suergt. Hien ass amgaangen, dat huet e selwer gesot, zënter engem Joer, zënter Dezember 2015, fir d'Donnéeën eranzehuelen. Mir sinn der Meenung, dass et no engem Joer Zäit ass, fir déi Donnéeën eranzehuelen. D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem...

(Interruptions diverses)

D'Leit wëssen dobaussen, wat mat deem System lass ass. An de Bierger dobaussen, dee muss géint Loun a Gehalt schaffe goen,...

(Brouhaha général)

...dee muss d'Suen dem Stat ofginn. Dee verdréit déi Ongerechtegkeet net!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Si hunn dat dach agefouert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift! D'Kolleegen, déi eppes ze soen hunn, maachen et wéi den Här Bodry a si froe sech d'Wuert.

(Brouhaha)

Den Här Bodry huet d'Wuert an dann den Här Berger.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also, ech wollt mech net zu deem ganze Punkt zu Wuert mellen, mä wéinst där gespillten Entrüstung vum Här Roth, deen elo plëtzlech deen dote System entdeckt, wou en awer misst wëssen an anere Fonctiounen, déi en hat - hie war jo ee Moment kuerz Zäit Fraktiounspresident vun der CSV an dësem Haus -, dass an der viregter Koalitioun dat doten e groussen Diskussiounspunkt war, net nëmmen eng Kéier, mä e puermol, an dass sengerzäit mat der CSV un en Ofschafe vun deem System net ze denke war.

Plusieurs voix.- Aha!

(Applaudissement)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dass no laangen Diskussiounen - no laangen Diskussiounen! - schlussendlech en Accord fonnt gi war, fir vu 7,5% op 17% Besteierung eropzegoen. Mir hate méi wéi dat Duebelt gefrot als LSAP an den interne Koalitiounsverhandlungen, wëll ech dozou soen.

Ech wonnere mech: D'CSV ass um Ursprong vun deem ganze System.

Plusieurs voix.- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass een CSV-Finanzminister, deen derfir gesuergt huet, dass ab dem Joer 2002 déi Circulaire komm ass, déi iwwerhaapt dee System do hei zu Lëtzebuerg agefouert huet. Et sinn CSV-Finanzministere gewiescht, déi refuséiert hunn - déizäit, wéi se d'Soen haten, hätte se et kënne mat engem Fiederstréch maachen -, fundamental deen dote System a Fro ze stellen.

An elo geet dës Regierung hin a probéiert emol Uerdnung an dat Ganzt eranzebréngen. Si probéiert dat ze maachen, wat den Här Frieden hätt missen iwwer Circulairë scho laang initiéieren, emol d'Donnéeën ze kréien - well et gëtt jo ëmmer hei spekuléiert, wéi grouss dee Phenomeen do ass -, emol d'Donnéeën ze kréie vun de Betriber selwer, fir dass gewosst ass: Wat gëtt et vun neie Systemer, wat sinn déi besteeënd Systemer, déi nach lafen?

An opgrond vun deem wäert dës Koalitioun eng Décisioun huelen. A fir d'LSAP ass et ganz kloer, wa sech dat bestätegt, wat eenzel Leit behaapt hunn, dass do wierklech Abuse gedriwwe gi sinn, dass deen heite System wäit iwwert dat Zil erausgeschoss wier, wat en urspréinglech hat, da wäerte mir dee System do reforméieren. Do kënnt Der Gëft drop huelen!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Berger.

Une voix.- ...och nach beim OGB-L Äre Rot...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Hei, wann ech gelift! Wann ech gelift, nach e bësse Gedold. Mir hunn déi Diskussioun iwwer e ganz wichtegt Gesetz bis elo an engem ganz gudde Klima eriwwerbruecht. Da lauschtert wann ech gelift dem Här Berger no!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, ech sinn och e bëssen erstaunt, datt den Här Roth elo fënnt, datt een hätt kënnen an deene leschte sechs oder aacht Méint - wou de Meritt awer hei beim jëtzege Finanzminister läit, fir deen Dossier op de Leescht ze huelen -, datt also do elo scho sollen Zuele virleien.

A wéi mer elo grad héieren hunn, datt jo eigentlech schonn awer d'Geleeënheet do war bei de viregte Finanzministeren, fir dat ze maachen, respektiv datt se déi 14 oder wéi vill lescht Joren eigentlech do d'Geleeënheet haten, vill Zäit haten, fir dat ze analyséieren an eventuell ze abrogéieren, da sollte mer eis also elo déi puer Wochen oder Méint ginn, fir dat a Rou fäerdeg ze maachen. Dann hu mer all d'Zuelen um Dësch an da wäerte mer sécherlech, dat ass vum Minister gesot ginn, dat ass och vun de Koalitiounspartner hei gesot ginn,

wäerte mer da sécherlech déi néideg Schrëtt ënnerhuelen.

An duerfir, mengen ech, an deem Sënn: Kommt, mir huelen eis nach déi kleng Zäit an da wäerte mer de Bilan maachen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert dëse Moment als een, deen an den Diskussiounen 2012 derbäi war an dee sech och nach un 2002 kann erënneren an deen elo grad just de Finanzminister héieren huet, wéi esou oft, leider nëmmen den hallwe Saz soen. Well de System, wéi en 2002 agefouert ginn ass a wéi en 2012 verschäerft ginn ass, ass net e System gewiescht, fir eng Incitatioun ze bréngen, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen, mä et war eng Incitatioun, fir Leit op Lëtzebuerg ze bréngen an duerno, an deene Joren duerno, um Wäertzouwuess vun hirem Betrib sech kënnen ze bedeelegen.

Et war also ganz kloer eng Mesure, déi keng Mesure war um Niveau vum Revenu, mä et war eng Mesure um Niveau vu Betriber, déi op Lëtzebuerg sollte kommen, déi sech hei zu Lëtzebuerg sollten etabléieren, a wou deejéinegen, deen dann op Lëtzebuerg sech physesch transferéiert huet mat sengem Betrib a mat sengem Know-how, sollt no enger gewëssener Zäit, an deemools ass vu fënnef Joer, siwe Joer, néng Joer geschwat ginn, sollt also um Zouwuess vum Wäert vum Betrib insofern bedeelegt ginn, dass en eng Steier géif bezuelen, déi manner héich wär wéi den Impôt sur le revenu.

Une voix.- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech wëll dat wierklech soen, well hei Jenni a Menni matdiskutéiert...

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Kolleegen!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, jo. Ech hu just d'Impressioun, Här President, dass zwar all Mënsch dat dote weess, just dass an där leschter hallwer Stonn ausser mir keen dat doten esou erkläert huet.

(Interruptions diverses)

Neen, Dir wësst alles. Jo, jo. Ech kommen also, Här President...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wolter, erkläert Dir weider!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Entschëllegt, Här President, ech kommen dann erop.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Andeem ech dem Här Ekonomiesminister Merci soe fir déi désobligeant Remarque, déi en elo gemaach huet. Jo, jo, gratis. Merci, Här Wirtschaftsminister.

Et muss ee sech also d'Froe stellen, déi mer eis 2012 gestallt hunn - och dat hätt den Här Bodry roueg kënne soen -, jo, well mir hunn eis 2012 zesummegesat a mir hunn eis d'Fro gestallt, ob de System, deen 2002... An zu deem System stinn ech haut nach!

Ech stinn zu deem System och haut, dass, wann s de Leit hues, déi op Lëtzebuerg kommen, déi Betriber bréngen, déi näischt wäert sinn - näischt ass net pejorativ -, mä an deem Moment nach näischt wäert sinn an déi duerch hir Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg e Wäertzouwuess kréien, déi Leit astellen, wou Steiere bezuelt ginn, an et kënnt herno zu enger Resolutioun oder zu engem Weiderverkaf, wéi och ëmmer, vum Betrib, dass een deenen um Niveau vun de Steieren d'Méiglechkeet gëtt - fir Lëtzebuerg attraktiv ze maachen -, soen ech lech, geschitt weltwäit. Weltwäit!

Une voix.- Mä Dir...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Et ass de System, entschëllegt, et ass de System vum Silicon Valley eigentlech kopéiert, do stinn ech dozou. Mä dass et eng Mesure ginn ass, wou entretemps no sechs Méint d'Leit - no sechs Méint! -, d'Leit, opgrond vun enger Circulaire, hir Pai sech modelliséieren, fannen ech net méi normal. Dat hunn ech 2012 schonn net méi normal fonnt.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo! An dunn ass et vu 7% op 17% an d'Luucht gaangen, hutt Der selwer gesot. Also, et ass eng éischt Korrektur komm.

Sot also net, et wär 14, 16, 20 Joer näischt geschitt. Et ass 2012 eppes geschitt. A mir sinn der Meenung...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech hu guer net gesot...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, neen! Ech hu par rapport zu Leit räsonéiert, déi hei gesot hunn: „Dir hat 15, 16 Joer Zäit, fir et ze maachen." Mir hunn...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Dat hunn ech net gesot.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir hunn 2012 - Här Bodry, do si mir zwee eis eens, et ware véier Leit derbäi, déi dat diskutéiert hunn -, mir hunn 2012 gesot, mir änneren dat, andeem mer zumindest elo emol eropginn op 17% an da kucke mer. Or, elo si mer véier Joer hannendrun (veuillez lire: duerno/méi spéit).

A wann ech awer matkréien am Circuit, ganz éierlech, dass domadder hauséiert gëtt, dass Études d'avocats hire Betribssystem änneren, dass déi sech als Gesellschafte constituéieren, fir dass d'Leit no sechs Méint kënnen e gudden Deel vun hirer Pai - bis zu zwee Drëttel vun hirer Pai, gëtt mer gesot - änwert deen heite System ofsetzen, an nach en Drëttel vum System eigentlech iwwer eng normal Pai, dass de fixen Deel vun der Pai a gewëssene Banken nach en Drëttel oder e Véierel vum System ausmécht, an deen heite System eigentlech dräi Véierels vun der Pai ausmécht, da kënnt Der de Spëtzesteiersaz op 60% setzen.

Wann 80% vun deene Leit, ëm déi et geet, eigentlech op deem Deel, wou se sollten 42% an 43% Steiere bezuelen, nëmme 17% Steiere bezuelen, fannen ech perséinlech dat, an elo kënnt Der honnertmol jäizen, fannen ech dat onmoralesch!

Plusieurs voix.- Dir net eleng!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech fannen et ongerecht an ech sinn net deen Eenzegen, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Net momentan elo. Dir...

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech si wierklech net deen Eenzegen. Ech soe just, an ech sinn och nach domadder d'accord, dass den Här Finanzminister nach e Joer brauch...

Une voix.- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Selbstverständlech!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mä et kann net sinn - et kann net sinn! -, a wa mer eis doriwwer eens sinn, dann ass alles an der Rei.

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat konnt och scho viru véier Joer net sinn!

(Brouhaha général)

Une voix.- Ass dat elo dem Här Wolter seng Meenung eleng, oder wéi?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also, mir hunn am Moment eng Motioun virleien...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat hei ass kee Vott iwwert d'Vergaangenheet, dat hei ass e Vott iwwert d'Zukunft!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Mir hunn eng Motioun virleien, wou d'Chamber sech net schéngt eens ze sinn. Mä beim Prinzip schéngt se sech awer vill méi no ze kommen. Ech géif duerfir proposéieren, dass mer elo emol iwwert déi Motioun ofstëmmen an da kucken, wéi mer Eenegkeet kënne fannen, fir Saachen ze verhënneren, wou jiddweree schéngt der Meenung ze sinn, dass déi net an der Rei sinn.

Voilà! Da géife mer elo emol iwwert d'Motioun 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Dir sidd méi séier wéi ech. D'Ofstëmmung ass amgaangen. Elo sti mer bei 59. Kréie mer nach dee 60ten? Jo, mir hunn en.

Also 60-mol ofgestëmmt: 28-mol Jo, 32-mol Neen. An ni ware mer esou no beieneen.

Voilà! Dat gesot, ass d'Motioun 1 awer trotzdeem ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mer géife bei déi zweet Motioun kommen, déi de Corollaire ass vum Amendement, wann ee kee Steierabattement gëtt fir d'Mobilité douce oder durable, da wëllt een dat ersetzen duerch eng direkt Subventionéierung. Dat ass den Enjeu vun der Motioun.

Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net, mat Neen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Wëllt een d'Abstentioun motivéieren.

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da si mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert d'Steierreform ukomm an ech soen lech alleguer Merci fir déi gutt an intensiv Diskussiounen an och fir déi responsabel Aart a Weis, wéi mer iwwer large Strecke mateneen eens gi sinn.

Kolleegen, et ass net esou oft, wou mer hei an eisem Parlament op Englesch eriwwerwiesselen.

3. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro

Dear colleagues, I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency…

Wann ech gelift, Kolleegen, bleift heibannen oder gitt eraus!

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- I have the pleasure and the honour of welcoming on the visitors' gallery his Excellency Mr Ivan Brajović, speaker of the parliament of the Republic of Montenegro, and his Excellency...

(Applaudissement)

…Mr Ambassador Vladimir Radulović as well as their delegation.

Montenegro is a young republic with approximately the same population as Luxembourg, with a little bit more inhabitants. They are about 600.000 souls, and former Montenegrin countrymen represent a strong community of more or less 8.000 people in Luxembourg.

Dear speaker, you have come to our parliament to assist the debate and the vote concerning the accession of Montenegro to the NATO. Your presence, dear colleague, underlines the importance your country attaches to this agreement and to possible future agreements with the European Union. We understand your interest because your country has been struck some 20 years ago by a civil war. So it's important for us, who have been lucky not to be living in a war situation for almost 80 years, to learn from your experience and to tell our younger people that peace is not given, but we have to fight for it every day and to make all efforts to cease war in each part of the world.

Thank you for coming.

And now the floor is um Claudia Dall'Agnol, fir de Rapport zum Projet de loi 7029 iwwert de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO ze realiséieren. Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

4. 7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Thank you, Mr Chairman. Här President, léif Invitéen, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President huet dat a senger Einleitung richteg gesot: Bei dësem Projet geet et ëm de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO.

Ech wollt Iech e puer Wuert zur NATO-Erweiderung soen. Dir wësst, dass bei der NATO de Prinzip vun der Ouverture e fundamentaalt Element ass aus dem Traité vu Washington, dem Grënnungstraité vun der NATO also. Säin Artikel 10, dee seet, an ech zitéieren deen elo: «Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au traité tout autre État européen susceptible de favoriser le développement des principes du présent traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. Tout État ainsi invité peut devenir partie au traité.» Enn vum Zitat.

Am Dezember 2015 ass duerch eng gemeinsam Deklaratioun vun den Ausseministeren dëse Prinzip nach eemol réaffirméiert ginn. Dat ass dann elo déi siwente Kéier, wou d'Zuel vun den NATO-Memberlänner méi grouss gëtt.

No der Grënnung vun 1949 ass se déi éischte Kéier erweidert ginn 1952, wou Griichenland an d'Türkei bäigetratt sinn, 1955 d'Bundesrepublik Däitschland, 1982 Spuenien, 1999 déi Tschechesch Republik, Ungarn a Polen, 2004 Bulgarien, Estland, Lettland, Litauen, Rumänien, Slowenien an d'Slowakei. An zu gudder Lescht sinn 2009 nach Albanien a Kroatien derbäi komm. Mir sinn also elo zu 28 an der NATO. A wa Montenegro bis Member ass, da si mer natierlech zu 29.

D'NATO-Erweiderung vu Montenegro schreift sech an an eng Stabiliséierungspolitik um Balkan. D'Perspektiv vun engem NATO-Bäitrëtt an de Wëllen och vum Kandidateland, sech der euro-atlantescher Communitéit unzeschléissen, huet et dësem Land erlaabt, seng demokratesch, politesch, ekonomesch an och militäresch Reformen ze accéléréieren a se och ze konsolidéieren.

Et ass vläicht och nach wichteg ze erwänen, dass dës Länner och derfir musse suergen, dass den Traitement vun hire Minoritéiten den Direktive vun der OSCE ugepasst ass.

Säit 1999, nom NATO-Sommet zu Washington, gëtt et och ee sougenannte MAP. MAP steet fir „membership action plan". Dat ass e Programm vu Berodung, wat d'Assistance technique ugeet, mam Objektiv, d'Kandidatelänner op eng eventuell Adhésioun virzebereeden. Dëst ass awer elo net eng einfach Oplëschtung vu Bedéngungen, déi ze erfëlle sinn, mä et ass e Prozess, fir dass d'Länner eben hir Ziler, déi se am Plang hunn, och kënnen erreechen. Esou e MAP gesäit och kee fixen Délai vir, fir de Lancement vu Pourparleren, wat d'Adhésioun dann ubelaangt, an e MAP ass och keng Garantie fir eng Adhésioun.

Éier e Land awer iwwerhaapt invitéiert gëtt, fir esou e MAP, esou en „membership action plan" ze maachen, gëtt et nach eng ganz Rëtsch aner Relatiounen a Programmer, déi d'NATO offréiert, wéi zum Beispill den „partnership for peace", wou d'Länner hir Interopérabilitéit an hiert Wëssen iwwert d'NATO léieren an och hiert Wëssen iwwert d'NATO verbessert gëtt.

Am MAP kënnt et dann zu de regelrechte Reforme vun den Arméien, zum Renouvellement vun hiren Équipementer an och zu der Adaptatioun vun den Doktrinne vun hiren Arméien. De MAP gëtt individuell fir all Land erstallt an enthält och Reformen, déi iwwert de renge militäreschen Aspekt erausginn, zum Beispill och de juristesche Volet betreffen. Montenegro ass

iwwregens am Dezember 2009 schonn invitéiert ginn, e MAP ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären Invitéen, Montenegro wëllt sech an déi europäesch an euro-atlantesch Strukturen integréieren, well et dodran eng Garantie gesäit fir d'Sécherheet, d'Stabilitéit, mä awer och fir d'Prosperitéit. Dës generell Ausriichtung vun der Politik a Richtung Europa gëtt och vun alle grousse Parteie gedroen a vun enger grousser Majoritéit och vun hire Bierger.

Och wann de Rhythmus vum Adhésiounsprozess an d'EU an deen an d'NATO net ëmmer deen nämlechten ass, esou gëtt et awer eng Rëtsch Gemeinsamkeeten. Béid favoriséieren eben d'Emsetze vun de wichtege Reformen um politeschen, wirtschaftlechen an eben natierlech och um Sécherheetsplang.

Erlaabt mer vläicht e puer Informatiounen iwwer Montenegro. Eng huet de President mer scho virdrun ewechgeholl, näämlech dass se bal esou vill Awunner hu wéi mir, e bësse méi, 625.000 sinn déi neisten Zuelen, déi ech fonnt hunn. An et ass e Land vu bal 14.000 km².

Ech mengen, Dir kennt also och all d'Geschicht, déi Montenegro nom Jugoslawien-Krich hat. Bis den 3. Juni 2006, wou et onofhängeg gouf, war et Deel vun der Communautéit Serbien-Montenegro, mä an engem Referendum hate sech d'Biergerinnen an d'Bierger fir d'Ofspaltung an eben d'Onofhängegkeet ausgeschwat. An de 15. Dezember 2008 dunn huet Montenegro offiziell seng Kandidatur gestallt, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Wichteg ass et vläicht ze ënnersträichen, dass Montenegro eng Arméi huet, déi a Friddenszäiten aus engem theoreteschen Effektiv vun 1.712 Zaldoten an 283 Memberen Zivillpersonal besteet, dass hir Truppe souwuel u Land, zu Waasser an an der Loft agéiere kënnen. Si stellen och 14 Leit bei der NATO-Afghanistan-Missioun mam Numm „Resolute Support" a se sinn och bei verschiddenen EU-Missioune wéi am Mali oder bei der EUNAFOR MED Sophia derbäi. Hir Ausgabe fir d'Défense leie bei 52,12 Milliounen Euro, soit 1,59% vum BIP vum Joer 2014. An et ass virgesinn, dass se op 1,82% vum BIP 2016 steige sollen, dat virun allem fir d'Modernisatioun vun den Équipementer ze realiséieren.

D'Preparatioun vu Montenegro fir dësen NATO-Bäitrëtt war e laange Prozess. Nieft de Reformen an der Défense an am Sécherheetssektor hu se och missen eng ganz Rëtsch vun demokrateschen Norme respektéieren. Si se virgaange géint Korruptioun an och d'organiséiert Kriminalitéit. Se hunn och hir Justiz reorganiséiert a se hu missen hir ëffentlech Verwaltunge verbesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Invitéen, Montenegro ass net déi éischt fréier jugoslawesch Republik, déi der NATO bäitrëtt. 2004, wéi gesot, war et scho Slowenien an 2009 Kroatien. Ech mengen, d'Adhésioun vun dëse Länner huet awer eng staark symbolesch Dimensioun an deem Sënn, dass an deene Länner an den 90er Joren, wat jo nach net allze laang hier ass, nach e schreckleche Krich war.

Ech kommen zum Ofschloss. Nach ganz séier e puer Formalitéiten. Ech weess, et war fir jiddwereen heibannen e laangen Dag. Dëse Projet gouf den 2. August 2016 vum Ausseminister déposéiert. Den 19. September krute mer de Projet dunn an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt, haten eng gutt an och eng wichteg Diskussioun iwwert dëse Bäitrëtt. An der Sitzung gouf ech dunn och zur Rapportrice vun dësem Projet genannt. Den Avis vum Statsrot, dee koum de 15. November. En huet och keng Observatioun formuléiert a recommandéiert dann och d'Adoptioun vun dësem Projet. Mäi schréftleche Rapport gouf den 23. November an der Kommissioun ugeholl. An ech sinn iwwerzeegt, dass den NATO-Bäitrëtt vun dësem Land e wesentleche Bäitrag zur Sécherheet a Stabilitéit an Europa leeschte wäert.

D'NATO, an dat wësst Der, mengen ech, alleguer, ass méi wéi e rengt Verdeedegungsbündnis. Se ass och eng breet ugeluechten transatlantesch Wäertegemeinschaft, déi op de Prinzipie vun Demokratie, individuell Fräiheet a Rechtsstaatlechkeet berout.

Dat gesot, hätt ech meng Aarbecht mat mengem mëndleche Rapport als Rapportrice hei ofgeschloss. An ech géif Iech herno alleguerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bieden, dëse Projet dann och ze stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. Dann huet d'Wuert den Här Jean-Marie Halsdorf, deen och eise Chef de délégation ass am NATO-Parlament. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Sou ass et. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Invitéen, haut ass am Fong geholl de Vott vun dësem NATO-Bäitrëtt vu Montenegro fir eis eng Formalitéit, well den Artikel 10 vum Traité vun der NATO, dee gesäit vir, dass unanime mussen all d'Länner d'accord sinn, wann een anert Land soll bäitrieden. Montenegro ass dat 17. Land, wat elo dann... Also mir sinn dat 17. Land, dat votéiert, fir Montenegro an d'NATO opzehuelen.

Dass dat fir si am Fong geholl awer, fir dat Land eng aner Geschicht ass wéi fir eis, beweist, dass hire Chamberspresident oder de President vun hirem Parlament haut hei bäi eis ass. A wann een dann och noliest, wéi wichteg dat heite fir si ass, dee Bäitrëtt ass, da versteet een am Fong geholl, wéi si hir Zukunft gesinn.

Si hunn am Joer 2006, et ass elo grad gesot ginn, hir Fräiheet kritt. Si sinn zéng Joer elo onofhängeg a si hu sech och direkt an hiren Agenda geschriwwen, fir de Bäitrëtt bei der NATO unzestriewen an duerno dann och eventuell an der EU de Bäitrëtt ze erreechen. Dat ass hiren Agenda.

Deen ass méiglech ginn, wéi 1994 zu Bréissel d'NATO décidéiert huet, fir eng Osterweiterung ze maachen an der Vergréisserung vun der NATO. Säitdeem sinn zwielef Länner aus dem Oste vun Europa bäigetrueden, wéi d'Madamm Rapportrice - där ech Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport - gesot huet. Do si Slowenien a Kroatien derbäi, mä och Albanien, en Nopeschland, ass och schonn an der NATO a si sinn elo dat 13. Land, dat am Fong geholl da fräigeschalt gëtt, fir an d'NATO ze kommen.

D'NATO huet zwee Standbeen, mir hunn et gesot: ee Standbee fir d'Sécherheet vun den eenzelne Länner, den Artikel 5, dee spillt, wann eng Reaktioun kënnt, wou een deen anerem hëlleft. An dann awer och dee politesche Volet mat der Wäertegemeinschaft. An et ass wichteg, déi ëmmer nees ervirzesträichen, mat dem Respekt fir demokratesch Normen, mat der individueller Fräiheet vum Eenzelnen an dem Rechtsstat, déi mussen uewen op der Lee stoen, wann ee wëllt am Fong geholl NATO-Member sinn a wann ee westleche Wäerter sech verschreift.

Dat heescht dann awer och, géint d'Korruptioun kämpfen, géint déi organiséiert Kriminalitéit. Dat heescht, wéi d'Madamm Rapportrice dat och gesot huet, d'Justiz reorganiséieren an déi ëffentlech Verwaltung verbesseren.

Mä zwëschent Realitéit an Theorie ass et wéi esou oft am Liewen net ëmmer d'selwecht. An ech wëll gären déi Klamer opmaachen a mer d'Fro stellen, wéi zum Beispill d'Türkei, déi och en NATO-Member ass, wéi et do ass mat dem Rechtsstat, mat den individuelle Fräiheeten a mat den demokrateschen Normen. Et ass sécherlech derwäert, emol eng Kéier dëst ze hannerfroen, a mir maachen dat jo och vun Zäit zu Zäit hei an der Chamber.

Tatsaach ass also, dass mer haut Montenegro an d'Famill vun der NATO erastëmmen.

Tatsaach ass, dass dat en éischte Schrëtt fir si ass, well si wëllen och, an dat kann een och noliesen, an d'PSDC, an der Politik vun der Sécurité an der Défense commune vun der EU sech aschreiwen, oder se hu sech déi och op den Agenda geschriwwen. Dat Ganzt soll eben zur Stabilitéit vum Balkan an och vun hirem Land bäidroen.

Wat mir opgefall ass, dat ass, dass si effektiv bal 2% vun hirem PIB elo scho fir Sécherheet ausginn. Mir wëssen alleguerten, dass an den USA en neie President kënnt, dee senges Numm Trump heescht, an hie fuerdert vun den EU-Länner, och méi Suen auszegi fir d'Défense. Et muss een emol kucken, wéi dat da sech herno realiséiert.

Tatsaach ass, dass mer hei e klengt Land hu mat 650.000 Awunner, 5-mol esou grouss wéi Lëtzebuerg, dat also och versteet, dass dat heiten eng grouss Chance ass fir si, der NATO bäizetrieden.

An dofir kann et och nëmmen esou sinn, dass d'CSV hiren Accord gëtt fir dëse Projet de loi, deen da soll dëse Bäitrëtt ratifizéieren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Halsdorf. Den Här Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Invitéen, och am Numm vun der LSAP wëll ech der Rapportrice Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wollt Iech just hei soen, dass ech a menger laangjäreger Erfahrung als Member vum NATO-Parlament, wou ech ganz aktiv sinn an enger Kommissioun iwwert déi zivill Dimensioun vun der Sécherheet an iwwert d'Gouvernance démocratique, de Prozess vun der euro-atlantescher Integratioun vu Montenegro ëmmer konnt verfollegen.

Et ass ugaange mam PFP, „partnership for peace" 2006, an du mam Membership-Action-Plang 2010. Mir hunn do als Parlamentarier kënnen, mat de Kolleege vu Montenegro zesummen, gesinn, wéi si hir Institutiounen, déi mat Sécherheet ze dinn hunn, hir Arméi, hiren Défense-Ministère, do eng ganz Rei vu wichtegen demokratesche Reforme gemaach hunn an och vill Reforme gemaach hunn, wat d'Lutte géint d'Korruptioun an d'Criminalité organisée betrëfft.

Montenegro mécht och mat bei „Resolute Support", Montenegro mécht, genau wéi Lëtzebuerg, mat bei der EU TM Mali an och an der EUNAFOR MED Operatioun Sophia, wou mer jo dann zesummen als Lëtzebuerger och matmaachen.

Déi euro-atlantesch Integratioun vun de Länner aus dem Westbalkan, mengen ech, ass wichteg fir d'Stabilitéit, net nëmmen an där Regioun, mä iwwert déi Regioun eraus och fir ganz Europa. An dat erënnert eis drun, dass d'Integratioun vun Europa net nëmmen e wirtschaftleche Projet ass, mä och e Projet vu Fridden, wat leider vill Leit an der Lescht vergiess hunn.

Déi aussepolitesch Kommissioun verfollegt awer och deen aneren Integratiounsprozess vu Montenegro, an zwar de Prozess an d'EU eran. Mir kréien all Joers déi Rapporten, d'Progrès-Rapporten.

A Montenegro ass och dat éischt Land, mat deem d'Europäesch Kommissioun deen neie System vu Bäitrëttsprozess an Dialog ugefaangen huet, dee sech op dat Wesentlecht konzentréiert a seet: dat Wesentlecht fir d'Éischt. Dat sinn déi wichteg Kapitelen 23 a 24 vun der Rechtsstaatlechkeet, d'Grondrechter, d'Stäerkung vun den demokrateschen Institutiounen, d'Reforme vun den ëffentleche Verwaltungen.

Dat si wichteg Reformen, déi an deem Land gemaach ginn, an dat ass e wichtegen Incentive. An dofir kann ee sech nëmme freeën iwwert déi Efforten, déi gemaach ginn. Dee Rapport ass dëst Joer positiv ausgefall. Mä et gëtt awer och ënnerstrach, dass nach e wäite Wee och ze maachen ass. A mir wënschen de Kolleegen aus Montenegro do ganz, ganz vill Erfolleg.

Ganz positiv an deem leschte Rapport war iwwregens dat exemplarescht Resultat vu Montenegro, wat säin Alignement zur PESC, zu der Politique européenne de sécurité commune ubelaangt: Do huet Montenegro sech zu 100% alle Positiounen an Deklaratioune vun der Europäescher Unioun alignéiert.

Dat gesot, ginn ech och den Accord hei vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. Den Här Graas huet elo d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass fir eis als Demokratesch Partei ganz kloer, datt mer nach wie vor hannert der NATO stinn. Dat ass fir eis e ganz wichtegt Verteidegungsbündnis.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt d'NATO och nach aner Missiounen ze erfëllen huet. D'NATO dréit och dozou bäi, datt verschidde State kënnen awer besser de Wee a Richtung vun engem Rechtsstat fannen.

Elo kann ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat mer haut Jo soen zu enger neier Memberschaft an der NATO vun engem Land wéi Montenegro. Dat gëtt den 29. Memberstat. Mä wann een d'Entwécklung vu Montenegro kuckt, da muss een awer do eng ganz Rei positiv Saache gesinn.

Ech wëll drun erënneren, Montenegro ass jo awer Member vun der OSZE. Montenegro ass och Member vum Conseil de l'Europe, wat also scho beweist, wat fir e Geescht sech an deem Land do entwéckelt huet. Mir gesinn also do schonn eng positiv Entwécklung. Mir wëssen, datt natierlech um Wee zu engem Rechtsstat, esou wéi mir dat gesinn, esou wéi mir d'Norme setzen, datt dat nach gewëssen Efforte wäert mat sech bréngen. Trotzdeem ass et awer fir eis hei eng wichteg Décisioun, déi geholl gëtt.

D'NATO muss och an Zukunft staark bleiwen. Mir hoffen, datt och no den amerikanesche Wahlen d'NATO nach wie vor wäert op de Support vun där anerer Säit an deem Mooss ziele kënnen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Mir sinn och der Meenung, datt all déi Länner, déi a Fridde liewe mat hiren Noperen, éischter en Usproch hunn, fir kënne Member vun der NATO ze ginn. Ech wëll och hei ofschléissend dann nach eng Kéier betounen, datt d'NATO, wéi gesot, awer och fir eis a Westeuropa eng ganz wichteg Missioun ze erfëllen huet.

Eise Stat, Lëtzebuerg huet och ganz grouss Efforten an deene leschte Jore gemaach, fir de Participatiounstaux eropzesetzen, wat mer begréissen. Ech wëll net op déi eenzel Detailer elo agoen. Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint hei eng Rei Gesetzer gestëmmt, déi an déi Richtung ginn. D'Demokratesch Partei, d'DP, steet, wéi gesot, zu där Entwécklung.

An ech wëll awer och ofschléissend der Madamm Rapportrice, dem Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir säin interessante mëndlechen an och schréftleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Den Här Kartheiser an dann den Här Wagner.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, entschëllegt! Entschëllegt, et gëtt och spéit fir mech. Den Här Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech maachen et och kuerz. Ech wollt der Rapportrice Merci soen an och menge Virriedner, well si esou ausféierlech waren. Selbstverständlech si mir och frou, datt d'NATO ee Member kritt, dee vun der Gréisst hir zwar 5-mol esou grouss ass wéi Lëtzebuerg, mä vun der Awunnerzuel d'selwecht ass. An ech mengen, dat weist jo och drop hin, datt d'NATO net onbedéngt Montenegro brauch, mä datt Montenegro sech méi sécher spiert, wann et am Kader vun der NATO opgehuewen ass. Dat begréisse mer.

Ech ginn och elo net op d'Osterweiterung vun der NATO an. Ech mengen, mir kréien nach eng Kéier eng Interpellatioun, wou mer kënnen déi Saachen am Detail diskutéieren.

Et war awer e puermol d'Wuert gefall vun der transatlantescher Wäertegemeinschaft. An do wëll ech dann och derbäisoen, an ech ginn dem Här Halsdorf recht, datt mer eis do wierklech och mussen d'Fro stellen, zum Beispill: Wat geschitt an der Türkei? Se gehéiert och zu där transatlantescher Wäertegemeinschaft an et gëtt och nach aner Länner, wou mer eis musse Gedanke maachen. Dat solle mer dann och an deen Débat, dee mer kréien, bäifügen.

An domadder ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Excellences, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro, déi mer eis haut musse stellen, wa mer als Lëtzebuerger Parlament iwwert d'Adhésioun vu Montenegro ofstëmmen, ass natierlech déi: Erfëllt dat Land d'Konditiounen, fir an d'NATO ze kommen?

Et gëtt do dräi politesch lännerspezifesch Considératiounen, déi mer mussen huelen. An do muss ee vläicht soen, datt d'NATO jo nom Enn vum Kale Krich och op en neie Wee gaangen ass an u sech den Niveau vun de Konditiounen, déi ee muss erfëllen, politesch eropgeschrauft huet. Et gouf 1995 eng Décisioun, datt déi Staten, déi bäikommen, mussen déi Principes fondamentaux vun der Allianz respektéieren, an dat wären dann d'Demokratie, de Respekt fir déi individuell Fräiheeten an de Rechtsstat.

An am Rapport vun der Madamm Dall'Agnol, fir deen ech hir nach eemol häerzlech Merci soen, ass et nach eng Kéier kloer gesot ginn, wier Montenegro «le système politique constitue une démocratie effective». Et ass also d'Appréciatioun vun eiser Regierung iwwer Montenegro.

An och am „membership action plan" vun der NATO, dem sougenannte MAP, gëtt verlaangt, datt déi State mussen d'Demokratie, déi individuell Fräiheeten an de Rechtsstat respektéieren. A mir mussen eis also froen: Ass dat fir Montenegro de Fall?

Do muss ee verweisen op de Rapport vun Amnesty International fir 2015 an 2016, deen ënner anerem zu de Feststellunge kënnt, datt d'Fräiheet vun der Press, datt d'Meenungsfräiheet net respektéiert sinn a Montenegro an datt de Stat e Recours excessif à la force mécht.

Dann huet Human Rights Watch viru Kuerzem e Bréif geschriwwen nach un de fréiere Premierminister, den Här Djukanović, mat Kopie och un de bäigeuerdneten NATO-Generalsekretär, iwwert d'Détentioun vum Journalist Jovo Martinović. Mir hunn also eng Rei vu ganz fundéierte Mënscherechtsconsidératiounen, wat Montenegro ugeet.

Et schéngt eis net esou ze sinn, datt déi héich Konditiounen, déi d'NATO verlaangt, hei erfëllt sinn. A wa mer mat Recht iwwer State wéi d'Tierkei oder hei schwätzen, a wa mer eis awer beruffen op gemeinsam Erklärungen, deene mer och wëllen eng gewësse Kredibilitéit ginn, da musse mer feststellen, datt Montenegro déi Konditiounen op jidde Fall bis elo nach net erfëllt.

Eng drëtt politesch Considératioun ass déi, datt et muss eng breet politesch Zoustëmmung fir de Bäitrëtt vun engem Land an d'NATO ginn. An do seet och de Rapport, deen d'Madamm Dall'Agnol eis hei virgestallt huet, am Numm vun de Parteien, déi d'Regierung droen, datt deen Objektiv, vun engem „large consensus" huet se geschwat, et géif e breede Konsensus ginn an der Gesellschaft vun deem Land an de Forces politiques a Montenegro fir de Bäitrëtt bei d'NATO.

An den 19. September hu mer an der Chamberskommissioun doriwwer geschwat. Do huet d'Regierung eis matgedeelt, datt dee breede Konsensus, wéi d'Madamm Dall'Agnol sech ausgedréckt huet, 58% vun der Populatioun sinn.

An den 29. November, dat ass ganz rezent, liese mer an der internationaler Press, datt de Bäitrëtt vu Montenegro zur NATO zu grousse politesche Spannungen an deem Land geféiert huet an datt elo bei der Regierung vum Här Marković d'Ënnerstëtzung am Parlament fir den NATO-Bäitrëtt 41 vun 81 Deputéierte sinn. Manner ass net méiglech: 41 vun 81 Deputéierten! Dat ass net, wat mir nennen, de breede politesche Konsensus, deen eng Konditioun ass, fir kënne bäizetrieden.

Dann ass natierlech de strategesche Kontext ze kucken. Deen éischte Grondprinzip ass natierlech d'Fräiheet vun all Land, enger Sécherheetsallianz bäizetriede vu senger Wiel. Et ass awer och d'Méiglechkeet an d'Recht vun deenen, déi an enger Allianz sinn, fir hirersäits ze kucken, ob dat den allgemengen Interesse vun hinne selwer an och vun der Allianz am Allgemengen entsprécht.

Dat Éischt ass: Gëtt et wierklech eng Plus-value fir déi regional Stabiliséierung? Bon, déi ass vläicht präsent, wann een dat a méi e breede Kontext och vun enger EU-Erweiderung setzt, mä ech mengen, militäresch oder strategesch kann ee wuel kaum déi Argumentatioun féieren. Do ass den Notze marginal.

Déi gesamt europäesch Sécherheetssituatioun muss ee betruechten, souwuel d'Kredibilitéit vun der NATO, wat d'Memberschaft vun der Tierkei ugeet. Dat ass wierklech eng wichteg politesch Fro, där mer eis musse stellen: Wéi eng Natur hu mer nach an eise Sécherheetsrelatiounen zu der Tierkei? Och compte tenu du fait, datt se militäresch d'Nopeschstate menacéiert, inklusiv Griichenland!

A wéi ass d'Konditioun oder wéi eng Répercussiounen huet eng weider Extensioun vun der NATO och op eis Relatioune mat Russland an anere Länner, déi awer fäerten, datt sech eng nei Stëmmung vu Kale Krich an Europa ëmmer méi ausbreet? An deem Sënn gëtt et och interessant, fir ze gesinn, wéi déi nei amerikanesch Administratioun sech géintiwwer Russland positionéiert.

Da musse mer eis och ëmmer froen no der Präzedenzwierkung op d'Ukrain. Och do gëtt et jo Leit, déi mengen, d'Ukrain misst an d'NATO opgeholl ginn. Ass et richteg, e Land, wat net allen demokratesche Kritären entsprécht a wou et kee breede politesche Konsens gëtt fir e Bäitrëtt, opzehuelen? Kann dat net eng negativ Präzedenzwierkung och op aner Länner hunn?

An déi lescht Konditioun, mä „last but not least", ass d'Kredibilitéit vun der NATO. Mir als Lëtzebuerg, als treie Member vun internationalen Organisatioune wéi der Europäescher Unioun, wéi der NATO, mussen eis Suerge maachen ëm d'Kredibilitéit vun deenen Organisatiounen, an deene mir Member sinn. Wa mer hei géife Jo soen, wär dat vläicht zu engem Deel a Fro gestallt, wéinstens an eiser eegener Logik, an eisem eegene Bekenntnis zu deene Mënscherechter, vun deene mer awer ëmmer soen, datt mer se wëlle verdeedegen.

Zu dësem Ableck, wou mer haut hei schwätzen, kann d'ADR, also och, wa se am Prinzip d'accord ass, datt Montenegro eng Kéier an d'NATO, an d'Europäesch Unioun ka bäitrieden, mä zu dësem Ableck, wou mer haut hei schwätzen, schéngen eis déi néideg Virkonditiounen, besonnesch am Beräich vun de Mënscherechter, net erfëllt ze sinn. An dofir wäerte mir géint dee Bäitrëtt stëmmen.

Villmools Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An als leschten agedroene Riedner huet den Här David Wagner d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Säit der däitscher Réunificatioun viru 25 Joer huet sech d'Memberschaft vun der NATO quasi verduebelt, vu 16 am Joer 1990 op haut 28 Memberstaten. Haut stëmme mer iwwert de Bäitrëtt vum 29. Memberstat of, Montenegro.

Mat de Bäitrëtter vun de sougenannte Visegrádstaten, de baltesche Länner, Rumänien, Bulgarien, Slowenien an 2009 vu weidere Balkanlänner wéi Kroatien an Albanien gehéiert en ëmmer méi groussen Deel vum Osten a Südoste vun Europa zu engem Militärbündnis, dat militäresch, finanziell an technologesch sengesgläiche sicht a Russland op der Kaart ëmmer méi no réckelt. An dat obwuel et no der Réunificatioun vun Däitschland en „gentlemen's agreement" tëschent der NATO a Russland gouf, datt d'NATO Russland net op de Pelz réckele géif. De Géigendeel ass awer geschitt!

Déi stänneg Erweiderunge sinn Deel vun der interner Dynamik vun engem Militärbündnis. Nom Verschwanne vum grousse Feind, der Sowjetunioun, muss d'NATO hir Existenz nei legitiméieren. A se mécht dat ebe mat deenen Erweiderungen an der Sich no ëmmer neien Aktivitéiten. Eng global Strategie fir méi Sécherheet a Kooperatioun ze erreechen, spillt dobäi guer keng Roll, entgéint deem, wat ëmmer behaapt gëtt.

Am Géigendeel! Dës Politik, déi vun anere State primär emol als Bedroung wouergeholl gëtt, féiert zu massive geopoliteschen Destabiliséierungen an Europa. Déi ëmmer méi aggressiv Haltung vu Russland, déi sech besonnesch staark an der Ukrain gewisen huet, ass sécherlech och als eng direkt Konsequenz vun der NATO-Expansioun no Osten ze gesinn.

Här President, mat Montenegro steet elo e politesch ganz brisante Bäitrëtt un. Mat der Republik Montenegro trëtt näämlech e Land bäi, deem seng Bevëlkerung virun 20 Joer vun eben deem NATO-Bündnis och bombardéiert gouf. Dat erkläert och, firwat d'Majoritéit vun der Bevëlkerung géint eng NATO-Memberschaft ass. Et waren och vill Manifestatiounen a Montenegro. Dat ass guer net esou einfach iwwert d'Bün gaangen, wéi dat sech duerstellt. Dat Land ass u sech méi destabiliséiert gi wéi soss eppes.

D'montenegrinesch Regierung weess dat och an huet sech och doweinst mat Hänn a Féiss géint e Referendum gewiert. Sou vill zu den demokratesche Gepflogenheeten innerhalb vun den NATO-Memberstaten!

De Bäitrëtt vu Montenegro an enger onstabiller Regioun ass awer och sécherheetspolitesch ganz bedenklech. Andeem näämlech e weidere Balkanstat der NATO bäitrëtt, gëtt an där Regioun mat villen ongeléiste Konflikter weider Uelech op d'Feier geschott. Wärend op där enger Säit Kroatien massiv vun den USA mat neie Rakéitesystemer beliwwert gëtt, reagéiert Serbien mat verstäerkter Oprüstung mat Hëllef vu Russland. Albanien a Rumänien ginn och opgerüst. A virun net allze laanger Zäit goufen US-amerikanesch Atomwaffe vun der Tierkei a Rumänien verluecht, wou se elo vill méi no u Russland stationéiert sinn.

Dernieft kënnt derbäi, datt et net nëmmen tëschent State Konfliktpotenzial gëtt, mä et a ville Staten um Balkan och intern komplizéiert Konflikter gëtt, déi och duerch d'europäesch Äntwert op d'Wirtschaftskris weider verschäerft ginn. Dat ass och a Montenegro net anescht, wéi déi wochelaang Protester no der Ukënnegung vum NATO-Bäitrëtt virun e puer Méint gewisen hunn.

Här President, ech liese ganz gären den Orwell, an am Buch „1984" gëtt gesot, datt Krich Fridde wier a Fridde wier Krich. Mir liewen an enger Zäit, wou d'Begréffer verdréit ginn a vun hirer Substanz entleert ginn. Mir sinn der Meenung, datt déi expansiv Politik vun der NATO keng Stabilitéit a keng Sécherheet brénge kann. Am Géigendeel!

Ech sinn och frou, datt Seng Exzellenz, de President vum Parlament vu Montenegro do ass, well et soll kloer sinn, datt mir als déi Lénk der Meenung sinn, datt dat och net der montenegrinescher Bevëlkerung zeguttkënnt. Dat permanent Säbelrasseln an déi ongebremste Rüstungsspiral an Europa féiere villméi zu engem Gefill vun Onsécherheet a wuessendem Mëisstrauen, wouduerch et kooperativ Léisungen net nëmme bei der Sécherheet, mä och bei anere Froen ëmmer méi schwéier kréien an d'Gefor vu bewaffnete Konflikter a Wierklechkeet an Europa méi grouss gëtt!

Et wonnert mech, mat wat fir enger Liichtegkeet déi geopolitesch Tensiounen hei klenggeriet ginn, wann iwwerhaapt guer net ugeschwat ginn oder ganz wéineg.

De Bäitrëtt vu Montenegro gesi mir als e weidert Element vun dëser geféierlecher Dynamik. An ech mengen, ech hunn e bëssen Angscht, datt d'Zukunft eis och nach do wäert recht ginn.

Dofir wäerte mir als déi Lénk, u sech och gemeinsam mat der Majoritéit vun der Bevëlkerung a Montenegro, géint de Bäitrëtt an d'NATO stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Et soll ee beweisen, datt et net stëmmt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wagner. An Äis op de Kapp.

(Hilarité)

Den Här Finanzminister fir de verhënnerten Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, Excellences, léif Deputéierten, ech si vum Jean Asselborn effektiv gefrot ginn, hei anzesprangen. Ech maachen dat och ganz gären.

Ech si frou, dass de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO hei eng grouss Zoustëmmung fënnt. An dat erkläert sech och doduerch, dass de Bäitrëtt zur NATO vu Montenegro eng gutt Saach fir d'NATO ass, awer och eng gutt Saach fir Montenegro.

Ech erkläre mech, firwat et eng gutt Saach ass fir d'NATO. Mir wëssen, dass déi militäresch Risken an och déi net militäresch Risken ëmmer zouhuelen an der Géigend vum Westbalkan, dass Terrorattacken och do ganz probabel sinn, an d'Cyber- an d'Hybridattacken och. Et ass also en Domän, wou d'NATO natierlech ganz hëllefräich ka sinn a wou et wichteg ass, dass natierlech de Perimeter vun der Aktioun vun der NATO ëmmer méi grouss gëtt. Dofir ass déi Erweiderung natierlech fir d'NATO eng ganz positiv Saach. Déi dréit dozou bäi, dass d'Ziler vun der NATO besser kënnen erreecht ginn, baséierend op der Solidaritéit, op der Kohäsioun an op der Indivisibilitéit vun der Sécherheet vun der NATO.

Et ass och esou, dass et wichteg ass, dass déi nei Länner, déi bäitrieden, natierlech net nëmme Responsabilitéiten hunn, mä och Obligatiounen hunn. A mir gesinn, dass Montenegro do schonn aktiv war, andeem se scho bei NATO-Aktioune wéi déi „Resolute Support" Afghanistan Missioune matgemaach hunn. Si hunn och als Montenegro scho matgemaach an enger Operatioun EU am Mali. Dat heescht, hei ass e Land, dat motivéiert ass a schonn agéiert huet.

Den zweeten Aspekt ass folgenden, dass natierlech dee Bäitrëtt gutt ass fir Montenegro. An de Bäitrëtt bréngt natierlech mat sech, dass d'Sécherheet vu Montenegro vill besser garantéiert ass, zum éischten. An zweetens, dass d'demokratesch Valeuren a Montenegro méi groussgeschriwwe ginn. Fir iwwerhaapt Member ze ginn, muss een d'Wäerter vun Demokratie, dem État de droit a vun den individuelle Libertéite respektéieren. Dat mécht Montenegro haut. An dofir ass en iwwerhaapt qualifizéiert, fir an d'NATO eranzekommen.

Et ass och vläicht wichteg, ze ënnersträichen, dass den Effort vu Montenegro, an d'NATO eranzekommen, en parallèle ze gesinn ass mat den Négociatiounen, déi amgaange sinn, fir dass Montenegro soll an d'Europäesch Unioun kommen.

Mat der Gréisst vum Land a mat der Zuel vun Awunner huet Lëtzebuerg natierlech Gemeinsamkeete mat Montenegro an et versteet een natierlech och, dass e Land an där Hisiicht, wat seng Gréisst ubelaangt, sech natierlech op eng kooperativ Aart a Weis, eng international Aart a Weis wëllt a Saache Sécherheet, awer och a Saache Wirtschaft orientéieren.

I will finish my speech in English to greet very officially the President of the parliament of Montenegro and to say that in my Luxembourgish intervention I have just mentioned that becoming a member of NATO for you, Montenegro, is good for you, but it is also good for NATO. And I know that your parliament has played a very important role in making sure that this membership happens. I am glad to see that we have a broad support here in the parliament, so that Luxembourg can become the 17th country to say yes to your membership in NATO. Welcome!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister.

Ech si ganz frou, dass de Kolleeg Chamberspresident aus Montenegro gesinn huet, dass mer e Parlament hunn, dat net einfach Jo seet, mä dat all d'Facettë vun engem Dossier beliicht. Bonne Chance sengem Land um Wee an d'NATO! An de Wonsch, dass net nëmmen de Musterschüler viséiert ass a Saache Verdeedegung, mä och de Musterschüler a Saache Valeurs fondamentales gesicht gëtt.

Domat kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7029 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7029 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Kolleegen, wann ech gelift nach eng Sekonn, nach e puer Minutte sëtze bleiwen, well mer hunn nach e Punkt ze behandelen. Et gëtt nach eng Motioun deponéiert.

Mir hu folgend Resultat vum Vott: 60 Ofstëmmungen, 55-mol Jo a 5-mol Neen. Mat grousser Majoritéit ass also de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO vum Lëtzebuerger Parlament guttgeheescht.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Si mer d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décidéiert.

An dann huet den Här Mosar d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Mosar!

5. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend mir de Mëtteg hei intensiv iwwert d'Steierreform debattéiert hunn, ass op e puer dausend Kilometer vun eis ewech amgaangen, eng humanitär Kris vun enger extrem graver Envergure sech ofzespillen zu Aleppo. An ech mengen, Dir alleguerten hutt och d'Biller oder gesitt Der all owes déi grausam Biller op der Tëlee vun der ziviller Bevëlkerung, ganz besonnesch och vun de Kanner.

An d'Madamm Samantha Power, amerikanesch Ambassadrice bei der UNO, huet gëschter deklaréiert, Aleppo wier d'Enn vun der Mënschlechkeet. Dat ass also eng Situatioun, wéi mer se seltenst bis elo gesinn hunn.

An duerfir, mengen ech, géif et eis och gutt zu Gesiicht stoen als Chamber, wa mer dozou géifen eng Motioun verabschiden. Ech wäert hei am Numm vu menger Fraktioun déi Motioun déposéieren. Bis elo steet awer just mäin Numm drop. Ech ginn dovun aus, datt och all déi aner Fraktiounen déi Motioun do wäerte matdroen.

Motion

La Chambre des Députés,

- consternée par la situation dramatique et tragique à Alep après une guerre civile meurtrière qui

dure depuis presque six ans et qui a fait endurer aux habitants de cette ville un véritable martyre;

- préoccupée par le sort de la population civile et tout particulièrement des enfants d'Alep;

- bouleversée par la situation sécuritaire générale en Syrie avec plus de 300.000 morts, avec plus de 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et avec quelque 4,8 millions de réfugiés dans les pays voisins;

- ébranlée par la politique de brutalité du régime du président syrien Bachar al-Assad ainsi que de ses alliés;

- choquée par les actes barbares des groupes terroristes et djihadistes tels que l'«État islamique» et le Front al-Nosra;

- condamnant avec fermeté tous les crimes de génocide, tous les crimes contre l'humanité et tous les crimes de guerre perpétrés en Syrie et en Irak ainsi que dans toute la région du Proche-Orient;

- exprimant sa solidarité avec la population civile à Alep et en Syrie;

- prenant acte des ouvertures de la Russie envers l'Union européenne en amont du Conseil européen du 15 décembre 2016 de Bruxelles;

- regrettant l'impuissance de l'Union européenne dans cette crise politique et humanitaire;

- constatant tout autant l'indifférence et l'échec moral de la communauté internationale ainsi que l'échec diplomatique de l'Organisation des Nations Unies face à la crise humanitaire à Alep et en Syrie;

invite le Gouvernement

1. à soutenir toutes tes initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep;

2. à soutenir l'installation de couloirs humanitaires permettant l'accès immédiat de l'aide humanitaire;

3. à s'engager en faveur de la reprise des pourparlers inter-syriens afin d'offrir une paix durable au peuple syrien;

4. à intervenir auprès des autorités syriennes afin de garantir l'évacuation des rebelles et de la population civile d'Alep;

5. à mettre sur l'agenda des priorités du Conseil européen la situation d'Alep et de Syrie dans le but de reprendre le lead en matière de politique de paix en Méditerranée et au Proche-Orient;

6. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin d'intensifier et d'augmenter l'aide humanitaire de l'Union européenne pour Alep et la Syrie;

7. à débloquer une aide d'urgence directe pour la population civile d'Alep et de Syrie;

8. à intervenir auprès du Conseil et de la Commission européenne afin de reprendre le dialogue avec la Russie dans l'intérêt supérieur du droit à la vie de tous les citoyens d'Alep, de Syrie et du Proche-Orient;

9. à intervenir auprès du Conseil de Sécurité afin de remettre la situation à Alep à l'ordre du jour de l'ONU dans le but de protéger la population civile entre autres par des observateurs des Nations Unies;

10. à condamner avec une vigueur et une visibilité accrues tous les crimes de génocide, tous les crimes contre l'humanité et tous les crimes de guerre perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak ainsi que dans toute la région du Proche-Orient.

(s.) Laurent Mosar

Ech géif och proposéieren, datt déi Motioun den nächste Freideg an der aussepolitescher Kommissioun soll diskutéiert ginn an datt se dann d'nächst Woch zur Ofstëmmung kënnt.

Ech mengen, hei ass wierklech eng Situatioun, déi een extrem schockéiert, well hei och d'Gläichgültegkeet vum gesamte Westen an och d'Gläichgültegkeet vun den internationalen Organisatiounen een trotzdeem verstomme loossen.

Ech si frou, Här President, wa mer d'nächst Woch a Rou och déi dote Motioun kënnen hei diskutéieren. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo de President vun der aussepolitescher Kommissioun.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech soen dem Här Mosar villmools Merci fir den Dépôt vun där Motioun. Mir hunn an deene leschten Deeg dat alles matverfollegt, wat do geschitt ass.

Ech sinn och frou, dass de Mëtteg den Ausseminister am Ministère den Här Brita empfaangen huet, dee Buergermeeschter ass vun Aleppo an deen och den Owend eng Konferenz hei mécht. Ech hunn do matgehollef, mat engagéierte Bierger virun allem an dem Cercle culturel syrien, dass den Owend am Mudam dee Buergermeeschter an och den Dokter Pitti, en Dokter vu Metz, deen do Projeten huet, eng Konferenz kënnen halen. All Mënsch ass invitéiert, dohinner ze kommen.

Ech freeë mech, wann déi Motioun an d'Kommissioun kënnt a sinn iwwerzeegt, dass mer dann zesummen en Text hei kënnen ofstëmmen, an deem mer eis Solidaritéit an och eis Entrüstung kënnen ausdrécken iwwert dat, wat do an deene leschte Woche geschitt ass. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géif ech proposéieren, dass mer dat esou maachen an der aussepolitescher Kommissioun.

(Assentiment)

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech soen Iech Merci a Rendez-vous den nächsten Dënschdeg fir de Budgetsrapport an d'Budgetsdebatten.

(Fin de la séance publique à 17.02 heures)

SÉANCE 16 MARDI, 20 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Claude Haagen (dépôt d'une motion)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung heimat op.

2. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll eis Sëtzung vun de Mëtte mat engem Message vu Solidaritéit a Bäileed ufänken. Wéi Dir wësst, huet gëschter Owend eng brutal a feig Attack friddlech Visiteure vun engem Chrëschtmaart zu Berlin getraff. Mir sinn all zudéifst schockéiert! Vun dëser Plaz aus drécken ech am Numm vun eis all de Blesséierten an de Familljevun den Affer eist déifst Matgefill aus. Ech hu mengem däitschen Homolog, dem Norbert Lammert, dem President vum Bundestag, e Message an deem Sënn vun eis all zoukomme gelooss.

Wat gëschter Owend zu Berlin geschitt ass, ass net nëmmen eng Attack op onschëlleg Mënschen, mä viséiert och eis Wäerter an eis Fräiheet. D'Attacke vu Paräis, Nice, Bréissel, elo Berlin an an enger Rei vun anere Stied wäerten eis awer net dovun ofbréngen, eis Solidaritéit, eisen Zesummenhalt an eis Determinatioun fir gemeinsam Wäerter héichzehalen. Mir musse staark bleiwen!

Här Statsminister!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, ech hat och am Laf vum Dag Kontakt mat der däitscher Bundeskanzlerin. An ech ka mech nëmmen Äre Wierder uschléissen. Et sinn déi Momenter, wou een zesummenhale muss, wou d'Unitéit d'Stäerkt vu ganzen Natiounen ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci Iech alleguer, Kolleegen. An et ass mat enger gewëssener Emotioun, wou mer zu dem normale Programm iwwerginn.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

3. Communications

Dir wësst, dass d'Froen an d'Äntwerten, déi zënter eiser leschter Séance erakomm sinn, hei deponéiert sinn, grad wéi d'Lëscht vun deenen neie Projeten un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn ass.

D'Lëscht mat de Petitiounen ass deeneselwechten zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 20 décembre 2016

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

***7103** - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:*

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.12.2016

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***751** - Demande de pétition publique: Pour plus de moyens matériels pour les agents de sécurité privés*

Dépôt: M. Grégory Vansteene, le 29.11.2016

***752** - Demande de pétition publique: Péage sur les autoroutes (en première ligne pour les camions)*

Dépôt: M. Eric Nepgen, le 01.12.2016

753 *- Demande de pétition publique: Pour l'application de sanctions financières (et à reverser au secteur associatif) aux entreprises ne respectant pas les quotas d'employabilité des personnes avec un handicap*

Dépôt: M. Eric Feront au nom de NFP consulting, le 10.12.2016

754 *- Demande de pétition publique: Wahlmöglichkeit der Unterrichts- und Prüfungssprache im Sekundarunterricht (F, D, L?)*

Dépôt: Mme Christiane Jung, le 13.12.2016

755 - Demande de pétition publique: Aufhebung des Bankgeheimnisses

Dépôt: M. André Schmit, le 14.12.2016

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den Ordre du jour ass Iech zougestallt ginn, Dir kennt en also, wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn ass.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen elo zum eenzege Punkt vun der Sëtzung vun de Mëtte kommen, dem Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 7050, also de Statsbudget fir d'Joer 2017, an iwwert de Projet de loi 7051, iwwert d'Programmation financière pluriannuelle. D'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

5. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de 27. September hat ech d'Éier, vun der Cofibu, vun der Commission des finances et du budget, zum Budgetsrapporteur ernannt ze ginn. De Budget 2017 an de Pluriannuel 2016-2020 sinn den 12. Oktober vum Finanzminister an der Chamber déposéiert a presentéiert ginn. D'Cofibu ass 13-mol zesummekomm, fir déi zwee Gesetzer ze analyséieren.

An der Kommissioun sinn d'Steierverwaltung, den Enregistrement, d'Administration des douanes et accises, de Statec, d'CSSF, d'Cour des comptes, de Conseil national des finances publiques an d'Zentralbank gehéiert ginn.

Nieft der Cour des comptes, der Zentralbank an dem CNFP hunn och d'Beruffschamberen hir schréftlech Avisen eraginn, mat Ausnam vun der Landwirtschaftskummer. Bei der Landwirtschaftskummer kann ee soen, datt dat, wat am Budgetsgesetz steet, haaptsächlech déi ordinär Dépensë sinn an datt am Fong d'Investissementsprojeten iwwert de Fong bezuelt ginn. Des Weideren huet och nach de COSL säin Avis zum Budget 2017 an zum Pluriannuel ofginn.

D'Cofibu hat eng Commission jointe mat der Commission des Affaires intérieures, fir iwwert d'Gemengefinanzen ze schwätzen. Eng weider Jointe war mat der Travailskommissioun, fir iwwert d'Entwécklung vun der finanzieller Situatioun vun der Sécurité sociale ze schwätzen. An enger Commission jointe mat der Comexbu, also der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, ass d'Evolutioun vun der budgetärer Situatioun op den Datum vum 30. September gekuckt ginn, dat heescht also, de Stand vun der Exekutioun vum Budget 2016.

Zum Schluss huet den Här Finanzminister der Cofibu och nach déi aktuell Zuelen iwwert d'Statsschold presentéiert a méi detailléiert Explikatiounen zur Strategie vum Tresor a Saachen Emprunten a Management vun de Liquiditéite gemaach.

De Budget 2017 an de Pluriannuel sinn am Ganzen dräimol amendéiert ginn: eng éischte Kéier de 15. November duerch d'Regierung, wat éischter technesch Amendementer waren; eng zweete Kéier den 29. November duerch d'Cofibu, fir de Remarquen am éischten Avis vum Statsrot Rechnung ze droen, an eng drëtte Kéier de 5. Dezember erëm duerch d'Regierung, fir dem Gehälteraccord an der Fonction publique an och dem Accord am ASFT-Secteur um budgetäre Plang Rechnung ze droen.

De Statsrot huet säin initialen Avis zu deenen zwee Projet-de-loien de 15. November ofginn a jeeweils een Avis complémentaire den 13. Dezember eraginn.

A menger Qualitéit als Rapporteur hat ech dernieft och Entrevuë mam Finanzminister an enger Partie vu senge Beamten aus dem Ministère, mam Steierdirekter a mat der Direktioun vum Enregistrement, mam Statec, mam Conseil économique et social, mat alle fënnef Beruffschamberen a mat der ULC. All deene Leit wëll ech heimadder Merci soe fir hir Disponibilitéit a fir hire gudden a konstruktiven Échange vun Iddien a Kriticken.

Eng Klengegkeet nach am Ufank zu de Formalitéiten: Am Artikel 31 vum Budgetsgesetz - Dépenses d'investissement à charge du Fonds des routes - hat sech beim Kopéiere vum Text e klenge Feeler ageschlach, dee mëttlerweil vum Greffe redresséiert gouf. Et handelt sech hei ëm eng Erreur matérielle.

Här President, komme mer elo zu den Eckdate vum Budget 2017 a vum Pluriannuel 2016-2020.

D'Besonneschheet vum 2017er Budget, an domadder och vum Pluriannuel, ass, datt nieft den ugeschwaten Amendementer och d'Gemengefinanzreform souwéi d'Steierreform, Gesetzer, déi mer elo kierzlech an der Chamber votéiert hunn, am Budget finanziell verankert sinn.

Fir 2017 erwaarde mir e positive Sold bei der Administration publique, dee bei 0,2% vum PIB wäert leien. Dëse Sold dierft bis 2020 op 0,6% vum PIB eropklammen. D'Administration locale, also d'Gemengen an d'Sécurité sociale, hunn alle béid mat 0,4% respektiv 1,5% e positive Sold. An d'Administration centrale huet mat minus 1,8% vum PIB 2017 en negative Sold. Dësen negativen Taux erkläert sech duerch déi staark Investissementer an d'Steierreform.

An Zuelen ausgedréckt hu mir fir 2017 viraussiichtlech e Gesamtiwwerschoss vu 97 Milliounen Euro am Gesamtstat, dovunner eng gutt Milliard Defizit am Zentralstat, en Iwwerschoss vun 253 Millioune bei de Gemengen an en zolitten Iwwerschoss bei der Sécurité sociale vun 883 Milliounen Euro.

Mat den aktuelle Previsioune geet een dovun aus, datt 2020 den Iwwerschoss bei der Administration publique bei knapp 400 Milliounen Euro wäert leien, dee sech aus engem Defizit an der Administration centrale vu 646 Milliounen Euro an engem Iwwerschoss vun 170 Milliounen Euro an de Gemengen an 870 Milliounen Euro bei der Sécurité sociale ergëtt.

Komme mer elo zu eiser Statsschold. Déi läit am Moment bei 20,5% vum PIB oder 11 Milliarden Euro, wat eng vun deenen niddregsten an Europa an ech géif soen och op der Welt ass. D'Regierung huet bis elo keng Emprunte gemaach, ausser dem Sukuk vun 200 Milliounen Euro. Dat heescht, datt deen ageschriwwenen Emprunt vun 1,5 Milliarden Euro fir 2016 net wäert gezu ginn. An dësem Joer ass och den Emprunt vu 400 Milliounen zréckbezuelt ginn. Dat hat de Finanzminister och schonn d'lescht Woch hei an der Chamber confirméiert.

Fir déi nächst Jore sinn Emprunten am Pluriannuel virgesinn; zum Beispill fir 2017 läit den ageschriwwenen Emprunt bei 1,12 Milliarden Euro.

D'Statsschold bleift viraussiichtlech relativ konstant an deenen nächste Joren a sollt bis 2020 bei ëm 23,7% vum PIB leien, dëst, wann all Emprunte géife gezu ginn. Dësen Defizit läit largement ënnert deem, wat d'Regierung sech 2013 als Seuil gesat hat. Deemools ass gesot ginn, datt d'Statsschold net däerft iwwer 30% vum PIB klammen.

Mir erhalen och weiderhin d'Topnotatioun Triple-A vun de Ratingagencen.

Den Zukunftspak huet der Regierung et erlaabt, op d'Kris ze reagéieren. Déi gutt aktuell wirtschaftlech Konjunktur an d'Décisioun vun der Europäescher Kommissioun, fir den OMT, den Objectif budgétaire à moyen terme, vu bis elo plus 0,5% op minus 0,5% Solde structurel vum PIB erofzesetzen, erlaabt dëser Regierung e gewëssene Sputt, fir op extern wirtschaftlech Facteuren ze reagéieren, fir eng ugepasst a gerecht Steierreform ze maachen, ouni d'Investissementer erofzeschrauwen, mä weider op engem historeschen Niveau ze halen.

Et muss een zouginn, datt d'Situatioun, wéi se 2013-2014 war an elo e puer Joer duerno, net méi déi nämlecht ass. Mir hunn aner Wirtschaftsdaten an déi erlaben et der Regierung, och eng aner Politik ze maachen. Ech denken, datt d'Politik am grousse Ganze muss op Wirtschaftsdate reagéieren, muss kënne Mesuren ergräifen, déi net jiddwerengem gefalen, wann et néideg ass, an och dann, wann et néideg ass, muss kënnen Décisiounen huelen, déi d'Ekonomie stimuléieren.

Ech mengen, do ass d'lescht Woch schonn an deenen Debatten, déi hei gefouert gi sinn, notamment iwwert d'Steierreform, ganz vill ugeschwat ginn.

Huele mer zum Beispill de Wuesstum. Wa mer eis haut d'Konjunkturdaten ukucken, da gesi mer, datt de Wuesstum fir 2017 ganz gutt ausgesäit. Mir wäerte bei ëm déi 4% Wuesstum leien, an dat onofhängeg, ob een d'Prognose vum Abrëll 2016 vum PSC, also vum Pacte de stabilité et de croissance hëlt, d'Zuele vum September, déi als Basis fir d'Redaktioun vum Budget 2017 geholl goufen, oder déi lescht Zuelen, notamment vum 30. November vum Statec, op déi en a senger zweeter Note de conjoncture zu dësem Joer ageet.

Eis Wirtschaft: Lëtzebuerg, dat staark ofhängeg ass vun der Weltwirtschaft, profitéiert natierlech, datt déi an deene leschte Joren awer ugezunn huet. Mir si weiderhi Virreider, wat de Wirtschaftswuesstum ubelaangt. Op eiser Finanzplaz, zemools an de Fongen an um Finanzmarché, erwaart ee fir 2017 e gutt Joer. Eise Wirtschaftswuesstum ass méi wéi duebel esou staark wéi am EU-Duerchschnëtt. Fir 2016 läit den EU-Duerchschnëtt bei 1,7% a fir 2017 bei 1,5%. Mir hei zu Lëtzebuerg kommen do op 3,7% respektiv 4,2%.

De Pëtrolspräis war an deene leschte Jore ganz niddreg, wat sech bei den Energiepräisser beim Konsument positiv bemierkbar gemaach huet. Säit der zweeter Halschent vun 2016 geet de Pëtrolspräis awer erëm an d'Luucht. Natierlech huet dat och en Impakt op den Indexmechanismus, deen 2017 dann natierlech och erëm wäert spillen.

Wat den Aussenhandel ubelaangt, do war 2016 e gutt Joer, zemools fir d'Exportatioun vun de Servicer. Do erwaart ee fir 2017 och gutt Zuelen.

Dat nächst Joer wäert viraussiichtlech ee gutt Joer ginn, net nëmme wéinst dem staarke Wuesstum, mä och d'privat Consommatioun dierft weider unzéien.

Ech wäert och e puer Wierder iwwert d'Rifkin-Etüd am Kontext vum Budget soen. An där Etüd gëtt jo och d'Iddi vertrueden, datt zukünftege Wuesstum vill méi qualitativ an effizient ka sinn, dat heescht, datt mer mat deene Mëttelen, déi mer elo schonn hunn, kéinte weider wuessen.

Mir hate virun zwou Wochen och hei an der Chamber doriwwer schonn en ausféierlechen Débat. Ech wollt nëmmen drun erënneren, datt am Kontext vum Budget déi drëtt industriell Revolutioun eng Roll spillt. A mengem schréftlechen Deel vum Rapport ass deem ee ganzt Kapitel gewidmet. Ech kommen herno nach eng Kéier am Kader vun der Digitalisatioun op dës Etüd zréck.

Dir Dammen an Dir Hären, komme mer elo zu aneren ekonomeschen Donnéeën.

Fir d'Éischt de Chômage, deen enger Ekonomie ëmmer vill Kappzerbrieches mécht. De Chômage behält seng Tendenz no ënnen. Mir wäerten dëst Joer, laut de Prognosen a Previsiounen, bei 6,4% Chômage leien an d'Joer drop bei 6,2%. Dat waren d'Prognosen. Mir sinn eis all eens, datt all Chômeur een ze vill ass, mä mir sinn eis awer och all eens, datt all Chômeur manner eng gutt Nouvelle ass. An de positiven Trend no ënnen hält hei un. No den Zuele vu gëschter läit de Chômage Enn November schonns bei 6,2%. Dëst ass op ee Joer gekuckt eng Baisse vu 4,9%.

D'Reform vun der ADEM a Programmer wéi d'Garantie jeunesse an de Pakt mat den Entreprisen, fir 5.000 ageschriwwen Demandeuren ze vermëttelen, schéngen ze gräifen. Ouni dës Reformen a Mesurë wär dëse positiven Trend vum Chômagetaux no ënne wuel kaum ze erreeche gewiescht.

Och den Emploi intérieur geet stänneg an d'Luucht. Fir 2017 bis 2019 wäert dee bei plus 3% all Joer leien an 2020 viraussiichtlech nach bei gudden 2%.

Elo méi am Detail zur Kafkraaft.

Nom Vott vun der Steierreform vu leschter Woch wäerten ab dem 1. Januar 2017 d'Bierger méi Kafkraaft kréien, an dëst all Bierger, wou awer déi gréisst Verbesserung bei den niddregen a mëttleren Akommessen ukënnt. Ech mengen, och hei ass an der leschter Woch ausféierlech doriwwer diskutéiert ginn.

De Liewensstandard ass och kontinuéierlech säit 2016 bei eise Matbierger eropgaangen. Vun 1996 bis 2015 ass de Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg ëm 22% an d'Luucht gaangen.

Elo nach eng Kéier déi wichtegst Elementer vun der Steierreform, well déi natierlech och en Impakt op den 2017er Budget an natierlech och op de Pluriannuel hunn.

Am Budget fir d'nächst Joer kann een emol constatéieren, datt souwuel an deem Budget wéi am Pluriannuel net déi sougenannten „second-round effects" vun der Kafkraaft, déi dem Bierger méi ginn, berücksichtegt sinn. Dat heescht, dat ass deen Deel vun der Consommatioun, deen de Statsrecettë wäert zegutt-kommen.

De Crédit d'impôt, déi sozial selektiv Mesure, gëtt verduebelt mat engem Plaffong, vu wou dës negativ Steier net méi wäert spillen.

D'Barème-Adaptatioune gi gemaach.

D'Gläichberechtegung tëschent Résidenten an Netrésidentë wäert gemaach ginn.

D'Monoparentallen a pensionéiert Leit gi besonnesch berücksichtegt: 0,5% Steier gëtt ofgestrach.

Am Beräich vum Logement gëtt vill fir jonk Stéit gemaach. De Spëtzesteiersaz ass eropgesat ginn, Abattemente sinn adaptéiert ginn an ökologesch steierlech Kritäre sinn agefouert ginn.

D'Impositioun vun den Entreprisë gëtt erofgesat. D'Lutte géint d'Fraude fiscale gëtt an Ugréff geholl. Wat d'Bekämpfung vun der Fraude fiscale ubelaangt, ass dat en Uleies, wat allen zwou Steieradministratioune schonn zënter Jore gefrot hunn. Ab dem 1. Januar 2017 hu mer d'Fraude fiscale simple, d'Fraude fiscale aggravée an d'Escroquerie fiscale.

Och fir all Fräiberuffler wäert et eng obligatoresch regulär Kontabilitéit ginn, an dat zemools fir all déi mat engem Chiffre d'affaires vun iwwer 100.000 Euro am Joer.

Eng Indextranche wäert viraussiichtlech am éischten Trimester 2017 erfalen. Hei soll och nach eng Kéier gesot ginn, datt den Indexmechanismus jo eng Kompensatioun ass fir d'Präisdeierecht. Dat heescht, d'Präisdeierecht, déi vum Statec berechent gëtt, géif dann um Niveau vun 2,5% ukommen an dowéinst wär dann eng Indextranche fälleg. De Statec betruecht den IPCN, den Indice des prix à la consommation national, fir d'Inflatioun, sprécht d'Präisdeierecht ze berechnen. Dëst geschitt, wéi schonn oft gesot, onofhängeg vun der Politik duerch eben de Mechanismus vum Index.

D'Politik kann den Index afréieren, wat an der Vergaangenheet wéinst ekonomeschen Ëmstänn scho gemaach ginn ass. Mä dës Regierung hat beschloss, den Indexmechanismus, esou wéi et am Normalfall soll sinn, spillen ze loossen.

Wat d'Inflatioun ubelaangt, esou soll déi no den aktuelle Previsiounen ab 2017 vill méi staark am Joer unzéien, wéi dat an deene leschten dräi Joer de Fall war. Natierlech spillen den héije Wuesstum an déi ausbezuelten Indextranche dann och eng Roll.

Wat wäert fir d'nächst Joer vum Januar 2017 un nach kommen?

Am Januar 2017 gëtt de Mindestloun gehuewen, mat 1,4%. Datselwecht geschitt och beim RMG, deen och zum selwechten Taux wäert erhéicht ginn. Et gi méi Remboursementer bei de Prestatioune vun der Gesondheetskeess. Fir d'Pensionäre kënnt zousätzlech zu all de Steiererliichterungen duerch d'Steierreform nach en Ajustement vun 0,9%.

De 5. Dezember 2016, dee jo och duerch d'Amendementer seng Répercussiounen am Budget fënnt, ass och en neie Gehälteraccord tëschent der Regierung an der CGFP ënnerschriwwe ginn. D'Statsbeamte kréien 2017 eng Prime unique an ab 2018 ënner anerem och eng zousätzlech Erhéijung vum Punktwäert, deen 2017 duerch den Index schonn erhéicht wäert ginn.

All dës Décisiounen, wéi gesot, hunn en Impakt op de Budget 2017 an op de Pluriannuel. Gläichzäiteg huet d'Regierung och de Virschlag vun der Commission paritaire guttgeheescht, fir d'Gehälteraccorden an der Fonction publique aus de viregte Joren 2010 bis 2014, fir se net ze nennen, am ASFT-Secteur ëmzesetzen.

Et muss een och constatéieren, datt d'Regierung hei eng traditionell konservativ Budgétiséierung mécht, well si mat den Amendementer vum 5. Dezember zwar zousätzlech Dépensë vu ronn 75 Milliounen Euro pro Joer an de Joren 2017 bis 2020 an de Budget vum Zentralstat ageschriwwen huet an och nach eng Kéier ronn 40 Millioune fir d'Sécurité sociale réckwierkend op d'Joer 2015-2016, deem awer keng zousätzlech Recettë géintiwwergestallt huet.

Et muss een awer kënnen dovun ausgoen, datt duerch d'Sozialbäiträg, duerch d'Akommessteier an awer och duerch d'Verbrauchersteier, wéi d'TVA, do e Retour fir d'Statskeess ze erwaarden ass, deen natierlech schwéier ze chiffréieren ass - domadder sinn ech d'accord -, awer sécher wäert deen och net bei null leien.

Här President, komme mer zu den Investissementer.

D'Regierung huet d'Investissementer erëm däitlech eropgeschrauft, nodeems se vun 2012 op 2013 däitlech vu 4,1% vum PIB, oder 1,8 Milliarden, op nëmmen nach 3,1% vum PIB, 1,4 Milliarden, gefall waren. Ab 2016 läit den Taux erëm bei 4% vum PIB, wat 2016 ronn 2,1 Milliarden entsprécht, 2017 am Budget gutt 2,23 Milliarden an 2018 tëschent 2,3 an 2,4 Milliarden Euro.

Fir 2019 an 2020 weist d'Courbe am Pluriannuel zwar nees no ënnen. Dat erkläert sech awer doduerch, datt fir déi Joren déi previsibel Investissementsprogrammer nach net komplett ausgeschafft sinn oder datt nach deen een oder deen anere Projet derbäikënnt. Dat hänkt natierlech och vun der nächster Regierung of.

Wa gesot respektiv kritiséiert gëtt, d'Regierung géif am Zentralstat eng Milliard Defizit maachen, dann ass dës Zuel a Relatioun ze setze mat den Investissementer, déi de Stat mécht. 2017 sinn Investissementer, ech hunn et gesot, vu ronn 2,23 Milliarden Euro geplangt, bei engem Defizit vum Zentralstat vun 1,04 Milliarden. Dat heescht, datt den Defizit 46,6% vum Invest ausmécht oder ëmgedréit formuléiert an ausgedréckt, datt 53,4% vun den Investissementer aus de lafenden Einname gedeckt ginn.

2018 mécht dat 56,8% vun den Investissementer aus de Recettes courantes aus, déi esou finanzéiert wäerte ginn. Et ass also absolutt räsonabel a vertrietbar, datt ee Stat seng Infrastrukturen, déi fir 25, 30 oder 40 Joer gebaut ginn, zu manner wéi der Halschent mat der Schold finanzéiert. Dat gëtt et wuel a soss kengem anere Land.

D'Regierung notzt hire budgetäre Spillraum, fir an d'Zukunft ze investéieren. Domat läit si op enger ganz klorer Linn mat den internationalen Organisatiounen - Europäesch Kommissioun, OCDE, FMI, fir déi ze nennen. Déi soen, datt déi Länner, déi de budgetäre Sputt hunn, fir ze investéieren, dat och maache sollen, fir eben d'Croissance ze relancéieren.

Natierlech mussen dat och produktiv Investissementer sinn, déi nohalteg sinn, déi d'Kompetitivitéit verbesseren, d'Croissance ukierpen, Aarbechtsplaze schafen an d'sozial Kohäsioun am Land stäerken. Soss sinn dës Sue verbëtzt an de Stat bleift op engem Scholdebierg sëtzen, dee sech nëmmen duerch verbessert Recetten ofdroe léisst.

Dofir ass et och positiv ervirzeträichen, datt de Gros vun den Investissementer, déi de Stat mécht, esou produktiv a kohäsiv Investissementer sinn: an d'Schinneninfrastrukturen, do kommen ech nach drop ze schwätzen, an de Stroossebau, a Schoulen a Crèchen, Foyeren a Maison-relaisen, an d'Recherche, an d'Innovatioun, an d'Diversifikatioun vun den ekonomesche Strukturen, a Spideeler, an Altersheimer, Kläranlagen an an de Klimaschutz.

Ech wëll awer op dëser Plaz och eng kleng Kritik oder e Verbesserungsvirschlag un d'Adress vum Finanzminister riichten. Et ass a bleift extrem schwiereg, wann net onméiglech, fir aus deene verschiddene Spezialfongen erauszeliesen, wat Invest ass, also Dépense en capital, a wat Dépenses courantes sinn. Et wär wierklech nëtzlech an am Interessi vu méi Transparenz, wann dës Differenz duerch Code-économiquen och an de Spezialfonge géif gekennzeechent ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Zréck zu den Investissementer. Esou wäert an deenen nächste Joren d'Regierung weiderhin an d'Entwécklung an d'Upassung vum nationalen Eisebunnsréseau investéieren. Nom Bau vum Centre de remisage et de maintenance fir den Ënnerhalt vun den Zuchgefierer, Lokomotiven a Voituren zu Bouneweg, dem Bau vum zweete Viaduc um Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg, mä och der zweegleiseger Streck Hamm-Sandweiler, ginn d'Aarbechte vun der Erneierung a Moderniséierung vu verschiddene Gleisabschnitter op der Nordstreck, den Ausbau vun der Beetebuerger Zuchstreck, den Arrêt Pafendall-Kierchbierg wéi och de Bau vun der éischter Gare périphérique um Houwald weider intensiv virugedriwwen.

Investissementer, déi mer an den ëffentlechen Transport stiechen, wäerte sech natierlech virun allem am Chantier vum Tram widderspigelen. Am Laf vun 2017 soll déi éischt Streck vun der Luxexpo bis bei d'Rout Bréck a Betrib goen. Bis 2020 geet de Bau dann an Etappe viru bis op d'Cloche d'Or an op de Findel. Déi finanziell Ausgabe fir de Projet vu LuxTram belafe sech op ronn 560 Millioune fir d'Period vun 2016 bis 2020.

Och un der Sanéierung vun der Gare zu Ettelbréck wäert weiderhi fläisseg geschafft ginn. D'Aarbechte un der multimodaler Plattform zu Beetebuerg/Diddeleng sinn och scho säit enger Zäit amgaangen, genausou wéi d'Aarbechte vum Projet Eurocap-Rail.

Och d'Investissementer an d'Fuerschung an an d'Recherche gi vun dëser Regierung, laut dem Budget, staark gefërdert. Am Kader an am Kontext vum nationale Reformprogramm „Lëtzebuerg 2020" huet sech Lëtzebuerg näämlech verflicht, fir sech intensiv an der Recherche ze engagéieren. Dofir wäert de privaten an ëffentlechen Investissement an deem Beräich sech bis 2020 op tëschent 2,3% an 2,6% vum PIB belafen, vun deem een Drëttel der ëffentlecher Fuerschung zeguttkënnt.

An deem Kontext ass et och wichteg, datt d'Uni Lëtzebuerg, de Fonds national de la recherche an d'Fuerschungsariichtungen LIH, LISER a LIST sech engagéiert hunn, fir sech eng Partie konkret Objektiver ze ginn en contrepartie vun dëser finanzieller staatlecher Ënnerstëtzung.

D'Entwécklungshëllef bleift bei engem Prozent vum RNB, Revenu national brut. Domadder si mir eent vun deene wéinegen europäesche Länner, wou dat nach de Fall ass. Den Detail fir weider Investissementer an deem doten Domän kënnt Der am Budget des dépenses en capital an am Relevé vun de Spezialfongen noliesen.

D'Erhale vun engem héijen Niveau un ëffentlechen Investissementer ass immens wichteg fir d'Entwécklung an de Wuesstum vun eiser Ekonomie. Eng héich Politique d'investissement ass och néideg am Hibléck dorobber, datt déi Lëtzebuerger Populatioun konstant wiisst an all Joer nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Ons ëffentlech Infrastrukture musse mam Wuesstum Schratt halen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn oft diskutéiert: Verschidde Methodologië wäerten ëmmer verschidden Zuele mat sech bréngen. Zënter datt mir de PSC, de Pacte de stabilité et de croissance, respectivement de Budget pluriannuel no der SEC 2010-Norm opstellen, ass de Problem vun där Kohärenz vun de Budgetszuelen en Thema. Dofir ass eng fréier Regierung och higaangen an huet op Verlaange vun der Chamber en drëtte Volume vum Budget erausbruecht, deen d'Transitioun vum nationalen op den europäesche Budget, dat heescht vum 1999er Gesetz op d'SEC 2010 erklärt.

Op en Neits ass dëse Problem awer offensichtlech ginn an huet och prompt zu Polemike gefouert, wéi d'Zentralbank an hirem Avis de Käschtepunkt vun der Steierreform geschat huet an déi Schätzungen aneschters a virun allem méi héich ausgefall si wéi dat, wat d'Regierung an hire Budget ageschriwwen huet.

Ouni elo nach eng Kéier am Detail op dës Divergenzen zréckzekommen, well och dat ass am Kader vun der Steierreform schonn ausféierlech geschitt, ass e Groussdeel vun där Differenz op déi ënnerschiddlech Kontabilitéitsnorm zréckzeféieren, tëschent der SEC 2010, déi op der Method vun den Droits constatés baséiert, „accruals" op Englesch, an onser nationaler Kontabilitéitsregel, déi eng Comptabilité de caisse ass. De plus hat d'BCL Einname vun der Bekämpfung vun der Fraude fiscale, déi bis zu 50 Milliounen ausmaache kéinten, net berücksichtegt.

Här President, den Appell vun der Cofibu un d'Regierung ass et, fir no Méiglechkeeten ze sichen, fir den nationale Budget, iwwert deen d'Chamber natierlech mam Budgetsgesetz ofstëmmt, méi no un de Budget ze bréngen, wéi mer en am Kader vum Stabilitéitspakt op Bréissel schécken.

Ee wichtege Punkt an deem Kontext ass d'Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Akteuren, déi mat der Opstellung vum Budget ze dinn hunn. An eisem Statsapparat mat all sengen Institutiounen, Organismen a Servicer ginn iwwerall Zuele produzéiert, dacks fir ganz ënnerschiddlech Zwecker, aus ënnerschiddleche Perspektiven, déi sech da scheinbar widderspriechen. Aus engem deemools aktuelle Kontext eraus hat de fréiere Premierminister ad hoc ee Comité de prévision zesummegeruff, wou déi wichtegst, fir d'Opstellung vum Budget relevant Verwaltunge vertruede waren, fir eenheetlech Budgetsprevisiounen ze erstellen an domadder der Konfusioun en Enn ze setzen. De Comité huet duerno awer net optimal funktionéiert, fir et emol esou och auszedrécken.

De BCL-Avis huet nach eng Kéier gewisen, wéi wichteg et ass, fir all déi verfüügbar Zuelen niewenteneenzeleeën, fir eventuell Onstëmmegkeeten am Virfeld ze entdecken a wa méiglech aus dem Wee ze raumen.

De Regierungsprogramm gesäit vir, de Comité de prévision a Form vun engem Comité économique et financier national ze institutionaliséieren, mat kloer definéierte Missiounen. D'Cofibu géif et deemno begréissen, wann d'Regierung dëse Punkt vun hirem Programm séier géif ëmsetzen. De Finanzminister huet op jidde Fall confirméiert, datt dëst, wéi am Regierungsprogramm virgesinn, am éischten Trimester vum nächste Joer wäert realiséiert ginn.

Wann ee vum Budget schwätzt, muss een och vum Pluriannuel schwätzen.

An deem Zesummenhang werft d'Cofibu och nach eng zweet Fro, eng zweet Kritik op, an zwar un der aktueller Form vum Pluriannuel. Net nëmmen, datt de Pluriannuel bal no SEC-Norm - bei den Artikelen 2 an 3 -, bal no nationaler Norm - am Artikel 5 - arrêtéiert gëtt, d'Fro, déi sech stellt, ass, ob et sënnvoll ass, de Pluriannuel a senger jëtzeger Form bäizebehalen, wou sämtlech Kreditter, sämtlech Budgetsartikele bis an dee leschten Detail op véier Joer am Viraus fortgeschriwwe ginn. Ass dat wierklech, wat mer ënner enger pluriannueller Finanzplanung verstinn? Wat huet dat am grousse Ganze fir eng Plus-value fir d'Regierung, fir d'Chamber, fir d'Effentlechkeet?

Wär et net méi sënnvoll, de Pluriannuel méi strategesch opzebauen: Wou wëlle mer hin? Wat sinn déi grouss Aggregater? Wat sinn déi wesentlech politesch Optiounen a Choixen? A wéi wierken déi sech op d'ëffentlech Finanzen aus? Ech denken, dat sollen eis Iwwerleeunge sinn. De Pluriannuel muss natierlech um Niveau vun der europäescher Contrainte respektéiert ginn. Déi Extrapolatioune kënnen awer, denken ech, och aneschters gemaach ginn.

Här President, ech kommen zu deene verschiddenen Avisen.

Wat d'Avise vun de Beruffschamberen ubelaangt, do kann ee soen, datt déi Avise relativ positiv ausgefall sinn. D'Handelskummer an d'Handwierkerkummer gesinn zwar ee Paradigmewiessel an der Politik vun der Regierung, vu datt déi am Ufank vun der Legislatiounsperiod en Zukunftspak an d'Wee geleet huet an elo de Bierger vill Steiererspuernisser offréiert, fannen awer och, esou wéi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, datt d'Kafkraaftstäerkung vun de Bierger eng exzellent Politik ass.

Wann ee méi am Detail an e puer Avisen erakuckt, da kann ee soen, datt de Statsrot eng gewësse Virsiicht bei den Ausgabe préconiséiert. E ralliéiert sech do un den Avis vum Conseil national des finances publiques.

Wat den Avis vun der Cour des comptes ubelaangt, sou kann een am Resümee soen, datt de Rechnungshaff feststellt, esou wéi en déi Jore virdrun dat och scho gemaach huet, datt d'Recetten, déi vum Finanzsecteur kommen, nach ëmmer e groussen Deel vun den Einname vum Statsbudget ausmaachen. De Rechnungshaff stellt och fest, datt net all Moossname vum Zukunftspak ëmgesat goufen. Den Zukunftspak sollt insgesamt gutt 3,4 Milliarden tëschent 2015 an 2018 aspueren. D'Cour des comptes rechent de Betrag elo op gutt 2,4 Milliarden.

De Rechnungshaff stellt och fest, datt d'Steierreform net budgetsneutral ass, esou wéi dat am Ufank vun der Regierung ugekënnegt gi war. An e stellt fest, datt, wann een den OMT net erofgesat hätt op minus 0,5% vum PIB, da géif e mat den aktuelle Chifferen am Joer 2018 an 2019, wou en am Moment bei 0,2% vum PIB läit, am ale System vum plus 0,5% vum PIB drënnerleien.

Den Avis vum Conseil national des finances publiques, dem CNFP. Als Éischt freet den CNFP, dëst wéi all Joer, datt en e besseren Accès zu Informatioune vum Finanzministère kritt. E fënnt, datt de PSC, de Plan de stabilité et de croissance, deen am Abrëll presentéiert gëtt, eng gutt Saach ass. Mä de Conseil national des finances publiques freet och, datt d'Gesetz iwwert de Pluriannuel, d'Statsfinanzen, och am Kader vum PSC am Abrëll sollt déposéiert a presentéiert ginn. Och dat hate mer schonn an der Finanzkommissioun diskutéiert.

Esou wéi et aktuell fonctionnéiert, datt am Oktober d'Budgetsgesetz vum Joer duerno an de Pluriannuel déposéiert a presentéiert ginn, wär net optimal, zemools, datt am Pluriannuel all Linne vun all Dépensen nach dräi Joer weider ageschriwwe ginn. De Pluriannuel sollt eigentlech déi grouss Orientatiounslinne ginn an net, wéi am Moment, all Artikel vun all Ministère fir all Posten. Dës ageschriwwen Zuele wieren en général souwisou net ex post alleguerte richteg.

Den CNFP ënnersträicht, datt et e puer Budgetskadere gëtt, déi sech iwwerschneiden, datt et kee maximale Betrag vu Schold am Zentralstat gëtt souwéi datt et keng explizitt Berechnung gëtt, wéi ee vun nominale Solden op strukturell Solde kënnt. Dës Faite wäre keng optimal Situatioun a kéinte verbessert ginn. De Conseil national des finances publiques wënscht sech och eng besser Koordinatioun, wat d'makroekonomesch Donnéeën ubelaangt. Hie mengt och, datt d'Zuele vun de Wuesstumsprevisioune fir déi nächst Joren, déi vun der Regierung festgehale goufen, ze héich wieren.

Komme mer elo zum Avis vun der Lëtzebuerger Zentralbank. Eis Zentralbank huet e ganz detailléierten Avis presentéiert. Ech mengen, hei war déi grouss Differenz tëschent deem, wat d'Zentralbank an de Statec ausgerechent hunn, fir d'Evaluatioun vum Déchet fiscal vun der Steierreform, dat grousst Thema. Ech mengen, mir sinn do och déi lescht Woche genuch an den Detail eragaangen, wou mer ëmmer erëm gesot hunn, datt d'Methodologie vun der Zentralbank an déi vun der Regierung ännert. Béid Methodologië kann ee verdeedegen, och wa si awer e ganz anert Resultat wäerte mat sech bréngen.

Eppes musse mer an deem Kontext awer och eis alleguerte bewosst ginn: De Bierger wäert dat net verstoen, firwat do Differenze sinn. Dofir muss een, esou wéi ech scho gesot hunn, d'Methodologië beieneebréngen oder sech op eng Methodologie eenegen.

Här President, an aller Mond ass d'Diskussioun iwwert de Wuesstum, iwwert d'Informatisatioun, d'Digitalisatioun an d'Rifkin-Etüd. An der Rifkin-Etüd gëtt vill iwwert d'Relatiounen, oder iwwert d'Relatioun haaptsächlech Digitalisatioun-Produktivitéit vun eiser Gesellschaft a vun den Entreprisë geschwat. Eng Remarque derzou, déi och am Gespréich mat der Chambre des Métiers opkomm ass: D'Digitalisatioun betrëfft net nëmmen nei Entreprisen, mä och déi traditionell Betriber, zum Beispill d'Handwierksbetriber, déi däerf een an deem Kontext net vergiessen. Et muss ee se och nach ëmmer weider begleeden.

Wann d'Produktivitéit vun den Entreprisen duerch d'Digitalisatioun oder Informatisatioun a verschiddene Secteure sollt eropgoen, esou wéi et zum Beispill an der Rifkin-Etüd virgesinn ass, da muss ee sech natierlech och froen, wien Notznéisser vun dëser Produktivitéit soll ginn. Sollen dat d'Entreprisë sinn? Soll dat de Stat sinn? Oder sollen dat d'Salariéë sinn?

De Surplus vun der Produktivitéit muss an dësem Fall bei de schaffende Leit ukommen. A firwat net an enger Verréngerung vun der Aar-

bechtszäit, bei selwechtem Salaire? Digitalisatioun, Erhéijung vun der Produktivitéit a Verréngerung vun der Aarbechtszäit mat deemselwechte Salaire wieren an deem Fall vun allen ekonomeschen Akteuren akzeptéiert, well se jiddwerengem eppes géife bréngen.

Ech erlabe mer dofir, eng Motioun am Numm vun der Majoritéit vun der Cofibu ze déposéieren, déi d'Teleaarbecht soll favoriséieren. Momentan läit d'Teleaarbecht hei zu Lëtzebuerg bei ronn 6% vun de schaffende Leit, déi een Dag, also aacht Stonne pro Woch, op den Travail à distance zréckgräifen. An dëser Motioun froen ech d'Regierung, fir e Pilotprojet an der Teleaarbecht am ëffentleche Secteur, bei de Verwaltungen a bei de Ministèren ze lancéieren, dëst natierlech am Konsens mat de Leit an de concernéierte Gewerkschaften, esou wéi dat an der Konventioun tëschent der UEL an de Gewerkschaften ofgemaach ginn ass a wou et duerch de Règlement grand-ducal vum 15. Mäerz vun dësem Joer scho festgehale ginn ass. D'Analys an d'Méiglechkeet vum Télétravail solle mat dëser Motioun och an der Fonction publique iwwerpréift ginn.

Wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Villmools Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les progrès réalisés au cours des dernières années dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui permettent de plus en plus facilement d'exécuter un nombre toujours croissant de tâches administratives, scientifiques, créatives et autres à distance;

- considérant l'étude Rifkin qui souligne que le travail à distance peut contribuer à désengorger le réseau routier de la Grande Région et du Luxembourg en particulier en réduisant le trafic notamment aux heures de pointe, tout en améliorant la qualité de vie des travailleurs;

- considérant que le travail à distance permet aux travailleurs de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale;

- constatant que le cadre légal régissant le travail à distance reste à parfaire, que ce soit au niveau du droit du travail, du droit fiscal, du droit de la sécurité sociale, ou de la législation en matière de protection de la vie privée;

- considérant que selon des chiffres publiés par le Statec, environ 6% des travailleurs au Luxembourg pratiquent d'ores et déjà le télétravail à raison d'au moins 8 heures par semaine;

- vu la Convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des entreprises luxembourgeoises, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, déclarée obligatoire par voie du règlement grand-ducal du 15 mars 2016, qui exclut cependant expressément les agents de la fonction publique et de statuts assimilés;

- estimant que l'État en tant qu'employeur devrait montrer le bon exemple en promouvant les bonnes pratiques dans le domaine du monde du travail,

invite le Gouvernement

- à analyser le potentiel que renferme le travail à distance dans l'administration publique luxembourgeoise;

- à consulter les représentants syndicaux au sujet du télétravail;

- à en tirer les conclusions en présentant des recommandations et des bonnes pratiques qui sont les conditions de réussite de la mise en œuvre du travail à distance et qui en facilitent l'usage;

- à proposer, le cas échéant, une adaptation du régime juridique du télétravail dans la fonction publique et les secteurs assimilés;

- à lancer des projets pilotes dans les administrations et services de l'État intéressés.

(s.) Claude Haagen, Eugène Berger, Alex Bodry, Viviane Loschetter.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, d'Digitalisatioun muss encadréiert ginn, besonnesch am Aarbechtsrecht, am Steierrecht a bei de soziale Rechter, an zwar vun elo un. D'Informatiséierung vun eisem gesellschaftleche Liewen ass schonns amgaangen. Mir mierken et schonns bal net méi, mir hunn eis schonn alleguerten dru gewinnt. Eist berufflecht Ëmfeld huet sech duerch Internet, E-Mail an de Gebrauch vu Smartphonë komplett geännert. D'Terme vun Économie circulaire falen dauernd. Déi drëtt industriell Revolutioun ass amgaangen, mir schwätze scho vun der véierter. Dëst sinn och keng Revolutiounen, mä Evolutiounen, déi amgaange sinn an déi mer net kënnen ophalen oder wëllen ophalen. Mir, eis Gesellschaft, musse se positiv ausnotzen.

Dofir brauche mer och ee Gremium, wat sech mat der Digitalisatioun auserneesetzt, an zwar vun alle Säite gekuckt, e Gremium, wat d'Informatisatioun duerch d'Secteuren an Aspekter analyséiert, d'Schwéierpunkten, d'Orientatiounen, d'Problemer, d'Kriticken an déi potenziell Virdeeler ausschafft an déi verschidde Secteuren a virun allem d'Politik beréit. Esou e Gremium kéint zum Beispill de Wirtschafts- a Sozialrot sinn. Hei sinn d'Patronat, d'Gewerkschaften an de Stat vertrueden.

Lëtzebuerg kéint an deem Sënn e Pilotprojet fir d'Zukunft ginn. Eist Land kéint e Pays phare an der Digitalisatioun ginn. Mir hunn déi richteg Gréisst, leien zentral, eis Populatioun ass multilingual a gutt ausgebilt. Et gesäit een och, datt verschidden Entreprisen, wéi Uber, fir se net ze nennen, sech fir Lëtzebuerg interesséieren. An deem Fall däerfen awer sozial a steierlech Kritären op kee Fall ausgehiewelt ginn. Dann, an nëmmen dann, ka Lëtzebuerg an der Digitalisatioun eng grouss Roll spillen. Dat wëssen och déi concernéiert Entreprisen, déi doranner wëllen investéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanzen, d'Digitalisatioun an den Ageing Report ginn natierlech an dësem Budget 2017 behandelt. Am Géigesaz zum Ageing Report 2012, wou d'laangfristeg Käschte vun der Alterung vun der Gesellschaft nach op 29,8% vum PIB geschat goufen, dovunner 18,6% fir d'Pensiounen, geet dësen Taux am Ageing Report 2015 op 25,7% erof, dovunner d'Pensiounen nëmmen nach 13,4%, also ronn 4% manner.

D'Ursaach derfir sinn am Wesentlechen déi nei demografesch Projektiounen, déi vun engem méi héije Bevëlkerungswuesstum ausginn, dem sougenannten 1,1-Milliounen-Awunnerstat.

Dofir konnt dann och den Objectif budgétaire à moyen terme OMT vis-à-vis vum Solde structurel fir Lëtzebuerg vu plus 0,5% PIB op minus 0,5% PIB erofgesat ginn. Et huet een an der Lescht dacks héieren, an et gouf och an eenzelnen Avise geschriwwen, datt d'Regierung mat deem neien OMT den 1,1-Milliounen-Awunnerstat entérinéiert, also guttgeheescht hätt respektiv mat hirer Politik dorobber wéilt histeieren. Dat ass menger Meenung no esou net ganz richteg, dofir soll een déi Ausso esou och net stoe loossen. Den OMT vu minus 0,5% ass net de Grond fir den 1,1-Milliounen-Zeenario, et ass eng Konsequenz doraus. Den 1,1-Milliounen-Awunnerzeenario existéiert näämlech relativ onofhängeg vum Budget a vum OMT. E baséiert villméi op demografeschen Hypotheesen, wéi Féconditéit, Liewenserwaardung, Immigratioun, an op „labour force"-Hypotheesen, notamment d'Produktivitéit, d'Liewensaarbechtszäit, Taux d'emploi, fir nëmmen dës ze nennen.

Oder aneschters gesot: Och en OMT vu plus 0,5% oder plus 1,5% géif kee Jota um 1,1-Milliounen-Awunnerzeenario änneren. En hätt ebe just en Impakt op d'Statsfinanzen.

Mä wann een déi demografesch Projektiounen als Aarbechtshypothees unhëlt, an am Moment ass dat de Fall, da léisst en OMT vu minus 0,5% e Sputt, deen noutwendeg ass, fir d'Land op déi zukünfteg Erausfuerderunge virzebereeden, notamment duerch déi néideg Investissementer an Infrastrukturen.

Sollte sech déi Zeenarien an deenen nächste Joren erëm änneren, kann a wäert d'Kommissioun dorobber och mat engem neien OMT reagéieren, dee bekanntlech all dräi Joer nei fixéiert gëtt.

Här President, mir sollten eng flexibel, modern Finanzpolitik maachen, déi der ekonomescher Realitéit Rechnung dréit. A mengem schréftleche Rapport begréissen ech och déi flexibel Aart a Weis, wéi am Finanzministère geschafft gëtt. Flexibel Aart a Weis wëllt elo net soen, datt ee sech keng Struktur, keng Reglementer gëtt, well déi sinn am Alldag vun de Finanze batter noutwendeg.

D'Zréckgräifen op en Emprunt à court terme, eng Ligne de trésorerie oder Ligne de préfinancement, fir Liquiditéitsproblemer ze iwwerbrécken, sinn e gudden Outil, fir an de Finanzen ze schaffen. Si mussen awer transparent an ekonomesch rentabel sinn. An dat ass hei de Fall. De Finanzminister huet zum Beispill zum Enn vum Joer keen Emprunt iwwer 1,5 Milliarde gezunn, obschonns dee geneemegt an autoriséiert war an ass. De Ministère huet léiwer à court terme Suen zu engem Taux vun 0% geléint. Dëst konnt gemaach ginn, well d'Banken iwwert d'Décisioun vun der EZB op hire Liquiditéitsreserven en negativen Taux vun 0,4%, also minus 0,4% hu misse bezuelen.

Wann d'Liquiditéiten, déi de Stat dann zegutt huet, an d'Statstrésorerie gefloss sinn, gëtt dann de Montant zréckbezuelt. Et schéngt mer awer och evident ze sinn, datt den Emprunt vun 1,5 Milliarden, deen Enn vun dësem Joer sollt gezu ginn, elo eréischt am éischten Trimester vum nächste Joer gezu gëtt.

D'Chambre des Fonctionnaires huet an deem Kontext iwwregens d'Fro opgeworf, firwat d'Regierung net erëm op de Wee vun engem Emprunt populaire geet. Bon, mir wëssen natierlech alleguerten, datt den Emprunt populaire am Prinzip méi deier gëtt, well e méi opwendeg ass fir den Émetteur, wéi wann den Emprunt bei e puer groussen, institutionellen Investisseure wéi Banken, Pensiounsfongen, Liewensversécherunge placéiert gëtt. Et wär trotzdeem eng Iwwerleeung wäert, fir esou en Emprunt populaire opzeleeën, fir och de Spuerer emol erëm d'Méiglechkeet ze ginn, an eng Lëtzebuerger Statsobligatioun ze investéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, e Budget spigelt d'Prioritéite vun enger Regierung erëm. Hei gëtt an all Beräicher investéiert, déi besonnesch fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land vu Bedeitung sinn. Nieft den Investitiounen an d'Infrastruktur fléisst e wichtegen Deel vum Budget an eis sozial Servicer oder gëtt direkt ëmverdeelt. Mir däerfen awer net vergiessen, datt de Stat net deen eenzegen Akteur ass, wann et drëm geet, eise Wuesstum méi nohalteg ze gestalten. Et ass och net de Stat eleng, deen derfir suergt, datt bei enger rasanter Entwécklung vun eisem Land Deeler vun der Bevëlkerung net zréckbleiwen.

Ee ganz wichtegen Akteur, deen um Terrain déi Politicken ëmsetzt, déi eng Regierung virzeechent, dat sinn d'Gemengen. D'Gemenge spillen eng immens grouss Roll, wann et drëm geet, konkret Projeten a Politicken ëmzesetzen am Interessi vu méi Émweltschutz, bei der Landesplanung, fir d'Énnerstëtzung vu klengen a mëttleren Entreprisen. Et sinn och d'Gemengen, déi en direkte Kontakt zu hire Bierger hunn a ganz geziilt sozial Problemer kënnen ugoen.

Fir datt se dat alles kënne maachen, brauche se déi néideg finanziell Mëttelen a genuch Autonomie, datt si eng Politik, déi de Stat a grousse Linne virgëtt, un hir reell Situatioun upassen, am Sënn an entspriechend de Prioritéite vun hire Bierger. Dës Autonomie gëtt virun allem iwwert déi sougenannt Recettes non affectées garantéiert, also d'Einnamen, déi net un e bestëmmten Zweck gebonne sinn. Nieft der Grondsteier, déi momentan kee besonnesch grousse Montant ausmécht, waren dat bis elo Suen, déi d'Gemengen iwwert den Impôt commercial communal kruten, an hiren Undeel aus dem Fonds communal de dotation financière.

Zanter laange Jore gëtt et iwwregens bei alle Parteien, iwwer all Parteien ewech zu Lëtzebuerg e Konsens, datt dee Verdeelungsmechanismus net méi ugepasst war un d'Situatioun, un d'Aufgabe vun de Gemenge vun haut a misst ugepasst ginn. Dofir huet dës Regierung eng Gemengefinanzreform gemaach. Och hei ass d'lescht Woch vill driwwer diskutéiert ginn an och hei ass déi zum Vott gestallt ginn an ugeholl ginn.

Am Kader vum Budgetsrapport wéilt ech just nach e puer Haaptaspekter vun der Gemengefinanzreform ervirsträichen.

D'Gemengefinanzreform schwächt déi grouss Énnerscheeder tëschent eenzelne Gemengen of. Tatsächlech waren an der Vergaangenheet eenzel Gemenge staark bevirdeelegt, well se ganz héich Recetten iwwert den ICC haten. Doduerch, datt deen Deel, deen d'Gemengen direkt vum ICC behale kënnen, méi kleng gëtt, an déi aner Part zesumme mat der Dotatioun vum Stat no engem eenzege Mechanismus un d'Gemenge verdeelt gëtt, ginn dës Differenzen, dës Disparitéiten zum Deel ausgeglach. Et gëtt doriwwer eraus verstäerkt landesplanneresche Kritäre Rechnung gedroen. Iwwert de Kritär vun der Population ajustée kréien déi Stied an Uertschafte méi Moyenen, déi no de Virstellunge vum Stat sollen Aufgaben iwwerhuelen a Servicer ubidden, déi net nëmmen de Bierger aus hirer Gemeng, mä och de Bierger aus der ganzer Regioun zeguttkommen.

An Zukunft spillt d'Bevëlkerungsdicht vun enger Gemeng eng wichteg Roll bei der Ëmverdeelung, wärend d'Surface vun der Gemeng net méi esou vill an d'Gewiicht fält.

Eng ganz wichteg Neierung ass awer virun allem de sozioekonomesche Kritär, deen agefouert gëtt a fir bis zu 10% am Verdeelungsmechanismus spillt. Domat gëtt endlech der Tatsaach Rechnung gedroen, datt d'Populatioun an deene verschiddene Gemengen net déiselwecht sozial Zesummesetzung huet an datt et Gemenge gëtt, déi wesentlech méi Ausgabe fir sozial Mesuren hunn a maache wéi anerer. Deen neie Kritär ass eng Unerkennung vun dëser Tatsaach an ënnerstëtzt eng voluntaristesch Politik vun de Gemengen an dësem Beräich.

Datselwecht gëllt fir dee méi spezielle Kritär vu Logements sociaux, dee jo bis zu engem Prozent innerhalb vun deem sozioekonomesche Kritär tëschent 9% an 10% ausmécht.

Et ass ganz richteg, datt Gemengen, déi no deem, wat ech grad beschriwwen hunn, méi Aufgaben oder manner Aufgaben (veuillez lire: oder méi Ausgaben) ze droen hunn, mat der Gemengefinanzreform méi Suen aus deem gemeinsame Fong kréien. Et wär awer net richteg gewiescht, wann aner Gemengen am selwechte Mooss Suen ewechgeholl kritt hätten. Dofir huet dës Regierung décidéiert, datt all Joer en zousätzlechen Transfer vun 90 Milliounen Euro soll vum Stat, also aus dem Budget, un d'Gemenge gemaach ginn. An dat huet natierlech, wéi gesot, en Impakt op de Statsbudget.

Trotz der zousätzlecher Enveloppe, déi de Stat an deen nei geschafene Fong gëtt, géifen et ëmmer nach Gemenge ginn, déi no deem neie Verdeelungsschlëssel an deene kommende Jore manner Sue kréie géife wéi bis elo. Well d'Regierung awer garantéiere wëllt, datt keng Gemeng no dëser Reform méi schlecht dosteet wéi virdrun, gesäit dat neit Gesetz eng Kompensatioun vir, déi sécherstellt, datt all Gemeng mindestens den Niveau vun de Recettë ka behalen, dee si op d'Joer 2015 hat.

Et gëtt geschat, datt duerch déi natierlech Evolutioun vun de Recetten dës Kompensatioun graduell ofhëlt an no fënnef Joer net méi néideg ass. Fir 2017 sinn am Budget 10 Millioune fir dës Kompensatioun agedroen, fir 2018 wieren et der nach just 5, 2019 2 Milliounen an op 2019 gekuckt nach 100.000 Euro. De reellen Écart wäert awer vu Joer zu Joer gekuckt ginn a mam jeeweilege Budgetsgesetz arrêtéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, als Rapporteur hat ech logescherweis Kontakt mat ville Verwaltungen a mat verschiddene Ministèren. Eppes ass do ëmmer erëm zur Sprooch komm, an zwar d'Protection des données. D'Protection des données ass ouni Zweifel dat néidegt Instrument, fir de Bierger ze schützen an net zum gliesene Bierger ginn ze loossen. Dat ass och eng Gefor vun der Digitalisatioun. D'Fro muss awer erlaabt sinn, ob dës Protection des données innerhalb vum Stat tëschent de Verwaltungen esou strikt muss sinn. Wann d'Donnéeën tëschent der Steierverwaltung an dem Enregistrement, fir nëmmen dës ze nennen, net kënnen ausgetosch ginn, esou schéngt mir dat awer relativ komesch ze sinn. Den Austausch vun de perséinlechen Donnéeë geschitt näämlech net ëmmer zuongonschte vum Bierger; oft souguer ass de Contraire de Fall.

Wa mer vun der Bekämpfung vun der Fraude fiscale schwätzen, misst den Austausch vun den Donnéeën awer net un der Protection des données scheiteren. Ech wëll hei net falsch verstane ginn: D'Protection des données ass wichteg fir all Bierger. Innerhalb vum Stat misst dat awer goen. Wann Imposition directe an Imposition indirecte eng eenzeg Verwaltung wieren, géif de Problem sech dann och stellen? Ech denken net.

Ier ech zur Konklusioun kommen, wollt ech nach ee lescht Thema uschneiden. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg vill iwwert den Aarmutsrisiko diskutéiert. Déi positiv Nouvelle am Rapport Travail et cohésion sociale ass sécher, datt den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg 2015 erëm zréckgaangen ass vu 16,4% op 15,3%. Déi schlecht Nouvelle ass awer, datt d'Tendenz vun engem steigenden Aarmutsrisiko net gebrach ass. Besonnesch betraff si verschidde Gruppen: Chômeuren, Leit mat niddregem Bildungsniveau, déi kee Schoulofschloss hunn, Auslänner, jonk Leit a Kanner, Monoparentallen. Relativ manner betraff si Lëtzebuerger Leit mat héijem Bildungsniveau, eeler pensionéiert Leit vläicht, Koppelen ouni Kanner.

D'Kritik un deem Indicateur ass, datt en nëmme moosst, wat déi monetär Situatioun vun de Stéit ass. Nëmmen de Revenu disponible, also dat, wat d'Ménagë cash hunn, fir auszeginn, gëtt berücksichtegt. D'Prestations en nature, d'Bereetstellung vun Infrastrukturen a staatleche Servicer ginn net erfaasst. Dat kann zur paradoxer Situatioun féieren, datt iwwerall do, wou de Stat eng Geldleeschtung net gëtt oder se afréiert, desindexéiert oder kierzt, dofir awer eng Infrastruktur, e Service, eng Prestation sociale en nature aféiert, den Aarmutsrisiko statistesch awer klëmmt.

De Problem ass net eleng deen, datt d'Statistik dann net méi esou gutt ausgesäit; de Problem ass villméi deen, datt d'Politik dozou verféiert kéint ginn, einfach méi Geldleeschtungen ze ginn an d'Infrastrukturen an d'Servicer ze vernoléissegen, fir „window dressing" ze maachen, och wann dat am Sënn vun der Aarmutsbekämpfung net de richtege Wee ass. Dofir, deen Indicateur net eleng kucken, net iwwerbewäerten, mä och aner Indicateure kucken, fir e méi komplett Bild ze kréien, och vun

der Komplexitéit vum Phenomeen vun der Aarmut, der Prekaritéit, der Exklusioun.

En neie Moment an dëser Debatt ass elo kierzlech bäikomm duerch d'Veröffentlechung vum Statec vu senger Etüd iwwert de Referenzbudget. Deemno brauch e Single-Stot 1.923 Euro - e Mann - respektiv 1.909 Euro - eng Fra - de Mount, fir en dezent Liewen zu Lëtzebuerg kënnen ze féieren. Fir eng Koppel mat zwee Kanner léich déi Zomm bei 3.935 Euro, fir eng Koppel ouni Kanner bei 2.600 Euro, an och an deene Paragë fir d'Monoparentalle mat engem Kand.

Déi Zuele wäerten an deenen nächste Wochen a Méint nach vill kommentéiert an analyséiert ginn, och am Kontext vun der Erhéijung vum Mindestloun a vum RMG op den 1. Januar 2017.

Mä zréck bei den Aarmutsrisiko a bei d'Aarmutsbekämpfung, well ëm déi geet et jo schlussendlech. Datt onse Sozialsystem trotzdeem ganz effikass ass, dat gesäit een dorunner, datt den Aarmutsrisiko avant transferts sociaux ronn dräimol méi héich ass, 45%, wéi no den Transferen. Eleng d'Transferen un d'Sécurité sociale maache ronn een Drëttel vun den Dépense-courantë vum Zentralstat aus: 1,6 Milliarden Euro fir d'Pensiounskeess, bal 1,4 Milliarden Euro fir d'Gesondheetskeess an d'Fleegeversécherung an iwwer 1,1 Milliarden Euro fir d'Zukunftskeess - Prestations familiales. De Fonds pour l'emploi kritt 2017 ronn 650 Milliounen Euro aus dem Statsbudget. 2017 gëtt vun der positiver Finanzlag bei der CNS profitéiert, fir eng Rei wichteg Leeschtungsverbesserungen ze maachen, notamment bei den Zänn a bei de Brëller.

D'Sozialausgaben insgesamt leien däitlech iwwer 40%, jee nodeem, wat een alles mat arechent. Dofir ass och de Budget 2017 e Budget vun der Solidaritéit, der sozialer Kohäsioun an der Inklusioun.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zur Konklusioun.

Dräi Konklusiounen: Éischtens, de Budget 2017 an de Pluriannuel fannen de richtege Mëttelwee tëschent enger Finanzpolitik, déi déi grouss budgetär Equilibere respektéiert, an enger Finanzpolitik, déi déi néideg Akzenter setzt. D'Statsschold gëtt bei 23% vum PIB stabiliséiert. De Gesamtstat weist bis 2020 ëmmer e liichten Excédent aus an de Solde structurel respektéiert iwwert déi ganz pluriannuel Period den OMT. Gläichzäiteg gëtt den Invest op bal 4% vum PIB eropgeschrauft an d'Kafkraaft vun de Bierger a Salariëë gëtt duerch d'Steierreform an eng Partie aner Mesurë gestäerkt.

Zweetens, um budgetstechnesche Plang formuléiert d'Cofibu eng Partie Recommandatiounen a Fuerderungen un d'Regierung. De Pluriannuel soll aneschters opgestallt ginn, manner an enger kontabeler Logik, dofir méi an enger strategescher Logik, an och an därselwechter Perspektiv betruecht ginn. D'Regierung soll nach eng Kéier versichen, fir déi zwou Presentatioune vum Budget, also déi national Norm, déi nom 1999er Gesetz, an déi europäesch Norm no der SEC 2010-Norm méi no beieneenzebréngen, fir schliisslech d'Konfusioun an den Zuelen op e Minimum ze reduzéieren. A schliisslech fuerdert d'Cofibu, datt de Comité de prévision, dat hunn ech scho gesot, esou schnell wéi méiglech institutionaliséiert gëtt.

Drëttens recommandéiert d'Cofibu, datt d'Regierung, zesumme mat alle Forces vives de la nation, d'Diversifikatioun vun engem Tissu économique virundreift an d'Transitioun an déi digital Welt um gesetzlechen, infrastrukturellen a gesellschaftleche Plang virbereet a begleet. Mir mussen onst Land fit maache fir déi drëtt industriell Revolutioun, déi schonn ugefaangen huet an déi vill Veränneruge mat sech brénge wäert, ob ons dat gefält oder net.

De Rifkin-Rapport weist do eng Partie interessant Pisten, déi een elo verdéift, konkretiséiert, wou eenzelner vläicht och erëm verworf musse ginn. De Chantier huet grad eréischt ugefaangen. An och de Législateur selwer muss do seng Responsabilitéiten iwwerhuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. Ech ginn Iech Akt vun Ärem Rapport. An domat si mer de Mëtten um Enn vun eiser Sëtzung ukomm, well mer jo traditionell just de Rapporteur héieren.

Muer de Moien hu mer Rendez-vous um néng Auer fir d'Presentatioun vum Här Finanzminister. An da mëttes fänke mer u mat de mandatéierte Spriecher zum Budget, mat de Fraktiounscheffen.

Merci a bis muer!

(Fin de la séance publique à 15.32 heures)

SÉANCE 17

MERCREDI,
21 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- *Exposé (accompagné d'une présentation PowerPoint): M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

3. 7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth), M. Eugène Berger (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Adehm*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015

- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)*
- *Discussion générale: M. Roger Negri, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur

- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes
- *Exposé: Mme Diane Adehm (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, gudde Moien, ech maachen d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d'Haaptmatdeelung de Moie vun der Regierung d'Deklaratioun vum Här Finanzminister ass. Ass dat esou?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer direkt dozou iwwer an héieren den Exposé vum Här Finanzminister Pierre Gramegna iwwert de Budget fir d'Joer 2017 an iwwert déi pluriannuel Finanzplanung. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

Exposé (accompagné d'une présentation PowerPoint) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, virun enger Woch hu mer hei op dëser Plaz d'Steierreform gestëmmt. A well dës Regierung d'Statsfinanze sanéiert huet, a well mer och eng wirtschaftlech Entwécklung hunn, déi ganz positiv ass, konnte mir an dëser Steierreform de Leit méi Kafkraaft ginn an den Entreprisë méi Spillraum.

Steierpolitik a Budgetspolitik sinn zwou Säite vun därselwechter Medail. Et geet drëm, ze wëssen, wéi vill Suen de Stat eranhëlt a wat e mat deene Sue mécht. Dat gesäit een och an deene verschiddenen Avisen, déi all hei presentéiert gi sinn der Chamber. An dat wäerte mer och an den Debatten haut a muer héieren.

Budgets- a Steierpolitik sinn also en Deel vun engem Ganzen a schreiwe sech an an d'Kontinuitéit vun der Regierung hirer Politik a bereeden eist Land fir d'Zukunft vir.

Ech géif gäre fir d'Éischt dem Claude Haagen, dem Rapporteur, fir säi schrëftlechen, ganz detailléierte Bericht a fir säin exzellente mëndleche Bericht gëschter villmools Merci soen.

Ech wëll a mengem Exposé haut net op alleguerten d'Detailer agoen, well effektiv villes am Avis (veuillez lire: Rapport) vum Rapporteur steet, a rappeléieren, dass dëse Budget mat dräi Stéchwierder beschriwwe war, an dat huet sech natierlech net geännert, am Zeeche vun der Qualitéit, vun der Solidaritéit a vun der Kompetitivitéit.

Et ass also e Budget vun der Qualitéit, well dat, wat dës Regierung ustrieft, ass e qualitative Wuesstum. Et ass e Budget vun der Solidaritéit, an dat ass net nei, dat ass an der Kontinuitéit vun deenen anere Joren. An et ass e Budget vun der Kompetitivitéit, well mer den Entreprisë méi Spillraum kënne ginn, fir dass se sech kënnen op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft preparéieren.

Mäin Exposé ass an dräi Deeler agedeelt: Den éischten Deel, dat sinn d'Schwéierpunkte vum Budget, den zweeten Deel ass den Iwwerbléck iwwert de Budget an den drëtten Deel ass e Bléck an d'Glaskugel oder, anescht ausgedréckt, d'Zukunft.

D'Schwéierpunkte vum Budget 2017 emol fir d'Éischt.

An de leschten 20 Joer ass eis Populatioun ëm 40% gewuess. An de leschten 20 Joer huet sech d'Zuel vun de Frontaliere verdräifacht, vu ronn 57.000 op haut 175.000. Et geet der Regierung net drëm, déi Ziffer vu méi wéi eng Millioun Awunner am Joer 2060 sech eegen ze maachen. Déi Ziffer huet och net d'Regierung an d'Welt gesat. Dat ass just eng fortlafend Rechnung, déi d'Kommissioun gemaach huet, wann alles géif beim Ale bleiwen.

Mä dës Regierung wëllt net just nokucken an de Wuesstum begleeden. Mir wëllen dëse Wuesstum beaflossen. Mir wëllen anticipéieren, fir dass mer muer besser dostinn, mat enger besserer Croissance, mat engem Wuesstum, dee qualitativ gutt ass. Anescht ausgedréckt, mir wëllen d'Croissance encadréieren.

A wéi maache mer dat? Ma op zwou Achse maache mer dat, andeem mer investéieren, fir nei Infrastrukturen auszebauen a fir d'Liewensqualitéit vun eise Bierger ze verbesseren, awer och fir de Wuesstum esou ze gestalten, dass mer vläicht gradesou vill Croissance kënne kréien, ouni esou vill Leit mussen an d'Land unzezéien.

De Budget vum nächste Joer geet och a Richtung vun der Ëmsetzung vun der Rifkin-Etüd, déi de Wirtschaftsminister Etienne Schneider viru Kuerzem virgestallt huet an déi jo d'Regierung sech eege gemaach huet. A se setzt och déi landesplaneresch Akzenter, déi de Minister François Bausch a senger Strategie och an deene leschte Woche presentéiert huet an déi d'Regierung sech och eege gemaach huet.

Dofir wäerte mir an den nächste Joren d'Investissementer verstäerken, an zwar haaptsächlech an der Mobilitéit. A mir wäerten déi dräi grouss Zentren, déi an der strategescher Analys festgehale sinn, stäerken: Dat ass natierlech fir de Groussraum Esch, fir eis Haaptstad a fir d'Nordstad. Mir wäerten an den nächste fënnef Joer fir dës landesplaneresch Strategie 674 Milliounen Euro investéieren. Fir d'Erausfuerderung vun der Mobilitéit unzepaken, muss ee multimodal denken. An de Budget 2017 geet méi wéi jee an d'Richtung, fir den Tram, de Bus, den Zuch an de Vëlo ze favoriséieren.

Lëtzebuerg investéiert awer och baussent dem Transport erëm eng Kéier massiv a gréng Infrastrukturen. Ech hat och schonn am Oktober dorop higewisen. An déi gréng Infrastrukturen, dat sinn déi, déi natierlech fir den Ëmweltschutz, fir de Waasserschutz a fir de Klimaschutz sinn. Déi Investissementer louche viru fënnef Joer nach bei ronn 200 Milliounen. Déi wäerten 2017 2,5-mol méi héich, iwwer 600 Millioune leien, genee bei 617, oder ronn e Véierel vun eisen Investissementer alleguerten.

De Wunnengsbau, dee jo eng Prioritéit ass vun dëser Regierung, wäert... De Wunnengsbau an d'qualitativt Wunne si mat 210 Milliounen am Budget 2017 virgesinn. Dat ass eng Augmentatioun vu 4%. Am Sënn vum qualitativen a bessere Wunne schafe mer jo och vum nächste Joer un eng Klimabank. Dat Gesetz gëtt muer hei am Parlament gestëmmt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eiser Wirtschaft geet et gutt. Si wiisst säit dräi Joer en moyenne ongeféier 4%. Den Débat iwwert d'Kompetitivitéit vu virun zwou Wochen huet gewisen, dass mer optimistesch kënne sinn an dass d'Weiche gestallt sinn, fir weider ze wuessen. Wann een dat wëllt op engem Diagramm gesinn, ass dat am beschten illustréiert, wann een d'Evolutioun vum Emploi kuckt, wéi Der dat hei affichéiert gesitt. Zwëschent 2013 an 2016 ass den Emploi zu Lëtzebuerg ëm 8,2% geklommen. Dat ass dat drëttbescht Resultat an Europa!

An doduerch ass de Chômage zu Lëtzebuerg rezent och nach erofgaange vu 6,3% op 6,2%. Dat si besser Ziffere wéi déi, déi mer nach virun zwee Méint haten. An dat sinn an der Realitéit 873 Leit manner am Chômage. Domat ass eise Chômage-Taux esou niddreg wéi scho laang net méi: säit Oktober 2012. Dat ass eng gutt Noriicht fir de Budget.

Éischtens emol ass et eng gutt Noriicht, well déi Leit, déi eng Aarbechtsplaz fannen, natierlech och zu de soziale Leeschtungen an zu de soziale Kontributioune bäidroen. An zweetens spuere mer natierlech Geld am Fonds pour l'emploi. Fir d'Joer 2017 ass déi Ekonomie 75 Milliounen. Dat ass jo och beträchtlech!

Am Sënn vum qualitative Wuesstum wäert de Stat an den nächste Jore besonnesch déi Secteure privilegéieren, wou ganz vill Plus-value, ganz vill Valeur ajoutée ka gemaach ginn. A wa mer Aarbechtsplaze schafen, déi vill Valeur ajoutée maachen, da kréie mir e Wuesstum, dee qualitativ ass. A mir wäerten also da manner Awunner am Land hunn.

Fir dës Transitioun ze begleeden, wäerte mer méi Efforte maachen an der Weiderbildung, an der Formation continue vun de Leit. An dofir wäert de Minister Claude Meisch d'nächst Joer 15 Millioune méi a sengem Budget hunn.

Am Kader vum Programm „Lëtzebuerg 2020" huet Lëtzebuerg sech engagéiert, ëffentlech Investissementer an der Fuerschung tëschent 0,7% bis 0,9% vum PIB ze erreechen. Dat wäerte mir am Joer 2017 fäerdegbréngen. Mir hunn an der Period 2014-2017 1,15 Milliarden an d'Recherche an an den Enseignement supérieur gestach.

D'Kontributioun fir d'Uni geet d'nächst Joer nach eemol 6,8% an d'Luucht op 160 Milliounen. An ech mengen, der Uni kann ee gratuléiere fir dat, wat an deene leschten zwielef Joer gemaach ginn ass. Mä si huet och e ganz ambitiéise Plang fir déi nächst zéng Joer, fir do ënnert d'Top 10-Universitéiten ze kommen, vun deene jonken Universitéiten, déi manner wéi 50 Joer bestinn.

An eis Uni ass natierlech e wesentlechen Atout fir eis Wirtschaft, fir eis Finanzplaz, awer och fir d'Synergië kënnen hierzestelle mat allen Akteuren, am Sënn vun deem, wat och an der Rifkin-Etüd steet.

De Stat investéiert och an e performanten ëffentlechen Déngscht. An engem Land, wat 4% wiisst, mussen och genuch qualifizéiert Leit beim Stat schaffen. Dee Wuesstum muss jo begleet ginn. An dofir huet d'Regierung décidéiert, d'Paien an der Fonction publique ze revaloriséieren.

An et wäerten d'nächst Joer e bësse méi wéi 1.000 Leit agestallt ginn. De gréissten Deel dovunner geet an den Enseignement an an eis Sécherheet, haaptsächlech an der Polizei, wou 100 nei Poste geschaaft gi sinn. De Budget vum Ministère de la Sécurité intérieure geet deemno 2017 ronn 9% erop.

Ech mengen, dass et och wichteg ass, well de Budget jo e Gesamtbild eriwwergëtt, e Wuert iwwert d'Flüchtlingsproblematik hei ze soen. Mir hu fir d'Joer 2017 40 Milliounen do virgesinn, fir där Erausfuerderung entgéintzestoen. Déi tragesch Aktualitéit ronderëm d'Evenementer vun Aleppo weist eis, dass dat e Problem ass, dee laang wäert bäi eis bleiwen.

Et geet natierlech net duer, dass mer Efforten hei zu Lëtzebuerg maachen. Et muss een och Efforten an deene Kriselänner maachen, oder an deene Länner, wou et de Leit net esou gutt geet. A Lëtzebuerg wäert weider seng Solidaritéit beweisen, andeem et eent vun deene rare Länner ass, wat weider 1% vu sengem Revenu national brut wäert an d'Entwécklungshëllef stiechen. An dat ass dann e Plus d'nächst Joer vun 22,5 Milliounen. Wann ech elo zum Beispill fir 2017 eleng kucken, oder fir 2016 eleng kucken, hu mir fir Syrien scho 7,5 Milliounen Hëllefe virgesinn.

Schlussendlech, éier ech op d'Vue d'ensemble kommen, nach e Wuert iwwer eise Verteidegungsbudget. Dat ass och een, dee relativ séier klëmmt, well mer eisen internationalen Obligatiounen nokomme mussen. A mir sinn um Wee fir op 0,6% vum PIB ze kommen a wäerten d'nächst Joer 20 Millioune méi derfir ausginn.

Aus zäitleche Grënn wäert ech haut, wéi gesot, net op den Detail vun allen Dépensen a Recetten agoen. Dat ass am Rapport vum Claude Haagen ganz gutt gemaach ginn. Ech wëll dem Rapporteur awer och soen, dass ech seng dräi grouss Recommandatioune mer ganz gutt notéiert hunn, an zwar déi, fir de Budget pluriannuel méi strategesch ze gestalten. Déi zweet Propositioun ass, fir de Comité des prévisions ze institutionaliséieren. An déi drëtt ass, fir d'Kontabilitéit vum Stat no den nationale Regelen den europäesche Regele méi no ze brengen. An deem Sënn ass och a menger Vue d'ensemble alles am SEC 2010 ausgedréckt.

Wa mer elo d'Dépensen nach eng Kéier kucken, de Kuch mat de Schattéierungen, da gesäit een, dass mer am Total 17,9 Milliarden ausginn. An ech wäert elo déi sechs Haaptposte séier duerchgoen. De gréissten Deel vun den Dépensë sinn Transferen un d'Sécurité sociale, Sozialleeschtungen, Subsiden an aner Transferen an der Héicht vun 8,3 Milliarden Euro. Dat ass bal d'Halschent vum Budget. Et ass also an der Kontinuitéit vun der Vergaangenheet an et ass also e Budget vun der Solidaritéit.

Wann een op dem Tableau kuckt, gesäit een, dass tëschent 2013 an 2016 déi Prestatiounen, alleguerten zesummen, ëm 14% eropgaange sinn. De soziale Charakter vun dësem Budget kann, mengen ech, net a Fro gestallt ginn. Ech wëll do e puer Saachen awer ervirsträichen.

Mir wäerten 49 Millioune méi virgesi fir d'Allocation-familiallen, déi reforméiert gi sinn. Mir wäerte fir de Congé parental ronn 43 Millioune virgesinn a fir d'Chèque-servicen, déi weider an d'Luucht ginn, 26 Millioune méi. A schlussendlech fir d'Éducation plurilingue, déi dann d'nächst Joer start, hu mer 23 Milliounen additionell virgesinn.

Dir gesitt, et ass e ganzt Puzzlesteck vun engem Bild, wat mer hei maachen, wou et drëms geet, alle Familljen ze hëllefen, awer och en particulier deenen, deenen et méi schlecht geet, déi Elengerzéier sinn a wou ee weess, dass de Risque de pauvreté am héchsten ass.

Dofir freeë mer eis och, dass de Mindestloun op den 1. Januar ëm 1,4% kann an d'Luucht gesat ginn. An dofir ass et och kohärent gewiescht, dass mer an der Steierreform déi kleng Salairen an déi Leit am Mëttelstand am meeschte bevirdeelegen.

En zweete grousse Poste sinn d'Rémunératiounen. An do gesäit een och um Tableau d'Evolutioun. Et ass esou, dass, well mer d'Zifferen esou realistesch wéi méiglech wollte maachen, hu mer d'Reform an der Fonction publique iwwer Amendement an de Budget integréiert, soudass d'Rémunératioune vun 3,824 Milliarden eropginn op 3,878 Milliarden. An Dir gesitt um Diagramm, dass dat par rapport zum PIB - den Diagramm, deen affichéiert ass, ass, mengen ech, elo net dee richtegen -, d'Evolutioun vum Käschtepunkt vun de Rémunératioune vum Stat ass - elo ass e richteg affichéiert - fir 2016 ugesat op 6,8% vum PIB. Dir gesitt, dass mer do am historeschen Trend net méi héich leie wéi virdrun, souguer en fait méi niddreg wéi 2012 oder 2013.

En drëtte Posten ass d'Kärstéck vun dësem Budget, dee vun den Investissementer. Dir gesitt, dass dat e Schlëssel ass, fir ze verstoen, firwat mer eis gutt op d'Zukunft virbereeden. Säit 2013, dat gesäit ee gutt op dem Diagramm, geet den Investissement 40% erop. An am Joer 2017 wäerte mir erëm eng Kéier e Rekord vun Investissementer enregistréieren. Mir bräichten also am Fong geholl vun deenen 2,4 Milliarden Investissement, déi mer hunn, nëmmen eng Milliard ze spueren an dann hätte mer iwwerhaapt keen Defizit! Mä mir mengen net, dass dat eng gutt Politik wier, op der Zukunft vun eise Kanner ze spueren.

Mir maachen esou vill Investissementer wéi néideg. A mir maachen der esou vill wéi mer der kënne verdroen a finanzéieren. Dat ass e ganzen Équiliber, dee mer hei versichen hierzestellen. A wann ech op d'ganz Legislaturperiod kucken, wäerte mer et fäerdegbréngen, dräi Véierel vun eisen Investissementer mat lafende Käschten (veuillez lire: Recetten) ze finanzéieren an nëmmen ee Véierel mat Schold. Ech mengen, dat ass e ganz gudde Ratio, dee ganz wéineg Länner fäerdegbréngen!

Et kéint ee souguer soen, dass et, an ech zitéieren: „Et wier keng falsch Politik, wa mer dës Investissementer, vun deene jo déi nächst Generatioune profitéieren, integral - integral! - géifen iwwer Scholdenophuele finanzéieren." Dat sinn net ech, deen dat seet. Dat war de Jean-Claude Juncker a senger Ried vum État de la nation 2013, also scho virun der Kris.

An der viregter Legislatur ass manner investéiert ginn an do si méi wéi 60% vun den Investissementer finanzéiert gi mat Schold. Am Verglach: bei eis e Véierel. Ech mengen, mir hunn hei eng prudent Budgetspolitik.

An de leschte Wochen hunn ech vill och vun der Oppositioun héieren, dass mer eis missten un Däitschland inspiréieren, wat regelméisseg eng schwaarz Null schreift. Loosst mech do och den Här Juncker zitéieren. A senger selwechter Ried huet e gesot: „Wa mer et géife maache wéi déi Däitsch (...), da kéinte mer souguer eng Milliard Euro spueren. Da géife mer haut spueren, mä e Stéck Zukunft verléieren." Däitschland huet bäi Wäitem net iwwerall Modellcharakter an et ass net iwwerall e Beispill, deem ee soll nogoen. Ech ginn dem Här Juncker absolutt recht!

An Däitschland sinn d'Investissementer tëschent 2013 an 2016 ëm just 11,4% gewuess, bei eis ëm iwwer 40%! 2017 investéiert Lëtzebuerg 4,1% vu sengem Räichtum, Däitschland 2,3%. Dofir kritt Däitschland och vun der Europäescher Kommissioun gesot, si sollte méi investéieren, wärend Lëtzebuerg den „fiscal space", de budgetäre Spillraum, deen et sech erschafft huet, utiliséiert.

Wa mer dat am internationale Vergläich kucken, gesitt Der op der Tabell, dass Lëtzebuerg do ganz wäit vir ass an den Investissements publics: 41,6%. An deen Zweeten ass Irland mat 30% an esou weider. D'Investissementer, déi mir haut maachen, droen dozou bäi, dass eist Land méi kompetitiv gëtt, dass mer méi Aarbechtsplaze schafen, Wuesstum sécheren an awer och eng besser Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg kréien.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis: «La hausse des investissements publics de 4,9% en 2016 et 2017, loin de s'agir d'un luxe que le pays s'offre, ils correspondent à une nécessité absolue pour rattraper les retards au niveau des infrastructures.»

D'Ekonomiste vun alle groussen internationalen Organisatiounen, dem FMI, d'OCDE, d'Europäesch Zentralbank oder d'Europäesch Kommissioun si sech eens, dass dat de richtege Wee ass. Meng Kolleege vum ECOFIN félicitéiere mech regelméisseg iwwert dës Evolutioun.

De véierte Posten ass dee vun den Transferen un d'Gemengen. Och do ass villes am Joer 2016 geschitt, am Sënn, dass mer d'Gemengefinanze reforméiert hunn zesumme mam Minister Dan Kersch. Dat ass eng Reform, wou keng Gemeng manner kritt. Ech wëll dat ganz kloer an däitlech hei soen: Keng Gemeng kritt manner Suen 2017!

Mat der Reform gëtt en neie Fonds de dotation globale des communes geschaaft. An ënnert dem Strëch geschéien Transferen un d'Gemenge vu ronn 100 Milliounen méi wéi haut. Ech mengen, dat ass eng gutt Noriicht fir eis Gemengen. Ech freeë mech fir si, obwuel et fir de Finanzminister ni einfach ass, méi Suen auszeginn. Mä ech freeë mech awer fir d'Gemengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Fënnefte Punkt. Op de fënnefte Punkt kommen d'Fonctionnementskäschte beim Stat. Déi si bei 1,3 Milliarden, also ongeféier 7,5% vum Gesamtbudget. De Ratio bleift am Budget pluriannuel stabill. Wat heescht dat? Majo, et heescht, dass déi Mesuren, déi mer am Ufank vun der Legislaturperiod geholl hunn, an den Zukunftspak, dass dee fonctionnéiert, dass déi strukturell Mesuren ëmgesat ginn. A mir monitoren dat regelméisseg. A well et gutt fonctionnéiert huet a weider agesat gëtt, wäerte mir kënnen déi Steierreform, déi mer jo gestëmmt hunn, finanzéieren.

De leschte Poste sinn d'Zënse bei der Statsschold. Déi ginn 2017 liicht op 227 Milliounen erop. Dat ass, fir deem Rechnung ze droen, wann am Laf vum Joer 2017 e Prêt gemaach gëtt.

Komme mer dann elo zu de Recettë vum Stat. Déi belafe sech am Joer 2017 op 16,9 Milliarden, wéi Der och um Diagramm kënnt gesinn. An do ass de gréissten Deel dovun déi direkt Steieren, déi vun de Particulieren a vun den Entreprisë bezuelt ginn. An déi ginn erop vu 7,3 op 7,5 Milliarden, trotz Steierreform. Also, trotz Steiersenkung ginn déi direkt Steieren nach 2,9% erop, wat erëm eng Kéier beweist, dass de Volume vun der Steiersenkung räsonabel ass.

Bei den indirekte Steiere geet d'Evolutioun op 6,4 Milliarden, géint 6,2 Milliarden dat Joer virdrun. Um Niveau vun der TVA rechne mer d'nächst Joer mat engem Minus vun 1%. Dat ass natierlech d'Resultat, dass mer an der TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) elo nach just ganz wéineg erakréien.

Ech muss hei nach eng Kéier aushuelen an drun erënneren, dass mer säit 2007 wëssen, dass déi TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) wäert ewechbriechen. An dat ass och planméisseg geschitt. A mir haten am Joer 2014 iwwer eng Milliard TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique). An am nächste Joer wäerte mer manner wéi 100 Milliounen TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) erakréien. Do ass also eng Milliard, déi verluer gaangen ass!

A well leider an där laanger Period do keng Alternative gesicht gi sinn, an dës Regierung déi huet misse fannen, versteet ee jo, dass et guer net einfach war, fir en équilibréierte Budget ze maachen, wéi mer dat 2014, 2015 an 2016 fäerdegbruecht hunn.

D'Accisë wäerte sech mat 1,16 Milliarden ëm 5,1% verschlechteren. Dat ass drop zréckzeféieren, dass eng méi niddreg Consommatioun vu Pëtrol do ass an och manner gefëmmt gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An doriwwer kann ee sech freeën. An déi Tendenz dauert och elo säit enger Rëtsch Joren un. A bei dësen indirekte Steieren ass eng, déi an d'Luucht geet, dat ass d'Taxe d'abonnement. Déi wäert d'nächst Joer ëm ronn 5%, iwwer eng Milliard erabréngen.

Loosst mech do och ënnersträichen, dass d'Joer 2016 e ganz gudde Millésime gëtt fir d'Investitiounsfongen, well do hu mer am September - déi lescht Ziffer, déi disponibel ass - en neie Rekord geschriwwen. Et sinn am September 3.621 Milliarden hei zu Lëtzebuerg ënner Verwaltung gewiescht, wéi gesot, eng Rekordziffer. An dat hu mer erreecht, net nëmmen, well d'Bourssen an d'Luucht ginn, mä awer och, well mer nei Parts de marché kréien.

Mat den direkten an den indirekte Steiere si scho 85%, 86% vun alle Recetten ofgedeckt. Et bleiwen nach 15%, dat sinn dann d'Sozialbäiträg, d'Recettë vun den Établissement-publicen, d'Propriétéite vum Stat an aner Revenuen. Dat brénge eis dann zu engem Solde de l'administration centrale, deen d'nächst Joer defizitär gëtt an Héicht vu ronn enger Milliard. Déi Joren duerno geet deen Defizit erëm erof a wäert am Joer 2020 manner wéi 1% vun eisem PIB ausmaachen.

D'Richtung stëmmt also! Mir hu jo an deenen dräi leschte Jore gutt gewirtschaft a mir kënnen eis et elo leeschten, prudent weider ze wuessen. An deen Defizit vun enger Milliard, dee kréie mer gemeeschtert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert zur Schold. Ech hunn dat schonn e puermol gesot an ech bekräftegen dat och nach gären haut: D'Scholdespiral ass gebrach! Sou wéi ech dat der Cofibu den 9. Dezember presentéiert hunn, ass d'Situatioun folgend: An absolutten Zifferen ass d'Schold zwëschent 2013 an 2016 stabel bliwwen. Si ass souguer ganz liicht erofgaangen. An dat gesäit een am Diagramm, deen hei erëmgespigelt ass. Am Verhältnis zu eisem Räichtum geet d'Dette erof vun 23,5% op 20,5%. Dat gesitt Der um rietsen Diagramm.

Wéi mir 2013 de Regierungsprogramm opgestallt hunn, si mer nach dovunner ausgaangen, esou wéi déi fréier Regierung dat jo och gemellt hat, dass mer 2016 15 Milliarde Schold hätten. Dovunner si mer all ausgaangen. A bei wéi vill stinn d'Scholden haut? Op eelef. Mir hunn also véier Milliarde Scholden net gemaach!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat gesäit een och op deem Diagramm ganz gutt. Mir hunn an där ganzer Period keen eenzegen Emprunt lancéiert. Mir hu souguer e klengen Emprunt vu 400 Millioune mat lafende Recettë rembourséiert.

An ech géif och gären ënnersträichen, wat de Rapporteur Claude Haagen richteg ënnerstrach huet a sengem Bericht, dass mer an engem Ëmfeld vun negativen Zënsen eng optimal Gestioun vun eise Liquiditéite beim Stat gemaach hunn. A wéi hu mer dat gemaach? Majo, andeem mer kuerzfristeg Prête gemaach hunn, déi 0% kaschten.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass op den Dag vun haut all eis Kredittlinnen op null stinn. A meng Leit an der Trésorerie wäerten an den nächste Wochen a Méint d'Situatioun ganz no suivéieren, fir de richtege Moment ze fannen am Joer 2017, fir en Emprunt ze maachen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Op Basis vun dësen Entwécklungen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- ...géif ech och gären déi aktuellste Projektioun vun eiser Schold Iech weisen. An zwar ass dat opgebaut op deene leschten Zifferen, déi mer fir 2016 hunn. Mir hu fir 2016 eng Budgetssituatioun, déi besser ass wéi dat, wat mer geduecht haten. An dofir, wéi Der um Tableau kënnt gesinn, wäert um Enn vun 2016 d'Schold net wéi virgesinn 12,4 Milliarde sinn, mä just nëmmen 10,9. A Prozentsätz ausgedréckt: amplaz 23,2%, 20,5%.

Wann ech elo 2020 kucke ginn, gesi mer, dass d'Schold dann nach 14,8 Milliarde wär an a Prozenter ausgedréckt: 21,9% 2020. D'Regierung hat sech als Zil gesat, ënner 30% ze bleiwen. Mir wäerten, wann alles esou bleift, wéi et elo virgesinn ass, op 22% landen, an dat mat enger ganz ambitiéiser Investitiounspolitik.

Elo géif ech awer gären och eis vergläiche mat den anere Partner an Europa. Mir hunn dat an der leschter Zäit net genuch gemaach. An dat ass ganz utile. Wann Der op den Tableau kuckt, gesitt Der, dass mer tëschent 2013 an 2016 2,5% manner Schold hu par rapport zu eisem Räichtum. Dat placéiert eis op aachter Positioun an Europa.

Op deem nächsten Diagramm gesitt Der, an absolutten Zifferen, do si mer jo, wéi ech grad erkläert hunn, stabel. Do si mer also bei null an do si mer dat sechstbeschte Land. Ëmmer nach ganz am positive Beräich a mir halen natierlech ëmmer eisen Objectif de moyen terme an.

Ech wëll drun erënneren, dass déi lescht Regierung an hirem leschte Programme de stabilité et de croissance am Abrëll 2013 Folgendes gesot hat: «Le pacte de stabilité et de croissance prévoit une hausse du déficit de l'administration publique en 2015-2016 avec un solde structurel correspondant qui s'écarte par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme. Le Gouvernement affirme néanmoins son engagement à mettre en œuvre une politique budgétaire qui rétablira le respect de l'objectif budgétaire à moyen terme en 2016 ou 2017.»

D'Aarbechtshypothees vun der fréierer Regierung war, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance wärend enger gewëssener Zäit iwwerhaapt net méi géifen anhalen. A wat hu mir gemaach? Eh bien, mir hunn eis där Tâche ugeholl, fir dat do ze verhënneren. An dofir ware mir an der ganzer Period konform zum Pacte de stabilité et de croissance.

An dat gesäit een och ganz gutt op deenen nächsten Diagrammen. Eise Solde budgétaire war ganz positiv: vun 1,5% am Joer 2014, domat ware mer déi Zweetbescht an Europa, wéi een um Diagramm gesäit. Am Joer 2015 hate mer e Solde budgétaire vun 1,6%, do ware mer déi Éischt. 2016 hu mer e Solde budgétaire vun 1,3%, do si mer och déi Éischt. A wa mer da fir 2017 kucken, dat, wat elo op Bréissel geschéckt ginn ass, wat elo wäert geschéien, ass Lëtzebuerg erëm deen Éischten.

Dat sinn net meng Zifferen. Dat sinn d'Ziffere vun der Europäescher Kommissioun. Ech géif also mengen, dass een d'Konklusioun kann zéien, dass eise Budget ganz an der Rei ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Déi Zuelen, déi ech elo genannt hunn, gëlle fir d'Administration publique. Et ass och esou, dass mer am Zentralstat déi Joren 2014, 2015 an 2016 wierklech gutt geschafft hunn. An ech hunn hei eng Notioun an d'Spill bruecht, déi a villen anere Länner gebraucht gëtt, dat ass d'Notioun vum Solde primaire de l'Administration centrale. Dat ass de Sold, wann een d'Intérêten erausrechent, déi ee fir déi al Prête muss bezuelen.

An Italien an a Griichenland gëtt ëmmer nëmmen de Solde primaire gekuckt, well déi mussen esou vill Scholden zréckbezuelen, dass dat hire Budget immens verfälscht. Zu Lëtzebuerg ass et Gott sei Dank net esou. Mir hu jo ronn 200 Millioune Remboursementer ze maachen, mä trotzdeem.

Wann een dann elo den Diagramm kuckt, gesi mer, dass mer am Joer 2014 e Solde primaire positif haten, am Joer 2015 och, an ech sinn optimistesch, dass mer 2016 och ganz no beim Équiliber wäerte sinn. Dofir soen ech elo net méi. Mä ech mengen, dass déi Zuele fir sech selwer schwätzen.

Mäin drëtt a lescht Kapitel ass e Bléck an d'Glaskugel. All Kéiers, wann ech op dëser Tribün stinn an de Budget presentéieren, am Oktober an dann am Dezember, kréien ech gesot, dass d'Zifferen ze vill optimistesch sinn, wat d'Croissance ubelaangt, an dass d'Zifferen net kredibel sinn. An da kréien ech regelméisseg gesot, zum Beispill wat d'Wirtschaftslag ubelaangt, dass d'Croissance am Ausland fragill ass, dass de Commerce mondial méi lues trëppelt, dass de fräien Handel an der Welt a Fro gestallt gëtt an dass d'Sécherheetslag op ville Plazen an der Welt méi bedenklech gëtt. Dat ass alles richteg. Ech kann dat jo net beschéinegen, dat ass jo eng Realitéit. Mä et muss ee jo awer och déi positiv Elementer an der Wirtschaftslandschaft an an der geopolitescher Realitéit kucken.

Éischtens bréngt de Brexit fir Lëtzebuerg eng ganz Rei Opportunitéiten. An ech war virun enger Woch nach zu London a kann Iech nëmme bestätegen, dass Lëtzebuerg op ville Lëschten an der Hitparad vu potenziellen Investisseure steet an dass mir als den natierleche Partner ugesi ginn.

Zweetens: Déi niddreg Zënsen hunn zwar Nodeeler fir d'Banken, hunn awer och Virdeeler, fir justement Infrastrukturen ze finanzéieren. A mir gesinn och, dass an Amerika d'Zënsen amgaange sinn, an d'Luucht ze goen esou lues. Der Finanzplaz geet et gutt. Dat konnte mer viru 14 Deeg an der Kompetitivitéitsdebatt ganz am Detail hei kucken. D'Rohstoffpräisser si relativ niddreg, wat fir e Land, wat alles importéiert, jo eng ganz gutt Saach ass.

An, leschtens, d'Steierreform, déi eng Steiersenkung ass, wäert mat sech bréngen, dass d'Kafkraaft vun de Leit a vun den Entreprisë klëmmt. Bon, Dir gesitt, mir hunn negativ Aspekter, mä mir hunn awer och positiver.

An da wëll ech ganz kloer soen: Et ass net de Finanzminister, et ass och net seng Roll, fir ze décidéieren, wat d'Wuesstumszuele vun eisem Land sinn. Et ass de Statec, deen dat moosst, an et ass de Statec, deen dat décidéiert. An ech respektéieren dat, d'Regierung respektéiert dat. A mir gi souguer vun Europa opgefuerdert, fir dat ze respektéieren, well de Statec jo eng onofhängeg Stell ass.

Leschte Freideg huet eng nei Ratingsagence, déi vläicht deene meeschten nach net esou bekannt ass, well se justement an d'Liewe geruff ginn ass, déi heescht DBRS, fir d'éischte Kéier eng Analys gemaach vum Rating vu Lëtzebuerg. A si ass och zu der Konklusioun komm, dass mir déi héchsten Nott géife verdéngen, en Triple-A mat engem positiven Ausbléck. An dofir ass dat natierlech eng gutt Noriicht, déi Vertraue gëtt.

Si huet souguer eng Hypothees gemaach: An enger Situatioun, wou e Katastrophenzeenario géif geschéien - kënnt déi Agence zur Konklusioun -, dass Lëtzebuerg de Spillraum hätt, fir esou e Fall ze meeschteren.

Mir mussen nawell, trotz all deene gudden Zifferen, déi ech elo hei gesot hunn, virsiichteg bleiwen, well den Defizit am Zentralstat, deen d'nächst Joer jo awer substanziell wiisst, musse mer awer am A behalen an och am Gréff behalen. Mä mir däerfen den Däiwel net un d'Wand molen!

Mat all deene Mesuren, déi mer scho geholl hunn; mat deene villen Investissementer, déi mer getätegt hunn an déi mer an den nächsten zwee Joer maache wëllen; mat der Dynamik, déi d'Steierreform wäert mat sech bréngen, a mat all deenen Initiativen, un deene mer nach schaffen, hu mer all Grond, fir optimistesch an d'Zukunft ze kucken!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister.

De Mëtteg wäerte mer mat den Diskussiounen iwwert de Budget weiderfueren. An ech géif lech elo proposéieren, esou wéi de Programm et virgesäit, zu deenen nächste Punkte vum Ordre du jour iwwerzegoen.

Ech géif vläicht, éier ech d'Wuert un de Rapporteur weiderginn, waarden, bis dass déi, déi de Sall wëlle verloossen, de Sall verlooss hunn.

(Brouhaha)

Wann ech gelift! Déi, déi nach mateneen ze schwätzen hunn, sollen dat virun der Dier maachen.

Merci. Da kënne mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 7025, eng Direktiv iwwert d'Immobiliekreditter. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

3. 7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Eugène Berger *(DP).- rapporteur.-* Merci, Här President. Nodeems de Finanzminister vun deene groussen Investissementer vum Stat geschwat huet, komme mer dann elo an en anere Beräich, dat heescht déi Investissementer, déi d'Privatleit maache fir hiert perséinlecht Liewen, besonnesch wann et ëm Investissementer an Immobilie geet. Méi konkret hu mer hei e Projet de loi, wou et ëm d'Emsetzung vun enger europäescher Direktiv geet am Beräich vun de Prêten am Immobilier.

Wéi maache mer dat praktesch? Dat heescht, mir maachen eng Rei Modifikatioune vun eisem Code de la consommation, fir déi Direktiv ëmzesetzen.

Wat ass d'Philosophie? Wat ass d'Zil vun där Dirketiv?

Bon, op där enger Säit wëllt een an Europa e Marché unique kreéiere vun den Immobilieprêten. An deenen eenzelne Länner gëtt et am Moment eng Rei Differenzen, wéi dat gehandhabt gëtt. Dat ass och normal, wann een den Historique kuckt, déi eenzel Marchéen, wéi déi entstane sinn. Et ass also, fir hei e legalen harmoniséierte Kader ze schafen an Europa.

Virun allem ass awer hei och d'Zil vun dëser Direktiv, fir de Konsument besser ze protegéieren. Hei gëtt also e legale Kader geschaaft, dee virun allem d'Protection des consommateurs als Zil huet, besonnesch am Beräich ebe vun de Prête vum Immobilier.

Wat sinn d'Elementer vun där Direktiv respektiv elo vum Projet de loi, wou mer d'Direktiv ëmsetzen?

Een Element ass dat vun der klorer Informatioun, déi mer hei aféieren. Sécherlech fonctionnéiert dat hei, dat muss ech soe fir all déi Punkten, déi elo hei wäerten erwäänt ginn, och méi oder wéineger geuerdnet hei zu Lëtzebuerg och an deene leschte Joren, Jorzéngten. Mä trotzdeem gëtt dat awer hei elo dann och nach eng Kéier kloer an de Code de la consommation ageschriwwen.

De Client oder deen, dee wëllt e Prêt maachen, muss genau kloer informéiert ginn. Dat soll och elo an Zukunft mat enger Fiche d'information standardisée européenne gemaach ginn, wou also all déi Haaptelementer och vun engem Prêt opgezielt ginn. Do gëtt och… An da muss och drastoen, wéi den Taux annuel effectif global gerechent gëtt, den TAEG, och wéi dee gerechent gëtt; eng mathematesch Formule, déi herno an e Règlement grand-ducal kënnt. Do mussen Informatioune sinn iwwert d'Fraisen, déi musse bezuelt ginn, Leitzëns an esou weider.

Dann eppes, wat och wichteg ass, dat ass d'Obligatioun vun deem, deen e Prêt gëtt, fir ze kucken, ob de Client dann och an der Situatioun ass, datt en och kann dee Prêt an deem Zäitraum, wou e wollt de Prêt maachen, zréckbezuelen, datt dat also eppes ass, fir dat e sech net iwwerschëllt. Ech muss och do soen, an der Vergaangenheet, jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg emol e Prêt gemaach huet, ech kann och aus eegener Erfahrung schwätzen, gëtt awer ëmmer ganz genau bei deene meeschte Banken op de Scanner geluecht an et gëtt wierklech gekuckt, wat een alles huet, och nach d'Strëmp ënnert dem Këssen, fir datt een dann och e Prêt kritt. Nëmme fir ze soen, datt dat also awer hei scho relativ gutt fonctionnéiert huet. Mä dat ass awer hei och kloer festgeschriwwen. Et muss also genau kontrolléiert ginn, ob de Client also kann an engem räsonabelen Délai an och mat genuch Moyenen dat zréckbezuelen, soss kann de Prêt refuséiert ginn.

En anert Element vun der Direktiv ass dat vun dem Statut vun den Intermédiairen. Déi mussen elo och agreéiert ginn. Hei zu Lëtzebuerg ass et dann d'CSSF, déi dat wäert hierhuelen. Dat heescht awer och, well mir hunn an der Grenzregioun jo och alt emol eppes, wat sech Instituter nennt, wou Leit Prête vermëttelen, datt déi natierlech och mussen esou e Statut hunn, net hei zu Lëtzebuerg, mä awer an der Belsch, datt et eventuell awer och besser Garantië gëtt. An déi musse jo och dann déi Verflichtung an der Belsch hunn, datt se musse beim Client kontrolléieren, ob dee solvabel ass. Datt dat also och do ka verschidden Abusen, géif ech soen, verbesseren.

Dann e leschte Punkt, deen ech nach wëll erwänen aus der Direktiv, dat ass dee vum Remboursement anticipé. Dat ass dee Punkt, dee vläicht am meeschten diskutéiert ginn ass. Mir haten och en Avis ënner anerem vun der ULC, deen do e puer kritesch Remarquë gemaach hat.

Ëm wat geet et do? Jo dat ass: Wéi leeë mer d'Konditioune fest, wann ee wëllt de Prêt éischter erëmbezuelen? Dat ass an der Vergaangenheet oft alt emol mat héije Fraise verbonnen, wou d'Banke Fraise plus Penalitéiten da verrechent hunn. An dat gëtt elo awer nei geregelt. An, wéi gesot, dat ass och am Sënn, am Intérêt vum Consommateur. An dat gëtt also hei festgehalen.

Do hu mer eis alignéiert op dat, wéi et an deene meeschte Länner och an Europa gemaach gëtt. Also, bei engem virzäitege Remboursement, do kënnen d'Penalitéite maximal en Equivalent vu sechs Méint Zënse par rapport zu deem Montant, deen dann de Client muss zréckbezuelen, maximal déi Héicht, hunn. An den Taux gëtt dann och gerechent op den Dag vum Remboursement. Dat gëllt awer nëmmen, muss een och hei preziséieren, fir en Immobilieprêt, deen ee geholl hat, gezunn hat, fir a sengem eegenen Haus oder a sengem eegenen Appartement ze wunnen, datt een och zwee Joer do huet mussen dra scho gelieft hunn, an de Montant vum Prêt dierf net bei méi wéi 450.000 Euro leien.

Dat sinn also déi Konditioune bei deem Remboursement anticipé. Firwat kann ee soen, datt dat esou festgeschriwwen ass? Et ass natierlech och am Hannerkapp, fir datt et awer net d'Spekulatioun ass, firwat datt déi eng oder aner Leit Prête maachen drop an derwidder, fir ze spekuléieren, fir ze kafen, ze verkafen. Hei ass also wierklech geduecht, fir datt déi Leit, déi e Prêt huele fir hir eege Wunneng, also do awer eng Rei Garantien hu respektiv datt se do och geschützt sinn.

E lescht Wuert, dat ass dat vun der Retroaktivitéit, respektiv et ass esou, datt d'Direktiv säit dem 21. Mäerz 2016 en vigueur ass. Dat heescht, dee Projet de loi hei applizéiert sech also op all déi Verträg, déi ab deem Datum ofgeschloss gi sinn. Zum Beispill, de Remboursement anticipé, wann de Prêt - ech soen emol - den 1. Abrëll ofgeschloss ginn ass, ënnerfält also dann den Dispositioune vun deem heite Gesetz.

Nach e lescht Wuert: Avis Statsrot. Do hate mer e puer kleng Opposition-formellen technescher Natur, déi mer iwwerholl hunn. An dann hate mer awer och als Cofibu en Amendement gemaach, fir eppes kloerzestellen. Do war näämlech d'Suerg, datt iwwert d'Gesetz kéinten eventuell Bausparverträg, déi jo och direkt oder indirekt am Beräich vun de Prête bei Immobilien aktiv sinn, och… Menger Usiicht no war zwar den Text vum Gesetz large genuch, fir kënnen awer ze considéréieren, datt dat mat dra gewiescht wär. Mä fir awer do Onkloerheeten aus dem Wee ze goen, hu mer dat also och an d'Gesetz mat engem Amendement geschriwwen, also datt och d'Bausparverträg weider ënnert d'Dispositioune vun dësem Gesetz falen, an dat dann och kloergestallt.

Voilà! Dat a kuerze Wierder zu där Direktiv an dem Projet de loi.

An ech soen Iech Merci an hoffen, datt mer dann awer och hei eng grouss Zoustëmmung kréien. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Graas. An als Éischten huet d'Wuert den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Jo. Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Graas?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, sorry. Sorry. Sorry.

Mme Anne Brasseur *(DP).-* Also, et war bal esou gutt, wéi wann den Här Graas et gemaach hätt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Jo, wann dat aus den eegene Reie kënnt.

(Hilarité)

Mir kennen Äre sagenhaften Humor, Madamm Brasseur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).-* Merci, Här President. Merci dem Här Berger, deen dat do ganz genau an och an einfache Wierder erkläert huet. Et ass e Projet, dee wichteg ass fir d'Konsumenten, dee wichteg ass fir déi vill Leit, déi an Zukunft e Crédit hypothécaire huelen. Mir wäerten also dee Projet hei matstëmmen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, hei nach eng Kéier dräi Froen opzewerfen, déi mer och schonn an der Finanzkommissioun opgeworf haten a wou mer keng ganz kloer Äntwert kritt hunn, an och haaptsächlech vun der Präsenz vum Finanzminister profitéieren, deen eis da vläicht op déi dräi Froen eng Äntwert gi kann.

Déi éischt Fro, an, ech mengen, den Här Rapporteur huet dat virdrun och ugeschwat, dat ass déi Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn am Fall vun engem Remboursement anticipé. Do gëtt am Gesetz gesot, datt d'Kritären do misste ganz kloer determinéiert ginn. Ech mengen, datt et awer hei wichteg ass, an dat ass och e bëssen déi Fro an dee Wonsch, deen ech och géif äusseren, datt do wierklech géif intensiv och mat de Banke gekuckt ginn, wéi dat formuléiert gëtt, ob och do e Montant maximal dra festgeschriwwe gëtt.

Mir sinn eis bewosst, datt dat net ganz einfach ass, vu datt d'Zënsen natierlech permanent änneren, datt och do verschidde Leit wäerten e Prêt mat engem Taux fixe huelen, anerer mat engem Taux variable. Nach menge mer awer, datt et och hei misste ganz kloer Instruktiounen un d'Banke ginn, datt wierklech déi Leit, déi an Zukunft e Crédit hypothécaire huelen, och wëssen, wat maximal de Montant ass, dee se da musse bezuele bei engem Remboursement anticipé.

Eng zweet Observatioun, dat ass déi, wou mer och net genau wëssen, wéi dat sech herno juristesch wäert erginn. Dat ass déi Hypothees, wou een, deen elo esou ee Crédit hypothécaire huet, bei d'Bank awer zréckgeet, fir zum Beispill den Zënsniveau nei ze verhandelen. Ob dann dorauser en neie Kontrakt erausgeet oder ob deen ale bestoe bleift, dat huet natierlech eng Wichtegkeet an deem Sënn, well elo déi nei Kontrakter, déi ënnert deem neie Gesetz gemaach ginn, u sech méi favorabel fir de Konsument a fir deejéinege sinn, deen esou e Crédit hypothécaire ophëlt.

Also, och dat ass eng wichteg Fro, wou d'Gesetz eis keng eendeiteg Äntwert gëtt. An och déi Fonctionnairen, déi an der Finanzkommissioun waren, konnten do net mat leschter Sécherheet soen, wéi dat auszeleeën ass. Fir d'Leit dobausse schéngt et awer wichteg ze sinn, wa se dorobber eng kloer Äntwert géife kréien.

An dann eng drëtt Fro. Dat ass éischter eng Suggestioun, déi mer dem Finanzminister wéilte mat op de Wee ginn. Vu datt awer hei eng ganz Rei vun Neierunge kommen, souwuel fir d'Bierger dobaussen, déi an Zukunft Crédithypothécairen ophuelen, wéi iwwregens och fir d'Banken, wär et eiser Meenung no och wichteg, wann do eng Informatiounscampagne géif gestart ginn, vläicht vum Finanzminister aus, koordinéiert zum Beispill mam Konsumenteschutz. Well ech mengen, datt hei awer nach ganz vill Informatioun souwuel de Banke wéi de Bierger muss iwwermëttelt ginn.

Dat gesot, wäerte mir op jidde Fall den Accord zu dësem Projet bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Mosar. D'Wuert huet elo den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den europäesche Comité fir systemesch Risiken huet viru knapp engem Mount gewarnt, dass och zu Lëtzebuerg e Risiko vun enger Immobilie-Bulle besteet. Eng Iwwerverschëlldung vun de Stéit an ze vill héich Präisser um Immobiliemaart sinn déi Haaptrisiken. A wann d'Zënsen eng Kéier unzéien, dann ass d'Angscht, dass déi Bulle do kéint platzen; wann et dann eng gëtt.

Et ass och gewosst, dass zu Lëtzebuerg den nationale Comité du risque systémique deen dote Risiko schonn identifizéiert huet an och am Viséier huet, gradesou wéi eis CSSF.

Ech hat uganks des Mounts eng parlamentaresch Ufro gemaach un de Finanzminister, an ech huelen un, dass de Minister mer wäert äntwerten op déi Ufro, dass dëse Projet de loi schonn zum Deel eng Äntwert op en Deel vun deene Recommandatiounen ass, déi deen europäesche Comité du risque systémique do soulevéiert huet, näämlech wann e makroekonomesch Mesurë gefuerdert huet. Den europäesche Comité du risque systémique fuerdert zum Beispill méi Kapital par rapport zum Montant vum Prêt, en obligatoresche Rapport tëschent dem Montant vum Prêt an de Leit hirem Akommes, méiglecherweis e Kritär „loan to value", dat heescht, dass een de Prêt par rapport zum Wäert vun der Valeur kuckt.

Dat, wat elo gemaach gëtt, geet schonn e bëssen an déi Richtung, mä et wär interessant ze wëssen, ob d'Regierung vläicht scho Reflexiounen huet, fir e bësse méi wäit ze goen a fir déi Recommandatioune vum europäesche Comité fir systemesch Risiken ëmzesetzen.

Den Här Minister ka mer elo drop äntwerten oder ech waarden och gären op seng schréftlech Äntwert zu dëse Froen.

Här President, e Kreditt vun enger Bank fir eng Wunneng ass zu Lëtzebuerg scho bal e Luxusprodukt. Just Leit mat héije Revenuen a stabille Plazen oder mat vill Kapital kommen hei iwwerhaapt nach a Fro. Wann een e CDD huet oder wann een e mëttlere Revenu huet, kann een et an der Regel vergiessen. Dat ass, well d'Präisser esou enorm héich sinn a well een also ganz vill muss op d'Säit leeën, fir e Prêt iwwerhaapt kënnen ze bezuelen.

Dëse Projet huet dofir och eppes mat der Situatioun um Immobiliemaart ze dinn. En ass ze begréissen, well e méi Transparenz mat sech brëngt, eng besser Informatioun fir déi Leit, déi léinen, och e Recht, virzäiteg zréckzebezuelen an eng Begrenzung vun de Ruptureskäschte fir Prête bis zu 450.000 Euro.

Alles dat ass gutt, mä et bréngt och mat sech, an däers, mengen ech, soll ee sech bewosst sinn, dass d'Solvabilitéit vun de Leit elo nach e bësse méi streng gekuckt gëtt, wéi dat virdrun de Fall war. Doduerch kommen nach manner Leit a Fro, iwwerhaapt jee e Kreditt vun enger Bank ze kréien. Ëmmer méi Leit mussen also lounen. An d'Käschte vum Wunnen am Budget vu Leit, fir kënnen dezent ze liewen, sinn immens héich. Dat geet aus enger Etüd vum Statec ervir, déi och Mëtt dëses Mounts publizéiert ginn ass an déi kritiséiert ginn ass, well se déi Käschte vum Loune souguer nach ënnerschat hätt, déi souwisou schonn immens héich sinn an deem Budget.

Här President, et ass haut net d'Plaz hei, fir eng Logementsdebatt ze féieren, mä dëse Projet de loi erënnert eis wéi esou munch aner Debatten, déi mer heibanne féieren, och erëm un eise Problem um Wunnengsmaart. Wa mer wëllen d'Loft aus där Bulle do huelen a kucken, dass d'Prêten net ëmmer méi zu Luxusprodukter ginn, da musse mer nieft all deene Saachen, déi mer maachen, fir de Leit ze hëllefen an d'Propriétéit ze kommen, och d'Offer um Wunnengsmaart drastesch an d'Luucht féieren, insbesonnesch d'Offer um soziale Wunnengsmaart.

An do ass jiddweree gefuerdert: d'Gemengen, de Stat, mä och déi privat Propriétairen. Déi maachen dat net vum selwen an déi maachen dat net aus Nächstenliebe. Déi, mengen ech, mussen dozou gezwonge ginn. An dofir musse mer e bësse méi politesche Courage hunn an deem Dossier, fir do endlech eppes dergéint ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Franz Fayot *(LSAP).-* Dëst gesot, géif ech nach dem Rapporteur Eugène Berger gär Merci soe fir säi gudde Rapport an den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).-* Jo, Merci, Här President. Och mir ginn eis Zoustëmmung zu dësem wichtege Gesetz, well et awer méi Sécherheet um Kredittmarché wäert bréngen. Ech kann dat awer och ënnersträichen, wat mäi Virriedner hei elo grad gesot huet, dass et niewent där enger Säit d'Immobiliepolitik gëtt, awer op där anerer Säit d'ëffentlech Hand méi Efforte soll maachen. An haut schwätze mer iwwert de Budget vun dësem Joer oder vum nächste Joer an do sinn eng Rei Äntwerte schonn dran.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da kënnt als nächste Riedner den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Prinzipiell muss ee sech d'Fro stellen, ob een onbedéngt muss ee Marché unique vun allem hunn. Jo, d'Immobilieprête si verschidde geregelt a verschiddene Länner vun Europa, mä och d'Hypothéike si verschidde geregelt. D'Grondbicher si verschidde geregelt, d'staatlech Käschte bei der Acquisitioun vum Immobiliebesëtz si verschidde geregelt. Ech denken, et ass eng falsch gutt Iddi, fir ëmmer alles mussen ze uniformiséieren.

Ceci étant dit, sinn an dësem Gesetz natierlech Mesuren dran, déi ganz gutt sinn, wéi zum Beispill den Taux annuel effectif global. Dat heescht, datt de Konsument ganz genau weess: Wat kascht mäi Prêt mech wierklech, ouni verstoppten Haken an Ösen? Och datt mer d'Intermédiaires de crédit immobilier aféieren, ass eng gutt Saach, well vill Leit sech effektiv an deem Dschungel vun Ubidder net ëmmer erëmfannen. An do kann eng professionell Hëllef ganz gutt sinn.

Den Här Berger sot, d'Zil vum Text wier, de Konsument ze schützen. An do muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat Zil erreecht? An ech soen: Neen, dat Zil ass mat dësem Text net erreecht. An zwar op zwee wesentleche Punkten.

Dat eent ass de Remboursement anticipé, vun deem scho rieds gaangen ass, Artikel 226-20 vum Text, wou gesot gëtt: Mir plafonéieren déi Indemnitéit, déi d'Bank ka froe bei engem Remboursement anticipé. Dat féiert an eisen Aen derzou, datt d'Banke wäerten hir Zënsen eropsetzen oder hir Fraisen eropsetzen, wa se net sécher sinn, datt se hir Fraisen hannen um Enn kënne récupéréieren, besonnesch duerch de Plaffong. A wann ech zum Beispill e Prêt à taux fixe anticipativement rembourséieren an d'Bank huet sech refinanzéiert, da kënnen déi Fraise wäit iwwert deem Plaffong leien.

Deen zweete Grond, firwat datt mer dësen Text net gutt fannen, ass: D'Direktiv seet wuel, d'État-membere solle Mesuren - «des mesures» - huelen, «pour encourager les prêteurs à faire preuve d'une tolérance raisonnable avant de saisir l'immeuble» (veuillez lire: «avant d'engager une procédure de saisie»).

An eisen Text seet: «Les prêteurs font preuve d'une tolérance raisonnable.» Ech froe mech, wéi deen Text konnt duerchgoen, och duerch e Conseil d'État, well en ass a mengen Aen absolutt net normativ. Hei gëtt opgeruff zu engem gewëssenen „behaviour", et soll een eng gewëssen Toleranz hunn, mä konkret Mesuré sinn net dran! An dat si genau déi, op déi et géif ukommen, éier Leit virun d'Dier gesat ginn, well dat ass dat, wat mat der Saisie immobilière tatsächlech geschitt.

An dann ee Punkt, e leschte Punkt, op deen ech wollt agoen, dat sinn d'Saisie-immobilièren. Déi sinn zu Lëtzebuerg einfach. Dat ass och gutt esou, well doduerch kritt een awer dann nach e Kreditt, deen ee soss eventuell net méi kéint kréien. Mä et gëtt Fäll, wou effektiv ënner Maartwäert versteet gëtt. Do kann ee soen, et ass eng ëffentlech Stee, et gëtt och eng Faculté de surenchère. Dat ass alles gutt geregelt.

Et kann een awer och soen: Sollt een net op de Wee vum däitsche Modell goen, wou iwwer eng Expertise festgestallt gëtt, wat en Haus tatsächlech wäert ass, an dann zum Beispill gesot gëtt, zumindest an enger éischter Séance mussen - ech soen elo - 70% oder 80% vun deem Wäert erreecht ginn. Wann net, kënnt et zu enger zweeter Séance a mir ginn erof mat deem Seuil an esou weider, fir Fäll auszeschléissen, datt et zu Zwangssteeë kënnt fir Valeuren, fir Präisser, déi ënnert der reeller Valeur leien.

Aus all deene Grënn wäerte mir als ADR dësen Text net stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Si keng weider Wuertmeldungen? Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Ech freeë mech, dass mer e relativ largë Konsens hunn, fir dëse Projet hei an der Chamber unzehuelen. Ech mengen, dass d'Léisung, déi Lëtzebuerg hei erausgesicht huet, eng équilibréiert ass, andeem se dem Consommateur oder dem Acheteur vun enger éischter Wunneng ganz entgéintkënnt, andeem mer jo do Limitte setzen, wivill d'Indemnitéit ass am Fall, wou de Consommateur wëllt méi fréi aus sengem Kreditt erauskommen.

Wann ech dat vergläiche mat deenen anere Länner, déi d'Direktiv ëmgesat hunn, géif ech soen, si mer do an der Mëtt, an der gëllener Mëtt. An ech mengen, dofir hu mer och relativ laang all Akteuren, déi hei betraff sinn, dat heescht d'Banken, natierlech awer och d'Konsumenten oder d'Acheteuren, kontaktéiert a versicht, eng équilibréiert Léisung ze fannen.

Et sinn eng Rëtsch Froe gestallt ginn. Ech wollt dozou e puer Kommentarer maachen, well et huet jo kee Wäert, dass ech elo an den Detail ginn. Vläicht just awer, fir ze ënnersträichen, dass mer duerch dës Direktiv awer och méi Transparenz kréien. D'Banke si jo obligéiert, eng Analys vun der Kredittwürdegkeet vun den Acheteuren ze maachen. An dat ass eng ganz wäertvoll Saach. An dat wäert och ganz rigouréis applizéiert gi vun de Banken, well et ass och an hirem eegenen Intérêt, dass dat gutt gemaach gëtt, fir dass natierlech net vill schlecht Kreditter do vergi ginn.

Zu de Froen.

Déi éischt Fro vum Här Mosar, ob een e Montant maximal kéint virgesinn. Dat ass keng einfach Saach. Mir hunn eis dat iwwerluecht. An dem Règlement grand-ducal kann een déi Reflexiounen natierlech weiderféieren, mä et ass natierlech esou, dass een, wann een en Taux variable huet, jo, da variéiert jo och den Taux vum Refinancement. Bei engem Taux fixe ass dat effektiv machbar, mä bei engem Taux variable ass dat schwéier.

Wat d'Renégociatioun ubelaangt. Vläicht muss een erënneren, dass d'Situatioun elo folgend ass: À partir du moment, wou dat Gesetz gestëmmt ass, applizéiert sech d'Gesetz un all déi Kontrakter, déi nom 21. Mäerz 2016 gemaach gi sinn. Vun deem Dag u spillt dës Gesetzgebung. Dat heescht, dass mer fir déi Kontrakter tëschent haut an dem 21. Mäerz eng speziell Situatioun hunn. Dofir schwätzen ech vun där fir d'Eischt.

Déi Leit hu jo vläicht net alleguerten oder vläicht iwwerhaapt net déi Méiglechkeet vum Remboursement anticipé, well dat jo nach net Gesetz war. Déi kënne sech mat hirem Banquier a Kontakt setzen, fir dat ze kréien. Dat ass eng Situation particulière. Déi, déi awer d'Kontrakter virum 21. Mäerz ofgeschloss hunn - an ech mengen, d'Fro huet sech dorop bezunn, mä, ech mengen, et ass awer wichteg, fir dat ze ënnersträichen -, do hänkt et en fait of vun deem, wat am Kontrakt steet. Et hänkt en fait vun der Liberté de contracter des parties of.

Wann an deem Kontrakt net virgesinn ass, dass e Remboursement anticipé méiglech ass, dann ass e vum Kontrakt hier net méiglech. Wann en do scho virgesinn ass, majo da muss dat ëmgesat ginn. Wann d'Bank elo wëllt e Geste commercial maachen a soen: „Trotzdeem dass et net drasteet, maachen ech et", dann ass dat der Bank iwwerlooss. Mä, ech mengen, d'Liberté des parties muss hei respektéiert ginn.

Den drëtte Punkt ass, fir eng Campagne d'information ze maachen. Ech gesinn dat als eng ganz vernünfteg Suggestioun. Et ass och virgesinn, dass d'CSSF op där enger Säit zoustänneg ass, fir déi Informatioun ze verbreeden, a mir och wëssen, dass d'ULC dat wäert maachen. Mir géifen dann als Finanzministère versichen, dat ze koordinéieren an ze kucken, dass dat esou effikass wéi méiglech soll gemaach ginn.

An dann zur Fro vum Här Fayot zur Präisdeierecht am Wunnengsberäich zu Lëtzebuerg. Et ass esou, dass mer vum europäeschen „systemic risk board" zesumme mat aacht anere Länner e Bréif krute virun e puer Wochen - ech hat dat och an der Cofibu gemellt -, de manière anticipée drop opmierksam gemaach gi sinn, datt an deenen aacht Länner e Risque à moyen terme - do steet „à moyen terme" - vun enger Bulle immobilière besteet. Bon, „moyen terme" heescht e puer Joer natierlech; dräi, fënnef, siwen, do kann een driwwer diskutéieren.

An de Comité du risque systémique ass schonn amgaange säit senger Existenz d'Situatioun um Marché immobilier ze suivéieren. De Comité du risque systémique zu Lëtzebuerg, deen ech presidéieren, wou och d'CSSF, de Commissariat aux assurances an d'Zentralbank drasëtzen, huet déi eng oder déi aner Mesure scho recommandéiert virun deem Avis vun Europa, haaptsächlech dans le chef vun de Banken, dass se sollen exigéieren, dass d'Clientë sollen e gewëssene Prozentsaz vun Eegemëttelen hunn, fir kënnen e Kreditt ze kréien.

Déi Mesure ass ëmgesat ginn an do ass d'CSSF als responsabel Autoritéit dermat befaasst, och ze kontrolléieren, wéi d'Banken dat ëmgesat hunn.

Mä et gëtt eng ganz Rëtsch aner Mesuren, déi kéinten an d'A gefaasst ginn, an dat wäert de Comité du risque systémique an den nächste Méint och kucken, sech och drun inspiréieren e bëssen, wat aner Länner gemaach hunn. An et muss een an där Saach natierlech och ganz vernünfteg sinn, well wann een do ze drastesch Mesuren hëlt, dann huet een natierlech e vill ze direkten a plëtzlechen Impakt op d'Wirtschaft an op dee Secteur. An dat muss een natierlech och évitéieren.

A vu dass de Risque à moyen terme ass, brauch een och net iwwerstierzt ze reagéieren. Mä an dësem Projet selwer ass awer och schonn en Deel vun der Äntwert op dee Risque. Firwat? Majo doduerch, dass d'Banke mussen d'Kredittwürdegkeet vun de Clientë jo vun der Direktiv aus an elo vun der Applikatioun hier aus testen, ass deen Drock op d'Banken an och par rapport zu de Clientë méi grouss wéi e virdru war, soudass ee kann effektiv soen, dass dës Direktiv zur Bekämpfung vun der Deierecht ka bäidroen oder op d'mannst bäidroe kann, dass d'Clienten, déi keng gutt Kredittpositioun hunn, keng Kreditter kréien, wat en fait eng besser Saach ass, wéi dass se Geld an d'Hand gedréckt kréien an dann herno Faillitten entgéintginn.

Ech mengen, dat wären d'Haaptäntwerten, déi ech hei wéilt ginn. An ech freeë mech, dass mer hei e breede Konsens hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci dem Här Finanzminister fir all déi Äntwerten, déi sécherlech déi ganz Thematik e bësselche méi kloer maachen. Allerdéngs bei enger Fro, mengen ech, do hu mer e bësse laanschteneegeschwat, Här Minister. Dofir wollt ech awer nach eng Kéier déi Fro widderhuelen, well Der mer u sech net op déi Fro geäntwert hutt.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, wat de Régime juridique betrëfft vun deene Kontrakter, déi tëschent dem 21. Mäerz an haut gemaach gi sinn oder an Zukunft gemaach ginn. Déi falen elo ënnert dat neit Gesetz.

D'Fro stellt sech awer, well dat am Moment och oft virkënnt, wéi déi Kontrakter behandelt ginn, déi virum 21. Mäerz ofgeschloss gi sinn a wou elo d'un commun accord déi Kontrakter ëmgeännert ginn. Well et gëtt zum Beispill ganz vill Leit, déi am Moment bei d'Banke ginn a mam Accord vun de Banken aus engem Taux variable en Taux fixe maachen. Dat heescht, si änneren hei eng vun den essenzielle Konditioune vum Kontrakt.

An do ass meng Fro oder eis Fro déi: Wéi ginn déi dote Kontrakter behandelt, juristesch? Falen déi elo ënnert dat neit Gesetz, wat méi favorabel ass fir de Kredittneemer, oder bleiwen déi ënnert deem ale Gesetz? Dat ass eigentlech déi konkret Fro, wou ech awer frou wär, Här Finanzminister, wann Der eis kéint eng Äntwert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Finanzminister, wann Der wëllt.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, also esou eng einfach Fro ass dat net, juristesch gesinn, well do gëtt et Argumenter an déi zwou Richtungen. Ech si jo selwer Jurist, dofir kann ech dat gutt beuerteelen, ouni de Sujet elo à fond traitéiert ze hunn. Mä dat hänkt erëm eng Kéier zu engem gewëssenen Deel vun der Liberté des parties of.

Wa sech d'Partien eens ginn, dass dat en neie Kontrakt ass, ob dat deen ee wëllt, ob d'Bank dat wëllt oder ob de Client dat wëllt, jo, da gi se sech eens, dass et en neie Kontrakt ass. Wa se awer soen: „Neen, et ass keen neie Kontrakt, et ass eng Fortféierung vun engem alen", jo, dann ass et en alen.

Muss de Législateur dat onbedéngt tranchéieren? Ech mengen, déi Fro kann ee jo och am Raum stoe loossen, dass ee seet: Majo, dat ass d'Liberté des parties, fir dat ze bestëmmen. Dat ass net tranchéiert. Dat ginn ech gären zou, dass et net tranchéiert ass. Mä dat ass mat engem gudde Grond net tranchéiert, well mer geduecht hunn, dass et net indispensabel wier, dat ze tranchéieren. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Roth fir eng Fro oder Zwëschebemierkung.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Ech soen dem Här Minister och Merci fir déi Erklärungen, déi e ginn huet, quitte dass dat Lescht, wat den Här Mosar ugeschwat huet, eng Saach ass, déi awer vill Leit en fin de compte wäert concernéieren. Well ech kéint mer virstellen, well d'Zënsen elo niddreg sinn, dass vill Leit kucken, fir en Deel vun hirer Schold op Taux fixe ze maachen.

Ech hunn awer eng aner Fro, wou de Minister net drop geäntwert huet. Mir sinn net mat der Position de vote vun der ADR d'accord, mä ech wëll awer soen: Dee Problem, deen den Här Reding opgeworf huet, näämlech de Problem vun den Zwangsversteigerungen, do gëtt net vill driwwer geschwat. Dee besteet awer reell. Well bis et zu enger Zwangsversteigerung vun enger Immobilie kënnt, do sinn d'Leit an Nout. Ob se deelweis dru schold oder deelweis net dru schold sinn, dat sief dohinnergestallt, mä se sinn an Nout.

A mir gëtt awer regelméisseg rapportéiert vu Leit, déi dat awer e bësse suivéieren, dass do heiansdo Abuse gemaach ginn. An déi Leit stinn do virun engem Fait accompli, näämlech dass se gesot kréien op enger Stee: „Ech hunn eng Offer vun esou vill, déi ass e gutt Stéck ënnert dem Wäert vun dem Immeubel", an da geet een nach eng Kéier ronderëmmer an et ass keen aneren, dee sech do méi mellt, an da gëtt zougeschloe fir dee Montant. Wat duerno geschitt, dat entzitt sech da vläicht menger bewosster Kenntnis. Ech wëll et och léiwer net wëssen.

Ech mengen, et wär utile, Här Minister, wann Der géift kucke mat der Chambre des Notaires an och mat de Vertrieder vun der Statsbank, vu dass d'Spuerkeess oft déi ass, wou d'Leit ganz vill Prête maachen, Immobilieprêten, dass een dann eng Kéier géif elo vläicht vum Januar profitéieren, wou et méi roueg ass awer um Niveau vun der Finanzkommissioun a vun der Budgetskommissioun vun der Chamber, dass Der eng Kéier do géift matkommen an dass d'Deputéierten do këinten an enger geschlossener Sitzung déi Froe stellen, déi se utile fannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech maachen dat ganz gären. Ech fannen dat eng ganz räsonabel Propositioun. Et ass jo e Problem, dee mer säit laanger Zäit kennen. A wa mer do kënne Progrèse maachen, sinn ech ganz gär bereet, mat den Deputéierten doriwwer ze schwätzen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, als President vun der Cofibu gesinn ech och kee Problem, datt een dat eng Kéier, wann een effektiv e bësse méi Rou huet, ka maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Beispiller gëtt et. Merci.

Da géife mer zum Vott iwwert de Projet de loi 7025 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7025 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 7025 ass mat 55 Jo-Stëmmen, 3 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer kommen zum Projet de loi 7007, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Steierverwaltung. An d'Madamm Rapporteur, d'Joëlle Elvinger, ass scho prett. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

4. 7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Mäerz 2015 hu mer op dëser Plaz d'Gesetz iwwert d'Reform vum öffentlechen Déngscht gestëmmt, dat déi nei Gehälterkategorië beim Stat, notamment fir d'Bachelor-Carrière, agefouert hat. Duerch dës Reform ass dunn eng Adaptatioun vum modifizéierte Gesetz vum 17. Abrëll 1964 iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung néideg ginn.

Bei dësem Gesetzesprojet 7007, iwwert dee mer elo hei diskutéieren, geet et also ënner anerem elo drëms, d'Gesetz vun 1964 iwwert d'Reorganisatioun vun der Steierverwaltung un déi nei Gehälterkategorie A2 beim Stat, déi un d'Bachelor-Carrière gebonnen ass, ze adaptéieren. Et ginn dann och verschidden Dispositioune gestrach, wat de Statut vum Fonctionnaire ugeet, an Dispositiounen, déi scho vereelst waren. Vu dass verschidde Fonctionnairë vun der Steierverwaltung awer Prärogativen hunn, déi vum Droit commun ofwäichen, wéi d'Fixatioun an d'Anzéie vu Steieren, Taxen a Cotisatiounen, gi fir si déi spezifesch Titele bäibehalen, déi am ale Regimm virgesi waren, awer net méi am Gesetz vun 2015 iwwerholl gi sinn.

Esou erlaabt dëse Gesetzesprojet et, dass Beamten, déi Héichschoulstudie gemaach hunn, kënne Préposé ginn oder aner Fonctiounen iwwerhuelen, déi ausserhalb vun der Direktioun sinn, wat virdrun net méiglech war. Dëst betrëfft zum Beispill de Steierbüro 6 oder de Bureau de recette Luxembourg.

De Statsrot huet a sengem Avis e puer Remarquen technescher Natur gemaach, déi an der Kommissioun och diskutéiert goufen. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet dëse Gesetzestext an hirem Avis begréisst.

Här President, virun e puer Wochen hu mer d'Dispositioune vun der Reform vun der Fonction publique op d'CSSF ugewannt, an elo ass et also dann hei un der Steierverwaltung. Et ass wichteg, dass mer déi nei Modalitéiten och hei applizéieren, fir eng bestëmmte Kohärenz ze schafen; dat awer ëmmer am Respekt vun der Spezifissitéit vu bestëmmten Organismen.

D'Steierrecht ass eng ganz technesch Matière. An et ass wichteg, dass d'Leit, déi an der Steierverwaltung schaffen, dës Matière och gutt beherrschen. An et ass och am Intérêt vum Stat a vun eis alleguerten, dass d'Steierverwaltung gutt fonctionnéiert a gutt Leit beschäftegt. Ëmsou méi freet et mech, dass am Budget 2017 och virgesinn ass, dass d'Steierverwaltung mat Personal opgestockt gëtt, fir dass dës wichteg Matière och prioritär ka behandelt ginn. An ech denken do virun allem un déi nei Dispositiounen an der Steierreform, déi d'Bekämpfung vun der Fraude fiscale betreffen.

D'Steierverwaltung mécht eng exzellent Aarbecht a si huet och ganz vill exzellent Leit, mä d'Aarbecht gëtt ëmmer qualitativ méi usprochsvoll an d'Aufgabe ginn ëmmer méi breet.

Dëst gesot, géif ech dem Finanzministère a senge Beamten e ganz grousse Merci soen. An ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Och d'CSV kann dësem Gesetzesprojet seng Zoustëmmung ginn. Ech mengen, eist Land huet schonn zënter Jorzéngten exzellent Steierbeamten, net nëmmen an den direkte Steieren, mä och am Enregistrement an op der Douane. An et sollt een och deene Verwaltungen déi néideg Méiglechkeete ginn, fir déi Leit esou anzesetzen, wéi dat am effikassten ass.

Dofir wëll ech der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, villmools Merci soen. An ech ginn d'Zoustëmmung am Numm vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Och vun eis e grousse Merci un d'Joëlle Elvinger fir säi gudde Rapport. An ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wierder vu menge Virriedner uschléissen an och den Accord vun eiser Säit bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Finanzminister, dee gradesou kuerz wäert sinn.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit, an d'Steierverwaltung seet Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7007 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7007 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Zaghaft, mä et ass dann esou décidéiert. Merci.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 7097 betreffend eng Rei vu fiskale Konventiounen oder Konventiounen am Fiskalberäich. An d'Madamm Elvinger ass scho prett, fir de Rapport ze maachen. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

5. 7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger *(DP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, dee mer elo hei virleien hunn, huet als Objet, fënnef Duebelbesteierungsofkommessen ze approuvéiere souwéi ee Protokoll zu enger Konventioun an en Échange de lettres mat Éisträich.

Ech brauch op dëser Plaz net méi laang ze widderhuelen, wéi wichteg dës Duebelbesteierungsofkommesse fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft sinn. Esou Accorde si gutt fir d'Entwécklung vun eise bilaterale Wirtschaftsrelatiounen a favoriséieren den Échange vu Gidder a Servicer. Si sinn awer och néideg, fir d'Fraude fiscale an d'Évasion fiscale ze bekämpfen. Mat deenen Duebelbesteierungsofkommessen, déi mer haut approuvéieren, wäert Lëtzebuerg eng ronn 80 Konventiounen hunn, déi a Kraaft sinn. D'Steierverwaltung ass awer nach a Verhandlung mat enger Rei anere Länner. Zypern bleift nach wie vor dat eenzegt Land an der EU, mat deem Lëtzebuerg keen Duebelbesteierungsofkommes huet.

Ech ginn da kuerz eng Kéier op déi verschidden Accorden an.

Bon, d'Konventioun mam Brunei Darussalam vun 2015 huet als Zil, eis wirtschaftlech a kulturell Échangë mat dësem Land ze verdéiwen.

Dann hu mer d'Duebelbesteierungsofkommes mat Ungarn. Do war 1990 schonn eng Konventioun ënnerschriwwe ginn. Hei ass elo eng nei Konventioun vum 10. Mäerz 2015 an de respektive Protokoll; déi wäerten deen alen Text ersetzen.

D'Konventioun mam Senegal vun 2015 ass besonnesch interessant, well hei scho verschidden Dispositioune vu BEPS iwwerholl ginn. A Senegal ass jo och e ganz privilegéierte Partner vu Lëtzebuerg an der Kooperatioun.

No laange Verhandlunge konnt Lëtzebuerg dann och eng Konventioun mat Serbien ënnerschreiwen. An dësen Accord gëtt dann och elo hei approuvéiert.

D'Konventioun vun 2015 mat Uruguay erlaabt eis, eise Réseau vun Duebelbesteierungsofkommessen a Südamerika ze erweideren an ass e wichtegt Element, fir eis Kompetitivitéit am südamerikanesche Raum ze garantéieren a weider Investissementer aus dëser Regioun an eist Land ze bréngen.

Mat der Ukrain war 1997 schonn en Duebelbesteierungsofkommes ënnerschriwwe ginn, wat och 2001 vu Lëtzebuerg approuvéiert ginn ass, mä d'Ukrain hat dës Konventioun ni ratifizéiert. An no weidere Verhandlunge konnt dunn 2015 e Konsens fonnt ginn.

Den Échange de lettres tëschent dem Lëtzebuerger an dem éisträichesche Finanzminister huet d'Zil, d'Dispositiounen am Beräich vum Informatiounsaustausch dem internationale Standard unzepassen.

Här President, d'Regierung hat sech als Zil ginn, d'Netz vun den Duebelbesteierungsofkommessen nach weider auszeweiden. An an dësem Kontext ginn haut siwe Konventiounen entweder ganz nei ugeholl oder ofgeännert. Sou Verhandlunge sinn technesch komplex. An duerfir soen ech och dem Finanzminister an de Beamten aus der Steierverwaltung, déi op dëse Projete geschafft hunn an hei verhandelt hunn, e grousse Merci.

Ech géif dann och den Accord gi vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Elvinger. Den Här Mosar als Éischten.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Och hei e ganz grousse Merci un d'Rapportrice. Déi huet jo e richtege Marathon vu Rapporten an deene leschte Wochen hei ofgeluecht.

Mir wäerte bien entendu och eis Zoustëmmung zu dësen Accorde ginn. Ech wollt just vun der Geleeënheet profitéieren, eng generell Fro och hei un de Finanzminister lasszeginn. D'Rapportrice huet et virdrun ënnerstrach: Hei sinn elo Accorden, déi si scho BEPS-konform. Mir hunn der awer ganz vill, déi natierlech net BEPS-konform sinn.

D'Fro stellt sech: Wann elo au fur et à mesure déi eenzel BEPS-Bestëmmungen ëmgesat ginn, wéi fuere mer da mat deenen Duebelbesteierungsaccorden? Ginn déi dann eenzel nei verhandelt? Oder kënnt do generell e Gesetz, wat do einfach décidéiert, datt déi eben elo den neien Dispositiounen entspriechen? Do schéngt mer haaptsächlech natierlech e Problem sech ze stelle mat deene Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun. Ech mengen, innerhalb vun der Unioun hu mer jo souwisou keng. A mat deenen, déi och am europäesche Wirtschaftsraum sinn, hu mer och keng. D'Fro stellt sech awer, wéi gesot, wéi et mat all deenen anere Länner ass. Ginn déi, wéi gesot, nei verhandelt, oder kënnt do e generelle Projet de loi?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Merci un d'Madamm Elvinger fir hire gudde Rapport, an den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et gëtt heiansdo gemengt, hannendru wär eng Telefonskabinn. Ass et awer net.

(Interruption)

Merci dem Här Fayot. Den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Ech schléisse mech menge Virriedner un a ginn den Accord och zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kox. Keng weider Wuertmeldungen?

(Negation)

Dat ass net de Fall. Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gär dem Joëlle Elvinger Merci soe fir de Bericht op dësem Projet de loi an nach op deem viregten, wou ech esou kuerz war, dass ech hir net Merci gesot hat.

Mir komme mat dësen Accorden, déi mer hei ofschléissen, vu 76 op 81 Traitéen de non double imposition, déi mer wäerten hunn. Domat hu mer e Réseau vu bilateralen Traitéen, deen extrem wäit ass an och am internationale Verglach relativ héich ass. Dat ass eng gutt Saach fir eis Kompetitivitéit, mä et ass och, wéi d'Deputéiert Joëlle Elvinger gesot huet, eng ganz gutt Saach, fir d'Fraude ze bekämpfen an enger Welt, wou déi Fraudebekämpfung ëmmer méi staark gëtt an ëmmer méi international organiséiert gëtt vum G20, vun der OCDE, an da vun der Europäescher Unioun ëmgesat gëtt.

Bei der Fro vum Deputéierte Mosar géif ech gären drop hiweisen, dass et zwou Méiglechkeete gëtt, fir déi Konventiounen ze amendéieren. Dat eent ass natierlech, dass een dat bilateral mécht. Da misste mer déi 81 bilateral

changéieren. Et ass och esou, souguer an deenen heiten, wann ech mech net iren, ech hunn dat net am leschten Detail gekuckt, mä ech mengen, dass souguer déi heiten alleguerten net komplett BEPS-konform sinn. Déi eng oder aner huet elo emol eng BEPS-Mesure dran, mä se nach net alleguerten. Soudass mer effektiv kënnen dovunner ausgoen, dass déi 81 Konventioune missten amendéiert ginn.

Dofir huet d'OCDE d'Initiativ geholl, en Instrument multilatéral ze schafen. Deen ass och bal ofgeschloss. Dat huet am Joer 2015 ugefaangen an et ass am Laf vun dësem Joer, wou et bal fäerdeg ginn ass. Et sinn nach e puer Punkten, déi opstinn. Déi missten am Januar/Februar gekläert ginn. An dann hu mer en Instrument multilatéral vun der OCDE.

An da kann een en fait déi Konventiounen hei zum Deel, zu engem groussen Deel en bloc amendéieren, andeem ee Member gëtt vum Instrument multilatéral vun der OCDE op där enger Säit. Einfach ass déi Saach trotzdeem net, well d'Länner alleguerte mussen uginn, wat fir eng Mesurë vu BEPS se direkt ëmsetzen oder net ëmsetzen, do, wou se Reserven hunn. Soudass een herno eng Schabloun brauch, fir ze wëssen, wéi een et da fir all eenzel Land amendéiert huet au vu vun de Reserve vu Lëtzebuerg a vun deem Partnerland.

Mir wäerten natierlech op de Wee goen, fir et iwwert de multilaterale Wee ze maachen, well dat vill méi effikass ass, wann dat sech dann elo duerchsetzt als System. An dat wäert eis dann och erlaben, relativ séier BEPS-konform ze sinn, wat natierlech am Intérêt vum Land ass, dass mer dat maachen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass mer eis geschloen haten an der OCDE, fir dass mir vertruede sinn an deem Grupp, deen dat ausgehandelt huet. An eisen Ambassadeur Paul Dühr op der OCDE war e Member vun deem Grupp, deen dat mat ausgeschafft huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Finanzminister. Da si mer prett, fir iwwert de Projet 7097 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7097 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Compte général vun 2015. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapporteur, d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

6. 7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 7005 iwwert d'Statskonte vum Exercice 2015 ass den 20. Juni 2016 an der Chamber déposéiert ginn. Laut dem Artikel 11 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat missten d'Konten awer spéitstens den 30. Mee vum Joer drop déposéiert ginn. Well et awer schwiereg ass, fir déi néideg Informatioune bis den 30. Mee zesummenzekréien, wann d'budgetär Joer eréischt den 30. Abrëll ofgeschloss gëtt, ass den Datum vum Dépôt ëmgeännert ginn an dëst op den 30. Juni, mat enger Emännerung am Artikel 53 vum Gesetzesprojet 7050 iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2017.

Den 23. September 2016 huet d'Regierung eng Partie Amendementer erageréecht. Hei ass et drëms gaangen, fir engersäits e Redressement vum Garantiefong ze maachen an dann och deementspriechend d'Avoire vun de Spezialfongen unzepassen. Anerersäits gouf et eng Regulariséierung vun den Ausgabe vun der Renovéierung vun der Fassad vum Héichhaus um Kierchbierg. Hei koum et zu engem klengen Dépassement ënner 5% vum Gesamtbetrag. An dësen Dépassement gëtt am Kader vum Gesetz iwwert d'Statskonte regulariséiert.

Wat d'Zuele selwer vun de Konte vum Stat ugeet, esou ass zréckzebehalen, dass den Exercice ofgeschloss gouf mat engem Defizit vu 460,7 Milliounen Euro. Dëst sinn 107,6 Milliounen Euro manner Defizit, wéi am Budget fir d'Joer 2015 virgesi war.

Här President, a mengem schréftleche Rapport fannt Dir den Detail vun den Zuelen, wat de Compte général 2015 ugeet. Ech wéilt hei just e puer Posten opzielen, déi vill méi héich oder manner héich waren, wéi am Budget 2015 virgesinn.

Op der Recettësäit sinn et folgend Posten: D'Recettë vun der TVA waren 102 Milliounen Euro méi héich. D'Recettë vun den Droits d'enregistrement ware 46 Millioune méi héich. D'Einnamen aus der Taxe d'abonnement ware ganzer 129 Milliounen Euro méi héich. Et gouf en zousätzlecht Gebai verkaaft, wat 90 Milliounen erabruecht huet. D'Recettë vun der Betribssteier ware 34 Milliounen Euro méi héich. An d'Verméigenssteier war 100 Milliounen Euro méi héich.

Et ass awer och ze bemierken op der Recettësäit, dass d'Lounsteier 140 Millioune manner erabruecht huet, wéi virgesinn, an dass den Deel, dee Lëtzebuerg zegutt huet un den Droits de douane et d'accise iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise, 65 Milliounen Euro manner erabruecht huet.

Op der Ausgabesäit sinn et folgend Posten: 330 Milliounen Euro ginn zousätzlech 2015 an de Fonds de réserve, an 130 Milliounen Euro goufe weider u Subventions d'exploitation ausbezuelt.

Wat d'Presentatioun vum Budget no der europäescher Method, der sougenanntener SEC 2010-Presentatioun ugeet, do huet d'Kommissioun festgestallt, dass dës Zuelen dem Compte général vun 2015 bäileien. D'Budgetskontrollkommissioun huet dës Zuele scho méi laang an der Vergaangenheet gefrot an ass frou, dass si se am Kader vum Compte général 2015 kritt huet. Op Basis vun der SEC 2010-Presentatioun hat de Budget en Defizit virgesi vun 876 Milliounen Euro beim Zentralstat. Schlussendlech war et awer nëmmen en Defizit vun 207 Milliounen Euro.

Bei der ëffentlecher Verwaltung, also dem Zentralstat, dem Gemengesecteur an der Sécurité sociale zesummen, war en Defizit virgesi vun 135 Milliounen Euro. An effektiv koum en Iwwerschoss vu 672 Milliounen Euro um Enn vum Joer 2015 eraus.

An der Sitzung vum 3. Oktober 2015 huet d'Cour des comptes der Budgetskontrollkommissioun hiren Avis iwwert d'Statskonte vun 2015 virgestallt. Am Kader vun de Statskonten 2015 op Basis vun der SEC 2010-Method hält d'Cour des comptes fest, dass den Zentralstat d'Resultat vun de gesamtëffentleche Finanzen erofdréckt. Si stellt och fest, dass d'Schold vum Zentralstat an absolutten Zuele fir 2015 onverännert bleift, am Verglach zu 2014. Mä a Prozent par rapport zum PIB geet d'Schold vun 22,9% op 21,5% zréck.

Lëtzebuerg ass also nach ëmmer wäit ënnert der Verschëldung vu 60%, déi d'Maastricht-Kritären zouloossen.

Wat d'Situatioun vun de Spezialfonge vum Stat ugeet, esou stellt d'Cour des comptes fest, dass d'Avoire vun dëse Fongen am Joer 2015 ëm 60 Milliounen Euro eropgaange sinn. Wat de Budget pour ordre ugeet, also déi Gelder, déi de Stat anzitt, fir weiderzeleeden, weist d'Cour des comptes drop hin, dass dëst Joer den Déséquiliber bei 6,7 Milliounen Euro läit.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Cour des comptes huet sech och mam Zukunftspak auserneegesat. Si hat an dësem Zesummenhang schonn d'lescht Joer gefrot, fir eng detailléiert Opstellung ze kréien, wat all eenzel Mesure bruecht huet. Leider huet d'Cour des comptes misse feststellen, dass d'Regierung hirer Demande och dëst Joer net nokomm ass. Et steet just am Gesetzesprojet iwwert d'Statskonten, dass déi 258 Mesuren am Ganze fir d'Joer 2015 182,7 Milliounen erabruecht hunn. D'Krisesteier huet 84,6 Milliounen Euro d'lescht Joer erabruecht. An d'TVA-Erhéijung huet 207 Milliounen Euro erabruecht.

D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech der Demande vun der Cour des comptes un a freet, dass d'Detailer fir all eenzel vun den 258 Mesuren aus dem Zukunftspak integrale Bestanddeel vun de Statskonte solle si fir déi nächst Joren.

Här President, an hirer Sëtzung vum 24. November 2016 huet d'Budgetskontrollkommissioun sech mam Statsrot sengen Avisen auserneegesat. De Statsrot analyséiert d'Presentatioun vun de Statskonten a stellt fest, dass d'Kontroll vun der Ausféierung vum Budget schwiereg ass, well engersäits hu mir d'Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat, anerersäits gëtt et awer och déi europäesch Method SEC 2010, fir de Budget ze presentéieren.

De Statsrot freet, wéi schonn an der Vergaangenheet, dass déi zwou Methode sollen uneneen ugepasst ginn, fir d'Kontroll vun der Ausféierung vum Budget ze maachen. D'Budgetskontrollkommissioun schléisst sech deem un.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Statskont 2015.

Ech wéilt awer drop opmierksam maachen, dass dat net heescht, dass mir nodréiglech de Budget vun 2015 approuvéieren.

(Interruptions)

Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet, well de Budget 2015 technesch korrekt duerchgefouert ginn ass.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Adehm. D'Wuert huet elo d'Madamm Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech géif och den Accord vun der DP-Fraktioun dozou ginn an och soen, dass mer an der Budgetskontrollkommissioun ganz gutt zesumme schaffen. Eng vun den Aufgaben oder eng vun deene gréissten Aufgabe vun engem Parlament ass et jo, fir d'Regierung ze kontrolléieren. An dat soll zum gréissten Deel iwwert de Budget geschéien.

Ech wëll de Kolleegen, déi méi nei sinn hei an der Chamber - jiddwereen ass méi nei hei an der Chamber wéi ech, mä et sinn der awer eng Partie vun lech, déi si schonn eng Zäitchen hei -, soen, dass mer, wat déi Kontrollfonctiounen ubelaangt huet, ganz schlecht dostoungen. Mir hunn näämlech mat Jore Retard hei d'Konten ugeholl. An dunn hu mer 1999 dat Gesetz gestëmmt mat där Deadline, déi elo grad vun der Madamm Adehm genannt ginn ass. Mä déi war einfach ze strikt, déi konnt net agehale ginn.

Mä mir hu Joren drop eréischt d'Konten hei approuvéiert. Mir woren also wierklech ausserhalb vun all Kontrollfonctioun, déi e Parlament sollt ausüben.

Ech wëll och soen, dass mer Progrèse gemaach hunn, och wat d'Investissementer ubelaangt. Mir hate ganz oft en Dépassement vun Devisen. Dofir hu mer och do d'Approche an d'Method geännert. A mir hu lues a lues Progrèse gemaach. An ech wëll och do - en ass elo leider net hei - dem Här Wiseler als viregte Minister vun den Travaux publics Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, well mir konnten doduerch déi Devisen ëmmer méi no respektéieren. A mir hate virgëschter Budgetskontrollkommissioun iwwert d'Travauxe vun de Bâtiments publics, an do ass kee vun de Projeten iwwert den Devis komm. Och dat muss ee soen. An dat ass wichteg, fir dass dat, wat mer hei als wichtegst Gesetz am Joer stëmmen, dass dat och esou exekutéiert gëtt, wéi de Législateur dat gewollt huet.

An ech géif finalement dem Finanzminister félicitéiere fir déi Rigueur, mat där de Budget elo ugaange gëtt. Et ass hei vun de Mesurë geschwat ginn, vun deenen 258 Mesurë vum Zukunftspak, mä wann een do den Total hëlt… An ech wëll dat nach eng Kéier soen: Wann déi Mesuren net geholl gi wieren, da wieren d'Dépensen net nëmmen ëm déi 182 Millioune méi héich gewiescht, mä da wier am Etat d'esprit dat esou virugelaf. An ech fäerte ganz, dass d'Dépensen dann nach méi héich gi wieren.

Dofir wëll ech wierklech der Regierung félicitéieren an och all deene Merci soen, déi drun deelgeholl hunn, dass deen Zukunftspak awer réusséiert, wat ons d'Méiglechkeet gëtt, elo e Budget ze stëmmen, hoffentlech ze stëmme muer, deen déi Zuele weist, déi mer elo hunn. Dofir e grousse Merci un de Finanzminister.

An da wollt ech nach eng Kéier de Membere vun der Kommissioun e grousse Merci soen, der Presidentin, dass mer do wierklech probéieren, ëmmer am Konsens ze schaffen, well hei geet et ëm d'Kontrollfonctioun vun der Chamber. An déi gëtt ganz gutt exekutéiert.

Ech soen Iech villmools Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Brasseur. Dann den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. An och villmools Merci un d'Rapportrice, un d'Madamm Diane Adehm, an och un d'Wierder vun der Madamm Anne Brasseur, wou ee muss soen, dass mer och där Kontrollmissioun an der Comexbu gerecht gi sinn, wéi d'Madamm Brasseur elo gesot huet.

A virun allem wëll ech awer och e grousse Merci un den Här Finanzminister soe fir seng gutt Exekutioun vum Budget 2015, wou jo en Defizit vu 568 Milliounen estiméiert gi war, déi mer jo och gestëmmt haten, wou mer awer ofgeschloss hu mat engem realiséierten Defizit vu 461 Milliounen. Dat maachen also 107 Millioune manner Defizit. Ech mengen, dat ass eng gutt Leeschtung, fir dass mer an dësen Zäiten och nach manner Suen ausginn, gesamt gesinn, wéi virgesinn.

Dozou kënnt, wann ee bedenkt, dass mer trotz deene manner groussen Defiziter och nach eng ronn 400 Millioune méi am Invest gemaach hunn, ass dat eng duebel Leeschtung, well jo och nach vill méi Recetten erakomm sinn. D'Detailer kennt Der dovun. Méi Invest bedeit an dëser Zäit, an dat huet de Budgetsrapporteur Claude Haagen gëschter jo richteg gesot, an Dir och, Här Finanzminister, nach de Moien, dass dat jo och wichteg ass, fir de Moment eis Ekonomie weider unzekuerbelen an och domadder d'Konsumkraaft ze steigeren, wéi dat jo och vu Bréissel nach ëmmer weider gefuerdert gëtt. Well déi Situatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi gutt Situatioun, ass jo an Europa net ëmmer de Fall. An dofir ass et wichteg, dass mer gesamteuropäesch och do d'Ekonomie weider undreiwen.

Wann een elo awer dervun ausgeet, dass ee souguer ee Moment seet, déi 400 Milliounen, déi mer méi investéiert haten, déi jo net gestëmmt waren, wann een déi net ausginn hätt, da wär ee souguer op en Defizit komm, dee sech quasi opgehuewen hätt. A wann een dat rechent, da wäre mer op 56 Milliounen Defizit komm. Dat heescht, do kéint ee quasi soen, dann hätte mer eng stabill Situatioun.

Soudass ech mengen, dass ee ka soen, dass déi Schold, déi mer maachen, dass mer déi, wéi Der virdrun och gesot hutt, fir deen nächste Budget reng an den Invest finanzéieren, wat, mengen ech, eng gutt Saach ass, well mer mat engem ganz héijen Taux vun Invest fueren, wou Der virdrun erkläert hutt, deen och europawäit un der Spëtzt steet, wéi Der eis virdru ganz flott un deenen Diagramme gewisen hutt. Dofir kënne mer lech nëmme félicitéieren, op deem dote Wee weiderzegoen.

Wann een elo natierlech kuckt als Budgetskontrollkommissioun, wa mer méi Suen ausginn - an da maachen ech dat mat engem klenge Clin d'œil op déi Proposition de loi, déi ech virun enger Zäit gemaach hunn iwwert d'LOLF -, da muss ee sech just vläicht froen, dass et awer gutt ass, wann ee méi Suen ausgëtt, dass een dat och iergendwann am Laf vum Joer beschwätzt an dass een dat och vläicht mat Zäit gewuer gëtt.

Dofir wär vläicht eng kleng Propositioun: Ech mengen, mir kréie jo all Trimester den Tableau des recettes proposéiert, ob een do net vläicht - ech weess, dass dat méi schwéier ass - och mat den Dépensen eppes Äänleches eis kéint presentéieren. Bon, dat ass ëmmer mat engem gewëssene Retard, wou dat exekutéiert gëtt, mä ech mengen, do gëtt et jo och mat dem SAP-System en Engagé. An ech mengen, do kéint een dat vläicht an deem Sënn eis och presentéieren.

Ech mengen, dat ass eng ganz kleng Propositioun. An deem Sënn géif ech dem Finanzminister nach eng Kéier wëlle félicitéieren an och den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Den Här Kox.

(Interruption)

Ah, d'Madamm Lorsché. Ech hat den Här Kox nach hei stoen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech maachen et e bësse méi kuerz. Och mir schléissen

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eis de Wierder vun de Virriedner un. D'Madamm Brasseur ass in extenso op déi gutt Zesummenaarbecht agaangen, déi mer an der Budgetskontrollkommissioun hunn. Ech wéilt der Madamm Adehm als Presidentin a Rapportrice villmools Merci soen a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus der Madamm Adehm Merci soe fir de Rapport an och déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Comexbu hunn. Ech wëll just zwou Remarquë maachen.

Et ass hei elo vu verschiddene Virriedner gesot ginn, datt den Exercice 2015 besser ausgaangen ass, wéi mer dat geplangt haten. Den Defizit ass op 460 Milliounen op d'Joer zréckgaangen. Dat sinn 107 Millioune manner, wéi en initial am Budget virgesi war.

Mä et muss een awer och fairerweis do derbäisoen, datt an deem Joer de Stat e Gebai verkaaft huet, wat 90 Milliounen erabruecht huet, wat net am Budget virgesi war. A wann een déi 90 Millioune géif derbäirechnen, dann hätte mer am Fong, wat den Defizit ubelaangt, eng Punktlandung gemaach.

Dat gesot, wëll ech vun eiser Säit aus den Accord ginn, dat, well mer domadder wëllen dokumentéieren, datt dëse Budget administrativ korrekt exekutéiert ginn ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, mir wäerten natierlech och eisen Accord dozou ginn. Et ass schonn alles gesot ginn. Ech wäert dobäi bleiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet de Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt meng Wierder vun Dank un d'Madamm Adehm fir déi Aarbecht als Presidentin, a si mécht dat ganz gutt, an och fir dee ganz detailléierte Bericht, deen op déi Haaptpunkten den Akzent gesat huet an e gudden Iwwerbléck ginn huet.

Ech mengen, dass dës Regierung versicht huet, an de Budget méi Transparenz eranzebréngen. Et ass natierlech ëmmer méiglech, nach méi transparent ze sinn. Ech hunn och Äre Message esou verstanen. D'Madamm Adehm an anerer hunn awer och ënnerstrach, dass mer, zum Beispill wat den Zukunftspak ubelaangt, en fait extrem transparent waren, andeem mer déi 258 Mesuren emol éischtens op den Dësch geluecht hunn, gesot hunn, mir géifen dat iwwer véier Joer applizéieren. A mir monitoren dat regelméisseg. Also, dat ass et menges Wëssens zu Lëtzebuerg nach ni esou ginn.

Ech hunn och op eng parlamentaresch Fro hin am September oder am August am Detail bei all Mesure Informatioune ginn. Ech huelen zur Kenntnis, dass d'Cour des comptes an d'Comexbu déi detailléiert Chiffere gären hätten. Et ass natierlech ëmmer eng Foto. Mir wäerte kucken, wéi mer där Demande do kënnen nokommen.

Ech bleiwen nach bei der Form, déi Suggestioune vum Deputéierten Negri, fir ze soen, mir sollen dann, äänlech wéi mer et bei de Recettë maachen, trimestriell Tableaue maachen. Wann ech mech richteg erënneren, wa mer déi trimestriell Diskussioun hunn, hu mer jo och ëmmer en Tableau vun den Dépensen, deen dat begleet. Et ass also net, dass dépensëméisseg näischt do ass. Do gëtt och e gewëssenen Detail geliwwert. Wann een do wéilt an den Investissement méi maachen, wann dat Äre Virschlag ass, dann huelen ech dat esou mat an de Ministère a kucken, wéi mer do zousätzlech Informatioune kënne ginn.

Ech bleiwen nach bei der Form. Mir hunn effektiv e komplizéierte System mat dem Gesetz iwwert d'Comptabilité nationale vun 1999 an den europäesche System SEC 2010. Et gëtt haut a säit enger Rëtsch Joren elo awer Gott sei Dank eng Method, fir vun deem enge Calcul op deen aneren ze goen. Dat ass et viru Joren nach net ginn. Haut hu mer dat. Et ass och ganz normal, dass mer dat sollen hunn, fir dass ee kann déi Ziffere matenee réconciliéieren.

Mir hunn och elo wëlles... Well mer och elo en neien Direkter an der IGF hu vum 1. Januar un, hu mer eis zu Häerz geholl, fir ze kucken, wéi mer dat kéinte vereinfachen. Mä ech soen lech, dat ass wierklech eng kolossal Aarbecht. Ech kann lech dofir haut net soen, wéi séier mer do wäerte virukommen, mä mir wäerten natierlech dat och am Zesummenhang an an der Diskussioun mat der Chamber maachen.

Ech freeë mech, dass alleguerten d'Deputéierten hei hiren Accord ginn. Mir fannen dat vläicht zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet, dass no der Kontroll dann all Mënsch fënnt, dass de Budget technesch an der Rei ass. An dat hei huet näischt mat Parteipolitik ze dinn, dat huet mat enger gudder Gouvernance vun engem Land ze dinn!

Mir sollen eis freeën doriwwer, egal wien an der Regierung ass, dass mer deen Exercice kënne maachen, dass mer an d'Déift ginn, dass mer d'Froe beäntwerten, an dann als Konklusioun all Deputéierte seet, dass dee Budget uerdentlech exekutéiert ginn ass. Dat fannen ech ebe keng Selbstverständlechkeet. Ech fannen dat eng ganz gutt Noriicht fir eist Land.

Wat elo de Fong ubelaangt. Wa mer elo no der Lëtzebuerger Kontabilitéit kucke vun 1999, ass den Ënnerscheed vum Defizit, amplaz 500 an déi 80, 460, ronn 110 Millioune méi gënschteg. Dat ass richteg. Mä d'Ausdrockskraaft ass méi grouss am SEC-System vun Europa. An do ass den Ënnerscheed awer vill méi grouss wéi 100 Milliounen. Do gi mer vu ronn 800 Milliounen Defizit, déi virgesi waren, op ronn 200 Milliounen erof. Dat ass awer elo emol wierklech spektakulär!

A vu dass ech weess, dass hei ganz hëtzeg Debatte waren, wéi mer de Budget 2015 ugeholl hunn, fannen ech, dass ech awer muss ënnersträichen, dass mer eist Zil hei méi wéi erreecht hunn!

2015 war dat éischt Joer, wou mer eng grouss Abouss haten un TVA électronique (veuillez lire: TVA um Commerce électronique) an trotzdeem hunn all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, gegraff. A wa mer och en esou vill bessert Resultat schreiwen, ronn 200 Milliounen Defizit no der europäescher Method, wat äänlech héich ass wéi d'Zënsen, déi mer bezuelen, kann ee jo wierklech soen, dass eise Budget fir 2015 am Équiliber ass.

An dat hu mer fäerdegbruecht, andeem mer net nëmme vun der gudder Konjunktur profitéiert hunn. Ech mengen, dat huet nach keen hei gesot. Mir hunn natierlech och vun der gudder Konjunktur profitéiert. A wann een d'Zifferen am Detail kuckt, gesäit een, dass d'Ziffere vun 2015 Folgendes hierginn: En Drëttel, e klengen Drëttel kënnt vun der Konjunktur an e bësse méi wéi zwee Drëttel komme vu manner Dépensen. Dat war jo och d'Zil, wat mer eis ginn hunn, an dat hu mer erreecht. An ech freeë mech, wéi gesot, iwwert d'Unanimitéit iwwert d'Konten 2015.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann iwwert d'Konten 2015 ofstëmmen, de Projet de loi 7005.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7005 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo. Domat sinn d'Konten unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A vu Kont géife mer zu Kont iwwergoen. Dës Kéier vun eis selwer, vun der Chamber fir den Exercice 2015. A viru mer steet schonn de Rapporteur, den Här Marc Lies, deen direkt d'Wuert huet.

7. 7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015

Rapport de la Commission des Comptes

M. Marc Lies *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, mir kommen zu den nächste Konten da vun der Chamber. Ech mengen, dat wonnert lech net, datt déi Konten e bësse méi niddreg ausgefall si wéi dat, wat mer elo just virdrun haten.

Wéi all Joer gëtt et och eng Spezialkommissioun vun der Chamber ënnert dem Règlement interne. Den Artikel 165 gesäit vir, datt eng Spezialkommissioun sech mat de Konte vun der Chamber soll beschäftegen. An hei, ech zitéieren eng Kéier kuerz den éischten Alinéa: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des comptes" assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.» Den Alinéa 4: «(4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des comptes pour être enregistrée.»

Sou ass d'Firma KPMG, déi dëst Joer den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2015 gemaach huet, den 21. Oktober zur Konklusioun komm, datt: «A notre avis, les comptes annuels de la Chambre des Députés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes comptables applicables définis par le Bureau de la Chambre des Députés.»

Ech wäert lech e puer Eckdate vum Kont 2015 am Verglach zum Kont 2014 ginn, ouni elo awer wëllen an den Detail ze goen. De Statsbudget huet der Chamber fir d'Rechnungsjoer 2015 e globale Kreditt vu ronn 32,2 Milliounen zougesprach. De Gesamtbudget vun der Chamber louch awer bei 34,5 Milliounen. Eng Reprise vun de Reserve vun engem Montant vun 2.259.000 Euro huet de Budget 2015 équilibréiert.

Enn 2015 louchen d'Ausgabe bei ronn 32 Milliounen, wat engem Minus vun 160.000 Euro par rapport zur Clôture 2014 entsprach huet. Dëse Minus ass awer ganz einfach doduerch ze erklären, datt déi 1.662.000 Euro vun der viregter Wahlcampagne, déi op den Exercice 2014 gebucht gi sinn, natierlech fir 2015 ewechgefall sinn.

Rechne mer dëse Montant vum Resultat 2014 of, da komme mer op e Sold vun 30.505.000 Euro fir 2014. Neutraliséiere mer d'Wahlcampagne, da komme mer op eng Hausse vu 4,9% fir d'Joer 2015 par rapport zum Rechnungsjoer 2014.

Heivu kéint een awer och nees d'Konferenzen oder déi aussergewéinlech Reuniounen, begrënnt duerch déi europäesch Présidence, déi mat 1,1 Millioun zu Buch geschloe sinn, ofrechnen.

Wat déi aner Posten ugeet, kann een als Alleréischt mat enger erfreelecher Noriicht ufänken: D'Indemnitéiten un d'Deputéierte si par rapport zu 2014 ëm ronn 16.000 Euro (veuillez lire: 60.000 Euro) erofgaangen. Bei de Frais de fonctionnement konnten och 370.000 Euro agespuert ginn. Dëst louch dorun, datt, éischtens, Chamber TV manner oft ausgestraalt ginn ass an, zweetens, well verschidde Kontrakter nei ausgehandelt gi sinn.

D'Personalkäschte sinn ëm 630.000 Euro an d'Luucht gaangen, och eng Hausse vun ëm 90.000 Euro ass bei de Groupes politiques ze verzeechnen. Hëlt een de Budget voté vu 34,4 Milliounen, esou goufen 2.377.000 Euro manner ausgi wéi virgesinn. Dëst entsprécht engem Taux vu minus 6,91%. Den dësjäerege Budgetsiwwerschoss beleeft sech op 328.000 Euro.

Ënnert dem Strëch kann ee soen, datt d'Administratioun vun der Chamber virsiichteg wirtschaft. Ervirzehiewen ass och, datt opgrond vun enger Reprise vun de Reserven den Iwwerschoss am Berechnungsjoer 2015 moderat bliwwen ass. Dëst sollt Modellfunktioun hunn och fir déi kommend Joren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité, an de Réviseur d'entreprises KPMG sinn der Meenung, dass d'Konte vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech bieden, d'Konte vum Exercice 2015 guttzeheeschen.

Ech wéilt dem Bureau an all de Mataarbechter vun der Chamber awer och gär e grousse Merci soe fir hir exemplaresch a prezis Aarbecht. Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport. An ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren. D'Resolutioun, déi gouf lech de Moie scho verdeelt.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2015 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des comptes à la Cour des comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

Dofir Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Negri huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. An och e grousse Merci un de Rapporteur Marc Lies an och stellvertriedend un de Generalsekretär Claude Frieseisen fir déi gutt Aarbecht. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Mertens huet d'Wuert.

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Marc Lies, villmools Merci soe fir säi gudde Rapport. Ech wëll him awer och Merci soen als President vun der Kommissioun fir déi gutt Zesummenaarbecht a ginn den Accord vun der Demokratescher Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Déi gréng Fraktioun schléisst sech deene Wierder un a gëtt den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och ech schléisse mech deene Wierder un a bréngen den Accord vun eisem Grupp.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- A well et esou schéin ass, wäert ech och mäin Accord ginn, also dee vun déi Lénk.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma dann däerf ech fir eng Kéier d'Roll vun deene vu vis-à-vis iwwerhuelen. Ech soen Iech alleguer en häerzleche Merci a géif dann d'Konte vun eiser Chamber zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 59-mol Jo. Unanimitéit. Domat sinn eis Konten ugeholl. Ech hat jo bei deem viregte Projet d'Dispens ugefrot? Wann ech se net ugefrot sollt hunn, gitt Der mer den „go". An hei brauche mer dat jo bekanntlech net.

Résultat définitif après redressement: la résolution est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Tess Burton), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Da géife mer zu deem nächste Punkt iwwergoen, dat sinn d'Konte vun der Cour des comptes.

D'Resolutioun dozou, wou mer matgedeelt kritt hunn, dass déi Konten no de Regele vun der Konscht gemaach gi sinn, an da mengen ech, ass de Wonsch net do, fir laang doriwwer ze diskutéieren, mä fir direkt...

(Interruption par Mme Diane Adehm)

Ah, Madamm Adehm. Madamm Adehm, elo hat ech Är Missioun bal iwwerholl.

8. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Jo, dat ass, wann een ze fréi prett ass. Voilà! Also, an der Comexbu hu mer d'Konte vum Mediateur laang a breet gekuckt. Mir hunn driwwer diskutéiert. Et louch e Rapport vum Réviseur vir, wou näischt drun auszesetze war.

Duerfir hu mer an der Kommissioun dann och eng Resolutioun ugeholl, also eng Propositioun fir d'Resolutioun, déi dann eestëmmeg seet, dass mer sollen d'Konte vum Mediateur unhuelen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «le tableau des recettes et des dépenses (...) du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2016;

approuve

les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

An dofir géif ech dann och d'Chamber haut bieden, dass si och déiselwecht Resolutioun géif unhuelen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, et ass alles gesot. Da géife mer fir d'Éischt iwwert d'Konte vun der Médiateure ofstëmmen. Wie mat deene Konten d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: och hei Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marcel Oberweis), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

An dann d'Madamm Adehm nach eng Kéier, dës Kéier fir d'Cour des comptes.

9. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes

Exposé

Mme Diane Adehm *(CSV), auteure.*- Merci, Här President. Och fir d'Cour des comptes hu mer an der Comexbu d'Konten auserneegeholl. De Réviseur hat eis se och ginn. En hat och näischt a sengem Rapport drun auszesetzen. Doropshin hu mer dann och eestëmmeg eng Resolutioun ugeholl, déi mer dann haut géifen zum Vott virbréngen, fir och d'Konte vun der Cour des comptes unzehuelen an hinne Merci ze soe fir d'Aarbecht, déi se maachen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des comptes au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 5 décembre 2016;

approuve

les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes.

(s.) Diane Adehm.

[1] Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des comptes sont établis par le Collège de la Cour des comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Gëtt et Wuertmeldungen zu de Konte vun der Cour des comptes?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer direkt driwwer ofstëmmen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo. Unanimitéit. Domat sinn och d'Konte vun der Cour des comptes ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

A wann ech dat elo richteg gesinn, da si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun de Moien ukomm. De Mëtteg geet et weider mat den Diskussiounen iwwert de Budget 2017. Rendez-vous um zwou Auer. Merci.

Domat ass eis Sëtzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 11.07 heures)

Sommaire des séances publiques nos13, 14, 15, 16 et 17

13e séance

Ouverture de la séance publique p. 179
Communications p. 179
Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)
- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 179-180
p. 181
Ordre du jour p. 180
7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative p. 180-181
6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil,
6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins
et
6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques p. 181-182
7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:
1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;
2. transposition de:
a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);
b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;
3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et
4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché p. 182-183
7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales p. 183-185
7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg p. 185-186
7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination p. 186-190

14e séance

Ouverture de la séance publique p. 191
7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;
- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);
* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;
- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- du Code pénal;
- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;
- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;
- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;
- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;
- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;
- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;
- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;
- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;
- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 191-202

15e séance

Ouverture de la séance publique p. 203
7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification […] (suite) p. 203-211
Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SEM. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro p. 211
7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016 p. 211-213
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 213-214

16e séance

Ouverture de la séance publique p. 214
Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016 p. 214
Communications p. 214-215
Ordre du jour p. 215
7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 et modifiant:
1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier
3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale
4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs
6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002
7) le Code de la sécurité sociale
8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement
9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques
12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé
et
7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* p. 215-218

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 219
7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant […] (suite)
et
7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)
- *Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances* p. 219-221
7025 - Projet de loi portant:
1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et
2. modification du Code de la consommation p. 221-222
7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes p. 222-223
7097 - Projet de loi portant
1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;
2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;
3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;
4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;
5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;
6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;
7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962 p. 223-224
7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015 p. 224-225
7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015 p. 225-226
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur p. 226
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes p. 226

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°06** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016		
1719	Marc Angel	Mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen
1735	Josée Lorsché	Nom légal
1745	Max Hahn	Centre national de traitement des infractions de vitesse
1750	Claudia Dall'Agnol	Subventionnement des salles de cinéma
1753	Marco Schank	Développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad
1758	Jean-Marie Halsdorf, Diane Adehm	Lutte contre la «petite criminalité»
1776	Max Hahn	Déchets de verdures
1780	Laurent Mosar	«Statut d'économie de marché» pour la République populaire de Chine
1787	Claudia Dall'Agnol	Mises sous tutelle ou curatelle et demandes de protection
1788	Laurent Mosar	Résidents luxembourgeois partis en Syrie pour combattre avec l'État islamique (EI)
1810	André Bauler	Fonds national de la recherche
2156	Gilles Roth, Diane Adehm	Système de préplainte en ligne
Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017		
2607	Franz Fayot	Risques pour le marché immobilier
2608	Claudia Dall'Agnol	Consignes pour des courses poursuites de la Police grand-ducale
2611	Alexander Krieps, Edy Mertens, Gusty Graas	Prévention du sida
2613	Aly Kaes	Conditions d'accès aux indemnités de chômage complet
2614	Marc Spautz	Pratique du motocross au Luxembourg
2615	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du «Rehazenter»
2617	Sylvie Andrich-Duval	Psychiatrie extrahospitalière
2619	Josée Lorsché	Réalisation de différents «Park & Ride»
2830 urgente	Martine Mergen	Permis de chasser

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2015-2016

Question 1719 (22.01.2016) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen:**

Lors de sa réunion du 15 janvier 2016, l'ECOFIN a adopté les conclusions du Conseil concernant le rapport 2016 sur le mécanisme d'alerte dans le cadre du semestre européen. Parmi ces conclusions figure le paragraphe suivant:

«6. aussi important soit-il de s'attaquer aux problèmes sociaux et du marché du travail, SE DÉCLARE PRÉOCCUPÉ par le fait que la Commission ait ajouté trois nouveaux indicateurs en matière d'emploi au tableau de bord compte tenu de la nécessité de préserver l'efficacité du tableau de bord en tant que dispositif d'alerte précoce ainsi que de la nature de la PDM en tant que procédure établie pour se concentrer sur la constatation, la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques; SOULIGNE que les indicateurs sociaux et ceux relatifs au marché de l'emploi ne sont pas pertinents pour identifier des risques macrofinanciers et que l'évolution de ces indicateurs ne peut pas déclencher la prise de mesures dans le cadre de la PDM; MET EN EXERGUE la nécessité de poursuivre les travaux techniques visant à améliorer encore la pertinence du tableau de bord ainsi que les cadres et instruments d'analyse des évolutions intervenues et des facteurs qui déclenchent les déséquilibres et permettent de les corriger, en vue d'affiner encore l'analyse sous-jacente et les résultats;»

Dans ce contexte, et au vu des efforts de la Présidence luxembourgeoise de soutenir l'agenda du «triple A social» et notamment d'améliorer la dimension sociale dans la gouvernance de l'Union et plus particulièrement de la zone euro, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Est-ce que Messieurs les Ministres considèrent que cette conclusion est en ligne avec les efforts pour renforcer la dimension sociale de l'Union européenne?

- Est-ce que Messieurs les Ministres ne trouvent pas qu'il serait une bonne idée de demander à la Présidence néerlandaise d'organiser une réunion jointe de l'ECOFIN et de l'EPSCO pour en discuter?

- Par quels autres moyens le Conseil considère-t-il prendre en compte la dimension sociale dans le cadre du semestre européen?

- Comment la dimension sociale est-elle prise en compte lors de l'élaboration du programme national de réforme au Luxembourg?

J'aimerais poser les questions supplémentaires suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle position le Gouvernement luxembourgeois a-t-il prise sur ce sujet au Conseil ECOFIN?

- Quelles seront les conséquences de cette conclusion pour l'analyse des déséquilibres macroéconomiques, les priorités économiques et les recommandations par pays?

- Est-ce que la prise en compte de ces indicateurs sociaux aurait changé la décision de déclencher des mesures dans le cadre de la Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM)? Si oui, quels pays auraient été susceptibles d'être concernés?

Réponse commune (23.02.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La dimension sociale a été une priorité de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Le Gouvernement a œuvré pour un renforcement de la dimension sociale au sein de la gouvernance de l'Union et pour la mise en œuvre du «triple A social» proposé par le Président de la Commission européenne. Le Gouvernement a aussi soutenu les efforts de la Chambre des Députés en la matière.

Pour parvenir à un renforcement de la dimension sociale, le Gouvernement a tablé sur des propositions concrètes visant une implication approfondie des parlements nationaux, partenaires sociaux et autres acteurs clés dans le processus du semestre européen, le développement et l'utilisation des outils de surveillance existants pour considérer davantage la dimension sociale, d'analyses plus horizontales des différentes politiques, l'approfondissement de la coopération entre les différents comités impliqués dans le semestre européen. Ces propositions ont été débattues entre les ministres et entre experts et ont, entre autres, donné lieu à des conclusions du Conseil de l'Union européenne intitulées «Une gouvernance sociale pour une Europe inclusive»[1] et adoptées le 7 mars 2015.

La Procédure de suivi concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM), sur laquelle portent les questions des honorables Députés, est un instrument parmi d'autres utilisés annuellement dans le processus du semestre européen (p. ex. stratégie Europe 2020, recommandations spécifiques par pays). Cet instrument de surveillance macroéconomique, qui a été établi par le règlement (UE) n°1176/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011, a pour but de mieux prévoir et gérer des potentiels déséquilibres macroéconomiques externes et internes au sein d'un État membre. Pour ce faire, le mécanisme d'alerte de la PDM inclut un tableau de bord, qui est publié annuellement en novembre, qui compte aujourd'hui 14 indicateurs principaux définis par la Commission européenne. Ce tableau de bord, qui constitue la première étape dans la procédure annuelle prévue par la PDM, est censé permettre, en complément d'autres outils et analyses, de mieux détecter de potentiels déséquilibres macroéconomiques internes et externes au sein d'un État membre, en comparant les valeurs nationales des indicateurs à des seuils jugés comme critiques.

À ces indicateurs principaux du tableau de bord s'ajoutent une série d'indicateurs auxiliaires qui eux permettent d'analyser plus en profondeur la situation d'un État membre, y compris en matière d'emploi (taux d'emploi, taux de chômage de longue durée, taux de chômage des jeunes, taux de «NEETs») et de pauvreté (taux de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, taux de personnes en privation matérielle sévère, taux de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail). Ces indicateurs avaient été complétés par le passé par la Commission européenne suite aux demandes du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen pour mieux prendre en compte dans la PDM la situation sociale dans un État membre.

Au courant du premier semestre de 2015, la Commission européenne à proposé de reprendre trois indicateurs supplémentaires en matière d'emploi dans le tableau de bord principal de la PDM, en plus du taux de chômage qui y figurait déjà:

- le taux d'activité des personnes âgées entre 15 et 64 ans (variation en p. p. sur trois ans);

- le taux de chômage de longue durée des personnes âgées entre 15 et 74 ans (variation en p. p. sur trois ans);

- le taux de chômage des jeunes âgés entre 15 et 24 ans (variation en p. p. sur trois ans).

Lors des consultations techniques au sein des comités dans les filières ECOFIN et EPSCO, il est apparu que les réponses que la Commission européenne apportait aux nombreuses questions liées à l'ajout des trois indicateurs dans le tableau de bord principal ne pouvaient être considérées comme suffisantes. Les États membres ont notamment argumenté que d'autres outils existaient déjà, essentiellement les indicateurs de suivi de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive (taux d'emploi et risque de pauvreté), le rapport conjoint sur l'emploi avec son tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi (JER), le suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale (SPPM) et la méthode ouverte de coordination (MOC), permettent un meilleur suivi en matière d'emploi et sociale.

En effet, ces outils, qui font partie intégrante du semestre européen, permettent des analyses bien plus approfondies résultant par la suite dans des recommandations spécifiques par pays pour les politiques de l'emploi et sociales qui sont mieux adaptées aux situations de chaque État membre. Dès lors, les États membres avaient proposé de tirer meilleur profit des autres outils existants avant d'introduire de nouveaux indicateurs dans le tableau de bord principal de la PDM qui ne demeure qu'un seul outil parmi d'autres dans l'ensemble du semestre européen.

De plus, l'ajout des trois indicateurs dans le tableau de bord principal de la PDM - qui sont déjà présents dans le tableau de bord sous la forme d'indicateurs auxiliaires de cette même procédure - a été considéré comme apportant peu de valeur ajoutée eu égard aux autres outils et comme risquant de diluer l'objectif principal de la PDM qui est la prévention des déséquilibres macroéconomiques.

Le 30 novembre 2015, la Commission européenne a publié son «paquet de novembre» constitué de plusieurs documents stratégiques, dont l'examen annuel de la croissance (EAC) et le rapport du mécanisme d'alerte de la PDM qui inclut ces trois nouveaux indicateurs en matière d'emploi, malgré les questions techniques soulevées par les États membres. La Commission européenne a par le passé précisé que ces trois nouveaux indicateurs principaux, ainsi que l'indicateur principal existant du taux de chômage, dans le tableau de bord de la PDM ne donnerait per se pas lieu à un déclenchement de la deuxième étape du volet préventif de la PDM («examen approfondi»). Suivant le tableau de bord repris dans le rapport du mécanisme d'alerte de la PDM, 19 des 28 États membres dépassent les seuils pour au moins un des quatre indicateurs relatifs à l'emploi pour l'année 2014, les données pour l'ensemble de l'année 2015 n'étant pas encore disponibles au moment de la publication.

Les trois indicateurs ayant été utilisés pour la première fois dans le processus du semestre européen en novembre 2015, il s'avère prématuré de tirer dès à présent un bilan. Il appartiendra à la Commission européenne de préciser la conjugaison de ces trois indicateurs avec les autres outils existants au fur et à mesure de l'avancement du processus, et notamment lorsqu'elle publiera en mai 2016 ses propositions de recommandations spécifiques pour chaque État membre.

Il est à souligner qu'à aucun moment, ni le Gouvernement luxembourgeois, ni le Conseil de l'Union européenne, n'ont remis en question un renforcement de la dimension sociale dans le processus de la PDM et du semestre européen dans son ensemble.

Au contraire, une Union européenne sociale est une priorité et la lutte contre le chômage dans l'Union, dont les niveaux demeurent à des niveaux bien trop élevés, demeure l'un des points principaux qui requièrent des investissements appropriés, notamment pour la création d'emplois de qualité et pour l'activation et la formation des demandeurs d'emploi.

Le renforcement de la dimension sociale doit être un élément central de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et de sa gouvernance. Elle dépasse le seul cadre de la

[1] Lien direct vers le document: http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14129-2015-INIT/fr/pdf

PDM. Il serait par ailleurs trop réducteur de limiter l'ensemble du processus européen à la seule PDM, même si cette dernière relève d'une importance majeure dans la coordination des politiques économiques à partir de 2011. En effet, de nombreux travaux sont réalisés au niveau européen: au niveau technique par une coopération étroite entre les différents comités consultatifs des formations EPSCO et ECOFIN du Conseil, les services de la Commission européenne et les représentants européens des partenaires sociaux, et au niveau politique par des échanges entre ministres qui tiennent mieux compte de la situation sociale dans chaque État membre, ceci dans toutes les formations du Conseil, notamment EPSCO et ECOFIN. Une éventuelle réunion commune entre les formations ECOFIN et EPSCO est une possibilité, parmi d'autres, de renforcer davantage cette coopération entre les deux formations.

Le renforcement de la dimension sociale dépasse aussi le cadre européen. En effet, les acteurs clés au niveau national doivent s'approprier le processus du semestre européen et être plus impliqués dans celui-ci. C'est ainsi que le Gouvernement a approfondi les échanges avec la Chambre des Députés, les partenaires sociaux dans le cadre du dialogue social national et les autres acteurs indispensables dans l'ensemble du processus du semestre européen, de l'élaboration du Programme national de réforme (PNR) à la mise en œuvre des recommandations spécifiques au niveau national. Plus précisément pour l'élaboration du PNR, dont la structure est toutefois déterminée par la Commission européenne, le Gouvernement a toujours suivi une approche horizontale et intégrative par une coordination étroite des différents ministères et administrations visés, ainsi que par une forte implication de la Chambre des Députés et des partenaires sociaux, notamment en ce qui concerne les différentes mesures à mettre en œuvre pour répondre aux recommandations spécifiques et qui sont décrites chaque année dans le PNR.

Ces efforts du Gouvernement seront poursuivis et résulteront cette année dans des échanges plus approfondis et de meilleure qualité lors de la semaine du semestre européen qui sera réalisée prochainement.

Finalement, il reste à souligner que le processus du semestre européen et celui de la PDM ne sont pas figés. Depuis leur mise en place en 2011 ils ont continuellement été optimisés en continu pour tirer meilleur profit d'une coordination des diverses politiques économiques, sociales et environnementales et contribuer ainsi à une croissance de l'Union européenne intelligente, durable et inclusive.

Question 1735 (26.01.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **nom légal:**

Du fait que chaque personne n'a pour nom légal que le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du terme «nom de jeune fille» correspond à un usage qui n'a pas de fondement légal. En effet, ce n'est que par pure tradition que les femmes mariées adoptent le nom de l'époux en dehors du cadre législatif et administratif.

Néanmoins, certains formulaires administratifs font toujours une distinction entre le simple terme de «nom» et celui de «nom de jeune fille», voire «nom marital». Il s'agit par exemple des demandes relatives à l'assurance pension auprès de la Caisse nationale d'assurance pension, de la déclaration d'entrée au Centre commun de la sécurité sociale ou encore de la demande en obtention d'un permis de conduire auprès de la Société nationale de la circulation automobile.

Pour ces raisons, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Égalité des chances et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Quels sont les objectifs légitimes qui justifient l'utilisation des termes «nom de jeune fille» ou «nom marital» dans certains documents officiels, sachant que d'autres documents à caractère officiel n'en font plus mention?

2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette distinction est contraire à l'égalité de traitement des hommes et des femmes, du fait que pour les hommes, le seul et unique terme «nom» est utilisé?

3. Les autorités publiques ne devraient-elles pas passer en revue leurs formulaires et les adapter, le cas échéant, afin d'abolir toute inégalité de traitement et de mettre en œuvre des règles uniformes en la matière?

Réponse commune (01.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°1735 du 26 janvier 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché a constaté que dans certains documents officiels et formulaires administratifs, l'utilisation du «nom de jeune fille» est toujours de mise. Alors que chaque personne n'a pour nom légal le nom qui figure dans le registre de l'état civil, l'utilisation du «nom de jeune fille» correspondrait à un usage qui n'aurait pas de fondement légal.

Dans ce contexte, l'honorable Députée a posé diverses questions.

En réponse à ces questions, nous informons l'honorable Députée que d'après l'article 1er de la loi du 6 fructidor an II, toujours en vigueur au Grand-Duché, «aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance». Par ailleurs, aucune loi en vigueur au Grand-Duché ne dispose que l'épouse acquiert par mariage le nom du mari, de sorte que l'utilisation des expressions «nom marital» ou «nom de jeune fille» correspond donc effectivement à un simple usage non prévu par les textes législatifs ou réglementaires. C'est avant tout pour des raisons pratiques que les femmes mariées disposent d'un droit d'usage sur le nom de leur mari.

Il y a donc lieu de confirmer que chaque personne n'a qu'un seul nom officiel indépendamment de son sexe et de son statut matrimonial, il s'agit du nom qui figure dans le registre de l'état civil.

Dans ce contexte, il convient toutefois de relever qu'une autorité étatique peut demander le nom de l'époux ou de l'épouse si cette information est nécessaire à l'exécution de ses missions. De même, la possibilité d'indiquer le nom du conjoint dans certains documents administratifs permet aux personnes qui le souhaitent de renseigner à la fois leur propre nom et celui de leur conjoint. Ainsi, l'article 12 (2) de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoit que parmi les données reprises sur les cartes d'identité luxembourgeoises peuvent figurer «le nom et, sur demande du titulaire, le nom du conjoint vivant ou prédécédé».

De manière générale, nous tenons à souligner que, depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, la majorité des administrations se sont alignées sur l'utilisation exclusive des noms officiels tels que définis ci-dessus et ont abandonné l'utilisation du «nom de jeune fille» ou «nom de naissance». Ainsi, sur la plateforme électronique «MyGuichet», gérée par le Centre des technologies de l'information de l'État, aucun formulaire ne fait en principe plus référence au «nom de jeune fille».

Toutefois, et dans la mesure où, tout comme l'honorable Députée, nous estimons que la distinction entre «nom de jeune fille» et «nom» ne correspond plus aux usages d'une société moderne et ne devrait par conséquent plus figurer sur aucun formulaire administratif de l'État, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative propose de charger la plateforme interministérielle de réforme et de simplification administrative à recenser d'éventuels formulaires administratifs prévoyant la terminologie précitée et d'inviter les administrations concernées à effectuer les adaptations nécessaires.

Question 1745 (28.01.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **Centre national de traitement des infractions de vitesse:**

En date du 8 juillet 2015, la Chambre des Députés a voté le projet de loi portant création du système de contrôle et de sanction automatisés et modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Les radars fixes nouvellement installés seront opérationnels dès le 16 mars 2016. Le dispositif comptera également des radars mobiles. Le traitement des infractions aux limitations de vitesse se fait au Centre national de traitement qui est exploité par la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer combien de personnes s'occupent de la gestion de ces infractions?

2. De quelle carrière provient le personnel du Centre national de traitement?

3. Est-ce que du personnel additionnel a été recruté pour cette mission?

4. Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de quels autres services ces agents proviendront?

5. Quant aux radars mobiles, comment seront-ils répartis au sein des services régionaux de la police de la route?

Réponse (25.02.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. et 2. Le Centre de constatation et de sanction des infractions routières (CCSIR) fonctionne avec un effectif de six inspecteurs et trois brigadiers de police.

ad 3. et 4. Du personnel civil est spécialement recruté pour cette mission. Deux employés B1 sont déjà engagés et deux employés C1 sous le statut de travailleur handicapé sont en voie de recrutement.

ad 5. Il est actuellement prévu de doter chaque service régional de police de la route d'un radar mobile.

Question 1750 (29.01.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **subventionnement des salles de cinéma:**

Tel que rapporté par la «radio 100,7», le directeur de Caramba dénonce une politique de subventions des salles de cinéma faussant la concurrence sur le marché luxembourgeois. Il met plus précisément en cause la gestion des aides en faveur des salles membres du Centre de diffusion et d'animation cinématographique (CDAC), par l'ancien responsable du Département «Film» au Centre national de l'audiovisuel (CNA). D'après un rapport provisoire du Conseil de la concurrence, il serait en effet: «difficilement contestable que Monsieur (...), en tant qu'actionnaire de référence d'Utopia et de fonctionnaire dirigeant au CNA, était soumis à un conflit d'intérêt». Et de continuer: «Les éléments du dossier portent en effet à croire que Monsieur (...) a agi dans le but de diriger un maximum des aides d'État dont la distribution incombait au CNA vers le CDAC, et donc, in fine, vers Utopia.», qui assure la programmation pour le compte des membres du CDAC.

Dans une réponse à une question parlementaire antérieure portant sur un possible conflit d'intérêt, l'ancienne Ministre de la Culture, Madame Maggy Nagel, avait répondu: «Étant donné que les aides concernant la „participation de l'État aux frais de programmation, de gestion et d'animation des salles de cinéma régionales non commerciales" sont réservées exclusivement aux membres du réseau CDAC et que ce dernier décide quant à l'acceptation de ses membres, on ne saurait affirmer que le CNA intervienne dans le processus d'allocation de ces aides. Dans ce contexte, le CNA abrite uniquement dans son budget le crédit nécessaire pour allouer les mêmes aides.»

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre est-il d'accord avec les conclusions provisoires du Conseil de la concurrence?

- Que compte faire Monsieur le Ministre au cas où le Conseil de la concurrence conclurait définitivement à un conflit d'intérêt?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la politique de subventions à allouer aux salles de cinéma devrait être réformée?

Réponse (03.03.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Étant donné que le document, auquel se réfère l'honorable Députée et dont des extraits ont été publiés dans le cadre d'un reportage diffusé par la «radio 100komma7», n'est qu'un document intermédiaire de la procédure en cours, il ne m'est pas possible de commenter les faits relatés. L'affaire est en effet pendante et je tiens à attendre la décision du Conseil de la concurrence.

Le cinéma régional a une fonction importante et je suis d'avis qu'un soutien financier est indispensable pour la survie des salles non commerciales. À travers le Centre national de l'audiovisuel nous devons leur garantir un système de subventionnement équitable et dans l'intérêt du développement culturel régional.

Question 1753 (29.01.2016) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad:**

En avril 2014, les six communes de la Nordstad et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures en tant que représentant de l'État ont signé une convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad. Cette convention prévoit que les communes s'engagent à créer un syndicat à vocations multiples en tant que structure légale opérationnelle et pérenne. Selon mes informations, une proposition de statuts de ce syndicat est finalisée depuis longtemps. Or, un avis de la part du Ministre de l'Intérieur fait jusqu'à présent défaut.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur approuve-t-il la convention signée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et les communes de la Nordstad qui prévoit la création d'un syndicat à vocations multiples?

- Quelle est la position de Messieurs les Ministres quant à la création de ce syndicat?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur entend-il aviser les statuts du syndicat susmentionné et, au cas où le Gouvernement aurait changé d'avis par rapport à la convention, quelle alternative réalisable de suite proposera-t-il au six communes de la Nordstad?

Réponse commune (03.03.2016) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question de l'honorable Député au sujet de la convention pour un développement intercommunal coordonné et intégratif des communes de la Nordstad, il y a lieu de préciser que le Ministre de l'Intérieur approuve les conventions signées en avril 2014 entre le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et les représentants des communes de Bettendorf, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck, Schieren et Colmar-Berg.

Ensuite et contrairement aux informations de l'honorable Député, un projet de statuts relatifs à la transformation du syndicat ZANO en syndicat à vocation multiple a été discuté lors d'une première réunion de travail en date du 13 mars 2015 au Ministère de l'Intérieur avec les représentants du Comité politique Nordstad lors de laquelle il avait été retenu que le projet de statuts serait à adapter aux dispositions de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes. Lors d'une deuxième réunion de travail en date du 14 décembre 2015 au Ministère de l'Intérieur, les fonctionnaires en charge du dossier ont réitéré leur recommandation de mettre le projet de statuts en conformité avec les dispositions de la modifiée loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Finalement, lors d'une très récente réunion, le Ministre de l'Intérieur a rappelé aux représentants du Comité politique Nordstad que rien ne s'oppose en principe à la création d'un syndicat poursuivant plusieurs objectifs, à condition de respecter les dispositions de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, notamment celles de l'article 5 exigeant une définition précise du ou des objets du syndicat, et les a invités à s'y conformer tout en leur assurant le soutien des agents de son Ministère dans cette tâche.

En effet, ce syndicat devra aider les communes de constituer, dans la Nordstad, une zone urbaine multifonctionnelle, faisant office de bassin d'emplois et de services aux régions rurales limitrophes, notamment celles du nord du pays.

Question 1758 (01.02.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **lutte contre la «petite criminalité»:**

L'audit externe, mandaté par le Gouvernement et réalisé par la société «Mindforest» pour servir de base pour les travaux préparatoires actuels en vue de la réforme de la police, a suggéré le rattachement des Services de recherche et d'enquête criminelles (SREC) au Service de police judiciaire (SPJ), dans le but notamment de centraliser les informations entre les deux services et d'assurer ainsi une meilleure fluidité.

Or, même si les missions de ces deux services convergent, elles diffèrent toutefois sachant que les SREC constituent des unités régionales de proximité, assurant des missions de police répressive et préventive, alors que le SPJ est surtout chargé de missions de police judiciaire d'envergure nationale et internationale.

Les statistiques montrent par ailleurs que la criminalité a augmenté de manière générale, y compris la «petite criminalité».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il en faveur de la recommandation de l'audit externe, allant dans le sens d'un rattachement des SREC au SPJ?

- Dans l'affirmative, quelles seront les missions concrètes des SREC et de ses agents à l'avenir?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il, le cas échéant, garantir une présence policière sur le terrain au niveau local dans le cadre de la lutte contre la délinquance?

Réponse (01.03.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La réforme de la police a pour objectif de combattre plus efficacement toutes formes de criminalité, locale, nationale ou internationale, et d'assurer une meilleure sécurité à tous les citoyens.

L'audit avait proposé le rattachement des Services de recherche et d'enquête criminelles au Service de police judiciaire et la création concomitante d'antennes de police judiciaire dans deux régions. Cette proposition n'ayant toutefois pas fait l'unanimité au sein du groupe de travail «police judiciaire», différentes solutions de compromis sont en voie d'être examinées.

Je peux toutefois affirmer que, quelle que soit l'option retenue, les missions qui actuellement sont assurées par les SREC resteront assurées.

Question 1776 (03.02.2016) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **déchets de verdures:**

L'incinération de déchets d'arbustes est interdite depuis 1994. Le règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions du 18 décembre 2015 qui a été modifié parallèlement à la loi modifiée du 21 mars 2012 aux déchets précise dans l'annexe A que l'incinération des déchets à l'air libre (déchets de verdures) est soumise à un avertissement taxé de 145 €.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Combien de communes proposent à leurs résidents une poubelle verte destinée aux déchets de verdures?

- Combien de communes proposent à leurs résidents une collecte de déchets d'arbustes («Heckenschnittabfuhr») pendant la saison des tailles de haies?

- Madame la Ministre envisage-t-elle d'inciter les communes ne disposant pas de tels services à en créer dans un avenir proche?

Réponse (03.03.2016) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les communes ont la charge d'assurer la gestion des biodéchets se trouvant sur leur territoire. Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 21 mars 2012, les biodéchets doivent être soumis à une collecte séparée afin de les soumettre prioritairement à une opération de compostage ou de digestion ou, si en raison de la nature du matériel ceci n'est pas possible, à toute autre opération de valorisation appropriée tout en respectant les dispositions des articles 9 et 10 de la loi susmentionnée. L'obligation de la gestion des déchets organiques par les communes a d'ailleurs déjà été fixée à l'article 19 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

- En février 2016, 36 communes proposent à leurs résidents une biopoubelle pour la collecte des déchets de verdure ainsi que pour les déchets alimentaires et de cuisine. De plus, sept communes proposent à leurs résidents une poubelle uniquement pour la collecte de déchets de verdures.

- Une collecte porte-à-porte des déchets d'arbustes en vrac est offerte aux citoyens dans 41 communes.

- Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les communes ont la charge d'assurer la gestion des biodéchets. La loi ne prescrit pas quels services (porte-à-porte, collecte par apport) les communes doivent offrir à leurs citoyens. À part les collectes en porte-à-porte, de nombreuses communes offrent un service d'apport pour les déchets de verdures, dont notamment les centres de compostage, les centres de recyclage, les aires de collecte locales ou régionales, les installations de biométhanisation. De plus, nombreuses communes ou syndicats intercommunaux offrent un service de location de broyeurs ou même un service de broyage à domicile pour les déchets d'arbustes.

De manière générale, chaque commune au Luxembourg offre un service permettant la collecte pratique des déchets de verdures. À part les collectes offertes par les communes et syndicats intercommunaux, les citoyens ont toujours la possibilité du compostage à domicile.

Question 1780 (04.02.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«statut d'économie de marché» pour la République populaire de Chine:**

15 ans après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), son statut transitoire d'«économie non marchande» expire en décembre 2016. Sachant que pour Pékin le changement de statut constitue un automatisme - tout comme pour le service juridique de la Commission européenne -, la question politiquement, économiquement et juridiquement importante du «statut d'économie de marché» (SEM) de la Chine est à nouveau à l'ordre du jour européen et international. Ce fut notamment un des sujets du Conseil «Affaires étrangères - Commerce» informel de l'UE du 2 février 2016 à Amsterdam. Le Luxembourg y était représenté par son Ministre des Affaires étrangères et européennes. Ce fut également un sujet dans la plénière du Parlement européen le 1er février 2016.

Selon certains médias, les États membres de l'Union européenne semblent être divisés sur ce changement de statut. Cela ne surprend guère vu que d'aucuns comme par exemple l'«Economic Policy Institute» (EPI) prédisent une perte possible de 3,5 millions d'emplois dans l'UE accompagnée d'un recul de 2% du PIB de l'Union par an. La Commission européenne n'envisage, quant à elle, qu'une perte allant de 63.600 à 211.000 emplois au maximum. Dans les colonnes du «Luxemburger Wort» du 3 février 2016, Monsieur le Ministre parle maintenant d'une possible «troisième voie, d'une forme de compromis» qui n'irriterait pas la Chine et qui protégerait tout autant les entreprises européennes contre les importations en dumping. Et d'ajouter que l'Europe ne devrait pas «fermer prématurément la porte à la Chine».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quels sont, selon l'appréciation de Monsieur le Ministre, les risques et les chances et pour l'Europe et pour le Luxembourg d'un changement du statut OMC actuel de la Chine?

2. Monsieur le Ministre pourrait-il esquisser son idée d'une «troisième voie» afin de ne pas «fermer la porte à la Chine»?

3. Monsieur le Ministre considère-t-il que la Chine remplit toutes les conditions requises pour constituer désormais une «économie de marché» selon les critères de l'OMC?

4. Quelle est, par conséquent, la position du Gouvernement sur le changement du statut OMC de la Chine?

Réponse (03.03.2016) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La Chine fait valoir que son protocole d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit l'octroi automatique du «statut d'économie de marché» (SEM) après le 11 décembre 2016. Ceci étant, certains membres de l'OMC considèrent que le texte dudit protocole et notamment la section 15 est sujet à interprétation. Force est de constater que la Chine conteste toute interprétation juridique de la section 15 qui va à l'encontre de l'attribution automatique du SEM après 2016. Par conséquent, la Chine attend de ses partenaires commerciaux qu'ils adaptent leurs méthodes de calculs des droits antidumping.

Ainsi, du point de vue de l'UE, l'enjeu majeur consiste à assurer que le changement éventuel de statut de la Chine après 2016 ne compromette pas la capacité de l'Union à garantir que la compétition entre les entreprises européennes et chinoises se fasse sur un pied d'égalité. Favoriser de telles conditions équitables est notamment un des objectifs communs que les deux parties cherchent à atteindre dans le cadre des négociations en cours sur un accord d'investissement entre l'UE et la Chine. Cet accord visera également à améliorer l'accès au marché chinois pour les entreprises européennes. De même, la conclusion de cet accord facilitera la participation de la Chine au plan d'investissement pour l'Europe de la Commission ainsi que la participation européenne aux projets chinois tels que «One belt, one road» (une ceinture, une route). Il va sans dire que la conclusion et la mise en œuvre dudit accord pourra utilement contribuer au développement mutuellement bénéfique des relations économiques bilatérales entre le Luxembourg et la Chine. Je rappelle dans ce contexte les intérêts réciproques qui lient la Chine et le Luxembourg dans différents secteurs d'activité économique.

Les conséquences économiques de l'attribution du SEM à la Chine pourraient être positives pour certains secteurs économiques et négatives pour d'autres; en effet, les producteurs de l'Union en Chine ainsi que les producteurs et détaillants européens dont les biens sont partiellement ou intégralement fabriqués en Chine sauraient probablement tirer leur épingle du jeu, alors que l'industrie sidérurgique européenne pourrait devoir faire face à un afflux important d'importations chinoises en raison des surcapacités actuelles. Cette situation complexe explique la nécessité de pouvoir disposer d'une étude d'impact exhaustive.

D'un point de vue juridique, la décision que prendra l'UE devra respecter la compatibilité de la politique commerciale commune avec les règles de l'OMC ce qui, le cas échéant, pourrait signifier que l'Union devra amender sa législation en matière de défense commerciale.

ad 2. S'agissant de la question de l'octroi du SEM à la Chine, les trois scénarios de base suivants se présentent; l'UE ne change pas sa législation antidumping et, par conséquent, la Chine ne sera pas traitée comme étant une «économie de marché»: ceci résultera très probablement dans un recours par la Chine devant les enceintes appropriées. Dans le deuxième cas de figure, l'UE se déciderait d'octroyer le SEM à la Chine sans veiller à ce que l'industrie européenne puisse se développer dans des conditions équitables. L'impact, en termes d'emplois en Europe, pourrait être significatif. Enfin, l'option médiane, et à laquelle l'honorable Député fait référence dans sa question, consisterait, après avoir procédé à une analyse juridique approfondie, à retirer la Chine de la liste des économies non marchandes dans le règlement antidumping de l'UE tout en introduisant des mesures accompagnatrices par le biais, notamment, d'un renforcement des instruments dont dispose l'Union pour se défendre contre une concurrence déloyale et l'utilisation de tous les dispositifs prévus par l'OMC dans un tel contexte. Cette façon de procéder permettrait à l'UE de respecter le cadre réglementaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais l'Union ne se priverait pas des moyens pour maintenir des conditions de concurrence équitable au niveau mondial.

ad 3. Étant donné que l'OMC ne définit pas de critères concernant une «économie de marché», la sous-question est sans fondement.

ad 4. Le Gouvernement déterminera sa position en fonction d'une proposition à cet égard que la Commission présentera au cours des prochains mois. Cette proposition tiendra dûment compte des résultats de la consultation publique lancée par la Commission en date du 10 février dernier ainsi que d'une évaluation d'impact complète et approfondie que les services de la Commission prépareront à cette fin.

Question 1787 (08.02.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **mises sous tutelle ou curatelle et demandes de protection:**

Le scandale révélé récemment au sujet du juge des tutelles (incapables majeurs) qui a été suspendu de ses fonctions, les révélations de dysfonctionnements par la presse, l'affaire Bettencourt et maintenant la demande de mise sous tutelle dans l'affaire Vincent Lambert m'amènent à poser à Monsieur le Ministre de la Justice la question parlementaire suivante.

Le groupe de travail «Droit et protection de la personne», auquel a d'ailleurs participé l'ancien juge des tutelles (cf. annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles»), avait exposé que:

«Les dispositions actuelles du Code civil (tutelle, curatelle et sauvegarde de justice):

- ne garantissent pas toujours une participation du concerné à la prise de décision;

- n'établissent pas une participation de droit de la personne au choix de son représentant préférentiel;

- se caractérisent par certains automatismes et rigidités (p. ex. une personne sous tutelle ne peut faire de donation qu'en ligne directe, perte automatique du droit de vote);

- définissent davantage la personne par ses incapacités que par ses capacités résiduelles;

- ne contiennent pas de règles concernant les mesures de protection et/ou la mise en œuvre de moyens de contention ou de privation de liberté.»

En outre, le groupe de travail a retenu que:

«Si l'autodétermination constitue un droit de la personne, l'article 10 (de la „Charte européenne des droits et des responsabilités des personnes âgées nécessitant des soins et une assistance de longue durée" de 2010) stipule que ce droit intègre également un devoir/une obligation dans le chef du concerné. L'article requiert des personnes d'être prévoyantes par rapport à l'âge et de prendre des/leurs dispositions - anticipées - par rapport aux éventualités et aléas de la vie.»,

et finalement:

«Le groupe de travail souhaite donc demander à Madame la Ministre de la Famille de bien vouloir transmettre la présente prise de position à Monsieur le Ministre de la Justice afin qu'il puisse en être tenu compte lors d'une éventuelle révision des dispositions du Code civil concernant la protection des personnes majeures.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris connaissance de l'annexe 6 du rapport final de mai 2013 du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan d'action national «maladies démentielles» précitée? Dans l'affirmative, quelles suites ont été réservées aux remarques qui ont été faites au sujet des dispositions actuelles du Code civil en matière de tutelle, curatelle et sauvegarde de justice?

2. Combien de personnes majeures au Grand-Duché sont actuellement sous protection juridique?

3. Comment sont rémunérés les services des mandataires exerçant la tutelle ou la curatelle? Comment le montant est-il calculé? Comment est-il prélevé? Y a-t-il un contrôle?

4. Combien de demandes de protection sont formulées par an? Combien de celles-ci aboutissent à une mesure de protection? Quelles en sont les principales causes? Par qui sont formulées en général ces demandes de mise sous tutelle?

5. Y a-t-il au Luxembourg des plaintes en cours pour abus de faiblesse et pour mise sous tutelle abusive? Dans l'affirmative, y a-t-il eu des condamnations?

6. Est-il, en vertu du droit fondamental à l'autodétermination, envisagé d'introduire en droit luxembourgeois la possibilité de conclure un acte sous seing privé désignant une personne de confiance comme son représentant/mandataire dans les actes de la vie civile pour des situations d'incapacité futures à l'instar de ce qui existe en France («mandat de protection future») et en Allemagne («Vorsorgevollmacht»)?

Réponse (03.03.2016) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Le rapport final du Comité de pilotage en vue de l'établissement d'un plan national «maladies démentielles» a été élaboré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en concertation avec le Ministère de la Santé et approuvé en Conseil de Gouvernement du 13 mars 2013.

Le Ministère de la Justice mène des réflexions sur une réforme à envisager en matière de protection des majeurs depuis 2009 déjà, ensemble avec les professionnels concernés et des associations qui œuvrent également dans cette matière de la protection des majeurs incapables, nécessitant des mesures de protection individuelles en fonction de leurs besoins.

ad 2. Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles ce nombre s'élève à 718 pour ce qui concerne les dossiers gérés actuellement par le juge des tutelles près le tribunal d'arrondissement de Diekirch (situation au 10.02.2016). Je me réfère au tableau reproduit ci-après:

Personnes majeures sous protection juridique (situation au 10.02.2016)	Tutelle sous forme de l'administration légale sous contrôle judiciaire	Tutelle sous forme de gérance	Curatelle	Sauvegarde de justice (dossiers tutelle/curatelle en cours)
	226	178	274	40

Selon les informations fournies par le greffe du juge des tutelles, ce nombre s'élève à 3.284 de dossiers pour l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Ce nombre comprend cependant également:

- des dossiers dans lesquels il s'est avéré, après l'instruction, qu'aucune mesure de protection n'était nécessaire;

- des dossiers concernant des personnes entretemps décédées. Il arrive, en effet, que les tuteurs/curateurs ne signalent pas le décès d'une personne;

- ainsi que les dossiers dans lesquels une mainlevée de la mesure de protection a été prononcée.

ad 3. Selon les informations fournies par les autorités judiciaires, des indemnités ordinaires peuvent être allouées par voie d'ordonnance aux administrateurs légaux/gérants/curateurs/mandataires spéciaux qui en font la demande. Ces indemnités sont déterminées en fonction des dispositions légales applicables en la matière et notamment des articles 454, 495 et 509-2 du Code civil et de l'article 3 du règlement grand-ducal du 23 décembre 1982 fixant les conditions de désignation d'un gérant de la tutelle. Il s'agit en principe soit d'une somme fixe brute accordée mensuellement, soit d'un tantième des revenus de la personne concernée, soit d'un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis. En ce qui concerne les actes accomplis en application de l'alinéa 1 de l'article 500 du Code civil, à savoir les actes de la gestion courante d'une personne, le tantième ne peut être supérieur à 2% du revenu.

En pratique, la rémunération consiste dans un honoraire déterminé en fonction des devoirs accomplis par le gérant de la tutelle ou curateur au courant d'un mois. Il varie en moyenne entre 130 à 160 €, en fonction des actes rendus nécessaires par la mission confiée, à savoir gestion purement financière ou engagement personnel du gérant de la tutelle ou curateur pour des actes supplémentaires. En fonction de l'importance de l'engagement personnel du gérant de la tutelle ou du curateur, l'indemnité peut dépasser le montant précité.

Le gérant de la tutelle ou le curateur peut se voir attribuer une rémunération pour des actes extraordinaires tels que vente, location ou acquisition d'un immeuble, représentation ou assistance dans une procédure judiciaire, pourparlers avec des créanciers pour assainir la situation financière de la personne concernée ou d'autres actes rendus nécessaires par la situation de la personne concernée.

Le juge des tutelles fixe le montant de l'indemnité et autorise le gérant de la tutelle ou le curateur à le prélever sur le compte bancaire de la personne concernée. Ce montant figure parmi les dépenses qui sont recensées sur le compte de gestion annuel à remettre au juge des tutelles.

Lorsque la personne concernée perçoit un revenu inférieur au double du salaire social minimum, la rémunération du gérant de la tutelle ou du curateur est mise à charge de l'État. Il arrive cependant qu'une personne doit payer elle-même cette indemnité si elle possède des avoirs bancaires supérieurs à 19.000 €. Ce montant correspond à celui pris en compte par le Fonds national de solidarité pour l'octroi de l'accueil gérontologique. Lorsque l'indemnité est mise à charge de l'État, la facture doit à chaque fois être visée par le juge des tutelles avant d'être adressée au Ministère de la Justice pour paiement.

En cas de circonstances nouvelles justifiant une augmentation ou une diminution de la rémunération, l'indemnité peut être revue par le juge des tutelles. Il en est de même en cas de détérioration de la situation financière d'une personne ou au contraire si elle revient à meilleure fortune en raison d'un héritage ou d'une vente immobilière. Lors de cette révision, le juge des tutelles peut décider de mettre l'indemnité à charge de l'État ou de la mettre à charge de la personne concernée.

Ce contrôle s'exerce au plus tard lors du contrôle annuel du compte de gestion. Dans les dossiers suivis par le juge des tutelles et dans lesquels il est sollicité pour autoriser des actes particuliers, ce contrôle s'exerce immédiatement lors de la passation de cet acte.

ad 4. Arrondissement judiciaire de Diekirch:

Pour les deux premières questions il est renvoyé au tableau reproduit ci-après avec la remarque que les jugements rendus lors d'une année x ne correspondent pas nécessairement aux procédures entamées lors de cette même année x:

Nouvelles affaires Diekirch	2013	2014	2015	2016
d'office	86	76	59	12
sur requête	41	50	46	9
dont affaires où il y avait saisine d'office et sur requête	/	3	2	/
Jugements	2013	2014	2015	2016
curatelle	40	17	27	6
tutelle	70	71	56	12

Arrondissement judiciaire de Luxembourg:

Les statistiques relatives à l'année 2015 (01.01.-31.12.) renseignent 432 affaires nouvelles. Auparavant, les statistiques portaient sur une année judiciaire (15.09.-15.09.). Le nombre d'affaires nouvelles depuis 2010 était:

381 pour 2010-2011;

409 pour 2011-2012;

396 pour 2012-2013;

364 pour 2013-2014;

119 du 16.09.2014 au 31.12.2014.

Il n'est pas possible de déterminer combien de ces demandes ont abouti à une mesure de protection. Le greffe du juge des tutelles ne dispose pas de programme informatique permettant de tenir une telle statistique.

Seul le nombre des jugements rendus par le juge des tutelles au courant d'une année judiciaire, et depuis 2015 par an, est repris dans les statistiques:

279 pour l'année 2015;

275 pour 2010-2011;

264 pour 2011-2012;

292 pour 2012-2013;

383 pour 2013-2014;

121 du 16.09.2014 au 31.12.2014.

Ces jugements concernent cependant également des demandes relatives à des mainlevées de mesures de protection. S'y ajoute que les jugements rendus au courant d'une période de référence concernent des demandes déposées dans une période de référence antérieure qui ont nécessité la réalisation d'une enquête sociale, de sorte qu'on ne peut pas se baser sur le nombre de jugements rendus pendant une période donnée pour dire combien de demandes déposées pendant cette même période ont abouti à une mesure de protection.

Les principales causes des demandes de mesure de protection sont l'altération des facultés mentales ou corporelles de nature à empêcher l'expression de la volonté d'une personne par un affaiblissement dû à l'âge, une maladie ou une infirmité. La prodigalité, l'intempérance ou l'oisiveté du majeur qui s'expose à tomber dans le besoin sont aussi des causes pour l'ouverture d'une mesure de protection, notamment de type curatelle. Les demandes concernent des personnes âgées mais également des personnes moins âgées qui, en raison d'une maladie, d'un accident ou d'une situation personnelle difficile nécessitent soit une mesure de tutelle, soit une mesure de curatelle.

De nombreuses demandes de mise sous tutelle/curatelle émanent d'un membre de la famille, notamment du conjoint de la personne, souvent des enfants ou de la fratrie d'une personne, mais également du service social de l'hôpital et des maisons de soins/retraite, et ce même en présence de membres de la famille, sinon de l'office social du lieu de résidence d'une personne.

La demande peut aussi émaner de toute personne ayant connaissance qu'une personne a besoin d'aide dans la gestion de ses biens, néglige le paiement de ses factures ou risque d'être abusée par une tierce personne ou un membre de la famille.

ad 5. Quant à la 5e question, il est renvoyé au tableau ci-après:

Nombre d'affaires ouvertes avec abus de faiblesse retenu (art. 493 CP) par année de prise en charge et juridiction:

Juridiction	2013	2014	2015	Total
Luxembourg	19	33	49	101
Diekirch	2	3	6	11
Total	21	36	55	112

ad 6. Parmi les nombreuses réflexions et analyses juridiques faites ces dernières années en matière de réforme envisageable de la protection des majeurs, une des pistes de réflexion est celle du mandat de protection future, tel que ce système existe dans certains pays.

Il va sans dire que si une telle possibilité était reprise dans une réforme future, le système du mandat de protection future devrait toujours être tributaire du principe de l'intérêt supérieur de la personne à protéger, principe soumis au contrôle juridictionnel.

Question 1788 (08.02.2016) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **résidents luxembourgeois partis en Syrie pour combattre avec l'État islamique (EI):**

La presse de ce jour évoque l'apparition d'une vidéo du groupe terroriste «État islamique (EI)» sur laquelle apparaîtrait un jeune résident luxembourgeois qui serait parti en Syrie en 2014 pour combattre avec les djihadistes de l'EI.

Suivant les autorités portugaises, il s'agirait d'un des six résidents luxembourgeois qui auraient rejoint l'EI après avoir fréquenté l'«Association multiculturelle de l'Ouest», responsable d'un lieu de culte musulman situé à Esch-sur-Alzette.

Entre-temps le Parquet de Luxembourg a réagi et suit l'affaire de près tout en mentionnant qu'«à ce stade de l'enquête, les précautions d'usage ne donnent pas aux autorités la possibilité d'approfondir le sujet (...)».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils communiquer dès que possible les résultats des vérifications faites actuellement par les autorités judiciaires?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'information des autorités portugaises qu'il s'agit en l'occurrence effectivement d'un des six résidents luxembourgeois partis pour la Syrie en 2014?

- Est-ce que les Ministres disposent entre-temps d'informations sur d'autres résidents luxembourgeois partis en Syrie pour combattre avec l'EI?

- Au vu des informations précitées, les Ministres envisagent-ils de prendre des mesures par rapport à l'association précitée?

Réponse commune (01.03.2016) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les quatre questions de Monsieur le Député concernent des faits qui ont fait l'objet d'un communiqué de presse du 5 février 2016 de la part des autorités judiciaires compétentes qui se lit comme suit:

«Les autorités judiciaires ont connaissance de l'existence d'une vidéo de l'État islamique montrant l'exécution de plusieurs otages.

Les vérifications utiles et nécessaires sont actuellement en cours.

À ce stade de l'enquête, les précautions d'usage ne donnent pas aux autorités la possibilité d'approfondir le sujet, tout en mentionnant que le sujet est suivi de très près.»

En application du principe de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne dispose pas d'autres informations.

Il n'appartient pas non plus au Gouvernement de commenter des procédures pénales en cours.

Question 1810 (12.02.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Fonds national de la recherche:**

Le Fonds national de la recherche (FNR) est une institution chargée de donner une impulsion supplémentaire aux activités de recherche dans le secteur public avec la double mission, à pied d'égalité, de recevoir, gérer et employer des allocations et dons provenant de sources publiques ou privées en vue de la promotion sur le plan national de la recherche et du développement technologique dans le secteur public et d'entretenir un processus de réflexion continu en vue de l'orientation de la politique nationale de R&D en fonction des données économiques.

Le FNR soutient la recherche dans le secteur public par un portefeuille diversifié d'instruments, tels:

- des programmes de recherche thématiques ou structurels;

- des mesures d'accompagnement;

- des aides à la formation-recherche ou

- des instruments pour la promotion de la culture scientifique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter l'évolution des budgets octroyés au FNR depuis 2005?

- Quels ont été les domaines phares qui ont été soutenus par le FNR et quels sont les projets porteurs d'avenir qui ont été tout particulièrement appuyés?

- Dans quelle mesure le FNR poursuit-il, dans sa politique de subventionnement, une approche différenciée en distinguant dans ses choix stratégiques et budgétaires entre sciences humaines et sciences naturelles?

- Les commissions du FNR chargées à décider des projets bénéficiant d'un subventionnement sont-elles composées de façon à tenir compte de cette distinction et à assurer l'intervention de spécialistes dans les domaines respectifs?

Réponse (03.03.2016) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

La réponse à cette question parlementaire se base en partie sur l'exposé des motifs du projet de loi 6420 modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public, notamment en ce qui concerne l'évolution des budgets ainsi que les domaines thématiques.

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des dotations de l'État au profit du Fonds national de la recherche:

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Dotation de l'État (mio €)	1,24	5,00	7,50	7,84	11,20	13,10	14,50	18,00

1er contrat de performance (2008-2010)

	2008	2009	2010	Total CdP 2008-2010
Dotation de l'État (mio €)	22,36	28,20	40,30	90,86

2e contrat de performance (2011-2013)

	2011	2012	2013	Total CdP 2011-2013
Dotation de l'État (mio €)	35,24	45,00	52,00	132,24

3e contrat de performance (2014-2017)

	2014	2015	2016	2017	Total CdP 2014-2017
Dotation de l'État (mio €)	52,00	60,00	63,30	64,85	240,15

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création, la dotation de l'année 2017 sera attribuée sous réserve des moyens budgétaires disponibles.

Dans le cadre de ses missions, le FNR est appelé à élaborer, sur base des priorités thématiques retenues, des programmes pluriannuels d'activités et contribuer par ce biais à l'établissement d'un programme pluriannuel de la R&D au plan national. Dans ce contexte le FNR a décidé en mai 2005 de procéder à une étude de prospection des compétences, des potentialités et des opportunités de la R&D au niveau national en vue d'élaborer des programmes pluriannuels de recherche.

Cet exercice appelé FNR Foresight a finalement abouti à la définition des priorités thématiques de la recherche publique du Gouvernement en 2007. Les domaines de recherche prioritaires retenus par décision du Conseil de Gouvernement sont:

- Innovation in Services (IS) / Innovation dans les services

- Sustainable Resource management in Luxembourg (SR) / Gestion durable des ressources au Luxembourg

- New functional and intelligent Materials and Surfaces and new sensing applications (MS) / Matériaux et surfaces fonctionnelles et intelligentes

- Biomedical and Health sciences (BM) / Sciences biomédicales et sciences de la santé

- Societal Challenges (SC) / Défis sociétaux

Sans pouvoir être exhaustif, je me permets de citer en guise d'exemple un projet porteur d'avenir, le «National Center for Excellence in Research on Parkinson's Disease (NCER-PD)». L'objectif du programme de huit ans, dans lequel tous les acteurs nationaux de la recherche biomédicale sont activement impliqués, est d'explorer des nouvelles méthodes de détection précoce de la maladie et de permettre une meilleure classification des patients en sous-groupes. Un élément clé du programme est une grande étude clinique nationale de Parkinson en cours de réalisation depuis 2015. Grâce à la création d'un programme de recherche conjoint dans une zone stratégiquement importante pour le Luxembourg, des compétences existantes sont combinées pour aborder de manière efficace un problème socioéconomique significatif.

Les sciences sociales et humaines sont traitées à pied d'égalité avec les sciences naturelles par le FNR, en investissant dans des projets de recherche issus de diverses branches scientifiques (aussi bien sciences humaines que sciences naturelles), tout en privilégiant les domaines de recherche identifiés comme étant prioritaires pour le pays et répondant aux défis économiques et sociétaux. Ainsi, dans le cadre de l'appel CORE 2015, quatre projets de recherche dans le domaine «défis sociétaux[1]» d'un budget de 2,084 mio € ont pu être retenus pour financement contre quatre projets de recherche dans le domaine «gestion durable des ressources» pour un budget de 2,091 mio €.

Afin d'élargir son offre, le FNR a rouvert son programme OPEN, dans le cadre duquel des projets qui ne s'insèrent pas dans les priorités nationales peuvent toutefois trouver un financement. Ainsi faut-il considérer l'approche des divers programmes du FNR comme étant pluridisciplinaire, un domaine prioritaire pouvant regrouper tant des aspects liés aux sciences naturelles qu'aux sciences humaines.

En ce qui concerne les évaluations ex ante des propositions de projets, le FNR soumet systématiquement ceux-ci à une évaluation externe par des experts scientifiques indépendants et applique les plus hauts standards internationaux dans ses processus d'évaluation et de sélection, impliquant bien entendu exclusivement des spécialistes du domaine.

La qualité du processus d'évaluation du FNR vient par ailleurs d'être confirmée par une évaluation externe et indépendante exécutée par le «Evaluation Centre of the Western Michigan University» qui souligne expressément la transparence, l'équité et l'impartialité du processus de sélection du FNR.

Question 2156 (17.06.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **système de préplainte en ligne:**

En place à travers toute la France depuis 2013, ce dispositif permet le signalement immédiat de faits en ligne. La préplainte en ligne est d'ailleurs pour des raisons d'efficacité et des impératifs de l'enquête réservée aux atteintes contre les biens dont la victime ne connaît pas le ou les auteurs de faits (p. ex. vols, dégradations, etc.). Ne sont visées ni les situations d'urgence, ni les plaintes contre des personnes connues ou dénommées.

Sachant que d'après les statistiques de la Police grand-ducale, la catégorie des «infractions contre les biens» constitue la principale source de méfaits commis au Grand-Duché de Luxembourg, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas la mise en place de ce dispositif comme bénéfique aussi bien pour les plaignants que pour les agents de police?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils d'introduire ce dispositif au Luxembourg? Endéans quel délai?

Réponse commune (12.07.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, la mise en œuvre d'un «commissariat virtuel» amélioré est envisagée. Il s'agit d'un système de préplainte électronique, similaire au système évoqué par les honorables Députés.

Il est envisagé de prolonger et d'intégrer l'expérience positive du commissariat virtuel actuellement disponible sur le portail Web de la police et offrant un certain nombre de services. Le projet en question sera réalisé avec le support de «MyGuichet» et sa finalité sera de permettre aux citoyens de transmettre des déclarations et des demandes de certificats de manière électronique à la police et de déposer, dans certains cas, une plainte électronique. Concernant ce dernier point, une décision définitive sur le genre de plaintes éligibles susceptibles d'être enregistrées en ligne sera prise après concertation avec les autorités judiciaires.

Cette approche vise à faciliter l'introduction de certaines démarches auprès de la police pour les citoyens et de décharger la charge de travail des policiers.

D'ici la fin de l'année en cours, le projet prévoit la mise en ligne de plusieurs certificats/formulaires concernant des déclarations de perte ou de dégâts. Le cas échéant, il est prévu d'y ajouter en 2017 le dépôt de plainte proprement dit.

Questions parlementaires posées au cours de la session ordinaire 2016-2017

Question 2607 (01.12.2016) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **risques pour le marché immobilier:**

Dans son rapport publié en date du 28 novembre 2016, le Conseil européen du risque systémique (CERS) identifie un certain nombre de vulnérabilités et risques auxquels est exposé le marché de l'immobilier résidentiel au Luxembourg, en partie à cause des effets imprévus des taux d'intérêt historiquement bas.

Pour l'organisme chargé de la surveillance du système financier dans l'Union européenne, huit pays (Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et le Luxembourg) sont confrontés à un risque à moyen terme, soit d'une surévaluation des biens, soit d'un endettement excessif des ménages.

Un grand nombre de ménages ayant contracté des crédits à taux variable, le CERS met en garde contre les effets d'une augmentation, même faible, des taux d'intérêts, pouvant selon le rapport mener à des fluctuations de la consommation privée et réduire la stabilité macroéconomique.

Dans son rapport, la CERS relève par ailleurs l'absence d'instruments macroprudentiels, fondés sur l'exposition des emprunteurs, auxquels les autorités pourraient recourir pour mitiger les éventuels vulnérabilités et risques identifiés par le CERS.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont les recommandations émises par le CERS pour prévenir, voire réagir, aux risques et vulnérabilités auxquels est exposé le marché immobilier au Luxembourg? Quelles réponses le Gouvernement a-t-il données à ces recommandations?

- Quelle est l'analyse que font la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et la Banque centrale du Luxembourg (BCL) de la situation sur le marché immobilier au Luxembourg et les risques liés à l'exposition des banques de la place financière?

- En quoi consistent les instruments macroprudentiels évoqués par le Conseil européen du risque systémique? Pourquoi de tels instruments ne sont-ils pas en place?

Réponse (03.01.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

Le Comité européen du risque systémique (CERS) a émis une alerte conformément à l'article 16 du règlement (UE) n°1092/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique. Cette alerte n'est pas assortie de recommandations adressées au Luxembourg. Dans son alerte le CERS fait état de vulnérabilités à moyen terme auxquelles est exposé le marché de l'immobilier résidentiel au Luxembourg. Pour le CERS ces vulnérabilités résident essentiellement dans la combinaison des prix élevés des biens immobiliers résidentiels et d'un taux d'endettement croissant des ménages.

Le Comité du risque systémique (CdRS), qui est l'autorité macroprudentielle luxembourgeoise, suit de près les évolutions du marché immobilier résidentiel du Luxembourg et a déjà veillé à ce que des mesures soient prises afin de renforcer la résilience des banques exposées au secteur de l'immobilier résidentiel via l'introduction d'exigences de fonds propres supplémentaires. Le CdRS analysera dans les prochains mois si d'autres mesures s'avèrent nécessaires. Le projet de loi 7025, qui porte sur les contrats de crédit relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel, fait écho à l'alerte du CERS dans la mesure où il introduit une exigence pour les banques de procéder à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de leurs clients avant de leur accorder un crédit. Ce n'est qu'au cas où le résultat de cette analyse est positif que la banque peut accorder le crédit. Le projet de loi a été voté par la Chambre des Députés en fin d'année 2016 et contribuera ainsi à la lutte contre le surendettement des ménages.

Quant à la deuxième question, il n'appartient pas au Gouvernement de commenter ou détailler les analyses de la Banque centrale du Luxembourg et de la Commission de surveillance du secteur financier qui sont des établissements publics indépendants.

Dans son rapport accompagnant les alertes adressées à huit États membres, le CERS dresse l'inventaire des instruments dont l'utilisation peut, selon le cas, s'avérer opportune pour atténuer les risques liés au secteur immobilier résidentiel. Outre les instruments visant à agir sur les fonds propres des banques, y sont recensés également des instruments tels que la fixation d'une limite supérieure au rapport prêt/valeur du bien immobilier, de standards minimaux en termes d'amortissement d'un emprunt ou de limites supérieures à la durée initiale d'un emprunt. Le CdRS analysera lesquels de ces instruments pourraient être explicités dans la législation nationale.

Question 2608 (01.12.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **consignes pour des courses poursuites de la Police grand-ducale:**

Le 15 novembre dernier, suite à un cambriolage à Bascharage, une patrouille de la Police grand-ducale a poursuivi un véhicule suspect. Pris en chasse par la patrouille à laquelle s'est jointe une deuxième en renfort, quatre individus à bord du véhicule précité ont tenté de se dérober au contrôle en empruntant l'autoroute A13 à grande vitesse. La poursuite s'est terminée lorsque le véhicule suspect est entré en collision avec une voiture à l'arrière d'un bouchon sur l'A13 à hauteur du tunnel d'Ehlerange. Grâce à leur engagement professionnel et au péril de leur propre vie (quatre policiers ont été blessés dans le carambolage), les agents de police ont finalement réussi à arrêter trois suspects. Malheureusement, deux personnes non impliquées, à savoir le conducteur et un passager de la voiture heurtée en queue de file, ont également été blessées.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Quelles consignes sont actuellement en vigueur lorsque la Police grand-ducale entame de telles poursuites?

2) Dans quelle mesure la protection de la vie des agents de police et de tierces personnes est-elle prise en considération dans ces consignes?

3) Comment sont pris en charge les soins apportés aux personnes innocentes qui sont blessées au cours de telles interventions ainsi que les dégâts matériels?

4) Dans un cadre plus général, quelle est l'importance attribuée à la protection de la vie dans les lois ou règlements régissant les mesures de police administrative ou judiciaire?

Réponse (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure*:

ad 1) + 2) La Police grand-ducale accorde généralement une importance majeure aux conditions de sécurité liées à la conduite d'un véhicule de service, surtout dans le cadre de la conduite en service urgent. À cet effet, la documentation interne intitulée «Eigensicherung im täglichen Polizeidienst» enjoint clairement au policier, avant d'entamer une course poursuite, d'évaluer de façon systématique si cette action justifie la mise en péril de sa propre intégrité physique ou de celle d'un collègue, voire d'une tierce personne.

Cette consigne établit donc sans équivoque la priorité accordée à la préservation de l'intégrité physique de toutes les personnes, peu importe qu'il s'agisse de policiers, de victimes, de témoins, de suspects ou de personnes non concernées par l'intervention.

ad 3) Il y a lieu de distinguer deux cas de figure:

Si les faits sont établis de sorte que des fonctionnaires de police soient à l'origine du dommage corporel ou matériel causé, les personnes lésées ont la possibilité de se faire indemniser par l'État par le biais d'une procédure expliquée en détail dans la réponse à la question parlementaire n°2388 de l'honorable Député Fernand Kartheiser..

Si les faits sont établis de sorte que les fonctionnaires de police ne soient pas à l'origine du dommage corporel ou matériel causé, la responsabilité civile ou pénale incombera à celui qui en sera tenu responsable par les tribunaux.

ad 4) Dans le cadre des missions de police administrative, l'importance accordée à la protection de la vie au sein de la Police grand-ducale est ancrée à l'article 33 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la police disposant que «(...) la Police veille (...) à la prévention des infractions et à la protection des personnes et des biens».

Dans le cadre des missions de police judiciaire, la protection de la vie s'opère de manière indirecte par l'exercice des pouvoirs conférés aux officiers de police judiciaire par le code d'instruction criminelle, notamment en cas de crimes et délits flagrants et dans le cadre de la recherche d'auteurs présumés d'infraction.

Par ailleurs, l'article 2 de la Charte des valeurs de la police, dispose que «la Police grand-ducale concourt (...) à la protection des personnes et des biens».

Finalement l'article 105 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques soumet la conduite d'un véhicule de police en service urgent à la condition que le service l'exige et à condition que les agents de police tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation.

[1] La priorité «défis sociétaux» constitue la principale priorité pour les sciences sociales et humaines, bien que de plus en plus de projets dans les autres priorités présentent des aspects transdisciplinaires ayant recours tant aux sciences naturelles qu'aux sciences sociales et humaines.

Question 2611 (01.12.2016) de **MM. Alexander Krieps**, **Edy Mertens** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **prévention du sida:**

Étant donné que le taux d'infection du sida reste à un niveau élevé et que le Ministère de la Santé continue à mener la lutte contre cette épidémie, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Les tests de dépistage du sida qui s'administrent par le patient-même («autotest VIH») sont actuellement fiables. Or, les frais de ce test ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé. Les Ministres n'estiment-ils pas que le remboursement de ce test serait une piste effective dans la lutte contre le sida?

2. La prophylaxie préexposition par voie orale est un moyen par lequel une personne séronégative, qui court le risque de contracter le VIH à travers le contact avec son partenaire sexuel séropositif, peut réduire son risque d'infection en prenant des médicaments antirétroviraux. Les Ministres jugent-ils que cette pratique est efficace et que les coûts y relatifs pourraient être pris en charge par la Caisse nationale de santé?

Réponse commune (06.01.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. L'ECDC estime que parmi les 810.000 personnes vivant avec le VIH dans la zone EU/EEA, 122.000 personnes ignorent leur statut sérologique. Comme l'infection à VIH et par les virus hépatites virales restent longtemps asymptomatiques, les personnes concernées peuvent vivre de nombreuses années en ignorant leur infection. Tester les personnes à risque est donc devenu crucial. Grâce à une détection précoce, les personnes concernées peuvent avoir accès au traitement approprié plus tôt, et adopter des comportements responsables, en évitant de transmettre l'infection à d'autres personnes.

L'OMS a validé plusieurs approches en matière de «testing»: des tests de dépistage offerts en routine dans les consultations intra- et extra-hospitalières et dans les laboratoires, des tests rapides offerts à des populations cibles à risque, sur le terrain et auprès d'ONG travaillant dans la prévention, et des tests à faire au domicile, y compris les autotests. Ces approches devraient avoir pour objectif d'atteindre des personnes cibles qui n'ont pas accès aux services de santé et qui ont des comportements à risque, ou bien qui se trouvent dans des zones à haute transmission du VIH.

Dans ses dernières recommandations en matière de dépistage, l'OMS recommande les autotests et le counseling posttest, ainsi que l'information assistée du ou des partenaires sexuels. Les plus récentes études ont en effet démontré que l'autodépistage bénéficie d'une grande adhérence auprès des publics cibles concernés et permet d'identifier un beaucoup plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH, rendant ainsi leur prise en charge et leur traitement précoce possibles.

Au Luxembourg, les tests VIH par prise de sang sont offerts de manière gratuite et anonyme au CHL au CHEM, au CHdN et au LNS. Des tests rapides sont offerts de manière gratuite et anonyme dans les locaux de la HIV-Berodung (Croix-Rouge) et dans la camionnette DIMPS (Dispositif mobile d'intervention pour la santé sexuelle).

Un projet de règlement grand-ducal a été déposé, portant sur la promotion de l'utilisation des tests rapides, ainsi que sur la formation à l'information de la personne et aux entretiens à mener avec la personne. Ces formations comportent un volet théorique et pratique et ont été rajoutées à l'article 5 du règlement grand-ducal, en raison de l'utilisation et de l'administration de ces tests rapides par des non-professionnels de la santé.

Quant au remboursement des autotests vendus déjà en pharmacie en France, en Belgique et en Italie, et accessibles également par Internet, cette question mérite une discussion et un avis éclairé par les experts du Comité Sida, avant une prise de décision politique.

ad 2. L'OMS recommande la PREP (pre-exposure prophylaxis) comme un outil de prévention du VIH important et efficace, faisant partie dorénavant de la politique de prévention globale à mener. Les projets et études menés à ce sujet ont été concluants, l'adhérence et l'efficacité de cette approche innovante ont été prouvées.

En 2015, l'OMS a recommandé que la PREP devrait être offerte à toutes les personnes à haut risque infectieux.

Concrètement, la PREP s'adresse principalement aux cas suivants:

- personnes rapportant des relations anales non protégées avec au moins deux partenaires sur une période de six mois;

- personnes ayant présenté plusieurs épisodes d'IST dans l'année;

- personnes ayant eu plusieurs fois recours à une PREP (postexposure prophylaxis, ou traitement d'urgence) dans l'année;

- personnes ayant l'habitude de consommer des substances psychoactives lors des rapports sexuels (alcool, drogues);

- personnes consommant des drogues par injection avec partage de seringues;

- personnes en situation de prostitution, exposées à des rapports sexuels non protégés;

- personnes en situation de vulnérabilité exposées à des rapports sexuels non protégés à haut risque de transmission du VIH (rapports sexuels multiples, avec des partenaires originaires de régions à haute prévalence VIH, ou usages de drogues par voie intraveineuse), ou présentant des facteurs physiques augmentant le risque de transmission (ulcérations génitales ou anales, autres infections transmissibles par voie sexuelle associées, saignements).

Le Service national des maladies infectieuses est en train de développer un projet pilote d'une consultation pour la PREP. L'adhérence au traitement selon les schémas de prise recommandés, l'efficacité à long terme de cette méthode de prévention ainsi que l'émergence d'éventuelles résistances au médicament devront notamment faire partie de la surveillance médicale de ces traitements. La prise en charge financière de ce traitement par la CNS dans le cadre de cette consultation est sous étude à la CNS.

Source: WHO: Progress Report 2016: Prevent HIV, Test and treat all

Question 2613 (05.12.2016) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **conditions d'accès aux indemnités de chômage complet:**

Le Code du travail délimite strictement le cercle des bénéficiaires potentiels des indemnités de chômage complet. Sont visés tout d'abord les salariés sans emploi, habituellement occupés à temps plein. Pourront par ailleurs bénéficier des indemnités de chômage complet, (i) les salariés occupés à temps partiel, en tout cas au moins 16 heures auprès du même employeur, de même que (ii) les salariés au service de plusieurs employeurs, ayant perdu endéans un mois un ou plusieurs emplois de 16 heures au moins par semaine et dont le revenu de travail mensuel disponible est inférieur à 150% du salaire social minimum pour salariés non qualifiés.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faudrait délimiter autrement le cercle des bénéficiaires, notamment en ce qui concerne les personnes accumulant plusieurs petits emplois?

- Dans l'affirmative, quelles sont les pistes de réflexions du Gouvernement en la matière?

Réponse (22.12.2016) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le principe général retenu dans le Code du travail rend un salarié licencié pour des raisons indépendantes de sa volonté éligible aux indemnités de chômage complet, pour autant que les autres conditions d'admission soient remplies, dès lors qu'il perd un emploi comprenant au moins 16 heures de travail par semaine.

Concernant les salariés au service de plusieurs employeurs, sur lesquels portent les questions de l'honorable Député, il est à souligner que le point 2 du paragraphe 2 de l'article L 621-1 du Code du travail prévoit précisément que cette possibilité de toucher les indemnités de chômage complet s'ouvre également pour le salarié, au service de plusieurs employeurs, qui a perdu un ou plusieurs emplois d'une durée cumulée de 16 heures au moins.

Comme cette limite des 16 heures ne s'applique dans ce cadre pas individuellement pour chaque employeur, mais pour l'ensemble des heures de travail perdues, indépendamment du nombre d'employeurs concernés, il semble que la flexibilité prévue par la législation actuelle pour les salariés accumulant plusieurs petits emplois est suffisante.

Dès lors il n'est à l'heure actuelle pas envisagé de délimiter autrement le cercle des bénéficiaires.

Question 2614 (05.12.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pratique du motocross au Luxembourg:**

Le 6 mars 2015, Monsieur le Ministre des Sports avait tenté de calmer une polémique née autour du circuit de motocross de Bockholtz/Goesdorf en indiquant que l'autorisation d'exploitation de ce site ne serait pas venue à expiration, mais aurait été transférée au Ministère des Sports.

Il avait, par ailleurs, tenu à préciser qu'étant donné que le site ne se trouverait pas dans le PAG de la commune concernée, aucune modification pouvant garantir et améliorer la sécurité sur la piste ne serait possible. Il avait encore fait savoir que des solutions pour une approche plus souple pouvant satisfaire toutes les parties impliquées seraient sondées au sein du Gouvernement. En tout cas, la recherche d'un site alternatif serait sans objet, alors que la pratique du motocross n'est pas interdite sur le site de Bockholtz.

Il me revient maintenant que la période d'ouverture du circuit - les mercredis de 13.00 à 19.00 et les samedis de 11.00 à 19.00 de mars à octobre (sauf fermetures ponctuelles pendant les périodes de chasse) - a été réduite. Depuis 2016, seules seraient encore autorisées des activités d'août à octobre du fait que le site serait situé dans une zone naturelle IBA.

Vu que la situation actuelle offre aux membres de la Fédération de motocross des conditions d'entraînement encore moins favorables qu'en 2015, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Le Gouvernement a-t-il demandé l'avis de la Fédération de motocross avant de procéder au classement du site de Bockholtz en zone IBA? Dans l'affirmative, quelle a été la réaction de celle-ci par rapport au classement envisagé? Dans la négative, le dossier en relation avec le classement a-t-il entre-temps été mis à disposition de la Fédération de motocross?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait indiqué d'aider enfin la Fédération de motocross à trouver un site alternatif?

Réponse commune (13.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Allant au-delà des exigences de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature, le Département de l'environnement avait organisé une réunion d'information publique dans le cadre de la procédure de classement de la zone de protection des oiseaux «LU0002013 Région du Kiischpelt». Monsieur le Secrétaire d'État y présentait le périmètre et les objectifs de protection de la nouvelle zone. Nous ignorons cependant si un représentant de la Motor Union Luxembourg (MUL) figurait parmi la soixantaine de personnes intéressées qui étaient venues à la réunion d'information.

Rappelons que la désignation de ce type de zone protégée se fait sur base de paramètres scientifiques définis par la directive européenne 2009/147/CE.

En ce qui concerne la piste de motocross près de Bockholtz, le Ministre de l'Environnement avait averti dès 2015 la MUL de l'existence de restrictions d'utilisation du site à Bockholtz/Goesdorf en raison de la présence d'espèces sensibles et intégralement protégées. La loi prévoit que tout projet susceptible d'occasionner des incidences notables sur l'environnement doit faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement naturel avant que le projet ne puisse être autorisé. Dans la cadre de son autorisation du 1er juin 2015 pour l'organisation de l'entraînement annuel du 1er mars au 15 octobre 2015, la Ministre de l'Environnement informa la MUL comme suit: «Vu la présence d'une zone IBA-Important birds area, aucun entraînement ni aucune manifestation ne pourront avoir lieu à partir de 2016 durant la période de reproduction des espèces protégées. Dès lors, et afin d'éviter toute perturbation de la faune, seules seront dorénavant envisageables des événements se déroulant en dehors de la période du 1er avril au 15 juin, sauf si vous puissiez amener la preuve que les activités ne sont pas susceptibles d'affecter ladite zone IBA. Pour ce faire, vos activités devront faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Cette évaluation sera à faire élaborer par un bureau d'études dûment agréé en la matière.»

Par deux courriers du 4 septembre 2015, puis du 15 mars 2016 la Ministre avait réitéré ces informations tout en les expliquant plus en détail:

«Je me permets de vous rappeler que les terrains sous rubrique se situent à l'intérieur de la zone de protection des oiseaux „Région du Kiischpelt (LU0002013)", désignée par le règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 modifiant le règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale, et touchent un corridor de migration du chat sauvage, espèce intégralement protégée par la loi.

L'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit que „tout projet ou plan, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, susceptible d'affecter une zone protégée prévue par la présente loi, fait l'objet d'une évaluation de ses incidences sur l'environnement. Il en est de même des aménagements ou ouvrages à réaliser dans la zone verte".

Le règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 précité prévoit comme objectifs de conservation de la zone „Région du Kiischpelt (LU0002013)" le maintien de la conservation favorable d'un grand nombre d'espèces de l'avifaune ce qui implique la préservation de la quiétude en période de reproduction dans les alentours directs ou abords des zones de nidification de ces espèces protégées.

Tandis que l'on peut raisonnablement exclure un effet significatif de vos activités sur la faune sauvage en dehors de la période de nidification, à savoir entre le 1er août et le 1er mars, un tel effet ne peut être exclu pour la période allant du 1er mars au 1er août.

Dès lors, sans évaluation excluant des effets significatifs sur l'environnement pendant la période de nidification, évaluation à faire réaliser selon les règles de l'art par un organisme agréé en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement technique d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement, je ne saurais vous autoriser des entraînements pendant les périodes demandées sur les terrains concernés.

La liste des personnes agréées peut être consultée sous:

http://www.environnement.public.lu/guichet_virtuel/etabl_classes/index.html.

Par ailleurs, je tiens à vous informer que conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, les animaux intégralement protégés ne peuvent être inquiétés, et ceci quel que soit le stade de leur développement.»

Il semble que la MUL n'a pas jugé opportun d'effectuer une telle évaluation des incidences sur l'environnement, alors qu'elle a déposé un recours contre la décision ministérielle du 1er juin 2015 devant le tribunal administratif.

Quant à la deuxième question posée, les services du Ministère des Sports ont déjà eu différents contacts avec la Fédération de motocross afin de trouver un site alternatif au Luxembourg, voire même en Wallonie. Même si ces recherches n'ont pas encore abouti, les services gouvernementaux continueront à trouver avec toutes les parties concernées une solution viable dans l'intérêt du sport motocycliste tout en respectant les contraintes environnementales afférentes.

Question 2615 (05.12.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **parking du «Rehazenter»:**

Dans votre réponse du 16 novembre 2016, vous expliquez que le conseil d'administration du Rehazenter a décidé de louer «un nombre d'emplacements bien défini» vers l'extérieur, afin de tenir compte d'une «occupation horaire bien différente des emplacements de parking». Vous y expliquez également qu'un nombre de places de stationnement suffisant serait garanti aux patients du centre et qu'une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre d'emplacements resterait disponible aux patients et aux visiteurs du centre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Dans votre réponse, vous faites état de 143 places de stationnement au niveau -1 du parking du Rehazenter. Combien de ces places de stationnement sont actuellement louées à des personnes de l'extérieur et sur le fondement de quels critères ces places sont-elles attribuées?

2) Combien de places de stationnement sont signalées comme «privé», respectivement «réservé» et ne sont dès lors pas à disposition des patients et visiteurs du centre?

3) Vous expliquez que le taux d'occupation horaire du parking varie fortement. Dans ce contexte, comment est-il assuré qu'un nombre d'emplacements de parking suffisant est garanti aux patients et aux visiteurs, notamment au vu du fait qu'au cours de l'année 2014, en plus des 650 patients hebdomadaires en ambulatoire, le Rehazenter a réalisé 5.065 consultations médicales et 5.636 explorations fonctionnelles d'après les chiffres de 2014?

4) Est-ce qu'il a déjà été constaté, par exemple, en recourant aux données relatives aux entrées et sorties du centre relevées par les caisses automatiques, que le nombre d'emplacements à disposition des patients et visiteurs se soit révélé insuffisant et, dans l'affirmative, quelles ont été les suites y réservées?

5) Quelle est la durée d'engagement prévue dans les contrats de location et comment le nombre d'emplacements disponibles peut-il être ajusté pour garantir qu'un nombre d'emplacements suffisant soit disponible «à tout moment» comme vous l'indiquez dans votre réponse du 16 novembre dernier?

6) Quel est le loyer mensuel perçu et sur base de quels critères celui-ci a-t-il été fixé?

7) Vous expliquez que les statuts de la CNS permettent des transports en série pour les traitements au Rehazenter et que d'autres patients se font conduire par des proches. Dans ce contexte, partagez-vous l'opinion que les patients devraient, dans la mesure du possible, être encouragés à venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister à leur thérapie?

Réponse (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*:

ad 1) Au niveau -1 du parking du Rehazenter, 72 emplacements sont actuellement loués à des personnes de l'extérieur. L'attribution se fait sur la base d'inscription sur une liste d'attente.

ad 2) 72 emplacements au parking niveau -1 ne sont dès lors pas à disposition des patients et des visiteurs du centre. À noter que ce nombre peut être ajusté en fonction des besoins nécessaires des patients et visiteurs du centre, sachant que le parking niveau -1 dispose de 143 emplacements.

ad 3) Lors de la planification et de la construction du Rehazenter, il a été tenu compte d'une future extension du Centre, de sorte que le nombre de parkings patients et visiteurs à disposition dépasse le besoin quotidien actuel. Les séances de thérapies pour les patients ambulatoires sont planifiées en semaine dans les plages horaires de 7h00 à 18h00, ce qui entraîne des arrivées/départs ventilés sur la journée, de sorte que des emplacements se libèrent en continu. De plus, beaucoup de patients ambulatoires utilisent les transports en série accordés par la CNS, se font amener par des proches ou arrivent par le transport public. Une surveillance de l'occupation du parking permet de se rendre compte des besoins pour les patients et visiteurs et de diminuer si nécessaire le nombre d'emplacements réservés à des personnes de l'extérieur. Lors des heures de visite pour les patients stationnaires, fixées de 16h00 à 20h00 en semaine, le parking au niveau -1 du Rehazenter offre un large nombre d'emplacements de stationnement.

ad 4) Ce dernier temps on constate une hausse de l'occupation du parking niveau -1 lors de certains créneaux horaires, ce qui amène le Rehazenter à revoir le nombre de locations pour des personnes de l'extérieur. Il importe aux responsables du Rehazenter que le parking niveau -1 soit prioritairement à disposition des patients et des visiteurs.

ad 5) La durée d'engagement prévue dans les contrats de location est d'un an et se renouvelle tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la date de prise d'effet du contrat. Toute résiliation de contrat peut se faire sans indication de motifs spécifiques. Une attention particulière aux besoins des patients et visiteurs permet de réagir de façon anticipative.

ad 6) Le loyer mensuel par emplacement de stationnement à des personnes de l'extérieur est de 115,75 € (ind. 775,17) et a été fixé sur base du coût horaire des rues avoisinantes et de la situation de stationnement au quartier Kirchberg Grünewald.

ad 7) Pour des raisons médicales, bon nombre de patients ne peuvent venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister aux thérapies et utilisent les transports en série en taxi, les services Adapto, les transports publics ou se font amener par des proches. Selon le degré d'handicap les personnes à mobilité réduite ou en situation d'handicap peuvent demander une carte d'invalidité leur permettant d'utiliser gratuitement les transports publics. Les transports en série en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin traitant sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le Contrôle médical, spécifie les raisons médicales pour lesquelles le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. Le Rehazenter informe et accompagne les patients pour organiser ces types de transport.

Question 2617 (07.12.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **psychiatrie extrahospitalière:**

Dans son rapport annuel de 2015, la Caisse nationale de santé (CNS) a relevé que «les négociations tarifaires en relation avec la psychiatrie extrahospitalière ont également échoué et feront l'objet d'une médiation au cours de l'année 2016».

Sachant que ces structures sont d'une énorme importance dans la chaîne thérapeutique et que de manière générale, il y a un manque de structures extrahospitalières dans le domaine de la psychiatrie au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons de l'échec des négociations dans le domaine de la psychiatrie extrahospitalière?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il relancer les négociations, ceci dans l'intérêt des patients et des familles concernées?

- Combien de places dans de telles structures existe-t-il au Luxembourg?

- Sachant qu'il y a un manque de telles structures, le Gouvernement entend-il soutenir davantage leur développement?

Réponse commune (17.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les négociations tarifaires entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Entente des gestionnaires des structures complémentaires en psychiatrie (EGSP) en relation avec la psychiatrie extrahospitalière pour 2016 avaient échoué en 2015 du fait que les propositions et revendications des parties différaient trop et qu'un accord était de ce fait impossible. Il s'agissait notamment de la refixation du tarif du forfait W10 qui est le forfait journalier de prise en charge des frais d'assistance psycho-socio-éducative des personnes protégées à leur lieu de vie et du nombre maximal de personnes pouvant être accueillies dans des habitations protégées.

La procédure de médiation qui avait été engagée par l'Inspection générale de la sécurité sociale sur demande de la CNS du 11 décembre 2015 a finalement abouti en juillet 2016 à une refixation du tarif du forfait W10 pour 2016 à 74,25 euros; en décembre 2016 le forfait a été fixé d'un commun accord pour 2017 à 78,92 euros.

En ce qui concerne les revendications au niveau de l'augmentation des places thérapeutiques, la CNS et le Ministère de la Santé ont convenu d'augmenter celui-ci de 200 à 240 pour 2017. Ce chiffre semble, suivant les informations actuellement disponibles, correspondre aux besoins de 2016.

Les recommandations dans les rapports des experts Rössler (2005, 2009) et Häfner (1992) parlent d'une nécessité d'adaptation des places de suivi psychiatrique logement à 350.

Avant d'aller au-delà du nombre de 240 places, il serait indispensable de faire un état des lieux des activités dans les différentes structures et associations et de la répartition des patients en fonction de celles-ci, d'évaluer le système actuel, et notamment les concepts thérapeutiques, et de procéder à l'introduction d'une documentation des prestations. Il serait en outre utile de réfléchir à une possible différenciation des patients suivant le niveau de prise en charge en vue de la définition de forfaits plus ciblés.

Comme des négociations conventionnelles avec l'EGSP sont possibles chaque année, il sera possible d'adapter annuellement le nombre de places dans ces structures, et ceci en fonction des besoins réels constatés.

Question 2619 (07.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **réalisation de différents «Park & Ride»:**

Lors du débat sur les grands projets d'infrastructures à réaliser par l'État, qui a eu lieu en octobre 2015, la Chambre des Députés s'est prononcée en faveur de la réalisation de trois parkings Park & Ride aux gares de Rodange, Mersch et Wasserbillig en adoptant une motion y relative. À terme, ces projets sont destinés à créer la totalité de 2.451 places de stationnement supplémentaires à des endroits stratégiques d'interconnexion des transports publics au transport individuel.

Par ailleurs, il faut constater que la capacité des parkings situés à Bascharage et à Dippach ne suffit plus à satisfaire la demande croissante à ces sites. Le même constat vaut pour le parking de Troisvierges.

Revenant à la motion d'octobre 2005 invitant le Gouvernement à lancer les études nécessaires à la réalisation de parkings à Rodange, Mersch et Wasserbillig et rappelant qu'en janvier 2016 Monsieur le Ministre a annoncé l'extension du parking situé à Bascharage, j'aimerais lui poser les questions suivantes:

- Quel est l'état d'avancement des études nécessaires à la réalisation des parkings Park & Ride de Rodange, Mersch et Wasserbillig et quels sont les délais de leur réalisation?

- Est-ce que des études détaillées ont également été entamées en vue des extensions des parkings de Bascharage et de Troisvierges et dans quel délai pourront-t-elles être mises en œuvre?

Réponse (15.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2619 du 7 décembre 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché souhaite s'informer sur la réalisation de différents Park & Ride (P&R).

En ce qui concerne la réalisation des parkings P&R de Rodange, Mersch et Wasserbillig, les études de l'avant-projet détaillé (APD) pour ces trois projets sont en cours. Outre la construction d'un bâtiment P&R, les études APD incluront également le réaménagement complet des gares respectives et comprennent pour chacune des trois gares les travaux suivants:

- mise en conformité des infrastructures voyageurs (quais, souterrains, passerelles) afin de respecter les exigences des spécifications techniques d'interopérabilité (STI) européennes, de rendre les infrastructures conformes à l'accessibilité par des personnes à mobilité réduite (PMR) et finalement afin de pouvoir répondre aux besoins futurs d'exploitation et de développement des flux de voyageurs;

- adaptation du plan des voies afin de respecter les nouvelles prescriptions de sécurité ferroviaire et afin d'optimiser l'exploitation ferroviaire;

- réaménagement du parvis de la gare, de la gare routière et aménagement de places Kiss & Ride afin de créer un pôle d'échange plus attractif;

- intégration des locaux techniques pour les différentes installations techniques ferroviaires.

Il est prévu de finaliser les études APD du projet de Mersch pour mi-2017. Après démolition des halls existants sur le site de l'Agrocenter, les travaux de construction du nouveau bâtiment P&R débuteront en automne 2019 et il sera ouvert au public fin 2021.

Les travaux de réaménagement des infrastructures ferroviaires, des quais, des accès aux nouveaux quais, de la gare routière et du parvis de la gare s'étaleront jusqu'à mi-2023.

À noter cependant encore qu'à l'entrée de Mersch en venant de Luxembourg, environ 90 places en surface vont être remises en état par l'Administration des ponts et chaussées et seront disponibles en 2018.

Au vu de la complexité plus importante des travaux ferroviaires, les études APD des projets à Wasserbillig et à Rodange seront finalisées fin 2017. Les travaux de construction sur site commenceront fin 2019 et seront achevés, en ce qui concerne le parking avec un temps de construction de 30 mois, mi-2021 alors que les aménagements autour de la gare seront terminées fin 2023.

À préciser dans ce contexte qu'une extension du parking existant à Pétange permettra la réalisation de 200 places supplémentaires pour les clients des transports publics au cours de l'année 2017.

Enfin, les études de faisabilité des bâtiments P&R en gares de Bascharage et de Troisvierges furent achevées fin 2016 et les études de l'avant-projet sommaire seront entamées prochainement.

Étant donné que ces deux projets n'ont aucune interférence avec les infrastructures ferroviaires, une réalisation pourra être accélérée.

Question urgente 2830 (10.03.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **permis de chasser:**

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse détermine les conditions d'obtention des différents types de permis de chasser.

En ce qui concerne le permis de chasser annuel, sa délivrance est e. a. subordonnée à la production d'une quittance de l'Administration de l'enregistrement et des domaines (AED) attestant le paiement des (i) droit d'enregistrement et (ii) droit supplémentaire. Suivant règlement grand-ducal du 28 juillet 2011, ces droits s'élèvent actuellement à 221 €. Or, sur le site du Ministère de l'Environnement, il est précisé que les droits seraient abaissés à 150 €.

Cette situation aboutit à la situation cocasse que l'AED refuse aux détenteurs des permis de chasser annuels le paiement des droits explicitant que le règlement grand-ducal changera. L'AED refuse également le paiement des 150 €, faute de base réglementaire appropriée.

Les détenteurs des permis de chasser se voient donc dans l'impossibilité d'obtenir le renouvellement de leurs permis de chasser, qui au demeurant viennent à expiration au 31 mars 2017.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment le Gouvernement entend-il remédier à cette situation intenable?

2. Le Gouvernement peut-il garantir que les détenteurs des permis de chasser annuels qui n'ont actuellement pas encore pu déposer leurs demandes, faute de disposer de la quittance de l'AED, obtiennent leurs permis de chasser annuels en temps utile, i. e. avant le début de la nouvelle année cynégétique?

Réponse commune (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. Tout d'abord il faut préciser que la situation décrite par l'honorable Députée résulte de la diminution du prix du permis de chasser de 221 € à 150 €, négociée en automne 2016 lors d'une entrevue entre le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et les représentants de la Fédération Saint-Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg. Les réserves du Fonds spécial d'indemnisation des dégâts de gibier étant suffisamment abondantes et vu l'alimentation de ce fonds par le biais du droit supplémentaire perçu annuellement sur les permis de chasser, le prédit droit peut en conséquence être réduit de 200 € à 129 €.

Par la suite, le Département de l'environnement a préparé un avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le prix du timbre du permis de chasser qui a été avisé par le Conseil supérieur de la chasse le 22 novembre 2016, ensuite approuvé au Conseil de Gouvernement du 14 décembre 2016 et le projet afférent a été soumis au Conseil d'État en date du 24 janvier 2017. Dès lors, la Ministre de l'Environnement et le Ministre des Finances sont en attente de l'avis afférent afin de pouvoir procéder aux démarches nécessaires pour publier le règlement grand-ducal au Mémorial.

ad 2. Pour l'instant les chasseurs peuvent déjà procéder au virement de 150 € aux numéros de compte habituels et le bon pour un timbre de permis de chasser sera émis et envoyé dans les meilleurs délais dès la publication du règlement grand-ducal au Mémorial.

Le paiement en espèces auprès des guichets de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ne sera possible qu'après la publication du règlement grand-ducal précité au Mémorial et selon la disponibilité des bons pour timbre de permis de chasser par la suite.

Il faut savoir que depuis la fermeture générale de la chasse du 1er mars au 15 avril, les demandes en vue de l'obtention d'un nouveau permis de chasser se ventilent sur plusieurs semaines, vu qu'à part du sanglier en plaine aucun gibier n'est ouvert à la chasse.

La législation relative à la chasse ne prescrit aucun délai de réponse lors d'une demande en vue de l'obtention d'un permis de chasser. Dans le passé, le délai de délivrance s'est situé entre deux et cinq jours ouvrables. Dès réception des demandes le Gouvernement entend délivrer les permis de chasser dans les meilleurs délais possibles.

N°07
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°07 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Débat budgétaire	p. 228	Sommaire des séances publiques nos18 à 20	p. 273	18e séance	Mercredi 21 décembre 2016
Résolution sur la Turquie	p. 251	Sommaire des questions parlementaires	p. Q120	19e séance	Jeudi 22 décembre 2016
Klimabank, Lenoz, etc.	p. 261			20e séance	Jeudi 22 décembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

60e anniversaire de la signature des traités instituant les Communautés européennes

«Plus d'Europe au bon endroit!»

© Chambre des Députés d'Italie

M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours à l'occasion du 60e anniversaire des traités de Rome

«L'Europe doit rapidement retrouver un juste équilibre entre les exigences financières et sociales», a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 17 mars 2017 à Rome, lors de la Conférence extraordinaire des Présidents des Parlements de l'Union européenne célébrant le 60e anniversaire de la signature des traités instituant les Communautés européennes.

«Oui, l'Europe ne peut et ne doit pas tout faire. Mais si nous réussissons à nous mettre d'accord sur les points que nous pouvons mieux réaliser ensemble que chacun pour soi, si nous parvenons à plus d'Europe à bon escient et au bon endroit, nous réussirons de nouveau à enthousiasmer nos citoyens», a déclaré le Président de la Chambre des Députés devant ses homologues.

«Face aux attaques multiples contre nos valeurs fondamentales tant à l'intérieur de l'UE qu'à nos frontières, nous devons être les vigies de la démocratie, de l'État de droit, de la liberté de presse et d'expression.

Les 60 dernières années montrent que nous pouvons y arriver en contribuant à faire ce que l'UE sait faire le mieux: avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure», a-t-il conclu son discours.

Qu'est-ce que le Traité de Rome?

S'appuyant sur le succès du traité du charbon et de l'acier (CECA), les six pays fondateurs (le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et l'Italie) ont voulu étendre leur coopération à d'autres secteurs économiques. Le 25 mars 1957, ils signent les «traités de Rome» - l'un instituant la Communauté économique européenne (CEE) et l'autre instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). L'idée de la CEE est de créer un grand marché commun au niveau européen avec la libre circulation des personnes, des biens, services et des capitaux dans tous les pays membres. Une autre réalisation du traité de Rome est la mise en place de nouvelles institutions dont notamment l'Assemblée parlementaire (qui prendra ensuite l'intitulé «Parlement européen»).

11e Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe

Flux migratoires au centre des discussions

Suite à une initiative lancée par le Parlement de Monaco en 2006, les Présidents de Parlement des petits États d'Europe (Andorre, Chypre, Islande, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, San Marino) se rencontrent une fois par an dans un des pays visés.

M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la 11e conférence qui s'est déroulée du 21 au 23 mars 2017 dans la République de San Marino.

La conférence était axée sur trois sujets:

1. situation géopolitique et crises humanitaires: rôle et politiques des petits États;

2. Europe et Méditerranée: pouvoirs et limites des petits États dans les enceintes internationales;

3. tourisme et culture à travers l'histoire, souveraineté, art et paysage: coopération entre les petits États.

Flux migratoires

Dans la déclaration commune adoptée par les Présidents de Parlement à l'issue de la conférence, les parlementaires se sont notamment dits «très préoccupés à l'égard de l'approche non coordonnée avec laquelle les pays européens font face à cette question, surtout pour les tensions nationalistes, les sentiments populistes et la perte de confiance dans l'Union européenne causés par cette approche, mais plus encore pour le risque que les droits fondamentaux, protégés par l'Europe pendant des décennies, ne soient pas reconnus aux personnes qui arrivent sur notre continent».

De plus, ils sont d'avis que la petite taille des neuf petits États d'Europe est une valeur ajoutée pour explorer des voies d'intégration avancées, capables d'éliminer la ghettoïsation et de développer des sentiments d'affection pour lutter contre des phénomènes de radicalisation des migrants.

© Grand Conseil général de San Marino

M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre, a participé à la Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe.

Coopération au niveau du tourisme

À propos du tourisme et de la culture, les participants ont considéré essentiel de valoriser les beautés uniques et sans équivalent que leurs pays possèdent. «Une coopération touristique accrue pourrait regrouper des petites entités géographiques dans un grand projet d'attractivité unitaire, en considérant la diversité de culture et paysages des petits États», ont-ils souligné dans la déclaration finale.

Les représentants des neuf petits États d'Europe ont par ailleurs condamné la destruction et la tentative de destruction de l'histoire, de la culture, de l'identité et des valeurs des pays et des peuples, y inclus la dévastation de leur patrimoine culturel.

La prochaine conférence sera organisée en septembre 2018 au Liechtenstein.

Le Président de la Chambre en visite à Bruxelles

© Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

M. Philippe Courard et M. Mars Di Bartolomeo

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rencontré le 29 mars 2017 à Bruxelles son homologue, M. Philippe Courard, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles / Communauté française.

L'entretien a porté sur trois sujets majeurs:

- Éducation à la citoyenneté

Après avoir échangé leurs expériences en matière d'initiatives s'adressant aux écoles, les deux Présidents ont décidé de suggérer un échange entre membres des Parlements des jeunes wallon et luxembourgeois.

- Formation de hauts fonctionnaires

Au niveau de la francophonie, la Chambre des Députés et le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles proposeront prochainement une formation s'adressant à des hauts fonctionnaires, afin de leur présenter les meilleures pratiques en matière d'organisation d'administrations parlementaires.

- Problèmes à évoquer au niveau de la Grande Région

Dans ce contexte il a été question de défis que représentent l'accès à des logements abordables, le traitement fiscal des travailleurs transfrontaliers ou encore des espoirs et attentes que placent les jeunes dans la Grande Région.

Un échange sur des dossiers de droit européen

Le Brexit, le paiement d'indemnités de chômage pour les frontaliers, la politique d'asile et le contrôle des dossiers européens par les parlements nationaux: ces quatre sujets étaient au centre d'un échange de vues entre députés luxembourgeois et allemands, le 13 mars 2017, à la Chambre des Députés.

L'échange a porté sur le rôle que les parlements peuvent et doivent jouer dans ces dossiers.

La délégation du Bundestag était composée d'une dizaine d'élus, membres d'une sous-commission du droit européen, sous la conduite de M. Patrick Sensburg.

Ils ont discuté avec des parlementaires luxembourgeois, membres de la Commission juridique respectivement de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Entrevue des délégations de la Chambre et du Bundestag allemand

Le conflit en Syrie n'est pas terminé: «La passivité est le meilleur allié des criminels de guerre!»

M. Mars Di Bartolomeo, Mme Mélanie Broquet, M. Marc Angel, M. Martin Lagneau (de gauche à droite)

Une délégation de Handicap International Luxembourg conduite par son directeur, M. Martin Lagneau, s'est entretenue le 10 mars 2017 avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel, sur la situation actuelle du conflit syrien. Le message principal de la délégation était celui que le Luxembourg doit s'engager davantage auprès de la communauté internationale pour mettre un terme aux bombardements massifs de civils en Syrie.

La délégation de Handicap International est revenue sur quelques chiffres clés marquant les six ans de la crise syrienne:

- 400.000 Syriens ont trouvé la mort depuis le début du conflit en 2011;

- 1,9 millions d'habitants sur une population de 22 millions ont été blessés;

- près de 11 millions de Syriens ont pris la fuite, dont 6,5 millions déplacés à l'intérieur du pays et 5 millions réfugiés dans les pays limitrophes;

- toutes les 15 minutes la Syrie est frappée par des bombardements.

Un témoignage précieux

Mme Mélanie Broquet, responsable du suivi et de la coordination des programmes en Syrie pour Handicap International et actuellement déplacée en Jordanie, a attiré l'attention sur le fait que le conflit en Syrie est loin d'être terminé et que la guerre et les bombardements se perpétuent sur des fronts qui sont moins médiatisés que la ville d'Alep.

Après avoir entendu le témoignage de Mme Broquet, le Président de la Chambre des Députés l'a remerciée de son travail courageux et a ajouté que «votre témoignage est précieux pour nous remettre dans la réalité». M. Di Bartolomeo et M. Angel ont déploré le détournement de l'attention médiatique face aux drames qui persistent en Syrie ainsi que la lassitude de la population face à ces drames humanitaires. «La passivité est le meilleur allié des criminels de guerre», a finalement constaté le Président de la Chambre.

Un premier rapport sur la traite des êtres humains

M. Gilbert Pregno, Président de la Commission consultative des droits de l'homme, remet le premier rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg à M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et à Mme Viviane Loschetter, Présidente de la Commission juridique.

Mendicité forcée, exploitation sexuelle commerciale, travail forcé dans la restauration: le phénomène des «esclaves du 21e siècle» existe bel et bien au Luxembourg. Un premier rapport sur la traite des êtres humains retrace les tendances et formule des recommandations pour mieux combattre ce phénomène au Grand-Duché.

Le 15 mars 2017, ce rapport de la Commission consultative des droits de l'homme fut remis au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et présenté aux députés membres de la Commission juridique et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Un manque de chiffres fiables

Les auteurs du rapport constatent des difficultés à chiffrer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg. La Police grand-ducale évalue le nombre de victimes à 79 entre 2010 et 2016, dont une majorité de femmes et 11 mineurs. Toujours selon ces chiffres, les victimes sont notamment originaires des pays de l'Union européenne (Roumanie, France, Estonie) ou de pays tiers (Brésil, Chine). Pendant la même période, la police a recensé 62 auteurs présumés. La Commission consultative des droits de l'homme suppose qu'en réalité le nombre des victimes et des auteurs devrait être beaucoup plus important. On estime à quelque 880.000 le nombre de victimes en Europe.

Les demandeurs d'asile, une population particulièrement vulnérable

Le rapporteur voit un lien fort entre la traite des êtres humains et l'immigration et attire l'attention sur une population particulièrement vulnérable qui est celle des demandeurs de protection internationale et plus encore des mineurs non accompagnés. Les auteurs recommandent une meilleure coordination entre les différents acteurs qui sont en contact avec les demandeurs d'asile et plus de formations afin qu'ils puissent mieux les protéger ou détecter d'éventuels cas d'exploitation.

Un manque de personnel et de coordination sur le terrain

Le phénomène de la traite des êtres humains est certes complexe; il ne concerne pas moins de sept ministères au Luxembourg. Si la Commission consultative des droits de l'homme voit un début de prise de conscience, elle constate également un manque de personnel et de coopération entre les différents acteurs du terrain, à savoir la police, les associations apportant une assistance psychologique et notamment l'Inspection du travail et des mines (ITM). Les auteurs recommandent d'élargir les compétences de l'ITM afin que les agents puissent participer à une détection proactive d'éventuels cas de travail forcé; celle-ci fait aujourd'hui défaut au Luxembourg.

«Le Luxembourg ne remplit pas ses devoirs»

«Le Luxembourg a un devoir vis-à-vis des victimes de la traite des êtres humains, un devoir qu'il ne remplit pas. Nous souhaitons que cette donne change dans les prochaines années», a expliqué M. Gilbert Pregno, Président de la Commission consultative des droits de l'homme, lors de la présentation du rapport aux députés. Afin de rendre la présence de ce phénomène plus visible, M. Mars Di Bartolomeo s'est engagé à faire participer activement la Chambre des Députés à une sensibilisation des citoyens. Dans ce sens, à l'avenir, les conclusions du rapport devraient être considérées dans le travail de différentes commissions parlementaires.

Un prochain rapport dans deux ans

Le premier rapport sur la traite des êtres humains est le fruit d'une loi de 2014 transposant une directive européenne qui a nommé la Commission consultative des droits de l'homme rapporteur national sur la traite des êtres humains. Un prochain rapport devrait être élaboré dans deux ans. Les députés ont suggéré d'inclure la question de savoir dans quelle mesure les réseaux d'aides-soignantes, recrutées dans les pays de l'Est pour soigner des personnes âgées à domicile au Luxembourg, pourrait présenter un caractère d'exploitation ou de traite.

Réunion de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme de l'AP-UpM

De l'eau pour les habitants de Gaza et gestion des migrations

Réunie à Bruxelles le 2 mars 2017 sous la présidence de M. Renato Soru, la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) s'est penchée sur deux thématiques majeures: la reconstruction de la centrale énergétique de Gaza et la question des migrations en Méditerranée.

Suite à la destruction de la centrale énergétique de Gaza lors du dernier différend israélo-palestinien en 2014, la députée luxembourgeoise Simone Beissel avait déjà demandé lors de la réunion à Barcelone, le 30 janvier 2015, de mettre prioritairement la reconstruction de cette centrale au programme de l'AP-UpM pour éviter une catastrophe humanitaire à large spectre.

Le moment fort de la réunion a consisté en l'accord formel donné par le représentant de l'État d'Israël à la construction de cette centrale électrique et d'une usine de désalinisation.

Le thème de l'agenda méditerranéen pour la gestion des migrations n'a été que brièvement discuté. Certains députés du sud de l'Europe (Italie, Grèce) ont critiqué la désolidarisation et le retour à l'État nation de divers États membres de l'Union européenne et pays situés à l'est de celle-ci, États membres qui n'hésitent plus à refuser l'accès à des réfugiés sur leur territoire moyennant barbelés, fils de fer, murs et même chiens dressés contre l'homme.

Un large consensus s'est fait autour de l'idée que la cessation de la guerre en Syrie devrait freiner le flux des réfugiés syriens, mais uniquement une collaboration accrue entre l'Europe et divers pays du Nord de l'Afrique (Maghreb), notamment la Libye, serait de nature à combattre valablement les passeurs criminels et à alléger sensiblement les missions extrêmement difficiles et compliquées de Frontex.

Mme Simone Beissel et Mme Hafida Benchehida, membres de la Commission politique de l'AP-UpM

Autonomisation économique des femmes

Mme Cécile Hemmen

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le Parlement européen a organisé, comme par le passé, une manifestation spéciale rassemblant des députés venus de toute l'Europe, les 8 et 9 mars 2017. Cette année, les débats se sont focalisés sur la question de savoir comment faciliter la participation des femmes à l'économie, et ceci à l'échelle mondiale.

Outre les différences entre les taux d'activité des femmes et des hommes sur le marché du travail, des disparités persistent entre les sexes dans le monde professionnel, notamment en matière de rémunération et de pensions.

D'autres différences s'observent dans l'aptitude des femmes et des hommes à concilier leur vie privée et leur vie professionnelle, à créer des entreprises, à accéder à des postes d'encadrement supérieur ou à siéger dans les conseils d'administration ainsi qu'à trouver un emploi dans le milieu des sciences ou de l'ingénierie.

Si des progrès ont pu être accomplis, des efforts supplémentaires restent à déployer pour réduire les inégalités de genre et tirer parti, selon le Parlement européen, du potentiel de la moitié de la population européenne en âge de travailler de sorte que les économies en bénéficient.

C'est ainsi que la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen a invité les députes des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne ainsi que des pays du voisinage oriental et méridional à assister à une réunion interparlementaire de commissions sur le thème: «Agissons ensemble pour l'autonomisation économique!» La Chambre des Députés fut représentée par Mme Cécile Hemmen.

Le thème général de l'autonomisation économique a été examiné lors d'un débat où des acteurs institutionnels, nationaux et européens, ainsi que des activistes et experts ont pu échanger leurs expériences et les bonnes pratiques en matière d'amélioration de la situation économique des femmes.

Hormis la question de l'autonomisation économique, les députés ont, lors de différents ateliers thématiques, aussi pu débattre de cinq autres priorités:

- la place des femmes dans les métiers scientifiques, technologiques, de l'ingénierie et des mathématiques;

- l'éradication de la violence à l'égard des femmes;

- la représentation des femmes en politique;

- l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale;

- les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le débat a été l'occasion pour Mme Cécile Hemmen de présenter des initiatives mises en œuvre par le Luxembourg pour réduire les inégalités et la discrimination entre les sexes, comme la création, en 1995, d'un ministère dédié à ces questions et la récente adoption d'une loi garantissant l'égalité de traitement et introduisant des quotas légaux tendant à un meilleur équilibre entre hommes et femmes sur les listes de candidats pour les élections législatives nationales et européennes.

Réforme du régime d'asile européen commun: un défi à relever ensemble

M. Marc Angel

Le 28 février 2017, les députés nationaux et européens se sont réunis à l'occasion d'un débat interparlementaire sur la révision en cours du régime d'asile européen commun par le biais de huit propositions de la Commission européenne tendant à modifier ou compléter le corpus législatif existant, pour le rendre «plus équitable, plus efficace et plus durable». Comme le rappelle le Parlement européen, si la réforme trouve son origine dans l'importante augmentation du flux de réfugiés l'année dernière, elle entend aussi développer plus avant le système d'asile européen commun prévu par le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les travaux ont déjà commencé au sein de la Commission sur les libertés civiles, la justice et les affaires intérieures en charge de ces dossiers, les décisions essentielles devant se trancher au cours du printemps 2017.

C'est dans ce contexte que ladite commission avait invité les membres des parlements nationaux à une réunion interparlementaire qui a eu pour sujet «La Troisième réforme du système d'asile européen - Relevons le défi». Pour la commission, le succès de la restructuration du système d'asile européen commun dépendra de l'implication des législateurs européen et nationaux à tous les niveaux, du stade de la conception à celui de la mise en œuvre, pour être à la hauteur des défis. La Chambre des Députés fut représentée par M. Marc Angel.

Si de nombreux intervenants ont exprimé leur soutien aux propositions de réforme du régime d'asile européen commun, d'autres se sont clairement opposés à la mise en place d'un mécanisme correcteur de répartition. Ce mécanisme doit déterminer automatiquement quand un pays traite un nombre disproportionné de demandes d'asile par rapport au nombre total des demandes d'asile déposées dans l'Union européenne (UE). Il se référera, à cet effet, à la taille de la population et à la richesse du pays. Si un même pays reçoit un nombre de demandes qui dépasse de manière disproportionnée son quota de référence (plus de 150%), les nouveaux demandeurs dans ce pays seront répartis dans l'ensemble de l'UE jusqu'à ce que le nombre de demandes retombe en dessous de ce niveau. Le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) souligne d'ailleurs depuis des mois son opposition à un système de répartition par quotas des réfugiés.

Certains députés ont associé risque terroriste et réfugiés, alors que d'autres intervenants ont appelé à faire preuve de solidarité avec les États membres les plus exposés à la pression migratoire. Sur la définition des pays tiers sûrs, les intervenants sont restés divisés. La nécessité d'assurer la protection des mineurs non accompagnés et le besoin de mesures pour assurer l'intégration des réfugiés dans la société d'accueil ont également été mentionnés.

M. Marc Angel a exprimé son soutien aux propositions de réforme de la Commission européenne tout en espérant que certains points pourront être améliorés.

Visite de la Vice-Première Ministre ukrainienne

L'année 2017 marque les 25 ans des relations diplomatiques entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ukraine. C'est dans ce contexte que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le 24 mars 2017, Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze, Vice-Première Ministre ukrainienne pour l'intégration européenne et euro-atlantique.

Les deux interlocuteurs ont pu se féliciter de la ratification de la convention de non double imposition entre le Luxembourg et l'Ukraine, ce qui, aux yeux de l'hôte ukrainien, a marqué un élan positif entre les relations économiques des deux pays.

M. Mars Di Bartolomeo a évoqué les efforts de l'Ukraine au cours de la dernière année en ce qui concerne le processus de réforme de l'Ukraine (loi anticorruption, réforme de l'appareil de justice, etc.). Or, une des priorités pour le Président de la Chambre des Députés est celle de résoudre le conflit dans le Donbass afin que la société civile d'Ukraine puisse vivre en paix. Dans ce contexte, la Vice-Première Ministre a rappelé que depuis le début du conflit, 10.000 civils sont morts et qu'environ 23.000 soldats ukrainiens ont subi de graves blessures. Elle a également expliqué qu'en 2016, 5,5% du revenu national brut de l'Ukraine ont été alloués à la défense du pays.

Les élections législatives dans les différents États membres de l'UE, l'accord d'association prévoyant une zone de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE ainsi que les sanctions de l'UE contre la Russie étaient également des sujets évoqués par les deux interlocuteurs.

Finalement, Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze a remercié le Luxembourg pour son soutien en matière d'assistance humanitaire et technique (environ 2 millions d'euros depuis le début du conflit) ainsi que pour son support dans la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Mme Ivanna Klympush-Tsintsadze et M. Mars Di Bartolomeo

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°07** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Espace ferroviaire unique européen

6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2012/34/UE **du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen**, qui prévoit essentiellement une refonte du premier paquet ferroviaire en consolidant dans un seul texte trois directives, ainsi que leurs modifications successives.

Le texte de la future loi est divisé en quatre chapitres, étant donné que la directive 2012/34/UE précitée apporte des modifications essentielles à quatre textes de loi nationaux:

- le chapitre 1er porte modification de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

- le chapitre 2 porte modification de la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

- le chapitre 3 porte modification de la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire;

- le chapitre 4 porte modification de la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire.

Au cours de la dernière décennie, le marché ferroviaire de l'Union européenne a été profondément modifié par l'introduction de trois paquets législatifs sur les chemins de fer destinés à ouvrir les marchés nationaux et à accroître la compétitivité et l'interopérabilité ferroviaire au niveau de l'Union.

Ainsi, après une série de directives en 1991 et 1995, le premier paquet ferroviaire est adopté en 2001. Il instaure une ouverture limitée du fret ferroviaire et comporte:

- la directive 2001/12/CE du 26 février 2001 qui modifie la directive 91/440/CEE et prévoit l'ouverture à la concurrence du fret sur le réseau transeuropéen de fret ferroviaire,

- la directive 2001/13/CE du 26 février 2001 qui modifie la directive 95/18/CE relative aux licences des entreprises ferroviaires,

- la directive 2001/14CE du 26 février 2001 relative à la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, à la tarification de l'infrastructure ferroviaire et à la certification en matière de sécurité.

Ces directives définissent les droits d'accès pour les services ferroviaires de fret et de transport de passagers ainsi que certaines garanties relatives à la gestion des entreprises ferroviaires pour veiller à ce que tous les concurrents sans discrimination aient accès au réseau. Elles contiennent également des orientations sur l'indépendance des organismes de contrôle nationaux de manière à garantir l'accès non discriminatoire et à surveiller la concurrence sur les marchés ferroviaires.

Suite à l'entrée de dix nouveaux États membres dans l'Union européenne, un deuxième paquet ferroviaire est adopté en 2004. Il ouvre à la concurrence le marché du fret ferroviaire européen. Il établit au profit des nouveaux entrants un droit d'accès aux réseaux ferroviaires européens et transeuropéens et comporte:

- le règlement 2004/881/CE du 29 avril 2004 qui crée une agence ferroviaire européenne à Valenciennes, dont la tâche essentielle est de proposer des mesures d'harmonisation progressive des règles de sécurité et d'élaborer des spécifications techniques d'interopérabilité;

- la directive 2004/49 du 29 avril 2004 relative à la sécurité des chemins de fer ferroviaires qui prévoit l'institution dans chaque État membre d'une autorité nationale de sécurité et d'un organisme permanent d'enquête sur les accidents;

- la directive 2004/50 du 29 avril 2004 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse et conventionnel;

- la directive 2004/51 du 29 avril 2004 modifiant la directive 91/440/CEE, qui ouvre à la concurrence le transport de marchandises sur l'ensemble du réseau ferroviaire international au 1er janvier 2006 et sur le marché national au 1er janvier 2007.

Le troisième paquet ferroviaire est adopté en 2007. Il prévoit notamment d'ouvrir à la concurrence les services ferroviaires internationaux de voyageurs et d'accélérer à l'intégration technique et juridique de l'espace ferroviaire européen. Il comporte:

- la directive 2007/58/CE du 23 octobre 2007 qui modifie la directive 91/440/CEE et la directive 2001/14/CE pour permettre l'ouverture à la concurrence du transport international de voyageurs;

- la directive 2007/59/CE du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train, qui institue une certification au niveau communautaire;

- le règlement 2007/1371/CE du 23 octobre 2007 qui institue un régime unifié des droits et

obligations des voyageurs ferroviaires au sein de la Communauté européenne.

Dix ans après l'adoption du premier paquet ferroviaire, la Commission européenne en a dressé un bilan négatif et a constaté que le cadre législatif actuel comporte encore des lacunes et que les services ferroviaires transnationaux se heurtent toujours à de nombreux obstacles techniques, juridiques et politiques. Elle a notamment considéré que les obstacles suivants restaient à lever:

- le niveau d'investissement dans le développement et l'entretien de l'infrastructure ferroviaire insuffisant dans un grand nombre d'États membres. Bien souvent, la qualité de l'infrastructure en place se détériore. De nombreux États membres ont négligé le financement du rail, alors que, parallèlement, ils soutenaient l'infrastructure routière;

- la concurrence entre entreprises ferroviaires limitée par divers facteurs. Le manque de transparence des conditions du marché et le mauvais fonctionnement du cadre institutionnel continuent de rendre la tâche difficile aux nouveaux acteurs qui souhaitent fournir des services ferroviaires concurrentiels;

- les difficultés rencontrées par les organismes de contrôle dans l'exercice de leurs missions, notamment celles consistant à prévenir les discriminations entre entreprises ferroviaires et à vérifier l'application correcte des principes de tarification et le plein respect de la séparation comptable;

- les nombreuses divergences entre les réglementations nationales et la mise en œuvre déficiente du premier paquet ferroviaire dans beaucoup d'États membres.

La Commission européenne a donc procédé à une refonte du premier paquet ferroviaire afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des services ferroviaires. Dans ce contexte, elle a souhaité simplifier, clarifier et moderniser le cadre réglementaire en restructurant et fusionnant les trois directives du premier paquet, ainsi que toutes leurs modifications. Elle a en outre clarifié certaines dispositions de la législation sur l'accès au réseau ferroviaire en vue de faciliter la transposition et l'application du droit de l'Union dans tous les États membres. Pour finir, elle a modernisé la législation en supprimant les dispositions obsolètes et en insérant de nouvelles dispositions qui correspondent mieux au fonctionnement du marché actuel (financement, tarification, transparence des coûts, conditions de concurrence, accès au réseau, renforcement de l'indépendance et extension des compétences des organismes de contrôle, …).

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.12.2015

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

28.01.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
10.11.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
08.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°294, page 6062

Emballages et déchets d'emballages

6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Le présent projet de loi a pour objet la transposition des deux directives:

- la directive 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages;

- la directive (UE) 2015/720 du 29 avril 2015 modifiant la directive 94/62/CE en ce qui concerne la réduction de la consommation de sacs en plastique légers.

La directive 94/62/CE a déjà été transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998 portant application de la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. L'option de la voie législative a cependant dorénavant été choisie afin de mettre en place en la matière un cadre légal assurant la sécurité juridique tout particulièrement pour ce qui est des sanctions pénales. Le projet de loi est donc accompagné d'un projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal précité du 31 octobre 1998.

La directive (UE) 2015/720 incite les États membres à prendre des mesures visant à réduire sensiblement leur consommation de sacs en plastique légers, d'une épaisseur inférieure à 50 microns, ceux-ci n'étant en effet pas souvent réutilisés et devenant donc plus rapidement des déchets que les sacs en plastique épais. Le projet de loi transpose fidèlement cette directive, en introduisant notamment un article fixant le niveau de consommation annuelle à 90 sacs en plastique légers par personne au 31 décembre 2019 et à 40 sacs par personne au 31 décembre 2025. En outre, au 31 décembre 2018, aucun sac en plastique ne sera plus fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. Le projet de loi prévoit par ailleurs d'exempter les sacs en plastique très légers (d'une épaisseur inférieure à 15 microns et fournis principalement comme emballage primaire pour les aliments en vrac) des dispositions du texte, non seulement dans le contexte de la prévention du gaspillage alimentaire mais aussi dans le cadre du respect de l'hygiène des denrées alimentaires.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 12.05.2016

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

26.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
11.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2017

Loi du 21 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°330, page 1

Réorganisation de l'administration des contributions directes

7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes

Le présent projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes afin de la rendre conforme à la loi du 25 mars 2015 modifiant, entre autres, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Le projet de loi prend ainsi en compte l'introduction des nouvelles catégories de traitement, et propose de supprimer dans le texte actuel les dispositions devenues obsolètes par la réforme, en particulier les dispositions ayant trait au statut du fonctionnaire de l'État. En effet, l'introduction de nouvelles catégories de traitement a des répercussions sur la nomination, la gestion et le fonctionnement quotidien des diverses divisions, bureaux d'imposition et de recette. Il y a donc lieu de procéder à un certain nombre de modifications à loi précitée du 17 avril 1964 qui touchent essentiellement à l'organisation de l'administration des contributions directes (ACD).

Il est à noter que l'administration des contributions directes dispose de fonctionnaires exerçant des prérogatives exorbitantes de droit commun tenant à l'établissement et le recouvrement des impôts, taxes, cotisations et autres droits. C'est pour cette raison que le projet de loi suggère de garder, au profit des agents affectés à ces tâches, l'utilisation de titres spécifiques ayant existé sous l'empire de l'ancien régime mais non repris dans la nouvelle loi du 25 mars 2015.

Il est également à préciser qu'une partie des modifications proposées ont pour but d'adapter la loi en question à la mise en place du groupe de traitement A2 (lié à la carrière du bachelier) par le biais de la loi du 25 mars 2015 modifiant le statut général de la fonction publique. Le projet de loi permet également d'attribuer la fonction de préposé et d'autres fonctions (hors direction) à des personnes ayant suivi des études supérieures, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Les exemples incluent le bureau d'imposition sociétés 6 et le bureau de recettes Luxembourg.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 27.06.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°278, page 5902

Organisation du temps de travail

7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

Le projet de rapport répond, d'une part, aux besoins des entreprises de recourir à davantage de flexibilité en matière d'organisation du travail. D'autre part, il tient également compte des aspirations et des contraintes des salariés, en encadrant la flexibilisation, en renforçant les conventions collectives et en procédant à une légère adaptation du temps de travail dans les entreprises qui sans recourir à une convention collective optent pour plus de flexibilité.

Pour bien marquer cette approche, l'article L. 211-1 est complété par une disposition inspirée de la loi allemande sur le temps du travail («Arbeitszeitgesetz»): «Les dispositions du présent titre ont pour objectif d'assurer, d'une part, un bon fonctionnement des entreprises ainsi que le développement de l'emploi, et, d'autre part, et au même titre, la sécurité et la protection de la santé des salariés ainsi que de bonnes conditions de travail.»

En effet, si une entreprise compétitive peut avoir besoin de recourir à davantage de flexibilité dans son organisation du travail, cela ne doit pas être réalisé aux dépens ni de la sécurité et de la protection de la santé des salariés ni de bonnes conditions de travail. Une détérioration de la protection et de la santé des salariés se traduit d'ailleurs par une augmentation des congés de maladie et d'accidents au travail – facteurs qui pèsent aussi sur l'efficacité et la compétitivité de l'entreprise.

En pratique, le présent projet de loi vise à modifier les dispositions du Code du travail ayant trait à l'organisation du temps de travail en introduisant la possibilité d'étendre la période de référence à quatre mois consécutifs, avec, en contrepartie du congé supplémentaire pour les salariés:

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus d'un mois et deux mois au maximum, un congé supplémentaire d'un jour et demi par an est dû aux salariés concernés.

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de deux mois et trois mois au maximum, un congé supplémentaire de trois jours par an est dû aux salariés concernés.

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum, un congé supplémentaire de trois jours et demi par an est dû aux salariés concernés.

À noter que toutes les entreprises qui actuellement fonctionnent avec une période de référence d'un mois peuvent continuer à fonctionner ainsi sans aucune nouvelle condition.

Par contre, au cas où une entreprise opte pour une période de référence supérieure à un mois et allant jusqu'à quatre mois, elle doit le faire dans le cadre d'une procédure d'information et de consultation.

Pour des périodes de référence au-dessus d'un mois, le projet de loi introduit une nouvelle durée de travail maximale mensuelle:

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus d'un mois et trois mois au maximum, la durée de travail maximale mensuelle ne peut pas dépasser 12,5 pour cent de la durée de travail normale (légale ou conventionnelle).

- En cas de période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum, la durée de travail maximale mensuelle ne peut pas dépasser 10 pour cent de la durée de travail normale (légale ou conventionnelle).

Tout travail presté au-delà de ces limites est d'office à considérer comme heures supplémentaires.

En principe, la durée du plan d'organisation du travail (POT) est d'un mois au moins, sauf dérogation par convention collective de travail. Le POT doit être communiqué au moins cinq jours à l'avance.

Un horaire mobile dont les modalités sont négociées entre partenaires sociaux ou, le cas échéant, avec la délégation du personnel ou les salariés concernés, peut se substituer au POT.

À noter que les congés supplémentaires et les limites de temps de travail maximal par mois ne sont pas applicables en cas de période de référence supérieure à un mois négocié dans le cadre d'une convention collective ou d'un horaire mobile.

Les amendements parlementaires du 21 novembre 2016 tiennent compte des observations du Conseil d'État:

- en limitant le report d'heures excédentaires dans le cadre d'un système d'horaire mobile

aux périodes de référence inférieures ou égales à un mois;

- en prévoyant qu'en cas d'accord ou de convention collective ne contenant pas de dispositions relatives à une période de référence, ou se limitant à renvoyer au droit commun, la période de référence applicable reste fixée à un mois jusqu'à échéance de la convention collective ou de l'accord;

- en précisant qu'après la fin d'un repos hebdomadaire, le prochain repos hebdomadaire doit intervenir endéans de sept jours.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 21.07.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

17.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2016 Adoption d'une série d'amendements
15.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°271, page 4970

Contrats de crédit immobilier

7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/17/UE sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel (…). Elle ambitionne l'intégration du marché européen des crédits hypothécaires, tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs, par la mise en place d'un cadre légal harmonisé à l'échelle de l'Union européenne dans le domaine des contrats de crédit immobilier à l'instar de la directive 2008/48/CE concernant les contrats de crédit aux consommateurs, transposée en droit national par la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation, qui a harmonisé le régime légal s'appliquant aux crédits à la consommation.

Le projet de loi prévoit que le prêteur ou, le cas échéant, l'intermédiaire de crédit immobilier, fournisse au consommateur les informations personnalisées dont il a besoin pour comparer les crédits disponibles sur le marché, évaluer leurs implications et prendre une décision en connaissance de cause quant à l'opportunité de conclure un contrat de crédit immobilier. Ces informations personnalisées sont à transmettre, en temps utile avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de crédit immobilier, sur un support papier ou sur un autre support durable au moyen de la fiche d'information standardisée européenne (FISE) dont le contenu est d'harmonisation maximale. La FISE est reprise par un règlement grand-ducal.

En sus de la mise à disposition d'informations clés sur le contrat de crédit immobilier, le prêteur est tenu à procéder à l'évaluation de la solvabilité du consommateur avant la conclusion dudit contrat. Cette évaluation doit prendre en compte les facteurs pertinents impactant la probabilité que le consommateur remplisse ses obligations aux termes du contrat de crédit immobilier. Dans une optique de protection du consommateur, le prêteur ne peut accorder le crédit que si le résultat de l'évaluation de la solvabilité indique que les obligations découlant du contrat de crédit immobilier seront vraisemblablement respectées. Le prêteur reste libre de refuser d'accorder un crédit sur base du principe de la liberté contractuelle. Conformément à la directive 2014/17/UE, la solvabilité du consommateur doit être réévaluée sur la base d'informations mises à jour avant qu'une augmentation significative du montant total du crédit ne soit accordée après la conclusion du contrat de crédit, à moins que ce crédit supplémentaire n'ait été prévu et intégré dans l'évaluation initiale de la solvabilité.

En ce qui concerne le remboursement anticipé, le directive 2014/17/UE consacre le droit au remboursement anticipé intégral ou partiel des contrats de crédit immobilier à titre résidentiel pour le consommateur et prévoit, en contrepartie, que «les États membres peuvent prévoir que le prêteur a droit à une indemnisation équitable et objective, lorsque cela s'avère justifié, pour les éventuels coûts directement supportés du fait du remboursement anticipé du crédit, mais n'impose pas de pénalité au consommateur. À cet égard, l'indemnisation ne dépasse pas la perte financière du prêteur. Dans ces conditions, les États membres peuvent prévoir que l'indemnisation ne peut dépasser un certain niveau ou qu'elle ne peut être autorisée que pour une certaine durée».

En ligne avec l'esprit de la directive 2014/17/UE et dans le but d'assurer une protection adéquate du consommateur moyen souhaitant rembourser par anticipation son crédit immobilier, les auteurs du projet de loi ont décidé de suivre la pratique la plus répandue dans les pays voisins et d'imposer, dans certaines limites, un plafond que cette indemnité ne peut dépasser. À l'instar de la législation française, l'indemnité en question est alors plafonnée à six mois d'intérêts sur le capital que le consommateur souhaite rembourser de manière anticipative, calculés au taux débiteur applicable au contrat de crédit immobilier le jour du remboursement anticipé. Ce plafond ne s'applique qu'aux remboursements anticipés qui ont trait aux contrats de crédit immobilier contractés en vue de l'acquisition d'un logement qui a servi d'habitation effective et principale au consommateur pendant une période ininterrompue de deux ans au moins et dont le montant cumulé ne dépasse pas 450.000 euros. Cette disposition, qui ne s'applique qu'aux contrats de crédit immobilier conclus après le 21 mars 2016, vise à assurer que le consommateur moyen pourra procéder au remboursement anticipé de son crédit immobilier moyennant paiement d'une indemnité raisonnable. Pour la partie des remboursements anticipés cumulés qui dépasse 450.000 euros, le prêteur peut facturer les coûts réels et objectivement justifiés qu'il encourt dû au remboursement anticipé du consommateur.

L'introduction et l'encadrement du statut d'intermédiaire de crédit immobilier en droit luxembourgeois constituent une innovation dans la mesure où ce type de professionnel n'a pas encore opéré sur le marché luxembourgeois des crédits immobiliers et n'a pas été soumis jusqu'à présent à une réglementation expresse. À cet effet, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) se voit confier une nouvelle compétence qui consiste à contrôler l'accès et surveiller l'activité d'intermédiaire de crédit immobilier. Les intermédiaires de crédit immobilier doivent obtenir un agrément auprès du ministre ayant la Place financière dans ses attributions afin de pouvoir exercer leurs activités. Ils sont inscrits sur le registre des intermédiaires de crédit immobilier établi par la CSSF. L'intermédiaire de crédit immobilier agréé bénéficie du passeport européen et peut exercer son activité par voie de l'établissement de succursales ou par voie de libre prestation de services dans d'autres États membres de l'Union européenne.

Le projet de loi comporte en outre des dispositions relatives aux modalités de calcul et à l'assiette du taux annuel effectif global (TAEG) qui sont d'harmonisation maximale au même titre que la FISE susmentionnée. La formule mathématique à utiliser pour calculer le TAEG ainsi que les hypothèses complémentaires à utiliser, le cas échéant, pour le calcul du TAEG sont reprises par un règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 29.07.2016

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

18.10.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
18.11.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements
08.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un amendement parlementaire
15.12.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°302, page 6328

Pratiques commerciales

7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative

Les objectifs de ce projet de loi sont, d'un côté, la mise en conformité de la législation sur les pratiques commerciales avec le droit européen et, de l'autre côté, de procéder à une simplification administrative ainsi que de donner plus de flexibilité aux commerçants dans un environnement concurrentiel posant constamment de nouveaux défis.

Dans une lettre de mise en demeure du 16 juin 2016, la Commission européenne a relevé que plusieurs dispositions de la loi modifiée du 30 juillet 2002 font état d'une incompatibilité avec les articles 4 et 5 de la directive 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/28/CE et 2002/65/CE du Parlement et du Conseil et le règlement CE n°2006/2004 du Parlement européen et du Conseil.

La Commission européenne considère notamment que les mesures nationales ne permettent pas une transposition complète et adéquate de la directive 2005/29/CE qui procède à une harmonisation complète, interdisant ainsi aux États membres de maintenir des dispositions nationales plus restrictives dans les domaines harmonisés. Le présent projet de loi prévoit donc d'abroger et de remplacer la loi modifiée du 30 juillet 2002 afin d'éviter qu'un recours en manquement ne soit introduit à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg.

Consécutivement à l'abrogation de la loi modifiée du 30 juillet 2002, un certain nombre de principes et mécanismes que la législation nationale connaissait jusqu'alors se voient ainsi supprimés. Il s'agit principalement:

- de dispositions visant les ventes sous forme de liquidation;

- de l'interdiction de la vente à perte;

- de dispositions visant les loteries, jeux-concours et tombolas publicitaires;

- de l'interdiction de la vente en chaîne;

- de dispositions réglant les ventes aux enchères publiques de biens neufs;

- des dispositions sur les actes de concurrence déloyale.

La future loi se limitera à réglementer les ventes en soldes et sur trottoir (anciennes dispositions reprises, une exception mise à part) ainsi que la publicité trompeuse et comparative (dispositions reprises, une exception mise à part).

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

24.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°267, page 4720

Budget 2017

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

Le budget de l'État pour l'exercice 2017 est arrêté:

- en recettes à la somme de 13.243.899.413 €

soit:

recettes courantes: 13.153.654.513 €

recettes en capital: 90.244.900 €

- en dépenses à la somme de 14.094.871.518 €

soit:

dépenses courantes: 12.701.039.724 €

dépenses en capital: 1.393.831.794 €

L'article 3, 2° du présent projet de loi propose d'insérer dans la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) un nouvel article 56bis qui renferme les principes de base à respecter dans le cadre d'une analyse de prix de transfert concernant la technique à mettre en œuvre et la méthodologie à retenir en vue de l'application du principe de pleine concurrence. Le nouvel article 56bis L.I.R. est axé sur l'analyse de comparabilité, analyse primordiale à faire en vue de la détermination du prix de pleine concurrence, telle qu'élaborée dans les chapitres 1 à 3 des «Principes de l'OCDE applicables en matière de prix de transfert à l'intention des entreprises multinationales et des administrations fiscales». Ce nouvel article tient compte des nouveaux éléments à prendre en considération dans le cadre d'une analyse de comparabilité et transpose ainsi dans le droit national des conclusions tirées dans le cadre des actions BEPS 8 - 10 ayant trait à la révision du chapitre 1, section D «Guide pour l'application du principe de pleine concurrence» qui se trouve au centre de toute analyse de prix de transfert.

Pour les détails, il est prié de se référer au rapport de la Commission des Finances et du Budget.

Budget pluriannuel 2016-2020

Projet de loi 7051 relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020

Depuis le vote de la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques, les lois de programmation pluriannuelle font partie intégrante de l'encadrement législatif dans le domaine des finances publiques. Elles ont pour finalité de définir les orientations financières pluriannuelles des trois secteurs de l'Administration publique: État, administrations locales et administrations de sécurité sociale. Ces orientations pluriannuelles s'insèrent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques.

La loi de programmation pluriannuelle a pour mission principale d'arrêter l'objectif budgétaire à moyen terme de l'Administration publique (OMT) ainsi que la trajectoire d'ajustement qui permet sa réalisation. Elle a également pour but de présenter l'évolution de la dette publique ainsi que la décomposition des soldes annuels par sous-secteur des administrations publiques.

La programmation financière couvre une période mobile de cinq ans comprenant l'année en cours et les quatre années suivantes, donc la période 2016 à 2020 pour le présent projet de loi.

Par le biais d'un amendement parlementaire, il a été précisé à l'article 1er du projet de loi que pour la période 2016 à 2020, l'objectif budgétaire à moyen terme est fixé à +0,5 pour cent du produit intérieur brut pour l'année 2016 et à -0,5 pour cent du produit intérieur brut pour les années 2017 à 2020.

Les soldes effectifs et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2016 à 2020:

(en % du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020
- Administration centrale	-0,8%	-1,8%	-1,7%	-1,4%	-1,0%
- Administrations locales	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
- Sécurité sociale	1,5%	1,5%	1,5%	1,4%	1,3%
- Administrations publiques					
- Solde effectif	1,1%	0,2%	0,2%	0,3%	0,6%
- Solde structurel	2,2%	0,7%	0,1%	0,1%	0,8%

Dépôt des projets de loi 7050 et 7051 par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.10.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

27.09.2016 Désignation d'un rapporteur

13.10.2016 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des finances et des représentants du Trésor

Présentation du budget du département des Finances

14.10.2016 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement et des domains

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

18.10.2016 Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

21.10.2016 Échange de vues avec des représentants de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)

25.10.2016 Échange de vues avec des représentants du Statec au sujet des dernières prévisions économiques

07.11.2016 Échange de vues avec le Ministre de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) (réunion jointe avec la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale)

10.11.2016 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur (réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures)

11.11.2016 Évolution de la situation budgétaire (réunion jointe avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire)

18.11.2016 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques

22.11.2016 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

29.11.2016 Examen des avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

02.12.2016 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

06.12.2016 Présentation d'amendements gouvernementaux
Examen des avis des chambres professionnelles

09.12.2016 Échange de vues avec le Ministre des Finances au sujet de la politique en matière d'emprunt

15.12.2016 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

21.11.2016 Analyse des volets Coopération et Action humanitaire

28.11.2016 Analyse des volets Affaires étrangères et Immigration

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

28.11.2016 Examen des volets Médias et Communications

Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

05.12.2016 Examen du volet budgétaire de la Culture

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

17.11.2016 Présentation du budget du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

30.11.2016 Examen des volets budgétaires de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

28.11.2016 Examen des volets Médias et Communications

Examen des volets Enseignement supérieur et Recherche

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

23.11.2016 Présentation du budget du Ministère de l'Environnement

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

23.11.2016 Présentation et échange de vues avec M. le Ministre concernant le volet Justice

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

09.11.2016 Présentation et examen du projet de budget du Ministère d'État

Vote en séance publique du projet de loi 7050: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°276, page 5325

Vote en séance publique du projet de loi 7051: 22.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°277, page 5603

Logement I: aides «PRIMe House»

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Ensemble avec la création d'un guichet unique pour l'ensemble des aides relatives au logement, la mise en place d'un système de certification de durabilité des nouveaux logements et la mise en place du prêt climatique à taux réduit et du prêt climatique à taux zéro, la réforme du régime d'aides financières «PRIMe House» prévue par le présent projet de loi constitue un des outils du paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen» par lequel le Gouvernement vise à promouvoir à la fois la construction durable, l'assainissement énergétique durable des bâtiments d'habitation et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement.

Le projet 7046 prend la relève du règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement réglant le régime d'aides jusqu'au 31 décembre 2016.

Les aides englobent trois volets:

- la construction de logements durables;

- l'assainissement énergétique de logements existants;

- les installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables.

Concernant l'assainissement énergétique, il est à noter que le projet de loi permet aussi bien aux personnes physiques qu'à toutes les personnes morales (en dehors de l'État) de bénéficier des aides.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

30.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Logement
(Président: M. Max Hahn):
28.11.2016 Examen du volet «logement»

Vote en séance publique: 22.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°299, page 6208

Logement II: certification LENOZ

7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

La certification LENOZ (Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifikat fir Wunngebaier) d'un logement est facultative. Il est proposé d'introduire une aide financière pour l'établissement d'un certificat LENOZ, comme ce système de certification vise non seulement à promouvoir la durabilité des logements et réunit en un seul document un nombre important d'informations sur le logement certifié.

La certification LENOZ est également à la base des critères d'éligibilité pour le régime d'aides financières «PRIMe House».

Une aide financière pour l'établissement d'un certificat de durabilité d'un logement peut être accordée au propriétaire du logement sous la forme d'une prime de 1.500 euros pour une maison unifamiliale et de 750 euros pour un logement dans un immeuble collectif, sans dépasser les coûts effectifs de l'établissement du certificat à supporter par le propriétaire du logement.

Logement III: guichet unique

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

Il suffira à l'administré de s'adresser à un seul bureau pour l'ensemble des aides relatives au logement, à savoir les aides socio-économiques relevant de la compétence du ministre ayant le logement dans ses attributions, couramment dénommées „aides individuelles au logement", et les aides énergétiques et écologiques relevant de la compétence du ministre ayant l'environnement dans ses attributions, couramment dénommées „PRIMe House".

Le guichet unique se matérialise d'un côté par la création d'un fichier de données regroupant l'ensemble des données nécessaires au traitement des demandes d'aide, peu importe que ces aides soient financées par le budget du Ministère du Logement ou par celui du Ministère de l'Environnement.

D'un autre côté, le guichet unique sera doté de personnel du Ministère du Logement qui agira également pour le compte du ministre ayant l'environnement dans ses attributions. L'objet du guichet unique est de collecter et de saisir les demandes d'aide et d'informer les demandeurs potentiels. Une demande effectivement introduite sera traitée par la suite dans les services respectifs du ministère à qui revient la décision finale quant à l'attribution de l'aide.

Logement IV: aides à des prêts climatiques

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

Le projet de loi a pour objet de promouvoir la rénovation et l'assainissement énergétique durable du parc des logements d'une ancienneté de plus de dix ans au Luxembourg. Il s'agit de mettre en exergue la durabilité d'une rénovation et d'un assainissement énergétique d'un logement en ce qu'ils contribuent non seulement à la consommation responsable de l'énergie et à la préservation de l'environnement, mais également à une diminution des coûts d'énergie, ainsi qu'à une augmentation du confort et de la valeur vénale du logement.

Ces aides financières relèvent soit du régime du prêt climatique à taux zéro, soit du régime du prêt climatique à taux réduit.

Le prêt climatique à taux zéro en résumé

Le prêt climatique à taux zéro est réservé aux ménages à revenus modestes. Les conditions à respecter par ces ménages sont calquées sur les conditions socio-économiques du régime des aides individuelles au logement couché dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Afin d'éviter que les ménages à revenus modestes soient d'emblée dissuadés de procéder à une rénovation et un assainissement énergétique de leur logement en raison notamment des honoraires liés à l'établissement d'un conseil en énergie - préalable requis pour pouvoir bénéficier des aides étatiques pour l'assainissement énergétique d'un logement - une prise en charge directe par l'État de ces honoraires est prévue pour les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro.

L'État prend également en charge l'intégralité des intérêts échus sur ce prêt, de sorte que les bénéficiaires devront seulement rembourser le principal du prêt accordé dont le montant ne peut pas dépasser 50.000 euros sur une durée de quinze ans. Le prêt climatique à taux zéro est entièrement garanti par l'État pour réduire les frais liés aux sûretés exigées par les établissements de crédit et pour soutenir l'accessibilité à un prêt bancaire à la population cible. Les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro sont cependant incités à respecter régulièrement les échéances de remboursement de leur prêt en ce qu'ils doivent rembourser à l'État d'éventuels intérêts de retard payés par l'État à l'établissement de crédit. Pour donner une incitation supplémentaire aux bénéficiaires potentiels d'un prêt climatique à taux zéro de procéder à un assainissement énergétique de leur logement, une prime en capital à hauteur de 10% du montant principal du prêt conclu avec un établissement de crédit est prévue. Cette prime en capital est déduite du montant principal du prêt, de sorte à diminuer le montant à rembourser par les bénéficiaires d'un prêt climatique à taux zéro eux-mêmes.

Le prêt climatique à taux réduit en résumé

Dans le but de stimuler au maximum la sensibilité aux atouts de l'assainissement durable des logements et à voir conséquemment augmenter le taux de ces assainissements, toute personne physique ou morale, propriétaire d'un logement d'une ancienneté de plus de dix ans sis au Luxembourg, peut bénéficier d'un prêt climatique à taux réduit. Pour tenir néanmoins compte de l'impératif de la gestion prudente des deniers publics, le prêt climatique à taux réduit est limité au montant principal de 100.000 euros par logement sur une durée de quinze ans et au seuil de 10% du montant principal pour la subvention d'intérêts de 1,5% prise en charge par l'État.

Dépôt des projets de loi 7053, 7054 et 7055 par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.09.2016
Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement
(Président: M. Max Hahn):
28.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen du texte et de l'avis du Conseil d'État

Examen des avis des chambres professionnelles
Adoption d'une série d'amendements
15.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique du projet de loi 7053: 22.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°299, page 6224

Vote en séance publique du projet de loi 7054: 22.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°299, page 6299

Vote en séance publique du projet de loi 7055: 22.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°299, page 6302

Chômage partiel

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à moderniser le mécanisme du chômage partiel de droit commun en le rendant plus flexible afin de mieux couvrir les besoins des entreprises et des salariés en vue d'éviter des licenciements pour des raisons conjoncturelles.

La réforme envisagée s'inspire des expériences faites et des connaissances acquises au cours des dernières années, pendant lesquelles le régime du chômage partiel a été un instrument essentiel permettant de maintenir les salariés dans l'emploi et d'atténuer ainsi les conséquences de la crise économique sur le marché du travail.

Le projet vise à prolonger la période maximale du recours au chômage partiel sur toute l'année de calendrier au lieu de limiter la possibilité d'y recourir, comme jusqu'à présent, à six mois par an.

La prise en charge par le Fonds pour l'emploi de l'indemnité de compensation se définit par rapport à un nombre d'heures maximal par salarié qui peut s'étaler sur toute l'année sans être confiné dans un carcan mensuel. Ceci permet de mieux tenir compte des réalités et des besoins face aux aléas de la conjoncture qui ont pu être observés dans de nombreuses entreprises indépendamment du nombre de salariés y occupés.

Le nombre d'heures retenu résulte des dispositions légales existantes (50 pour cent sur six mois) mais est calculé sur une année (50 pour cent sur douze mois). Le principe de la prise en charge par l'employeur des seize premières heures perdues n'est appliqué qu'une seule fois par an.

À noter à cet égard que cette prise en charge unique de la première tranche de 16 heures de chômage partiel ne résulte pas expressément du texte du projet de loi, mais est sous-entendue dans le nouveau système de calcul.

En effet, en vertu du nouveau système généralisé proposé, indépendamment de la nature du chômage partiel, l'employeur pourra se faire rembourser le salaire à raison de 1.022 heures de travail par salarié et par année. Il s'agit d'une cagnotte fixe sans plus parler des 16 heures à charge de l'employeur: effectivement, ce chiffre résulte de l'application du principe de l'annualisation du chômage partiel qui couvrira donc, à partir du 1er janvier 2017, 12 mois à raison de 50% du temps de travail affecté soit 1.022 heures de travail par salarié et par année [soit 173 heures de travail par mois, divisé par deux (50% du temps de travail normal sur un mois; 86,5 heures), fois 12 mois (correspondant à 1.038 heures), moins une seule et unique fois les 16 heures, ce qui revient à 1.022 heures par année, qui seront remboursées par le Fonds pour l'emploi.]

Le nouveau calcul en matière de remboursement s'appliquera dorénavant à tous les régimes de chômage partiel, donc de source conjoncturelle, structurelle, en cas de force majeure et en cas de dépendance économique.

Les mesures spéciales en matière de chômage partiel de source structurelle, qui permettaient de profiter de ce régime pendant dix mois et qui étaient limitées au 31 décembre 2016 ne seront plus reconduites, alors que les restructurations importantes dans les secteurs concernés ont été finalisées.

Finalement, il est envisagé d'élargir le cercle des administrations publiques pouvant accueillir, dans le cadre d'un prêt temporaire de main-d'œuvre, des salariés en surnombre dans des entreprises du secteur privé.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 10.11.2016
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):
15.12.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
16.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°271, page 4973

Journal officiel électronique

7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg

L'article 112 de la Constitution prévoit le principe de la publication des actes normatifs à caractère général. On comprend par acte normatif toute loi, tout règlement et tout autre acte analogue. La forme de cette publication est actuellement régie par l'arrêté royal grand-ducal modifié du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois. Cet arrêté royal grand-ducal, ensemble avec la loi modifiée du 20 avril 1923 concernant le recouvrement des frais de publications au Mémorial, est abrogé par le présent projet de loi.

Un projet de règlement grand-ducal annexé au projet de loi déposé sous rubrique prévoit également l'abrogation de l'arrêté royal grand-ducal du 20 avril 1854 concernant la publication du Mémorial législatif et administratif, de l'arrêté royal grand-ducal du 21 septembre 1859 concernant la publication du Mémorial en deux parties et du règlement grand-ducal du 9 janvier 1961 relatif aux trois recueils du Mémorial.

La publication légale des actes normatifs à caractère général se fait actuellement par le biais d'impression sur papier et est devenue de plus en plus complexe à cause d'une augmentation constante du flux législatif. Le projet de loi sous rubrique, qui s'inscrit dans le contexte de l'initiative «Digital Lëtzebuerg» et dont les antécédents remontent à une décision prise dans les années 2000, a pour objet d'instaurer un Journal officiel électronique du Grand-Duché de

Luxembourg, ayant une valeur légale, accessible en ligne à titre gratuit, en conformité avec la directive européenne 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public (directive dite «PSI»).

La publication légale électronique facilite non seulement l'accès aux informations législatives, mais entraîne également une réduction des dépenses budgétaires étant donné que les abonnements publics à la version imprimée du Journal officiel, qui n'aura plus de valeur légale, seront abandonnés. L'abonnement à une version imprimée, sans valeur légale, du Journal officiel reste néanmoins possible pour les abonnés privés et se fera au prix coûtant. En effet, le projet de loi sous rubrique ne prévoit plus qu'un abonnement à la version papier au coût de revient à charge des personnes demandant l'impression d'un acte ou texte publié au Journal officiel.

Selon la fiche financière annexée, le coût total pour l'impression des exemplaires du Mémorial A et B aux abonnés publics s'élevait à 358.473 euros pour l'année 2015. Selon la même fiche financière, la mise en place d'un certificat électronique permettant de garantir l'authenticité du Mémorial engendrera des coûts estimés à environ 30.000 euros.

Dépôt par M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 05.10.2016

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

23.11.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
07.12.2016	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°309, page 6460

Offre scolaire au Lycée Michel Lucius

7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de répondre aux réalités linguistiques de la population scolaire en complétant l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius par l'enseignement international anglophone au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire. Dès lors, le lycée portera le nom de Lycée Michel Lucius (ci-après dénommé «Lycée») et les classes seront regroupées sous la dénomination de «International School Michel Lucius». Les classes internationales anglophones fondamentales et postprimaires feront partie de l'offre scolaire du Lycée à partir de la rentrée 2017-2018.

Le Luxembourg a connu une évolution démographique et sociolinguistique liée aux divers flux migratoires initiés par son activité économique ou par des crises internationales provoquant l'arrivée de nombreux demandeurs de protection internationale. De plus en plus d'enfants accompagnent leurs parents au Luxembourg et y intègrent le système scolaire luxembourgeois, soit pour une courte durée, soit pour toute leur scolarité. La qualité de l'offre scolaire est un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou non au Luxembourg. Assurer un enseignement anglophone gratuit au niveau de l'enseignement fondamental ainsi qu'au niveau postprimaire répond à une demande réelle et croissante.

En septembre 2011, une première classe internationale anglophone fut organisée au Lycée en tant que projet d'innovation pédagogique. Ce projet prépare les élèves aux diplômes des «GCSE» («General Certificate of Secondary Education» et «International General Certificate of Secondary Education») et des «A-Levels» («Advanced Subsidiary Levels» et «International Advanced Subsidiary Levels»). Ces certificats jouissent d'une reconnaissance internationale avérée tant au niveau académique qu'au sein des communautés et pays anglophones. En plus d'être le système utilisé au Royaume-Uni, 125 pays à travers le monde l'utilisent également. Considérant que le certificat «A-Levels» tombe sous le champ d'application de la Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne, ledit certificat est reconnu équivalent au diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois. Il convient de signaler que la section anglophone au Lycée met certes l'accent sur l'anglais en tant que langue véhiculaire, sans pour autant négliger les autres langues. Prenant en compte le contexte multilingue du Luxembourg, l'apprentissage des langues luxembourgeoise, allemande et française figure également au programme des classes internationales anglophones.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

30.11.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.12.2016	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°272, page 4976

Restructuration du SCRIPT

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

Le projet de loi sous rubrique a comme objectif de restructurer le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, ci-après dénommé «SCRIPT», créé par la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation; c) l'institution d'une Commission d'innovation et de recherche en éducation.

Depuis sa création, le SCRIPT a connu un développement considérable, notamment en ce qui concerne la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques, de sorte que sa structure actuelle ne permet plus de répondre à toutes les tâches et missions qui lui incombent. Il est dès lors proposé de restructurer ce service et de porter le nombre de divisions à six, à savoir:

- une division de l'innovation pédagogique et technologique;
- une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques;
- une division du développement du curriculum;
- une division du développement de matériels didactiques;
- une division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative;
- une division du développement des établissements scolaires.

Le présent projet de loi entend également mettre en conformité les textes législatifs ayant trait au SCRIPT à la dernière réforme de la Fonction publique. Par ailleurs, il est créé la base légale pour l'introduction d'une nouvelle fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Affectés au SCRIPT, ces instituteurs spécialisés vont accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

11.01.2017	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017

Conventions fiscales

7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962

La nouvelle convention fiscale avec le Brunei Darussalam a pour but de mettre à la disposition des différents acteurs des deux pays un instrument utile afin d'approfondir les relations économiques et culturelles.

Le Luxembourg et la Hongrie sont liés par une convention contre les doubles impositions, signée le 15 janvier 1990. La Convention et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015 qui font l'objet du présent projet de loi remplaceront la convention précitée.

La Convention entre le Luxembourg et le Sénégal a pour vocation de promouvoir les relations économiques par l'élimination de la double imposition juridique, tout en limitant les pratiques de chalandage fiscal.

Après de maintes négociations entamées dès juin 2002, les négociateurs du Luxembourg et de la Serbie ont réussi à conclure une convention fiscale qui permettra de promouvoir les relations économiques et d'améliorer la coopération fiscale entre les deux pays.

La convention avec l'Uruguay est importante afin d'assurer la compétitivité du Luxembourg dans la région d'Amérique du Sud et afin d'attirer les investissements de l'Amérique du Sud.

La Convention avec l'Ukraine avait été signée à Kiev le 6 septembre 1997 et ensuite approuvée au Luxembourg par la loi du 1er août 2001. L'Ukraine, de son côté, n'avait pas procédé à la ratification de la Convention. Par la suite, des négociations complémentaires avaient été engagées et un accord a finalement pu être trouvé en 2015.

L'échange de lettres signées par les Ministres des Finances du Luxembourg et de l'Autriche a pour objet d'aligner les dispositions de l'échange de renseignements avec l'Autriche au standard international.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.11.2016

Rapportrice: Mme Joëlle Elvinger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

06.12.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n°270, page 4812

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Frank Arndt, M. Gast Gibéryen, M. Eugène Berger, Mme Nancy Arendt et M. Claude Haagen), M. Eugène Berger (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Gilles Roth, M. Gilles Baum, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Alexander Krieps, M. Laurent Zeimet), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Claude Adam, M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et M. Gilles Roth), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Eugène Berger, M. Gilles Baum et Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Claude Haagen)*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ouni Verschnaufpaus dann, Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung net, ob se eng Matdeelung ze maachen huet. Déi wäert se jo dann...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Näischt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da komme mer direkt zur Debatt iwwert de Budget 2017, esou wéi mer dat geplangt hunn. An den éischte Riedner ass och scho prett, den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020 (suite)

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech och dem Rapporteur Claude Haagen Merci soe fir déi Aarbecht, schrëftlech, mëndlech, déi e gemaach huet. Jiddwereen, dee Budgetsrapporteur war, weess, datt dat e schwéieren Job ass an datt ee frou ass, wann een et gemaach huet a bis hannert sech huet. Mä et ass awer och en Job, deen u sech engem villes bäibréngt a wou ee vill hannert d'Kulisse vun der Budgetsopstellung gesäit.

Den éischte Schrëtt zur Politikgestaltung, mengen ech, ass deen, datt een et fäerdegbréngt, d'Realitéit richteg ze erfaassen an d'Realitéit richteg ze beschreiwen. Dat sot e fréiere Statsminister mer, wéi ech ugefaangen hunn, Politik ze maachen. An ech mengen, deen hat ganz recht. Fundamental ass et dat, woumat een ëmmer den éischte Schrëtt an d'Politik mécht. Dat kléngt och einfach, mä et ass net ëmmer einfach, well et bedéngt u sech, datt een et fäerdegbréngt, der Realitéit an d'Aen ze kucken, datt een et fäerdegbréngt, sech net selwer an d'Täsch ze léien, well et méi einfach ass, an datt een och bereet ass, Konklusiounen aus deem, wat ee gesäit, ze zéien.

An de Budget, mengen ech, an d'Budgetsdiskussioune si schonn e privilegéierte Moment vu Realitéitsbeschreiwung, well d'Zuelen am Fong net léien. Et kann ee se zwar heiansdo schéi schwätzen. Et kann een déi eng, déi ee méi arrangéieren, ervirsträichen, déi aner vläicht manner oder méi vergiessen, manner soen, mä en fait leie se um Dësch a fräi ass et jiddwerengem, seng Konklusiounen dorauser ze zéien.

Ech soen et direkt: Eis Lektür vun den Zuele geet op munchem Punkt wäit ausernee mat deem, wat ech de Moie vun der Regierung héieren hunn. An eis Konklusioune leien och wäit vun deem ewech, wat ech vun der Regierung héieren hunn.

Iwwert d'Zuelen eraus ass d'Budgetsdebatt dann awer och d'Geleeënheet, fir d'Iddien, d'Politicken, dat, wat gesot gëtt, mat der finanzieller Realitéit ze vergläichen, d'Kohärenz vun der Politik ze kucken, ob dat, wat geschwat gëtt, gesot gëtt an eise Rieden, déi mer alleguer halen, och deene reellen an deene plakegen Zuele standhält. Och e Pluriannuel, en theoreteschen, och nëmme pluriannuell, gëtt eis d'Geleeënheet, mëttelfristeg oder laangfristeg ze kucken, ob dat, wat mer soen, och sech an den Zuelen, an der Realitéit vun den Zuelen widderspigelt, ob een déi Zilsetzungen, déi ee wëllt, och an d'Realitéit, an d'Zuelerealitéit ëmgesat kritt. An doriwwer wollt ech haut u sech schwätzen.

Mä fir d'Éischt zur Beschreiwung vun den Zuelen, déi d'Regierung mécht. Ech hunn nach selten e Budget gesinn, wou op där enger Säit d'Zuelen, esou wéi se doleien, an d'Beschreiwung, esou wéi se gemaach gëtt vun deenen Zuelen, esou wäit verschidde sinn! Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt een aner Zuele kuckt, wann een der Regierung nolauschtert, an datt mer net iwwert deeselwechte Sujet ëmmer schwätzen.

Éischte Punkt, un deem ech dat wéilt festmaachen, dat sinn déi Aussoen, mat deenen dës Regierung an dëser Legislaturperiod ugefaangen huet viru knapps dräi Joer, wou an der Regierungserklärung eis gesot ginn ass, datt en Eckwäert, en Eckfeiler vun der Politik, déi an deenen nächste Jore géif gemaach ginn, dee wär, datt mer eng Reduktioun vum strukturellen Defizit géife maachen, datt mer e Sold vu plus 0,5% als Zilsetzung definitiv hätten a wou mer eng Dette publique ënner 30% wéilten hunn. Dat ass haut anescht ginn.

Den Defizit gëtt akzeptéiert, den Defizit gëtt als normal, souguer als sënnvoll beschriwwen. De strukturellen Defizit gëtt souguer als Objektiv an de Budget ageschriwwen. An dat alles mat Aussoe säitens der Majoritéit, fir ze soen: „D'Situatioun huet elo geännert, d'Kris ass fäerdeg, mir hunn elo e Wuesstum vu 4% bis 5%. Gesitt Dir, Oppositioun, déi enger anerer Meenung sidd, dann net, datt d'Realitéit geännert ass?"

Dach, ass meng Äntwert, mir gesinn dat och! Mir sinn och frou driwwer. Mä mir zéien net déiselwecht Konklusiounen draus an Termen, wat elo muss finanziell a budgetär gemaach ginn, wéi d'Majoritéit. Mir mengen net, datt dat e Grond ass, fir den Defizit lafen ze loosse respektiv fir d'Dépensë lafen ze loossen.

Déi, déi esou Konklusiounen aus der neier Situatioun zéien, déi huelen an den Ae vun der CSV wirtschaftlech eng falsch Décisioun, huele politesch eng falsch Décisioun an huelen och eng falsch Décisioun fir d'Land, fir d'Leit, déi hei wunnen, a fir d'Zukunft.

Zweet Ausso, déi d'Regierung an d'Majoritéit maachen, dat ass déi, datt se soen: „Mir hunn eis an deene leschte Joren de Spillraum selwer geschaaft, fir déi Politik ze maachen, déi mer elo wëlle maachen. Et ass, well mer esou gutt geschafft hunn an deene leschten zwee Joer, wou mer elo dës Politik kënne maachen." - Dozou e puer Remarquen.

An dat „gutt geschafft", dat gëtt festgemaach un all deem, wat een erreecht huet beim Ëmsetze vun deem sougenannten Zukunftspak respektiv Spuerpak, wéi e vun anere Leit genannt gëtt. A wann ech elo emol d'Analys vun deem Zukunftspak maachen, da stellen ech fest - dat hu mer schonn zweemol an zwou Budgetsdiskussioune festgestallt -, datt en éischtens haaptsächlech am éischte Joer aus zwee Drëttel Taxen, engem Drëttel Spuermoossname besteet, mä mir stellen haaptsächlech fest, datt en initialement geduecht war an der Period 2015 bis 2018, fir 3,5 Milliarden ze spueren. Dat sinn der haut just nach 2,5 Milliarden. Fir 2017 gi vun deem, wat initialement sollt gespuert ginn - ronn eng Milliard Euro -, der 380 Milliounen, ronn 38% manner realiséiert.

Wann dann e Finanzminister seet, datt mer mussen dee Spuerpak ganz an zäitgerecht ëmsetzen, da muss ech einfach soen: Dat entsprécht scho säit laange Méint ganz einfach der Realitéit net méi!

Ech stellen och fest, datt eleng déi TVA-Erhéijungen, déi geholl gi sinn - an dat just als Klammer -, déi TVA-Erhéijungen, déi gemaach gi sinn, 330 Milliounen Euro gespuert hunn an datt just u sech déi Spuermoossnam vun 330 Milliounen Euro, déi mer mat der TVA-Erhéijung gemaach hunn, ongeféier dat ass, wat haut dann, wann ech der Regierung hiren Zuele gleewen, déi Zuel ass, déi bei enger Steierreform fir 2017 ausgi gëtt. Mir maachen eng TVA-Erhéijung op där enger Säit, mir setzen op där anerer Säit Steieren erof. Do kann ech nëmme soen: Wann dat Politik ass, dann ass dat gutt geschafft!

Mä zréck zum Spuerpak. Wann ech dee genau analyséieren, deen, deen eis dann deen noutwendege Spillraum gëtt, fir dës Politik ze maachen, da stellen ech fest, datt 29 Moossname vum Spuerpak nach ëmmer als non définies dostinn. Non définies heescht a mengen Aen, haut, dräi Joer duerno, datt se net gemaach ginn. Datt 53 vun deene Moossnamen op null gesat gi si bis 2020; op jidde Fall, dës Regierung mécht se jiddefalls net. An datt eng grouss Zuel vu Moossname vill manner wéi geplangt an deenen nächste Jore wäerten erabréngen. A fir mech ass et kloer, datt d'Ausso, datt den Zukunftspak eis déi noutwendeg Marge de manœuvre gëtt an dofir och fristgerecht muss ëmgesat ginn, datt déi wäit ewech ass - wäit ewech ass! - vun der Realitéit!

An an den Avisen, déi ech dann zum Budget liesen, vun deenen engen an deenen aneren, do gëtt dat nach méi wéi kloer gesot. An et gëtt souguer mat belächelnde Remarquen op där enger an op där anerer Plaz gemaach. Dat heescht, mir als Oppositiounspartei sti mat där Konstatatioun net eleng do!

Ech liesen eng Chambre de Commerce, déi an dem Titel schreift: «Un Zukunftspak qui fond comme neige au soleil.» Dat ass am Fong déi richteg Beschreiwung vun deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass.

Eng Chambre de Commerce, déi absolutt am Total och de Mangel un Explikatioune regrettéiert, firwat déi Moossnamen, déi net ëmgesat ginn, dann net ëmgesat ginn, oder firwat se manner bréngen oder firwat se nëmmen hallef esou vill bréngen. Keng politesch Explikatioun, firwat dat esou ass, bei kenger Moossnam am Spuerpak!

Och fir de Conseil national des finances publiques ass d'Analys kloer. Mir stinn net eleng do mat eiser Analys. De Conseil national des finances publiques, an ech erlabe mer, en ze zitéieren, dee seet: «Le Conseil national des finances publiques constate que le Gouvernement a abandonné» - a abandonné! - «l'hypothèse d'une mise en œuvre intégrale des mesures du Zukunftspak et rappelle qu'une mise en œuvre incomplète pourrait réduire d'autant le succès de la stratégie d'assainissement des finances publiques.»

D'Cour des comptes ass nach méi krass a seet, datt d'Regierung einfach hir Ziler verfeelt hätt.

Just eng kleng Feststellung: Wann ech d'Budgete vum leschte Joer a vum virleschte Joer kucken, wou ëmmer eng grouss Rezensioun drastoung, wat dann elo am Zukunftspak realiséiert gi wär a wat net, da stellen ech fest, datt zwar 2017 dat emol net méi de Fall ass. Et gëtt just mat engem Saz verwisen op eng Question parlementaire, déi am August beäntwert ginn ass. An hirem eegenen Dokument geet d'Regierung emol net méi op déi Zuelen do an. An dat ass d'Realitéit.

D'Regierung huet dorop zwou Reaktiounen: déi eng vum Wirtschaftsminister, deen dann an engem laangen Interview erkläert, datt a senger Logik souwisou deen Zukunftspak eng

Dommheet gewiescht wär, an op där anerer Säit de Finanzminister, dee weiderfiert en ze verteidegen an ze erklären, et wär e grousse Succès. An iergendzwousch no laangen Diskussioune fannen da béid sech an enger diplomatescher Formel erëm, déi näischt seet an och näischt heescht.

Mä fir eis sinn d'Konklusioune ganz kloer: Den Zukunftspak an d'Zil vun der Consolidatioun vun de Statsfinanzen ass ganz einfach en Échec. D'Regierung huet ënnert dem Impuls - an ech behaapten dat esou -, ënnert dem Impuls vum Wirtschaftsminister déi Politik vun der Consolidatioun vun dem Budget total verlooss, si ass just nach e puer rhetoresch Floskele vun dem Finanzminister. Se ass ersat ginn duerch eng Ausgaben- a Verdeelungspolitik, wat genau de Contraire ass. An d'Justifikatioun fir deen honnertprozentege Kurswiessel, dee mer an deem leschte Joer matkritt hunn, déi ass: „Mir hu gutt geschafft."

Mä et geet awer net op! Et geet einfach net op, déi Zuelen! A géife se och opgoen - géif et opgoen! -, da wär et nach ekonomesch derniewent. Well wat wär dat da fir eng Politik, fir zwee Joer laang Spuermoossnamen ze maachen an dann déi nächst zwee Joer alles, wat ee gespuert huet, och erëm auszeginn? Dat wär just e Kurswiessel, dee kee Sënn mécht, ausser a mengen Aen en elektorale Sënn, e kuerzfristegt Ausdeelen, fir gutt dozestoen, a laangfristeg keng Iwwerleeung, fir d'Zukunft virzebereeden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Drëtt Ausso, op déi ech wëll agoen, dat ass d'Ausso vun der Reigierung, déi seet: „Mir hunn den Defizit am Gréff." Ech weess net, wat d'Regierung versteet ënner „eppes am Gréff hunn", mä a mengen Ae sinn och hei d'Zuele ganz kloer. Wann ech den Defizit vun der Administration centrale kucken, dee war bei enger negativer Croissance am Erauskomme vun enger Kris 2013 minus 466 Milliounen Euro, no der Kris. Mir hunn elo eng Ekonomie, déi 4% bis 5% d'Joer wiisst, a mir bréngen et fäerdeg, 2017 deen Defizit ze verduebelen op iwwer eng Milliard, wat 2018 weidergeet an och, behaapten ech emol, 2019 weidergeet, quitte datt hei d'Zuelen am Budget et anescht ausweisen. Mä e puer Zeilen ënnert deenen Zuelen, déi et anescht ausweisen, seet de Finanzministère selwer, datt d'Zuele vun den Investissementer missten an deene Joren 2019, 2020, 2021 dann der Realitéit ugepasst ginn, wann nei Projeten op den Ordre du jour kommen a musse finanzéiert ginn. E Milliardendefizit, deen an den nächste Joren a sécherlech bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod weiderzielt!

Eleng aus deenen Zuele soen ech ganz kloer an däitlech: Den Defizit ass net am Gréff! Hei gëtt eng Politik gemaach, wou den Defizit méi wéi verduebelt gëtt, laangfristeg méi wéi verduebelt. Mir sinn elo iwwer eng Milliard Euro Defizit an ech bleiwen derbäi: 2019 an 2020 geet dat och nach weider esou, well nei Investissementsprojete musse kommen.

A wann ech dann déi Wierder vum Här Meisch sengerzäit, elo weess ech net méi, ob e Fraktiounspresident oder Parteipresident vun der DP war, 2012 zitéieren, deen do dann ermahnend bei de Budgetsriede vu sengerzäit seet: „Wir erhalten unseren Lebensstandard mit Schulden, wie es vor uns auch die Griechen getan haben. Ohne einen Politikwechsel" - dat ass dann deen, deen 2000 (veuillez lire: 2013) komm ass -, „ohne einen Politikwechsel riskieren wir eine Milliarde Euro neue Schulden 2014 und 2015 und immer so weiter." Just fir ze soen, wat fir eng Meenung sengerzäit vertruede ginn ass a wat haut d'Realitéit ass. An den Här Berger, deen 2013, zu därselwechter Zäit seet, wéi d'Koalitioun ugefaangen huet, Enn 2013, Ufank 2014: „D'Zil vun der Koalitioun ass en ausgeglachenen Haushalt. An dat wäerte mer och 2018 erreechen." Dat war emol gutt gesot! Just, haut stelle mer fest, datt mer eng Milliard Scholden och wäerten 2018 hunn!

Da gëtt als Explikatioun dofir gesicht, datt et 2017 jo ass, datt mer esou en Defizit hunn, well mer eng Steierreform gemaach hunn. Jo, ënner anerem, awer wierklech nëmmen ënner anerem, well och eng ganz Rei aner finanziell Punkten eng grouss Croissance an dem Budget vun 2017 an 2018 hunn a mindestens gradesou vill zu där Explikatioun bäidroen, wéi just d'Steierreform.

D'Konklusioun, déi ech doraus zéien: Hei gëtt u sech genau de Contraire gemaach vun deem, wat versprach ginn ass, an d'Grondprinzipie ginn iwwert de Koup gehäit. Fir d'CSV ass et kloer: Wann ee bei engem Wuesstum vu 4% bis 5% et fäerdegbréngt, den Defizit méi wéi ze verduebelen, da mécht een eng falsch Politik! Wéini dann, wann net an Zäite vun engem Wuesstum vu 4% bis 5%, soll ee Scholden zréckbezuelen? Wéini da soll ee Reserve maachen, Reserve maache fir zukünfteg Investissementer? Wéini da soll ee sech Spillraum ginn, fir a Krisesituatiounen ze reagéieren, wann net elo?!

Mir fannen, datt hei mat Liichtfankegkeet gehandelt gëtt an datt hei d'Zukunft op d'Spill gesat gëtt. An ech hunn och fonnt, datt de Moie vum Finanzminister awer och besonnesch Zuelen hei presentéiert gi sinn, fir eis dann hei Zuelen ze presentéiere vum Solde primaire vun der Administration centrale hors charges d'intérêts, wou also net d'Defizitzënse mat eragerechent ginn, do muss ee sech froen: Wat huet dat da fir e Sënn? Déi si jo awer ze bezuelen! Déi si jo Realitéit! Déi kënnt Der net einfach erausrechnen! Bei Griichenland gëtt et gemaach, well ee soss Griichenland ënner Waasser zappt, well een et soss erdrénkt a well ee soss iwwerhaapt keng Chance méi hinne gëtt, fir aus de Suergen an aus de Problemer erauszekommen. Mä dat awer als Calcul an engem Land wéi Lëtzebuerg unzebréngen, dat mécht fir mech strictement, strictement kee Sënn!

An ech wëll am Fong déiselwecht Iwwerleeung maachen iwwert déi ganz Diskussiounen iwwert de Sold vun der Administration publique. Dat ass elo e wéineg technesch, mä ech wëll se awer eng Kéier maachen, well ech eis Meenung wëll doriwwer soen.

De Sold vun der Administration publique, dee jo oft ugeféiert gëtt, mir hunn 0,2% oder 0,3% nach positiv an der Administration publique, ass jo d'Zesummesetzung - ech soen do kengem eppes Neies - vum Zentralstat, dat heescht dem Statsbudget op där enger Säit, de Gemengen an der Sécurité sociale. Déi Notioun ass och sengerzäit gemaach ginn zu Bréissel, fir u sech ze kucken, well bei deene meeschte Länner e groussen Defizit an der Sécurité sociale ass a fir se am Fong dohin ze bréngen, datt se mat deem Defizit aus der Sécurité sociale solle prévoyant ëmgoen, andeem se positiv Zuelen am Zentralstat solle schreiwen.

Dat huet awer elo an eiser Situatioun genau de konträren Effekt! Dat huet genau de konträren Effekt, well mir kommen elo an eng Situatioun, wou et esou ass, datt am Fong den Zentralstat - de Contraire war gemengt - sech méi Defizit kann erlaben, well e fiktiv opgerechent gëtt mat engem Surplus, dee mer an der Sécurité sociale hunn, deen am Fong d'Realitéitszuele vun deem, wat dem Stat seng Besoine sinn, total, total ëmännert.

An dann hunn ech den Här Haagen och nach gesinn, deen eis da seet, wat formell gesi richteg ass, datt et esou wär, datt u sech, op der Säit 26, Här Haagen, vun Árem Rapport, deen ech och genau gelies hunn, deen do seet, datt u sech d'Pensiounsreserve méi héich wäre wéi d'Statsschold.

Jo, dat ass richteg! Mä wat soll déi Ausso dann? Dir kënnt se jo awer net huelen, fir d'Statsschold ze begläichen! Dat sinn awer schéi propper zwou separat Saachen. A wann esou, wéi eis d'IGSS seet, an zéng Joer ufänkt et esou ze ginn, datt u sech d'Balance vun der Sécurité sociale negativ gëtt, datt mer mussen op d'Reserven zréckgräifen, fir eis Sécurité sociale ze bezuelen, da wäert Der gesinn, wéi schnell och de Sold vun der Administration publique muss geännert ginn, deen Der musst kompenséiere mam Budget vum Zentralstat. An dat gëtt sengerzäit eng ganz schwiereg Aufgab!

Dat heescht, fir sech elo op déi do Rechnung vun engem Sold vun der Administration publique ze verloossen, fir a fënnef Joer an an zéng Joer kreéiert Der domadder eng ganz, ganz schwiereg Situatioun. An ech fannen dat extrem, extrem onseriö!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Véiert Ausso. Da gëtt eis gesot: „Den Defizit vum Stat ass esou héich, well mer Investitiounsquoten hunn, déi esou héich sinn, eng Milliard méi Investitioune wéi 2013. Hätte mer dat net gemaach, dann hätte mer keen Defizit. Also hu mer keen Defizit, well mir maachen dat jo, fir d'Zukunft virzebereeden." - Sou ass dat awer och net grad alles! De Montant vun den Investissementer, an ech wëll dat och ganz kloer soen, de Montant vun den Investissementer, deen esou héich ass, begréisse mer. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer an d'Zukunft investéieren.

Wann ech dat awer proportionell zum PIB kucken, da stellen ech fest, datt et stabel ass a souguer deelweis erofgeet. 2009 hate mer eng Investitiounsquot vu 4,40% vum PIB. Ech huelen do just op der Säit 23 vum Här Haagen sengem Rapport dem Här Haagen seng Zuelen. 2009 hate mer Investitiounsquote vu 4,40% vum PIB, iwwert d'Period 2010 bis 2012 tëschent 3,9% a 4,2%. Den Här Gramegna hëlt ëmmer d'Joer 2013; ech kennen déi Zuele relativ genau, well ech weess, wat se och an der Praxis heeschen. Do hate mer e Joer, wou mer net esou vill realiséiert hunn, well eng ganz Rei Projeten net ugefaange gi sinn an net esou schnell virugaange sinn. Wann een iwwert d'Kontinuitéit vun all deene Jore kuckt, da gesäit een, datt eis Investitiounsquot an der Moyenne vill méi héich war tëschent 2010 an 2012, 3,9% a 4,2%. An d'Previsioun vun 2016 ass 3,94%, déi vun 2015 war 3,42%. Dat heescht, fir ze soen, „dat geet alles esou massiv an d'Luucht", dat ass, zumindest wann een et a Proportioun vum PIB kuckt, keng richteg Ausso.

Nach soen ech, well ech och op d'Valeur-absoluen halen, datt et gutt ass, datt Der se an d'Luucht setzt. An ech soen, ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck, datt ech mengen, datt se souguer prévisionnellement zumindest an den Investitiounsfongen nach méi missten an d'Luucht gesat ginn, wann Der wëllt déi Ziler erreechen, déi Der Iech selwer duerch Är Politik gitt. Mä do kommen ech am Detail nach drop zréck.

Wann ech d'Investitiounsfonge kucken a wann ech an d'Programmatioun vun de Projete kucken, déi momentan an den Investitiounsfonge stinn, déi amgaange si realiséiert ze ginn oder geplangt sinn, fir an deenen nächste Jore realiséiert ze ginn, esou stellen ech fest, datt et am Fong näischt aneres ass wéi dat, wat säit fënnef, sechs Joer op deene Programme scho steet, wat deelweis schonn amgaange war realiséiert ze ginn oder wat an der Programmatioun, an dem Ausschaffen, an der Planifikatioun war a wat dann elo realiséiert gëtt.

Ech maachen do och kee Reproche, et ass eng Feststellung. Ech begleeden et souguer positiv. Mir begleeden et souguer positiv, datt all déi Projeten do een nom aneren, dann, wa se räif sinn, ëmgesat ginn. Mä ech wëll awer och trotzdeem d'Proportionalitéit soen. Esou massiv an d'Luucht gesat ass dat sécher net, au contraire!

Wann ech hei de Conseil national des finances publiques liesen, dee mécht eng genau Analys vun der Investitiounspolitik vun der Regierung a kënnt zu folgende Konklusiounen, ech zitéieren: «Le CNFP conclut ainsi que les investissements de l'administration centrale ne sont pas» - ne sont pas! - «à l'origine de la détérioration du déficit de l'administration centrale ni de la dette publique, ni pour l'année 2017, ni pour le moyen terme.» Méi kloer kanns de dech an deem hei Kontext bal net ausdrécken. Ech soen et net! Et ass de Conseil national des finances publiques, deen et an dëser Däitlechkeet seet!

D'ailleurs ass de Conseil national des finances publiques net deen Eenzegen, deen et seet. Och d'Chambre de Commerce seet datselwecht, seet: «En termes relatifs, l'effort d'investissement de l'administration centrale - qui, pour mémoire, intègre les fonds spéciaux - tend à décliner au fil du temps.» An d'Chambre de Commerce seet nach, an dat ass hir Analys tëschent de Joren 2016 an 2020, datt mer et hei souguer mat engem „expenditure shift" ze dinn hunn. Wat heescht dat? Mä dat heescht: «Sur l'horizon couvert par le PLPFP» - dat heescht de Pluriannuel - «un glissement de dépenses (…) s'opérerait, (…), au détriment de la formation de capital et en faveur des dépenses courantes.»

Dat heescht, d'Analys, déi all déi Gremie maachen, ass eng ganz aner wéi déi, déi mer de Moien héieren hunn, wat d'Investissementer ugeet. - Dat zur Legend, dat zum Mäerche vun enger Regierung, déi den Defizit mécht, fir d'Zukunft virzebereeden.

An d'Chambre de Commerce ass ganz kloer, seet: «De tels glissements paraissent en contradiction» - en contradiction! - «avec le message d'un Luxembourg à 1,1 million d'habitants.» Wat d'Chambre de Commerce an alleguer déi Institutiounen an der Analys am Fong soen, dat ass, datt, wann ee wëllt d'Zukunft virbereeden, wann ee seng finanziell Obligatiounen esou setzt, datt een de Wuesstum vun 1,1 Milliounen zur Viraussetzung mécht, fir e finanziellen Équiliber ze kréien, wann een esou eng Entwécklung als Perspektiv dohinnersetzt, da muss een nach vill méi investéieren, wéi haut investéiert gëtt, an et muss ee manner op den Dépense-couranten ausginn, fir deen „expenditure shift", vun deem hei geschwat gëtt, net ze erreechen.

An dann hutt Der de Moien, Här Finanzminister, d'Beispill vun Däitschland gebraucht, fir ze soen, Däitschland investéiert, wann ech richteg verhalen hunn, nëmmen 2,3% vu sengem Räichtum, a Lëtzebuerg investéiert 4,3%. Den Här Haagen seet, 3,9%. Mä et ass egal, dat ass wahrscheinlech just e Rechnungsënnerscheed. Et ass natierlech en Ënnerscheed tëschent Däitschland a Lëtzebuerg, wat déi eegen, selwer beschriwwen Zukunftsperspektiven a Wuesstumsperspektiven ugeet. Ech hunn nach net héieren, datt Däitschland an deenen nächste 40 Joer op 160 Milliounen Awunner wëllt wuessen! Lëtzebuerg wëllt awer vu 500, oder no Ären Rechnungen, huet awer eng Perspektiv, fir vu 560 op 1,1 Milliounen ze wuessen. Da kënnt Der déi zwou Saachen awer net ganz esou einfach an engem Fiederstréch an de Perspektiven an an den Ausgaben, wat d'Investitiounen ugeet, matenee vergläichen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Wat stelle mer fest? Mir stellen am Fong fest, datt déi Zukunftsperspektive gestallt ginn an datt an der Programmatioun vum Plan sectoriel «Transports» a vun der Mobilité durable e Programm entwéckelt gëtt, deen am Fong geduecht ass fir e Wuesstum, dat bei 700.000, 750.000 Leit wäert féieren (veuillez lire: leien). Wuesstumsraten, déi wäit doriwwer erausginn, wéi se haut u sech virgesi ginn, géifen am Fong mat sech bréngen, datt mer eis haut elo scho missten dohinnersetzen, fir ze iwwerleeën, wéi mer dann dat dote packen, wéi mer de Plan sectoriel «Transports» oder de Plang vun der Mobilité durable Versioun 2.0 maachen - Versioun 2.0 maachen -, an net eis just beméien, fir déi Versioun 1.0 ëmsetzen, mat där ech awer - ech soen et nach eng Kéier - absolutt d'accord sinn.

Et kann een net op där enger Säit déi Wuesstumsperspektive maachen an op där anerer Säit dann awer dat, wat dozou gehéiert, net an de Gréff huelen. Déi Diskussioun, gëtt zwar gesot, se wär iwwert den Zukunftsdësch gemaach ginn. Mä ech stellen am Fong fest, datt déi Diskussioun, déi mer um Zukunftsdësch haten, am Fong eng Diskussioun war iwwert d'Realisatioun vun där Programmatioun, déi mer elo hunn, an net iwwert déi Zuelen ewechgeet, déi mer awer fir an 30, 40 Joer a Perspektiv stellen.

Wëlle mer awer eng Chance hunn, fir dat ze packen, da gëtt et héich Zäit, datt een elo scho géif drun denken, wéi een et wëllt maachen, och wann et nëmmen en Deel dovunner wär, och wa mer nëmmen op 800.000 oder 900.000 Awunner hei géife kommen. Well mer der Iwwerzeegung sinn, datt Politik fir d'Leit net just eng onselektiv Redistributiounspolitik ass, a well et och drëm geet, sech ëm d'Problemer vun de Leit ze bekëmmeren, ëm déi dagdeeglech Problemer, notamment déi vun der Mobilitéit, mengen ech, datt een un déi Politik ganz anescht misst nach erugoen an investéieren. A mir ënnerstëtzen, ech soen dat och an engem positive Geescht, all Efforten, Diskussiouns- a Realisatiounsefforten, déi an deenen nächste Joren an déi Richtung ginn.

Mir wëllen an dësem Kontext och d'Zuele verstoen, déi op den Dësch geluecht ginn. Ee vun deene raren Tableauen, déi eis bei der Budgetspresentatioun dohinnergeluecht gi sinn, ass en Tableau, deen heescht „Évolution des investissements environnementaux et climatiques" tëschent 2013 an 2017, wou da gesot gëtt: „2013 sinn 241 Milliounen Euro investéiert ginn. Mir hunn dat méi wéi verduebelt. 2017 komme mer op 617 Milliounen Euro."

An da froe mer eis natierlech: Wat bedeiten déi Zuelen? Mir hunn dat zwee-, dräimol gefrot, mir hunn awer ni d'Prezisioun vun deem kritt, wat déi Zuelen dann elo bedeiten. Mir hunn an der Kommissioun gesot kritt: „Mä dat ass, wat d'Mobilitéit ugeet, dat sinn Station-d'épurationen an d'Mesures de protection de changement climatique et protection des eaux." Wat d'Mobilitéit ugeet, do soll et dann den Tram an de Rail sinn.

Mir probéieren, dat jo dann nozekucken. Wou kommt Der un déi Zuelen do, 241 Milliounen 2013 ausginn, fir u sech déi do Saachen? Ech eleng, wann ech einfach zesummenzielen, wat ech 2013 als réalisé gesinn, da kommen ech op ganz aner Zuelen! Da ginn am Fonds de l'eau 74, am Fonds environnemental 19, am Fonds climatique 56 an am Rail 298 Milliounen ausginn, wäit iwwert dat, wat Der hei gesot hutt. Da stëmmen d'Proportiounen net.

D'Madamm Closener, déi seet dann och an enger Ried, dat géif sech do handelen ëm Investissementer am Waasser- an Ëmweltschutz, a Bus, Zuch, Tram, Vëlo, bref an d'ganz Mobilitéit, „bref". Wann ech déi Zuelen da bref zesummerechnen, da gëtt et och e ganz anert Resultat. Da komme mer nach méi héich an den Dépensen, déi 2013 gemaach gi sinn.

An dee Vergläich, dee kann ech einfach net novollzéien. Ech hunn d'Impressioun, datt hei en Tableau emol an d'Welt gesat gëtt, well en d'Leit arrangéiert. Ech wëll d'Hannergrënn ganz einfach wëssen. Wann een esou Tableaue bréngt, da muss ee se och kënnen erklären. A wéi ee just op 243 (veuillez lire: 241) Millioune kënnt, wann een den ëffentlechen Transport fir 2013 jugéiert, da muss een dat och nach eng Kéier explizéiert kréien, mat wat fir engen Zuelen een do zesummegerechent huet.

Fënneft Ausso: „Mir hunn d'Scholdespiral gestoppt."

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dräi Joer keen Emprunt. Bei enger Milliard neiem Defizit d'Joer huet een d'Scholdespiral net gestoppt. Et hätt ee se héchstens gestoppt - et hätt ee se héchstens gestoppt -, wann een déi Milliard Defizit kéint an d'Reserven, déi een huet, einfach siche goen an déi dann aus den Iwwerschossreserven aus deene leschte Jore bezuelen. Déi sinn awer net do, déi Reserven! Déi sinn net do, déi Reserven! An ech mengen, datt een an deenen nächste Jore ganz sécher muss higoen, fir nei Emprunten ze maachen, fir déi do Defiziter ze bezuelen. D'ailleurs sinn déi eege Budgetsdokumenter vun der Regierung an deem Kontext ganz kloer: Fir 2017 sinn 1,120 Milliarde virgesinn, fir 2018 1,625, fir 2019 eng Milliard, fir 2020 2,571 Milliarden, en Total op déi Period vum Pluriannuel vu 6,3 Milliarden als zousätzlech Emprunten, déi musse gemaach ginn.

Ech verstinn net, datt een dann einfach ka soen: „Mir hunn d'Scholdespiral am Grëff. Et gëtt keng nei Statsverscholdung gemaach." D'eege Pabeieren, déi ginn un, datt an deenen nächste véier Joer 6,3 Milliarde musse geléint sinn.

Dann déi aner Ausso: „Mir hu keng nei Scholde gemaach an déi mer 2016 am Budget gemaach hunn, déi virgesi waren, déi hu mer net gemaach." Sous-entendu: Kuckt emol, wéi gutt mer sinn! Mir hu souguer en Emprunt vu 400 Milliounen zréckbezuelt, ouni en neien Emprunt ze maachen!

Vergiess gëtt awer an deem do Kontext, datt et esou war, datt net duerch klassesch Emprunten an deem leschte Joer gefuer ginn ass, mä duerch eng Kredittlinn bis zu enger Milliard bei der Spuerkeess, déi gezu ginn ass. De Moien huet den Här Gramegna eis gesot, déi géif op den heitegen Dag op null stoen. Ech weess och, datt bei de Kredittlinnen d'Changementer vun engem Mount zum anere bei de Rentréeën natierlech staark variéieren. Ech stelle just fest, an déi Zuelen huet d'Cour des comptes eis viru 14 Deeg, dräi Woche geliwwert, datt déi do Ligne de crédit 2010 bis 2016, bis Oktober 2016 am ganzen 11-mol benotzt huet misse ginn, tëschent 200 a 625 Milliounen Euro, fir datt de Stat ganz einfach sollt liquid bleiwen an datt en dat, wat e schëlleg ass, och all Mount konnt bezuelen.

Ech hoffe just, datt bei där dote Politik vu stännegem Zréckgräifen op eng Ligne de crédit net eng Kéier eng Pann virkënnt an Der dann net à même sidd, en urgence Saachen ze bezuelen, déi opstinn, notamment net beim Stat, mä bei Privatleit oder Privatentreprisen no baussen.

Dat ass am Fong datselwecht, wéi wann Der doheem all d'Suen, déi Der geléint hutt, ausginn hutt an dann elo Är Kredittkaart konstant iwwerzitt, fir Iech am Lafenden am Liquiden ze finanzéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar net verbueden. Dat ass net verbueden.

(Brouhaha)

Mä dat kann a mengen Aen, an ech soen dat ganz kloer hei, dat kann a mengen Ae keng rekurrent Politik sinn. Eng Milliard Kreditt, déi Ligne de crédit unzezapen, méi wéi 10-mol d'Joer, dat ass net a mengen Aen eng rekurrent Politik. Dat soll d'Ausnam bleiwen. A mir deelen an dësem Kontext...

(Interruption)

Mir deelen...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Am Moment huet just den Här Wiseler d'Wuert!

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Pardon, pardon!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass guer net schlëmm.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi ass et dann zu Wolz?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gëllt och fir Iech.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Ma gutt, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir deelen op jidde Fall net d'Konklusioune vun der Kommissioun, déi den Här Haagen gezunn huet, déi de Minister encouragéiert, an där doter Politik weiderzefueren, well mer mengen, wann ee gesäit, wat fir eng Échéancen an den Emprunten iwwert déi nächst Joren opstinn, datt een am Fong besser hätt hinzegoen, fir sech e konstante Plang ze maachen, wéi ee regelméisseg dat refinanzéiert, wat muss bezuelt ginn. Well et ass jo net nëmmen eng Saach vun haut léinen, et ass och eng Saach, wéi déi Suen an deene Joren hannendrun zréckbezuelt ginn. A wann Der dat net an enger gewëssener Regelméissegkeet maacht, da kritt Der an deene Joren, wou d'Suen zréck musse bezuelt ginn, wesentlech méi Problemer, wéi dat normal wär, wann Der dat géift schéi propper an engem Plang maachen, an enger Planifikatioun am Viraus gesinn.

Mir fannen déi hei Aart a Weis net gutt, wéi et momentan gemaach gëtt. Mir fanne se onseriö, d'autant plus, datt heiansdo Emprunte bei Banke lancéiert ginn, gefrot ginn an déi da just de leschte Moment gecancelt ginn, wa schonn alles virbereet ass. Dat ass fir eis eng onseriö Aart a Weis, fir drunzegoen.

An da gëtt elo stolz gesot,...

(Interruption)

...stolz gesot, datt Der esou laang keen Emprunt, keen neien Emprunt hutt misse maachen!

Do wëll ech just soen: Firwat ass da keen neien Emprunt misse gemaach ginn? Ma well 2013, elo kann een dat kritiséieren, 2013 virun de Wahlen nach dräi Milliarden an dräi Emprunte geléint gi sinn. Dräi Milliarde Liquiditéiten, déi an d'Trésorerie eragefloss sinn, déi do ware sécher, fir Investissementer ze bezuelen, déi sécherlech och do waren, fir d'Participatioun um Europäesche Stabilitéitsmechanismus matzedroen, mä déi awer och gehollef hunn, well se 2013 gemaach gi sinn als Emprunt, den Defizit vun 2014, 2015 an 2016 ze decken. Wär 2013 virun de Wahle keen esou en héijen Emprunt gemaach ginn, da wäre scho laang Liquiditéitsproblemer haut an der Trésorerie!

Haut hu mer éischtens keng Liquiditéite méi do, zweetens liewe mer deelweis vu Kredittlinne fir..., quitte datt ech och weess - quitte datt ech och weess -, datt bei deene Kredittlinnen haut et avantagéis ass, wat een als Zënssaz kritt. Dat ass e positivt Element. Ech soe just, datt eng virsiichteg Politik, fir och an Zukunft kënnen déi Kreditter uerdentlech zréckzebezuelen, a mengen Aen anescht ausgesäit. An drëttens maache mer nach all Joers eng Milliard Defizit. An dat bedeit fir mech, datt een net kann dohinnergoen a soen, datt een d'Scholdespiral gestoppt huet, well dat ass net d'Realitéit. An och wann een et nach zéngmol seet, ass et nach ëmmer net d'Realitéit!

An d'Finanzbesoinen an deenen nächste Joren, déi si riseg! Wann een och iwwert dës Legislaturperiod erauskuckt, wann ee gesäit, wat fir eng Scholde mer hunn, 1,9 Milliarde Scholde fir 2017-2018 zréckbezuelen, en Emprunt, deen 2018 mat 700 Millioune muss refinanzéiert ginn, ouni Spezialausgaben, déi eventuell nach kommen, dat ass dat Éischt; a wann een dann och nach gesäit iwwer eis Period eraus an et liest een am CNFP, wat fir eng Besoins de financement mer bis 2020 hunn, an déi gi chiffréiert tëschent 2016 an 2020, an et gesäit een, datt mer do 7,8 Milliarde Besoins de financement hunn, déi opgedeelt ginn an 3,4 Milliarden fir de Refinanzement vun der Schold, 1,9 Milliarde supplementare Finanzement duerch d'Steierreform an 2,5 Milliarden Defizit, deen ze finanzéieren ass iwwert déi Budgeten, déi kommen, wann een dat weess, dann, fannen ech, géif ech et normal fannen, datt een eng uerdendlech Programmatioun géif maachen, wéi ee regelméisseg seng Emprunten organiséiert, fir d'Zukunft och korrekt hinzekréien. Dat gëtt awer net gemaach.

Sechst Ausso: „Mir hunn d'Ausgaben am Grëff." Och dat stëmmt net an der Absoluttheet. 2017 charakteriséiert sech doduerch, datt d'Ausgabe méi schnell wuesse wéi d'Einnamen. De Conseil d'État, deen ech awer och wëll emol eng Kéier zitéieren, dee seet - d'ailleurs net nëmmen 2016, net nëmmen elo; en huet dat och schonn d'lescht Joer gesot -, ech zitéieren en: «Compte tenu de l'objectif d'assainissement budgétaire, le chiffre en progression des dépenses interpelle le Conseil État, qui invite à la prudence et au contrôle continu des dépenses de l'administration centrale - et ce nonobstant les perspectives de croissance qui, de manière ponctuelle, peuvent paraître meilleures qu'escomptées, mais qui sont soumises à de nombreux aléas et qui sont, par conséquent, loin d'être garanties.»

Fir mech ass et am Fong gradesou inquiétant, wann ech d'Evolutioun vun den Aschätzunge kucken. Wann Der kuckt, wat dës Regierung an hirer Programmatioun, déi se 2014 gemaach huet, fir 2017 virgesinn huet, da gesäit een, datt dat Dépensë vu 16,9 Millioune waren. Dat sinn net eis Zuelen, dat sinn der Regierung hir Zuelen.

Haut sinn déi Dépensen net méi bei 16,9, mä bei 17,9 Milliounen Euro. An Ären eegene Previsioune maacht Der innerhalb vun dräi Joer eng Milliard méi Dépensen. D'ëffentlech Ausgabe klammen erëm méi schnell wéi virdrun, plus 5,9% en termes nominaux. An ech zitéieren hei och nach eng Kéier den CNFP, just all Kéiers, fir Iech ze soen, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi dat soen, net déi Eenzeg sinn, déi esou denken: «Comparé à 2016, il s'agit d'une nouvelle accélération des dépenses et ce malgré l'effet supposé des mesures de consolidation du Zukunftspak.»

Wat an eisen Aen am Fong onverständlech an inakzeptabel ass, dat ass, datt d'Gesetz vum 12. Juli 2014 net respektéiert gëtt, well d'Gesetz vun 2014 gesäit u sech vir, datt ee muss de Montant maximum vun den Dépensë vun der Administration centrale am Pluriannuel fixéieren. Or, d'Regierung fixéiert en net! Hätt se e fixéiert, esou wéi d'Gesetz et virgesäit an esou wéi déi europäesch Regelen et virgesinn, da wär et esou, datt se u sech deene Regelen, deene se sech hätt missen ënnerleeën, sech net ënnerleeën huet, datt se sech hätt misse konformëieren op där enger Säit oder justifiéieren op där anerer Säit.

Och hei nach eng Kéier de Conseil national des finances publiques, dee seet: «Il est toutefois à noter que les montants des dépenses de l'administration centrale des années 2017-2019 de la loi de financement 2016-2020 dépassent substantiellement les montants retenus» vun deemselwechte Gesetz «2015-2019 pour les mêmes années.»

Hätt d'Regierung hiren eege gesate legale Kader selwer respektéiert, andeem se déi obligatoresch Norm do fixéiert hätt, da géif se derniewentleie bei der Norm selwer. Liest Säit 44 vun der Caisse, vun der...

(Interruption)

Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, dat ass awer nëmmen de Fall, wann ee säin OMT net anhält. A mir halen deen an.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer elo déi allerbescht Remarque, déi Der gemaach hutt!

(Hilarité)

Éischtens ass et falsch, well et sinn zwou separat Konditiounen. An zweetens ass et och nach esou, datt Der just den OMT anhaalt, well Der e vun 0,5% op minus 0,5% ëmgeännert hutt.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt e matgestëmmt an der Kommissioun.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat kënnt Der noliesen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn am Fong erwaart, datt Der dat do géift soen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, mä dat kënnt Der awer noliesen. Firwat hutt Der en da matgestëmmt?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn am Fong erwaart, datt Der déi do Remarque géift maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Firwat hutt Der e matgestëmmt?

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou. Wann ech gelift! D'Bemierkung ass gemaach. Als Eenzegen huet den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn deen Amendement matgestëmmt. Mir hunn deen Amendement do matgestëmmt, well Dir en technesche Feeler gemaach hat an deem Gesetz do, wou Der u sech déi Spann vun de Joren net uginn hat a wou Der déi rectifiéiert hutt vu véier op fënnef Joer erop, wat einfach eng richteg technesch Richtegsetzung vun deem Amendement do war. Deen hu mer matgestëmmt, an Dir hutt Iech domat bei engem Element a Conformitéit gesat vun dem Gesetz vun 2014. Dee minus 0,5% hätt Der scho laang virdrun drastoen, wa mer konstruktiv matschaffen, Här Berger, an de Kommissiounen. Wat mer jo heiansdo probéieren: konstruktiv matzeschaffen!

An da kréie mer deen do Typ vu Reaktiounen! An da kréie mer deen do Typ vu Reaktiounen! Ech mengen, dat ass nu wierklech dat, wann Der eis sot, mir hätten eng, Dir géift erwaarden eng uerdentlech Aarbecht, eng uerdentlech konstruktiv Aarbecht ze hunn, an Dir fänkt esou un ze reagéieren, wa mer konstruktiv wëlle matschaffen, da kann ech Iech soen, da braucht Der net méi op déi konstruktiv Aarbecht ze zielen, wann dat do Är Aart a Weis vu Reaktiounen ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et protestations)

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech hu just preziséiert, datt d'Oppositioun deen Amendement vu minus 0,5% matgestëmmt huet. Dat ass einfach eng Realitéit.

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann Der schonn emol derbäi sidd bei de Regelen, da wëll ech Iech just soen, ech hat dat elo net um Programm, mä wann ee kuckt d'Gesetz vum 12. Juli 2014, do ginn zwielef Regele gesat, formal Regelen, déi am Fong d'Regierung misst anhalen. Wann een déi Regele kuckt, an dat steet op der Säit 19 vun de Finances publiques hirem Rapport, da stellt ee just fest, datt vun deene Regelen d'Regierung zu fënnef konform ass, véier net konform an dräi just partiellement konform. Dat heescht, vun zwielef Regelen hält dës Regierung formal gesinn der just fënnef an. Liest op der Säit 19 vun dem Avis vum Conseil national des finances publiques! Am Fong misst dës Chamber inklusiv d'Majoritéit vun der Regierung verlaangen, datt se sech och formell un hir eege Gesetzer géif halen!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Chambre de Commerce deelt d'ailleurs dës Meenung, wëll ech och nach soen. An an der Ausgabenanalys stellt se fest fir 2016 an 2017, datt mer hei mat engem totale Relâchement vun den Effort-budgétairen ze dinn hunn, deen net mat Ausgaben, déi sech ëm Investissementer handelen, ze dinn huet, soss wär et nach verständlech, mä mat enger ganzer Rei aneren Ausgaben, déi gemaach ginn. A se stellt fest, och par rapport zu deem, wat 2014 virgesi war, datt mer dëst Joer 100 Millioune méi ausgi wéi 2014 virgesi fir d'Consommation intermédiaire, dat heescht, fir déi kurant Ausgaben, an 100 Milliounen Euro manner fir d'Investitiounen, wéi dat virgesi war.

An d'Konklusioun vun der Banque centrale doraus, datt mer domat eng total Vulnerabilitéit vun der Soutenabilitéit vun den ëffentleche Finanze schafen. An d'Banque centrale freet no enger Norm vun den Dépensen. An ech mengen, datt et duerchaus sënnvoll wär, déi Diskussioun - déi Norm hate mer viru 15 Joer, hu mer sengerzäit ofgeschaaft -, fir erëm ze iwwerleeë gemeinsam, ob et net sënnvoll wär, esou eng Norm anzeféieren.

Siwent Ausso, zu där ech wéilt kommen...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wëllt Dir eppes soen? Wann ech gelift! Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President.

Déi siwent Ausso, zu där ech wollt kommen: „Mir hunn zolidd Statsfinanzen." Mir hunn zolidd Statsfinanzen! Fir d'CSV heescht zolidd Statsfinanzen net nëmmen, e kuerzfristegen Équiliber ze erreechen, deen ass zwar hei net erreecht, mä och nach sech erlaben, fir Virbereedungsaarbecht ze maachen, datt, wann eng Kris kënnt, mer och d'Méiglechkeet hunn, déi Kris ze bestoen an op esou eng Kris ze reagéieren.

D'Politik, déi an dësem Budget gemaach gëtt, eng Steierreform an där doter Héicht, zousätzlech Ausgaben, gëtt eis keng Marge de manœuvre, wann an deenen nächste Jore géif eng Kris kommen. Hei gëtt fir déi nächst 40 Joer op e Wuesstum vu 4% bis 5% gerechent a fir de Rescht ginn emol d'Aen zougedréckt an et gëtt gehofft, dat géif och esou an der Realitéit kommen. A wann ee kuckt, wat ronderëm lass ass, da gesäit een, datt déi Geforen awer grouss sinn.

Den Här Gramegna huet eis de Moien all déi positiv Punkte beschriwwen. An ech wëll och soen: Jo, där ginn et der och, selbstverständlech! Mä ech wëll awer och derbäisoen, datt a mengen Aen, wann ee seriö Politik wëllt maachen, een och muss virgesinn, datt och emol eng Kéier eng Zäit an eng Situatioun ka kommen, wou net alles positiv ass, mä wou d'Saachen och eng Kéier anescht lafen, wéi een hofft, datt se géife lafen. Och der puer hei opgezielt.

Dat ass déi Onsécherheet vun de Pëtrolspräisser. Se sinn déif, se si schonn eng Zäit déif. Ech gesinn awer och déi Négociatiounen, déi amgaange sinn, ënner verschiddene Länner ze lafen, déi elo net zu engem Succès gefouert hunn. Mä ech mengen, datt déi Diskussiounen awer an den nächste Joren emol kënne weidergoen. An ech weess net, wéi d'Diskussiounen ausginn.

Den Här Gramegna huet iwwert déi grouss Chancë vun dem Brexit de Moie geschwat.

Hoffentlech - hoffentlech - ass dat esou! Ech gesinn awer och an där ganzer Brexit-Politik, an där Onsécherheet, déi eis déi nächst zwee, dräi Joer wäert elo hei begleeden, eng ganz Rei Risken, deenen een awer och muss Rechnung droen. Ech gesinn, wat a Griichenland lass ass, wou elo erëm duerch déi sougenannte Chrëschtkaddoen, déi gemaach ginn, eng ganz nei Diskussioun déclenchéiert ginn ass. Ech gesinn, wat mat de Budgeten an Italien - ganz vill Insécuritéit -, Portugal, Spuenien, Frankräich momentan lass ass. Ech gesinn och, wat an den Ekonomië vun de Schwellelänner Indien, China, Brasilien lass ass. Et gesinn och d'Evolutioun, déi déi ass vun eisen Haapthandelspartneren. Ech gesinn och déi Diskussiounen, déi ronderëm en neie President Trump, seng Défense- oder seng Wirtschaftspolitik an deenen nächste Joren entstinn, an déi eventuell Demanden, déi op eis zoukommen, fir eis Défensepolitik anescht ze gestalten.

Ech gesinn d'Influenz vun de BEPS-Négociatiounen, wou ech net weess, a wat fir eng Richtung se ginn. Ech gesinn déi grouss Influenzen, déi déi Krisen am Mëttleren Oste mat deene ganze Flüchtlingsdebatte kënnen op eis hunn an deenen nächste Joren. Ech gesinn, wat déi Relatiounen tëschent Russland an der Ukrain als potenziell Gefor, notamment op eis Energieversuergung, kënnen hunn.

Ech weess net, wat den Terrorismus an deenen nächste Méint a Joren als Onsécherheet op eis Ekonomie zoubréngt. Ech weess och net, wéi mer mat deenen Diskussiounen iwwer eng hypothetesch Bulle financière, Bulle vum Marché immobilier hei zu Lëtzebuerg eens ginn. Ech weess net, wéi mer dat alles esou géréiert kréien, datt mer kënne sécher sinn, datt déi Croissance an deenen nächste Joren esou weidergeet.

An da gëtt gesot, et gëtt eis ëmmer virgehalen, an dat nervt, soen ech Iech, richteg, da gëtt eis ëmmer virgehalen, well mer op déi Problemer, op déi Suergen do opmierksam maachen: „Dir spillt mat der Angscht vun de Bierger a vun de Leit!"

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Et soll een net de Leit Angscht maachen, mä et muss een Optimismus vertrieden." Ech soen Iech, et muss een an der Politik och bereet sinn, d'Realitéit, ob et déi positiv oder déi negativ ass, et muss ee bereet sinn, och der Realitéit kënnen an d'Aen ze kucken. An et soll een de Leit kee Sand an d'Ae streeën an et soll ee sech an der Politik, wann ee se da virsiichteg mécht, genügend Marge de manœuvre ginn, wann eng Kris géif kommen, datt mer och kënnen uerdentlech dorop reagéieren. Dat net maachen ass eng absolutt onvirsiichteg Politik, déi mer net deelen.

A wann ech erënneren un déi Diskussiounen, déi mer an de Joren 2000 haten, Dir kënnt Iech nach vläicht dorun erënneren, déi Diskussioun iwwer „en Apel fir den Duuscht", an äänlech Ausdréck, huet dat jo geheescht. Ëm wat ass et do gaangen?

(Interruption et brouhaha)

Wéi och ëmmer! Ech hu se elo hei resüméiert mat „en Apel fir den Duuscht".

(Hilarité et interruptions)

Wou gekämpft ginn ass Joren, fir d'Plus-valuen, déi mer haten, all Joers an d'Fonds-d'investissementen erafléissen ze loossen, well dat eis da géif erlaben, wann eng Kris géif kommen, eis Investissementer och weiderzeféieren. Dat ass da jo och dat, wat geschitt ass. Déi Investissementer oder dat Opstocke vun deenen Investissementsfongen, déi a laange Jore gemaach gi sinn, hunn eis d'Méiglechkeet ginn, fir an deene Krisenzäiten eng Kontinuitéit vun eiser Politik ze maachen, fir an den Investitioune weiderzefueren an ze garantéieren, datt mer duerch grouss ëffentlech Investitiounen et géife fäerdegbréngen, fir eis Ekonomie, eisen Tissu économique um Lafen ze halen.

D'Politik, déi mer misste weiderféieren, ass also a mengen Aen net eng Ausgabepolitik, déi den Defizit an d'Luucht setzt, d'Reaktiounsfäegkeet erofsetzt a just nach d'Daumen halen, datt näischt schifgeet an deenen nächste Joren, mä et ass eng Politik, wou ee misst virsiichteg kucken, datt ee sech d'Méiglechkeete schaaft, Reaktiounsméiglechkeeten ze kréien.

D'Banque centrale huet och d'ailleurs eng Risikoanalys gemaach. A fir mech ass dat Resultat vun där Risikoanalys schockant! Ech stelle just fest, datt de Moien de Finanzminister mat der Risikoanalys vun engem neie Gremium kënnt, deen ech net kennen, deen dann elo Lëtzebuerg den AAA confirméiert a seet, et wär iwwerhaapt kee Risiko do.

Ech soe just, ech vertrauen der Banque centrale, déi kennen ech an déi huet eng laang Analys gemaach vun deem, wat d'Risikoe sinn, stellt fest, datt e klenge finanzielle Schock, wäit méi e klenge wéi déi Finanzkris, déi mer 2007 an 2008 kannt hunn, e Schock vun 3,6%, minus 3,6% vum PIB schonn eis géif an en Defizit, ganz staarken Defizit erafféieren, deen eis ganz grouss Schwieregkeete fir d'Zukunft géif stellen.

Och de Conseil d'État an de Conseil national des finances publiques, déi soe genau datselwecht a soen, datt eng Marge de manœuvre noutwendeg ass, datt mer keng Reserven hunn an datt mer e jäerlechen Defizit domat bauen, dee mer net finanzéiert kréien, datt mer och an den Investissementsfongen, déi duerch d'Kris eidel sinn an déi mer missten elo amgaange sinn, wou et eis besser geet, erëm opzefëllen, fir kënnen eng nächst Kris besser ze bewältegen, datt mer dat och net maachen, au contraire, d'Zuele weisen, datt mer an de Joren 2016 bis 2020 och nach an deenen Investitiounsfongen ëm 8,2% erofginn. An do ass et wierklech Zäit, fir Alarm ze schloen!

A mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat soen. Och eng Chambre de Commerce seet hei ganz kloer, an ech zitéieren: « (…) la Chambre de Commerce considère que la situation financière de certains fonds d'investissements est critique» - est critique! - «et se pose la question de l'évolution à moyen terme de la politique d'investissements de l'État, d'autant que les déficits chroniques enregistrés au niveau de l'État central risquent également de contrarier la collecte des ressources financières nécessaires à la modernisation (…).» Och dat war an de leschte Joren, wéi mer Kris haten, eise staarke Punkt. Mir kucken: Déi Stäerkt, déi mer do haten, baue mer net erëm frësch op an exposéieren eis deem, wat eventuell an Zukunft ka geschéien, exposéieren eis all deene Geforen.

Fir d'CSV ass kloer, an ech drécken et elo technesch aus, fir d'CSV ass kloer, eng prozyklesch Evolutioun vun de Liquiditéite vun de Fongen hélt dem Stat nach méi finanziell Capacitéiten ewech, déi en onbedéngt géif brauchen, wann d'Kris kënnt. A wann ech dat op Lëtzebuergesch ausdrécken, dat heescht: „Wann et der gutt geet, solls de eppes op d'Säit setzen, datt s de eppes hues, wann et der schlecht geet."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass déi lëtzebuergesch Iwwersetzung. Dat mécht d'Regierung net. An dat ass an eisen Aen e politeschen an e wirtschaftleche Feeler. Dat ass keng nohalteg Politik! Hei gëtt d'Zukunft net virbereet!

Une voix.- Dat hu mer ëmmer gemaach!

Une autre voix.- Jo, jo, ma sécher!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Aacht Ausso.

(Interruptions)

Aacht Ausso: „Mir hu gréng Luucht vun der Kommissioun,...

(Interruptions)

...mir hu gréng Luucht vun der Kommissioun a vum Fonds monétaire, vum FMI, a mir entspriechen allen europäesche Regelen."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, Dir hutt gréng Luucht vun der Kommissioun. Awer wéi ech et scho virdru gesot hunn, gréng Luucht vun der Kommissioun, well den Objectif à moyen terme, vum Regierungsprogramm plus 0,5% gesat, vun der Kommissioun nach op minus 0,5% erofgesat gëtt. Dëse Changement gëtt justifiéiert mat enger Etüd vum Ageing Report, déi 2012 gemaach ginn ass, do op eng Zukunftsperspektiv vu 700.000 bis 750.000 Leit gewisen huet. Dräi Joer duerno sinn et keng 700.000 bis 750.000 Leit, déi als Zukunftsprognos doleien, mä et sinn der elo bal 1,2 Milliounen Awunner. Dat erlaabt dann, wesentlech méi Suen auszeginn, well och wesentlech méi Cotisatiounen, méi Steieren erakommen.

Erlaabt mir awer just ze froen: Wou kënnt deen Ënnerscheed do hier? Wou kann een an de Prognosen innerhalb vun dräi Joer vu 750.000 als Prognos op 1,2 Milliounen einfach eropklammen, ouni am Fong iergendwellech Explikatioun? Dat muss nach ee mer erklären! Elo sot Der, Dir waart et net, dat war Bréissel. Et sinn awer Zuelen, déi vu Lëtzebuerg ausgaange sinn, déi benotzt gi sinn, fir déi Rechnung ze maachen. An déi Propos vu minus 0,5%, déi do erauskomm ass, déi hätt Der jo och net missen unhuelen, wann Der déi Zuelen net mat unhuelt. Wann Der sot, „dat sinn net eis Zuelen", dann hätt Der jo déi minus 0,5% net missen huelen, well dat ass keng Obligatioun vun der Lëtzebuerger Regierung, deen do Objectif à moyen terme, just de Minimum unzehuelen. Dir hätt Iech jo kënnen en anert Zil setzen. An et sinn eng ganz Rei Länner, déi et gemaach hunn.

A fir d'CSV ass et ganz kloer, datt de Minimum muss sinn, e positivt Zil vu plus 0,25% um Minimum, fir och kënnen d'Zukunft ze assuréieren. Op jidde Fall ass et esou, datt nëmme well d'Zilsetzung erofgesat ginn ass, dës Steierreform méiglech ass, well mer 2017 an 2018 soss ënnert dem Objectif à moyen terme vu plus 0,5% gewiescht wären.

An ech soen dat net eleng! Ech soen dat net eleng. Och all Lëtzebuerger Institutiounen, déi de Budget analyséieren, soen am Fong genau datselwecht, ob dat d'Banque centrale, ob dat den CNFP, ob dat d'Cour des comptes oder ob dat d'Chambre de Commerce ass. Als Beispill: «Le CNFP regrette que le Gouvernement s'aligne sur le minimum requis par les dispositions européennes, alors que la fixation d'un OMT plus ambitieux aurait pu être envisagée.»

Sechs Länner hunn et d'ailleurs gemaach an der Europäescher Unioun! Sechs Länner hunn et gemaach. Elo sot Dir natierlech: „Mir hunn dat esou op de Minimum gesat, fir sécher ze sinn, datt mer net bestrooft ginn, wa mer et net eng Kéier géifen erreechen." Mä wann Der dat als Argument hutt, dann hätt ech awer am Fong gemengt, datt Der och zumindest Iech national kéint en Objektiv setzen, deen awer liicht méi ambitiéis wär. Mä och dat hutt Der net gemaach. An eisen Aen huet domat d'Regierung all budgetspolitesch Ambitiounen opginn a se sicht just nach d'Moyene fir d'Justifikatioun vun hirer Verdeelungspolitik.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Banque centrale huet d'ailleurs deen Zeenario nogekuckt an duerchgerechent, deen op déi minus 0,5% do féiert. An d'Banque centrale seet an aller Däitlechkeet, datt déi Hypotheesen, déi do sinn, extrem optimistesch sinn. Si huet d'ailleurs en eegenen Zeenario gerechent, dee se selwer als wesentlech méi realistesch, net pessimistesch, wesentlech méi realistesch aschätzt. An do sinn d'Konsequenze ganz kloer. Et hätt ee missen, seet d'Banque centrale, dat Objektiv vu plus 0,5% bäibehalen, dat Objektiv hätt dës Politik net méiglech gemaach, esou wéi se elo gemaach gëtt. An et hätt een och missen derbäi de Pensiounsproblem direkt zousätzlech upaken.

Eis Konklusioun: Et ass e Feeler, fir den OMT op minus 0,5% erofzesetzen. Mir hätte proposéiert, mindestens plus 0,25% vum PIB. Dann hätt een déi Ausgabepolitik, déi elo gemaach ginn ass, mat där Steierreform an deem do Mooss do net kënnen, net däerfe maachen. Et hätt een aner Problemer wéi d'Pensiounsreform direkt missen an Ugréff huelen.

Mir proposéieren eng aner Politik. Déi ass an eisen Ae méi realistesch, déi setzt d'Zukunft net op d'Spill an déi engagéiert sech, dat, wat se ausgëtt, dat, wat se versprécht, och laangfristeg kënnen ze finanzéieren. Dat ass mat dëser Politik net dran!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Regierung seet: „Den FMI gëtt eis recht, mir kënnen eis dës Steierpolitik erlaben." An den Här Gramegna zitéiert mat Stolz de Saz vum FMI, wou dee seet, datt déi Politik „broadly appropriate" wier, globalement appropriée.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- „Broadly", jo, dat kann een esou oder anescht gesinn. Just wann een den nächste Saz liest beim FMI, da gesäit een, wat et heescht. Den nächste Saz, ech liesen e vir: „Staff argued for limiting the tax cuts to less than ½ percent of GDP (…)." Dat heescht, direkt nodeem datt se soen, si ass „appropriate", well Der net ënner minus 30% vum Defizit kommt, gëtt gesot, si hätten awer gär gehat, wann Der net op 1% vun Ausgabe komm wäert, mä wann Der nëmmen op en hallwe Prozent vun den Augabe komm wäert. Dat heescht, si hätte gär am léifste gehat, datt Der nëmmen d'Halschent vum Volume als Steiererliichterung gemaach hätt.

Ech liesen et weider: „These measures", dat heescht d'Steierreform, „would reduce total fiscal revenue by up to 1 percent of GDP, fully using up the projected fiscal surpluses over the medium term."

Wann een dat liest, wat heescht dat? Éischtens, den FMI seet also net, déi Steierreform wär duerchaus ouni Problem finanziell machbar, mä seet, si hätten Iech virgeschloen, nëmmen d'Halschent vum Volume ze maachen, dat heescht 300 Milliounen Euro, esou wéi d'Banque centrale, esou wéi mir et virgeschloen hunn. Se seet, si kascht 1% vum PIB, also wesentlech méi, wéi Dir an Ären Ugabe gesot hutt, a se seet och nach, wann Der dat do maacht, da wär all Marge de manœuvre fort, déi Der hutt fir déi nächst Joren. - Wann een déi Sätz hannendru liest, dann ass kloer, wat den FMI domadder mengt, a mir deelen déi Konklusiounen.

Mir stellen d'ailleurs och fest, datt all Lëtzebuerger Institutiounen datselwecht soen an eng ganz grouss Skepsis zu deem, wat hei gemaach gëtt, zum Ausdrock bréngen. Dat ass awer fir d'Regierung net schlëmm. Wa sämtlech Institutiounen dat soen, da stelle mer emol einfach d'Recht vun deenen Institutiounen a Fro, Analysen ze maachen! Ech liesen am „Quotidien" vum 12. Dezember 2016 iwwert den Här Kersch: «Les avis de la Banque centrale…», dat ass elo d'Zitatioun vum „Quotidien", «Les avis de la BCL ou du Conseil national des finances publiques ne semblent pas plaire au ministre:» - an da kënnt d'Zitat wuertwiertlech vum Minister - «Ces institutions, qui ont certes leur raison d'être,» - Merci! - «n'ont pas de mandats démocratiques» - très bien -, «mais se croient mandatées pour critiquer le Gouvernement.»

(Hilarité et brouhaha)

Ech fannen dat am Fong e staarkt Stéck vum Här Kersch..

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat kenne mer jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei si grad déi Institutiounen, déi Organismen, déi nom europäeschen an nom Lëtzebuerger Recht indépendant solle sinn, fir hir Meenung ze soen, ënner anerem iwwert déi finanziell Situatioun vum Land. Gefält dat dann net, da gëtt dat emol a Fro gestallt. Keen däerf eppes aneres soen. An ech soen Iech: Wou si mer dann hei, wa mer elo schonn einfach ufänken, dat a Fro ze stellen, wat indépendant Institutioune soen?!

Et ass wéi wann Der eng Bluttanalys bei den Dokter maache gitt an da gefält d'Resultat Iech net an da sot Der: Den Dokter an de Labo, déi sinn awer net kompetent, fir esou eng Bluttanalys ze maachen! An da frot Der Iech: Firwat hunn déi iwwerhaapt eng Bluttanalys gemaach?, anstatt ze kucken, wat dann d'Resultat an Är Krankheet ass an dorops ze reagéieren. Anstatt op d'Konklusioun vun de Resultater anzegoen, fir d'Éischt emol op den Dokter schéissen an en da kritiséieren!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir wäre frou, wa méi op déi indépendant Organismen an Institutioune gelauschtert géif ginn, wann hir Aarbecht net einfach esou a Fro gestallt géif ginn. Also, et muss een net ëmmer mat hinnen d'accord sinn, mä wann een net mat hinnen d'accord ass, da muss een argumentéieren, firwat een enger anerer Meenung ass, a keng esou Argumentatioun féieren, wéi hei gefouert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Néngt Ausso: „Mir hunn et fäerdegbruecht, den Triple-A ze halen." Dat ass jo schéin! Mä ech soen Iech awer och, Här Finanzminister, a mengen Aen ass dat e Minimum, wann een e Wuesstum vu 4% bis 5% huet. De Finanzminister seet, et wäre vill Länner, déi den Triple-A verluer hunn. Mä wann Der emol kuckt, wéini déi Länner den Triple-A verluer hunn, da stelle mer fest, datt dat a Fro gestallt ginn ass tëschent 2007 an 2012. Wann ech dann e puer Zuelen huelen, déi hu 45-mol an där Period d'Länner no ënne klasséiert an hunn d'Länner vun 8, déi en Triple-A haten, op 4 reduzéiert wärend där doter Period, dat heescht wärend der Krisenzäit. An ech soen, datt den Här Frieden et fäerdegbruecht huet, wärend der Krisenzäit deen Triple-A ze halen, dat ass de grousse Meritt! Datt Dir et fäerdegbréngt wärend enger Croissance...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...vu 4% bis 5%, et wär dach de Combel, wann Der en elo géift verléieren!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat war e wonnerbare Mann.

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Zéngt Ausso: „De Budget gëtt e kompletten Iwwerbléck iwwert d'Recetten an iwwert d'Dépensë vum Stat." Sou misst et sinn, haaptsächlech am Pluriannuel. Mä ass et esou? E puer Beispiller. Wéi ass et mat deene supplementare Fraisefongen, déi mer mussen hunn notamment zum Beispill fir d'Pist vum Fluchhafen, déi monsterhaft méi deier ginn ass, wat ech net kritiséieren, wat ech just feststellen, mä wat ech net am Budget erëmfannen? Mä vläicht hunn ech de Budget

net uerdentlech gelies, mä ech fanne se am Pluriannuel momentan net erëm.

Wéi ass et mat deem leidege Sujet vun der Rekapitalisatioun vun der Banque centrale, déi säit Jore versprach gëtt an net gemaach gëtt? Wéi ass et mat eventuelle Reserven, déi mer jo kéinte brauchen, wa Betriber a Schwieregkeet kommen, wa mer missten d'Kapitalerhéijunge maachen? Wou sinn déi Reserven? Wou si se uginn? Wou fanne mer déi Suen zréck? Wéi ass et d'ailleurs, mä dat wëll ech net méi uschwätzen, mam richtege Coût vun der Steierreform fir déi nächst Joren? Mä do weess ech Är Äntwert, duerfir stellen ech déi Fro elo net méi.

Eeleft Ausso, déi ech wëll maachen, oder eeleft Ausso, déi Dir gemaach hutt: „Mir änneren d'Struktur vum Budget, well mer wëlle méi eng laangfristeg Visibilitéit hunn a well mer wëllen eng LOLF, eng «loi d'organisation financière» (veuillez lire: loi organique relative aux lois de finances) hunn, déi u sech d'Budgetszilsetzungen definéiert an och d'Effizienz kontrolléiert."

Am Ufank vun der Legislaturperiod ass McKinsey agestallt ginn, mat groussem Pomp agestallt ginn, fir déi Aarbechten do ze maachen. An ech wëll emol iwwerhaapt net méi wëssen an ech froen emol iwwerhaapt net méi, wou mer dru sinn, well mer an där doten Diskussioun néierens sinn. Ech mengen, de Kopernikus, deen ass nach net do laanschtkomm, d'Äerd ass immobill an d'Sonn dréit sech nach ëmmer an deem do Sujet ronderëm d'Äerd.

(Interruptions)

Zwieleft Ausso, et gëtt eis gesot: „An deem Budget hei setze mer d'Landesplanung ëm, den Zukunftsdësch, mir setzen den Här Rifkin ëm." Ech wollt am Fong net vill iwwert den Här Rifkin schwätzen, mä en ass och vum Rapporteur ugeschwat ginn, dofir awer just e puer Wierder trotzdeem driwwer, well mer hei awer an enger onméiglecher Diskussioun sinn. Elo gëtt eis säit engem Joer gesot: „All déi Wuesstumskompetitivitéitsrichtlinnen, Produktivitéitsfroen, déi léist eis elo dem Här Rifkin seng Etüd. Wann déi op den Dësch geluecht gëtt, da gesi mer alleguer méi kloer."

Ech fannen et och normal, datt een als Politik heiansdo dohigeet an auslännesch Experte chargéiert, fir Analysen ze maachen. Dat fannen ech richteg. Ech gesinn heiansdo, wann ech da gesinn, wéi dat alles do als Bibel considéréiert gëtt, „Welcome to the Journey", „The Start of a new Era", „Be part of The Third Industrial Revolution" an alles dat, wat mer dann do zerwéiert kritt hunn op deem groussen Event, wat organiséiert ginn ass, dat léisst mech schonn emol eng gewëssen Distanz huelen a mech emol a Rou dohinnersetzen, fir déi 400 Säiten ze liesen. Ech hu mech bis elo nach net dozou expriméiert, well ech se emol eng Kéier wollt liesen, éier ech eppes doriwwer soen.

Do ass eng...

(Interruption)

...Beschreiwung vu Megatrends amgaangen, géint déi ech am Fong och näischt hunn. Et gëtt an dem Energieberäich gesot, mir misste méi energieeffizient sinn, elektresche Mobilitéitsmaart. Gobal Mobilitéit gëtt gesot: „shared mobility", emissiounsfräien Transport, Télétravail, nohalteg Transportinitiativen. Okay. Am Bauen: Kreeslafwirtschaft, Null-Energie-Päss an esou weider. An de Finanzen: „digital economy", FinTech, Internet of Things. Mir schwätze vun „circular economy", „shared economy", „smart economy". Alles okay. Just näischt Neies an där ganzer Reform hei. Dat gëtt an d'Renten zesummegepaakt an da gëtt gesot: Elo ass dat d'Bibel, elo musse mer dat maachen!

Wat sinn eis Kritikpunkten dodrun? An ech wëll déi awer och eng Kéier ubréngen.

Ech wëll just froen: Wat heescht dat do finanziell? Wéi organiséiert een dat? Ech kréien da gesot: „Mir fanne Rifkin-Landesplanung an deem Budget hei erëm." Da sot mir emol! Den Här Rifkin ass gefrot ginn: „Jo, wou huelt Der dann déi Suen hier, fir all déi Projeten ze maachen?" D'Äntwert war: „Mä déi sinn do! Dir braucht se just vun existente Projeten erofzehuelen, wat al Projete sinn, an Dir setzt se op déi nei Projete vun der «Third Industrial Revolution», an dann ass kee Problem. Just let's do it!"

Plusieurs voix.- Yes!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll also wëssen: Wat fir eng Projete ginn dann elo net gemaach? Wat fir eng Projete ginn dann elo net gemaach? Wou sinn an deem Programm hei, deen d'Regierung mécht, déi Projeten, déi mer elo op d'Säit setzen, fir Finanzen ze degagéiere fir déi nei Projeten, déi mer musse maachen?

Ech wëll just wëssen: Wéi geet dat dann elo? An ech erwaarden awer och vun esou enger Etüd, déi mat esou vill Pomp presentéiert do gëtt, datt se awer op déi do Froen, wat déi richteg politesch Froe sinn, Äntwerte gëtt. Hei gëtt eng Beschreiwung gemaach vun deem, wat a 40 Joer lass ass, ouni awer ze soen, wat dann elo déi Schrëtt sinn, wéi dat finanzéiert gëtt, wéi mer an deenen nächste Joren dohinner kommen.

En anert Beispill: Et gëtt emol gesot,...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Wéi vill kascht et?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...2025 däerfen an dësem Land nëmme méi elektresch Autoen enregistréiert ginn. Ech fannen dat jo ganz gutt. Ech fannen dat jo ganz gutt. 2025, Punkt. Wéi soll dat da goen? Wéi soll dat da goen? Wéi soll et goen?

Eng aner Geschicht: Et gëtt gesot, datt mer den „modal split" wëllen, iwwert dee mer jo vill schwätzen. Mir sinn haut bei 14,5% ëffentlechen Transport. Mir hu Mobilitéitskonzepter entwéckelt, do komme mer mat ganz vill Méi, wa mer d'Capacitéit vum ëffentlechen Transport verduebelen - verduebelen! -, mat allem, wat dat heescht, komme mer bei 700.000 bis 750.000 Leit op 20%. Da gëtt eis gesot, 2050 40% ëffentlechen Transport. Bei enger Populatioun vun 1,2 Milliounen oder 1,1 Milliounen. Wéi maache mer dat? Wéi wëllt Der et finanzéieren? Wéi wëllt Der et maachen? Wéi soll dat ausgesinn? Et gëtt emol einfach gesot, 40%. 40%!

Ech wëll awer do wierklech soen, wann een esou Saachen op den Dësch setzt, da muss een awer och e Minimum wëssen, wéi ee se wëllt realiséieren. A wann Der dat do wëllt realiséieren, da muss een awer och inhaltlech soen, finanziell, wat heescht dat a wéi gi mer elo dohinner. Ech fannen och weder am Här Rifkin eppes nach am Budget iergendeppes esou do erëm. An ech sinn elo gespaant op déi Diskussiounen, déi kommen, wou mer par ailleurs net invitéiert sinn, mä dat ass jo dann egal.

Eng Rei aner Kriticken, dat ass: Wéi ass et mat dem ganze soziale Suivi dovunner? Do steet och näischt dran. An zum Schluss wëll ech awer nach soen, do musst Der mer awer nach erklären, wa mer vun deene Wuesstumsprognose schwätzen, ech liesen déi minus 0,5%, déi gi justifiéiert mat enger Croissance vun 10.000 bis 12.000 Leit, déi all Joers erakommen. Déi nächst 40 Joer si mer op 1,1 Milliounen. Dat ass dat, wat d'Regierung am Fong als finanzielle Volume elo mat de minus 0,5% als Perspektiv dohinnersetzt.

Da ginn ech op déi Reunioun, déi den Här Bausch organiséiert, ech weess net, wéi en et nennt, den Zukunftsdësch oder déi Landesplanungsdiskussioun; ganz interessant, seet den Här Bausch. Mä dat musse mer limitéieren op 6.000 Leit, déi d'Joer zousätzlech bäikommen. 12.000 packe mer net. 6.000 ass eng Limitatioun.

Okay, da gi mer zréck bei den Här Rifkin. Liesen ech deen, da steet do dran: Ma dat, wat mer hei alles proposéieren, dat si 24.000 Aarbechtsplazen d'Joer méi. Elo muss awer ee mer soen, et muss awer ee mer soen, wat dann elo hei geplangt ass, wat d'Regierung wëllt! 6.000, wéi den Här Bausch seet, 12.000, wéi den Här Gramegna seet, oder, wéi den Här Rifkin respektiv den Här Schneider soen, 24.000? Iergendzwousch musse mer awer wëssen, wat fir eng Gesellschaft mer wëllen, wou mer higinn a wéi dat soll an deenen nächste Joren ausgesinn. Alles dat gesäit enorm konfus aus an an deem ganzen Ëmfelt, an deem ganze Kontext, wou mer hei sinn, hunn ech d'Impressioun, datt mer eng Regierung hunn, déi net weess, wéi se de Wuesstum soll begleeden, wou se soll higoen a wéi se dat soll maachen.

An dann zum Schluss, an dann halen ech op, nach eng Kéier ganz kuerz déi véier Iwwerleeungen, wou mer e groussen Désaccord mat der Regierung hunn.

Éischtens: Eist Objektiv ass anescht. Mir si fundamental iwwerzeegt, datt en negativt finanziellt Objektiv vu minus 0,5%, dat heescht wat wesentlech méi Defizit am Zentralstat méiglech mécht, e politesche Feeler ass. Mir verschreiwen eis hei engem demografesche Wuesstumsobjektiv, wat mer net packen a wat mer och net wëllen.

Zweeten Ënnerscheed: Wann ee sech deem Wuesstumsobjektiv verschreift, da muss een dat och budgetär erëmfannen an et muss een déi Dépense-courantë manner héich maachen an nach méi Investissementer virgesinn - wann ee sech deem Wuesstumsobjektiv verschreift. Wann een dat net mécht - wann een dat net mécht -, da muss een d'finanziell Objektiver eropsetzen, et muss een d'Pensiounsreform zum Beispill direkt ugoen.

Drëtte Punkt, deen eis ënnerscheet: „Mir kënnen eis déi Politik leeschten." Groussen Titel vum Budgetsrapporteur am „Lëtzebuerger Wort", bal nach méi grouss wéi seng Foto am „Wort". „Mir kënnen eis déi Politik leeschten."

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Dat ass schwéier ze maachen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sidd nawell grouss, Här Haagen.

(Brouhaha général et hilarité)

„Mir kënnen eis déi Politik leeschten", seet den Här Haagen, seet d'Regierung. Mir mengen, datt dat e Mäerchen ass. Mir kënnen eis dës Politik net leeschten!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Den aarmen Här Kersch! Wat soll deen nëmme maachen?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mat kengem Zeenario kënne mer eis se leeschten. Mir hunn eng Rei Alternative proposéiert an der Steierreform, Alternative bei der Gemengefinanzéierung, Grondsteier, Impôt d'intérêt complémentaire, Kilometerpauschal. Mir hunn e méi bëllegen, méi flexibele Congé parental proposéiert. Mir sinn net der Meenung, datt ee gratis Crèchë sollt maachen. Mir sinn net der Meenung, datt ee bilingual Betreiungssystemer sollt maachen. Mir mengen, méi gestaffelt Systemer wäre gerecht. Mir mengen och, mir hu gratis Kannerbicher zwar proposéiert, mä ëmmer mat enger Géigefinanzéierung vum Erofsetze vun der Allocation de rentrée scolaire. A mir hunn och Froen iwwert dee Rekrutement an der Fonction publique, deen Der an deenen nächste Jore maacht.

(Brouhaha général)

Mir kënnen eis dës Politik net leeschten. Mir maachen eng Politik, mir maache keng Politik fir Leit. Den CSV-Prinzip, deen ass: Mir mussen eis no der Decke strecken. Dat ass dat, wat dës Regierung net mécht. An ech soen lech, iergendeen iergendwann muss dat zréckbezuelen, wat haut ausgi gëtt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wann Der sot, dat ass eng Politik fir Leit: Déi, déi et a fënnef, zéng, 15 Joer mussen zréckbezuelen, dat sinn och Leit!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Déi mussen et och zréckbezuelen! Dës Politik ass an dësem Kader, wat d'Generatiounegerechtegkeet ugeet, an eisen Aen net akzeptabel. Si ass ekonomesch schlecht. Si hëlt eis e groussen Deel vun eiser Kredibilitéit.

De véierte Punkt: Mir sinn der Meenung, datt een an Zäiten, wou et engem gutt geet, Sue soll op d'Säit setzen, fir wann et engem méi schlecht geet. An déi Zäiten, déi kommen an deenen nächste Joren nach eng Kéier! A Politik maachen, ass och no vir kucken a sech Capacitéiten uspueren, fir eng Kris ze bewältegen. An ech soen lech, dat ass net mat der Angscht vun de Leit gespillt, dat ass an d'Zukunft gekuckt an d'Zukunft vun de Leit ofgeséchert.

Dat mécht dës Majoritéit net. An dofir kënne mer dëse Budget op kee Fall stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. An nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

(Brouhaha général)

An elo huet just den Här Berger d'Wuert!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wëll mat engem Spréchwuert ufänken. Et ass e Spréchwuert, dat seet: Wann de Wand vun der Veränerung bléist, bauen déi eng Maueren an déi aner Wandmillen.

(Interruptions)

Här President, d'selwecht ass et mat der Entwécklung vun eisem Land. Et kann ee sech mat Maueren ëmginn, wéi mer dat elo grad héieren hunn, an déi Entwécklung elo einfach passéiere loossen, oder et kann ee se aktiv begleeden. D'Regierung, d'Koalitioun huet sech fir dat Zweet décidéiert, well mir preparéiere Lëtzebuerg gären op muer. Duerfir gëtt mam Budget 2017 investéiert, massiv investéiert an eis Kanner, an eis Bierger, an eis Infrastrukturen, an eis Wirtschaft, an d'Mobilitéit, an de Logement, an d'Schoulen, an d'Recherche, an eis Zukunft.

De Budget 2017 ass och e Budget fir d'Leit am Land, well mir mat ville Mesuren, wéi dem neie Congé parental, der Klimabank, wéi besonnesch de Steiererliichterungen, de Leit hiert Liewe wäerte méi einfach maachen.

Här President, e Land, wat net investéiert, bleift net nëmme stoen, mä geet e Schratt no hannen. An dat wëlle mir net! Duerfir stinn an dësem Budget Rekordinvestissementer vu ronn 2,3 Milliarden Euro. An domadder preparéiere mir d'Land op déi nei Erausfuerderungen. An et ass och elo, jo grad elo de richtege Moment, fir ze investéieren, well déi finanziell a wirtschaftlech Eckdaten hei am Land stëmmen.

Dat huet mat der Weltkonjunktur ze dinn. Déi ass positiv. Dat brauch een net ze verheemlechen. Awer och domat, datt d'Regierung an deene leschte Joren eng Rei richteg a wichteg Décisioune geholl huet, fir déi verschidden ekonomesch Secteuren ze förderen. Ech denken do besonnesch un déi grouss Efforte vun der Regierung, besonnesch vum Finanzminister, dem Pierre Gramegna, déi hie gemaach huet, fir Lëtzebuerg vun de groen a schwaarze Lëschten erofzekréien an domat eis Finanzplaz erëm méi transparent ze maachen a besser, ech géif souguer soen, exzellent erëm opzestellen.

Firwat maache mir elo déi Investissementer? Mä mir kënnen elo verstäerkt den Akzent op d'Investitioune leeën, well et eisem Land besser geet wéi nach virun dräi Joer, wéi déi nei Regierung ugetratt ass. Ech wëll och, well et ass jo virdru vill mat Zuele jongléiert ginn oder presentéiert ginn, mat e puer Zuelen illustréieren, datt et eis haut besser geet wéi virun dräi Joer, wéi dës Koalitioun ugetratt ass.

D'Statsschold: 2013 louch déi bei 23,5% vum PIB oder vun eisem Räichtum. Elo leie mer bei 20,5% bei eiser Statsschold. Mir sinn eigentlech och besser an deem Punkt, wéi mer eis dat an eisem Koalitiounsaccord virgeholl hunn, wou mer gesot hunn, mir wéilten net op 30% kommen.

De Chômage, eng aner Zuel, ass deemools bei 7% gewiescht. Elo leie mer bei 6,2%; Tendenz nach ëmmer no ënnen, wat eng gutt Tendenz ass; och bei deene Jonken. Wann een dee Punkt kuckt: Am Chômage 2013 an absolutten Zuelen: 2.445; elo nach 1.575. Sécherlech sinn dat der nach ze vill, mä et sinn der awer ronn 1.000 manner wéi virun dräi Joer bei deene Jonken. Mir hu weiderhin den Triple-A. Mir hunn e Wirtschaftswuesstum, dee war 2012 ronderëm null. Haut hu mer e Wirtschaftswuesstum, dee sech ëmmer an der Géigend vu 4% beweegt.

Mir hunn et och dernieft fäerdegbruecht, an deene leschten dräi Joer mat enger responsabeler Finanzpolitik eis Statsschold erofzesetzen, eis Statsfinanze gutt ze géréieren, an, jo, domadder hu mer och den néidege Fräiraum fir Investissementer a fir d'Steierreform geschaaft.

An eng responsabel Finanzpolitik, dat war och noutwendeg ginn, well de Comité de prévision hat eis virgerechent, wat den Zeenario gewiescht wier, wa mer keng Mesurë geholl hätten, wa mer net déi Politik gemaach hätten, déi mer an deene leschten dräi Joer gemaach hunn. Dann hätte mer haut, 2016, eng Statsverschëldung vun 29,2%. Ech hat et scho virdru gesot: Elo si mer awer bei 20,5%. An anere Wierder - Här Wiseler, oder da soen ech der Chamber -, da soe mer et eben eng eelefte Kéier, ech hunn et elo hei mat den Zuelen awer wierklech nach eng Kéier duergeluecht -, da soen ech et nach eng eelefte Kéier: D'Scholdespiral ass gebrach!

(Interruption)

Virdru ware mer bei 23% an elo si mer bei 20%. A wann een näischt ënnerholl hätt, wier ee bei 29% gelant. Mir sinn awer elo bei 20%. Dat heescht also, datt mer déi Spiral, déi vum Comité de prévision annoncéiert gi war, gebrach hunn. Dat ass awer kloer an däitlech! Da soen ech et och nach déi zwielefte Kéier.

Mir hunn och d'lescht Joer...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sot et esou dacks, bis Der et gleeft!

(Interruptions diverses)

En huet et schonn dacks gesot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President,...

Une voix.- Dir gleeft et jo selwer net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...mir hunn och d'lescht Joer keen neien Emprunt, also keng nei Schold opgeholl. Mir hunn au contraire eng Schold vu 400 Milliounen zréckbezuelt. An och, d'Schold ass an absolutten Zuelen zréckgaangen. Mir hunn och, wéi gesot, d'lescht Joer keng nei Schold opgeholl.

Et geet eisem Land och besser wéi virun dräi Joer, well déi nei Regierung och hir Verantwortung iwwerholl huet, fir déi strukturell Ausgaben an de Gréff ze kréien. An d'Zuele beleeën och, datt mer do gutt gewirtschaft hunn. Beim Zentralstat ware mer nach vun engem Defizit vun 841 Milliounen ausgaangen, a mir si mat engem klengen Defizit vu ronn 176 Milliounen awer relativ, net wäit ewech vum Équiliber. Op alle Fall hu mer do och vill besser geschafft, wéi dat au départ virgesi war.

An, ech mengen, dat Resultat ass jo awer och ëmsou méi bemierkenswäert. Firwat? Majo, well d'Recetten op der TVA vum E-Commerce si jo systematesch an dramatesch erofgaangen an deene leschten dräi Joer. 2017 wäerte mer - et kann een dat esou formuléieren - e Minus doduerjer hu vun iwwer 800 Milliounen. An duerno wäerte mer eng Milliard do am Minus hunn. Also, dat hu mer och scho mussen ab 2015 mat verschaffen. An ech mengen, d'Resultater vun deene leschte Jore si gutt, well de Finanzminister och seng Dépensen am Grëff huet. Och do eng Zuel: Mat minus 2,9% leie mer d'lescht Joer zum Beispill méi niddreg bei den Dépensen, wéi mer dat och nach virgesinn haten.

Op där enger Säit also eng gutt Finanzgestioun, op där anerer Säit awer och d'Regierung, déi Courage bewisen huet mam Zukunftspak, wou se Verantwortung iwwerholl huet, fir strukturell Mossnamen ze huelen, déi vläicht net ëmmer beléift waren, déi awer néideg waren.

Jo, d'TVA huet mussen erofgesat ginn. A wann ech de Wahlprogramm vun der gréisster Oppositiounspartei liesen, dann hätte si dat och gemaach. A firwat hu mer et gemaach? Well a kuerzer Zäit, also ab 2015 eben déi eng Milliard Recetten aus dem E-Commerce bis 2018 ewechgefall sinn. Dat war e risegt Lach, wat mer am Budget virfonnt hunn. Mir woussten dat net esou genau. Mä duerfir hu mir also och dann dat gemaach, fir d'TVA ze erhéijen.

An do muss een awer soen: D'TVA op 17%, do si mer nach beim niddregsten Taux an Europa. Mir hunn och eng Rei Produiten, déi mer aus där Erhéijung erausgeholl hunn. Och beim Logement hu mer awer do nach Exceptioune geholl. A wann een dann och nach kuckt, wéi niddreg d'Inflatioun an deene leschten dräi Joer war, wann een dat do bilanzéiert, da gesäit een och, datt déi liicht Unhiewung vum TVA-Saz och net zu enger Präisdeierecht gefouert huet.

Jo, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ass och agefouert ginn.

Une voix.- Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech sinn elo a mengen Iwwerleeungen. Soss kann den Här Roth herno…

Une voix.- Hien ënnerbrécht jo och genuch.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mech dierft Der och ënnerbriechen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Roth… Also, ech kann dem Här Roth jo ni eppes verwieren.

(Interruption par M. Alexander Krieps)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, mir haten… Här Krieps, contrairement zu Ärer Partei.

(Hilarité)

Jo, jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Elo lauschteren ech lech no.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir kënnen och nach e bësse matenee schwätzen.

Une voix.- Elo ass den Här Krieps ofgelenkt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, neen. Mä d'CSV, contrairement zu der Partei vum Här Berger, huet de Leit virun de Chamberswahle gesot, dass se missten eng Erhéijung vun der TVA maachen. A mir hätten dat och gemaach, blouss hätte mer keng um Bau gemaach. Mä Dir hutt de Leit weder gesot, dass Der eng géift maache generell, nach hat Der de Leit gesot, dass Der eng géift um Bau maachen. A sot eis elo just: Firwat hutt Der de Leit dat net virdru gesot?

M. Eugène Berger *(DP).*- Mä, Här President, ech hunn dat virdru schonn erkläert. Well wéi mir déi Keesen entdeckt hunn, do hu mir do gesinn...

(Hilarité et brouhaha)

...wat awer do fir Problemer… Jo, Dir kënnt laachen, well… Här President, den Här Roth huet elo…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Roth, Dir musst dem Här Berger awer elo emol d'Chance ginn, fir op déi Froen ze äntwerten, déi Der him gestallt hutt.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hunn him dat awer wëllen...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wollt e just froen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Roth, elo huet den Här Berger d'Wuert a soss keen!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dat sinn déi schwaarz Keesen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wéi mer an d'Keess eragesinn hunn,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass bis elo op eng ganz poséiert Aart a Weis hei diskutéiert ginn, da geet et och esou weider.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...hu mer wierklech d'Envergure gesi vun deem, wat do hannerlooss gi war. An duerfir hu mer also déi Mesurë missen huelen, wou mer effektiv net virdru konnte gesinn, datt dat esou e Lach géif ginn.

An, Här President, mir hunn och méi wéi eng Kéier schonn iwwert déi Mesuren am Logement geschwat. An do muss een awer nach eng Kéier preziséieren, datt dat net fir déi éischt Wunneng ass, datt dat wierklech fir déi ass, déi sech déi drëtt, déi véiert, déi fënneft an déi sechst kënne leeschten.

Jo, Här President, den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire ass och agefouert ginn am Zukunftspak. D'Wuert seet schonn „temporaire". Dat war also net fir d'ganz Éiwegkeet.

M. Roy Reding *(ADR).*- Ah!

M. Eugène Berger *(DP).*- An et ass och kloer, datt do déi kleng a mëttel Akommessen net...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Reding, den Här Berger brauch keen Écho.

M. Eugène Berger *(DP).*- Besonnesch net vum Här Reding, Här President.

(Interruption par M. Roy Reding)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, fuert elo virun, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo. A besonnesch déi kleng a mëttel Akommessen, déi sinn do net iwwerméisseg belaascht ginn, wéi dat jo gären awer vun der Oppositioun duergestallt ginn ass. De Mindestloun war ganz ausgeholl. An dann en anert Beispill: Bei zum Beispill 3.000 Euro de Mount war dat 5 Euro de Mount, oder, op d'Joer gerechent, 60 Euro d'Joer, 60 Euro d'Joer fir bei engem Akommes also vun 3.000 de Mount. Da kënnt Der héichrechnen, wéi vill dat am Joer war.

An dat war - ech hunn et gesot - en temporären an et war och e solidaresche Bäitrag am Interessi vun deene Jéngsten aus eiser Gesellschaft, well den IEBT jo och indirekt - jo, mir hu keng direkt Affektatioun -, dozou gedéngt huet, fir déi gratis bilingual Kannerbetreiung op d'Been ze setzen.

An, Här Roth, erlaabt mer dat, well Dir hat d'leschte Kéier bei Ärer Ried zur Steierreform zweemol gesot, déi géif net kommen: Déi kënnt! Déi kënnt 2017!

Am Zukunftspak soll een eppes och net vergiessen, dat gëtt gären iwwersinn: Dat ass, datt do ganz vill Efforte beim Stat selwer gemaach gi sinn. Dat geet vu banale Saachen, vu Fotokopië spueren, bis awer och méi important Saachen, wéi Gebaier selwer benotzen, amplaz der lounen ze goen. Dat war den Trimestre de faveur an eng ganz Rei anerer, wou mer eis awer eens waren, datt een dee Wee sollt goen. An do sinn eng ganz Rei Milliounë beienee komm.

Et ass also esou, datt et falsch ass, wann een einfach seet, elo mat der Steierreform géif een dat zréckginn, wat een anscheinend virdru geholl hätt. Neen, dat ass net wouer! Mat der Steierreform gi mer de Leit au contraire däitlech méi - däitlech méi! - Kafkraaft zréck, an däitlech méi och par rapport zu deem, wa se dann e solidaresche Bäitrag virdrun iwwert den IEBT geleescht hunn.

An do kann een och mat Beispiller… Ech mengen, et ass jo gutt, wann een e Prinzip énoncéiert, mä et ass awer och gutt, wann een dat hei illustréiert mat Beispiller. Wann ee Beispiller huet, déi d'Leit dobaussen och kënnen novollzéien.

Huele mer e Beispill: Mindestloun oder 23.000 Euro, Steierklass 1. Bei deem Impôt temporaire hunn déi 0% oder 0 Euro bezuelt. Elo bei der Steierreform kréien déi mat 23.000 Euro, Klass 1, éischtens, zweemol den CIS. Dat maachen dann eng Kéier 300 Euro zousätzlech. Si bezuelen iwwert de Barème am Joer 447 Euro manner. Dat heescht also: Virdru krute se also näischt aus der Täsch geholl, wéi d'Oppositioun géif soen, mä si hunn ënnert dem Strécht e Plus vu 747 Euro, ouni eventuell nach aner Elementer, déi se da géifen duerch déi nei Steierreform kréien.

En anert Beispill: 3.000 Euro. Ech hat elo vun deene geschwat, 3.000 Euro, déi also och an der Klass 1 sinn. Déi hunn am Joer 60 Euro IEBT bezuelt. Elo mat der Steierreform kréie se beim CIS, dee geet jo progressiv zréck; ech hunn et elo net genau do ausgerechent, mä loosse mer soen, déi kréien do nach 50 Euro ongeféier. Awer zousätzlech iwwert de Barème - dat kann ee méi genau kucken - kréie se 991 Euro Steiere manner ze bezuelen. Also loosse mer soen, dat dann zesummen, den CIS plus déi manner Steieren: Ronn iwwer 1.000 Euro mussen déi manner Steiere bezuelen.

Also virdrun hu se 60 Euro bezuelt, fir et emol esou ze soen. Elo mat der Steierreform kréie se iwwer 1.000 Euro méi u Kafkraaft. Dat ass also eng Differenz, wou een net ka soen: Dat eent huet ee geholl an dat anert ausginn. 60 Euro sinn net 950 oder 1.000 Euro.

Ech kéint déi Beispiller hei, Här President, weiderféieren. Si illustréiere kloer, datt mer mat der Steierreform méi Kafkraaft ginn hunn an net einfach eppes zréckginn hunn, well: Firwat hu mer dat gemaach? Mir wëllen, wou et dem Land elo besser geet, datt all d'Leit, och déi breet Mëttelschicht, och um Wirtschaftswuesstum deel kann huelen. Och duerfir hu mer déi Steierreform gemaach.

An ech bedaueren et och wierklech, Här President, ech kann et och net esou richteg verstoen eigentlech, firwat besonnesch déi gréissten Oppositiounspartei...

Une voix.- Déi gréisste Partei!

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- ...déi gréissten Oppositiounspartei - och, och -, datt se där Reform net konnt zoustëmmen. Ech mengen, domadder hätte se awer och derzou bäigedroen, sech och solidaresch gewisen, fir de Leit am Land dobaussen Entlaaschtungen entgéintkommen ze loossen.

A wann ech mech och un d'Ried erënneren, et ass nach net esou laang hier, vum Här Roth vun der leschter Woch. E war eigentlech ganz konstruktiv, dat wëll ech och hei ervirhiewen. En huet do eng ganz Rei Saachen, och Elementer vun eiser Steierreform appréciéiert. An och a sengem Artikel 2015 am „Wort", de 14. August 2015, ech hunn et virdrun nach eng Kéier nogelies, huet en eng Rei Iwwerleeungen eigentlech gefouert, déi och an déi Richtung gounge wéi dat, war mir elo an der Steierreform geschriwwen hunn.

Och duerfir verstinn ech net esou richteg, firwat den Här Roth eigentlech eis Reform do net matgedroen huet. Ech fannen dat e bësse schued.

(Interruption)

Et wiere jo nach aner Ursaache gewiescht, fir se ebe matzestëmmen, well ech wëll och nach eng Kéier ënnersträichen, Här President, datt et awer och eng Steierreform ass, déi méi Gerechtegkeet bréngt. Et ass eng cibléiert, sozial selektiv Steierreform, well d'Erliichterunge sech op déi kleng a mëttel Akommesse konzentréieren. Déi kleng Akommesse gi prozentual am meeschten entlaascht. Een, dee wéineg Steiere bezilt, bezilt der mat der Steierreform och prozentual gesinn nach vill manner.

Och hei zwee Beispiller. Erëm dat vu virdrun da mat den 23.000 Euro d'Joer brutto. Dee bezilt 63% manner Steieren. Huele mer dann en anert Beispill. Dat ass dat, wat een da vläicht éischter schonn als déi breet staark...

(Interruption)

...Schëllere bezeechent, bei 100.000 Euro brutto d'Joer. Dee bezilt nëmme 5% manner Steieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Wéi vill Euro?

M. Eugène Berger *(DP).*- An dann hu mer nach…

Här President, wann den Här Reding wëllt schwätzen, kann e sech jo aschreiwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei ass eng Plack hänke bliwwen.

(Interruption)

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, dat ass richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Sou, Här Berger, Dir hutt elo ganz eleng d'Wuert. Wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hunn d'sozial Selektivitéit awer och virun allem doduerjer erabruecht, an dat huet eis vläicht och ënnerscheet vun där Propos vun der CSV, datt mir grad mam CIS, ech soen, gespillt hunn, datt mer dee moduléiert hunn an ebe fir déi kleng a mëttel Akommessen, mä virun allem fir déi kleng Akommessen, datt mer deen do verduebelt kritt hunn. No uewen iwwer 80.000 Euro kritt kee méi den CIS.

Ech wëll awer och nach eng Kéier rappeléieren, datt egal wéi déi, ech hu gesot, déi staark, déi breet Schëlleren, oder wann een och wëllt déi „iewescht Gehälter" nennen, datt déi awer nach wie vor nach déi grouss Steierzueler hei am Land sinn, datt si nach wie vor de Gros vun de Steieren hei am Land bezuelen. Dat huet och eppes fir eis mat sozialer Gerechtegkeet ze dinn. Duerfir hu mer jo de Spëtzesteiersaz och nach liicht adaptéiert.

Mä och hei, fir nëmmen eleng bei deem Beispill vun 100.000 Euro ze bleiwen an der Klass 1: Déi kréie keen CIS. Déi bezuelen nëmme 5% manner Steieren. Et sinn der, déi wéilten, datt dat nach manner wier. Mä op där anerer Säit muss een awer ëmgedréint soen: Wann Der an d'Tabell kucke gitt, déi bezuelen nach am Joer 25.500 Euro Steieren. Et soll een also net mengen, datt déi also elo näischt méi bezuelen. Wann een dat elo géif mat den ënneschte Gehälter vergläichen, muss een also einfach soen: Déi kruten och eng Entlaaschtung, mä se bezuelen awer nach ëmmer ganz vill Steieren.

(Interruption)

Den Här Roth, vläicht wëllt e mer elo soen, datt en awer nach nodréiglech d'Steierreform wëllt stëmmen.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen. Mä grad aus deem dote Grond, Här Berger, hu mer déi Motioun erabruecht iwwert d'„stock-options". Well Dir sot mat recht: Een, deen 100.000 Euro verdéngt, dee bezilt scho 25.000 Euro Steieren an engem Stot. Dat ass vill! Dat ass eng Milliioun där aler Lëtzebuerger Frang.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dat ass awer scho laang hier.

M. Gilles Roth *(CSV).*- A grad aus deem dote Grond fanne mer et net ubruecht, dass nach wieder de Regimm vun den „stock-options" besteet, well déi Leit, déi verdénge wäit méi! A vun hiren 100.000 Euro, déi se da weider verdéngen, als Joresprimm ausbezuelt kréien, hunn déi 83.000 Euro Rescht, an déi Leit, déi 100.000 iwwert d'Joer verdéngen, wou Der gesot hutt, déi bezuele fir all 1.000 Euro, déi se weider verdéngen, 430 Euro Steieren. Dat hu mir net an der Rei fonnt.

An den zweete Punkt, do ginn ech Iech och net ganz recht, quitte dass ech Iech da bei de Steierkreditter zoustëmmen, dat ass dat,...

(Interruption)

...wa mer de Leit iwwert de Wee…

(Interruption)

Okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Roth, et ass, fir eng Zwëschefro ze stellen an net fir eng Interpellatioun ze maachen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech versichen awer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also wann ech gelift! Wann ech gelift, Dir kënnt Iech jo jiddwer Zäit aschreiwen, wann Der dat wëllt. Mä awer, wann ech gelift, dat ass de Sënn net vun engem Zwëscheruff.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech ka mer ongeféier denken, wat den Här Roth gär wollt soen. Ech kann awer dorop reagéieren. Mir sinn eis also eens, Här Roth, datt et eng sozial gerecht Steierreform ass, well déi breet Schëlleren nach ëmmer ganz vill Steieren awer bezuelen. Ech hat dat Beispill vun iwwer 25.000 Euro hei erwäänt.

An dann, dat hu mer och d'lescht Woch diskutéiert. Mir sinn eis do och eens, wann Abuse sinn, d'„stock-options" ware fir e ganz prezise But agefouert ginn, wann do Abuse sinn, do gëtt jo elo d'Bilanz gemaach am Finanzministère, an do kommen dann herno d'Zuelen op den Dësch, wa mer gesinn, datt do Saachen aus dem Rudder gelaf sinn, da sinn ech iwwerzeegt, datt de Finanzminister an datt d'Regierung hir Verantwortung iwwerhëlt an datt mer dat wäerte redresséieren. Mir hu jo och e ganze Volet vu Steierhannerzéiung an esou weider och am Gesetz virgesinn.

An dann, Här President, fir de Volet awer vun der Steierreform respektiv awer och fir ze soen, datt mer natierlech also an der Steierreform eng ganz Rei Mesurë geholl hunn, fir sozial Selektivitéit ze maachen; et soll een och net vergiessen, datt d'Steierreform net onbedéngt awer elo dat eenzegt Instrument ass, fir Sozialpolitik ze maachen. Mir hunn an der Sozialpolitik nach eng ganz Rei aner Mesuren, fir deene klengen Akommessen entgéintzekommen.

An och do mécht d'Regierung ganz vill Efforten. Ech denken nëmmen drun, datt praktesch d'Halschent, 8,3 Milliarden - ech kucken op de Rapporteur -, vun den Transferten an d'Sozialpolitik ginn. Déi kommen also och deenen ënneschte Gehälter zegutt. Dat ass d'Subvention de loyer, dat sinn d'Aides au logement, dat sinn d'Chèques-services, dat ass dat neit RMG-Gesetz, dat ass d'Klimabank, an, an, a villes méi.

Ech mengen also, et muss een dat och considéréieren, wann een op där enger Säit eng selektiv sozial Steierreform kuckt an op där anerer Säit awer och nach déi Mesuren, déi

zousätzlech komme bei alleguerten déi Leit, bei déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft.

An d'Steierreform kënnt och de Betriber entgéint an och do hu mer gekuckt: Soll een et do sozial Selektivitéit nennen? Dat ass vläicht net esou evident. Mä do setze mer den Taux progressiv erof. Et sinn der, déi wëlle vläicht méi wäit goen. Mä mir mengen awer, datt mer domadder eis Betriber kompetitiv behalen. An op där anerer Säit awer d'Start-uppen, déi kleng Entreprisen, déi kucke mer, selektiv méi ze ënnerstëtzen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An dann, schlussendlech wëll ech awer och drun erënneren, datt een awer och muss vu positive Retouren ausgoen duerch d'Steierreform. Et ass jo esou, datt dann d'Kafkraaft, datt dann d'Leit awer méi Suen hunn, datt mer also kënnen dovunner ausgoen, datt mer och e gewësse Retour an eis Geschäfter, an eis Ekonomie kréien. Dat wäert also d'Ekonomie ukuerbelen, an de Statec, dee geet vun Zuelen aus, datt mer ronn 0,25%, mengen ech, e Plus vun eisem PIB hätten duerch d'Steierreform.

An ech mengen, dat soll een och am Hannerkapp behalen, wann een iwwert de Käschtepunkt diskutéiert, wou d'Steierverwaltung eigentlech och eng virsiichteg - mat deenen Zuelen, déi mer nach ëmmer awer huelen -, datt do d'Steierverwaltung eng relativ virsiichteg Berechnung gemaach huet, well se eigentlech all déi Effeten, déi Retouren an d'Ekonomie nach net mat agerechent huet.

Jo, d'Zuelen. Et ass virdru vu mengem Virriedner vill doriwwer diskutéiert ginn. Ech wëll wierklech net méi ze vill drop agoen. Awer nach eng Kéier kuerz zum Avis vun der Zentralbank, deen d'lescht Woch oder virun zwou Woche fir Opregung gesuergt huet. Ech muss och soen, datt et awer vu verschidde Säite vläicht ze vill héichgespillt ginn ass, déi d'Zuele géintenee gesat hunn, amplaz ze kucken, ob se net vläicht éischter complémentaire wären. Bon, et huet och vläicht deen een oder aneren arrangéiert, fir da kënnen ofzelenke vu méi essenzielle Punkte vun der Steierreform.

Mä d'Differenz erkläert sech gréisstendeels duerch eng ënnerschiddlech Methodologie. Wann ech gelift, kommt, mir sinn einfach éierlech! Ech mengen, et ass net: Deen een huet recht, deen aneren huet recht. Et sinn zwou verschidde Methodologien. Déi Methodologie, déi de Finanzminister vun der Steierverwaltung iwwerholl huet, dat ass och eigentlech déiselwecht oder genee déiselwecht, déi och scho virun 2013 benotzt ginn ass.

An ech wëll och hei nach eng Kéier soen: Ech op alle Fall vertrauen nach wie vor der Steierverwaltung zu honnert Prozent! Déi maachen dat mat der néideger Seriositéit, dem néidegen Know-how. An de leschte Joren hu se dat och ëmmer gemaach. Si hunn ëmmer relativ genau, heiansdo vläicht souguer ze virsiichteg do Previsiounen opgestallt. A mir hu jo gesinn, datt mer heiansdo wierklech gutt Punktlandunge gemaach hunn.

Egal wéi, Rendez-vous d'nächst Joer Dezember 2017, da gesi mer dann, wéi dat war. Ech mengen, eben och bei der Exekutioun vum Budget, do huet och d'Steierverwaltung, d'Finanzverwaltung, déi hunn do och ëmmer richteggeleeën.

An d'Fro steet jo nach ëmmer am Raum: Kann ee sech déi Steierreform leeschten, ouni datt mer dann a Schwieregkeete komme mat eisem Budget? Fazit ass: Mir kënnen eis déi sozial selektiv Reform leeschten, ouni datt eis Finanzen aus der Bunn geroden. Dat soe mir, dat seet awer och den FMI, dat seet och d'Kommissioun, d'Kommissioun vum Här Juncker. An och mat dëser Steierreform bleiwe mer kloer an den europäesche Virgaben.

Mä net nëmmen, datt mer mat dëser Reform an den europäesche Virgabe bleiwen - haut de Moien huet de Finanzminister och schonn déi eng oder aner Statistik oder Zuelen do op den Dësch geluecht -, mir krute souguer och nach mat der Steierreform eng, géif ech scho bal soen, Musterschülerzensur, mir kruten eng ganz gutt Zensur ausgestallt am Verglach mat anere Länner. A mir bleiwen och mëttelfristeg op der Spur mat eise Finanzen duerch eisen OMT, eisen Objectif à moyen terme, dee mer vu Bréissel virgeschriwwe kruten.

Ech muss awer dann nach eng Kéier, de Sprecher vun der CSV ass zwar de Moment net do, mä en huet awer do e gudden Adjoint Caporal do sëtzen.

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR).*- Lieutenant-Colonel.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, d'Juncker-Kommissioun huet eisen OMT revidéiert. Se freet elo, datt mer eise Solde structurel op minus 0,5 solle setzen. Firwat ass deen erofgesat ginn? Well d'Kommissioun deen nei definéiert huet, opgrond vun neien Entwécklunge bei der laangfristeger Entwécklung am Beräich vun der Altersversuergung, déi elo ënner anerem méi positiv ausgesäit.

En anert Element ass awer och, Bréissel huet och agesinn, datt een an där aktueller Konjunktur soll investéieren, et soll een investéieren an der europäescher Gemeinschaft. An dat soll een och hei zu Lëtzebuerg maachen an dat maache mer elo hei mat deem Budget. An dat maache mer och, well mer den OMT dann esou setzen, wéi Bréissel eis en eigentlech virginn huet.

An ech war awer, erlaabt mer, erstaunt, datt elo den OMT kritiséiert ginn ass. Et ass einfach... Vläicht war der gréisster Oppositiounspartei eng Gaffe passéiert, mä mer hu prezis, et war keen techneschen Amendement, prezis hu mer gesot, vun 2016-2020 géif en nei festgeluecht op minus 0,5, mä se hunn dee matgestëmmt. Et war vläicht eng Gaffe, se hunn och vläicht elo virausgekuckt a geduecht: Et weess een ni, et kann een emol op enger anerer Säit sëtzen, da kéint et och vläicht interessant sinn.

Mä wat ech och wëll soen: Och mat deem neien OMT bleift d'Regierung awer, oder mat eiser Planifikatioun bleiwe mer awer iwwert deem Zil, dat Bréissel eis gesat huet: 2017 plus 0,8; 2018 0,2, 0,3; 2019 och an dann 2020 0,9. Dat heescht, do hunn ech awer och verstanen, datt mer do d'Kritäre vun dem Fraktiounssprecher vun der CSV géifen anhalen. Hien huet gesot, et misst awer da wéinstens, wa mer elo schonn op en anere Wee ginn, bei 0,25 leien. Also, do leie mer dann net wäit aus dem Wee. Da kënne se also dann awer och, géif ech soen, mat eis do d'accord sinn.

An déi minus 0,5% sinn och keen absolutt Zil. Dat ass eigentlech déi Grenz, déi ënnescht Linn, déi mer eis festleeën. An, wéi gesot, ech hunn et elo mat den Zuele gewisen, mer bleiwen awer ëmmer wäit oder wéinstens e Stéck driwwer, bleiwen also an den Norme vun der gréisster Oppositiounspartei, wéi si dat proposéiert.

An de Statsrot confirméiert och, datt mer dat Objektiv elo de Bréisseler Virgaben urechnen (veuillez lire: upassen). Och de Statsrot seet, datt mer mat eiser Statsschold, wou mer 30% vum Räichtum ugesat haten, datt mer do och ganz wäit drënner sinn an datt mer also do och op där gudder Bunn sinn.

Här President, ech hat schonns déi positiv Konjunktur ugeschwat. Dat wëll ech och ëmmer erëm soen, datt déi natierlech och matgespillt huet. Et sinn och ganz vill Efforte vun der Regierung gemaach ginn. Déi positiv Konjunktur spillt och mat. Dat soll een net verleugnen. Laut där leschter Nott vum Statec 3,7%, d'Previsioune fir d'nächst Joer 4,2%. An da muss een awer wëssen, vu wou een hierkënnt. 2012 ware mer nach bei 0% an dat huet deemools, do ware mer eis och all eens, kee gutt fonnt. Kommt, mir sinn also frou, datt mer do op där Schinn sinn!

An och en anere Kritär, dee vläicht net esou an der Diskussioun bis elo ervirgestrach ginn ass, dat ass dee vum Aarmutsrisiko. Den Aarmutsrisiko 2015 ass zréckgaange vu 16,4 op 15,3 par rapport zum Joer virdrun. Fir mech ass dat awer och e klengt positivt Signal, et ass och en Indicateur, datt et hei zu Lëtzebuerg erëm besser geet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Madamm Presidentin, ech mengen, den Här Gibéryen ass agedroen, da kann hien herno dozou och Stellung huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert dat scho maachen, Här Berger!

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt. Här Berger, fuert virun!

M. Eugène Berger *(DP).*- Trotz deenen Zuelen, deene positiven Zuelen an der Konjunktur, sinn ech ee vun deenen, an net eleng, dee seet, mer musse wuechtsam bleiwen. Dat hunn ech schonn a mengem Budgetsrapport 2014 gesot. Ech hunn do ëmmer gesot, mer missten oppassen: Eng Éclaircie, also eng Opheiterung, mä eng Wollek ka schnell kommen! Och dat soll een hei am Hannerkapp behalen, wat déi eng oder aner Evenementer an der Welt sinn, déi Krisen op deene verschiddene Punkte vun eisem Planéit.

Ech denken och drun: Wou steiert deen neien amerikanesche President hin? De Brexit, bréngt dee positiv oder negativ Effeten? Dat ass och nach net definitiv gewosst. Vläicht kuerzfristeg, net laangfristeg. Mä egal wéi, dat ass an där grousser Welt.

Madamm Presidentin, ech wëll hei wierklech an dësem Kontext, dem internationalen, mä och am nationale Kontext zur Konjunktur eng kloer Ausso maachen. Wa mer wëllen, datt et jiddwerengem hei zu Lëtzebuerg weiderhi gutt geet, da brauche mer och weiderhi Wuesstum zu Lëtzebuerg.

Ech deelen awer och d'Suerge vun de Leit, déi mat engem Wuesstum zesummenhänken, deen onkoordinéiert wier; engem Wuesstum, deen ze staark op engem Zouhuele vun der Populatioun géif baséieren; engem Wuesstum, bei deem net déi néideg Begleetmoossnamen a Saache Logement, sozial Ofsécherung, Beruffsperspektiven oder Liewensqualitéit geholl géife ginn.

D'Leit maache sech do net onberechtegt Suergen driwwer, well wann een och zréckkuckt, da muss een de Constat maachen, datt déi lescht 20 Joer et net ëmmer esou gaangen ass, d'Land net ëmmer esou gewuess ass wéi dat, géif ech emol soen, optimal fir d'Land gewiescht wier. Dat ass, well mer de Wuesstum - an ech schléissen do jiddwereen an, jiddweree souz schonn emol op där enger oder op där anerer Säit vum Dësch -, datt mer deen net ëmmer richteg begleet a gelenkt kruten, oder vläicht heiansdo guer net gelenkt kruten.

Ech denken do zum Beispill un d'Landesplanung, den IVL. 2003 souz ech op där Säit, wou ech do mat un deem Projet geschafft hunn, mä duerno huet ee gesinn, datt awer d'Plans sectoriels onendlech Zäit geholl hunn, datt mer herno nach hu misse Gesetzer änneren, wat och Zäit gebraucht huet. An herno si mer eigentlech vum Développement dobaussen iwwerrannt ginn a mir hate vläicht do net fréi genuch d'Jalone gesat an eis dee richtege Kader ginn.

Mir hunn an deene leschten 20 Joer e Bevëlkerungswuesstum vu bal 40% gehat. D'Aarbechtsplazen an deem Zäitraum hu sech bal verduebelt. An ech mengen, dat kann net, an eisen Aen op alle Fall, net d'Zil sinn, fir datt dat elo nach eng Kéier déi nächst 20, 30 Joer esou weidergeet. Ech hu Wuesstum gesot, mä esou e Wuesstum, do hu mir och Schwieregkeeten domadder.

Och déi Zuel vun 1,1 Millioun Awunner soll een net als fatalt an onauswächlecht Schicksal ugesinn. Klammer op: Ech hoffen, datt mer nach all iergendwéi 2060 dann dobäi sinn, fir ze kucken, wéi et ausgaangen ass. Klammer zou. Mä déi Prognos vun 1,1 Milliard...

(Interruption)

1,1 Millioun. Dat ass mat deene villen Zuelen. Déi 1,1 Millioun Awunner...

Une voix.- Et sinn d'Nullen.

Une autre voix.- Jo, d'Nullen.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...2060 ass eng reng mathematesch Prognos, well do déi nei Elementer vun dem Ageing Report mat agefloss sinn.

A vläicht eppes, wat interessant ass, wat ënnergaangen ass, och an der Cofibu, muss ech soen: De CNFP, dee jo haut och hei méi wéi eng Kéier zitéiert ginn ass - an dat wëll ech och hei soen, deem seng Kompetenz an Neutralitéit ech op alle Fall net als President vun der Cofibu a Fro stellen, dat wëll ech hei kloer gesot hunn -, mä de CNFP huet eng Zuel, vläicht kënnen déi, déi do an der Kommissiounssitzung waren, eng Zuel vun 850.000 Awunner avancéiert an en huet sech do op aner international Gremie beruff, déi domat och Correcteur spillen. Einfach nëmme fir ze soen, dat ass och eng Zuel, déi an der Diskussioun do opkomm war.

Madamm Presidentin, de Claude Haagen - deem ech och ausdrécklech, ech hunn et nach net gemaach, fir säi Rapport Merci wëll soen a félicitéieren -, huet, wéi all Rapporteur dat mécht, e perséinlechen Akzent gesat. An duerfir huet hien, op alle Fall hunn ech et esou eraus gespuert, de Sujet Wuesstum awer als ee vu sengen Akzenter a sengem Rapport gewielt.

Ech mengen, dat ass e pertinente Choix, deen e gemaach huet, wann een d'Suergen an d'Diskussioune vun deene leschte Méint dobausse bei de Leit, awer och d'Initiativen an deem Kontext vun der Regierung an deene leschte Méint do analyséiert. An och de Rapporteur ënnersträicht, datt Wuesstum kee Selbstzweck ass, mä Wuesstum muss ëmmer en Instrument sinn, fir méi Liewensqualitéit fir jiddwereen hei am Land ze erreechen.

An de Rapporteur huet och, de Claude Haagen huet och richtegerweis dorop higewisen, datt Lëtzebuerg eigentlech vill Erfahrung huet mat Changementer, sief dat mat deene gesellschaftlechen, deenen demografeschen, deene wirtschaftlechen. En huet do e klengen Historique gemaach.

An d'Konklusioun ass jo eigentlech déi: Vill vum Succès vu Lëtzebuerg berout dorobber, datt mir bei neien Entwécklungen net de Kapp an de Sand gestach hunn, net Maueren, wann ech op mäi Sproch zréckkomme vum Ufank, net Mauere gebaut hunn, mä datt mer eigentlech versicht hunn, Wandmillen ze bauen. An duerfir huet eben d'Regierung och décidéiert, d'Zukunft ze preparéieren an net ze waarden, datt d'Zukunft passéiert.

An duerfir begréissen ech den Débat Rifkin an och d'Debatte ronderëm d'landesplaneresch Entwécklung. Vill Aarbechtsgruppe sinn do gemaach ginn an deem engen an an deem anere Feld, iwwer 300 Experten hunn diskutéiert. Et ass och eng Debatt gewiescht iwwert déi drëtt industriell Revolutioun, wat dat kéint bedeiten an esou weider. Also, et ass do awer wierklech och vill gekuckt ginn, fir sachlech un deen Dossier erunzegoen, fir Fakten ze sammelen, fir d'Leit, fir d'Société civile, wéi een dat och seet, fir déi mat anzebannen.

An do gesäit een och, wann ee kuckt, déi drëtt industriell Revolutioun, do si sécher net alles nei Saachen. Do si Saachen, déi och scho passéiere respektiv déi mer preparéiert hunn. Ech denken zum Beispill un d'Digitalisatioun. Dat wäert mat sech bréngen, datt do nei Aarbechtsplazen entstinn, datt der eventuell och vläicht a Gefor sinn.

Och an deem Kontext, muss ech soen, muss ee sech all déi Froe stellen. Ech stelle mer déi och, besonnesch als Liberalen, wéi et mam perséinlechen Dateschutz ass. Well wa mer op ëmmer méi eng grouss Digitalisatioun ginn, do solle mer also mat Virsiicht och erugoen an den Derfir an Dergéint och genau ofschätzen.

Mir kënnen awer, wéi gesot, feststellen, datt mer an enger ganzer Rei Beräicher gutt opgestallt sinn, zum Beispill mat eisen Datazentren oder dem Développement vun de FinTech, awer och schonn an anere Beräicher, ech denken un d'Elektromobilitéit, wou mer och ganz vill Efforte maachen.

An deem Rapport Rifkin leien eng ganz Rei, e Koup voll Iddien um Dësch. Déi kënnen net, mussen net all realiséiert ginn. Mä et sinn awer interessant Piste fir ee méi nohaltege Wuesstum hei zu Lëtzebuerg. A mir mengen, och do, an deem Kontext, muss ee jo de Kader vun der COP21, also och vum Klimaschutz am Kapp hunn.

Wéi gesot, d'Regierung huet elo Etüden, Diskussioune lancéiert. Si huet awer och schonn eng Rei Moossnamen an Ugréff geholl. Ech hat Der elo scho genannt. Ech kéint och nach „energy internet", ech kéint nach d'Förderung vu konkrete Projeten, „circular economy" am Norden, ënner anerem, ernimmen an esou weider.

Eis Konklusioun zur Zukunftsdebatt ass déi, datt mer eise Wuesstum also besser a méi nohalteg sollen organiséieren. E Wuesstum schafen, deen, éischtens, idealerweis manner op Emploi berout, op Aarbechtsplaze mat méi Plus-value. E Wuesstum, dee fir héich Liewensqualitéit hei am Land suergt an e Wuesstum, deen och d'Zukunft vun den nächste Generatiounen ofséchert.

A wann ee vun Zukunft schwätzt a vun intelligentem, nohaltege Wuesstum, dann ass d'Politik och gefuerdert, da muss d'Politik och kloer Zeeche setzen, kloer Jalone setzen, net nëmmen an de Rieden, mä dann och kloer bei dem Budget. An dat ass dat, wat mer jo och maachen hei mat dësem Budget, datt mer soen, wat mir fannen als Regierung, als Koalitioun, datt dat dat Wichtegst ass, do wëlle mer investéieren, well mer mengen, datt dat do de Wee ass fir nohaltege Wuesstum. An duerfir hu mer och hei eis Prioritéite festgeluecht.

Ech mengen, fir d'Éischt muss een emol soen, iwwerhaapt: Mir investéieren, éischtens, ganz vill an d'Zukunft, an déi no Zukunft. D'Investissementer leie bei engem Rekordniveau vun 2,3 Milliarden Euro. Si ginn och konstant, dat huet de Finanzminister haut de Moien illustréiert, si gi konstant erop. An et muss een och soen: Investitioune si keng lafend Ausgaben! Dat ass och eigentlech an deem Sënn net richteg eng Schold, well Investitiounen, dat si jo Ausgaben, vun deenen ee sech herno e positive Retour erwaart, Retombéeën an der Ekonomie zu Lëtzebuerg, nei Aarbechtsplazen an esou weider.

Ech mengen, datt mer mat där Investitiounspolitik, déi mer elo hei massiv gestart hunn, déi mer hei net nëmme weiderféieren, mä nach erhéijen, do leie mer och richteg. Dat soen och eng Rei aner Gremien. Ech denken do un déi Experte vum FMI, ech denken un d'OECD. Ech denken och un d'Juncker-Kommissioun, ech hat dat virdru scho gesot, déi eigentlech och duerfir den OMT jo erofgesat huet, fir ze soen: Investéiert méi an Europa, investéiert méi an Ären eegene Länner, wann Der do d'Moyenen hutt!

Et ass eigentlech och näischt - ech hu gesot, d'Juncker-Kommissioun -, et ass näischt Neies.

Wann ee kuckt, 2013 huet den deemolege Premier, deen elo Kommissiounspresident ass, eigentlech och schonn datselwecht gesot. 2013 hate mer en Defizit beim Zentralstat, mengen ech, vun 1,3 Milliarden. Ech hat elo virdrun am Historique vum „Lëtzebuerger Wort" gelies, ech liese wéi Der gesitt, ech hunn op alle Fall elo nach déi Zuel am Kapp, 2013 wier op alle Fall den Defizit do bei 1,3...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Dann hunn ech eng falsch Informatioun aus dem „Wort". Dat kënnt net oft vir, mä egal.

Wat ech wëll soen, Madamm Presidentin, ass, datt op alle Fall och schonn den Här Juncker, deemools a senger anerer Fonctioun, och deemools schonn dofir plädéiert huet, datt een och soll méi investéieren. An dat ass dat, wat mir maachen. An déi héich Investissementer an eisem Budget, déi ginn awer trotzdeem positiv aviséiert, duerch d'Bank, vun enger ganzer Rei Avisen, déi och de Rapporteur opgezielt huet an déi een och da kann noliesen.

Ech hu gesot, d'Politik muss dann also kloer de Kader setzen am Budget. Wat sinn do fir eis eng Rei vu Prioritéiten? Eng vun eise Prioritéiten ass d'Mobilitéit, an dëst aus guddem Grond, mir hunn do Nohuelbedarf. Dat brauch ee kengem hei ze soen, dee moies oder owes am Trafic, soen ech emol, diplomatesch ausgedréckt, stécht. Mir mussen also den Transport nach méi effizient maachen, mer mussen e méi schnell maachen, mer mussen e méi bequem maachen, fir datt dat dann och wierklech déi Alternativ gëtt fir d'Automobilisten.

A konkret hu mer, mir schwätzen also net nëmmen dovun, konkret hu mer am Budget do d'nächst Joer eng ganz Rei Saache virgesinn. Ech wëll se net all opzielen, awer trotzdeem e puer: Ech mengen d'Gare am Pafendall mam Funiculaire, 36 Milliounen, dee wäert och 2018 prévisiblement fäerdeg sinn, den Tram, déi nächst Tranche, d'Multimodal-Plattform zu Beetebuerg, 42,8 Milliounen, ech hat elo net ëmmer d'Zuele genannt, weider Investissementer an de Vëlo, Bus, Emstigsplattformen, an esou weider.

Eng aner grouss Prioritéit ass a bleift de Logement. Dir wësst, dat ass keen einfachen Dossier. A well et fir eis eng Prioritéit ass, ënnersträiche mer dat och op en Neits erëm am Budget 2017. Dee Budget ass déi lescht Jore schonn eropgaangen, e geet nach eng Kéier ëm 4% erop op 210,2 Milliounen Euro. Dat ass virun allem, fir nei Logementer ze finanzéieren, awer fir och déi éischt nei Projeten, zum Beispill d'Frichen am Süden, kënnen unzegoen.

D'Klimabank, déi wäert och kommen. Déi wäert elo den Donneschdeg gestëmmt ginn.

(Interruption)

D'Klimabank ass jo eigentlech och e Prinzip, deen och nei Weeër geet. Ech wëll elo net alles soen, well soss lauschtert en Donneschdeg kee méi dem Här Hahn an dem Här Lamberty no.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mä wat ass de Prinzip vun der Klimabank? Ech mengen, hei gëtt jo de Modell vun den Hëllefen ergänzt duerch e Prefinanzement. Firwat? Fir datt mer de Leit hëllefen, fir datt se hir al Haiser energetesch sanéieren. An et ass jo och domadder, wou se am Endeffekt Sue spueren. Wa se manner Energie brauchen, spuere se och Suen. Dat sinn also Mesurë géint d'Energieaarmut. Do kënnt dann och d'gratis Energieberodung, de Guichet unique an esou weider. Wéi gesot, en Donneschdeg kommen dann nach eng Kéier d'Detailer.

Mä an deem Projet vun der Klimabank, ech hunn dat och oft a menger rezenter oder an deene leschte Joren ëmmer erëm gesot, bei der Klimabank, do hu mer eigentlech nëmme Gewënner! Mir hu Gewënner, well d'Leit Sue spueren, well se a gutt isoléierten oder a sanéierten Haiser sëtzen. Se spueren also Suen, d'Leit am Portmonni. Mir schafen nei Aarbechtsplazen oder nei Créneaue fir eis Betriber. De Stat huet manner Kyoto-Strofen ze bezuelen. An am Endeffekt gewënnt d'Klima doduerjer och!

Aner Mesuren am Logement: D'Subventions de loyer, déi mer schonn ëmgesat hunn, déi vläicht nach net iwwerall esou ukomm sinn, wéi mer dat wëllen. Do wollt de Logementsminister och nach eng Kéier en Hoff maachen, fir datt dat nach besser bekannt gëtt.

Ech wollt och nach eng Kéier erënneren un déi steierlech Mesuren, déi mer an eiser Steierreform gemaach hunn, och am Beräich Logement, besonnesch och fir déi Jonk: Véierelstaux, Bauspueren, Abattementer an esou weider.

Dann, Madamm Presidentin, wa mer wëllen an d'Zukunft vun eisem Land investéieren, da musse mer och op eis Kanner an eis Jugend setzen. Dat ass eigentlech eng Evidenz. Mä da muss een dat och konkret weisen, datt een net bei deene wëllt spueren. An duerfir ginn och ganz héich Investissementer gemaach an d'Betreiung, d'Förderung, an d'Schoul awer och an d'Familljen.

Ronn 15% also vun den Ausgabe vun eisem Budget 2017 fléissen a Mesurë vum Ministère vun der Éducation, Kandheet a Jugend, wéi en elo heescht. Zum Beispill plus 26 Millioune fir d'Chèques-services, plus 22 Millioune fir d'Éducation plurilingue vun de Kanner, d'Lycéesreform, d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreiung an esou weider.

An ech wëll nach eng Kéier et och hei ënnersträichen, déi multilingual Fréiförderung, déi kënnt den Hierscht 2017. De Minister Meisch, dee wollt do net an d'Blannt erafueren, wéi dat emol an der Vergaangenheet vläicht mat aneren Neierungen, beim Précoce deemools, de Fall war. Et si fir d'Éischt Pilotprojete gemaach ginn, do sinn Experienze gesammelt ginn an déi kënnen elo dann an e kohärente Modell afléissen, fir dat dann 2017 flächendeckend ëmzesetzen.

Am Beräich vun der Famill gëtt och investéiert, dat ass och e wichtegen Akzent, plus 49 Millioune fir d'Allocations familiales, plus 42,9 Millioune fir de Congé parental, de Congé parental, deen e bësse méi Flexibilitéit bréngt, besser finanziell Konditiounen. Dat neit RMGs-Gesetz, wou mer investéieren, wat och e Gesetz ass, dat net déi Leit bestrooft, déi erëm lues a lues och versichen, an den Aarbechtsmarché ze kommen.

A wann ee vun Zukunft schwätzt, jo, da wëll ech awer och nach eng Kéier de Fonds souverain kuerz an Erënnerung ruffen. D'Grondiddi ass déi - datt mer net, wéi dat eis virdrun awer iergendwéi zwëschent den Zeile virgeworf ginn ass, datt mer elo alles géife verpolveren, datt mer alles méi schnell géifen ausginn, wéi et géif erakommen -, neen, hei ass eigentlech d'Grondiddi, datt mer en Apel, dee faméisen Apel fir den Duuscht, op d'Säit leeë fir déi nächst Generatiounen.

A mir sinn eigentlech awer déi éischt Regierung, déi esou e Fonds souverain agefouert huet. Et huet eng Kéier misse gemaach ginn an dat geet iwwert d'Symbolik eraus. De Moment si schonn 132 Milliounen dran. D'nächst Joer kommen nach eng Kéier 50 Milliounen derbäi, vläicht nach e puer vun anere Recettes extraordinaires. An de Fong huet jo och elo eng kloer Investitiounsstrategie, déi een online fënnt.

Neiastellunge beim Stat. Och dat si fir eis Investitiounen an d'Zukunft vun engem modernen an effiziente Stat, deen am Déngscht vum Bierger schafft. De Stat schaaft d'nächst Joer 1.000 nei Posten. Firwat? Ech hat elo grad insistéiert virun zwou Minutten, datt ee muss a seng Kanner investéieren. An duerfir gi bei den Neiastellunge méi wéi d'Halschent an den Enseignement.

Mir hunn esou vill Erausfuerderungen an de Schoulen an déi si grouss, Stéchwierder hei: Méisproochegkeet, Heterogenitéit vun de Schüler, mir brauche méi individuell Betreiung. Duerfir setze mer en Akzent bei den Neiastellungen am Enseignement.

100 nei Poliziste ginn ënner anerem agestallt, well och d'Sécherheet... Mir liewen an Zäiten, wou dat och méi am Fokus steet a well et och wichteg ass, datt mer Leit um Terrain hunn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Berger, wann Der erlaabt, den Här Roth wollt just eng Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Eng kleng.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eng kleng Fro. Merci. Dir hutt elo de Fonds souverain ugeschwat. Mä sinn déi Suen, déi an dem Fonds souverain sinn, sinn déi affectéiert un de Fonds souverain, dat heescht, si se aus dem Budget erausgesat, fir do op e Kont gesat ze ginn?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Oder si se just kontabilitéitsméisseg affectéiert?

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass vläicht éischter, Madamm Presidentin, eng Fro un de Finanzminister. Deen huet awer, wann ech dat konnt mam lénken A am Bléckwénkel gesinn, d'Zoustëmmung zu deem gesot. Also dat ass d'Äntwert op Är Fro.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Gutt, Här President, kuerz e Wuert nach zu de Gemengefinanzen. Mat eiser Reform vun de Gemengefinanze kréien d'Gemenge vum Stat 110 Millioune méi. Si bréngt also méi eng, mir soen, gerecht Opdeelung. Sécherlech waren do Diskussiounen, wat wéi gerecht kéint sinn. Absolutt Gerechtegkeet ass hei ëmmer ganz schwiereg.

Mä do wëll ech awer och ënnersträichen, datt de Finanzminister och dofir gesuergt huet, datt keen eppes verléiert. D'Gemengen hunn also d'nächst Joer insgesamt méi Suen, fir ze investéieren, wéi se dat nach 2015 haten.

Och hei - war et och den Här Roth, neen, ech mengen, et war en anere Spriecher -, mä och hei bedauere mer och e bëssen, datt d'Oppositioun déi Gemengefinanzreform net matgestëmmt huet. Et sinn awer Suen, déi de Gemengen zeguttkommen. Dir hat liicht aner Kritären. Mä et hätt een awer och do kënnen e Wee fannen, wann een déi och éischter gehat hätt, datt een dat zesumme gemaach hätt. Et wier awer flott gewiescht, wa mer do zesummen hätte kënnen deene Gemengen all déi Suen zoukomme loossen.

Här President, d'Wirtschaft dréit gutt an da muss de Stat als Employeur och seng Verantwortung iwwerhuelen. An dat soen ech och: Als DP hu mer do och ëmmer Kloertext geschwat. Jo, et gi Verbesserungen an der Fonction publique, wann d'wirtschaftlech Eckdate stëmmen. An dat ass elo de Fall. Dat ass elo de Fall! Duerfir huet dës Regierung en Accord salarial mat der Fonction publique getraff, dee ganz räsonabel ass, mat enger Primm vun 1% d'nächst Joer an enger Punktwäerterhéijung vun 1,5% 2018. An och d'Iessenszoulag gëtt dann erhéicht. Wéi gesot, mir hunn déi wirtschaftlech Eckdaten, déi dat och erlaben.

Ech wëll awer och an deem Kontext rappeléieren, datt mer méi wéi jee - méi wéi jee! - och gutt Statsbeamte brauchen, datt mer op déi ugewise sinn. A mir hu vill, ganz vill gutt Statsbeamten, déi fir eis schaffen.

Wann een nëmmen denkt - ech menge jiddwereen, deen dat schonn eng Kéier gesinn huet - un déi Aufgaben, déi verschidde Beamte mussen zu Bréissel erleedegen. Do huet een eng Armada vu Beamten, zum Beispill aus deene grousse Länner wéi Däitschland, Frankräich, do sëtzen 20, 30 Topbeamten, déi do den Dossier suivéiere fir de Minister an him zouschaffen.

Mir hu fir déiselwecht Aufgaben, an heiansdo musse mer et méi schwéier verteidegen, een, zwee Beamten, fir dat nëmmen als Beispill ze huelen, datt dat der sinn, déi gutt sinn. Et ginn och vill aner gudder, mä déi muss een awer och dann deementspriechend kënnen, wann et d'Konditiounen erlaben, belounen.

Här President, ech wëll och zum Schluss nach eng Kéier op déi grouss Efforte vum Finanzminister a Saachen Transparenz a kloer Presentatioun vum Budget verweisen. Ech hu gesinn, wéi et alt emol a Jore virdru war, wéi et elo ass an der Cofibu. Ech muss soen, datt mer awer ganz vill Donnéeë geliwwert kréien, Zuele geliwwert kréien an der Cofibu. Heiansdo, bon, da muss ee fir d'Éischt froen, da mussen d'Verwaltungen Zäit kréien, dat ze maachen. Mä do kréie mer awer ganz vill geliwwert.

Och den Internetsite: Wann ee vun Transparenz schwätzt, ass dat och, fir dem Bierger d'Saache méi no ze bréngen. Déi liesen net nëmmen eis Budgetsdebatten oder de Budgetsrapport, déi wëllen awer och eng ganz Rei Saache vläicht méi einfach zougänglech hunn. Och do, mer hunn do Internetsitten, déi ganz iwwersiichtlech sinn. Bei der Steierreform ass dat och de Fall. An ech fannen dat awer wierklech gutt Initiativen, fir eben och dem sougenannten Normalbierger méi Abléck a méi Zougang dozou ze ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss, fir nach eng Kéier ze soen: Mat dësem Budget 2017 erkennt d'Regierung d'Zeeche vun der Zäit a si iwwerhëlt hir Responsabilitéit. Duerfir baut se net Maueren op, si konzentréiert sech net drop, fir den Defizit eleng ofzebauen, wéi dat d'Oppositioun haaptsächlech gefuerdert huet.

A vläicht awer e Wuert... Virdrun, ech muss awer soen, wann ech d'Konklusioune vum Spriecher vun der gréisster Oppositiounspartei héieren hunn, dann huet e vill mat den Zuelen hin- an hierjongléiert. Hien huet awer éischter, muss ech soen, Mauere gebaut. Ech hunn net méi ziele kënnen: Neen zu..., neen zu..., neen zu..., neen zu.... „Neen zu", eigentlech géint alles, wann ech dat richteg notéiert hunn.

Also, déi Maueren, Här President, wëlle mir net bauen. D'Regierung notzt dee gudde Wand an hëlt déi richteg Décisiounen, andeems si massiv an d'Zukunft vu Lëtzebuerg investéiert. Dëse Budget ass och dee richtegen, well mer de Leit am Land däitlech méi Kafkraaft ginn an eis Betriber méi kompetitiv maachen. Duerfir wäert meng Fraktioun dëse Budget stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Bal esou gutt, wéi wann den Här Graas se gehalen hätt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech suergen emol e bësse vir. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un der Aschätzung vum Budget, do scheede sech d'Geeschter. Dat war fréier net anescht wéi haut, a jee nodeem ob een an der Majoritéit sëtzt oder an der Oppositioun sëtzt, gesäit een de Budget anescht, obwuel et jo komescherweis déiselwecht Zuele sinn, déi ee kommentéiert. Jee nodeem, dat huet een dëst Joer och an den Avise gesinn, ob een dat duerch de Patronatsbrëll kuckt oder de Salariatsbrëll kuckt, schätzt een och dëse Statsbudget 2017 verschidden an.

An et ass jo erstaunlech, dass den Haaptspriecher vun der CSV hei ausschliisslech Zitater vun de Patronatschamberen ugefouert huet, fir d'CSV-Theesen ze ënnermaueren, an net eng Kéier a senger Ried vun iwwer enger Stonn iergendwellech Referenz gemaach huet op déi dach gutt fundéiert Avisen och vun de Salariatsvertrieder. Et ass erstaunlech fir de Spriecher vun enger Vollekspartei. Et schéngt, wéi wann et déi eng an déi aner Leit am Vollek géife ginn, vun deenen d'Avise méi zielen, ee wéi deen aneren.

Jee nodeem ob een och duerch den nationale Brëll kuckt oder den europäesche Brëll kuckt, gesäit een, och dëst Joer besonnesch, dëse Budget vläicht anescht. De Budgetsminister huet haut de Moien, en huet dat och scho gemaach bei der Presentatioun, de Budget als Budget vun dem qualitative Wuesstum, der Solidaritéit an der Kompetitivitéit bezeechent.

De Budgetsrapporteur, mäi Fraktiounskolleeg, de Claude Haagen, deem ech hei ausdrécklech wëll Merci soe fir seng intensiv Aarbecht iwwert déi lescht Méint op deem heite Budgetsprojet, deen huet de Budget bezeechent als e Budget am Déngscht vun engem nohaltegen an engem inklusive Wuesstum.

Vun der Oppositioun sinn et Reaktioune ginn: „Dat do ass e Wahlbudget!" Do ass de Budget dann Ausdrock vun enger irresponsabeler, haut ass gesot ginn „enger liichtfankeger" Finanzpolitik. „Et ass keen Zukunftsbudget!" An eng Sensibilitéit hei am Haus huet an deem Budget einfach nëmmen e weideren Austeritéitsbudget entdeckt, wat erstaunlech ass bei engem Wuesstum vun den uerdentlechen an ausseruerdentlechen Ausgaben an der Héicht vun iwwer 5%. Dat dote wär a kengem Land op der Welt en Austeritéitsbudget. Anscheinend wann een eng Kéier eppes behaapt, da muss een déiselwecht Litanei ëmmer erëm widderhuelen, och wann d'Realitéit entre-temps eng aner ginn ass.

Bei also der Begeeschterung op där enger Säit an der virulenter Kritik op där anerer Säit ginn heiansdo d'Nuancë verluer. An ech kéint mech hei beméien, also net elo eesäiteg dat heiten Dokument ze kucken, mä probéieren, och déi eng oder aner Nuance an der Appréciatioun hei mat eranzebréngen, déi d'Realitéit einfach och erfuerdert.

Ech wëll awer gläich soen, dass an den Ae vun der LSAP-Fraktioun dee Budgetsprojet 2017 e gelongene Budget duerstellt, dee grad an dësem Moment déi richteg Prioritéite setzt. Do soen ech un éischter Plaz - och dat ass eppes, wat ech komplett vermësst hunn hei an der Interventioun vum CSV-Vertrieder -, d'Steigung vun der Kafkraaft vun de Leit, vun der Kafkraaft vun den Haushalter.

2017 wäert dës Reform, awer och duerch d'Accorden an der Fonction publique, duerch d'Emsetzung vu fréieren Accorden an assimiléierte Secteuren an der Fonction publique, duerch den Effet, deen dat sécherlech och wäert op de Privatsecteur hunn, duerch eng ganz Rëtsch vun zousätzleche Sozialleeschtungen, déi méi wäerten op d'Leit geriicht ginn, wäert derzou féieren, dass mer no jorelaanger Tendenz vu Stagnatioun vun der Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg am Schnëtt wäerten 2017 eng däitlech Erhéijung vun der Kafkraaft an eisem Land hei kréien. Eng Kafkraaft, déi praktesch also 2009, 2015, iwwert déi ganz Period stagnéiert huet, wäert elo 2017 däitlech an d'Luucht goen. A mir wäerten dann erëm och iwwert der realer Kafkraaft vum Joer 2008 leien, ier et also an d'Kris eragaangen ass. Dat ass fir eis en éischt staarkt Merkmal vun dësem Budget 2017.

Dat zweet Merkmal, dat ass, dass mer et fäerdegbruecht hunn an dëser Regierung, nodeem déi viregt Regierung duerch de Spuerpak 2012-2013 d'Investissementer vum Stat däitlech no ënnen erofgesat hat, deen no an no erëm eropzeféieren op en héijen Niveau, ronn 2,4 Milliarden Euro, direkt an indirekt Investissementer vum Stat. An dat entsprécht ronn 4% vun eisem PIB. 2013 war duerch de politesche Wëllen, dat war net reng nëmmen d'Enwécklung vun de Projeten, et war och e politesche

Wëllen hannendrun, war deen op 1,5 Milliarden Euro erofgefuer ginn, wat nach gutt 3% deemools vum PIB ausgemaach hat. Do ass also e grousse Sprong no uewe gemaach ginn.

Insgesamt steigen d'Statsausgaben, wa mer se elo korrigéieren an déi ausseruerdentlech Elementer eraushuelen, am nächste Joer ëm gutt 5%. Dat läit an der Linn vun der Steigerung, wéi mer se och schonn déi lescht Jore kannt haten, bei 4 bis 5%. Dat ass also dee Rythme de croisière, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dee mer eis natierlech awer nëmme kënne leeschten duerch eng Croissance, déi och hei grad zu Lëtzebuerg duebel esou héich och an Zukunft wäert sinn - 2016, 2017, 2018 -, wéi dat am Schnëtt an der Eurozon de Fall ass. Dat bleift also en däitleche Plus, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. An déi dote méi favorabel Entwécklung vun der Wirtschaft mat all deem, wat dat och vu Steiere generéiert, ass jo eng grouss Erklärung, firwat dës Regierung déi Politik hei mat deem Budget 2017 iwwerhaapt ka maachen.

Dës Budgetspolitik vun engem liichten Iwwerschoss also am Gesamtstat an engem an eisen Aen akzeptabelen Defizit beim Zentralstat ass net nëmme konform zu eise Budgetsregelen, mä se entsprécht och den europäesche Virgaben. Dat hunn all Instanzen, déi eigentlech dat dote musse kontrolléieren, a besonnesch déi iewescht Instanz aus der Europäescher Kommissioun, bestätegt an hiren Avisen, dee se zum Budgetsprojet fir 2017 ofginn huet a wou se gesot huet, datt Lëtzebuerg konform ass zu deenen obligatoresche Regelen, déi sech fir all Land imposéieren.

A Lëtzebuerg gehéiert zu enger Minoritéit - Minoritéit! - vu Länner an der Europäescher Unioun, déi déi dote Konformitéit kann an Usproch huelen. An iwwregens hunn och aner national Gremien datselwecht festgestallt, datt se zwar Detailpunkter kritiséiert hunn, datt se en Orientéierungsëmschwong, dee si mengen ze erkennen, kritiséiert hunn. Dat wëll ech gutthalen, mä et dierf een awer vun der Haaptausso net oflenken, déi och e Conseil d'État gemaach huet, deen och e Conseil national des finances publiques gemaach huet, dass Lëtzebuerg konform ass a konform ass op déi ganz Period gekuckt bis 2020, wat d'Element jo vum Pluriannuel ass.

An och ech wëll, äänlech wéi de Minister dat de Moie gemaach huet, och e puer europäesch Statistike beméien, fir och d'Plaz vu Lëtzebuerg nach eng Kéier kloerzemaachen an dem Feld vun de Länner vun der EU respektiv vun der Eurozon. An do gehéiert Lëtzebuerg zum Spëtzepeloton; net zum Spëtzepeloton vum Scholdemaachen, mä zum Spëtzepeloton vum wéineg ëffentlech Schold maachen. Do gehéiert Lëtzebuerg weiderhin zum Spëtzepeloton, wat den Équiliber vum Gesamtstat ugeet, an et gehéiert net zum Spëtzepeloton, wat den Defizit am ëffentleche Secteur ugeet.

Mat der Schold leie mer, wa mer um Enn vun dëser Period sinn, no deenen neisten Zuelen, déi de Minister de Moie presentéiert huet, souguer ënnert dem Niveau, dee mer 2013, also am Ufank vun dëser Period haten. Am Ufank, déi éischt Projektioun hat éischter gesot, mir géifen op engem äänlechen Niveau landen. Mir wäerten drënner landen no deene leschte Berechnungen.

An domat si mer Nummer 2 weiderhin an Europa. Estland ass do schwéier nach anzehuelen. Mä do féiere mir natierlech dee ganze Rescht vum Peloton un; Nummer 2. Mir waren et a mir bleiwen et natierlech an där Positioun vun Nummer 2 an Europa.

Wat den Iwwerschoss ugeet, ware mer schonn 2015 Nummer 1 an Europa. Mir haten deen héchsten Iwwerschoss, wat de Gesamtstatsbudget ugeet. An dat wäert sech och net fundamental änneren.

De Minister huet nach de Moie gewisen: Wat d'ëffentlech Investissementer ugeet, si mer zwar net d'Nummer 1, wat de Pourcentage ugeet, mä mir leien awer däitlech iwwert der europäescher Moyenne. A besonnesch si mir déi, déi an deene leschte Joren déi ëffentlech Ausgaben am meeschten eropgedréckt hunn. Do si mer absolutt d'Spëtz an der Europäescher Unioun.

Alles dat weist, dass déi Schwaarzmolerei, déi hei systematesch vun enger gewëssener Säit vum Haus bedriwwe gëtt, sécherlech an där doter Form net ze akzeptéieren ass. Kriticke kann een an deem engen oder deem anere Punkt maachen, mä déi pauschal Veruerteelung ouni Nuancë vun där Finanzpolitik vun dëser Regierung, dat ass einfach lächerlech. Dat entsprécht alles anerem wéi de Realitéiten.

(Interruption)

Wat dat mëttelfristegt Budgetszil ugeet, eng wichteg Komponent jo och an den europäesche Budgetsregelen, esou gëtt dat all dräi Joer frësch festgesat. Hei hat ee bal den Androck, wéi wann elo d'Lëtzebuerger Regierung sech hei verflicht hätt fir déi nächst 20, 30, 40 Joer. Déi ginn all dräi Joer, esou wëllen et d'europäesch Regelen, festgesat opgrond vu Berechnungen, déi vun europäesche Stelle gemaach ginn, vu Propositiounen, déi d'Kommissioun da mécht. An 80% vun de Länner hunn déi Propositiounen akzeptéiert.

Ech wëll drun erënneren, dass déi viregt Regierung ee Moment konfrontéiert war mat enger Propositioun vun der EU-Kommissioun, fir eist deemolegt mëttelfristegt Budgetszil op plus 0,75% eropzesetzen. Wat huet déi deemoleg Regierung ënner CSV-Féierung gemaach? Si ass op Bréissel gepilgert an huet erreecht, dass dat Zil manner streng ausgeriicht ginn ass.

Haut an der Oppositioun ass et der CSV net streng genuch. Wéi se an der Regierung waren, hu se alles gemaach, dass solle manner streng Regele vun Europa festgeluecht ginn! A schlussendlech ass déi Propositioun vun der Kommissioun opgrond vun neie Berechnungen deemools op plus 0,5% vum PIB da gemaach ginn. An d'Regierung war nëmme frou, dass se dat dann dee Moment konnt akzeptéieren.

Dës Regierung mécht eigentlech näischt aneres, wat och déi viregt Regierung gemaach huet, wat déi meescht Regierunge maachen, mä si seet awer och, dass déi minus 0,5 vum PIB fir si zwéngend sinn, juristesch zwéngend sinn, mä politesch den Équiliber eigentlech ustriewenswäert ass, de strukturellen Équiliber ustriewenswäert ass, deen een net kann ëmmer genau vläicht erreechen. Mä et soll een do net all Margen, déi een huet, vläicht ausschëpfen an den Équiliber eigentlech vum strukturelle Budgetssaldo gesamtstaatlech ustriewen. Et ass och dat, wat mir als LSAP-Fraktioun eigentlech fir richteg fannen.

Dëse Budget muss virun allem awer an eisen Aen interpretéiert ginn a bewäert ginn an enger deelweis neier Orientéierung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik. An et schéngt mer, wéi wann do déi gréisste Partei am Land an am Universum déi Entwécklung net richteg matkritt hätt.

(Interruption)

Et ass erstaunlech, zemools elo misst jo en direkten Drot zum President vun der Europäescher Kommissioun bestoen, dee jo nach am Ufank vun dëser Legislaturperiod hei den Haaptspriecher war vun der CSV, deem seng Haaptsuerg et sengerzäit an der Ried war, nozeweisen, dass dës Koalitioun eigentlech näischt aneres géif maachen, wéi d'CSV och gemaach hätt, an elo d'CSV just wëllt de Contraire beweisen, dass dës Regierung awer just de Contraire mécht vun deem, wat d'CSV eigentlech ëmmer wollt maachen.

Ech verstinn d'Welt net méi. Bon, den Här Juncker ass zu Bréissel, déi aner Leit si weider hei zu Lëtzebuerg. Jiddwereen iwwerhëlt d'Verantwortung fir déi politesch Aussoen, déi e mécht.

(Interruption)

Ech wëll awer drop opmierksam maachen, och un d'Adress vum Här Wiseler, dee mech elo hei ënnerbrach huet, dass se...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ah, ech sinn dankbar, wann ech ënnerbrach ginn. Ech sinn dankbar fir Froe virun allem, zemools wa se d'Vergaangenheet betreffen.

Ech mengen, et däerf awer kengem eigentlech, dee gudde Wëllens ass, entgaange sinn, dass den Här Juncker himself an den Här Moscovici als ee vun de responsabele Kommissären e kloren Opruff gemaacht hunn u Länner wéi Däitschland, wéi Holland, wéi Estland, wéi Lettland, wéi d'Slowakei, Malta a Lëtzebuerg, siwe Länner insgesamt, fir elo - elo, 2016! - hire budgetäre Spillraum ze notzen, fir ëffentlech Investissementer eropzesetzen, fir doduerjer matzehëllefen, duerch déi konzertéiert Aktioun, fir den europäesche Wuesstum méi robust ze maachen, a fir doduerjer och ze hëllefen, och dee Chômage, deen nach ëmmer vill méi héich läit wéi am Ufank vun der Kris, endlech erëm däitlech erofzedrécken. A ganz kloer och dat mat der Maßgab, dass dat och ka bedeiten, dass méi Scholde vun deenen eenzelne Länner gemaach ginn.

Dat ass jo genau dat, wat d'CSV hei net wëllt agesinn! Fir si si Scholden a priori eppes Schlechtes. Si schwätze vun enger Scholdespiral,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, ech hunn näischt géint d'Investitiounsefforte gesot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...déi nach ëmmer amgaange wär an déi se esou dronke mécht, dass se eigentlech net gesäit, dass déi Scholdespiral, déi et net gëtt, mä selbstverständlech wäert et och nach an Zukunft ëffentlech Scholde ginn, egal wat fir eng Regierung dann d'Responsabilitéit an dësem Land wäert hunn, fir ebe kënnen ënner anerem déi ambitiéis Investitiounspolitik do ze maachen.

Europäesch Instanze verlaangen net, dass méi gespuert gëtt, wat d'CSV och nach haut de Mëtteg an dëser Debatt als Haaptmessage no bausse ginn huet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, ech hunn den...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Haaptmessage war: Et muss méi gespuert ginn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry, hunn ech iergendeppes gesot géint déi Investitiounsefforten?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Wiseler huet hei als Spriecher vun der CSV gesot,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...verschidde Kreditter géifen ze staark an d'Luucht goen. En huet allerdéngs vergiess ze soen, wat fir eng Kreditter e prezis mengt, déi dann esou staark an d'Luucht ginn a wat net akzeptabel wär.

D'Spuerpolitik, déi nach vläicht virun e puer Joer préconiséiert ginn ass vun der Europäescher Kommissioun a vun den europäeschen Instanzen, ass net méi déi Politik, déi momentan préconiséiert gëtt, well eben dee schwaache Wuesstum, deen ze schwaache Wuesstum, dee mer an Europa hunn, an der Eurozon hunn, muss eropgedréckt ginn duerch Initiativen, déi konzertéiert verschidden national Länner hunn, déi déi dote Margen hunn. A Lëtzebuerg huet mat déi gréisste Marge, fir do ze handelen - dat weisen och europäesch Statistiken -, fir ze hëllefen, dass et insgesamt an Europa soll besser goen an deenen nächste Joren.

Mir däerfen also net hei de Feeler maachen, reng national déi Budgetspolitik ze kucken, mä déi schreift sech an an eng nei politesch Strategie, wéi se an der Europäescher Unioun definéiert ginn ass. An aus deem Gesiichtspunkt hier ass dat heiten e richtege Budget, deen dëse Moment hei presentéiert gëtt.

Mä d'Europäesch Kommissioun ass net eleng, fir eigentlech deen dote Wiessel ze préconiséieren. Deeselwechte Message geet och vum Internationale Währungsfong aus. Deeselwechte Message, nozeliesen am „World Economic Outlook", Oktober 2016. Deeselwechte Message geet aus vun der OCDE, vun ënner anerem hirem Generalsekretär - an ech wëll dat kuerzt Zitat awer hei uféieren -, deen en Appell gemaach huet u sämtlech Staten, wou e Folgendes seet: «Dans le contexte actuel des faibles taux d'intérêt, les responsables de l'action publique ont une occasion unique d'actionner plus activement les leviers budgétaires pour stimuler la croissance et réduire les inégalités, sans compromettre les niveaux d'endettement. Nous les appelons instamment à le faire.»

Abee, dës Regierung, dës Koalitioun mécht dat doten. Si verweigert sech net deem internationalen Appell. Si suergt derfir, dass d'Nofro gestäerkt gëtt duerch déi Steierreform, duerch eng Émverdeelung, duerch méi Geld, dat jiddweree wäert zur Verfügung hunn, ënner anerem och, fir ze consomméieren. A si mécht et och, andeem si d'Kompetitivitéit vun den eenzelne Betriber stäerkt an andeem se héich ëffentlech Investissementer férdert.

Dat ass also genau déi Politik, déi konform ass zu eisen nationale Regelen, déi weiderhi konform bleift zu de budgetäre Regele vun der Europäescher Unioun, déi awer elo voll am Trend läit vun der Reorientéierung vun der europäescher Wirtschafts- a Budgetspolitik, wéi se elo gefrot gëtt.

Bei eis sinn d'Compteuren 2013 net stoe bliwwen. Dës Koalitioun denkt weider, beweegt sech weider a bleift net op der Plaz stoen, well se och weess, dass déi Austeritéitspolitik, déi an eenzelne Länner gemaach gëtt, net hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Hei ass ni Austeritéitspolitik gemaach ginn. Déi Leit, déi dat behaapten, wëssen net, wat eng Austeritéitspolitik ass. Déi ass och net vun der viregter Regierung gemaach ginn.

Mä et ass d'Austeritéitspolitik, déi an eenzelne Länner gemaach huet, et ass dat éiwegt Spueren, dat ëmmer nëmme kontabelséissegt Opeenzel-Zuelen-Kucken, ouni dee politeschen Hannergrond ze gesinn an ouni de soziale Misär ze gesinn, dat dat Ganzt provozéiert, et ass dat, wat an d'Mauer gefouert huet an eenzelne Länner. Mir mussen eis dach lassléise vun där Politik! An et kann dach net sinn, dass mer hei eng schlecht Lëtzebuerger Kopie wëlle maache vun där doter Politik!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Zu de Scholden - och e Kritikpunkt vun der Oppositioun. Ech soen hei näischt Neies. Ech hunn dat schonn an e puer Rieden hei ëmmer erëm widderholl. Scholde sinn a priori näischt Guddes an näischt Schlechtes. Et muss ee just kucken, firwat déi Scholde gemaach ginn a wéi se nohalteg eigentlech ze verkraafte sinn.

Wann déi Schold esou gemaach gëtt..., wat hei awer zu Lëtzebuerg de Fall ass, wat ee Moment an der leschter Period fir 2013 a Fro gestallt war, duerfir huet jo mussen nogerüst gi bei engem Budgetsprojet, deen den Här Frieden sengerzäit proposéiert hat, a wou den Här Wolter sidéréiert war iwwert dat, wat do als Propositioun komm war, dunn hat et ee Moment ausgesinn, wéi wa mer méi misste léine goen, wéi de Stat direkt Investissementer dat Joer géif maachen. An dunn huet deemools d'Koalitioun zu e puer Leit gesot: „Dat do geet net! Dat kann et net sinn!"

Mä dës Regierung, déi brauch dat net gesot ze kréien. Déi respektéiert deen dote Kritär! Si respektéiert e fir 2017. Wann ee seet: „Ronn eng Milliard gi mer léinen, op där anerer Säit hu mer awer direkt an indirekt Investissementer an Héicht vun 2,4 Milliarden", dann ass dat dote kee Problem.

An de Finanzminister huet de Moie jo ervirgerechent: Wann een déi ganz Period kuckt, dann ass eigentlech vun den Investissementer nëmmen ee Véierel iwwer Emprunt géigefinanzéiert, an dräi Véierel ginn duerch Eegemëttele vum Stat opbruecht wärend där ganzer Period. Dat si ganz vernünfteg Tauxen, déi een och am Gemengesecteur erëmfënnt, déi een op anere Plazen erëmfënnt. An ech mengen, dass dat keng onverantwortlech Politik ass, mä dass et eng verantwortlech Politik ass, déi déi Regierung hei mécht.

Dat zemools, well ee momentan zu ganz gënschtege Bedéngunge ka léine goen. Also och déi effektiv Charge de la dette, d'Scholdelaascht, déi all Joers da spillt, wann een d'Zënsen zréckbezilt, déi mécht hei eigentlech minimal eppes aus. A souguer, wann elo eeler Emprunten oflafen, refinanzéiere mer eis wahrscheinlech zu méi gënschtege Konditiounen, wéi dat am alen Emprunt de Fall war; soudass also éischter d'Scholdelaascht nach erofgeet, wann een op deen dote Wee geet.

An d'Regierung läit sécherlech och richteg, dass se praktesch vun der Zënslosegkeet vun haut profitéiert, wa se eigentlech iwwert d'Ligne-de-crédite fiert, fir also momentan Engpäss iwwert deen dote Wee ofzedecken an net direkt en Emprunt ze lancéieren.

Ech wëll et nach eng Kéier hei soen, well och hei erëm d'Steierreform frësch opgeworf ginn ass: Dës Steierreform gëtt net méi an net manner op Pump finanzéiert wéi déi Steierreforme virdrun. Ob dat d'Steierreformen ënner CSV/DP vun 2002 waren, ob dat déi vun CSV/LSAP an de Joren 2008 an 2009 waren: Kuckt lech d'Zuele vun deene Budgeten dono un! Kuckt lech d'Zuelen u vun de Budgeten 2003 an 2004! Kuckt lech d'Zuelen u vun de Budgeten 2009 an 2010! Do gesitt Der, dass do Milliarde vun deene Regierungen deemools hu musse geléint ginn, fir Lächer ze stoppen am Budget!

Et hätt een och kënne soen: „Majo, dat war alles falsch!" Et war awer eng grouss Begeeschterung. 2009, mengen ech, war souguer Eestëmmegkeet hei. D'ADR, déi ganz kritesch ass zu der Steierreform: Eestëmmegkeet, 9% einfach Berengegung vum Tariff vun der Lounsteier. Dat war guer kee Problem. Et ass deemools d'Étiquette „antizyklesch" drop gepecht ginn, an da war jiddwereen natierlech frou, fir sech un deem Seegen do ze bedeelegen.

Mä wann een dee Gesamtkäschtepunkt, deen deemools theoretesch ausgerechent ginn ass, vun där Steierreform 2008-2009 kuckt, dann ass et op iwwer enger Milliard. A wann Der dann d'Defiziter kuckt an de Jore virdrun, an de Krisen, dat deckt sech zimlech mat där Milliard. Do kéint een emol déi cocasse Theorie opstellen, dass wann deemools déi Steierreform net gemaach gi wär, vläicht wären da guer keng richteg Defiziter hei zu Lëtzebuerg opgedaucht.

Et ass e bëssen eng Mëllechmeedcherechnung, mä där ginn der souwisou och vill an der Politik gemaach. Hei ass eng méi.

(Interruption)

Op déi kënnt et och net un, mä d'Fro zumindest ass awer gestallt. An duerfir, mengen ech, sollt een hei mat dëser Regierung alt erëm net méi streng sinn a se net no anere Kritäre beuerteele wéi déi Regierunge virdrun. Déi hunn horgenau datselwecht gemaach. Deemools war et gutt, haut ass et schlecht.

(Interruption)

Ech kommen nach eng Kéier op d'Haltung och vun der CSV zu dësem Budget an zu der Budgetspolitik eigentlech zréck. An ech bleiwe paff,

dass d'CSV eigentlech dës Steierreform net matgedroen huet. Si ass an der Orientatioun net wäit ewech vun deenen Orientatiounen, déi mer bei fréiere Steierreformen haten. Si ass méi sozial gerecht. Dat däerft jo d'CSV net stéieren, déi elo plëtzlech an der Oppositioun do nach wëllt dropleeën op deem dote Punkt.

Ech hu just vergiess, dem Här Spautz säin Amendement iwwert d'Erofsetzung vun der Solidaritéitssteier nach eranzebréngen. Dee war verluer gaange bei der Preparatioun vun där leschter Sitzung.

Well ech mengen, dass déi Steierreform u sech richteg ass. Haut hu mer héieren, dat war mer net ganz kloer, well et jo an där doter Form net egal ass, wie vun der CSV zu deem Thema schwätzt, wie vun hire finanzpolitesche Spriecher - si hunn der vill - da schlussendlech dat Richtegt seet. Ass et den Här Roth, dee kee Problem hätt, wann esou eng Steierreform 600 bis 800 Millioune géif eigentlech kaschten? D'Relance ass him dat wäert. Haut si mer vum Här Wiseler fir d'Éischt gewuer ginn, dass fir d'CSV vläicht d'Halschent vun deem, wat d'Regierung ausgëtt, dat heescht also ronn 200, 250 Milliounen, dat wär, wat fir d'CSV anscheinend akzeptabel ass, opgrond vum Avis vum Internationale Währungsfong.

Wann ech awer alles esou kucken, wat an d'Diskussioun gehäit ginn ass vun hinnen, dann, mengen ech, dass mer vill méi no bei deem Zeenario vum Här Roth géife landen, wéi mer schlussendlech bei deem vun der Regierung sinn. Dat alles ass net kohärent! An ech verstinn och, firwat dass d'CSV dëst Joer d'Optioun geholl huet, haaptsächlech mat engem Riedner hei opzetrieden, wéi se dat och scho gemaach huet bei der Steierreform.

Et ass, mengen ech, dat muss ee soen, wann een deenen aneren andauernd virwërft, si wären net kohärent, et géif hei Zickzackkurs goen, wann ech elo wierklech kucken, wat déi eenzel Stellungname sinn, wat dem Här Mosar seng Virstellungen nach sinn,...

(Interruption)

Wann d'Regierung seet, d'Erofsetzung op 18% vum Taux vun dem IRC, also d'Besteierung vun de Revenue vun de Betriber, géif 100 Millioune manner erabréngen, an den Här Roth seet: „Mir mussen op 15% goen", da riskréiert dat, méi deier ze ginn, well d'Erweiderung vun der Assiette, déi kënnt jo de toute façon iwwert d'Émsetzung vu BEPS. Et gëtt also och net méi bëlleg.

An alles elo wëllen op d'Kaart ze leeë vun den „stock-options", bon, dat fannen ech scho politesch gewot vun der CSV hirer Säit aus. Well d'„stock-options", dat ass jo och scho virgerechent ginn, waren e Bestanddeel vun der Steierreform 2002. An deem Kader ass d'Circulaire geholl ginn. Dunn ass zu Lëtzebuerg eigentlech de System vun den „stock-options" ënner engem CSV-Finanzminister agefouert ginn. A wahrscheinlech ass et hei esou gaangen, wéi et bei der CSV och bei der Logementsproblematik gaangen ass: Se ass vun den Zuelen iwwerrullt ginn. A schlussendlech gesäit se, dass se eppes ganz Schlechtes gemaach huet.

A wou se an der Oppositioun ass, seet se grad zum opportune Moment: „Dat dote musse mer elo ofschafen", nodeem se eigentlech, wéi se an der Regierung war, bereet war, zwar ze reformëieren, mä awer iwwert d'Ofschafe mat der CSV sengerzäit net ze diskutéiere war.

Mir wäerten eist op deem dote Punkt maachen. Mä ech mengen, et kann een net op där enger Säit ëmmer erëm méi fuerderen, méi Personal hei an do, méi Kreditter fir dëst a fir dat, a gläichzäiteg soen: „Et muss awer gespuert ginn, d'Kreditter ginn ze héich", an net ze soen, wat fir eng Kreditter dat sinn, wou ee wëllt spueren, bei wiem ee wëllt spueren, wie vläicht méi muss bezuelen. Alles dat seet een net.

An da schléit sech de Virworf, deen un d'Regierungsparteie formuléiert ginn ass vun de rhetoresche Floskelen, wéi e Bumerang zréck un deejéinegen, deen net méi konkret gëtt, wann et drëm geet, Alternativen ze presentéieren.

(Interruption)

Ech war erstaunt, wéi ech den Här Wiseler héieren hunn hei an enger Ried vun enger Stonn 15 Minutten, eng Stonn 14 Minutten 30 ze schwätzen iwwert d'Positioune vun der Regierung a genau 30 Sekonnen - ech si bal net derzou komm, et ze stoppen -, fir erofzeratteren, wat d'Alternative vun der CSV wären.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech sinn erstaunt, datt Dir lech méi mat der CSV auserneesetzt wéi mam Budget.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo kann et sinn, dass mer an der Suite vun den Debatten nach do méi Informatioune kréien, mä op jidde Fall, mengen ech, dass elo de Moment gewiescht wär, wann een esou eng fundamental Kritik üübt un der Regierungspolitik, un der Budgetspolitik, wann ee seet, „et muss méi gespuert ginn", wann ee seet, „d'Kreditter ginn ze schnell an d'Luucht", wann ee seet, „d'Investissementer, déi musse mer awer selbstverständlech op héijem Niveau halen", wann een dann awer an all sektoriellen Debatten ëmmer méi freet, da muss ee soen: Ass d'CSV dergéint, fir der Fonction publique eigentlech d'Gehälter unzepassen an enger Zäit, wou mer bei 4% Wuesstum sinn? Ass dann de Moment, fir ze soen: „Ah neen, Dir kritt näischt bäi!"? Ass dat d'Positioun vun der CSV?

(Interruption)

Ass et d'Positioun vun der CSV, well anscheinend sinn et jo déi lafend Käschten, déi se stéieren, déi wiere jo aus dem Gréff geroden. Wat sinn dann déi lafend Käschten? D'Fonctionnementskäschten? Mengt Der déi domat; déi missten nach weider erofgedréckt ginn? Mengt Der d'Sozialleeschtunge mussen erofgedréckt ginn? Dat kéint sinn. Dir hutt eng Undeitung gemaacht, dass Der elo schonn direkt eng Pensiounsreform wëllt maachen. Wann Der esou schnell elo reagéiert, da wëllt Der dat jo, denken ech, maachen, well et mussen direkt elo Sue gespuert ginn. Wéi wëllt Der dat da maachen? Wéi gesinn Är Virschléi dann aus, fir direkt déi Pensiounsreform hei ze maachen?

Ech mengen, et kann een net fundamental ëmmer nëmme kritiséieren a kritiséieren, deenen anere Leit virwerfen, si géife rhetoresch Floskele gebrauchen, an da selwer datselwecht maachen, an engem schlëmmere Mooss nach, well et onméiglech ass eigentlech, eng Debatt mat lech ze féieren, wann een net weess, wat Der wëllt. Mir wëssen, wat Der net wëllt, mä d'Land huet och d'Recht, gewuer ze ginn, wat Der wëllt, an am beschten nach virun deenen nächste Wahlen an net no deenen nächste Wahlen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn an deene leschten Debatte konkret Alternative bei de Reformen op den Dësch geluecht. Setzt lech mat deenen auserneen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kommen op deen nächste Punkt. Dat ass d'Fro: Awéiwäit sinn déi Zuelen hei vum Budget glafwürdeg? Dat ass jo traditionell e Kritär, deen all Oppositioun gebraucht an deem eng Majoritéit sech eigentlech och natierlech muss stellen. Fréier hu mer dat emol genannt zur Zäit vun den Häre Rau a Colling, dat war d'Fro vun der Véridicité budgétaire. Zu där Zäit - dat mécht een net méi jonk -, do war dat ëmmer e grousst Diskussiounsthema. A selbstverständlech spillt dat eng wichteg Roll, besonnesch fir deen nächste Budget. Dat ass alles méi aléatoire, wann een dat natierlech méi mëttelfristeg kuckt. Do sinn dann einfach Previsiounen, déi op gewëssenen Hypotheesen opgebaut sinn, wou een net sécher ass, dass déi Hypotheese sech och all wäerten esou bewahrheiten.

Et bleift, dass et awer, wann ech et elo konkret kucken, ausser deenen Differenzen an de Berechnunge vun dem Impakt vun der Steierreform, eigentlech jo och do keng Contestatioune ginn. Kee behaapt, dass d'Regierung hei falsch Zuelen agesat hätt. Et sinn déi richteg Zuelen.

A virun allem, wat fir d'Regierung schwätzt, dat sinn déi Ofschlëss, fir déi si schonn d'Responsabilitéit dréit. D'Budgeten 2014-2015 sinn ofgeschloss. A virun net allze laanger Zäit, virun e puer Stonnen, ass eestëmmeg de Compte général vum Exercice 2015 hei guttgeheescht gi vun der Chamber, wou eestëmmeg dës Chamber, och mat de Stëmme vun der Majoritéit (veuillez lire: Oppositioun), der Regierung, déi anscheinend soss näischt ronn bréngt, awer bei der Exécution budgétaire seet: „Richteg gemaach! Dir hutt Äre Budget richteg korrekt exekutéiert." Dat ass d'Discipline budgétaire; e wichtege Kritär, dee mer onbedéngt och net däerfen...

(Interruption)

Dir hutt awer,...

(Interruption)

Elo hutt Der emol eng Kéier eppes Positives gesot. Elo ass dat och erëm falsch.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst awer och soen, wat d'Realitéit dovunner ass.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt unerkannt, dass déi Beamten, awer och déi politesch Responsabel hir Aarbecht gemaach hunn, wat d'Exekutioun vum gestëmmte Budget ugeet. Ech hunn net gesot, Dir wiert mam Budget d'accord; selbstverständlech net. Mä Dir hutt awer domadder ex post och gesot: „Déi doten hunn déi Saach uerdentlech gemaach, wéi déi viregt Regierungen dat och gemaach hunn, déi viregt Ministeren dat och uerdentlech gemaach hunn. Dat erkennen ech un."

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An déi déi viregt Oppositiounen och ëmmer matgestëmmt hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Stitt elo, wann ech gelift, och zu deem eemolege Geste, deen Der hei an der virweihnachtlecher Zäit hei gemaach hutt vun Unerkennung vun der Aarbecht!

Wat soen déi Konten? An et soll een awer och e Bléck op déi Konten do werfen, well dat jo awer och den Ausdrock ass vun enger Politik, déi schonn ëmgesat ginn ass vun dëser Regierung. Déi weisen, dass déi awer och, a besonnesch 2015 an héchstwahrscheinlech och 2016, an engem Quasiéquiliber sinn. De Statsbudget, ech schwätzen hei net vum Gesamtbudget, d'Sécurité sociale an d'Gemenge mat dran, do ass e kloren, souguer e relativ héijen Iwwerschoss ze verzeechen, mä souguer wat de Statsbudget ugeet, d'Suergekand net eréischt vun de leschte puer Joer, de Statsbudget war schonn eigentlech ausser an Zäiten, wou mer 6, 7, 8% Wuesstum haten, ëmmer e Suergekand, och wéi d'CSV d'direkt Responsabilitéit vun de Budgetspoliticken hat.

Kuckt emol e bëssen déi Zuele vun de leschte Joren no! Soubal mer do bei 3, 4% nëmme Wuesstum waren, dat heescht ënnert der historescher Moyenne vun deene leschten 20, 25 Joer, hate mir eigentlech ëmmer en Defizit am Zentralstatsbudget, am eigentleche Statsbudget. Dat war och ënner CSV-Budgetsministeren net anescht.

Dat hu mer hei zum Deel och haut, mä zumindest huet dës Regierung et fäerdegbruecht, praktesch den Équiliber ze hunn. A wa mer d'Augmentatioun vun den Investissementer berücksichtegen, déi mer haten, dann hätt ee mat Spilles kënnen hei, andeem een bëssen d'Investissementer no hanne gedréckt hätt, wann een et gewollt hätt, formidabel Ofschlëss 2015 an och 2016 héchstwahrscheinlech presentéieren, andeem ee gewisen hätt: De Statsbudget ass am Équiliber.

An da verstinn ech, dass d'Regierung seet „Mission accomplie", wat dëse Moment eigentlech ugeet. An da kënnt d'Reorientéierung eigentlech vun der europäescher Politik mat der Répercussioun eigentlech op Lëtzebuerg; besser Perspektive wat d'wirtschaftlech Entwécklung ugeet. Dat erkläert, firwat dass d'Regierung mengt, dass erëm méi Sputt do ass, fir och eng vernünfteg Verschëldung ze maachen, fir haaptsächlech och méi Kafkraaft kënnen de Leit ze ginn a fir doduerjer och der Wirtschaft nei Impulser ze ginn an d'Investissementer weiderhin op engem gudden héijen Niveau ze halen.

D'Basisdonnéeë sinn erwäänt ginn. Ech wëll net weider drop agoen. Et ass scho gesot ginn: Eis geet et haut objektiven Zuelen no - et ass just vum Här Wiseler an engem Saz unerkannt ginn - eigentlech besser Enn 2016 wéi 2013. Et ass gutt esou; mer sollen eis all doriwwer freeën. Mir mussen och derfir suergen, dass dat weider esou bleift. Mir mengen, dass d'Regierung dat mécht. An d'Prognose weisen, notamment wat den Emploi ugeet, mat elo engem Wuesstum pro Joer praktesch ëm 3%; et ass een emol fréier ausgaange virun e puer Joer vun 1,5 bis 2%; e Chômage, deen zréckgeet, an e Realwuesstum mat ëm 4%; och bestätegt vun internationalen Institutiounen.

Dat gëtt eis sécherlech Sputt. An dat mécht, dass mer besser dosti wéi 2013, a virun allem vill besser dostinn, wéi mer 2013 gemengt haten, dass mer 2016 géifen dostoen, wat och Aussoen erkläert vun deemools, aus där Zäit, a wat déi Aussoe vun haut an engem anere Liicht erschénge léisst.

An ech mengen, dass een also bei esou enger positiver Entwécklung net däerf all Virsiichtsregele verloossen. Dat mécht och dës Regierung net. Net dass se mengt, elo géif d'Manna nëmmen esou vum Himmel falen! An esou enger Situatioun si mer leider och haut zu Lëtzebuerg net. An d'Regierung huet elo 2017 a fir 2018 eigentlech dee politesche Spillraum genotzt, dee se huet, haaptsächlech mat der Steierreform, dem Eropsetze vun Investissementer, mat eenzelnen, deenen engen oder anere punktuelle Mesuren am soziale Beräich, am Familljeberäich, déi se geholl huet. Mä Sputt fir weider grouss Aktiounen, wat d'Dépensen ugeet, ass sécherlech net do bis zum Enn vun dëser Period. Dat soen ech och ganz kloer, och am Numm vun der LSAP.

Sou Margë kënnen entstoen, wann op där enger Säit méi erakënnt, wéi ee gemengt huet, respektiv op anere Plaze vläicht gekierzt gëtt, fir kënnen eng Ëmverdeelung ze maachen, eng Reorientéierung vun enger Dépense ze maachen, méi geziilt vläicht am soziale Beräich géint eenzel Mëssstänn virzegoen. Mä ze mengen, dass elo grouss Margen do wären, dat gëtt de Pluriannuel vun der Regierung net hier! Déi Margë sinn ausgeschëpft. Ech mengen, dat muss also och déi Politik sinn, där mer eis bis zum Enn vun dëser Period eigentlech och als Koalitioun verschreiwen.

Fir eis ass de soziale Volet vum Budget primordial, en ass essenziell. Mir hunn e Budget - dat hänkt dovun of, jee nodeem, wat fir eng Liesaart, ob et national Kontabilitéit oder SEC 2010 ass -, do hu mer 4,2 Milliarden Transferte vun der Sécurité sociale an engem Total vu 17,9 Milliarden. Dat sinn 28%. De Sozialbudget, deemno wéi een en definéiert, mécht souguer iwwer 50% vum Gesamtbudget aus. Ech hunn hei eng Zesummestellung gemaach: Wann een déi Departementer hëlt, déi do drënnerfalen - Éducatioun, Kanner, Jugend, Famill, Integratioun, Santé, Travail, Sécurité sociale an Entwécklungshëllef -, da kommen ech op 7,82 Milliarden Euro op engem Total vu ronn 14 Milliarden - dat do sinn déi national Kontabilitéitszuelen -, da si mer iwwer 50%.

Et gëtt och no SEC 2010 eng Berechnung, déi d'IGF gemaach huet, déi kënnt dann op 8,3 Milliarden Euro op engem Total vu 17 Milliarden. Et gesäit een also, wat den Impakt vum Sozialbudget ass, an deen Impakt, deen hëlt net of, deen Impakt, dee bleift staark, dee wiisst weider liicht vu Joer zu Joer. Fir eis ass dat immens wichteg, dass de Stat weider en Haaptakteur bleift, wat sozial Transferten ugeet. Dat ass eng wichteg Garantie och, fir dass mer e staarke Sozialstat hei zu Lëtzebuerg behalen. Dat hu mer fäerdegbruecht ze maachen.

Ech wéilt awer och - dee Budget hei musse mer gesamtstaatlech kucken - e Wuert zur Sécurité sociale soen a besonnesch zur Fro vun de Renten, wou jo och d'Rentefro erëm vun der CSV hei eigentlech opgeworf ginn ass, wou si der Meenung sinn, dass mer direkt eppes missten un där Rentefro maachen.

Si waren och an der viregter Regierung mat derbäi, mir hu gemeinsam eng Rentereform 2012 décidéiert. Si ass opgrond vu gewëssene Berechnunge gemaach ginn. Mir si jo elo an Zéngjores-Période-de-couverturen, an d'Zéngjoresperiod, wou elo d'Berechnung geet, dat ass déi vun 2013 bis 2022. Hei ass eng Tëscheberechnung gemaach ginn, fir ze kucken, ob déi Hypotheesen, op deenen d'Reform opgestallt war, sech bestätegt hunn, an ze kucken, wat dann elo d'Berechnunge sinn.

Et ass interessant, dat ze maachen - a wéineg Leit hunn dat bis elo gemaach, wann iwwerhaapt -, well ech och an der Press gelies hunn, deen neie Rapport, deen technesche Rapport vum Ministère vun der Sécurité sociale, vun der IGSS, deen hätt „brisant, explosiv" Zuelen, déi wären doranner dran. Do duecht ech: Ma kuck emol eng Kéier, wat déiselwecht Leit da publizéiert hunn 2012, wat d'Basis war eigentlech fir déi Pensiounsreform, déi mer gemaach hunn. An do stellen ech fest, dass entgéint deem, wat den Androck ass, deen dobausse soll geschüürt ginn e bëssen, d'Situatioun haut besser ass, wéi dat gemengt gi war viru véier Joer.

Mir hunn eis dräi Alarmstufe virginn, géif ech gär soen, déi spillen: D'Date-butoiren, wat d'Sécurité sociale a wat hei am Besonneschen de Pensiounsregimm am Privatsecteur ugeet, dat ass déi éischt. Et ass dat: Wéini kënnt de Moment, wou mer méi Ausgaben hu wéi Einnamen an engem Joer, wat d'Pensiounen ugeet? Abee, do war gerechent ginn 2012, dat wär am Joer 2020. Elo seet d'IGSS: „Dat ass am Joer 2023", dräi Joer méi spéit.

2012 ass gesot ginn: „Wéini ass de Moment, wou d'legal Reserv erreecht ass?", 1,5-mol d'Joresausgabe vun de Pensiounen; do war gemengt ginn 2012, dat wär am Joer 2030 de Fall. Elo soe se: „Et ass am Joer 2035", fënnef Joer méi spéit!

An da schlussendlech, fatale Punkt: Wéini sinn d'Reserven opgebraucht? Et war gerechent gi virun e puer Joer, dat wär am Joer 2036. Elo soe se: „Et ass am Joer 2043", also siwe Joer méi spéit.

Dat beweist, dass déi aktuell Rente sécher sinn. Dat beweist, dass - an eisen Aen - kuerzfristeg, mëttelfristeg keen direkten Handelsbedarf besteet, dass déi Reform deelweis gräift, dass och déi gutt wirtschaftlech Entwécklung hëlleft eigentlech, déi doten Échéancen no hannen ze réckelen. Dat heescht awer och, do hu mer och ni en Hehl draus gemaach, dass et nach wäert zu Rentereforme kommen, an zwar opgrond vun deene Berechnunge vun der nächster Zéngjoresperiod. Da muss gekuckt ginn, wéi mer dann dostinn, an da mécht een dann an aller Rou déi Reformen, déi dee Moment noutwendeg sinn.

Mir wëllen also mat roueger Hand eigentlech un déi dote Fro erugoen. D'Hypotheese vun 2012 hu sech an engem positive Sënn bestätegt. D'Situatioun ass net méi dramatesch ginn. Si ass éischter manner dramatesch ginn. Et bleift awer ganz laangfristeg gekuckt selbstverständlech eng Problematik, mat där ee sech

muss beschäftegen. Dat wäerte mer musse maachen, awer opgrond vun deene Berechnungen, déi da virleien. An elo do Hals iwwer Kapp ze soen: „Mir mussen haut a muer eng nei Pensiounsreform maachen!“, dat kann d'CSV maachen, mä dat wäert op jidde Fall d'LSAP net matmaachen!

E Wuert zur Gesondheetskeess: Mir wëssen, dass d'Gesondheetskeess, och opgrond vu Reformen, déi mer an der Vergaangenheet gemaach hunn, och opgrond vu méi Cotisatiounen, déi erakommen, en Einnameniwwerschoss huet. De Stat investéiert weiderhi staark an deen dote Beräich vun der Gesondheet: mat 1,1 Milliarden d'nächst Joer. 234 Milliounen Euro ginn an d'Fleegeversécherung vum Stat investéiert, 81 Milliounen Euro si virgesi fir d'Mutualité des employeurs. Hei gesäit een also, dass de Stat weider méi wéi seng Responsabilitéit iwwerhëlt, wat dee ganze soziale Beräich ugeet.

Wat mer bei de Pensioune méi Angscht mécht, wat mer net däerfe ganz aus den Äe verléieren, dat ass och d'Fro vun de Pensiounen am éffentleche Secteur. Och déi musse kënnen ofgeséchert sinn, och déi musse kënne finanzéiert ginn. An do, mengen ech, ass et esou, wann een eng Gesamtvue wëllt iwwert dat Ganzt hunn, da komme mer net derlaanscht, och an deenen nächste Joren aktuell Berechnungen iwwert deen dote Volet vun de Pensiounen ze maachen.

E Wuert zum Gemengesecteur, dem Gemengesecteur, dee sech traditionell an engem liichten Iwwerschoss presentéiert. Wann een d'Vergaangenheet kuckt, wann een dat och, d'Projektiounen elo, am Méijoresplang an d'Zukunft kuckt, dat entsprécht deene graffen Tendenzen, déi mer ëmmer haten. An och do, mengen ech, setzt dëse Budget en immens staarken Akzent, en Akzent, op dee vill Gemengevertrieder jorelaang gewaart hunn, wou mer et net fäerdegbruecht hunn, deen Akzent do éischter ze setzen.

Ech si perséinlech och wierklech houfreg drop, dass dës Regierung ënnert dem Impuls och vum Innenminister a mat der Complicitéit vum Finanzminister et fäerdegbruecht huet, hei e Pak ze schnüren, dee politesch duerchsetzbar ass, doduerjer dass och d'Regierung décidéiert huet - eng politesch Décisioun vun dëser Regierung -, fir eppes dropzeleeën, fir u sech - de Minister huet vu ronn 100 Milliounen Euro geschwat -, eppes dropzeleeën, fir eng méi gerecht Verdeelung vum Kuch tëschent de Gemengen ze kréien a gläichzäiteg awer och derfir ze suergen, dass keng Gemeng soll par rapport zum leschte Joer eigentlech un Einname verléieren.

Et ass, insgesamt gesinn, net e perfekte System - dee gëtt et an där doten Opdeelung net, well d'Situatioun um Terrain esou grondverschidden ass, dass een net ka mat alle Kritären genau ëmmer déi gerecht Léisung treffen -, mä awer oft méi gerecht wéi den ale System, an dat ass immens wichteg. Wichteg virun allem, dass de Gros vun den Einnamen och gekoppelt gëtt praktesch un d'Awunner, eng ajustéiert Awunnerzuel, mat soziale Kritären, dat bleift, mengen ech, e ganz wichtege Punkt.

Eis Gemengen hei zu Lëtzebuerg sinn iwwert déi Reform do ofgeséchert, si sinn nohalteg ofgeséchert a si bleiwen all liewensfäeg!

Kuckt lech emol un, wat dann an de Gemengen esou ronderëm eis lass ass, wa se net grad un der Manna vu Cattenom hänken; wann ech dee Beräich emol ausklammere vun deene puer franséische Gemengen. Kuckt, wat an deene Gemenge lass ass! Kuckt, wat an den däitsche Gemenge lass ass! Virdrun ass jo och vum CSV-Spriecher hei Däitschland als Beispill genannt ginn. Kuckt den Zoustand vun hiren Infrastrukturen an Däitschland! Kuckt den Zoustand vun de Gemengen, vun hire Schoulen! Ech ka mech erënneren un eng Diskussioun, déi ech virun e puer Joer hat mat Gemengeverantwortlechen am Saarland. Déi hu mir gesot: „Dir schwätzt vum Bau vun neie Schoulen. Dat gëtt et bei eis net méi. Mir kucken, wéi mer de Schimmelpilz aus eisen ale Schoulen erauskréien. Mir si scho frou, wa mer dat ronnbréngen!“

Dat ass d'Situatioun an anere Länner, am „Musterländle Däitschland“, wat een effektiv net däerf ëmmer als Beispill zitéieren. An duerfir mengen ech, dass d'Regierung hei, dës Regierung, e ganz anere Wee geet. An et ass och richteg esou, dass se deen dote Wee geet!

D'Zentralbank huet gesot, dat war zwar nëmmen en Niewesaz, dass dëse Statsbudget op räsonabelen Hypotheesen opbaut. An eigentlech, d'Europäesch Kommissioun seet näischt aneres. Si seet: „2016 sinn d'Chiffere vun der Regierung virsiichteg an 2017 si se optimistesch.“ D'Oppositioun ass eigentlech déi lescht dräi Joer net midd ginn, ëmmer ze soen: „Är Chifferen do, déi sinn eigentlech ze optimistesch.“ Bon, d'Realitéit huet gewisen, dass d'Regierung insgesamt gesinn eigentlech net ze optimistesch war, mä dass, mat Variatiounen natierlech vun engem op deen anere Punkt, grosso modo awer dat Resultat hannen erauskomm ass, wat d'Regierung ugekënnegt hat.

Dat beweist also, dass een och däerf optimistesch sinn, dass een och däerf net alles schwaarz gesinn, dass een och däerf net alles klengrieden, mä dass mer och fir dëst Land Optimismus brauchen, dass mer mat Zouversiicht eigentlech un déi Erausfuerderunge mussen erugoen! An dat spigelt sech och inhaltlech an dësem Budget erëm.

De Budget ass jo net nëmmen d'Resultat, wat hannen erauskënnt, d'Équiliberen oder d'Déséquiliberen. Schonn, mä de Budget, dat sinn déi Dausende vu Kreditter, déi an engem Budget stinn. An déi ginn eigentlech bei eis an de Budgetsdiskussioune weider net méi diskutéiert. Mir wëllen dat jo méi staark erëm maachen am Débat sur l'État de la nation. Ech fannen dat och richteg, dass mer eis och do mat deene sektorielle Politicke beschäftegen. Nach wëll ech awer profitéieren, fir e puer Beispiller hei awer erauszezéien, déi sech aus deem heitege Budget erginn, mat de Prioritéiten och, déi d'Regierung setzt op d'Schoul, op d'Ausbildung, op d'Sécherheet, besonnesch och wat d'Astellung vun neiem Personal ugeet.

Vun deene ronn dausend Leit, déi sollen nei agestallt ginn, geet iwwert d'Halschent op d'Éducation nationale. Dat ass also déi richteg Prioritéit. Déi ass jo och normal komm vun deene Besoinen, déi sech do erginn, opgrond vun dem Wuessen och vun der Schoulbevëlkerung, vun der Offer, déi ëmmer méi breet gëtt, spezielle Besoinen, op déi mer mussen agoen. An ech hoffen net, dass dat ee vun deene Kreditter ass, vun deenen d'Oppositioun mengt, dass déi ze schnell géifen an d'Luucht goen. Ech mengen, dass dat do noutwendeg ass, fir dat doten ze maachen.

Och déi honnert zousätzlech Posten, déi fir d'Police virgesi sinn, sinn, mengen ech, wichteg an dësen Zäiten an entsprieche jo och enger Fuerderung, déi eigentlech bal vun alle Bänken hei geäussert ginn ass an deenen Debatten, déi mer zu deenen doten Themen haten.

D'Budgetskreditter also fir Schlësselberäicher, fir d'Prioritéite vun dëser Koalitioun, ginn däitlech no uewe gefouert. Dëse Budget huet e Realwuesstum, wann ech d'Inflatioun erausrechnen, vun 3,7%, wat d'Ausgaben ugeet. Eng ganz Partie vu Kreditter ginn däitlech eropgesat. D'Familljenzoulagen, déi wuessen ëm 49 Milliounen, den Elterecongé mécht 43 Millioune méi aus. Den RMG schléit och mat 22 Millioune méi an dësem Budget zu Buch. Par contre gëtt de Kreditt vun de Loyerssubventiounen erofgesat op 10 Milliounen opgrond vun den Date vun dësem Joer.

Als LSAP maache mer hei kloer, dass dat fir eis awer net d'Enn vun der Diskussioun ass an dass d'Zil muss sinn, dass mer méi Leit ënnert d'Äerm kënne gräifen, wat d'Loyerssubventiounen ugeet, andeem mer d'Kommunikatioun verbesseren, d'Informatioun verbesseren, andeem mer awer och u Kritären dréie ginn, wéi ee ka vun där Loyerssubventioun profitéieren. Dat ass fir eis e klenge Pilier, mä e wichtege Pilier, wat e Sozialnetz hei zu Lëtzebuerg ugeet.

An déi lescht Etüden, déi vum Statec gemaach si gi ronderëm en dezent Liewen zu Lëtzebuerg, wat een do vu Geld brauch, déi hunn nach eng Kéier dat do bestätegt. Do muss also derfir gesuergt ginn, dass do zousätzlech Efforte gemaach ginn. Wéi och hei schonn eppes geschitt beim Mindestloun, ech wëll dat och nach eng Kéier soen! Et däerf een net elo nëmmen déi Erhéijung vum Mindestloun kucken ëm 1,4%, déi jo vun der Chamber hei décidéiert ginn ass. Et muss een och kucken, wat d'Steierreform och dem Mindestlounbezéier bréngt iwwer notamment de Crédit d'impôt, déi Negativsteier, déi och fir hie verduebelt gëtt. Mir hunn da schlussendlech och - ech ginn dovunner aus, ech woen et dës Kéier ze soen - wahrscheinlech an den éischten zwee Méint vum nächste Joer eng Indextranche, déi erfält.

(Brouhaha)

Ech hu laang gewaart. Duerfir, ech war awer méi virsiichteg. Ech mengen, ech sinn elo zimlech ofgeséchert.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dat misst klappen.

(Hilarité)

Dat misst klappen. Neen, wann ech dat..., ech hu mer déi Méi gemaach, dat emol eng Kéier ausrechnen. Dank dem Finanzministère sengem opgebaute System, och mat der Steierreform, kann een dat jo maachen. An ech kommen netto fir e Mindestlounbezéier, wann ech kucken, wat en haut am Dezember 2016 netto erauskritt, an ech kucken, wat en dann am Februar, Mäerz 2017 erauskritt: Dat si gutt 90 Euro méi de Mount. Dat sinn iwwer 1.000 Euro méi d'Joer!

(Interruption)

Dat ass fir déi Leit vill Geld!

(Interruption)

Dat si 6% méi Revenu! D'accord, deelweis ass dat Récupératioun och vu Kafkraaftverloscht, déi hie wéi all déi aner Leit och hat. Mä et bleift awer: Et kann een net soen, dass sech näischt do gedoen huet! Och fir déi dote Leit bedeit dat dote vill.

Et ass op jidde Fall, mengen ech, an eisen Aen en éischte Schratt an déi richteg Richtung. D'Diskussioun ronderëm dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, fir dezent ze liewen, ass domadder fir eis selbstverständlech net ofgeschloss. Déi musse mer weider an aller Rou an deenen nächste Méint a Jore féieren.

Wat opfält, sinn déi héich Investissementer, Kreditter fir d'Mobilitéit - Fonds du rail, LuxTram -, déi insgesamt ëm 75 Milliounen eropgesat ginn. Entwécklungshëllef, d'sociofamilial Strukturen, Klima- an Energiefong, dat ass zesummen e Plus och nach eng Kéier vu 45 Milliounen. De Schoul- an Héichschoulberäich wiisst immens staark. A schliisslech och d'Kreditter fir d'ënner Sécherheet ginn ëm 9% par rapport zum leschten Exercice an d'Luucht.

Et gesäit een also, dass dat net eng Verwaltung ass, déi hei beréit, dat si politesch Prioritéiten, déi konkret gesat gi fir d'Emsetzung vun engem gemeinsame Programm, engem gemeinsame Bild, wéi et hei zu Lëtzebuerg soll an den nächste Joer weidergoen, wat mer als Koalitioun zesummen entwéckelt hunn.

Déi doten zousätzlech Ausgabe sinn och zum Deel nëmme méiglech, well mer de politesche Courage haten, den Zukunftspak ze maachen. Ech sti weider zur Iddi vun deem Zukunftspak. D'CSV steet och zur Iddi, si huet en awer a Grond a Buedem verdaamt, wat déi eenzel Moossnamen ugeet!

(Interruption)

Dës Koalitioun hat zumindest de Courage, fir deen Zukunftspak do ze maachen. E war vläicht net an allen Detailpunkten esou preparéiert, wéi et vläicht hätt misse sinn. Et hu sech eng Rei vu Moossnamen als vill méi schwéier ëmsetzbar erausgestallt, wéi dat gemengt gi war am éischten Aifer vum Ufank. Mä et war awer richteg! A wann och deen Zukunftsprogramm net zu 100% ëmgesat gëtt, och nëmmen deelweis ëmgesat gëtt! Eleng dat, wat elo schonn ëmgesat ass! A wann ee souguer elo eis 0,5%-Steier erausrechent, déi elo net fir jiddwereen 0,5% ausgemaach huet, do si mer eis entre-temps eens, da bleift nach insgesamt iwwert déi Period 2015-2018 - ech kucken nëmmen dës Period - iwwer eng Milliard Euro, déi insgesamt iwwert deen dote Wee eigentlech gespuert ginn ass oder respektiv méi zum Équiliber vum Budget bäigedroen huet. Dat ass awer net näischt!

Dat ass jo net Pipifax, dat do! Dat ass e reellen Effort, dee gemaach ginn ass, dee fir vill lerger gesuergt huet, deen och sécherlech net onbedéngt insgesamt zur Popularitéit vun der Regierung bäigedroen huet. Mä ech mengen, et ass awer wichteg, dass deen dote Geste gemaach gi war: Vläicht, anstatt dass déi gréisst Oppositiounspartei ëmmer erëm op den Detailer dat Ganzt versicht huet nidderzemetzelen, wa se vun Ufank u méi kloer zu deem Ganze gestanen hätt, wär vläicht och d'Opinion publique méi oppe gewiescht zu deem Ganzen. Sou ass dat doten de Spillball ginn tëschent de Parteien, an dat ass ni gutt!

A schlussendlech, mengen ech, bleift et wichteg, dass deen dote Wee gemaach ginn ass. Déi Moossname ginn och net annulléiert, mä se sinn awer komplettéiert selbstverständlech duerch eng aner Politik, déi mer doduerjer elo zum Deel kënne maachen.

D'TVA-Erhéijung, et ass scho gesot ginn, déi viregt Regierung huet se eigentlech op Bréissel gemellt gehat am Pacte de stabilité et de croissance am Abrëll 2013. Si sollt zwar deemools 450 Milliounen, mengen ech, erabréngen. Schlussendlech si mer däitlech drënner. Mir si bei 320 Milliounen, mengen ech, wou d'Regierung dovunner ausgeet, dass dat am Schnëtt pro Joer bréngt. Ech weess net, ob d'CSV do nach aner zousätzlech Erhéijungen am Kapp hat, déi se wollt maachen, fir op déi 450 Milliounen do ze kommen, déi se gemellt huet. Mä op jidde Fall ass et esou, dass dat keng Iwwerraschung ass, dass et kënnt.

An et ass och, wéi gesot, keng Iwwerraschung, dass et duerno soll zu enger Steierreform kommen. Genau dat huet d'CSV jo och virgesi gehat. An hir Steierreform, dat sollt jo wahrscheinlech net nëmmen eng Reform sinn, wou Leit sollte méi Steiere bezuelen, soudass dat Argument: „Dir huelt de Leit fir d'Éischt eppes ewech an da gitt Der et bäi!“, dat trëfft d'Auteure vun där doter Kritik selwer a keen aneren! Duerfir, mengen ech, bréngt et eis net wäit, fir do eng Polemik op deem dote Punkt unzezettelen.

E puer Wuert vläicht nach zum Pluriannuel - ech sinn eigentlech jo scho méi laang, wéi ech eigentlech wollt sinn -, engem Pluriannuel, dee weist, dass, wann dat esou geet, wéi d'Regierung et virausgesäit a wéi och u sech déi staatlech Stellen, déi d'Regierung beroden, dat fir si maachen, mer iwwert déi ganz Period eigentlech missten eisem mëttleren Zil vun der Budgetspolitik gerecht ginn, haaptsächlech natierlech duerch de Boni an der Sécurité sociale, deen héich bleift, dee sech weider ëm 900 Milliounen Euro d'Joer soll bewegen, an och en Iwwerschoss am Gemengesecteur, dee mat ronn 200 Milliounen eigentlech iwwert déi ganz Period festgeluecht gëtt. Den Zentralstat bleift am Defizit, mä an engem Mooss, mengen ech, opgrond och vun der Investitiounspolitik an der Steierreform, dat an dësen Zäiten duerchaus akzeptabel a vertrietbar ass.

Mä selbstverständlech muss ee vigilant bleiwen an där doter Fro. Et däerf een eigentlech och net noloossen an der Disziplinn bei der Exekutioun vum Budget. Do maache mer eigentlech déi éischt Jore gutt vun dëser Regierung, déi do eigentlech Fouss bei Mol gehalen huet, wat och déi Décisiounen, déi am Laf vun engem Joer geholl ginn, ugeet. An dat ass, mengen ech, immens wichteg, fir dass mer u sech awer bei deem Ganze bleiwen.

Mir ënnerstëtze voll a ganz déi Propositioun, déi och de Rapporteur, den Haagens Claude gemaach huet - et ass schonn eng al Fuerderung -, dass dee Comité de prévision soll formal agesat ginn. De Minister huet sech jo engagéiert, an deenen nächste Méint do e Projet de loi eranzereechen.

A mir fannen och wichteg, an all Rapporteur setzt do säi Schwéierpunkt, dass den LSAP-Rapporteur vun dësem Joer, den Haagens Claude, d'Fro vum Wuesstum, d'Fro vun der Emgestaltung vun der Gesellschaft an de Mëttelpunkt vu senge perséinlechen Iwwerleeungen hei an deem Rapport gesat huet, mat der digitaler Gesellschaft, hire Risiken, awer och hiren Opportunitéiten. Wéi kënne mer och an esou enger Gesellschaft de Wuesstum méi gerecht opdeelen? Wéi leeë mer iwwerhaapt d'Regele fest, dass esou eng Gesellschaft kann nach no gesetzleche Regele fonctionnéieren, am fiskalesche Beräich, am soziale Beräich?

All déi Froe stelle sech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä wa mer wëlle bei de sougenannten „first movers“ sinn, da musse mer eis déi Fro vläicht éischter stelle wéi anerer.

Virun allem ass fir mech awer wichteg, well ech och als Exlandesplanungsminister mech mat deenen dote Froen ofginn hunn, dass mer eigentlech e puer Dimensioune vun der Zukunftsplanung elo diskutéieren, an dass mer dat zesumme maachen! Et ass fir mech a menger Carrière eigentlech déi éischte Kéier, wou mer dat maachen. Dat ass, dass mer op där enger Säit d'Landesplanung asetzen, mä d'Landesplanung ass unidimensionell: Bei der Landesplanung geet et ausschliisslech ëm d'raimlech Organisatioun vun den Aktivitéiten. Wou maachen ech wat? A wéi stellen ech déi Verbindungen tëschent deem Ganzen hier? Wéi organiséieren ech rationell eigentlech mäi Raum? Ëm méi bekëmmert sech Landesplanung net!

Dat sinn och ëmmer d'Schwaachpunkte vun den Dokumenter vun der Landesplanung, ob dat de Programme directeur ass oder ob dat den IVL ass, ob dat aner Dokumenter sinn, d'Plans sectoriels. Och do ass et ëmmer dat Raimlecht, dat Raimlech-Organisatorescht, wat eigentlech den Haapt-, de Kärpunkt duerstellt.

Duerfir ass et wichteg, dass mer nieft där Diskussioun do a parallell zu där Diskussioun och eng Diskussioun féieren iwwert d'Gesellschaftsform, wéi mer zesummeliewen, wéi mer ee mat deem aneren ëmginn, dass mer déi gesellschaftspolitesch Dimensioun vum Zesummeliewe mat an déi Diskussioun erakréien. Well du kanns schéi Saache raimlech op der Kaart molen an an der Praxis geet et net, well d'Leit dat do net akzeptéieren, well se net wëllen esou zesummewunnen, wéi dat geplangt ass!

An duerfir ass et ganz gutt an et stéiert mech awer och guer net, dass een an d'Ausland higeet an et hëlt een och ee mat engem Numm an et seet een: „Hei, werf du och däi Bléck hei eng Kéier op Lëtzebuerg!“ Mä en erfënnt natierlech fir Lëtzebuerg och d'Welt net nei! Hie kënnt natierlech deelweis mat sengen Theesen. Mä duerfir si jo dann..., a mir sinn net um Niveau vun enger Bibel hei! Mir sinn um Niveau

vun engem Virschlag, deen doläit, deen am Fong scho méi duerchduecht ass, well jo och awer schonn un deem geschafft ginn ass. Mä mir sinn awer och net um Enn vun den Diskussiounen!

Mir sinn um Ufank vun den Diskussiounen a parallell dozou natierlech schafft d'Regierung weider un enger gewëssener konkreter Emsetzung. Mä mir brauchen eng demokratesch Debatt iwwert déi dote Fro vun den Zukunftsperspektive vu Lëtzebuerg, ronderëm och de qualitative Wuesstum. An et ass, mengen ech, gutt, dass d'Regierung dat op deem dote Wee ugaangen ass. An ech mengen, dass dat Ganzt eigentlech e Plus duerstellt an eng Chance och doranner besteet, dass mer bis elo d'Zukunftsplanung méi gréffeg maachen, wéi d'Landesplanung dat bis elo fäerdegbruecht huet. Dat soen ech och als laangjärege Responsabele vun där doter Prozedur - et sinn nach aner Leit heibannen, déi herno déi Responsabilitéit haten -, mä d'Landesplanung hat et ëmmer schwéier!

Dat Einfacht, den einfache Begréff vum vernetzten Denken a Plangen, och haut setzt dee sech nach net ëmmer duerch; wat als selbstverständlech eigentlech betruecht gëtt! Et entdeckt een nach ëmmer Dossieren, wou ee gesäit, dass een niewent deem anere geplangt huet an eigentlech déi Planungen net zesummegefouert gi sinn. Dat wëlle mer eigentlech iwwert deen dote Reflexiounsprozess erreechen. An natierlech ass dat ëmmer e flexibele Prozess. Dee muss ëmmer ugepasst ginn.

Ech froe mech e bëssen och, zu de Kriticken hei vum CSV-Spriecher, dee jo awer och laang Minister war an dee seet: „Wou sinn d'Berechnungen, wat dat doten an 20, 30 Joer kascht?", hie soll mir ausser de Pensiounsregimmer een Domän nennen, wou a viregte Regierunge vill méi wäit erausgekuckt ginn ass, wéi iwwer eng Period vun dräi, véier Joer, wat normalerweis d'Planungsperiode sinn.

Et soll ee maachen, mä et soll een dat net an deem virworfsvollen Toun formuléieren, wéi wann dat eng Selbstverständlechkeet wär. Neen, zu Lëtzebuerg ass vill Pilotage à vue och an deene leschten zwanzeg Joer gemaach ginn a ganz ville Beräicher! Dat solle mer gemeinsam änneren. Dat ass e gudde Virsaz, dee mer huelen. Mir solle plangen, mä et muss een natierlech och do wëssen, dass, wat mer méi wäit eraus plangen, wat eis Hypotheesen ëmmer méi fragill ginn, wat de Wourechtkeetsgehalt vun deem, wat hannen erauskënnt, riskéiert, ëmmer méi falsch ze sinn.

Och do eng Erfahrung aus alen Etüden: Ech ka mech un eng éischt Etüd vun der Landesplanung, „Prognos" mengen ech huet déi geheescht, erënneren, déi gemaach ginn ass - dat muss an den 80er, 90er Jore gewiescht sinn -, wou ënnert dem Androck vun der Kris an der Stolindustrie déi Perspektiven, och de favorabelsten Zeenario eigentlech nach ëmmer schlecht war, vun haut aus gekuckt, well een ëmmer d'Tendenz huet, dat weiderzeschreiwen, wat d'Erfahrung ass vun deene leschte Joren. Och wann een dann nach mat enger mëtteler, enger héijer an enger niddreger Hypothees schafft, bleift et awer tendenziell ëmmer an där doter Richtung.

A genau dat riskéiere mer och hei am ëmgedréite Sënn. Vläicht si mer elo weider am Androck, dass et gutt geet - mir wuessen - an d'Tendenz ass dann éischter, mir ginn eis Hypotheesen, déi éischter positiv sinn, doriwwer, wat an 20, 30, 40 Joer ass. Dat muss awer guer net an deemselwechte Moment sinn (veuillez lire: Dat muss awer guer net am selwechte Mooss an där Tendenz weidergoen), well effektiv eng ganz Partie Opportunitéite sinn an och eng ganz Partie Risiken do sinn, a Schocken, déi méiglech sinn. Duerfir: Bei aller Noutwendegkeet ze plangen, och laangfristeg Saachen ze checken, bleift et nach, dass een ëmmer muss Fouss bei Mol halen a wëssen, wat schlussendlech awer och de Wourechtsgehalt vun esou laangfristege Projektiounen ass.

Dass d'Regierung awer net ofwaart an Initiativen hëlt, dat gesäit een am Wirtschaftsminister sengem Projet ronderëm den „space mining", wat komplett nei Weeër sinn, audacieux Weeër si fir Lëtzebuerg, déi awer kënnen, wéi d'Vergaangenheet weist, och immens zukunftsträchteg si fir eist Land. Dat gesäit een an deem, datt se Efforte mécht, wat d'„Digital Lëtzebuerg" ugeet, duerch Kreditter, déi hei drastinn, awer och Kreditter, déi an aneren Entitéite stinn, bei der Post zum Beispill, dass de Glasfaser verallgemengert gëtt mat Picke bis 80, 90 Milliounen d'Joer vun Investissementer, déi d'Post an deem Beräich gemaach huet. Elo sinn et der eppes ronn 45 Milliounen, déi fir d'nächst Joer virgesi sinn. Also dat geet also weider. Iwwert d'Halschent vun den Haushalter si schonn um Glasfaser ugeschloss. D'Aktivitéit soll se jo virgezunn hunn, et si ronn 19 Datazentren, déi mer an deem ganze Beräich hunn, fir och do e Créneau opzebauen. Alles dat, mengen ech, sinn immens wichteg Initiativen, déi elo scho lafen.

A besonnesch wichteg ass et, dass mer och déi Noutwendegkeet, eis do ze investéieren, och an eis Schoulen erakréien. Dat ass jo virgesinn an dësem Statsbudget, fir ebe wat d'Formatioun ugeet, wat nei Bildungszweiger an eise Schoulen ugeet, d'Weiderbildung ugeet, wat d'Fuerschung ugeet, do och déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun. Dëse Budgetsprojet 2017 ass fir eis LSAP-Fraktioun den Ausdrock vum Fortschrëtt, den Ausdrock vum Vertrauen och an d'Zukunft vu Lëtzebuerg a senge Leit. Dëse Budget stäerkt de sozialen Zesummenhalt. E stäipt déi nohalteg Entwécklung vum Land. E fërdert d'Kafkraaft an déi wirtschaftlech Aktivitéiten a séchert domadder Aarbechtsplazen of.

Dëse Budget ass net d'Resultat vun der Uwendung vun technesche mathematesche Formelen an Normen an d'Resultat vun enger buchhalterescher Mentalitéit. Et ass e politesche Budget, e politesche Budget am gudde Sënn vum Wuert, well et en Ausdrock ass vun der Politik vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun an hire Prioritéiten; Prioritéite fir dat Soziaalt, Prioritéite fir Schoul an Ausbildung, fir Mobilitéit, fir Emweltschutz, fir Sécherheet. Héich Investissementer och an deen dote Beräicher ënnerstraichen nach eng Kéier déi dote politesch Ausriichtung vun deem heite Budget.

Zu dësem Budgetsprojet hunn ech bis elo, mä dat kann nach kommen, keng konkret Alternativ héieren an der Debatt. Systematesch Kritik, jo, e gewëssenen Zweckpessimismus, jo, vläicht och e mangelnd Vertrauen an d'Capacitéite vun dësem Land, jo, dat hunn ech och iergendwéi eraushéieren aus eenzelnen Interventiounen.

Ech stelle fest, dass keen eenzegen Amendement bis elo erabruecht ginn ass, dass keng Alternativen, wat Prioritéiten, eventuell aner Prioritéiten, déi ee sech duerchaus ka virstellen zu dësem Statsbudget 2017, ugeet. Ech bedaueren dat. Dat mécht dës Debatt e bësse méi aarm. Mä et ënnerstraicht awer, dass dës Regierung, dës Koalitioun richtegläit. Dës Regierung, dës Koalitioun, huet Courage bewisen. An d'LSAP-Fraktioun wäert dëse Budgetsprojet 2017 stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bodry. An nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken un direkt mat engem Merci fir de Rapporteur, deen, wéi mir dat mëttlerweil aus Erfahrung wëssen, vill an intensiv Zäiten hanner sech huet, awer och engem Merci un de Finanzminister fir seng Explikatiounen haut de Moien. An e Merci och un Iech zwee fir de Choix vun den Tabellen, déi Der erausgesicht hutt an Ärem Rapport an och de Moien, déi Der visionéiert hutt, Tabellen, déi déi aktuell budgetär a finanziell Situatioun vu Lëtzebuerg gutt erëmginn an déi ons och op déi verschidden Evolutiounen hiweisen. An dat erlaabt ons och, net ze vill op allgemeng Zuelen anzegoen, mä op d'Politicken hannert den Zuelen an awer och op d'Chancen an d'Risiken, déi dës Budgetszuelen ons matginn.

Schlussendlech wëlle mir och op d'Marge vun der Interpretatioun oder vun den Interpretatiounen agoen, déi iwwreg bleift, well bekanntlech, an et ass schonn hei gesot ginn, d'Zuelen net vill Sputt fir Interpretatioun loossen.

Erlaabt ons awer, ier ech op d'Zuelen an hir Interpretatiounen zréckkommen, gläich am Ufank zwou prinzipiell Remarquen ze maachen, notamment zu deem, wat haut schonns gesot ginn ass, an déi mir als gréng Fraktioun, als Majoritéitspartei wollten an dës Budgetsdebatte mat abréngen.

Mir schwätze wuel alleguerten heibanne vun därselwechter Suerg fir d'Zukunft, wa mer iwwert déi verschidden Aspekter vun dësem Budget a vum Pluriannuel diskutéieren. Mir schwätzen, huele mir emol un, iwwert d'Entwécklungsméiglechkeeten an de Potenzial vun onsem Land a wéi mer onse Budget kënnen, sollen oder net sollen ausschëpfen, fir dës Entwécklungsméiglechkeeten ze garantéieren.

Mir schwätze wuel driwwer, esou gesi mir et op alle Fall, wéi mer kënne beschtméiglech mat ëffentleche Suen ëmgoen, fir beschtméiglech haut an och nach muer de Leit an dësem Land, alle Leit, déi an dësem Land liewen a schaffen, eng sozial gerecht an ekologesch tragbar Liewensqualitéit ze bidden. Dat ass d'Thema, wat ons hei beschäftegt, an dat ass d'Fro, déi ons hei soll beschäftegen.

De Budget ass d'Réckgrat vun dëse Politicken, et ass en Instrument vun der Emsetzung. Elo kann een enger Meenung sinn, anerer Meenung sinn, et kann ee jee no politescher Iwwerzeegung eng different Argumentatioun hunn, fir dee Wee zu deem Zil ze beschreiwen, vun deem ee politesch iwwerzeegt ass, datt et dee richtegen ass. Dat ass op alle Fall esou, wéi mir Politik verstinn.

Mir als Gréng fleegen eigentlech gären den Austausch, och de kontroversen Austausch. A mir lauschteren och gären anere Meenungen no. Mir sinn och interesséiert un aneren Entwécklungsiddie vum Wee bis zum Zil. Et huet och ganz sécher, dat wëll ech hei och nach eng Kéier ënnerstraichen, keen eleng d'Wourecht gepacht, an et kann een och emol seng Meenung weiderentwéckelen a gegebenenfalls änneren, well d'Zäiten och änneren.

Wou mir allerdéngs ons schwéierdinn, dat ass, wann een alles a säi Contraire gutt respektiv schlecht fënnt, jee nodeem, ob een an der Majoritéit oder an der Oppositioun ass. Do gëtt et fir ons schwéier, iwwerhaapt nach en interessanten an och kritesche politesche Géigeniwwer ze gesinn.

Virdrun ass hei erëm eng Kéier iwwer Schold an Defiziter geschwat ginn an de Risiko, datt mer onst Land net responsabel fir d'Zukunft opstellen an onse Kanner e Bierg vu Scholden hannerloossen. Jo, jo, mir sollen, vläicht musse mer och hei zu Lëtzebuerg virsiichteg bleiwen am Emgang mat der Opstellung vun onsem Budget a souguer nach vill méi mat onsem Budget pluriannuel.

Jo, mir sinn hei zu Lëtzebuerg, vläicht méi wéi ons grouss Nopeschlänner, ufälleg op déi makroekonomesch Schwankungen, well mer eben e klengt Land sinn a well mer och an enger oppener Ekonomie liewen. An, jo, och mir maachen ons Gedanken iwwert d'Nohaltegkeet vun onse Finanzen, iwwert d'Schmäerzgrenz vum Spuere respektiv déi verstänneg Schmäerzgrenz vum Ausginn, sprëch vum Investéieren, souguer vum Redistribuéieren, wéi notamment bei der Steierreform an och beim Gehälteraccord an der Fonction publique.

An och mir hunn e kritesche Bléck op d'Evolutioun vun de Pensiounen, der Fleegeversécherung an op d'Evolutioun vum Wuesstum. Mir hunn och ons Besuergnis iwwregens dat lescht Joer an onsem Budgetsrapport zesumme mat de Majoritéitsparteie beschriwwen an och guttgeheescht, notamment an onse Konklusiounen, am Kapitel «Mieux vaut prévenir que guérir». Konklusiounen, déi iwwregens d'CSV net matdréit, well se se och net matgestëmmt hat.

Mir wëllen och net ofstreiden, datt et och Ursaache ginn, fir sech haut Gedanken, voire souguer Suergen ze maachen, wéi ons Finanzen an onse Budget muer kéinten ausgesinn, wa mer an eng Krisesituatioun géife geroden.

Mir hunn awer Schwieregkeeten, Här President, wann e Spuerverhale revendiquéiert gëtt, fir den Defizit a virun allem d'Schold zréckzebezuelen, wann ee selwer - selwer! - wärend 34 Joer eigentlech haaptverantwortlech ass fir den Defizit an d'Schold vum Stand Dezember 2013, a just de Contraire gemaach huet, aus onser Siicht: eng Steierreform, déi haaptsächlech dra bestanen huet, de Spëtzesteiersaz drastesch erofzesetzen; Recetten, déi net nohalteg waren, net ofgeséchert, wéi den E-Commerce oder den Tanktourismus; d'Schold bei der Grenz vun 30% vum PIB uwuesse loossen, ouni - ouni! - e Plang virzegesinn, fir dovunner erëm ewechzekommen.

An ech kommen net méi drop zréck, well den Alex Bodry, mäi Virgänger hei, mer eigentlech déi Explikatioune geklaut huet,...

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- … firwat den Zukunftspak eigentlech…

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité)

Net geklaut huet. Jo, ech huelen dat zréck, well en eigentlich vir war an dofir dat gesot huet, wat ech eigentlech elo wollt soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- En huet den Terrain preparéiert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Den Terrain preparéiert.

(Hilarité et interruption par M. Alex Bodry)

Et ass okay.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Éischten ass vir.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Jo, den Éischten ass vir.

Sou, mä firwat - fir elo erëm seriö ze sinn, wierklech - firwat den Zukunftspak 2014 ausgeschafft ginn ass a firwat mer deen esou séier a vläicht, wéi gesot, net esou perfekt ausgeschafft hunn: mä dofir, well dat net nëmmen e wichtegt - leider e wichtegt -, mä leider och en notwendegt Instrument war.

Verursaacher vun dëser Budgetspolitik bis Dezember 2013, dat ware Politicken, déi wahrscheinlech net cibléiert an net selektiv genuch waren - anerer géifen dat „Géisskaneprinzip" nennen, mir mengen alt, et wär net selektiv an net cibléiert genuch - a wou et munchmol schwiereg wor, eng Linn erëmzefannen, sprëch e Programm fir d'Zukunft erëmzefannen. An ech kommen herno nach op méi konkret Beispiller zréck.

Wat et awer ass: Et ass eng terribel verpasste Chance! Eng verpasste Chance aus dem Ufank vum neie Jordausend, wou Lëtzebuerg hätt kënne sech nohalteg opstelle fir déi nächst Generatiounen, well zu deem Zäitpunkt waren d'Erausfuerderungen alleguerte bekannt: den iwwerproportionéierten Impakt vun der Finanzwelt op ons Budgetsrecetten, de Chômagerisiko a virop d'Problematik vun den onqualifizéierte Chômeuren an der ADEM, déi zu deem Zäitpunkt den Erausfuerderungen net gewuess war, d'Wunnengsproblematik mat hirem Rateschwanz vum Aarmutsrisiko hannendrun. Mä och d'Emweltproblematiken an de Klimawandel ware schonn op der Dagesuerdnung. Mir hunn als Gréng notamment och dofir gesuergt.

An et goufen zu dësem Zäitpunkt aus onser Siicht schonns Alternativen, fir eng Rei Kurskorrekturen ze maachen. Et sinn och eng Rei Propositioune vun den deemolege Regierungen op den Dësch komm, déi mir och aus der Oppositioun matgedroen hunn, well mir se aus onser Siicht fir richteg a fir wichteg fonnt hunn. Ech kommen och do herno nach op dës Iddien zréck, aus Zäiten notamment, wou d'CSV Schlësselressorten hat.

Mä komme mer emol fir d'Éischt zu onser zweeter prinzipieller Remarque, andeems ech kuerz e klenge Rappell awer wëll maachen, wéi eng Lag vun der Natioun déi nei Majoritéitsparteien am Dezember 2013 virfonnt hunn. Et war nääмlech un dëser Regierung an un dësem Finanzminister, déi schwiereg politesch Tâche unzegoen, fir d'Konsequenzen aus der Finanzkris ze zéien. Domadder menge mir och d'Konsequenze vun der munchmol dach awer opaquer Finanzpolitik, déi et weltwäit, europawäit an och hei zu Lëtzebuerg erméiglecht huet, ontransparent, ondemokratesch, voire onéierlech séier sech ze beräicheren, haaptsächlech op d'Käschte vun der Allgemengheet.

Fänke mer emol bei Tax-Rulingen a LuxLeaks un oder d'„stock-options", zwou vun enger Rei vu Fërdermoossname vun de viregte Regierungen a virun allem vun de viregte Finanzministeren, Moosnamen, déi - et muss een et awer éierlecherweis soen - awer eng ganz Rutsch vun Déchets fiscaux mat sech bruecht hunn an zum Deel och nach mat sech bréngen.

Déi éischt Moossnam huet dës Regierung elo endlech an e gesetzleche Kontext gesat, deen och déi gefuerdert Transparenz garantéiert. Hätt Lëtzebuerg dës gesetzlech noutwendeg Moossnam schonn etlech Jore méi fréi gemaach, bräicht de Steierbeamten aus dem Steierbüro 6 sech net esou oft haut krankzemellen!

„Stock-options" sinn en Thema an der Majoritéit an et war och en Thema bei onse Verhandlungen, wéi mer onse gemeinsame Koalitiounsprogramm opgestallt hunn, grad wéi iwwregens d'Tax-Rulingen och. Et ass ewell och en Thema gi bei der CSV, op alle Fall bei engem Deel vun der CSV. An och hei muss dës Regierung opklären a gegebenenfalls opraumen, wat scho längst hätt missen déi viregt Regierungen a virun allem och do déi viregt Finanzministeren opmierksam maachen.

Nieft den hausgemaachte potenzielle Problemer, déi eigentlech sans loi ni foi gewuess sinn a sech selbststänneg gemaach hunn, hunn dës Regierung an dëse Finanzminister sech misse mat internationalen an europäeschen neie Regele befaassen, wéi notamment dem Aféieren an der praktescher Emsetzung vum Échange automatique vun den diversen Antiblanchiment-Direktiven, wou Lëtzebuerg zu den „early adopters" gehéiert, an elo viru Kuerzem och dem Aféiere vun de BEPS-Regelen.

Ech menge kënnen ze behaapten, datt dëse Finanzminister eng Positioun vun engem feinen, diplomateschen, awer éierlechen Équiliber konnt vermëttelen um internationalen Niveau tëscht engersäits der Revendicatioun vum „level playing field" an anerersäits der Politik vu Lëtzebuerg als „first" oder „early adopter".

Dës konsequent, net ëmmer evident Politik huet mat Sécherheet dem Land erëm e gudden Deel vu senger Kredibilitéit an e positiven Image erëmginn. Eigentlech huet dës Regierung dat fäerdegbruecht, bannent knapp dräi Joer, wat d'CSV an hirem Wahlprogramm 2013

geschriwwen hat, nääml ech der Finanzplaz erëm - an ech zitéieren - en „einwandfreien Ruf“ ze ginn, deeselwechten „Ruf“, deen déiselwecht Partei mat hirer opaquer Finanzpolitik ee Moment ferm a Gefor bruecht hat. Dat muss een esou soen.

Da géifen, Här Minister, Här President, mir Gréng gär dem Här Minister Merci soen an him och soen, datt mir dat éierlech begréissen, datt hien de Moie sech mat Freed ausgedréckt huet, datt manner gefëmmt gëtt. Dat éiert Iech, Här Finanzminister, well - Dir wësst et - d'Konsequenz fir Iech ass och manner an der Keess. Mä doduerch, datt Dir déi Ausso hei gemaach hutt, mengen ech, ass hei e wichtegt Zeeche gesat ginn, datt eigentlech d'Gesondheet vun de Leit an doduerch och d'Liewensqualitéit vun de Leit priméiert. Merci dofir!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et war kee Rauchzeechen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen.

(Hilarité)

Ons Finanzen zu Lëtzebuerg, menge mir och, si gutt. Jo, effektiv, mir hunn no den Zuele vun de Moien 11 Milliarden oder nëmmen nach 20,5% vum PIB an der Dette publique, an och effektiv, wéi et gesot ginn ass, läit de Solde nominal beim Zentralstat bei minus 407 Milliounen, also 0,8% vum PIB. An effektiv rutschen d'Previsioune fir 2017 e bësse méi erof. Mir wäerten dat Joer duerno klammen.

De Rapporteur huet et haut genau beschriwwen, an de Minister och iwwregens. Mir sinn net nëmmen an enger privilegéierter Situatioun an der Europäescher Unioun, mä mir hunn effektiv 2014 - ausser dem Sukuk -, 2015 an 2016 keng nei Scholde gemaach a mir hunn och eng Schold vu 400 Milliounen zréckbezuelt.

A mir wäerten, jo, mir wäerte ganz héchstwahrscheinlech dëst Joer Sue léinen, neen, d'nächst Joer Sue léinen, dëst allerdéngs am Sënn vun nohaltegen Zukunftsinvestissementer respektiv fir weiderhin Defiziter aus der Vergaangenheet ze bewältegen.

Awer, wichtegen Detail: Iwwer dräi Véierel vun den Investissementskäschte ginn iwwert d'lafend Käschte bezuelt. An dofir ass et jo och richteg, wann de Conseil national des finances publiques seet, datt d'Investissementskäschten net iwwert d'Schold bezuelt ginn. Jo, dat stëmmt. De Gros leeft iwwert d'lafend Käschten. A mir investéieren héich, jo, mir investéiere souguer ganz héich an Infrastrukturen. An dat ass, wa gutt geplangt, en nohaltegen Invest, well mer domadder den Nachholbedarf an Infrastrukturen ophuelen an och onst Land fir d'Zukunft preparéieren.

A mir sti viru groussen Erausfuerderungen. Mir nennen dës Zäit eng Transitiounszäit, wou mer, wa mer muer an iwwermuer nach esou gutt liewe wëlle wéi haut, spéitstens haut ons musse sozial, landesplaneresch, wirtschaftlech an ekologesch nei organiséieren, jo souguer nei orientéieren.

(Interruption)

Okay.

An dat geschitt elo schonn, dat geschitt elo och schonns a verschiddene Beräicher. Mir sinn amgaangen, an dësem Land eng nei Form vu Finanzpolitik, sprëch Finanzservicer ze entwéckelen, déi notamment ons Verflichtungen a Saache Klimaschutz berücksichtegen.

D'Finanzéierung vum Klimaschutz mécht awer natierlech nëmme Sënn, wa mer och heiheem ons Hausaufgabe maachen. An och hei si mer um richtege Wee. Säit Ufank vum leschte Joer hu mir eng „climate task force“, déi der Regierung hëlleft, fir Lëtzebuerg als Zentrum vum Klimafinanzement ze etabléieren.

Éischt Resultater kënne mer elo schonns gesinn. Den 23. September gouf den „LuxFLAG Climate Finance Label“ virgestallt. Unhand vu strenge Kritären zertifizéiert dëse Label Fongen, déi an de Klimaschutz investéieren. An zanter dem 27. September hu mer och eng gréng Bourse hei zu Lëtzebuerg. De Luxembourg Green Exchange ass déi weltwäit éischt Plattform, déi ausschliisslech op gréng Finanzementsinstrumenter setzt.

Da wëll ech awer och bemierken, datt eis Bourse Weltleader ass, wat gréng Obligatiounen ubelaangt, mat iwwer 100 Stéck. Mëttlerweil sinn och méi wéi 200 Investitiounsfonge fir Klima an Energie hei zu Lëtzebuerg domiciliéiert.

An dann hu mer zesumme mat der BEI déi éischt „climate finance“-Plattform lancéiert, eng gemeinsam Initiativ, fir innovativ Investprojeten ze ënnerstëtzen, déi e staarken Impakt hunn am Kampf géint de Klimawandel. Dës Initiativ ass iwwregens och op der COP22 zu Marrakesch virgestallt ginn a Lëtzebuerg ass positiv opgefall fir dësen avantgardistesche Charakter.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dës Finanzinvestissementer sinn iwwregens, an dat wollt ech och nach hei ënnersträichen, méi krisesécher, well se nohalteg investéiert sinn. Dës nei, innovativ Finanz- a Wirtschaftspolitickе wäerten an Zukunft dozou bäidroen, datt mer ons an dësem Land diversifiéiere kënnen an domadder lues awer sécher ewechkomme vun deem uniquë Pilier vun der Finanzplaz. An domadder schafe mer och eng gutt Portioun Sécherheet fir d'Entwécklung vun onsem Land.

A mir brauchen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauche méi vun dësen neien an innovative Politicken, fir onst Land kënne weiderzëentwéckelen, nohalteg um wirtschaftleche Plang an doduerch och nohalteg um budgetäre Plang, mä awer och nohalteg um sozialen an ekologesche Plang, well eng schlecht oder keng preventiv Sozialpolitik duerno eng ganz deier réparatrice Sozialpolitik mat sech bréngt a well eng schlecht Ëmweltpolitik enorm finanziell Käschte mat sech bréngt.

Mir mussen haut an dës nei Politicken investéieren a mir brauchen haut méi wéi jee e Budget an nach vill méi e pluriannuelle Budget, déi konsequent no dësen nohaltege Kritären opgestallt ginn.

Nohalteg an d'Zukunft investéieren heescht aus onser Siicht, virun allem an d'Kanner, an d'Jugendlech investéieren, an d'Éducatioun an an d'Formatioun investéieren. Et ass dëst an onsen Ae sozial a wirtschaftlech dee beschten Invest an et huet en direkten Impakt op eng nohalteg Entwécklung vum Land. Mir investéieren domadder konsequent an d'Matière grise. Innovatioun a Recherche, dat ass ons Matière grise, an et ass eng Énergie renouvelable à 100%.

Dësen Invest à moyen an à long terme ass e politesche Choix. Et ass en Invest, deen en direkte Lien huet zur intelligenter Entwécklung vun onser Wirtschaft, an dëst a ville verschiddene Secteuren. Zum Beispill am Programme de réforme „Lëtzebuerg 2020“ geet d'Ënnerstëtzung an déi privat a public Recherche erop a mécht tëschent 2,3% an 2,6% vum PIB aus. Tëschent 2014 an 2017 wäert de Stat 1,15 Milliarden an d'Recherche an an den Enseignement supérieur investéieren. An dozou kommen nach derbäi 240 Millioune fir de Fonds national de la recherche.

E Wuert och, well et wichteg ass net nëmmen am Invest, mä och ebe fir dat gesellschaftlecht Zesummeliewen, e Wuert zu de Chèque-servicen. Déi schloen am Budget 2017 mat 347 Milliounen zu Buch, dat si bal 11% méi wéi dëst Joer. An dozou kommen och nach iwwer 75 Millioune fir Infrastrukturen, déi an de Fong fléissen, mä déi mer alleguerten integral erëm do eraushuelen: 21 Millioune fir d'Aide à l'enfance, 17 Millioune fir d'Maisons relais an 30 Millioune fir privat konventionéiert Etablissementer.

Wat an hiren éischte Joren eng gutt gemengt, mä eng schlecht ëmgesat Politik war, kënnt elo endlech an d'Joren, wou mer kënne soen, datt mer hei an dësem Land eng flächendeckend qualitativ gutt Kannerbetreiung hunn. An déi flächendeckend gratis Crèchë sinn ugekënnegt fir déi nächst Rentrée.

D'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg ass sozial gerecht, si ass sozial förderend a si gëtt mëttlerweil och elo gutt gestionnéiert an, nach méi wichteg, gutt kontrolléiert. Mä virun allem, virun allem ass et eng Politik vun der Chancëgläichheet fir all Kanner, mä och fir d'Familljen, ob monoparentall oder net, a fir d'Elteren, virop fir d'Mammen, déi schaffe ginn. Et ass e gesellschaftspoliteschen Invest an eng Form vun Zesummeliewen eben an onsem Land.

Et ass awer och en ekonomeschen „return on invest“, wann ee weess, datt jonk Fraen déi sinn, déi zum gréisste Prozentsaz besser, voire souguer vill besser ofschneiden an der Schoul, op der Uni an an der Beruffsausbildung. A mir kënnen ons et net méi leeschten, dës Kompetenzen duerno net anzesetzen.

Fir ons sinn et dës zwou Kategorië vu Budgetspolitik, déi de gréissten a wichtegste gesellschaftspoliteschen Impakt fir déi nächst Jore wäerten hunn.

Et kommen och 4% d'nächst Joer méi wéi dëst Joer an de Logement subventionné, eppes méi wéi 210 Milliounen. Aus dem Statec sengem leschte Rapport „Travail et cohésion sociale“ sinn d'Zuelen zum Aarmutsrisiko a Relatioun mam Logement a mat de Logementspräisser gestallt. De Logement a virop de Logement subventionné an der Locatioun muss an deenen nächste Joer weider zur absolutter Prioritéit vun der Regierung zielen.

Derbäi kommen nach de Paquet Klimabank an dat nohaltegt Wunnen an de Certificat de durabilité d'un logement, déi mir muer de Mëtteg stëmme wäerten an déi eng selektiv a geziilten Hëllef fir vill Leit wäerten duerstellen, déi bauen oder renovéieren. Dat ass gutt fir d'Leit, dat ass gutt fir d'Handwierk, dat ass gutt fir d'Budgetsrecetten, well d'Suen hei am Land bleiwen, an et ass gutt fir de Klima!

Mir brauchen zu Lëtzebuerg Initiativen, déi an de soziale Wunnraum an awer och an den erschwéngleche Wunnraum investéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A mir brauchen zu Lëtzebuerg Initiativen an der Locatioun. Et sinn déi Präisser, déi vun der Locatioun, déi am meeschte weider klammen, vun de Wunnengen, déi verlount ginn, well d'Demande héich ass. An do droen d'Gemenge mat Sécherheet eng Verantwortung, mä d'Gemenge brauche konkret Ënnerstëtzung vum Stat.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir denken, datt an Zukunft méi a méi oft a preventiv Politike muss investéiert ginn, fir eben dem Aarmutsrisiko en amont entgéintzewierken. All Aarmutssituatioun, déi net opkënnt, muss duerno net wettgemaach ginn, mat vill Leed fir d'Leit a mat vill Sue fir d'Allgemengheet.

An déiselwecht Virgeeënsweis hu mer erfuer an der Ëmweltpolitik: Do, wou mer net preventiv virgaange sinn, kascht et ons duerno ganz vill, jo, ganz vill méi deier, ouni d'Gesondheetsschied oder d'Schied vun der Liewensqualitéit matanzerechnen.

D'Waasser, d'Ofwaasser sinn e Musterbeispill vu verpasste Chancen hei am Land. Nach ni, nach ni ass esou vill an d'Ëmwelt, an den Naturschutz investéiert gi wéi déi dräi lescht Joren, och dat weisen d'Zuelen, an d'Kläranlagen, an d'Qualitéit vun onse Flëss a virun allem endlech a Waasserschutzzonen, sprëch an d'Qualitéit vum Waasser. Vun 2017 bis 2020: 13,5 Millioune fir de Waasserschutz, 20,1 Millioune fir d'Renaturéierung vun onse Flëss a 27,2 Millioune fir d'Iwwerschwemmungsgebidder. Alles, alles integral Nachholbedarf!

An dann huelen ech mer nach eng Kéier e Beispill un deem, wat mer d'leschte Kéier erfuer hu bei der Diskussioun iwwert d'Steierpolitik. Ech hunn, léif Kolleege vun der CSV, och elo Äre Wahlprogramm gelies, nach eng Kéier. An do steet op der Säit 16 vun Ärem Wahlprogramm 2013, datt Dir wéilt bis 2015 all d'Drénkwaasserschutzzonen ausweisen.

Dir hutt jo elo gemierkt, mir hunn ugefaangen 2014 am Januar direkt, Dir hutt gemierkt, wéi laang dat dauert, wéi schwéier d'Prozedure sinn. Dat geet säin normale Wee, mä do mussen d'Prozeduren an déi demokratesch Ofstëmmunge respektéiert ginn. An dat bréngt een einfach net an engem Joer ronn. Dofir mierkt een eigentlech, wéi labber, wéi labber Dir mat esou engem schwieregen a wichtegen Thema ëmgaange sidd, fir kënnen an engem Wahlprogramm ze schreiwen, datt een dat alles an engem Joer gemaach hätt.

Mä iwwregens och haut nach, muss ech soen, schéngt d'Waasserqualitéit vun onsem Drénkwaasser, vun onse Flëss, vun onser Opbereedung vum Ofwaasser keen Thema bei Iech ze sinn. Mir fannen näämlech keng Spur dovunner an deenen 18 Punkte vun der CSV.

Iwwregens fanne mer och kee Wuert - kee Wuert, wa mer scho bei der Ëmwelt sinn - iwwer erneierbar Energien a Klimapolitik an deenen 18 Punkte vun der CSV. A mir fannen och keng Spur iwwert den Tram, iwwert de Carsharing oder iwwert d'Eisebunn an Äre 18 Punkten.

Mä dofir fanne mer awer eppes - mir fannen eppes, Här Wiseler! -, mir fannen den Ausbau vun onsen Autobunne vun zwou op dräi Spuren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Esou vill - esou vill! - zu der Suerg fir d'Zukunft vun der CSV.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Loschetter,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Esou vill zu de verpasste Chancen, mä gradesou vill zu der Laascht vum Nachholbedarf.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Loschetter, erlaabt Der, dass den Här Wiseler Iech eng Fro stellt, wann ech gelift?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wann et eng Fro ass, gären.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madamm Loschetter, da froen ech Iech, ob Der och gelies hutt, datt déi 18 Punkten, déi mer do beschriwwen hunn, 18 Punkte sinn, déi ëm d'Croissance gaange sinn an déi am Fong Weeër gewisen hunn, wéi mer an deenen nächste Joren déi Croissance sollte bewältegen, an net den Usproch haten, bei Wäitem net den Usproch haten, komplett ze sinn an de ganze Programm duerzestellen.

Dir wäert eis also och erlaben, verschidde Punkten eenzel unzegoen. Ech si just frou, datt Der se gelies hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Loschetter, Dir hutt elo eleng d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här Wiseler, mir hu scho gemierkt, datt et an Ären 18 Punkten ëm d'Zukunft an ëm d'Croissance geet, oder ëm d'Croissance an ëm d'Zukunft geet an ëm de wirtschaftleche Wuesstum.

Also, wann erneierbar Energien a Moossnamen, fir dem Klimawandel entgéintzewierken, net zum ekonomesche Wuesstum gehéieren; wann den Tram, de Carsharing an den ëffentlechen Transport an all dat, wat ronderëm gehéiert, d'Handwierk an esou weider, net zum Wuesstum an zur ekonomescher Croissance vun dësem Land gehéieren, Här Wiseler, dann deet et mer wierklech leed, mä da gesinn ech net, wou Dir déi positiv Zukunftsvisioune gesitt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Madamm Loschetter,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mä ech kommen nach eng Kéier zréck op Ar Zukunftsvisioun.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir kënnt verschidde Saachen eis net reprochéieren, notamment zum Beispill, datt mer eis net an deene leschte Jore wesentlech fir den Tram agesat hätten.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Den Här Wiseler schwätzt ëmmer, ouni datt een em d'Wuert gëtt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat kënnt Der eis wierklech net reprochéieren. Dir kënnt et zwar elo emol soen, mä domadder ass et just gutt gesot.

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Madamm Presidentin, ech äntwerte ganz gären op Froen. Mä ech hu guer net gär, wann e Mikro ugemaach gëtt fir Tëscheriff, well dat bréngt mech duerjerneen.

(Exclamations)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ah, ech wollt Iech zwar wierklech elo net duerjernee brëngen, Madamm Loschetter.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, wann ech gelift!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass net wouer. Ech maachen de Mikro ni un.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Wann ech gelift, Madamm Loschetter, wann Der wéilt virufueren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- De Finanzminister huet de Moien a sengem drëtte Punkt eng léif Beschreiwung gemaach iwwert d'Glaskugel. Mir schwätzen do, et ass datselwecht, Madamm Presidentin, mir schwätzen do iwwert dat Preventiivt. Preventiv heescht: virausdenken, antizipéieren, mëttel- a laangfristeg gestalten. Et ass genau dat, wat de Minister de Moien och ernimmt huet: e Programm hunn an de politesche Wëllen, dran ze investéieren.

A vläicht och, vläicht och e bësse politesche Courage, well mëttel- a laangfristegt Denken an Investéieren ass de Contraire vu séierem Zefriddestellen. Et brauch Zäit an Energie, fir dës Politicken ze erklären, fir d'Visioune vu muer zesumme mat - mat! - de Leit ze entwéckelen, fir d'Leit mat an d'Boot ze kréien, fir zesummen ze gestalten.

De Contraire dovunner, an ech wëll kengem eppes ënnerstellen, mä aus onser Siicht ass de Contraire dovunner wat mir nenne Populismus: einfach Äntwerten op komplizéiert Themen, séiert Ëmsetzen a gegebenenfalls mat Angscht schaffen.

(Interruption)

An à propos politesche Courage, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Presi-

dentin, erlaabt ons, e bëssen och wéi mäi Virriedner op d'Landesplanung anzegoen, well duerch eng gutt duerchduechte Landesplanung kréie mer déi elo grad genannten aner Politicken openeen a mateneen ofgestëmmt. A schlussendlech duerch eng duerchduechte Landesplanung schaffe mer un der Entwécklung vum Land an u senger Gestaltung fir déi nächst Generatiounen an un hirer Liewensqualitéit.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Erlaabt mer dofir, e bësse bei deem Thema ze bleiwen, well Landesplanung heescht och, am Virfeld definéieren, an dëst no Kritären, déi am Virfeld definéiert sinn, wat wou gebaut gëtt.

Et gouf emol aus onser Siicht eng luewenswäert Initiativ: den IVL.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau! Deen hat genau dat Zil: kloer definéieren, wat wou soll wuessen, wat wou soll gebaut ginn.

Mir hunn dat aktiv ënnerstëtzt aus der Oppositioun eraus. Mä duerno koum engem aneren CSV-Minister säi Pacte Logement an dunn ass - IVL hin oder hier - eng Course an de Gemengen ugaangen, wien am meeschte géif wuessen, fir kënne méiglechst vill vun de Suen aus dem Pacte Logement ze profitéieren.

Bass de op d'mannst 1,5% pro Joer gewuess, egal wou deng Gemeng war, krus du d'Suen. Das wilde Wachstum uerchtert d'Land ass mat ëffentleche Sue gesponsert ginn!

Eng kloer Linn wor do net méi ze erkennen, Kolleeginnen a Kolleegen, an eng Zukunftsvisioun, wéi sech sollt wat wéini entwéckelen, och net.

(Interruption)

Dat ass regrettabel, well et si vill, jo, et si ganz vill Suen aus dem Statsbudget an déi veschidde Gemeng gefloss, déi wuel en eegene Programm haten, mä deen net um nationalen Niveau ofgestëmmt war.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mam Resultat, datt d'Liewensqualitéit fir jiddwereen op villen Niveaue sech verschlechtert huet, a mam Resultat, datt mer haut e krasse Mobilitéitsproblem hunn. An haut proklaméiert de Spëtzekandidat vun der CSV seng Ängschte virum Wuesstum a schwätzt vun Horrorvisioune vun engem 1,1-Milliounen-Awunnerstat!

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Jo, mä, Här Wiseler, Här Wiseler, loosst mech soen: Wien huet dann derfir gesuergt, wien huet dann derfir gesuergt, datt virun 10, 15 Joer et deemools net zu dëser wichteger an aus onser Siicht noutwendeger Diskussioun komm ass? Zu engem Zäitpunkt, wou d'Keese gutt voll waren a wou mer all Atout an dësem Land haten an all Info iwwert déi wesentlech Erausfuerderungen, fir ons richteg fir muer an iwwermuer opzestellen!?

An ech ginn Iech e Beispill, à titre d'information: Mäi Kolleeg, den deemolegen Deputéierte Camille Gira, haut Statssekretär am MDDI, huet seng éischt vu véier Motiounen, fir eng Etüd zum Tanktourismus ze maachen, am Joer 2001 hei déposéiert. Duerno koumen der nach zwou am Joer 2003 an et koum nach eng véiert - haalt Iech un! - am Joer 2011.

An hien huet dat net gemaach, Här Wiseler, fir Iech deemools ze nerven. Mä hien huet dat, mä mir hunn dat gemaach, well mer gären alleguerten eng kloer Analys hätten iwwert de Sënn, gegebenenfalls iwwert den Onsënn, vum Tanktourismus, iwwert d'Recetten an d'Ausgaben, iwwert d'Nohaltegkeet vun dëse Recetten.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir hutt iwwert d'Pëtrolspräisser geschwat, déi wäerten an d'Luucht goen. Ma hei, dat gehéiert dozou! A fir déi Analys vum Tanktourismus, do hätte mer och gär gehat vun 2001 un, datt d'Émweltschied finanziell quantifizéiert kéinte ginn.

Dat war, ech ginn et ganz gär zou, zu deem Zäitpunkt fir vill keen Thema a fir anerer huet et net dierfen zu engem Thema ginn. Haut hu mer dës Etüd. A mir hunn d'Zuelen. Mir hunn haut konkret Zuelen iwwert dat, wat den Tanktourismus eis erabréngt a wéi vill en ons kascht.

D'Regierung, dës Regierung ass elo gefuerdert, eng Sortie ze gestalten, déi ons keen zweeten Debakel à la E-Commerce wäert bréngen. Well dat, wat bis elo geschitt ass, ech woen dat ze behaapten, dat, wat bis elo geschitt ass an dësem Dossier iwwert den Tanktourismus aus onser Siicht, dat ass dat, wat ee kéint nennen: „Nach uns die Sintflut!".

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, wann et eng Fro ass, Här President, ganz gär.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, ech wëll da froen, déi Analys vum Tanktourismus, déi ass jo elo da gemaach ginn. No dräi Joer läit se da schlussendlech um Dësch.

D'Fro ass just: Wéi gi mer dann elo mat där Etüd do ëm? Ech hunn den Här Gira um Radio héieren, fir ze soen, datt emol einstweilen näischt géif finanziell gemaach ginn, datt een dat emol alles misst kucken, datt een do emol misst lues maachen, datt een dat misst alles analyséieren.

Ech hunn och déi Etüd do gelies. An ech hunn eng ganz Rei Froen zu där Etüd do ze stellen, well déi Zuelen, déi do avancéiert ginn, an déi Aart a Weis, wéi dat presentéiert ass, dat léisst awer a mengen Ae méi wéi Fragezeichen zou.

Also meng konkret Fro ass: Wéi huet d'Regierung da wëlles, mat där Etüd do ëmzegoen? Respektiv wéini soll déi dann eng Kéier diskutéiert ginn, wann déi fir Iech esou wichteg ass?

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Also, ech géif awer gären dem Här Wiseler äntwerten, datt se éischtens net no dräi Joer um Dësch läit, mä no 15 Joer um Dësch läit.

Une voix.- Exzellent!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Aus onser Siicht op alle Fall, well mir hunn déi Demande per Motioun gemaach am Joer 2001 - dowéinst.

Zweet Saach, déi ech kann äntwerten, well ech si jo net d'Regierung, mä déi zweet Saach, déi ech kann äntwerten, ass, datt mer jo grad en Debakel à la E-Commerce wëlle vermeiden, wou vun engem Joer op dat anert mer en Abroch hunn. An dofir geet déi Regierung elo virsiichteg mat deene kloren Zuelen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer de Contraire vun deem, wat déi Gréng elo 15 Joer laang gefrot hunn!

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass absolutt net de Contraire! Mir wëllen net, mir wëllen net vun haut op muer an en E-Commerce... Här Wiseler, also, da muss ech awer e bëssen elo aushuelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, ech muss awer elo hei betounen - ech muss awer elo hei betounen! -, datt et jo bekannt war, a spéitstens säit onser Motioun 2001, well ech mengen, den Här Gira huet dat hei ausféierlech erklärt, datt et bekannt war, da loosse mer emol soen, spéitstens säit 2001, datt déi Recettë vum Tanktourismus keng nohalteg Recettë sinn, datt déi de Fluktuatioune vu ganz ville Saachen ausgeliwwert waren, notamment och, mä net nëmmen, vun de Pëtrolspräisser, datt een déi also net kann einfach esou als rekurrent Recetten a lafend Käschte programméieren, mä datt ee muss wëssen, datt déi kéinte staark variéiere bis ewechfalen.

Sou! Dat war jo net gemaach ginn. Dofir mengen ech, datt mer - mir alleguerten an Dir vläicht e bësse méi wéi mir - missten eigentlech e bësse méi diplomatesch mat där Saach ëmgoen a wëssen - mir hunn elo d'Resultater -, net nëmme si mer nach ëmmer de Schwankungen ausgesat, well dat ka vun haut op muer ganz anescht sinn, mä zweetens wësse mer, datt dat do ons méi kascht, wéi et ons erabréngt.

Sou!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass Är Interpretatioun!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Gutt. Erëm eng Kéier, also déi do Ausso, déi jo keng Fro war, Här President, mä ech huele se awer op, déi do Ausso, wann Dir sot: „Et kascht méi, wéi se erabréngt" (veuillez lire: „Et bréngt méi eran, wéi et kascht"), do gesi mer erëm, wéi eng Visiounen Dir fir d'Zukunft hutt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif gär emol eng Kéier seriö driwwer diskutéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Op jidde Fall keng, déi Émweltschied considéréiert,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif emol eng Kéier ganz seriö gär driwwer diskutéieren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ...a scho guer keng, déi Émweltschied finanziell quantifizéiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif gär seriö doriwwer diskutéieren. An ech hunn d'Fro gestallt, wéini mer dat da kënne maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sou. Also mir wäerten eis nach vill beschäftege mat deem Tanktourismus a mir wäerte ganz sécherlech och, ganz sécherlech och...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An och Är Aussoe vu virun zéng Joer nach eng Kéier bréngen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sou! Esou wéi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo schwätze mer net méi duerjerneen, well soss versteet kee méi eppes!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo. Dat Bescht wier einfach, et géif een de Mikro...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter, adresséiert Iech un d'Chamber! A mir fueren elo an der Diskussioun weider.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ass gutt.

Sou wéi…

(Interruption et hilarité)

Sou wéi am Waasserschutzzonendossier, esou wéi am Kläranlagendossier, esou wéi am Klimadossier, esou wéi am Landesplanungsdossier, esou och am Mobilitéitsdossier: Am Mobilitéitsdossier ass nom Motto „sowohl als auch" investéiert ginn. Dat heescht, ech promouvéieren dat eent an dat anert, an ech ignoréieren dobäi, datt et Mobilitéitszorte ginn, déi e groussen, jo souguer e ganz groussen Nachholbedarf opweisen, wat natierlech dozou gefouert huet, datt mer zu Lëtzebuerg och haut - och haut! - nach keen équilibréierte Choix hunn, also Choix vun de Mobilitéiten.

Haut ass et esou…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sidd Dir fir de Choix?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir sinn op alle Fall, fir datt et misst..., also…

(Interruptions et hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- D'Madamm Loschetter gëtt op. Här Wiseler, si gëtt op!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'Zuele weisen awer haut, datt do méi investéiert gëtt, wou et en Nachholbedarf gëtt - a vill méi investéiert gëtt -, näämlech genau do an déi Mobilitéit, déi klimakompatibel ass. Mat där haiteger Regierung sinn d'Zuelen am Budget inverséiert ginn, inverséiert ginn: een Drëttel an d'Stroossen an zwee Drëttel an den ëffentlechen Transport an an d'Mobilité douce. Endlech!

Verschidde Programmer sinn extrem an der Zäit beschleunegt ginn. Dat ass och en Énnerscheed zu deem, wat virdru gesot gi war, datt eigentlech alles scho prett war an datt dat einfach weidergefouert gëtt. Neen! Et gëtt net nëmmen einfach weidergefouert, wat eventuell prett war. Mä et ass a) adaptéiert ginn, a b) ass virun allem extrem, extrem beschleunegt ginn: den Tram…

Une voix.- Autobunn op dräi Spuren!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … an den Arrêt Pont Rouge d'nächst Joer an d'Cloche d'Or an de Findel 2020.

An den nächste Jore gi 674 Milliounen an déi dräi grouss Mobilitéitszentren investéiert. Net nëmmen d'Stad, mä och Esch a virun allem och d'Nordstad sinn en Thema. Aacht Joer Gewënn, richteg!

Insgesamt si vun onsen Investissementer bal ee Véierel gréng Investissementer, gréng am Sënn vu Klima- an Émweltschutz, deenen hiren Niveau haut duebel esou héich läit wéi nach 2013. All dës Zuelen am Budget, virop déi vun den Infrastrukturen, sinn a Relatioun ze setze mat der Diskussioun, sou gesi mir et, déi mer säit der Rentrée an dësem Land féieren iwwert de Wuesstum. Mir schwätzen an dësem Sënn léiwer vun „Entwécklung", well dorëms geet et jo hei schlussendlech.

Mir brauchen, Kolleeginnen a Kolleegen, méi wéi jee eng Entwécklungsstrategie fir Lëtzebuerg, déi logesch, déi konsequent, déi effizient fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Betriber ass, déi ekologesch a klimapolitesch kompatibel ass an domadder an engems och d'Liewensqualitéit an d'Gesondheet vun alle Leit ka garantéieren.

Dës Regierung huet sech eng Base dofir geschafen a knapp 500 Säiten, déi net nëmme vum Här Rifkin redigéiert gi sinn, mä vun iwwer 300 Akteuren…

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … vun hei zu Lëtzebuerg!

Et gëllt elo, dës Rifkin-Base - ech soe ganz gär: den „Raster" dovunner - ze fëllen, ze fëlle mat Aarbechtsgruppen, am Austausch mat alle Bierger a Biergerinnen.

An ech mengen och kënnen ze soen - well den Här Wiseler de Moie gesot huet, oder de Mëtte gesot huet, si wären net invitéiert ginn -, mä ech mengen, si si méi wéi wëllkomm, fir an deenen Aarbechtsgruppen do matzeschaffen! Well et gëllt effektiv, all zesummen, gemeinsam un där Entwécklungsstrategie ze schaffen, well mir kréien et nëmmen all zesummen hin.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Kritäre vum Budget wäerte sech wahrscheinlech och an deenen nächste Joren entwéckelen. Do wäerten, denke mir, och nach aner oder zousätzlech Kritären ewéi de renge Wuesstumskritär oder de PIB eng Roll spillen, Kritären zum Beispill wéi Liewensqualitéit, wéi Gesondheet, wéi sozialen Zesummenhalt, déi en Deel vum PIBien-être sinn, iwwregens. Mä och eng gesond Ëmwelt a genuch Ressourcë spillen dobäi ëmmer méi eng grouss Roll.

De Budget wäert ëmmer e wichtegt Instrument bleiwen, fir Politik ze gestalten, mä de Budget wäert, an dat wënsche mir ons, an Zukunft och anerer vun deene Kritäre berücksichtege wéi déi klassesch, déi mir bis elo kannt hunn. Nohaltegkeet, ekologesch Kompatibilitéit a virun allem och Transparenz wäerte Kritäre ginn, déi fir d'Zukunft eng Roll wäerte spillen.

Mir als Gréng sinn houfreg op dëse Budget. Mir sinn houfreg op dat, wat mer geleescht hu mat deene Politicken, déi hiert Bild erëmfannen am Budget pluriannuel. An ech sinn och houfreg kënnen ze soen, datt mir dee Budget wäerte gäre matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth wollt nach eng Fro stellen. Solle mer him d'Wuert ginn?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ass et eng Fro?

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass eng Fro. Ah, en huet gesot, e géif eng Fro stellen. Ech passen och ganz gutt op!

(Interruptions)

Une voix.- Et ass e Kommentar mat engem Fragezeichen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Well soss, Dir kënnt Iech ëmmer nach aschreiwen, Här Roth.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Soss gi mer eraus…

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, et ass besser hei.

(Brouhaha général)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat kléngt awer interessant.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech stellen dann d'Fro, oder déi zwou Froe fir d'Éischt. Mä ech muss awer eng Explikatioun herno...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, stellt emol d'Fro!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma da stellen ech d'Fro, firwat dass déi gréng den 21. Juni 2005…

(Interruptions)

Jo!

…d'Gesetz iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv, der europäescher Direktiv iwwert d'Zënsbesteierung matgestëmmt hunn. An ech soen Iech och, firwat dass ech Iech déi Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war d'Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat war d'Fro. An ech stellen dann och d'Fro der Madamm Loschetter, firwat déi gréng an där Zäit och d'TVA-Adaptatioune matgestëmmt hunn, déi iwwerhaapt méiglech gemaach hunn, dass mer déi Rentrée-fiscallen iwwert de Commerce électronique kritt hunn. Dat war meng Fro.

Ech hätt Iech déi Fro net gestallt, Madamm Loschetter, Dir hutt gesot - an dat éiert Iech, dass Der et gesot hutt -, Dir géift jiddwerengem seng Meenung respektéieren. Mä ech fannen et och gutt, dass jiddweree soll zu senger Meenung stoen. An d'CSV steet derzou. D'CSV steet derzou! Well dat hunn ech net esou richteg gedeelt vun Iech, dass Der gesot hutt: „Bon, mir sinn elo emol derfir, fir dass..."

(Brouhaha et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Här Roth, d'Fro ass gestallt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, d'Fro ass gestallt, mä elo ass et...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Fro ass gestallt an da gi mer elo eng Äntwert drop. Wéi gesot, d'Alternativ ass, dass Der Iech aschreift. D'CSV huet nach Riedezäit zur Verfügung.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, et wier emol déi dote Fro.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, traditionellerweis stëmmen déi gréng d'Direktiven, d'Ëmsetzung vun Direktiven, well mer jo och zu deenen europäesche Politicke wëlle prinzipiell stoen. Et ass eng Verflichtung. Déi mussen an national Gesetzer geschriwwe ginn. Prinzipiell stëmme mir déi.

Zweetens, wa mir e Projet fir sënnvoll fannen, da stëmme mir dee mat, och wa mir an der Oppositioun sinn, Här Roth!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech mengen, dass d'Äntwert ginn ass. Mir wëllen hei keen Débat am Débat maachen. Ech géif d'Wuert dann un deen nächste Riedner ginn, deen den Här Gast Gibéryen fir d'ADR ass. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert. A wann Der nach e wëssenschaftlechen Disput wëllt maachen,…

Une voix.- Et ass e realpoliteschen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! …et sinn nach genuch Plazen am Haus fräi. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus fir unzefänken, fir datt ech dat net vergiessen, dem Claude Haagen Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass de Mëtten hei scho gesot ginn, mir wëssen et alleguer, datt fir e Rapporteur de Rapport zum Budget e Kärsték an deem senger Carrière ass an datt dat mat vill Aarbecht verbonnen ass. An och, wann een als Oppositiounspolitiker dem Rapport net zougestëmmt huet, muss een awer ëmmer unerkennen, datt hei eng wäertvoll Aarbecht, net nëmme vun dësem Rapporteur, mä och an deene Jore virdrun, gemaach ginn ass, well normalerweis punktuell ganz interessant Iwwerleeungen dra sinn, op déi een och ganz dacks kann drop zréckkucken. Duerfir och dëse Merci vun eiser Säit un de Claude Haagen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'ADR huet schonns ëmmer hir politesch Iwwerleeungen, Propositiounen an Décisiounen dem Prinzip vun der Nohaltegkeet ënnerworf. Dat ass um ADR-Nationalkongress virun zwee Joer nach eng Kéier ënnerstrach ginn, a gläichzäiteg ass festgehale ginn, de Prinzip vun der Nohaltegkeet verstäerkt an d'politesch Diskussioun eranzebréngen, dat ëmsou méi, well mer hu misse feststellen, datt grad ënnert dëser Regierung dëse Prinzip praktesch guer net méi zum Droe kënnt, dëst, obschonns an dëser Regierung eng soi-disant gréng Partei vertrueden ass.

Duerfir hate mir als ADR och d'lescht Joer den 3. Dezember hei an der Chamber eng Interpellatioun ënnert der Bezeechnung „Zukunft Lëtzebuerg" ugefrot an duerchgezunn, fir op dës Entwécklung opmierksam ze maachen.

Zënter e puer Méint ass op Regierungsniveau eng Campagne lancéiert ginn, wou iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land soll diskutéiert ginn. Meng Interventioun zum Budget dëst Joer beschäftegt sech duerfir mat der Fro, ob d'Politik, déi mat dësem Budget gemaach gëtt, dem Prinzip vun der Nohaltegkeet entsprécht oder net.

Wa mer d'Analys kucke vum Wuesstum iwwert déi lescht Joren, zënter datt dës Regierung am Amt ass, da leie mer praktesch bei engem Wuesstum an der Moyenne vu 4%. Fir d'nächst Joer ass e Wuesstum vu 4,2% virgesinn. Et ass dat Duebelt am Schnëtt, wéi an der Europäescher Unioun an der Moyenne de Wuesstum steet.

An trotzdeem mer hei zu Lëtzebuerg dee Wuesstum hunn, hu mer iwwer all déi Joren Defiziter gemaach. Déi Defiziter ginn zréck op d'Joer 2003. A vun 2003 bis haut hu mer all Joers Defizit gemaach, mat Ausnam vum Joer 2007, wou mer schwaarz Ziffere geschriwwen hunn. Awer och dës Period, 2013, d'Ziffere sinn haut scho genannt ginn, 466 Milliounen; 2014 141 Milliounen; 2015, haut de Moien hu mer d'Konte gestëmmt, 460 Milliounen, a fir dëst Joer rechne mer och mat e puer Honnert Milliounen. D'Chiffere sinn nach net bekannt. Et geet besser aus, wéi am Budget virgesi war, mä mir maachen awer en Defizit. A fir d'Joer 2017 hu mer dann erëm en Defizit hei programméiert am Budget, dee liicht iwwer eng Milliard geet.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Ass et normal, wann een an engem Land regelméisseg Rekordwuesstum huet, datt een trotzdeem Defizit a sengem Budget huet? Da muss een déi Fro beäntwerte mat Neen. Dat ass net normal, datt ee bei strammem Wuesstum och nach en décken Defizit huet.

Aner Länner, déi manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, hu keng Defiziter oder kleng Defiziter. Ech nennen Däitschland, dat mat engem Wuesstum vun 1,6%, 1,7% elo schonn zënter e puer Joer schwaarz Ziffere schreift, deem seng Globalverschëldung wuel iwwer 60% läit, mä dat awer trotz deem Wuesstum seng Scholdespär konnt abauen, keng nei Scholde méi mécht a Scholde kann zréckbezuelen.

Wat geschitt eng Kéier mat dem Budget vun dem Lëtzebuerger Stat, wa mer dee Wuesstum net méi hunn? Wat geschitt, wa mer eng Kéier eng Kris kréien? Wa mer elo scho bei esou engem héije Wuesstum en Defizit hunn, wat geschitt dann, wa mer eng Kéier net méi dee Wuesstum hunn, wa mer erëm en Nullwuesstum kréien an, nach vill méi schlëmm, wa mer eng Kéier géifen en Negativwuesstum kréien? Wéi géifen dann d'negativ Chiffere vum Budget ausgesinn?

Här President, eise Finanzminister, den Här Gramegna, huet virun dräi Joer säi Mandat ugetratt, andeem datt e gesot huet, hie géif am Fong nëmme Finanzminister ginn ënnert der Konditioun, datt den Defizit am Statsbudget géif ofgeschaaft ginn. An et muss ee soen, déi éischt zwee Joer, dräi Joer war et och an déi Richtung gaangen.

Mä wa mer awer haut kucken, datt, wéi den Här Gramegna ugefaangen huet, den Defizit 466 Milliounen war, an haut kënnt deeselwechte Minister heihinner a presentéiert eis e Budget mat engem Defizit vun iwwer enger Milliard, da musse mer natierlech soen, datt en déi Konditiounen, ënnert deenen e viru véier Joer, oder dräi Joer dat Mandat ugeholl huet, iwwerhaapt net respektéiert. A wann e sech selwer géif eescht huelen, misst en am Fong soen: „Ech halen elo op als Finanzminister, well déi Konditiounen, ënnert deenen ech Finanzminister gi sinn, déi kann ech net méi anhalen, an ech sinn e Mënsch, deen doranner seng Konsequenzen zitt."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass iwwer Scholde geschwat ginn, Här President. Et sinn an dëser Legislaturperiod keng Scholde gemaach ginn. Et si keng nei Emprunten opgeholl ginn. Dat ass richteg. Mä den Här Finanzminister, deen ass an der Presentatioun vun de Chifferen - an ech wäert haut e puermol dorop agoen - e richtege Künstler. Ech hu selten e Finanzminister heibannen erlieft, deen et fäerdegbréngt, d'Chifferen ëmmer esou schéinzeschreiwen, wéi den Här Gramegna dat, Här President, heibanne fäerdegbréngt!

D'Fro muss ee sech stellen, wann e Stat iwwer Joren Defizit huet an e mécht keen Emprunt, den Defizit muss jo awer bezuelt ginn, da muss ee sech d'Fro stellen: Ma wéi bezuele mer en Defizit iwwer Joren, wa mer keen Emprunt maachen? Dee gëtt aus der Trésorerie bezuelt. Wat ass dann an der Trésorerie? Ma wa mer eis Dokumenter kucken, do steet zum Beispill, datt op de Fongen 1,5 Milliarde géife leien. Elo wësse mer awer, datt dat just eng Écriture administrative, oder wéi ee se wëllt och ëmmer nennen, ass, wou 1,5 Milliarde steet. Déi waren och eng Kéier an der Trésorerie vum Stat. Mä déi sinn an der Zwëschenzäit opgeschafft ginn an et sinn eben Defiziter net nëmmen an dëser Period, mä och schonn an der Period virdru bezuelt ginn.

Da muss een awer och fairerweis soen, wann ee seet: „Mir hu keen Emprunt opgeholl", datt déi lescht Regierung zum Schluss en Emprunt opgeholl hat vun dräi Milliarden, vun deenen nach en Deel do war, mat deem an dëser Legislaturperiod konnten Defiziter bezuelt ginn. Och dat huet de Finanzminister net gesot.

An dës Regierung huet en neie Fong agefouert, näämlech den Zukunftsfong, wou all Joer 50 Milliounen drop iwwerwise ginn, wou sech virun dräi Joer, wéi dat agefouert ginn ass, dermat gebretzt ginn ass, datt do fir déi kommend Generatioune géif e Fong geschaaft ginn, a wou och elo um Pabeier, 3 mol 50, 150 Milliioune stinn. An a Wierklechkeet sinn déi Suen an der Trésorerie. Mä si sinn awer och mat fortgaangen, fir d'Defiziter ze decken. Dat heescht also, an der Trésorerie ass kee Geld méi dran, d'Trésorerie ass eidel!

An do wollt ech dem Här Berger soen, deen am Fong gesot huet, hien hätt net gewosst - hien huet de Mëtten hei gesot, si wieren erschreckt gewiescht, wéi si an d'Regierung komm wieren an dat festgestallt hätten -, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat war:

Här Berger, ech ka mech erënneren, datt Är Partei an ech och bei der leschter Legislaturperiod hei ëmmer gesot hunn, datt an der Keess, déizäit hu mer ëmmer gesot „kee rouden a kee schwaarzen Euro" méi dra wier. Dat war déiselwecht Argumentatioun. Also mir hunn net brauchen an eng Majoritéit ze kommen, fir festzestellen, datt keng Sue méi an der Keess sinn. An ech hunn och d'lescht Joer a virzejoert gesot: Elo kënne mer niewent deem rouden an deem schwaarzen nach dee grénge an dee bloen Euro derbäinennen. Et ass einfach näischt méi an der Keess do!

An et ass net nëmmen, datt näischt méi an der Keess ass, mir sinn am Minus. Wann d'Regierung higeet a se mécht eng Ligne de crédit op, wou se ka bis eng Milliard goen a wou mer am September iwwer 800 Milliounen am Keller waren, dann ass dat en Zeechen, datt alles fort ass, well et geet ee jo eréischt an de Keller deen Abléck, wann ee keng Liquiditéite méi huet.

Et kann een also net higoen a soen: „Mir hu keen Emprunt opgemaach." Da muss een awer gläichzäiteg a fairerweis och derbäisoen, datt een en Emprunt vun der aler Regierung weider opgeschafft huet, datt mer keng Finanze méi an den Trésorerien hunn an datt all déi Suen, déi sief et op deenen 33 Investitiounsfongen oder um Zukunftsfong sinn, datt déi Sue fort sinn an datt een an de Minus gaangen ass iwwer eng Ligne de crédit, wat ënnert dem Strëch och en Emprunt ass.

A wa mer da wëssen, wéi d'Gefore sinn, wa mer hei gesinn, wéi mer iwwert d'Finanzsituatioun schwätzen: Wat maache mer, wann d'Zënsen eng Kéier an d'Luucht ginn? Mir wëssen, datt am Abléck zwou nei europäesch Direktiven amgaange sinn, déi, wann dat timingsméisseg richteg duerchgeet, déi eng 2019, déi aner 2021 a Kraaft trieden, wou Lëtzebuerg, wa se esou géifen duerchgoen, wéi se haut am Text an der Propositioun sinn, wou Lëtzebuerg géif erëm en zweeten Abroch praktesch wéi beim E-Commerce kréien, an zwar relativ kuerzfristeg.

A wa mer gesinn hunn, wéi dës Regierung an där Diskussioun an hiren dräi éischte Joer, wou se hei am Amt war, esou séier ëmmer zu Bréissel noginn huet, da fäerte mer, datt och d'Regierung bei dësen zwou Direktiven nogëtt an datt mer dann e weidere staarken Abroch kréien um Niveau vun der Betribsbesteierung.

Mir wëssen awer och, datt d'Welt méi onsécher ginn ass. Mir schwätze vum Tanktourismus. D'Madamm Loschetter huet elo grad hei geschwat vun där Etüd.

Här President, esou eng Etüd, déi ass nun eemol eben dat wäert, wat se wäert ass. Ech wëll drun erënneren, datt den Innenminister, den Här Dan Kersch, virun dräi Wochen um Radio moies ugeschwat ginn ass, wat e géif dovun halen, vun där Etüd, déi de SYFEL gemaach huet, d'Vertriedung vun de Kierchefabricken, zu dem Projet de loi iwwert d'Reform vun de Kierchefabricke vun dëser Regierung, duerch de belsche Verfassungsspezialist, de Professer Delpérée. An do huet den Här Kersch geäntwert moies um Radio: „Dir wësst jo, wéi dat mat deenen Etüden ass. Deen eng Etüd bestellt an dee se bezuelt, dee kritt dat och eraus, wat e gären hätt."

Souwäit d'Meenung vun dëser Regierung zu den Etüden! An ech mengen, déi Etüd iwwert den Tanktourismus, déi ass och vun dëser Regierung bestallt a bezuelt ginn, a laut dem Här Dan Kersch ass och duerfir dann do dat erauskomm, wat d'Regierung gären hätt.

(Interruptions)

Ech wëll och soen, datt, wann do geschwat gëtt vun de Schied, déi duerch den Tanktourismus entstane sinn, ma ech wëll deene grénge Kolleege soen: Wa mer 170.000 Frontalieren hei am Land hunn oder 180.000, déi hei tanken, a si verfueren de Spritt an Däitschland, an der Belsch an a Frankräich, dann ass de Schued genau esou grouss fir d'Natur, ob se hei tanken oder op se en do tanken.

Also d'Konsequenz vum Tanktourismus ass déiselwecht, just datt mir awer als Land iwwert d'Akzisen eng staark Recette hei an eisem Statsbudget hunn. A wann déi gréng dorobber wëlle verzichten, da solle se dat hei kloer zum Ausdrock bréngen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gramegna huet gesot: „Mir kënnen eis den Defizit leeschten, well d'Konjunktur gutt ass." D'Konjunktur ass gutt, awer datt mer duerfir eis kënnen en Defizit leeschten, dat ass natierlech eppes, wat ech bis haut nach ni vun engem Finanzminister héieren hunn!

Well grad, wann d'Konjunktur gutt ass, mécht ee keen Defizit. Wann eng Konjunktur gutt ass, da rechent een, datt een e Budget kritt, deen och en Iwwerschoss mécht. A mat deem Iwwerschoss leet ee Reserven un. Oder mat deem Iwwerschoss bezilt een Emprunten zréck.

Awer fir hinzegoen mam Argument: „Wann d'Konjunktur gutt ass, kënne mer eis en Defizit leeschten", dat ass eng finanzpolitesch Iwwerleeung, déi ech nach ni matgemaach hunn, a virun allem, well mer wëssen, datt mer laut dem pluriannuelle Plang an deenen nächste Jore wäerten all Joers eng Milliard léine mussen. Mir mussen all Joers eng Milliard léine laut dem pluriannuelle Plang! Vun 11 Milliarden elo gi mer op 16 Milliarden am Joer 2020 erop. Dat ass also eng Situatioun, wou mer musse soen, datt d'Statsfinanzen net gutt sinn, wa mer Defizit maachen.

A wa mer da richteg kucken, an do wëll ech drop agoen, Här President, wa gesot gëtt ëmmer, d'Statsfinanze wieren an der Rei: Och hei spillen d'Regierung an och eise Finanzminister net éierlech vis-à-vis vun der Éffentlechkeet, well all Kéiers, wa mer iwwert d'Finanzsituatioun vum Stat schwätzen, gëtt fir d'Éischt iwwert d'Finances publiques geschwat. Et geet net iwwert den Zentralstat, de Statsbudget a priori. Et gëtt fir d'Éischt gesot: „D'Finances publiques sinn am Équiliber", well genau gewosst gëtt, datt d'grouss Mass vun de Leit dobausse jo keng Differenz maachen, an d'Leit kënnen dat net verstoen: Wat sinn d'Finances publiques a wat sinn d'Finances centrales?

De Gros vun de Leit weess et net, an domadder gëtt gespillt, duerfir gëtt déi Situatioun, déi positiv ass, virgestallt, an datt de Statsbudget negativ ass, dat kënnt dann iergendwann eng Kéier hannendrun.

Wa mer awer wëssen, datt mer nëmme bei den ëffentleche Finanzen e positivt Resultat hunn, well niewent dem Defizit vun enger Milliard beim Stat d'Pensiounskeesen en Iwwerschoss maache vun iwwer 800 Milliounen an d'Gemengen 200 Milliounen, an datt mer doduerch en Équiliber kréien, da muss een dat awer och esou soen a kloer soen, datt de Statsbudget an engem Defizit ass.

A wann een dat hannendrusetzt, dann encouragéiert een, d'Leit kréie just mat: „Ma et ass alles an der Rei, mir schreiwe schwaarz Zifferen." An da seet jiddwereen: „Ma dann hätte mer elo erëm gären, well et ass jo Geld do." Mä et ass kee Geld do! Mir verdeele Geld, dat mer net hunn!

Den Här Gramegna huet nach gëschter am „Lëtzebuerger Wort" iwwert d'Entwécklung geschwat, an och iwwert déi jäerlech Iwwerschëss vun der Sozialversécherung ass gëschter fir d'Éischt richteg geschwat ginn. An der Vergaangenheet ass dat ëmmer vergiess ginn.

D'Fro, déi ee sech also muss stellen, wa mer gesinn, datt mer iwwer Joren e stramme Wuesstum hunn an och iwwer Joren en Defizit, d'Fro ass da berechtegt: Dee stramme Wuesstum, dee mer gemaach hunn an deen och vun dëser Regierung weider ugepeilt gëtt, ass dat positiv oder negativ fir d'Statsfinanzen? Da muss een ënnert dem Strëch soen: „Neen, trotz dem stramme Wuesstum si mer ëmmer mat engem negative Resultat erëmkomm."

An och d'Steierreform, et gëtt gesot: „Déi kënne mer eis leeschten. Mir hunn den néidege Sputt geschafen." Här President, ech hunn ëmmer gemengt a menger Naivitéit, wann ee Sputt hätt, dann hätt ee Sue rescht. Mä dës Regierung huet den Defizit vun eppes 400 Milliounen op eng Milliard eropgedréckt an dat nennt si e Sputt. Ma dann hätte mir all Intérêt, wa mer zwou Milliarden Defizit hätten, dann hätt Der nach vill méi e grousse Sputt!

(Brouhaha)

Dann hätt Der nach vill méi e grousse Sputt, fir kënne Gelder ze verdeelen!

Dir verdeelt hei Gelder, déi mer net hunn. Déi ganz Steierreform musse mer iwwer Emprunte finanzéieren. Dann ass gesot ginn: „Ma neen, déi Emprunten, déi sinn do, fir d'Investitiounen ze finanzéieren."

Ma wann ech kucken, wat den Defizit vun 2016 op 2017 an d'Luucht geet am Budget, an ech kucken, wat d'Investitioune vun 2016 op 2017 an d'Luucht ginn, da sinn dat 130 Milliounen. Natierlech kann ee soen: „130 Milliioune hu mer weider Defizit." Mä dat anert, muss ee kloer soen, dat ass d'Steierreform an et ass den Accord salarial, déi eis dozou féieren, datt mer erëm eng Milliard Defizit am Statsbudget hunn. An de Rapporteur huet gëschter am „Wort" awer richteg geschriwwen, wou e seet: „Durch die Steuerreform steigt das Defizit jetzt kurzfristig wieder an."

Da gëtt geschwat vun där soziaalster Steierreform, déi jeemools gemaach ginn ass. Ech hat gemengt, mir bräichten haut net méi op d'Steierreform anzegoen, mä well meng Virriedner awer erëm dat esou hei presentéiert hunn, wëll ech dat dann och nach eng Kéier hei diskutéieren.

Den Här Gramegna sot am „Background" den 10. Dezember, an d'lescht Woch huet en et och nach eng Kéier hei an der Chamber gesot, datt mer hei déi soziaalste Steierreform hätten, déi jeemools gemaach gi wier. An den Här Gramegna huet e Beispill ginn. E seet: „De soziale Mindestloun kritt 61% Steiererliichterung". Den Här Berger huet dat de Mëtten och nach eng Kéier hei gesot: „De qualifizéierte Mindestloun: 42%, an en Akommes vun 10.000 Euro de Mount kritt 125 Euro."

Här President, ech huelen un, datt jiddwerengem opgefall ass, datt e beim Mindestloun vu Prozenter geschwat huet an datt e beim Akommes vun 10.000 Euro de Mount vun Euroe geschwat huet. Et war sécherlech e Lapsus, well d'Regierung seet jo ëmmer d'Wourecht.

Mä wann een dann awer kuckt, wat déi 61% Steiererliichterung beim Mindestloun ausmaachen, da sinn dat 38 Euro, wann ech kucken, géint 125 Euro Steiererliichterung bei 10.000. An d'Abattementer, wann een déi awer dann derbäirechent, déi iwwert dës nei Steierreform kommen, da gesi mer, datt d'Haushaltshëllef vun 3.600 op 5.400 eropgaangen ass. Dat sinn 1.800 Euro weider Abattement, déi ee kritt. 43% dovunner si 774 Euro Abattementer, Steiererliichterung, déi ee kritt. Dat si 65 Euro de Mount.

Wann een elo kuckt, wat iwwerhaapt eng Persoun, déi esou vill verdéngt, un Abattement kritt, fir d'Botzfra doheem ze bezuelen, da sinn dat am Ableck 5.400 Euro. 43%, dat gëtt 2.150 Euro. Op de Mindestloun ëmgerechent kritt déi Persoun 179 Euro de Mount oder, et kann ee soen, 18 Stonnen de Mount Botzfra iwwert de Wee vun de Steiere bezuelt.

Wa mer dann och nach den Elektroauto bäihuelen, wat eng typesch gréng Politik ass, do kann ee 5.000 Euro ofsetzen, déi awer nëmmen déi Leit mat groussem Akommes kënnen ofsetzen, an ee Klengen, deen de Mindestloun oder eppes Klenges iwwert de Mindestloun, 3.000 Euro, verdéngt, dee kann näischt dovun ofsetzen. Et ass also hei, et mengt ee grad, déi gréng géifen nëmmen aus Räiche bestoen, si wéilte just d'Stëmme vun deene klenge Leit kréien. Op jidde Fall mécht den Abattement vum Elektroauto bei engem Revenu vun 10.000 Euro 2.150 Euro d'Joer oder 179 Euro de Mount aus.

A wann ech dann erëm op dem Här Gramegna seng Prozenter zréckkommen, da gesi mer, datt deen um Mindestloun 61%, dat ass e gewaltege Prozentsaz, un Erliichterung kritt, dat sinn 38 Euro. An den Här Berger huet de Mëtten hei gesot, dee vun 10.000 Euro, deen hätt nëmme 5% Erliichterung. Wa mer dat dann zesummerechnen, wat en direkt kritt iwwert den Abattement vun der Haushaltshëllef, iwwert den Abattement vum Elektroauto, da kritt deen 369 Euro de Mount Steiererliichterung. Also 61% maachen 38 Euro aus a 5% maachen 369 Euro aus.

Här President, ech hätt an dësem Fall léiwer 5% Steierreduktioun wéi 61%! An elo hu mer nach déi aner Abattementer guer net derbäigerechent, Här President, wéi d'Bauspueren, d'Pensiounen, alles dat.

Mir gesinn also, wat mer hei Rechekünstler an der Regierung hunn, déi Prozenter asetzen, wann déi se arrangéieren, an déi Euroen asetzen, wann déi se arrangéieren. Mä wann een déi zwou Saachen zesummerechent, kënnt dat heiten eraus: 61% sinn 38 Euro a 5% sinn 369 Euro. An dat ass dann, wéi gesot, déi soziaalste Steierreform, déi jeemools hei am Land gemaach ginn ass.

Här President, en anere Punkt: d'Investitiounen. Et ass richteg, datt mer héich Investitioune maachen. Mä mir si condamnéiert duerch dee stramme Wuesstum, duerch deen Zouwuess vun Aarbechtsplazen, duerch deen Drock um Wunnengsmaart, an d'Infrastrukturen ze investéieren. A mir kommen net méi no mat Investitioune finanzéieren.

An dat huet de Jean-Claude Juncker 1999 eng Kéier hei an der Chamber gesot, en huet gesot, deemools hätt d'Regierung rechne gelooss an erausfonnt, datt de stramme Wuesstum net genuch Gelder géif generéieren, fir seng eegen Nofolgekäschten ze finanzéieren. An dat hu mer jo och iwwer all déi Jore gesinn, well mer am Statsbudget defizitär sinn. Mir kommen net no, fir dat ze finanzéieren, wat de stramme Wuesstum vun ons verlaangt. An duerfir musse mer investéieren. A mir kommen trotzdeem net no, fir esou vill ze investéieren, wéi mer nach missten investéieren.

Also och de stramme Wuesstum bréngt eis net genuch Suen, fir ebe seng Konsequenzen ze bezuelen.

De Chômage. De Chômage ass en anere Problem, Här President, wou gesot gëtt: „Ma mir mussen dee stramme Wuesstum hunn, fir Aarbechtsplazen, fir de Chômage, fir Aarbechtsplazen ze schafen a fir de Chômage ze bekämpfen."

Här President, mir hunn an deene leschten zéng Joer 100.000 nei netto Aarbechtsplaze geschaaft, an der Moyenne 10.000 d'Joer. An deemselwechten Zäitraum, wou mer déi 100.000 Plaze geschaaft hunn, ass de Chômage eropgaange vun - elo muss ech hei kucken, datt ech kee Feeler soen -, vun 13.000 op 23.000, op 23.774.

Dat heescht, obscho mer 100.000 Aarbechtsplazen an deem Zäitraum geschaaft hunn, ass de Chômage an deem Zäitraum och nach ëm 10.000 geklommen. Also ass et net esou, datt mer musse massiv Aarbechtsplaze schafen, fir datt mer de Chômage bekämpft kréien, mä de Chômage, dee mer hei am Land hunn, kréie mer net duerch massiven Zouwuess vun Aarbechtsplaze ofgeschaaft, mä wa mer eng uerdentlech Formatioun maachen, wa mer eis Leit esou ausbilden, wéi den Aarbechtsmaart se brauch. Dat brauche mer. Mir hu verschidde Reforme gemaach, déi och punktuell Léisunge bréngen. Mä mir schafen en net of, andeem mer d'Aarbechtsplazen zu 80% mat Frontaliere besetzen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Just d'lescht Joer ass de Chômage ëm 800, 900 zréckgaangen. Mä et muss een awer wëssen, datt mer an deenen zwee leschte Joer 2015, 2016 25.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, an en ass 900 Stéck zréckgaangen. Och wa mer dat an d'Relatioun stellen, mengen ech, seet eis dat datselwecht.

An dëser Legislaturperiod gi 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft. Den Här Gramegna huet deen Dag, wéi de Budget hei deponéiert ginn ass, owes op RTL op der Televisioun gesot: „Ma mir schafen dëst Joer 15.000 nei Aarbechtsplazen an d'nächst Joer erëm eng Kéier 15.000 Aarbechtsplazen."

Dir kënnt Iech erënneren, datt ech deemools bei der éischter Reaktioun op de Budget gesot hunn: „Et ass verréckt an onverantwortlech, wat mer hei maachen." A genau dat ass dat, wat ech domadder mengen, wann eng Regierung mengt, si misst e Budget maachen, deen op Rekordwuesstum opsetzt, wou mer wëssen, wat fir eng Konsequenzen dat alles hannendrun huet, datt et eis méi Problemer schaaft, wéi et der léist. An duerfir hunn ech dat deemools gesot: „Et ass verréckt an onverantwortlech." An datt dat d'Politik vun dëser Regierung ass - ech kommen nach op eis gréng Kolleegen herno ze schwätzen -, datt dës Regierung radikal a maximal op Wuesstum setzt, dat ass einfach verréckt an onverantwortlech! Dat féiert d'Land mëttel- a laangfristeg an eng Katastroph eran.

60.000 nei Aarbechtsplazen, déi ginn zu 80% vun de Frontaliere besat. Dat sinn 48.000 Frontalieren, déi mer an där Legislaturperiod hei weider an d'Land kréien. An déi 48.000, déi kommen erëm zu 80% mam Auto schaffen. Dat wësse mer alleguer. An en Auto, dee brauch am Stau sechs, siwe Meter. Dat heescht, wa mer 38.000 Autoe weider kréien, wat dat ausmécht, dann hu mer 260 Kilometer Stau weider, moies an owes duerch d'Land verdeelt, net op enger Plaz, mä duerch d'Land verdeelt si moies an owes 260 Kilometer Autoe weider.

Dat ass d'Realitéit! An duerfir ginn déi Stauen och vun Dag zu Dag méi grouss. An och dat gëtt net geléist mam Tram. Iwwregens hunn d'Kolleege vun der CSV elo, déi den Tram jo gestëmmt hunn, an d'Stad Lëtzebuerg, d'CSV huet festgestallt, datt den Tram de Problem net léist. Mir wiere frou gewiescht, si hätten dat e puer Joer méi fréi gesinn, wéi mir et och scho gesot hunn, well all Mënsch weess: Hei kënnen dräi Trammen an der Stad hin- an hierfueren, niewenteneen an iwwereneen an hannereneen, duerfir gëtt de Stau ronderëm d'Stad kee Meter méi kleng!

An de Stau ronderëm d'Stad, dee wiisst vun Dag zu Dag. A mat där heiter Politik kënne mer maachen, wat mer wëllen, do kréie mer dee Problem do ni an de Grëff. Mir kënne Vëlospiste maachen, wat ënnerstëtzt gëtt. Mir kënnen och de Carpooling maachen, mir kënnen och soen, d'Leit sollte sech treffen, zesumme fueren, mir kënnen och nach dräi Appen aféieren, fir datt se dat besser kënnen organiséiert kréien. Mä dat ass eng Drëps, dat ass eng Drëps op de waarme Steen, bei deem, wat mer vun Autoen duerch déi heite Politik weider hei an d'Land eranzéien! Dorunner wäert sech näischt änneren.

An da muss een och d'wirtschaftlech Konsequenze kucke vun esou engem Stau. D'Uni Lëtzebuerg huet eng Etüd elo gemaach viru Kuerzem, wou se seet, datt de Stau ongeféier 200 Milliounen d'Joer u Käschte géif mat sech bréngen, wirtschaftlech Käschte fir déi Leit, déi am Stau stinn, duerch Zäitverloscht, duerch Bensinn, dee verbraucht gëtt, an d'Aarbechtszäiten, déi do verluer ginn, an esou virun. An dobäi, hat se gesot, sinn emol d'Betriber, d'Geschäftsleit, déi mat de Camionen, mat hire Gefierer ënnerwee sinn, net do mataberechent. An dat ass e Käschtepunkt, dee muss de Konsument bezuelen, well wann d'Entreprisë mat hire Camionen an hiren Autoe stonnelaang am Stau stinn, dat muss bezuelt ginn. An et ass de Konsument, deen déi Aarbecht gemaach kritt, dee muss dat och mat bezuelen. Also wësse mer, mat där Politik, déi elo gemaach gëtt, ginn eben och déi Käschten an den nächste Jore weider an d'Luucht.

De Logement. Här President, eis Logementsministesch, déi mer haten, ech wëll elo weider net op hir politesch Aktivitéiten agoen, déi se hei hat, mä mir wësse jo awer, datt d'Regierung versicht huet, se iergendwéi am gëllenen Exil zu Dubai ënnerzekréien. Mä och den neie Logementsminister, dee jo mat engem formidabelen Engagement erugaangen ass, huet elo kierzlech gesot, datt och hie keng Wonner kéint bewierken. En huet also relativ séier festgestallt, datt en och net de Problem esou séier wäert geléist kréien.

A well mer esou weider wuessen, wéi mer wuessen, wäerte mer den Drock op de Logement och net lassginn! Well, wa mer all Joers 10.000, 15.000 Aarbechtsplaze schafen, dann ass et jo normal, datt déi Leit, déi et sech kënne leeschten, och d'Frontalieren, déi eng gutt Plaz hei hunn, déi et sech kënne leeschten, fir zu Lëtzebuerg nach sech en Eegentum unzeschafen oder lounen ze goen, datt déi versichen, esou no wéi méiglech bei d'Aarbecht ze kommen, well se net wëllen all Dag zwou, dräi Stonne fir hin an heem am Stau stoen. An duerfir gëtt den Drock op de Logement ëmmer méi grouss! Dee kréie mer net an de Grëff.

Dat ass also och eng Konsequenz vun deem stramme Wuesstum, wa mer de Problem vum Logement net kënne léisen, an da gëtt dat ëmmer méi deier. Mir hunn héieren hei, an d'Etüde si jo och dëser Deeg erauskomm, datt d'lescht Joer d'Präisser am Logement erëm eng Kéier 5% geklomme sinn. Dat heescht, mir ginn also iwwer Joren all Joers 5% an d'Luucht. Wa mer higinn, mir huelen en Appartement, net dat deierst, mä en Appartement vu 400.000 Euro an dat gëtt 5% méi deier: Dat ass eng Augmentatioun vun 20.000 Euro d'Joer, wou en Appartement méi deier gëtt! Wéi soll dann eng jonk Koppel…? Souguer wann déi et fäerdegbréngt, 20.000 Euro am Joer ze spueren, wat vill Geld ass fir eng jonk Koppel, dann huet se nach sech net bäigeschafft, dann huet se just d'Präishausse opgefaangen, déi an deem Joer stattfënnt.

Duerfir musse mer also wëssen, wa mer esou weider wuessen, da bleift den Drock bestoen a mir wäerten de Wunnengsbauproblem, egal wien, soen ech, an der Regierung ass, net esou séier geléist kréien, wa mer net de Problem vum stramme Wuesstum an de Grëff kréien.

D'Pensiounen, Här President. Ech hunn hei iwwer Jore verschidde Leit gelangweilt, well ech praktesch all Joers datselwecht bei de Pensioune gesot hunn. Mä ech soen et dëst Joer nach eng Kéier. A firwat soen ech et dëst Joer nach eng Kéier? Ma well mer et dëst Joer elo viru Kuerzem vun der IGSS confirméiert kritt hunn!

Ech hunn ëmmer gesot: „D'Leit, déi ëmmer soen, mir missten e stramme Wuesstum hunn, fir eise Pensiounsproblem ze léisen, dat ass déi falschsten Ausso, déi ee ka maachen!" Fir ee Pensionär brauche mer zwee Aktiver. An da wësse mer, wa mer 200.000 Pensionären hunn, da brauche mer 400.000 Aktiver, wa mer 400.000 Pensionären hunn, da brauche mer der 800.000, a wa mer der eng Kéier 800.000 hunn, da brauche mer 1,6, an da kënne mer esou weiderfueren, da kënne mer eiser Fantasie fräie Laf loossen.

Dat ass d'Realitéit, wéi eise Pensiounssystem opgebaut ass. Ech hunn et all Joers hei gezielt. Mä wa mer elo dëst Joer d'Chiffere kucken, déi d'IGSS eis elo kierzlech ginn huet, jiddwereen huet se jo kritt, da stelle mer fest, datt mer dat Joer, vun 2015 sinn d'Chifferen, knapp 400.000 Versécherter hunn an 165.000 Pensionären. Dat heescht, mir hunn eppes méi wéi zwee Aktiver op ee Pensionär. An duerfir maache mer jo och Iwwerschëss am Ableck. An duerfir hu mer dann och 16, 17 Milliarden Iwwerschëss, wat 4,5-mol d'Joresdépensen ass.

Mä d'IGSS seet eis awer och, datt, wa mer a Richtung 1,1 Milliounen Awunner fueren, an dës Regierung fiert jo an déi Richtung - et ass en Zil, dëse Budget peilt d'Zil vun 1,1 Milliounen Awunner un -, dann hu mer am Joer 2060, dat muss ee sech virstellen, 805.000 Versécher-ter hei am Land. 805.000 Leit, déi schaffen, net déi hei wunnen, dat sinn der nach vill méi. A mir hu 500.000 Pensionären am Joer 2060. Dat léisst sech jo liicht ausrechnen, wann d'Leit an der Moyenne 40 Joer schaffe ginn. Mir wëssen elo schonn, wéi vill der 2020 hei am Land schaffen, da wësse mer och, wéi vill datt mer der 2060 hei an der Pensioun hunn.

Also seet d'IGSS: Dann hu mer 490.000 Pensionéierter géint 805.000 Aktiver an da wësse mer - da wësse mer -, datt dee System, an dat wousst och jiddwereen, net kann halen. A mir wëssen och schonn, d'Chiffere sinn de Mëtte genannt ginn - ob déi elo zwee, dräi Joer no hanne réckelen oder no vir réckelen, ass jo onwesentlech, ob mer 2021 un dee Punkt kommen, wou déi annuell Recettë just nach duerginn, fir déi annuell Dépensen ze decken, oder ob dat 2024 ass, dat mécht der Kaz kee Bockel -, mir wëssen, et kënnt iergendwann. A mir wëssen och, ob et 2030 ass oder 2035, datt mer d'Reserve praktesch alleguer opgeschafft hunn.

An da fannen ech et onverantwortlech, datt eise Statsminister de leschte Samschdeg am „Background" um Radio seet: „D'Rentemauer ass net fir muer." E Statsminister, deen esou eng Visioun huet, deen dat dote weess - an dat weess all Mënsch! Dat weess all Mënsch, datt dat do d'Entwécklung ass -, an dann higeet a seet, d'Rentemauer wier net fir muer! Dat heescht, hie wäert ausgerechent hunn, wéi laang hien eventuell nach statistesch kéint derbäi sinn, ob et géif nach fir hien duergoen. Mä wa mer un déi kommend Generatiounen denken, dann ass dat doten, Här Berger, déi onverantwortlechst Ausso, déi e Statsminister ka maachen, wann e seet: „Mir brauchen näischt ze maachen, well d'Rentemauer, déi ass eréischt fir méi laang."

Mir ginn haut Geld aus ouni Rücksicht dann op déi kommend Generatiounen. Duerfir d'Fro: Brauch een e stramme Wuesstum, fir de Rentesystem ofzesécheren? Et ass kloer: Neen! Mir däerfen net op de stramme Wuesstum opbauen, fir eise Rentesécherungssystem opzebauen. Mä mir mussen e System maachen, an do si mer alleguer gefuerdert an ech kommen herno och nach dorop zréck, mir mussen e System maachen, wou mer och ouni stramme Wuesstum e Rentesystem opbauen, dee mëttel- a laangfristeg méi iwwerliewensfäeg ass.

E weidere Punkt, Här President: Ass d'Schéier tëschent Räich an Aarm méi kleng oder méi grouss ginn?

Och hei huet den Här Berger eis de Mëtte mat Prozenter geschwat. En huet gesot, d'Aarmutsgrenz ass gefall vun eppes iwwer 17 op eppes ënner 17. An et ass, wéi ech virdru scho gesot hu beim Här Finanzminister: Wann dann d'Prozenter een arrangéieren, dann nennt ee Prozenter, a wann d'Chifferen een arrangéieren, dann nennt ee Chifferen.

Meng Fro, déi ech dem Här Berger wollt de Mëtte stellen - du sot en, ech sollt him se herno stellen, duerfir stellen ech se elo -, datt en eis da seet, wann et prozentual erofgaangen ass, wéi et dann zueleméisseg ass, wéi vill Leit effektiv ënnert der Aarmutsgrenz leien oder net. Mir stellen da fest, datt déi Zuel net erofgaangen ass. Mä et ass just doduerch, datt d'Populatioun an d'Luucht gaangen ass, datt de Prozentsaz erofgaangen ass, awer d'Zuel vun deene Leit, deenen et méi schlecht hei geet, hei am Land schlecht geet, déi ass net méi kleng.

Dat heescht also, dee stramme Wuesstum huet och näischt un der Aarmut hei am Land geännert. En ass (veuillez lire: Dee Prozentsaz ass) an deene leschte Joren, deen ass vun do un, datt ech mech kann erënneren, datt mer dat heibannen diskutéiert hunn, vun 12% op elo bal 17% geklommen, trotzdeem mer e stramme Wuesstum hei am Land hunn!

An dann huet den Här Bettel, Här President, de Samschdeg am „Background" gesot: „Déi lescht dräi Joer geet et de Leit hei am Land besser." Wou kann e Statsminister esou eppes soen? Déi dräi lescht Joer? En hätt och kënne soen: „Zënter ech Statsminister sinn, geet et de Leit hei am Land besser."

Richteg ass, an dat weess all Mënsch hei am Land, datt et déi dräi lescht Joer dem Här Bettel besser gaangen ass!

(Hilarité)

Här President, awer ob et deenen anere Leit besser gaangen ass, dat ass eng aner Fro. Well wat hunn déi aner…

(Interruption par M. Eugène Berger)

Wat huet den Här Berger? Wëllt den Här Berger eppes soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech weess net, ob den Här Berger...

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Berger wëllt näischt soen, anscheinend.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, et ass jo schéin, datt och den Här Gibéryen, deen ëmmer grad fir Rentegerechtegkeet agetrueden ass, mat fënnef Sechstel, a mengt, datt et hei verschiddene Leit besser geet… Hie war jo och een, deen all déi aner Fraktioune gedirängelt huet, fir datt et och him hei mat senger Pensioun besser geet. Mir kënnen och direkt muer eng Proposition de loi maachen, fir et ofzeschafen.

(Exclamations et brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, Här Berger, dat ass eng Propositioun, déi mer heibanne gemaach hu fir d'Deputéiert (veuillez: fir déi Pensionéiert) aus dem Privatsecteur! Dir kommt aus dem ëffentleche Secteur, duerfir gefält lech dat wahrscheinlech net. Mä déi aus dem Privatsecteur, déi ware staark benodeelegt a sinn och elo nach staark benodeelegt. Dozou sti mir, do brauche mer näischt ze änneren.

Duerfir, Här President, wann den Här Bettel seet, et géif de Leit hei an de leschten dräi Joer besser goen, da froen ech, wat fir eng Leit en domadder gemengt huet. Wat hunn d'Leit da bäikritt an deenen dräi leschte Joren?

M. Roy Reding *(ADR).*- D'TVA!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si hunn 2% d'TVA geheicht kritt!

(Interruption par M. Gilles Baum)

Si hutt bäikritt 0,5% Krisesteier, déi se hu misse bezuelen. Si hunn och dräi Joer keng Indextranche kritt, obschonn de Wirtschaftsminister scho virun zwee Joer gesot huet, si kéim elo. Si hunn och dräi Joer keng Upassung vun der Steiertabell kritt. D'Mammen, déi hir Kanner doheem selwer erzéien, déi hunn d'Allocation d'éducation an de maternité ewechgeholl kritt.

Oder geet et deene Leit besser, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen? Oder geet et den Elenge-rzéienden, déi zu 50% ënnert d'Aarmutsgrenz falen, geet et deene besser? Oder geet et deene Famillje mat méi Kanner, geet et deene besser hei am Land? Oder deene Leit, déi musse fir de Mindestloun schaffe goen, geet et deene besser hei am Land an deene leschten dräi Joer? Oder déi Leit, déi musse méi héich Loyere bezuelen, déi Leit, déi mussen an d'Grenzregioun wunne goen, geet et all deene Leit besser? Oder déi elo musse 5% erëm bannent engem Joer méi bezuelen, wa se sech wëllen eng Wunneng hei am Land kafen, geet et all deene Leit besser?

Elo schwätzen ech emol nach net vun all deenen negative Konsequenzen op d'Liewensqualitéit, vum Zoubëtonéiere vum Land, vun de Stauen. An et muss een also schonn de Culot hunn als Statsminister, fir op de Radio ze goen an do ze soen: „Zënter dräi Joer geet et de Leit hei am Land besser." E soll eis emol soen, wiem ausser him et dann hei am Land elo nach besser gaangen ass an deene leschten dräi Joer.

(Interruptions)

Et gëtt just zwee Punkten, Här President, wou et de Leit besser gaangen ass. Dat ass, datt d'Zënsen erofgaange sinn an datt d'Pëtrolspräisser erofgaange sinn. Dat sinn déi zwee eenzeg Punkten, wou et de Leit besser gaangen ass. Mä do huet kee vun eis heibannen en Afloss drop. Dorop huet kee vun eis heibannen en Afloss.

Wa mer wierklech wëllen e qualitative Wuesstum erreechen, da musse mer d'Bierger mat op dee Wee kréien. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer d'Leit mat op de Wee kréien, wa mer de Leit soen, wat hei um Spill steet, wa mer de Leit klore Wäin aschëdden iwwert d'Statsfinanzen, wa mer de Leit net soen: „Et ass alles an der Rei, mir hu Sputt geschaaft, mir maachen Iwwerschoss", mä mir zielen de Leit: „Neen, mir hu kee Sputt geschaaft, mir hu keng Iwwerschëss", wann mer de Leit erkläeren, datt eise Pensiounssystem esou net ka finanziell iwwerliewen. Alles dat muss een de Leit soen!

Wann ee mat der Géisskan iwwert d'Land verstreeë geet, da fënnt ee jo net gläichzäiteg eng Akzeptanz bei de Leit, déi zouléisst, datt d'Leit soen: „Majo, mir mussen ëmdenken och an eiser Konsumpolitik an a verschiddene Politicken." Mä d'Leit si bereet, well vum Gros vun de Leit hei am Land wëllt keen, datt mer haut Scholde maachen, fir enger Kategorie vu Leit nach eppes bäizesetzen, an dat op d'Käschte vun de kommende Generatiounen, vun eise Kanner. De Gros vun de Leit hei am Land wëllt dat net! Jiddwereen hëlt et, dat ass mënschlech! Mä jiddweree weess awer och, datt dat, wat e kritt, Gelder sinn, déi geschëllt sinn, an datt seng Kanner déi mussen zréckbezuelen.

Mä dës Regierung, déi baséiert sech awer exklusiv op Rekordwuesstum, Här President. A wann een da bedenkt, wéi ech elo virun e puer Deeg an der Zeitung gesinn hunn, ech hunn d'Foto extra matbruecht hei vun eise grénge Kolleegen, si grinsen alle sechs, eng wonnerschéi Foto: „Lebensqualität vor Wachstum."

(M. Gast Gibéryen montre une page de journal.)

Här President, wann ech kucken, wat dës Regierung gemaach huet, dann ass et just de Contraire vun deem, wat déi gréng elo op enger Pressekonferenz gemaach hunn. Mir hunn net d'Liewensqualitéit virun de Wuesstum gesat, mä dës Regierung…, a wa mer kucken, dëse Budget ass och an déiselwecht Rei (veuillez lire: Richtung), an dee Budget, dee geet jo elo iwwert d'véiert Joer vun dëser Regierung ewech. Dat heescht, dës Legislaturperiod ass op stramme Wuesstum opgebaut, ouni Rücksicht op d'Liewensqualitéit vun eise Leit, dann ass dat just de Contraire vun deem, wat déi gréng elo an der...

Et gesäit een, datt mer op d'Wahlen zouginn. Duerfir wäerten déi gréng elo lues a lues erëm gréng gi virun de Wahlen! Mä an deene leschte Méint a Jore war keng Spur vun der grénger Politik ze gesinn. Do ass d'Land zoubëtonéiert ginn.

Ech ka mech erënneren, wéi mer elo déi Versammlungen haten iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg mam Här Bausch - wou ech ëmmer muss laachen, well dat jo den Nohaltegkeetsminister ass: Dat ass dach am Fong déi gréisste Farce, déi mer bei der Nominatioun vun de Ministèren dës Kéier haten, well se hunn ëmmer fréier gesot, de Robert Goebbels wier den „Bëtonsminister". Mä an dëser Legislaturperiod hätt ee jo wierklech kënnen deen Titel „Bëtonsminister" asetzen, well méi wéi den Här Bausch d'Land zoubëtonéiert huet nach kee Minister dat virdru gemaach.

Den Här Bausch, dee baut haut Autobunnen. D'Madamm Loschetter huet sech de Mëtten opgereegt, ech mengen, et war am Zesummenhang mat der CSV, datt se do wéilten Autobunne bauen. Mä ass et dann net den Här Bausch, dee gesot huet, d'Autobunn géif op dräi Spuren ausgebaut ginn? Ass et net den Här Bausch, dee Contournemente baut? Ass et net den Här Bausch, deen Turbo-Rond-pointe baut? An, an, an…

Also wann ech gelift! déi gréng waren ëmmer do dergéint. Dat wësse mer! Mir kënnen eis souguer nach erënneren, Här President, wéi déi gréng esou manifestéiert hunn, dann hu se hir Pressekonferenz an der grénger Wiss gehalen. Déi hu sech souguer eng Kéier mat Ketten, Här President, u Beem ugestréckt, fir ze manifestéieren dergéint, datt dee Bam géif ëmgeluecht ginn. Mat Ketten hu se dat gemaach! Haut hu se och nach Ketten, Här President. Awer se hunn eng Kettesee haut!

(Brouhaha général)

Eng Kettesee hu se an da ginn déi Beem ëmgeluecht! A fir datt keen et soll gesinn, hu se d'Luuchtemasten op der Autobunn automatesch mat ëmgeluecht.

(Brouhaha et interruption)

Dat heescht, Här President, déi gréng, déi maachen eng aner Politik wéi se all déi Jore virdru gemaach hunn. Et ass vun enger duebeler Moral. A si wësse selwer, datt dat Duebelmoral ass, well net méi spéit wéi haut kënne mer an der Zeitung liesen, datt de Spriecher vun deene jonke Gréngen demissionéiert huet, an en ass och aus der grénger Partei ausgetratt. A seng Begrënnung ass: „Ich finde, dass es schon genug doppelmoralische Politiker in Luxemburg gibt."

Dat huet de Spriecher vun deene jonke Gréngen haut public gemaach. An duerfir ass en aus der grénger Partei an als Spriecher vun de jonke Gréngen zréckgetrueden. Also och lues a lues mierke se intern an der grénger Partei déi Doppelzüngegkeet, déi et an der grénger Partei gëtt.

Ech muss emol eng Kéier op meng Zäit kucken.

Här President, wéi mer déi Versammlungen haten, do huet den Här Bausch eis dann déi Slidë gewisen, wat alles nach hei am Land kéint geschéien. Do huet en zu Belval Loftopname maache gelooss, wou d'Frichë waren an esou virun. An ech hu geduecht, elo seet en: „Ma elo maache mer do en Naturpark hin, mir ginn der Natur déi Terrainen elo erëm zréck. Mir sanéiere se."

Neen! Dat gëtt alles zoubëtonéiert! „Do kënne mer nach bauen", sot en, „hei kënne mer nach bauen." An dat si keng kleng Flächen! Dat sinn Honnerte vun Hektar, wou dee grénge Bëtonsminister do dem Land presentéiert huet, wat nach alles kann zoubëtonéiert ginn!

A well se wëssen, datt dat bei de Leit dobaussen net esou gutt ukënnt, gi se dann einfach hin an da gëtt elo einfach eng kleng Gemeng am Land geholl, Fëschbech, an da gëtt do en Exempel statuéiert an da kréien déi hire PAG vum Här Gira a vun der Madamm Dieschbourg verworf. Dat ass natierlech eng grouss Gemeng: Déi huet 1.200 Awunner!

(Hilarité)

An déi huet elo an deene leschte Joer all Joers 14 Baugeneemegungen erausginn. Dat ass eng Katastroph! Do gëtt zoubëtonéiert an deem Eck, dat ka kee Mënsch sech virstellen!

(Hilarité)

Duerfir muss do en Exempel statuéiert ginn an déi Gemeng, déi muss déi brutal Muecht vum Statsapparat spieren, well do gëtt alles gestoppt!

(Interruption)

Do sinn also 14 Baugeneemegungen an enger klenger Landgemeng, déi eng Riseflächhuet, déi gi gestoppt, well do gesot gëtt: „Ma do sti keng Basisinfrastrukturen. Do gëtt et keng Épicerie."! Ma a wou gëtt et dann nach eng Épicerie?!

(Hilarité)

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Leit, déi sinn a fënnef Minutte vun deem Duerf zu Miersch, do gëtt et Akafszentren, esou vill wéi se der wëllen, a si brauchen emol vun do, vu wou se kommen, iwwert den Aangelsbierg, net an engem Stau ze stoen! An egal wien hei an der Stad, do wou déi gréng mat hirem Minister Zéngdausenden Haiser bauen, wou schonn alles bëtonéiert ass, wou Héichhaiser gemaach ginn, an egal op wat fir engem Stack datt e wunnt, dee steet méi laang ënnerwee am Stau wéi een, dee vu Fëschbech muss op Miersch fueren! An hei ginn Zéngdausenden, Zéngdausende vun Haiser gebaut, an zu Fëschbech, do gëtt da vun deene Gréngen eng Exempel statuéiert, fir dem Land ze soen: „Gesitt Der, mir Gréng, mir setzen eis duerch."!

Well do 1.200 Awunner wunnen, dat wäerte 400 bis 500 Wieler sinn, et wäerte 26 Wieler do sinn, déi déi gréng nach wielen. An op déi kënne se verzichten. Mä do gëtt en Exempel statuéiert. An de Rescht vum Land, dee gëtt zoubëtonéiert an et ginn Aarbechtsplazen a Wunnraum fir Zéngdausende geschaaft! Dat ass déi gréng Politik, wéi mer se hei an dem Land erliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Budget ass e Budget, deen onresponsabel ass fir d'Zukunft vun dësem Land. Dee baut op e stramme Wuesstum. Et ass e Budget, deen als Zil huet, fir esou séier wéi méiglech op 1,1 Milliounen Awunner ze kommen, mat allen negative Konsequenzen, déi dat fir déi zukünfteg Generatiounen huet, sief et wat d'Finanzen ubelaangt, sief et wat d'Pensiounen ubelaangt, sief et wat d'Liewensqualitéit ubelaangt an esou weider.

Et ass eng Katastroph, wa mer an dës Richtung weiderfueren. An duerfir wier all Dag, wou dës Regierung géif éischter ophalen, e gudden Dag fir dëst Land.

(Interruption)

Maacht, wann ech gelift, dësem Land ee grousse Gefalen, deen d'Leit lech och géifen unerkennen, a gitt an triet zréck!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Maacht lech keng Hoffnungen!

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Elo ware mer 30 Minutten am Café du Commerce.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, zu Alleréischt muss ee rappeléieren, datt de Budget, wéi all Budget aus der EU, sech am Kader vun der koordinéierter EU-Budgetspolitik beweegt.

Wat heescht dat konkret? Et gouf schonn e puermol erwäänt… Ech muss ophalen ze soen: „Et gouf schonn e puermol erwäänt", well dat soen ech all Kéiers, wann een um Enn schwätzt.

Mä dat ass, wann ee vun dem ominéisen „objectif à moyen terme" schwätzt, dem OMT, deen eng gewësse Limitt am Solde budgétaire virgesäit. Dat heescht, datt all EU-Member deen innerhalb vun dëser minimaler oder maximaler Limitt ka festleeën. Dat heescht, wann een de Choix trëfft, sou wéi déi haiteg Regierung elo bei deem haitege Budget, d'Limitt déif ze halen, dat heescht bei engem Minus vun 0,5%, dann heescht dat konkret, datt d'Regierung sech deementspriechend Sputt gëtt, fir gewëssen Dépensen oder Investissementer ze maachen oder och net. Dat ass dann déi sougenannt „gëlle Regel".

Mir si prinzipiell géint dee Prinzip, géint déi gëlle Regel. Dat virun allem, well se u sech a Wierklechkeet wéineg Spillraum léisst, fir eng sougenannt „antizyklesch" Politik ze maachen, an dofir och mat responsabel ass, datt mer aacht Joer no der Finanzkris nach ëmmer u sech an der Kris sinn.

Mir si prinzipiell géint déi Regel, well se d'Leit penaliséiert, andeems se onnëtz Spuermesurë provozéiert, ënner anerem doduerch, datt sougenannt „strukturell Reformen" duerchgesat ginn. Dat heescht, meeschtens huet dat domadder ze dinn, datt Sozial- an Aarbechtsrecht ofgebaut gëtt.

A mir sinn och prinzipiell dergéint, well se net demokratesch ass, well doduerch d'Memberstaten hir Budgetspolitik ganz staark ageschränkt gesinn. An da stellt ee sech heiansdo als Deputéierten och d'Fro, firwat ee gewielt gëtt, wann ee bei esou wichtege Froen u sech ganz limitéiert kann agéieren.

Et ass awer bemierkenswäert, muss ee soen, festzestellen, datt souguer d'EU-Kommissioun, wann zwar och op eng ganz ongenügend Aart a Weis, amgaangen ass, déi Austeritéitspolitik e bëssen - e bëssen - a Fro ze stellen, andeems se déi Länner oprifft, déi am meeschte budgetäre Spillraum hunn, méi ze investéieren. Mä et ass natierlech erëm net verwonnerlech, datt den Här Schäuble dës Initiativ am ECOFIN-Rot blockéiert, well Däitschland weiderhin op d'Investitiounsbrems dréckt, wat, wéi mer wëssen, Gëft fir Europa ass an och Gëft fir Däitschland an déi däitsch Bierginnen a Bierger ass. Den Här Bodry ass virdrun drop agaangen. Ech mengen, et sinn net nëmmen d'Mauere vun de Schoulen, déi verschimmelen an Däitschland.

De Problem ass awer deen, datt déi Länner mat kengem oder mat wéinegem Spillraum weiderhin net nëmmen opgefuerdert ginn ze spueren, mä och nach d'Léin ze kierzen. Mat esou enger Politik leeft d'EU weider mat Scheiklappe Richtung Mauer.

Fir Lénker ass et eng kleng Erkenntnis - mä et ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och a ganz Europa -, mir ginn net midd ze soen, wéi dat och souwisou ëmmer eng Praxis war um Kontinent, datt de Stat soll investéieren, grad a Krisenzäiten, an datt Spuermesurë bei de Leit kee Sënn maachen. Dat war och eng gängeg Praxis a Westeuropa iwwer Jorzéngten. Dat war och eng Zäit, wou d'Leit u sech relativ wéineg Problemer mat der EU hate respektiv mat der europäescher Communautéit. Dat als klengen Hint...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

Merci, Här President. Ech mengen, jiddwereen ass midd. Dat als klengen Hint...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech lauschteren no.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ah, Dir lauschtert no! Jo, jo. Déi aner kënnen net nolauschteren, étant donné, datt se net méi do sinn, d'CSV, mä bon!

(Hilarité)

Dat ass schued. Et ass eng seriö Regierungspartei.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- An dobäi sinn d'Luuchten nach net aus. Mä bon.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Schwätzt Dir, mir lauschteren lech no, och wa mer net ëmmer averstane sinn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà! Merci, Madamm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo lauschtere mer alleguer dem Här Wagner no. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also wärend Jorzéngte war et eng gängeg Praxis a Westeuropa, fir justement ze investéieren, fir keng Spuermesurë bei de Leit ze ënnerhuelen. An dat war eben och eng Zäit, wou déi Skepsis, wou dann déi sougenannt „EU-Skepsis" net esou grouss war. An dat wier e klengen Hint och un all déi, déi nach ëmmer net verstinn, firwat déi EU-Skepsis ëmmer méi grouss gëtt.

An dann en tragescht Beispill - et huet nach keen dovunner geschwat, mä ech kommen dann eben domadder - ass dofir Griichenland, wou d'Spuermesuren, déi ënnert dem Chantage vun der Troika an dem ekonomesche Putsch duerchgesat goufen - ënnert der Féierung vun Däitschland a wou déi Lëtzebuerger Regierung monter matgemaach huet, dat

wäerte mer net vergiessen -, eng sozial Situatioun geschafen hunn, déi katastrophal ass - awer wierklech katastrophal ass! -, d'Land ruinéiert hunn an zum Ausverkaf gefouert hunn. An och dozou gefouert hunn, ginn ech och gären zou, datt déi griichesch Regierung, där mir nostinn, mir als déi Lénk, och Feeler gemaach huet.

An elo kennt den Zynismus keng Grenze méi, well elo wou déi griichesch Regierung awer wëllt den 13. Mount bei de klenge Renten aféieren - fir de Misär e bësse méi erdrobar ze maachen -, dann ass et den Här Schäuble, do blockéiert erëm eng Kéier Däitschland, dem Här Schäuble säin Däitschland, fir déi Hëllefen auszesetzen. An ech hunn esou den Androck gehat, wéi wann erëm eng Kéier déi Lëtzebuerger Regierung am Schlepptau vun Däitschland wier op dëser Fro. Op jidde Fall wier ech frou, wann ech do och eppes kéint gewuer ginn.

Dat alles gesot, si mer der Meenung, datt et scho besser ass, innerhalb vun deem schlechte System vun der gëllener Regel, e Solde structurel ze huele vun 0,5%, deen eis méi Spillraum gëtt fir Investitiounen. Obwuel mer awer trotzdeem der Meenung sinn, datt dee Solde structurel, also dee Minus vun 0,5% souwisou schonn an eisen Aen ze vill restriktiv ass, musse mer awer och soen, datt mer eis wierklech net an déi Richtung misste bewegen, wéi Verschiddener dat hei och wollten, fir an déi aner Richtung ze goen, dat heescht, dat nach méi restriktiv ze maachen, dat heescht, nach méi no Berlin ze kucken, dat heescht, nach méi Austeritéit ze maache wéi iwwerhaapt néideg!

Här President, entgéint deem, wat d'Patronatskreesser ëmmer erëm behaapten, sinn u sech d'Statsfinanzen zu Lëtzebuerg awer relativ gesond. An entgéint deem, wat d'Patronatskreesser ëmmer erëm behaapten, droe Spuermesuren an den ëffentlechen Ausgaben a bei de sozialen Ausgaben net dozou bäi, datt d'Statsfinanze besser dostinn.

Deen oniwwerluechte Spuerpak awer, deen dës Regierung am Ufank vun hirer Amtszäit duerchgesat huet, huet net zu der gesonder Situatioun vun de Statsfinanze bäigedroen. D'Defiziter, déi d'Administration centrale mécht, andeems se investéiert, kënnen erëm wettgemaach ginn, well déi Investissementer weiderhi mëttel- a laangfristeg Recetten erabréngen an och esou de Patrimoine vum Stat erhéijen. Genausou wéi et kee Sënn mécht, bei de Leit ze spueren oder net genuch ze investéieren, mécht et och kee Sënn, wann de Stat seng Avoire géif verscherbelen.

An deem Kontext däerf een och net vergiessen, datt d'Revenue vum Statsbesëtz ëm 50% d'Zënsen, déi en zréckbezuele muss, dépasséieren!

Här President, d'Finanze vun der Administration centrale si gutt an eise Sozialsystem ass am Moment finanziell am Iwwerschoss. Dofir muss ee sech och froen, ob d'Ofschafung vum Plaffong vun der maximaler Reserv vun 20% bei der Assurance maladie-maternité net kéint bedeiten, datt et mat weidere Spuermesurë verbonne wier. Dat muss net de Fall sinn, mä dat kéint awer e Signal sinn an déi dote Richtung.

An da muss een awer och nach ënnersträichen, datt anerersäits erëm eng Kéier d'Patronat awer ënnert d'Äerm gegraff kritt. Dat ass de Fall bei der Mutualité des employeurs, wou éischtens d'Patronat erëm eng Reduktioun kritt vu sengem Taux vun 2% op 1,95% an de Stat sech weiderhi verflicht, och déi excédentaire Dépensen ze iwwerhuelen.

Här President, d'Regierung bretzt sech mat den Investissementer. Allerdéngs muss een dat awer mat grousser Virsiicht genéissen. Wann ee vun Investitioune schwätzt, muss een och vu Recettë schwätzen. An do hu mer jo grad de Problem vun der Steierreform, déi jo eng Partie Steiernischen net ofgeschaaft huet, mä dem Stat awer och Recetten ewechhëlt, notamment duerch d'Erofsetze vun der Betribssteier.

Ginn dann déi Investitiounen duer? Sinn déi 2,23 Milliarde genuch, fir alles nozehuelen, wat nozehuelen ass?

Éischtens muss een drun erënneren, datt mir a puncto Investitiounen u sech och vu wäit kommen an datt mer a Wierklechkeet mat de 4% vum PIB erëm op e relativ normalen Investitiounstaux zréckkomm sinn. Dat ass net enorm! An et ass och net enorm, wann een duerno nach kuckt, wéi et am Pluriannuel weidergeet.

(Interruption)

Zweetens muss ee feststellen, datt d'Investitiounsquot zum groussen Deel awer och duerch Investitioune wéi den Tram - wat mer begréissen, mä trotzdeem - wéi den Tram an d'Héicht geet an och, datt fir d'éischte Kéier emol Recherche an Développement och als Investitioune matgerechent ginn, net ze vergiessen och de Projet vun der Multimodal-Plattform zu Beetebuerg, dee mer selbstverständlech ënnerstëtzen. Mä ech mengen, dat relativiséiert awer och dee groussen Enthusiasmus vun der Regierung, wat d'Investitiounen ugeet.

Wann een da gesäit, wéi grouss de Retard ass zu Lëtzebuerg a puncto Infrastrukturen an a puncto energetesch Transitioun, a puncto Wunnengsnout, da kann een net vun engem grousse Worf schwätzen. U sech bräicht een och souwisou dann eng nei Steierreform, eng richteg Steierreform, déi d'Finanzcapacitéit vum Stat assuréiere géif.

Well mer elo awer e Budget hunn, deen a puncto Investitiounen zwar net null ass, mä bei Wäitem - bei Wäitem! - an eisen Aen net dee grousse Sprong ass, vun deem geschwat gouf:

Huele mer zum Beispill de Logement, Här President: Nodeems jorelaang d'Aen zougemaach goufen hei zu Lëtzebuerg virun der d'Kris vum Logement, déi vill Leit an d'Aarmut stierzt, ass sech endlech jiddereen eens, datt mer mat engem reelle Problem am Logement konfrontéiert sinn. An a Wierklechkeet - et ass emol kee Problem, wat de Logement ugeet - a Wierklechkeet misst et en État d'urgence sinn, en État d'urgence vum Logement!

Et gi jo vill État-d'urgencen a leschter Zäit op-...

Une voix.- Ausgeruff.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...ausgeruff - Merci! -, ausgeruff. Mä ech mengen, wann et e sozialen État d'urgence gëtt, dann ass et deen am Logement. An do hëlleft och kee Gepléischters méi an do hëllefen och keng hallef Mesuren. Mä mir mengen, datt dat awer d'Politik vun der Regierung ass am Beräich vum Logement.

An ech mengen, mat Gepléischters oder hallwe Mesuren, do schwätzen ech ganz einfach déi „subvention loyer" un. Mir sinn dee Moment als Lénk, wéi mer eis awer relativ kritesch ausgeschwat hate par rapport zum Gesetzesprojet zur Subventioun Logement, mir sinn do awer Schëmmel a Bless vernannt ginn a vill Leit oder gewësse Leit op der Regierungssäit hunn dat einfach net verstanen.

Mir ware kritesch, net well mer géint Mesurë si fir d'Locataren. Au contraire! Mir hunn der jo eng Partie virgeschloen. Mir hu souguer eng Proposition de loi déposéiert fir d'Locataren. Mä mir waren der Meenung, datt déi Subvention loyer u sech a Wierklechkeet guer net géif derfir suergen, datt den Haaptproblem résorbéiert géif ginn, dat heescht, datt d'Marchéen, datt d'Präisser um Marché géifen abordabel ginn. Dat wäert dozou net bäidroen.

Dat heescht, mir hunn un der Effikassitéit vun dëser Mesure gezweifelt. Well net nëmme wäerten dës Almosen u sech och vum Steierzueler, also och vun enger Partie vun de Locatairë bezuelt ginn, mä si wäerten och net dozou bäidroen, datt d'Präisser erofginn. A wahrscheinlech gi se och nach lues a lues an de Loyer mat der Zäit integréiert, wann d'Baile souwisou renouveléiert ginn.

Dofir ass et och kee Wonner, datt dee Posten u sech och am Budget fir 2017 erëm - il a été revu à la baisse - op zéng Milliounen erofgaangen ass. Dat huet héchstwahrscheinlech och domadder ze dinn, datt all déi kumuléiert Kritären, fir iwwerhaapt an de Genoss vun der Subvention loyer ze kommen, esou zesummegeschnidde sinn, datt u sech immens vill Fäll ewechfalen, immens vill Leit, déi a Wierklechkeet déi Subvention loyer u sech kéinte gebrauchen, datt se déi net gebrauchen (veuillez lire: datt déi se net kréien).

Fir wierklech eppes op der Logements-Front ze bewegen, do muss ee ganz ambitiéis sinn. An do si mer erëm an der Investitiounspolitik. Éischtens muss een de Plaffong vun de Loyeren nei festleeën. Dat huet net direkt mat Budgetspolitik ze dinn, mä ech mengen, dat ass awer eng ganz wichteg Mesure, déi misst geholl ginn.

An net nëmmen dat! Et misst och derfir gesuergt ginn an et muss ee sech och d'Mëttele ginn, fir datt dee Plaffong iwwerhaapt respektéiert gëtt. Well dat ass den zweete Problem: Zu Lëtzebuerg ginn oft Saachen décidéiert, mä duerno gi se net respektéiert. Enfin, ça dépend wien et betrëfft natierlech.

Dat leeft natierlech och iwwert d'Stäerkung vun de Mietkommissiounen. Mä mir mengen awer och, an ech kommen erëm eng Kéier domadder, datt et och misst lafen iwwert d'Schafung vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft, déi selwer baut, Opträg gëtt, selwer verlount an déi sech och selwer energetesch Kritäre gëtt an déi och derfir suergt, datt se och respektéiert ginn. Mä muer këinte mer och nach erëm beim nächste Projet vun der Klimabank doriwwer diskutéieren. Mir mengen als déi Lénk, datt dat e gréissere Projet ass, wou misst staark investéiert ginn.

De Stat muss endlech seng Roll wouerhuelen an dofir muss e massiv asprangen. Esou wéi dat och an der Éducatioun als normal empfonnt gëtt, wéi et an der Gesondheet och als normal empfonnt gëtt, misst dat och beim Logement sinn!

An enger Stad wéi Wien an Éisträich gehéiere 70% vun de Wunnengen der ëffentlecher Hand. An ech mengen, dat ass eng Richtung, an déi een hei zu Lëtzebuerg misst goen. Et ass net déi Richtung, an déi mer ginn. Mä et ass eng Richtung, an déi ee misst goen.

Dat ass natierlech e groussen Investissement. D'Gemengen an de Stat zesummen zu Lëtzebuerg...

(Interruption par M. Franz Fayot)

Sou laang et ëffentlech ass, natierlech, jo, Här Fayot. Mä de Prinzip ass, datt d'ëffentlech Hand dat misst iwwerhuelen.

Leider muss een awer feststellen, datt d'Regierung op der Logements-Front no dräi Joer schonn amgaangen ass, an eisen Aen, awer ze scheiteren. Dat muss een awer soen. A wann 2018 déi heite Regierung dann um Enn ass, also um Enn vun der Legislaturperiod ass, wäerte mer leider musse feststellen, datt erëm eng Kéier, erëm eng Kéier fënnef Joer verluer gi sinn, wat de Logement ugeet!

Här President, ech weess net, zu wéi vill mer zu Lëtzebuerg an 20, 30 Joer wäerte sinn. Esou munches op dëser Welt, mengen ech, kann och nach geschéien. Mä et schéngt evident ze sinn, datt mer wëssen, datt mer elo schonn esou staark gewuess sinn, datt mer transportméisseg net méi nokommen. Dat kann een natierlech net exklusiv dëser Regierung ulaaschten. An et mécht elo och kee Sënn méi, fir no Responsabelen ze sichen, firwat mer esou hannendra sinn. Do stellt sech och d'Fro vun den néidegen Investissementer am ëffentlechen Transport. Natierlech huet dat och mat Landesplanung ze dinn, mat der Hyperkonzentratioun vun ekonomeschen Aktivitéiten an der Stad a ronderëm.

Mir sinn och mat engem phenomenalen Déséquiliber konfrontéiert tëscht den Aarbechtsplazen, déi hei geschafe ginn an net déi aner Säit vun eise Grenzen, wat wuel mat enger wéineg existéierender Zesummenaarbecht mat den Nopeschgéigenden ze dinn huet, an awer och mam Steierdumping, dee mir hei bedreiwen, fir Betriber heihinner unzezéien, déi sech vläicht kéinte bei eisen Noperen etabléieren, well u sech gi souwisou e Groussdeel vun den Aarbechtsplazen, déi hei geschafe ginn, och vu Grenzgänger besat.

Dobäi däerf een och net déi wuessend Zuel vu Lëtzebuerger Grenzgänger vergiessen, déi och all Dag iwwert d'Grenz mussen, well se hei keng abordabel Wunneng fannen. Dat kann een net als en harmonesche Wuesstum bezeechnen!

An do bäisst sech d'Kaz an de Schwanz. Duerch eise Steierdumping bei de Betriber zéie mer Betriber un, déi Pendler unzéien, fir déi Plazen ze besetzen. An engems féiert dee Steierdumping zu enger Schwächung vun de Recetten, déi an enger weiderer Vergréisserung a Verbesserung vun eisem ëffentlechen Transport da kéinten agesat ginn.

Här President, wann et eppes gëtt, wat awer an eisen Ae guer net als eng sougenannt innovativ Erneierung vum ëffentlechen Transport oder vum Transport gëlle kann, dann ass dat de sougenannten „Uber-System", deen éischter „Unter" misst heeschen, deen hei am Kader vun dëser Debatt schonn zitéiert gouf. Wéi mer d'Taxisgesetz gestëmmt hunn, do kann ech mech nach gutt drun erënneren, datt souwuel de Rapporteur vum Gesetz, den Här Max Hahn, klipp a kloer gesot huet, datt den „Uber-System" tabu wier fir Lëtzebuerg...

(Interruption)

Den Här Nohaltegkeetsminister huet an därselwechter Debatt och gesot,...

(Interruption)

...deen ekonomesche System... Majo, dat ass de Problem, well op där Fro hunn ech bal den Androck, datt d'DP déi gréng bal lénks géif iwwerhuelen a souguer vläicht d'LSAP. Ech weess et net, ech hoffen net! Ech hoffen net, mä Dir musst lech eens ginn.

(Interruption)

Majo. Den Här Nohaltegkeetsminister hat och an därselwechter Debatt gesot, wat op jidde Fall den ekonomesche System ass, dat kéim och net a Fro. An do ware mir och berouegt. An dunn, an enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Här Mosar, huet den Här Minister sech e bëssen, a mengen Aen, esou wéi ech dat interpretéiert hunn, e bësse manner kloer ausgedréckt: En huet gesot, grosso modo, et misst ee kucken, inwiefern dat mat der Lëtzebuerger Aarbechtsgesetzgebung applizéierbar wier. Ech weess net, wéi ee wierklech déi Äntwert kéint interpretéieren. Ass et e kloren Neen, oder ass et en Nee mat Konditiounen? Et fänkt un, opzeweechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner, d'Madamm Loschetter...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, wann et eng Fro ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo.

(Hilarité)

Ech wollt den honorabelen David Wagner froen, ob e wéisst, datt virun dräi Deeg deeselwechte Minister en Interview um Radio ginn huet an datt en an deem Interview gesot huet, datt, wann déi Aarbechtskonditiounen, d'Aarbechtsrecht an dat alles net agehale géife ginn, et fir hien net a Fro kéim, datt esou eng Dumpinggesellschaft..., datt de System zwar interessant wier, mä datt dat net a Fro kéim.

Ech wollt froen, a) ob Dir dat wësst, an déi zweet Fro, ob Dir wësst, datt deeselwechte Minister och an deem Radiosinterview virun e puer Deeg gesot huet, datt et eigentlech nach eng grouss Marge de manœuvre géif ginn, elo mam neien Taxisgesetz, fir datt d'Taxie vläicht kéinten esou Iddien iwwerhuelen a sech weiderentwéckelen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- b) Wousst ech net, a) wousst ech, hat ech matkritt. Den eenzege Problem ass deen, wann een och mat de Leit vun dëser Gesellschaft diskutéiert, well souwäit ech verstanen hunn, ass et zu enger Entrevue komm, oder jiddefalls zu engem Gespréich komm...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, et kann ee soen, souwisou, et weess ee ganz genau, bei „Uber" gëtt et nëmmen ee Modell, an ech gleewe kaum, datt se sech do flexibel... Mä bon, wann dat zu engem kloren Nee féiert, da sinn ech ganz berouegt.

Mä de Problem ass jo awer och deen, well ech schwätze vun „Uber" elo, well och de Rapporteur, de Claude Haagen - deem ech nach remerciéiere fir säin exzellente Bericht, dat hunn ech vergiess ze maachen, voilà! -, mä well deen

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

awer och déi Fro opgeworf huet an natierlech sech och, a mengen Aen, net esou äusserst kloer ausgedréckt huet. An ech wier och frou da vläicht ze wëssen, ob dat och déiselwecht Interpretatioun ass vun der LSAP wéi och déi vum Nohaltegkeetsminister, dat heescht, datt op kee Fall dee System hei agefouert gëtt.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dir däerft. Jo.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci. Ech hu ganz kloer a mengem Rapport gesot, datt, wann een iwwer Digitalisatioun schwätzt oder iwwert d'Etüd Rifkin, oder wann een dee Wee geet, ganz kloer, datt d'Aarbechtsrecht misst respektéiert ginn, d'Steierrecht misst respektéiert ginn an datt de legislative Kader misst adaptéiert ginn, an net au détriment vun de Salariéen. Dat ass dat, wat ech gesot hunn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Okay, Merci. Dat heescht, ech hoffen, datt „Uber" elo verstanen huet, datt Lëtzebuerg d'Dieren zougemaach huet.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Ech kann Iech net soen, ob déi mer nogelauschtert hunn.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir wäerten derfir suergen, datt et iwwersat gëtt. Dir wësst jo och, et si vill Leit, déi fannen dat fantastesch, wat do mat deem „Uber" geschitt. A Frankräich gëtt elo gestreikt! Et ass kloer, also...

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Mir sinn eis eens.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo, mir sinn eis eens. Okay, dann ass et gutt.

Une voix.- ...mussen agehale ginn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, déi mussen agehale ginn.

Här President, zum Chômage. Deen ass och vill zitéiert ginn, well et och zum Budget gehéiert, well déi Zuel huet natierlech en Impakt op d'Statsfinanzen, engersäits well de Chômage ausbezuelt muss ginn, anerersäits well d'Lounfro eng Recettëfro ass iwwert d'Lounsteier an iwwert d'Cotisatiounen, mä awer och, well eng uerdentlech global Kafkraaft zu enger Stäerkung vun der lokaler Ekonomie bäidréit a vun de Kleng- a Mëttelbetriber, an net d'Steiererliichterunge bei de Betriber.

Mir als déi Lénk ginn net midd ze soen, datt ee sech net op déi Chômagezuele ka beschränken, wa se liicht zréckginn an awer nach bei 6,2% leien - wat och staark konjunkturell ass, muss een awer och soen -, mä et muss ee sech och iwwert d'Qualitéit vun den Aarbechtsplazen eens sinn an doriwwer schwätzen. An dat ass bei Wäitem net zweetrangeg!

Ech ginn den Androck einfach net lass, datt mat der liichter Baisse vum Chômage wéi a villen anere Länner e bëssen, ech well net soen „getrickst" gëtt, mä u sech net onbedéngt déi ganz Wourecht iwwert d'Aarbechtssituatioun zu Lëtzebuerg gesot gëtt.

Wësst Der, d'Amerikaner, déi bretze sech och mat 4,9% oder 5% Chômage. Wat dat iwwert d'Aarbechtssituatioun an den USA heesche wëllt, ass natierlech eng ganz aner Saach!

An zu Lëtzebuerg hu mer e relativ héijen Taux, wann net ee vun deenen héchsten Tauxe vun „working poor", dat sinn 10%, dat heescht, Leit, déi schaffen an déi trotz hirer Aarbecht nach net iwwert d'Ronne kommen. Mä net nëmmen dat: Eng Aarbecht ze hunn ass zwar gutt, mä déi fundamental Fro ass déi, ob ee vu senger Aarbecht gutt liewe kann an ob een och gutt a sécher Aarbechtskonditiounen huet. An dat ass dat, wat och ofhëlt zu Lëtzebuerg. Dat kann een och nach alles noliesen am Avis vun der Salariatskummer zu dësem Projet.

Kuerzzäitverträg huelen zou, zemools bei Jonken. Dat ass eng Realitéit, ech hunn dat schonn e puermol gesot. Mir wëssen dat och all.

An dat ass jo och natierlech e bëssen eng Kontradiktioun, well wann eng vun de rare Mesurë fir de Logement déi ass, fir jonk Leit - dat heescht déi ënner 40 Joer - un d'Propriétéit ze lackelen, a wann ee bedenkt, datt souwisou, wat de Marché du travail ugeet, jonk Leit justement iwwerhaapt Schwieregkeeten hunn, e Contrat à durée indéterminée ze fannen, ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, da kënne se souwisou apaken, wann et drëms geet, fir iwwerhaapt un d'Propriétéit ze accédéieren. Also mat engem CDD dohinnerzekommen, wann een nach jonk ass, do wäert och déi eng oder aner Hëllef net richteg gräifen!

Datselwecht gëllt awer och fir den Temps partiel involontaire. Well och wann den Temps partiel elo e bëssen, liicht erofgaangen ass, esou ongeféier op bal 18%, ass den ongewollten Temps partiel rasant an d'Luucht gaangen, an zwar ëm 70%, an dat tëschent 2008 an 2015, an dovunner sinn och haaptsächlech Frae betraff.

Natierlech gëtt et nach ëmmer Patronatsvertrieder, meeschtens hu se och e Betrib geierft, an et gëtt och Fonctionnairen, héich Fonctionnairen oder professionell Politiker, déi net onbedéngt wëssen, oder déi sech keng Suerge méi musse maachen iwwer hir Zukunft, déi net midd ginn, de Leit ze erklären, datt se musse flexibel sinn, datt se all dräi Joer oder all zwee Joer mussen eng nei Formatioun maachen, well dat esou witzeg ass, all Kéiers eppes ze wieselen. Dat kënne sech nëmmen e puer Privilegéierter leeschten!

Oder justement, déi puer Privilegéiert, déi brauchen dat guer net ze maachen, déi Formatiounen. Et sinn ëmmer déiselwecht, déi dozou opgeruff ginn, Sacrificer ze maachen. An dat ass u sech de Problem. Et ass natierlech einfach, wann een an héije Patronatskreesser sëtzt, fir senge Salariéë virzewerfen, si wieren net gutt genuch a si misste permanent sech adaptéieren, souguer an engem héijeren Alter.

Här President, ech wéilt och nach warne virun engem Här oder enger Etüd - ech brauch net virum Här ze warnen - an ech mengen, jiddwereen huet och dovunner scho geschwat: Dat ass deen neie Guru vun der Regierung, den Här Jeremy Rifkin, dee ganz kontroverséiert ass. Et wonnert mech ëmmer. Also, international ass e ganz kontroverséiert! Schonn 1989 hat d'Zeitung „Time" - ech hunn 1989 d'„Time" net gelies, ech liese se d'ailleurs och nach ëmmer net -, mä wann een elo...

Une voix.- Do gëtt et Archiven!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä ech hunn „Google". An do hat d'„Time" getitelt, den Här Rifkin, dat wier „the most hated man in the world of science", well en net wierklech eescht geholl gëtt vu Wëssenschaftler.

Dovunner ofgesinn, well beim Rifkin geet et jo net nëmmen ëm Appen, ëm Digitaliséierung. Déi Digitaliséierung, déi gëtt et ouni Rifkin. Déi gouf et virum Rifkin, enfin, virum Rifkin gouf et déi nach net, mä déi wäert et op jidde Fall simultan ginn an duerno.

An dat ass och net nëmmen den 3D-Drécker, wat och ëmmer. Do geet et och ëm en Aarbechtsmodell, fir deen anzeféieren, den Aarbechtsmodell vum neien, vum modernen Doléiner vum 21. Jorhonnert oder vum 22. Jorhonnert, deen an enger Aarbechtswelt mat engem Minimum u Regele sech duerchsetze muss. Dat ass dee reellen (veuillez lire: reelle Fong) an dat ass u sech d'Substanz och vun der Theorie vum Här Rifkin.

An dat huet och de Romain Hilgert virun zwou oder dräi Wochen an engem „Land"-Artikel ganz gutt beschriwwen, nodeems en och déi Etüd gelies hat. An en huet dat och e bëssen iwwerspëtzt - wéi en dat och esou richteg kann - esou formuléiert, datt an Zukunft d'Kanner bei der Gebuert keng Matricule méi wäerte bei der Sécurité sociale hunn, mä eng TVAs-Nummer beim Registre du commerce.

Natierlech kann ee soen: E Rifkin, dat ass esou eng Toolbox, wou ee sech dat eraushëlt, wat ee gutt fënnt an esou weider. Mä ech mengen, de Problem ass, datt d'Box, also u sech déi ganz Këscht, datt dat déi reell Substanz vum Rifkin ass. A wann de Rifkin... Also, wann Der déi Këscht net méi hutt, da fält alles eraus. Also ech mengen, dat ass de Problem bei der Etüd vun deem Här.

Ech géif duerfir och der Regierung uroden, dat sinn ze loossen, dat mam Rifkin. Sou schlecht sidd Der och guer net, datt Der Iech nach méi musst mat komeschen Iddie befaassen, déi d'Land emol net esou richteg aschätze kënnen.

(Brouhaha)

Virun zwou Wochen hu mer och eng minimal, fir net ze soen anekdotesch Erhéijung vum Mindestloun gestëmmt. Do hu mer scho gesot gehat, datt dës Erhéijung bei Wäitem net géif duergoen, datt de Lëtzebuerger Mindestloun engem et net géif erlaben, dezent ze liewen.

Knapps e puer Deeg drop ass och erëm eng Kéier eng Etüd komm vum Statec, déi seet, datt een ongeféier netto 1.900 Euro brauch als Single, fir - tëschent Guillemeten - „dezent" ze liewen, an 3.900 Euro als Koppel mat zwee Kanner.

Dobäi misst een och nach iwwert den Term „dezent" diskutéieren. Well mat 1.900 Euro de Mount, do iwwerlieft een a Wierklechkeet zu Lëtzebuerg, op jidde Fall, wann ee soss keng aner Form vun Ennerstëtzung huet, mä do leet ee keen Euro op d'Säit. Well et kann ee jo net ëmmer alles ausginn! Do leet ee keen Euro op d'Säit; well dezent liewen ass och Sécherheet, fir Sécherheet selwer ze suergen.

A mat 1.900 Euro netto, engem Loyer tëschent 1.000 an 1.200 Euro, well dat ass jo d'Realitéit hei zu Lëtzebuerg, wat bleift dann nach iwwreg? Da si mer bei 900, 700 Euro, wou een nach muss kucken: Et muss een nach tanken, de Bus- oder den Zuchabo muss een och bezuelen, wann ee keen Auto huet oder wann een op den Auto wëllt verzichten. Wat och en Invest ass, well den ëffentlechen Transport ass net gratis! A wann ee schonn nach nëmme 600, 700 Euro zur Verfügung huet de Mount, da spiert een, mengen ech, da gëtt et engem kloer, datt d'Gratuitéit vum ëffentlechen Transport immens vill géif hëllefen.

An ech mengen, dat wier och en Investissement, deen d'Regierung sech misst iwwerleeën, fir d'Gratuitéit vu Bus a vun Zuch hei zu Lëtzebuerg integral anzeféieren. Dovun ofgesinn, datt et wierklech nach méi dee Service géif attraktiv maachen, hätte mer u sech ville Leit gehollef. Oder datt ee wéinstens..., vu datt mer och gesinn hu bei der Steierreform, datt esou vill ofgeschriwwe gëtt, vläicht kéint ee sech dann à la limite virstellen, datt een den Abo ofsetze ka vun de Steieren. Dat wier et da vläicht, wann Der schonn net wëllt a Richtung Gratuitéit goen, da kéint een an déi Richtung goen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An déi, déi keng Steiere bezuelen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma voilà, dat ass de Problem! Duerfir ass et besser, d'Gratuitéit anzeféieren.

Ech hat awer d'Fro schonn un den Här Bausch gestallt. A bis elo huet en Nee gesot. E ka sech dat natierlech nach ëmmer iwwerleeën. Mä bon, erëm eng Kéier.

Wann een duerno domat fäerdeg ass, da muss een och nach Assurancë bezuelen an esou weider. Et muss een lesse kafen, Gezei an esou weider. Et muss een och heiansdo een huele goen, an de Kino goen, well et muss een och Loisiren hunn. Dat gehéiert och zum Liewen an net méi zum Iwwerliewen.

An dann ass jo de Problem am Liewen, datt een duerno ëmmer mat enger Dommheet konfrontéiert gëtt, wou ee muss bezuelen: 100 Euro, 200 Euro, 300 Euro. Et huet een awer nach näischt op d'Säit geluecht, well een ebe beim Mindestloun läit a well een eng deier Wunneng huet. An dann ass ee ganz, ganz schnell an de rouden Zuelen!

Här President, nach eng Kéier, wa mer scho bei Etüde sinn, et koum nach eng eraus, wou gesot gouf, datt 80% vun de Salariéen, déi schaffen ginn, hei zu Lëtzebuerg schaffe ginn, obwuel se krank sinn! Also, dat ass natierlech net gutt fir si, well dovunner gi se net besser. Wann ee krank ass, soll een doheem bleiwen an et soll ee rouen. An et kann een och nach déi aner ustiechen. Mä et ass eng Realitéit. An dann ass jidderee krank.

Duerfir hoffen ech och, datt gewësse Stëmmen an Zukunft sech e bësse méi diskret weisen, wa se vun de vermeintlechen Abuse vun de Salariéë schwätzen. Dat si meeschtens och Stëmmen, déi net wëssen, wat et ass a Wierklechkeet, fir wéineg ze schaffen a vill ze schaffen. Et sinn ëmmer déiselwecht! Et sinn der e puer, déi maachen ee midd! Mä déi hunn natierlech ëmmer Carte-blanchen.

Ech mengen, et muss ee sech awer och d'Fro stellen, wéi gewësse Betriber hei zu Lëtzebuerg da gefouert ginn, wann d'Salariéë sech gezwonge gesinn, trotz Krankheet trotzdeem schaffen ze goen! Well där ginn et der immens vill! An ech mengen, mir kennen der bestëmmt och all, Beispiller vu Leit, déi trotzdeem schaffe ginn, och wa se krank sinn, net schlëmm krank sinn, mä awer vläicht e bëssen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech, mir!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, ech och d'ailleurs. Dir hutt mech houschten héieren. Mä bon, dat ass eng aner Saach. Ech kommen net derlaanscht.

Mä de Problem ass réellement deen, där Leit ginn et der immens vill a si gesi sech gezwongen, dat ze maachen, well soss kënne se mat... Also, wann ech net komm wier haut, a wann ech doheem bliwwe wier, dann...

(Brouhaha et interruption)

...dann, jo, éischtens, da wiert Der elo doheem an da wier fir mech d'Welt net ënnergaangen, well et hätt kee mech erausgepucht. Mä de Problem ass, wann een an engem Supermarché schafft an esou weider, dann ass dat eng ganz aner Situatioun!

Dat ass och déi ganz Hetz an dee ganzen Drock op den Absenteismus, dee gemaach gëtt hei zu Lëtzebuerg. An dat mécht d'Leit och nach krank! Also, doriwwer misst een och nach eng Kéier diskutéieren. An ech mengen, mir wäerten och nach eng Kéier diskutéieren.

Souwisou, deen eenzegen Absenteismus, dat ass dee vun der Aarbechtsinspektioun. Dat ass dee gréissten Absenteismus hei zu Lëtzebuerg! An et ass do, wou muss investéiert ginn. D'Inspection du travail et des mines ass amgaangen, reforméiert ze ginn op eng energesch Aart a Weis, hunn ech héieren. Mä ech mengen, dat ass nach eng Investitioun, iwwert déi mer net vill geschwat hunn. An ech mengen, do muss nach méi investéiert ginn, fir datt mer eng richteg Investitioun hu fir de Schutz vun de schaffende Leit hei zu Lëtzebuerg.

Schlussendlech, wann een da vu Kontroll schwätzt: Et muss een ëmmer déi Richteg kontrolléieren an net onbedéngt déi Falsch. Ech wëll den ehemolegen Direkter vun der Steierverwaltung, den exzellenten Här Guy Heintz, nach zitéieren, dee virun e puer Wochen am „Lëtzebuerger Wort" gesot huet: „De Gangster ass dem Polizist ëmmer e Schrack viraus." Dat, wéi en d'Fro gestallt krut vum Journalist, ob iwwerhaapt d'Steierverwaltung kéint nokomme vis-à-vis vun där Armada vu Fiskalisten hei zu Lëtzebuerg a vu Steierberoder, déi vill méi grouss, vill méi massiv sinn hei zu Lëtzebuerg an och gutt ausgebilt sinn.

Mir fannen et natierlech gutt, datt d'Regierung elo de Service de révision op 28 Leit opstockt. Dat ass eng positiv Saach. Dat ass e positive Schrack. Mä mir sinn awer nach ganz, ganz wäit ewech vum Compte. Do wiere mir och frou, vun der Regierung ze wëssen a vum Finanzminister ze wëssen - et ass jo och nach ganz spezifesch säin Departement -, wat déi nächst Evolutioune wäerte sinn an der Fro vun Opstockunge justement géint Steierhannerzéiung hei zu Lëtzebuerg, fir d'Kontroll justement vun der Steierhannerzéiung.

Dat huet e Käschtepunkt, an ech mengen, dat ass keen niewesächleche Käschtepunkt, well do muss een immens vill... Also, op 28 Leit am Service de révision dat eropzestufen, wann ee weess, datt een och nach en neien Adjoint kritt an esou weider. Also, esou vill nei Dossiere kënnen och net beackert ginn.

Duerfir ass et och wichteg, iwwerhaapt eng Fonction publique ze hunn, déi funktionéiert, déi opgestockt ass mat kompetente Leit, déi gutt forméiert sinn an déi natierlech och uerdentlech bezuelt ginn an déi och net onbedéngt duerch déi schlechtst managérial Methode kujenéiert ginn, déi souwisou och nach am private Secteur meeschtens guer net esou gutt funktionéieren, wéi dat oft duergestallt gëtt.

Dat ass natierlech eng Investitioun. Elo ginn 1.000 nei Beamten agestallt. Geet dat duer? Ech mengen net, wann ee souwisou dovunner ausgeet, datt Lëtzebuerg staark wiisst. Ech mengen, Lëtzebuerg muss mathalen a mir mussen en effikasse Service public hunn, e gudde Service public hunn.

Duerfir misst een och driwwer diskutéieren, wat wierklech déi reell Besoine si vun der Bevëlkerung, vun der wuessender Bevëlkerung am Zesummenhang mat de Servicer, mat dem Service universel, wéi dat muss gehandelt ginn, opgestallt ginn. An dat ass natierlech och eng budgetär Fro, déi sech onbedéngt stellt.

Mir sinn awer leider skeptesch, well mir mengen net, datt duerch Steierreformen, datt duerch manner Recetten, wéi dat de Fall ass, ee sech all déi wichteg Investitioune ka leeschten.

An aus deene Grënn wäerte mer, wéi Dir Iech et virstelle kënnt, géint dëse Budget stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir den Owend ukomm.

3. Ordre du jour

Ech ginn Iech Rendez-vous muer de Moien ëm 9.00 Auer prezis fir d'Äntwert vum Finanzminister. Et gesäit esou aus...

(Interruption)

Neen, et si keng weider Riedner ageschriwwen. Dat heescht, mir wäerte relativ fréi iwwert de Budget kënnen ofstëmmen. Mir wäerten duerno d'Motiounen huelen, déi um Ordre du jour stinn, an da weiderfuere mat eisen aarbechtsrechtleche Projeten.

Mir hunn de Minister kontaktéiert, hien ass disponibel, soudass eis eng Nuechtsëtzung wahrscheinlech erspuert bleift. An da wäerte mer no an no déi aner Projeten evakuéieren.

Also Rendez-vous muer ëm 9.00 Auer. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.47 heures)

SÉANCE 19

JEUDI,
22 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, Mme Octavie Modert, M. Claude Haagen, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner (renvoi de la motion en commissions)*

3. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie

- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la résolution (rejetée)*

4. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep

- *Exposé: M. Laurent Mosar (dépôt d'une nouvelle motion)*
- *Discussion générale: M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

5. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

6. 7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Taina Bofferding, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (dépôt de six amendements)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Amendements: M. Marc Baum, M. Georges Engel*
- *Votes sur les amendements 1 à 6 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech mengen, ech brauch déi klassesch Fro net ze stellen, wat d'Kommunikatioun ugeet. D'Kommunikatioun ass d'Äntwert vum Finanzminister zu den Debatten iwwert de Budget 2017. Mir sinn de Moien op der Ligne droite. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, fir op d'Interventioune vun der Chamber ze äntwerten. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. 7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016 - 2020 (suite)

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, d'Budgetsdebatt ass ëmmer e staarken an e wichtege Moment am parlamentaresche Liewen. Dat ass traditionell esou, an dat war och erëm eng Kéier dëst Joer esou, gëschter. Ech hu fonnt, dass vill kritiséiert ginn ass, vill analyséiert ginn ass, vill kommentéiert ginn ass. An dat ass och gutt esou!

Ech hunn e bësse vermësst, dass keng Géigepropositioune komm sinn. Mais j'en prends acte.

Ech wäert meng Presentatioun en fait an zwee Deeler andeelen: en éischten Deel, deen dann op d'Kriticken alleguerten oder op e groussen Deel dovunner ageet, an en zweeten Deel, wou ech awer de roude Fuedem an d'Haaptmierkmaler vun dësem Budget 2017 nach wëll eng Kéier en perspective setzen.

Den éischten Deel geet also iwwert déi Kriticken, déi gemaach gi sinn. Gott sei Dank si keng Kriticke vun de Majoritéitsparteie komm, wat ech begréissen a wat mech frou mécht. Mä et muss een awer och feststellen, dass een aus dem Ausland och keng Kriticke kritt. D'Kriticke komme just nëmme vun doheem. A wann ech dann nach eng Kéier e bëssen drop aginn, wat déi verschidden international Institutioune gesot hunn, da schwätzt dat jo awer eng kloer Sprooch.

Den FMI ass zitéiert ginn, och vun der Oppositioun, fir dann e puer Passagen erauszeplécken, wou op Risiken higewise gëtt. Ma dat ass och ganz gutt, dass op Risiken higewise gëtt. An et ass och d'Roll vum FMI, dat ze maachen. A mir huelen dat och zur Kenntnis. Mä den FMI huet awer net nëmme Kriticke gemaach. En huet ënner anerem gesot, dass eis Situation financière gesond ass an dass dat erlaabt, dass mer eng Steiersenkung zu Lëtzebuerg maachen.

D'OCDE huet eis encouragéiert, wéi alleguerten d'Länner an Europa, fir eng méi expansiv Politik ze hunn. Och dat ass eendeiteg.

An da wëll ech awer e bësse méi laang iwwert d'Europäesch Kommissioun schwätzen, well si jo schliisslech de Gardien des traités ass vun der Unioun an dorop muss oppassen, dass d'Länner alleguerten de Pacte de stabilité et de croissance sollen anhalen.

Nu seet d'Kommissioun, dass et wichteg wier, dass alleguerten d'Länner, déi d'Marge de manœuvre hunn, sollen d'Croissance relancéieren oder stäerken. A mir zu Lëtzebuerg maachen dat. Ech wëll mech net bretzen, an ech mengen, och d'Regierung wëllt sech net bretzen, well mer esou eng héich Croissance hunn. Mä ech wëll mech awer och net derfir mussen entschëllegen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Wann eng gutt Croissance zu Lëtzebuerg ass, dann ass dat och natierlech net nëmmen de Verdéngscht vun der Regierung. Dat ass de Verdéngscht vun den Entreprisen, déi gutt drop sinn, déi produktiv sinn, déi kompetitiv sinn a vill Leit astellen.

A wann ee vill Leit astellt, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass, et kann ee sech nëmmen dorobber freeën, da geet de Chômage erof. Dass een dat net ka positiv begréissen, ass fir mech e Rätsel. An ech muss lech soen, dass, wann ech mat mengen auslännesche Kolleegen zesumme sinn am Eurogroup an am Ecofin, déi beneiden eis alleguerten. Déi wéilten an där Situatioun sinn, wou Lëtzebuerg ass.

D'Kommissioun ass jo och mam gudde Beispill virgaangen, andeem se ganz am Ufank vun hirem Mandat den Europäesche Fong fir strategesch Investissementer lancéiert huet, de sougenannte Juncker-Plang. An dee fonctionnéiert och ganz gutt. A se encouragéiert natierlech d'Memberstaten, deen EFSI auszenotzen, an awer och encouragéiert se se, selwer vill ze investéieren.

Leider ass et esou, dass Europa nach haut déi Géigend an der Welt ass, déi no der Weltwirtschafts- a Finanzkris am lueste wiisst. Et ass och dofir net erstaunlech, dass deen Opruff fir den Investissement gemaach gëtt.

Ech hat a menger Ried gëschter gesot, dass an de Joren 2015, 2016 an och 2017 Lëtzebuerg op Plaz Nummer eent ass - op Plaz Nummer eent ass -, wat säi Solde structurel ubelaangt a wat seng Statsfinanze sinn. Wa mir als Land, wat d'Nummer eent ass, solle schlecht sinn, wéi d'Oppositioun dat seet, da muss et an deenen anere Länner alleguerte katastrophal sinn!

Dat heite si jo nëmme Faiten, déi Zifferen, déi d'Kommissioun op den Dësch leet. D'Ratingagencen och kucken nëmmen d'Zifferen. Déi kucken net, wien an enger Regierung vertrueden ass. Si kucken d'plakeg Zifferen. An alleguerten d'Agencë ginn eis en Triple-A mat stabler Previsioun. Dat ass déi bescht Nott, déi ee ka kréien.

Loosst mech elo e bëssen op d'Kriticken agoen, déi vun de Beruffschambere gemaach gi sinn. Déi sinn heiansdo emol zitéiert ginn, awer net ganz vill. Ech stelle Folgendes fest: dass d'Beruffschamberen, déi dem Patronat méi nostinn, explizitt begréissen, dass den Investissement esou héich ass. An trotzdeem, dass en esou héich ass, fanne se, dass en nach ëmmer net héich genuch ass, a froen, dass mer nach méi sollte maachen. Am selwechten Otemzuch soen déiselwecht Beruffschamberen, déi no beim Patronat stinn, dass eisen Defizit ze héich ass. Jo, et kann een net dat eent soen an dann de Géigendeel verlaangen!

Wann ech och kucken, wat iwwert d'Steierreform gesot ginn ass, hunn och déi Chambere gefuerdert, dass vill méi misst fir d'Entreprisë

gemaach ginn, dass deenen hir Steierlaascht misst ëm Honnerten an Honnerte Millioune reduzéiert ginn. An da schreiwe se an de Budgetsavis, dass eisen Defizit ze grouss ass. Dat ass net kohärent.

Wann ech kucken, wat d'Chambre des Salariés seet: Si begréisst eng ganz Rëtsch Saachen, déi mer an der Steierreform hunn an an dësem Budget, dat ass jo matenee verbonnen, fannen, dass et net wäit genuch geet. Dat kann een novollzéien. Si setze sech a fir d'Salariéen an hätten am léifsten, dass nach méi do soll gemaach ginn. Mä méi kann de Moment net gemaach ginn, soss wär eise Budget net nohalteg.

Ech kommen elo zu de Kriticke vun der Oppositioun. Ech fannen et dat Normaalst an der Welt, dass de Budget vun enger Regierung kritiséiert gëtt. A well de Budget d'Réckgrat ass vun der Politik, déi eng Regierung mécht, ass et jo ganz verständlech, dass een de Budget net ka stëmmen an dass een do sech opposéiert.

Ech stelle fest, dass eng Partei an der Oppositioun, an zwar déi Lénk gesot hunn, dass d'Statsfinanze gesond sinn. Op deem Punkt si mer eis eens. Dat ass jo och net ëmmer, wou mer eis eens si mat deene Lénken, mä hei si mer eis emol eng Kéier eens.

Dass déi Parteien, déi ni an der Regierungsverantwortung waren, alles kritiséieren an de Contraire, ass och e Klassiker. Mä dass déi Partei, déi 34 Joer laang de Premierminister gestallt huet an de Finanzminister gestallt huet, systematesch a pauschal alles um Budget kritiséiert, fannen ech net ganz konstruktiv.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Der Positioun vun der CSV feelt et wierklech u Kredibilitéit. An ech wëll hei dräi Elementer opzielen, déi dat ënnermolen. Mat Ausnam vum Sukuk vun 200 Milliounen huet dës Regierung keng Schold gemaach. Dat heescht: Déi ronn 11 Milliarde Scholden, déi mer hunn, déi si vun der CSV a vun deene viregte Regierunge getätegt ginn.

Zweetens: Ech rappeléieren et ëmmer erëm, dass mer jo eng schéi Lee krute vun enger Milliard, déi géif verschwannen an der TVA électronique, an do ass net anticipéiert ginn, obwuel dat laang gewosst war. A mir hunn d'Schierbele missten erëm zesummemaachen.

Drëtte Punkt, an dat ass awer fir mech deen allerwichtegsten, vun deem, a mengen Aen, net genuch geschwat gëtt. Dat ass, dass am Abrëll vum Joer 2013 déi viregt Regierung an déi deemoleg Responsabel fir d'Finanzen an de Budget op Bréissel geschriwwen hunn, fir ze soen: „Mir wäerten an Zukunft de Stabilitéits- a Wuesstumspakt net anhale méi. Fir d'Éischt an eiser Geschicht! Mä maacht Iech keng Suergen, mir wäerte Mesuren huelen, dass mer 2016 oder 2017 erëm positiv dostinn an de Pakt erëm anhalen!"

Jo, dann ass et awer net kredibel, fir dës Regierung esou hefteg an esou generell ze kritiséieren, déi et jo fäerdegbruecht huet, dass mer net aus der Bunn gerode sinn an dass mer bis 2018 einwandfrei dostinn.

Et ass gesot ginn, an ech si frou driwwer, dass den Här Frieden den Triple-A gerett huet an dass mir dee geierft hunn. Dat ass richteg an doriwwer solle mer eis freeën. Mä ech kann Iech awer soen, dass, wa mer dat gemaach hätten, wat déi viregt Regierung am Abrëll 2013 gesot hat, dass mer géifen de Stabilitéitspakt verloossen, dann hätte mer den Triple-A ganz séier verluer.

Ech géif gären e bësse méi laang iwwert den Objectif à moyen terme schwätzen, well dat jo en fait d'Kärstéck ass vun der Europapolitik an d'Manéier, wéi gemooss gëtt, ob e Land seng Finanzen am Gréff huet an och d'Regele respektéiert. Den Objectif à moyen terme gëtt all dräi Joer vun der Kommissioun fixéiert. En ass dëst Joer fir Lëtzebuerg op minus 0,5% vun eisem Räichtum vun der Kommissioun, onofhängeg vun ons, fixéiert ginn. Wat huet dës Regierung gemaach? Si huet gesot: „Majo, wann d'Kommissioun eis dat doten Zil gëtt, dann alignéiere mir eis op dat Zil a mir respektéieren dat Zil."

Firwat hu mer dat gemaach? Net nëmmen, wéi Verschiddener dat hei ënnerstellen oder gesot hunn, well mir eis d'Liewe wollte méi einfach maachen, mä haaptsächlech: Als Finanzminister hunn ech näämlech wierklech léiwer, wann den Objectif à moyen terme méi streng ass, mä als Finanzminister muss ech awer och feststellen, dass, wann ech mer en Zil géif ginn, wat méi héich ass wéi dat, wat obligatoresch ass, da ginn ech gemooss op deem méi héijen Zil. A wann ech dann op deem méi héijen Zil heiansdo eng Pann hunn, da geroden ech aus dem Pacte de stabilité eraus an da ka mer d'Ausland, d'Kommissioun, Mesuren imposéieren. An dat, well ech mer Ziler ginn hunn, déi méi héich si wéi déi, déi ech misst hunn. Dofir, aus Grënn vun der Souveränitéit vun eisem eegene Land, hu mer dach keen Intérêt, dat ze maachen!

Ech fannen et awer richteg, wa gesot gëtt, an d'CSV huet dat gesot, dass ee soll méi en ambitiéist Zil hunn, intern. An Dir sot, wann Dir un der Muecht wiert, da géift Dir en Zil vu plus 0,25% maachen. Eh bien, ech kann Iech soen, dës Regierung mécht dat! Kuckt op eis Zifferen! Eise Solde structurel, dee schwaachsten Taux, dee mer hunn, ass 0,2%. Plus 0,2%! Dat heescht, mir maachen an där Hisiicht eng ganz prudent Politik.

Wann ech op eng e bëssen humoristesch Aart a Weis dat kéint resüméieren, wat d'CSV eis seet, da géif ech soen, dass d'CSV Folgendes mécht - seet -, seet plutôt: „Maacht wat ech soen, mä maacht net, wat ech gemaach hunn!"

D'Bild, wat mer hei kréien, ass, wann een der Oppositioun nolauschtert, wierklech inkomplett. Ech mengen, iergendwéi ass eng Amnesie op d'Oppositioun gefall fir d'Joren 2014, '15 a '16, well si hu vun deenen dräi Jore praktesch net geschwat! Si hunn net driwwer geschwat, well do ass vill Guddes geschitt. Do hu mer näämlech d'Statsfinanze sanéiert. Déi sinn haut am Équiliber. Mir respektéieren de Pacte de stabilité et de croissance.

Mir wëssen, dass et Risike gëtt, an ech hu se selwer a menger Ried opgezielt. Et gëtt der eng ganz Rëtsch. Ech widderhuele se net, si sinn en long et en large zitéiert ginn, a se si berechtegt. Ech hunn awer och déi positiv Saachen erausgeschielt. Et ass näämlech wichteg, dass een de Leit en équilibréiert Bild gëtt, dass een hinnen d'Saachen erzielt, esou wéi se sinn, se net schéiriet, mä se awer och net schlechtriet. Mir sollen net an den Negativismus verfalen oder den Däiwel un d'Wand molen. Eisem Land geet et, relativ gesinn, par rapport zum Ausland gutt. A mir hunn eis elo mat der Sanéierung vun de Statsfinanzen deen néidege Raum, deen néidege Sputt erschafft.

Ech kommen dann zum zweeten Deel vu menger Ried. Dat ass e Rappell vun eiser Budgetspolitik, de roude Fuedem. Dat si véier ganz einfach Iddien: 1) d'Statsfinanze sanéieren, 2) méi investéieren, 3) eng Sozialpolitik weiderféieren a 4) Kompetitivitéit.

Zum Sanéiere vum Statsbudget: Dat ass net vum selwe geschitt! Dat ass net geschitt, well d'Konjunktur esou gutt war. Well wann dat esou einfach gewiescht wier, dann hätte mir jo och keen Zukunftspak misse maachen. Or deen Zukunftspak, dee jo beileiwen net dat Populärst ass, wat een an der Welt ka maachen, deen ass jo ofgeleent gi vun der Oppositioun. Dat ass hiert gutt Recht. An op eng relativ cocasse Aart a Weis freet se eis regelméisseg, wou mer dann dru si mat deem Zukunftspak, fir ze wëssen, ob mer en da wierklech ëmsetzen. An ech muss Iech do soen: Mir hunn do guer näischt ze verstoppen, well mir schaffen transparent! Mir hunn dee Plang op den Dësch geluecht virun dräi Joer a mir sinn amgaangen, deen ëmzesetzen.

Jo, et kann ee wahrscheinlech déi eng oder déi aner kleng Mesure fannen, wou een da seet: „Déi doten hutt Der net ëmgesat." Dont acte! Mä da kommt, mir kucken awer d'Resultater, déi mer erreecht hunn! An och gëschter hate mer, duerch den Zoufall vum Kalenner e Mëttwoch, gëschter Mëttwoch moies, d'Adoptioun vun de Konte vun 2015. A wat hu mer do gesinn? Dass den Defizit, amplaz, dass en 800 Milliounen no den europäesche Regele gi wier, wéi virgesinn, nëmmen 200 Milliounen ass! A wat hat ech do ënnerstrach? D'Resultat ass dräi Véirel besser ginn, aus welcher Explikatioun? Eh bien, 70% vun der Explikatioun kommen, well d'Dépensë manner gewuess si wéi virgesinn, a mir hate se scho relativ niddreg ugesat, an 30% wéinst der Konjunktur. Et ass also falsch, fir ze soen, dass et nëmmen déi gutt Wirtschaftslag ass, déi eis hei hëlleft.

An elo vläicht nach eng Kéier d'Eckwäerter, déi d'Regierung sech ginn huet, wat d'Verschëldung ubelaangt, well hei ginn och Kommentare gemaach, déi net korrekt sinn. Dës Regierung huet ni gesot - ni gesot -, si géif keng Emprunte méi ophuelen. Si huet och ni gesot, dass se wéilt d'absolutt Schold vum Land erofsetzen. Dofir, wann d'Oppositioun seet: „Fir mech ass dat de Moossstaf", kann d'Oppositioun dat soen, mä dat ass net eis Politik! Mä wat mer gesot hunn am Regierungsprogramm ass, dass mer wéilten à tout moment an der Legislaturperiod ënner 30% Schold hu par rapport zu eisem Räichtum.

A wou sti mer haut? Haut sti mer, am Dezember 2016, bei 20% Verschëldung - 3% besser - par rapport zu eisem Räichtum. An, par la bande soen ech awer dann och, dass mer et fäerdegbruecht hunn, souguer am Absolutte manner Schold ze hunn, obwuel dat net eist Zil war, well mer och nach en Emprunt vu 400 Milliounen dëst Joer rembourséiert hunn. Et ass jo nach besser, d'Resultat.

Mä eist Zil ass et net, onbedéngt elo déi absolutt Schold ze begrenzen, guer net! An déi Politik, déi mer verfollegt hunn à court terme, géif ech awer och gär nach eng Kéier hei erklären, well si ass vun der Oppositioun kritiséiert ginn. Wéi gesot, et ass hiert gutt Recht, mä ech wëll dofir dat an dee richtege Kontext setzen.

Et ass gesot ginn, dass mer am Joer 2016 eelefmol Recours haten op eng Kredittlinn, déi iwwregens null kascht, null Prozent. Dat ass richteg. Mä mir sinn och eelefmol aus dem Negativen erëm an de Positive gaangen. Dofir konnt ech och gëschter soen: „Mir sinn haut op null, wat d'Kreditter ubelaangt." Mir brauchen, op den Dag vu gëschter, keng Kredittlinn! Well mer Schwankungen hu ronderëm null! A firwat soll ech dann, oder soll de Stat da sech laangfristeg verschëlde goen an e groussen Emprunt ophuelen, wou en dann Intérêten drop bezilt, wann e kann à court terme zu null geléint kréien?! Do hu mer d'Milliounen Zënse gespuert. An dozou stinn ech!

Dass mer d'nächst Joer léine ginn, ass guer keen Zweifel. Mir wäerten dat maachen, mir assuméieren dat. Mä ech wëll awer an engems soen, dass mer mussen och eis bewosst sinn, dass mer e Spillraum hunn, mä deen ass awer och zu engem gewëssenen Deel limitéiert. Ech wëll d'Saach hei net méi schéiriede wéi se ass! Mir hunn d'nächst Joer eng Milliard Schold am Zentralstat. An dofir musse mer oppassen, dass mer dat uerdentlech ëmsetzen an dass mer eis Dépensen am Gréff behalen, well doriwwer ewech däerfe mer net goen. Als Finanzminister ass dat mer natierlech ganz wäertvoll.

A wou lande mer dann 2020 mat de Previsiounen, wéi mer se haut hunn? Majo, bei enger Verschëldung vun 22% vun eisem Räichtum; dat ass déi Ziffer, déi ech Iech gëschter ginn hunn, dat ass déi aktuellst, déi mer hunn. Dat ass also 1% manner wéi dat, wat mer geierft hunn: Do ware mer bei 23%. An dat ass da wäit ënnert den 30%, déi mir eis als internt Zil ginn hunn. Hei ass och iwwregens en exzellent Beispill, wéi dës Regierung sech en internt Zil gëtt, wat vill méi streng ass wéi dat vun Europa, well mir wëssen, an Europa ass d'Grenz bei 60%.

Loosst mech nach, an dat ass dann den Iwwergang op den zweete wichtege Punkt vun dësem Budget, eppes iwwert den Investissement soen. Ech hunn dat gëschter ënnerstrach, ech wëll dat haut och nach eng Kéier soen:

Mir finanzéieren iwwer fënnef Joer ongefëier zéng Milliarden Investissements publics. Dovunner wäerte mer ronn ee Véierel mat Schold finanzéieren an dräi Véierel mat eise lafende Recetten. Dat ass en Dramresultat, muss ech Iech soen! Dat huet kee Land! Déi viregt Regierung huet an enger Legislaturperiod och vill investéiert, aacht Milliarden, an huet 60% geléint a 40% selwer finanzéiert. Ech mengen, déi Ziffere sinn net contestabel a weisen, dass mer eng prudent Politik hunn.

Zum Investissement wëll ech e puer Wuert soen, well et ass de Schlëssel vun dësem Budget. Punkt Nummer eent ass: En Investissement ass net eng lafend Dépense! Dat muss ee ganz anescht considéréiere wéi einfach lafend Käschten. Wat bréngt den Investissement? Den Investissement bréngt Innovatioun, e bréngt Kompetitivitéit, en erlaabt, méi a Besseres fir de Klimaschutz, fir den Ëmweltschutz a fir de Waasserschutz ze maachen, an en erlaabt, méi a besser Infrastrukturen ze hunn, a leschtens, en erhéicht eis Liewensqualitéit. Dofir soll ee sech iwwer all Euro, deen investéiert gëtt, freeën!

Den drëtte Punkt ass en traditionellen: Mir sinn eng Regierung, déi vill Soziales mécht. Bal d'Halschent vum Budget ass deem gewidmet. Doriwwer freeë mer eis och an dat soll esou weidergoen. Ech hu gëschter a menger Ried déi wichtegst Elementer erausgeschielt, wou ganz grouss Erhéijunge vu Prestatioune virgesi sinn, ob dat elo Congé parental ass oder ob dat och d'Formation multilingue ass an dem Précoce.

Véierte Punkt, d'Kompetitivitéit, an et ass och dee leschten an ech kommen dann och op de Schluss, Här President.

Wann eng Wirtschaft wéi déi vu Lëtzebuerg 4% wiisst, dann ass dat jo en Zeechen, dass et deene meeschten Entreprisen, net hinnen alleguerten, mä awer deene meeschten Entreprisë gutt geet. Dat ass awer och en Zeechen an engem Land, wat e ganz klenge Marché intérieur huet - e ganz klenge Marché intérieur -, wann dee mat 4% wiisst, jo, dann ass dat en Zeechen, dass vill Leit op Lëtzebuerg net nëmmen kafe kommen, mä investéiere kommen. A wa vill Entreprisen zu Lëtzebuerg investéieren, ass dat en Zeechen, dass mer attraktiv sinn an dass mer kompetitiv sinn! A mir gesinn en Trend, de Wirtschaftsminister an ech, dass mer immens vill sollicitéiert gi sinn an deene leschten zwielef Méint, vill méi wéi virdrun. A wéi gesot, doriwwer soll ee sech freeën, dat ass eng positiv Saach.

Ee Wuert iwwert d'Finanzplaz, wat eise wichtegste Secteur ass: Der Finanzplaz geet et gutt - mir hunn dat an der Kompetitivitéitsdebatt en long et en large gesot - an zwar trotz ganz schwiereger internationaler geopolitescher Lag, trotz niddregen Zënsen, trotz Iwwerreguléierung an deem Secteur, dee ganz deier kascht, an trotz - oder soll ech soen „dank"? - der Transparenz an Tax-Saachen, déi dës Regierung gewisen huet.

Als Konklusioun: Eis wirtschaftlech a Finanzlag ass haut vill besser wéi 2013, an dat justifiéiert, dass hei e Budget gemaach gëtt, wéi en ass.

Zweetens: De Budget suergt fir Kohärenz an eiser Regierungspolitik an et ass en fait d'Réckgrat vun eiser Politik.

Dëse Budget ass gutt fir d'Leit, en ass gutt fir d'Entreprisen, en ass och positiv fir eis Kanner dank den héijen Investitiounen. Am Resümee: Dat heiten ass dee richtege Budget am richtege Moment!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. Ech ginn dovun aus, dass mer um Enn vun eisen Debatten ukomm sinn an dass mer elo kënnen iwwert de Budget an iwwert d'pluriannuel Finanzplanung ofstëmmen.

Mir géifen da fir d'Éischt iwwert de Projet de loi 7050 ofstëmmen an dann duerno iwwert de 7051.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7050 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Budget 2017 ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

Plusieurs voix.- Jo.

D'autres voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen? Dir wäert jo net verlaangen, dass ech nach eng Kéier ofstëmme loossen? Schenkt Der mer Vertrauen?

(Assentiment et brouhaha)

Gutt. Da ginn ech dovun aus, dass mer och eng Majoritéit hunn, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen. Villmools Merci.

A mir géifen dann op de Projet de loi 7051 iwwergoen.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Neen, neen! Mir huelen d'Motioun hannendrun, no de Votten, gell? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Déi zwee hänke jo zesummen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Entschëllegt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Neen, et ass kee Problem.

Mir géifen dann de Projet 7051 betreffend d'pluriannuel Finanzplanung zur Ofstëmmung brëngen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7051 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An d'Resultat ass datselwecht: 32 Jo-Stëmmen an 28 Nee-Stëmmen. Domat ass och de Projet 7051 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Gilles Roth) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech gi jo dann dovun aus, dass mer kënnen d'Dispens vum zweete Vott froen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zur Motioun iwwergoen.

Motion 1

Här Rapporteur, kann ech dovun ausgoen, dass se motivéiert ass?

(Assentiment)

Vläicht e Wuert vun der Regierung zu der Motioun?

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Déi Motioun iwwert den Télétravail, déi de Rapporteur Claude Haagen déposéiert huet, ass eng gutt Initiativ. Et ass näämlech eng Aarbechtsform, déi mer mussen zu Lëtzebuerg méi verbreeden, déi der digitaler Ekonomie ganz natierlech verwandt ass an déi natierlech och eis Stroossen an eis Transportweeër erliichtert, erliichtere wäert.

Et ass esou, dass och am Privatsecteur den Télétravail ëmmer méi gefërdert gëtt. D'UEL huet och an deem Domän en Accord fonnt mat de Sozialpartner an dat ass dëst Joer 2016 geschitt.

Et ass och esou, dass mer an der Fonction publique eng Phase pilote de Moment lafen hunn am Centre informatique de l'État. Dat verleeft gutt an do waarde mer, fir kënne Konklusiounen draus ze zéien, wéi dat sech duerchgespillt huet.

A schlussendlech menge mer effektiv, dass och an der Fonction publique Potenzial ass, fir méi Télétravail ze maachen. Dofir géif ech fannen, dass et eng gutt Saach wier, dës Motioun ze ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sinn nach weider Wuertmeldungen? D'Madamm Modert.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Merci, Här President. Och d'CSV ass fir den Télétravail. Grad wéi si an der Regierung war, ënner anerem eng Kéier mat der DP, eng Kéier mat der LSAP, sinn och Moossnamen an deem Kontext gemaach gewiescht ginn:

Ech erënneren drun, datt et an de Statutageschriwwe ginn ass 2003; dunn hat d'DP de Fonction-publiques-Minister.

Ech erënneren drun, datt an der Legislaturperiod 2004-2009 Pilotprojeten am ëffentlechen Déngscht gemaach gi sinn; ech erënnere mech zum Beispill dorunner, datt dat am SER de Fall war. Dorauser ass och e Règlement grand-ducal entstanen, deen ass vum 10. Oktober 2012, sou datt Der gesitt, datt et ëmmer eng gemeinsam Suerg war, fir den Télétravail ze förderen, déi vu ville Leit gedeelt ginn ass. Dir gesitt also, datt och d'CSV den Télétravail ënnerstëtzt grad wéi déi aner och.

Mä mir verstinn dohier dës Motioun net: entweder wëllt hei d'Rad vun der Zäit zréckgedréit ginn, oder si ass falsch. Ech hunn elo grad déi Moossnamen opgezielt, déi et scho ginn, déi et fir den ëffentlechen Déngscht ginn. Déi hunn e legalen a reglementaresche Kader. Dofir kann ech mer näischt Richteges ënnert dëser Motioun virstellen, wou drasteet, et sollt een emol Pilotprojete maache beim Stat - or, déi sinn et scho ginn -, et sollt een an der Administration publique de Potentiel stäerken - domadder kann ee sech ëmmer d'accord erklären - an et sollt ee Recommandatiounen erausginn.

Ech verstinn och net, firwat déi Motioun sech just op den ëffentlechen Déngscht beschränkt an net awer och nach doriwwer erausgeet. Well wa mer schwätze vu Cadre légal, deen ee kéint nach besser maachen am Beräich vum Droit fiscal, vun der Sécurité sociale an esou weider, dann ass dat sécherlech de Fall grad och am Beräich vum Privatsecteur, wou ganz vill Grenzgänger bestëmmt kéinte ganz gutt profitéiere vum Télétravail.

Fir déi Froen do vläicht méi genau erkläert ze kréien, ausser mir géifen dat elo haut kënnen hei beim Mikro gemaach kréien, géif d'CSV virschloen, datt mer d'Motioun vläicht géifen an déi zwou Kommissiounen huelen, wou mer da kéinte méi am Detail driwwer schwätzen, wat de Rapporteur vum Budget, deen och d'Motioun hei hannerluecht huet, géif dorënner verstoen, fir datt een da vläicht eng gemeinsam Aktioun tatsächlech dorauser géif kënne maachen. Well esou, wéi et elo hei steet, ass et am Fong: Déi Saachen, déi sinn do, déi hei gefrot ginn, déi besti schonn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Rapporteur, wëllt e vläicht drop reagéieren?

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci. Also vun dëser Motioun war de Sënn, fir ganz einfach ze kucken, datt éischtens déi Analys poursuivéiert gëtt an der Fonction publique, well ausser deem Règlement grand-ducal, deen Dir ugeschwat hutt, ass et duerno nach e Règlement grand-ducal gi vum 15. Mäerz 2016, wou dat Ganzt natierlech och nach eng Kéier preziséiert gëtt. An an deem Règlement grand-ducal ass d'Fonction publique näämlech net dran, op Basis vun deem Accord vun der UEL a vun de Gewerkschaften.

Et ass awer richteg, datt e virdru gemaach ginn ass. Mir wollten dat heiten elo nach eng Kéier - oder ech perséinlech -, nach eng Kéier pousséieren, fir op dee Wee ze goen, notamment och fir e Signal ze setzen, och am Secteur privé.

Dir wësst, wann Télétravail gemaach gëtt, dann ass et och esou, datt et nëmme kann a verschiddene Secteure gemaach ginn, do wou et iwwerhaapt méiglech ass, haaptsächlech an administrative Beruffer. A wann dat pousséiert soll ginn, zum Beispill um Niveau vu Leit, vu Frontalieren, dann ass et kloer, datt et och steierlech encadréiert muss ginn, well mer aner steierlech Moossnamen hunn, wa mer a Frankräich sinn, wann Télétravail gemaach gëtt, deemno wat fir eng Durée datt et ass, wéi an der Belsch, wéi an Däitschland. Dat heescht, et ass och an deem Sënn, wou dat Ganzt soll gekuckt ginn.

Ech hunn absolutt kee Problem, wa mer dat an deenen zoustännege Kommissioune maachen, fir de gesetzleche Kader ze kreéieren, fir ganz einfach den Télétravail ze pousséieren an deenen doten Domänen, notamment steierlech, awer och aarbechtsrechtlech an och beteffend d'Disponibilitéit, well dat awer trotzdeem kënnt. An iwwert d'Fonction publique kann een natierlech herno goen, fir am Secteur privé, wou dat muss nogekuckt ginn, och gesetzlech verankert ginn oder encadréiert ginn, fir dat do ze analyséieren.

Dofir ass guer kee Problem, fir dat an déi zoustänneg Kommissiounen ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat heescht, wann ech dat richteg verstanen hunn, stëmme mer net iwwert d'Motioun of.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Mir maachen e Renvoi an d'Kommissiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat am Sënn vun der...?

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech si frou, datt mer elo deen dote Wee fonnt hunn. Mir hunn déi Motioun do zougestallt kritt elo gëschter oder virgëschter. Mir hate se och an der Finanzkommissioun undiskutéiert a mir hate se gëschter zougestallt kritt, fir se eventuell ze ënnerschreiwen. Mir hu se net matënnerschriwwen, well ech och an der Kommissioun gesot hunn, datt ech et net dee richtege Wee fannen, datt eng Finanzkommissioun eng Motioun eragëtt iwwert d'Fonction publique, ouni datt déi an där zoustänneger Kommissioun behandelt ginn ass.

Ech sinn der Meenung, datt d'Finanzkommissioun soll Saachen als Motioun eraginn, déi direkt d'Finanzen ubelaangen, an datt déi eenzel Ressortkommissioune solle Motiounen eraginn, déi si betreffen. Duerfir hu mir déi Motioun net ënnerschriwwen, quitte datt mer mam Inhalt averstane sinn. An duerfir sinn ech elo frou, datt mer awer elo zu där Konklusioun komm sinn, datt déi zoustänneg Kommissioun sech soll fir d'Éischt ëm déi Motioun bekëmmeren, ier mer se hei an der Chamber zum Vott brëngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Also mir sinn och ganz zefridden u sech mat deem, wat elo hei décidéiert ginn ass, fir déi Motioun ze diskutéieren an enger Kommissioun. Well ech mengen, datt déi Fro vum Télétravail net anodin ass, plus spécifiquement elo an der Fonction publique, mä souwisou en général, an datt een natierlech net prinzipiell géint den Télétravail ka sinn, well en enger Partie Besoinen och kann entsprieche vun de Leit, mä datt sech awer och eng Partie Saachen, eng Partie Geforen deemno wéi, och nach derhannert verstoppen, iwwert déi ee muss kënnen diskutéieren.

Natierlech, och d'Motioun gesäit vir, datt een dat mat de Gewerkschaften a mat de Salariatsvertrieder diskutéiert, wat och korrekt ass. Also d'Motioun geet u sech och éischter an déi richteg Richtung. Mä ech mengen, et ass gutt, datt mer déi Diskussioun e bësse méi approfondéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Majo, dann ass dat, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, esou décidéiert: Mir géifen d'Motioun an déi zoustänneg Kommissiounen iwwermëttelen. Merci villmools.

Domat wäre mer um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen ukomm. Ech soen de Kolleege villmools Merci, och selbstverständlech der Regierung, fir déi dauernd Präsenz, a wa mer eis net méi sollte gesinn, alles Gutts!

(Brouhaha et hilarité)

A mir fueren da weider mat eisem...

(Interruptions)

Neen, Dir kënnt roueg bleiwen, Dir sidd häerzlech wëllkomm!

(Hilarité)

Dir sidd selbstverständlech häerzlech wëllkomm!

Mir géifen dann zu deem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Mir hunn eng Resolutioun an eng Motioun um Programm a géife mat der Resolutioun ufänken, déi vum Deputéierte Laurent Mosar abruecht ginn ass an ëm déi Evenementer an der Türkei an d'Konsequenzen, déi mer sollten doraus zéien, dréit. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

3. Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie

(Résolution déposée en séance publique n°9 du 24 novembre 2016 - à consulter au compte rendu n°4/2016-2017 en page 108)

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru gutt véier Wochen hu mer hei an der Chamber à l'unanimité eng Resolutioun zu der besuergniserreegender Situatioun an der Türkei ugeholl. Gläichzäiteg ass awer eng Resolutioun vun eiser Fraktioun iwwert d'Äfréiere vun de Bäitrëttsgespréicher mat der Türkei vun enger Majoritéit ofgeleent ginn.

Mir hunn eis dozou entschloss, eng nei Resolutioun eranzebréngen, déi nach eng Kéier freet, datt dës Bäitrëttsgespréicher op Äis solle geluecht ginn. Dës Resolutioun ass wuertgenau déi, déi vun enger iwwerwältegender Majoritéit am Europaparlament ugeholl ginn ass, a bei deem Vott hunn all déi grouss Parteifamilljen, déi och hei am Haus vertruede sinn, matgestëmmt.

Firwat, Här President, dës nei Initiativ? Ma mir stelle fest, datt sech d'Situatioun an der Türkei all Dag verschlechtert an den Här Erdoğan sech ëmmer méi wäit vun de Wäerter vun enger Europäescher Unioun ewechbeweegt. 100.000 Statsbeamte sinn entre-tremps aus dem Statsdéngscht entlooss ginn, dorënner Riichter, Membere vun der Arméi an der Police, awer och vill Oppositiounsdeputéierter, déi einfach emol esou, ouni weidere Prozess, verhaft gi sinn!

Derniewent besteet d'Meenungs- an d'Pressefräiheet just nach um Pabeier an international Journalisteverbänn schwätzen am Kontext vun der Türkei vum gréisste Prisong op der Welt fir Journalisten.

Ech wëll hei net weider op déi deelweis dramatesch Situatioun vun de kurdesche Minoritéiten an der Türkei hiweisen, wou verschidde Mënscherechtsorganisatioune scho vun Horrorzeenarie schwätzen.

An als Kiischt op dem Kuch, wann ech dat kann esou soen, proposéiert dann den Här Erdoğan och nach d'Aféiere vun der Doudesstrof a wëllt doriwwer eraus d'Statsgrenzen, esou wéi se an de Verträg vu Lausanne festgeluecht sinn, erëm a Fro stellen.

Mir sinn also ganz wäit ewech vun deem, wat de Statsgrënner vun där moderner Türkei, den Atatürk, eng Kéier als déi grouss Ambitioun vun der Türkei definéiert hat, näämlech Fridden doheem a Fridden an der Welt.

Här President, d'Türkei beweegt sech säit enger Rei vu Joren ewech vun der EU. An dat ass einfach eng Realitéit, där mer eis alleguerte musse stellen! D'Situatioun huet sech allerdéngs an deene leschte Wochen ëmmer méi zougespëtzt. D'Regierung Erdoğan ass amgaang, mat allen demokratesche Wäerter ze briechen, a steiert schnurstracks an eng Diktatur.

Et muss ee wëssen, datt et eigentlech dem Här Erdoğan nëmmen ëm den Erhalt vu senger Muecht geet, a säi Verhalen ass net eng Reaktioun op e Putschversuch, mä ass selwer e Putsch géint d'Demokratie.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Trotz onzielege Warnunge vun héchsten EU-Vertrieder fiert den Här Erdoğan konsequent viru mat dëser Politik, déi längst de Wee vun der Rechtsstaatlechkeet verlooss huet.

Wat fir eis awer en absolutten No-Go ass, dat ass déi Aart a Weis, wéi europäesch Spëtzepolitiker vun hiren Homologen an der Türkei deelweis erniddregt ginn, wéi mer bei enger rezenter Visitt vum däitschen Ausseminister Steinmeier leider hu misse feststellen. Duerfir huet dann och eng iwwerwältegend Majoritéit vun den Europadeputéierte gesot, gradesou wéi meng Fraktioun et och elo seet: „De Point de non-retour ass einfach hei iwwerschratt."

All Gespréicher mam Här Erdoğan hunn d'EU bis elo kee Millimeter weiderbruecht. Au contraire, den Här Erdoğan setzt sech iwwer all rechtsstaatlech Prinzipie weider ewech a mécht alles, fir d'Europäesch Unioun ze provozéieren a lächerlech ze maachen.

Duerfir si mir grad wéi d'Europaparlament der Meenung, datt mer der Türkei eng staark Äntwert musse ginn. An dat ka fir eis nëmmen elo emol e Stopp vun de Bäitrëttsverhandlunge sinn. Alles aneschters wär en Aknécke virun den Erpressungsversich vun der Erdoğan-Regierung an domadder verbonnen och e substanzielle Verloscht vun der Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun an hiren eenzelne Memberstaten.

Mä e Stopp vun de Bäitrëttsverhandlungen, Här President, bedeit fir eis weder en Ofbroch nach en Enn vum Dialog mat der Türkei. Au contraire! Mir sinn nohalteg der Meenung, datt en Dialog op villen Niveaue mat dësem Land a senger Regierung muss virugeféiert ginn, sief dat an der NATO, am Conseil de l'Europe, am Kader vum Flüchtlingsaccord a last but not least am Kader vun där neier Zollunioun, déi am Moment jo soll verhandelt ginn.

Ech deelen duerfir och net d'Meenung vum Här Ausseminister, datt e Stopp vun de Bäitrëttsverhandlunge gläichzäiteg e Stopp vum Dialog mat der Türkei an hirer Regierung géif bedeiten. Mir si just, gradesou wéi d'Europaparlament, der Meenung, datt d'Bäitrëttsverhandlungen zu dësem Moment keng glafwierdeg Grondlag méi hunn an datt mer se net kënne viruféieren ouni de Risk vun engem Verloscht vun eiser Glafwierdegkeet.

Europa brauch weider d'Türkei als Partner, esou wéi d'Türkei Europa als Partner brauch. Allerdéngs setzt eng gutt Partnerschaft en éier-

lechen Ëmgang ee mat deem anere viraus. Mir plädéieren duerfir éischter derfir, fir erëm op de Wee zréckzekomme vun dësem éierlechen Dialog, ewéi Bäitrëttsverhandlungen am Moment virunzeféieren, déi esou oder esou ni wäerten, an do si mer eis alleguerten eens, zu engem positiven Ofschloss, zumindest an deenen nächste Joren, kommen.

Mir soe kloer „Jo" zu engem Dialog mat der Türkei. Mä mir soen awer gradesou kloer „Neen" zu weidere Bäitrëttsverhandlungen, dat zumindest esou laang, bis dat Land a seng Regierung erëm de Wee vun der Rechtsstaatlechkeet erëmfonnt hunn.

Fir eis, Här President, sinn d'Mënscherechter keng eidel Wierder. A mir wëllen eis och nach muer an de Spigel kucken. Duerfir gëtt et fir eis keen anere Choix, wéi d'Bäitrëttsverhandlungen elo emol op Äis ze leeën. Et geet hei in fine ëm eng Fro vun der Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun, awer och vu jiddwerengem Eenzelne vun eis.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Marc Angel.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, villmools Merci. Mir haten déi Diskussioun jo hei schonn, wéi den Här Mosar gesot huet, de 16. November hei an der Chamber, wou mer reagéiert hunn op eng Resolutioun vun déi Lénk, nodeem esou vill Deputéiert verhaft gi sinn an der Türkei. A mir hunn als Chamber dunn déi Resolutioun vun déi Lénk ausgebaut. Mir hunn net nëmme fir d'Deputéiert, mä och d'Journalisten an all déi Zéngdausende Beamten, déi do der Purge an der Türkei zum Opfer gefall sinn, dunn dat condamnéiert. Mir hunn och de Coup am Juli condamnéiert. Mir hunn déi terroristesch Attacke condamnéiert. Mir hunn eis besuergt erkläert iwwert d'Äusserung iwwert d'Doudesstrof. A mir hunn awer och d'Kurdefro behandelt, andeem mer gesot hunn, mir hätte gär eng Relance vum Processus de paix, dass och d'Gewalt an deene kurdesche Gebidder zu engem Enn kënnt. Mir hunn do eng Unanimitéit fonnt an dat war gutt esou!

Derniewent hat d'CSV eng zweet Motioun, wou et gaangen ass ëm eben dee Gel, déi Gespréicher mat der EU, d'Verhandlungen zwëschen der Türkei an der EU anzefréieren. Déi Resolutioun ass deemools net hei vun enger Majoritéit ugeholl ginn. A mir hunn, vill vun eis hunn argumentéiert, dass mer net sollen an déi Provokatioune vum Erdoğan erafalen an dass mir net sollen déi sinn, déi de Fuedem duerchschneiden an déi d'Dier zoumaachen. Mä wann een dat soll maachen, da soll hien et maachen.

A mir hunn drun erënnert, dass et an der Türkei nach aner Parteie gi wéi d'AKP, dass et an der Türkei eng Oppositioun gëtt. D'Madamm Brasseur an ech, mir ware viru Kuerzem an der Türkei a mir hunn dat och bericht an der aussepolitescher Kommissioun d'lescht Woch, wou mer mat Oppositiounsvertrieder zesummekomm si vun der kurdescher Partei, awer och vun aneren Oppositiounsparteien. Ech si mat Journalisten aus der Oppositiounspress zesummekomm, déi eis all gesot hunn: „Faalt net drop eran! Maacht net d'Dier zou, dréit Dir eis de Réck net! Mä wann déi Verhandlungen, wann et do zu engem Stopp soll kommen oder engem Gel, da soll dat den Här Erdoğan sinn, deen dat Zeeche setzt, an net Dir!" Et si ganz vill Millioune Mënschen an der Türkei, déi op eis kucken!

Zu de Verhandlunge wëll ech just soen, dass d'Verhandlungen..., et gëtt bei engem Bäitrëtt jo net verhandelt iwwert d'Kopenhagener Kritären. Dat si Mënscherechtskritären, dat si Kritären, déi net ze verhandele sinn! Et geet bei esou Négociatiounen drëms, e Land op eis Standarden ze bréngen, e Land ze ënnerstëtzen op deem Wee zu onse Standarden. Dorëm geet et. An nach eng Kéier gesot: Déi Dier wëlle mir net zoumaachen.

An et huet sech ausser dem Vott am Europaparlament an der Zilsetzung vun där Resolutioun net vill geännert. Dofir, mir wäerten eis Meenung net änneren. Mir sinn där nämlechter Meenung wéi och de Premierminister, den Ausseminister et bei eis an der Kommissioun gesot hunn, a virun allem awer och de Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker, deen och gesot huet, et wär net dee richtege Wee, elo déi Verhandlungen anzefréieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Angel. Weider Wuertmeldungen? Madamm Brasseur, wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, mir haten eng Debatt hei viru ronn véier Wochen iwwert dat Schrecklecht, wat an der Tierkei lass ass. An ech mengen, et muss een awer an dësem Kader nach eng Kéier d'Condoléenzen ausdrécke visà-vis vun all deenen Affer an der Tierkei vun terroristeschen Uschléi, awer och vun deem, Gott sei Dank, verhënnerte Coup d'État.

Et muss mat rechtsstaatleche Mëttelen dorop geäntwert ginn! D'Terroristen hu bis elo ganz vill Mënscheliewe geholl, mä mir mussen den Tierken hëllefen, dass d'Terroristen et net fäerdegbréngen, ons Demokratie och nach futtizemaachen, ons Wäerter och nach futtizemaachen. An dofir ass d'Zesummenaarbecht mat der Tierkei esou wichteg!

Den Här Angel, deen huet et elo grad gesot, ech wor, genee wéi hien, awer an anere Missiounen, an der Tierkei. Ech hat d'lescht Woch nach d'Geleeënheet, mat Vertrieder vun der Majoritéit a Vertrieder vun der Oppositioun ze schwätzen. A si soe mer, déi vun der Oppositioun genee wéi d'ONGen, d'Journaliste soe mer: „Et ass net de richtege Wee, elo d'Bäitrëttsverhandlungen anzefréieren, well Europa ass deen Hoffnungsschimmer, dee mir gesinn, un dee mer ons kënne klameren." An den Här Erdoğan waart nëmmen drop, fir dass déi Brécke vun ons zougemaach ginn, fir dass hie seng Politik ka viruféieren!

An ech denken un déi honnertdausend Leit, et ass inadmissibel! An ech si mam Här Mosar an der Analys selbstverständlech d'accord: Wat do geschitt, ass wierklech einfach net ze erdroen!

Mä ech si mat senge Konklusiounen awer net d'accord, éischtens mat der Motioun, esou wéi se do ass. An den Här Mosar seet: „Dat ass vun deene grousse politesche Familljen am Europaparlament gedeelt ginn." Jo! Dat wëllt awer net heeschen, dass dat iwwerall d'selwecht an de politesche Famillje gesi gëtt. Ech erënneren un den Här Juncker a seng Kommissioun, déi anerer Meenung sinn, an déi gehéiere jo och deeneselwechte politesche Familljen un, soudass dat also menger Meenung no keen Argument ass.

Ech wëll och soen, dass am Europarot, zum Beispill an der EVP-Fraktioun, also der Fraktioun vum Här Mosar, dass do wierklech d'Positiounen och gedeelt sinn a vill méi nuancéiert sinn.

Den Här Mosar huet zum Schluss vu sengen Ausféierungen hei op der Tribün gesot, dass d'Mënscherechter keng eidel Wierder däerfe sinn. Jo, do sinn ech domat d'accord. A mir mussen natierlech derfir suergen, well all Eenzelnen an der Tierkei muss geschützt ginn. Den Här Mosar huet weider gesot, et géif ëm d'Glafwierdegkeet vun Europa goen an et géif och ëm ons Glafwierdegkeet goen.

Ech muss dem Här Mosar soen, Här President, dass et virun allem hei ëm d'Tierke selwer geet, ëm d'Awunner an der Tierkei. An dofir, no menger Missioun an der Tierkei hu mer e Rapport gemaach, an deem steet, dass mer sollen am Europarot de Monitoring erëm opmaachen - wou d'Vertrieder vun der EVP-Fraktioun awer éischter reservéiert sinn -, dat heescht, d'Tierkei méi genee nach kontrolléieren, wéi dat bis elo ass.

An dat Zweet: An der Assemblée parlementaire vum Europarot hu mer eng Méiglechkeet, d'Pouvoire vun enger Delegatioun ze suspendéieren. Mir hunn als Delegatioun unanime festgehalen, dass mer dat net sollte maachen. Well wa mer dat maachen - dat ass eng Sanktioun -, dann huet d'Oppositioun, déi och op Stroossbuerg kënnt, emol net d'Méiglechkeet, sech do ze expriméieren! An da géife mer just déi Falsch bestrofen, well deene musse mer effektiv hëllefen.

An aus all deene Grënn géif ech soen, dass den Text vun där Resolutioun selbstverständlech eng ganz Partie Punkten opwerft, mat deene mer kënnen d'accord sinn, mä ech gleewe jo net, dass den Här Mosar d'accord wier, am éischten Dispositif dann de Saz: «se rallie à la résolution du Parlement européen» ze sträichen an och den zweete Paragraf hannendrun.

Dat wier meng Proposition d'amendement. Wann d'CSV d'accord wier, dat unzehuelen, da kéint ee selbstverständlech iwwert de Vott diskutéieren. Mä hei ass wierklech, mir hu schonn driwwer diskutéiert, an ech mengen, mir haten ons Positiounen, elo nach eng Kéier dorop hinzewierken, fir datselwecht nach eng Kéier hei ze debattéieren, mengen ech, ass net de Sënn dovun. Mir mussen den Tierken hëllefen. An ech hunn en enormen Estime fir dat Land. A mir mussen hinnen hëllefen, dass se um richtege Wee bleiwen, a bestëmmt net, andeem d'Bäitrëttsverhandlungen elo agefruer ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Brasseur. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir haten de 16. November hei an der Chamber eng Resolutioun gestëmmt, mat där mer déi rezent Entwécklungen an der Tierkei bedauert a condamnéiert hunn. An dës Resolutioun war och unanime ugeholl ginn. An do stoung eigentlech alles dran, wat zu deem Zäitpunkt zur Tierkei ze soe war a wat och haut nach ëmmer richteg ass.

Ech ginn net ganz an den Detail an, just kuerz a Stéchwierder. Am Mee 2016 hunn 138 Deputéierten hir parlamentaresch Immunitéit verluer. E Schrëtt, dee mir als Parlamentarier nëmme kënne condamnéieren. De Coup d'État vum 15. Juli 2016, deen inakzeptabel a brutal war a vill Mënscheliewe kascht huet, huet an der Tierkei zu Moossname gefouert, déi net méi a Relatioun sti mat de Faiten, och wann déi schrecklech waren.

An der Tierkei sinn Dausende vu Bierger vun hirer Aarbechtsplaz entlooss ginn. Honnerte vu Journaliste si verhaft ginn, Zeitungen zougemaach ginn. Honnerte vun ONGe sinn duerch déi tierkesch Regierung opgeléist ginn. Et gëtt verstäerkt op alle politeschen Ebenen iwwert d'Erëmaféiere vun der Doudesstrof geschwat.

An d'Situatioun huet sech, an do ginn ech dem Här Mosar recht, an deene leschte Wochen net verbessert. An der Tierkei gëtt eng Politik vun der Schwaarz-Wäiss-Molerei bedriwwen. Déi Gutt sinn déi, déi bedéngungslos dem grousse Führer Erdoğan alles gutthalen, wat hie seet, denkt a mécht. All déi aner sinn déi Schlecht. Dat féiert zu engem Klima vun extreme Spannungen, vu Beschëllegungen. An dat Klima gëtt och bewosst iwwert d'Grenze vun der Tierkei eraus exportéiert, zum Beispill an Däitschland.

De 16. November 2016 hate mer also hei an der Chamber en Zeeche gesat, wéi mer alleguer zesummen dës Entwécklung an der Tierkei condamnéiert haten. An dëst staarkt Zeechen hat leider e Schéinheetsfleck, well niewent där Resolutioun, déi eis Kolleege vun déi Lénk initiéiert haten an déi vun eis alleguer an der Kommissioun opgepäppelt gouf, nach eng zweet Resolutioun um Ordre du jour stoung. An deen eenzege fundamentalen Ënnerscheed war, datt dës Resolutioun, déi deeselwechten Här Mosar déposéiert hat, deen d'Motioun (veuillez lire: d'Resolutioun) vun haut déposéiert huet, e Gel vun den EU-Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei verlaangt hat.

An dës Resolutioun war deemools mat 34 Stëmmen ofgeleent ginn. An e puer Deeg drop koum et zu engem Reload. Firwat? Ech mengen, den Här Mosar huet et erkläert. D'EU-Parlament hat eng Resolutioun gestëmmt, déi der Fuerderung vun der CSV nokënnt.

(Interruption)

Déi Resolutioun war zu Stroossbuerg vun allen EU-Parlamentarier, Lëtzebuerger EU-Parlamentarier bis op d'Madamm Delvaux votéiert ginn. Dat ass eis natierlech net entgaangen. An dat ass eis och net egal.

All d'Considérante vun der Resolutioun vum Här Mosar sinn an eisen Ae korrekt. Si sinn och duerchaus vergläichbar mat deene vun eiser Resolutioun vum 16. November, déi mer do ugeholl haten.

Ech mengen, mer sinn eis heibannen och eens, an dat ass och duerchblécke gelooss ginn, datt d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei de facto op Äis leien. D'Fro, ëm déi et hei geet, ass also éischter d'Fro vum Ëmgang vun eis Europäer mat deenen neie staarke Männer, déi zurzäit an der Politik Héichkonjunktur hunn. Ech schwätze vun deene modernen Despoten, wéi dem Erdoğan, dem Putin; denken awer och u Kaczyński, Orbán, eventuell Trump, et weess ee jo net, wat nach alles ënnerwee ass.

Fir eis Gréng ass et kloer, éischtens, wat eis Wäerter ugeet, d'Mënscherechter, d'Onofhängegkeet vun der Justiz, d'Meenungsfräiheet vun de Leit a vun der Press, do däerfe mer keng Kompromësser maachen. Duerfir sinn d'Verhandlunge mat der Tierkei jo och praktesch agefruer.

Wat d'Diplomatie ugeet, soll eist Signal sinn: Mir klake keng Dier zou. Mir sinn a bleiwe berechenbar. Europa ass e Friddensprojet. Wie wëllt bei eis kommen, muss d'Konditiounen erfëllen, an dann ass hie wëllkomm. A genausou kloer ass: Wien net wëllt bei eis kommen, dee soll dat och soen. Et muss keen an d'EU kommen. Et muss emol keen an der EU bleiwen, wann en dat net wëllt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wéi gi mer mat Despoten ëm? Handele mer nom Alen Testament, Auge um Auge, Zahn um Zahn? Mir mengen, datt dat net de Wee ass.

Knécke mer an? Oder gi mer op eng Provokatioun an? Gi mer der Provokatioun no, wa mer déi Resolutioun hei stëmmen?

Ech mengen, datt et net richteg ass, wa vun de Kolleege vun der CSV gesot gëtt, si géifen déi Resolutioun hei abréngen, well si sech nach wéilten an de Spigel kucken. Ech behaapten, datt mir kënne géint déi Resolutioun stëmmen an eis och an de Spigel kënne kucken. An ech froe mech, ob dann och de Jean-Claude Juncker sech nach kann an de Spigel kucken, well e jo och hei eng aner Meenung vertrueden huet.

Duerfir, bei allem Respekt a bei allem Versteesdemech fir d'Argumentatioun, dee klenge moraleschen Ënnertoun do, op dee kéint ech gutt verzichten. Mir wäerten déi Resolutioun hei net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An den Här Kartheiser ass scho prett. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech soen och dem Här Mosar Merci fir déi Initiativ, déi e geholl huet. D'CSV mécht hei e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass awer nëmmen e Gel temporaire, dee gefrot gëtt.

Ech erënneren drun, datt d'ADR eng aner Positioun huet. Mir denken, datt d'Tierkei net soll Member vun der Europäescher Unioun ginn, well mer eben un den europäesche Gedanken duerchaus gleewen, well mer säin Notze gesinn a well mer gesinn, well mer d'Tierkei jo och gutt kennen an hire Strukturen, an hirer Denkweis, an hirer Kultur, datt eng Europäesch Unioun mat der Tierkei eng komplett aner wär. An all déi, déi soen, d'ADR wär eng eurokritesch Partei, déi solle sech dann hannerfroen, wa se gär hätten, datt d'Tierkei eng Kéier Member an der Europäescher Unioun ass, ob et dann net déi sinn, déi dat fuerderen, déi schlussendlech d'Europäesch Unioun an hirem laangfristege Bestand a Gefor bréngen.

Mir hunn also als ADR eng aner Positioun. Trotzdeem - trotzdeem! - stëmme mer déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi d'CSV proposéiert huet, mat, well mer eben denken, datt et e wichtegt Signal am Ableck ass an, wéi gesot, e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Déi Resolutioun stellt och ganz kloer d'Fro vun der Kohärenz an der Regierungspolitik. Et ass dach an eisen Aen net normal, datt zwou vun deenen dräi Parteien, déi d'Regierung stäipen, zu Stroossbuerg eng aner Positioun vertrieden, wéi se et hei maachen! Déi Blo stëmmen zu Stroossbuerg fir de Gel temporaire. Hei stëmme se dergéint. déi gréng stëmmen zu Stroossbuerg fir de Gel temporaire. Hei stëmme se dergéint.

A wat déi gréng ugeet, ass et och net déi éischte Kéier. Ech erënneren do u CETA an aner Saachen, wou déi gréng zu Stroossbuerg eng aner Positioun vertrieden, wéi mer se hei vertrieden. Mir hate gëschter am Budget vun Doppelzüngegkeet vun där Partei geschwat. Mir hunn e jonke grénge Politiker, deen aus deem Grond elo zréckgetrueden ass. Abee, dat hei ass erëm en neit Beispill vun enger grénger Denkweis, déi dat eent seet an dat anert mécht. A fir eis ass dat wierklech net akzeptabel.

D'Regierunge lafen der Tierkei no. Si wëlle souguer e Sommet maachen. Et ass elo den 10. Mäerz geplangt, fir e Sommet ze maache mat der Tierkei. Ech freeë mech schonn op déi Foto, wien alles do mam Här Erdoğan op déi Foto geet. An dat ass wéinst enger falscher Migratiounspolitik am Ableck, haaptsächlech, wou mer eis an d'Hänn ginn hunn, wou mer erpressbar sinn engem Diktator zu Ankara, deen dat do mécht.

Mir hunn déi Argumenter vum Här Asselborn héieren, dee seng Positioun wëllt justifiéieren. Hie seet, wa mer de Gel temporaire maachen, dann hätte mir keen Afloss méi op Ankara.

Här Asselborn, et ass ëmgekéiert! Ankara huet den Afloss am Ableck op d'Europäesch Unioun. Mir kënnen net erkennen, datt mir géifen en europäeschen Afloss op déi tierkesch Regierung geltend maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann d'Zypern-Gespréicher, sot Der eis, wa mir elo géifen de Gel temporaire maachen, dann hätte mir keen Afloss méi op d'Zypern-Gespréicher, déi ënnert der UNO-Égide lafen, net ënnert der Europäescher Unioun, a wou bis elo an deem,

wat d'Europäesch Unioun an den Zypern-Gespréicher hätt kënne maachen - den Afloss zum Beispill op d'Ankara-Protokoller, datt déi agehale ginn -, ni eppes gemaach gouf.

Firwat dann elo op den europäeschen Afloss op déi Gespréicher insistéieren, deen extrem minim ass a bis elo souwisou ni gegraff huet? Mir hunn e Bréif vum zypriotesche Parlament kritt, eng eestëmmeg Resolutioun vum 2. Dezember, eestëmmeg, vum zypriotesche Parlament…

Ass nach Zäit? Oder ass dat…?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, jo, et ass Zäit. Dir hutt bei de Motiounen net esou vill Zäit.

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah, da maachen ech virun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech war schonn zimlech large.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da maachen ech dat fäerdeg.

…a wou einfach dat zypriotescht Parlament seet, mir sollten ofbriechen.

A wat d'Mënscherechter ugeet, Här Asselborn, an dann halen ech domadder op, mä et wär nach vill ze soen, do wëll ech Iech just soen, datt et dach komesch ass, datt Dir Bäitrëttsverhandlungen zur Europäescher Unioun, zu enger Wäertegemeinschaft féiert mat engem Land, wat no Äre Wierder Nazimethode benotzt, Folter, Ënnerdréckung vun der Press,…

(Interruption)

…Minoritéiten ënnerdréckt an an Nopeschstaten amarschéiert.

Fir eis ass déi Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi elo virläit, en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir stëmmen déi mat.

Merci.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President.

(Interruptions)

Une voix.- Aïe, aïe, aïe!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass jo iergendwéi och kee richtegt Wonner, wann d'EU-Parlament… Bei allem Respekt fir d'EU-Parlament, mä et weess ee jo och, datt et eng Institutioun ass, déi net onbedéngt d'Welt zum Erschüttere bréngt, wa se eng Décisioun hëlt. An de Vott vum Europaparlament muss een an deem Zesummenhang gesinn.

(Interruptions)

Wéi?

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Contrairement zu eis!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo!

(Hilarité)

Mä mir wësse ganz genau, datt vläicht eng Décisioun geholl ginn ass, déi natierlech vu ville Gruppen am Europaparlament ënnerstëtzt ginn ass, déi a Wierklechkeet awer och u sech näischt um Status quo ännert. Et ass scho gesot ginn: Déi Négociatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei, déi leie schonn zënter Joren op Äis. U sech géif dat guer näischt änneren. Duerfir ka sech wahrscheinlech dat Parlament och erlaben, déi Décisioun ze huelen, vu datt se um Status quo näischt wäert änneren.

Also fir eis als déi Lénk, et gouf och scho gesot, mir hate jo schonn eng éischt Resolutioun erabruecht, well fir eis d'Situatioun vun de Mënscherechter an der Tierkei ganz wichteg ass, grad och well an éischter Linn fortschrëttlech Kräften, awer net nëmmen natierlech, mä déi si jo betraff. Op jidde Fall sinn et och lénk a fortschrëttlech Deputéierter, déi am Prisong stiechen. Also, et kann eis net egal sinn, wat do leeft.

Mä grad dowéinst versiche mer trotzdeem, och ze lauschteren, hate mer schonn d'leschte Kéier gesot, wat grad déi Kräften och soen, wat hir Meenung op der Plaz ass, well - et gouf och scho gesot vum Här Angel - si wëllen net, datt mer dee Wee ginn. Éischtens, well et souwisou näischt bréngt, mä zweetens wär et en Argument méi gi fir den Här Erdoğan, fir seng Positioun nach ze verstäerken an ze verhäerten an der Tierkei. An ech mengen, da gi mer genau an eng aner Richtung.

Wann een awer wéilt vläicht e bësse méi seriö diskutéieren, da kéint ee vläicht aner Dossieren opmaachen. An et ass eng Fro, déi ech opwerfen zum Beispill. Mä et kéint een iwwert d'NATO diskutéieren. Dat ass eppes ganz Konkretes, an ech mengen, do wier vläicht d'Regierung zu Ankara e bësse méi sensibel, wann een deen Dossier do géif opmaachen. Oder et misst een déi ganz Geschicht vläicht och op UNO-Niveau diskutéieren.

Mä ech mengen, dat heiten ass kontraproduktiv, wa mer déi heite Resolutioun géifen unhuelen. Duerfir wäerte mer wéi d'leschte Kéier eben och erëm eng Kéier net derfir stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm, an d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, Här President, ech soen Iech an der Chamber Merci, dass ech nach eng Kéier däerf d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an där Fro hei ënnersträichen. Ech kann nëmmen hei oder ech wëll och nëmmen hei a Stéchwierder schwätzen, well beim leschten Débat hu mer dat an allen Detailer gemaach.

D'Mënscherechter, d'Rechtsstaatlechkeet ginn net verbessert, wa mer iergendeng Form vu Stopp, vun Ofbriechen oder vun Afréieren an der Europäescher Unioun décidéieren. Vill Millioune Leit, dat ass e Fait, gleewen nach ëmmer un d'Europäesch Unioun an der Türkei. Dat wier en total falscht Signal.

An ech géif och soen, Här Mosar, et muss een oppassen, wann Der Aussoe maacht, dass fir d'CSV d'Mënscherechter keng eidel Wierder sinn. Déi Leit, déi an der Türkei am Prisong sëtzen, ob Türken, ob Kurden, ob Journalisten oder ob Oppositiounspolitiker, soen eis ganz kloer: Mir sollen dee Schrëtt net maachen. Och déi wëssen, wat d'Mënscherechter sinn!

Ech wëll och soen, dass a Saachen Zypern ech absolutt net averstane sinn, wat hei elo grad gesot ginn ass. Souwuel déi zypriotesch Regierung wéi déi griichesch Regierung soen eis, am Januar kéint en Duerchbroch geschéien, Januar 2017, a mer sollen näischt maachen, wat do dergéint geet, d'Polver och net verschéissen a Saachen Drock maachen, schlechten Drock maachen, wann dee Projet vum Erëmaféiere vun der Doudesstrof sollt kommen.

Also, fir kloer ze sinn, d'Europaparlament ass dat engt - an ech respektéieren d'Europaparlament -, de Ministerrot ass dat anert. 27 Ministere vun 28 waren där Meenung, déi ech elo hei vertrueden hunn, déi mer hei zesumme beschloss hunn als majoritär Positioun an der Kommissioun. Et ass hei gesot ginn: De President vun dem Conseil européen huet mat Recht refuséiert, déi Fro do op de Conseil européen ze bréngen, dëst am Zesummespill mam President vun der Kommissioun an och mam President vum Parlement européen. Och dat, mengen ech, muss een ënnersträichen.

Also, et ass just schued, dass am leschte Conseil des ministres mer et net fäerdegbruecht hunn - duerch d'Positioun vun engem Ausseminister -, Konklusiounen iwwert de Balkan ze kréien, wat erbäärmlech ass. Dat ass zënter zwielef Joer net de Fall gewiescht an dat muss och séier redresséiert ginn. An, wéi ech héieren hunn, ass Wien do amgaangen, fir do d'Kéier ze kréien.

Also Fazit: Kritik, schaarf Kritik, keng eidel Wierder un d'Adress vun der türkescher Regierung, mä d'Kanäl oploossen, fir Afloss ze behalen a fir Drock ze maachen. Duerfir géif ech bieden, dass d'Chamber sech un déi Linn hält, déi mer hei virun e puer Woche fixéiert hunn, an déi Positioun, déi selbstverständlech mat Recht d'CSV huet, net guttheescht.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Ganz kuerz, Här President. D'Madamm Brasseur hat virdrun eng Fro gestallt, ob mer net wéilten hiren Amendement unhuelen. Ech soen der Madamm Brasseur, datt mer dat net maachen, well déi Resolutioun, déi mir proposéieren, ass u sech e Copy-paste, Copy-paste! Mir hu kee Wuert geännert un där Motioun (veuillez lire: Resolutioun), déi vun der liberaler Fraktioun an dem Här Verhofstadt am Europaparlament erabruecht ginn ass. An den Här Verhofstadt huet eigentlech d'Droits d'auteur vun där Motioun (veuillez lire: Resolutioun) a mir wäerten näischt dorunner änneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Positioune schéngen also kloer ze sinn. An ech géif dann d'Resolutioun zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motioun (veuillez lire: D'Resolutioun) ass bei 26 Jo-Stëmmen a 34 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Domat géif ech och dovunner ausgoen, dass d'Chamber déi Resolutioun vu virun e puer Woche bestätegt huet.

(Assentiment)

Voilà!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da géif ech zu der nächster Motioun iwwergoen. Och do ass den Auteur den Här Laurent Mosar, an et dréit ëm deen Drama, dee sech zu Aleppo ofwéckelt. Merci.

4. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep

(La motion déposée en séance publique n°15 du 14 décembre 2016 est retirée et remplacée par une nouvelle motion déposée par M. Laurent Mosar en son nom personnel et en celui de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration)

Motion

La Chambre des Députés,

- bouleversée par la situation sécuritaire générale en Syrie après une guerre meurtrière qui dure depuis près de six ans, avec plus de 300.000 morts, près de 6,3 millions de personnes déplacées à l'*intérieur du pays et plus de 4,8 millions de réfugiés dans les pays voisins et dans le reste du monde;*

- outrée par la politique de brutalité du régime du président syrien Bachar el-Assad et de ses alliés et par l'utilisation de la stratégie de sièges à Alep mais aussi dans bon nombre d'autres endroits en Syrie;

- choquée par les actes barbares des groupes terroristes et djihadistes tels que l'«État islamique» / Daech et le Front Fatah al-Gham (anciennement Front al-Nosra);

- condamnant avec fermeté les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés en Syrie et en Irak;

- consternée par la situation dramatique et tragique à Alep qui fait endurer aux habitants de cette ville un véritable martyre;

- préoccupée par le sort de la population civile et tout particulièrement des enfants d'Alep;

- exprimant sa solidarité avec la population civile à Alep et en Syrie;

- déplorant l'impuissance de la communauté internationale à trouver une issue à cette crise politique et humanitaire, à tous les niveaux, y compris celui de l'Union européenne, et la longue incapacité de l'Organisation des Nations Unies face à cette crise en Syrie et en particulier à Alep;

*- saluant l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la résolution 2328 destinée à faciliter l'*évacuation des civils des secteurs est d'*Alep par le déploiement d'observateurs de l'ONU;*

- exprimant l'attente que les termes de cette résolution du Conseil de sécurité seront respectés par toutes les parties au conflit en Syrie afin d'en permettre la mise en œuvre;

- exprimant l'espoir que les efforts en cours pour mettre en place sous les auspices de l'ONU un mécanisme d'établissement des faits permettront dans le futur de juger les responsables des crimes commis en Syrie depuis mars 2011;

- rappelant l'engagement pris par le Gouvernement de contribuer 7,5 millions d'euros par an jusqu'en 2020 par un soutien aux activités des ONG et agences onusiennes présentes en Syrie,

invite le Gouvernement

1. à soutenir toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep mais également dans le reste de la Syrie;

2. à soutenir l'installation de couloirs humanitaires permettant l'accès immédiat, en toute sécurité et sans restriction, condition ni entrave, de l'aide humanitaire à la population civile;

3. à intervenir auprès de toutes les parties au conflit afin de garantir l'évacuation sûre de la population civile et des combattants des quartiers d'Alep touchés par le conflit, dans les termes prévus par la résolution 2328 du Conseil de sécurité;

4. à s'engager en faveur de la reprise des pourparlers inter-syriens, sous les auspices de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, afin d'offrir une paix durable au peuple syrien;

5. à s'engager dans les instances de l'Union européenne pour que cette dernière joue un rôle plus actif dans la recherche de solutions à tous les aspects de la crise syrienne, en concertation avec toutes les parties régionales, la Russie et les États-Unis ainsi que les Nations Unies;

6. à intervenir auprès de la Commission européenne afin d'intensifier et d'augmenter l'aide humanitaire de l'Union européenne pour Alep et la Syrie;

7. à poursuivre ses efforts humanitaires et son aide d'urgence en faveur de la population civile d'Alep et de Syrie conformément aux engagements pris lors de la Conférence de Londres en février dernier;

8. à soutenir les efforts déployés au niveau de la communauté internationale en vue de traduire en justice les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur.*- Här President, Här Ausseminister, Dir Häre Ministeren, léif Kolleginnen a Kolleegen: „Et ass d'Enn vun der Mënschlechkeet." Esou huet d'amerikanesch Vertriederin bei de Vereenten Natiounen, d'Madamm Samantha Power, virun e puer Deeg d'Situatioun am belagerten Aleppo beschriwwen.

Mat e puer Kolleegen hei aus der Chamber hate mer virun enger Woch d'Geleeënheet, bei enger Konferenz derbäi ze si mam Buergermeeschter vun Ost-Aleppo an dem Dokter Pitti, engem fréiere Militärdokter vun der franséischer Arméi, dee ganz aktiv am Moment a Syrien ass.

Ech muss Iech perséinlech soen, datt déi Beschreiwung, déi dës zwee courageiert Mënsche vun der Situatioun zu Aleppo gemaach hunn, mech net nëmmen extrem beréiert huet, mä mech och opgewullt huet.

Wann ee sech dee Video, dee mer do gesinn hunn, iwwert déi Weesekanner ukuckt an an deenen hir traureg Ae kuckt, da kënnt een net derlaanscht, sech vill Froen ze stellen, och Froen iwwer eiser aller Verantwortung un där humanitärer Katastroph, déi sech am Moment a Syrien, awer ganz besonnesch zu Aleppo ofspillt.

Aleppo ass esou gutt wéi gefall an et ass ze spéit, fir doriwwer ze kräischen. Et ass ze spéit, fir sech ze froen, wat mer enges Daags eise Kanner erzielen, wat mer an d'Geschichtsbicher schreiwen, fir eis Ohnmacht an eist Ewechkucke vun enger ganzer Generatioun ze justifiéieren. Et ass ze spéit, fir eist Onvermeigen ze erklären, firwat datt mir eis net mat alle Moyenen dergéintgestäipt hunn, datt d'Zivillbevëlkerung a Syrien wärend Jore mat Streebommen a Chlorgas bombardéiert ginn ass.

Dësen Zivillkrich wäert eng traureg Éiereplaz am Patrimoine mondial vun der Onmënschlechkeet kréien. Mam Fale vun Aleppo wäert och e Stéck vun eis mat falen, näämlech déi humanistesch Wäerter, op déi mer esou stolz an Europa sinn an déi mer och ëmmer wëllen dobausse viru vermëttelen.

Mir kënnen och hei net soen, mir hätten et net gewosst. Mir kënnen zum Beispill net behaapten, datt mer net au courant waren, datt an deene leschte Méint a Jore systematesch Spideeler bombardéiert gi sinn. Mir kënnen och net soen, mir hätten net gewosst, wat géif zu Ost-Aleppo oflafen, well déi wéineg Awunner hunn all Dag hiert trauregt Schicksal iwwert d'sozial Réseauen ëmmer erëm nei dokumentéiert. «Parfois on se demande ce qui est plus douloureux: le bruit des bombes ou le silence du monde?», huet ee vun deene wéinegen Iwwerliewende vun Ost-Aleppo an de Sozialnetzer gepost.

Här President, haut ass net de Moment, fir iwwert d'Responsabilitéit vun dëser humanitärer Katastroph eng detailléiert Analys ze maachen. Ech mengen och net, datt et hei nëmmen een eenzelne Responsabele gëtt. Ugefaange mat der Responsabilitéit vum Assad-Regimm a vu sengen Alliéierten, Russland an dem Iran, derniewent awer och vun all deenen terroristeschen Organisatiounen, déi vun der Situatioun profitéieren, fir sech an deem opgewulltene Land ze positionéieren.

Och d'Amerikaner hu sech sécherlech an dësem Konflikt net mat Glanz bekleckert, souwéi all déi arabesch Nopeschstaten, déi duerch d'Ënnerstëtzung vun där enger oder anerer Säit nach Uelech op d'Feier geschott hunn an déi derzou bäigedroen hunn, datt Zéngdausende vun onschëllege Mënschen, virun allem Muslimen, awer och vill Chrëschten, Jesiden an aner ethnesch Minoritéite massakréiert gi sinn.

Och ganz besonnesch d'Vereenten Natiounen, awer och d'Europäesch Unioun hunn et leider net fäerdegbruecht, dat Schlëmmst hei ze verhënneren. An och mir alleguer droen en Deel vun där Responsabilitéit, well mer vläicht net genuch eis Stëmm erhuewen hunn a vläicht och ze vill gläichgülteg virum Schicksal, ganz besonnesch vun der Zivillbevëlkerung waren. Déi franséisch Journalistin Delphine Minoui huet am Kontext vun Aleppo vun engem - ech zitéieren - «échec des consciences endormies» geschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat kënne mir Deputéierten, awer och all eenzelne Bierger konkret ënnerhuelen, fir déi dramatesch Situatioun vun der Zivillbevëlkerung zu Aleppo wéi och déi an anere syresche Stied ze erliichteren? Mir kënnen a mir mussen als Politiker Drock maachen op eis Regierung, datt d'Evakuatioun vum Ostdeel vun Aleppo - an datt si och an deem Sënn intervenéiert - endlech a Sécherheet fir déi betraffen Awunner kann iwwert d'Bün goen. Mir mengen och, datt et eng gutt Iddi wier, fir dës Evakuatioun vun den Observateure vun de Vereenten Natiounen begleeden a surveilléieren ze loossen.

Mir kënnen eis staark derfir maachen, souwuel perséinlech wéi als Politiker um Niveau vun der Europäescher Unioun, wéi awer och um Niveau vun der Kooperatiounspolitik, fir datt déi humanitär Hëllef verstäerkt an deenen nächsten Deeg a Syrien bei de Mënschen ukënnt. Dat alles froe mir an där Resolutioun (veuillez lire: Motioun), wou ech frou sinn, datt se vun allen an der Chamber vertruedene Fraktioune gedroe gëtt a wou ech och dem Kolleeg Marc Angel wëll e ganz besonnesche Merci ausdrécke fir säi proaktiven Engagement an datt en och d'accord war, déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) gemeinsam ze droen.

Mir kënnen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun allem eppes, näämlech eis Stëmm erhiewen a soen: „Et geet elo duer!" Et ass Zäit, fir ze erwächen an zesumme mat villen anere Parlamentarier a Politiker a Parlamenter an anere Länner géint d'Gläichgültegkeet an d'Feigheet unzekämpfen. Eis gemeinsam Resolutioun (veuillez lire: Motioun) ass e wichtegt Signal, an et steet der Lëtzebuerger Chamber gutt zu Gesiicht, heimadder nach eng Kéier hir Solidaritéit mam syresche Vollek, awer och ganz besonnesch mat der syrescher Zivillbevëlkerung auszedrécken.

An deem Sënn e grousse Merci un all déi, déi dës Resolutioun (veuillez lire: Motioun) wäerten herno ënnerstëtzen. Doriwwer eraus geet et awer virun allem drëm, fir all Mënschemméiglecht ze maachen, fir en anert Aleppo net nach eng Kéier méiglech ze maachen. Net a Syrien, awer och néierens aneschters op der Welt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Här Marc Angel.

Discussion générale

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, ech schléisse mech natierlech deem un, wat den Här Mosar gesot huet. Ech wëll mech och senge Mercien uschléissen. Et ass wichteg, dass mer hei elo eng gemeinsam Motioun hunn, déi mer zesummen ausgeschafft hunn an déi mer och mat Hëllef vum Minister konnten op de Pabeier bréngen.

Ech wollt soen, dass dat, wat mer déi lescht Wochen an déi lescht Méint gelies hunn, gesinn hunn, a besonnesch och d'Situatioun vun Aleppo, am Fong d'Grenze vun deem, wat eis Virstellunge waren, sprengt. An ech war och op där Konferenz, déi den Här Mosar ugeschwat huet, déi vum Cercle culturel syrien a vun engagéierte Biergerinnen a Bierger hei zu Lëtzebuerg organiséiert ginn ass mam Buergermeeschter vun Aleppo-Osten a mam Professer Raphaël Pitti.

Deen Dag drop war iwwregens nach eng aner Konferenz vum Europaparlament organiséiert mat den zwee jesidesche Laureate vum Prix Sakharov. A wann een dat dann esou no materlieft, da gesäit een nach eng Kéier, wéi recht een hat, wann ee seet: „Den Droit international humanitaire ass dout." Ass en nach ze retten? En ass gerett ginn, net fënnef vir Mëtteg, mä eng Minutt vir Mëtteg, andeem et leschte Méindeg zu deem Vott komm ass vun där Resolutioun am UNO-Sécherheetsrot.

Dës Resolutioun ass ee vun deenen zwee Punkten, op déi ech wëll agoen, wat déi nei Elementer sinn an der Motioun par rapport zum éischte Virschlag vum Här Mosar. Am UNO-Sécherheetsrot ass et also dann de leschte Méindeg endlech an no laangen a schwierege Verhandlungen, gepusht vu Frankräich - Frankräich war iwwregens ënnerstëtzt vun allen aneren EU-Länner -, wéi gesot, do zum Kompromëss komm. A Russland huet zum Gléck kee Veto ageluecht.

Dës Resolutioun fuerdert, fir dass Beobachter vun der UNO kënnen zu Aleppo um Terrain präsent sinn, fir d'Evakuatioun vun der Zivillbevëlkerung aus dem Ostdeel vun Aleppo ze iwwerwaachen. Dass dëst batter néideg ass, mengen ech, erkenne mer och dorunner, dass mer ëmmer nach widderspréchlech Informatiounen aus deem Gebitt kréien. An dofir ass et wichteg, dass dës Resolutioun elo onofhängege Beobachter Zougang gëtt an dass dës Resolutioun, wéi virdru gesot, wéi ech gesot hunn, och vu Russland gedroen ass.

Dat Allerwichtegst ass awer natierlech, dass dës Resolutioun och um Terrain ëmgesat gëtt an dass déi Dausende vun Leit, déi haut nach ëmmer am Oste vun Aleppo ënner schreckleche Bedéngungen ausharren, kënnen a Sécherheet bruecht ginn. Dofir hu mer an dëser gemeinsamer Motioun d'Fuerderung un ons d'Regierung derbäigesat, sech bei alle Konfliktparteien derfir anzesetzen, dass dës Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot och ëmgesat gëtt.

Zweetens fuerdere mer d'Regierung op, all Efforten op internationalem Plang ze ënnerstëtzen, fir alleguerten déi, déi zu Aleppo, net nëmmen zu Aleppo, mä och am Rescht vu Syrien an am Irak Mënscherechtsverletzungen a Krichsverbriechen ausüben, viru Geriicht ze bréngen. Mir hunn an deene leschten Deeg ëmmer erëm héieren, dass den Droit international humanitaire dout wier.

Ah jo, dëse brutale Krich a Syrien, grad wéi déi brutal Attacken, déi ëmmer erëm am Irak stattfannen, loossen dës Fro wierklech opkommen: Wat ass den Droit international humanitaire nach wäert, wann hie vun de Krichsparteie konsequent ignoréiert a violéiert gëtt, wa souguer geziilt op Strukture geschoss gëtt, an deene sech virun allem Zivilisten ophalen, wéi zum Beispill Spideeler a Schoulen, a wa mir hei derzou verdaamt sinn, dobäi just nozekucken? Dofir, zumindest ass et immens wichteg, dass mer alles drusetze mussen, déi Verbriecher fir hir Verbrieche viru Geriicht ze veruerteelen.

An net méi spéit wéi gëschter ass am UNO-Sécherheetsrot eng Resolutioun diskutéiert ginn. Et war bis spéit an d'Nuecht an, ech mengen, se ass och ugeholl ginn, no menge leschten Informatiounen, déi en internationalen an onofhängege Mechanismus fuerdert, fir dass dës Verbrieche mussen ënnersicht ginn an dass déi Responsabel viru Geriicht musse bruecht ginn. An dëser Fuerderung schléisse mer ons natierlech an dëser Motioun och un.

Mir hunn och déi vill Efforten an eis Motioun derbäigesat, déi Lëtzebuerg scho gemaach huet, Engagementer, déi et geholl huet. Bei der Conférence de Londres am Februar 2016 hu mer eis engagéiert, 37,5 Milliounen bis 2020 fir d'Action humanitaire a Syrien fräizesetzen. Dat si 7,5 Milliounen pro Joer.

A mir kruten och vum Kooperatiounsminister Schneider an der Kommissioun erkläert, dass vun deene 7,5 Milliounen een Drëttel - 2,5 Milliounen also - u Lëtzebuerger ONGe ginn, déi a Syrien aktiv sinn. Een Drëttel geet un UNO-Agencen. An een Drëttel geet un d'Unicef, fir de Programm „No Lost Generation" fir d'Flüchtlingskanner aus Syrien, dass déi e Recht op Éducatioun hunn. Dat ass eppes, wat mer begréissen, a mir encouragéieren och d'Regierung, an déi dote Richtung weiderzegoen.

Dat gesot, wäert d'LSAP dës Motioun och matstëmmen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Angel. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, zënter dem Mäerz 2011 ass Biergerkrich a Syrien. Ech hunn hei lescht Zuele vum syreschen Zentrum fir politesch Fuerschung. Do gëtt vu 470.000 Doudeger geschwat, 11,5% vun der Populatioun sinn entre-temps gestuerwen oder verletzt. De materielle Schued gëtt op ronn 226 Milliarden Euro geschätzt. Et ass ouni Zweifel e Krich vu ganz grousser Barbarei. Ech erënneren drun, datt virun zwee Joer Gëftgas do agesat gouf.

Mä haut, et ass net méi e klassesche Biergerkrich, mä et ass e Krich, deen eng international Dimensioun kritt huet, well et sinn eng ganz Rei Akteuren, déi entre-temps do eng gewësse Roll spillen. D'Tierkei a Saudi-Arabien si fir eng Interventioun géint den Assad-Regimm, Russland an den Iran kämpfen op der Säit vum Assad, am Norde vu Syrien ass de syreschen Aarm vun der tierkescher kurdescher Aarbechterpartei PKK, am Süde sinn et d'Drusen, verschidde Rebellemilize fonctionnéieren ënnert dem Dschabhat Fatah asch-Scham a salafistesche Gruppen. Den IS wëllt de Stat Syrien ganz ofschafen. An et sinn nach eng Rei Punkten, déi een hei kéint ouni Zweifel opzielen.

Ech mengen, wéi gesot, dee Konflikt do beinhalt extrem vill negativt Potenzial. A wann de Westen zum Beispill géif mat den arabesche Golfstaten intervenéieren, da wéisste mer, wat d'Konsequenz wier: Dann hätte mer en direkten amerikanesch-russesche Konflik. Duerfir mussen all Moossname geholl ginn, fir, wéi gesot, ee méi gréisseren Ausbroch vun engem Krich hei definitiv ze verhënneren.

Duerfir begréisse mer och als Demokratesch Partei d'Initiativ hei vun dësem Parlament. Och wann natierlech den Afloss vun enger lëtzebuergescher Chamber limitéiert ass, esou däerfe mer awer net vergiessen, datt awer och dëse Krich direkt Auswierkungen op eis, op Lëtzebuerg hei huet, an och op eng Rei vu Gemengen. Ech wëll nëmmen hei och un d'Flüchtlingszentren erënneren, déi amgaange sinn aménagéiert ze ginn oder wäerten entstoen, well, wéi gesot, och dat eng direkt Konsequenz vun deem barbaresche Krich hei ass.

Aleppo steet ouni Zweifel zënter Méint fir eng besonnesch brutal Symbolik vun dësem Krich. Leit ginn do agespaart, kréien emol net méi elementar Moyenen, fir kënnen ze iwwerliewen. Duerfir muss och déi UN-Resolutioun, déi elo den 19. Dezember geholl ginn ass, 2328, eng gewëssen Hoffnung duerstellen, nodeems jo awer och sechs Initiative vu Russland blockéiert gi waren.

An ech wëll och hei de franséischen Ambassadeur bei der UNO, den Här François Delattre, zitéieren, deen am Virfeld vun der Ofstëmmung gesot huet: «Alep risque d'être le tombeau de l'ONU.» An dat ass richteg. Wann, wéi gesot, hei net déi doten Initiativ geholl gi wär, da wär d'Katastroph mat Sécherheet definitiv virprogramméiert ginn. Datt muss konkret Hëllef um Terrain geleescht ginn, ass ganz evident. Et ass inakzeptabel, wéi gesot, datt do och nach de Korridor verschloss ginn ass, fir datt d'Leit kéinten evakuéiert ginn.

Natierlech kéint een hei iwwert den neie Rôle och vu Russland diskutéieren. Ech wëll dat elo net maachen. Dat ass och vläicht net onbedéngt haut hei de Rôle vun der Diskussioun. Mä et däerf een awer net vergiessen, datt Russland hei elo e bëssen en neie Wee gaang ass. Well wien huet am Fong geholl de Korridor zougemaach? Dat waren u sech schiitesch Milizen. A mir wësse jo och, op wéi enger Säit datt déi stinn.

Allerdéngs soll een och elo net ze vill Optimismus hei kréien. Et weess een, datt dee Konflikt mat Sécherheet nach net haut an och net muer geléist wäert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt mir eis hei musse fir méi humanitär Hëllef asetzen, net nëmmen direkt wat Aleppo ubelaangt, mä wat Syrien insgesamt ubelaangt. Wie sinn ëmmer déi grouss Leidend? Dat sinn natierlech d'Zivillpopulatioun a virun allem Fraen a Kanner. Duerfir muss een enorm grousse Respekt och hei vis-à-vis vun deene villen ONGe weisen, vis-à-vis vun MSF, déi net scheien, sech do um Terrain ze engagéieren.

A leider hu jo besonnesch déi Konflikter eng nei Perversitéit entwéckelt, well haut net méi gezéckt gëtt, fir besonnesch dann awer och kruzial Punkten ze attackéieren. Ech wëll hei drun erënneren, datt net méi spéit wéi de leschte 6. August an der syrescher Stad Millis eng Klinik attackéiert gouf, wou MSF aktiv war. 13 Leit koumen ëm d'Liewen, ënner anerem fënnef Kanner. Dowéinst ass et ganz evident, datt mer eis Hëllef, wou mir et als Lëtzebuerg maachen, och weiderhi mussen op deem héijen Niveau halen.

Leider muss een och feststellen, datt d'EU bis elo net onbedéngt déi allerbeschte Roll an deem ganze Konflikt gespillt huet. Et spiert een, datt et do un engem gewëssene Profill feelt. Et spiert een och, datt et un enger gewëssener Eenegkeet feelt. An ech wëll och hei vläicht op eng Ausso vum nach däitschen Ausseminister Frank-Walter Steinmeier erënneren. Hien huet gesot, et gëtt kee Waffestëllstand ouni den Assad, awer och keng Zukunft a Syrien mam Assad. An dat ass och richteg. An et solle sech och vläicht Länner wéi Spuenien, wéi Éisträich dorunner halen. Evident ass, datt natierlech och mussen an Zukunft weider Négociatioune gefouert ginn, fir en dauerhafte Fridde kënnen ze erreechen.

An ech wëll och un d'UN-Resolutioun 2254 hei erënneren, déi virun engem Joer geholl ginn ass, wou jo och wierklech op e politesche Wiessel a Syrien higeschafft gouf.

Mir begréissen, wéi gesot, als Demokratesch Partei virun allem, datt awer och hei zréckbehale ginn ass an där Motioun, datt d'Krichsverbriecher, wann dee Konflikt eng Kéier op en Enn kënnt - a mer hoffen dat -, och esou séier wéi méiglech solle virun den Internationale Geriichtshaff gestallt ginn.

Ofschléissend si mer frou, datt mer och hei als Parlament dës Initiativ ënnerhuelen, well et ass wichteg, datt mer all Moyene notzen, fir datt dat wierklech schéint, historesch wäertvollt Land net ganz dem Ënnergang geweit ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Wann ech mer selwer hätt kënnen eraussichen, iwwer wéi ee Sujet ech elo fir d'Lescht hei géif an der Chamber virun de Feierdeeg an am Joer 2017 schwätzen, wier et bestëmmt net Syrien an Aleppo gewiescht, well eigentlech ass dat, wat do geschitt, eppes, wat mir d'Schwätze schwéier mécht. An ech hu mer och iwwerluecht, ob een net einfach soll soen: Kommt, mer maachen eng Schweigeminute, eng Denkpaus, well d'Politik do eigentlech op allen Ebene versot huet!

D'Politik huet versot a Länner hu versot: d'USA, Russland, d'Europäesch Unioun, China, Iran, d'Tierkei. Kee Land ass positiv an dëser Géigend opgefall. De Libanon, Palästina, Israel an Irak, dat sinn ënner anerem Nopeschlänner, a mer wëssen och alleguer, datt d'Sécherheetslag och an deene Länner alles anescht ass wéi gutt an och wéineg Plaz fir Optimismus léisst.

Besonnesch traureg mécht eis natierlech och, datt d'UNO versot huet am Syrien-Konflikt. Dëse Méindeg ass no laangem Hin an Hier d'Resolutioun 2328 vum UN-Sécherheetsrot ugeholl ginn. Gutt, datt et endlech dozou komm ass! D'UNO huet am Dossier Syrien ganz laang versot. A mir mengen, datt dat och virun allem mam Fonctionnement ze dinn huet. D'Vetorecht dierft eigentlech net gëllen, wann et ëm d'elementar humanitär Mënscherechter geet.

An der Resolutioun 2328 steet véiermol den Term „Droit international humanitaire". Dorënner versteet een eigentlech e Regelwierk, dat soll gëllen, fir am Krichsfall d'Zivillpopulatioun an d'Zivillinstallatiounen ze schützen. Den Droit international humanitaire, esou wéi en an de Konventioune vu Genève 1949 festgehale gouf, ass eng Weiderentwécklung vum Krichsrecht a geet zréck bis op d'19. Jorhonnert an op d'Grënnung vum Internationale Roude Kräiz.

D'Mënschheet war zu der Erkenntnis komm, datt och am Krichsfall elementar humanitär Wäerter net dierften ausgeschalt ginn. Mä genee dat ass a Syrien geschitt! An et ass fir eis ganz schwéier oder eigentlech onméiglech ze soen, ob et och nëmmen ee Grupp gëtt, dee sech net Verstéiss géint elementär humanitär Wäerter misst virwerfe loossen. Spideeler a Schoule si bombardéiert ginn, Ziviliste sinn als Geisel geholl ginn, den Honger ass als Waff agesat ginn, Folter, Mord. A Syrien ass näischt ausgelooss ginn, wat dem Mënsch vu Grausamkeet kann afalen.

Mir begréissen an ënnerstëtze selbstverständlech déi Motioun vun den Häre Mosar an Angel. Déi Motioun ass eng Drëps op de waarme Stee vum Ohnmachtsgefill, wat mer hu vis-à-vis vun de schrecklechen Zoustänn a Syrien.

Jo, mir si bereet, Suen zur Verfügung ze stellen engersäits fir Aide humanitaire directe, anerersäits och fir den Opbau, wann erëm un en Opbau ze denken ass.

Si mer dann och bereet, weider Flüchtlingen opzehuelen, wa mer, wéi den Här Mosar gesot huet, an déi traureg Ae kucken? Wat ziele mer eise Kanner, wa mer dat net maachen? Kommt, mir loossen eis net dovun ofhalen, mënschlech ze denken an ze handelen, och wann Terroriste sech ënnert déi Leit mëschen, déi op der Flucht sinn!

Jo, kommt, mir dokumentéieren, wat a Syrien geschitt! Och wann Aleppo eis zweifelen a verzweifele léisst, ob de Mënsch fäeg ass, aus der Geschicht ze léieren, da menge mer awer, datt mer d'Hoffnung net däerfen opginn, eng Kéier Kloerheet an deem Drama ze kréien. Fir datt an Zukunft d'Grausamkeet, d'Mënscherechtsverletzungen an d'Krichsverbrieche kee Persilschäi kréien, musse mer dokumentéieren, fir datt déi Generatiounen no eis kënne jugéieren an eventuell korrigéieren. Eis Generatioun schéngt dat jo net fäerdegzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir deelen als ADR selbstverständlech all déi humanitär Suergen a mir leiden am Geescht mat deenen, déi dohannen an der Nout sinn. Mir soen och dowéinst dem Här Mosar an dem Här Angel an all deenen, déi matgeholl hunn, dësen Text opzesetzen, Merci fir deen Effort. Et ass ganz wichteg.

An deem onendlech ville Leed, wat mer a Syrien hunn, musse mer selbstverständlech d'UNO ënnerstëtzen. An ech sinn och frou, datt Lëtzebuerg do en Effort mécht. Deen Effort soll och grousszügeg sinn a bleiwen an de Besoinen entspriechen, déi op der Plaz sinn. A mir solle selbstverständlech dat humanitäert Vëlkerrecht ënnerstëtzen.

Firwat ass dee Krich a Syrien? Och dat musse mer eis ëmmer froen. En ass net nëmmen e Biergerkrich, dat ass e vläicht ëmmer manner. Et ass e Krich ëm Uelech, et ass e Krich ëm den Tracé vu Pipelinen an där Regioun. Et ass eng Décisioun, déi geholl ginn ass, nodeem de President Assad décidéiert huet, wie wéi eng Pipelinen duerch Syrien däerf bauen a wien net.

Et gëtt vill aner regional Akteuren. Den Här Graas huet der e puer opgezielt. Et gëtt d'Tierkei, mat där mer jo den 10. Mäerz e Sommet hunn, déi do hire Problem mat de Kurden oder territorial Usprëch wëllt duerchsetzen. Et gëtt anerer. Den „regime change" ass och esou eng Saach, déi Doktrinn vum „regime change", wou jo an engem Kader vun engem „wider Middle East" gedreemt gouf, fir Diktatoren duerch Demokratien an där Géigend ze ersetzen. D'Resultat gesi mer! Mir gesinn et am Irak, mir gesinn et a Libyen a mir gesinn et elo a Syrien.

An dowéinst ass et och interessant, fir ze gesinn, wéi déi nei amerikanesch Administratioun hir Attitüd zu der Doktrinn vum „regime change" bäibehält oder wiesselt - anscheinend jo wiesselt.

Mir mussen eis rappeléieren, datt mer Sanktioune géint Syrien a Kraaft hunn, Sanktiounen, ënnert deenen och d'Zivillbevëlkerung leit an déi och derzou bäidroen, datt Flüchtlingen an Europa komm sinn. Bei der Tierkei wëlle mer keng Sanktiounen huelen. Beim syresche Vollek hu mer Sanktioune geholl!

An et ass natierlech de Kampf géint den Terrorismus, den Islamesche Stat, eng erbäermlech Mäerderband, déi och elo erëm eng Kéier zu Berlin gewisen huet, wéi se ass.

Aleppo ass awer och eng Plaz vu ganz vill - wéi a ville Kricher, wou d'Wourecht ëmmer dat éischt Affer ass -, eng Plaz vu vill Propaganda, an et muss ee ganz gutt Uecht dinn, fir ze wëssen, wat ee seet a wiem ee wéi eng Reprochë mécht.

Ech halen op, well ech héieren, datt den Här President mech un d'Zäit erënnert. Dofir wëll ech mat engem Saz ophalen. Mir mussen eis och iwwerleeën, ob mer net an en duebele Standard eraginn: ob mer net higinn an den Ënnerscheed maachen, terminologesch, tëschent deene gudden Terroristen, dat sinn eis, an deene béisen Terroristen, dat sinn déi aner.

Ass et net och eng Schan fir eis, datt mir als Westen, als Natiounen, déi un Demokratie a Mënschewäerter gleewen, mat engem Sammelsurium vun, wa mäi lescht Ziele stëmmt, 17 verschiddene Mouvementer zesummeschaffen an zesummekämpfen, vun deenen der eng Partie net besser si wéi de Regimm vum President Assad, duerch déi mer keng Verbesserung fir dat syrescht Vollek géife kréien oder hierféieren, wa se da géifen un d'Muecht kommen?! An al-Nusra oder al-Sham gehéieren och dozou. Ech mengen, och eis Glafwierdegkeet steet an der Wiel vun eisen Alliéierten a Syrien um Spill.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An als leschte Riedner hunn ech den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz: zwou Minutten. 2011 ass et u sech wierklech lassgaange mat der Revolutioun an Tunesien, eng Revolutioun, déi sech géint e Regimm adresséiert huet, dee laang Zäit och ganz gutt befrënnt war och mat Lëtzebuerg a mat Europa. Ech ka mech souguer nach erënneren - deemools war ech Journalist, an Tunesien ass e Land, wat ech och e bësse kennen aus perséinleche Grënn -, datt eng Woch virdrun eng Visitt annoncéiert war, eng Woch ier d'Revolutioun lassgaangen ass, an an engem Pressecommuniqué ass dee Regimm als e Modell duergestallt ginn.

Et ass duerno weidergaangen an Ägypten, et ass duerno weidergaangen a Libyen. Do ass et schonn e bëssen degeneréiert: Do huet misse bombardéiert ginn. Et ass och weidergaangen a Syrien. All Kéiers waren et Mënschen, déi sech opleene géint Autokratien, géint Kleptokratien, géint Regimmer, déi si selwer ausbeuten. De Problem ass duerno: Ech hunn e Problem domadder, wa gesot gëtt, datt mir - an et ass oft gesot ginn an deene leschte Wochen, wat Aleppo ugeet -, datt mir schold sinn, mir näischt gemaach hunn an esou weider.

Ech mengen, d'Bevëlkerungen an Europa, sief et zu Lëtzebuerg, sief et a Frankräich, an Däitschland, an Italien, déi sinn net schëlleg fir dat, wat do geschitt, fir déi Massakeren zu Aleppo, fir déi Massakeren a Syrien. Si hunn déi Décisioun ni geholl! An ech gi souguer dovunner aus, wann d'Leit méi ze soen hätten, da wiere mer net an esou enger Situatioun.

De Problem ass awer deen, datt déi ganz Regioun zum Spillball gëtt vu Muechtspiller tëschent Russland an dem Westen. A mir hunn déi eng an déi aner ënnerstëtzt, et ass scho gesot ginn. A mir wësse ganz genau, wat fir e Spill do gespillt gëtt. An et sinn ëmmer déiselwecht, déi drënner leiden, dohannen op der Plaz, d'Zivilisten zu Aleppo, an och hei, natierlech glécklecherweis net an deemselwechte Mooss, mä och hei Zivilisten, déi net derfir kënnen, zu Paräis oder wéi dës Woch elo nach zu Berlin.

Ech wëll och nach drun erënneren, well et muss een oppasse mat der Selektivitéit: Et däerf ee keng Selektivitéit op kenger Säit maachen an deem ganze Konflikt op dëser Säit. An et däerf een och net erënneren (veuillez lire: vergiessen), datt zurzäit och am Jemen 10.000 Leit schonn ëmkomm sinn, well Saudi-Arabien de Jemen bombardéiert, op eng grausam Aart a Weis! Doriwwer gëtt awer e bësse manner geschwat. Ech verstinn dat net! Ech hoffen, datt ech net verstinn!

An ech stelle mer och d'Fro, ob iwwerhaapt..., well ech sinn der Meenung, datt den Här al-Assad wierklech och sech muss verantworte fir dat, wat e mécht.

Une voix.- Ech och!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Och Leit am Weste musse sech verantworte fir dat, wat se maachen. A vläicht, ech mengen awer och, datt de Kinnek vu Saudi-Arabien sech misst verantworte fir dat, wat e mécht, an och als Krichsverbriecher misst behandelt ginn. An ech géif och gäre wëssen, wéi eis Regierung dozou steet.

Ech soen Iech Merci. Mä mir wäerten awer déi Motioun natierlech mat ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet direkt den Här Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat Aleppo ugeet, huet jo de Sécherheetsrot endlech de leschte Méindeg eng Resolutioun eestëmmeg ugeholl, fir d'Evakuatioun vun der ziviller Bevëlkerung an och vun de Rebellen ze erméiglechen. Dir wësst, dass et regelméisseg Blocagë gi sinn, mä et sinn awer elo zënter gëschter 25.000 Leit an enger Woch evakuéiert ginn. An ech si mat all deenen an der Chamber d'accord, déi soen: „Et muss der internationaler Communautéit esou vill wäert sinn, dass Drock gemaach gëtt, dass déi Evakuatioun friddlech an och sécher duerchgefouert gëtt."

D'Madamm Karolina Markiewicz, dat ass eng ganz engagéiert Persoun an der Société civile zu Lëtzebuerg, huet dee richtege Flair gehat, fir alles ze maachen, fir de gewielte Buergermeeschter vun Aleppo, wann ech esou däerf soen, den Här Brita Hagi Hassan, d'lescht Woch och op Lëtzebuerg ze invitéieren. A vill vun eis haten d'Geleeënheet, och mat him ze schwätzen.

Ech mengen och, dass dat Wuert vum „humanitären Ultimatum", wat jo aus där Visitt do erauskomm ass, och den Temoignage vum Dokter Pitti, dass dat extrem aflossräich war an dass den Echo vun deem, wat gesot ginn ass, souwuel zu Lëtzebuerg wéi natierlech och deen aneren Dag zu Bréissel, Echoe fonnt huet zu New York. An ech géif souguer dovunner ausgoen, dass ech net falschleien, dass déi Resolutioun, och d'Unanimitéit, ganz vill mat sengem Engagement ze dinn huet.

Esou schlëmm d'Situatioun awer, Här President, zu Aleppo ass a bleift, trotz der Evakuatioun, däerfe mer net vergiessen, dass Aleppo a Syrien keen Eenzelfall ass. D'Belagerung, d'Bombardementer an aneren Deeler vun deem Land, déi gi virun. An déi katastrophal humanitär Situatioun ass jo e Symptom, mä d'Krankheet ass de Krich an och d'Ofwiesenheet vun engem politesche Prozess. An duerfir ass ze hoffen, dass no deem, wat zu Aleppo méiglech war, tëschent dem Regimm an der Oppositioun erëm d'Basis geschaaft gëtt, fir dass am Sënn vun deem Communiqué vu Genève vun 2012 erëm Gespréicher kënne stattfannen.

Ech mengen, dass awer déi Wafferou, déi dës Deeg tëschent Russland, der Tierkei an dem Iran zu Moskau jo och diskutéiert ginn ass, fir kënnen déi humanitär Moossnamen esou séier wéi méiglech och ëmzesetzen an d'Leed vun der Zivillbevëlkerung erofzesetzen, dass dat e wichtegt Signal ass. D'Wafferou tëschent dem Regimm an der net dschihadistescher Oppositioun allerdéngs bleift extrem schwiereg, wann och elo vläicht e klengen Hoffnungsschimmer do ass. Ech mengen, dass d'Russen, d'Tierken an d'Iraner och agesinn hunn, dass et wierklech keng militäresch Léisung gëtt.

Nun, den Assad spiert sech no Aleppo ganz dichteg, dat muss ee soen, an e gëtt sech jo och kämpferesch. An d'Gefor ass immens grouss, dass no Aleppo Idlib dat nämlecht Schicksal erlieft. An duerfir en Appell - ech mengen och am Sënn vun der Lëtzebuerger Chamber an der Lëtzebuerger Regierung -, dass keng international Kräften d'syresch Arméi ënnerstëtzen, fir zu Idlib en neit Aleppo dann opzeriichten!

E Grondproblem vun deem Konflikt ass jo weiderhin, dass et Partië gëtt, an zemool natierlech déi regulär Arméi vum Assad, déi nach ëmmer mengen, et kéint een de Konflikt militäresch gewannen. An dann ass d'international Communautéit, oder Syrien, wann ech esou däerf soen, tëschent dem Choix, entweder Assad oder d'Dschihadisten. An dat wier natierlech - tëschent zwou Tyranneie mussen ze décidéieren oder ze wielen - eng katastrophal Situatioun!

Also ech mengen, dass Länner, déi eng politesch, eng militäresch, eng ekonomesch Influenz hunn - Iran, Saudi-Arabien selbstverständlech, mä awer och Amerika a Russland -, mussen hei vill méi enk nach zesummeschaffen, fir dauerhaft och no Aleppo elo zu enger Konklusioun ze kommen.

Et wier och, mengen ech, Här President, op dëser Plaz net falsch, en Appell ze maachen un d'Tierkei, dass de Friddensprozess mat de Kurden erëm op eng aner Spur gesat gëtt.

Ech kommen elo mat mengen zwee Kolleegen aus dem Benelux aus Kurdistan. An a Kurdistan, wann ee 50 km vun Erbil ewech ass a Richtung Mossul, da gesäit een, dass d'Buedemtruppe vun der „global coalition", wat eng Koalitioun ass vun 83 Länner, dass eigentlech d'Buedemtruppe vun där „global coalition", an net nëmmen Dronen oder d'Bombardementer, mä dass dat d'Peschmergae sinn. An dat si Kurden! An duerfir, déi Kurden hunn als Missioun, d'Peschmergaen, ze verhënneren, dass d'Kämpfer an och virun allem déi Dschihadiste vu Mossul ganz séier elo op Raka kommen a Syrien an dann do selbstverständlech kënnen, wa se eng Kéier net méi am Irak wieren, hiert Onwiesen, hir Barbarei weiderféieren.

De Premierminister vun Irak huet eis och e Sonndeg gesot, dass et e ganz, ganz schwéiere Kampf ass ëm Mossul. Dee wier, wa géif operéiert gi wéi zu Aleppo, vläicht vill méi séier eriwwer. Mä dee kann nach Méint daueren, souguer vu sechs Méint ass geschwat ginn! An d'Verloschter fir d'Peschmergae sinn immens héich. Et gëtt vu 25% geschwat. Dat muss ee sech virstellen! Do si Kurden, déi duerch d'Bank Sunnite sinn, déi sech awer asetze fir eng sunnitesch Stad, déi awer an engem Land ass, wat schiitesch dominéiert ass, fir do trotzdeem erëm de Begréff vun der Natioun, vun der irakescher Natioun héichzehalen!

Ech wëll vläicht, Här President, fir ofzeschléissen, awer ee Quäntchen Optimismus - et war vill Pessimismus an Äre Wierder an ech kann dat absolutt deelen -, e Quäntchen Optimismus erabréngen. An ech mengen, dass d'Resolutioun 2328, dat ass déi éischt eigentlech, politesch gesinn, déi no sechs Vetoe vu Russland matgedroe ginn ass, vu Russland an och dem Irak. A Russland an den Irak maachen Drock op den Assad, dat ass offenkundeg. D'Tierke maachen Drock op d'Rebellen. Dat kéint awer en Zeeche sinn, dass no sechs Joer Krich mer op eng aner Pist kommen.

An der Europäescher Unioun hu mer véier Grondprinzipien: Deen éischte Punkt ass Wafferou, deen zweete Punkt ass Ënnerstëtzung vun enger politescher Transitioun. Deen drëtte Punkt ass d'Respektéiere vun engem integrale Syrien, d'Integritéit vum syreschen Territoire däerf net a Fro gestallt ginn. An da selbstverständlech de véierte Punkt: d'Zerstéierung vun Daesh.

Ech wëll dem Här Mosar an dem Här Angel Merci soen. Ech wëll just dem Här Angel soen: Et ass net de Conseil de sécurité, dee beschäftegt ass mat där Resolutioun, fir ze kucken, wien, wat sinn d'Täter vun deene Verbriechen. Leider net! Mä et ass d'Assemblée générale an et ass eng Initiativ vu Liechtenstein, wou bis elo 45 Länner matmaachen, all Länner vun der Europäescher Unioun, selbstverständlech mir och. An dat wier e wichtege Punkt, wann dee Mechanismus kéint geschafe ginn, fir ze kucken herno, d'Leit och responsabel ze maachen.

Ech sinn iwwert d'Zäit, Här President, ech soen der Chamber Merci, an nach eng Kéier deenen zwee Auteuren, dem Här Mosar an dem Här Angel, fir déi Initiativ hei a mat alle Konklusiounen, déi Der gezunn hutt. D'Regierung ass op der Linn vun der Chamber!

Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och, Här Ausseminister. Ech war bei deenen zwou Motioune bei der Riedezäit flexibel. Dat sinn, mengen ech, enorm wichteg Sujeten. A Merci och der Chamber fir déi Flexibilitéit bei allen - bei allen! - Orateuren.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen. Hale mer drop, fir et nominell ze maachen oder kënne mer et...?

Plusieurs voix.- Main levée.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Main levée. Ech géif mengen, dass et, esou wéi et ausgesäit, Unanimitéit tëschent alle Riedner gëtt. Da gesäit et och esou aus, dass et Unanimitéit an der Chamber gëtt.

Vote sur la motion

Déi derfir sinn, solle wann ech gelift dat mat engem Handzeeche weisen.

D'Géigeprouf: Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Mir hunn Unanimitéit. Ech mengen, dat ass och e staarkt Signal. Merci. Merci villmools, an hoffe mer, dass 2017 besser gëtt an där Regioun!

Mir géifen dann iwwergoen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

5. Ordre du jour

An och do wëll ech dem Aarbechtsminister an dem Rapporteur an de Riedner Merci soe fir d'Flexibilitéit, well de Projet war eigentlech eréischt fir de Mëtte geplangt. Et geet ëm d'Neiregelung vun der Aarbechtszäit an et ass e wichtege Projet. An de Rapporteur zum Projet, den Här Georges Engel, ass prett. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

6. 7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, haut stëmme mer dat neit PAN-Gesetz.

Laang gouf driwwer diskutéiert an u sech heescht et och guer net PAN-Gesetz. Et ass näämlech den «Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail». Et geet also ëm d'Aarbechtszäitorganisatioun an domadder betrëfft et jiddwereen: jiddwereen, dee schafft, awer och seng Famill, seng Frënn, alleguer déi, déi ronderëm hie sinn, well och seng Fräizäit domadder betraff ass. E Gesetz, wou d'Politik sech konkret, ganz konkret an dat alldeeglecht Liewe vu bal jiddwerengem hei am Land abréngt.

Erlaabt mer, e klengen Historique ze maachen. D'Gesetz geet zréck op d'PAN-Gesetz vum 12. Februar 1999 iwwert d'Ëmsetzung vum Plan d'action national en faveur de l'emploi. An dat ass deemools am Kader gestëmmt gi vum extraordinären europäesche Sommet iwwert den Emploi, deen den 20. an 21. November 1997 zu Lëtzebuerg war an deen als Reaktioun op d'Uklamme vum Chômage organiséiert ginn ass. An et ass och am Kader vun engem Débat d'orientation an der Chamber den 13. November 1997 iwwert den Emploi un dësem Gesetz matgeschafft ginn.

D'Zil ass et, e Kompromiss ze fannen tëschent engersäits den Usprëch vun den Entreprisen, fir sech kënne méi flexibel ze organiséieren an esou besser op Variatioune vum Marché kënnen anzegoen, an anerersäits den Usprëch vun de Salariéen, fir zum engen eng Sécherheet ze hunn an zum anere besser kënnen Aarbecht a Privat- respektiv d'Familljeliewe mateneen ze vereinbaren.

Am PAN-Gesetz haut hu mer eng Referenzperiod vun engem Mount. Domat si mer wäit ënnert dem Maximum vun der europäescher Direktiv 2003/88, déi maximal véier Méint virgesäit, bliwwen. Hei sinn awer Derogatioune méiglech iwwert de Kollektivvertrag an iwwer Autorisation ministérielle.

D'Dispositiounen am PAN-Gesetz iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun waren zäitlech begrenzt a goufen am Laf vun de Joren och ëmmer erëm nees verlängert, eng Situatioun, déi iwwregens vum Statsrot regelméisseg dann och kritiséiert gouf.

Well d'Regelungen iwwert d'Aarbechtszäit, d'Referenzperiod an de Plan d'organisation du travail eigentlech keen total zefriddestelle konnten, gouf probéiert, en neie Kompromiss hei ze fannen. Zulescht gouf am Comité permanent du travail et de l'emploi, wou d'Sozialpartner un engem Dësch sëtzen, verhandelt, ouni awer dass eng Léisung fonnt konnt ginn, déi alleguer d'Säiten zefriddegestallt hätt.

Nach am Februar vun dësem Joer, de 24. Februar, hu mer och hei iwwert dat Gesetz geschwat. Et war am Kader vun der Debatt iwwert d'Organisatioun vum Marché vun der Aarbecht. An do hunn ech an dëser Debatt iwwert d'Flexicurity geschwat, d'Flexibiliséierung an d'Sécherheet matenee verbonnen, wou et, wéi och an der Kommissioun, eis drëms gaangen ass, dass et Gewënner op deenen zwou Säite soll ginn. De Boni, deen duerch méi flexibel Aarbechtszäiten erakënnt, soll och gedeelt ginn. An déi, déi dofir geschafft hunn oder schaffen, sollen och dofir belount ginn. U sech eng normal Prozedur.

Doropshin huet d'Regierung hir Responsabilitéit iwwerholl. Opgrond vun de verschiddene Positioune bei de Verhandlungen, déi do zum Ausdrock koumen, huet den Aarbechtsminister e Projet de loi ausgeschafft an den 21. Juli deen an der Chamber déposéiert. D'Zil vun deem Projet de loi ass en Équiliber tëschent, engersäits, der Demande vun den Entreprisen no méi Flexibilitéit ze fannen an, anerersäits, de Salariéen, fir deenen duerch dee Plus u Flexibilitéit eng Rei vun Avantagen a Sécherheeten ze bidden, déi sech fir si positiv auswierken, sief et op der Aarbecht oder sief et am Privaten.

Erlaabt mer, op e puer Detailer vun den Neierungen anzegoen.

Den Artikel 211-1 seet Folgendes: «Les dispositions du présent titre ont pour objectif d'assurer, d'une part, un bon fonctionnement des entreprises ainsi que le développement de l'emploi, et, d'autre part, et au même titre, la sécurité et la protection de la santé des salariés ainsi que de bonnes conditions de travail.» Inspiréiert ass deen Artikel och aus dem däitschen Arbeitszeitgesetzbuch.

Dat wëllt heeschen, wann eng Entreprise wëllt oder muss méi flexibel mat hiren Aarbechtszäite fonctionnéieren, da soll dat net zum Nodeel vun den Aarbechtskonditiounen, vun der Sécherheet a vun der Gesondheet vun de Salariéë geschéien. Dovunner hunn och d'Entreprisen eppes, well besser Aarbechtskonditioune wierke sech och positiv op d'Motivatioun an d'Gesondheet vun de Salariéen aus an domadder och op d'Produktivitéit vun der Entreprise.

Et wäert an Zukunft also méiglech sinn, fir d'Referenzperiod op véier Méint auszedeenen, mat awer, en contrepartie, zousätzlechem Congé fir de Salarié. Bei enger Referenzperiod tëschent méi wéi engem Mount an zwee Méint ginn et annerhallwen Dag Congé méi. Bei enger Referenzperiod tëschent méi wéi zwee Méint an dräi Méint ginn et dräi Deeg Congé méi. A bei enger Referenzperiod tëschent méi wéi dräi Méint a véier Méint ginn et dräi an en hallwen „Daach", Deeg Congé méi.

Entreprisen…

(Interruption)

En „Daach" als Iwwergang, voilà, jo, jo, genau.

Une voix.- 24 Stonnen….

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Entreprisen, déi am Moment mat enger Referenzperiod vun engem Mount fonctionnéieren an déi och dobäi bleiwen, fir déi ännert sech näischt. Déi, déi wëlle mat hirer Referenzperiod eropgoen, déi mussen dat am Kader vun enger Procédure d'information et de consultation maachen.

Fir Referenzperioden iwwer ee Mount gëtt et och nei Limitatiounen, wat déi maximal Aarbechtszäit pro Mount ugeet. Bei enger Referenzperiod vun iwwer engem a maximal dräi Méint kann d'Aarbechtszäit pro Mount déi normal Aarbechtszäit maximal ëm 12,5% iwwerschreiden. A bei enger Referenzperiod vun iwwer dräi a maximal véier Méint kann d'Aarbechtszäit pro Mount déi normal Aarbechtszäit maximal ëm 10% iwwerschreiden. D'Aarbechtszäit, déi do driwwer läit, gëtt als Iwwerstonn bezuelt.

De Plan d'organisation du travail bleift weider op engem Mount a muss fënnef Deeg virdrun am Viraus matgedeelt ginn. Den aktuelle System vun der Imprévisibilitéit, dee relativ schwiereg war, well en ënnerschiddlech ausgeluecht konnt ginn, gëtt ersat duerch e Système de préavis vun dräi Deeg. Wann de POT manner wéi dräi Deeg am Viraus geännert gëtt a wann et doduerch net zu méi Aarbechtsstonne kënnt, da ginn déi zwou éischt Stonnen neutraliséiert, dat heescht, si ginn zum normale Stonnesaz bezuelt an déi drëtt Stonn gëtt da mat 1,2 ugerechent.

En Horaire mobile kann de POT ersetzen. D'Konditioune ginn no de Verhandlungen an no engem Règlement d'horaire mobile fixéiert.

Parallell gëtt, an dat war eis wichteg, d'Kollektivvertragswiesen gestäerkt. D'Sozialpartner kënnen am Kader vun engem Kollektivvertrag oder engem Accord och mat der Referenzperiod eropgoen, bis op maximal zwielef Méint. D'Kompensatiounen duerch méi Congé an d'Limitte vun der maximaler Aarbechtszäit pro Mount, déi am Droit commun virgesi sinn, gëllen net tel quel fir si. Si kënnen aner Kompensatiounen aushandelen, woubäi de Statsrot ënnerstrach huet, dass déi op d'mannst gläichwäerteg musse sinn zu deene Kompensatiounen, déi am Droit commun virgesi sinn. Datselwecht gëllt iwwregens och beim Horaire mobile.

De Statsrot huet nach eng Partie Observatioune gemaach. D'Chamberskommissioun huet sech ënner anerem domat beschäftegt an doropshin den 21. November eng Serie vun Amendementer adoptéiert, fir de Projet de loi ze verbesseren. Ënner anerem Folgendes: Bei engem lafenden Accord oder engem lafende Kollektivvertrag, wou keng Bestëmmungen iwwert d'Referenzperiod festgehale sinn oder just eng Referenz op den Droit commun gemaach gëtt, do bleift d'Referenzperiod bei maximal engem Mount, bis den Accord oder de Kollektivvertrag ofgelaf ass.

Zum Report vun den Iwwerstonnen am Horaire mobile, deen ass nëmme méiglech bei engem Horaire mobile vun engem Mount oder manner, soss mécht dat jo och kee Sënn. An zum Repos hebdomadaire, do muss deen nächste Roudag an den nächste siwen Deeg geholl ginn.

Eng Partie Amendementer vun déi Lénk, déi si mat erabruecht haten, sinn am Kader vun den Diskussioune mat iwwerholl ginn. Zum gréissten Deel hu se awer keng Majoritéit an der Kommissioun fonnt.

Den Avis vun der Chambre des Salariés war u sech positiv, dee vun der Chambre des Métiers an dee der Chambre de Commerce waren negativ, well se soen, e wär net ëmsetzbar, vill ze vill komplizéiert an et hätt een net genuch Flexibilitéit an dësem Projet de loi. Et ass bedauerlech, dass keen Accord fonnt gouf am CPTE tëschent de Sozialpartner. An duerfir ass et gutt, dass de Minister seng Responsabilitéit geholl huet an dëst Gesetz op de Wee bruecht huet. D'Zukunft wäert weisen, wéi dëse Projet sech an der Realitéit wäert bewäerten. Duerfir gesäit de Projet de loi e Bilan intermédiaire no fënnef Joer Applikatioun vir.

Mäi Rapport gouf an der Kommissioun vum 16. Dezember eestëmmeg ugeholl an ech géif och dofir Iech alleguerten e Merci soen an der ganzer Kommissioun och Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht.

Am Rapport gouf festgehalen, dass d'Kommissioun der Chamber recommandéiert, dëse Projet de loi ze stëmmen. Dat géif ech Iech och recommandéieren. Duerfir Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn domadder och den… Ah neen, dat mécht d'Madamm Bofferding.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport, wou en eng komplizéiert Matière fir Leit, déi net all Dag domat ze dinn hunn, hei op eng dach einfach Aart a Weis virgedroen huet.

De Plan d'aménagement du temps de travail respektiv de Plan d'action national en faveur de l'emploi ginn zréck op eng gréisser Manifestatioun, déi hei zu Lëtzebuerg stattfonnt huet mat Zegdausende vu Gewerkschaftler, déi hei manifestéiert hunn, wéi duerno och e Sommet war hei zu Lëtzebuerg, e Sommet pour l'emploi - europäesch gesinn -, awer och duerno e Sommet pour l'emploi national gesinn, deen am alen Europaparlament stattfonnt huet, wou driwwer diskutéiert ginn ass tëschent de Sozialpartner, wéi een dee ganze Problem vun der Aarbechtszäit a vun der Flexibilitéit kéint organiséieren. Dat waren heroesch Debatten. Den Aarbechtsminister vun haut war deemools, wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, nach Vertrieder vu Lëtzebuerg an der europäescher…

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Nach net, ah, da war et just duerno. Da war dat den Här Kasel, mengen ech, deen nach deemools och zu Bréissel an der RP derbäi war, wéi déi Verhandlunge gefouert gi sinn.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer duerno e Gesetz gemaach an der Tripartite, wou ech d'Chance hat, och derbäi gewiescht ze sinn, wou duerno an der Tripartite en Arrangement fonnt ginn ass, fir ze soen: Mir maachen elo emol eppes an da kucke mer no fënnef Joer, wat derbäi erauskënnt. Aus deene fënnef Joer sinn der zéng ginn. Aus deenen zéng sinn der 15 ginn, an an Zwëschenzäit, wann een elo zesummerechent, da si mer bei enger laanger Zäit ukomm.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An dofir ass dat, wat de Georges Engel gesot huet, och richteg. D'Sozialpartner hunn et net fäerdegbruecht, an deene 17 Joer en Accord ze fannen, fir dass et zu engem eenheetleche Gesetz doriwwer géif kommen.

Dofir wëll ech och soen, dass de Projet engem Emotiounen ervirbréngt. Et si Saachen dran, déi si ganz gutt. Et si Saachen dran, déi si manner gutt. De Georges Engel huet et ënnerstrach: D'Avise vun deenen zwou Patronatschambere ware komplett negativ. Bei der Salariatschamber war et duerchaus méi e positiven Echo. Mä wann een da bei der Salariatschamber och nach mat deenen eenzelnen Organisatiounen diskutéiert a mat deenen Entrevuen hat, déi an der Chambre des Salariés sëtzen, déi jo äänlech fonctionnéiere wéi mir heibannen, huet ee festgestallt, dass et do och ënnerschiddlech Meenungen zu deem Projet de loi gëtt.

Ech wëll soen, dass et eng nei Struktur, en neien Ufank wäerte si fir d'Aarbechtszäitorganisatioun hei am Land, mä dass et awer och gläichzäiteg nach Froen opwerft, a Froen opwerft och vu philosophescher Natur. Den Här Minister an ech hate beim Matbestëmmungsgesetz, wou mer och a groussen Deeler averstane waren, awer bei verschiddene Punkten eng aner Vue, näämlech wat och d'Matbestëmmung vun den Delegatiounen ubelaangt. Esou ass et mer och hei a verschiddene Punkten, wou et schwiereg ass, fir kënnen ze soen: Et ass alles an der Rei, dat Gesetz gesäit honnertprozenteg esou aus, wéi mir eis et virgestallt hunn.

Wann ee kuckt, an där Etüd, an dat steet och am Rapport vum Här Engel mat dran, wou LISER beoptragt gi war, eng Analys ze maachen, wéi et an deene Betriber ass, an 1.000 Betriber mat iwwer 50 Beschäftegt, wéi et do ass mat der Aarbechtszäitorganisatioun, sou muss ee jo an de Betriber virun allem e groussen Ënnerscheed maachen tëschent deene Betriber, déi e Kollektivvertrag hunn, an deene Betriber, déi kee Kollektivvertrag hunn.

Déi Betriber, déi e Kollektivvertrag hunn, do verhandelen d'Sozialpartner, dat heescht, déi, déi de Kollektivvertrag ënnerschreiwen, mat hirem Patron; wann et e betriibleche Kollektivvertrag ass oder wann et e Ramekollektivvertrag ass, sinn et d'Gewerkschaften, déi mat deem Patronatsgrupp verhandelen, wéi et weidergeet mat der Aarbechtszäitorganisatioun, wéi et weidergeet mat der Period, well si hunn d'Méiglechkeet och elo schonn am Gesetz, méi eng laang Period wéi e Mount ze maachen.

An deene Betriber, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, ass dat anescht. An deene Betriber, wou kee Kollektivvertrag ass, do soll dann elo dat neit Gesetz hei gräifen, dass, wann Der gären eng Referenzperiod vu méi wéi engem Mount hätt, ob dat zwee, dräi oder véier Méint sinn, dass et da bei deene Leit spillt, a bei deenen, déi e Kollektivvertrag hunn, wou festgehalen ass, wéi d'Aarbechtszäitorganisatioun nominéiert ginn ass… Well dat steet och nach laang net an all Kollektivvertrag, well et sinn och Kollektivverträg, wou just beim Artikel steet: „Mir verweisen op d'Gesetz" a wou net kloer an däitlech sech ausgedréckt ginn ass. Dat sinn déi Ënnerscheeder, déi mer elo an deenen nächsten zwee respektiv dräi Joer wäerten erliewen, bis dann och duerno wäert dee Bilan gemaach ginn.

Mir hunn e Problem mat.., ech mengen, mir hunn eis konstruktiv an déi Diskussioune vum Projet abruecht gehat. Ech hat hei, an den Här Engel huet och scho vun där Debatt geschwat, de 24. Februar 2016, wéi mer déi Interpellatioun haten iwwert de Marché de l'emploi, gesot, dass mir eng Preferenz hätten, fir eng Referenzperiod ze maache vun dräi Méint, an dass duerno um betriiblechen Niveau géif en Arrangement gemaach ginn, ob dat soll a Fräizäit kompenséiert ginn oder ob dat soll bezuelt ginn.

Dat war an der Debatt de 24. Februar 2016 an der Chamber, nozeliesen an der Séance Nummer 19, Här Vizepresident, wou dat deemools festgehale ginn ass, wou een dat och kann noliesen, a wou ech och schonn deemools drop higewisen hunn, dass mir e bëssen e Problem hunn, wa mir fir d'Leit vun uewen erof décidéieren, wéi si et solle maachen, mä dass d'Leit mussen de Choix hunn, ob se gäre méi Fräizäit hätten oder ob se dat Ganzt gäre bezuelt hätten.

Mir hunn an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft. Mir hunn och nach leschten Dënschdeg eng Kéier laang bei eis an der Fraktioun driwwer geschwat. An opgrond vun dräi Punkte kënne mir dëst Gesetz net mat ënnerstëtzen.

Deen ee Punkt ass dee vun der Definitioun, Kollektivvertrag a Gesetz, wou do e gréissere Problem ass, wat am Kollektivvertrag aneschters gehalen ass wéi am Gesetz, dass et do zwee verschidde Punkte gëtt.

An da wëll ech nach eng Kéier op dat hiweisen, wat ech gesot hunn de 24. Februar, dass mir eis en anere Modell virgestallt hunn, näämlech dee vun dräi Méint, an dass och d'Leit am Betrib d'Méiglechkeet hunn, ze décidéieren, ob et Stonnen oder Geld sinn.

An dann ass et gläichzäiteg esou, dass mer och nach eis d'Fro stellen, ob dat mam Horaire mobile geet, wat de Georges Engel zwar erklärt huet, mä wou et schwéier ass, all Horaire-mobiles-Modell am Detail duerchzehuelen. Dofir ass dat och kee Virworf, mä just och do, dass do nach méi Froe bei eis op den Horaire mobile bezu sinn, wou ee sech Froe ka stellen, ob dat do net dozou féiert, dass den Horaire mobile och manner interessant gëtt, wéi dat de Moment bis elo de Fall ass. Et ass och de Statsrot, dee jo och a sengem Avis op déi Schwieregkeete mam Horaire mobile higewisen huet.

An dofir kënne mir als CSV, och wa mer soen: „Et si Verbesserungen an deem Gesetz mat dran", mä mir kënnen deem Gesetz d'Zoustëmmung net ginn, well mer der Meenung sinn, dass ee vill ze vill de Leit de Choix am Betrib ewechhëlt, fir selwer och kënne matzediskutéieren an deene Betriber, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, dass do d'Delegatioun hätt vill méi staark misse mat agebonne ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Spautz. Als nächst Riednerin ass et um Taina Bofferding, wann ech gelift. Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, hutt Der schonns eng Kéier eppes vun „Kapovaz" héieren? Bei „kapazitéitsorientéierter variabeler Aarbechtszäit" gi Salariéen nëmmen agesat, wann e Besoin besteet, a sëtze soss sur appel doheem ze waarden. D'Zäit tëschent den Aarbechtsasätz gëllt als Fräizäit, gëtt net bezuelt. Ech schwätzen hei vun deenen Null-Stonnen-

Kontrakter, den „zero-hours contracts“, wéi et se an England ginn.

Et ass eng atypesch an a ganz ville Fäll eng äusserst prekär Form vun der Beschäftegung. Se bréngt vill Gefore fir déi schaffend Leit mat sech a léisst d'Salariéë wéi Roboter erschéngen. A soulaang meng Partei e Matsproocherecht huet, wäert et esou eng Form vu Beschäftegung hei am Land definitiv net ginn! Mä grad, well d'Aarbechtswierklechkeet sech verännert huet, brauche mir eng Ofsécherung fir nei Risiken. Och d'Salariéë wënsche sech méi flexibel Aarbechtszäiten. Si verstinn allerdéngs oft eppes aneres drënner wéi hir Patronen.

Wärend Eenzelner wuel wéilten hiert Personal bei Bedarf ouni Rücksicht op Mindestrouzäite méi laang schaffe loossen, wëllen déi Beschäftegt hir Aarbechtszäit besser un déi eege Besoinen upassen.

Oft verbannen d'Salariéen de Begréff Flexibilitéit mat negativen Aspekter. Flexibel Aarbechtszäitmodeller, déi sech um Interessi vun de schaffende Leit orientéieren an hinne Gestaltungsméiglechkeeten offréieren, kënnen zu enger verbesserter Vereenbarkeet vun Aarbecht a Liewe féieren an héich Aarbechtsbelaaschtunge verréngeren. Letztendlech dénge si dem Erhalt vun der Beschäftegungsfäegkeet an der Fachkräftesécherung, wat dann och de Betriber zeguttkënnt.

D'Diskussioun iwwert d'Organisatioun vun den Aarbechtszäiten ass eng kriddelech. An engem Punkt ware sech d'Patrons- an d'Salariatssäit eeneg, an zwar, dass déi aktuell Regelung den heitege Besoinen net méi entsprécht.

De Sozialdialog war jo bekanntlech an enger Sakgaass gelant, wouropshin dann d'Regierung hir Verantwortung geholl huet an en équilibréierte Modell op den Dësch geluecht huet, e Mëttelwee tëschent de Revendicatioune vum Patronat fir eng méi staark Flexibilitéit a vun de Gewerkschafte fir méi Congésdeeg.

Dass déi nei Regelung ënnerschiddlech Reaktiounen ervirrifft, ass net wierklech verwonnerlech. Et huet och keen e Problem mat Kritik. Dass awer Aussoe gemaach ginn, dass d'PAN-Gesetz an där Form - ech zitéieren: „net gebraucht gëtt an eng Doutgebuert“ wier, geet da schonns ganz wäit, fir net ze soen, et ass carrément eng Frechheet.

Erënnere mer eis och un eng aner Ausso aus dem Patronatslager, dass weider Congésdeeg net a Fro kéimen, mat de Wierder „nëmmen iwwer meng Läich“! Also, wierklech gutt Viraussetzungen, fir de Sozialdialog nees opliewen ze loossen!

Genausou frappant war dann och eng weider Deklaratioun - ech zitéieren: „D'Parteie solle sech et gutt iwwerleeën, mat welchen Argumenter si klengen a mëttlere Betriber op d'Schnëss wëlle schloen.“

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- An et ass och net richteg, dass dëst Gesetz aus dem Boulevard Kennedy zu Esch geschriwwe ginn ass, well wär dat de Fall, géif ech mengen, dass och d'Fraktioun vun déi Lénk éischter géif tendéieren, dëst Gesetz matzestëmmen.

Interessanterweis kommen aus engem aneren Eck Stëmmen, déi genau de Géigendeel vun där Siichtweis vum Patronat behaapten, an zwar, dass eng absolutt neoliberal Approche ze erkenne wär.

Meng Partei gesäit dat anescht, well et ebe grad net méi Flexibilitéit zum Nulltariff gëtt. Dat heiten ass keng Reform, déi op eng eesäiteg Aart a Weis um Intérêt vun enger ganzer Interessegrupp fousst. Wa méi Flexibilitéit vun de schaffende Leit verlaangt gëtt, dass se méi laang a méi flexibel verfüügbar solle sinn, da muss een hinnen och eng Géigeleeschtung zougestoen. Wär dat näämlech net de Fall, da kéinte mer vun enger eesäiteger Manéier schwätzen. An dofir ass et méi wéi gerecht, dass d'Salariéen dozou eng Géigeleeschtung, ebe méi Congésdeeg, bäikréien.

Leider gëtt dat net vun alle Parteien hei am Haus esou gesinn. An ech sinn erstaunt, an ech mengen, ech net eleng, wéi ech grad mäi Virriedner héieren hunn, dass si, obwuel se an der Kommissioun de Rapport matgestëmmt hunn, elo awer wäerte géint d'Gesetz stëmmen. Natierlech hu si d'Recht, mä et ass äusserst speziell!

Well eng Partie Kritikpunkte sinn an der Kommissioun gekläert ginn, mer hunn iwwert d'Geforen diskutéiert a verschiddener konnten och widderluecht ginn. An dofir huet sech jo grad an der zoustänneger Kommissioun eng breet Majoritéit fonnt, zu där och deemools d'CSV gehéiert huet, fir der Chamber ze recommandéieren, fir dëst Gesetz ze stëmmen, an dat schwaarz op wäiss genausou, wéi et am Rapport steet.

Dofir wëll ech nach eng Kéier betounen, dass d'Regierung hei keen - wéi hutt Der et deemools eng Kéier an engem Zeitungsartikel genannt? -, keen „Kardinalfeeler“ mécht, wéi uganks gefaart ginn ass, dass d'Flexibilitéit eleng ausserhalb vun de Betriber geregelt géif ginn. Weiderhi gëtt drop gesat, dass Eenegungen op Betribsniveau solle fonnt ginn. Et handelt sech bei der Regelung vun der Referenzperiod ëm eng „Kann“-Solutioun. D'Décisioun, fir Referenzperioden ze verlängeren oder net, läit bei de Betriber. Si kënnen, mä si mussen net. Betraff sinn och just déi Betriber, déi hir Aarbechtszäiten net iwwer e Kollektivvertrag regelen. Déi nei Regelung kéint souguer als Usporn verstane ginn, an alle Beräicher e Kollektivvertrag anzeféieren, wou dann e Package aus Huelen a Ginn ausgehandelt kéint ginn.

Ob elo véier oder dräi Méint, obwuel deemools beim Unhuele vum Rapport d'CSV sech fir déi véier Méint ausgeschwat huet, schéngt dat dann elo en oniwwerwannbare Problem ze sinn. Beim Projet de loi gouf sech un enger Direktiv orientéiert, a fir eis ass wichteg, dass endlech eng Reform kënnt. Dat ass eng Verbesserung, déi Reform ass eng Verbesserung am Sënn fir d'Salariéen an am Sënn fir d'Patronat.

Als Konklusioun wëll ech betounen, dass d'Aarbechtszäit sozial a gesond verträäglech muss sinn. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass dëst Gesetz e gudde Kompromëss ass an déi zwou Säite wäerte Gewënner sinn. Flexibilitéit ass e wichtegt Instrument, a mir mussen derfir suergen, dass déi erwënschte Flexibilitéit sech herno net als Mogelpackung entpuppt. Dofir soe mir: flexibel, awer net ongeregelt, a scho guer net ouni Géigeleeschtung.

Dëst gesot, ginn ech domadder da schlussendlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Madamm Bofferding. Als nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty ageschriwwen. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ass ee vun de wichtegsten, wann net souguer de wichtegste Sujet, wann et ëm eng modern Aarbechtsmaartpolitik geet. Et geet souwuel ëm d'Interesse vun de Betriber wéi natierlech och vun de Salariéen. D'Betriber brauchen déi néideg Flexibilitéit, fir wettbewerbsfäeg, heiansdo souguer iwwerliewensfäeg ze bleiwen. Fir d'Salariéen op där anerer Säit spillt d'Work-life balance eng ëmmer méi wichteg Roll. Jonk Leit wëlle sech zum Beispill méi Zäit fir hir Famill, fir hir Kanner huelen oder och fir aner grouss Projeten ze realiséieren.

D'Organisatioun vun der Aarbechtszäit ass fir den deeglechen Alldag, fir d'Organisatioun tëscht Privatliewen an Aarbechtswelt wichteg. Vun enger zefriddener Aarbechtskraaft profitéiert natierlech och erëm d'Entreprise, well en onzefriddenen a midde Salarié ganz sécher net dee produktiivste Salarié ass.

Net nëmmen zu Lëtzebuerg sinn d'Aarbechtsopdeelung an d'Aarbechtszäit en Thema. Wärend a Frankräich driwwer diskutéiert gëtt, d'Aarbechtszäit vun de Fonctionnairen eropzesetzen, experimentéiere verschidden Entreprisen a Schweden zum Beispill mat enger 30-Stonnen-Woch, ouni dass dat elo eng obligatoresch legal Basis hätt. Och iwwert d'Unzuel vun de Congésdeeg gëtt national an international schonn esou laang diskutéiert, wéi et Aarbechtsverträg gëtt.

Mir diskutéieren haut awer iwwer eppes aneres wéi iwwert d'Unzuel vun de Stonnen, déi e Salarié pro Woch schaffe muss. Dat wäerten näämlech och an Zukunft 40 Stonne sinn. Och d'Zuel u Congésdeeg vun op d'mannst 25 steet haut net zur Debatt.

Mir schwätzen haut iwwert déi sougenannte Referenzperiod. Déi Referenzperiod erméiglecht et den Entreprisen, dass hir Salariéë wärend engem fixéierten Zäitraum déi legal Limitt vun aacht Aarbechtsstonnen den Dag respektiv vu 40 Aarbechtsstonnen d'Woch iwwerschreide kënnen, ënnert der Konditioun, dass wärend der fixéierter Period d'Moyenne vu geleeschte Stonne pro Woch net iwwer 40 Stonne läit.

Huele mer en illustréierend Beispill: An enger normaler Schaffwoch geet de Salarié 40 Stonne schaffen, normalerweis aacht Stonnen den Dag. Aus engem extraordinäre Grond, zum Beispill enger wichteger grousser Commande fir de Betrib, gëtt et eng gewësse Flexibilitéit an där Woch, an esou kann et also sinn, dass de Salarié deen een Dag zéng Stonne schafft an en aneren dofir schonn no sechs Stonne kann heemgoen. Wärend enger Referenzperiod ginn also net méi oder manner Stonne wéi soss geschafft, mä d'Aarbechtsstonne verdeele sech anescht op déi eenzel Schaffdeeg. Dëse System erméiglecht et de Betriber also, eng gewësse Flexibilitéit un den Dag ze leeën, wa si duerch speziell Opträg oder eng aarbechtsintensiv Zäit méi Aarbecht hunn, wéi dat am normale Betribsoflaf de Fall ass.

De Moment ass d'Referenzperiod fir Betriber ouni Kollektivvertrag laut Code du travail op maximum véier Woche limitéiert. Kollektivverträg kënnen d'Referenzperiod natierlech verlängeren.

Opsäite vun de Betriber gëtt scho méi laang méi Flexibilitéit an der Organisatioun vun der Aarbechtszäit gefuerdert, well besonnesch déi kleng Betriber, déi kleng Entreprisen, déi net ënner e Kollektivvertrag falen, séier ënnert d'Rieder kommen, wann eemol eng gréisser Commande, eng grouss Commande, e groussen Optrag erakënnt. Do geet et da ganz oft mat engem Mount Referenzperiod net duer.

D'Gewerkschaften op där anerer Säit hu méi legale Congé gefuerdert respektiv ware fixéiert op eng Reduktioun vum Temps de travail, fir iwwerhaapt iwwert d'Situatioun a puncto Referenzperiod ze verhandelen.

D'Sozialpartner sinn also mat zwou fundamental opposéierte Positiounen an d'Verhandlung eragaangen, mat deem Resultat, wat mer alleguerten heibanne kennen: Et ass ee sech leider net eens ginn. An esou huet d'Regierung hir politesch Verantwortung iwwerholl an huet e Kompromëssvirschlag an der Chamber déposéiert, iwwert dee mir dann haut ofstëmmen.

Här President, et läit an der Natur vun der Saach, dass e Kompromëss weder der Fuerderung vun deem engen nach der Fuerderung vun deem aneren zu honnert Prozent ka Rechnung droen. An esou ass et och bei dësem Projet de loi. An ech mengen, an ech verroden och domadder kee Geheimnis, wann ech soen, dass dëse Projet och net zu honnert Prozent d'Iwwerzeegunge vun all de Membere vun der Demokratescher Partei erëmspigelt. Mä d'Politik, d'Demokratie lieft nun emol vu Kompromësser. An dofir sti mir och zu dësem Projet, deen d'Regierung proposéiert.

Dëst Land ass jorzéngtelaang gutt gefuer mat engem sougenannte Lëtzebuerger Modell, deen et färdegbruecht huet, duerch Kompromësser tëscht de Sozialpartner Wuelstand a Fortschrëtt ze kreéieren.

An der Problematik, iwwert déi mir hei schwätzen, gouf et, wéi gesot, zwou extrem Positiounen, déi jeeweils d'Flexibilitéit an d'Kompetitivitéit vun de Betriber géint d'Intérête vun de Salariéen ausgespillt huet an ëmgedréit.

Dës Majoritéit wollt awer weder dat eent nach dat anert afferen, nëmme fir där enger oder där anerer Säit besser ze gefalen. An dat muss een der Regierung och zegutthalen. De Kompromëss, deen hei proposéiert gouf, ass sécherlech net perfekt fir déi zwou Säiten, an awer profitéiert deen ee vun deem aneren, an et ass genau dat, wat am Endeffekt zielt.

Ech wëll hei net op den Detail vun den eenzelne Changementer agoen, well de Rapporteur dat schonn a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport op eng ganz exzellent Aart a Weis gemaach huet.

Ech wëll just e puer Punkten ervirhiewen, déi mir wichteg erschéngen am Kontext vun den eenzelne Kriticken, déi een déi Jescht Wochen dobausse gehéiert huet. Fir d'Éischt wëll ech drop opmierksam maachen, dass zwee ganz wesentlech Punkte vun dësem Projet de loi net beréiert ginn.

Éischtens bleift bei der Referenzperiod vu véier Wochen alles beim Alen. Et muss een also keng zousätzlech Congésdeeg accordéieren. Dat heescht, wann d'Betriber wëllen esou weiderfuere wéi bis elo, dann ass dat absolutt kee Problem, fir dat och esou ze maachen.

Zweetens ass et och an Zukunft weider méiglech, Referenzperiode bis maximal zwielef Méint iwwer Kollektivverträg ze regelen, wou also och net onbedéngt mussen zousätzlech Congésdeeg accordéiert ginn, och wann dat an der Praxis och elo scho quasi ëmmer de Fall ass. Dës zwee Punkte bedeiten, dass, falls e Betrib net wëllt vum neie System profitéieren, entweder well e weiderhi just vu véier Woche Referenzperiod Gebrauch maache wëllt, oder well hien ënner e Kollektivvertrag fält, dann änner sech fir dëse Betrib näischt par rapport zur aktueller Situatioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

En huet also keng Nodeeler par rapport zu de Spillregelen, wéi se haut scho praktizéiert ginn.

Et gouf jo vill Kriticke vusäite vum Patronat, dass den neie System ze komplizéiert wier an dass e sech fir bal kee Betrib rentéiere géif, well d'Organisatioun vun den Aarbechtszäite souguer nach manner flexibel respektiv méi komplizéiert géif ginn. Falls dat fir e Betrib wouer ass, muss en, wéi gesot, net vun deem neie System profitéieren an e kann esou weiderfueren, wéi dat bis elo de Fall war.

Als zweete ganz wichtege Punkt wëll ech ervirhiewen, dass zousätzlech Congésdeeg just ufalen, wann e Betrib an Zukunft eng Referenzperiod vu méi wéi déi bis elo maximal véier Wochen an Usproch hélt. Et géllt also an Zukunft de ganz einfache Prinzip: Wann ech méi Flexibilitéit vu menge Salariéë fuerderen, da musse si och eng Belounung fir dës Flexibilitéit kréien. An dëst ass eng Léisung, déi souwuel dem Patron wéi och dem Salarié zeguttkënnt.

Den drëtten an a mengen Ae ganz wichtegen Detail, besonnesch am Kontext vun de sëlleche Kriticken opsäite vu verschiddene Patronatsverbänn, steet am drëtten a leschten Artikel vun dësem Projet de loi, an zwar soll a fënnef Joer, nodeems déi nei Dispositiounen a Kraaft getruede sinn, e Bilan intermédiaire gemaach ginn. An deem Bilan intermédiaire muss virun allem festgestallt ginn, wéi oft déi nei Mesuren an Usproch geholl goufen an haaptsächlech, wéi effikass se waren.

Ech wëll awer och betounen, dass dee Bilan net endgülteger Natur ka sinn. Mir alleguerte wëssen, an dat net eréischt säit dem Rifkin, dass d'Aarbechtswelt permanent um Changéieren ass. D'Ufuerderungen un déi schaffend Leit sinn haut net déi nämlecht wéi virun 20 Joer. An och an den nächsten 20 Joer wäerte vill Veränneurungen an Erausfuerderungen op eis duerkommen.

Den Télétravail, iwwert dee mir jo am Kader vun der Budgetsdebatt geschwat hunn, ass just ee Beispill vu villen, wéi mir et kënne fäerdegbréngen, fir d'Beruffs- an d'Familljeliewe vun de schaffende Leit besser mateneen ofzestëmmen.

Och d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit, wéi mir se haut festleeën, wäert an Zukunft nach méi wéi eng Kéier op de Leescht geholl musse ginn. De Projet, dee mir haut stëmmen, ass een, dee fir haut eng Partie Verbesserunge mat sech bréngt. Ob déi Verbesserungen och wierklech gegraff hunn, jo, dat gesi mer da spéitstens beim Bilan a fënnef Joer. Spéitstens da muss och den Débat vun haut weidergefouert ginn.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun, vun der Demokratescher Partei, net ouni nach eng Kéier ze vergiessen, dem Rapporteur, dem Här Engel, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport hei Merci ze soen.

Dat gesot: Gudden Appetit!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Merci och dem Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir schwätzen haut iwwert de Projet de loi, deen d'Aarbechtszäitorganisatioun nei wäert organiséieren iwwert de Plan d'organisation du travail, virun allem iwwert d'Referenzperioden, déi u sech sollen ofgeännert ginn. Et geet also hei ëm d'Ofännerung vun engem Gesetz, wat - virdrun ass et scho gesot ginn, 1999, d'PAN-Gesetz - u sech déi Saache geregelt huet a wou mer hei géifen Ergänzunge maachen, déi héich Zäit ginn.

E grousse Merci fir d'Éischt emol un de Rapporteur, deen awer menger Meenung no den Detail virun allem och a sengem schréftlechen an a sengem mëndleche Bericht duergeluecht huet, wéi deen neie Modell kann ausgesinn, wéi déi Flexibiliséierung ausgesäit a wéi déi Kompensatiounen, déi dozou gehéieren, eben och géifen ausgesinn. An dorop wäert ech am Detail also net méi hei agoen.

D'Flexibilitéit, d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéen, déi mussen am Équiliber bleiwen. Dat ass deene Gréngen hir Meenung. Ech wëll e ganz klengen Historique maachen, awer net op 1999, well do hunn ech dat nach net suivéiert esou am Detail. Ech wëll just den Historique kuerz bis an d'Fréijoer vun dësem Joer maachen.

Am Fréijoer vun dësem Joer waren zu Senningen verschidde Partië beieneen, d'Patronatsvertrieder, d'Gewerkschaften, d'Regierung, an dat net fir d'Éischt, mä zum x-te Mol, fir u sech ze kucken, eng Eenegung an dësem Dossier ze fannen. Deem war net esou.

Vu dass deem net esou war, huet zu iergendengem Moment missen eng Décisioun geholl ginn. An de Minister Schmit huet konsequenterweis am Numm vun der Regierung eng Décisioun geholl. A mat dëser Décisioun ass natierlech erëm net all Partner zefridden. D'Décisioun besteet doran, d'Flexibiliséierung vun der

Referenzperiod, déi elo vun engem Mount méiglech ass, op véier Méint ze erweideren an als Contrepartie dräi an en hallwen Deeg Congé ze erméiglechen.

An duerno ass et awer lassgaange mat heftegste Reaktiounen. De Minister, dee gëtt zitéiert, dass hien dem Patronat ënnerstellt, de Mënsch als Aarbechtsmaschinn ze betruechten. Do fält mer de Begréff vun Humankapital an, dee ganz pejorativ ass. D'Fédération des artisans mat hire Vertrieder huet op Twitter an op soziale Medie verpasst, menger Meenung no, en normalen Ëmgangstoun ze behalen. An ech zitéieren och elo net all Detail, dat kann een nach alles nosichen, well d'sozial Medie vergiessen näischt!

Ënnerstallt ginn awer e puer Saachen. Éischtens, dës Regierung, déi wär OGB-L-lasteg, eng Partei hätt déi zwou aner Parteien hei iwwert den Dësch gezunn, well déi keng Anung vum Dossier hätten. Da ginn ech dovun aus, dass déi Federatioun - mä esou konsequent oder esou eescht ass et och net gemengt mat deenen Aussoen op deene soziale Medien - da just nach mat där enger Partei géif iwwer Aarbechtsrecht schwätzen. Vu dass mat deene Leit och mir als déi Gréng schonn erëm a Kontakt waren do dertëscht, ginn ech also dovun aus, dass se net der Meenung sinn, dass déi zwee aner Partner an der Regierung an deem Dossier keng Anung hätten.

Zweetens: „Dat ass guer net dat, wat mer brauchen, d'Regierung huet d'Aarbechtswelt nu guer a glat net verstanen." Verstoe kënnen déi gréng och d'Fédération des artisans, wa se Bedenken huet, wat déi praktesch Ëmsetzung ugeet, wat den administrativen Opwand ugeet, an - à voir! - wéi vill Betriber elo wäerte vun där neier Regelung profitéieren. Mä dat wäert eréischt d'Zukunft weisen an dat kann natierlech eréischt geschéien, wann de Projet de loi zum Gesetz gëtt an eben déi do Méiglechkeet vun der Flexibiliséierung, déi soss just iwwert de Kollektivvertrag méiglech war, u sech och kann an deenen anere Betriber gemaach ginn.

Bon, an da muss een natierlech och pragmatesch soen: Déi Betriber, déi elo guer net wëllen op dës Schinn hei goen, ma déi kënne jo, wéi et heescht, d'Referenzperiod eben net op véier Méint ausweiden, déi kënne jo och beim aktuelle Modell bleiwe vun deem enge Mount, ouni weider Géigeleeschtung.

Huet dëst Gesetz elo en Impakt op déi zukünfteg Kollektivverträg? Bon, mir als déi gréng, mir sinn der Meenung, dass et wuel dat ka sinn. Mä et war och elo schonns méiglech, an de Kollektivverträg Referenzperioden ze fannen, déi op zwielef Méint konnte goen. Och do war et méiglech, als Géigeleeschtung Congé ze hunn oder Geld, an dat ass vu Fall zu Fall eiser Meenung no elo festzeleeën. An all Kéiers war et och esou an deene Kollektivverträg, dass méi Flexibilitéit ëmmer mat enger Géigeleeschtung verbonne war.

Och den Horaire mobile bleift mat dësem Gesetz nach ëmmer bestoen als eng Méiglechkeet, fir Beruffs- a Familljeliewen ënner een Hutt ze kréien, am Sënn vu Flexibilitéit vun deenen zwou Säiten, fir de Salarié awer och fir de Betrib, an et gëtt a verschiddene Punkten hei nach eng Kéier preziséiert, wat de Report ass vun lwwerstonnen an esou weider.

Deen neie Modell vun der Gestaltung vun der Referenzperiod ass och ganz ausféierlech, ech hat et scho gesot, vun eisem Rapporteur hei, dem Georges Engel - nach eng Kéier e Merci -, ebe virgestallt ginn. An ech wëll net nach eng Kéier do den Detail eraushuelen.

Eis als déi gréng ass et awer wichteg an dat empfanne mer als ganz positiv, dass eben, wann en neie Modell vu Referenzperiod soll an engem Betrib agefouert ginn, déi ganz Procédure d'information et de consultation preziséiert gëtt, dass méi mat de Personaldelegatiounen zesummegeschafft gëtt an dass och d'Asprochsprozedur beim Désaccord iwwert d'ITM an den Office national de conciliation geregelt a preziséiert gëtt.

Wann een, wéi haut, iwwer nei Aarbechtszäitmodeller schwätzt, virdrun ass gesot ginn: „Dat ass elo schonn alles méi wéi 15 Joer al, dat hätt kënne schonn éischter geschéien", dann ass dat sécherlech richteg, mä da muss een awer och an d'Zukunft kucken. An do wäerten och nach ganz aner Volete musse beschwat ginn, an zwar Aarbechtszäitreduktioun. Nei Modeller sinn och am Rifkin-Bericht scho mat ugeduecht. Télétravail, do hu mer d'Motioun de Moie jo an déi entspriechend Kommissioune verwisen, déi vum Claude Haagen hei virgedroe gi war, déi eben an déi dote Richtung geet.

Zum Schluss: Dëse Projet de loi, esou gesinn et déi gréng op jidde Fall, ass am Interêt vun deenen zwou Säiten. E bréngt der Entreprise eng méiglech Flexibilitéit, déi net am Kollektivvertrag eben oder ouni Kollektivvertrag ka geregelt ginn. Se bréngt dem Salarié geregelt Aarbechtszäiten, wat wichteg ass am Sënn vu Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, well nëmme gutt Aarbechtsbedéngunge kënnen e positiven Impakt hunn op Krankmeldungen, Burn-out an awer och op d'Produktivitéit. Et sinn ëmmer déi zwou Säiten, déi mat verbonne sinn. A wéi esou dacks am Liewe gëtt et och an dësem Dossier näischt fir näischt.

An do wollt ech scho mäi Schlusssaz maachen. Mä da muss ech awer nach eng Kéier kuerz op de Virriedner vun der CSV agoen. Bon, ech sinn elo selwer och iwwerrascht iwwert den Non-Accord vun der CSV zu dësem Projet de loi. Bon, ech war, souwäit ech mech erënnere kann, an alle Kommissiounssëtzungen derbäi an ech hunn deen Dissens, esou staark wéi en elo hei virgedroe gëtt vum Här Spautz, net gespuert. Bon, ech hat vläicht net all meng Sensoren ageschalt.

(Hilarité)

Déi Lénk, déi hunn eng ganz Partie Amendementer erabruecht, an d'Kommissioun huet iwwert déi Amendementer eent zu eent ofgestëmmt. A mir waren natierlech net mat all deenen Amendementer d'accord. Et si souguer ganz wéineg zréckbehale ginn, déi iwwerholl gi sinn. Do hu mer als ganz Kommissioun iwwer all Amendement ofgestëmmt an duerno hu mer och e Rapport ugeholl. Mir hunn e Rapport unanime ugeholl, an duerfir sinn ech esou erstaunt iwwert den Non-Accord vun der CSV. Mä jiddwereen huet d'Recht, seng Meenung zu deem Moment, wou e fënnt, virzedroen.

An domat ginn ech den Accord vun der grénger Partei zu dësem Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Anzia. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och Merci un de Kolleeg Georges Engel, deen dëse Projet hei wierklech an den Detailer virgedroen huet, och op eng Manéier, datt, mengen ech, de Gros vun de Leit et verstanen huet.

Dat Gesetz, wat mer haut hei an der Diskussioun hunn an zur Ofstëmmung, ass eng Reorganisatioun iwwert d'Aarbechtszäitorganisatioun, méi prezis iwwert d'Referenzperiod, wéi d'Leit schaffen. Et ass hei gesot ginn, déi Geschicht huet e laange Baart, an duerfir ass et e Meritt, ob een elo fir dat Gesetz oder géint dat Gesetz ass, datt de Minister et awer fäerdegbruecht huet, fir endlech e Projet an d'Chamber ze bréngen.

De But war, fir e Kompromëss ze fannen tëschent deenen zwou Säiten, den Entreprisen an dem Salariat, fir méi Flexibilitéit an d'Aarbechtswelt eranzekréien, déi engersäits vum Patronat gefrot ginn ass, an awer op där anerer Säit och d'Salariat, wann et do mat op dee Wee geet, fir méi onregelméisseg ze schaffen, datt et dat op där anerer Säit och honoréiert kritt. Dat schéngt mer eng normal Approche ze sinn, datt jiddwereen eppes huet.

De Betrib hätt gär méi Flexibilitéit an d'Salariat hätt déi gären deementspriechend och indemniséiert, well och si hunn e Recht, wann dat op d'Käschte vun hirem Privatliewe geet, onregelméisseg ze schaffen, vun hirer Famill, datt se dat iergendwéi kompenséiert kréien. Do muss also och eng Plus-value fir déi zwou Säiten ufalen, fir datt et eng gerecht Basis huet.

D'Referenzperiod gëtt ausgedeent, an duerfir gëtt et méi Congé. Wéi gesot, ech brauch net méi op déi Bestëmmungen am Detail anzegoen. De Georges Engel huet dat ganz gutt gemaach. D'Resultat, wat mer elo hei virleien hunn, gëtt vun der Salariatssäit, an hirer grousser Majoritéit, géif ech zumindest soen, positiv bewäert, a vun der Patronatssäit, an hirer grousser Majoritéit, géif ech soen, negativ bewäert.

Déi Diskussiounen, déi gefouert si ginn, hunn zu kengem Accord fonnt. An ech wëll mech vun eiser Säit aus elo net an déi Polemik, déi duerno entstanen ass, an déi Tounaart, déi duerno entstanen ass, amëschen. Et kann een dat just bedaueren!

Et kann een et bedaueren, datt mer op esou engem Punkt wéi deem heite keen Accord fonnt hunn, datt mer keen Accord fonnt hunn tëschent deenen zwou Säiten, well ech mengen, mir hu schonn a vill méi komplizéierten Dossieren hei am Land an der Vergaangenheet Accorde fonnt, mat deene jiddweree konnt liewen. Et ass ze bedaueren, datt an dësem Punkt, dee jo och nëmmen eng bestëmmten Zuel vu Betriber betréfft, an da géif ech soen, datt et net revolutionär ass, vu wat hei d'Betriber betraff ginn, datt do keen Accord fonnt ginn ass.

D'Regierung huet hir Responsabilitéit geholl. An ech wëll soen, datt mir och léiwer gesinn hätten, datt ee méi e Kader gesat hätt, datt ee gesot hätt: „Hei, d'Betriber mussen eng Kompensatioun maachen, mä dat ka Congé sinn oder eng Indemnitéit, déi muss bezuelt ginn", well ech der Meenung sinn, datt och vill Salariéen net onbedéngt alleguer méi Congé wëllen, mä verschiddener hätten och vläicht gradesou gär méi Suen an der Pai.

Et hätt een am Fong de Betriber an de Salariéen do kënne méi eng Flexibilitéit ginn, well mir wësse jo, dat ass jo hei prioritär an deene Betriber, wou mer keng Kollektivverträg hunn. An do ass nun emol eben nach ëmmer ganz d'Regel, datt d'Négociatiounen direkt an deene Betriber tëschent dem Patron an dem Salariat gefouert ginn. Datt een e Kader setzt, datt muss négociéiert ginn an datt muss indemniséiert ginn, fannen ech richteg, mä et hätt ee kënnen do eng gewësse Marge de manœuvre loossen a just de Kader maachen.

Op där anerer Säit mengen ech, dat hunn ech och schonn d'lescht Woch hei gesot, wéi mer iwwert de Mindestloun diskutéiert hunn, wa mer iwwerall Kollektivverträg hätten, da bräichte mer déi Diskussioun och net iwwert de Mindestloun ze féieren, dann hätte mer am Kader vun de Kollektivverträg Mindestléin. Et kéint een och e Mindestloun aféieren, mä de Problem géif wahrscheinlech iwwert de Kader vun de Kollektivverträg da geregelt ginn.

Hei si mer an enger äänlecher Situatioun. An d'Kolleegin Taina Bofferding huet et och ugeschnidden. Et féiert och vläicht dozou, datt d'Betriber, déi sech bis elo opposéiert hunn, fir Kollektivverträg ze maachen an neie Branchen, datt mer Kollektivverträg kréien, wou mer dann d'Méiglechkeet hunn, tëschent de Sozialpartner am Kader vun de Verhandlunge vu Kollektivverträg Formullen ze fannen, déi jo awer elo scho bestinn, a wou méi eng Flexibiliséierung an dem Accord méiglech ass.

Duerfir, wéi gesot, et ass en Encouragement, géif ech soen, an déi Richtung, an d'Betriber, mengen ech, wieren och gutt beroden, wa se géife versichen, méi ënner Kollektivverträg ze falen. Well all déi Betriber, déi ënner Kollektivverträg falen, ech hunn duerno ni méi héieren, datt déi Betriber gesot hunn: „Mir wëlle keng Kollektivverträg méi", mä et huet och si arrangéiert, well se woussten, wéi hir ganz Aarbechts- a Lounorganisatioun am Betrib wier. Se ware längerfristeg planungssécher, a jiddweree wousst, wou e mat deem aneren dru war. Et brauch net mat deenen Eenzelnen négociéiert ze ginn, mä et kann ee mat enger Delegatioun oder mat enger Gewerkschaft négociéieren, an et ass fir jiddwereen dann herno bindend, an och, wat d'Konkurrenz ënnert deenen eenzelne Betriber vun deenen eenzelne Branchen ubelaangt, ass et eng neutral Operatioun, well all Betrib déiselwecht Loun- an Aarbechtskonditioune muss respektéieren. Duerfir hu mer alleguer Intérêt, fir d'Betriber ze encouragéieren, an déi Richtung ze goen.

D'Gesetz gesäit vir, datt mer a fënnef Joer e Bilan zéien. Wa mer kucken, wéi laang datt mer do gebraucht hunn, fir dat Gesetz hei ze kréien, 17 Joer gëtt geschwat; net dat heite Gesetz, ech menge mat allem, wou mer schonn iwwert déi Fro schwätzen! Dat Gesetz hei selbstverständlech huet keng 17 Joer gebraucht, mä d'Diskussiounen zum Sujet, déi hunn e laange Baart. Duerfir mengen ech awer, datt fënnef Joer e bësse wäit gegraff sinn, well mer wëssen, wéi séier d'Evolutioun haut geet, a well mer awer och wëssen, wéi ëmstridden dat heiten ass. An ech mengen, mer mussen eis eppes bewosst sinn: Wa mer d'Betriber hei net mat an d'Boot erakréien, an de Risiko besteet, datt mer se net mat an d'Boot erakréien, da verfeelt dat Gesetz hei säi But. Da verfeelt et säi But, da bleift alles beim Alen. An dat war jo awer net de Sënn an den Zweck.

An duerfir, ech weess et net, mir waren net derbäi. Ech mengen, et war kee vun eis derbäi. Mir verfollegen déi Debatte just aus der Press, déi no bausse gefouert si ginn. Mä menger Meenung no wier et nach eng Kéier derwäert gewiescht an et wier kengem eng Zack aus der Kroun gefall, wa sech nach eng Kéier zesummegesat gi wier an et hätt een nach eng Kéier mam Patronat geschwat. Dat hätt vläicht den Toun geschwächt an et hätt awer vläicht kënnen zu engem Kompromëss féieren, deen hei elo net fonnt ginn ass.

Mir géifen also soen: Och wann an dem Gesetz steet, datt no fënnef Joer de Bilan soll gezu ginn, sinn ech der Meenung, datt d'Regierung gutt berode wier, schonn éischter dat ze maachen. Hei ass eng Obligatioun, géif ech soen, no fënnef Joer, mä d'Méiglechkeet besteet awer och, fir schonn éischter e Bilan ze zéien, fir ze kucken, wéi dat Ganzt evoluéiert. Well wann et esou geet, wéi verschidde Patronatskreesser et soen, da wier et bedauerlech, datt dat Gesetz net méi positiv Répercussiounen op dat Ganzt hätt.

Mir wäerten als ADR net géint dat heite Gesetz stëmmen, well et e Schratt no vir ass. Mir hunn awer eis Bedenken a bedaueren, datt mer kee Kompromëss fonnt hunn. An duerfir wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. An de leschte Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. D'Diskussioune ronderëm d'PAN-Gesetz hunn an deene leschte knapp 20 Joer scho méi wéi eng Kéier d'Chamber an och d'Effentlechkeet beschäftegt. An dat huet och säi Grond, well d'Froe ronderëm Aarbechtszäit an Aarbechtsorganisatioun schonn ëmmer zentral ware fir déi Leit, déi vun hirem Akommes, vun hirem Salaire liewen.

Zanter der Mëtt vum 19. Jorhonnert steet d'Fuerderung no enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit nieft der Lounfro am Zentrum vun de Revendicatioune vun der Aarbechterbewegung. Dobäi waren lwwerleeungen zur Gesondheet a Sécherheet geneesou wichteg, wéi dat iwwergeuerdnet emanzipatorescht Zil, fir näämlech déi Zäit, déi e Salarié an engem Lien de subordination zu sengem Employeur steet, ze begrenzen an ze encadréieren.

D'Organisatioun vun der Aarbecht ass also e Schlësselelement, fir en dezent Liewen iwwerhaapt ze erméiglechen. Am 20. Jorhonnert sinn duerch sozial a gewerkschaftlech Ausenanersetzungen dës Fuerderunge lues a lues zu geltendem Recht ginn. D'Begrenzung vun der Wochenaarbechtszäit op successiv 56, 52, 48, 44 a 40 Stonne waren Etappen an deem Prozess.

All Reduktioun vun der Aarbechtszäit ass duerfir och zu Recht als soziale Fortschrëtt betruecht ginn, woubäi bei jiddwerenger vun deenen Etappen, déi mer haut als selbstverständlech betruechten, wéi d'Ofschafe vun der Kanneraarbecht zum Beispill, d'Vertrieder vum Kapital Zeter a Mordio gejaut hunn, datt d'Ekonomie zesummebrieche géif an datt eis Ekonomie net méi kompetitiv genuch wier. Dat kënnt engem alles zimlech bekannt a leider aktuell vir, well effektiv d'Essenz vun der Ausenanersetzung tëschent Kapital an Aarbecht och haut nach déiselwecht ass.

Déi lescht grouss Etapp vun Aarbechtszäitreduzéierung hei am Land ass entre-temps iwwer 40 Joer hier a geet op d'Joer 1970 zréck, wou de Kader geschaaft gouf, fir déi successiv Reduzéierung vun der Wochenaarbechtszäit op 40 Stonnen anzeleeden.

Am Rapport vun der deemoleger Sozialkommissioun steet als Paukenschlag direkt op der éischter Säit: «Vers 1985…», also déi Zäit geduecht, a 15 Joer, «…l'homme ne travaillera pas plus que 30 heures par semaine, 40 semaines par an, 35 années durant toute sa vie.» Deen deemolege Rapporteur huet eng wesentlech Reduzéierung vun der Liewensaarbechtszäit fir eng relativ no Zukunft an Aussiicht gestallt. Den deemolege Rapporteur war keen anere wéi de Jean Spautz!

Dës Zukunftsperspektiv war baséiert op den ze erwaardende Produktivitéitsgewënner. Och schonn deemools si Phenomeener wéi Roboteriséierung an Digitaliséierung virausgesi ginn. Phenomeener, mat deene mer haut liewen an déi d'Aarbechtsprozesser zanterhier onheemlech rationaliséiert hunn. 1970 huet d'Chamber kee Jeremy Rifkin gebraucht, fir d'Enn vun der Aarbecht virauszegesinn a se ze verbanne mat enger fortschrëttlecher Perspektiv fir d'Mënschen.

Mir kennen awer och d'Geschicht. Tëscht deemools an haut läit manner eng wesentlech aner Produktivitéitsentwécklung. Tëscht deemools an haut leie virun allem en anere politesche Wëllen an aner politesch Kräfteverhältnisser an eiser Gesellschaft. Tëscht deemools an haut leie 40 Joer Neoliberalismus, déi all Aspiratioun op gesellschaftlechen a soziale Fortschrëtt ënnert dem Mantra vun der verallgemengerter Konkurrenz vu jiddwerengem mat jiddwerengem begruewen hunn.

An dëst war och de Kontext, an deem 1999 dat éischt PAN-Gesetz votéiert gouf, wat eng wesentlech Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit zum Inhalt hat, näämlech d'Eropsetze vum Referenzkader vun der 40-Stonnen-Woch op ee Mount. A wéi den Numm et seet, war d'PAN-Gesetz e Plan d'action national en faveur de l'emploi, also als Instrument fir d'Beschäftegung a géint de Chômage ugeduecht ginn. Erauskomm ass eng eesäiteg Flexibiliséierung zuongonschte vun de Salariéen. An ob d'Chômagetauxe par rapport zu `99 gesonk sinn, bleift awer och a Fro ze stellen.

Verschidde Bestëmmungen aus där PAN-Gesetzgebung waren ugeluecht als eng Zort Krisepolitik, en Instrument, dat sollt op d'Kris vum Aarbechtsmaart reagéieren. D'PAN-Gesetzer waren doduerch zäitlech begrenzt, fir eben deen temporäre Charakter vun där Flexibiliséierung, déi de Salariéen ofverlaangt gëtt, ze ënnersträichen.

Bei der Analys vum Projet, dee mer elo hei virleien hunn, muss ee sech duerfir, menge mer, e puer Saache virun Aen halen.

Éischtens, et geet och hei net oder ganz wéineg ëm d'Bekämpfung vum Chômage. Et ginn heimadder Iwwergangs- an Ausnamebestëmmungen, déi eng Reaktioun op eng Kris sollte sinn, ee fir alle Mol festgeschriwwen. Dat heescht, den temporäre Charakter gëtt ewechgeholl, mä d'Mesuren, déi dëst Gesetz proposéiert, gi festgeschriwwen. An drëttens gëtt de Maximum u Flexibilitéit an d'Gesetz geschriwwen, deen den europäesche Kader erméiglecht, näämlech eng Referenzperiod vu bis zu véier Méint.

Besonnesch déi zwee lescht Elementer hunn d'Alarmklacke laude gelooss, mä nawell huet d'Konzept vum Aarbechtsminister op den éischte Bléck duerchaus interessant geklongen. Wann d'Referenzperiod, esou heescht et, verlängert gëtt, da gëtt et och zousätzleche Congé fir déi Beschäftegt; ee Prinzip oder eng Philosophie, där mir prinzipiell eis Zoustëmmung kënne ginn. Bei méi geneeër Lektür muss een awer feststellen, datt dat Ganzt guer net esou evident ass, ugefaange bei der Rechnung selwer: méi Congé fir méi Flexibilitéit.

De Minister ass net midd ginn an och am Exposé des motifs ass et ausdrécklech virgerechent ginn, datt an ënner wéi enge Bedéngungen eng Entreprise bei deem neie Modell gagnante ka sinn, wa se d'Referenzperiod op zwee, dräi oder véier Méint ausdeent. Dat heescht, et ass ausgerechent ginn, wat eng Entreprise gewanne kann un Netausbezuele vun Iwwerstonnen, wa se d'Méiglechkeete vun der Referenzperiod benotzt. An et stellt ee fest: Déi Méiglechkeete gëtt et! Et gëtt déi Méiglechkeeten, datt d'Entreprise gewënnt, dat heescht, datt si en rapport zu haut manner Iwwerstonnen urechne muss.

Natierlech ass d'Entreprise net gezwongen, d'Referenzperiod auszeweiden, wa se mierkt, datt et fir si näischt bréngt. Mä iwwerall do, wou et Gewënner gëtt, déi manner Iwwerstonnen urechne mussen, do gëtt et och Verléierer. An deem Fall de Salarié, dee manner Iwwerstonnen zegutt huet, souguer wann een déi Stonnen, déi ee bäikritt, iwwert d'Congésdeeg bäirechent, an ouni duerfir awer manner mussen ze schaffen.

An dat ass ee vun den Haaptkritikpunkte vun eis um Gesetz: De Patron verléiert ni bei dëser unilateraler Décisioun, déi hien hëlt. De Salarié kann awer verléieren, souguer mat sengem Surplus u Congé.

Zweetens sinn an eisen Aen ausgeschloss vun dëser Regelung d'Kollektivverträg, wat jo och novollzéibar ass, well d'Sozialpartner sech géigesäiteg op e Modell eenegen. Ausgeschloss sinn awer och déi Leit, déi an engem Betrib schaffen, déi haut schonn en Horaire mobile hunn. Wuelverstanen, d'Période de référence, also d'Flexibiliséierung, kann ausgedeent ginn, mä et entsteet an deene Fäll kee Recht op zousätzlech Congésdeeg. Fir déi betraffe Salariéen, wat wuel besonnesch am Déngschtleeschtungssecteur de Fall ass, ass dat mat Sécherheet zumindest kee Fortschrëtt.

Drëttens kënnt dëst dohier, datt entgéint deem, wat een unhuele kéint, et net déi verlängert Referenzperiod ass, déi d'Recht op de méi Congé opmécht, mä de Plan d'organisation du travail. An deem ka sech justement net nëmmen den Horaire mobile substituéieren, mä de POT selwer kann Ursaach vun Ausenanersetzunge sinn, de POT kann ugefecht ginn, hie kann à la limite suspendéiert ginn, jo souguer zu gewerkschaftlechen Aktioune féieren. Dat heescht, et ass duerchaus denkbar, datt ee mat Situatioune konfrontéiert ass, wou e POT a Fro gestallt ass, mat alle Konsequenzen, déi drunhänken, mä nawell gëllt d'Referenzperiod.

Här President, mir hu gemierkt, datt déi anfänglech Entrüstung vun de Patronatsvertrieder sech entre-temps a ganz iwwerschaubare Grenzen hält. A mir menge pour cause, well se kënnen effektiv eventuell vun deenen neie Mechanisme profitéieren. A wa se dat net maachen, brauche si se och net ze applizéieren. Et ass also net an eisen Aen eng Win-win-Situatioun, mä eng One-winner-for-sure-Situatioun.

An et géife sech och nach aner Froe stellen, wat d'Konsequenze si fir déi Leit, déi méi wéi een Aarbechtsvertrag mussen hunn. Wat bedeit déi dote Flexibiliséierung, d'Erausfuerderung vun der Flexibiliséierung fir si? Kënnen déi iwwerhaapt nach méi flexibel sinn? An am meeschte fält dat jo op Leit, déi am Niddreglounsecteur beschäftegt sinn.

Här President, mir kënnen dëst Gesetz an där doter Form net matdroen, well nieft punktuelle Fortschrëtter, déi et och gëtt, en transitoresche Krisesystem zur allgemenger Regel gëtt, a well d'Géigeleeschtungen - e puer Stonne fräi d'Joer méi - a kengem Verhältnis zur Opportunitéit fir d'Betriber stinn a well et an eisen Aen net op der Héicht ass, fir eng wierklech Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Beschäftegten ze befërderen.

Mir hunn an der Kommissioun, an dat ass schonn e puermol ugeklongen, opgrond vun deem ministeriellen Text Proposen entwéckelt, déi mer an der Kommissioun duergeluecht hunn an déi och do zum Vott gestallt gi sinn.

Et si sechs Amendementer, déi mer och hei nach eng Kéier wëllen an d'Diskussioun erabrénger an déi ech Iech dann heimadder géif offiziell déposéieren.

Amendement 1

Article 1, point 4 (modification de l'art. L.211-6, paragraphe 2, alinéa 5):

Il est proposé de compléter l'alinéa 5 du paragraphe 2 de l'article 211-6 comme suit:

«, sous la réserve du constat de non-conciliation devant l'Office national de conciliation, saisi selon l'article L.211-7 (2), qui met automatiquement fin à la période de référence.»

Commentaire: Le Conseil d'État se demande comment la délégation ou les salariés concernés pourront remettre en cause une période de référence qui, une fois décidée, risque de rester à l'infini. Il est proposé de faire cesser la durée d'une période de référence par le non-accord sur la contrepartie, le POT, devant l'Office de conciliation. Les parties seront alors à nouveau remises sur un pied d'égalité.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Amendement 2

Article 1, point 4 (modification de l'art. L.211-6, paragraphe 2, alinéas 8-11):

Il est proposé au paragraphe 2 de supprimer les alinéas 8-11 et d'ajouter les alinéas 8-10 suivants:

~~En cas d'établissement d'un plan d'organisation du travail tel que prévu à l'article L.211-7 et pour une période de référence ayant une durée entre plus de un mois et deux mois au maximum un congé supplémentaire de un jour et demi par an est dû aux salariés qui sont effectivement concernés par le plan d'organisation du travail en question.~~

~~En cas d'établissement d'un plan d'organisation du travail tel que prévu à l'article L.211-7 et pour une période de référence ayant une durée entre plus de deux mois et trois mois au maximum un congé supplémentaire de trois jours par an est dû aux salariés qui sont effectivement concernés par le plan d'organisation du travail en question.~~

~~En cas d'établissement d'un plan d'organisation du travail tel que prévu à l'article L.211-7 et pour une période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum un congé supplémentaire de trois jours et demi par an est dû aux salariés qui sont effectivement concernés par le plan d'organisation du travail en question.~~

~~En cas de besoin et notamment pour les salariés à temps partiel ces jours de congé sont proratisés.~~

«Chaque période de référence ayant une durée entre plus de un mois et deux mois au maximum abaisse la durée normale de travail prévue à l'article L.211-5 à 39 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.

Chaque période de référence ayant une durée entre plus de deux mois et trois mois au maximum abaisse la durée normale de travail prévue à l'article L.211-5 à 38 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.

Chaque période de référence ayant une durée entre plus de trois mois et quatre mois au maximum abaisse la durée de travail normale prévue à l'article L.211-5 à 37 heures par semaine pour chaque salarié effectivement concerné par le plan d'organisation du travail en question.»

Commentaire:

1) C'est la période de référence décidée (et non plus l'existence préalable d'un POT) qui ouvre droit à la contrepartie.

2) Il est proposé de remplacer le système du congé supplémentaire annuel (à prendre plus tard) par une baisse du temps de travail pour les travailleurs concernés de 1 à 3 heures par semaine selon la durée de la période de référence (devenant effective tout de suite). Ainsi la semaine de 39, 38 et 37 heures serait introduite pour les salariés soumis à un régime de flexibilité du travail.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Amendement 3

Article 1, point 4 (modification de l'article L.211-7, paragraphe 1):

Il est proposé de remplacer l'alinéa 1 par le texte modifié suivant:

Sous peine de nullité de la période de référence, toute entreprise établit ~~en temps utile, et au plus tard cinq jours francs avant le début de toute période de référence visée à l'article L.211-6, un plan d'organisation du travail, couvrant au moins un mois pour toutes les périodes de référence supérieures ou égales à un mois;~~ un ou plusieurs plans d'organisation du travail d'une validité minimale d'un mois pour chacun d'entre eux et couvrant ensemble l'intégralité de la période de référence ~~portant sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours du plan d'organisation du travail.~~ Ces plans portent sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours du plan d'organisation du travail et sont établis en temps utile et au plus tard cinq jours avant leur entrée en vigueur.

Commentaire: La présence d'un POT (facteur sécurité pour le salarié) est indispensable pour la période de référence (facteur flexibilité pour l'employeur). Il est également exigé que toute la période de référence soit couverte par un ou plusieurs POT.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Amendement 4

Article 1, point 4 (modification de l'article L-211-7, paragraphe 2)

Il est proposé d'ajouter un alinéa 5 nouveau de la teneur suivante:

«La même procédure de désaccord s'applique en cas d'absence de plan d'organisation du travail régulièrement introduit, constatée par la délégation du personnel ou, à défaut, par les salariés concernés.»

Commentaire: La délégation ou les salariés concernés pourront non seulement contester un POT qui leur est soumis pour avis, mais également l'absence d'un POT.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Amendement 5

Article 1, point 4 (modification de l'article L.211-7, paragraphe 4, 1er alinéa):

Il est proposé de compléter l'alinéa 1er ainsi:

«Dans le cadre d'un plan d'organisation du travail tel que prévu dans le présent article ou d'un horaire mobile négocié d'un commun accord entre l'entreprise et la délégation du personnel ou, à défaut, les salariés concernés tel que prévu à l'article L.211-8 et dans le respect du paragraphe 1 de l'article L-211-12, sont à considérer comme heures supplémentaires au sens des articles L-211-22 et suivants les heures de travail dépassant par mois:»

Commentaire: Le régime de la détermination des heures applicables pour le POT en vertu des alinéas 8 à 10 du paragraphe 2 de l'article L.211-6 doit également s'appliquer pour le régime de l'horaire mobile.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

Amendement 6

Article 1

Il est proposé d'ajouter un nouveau point 9 de la teneur suivante:

«Le premier alinéa de l'article L.233-4 est modifié comme suit:

La durée du congé est d'au moins vingt-cinq trente jours ouvrables par année, indépendamment de l'âge du salarié.»

Commentaire:

La dernière augmentation du congé annuel date de la réforme du 26 juillet 1975 qui portait le congé annuel à 25 jours pour tous les salariés, indépendamment de l'âge du salarié ou de son ancienneté de service. Cette réforme modifiait la loi du 22 avril 1966 qui avait à l'époque introduit une uniformisation du régime du congé annuel et prévu 18 jours de congé pour tous les salariés du secteur privé.

La réforme de 1975 introduisait également la semaine de 40 heures pour tous les salariés. Le temps de travail hebdomadaire ainsi que le congé annuel sont donc inchangés depuis bientôt 42 ans.

La loi dite PAN de 1999 a pourtant introduit une flexibilisation accrue du travail en défaveur des salariés, notamment à travers des horaires de travail de moins en moins fixes et la disparition insidieuse des limites du temps de travail. Cette flexibilisation ainsi qu'un temps de travail hebdomadaire qui est parmi les plus élevés en comparaison avec les pays voisins conduisent à une pénibilisation accrue du travail et pèsent sérieusement sur la santé et le bien-être d'un nombre croissant de salariés.

Il est également à noter qu'en 2012 le congé annuel dans le secteur privé se situait en moyenne déjà à 27,4 jours (Statec) et donc au-dessus du minimum fixé par la loi de 1975. Les conventions collectives dans certains secteurs ou certaines grandes entreprises prévoient souvent un congé annuel supérieur aux 25 jours prescrits par la loi ce qui fait augmenter la moyenne. En revanche les salariés dans les petites entreprises et les secteurs sans convention collective se retrouvent toujours avec le minimum de congé annuel et sont de plus en plus défavorisés par rapport aux salariés dans les grandes entreprises et/ou concernés par une convention collective.

Une augmentation du congé annuel légal permettrait donc d'améliorer la qualité de vie de beaucoup de salariés.

(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Amendementer, wou mir mengen, datt et op där Grondlag, déi de Minister presentéiert huet, Saache méi kloer mécht a kéint derzou bäidroen, datt et e wierkleche soziale Fortschrëtt fir d'Leit wier.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. D'Riednerlëscht ass erschëpft, an den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, ass schonn um Wee fir op d'Tribün. Dir hutt d'Wuert, Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, effektiv war et e laange Prozess, bis mer zu dësem Kompromëss - an ech betounen nach eemol „Kompromëss" - komm sinn. Mä Dir wësst alleguer, fir e Kompromëss ze fannen, musst Der Parteien hunn, déi bereet sinn, och e bësse Waasser an hire Wäin ze schëdden. Wann een natierlech dervun ausgeet, datt engem seng Fuerderunge mussen zu 100% erfëllt ginn, dann ass an deem Sënn kee Kompromëss méiglech. Da muss ebe probéiert ginn, iwwert déi Situatioun ewech eng Léisung fonnt ze ginn. A wéi dat scho betount ginn ass: Et war wierklech un der Zäit, där doter Diskussioun en Enn ze bereeden an eng Léisung op den Dësch ze leeën.

Firwat ass et menger Meenung no e Kompromëss? Majo, well d'Fuerderung vun deem enge war, haaptsächlech ze soen - an ech contestéieren dat och net -: Mir brauchen e bësse méi Loft. Mir brauchen e bësse méi - obwuel dat Wuert jo e bësse verpöönt och ass - Flexibilitéit, fir de Variatiounen an den Aktivitéiten a ville Betriber besser entspriechen ze kënnen. Dat ass legitimm. Effektiv, ons Ekonomie haut, déi variéiert a ville Secteuren. Déi fonctionnéiert verschidden Zäite méi. Dir hutt also e Besoin, fir Iech un déi Variatiounen unzepassen. An dat muss een och kënne géréieren am Betrib.

Dat war net eng Demande vun de Gewerkschaften; wat ech och absolutt verstinn. D'Gewerkschaften hunn ni eng Extensioun vun der Période de référence gefrot. A wa mer haut soen, mir maachen déi Extensioun vun engem Mount op véier Méint, dann ass dat u sech d'Konzessioun gewiescht vun de Gewerkschaften, fir dat ze akzeptéieren, datt mer vun engem Mount op véier Méint ginn.

Eng Parenthèse op: Mir haten an deem Gesetz e komeschen Artikel. An dee komeschen Artikel huet dodra bestanen, datt et méiglech war, bei de Minister ze pilgeren an ze soen: „Voilà, ech hu kee Kollektivvertrag an ech hätt gären eng Période de référence bis sechs Méint." An da war et um Minister ze décidéieren - um Minister ze décidéieren! -, ob déi Entreprise dat géif verdéngen oder net. No engem Consultatiounsmechanismus, wou ech gemierkt hunn, datt d'Jalonen esou gesat waren, datt dat de pure forme war.

Ech si jo der Meenung, datt d'Ministeren net direkt an d'Gestioun vun de Betriber sollen agräifen an net sollen décidéieren: „Du Betrib hues d'Recht, eng Période de référence iwwer e Mount ze hunn, an du Betrib, du hues et eventuell net!" Dat entsprécht net direkt menge Virstellungen. An duerfir hu mer och déi

Méiglechkeet ofgeschaaft. An e bëssen erëm fir den Equiliber, dat heescht ëmmer an där Suerg vum Kompromëss, hu mer déi véier Méint installéiert an net déi dräi Méint, déi laang an der Diskussioun waren, mä wou ech mengen, datt, wann d'Direktiv - dat heite berout jo och zum Deel op der Aarbechtszäitdirektiv - véier Méint virgesäit, véier Méint erlaabt, bon, firwat soll een dann net eventuell och op déi véier Méint goen?

D'Contrepartie - an ech sinn absolutt d'accord, wann een e Kompromëss mécht, da muss een och eng Contrepartie iergendwou liwweren -, déi war d'Aarbechtszäit. Déi war eng Fuerderung, déi, ech mengen, u sech ganz moderat ass, wann ee kuckt, ëm wat et hei geet. Hei geet et ëm tëschent zwielef an 32 Stonne Reduktioun vum Temps de travail maximum, wann een op déi verschidde Modeller vu Flexibilitéit zréckgräift.

Elo liesen ech... Hei ass dat net esou direkt gesot ginn, mä ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir nach eemol dorop zréckzekommen. Elo liesen ech, datt dat heiten e System wier, deen iwwerhaapt net flexibel wier, deen enorm bürokratesch an administrativ Problemer a Barrièrë géif schafen. Ech perséinlech hunn déi Barrièren net gesinn. Ech hunn éischter fonnt, dee System vu virdrun, wou een huet misse bei de Minister pilgeren... Iwwregens net ganz vill Entreprisen hunn dovu Gebrauch gemaach; emol net 30 am Joer, eng 20 bis 25.

Deen heite System ass ganz einfach. Et ass eigentlech eng Saach, déi sech an der Entreprise ofspillt an dem Chef d'entreprise, dem Employeur, d'Méiglechkeet gëtt ze soen: „Bon, mir sinn an enger Situatioun, wou mer gewësse Variatiounen hunn. Mir mussen eis un déi Variatiounen upassen, also wier fir ons déi beschte Léisung eng verlängert Referenzperiod."

E consultéiert seng Leit, wou ech da soen, wat... Et gëtt ëmmer gesot, de Minister mat der Delegatioun wier eng aner Optioun gewiescht. Ech maachen dann eng zweet Parenthèse op. An da soen ech: Okay, dat war eng Optioun. Éischtens emol, wat hätt d'Gesetz virgeschriwwen als Kompensatioun? Wat hätte mer gesot? Et muss een Zäit en plus ginn, et muss ee méi Salaire ginn. Wivill ass dat? Wier dat och an d'Gesetz komm? Dat heescht, d'Gesetz hätt eigentlech och dat misse virschreiwen, wat u sech Objet ass vun engem Kollektivvertrag.

Wat wier da geschitt, wann d'Leit gesot hätten: „Mir schaffe flexibel, mir wëllen näischt."? An dat wier, soen ech Iech, a ville Fäll de Fall gewiescht. Mir wëssen alleguerten, wéi d'Rapport-de-forcen entstinn a bestinn, besonnesch och nach an deenen Entreprisen, wou et eventuell keng Delegatioun gëtt. An där gëtt et der jo ënner 15. Also, hei ass en Équiliber geschaaft ginn, och wat d'Méiglechkeete vu Flexibilitéit ubelaangt a wat och d'Contrepartien ubelaangt, fir och gewëssen Entreprisen op en nämlechte Standpunkt ze setzen.

E Beispill: Wann ech eng PME hunn - an ech mengen, mir denken hei besonnesch un d'PMEen, un déi kleng Entreprisen -, wëlle mer hei engem Employeur, engem Patron d'Méiglechkeet ginn, wann Der e Secteur huelt, wéi zum Beispill, well den Här Reckinger dat gefrot huet, mentionnéiert huet, e Bäcker. De Bäcker huet am Joer zwou, dräi Perioden, wou e wierklech vill muss drummen, wou d'Geschäft staark leeft. Ben, hei huet en d'Méiglechkeet ze soen: „Wärend deene Perioden, wou ech wierklech e Peak hunn, do hätt ech léiwer eng Période de référence, déi net ee Mount ass, mä zwee Méint. Da kann ech dat équilibréieren, wat d'Leit deen ee Mount méi schaffen, huele se deen anere Mount als Zäit eran." Et ass näämlech net esou, datt déi Stonnen, déi ee méi schafft, net iergendwéi awer kompenséiert ginn, déi huet een näämlech als Fräizäit souwisou hannen zegutt. Et huet ee se net als méi bezuelt oder méi héich Fräizäit zegutt, mä et huet ee se als Fräizäit zegutt.

A wann déi dat mécht, déi PME, a seet: „Ech huelen dräimol am Joer eng Period vun zwee Méint", da ka se 60 Stonnen effektiv guttschreiwen. 60 Stonnen, dat heescht, si kritt eng Flexibilitéit an hire Betrib vu 60 Stonnen iwwert déi dräi Perioden, wou se ka spillen, wou d'Leit e bësse méi schaffen a respektiv awer dee Mount drop manner schaffen.

An dat kascht se, wann ech dat dann esou dierf soen, dat kascht se sechs Stonne Congé méi! De qui se moque-t-on? Wie fënnt, datt dat heiten eng Laascht ass, ënnert där d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg anscheinend zesummebriechen?! Ech mengen, hei erlabe mer enger klenger Entreprise, e bësse méi flexibel ze schaffen, a si gëtt awer eng Contrepartie och en ces termes. An duerfir, mengen ech, ass déi do Debatt séier eriwwer, well u sech ass dat keng Debatt!

Mir hunn awer och nach eppes anescht, wou keen drop higewisen huet direkt: Mir hunn déi Éléments imprévisibles geännert. Och déi waren en permanence Debatt zur Contestatioun, well wat heescht dat, en Événement imprévisible? Wat heescht dat? Fir een ass eppes imprévisibel, fir en aneren absolutt net! An hei hu mer eng Regel. D'Gesetz virdru war esou verklausuléiert, datt natierlech all Interpretatioun, besonnesch déi vum Employeur, ëmmer zougetraff huet. Hei hu mer eng Regel, déi kloer ass, déi objektiv ass an déi einfach ass. Ech soen dir dräi Deeg virdrun: „Du muss anescht oder méi schaffen." Da fänkt et un, eng Iwwerstonn ze ginn. Wann dat virdru gesot ass a virdrun arrangéiert ass, dann ass et keng. D'Flexibilitéit kann net nëmmen an engem Sënn spillen. Och de Salarié muss d'Recht hunn, säi Liewen ze organiséieren. Ech mengen, dat ass vu ganz villen hei virdru scho gesot ginn.

An dat ass de Punkt, mengen ech, wou een och dat Gesetz hei muss gesinn. Mir sinn natierlech besuergt, och de Lëtzebuerger Entreprisen déi Margen ze ginn, wat d'Kompetitivitéit, d'Produktivitéit ubelaangt. Dat ass ganz kloer. Mir wëllen do d'Lëtzebuerger Betriber net defavoriséiere par rapport zu aneren.

Mä nieft der Kompetitivitéit an der Produktivitéit gëtt et och nach eppes anescht, an dat ass d'Wuelbefanne vun de Leit, dat ass d'Wuelbefannen, d'Gesondheet, d'Sécuritéit vun de Leit, mä awer och hir Méiglechkeet, hiert Liewen ze organiséieren, wat mer jo esou gär an onse Riede gebrauchen, deen Équiliber tëschent Vie familiale a Vie professionnelle. Eh bien, hei ass e Gesetz, wat zumindest kloer Barrièrë schaaft an net seet: „Natierlech kënns du schaffen esou vill an esou laang wéi s du vläicht net onbedéngt wëlls, mä wéi eben d'Émstänn dat verlaangen." An duerfir sinn och an deem Gesetz hei déi Limitten agebaut, déi Limitte vun 12,5% respektiv 10%.

Éischtens emol, wat ee méi schafft, wat ee méi midd gëtt am Prinzip, wat een och méi a Situatioune kënnt, wou ee manner attentif ass. Dat ass och eng Saach vu Santé, vu Sécuritéit, vu Geforen, a mir wëssen alleguerten, wéi mer an deene leschte Méint eng Zuel vu schlëmmen Aarbechtsaccidenter haten. An ze mengen, ech kéint d'Aarbechtszäit no uewen drécken, souguer dann, wann et e Peak ass, ouni Limitt, an dat iwwer eng länger Zäit ewech - iwwer eng länger Zäit ewech -, dat ass falsch gerechent, well et soll een net mengen, do géif d'Produktivitéit eropgoen. Ech mengen, Verschiddener hunn dat mentionnéiert, do geet d'Produktivitéit ganz schnell no ënnen, an den Absenteismus oder wou d'Leit op eemol krank ginn och.

An duerfir, mengen ech, ass dat heiten och do an deem Sënn en absolutten Équiliber. Aarbechtszäit ass keen Tabu! Ech ka mech ëmmer nëmme wonneren iwwert déi Diskussioun och an anere Länner, wéi schlëmm datt dat wier, iwwert d'Aarbechtszäit ze diskutéieren!

Et ass virdru gesot ginn: Mir hunn en historeschen Trend gehat fir d'Aarbechtszäitreduktioun! An deen Trend wäert net bei deene 40 Stonne respektiv bei manner ophalen, a besonnesch net dann, wa mer kucken, wéi den technologesche Fortschrëtt weidergeet. Nëmme wahrscheinlech iwwer Aarbechtszäitreduktioun brénge mer et fäerdeg, do iergendwéi de Chômage oder den Emploi am Équiliber ze halen. An ech mengen, et ass keng Gesellschaft, déi no Fortschrëtt strieft, déi seet: „Ma neen, jiddweree muss nach e puer Stonne méi dropdrummen!" Dat ass net de But. Mir musse kucken, och do de richtegen Équiliber ze halen.

An iwwregens, wéi dat Gesetz vun 2002 gestëmmt ginn ass, du war eng Motioun an der Chamber, et misst och iwwer Aarbechtszäitreduktioun diskutéiert ginn. Dat ass ni geschitt an deem heite Kontext. Eh bien, elo ass et geschitt, well mir maachen et, och wann déi Aarbechtszäitreduktioun eigentlech relativ modest ausgefall ass.

Mäi leschte Punkt ass deen, fir nach eemol ze soen, firwat et net gutt ass, fir dat doten ze verlageren - a mir hu vill doriwwer diskutéiert - an ze soen: „Dat gëtt eleng am Betrib décidéiert." Éischtens entschäerfe mer..., oder huele mer de Kollektivverträg domat vill Loft aus de Segelen. Wann een dat kann am Betrib diskutéieren a wéi den Här Spautz mengt, en plus dat kombinéiere mat Lounelementer: Majo, firwat soll ech dann nach e Kollektivvertrag maachen, Här Spautz? Dann ass dat jo net méi wichteg! Da kann ech dat jo mat menger Belegschaft oder mat menger Delegatioun arrangéieren. An Dir wësst besser wéi ech, wéi d'Rapport-de-forcen heiansdo an engem Betrib sinn tëschent dem Patron op där enger Säit an der Delegatioun an der Belegschaft op där anerer.

An duerfir wier dat net eng gutt Léisung, fir ze soen, do, wou kee Kollektivvertrag ass, do kann een dat och iwwer en Arrangement maachen, an d'Leit soen dann, ob se léiwer e Centime méi am Salaire hätten oder eng Stonn méi Congé. Dat wier dee schlechte Wee. Hei hu mer e feste Barème, dee fir jiddweree gülteg ass.

An dat Zweet ass: Wat géif da geschéien, wann den Employeur an d'Leit sech net géifen eenegen? Da bleift et bei deem Alen. Dat heescht, mir hunn iwwerhaapt näischt gewonnen! Da geschitt guer näischt! Oder gi mer dann an eng Conciliatioun? Oder... da si mer also schonn an engem System, dee relativ no beim Kollektivvertrag läit. Da geschitt näischt. Jo, dann hu mer natierlech dee But net erreecht. Déi eng Entreprise réusséiert, sech ze arrangéieren, déi aner Entreprise, wou d'Delegatioun méi staark ass, déi réusséiert eventuell ze soen: „Neen, mir wëllen net esou schaffen." Dann hu mer eng total Inegalitéit tëschent de Betriber. An dat, mengen ech, wier net positiv och fir de soziale Fridden an de Betriber!

Ech héieren ëmmer esou vill, wou gesot gëtt: „Ha, de soziale Fridden am Land ass jo net esou optimal" - wann ee mat deem engen an deem anere schwätzt -, „ma an de Betriber geet alles perfekt! Do gi mer ons ëmmer eens!" Tjo, well do vläicht d'Situatioun e bëssen anescht ass. Hei ass e wichtegt Element, vum Fonctionnement vun der Entreprise sinn elo d'Eckwäerter vun dem Gesetz fixéiert, d'Eckwäerter si fixéiert. Wann een iwwert déi Eckwäerter wëllt erausgoen, dann huet een ëmmer d'Optioun - ëmmer d'Optioun -, iwwer e Kollektivvertrag ze fueren, oder näischt ze maachen, wéi dat virdru gesot ginn ass.

A 50% vun den Entreprisen, déi brauchen net méi wéi ee Mount, vläicht emol net ee Mount, wat och méiglech ass. Déi gi mat engem Mount ganz gutt eens. A fir déi geschitt also näischt. Un déi kënnt also näischt, et ass kee Problem do. An dat anert ass relativ einfach: Ech décidéieren dat selwer am Betrib an ech weess, zu wat fir enge Bedéngungen ech dat décidéieren.

An duerfir ass dat Gesetz e gudden Équiliber à la fois vun engem wirtschaftleche Standpunkt, ech hunn et virdru gewisen un deem Beispill vun enger PME, an awer och vun deem sozialen, well d'Leit geschützt ginn. Si ginn net, si kënnen net willkürlech an Aarbechtszäite pousséiert ginn, déi am Endeffekt kengem eppes notzen, weder de Leit, besonnesch net de Leit, nach den Entreprisen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Bon, et ass elo un den Amendementen. Duerfir géif ech den Här Baum op d'Tribün bieden, fir se, wann en dat wënscht, ze presentéieren.

Amendements

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Voilà. Merci, Här President. Also sechs Amendementer zum Gesetz, oder zum Gesetzesprojet, mat eigentlech dräi Inhalter: eng Kéier Aarbechtszäitverkierzung, aner Modeller, déi een opweise kann; zweetens den Horaire mobile an drëttens de POT.

Den Här Engel huet virdrun a senger Ried vun „flexicurity" geschwat. An effektiv sinn Elementer an deem heite Gesetz vu Flexibiliséierung, vun enger méi grousser Flexibilitéit a vu Sécherheet. Déi Elementer, dat ass d'Referenzperiod, dat ass d'Element Flexibilitéit, an de Plan d'organisation du travail ass d'Element Sécherheet fir de Salarié.

Doduerch, datt et awer elo esou ass, datt net d'Referenzperiod u sech Droit gëtt zu méi Congé, mä de POT, ergi sech fir eis an eisen Ae Problemer, woufir mer d'Amendementer 1, 3 a 4 eragereecht hunn. Et geet näämlech drëm, datt, wann d'Flexibilitéit do..., oder ëmgekéiert gesot, wann d'Sécherheet net garantéiert ass, dat heescht, wann et Problemer mam POT gëtt, mam Plan d'organisation du travail, datt dann och soll de Facteur Flexibilitéit, näämlech d'Période de référence, ausgesat sinn. Dat ass Amendement 1, wann eng Non-conciliation virum Office national de conciliation festgestallt gëtt; dat ass Amendement 3, fir nach eng Kéier explizitt ze ernimmen, datt och eng Période de référence vu véier Méint, datt all Mount separat en eegene POT muss hunn. An Amendement 4 besteet doranner, fir ze soen, datt d'Prozedur vum Désaccord och da gülteg ass, wann d'Delegatioun d'Absence vun engem POT feststellt. Dat sinn déi dräi Amendementer dozou.

D'Amendement 2 ass eigentlech de Kär vun Iwwerleeunge vu Reduzéierung vun Aarbechtszäit verbonne mat Flexibilitéit. Dat heescht, mir baséieren eis op d'Propositioun vum Minister, just bei eis wier et net Congé, dee méi gëtt, mä d'Wochenaarbechtszäit, d'Moyenne géif erofgoen. Dat heescht, an engem Modell, wou mer d'Referenzperiod op zwee Méint ausweiden, géif et op 39 Stonnen erofgoen, dräi Méint 38, véier Méint 37 Stonnen.

Deeselwechten Ordre d'idées ass en Amendement, datt mer en neie Punkt 9 probéiere beim Artikel 1 ze proposéieren, deen ëm d'Congésdeeg tout court geet, déi am Moment bei 25 Deeg minimum leien, fir déi op 30 Deeg ze héijen.

Et ass eng aktuell Diskussioun ronderëm déi sechst Congéswoch, déi net nei ass. Et ass eng Diskussioun, déi zënter 20 a méi Jore gefouert gëtt. An ech war och voller Freed, wéi ech gesinn hunn, datt an den Debatten 1999 et eng Proposition de loi vum Deputéierte François Bausch ginn ass, déi identesch war mat eisem Amendement, näämlech d'Zuel vun den Deeg op 30 eropzesetzen. Mat deem als Hannergrond a wëssend, datt et natierlech eng grouss gewerkschaftlech Fuerderung ass, denken ech, datt jo hei awer eng ganz Rëtsch Leit deem Amendement 6 missten zoustëmmen.

An den Amendement 5 betrëfft den Horaire mobile, näämlech datt do déiselwecht Regele gëlle sollen, also deen erweiderte Congé mat deem Surplus vun 10% respektiv 12,5%, wéi dat och bei engem Plan d'organisation du travail de Fall ass.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dozou Wuertmeldungen?

Dat ass net de Fall. Da géif ech Iech proposéieren, iwwert d'Amendementen ofzestëmmen.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Wann ech gelift, ech wëll eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Engel, de Rapporteur.

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Mir haten déi doten Amendementen och alleguerten an der Kommissioun. Haut sinn et d'Amendementen 1 bis 6, do waren et d'Amendementen 2, 3, 4, 7, 9 a 14. Si goufe majoritär ofgeleent an der Kommissioun, och nodeems eng ganz Partie Explikatioune vum Ministère a vum Minister koumen, soudass ech géif proposéieren, dass mer se och hei alleguer géifen ofleenen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Amendementen iwwergoen, den Amendement 1.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption)

Jo, mir huelen dat; d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

2-mol Jo an de Rescht Neen, 57, da gëtt et der vläicht 58. Mir kucken dat um Ofstëmmungsergebnis no. Domat ass den Amendement 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 58 *voix contre 2 voix.*

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen direkt zum zweeten Amendement iwwergoen.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Domat ass den Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen zum Amendement 3 iwwergoen, soubal wéi de Computer..., voilà, elo ass et esou wäit.

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 57-mol Neen. Huet jiddwereen ofgestëmmt?

(Assentiment)

Gutt. Domat ass och den Amendement 3 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 58 voix contre 2 voix.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zum Amendement 4 iwwergoen.

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Domat ass den Amendement 4 och ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zum leschten Amendement iwwergoen. Dat ass den Amendement 6.

Vote sur l'amendement 6

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Domat ass och dee leschten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Projet de loi 7016 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7016 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass mat 32 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gusty Graas), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn dann elo um Enn vun der Sëtzung vun de Moien ukomm. Mir gesinn eis erëm de Mëtten um zwou Auer, fir iwwert deen nächsten aarbechtsrechtleche Projet ze diskutéieren. Merci lech alleguer an deene Leit, déi eis bis elo suivéiert hunn. Gudden Appetit!

(Fin de la séance publique à 12.19 heures)

SÉANCE 20 JEUDI, 22 DÉCEMBRE 2016

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

et

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- *Rapports de la Commission du Logement sur les projets de loi n°7053, n°7054 et n°7055: M. Max Hahn*
- *Rapport de la Commission de l'Environnement sur le projet de loi n°7046: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank (dépôt d'une motion), Mme Taina Bofferding, M. Claude Lamberty (interventions de M. Marco Schank, Mme Nancy Arendt et M. Gilles Baum), M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. Max Hahn et M. Claude Lamberty), M. Yves Cruchten (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État au Logement, Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. 6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: Mme Josée Lorsché, M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

7. Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. 7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés (adoptée)*

9. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, Mme Viviane Loschetter*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung, déi lescht vun dësem Joer, op a ginn dovun aus, dass zënter de Moien d'Regierung keng nei Matdeelungen ze maachen huet.

(Négation)

Merci.

Da géife mer mat eisem Ordre du jour weiderfueren. Deen zweete Projet, deen d'Aarbechtsrecht betrëfft, dat ass de Projet de loi 7092, eng Ofännerung vum Code du travail. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

2. 7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet ëm de Chômage partiel, och Kuerzzäitaarbecht genannt. D'Zil vum Projet de loi ass, de Chômage partiel ze reforméieren, an dat no den Erfahrungen an de leschte Joren a Saache Chômage partiel, mä och, wat déi zäitlech begrenzte Regelungen a Saache Chômage partiel de source structurelle ugeet.

Wat ass dann d'Zil vun deem Chômage partiel? Ma d'Salariéen an der Aarbecht ze halen, dorëms geet et, andeems een déi Entreprisen ënnerstëtzt, déi musse kuerzschaffen. Dat heescht, dass en Deel vun deene Paie vun de Salariéen, déi da kuerzschaffe mussen, duerch de Fonds pour l'emploi iwwerholl ginn.

Bis ewell war dat fir 50% vun der Aarbechtszäit iwwer (veuillez lire: bis) sechs Méint méiglech, de Chômage partiel de source structurelle souguer bis zéng Méint. An déi nei Regelung, déi seet Folgendes: D'zäitlech Begrenzung vu sechs Méint gëtt ofgeschaaft respektiv déi Period bis zwielef Méint gëtt da gezunn, fir esou de Chômage partiel méi flexibel ze gestalten. Déi maximal Stonnenzuel geet op 1.022 Stonne pro Joer erop. An och dat si 50% vun der normaler Aarbechtszäit op ee Joer gekuckt. Haut sinn et der 423 Stonnen.

De Statsrot huet a sengem Avis bemängelt, dass am Text net de Prinzip steet, dass de Patron 16 Stonne muss selwer finanzéieren, a freet sech och, ob een domadder de Patron net zum Deel déresponsabiliséiert. Effektiv hunn d'Entreprisë bis ewell all Mount missen déi éischt 16 Stonne Chômage partiel selwer iwwerhuelen. An elo gëtt dee Prinzip do nach just eemol ugewannt. Déi 16 Stonnen, déi vum Patron selwer solle bezuelt ginn, déi si vun der Gesamtstonnenzuel ofgerechent ginn, dat heescht, si bei deenen 1.022 Stonne schonn direkt ofgerechent. D'nei Bestëmmunge gëlle fir all Regimmer vu Chômage partiel, sief et fir de Chômage partiel de source structurelle, de source conjoncturelle, fir de Fall vun der Force majeure oder vun enger Dépendance économique.

Zousätzlech gëtt och nach d'Lëscht vun den ëffentlechen Institutiounen erweidert, déi kënnen am Kader vun engem Prêt temporaire de main-d'œuvre Salariéen iwwerhuelen, déi ze vill an deenen Entreprisen am Privatberäich sinn. Dir wësst, dass déi da kënnen op aner Plaze schaffe goen. An hei ass eng Lëscht, déi elo erweidert gëtt, fir dass do och méi Méiglechkeete bestinn, fir dass déi Leit do och da kënnen enger Aarbecht nogoen oder op eng aner Aarbecht affektéiert kënne gi wärend där Zäit.

Et ass eng Reform, déi souwuel de Betriber wéi och de Salariéen zeguttkënnt, well domadder nach besser kann évitéiert ginn, dass ee Betrib, dee manner Aktivitéit huet, dann och muss Leit entloossen. Dat wär keng gutt Moossnam. Dofir ass déi heiten absolutt ze ënnerstëtzen. Si geet an déi Richtung, d'Leit an der Aarbecht ze halen. Do iwwerhëlt de Stat säi Rôle. An dat ass och ganz gutt esou.

Duerfir géif ech Iech proposéieren, dëst Gesetz hei ze stëmmen. An ech géif och heimadder den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif mer erlaben, direkt dem Rapporteur an eisem President vun der Commission du Travail Merci ze soe fir deen detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Hei ass e Projet de loi, dee fir eis als CSV an déi richteg Richtung geet, well en nach eng Kéier e Stéck méi wäit geet, wat de Maintien dans l'emploi ugeet, ganz einfach, well mer heimadder wierklech de Betriber zousätzlech Méiglechkeete ginn, nach méi flexibel an där Hisiicht ze sinn, an op där anerer Säit awer och finanziell, esou wéi et scho gesot ginn ass, well jo nëmme méi eng Kéier 16 Stonne pro Joer à charge vun de Betriber sinn, dat heescht also een och nach eng Kéier um finanzielle Plang de Betriber enorm entgéintkënnt.

Fir d'CSV a fir mech perséinlech, deen awer, jo, scho laang engagéiert ass am Beräich vun deene Leit, déi eng Aarbecht sichen - an ech weess, wéi schwéier datt et ass ganz dacks, d'Leit erëm zréck op eng Aarbecht ze brëngen -, ass et also wichteg, ganz wichteg, datt d'Leit an enger Aarbecht bleiwen. Dat ass emol déi eng Saach.

Déi zweet ass, datt u sech d'Leit, oder de Betrib villméi Leit huet, datt, wann erëm eng Kéier d'Konjunktur besser geet, da sinn déi Leit direkt fit, fir erëm ze produzéieren. Wa missten nei Leit erëm agestallt ginn, da missten déi erëm zousätzlech forméiert ginn, wat erëm eng Zäit géif, jo, an Usproch huelen. An duerfir ass et also wichteg, datt d'Leit esou laang wéi méiglech kënnen an de Betriber bleiwen.

Wéi gesot, mir begréissen dëst Gesetz, dëse Projet de loi, deen dann herno wäert gestëmmt ginn.

Mir soen awer ganz kloer: Et kann awer net sinn, an et ass jo och vum Rapporteur drop higewise ginn, datt de Statsrot u sech gesot huet, e géif fäerten, datt dat Ganzt e bëssen, ech soen et emol esou, à la légère géif genotzt ginn, well et jo manner kascht a well ee jo nëmmen eng Kéier 16 Stonnen zu senge Laaschten als Betrib huet. Ech hoffen am Numm vu menger Partei, datt dat wierklech responsabel vun de Betriber genotzt gëtt, an datt net, wann eng Kéier d'Konjunktur net méi esou ass ewéi haut, datt dann effektiv d'Käschten op deem dote Plang wierklech an d'Luucht ginn, well ganz einfach net dat, wat u sech d'Basis ass an deem Gesetz, genotzt gëtt, näämlech: Et soll een, ier ee Chômage partiel ufreet, emol virun allem fir d'Éischt alles dat ausschëpfen innerhalb vum Betrib, ier ee Chômage partiel ufreet.

An ech hoffen och, datt de Comité de conjoncture, dee jo déi Dossiere behandelt, an deem ech laang Member war a wou dat ëmmer ganz responsabel gemaach ginn ass an och nach haut ganz responsabel gemaach gëtt, dann och e speziellt A op déi Betriber hält, déi dat vläicht manner seriö maachen. Op jidde Fall kann et net sinn, datt dat hei en einfache Wee ass, fir, jo, fir d'ëffentlech Hand u sech ze belaaschten a sech ze entlaaschten als Betrib.

Duerfir nach eng Kéier: Hoffentlech ginn d'Betriber responsabel domadder ëm! Anerefalls een dach awer nach eng Kéier, jo, misst kucken, ob een net an deem Fall géif eng Rei vun Adaptatioune maachen, wat ech net hoffen.

Dat gesot, géif ech awer natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Also ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir dëse Rapport. An ech wollt domadder d'Zoustëmmung gi vun eiser Fraktioun, der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Et geet also drëm, an dësem Projet de loi d'Moderniséierung vun der Deelzäit-Chômage-Gesetzgebung virzehuelen, méi Flexibilitéit dranzekréien, ze verhënneren, dass Leit mussen entlooss ginn. Dat ënnerstëtze mir als Gréng voll a ganz. An duerfir och eis eestëmmeg Zoustëmmung. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Merci un de Rapporteur. Et ass e gudde Projet an e fënnt d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Här Kaes huet virdru schonn op eenzel Geforen higewisen, déi dach déi awer relativ large Applikatioun vun deem dote Gesetz zouléisst. Mir mengen och, datt et eng aner Gefor gëtt, näämlech déi, datt doduerch, datt de Champ d'application zäitlech erweidert gëtt op en halleft Joer, natierlech och d'Salariéë Gefor lafen, déi dodra sinn, datt se iwwert d'Joer gesinn och manner verdéngen, wesentlech manner, wéi dat bis elo de Fall war. An dat ass eigentlech och de Grond, firwat mir net géint dat heite Gesetz sinn, eis awer enthale wëllen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Merci fir déi positiv Reaktiounen.

Zwee Punkten. Éischtens: Enn des Joers leeft ee System vu Chômage partiel aus. Dat muss een nach eemol soen. Dat ass de Krisesystem, dee besonnesch engem Secteur besonnesch vill gehollef huet. Dee leeft aus. An dat heiten ass e System, dee fir jiddwereen, fir all Entreprisen, gutt ass. Et ass also de Régime normal fir all Entreprisen.

Deen zweete Punkt. Ech huelen dat gär op, wat den Här Kaes gesot huet: De Chômage partiel dierf net Deel vun engem Geschäftsmodell sinn. Dat ass ganz kloer. An duerfir musse mer ëmmer erëm kucken, ob wierklech eng Entreprise dee Chômage partiel brauch. An duerfir ass de Comité de conjoncture do, fir Analysen ze maachen, ob dat déi richteg Antwert op eventuell e Problem ass, oder ob et ganz einfach eng Manéier ass, fir Käschten ze spueren. De Chômage partiel huet eng Finalitéit a kann nëmmen intervenéieren a verschiddene prezise Situatiounen. An duerfir ass et wichteg, och déi Situatiounen ze suivéieren an ze analyséieren.

An drëttens, bon, mir hunn ons hei en Instrument ginn, wat méi flexibel ass. Mir hunn de Muere vill iwwer Flexibilitéit geschwat. An duerfir ass dat och en Instrument, wat besonnesch dem Maintien dans l'emploi hëlleft. An onst Zil muss sinn, net nëmmen de Chômeuren ze hëllefen. Onst Zil muss sinn, datt esou mann wéi méiglech Leit iwwerhaapt an de Chômage falen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat kënne mer zu der Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 7092.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7092 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Mäin Apparat huet e Blackout.

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech hoffen, dass dem Här Kaes säin net blo ass.

(Brouhaha et hilarité)

Mir maachen dat alles an d'Rei. Sot eis just Bescheed, wou et net geklappt huet!

Ech wëll awer elo emol dat provisorescht Resultat ginn. Ech mengen, déi Stëmmen, déi eis feelen, déi änneren näischt Fundamentales. Mir hunn 52 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Da wäerte mer, wann et gutt geet, herno op 58 oder an déi Géigend kommen. Jiddefalls ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7092 est adopté par 54 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Aly Kaes, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen (M. Alex Bodry) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann direkt zu deene véier nächste Projeten, déi mer mat engem Rapport an enger gemeinsamer Diskussioun wäerten ofhandelen. Et sinn d'Projete 7053, 7054, 7055 a 7046. - Mir hunn zwee Rapporteuren, entschëllegt. An déi Projete betreffen alleguer méi oder manner de Logement. An deen éischte Rapporteur, dee scho prett ass, ass den Här Max Hahn, herno suivéiert vum Här Henri Kox.

3. 7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapports de la Commission du Logement sur les projets de loi n°7053, n°7054 et n°7055

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Här President, déi nohaltegst Energie ass déi, déi ni gebraucht gëtt. E schlecht isoléiert Doheem ass wéi eng riseg Heizung matzen an der Landschaft: Si wiermt zwar no bannen, mä si bléist och vill Energie sënnlos an d'Loft. Leider si vill vun eise Gebaier Energieverbëtzer, déi méi Wäermt verléieren, wéi si an deenen eegene véier Wänn dobannen halen.

Beim Neibau dergéint huet scho längst en neien Zäitalter ugefaangen. De Passivbau ass vum nächste Joer un hei zu Lëtzebuerg Standard, an d'Zukunft, déi versprécht souguer Haiser, déi méi Energie produzéieren, wéi se verbrauchen.

Beim Albau dergéint sti mir nach ganz am Ufank. Dobäi sinn eis al Haiser am Kär nohalteg, mat enger Liewensdauer vun ëm déi 100 Joer. Mä d'Bautechnik vum leschte Jorhonnert léist net d'Klimaproblematik vun haut a vu muer.

Den Albau huet awer Zukunft. Mä dofir muss et eis geléngen, dës Gebaier energetesch fit ze maachen. D'Klimabank wäert an Zukunft e staarke Partner sinn, fir eis al Wunngebaier an den Zäitalter vun der Energieeffizienz ze féieren a fir geziilt akommensschwaache Stéit ze hëllefen, hir Energiekäschten erofzesetzen.

Här President, et stinn haut véier Gesetzesprojeten um Ordre du jour, déi als Package ze verstoe sinn. Dës Projete verbanne virun allem zwou Saachen: Éischtens, d'Wunnen zu Lëtzebuerg soll méi nohalteg a méi energieeffizient ginn, an zweetens soll de Bierger et esou einfach an esou onbürokratesch wéi méiglech gemaach kréien, un Informatiounen a staatlech Ënnerstëtzungen an dësem Beräich ze kommen.

Dës véier Projete sinn awer och am Kontext vun eisen nationale Klimaschutzziler ze verstoen. D'lescht Joer huet d'EU sech op der Weltklimakonferenz zu Paräis ganz ambitiéis Ziler ginn. Mir wëlle bis d'Joer 2030 eis CO_2-Emissiounen ëm 40% erofschrauwen. Dat ass ganz ambitiéis. A mir mussen elo konkret handelen, fir dëst Verspriechen och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Nieft dem Transport, dee fir 70% vun eise gesamten CO_2-Emissioune verantwortlech ass, stécht och am Wunnen e risegt Aspuerpotenzial. Ronn 15% vun eise gesamten CO_2-Emissioune falen op eist Wunnen zréck, virop natierlech op d'Hëtzen. Beim Neibau kënne mer an Tëschenzäit soen: Mission accomplie. Jo, ech mengen, an all Neibau kann ee soen, dass mir quasi um Optimum ukomm sinn, well vum 1. Januar d'nächst Joer un de Passivhausstandard fir all neit Haus obligatoresch ass.

Här President, elo gëllt et awer och, den Albau energetesch fit ze maachen. An dëse Package vu véier Gesetzer wäert dozou bäidroen. Mäi Kolleeg, den Henri Kox, wäert lech de Rapport zum neie Gesetzestext iwwert déi nei Aiden - PRIMe House - herno maachen. An ech wäert a menger Ried op déi dräi Gesetzesprojeten zur Klimabank, zur Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifizéierung, kuerz LENOZ, an iwwert de Guichet unique agoen.

Här President, bal d'Halschent vun eisen Haiser si virun 1980 gebaut ginn, also an enger Zäit, wou d'Isolatiounstechnike fir Haiser nach an de Kannerschong waren. Et si grad dës Haiser, déi en enormt Potenzial hunn. Duerch eng anstänneg Isolatioun kënnen déi bis zu 80% un Energiekäschten, un Heizkäschten also, aspueren.

Wann een de Bilan mécht, wéi vill Wunnunitéite pro Joer den Ament energetesch sanéiert ginn, da stellt ee fest, dass, trotz méigleche Subsiden an Héicht vun 20 bis 30%, ganz wéineg Albausanéierungen duerchgefouert ginn. An dat, obwuel energetesch Sanéierunge vun eisem Haiserbestand e wichtege Schlëssel sinn, fir eis CO_2-Emissiounen an de Gréff ze kréien an eis international Klimaverflichtungen anzehalen.

Wourunner läit et also, dass esou mann Leit eng energetesch Sanéierung vun hirem Eegenheem maache loossen?

Ee Constat ass, dass vill Stéit mat engem manner héije Revenu Schwieregkeeten hunn, Eegekapital zesummenzekréien, fir eng Sanéierung duerchzefëieren. Et verwonnert dann och net, dass grad dës Leit tendenziell éischter an engem schlecht isoléierten Albau wunnen, ewéi an engem fonkelneien Niddregenergie- oder Passivhaus. Dëse Stéit ass och net gehollef, wa si 20 bis 30% vum Stat rembourséiert kréien, besonnesch well an der Vergaangenheet d'Subsiden oft eréischt laang no der Duerchféierung vun den Aarbechten iwwerwise gi sinn.

Doriwwer eraus stellt een awer och fest, dass nach ganz vill Viruerteeler bei nodréiglechen Isolatiounsaarbechte bestinn, beispillsweis wat d'Schimmelbildung ugeet, och wann ech muss soen, dass hei „myenergy" an d'Gemengen eng virbildlech Opklärungsaarbecht an deem heiten Dossier maachen.

Här President, d'Klimabank setzt elo genee bei deem Punkt un, wou dee renge Subsidesystem d'Leit net erreecht.

Une voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Dat geschitt, andeems d'Klimabank de Stéit eng komplett Virfinanzéierung vun hirem Sanéierungsprojet garantéiert. Vum 1. Januar u kréien déi Stéit mat engem klengen a mëttleren Akommes iwwert d'Klimabank e komplett zënsfräie Prêt, fir hire Projet integral virzefinanzéieren, an on top steiert de Stat e Subsid an Héicht vun 10% vun der geléinter Zomm bäi.

An all déi aner Stéit kréien e Prêt fir energetesch Sanéierungen zu engem ganz favorabelen Taux, deen am Moment mat dem niddrege Leetzëns souguer ëm 0% wäert sinn.

Jo, dat ass en Novum an eiser Klimapolitik! Heimadder gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass éischtens bei Leit, déi am meeschte vun der Energieaarmut betraff kënne sinn, den aktuelle Subsidesystem net gräift, an zweetens bei ganz ville Stéit nom Kaf vun hirem Eegenheem kee Geld méi iwwreg bleift, fir och nach energieeffizient Moossnamen duerchzefëieren, an dat, obwuel et gutt investéiert Sue sinn, well d'Käschte fir d'Hëtzen doduerch däitlech reduzéiert kënne ginn.

Effektiv kann e gudden Deel vum Klimaprêt iwwert déi duerch d'Sanéierung agespuerten Energiekäschten zréckbezuelt ginn. Ech soen hei bewosst, en Deel, well d'Energiepräisser bekanntermoossen am Moment nach wäit ënnert de Rekordpräisser sinn, déi mir nach virun e puer Joer kannt hunn. An deemno sinn d'Energieerspuernisser och..., d'Erspuernisser, pardon, och méi kleng.

Mä maache mir eis näischt vir! Mir wëssen, dass dës Zäiten och erëm ännere wäerten. An do gëllt et virzebeugen, well wann den Energiebedarf niddreg ass, ass d'Hausse vun den Energiepräisser och vill besser ze verdauen, wéi wann de Compteur vun der Heizung erëm méi séier dréit.

Här President, erlaabt mir, awer och nach eemol detailléiert drop anzegoen, wien elo vun der Klimabank profitéiere kann. Egal ob Privatpersoun oder Gesellschaft, jiddwereen, deen en Haus oder en Appartement hei am Land besëtzt, dat méi wéi zéng Joer al ass a fir Wunnzwecker genotzt gëtt, kann de Klimaprêt ufroen. Dobäi spillt et keng Roll, ob d'Wunnhaus engem Eenzelnen, enger Kopropriétéit oder enger Gesellschaft gehéiert, virausgesat, et gëtt fir Wunnzwecker genotzt.

Elo kann ee sech froen: Firwat dierfen och Gesellschaften heivu profitéieren? Ma aus zweeërlee Grënn. Éischtens, well et dem Weltklima egal ass, wiem d'Gebai gehéiert, dat CO_2-Emissiounen an d'Loft bléist. Wëlle mir eis Klimaziler näämlech erreechen, musse mir esou vill Wunngebaier wéi nëmme méiglech energetesch sanéieren. An zweetens sollen och d'Locatairen indirekt profitéiere kënnen, andeems esou vill Propriétairë wéi méiglech energieeffizient Mesuren duerchféieren.

Fir ze garantéieren, dass dës Mesuren och energietechnesch Sënn maachen, muss en Energieberoder de Suivi vum Sanéierungsprozess maachen. Et ass näämlech och immens wichteg, dass betraffe Stéit eng realistesch Aschätzung vum Energieverbrauch kréien, dee si reell aspuere kënnen. Kloer ass, dass d'Klimabank nëmmen aspréngt, wann e Sanéierungsprojet och wierklech Sënn mécht.

Wéi fonctionnéiert d'Klimabank konkret?

Ma d'Klimabank ass am Fong eng Partnerschaft tëschent dem Stat a private Banken, äänlech wéi dat haut scho beim System vun de Studenteprêten de Fall ass, wat jo impeccabel klappt. Dat huet dee Virdeel, dass jiddweree sech u seng eegen Hausbank wende kann, fir do säi Klimaprêt ze maachen.

Et gëtt elo zwou Zorte vu méigleche Prêten.

Éischtens, dee fir Stéit mat éischter klengem Akommes. Si kréien en zënsfräie Prêt op 15 Joer an Héicht vu maximal 50.000 Euro, fir deen de Stat biergt, d'Zënsen iwwerhëlt an zousätzlech dozou 10% vum investéierte Montant als Subsid bäidréit. Wichteg ass och, dass de Stat hei souguer déi integral Energieberoderkäschten iwwerhëlt.

An zweetens ass et e Prêt, dee fir jiddwereen op ass, an dat onofhängeg vum Revenu. Dëse läit ënnert dem reguläre Zënstaux vum Marché an ass op 15 Joer an op eng Héicht vu maximal 100.000 Euro limitéiert. Hei iwwerhëlt de Stat 1,5% vum Zënstaux. Deemno läit de Prêt den Ament och do bal oder no bei 0% Zënsen.

Här President, wat sinn d'Konditiounen, déi fir e Klimaprêt mat 0% Zënsen erfëllt musse ginn?

Fir dëse Klimaprêt gëlle sozial selektiv Kritären, well hei d'Stéit mat éischter klengem Akommes cibléiert sinn. Bei Eenzelpersounen dierf de versteierbare Revenu net iwwer 40.696 Euro d'Joer leien. Dat entsprécht engem versteierbare Revenu vun 3.391 Euro de Mount. Fir eng Koppel ouni Kanner sinn et 3.714 Euro de Mount. A bei engem Stot mat zwee Kanner läit de Montant bei 4.521 Euro. Zousätzlech dierfen dës Persounen net nach Propriétaire vun engem anere Logement sinn a mussen nach weider zéng Joer am Haus oder Appartement wunne bleiwen.

Do dernieft gëtt et awer och Limitten, wat d'Gréisst vum Logement ugeet. Fir en Haus muss d'Fläch tëschent 65 m^2 an 140 m^2 leien a fir en Appartement tëschent 45 m^2 an 120 m^2. Vläicht och wichteg an deem heiten, wat d'Quadratmeteren ugeet: D'maximal Fläch geet pro Kand ëm 20 m^2 an d'Luucht.

Wéi verleeft elo déi genee Prozedur, fir de Klimaprêt mat 0% Zënsen an Usproch ze huelen?

Ma als Éischt geet een an de Guichet unique, wou een en Dossier ugeluecht kritt a wou iwwerpréift gëtt, ob een d'Kritären erfëllt. Ech komme spéider nach eemol op de Guichet unique ze schwätzen.

Am Guichet unique gëtt zesumme mat engem Energieberoder, fir deen de Stat d'Käschte bis zu engem Montant vun 3.000 Euro iwwerhëlt, dann e Sanéierungskonzept ausgeschafft, fir festzestellen, wat fir eng energetesch Sanéierungsmesuren och wierklech Sënn maachen.

Nodeems de Guichet unique säin Accord fir eng Mesure ginn huet, kann den Demandeur bei seng Hausbank goen a kann do e Prêt kréien. Selbstverständlech virausgesat, d'Bank huet eng Konventioun mam Stat ënnerschriwwen. Et sief hei bemierkt, dass schonn am Moment eng ganz Rei Konventiounen tëschent dem Stat an deene verschiddene Banken ënnerschriwwe si respektiv amgaange sinn ënnerschriwwen ze ginn.

Den zënsfräie Prêt, deen ee kréie kann, dierf sech, wéi scho virdru gesot, op maixmal 50.000 Euro belafen, an dat op eng Lafzäit vu 15 Joer. De Stat bezilt heibäi net nëmmen d'Zënsen un d'Bank, mä e spillt och Bierg, fir dass de Prêt och sécher accordéiert gëtt. Zousätzlech kann déi Persoun, déi sech fir eng energetesch Sanéierung entscheet huet, eng Prime unique vun 10% vun de Käschte vum Projet kréien, also maximal 5.000 Euro. Dëse Subsid bezilt de Stat iwwregens direkt op de Kont vum Prêt zréck.

Fir e konkret Beispill ze nennen: Mat engem Klimaprêt mat null Zënse kéint eng Famill zum Beispill den Daach an d'Baussemauere vun hirem Eefamilljenhaus besser isoléieren an och nach en Holzuewen norüsten. Mat dëse Mesurë kéinten d'Heizkäschten an engem ale Wunnhaus substanziell no ënne gedréckt ginn.

Wat de Käschtepunkt vum Stat betrëfft, kann ee pro Wunnunitéit vu ronn 16.000 Euro ausgoen, wann ee vun engem Invest vu 50.000 Euro ausgeet an engem Marchéstaux vun 2% ausgeet. Dobäi kommen dann nach déi Primmen, déi een iwwert d'PRIMe House ka kréien, op déi mäi Kolleeg Henri Kox herno am Detail agoe wäert.

Nieft dësem Klimaprêt mat null Prozent gëtt et awer och nach eng zweet Zort vu Prêt, an zwar de Klimaprêt mat engem reduzéierten Taux. Dësen ass, wéi ech virdru scho gesot hunn, onofhängeg vum Akommes. Hei ass d'Prozedur ganz äänlech wéi virdrun. Et gëtt e Sanéierungskonzept mat engem Expert op d'Bee gestallt. An deen Dossier geet da weider un eng konventionéiert Bank. Hei kann een e Prêt bis zu 100.000 Euro op 15 Joer finanzéiert kréien, fir deen de Stat 1,5% vun den Zënsen iwwerhëlt.

Och hei e konkret Beispill: Beim Klimaprêt mat reduzéiertem Zënstaux kéint een zum Beispill d'Fënstere mat Dräifachverglasung oprüsten an doriwwer eraus den Daach an d'Baussemauere besser isoléieren an e Pelletsuewen installéieren. De Käschtepunkt fir de Stat läit hei bei ronn 10.000 Euro, bei engem Invest vum Stot vun 100.000 Euro. An och hei gëllt selbstverständlech, dass iwwert d'PRIMe House nach weider Hëllefe kënnen ugefrot ginn.

Wéi vill Stéit wäerten elo viraussiichtlech vum Klimaprêt profitéieren?

De Logementsministère rechent pro Joer mat ronn 400 Dossieren, dovunner een Drëttel mat engem Null-Zëns-Prêt an zwee Drëttel als Prêt mat reduzéiertem Taux. Fir d'Joer 2017 wieren deemno d'Käschte fir de Stat bei enger knapper Millioun an am Joer 2021 wieren et viraussiichtlech bal zwou Milliounen Euro, well bis dohinner jo méi Leit Demanden a Sanéierunge gemaach hunn.

Dëst si Suen, déi, mengen ech, immens gutt investéiert sinn, net nëmme fir de Klima a fir eis Emwelt duerch manner héich CO_2-Emissiounen, mä och fir d'Privatstéit duerch manner héich Energiekäschten, an net zulescht och fir eis Handwierksbetriber, déi hei awer e wichtege Secteur fannen, wou se gebraucht ginn.

Här President, nach e Wuert zu den Avisen. D'Avisen zu dësem Projet sinn éischter positiv. Fir den Detail verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Et bleift nach ze bemierken, dass de Statsrot véier Opposition-formellen hat, déi awer ganz liicht behuewe konnte ginn, andeems mer verschidden Dispositioune méi kloer erkläert hunn.

Här President, nohaltegt Bauen ass awer méi wéi Energieeffizienz. An deene leschte Joren huet d'Politik mam Energiepass a mat méi strengen energetesche Virschrëften e Kader geschaaft, deen d'Energiespuere fir d'Awunner an de Fokus geréckelt huet. Beim Baue vun der Zukunft spillen awer ëmmer méi d'Nohaltegkeet vun de Materialien an eng ganz Rëtsch weider nohalteg Kritären eng Roll.

Ee Stéchwuert ass hei zum Beispill déi gro Energie, also déi Energie, déi gebraucht gëtt, fir Material hierzestellen, fir et ze transportéieren, fir et ze demontéieren a fir et ze entsuergen. Net all Material ass gläich gutt a senger Ökobilanz. Ech ginn Iech e Beispill: Aluminiumsfënstere sinn duerch hir energieintensiv Hierstellung am Verglach zu Holz- oder PVC-Fënsteren zwar vläicht manner ökologesch, mä well se méi wiederbestänneg sinn, sinn déi zum Beispill ganz gëeegent, fir déi zumindest an deem Deel no baussen, deen also der Witterung ausgesat ass, fir se do ze installéieren. A firwat net bannen e méi nohaltegt Material notzen, zum Beispill Holz?

A genee heifir, well d'Nohaltegkeet méi ass wéi en AA-Pass, huet d'Regierung e Projet de loi déposéiert iwwert d'Lëtzebuerger Nohaltegkeetszertifizéierung vu Wunngebaier, kuerz LENOZ. Ech wëll awer gäre betounen, dass de LENOZ scho gréisstendeels ënnert dem Marco Schank ausgeschafft ginn ass, och wann an deem virleiende Projet nei ass, dass dorunner Aidë geknäppt ginn, fir och den néidegen Ureiz ze schafen, dësen Outil ze notzen.

De LENOZ ersetzt an Zukunft déi sougenannte gréng Hausnummer. D'gréng Hausnummer ass, wann een esou wëllt, eng Lightversioun vun där neier Zertifizéierung. Oder ëmgedréit,

de LENOZ ass eng Versioun 2.0 vun der grénger Hausnummer, déi elo schonns all Joer Eefamilljenhaiser auszeechent, déi besonnesch nohalteg gebaut gi sinn.

De LENOZ geet awer däitlech méi wäit. En ëmfaasst insgesamt 150 Kritären. Zil war et, eng fräiwëlleg Zertifizéierung unzebidden, déi esou komplett wéi méiglech ass. Ech betounen hei dat klengt Wuert „fräiwëlleg", well et hei net dorëms geet, de Bauhäre weider Chargen opzeleeën, mä dësen an deene verschiddenen Akteuren um Terrain en Outil an d'Hand ze ginn, deen et hinnen erlaabt, méi bewosst Décisiounen ze treffen. De LENOZ ass dofir als Guide ze verstoen, wou jiddweree ka Punkt fir Punkt d'Nohaltegkeet vun deem engen oder deem anere Choix iwwerpréiwen.

Déi 150 Kritäre sinn a sechs Kategorien ënnerdeelt. Fir e puer Kritären erauszegräifen: Dat kann zum Beispill eng akustesch Isolatioun vun enger Wunneng sinn, well Kaméidi - an ech denken, dat misst deene meeschten hei bewosst sinn - ass eng Belaaschtung fir d'Leit. An déi Belaaschtung gëtt ganz oft ënnerschat.

Et sinn awer och Kritären technescher Natur dran, wéi zum Beispill d'Installatioun vu Solarzellen oder enger Reewaassernotzungsanlag. Mä och Kritäre wéi d'Méiglechkeet, en Haus alters- a behënnertegerecht ëmzebauen, also e barrièrëfräit Wunnen, kommen am LENOZ vir.

Ech invitéiere fir de Rescht déi Leit, déi et interesséiert, sech eng Kéier dee ganze Kritärekatalog unzekucken. Dat ass eng ganz interessant Lektür.

Här President, an dësem Gesetzesprojet ass nei, dass finanziell Hëllefe fir d'Ausschaffe vun der Zertifizéierung agefouert ginn. De virleienden Text proposéiert duerch en zousätzlechen Artikel am Gesetz vun 1979, dass déi Leit, déi sech derfir entscheeden, dës Zertifizéierung ze maachen, mat 1.500 Euro fir en Eefamilljenhaus a 750 Euro fir en Appartement vum Stat ënnerstëtzt kënne ginn, wa si déi Zertifizéierung vun engem Energieberoder maache loossen. D'Käschte fir de Stat belafe sech op ronn 300.000 Euro d'Joer. An et gëtt mat engen 180 bis 220 Dossieren am Joer gerechent.

Och hei, doriwwer eraus, gëtt et Subsiden, dës Kéier souguer ganz neier. De Kolleeg Henri Kox wäert herno a sengem Rapport sécherlech agoen op déi substanziell Hëllefen, déi een an Zukunft kritt, wann een de LENOZ-Standard erreecht.

Nach e Wuert zu den Avisen. D'Avisen zu dësem Projet sinn och éischter positiv, wat de Besoin vun dësem Outil ugeet. Et bleift nach ze bemierken, dass de Statsrot hei zwou Opposition-formellen drop hat, déi awer ganz liicht ze behiewe waren, andeems éischtens verschidden Elementer aus Réglement-grand-ducallen an d'Gesetz iwwerholl gi sinn, an zweetens ass dem Statsrot seng Propos, fir e Paragraf ëmzeformuléieren, iwwerholl ginn.

Här President, ech kommen dann zum drëtte Projet vum Pak Klimabank an nohaltegt Wunnen. Fir d'Wunne gëtt et eng ganz Rei staatlech Hëllefen. Dat sinn op där enger Säit sozioekonomesch Hëllefen, déi de Stéit mat méi engem klenge Portmonni hëllefen, fir sech en Eegenheem ze leeschten oder eng Hand beim Loyer unzepaken. An op där anerer Säit hu mir Hëllefe fir d'Energieeffizienz an nohaltegt Bauen. Dobäi kënnt selbstverständlech an Zukunft d'Méiglechkeet vun der Virfinanzéierung iwwert d'Klimabank.

Mat dem Guichet unique schafe mir elo eng eenzeg Plaz fir all d'Wunnhëllefen. Dem Bierger ass et näämlech egal, wat fir eng Kompetenze bei wéi engem Ministère leien. De Bierger wëllt eng eenzeg Ulafstell, wou hie weess, dass hie gehollef kritt. A wat dann hannendru passéiert, wie wat fir en Dossier traitéiert, ass zumindest fir d'Leit dobaussen niewesächlech.

Et ass also an Zukunft no baussen, op Neilëtzebuergesch, en „one-stop shop", an no bannen eng Kollaboratioun, wou de Service Aides au logement an d'Emweltverwaltung Hand an Hand schaffen. Dat ass e gutt Beispill fir eng bürokratesch Vereinfachung am Interessi vum Bierger, déi och an deene verschiddenen Avise vun alle Säite begréisst gi sinn. Fir den Detail verweisen ech och hei op mäi schréftleche Rapport.

Nieft den Avise vum Statsrot an de Chambres professionnelles sinn och zu deenen eenzelne Gesetzesprojeten Avise vum OAI, vum Mouvement écologique a vun der CNPD erakomm, op déi ech aus Zäitgrënn net eenzel agoe kann, mä déi derwäert sinn, gelies ze ginn. An och hei verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, de Package Klimabank an nohaltegt Wunnen, dee mir haut stëmmen, ass ee vu ville Schrëtt, déi néideg sinn, fir dem Lëtzebuerger Klimaversprieche vu Paräis konkret Liewen anzehauchen. Et ass awer e ganz wichtege Schrëtt, well mir heimadder als Land weisen, dass et eis seriö ass an dass mir Verantwortung iwwerhuelen, net nëmme fir eis selwer, mä och fir de Weltklima. De Potenzial, fir CO_2 anzespueren, ass am Wunnberäich net nëmmen enorm, mä et sinn och Investitiounen, déi sech villfach rentéieren. All Investitioun, déi mir haut an en aalt Gebai maachen, wäert sech muer bezuelt maachen, bezuelt fir d'Bewunner, fir de Klima, fir eist Handwierk a fir de Stat.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an erschreckt elo net, ech ginn net den Accord vun eiser Fraktioun, mä dat iwwerloossen ech mengem Kolleeg a gudde Frënd, dem Claude Lamberty, deen herno nach eng Kéier heirop agoe wäert.

Plusieurs voix.- Très bien! Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sot Der, mir sollen eis net erschrecken!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir freeën eis schonn.

(Hilarité)

Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt deen nächste Rapporteur, den Här Kox.

Rapport de la Commission de l'Environnement sur le projet de loi n°7046

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Mäi Virgänger, de Max Hahn, huet de Gros schonn, wat d'Finalitéit vun dësem Gesetz ugeet, erkläert. Dofir direkt am Ufank: Et geet hei ëm substanziell Aiden, déi mat dësem Gesetz wäerten d'Begleedung vun deem ganze Package maachen. Et geet drëms, d'Promotioun vun der Durabilitéit, der Utilisation rationnelle de l'énergie an natierlech vun den Énergies renouvelables mat dësem Gesetz ze förderen.

Dann ass natierlech och eng Ännerung am Gesetz vum 23. Dezember 2004 néideg, näämlech fir déi néideg Fongen och aus dem Klimafong da bereetzestellen.

An direkt am Ufank kommen ech dann op déi méi technesch Daten, dass och hei bei dësem Gesetz eng Rei vun Avise komm sinn. Ech mengen, wéi virdrun och scho gesot, d'Chambre des Employés publics, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés, alleguerten hunn hiren Avis plus ou moins positiv heizou ofginn. An och den Ordre des architectes et ingénieurs-conseils.

De Statsrot hat och eng Rei vu Bemierkungen ze maachen. Et muss een awer och soen, an dat war och bei deene Gesetzer virdrun, et waren e puer Opposition-formelle mat drageschriwwe ginn, näämlech och d'Erklärung, wat dann elo e Logement durable ass. A mat enger Navette mam Statsrot hu mer dat awer kënne clarifiéieren, soudass elo souwuel am Gesetz vu virdru wéi och an dësem Gesetz ganz kloer drasteet, wat een dorënner versteet, an domadder och no baussen déi néideg Informatioun gemaach gëtt.

Et ass virdru gesot ginn, an dat ass och wichteg hei ze betounen: Dëst Gesetz oder dëse Pak schreift sech an an eng méi breet gefächert Klimapolitik, awer net nëmme Klimapolitik, och Logementspolitik, an et gesäit ee jo duerch d'Präsenz vun de Ministeren haut, dass et eng Gemeinschaftsaktioun ass. An dat ass wichteg. Et ass eng Cohérence des politiques, déi hei vun dëser Regierung ëmgesat gëtt. An dofir wëll ech dat och nach eng Kéier hei ganz kloer betounen.

Et huet d'Finalitéit natierlech, net nëmmen eng Förderung ze maachen, mä et huet och d'Finalitéit, déi sougenannten Energieaarmut e bësse besser kënnen an de Gréff ze kréien. Awer et geet net duer, nëmmen dës Moossnam vun dësem Paket ze erwänen. Ech komme vläicht herno, wann ech nach eng Kéier hei op d'Bün kommen, wou ech kee Rapport maachen, da kann ech dat och nach eng Kéier betounen.

Et ass e Package vu véier. Och do ass virdrun nach eng Kéier gesot ginn, dass am Logementsberäich, et ass virdru vu 15% gesot ginn, ech hunn nach déi neiste Chifferen nogekuckt vun 2015: Mir sinn, wann een d'Logements habituels, also d'Wunngebaier, an awer och déi Notzgebaier wéi Büroen an esou weider zesummerechent, souguer bei 18%. Dat heescht, et ass e grousst Potenzial, wat gemaach gëtt.

Dëst Gesetz ännert u sech en aalt Réglement grand-ducal, wat elo ausleeft. Dofir ass et gutt, dass mer et haut stëmmen, dass mer näämlech zum 1.1.2017 erëm prett sinn, fir déi néideg Subventiounen ze ginn. Et ass de Réglement grand-ducal vum 12. Dezember 2012, wat heimadder geännert gëtt, wat gemengerhand ënner PRIMe House bekannt ass an dat de Marco Schank - hien ass schonn eng Kéier genannt ginn - och deemools mat op de Wee ginn huet.

Et ass, wéi gesot, ganz wichteg, well d'Ziler, déi mir ëmzesetzen hunn, an déi sinn och genannt ginn, eis Obligatiounen, déi mer zu Paräis mat ënnerschriwwen hunn, déi si substanziell. Mir hunn ee Pad, eng Obligatioun fir 2020 ze erreechen. Do si mer „on track", wéi mer dat esou schéi soen. Mir wäerten dat Zil erreechen. Mä d'Zil 2030 vu minus 40% ass natierlech nach vill méi grouss. A wa mer all soen, 2050 solle mer eng Dekarbonisatioun ustriewen, da wësse mer alleguerten, dass nach vill Aarbecht virun eis steet.

Wéi eng Subventioune gëtt dëst Gesetz dann elo mat op de Wee an dee Package hei eran?

Et sinn éischtens Subventioune fir Neibau, et si Subventioune fir d'Renovatioun an et sinn d'Subventioune fir d'erneierbar Energien, déi am Beräich vum Logement kënnen agesat ginn.

Wat ganz wichteg ass: Et ass d'Konstruktioun an den Assainissement, also de Renouvellement oder d'Verbesserung vun der Wunnstruktur, déi hei gemaach gëtt. Et ass och scho virdru gesot ginn, mir probéieren duerch Kritären, déi erageféisse sinn, an d'Gesetz ass LENOZ, dat ass gesot ginn, wa mer do déi néideg Kritären erafléisse loosse vun dem nohaltege Material, da kréie mer natierlech och heiduerch, duerch dëst Gesetz e Bonus, wat d'Subventioun ubelaangt, an natierlech d'Simplification administrative ass och schonn ugeschwat ginn, wat ganz wichteg ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An dann ass och hei an dësem Gesetz nei opgemaach ginn, näämlech dass net nëmmen d'Personnes physiques, mä och d'Personnes morales hei bei der Renovatioun, well do wësse mer, dass ganz vill ze huelen ass, dass déi gläichzäiteg mat ënnerstëtzt ginn.

De Kritär vun der Énergie climatique politique (veuillez lire: vun der Politique énergétique et climatique) vun dëser Regierung ass awer och, muss ee fairerweis soen, vun där viregter Regierung scho mat op de Wee gesat ginn, dass engersäits d'Obligatiounen ëmmer méi streng ginn, insbesondere wat Neibauten ubelaangt. Dat ass esou e bëssen de Prinzip, dass ee méi streng, méi séier op en Zil hischafft. An op där anerer Säit sinn awer d'Hëllefstellunge ganz wichteg, d'Hëllefsstellungen, mengen ech, déi do musse kommen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech ëmgesat gëtt.

An dat Instrument vun der Klimabank ass eng zousätzlech Partnerschaft, fir näämlech niewent de Subventiounen dann och nach aner Beräicher mat an d'Boot ze kréien. Dëst gëllt souwuel, wat d'erneierbar Energien ubelaangt, mä och, wat den Assainissement vu Gebaier ugeet.

Ech kommen dann op déi eenzel Punkten.

Dat ass eng Kéier, wann een en neit Gebai baut, wësst Der, dass ab dem 1.1.2017 eng Rei Kritäre genannt ginn, déi natierlech anzehale sinn. Fir en Neibau, do sinn d'Kritäre méi verschäerft ginn. Wann een awer hei méi eng pousséiert Renovatioun duerchféiert, dann hu mer dofir de LENOZ, deen eis déi néideg Kritären dann erfëllt. An dee LENOZ seet eis jo: Wéi ass et mat der Ekologie? Wéi ass et mat der Technik, déi do dann an deem neie Gebai installéiert gëtt? Wéi ass et mat der Fonctionnalitéit vun deene Kritären? A wann ee 60% vun deene Kritären erfëllt huet, da kann et awer eng substanziell Erhéijung ginn, an dat beleeft sech bei enger Neikonstruktioun bis op 24.000 Euro, wat u sech net näischt ass.

A well mer gesot hunn, dass d'Appartementshaiser, also d'Wunnunitéiten, wou méi Leit ebe wunnen, dass déi bis elo außen vor waren an dass et wichteg ass, wéi de Max Hahn och dat virdru gesot huet, dass et dem Klima u sech egal ass, wou mer den CO_2 kënnen aspueren. An dofir ass och hei eng substanziell Ënnerstëtzung do an déi geet bis 14.600 Euro. Dat ass, wat den Neibau ugeet.

Den Assainissement ass och ganz wichteg, d'Renovatioun. Mir mussen effektiv den Albaubestand mobiliséieren. Mir wëssen, mir doen eis do e bësse méi schwéier, fir déi drunzekréien. Dofir ass jo déi Aide ganz wichteg, dass ee seet: Mir kënnen e Vorschuss kréien a mir ginn da Suen zur Verfügung, fir dat meescht dann unzepaken. An hei kommen awer och substanziell Aiden derbäi.

Ech ginn elo net op déi eenzel Kritären an, well dat geet e bëssen ze wäit. Et fënnt ee se op deene Sitten, op guichet.lu kann een déi Kritäre fannen. Wat fir mech awer ganz wichteg ass, wat ze ënnersträichen ass, also d'Ekologie gëtt gekuckt, et gëtt awer och gekuckt, dass ee wäit mat der Isolatioun geet, dass een et richteg mécht. An dofir wëll ech extra op ee Punkt agoen, mengen ech, dat ass awer dee wichtegsten, deen awer bäikomm ass, dat ass dee vum Conseil agréé.

Dat ass deejéinegen, deen hëlleft, éischtens emol e Projet opzebauen, de Projet esou gutt wéi méiglech no den neisten Technologien, no de Kritären, déi mer virdru gesot hunn, an dann domat awer e Package ze maachen. An dann eréischt soll am Guichet unique den Accord de principe gemaach ginn, wat och ganz wichteg ass, an da gëtt de Suivi gemaach.

Mir wëssen alleguerten, déi an de Gemengen täteg sinn, wann eng Baugeneemegung ausgestallt gëtt an et geet ëm de Contrôle vun der Isolatioun: Ass se dann och elo esou ausgefouert ginn oder net?, dann, mengen ech, ass et awer hei gutt, dass duerch dëst Gesetz e Conseil énergétique mat erakënnt, deen d'Begleedung vun der Ëmsetzung mécht. An do huet et oft gehapert, mengen ech, soudass dat zu engem ganz positiven Effekt wäert féieren an dass mer wierklech do och eng Rei méi där Projeten elo wäerte kréien.

Ech mengen och, hei geet d'Regierung hin an ënnerstëtzt dat mat engem Betrag, an dat ass och erëm wichteg. Ech mengen, mir mussen d'Leit entspriechend an dësem Fall vun der Erneierung oder vun der Sanéierung an d'Hand huelen. An da gëtt d'Zil och éischter erreecht.

Da vläicht zu den erneierbaren Energien. Ech mengen, och do ass et wichteg, déi Subventioune wäerte weider bleiwen. Et ass virdru gesot ginn, dass den Energiepräis déif ass. Mir wësse jo och, firwat den Energiepräis déif ass, well en u sech verstoppte Käschte mat dran huet, déi en awer net a sengem Präis huet. Ech mengen, all d'Emweltkäschte vum CO_2, do doe mer eis jo schwéier, do doe mer eis ganz schwéier, endlech e Präis, e gerechte Präis deem CO_2 ze ginn. Dofir musse mer déi erneierbar Energien dann entspriechend förderen.

An dofir ass et ganz wichteg, dass d'Solarthermie, also d'Waarmwaasserproduktioun weiderhi gutt ënnerstëtzt gëtt, substanziell mat 50%, awer de Bonus, deen derbäikënnt, dat ass, wann een eng Kombinatioun zum Beispill mat Holz mécht, da kënnt en Dausender mat drop. Ech mengen, dat sinn Hëllefstellungen, déi wichteg sinn. A wann den Energieberoder dat och richteg de Leit mat op de Wee gëtt, da sinn ech sécher, dass et och wäert weider zu erfollegräichen Applikatioune kommen.

Dann, d'Fotovoltaik ass weiderhin ënnerstëtzungsberechtegt mat 20%, soudass mer och bis zu engem Montant vu 500 Euro pro Kilowatt... Mir wëssen, dass insbesondere d'Fotovoltaik an deene leschte Joren eng extrem präiswäert Technologie ginn ass, haut souwuel méi wäit wéi deels Atomkraaftwierker, déi mer dohier nach wëllen opriichten, soudass dat och weiderhi vun dëser Regierung wäert ënnerstëtzt ginn.

Dann ass d'Wärmepompel och nach ëmmer an der Ënnerstëtzung, och 50%, an och do d'Kombinatiounen. Ech mengen, dat ass wichteg. Do ginn et substanziell Erhéijungen. Dofir ass et gutt, dass an deem Guichet unique, wou d'Leit zesummekommen, déi eenzel Ënnerstëtzungen da kënnen erkläert ginn an och drop higewisen ass, wou et sënnvoll ass a wou et net sënnvoll ass, déi eng oder déi aner Technologie anzesetzen, an dass am Endeffekt, an dofir zum Schluss vläicht och do nach eng Kéier e Beispill, wat ee sech kann erwaarden, wann een eng substanziell Renovatioun mécht.

Dat zum Beispill bei engem neie Gebai, wou een och nach dat meescht un erneierbaren Energië mat afléisse léisst, da kann een awer, wann ee seet, ech huelen alles, déi 24.000 beim Bau, bei ekologesche Materialien, an da kommen awer all déi Technologien derbäi, dass een herno ënnert dem Stréch op 35.000 Euro ka kommen. A wann een d'Rechnung mécht längerfristeg, gëtt dat Haus am Gebrauch herno am Fonctionnement vill méi bëlleg, wéi wann een dat klassesch géif ugoen.

Dann e Beispill och nach, wann een en Haus wëllt renovéieren, ben, do gëtt et verschidde Standarden. Wann een elo de Mëttelstandard hëlt an et probéiert een, d'Fassad, den Daach, all Méigleches dann och gutt ze maachen, mat der Hëllefstellung vum Energieberoder, da kënnt een, wann een eng reng thermesch Sanéierung duerchféiert, op - soe mer hei - 26.000 Euro. A wann een all d'erneierbar Energien nach mat derbäiberechent, da komme mer op 45.000 Euro.

Sou, mir hunn déi 40 Minutten opgebraucht, déi zwee Rapporteuren. Ech denken, dass mer hei e gudde Package zesummegeschnüürt hunn. Déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an deene Kommissiounen haten, dofir kommen ech... Ech kommen herno nach eng Kéier erop, soudass ech elo nach net den Accord gi vun der grénger Partei, awer dat war dann d'Presentatioun vum véierte Gesetz vun deem Package.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Rapporteur Henri Kox. Als

éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marco Schank.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Mëtten iwwer eng Serie vu véier Projeten, Gesetzestexter of am Beräich Logement an Emwelt respektiv Klimaschutz. D'Zil vun dëse Gesetzer - et ass däitlech ginn duerch déi zwee Rapporteuren - ass d'Promotioun vum nohaltege Wunnengsbau an dat konkret iwwert d'Sanéierung, d'energetesch Sanéierung an natierlech och erneierbar Energien.

Am Resümee geet et ëm véier Aspekter: éischtens, d'Aféierung vun de sougenannte Prêts climatiques am Kontext nohaltege Wunnengsbau, zweetens, d'Aféierung vum Lëtzebuerger Nohaltegkeetscertificat, dem LENOZ, drëttens, d'Asetze vun engem Guichet unique am Beräich vun de Wunnengsbäihëllefen, a véiertens ëm déi sougenannten „PRIMe House", déi elo zum Schluss vum Rapporteur Henri Kox virgestallt ginn ass.

An ech wëll, Madamm Presidentin, direkt am Ufank deene béide Rapporteure Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport, dem Max Hahn an dem Henri Kox.

Ech wollt och direkt am Ufank soen, datt d'CSV-Fraktioun déi véier Projete wäert stëmmen,...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- ...an dat aus enger Rei vu Grënn, ënner anerem éischtens, well se an der Kontinuitéit vun deem leien, wat och déi viregt Regierung ugestouss huet, an zweetens, well och eng Rei elementär Aspekter iwwerholl goufen, déi schonns um legislativen Instanzewee waren.

Mir begréissen also déi Projeten, déi haut zum Vott stinn. A mir begréissen och, an ech soen dat kloer an däitlech, datt verschidde vun deenen initiale Proposen an deene véier virleiende Projete positiv adaptéiert an erweidert goufen. Dat ass gutt, well ëm wat geet et am Endeffekt?

D'Zilsetzung ass ganz kloer déi - dat ass och däitlech ginn an de Rapporte virdrun - , d'nohaltegt Wunnen ze favoriséieren, d'Energieeffizienz ze steigeren, datt d'Leit net an d'Energiefal rutschen, ass ee ganz wichtegen Aspekt, an dat Ganzt duerch eng Panoplie vu Moossnamen, fir de Leit dobaussen, méiglechst ville Leit dobaussen entgéintzegoen, datt se kënne profitéieren dovunner, an net nëmmen d'Leit dobaussen an hiren Haiser, an hire Wunnengen, mä och eis Betriber, eis Handwierksbetriber, d'Entreprisen um Bau, déi hei wäerte kënne profitéieren. A last but not least och de Klimaschutz insgesamt.

Datt mer do aktiv ginn, wou nach ganz vill Reserve sinn, dat ass selbstverständlech am Bestand bei der Albausanéierung. An ech wollt dann och eppes zum Klimaschutz soen. De Klimaskeptiker sief gesot, datt et esou ausgesäit, wéi wann d'Joer 2016 weltwäit d'Temperaturrekorder nach eemol wäert brieche par rapport zu deene Jore virdrun, 2014 an 2015, also déi Virgängerrekordjoren, an als wäermste Joer déi Joren iwwertreffe wäert, an och d'Symptomer vun der Äerderwärmung briechen all Rekorder.

Mir sinn zu Marrakesch gewuer gi vun der Weltorganisatioun vun der Meteo, der WMO, datt d'Konzentratioun vun Zäregasen an der Atmosphär ëmmer méi héich gëtt, datt d'Mieresäis an der Arktis zréckgeet an och déi extrem Wiederphenomeener zouhuelen.

Da wëll ech och soen, datt d'Regierung am Kontext vun dëse véier Gesetzer d'Rad awer elo net nei huet missen erfannen. Duerfir wëll ech och e kuerze Bléck zréck maachen.

Den 8. Abrëll 2011, dat sinn elo iwwer fënnef Joer hier, hunn ech op enger Pressekonferenz deemools de Paquet Logement presentéiert. A fir d'Saachen auserneenzehalen: Paquet Logement ass net de Pacte Logement, deen ass nach an der Regierung do virdru komm gewiescht.

An dëse Paquet Logement huet eng 21 Punkte beinhalt, dorënner eben och eng Partie, déi an deene véier Projeten zréckkommen. Dës Propose waren op verschiddene Punkten net esou wäit ausgedäitscht, wéi dat haut an de Projeten ass, mä d'Stoussrichtung an d'Zilsetzung waren deemools schonn déiselwecht. Ech ziele se nach kuerz op.

Éischtens war dat d'Aféierung vun engem, deemools hu mer dat „Éco-prêt à taux zéro" genannt fir d'Albausanéierung fir d'Leit mat klengem Akommes; zweetens, d'Upassung vun der traditioneller Bonification d'intérêt an eng Écobonification, gekoppelt u Kritäre vun der Energieperformanz; drëttens, d'Zertifizéierung vum nohaltege Bauen; véiertens, eng steierlech Mesure, de sougenannten Amortissement accéléré fir Investissementer bei der Sanéierung vu Mietwunnengen, e wichtegen Aspekt, a fënneftens, d'Ofännerung ebe vum Reglement iwwert d'Performance énergétique vun de Wunngebaier, ënner anerem och wéinst den Échéancen, déi mer jo haten a wou mer elo - et ass gesot gi virdrun - ënner anerem ab 2017 just nach AA-Haiser am Neibau zouloossen.

Dës Mesuren a vill anerer sinn dunn an ee Projet de loi agefloss, de Projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables, deen den 20. Juni 2013 an der Chamber déposéiert gouf. An, wéi den Titel et seet, war den Objet vun dësem Projet selbstverständlech d'Promotioun vum nohaltege Bauen. De Projet ass och duerch d'Bank positiv aviséiert gi gewiescht, och vun enger Chambre des Métiers, och vun engem Mouvement écologique. Just den Avis vun dem Statsrot stoung nach aus.

Madamm Presidentin, mir hunn eis deemools och gefreet, muss ech Iech soen, wéi dem Minister Marc Hansen seng Virgängerin, d'Maggy Nagel, an där éischter Logementskommissioun, déi mer haten am Januar 2014, ugekënnegt huet, de Projet géif vun där neier Majoritéit ëmgesat ginn. An deemools huet et geheescht, et géif just op den Avis vum Statsrot gewaart ginn an déi entspriechend Réglements grand-ducaux wieren amgaangen ausgeschafft ze ginn.

Dunn huet d'Ministesch awer néng Méint méi spéit an der Kommissiounssëtzung vum 23. Oktober 2014 gesot, de Projet géif amendéiert ginn, fir dunn nach eemol fënnef Méint méi spéit ze décidéieren, de Projet am Mäerz 2015 zréckzezéien.

Dëst ass der Regierung hiert gutt Recht. Mä mir fannen et schued, datt et deen Hin an Hier vun ëmmerhi 15 Méint gouf, an dunn no annerhallwem Joer bis d'Regierung den 31. August respektiv de 15. September du véier Projeten nei op den Instanzewee ginn huet. A Projeten, déi sech wéinstens a puncto Zilsetzungen an Nohaltegkeetskritären net riseg vun deem ënnerscheet hunn, wat 2013 schonn um Dësch louch.

Mir sinn awer zefridden, datt mer haut kënnen doriwwer ofstëmmen. A mir sinn zefridden, datt esou munche Punkt an déi véier Projeten iwwerholl ginn ass, wann och net zu 100%, mä awer datt d'Basisiddien allemol do zréckgeholl goufen.

Ech erënneren och drun, datt de Kolleeg Marc Lies am Kader vun deem Débat Logement, dee mer 2015 hei am Haus haten, och eng Proposition de loi déposéiert hat, fir an zwee Punkten nach eng Kéier op dee Projet de loi zréckzekommen, näämlech beim Prêt à taux zéro fir d'energetesch Sanéierung an eben och am Kontext vun de Kritäre fir d'Salubritéit, d'Hygien an d'Sécuritéit am Wunnberäich.

Op dëser Plaz wollt ech dann och e puer Wuert zu deene véier Projete soen.

An éischter Linn wëll ech hei op d'Aféierung vum Klimaprêt à taux zéro respektiv taux réduit agoen, de Projet 7055. De Grondgedanke vun där Moossnam ass et eben, mannerbemëttelte Leit a Stéit eng energetesch Sanéierung vun hirer Wunneng virzefinanzéieren, woubäi de Stat och - ech mengen, dat ass e wichtegen Aspekt - d'Garantie vun de Prêten iwwerhëlt. Dëst ass eng effikass Mesure géint d'Energieaarmut, well fir vill vun dëse Leit stellen nieft de Wunnkäschten d'Heizkäschten dacks dee gréissten Deel vun den Dépensë vun engem Stot duer.

Et ass, wéi schonns gesot, eng Win-win-Situatioun, well duerch d'Energieaspuere solle sech zumindest zum Deel d'Sanéierungskäschte quasi selwer finanzéieren. A fir sozial schwaach Stéit ass een Nullzënsprêt jo do virgesinn. Awer och besserbemëttelt Leit souwéi Betriber, et ass virdru gesot ginn am Rapport vum Kolleeg Max Hahn, kënnen an de Genoss vun dësem Prêt kommen, awer dann net zum Nullzëns, mä zu engem reduzéierten Zënssaz.

Mat der Aféierung vum Taux réduit mécht d'Regierung däitlech Faveuren, well hei net no soziale Kritäre viru gekuckt gëtt, an dat verwonnert dach. Als Beispill: Ech erënnere mech, deemools beim Eropsetze vun der TVA Logement bei Zweetwunnenge vun 3 op 17% ass do nach anescht argumentéiert ginn.

(Interruptions)

Ob dës Offer als solch an dësem Moment bei natierlech historesch niddregen Zënssätz vun de Leit wäert wouergeholl ginn, dat bleift ofzewaarden. Mir wënschen eis dat. Och ass d'Prozedur, bis et zum Ofschloss vun esou engem Prêt ka kommen, net ëmmer gradesou einfach. Op jidde Fall, d'Accordéiere vun de Kreditter erfollegt an Zesummenaarbecht mat de Banken, déi mam Stat eng Konventioun mussen ofschléissen, dat ass och virdru gesot ginn, wann een esou Prête wëllt ubidden.

An an deem Zesummenhang wier et interessant, och vum Logementsminister, dem Marc Hansen, ze héieren, ob et schonn Démarchë gouf - ech ginn dovunner aus - a wéi wäit déi scho gedie sinn, datt mat de Banken op der Plaz kënnen esou Konventiounen ënnerschriwwe ginn.

Ganz wichteg ass am Zesummenhang vun dësen neie Mesuren och den Aspekt vum Informéieren a vum Sensibiliséiere vun de Biergerinnen a Bierger, wann ee wëllt Succès hu mat dëse Mesuren; ech mengen, datt dat e wichtegen Aspekt ass. Et muss de Leit matgedeelt ginn, datt et an Zukunft eben dës Offer gëtt, an hinnen, mengen ech, och virun allem unhand vu konkrete Beispiller däitlech gemaach ginn, wat d'Virdeeler vun der Energiesanéierung kënne fir si duerstellen.

Vill Leit, virun allem mannerbemëttelt Stéit, sinn dacks retizent, wann et drëm geet, e Prêt opzehuelen, well se dann eng Schold hunn, déi se belaascht. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, kloer ze weisen, datt et eventuell kee Käschtepunkt ass, mä een Invest an d'Zukunft, en Invest an Energiespueren.

A mir ginn och dovunner aus, datt d'Regierung elo schonns e konkret Konzept am Tirang huet, an de Minister respektiv déi béid Regierungsvertrieder elo op den Terrain ginn, fir déi nei Mesuren an Aiden ze erklären an ze promouvéieren. Ech denken, datt deen Effort wichteg ass. Also duerfir och meng Fro un de Minister respektiv d'Ministesch, ob esou eng Démarche geplangt ass, a wa jo, wéi eng dat dann ass.

Madamm Presidentin, en anere Projet aus der Serie ass de Gesetzesentworf 7053, mat deem en neie fakultativen Zertifizéierungssystem am Logement soll agefouert ginn, näämlech de LENOZ. Hei geet et net fir d'Lescht drëms, d'Sensibilitéit fir de Sujet vum nohaltegen an och am Sënn vum gesonde Wunnen dobaussen eropzesetzen.

Et ass och scho virdru gesot ginn, zënter 2008 gëtt et dee vereinfachte System vun der grénger Hausnummer, fir nohaltegt Wunnen ze zertifizéieren. An dës gréng Hausnummer stoung och um Ufank eigentlech vun de Beméiunge vun der viregter Regierung, fir äänlech wéi am Ausland och fir Lëtzebuerg eng Zertifizéierung auszeschaffen. An Dir kennt déi Modeller, déi Systemer am Ausland, zum Beispill an Däitschland den DGNB, Deutsche Gesellschaft für Nachhaltiges Bauen, oder de BREEAM, deen aus England kënnt, vun engem brittesche Forschungsinstitut entworf ginn ass, respektiv den NF Habitat aus Frankräich.

Vill Leit sinn haut mat Allergien ënnerschiddlechster Aart geplot a reagéieren op schiedlech Wierkstoffer, op schiedlech Produkter, wéi zum Beispill Léisungsmëttel, wéi se a Faarwen, wéi se a Collen oder Äänlechem ze fanne sinn. A wann een en neit Haus no dem LENOZ-Prinzip baut, kann dëse Problemer Rechnung gedroe ginn an déi op ee Minimum limitéiert ginn. An ech mengen och, datt déi Zertifizéierung, de LENOZ, ganz wichteg ass, fir spéider e Keefer ze fannen, wou ee jo ka ganz transparent genee opweisen, ma esou ass d'Haus gebaut ginn, esou gesond sinn déi Baustoffer gewiescht, déi agesat goufe beim Bau vum Haus, an datt och d'Haus oder d'Wunneng u Valeur gewënnt. An ech mengen, datt dat e wesentlechen Aspekt ass.

Wichteg ass beim LENOZ, eiser Meenung no, och, datt een no enger éischter Phase de démarrage och relativ séier kuckt, fir eng Evaluatioun ze maachen, an ënner Emstänn dann och, wann et néideg ass, Réajustementer ze maachen; iwwregens eppes och, wat ënner anerem d'Chambre des Métiers gesot huet, wat sënnvoll wier. An duerfir wollt ech och an deem Sënn eng Motioun hannerleeën, Madamm Presidentin.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *constatant que la mise en place du certificat «LENOZ» («Lëtzebuerger Nohaltegkeets-Zertifikat fir Wunngebaier») constitue un élément du paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen» du Gouvernement;*

- *saluant que cette certification vise à accroître la sensibilité au sujet de la durabilité des logements et la transparence du marché immobilier;*

- *constatant qu'outre la performance énergétique, les impacts des matériaux de construction sur le bien-être et la santé, l'accessibilité, le trafic ou encore d'autres éléments sont pris en compte pour évaluer la durabilité des logements;*

- *constatant que la certification LENOZ est une certification volontaire et qu'à partir de 2017 une certaine sélection de critères est à la base des critères d'éligibilité pour le régime d'aides financières «PRIMe House» en cas de nouvelles constructions;*

- *estimant qu'un bâtiment durable certifié va générer des retours sur investissement plus longtemps qu'un bâtiment non durable;*

- *saluant qu'une aide financière pour l'établissement de ce certificat est prévue, afin d'encourager la propagation de cette nouvelle certification;*

- *estimant cependant que la certification ne sera couronnée de succès que lorsqu'elle sera simple et facile à utiliser,*

invite le Gouvernement

- *de faire une évaluation après la phase de démarrage et de procéder à des réajustements le cas échéant,*

- *à promouvoir les nouveaux procédés de construction activement auprès des maîtres d'ouvrages, des maîtres d'œuvre et des entreprises, des bureaux de conseil et des conseillers en énergie agréés.*

(s.) Marco Schank, Sylvie Andrich-Duval, Félix Eischen, Marc Lies, Marcel Oberweis.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Marco Schank *(CSV).*- De LENOZ-System ass doriwwer eraus awer ausschlaggebend, dat ass virdrun och gesot ginn, bei der Attributioun vun den neie PRIMe-House-Bäihëllefen, wou ebe méi e staarken Akzent op d'nohaltegt Wunne geluecht gëtt, wat d'energetesch Sanéierung vun de Gebaier ubelaangt. An iwwregens ass et och normal, ech soen dat dann, datt d'PRIMe House, d'PRIMe-House-Reglement ugepasst gëtt, well jo ab dem 1.1.2017 AA-Haiser Standard ginn, Passivhaiser Standard ginn.

An der Vergaangenheet war et awer sécher déi richteg Décisioun, fir verstäerkt Bäihëllefen ze ginn, fir d'Leit dobaussen ze sensibiliséieren, fir Energiespuerhaiser, duerno Niddregenergiehaiser respektiv Passivhaiser ze bauen. An ech mengen, datt een dat och mierkt déi lescht Joren, datt virun allem och jonk Stéit dorobber zréckgegraff hunn, net gewaart hu bis 2017, wou et da Standard ass, mä scho virdrun och deen Incentive, deen de Stat ginn huet, dee Coup de pouce matgeholl hunn, fir Wunnengen opzeriichten, Haiser opzeriichte mat ganz niddregem Energieverbrauch.

Och nach ee Wuert zum drëtte Projet de loi, dem 7054. Ech mengen, datt d'Noutwendegkeet fir d'Mise en place vun engem Guichet unique, fir all d'Aiden am Wunnen zesummenzebréngen, déi sozioekonomesch, déi am Logementsministère si respektiv waren, an déi ekologesch Aiden, déi am Environnement waren, dat ass mir selwer deemools zimlech séier bewosst ginn, besonnesch well ech och déi zwou Kapen hat, de Logement an den Environnement. An duerfir, mengen ech, ass dat definitiv eng gutt Saach, datt dat elo prett gëtt, fir de Leit dobaussen et méi einfach ze maachen, sech un eng eenzeg Stell, un en eenzege Büro fir all d'Aiden ze adresséieren, egal, wéi gesot, ob et sech ëm d'sozioekonomesch oder ëm ekologesch Aiden handelt. An dat ass ganz kloer eng Mesure vu Simplification administrative. An ech denken och, datt d'Chambre des Métiers recht huet, wa se an hirem Avis seet, datt och dat eng Viraussetzung ass, fir datt um Enn den Traitement vun den Dossieren och nach méi séier, méi reibungslos ka fonctionnéieren.

Dann de véierte Volet respektiv de Projet 7046, wat jo d'Reform vun dem Regimm vun de Bäihëllefen ass, do wëll ech net ze vill laang drop agoen, deen ass relativ technesch. Do sinn eng ganz Partie Saachen dran, déi am Rapport vum Henri Kox jo gesot goufen. Dat ass e wesentlecht Instrument, fir einfach den nohaltege Wunnengsbau dobaussen attraktiv ze maache weiderhin. An duerfir, wéi gesot, ass dat ee wichtegen Aspekt, fir déi ambitiéis Ziler och vu Lëtzebuerg am Klimaschutz ze erreechen en vue vun 2020, awer och doriwwer eraus, well jo am Kader vun dem europäeschen „effort sharing" déi minus 40% am Raum stinn. An dat ass eng richteg Erausfuerderung.

No den ausféierleche mëndleche Rapporte vun de Kolleegen Hahn a Kox muss een, mengen ech, och bei der PRIMe House, beim Weiderféiere vum PRIMe-House-Reglement net op d'Detailer agoen. Vläicht just zwee Changementer, déi wesentlech sinn. Dat Éischt ass deen, datt d'Nohaltegkeetskritären an de Régime d'aides agebonne ginn. Ech mengen, dat ass ee wichtegen Aspekt. An dann och, datt méi attraktiv Subventiounen am Kontext vum thermeschen Isoléiermaterial an Zukunft méiglech sinn.

Souwäit wéi ech et iwwerblécken, ass net ganz vill geännert gi bei den Aiden am technesche Beräich, also bei der Fotovoltaik, bei den thermesche Solaranlagen, de Wärmepompelen, den Holzchaudièren oder och de Wärmenetzer.

Madamm Presidentin, wann d'Majoritéit seet, hir Propose wieren der Evolutioun ugepasst a géife méi wäit goen, wéi déi aus dem Projet vun der viregter Regierung, da fält mir och keen Zack aus der Kroun, fir ze soen: Dat ass esou!

(Brouhaha)

Wat fir eis zielt, ass dat, wat fir d'Leit an eisem Land u Positivem herno derbäi erauskënnt. An duerfir soen ech och nach eng Kéier: Et ass wichteg, datt d'Regierung higeet a wierklech d'Promotioun vun deene Mesurë mécht, well vum selwe geet dat ganz sécher net.

Vläicht awer nach ee Saz zu engem Punkt, wou ech respektiv déi viregt Regierung wollt méi wäit goe wéi dat, wat mer elo hunn. Ech wëll dee just ernimmen och am Kontext vun der Energieaarmut. No der Philosophie vun der AIS, der Agence immobilière sociale, war eis Iddi déi, fir eng staatlech Käschtebedeelegung am Kontext vun enger Gestion locative sociale fir d'Gemengen an d'Institutiounen anzeféieren. Ech mengen nach ëmmer, datt dat eng gutt Saach wier.

Um Enn wollt ech der Ëmweltministesch awer och nach eng Fro stellen, déi mam weidere Virgoe vun der Regierung am Kontext Klimaschutz zesummenhängt. A si ass mer jo net béis, ech hunn déi Froe schonn dräi- oder véiermol gestallt. Elo viru Chrëschtdag kréien ech méiglecherweis och eng Äntwert.

An der Vergaangenheet hunn ech scho méi dacks op dëser Plaz drop higewisen, datt, wa mer déi Challengen unhuelen, déi ustinn, a wou mir gären och een Deel sinn, fir déi Erausfuerderung vum Klimaschutz ze meeschteren, datt een dann d'Biergerinnen an d'Bierger muss an d'Boot huelen, datt een d'Zivillgesellschaft am Boot brauch, well ouni e staarke Réckhalt an der Regierung (veuillez lire: an der Bevëlkerung) geet dat net. A wann ee wëllt dat Abezéie vun der Zivillgesellschaft strukturéieren, da muss een och duerfir ee Konzept hunn. An ech hat deemools an där Proposition de loi, Dir erënnert Iech, proposéiert - dat ass ee Wee, et ginn och vläicht anerer -, fir ee Partenariat vun der Zivillgesellschaft, also de Gemengen, den ONGen, de Gewerkschaften, dem Patronat an esou weider zesummenzesetzen.

Wéi gesot, et ginn och aner Méiglechkeeten. An ech denken och dodrun, well déiselwecht Diskussioun hu mer elo am Kader vun dem Débat iwwert de qualitative Wuesstum zu Lëtzebuerg! An ech hunn dem Minister fir Landesplanung, dem François Bausch, eben déi Fro gestallt gehat: Wéi maacht Dir dat dann elo, fir d'Zivillgesellschaft ze participéieren? An ech muss soen, op déi Fro hunn ech eng Äntwert kritt, wou een duerchaus ka soen, déi gëtt engem Satisfaktioun! En huet mer gesot: Mir hunn eben e participative Prozess virgesi mat enger „crowdsourcing"-Campagne, duerno engem Grupp vun Experten, déi dann déi Äntwerten evaluéieren, mat uschléissend Interviewen, regionalen Approchen an, an, an. Ech muss soen, dat fannen ech eng sënnvoll Approche, fir dat ze maachen. Dat wënschen ech mer dann awer och am Klimaschutz! Duerfir wollt ech einfach nach eng Kéier nofroen: Ass do scho gewosst, wéi mer virginn, fir d'Zivillgesellschaft am Klimaschutz anzebannen? Ech wier frou iwwer eng Äntwert.

An da wëll ech eng allerlescht Fro stellen, an dat ass déi, ob respektiv wéini den Nohaltegkeetscheck kënnt, deen am Regierungsprogramm steet.

An domat, Madamm Presidentin, wollt ech Merci soe fir d'Nolauschteren, ouni ze widderhuelen, datt mir als CSV-Fraktioun déi véier Projete wäerte stëmmen. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Schank. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Taina Bofferding. Oder?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, ech mengen net.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ben, op menger Lëscht ass et d'Madamm Bofferding.

(Interruptions)

Ech mengen, dat ass och richteg, vu dass de Rapporteur vun der DP war. Et ass un der Madamm Bofferding!

(Interruptions diverses)

Da sidd ganz gentil, da maache mer Ladies first! Maache mer Ladies first. D'Madamm Bofferding fänkt elo un.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Selbstverständlech!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert. Elo muss se kämpfe bis de leschte Moment hei!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Jo. Merci, Madamm Presidentin. Bei eis am Land gestalt sech den Accès zu bezuelbarem Wunnraum fir ganz vill Leit nach ëmmer schwiereg. Deen zënter méi wéi zwee Jorzéngten op der Säit vun der Demande entstoenden Drock gëtt duerch déi verännert sozioekonomesch Situatioun vun de Ménagen, wéi Singleménagen, Monoparentaux oder och Bevëlkerungsalterung, awer och duerch de staarke Bevëlkerungswuesstum, sprécht d'Immigratioun nach verstäerkt. Opgrond vun dësen Entwécklunge versicht déi éffentlech Hand, nei Solutiounen ze fannen a bestoend Instrumenter vun der Logementspolitik ze verbesseren.

De Stat offréiert eng Panoplie u Mesuren zur Ënnerstëtzung vu perséinlechen Initiativen zum Bau, um Kaf, dem Lounen oder der Renovatioun. Dës Initiativen, déi elo mat deenen eenzelne Projet-de-loie wäerte geholl ginn, si keng Bäihëllefen, déi d'Wunnengsoffer méi bëlleg gestalten oder de Bau vu soziale Wunnenge wäerten ukuerbelen. Dofir sinn Efforte gemaach ginn, wéi zum Beispill d'Verduebelung vum Budget fir de soziale Wunnengsbau, méi Moyene fir d'SNHBM an och de Fong oder, e weidert Beispill, d'Besteierung vun eidel stoendem Wunnraum a broochleienden Terrainen, déi verschidde Gemengen agefouert hunn, d'Ewechfale vun der Valeur locative, net ze vergiessen déi nei Aspekter, déi mat der Steierreform a Kraaft trieden, genausou wéi d'Modifikatioune fir d'Ofsetze vum Bausparvertrag an, nach e weidert Beispill, d'Aféierung vun der Subvention de loyer, wou mer och iwwregens duerfe gespaant sinn, wann deen éischte Bilan gezu gëtt, fir ze kucken, ob dann och schlussendlech all déi Leit, deene mer jo gehofft haten, mat dësem Gesetz ënnert d'Äerm ze gräifen, ob déi dann och wierklech kënne vun dëser Mesure profitéieren.

Déi Initiativen, iwwert déi mer haut ofstëmmen, viséieren aner Punkten an der Logementspolitik, déi awer net manner wichteg sinn: nohaltegt Wunnen, energetescht Sanéieren an d'Simplification administrative. De ganze Package beinhalt véier Instrumenter respektiv véier Gesetzer, déi de Rapporteur, den Deputéierte Max Hahn, virdrun op eng ganz verständlech Manéier presentéiert huet a woufir ech em dann och wëll Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'Konzept ass eng Mëschung aus Subventiounen a staatlecher Virfinanzéierung. Erhofft gëtt sech doduerch eng Sanéierungswell, déi gläichzäiteg e positiven Effet op den Energieverbrauch an op d'Klimabilanz vun eisem Land laangfristeg soll hunn. Mat deenen eenzelnen Initiative striewe mer net just eng Ännerung am Denkmuster an der Klimapolitik un, mä och an der Politik vum Logement.

Fir d'Energieeffizienz vun de Wunngebaier ze verbesseren, den Energieverbrauch an den Ausstouss vun CO_2 ze reduzéieren, sinn an deene leschten aacht Joer vill legislativ Efforte gemaach ginn, fir europäesch Direktiven an dësem Beräich ëmzesetzen.

Fir eis Sozialiste war an ass ëmmer wichteg, datt ökologesch Konditiounen, déi un d'Ausbezuele vun eenzelnen Aidë gebonne sinn, net dierfen dozou féieren, déi finanziell méi schwaach gestallte Stéit vun deenen, also vun engem Deel vun dësen Hëllefen auszeschléissen. Dofir war fir eis och viru Joren d'Propos, de Fokus nëmmen op déi ökologesch Komponent ze leeën, net sozial gerecht. D'Iwwerleeung deemools zum Beispill, d'Halschent vum bëllegen Akt dovunner ofhängeg ze maachen, ob d'Wunneng, déi ee keeft, verschiddenen ökologesche Kritären entsprécht, wär fir eis keng gutt Neierung gewiescht. Et hätt näämlech eng ganz kloer Verminderung vum sozialen Aspekt bedeit. Nëmmen déi, déi sech et hätte kënne leeschten, hätten am Endeffekt dovunner profitéiert. A wann een d'Ëmwelt wëllt schützen, da soll een dat op eng positiv Aart a Weis maachen an Ureizer schafen.

Wat een awer net soll maachen, ass aus reng ëmweltpoliteschen Argumenter Logementshëllefe kierzen. Esou eng Politik brëngt der Ëmwelt guer näischt. Domadder gi keng CO_2-Emissioune reduzéiert. Dat Eenzegt, wat dobäi erauskënnt, ass, datt d'Leit, déi dréngend Hëllef brauchen, manner Ënnerstëtzung kréien.

Et ass sënnvoll, geziilt akommesschwaache Stéit ze hëllefen, fir hir Wunneng energieméisseg ze verbesseren, well déi oft net de Choix hunn an eng al a schlecht isoléiert Wunneng kafen oder loune mussen. An dofir begréisse mer ënner anerem d'Aféierung vun enger Klimabank, eng weider Initiativ, fir nohalteg Wunnengsbaupolitik ze promouvéieren a géint Energieprekaritéit virzegoen.

De sozialen Aspekt besteet doranner, datt virgesinn ass, datt jee no Héicht vun der Pai d'Leit entweder e Prêt kréien, wou se keng Zënse musse bezuelen, oder wa se méi verdéngen, e Prêt mat engem reduzéierten Taux kréien. Mat de Suen, déi se duerno energietechnesch spueren, soll de Prêt dann deelweis zréckbezuelt ginn. Dat huet zum Virdeel, datt vill Leit hir Wunneng kënnen isoléieren oder sanéieren, an net nëmmen déijéineg, déi niewent der Subventioun nach genuch Eegekapital hunn.

Fir eis Sozialisten ass wichteg, datt finanziell méi schlecht gestallte Stéit d'Méiglechkeet kréien, fir energetesch Sanéierungen ze maachen, ouni mussen d'Geld am Virfeld op den Dësch ze leeën, wat dës Stéit, wéi gesot, oft net kënne maachen, well se einfach net déi finanziell Capacitéiten hunn. De Part iwwerhëlt de Stat duerch d'Virfinanzéierung.

Wéi gesot, dëst Gesetz huet e sozialen Aspekt, mä ass awer keng reng sozial Mesure. Déi Stéit mat engem wierklech ganz klenge Revenu wäerten ni eng Klimabank opsichen, well si weder en Haus hunn nach Moyenen hunn, fir kënnen ze renovéieren. Hei ass awer vläicht e gudden Usaz ginn, datt och d'Propriétairen, déi d'Wunnenge verlounen, op d'Klimabank duerfen zréckgräifen. Sou kënnen Appartementshaiser, Studioen, déi an engem schlechten Zoustand sinn, endlech renovéiert ginn. Dës Renovatioune kommen da schlussendlech och nees deene Ménagen zegutt, besonnesch deene finanziell méi schwaachen, well et sinn oft déi, déi sech keng eege Wunneng kënne leeschten a wéi gesot mussen oft loune goen.

D'Spiral vun der Energieprekaritéit gëtt, ofgesinn duerch Käschtefroen, nach doduerch verstäerkt, datt dës Leit dacks a schlecht isoléierte Wunnenge liewen. An duerch anstänneg Sanéierunge kënne si un de Käschten am Energieverbrauch spueren. Et wär am Endeffekt eng Win-win-Situatioun souwuel fir de Propriétaire wéi och fir de Locataire.

Wichteg an deem Kontext ass och d'Zesummenaarbecht mat „myenergy", fir datt d'Leit kënnen erausfannen, wou Energie ka gespuert ginn a wat si nach vun Hëllefe kënne respektiv duerfen ufroen.

Weider gëtt och op d'Zesummenaarbecht mat den Offices sociaux gesat, déi wichteg Begleeder an deenen Démarchë sinn. Déi spille fir meng Partei eng ganz wichteg Roll, well d'Offices sociaux sinn oft déi éischt Ulafstell, un déi d'Leit sech wenden, fir ze kucken, ob se Hëllefe kënne kréien. An dofir ass et an eisen Aen och ganz wichteg, datt d'Leit, déi do schaffen, déi néideg Informatiounen hunn an och um neiste Stand vun den Informatioune sinn, fir d'Leit am Domän vun der Energieaarmut beschtméiglech kënnen ze ënnerstëtzen.

Niewent der Klimabank ass de Guichet unique en zweet Gesetz, op dat ech nach wëll agoen. Déi aner wäert herno den Deputéierten Yves Cruchten kommentéieren. Et wäert fir d'Bierger an Zukunft vill méi einfach a manner stresseg sinn, well si sech just nach mussen un een eenzege Büro wenden, also e Guichet unique mussen adresséiere fir déi eenzel Aiden. Et muss ee sech net méi Gedanke maachen, wou a wéini een nach iwwerall muss higoen, an eventuell herno d'Gefor leeft, eppes Wichteges ze vergiessen oder Délaien ze verpassen. De Guichet unique wäert an eisen Aen de Leit sécherlech d'Liewe vereinfachen.

Et ass an hirem Interessi, datt d'Fichiere mat de jeeweilegen Donnéeë regruppéiert ginn, egal ob déi Aiden herno vum Logementsministère oder vun deem vun der Ëmwelt bezuelt ginn. Wichteg ass, datt d'Bierger déi richteg Informatiounen op enger eenzeger Plaz kréien, ëmfangräich berode ginn an an hiren Démarchen och adequat begleet ginn.

D'Ëmwelt schounen a fir spéider Generatiounen erhale fonctionnéiert am beschten, wa mer d'Nohaltegkeet fest an eisen Alldag integréieren. An dat gëllt och fir d'Wunnen.

Mir si gefuerdert, derfir ze suergen, eis Bierger virun Energieaarmut ze schützen an hir sozial Ausgrenzung ze verhënneren. Hei steet d'éffentlech Hand an der Verantwortung, Persounen eng suffisant Grondversuergung mat Energie ze garantéieren a se virun Energieprekaritéit ze schützen. Energieaarmut däerf keen neit soziaalt Risiko sinn. Dofir ënnerstëtzt d'LSAP de Package Klimabank an nohaltegt Wunnen. An all weider Efforten, déi an dës Richtung ginn, si mer der Meenung, datt déi an déi richteg Richtung ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Bofferding. Dann ass et elo um Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Merci, dass Der d'Madamm Bofferding virgelooss hutt! Mir mussen dat kontrolléieren. Et ass elo un Iech.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Débat an e Vott zur Schafung vun enger Bank, ëmsou méi vun esou enger spezieller Bank wéi der Klimabank, ass sécherlech keen alldeegleche Virgang hei am Parlament. Dës Bank, déi esou vill Virdeeler huet, dass ee vun enger véierfacher Win-win-win-win-Situatioun ka schwätzen, setzt e Meilesteen a ganz verschiddene Beräicher a setzt haaptsächlech en déckt Ausrufezeechen hannert d'Volontéit vun dëser Majoritéit, fir politesch Visiounen zu Realitéiten ze maachen.

Mat der Klimabank komme mir zu engem Paradigmewiessel, ewech vun enger renger Subsidiepolitik hin zu enger Politik, wou mir d'Bierger aktiv mat an d'Boot huelen, fir positiv Veränneren zum Wuel vun der Ëmwelt, dem Handwierk an eise Betriber a schlussendlech dem eegene Portmonni ze realiséieren.

De Stat gëtt also vun engem renge Subsidieninstitut zu engem aktive Begleeder a Motivatiounscoach fir seng Bierger, e vill méi zilorientéierte Wee, deen och bäi Wäitem méi erfollegverspriechend ass, wéi dat bis elo de Fall war.

Firwat? Ma well de Stat d'Bierger do ënnerstëtzt, wou si e brauchen, a si do motivéiert, wou vläicht Gedankespiller bei de Leit stattfannen: Soll ech oder soll ech mäin Haus elo net renovéieren?

De Rapporteur Max Hahn huet déi technesch Detailer zur Klimabank schonn exemplaresch illustréiert an erkläert. Ech wëll mech dofir méi op de politesche Kontext vun dësem Projet konzentréieren.

Ech hu mat engem, kommt, mer soen, Mix vu Verwonnerung an heiansdo och liichtem Schmunzele verschidden Aussoen an de leschte Wochen a Méint an de Medie verfollegt.

Et ass schonn erstaunlech a gläichzäiteg awer och schéin ze gesinn, dass Projeten an Iddien, dass Visiounen, déi ee lancéiert a fir déi een am Ufank éischter spëtteg Remarquen aus verschiddenen Ecke kritt - ech ka mech do erënneren, virun aacht, zéng Joer: Wat wëllt d'DP dann elo fir eng Bank schafen? -, jo, um Enn, wa se da kuerz virum Erfolleg sinn, kommen aus deeneselwechten Ecker éischter Luef, vläicht souguer heiansdo Remarquen: Dat wëlle mir jo eigentlech genau d'nämlecht maachen! - majo, do kënne mir just soen: Dat ass schéin ze héieren!

Et kéint een dat intituléieren: „Vum Kritiker zum Gebuertshelfer". Dat ass jo emol eng Evolutioun, déi mir als Demokratesch Partei mat Satisfaktioun zur Kenntnis huelen. Et beweist awer och, dass déi Visioun, déi d'Demokratesch Partei viru genee zéng Joer eng éischte Kéier an d'Gespréich bruecht huet, an déi extrem positiv Auswierkunge fir d'Gesellschaft, fir d'Ekonomie, fir eis handwierklech Betriber, fir d'Ëmwelt, fir d'Klima, jo fir d'Liewensqualitéit an de Portmonni vun de Leit mat sech brëngt, jo, dass déi Visioun, déi haut Realitéit gëtt, dee richtege Wee war.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass och de Beweis, dass ee Visioune muss hunn, wann ee wëllt positiv Veränneren erreechen a wann een eng Gesellschaft wëllt, déi no Fortschrëtt strieft. Well näischt anescht war dat 2006: eng politesch Vue an d'Zukunft! Eng Vue, wou een d'Leit géif aktivéieren a wou ee se mat an d'Boot géif huelen, fir Klimaziler ze erreechen, a sech an der Lëtzebuerger Ekonomie dobäi gläichzäiteg nach eppes Guddes géif doen.

Et ass och de Beweis, dass et sech lount, Visiounen ze verfollegen, eegen Iddien an Iwwerzeegungen ze hunn an och dofir ze kämpfen.

Ech wëll Iech e klengen Iwwerbléck ginn, wéi et zu der Klimabank koum, ganz besonnesch well jo verschidde Parteien net just Gebuertshelfer, mä quasi, jo, wéi solle mer soen, Papp vum Klimabankprojet wëlle sinn.

De Logementsminister aus der viregter Regierung huet 2013 e Projet de loi deponéiert, an deem en „Éco-prêt à taux zéro" fir Albausanéierung virgesi war. Dat ass wuel richteg an och en Deel vum Projet Klimabank, mä ebe just en Deel. De Modell vun der viregter Regierung hätt zu engem méi héijen administrativen Opwand gefouert, fir eng méi begrenzten Zuel u Stéit am Land. Also méi Opwand fir manner Leit.

Firwat? Ganz einfach, well am Modell vum „Prêt à taux zéro" vun der aktueller Regierung de Plaffong vum Revenu vun de Leit, also dat,

wat d'Leit dierfe verdéngen, fir vun der Hëllef ze profitéieren, net esou déif ass wéi am Här Schank sengem Modell. Do sollten u sech d'Leit mat ganz niddregem Akommes ënnerstëtzt ginn.

Den aktuelle Regierungsprojet awer wëllt eng breet Majoritéit vun de Bierger fir de Klimaschutz gewannen. Dës Majoritéit huet also, nieft de Leit mat niddregem Akommes, och d'Mëttelschichten net vergiess, fir zum Zil ze kommen. Renovatiounen a Sanéierungen, fir Energiekäschten ze spueren a Klimaziler ze erreechen, dat war d'Zil an dat geléngt mat der Klimabank vun dëser Koalitioun. Konkret...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Lamberty, erlaabt Der, dass den Här Schank, deen Der indirekt ugeschwat hutt, Iech eng Fro stellt?

M. Claude Lamberty *(DP).*- Selbstverständlech!

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just eng Fro stellen un de Kolleeg Lamberty, ob hie sech erënnert, wat deemools am DP-Programm stoung an deem Kontext, wat eng Klimabank sollt sinn.

Ech wollt just zwee Sätz soen. Do stoung: „Die Klimabank soll Risikokapital für die im Bereich der erneuerbaren Energien tätigen Start-ups oder Unternehmen zur Verfügung stellen, Investoren bei größeren Projekten zusammenbringen und Versicherungen oder Garantien bei sinnvollen aber risikoreicheren Investitionen (...) bieten." An da geet dat esou virun: „Innovation, Forschung und Entwicklung" an esou weider. Do si mer awer nach net!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Nach net, nach net. Also, ech huelen Är Remarque gär zur Kenntnis a se war och ganz sécher richteg, well se stoung jo am DP-Programm!

(Hilarité et interruption)

Gutt. Komme mer dann zréck, wat dat elo konkret heescht. Konkret heescht dat: De Stat, deen hëlleft a motivéiert däitlech méi Leit, hiert Haus ze renovéieren an esou hir Energiekäschten no ënnen ze drécken. Dat nennt een: Politik fir d'Bierger maachen. Mat der Ouverture op d'Gesellschaften an dem „Prêt à taux réduit" wäert et insgesamt e spierbar méi décke Volume un Dossiere ginn. An dat ass an dësem Fall absolutt positiv!

Komme mer awer zréck, wéi aus der Visioun Klimabank eng Realitéit gouf. Ech wëll drun erënneren, dass déi éischt Iddie vun der Klimabank Enn 2006 gebuer goufen, déi do wärend ville Méint an Aarbechtsgruppe vun der Demokratescher Partei ausgeschafft goufen. An ech verweisen op de Positiounspabeier vun der DP vum 2. Juni 2008 ebe mam Titel „Umweltpolitik, die Zukunft hat! Gezielt fördern, gerecht fordern".

An ech ka mech nach gutt un déi éischt Schrëtt vun der Klimabankdiskussioun erënneren, well et war déi Zäit, wou ech d'Chance hat, als President vun de Jonken Demokraten zesumme mam heitege Rapporteur, mam Max Hahn, d'Iddien an d'Suerge vun deene jonke Generatiounen an deenen Aarbechtsgruppen ze vertrieden.

Ëm wat ass et der DP deemools gaangen? No Analys an Dialog mat villen Akteuren um Terrain ass et der DP drëms gaangen, en Outil ze schafen, deen op d'Virfinanzéierung opgebaut ass.

Wat war de Grondproblem vu ville Leit? De Grondproblem war ganz einfach d'Feele vum néidege Startkapital. Well, wat notzt et, nodeems ech mäin Haus oder mäin Appartement renovéiert hunn, wann ech da gesot kréien, 20% oder 30% vun de Sanéierungskäschte gi vum Stat iwwerholl, wann een awer dès le début guer net an der Lag war, fir de Projet kënnen an Ugréff ze huelen, well een ebe keng finanziell Moyenen hat, also kee Geld hat, fir d'Renovatiounen iwwerhaapt kënnen an Ugréff ze huelen? Näischt! Näischt heescht, ech renovéiere guer net, well ech mir et net leeschte kann.

Dat féiert dozou, dass d'Bausubstanz bei ville Gebaier net verännert gëtt. Dat féiert dozou, dass genee déi Haiser an Appartementer, an deenen déi Leit wunnen, déi net emol einfach esou 20.000 oder 30.000 Euro virstrecke kënnen, Haiser an Appartementer, wou et awer grad Sënn maache géif, eng Sanéierung an d'Aen ze faassen, jo genee déi Gebaier bleiwen op der Streck a ginn net renovéiert. Dat heescht gläichzäiteg, dass déi Leit, déi dora wunnen, och net an de Genoss kommen, fir Energie kënnen anzespueren, well jo ebe keng Aspuerunge méiglech sinn, well d'Heizkäschten zum Beispill net erofginn.

D'Visioun war also kloer: En Outil schafen, deen de Leit et erméiglecht, dee se motivéiert an hinnen hëlleft, déi Renovatioune kënnen ze maachen, an duerch deen Outil de Leit, dem Handwierk, der Ekonomie an dem Klima ze hëllefen. Et war eng grouss Erausfuerderung. Mä d'Diskussioune ware fruchtbar a wann een haut hei steet an der Chamber an zu deem Projet dierf schwätzen, deen dësen Outil schaaft, da weess een, wéi richteg et war, dëse Projet ni aus den Aen ze verléieren. Besonnesch d'Leit dobaussen an d'Klima sinn déi ganz grouss Gewënner!

Ech hu gesot, dass d'Demokratesch Partei d'Klimabank 2006 ugeduecht, 2008 esou richteg lancéiert an 2011 du mat engem weidere Positiounspabeier „Die Klimabank bringt Schwung in die Klimapolitik" weider ausgebaut a verdéift huet. Et war mäin heitege Fraktiounspresident a fréiere Statssekretär am Emweltministère, den Eugène Berger, deen ëmmer erëm op d'Klimabank opmierksam gemaach huet.

(Brouhaha)

2011 huet d'Klimabank de Wee dunn och bis an d'Chamber fonnt. Eng Motioun an der Chamber gouf ugeholl, ebe genau, fir d'Méiglechkeet vun esou enger Klimabank ze analyséieren. Ech si mer sécher, dass sech verschidde Leit heibannen nach erënneren un den deemolege Premier an u seng Wierder. Ech zitéieren de Jean-Claude Juncker, lauschtert gutt no: „Zu där Klimabank - eng Iddi, déi den Här Meisch a seng Partei jo schonn e puermol ugesprach hunn - géif ech gäre Folgendes soen: Wann et méi ausgewalzten Texter gëtt um Niveau vun der Demokratescher Partei, da soll een eis déi zoukomme loossen. Onofhängeg dovun, wéi prezis dass déi Iwwerleeunge scho konnte gemaach ginn, géif ech gären am Numm vun der Regierung soen, dass d'Regierung averstanen ass, eng Etüd ze maachen iwwert d'Aféiere vun enger Klimabank, wou een dann déi Iwwerleeungen, déi et vun der Demokratescher Partei gëtt, ka mat afléisse loossen." Dat war de Jean-Claude Juncker.

Dat also 2011. Dunn huet et nach zwee Joer gedauert, bis e Projet de loi vum deemolege Logementsminister deponéiert gouf, also ganzer fënnef Joer nodeems d'DP d'Klimabank konkret lancéiert hat. Fënnef Joer also bis eppes geschitt ass!

Elo unzedeiten, ech schwätzen elo net vun haut de Mëtteg, mä haaptsächlech dat, wat een an de leschte Wochen a Méint konnt liesen an héieren, dass mir dräi Joer verluer hätten, nëmme well dës Regierung de viregte Projet vum „Prêt à taux zéro" nach eng Kéier op de Leescht geholl huet, dat ass dann awer e bëssen abstrus!

Ech hunn awer dem Marco Schank ganz gutt nogelauschtert, dass hien och gesot huet, dass him keng Zack aus der Kroun géif falen, fir ze soen, dass dës Projeten, déi de Mëtteg hei um Ordre du jour stinn, en absolutte Gewënn sinn. An dofir wollt ech awer och soen: Merci fir déi Wierder, déi Der do un d'Regierung an un eis hei gewannt hutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ministèreiwwergräifend gouf déi lescht Méint vill a gutt geschafft. Hei just nach eemol d'Haaptpunkten, déi nach um Gesetzestext geännert goufen. De Prêt à taux réduit. De Klimaprêt à taux réduit ass onofhängeg vum Revenu vum Demandeur. Domat ass de Produit fir vill méi Leit accessibel. A genau dat ass dach d'Stäerkt vun enger Klimabank, dass näämlech eng Offensiv an der Albausanéierung lancéiert gëtt. Dës Form vu Prêt à taux réduit gouf et am Projet de loi vum Här Schank guer net. Et rechent een allerdéngs dermat, dass an Zukunft zwee Drëttel vun den Empfänger vun de Klimaprêten an dës Klass wäerte falen.

E weidere Plus ass, dass elo och d'Gesellschaften, déi Wunnenge fir Wunnzwecker notzen, vum Klimaprêt profitéiere kënnen. Dëst wäert bedeiten, dass och am Locatif méi sanéiert wäert ginn. Et geet also net nëmmen ëm d'Propriétairen, mä och ëm déi Leit, déi lounen. Och si wäerten also an Zukunft vu Renovatioune profitéieren an esou no deene Renovatiounen och vu manner héijen Energiekäschte profitéieren. Och dat ass nennens- a luewenswäert.

Ass elo mat engem Ustuerm u Projeten ze rechnen? Et gëtt geschätzt, dass an enger éischter Phas mat dësem Projet vun der Klimabank ronn 400 Stéit am Joer dovu profitéiere wäerten. Hätte mer de Projet de loi vum Här Schank eent zu eent ëmgesat, wären et der sécherlech manner gewiescht, ebe well do just e Prêt à taux zéro virgesi war a well et ebe méi restriktiv gewiescht wär. Et ass also eng Steigerung vum aktuelle Projet par rapport zum viregte Projet.

Nei ass, dass de Bierger, dee vun engem Prêt à taux zéro profitéiert, eng Prime unique vun 10% geschenkt kritt. Dat sinn also bis zu 5.000 Euro, déi de Stat engem Stot einfach emol direkt schenkt, wann e mat op de Wee geet, fir ze renovéieren an ze sanéieren. Déi Suen hëllefen also direkt deemjéinegen, dee bereet ass, ze renovéieren, an esou aktiv zum Klimaschutz bäidréit.

Ech resüméieren d'Upassung. Éischtens, d'Schafe vum Prêt à taux réduit, deen net u finanziell Konditioune gebonnen ass. Dat heescht, all Mënsch am Land kann dervu profitéieren. Zweetens, de Klimaprêt à taux réduit, deen elo och op ass fir Gesellschaften. Domat erreeche mer, dass och Wunnengen energetesch sanéiert ginn, déi verlount ginn. An domat gëtt och géint den Energieaarmut am Locatif virgaangen. Drëttens, e Prêt à taux zéro, vun deem einfach méi Stéit profitéiere kënnen. A véiertens, e Prêt à taux zéro mat enger Prime unique vun 10%.

Also, ech si frou, dass mer déi doten Upassunge gemaach hunn. Et ware keng verluere Joren. Et waren e puer Méint, an deene ganz gutt geschafft gouf, fir d'Klimabank op stabill Féiss an op eng méi breet Basis ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Wann ee sech d'Fakten emol ukuckt, da muss ee feststellen: Hei hu mer keen Étiquettëschwindel, Här President. Hei hu mer eng aktiv Klimapolitik. Hei hu mer e Projet, deen iwwer zéng Joer lues a lues gewuess ass, an deen um Enn aus enger Zukunftsvisioun e konkrete politesche Projet gemaach huet, vun deem mer schlussendlech alleguerte profitéieren.

Et ass also genau déi véierfach Win-win-win-win-Situatioun, vun där ech am Ufank geschwat hunn: den eenzelne Bierger, deen an enger renovéierter Wunneng ka liewen an Energiekäschte kann aspueren; d'Lëtzebuerger Betriber, déi mat Sécherheet méi Opträg an och nei Opträg kréien, esou Aarbechtsplaze schafen a voll Optragsbicher wäerten hunn; d'Lëtzebuerger Land, well d'Ekonomie an d'Handwierk ugekuerbelt ginn an esou och Steieren an d'Statskees erakommen, an natierlech well duerch eng besser Klimabilanz Strofgelder kënnen agespuert ginn; a véiertens - an dat misst eis, mengen ech, alleguerte freeën - d'Klima. Lëtzebuerg huet mat dësem Projet e weidere wichtegen Deel zum aktive Klimaschutz bäigedroen. Gebaier gi sanéiert, d'CO_2-Bilanz gëtt verbessert.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'Iddi vun der Klimabank gouf 2006 gebuer, 2008 vun der DP lancéiert. 2011 gouf d'Konzept weidergeduecht. Enn 2014 hat d'DP eng Pressekonferenz, fir dem Public dëse System vun der Virfinanzéierung ze erklären. Am Juli 2016 elo huet de Logementsminister Marc Hansen de respektive Gesetzestext deponéiert. Haut gëtt en hei an der Chamber gestëmmt, an dann ass d'Klimabank ab dem 1. Januar 2017 Realitéit. Ech mengen, dëst ass e schéint Beispill, wéi gutt Iddien an der Politik verwierklecht kënne ginn, wann de Wëllen do ass.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Halleluja!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dat ass emol e gudde Sproch, Här Wolter.

(Hilarité)

Sot deen emol nach eng Kéier haart!

Ech sot „eng gutt Iddi". Jo, ech mengen dat och esou, well d'Klimabank derzou bäidroe wäert, d'Potenzial a verschiddene Beräicher fräizesetzen.

Éischtens, an de Kolleeg Max Hahn huet et gesot, an eiser Bausubstanz stécht nach ganz vill Potenzial, wat eis CO_2-Emissiounen ugeet. Duerch energetesch Sanéierungen iwwert d'Klimabank kënne mer eis CO_2-Bilanz verbesseren an esou eisen Deel am Kampf géint de Klimawandel bäidroen.

Zweetens, besonnesch déi Leit, déi an engem Logement wunnen, wat vläicht net esou gutt isoléiert ass, profitéiere vun der Klimabank. Mir hëllefen dëse Leit also speziell, aus der Energieaarmut erauszekommen.

Drëttens, eis Betriber wäerten esou hiren Know-how an dësem Beräich ausbaue kënnen a weider Aarbechtsplaze schafen.

Däitlech méi Gewënner mat der Kreatioun vun der Klimabank also!

Dat gesot, Merci de Kolleege Max Hahn an Henri Kox, Rapporteure vum Projet.

Plusieurs voix.- Aah!

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Merci der DP.

(Interruptions)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech widderhuelen dann nach eng Kéier: Den Här Wolter seet och der DP Merci. Ech respektéiere seng Wierder. Ganz grouss.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- D'Welt wär verluer ouni DP.

M. Claude Lamberty *(DP).*- An ier mer dann awer zum Chrëschtmaart kommen, wollt ech awer am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei natierlech den Accord zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Baum *(DP).*- Bravo! Tipptopp!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech gesinn, dass mer alleguer frou sinn.

(Hilarité)

An ech wollt nach just soen, dass mer bei der Riednerfolleg hallef richteg an hallef falsch waren. Well mer e gréngen an e bloe Minister hunn, hätte mer zwou Versioune kënnen huelen,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...a vu dass et schwéier gewiescht wär, zwëschent deene Versiounen ze entscheeden, hu mer dann eben déi drëtt Versioun geholl, déi dann och nach gewisen huet, dass et nach Gentlemen an dëser Chamber gëtt.

(Brouhaha)

Voilà!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Zweemol hallef falsch, da sidd Der ganz falsch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Zweemol en Hallwe gëtt e Ganzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Dir misst et als Aptikter eigentlech wëssen.

(Hilarité)

Zweemol hallef ass ganz.

(Interruptions)

Sou!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et ass zwar eng schéi Stëmmung hei de leschten Dag.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass schéin, dass mer no esou engem laangen Dag awer och nach kënnen e bëssen Humor weisen. A fir dann erëm zum eeschten Deel ze kommen, ginn ech dem Här Kox d'Wuert, fir eis erëm op de Buedem zréckzebréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci. Also, ech maachen et kuerz. Virdrun als...

(Hilarité)

Et ass alles elo gesot gi virdrun. Ech mengen...

(Hilarité)

Ech konnt virdrun als Rapporteur vun engem Deel vun deem ganz gudde Package...

(Brouhaha)

Här President, ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Sou! Wann ech gelift, kommt mer...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech konzentréiere mech dann.

Also, als Rapporteur vidru konnt ech net direkt op déi eng oder aner Remarque nach agoen, respektiv och op déi dräi Projeten, déi vu mengem Virriedner elo nach eng Kéier ausféierlech erkläert gi sinn. Ech wollt och net allze vill doriwwer soen. Ech wollt awer nach eng Kéier hei betounen, dass dat heite jo eigentlech net e renge Logementsprojet ass oder e Klimaprojet. Ech mengen, dës Projeten hu ganz vill Facetten, an dat soll een och ëmmer betounen.

Ech wollt haut nach eng Kéier eropkommen, well ech och de Moien um Radio e puer Aussoe gesot hunn. Éier de Kolleeg vun der lénker Sensibilitéit hei Stellung hélt, wollt ech en am Virfeld awer vläicht iwwerzeegen, de Projet dach matzestëmmen.

Fir d'Éischt sinn ech emol frou, an dat éiert dann och mäi Kolleeg Marco Schank, dass en d'CSV da mat an d'Boot geholl huet, fir dëse Projet mat ze ënnerstëtzen. Dat war virun engem Joer beim Klimarapport net esou de Fall. Ech mengen awer, dass et wichteg ass, dass dee Projet hei eng ganz breet Majoritéit kritt.

De Moien hunn ech eng Kritik héiere vun deem Guichet unique, dass dat vläicht ze schwéierfälleg wär. D'Dossiere géifen net séier genuch traitéiert ginn. An ech wollt awer grad do nach eng Kéier eng Lanz briechen, dass dat wierklech dat ass, wat mer alleguerte sichen a brauchen. Mir schwätzen dauernd vu Réforme-administratiiven, mir schwätze vun Zesummenaar-

becht, mir schwätze vu Koordinatiounen, mir schwätze vu Cohérencen. An ech mengen, grad dee Guichet unique ass d'Beispill derfir, dass een déi Cohérence des politiques ka maachen, dass een zesummen e Projet kann ugoen. Et ass net ee Ministère, et sinn e puer Ministèren, déi do an engem Boot sinn. An dofir mäi Plädoyer nach eng Kéier, fir dass dat eng gutt Saach ass.

An ech hunn och de Moien nach eng Kéier um Ministère nogefrot: Wéi ass et dann effektiv mat deene Retarden oder Netretarde vun den Demanden, déi do virleien, sief et bei den erneierbaren Energien, sief et bei de Renovatiounen? A si konnte mer confirméieren, dass haut kee Mount méi muss gewaart ginn, fir eng Behandlung vun deenen Demanden ze maachen.

Dat heescht, et gëtt direkt traitéiert, et sief den Dossier ass net komplett. An dat muss een ëmmer erëm soen an dat mierke jo déijéineg, déi an enger Gemeng täteg sinn. Dat ass och bei der Baugeneemegung. Do seet een ëmmer: „Et schleeft, et schleeft, et schleeft." Mä oft ass den Dossier net komplett.

An dat gëllt natierlech och hei an deenen Demanden, déi ee muss maachen, dass den Dossier komplett ass. An da gëtt e schnellstméiglech traitéiert.

An dofir mengen ech, dass dëse Fall grad vun engem Guichet unique, wou ee sämtlech Informatiounen zesummen huet... An och do nach eng Kéier op de Klimaberoder, deen elo mat am Boot ass, fir deene sur place ze hëllefen, fir se un der Hand ze huelen, mat de Leit, wéi de Marco Schank och virdru gesot huet. Mir mussen d'Leit mat an d'Boot huelen. Mir sinn all an der Responsabilitéit. Et si genuch Gemengemammen a -pappen heibannen, fir am Kader vum Pacte Climat déi néideg Informatiounspoliticken ze maachen, zesumme mat engem Logement, zesumme mat engem Environnement, fir dass mer eben heirauser wierklech, wéi virdru gesot gouf, eng Win-win-win-win-Situatioun - véiermol „Win" - erauskréien.

Ech mengen, d'Obligatiounen, déi mer hu vis-à-vis vun dem Klimaschutz, sinn enorm. Mir wëssen et alleguerten. Dat fir 2020 wäerte mer packen, awer effektiv fir 2030 an doriwwer eraus wäert et net esou einfach ginn, fir dat ze maachen.

An de Logement ass effektiv net nëmmen en CO_2-Problematikequivalent, well et ass jo alles, wat do gerechent gëtt, mä et ass och do, wou mer wëllen hëllefen. Dat ass an der Energieaarmut. An ech mengen, dee Rapport, deen erauskomm ass vun dem Statec iwwert d'Monoparentallen, an esou wieder: Wou ass de meeschte Besoin? Dat ass am Wunnengsbau!

Mä dës Klimabank oder och d'nohaltegt Wunne wäerten deen Dossier net eleng packen. Dofir si mer jo a ville Beräicher am Logement amgaangen, eng Ënnerstëtzung ze ginn. An do si mer all gefuerdert: Dat ass de Stat, fir am soziale Beräich ze investéieren; ech mengen, gëschter beim Budget hu mer dat nach eng Kéier bewisen. An d'Gemenge sinn och alleguerte mat opgeruff ginn, fir do matzehëllefen.

Dat wollt ech nach hei erabréngen, fir ze soen, dass dëst Gesetz wierklech deene wäert hëllefen, déi et brauchen, an zousätzlech en Uschub gëtt, fir méi an der Renovatioun ze maachen. Dofir hoffen ech, dass déi puer Wierder vläicht deen een oder anere Skeptiker nach iwwerzeegt hunn.

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kox. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt ufänken, fir am Numm vun der ADR deenen zwee Rapporteure villmools Merci ze soe fir all déi Erklärungen, déi se eis ginn hunn. Ech mengen, mir hu ganz vill Positives iwwert dëst Gesetz de Mëtten héieren. Mir sinn och der Meenung, datt dat wichteg a positiv Moossname kënne sinn. An d'ADR wäert déi véier Gesetzer och matstëmmen.

Ech wëll awer soen, datt déi Argumentatiounen, déi hei gefouert gi sinn, heiansdo vläicht ze vill optimistesch sinn. Net alles kann iwwerzeegen. Ech wëll just vläicht am Ufank op e puer Froen agoen an och weider Aspekter herno e bësse méi genau diskutéieren, iwwert déi mer haut de Mëtten nach net geschwat hunn.

Eng éischt Fro ass: Wéi realistesch ass dat, déi minus 15% CO_2 beim Wunnen? Mir hunn dat scho gesot, mä ech soen et nach eng Kéier: Mir hunn eng grouss Croissance hei am Land, ëmmer méi Land kommen an d'Land wunnen. Ass et iwwerhaapt realistesch, déi Ziler ze erreechen? An ass et net esou, datt mat deene minus 15%, wou mer probéieren CO_2-Reduktioune beim Wunnen ze kréien, den Drock op d'Leit ëmmer méi grouss gëtt an och d'Intrusioun vum Stat an d'Privatsphär ëmmer méi grouss gëtt? Well een, deen hei wunnt, ka sech jo net dem staatlechen Drock an där doter Hisiicht entzéien.

Eng zweet Fro ass an dësem Kontext: Kënne mer déi Ausgaben, déi mer hei maachen, urechne loossen? Et ass eis als ADR net egal, a wéi engem Zoustand eisen nationale Budget ass. Mir hunn en Defizit vun enger Milliard d'nächst Joer. Ech weess, et gëtt Leit, déi mengen, dann hätte mer nach méi Sputt. Mir denken dat net. Mir wëllen, datt mer alles, wat mir ausginn als Stat a kënnen international urechne loossen, och urechne loossen, fir keng onnéideg Verloschter do ze hunn a finanzieller Natur.

Vill méi grav ass awer, datt mer eis musse froen, ob wierklech bei deenen, déi Energieprekaritéit hunn, ëm déi et jo hei soll goen, déi Leit, déi net esou vill hunn, ob déi wierklech kënne profitéieren. Ech weess net, ech hunn do déi Rechebeispiller nogelauschtert, an awer stellen ech mer Froen. Huele mer emol eng Famill, déi en Haus keeft, wat un d'Grenzen... Leit, déi net vill hunn, déi dann eppes kafen iergendwou, wou d'Wunnen nach méi bëlleg ass, a si hunn d'Grenze vun hirer Kredittfäegkeet ginn. Dofir kafe se en Haus vun 250.000, 300.000 Euro, wat net an engem gudden Zoustand ass, wat grouss Energieverloschter huet, mä wou se un d'Grenze vun hirer Kredittfäegkeet ginn. An da wëlle se dat vläicht sanéieren.

Huele mer och un, einfach als Rechebeispill, se ginn 200 Euro de Mount aus fir Energiekäschten. An da ka sanéiert ginn. An no der Sanéierung, dann hu se 50% gewonnen an da bezuele se nach 100 Euro. Mä se bezuelen net nëmmen déi 100 Euro Energiekäschten, mä mat deem zënslose Kreditt, dee se da kréien, 50.000 Euro, 5.000 Subventioun, kréie se e Kreditt vu 45.000 Euro, dee se iwwer 180 Méint mussen ofbezuelen. Dat sinn 250 Euro de Mount.

Dat heescht, Leit, déi scho souwisou un der Grenz vun hirer Kredittfäegkeet sinn, hunn dann e Kreditt vun 250 Euro de Mount ofzebezuele plus d'Halschent vun deenen Energiekäschten, déi si virdrun haten. Da si se bei 350 Euro amplaz 200 Euro.

Dat ass awer e Rechebeispill, fir ze weisen, datt déi Äermst oder déi, déi an enger Energieprekaritéit sinn, net onbedéngt heivunner profitéieren, an datt mer dofir déi Iddi vun enger Subventionéierung fir extra déi dote Leit net sollen aus den Ae verléieren an net soen: „Mat der Klimabank hu mer elo déi dote Problemer all geléist." Dat ass sécher net de Fall!

Eng aner Fro ass och: Wa mer elo kucken, no wéi enge Kritären oder wat déi Projete sinn, déi do kënne subventionéiert ginn, dann ass d'Fro och: Ass alles sënnvoll? Ass et sënnvoll Pelletheizungen ze subventionéieren; och no Ëmweltkritäre gesinn? Well mer wëssen, wéi ëmstridden dat och ass. Mir wëssen, datt d'Pellets vill méi Transport verursaache wéi aner Energieformen, wéi zum Beispill de Gas, an datt deenen hir Gesamtëmweltbilanz vläicht guer net esou positiv ass. An awer gi se an dësem Gesetz gefërdert.

Mä wat elo fir eis interessant ass, dat ass, fir hei Froen ze stellen an op d'Geforen opmierksam ze maachen, déi bis elo nach net gestallt gi sinn, well et ass jo hei awer alt erëm eng Kéier och erëm e Versuch vum Stat, fir Mentalitéiten ze beaflossen, fir d'Verhale vun de Leit ze änneren. Et ass also schonn intrusiv. A mir wollten dofir vläicht op e puer Sujeten ze schwätze kommen.

Dat eent ass deen ëmmer penale Charakter vun deene Mesuren, déi geholl ginn. Ech huelen als Beispill den Energiepass. Den Energiepass, do kann ee sech wierklech froen, ob et néideg ass, eng penal Strof virzegesinn, wann ee keen Energiepass huet, an och de Sënn, ob den Energiepass ëmmer sënnvoll ass. Ass et wierklech sënnvoll, datt en Haus, dat muss ofgerappt ginn, nach en Energiepass brauch? Dat steet nach ëmmer am Gesetz, wann ech richteg informéiert sinn, och wann d'Notairen do e bëssen eng aner Praxis schéngen ze huelen. Mä dat schéngt nach ëmmer esou ze sinn. En Haus, wat zwangsversteigert gëtt, brauch een Energiepass.

Ass et de Leit wierklech zouzemudden, déi en Appartement an enger Residenz hunn, datt eng ganz Residenz muss en Energiepass ausstelle loossen, wéinst engem Appartement, wat soll verkaaft oder verlount ginn? Och do musse mer eis d'Fro stellen, ob mer net ze wäit ginn, souwuel an deem penalen Aspekt wéi och an der Sënnhaftegkeet vun deenen Dispositiounen, déi mer hunn.

An deen Zwangscharakter vun der staatlecher Intrusioun am Ëmweltberäich, dee gesi mer och bei anere Saachen. Mir gesinn e bei där Méiglechkeet vu Kontrollen Dag an Nuecht praktesch an Ëmweltgesetzer, wou och keng Proportioun méi ass tëschent deem, wat wierklech erreecht soll ginn duerch e Gesetz, an der Häert vun der Kontroll an der Konsequenz vum staatlechen Agréff an d'Liewe vun de Leit. Mir hunn et gesi bei de Quecksëlwerbieren, fir e ganz einfacht Beispill ze nennen, wou mer och net vergiessen, wéi séier d'Leit do mat Saache konfrontéiert ginn, déi an hir eege Wunneng kommen, déi awer héichgëfteg sinn.

Mir hunn also hei eng Rei Entwécklungen. An ech wëll unhand vun dräi konkrete Beispiller, eent direkt, wat hei an de Gesetzer virgesinn ass oder op dat mer elo ze schwätze koumen, weisen, wéi d'Gesellschaft sech entwéckelt a wou Gefore kënne leien.

Dat Éischt ass de Begréff vun der Suffizienz. Dat ass och eppes, wat am Kontext vun der Energieprekaritéit ëmmer erëm gesot gouf: Mir sollen de Leit vermëttelen, wat duergeet un elektreschen Apparater, wat duergeet un Energieverbrauch. Dat ka sënnvoll si bei Leit, déi Problemer hunn, mat hirem Budget ëmzegoen. Bei Leit, déi wierklech net eens gi mat Suen, kann et natierlech sënnvoll sinn, se ze beroden. Mä och hei ass d'Gefor, datt iergendwéi ni eng Kéier de Stat higeet an de Leit seet: „Ma et geet duer, wann s De eng Televisioun hues, et geet duer wann s De ee Radio hues, an du muss esou an esou liewen", well alles wär net méi responsabel, well et ze vill Energie verbraucht.

Dat gesi mir och an engem Zesummenhang mat deenen intelligente Compteuren, déi elo kommen. Dat kann eng gutt Saach sinn, wann et de Leit hëlleft, Energie ze spueren. Mä maache mer dach d'Aen net zou virun all deene Gefore fir d'Privatsphär, déi och kënnen domadder verbonne sinn! Déi Donnéeën, déi gesammelt ginn, wou mer net wëssen oder net sécher si mat leschter Konsequenz, wéi se sauvéiert ginn, firwat se kënne gebraucht ginn, wou de Stat elo eng Kontroll kann driwwer hunn, wie wéini doheem ass, wat en do mécht. Ass dat harmlos, kombinéiert mat all deenen aneren Efforten, fir de Leit ëmmer méi do eng Liewensweis virzeschreiwen?

Ech wëll emol net op déi Gefore wéi Elektrosmog an esou weider agoen, mä ech mengen, mir hunn hei eng Entwécklung hin zu dem gliesene Bierger. De Stat, deen dann technesch d'Méiglechkeet huet, de Bierger komplett ze duerchliichten, ze kontrolléieren am Ëmweltberäich, och an anere Beräicher vum Liewen. An ëmsou méi grouss muss d'Verantwortung vum Stat sinn, fir déi Gefore selwer ze erkennen a sech selwer Limitten opzeerleeën, fir datt esou Dériven net kënne geschéien.

An Är Iddi vun de Passivhaiser, déi elo obligatoresch sinn, erënnert eis och a méi wéi enger Hisiicht un dat dote Verhale staatlechersäits. Et wier also erëm eng penal Saach, well wien net passiv baut, deen hält sech jo net un de PAP vun enger Gemeng, un de Plan d'aménagement particulier. A wie sech net dorunner hält, dee mécht sech ebe penal stroffälleg.

Also och hei erëm eng Kéier ganz, ganz staark en Agréff vum Stat fir eng Technologie, déi nei ass, fir eng Technologie, déi nach dowéinst net richteg erpréift ass iwwer laang Zäiten, wou mer awer Etüde gesinn hunn aus Kalifornien, déi soen, datt e Passivhaus u sech net manner Energie verbraucht, well sech och d'Verhale vun de Leit op eng Manéier ännert, mat där een net gerechent hat.

Et gëtt sécher positiv Säiten. Wann d'Handwierk elo kann nei Talenter hei entwéckelen, nei Beruffer vläicht entwéckelen, datt méi muss geschafft ginn am Energieberäich, alles dat ka positiv Niewewierkungen hunn, mä loosse mer och hei bei de Passivhaiser net d'Aen zoumaache virun de Problemer! De Schimmel an den Haiser. Wéi ass mat den Isolatiounsmaterialien, déi an der Fassad an op anere Plaze sinn? Wéi ass et mat der Renovatioun vun engem Passivhaus? Dat gëtt vill méi deier, well dat Sondermüll zum Deel ass. Wéi ass et mam Baupräis iwwerhaapt vun engem Passivhaus duerch déi Technologien? Ginn déi net nach méi deier, wéi déi Haiser, déi mer am Ableck bauen? A maache mer et dofir net nach méi Leit onméiglech, hei am Land Wunnraum kënnen ze kafen, Haiser kënnen ze bauen, ganz einfach well déi nei Virschréften, déi nei Technologien d'Bauen nach vill méi deier maachen?

Alles dat si Froen, déi mer eis stellen, wou mer eigentlech ëmmer erëm opmierksam maachen op déi Spannungsfelder, déi mer hei entwéckelen tëschent dem Besoin fir den Ëmweltschutz oder den Atmosphäreschutz oder de Klimaschutz op där enger Säit an dem Recht vun de Leit op Privatsphär an awer och dem Recht vun de Leit op wunnbar an op bezuelbart Wunnen hei am Land wa méiglech.

Mir hunn och festgestallt, datt an deene Gesetzer, wéi se eis elo haut presentéiert gi sinn, u sech d'Betriber net incitéiert ginn oder net gehollef kréien, fir hir Energierenovatioun ze maachen, ausser elo eng Gesellschaft, déi an der Locatioun, am Wunnraum ass. Mä et ass jo och wichteg, datt eis industriell Landschaft, eis Kleng- a Mëttelentreprisen och finanziell gehollef kréien. An do ass d'Fro: Wat mécht d'Regierung speziell an deem Beräich, fir och eis Betriber ze entwéckelen a fir hinnen do an deem Beräich ze hëllefen?

Ass d'Zäit ofgelaf?

Da wollt ech zum Schluss kommen. Merci, Här President. An iwwert de LENOZ... Gutt, mir denken och, dat muss alles fräiwëlleg sinn. Dat gesot, wëll ech also hei als Konklusioun soen, datt mer eis deene Geforen an deene Froe ganz bewosst sinn, déi mer an deem dote Beräich vun der Gesellschaftsentwécklung hunn. Mä déi véier Gesetzer, déi mer haut virleien hunn, déi wäert d'ADR matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An den nächste Riedner ass den David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Lëtzebuerg steet bei der Reduktioun vun den Zäregase viru groussen Erausfuerderungen. Eisen Ausstouss muss äusserst rapid erofgoen. Mir sinn engersäits mënschlech dozou verflicht, well eisen Ausstouss pro Kapp ee vun den héchsten op der Welt ass a fir vill Mënschen haut schonn eng Gefor bedeit, well e mathëlleft, d'Liewensgrondlagen a ganze Regiounen a besonnesch am globale Süden och ze zerstéieren. Mir sinn awer och rechtlech u sech schonn op internationalem Plang verflicht, well mer den Accord vu Paräis ratifizéiert hunn a vun der EU verbindlech Ziler beim Klimaschutz gesat kréien.

De Gesetzespak, dee mir elo hei diskutéieren, dee soll an éischter Linn eben déi Effikassitéit an déi Aspuerunge beim Energieverbrauch vun de Wunnenge betreffen. Den Ausstouss, deen duerch de Verbrauch vun Energie an den Haiser an an den Appartementer entsteet, stellt och en net ze négligéierenden Undeel vum Gesamtausstouss duer. Et ass also wichteg, Instrumenter ze entwéckelen, fir dat wierklech wierksam kënnen unzegoen.

Wann ee mat Hëllef vun der energetescher Sanéierung Klimaschutzpolitik wëllt maachen, esou wéi et jo och am Exposé zumindest emol ugedeit ass, da muss een awer och definéieren, wéi ee Bäitrag se leeschte soll a kann. Wat sinn d'Ziler vun der Regierung? Wéi een Impakt gëtt uviséiert? Wivill Wunnenge solle pro Joer energetesch sanéiert ginn? Ouni kloer Zilsetzunge weess een net, wat een iwwerhaapt erreeche wëllt. Doduerch kann een och ni kloer gesinn, ob en Instrumentarium Erfolleg hat oder net a wéi een duerno och noajustéiere muss. Mä do huet jo och den Här Schank dozou eng Motioun déposéiert, déi vläicht an déi Richtung geet.

Dat deit fir eis op alle Fall emol drop hin, datt dëse Projet keng grouss Prioritéit huet an och net vill Wierkung wäert hunn an dass d'Regierung dat eigentlech u sech och scho weess.

Här President, déi Gesetzer an dësem Pak, déi véier Gesetzer, déi ëmmer als Klimabank souwisou genannt ginn... Mir si ganz wäit ewech vun enger Bank d'ailleurs. Et huet zwar mat Banken ze dinn.

Une voix.- Allerdéngs!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et huet mat Banken ze dinn. An déi gewannen och drun; dat däerf een net vergiessen. Mä ça n'a rien à voir mat enger Bank. Déi solle grosso modo déi heiten Zwecker erfëllen. D'Aidë beim Neibau vu Wunnengen a fir d'energetesch Sanéierung a fir d'Installatioun vun erneierbaren Energië ginn an engem Gesetz festgehalen, ouni gréisser Neierungen awer par rapport zum ale Reglement. Eng nei, méi ëmfaassend a méi sënnvoll Zertifizéierung fir d'Qualitéit vun de Logementer gëtt agefouert, an all d'Hëllefen am Beräich Logement, also och déi, déi d'Energie uginn, kënnen zukünfteg an engem Guichet unique ugefrot an traitéiert ginn.

Här President, ech mengen och, datt den Här Kox mech ugeschwat hat, oder wahrscheinlech. Ech ginn dovunner aus, well ech gëschter en Interview ginn hat. Mir hu jo och en... Et war hei um véier Auer. Matzen an de Budgetsdebatten hunn ech schnell eppes gesot, awer...

(Interruption)

Esou ass dat. Mä mir hunn eis falsch verstanen. Ech misst mech eng Kéier erëm nohéieren. Mir si bei Wäitem net géint de Prinzip vum Guichet unique. Dat hunn ech, mengen ech, awer och souguer kloer gesot. An dat wäerte mer jo och matstëmmen, maacht Iech do keng Suergen! Also, dat mécht wierklech Sënn an eisen Aen. Mir sinn d'autant plus mam Prinzip vum Guichet unique averstanen. Dat, wat mir kritiséieren, ass de Pensum un Aarbecht an u sech d'Opstockung.

(Interruption)

Jo, ech gleewen dorunner, datt déi Leit prett sinn - dat ass net de Problem - a kompetent sinn. Mä souwäit ee versteet, kënnt eng Persoun bäi. Ob dat wierklech wäert duergoen, dat ass awer higestallt. Mir sinn net déi eenzeg, déi dat soen d'ailleurs och. Also, de Mouvement écologique seet dat och. Mä wann een natierlech dovun ausgeet, datt een eng relativ kleng Unzuel u sech vu Renovatiounen upeilt, da versteet een, datt ee vläicht net ganz ambitiéis ass op deem Niveau. Mä ech wollt awer ënnersträichen, datt mer de Prinzip vum Guichet unique selbstverständlech - selbstverständlech! - ënnerstëtzen.

Am Exposé des motifs och zum Gesetz iwwert d'Aiden steet kloer dran, dass déi energetesch Sanéierung zu Lëtzebuerg bis elo wéineg Erfolleg hat an hannert den Erwaardungen zréckbliwwen ass. Am Saz drënner steet awer dann direkt, dass awer näischt Grondleeëndes geännert gëtt. Jo, wann eppes näischt ginn ass, da misst ee sech awer vläicht d'Fro stellen, firwat een net versicht, grondleeënd eppes ze veränneren. Dofir verwonnert et dann och net weider, wann an der Fiche financière justement och déi Opstockung vun deem Guichet unique just mat enger Persoun virgesinn ass, wéi ech dat virdru gesot hunn.

Här President, hei soll dann och nach eng nei Méiglechkeet fir Stéit, e Klimakreditt mat 0% oder mat engem Taux réduit opzehuelen, Ofhëllef schafen. Dat ass u sech de Kär och e bësse vun dëser Reform. E Stot, deen also an Zukunft wéilt eng energetesch Sanéierung maachen, ka bei eng Privatbank goen a Suen dofir léinen, an de Stat iwwerhëlt d'Zënse ganz oder deelweis. Bei engem Kreditt mat 0% Zënse bis 50.000 Euro garantéiert de Stat dann och de Prêt.

Wéi kann ee sech dat dann elo awer an der Praxis virstellen? Dann huet een eng Famill mat zwee Kanner, déi wëllt hir Energiekäschten drécken, iwwerleet sech dann och, wéi se sech dat leeschte kann. An da lieft se no un der Aarmutsgrenz. Se huet der leschter Statec-Etüd no also e verfüügbart Akommes pro Mount vu knapp 4.000 Euro. Si hat Chance natierlech, well se en Haus geierft huet. Well wie ka sech schonn zu Lëtzebuerg mat 4.000 Euro de Mount en Haus kafen? Also, wat fir eng Méiglechkeet huet déi Famill? Si kënnt a Fro fir de Klimakreditt bis 50.000 Euro mat 0% Zënsen, well dee kann eng Famill mat zwee Kanner bis e Revenu mensuel vun ongeféier 4.500 Euro kréien.

Wa se elo awer eng anstänneg Sanéierung plange wëllt, duerfir ginn - an dat wësse mer - 50.000 Euro bei Wäitem net duer, da rëtscht se awer an de Prêt mam Taux réduit eran. Se muss also Zënse bezuelen, an de Prêt ass och net méi vum Stat assuréiert.

Mä wien erwaart sech da konkret vun esou enger Famill, datt si sech verschëlt, vläicht zousätzlech, fir eng energetesch Sanéierung ze finanzéieren? Et muss ee souwisou scho motivéiert sinn; dat ass net onbedéngt jiddwereen, dat ass en anere Problem. Mä et muss een och dee Risiko agoen. Well ech mengen och, déi Famill kuckt dann éischter, fir um Enn vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen a wëllt och net weider Mensualitéiten op engem Prêt rembourséieren, mat oder ouni Zënsen d'ailleurs. A se ka sech wahrscheinlech iwwerleeën, fir mat deene Suen eppes aneres ze maachen natierlech. Besonnesch och net, wann net kloer ass, datt d'Mensualitéit net méi grouss ass wéi schlussendlech d'Energiekäschten, déi pro Mount duerch d'Sanéierung agespuert ginn.

Mir mengen also, dass dat Gesetz hei ganz wäit vun der Realitéit vun deenen allermeeschte Stéit ewech ass. Wann déi Famill och nach Locataire wier an net Propriétaire, da wier se nach méi domm drun. De Klimakreditt mat 0% ass net applikabel fir verlounte Wunnengen. A generell hunn d'Bailleuren éischter manner Interessi, fir eng Wunneng ze sanéieren, an där se selwer net wunnen an an där si déi héich Energiekäschten net bezuele mussen.

Mir sinn der Meenung, dass ee vun de meeschte Leit net erwaarden an och net verlaange kann, dass si sech verschëlden, fir hiert Haus ze sanéieren. Esou funktionéiert dat an der Praxis einfach net oder et trëfft nëmmen eng Minoritéit vu Leit, déi äusserst bewosst sinn. Mä do stellt ee sech d'Fro, ob dat weiderhin effikass ass.

An do muss ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen: Firwat huet et an deene leschte Jore mat der energetescher Sanéierung souwisou net esou geklappt, obwuel et awer schonn Aidë goufe fir Aarbechten? Mä well d'Stéit keng Schold kënnen a wëllen ophuelen, fir dat ze maachen, scho guer net, wa se finanziell net besonnesch gutt dostinn an och ekonomesch keng Sécherheet hunn, well se zum Beispill vläicht en CDD hunn. Well do si mer erëm natierlech bei engem Prêt.

Iwwerhaapt gesi mer dës Approche, déi doranner besteet, sech erëm op de Marché ze verloossen an de Banke schlussendlech e gutt Geschäft ze erméiglechen, ganz kritesch. Well d'Banke verzichten net op hir Zënsen. De Stat bezilt se an domadder och schlussendlech d'Salariéen an d'Locataren an esou weider. Déi ëffentlech Gelder wieren an eisen Ae besser direkt an Transitiounsprojeten investéiert, anstatt datt se an d'Bilane vun de Banken erafléissen.

Zum Ofschloss, Här President: Mir gesinn den Invest an d'energetesch Sanéierung vum Wunnengspark an och an den Ausbau vun den erneierbaren Energien als eng grouss Chance, net nëmme fir de Klimaschutz, mä och fir verschidden Ongläichheeten ofzebauen, a fir déi sozial an ekologesch Transformatioun vun eiser Wirtschaft mat der Schafung vun Aarbechtsplazen an engem Secteur, an deem vill Handwierksbetriber aktiv sinn. Mir sinn awer der Meenung, datt esou Investitiounen nëmme mat ëffentleche Mëttelen déi fortschrëttlech Wierkung op d'Gesellschaft kënnen hunn, och well nëmmen ëffentlech Finanzéierungsmodeller, déi net bei all Operatioun de Profitt als iewescht Zil hunn, sozial Akzenter erméiglechen.

Mir hu jo och schonn als déi Lénk virun engem Joer - ech hunn dat kuerz gëschter nach ugeschwat - eng Schafung vun enger nationaler Wunnengsbaugesellschaft virgeschloen, déi ëffentlech Locatiounswunnenge kéint bauen. Mir haten och als Finanzéierungsquell de Pensiounsfong virgesinn, dee jo souwisou schonn Immobiliekreditter vergëtt. A bei der energetescher Sanéierung kéint ee sech dat och äänlech virstellen. Do kéint ee sech och e Mix virstelle vu Finanzementer iwwert d'Banque d'investissement européenne, déi och souwisou schonn esou Kreditter mécht, an anerersäits ëffentleche Gelder an eben och dem Pensiounsfong.

Et gëtt och Modeller, an net wäit ewech souguer vun der Groussregioun, an der Région Picardie, mengen ech, a Frankräich, wou dat och iwwert, et ass net genau dee Modell do, mä iwwert d'ëffentlech Hand leeft an net iwwert déi Subventioune vu Prêten a vun Tauxe bei Banken.

Dofir wäerte mer also net hallef, mä zu dräi Véierels u sech mat Jo stëmmen, an ee Projet de loi wäerte mer net unhuelen. Dat ass de 7055, dee justement iwwert de Régime d'aides. Deenen anere gi mer awer trotzdeem eis Zoustëmmung, och alles dat, wat de Guichet unique betrëfft.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bleift nach eng Sekonn hei! Ech mengen, den Här Rapporteur wëllt Iech eppes mat op de Wee ginn.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Yes.

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Jo, vläicht souguer zwou Saachen, an der Hoffnung, dann awer vläicht dem Här Wagner seng Partei ze iwwerzeegen, och nach dee véierte Projet hei ze stëmmen, well et wier jo da flott, wa mer hei Konsens bei deene véier Projete géife kréien.

Zum engen huet den Här Wagner a sengem Communiqué, dee se gëschter als Partei erausginn hunn - en huet dat awer haut och um Riednerpult gemaach -, eigentlech bemängelt, dass een net konkret vun Zuele géif ausgoen, wivill Zuelen dann d'Regierung hei mat deem heite Gesetzestext - ech schwätze ganz kloer vun de Klimaprêten - géif cibléieren.

An dat ass wierklech kee Virworf un Iech, Här Wagner! Verstitt mech net falsch! Mä wann ee sech d'Fiche financière vun deem heite Gesetz ukuckt, da stellt ee fest, dass mer vu 400 Dossiere wäerten ausgoen.

(Interruption)

Une voix.- Ass dat eng Fro?

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Et ass souguer esou opgedeelt, dass een Drëttel dovun à taux...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass de Rapporteur, deen eng Prezisioun gëtt.

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci. Et ass souguer esou, dass een Drëttel…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wolter hat komplett recht.

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Et ass souguer esou, dass een Drëttel dovun à taux zéro wäert sinn - also 133 Dossieren -, an 277 wäerten à taux réduit sinn. Dat vläicht als just Bemierkung. Wéi gesot, dat ass Iech vläicht entgaangen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hunn dat awer mentionnéiert, pardon, entschëllegt. Also déi 400 hat ech mentionnéiert, jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, wann Der wëllt weider diskutéieren...

(Hilarité générale)

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Mä, wéi gesot, d'Zil...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir kënnt heemgoen. Also, den Här Hahn an ech ginn eens.

(Interruption)

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- D'Zil ass et jo, fir den Här Wagner och nach iwwerzeegt ze kréien. Als Rapporteur, denken ech, ass dat eng vu mengen Aufgaben.

Da wëll ech nach op eppes opmierksam maachen, wat mech dach awer iwwerrascht huet, wann den Här Wagner dervu schwätzt, dass hei eigentlech net vill Leit cibléiert wieren. Ech wëll em zum enge soen: D'Leit sinn eigentlech all cibléiert heivun, wéi gesot, well mer zum engen en Taux réduit (veuillez lire: en Taux zéro) hunn, wou mer awer fir eng eenzel Persoun vun engem Revenu imposable schwätze vun 3.400 Euro - Revenu imposable! - de Mount, respektiv fir d'Famill. Well Dir dat Beispill gesot hutt mat den zwee Kanner, do schwätze mer vun engem Montant vu 4.500 Euro Revenu imposable de Mount.

An da wëll ech Iech soen, wann Dir sot, do wier et Stop, da géif ech soen, dann hätt Der mat Ärer Kritik recht. Mä et ass jo esou, dass mer eigentlech en zweete Prêt agefouert hunn, an zwar deen à taux réduit, wou een den aktuellen Zënssaz minus 1,5% hëlt, an dann, bei deenen aktuellen Zënssätz, déi mer haut kennen, leie mer och bei 0%. An dat ass komplett onofhängeg vum Akommes.

Dat vläicht just nach als zousätzlech Bemierkung. Ech weess net, ob ech Iech beweegt kréien, dann awer vläicht eng kleng Marche arrière ze maachen. Mä, wéi gesot, ech wollt et op d'mannst probéiert hunn.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Allez, Här Wagner! Hëpp! Allez!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Huet de Rapporteur Iech iwwerzeegt?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also, wann en d'nächst Joer vläicht dat Gesetz mat enger Proposition de loi ännert, da kann en erëm eng Kéier versichen, mech ze iwwerzeegen, mä...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäert Der um Enn vun Ärer Riedezäit. An deen nächste Riedner ass den Yves Cruchten.

(Interruptions et hilarité)

Vu wiem ass dee gros Soupir do komm?

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Ech si kengem béis, Här President.

(Hilarité)

Et ass ganz ondankbar, fir hei als Leschten ze schwätzen, well jiddwereen ëmmer dovunner ausgeet: Wann den David Wagner bis fäerdeg ass, dann ass et geschwënn eriwwer.

Une voix.- Maja!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Leider ass d'Reglement esou, wéi et ass. Mä bon, mir kënnen eis jo alleguerten domadder tréischten, dass mer déi véier Gesetzer beieneen huelen. Dat erspuert eis wéinstens, dass véier Leit vun all Partei am Ganzen dozou geschwat hätten. Ech verspriechen Iech och, dass ech probéieren, et esou kuerz ze maache wéi méiglech. Et ass natierlech als siwente Riedner quasi onméiglech, net Saachen ze widderhuelen.

Bei verschiddene Saachen ass et vläicht awer och souguer gutt, wann ee se widderhëlt, wa se wichteg sinn. Zum Beispill huet meng Kolleegin, d'Taina Bofferding, virdru kloergemaach, dass et sech bei dësem Gesetzespak net direkt ëm sozial Mesuren handelt an et och net virrangeg drëms geet, de Bestand vun de Wunnengen drastesch an d'Luucht ze schrauwen. Allerdéngs sollte mer net vergiessen, dass vill vun de méi schlecht gestallte Ménagen net nëmmen deier an op klengem Raum wunnen, mä leider allze dacks och a qualitativ schlechten, jo heiansdo souguer ongesonde Wunnenge liewe mussen.

D'Sanéiere vun de Wunnengen duerf deemno net just eppes fir déi Räich sinn, déi sech et leeschte kënnen. Dofir ass et wichteg ze ënnersträichen, dass sech dës nei Gesetzer och un d'Propriétairë riichten, déi hir Wunnenge weider verlounen, an deenen et vläicht bis elo net esou wichteg war, wéi hir Locatairë wunnen.

Am Kader vum Paquet Klimabank an dem nohaltege Wunne ginn déi finanziell Hëllefen ugepasst, déi am Moment ënnert dem Numm PRIMe House bekannt sinn. Et gëtt am Projet de loi 7046 zwou wichteg Ännerungen, déi hoffentlech derzou féieren, dass méi staark wéi bis elo op dës Hëllefen zréckgegraff gëtt.

Éischtens gëtt gekläert, wéi dës Hëllefe bei Copropriétairen opgedeelt ginn, an zweetens wäerten an Zukunft och d'Personnes morales dovu profitéieren. Dës finanziell Ënnerstëtzung ass deemno gréisstendeels net nei, mä et ass awer derwäert, dass ee vun Zäit zu Zäit iwwerpréift, ob se an där Form nach Sënn mécht oder net a muss iwwerschafft ginn.

Als LSAP si mir der Meenung, dass dës Hëllefe Sënn maachen. Wa mer zu Lëtzebuerg wëllen eis Ofhängegkeet vu fossiller Energie a vum Import vun Energie reduzéieren, da musse mer insgesamt eis Energieeffizienz verbesseren a selwer méi erneierbar Energie produzéieren. All d'Etüden, déi mer iwwert déi lescht Jore gemaach hunn, weisen eis, dass de Logement ee vun deene Beräicher ass, wou mer e grousst Verbesserungspotenzial hunn.

D'Rifkin-Etüd gräift dat nach emol op. Mä dat bekräftegt am Fong just, wat mer schonn zanter enger Rei Jore wëssen an och schonn hei an der Chamber méi wéi eng Kéier gesot hunn. Dofir hu mer jo schrëttweis d'Norme fir nei Haiser méi streng gemaach. Et gëtt awer och Grenze beim deem, wat de Stat de Leit zoumudde kann. Wann een nei baut no den aktuell beschtméiglechen Energiestandarden an et wëllt een och nach méiglechst energiefrëndlech bauen an ëmweltfrëndlech bauen, dann huet dat säi Präis. An dat an enger Situatioun, wou e ganz groussen Deel vun de Leit grouss Schwieregkeeten huet, iwwerhaapt un eng Wunneng ze kommen.

Bei der Albausanéierung ass de Problem ganz äänlech. Mir hunn e grousse Bestand un Haiser, déi vun der Isolatioun hier alles anescht si wéi gutt. Si gi meeschtens kaaft vu Leit, déi sech en Albau esou just leeschte kënnen a keng Sue méi Rescht hu fir e konsequenten Assainissement énergétique oder och nach eng Fotovoltaikanlag. Als Stat hu mir awer en Interessi dorun, de Bestand vun eisen Haiser no an no op en Niveau ze bréngen, deen och méi laangfristeg gutt ass. Iwwert déi nächst Jorzéngte gekuckt, wäerten d'Energiepräisser mat grousser Wahrscheinlechkeet zolidd an d'Luucht goen. An déi Haiser, déi mer haut bauen a renovéieren, wäerten dann zu engem gudden Deel nach ëmmer stoen.

De Stat versicht, mat esou Mesurë wéi deene Projeten, déi mer haut stëmmen, Privatleit eng Stäip ze ginn, fir Investitiounen ze maachen, déi éischter laangfristeg e positiven Effet wäerten hunn, souwuel op d'Klima wéi och op de Portmonni.

Ech begréissen d'Verbesserunge vun de Bäihëllefen, déi mer elo maachen. Fir datt dës Bäihëllefen hiren Zweck erfëllen, ass et extrem wichteg, dass d'Ëmsetzung an der Praxis och gutt fonctionnéiert. Dofir ass de Projet de loi 7053 iwwer eng nei Form vun Zertifizéierung e wichtege Complément. Et geet ënner anerem dorëms, wärend dem Bau e besseren Iwwerbléck ze behalen, wéi sech eenzel baulesch Moossnamen op d'Energieeffizienz auswierken.

D'LSAP fënnt et an deem Kontext ganz gutt, datt vum 1. Januar un elo och Wäert geluecht gëtt op d'Energiebilanz vum Material, wat um Bau verschafft gëtt. Dat ass och e wichtegen Aspekt vum nohaltege Bauen. Vill ze laang gouf eleng op den Energieverbrauch vum Haus gekuckt, ouni Rücksicht ze huelen op d'Material. D'LENOZ-Zertifizéierung erméiglecht eis, Erfahrungen ze sammelen a spéider eventuell dës Zertifizéierung unzepassen. Et gëllt jo hei, en Équiliber ze fannen téscht op där enger Säit dem Opwand an de Käschten, deen esou eng Zertifizéierung mat sech bréngt, an op där anerer Säit deem tatsächlechen Notzen.

Et bleift ofzewaarden, wéi gutt sech dat Instrument an der Praxis uwenne léisst an ob et déi erwaarte Plus-value bréngt. Méiglecherweis ergi sech dobäi och nei Erkenntnisser, wéi mer besser garantéiere kënnen, dass am Resultat déi gewënschten Effizienz och wierklech erreecht gëtt.

Et ass awer weiderhi keen zouverlässege Kontrollmechanismus virgesinn, fir ze iwwerpréiwen, ob beim Oflaf vum Bau all technesch Detailer wéi zum Beispill d'Vermeide vu Kältebré-

cken uerdentlech ausgefouert goufen. Do beschränkt sech de Stat weiderhin op den Dossier „As Built", deen ee fir d'Subside muss zesummestellen. Dësen Dossier garantéiert awer a kenger Weis d'Qualitéit vun der Exekutioun um Schantjen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Och wann zum Beispill all d'Materialien den Donnéeë vum Energiepass entspriechen, kann eng falsch Mise en œuvre déi gesamt Efforten op de Koup geheien an dem Bauhär seriöe Schued bereeden.

En Haus bauen, ass ëmmer erëm eng Prototyp-Aarbecht. Do ass d'Kontroll um Schantjen immens wichteg, well et si schliisslech Mënschen a keng Roboter, déi eis d'Haiser bauen. E Feeler ass do séier geschitt, a leider huet deen haut vill méi Konsequenze wéi nach viru 15 Joer. Wann net no de Règles de l'art gebaut gëtt, dann huet natierlech de Bauhär dee gréisste Schued. Mä och de Stat gëtt geschruppt, well e vläicht Subsiden ausbezilt, déi net geschëlt sinn. Zulescht ginn och eis Klimaziler, déi mer eis gesat hunn, net erreecht.

Net vergiesse sollt een och, dass eng falsch oder schlecht Isoléierung an eenzelne Fäll och kann en Impakt op d'Gesondheet hu vun deene Mënschen, déi an deenen Haiser liewen. D'Kontroll ass dofir ëmsou méi wichteg.

Ech wëll domat net den Entreprisen ënnerstellen, dass si generell hir Aarbecht net gutt géife maachen. Grad de Contraire ass de Fall! Et gëtt awer och am Bausecteur wéi iwwerall soss och schwaarz Schof, déi all deenen aneren deloyal Konkurrenz maachen, well se mat onqualifizéierte Leit an ouni déi néideg Suergfalt schaffen.

E bessere Konsumenteschutz ass an dësem Beräich souwuel am Interessi vun deene ville Betriber, déi an d'Formatioun vun hire Leit investéieren an eng qualitativ héichwäerteg Aarbecht ubidden, wéi och am Sënn vum Bauhär, deen ee Recht drop huet, eng fair Leeschtung ze kréien, fir déi Suen, déi en investéiert huet.

Wann de Stat d'Qualitéitsstandarden, déi e selwer setzt, net konsequent iwwerwaacht, da riskéiert et ze goen, wéi bei der... Elo kréien ech schonn dem Taina seng Kränkt.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass en Zeechen.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Dat ass en Zeechen. Et ass dréchen heibannen.

(Brouhaha)

Wann de Stat d'Qualitéitsstandarden, déi ee selwer setzt, net konsequent iwwerwaacht, da riskéiert et ze goe wéi bei der Automobilindustrie, wou mer zanter Jore vermeintlech emissiounsaarm Auto subsidiéieren, nëmme fir herno festzestellen, dass d'Constructeuren et duerch Manipulatiounen an Tricksereie fäerdegbruecht hunn, d'Emissioune virun allem um Pabeier ze drécken. Der Ëmwelt an de Clienten ass domadder keen Déngscht geleescht.

Et ass kloer, dass dee Problem net esou einfach ze léisen ass. Kontrolle verlaangen e grousst Fachwëssen an alle Beräicher vum Bau. Et muss een och déi néideg Zäit a Präsenz um Schantjen opbréngen, fir esou eppes ze kontrolléieren. An dat verursaacht natierlech erëm Käschten, déi mer als Stat net onnéideg wëllen an d'Luucht dreiwen.

Duerch eng besser Kontroll, duerch déi Feeler vermidde ginn, kann een allerdéngs och Sue spueren. D'Erfahrunge mat der LENOZ-Zertifizéierung kënnen eis vläicht eng Indikatioun ginn, ob et sënnvoll wier, méi eng systematesch Kontroll wärend der Bauzäit virzegesinn. Dës Kontroll dem Stat oder de Gemengen ze iwwerloossen, ass absolutt net virstellbar. D'Implantatioun, d'Mitoyennetéit, d'Alignementer an de Gabarit solle weider vum Gemengenarchitekt respektiv dem Service technique iwwerpréift ginn, mä hinnen och nach d'Kontroll vum Bau u sech opzeerleeën, ass einfach onméiglech.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Et gëtt awer aner Méiglechkeeten. An der Belsch zum Beispill iwwerwaacht den Architekt dee ganze Bau. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net virgesinn. Dem Architekt seng Missioun ass bei eis obligatoresch bis d'Baugeneemegung. Duerno ass de Constructeur eleng gelooss. Et soll een awer emol driwwer nodenken, ob dee belsche Modell net och eng Pist wier, fir d'Qualitéit bei eis um Bau ze garantéieren.

De Stat huet e grondsätzlechen Interessi dorunner, dass eis Subsiden, déi et gëtt, net ouni reellen Impakt bleiwen. An et misst am Fong och méiglech sinn, e Subsid zréckzefroen, wann duerch eng schlecht Emsetzung um Bau Effizienzziler net erreecht kënne ginn. Allerdéngs wär dat onfair vis-à-vis vum Bauhär, dee jo selwer dee gréisste Schued huet. Hei misst een driwwer nodenken, ob een net Weeër fënnt, de Bauhär besser ofzesécheren an him et méi einfach ze maachen, eventuell indemniséiert ze ginn.

Et geet mer awer net nëmmen drëms, dass d'Baufirmen, déi net korrekt schaffen, fir dëse Schued mussen opkommen. Ee systematesche Realitéitstest mécht et eis als Politiker vläicht och bewosst, wa mer bei där enger oder anerer Bestëmmung einfach ze vill verlaangen an eis Normen net mat der Realitéit um Terrain iwwereneestëmmen.

Dat bréngt mech zu mengem leschte Punkt, dee mer awer och wichteg schéngt. Et geet hei ëm d'Planungssécherheet an déi administrativ Vereinfachung vun de Prozeduren. Et muss een derfir suergen, datt eis Kritären an Normen net dauernd änneren. Dat ass fir de Bausecteur e grousse Problem, well si sech permanent mussen un déi Saachen upasse mat Schulungen an zousätzlechen administrative Paperassen. Dat kann op Käschte vun der Qualitéit um Bau goen. Mir mussen en Équiliber fannen tëschent enger positiver Evolutioun, wou mer nei technesch Méiglechkeete systematesch notzen, an deem zousätzlechen Opwand an de Käschten, déi doduerch entstinn.

Haiser sollen och an Zukunft net un éischter Stell Energiekraaftwierker sinn, mä virun allem Wunnraum, deen de Bedürfnisser vun de Leit entsprécht. Wunnraum, wou se sech wuelfillen, an dee se sech nach iergendwéi leeschte kënnen, ouni dofir mussen zwee Drëttel vun hirem Akommes auszeginn.

Dëst sinn déi puer Iwwerleeungen, déi ech mat Iech wollt deelen, a gi selbstverständlech den Accord vu menger Partei zu deene véier Projeten.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Cruchen. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An ech ginn dervun aus, dass de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen, als Éischte schwätzt, well e schonn ënnerwee ass. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll als Éischt den zwee Rapporteure Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An da wëll ech awer och begréissen, dass mer haut e ganze Koup u Projeten hei zesumme wäerte praktesch stëmmen an dass et e grousse Konsens gëtt an deem heiten Haus, fir déi véier Projeten hei ze ënnerstëtzen.

Wat näämlech wichteg ass an där heiter Saach, dat ass, fir nach eng Kéier op d'Haaptpunkten hinzeweisen. An ech wäert mech do natierlech kuerzhalen, mä et stoung am Regierungsprogramm am Dezember 2013, dass et eng vun de Prioritéite wär, fir den Assainissement vun de bestehende Gebaier ze maachen, fir eben allgemeng d'Consommatioun vun der Energie ze verréngeren an awer och de Risque vun Energieaarmut vun de méi fragille Ménagen duerch ëmmer méi héich Heizkäschten ze évitéieren.

Ech mengen, dat stoung an deem heite Regierungsaccord an et ass awer op dëser Plaz och schonn de Mëtteg vun dem Marco Schank hei ënnerstrach ginn, dass et och schonn Impulser gouf an der Zäit virdrun, wat ech och op dëser Plaz natierlech esou ka confirméieren. Et si Punkten, déi dee Moment och schonn thematiséiert gi waren. Déi sinn ausgebaut ginn. Dat hate mer an deene verschiddenen Historiquen. Haut de Mëtteg hu mer dat héieren. An dat ass och ganz richteg.

An och do brécht mir keen Zack aus der Kroun, souwéi dem Marco Schank och keen Zack aus der Kroun brécht, fir ze soen, dass et do Impulser gouf, wou mir natierlech och awer Erweideerunge gemaach hunn. An dat huet jo och de Marco Schank an déi verschidde Riedner vun deenen anere Fraktiounen op dëser Plaz ënnerstrach.

Déi sinn awer och net onwichteg, mengen ech, op där heiter Plaz. Dat gouf natierlech och schonn ënnerstrach. Et geet drëm, fir jo och haaptsächlech de Prêt à taux réduit ganz nei bäizesetzen. Dat ass ee vun de wichtege Punkten, déi een awer och soll ënnerstäiche bei der Klimabank, fir dee Moment d'Zuel vun deene Leit, déi dovunner kënne profitéieren, méi breet ze maachen an dat Ganzt och auszeweiden op d'Personne-morallen, fir natierlech d'Haaptzil ze erreechen, dass et en Assainissement vun de Gebaier gëtt. An ech mengen, dat ass awer e wichtege Punkt, fir deen dat Ganzt, déi Gedanken, déi gefouert goufen, nach eng Kéier an d'Luucht gesat goufen.

Eppes, wat awer och wichteg ass bei dem Prêt à taux zéro, wat mer awer nach bäigesat hunn, dat ass eben, dass och 10% vun der gefroter Zomm net remboursabel si fir de Client vun dem Prêt à taux zéro. Dat kënnt och a ville Punkten, wat déi verschidde Riedner hei gesot hunn, fir eben och do d'Méiglechkeet ze ginn, fir deene Leit och nach eng Kéier méi ënnert d'Äerm ze gräife wéi eleng iwwert de Wee vun dem Prêt.

Domadder hu mer op dëser Plaz eppes geschaf en, wat Sënn mécht, wat Sënn mécht fir d'Klimapolitik a wat Sënn mécht op där anerer Säit awer och fir déi Leit, déi dorëmmer an de Gebaier, an den Appartementer an an den Haiser wunn, fir deenen eng besser Liewensqualitéit ze garantéieren. Well et muss ee jo och soen, dass et hei net nëmmen och ëm den Assainissement vun de Gebaier geet, wat jo och wichteg ass, mä wann déi Gebaier och esou équipéiert sinn, wéi dat hautzudaags dann Usus ass, mengen ech, liewen déi Leit och besser an deenen Haiser. Et ass eng besser Liewensqualitéit. D'Wunnqualitéit, déi geet do an d'Luucht. An dat soll een natierlech och op jidde Fall hei eng Kéier ernimmt hunn.

Et goufen e puer Froe gestallt haut de Mëtteg, op déi ech e puer Äntwerte wëll ginn. Well, ech mengen, dat ass dat Neit, wat ech vläicht nach ka mat erabréngen, well déi aner Riedner dat alleguerte schonn ënnerstrach hunn. Et ass ëm d'Finanzéierung gaange vun deene Banken, wéi et do mat de Konventioune steet. Dat war eng vun deene Froen, mengen ech, déi de Mëtteg vum Marco Schank hei ervirbruecht gouf. Déi Konventioune sinn natierlech preparéiert. Do wäerten déi Konventiounen dann och Enn Januar ënnerschriwwe ginn.

Mir an natierlech och d'Banken op där anerer Säit waarden op de Vott vun der Chamber. Mir kënne jo do net der Saach virsprangen. Mä et wär awer och net räsonabel gewiescht vun eiser Säit, fir dat nach net unzegoen, soudass dat alles preparéiert gëtt an dass herno déi meeschte Bierger och bei hirer Hausbank, wou déi meescht nun emol Client sinn, kënne mat deem heite Produkt bei hir Bank ebe goen. Dat ass eng Saach, esou ëm den 20. Januar, mengen ech, ass dat an der Preparatioun, fir dat dee Moment hinzekréien. An dat war eng vun de Froen.

Dann awer och, wat wichteg ass: Wéi gi mer elo domadder bei d'Leit? Wéi ass et mat der Informatioun? Dat ass awer och scho preparéiert ginn. Dir hutt och ganz recht, dat hei ass och eppes, wat awer komplex ass, op ville Plazen och technesch ass, wou mer och selwer musse Spezialiste mat derbäihuelen, fir eis eben do selwer op deene verschiddene Punkten, haaptsächlech och an der PRIMe House awer och bei dem LENOZ oder anere Punkten, ënnerstëtzen ze loossen.

An dat muss een natierlech de Leit méi no brénge mat einfache Wierder; wat och net ëmmer ganz evident ass. Dat ass och an der Preparatioun. Et ass eng ganz Campagne do an der Preparatioun mat allen Outilen, déi derzougehéieren, déi hautzudaags Sënn maachen, fir eben de Leit dat ze erklären a fir ze kucken, dass esou vill wéi méiglech Leit dovunner profitéieren.

Well hei sinn ech der Iwwerzeegung, an, ech mengen, d'Chamber awer och, wann ech dat haut de Mëtteg héieren hunn, dass mer solle kucken, fir vill méi wäit nach ze komme wéi déi 400, déi elo zum Beispill bei der Klimabank hei ageschriwwe sinn, fir do nach vill méi wäit ze kommen, wéi déi, déi ugestrieft sinn, an och an deene Joren duerno dat nach an d'Luucht ze hiewen. Well, ech mengen, dat mécht Sënn, souwuel fir alleguerten d'Leit, déi hei wunnen, déi dovunner kënne profitéieren, wéi awer och d'Klimaschutzziler.

An dofir, mengen ech, musse mer do all Efforten drop setzen. Do si Saachen ugeduecht, do wäerte mer dat och am Laf vum Joer natierlech nach eng Kéier kënne verbesseren.

Ech kann dobäi och ernimmen, dass ech selwer wäert zwësche Januar a Mäerz en Tour maachen op sechs verschidde Plazen am Land, fir mat de Leit iwwerhaapt iwwer Logement ze schwätzen, fir do ze héieren, wat deenen hir Suerge sinn, fir eis Aiden nach eng Kéier alleguerten ze presentéieren, déi et gëtt, fir mat deenen Akteure wéi „myenergy", mat den Eck-Akteuren, déi an deem heite Kontext schaffen, de Leit dat alles méi no ze bréngen an och op hiren Dossiere sur place e bësse méi dezentral kënnen déi Saach ze diskutéieren. An do wäert dat heiten natierlech och en Thema ginn. An ech wäert och zesumme mat der Ëmweltministesch nach weider Explikatiounen och dem grand Public iwwert dëse Sujet ginn. An da steet natierlech vum 1. Januar un dee Guichet unique, deen haut de Mëtteg och gestëmmt gëtt, och mat dem Akteur wéi „myenergy" de Leit zur Verfügung, fir hir Froen ze stellen.

Et ass awer wichteg, dass mer déi Saach eng Kéier ugeschwat hunn, mä dat sinn awer och Saachen, déi a Preparatioun sinn a wou mer natierlech duerno musse kucken.

Guichet unique - dat héieren ech op jidde Fall eraus -, do waren net vill Diskussiounen heibannen. Dat ass eppes, wat souwisou eppes ass, wat op ville Plaze Sënn mécht; hei zemools, dass dat op enger Plaz gemaach gëtt.

D'Diskussioun, déi de Mëtteg eng Kéier gefouert gouf, ob et do duergeet mat deene Leit, déi natierlech do an deem Guichet unique da wäerte sëtzen, dat sinn net nëmmen déi, déi an der Fiche financière stinn, mä do sëtzt dee ganze Service des aides au logement natierlech och op därselwechter Plaz. An déi wäerten natierlech alleguerten och kucken, fir dass de Guichet unique un d'Fonctionnéiere kënnt. An déi wäerten och eng Hand mat upaken.

Dat heescht, mir hunn do och nach méi wéi déi Persounen, déi heifir spezifesch fir de Guichet unique do sinn. Do hu mer awer och dee ganze Service des aides au logement mat méi wéi 50 Leit, déi do an den Asaz kommen, fir dat ze maachen.

An och do wäerte mer natierlech kucken, wann et eng Kéier zu deem Punkt kënnt, dass mer iwwerlaf ginn, musse mer natierlech och nach Leit derbäisetzen, fir dass dat och esou séier wéi méiglech ka gemaach ginn. Do brauche mer natierlech och Erfahrungswäerter an där éischter Zäit, bis een dat doten natierlech dann och definitiv um Rullen huet.

De LENOZ, dat ass natierlech och scho méi laang e Gespréich. Dat wäert dann och déi gréng Hausnummer ersetzen. Do sinn nach e puer Dossieren, déi mer am Moment nach am Tube hunn. Déi wäerten och ofgeschloss sinn. An dann hu mer eben de LENOZ, deen dee wäert ersetzen. An ech mengen, dat ass jo och eppes, wat fakultativ ass. An op där anerer Säit - do wäert d'Kolleegin herno driwwer schwätzen - sinn eben och 46 Kritären, déi un d'PRIMe House gebonne sinn. An dat ass natierlech och dann e Schrëtt weider, wéi do, wou mer den Ament sinn.

Ech géif awer nach eppes ernimmen, wat awer net onwichteg ass op där heiter Plaz, wouvun de Mëtteg elo kee geschwat huet, mä wat awer och nach vläicht eng Kéier wäert Adaptatioune mat sech bréngen. Well eben och an der Diskussioun, an den Oppositioune vum Statsrot verschidde Saachen an d'Gesetz erop hu misse gehuewe ginn, du sinn och déi Amortissementstableauen den Ament elo alleguerten an d'Gesetz gehuewe ginn. Zum Beispill an der Annex 2 fannt Der d'Amortissementstableauen.

Dat ass eppes, wat een awer och deemno wéi eng Kéier muss adaptéieren. Do hu mir dee Moment och agesat op deenen zwee, souwuel bei dem Klima-Prêt à taux zéro wéi beim Klima-Taux à prix réduit, 0,75%, fir déi auszerechne mat theoretesche Wäerter. Et kann natierlech sinn, deemno wéi dat gerechent ass op déi 15 Joer Lafzäit, dass et do nach liicht Décalagë gëtt an dass een déi eng Kéier muss adaptéieren. An da musse mer dann eng Gesetzesadaptatioun maachen, a kënnen et net méi maachen iwwer e Changement vun dem Règlement grand-ducal, wéi dat an der Zäit emol de Fall war.

Ech wollt just eng Kéier hei ernimmen, dass et do natierlech nach deemno wéi méi eng komplex Aart a Weis an Zukunft gëtt, fir dat mussen ze adaptéieren. Mä do ware mer eis och eens an der Kommissioun. Do konnte mer jo och net anescht virgoen.

Ee Wuert och nach iwwert déi Motioun, déi de Marco Schank hei éinescht déposéiert huet. Ech hu kee Problem domadder. An ech ginn och dovunner aus, dass déi gradesou breet dann och vun de Membere vun der Chamber wäert ënnerstëtzt ginn.

Ech kann awer och dozou soen, dass natierlech och scho mat dem Secteur am Virfeld geschwat ginn ass. Et steet jo och do, fir an Zukunft nach verdéift mat deenen ze schwätzen. Déi ware jo och hei agebonnen, och an dem Ausschaffen, och mat de Spezialisten, mat de Büroen, déi eng Hand eben do mat ugepaakt hunn. Mä dat doten ass richteg.

A mir sollen och eng Evaluatioun maachen, wat ech och d'éinescht ugedeit hunn, well mer jo och hei wärend dem Prozess nach wäerte léieren, wat een nach weider ka vläicht adaptéieren an da wat fir eng Modullen een och nach weider kann an déi Klimabank do asetzen.

Well ech mengen, dat huet de Max Hahn och op dëser Plaz eng Kéier ernimmt, an de Claude

Lamberty, mir hunn hei eng Klimabank mat zwee Modullen am Moment, dat ass den Taux réduit an den Taux zéro. Dat sinn déi éischt zwee Modullen, déi an déi Klimabank do agesat gi sinn. Do kann een natierlech och nach iwwer aner Saachen an Zukunft nodenken.

Mä ech mengen, dat heiten ass gutt, fir dat un d'Rullen ze kréien. An dofir kann een an Zukunft natierlech och kucken, wéi een dat nach weider wäert gestalten, wat do nach méiglech ass. An ech si bal dovunner iwwerzeegt, dass dat hei net déi leschte Kéier ass, wou un deenen dote Punkten hei an der Chamber geschafft gëtt, an dass mir eis och nach weider Iwwerleeunge wäerten dozou maachen.

D'Motioun, wéi gesot, mengen ech, do kënne mer domadder liewen, dass déi herno gestëmmt gëtt. An da sinn ech definitiv frou an zefridden, dass dat heiten awer ganz breet gedroe gëtt. Well déi Leit, déi dovunner kënne profitéieren, dat sinn der ganz vill hei am Land, souwuel déi, déi sozial vläicht net déiselwecht Moyenen hunn, wéi awer op där anerer Säit d'Betriber.

Domadder kréie mer eppes geschafen, an deem mer Klimapolitik kënne maachen an donieft awer och Liewensqualitéit fir se alleguerte maachen. An dofir ass dat, mengen ech, eng gutt Saach, déi mer haut nach esou kuerz virun der Chrëschtvakanz da stëmmen, fir das se den 1. Januar a Kraaft kann trieden, an dass mer dat dann eben och esou breet maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Mikroe si waarm.

(Hilarité)

D'Madamm Ëmweltministesch, d'Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, och fir mech ass haut e groussen Dag, e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung mat deene véier Projeten.

Dat weist, dass mer d'Volontéit hunn, net nëmme méi effizient ze ginn am Wunnengsbau, well mir hate jo schonn eng PRIMe House, mä virun allem och en Ekobonus quasi anzeféieren. Dat heescht, dass mer net nëmmen d'Effizienz kucken, mä dass mer och nach d'Baumaterialie kucken a soumadder wierklech e Schrëtt an déi richteg Richtung maachen.

An déi Richtung, wéi mer och am Rifkin zum Beispill gesinn, wou mer vun „smart green" an „circular buildings" schwätzen, also vu klugen, gréngen, nohaltege Gebaier schwätzen, déi zukunftsweisend sinn an déi net zulaaschte weder vum Klima nach vun der Natur, nach vun der Ëmwelt ginn, mä déi fir eis Kanner sinn, wou keen herno Problemer huet, eppes ze recycléieren. A grad dat ass déi Richtung, wou mir wëllen higoen.

An ech wäert mech och op e puer Remarquen am Beräich vun der PRIMe House beschränken, well ech mengen, et goufen immens vill Saache gesot. An dofir wëll ech och de Rapporteuren, dem Max Hahn an och dem Henri Kox, e grousse Merci soe wierklech fir hir gutt ausféierlech Rapporten.

An ech freeë mech och iwwert déi breet Zoustëmmung, déi et fir dëse Projet gëtt, dee wierklech an enger Kohärenz erstallt gouf. Et gëtt e Spréchwuert, wat mer dozou afält: „Eleng geet ee schnell, zesumme geet ee wäit".

Dat heiten ass e Projet, deen net nëmme vum Logementsminister a vun dem Ëmweltministère ausgeschafft gouf, mat den Administratiounen a mat de Leit, déi dru souzen, mä awer och an Zesummenaarbecht mat dem Ekonomiesministère a mam Finanzministère. An ech mengen, dat weist einfach d'Kohärenz, wéi mer mat där Klima- an Ëmweltpolitik als Regierung ëmginn.

An ech wëll hei profitéieren, fir all eise Mataarbechter aus de Ministèren e grousse Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, fir d'Kollaboratioun. Well et war eng gutt Zäit, wou mer wierklech wäit komm sinn an elo eppes op den Dësch leeën, wat wierklech Sënn mécht. Wat Sënn mécht fir d'Zukunft, wat Sënn mécht fir d'Leit, fir d'Energieaarmut ze bekämpfen a fir och spéider Käschten, déi beim Recycling kéinten ufalen, ze reduzéieren.

Ech ginn awer ganz gären elo op déi puer Froen an, déi gestallt goufen. Ech mengen, en Deel dovu gouf scho vum Logementsminister beäntwert. Natierlech gehéiert zu deem Paquet hei och, dass mer dat de Leit dobausse vermëttelen.

D'PRIMe House ass sécherlech an dësem Volet schonn dat, wat scho säit Jore leeft. Mir gesinn, dass d'Tendenz do och esou scho steigend war. 2015 an 2016 leie mer bei 26 Milliounen, déi awer do ënnert d'Leit koumen, bei iwwer 2.000 Projeten, déi konnten ënnerstëtzt ginn. Dat sinn der schonn eng jett!

An dofir kënne mer - an dofir sinn ech net esou skeptesch wéi den Här Kartheiser – soen: Mir si schonn um ganz gudde Wee. Well am Wunnengsbau, deem Beräich, deen awer 18% vun eisen nationalen Emissiounen ausmécht - oder 12% aus dem Wunnengsbau, de Rescht aus anere Gebaier -, do hu mer schonn eng Entkopplung: Tëschent 2005 an 2015 hu mer do schonn 12% reduzéiert. Dat mécht awer pro Haus a pro Awunner, pro Awunner virun allem, mécht dat eng Reduktiouun vun 30% un Energie, déi mer haut schonn aspuere vis-à-vis vun 2005!

An ech mengen, et wär onlogesch, net déi neisten Technologien ze verwenden an déi effizientsten Haiser ze bauen, fir net künftege Generatiounen eppes opzebürden, wou mer Ofhängegkeete schafen, Ofhängegkeete vu Gasnatiounen, vun Uelechscheichen. Ech mengen, dass et wierklech besser ass, wa mer do konsequent dat, wat mer haut scho wëssen, maachen an dat förderen.

An ech muss ganz éierlech soen, wann Der Iech e bësse méi mam Projet beschäftegt hätt, dann hätt Der gesinn, dass mer elo energieeffizient Haiser bauen, also quasi Nullenergiehaiser. Dat ass e Règlement vun 2012. Dat war hiräichend bekannt, fënnef Joer.

Wat mer elo hei en plus maachen, ass de Bonus an den Ureiz schafen, dass mer niewent der Effizienz virun allem och am Neibau grad eben nohalteg Materialien huelen, Materialien, déi herno kee Problem sinn, déi entweder mineralesch... An et gëtt jo nach Top-uppen da fir déi nowuessend Materialien, wou mer och nach Chancë gesi fir eis Landwirtschaft. Mir schwätzen hei also net vu penale Saachen. Mir schwätzen hei dervun, méiglechst vill Leit mat op de Wee ze huelen, fir dass se kënne gutt an hiren Haiser liewen.

Ech mengen, dass ech elo net méi extra op déi eenzel Themen aginn. Ech mengen, de Neibau ass wichteg. Do si mer scho gutt, de Max Hahn hat dat nach eng Kéier ënnerstrach, do hu mer eis Regelen. Mä do läit den Haaptakzent, wat ee ka kréien, wierklech op deene gudde Materialien. Do kann ee bis zu 24.000 Euro kréien, plus - wann een dann nach erneierbarer mat eranhëlt, en „solar panel" zum Beispill op den Daach leet -, da kann een awer bis iwwer 30.000 Euro zousätzlech kréien. Dat ass e gudde Batz Geld, mat deem ee bei esou engem Projet dann awer vum Stat ënnerstëtzt gëtt, als Subsid kritt.

Bei der Sanéierung, jo, do hu meng Virriedner recht, do musse mer nach e gudde Schrack maachen. Nëmmen dräi Milliounen Euro waren am leschte Joer fir d'Renovéierunge gebraucht ginn. Do brauche mer méi Usazpunkter. An do wäert et och esou sinn, dass mer zesumme mat dem Ekonomiesministère, deen do de Lead huet, wäerten nach eng Campagne lancéieren.

D'Betriber, déi goufen och erwäänt. D'Betriber, déi hunn natierlech nach eenzel Mesuren, sief et elo déi ganz grouss, wou mer éischter eng „learning factory" fir Effizienz maachen, sief et awer elo all Ureizer, déi am Ekonomiesministère och am Beräich vun de Betriber gemaach ginn, oder iwwert de Klimapakt, wou mer jo och ëmmer méi, nieft de Bierger, mat de Gemengen op déi kleng Betriber duerginn.

Wichteg ass och, dass, wa mer Ganzrenovéierunge maachen - an do, mengen ech, hapert et am Moment, oft goufen d'Renovéierungen nëmmen als esou kleng Deelprojete gemaach -, hu mer hei d'Combinaisoun tëschent der Klimabank, also der Virfinanzéierung, plus de Subsiden herno, déi erhéicht goufen. Well wann een e Klassesprong schafft, da gëtt et jo nach eng Kéier emol e Bonus: dee gouf verduebelt.

Duerch d'Combinaisoun vun deenen eenzelne Projeten erhoffe mer eis, dass d'Leit wesentlech méi ugereegt sinn, e ganze Projet ze maachen an eng Komplettsanéierung ze maachen: Dee Schrëtt, deen eis bis ewell gefeelt huet. An dann den Top-up vun der Combinaisoun vun den erneierbaren... (veuillez lire: erneierbaren Energien), deen hat den Henri Kox och a senger Ried scho genannt.

Wichteg ass, dass dat Ganzt begleet gëtt, dass d'Berodung gutt ass. Do hu mer gutt Partner. Dat wäerte mer natierlech ausbauen.

An domat mengen ech, dass ech just nach ka vläicht op dem Här Schank seng Fro zum Schluss agoen, deen d'Suerg hat, dass mer eis am Beräich Klima net genuch mat de Leit beschäftegen. Ech kann Iech awer soen, do kënnt Der Iech berouegen. Mir sinn am Moment amgaangen... Ech hunn de Conseil supérieur du développement durable jo beoptragt gehat, ech hunn dat hei op der Tribün schonn eng Kéier gesot, fir mer eng Evaluatioun ze maache vum zweete Klimaaktiounsplang. An deen drëtten, deen d'nächst Joer soll lancéiert ginn, dee gëtt mat ganz breeder Participatioun gemaach.

A wann Der den Avis vum Conseil d'État zu Ärer Propos gelies hutt, da gesitt Der, dass mer haut op engem ganz anere Standpunkt sinn, wéi mer nach virun e puer Joer waren. D'Leit wäerte mat agebonne ginn an de participative Prozess, genausou wéi ech et hei schonn eng Kéier erkläert hunn. Mir wäerte mat jonke Leit schaffen, mat ONGe schaffen. Mir loossen eis natierlech begleeden an da wäerte mer en drëtte Klimaaktiounsplang opstellen, dee pro Secteur wäert agéieren. An ech mengen, dat wäert e flotte Prozess ginn, wou mer versichen, innovativ ze sinn. An do wäert natierlech jidderee säin Deel musse bäidroen, dat en parallèle och zur Ëmsetzung, zur Nohaltegkeetsagenda, wat mer jo och um Leescht hunn, wou mer äänlech wëlle virgoen.

De Klimaschutz, an do kommen ech op mäin initiale Sproch erëm, kënne mer net eleng léisen. Fir de Klimaschutz, do brauche mer jidderee. A wa mer wëlle wäit goen, da brauche mer Iech all.

Ech soen Iech Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wiere mer um Enn vun eisen Diskussiounen iwwert déi ganz Rei vu Projeten ukomm. An ech géif proposéieren, dass mer da schéin nom Mëllerprinzip géifen iwwer een nom aneren ofstëmmen, d'Projete 7053, 7054, 7055 an de Projet 7046. Mir géifen ufänke mat dem Projet de loi...

(Brouhaha)

Une voix.- An d'Motioun?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Iwwert d'Motioun gëtt ëmmer duerno ofgestëmmt. Fir d'Éischt de Vott iwwert de Projet an dann d'Motioun. Sidd Der mat mer d'accord?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann ufänke beim Projet 7053.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7053

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Wann Der erlaabt, froen ech herno bei deene véier mateneen.

7054, deen nächste Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7054

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer géifen direkt zum nächste Projet iwwergoen, de 7055.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7055

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo an zweemol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Max Hahn), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et hat näischt gedéngt!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mer géifen dann zum Projet de loi 7046 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7046

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo: Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Dispenses du second vote constitutionnel des projets de loi 7053, 7054, 7055, 7046

Däerf ech Iech da fir déi véier Projete froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Dann zu der Motioun. Wann ech dat richteg verstanen hunn, ka jiddwereen - oder bal jiddwereen - domat liewen. Jiddwereen! Da géif ech Iech froen, ob mer dat kënne per Handophiewe maachen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien domat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen. Géigeprouf: Wien ass dogéint? Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun unanime ugeholl. Merci.

4. Ordre du jour

A mer géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dat ass deen nächste Projet de loi. Mir hunn herno nach eng Resolutioun. Ech géif proposéieren, dass mer déi um Enn huelen. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo ware mer amgaang.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass net zu deem Projet.

Den nächste Punkt ass de Projet 6931 iwwert deen éischten... - et kënnt mer net iwwert d'Lëpsen -, iwwert deen éischte Paquet ferroviaire. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Rapporteur, d'Josée Lorsché, déi och scho bereet ass.

5. 6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Mir komme vun den Haiser zu de Schinnen, wou et drëms geet, d'Reform vum éischte Paquet ferroviaire ze stëmmen. Dës Reform entsprécht der Logik vun der europäescher Eisebunnspolitik, op déi ech kuerz weilt agoen. Déi ganz Geschicht ass näämlech zimlech komplex an awer och ganz ëmstridden.

Wéi Dir wësst, ass déi Europäesch Kommissioun schonn zanter den 90er Joren drop aus, den europäeschen Eisebunnssecteur ze liberaliséieren, en eenheetlechen europäeschen Eisebunnsraum mat gläiche Rechter fir d'Ubidder ze schafen an de Secteur op déi Manéier méi konkurrenzfäeg ze maachen.

An deem Kontext huet déi Europäesch Kommissioun am Laf vun der Zäit véier Paquets ferroviaires adoptéiert. Deen éischten am Joer 2001, dee sech op d'Liberaliséierung vum Giddertransport fokusséiert huet. Deen zweeten am Joer 2004, deen der Osterweiterung vun Europa mat dem Bäitrëtt vun zéng Memberstate Rechnung gedroen huet an och zu der Kreatioun vun der europäescher Eisebunnsagentur gefouert huet.

Deen drëtte Paquet staamt aus dem Joer 2004 a war geduecht, fir nom Giddertransport och de Persounentransport ze liberaliséieren. A fir dee ganze Prozess ofzeschléissen, ass net méi spéit wéi de 14. Dezember vun dësem Joer en éischten Deel vum véierte Paquet ferroviaire vum Europaparlament ugeholl ginn.

Esou vill zum Gesamtkontext, an deem déi europäesch Eisebunnspolitik an domat och dëse Projet de loi sech beweegt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi komme mer zréck op den éischte Paquet ferroviaire, deen ech virdrun erwäänt hunn, deen d'Liberaliséierung, wéi gesot, agelaut huet, dat am Joer 2001. Dësen éischte Paquet muss nogebessert ginn. E besteet aus dräi EU-Direktiven, déi am Laf vun de Jore modifizéiert gi sinn an zu enger Rei Onkloerheeten an Ongerechtegkeete gefouert hunn. Fir déi legal Basis vum éischte Paquet ferroviaire ze verbesseren, sollen dës dräi Direktive mat dem Projet de loi vun haut an engem eenzegen Text konsolidéiert ginn. Dohier kënnt dann och den Term „refonte".

Wat ass den Inhalt vun deenen dräi Direktiven? Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi dräi Direktiven definéieren d'Zougangsrechter zu den Infrastrukturen a sollen dofir suergen, dass keng Diskriminatioun beim Zougang soll entstoen. Donieft enthalen déi Direktiven eng Rei Dispositiounen, déi d'Onofhängegkeet an d'Kompetenze vun den nationale Kontrollorganismen am Eisebunnssecteur sollen ofsécheren. Dat si gutt gemengten Ziler, mä déi initial Texter hunn awer eng Rei Lacunnen opgewisen. Dat huet sech duerno erausgestallt.

Déi Europäesch Kommissioun koum an engem grouss ugeluechte Bilan am Joer 2011 näämlech zur Konklusioun, datt déi transnational Eisebunnsoperateure beim Zougang zum Marché mat ze vill techneschen, juristeschen a politeschen Hürde konfrontéiert wieren.

Aus deem Grond huet d'Kommissioun décidéiert, am Kader vun der Refonte, méi kloer Bestëmmungen, méi Gerechtegkeet a méi Transparenz an d'Gesetzgebung an domat och an dee ganze Secteur ze brëngen: éischtens, um Niveau vum Finanzement vun der Infrastruktur; zweetens um Niveau vun den Zougangsbestëmmungen; drëttens um Niveau vun der Tarifikatioun, wou d'Redevancë fir den Accès reduzéiert sollte ginn; a véiertens dann nach um Niveau vun der Kompetitivitéit, wou et drëms geet, den Eisebunnssecteur par rapport zu aneren Transportsecteuren ze stäerken. Dëst opgrond vun der Tatsaach, datt just 10% bis 12% vun de Gidder an Europa iwwert d'Schinn transportéiert ginn an de ganze Rescht iwwert d'Strooss, de Fliger oder d'Schëff, wat schonn eleng ekologesch net tragbar ass!

Donieft gesäit dës Refonte och vir, déi confidentiell Daten, déi fir statistesch Zwecker benotzt ginn, besser ze schützen an d'Onofhängegkeet vun den nationale Kontrollinstanzen ze verstäerken, dat op Basis vum Resultat vum Bilan, deen ech virdrun erwäänt hunn.

Wat heescht dat alles elo fir Lëtzebuerg? Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi vun haut transposéiere mer eng weider EU-Direktiv, d'EU-Direktiv 2012/34, an nationaalt Recht a verhënneren domat, datt Lëtzebuerg eng Astreinte vu ganz genee 8.710 Euro am Dag un d'Europäesch Kommissioun muss bezuelen. Dat wiere bal 3,2 Milliounen Euro Strof am Joer!

Dëse Projet de loi modifizéiert awer och eis national Gesetzgebung an deem Sënn, datt verschidden Dispositiounen an eise véier nationalen Eisebunnsgesetzer aus de Joren 1995, 1999, 2009 an 2010 musse modifizéiert ginn.

Dat éischt Gesetz, dat vun 1995, bezitt sech op d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. Dat zweet op den Accès an op d'Benotzung vun der Infrastruktur. Dat ass d'Gesetz vun 1999. Dat drëtt op d'Sécherheet vum Eisebunnsréseau an dat véiert op d'Regulatioun vum Eisebunnsmarché. Dat ass dann d'Gesetz vun 2010.

Dir verstitt, datt ech aus Zäitgrënn net op déi 110 Artikele vun dësem Projet de loi aginn.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Ech verschounen Iech och vun de fënnef Annexen a verweise fir all Interesséiert op mäi schréftleche Rapport. Dir hutt gläich Vakanz a kënnt en iwwert d'Chrëschtdeeg liesen, wann Der keng besser Lektür doheem parat hutt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu den Aarbechte vun der Nohaltegkeetskommissioun an zu deene verschiddenen Avisen.

Nodeems de Projet de loi den 21. Dezember 2015 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch déposéiert gi war, huet de Statsrot säin éischten Avis de 27. Oktober 2016 ofginn, also iwwer zéng Méint nom Dépot vum Projet de loi, wat de Retard bei der Emsetzung net grad verkierzt huet.

Net begeeschtert war de Statsrot iwwert d'Approche vun den Auteuren, mat dësem Projet de loi véier Gesetzer ze modifizéieren, amplaz sech op en eenzegen neie Gesetzestext ze limitéieren. Donieft hätt de Statsrot begréisst, wann d'Auteure méi Erklärungen zu den Artikele geliwwert hätten, vu datt et sech jo hei ëm eng zimlech komplex Matière handelt, jiddefalls fir Leit, déi net an deem Domän doheem sinn.

Wat déi textuell Ännerungen ugeet, déi de Statsrot proposéiert huet a sengem éischten Avis, huet d'Nohaltegkeetskommissioun deene Proposen alleguer Rechnung gedroen, an am Avis complémentaire vum 6. Dezember 2016 huet de Statsrot keng Kritik méi erhuewen an huet de Projet de loi integral guttgeheescht.

Ech komme bei d'Chambre de Commerce, déi sech och zu dësem Projet de loi zu Wuert gemellt huet, dëst an hirem Avis vum 25. Januar 2016. Dës Beruffskummer gesäit am europäeschen Eisebunnsmaart e grousst ekonomescht Potenzial a begréisst och, datt dëse Projet de loi souwuel d'Qualitéit wéi och d'Effikassitéit vum Schinnentransport soll verbesseren. Manner zefridden ass d'Beruffskummer awer doriwwer, datt am Projet de loi keng Referenz gemaach gëtt op eng méiglech an och ganz wichteg finanziell Bedeelegung vum Stat, well et jo ebe just muss drëms goen, den Eisebunnssecteur par rapport zu aneren Transportsecteure méi konkurrenzfäeg ze maachen.

Dann zum Avis vun der Chambre des Salariés, déi e ganz extensiven a ganz kriteschen Avis eraginn huet, dat war de 16. Dezember 2015 (veuillez lire: 16. Februar 2016), an deen eigentlech déiselwecht Meenung vertrëtt wéi d'Gewerkschaften an dëser Matière. Laut der CSL geet esou eng Politik, déi hei verfollegt gëtt, net nëmmen op Käschte vun den Aarbechtskonditiounen a vun de sozialen Errungenschaften am Secteur vun der Eisebunn, mä och op Käschte vun der Sécherheet, der Qualitéit an der Pérennitéit vun den Infrastrukturen a vun de Réseauen.

Aus deem Grond verlaangt d'CFL, pardon, verlaangt d'CSL, datt de Stat seng Responsabilitéit weiderhi soll a muss iwwerhuelen an datt keng Trennung tëschent dem Gestionnaire vun der Infrastruktur an den Operateuren däerf entstoen. Dat heescht, eng Fragmentéierung vum Réseau muss onbedéngt verhënnert ginn!

D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech hiersäits a véier Sëtzunge mat dësem Projet de loi befaasst an huet mäi Rapport de 15. Dezember 2016 ugeholl.

Zum Schluss wéilt ech dem Här Jeannot Poeker, dem Chargé de direction vun den CFL am MDDI, e grousse Merci fir seng kompetent Ënnerstëtzung an dësem Dossier ausdrécken, dann awer och senge Mataarbechterinnen Anouk Ensch an Irena Medakovic. E weidere Merci, wéi ëmmer, geet och un eis Sekretärin Rachel Moris.

Här President, domat hunn ech meng Aarbecht als Rapportrice ofgeschloss. A wann Dir erlaabt, klammen ech nach kuerz an d'Haut vun der grénger Fraktioun, fir d'Positioun vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi duerzeleeën.

Discussion générale

Dir Dammen an Dir Hären, als gréng Fraktioun sti mir ganz kloer zu Europa. A fir eis ass d'Netëmsetze vun enger europäescher Direktiv mat enger Strof vun 3,2 Milliounen am Joer keng Optioun, och wann net all Direktiv eis gefält. Dowéinst ënnerstëtze mir dëse Projet de loi.

Am Kontext vun der europäescher Eisebunnspolitik si mir awer als Gréng och iwwerzeegt, datt eng Direktvergab vun den Eisebunnsservicer ouni ëffentlech Ausschreiwung déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir d'Qualitéit an d'Quantitéit vun de Servicer oprechtzeerhalen a fir déi sozial Errungenschaften am Secteur ofzesécheren.

Eng Trennung tëscht dem Gestionnaire vun der Infrastruktur an den Operateuren, déi d'Infrastruktur jo eigentlech just aus Profitgrënn benotzen, wier an eisen Ae fatal fir eist Land, an net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir vill aner kleng Länner a Regiounen.

Firwat? Ganz einfach, well déi kleng an dowéinst manner rentabel Eisebunnslinnen domat séier condamnéiert wären. Aus deem Grond begréisse mir, Här Minister, datt Dir Iech wärend der Lëtzebuerger EU-Présidence am Oktober 2015, wou iwwert de véierte Paquet ferroviaire verhandelt ginn ass, konnt duerchsetzen, zimlech radikal, an datt Dir Derogatioune fir kleng a mëttelgrouss Eisebunnslinnen a Réseauen erausgeschloen hutt.

Fir Lëtzebuerg heescht dat, datt mir eis d'nächst Joer am Kader vun den Diskussiounen iwwert de véierte Paquet ferroviaire mat engem gudde Gesetz kënne befaassen, wat déi Lëtzebuerger Eisebunnsservicer an hir Salariéë virun der Liberaliséierung wäert schützen a wat d'Risiken, déi sech hannert der Refonte verstoppen, eliminéiert, well eist Land net forcéiert gëtt, eng Ausschreiwung virzehuelen.

An deem Sënn freeë mer eis op déi Diskussioun an ech ginn elo schonn den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi a soen Iech och nach Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Lorsché. Dann huet d'Wuert den Här Serge Wilmes.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, ech soe Merci fir de Rapport an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat war rekordverdächteg! An d'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech e grousse Merci soen der Rapportrice, der Madamm Josée Lorsché, fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An, wéi se gesot huet, sinn et iwwer 105 Artikelen. Et ass net einfach, fir do virun allem d'Essenz erauszeschielen. An dofir nach eng Kéier och en extrae Merci.

Zanter ronn 15 Joer liberaliséieren an harmoniséiere mer an Europa schrëttweis de Schinneverkéier. De Gesetzesprojet, deen haut virläit, bréngt par rapport dozou keng ganz grouss Emännerungen. Et handelt sech un éischter Stell, wéi d'Rapportrice gesot huet, ëm eng Refonte, wou déi besteeënd Direktiven zesummegesat ginn a wou mir déi jo dann och a véier Gesetzer ëmsetzen.

Ech wëll awer vläicht eng kuerz Remarque maachen zum Kontext, an dee sech dëse Projet de loi aschreift. Dat deklaréiert Zil vun alle Mesuren, déi d'EU an deene leschte Joren a Jorzéngten am Beräich vum Schinneverkéier geholl huet, ass, fir méi e groussen Undeel vum Wueren- a vum Persounentransport vun der Strooss op d'Schinn ze kréien an domat méi ëmweltfrëndlech Transportweeër ze kréien, zu deenen natierlech och d'Eisebunn gehéiert.

D'Ursaach, firwat d'Eisebunnen net méi konkurrenzfäeg sinn, sinn net ëmmer bei den Eisebunnen ze sichen. Dat gëtt awer gemaach. Net effizient, ze vill protektionistesch gefouert, ze vill verschidden technesch Standarden. Géint all dës tatsächlech oder vermeintlech Mëssstänn ass d'EU mat enger konsequenter Liberaliséierungspolitik virgaangen. An och dëse Projet schreift sech an dës Logik an.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg un d'EU-Reglementatiounen ëmmer ugepasst an, d'Rapportrice huet et gesot, mir hunn och keen anere Choix! Ech mengen, dofir war et jo och de Wonsch vum Transportminister, fir dat nach dëst Joer hei geneemegt ze kréien, well eis soss eng Strof drot. An ech mengen, dat solle mer eis net undoen, well mer souwisou jo vun aneren Dossiere wëssen, wéi dat ausgeet.

Mä et ass net ëmmer ganz einfach als klenge Réseau mat eise Spezifissitéiten, wou mer direkt eis grouss Nopere ronderëm hunn, eis unzepassen. Dofir muss een och ganz gutt oppassen, wéi déi Saache sech do entwéckelen.

De véierte Paquet ferroviaire steet jo och da virun der Dier an do gi mer dann och dovun aus, dass mer an därselwechter Logik wéi bis elo do virginn. An och hei wéilt ech mech der Rapportrice uschléissen, un de Merci un den Transportminister, deen et jo da fäerdegbruecht huet an der leschter Présidence zu Lëtzebuerg, wierklech do am Kader vum Conseil sech duerchzesetzen an och fir Lëtzebuerg do eng gutt Léisung erauszeschloen.

Dofir, Här Minister, wëll ech Iech extra Merci soen. Ech mengen, d'Europaparlament huet och jo elo de Paquet gestëmmt. An ech mengen, Dir hat eis jo och an der leschter Kommissiounssitzung gesot, dass Der schonn amgaange sidd, och dorunner ze schaffen, an do wënsche mer Iech och all Succès an do kritt Der och eis Ënnerstëtzung.

D'Argument, firwat mer awer dee véierte Paquet elo mussen ugoen, ass, laut der EU, d'Feststellung, dass den Undeel vun der Bunn um Verkéier net zou- mä ofgeholl huet. Et kann ee vläicht just eng Kéier kuerz déi Chifferen do nennen. Et kann een am Fong et esou résuméieren, dass op der Eisebunn 2% manner Trafic ass an de Stroosseverkéier all Joer ëm 2% zouhëlt.

Aner wesentlech Hindernisser ginn ausser Uecht gelooss. Soulaang wéi mer de Stroosseverkéier méi staark ënnerstëtze wéi de Schinneverkéier, brauche mer eis iwwert dat Resultat awer guer net ze wonneren. A wa mer wëllen, dass e substanziellen Deel vum Verkéier vun der Strooss op d'Schinn verluecht gëtt, da brauche mer och dofir déi entspriechend Capacitéiten.

D'LSAP stëmmt dësem Projet de loi och zou. Et geet awer net duer, d'Eisebunnsgesellschaften ënnerteneen ënner erhéichte Konkurrenzdrock an Europa ze setzen, fir e bessere Service oder méi attraktiv Offeren am Schinneverkéier ze kréien. Et brauch een och regelméisseg Investitiounen an d'Infrastruktur.

Dat geschitt hei zu Lëtzebuerg, awer nach net iwwerall an Europa, wa mer da wëlle wierklech an deem Sënn do konkurrenzfäeg ginn. Dofir musse mer eis um europäeschen Niveau dofir asetzen, dass méi Suen an d'Eisebunn, an d'ëffentlech Infrastrukture gesat gi wéi an de Stroossebau. Zu Lëtzebuerg hu mer do eng Trendwend jo zanter e puer Joer erreecht. Mä dat muss dann, wéi gesot, a ganz Europa

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

geschéien, wa mer eng Chance wëllen hunn op der Schinn géint de Stroosseverkéier.

Ech wëll just nach eng Kéier ganz kuerz soen: Firwat ass dann och dee Problem esou grouss? Et ass net, dass op den Eisebunnsréseauen - do kann een nach vill verbesseren, dat wësse mer alleguerten -, mä op der Stroossesäit... Gitt lech emol eng Kéier op der Aire de Berchem oder Aire de Capellen ukucken, ënner wat fir enge Konditiounen déi Leit, déi Camionschauffeuren do musse liewen. Déi féieren eng Aart Nomadeliewen. An ech mengen, dat ass deelweis net mënschewürdeg!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. An ech mengen, soulaang wéi do näischt geschitt an deem Beräich, huet d'Schinn géint d'Strooss keng Chance!

An deem Sënn wëll ech den Accord gi vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Negri. Dann huet den Här Gusty Graas d'Wuert. Dee Richtegen.

(Hilarité)

M. Gusty Graas *(DP)*.- Gëtt et och nach e Falschen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ma neen, ech hat jo den Här Berger mat lech verwiesselt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dat kënnt vir. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn e puer Chifferen, déi engem dach ze denke ginn, an zwar, wann een emol d'Eurostat-Analysen hei e bësselchen nach eng Kéier ervirbréngt. Wat elo den Undeel vum Zuch- par rapport zum Autosverkéier an zum Camionsverkéier ubelaangt, da mierkt ee jo ganz séier, datt och an deem leschte Jorzéngt do keng grouss Entwécklung vir sech gaangen ass. Zum Beispill 2012 ware 7,4% vun allen Déplacementer an der Europäescher Unioun nëmme mam Zuch gemaach ginn. 2002 waren dat 6,8%. Also nëmmen eng liicht Verbesserung no uewen.

Mir als Lëtzebuerger Land stinn zwar do méi positiv do. Et muss een och hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer jo enorm Efforten an deene leschte Méint och hei gemaach hunn, besonnesch ënnert där neier Regierung. Ech wëll nëmmen zum Beispill un déi nei Streck erënneren, déi mer gestëmmt hunn zwësche Lëtzebuerg a Beetebuerg, wat ouni Zweifel eng grouss Valorisatioun vum Eisebunnsréseau wäert mat sech bréngen.

Allerdéngs hu mer nach ganz grousse Retard, wat de sougenannten „modal split" ubelaangt, och hei zu Lëtzebuerg. Ech wëll drop hiweisen, datt Eisträich zum Beispill dat Land ass, wat de Moment am Fong geholl déi beschte Proportioun huet, virun Ungarn an Dänemark. Mir sinn do nach net onbedéngt am absolutte Spëtzepeloton. Mir mussen also och nach gewëssen Aarbechte maachen.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Europäesch Unioun, och wa se elo wahrscheinlech e Memberstat wäert verléieren, datt se awer bei der Awunnerzuel wäert an den nächste Joren trotzdeem nach wuessen. Dat stellt eis natierlech virun nei Erausfuerderungen, wat den ëffentlechen Transport an den Transport insgesamt ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwer eng Reform vum éischte Paquet ferroviaire. Gläichzäiteg gëtt awer schonn iwwert de véierte Paquet ferroviaire dichteg diskutéiert. Dat ass natierlech eng ganz cocasse Situatioun! Mä bon, dann ass dat eben esou.

De Bilan vun deem éischte Paquet ass jo net onbedéngt positiv, fir net méi ze soen. Duerfir sinn an dësem Gesetz jo awer trotzdeem eng Rei vu Verbesserunge virgesinn. Ech wëll se net nach eng Kéier all hei am Detail diskutéieren, wéilt awer vläicht op e puer Punkten agoen.

Mir begréissen, ënner anerem, datt de Réseau jo soll nach ausgebaut ginn. Virun allem denkt een natierlech hei un éischter Linn och un den TGV, wat eng seriö Alternativ zum Fliger ass, virun allem awer wat deen ekologeschen Aspekt ubelaangt. Da soll eng Internalisatioun vun den Ëmweltkäschte jo méi seriö virgeholl ginn. Och däerf een net vergiessen, datt nei Tracée vun der Eisebunn awer kënnen eng Rei Schied um Niveau vun der Ëmwelt mat sech bréngen. Dat gesi mer jo och elo beim drëtte Gleis, wat gebaut gëtt. Dowéinst musse jo Kompensatioune virgesi ginn.

En zweete Punkt, op deen ech kuerz hei wëll agoen, dat ass natierlech de Volet Konkurrenz, deen zum Deel och ëmmer fir gewëssen Opregunge suergt a verschiddene Gesellschaftsdeeler, wat ech verstinn. Mä et däerf een awer net vergiessen, wa mer gär eng effikass Eisebunn hätten, da muss awer och en Deel Konkurrenz matspillen, och wa mer eis hei, wéi gesot, an engem delikate Beräich bewegen.

Da si mer natierlech och séier bei der Kontroll. Dat bréngt mech dann zum drëtte Punkt, op deen ech wëll kuerz hei agoen, dat ass de Sécherheetsaspekt. Och do muss ouni Zweifel nach méi eng Harmoniséierung um europäesche Plang ugestrieft ginn. Mir stellen nach ëmmer eng gewëssen Diskrepanz do fest. Wann een eng Analys vun deenen eenzelne Réseaue mécht, da gesäit ee jo awer, datt eenzel Länner, an ech wëll se elo net hei namentlech nennen, awer nach mussen do ganz grouss Efforte maachen. Mir hu jo och e gewëssene Personalmangel, wat de Kontrollberäich ubelaangt. Et weess ee jo, datt awer déi meescht Accidenter op mënschlech Feeler zréckzeféiere sinn. An déi Kontrollinstanze mussen natierlech och méi onofhängeg ginn. Dat ass e wesentlechen Aspekt.

Vläicht dann nach e véierte Punkt. Et ass gutt, datt d'Roll vun de Gestionnairen am Fong geholl hei elo méi kloer definéiert gëtt, datt méi eng genee Opschlësselung ka kommen, wat eben déi staatlech Subventiounen dann ubelaangt. De CFL hir juristesch Qualifikatioun gëtt dann och hei méi preziséiert.

Vläicht dann nach e kuerzt Wuert zu der Administration des chemins de fer. Déi ass jo 2009 duerch Gesetz geschafe ginn. Dat war deemools och net ganz onëmstridden. Entretemps, mengen ech awer, datt et sech erausgestallt huet, datt dat eng gutt Décisioun war. An ech wëll och op deen Délai hiweisen, deen hei fixéiert gëtt, datt se zum Beispill musse bannent véier Méint eng Äntwert ginn. Eng Iwwerleeung, déi ee vläicht kéint op aner Domänen transposéieren.

Ech mengen, dat, wat mer jo haut décidéieren, ass ganz wichteg, virun allem, et ass schonn e puermol hei gesot ginn, well mer ebe soss riskéieren, eng Amende ze bezuele vun 3,2 Milliounen d'Joer. Mir erliewen dat jo quasi dagdeeglech och an engem anere Beräich. Duerfir wier et jo méi wéi schued, wa mer erëm eng Kéier misste Geld bezuelen, well mer eis Hausaufgab net an deem Sënn gemaach hunn.

Wéi gesot, de Moment gëtt jo dann e véierte Paquet hei diskutéiert. Ech wëll och drop hiweisen, datt d'Ouverture vum Marché vun den nationale Servicer fir de Persounentransport bis 2019 jo soll dann definitiv iwwert d'Bün goen. Dat bréngt jo dann natierlech och eng Rei Froe fir d'Eisebunn mat sech.

Bon, ech gesinn, datt meng Zäit hei ofleeft. Da muss ech mech also nach méi kuerz faassen, wat dann d'Konklusioun ubelaangt.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei ralliéiert sech och deem, wat meng Virriedner hei bis elo scho gesot hunn. Mir stinn och zu den Décisiounen hei, zu deem Gesetz hei an ech bréngen den Accord vun der DP. Ech wëll awer dann och nach der Madamm Lorsché Merci soe fir deen exzellente schréftlechen an och mëndleche Bericht.

Plusieurs voix.- Aah! Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech gesinn, den Här Wagner wénkt mer. En ass ganz frëndlech an en däerf och direkt op d'Riednerpult.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Ech bleiwen emol hei, da geet et méi schnell, Här President. Et ass souwisou fir ganz kuerz.

Den Albert Einstein huet eng Kéier gesot, datt d'Definitioun vum Wahnsinn déi ass, ëmmer erëm déiselwecht Saach ze maachen a sech dobäi aner Resultater ze erwaarden. Ech hunn e bëssen den Androck, datt dat och e bëssen de Slogan kéint si vun der Liberaliséierungspolitik vun der Europäescher Unioun.

Elo stëmme mer eng Reform vum éischte Liberaliséierungspak. Ech faasse mech kuerz. Et wäert lech och net wonneren. Mä ze behaapten, datt méi Konkurrenz op der Schinn, op der Bunn profitabel wier fir iergendeen, fir den Usager - ech benotze bewosst den Terme „Client" jo net -, fir den Usager an iwwerhaapt fir d'Infrastrukturen a fir d'Qualitéit vun der Eisebunn, dat ze behaapten ass Quatsch!

Et muss een ophalen. Ech verstinn net, datt een nach esou eppes ka behaapten. Et brauch ee just ze kucken: D'Realitéit ass genau de Géigendeel. Et huet sech degradéiert a Länner wéi Frankräich, an der Belsch an esou weider. An et huet directement eppes domadder ze dinn. D'Eisebunn degradéiert sech, den ëffentlechen Transport degradéiert sech, an dat ass eng Konsequenz vun der Konkurrenzpolitik op der Eisebunn.

Den Här Negri huet à juste titre vun de Camionschauffeure geschwat, déi an deene Sociétéite schaffen an déi quasi an onmënschlechen, quasi sklavenhalterméissege Konditioune musse schaffen. Et ass en immens liberaliséierte Milieu. Do herrscht Konkurrenz. Ech verstinn net. Am Prinzip misst jo alles ganz gutt sinn, well zënter 20, 25 Joer héieren ech soss näischt vun ëmmer deeneselwechten: „Konkurrenz a Liberaliséierung, dat ass gutt fir d'Qualitéit, gutt fir den Usager, gutt fir d'Leit" an esou weider.

Et weess jiddwereen, datt dat totale Quatsch ass, totale Brach ass! Dofir wäerte mir och dergéint stëmmen. Mir wäerten eis prinzipiell ëmmer géint all Form vun Aménagement vun der Liberaliséierung wieren. Et muss ee sech dergéint wieren. D'Leit musse sech dergéint wieren. An ech sinn dervun iwwerzeegt, datt à moyen et à long terme all déi Liberaliséierungen, op der Schinn an och uewen am Himmel, datt déi erëm wäerten zréckgängeg gemaach ginn. Ech wäert mech ganz staark drop freeën, a Millioune Leit och.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister, deen ënner anerem och fir deen heite Beräich zoustänneg ass.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Fir d'Eischt emol Merci natierlech un d'Rapportrice fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an natierlech allen Deputéierte respektiv Fraktiounen, mat Ausnam vun enger, fir dann d'Zoustëmmung.

Ech muss soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert déi Aussoen, déi elo um Schluss gemaach gi sinn. Bon, Dir wësst, datt ech sécherlech an deem heiten Domän kee ferventen Unhänger sinn effektiv och vun där iwwerdriwwener Liberaliséierung, wéi se an Europa gemaach ginn ass. Dat war jo och de Grond, firwat ech mer zum Zil gesat hat, fir am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence dee véierte Paquet ferroviaire esou ëmgeännert ze kréien, datt mer net nëmme fir Lëtzebuerg an déi kleng Länner do eng ganz aner Situatioun erauskritt hunn, mä generell e Richtungswiessel kritt hunn an der Ausriichtung vun der Eisebunnspolitik oder vum schinnegebonnene Verkéier an Europa. Well dat, wat elo vum Parlament och definitiv verofschit ginn ass, dat ass eigentlech dat, wat mir ënner Lëtzebuerger Présidence ausgehandelt haten. Do ass net méi wesentlech vill dru geännert ginn. An dat ass schonn e wesentleche Richtungswiessel par rapport zu virdrun.

Ech muss allerdéngs soen, datt, wann hei emol esou einfach locker behaapt gëtt, datt déi Degradéierung, déi mer hätten an den Eisebunnsréseauen an Europa, datt dat nëmmen dermat ze dinn hätt, datt mer extrem Liberaliséierung an Europa gehat hätten an de leschte 15 Joer, datt dat net stëmmt.

Ech kann lech soen, ech hu vill ze di mat mengen Nopeschkolleegen, Nopeschréseauen. An och wann ech kee ferventen Unhänger si vun där iwwerdriwwener Liberaliséierung, wéi se gemaach ginn ass, muss ech lech awer och soen: Et kann net méi esou weidergoen, wéi et am Moment ass a verschiddene Länner, datt Eisebunnsgesellschaften - ech wëll emol soen - e bësse wéi Dinosaurier fonctionnéieren a sech net bewegen. Ech mengen, et muss awer och Bewegung dra kommen, well näämlech, wann den Eisebunnssecteur sech soll entwéckelen, da muss sech awer och d'Mentalitéit an den Eisebunnsgesellschaften e bëssen änneren; fir et emol fein auszedrécken.

(Interruption)

Jo, dat ass awer net... Ech kann lech soen, ech komme gär eng Kéier an d'Kommissioun. Da ginn ech lech genuch Beispiller vun Diskussiounen, déi ech de Moment hu mat Nopeschréseauen, wou mir ganz vill gutt Iddien hunn. A wann ech gesinn, mat wat fir enger Schwéierfällegkeet déi zum Deel ëmgesat ginn, dat ass awer och net ëmmer grad esou, wéi mer den Eisebunnstransport fit gemaach kréien. An dat huet näischt mat der Liberaliséierung ze dinn, mä dat huet eppes dermat ze dinn, datt awer och do Strukture sinn, déi, mengen ech, dem 21. Jorhonnert net méi grad ugepasst sinn. Dat muss een awer och emol eng Kéier soen. Duerfir, dat ze reduzéieren op Liberaliséierung, dat ass sech d'Liewen einfach gemaach.

An duerfir, wann Der hei kuckt, ëm wat et hei geet. Hei gëtt jo näischt Wesentleches méi geännert un deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass. Et gëtt am Fong just festgestallt: Éischtens, am Virfeld vun där Direktiv ass festgestallt ginn, datt net esou investéiert ginn ass an d'Réseauen, wéi sech dat erwaart ginn ass, och net vun de Länner an och net vun de Gesellschaften. An da gëtt versicht hei, verschidde Saachen ze clarifiéieren, ze moderniséieren, de Kader besser ze setzen, fir den Investissement ze stimuléieren.

Ech kann nëmme feststellen: Mir sinn zwar hei verklot ginn als Lëtzebuerg, well mer d'Direktiv ze spéit ëmsetzen. Et kascht eis zwar elo näischt, well mer stëmmen et jo elo haut an dann huet dat, souguer wann nach en Uerteel sollt kommen, null Inzidenz. Dat heescht, dat kascht de Lëtzebuerger Stat elo keen Euro. Firwat dat elo esou laang gedauert huet, ech wëll net dorobber agoen, d'Madamm Rapportrice huet dat schonn zum Deel gemaach.

Mä ech kann awer just feststellen, wann ech d'Zuele kucken, a mir hunn eis emol d'Méi gemaach, déi emol e bëssen erauszeschreiwen aus deem heite Kontext, datt op alle Fall déi Kriticken, déi gemaach gi sinn, a firwat et zu där heiter Reform komm ass bei den Investissementer, dat fir eis, op alle Fall fir déi lescht Joren, net zoutrëfft.

Wann ech kucken, wat mer tëschent 2014 an 2018 an den Eisebunnsréseau investéieren, dat sinn 1,7 Milliarden Euro! Ech géif dat gär vergläichen och am Verhältnis zu deem, wat a grousse Länner, am Ausland, souguer wou liberaliséiert ass, investéiert gëtt. 1,7 Milliarden! A mir hu jiddefalls am Pluriannuel virgesinn, datt och no 2018 zousätzlech pro Joer 400 Millioune sollen investéiert ginn an eenzelne Projeten. Dat sinn enorm Zommen! Do musst Der wäit zréck siche goen an d'Geschicht vu Lëtzebuerg. Do musst Der wahrscheinlech an d'Virkrichszäit goen, fir ze kucken, ob jeemools eng Kéier an enger Legislaturperiod esou vill investéiert ginn ass wéi dat heiten.

Ech wollt dës Chifferen emol nach eng Kéier hei erëm erwänen, well jo och emol an der leschter Zäit, et ware jo och elo Budgetsdebatten, oft behaapt ginn ass... an et gëtt ëmmer erëm versicht ze behaapten, dat wär net esou. An dat ass d'Realitéit, an dat hu mer gemaach, ouni datt den éischte Paquet ferroviaire gestëmmt ginn ass. Dat ass einfach eng politesch Décisioun, déi derzou gefouert huet, datt mer dat maachen.

A wann Der d'Zuele kuckt, wou mer de Moment stinn! Dat kënnt Der an d'Zuele vun der Kommissioun nokucke goen. Ech wëll der just dräi eraushuelen. Dat Eischt ass d'Augmentatioun vun de Clienten am Joer tëschent 2009 an 2014. Do leie mir mat 5% op der drëtter Plaz an der EU; dat heescht extrem gutt. E Land wéi Frankräich zum Beispill, an duerfir hunn ech virdrun drop higewisen, läit op der 18. Plaz. 18. Plaz! Dat heescht, do hu mer ganz sécher eng Rei Problemer - an déi hunn och näischt mat der Liberaliséierung ze dinn -, firwat datt et do net virugeet. Also, och mat falsche Strategien, déi geholl gi sinn, deelweis vun deene jeeweilege Gesellschaften.

An dann, wann Der d'Augmentatioun och vun den Tonne pro Kilometer beim Fret kuckt tëschent 2009 a 2014, zu Lëtzebuerg ass dat plus 10%, do leie mer op Plaz 3. Dat heescht, mir leien och do am Top 3. An dann natierlech interessanterweis, wann ech dann am Persouneverkéier kucken, wou mengt Der dann - dat gëtt jo och gär zu Lëtzebuerg vill diskutéiert -, wou et déi gënschtegsten Tarifikatioun gëtt - ech zielen England emol nach derbäi, well dat ass jo dat Land, wat am meeschte liberaliséiert huet scho laang am Eisebunnsberäich - vun den 28 EU-Länner? Ma dat ass zu Lëtzebuerg!

Mir sinn Nummer 1 de Moment. Mir hunn déi gënschtegst Tariffer am Persounennoverkéier a ganz Europa. Ech wollt dat och emol nach eng Kéier hei ënnersträichen, wa sech emol lénks a riets beklot gëtt iwwert d'Tariffer, déi anscheinend esou deier wären, oder da gemengt gëtt, et misst ee vu Gratistransport schwätzen, wéi wann dat elo eng grouss Inzidenz hätt op d'Usteige vun dem Passagéieropkommen.

De véierte Paquet ferroviaire, ass gesot ginn, deen ass um Umarsch. Ech maache mer fir Lëtzebuerg do elo keng Suerge méi, well mir hunn dat effektiv do am Kader vun der Présidence gutt hikritt. An dat war net einfach, kann ech Iech soen, well am Ufank, wéi mer dermat ugefaangen hunn, stounge mer zimlech eleng do. An, bon, mir hunn et awer fäerdegbruecht, an dat ass eng gutt Saach. Dee Paquet ferroviaire wäert och dat dann endlech maachen, wat de Statsrot kritiséiert huet. Mir wäerte versichen, dann d'Texter ze bündelen, datt mer méi eppes Kohärentes kréien, méi eppes Visibeles vun Text erauskréien.

An ech hoffen op alle Fall, datt, wann dee véierte Paquet ferroviaire, deen, wéi gesot, dank der Aarbecht, déi mer wärend der Présidence gemaach hunn, fir eis ganz gutt ass, wann deen elo gestëmmt ass, datt mer dann emol déi nächst Jore Rou hunn an datt sech konzentréiert gëtt op dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg maachen, näämlech op den Invest an den Ausbau vun den Eisebunnen, an datt net een op d'Iddi kënnt ze mengen, gläich hannendrun erëm e fënnefte Pak ze schécken.

Ech si frou, d'Kommissärin de Moment ass do total menger Meenung. Déi wäert dat op alle Fall net maachen. An ech mengen, datt et elo drop ukënnt, mat deenen Instrumenter, déi mer hunn, mat deene Korrekturen, déi mer mam véierte Pak virgeholl hunn, och an der Ausriichtung, datt d'Eisebunne sech an den nächste Jore gutt kënnen entwéckelen. Aus villfälteger Hisiicht ass dat extrem wichteg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domat wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 6931 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6931 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Och hei d'Fro vun der Dispens vum zweete Vott. Sidd Der d'accord?

(Assentiment)

Merci.

6. Ordre du jour

An dann hu mer d'Optioun, entweder d'Resolutioun ze huelen oder eist Reglement.

Une voix.- D'Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huele mer d'Resolutioun.

7. Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre

D'Finanzkommissioun, Kolleeginnen a Kolleegen, huet décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Finanzkommissioun war am Kader vun der Kontroll vun der Subsidiaritéit mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft eng Assiette commune fir d'Steieren op d'Gesellschaften. An d'Finanzkommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert respektiv verletzt ginn ass.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683), propositions émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté un avis motivé au sujet des propositions précitées;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:

«La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné avec attention la proposition de la Commission européenne relative à une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés et celle relative à une Assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS).

La Chambre des Députés, tout en saluant les efforts déployés par la Commission européenne dans la lutte contre les pratiques d'évasion fiscale ayant une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur, souhaite exprimer ses préoccupations quant aux propositions de directives précitées et considère qu'elles ne respectent à ce stade ni le principe de subsidiarité ni le principe de proportionnalité au sens de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Chambre des Députés rappelle que l'article 5 du Protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité impose à la Commission européenne de motiver ses propositions législatives au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Le respect de cette exigence de motivation exige notamment la production d'„une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité". Toutefois, la Chambre des Députés est d'avis que la Commission européenne est en l'occurrence restée en défaut d'apporter des éléments de preuve adéquats quant au respect de ces principes, notamment au regard des problématiques suivantes:

L'harmonisation de l'assiette imposable qui est induite par les propositions de directives impacte directement la prérogative des États membres de déterminer librement des aspects essentiels de leur politique fiscale. Or, la politique fiscale représente non seulement un élément fondamental de la souveraineté des États membres, mais constitue également l'expression de choix de politique sociale et économique tenant compte des spécificités de chaque État. En l'occurrence, la mise en œuvre des propositions conduiraient à ce que ces considérations (d'ordre politique, social et économique) propres à chaque État ne puissent plus être dûment prises en compte au niveau national, mais devraient à l'avenir être négociées à l'unanimité au sein du Conseil.

De par leur effet budgétaire négatif sur certains États membres - dont le Luxembourg -, les propositions de la Commission européenne sont également susceptibles de réduire de facto la marge d'appréciation des États membres pour déterminer leurs taux d'imposition, étant donné que la baisse des recettes fiscales résultant pour certains États membres de la mise en œuvre de l'ACCIS devra être compensée par l'actionnement d'autres leviers budgétaires, dont notamment le niveau de taux d'imposition. Dans ce contexte, la Chambre des Députés note avec préoccupation que les propositions risquent d'impacter de façon disproportionnée les petites économies ouvertes au sein de l'Union. Dans la mesure où après mise en œuvre de l'assiette commune, le seul facteur de différenciation entre États membres serait le taux d'imposition des sociétés, la Chambre des Députés redoute une course vers le bas excessive.

La Chambre des Députés constate avec inquiétude que la Commission européenne n'a pas fourni d'arguments convaincants permettant de comprendre les raisons pour lesquelles une harmonisation de l'assiette imposable serait devenue nécessaire pour lutter contre l'évasion fiscale, alors que le Conseil de l'UE vient d'adopter en juillet 2016 une directive ayant pour objectif de lutter contre les pratiques d'évasion fiscale[1] et fixant à cet égard un degré minimum de coordination dans l'Union. À défaut de commencement de mise en œuvre de la directive 2016/1164, les avantages additionnels résultant de la mise en place d'une assiette commune consolidée et qui justifieraient une action au niveau de l'Union n'ont pas été clairement établis par la Commission européenne.

La Chambre des Députés nourrit également des doutes que les propositions en cause puissent permettre d'aboutir à un allègement des charges administratives. De par la mise en place d'un système d'imposition coexistant en parallèle avec le système d'imposition national, il est à craindre que l'éventuelle réduction des coûts de mise en conformité pour les entreprises ne soit en fin de compte contrebalancée par l'augmentation des coûts administratifs pour les administrations fiscales nationales, qui devront à l'avenir mettre en œuvre en parallèle deux systèmes d'imposition différents. La Chambre des Députés craint qu'une telle solution ne soit source de complexité additionnelle pour toutes les parties prenantes et qu'elle risque pour le surplus de poser des problèmes d'un point de vue du principe d'égalité devant la loi et l'impôt.

Les propositions de la Commission impliquent également que les règles en matière de prix de transfert ne s'appliqueront à l'avenir plus au sein de groupes de sociétés tombant dans le champ d'application de l'ACCIS. La Chambre des Députés craint qu'une telle solution ne contribue à créer des divergences entre les solutions agréées au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et celles retenues par l'UE. En effet, si elles étaient mises en œuvre, les propositions de la Commission seraient susceptibles de porter une grave atteinte aux règles existantes agréées au sein de l'OCDE et seraient donc potentiellement en contradiction avec les conventions internationales applicables au Luxembourg, en Europe et au-delà. Une telle solution mettrait en doute l'attachement que les États membres de l'UE portent à l'efficacité des solutions trouvées au sein de l'OCDE, notamment dans le domaine des règles de prix de transfert.

(s.) Eugène Berger.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement. Den Avis motivé vun der Finanzkommissioun ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Vote sur la résolution

An ech géif dann direkt zum Vott iwwert d'Resolutioun iwwergoen.

Sidd Der d'accord mat engem Vote à main levée?

(Assentiment)

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Zwou Géigestëmmen.

Enthalungen?

Keng.

Domat ass déi Resolutioun an deem Sënn ugeholl, dass mer se un d'Europäesch Kommissioun weider kënne ginn.

An da géife mer op de virleschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Ech hunn nach eng kleng Iwwerraschung fir Iech.

1 Directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass d'Modifikatiounspropositioun vun eisem Chambersreglement. An de Rapporteur, den honorabelen Deputéierten Alex Bodry, ass prett am Numm vun der Reglementskommissioun, de Rapport dozou ze maachen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

8. 7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Bei dëser Modifikatioun vun den Annexe 4 a 5 vun eisem Reglement vun der Chamber geet et eigentlech ëm zwee verschidde Punkten. Et geet an éischter Hisiicht drëm, fir déi nei gesetzlech Regele vum Congé parental och fir d'Personal vun der Chamber ëmzesetzen. Duerch e Gesetz vum 3. November 2016 ass jo de Regimm vum Congé parental geännert ginn. En ass, insgesamt gesinn, verbessert ginn a Richtung vu méi Flexibilitéit vun neie Modeller a verschiddene Modalitéiten, respektiv ännert och de Rémunérationsmechanismus par rapport zu der Gesetzgebung virdrun.

Fir d'Fonction publique u sech um Niveau vum Stat, um Niveau vun de Gemengebeamten, sinn déi néideg Ofännerunge scho vun Texter gemaach ginn am Kader vun deem Gesetz vum 3. November 2016, well do och dat modifizéiert Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Generalstatut vun de Statsfonctionnairë gläichzäiteg mat ëmgeännert ginn ass.

Mir mussen also hei eng spezifesch Ëmsetzung maachen, wat elo d'Personal vun der Chamber ugeet. Dat geschitt, wéi gesot, duerch déi heite Modifikatioun vun enger Annex vun eisem Reglement. Dat ass also den éischte Punkt vun deem heiten Text, wou mer eis selbstverständlech eent zu eent un dee Modell halen, deen an der allgemenger Fonction publique och gëllt.

Dann déi zweet punktuell Verännerung, déi mer haut virhuelen, wa mer déi Modifikatioun vun eisem Reglement hei stëmmen, dat ass déi, dass mer de Besoldungssystem vun eisem Personal änneren an deem Sënn, dass mer jo haut eigentlech eng Dualitéit hunn. Déi Leit, déi virum 18. Mäerz 2005 agestallt si ginn, déi hunn en anere Besoldungssystem, en anere Statut, wat d'Rémunératioun ugeet, wéi déi, déi duerno, also ab dem 18. Mäerz 2005 agestallt gi sinn.

Déi Dualitéit bleift bestoen, mä déi Dualitéit war Deel vun enger Contestatioun, déi sech iwwer laang Joren och ënner anerem a Geriichtsverfahren erëmgespillt huet, virun eise Verwaltungsgeriichter. An doropshin ass probéiert ginn, e Modus vivendi ze fannen, wat de Rémunérationssystem also vum Chamberpersonal ugeet. D'Dualitéit bleift bestoen, mä fir déi Leit, déi also ab dem 18. Mäerz 2005 agestallt si ginn, kënnt e System vu Prime d'astreinte mat bäi, deen op verschidden Etappe vun Anciennetéit am Service opgebaut ass, soudatt dat fir déi dote Leit eng Verbesserung vun hirer Rémunératioun gëtt.

Zu deem ganzen Accord, deen och fonnt ginn ass tëschent dem Chambersbüro an der Vertriedung vum Personal hei vun der Chamber, gehéiert dann och eng nei Regelung, wat den Horaire respektiv besonnesch wat d'Berechnung vun den Iwwerstonnen hors cadre ugeet. An déi nei Regelung, déi wäert derzou féieren, dass manner Iwwerstonne wäerten ausbezuelt ginn.

Dat gëllt fir d'gesamt Personal. Hei ass also e Gesamtaccord fonnt ginn, wou net nëmmen eigentlech dat méi rezent agestallte Personal mat Partie prenante ass, mä et ass fäerdegbruecht ginn, fir en Accord ze fannen, wou dat gesamt Personal eigentlech och säin Accord zu där Regelung ginn huet, a wou si och direkt mat betraff sinn duerch déi nei Bestëmmungen, wat d'Ausbezuelung vun den Iwwerstonnen ugeet.

Soudass mer kënnen hei soen, dass mer also hei um Punkt sinn, dass mer dee gemeinsam ausgehandelten Accord hei och kënnen an eisem Chambersreglement iwwerhuelen, an eisen Annexen. Dat Ganzt trëtt den 1. Januar 2017 a Kraaft. An ech géif Iech dann och am Numm vun der zoustänneger Reglementskommissioun, déi mech de 15. Dezember als Rapporteur designéiert huet, bieden, dës Modifikatioun vun eisem Chambersreglement ze stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur.

Gëtt et Wuertmeldungen do derzou?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer iwwert d'Änneruge vum Chambersreglement ofstëmmen.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

A mer fänke mam Vott un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

Mir hunn Unanimitéit an der Ofstëmmung.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés est adoptée par 59 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

S'est abstenu: M. Michel Wolter.

Ech soen Iech Merci dofir a wëll och alle Bedeelegten e ganz grousse Merci soe fir dee konstruktive Geescht, an deem déi heiten Diskussioune gefouert gi sinn. Merci!

An da wäre mer bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech bieden Iech just nach ëm zwou Minutte Gedold.

9. Discours de fin d'année de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter Sëtzung am Joer 2016 ukomm. A wa mer op dat Joer an eis Aarbechten zréckkucken, dann denke mer fir d'Éischt un déi schrecklech Biller aus Aleppo, Terrorattacken zu Berlin, Bréissel, Nice an der Tierkei oder soss an der Welt, d'Äerdbiewen an anere Regioune vun der Welt, an Italien, an un déi Honnertdausende Mënschen, déi viru Krich, Terror a Misär vun doheem an eng ongewëss Zukunft hu misse flüchten. De Brexit an d'Wahlen an den USA si weider Evenementer op internationalem Plang, déi eis nach laang an Otem hale wäerten.

Zu Lëtzebuerg hu mir och 2016 eng grouss Solidaritéit bewisen an alles gemaach, wat méiglech ass, fir Mënschen an Nout opzehuelen. Den Challenge, deen elo op eis zoukënnt, ass net manner grouss, geet et dach drëm, Leit, déi de Statut vum Réfugié kréien, an eis Gesellschaft ze integréieren.

Ech si frou, datt eis Chamber groussen Engagement weist, fir d'Ursaache vun deem Flüchtlingsdrama ze bekämpfen, a sech fir Fridden, Entwécklung a politesch Stabilitéit an alle Krisegebidder asetzt. Dat hu mer haut erëm eng Kéier gemaach mat eise Resolutiounen, Motiounen.

Um nationale Plang huet d'Chamber och 2016 weider Efforte gemaach, fir d'Leit dobausse méi an den demokrateschen Décisiounsprozess anzebannen, zum Beispill duerch d'Consultatioune fir déi nei Constitutioun an d'Journée des portes ouvertes, Visitten an der Chamber. 168 Petitioune sinn erakomm, a siwen Debatten iwwert d'Petitioune sinn hei an der Chamber gefouert ginn; net zulescht och eisen Engagement, fir d'politesch Bildung hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Mir hunn hei am Haus dëst Joer kleng a grouss Dossiere verofschit, zum Beispill d'Steierreform, d'Reform vun de Gemengefinanzen, de Budget fir 2017 haut, d'Reform vum Congé parental. Mir hate ganz vill Aarbecht, virun allem och an deene leschten Deeg, mä mir konnten déi Aarbecht ënner gudde Konditioune leeschten. Ech mengen, eis Reaktioun vum leschte Joer huet och net zulescht derzou bäigedroen, dass mer zwar intensiv, mä awer grëndlech konnte schaffen.

Fir 2017 stinn aner grouss Projeten um Programm, wéi d'Nationalitéitegesetz oder d'Omnibusgesetz, de Spidolsplang, fir nëmmen déi ze nennen, déi esou gutt wéi sprochräif sinn. Et waart also och 2017 vill Aarbecht op eis!

Ech wëll Iech an där leschter Sëtzung e ganz grousse Merci soen. Fir d'Éischt Iech, Kolleeginnen, Kolleegen, all de Mataarbechter aus der parlamentarescher Verwaltung mat un der Spëtzt dem Generol...

(Hilarité)

...a sengen zwee Adjointen. Merci der Regierung fir déi gutt Zesummenaarbecht an och déi Reaktivitéit, wa mer Problemer identifizéiert hunn. Merci der parlamentarescher Press, déi eis all Dag hëlleft, d'Aarbecht vum Parlament no baussen ze bréngen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wënschen Iech, Äre Familljen an all de Leit dobausse schéin, friddlech a gerousam Feierdeeg, a virun allem eng gutt Gesondheet, an eis all, datt 2017 d'Welt e bësse besser gëtt.

Merci villmools!

An da si mer bal um Enn. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, erlaabt mer am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen hei, fir virop emol all deene Leit, déi heibannen an dësem Haus schaffen, och e Merci auszeriichte fir déi geleeschten Aarbecht a fir hir Disponibilitéit, net nëmmen d'ganzt Joer, mä virun allem déi lescht Wochen an Deeg, wou mer ganz intensiv heibanne geschafft hunn.

Iech awer och, Här President, e grousse Merci an onser aller Nimm, fir ons d'ganzt Joer an och besonnesch déi lescht Wochen an Deeg dach awer gutt duerch den Ordre du jour gefouert ze hunn an ëmmer mat där noutwendeger léiwer Flexibilitéit op ons agaangen ze sinn.

Mir wënschen Iech alleguerten hei an dësem Haus friddlech an erhuelsam Feierdeeg an e bësse Rou, fir erëm e bëssen Energie ze tanken. A wa mer eis kënnen alleguerten eppes wënsche fir dat nächst Joer, dann ass et, wéi Der et gesot hutt, Här President, datt d'Joer 2017 e bësse méi friddlech gëtt. A vläicht kënne mir duerch ons Aarbecht heibannen och e bëssel-chen dozou bäidroen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da maache mer dat esou.

Une voix.- Voilà!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.47 heures)

Sommaire des séances publiques nos 18, 19 et 20

18e séance

Ouverture de la séance publique p. 228

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Discussion générale* p. 228-246

Ordre du jour p. 246

19e séance

Ouverture de la séance publique p. 247

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- *Prise de position du Gouvernement* p. 247-248

- *Votes* p. 248-249

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie p. 249-251

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep p. 251-253

Ordre du jour p. 253

7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail p. 253-259

20e séance

Ouverture de la séance publique p. 260

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail p. 260-261

7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement,

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

et

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre p. 261-270

Ordre du jour p. 270

6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire p. 270-272

Ordre du jour p. 272

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre p. 272

7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés p. 272-273

Discours de fin d'année de M. le Président p. 273

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°07** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2618	Max Hahn, Claude Lamberty	Distribution de comprimés d'iode
2620	Martine Mergen	Projet «Luxembourg Medical School»
2621	Josée Lorsché	Extension de la psychiatrie juvénile aux Hôpitaux Robert Schuman
2622	Laurent Mosar, Gilles Roth	«Rulings»
2623	Marc Lies	Musée de la Police grand-ducale
2624	Henri Kox, Josée Lorsché	Premier bilan de la nouvelle loi taxis
2627	Marcel Oberweis	Réseau du tramway
2628	Josée Lorsché	Attractivité des gares ferroviaires
2630	Diane Adehm, Gilles Roth	Port franc du Luxembourg
2631	Josée Lorsché	Retards des trains CFL
2632	Françoise Hetto-Gaasch	Décharges pour déchets inertes
2635	Josée Lorsché	Brevets sportifs nationaux
2636	André Bauler	Impact des embouteillages sur l'économie
2638	Lex Delles	Construction d'un futur lycée à Mondorf-les-Bains
2639	Laurent Mosar, Gilles Roth	Islam radicalisé
2640	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Cours de premiers secours
2641	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Service de psychologie et d'orientation scolaires
2643	Gilles Roth, Diane Adehm	Nation Branding
2644	Josée Lorsché	Système d'information en temps réel pour les clients CFL
2645	Marc Spautz	Pratique des «faux cadres» dans les secteurs bancaire et financier
2646	Martine Hansen, Marco Schank	Sylviculture
2647	Gusty Graas	Projet «Quiet-Track»
2648	Martine Mergen, Octavie Modert	Augmentation des tarifs de POST Luxembourg
2649	Yves Cruchten	Émissions des véhicules
2650	Claudia Dall'Agnol	Immatriculation de camionnettes
2651	Marc Spautz	Usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre
2652	Josée Lorsché	Mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT)

Question 2618 (07.12.2016) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **distribution de comprimés d'iode:**

Au vu des discussions en Belgique au sujet de la distribution de comprimés d'iode (iodure de potassium) à la population, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Les Ministres peuvent-ils m'informer du nombre total de pilules achetées par l'État ainsi que les coûts y relatifs (par boîte et en total)?

2. Combien de boîtes ont été retirées par la population?

3. Comment les nouveaux résidents sont-ils informés de la possibilité de bénéficier de la mise à disposition de telles pilules?

4. Sachant que la prise de comprimés d'iode est non recommandée aux personnes de plus de 45 ans, combien de boîtes ont été retirées par ces dernières?

5. Combien de boîtes ont été mises à la disposition des entreprises?

6. Quel était le coût de la campagne d'information et de sensibilisation d'octobre 2014?

7. Étant donné que ces pilules sont à consommer lors d'une catastrophe nucléaire émanant des réacteurs de Cattenom, est-ce qu'une demande de remboursement (ou une participation aux frais) a été adressée à son exploitant?

8. Existe-t-il des stocks de comprimés d'iode au sein des écoles, des maisons relais, des crèches, des foyers de jour et des garderies? Le cas échéant, le personnel respectif a-t-il obtenu une formation spécifique pour pouvoir administrer ces pilules en cas d'urgence?

9. Le personnel peut-il distribuer les pilules sans le consentement explicite des parents, une fois que les autorités ont instruit leur consommation?

10. Des formations spécifiques pour le personnel communal et les services de secours ont-elles été effectuées?

Réponse commune (16.01.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. En vue du lancement de la campagne de distribution de comprimés d'iodure de potassium, l'État avait acquis 250.000 blisters à dix comprimés. Le prix pour un blister s'élevait à 0,38 euros HTVA, le coût total pour l'acquisition des 250.000 blisters s'élevait dès lors à 95.000 euros HTVA.

ad 2. Globalement, 182.000 personnes se sont procuré des comprimés d'iodure de potassium mis à leur disposition par le Gouvernement à titre de prévention lors de la campagne de 2014.

ad 3. Sur base de la circulaire n°3189, envoyée le 29 septembre 2014 aux administrations communales, chaque personne qui se présente pour déclarer son nouveau lieu de résidence habituelle sur le territoire d'une commune se voit d'office proposer la remise d'un blister de comprimés d'iodure de potassium ainsi qu'une brochure d'information. Par ailleurs, les communes disposent d'une autonomie en matière d'information des nouveaux résidents.

ad 4. Des informations renseignant l'identité ou l'âge des personnes ayant retiré les comprimés d'iode ne sont pas disponibles.

ad 5. À ce jour, quelques 15.000 blisters ont été distribués à 150 entreprises qui en ont fait la demande. La commande de comprimés d'iode par les entreprises est toujours possible et la Division de la radioprotection du Ministère de la Santé continue à recevoir régulièrement de telles demandes par les entreprises.

ad 6. Les coûts, engendrés par la campagne d'information dont notamment le développement et l'impression d'une brochure d'information, s'élevaient à 250.000 euros.

ad 7. En effet, en date du 21 juillet 2014, une lettre fut adressée au président d'Électricité de France (EDF) de l'époque lui demandant de contribuer aux efforts réalisés par le Luxembourg dans le cadre de la mise en place de mesures préventives face à un accident nucléaire à la centrale de Cattenom. EDF n'a cependant pas réservé de suite favorable à cette demande argumentant que le champ de compétence d'EDF se limite au périmètre du plan particulier d'intervention de Cattenom sur le territoire français.

ad 8. Des comprimés d'iodure de potassium sont également d'ores et déjà stockés en quantité suffisante dans l'ensemble des établissements scolaires du pays ainsi que dans la majorité des infrastructures liées à l'enfance (crèches, maisons relais,...). Les établissements souhaitant disposer d'un stock ou faire un ajustement du stock existant de comprimés d'iode peuvent faire une demande à la division de la radioprotection. Le stock de comprimés d'iode est livré et accompagné d'une note explicative dédiée au personnel enseignant.

ad 9. Le Plan opérationnel du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, élaboré dans le cadre du Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire, entré en vigueur par l'instruction ministérielle du 3 octobre 2014, prévoit que, sur ordre de la Cellule de crise et selon les recommandations du Ministre de la Santé, le personnel est chargé de distribuer les comprimés d'iodure de potassium.

ad 10. La circulaire d'information n°3189 résumant les responsabilités incombant aux communes en cas d'accident nucléaire ainsi que les tâches leur incombant dans le cadre de la distribution des comprimés d'iodure de potassium a été adressée en date du 29 septembre 2014 à toutes les communes du pays. Il y a lieu de noter que des instructions précises quant à l'utilisation et à la prise des comprimés d'iodure de potassium existent également sur le site www.infocrise.lu.

Question 2620 (07.12.2016) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant le **projet «Luxembourg Medical School»:**

Tout récemment encore, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) ainsi que l'Association luxembourgeoise des étudiants en médecine (ALEM) ont mis en garde contre la pénurie des médecins qui résultera du fait que la génération des «baby-boomers» est sur le point de partir à la retraite et que les jeunes médecins, à l'instar des autres jeunes professionnels, cherchent à mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale que leurs aînés.

Grâce à l'engagement de la profession et des gouvernements passés, il fut instauré une formation de 3e cycle recrutant un nombre approximativement suffisant de jeunes médecins, qui, en outre du savoir-faire et du savoir-être médical, sont férus de la langue et du système de santé du pays.

Cependant, nos étudiants rencontrent également des difficultés de se faire admettre en 2e année de médecine à l'étranger après avoir réussi le certificat d'études supérieures en sciences médicales à l'Université du Luxembourg. De ce fait est née l'idée de créer une «Medical School» à Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Sachant que dans une réponse à une question parlementaire de l'honorable Députée Martine Hansen le Gouvernement a promis le résultat d'une étude y relative pour la fin de l'année, est-il possible de savoir quand les résultats de cette étude seront présentés?

- Dans l'hypothèse où les conclusions aboutiraient à la faisabilité dudit projet, quels sont les moyens prévus pour mettre en œuvre ledit projet?

- Dans la négative, quels sont les moyens envisagés pour répondre aux besoins en personnel de la profession médicale et faire face à la pénurie de médecins?

Réponse commune (13.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Mergen au sujet de la formation médicale, nous avons l'honneur de renvoyer à la réponse de Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire n°2408 de Madame la Députée Martine Hansen et d'apporter les précisions suivantes.

À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois, chargés d'examiner le développement de la formation médicale au Luxembourg, sont en cours de finalisation. Selon les informations de ces deux groupes de travail, ils vont remettre leurs rapports début 2017.

En effet, le développement de la formation médicale au Luxembourg et dans les pays limitrophes nécessite une analyse détaillée à plusieurs niveaux, de sorte que nous ne saurons devancer les conclusions de ces rapports. Dans un dossier revêtant une importance primordiale non seulement pour l'Université mais aussi pour l'ensemble du pays, nous nous accordons le temps nécessaire pour prendre une décision en toute connaissance de cause, sans qu'il soit pour autant question de retarder outre mesure ce processus.

D'ailleurs, lors de sa dernière séance, le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg a statué sur le point comment à l'avenir l'Université pourrait développer les études de médecine et contribuer dans la pérennisation de l'approvisionnement en médecins au Luxembourg.

Toutefois, nous tenons à rappeler à l'honorable Députée que les études et analyses détaillées ont été initiées en 2014 et ont eu pour but de permettre la prise d'une décision qui tienne compte aussi bien des évolutions au niveau des

formations médicales des pays limitrophes, du développement de l'Université du Luxembourg et des hôpitaux au Luxembourg que des principes de gestion des deniers publics en bon père de famille.

Question 2621 (07.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**extension de la psychiatrie juvénile aux Hôpitaux Robert Schuman:**

Récemment plusieurs médias ont diffusé l'information que l'Hôpital Kirchberg va investir dès 2017 17 millions d'euros dans l'agrandissement de son service de psychiatrie juvénile, le nombre de lits devant passer à trente unités.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelle est la quote-part que l'État entend mettre à disposition du groupe hospitalier Robert Schuman afin de cofinancer ce projet?

2) Cet agrandissement va-t-il couvrir les besoins actuels dans le domaine de la psychiatrie juvénile de longue durée ou le déficit incontestable de capacités nécessite-t-il la réalisation de projets supplémentaires?

3) Existe-t-il des statistiques et analyses sur l'évolution des maladies psychiques chez les enfants et les jeunes?

4) Combien d'enfants et de jeunes résidents sont actuellement pris en charge dans des structures psychiatriques à l'étranger?

5) L'extension des structures de psychiatrie juvénile dites ouvertes est-elle prévue afin de favoriser une prise en charge moins isolatrice et plus inclusive des concernés et afin de réduire le temps de leur séjour dans une structure hospitalière?

Réponse commune (12.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale*:

L'extension du service de psychiatrie juvénile au site Kirchberg des Hôpitaux Robert Schuman permet d'augmenter le nombre de lits de ce service à trente unités et inclut l'aménagement d'un hôpital de jour de psychiatrie juvénile. Cette extension revient à 13.637.844 euros, honoraires et TVA compris, à l'indice 761,20 du coût de la construction.

Le montant maximal subsidiable par l'État, par le biais du Fonds pour les investissements hospitaliers, relatif au projet de construction d'une annexe au bâtiment de psychiatrie à l'Hôpital Kirchberg visant à porter le nombre de lits du service national de psychiatrie juvénile à 30 lits ainsi qu'à une extension de son hôpital de jour de psychiatrie juvénile se chiffre à 10.910.275 euros, à l'indice des prix de la construction d'avril 2016 de 761,20, soit 80% du coût total des coûts de catégorie A (coûts subventionnables par le prédit fonds et opposables à la CNS) de 13.673.844 euros. Les 20% restant sont à charge de la CNS.

Actuellement, le groupe HRS exploite déjà 15 lits de psychiatrie juvénile dans le bâtiment hospitalier du site HK et huit lits de psychiatrie juvénile dans des containers sur le site HK. Il s'agit d'intégrer ces huit lits et sept lits «nouveaux» de psychiatrie juvénile supplémentaires dans le bâtiment sur le site HK et porter ainsi ce service à un total de 30 lits de psychiatrie juvénile.

Les pathologies psychiatriques de l'enfant ou de l'adolescent, les addictions, les conduites à risque, mais aussi la souffrance psychique, voire le mal-être, sont autant d'atteintes à une «santé mentale» dont les contours demeurent souvent très flous. Le système de soins actuellement mis en place pour répondre à tous ces troubles est lui-même divers dans ses structures et dans ses pratiques. L'observation statistique en santé mentale est ainsi confrontée à la double difficulté d'un objet à mesurer hétérogène et de définitions souvent peu précises et évolutives.

Dans le champ de la psychiatrie on peut retrouver des données de cadrage statistiques. Elles portent sur l'offre de soins en psychiatrie et sur les caractéristiques connues des personnes ayant recours aux soins (et notamment la prévalence des principaux troubles mentaux) en population générale ou dans des populations ciblées, comme e. a. les enfants ou adolescents.

Deux grands constats se dégagent. Depuis une dizaine d'années on assiste à des évolutions importantes, tant dans le recours aux soins que dans les modalités de prises en charge et on note une grande hétérogénéité de l'offre de soins, à la fois dans sa répartition géographique et entre types d'établissements ou structures du secteur psychosocial ou psychothérapeutique.

L'OMS relève que le taux de prévalence des troubles psychiatriques chez l'enfant et le jeune se situe aux alentours de 20% chez les enfants et adolescents qui ont été en consultation dans les centres de santé primaires dans de nombreux pays européens.

Selon les informations de la Caisse nationale de santé, actuellement 13 enfants et jeunes résidents sont pris en charge dans des structures psychiatriques à l'étranger, dont quatre sont en traitement ambulatoire et neuf en traitement stationnaire.

Il est à noter que le service de psychiatrie juvénile au site Kirchberg des Hôpitaux Robert Schuman a pour mission - outre la prise en charge en hôpital de jour les hospitalisations en phase aiguë, alors que les prises en charge stationnaires de longue durée sont assurées en psychiatrie juvénile par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique. Celui-ci dispose à cet effet d'un service de douze lits (occupés à +/-100%) au site d'Ettelbruck. Une extension des capacités de réhabilitation en psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique a été décidée: à cet effet sera construite une annexe à Pütscheid, de 16 lits. Ce projet est en voie de planification.

Le nombre de prises en charge dans le secteur hospitalier de jour est également en cours de réévaluation.

Question 2622 (08.12.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **«rulings»**:

Dans une étude réalisée par l'ONG Eurodad, les auteurs indiquent ce qui suit:

«Following the LuxLeaks scandal and several ongoing state aid cases concerning so-called „sweetheart deals", which governments have made with multinational corporations, one might have thought that fewer deals would be signed by European governments. But on the contrary, the number of sweetheart deals in the EU has soared from 547 in 2013, to 972 in 2014, and it finally reached 1.444 by the end of 2015 - which is an increase of over 160 per cent between 2013 and 2015 (and an increase of almost 50 per cent from 2014 to 2015). The most dramatic increases have occurred in Belgium and Luxembourg, where the amount of sweetheart deals skyrocketed after the LuxLeaks scandal, increasing by 248 per cent and 50 per cent respectively in just one year.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Combien d'accords fiscaux ont été conclus entre début 2014 et fin 2015 entre l'administration fiscale et des multinationales?

- Combien d'accords fiscaux ont été conclus depuis le 1er janvier 2016?

Réponse (04.01.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne la première question, il y a lieu de relever que le Luxembourg n'a pas émis d'accords de complaisance. Les décisions anticipées ou rescrits fiscaux fournissent au contribuable une sécurité juridique quant au traitement fiscal de certaines transactions. Dans ce contexte, il convient de mentionner que la Commission européenne considère que les rescrits fiscaux ne sont pas problématiques en soi.

Pour ce qui est de l'aspect des statistiques, il échet de signaler que l'étude réalisée par l'ONG Eurodad se réfère au nombre total de décisions anticipées en matière de prix de transfert («APA») en vigueur. Force est toutefois de constater que le nombre d'APA nouvellement accordés a, quant à lui, diminué de 36,4% en 2015 (145 accords APA) par rapport à l'année 2014 (228 accords APA).

En rapport avec la deuxième, il convient de mentionner que l'Administration des contributions directes ne fait pas de différence de typologie entre les contribuables multinationaux et non multinationaux. À titre d'information, le nombre total d'accords fiscaux conclus en 2014 et 2015 est resté relativement stable à quelques unités près.

Les chiffres pour l'année 2015 se présentent comme suit:

	ATR	APA	Totaux
Ancien régime, dont	197	123	320
avis favorables	154	87	241
avis défavorables	43	36	79
Nouveau régime, dont	342	64	406
avis favorables	300	58	358
avis défavorables	42	6	48
Totaux, dont	539	187	726
avis favorables	454	145	599
avis défavorables	85	42	127

En guise de réponse à la troisième question, je me permets de préciser qu'entre le 1er janvier 2016 et la date de la question parlementaire ont été accordées 377 décisions anticipées concernant notamment les problématiques de type «général» («ATR») et 82 décisions anticipées en matière de prix de transfert (APA).

Il y a lieu de faire savoir aux honorables Députés que les chiffres détaillés pour 2016 (dont p. ex. le nombre d'avis favorables et défavorables) seront publiés dans le rapport annuel 2016 de l'Administration des contributions directes.

Question 2623 (08.12.2016) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Musée de la Police grand-ducale:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 7 novembre 2016 concernant l'ancien centre technique de la gendarmerie à Luxembourg-Verlorenkost, Monsieur le Ministre de la Culture a déclaré qu'il «n'appartient pas au Ministère de la Culture de subvenir aux coûts de rénovation dudit musée».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures par rapport à des travaux de rénovation de l'immeuble en question?

Réponse (03.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert quant à la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures par rapport à des travaux de rénovation du Musée de la Police grand-ducale à Luxembourg-Verlorenkost.

Lors des études réalisées par mes services, il s'est avéré que l'envergure et le coût des travaux pour la remise en état d'un bâtiment vétusté et en fin de vie sont démesurés et partant mes services ont proposé de procéder à sa démolition et de renoncer à une future utilisation des locaux en question.

Pour des raisons de sécurité et de coûts, je me suis rallié à cette proposition.

Question 2624 (08.12.2016) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **premier bilan de la nouvelle loi taxis:**

Depuis septembre 2016 la nouvelle loi portant organisation des services de taxis est en vigueur. Cette nouvelle loi avait entre autres comme objectifs la lutte contre les taxis illégaux, l'introduction du principe de la liberté tarifaire et le libre choix des clients, l'introduction du «taxi zéro émissions», la définition d'un cadre normatif environnemental des voitures (max 150 g/km CO_2 et minimum norme EURO V) ainsi que la création d'un point de contact unique pour toute réclamation de client. Enfin, la qualité des services taxi et l'attractivité des prix étaient au focus des préoccupations du législateur agissant dans l'intérêt des clients.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est déjà en mesure de dresser un premier bilan de la nouvelle législation et d'évaluer son impact sur

- l'élimination des taxis illégaux,

- la demande de licences pour les «taxis zéro émissions»,

- l'évolution des tarifs,

- le nombre de clients?

2) Le point de contact national a-t-il déjà été sollicité par des clients insatisfaits et quel était le cas échéant l'objet de leurs réclamations?

Réponse (03.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire les honorables Députés s'enquièrent sur un premier bilan de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis.

ad 1) Il convient de noter que dans le cadre de la loi du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis et du règlement grand-ducal d'exécution du 23 juillet 2016, a été instauré une phase transitoire de six mois qui se termine le 28 février 2017 pour permettre l'échange des autorisations d'exploitation de taxi émises sous l'ancien régime par des licences d'exploitations de taxi émises sous le nouveau régime.

Un bilan définitif de la réforme ne peut, par conséquent, pas encore être dressé à ce stade. Il est prévu que le Ministère fasse une évaluation plus exhaustive sur l'impact de la réforme des taxis à l'issue de la période transitoire précitée.

En effet, le service des taxis a, à ce jour, procédé à l'échange de 306 autorisations d'exploitation de taxi délivrées par les communes sous l'empire de l'ancienne législation par des licences d'exploitation de taxi, à voir en rapport avec le maximum de 550 licences d'exploitation de taxi prévues par la loi. Les autres taxis en circulation exploitent leur service de taxis encore sur base de l'autorisation d'exploitation de taxi émise par leur commune d'origine. Ainsi, il est à ce stade impossible de se prononcer sur l'impact de la réforme sur les prix alors que les tarifs ne doivent obligatoirement être affichés selon la nouvelle nomenclature harmonisée qu'à l'issue de cette phase transitoire.

En ce qui concerne l'élimination des taxis illégaux, le nouveau cadre légal a doté les autorités dès le 1er septembre 2016 de nouveaux instruments de sanctions et notamment de la possibilité de dresser, en cas de contraventions à la loi, des avertissements taxés d'un montant allant jusqu'à 500 euros. Cette mesure a eu un effet d'élimination des taxis titulaires d'aucune autorisation de taxi. Au vu des contrôles déjà effectués l'on constate une diminution des taxis illégaux, sans être pourtant en mesure d'avancer à ce jour des chiffres.

En ce qui concerne la demande de licences d'exploitation «zéro émissions», cette mesure a été un franc succès avec un total de 38 demandes de licences d'exploitation «zéro émissions» pour un quota de 15 licences d'exploitation de taxi «zéro émissions» pour la zone I (centre). Pour les cinq licences d'exploitation de taxi «zéro émissions» des zones 2 à 6, l'intérêt a été moins prononcé alors qu'en date du 13 décembre 2016, il en restait encore deux licences disponibles.

La question sur le nombre de clients servis par les sociétés de taxis constitue une donnée se trouvant dans les mains des sociétés de taxis. Ne faisant pas l'objet d'un relevé statistique ni par le Statec ni par la Fédération des patrons loueurs de taxis et d'ambulances, l'impact de la réforme sur ce dernier n'est pas possible d'être mesuré.

ad 2) Le point de contact national qui a été mis en place dès le début du mois de septembre 2016 à la destination et des acteurs du secteur et du grand public et joignable par téléphone (tél.: 247-74444) ou par mail (complaint@info-taxi.lu) a été sollicité avec 1.083 requêtes pour

une moyenne de dix à 15 requêtes par jour. Les appels en relation avec des réclamations du côté client sont actuellement en croissance, mais restent encore minoritaires par rapport aux demandes d'information des acteurs du secteur. L'objet de ces réclamations est en majorité lié aux tarifs appliqués, aux trajets empruntés ainsi qu'aux comportements des conducteurs. Tous les cas ont pu être résolus en concertation avec les conducteurs et exploitants concernés.

Question 2627 (09.12.2016) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **réseau du tramway:**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer qu'à moyen terme, le tracé du tram sera prolongé vers l'aérogare afin de relier l'Aéroport de Luxembourg et Findel et que des extensions seront prévues vers les quartiers de la ville de Luxembourg en plein développement, à savoir le Ban de Gasperich et la Porte de Hollerich.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations détaillées quant au tracé futur du tramway entre l'Aéroport de Luxembourg et le Centre de remisage et de maintenance?

- Ce prolongement du tracé le long de l'autoroute Luxembourg-Trèves entraînera-t-il des travaux de déboisement importants? Dans l'affirmative, où les mesures de compensation seront-elles réalisées?

Réponse (17.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis souhaite s'informer sur le tracé du tram entre l'Aéroport de Luxembourg et le Centre de remisage et de maintenance ainsi que sur la nature des travaux qui découlent de sa construction.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures indique que cette extension de 4 km prend son origine au giratoire Serra et s'inscrit le long de la bretelle d'autoroute provenant de l'autoroute A1. Au-delà du Centre de remisage et de maintenance, il franchit l'autoroute par le biais d'un nouveau pont positionné 150 m environ avant celui de l'échangeur de la Route du Nord. Le tracé contourne cet échangeur au plus près avant de longer l'autoroute A1 jusqu'à l'échangeur du Héienhaff. Il emprunte un nouvel ouvrage sous la N1, avant de desservir la station tram dans le P&R Héienhaff dont l'envergure a été dévoilée au grand public en novembre 2016. Il rejoint ensuite l'aéroport en empruntant le futur boulevard urbain situé à l'arrière des constructions existantes. Le terminal du tram dessert l'aérogare en surface à proximité de son entrée principale Est.

La plateforme du tram compte deux voies de circulation, non revêtues pour la partie dans le massif du Grünewald et engazonnées pour l'essentiel de son linéaire au-delà du P&R. Les caractéristiques de ces voies permettront la circulation des rames jusqu'à 70 km/h, plaçant l'aérogare à environ sept minutes de l'entrée du plateau du Kirchberg.

La construction de cette extension nécessitera le déboisement d'environ 3,5 ha correspondant à l'emprise de la plateforme du tramway augmentée des surfaces nécessaires à la réalisation des travaux, notamment liés au nouveau pont sur l'A1.

Les mesures compensatoires seront déterminées précisément à l'issue des études d'avant-projet détaillé.

Question 2628 (09.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**attractivité des gares ferroviaires:**

Rendre agréable le temps à passer aux gares et à leurs alentours est un véritable enjeu pour augmenter l'attractivité des transports publics. C'est pourquoi les acteurs internationaux du domaine ferroviaire optent depuis des décennies pour la mise en place de commerces et de services dans les grandes gares. Par ailleurs, il ne faut pas oublier le potentiel économique que ces commerces et services génèrent en raison de leur fréquentation élevée et de leur bonne intégration dans le tissu urbain des métropoles. Si au Luxembourg le nombre de gares pouvant se prévaloir d'un grand flux de voyageurs et d'une bonne implantation dans un centre urbain est très restreint, il ne faut pas négliger les gares plus petites, périurbaines ou rurales dans la réflexion sur les services à offrir aux clients. En effet, l'installation de petits commerces destinés à la vente au quotidien de certains produits du domaine de l'alimentation permettrait de rendre ces gares plus animées et attractives.

Quant aux services pouvant être offerts tant dans les gares que dans les trains, l'accès gratuit au Wi-Fi créerait une plus-value supplémentaire pour les clients des transports ferroviaires. En effet, des études françaises réalisées par la SNCF ont permis depuis 2010 de confirmer le grand besoin de connectivité à bord des trains et une forte attente pour la mise en place de ce service. C'est pourquoi les acteurs du domaine ferroviaire français ont décidé, à l'instar d'autres pays européens, d'équiper les grandes lignes d'un système Wi-Fi avant 2017 - le TGV Est, le Thalys et l'Eurostar étant les premiers à en bénéficier. Au Luxembourg, la même revendication se fait entendre de part et d'autre et cela malgré notre réseau plus limité.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre entend-il mettre en place des petits commerces ou stands de vente d'aliments, de boissons et autres dans les gares périurbaines voire rurales et quelles seront les gares pouvant, le cas échéant, profiter de cette offre?

2. Est-ce que des réseaux Wi-Fi pourront être installés dans les gares luxembourgeoises et trains des CFL et être mis à la disposition des clients à titre gratuit? Quel sera, le cas échéant, le délai de la mise en service?

Réponse (25.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

J'ai l'honneur de confirmer que l'attractivité des gares ferroviaires et la connectivité constituent des éléments d'une stratégie qui met le client au centre des activités des CFL.

1. Implantation de petits commerces dans des gares périurbaines et rurales

Dans cet ordre d'idées, des commerces ou des services sont déjà installés dans les différentes gares:

gare de Luxembourg: restaurant, petite restauration, journaux et papeterie;

gare d'Ettelbruck: restaurant, boulangerie, pâtisserie et kiosque (journaux, tabacs, livres, fleurs, friandises, boissons);

gare de Mersch: magasin de proximité, y compris vente de billets;

gare de Rodange: boulangerie, pâtisserie, boissons;

gare de Diekirch: cafétéria, sandwichs et boissons non alcoolisées, location de vélos.

L'ouverture d'un local de petite restauration (boulangerie, pâtisserie) proposant également des journaux, des tabacs et du café à emporter aura lieu en 2017 en gare d'Esch-sur-Alzette.

Au nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg, dont la mise en service est prévue pour le 10 décembre 2017, il est prévu d'installer deux kiosques proposant des journaux, des tabacs, snacks et du café à emporter.

Les projets du pôle multimodal en gare d'Ettelbruck et de la future gare de Howald prévoient l'intégration de magasins de proximité. Le projet du bâtiment P&R à Wasserbillig inclura également des surfaces commerciales dont les activités à implanter restent à être fixées.

Toute une série supplémentaire de gares et haltes est dotée de distributeurs de boissons fraîches (Rodange, Lamadelaine, Pétange, Belval-Université, Schifflange, Bettembourg, Berchem, Dudelange-ville, Dudelange-centre, Dommeldange, Diekirch, Kautenbach, Clervaux, Troisvierges, Wiltz, Wasserbillig, Wecker, Oetrange et Mamer).

En outre, une analyse est en cours concernant l'opportunité de mettre à disposition des emplacements sur différents P&R près des gares et des haltes dans la finalité d'une vente ambulante d'aliments (boissons et boulangerie) en heures de grande affluence. Un premier projet de ce type se situe en gare de Kleinbettingen où des pourparlers sont en cours entre la commune de Steinfort et les commerçants locaux.

2. Wi-Fi dans les gares luxembourgeoises et dans les trains CFL

2.1. Wi-Fi dans les gares

Évidemment, la connectivité constitue un atout et facilite l'information des clients. Ainsi, en gare de Luxembourg, l'offre Wi-Fi déjà existante dans le hall de la gare et dans la verrière depuis mi-2015 sera étendue aux quais dans les semaines à venir. De même, les gares de Mersch, Ettelbruck, Bettembourg, Esch-sur-Alzette, Belval-Université, Differdange, Pétange, Rodange et Dudelange-ville seront dotées de Wi-Fi au courant du premier semestre 2017.

Un équipement Wi-Fi est intégré d'office aux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald dont l'ouverture est prévue le 10 décembre 2017. Il en sera de même pour les projets de réaménagement ou de reconstruction d'arrêts existants.

2.2. Wi-Fi dans les trains

La première des onze nouvelles automotrices KISS de la série 2300 est sur le point d'être livrée aux CFL par le constructeur Stadler.

Cette automotrice sera équipée aussi bien d'une connexion Internet Wi-Fi que de répétiteurs 3G/4G afin d'acquérir, pendant une phase d'essai qui s'étendra sur plusieurs mois, des expériences en matière de conception, de convivialité et d'aptitude à l'usage au quotidien sur deux systèmes à bord des trains du service régulier sur le réseau ferré luxembourgeois.

Sur base des résultats de ces essais, une décision sur l'équipement des dix autres automotrices KISS en Wi-Fi et/ou répétiteurs 3G/4G sera prise. Le déploiement d'un des deux systèmes sur l'ensemble du matériel roulant des CFL ne pourra être décidé qu'après avoir accumulé les expériences nécessaires relatives à la fonctionnalité, la performance et la fiabilité à long terme du système mis en place aux automotrices KISS.

Il est évident que le succès de l'offre d'une connectivité dans les trains dépendra de la qualité de couverture du réseau ferré par les opérateurs de téléphone mobile. En fonction des expériences recueillies sur base des essais susmentionnés et afin d'assurer aux clients du rail un service Wi-Fi sans interruption, une amélioration de la couverture du réseau de téléphone mobile sur les lignes ferroviaires nationales sera requise le cas échéant.

Question 2630 (12.12.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **port franc du Luxembourg:**

Après le retrait de l'actionnaire majoritaire de la présidence du conseil d'administration du Freeport Luxembourg, le départ de son successeur de la présidence, c'est maintenant au tour du directeur général de quitter le Freeport Luxembourg, à en croire un communiqué de presse relayé par paperjam.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le carrousel «personnel» du Freeport soit préjudiciable pour le port franc et au final pour l'économie luxembourgeoise en termes de diversification?

- Combien d'opérateurs ont obtenu un agrément de la part de l'Administration des douanes et accises depuis la création du Freeport?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de recettes fiscales ont été générées en raison de l'existence du Freeport?

Réponse (22.12.2016) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter l'évolution d'une société privée dans laquelle l'État n'a aucune participation. Au regard du niveau de diversification de plus en plus poussé de l'économie luxembourgeoise, celle-ci n'est pas susceptible d'être impactée par le développement plus ou moins favorable d'une seule société donnée.

À l'heure actuelle, trois opérateurs disposent d'un agrément de l'Administration des douanes et accises.

Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir des chiffres quant aux recettes fiscales générées par lesdites sociétés ou l'exploitant du port franc.

Question 2631 (12.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **retards des trains CFL:**

La ponctualité des trains est un critère essentiel pour le choix du moyen de transport quotidien. Malgré les efforts fournis dans ce domaine, la ponctualité des trains CFL a connu une certaine diminution allant de 92,6% en 2014 à 90,9% en 2015. Bien que ces chiffres démontrent que la forte majorité des trains sont ponctuels, de nombreux clients estiment que les retards sont trop élevés ce qui les mène à favoriser un autre moyen de transport au quotidien.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de chiffres officiels concernant l'évolution récente de la ponctualité des trains?

2. Quelles sont les raisons principales des retards, voire de la suppression régulière de certains trains sur les grandes lignes ferroviaires du Luxembourg?

3. Les clients des CFL sont-ils toujours informés de ces raisons?

4. Par quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il augmenter la ponctualité des trains afin d'améliorer la satisfaction des clients et leur motivation de choisir le train comme moyen de transport quotidien?

Réponse (07.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne l'évolution récente de la ponctualité des trains, je vous informe que le taux de ponctualité voyageurs annuel 2016 se situe à 89,8% par rapport à 90,9% en 2015.

Sur les différentes lignes, ce taux de ponctualité se présente comme suit:

- Ligne 10 (Luxembourg-Troisvierges):	92,6%
- Ligne 30 (Luxembourg-Wasserbillig):	94,4%
- Ligne 50 (Luxembourg-Kleinbettingen):	86,5%
- Ligne 60 (Luxembourg-Bettembourg-Esch/Alzette-Rodange):	89,6%
- Ligne 70 (Luxembourg-Dippach/Reckange-Pétange-Rodange):	90,5%
- Ligne 90 (Luxembourg-Bettembourg/frontière):	85,2%

La baisse de ce taux de 2016 s'explique par différents phénomènes particuliers tels que les temps de parcours augmentés sur différentes lignes résultant de grands chantiers de l'infrastructure (en particulier les chantiers du nouvel arrêt Howald et de la réélectrification de la ligne entre Luxembourg et Kleinbettingen), le nombre élevé de retards importés en particulier des réseaux français (grèves intermittentes) et belge (chantiers sur l'axe Arlon-Bruxelles), ainsi que de plusieurs grands incidents et pannes impactant les gares de Luxembourg et Bettembourg (inondation d'un poste directeur à Bettembourg, pannes techniques entre Luxembourg et Bettembourg).

Les gares de Luxembourg et Bettembourg constituent les nœuds ferroviaires les plus importants du réseau ferré national. Des retards y générés sont susceptibles de se proliférer sur toutes les lignes. Le pourcentage important de trains transfrontaliers amplifie l'importation de retards en provenance des réseaux limitrophes. L'ensemble du réseau est exploité de manière non discriminatoire en trafic mixte se composant de trains voyageurs et de trains fret, ce qui engendre des interactions entre des circulations à des vitesses très différentes sur les mêmes lignes.

À ces phénomènes particuliers s'ajoute que le nombre de clients du rail a augmenté de 50% durant la dernière décennie pour atteindre quelques 22,5 millions de voyageurs transportés en 2016. Cette croissance, en corrélation directe avec une augmentation de l'offre (cadencé à 30 minutes sur les lignes 10 et 70, cadencé à 15 minutes sur la ligne 60, introduction d'un cadencé de dix minutes en heures de pointe sur le sillon lorrain) et la création de la gare de Belval-Université et d'arrêts supplémentaires en relation avec de nouveaux lycées (Lamadelaine, Mamer-Lycée et Belval-Lycée) pour couvrir au mieux la demande, a conduit à une saturation progressive du réseau ferré national.

Ces éléments soulignent la nécessité d'adapter à court terme les horaires des trains voyageurs et d'augmenter à moyen terme la capacité de

l'infrastructure ferroviaire, afin de continuer à développer l'offre et d'assurer une robustesse au niveau de la qualité.

Il est à noter que la comparabilité des valeurs de ponctualité de 2016 par rapport aux années antérieures est susceptible d'être atténuée pour deux raisons: d'un côté la mise en production d'un système de suivi et de régulation de la circulation des trains en temps réel fin novembre 2015 a entraîné une saisie automatisée plus exacte des retards, d'un autre côté les statistiques ont été établies avec une prise en compte plus précise du nombre de clients impactés par les retards.

Si des efforts ont été fournis pour optimiser l'information des clients des chemins de fer en situation de chantiers planifiés (cf. publication «toutes boîtes» sur les grands chantiers d'été 2016, communiqués de presse et publi-reportages dans la presse écrite et parlée), il faut néanmoins admettre que l'information des clients en situation perturbée est à améliorer.

Différentes actions ont été réalisées ou sont en cours d'aboutir:

Dans le cadre d'un projet pilote, les CFL procéderont à la mise en œuvre d'un système automatisé d'information aux clients (AURIS) aux gares et points d'arrêt dans le rayon d'action du poste directeur de Pétange et au point d'arrêt de Belval-Université. Ce système inclut des annonces communiquées par téléaffichage dynamique ainsi que des annonces sonores. La mise en service est envisagée pour le premier semestre 2017.

Le site Internet et l'application CFL pour smartphone donnent d'ores et déjà des informations sur la circulation des trains en temps réel et précisent la variation entre l'horaire planifié et l'horaire réel. Une refonte de ces outils est en planification en vue de les rendre plus conviviaux pour les voyageurs.

Un consultant externe spécialisé a été mandaté pour réaliser au premier semestre 2017, avec les activités concernées des CFL, une étude organisationnelle au sein des CFL en vue d'améliorer les flux et procédures d'information des clients en situation normale et perturbée. La phase d'implémentation des propositions issues de cette étude se fera par la suite dès l'accord des entités responsables concernées sur les moyens et budgets requis pour la mise en œuvre.

Dans une première phase, l'amélioration de la ponctualité passera par une revue des horaires des trains dont la mise en œuvre est prévue au changement horaire en décembre 2017. Les nouveaux horaires tiendront compte de la mise en service des nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald, des trains directs vers Düsseldorf ainsi que de l'augmentation du parc de matériel roulant des CFL par la livraison et l'homologation prévue en 2017 de onze automotrices supplémentaires de la série 2300.

Pour aboutir à moyen terme à une baisse de la saturation du réseau, différents grands projets infrastructuraux ont été entamés au niveau du réseau ferré national:

- La mise à double voie de la ligne de Pétange à Luxembourg a constitué un premier projet d'augmentation de la capacité du réseau. La construction du nouveau viaduc de Pulvermühle permettra le dégroupage de la ligne 10 et de la ligne 30, ligne dont la capacité sera augmentée par la mise à double voie du tronçon de voie entre Luxembourg et Sandweiler. Le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg permettra à partir du 10 décembre 2017 aux clients en provenance du nord du pays de rejoindre directement le Kirchberg et la Ville-Haute sans devoir passer par la gare de Luxembourg. Ces travaux impactent actuellement la capacité de l'infrastructure, et donc aussi la robustesse au niveau de la ponctualité.

- L'extension de la gare de Luxembourg par la construction des quais V et VI et par l'adaptation de la tête Sud au début de la prochaine décennie, l'aménagement d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg et le réaménagement de la gare d'Ettelbruck avec la construction d'un troisième quai constituent les grands projets futurs d'extension du réseau.

Question 2632 (13.12.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **décharges pour déchets inertes:**

Au Luxembourg, les décharges pour déchets inertes, dont notamment la terre propre retirée du sol lors de la construction d'un immeuble ou d'une rue, se remplissent plus vite que ce qui avait été prévu. Selon l'association sans but lucratif «Groupement des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics», la pénurie de décharges adéquates s'est faite sentir dès 2015, avec la fermeture de la décharge de Strassen, qui a été presque remplie après seulement deux ans, au lieu des sept années initialement prévues. Depuis lors, il manquerait 12.000 tonnes par jour. En outre, toujours selon l'association susmentionnée, de grands projets d'infrastructure pourraient être bloqués en 2017 par le manque de place dans les décharges pour les terres propres. Le problème se poserait particulièrement dans le sud et le centre du pays. La situation pourrait avoir des répercussions sur les maîtres d'ouvrages, par exemple à cause des longs délais d'attente des camions à l'entrée des décharges surchargées. Le problème serait réel pour le secteur de la construction d'autant plus que de moins en moins de décharges étrangères acceptent des déchets inertes luxembourgeois.

Suite à la question parlementaire n°0152 du CSV en date du 17 mars 2014, Madame la Ministre de l'Environnement avait répondu en séance publique du 19 mars 2014 ce qui suit: «Mir produzéieren hei a Lëtzebuerg pro Dag 18.000 bis 20.000 Tonne Bauschutt. Dat ass es vill, well dat sinn zwou Gizeh-Pyramiden am Joer. Do leie mer immens wäit vir. An dat ass net nëmmen, fir elo nëmme kuerzfristeg Léisungen ze fannen, fir vun engem Dag op deen aneren ze kucken. Neen, mir mussen, an do soe mer erëm, all Acteuren zesummen, thematiséieren, wéi mir hei bauen, wéi déif mir an de Buedem ginn a wéi vill Buedem mer hunn a wéi mer wëllen an Zukunft dat doten ugoen (...).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si des réunions de concertation concernant les décharges pour déchets inertes, dont notamment la terre propre retirée du sol lors de la construction des immeubles et infrastructures, ont eu lieu?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces réunions?

- Considérant l'importance octroyée à la création de logements abordables, comment est-ce que le Gouvernement entend-il réaliser cet objectif tenant compte que les décharges pour déchets inertes au Luxembourg se remplissent beaucoup plus vite que prévu et que leur nombre est insuffisant?

- Comme évoqué dans les médias, Madame la Ministre avait mentionné une étude concernant la problématique susmentionnée. Quand est-ce que celle-ci sera présentée?

- Quelle est l'évolution en tonnes de terre propre retirée du sol aux fins de constructions d'immeubles et d'infrastructures pour les années 2014, 2015 et 2016?

Réponse (12.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement*:

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures est bien conscient de la situation problématique des importantes quantités de terres d'excavation générées au Luxembourg. Cette problématique existe déjà depuis de nombreuses années et a fait l'objet de réunions régulières avec les représentants du secteur de la construction.

Au cours de ces réunions, l'état de la situation a été analysé et les avancements des différents projets de nouvelles décharges ont été discutés.

La problématique de la gestion des terres d'excavation a également fait l'objet d'un atelier de travail spécifique organisé en date du 7 janvier 2016 par l'Administration de l'environnement dans le cadre de la révision du plan général de gestion des déchets. Un rapport sur les discussions menées dans le cadre de cet atelier est disponible sur le portail environnement emwelt.lu.

L'Administration de l'environnement a commanditée une étude concernant les sites potentiels qui existent encore sur le territoire luxembourgeois pour réaliser de nouvelles décharges pour déchets inertes. Cette étude est désormais disponible. Toutefois, les propositions doivent encore être analysées par rapport à un certain nombre de critères pour pouvoir définitivement confirmer la réalisabilité de décharges en ces lieux. En effet, pour qu'un site soit apte à devenir une décharge, de nombreux aspects techniques cruciaux, également repris dans ledit règlement grand-ducal, comme la géologie (important dans le contexte de la barrière géologique) et l'hydrologie de la zone, la distance aux zones d'habitations, sont à respecter.

Compte tenu du fait que la liste des sites à retenir n'a donc pas encore été arrêtée définitivement, il n'y a pas lieu de la divulguer dès à présent.

À ceci s'ajoute le fait que, selon les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets, les sites potentiels étudiés après analyse par la commission de suivi du Plan directeur sectoriel «décharges inertes» devront être transmis aux collèges des bourgmestre et échevins des communes concernées. Ensuite, une étude de faisabilité est à réaliser pour les sites retenus, avant de pouvoir entamer la procédure de modification du Plan directeur sectoriel en question. Ce n'est que par après que par site choisi une procédure d'autorisation commodo-incommodo pourra commencer incluant le cas échéant la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement, pour aboutir finalement aux travaux de préparation du site pour la future décharge.

Au cours du processus décrit ci-dessus, les sites potentiels seront publiés et transmis aux communes concernées dans le cadre de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire et celui de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, garantissant ainsi une transparence maximale relative aux travaux et décharges envisagés.

Or, il faut être conscient du fait que la réalisation d'une décharge pour déchets inertes (de la recherche du site jusqu'à sa mise en exploitation) sous les conditions légales et réglementaires précitées demande un très grand investissement en temps, personnel et moyens financiers.

Une amélioration de la situation en matière de disponibilité de capacités pour la mise en décharge de déchets inertes est d'éviter que de tels déchets ne se produisent. Pour atteindre cet objectif, la façon dont les différents zonings et lotissements sont planifiés et la façon dont nous construisons doivent être fondamentalement revues. Il s'avère essentiel que notre approche aux techniques de préparation d'un terrain à bâtir et de la construction même soit adaptée et modernisée et que les projets lancés prennent dès le départ une minimisation des terres à excaver et à traiter en dehors du chantier.

Dans ce contexte, il importe également de préciser que le Ministère du développement durable et des Infrastructures a publié, déjà en 2015, la brochure «Besser planen, weniger baggern», ayant pour but de sensibiliser et d'informer tous les acteurs concernés par la construction au sujet de la prévention proactive des terres d'excavation.

Un rôle non négligeable dans cette thématique doit être joué par les communes. En effet, comme maîtres d'ouvrage importants, elles sont en première ligne dans ce défi. Elles fixent également le cadre réglementaire par le biais des PAGs et PAPs et qui par les prescriptions prévues (p. ex. hauteurs maximales autorisées) conditionnent les quantités de terres d'excavation qui seront produites.

En ce qui concerne les quantités de terres d'excavation produites au Luxembourg, les données les plus récentes validées sont reprises dans le tableau ci-dessous.

	2012	2013	2014
Déchets inertes éliminés			
Quantité éliminée aux centres régionaux pour la gestion des déchets inertes	3.466	4.395	3.203
Déchets inertes recyclés			
Remblais au Luxembourg	1.934	1.076	1.363
Déchets inertes exportés pour valorisation (soumis à une procédure de notification)	182	606	759

Unité: 1.000 tonnes

charge de terres d'excavation va donc de pair avec une plus grande réactivité en matière de définition de sites susceptibles d'accueillir de telles infrastructures. C'est pour cette raison que l'Administration de l'environnement, ensemble avec les services concernés du Département de l'aménagement du territoire et à la lumière des évolutions actuelles en matière de la législation sur l'aménagement du territoire, est en train d'évaluer le processus de recherche de sites pour de nouvelles décharges pour déchets inertes avec l'objectif d'accélérer ce dernier tout en maintenant un niveau élevé de protection de l'environnement et de transparence par rapport aux choix retenus.

La solution pour une amélioration de la situation en matière de disponibilité de décharges pour déchets inertes ne peut toutefois pas être la seule optimisation du processus de recherche de nouveaux sites pour déchets inertes. Les surfaces encore disponibles sont limitées et se voient de plus en plus confrontées à des demandes d'utilisation concurrentes.

Un élément important de la politique en matière de gestion des déchets inertes est donc constitué par le recyclage à un niveau de qualité élevé des déchets inertes, ceci dans l'objectif d'une réutilisation à un niveau de qualité élevé.

Les déchets inertes de démolition présentent à l'heure actuelle déjà un taux de valorisation de 93%. Tout en maintenant ce taux, il est désormais prévu de définir des critères de qualité pour le renforcement de la valorisation de ces matériaux dans des applications ayant un standing plus élevé.

Aussi, dans l'intérêt d'une économie circulaire efficace, des filières sont recherchées permettant la réutilisation de ces matériaux aux mêmes fins qu'avant, voire même à des fins plus nobles (upcycling).

Ceci vaut également pour des terres d'excavation où déjà à l'heure actuelle quelque 40% sont valorisés principalement dans la reconstitution de paysages après exploitation de carrières ou la réalisation de remblais techniques. Toujours est-il que la valorisation de terres d'excavation au Luxembourg s'avère difficile compte tenu de la situation géologique et que dès lors ces terres ne sont que faiblement adaptées à des fins de construction. Néanmoins, l'Administration de l'environnement poursuit ses recherches de filières de valorisation de ces matériaux dans des applications pouvant présenter des plus-values.

Finalement, la meilleure façon de lutter contre la pénurie constante de capacités pour la mise en

Question 2635 (14.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **brevets sportifs nationaux:**

Suivant la réglementation en vigueur, les différents brevets sportifs nationaux ont pour but de propager la pratique des sports à tous les âges et dans tous les domaines. À cette fin, ils englobent différentes épreuves des domaines de l'athlétisme, de la natation et du cyclisme qui sont adaptées en fonction de l'âge des participants. Considérant que d'après les chiffres officiels publiés sur le site du Ministère des Sports, l'évolution du nombre total de réussites aux brevets sportifs a diminué de 1.119 réussites en l'an 2005 à 500 réussites en l'an 2015, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Est-ce que le nombre de réussites aux différents brevets sportifs est déjà connu pour l'an 2016 et à quel niveau se situe-t-il le cas échéant?

2. Quel a été le nombre de réussites en or, argent et bronze par tranches d'âge au cours des dernières cinq années, voire le nombre de réussites au brevet sportif scolaire pendant la même période?

3. Les enseignants de l'enseignement fondamental et secondaire sont-ils régulièrement informés sur la finalité des brevets sportifs scolaires et incités à y participer avec leurs classes?

4. Compte tenu de la forte baisse d'intérêt à la participation aux brevets sportifs, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait en analyser les raisons et adapter le concept en vue d'augmenter son attractivité?

5. Quelle est l'évolution du nombre de personnes physiquement handicapées qui ont participé au brevet sportif au cours des dernières années, leur nombre n'étant pas repris dans les statistiques du Ministère des Sports?

Réponse (13.01.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Madame la Députée a trait aux brevets sportifs nationaux.

ad 1. Le bilan des réussites du brevet sportif national 2016 se chiffre comme suit: 544 réussites en total, dont 242 insignes en or, 223 insignes en argent et 79 insignes en bronze.

ad 2. Nombre de réussites des cinq dernières années:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le tableau suivant montre le nombre des élèves de l'enseignement fondamental et secondaire ayant réussi aux épreuves du brevet national pendant les dernières cinq années par rapport au nombre total de réussites:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Chaque année des actions d'information et de sensibilisation parmi le personnel enseignant de l'enseignement fondamental et secondaire ont été effectuées. Plus précisément, les établissements scolaires se sont vu proposer deux options, soit participer aux épreuves du brevet sportif national organisées par le Ministère des Sports, soit à organiser eux-mêmes les épreuves et à transmettre les résultats afin qu'ils puissent être pris en compte pour la remise des brevets respectifs. Le Ministère des Sports a également veillé à faire parvenir à ces établissements toutes les informations relatives aux épreuves du brevet sportif national en temps utile.

ad 4. En analysant les chiffres des cinq dernières années, le taux de participation ne connaît pas de baisse significative.

Je suis néanmoins parfaitement conscient qu'un concept datant des années '70 a perdu d'attractivité au fil des années. C'est pourquoi le concept général et la mise en œuvre du brevet sportif national seront soumis à évaluation par mes services.

ad 5. Depuis sa création jusqu'à ce jour, aucune personne à mobilité réduite n'a manifesté son intérêt en vue de la participation aux épreuves du brevet sportif national.

Question 2636 (15.12.2016) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact des embouteillages sur l'économie:**

La congestion du trafic sur nos routes a des conséquences insoupçonnées sur l'économie ainsi que sur les particuliers. Aux coûts directs (heures de travail perdues et surconsommation de carburant) liés aux embouteillages s'ajoutent des coûts indirects (répercussion sur les prix des biens et services vendus par les entreprises).

Des analyses ayant estimé l'impact économique des embouteillages en Angleterre, en France, en Allemagne et aux États-Unis ont conclu que celui-ci peut être considérable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Existe-t-il une étude ayant analysé l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, quel est le temps moyen passé annuellement par chaque salarié dans des embouteillages? Quel effet ceux-ci ont-ils sur la consommation supplémentaire de carburant? Quel est l'impact sur l'augmentation du coût des transports et des biens? Quel est le nombre d'heures de production perdues par les entreprises? Quel est la répercussion sur l'environnement des embouteillages en termes d'émissions de CO_2?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de réaliser une telle étude?

Réponse (07.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie*:

Suite aux informations obtenues de la part du Statec, je peux vous informer qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'étude globale analysant l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise.

À travers l'enquête sur l'emploi du temps, le Statec mesure le temps passé par les personnes, ayant leur résidence au Luxembourg, dans les transports. Mais cette enquête ne permet pas de déterminer combien de temps ces personnes passent dans les embouteillages. En 2014, la population résidente a passé en semaine, en moyenne, 1h30 par jour à effectuer des déplacements, tous types de moyens de locomotion confondus. Durant la semaine, plus d'un tiers de ces temps de déplacement (37%) consiste à se rendre ou à quitter le lieu travail[1].

En 2015, INRIX (fournisseur mondial d'informations sur le trafic) a réalisé un rapport sur le panorama du trafic, notamment au Luxembourg. Il en résulte que les usagers ont passé en moyenne, en 2015, 33 heures par an dans des embouteillages au Luxembourg. Le Luxembourg est ainsi classé en quatrième position en ce qui concerne les pays d'Europe les plus congestionnés, après la Belgique (44 h), les Pays-Bas (39 h) et l'Allemagne (38 h). Afin de fournir une estimation très partielle et approximative du coût engendré par les embouteillages en ce qui concerne les particuliers, on peut mettre en relation le temps passé dans les embouteillages avec un salaire horaire moyen. Ainsi, en rapportant les 33 heures estimées par INRIX aux 230 jours ouvrables[2], on obtient qu'en moyenne, les personnes passent neuf minutes par jour ouvrable dans les embouteillages. En se basant sur le salaire moyen horaire journalier qui est de 28 euros[3] bruts pour l'année 2015, il en résulte que les embouteillages coûtent environ 966 euros[4] par personne et par an, soit environ 392 millions d'euros[5] pour l'ensemble de la population ayant un emploi au Luxembourg (emploi intérieur: 405.601 pour l'année 2015), soit moins d'1% du PIB luxembourgeois.

En comparaison avec cette estimation, INRIX a estimé, en 2016, dans son étude «Europe's Traffic Hotspots. Measuring the impact of congestion in Europe» que le coût économique annuel s'élève à 263 millions d'euros. Cependant, cette estimation se base uniquement sur l'agglomération de la ville de Luxembourg tout en prenant le mois de septembre 2016 comme mois de référence. En sachant que la première quinzaine du mois de septembre fait généralement partie des vacances scolaires d'été, nous pouvons conclure que ce coût économique est sous-estimé.

De plus, le coût économique lié à la congestion ne se limite évidemment pas à la seule perte subie par les automobilistes coincés dans les bouchons comme c'est le cas dans cette étude. Les coûts économiques de la congestion possèdent de multiples dimensions. Les impacts sont également subis par les entreprises qui souffrent par exemple de délais de livraison accrus, du retard de leurs employés, etc.

Afin de réaliser une étude globale analysant l'impact des embouteillages sur l'économie luxembourgeoise, une méthodologie appropriée reste à déterminer. Par exemple, il n'existe pas, pour le moment, de statistiques publiques mesurant les embouteillages au Luxembourg.

L'enquête sur l'emploi du temps (mentionnée ci-avant), réalisée par le Statec, fournit des données qui permettent notamment d'étudier le temps passé dans les transports. À la différence d'autres sources de données qui vont plutôt s'attacher à mesurer la fréquence d'une activité, les enquêtes sur l'emploi du temps dressent un tableau plus précis en collectant la durée des activités, c'est-à-dire une information de nature quantitative.

Afin de mesurer combien de temps passent les personnes dans les embouteillages, l'enquête sur l'emploi du temps pourrait être affinée afin de distinguer le temps passé dans les transports avec ou sans embouteillages. Néanmoins, cette enquête ne s'intéresse qu'aux personnes ayant leur résidence au Luxembourg. Les frontaliers ne sont donc pas repris dans cette enquête. En outre, elle se limite aux particuliers et tout le secteur marchand n'est pas considéré.

Pour entamer une analyse plus approfondie de la situation actuelle du trafic routier au Luxembourg, une coopération étroite entre le Statec et l'Administration des ponts et chaussées, plus précisément avec le CITA (Contrôle et information du trafic sur les autoroutes) pourrait être utile. En effet, l'Administration des ponts et chaussées procède à un comptage permanent et automatique du trafic routier sur les autoroutes, routes nationales et chemins repris. Le comptage du trafic est réalisé à la fois par des caméras et par des «radars doppler»[6].

À côté des méthodes dites traditionnelles de collecte de données (comptage manuel, caméras vidéo, radars micro-ondes, etc.), il existe plusieurs nouvelles technologies qui permettent de mesurer la mobilité ainsi que le phénomène de congestion du trafic. Dans le domaine des transports, la collecte de données se base de plus en plus sur des systèmes de transports intelligents (ITS), c'est-à-dire des systèmes utilisant les applications des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de capturer des données de trafic routier de grande qualité et en temps réel. D'une part, il y a la collecte de «floating car data», c'est-à-dire des données géolocalisées qui sont enregistrées dans les systèmes électroniques embarqués dans les véhicules. Le système de positionnement par satellite et la localisation par identification du véhicule (infrastructures de péage) sont des méthodes souvent utilisées à l'heure actuelle.

D'autre part, l'analyse du trafic routier se base de plus en plus sur les «floating mobile data», c'est-à-dire les données de téléphonie mobile. Le système statistique européen, y compris le Statec, a engagé des réflexions sur la possibilité d'utiliser des données de ce type, auxquelles il est souvent fait référence par le terme de «big data». Néanmoins, les projets initiés en sont encore à un stade exploratoire.

Question 2638 (15.12.2016) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **construction d'un futur lycée à Mondorf-les-Bains:**

Le Plan directeur sectoriel «lycées» de 2005 a prévu la construction d'un lycée dans le sud-est du pays. En effet, ce lycée devrait tenir compte de l'accroissement démographique futur de la région, tout en décentralisant l'offre scolaire du pays. Depuis lors, l'idée d'implantation du lycée au lieu-dit «Bei Gréimelter» à Mondorf-les-Bains s'est de plus en plus concrétisée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des précisions sur l'état d'avancement de la planification de ce projet? Existe-t-il déjà une date approximative pour le début des travaux?

2) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a-t-il déjà élaboré un concept scolaire pour le futur lycée? Dans l'affirmative, y aurait-il éventuellement une coopération avec un autre lycée?

Réponse commune (25.01.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Une déclaration d'intention sera signée début 2017 par les ministres de l'Éducation et de la Santé du Grand-Duché de Luxembourg et de la Sarre.

Un groupe de travail mis en place au sein du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train d'élaborer un programme de construction déterminant les besoins du lycée.

Une date approximative du début des travaux sera indiquée suite à l'analyse détaillée dudit programme de construction.

ad 2) Un groupe de travail interministériel et transfrontalier est en train d'élaborer l'offre scolaire du futur lycée de Mondorf.

Le lycée de Mondorf serait une école binationale publique, ouverte à tous les élèves quels que soient leur nationalité, leur langue maternelle ou leur lieu de résidence.

La nouvelle école s'oriente autour des formations proposées par le Schengen-Lyzeum de Perl.

Actuellement des réflexions sont en cours, notamment sur certaines formations dans le domaine de la santé et de la formation professionnelle, que le futur lycée pourrait offrir.

Les programmes et matériaux d'enseignement accorderont une attention toute particulière à l'approfondissement de l'esprit européen.

L'enseignement sera proposé en français, allemand, luxembourgeois et anglais.

Comme le lycée de Mondorf sera conçu sur le modèle du Schengen-Lyzeum, une étroite coopération entre les deux écoles sera de rigueur. Comme pour l'ensemble des écoles, des projets de coopération avec d'autres lycées, nationaux ou européens, vont être mis en place.

Question 2639 (15.12.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**islam radicalisé:**

Dans la réponse à la question parlementaire n°2561, Messieurs les Ministres exposent que « [l]es dispositions du cadre légal luxembourgeois ne prévoient pas de possibilité d'interdiction de mouvements du type „DWR". En revanche les activités de recrutement et de provocation au terrorisme sont visées par les articles 135-11 et 135-12 du Code pénal».

Or, l'application pratique de ces dispositions pénales s'avère souvent extrêmement compliquée voire impossible. C'est la raison pourquoi le Gouvernement allemand a fait recours à une mesure de droit public, l'instrument de l'interdiction des associations, du «Vereinsverbot» issu du «Gesetz zur Regelung des öffentlichen Vereinsrechts».

La Constitution luxembourgeoise prévoit dans son article 26 qu'elle «garantit le droit d'association, dans le respect des lois qui règlent l'exercice de ce droit […]».

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement n'envisage-t-il pas une mesure législative comparable à celle du «Vereinsverbot», réglant voire limitant le droit d'association, dans le respect de l'article 26 la Constitution luxembourgeoise, aux fins de lutte contre des associations abusant des libertés fondamentales et notamment des articles 19 et 24 de la Constitution?

Réponse commune (12.01.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice*:

Les honorables Députés demandent si le Gouvernement luxembourgeois envisage une mesure législative comparable à celle du «Vereinsverbot» réglant voire limitant le droit d'association, dans le respect de l'article 26 de la Constitution luxembourgeoise, aux fins de lutte contre des associations abusant des libertés fondamentales et notamment des articles 19 et 24 de la Constitution.

En effet, en droit allemand une association peut être interdite si «[falls] festgestellt ist, dass seine Zwecke oder seine Tätigkeit den Strafgesetzen zuwiderlaufen oder dass er sich gegen die verfassungsmäßige Ordnung oder den Gedanken der Völkerverständigung richtet […]» (§ 3 Absatz 1 des Gesetzes zur Regelung des öffentlichen Vereinsrechts).

Au Luxembourg, la situation est réglée au niveau de la Constitution, au niveau du droit pénal ainsi qu'au niveau du droit des associations.

En effet, la liberté des cultes et la liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières sont garanties par les articles 19 et 24 de la Constitution, mais ces libertés ne sont pas absolues, étant donné que la Constitution prévoit que ces libertés sont garanties «sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés».

Il y a lieu de noter ensuite que la loi du 3 mars 2010 a introduit la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle. À ce titre, une personne morale peut être déclarée pénalement responsable lorsqu'un crime ou un délit est commis au nom et dans l'intérêt d'une personne morale par un de ses organes légaux ou par un ou plusieurs de ses dirigeants de droit ou de fait. Cette loi énumère les sanctions applicables dans les différents cas de figure, sanctions pouvant aller jusqu'à la dissolution judiciaire de la personne morale.

Au niveau du droit des associations, la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif prévoit enfin dans son article 18 que le tribunal civil «pourra prononcer, à la requête, soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du ministère public, la dissolution de l'association qui serait hors d'état de remplir les engagements qu'elle a assumés, qui affecterait son patrimoine ou les revenus de son patrimoine à des objets autres que ceux en vue desquels elle a été constituée, ou qui contreviendrait gravement soit à ses statuts, soit à la loi, soit à l'ordre public».

[1] Pour plus d'informations: http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/regards/2016/PDF-04-2016.pdf

[2] (52 semaines * 5 jours ouvrables) - 30 jours de congé

[3] 57.730 € / 12 mois / 173 heures de travail par mois en moyenne: http://www.statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=12961&IF_Language=fra&MainTheme=3&FldrName=1&RFPath=30

[4] 966 € = ((28/60) * 9 min) * 230 jours ouvrables

[5] 405.601 personnes * 966 €

[6] Radars Doppler: radars micro-ondes qui utilisent l'effet Doppler-Fizeau de l'écho réfléchi par la cible (véhicule) pour mesurer la vitesse de la cible dans l'axe du faisceau.

Question 2640 (19.12.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **cours de premiers secours:**

Selon le règlement grand-ducal du 6 septembre 2016 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, les enseignants sont obligés de participer sur une période de trois ans à au moins 48 heures de formation continue. Ces formations continues sont organisées, certifiées et validées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

À l'école, comme dans les entreprises ou autres établissements, il est important qu'un certain nombre de membres du personnel maîtrise les gestes de premiers secours.

Or, selon nos informations, des formations de premiers secours ne sont pas certifiées à l'heure actuelle en tant que formation continue.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une formation de premiers secours soit utile et nécessaire pour un enseignant?

- Dans la négative, pour quelles raisons la formation aux premiers secours n'est-elle pas certifiée et validée par l'IFEN en tant que formation continue?

- Le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation?

Réponse (14.02.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les formations de premiers secours organisées par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) sont certifiées au même titre que toutes les autres formations continues organisées par l'IFEN.

Ces formations sont par ailleurs catégorisées comme «formations prioritaires», c'est-à-dire comme formations relevant des domaines prioritaires de la formation continue.

Elles peuvent ainsi être comptabilisées pour la participation sur une période de trois ans à au moins 48 heures de formation continue certifiée qui a été instituée par le règlement grand-ducal du 6 septembre 2016 portant modification entre autres du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques.

Question 2641 (19.12.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service de psychologie et d'orientation scolaires:**

Les membres du SPOS (Service de psychologie et d'orientation scolaires) offrent aux élèves une aide efficace dans leurs choix scolaires et professionnels et accompagnent les élèves qui se trouvent en situation personnelle difficile.

Selon la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, le personnel du service de psychologie et d'orientation scolaires comprend des psychologues, des assistants sociaux, des enseignants, des éducateurs gradués et des éducateurs. Le règlement grand-ducal du 29 août 1988 concernant la composition, les attributions et le fonctionnement des services de psychologie et d'orientation scolaires fait souligner que «Les services de psychologie et d'orientation scolaires, [...], comprennent, pour une tâche à plein temps ou à temps partiel, au moins un psychologue et au moins un enseignant de l'établissement dont ils relèvent [...]».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'actuelle composition du personnel des SPOS dans les différents lycées?

2. Est-ce que chaque lycée remplit les exigences du règlement grand-ducal cité ci-dessus en matière de personnel?

3. Dans la négative, quels lycées présentent une pénurie de personnel au sein de leur SPOS?

4. Quelles sont les raisons de cette pénurie de personnel?

5. De quelle manière le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation?

6. Existe-t-il un mode de calcul qui permet de déterminer, en fonction du besoin et de la taille de chaque lycée, le nombre du personnel de chaque SPOS?

7. Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous expliquer ce mode de calcul?

8. Dans la négative, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un tel mode de calcul?

Réponse (07.02.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Composition du personnel des SPOS dans les différents lycées

Le tableau ci-après renseigne des différentes catégories de personnel assurant l'encadrement des élèves dans les lycées et lycées techniques.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. À l'heure actuelle, les exigences en matière de personnel sont remplies dans tous les lycées, à l'exception du Lycée technique Nic-Biever (LTNB), du Lycée technique agricole (LTA), du Lycée technique de Lallange (LTL) et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES).

ad 3. Les postes de psychologue du SPOS du Lycée technique Nic-Biever (LTNB) ne sont pas occupés à l'heure actuelle.

L'Athénée de Luxembourg (AL), le Lycée de Garçons d'Esch-sur-Alzette (LGE), le Lycée de Garçons Luxembourg (LGL) et le Lycée Michel-Rodange Luxembourg (LMRL) ne disposent pas d'éducateurs.

Les assistants sociaux manquent dans les équipes SPOS de l'École de la 2e Chance (E2C), du Lycée de Garçons Luxembourg (LGL), du Lycée Robert-Schuman Luxembourg (LRSL), du Lycée technique École de Commerce et de Gestion (LTECG), du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) et du Sportlycée (SLL).

Les lycées suivants n'ont pas d'enseignants au sein de leur SPOS: Lycée technique agricole (LTA), Lycée technique de Lallange (LTL) et Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES).

ad 4. Pénurie de psychologues

Les demandes de remplacement nécessitent un certain délai en fonction de la rapidité avec laquelle la demande est traitée aux différents stades de la procédure en place et en fonction du profil des candidats et de leur dossier de candidature. Le remplacement au Lycée technique Nic-Biever est en cours actuellement.

Pénurie d'enseignants

Les enseignants qui travaillent au sein des SPOS sont indemnisés moyennant l'attribution de «décharges pour activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement (ORIEN)», ceci sur la base de l'instruction ministérielle qui, chaque année, règle l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques et qui se trouve plus amplement expliquée dans la réponse à la question 7. Or, il s'avère que certains chefs d'établissement ont soit du mal à trouver des enseignants souhaitant assumer une charge au sein du SPOS, soit ne disposent plus de leçons de décharge «ORIEN».

Pénurie d'éducateurs et d'assistants sociaux

Malgré certaines mesures autorisant le Ministre de l'Éducation nationale à procéder au recrutement de personnel supplémentaire (loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998; loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire), la pénurie dans ce domaine n'a pas pu être entièrement résorbée.

Ajoutons encore que les récentes lois portant création de nouveaux lycées ont à chaque fois autorisé le Gouvernement à procéder à des engagements de renforcement, ceci par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour les exercices concernés: tel a été le cas pour la création du Lycée Aline Mayrisch (2000), de l'Atert-Lycée Redange (2004), du Lycée Bel-Val (2007), du Lënster Lycée de Junglinster (2008), du Sportlycée (2012) et du Lycée Edward Steichen de Clervaux (2013). C'est pourquoi le cadre du personnel des SPOS de ces lycées est en général mieux fourni que celui des anciens lycées.

ad 5. Le MENJE est en étroite concertation avec les ministères concernés pour remédier à la pénurie actuelle par l'engagement de personnel nouveau chargé notamment de l'encadrement des élèves à besoins éducatifs particuliers et pour répondre aux demandes qui ne manqueront pas d'être formulées dans les PDS (Plans de développement de l'établissement scolaire) introduits sous peu par les lycées. L'augmentation constante du nombre de classes d'accueil et d'intégration pour nouveaux arrivants et jeunes non accompagnés sollicite un engagement croissant des SPOS.

Signalons finalement que l'augmentation constante des troubles du comportement et de l'apprentissage des élèves a généré ces dernières années une multiplication des mesures de prise en charge telles les classes «mosaïques» ou «time out». Ces mesures, outre le fait qu'elles vont encore augmenter en nombre, ne manqueront pas d'engendrer de nouveaux besoins en personnel socio-éducatif.

ad 6. et 7. Signalons d'abord que le recrutement du personnel dans les établissements scolaires se fait sur la base de la loi modifiée du 29 juin 2005 portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique qui dispose en son article 5 qu'en dehors du directeur, «le personnel de chaque lycée peut comprendre (...) des fonctionnaires de la carrière du psychologue (...), des éducateurs gradués, des assistants sociaux (...), des éducateurs (...)». Concernant le personnel des SPOS, la loi modifiée du 25 juin 2004 indique qu'il comprend «des psychologues, des assistants sociaux, des enseignants, des éducateurs gradués et des éducateurs» (article 28) sans déterminer de manière plus précise le nombre de personnes affectées au SPOS de chaque lycée.

Il existe toutefois un mode de calcul précis qui se fonde sur l'instruction ministérielle déterminant chaque année les critères concernant l'organisation scolaire des lycées et lycées techniques. L'instruction ministérielle du 17 octobre 2016 dispose en son article 3:

«3. Décharges pour activités dans l'intérêt du fonctionnement de l'enseignement dans l'établissement

3.1. Prestations d'encadrement comprises dans le calcul du contingent

La partie (di) comporte la somme des décharges pour l'encadrement des élèves reprises dans le tableau ci-après.

- ACTPA	Activités périscolaires
- ACTCO	Activités complémentaires dans un lycée à plein temps
- APPUI	Cours d'appui (...)
- AUTON	Activités dans le cadre de l'autonomie du lycée
- BIBLI	Gestion et animation du centre de documentation et d'information du lycée
- ETUDE	Aide aux travaux à domicile et aux travaux de préparation des élèves
- FACUL	Cours facultatifs ne figurant pas dans l'horaire (...)
- ORIEN	Activités au sein du Service de psychologie et d'orientation scolaires
- REGEN	Décharge pour régence ou activités de tutorat des élèves
- SPORT	Activités sportives en dehors des heures de cours (...)
- SURV	Charge spéciale pour assurer des leçons de surveillance

Pour le calcul du nombre de leçons à mettre en compte dans le contingent pour ces différentes décharges, les paramètres suivants sont appliqués:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ces décharges peuvent être accordées par le directeur dans le cadre du contingent.»

Exemple de calcul du nombre de leçons respectivement d'heures dont un lycée peut disposer pour le personnel du SPOS (cf. les paramètres de la colonne SPOS)

Lycée avec 1.200 élèves:

60 élèves MO:	60 x 0,125 =	7,50 leçons =	15,0 heures
180 élèves 7e - 9e:	180 x 0,050 =	9,00 leçons =	18,0 heures
500 élèves 7e - 4e:	500 x 0,040 =	20,00 leçons =	40,0 heures
460 élèves 3e - 1re:	460 x 0,020 =	9,20 leçons =	18,4 heures
Total ORIEN:			91,4 heures

Le nombre d'heures de travail ainsi mises en compte correspond à:

1 psychologue temps plein:	40 heures
1 assistante sociale temps plein*:	20 heures
1 éducateur gradué temps plein*:	20 heures
Total personnel SPOS:	80 heures

Décharges pouvant être attribuées à des enseignants	11,4 heures
Conversion en leçons	5,7 leçons

* À noter qu'un service à temps plein d'un(e) assistant(e) social(e) et d'un(e) éducateur(trice) gradué(e) est pris en compte à raison de 20 heures dans le mode de calcul qui permet de déterminer le nombre du personnel de chaque lycée.

Question 2643 (22.12.2016) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **Nation Branding:**

Selon les informations parues dans la presse nationale, certains sportifs luxembourgeois de haut niveau arborent le nouveau logo du Nation Branding sur leur tenue. Pour ce faire, ils reçoivent une contrepartie financière. Or, toujours selon la même source d'information, la Secrétaire d'État n'a pas voulu révéler de montant précis.

Dans un souci de transparence et d'une utilisation responsable des deniers publics, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

1. Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous confirmer ces informations?

2. Selon quels critères le choix des sportifs s'est-il opéré? Est-ce que les négociations ont eu lieu uniquement avec les différentes fédérations ou également directement avec certains sportifs?

3. Combien de fédérations et/ou sportifs luxembourgeois de haut niveau reçoivent une contrepartie financière? De quels montants s'agit-il?

4. Madame la Secrétaire d'État peut-elle nous dresser une liste avec tous les contrats conclus dans ce contexte et les montants engagés de la sorte?

Réponse (24.01.2017) de **Mme Francine Closener,** *Secrétaire d'État à l'Économie:*

ad 1. Je peux confirmer que le déploiement de la Signature du Luxembourg comporte une collaboration directe avec les représentants du sport de notre pays.

ad 2. Le sport est un vecteur d'image important de notre pays notamment dans le cadre des manifestations sportives internationales aussi

bien à l'étranger qu'au Luxembourg (championnats du monde, championnats d'Europe, Jeux olympiques, Jeux des petits pays d'États européens, etc.). Il s'agit d'événements qui génèrent une forte couverture médiatique et permettent de contribuer ainsi au rayonnement du pays et ceci à travers les sportifs nationaux, qui sont des ambassadeurs par excellence de notre pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Nation Branding, et plus particulièrement de son plan d'action 2017, un des objectifs principaux est de renforcer la présence de la marque à l'international ainsi que de développer le réseau des «ambassadeurs de la marque».

Dans ce contexte, le sport constitue un partenaire significatif dans notre démarche d'augmenter la notoriété et la visibilité du Luxembourg. L'objectif principal est de mettre en vitrine d'une part les compétences et le savoir-faire luxembourgeois, et de présenter la nouvelle identité visuelle du pays - la Signature du Luxembourg - d'autre part, qui accompagne désormais la communication internationale.

Quant aux critères, les demandeurs doivent adhérer aux valeurs du pays - qui sont l'ouverture, le dynamisme et la fiabilité -, ainsi qu'au profil du pays qui est celui de l'allié. Par conséquent, ils doivent souscrire en outre à la nouvelle Signature du Luxembourg, qui est la traduction graphique des valeurs de référence, et la reproduire sur les différents supports.

Comme pour tout projet de partenariat dans le cadre de la promotion du pays à l'étranger, celui dans le domaine du sport doit être durable et faire état d'un planning concret des activités à l'international permettant en outre de mesurer l'impact. Il doit également favoriser le développement de réseaux de relations servant à la promotion du Luxembourg.

Depuis la présentation de la nouvelle identité visuelle du pays le 10 octobre dernier, nombreux sont les fédérations sportives nationales et les sportifs qui nous ont directement approchés pour devenir ambassadeur de la marque «Luxembourg».

ad 3. Des partenariats ont été conclus jusqu'à présent avec trois fédérations nationales ainsi qu'avec deux sportifs luxembourgeois de haut niveau et de renommée internationale. Actuellement, les pourparlers sont en cours avec quatre autres fédérations sportives nationales ainsi que le Comité olympique et sportif luxembourgeois.

Une enveloppe budgétaire de 150.000 euros est inscrite au budget 2017 pour le cofinancement de partenariats dans le cadre de notre stratégie de communication internationale.

ad 4. Cinq conventions de partenariat ont été conclues jusqu'à présent, ceci avec la Fédération luxembourgeoise de handball (FLH), la Fédération du sport cycliste luxembourgeois (FSCL), la Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage (FLNS), ainsi qu'avec les joueurs de tennis professionnels Gilles Muller et Mandy Minella.

Les montants engagés s'élèvent à 66.000 euros.

D'autres partenariats sont en cours d'élaboration.

Question 2644 (22.12.2016) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **système d'information en temps réel pour les clients CFL:**

Une des causes de mécontentement des clients du transport en commun ferroviaire est le manque d'informations en cas de perturbations et de retards des trains. Ainsi, les clients attendant l'arrivée d'un train sont souvent laissés sans informations sur les causes et l'envergure du retard d'un train. Par ailleurs, le changement d'un quai annoncé en dernière minute entraîne des inconvénients pour les clients et notamment pour les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite ou les voyageurs accompagnés d'enfants en bas-âge ou en poussette.

Afin d'améliorer les informations aux clients, l'installation d'un nouveau système dénommé ARAMIS est planifiée depuis quelques années. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. De quelle façon Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre à disposition des clients une information rapide, voire en temps réel, dans les trains et dans les gares?

2. Monsieur le Ministre pourrait-il fournir des explications plus précises sur le fonctionnement du système d'information ARAMIS?

3. Dans quel délai les clients pourront-ils bénéficier d'une telle amélioration?

Réponse (06.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le système ARAMIS, mis en service en novembre 2015, a pour objet la gestion et le suivi en temps réel de tous les trains circulant sur le réseau ferré luxembourgeois.

En ce qui concerne l'information des clients dans les gares, toutes les gares et points d'arrêt du réseau sont équipés à l'heure actuelle d'installations pour fournir des informations acoustiques sur la situation du trafic ferroviaire voyageurs.

Certaines grandes gares ainsi que les points d'arrêt modernisés récemment sont également équipés d'afficheurs ou d'écrans d'information fonctionnant en service semi-automatique.

Les données sur le trafic en temps réel mises à disposition par le système ARAMIS permettent d'augmenter la qualité et l'actualité des informations à fournir aux clients, de sorte qu'il est envisagé d'aménager un système d'information acoustique et visuel unifié à toutes les gares et points d'arrêt du réseau. Il sera ainsi possible de fournir en temps réel aux clients voyageurs des informations complètes et ciblées sur la circulation des trains en situation normale et en situation perturbée, et ce de façon entièrement automatisée.

Un projet pilote sera déployé au nœud ferroviaire de Pétange/Rodange ainsi qu'aux points d'arrêts adjacents au deuxième semestre 2017 pour tester et valider le concept retenu.

Suite au retour d'expérience ainsi recueilli, un déploiement progressif au réseau entier est planifié pour 2019.

En ce qui concerne l'information des clients dans les trains, le site Internet et l'application CFL pour smartphone donnent d'ores et déjà des informations sur la circulation des trains en temps réel et précisent la variation entre l'horaire planifié et l'horaire réel. Une refonte de ces outils est en planification en vue de les rendre plus conviviaux pour les voyageurs.

Un consultant externe spécialisé a été mandaté pour réaliser au premier semestre 2017, en concertation avec les services concernés des CFL, une étude organisationnelle au sein des CFL en vue d'améliorer les flux et procédures d'information des clients en situation normale et perturbée. La phase d'implémentation des propositions issues de cette étude sera entamée par la suite.

Début 2018, il est prévu de mettre en service un poste de commande centralisé dont l'objet sera de gérer en temps réel le système ferroviaire. En se basant notamment sur les informations puisées du système ARAMIS, le poste de commande centralisé décidera en cas de perturbations sur les adaptations du plan de transport et sur la mise en place de moyens de substitution (bus). Il transmettra des informations ciblées au personnel de train pour les mettre en mesure de renseigner efficacement les voyageurs sur la continuation de leur voyage, et ce dans un délai de moins de dix minutes après la survenance de la perturbation.

Quant à l'information visuelle dans le matériel ferroviaire par les systèmes informations voyageurs, les huit automotrices «Stadler KISS» informent d'ores et déjà les voyageurs en temps réel sur les retards en cours de route et sur les correspondances de trains aux gares. Au cours du deuxième trimestre 2017, onze automotrices supplémentaires du type «Stadler KISS», équipées du même système d'information voyageurs, seront mises en service. Dans les années à venir, les anciennes séries sont prévues d'être équipées avec un système d'information voyageurs identique ou similaire.

Question 2645 (22.12.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **pratique des «faux cadres» dans les secteurs bancaire et financier:**

Les syndicats représentatifs des secteurs bancaire et financier mettent en question la pratique des «faux cadres». Dès lors dans certains établissements, près du tiers des salariés travaillerait sous le statut de cadre qui les exclurait des bénéfices de la convention collective de travail (CCT) s'appliquant au secteur bancaire et à d'autres volets du secteur financier. En pratique, cela signifierait que le treizième mois et la prime de juin seraient remplacés par un titre, une voiture de fonction et des heures supplémentaires non payées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance de cas dans lesquels le statut de cadre a été appliqué afin de contourner les dispositions et notamment les bénéfices de la convention collective?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la véracité des affirmations des syndicats concernant la pratique des «faux cadres» et son envergure?

- Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques concernant l'usage des «cadres» dans les établissements du secteur bancaire et du secteur financier?

- Quel serait un taux de cadres dans les établissements bancaires et financiers comparable à celui de nos pays voisins?

Réponse commune (07.02.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de* **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire peut confirmer avoir été informé de ces pratiques par des représentants des syndicats. Les Ministres adressés n'ont cependant pas connaissance de cas concrets dans lesquels le statut de cadre aurait été appliqué d'une manière systématique afin de contourner les dispositions de la convention collective du secteur bancaire.

En conséquence ils ne sont pas en mesure de commenter à l'heure actuelle les affirmations des syndicats concernant une telle pratique.

Au Luxembourg, la proportion des cadres par rapport à l'ensemble des salariés du secteur «Activités financières et assurances» est comparable à la moyenne dans l'Union européenne, qui se situe à 15%. En effet, il ressort de l'enquête sur la structure des salaires menée par le Statec en 2014 que 17% de tous les salariés de la section «Activités des services financiers» (NACE - K64) sont des «directeurs, cadres de direction et gérants» (CITP - 1). À noter que dans certains pays, dont la France (33%) et le Royaume-Uni (22%), le taux de cadres est d'ailleurs nettement plus élevé.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, lors d'une prochaine réunion avec des représentants du secteur, va évoquer cette pratique. Le cas échéant, il pourra être procédé à une étude relative aux changements à intervenir en relation avec la digitalisation du monde du travail et de son influence sur les modifications des relations de travail qui pourraient en résulter.

Question 2646 (22.12.2016) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **sylviculture:**

Une majorité de la surface des sites Natura 2000 est constituée de bois et de forêts. L'orientation vers une sylviculture proche de la nature telle que proposée par le Gouvernement nécessite cependant encore une large campagne de sensibilisation et d'information auprès des propriétaires forestiers privés auxquels appartiennent plus que la moitié des forêts de Luxembourg. À noter que 99% des 14.000 propriétaires forestiers privés disposent de parcelles avec en moyenne 0,5-2,5 ha.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement.

1) Le Gouvernement entend-il organiser dans ce contexte une campagne de sensibilisation et d'information auprès des propriétaires forestiers privés?

2) Est-ce que Madame la Ministre a élaboré un concept d'information, de sensibilisation et de conseil pour les propriétaires forestiers privés?

3) Est-il prévu de soutenir dans ce contexte l'association des propriétaires forestiers privés par une aide quelconque et, le cas échéant, laquelle?

Réponse (23.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Des actions d'information et de sensibilisation ont eu lieu et d'autres sont actuellement encore prévues, et ce à différents niveaux:

1. Afin d'informer les propriétaires forestiers, et notamment les propriétaires privés, sur le régime d'aides en matière de biodiversité en forêt et de les sensibiliser, un dépliant a été élaboré dénommé «Erhaltung und Förderung der Biodiversität im Wald», qui est notamment disponible sur le site Internet suivant: http://www.environnement.public.lu/forets/publications/Biodiv_Wald1/index.html.

Sachant que les mesures de gestion en faveur de l'amélioration de la biodiversité dans les sites Natura 2000 sont facultatives, il est clair que les aides financières constituent un aspect important de la mise en œuvre de la directive «Habitats».

2. Dans le cadre d'un projet LIFE, un guide d'identification et de gestion intégrée des habitats et espèces d'intérêt communautaire appelé «Gestion forestière et diversité biologique» a été élaboré, en collaboration avec l'Office national des forêts (F), l'École nationale du génie rural et des eaux et forêts (F) et l'Institut pour le développement forestier (F).

Cette publication a la forme d'un classeur de plus de 300 pages. Elle comporte aussi bien des éléments descriptifs de reconnaissance que des recommandations en faveur de la biodiversité et de la gestion durable, ainsi que des itinéraires sylvicoles proposés. Sur base de ce guide, des excursions sylvicoles avaient été organisées à l'adresse des propriétaires forestiers privés.

3. Un guide de bonne conduite proposant des mesures de gestion appropriées pour les habitats forestiers protégés, dénommé «Leitfaden für forstliche Bewirtschaftungsmaßnahmen von geschützten Waldbiotopen gemäß Artikel 17 des Naturschutzgesetzes», a été élaboré. Cette brochure, d'environ 160 pages, richement illustrée, contient des fiches descriptives des différents habitats traités, des conseils techniques de sylviculture, ainsi qu'une description des mesures proposées accompagnée d'explications. Durant les travaux rédactionnels, le «Lëtzebuerger Privatbësch» (ancien groupement des sylviculteurs) a été consulté à plusieurs stades et ses avis ont été pris en compte dans une large mesure.

4. Le guide précité sera présenté dans le cadre d'un colloque organisé par le «Lëtzebuerger Privatbësch» et, par après, fera l'objet d'excursions thématiques et de démonstrations pratiques à l'adresse des propriétaires forestiers privés.

5. En ce qui concerne la protection d'espèces rares en forêt, une brochure concernant des recommandations de gestion a été élaborée, dénommée «Handlungsempfehlungen für den Forstbetrieb».

6. Le cadastre des biotopes forestiers dresse un inventaire de l'ensemble des habitats forestiers de la directive «Habitats» (92/43 CEE) ainsi que des biotopes protégés de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004. Cette méthodologie a été élaborée en collaboration avec la «Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg (FVA)», le Département de l'environnement du MDDI et l'Administration de la nature et des forêts. Cet inventaire permet également d'évaluer l'état de conservation de ces biotopes forestiers au niveau national.

Tout comme pour le milieu ouvert, un tel cadastre national constitue une base de planification importante dans le cadre de l'évaluation des propositions relatives aux plans d'aménagements forestiers ainsi que des plans de gestion Natura 2000.

Dans ce contexte, une réunion d'information avec le Comité du «Lëtzebuerger Privatbësch» a eu lieu le 8 décembre 2015 pour expliquer les principes du cadastre des biotopes forestiers et suite à cela, une visite de terrain sous forme de workshop a été organisée le 23 février 2016.

ad 2) 1. Depuis 2015, l'ANF et le MDDI élaborent les plans de gestion des sites Natura 2000. Ainsi d'ici printemps 2017, tous les sites Natura 2000 disposeront d'un plan de gestion avec des objectifs à long terme et des mesures opérationnelles quantifiées. Ces plans sont courts, simples, ciblent les priorités et vont à l'essentiel. Ils devraient permettre à tous les acteurs concernés de saisir facilement les objectifs prioritaires et les mesures à mettre en œuvre. Dans le cadre de l'élaboration des plans, le «Lëtzebuerger Privatbësch» est demandé pour avis pour chaque plan de gestion et ses remarques sont prises en compte dans la mesure du possible. Par ailleurs, le «Lëtzebuerger Privatbësch» est également membre du Conseil supérieur de la protection de la nature où tous les plans sont analysés et où un avis est rédigé et dont les différents points sont repris dans le plan de gestion.

2. Au cours du premier semestre 2017, des réunions régionales seront organisées pour présenter les plans de gestion à l'adresse du grand public intéressé.

3. La nouvelle loi sur la protection de la nature prévoit par ailleurs la mise en place de comités de pilotage pour les sites Natura 2000. Il est ainsi prévu de convoquer les premiers comités de pilotage au cours du premier semestre 2017 et les propriétaires forestiers y seront représentés. Ces comités de pilotage auront notamment pour rôle de communiquer et sensibiliser les différents acteurs aux enjeux des

sites et trouver des solutions réalistes et concertées.

4. Les obligations qui incombent au Luxembourg dans le cadre des directives «Habitats» et «Oiseaux» devraient pouvoir être atteintes moyennant des mesures incitatives en ce qui concerne les forêts. Le nouveau règlement sur les aides financières, qui est attendu déjà depuis un moment, prévoit le cofinancement de mesures en faveur de la diversité biologique, notamment en milieu forestier. Une fois que ce nouveau règlement sera en vigueur, des actions seront menées pour informer et sensibiliser les propriétaires forestiers privés des nouveautés de ce nouveau régime d'aides.

5. L'ANF met actuellement en place une base de données «Espaces naturels» qui sera une interface informatique permettant de rechercher et visualiser toutes les données pertinentes liées à Natura 2000 (notamment les habitats et biotopes protégés, leur évaluation, les fiches descriptives, les zonages prioritaires, etc.). Cette base de données sera interactive et ouverte à tous les acteurs qui désirent y participer et qui pourront ainsi y introduire leurs mesures planifiées, et aussi les valider si elles sont réellement mises en œuvre. Cet outil va garantir une meilleure concertation entre acteurs et permettre d'analyser à tout moment si les objectifs sont atteints ou pas et où résident les éventuels problèmes dans la mise en œuvre des mesures.

ad 3) 1. Comme l'honorable Député Marco Schank le sait très bien de son mandat de Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, responsable du Département de l'environnement (période 2009-2013), le «Lëtzebuerger Privatbësch» profite déjà actuellement d'un soutien majeur de la part du Ministère de l'Environnement dans le cadre d'une convention. Cette convention définit les modalités de la coopération et inclut des prestations dans l'intérêt de la mise en œuvre des directives «Habitats» et «Oiseaux». En 2015, le montant attribué s'élevait à 208.529,25 euros. Pour 2016, le décompte final sera finalisé sous peu.

2. Par ailleurs, dans le nouveau projet de règlement sur les aides en milieu forestier, un régime d'aides spécifique pour le transfert de connaissances en matière de gestion forestière durable est défini. Il peut s'agir d'activités de formation continue et de perfectionnement professionnel ou d'activités de vulgarisation, d'information et de promotion. Ce type de régime d'aides est notamment applicable aux groupements de propriétaires forestiers, et les activités subventionnées peuvent avoir comme objet les sites Natura 2000.

Question 2647 (22.12.2016) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **projet «Quiet-Track»:**

Le projet «Quiet-Track» qui a bénéficié de ressources financières de l'Union européenne avait comme objectif de développer des technologies aidant à réduire le bruit émis par des véhicules roulant sur des rails. Cet effort de recherche concernait les moyens de transports aux vitesses entre 20 et 200 km/h. Les résultats sont donc potentiellement applicables aux trains et aux trams.

Au vu des multiples projets d'infrastructure de transports actuels et futurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce projet (code d'activité: SST.2013.1-1)?

- La durée du projet étant écoulée le 1er juin 2016, est-il en mesure de m'informer quant aux résultats de ces recherches?

- Les conclusions de ce projet peuvent-elles être prises en compte afin de minimiser le bruit provoqué par le mouvement des trains roulant sur le territoire luxembourgeois?

- Alors que les rames du tram sont en train d'être posées, les solutions de ce projet pourraient-elles être appliquées à ce moyen de transport en commun urbain?

Réponse (06.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet «Quiet-Track» (QT) est un programme de recherche initié par quelques pays européens comme la Suède et la Belgique. Entre-temps, un certain nombre d'autres pays ont rejoint ce programme de recherche.

Le projet avait pour objet de rechercher de nouvelles pistes pour réduire l'impact acoustique ferroviaire (train et métro, voire tram) pour des circulations à vitesse conventionnelle. Le principal axe de recherche consistait à trouver des moyens d'amélioration au niveau de la source du bruit se situant au niveau du contact roue-rail.

Le programme de recherche a permis d'établir des méthodes de mesure de la rugosité de la surface du rail et de proposer des solutions pour réduire son impact acoustique qui est issu de la propagation vibratoire. La solution la plus efficace pour réduire cet impact est de mettre en place un programme de meulage acoustique.

Un tel programme a déjà été mis en place depuis quelques années au Luxembourg et le résultat est entièrement satisfaisant.

Pour les problèmes d'émission sonore lors de passages de trains dans des courbes à faible rayon (grincement), ces endroits du réseau ont, en plus, été équipés avec des graisseurs fixes utilisant des produits biodégradables.

Un deuxième axe de recherche du programme QT était l'effet d'amélioration procuré par la mise en place de «mini» murs antibruit. L'Université de Karlsruhe a conclu dans une étude que ces «mini» murs antibruit étaient efficaces, mais leur mise en place pose de grands problèmes au niveau de la maintenance de la voie et de l'écoulement des eaux zénithales. Au vu de ce qui précède, cette solution n'a pas été prise en considération. Néanmoins, l'évolution de cette étude scientifique est suivie de près.

Un dernier axe de recherche du projet QT concernait la mise en place de produits absorbants entre les deux rails composant le châssis de la voie, mais cette solution n'est envisageable que pour des installations de tram. Au lieu de cette mesure, des absorbeurs de rail (raildampers: absorbeurs fixés autour de l'âme du rail) ont été installés sur un premier tronçon de quelques centaines de mètres. Ceci permettra de diminuer directement l'impact acoustique dans l'environnement du site (2 à 3 dB(A) d'amélioration) et de pouvoir conclure d'ici deux à trois ans, si cette mesure permet également de diminuer les vibrations potentiellement à l'origine de l'usure en surface du rail, provoquant à son tour une augmentation des nuisances sonores provenant du contact roue-rail.

Afin de poursuivre la lutte contre les émissions sonores provenant des circulations ferroviaires, il est à préciser qu'un contact avec l'Administration de l'environnement ainsi que des concertations avec des bureaux spécialisés en acoustique et vibration ont lieu régulièrement.

Quant à l'application au projet de tram des solutions développées dans le cadre du projet européen QT, les informations suivantes peuvent être fournies.

LuxTram a été désigné en 2014 comme l'exploitant du tram et à ce titre la société doit entretenir et maintenir toutes les composantes du réseau (infrastructure, réseaux, matériel roulant et centre de remisage et de maintenance) dans le respect des exigences en matière de sécurité et de fonctionnement. LuxTram a naturellement vocation à prendre en considération les prescriptions du projet QT pour les aspects qui concernent le tramway.

La conception du tram répond à un ensemble de normes et prescriptions techniques éprouvées sur de nombreux réseaux en Europe et dans le monde. Les dispositions qui visent à réduire la propagation des vibrations et l'émission de bruit sont en cours de réalisation. À titre d'exemple, les rails installés sur les sections supportant un rayon de courbure serré ont subi un traitement anticrissement par rechargement de matière, accompagné de l'installation de graisseurs à rail en voie et la mise en place de chambres d'éclissage autour de ces rails.

Question 2648 (23.12.2016) de **Mmes Martine Mergen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant l'**augmentation des tarifs de POST Luxembourg:**

Ab dem 1. Januar 2017 bzw. dem 1. März 2017 erhöht POST Luxembourg die Kosten für verschiedene Finanzpostdienste für Postscheckkunden.

So sollen u. a. die Kosten für die Abhebung von Bargeld, die bislang unkostenfrei waren, zukünftig 3 € pro Transaktion betragen. Besonders stark betroffen davon sind vor allem Asylantragsteller, die prinzipiell keine Bankkarte kriegen, Menschen ohne oder mit geringem Einkommen, ältere Menschen, die sich größtenteils noch nicht den neuen Technologien verschrieben haben und für die der persönliche Kontakt noch immer sehr wichtig ist, sowie Personen und Unternehmen, die mehr als die auf einem Bankautomaten erlaubten 750 € bzw. 1.000 € pro Woche abheben müssen. Diese Kunden bekommen also die Gebühren aufgezwungen, obwohl sie keine andere Möglichkeit haben, an ihr Bargeld bei POST Luxembourg zu kommen.

Papierüberweisungen werden kostenpflichtig sein, nur elektronische Transaktionen nicht. Dies ist wiederum ein entscheidender Nachteil für Menschen, die sich wegen geringen Einkommens keinen Computer leisten können oder die aus Altersgründen keinen Rechner benutzen.

Ebenfalls werden 2017 die täglichen und wöchentlichen Kontoauszüge nicht mehr gebührenfrei sein.

Diese Preiserhöhungen müssen im Lichte betrachtet werden, dass die Gehälter und Bezüge der öffentlich Bediensteten exklusiv auf ein CCP-Girokonto eingezahlt werden. Zudem zahlt POST Luxembourg keine Zinsen an die Inhaber von Postgirokonten, und dies unabhängig von der internationalen Zinslage, also auch in Zeiten von höheren Zinsen. Schließlich beteiligt sich POST Luxembourg mit 2,5 Millionen Euro an den Kosten des luxemburgischen Pavillons in Dubai, dies obwohl, laut Aussage des Generaldirektors von POST Luxembourg im Laufe dieser Woche, POST Luxembourg sich dadurch keine neuen Kunden erwartet.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister und an den Herrn Finanzminister stellen:

- Ist der Herr Wirtschaftsminister der Meinung, dass diese Kostenerhöhung dem öffentlichen Dienstleistungsauftrag von POST Luxembourg gerecht wird?

- Wie steht der Herr Wirtschaftsminister dazu, dass vor allem die Einkommensschwachen sowie die Personen, die keine andere Möglichkeit haben, an ihr Bargeld bei POST Luxembourg zu kommen, von der Preiserhöhung betroffen sind, insbesondere von der angesprochenen Gebühr für Bargeldabhebungen, die von 0 € auf 3 € erhöht wird?

- Wie steht der Herr Wirtschaftsminister zu einer Erhöhung der maximal wöchentlich abhebbaren Bargeldbeträge mit den zur Verfügung stehenden Bankkarten?

- Wie werden die Inhaber von Postgirokonten, die keinen Computerzugang haben, von den neuen Tarifen informiert?

- Welche Auswirkungen werden die neuen Tarife auf den Kundenstamm von POST Luxembourg haben? Ist eine Abwanderung der Kunden zu erwarten?

- Wie hoch werden die Mehreinnahmen durch die neuen Tarife für Finanzdienstleistungen geschätzt?

- Denkt die Regierung nicht, dass dies in keiner Beziehung steht zur Ausgabe von POST Luxembourg von 2,5 Millionen Euro als Beitrag zur Luxemburger Präsenz in Dubai?

- In Anbetracht der Ausnahmestellung des CCP und seiner Quasimonopolstellung für die öffentlich Bediensteten sowie der 100%igen Beteiligung des Luxemburger Staates an diesem Unternehmen, ist die Regierung nicht der Meinung, dass das öffentliche Unternehmen POST Luxembourg die Preis- und Tariferhöhungen zurücknehmen oder aber wenigstens abschwächen sollte? Falls diese Frage verneint wird, mit welcher Begründung werden insbesondere den Wenigerbemittelten, aber eigentlich allen Steuerzahlern als indirekten Inhabern von POST diese neuen Kosten und Lasten auferlegt?

- Wird die Regierung konsequenterweise die obligatorische Überweisung der Gehälter der Staatsbediensteten exklusiv auf ein Postgirokonto aufheben?

Réponse commune (07.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Laut den Informationen, die wir von POST Luxembourg erhalten haben, können wir Ihnen Folgendes mitteilen, was die von Ihnen gestellten Fragen anbelangt:

Laut dem abgeänderten Gesetz vom 10.08.1992 ist POST Luxembourg als Unternehmen öffentlichen Rechts („établissement public") in erster Linie dazu verpflichtet, jeder in Luxemburg ansässigen Person, sei dies eine Privatperson oder ein Unternehmen, einen Zugang zu einem Bankkonto und somit zu Finanzdienstleistungen im Allgemeinen zu gewähren. Diese Dienstleistung ist und bleibt auch in Zukunft kostenlos.

Zusätzlich beauftragt der Luxemburger Staat das Unternehmen POST Luxembourg damit, eine Reihe von Dienstleistungen im Bereich der öffentlichen Finanzen im allgemeinen Interesse zu erbringen. Diese Dienstleistungen sind in einem Vertrag zwischen dem Staat und POST Luxembourg geregelt und werden nicht subventioniert. Dieser Vertrag hält unter anderem auch die Überweisung der Gehälter von Staatsbediensteten exklusiv auf Postgirokonten fest, da dies ermöglicht, die Gehälter direkt und ohne Zeitverlust vom Postgirokonto des Staates auf die individuellen Postgirokonten der Staatsbediensteten zu überweisen. Dies wäre bei Überweisungen auf Konten anderer Banken nicht der Fall. Die Vertragspartner haben keinen Grund, diesen Sachverhalt in Frage zu stellen.

Die von Ihnen erwähnte Gebührenerhöhung beruht auf einer entsprechenden Marktanalyse und ist so aufgestellt, dass die Tarifstruktur von POST Luxembourg wettbewerbsfähig bleibt. Sie betrifft die Transaktionen am Bankschalter, mit dem Ziel, zumindest einen Teil der Kosten, die durch solche Transaktionen entstehen, abzudecken und so die anfallenden Verluste in der Finanzdienstleistungssparte von POST Luxembourg zu verringern. Als aktiver Marktteilnehmer wird es für den Fortbestand der Finanzdienstleistungen von POST Luxembourg bedeutend sein, dass es dem Unternehmen gelingt, seinen Kunden innovative digitale Lösungen anzubieten, für die eine steigende Nachfrage besteht.

Bevor diese Maßnahmen in Kraft getreten sind wurde aber seitens POST Luxembourg sichergestellt, dass genügend Alternativen zur Bargeldabhebung am Schalter eines Postbüros vorhanden sind: kostenlose Bargeldabhebungen an 108 Geldautomaten von POST Luxembourg und Raiffeisen im ganzen Land, Onlinebanking-Services (CCP Connect/Mobile) und mobile Zahlungslösungen wie Digicash. POST Luxembourg hat sich auch zum Ziel gesetzt, im Zuge der Digitalisierung dieses Angebot auszuweiten. In diesem Kontext sind ab dem 1. Januar 2017 alle Überweisungen über CCP Connect/Mobile in der sogenannten SEPA-Zone gratis.

POST bietet außerdem eine spezielle Lösungsmöglichkeit an, die es sozial schwächeren Kunden erlaubt, unter bestimmten Voraussetzungen in den Besitz einer Debitkarte zu kommen, und dies zu einem vergünstigten Jahrestarif. Dieses Angebot richtet sich auch, wie in ihrer Fragestellung angesprochen, an Asylbewerber. Im gleichen Sinne bietet POST Luxembourg Personen, die aus verschiedenen Gründen nicht auf elektronische Lösungen zurückgreifen können, die Möglichkeit, einen individuellen Antrag auf eine Ausnahmeregelung von der Tariferhöhung zu stellen.

Wir möchten zusätzlich darauf hinweisen, dass der Briefträger finanzielle Transaktionen bis zu einem bestimmten Betrag für den Kunden erledigen kann und so neben seiner traditionellen Aufgabe auch, und besonders für ältere Menschen und Personen, die sich nur schwer zu einem Geldautomaten begeben können, als verlängerter Arm der „Postbank" fungieren kann. Diese Möglichkeit besteht schon heute und erleichtert den Kunden mit eingeschränkter Mobilität weitgehend die Ausführung von Finanztransaktionen, ohne auf Onlinedienstleistungen zurückzugreifen.

Entsprechend den regulatorischen Vorgaben wurden alle CCP-Kunden auf den 30. Oktober 2016, sprich zwei Monate vor Inkrafttreten der Maßnahmen, schriftlich per Brief oder E-Mail, je nachdem wie sie üblicherweise ihre Informationen von POST Luxembourg erhalten, über die Anpassung der Gebührentabelle informiert. Auch kann der Kunde sich in jeder Postfiliale direkt informieren und ein entsprechendes Dokument ausgehändigt bekommen.

Eine pauschale Maßnahme zur Erhöhung der maximal wöchentlich abhebbaren Bargeldbeträge wäre nicht sinnvoll, sowohl im Interesse der Verbraucher als auch aus sicherheitstechnischen Gründen: Die Inhaber der Bankkarten sowie die Mitarbeiter der Geldtransportunternehmen würden einem erhöhten Risiko ausgesetzt. Des Weiteren erwägt POST Luxembourg, auf Anfrage des Kunden und auf Basis einer individuellen Risikoeinschätzung eine Erhöhung der maximal abhebbaren Bargeldbeträge auf den Bankkarten des jeweiligen Kunden zu ermöglichen.

Was die Teilnahme von POST Luxembourg am GIE Luxembourg@Expo2020Dubai angeht, möchten wir klarstellen, dass diese auf eine Initiative der Regierung zurückzuführen ist und in keinem Zusammenhang mit den von Ihnen angesprochenen Tariferhöhungen in der CCP-Sparte steht.

Question 2649 (27.12.2016) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **émissions des véhicules:**

Depuis le «scandale Volkswagen», de nouvelles informations révèlent peu à peu toute l'ampleur des manipulations opérées par les constructeurs d'automobiles pour réduire les émissions polluantes de leurs véhicules lors des tests en laboratoire.

Dans sa réponse à une question parlementaire en octobre 2015, Monsieur le Ministre avait affirmé qu'«en ce qui concerne l'éventuel droit

de l'État luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts auprès du constructeur, il convient de relever que nous ne nous situons pas, à ce stade, dans cette logique, comme le montant de la taxe automobile luxembourgeoise n'est pas affecté par cette manipulation: cette taxe se base sur les valeurs CO_2 et non sur les valeurs NO_x qui elles ont été manipulées par le logiciel incriminé».

Or, une étude récente du «International Council on Clean Transportation» (ICCT), l'institut qui avait initialement révélé la fraude de Volkswagen, démontre que la valeur des émissions en CO_2 et donc de la consommation en carburant des voitures européennes a également été manipulée. Depuis que les normes européennes ainsi que les différentes mesures prises par les États membres ont graduellement limité ces émissions, respectivement ont favorisé des véhicules moins polluants, l'écart entre les valeurs obtenues lors des tests en laboratoire et les émissions réelles s'est accru de manière spectaculaire. En moyenne, cet écart se situait autour de 9% en 2001, tandis qu'il atteignait 42% en 2015! On peut en conclure que les contraintes imposées par le législateur afin de réduire les émissions polluantes ont été systématiquement contournées par les constructeurs d'automobiles qui ont innové plutôt au niveau des manipulations qu'au niveau de la réduction d'émissions.

Le fait qu'il existe un écart entre les émissions en laboratoire et les émissions en conditions de conduite réelles était bien connu. Néanmoins, notre système de taxation et de subvention se réfère à cette première valeur, puisqu'elle résulte d'une procédure standardisée qui aurait dû garantir la comparabilité des émissions polluantes de différents modèles de voitures. Or, l'étude ICCT montre clairement que l'écart précité varie notablement d'un modèle à l'autre et qu'il n'existe pas de proportionnalité qui permettrait une taxation juste basée sur la valeur des émissions constatées lors des tests en laboratoire. Ainsi, cet écart atteint à peu près 50% dans le segment des voitures de luxe, tandis qu'il se situe nettement en dessous de la moyenne de 42% pour les petites voitures.

- Suite aux informations assez détaillées obtenues à ce jour, Monsieur le Ministre estime-t-il que l'État luxembourgeois est en droit d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs d'automobiles frauduleux?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de revoir la taxation basée sur la valeur des émissions en CO_2 inscrite au certificat de conformité qui ne correspond pas aux émissions réelles et qui ne permet pas non plus une comparaison fiable entre modèles?

En janvier 2016, la Commission européenne a proposé un nouveau règlement relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur qui prévoit des contrôles plus stricts lors de la mise sur le marché de véhicules et des sanctions renforcées pour les constructeurs qui ne respectent pas les normes environnementales et de sécurité.

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette proposition?

Réponse (25.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur le système national de taxation des véhicules basé sur la valeur des émissions CO_2 inscrite au certificat de conformité, la possibilité d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs automobiles frauduleux dans le cadre du «scandale Volkswagen» ainsi que sur la nouvelle législation cadre européenne dans le domaine d'homologation des véhicules routiers, en voie d'élaboration.

Depuis le début du «scandale Volkswagen», de nouvelles révélations sont publiées régulièrement en relation avec de possibles manipulations frauduleuses de certains constructeurs automobiles avec comme objectif d'optimiser les résultats des émissions de leurs véhicules. En effet, lors de tests effectués, respectivement par certains États membres de l'Union européenne, la Commission européenne ainsi que des associations comme le «International Council on Clean Transportation» (ICCT), il a pu être démontré que la majorité des véhicules émettent, dans certaines conditions d'utilisation réelles, beaucoup plus d'émissions qu'indiqué dans leur certificat de conformité.

Toutefois, il est à préciser à cet égard que les valeurs limites inscrites dans les certificats de conformité résultent des tests réalisés sur des bancs d'essais, dans des conditions définies suivant les règlements et directives européens afférents. Il est partant évident que les résultats de ces tests n'indiquent que des valeurs pour une courbe de vitesse prédéfinie (New European Driving Cycle - NEDC) et ne reflètent pas le comportement du véhicule dans des conditions de circulation réelles. Le fait qu'il existe un écart entre les valeurs des émissions en laboratoire et celles relevées dans des conditions de conduite réelles était connu, comme le souligne Monsieur le Député à juste titre. Par contre, l'ampleur de cet écart met en évidence un besoin réel de développer de nouvelles procédures en matière d'homologation des émissions des véhicules.

Depuis 2015 jusqu'à présent, plusieurs nouveaux règlements ont été adoptés par la Commission européenne dont entre autres le paquet «Real-driving Emissions» RDE I, RDE II et RDE III ainsi que la nouvelle procédure «Worldwide Harmonized Light-Duty Vehicles Test Procedure» (WLTP), avec comme objectif d'obtenir des valeurs d'homologation plus réelles. Dans cet ordre d'idées, le nouveau cycle WLTP pour les tests sur un banc d'essai a été introduit pour obtenir des valeurs CO_2, donc de consommation, plus exactes. En combinaison avec la nouvelle procédure de test sur route moyennant des systèmes de mesure portables (RDE I) pour les émissions NO_x (RDE II) ainsi que pour les particules (RDE III), les valeurs d'homologation devraient dans le futur être plus proches de la réalité. Pour de plus, il est prévu d'introduire un système de surveillance du marché dans le cadre de la révision de la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules. Un tel système est absolument essentiel afin de garantir une meilleure surveillance des véhicules mis sur le marché européen et ceci en toute neutralité.

Il résulte de ce qui précède qu'à l'heure actuelle, la seule valeur de référence servant de base au calcul de la taxe sur les véhicules automoteurs est celle donnée par les résultats d'homologation et qui figure au certificat de conformité des véhicules. Dans ces conditions, et dans l'attente de la mise en place du cadre réglementaire pour les nouvelles procédures de tests sur route, il me semble à ce stade prématuré de procéder à une révision de l'actuel système de taxation des véhicules.

En ce qui concerne l'opportunité pour l'État luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts des constructeurs automobiles éventuellement frauduleux, il convient de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n°1455 du 24 septembre 2015 dans laquelle j'avais précisé qu'«en ce qui concerne l'éventuel droit de l'État luxembourgeois d'exiger des dommages-intérêts auprès du constructeur, il convient de relever que nous ne nous situons pas à ce stade dans cette logique, comme la taxe automobile luxembourgeoise n'est pas touchée par cette manipulation, car celle-ci se base sur les valeurs CO_2 et non sur les valeurs NO_x qui sont manipulées». En effet, par courrier du 13 novembre 2015, Monsieur Mathias Müller, CEO du groupe Volkswagen, a déclaré qu'il y a de possibles irrégularités avec certains modèles du groupe Volkswagen en ce qui concerne les émissions CO_2. Ces propos n'ont cependant pas été confirmés par des contrôles de productions subséquents effectués par la Société nationale de certification et d'homologation (SNCH) auprès d'Audi. J'aimerais souligner à cet égard que tant les services de mon Ministère que ceux de la SNCH suivent de près l'évolution du «scandale Volkswagen» ainsi que tout autre dossier en relation avec cette problématique, tout en se réservant le droit de lancer, le cas échéant, une procédure judiciaire.

Pour conclure, je tiens à soulever que le Luxembourg est en faveur d'une législation européenne plus contraignante en matière d'homologation des véhicules routiers, prévoyant la mise en place concomitante d'un système de surveillance du marché coordonné par la Commission européenne ainsi que des sanctions renforcées à l'encontre des constructeurs automobiles qui ne respectent pas les normes environnementales et de sécurité applicables dans ce domaine.

Question 2650 (28.12.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**immatriculation de camionnettes:**

Il paraît que sous certaines conditions des voitures particulières peuvent être immatriculées en tant que «camionnette», bien qu'elles servent en réalité au transport de personnes. Selon mes informations, le fait de faire immatriculer ces voitures en tant que camionnette permet aux propriétaires de payer des taxes moins élevées. Or, parfois ces propriétaires regrettent ce choix, notamment lorsqu'ils se voient refuser une vignette pour le parking résidentiel de leur commune.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le cadre légal actuellement en place permet de distinguer clairement entre un véhicule type «camionnette» destiné au transport de matériel et des voitures destinées au transport de personnes?

- Sinon, est-ce qu'il y a des estimations concernant le nombre de «camionnettes» immatriculées comme telles, mais utilisées pour le transport de personnes? Est-ce qu'il y a un risque de sanction pour les propriétaires concernés?

- Est-ce que ces propriétaires ont la possibilité de faire immatriculer un même véhicule en tant que voiture destinée au transport de personnes, si celui-ci a initialement été immatriculé en tant que camionnette?

Réponse (25.01.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il convient de relever que l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la route, permet de distinguer ces deux types de véhicules.

Contrairement à une voiture particulière, une camionnette doit disposer 1) d'une charge utile dépassant le nombre total de places disponibles multiplié par 75 d'au moins 200 kg et 2) d'un compartiment pour le transport de choses séparé de l'habitacle aménagé pour le transport de personnes.

Ainsi, afin d'être immatriculé en tant que camionnette, un véhicule routier doit soit être couvert par une homologation européenne en tant que camionnette donnant lieu à l'établissement d'un certificat de conformité correspondant, soit avoir fait l'objet, sur base d'un contrôle de conformité effectué par le Service «Agréation» de la SNCA, d'une réception nationale individuelle.

Actuellement, 132 voitures particulières transformées en camionnette sont en circulation. Sur les certificats d'immatriculation respectifs sont indiqués les mentions «Changement de catégorie» et «Aménagements intérieur».

Ces véhicules peuvent servir au transport de personnes dans la limite du nombre de places assises inscrites sur le certificat d'immatriculation. Le conducteur qui transporte des personnes autrement que sur les places inscrites sur son certificat d'immatriculation s'expose à un avertissement taxé de 74 €.

Une voiture particulière immatriculée en tant que camionnette, suite à une réception nationale individuelle, peut être à nouveau immatriculée en tant que voiture automobile à personnes suite à un nouveau contrôle de conformité auprès de la SNCA, une fois les modifications apportées au véhicule, le cas échéant, pour sa catégorisation en tant que camionnette, enlevées.

Finalement, il reste à relever que le fait d'enlever la cloison séparant le compartiment pour le transport de choses de l'habitacle aménagé pour le transport de personnes sans soumettre au contrôle de conformité sa voiture particulière immatriculée en tant que camionnette est passible d'un avertissement taxé d'un montant de 145 € et d'une réduction de deux points sur le permis de conduire.

Question 2651 (29.12.2016) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**usage de pistolets à impulsions électriques par les forces de l'ordre:**

Comme le relate un article du «Tageblatt» paru aujourd'hui, l'Inspection de police de Trèves permettra à partir du 1er mars 2017, et ce pendant une période d'essai d'un an, à ses agents de faire usage d'un «Taser», afin de tester son efficacité dans le cadre de missions policières. Ce pistolet à impulsions électriques permet d'immobiliser durant environ cinq secondes un individu, notamment afin de pouvoir procéder à son arrestation si nécessaire, sans pour autant que cela nuise à la santé dudit individu. Bien que ces pistolets soient déjà employés par les forces de l'ordre dans bon nombre de pays, l'utilisation est toutefois hautement réglementée dans la plupart des cas, afin d'éviter tout abus. Ainsi à titre d'exemple, les agents de police municipale en France peuvent utiliser un «Taser» conformément aux précautions d'emploi établies par le ministère, tout comme les unités spéciales en Belgique.

Une fois cette période d'essai révolue, ces pistolets pourraient définitivement remplacer d'autres moyens de défense dissuasifs utilisés actuellement par les forces de l'ordre, tels que les matraques ou les bombes lacrymogènes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce test appliqué par nos voisins allemands?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les pistolets à impulsions électriques pourraient constituer une alternative à d'autres moyens de défense dissuasifs tels que les matraques ou les bombes lacrymogènes?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre serait-il disposé à permettre aux agents de police de tester le «Taser» à l'instar de la police de Trèves?

Réponse (19.01.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Je suis au courant que la police de Trèves s'apprête à tester les pistolets à impulsions électriques.

L'Unité spéciale de la police (USP) dispose depuis un certain temps déjà de pistolets à impulsions électriques, auxquels elle ne recourt toutefois que très rarement. Ainsi, avec des règles d'utilisation et de maniement précises et une solide formation de base, le pistolet à impulsions électriques peut constituer un complément aux moyens de contrainte à disposition des policiers.

La Police grand-ducale ne préconise cependant pas, pour l'heure, de compléter l'équipement de base de tous les policiers par le «Taser», mais de continuer à suivre attentivement les expériences faites dans nos pays voisins.

Question 2652 (04.01.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT):**

En référence à l'article 10 de la directive 2011/64/UE, Monsieur le Ministre a récemment confirmé que le Luxembourg respecte actuellement les niveaux d'accise fixés au plan européen sur les produits de tabac et leurs produits dérivés. En conséquent, il n'y a aucune obligation légale de revoir les droits d'accise à la hausse.

Pourtant, il convient de soulever que les mesures préconisées dans le Plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) prévoient entre autres que pour les années 2016 à 2020, il faut «continuer à augmenter régulièrement la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés», cette mesure étant destinée à adapter la politique des prix de façon régulière et à lutter par ce biais contre la consommation des produits de tabac en particulier chez les jeunes.

Saluant que dans le comité de pilotage du PNLT le Gouvernement était représenté par quatre ministres qui se sont engagés avec plusieurs acteurs du domaine de la santé à prévenir et à réduire le tabagisme par des actions concrètes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre envisage-t-il de revoir à la hausse les prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés en vue d'atteindre les objectifs définis dans le Plan national tabac 2016-2020?

2. À quel niveau se situera le cas échéant l'adaptation des prix et quel sera le délai de sa mise en vigueur?

Réponse (03.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*:

L'État n'intervient pas directement dans la détermination des prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés qui relève du libre jeu du marché. Pour autant, l'État peut influencer l'évolution de ces prix au travers de la fixation de l'accise correspondante.

En date du 20 janvier 2017, le Conseil de Gouvernement a décidé une augmentation de l'accise spécifique pour les cigarettes de 11,50 € à 12 € et de l'accise minimale de 113,95 € à 116 €. En ce qui concerne le tabac fine coupe, l'accise spécifique augmentera de 12,50 €/kg à 14 €/kg et l'accise minimale passera de 43,95 €/kg à 47 €/kg.

Ces adaptations s'inscrivent dans la mise en œuvre des recommandations du Plan national de lutte contre le tabagisme 2016-2020, qui prévoit une augmentation régulière de la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés.

Le règlement grand-ducal afférent est entré en vigueur le 1er février 2017.

N°08
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°08 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Situation sécuritaire au Luxembourg p. 275
Détachement de travailleurs p. 292
Sommaire des séances publiques nos21 et 22 p. 298
Sommaire des questions parlementaires p. Q129
21e séance Jeudi 19 janvier 2017
22e séance Mardi 7 février 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française

«Les relations entre nos deux Parlements sont au beau fixe», a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le 30 mars 2017, lors de l'accueil de son homologue français, le Président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone.

Les deux Présidents, qui se disent tous les deux «Européens convaincus», sont persuadés que les États membres ne peuvent pas résoudre seuls les défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée, mais préconisent une approche solidaire et unie.

Dans ce sens, le Président de l'Assemblée nationale française a insisté sur les bonnes relations que les Présidents des Parlements luxembourgeois, français, italien et allemand, quatre pays fondateurs de l'Union européenne (UE), entretiennent dans ces moments mouvementés.

«Éviter une paralysie de l'Europe»

Au lendemain du déclenchement officiel de la procédure de divorce avec l'Union européenne par le Gouvernement britannique, l'impact que la sortie d'un pays membre de l'UE aura sur les politiques européennes était au cœur des discussions entre le Président de l'Assemblée nationale française et la délégation parlementaire luxembourgeoise.

«La sortie du Royaume-Uni soit provoquera un choc salutaire, soit sera le début du démembrement de l'UE», a constaté M. Claude Bartolone.

Les députés luxembourgeois ont partagé les préoccupations du Président de l'Assemblée nationale française qui veut absolument «éviter une paralysie de l'Europe» durant les deux années de négociations à venir.

L'énergie nucléaire et les questions de taxation

La paix au Proche-Orient, la défense européenne ainsi que la sécurité énergétique étaient également des sujets évoqués par les interlocuteurs lors de cet échange de vues.

En ce qui concerne la sécurité énergétique, le Président Bartolone a souligné que cette problématique cruciale devrait être une priorité commune de l'UE.

Dans ce même contexte, le Président Di Bartolomeo et les députés luxembourgeois ont saisi l'occasion pour informer l'hôte français sur une motion adoptée unanimement par la Chambre des Députés demandant la fermeture de la centrale nucléaire lorraine de Cattenom

À la fin de l'entrevue, M. Mars Di Bartolomeo a abordé brièvement la question des impôts payés au Grand-Duché par les travailleurs frontaliers, dont 80.000 Français, sujet qu'il avait également évoqué lors de sa visite à l'Assemblée nationale en novembre 2016. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés a souligné que les impôts payés par les frontaliers sont largement utilisés pour financer leurs pensions et il a préconisé l'idée que les deux pays devraient privilégier la réalisation de projets communs, comme par exemple la recherche dans le domaine de la santé.

M. Claude Bartolone et M. Mars Di Bartolomeo

Accueil chaleureux pour António Costa

«Bienvenu dans ce qui est peut-être un des parlements les plus portugais au monde», s'est prononcé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, à l'adresse du Premier Ministre portugais, M. António Costa, le 5 avril 2017. Il a souligné qu'environ 110.000 Portugais vivent au Luxembourg et que la Chambre des Députés est également «leur parlement». Les échanges politiques réguliers entre le Portugal et le Grand-Duché ainsi que les 50 ans d'immigration portugaise au Luxembourg témoignent de la grande amitié qui relie ces deux pays, a-t-il ajouté.

«Juste choix entre stabilité financière et priorité sociale»

L'avenir de l'Union européenne (UE) secouée par le Brexit ainsi que les efforts économiques entamés les dernières années par le Portugal étaient au cœur des discussions entre le Premier Ministre portugais et les députés luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a salué la volonté portugaise de sortir de la crise économique de 2008 en faisant le «juste choix entre stabilité financière et priorité sociale». D'après M. Di Bartolomeo, cette démarche a montré que l'austérité n'est pas le seul chemin pour sortir d'une crise économique.

Les défis du Brexit pour l'UE

En ce qui concerne les défis auxquels est confrontée l'Union européenne, la priorité devrait être «de faire face à toutes les menaces qui alimentent la peur des citoyens et les mouvements populistes», a constaté M. António Costa. Un autre souhait exprimé par le Premier Ministre portugais était celui de «consolider ce qu'on a déjà dans l'Union européenne avant de construire du nouveau».

Les députés ont partagé la conviction d'António Costa qui consiste à se concentrer sur les sujets où l'Union peut constituer une valeur ajoutée pour les citoyens. Dans ce sens, le Premier Ministre portugais a relevé qu'une Europe à plusieurs vitesses pourrait - avec une juste balance - être une solution. Face à la question de plusieurs députés sur les futures relations avec le Royaume-Uni, un des plus vieux partenaires du Portugal, M. António Costa a déploré le choix britannique, mais il a souligné que «l'Union européenne devra apprendre de cette défaite».

La délégation luxembourgeoise conduite par M. Mars Di Bartolomeo (3e de gauche)

Le Premier Ministre portugais, M. António Costa (3e de droite), et sa délégation

«Supprimer les obstacles digitaux»

(de gauche à droite) M. Marc Angel, Mme Simone Beissel, M. Andrus Ansip, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Viviane Loschetter

«Supprimer les obstacles digitaux», c'est une des principales missions du Vice-Président de la Commission européenne responsable du marché unique numérique, M. Andrus Ansip, en visite de travail à la Chambre des Députés le 3 avril 2017.

Les députés membres de trois commissions parlementaires (Juridique, Affaires étrangères et européennes, Enseignement supérieur et Médias) ont discuté avec le Commissaire européen sur les progrès réalisés et les défis, notamment ceux liés à la cybersécurité et à l'e-santé, du marché unique numérique lancé en mai 2015.

Le Commissaire européen a félicité le Luxembourg d'être «un pays aussi digital» et d'avoir compris que les investissements dans la digitalisation sont indispensables.

Les deux «data center» à Betzdorf et à Windhof, qui créeront environ 150 emplois, en sont la preuve pour M. Andrus Ansip.

Dans ce contexte, les députés ont informé celui-ci que la stratégie luxembourgeoise «Digital Lëtzebuerg» reste une des grandes priorités du Grand-Duché.

La fin du roaming et le geoblocking

La fin des frais de roaming en Europe, prévue pour le 15 juin 2017, sera une des réalisations les plus tangibles du marché intérieur numérique et représente également la volonté de la Commission européenne de mettre le citoyen au cœur de ses politiques, a expliqué le Commissaire Andrus Ansip aux députés.

La proposition de règlement sur le geoblocking, proposée par la Commission européenne en 2016, a également été un sujet évoqué lors des discussions entre les députés et le Vice-Président de la Commission européenne.

Les parlementaires ont expliqué au Commissaire européen que les consommateurs luxembourgeois sont les plus grands e-consommateurs transfrontaliers en Europe, mais qu'ils sont également les plus géobloqués.

Les députés ont d'ailleurs envoyé en juillet 2016 un avis politique en ce sens à la Commission européenne pour exprimer leur déception quant à la teneur du dispositif proposé. À leur avis, le texte proposé par la Commission européenne ignore le volet des télécommunications ainsi que celui de l'audiovisuel.

En outre, ils estiment que les efforts en matière de lutte contre la discrimination géographique injustifiée et d'autres formes de discrimination fondée sur le lieu de résidence ou la nationalité méritent d'être intensifiés. Ce blocage rend par exemple impossible de se faire livrer un produit acheté dans un autre pays européen au Grand-Duché.

Les effets potentiels de la digitalisation sur le marché du travail

L'éventuelle suppression d'emplois liée à la digitalisation et à la robotisation était une préoccupation partagée par tous les interlocuteurs.

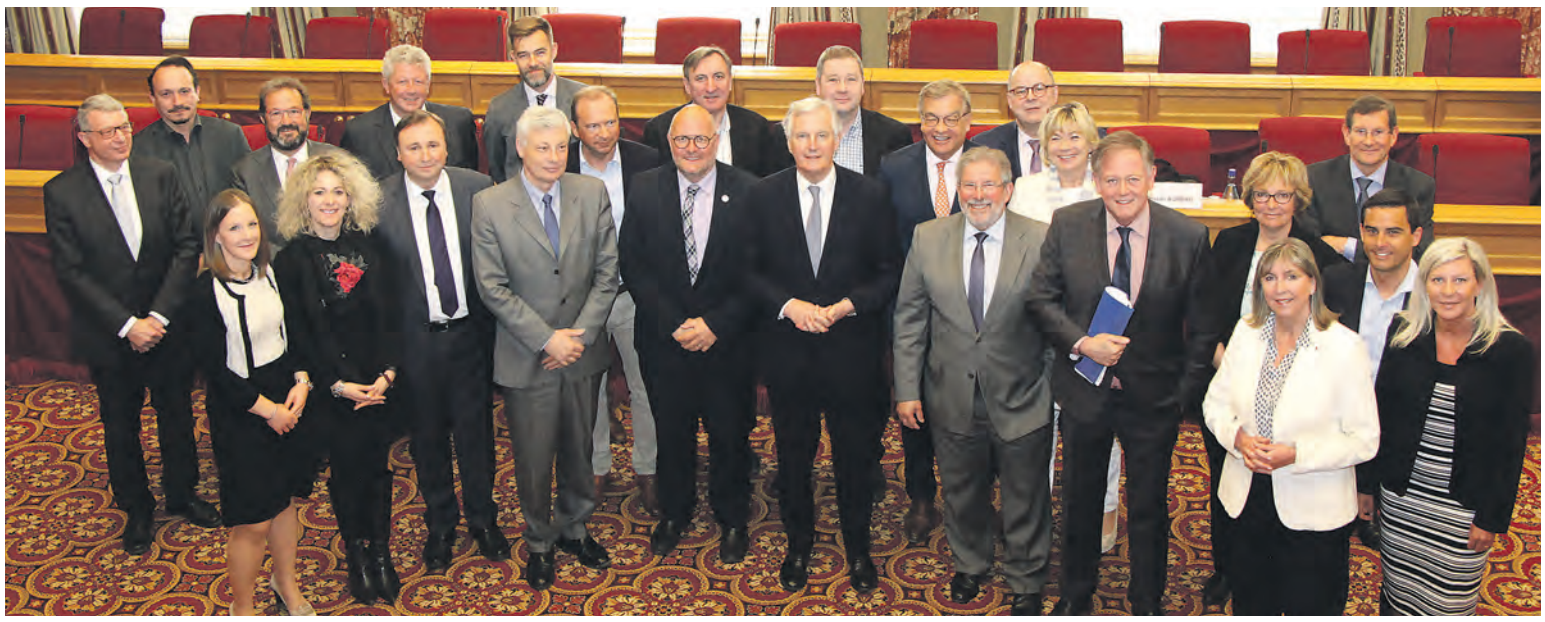
Dans ce contexte, M. Andrus Ansip a souligné que la formation continue doit devenir une réalité des programmes gouvernementaux de tous les États membres, car l'Union européenne doit rester compétitive dans le monde numérique.

Un cadre légal en matière robotique ainsi qu'une éventuelle taxe sur les robots soulevée dans le rapport de la députée luxembourgeoise au Parlement européen, Mme Mady Delvaux-Stehres, présenté lors d'une réunion à la Chambre des Députés en mars, était également un sujet évoqué lors de la visite de travail du Commissaire européen.

M. Andrus Ansip a signalé que la Commission européenne publiera l'année prochaine une communication concernant ce point.

«Nous serons fermes, amicaux, mais jamais naïfs»

Quelle est la démarche de l'Union européenne (UE) dans les négociations du Brexit avec le Royaume-Uni? Quelles seront les futures étapes? Quel sera le sort des citoyens européens vivant au Royaume-Uni? Est-ce que le délai de deux ans sera suffisant pour achever les négociations? À quoi ressemblera la future coopération avec le Royaume-Uni? Ces questions étaient au cœur d'un échange de vues, le 4 avril 2017, entre les députés luxembourgeois et le négociateur européen du Brexit, M. Michel Barnier.



M. Michel Barnier entouré du Président et de membres de la Chambre des Députés.

Trois conditions pour un Brexit réussi

Consolider l'unité des 27 pays membres, lever toutes les incertitudes ainsi que mettre les choses dans l'ordre et en perspective sont les trois conditions clés pour bien réussir le Brexit, d'après M. Barnier. Il est d'avis que les questions qui seront le plus discutées lors des négociations sont les contributions financières de la Grande-Bretagne, sans préciser à ce stade un montant exact, ainsi que la question des frontières, surtout entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord (province britannique).

La transparence et le débat public seront les éléments clés pour préserver l'unité des 27 pays tout au long des négociations. En effet, le négociateur en chef a souligné que les négociations ne pourront pas être menées dans le secret, d'autant plus que les 27 parlements nationaux - représentants directs des citoyens - auront le dernier mot à dire, vu qu'ils devront ratifier l'accord. Bien que les traités prévoient une période de deux ans pour conclure les négociations, le négociateur en chef du Brexit aimerait plutôt conclure les discussions en 18 mois afin de laisser assez de temps aux parlements nationaux pour approuver l'accord.

Éviter à tout prix un «no deal»

Le scénario d'un non-accord n'est pas envisageable pour M. Michel Barnier. Ainsi le négociateur en chef pour la préparation et la conduite des négociations avec le Royaume-Uni a insisté qu'il faut parvenir à «un succès non pas contre les Britanniques mais avec eux». L'intérêt des quatre millions et demi de citoyens britanniques vivant au sein de l'UE et des citoyens européens vivant au Royaume-Uni constitue une priorité tant pour les députés luxembourgeois que pour M. Barnier.

D'abord un accord sur le retrait, ensuite un accord de libre-échange

En ce qui concerne les procédures et les étapes, M. Michel Barnier a fermement insisté sur le fait qu'il faut faire les choses dans l'ordre. Ainsi, les négociations sur les principes du retrait débuteront fin mai 2017, a annoncé M. Barnier, tandis que les discussions sur les futures relations ne pourront débuter qu'après avoir trouvé un accord sur les principes de retrait.

Selon le négociateur européen du Brexit, les discussions sur un accord de libre-échange et d'éventuels accords de coopération en matière de sécurité et de défense, de recherche ou de lutte contre le changement climatique ne seront envisageables qu'à partir de l'automne 2017.

Ces accords, qui devront également être ratifiés par les 27 parlements nationaux, ne devront absolument pas remettre en cause les standards environnementaux, sociaux et fiscaux de l'Union européenne. Tout au long des négociations, «nous serons fermes, amicaux, mais jamais naïfs», a finalement conclu M. Michel Barnier.

Le «passeport européen» pour les produits financiers ainsi que le sort de l'Écosse, de Gibraltar et de l'Irlande du Nord ont été d'autres sujets évoqués lors de l'échange de vues avec les députés.

Le Premier Ministre moldave à la Chambre des Députés

«Heureux de rencontrer un voisin de l'Europe que j'ai hâte de mieux connaître»: c'est par ces mots de bienvenue que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli le Premier Ministre moldave, M. Pavel Filip, le 30 mars 2017 à la Chambre des Députés.

Les réformes entamées au cours des dernières années, surtout dans le domaine de l'administration centrale et territoriale, sont une des grandes priorités du Gouvernement moldave, a expliqué M. Filip. Il espère que tous ces efforts vont aboutir à une éventuelle adhésion à la famille européenne.

De son côté, le Président de la Chambre des Députés a souhaité que dans le cadre de ces réformes, surtout celles touchant le domaine social, le Gouvernement moldave «maintienne la solidarité là où elle existe déjà».

Les relations avec la Russie étaient également un thème évoqué lors de l'échange de vues entre le Président de la Chambre des Députés et le Premier Ministre moldave. Dans ce contexte, M. Pavel Filip a expliqué que la Moldavie entretient une longue relation historique avec la Russie et qu'il espère que celle-ci ne sera pas une entrave à la bonne entente de son pays avec l'Union européenne. «Être pro-européen ne veut pas forcément dire être antirusse», a conclu le Président de la Chambre des Députés.

M. Pavel Filip signe le Livre d'or de la Chambre des Députés en présence du Président Mars Di Bartolomeo.

Remise du rapport du Centre de l'égalité de traitement

Encadrer les victimes et témoins de discrimination, informer et sensibiliser chacun sur ses droits et obligations en matière d'égalité de traitement, tels sont les objectifs du Centre de l'égalité de traitement (CET) créé par la loi du 28 novembre 2006.

106 nouveaux cas de discrimination

Lors de la remise officielle du rapport de l'année 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du CET ont notamment présenté des statistiques. En 2016, le CET a été saisi de 106 nouveaux cas. S'y ajoutent deux dossiers non clôturés de 2014 et sept dossiers non clôturés de 2015.

Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnie figure en deuxième rang. Suivent ensuite le sexe, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle et la discrimination multiple. Les demandes sont majoritairement introduites par des hommes. La plupart des dossiers proviennent de Luxembourgeois.

Parmi les différentes activités du CET sur le plan national, il y a lieu de relever notamment la sensibilisation des jeunes par rapport au handicap. Pour l'avenir, les responsables du CET attendent la réalisation du rattachement du Centre à la Chambre des Députés ainsi que la réalisation de la Maison des droits de l'homme.

Les responsables du CET ont remis leur rapport 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Mars Di Bartolomeo visite l'«Initiativ Liewensufank»

Dans le cadre des festivités du 30e anniversaire de la création de l'«Initiativ Liewensufank», le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu au siège de l'association à Itzig. Il a notamment pu visiter les locaux rénovés et s'est entretenu avec la présidente de l'association, Mme Claudine Claire, avec un membre du comité, Mme Lynn Meunier, ainsi qu'avec les membres de la direction, Mmes Maryse Arendt, Monique Fey-Sunnen, Corinne Lauterbour et une partie des 34 collaboratrices de l'association.

La chargée de direction de l'«Initiativ Liewensufank», Mme Maryse Arendt, a présenté les différentes activités de l'association ainsi que son évolution au cours des 30 dernières années.

Le Président de la Chambre des Députés a ensuite eu un échange de vues avec les responsables sur les succès, les défis et les difficultés rencontrés par l'«Initiativ Liewensufank» au quotidien.

Créée en 1986, l'«Initiativ Liewensufank» est une association qui a pour but d'améliorer les conditions autour de la naissance tant pour les parents que pour les bébés. Elle offre notamment une série de cours aux parents et futurs parents et compte environ 1.200 membres.

Le Président de la Chambre et les responsables de l'«Initiativ Liewensufank»

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

Le Benelux aux avant-postes d'une Europe à plusieurs vitesses

La première séance plénière du Parlement Benelux sous présidence néerlandaise s'est tenue à La Haye les 24 et 25 mars 2017 en présence des députés luxembourgeois MM. Roger Negri, Marcel Oberweis, Alexander Krieps, Gast Gibéryen, Frank Arndt, Gusty Graas et Mme Josée Lorsché.

À cette occasion, le Parlement Benelux a évoqué l'attentat perpétré quelques jours plus tôt devant le Parlement britannique. Au nom de l'assemblée, le Président du Parlement Benelux et membre de la Première chambre néerlandaise, M. André Postema, a exprimé sa compassion pour les victimes et leurs proches. «Les trois pays du Benelux sont solidaires des victimes et de leurs proches. Le terrorisme est un fléau qui requiert une approche internationale. Le Benelux doit apporter sa contribution à la stratégie destinée à mener ce combat.»

Dans son allocution d'ouverture, M. Postema a fait référence aux péripéties actuelles au sein de l'Union européenne ainsi qu'au Livre blanc sur l'avenir de l'Union présenté début mars par la Commission européenne. Une des variantes possibles est l'Europe à plusieurs vitesses. Se référant au Benelux, M. Postema a indiqué qu'«une telle Europe existe depuis longtemps déjà près de chez nous. Si le Benelux a été rattrapé par l'Union européenne, il n'est jamais devenu inutile». Dans ce contexte, le Benelux bénéficie actuellement d'une revalorisation. «Nous avons montré que, dans un certain nombre de domaines pratiques, nous apportons une plus-value», a déclaré M. Postema.

Au centre des travaux figurait la problématique des obstacles en matière de soins de santé transfrontaliers dans le Benelux, dont les aspects et perspectives luxembourgeois ont été présentés par Mme Anne Calteux, Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Santé.

Le commerce véreux de chiens, l'agriculture transfrontalière, le contrôle du trafic aérien, le transport ferroviaire de marchandises et la sécurité des installations nucléaires face à la menace terroriste ont également fait l'objet de discussions au Parlement Benelux.

Les participants luxembourgeois à la séance plénière du Parlement Benelux

Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Soutenir l'intégration euro-atlantique de la Géorgie

M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt (2e rangée, à droite) parmi les autres participants de la réunion de la Commission permanente de l'AP-OTAN

M. Marc Angel et Mme Nancy Arendt ont participé à la réunion annuelle de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Berlin le 1er avril 2017.

Lors de cette rencontre les députés issus des parlements des États membres de l'OTAN ont appelé au soutien à la Géorgie dans le cadre du processus d'intégration à l'OTAN.

Dans le contexte d'une résolution adoptée unanimement, ils ont encouragé les autorités géorgiennes à maintenir le cap pour renforcer les institutions démocratiques, maintenir le système d'équilibre des pouvoirs, promouvoir l'indépendance du système judiciaire, préserver le pluralisme des médias ainsi que renforcer le dialogue et réduire les tensions entre les partis au pouvoir et les partis de l'opposition.

Alors que le partage des charges au sein de l'alliance a été débattu par les parlementaires, la prise en compte du genre au sein de l'AP-OTAN a également fait l'objet d'un rapport présenté lors de cette réunion.

Lors de son adoption, les points de vue ont fortement divergé sur l'attitude à adopter pour favoriser une représentation femmes-hommes plus égalitaire.

Afin de se rapprocher des pratiques d'autres assemblées interparlementaires, il a été décidé de proposer une modification du règlement intérieur visant à encourager fortement les délégations nationales à rechercher une représentation diversifiée des genres en leur sein.

En sa qualité de trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a par ailleurs présenté les comptes de cette assemblée parlementaire.

Commission des droits de la femme de l'AP-UpM

Les droits de la femme dans les pays membres de l'Union pour la Méditerranée

Le 3 avril 2017 les membres de la Commission des droits de la femme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) se sont réunis à Rome (Italie) pour débattre de la situation des femmes dans les conflits armés et pour procéder à un échange de vues sur le projet Worth (The Women right to health). Pour la Chambre des Députés, Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-UpM, a participé aux travaux.

La Présidente de la commission, Mme Leila Chettaoui du Parlement tunisien, a pu saluer des parlementaires des différents pays membres de l'AP-UpM, dont notamment l'Algérie, l'Italie, Israël, la Jordanie, la Palestine, le Portugal, la Turquie, la Tunisie et l'Espagne.

Les invitées, Mme le Préfet Rosetta Scotto Lavina, Directrice adjointe du département - direction centrale politiques d'immigration et d'asile (Italie) et la Dr Renate Frech du UNHCR, ont abordé les thèmes suivants: «La condition des femmes dans les conflits armés» et «Femmes et migration: la question de la traite des êtres humains». Les deux intervenantes ont affirmé qu'il s'agit d'un phénomène mondial auquel on ne peut pas simplement riposter par des mesures et des plans d'action nationaux, mais auquel il faut trouver des solutions transfrontalières voire globales. Il ne faut pas oublier que derrière les effrayants chiffres concernant la traite des êtres humains se cachent des visages d'hommes et de femmes exploités. Malgré les efforts européens de nature législative pour lutter contre la traite, cette dernière est en train de passer à des formes encore moins visibles et donc plus difficiles à combattre.

Le second sujet a été présenté par les professeurs Nereo Segnant et Livia Giordano du Centre d'épidémiologie et de prévention en oncologie de l'Université de Turin. Ils ont présenté le projet de l'UpM intitulé «Le droit à la santé: le projet Worth, pour la réduction de l'incidence de la mortalité des cancers féminins en Albanie, au Monténégro et au Maroc» dont le but est de mettre en place des services de prévention de cancer de qualité. Un autre objectif poursuivi est d'augmenter la prise de conscience des femmes pour leur santé et, par ce biais, de permettre la promotion sociale et économique des femmes dans les pays du pourtour sud de la Méditerranée.

Au cours de la discussion suivant la présentation, les membres de la commission ont unanimement apprécié le projet et félicité les responsables de l'UpM d'avoir soutenu un projet défendant la santé féminine.

Un rapport et une recommandation sur les travaux de la commission seront présentés lors de la réunion plénière de l'AP-UpM qui se tiendra à Rome au mois de mai.

Mme Claudia Dall'Agnol

Deputéiert aus der ganzer Welt wëlle méi Participatioun vu Fraen

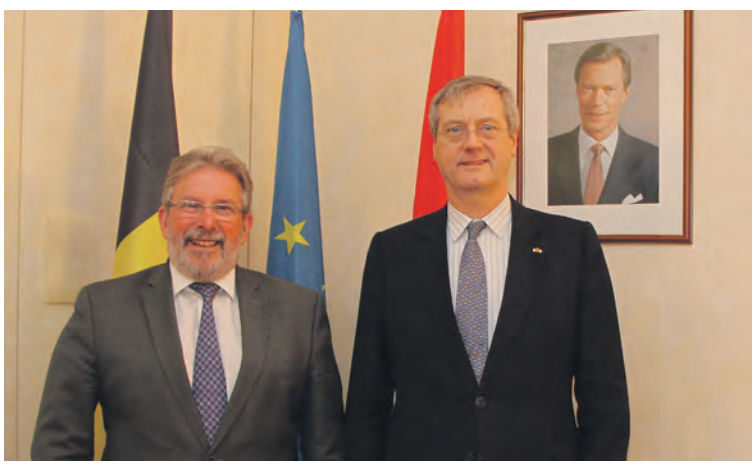
Den Här Eugène Berger huet d'Chamber zu Dhaka vertrueden.

Den DP-Deputéierten a Fraktiounschef Eugène Berger huet d'Chamber bei der 136. Versammlung vun der Interparlamentarescher Unioun vertrueden, déi vum 1. bis de 5. Abrëll 2017 zu Dhaka am Bangladesch stattfonnt huet.

Ee vun den Haaptsujeten op der Versammlung war d'Participatioun vun de Frae fir eng méi demokratesch Gesellschaft.

D'Interparlamentaresch Unioun ass eng Organisatioun, wou sech Deputéiert aus der ganzer Welt begéinen, fir sech zesumme fir méi Demokratie, fir Fridden a fir d'Kooperatioun tëschent de Vëlker anzesetzen.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…S.E. M. Thomas Antoine, Ambassadeur de Belgique (visite d'adieu)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°08** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Loi dite «Omnibus»

6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

À l'image d'un train omnibus qui dessert diverses stations sur son parcours, le projet de loi n°6704 constitue une loi omnibus desservant, au gré de ses articles, divers textes de loi dans le sens où il a pour objet d'apporter de nombreuses modifications, souvent très ponctuelles, à pas moins de onze lois existantes, et d'abroger deux arrêtés grand-ducaux, afin de contribuer à:

- la «modernisation progressive de l'État»,
- la «simplification administrative», ainsi qu'à
- la «modernisation de la fonction publique».

Le projet de loi, tout en restant fidèle à l'approche initiale et novatrice au Luxembourg décrite ci-dessus, va au-delà des seuls engagements initiaux. Il traduit le résultat d'une reprise active du dialogue politique avec les acteurs et administrations concernés en vue d'une simplification accélérée des procédures administratives à la source. Outre des propositions de l'UEL qui n'avaient pas été suivies d'engagements en 2013, le projet regroupe de nombreuses propositions complémentaires qui témoignent d'une nouvelle dynamique déclenchée par l'effet d'un dialogue transversal et structuré avec différentes parties prenantes. Le projet constitue de ce fait un premier pas décisif en direction d'un screening systématique de l'ensemble des procédures administratives et d'une nouvelle approche transversale, institutionnalisée à travers la mise en place d'une plateforme interministérielle de nature politique et administrative, présidée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Toutes les propositions ont été élaborées en collaboration active et à géométrie variable à l'initiative ou avec les différents départements concernés. Elles s'articulent désormais autour de différents thèmes faisant chacun l'objet d'un chapitre du projet de loi. Ce caractère hétéroclite traduit la nature pionnière du projet, car il ne faut pas perdre de vue que l'initiative globalement considérée reste un véritable projet pilote, axé autour d'un échantillon de sujets identifiés comme étant prioritaires. Au-delà des propositions de modifications concrètes, ce projet a permis avant tout de lancer une nouvelle façon d'évaluer notre règlementation: pragmatique, à travers un dialogue direct entre acteurs de terrain, administrations et responsables politiques, et fondée sur une réflexion partagée permettant d'apprécier si les cadres légaux et la pratique administrative en place produisent effectivement les résultats escomptés et améliorent, en fin de compte, les conditions de vie des citoyens et des entreprises.

Parmi les principaux efforts de simplification figurent avant tout des mesures de réduction des délais de procédure susceptibles de réduire le coût de l'instruction des dossiers aussi bien du côté des requérants que du côté des administrations. D'autres mesures se traduisent par des efforts de dématérialisation et de transition vers le numérique dans l'optique d'une modernisation progressive de l'État, ainsi que par l'abandon de procédures qui n'ont plus de raison d'être et la régularisation de textes jugés non conformes à la loi par les cours et tribunaux.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 16.07.2014

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

13.11.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
07.05.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Scission du projet de loi 6704 et examen du projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
	Désignation d'un rapporteur du projet de loi portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'amé nagement communal et le développement urbain
17.09.2015	Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
24.09.2015	Suite de l'examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
01.10.2015	Suite de l'examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
08.10.2015	Suite des travaux
15.10.2015	Suite des travaux
12.11.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
19.11.2015	Présentation et adoption d'une série d'amendements
14.09.2016	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption d'amendements parlementaires
15.12.2016	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
02.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

28.10.2015	Examen des volets «environnement» et «gestion de l'eau»

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

13.11.2014	Présentation du projet de loi
22.04.2015	Présentation des amendements gouvernementaux relatifs à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 08.02.2017

Loi du 3 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°318, page 1

Réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

Le projet de loi a pour objet l'adaptation de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics aux dispositions introduites par les lois relatives à la réforme dans la fonction publique, qui ont une influence non négligeable sur les dispositions concernant le cadre de son personnel. En effet, il est manifeste que certains articles de la loi organique font double emploi ou font obstacle à l'implémentation des textes des lois de la réforme de la fonction publique et des règlements d'exécution y relatifs. Les adaptations proposées du projet de loi ont ainsi pour but:

- de donner à l'Administration des bâtiments publics la possibilité d'avoir recours à des carrières autres que celles de l'architecte et de l'ingénieur afin qu'elle puisse recruter des agents relevant des différentes professions du domaine de la construction, ainsi que du management technique et administratif;

- d'établir une hiérarchie bien structurée au sein du groupe de traitement A1 scientifique et technique qui permet la mise en œuvre des dispositions concernant la majoration pour les responsabilités particulières prévues par les lois du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.10.2016	Suivi de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
01.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.12.2016	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
26.01.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°375, page 1

Licences des contrôleurs de la circulation aérienne

6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne. Il vise à combler un vide juridique en fixant le cadre des sanctions administratives prononcées à l'encontre des prestataires de services de navigation aérienne en cas de non-respect des obligations européennes relatives à la sécurité aérienne.

En septembre 2013, la Direction de l'aviation civile (DAC) a fait l'objet d'un audit par l'Agence européenne pour la sécurité aérienne (AESA). Cet audit a relevé une non-conformité du Luxembourg en ce qui concerne le régime des sanctions applicables aux prestataires de services de navigation aérienne et plus précisément l'absence de possibilité pour l'autorité de surveillance de sanctionner les prestataires de services de navigation aérienne en cas de non-respect des réglementations européennes en matière de sécurité aérienne.

Afin de régulariser cette situation de non-conformité, il convient de fixer par voie législative des sanctions applicables aux prestataires de services de navigation aérienne. En effet, selon le principe constitutionnel de la légalité des peines, de telles sanctions doivent relever du domaine de la loi. En modifiant l'article 11 de la loi précitée du 16 août 2010, qui prévoit déjà certaines sanctions à l'encontre des prestataires de services de navigation aérienne, le présent projet de loi permettra au Luxembourg de se mettre en conformité avec les textes européens et internationaux qui gouvernent la matière en question et évitera ainsi qu'une éventuelle procédure d'infraction puisse être lancée à l'encontre du Grand-Duché pour non-transposition au niveau national de la législation européenne et internationale.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.04.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

06.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 14 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°352, page 1

Détachement de travailleurs

6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

Le présent projet de loi vise à transposer en droit national la directive 2014/67/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014, relative à l'exécution de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (ci-après «directive détachement») qui a pour finalité de prévenir, d'éviter et de combattre toute violation et tout contournement des règles applicables dans le cadre de la libre prestation de services au sein de l'Union européenne.

La révision de la directive de 1996 est devenue indispensable suite à de nombreux cas où les droits sociaux ont été contournés, ainsi que dans le contexte de l'adhésion à l'Union européenne de pays où les niveaux de salaires et de protection sociale sont considérablement moins élevés.

La commission a fait le choix d'une directive d'exécution, jugeant que son adoption serait politiquement plus aisée, compte tenu des divergences entre États membres sur ce dossier.

En résumé, la nouvelle directive d'exécution à transposer poursuit un double objectif:

- garantir aux travailleurs détachés un niveau approprié de protection;

- faciliter l'exercice de la liberté de prestation de services et promouvoir une concurrence loyale entre prestataires de services.

Quant au fond, les points principaux du présent projet de loi sont:

- la responsabilité des entreprises dans les chaînes de sous-traitance;

- l'introduction d'une plateforme électronique en matière de détachement;

- la mise à jour de la liste des documents à produire par l'entreprise détachante;

- le renforcement de la collaboration administrative au niveau national;

- l'introduction de mécanismes de recours efficaces permettant aux salariés détachés de porter plainte ou d'engager des poursuites;

- l'introduction de sanctions administratives;

- l'exécution transfrontalière des sanctions et amendes administratives;

- l'introduction de la possibilité de procéder à la fermeture d'un chantier pour des manquements en matière de droit du travail.

En effet, le but de la directive 2014/67/UE est d'établir un meilleur équilibre entre les dimensions économique, dont la libre prestation de services, et sociale, et donc le respect des législations sociales dans le pays de détachement. Dans ce contexte, une des principales innovations consiste dans l'introduction d'une responsabilité verticale qui comprend le donneur d'ordre et les entreprises qui sous-traitent.

Il est évident que les abus pratiqués dans le cadre du détachement représentent non seulement des pratiques de dumping social, mais aussi de concurrence déloyale, qui faussent le bon fonctionnement du marché et pénalisent les entreprises respectueuses des règles, notamment en matière sociale. Il ne s'agit donc nullement de remettre en cause le détachement en tant que tel, mais surtout d'autoriser les moyens de contrôle qui permettent de lutter plus efficacement contre les abus.

Tout en sachant que le marché intérieur européen, ainsi que le principe de la libre circulation des personnes, des biens et des services, est d'une grande importance pour la croissance des économies et pour le redressement de l'économie en Europe et dans notre pays, il importe d'en éviter à tout prix les possibles effets négatifs tels que salaires au rabais, abus et fraudes aux cotisations de sécurité sociale. Ces phénomènes sont inacceptables tant du point de vue de la protection des salariés que dans la perspective d'une concurrence loyale entre employeurs.

L'approfondissement du marché intérieur doit dans tous les cas prendre en compte les aspects sociaux. Dès lors, il faut assurer des rémunérations et des conditions de travail décentes, ainsi qu'un système de protection sociale efficace pour tous les salariés.

La lutte contre le dumping social ne doit pas se limiter aux seuls salariés détachés, mais aussi protéger, notamment par des contrôles efficaces, l'ensemble des salariés travaillant sur le territoire luxembourgeois.

Les nouvelles réalités du terrain, et plus particulièrement le nombre croissant de situations de détachement constatées par l'Inspection du travail et des mines (ITM), demandent un renforcement des moyens mis à disposition de cette administration, qui, par ailleurs, est en train d'être réorganisée et modernisée afin de mieux satisfaire à ses missions.

En ce qui concerne la responsabilité des entreprises dans les chaînes de sous-traitance, le projet de loi met en place un mécanisme de responsabilité conjointe et solidaire de toutes les entreprises impliquées, qu'elles soient des entreprises détachantes ou des entreprises établies sur le territoire luxembourgeois. Ce mécanisme assurera une meilleure protection du salarié en cas d'infraction.

De même le projet confère une base légale à la pratique administrative déjà en place, qui permet aux entreprises qui détachent des salariés au Luxembourg de faire la demande d'obtention du badge social pour leurs salariés par la voie électronique et met à disposition des utilisateurs une base de données sur les conditions de travail et d'emploi fixées par la loi ou par des conventions collectives déclarées d'obligation générale.

La liste des documents à produire par l'entreprise détachante a été élargie afin de permettre un contrôle efficace assurant aux salariés détachés le paiement réel des salaires dus par rapport aux heures de travail effectivement prestées.

Au niveau national, la collaboration administrative en matière de mise en œuvre des dispositions dans le domaine du détachement a été renforcée en associant la Direction de l'immigration, le Département des travaux publics, l'Administration des ponts et chaussées et l'Administration des bâtiments publics aux missions de contrôle incombant à l'Inspection du travail et des mines.

Par ailleurs, des mécanismes de recours efficaces permettant aux salariés détachés de porter plainte ou d'engager des poursuites, directement ou par l'intermédiaire des syndicats, sont introduits. Dans cette hypothèse, l'action peut être intentée devant les juridictions luxembourgeoises, même si le salarié concerné a entre-temps quitté le Luxembourg.

Conformément à la directive, le projet de loi prévoit également un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives en cas d'infractions aux dispositions relatives au détachement de salariés.

Le projet de loi prévoit pour l'Inspection du travail et des mines la possibilité de prendre des mesures d'urgence, y compris la fermeture d'un chantier en cas d'infractions en matière de droit du travail, alors qu'actuellement, cette possibilité est limitée aux seuls cas d'infractions en matière de santé et de sécurité au travail.

Concernant l'exécution transfrontalière des sanctions et amendes administratives, il est introduit un nouveau chapitre au Code du travail régissant la reconnaissance et l'exécution d'une demande adressée par un autre État membre au Grand-Duché de Luxembourg concernant une sanction ou une amende administrative pécuniaire infligée à titre définitif dans un autre État membre de l'Union européenne à un prestataire de service établi au Luxembourg en cas de non-respect des dispositions applicables en matière de détachement, ainsi que la demande de reconnaissance et d'exécution de telles sanctions et amendes du Luxembourg à un autre État membre de l'Union européenne.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.05.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

24.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.11.2016	Suite de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
23.11.2016	Adoption d'amendements parlementaires
25.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.02.2017

Loi du 14 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°300, page 1

Restructuration du SCRIPT

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

Le projet de loi sous rubrique a comme objectif de restructurer le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, ci-après dénommé «SCRIPT», créé par la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de technologie de l'éducation; c) l'institution d'une Commission d'innovation et de recherche en éducation.

Depuis sa création, le SCRIPT a connu un développement considérable, notamment en ce qui concerne la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques, de sorte que sa structure actuelle ne permet plus de répondre à toutes les tâches et missions qui lui incombent. Il est dès lors proposé de restructurer ce service et de porter le nombre de divisions à six, à savoir:

- une division de l'innovation pédagogique et technologique;

- une division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques;

- une division du développement du curriculum;

- une division du développement de matériels didactiques;

- une division du traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire et éducative;

- une division du développement des établissements scolaires.

Le présent projet de loi entend également mettre en conformité les textes législatifs ayant trait au SCRIPT à la dernière réforme de la fonction publique. Par ailleurs, il est créé la base légale pour l'introduction d'une nouvelle fonction d'instituteur spécialisé en développement scolaire. Affectés au SCRIPT, ces instituteurs spécialisés vont accompagner les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire (PDS).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: Monsieur Lex Delles):

11.01.2017	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 21

JEUDI,
19 JANVIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg
- *Exposé: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Nancy Arendt et M. Léon Gloden), M. Félix Braz, Ministre de la Justice (intervention de M. Léon Gloden), M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Motion 1: M. Léon Gloden, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Max Hahn, M. Léon Gloden (interventions de M. Serge Wilmes, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, et M. Claude Wiseler), M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Léon Gloden, M. Fernand Kartheiser, M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, M. Marc Baum*
- *M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry, M. Claude Wiseler,*
- *Vote sur le renvoi en commission de la motion 1 (adopté)*

5. 7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation
- *M. Alex Bodry - M. Marc Hansen, Ministre du Logement*

7. 6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Gérard Anzia, M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Dan Kersch, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci villmools. Da géif ech lech folgend Kommunikatioune maachen: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi zanter där leschter Sëtzung an der Chamber erakomm sinn, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

Dann huet den 29. Dezember vum leschte Joer den Här Claude Wiseler seng Proposition de loi 6781 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit vum Rôle zréckgezunn, well et zu engem grousse Konsens komm ass iwwert dat Gesetz, dat deemnächst an d'Chamber wäert kommen.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen.

An dann de leschte Punkt vun de Kommunikatiounen, duerfir awer net manner interessant: Esou wéi d'Chambersreglement et virgesäit, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen, op Franséisch, well et dat erëmgëtt, wat am Reglement steet: «Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés celle-ci sera appelée à désigner un médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.»

D'Designatioun vun engem neie Mediateur also. De jëtzege Mediateur mécht Gebrauch vu sengem Recht, a Pensioun ze goen. Dann, weider op Franséisch: «Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes» an esou weider. «Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 3 février 2017.» Dat ass also relativ kuerz.

«Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir: 1) posséder la nationalité luxembourgeoise», d'Carte d'identité, d'Kopie muss bäileien.

Zweetens: «jouir des droits civils et politiques», en Extrait vum Casier judiciaire muss derbäi sinn. Drëttens: «offrir les garanties de moralité requises». Véiertens: «être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction (copie des diplômes, certificats et homologations)».

Dann de leschte Punkt: «avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.»

Also, mir veröffentlechen dat. Offiziell ass och geduecht, dass vläicht och an eise Reie jiddweree sech Gedanken iwwer méiglech Kandidature mécht.

Communications du Président - séance publique du 19 janvier 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7104** - Projet de loi portant modification*

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de Gestion Informatique de l'Éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique,

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État,

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS),

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire,

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23.12.2016

***7105** - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 11.01.2017

***7106** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

***7107** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017

3) En date du 29 décembre 2016, M. Claude Wiseler a retiré sa proposition de loi n°6781 portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise du rôle des affaires.

4) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***756** - Demande de pétition publique: Petitioun fir d'Flexibiliséierung vun den ëffentleche Servicer*

Dépôt: M. Laurent Weisgerber, le 15.12.2016

***757** - Demande de pétition publique: Mobill a fix Radaren. Zil net erfëllt!*

Dépôt: M. Patrick Schoettert, le 18.12.2016

***758** - Demande de pétition publique: Introduire la participation de la CNS immédiatement chez les médecins/docteurs/dentistes et autres acteurs du secteur de la santé*

Dépôt: M. Lionel Delhaye, le 19.12.2016

***759** - Demande de pétition publique: Stopp de Pavillon op der Weltausstellung zu Dubai*

Dépôt: M. Jacques Glod, le 20.12.2016

***760** - Demande de pétition publique: Pour la mise en place d'un plan d'action national ambitieux et concret en matière de construction de logements*

Dépôt: M. Alexis Bley, le 21.12.2016

***761** - Demande de pétition publique: Chauffeurs de bus (secteur privé) NON AUX PLANS DE TRAVAIL SEULEMENT 48h à l'avance. Nous exigeons AU MOINS 1 semaine COMPLÈTE!!*

Dépôt: M. Stephane Brunel, le 28.12.2016

***762** - Demande de pétition publique: Congé payé légal d'au moins 30 jours pour tout le secteur privé*

Dépôt: M. Denny Kanizsa, le 02.01.2017

***763** - Demande de pétition publique: No hanne Verréckele vun der Chrëschtvakanz vum Schouljoer 2017/18 Recul de la période des vacances scolaires de Noël de l'année scolaire 2017/18*

Dépôt : M. Michel Joseph Hinterscheid, le 09.01.2017

***764** - Demande de pétition publique: JO zu der Juegd vun de Fiiss*

Dépôt: Mme Claire Pletgen, le 10.01.2017

***766** - Demande de pétition publique: Entlaaschtung vun der Verkéiersinfrastruktur duerch Förderung vum Télétravail/Améliorer l'état du trafic routier par la promotion du télétravail*

Dépôt: M. Philippe Lemaire, le 15.01.2017

***767** - Demande de Pétition publique: Lëtzebuergesch als Flichtsprooch an de Klinicken*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 18.01.2017

5) Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés celle-ci sera appelée à désigner un médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 3 février 2017.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir:

1) posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) offrir les garanties de moralité requises;

4) être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction (copie des diplômes, certificats et homologations);

5) avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

3. Ordre du jour

Voilà, villmools Merci. Da géife mer zum nächste Punkt iwwergoen, dem Ordre du jour, deen de Fraktiounen an de Sensibilitéite matgedeelt ginn ass, esou wéi en an der leschter Presidentekonferenz proposéiert ginn ass. Ass d'Chamber mam Ordre du jour vun haut d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert a mer géifen dann zum Haaptpunkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Interpellatioun vum Här Léon Gloden iwwert d'Situatioun vun der Sécherheet

hei am Land. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir kennt déi Opstellung. An d'Wuert huet direkt den Interpellateur, den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, am Kader vun dem Débat iwwert d'Lag vun der Natioun vum 26. Abrëll 2016 hunn ech mer Gedanke gemaach iwwert d'Sécherheetslag zu Lëtzebuerg, an dat onofhängeg vun den terroristeschen Uschléi 2016 an eisen Nopeschlänner. Ech wéilt mech also och net mat deem Phenomeen haut hei befaassen.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et eng Rei Entwécklungen, déi d'Leit awer veronsécheren. Ech denken hei un d'Wunnengsabréch, d'Drogekriminalitéit, Iwwergréff op d'Leit an Uniform, awer och Incivilitéiten oder d'Mendicitéit.

Obwuel d'Police mat Recht e gudde Ruff dobausse genéisst - rezent hu 86% der Police eng gutt Nott ausgestallt -, besteet bei ville Leit ee subjektivt Onsécherheetsgefill. Ech stinn net eleng do mat dësem Constat. Och de Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun d'lescht Joer gesot, ech zitéieren: „Dat subjektivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend" - bezunn op e Réckgang vum Kriminalitéitstaux - „besser ginn. An dofir ass et a bleift et och wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient kënne sinn, dass mer méi Präsenz kënne garantéieren, wou déi och gebraucht gëtt."

An anere Wierder: D'Politik ass gefuerdert! Mir mussen de Leit konkret weisen, datt mer se eescht huelen, an der Police an och anere sécherheetsrelevanten Akteuren déi Moyenen zur Verfügung stellen, déi se brauchen, fir hir Aarbecht uerdentlech ze verriichten.

Här President, dozou gehéiert fir eis un éischter Stell d'Reform vun der Police. Mir hu jo schonn oft op dëser Tribün bemängelt, datt mer als Chamber net wierklech, bis viru Kuerzem, an d'Aarbechten agebonne gi sinn. Dat ass eppes, wat net nëmme meng Partei beanstand huet, mä och vu Gewerkschaftssäit regelméisseg ugeprangert gëtt. Nichtsdestotrotz si mir natierlech bereet, esou wäit dat méiglech ass, eis konstruktiv an dee Reformprozess mat anzebréngen.

Zur Policeaarbecht gehéiert fir eis souwuel d'Preventioun wéi och d'Repressioun, woubäi den Akzent natierlech op d'Preventioun muss gesat ginn. Fir effikass Preventioun an Interventioun ze garantéieren, muss eng Präsenz um Terrain assuréiert ginn. Do spillt déi lokal Implantatioun natierlech eng wichteg Roll.

Et muss awer och weider agestallt ginn. Mir begréissen dofir all Effort, deen an dës Richtung ënnerholl gëtt, wéi zum Beispill d'Ofschafe vun den Alterslimitte beim Rekrutement. Et sollt och alles derfir gemaach ginn, datt sech an Zukunft weider vill Kandidate fir de Policedéngscht interesséieren. D'ADEM kéint hei och verstäerkt Leit vermëttelen zum Beispill. Eng aner Pist wier, de Leit scho virun den Eegnungstester eng adequat physesch Preparatioun ze proposéieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Positiv bewäert d'CSV och, datt 2016 all d'Kandidaten, déi d'Selektiounsépreuvë gepackt hunn, zur Formation de base zougelooss gi sinn. Dat waren 112 Kandidaten. Rezent huet eis de Minister Schneider awer misse matdeelen, datt vun deenen 112 just nach ronn 75 iwwreg bleiwe wäerten. Et weist sech also, datt dës Moossnam net esou dréit wéi erhofft. Mir riskéieren also um Enn, däitlech manner Poliziste kënnen ze vereedegen, wéi geplangt.

Fir eis stelle sech dofir Froen a Bezuch op d'Selektiounsépreuven. 2015 hu vun den 299 Kandidaten, déi sech presentéiert hunn, der nëmmen 148 dës Épreuvë gemeeschtert. 2016 soll de Bilan bei 112 Admissioune par rapport zu 188 Échecke leien.

Wouru scheiteren déi meescht Kandidaten? Um Concours? Un de Sportsépreuven? Oder um Entretien? Den Här Minister kann eis vläicht dozou seng Analys presentéieren. Mir sinn nääämlech der Meenung, datt ee Preparatiounscoursen gegebenenfalls an d'A faasse soll.

De Minister kann eis dann an engems och erklären, firwat esou vill Kandidaten en cours de route, dat heescht, nodeem se zur Formation de base zougelooss gi sinn, ophalen. Fir d'Joer 2014 war dat ee Fënneftel vun de Kandidaten. Fir d'Joer 2015 wäerten am Endeffekt vun deenen 105 Kandidate just eng ronn 80 kënne vereedegt ginn. An 2016 geet de Pourcentage nach erof, wéi ech virdru gesot hunn.

D'CSV ass och der Meenung, datt verstäerkt Zivilpersonal soll engagéiert ginn, fir fir eng zousätzlech Entlaaschtung vun de Polizisten ze suergen, déi esou méi um Terrain präsent kënne sinn.

Här President, et liest een och ëmmer méi, datt zum Beispill Gemengen op Sécherheetsfirmen zréckgräifen, fir d'Präsenz am Quartier ze hunn oder och ronderëm Schoulgebaier ze patrouilléieren. Ass dat normal? Ass dat net awer eng Deelkapitulatioun virun enger vun den Haaptaufgabe vun den Autoritéiten?

Derbäi kënnt, datt privat Sécherheetsagente begrenzt Pouvoiren hunn. Si däerfen zum Beispill keng Identitéitskaart froen. D'CSV ass op alle Fall géint eng schläichend Auslagerung vun de polizeilechen Aktivitéiten u privat Entreprisen.

Här President, ech hunn et aganks gesot, et ass wichteg, datt d'Leit spieren, datt d'Police an hirer Noperschaft präsent ass. Dat bestäerkt d'Leit an hirem subjektive Sécherheetsgefill. Ech mengen awer, och objektiv kënnen ze soen, datt Polizisten, déi dobausse patrouilléieren, fir Krimineller net nëmmen eng ofschreckend Wierkung hunn, mä och zu enger besserer Opklärung vun de Strofdote kënne féieren, notamment wann een e Brigand in flagranti erwëscht.

Ech wëll unhand vun e puer Beispiller erklären, wou d'CSV Handlungsbedarf gesäit, wou nach Verbesserungsméiglechkeete sinn, och fir de Leit hir Suergen an Ängschten ze huelen.

Den éischte Punkt sinn d'Wunnengsabréch. Dëse Phenomeen mécht ganz ville Leit Kappzerbrieches, well et geschitt bei hinnen doheem an der Stuff oder am Schlofzëmmer. Ech hat Enn 2014, am Numm vun der CSV, eng Heure d'actualité hei ugefrot iwwert d'Well vun Abréch, déi deemools iwwer Lëtzebuerg erageZunn ass.

Pour rappel war am Joer 2014 d'Zuel un Abréch dramatesch ugeklommen. Wann an de Joren 2011 bis 2013 eng ronn 3.300 Abréch d'Joer gezielt goufen, esou waren et der 2014 ronn 1.000 weider! 2015 ass dës Zuel nees bal op den Niveau vun 2011 zréckgaangen. Och 2016 schéngt sech eng äänlech Entwécklung erauszeschielen, trotz der Tatsaach, datt um Enn vum Joer et erëm zu verheeften Abréch komm ass.

Erschreckend ass awer, Här President, wann ee sech mam Opklärungstaux vun deene Strofdote beschäftegt. Deen ass weider réckleefeg. Goufen 2013 nach 8,2% opgekläert, esou waren et der 2014 just nach 6,3% oder 273 Fäll, 2015 5,6% oder 202 Fäll. 2015 konnten also 38% manner Abréch opgekläert gi wéi nach 2013.

An Däitschland goufen 2015 zum Beispill, en moyenne, 15,2% vun de Fäll opgekläert. Mir klären also 5,6% vun allen Abréchfäll op, woubäi den Taux an Däitschland dräimol esou héich ass!

Bal 95% also vun allen Abriecher konnten net ermëttelt ginn. Den 21. Oktober 2015 hate mir dem Minister eng schréftlech Fro zu dësem Sujet gestallt, fir gewuer ze ginn, wat d'Regierung un neie Moossname géif treffen, fir méi Fäll opzedecken. D'Ministere Schneider a Braz hunn an hirer Äntwert eigentlech just op e Groupe mixte d'enquête verwisen, dee säit 2009 fonctionnéiert. Mir stellen haut fest, datt den Opklärungstaux eropgaangen ass, pardon, erofgaangen ass. Dofir, mengen ech, wier et un der Zäit, nozebesseren.

Den Här Minister Schneider hat am Dezember 2014, am Kader vun eiser Heure d'actualité, drop higewisen, datt déi Abréch oft a Welle géife geschéien an datt et ganz oft organiséiert Banden aus dem Osten, aus fréieren Ostblockstate wieren. Fir d'CSV ass op alle Fall kloer, datt hei national Léisungen eleng net duerginn!

Wéi gëtt de Centre commun de coopération policière et douanière, deen de Sëtz hei zu Lëtzebuerg um Findel huet, an deem Kontext mat agebonnen? Wéi eng Moyene ginn zur Verfügung gestallt?

Et ass fir eis och net nozevollzéien, firwat Lëtzebuerg Enn Oktober 2016 am länneriwwergräifenden Treffen zu Aachen net derbäi war, wou sech déi hollännesch, belsch an däitsch Autoritéite getraff hunn, fir sech an der sougenannter Aachener Erklärung ze engagéieren, un enger besserer Koordinatioun zur Bekämpfung vun de grenziwwerschreidenden Abréch ze schaffen.

Hätt dat net missen och d'Äntwert vun der Regierung op d'Konklusioune vum Conseil vum 13. Oktober 2016 iwwert d'organiséiert Wunnengsabréch sinn? Och wann de Minister op eng gestallte Fro vun der Kolleegin Dall'Agnol versicht huet, ze beschwichtegen, denke mir, datt hei muss nogebessert ginn. D'CSV fuerdert dofir, datt d'Regierung hir Versäumnisser, wann dat net an Zwëschenzäit sollt geschitt sinn, nohëlt.

Och am Zesummenhang mat den Abréch hunn ech de Minister scho méi wéi eng Kéier op informatesch Fréiwarnsystemer higewisen. Een dovunner nennt sech PRECOBS. Als Äntwert op eng gemeinsam Fro vu mengem Fraktiounskolleeg Laurent Mosar a mir selwer vum Februar 2016 huet de Minister keng Stellung geholl, wat d'Effikassitéit vun esou Logiciellen ugeet. Et gouf just drop higewisen, datt de PRECOBS-System fir Lëtzebuerg wéinst senger geografescher Taille net adaptéiert wier.

Wann een op där enger Säit seet, datt e groussen Deel vun den Abréch op de Konto vu mobille Bande geet, déi a Wellen operéieren, op där anerer Säit méiglech Piste mat engem Handwësch ofweist, ass dat ze kuerz gegraff. Ech wier dofir frou, wann de Minister eis kéint Opschloss ginn, ob esou Systemer net awer um Niveau vun der Groussregioun kéinten agesat ginn.

Här President, den zweete Punkt, deen ech wëll beliichten, ass d'Drogekriminalitéit. D'Präsenz vum Drogemilieu an enger Uertschaft ass definitiv e Problem. D'Stad Lëtzebuerg steet hei ëmmer erëm besonnesch am Fokus, mä och an anere grousse Stied gëtt et dee Problem. Mir stelle fest, datt, nodeems den Här Mosar an och d'Madamm Polfer aktiv gi sinn, Bewegung an den Dossier komm ass.

Zanter 2012 sinn d'Fäll vun Drogekriminalitéit kontinuéierlech an d'Luucht gaangen, mat enger Hausse vu bal 80%! Ech denken, datt hei an de leschte Méint vill Bewegung erakomm ass. Vill Drogendealer konnte verhaft ginn. An et schéngt es, wéi wann hei eng Rei Erfolleger ze vermelde wieren. Dat begréisse mir. Dës Efforte solle weidergefouert ginn.

Datt den Drogeproblem trotzdeem net geléist ass, ass awer och en oppent Geheimnis. Virun e puer Woche konnt een zum Beispill an der Press liesen, datt eben elo net méi op der Strooss gedealt gëtt, mä an den Hannerzëmmeren. Et ass also deels zu enger geografescher Verlagerung komm, vum Trottoir an d'Bannenhäff. An d'Police, esou stoung et an der Press, ass oft ee Schrëtt ze lues. Dës Situatioun dréit net zur Verbesserung vum Sécherheetsgefill vun de Bierger bäi.

En drëtte Problem, deen ech wëll uschneiden, ass dee bekannte Problem vun der Mendicitéit. Mir wëssen, datt d'Mendicitéit e villschichtege Problem ass. D'Mendicitéit huet oft sozial Ursaachen an déi wëll ech hei net klengrieden an déi mussen och ugaange ginn.

Et entsteet awer eng Kontrovers ëm d'Mendicitéit, wann et offensichtlech gëtt, datt se organiséiert ausgeüübt gëtt. Dat ass eng Infraktioun. An d'Leit verlaangen, datt déi Autoritéiten, déi dofir zoustänneg sinn, och aktiv ginn.

Derniewent gëtt d'Mendicitéit och zum Problem, wann déi betraffe Leit déi ëffentlech Uerdnung stéieren. Meng Fraktiounskolleege Serge Wilmes a Laurent Mosar goufen an deem Dossier jo schonn aktiv, éier déi Saach am Summer 2015 héichgekacht ass.

D'Medien hu sech awer missen aschalten, fir déi responsabel Politiker waakreg ze réselen. An der Hetz hunn duerno eis Ministere Bettel, Schneider a Braz de Sujet wëllen dréinglechst behandelen. D'„Wort" huet getitelt: «Le Gouvernement prend les choses en main».

Datt näischt dobäi erauskomm ass, weist och, datt d'Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg am August 2016 dësen Appell un d'Regierung gemaach huet, ech zitéieren: „Dofir maachen ech wierklech e waarmen Appell un all d'Autoritéiten, déi hei Kompetenzen hunn, fir hei zesummenzewierken, fir datt mer déi do Situatioun an de Gréff kréien. Well dat do gëtt vun de Leit als eng Ofdankung vun der ëffentlecher Muecht oder Uerdnung ugesinn an dat si geféierlech Momenter an enger demokratescher Gesellschaft." Fin de citation.

Dat si kloer Wierder vun der Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg. Och elo nach am Dezember d'lescht Joer sinn nach ganz vill Heescherten ënnerwee gewiescht. Eleng ronderëm de Royal Hamilius souzen op 100 Meter dräi bis véier Heescherten. Hei huet een d'Impressioun, datt et sech ëm organiséiert Mendicitéit handelt.

Mä och an anere gréisseren Uertschafte kënnt de Phenomeen periodesch op. Mir haten den 20. Abrëll 2016 an enger Justizkommissioun gefrot, de Sujet nach eng Kéier op den Ordre du jour ze kréien. Dat ass bis haut net geschitt! Mir ginn d'Gefill net lass, datt d'Regierung sech hirer Responsabilitéit an dësem Dossier einfach entzitt.

Fir d'CSV muss op verschiddenen Niveauen agéiert ginn. Wann déi ëffentlech Uerdnung duerch d'Verhalen, oder villméi d'Feelverhale vu verschiddene Persoune gestéiert gëtt, da mussen eis Polizisten déi néideg Moyene kréien, fir agéieren ze kënnen. Wann d'Schwätzen, esou wäit dat méiglech ass, nääämlech näischt bréngt, da muss eis Statsgewalt och Leit vun diverse Plaze verweise kënnen an noutfalls och aus dem Verkéier zéien. Dofir mécht d'CSV sech staark, fir de Plazverweis an eis Gesetzestexter anzeschreiwen, a gëtt och hei vun der DP-Buergermeeschtesch aus der Stad ënnerstëtzt.

Mä och den SNPGL fuerdert de Plazverweis. De Plazverweis hu mir schonns an eisem Wahlprogramm vun 2013 stoen. Dat ass eppes, wat et och an anere Länner gëtt, wéi zum Beispill Sachsen oder Baden-Württemberg.

Sollt de Plazverweis net duergoe respektiv d'Persoun sech net un de Verbuet halen, da kann och haut schonn d'Persoun aus dem Verkéier gezu ginn, esou d'Madamm Procureur général d'État an hiren Ausféierungen an der Commission juridique vum 9. Dezember 2015.

Madamm Presidentin, ech deponéieren eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, am Kader vun de lafenden Aarbechten iwwert d'Police-Reform en Amendement anzebréngen, deen de Plazverweis verankert. Sollt d'Regierung refuséieren, dëst ze maachen, wäerte mir als CSV en Amendement parlementaire areechen. An ech ginn dovunner aus, datt d'Kolleege vun der DP eis do ënnerstëtzen.

Wann ech gelift, Madamm Presidentin!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les citoyens éprouvent un sentiment subjectif d'insécurité;

- que la sécurité est un préalable indispensable à l'exercice effectif des droits et libertés publiques;

- considérant que le maintien de la sécurité et de l'ordre publics constitue une mission primaire de l'État et des autorités communales;

- qu'il résulte en effet du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités que les autorités communales doivent faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics;

- considérant qu'à défaut, cette situation est ressentie par nos citoyens comme «une abdication de la force publique ou un renoncement à l'ordre» et «ce sont des épisodes dangereux dans une société démocratique», aux dires des responsables politiques de la Ville de Luxembourg;

- considérant que le projet de loi de réforme de la Police grand-ducale contient une liste d'instruments de police administrative à disposition des forces de l'ordre;

- considérant que cette liste doit être utilement complétée par le «Platzverweis», c.-à-d. le pouvoir d'enjoindre à des personnes qui troublent l'ordre public de quitter un lieu donné, voire de leur interdire de s'y rendre pendant une période donnée;

- considérant que le «Platzverweis» est ancré dans diverses législations étrangères;

invite le Gouvernement:

1. à compléter le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale par l'instrument dit du «Platzverweis»;

2. à offrir à tous les agents de police une formation adéquate afin de garantir un recours approprié à cet instrument.

(s.) Léon Gloden, Emile Eicher, Félix Eischen, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

Madamm Presidentin, fir d'Kommunikatioun mat de Betraffenen ze verbesseren, hate mer e Projet, deen zu Paräis erfollegräich war, och zu Lëtzebuerg virgeschloen. An zwar hätte mer gär, datt mer an eise Grousssttied, wou mer mat dësem Phenomeen konfrontéiert sinn, verschiddentlech Polizisten aus de concernéierten Heemechtslänner vun de Leit mat op Patrull schécken.

Madamm Presidentin, e weidere Punkt sinn d'Incivilitéiten. Incivilitéite si Saachen, déi de Leit uewe leien. Dëst ass schonns an engem Rapport vun der Commission juridique vum 20. Juni 2007 op Demande vun der deemoleger DP-Fraktioun constatéiert ginn. Wéi Der all wësst, sinn déi kommunal Autoritéiten zoustänneg: «Pour la tranquillité et le bon ordre publics, la sûreté et la commodité du passage dans les rues, les voies et les places publiques».

A wéi steet et am Exposé des motifs vum Projet de loi 5916 vum 16. September 2008 vum deemolege Justizminister Luc Frieden an Innenminister Jean-Marie Halsdorf: «(...) les autorités communales sont placées au début de la chaîne de l'ordre public». An dofir mussen déi

betraffen Autoritéiten och d'Moyene kréien, fir hiren Attributiounen nokommen ze kënnen.

Incivilitéite si keng Kavaléiersdelikter. D'Futtischloe vun anere Leit hire Saachen, Leit uspäizen, beleidegen, Autoscourssen op Parkingen däerfen net duerchgoe gelooss ginn! Als Buergermeeschter weess ech, datt et net einfach ass, d'Poliziste permanent ze ruffen, wa Gemengereglementer net respektéiert ginn. Dat läit net un de Polizisten, mä einfach un hirer Auslaaschtung. Si kënnen a sollen och net all Hondskacka nolafen.

Duerch de Fait, datt eng Rei Proximitéitskommissariater ofgeschaaft ginn, wier et ubruecht, d'Agents municipaux, am Volleksmond „d'Pecherten", opzewäerten. Hei kéinten d'Polizisten an hirer alldeeglecher Aarbecht entlaascht ginn a méi no um Bierger agéieren, fir eben déi méi kleng Doléancen. Dofir fuerdert d'CSV, datt d'Pecherten, déi e gewësse schouleschen Niveau mussen hunn, eng adequat Formatioun duerchlafe mussen, fir datt se déi néideg Kompetenzen iwwerdroe kréien. Geschitt dat net, kréie mer dëse Problem net an de Gréff!

De Projet de loi vun 2008 ass an dës Richtung gaangen. An déi aktuell Regierung huet jo ugekënnegt, dës Gesetzesvirlag als Basis ze huelen an déi Verbesserunge virzehuelen, déi de Statsrot opgeworf huet.

D'Agents municipaux musse kënnen Infraktioune betreffend d'Sécurité an d'Commodité de passage am ëffentleche Raum an d'Tranquillité an d'Salubrité publique constatéieren. Si mussen hei kënnen direkt Strofe verhänken, am beschten ënner Form vun administrative Strofen, esou wéi d'CSV dat och an hirem Wahlprogramm stoen huet. Am Fall vun administrative Strofe kann dann och d'Verwaltungsgeriicht eventuell Recoursen tranchéieren.

Wat déi deemoleg Kritik vum Statsrot zu der Multiplikatioun vu kommunale Strofgesetzbicher ugeet, ass ze soen, datt all Gemeng hiert Police-Reglement huet an déi divergéieren op eenzelne Punkten ebe vu Gemeng zu Gemeng.

D'Agents municipaux sollen am Prinzip ënnert der Autoritéit vum Buergermeeschter stoen. D'Agents municipaux solle bei gréisseren Evenementer, zum Beispill Concerten, eng grouss Sportsmanifestatioun, kënnen op Demande vun der Police deenen hëllefen. An deem Fall géife se dann der Autoritéit vun der Police ënnerstoen. D'Agents municipaux mussen och kënnen d'Identitéit kontrolléieren, wann eng Infraktioun géint e kommunaalt Reglement virläit oder een Doute iwwert d'Identitéit vun enger Persoun do ass. D'Agents municipaux mussen eng Formatioun beim INAP maachen. Fir d'CSV ass et och kloer, datt d'Agents municipaux keng Waff däerfen droen.

Mixte Équippe vu Polizisten an Agents municipaux ass eng weider Pist. Éischtens huet dat de Virdeel, datt d'Agents municipaux méi Respekt gezollt kréien, wa se mat engem Polizist ënnerwee sinn. Zweetens, vu datt den Agent municipal permanent um Terrain ass, kann hien och de Polizisten déi sougenannten Hotspots weisen. Zu Gréiwemaacher wéi och zum Beispill zu Hesper gëtt dat schonn an d'Praxis ëmgesat. Hei gëtt et gemëschte Patrullen an dëst kënnt souwuel bei de Leit wéi och bei de Polizisten an de Pecherte gutt un.

E leschte Punkt, Madamm Presidentin, sinn d'Attacke géint d'Beamten an Uniform, sief et Polizisten, sief et Zuchbegleeder oder Buschauffeuren oder aner Beruffer. Nach kierzlech gouf vun engem Ugréff op eng Buschauffeurin bericht: Fir d'Éischt mat enger Pistoul bedrot, du mat engem Messer gepickt. Glécklecherweis konnt se den Täter nach aus dem Bus geheien. Wie weess, wat soss nach geschitt wier!

De Minister Bausch hat sech uganks 2015 fir eng Spezialunitéit vun der Police fir den ëffentlechen Transport ausgeschwat. De Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider, deelt dës Meenung net.

Fakt ass, datt duerch Brutalitéit an Attacken a Bus oder Zuch eng Rei Leit, a besonnesch Kanner a Jugendlecher, d'Transports publics net méi huelen. Dat ass kontraproduktiv! Mir wëssen, datt et säit 2009 e Gesetz iwwert d'Uerdnung an d'Sécherheet am ëffentlechen Transport gëtt. Dofir ass d'CSV der Meenung, datt ee verstäerkt Sécherheetsagenten, ënnert dem Statut vum Employé de droit public, soll asetzen.

2015 gouf et 28 Fäll manner vu Rebellioun géint Policebeamten an och 35 Fäll manner wat Outrages à agent ugeet. De Réckgang par rapport zu 2014, wou d'Rekorder gebrach goufen, soll awer net doriwwer ewechtäuschen, datt vun 148 Aarbechtsaccidenter 40 op Rebellioun zréckzeféiere sinn! Mir wiere gutt beroden, dës Zuelen am A ze behalen an, wann néideg, mussen d'Strofen aus dem Code pénal eng Kéier iwwerduecht ginn. Och ass d'CSV der Meenung, datt de Stat systematesch Schuedenersatz soll froen, wann e Polizist am Asaz zu Schued kënnt.

Madamm Presidentin, am Summer d'lescht Joer si jo och eng Rei Politiker an Dageszeitungen interviewt ginn, wou d'Fro gestallt ginn ass: Freiheit oder Sicherheit? An deene meeschte Fäll war d'Äntwert: Keng Fräiheet ouni Sécherheet. Let's do it!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Gloden fir d'Aféierung an dëse ganz interessante Sujet. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech déi honorabel Deputéiert, d'Madamm Claudia Dall'Agnol. Madamm Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, Merci mengem Virriedner, dem Interpellant, deen, Dir hutt et elo just héieren, haut wollt mat eis, mä awer virun allem och mat der Regierung iwwert d'Sécherheetslag hei zu Lëtzebuerg schwätzen, mä awer och, dat huet hie gesot, iwwert d'Roll vun der Police a vun de Gemengen an natierlech och iwwert d'Roll vun der Justiz.

Dëst ass e relativ vast, e relativ grousst Feld. Ech wäert awer probéieren, an där Zäit, déi ech hunn, op déi wichtegst Punkten alleguerten eemol anzegoen an dat aus der Vue natierlech vun der LSAP, de Sozialisten.

Kommt, mir fänken einfach emol fir d'Éischt u mat der aktueller Sécherheetslag hei am Land! D'Kriminalitéit ass 2015 zu Lëtzebuerg fir déi éischte Kéier säit Joren erëm erofgaangen, ëm 6,35%. Virun allem d'Zuele vun den Abréch, vu geklaute Géigestänn a vun allen Zorte vun Attacke géint Persoune sinn erofgaangen.

Op eng Question parlementaire, déi ech dem Minister gestallt hat, an den Interpellant ass och dorobber agaangen, koum d'Äntwert, dass d'Abréch 2016 par rapport zum leschte Joer souguer ëm 15% erofgaange sinn! Dat ass jo emol, wann een et vum Statisteschen hier kuckt, eng gutt Noriicht. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass all eenzelne Fait een ze vill, virun allem fir deen, deen et schlussendlech betrëfft.

Mir wëssen, an och dat hunn ech schonn eng Kéier hei gesot, dass doduerch, dass d'Bannegrenzen ofgeschaaft goufen an duerch d'EU-Erweiderung bis wäit an den Osten eran, sech och d'Sécherheetsëmfeld staark verännert huet. An deem musse mer Rechnung droen, wa mer eng Reform vun eise Sécherheetsorganer maachen, esou wéi mer dat eben elo just mat der Police amgaange sinn.

D'Aufgabe vun der Police um internationalen Niveau sinn ëmmer méi komplex ginn, si hunn natierlech och net ofgeholl. Ganz au contraire, si hunn zougeholl! An dernieft ass a bleift et immens wichteg, dass si d'Méiglechkeet huet, sech och ëm déi kleng Alldagskriminalitéit ze këmmeren. Well den Otto Normalbierger, deen interesséiert, dass säin Abroch opgeklaert gëtt, dass d'Police séier kënnt, dass ebe just net viru senger Hausdier oder der Schoul vu senge Kanner gedealt gëtt oder sech prostituéiert gëtt, dass a senger Strooss net mat 100 à l'heure derduerchgerannt gëtt a seng Kanner ebe sécher kënnen dobausse spillen. Dofir bezilt de Bierger seng Steieren an dofir hätt en natierlech och gär, dass de Buttek rullt!

An de leschte Méint huet een dacks gutt gemierkt, wou jo d'Drogeproblematik op der Gare am Vierdergrond stoung, an de Bierger an d'Biergerin, mat Recht, drop higewisen huet, dass hei muss agegraff ginn, wat d'ailleurs jo och geschitt ass.

D'Fixerstuff an d'Hëllefsugebueder fir déi Ofhängeg sinn iwwregens an eisen Aen, an den Ae vun de Sozialisten e ganz wichtegt Ugebuet un dës Leit. An dat ass och dofir complémentaire zur Bekämpfung vun den Dealere geschitt.

Wann een d'Situatioun op der Gare haut mat där vu viru ronn engem Joer vergläicht, da gesäit een och, wéi sech d'Lag engersäits berouegt huet an anerersäits sech awer och d'Dealeren un déi nei Situatioun upassen. Se dealen eben elo net méi am Dag op der Strooss, mä se kommen owes eraus a maachen et dann och net méi esou offensichtlech. D'Entwécklungen op der Gare weise ganz gutt, wéi et och am Grousse leeft.

D'Sécherheetslag verännert sech. Se verännert sech permanent, an d'Briganden, déi passe sech un. A genausou muss d'Police sech och ëmmer erëm nees kënnen upassen, fir d'Situatioun eben dobaussen am Gréff ze behalen. A fir dass d'Police dat ka maachen, wëlle mer se jo och mat der Reform entspriechend gutt opstellen.

Ech hu schonn eemol hei op der Tribün drop higewisen, dass et där Problematike méi gëtt a se net all nëmmen d'Stad Lëtzebuerg betreffen. An ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir et nach eng Kéier kloer ze betounen, näämlech dass all Bierger déiselwecht Rechter a puncto Sécherheet huet an dat egal wou en an dësem Land wunnt. Nëmmen dann huet de Bierger näämlech och entspriechende Respekt virun der Police a gesäit si och als Freund und Helfer, wéi dat esou schéin heescht, dee si soll sinn an deen déi eenzel Polizistinnen a Polizisten och wëlle sinn.

Déi wichtegsten Alliéierte vun der Police, dat soen d'Polizistinnen an d'Poliziste selwer ëmmer erëm, dat sinn d'Bierger, déi mat hinnen zesummeschaffen, andeems se Strofdote mellen, sech als Zeien zur Verfügung stellen. An esou kann am géigesäitege Respekt zesummegeschafft ginn an och e positive Bäitrag zu eiser Gesellschaft geleescht ginn.

Wa mer elo hei an der Chamber iwwert d'Sécherheet diskutéieren, da solle mer awer probéieren, net ze iwwerdreiwen a mir sollen och virun allem probéieren, keng Panik ze maachen. An och dat hunn ech schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: Et soll keng Partei probéieren, esou ze maachen, wéi wa se de Monopol hätt, wat d'Sécherheet vun de Leit hei am Land ubelaangt.

An et gëtt och hei am Land e grousst subjektivt Onsécherheetsgefill. Jo, mir sollen dat eescht huelen a mir sollen och d'Leit berouegen, zum Beispill doduerch, dass eben erëm méi Patrullen dobaussen ënnerwee sinn.

Et muss an et soll awer just duerch dat, wéi ech elo grad gesot hunn, subjektivt Onsécherheetsgefill och net op all Eck e Polizist oder eng Polizistin stoen an och net op all Eck eng Kamera sinn. D'Fräiheet a virun allem och déi individuell Fräiheet vun all Eenzelnem ass genausou wichteg wéi d'Sécherheet. An et gëtt souwisou keng honnertprozenteg Sécherheet, egal wéi staark d'Kontrolle kéinte sinn!

Gedanke musse mer eis awer och iwwert d'Preventioun maachen, d'Preventioun vu Gewalt. Dofir brauche mer vläicht manner eis Police, mä awer d'Schoul, d'Elteren an och déi sëllech Asblen, déi sech mat der Jugend auserneesetzen.

A virun allem muss all Bierger a virun allem och all Jonken eng fair Chance an eisem System kréien, wat seng Schoulausbildung ubelaangt, och seng Chancen um Aarbechtsmarché, an och muss seng Bezuelung esou sinn, dass en a gudde Konditioune sech a seng Famill kann ernieren. Da brauch keen anzebriechen oder der Bom dobaussen de Portmonni oder d'Posch ze klauen, fir kënnen ze iwwerliewen, wéi dat a munche Länner leider hautdesdaags de Fall ass. Dat ass och d'Verantwortung vun der Politik, an net nëmmen de Sécherheetsapparat ze reforméieren oder deen opzestocken.

Eng Aufgab, déi d'Police jo och scho mécht, ass am Beräich Preventioun, wou se zum Beispill Programmer ubitt, fir ze sensibiliséieren op Themae wéi Gewalt, Abréch, awer och Graffitien. Se mécht och Formatiounen, sief dat vum Schoulpersonal oder awer och zum Beispill vum Fleegepersonal, fir Leit kënnen ze erkennen, déi probéiere géifen, al Leit ze beducksen. Dat ass eng vu villen Aufgaben, déi eis Police haut scho mécht, an déi gëllt et och nach verstäerkt auszebauen an der Zukunft.

D'Sécherheetsgefill, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, ass e Stéck Liewensqualitéit an et ass virun allem och e Grondrecht vun all Biergerin a Bierger.

Mir wësse jo, dass et Länner gëtt, wou déi sougenannten - tëschent Gänseféiserchen - „Déck", also déi mat vill Geld, sech Sécherheet kafen, dat heescht, eng privat Firma astellen, fir fir hir Sécherheet ze garantéieren.

Oder dass sech, wéi dat och an Däitschland emol de Fall war, op eemol sougenannte Bürgerwehre bilden, déi mengen, si kéinten d'Sécherheet an d'Recht an déi eegen Hand huelen. Da si mer net méi an engem Zeenario, deen ech virdru beschriwwen hunn, wou positiv a mat Respekt de Bierger mat der Police zesummeschafft, neen, well dann iwwerhëlt de Mob d'Gewalt an dat géint d'Police a géint d'Gesetzer am Land. A mir mussen alles maachen, dass et ni zu esou eppes hei am Land ka kommen!

An dofir mussen, dat ass och scho gesot ginn, d'Effektiver vun eiser Police séier, mä awer och systematesch an den nächste Joren an d'Luucht goen, fir dass mer ni méi an esou en Enkpass kommen, wéi mer elo dra sinn. Well all Reform, och déi, mat där mer elo amgaange sinn hei an der Chamber, steet a fält mat hirem Personal an deemno och mat genuch Personal.

D'Reform, ech hunn et elo just gesot, déi mer elo grad hei an der Chamber behandelen, soll jo och e besseren Déngscht um Client - Client, dat sinn an deem Fall d'Biergerin an de Bierger - garantéieren. An dorunner gëtt déi Reform och herno gemooss. A fir dat ze erreechen, muss d'Police net nëmmen opgestockt ginn, mä se muss och besser organiséiert sinn a se muss virun allem och méi effizient kënne schaffen.

Dozou gehéiert och - an ech weess ganz genau, dass dat dacks uneckt an och net jiddwerengem gefält, ganz au contraire! -, mä ech hunn et schonn eemol hei op der Tribün gesot an ech wäert et och ëmmer erëm soen, dass et nëmmen eng Police gëtt.

Et mécht hei zu Lëtzebuerg kee Sënn, d'PJ aus der Police erauszehuelen an déi wëlle bei der Justiz ze integréieren. Grad well mer eben net genuch Leit hunn, mussen all d'Poliziste kënnen zesummen effikass schaffen a se sollen net auserneendiviséiert ginn. All Unitéit vun der Police feelt et u Leit, deene mat an och deenen ouni Uniform. Der PJ genausou wéi deenen eenzelne CIen a CPen. A mir däerfen dofir an dëser Policereform net ufänken, ee spezielle Grupp zefriddenzestellen op d'Käschte vun deenen aneren.

Ech mengen och net, dass ech nach eemol, fir d'x-te Kéier, muss dat Beispill bréngen, wou keng Patrull ka gefuer ginn, well soss de Büro muss zoubleiwen oder vice versa. Ech mengen, dat Beispill ass mëttlerweil jiddwerengem heibanne bekannt an e Begréff.

Deen éischte Kommissariat vun der neier Generatioun, „Porte du Sud", fonctionnéiert jo schonn, wann ech mech richteg erënneren, zënter Enn November. A mir wäerten dann och kënne gesinn, wat d'Resultater vun der Fusioun vun zwee méi klenge Kommissariater sinn. D'Patrulle sinn op alle Fall an deem Zeenario nees méiglech an éischt konkret Verbesserunge sinn also um Terrain amgaangen, ëmgesat ze ginn.

D'Poliziste solle sech erëm op hiren „core business" konzentréiere kënnen, well d'Leit erwaarde sech méi Police-Präsenz dobaussen an och, dass d'Police déi néideg Zäit huet, wa si se brauchen. Dat heescht, eng vill méi staark Disponibilitéit, wéi dat bis elo de Fall war.

Da kënnt der Police jo och net nëmmen déi sougenannte repressiv Roll zou, mä si muss och kënne preventiv schaffen. Dorop sinn ech virdru schonns agaangen. An och déi Zäit muss se erëm hunn an dofir ebe vun aneren Aarbechte kënnen entlaascht ginn.

Dozou gehéiert dann zum Beispill, dass d'Rezeptioun an d'Sekretariat um Policebüro och kéinte vun Zivillpersonal gemaach ginn. De Polizist selwer, dee muss net alles um Büro selwer maachen. E soll op den Terrain, do, wou d'Kriminalitéit ass.

Déi richteg Leit sollen also op déi richteg Plazen, a mir musse fir d'Zukunft virsuergen, dat heescht, en Organigramm opstellen, wou genau drasteet, ob ee muss Polizist sinn oder net, fir déi eenzel Aufgaben ze maachen.

Wat bei der Roll vun de Polizisten awer och wichteg ass, dat ass d'Erfahrung. Et ass net gutt, zwee jonk Beamten op Patrull ze schécken. Et ass wichteg, dass se kënne vun der Erfahrung vun eelere Beamte léieren. Heiansdo sëtzen an engem Auto zesumme ganzer véier Joer Beruffserfahrung, an dat ass net gutt!

De fréiere Procureur, de Robert Biever, dee sot den 2. Mäerz 2010 op engem Colloque a menger Heemechtsstad zu Diddeleng, an ech zitéieren en elo: «Dans l'organisation actuelle de la police, il est également préoccupant que de nuit l'on ne trouve pas un policier de plus de 32 ans sur le terrain. Ceci ne va pas sans créer certaines difficultés lorsqu'il y a des incidents.» Enn vum Zitat. Ech huelen un, déi Ried kéint en haut genau esou nach eng Kéier halen. A wéi gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass net gutt!

Wéi ass et mat den Agent-municipallen, wéi ass et mat de Bannhidder, wat kënnen déi zum Beispill och iwwerhuelen, fir d'Police ze entlaaschten? Si däerfen natierlech, an dat huet mäi Virriedner och betount, si däerfen net zu enger Police bis ginn, mä si kënnen awer duerchaus eng grouss Hëllef sinn, och fir d'Gemengen a fir hir Reglementer duerchzesetzen, wat zum Beispill d'Verschmotzungen oder de Kaméidi ubelaangt. An et gi vill Aufgaben, déi déi Leit kéinten iwwerhuelen, ouni dass se eng Waff mussen droen.

Den Innenminister, den Dan Kersch, an e lauschtert opmierksam no, deen huet zum Thema vum Ausbau vun de Kompetenze vun den Agents municipaux jo schonn d'Richtung virginn an do extra nach eng Kéier och selwer

betount, dass hei keng Police bis soll entstoen, dass déi Leit keng Waff sollen droen an och keng Identitéitskontrollen däerfen duerchféieren. D'Iwwerpréiwung vun der Identitéit ass eng eendeiteg Kompetenz vun der Police, déi net esou einfach un zivillt Personal kann iwwerdroe ginn. Si sollen awer bei enger Rei vu méi klengere Verstéiss, déi dann och no méi enger einfacher Prozedur kënne gehandhabt ginn, e Protokoll schreiwen.

Da kann ee sech froen, firwat mer esou e Gesetz net scho laang hunn, well et gëtt zanter Joren eng konstant Demande vun de Gemengepäpp a -mammen, fir den Agents municipaux méi Aufgabe kënnen ze iwwerdroen. D'Schwieregkeet läit awer eben doran, d'Aufgabendeelung an d'Kompetenze vun der Police engersäits an den Agents municipaux anererséits kloer ze definéieren. De Wonsch vun de Gemengen, fir kënnen d'Agents municipaux anzesetzen, kënnt jo dohier, dass se eben d'Erfahrung gemaach hunn, dass d'Police net esou staark um Terrain präsent ass, wéi se sech dat géifen erwaarden, a Verstéiss géint d'Gemengereglement oft als net esou wichteg agestuuft ginn an deemno net ëmmer mat aller Konsequenz renforcéiert (veuillez lire: duerchgesat) ginn.

Et besteet also de Risiko, dass aus engem Mangel u Personal eraus um Enn d'Agent-municpallen um lokalen Niveau d'Aufgabe vun der Police iwwerhuelen, ouni awer deeselwechten Niveau u Formatioun an och déiselwecht Moyenen ze hunn, fir eventuell méi heikel Situatiounen unzegoen. An doraus ergëtt sech da logescherweis d'Demande vun deene Betraffenen, fir méi Moyenen zur Verfügung gestallt ze kréien, sief dat d'Recht, de Leit d'Carte d'identité ze froen, se festzehalen oder souguer vläicht d'Recht, eng Waff ze droen. Dat kann awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, net d'Léisung sinn.

D'Agents municipaux sollen d'Police an hirer Aarbecht ënnerstëtzen. Si däerfen awer mat deenen Aufgaben net eleng gelooss ginn a musse jidderzäit op d'Police kënnen zréckgräifen, wann eng Situatioun riskéiert ze eskaléieren.

A bei der Police däerf d'Bedeitung vun deene klengen Alldagsproblemer, déi iwwer Gemengereglement e Kader gesat kréien, och net ënnerschat ginn. Autofuerer, déi an den Uertschaften ze schnell ënnerwee sinn, Noperen, déi dacks nuets Kaméidi maachen, Graffitien un der Fassad, Hondsdreck um Trëttoir, et j'en passe, all déi kleng Incivilitéiten hunn e ganz negativen Impakt op d'Liewensqualitéit an och op d'Sécherheetsgefill vun den Awunner. Et däerf bei de Bierger also net den Androck entstoen, dass et kee Wäert huet, d'Police ze ruffen, well déi souwisou wéinst esou „méi klenge Faiten" ni kënnt.

D'Agent-municipalle kënnen a sollen also e Lien maachen tëschent de Bierger um lokalen Niveau, déi och fir kleng Regelverstéiss dann en Uspriechpartner brauchen, an der Police, déi muss agräifen, wa Konflikter sech eben net am Gudde léise loossen.

Allerdéngs fonctionnéiert dat natierlech och nëmmen, wann all Gemengen am Land sech e Gemengereglement ginn, dat déi méi kleng Verstéiss do regelt. An hei sinn dann natierlech méi verstäerkt d'Gemenge gefrot.

Zur Justiz: Bei der Justiz, do hu mer e ganz äänleche Problem wéi bei der Police. D'Servicer vun der Justiz sinn iwwerlaascht. Eng Law-and-Order-Strategie fueren, wou all Affär muss vum Parquet ofgehandelt ginn, ass schonn eleng dowéinst guer net dran. Dovun ofgesinn ass dat awer och guer net néideg an au contraire éischter kontraproduktiv. Dat gesi mer jo un deene villen Affären, déi haut einfach klasséiert ginn. D'Justiz soll d'Zäit an de Fräiraum hunn, sech mat deene wichtege penalen Affären ze beschäftegen, an net ënnergoen a Klengegkeeten, déi se da souwisou muss klasséieren, well se guer keng Zäit huet, sech drëms ze këmmeren. Doduerch schaaft ee just Frustratioune bei de Polizisten, déi déi Affären awer hu misse weiderginn, fir dass dann näischt geschitt. An dem Täter, bon, deem kann et da jo souwisou egal sinn.

Wa sech d'Situatioun bei der Justiz also ganz äänlech presentéiert wéi bei der Police, dann ass et och nëmme konsequent a logesch, och äänlech Léisungen unzegoen: Op där enger Säit muss se entlaascht ginn an op där anerer Säit d'Personal opgestockt ginn, genau ebe wéi och bei der Police.

All déi kleng Incivilitéiten, vun deene mer elo grad nach soten, dass se vun Agent-municipalle kënnen iwwerholl ginn, fir d'Police ze entlaaschten, déi entlaaschte jo dann och d'Justiz direkt mat.

Ma och d'Police selwer ka Parquet a Strofgeriichter nach weider entlaaschten. Dofir musse mer de System vun den Avertissements taxés an den administrative Strofe weider ausbauen. Dat ass méi direkt, et geet och méi schnell an et huet eiser Meenung no och eng direkt Wierkung, am Contraire zu deem momentane System. Beim Steierrecht, zum Beispill, si mer jo elo op dee Wee gaangen.

Och mat der Aféierung vun der Transaction pénale hu mer eng vereinfacht Prozedur geschaaft, fir laang a schwéierfälleg Prozesser ze évitéieren. Am Gesetz vum Februar 2015 iwwert dee sougenannten „jugement sur accord" kënnen d'Partië sech eens ginn op eng Strof. Doduerch entlaaschte mer d'Geriichter an erméiglechen och der Justiz, méi schnell ze sinn. An deem Kontext wär et vläicht och interessant, gewuer ze gi vum zoustännege Minister, ob et e Bilan gëtt iwwert d'Zuel a vläicht och d'Effikassitéit vun esou Transaktiounen.

Op där anerer Säit, wéi gesot, muss awer och d'Justiz personell opgestockt ginn. An dofir begréisse mir et och, dass d'Regierung virun e puer Wochen e Rekrutéierungsplang fir d'Justiz guttgeheescht huet, fir dann och dësem Personalmanktum kënnen entgéintzewierken.

Doriwwer eraus bleift och d'Spezialisatioun an och d'Weiderbildung vun de Riichter, sief dat um Niveau Parquet oder um Niveau Jugementsriichter, immens wichteg. Och hei musse mer ëmmer erëm kucken, dass mer um leschte Stand sinn.

Madamm Presidentin, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech faassen elo nach eng Kéier alles zesummen: Objektiv gesinn ass d'Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg zréckgaangen, d'Sécherheetslag ass also deemno besser ginn. Mir mussen awer och dat subjektivt Sécherheetsgefill vun de Leit weider verbesseren. Dozou gehéiert, dass mer méi Polizisten um Terrain hunn. Dozou gehéiert och eng nei Roll fir eis Agent-municipallen, ouni dass si zu enger Police bis mutéieren. An dozou gehéiert eng onofhängeg an effikass schaffend Justiz, déi sech op déi wichteg Affäre konzentréiere kann.

Virun allem gehéiert dozou, dass mer mat positive Projeten, mat enger intensiver sozialer Aarbecht och a mat Preventivmoossnamen derfir suergen, dass den Zesummenhalt vun der Gesellschaft erhale bleift a guer net eréischt esou Situatioune kommen, an deene sech d'Leit onsécher fille mussen.

Dat gesot, soen ech lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Dall'Agnol. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Dës Interpellatioun, déi war jo schonn eng Kéier programméiert, fir am November 2016 op den Ordre du jour vun der Chamber ze kommen. An ech hat dee Moment keen Zougréff zum Internet, konnt mer also net direkt d'Interpellatioun vum Här Gloden ukucken. Ech hat awer Zäit, fir mer Gedanken ze maachen, wat een dann esou ënnert der «situation sécuritaire» zu Lëtzebuerg kéint verstoen.

An do ass mir fir d'Éischt den internationalen Terrorismus agefall. An ech wäert och kuerz, just ganz kuerz, op de Sujet zréckkommen. Ech weess jo elo selbstverständlech, well ech mëttlerweil gutt Zäit hat, fir dem Här Gloden säi Bréif ze liesen, datt dat net de Sujet vu senger Interpellatioun ass. Ech war allerdéngs och net deen Eenzegen, deen un den Terrorismus geduecht huet. Et war och eng kleng Notiz am „L'Essentiel" vum 14. November, deen huet geschriwwen: «Le terrorisme, un ans après Paris - Un ans après les premières mesures de sécurité face à la menace terroriste, les parlementaires veulent faire le point sur la situation sécuritaire au Grand-Duché». Dat war, wéi et eng éischte Kéier um Ordre du jour stoung. Vläicht hat dee Journalist och keen Zougang zum Internet.

(Interruption)

Mir ass och nach agefall, datt eis Situation sécuritaire sech eventuell fundamental verännert, wann den neie President vun den USA dat ëmsetzt, wat en als Kandidat versprach huet. D'USA wëllen net méi wéi an der Vergaangenheet fir déi europäesch NATO-Partner matbezuelen. „D'NATO ass vereelzt, iwwerholl!", huet den Här Trump nach virun e puer Deeg an engem Interview gesot. An domat stéingen d'NATO-Membere virun enger grousser Erausfuerderung. An och de Fait, datt mir Lëtzebuerger eise Bäitrag vun 0,4% op 0,6% vum PIB eropsetzen, kéint een net als Léisung vum Problem betruechten. Och dat ass eng spannend Fro, déi awer haut net zur Debatt steet.

Mä do gëtt et jo d'Interpellatioun vum honorabelen Här Alexander Krieps, deen déi schonn am Juni 2016 iwwert de Rôle vu Lëtzebuerg an der NATO gestallt hat. An et gëtt och nach eng Interpellatioun vun der ADR iwwer „eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen" vum Abrëll 2016. Och hei gesi mir e plus ou moins enken Zesummenhang mat der Situation sécuritaire zu Lëtzebuerg.

Mä, wéi gesot, haut wëllt den Interpellant haaptsächlech iwwert d'Bekämpfung vun der „petite délinquance", also der Klengkriminalitéit, d'Bekämpfung vum Drogenhandel a vun der Mendicitéit, der Heescherei, schwätzen.

Ënnert de Begréff „délinquance" fält alles, wat géint d'Gesetz verstéisst. Dem Här Gloden geet et virun allem ëm d'petite Délinquance, wou par définition esou Saache wéi Déifstall ouni Gewalt an ouni gréisser materiell Enjeuen, Nuetsstéierung, Excès de vitesse oder Incivilitéiten, wéi en dat och genannt huet, derzougehéieren.

Och wann déi hei évoquéiert Faite manner schlëmm si wéi d'Délinquance moyenne - dozou zielen Autofueren en état d'ivresse, Vandalismus, Menacen - a wéi d'grande Délinquance: Iwwerfall, Vergewaltegung, Mord, dann däerfe mer dës Akten awer net vernoléissegen an och net verharmlosen. All Zort vu Kriminalitéit ass e Verstouss géint d'Gesetz. An all Zort vu Kriminalitéit dréit zu der Veronsécherung an eiser Gesellschaft bäi.

Sécherheet ass awer nun emol e Grondbedürfnis an eiser Gesellschaft. De Mënsch, all Bierger a Biergerin huet e Recht drop, sech a sengem Land, a senger Gemeng, a sengem Haus sécher ze fillen. Dëst Recht ass, wéi dat nun emol esou oft mat esou Rechter ass, keen absolutt Recht. Eng absolutt Sécherheet kann och kee Stat garantéieren. Dat ännert awer näischt un der Flicht fir de Stat, méiglechst alles fir dës Sécherheet vu senge Bierger ze maachen.

Duerfir ass et wichteg, datt de Stat e Gewaltmonopol huet an uechtsam mat dësem Gewaltmonopol ëmgeet. Duerfir hu mir eng Police, déi hirer Aufgab nogeet, an eng Justiz, déi onofhängeg ass, well dat eng absolutt Noutwendegkeet an engem demokratesche Stat ass. An duerfir debattéiere mer och vun Zäit zu Zäit iwwert d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill hei am Land.

Ech erënnere mech nach gutt, an den Interpellant huet och haut drun erënnert, un d'Heure d'actualité vum Dezember 2014. Déi war ugefrot ginn als Suite vun enger aussergewéinlech héijer Zuel vun Abréch am Hierscht 2014. Mir wëssen aus de Statistiken, datt d'Zuel vun den Abréch an de Wanterméint besonnesch héich ass. Dat ass déi Zäit, wou d'Auer geréckelt gëtt, wou vill Leit eréischt vun der Aarbecht heemkommen, wann et schonn däischter ass.

Mindestens gradesou schlëmm wéi de materielle Verloscht duerch en Abroch - mir si jo och zum gréissten Deel gutt verséchert - ass de moraleschen, de psychesche Schued. D'Verletzung vu mengem Wunnraum, vu menger Intimitéit an domadder verbonnen d'Gefill vun Onsécherheet, Angscht a Bedroung sinn alles anescht wéi Bagatellen. D'Angscht virun Abréch gëtt mam Alter méi grouss. Et ass scho beonrouegend ze wëssen, datt iwwert d'Halschent vun deene Leit, déi iwwer 75 Joer al sinn, Angscht hunn, bei hinne géif agebrach ginn.

Angschtgefiller sinn ëmmer subjektiv. Eng Situatioun, déi fir deen ee Mënsch scho beängschtegend ass, reegt een aneren eventuell iwwerhaapt net op. Wann ee moies mam Vëlo vun der Stater Gare an d'Uewerstad fiert, ass dat fir deen ee liewensgeféierlech, fir deen aneren Alldag. Wann een owes ze Fouss vun der Uewerstad op d'Gare geet, ass dat fir deen ee spannend an interessant, fir deen anere bedrolech an onheemlech.

A well grad just d'Gefill vun Onsécherheet an Angscht esou subjektiv ass an domat och beaflossbar ass, fanne mir et verwerflech, wann ëmmer erëm probéiert gëtt, dës Gefiller ze manipuléieren, fir politesch Ziler ze erreechen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An et sinn net nëmmen déi soi-disant Rietspopulisten, déi ëmmer erëm drop drécken, mir wiere permanent bedrot! Ons Journalisten, déi ech éischter géif als seriö bezeechnen, schéngen heiansdo net laanscht eng tendenziell Beschreiwung ze kommen.

Haut stoung vun engem Journalist, deen ech wierklech als normalerweis ganz seriö géif bezeechnen, Folgendes iwwer eis ëffentlech Sëtzung vun haut ze liesen: „Deren Hauptthema ist alles andere als gemütlich und angenehm. Mit Blick auf die Kriminalitätsstatistiken verfügen die Deputierten über ausreichend Diskussionsstoff. Allein 2015 wurden hierzulande 40.000 Straftaten begangen, darunter 3.608 Einbrüche und Einbruchsversuche." An dann ass d'Notiz zu dësem Sujet fäerdeg!

Dat hannerléisst jo den Androck: Et ass alles schrecklech, alles geet d'Baach an! Am Moment sinn awer d'Statistiken éischter gënschteg, fir d'Gefill vu Sécherheet ze festegen. Mir wäerten nach musse bis an den Abrëll waarden, bis mer d'Statistike vun 2016 kréien, an et ass och riskant, sech allze vill op dat statistescht Material ze verloossen, fir sech aus der Fënster ze leenen. Mä ëmmerhin: Den Taux de criminalité op 100.000 Awunner, deen an de leschte Jore permanent an d'Luucht gaangen ass, ass 2015 eng éischte Kéier erofgaangen, an zwar ëm 8,56% par rapport zu 2014. Dat huet den Interpellant och gesot.

D'Zuele vun den Abréch ass ëm 17,8% par rapport zu 2014 erofgaangen. Dat ass interessant, well d'Police sech dat als eent vun den Haaptziler vun hirer Aarbecht gesat hat. A wann deen Trend sech 2016 confirméiert, an et gesäit esou aus, dann hunn d'Beméiunge vun der Police sech also bezuelt gemaach.

Wier et dann net méi richteg gewiescht, wann haut am „Wort" gestanen hätt: Die Diskussion wird diesmal angenehm und gemütlich werden,...

(Interruption)

...jedenfalls mehr als in den vergangenen Jahren. Der Blick auf die Kriminalitätsstatistik sagt, dass die Verbrechensrate deutlich gesunken ist. Dat wier och méiglech, fir un de Sujet erunzegoen. Dat ass awer leider net geschitt.

(Interruption)

Ech wëll net weider mat Statistiken operéieren. Mat Zuele kann ee jo bekanntlech dat eent an och säi Géigendeel beleeën. A beim Ëmgang mat Zuelematerial muss een ëmmer erëm hannerfroen, wat déi Zuele bedeiten, wou se hierkommen a wéi ee se muss interpretéieren. Mir sollten och net vergiessen, datt eis Populatioun relativ schnell wiisst an datt dagsiwwer méi wéi 750.000 Leit hei am Land sinn.

Ech hat virdru gesot, zur Klengkriminalitéit géifen och d'Excès de vitesse gehéieren. Heibanne sëtzt emol zumindest een, dee sech schonn eng Kéier ëffentlech geout hat, datt en ertappt gi wier. Et ass net deen Eenzegen. No sechs Méint huet de Minister Bausch an engem éischte Bilan gesot, datt an der Zäit vum 16. Mäerz bis de 16. September 2016 168.000 Infraktioune festgestallt gi sinn. Dat mécht 914 Verstéiss géint d'Gesetz pro Dag. An haut stoung kuerz a knapp am „Tageblatt", datt et am Zäitraum bis den 31. Dezember, also an 9,5 Méint, schonn 245.991 Gefierer gewiescht wieren, déi geblëtzt gi sinn.

Wa mer elo dës Zuele mat den Zuele vun de Jore virdru vergläichen, da kënne mer jo nëmme feststellen, datt mer eis zu engem Vollek vu Klengkriminellen entwéckelt hätten. An dat ass natierlech Quatsch! Mä mir sollen och net d'Excès de vitesse bagatelliséieren. Et si Verstéiss géint d'Gesetz, si droen zur Veronsécherung am Stroosseverkéier bäi a schlussendlech ware 45% vun den déidlechen Accidenter am Joer 2015 op eng iwwerdriwwe Vitesse zréckzeféieren.

Dëst ass e krasst Beispill, fir drop hinzeweisen, datt och de Fait, datt mer zum Beispill 2015 34,3% méi Finanzdelikter festgestallt hate wéi 2014, eventuell op besser Moyenen zréckzeféieren ass, fir dës Delikter iwwerhaapt emol ze detektéieren. Fir net mëssverstanen ze ginn: Ech stellen d'Nëtzlechkeet vun de Statistike vun der Police absolutt net a Fro, ech recommandéiere just, och dës Statistike mat der néideger Suergfalt ze interpretéieren an net ze mëssbrauchen.

D'Gefill vu Sécherheet an Onsécherheet ass eppes ganz Subjektives. Ech hat viru Kuerzem d'Chance, d'Madamm Bharati Chaturvedi, Direktesch vun der indescher Chintan-Ëmweltgrupp, kënnenzeléieren. Hir Organisatioun vertrëtt d'Interesse vun de Müllsammler zu Neu-Delhi. Si war am Kader vun der Semaine de la coopération d'lescht Joer zu Lëtzebuerg. Mir haten e ganz interessant Gespréich iwwer vill Aspekter - ech hat scho kuerz an der Debatt iwwert d'Kooperatioun driwwer geschwat -, dat passt alles net heihin. Interessant war awer fir d'Debatt vun haut, datt d'Madamm Chaturvedi zum Schluss vun eisem Gespréich gesot huet, dat, wat si am meeschte géif an Europa an och zu Lëtzebuerg schätzen, dat wier dat Gefill vu Sécherheet, wat een hei hätt. Dat wier eppes immens Wichteges a Flottes. Dovu kéinten d'Mënschen an Indien nëmmen dreemen.

A well ech awer wousst, datt d'Madamm an engem gudden Hotel an der Stroossbuerger Strooss hei an der Stad logéiert war, hat ech se gefrot, ob se dann d'Ëmfeld vun hirem Hotel net géif bedenklech an onsécher fannen. A si huet gemengt, si hätt eng hallef Stonn virum Hotel op ee gewaart, dee se sollt mat ewech-

huelen, si hätt relativ gutt gesinn, wéi den Drogenhandel an deem Quartier géif funktionéieren a floréieren, mä onsécher hätt se sech trotzdeem doduerch net gefillt.

Woubäi mer da bei engem Facteur wieren, deen zu Abréch, Kriminalitéit an Onsécherheet bäidréit: Eng grouss Unzuel vun Delikter ginn op de Kont vun der Beschafungskriminalitéit, vu Leit, déi vun illegalen Drogen ofhängeg sinn. Hei wier et och un der Zäit - an et ass net fir d'Éischt, datt ech et soen -, fir méi eng gescheit Drogepolitik ze maachen.

De Vott an den USA vum neie President war och an e puer State mat engem Vott iwwert d'Legaliséierung vum Marihuana verbonnen. Mëttlerweil hunn 20% vun den Amerikaner d'Méiglechkeet, legal Marihuana ze kafen. Jo, et gëtt eng Rei gutt Grënn géint d'Liberaliséierung vun de sougenannte méi soften Drogen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt zumindest eng Entkriminaliséierung vum Konsument vun Drogen an en Enn vun der Marihuana-Prohibitioun och zu enger Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit kéinte bäidroen.

An der Stad ronderëm d'Gare ass d'Police massiv géint d'Drogendealer virgaangen; dat hu scho meng Virriedner gesot. Dat war och eng Prioritéit fir d'Police am Joer 2016. A vläicht erkläert dat och, firwat datt d'Statistiken do an d'Luucht gaange sinn, datt méi Leit gepëtzt gi sinn, well dat ebe méi fokusséiert ginn ass.

Den Asaz vun der Police war e Succès. Dës Woch ass de Prozess géint 21 Leit ugaangen, déi zum gréissten Drogennetzwierk ronderëm d'Gare solle gehéieren. An awer stelle mer fest, datt dës repressiv Moossnamen dem Problem vum Dealen a Consommëiere vun Droge keen Enn setzen. Si verännere virun allem d'Gewunnechten. Den Handel ass méi verstoppt. D'Dealer si méi professionell, droe keng Droge méi bei sech, sinn duerfir och schwéier ze erwëschen.

Den Här Gloden ernimmt och d'Heescheleit a senger Interpellatioun. Jo, et sëtze vill Leit op der Strooss ze heeschen. Wann ech owes op d'Gare ginn, da sëtzen alt fënnef oder méi Personnen an der Aler Avenue, hire Becher fir e Sou auszestrecken. Dat ass och mir - ech ginn et zou - lästeg, dat ass awer kee Crime. Et kann een dervun ausgoen, datt vill Leit, déi op der Strooss sinn an heeschen, méi oder manner zentral organiséiert a gestéiert sinn...

(Interruption)

...gesteiert, pardon. Merci. A gesteiert sinn. Oh, iwwer „gestéiert" kéint een och nach philosophéieren, well, ech mengen, iwwer psychesch Krankheeten an deem Kontext kéint een och nach referéieren. Dat ass dann allerdéngs ee Crime, mä mer wëssen alleguer, wéi schwéier d'Beweislag ass.

An et deet mir och wéi, datt bei deene Minustemperaturen, déi mer haut hunn, déi mer zurzäit hunn, esou vill Leit op der Strooss sinn a sëtzen, an déi sech och drop ariichten, fir d'Nuecht do ze verbréngen. An ech muss awer och zouginn - an dat stéiert mech och un der Debatt -: Ech si mat der Zäit selwer manner empfindlech ginn. Ech weess, datt mer zu Lëtzebuerg Strukturen hunn, wou mer deene Leit och kënnen hëllefen, wa si sech u se wenden. An ech weess, datt mer et zu engem groussen Deel mat organiséierte Banden ze dinn hunn. Zu dem Phenomeen vun der Mendicitéit gëtt et ënner anerem eng ganz Rei Question-parlementairë vun deem engen oder aneren CSV-Deputéierten an och déi jeeweileg Äntwerte vun den zoustännege Ministeren.

Duerfir gesinn ech, datt meng Riedezäit och zu engem Enn kënnt. Ech muss soen, am Géigesaz zu dem kuerzen Artikel am „Wort", datt et mer haut sécher méi angeneem ass, iwwert d'Sécherheetssituatioun zu Lëtzebuerg ze schwätzen, wéi zum Beispill virun de Feierdeeg iwwert d'Versoe vun der internationaler Communautéit a Syrien an a Libyen.

A villes kann ech net méi uschwätzen, wat och nach interessant wier. De Minister Schneider hat viru Kuerzem en Interview an der „Revue" iwwert déi sougenannt Gefährder; ee Phenomeen, e Wuert, wat ech eréischt kennegeléiert hunn no den Attentater zu Berlin. Ech mengen, och dat gehéiert zur Sécherheetssituatioun. Do kann ech elo leider net méi drop agoen. Interessant ass och, datt d'europäesch Zesummenaarbecht sech verbessert huet.

Dann zum Schluss nach e kuerzt Wuert iwwert d'Agents municipaux. Zum gréissten Deel si mer eis do, mengen ech, alleguer eens heibannen: Et soll keng zweet Police sinn, mä et soll awer d'Police kënnen ënnerstëtzen. An ech sinn immens frou, wann zu Gréiwemaacher an zu Hesper d'Agents municipaux zesummeschaffe mat der Police. Ech muss lech awer soen: Ech kommen aus enger Gemeng, do gëtt et keng Agents municipaux. An zu mengem Erstaunen ass déi gréng Partei déi eenzeg, déi zënter zéng Joer laang freet, fir Agents municipaux ze kréien, well mer Situatiounen hu vun, wann et nëmme Parking ass, wou mer e puer grouss Schoulen hunn an eng Gare hunn, wou et awer scho relativ lästeg fir d'Leit ass. An duerfir muss ech scho soen: Fir mech ass dat schwéier verständlech, firwat datt mir déi Eenzeg sinn, déi do esou Agente wëllen.

Dann en allerlescht Wuert. Et ass och ugeschwat ginn... Do hat den Här Gloden anscheinend eng Meenungsverschiddenheet tëschent dem Här Bausch an dem Här Schneider festgestallt, wat d'Sécherheet am ëffentlechen Transport ugeet. Ech fuere bal all Dag mam ëffentlechen Transport. Ech muss soen, datt ech bis elo nach ëmmer Chance hat. Ech muss och soen, datt ech feststellen, datt ganz oft Leit vun enger privater Sécherheetsgesellschaft derbäi sinn. Dat ass anscheinend eng positiv Auswierkung op de Klima. Ech ginn emol dovun aus.

Den Här Bausch huet gemengt, datt een natierlech soll an d'A faassen, fir esou eng Brigad ze schafen. En huet awer och gemengt, dat kéint een net vun haut op muer, well Dir wësst alleguer, den Här Gloden och, datt mer en absolutte Mangel un Effektiver hunn. Dir hutt och dem Minister Froe gestallt: „Wou kënnt dee Mangel hier? Firwat kënne mer net méi Leit rekrutéieren?" Mir kennen d'Äntwerten e bëssen. Ech sinn och frou, fir se dann nach eng Kéier ze lauschteren. An duerfir musse mer emol fir d'Éischt genuch Beamte rekrutéieren, ier mer kënnen an déi dote Richtung goen.

Da soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech gi mech sëtzen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen, wann en dann elo laanschtkënnt. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Madamm Presidentin, et ass eng Käraufgab vum Stat, d'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren. Jo, dat si mer eise Bierger schëlleg. Wien awer vu Sécherheet schwätzt, schwätzt och vu Fräiheet a vu Biergerrechter. Dat ass déi aner Säit vun der Medail. An et ass d'Aufgab vun der Politik, dat richtegt Gläichgewiicht tëschent dëse Wäerter ze fannen. An dëst grad och an Zäiten, wou d'Onsécherheetsgefill bei de Leit zouhëlt.

Angscht an Aktionismus ass kee gudde Beroder, generell net an nach vill manner a Sécherheetsfroen. Dofir muss een, wann ee vun neie Sécherheetsinstrumenter schwätzt, genee ofweien, wéi eng Instrumenter sënnvoll sinn a wéi eng net. Ech begréissen dofir am Numm vun der Demokratescher Partei d'Initiativ vun dëser Interpellatioun, déi et eis erlaabt, dës komplex Thematik am Fong a mat der néideger Rou ze diskutéieren.

De Sujet Sécherheet huet vill Aspekter: vun der Kleng- a Beschafungskriminalitéit iwwert d'Prostitutioun an d'Heescherei. A grad doweinst muss een oppassen, net alles an een Dëppen ze geheien. Zum Thema Sécherheet gehéiert awer ouni Zweifel och den Terrorismus an d'Attentater, déi am Häerz vun Europa stattfonnt hunn. Dës Menacë brauchen eng ganz spezifesch Äntwert, wéi zum Beispill Antiterror-Preventiounsmoossnamen oder de Plan „Vigilnat". Well dës Zorte vu Gefor awer net vum Interpellant opgeworf gi sinn, erlaben ech mer, dës Thematik ronderëm den Terrorismus op dëser Plaz, och wéi meng Virriedner, auszeklameren.

Madamm Presidentin, d'Sécherheetsdiskussioun ass eng Thematik, déi sporadesch hire Wee an d'Zeitunge fënnt a wou dann iwwert d'Zoustänn vu verschiddene Stied oder verschiddene Quartiere bericht gëtt. Mat deene Mëttelen, déi se hunn, suergt d'Police Dag an Nuecht fir d'Sécherheet uechtert d'Land.

Natierlech ass och Sputt no uewen, an dat am Kader vun der Police-Organisatioun. Fir dass hir Aarbecht awer och hir Friichten dréit, ass d'Kooperatioun tëschent all den Akteuren awer eng Grondviraussetzung. Op béid Aspekter wäert ech méi spéit nach ze schwätze kommen.

Madamm Presidentin, de Stat muss fir d'Sécherheet vun de Bierger suergen. An och wa Lëtzebuerg a seng gréisser Stied net méi oder manner geféierlech si wéi aner vergläichbar Stied aus der Groussregioun, ass awer dat subjektivt Sécherheetsgefill vun de Leit ganz eescht ze huelen.

D'Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg hunn zesumme mam Statec virun dräi Joer eng Etüd iwwert d'Sécherheetsgefill bei den Awunner duerchgefouert. An dobäi ass erauskomm, dass 80% vun de Befrotene sech a Sécherheet oder zimlech sécher fillen, wa si nuets eleng duerch hire Quartier trëppelen. Éischter positiv Zuelen, kéint een also soen, mä et muss een och d'Detailer kucken. Persounen iwwer 60 Joer, déi am seltensten Affer vun enger Strofdot ginn, hunn am meeschten Angscht. D'Onsécherheetsgefill ass och bei de Frae wesentlech méi grouss wéi bei de Männer.

Derbäi kënnt, dass d'Angscht an d'Onsécherheetsgefill klammen, wann ee schonn eng Kéier Affer vun engem Gewaltverbrieche gouf. Bal 70% vun de befrotene Leit hu gemengt, dass d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg zougeholl huet. E Gefill, Dir Dammen, Dir Hären, ass net esou einfach ze steieren, besonnesch net, wann ee sech selwer betraff fillt. Och wann d'Zuel vun de Gewaltdoten zréckgeet, wéi et eis jo vun der Police fir d'Joer 2012 bestätegt gouf, fillen d'Leit sech dofir awer net onbedéngt méi sécher. Dëst Onsécherheetsgefill huet een dann och emol éischter am ëffentlechen Transport oder an oder ronderëm gréisser Garen.

Madamm Presidentin, d'Realitéit ass déi, dass sech 42% vun den Delikter an onser Haaptstad ofspillen. 5.500 Strofdote pro Joer geschéien eleng am Garer Quartier. Mä och aner gréisser Stied, wéi zum Beispill Esch/Uelzecht, Déifferdeng, Ettelbréck oder och nach d'Grenzgebitt Péiteng/Rodange, sinn tendenziell méi betraff wéi aner Géigenden. Fir déi Leit, déi regelméisseg mat Kriminalitéit konfrontéiert sinn, well se entweder do wunnen oder do schaffen, ass déi Situatioun keng einfach an et muss weider eppes ënnerholl ginn. Virun allem den organiséierten Drogenhandel an d'Prostitutioun maachen op eenzelne Plazen den Awunner an de Geschäftsleit ze schafen.

Esou wéi ee mat Respekt a Solidaritéit zu deene Mënsche muss stoen, déi um Rand vun der Gesellschaft stinn, wéi zum Beispill d'Toxicomanen oder d'Prostituéiert, esou muss een awer ouni Matleed eppes géint déi Persounen ënnerhuelen, déi géint eis Gesetzer verstoussen.

An deem Kontext ass et och net verkéiert, iwwert d'Konsequenze vun eiser repressiver Drogepolitik nozedenken an ze kucken, ob et net och aner Modeller gëtt. Déi néideg Mëttel hu mir eis schonn zum Deel ginn. Eng verstäerkte Police-Präsenz um Terrain a grouss ugeluechte Razzien hunn hir Friichte gedroen an d'Situatioun huet sech och berouegt. Wat d'Stad betrëfft, ass de Commissariat de proximité an der Gliesener Strooss och nees opgaangen a souguer mat méi Personal besat ginn.

Dës Mesurë si sécherlech en Ufank, mä d'Problemer si just deelweis geléist a villes ass ganz einfach just verlagert ginn. D'Aarbecht vun der Police ass an dësem Kontext vu ganz grousser Wichtegkeet. Fir e flächendeckenden Asaz garantéieren ze kënnen, musse méi Polizisten an de Garer Quartier détachéiert ginn, wéi dat bis ewell de Fall ass. Ausserdeem mussen d'Poliziste fir déi spezifesch Kriminalitéit am Garer Quartier ausgebilt sinn an Erfahrung am Kampf géint Drogen- a Mënschenhandel hunn.

Wann et néideg gëtt, muss och d'Spezialunitéit vun der Police kënne séier an den Asaz geschéckt ginn. Och an Zukunft mussen ëmmer erëm an ëmmer erëm gezillte Razzie géint dës organiséiert Banden, déi am Drogen- a Mënschenhandel aktiv sinn, duerchgezu ginn. Si solle spieren, dass se net a Rou gelooss ginn an dass mir hiert Wierken net toleréieren.

Madamm Presidentin, ganz oft kann d'Police hir Aarbecht um Terrain net richteg maachen, well si entweder wéinst administrative Prozeduren um Büro sëtzen oder wéinst Klengegkeete geruff ginn. Fir d'Police op deenen zwee Voleten ze entlaaschten, sollen engersäits déi administrativ Aarbechten, wéi zum Beispill d'PVen ze tippen, vun ziville Beamte gemaach ginn, an anerersäits sollen d'Agent-municipallen an hire Pouvoire gestäerkt ginn, fir d'Dispositiounen aus de Police-Reglementer vun de Gemenge kënnen ze kontrolléieren. Do denken ech zum Beispill un de Knascht, deen en Awunner op der Strooss hannerléisst, oder déi ze haart Musek, déi den Noper stéiert. Meng Fraktioun begréisst, dass an der geplangter Policereform d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agent-municipallen endlech Realitéit gëtt.

Madamm Presidentin, erlaabt mer och, op dëser Plaz en Thema unzeschwätzen, wat an esou Debatten ëmmer nees opgeworf gëtt, an zwar dat vum Plazverweis. Meng Fraktioun ass sech bewosst, dass dës Police-Kompetenz ëmmer nees fir kontrovers Diskussioune suergt. A genee dofir fanne mir, dass d'Motioun, déi d'CSV virdrun déposéiert huet, an där zoustänneger Kommissioun soll breet diskutéiert ginn an, d'selwecht wéi mer dat eigentlech an der Debatt haut de Mëtte bis elo gemaach hunn, do an aller Serenitéit soll diskutéiert ginn an déi richteg Konsequenzen do solle getraff ginn.

Mir denken awer, dass de Plazverweis der Police géif hëllefen, a brenzleche Situatiounen den Iwwerbléck ze behalen an d'Sécherheet vun den Awunner an de Geschäftsleit ze garantéieren. Grad och d'Erfahrungen am Ausland, beispillsweis zu München, weisen, dass de Plazverweis e ganz effizient Mëttel ass.

Dir gesitt, d'Police-Aarbecht ass de Schlëssel, fir dës Problemer an de Gréff ze kréien. Dass den Asaz och seng Friichten dréit, hu mir un den Zuele vun den Abréch gesinn. Nodeems de Minister d'Bekämpfung vun deem Problem als prioritär agestuuft huet, sinn d'Zuelen däitlech erofgaangen. Déi preventiv Campagne, déi am Kader vun der Police gemaach gouf, fir besser opzepassen, huet bei de Bierger sécherlech verschidde Reflexer bewierkt. Esou soll ee beispillsweis d'Tëlee net onbedéngt méi haart dréien, wann dem Noper seng Alarmanlag uspréngt. Mir gesinn also, et deet sech eppes. Mä dat dierf och net op d'Käschte vun anere Problemer goen. An dofir brauch eis Police genuch Mëttelen, fir dat hinzekréien.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, am Ufank vu menger Ried hunn ech op d'Zesummeschaffe vun deenen eenzelnen Akteuren, déi am Kader vun der Sécherheet agéieren, higewisen. D'Aarbecht vun der Police ass näämlech just een Deel vun de Mesuren, déi zur Sécherheet bäidroen. Wann d'Police eng Persoun erwëscht, déi en Delikt oder e Verbrieche gemaach huet, a se da festgeholl gëtt, muss d'Justiz entscheeden, ob se poursuivéiert gëtt. Mä nodeems d'Police e Kriminelle festgeholl huet, kënnt et vill ze vill oft vir, dass d'Persoun ouni Poursuite judiciaire lafe gelooss gëtt. Dës Virgoensweis wierkt sech negativ op d'Moral vun eenzelne Polizisten aus a suergt derfir, dass kriminell Banden d'Justiz net méi faerten.

Dat ass elo awer net dem Parquet seng Schold. De Parquet brauch tout simplement genuch Personal, fir seng legal Obligatiounen erfëllen ze kënnen an derfir ze suergen, dass sech Krimineller fir hir Aktioune viru Geriicht verantwerte mussen.

Här President, de repressive Volet geet awer eleng net duer. Den Asaz vu gutt forméierte Streetworker, déi sech ëm Drogenofhängeger a Prostituéierter këmmeren, muss weider ausgebaut a verbessert ginn. D'Streetworker, genausou wéi déi entspriechend Strukturen, wéi d'Fixerstuff, musse 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen disponibel sinn.

Mir wëssen, dass de Groussdeel vun den Toxicomanen an d'Stad kommen, well sech hei d'Strukture befannen. An deem Kontext ass et dofir wichteg, dass an de Regiounen, wou et Sënn mécht, och sougenannten «Accueils bas seuil» ugebuede ginn, dat heescht Plazen, wou an éischter Linn Drogesüchteger opgefaange ginn.

Ech wëll och nach eng Kéier op den Aktiounsplang Prostitutioun an de Gesetzesprojet iwwert de Kampf géint d'Ausbeutung an der Prostitutioun, d'Zuhälterei an de Mënschenhandel erënneren. Och hei hu mir d'Instrumenter. Elo kënnt et op d'Ëmsetzung un.

Här President, loosst mech nach e puer Wierder zur Heescherei soen, déi eis och virun Erausfuerderunge stellt a besonnesch an der Stad Lëtzebuerg fir Kappzerbrieches suergt. D'Politik däerf net zouloossen, dass déi negativ Konsequenzen en alldeeglechen Impakt op déi aner Bierger hunn, sief dat d'Geschäftsleit, d'Leit, déi hir Akeef maachen, oder d'Touristen. D'Instrument vum Plazverweis géif hei scho ganz vill hëllefen. Kloer muss een hei ënnerscheeden tëschent organiséierte kriminelle Banden an Heescherten, déi op der Strooss liewen.

Et gëtt eng gesetzlech Basis, déi der Justiz an der Police gewësse Mëttele gëtt, wann de Verdacht besteet, dass hannert der Heescherei Mënschenhandel besteet. Och fir d'Mendicité en réunion gëtt et déi néideg gesetzlech Basis, fir ze handelen. Mä d'Aarbechten um Terrain sinn net esou evident, wéi dat am Gesetz virgesinn ass. D'Enquêten dauere Méint an et ass een op international Kooperatioun ugewisen, fir déi Réseauen opzedecken.

Mä mir däerfen eis och näischt virmaachen: Déi organiséiert Heescherei ass Realitéit zu Lëtzebuerg. Vun Hannermänner ginn déi Leit all moies zesummen an d'Stad geschéckt, fir hei ze heeschen. D'Äntwert op de Problem vun der Heescherei gesäit d'DP an enger sozialer Äntwert. Natierlech, déi Leit, déi Hëllef froen, mussen och gehollef kréien. A Mesuren, déi et hinnen erlaben, en normaalt Liewen an eiser Gesellschaft ze féieren, musse weiderhin ënnerstëtzt ginn.

Här President, mir wëssen, wéi wichteg et ass, d'Situatioun an de Gréff ze kréien. Gëtt d'Situatioun näämlech toleréiert, kann et zu weidere gréisseren an negative Konsequenze kommen. Wann ënnerschiddlech Leit openeentreffen, kann dat fir d'Awunner vun engem Quartier eng grouss Beräicherung sinn. Wann d'Zou-

stänn, an do gehéiert d'Onsécherheet derzou, awer déi sinn, dass déi Leit, déi sech et leeschte kënnen, fortplënneren an nëmmen nach Persounen a prekäre Situatiounen am Quartier wunnen, besteet d'Gefor vu sozialer Ausgrenzung. Fir dass d'Integratioun an de soziale Lift fonctionnéieren, brauch et eng gewësse sozial an och wirtschaftlech Mixitéit. E Quartier muss eng funktionell Mëschung ubidde kënnen: Et muss eng Plaz si fir ze wunnen, fir ze schaffen, fir anzekafen, wou ee seng Fräizäit verbrénge kann a wou d'Kanner an d'Schoul kënne goen.

Dat ass a mengen Aen och eng Äntwert op de Problem. De repressive Volet ass just eng Äntwert, mä et muss och gekuckt ginn, dass et guer net dozou kënnt. Dat bedeit, preventiv Weeër fannen, fir d'Zesummeliewe positiv ze gestalten.

Wéi et Beispiller an aneren europäesche Stied scho bewisen hunn, gëtt d'Quartiersentwécklung an éischter Linn iwwer baulech respektiv urbanistesch Moossname beaflosst. D'Broken-Windows-Theorie beseet, dass kleng Beschiedegungen am ëffentleche Raum ganz oft de Kontext fir weider Beschiedegunge schafen. Sanéierungsaarbechte revaloriséieren an deem Sënn den Image vum Quartier.

Här President, d'Liewensqualitéit vun den Awunner dierf selbstverständlech net nëmmen optesch verbessert ginn, mä et muss och derfir gesuergt ginn, dass d'Planung d'Mixitéit op deene verschiddenen Niveauen ënnerstëtzt. Logementer musse fir all sozial Schichte virgesi sinn, onofhängeg vum Alter an der familiärer Situatioun. D'Offer muss sech also u jonk Leit, Familljen a Studente riichten. D'Fräizäitgestaltung ewéi Spillplazen, Parken oder Treffpunktstrukture mussen natierlech och hir Plaz am Entwécklungsplang fannen. Fir dass e Quartier net reng zum Dortoir gëtt, mussen d'Geschäfter an d'Büroe gläichermoossen attraktiv sinn. Allgemeng musse genuch Ureizer geschafe ginn, fir dass ee Loscht kritt, an deem Quartier ze wunnen an ze liewen.

Här President, ech wëll op dëser Plaz och nach eemol op d'Burka oder d'Vollverschleierung agoen. Fir d'DP ass et selbstverständlech, dass een enger Persoun, déi een op der Strooss begéint, muss kënnen an d'Gesiicht kucken. Eng Burka passt net an eng modern an oppe Gesellschaft. Si passt net an eis Virstellung vun enger Gläichberechtegung vun de Geschlechter. A jo, och ech fille mech net wuel, wann ech mengem Géintiwwer net emol an d'Ae kucke kann. Dofir ass et fir d'DP och ganz kloer, dass mir hei wëllen handelen, woubäi nach ze kucken ass, wat dat bescht legislativt Instrument heifir ass.

Här President, d'Problematik vun der Sécherheet ass komplex, well d'Ursaachen an d'Konsequenzen och esou verschidde sinn. D'Kriminalitéit, déi aus dem Ausland kënnt, verlaangt eng aner Äntwert wéi d'Beschafungskriminalitéit. D'Drogeréseaue passe sech méi séier u wéi ee kucke kann. Mënschenhandel a Prostitutioun ginn dacks Hand an Hand. Mä de Lien hierzestellen, bleift fir d'Autoritéiten eng regelrecht Erausfuerderung.

Jo, zu Lëtzebuerg ginn et Situatiounen, déi ee kann als geféierlech bezeechnen. Mä dass d'Stad Lëtzebuerg eng vun deene sécherste Stied aus Europa a souguer vun der ganzer Welt ass, huet eng rezent Analys vu Mercer 2016 erginn. Och d'Zuele vun der Police hu gewisen, dass am Verglach zum viregte Joer déi global Kriminalitéit 2015 ëm 6,25% erofgaangen ass. An der globaler Evaluatioun sinn d'Zuelen hei eng éischte Kéier erofgaangen.

Här President, och trotz dëse positiven Zuele muss weider un der Situatioun geschafft ginn. D'Demokratesch Partei gesäit an der Policereform een Deel vun der Äntwert: Gutt ausgebilt Beamten a virun allem Beamten a méi enger grousser Unzuel wierke preventiv an d'Reaktiounszäit um Terrain geet erof.

Mä dat eleng geet net duer. De Suivi um Niveau vun der Justiz souwéi déi sozial Äntwerte musse weiderhin ënnerstëtzt ginn. Et gëtt net eng Mesure, mat där een d'Kriminalitéit reduzéiere kann, mä et ass villméi en Zesummespill vun eenzelne Mesuren. Ech denken do ënner anerem un de Plazverweis, un d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux an d'Iwwerdenke vun eiser repressiver Drogepolitik.

Här President, Dir Dammen, Dir Häre, Merci fir Är Opmierksamkeet. A Merci dem Interpellant Léon Gloden, fir eis d'Méiglechkeet ginn ze hunn, iwwert dës ganz wichteg Thematik hei haut de Mëtten dierfen ze diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och ech wéilt dem Här Gloden als Alleréischt Merci soen, datt en dëse Sujet hei opbruecht huet. En ass extrem wichteg. Mir si frou, hei kënnen eise Bäitrag ze leeschten an op d'Sécherheetssituatioun an eise Gemengen anzegoen.

Mir hunn héieren, datt bis elo d'Regierungsvertrieder, déi Parteien, déi hei d'Regierung droen, haaptsächlech berouegend wollten optrieden. Dat ass normal, dat kann ee verstoen. Mä ech mengen, mir mussen d'Realitéit am Land awer kloer am A behalen. Och wann am Ableck d'Statistike schéngen drop hinzeweisen, datt déi eng oder aner Kategorie vu Verbriechen, vun Delikter ofhëlt, esou bleift et awer, datt et der ze vill sinn, datt et ëmmer erëm zu Gewalt géint Persoune kënnt, besonnesch an der Stad op der Gare, zu Ettelbréck, zu Esch, datt et ëmmer erëm zu Abréch kënnt oder Abrochserien. An dat ass eng Situatioun, mat där mer eis net däerfen offannen, wou mer net däerfe berouegen, mä mir musse konsequent dergéint optrieden.

Et ass net eis Aufgab, hei eng Situatioun wëllen ze dramatiséieren oder se wëlle politesch einfach auszebeuten. Mä et ass eng gemeinsam Aufgab vun eis alleguer, fir ze kucken, datt d'Leit hei am Land kënne sécher liewen. An dat musse mer kucken, fir dat och ze realiséieren.

Et ass eng zweet Saach derbäi, déi haut nach net ugeschwat ginn ass: Net nëmmen, datt mer musse kucken, fir d'Verbriechen objektiv ze kucken, mä mir mussen och derfir suergen, datt d'Informatioun iwwert d'Verbrieche wierklech och objektiv an éierlech gemaach gëtt. Well et ass och ganz schlëmm fir d'Sécherheetsgefill vun de Leit, wa se dat Gefill hunn, datt weder d'Autoritéiten, weder d'Regierung nach d'Medie wëllen de Problem a senger Ganzheet uschwätzen, aus iergendwelleche politeschen Iwwerleeungen oder aus Iwwerleeunge vun enger falsch verstanener politescher Korrektheet.

Wann d'Leit dat Gefill hunn, datt se net méi gewuer ginn, wéi d'Situatioun wierklech ass, dréit dat zu engem Mëisstrauen an d'Autoritéiten bäi an och zu deem eengen oder anere Reflex, dee mer net wëllen. Et ass also wichteg, datt mer do zréckginn an eng Situatioun, fir de Leit wierklech kloer ze soen, wéi d'Sécherheet hei ass, fir d'Täterbeschreiwunge kloer, objektiv ze maachen. Nëmmen esou kënnen d'Leit erëm e Vertrauen an d'Medien an an d'Autoritéiten zréckkréien, wat awer haut heiansdo feelt.

Fir eis als ADR ass ganz kloer, datt mer eis bekennen zu enger Stäerkung vun der ëffentlecher Sécherheet, datt mer hannert der Police stinn, fir d'ëffentlech Sécherheet ze garantéieren, well mir gesinn an der ëffentlecher Sécherheet, wéi och den Här Hahn et scho gesot huet, eng Käraufgab vum Stat, eppes, wourun d'Effikassitéit am Déngscht vum Bierger vun de staatlechen Autoritéite kann direkt gemooss ginn a wat dowéinst och muss gutt gemaach sinn.

Déi Policereform, déi den Här Minister Schneider eis hei presentéiert huet an déi am Ableck diskutéiert gëtt, déi geet a verschiddene Punkten nach net wäit genuch. Och mir si fir de Plazverweis, wéi d'CSV, an anscheinend och d'DP. Mir wäerten och dofir deen Text, deen d'CSV eis hei proposéiert huet, an deem Sënn ënnerstëtzen.

Et ass wichteg, datt bei der Police administrative d'Police genuch Kompetenzen huet, och am Vergläich mam Ausland, bei de Fouillen, bei de Contrôles d'identité, ouni datt do laangwiereg Prozeduren iwwert de Minister oder de Generaldirekter vun der Police musse sinn. An datt, wa bei der Police administrative esou Moossname geholl ginn, och Sanktiounen domat verbonne sinn, wa Persoune probéieren, sech ze opposéieren - och d'Rebellioun géint d'Police kann net higeholl ginn.

Mä wéi laang nach, Dir Häre Ministeren, wéi laang nach brauche mir Gedold hei am Land, bis mer dee Problem vun der Mendicitéit hei endlech geléist kréien? Et ass dach eppes, net nëmmen, datt d'Leit gedirängelt ginn, datt se a Situatioune kommen, wou se ugeschwat ginn, wou jiddweree sech onwuel fillt, mä et ass dach eng reell existéierend Situatioun vun Ausbeutung, vu kollektiver Ausbeutung vu Mënschen, mat där mer hei konfrontéiert sinn! Loosse mer eis dach näischt virmaachen!

A wéi ass et méiglech, datt no all deene Joren, wou et och heibannen ëmmer erëm vu verschiddene politesche Parteie Kritik dorunner gëtt, nach ëmmer keng Moossname geholl gi sinn, déi där Saach kënnen effikass en Enn setzen? Et ass net an all Stad an Europa, wou et déi Situatioun do gëtt. A ville Stied an Osteuropa gëtt et net toleréiert. A mat Recht net: Et ass organiséiert Ausbeutung vu Mënschen! Et sinn zum Deel mafiös Strukturen do derhannert. A mir wësse jo, wou se sëtzen, wéi déi Leit iwwert d'Grenz kommen. An awer ass hei eng Inaktioun vun der Regierung, déi praktesch komplizenhaft derzou bäidréit, datt déi Situatioun net endlech ophéiert.

Et ass e Mëssbrauch vun der Bewegungsfräiheet, well d'Ofschafung vun de Bannegrenzen an déi Méiglechkeet, fräi an Europa ze reesen, ass net gemaach ginn, fir et organiséierte Banden ze erlaben, sech an anere Länner nidderzeloossen, do Leit vun enger bestëmmter Ethnie auszebeuten, fir zu mafiöse Strukture bäizedroen. Et ass en Zoustand, deen net akzeptéiert gi kann! Weder fir déi Leit hei am Land, fir d'Geschäftsleit, wou geklaut gëtt, fir déi Leit, déi op de Stroosse gedirängelt an heiansdo souguer gestouss ginn - ouni wëllen ze dramatiséieren -, mä och fir déi Leit selwer, déi do betraff sinn an hir Deeg op der Strooss an der Keelt verbréngen, fir fir aner Leit missen do Suen ze sammelen.

Mir wäerten op jidde Fall als ADR alles maachen, fir géint déi do Zort vu Kriminalitéit, net d'Heesche selwer, mä d'Ausbeutung dovunner, virzegoen. A mir wäerten d'Regierung ënnerstëtzen, wa se endlech dee Courage huet, fir dergéint virzegoen!

Och déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass eng Konsequenz vun der Ofschafung vun de Bannegrenzen. D'Madamm Dall'Agnol hat dorobber schonn higewisen. En Deel vum Lëtzebuerger Drogenhandel ass direkt hannert der Grenz. D'Droge ginn op Lëtzebuerg bruecht zum Deel an einfache Bustransporter, wat fréier alles op der Grenz kontrolléiert ginn ass. Dat ass elo net méi de Fall.

Mir bekennen eis och zu oppene Grenzen! Ech mengen, wéi ee Lëtzebuerger wéilt erëm zu deem System vu fréier zréckkommen? Awer mir hätte gär limitéiert, cibléiert Grenzkontrollen, well mir soen: „Oppe Grenze jo, mä fir déi éierlech Leit!" A fir déi aner muss et awer kloer sinn, datt eng Grenz net einfach e Stréch um Pabeier ass, mä och fir si nach kann eng Gefor duerstellen, a fir d'Leit hei am Land eng Barrière vun der Sécherheet géintiwwer Geforen, déi vun anere Plaze kommen.

Am Drogenhandel hu mer hei vun der Säit vun der grénger Partei, mengen ech, komesch Aussoen héieren: „Eng Damm aus Indien steet an der Stroossbuerger Strooss a fillt sech net bedrot, wa se eng hallef Stonn virun hirem Hotel steet." Dat ass gutt. Dat ass sécher gutt! Mä déi Konklusioun, déi déi gréng dorauser zéien: Si gesäit den Drogenhandel, fillt sech selwer net bedrot. Mä den Drogenhandel heescht, eis Jugend an aner Konsumente gi futtigemaach, ginn ausgebeut! Dat ass eng kloer Onsécherheetssituatioun an e perséinlecht Drama fir déi Leit, déi dovu betraff sinn. Et ass net esou, datt den Drogenhandel, wann e grad net gewalttäteg ass - och dat gëtt et -, mä datt een deem kann nokucken; dat kann een op jidde Fall net!

An da stelle mer eis och d'Fro, an den Zeitunge steet: „Dat si Leit aus Nigeria, aus Guinea-Bissau...", „Nordafrikaner", steet an den Zeitungsartikelen. Da froen ech awer d'Vertrieder vun der Regierung: Wéi een Openthaltsstatut hunn déi Leit dann do? Dat si Leit aus Drëttstaten. Si hu jo keng Autorisation de commerce fir Drogenhandel. Si hu kee Seege vun der Regierung, net offiziell! Wéi ass dat méiglech? Ënner wéi engem Statut sinn déi Leit hei am Land? Firwat gëtt net direkt agegraff? Firwat kënne se net direkt ausgewise ginn, bei esou Situatiounen? Firwat musse mer dat do iwwerhaapt erdroen?

Et ass eng Fro! Do géif ech wierklech d'Regierung bieden, eis emol ze soen, wann do legal Lacunne si beim Openthaltsrecht, wéi se dann envisagéiert, dat do ofzeschafen.

Wéi ass et mat deenen déboutéierten Demandeurs de protection internationale?

D'ADR ass sécher net déi Partei, déi wëllt do iergendwéi eppes dramatiséieren. Ganz sécher net. Mä mir hunn ëmmer méi Leit hei am Land, an ech hunn och eng Question parlementaire zu deem Sujet gestallt, déi déboutéiert sinn, déi awer d'Land net verloossen. Déi vläicht net kënnen direkt d'Land verloossen oder och vläicht aus medezinnesche Grënn et net kënnen, mä d'Zuel wiisst. A mir hunn de Problem, datt mer - am Ausland op jidde Fall; hei, souwäit ech weess, woren dat just ganz, ganz wéineg Situatiounen - och Iwwergréff haten, och Iwwergréff vu sexueller Belästegung an aner Situatiounen, déi mir hei am Land net wëllen. An ech mengen, Dir wëllt se och net! Ech mengen, och dat ass Konsens.

Dofir d'Fro: Wat gëtt gemaach bei Leit, déi déboutéiert sinn, déi hei am Land sinn, oder bei anere Persounen, bei deenen awer, wéinstens no den Erfahrungen am Ausland, kann e gewëssent Bedroungspotenzial gesi ginn? Mir wëssen ausserdeem, datt bei deene Leit, oder bei den Demandeurs de protection internationale allgemeng, eenzel Persoune sinn, déi och eng Gefor fir déi ëffentlech Sécherheet sinn. Wat gëtt gemaach, fir deene Geforesituatiounen effikass entgéintzetrieden? Mir haten d'Situatioun hei am Land, wou nëmmen 8% vun deene Leit, déi iwwert d'Grenz komm sinn, erfaasst gi sinn, am Joer 2015.

Bei de Gemengen: Natierlech muss preventiv geschafft ginn, do si mir absolutt d'accord. Jugendaarbecht, baulech Moossnamen, dovun ass nach net geschwat ginn, Eskort vu Kanner, alles dat ass ganz richteg...

Ech gesinn, datt meng Zäit lues a lues hei ofleeft, dofir wëll ech mech just nach op een oder zwee Punkte konzentréieren.

Mir brauche Gesetzer och am Drogeberäich, déi net eng Beschafungskriminalitéit favoriséieren. D'ADR wor ëmmer op, fir d'Drogepolitik ze iwwerpréiwen, och mat Ersatzdrogen, mat Plazen, wou déi Leit kënnen higoen, awer fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen, fir de Leit selwer ze hëllefen a fir d'Kriminalitéit ronderëm d'Drogesituatioun ze bekämpfen. Dat ass eppes anescht wéi verschidde Parteien et hei fuerderen, fir d'Drogen ze legaliséieren. Doranner gesi mer ganz grouss Geforen.

Wat déi Agents communaux ugeet, Här President, an domadder halen ech op, si mer och der Meenung, datt et net kann zu Kompetenzproblemer kommen tëschent Police an Agents communaux. An och, wa mer den Agents communaux dann..., vun hinnen erwaarden, datt se e Bäitrag zur ëffentlecher Sécherheet leeschten, kann dat net am Beräich vun der Burka sinn. Ech hunn elo d'Zäit net méi, fir dorobber anzegoen, mä do hätte mer gär en nationaalt Gesetz an eng kloer Kompetenz vun der Police.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner. Här Wagner!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, urspréinglech war dës Debatt am November vum leschte Joer ugeduecht ginn, ugekënnegt ginn. An deemools war schonn och am „Tageblatt" ugekënnegt ginn, datt mer eis da mat der Sécherheet géife beschäftegen. An do hat de Journalist - net ouni Ironie - och dat Wuert Angscht tëschent Guillemete gesat.

An ech mengen, d'Ironie, déi war net vu Muttwëll, well et muss ee sech d'Fro stellen: Wourëms geet et an dëser Debatt? Geet et ëm d'Sécherheet? Wat fir eng Zort vu Sécherheet? Oder geet et ëm d'Angscht? Oder geet et souguer ëm Angschtmaacherei? Well ech mengen, dat muss een och kënnen thematiséieren.

An d'Onsécherheet, déi gëtt a ville Beräicher. A mir als Lénk, mir gesinn - och ouni wëllen d'Klengdelinquenz, Cambriolagen erofzespillen - a mir wësse jo och, datt ee muss iwwert d'Ursaachen diskutéieren. A mir sinn eis jo bewosst, datt d'Onsécherheet déif gräifend ass, awer vläicht och net onbedéngt an deene Beräicher, déi elo vun der CSV ernimmt gi sinn.

D'Onsécherheet an eiser Gesellschaft ass déi, datt mer och an engem Gesellschaftsmodell liewen, dee sech ëmmer méi duerch eng alldeeglech Brutalitéit u sech auszeechent. Et ass net onbedéngt eng direkt physesch Brutalitéit. Et ass eng Onsécherheet, datt een um Enn vum Mount iwwerhaapt iwwert d'Ronne kënnt. Et ass d'Onsécherheet, fir eng Wunneng ze fannen oder de Loyer bezuelen ze kënnen. Et ass d'Onsécherheet, fir seng Aarbechtsplaz ze behalen, och wann ee seng Aarbecht korrekt mécht. Et ass d'Onsécherheet, fir iwwerhaapt op senger Aarbechtsplaz korrekt behandelt ze ginn.

Et ass och d'Onsécherheet, wat d'Iessen ugeet: Vergëft ee sech, vergëft ee sech net? Dat ass e ganz grousse Sujet, mengen ech. An neierdéngs - neierdéngs a leider! - och d'Onsécherheet iwwerhaapt, wat de Fridden ugeet op der Welt a vläicht och an Europa a vläicht och bei eis - eng Diskussioun, déi virun e puer Joer vläicht emol nach net aktuell war.

All déi Onsécherheeten zesummen, all déi Saachen, un déi een am Alldag muss denken, wann een dann och eng Kéier nach vläicht ugegraff gëtt, de Portmonni geklaut kritt, beraubt gëtt, da platzt engem natierlech och - an dat ass selbstverständlech, et ass human - de Kolli. Dat sinn awer Saachen, déi glécklecherweis net systematesch, permanent all Dag jiddwerengem geschéien.

Et muss een och drun erënneren, datt keen Dag vergeet hautzudaags, wou d'Leit sech net mussen unhéieren, datt se u sech mussen eng Form vu Brutalitéit am Alldagsliewen an op der Aarbechtsplaz weisen, ënner engem Vokabel, dee permanent benotzt gëtt a seelen a Fro gestallt gëtt - mir maachen dat zwar -, de Vokabel

vun der „Kompetitivitéit". Déi meeschtens och nach vu Leit gepriedegt gëtt, déi selwer a sécheren Dicher sinn!

Well Kompetitioun, dat ass e besser kléngend Wuert, fir de sozialen Iwwerliewenskampf ze beschreiwen. An dee gëllt haaptsächlech fir déi, déi ënnen an der sozialer Hierarchie sëtzen. Déi solle géinteneen untrieden, déi solle méi schaffen, meeschtens fir manner Geld, dat heescht fir méi Wuesstum, fir méi Triple-A a fir méi Profitt, e Profitt, dee si meeschtens net gesinn, mä anerer, fir déi se schaffen.

Dee permanenten Drock, déi permanent Onsécherheet, datt ee säi Liewen u sech net esou gestalte kann, wéi een et fir richteg hält oder wéi een et och verdéngt hätt, mä esou wéi anerer an den héijere Sphären et fir richteg halen, dat alles mécht d'Leit midd. An dat mécht se vläicht och aggressiv. An déi Aggressivitéit, déi ka sech natierlech och entlueden. Géint wien entluet sech déi Aggressivitéit? Géint Multien, déi Steieren hannerzéien, déi d'Salariéen erwirtschaft hunn? Neen, dee Frust, dee gëtt ausgenotzt vu gewëssene Parteien oder vu gewëssene Politiker géint den Heeschert, géint de Roma, géint den RMGist, géint de Chômeur, géint de Frontalier, géint de Flüchtling, géint den Drogendealer, géint d'Prostituéiert. Haaptsaach een oder eent, deen/dat net fir seng Konditioun kann oder sech kaum oder net verteidege kann.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, kann ech dem Här Wagner eng Fro stellen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann den Här Wagner do dermat d'accord ass?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen lech villmools Merci. Ech mengen, ech hu ganz vill Sympathie fir eng Analys, déi sozial Ursaache wëllt opdecken. Mä ech froe mech, ob den Här Wagner awer a senger sozialer Begeeschterung hei net ze wäit geet. Mengt Dir dann, Här Wagner, datt de Roma, deen op der Strooss sëtzt, fir ze heeschen, datt dat e soziale Problem ass? Oder gesitt Dir net déi Ausbeutungssituatioun an déi Strukture vun engem organiséierte Réseau do derhannert? Betrëfft Iech dat net mënschlech, fir ze gesinn, datt do Leit exploitéiert ginn? Oder gesitt Der déi Exploitatioun net an deenen dote Situatiounen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et kéint een och nach iwwert déi Situatioune vun de Roma diskutéieren, déi relativ komplizéiert ass. Ech kann nach drun erënneren, ech mengen, Dir waart nach derbäi, wéi mer deemools am Stater Gemengerot waren, wou mir och wollten dee Sujet - dat war eng Initiativ vun eis, vun déi Lénk am Stater Gemengerot -, wou mer wollten dee Sujet thematiséieren, awer net op eng stigmatiséierend Aart a Weis, mä justement op eng Aart a Weis, fir ze verstoen, éischtens, wéi een deene Leit kann hëllefen.

An dat ass keng einfach Fro, dat huet och mat de Liewenskonditioune vun deene Leit ze dinn an den Ursprongslänner. Datt se selwer ausgebeut ginn hei op der Plaz, ass eng Evidenz. Mä ech ka mer kaum virstellen..., an et ass evident, datt kee Mënsch esou wëllt liewen an deene Konditiounen! An do muss een dovunner ausgoen, selbstverständlech, ech wëll dat net erofspillen.

Ech hunn zéng Minutten, et ass eng Fro... Mä Dir kënnt jo awer och net verneinen, Här Kartheiser, datt vill Leit och, oder gewësse Leit - net vill, mä gewësse Leit! - versichen, déi Fro vun de Roma ze instrumentaliséieren, an datt déi Leit, déi meeschtens als Zigeiner bezeechent ginn - mir wëssen, datt et an der Geschicht ëmmer kleng Gruppe goufen, och an Europa, déi stigmatiséiert goufen -, datt déi wierklech dohinnergestallt ginn, wéi wa se den Iwwel vun allem wieren, obwuel se u sech um Enn vun der Kette sinn, net den Iwwel, mä u sech déi Exploitéiertst sinn. Also déi Diskussioun misst ee féieren, jo, natierlech. Mä ech kann elo net dorobber agoen.

Mä et ass evident, datt Leit dat instrumentaliséieren, fir de Leit Angscht ze maachen. Ech mengen, dat hate mer souguer nach am leschte Summer an engem Lieserbréif gehat.

Ech ginn dorobber..., ech hunn elo zwou Minutte verluer, mä ech gi weider.

(Interruption)

Ech wollt nach kloer iwwer...

Ma neen, mä ech äntwerten op Froen, dat ass kee Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner, probéiert emol um Mikro, fir deen e bësse méi wäit ewechzehuelen, well mir hunn e komeschen Echo hei an der Anlag.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Oder hutt Der en Häerzschrittmacher?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Nach keen! Ech bräicht een an dëser Chamber heiansdo, mä...

Wat ech wollt soen, et gëtt awer..., mir kommen net derlaanscht, dat Éischt, wourunner ech geduecht hunn - an den Här Adam, deen huet dat och schonn ugedeit, a mir hunn awer och an der Fraktioun bei eis driwwer diskutéiert -, dat Éischt, wourunner een denkt, dat ass, datt dës Interpellatioun u sech éischter eng Instrumentaliséierung ass, natierlech an engem Kontext, wou d'Wahlen ëmmer méi no kommen.

Ech wollt nach eng kleng Anekdot erzielen. Nach d'lescht Joer souz ech an enger Brasserie an der Stroossbuerger Strooss am Garer Quartier. An do huet de Restaurateur mech ugeschwat an en hat mech gefrot, ob ech bei Geleeënheet meng Kolleegen an der Politik oder an der Press kéint eng Kéier uschwätzen an hinne vläicht un d'Häerz leeën, datt Verschiddener sollte vläicht e bësse méi roueg déi Saach ugoen, wat d'Situatioun am Garer Quartier ugeet oder an der Stroossbuerger Strooss: datt een och do liewe kann, datt een och do e Restaurant ka féieren, datt och sympathesch Leit do liewen an datt een net all dräi Meter ugegraff gëtt. Bestëmmt och net vun enger Prostituéierter, well déi huet natierlech nach aner Suergen. Ech hat him versprach, dat ze maachen. Ech hunn dat elo gemaach.

Ech mengen, et muss een awer och e bëssen déi ganz Dialektik gesinn, éierlech gesot! Wa mer gewësse Leit innerhalb vun der CSV kucken, ech wëll net jiddweree mat an de Pak huelen, mä wa gewësse Leit innerhalb vun der CSV, awer eng Partei, wou ee muss soen, déi awer iwwer Jorzéngten déi politesch an ekonomesch Elitt vum Land ugezunn huet an erugezunn huet an och u sech am Interessi vun dëser Elitt ëmmer geschafft huet, an eng gewëssen CSV-Elitt, déi sech seelen, ganz seele fir d'Interesse vun den einfachen a schaffende Leit asetzt, mä awer all, all Kéiers - all Kéiers - eng Lanz brécht fir d'Finanzoligarchie, fir där hir Interessen ze verteidegen - ech mengen, och an der Finanzkommissioun kréie mer dat ganz oft mat -, an duerno hu mer esou eng Partei, eng CSV, déi esou mécht, wéi wa se sech fir d'Suerge vum klenge Mann oder vun der klenger Fra géif asetzen!

(Brouhaha)

Ma neen! Wat gëtt gemaach? Si weist justement op den Heeschert mam Fanger. Si weist mam Fanger op de Roma. A si leet awer d'Hand, eng schützend Hand iwwert déi Finanzoligarchie! Ech mengen, dat ass och eng Form vu komescher Approche, wat verschidde Forme vun Delinquenz ugeet.

Ech mengen, déi Klengdelinquenz, déi ass natierlech ustrengend, zemools wann ee bis eng Kéier och Opfer vun der klenger Delinquenz gëtt. Selbstverständlech, et ass kee frou doriwwer. Mä si ass awer net d'Ursaach, si ass d'Konsequenz vun enger Gesellschaft, déi net richteg funktionéiert. An dat muss een awer och ernimmen!

Ech mengen, Leit, déi dat permanent versichen ze maachen, déi permanent déi sécuritaire Fro wëllen thematiséieren, si meeschtens déi Leit, déi vun Onsécherheet schwätzen, an dat si ganz seelen déiselwecht Leit, déi och vu Gläichheet schwätzen an eiser Gesellschaft. A mir kommen net derlaanscht ze soen, datt mer ouni Gläichheet net kënnen an enger Gesellschaft liewen, wou och all Form vu Sécherheet geséchert ass; wuelverstanen, et kann een ni eng honnertprozenteg Sécherheet hunn.

Wësst Der - ech sinn elo gläich fäerdeg, mat dëser Ried op jidde Fall -, ech si weder Riichter nach Polizist an och kee Sozialaarbechter. An ech weess awer och ganz oft, datt Sozialaarbechter a Police hiert Bescht ginn, fir mat relativ komplizéierte Situatioune kënnen eens ze ginn. Well esou einfach ass et jo och net ëmmer, fir ze soen: Hei bumm, do ass e Problem, do muss een einfach esou dropklappen!

Mä déi Leit, Sozialaarbechter, Polizisten, Riichter an esou weider, déi sinn net dofir do, dat ass net hiren Job, fir géint Ongläichheeten ze kämpfen. Dofir si mir do a Wierklechkeet! Dat ass eisen Job. An do misst een u sech d'Diskussioun féieren, wéi een eng méi solidaresch a gläich Gesellschaft ka schafen. An dat ass zurzäit net de Fall, dat muss ee ganz einfach gesinn! An dann däerf ee sech och net wonneren, datt jiddwereen op sengem Niveau e bësse méi brutal a manner civique gëtt. An dat ass schlecht fir déi ganz Gesellschaft!

Mä ech mengen awer, datt mer awer musse feststellen, datt déi, déi ganz uewe sinn, dat ass vläicht e Credo an der Weltgeschicht, mä déi, déi ganz uewe sinn, déi kënne sech vill méi erlaben, d'Gesetzgebung net ze respektéieren, wéi déi, déi ënne sinn.

An nach eng ganz lescht Saach, konkret, déi ass och ugeschwat gi vu mengem Virriedner: Jo, fir ganz konkret ze sinn, d'Drogepolitik, ech mengen - dat ass heiansdo och scho vun dëser Regierung plus ou moins ugekënnegt ginn a mir haten och schonn eng Kéier eng Diskussioun virun dräi Joer oder zwee Joer, mengen ech, vun enger Associatioun, wat d'Drogen ugeet -, datt ee wierklech do muss an eng aner Richtung goen. Legaliséierung ass vläicht net dat richtegt Wuert, et muss ee reglementéieren.

Et muss ee seriö driwwer diskutéieren, wéi ee kann dee Problem upaken, well déi repressiv Schinn, déi ass gescheitert, dat wësse mer. A si kascht immens vill. Si kascht finanziell a si kascht och human gesinn a gesondheetlech gesinn. Ech mengen, ech hoffen, datt mer och an nächster Zäit wäerten e bësse méi konkret Schrëtt maachen. Ech gesinn, de Justizminister sëtz och hei. Vläicht kann en och dorobber agoen.

Ech soen Iech awer Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här David Wagner. Domat wäre mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm an d'Wuert huet elo d'Regierung, de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

Prises de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Reaktioun op d'Interpellatioun vum honorabelen Deputéierte Léon Gloden géif ech fir d'Éischt emol soen, dass ech awer e bëssen erstaunt sinn - awer e bëssen erstaunt! -, fir mer haut hei vun der CSV-Fraktioun musse soen ze loossen, wat mer alles net gemaach hätten a wat mer nach alles misste maachen, nodeem mäi Virgänger bei der Police jorelaang keng zousätzlech Polizisten agestallt huet, quasi just dat agestallt huet, wat a Pensioun gaangen ass, a mir, wéi mer hei de Ressort iwwerholl hunn, virun engem Desaster stoungen, well mer iwwerall e Mangel u Leit haten, iwwerall e Mangel u Polizisten haten an engem Land, dat all Joer ëm 2,5% an der Populatioun wiisst a wou och d'Kriminalitéitsforme sech all Dag änneren. Also eng Situatioun, déi mer opfonnt hunn, déi mer net vun haut op muer kënnen änneren.

Ech sinn awer och erstaunt driwwer, dass ech dann hei Lektioune vun der CSV kréien, wéi ee muss fir Sécherheet suergen, wa genee déi CSV jorelaang un enger Policereform gedoktert huet, awer keng fäerdegbruecht huet. An elo, wou mir eng dohileeën, ass näischt gutt, wat an där Policereform dran ass.

Da muss ech awer och soen, sinn ech, drëttens, erstaunt driwwer, dass mer hei iwwer Sécherheet schwätzen an dass d'CSV der Meenung ass, dass d'Terrorismusgefor net zu deem Sujet gehéiert, awer d'Heescherte schonn e Sujet ass, dee préoccupant ass.

Ech kann Iech soen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, zu där anerer Diskussioun, Här Schneider, do komme mer nach ganz gär.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ganz gär.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat do ass e wéineg eng einfach Argumentatioun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech kann Iech soen, dass déi heite Regierung d'Sécherheet ganz eescht hélt. An eleng de Fait, dass de Justizminister, den Innenminister an ech selwer haut hei bei deem Débat derbäi sinn, misst Iech dat beweisen.

An et ass net evident, d'Sécherheet an engem Land ze garantéieren, wann Der fir d'Sécherheet responsabel sidd an net genuch Effektiver hutt. Schwätzt emol eng Kéier mat deene Leit an der Police an da frot Der déi, wéi et ass, wann ee muss mat där Situatioun eens ginn a vir an hannen net genuch Leit huet, well jorelaang vergiess ginn ass, Leit anzestellen!

Mir wëssen dat a mir hunn direkt reagéiert. An dës Regierung huet direkt décidéiert, dass jiddwereen, dee wëllt Polizist ginn, a jiddwereen, deen dann och seng Exame packt, vun der Regierung agestallt gëtt, fir Polizist kënnen ze ginn. Dir wësst awer och, dass esou eng Formatioun zum Polizist zwee Joer dauert, dass et also mindestens zwee Joer dauert, bis dat seng Effete weist. A mir sinn elo an enger Period, wou déi éischt positiv Effete sech weisen.

Mir hunn eis awer doriwwer eraus méi wäit Gedanke gemaach a gesot: „Et geet net just duer, dass mer méi Polizisten astellen, mä mir mussen och d'Police u sech reorganiséieren. Mir musse méi effikass ginn an der Organisatioun vun der Police." An dofir hu mer déi Décisioun geholl, fir zum Beispill déi 51 Proximitéitskommissariater, déi mer iwwer Land hunn, deelweis ze regruppéieren, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Wat hu mer dervun, wa mer an engem Duerf e Policekommissariat hu vu fënnef Leit, offiziellen Effektiv, an a Wierklechkeet sinn der nëmmen dräi do, well deen een a Formatioun ass, deen aneren am Congé parental oder am Congé oder krank oder wat och ëmmer? Mir wëssen, dass, wann déi Polizisten op Sträif ginn, musse se zu zwee sinn, a wa se mussen de Büro op halen, musse se och zu zwee sinn. Also kënne se ëmmer nëmmen eng Aufgab erfëllen.

En plus ass et esou, dee Regruppement vun de Policekommissariater, wat jo ganz staark vun der CSV kritiséiert ginn ass, féiert derzou, dass déi net nëmmen op enger Schicht an Zukunft schaffen, mä op zwou Schichten. An doriwwer eraus brénge mer et fäerdeg, dass permanent kënne Patrullen duerch d'Land fueren. Ech mengen, dat ass wichteg, fir de Leit hir Sécherheet och ze garantéieren.

Dann hu mer awer och dru geduecht, fir dee ganzen Apparat vun der Police méi liicht ze maachen, andeem mer Regioune fusionéieren, andeem mer vu sechs Regiounen zréckginn op véier Regiounen. Mir hunn agefouert, dass an Zukunft all déi Kommissariater, déi elo zesumme schaffen, op zwou Schichte schaffen an net nëmme méi op enger. A mir wäerten derfir suergen, dass et massiv méi Patrulle wäerte ginn hei am Land.

An da wonneren ech mech och, dass den Här Gloden seet, mir hätten eng Reform gemaach a mir hätten net mat dem Parlament geschwat. Ech hat emol d'Impressioun, wéi wann ech am Juni hei en Débat de consultation gehat hätt, wou d'CSV awer och hei zu menger Rietser souz, wou allerdéngs net ganz vill Kreatives oder Positives ze héiere war. Dat ass scho ganz richteg.

Ech wëll och drun erënneren, dass mer der Police administrativ eng ganz Rei weider Méiglechkeete ginn, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen. An ech wëll hei drun erënneren, dass, och wat den Équipement vun der Police ugeet, dës Regierung net een Euro - net een Euro! - gestrach huet, deen ugefrot ginn ass vun der Policegeneraldirektioun, fir d'Police ze équipéieren. Ech erënneren ënner anerem un d'Waffen, wou d'Revolveren duerch Pistoulen ersat ginn aus verschiddenen technesche Grënn, déi vun der Police an och vun der Policegewerkschaft opgeworf gi sinn. Mä och pour le reste kritt d'Police all Équipementer, déi se brauch, fir méi effikass kënnen ze schaffen.

Dann, ee Sujet, deen hei ugeschwat ginn ass, ass dee vum Drogenhandel. Och do hu mer ganz vill Mesurë geholl. An déi Mesuren hunn derzou gefouert, dass d'Strofdoten am Beräich Drogen e gutt Stéck erofgaange sinn; fir Iech d'Zuelen ze soe vun 2015: vu 4.675 Drogenaffären op haut - also op 2016 - 3.845. An dat kënnt och net vun näischt. Dat kënnt doduerch, well mer konkret an effikass dergéint virginn, well mer massiv Präsenz um Terrain hunn.

A mir hunn dat gemaach zesumme mat där Taskforce, déi mer geschaaft hu mat der Stad Lëtzebuerg, mat dem Ministère vun der Sécurité intérieure a mat der Police. Mir hu geziilt Razzie gemaach a mir hunn der permanent gemaach. Eleng d'lescht Joer hu mer eelef grouss ugeluechte Razzie gemaach, fir den Drogendealer op d'Schléch ze kommen.

Doduerch, dass de Minister fir d'bannenzeg Sécherheet, wat ech sinn, och Wirtschaftsminister ass, deen d'Autorisations de commerce gëtt, hunn ech als Wirtschaftsminister derfir gesuergt, dass iwwerall do, wou Caféë sinn, op der Gare oder op anere Plazen am Land, wou mer wëssen, dass mat Droge gedealt gëtt, dass deenen d'Autorisation de commerce entzu gëtt. Dat heescht, mir hu konkret déi Schlupflächer, déi se hunn, zougemaach.

Mir hunn e weidere Büro oder en ale Büro an der Rue Glesener an der Stad erëm opgemaach, deen elo op zwou Schichte schafft a wou den Haaptbut deen ass, permanent Patrullen ze maachen. Mir hunn de Centre d'intervention an der Gare dramatesch opgestockt, wat d'Leit ugeet. Et geet nach net duer a mir wäerten der och nach do bäiginn. Mä Dir musst eis natierlech d'Chance ginn, dass hanne Leit nowuessen, fir dass mer dat och kënne maachen.

Mir hunn eleng hei am Quartier Gare an Hollerech d'lescht Joer am Beräich vun der Drogekriminalitéit 140 Leit verhaft. Mä wann ech dovu schwätzen, dann ass et net just hei an der Stad, wou mer géint d'Drogekriminalitéit kämpfen. Mir maachen dat an alle Regiounen a mir maachen dat och an alle Stied, wou d'Drogekriminalitéit e Sujet ass.

Mir maachen et awer net nëmmen do. Mir maachen et och an de Caféen, wou mer permanent Razzie maachen iwwert d'Land. Mir maachen et an de Lycéeën. Mir maachen et an den Zich. Mir maachen et op der Strooss. A mir maachen et op der Aire de Capellen, op der Aire de Berchem, fir ebe Leit ze pëtzen, déi mat Drogen iwwert d'Grenze kommen. An dat maache mer zesumme mat der Police aus der Grenzregioun. An och dat geschitt mat ganz vill Succès.

An ech wëll hei och drop hiweisen, an et huet ee Virriedner doriwwer geschwat: De Kampf géint d'Drogen ass net just e repressiven, mä et ass och e preventive Kampf. An dofir huet d'Police eleng d'lescht Joer 427 Drogepreventiounsséancen an de Schoule gemaach, fir deene jonke Leit ze weisen, dass d'Drogen net dee richtege Wee sinn.

Och wat d'petite Délinquance ugeet, muss ee soen, dass och do d'Zuelen erofginn. Och wat d'Abrech ugeet, ginn d'Zuelen erof. Ech weess awer, dass et der nach ëmmer vill ze vill sinn. Mä mir wëssen och, dass mer e Riseproblem hu mat den Abréch doduerjer, dass dat ganz oft Bande sinn, déi aus dem Ausland kommen, déi dann iwwert d'Land hierfale wärend e puer Wochen an da si se erëm verschwonnen. Dofir ass et jo esou schwéier, och déi Delikter opzeklären. An dann ass et ganz oft esou: Wann dann ee gepëtzt gëtt, dann ass dee meeschtens responsabel fir x Delikter. An dofir variéieren natierlech och d'Opklärungsquote vun engem Joer op dat anert.

Ech kann Iech just soen, dass mir an all deenen dote Beräicher wierklech all Efforte maachen, fir de Leit Sécherheet ze ginn. An et war vum Interpellant och gesot ginn, mir géifen net genuch länneriwwergräifend schaffen. Ech kann dat net esou stoe loossen. Mir hu länneriwwergräifend eng ganz Rei Kontakter, wou mer zesummeschaffen a wou mer dat och mat ganz vill Succès maachen.

Et ass ugeklonge vun Iech, Här Gloden, dass een de Pechert eventuell sollt begleede loossen duerch e Polizist, wann ech dat richteg verstanen hunn. Mä wéi soll dat da goen? Wat maache mer da mat Pecherten, wa mer dann awer e Polizist mussen hunn, dee mat em duerch d'Duerf trëppelt? Et soll jo eigentlech sinn, fir dass d'Police entlaascht gëtt. Mä wa mer elo nieft all Pechert och nach mussen e Polizist stellen, dat ka jo beim beschte Wëllen net fonctionnéieren.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Kommt op Maacher kucken! Do klappt et.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- An dann hutt Der dat opgeworf mat der Police an den Zich. Et ass effektiv esou, dass mäi Kolleeg, de François Bausch, dat eng Kéier als eng Méiglechkeet ugesinn huet. Et ass awer esou, dass mer immens vill Zich hunn, déi de ganzen Dag fueren. A wa mer Poliziste wëllen an d'Zich setzen, bleift d'Fro da muer: „Firwat setzt Der da keng an d'Bussen?" Mir hunn net esou vill Bussen... Mir hunn net esou vill...

(Hilarité)

…Polizisten, wéi mer Bussen an Zich hunn.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dach, Bussen hu mer der vill.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Dat ass iwwerhaapt net denkbar. Dovun ofgesinn...

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här Schneider, ech hu keng Poliziste gefrot, ech hunn Employés sous le statut de droit public gefrot, wann Der mer nogelauschtert hutt; d'Gesetz 2009. An den Här Bausch huet et op der leschter Generalversammlung vum Syprolux nach eng Kéier gesot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Da soen ech Iech dozou, dass mer jo mat den CFL amgaange sinn, fir déi Leit, déi Begleeder an den Zich sinn, ze forméieren, fir dass se wëssen, wéi se sech solle behuelen, wann et zu Aggressiounen an engem ëffentleche Verkéiersmëttel kënnt.

Da war vun der Madamm Claudia Dall'Agnol, awer och vun alle Riedner eigentlech dat subjektivt Sécherheetsgefill opgeworf ginn. Ech wëll hei just soen, dass mer e ganz kloeren Trend hunn, dass d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg erofgeet, well mer eng ganz Rei Aktiounen iwwert déi lescht zwee Joer geholl hunn.

Dass dat subjektivt Gefill vu Sécherheet bei de Leit awer net onbedéngt do ass, dat heescht, dass d'Leit awer fäerten, dat huet awer och ganz vill ze di mat eiser transparenter Kommunikatiounspolitik. Wann alles, wat mir mellen, all Kéier am Radio ass respektiv all Kéier an de Medien ass, dann ass et normal, dass d'Leit op eemol d'Gefill hunn, se géife bei den Hottentotten hei liewen. Dat ass jo e Problem. Dofir, wa mer vum subjektive Gefill schwätzen, da gëtt et eigentlech just eng Méiglechkeet, näämlech déi, dass mer net méi iwwert d'Kriminalitéit an der Ëffentlechkeet schwätzen.

An ech mengen, dass mer dat och net kënne maachen. Dofir ass dat doten eng Situatioun, déi mer relativ schwéier geléist kréien. Soulaang wéi mir alles mellen an d'Police alles mellt an alles an de Medien opgegraff gëtt, ass dat dote Gefill an deem Sënn net an de Grëff ze kréien. Mä ech wëll awer nach eng Kéier un Iech alleguerten appeléieren: Kommt, mir kucken déi objektiv Zuelen!

An da wëll ech nach eppes zu deenen objektiven Zuele soen. Mir kucken ëmmer: Wivill Abréch hate mer dann 2012, wivill 2013, wivill 2014, et cetera? An da kucke mer dat als Chiffre absolu an da gesi mer: Et geet erop oder erof. Mä mir considéréieren an deenen Zuelen iwwerhaapt net d'Augmentatioun vun eiser Populatioun. Eis Populatioun klëmmt all véier Joer ëm 10%. Dat misst een also nach eng Kéier domadder relativiséieren. Da géift Der gesinn, dass eigentlech den Trend zu manner Kriminalitéit nach méi staark ass wéi deen, deen ech Iech elo just gesot hunn.

Ech wëll hei schléissen, well meng Kolleege Justizminister an Innenminister och nach op divers Aspekter, déi haut ugeschwat gi sinn, wäerten agoen. Ech kann Iech just soen, dass d'Regierung d'Sécherheet vun hire Bierger extrem eescht hëlt an dass mer wierklech alles maachen, wat mer kënne maachen, fir d'Kriminalitéit hei am Land erofzekréien.

An ech mengen, dass een dat misst gesinn, objektiv misst gesinn an der Personalpolitik vun der Regierung, fir d'Police opzestocken, an der Infrastruktur- a Materialpolitik, déi d'Regierung mécht, fir d'Police beschtméiglech ze équipéieren, an am Kader vum Reformprojet vun der Police, deen net nëmmen drëm geet, fir d'Police méi effikass opzestellen, mä och fir d'Zesummenaarbecht mat den Autorités judiciaires ze verbesseren.

Voilà! Dat gesot, soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo den Här Justizminister.

Une voix.- Hien ass anzwousch hin.

Une autre voix.- Verstoppt?

Une troisième voix.- Elo hu mer ee verluer.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo kënnt den Här Justizminister mat propperen Hänn.

(Interruption et hilarité)

Une voix.- En huet sech d'Hänn an Onschold gewäsch.

(Hilarité)

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll wéi de Kolleeg Etienne Schneider och aganks eng kleng Iwwerraschung ausdrécken, näämlech déi, wouriwwer dass mer haut an der Haaptsaach geschwat hunn. Esou wéi d'Interpellatioun ugekënnegt war an hirem Titel, ware mer eigentlech éischter drop agestallt, dass mer géifen iwwert déi grouss Sécherheetsbedroungen am Land schwätzen. Mir si jo wéi anerer an Europa och ganz konzentréiert op déi Bedroungen, déi mer haut an Europa hunn. Stéchwuert: Terrorismus. Mä dat eent verbitt jo dat anert net. Mir hunn och domadder kee Problem.

Dat Zweet ass, ech sinn och doriwwer e bëssen iwwerrascht: Den Etienne Schneider huet eng Rei Zuele genannt, déi Der och scho méi laang kennt iwwert d'Entwécklung vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg.

An, et ass iergendeppes mam Mikro.

Une voix.- Et schaalt.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Et schaalt. Hei ass permanent...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, d'Technik ass amgaangen, drun ze schaffen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, okay.

Den Etienne Schneider huet, wéi gesot, déi Zuele genannt, déi réckleefeg sinn, an elo kann een als Oppositioun ganz kritesch zu der Regierungsaarbecht stoen a Saache bemängelen a Saache vun der Regierung fuerderen. Ech mengen awer och, dass e klenge Merci un d'Adress vun deenen, déi derfir suergen, dass déi Zuele réckleefeg sinn, eis Polizisten, och d'Justizautoritéiten, déi hei zesummen Hand an Hand schaffen, net ze vill gewiescht wär. Och dat hätt ee kënne maachen. An da kann een nach ëmmer ganz villes un d'Adress vun der Regierung soen. Mä dass déi Zuele réckleefeg sinn,...

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här Braz, dann hutt Der mer net nogelauschtert. Ech hunn dat gesot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...dat ass d'Aarbecht vu Leit. An e Merci och aus der Oppositioun eraus däerf een an deenen dote Fäll maachen. Och déi Leit appréciéieren dat doten.

Vu déi kuerz Zäit, déi mer hunn, wëll ech synthetesch op eenzel Punkten agoen. Ech huelen direkt d'Stéchwuert vun der Mendicitéit. Dir hutt ganz zu Recht, Här Gloden, drop higewisen, dass et e villschichtege Problem ass. Ech wëll och duerfir kuerz soen, wat déi Schichte sinn. A wa mer déi Schichten eenzel diskutéieren an net matenee vermëschen, dann ass och eng sachlech Diskussioun iwwert déi Theme méiglech.

Stéchwuert: Mendicité simple. Déi ass zu Lëtzebuerg net strofbar. Dat ass eng konstant Jurisprudenz vun de Lëtzebuerger Geriichter. Eng lescht Décisioun hu mer vum Bezierksgeriicht Dikrech an där doter Matière virun zwee, dräi Méint kritt, déi dat och nach eng Kéier bestätegt. Dat ass, wat een nennt Mendicité simple.

Wa mer da vun engem Phenomeen schwätzen, deen emol méi, emol manner an der Press an an der Ëffentlechkeet ass, dee vun den Troubles à l'ordre public, dat ass jo dat, wat do beschriwwe gëtt, dann ass et dem Gesetz egal, wien den Auteur ass. A wann een d'Mendicitéit an den Trouble à l'ordre public an engem Otemzuch nennt, da mécht een eppes, wat een a mengen Aen net soll maachen.

Den Trouble à l'ordre public an d'Rechter hei zu Lëtzebuerg an d'Flichten, déi sinn onofhängeg vun där Plaz, op där een an der sozialer Leeder steet. Wann een e Strummert ass, en Heeschert ass, huet een duerfir net manner Rechter. A wann een een ass, deen op der sozialer Leeder ganz héich steet, huet een duerfir net méi Rechter. Wann also en Trouble à l'ordre public virläit, dann ass dem Gesetz den Auteur egal, ob dat e Millionär ass oder een, deen heesche muss, fir sech säin Alldag e bëssen ze verbesseren.

Duerfir, wa mer wëllen doriwwer schwätzen, wéi zu Lëtzebuerg an de Gemengen d'Polizei an och d'Justiz mat den Auteure vum Trouble à l'ordre public ëmginn, doriwwer kënne mer an aller Serenitéit an all Detail diskutéieren, mä dann däerf dat Wuert „Strummert" dobäi net falen, well dat, wat een ass, huet keen Afloss dorobber, wat d'Gesetz vun engem verlaangt, an op dat, wat erlaabt oder verbueden ass. Déi zwee solle mer ganz däitlech auserneenhalen! An dat geléngt eis net ëmmer.

Dat Drëtt ass d'Mendicité en réunion. Den Här Gloden ass och dorobber agaangen. Et stellt sech awer eraus, dass net alles dat, wat no Mendicité en réunion ausgesäit, der och ass, respektiv dass ee se och muss beweisen, wann ee wëllt hunn, dass Leit bestrooft ginn. Mir hu wuel oft de Verdacht, dass dat ass. Et ass och ganz sécher méi oft de Fall, wéi vläicht deen een oder anere mengt, mä tëschent där Erkenntnis oder där Impressioun, déi een huet, an dem Fait, dass ee belaaschtbar Beweiser huet aus enger Polizeienquête eraus, fir kënnen op engem Geriicht zu enger Condamnatioun ze kommen, dat ass eng aner Diskussioun.

A Fäll, déi och zu Lëtzebuerg emol schonn an der Press waren, sinn och vun enger Polizeienquête wärend Wochen deemools begleet ginn. An um Enn war déi Polizeienquête net concluant, dass konnt Mendicité en réunion nogewise ginn, wat awer net heescht, dass et net geet, well mir hunn zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joren, souwuel zu Dikrech wéi am Bezierksgeriicht Stad, Condamnatioune fir Mendicité en réunion gehat. Et ass also net, dass et dat hei net gëtt an dass dat och net geet.

Déi véiert a lescht Schicht, dat ass déi vum Mënschenhandel. Et ka bei Mendicité en réunion sinn, dass et zousätzlech ëm Mënschenhandel geet. Dëser Regierung ass dat guer net egal, well mir hunn déi Infraktioun eréischt 2014 geschaaft duerch e Projet de loi, deen dës Regierung déposéiert huet. An deen Text ass och séier gestëmmt ginn.

Wann also haut de Mënschenhandel och bei der Mendicitéit ka penal verfollegt ginn, dann doduerch, dass dës Regierung dat doten eescht geholl huet. Dës Regierung huet och dëst Joer - 2016 - wärend der Lëtzebuerger Présidence vum Benelux de Mënschenhandel zum Haaptthema gemaach. Dat war virdrun net de Fall. Dat war och eng Initiativ vun der Lëtzebuerger Regierung, fir am Kader vun der Beneluxpräsidence eis Efforten drop ze konzentréieren am Beräich Justiz a Police, fir justement dem Mënschenhandel bäizekommen.

Mir hunn och duerfir als Regierung d'lescht Joer eng Campagne gestart, fir hei zu Lëtzebuerg op de Mënschenhandel opmierksam ze maachen. An de Mënschenhandel ass net am meeschte bei der Mendicitéit; et ass just de Contraire.

Et gëtt graff véier Fäll, wou ee Mënschenhandel zu Lëtzebuerg och virfënnt. Dat ass de Beräich vun der Prostitutioun; dat ass deen heefegsten. Dann de Beräich, wou Betriber Leit ënner Konditioune vu Mënschenhandel fir sech schaffe loossen. Dat ass also an der Aarbechtswelt. Dat ass dat zweet Beispill, also haaptsächlech am Beräich Horesca, awer och um Bau. An als véierten ass effektiv d'Mendicitéit och ee vun deene Fäll, wou et Mënschenhandel gëtt. Dat ass awer vun deene véier Fäll deen am mannsten heefegsten zu Lëtzebuerg. Kee Grond, fir en net eescht ze huelen. Mä kommt, mir kucken och an halen och d'Aen op an d'Oueren op iwwert déi vill méi aner heefeg Fäll bei der Prostitutioun, um Bau, an der Restauratioun, wou et och Mënschenhandel zu Lëtzebuerg gëtt! Dat misst eis zumindest gradesou vill Wierder wäert si wéi dat anert.

Dann ass och den Här Gloden, mengen ech war dat, op déi Geforesituatioun agaangen, an där sech Polizisten heiansdo erëmfannen. Mir sinn do amgaangen un enger neier Infraktioun ze schaffen, déi awer genereller Natur soll sinn, näämlech déi vun der Mise en danger de la vie d'autrui. Dat kann eventuell an esou engem Kontext ugewannt ginn, awer net nëmmen. Et kann och bei Infraktiounen am Beräich vum Stroosseverkéier zur Uwendung kommen an doriwwer eraus nach. Déi Aarbechte sti kuerz virum Ofschloss an da wäerte mer e Projet de loi déposéieren iwwert d'Mise en danger de la vie d'autrui, wat och grad an deem dote Fall zur Uwendung ka kommen. An ech halen dat och perséinlech fir e wichtege Punkt.

Da war och eng Fro gestallt ginn zum Jugement sur accord. Dozou kann ech soen, well Zuele gefrot gi waren: Mir hunn zënter, dass et dat gëtt, also zënter ronn 18 Méint, eng 15 Fäll gehat. Dat sinn der vläicht elo nach net esou vill, mä déi Prozeduren, déi sinn elo rodéiert. Dat fänkt u bekannt ze ginn. A mir wäerten och do also eng relativ staark Augmentatioun, hoffen ech zumindest, kënne kenneléieren.

Voilà! Dat waren déi puer Remarquen, Här President, déi ech wollt maachen, complémentaire zu deene vum Här Schneider an en attente vun deene vum Här Innenminister Dan Kersch. Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Justizminister. An d'Wuert huet elo den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech wäert probéieren, mech a mengem Bäitrag op d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agent-municipallen ze beschränken, well dat jo och, mengen ech, des Laangen an des Breede vun eenzelnen Orateuren ausgefouert ginn ass an och an de Kontext gesat ginn ass vun der Bekämpfung vun deene sougenannten Incivilitéiten oder, wéi mer et och kéinten ausdrécken, an der Ëmsetzung vun de Gemengereglementer, wou mer alleguerte wëssen, dass mer zënter enger gewëssener Zäit vu Jore Problemer hunn, dass dat, wat an de Gemengereglementer steet, och wierklech um Terrain kann ëmgesat ginn.

An ech wëll Iech direkt soen, Här Gloden, dass Der mat Ärer Propositioun bei mir oppen Dieren arennt, well och wa mer eis bewosst sinn, dass en éischte Versuch vun de Kolleegen Halsdorf a Frieden gescheitert ass opgrond vun enger Rei vu Awänn vum Statsrot, da sollt dat eis awer net drun hënneren, en zweete Versuch ze woen, wou d'Agent-municipalle wesentlech méi Kompetenze kréien, wéi dat haut de Fall ass.

A fir dass eis net dat nämlecht geschitt, wéi et an engem éischten Ulaf geschitt ass, hunn ech och probéiert, eng ganz Rei vu Concertatiounen am Virfeld ze maachen, engersäits mam Syvicol, wou mer e puermol doriwwer geschwat hunn, virun allem awer och mat der Gewerkschaft vun den Agent-municipallen. An eng Geleeënheet, wou ech ganz vill bäigeléiert hunn, dat war, wou mer eng grouss Versammlung zu Bartreng gemaach hunn, wou d'Agent-municipallen alleguer eenzel, egal aus wéi enger Gemeng dass se komm sinn, invitéiert waren, fir e bësse vun hiren Erfahrunge vum Terrain ze zielen. An et ass och meng Ambi-

tioun, fir esou vill wéi méiglech vun deem, wat mer do als Input kritt hunn, och an de Gesetzestext afléissen ze loossen.

Et muss ee feststellen, an ech hat et scho bei enger anerer Geleeënheet gesot, dass, wa mer iwwer Gemengereglementer a Gemengepolicereglementer schwätzen, 44 Gemengen zum heitegen Zäitpunkt iwwerhaapt kee Gemengepolicereglement hunn. An ech mengen, dass d'Fro berechtegt ass, wéi Gemengen, déi keen esou e Reglement hunn, hirer Obligatioun, déi se awer aus dem Dekret vu 1789 a 1790 hunn, nämlech fir d'Tranquilitéit, d'Salubritéit an d'Sécuritéit ze suergen, wéi se där kënne gutt nokommen, wa se keen esou e Reglement hunn.

An ech wëll och hei menger perséinlecher Meenung Ausdrock verleeën, dass ech der Meenung sinn, dass mer nom belsche Modell am Fong missten an e System kommen, wou all Gemeng u sech gezwonge wär, esou e Gemengepolicereglement ze hunn. An et ass fir mech ganz spannend, dann och eng Kéier gewuer ze ginn, wéi d'Positioun vun der Oppositioun zu där doter Thematik ass.

Wa mer iwwer eng Reform vun den Agent-municipalle schwätzen, mengen ech, si mer eis eens iwwer eng Rei vu Prinzipien.

En éischte Prinzip ass deen, dass d'Police, esou wéi et haut ass, och an Zukunft wäert responsabel bleiwe fir d'Emsetzung vun de Gemengereglementer. Et gëtt also och an Zukunft keng Obligatioun fir d'Gemengen, fir Agent-municipallen anzestellen. Alles, an och do, mengen ech, si mer eis eens, wat an d'Zukunft d'Agent-municipallen dierfen a kënne maachen, muss och vun der Police kënne gemaach ginn. D'Police kritt also hei eng Hëllef. D'Aktivitéite vun den zukünftegen Agent-municipalle sinn net eng Alternativ zur Policeaarbecht, mä musse complémentaire zur Policeaarbecht gesi ginn.

Den zweete Prinzip, deen a mengen Ae genausou wichteg ass, ass deen, dass mer bei de Gemengepolicereglementer sollen usetzen. An do, wou mer haut nëmmen exklusiv penal Sanktiounen hunn, déi an de Gemengepolicereglementer stinn, mat där Problematik, déi mer alleguerte kennen, dass et oft schonn net einfach ass, de Polizist ze iwwerzeegen, iwwerhaapt déi Saach opzehuelen. A wann en et dann och nach gemaach huet an e Protokoll geschriwwen huet, dass deen dann op de Parquet kënnt an a ganz ville Fäll de Parquet dat einfach klasséiert, well en och einfach iwwerlaascht ass mat deenen dote Geschichten a wesentlech méi wichteg Saachen ze traitéieren huet wéi dat, vun deem mir hei schwätzen. Dofir och d'Iddi an, ech mengen, och do si mer eis eens, fir nieft deene penale Sanktiounen och administrativ Sanktioune mat enger vereinfachter Prozedur anzeféieren.

An dann den drëtte Prinzip, dass all Agent soll d'Incivilitéiten aus dem Gemengereglement vun administrativer Natur dierfe feststellen. Also ganz kloer, wa mer iwwert de Wee vu Sanctions administratives sollte fueren, ass all Agent municipal dann och berechtegt, déi Incivilitéite festzestellen.

An dann eng Iddi, déi awer nach ze diskutéieren ass, mä wou ech awer mengen, dass et ganz wichteg ass, dass déi Agenten, déi de Promotiounsexame gemaach hunn an déi eng speziell Formatioun kritt hunn, déi mer och zesumme wäerte mat der Justiz maachen, dass déi och sollen de Statut vum APJ kréien, dat heescht also vum Agent de police judiciaire, an domadder och befäegt ginn, fir déi Saachen aus de Gemengereglementer, déi penal musse verfollegt ginn, kënnen opzehuelen. Ech mengen och, dass dat e ganz gudde Kompromiss ass, dee mer och mat der Gewerkschaft vun den Agent-municipalle beschwat hunn, déi sech och mat esou enger Prozedur kéint averstan erklären.

An dann de véierte Prinzip. E klengt Vergehen, eng kleng Incivilitéit, och kleng Folgen, eng administrativ Sanktioun, wéi mer gesot hunn: am beschten direkt op der Plaz geregelt duerch d'Bezuele vun enger klenger Strof. Da wär domadder och u sech d'Affär ofgeschloss. An eis Iddi ass et, fir dass an esou engem Fall dann och d'Amende ëm 50% géif reduzéiert gi par rapport zu engem System, wou ee sech géif weigeren, déi kleng Strof ze bezuelen, a wou dann natierlech eng aner administrativ Prozedur nach hannendru muss gehaange ginn. An do schwieft eis vir, e Fonctionnaire sanctionnateur op enger zentraler Plaz, ënner Emstänn am Intérieur, unzesidelen, deen dann déi administrativ Strofe misst verhänken.

An dann eppes, wat och virdru schonn ugeschwat ginn ass: An deem Fall misst selbstverständlech och eng Méiglechkeet bestoen, fir e Recours dergéint ze maachen. Dat kéint um Tribunal administratif geschéien. An de Justizminister huet u sech scho säi prinzipiellt Averständnis ginn, dass mer do eng vereinfacht Prozedur géifen aféieren, wou d'Leit also net gezwonge wären, en Affekot ze huelen. Mä och dat ass nach am Detail ze diskutéieren.

An de fënnefte Prinzip, an, ech mengen, deen ass genausou wichteg, well da schwätze mer vun deene Leit, déi da fir eis Sécherheet musse suergen. Méi Verantwortung, dat heescht och méi Unerkennung. An d'Diskussioune mat de Gewerkschafte ginn op de Wee, dass mer iwwert de Wee vun zousätzleche Primmen dann nach wäerten unerkennen, dass déi Leit an Zukunft méi musse leeschte wéi dat, wat se haut musse maachen. An déi zousätzlech Zousoen, déi mer do am Gespréich hunn, dat kéint bei eenzelnen Agente bis zu 500 Euro de Mount ausmaachen, wat jo awer net näischt ass. An ech mengen, dass dat och méi wéi gerechtfertegt wär. Dat ass och en Zeeche vun der Unerkennung vis-à-vis vun deene Leit, déi do fir eis Sécherheet suergen.

Erlaabt mer vläicht, nach ee Wuert ze soen zur Identitéitskaart, well dat och hei kuerz thematiséiert ginn ass. Ech mengen, dass mer gutt berode sinn, och an Zukunft ze ënnerscheeden tëschent dem einfache Feststelle vun der Identitéit, dat heescht also d'Recht, eng Identitéitskaart oder en aneren Titre ze froen, oder dem Contrôle d'identité, deen haut exklusiv der Police virbehalen ass an dat och an Zukunft, op jidde Fall a menger Optik, soll bleiwen.

Dat sollt eis awer net drun hënneren, dem Agent municipal d'Recht ze ginn, eng Carte d'identité ze froen. A wann en dat da verweigert kritt, selbstverständlech och d'Police zur Hëllef ze ruffen, fir dass déi déi Identitéit och kënnen da feststellen.

Ech wéilt och nach vläicht schléisse mat enger Fro, wou, mengen ech, och ganz grouss Eenegkeet besteet. Dat heescht, dass déi zukünfteg Agent-municipallen net solle bewaffnet ginn. Dat sollt net heeschen, dass mer hinnen net d'Méiglechkeet ginn, fir sech och besser kënnen ze verteidegen. An de Gespréicher mat mir hu se gefrot, fir kënne Coursen ze beleeë vu Self-defense. Ech mengen, dass dat eng ganz gutt Approche ass, déi een hinnen och sollt zougestoen, well mer alleguerte wëssen, dass si keng einfach Aarbecht hunn.

E bësse méi kritesch, Här Deputéierte Gloden a léif Kolleegen, gesinn ech allerdéngs d'Méiglechkeet, fir d'Agent-municipallen a bestëmmte Fäll ënnert d'Befeelsgewalt vun der Police ze stellen, well ech mengen, dass mer do riskéieren, zwee verschidde Systemer mateneen ze vermëschen, ënner anerem och déi Leit vläicht e bëssen ze iwwerfuerderen, an och eng ganz Rei vu Problemer vu Statut a vu Sécherheet vun deene Leit dann och nach géife kreéieren. Do sinn ech also e bësse méi kritesch, ouni dass ech dat awer a priori wéilt ausschléissen.

Am Moment si mer jo och an enger anerer Logik, dass am Fall vun enger besonnescher Situatioun de Buergermeeschter d'Police requéiert an d'Agent-municipalle souwisou zu senger Verfügung stinn. Mä ech mengen, dat ass nach Matière à discussion. Ech verschléisse mech do kengen neien Iddien. Ech wollt just soen, dass ech awer an der Hoffnung sinn, dass mer an enger grousser Eenegkeet deen heite Projet kéinten evakuéieren, an dat och esou séier wéi méiglech, well d'Gemengen an d'Leit dobausse waarden drop.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir erlaabt eng Fro vum Här Kartheiser?

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President.

Här Minister, ech wollt nach eng Kéier zréckkommen op déi Fro vun der Burka. Dir wësst, mir hate gefrot, datt do en nationaalt Gesetz soll gestëmmt ginn, dat dat soll verbidden. Kuerz drop huet d'CSV quasi textgläich déi Iddi och nach eng Kéier opgeholl. Mir hunn haut och héiere vun der DP, datt si dat net gutt fënnt, wa Leit mat enger Burka ronderëmlafen.

Ech hunn an Erënnerung, datt d'Regierung déi Iddi, fir en nationaalt Gesetz ze maachen, net gutt fonnt huet an éischter eng aner Approche préconiséiert huet, nämlech ze soen, datt dat misst eng Gemengekompetenz sinn. An Dir hat, mengen ech, deen Ableck proposéiert, datt sollt e Kadergesetz gemaach ginn, wou deen Aspekt da mat géif berücksichtegt ginn.

Elo wollt ech Iech froen, Här Minister: Wou si mer domadder drun? Wéini kënnt dat Kadergesetz? Wat ass d'Approche vun der Regierung haut an der Problematik Burka? Sidd Der nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt dat soll ëmgesat ginn? A wéini gëtt dat ëmgesat?

Ech soen Iech Merci.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech mengen, mir hunn eis déi do Fro wéi vill aner Froen net einfach gemaach. Mir hunn natierlech gekuckt: Wat hu mer haut an deenen eenzelne Gemengereglementer, wat de Verbuet vun enger Burka géif ausschwätzen? Do gëtt et eng Rei Gemengen, déi dat hunn, eng Rei anerer hunn et net. Mir hunn och gekuckt: Wat ass d'juristesch Basis vun deene Gemengereglementer? Mir hunn eng Rei vun Avis-juridiquen erageholl. Mir hunn eis och beim Statsrot schlaugemaach, wéi mer déi dote Fro wäerten tranchéieren. An d'Regierung wäert an deenen nächsten zwee Méint dozou eng Äntwert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm.

(Interruption)

Jo, jo. Mir si mat enger Motioun saiséiert. Den Auteur wëllt dozou eppes soen.

Motion 1

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Bon, ech kommen elo net am Detail op déi Motioun zréck. Mir invitéieren d'Regierung, fir eben am Kader vun der Policereform de Plazverweis anzefügen. Ech hunn elo hei vu kengem vun de Vertrieder vun der Regierung doriwwer eppes héieren. Duerfir wier ech fir d'Éischt frou, wa se awer nach eng Kéier dorobber konkret géifen äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dat froe mer dann och direkt. D'Madamm Dall'Agnol huet d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Wann ech mäi Mikro géif fannen, dä wär et méi schnell gaangen. Voilà!

Bon, ech mengen, et ass vun engem vun de Virriedner virdru gesot ginn, fir se an d'Kommissioun ze verweisen. Ech mengen, als Presidentin vun där Kommissioun ass dat e ganz gudde Wee. Dir wësst, datt mer mat den Aarbechten amgaange si vun deem Projet de loi. Dir wësst och, datt emol nach keen Avis vum Statsrot do ass. An ech mengen, ech brauch Iech net ze soen, datt ganz seelen e Projet de loi d'Chamber esou verléisst, wéi en erakënnt, an datt doudsécher nach eng ganz Rëtsch Amendementer un deem Projet wäerten an och wäerte misse gemaach ginn. Mir sollen also net virun den Zuch sprangen.

Ech mengen, mir kënnen dat gären an der Kommissioun diskutéieren. A wann d'Zäit vun den Amendementer komm ass, da kann d'Regierung, wa se dat wëllt, natierlech gären dat Amendement maachen, wat Dir fuerdert, oder wéi Dir virdru selwer gesot hutt: Wann dat net geschitt, dann ass d'CSV nach ëmmer fräi, et ze maachen, oder och all aner Partei. An ech mengen, bis dohi kënne mer gären nach eng Kéier d'Thema op den Ordre du jour vun enger Kommissioun huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Hahn huet d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech mengen och, dass dat eng Propos ass, déi ganz sënnvoll ass, där mir eis natierlech dann uschléissen. Ech hat och virdrun gesot, ech mengen, dat heiten ass e ganz wichtegt Thema, wou mer op kee Fall sollte politiséieren. Ech mengen, dat ass de ganze Mëtteg hei net passéiert. An dofir denken ech och, wa mer an der Kommissioun hei an aller Rou an an aller Serenitéit iwwert dëse Sujet kënne schwätzen an, ech mengen, och mat de Fachleit...

An ech géif dann och vläicht gär soen, dee Sujet, den Här Gloden huet et gesot, deen hätt och d'CSV am Wahlprogramm gehat. Ech wëll soen: Wann dat jo esou einfach ëmzesetze gewiescht wär, ech denken, dann hätt Der dat jo an der Vergaangenheet längst gemaach.

(Brouhaha)

Dofir géif ech op dëser Plaz da vläicht proposéieren, dat an d'Kommissioun ze verweisen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Här President, also ech hat am Fong d'Regierung gefrot fir eng Äntwertstellung. D'Regierung huet elo zwee Pressespriecher bäikritt.

(Hilarité)

Ech erënneren...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Et feelt nach en drëtten. Ah, d'Regierung steet op.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Gloden, soulaang Dir deen Job net iwwerhuelt, kënne mir domat liewen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn awer frou, Iech ze héieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, d'Regierung ass prett.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Also, et ass net esou, dass mer e Spriecher brauche vun de Fraktiounen, fir eis hei eng Äntwert ze ginn op Är Fro. Ech soen lech ganz kloer, dass mir laang iwwert dee Plazverweis diskutéiert hunn, intern an der Koalitioun, mä och mat der Police an de Policegewerkschaften. Mir sinn der Meenung, dass dee Plazverweis, fir - ech soen elo emol entre guillemets - „géint Heescherte virzegoen", dass deen eis séier wéineg bréngt.

Ech mengen, dat ass wierklech eng vun deene Mesuren, déi permanent diskutéiert gëtt, mä déi awer net vill bréngt, well mir kënne se zwar virun engem Geschäft verjoen, mä da gi se bei dat nächst. Mir kënne se net aus dem Land verweisen, mir kënne se just vun enger Plaz verweisen. A wa mer se aus där enger Strooss oder vun där enger Plaz ewech verweisen a se sinn dann an där anerer Strooss, ech weess net, ob mer do ganz vill gemaach hunn.

Mä wéi gesot, et ass jo dann d'Propositioun, fir dat an d'Kommissioun ze verweisen. An da kënne mer do nach eng Kéier d'Argumenter alleguerte mateneen austauschen. Mir mengen op alle Fall net, dass dat doten der Saach vill géif déngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nach eng Kéier den Här Interpellant.

M. Léon Gloden *(CSV), interpellateur.*- Merci fir dës Prezisiounen, Här Minister. Wëssend, dass de fréiere Buergermeeschter an haut Statsminister ëm Jean-Claude Juncker an engem Bréif vun 2013 extra de Plazverweis gefrot huet; wëssend, dass de Plazverweis en long et en large och scho vun de Kolleege vun der DP gefrot ginn ass, fuerderen ech, dass d'Motioun elo hei ofgestëmmt gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma dann...

(Interruption)

Den Här Kartheiser. Entschëllegt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, datt déi Propositioun, déi den Här Gloden hei virbruecht huet, ganz opportun ass, well mir hunn elo d'Äntwert vun der Regierung héieren, an d'Regierung bezitt sech an engem Beispill op déi speziell Situatioun vun den Heescheleit. Elo geet awer e Plazverweis a sengem Notzen an der Polizeiaarbecht wäit doriwwer eraus. Éischtens kann et duerchaus och sinn, datt ee kann enger Persoun, déi heescht, soen, se soll sech op eng aner Plaz sëtzen, vläicht well se en Hindernis ass op där Plaz, wou se grad ass; mä dat ass nach eng Detailfro.

Mä de Plazverweis léisst sech an enger grousser Zuel vun Interventioune vun der Police sënnvoll asetzen. Dat heescht, ech wéilt et net reduzéieren op déi speziell Situatioun vun den Heescheleit, mä och op aner Situatiounen, wou et ka kuerzfristeg zu enger, zum Beispill, Iwwersiichtlechkeet vun enger Situatioun bäidroen; och preventiv Evakuatioune vun enger Plaz kënnen duerchgefouert ginn, eng kuerzfristeg Berouegung vun enger Situatioun kann erliichtert ginn.

An ech mengen, datt all déi Aspekter an der Polizeiaarbecht awer sollte berücksichtegt ginn. An ech hu wéinstens bis elo an der Argumentatioun vun der Regierung weder an der Kommissioun nach haut hei eppes héieren, wat mech géif dervun iwwerzeegen, datt de Prinzip vun der Platzverweisung a säi sënnvollt a moossvollt Asetzen iergendee Problem géif opwerfen, deen eis hei kéint drun hënneren, der Polizei en Instrument an d'Hand ze ginn, wat se mat Sécherheet mat Verantwortung a Virsiicht awer géif benotzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Kartheiser. Nach eng Kéier de Minister fir Sécherheet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, ech wëll just hei, fir dass mer verstinn, vu wat mer schwätzen... De Plazverweis hunn ech Iech erkläert, firwat dat näischt bréngt bei den Heescherten, fir déi just vun enger Plaz op déi aner ze verjoen. Dat wär jo dat.

An ech fille mech net wuel, wa mir als Regierung Mesuren huelen, fir déi Äermst vun deenen Aarme just duerch d'Stad ze joen; surtout wann et en plus herno näischt bréngt. Duerfir, mengen ech, ass dat doten déi falsch Mesure.

Dat, wat Dir uschwätzt, Här Kartheiser, dat ass an deem neie Gesetz vun der Policereform virgesinn, an dem Kader vun der Police administrative. An dat ass de Périmètre de sécurité, wou d'Police zu all Moment do, wou Gefor um Mann ass respektiv wou eng Situatioun ass, wou se net wëllt, dass d'Leit ronderëmstinn ze hënneren an ze gaffen, dee Perimeter kann ausruffen an deklaréieren.

Dat sinn zwou verschidde Saachen. Dofir, fir de Plazverweis géif ech Iech wierklech bieden, dat ze vergiessen, well et bréngt definitiv näischt! Dir verlagert just de Problem, wann Der dat als Problem gesitt. Dir verlagert e just vun enger Plaz op déi aner.

(Problème de sonorisation)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, ech mengen, mir sinn zwar elo...

Une voix.- Mir hunn zwou Propositiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hunn zwou Propositiounen. Ech wéilt elo, dass mer dat esou maachen, wéi eist Reglement dat virgesäit: Ech hunn hei zwou Propositiounen...

Ah, entschëllegt, den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir deelen an dësem Fall och d'Aschätzung éischter vun der Regierung, datt dat en Instrument ass, e Plazverweis géint d'Mendicitéit, wat just déi Äermsten trëfft, an ënnerstëtzen domadder och net d'Motioun vun der CSV respektiv déi Proposen, déi virdru vun der ADR gemaach gi sinn. Mir mengen, déi Motioun an d'Kommissioun ze huelen, do wësse mer och net, ob dat esou vill Sënn mécht. D'CSV ka jo gegebenenfalls an den Diskussioune ronderëm d'Gesetz en Amendement presentéieren, wat jo dann och an der Kommissioun kann diskutéiert ginn. Mä an där doter Form kënne mer dat do net matdroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da maachen ech hei d'Feststellung, dass mer mat...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Den Här Berger, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt just froen, mä ech mengen, Dir waart amgaangen, dat elo unzedeiten, datt ee jo hei dann zwou Propositiounen huet, entweder d'Motioun elo ze stëmmen oder an d'Kommissioun ze verweisen. Ech mengen, mir hate jo och derfir plädéiert, well et ass en interessanten Débat. Da kann een deen nach vläicht do op där Plaz da finaliséieren. Mä, voilà, nach eng Kéier, fir ze froen, datt dann déi Propositioun eben och...

(Problème de sonorisation)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Bon, mir sinn elo mat zwou Propositioune saiséiert: déi eng, fir elo direkt ofzestëmmen, déi aner, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Sou, elo kënne mer et einfach maachen oder mir kënnen et e bësse méi komplizéiert maachen.

(Interruption)

Mir kënnen hei d'Question préalable stellen, dann definéiere mer zwou Froestellungen an dann décidéiere mer, iwwer wat fir eng Froestellung dass mer dann herno ofzestëmmen hunn. Oder mir kënnen hei eng Optioun zur Ofstëmmung bréngen. Dat heescht: Si mer derfir, dass se an d'Kommissioun geet,...

Plusieurs voix.- Jo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... oder si mer derfir, dass se direkt ofgestëmmt gëtt? Wa mer ofstëmmen, dass se an d'Kommissioun geet, da géifen déi, déi der Meenung sinn, dass se an d'Kommissioun soll goen, mat Jo ofstëmmen, an...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen! Neen.

Une voix.- Ma dach.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo selbstverständlech! Also, mir hunn hei, dat misst de Chamberspresident, dee viru mir hei souz, wëssen, en Artikel 86 (2). Deen Artikel 86 (2), dee seet formell,...

(Interruption)

...dass entweder d'Conférence des Présidents oder d'Chamber décidéiert, wat mat enger Motioun ze geschéien huet, ob ofgestëmmt gëtt, ob se un d'Regierung iwwerwise gëtt oder ob se an eng Kommissioun iwwerwise gëtt. An där Situatioun si mer elo! Elo kënne mir awer soen: „Dat ass d'Conférence des Présidents, déi dat ze maachen huet." Mä hei huet d'Chamber et an der Hand, fir ze décidéieren, wat mat där Motioun ze geschéien huet, ob se wëllt driwwer ofstëmmen, da muss eng Majoritéit soen: „Mir stëmmen of", oder ob mer se an d'Kommissioun iwwerweisen, da muss eng Majoritéit soen, dass mer se an d'Kommissioun iwwerweisen. Kuckt Ären Artikel 86 (2)! Ech maachen Iech et einfach, da braucht Der net nozesichen. Mä dat do ass d'Formulatioun. Ech kann Iech den Artikel och virliesen.

Une voix.- ...d'Fro, stellt d'Fro...

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...et ass jo net domadder gedoen.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen! Neen, well duerno, et ass jo net, dass eng Motioun an engem schwaarze Lach verschwënnt. Et gëtt eng Ronn an der Kommissioun gemaach, an innerhalb vun dräi Méint muss déi Motioun erëm hei presentéiert ginn. Dat heescht, esou oder esou, wa mer eis net eens ginn an där Kommissioun, da gëtt iwwert déi Motioun ofgestëmmt,...

(Interruptions)

...dann eben dräi Méint méi spéit. Mä den Artikel ass ganz kloer. Kuckt Iech en un, ech wëll Iech och hei net drängen.

Une voix.- Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kuckt Iech en a Rou un! Et ass genee dat.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi Zeile si schnell gelies, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si sinn och ganz kloer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här President, Dir hutt elo d'Interpretatioun vum Reglement esou gemaach, wéi et am Reglement och steet. Just fir kloer an däitlech eis Meenung hei ze soen: Mir sinn der Meenung, mir waren der Meenung, op déi éischt Propositioun vun de Majoritéitsparteien, datt mer kéinten d'accord sinn, fir se an d'Kommissioun ze schécken, hunn awer dunn un de Reaktioune vun der Regierung gemierkt, datt e Schécken an d'Kommissioun no Ausso vun der Regierung wierklech näischt géif bréngen, net sënnvoll wär, soudatt mer estiméieren, datt e Schécken an d'Kommissioun ënnert deenen do Viraussetzunge just eng Zäitverschwendung wär. An duerfir si mir der Meenung, datt se sollt haut ofgestëmmt ginn.

Kënnt awer elo d'Majoritéit zu enger anerer Konklusioun, dann insistéiere mer, fir datt se esou fréi wéi méiglech erëm hei an de Plenum zréckkënnt, fir ofgestëmmt ze ginn.

Une voix.- Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass absolutt Äert gutt Recht. An ech mengen, dat kann och kee contestéieren.

Sidd Der domat d'accord, dass mer elo verzichten op d'Question préalable, ob mer sollen iwwert dat eent oder dat anert ofstëmmen, an dann direkt driwwer ofstëmmen, ob et dat eent oder dat anert ass?

(Assentiment)

D'accord!

Also: Déi, déi derfir sinn, dass déi Motioun an d'Kommissioun kënnt, géife mat Jo ofstëmmen. An déi, déi der Meenung sinn, dass direkt misst ofgestëmmt ginn, déi stëmme mat Neen. Ass dat korrekt formuléiert?

(Assentiment)

Also: Renvoi an d'Kommissioun ass Jo, Ofstëmmung ass Neen. Sou, da géife mer elo ofstëmmen.

Vote sur le renvoi en commission de la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Sou: 32-mol Jo, 28-mol Neen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Dat heescht, si geet an d'Kommissioun a si kënnt innerhalb vun...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hunn ech elo eppes falsch verstanen?

Une voix.- Neen, neen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da steet just an dem Rapport herno: „Verschidde Stëmmen".

(Hilarité)

Ech hu verschidde Stëmme gehéiert.

Domat ass et kloer: Si geet an d'Kommissioun a si kënnt innerhalb vun dräi Méint an där doter Form oder an enger anerer Form erëm heihin. Merci gesot!

An domat géife mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7043 iwwer eng Deelreorganisatioun vum ILNAS. An de Rapporteur vum Projet de loi ass den honorabelen Här Haagen, deen eis dann och erzielt, wat sech hannert der Ofkierzung ILNAS verstoppt a wat mer dorun änneren.

5. 7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Merci. Dir Dammen an Dir Häre, de Gesetzestext 7043 betreffend d'Reorganisatioun vum ILNAS - Här President, dat heescht „Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services", gouf vum zoustännege Wirtschaftsminister den 31. August vum leschte Joer déposéiert. De 25. August an 29. September koumen d'Avise vun der Handwierkerkummer an der Handelskummer, déi alle béid positiv waren.

De Statsrot huet säin éischten Avis de 27. September ofginn. Den 29. November koum dunn nach den Avis complémentaire, well d'Kommissioun op Recommandatioun vum Statsrot nach en neien Artikel 7bis iwwert d'Notifikatioun un den OLAS, dat ass den „Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance", bäigesat hutt.

Komme mer zum Fong vum Projet de loi, wat en technesche Fong ass. D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, dem ILNAS zousätzlech Missiounen ze ginn. Wéi Der Iech kënnt erënneren, zum Schluss vum leschte Joer hu mer hei an der Chamber zwee Gesetzestexter, déi den ILNAS concernéieren, och gestëmmt, wat d'Missiounen erweidert huet vum ILNAS, dat am Beräich vun de Schëffséquipementer an dem Schëffsmaterial. Dat waren d'Projets de loi 6981 souwéi 6902.

Mam Gesetzesprojet, deen haut zur Ofstëmmung steet, gëtt den ILNAS dann elo och déi zoustänneg Autoritéit fir d'Iwwerwaachung vu motoriséierte Gefierer, dëst well no de rezente Skandaler an der Automobillsbranche huet déi Europäesch Kommissioun reagéiert, wéi Der wësst, an hir Reglementatioun adaptéiert. Nom Ofgasskandal notamment vu VW huet d'EU-Kommissioun décidéiert, fir d'Geneemegungsprozedure vu motoriséierte Gefierer a Remorquë méi staark ze reglementéieren an och de Marché selwer mat zousätzleche Moossname méi streng ze iwwerwaachen.

Opgrond vun der EU-Reglementatioun 167 an 168 vum Europaparlament a vum Conseil européen vum 5. Februar 2013 respektiv 15. Januar 2013 kritt den ILNAS dofir elo hei zu Lëtzebuerg dräi zousätzlech Missiounen iwwert dëse Projet de loi. An zwar wäert an Zukunft den ILNAS och motoriséiert Gefierer iwwerwaachen, déi an der Landwirtschaft a bei Bëschaarbechten agesat ginn, Gefierer mat zwee, dräi Rieder a Quadricyclë souwéi och motoriséiert Gefierer mat Remorquen an déi dozou passend technesch Systemer a Baudeeler vun dëse Gefierer.

D'Kontrollen, déi aktuell am Beräich vun der Automobillsbranche en vigueur sinn, si prinzipiell Kontrollen ex ante, dat heescht, datt et aktuell den nationalen Autoritéiten iwwerlooss ass, fir ze zertifiéieren, ob d'Gefierer den europäesche Konditiounen entspriechen, fir kënnen eben um Marché zougelooss ze ginn.

Duerch dës nei Reglementatioun vu Bréissel mussen déi national Autoritéiten elo zousätzlech a vill méi spezifesch Obligatiounen anhalen, wa se dës Gefierer kontrolléieren. Esou ginn zousätzlech Tester an Inspektiounen ënnerholl, fir d'Konformitéit vum Gefier kënnen ze zertifiéieren, och nodeems si schonn um Marché sinn. Dat geschitt also ex post.

Am Résumé heescht dat Ganzt, datt déi aktuell Kontroll vun de Gefierer, éier se op de Maart kommen, bestoe bleift, mä ergänzt gëtt duerch eng méi streng Iwwerwaachung vun de Gefierer, wa se bis um Maart sinn.

All d'Memberstate sollten also an deem Kontext eng Autoritéit, déi responsabel ass fir d'Iwwerwaachung vum Marché, bestëmmen, fir dës nei Mesure kënnen ëmzesetzen. An dat ass an dësem Fall fir eis hei den ILNAS. Den ILNAS ass domadder dann och an Zukunft responsabel fir d'Iwwerwaachung vum Automobillsmarché.

D'Gesetz vum 4. Juli 2014 iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS gëtt an deem Kontext dann ëmgeännert. Laut dem Paragraf 4 vum Artikel 8 ass den ILNAS, wéi gesot, responsabel fir d'Iwwerwaachung vum Automobillsmarché, vun deenen elo grad genannte Gefierer.

Zousätzlech hat d'Ekonomieskommissioun, wéi gesot, den Artikel 7bis bäigefüügt iwwert d'Notifikatioun, wat den OLAS ubelaangt, an dofir war souwuel am éischten Avis vum Statsrot souwéi och am Avis complémentaire keng Opposition formelle.

All weider Detailer fannt Der an deem technesche Rapport, deen och schréftlech verfaasst ass (veuillez lire: All weider Detailer zu deem technesche Projet fannt Der an deem schréftlech verfaasste Rapport.).

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An dann huet d'Wuert den Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Här Haagen Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Den honorabelen Deputéierten huet eis duerch deen technesche Rapport gutt guidéiert. An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Eischen. D'Madamm Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde Rapport a ginn den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, ech schléisse mech de Virriedner un an ech géif den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kolleegen, déi normalerweis d'Wuert géife kréien, och do dermat d'accord sinn. An da géif ech direkt der Regierung d'Wuert ginn, wa se wëllt.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, ech soen och dem Rapporteur Merci, dass e sech mat deem héich techneschen a komplexen Thema auserneegesat huet. Ech huelen un, dass et net einfach war, een ze fannen, dee wollt Rapporteur dofir ginn.

(Hilarité)

Hien huet dat awer ganz gutt gemaach. Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Ma da wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7043 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7043 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo an e puer Sekonnen eriwwer.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn awer schonn hei 60 Stëmmen.

(Exclamations et interruptions diverses)

Une voix.- Wien huet dann do zweemol...?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also dann, wann Dir dat sot, da gleewe mer lech an net dem Computer. Neen, et hat vläicht een e bësse frëi gedréckt. Stëmmt dat esou?

Voilà. An de Projet de loi ass mat 60 Stëmmen, also unanime, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Question élargie N°21 vum Här Alex Bodry iwwer méiglech Colocatiounen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze formuléieren, d'Regierung huet zéng Minutten, an den Auteur huet nach d'Recht op eng Zousazfro. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

6. Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischte Kéier, wou mer hei an dësem Haus iwwert d'Fro, d'Problematik vun de Wunnengen a vun de feelende Mietwunnengen hei zu Lëtzebuerg diskutéieren. Mir wëssen och, dass et do net déi Léisung gëtt, dat Patentrezept gëtt, mä dass et eigentlech nëmme méiglech ass, mat enger ganzer Rëtsch vu Moossnamen ze probéieren, d'Situatioun besser an de Grëff ze kréien. Mir brauchen hei d'Promotioun vum Bau vun neie Wunnengen, besonnesch och am Sozialwunnengsberäich. D'Regierung huet jo viru Kuerzem och do en neie Programm verabschit. Mir brauche Sanéierunge vun ale Wunnengen an d'Beleeë vu Wunnengen, déi eidel stinn. Mir wëssen och, dass Dausende Wunnengen hei zu Lëtzebuerg fir den Ament net besat sinn an eidel stinn.

An do niewendrun, mengen ech, muss ee sech och un d'Problematik eruwoe vun de Wunngemeinschaften, vun der sougenannter „Colocatioun", eng Pist, déi een a mengen Ae muss systematesch och hei zu Lëtzebuerg ugoen. D'Erausfuerderungen, dat wësse mer, sinn enorm. Eleng wa mer de Rhythmus bäibehalen, dass pro Joer hei 10.000 bis 15.000 Leit zousätzlech eis Bevëlkerung uwuessen dinn, dann heescht dat, eleng fir dat opzefänken, dass mer misste 5.000 bis 6.000 Wunnengen zousätzlech all Joers bauen, nieft deem Retard, dee mer an deem dote Beräich accumuléiert hunn.

Duerfir ass eng Direktioun, déi ee verstäerkt sollt probéieren unzegoen, déi vum Deelen, vum Partage, Deele vu besteeëndem Wunnraum. Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech grouss Wunnengen, mat der Méiglechkeet also, fir e Partage vu besteeëndem Wunnraum ze maachen. Natierlech net zwangsméisseg, mä op fräiwëlleger Basis. Et ass net esou, also esou, wéi ech emol gelies hunn an engem Kommentar, dass ech wéilt Kommunismus hei zu Lëtzebuerg aféieren an d'Leit expropriéieren an dass se forcéiert ginn,...

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...fir hir Wunnengen ze deelen. Neen, dat wollt ech net maachen, dat läit eigentlech och net esou a mengem Naturell. Hei geet et natierlech drëm, dass Leit sech fräiwëlleg dozou bereet erklären, fir de besteeënde Wunnraum mat aneren ze deelen.

Am Ausland, besonnesch an de Groussstied, besonnesch och an den Universitéitsstied, ass dat e Phenomeen, d'Wunngemeinschaften, d'Colocatioun, deen immens verbreet ass. Bei eis gëtt et selbstverständlech och dee Phenomeen, mä en huet net déi Envergure, wéi dat am Ausland ass. Ech hunn eng Etüd gesinn, déi a Frankräich gemaach ginn ass virun zwee Joer. An do huet sech erausgestallt, dass an där Tranche d'âge vun 18 bis 24 Joer 31% géifen a Colocatioun liewen. Dat ass en immens héije Prozentsaz. Dovu si mer natierlech hei zu Lëtzebuerg wäit ewech. Duerfir ass d'Fro: Wéi kann een eigentlech an deem dote Beräich d'Situatioun stimuléieren, net nëmmen nokucken, wat d'Entwécklung ass, mä wéi kann ee vu staatlecher Säit probéieren, do dat Deele vu besteeëndem Wunnraum, déi Colocatioun weider ze förderen?

Den Avantage ass ganz kloer: D'Colocatioun gëtt d'Méiglechkeet, zu engem méi bëllege Loyer eigentlech lounen ze goen, zu Präisser, déi ee fir eng Wunneng eleng normalerweis net virfënnt. An et bréngt och, mengen ech, méi Convivialitéit, en Zesummeliewen, wat och kann en Atout si par rapport zu eenzel ze beleeënde Wunnengen.

A Frankräich hu se sech 2014 en eegene legale Kader ginn. Dat ass éischter eng Ausnamesituatioun. Déi meescht Länner, obwuel se de Phenomeen kenne vun der Colocatioun, fueren eigentlech mat hiren normale Mietgesetzer weider. Dach fannen ech, dass dee franséische Modell net oninteressant ass, zemools well en eng gewësse Rechtssécherheet gëtt, an zweetens, well en och gekoppelt ass un d'fiskal Förderungsmoossnamen, déi d'Loi Pinel och virgesinn huet, an deem Sënn, dass do och Privatleit, déi kafen oder bauen, fir ze verlounen, steierlech Begënschtegunge kréien, äänlech wéi mir et eigentlech elo virgesinn hunn am Kader vun der Steierreform, fir dat ze maachen, wa Leit hir Wunnengen enger sozialer Ariichtung oder de Gemengen zur Verfügung stellen, fir se weiderzeverlounen.

Duerfir also meng Fro un d'Regierung, wéi wäit si statistescht Material huet, wat déi Lag hei zu Lëtzebuerg ass, ob et esou statistescht Material gëtt, wéi wäit d'Colocatioun schonn hei zu Lëtzebuerg besteet, wat si dovunner hält, fir e spezifesche gesetzleche Rumm och hei am Land ze schafen, fir d'Colocatioun nach zousätzlech ze förderen, wéi et mat fiskalen Incitatiounen ass, fir dee Phenomeen nach vläicht och ze pushen, a virun allem awer och, wéi d'Regierung d'Fro gesäit vun den administrative Barrièren, déi kënne bestoe mat der Colocatioun.

Besonnesch Leit wéi Refugiéen, déi unerkannt si ginn, sichen oft, fir méi bëlleg eigentlech an esou Wunngemeinschaften eranzekommen. Dat heurtéiert sech awer ganz oft mat Bestëmmungen, déi och mam RMG zesummenhänken, wou se da gären als Communauté domestique betruecht ginn, obwuel se an enger schéi geuerdneter Wunngemeinschaft sinn. An dat mécht et natierlech bal onméiglech fir si, op deen dote Wee ze goen.

Also dat sinn e puer Aspekter vun där Problematik. Ech hunn och gesinn, dass d'Associatioun IDEA (veuillez lire: d'Fondatioun IDEA) och déi dote Fro opgeworf huet a leschter Zäit. An duerfir wär ech frou, wann ech do kéint Erklärunge vun der Regierung zu deem Phenomeen kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet de Wunnengsbauminister, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, déi Fro, déi den honorabelen Deputéierte Bodry hei opgeworf huet, dat ass eng ganz interessant.

Den éischte Constat, deen e gemaach huet, an deen deelen ech och mat em an deen hu mer jo och an dem Regierungsaccord esou stoen, dee geet drëm, fir iwwerhaapt de Locatif och am soziale Beräich méi ze stäerken. Dat ass eng Pist, déi mer komplett amgaange sinn ze spillen. An Dir hutt et och ernimmt hei, dee leschte Programm vun de Constructions d'ensembles - deen ass nach keng Woch al, wéi mer deen am Regierungsrot ugeholl hunn -, op deem gesäit een och schonn, dass de Locatif do gestäerkt gëtt: Op deenen neie Projete si mer praktesch bei zwee Drëttel Locatif, deen do ënnerstëtzt gëtt, an een Drëttel an der Propriétéit.

Dat ass en éischten Effort. Do musse mer nach laang dru schaffen, well mir sinn natierlech an der Situatioun hei am Land - déi awer och spezifesch ass, wann Der och de Verglach op anere Plaze maacht mat deenen anere Länner -, dass mer iwwer 70% Propriétairen hunn an dass de Locatif natierlech nach e ganze Koup u Retarden do opzehuelen huet, haaptsächlech och do, wou d'ëffentlech Hand kann eppes maachen.

De Sujet ass méi wéi aktuell, well, Dir hutt et selwer ernimmt, och gëschter hunn ech nach de Rapport gesi vun der Fondatioun IDEA, déi eben och do iwwert d'Colocatioun geschwat huet, dass dat eng Méiglechkeet wier. Ech ginn och elo net méi an op déi vill Virdeeler, déi et bei där Colocatioun gëtt, well dat hutt Dir ganz richteg beschriwwen hei an Ärer Presentatioun, fir Wunnraum ze deelen. Et brauch een net onbedéngt - mä vläicht och haaptsächlech als Jonken - e ganzt Haus oder méi wéi 100 m². An do ass et eng ganz flott Wunnform.

Dir hutt och de Kader e bëssen aus dem Ausland ugeschwat, notamment d'Gesetz vun 2014 a Frankräich ernimmt, déi Loi Alur, déi do am Mäerz gestëmmt ginn ass mat deem spezifesche Kader, deen et do gëtt. Déi hu souguer nach eng Kéier am August d'lescht Joer, also 2015, nogeschoss gehat mat der Loi Macron, wou se och fir déi Persounen, déi bestuet waren oder déi iwwer e Pacs zesumme verbonne waren, dragesat hunn, dass déi elo net méi kéinten als Colocatairen zesummesëtzen, well do ass dat och plazeweis net esou richteg gehandhabt ginn. An dat weist jo och schonn d'Problematik, wa mer elo op den zweeten Deel da kommen.

An do gëtt et dann och zum Beispill en Délai an där neier Loi Macron, dee virgesäit, dass de Locataire, deen erausgeet, just nach sechs Méint ka gehale ginn, fir mat do zur Responsabilitéit gezunn ze ginn; well dat ass jo och ee vun de Punkten, soss ass dee Problem natierlech och gär.

An der Belsch, do gëtt et kee spezifescht Gesetz. Do ass et e bësse wéi bei eis. An do ass och dat Gesetz eben aus der Belsch vun 1991 iwwert d'Bailen, déi do dat Ganzt reglëieren.

Bei eis hei am Land gëtt et och keng spezifesch Dispositioun am Gesetz. Et kann awer ënnert dem aktuelle Gesetz vun 2006 gemaach ginn. An ënnert deem Gesetz - an dat ass vläicht wichteg, dass een dat och ernimmt -, wann dat geschitt, dann huet ee sech och un d'Gesetz ze halen, wat de Loyer ugeet. Déi 5% vum Capital investi oder déi 10%, wann et miwwléiert ass, mat anere Konditiounen, déi zielen och fir déi, déi Colocatioun praktizéieren. Ech mengen net, dass et zu anere Saachen do soll kommen. An da kann een dat natierlech nach eng Kéier erklären. An et zielt och de Reglement iwwert d'Salubritéit. Dat zielt och fir déi, déi Colocatioun ënnert deem dote Gesetz lafen hunn.

Dir hutt ee Punkt ugeschwat, dee ganz wichteg ass, wéi Der gesot hutt. A Frankräich sinn, hutt Der fonnt, ganz vill Jonker, déi dat maachen. Dat ass e Wee, dee mir hei am Land och amgaange sinn ze maachen. An ech hunn Iech hei d'Broschür matbruecht vun dem Logementsministère, dat ass d'Nummer 10: „L'accès au premier logement", wou mer genee och fir déi Jonk - well dat heiten ass zesumme mat der Éducation nationale erausginn - do da Kapitelen drastoen hunn.

Fir dat grad bei deene Jonken och ze pushen, hu mer bei den Typologies de logement d'Habitation en communauté - et ass eng franséisch an eng däitsch Versioun - oder d'Wohngemeinschaft, déi gëtt och do nach extra propagéiert. Dat ass ausgedeelt gi vum Service national de la jeunesse bei de Jugendhaiser. Déi dote Broschür ass ebe fir déi Jonk spezifesch an do gëtt och beschriwwen, wat d'Virdeeler si vun der Wunngemeinschaft a wat natierlech och d'Problemer kënne sinn, déi eben och domadder zesummenhänken.

An där Broschür, fir deene Jonken och déi dote Wunnform ze presentéieren, ass och eng ganz Säit u praktesche Conseilen derbäi, wou souguer zwou Variante presentéiert ginn, wéi een ebe kann an esou enger Wunngemeinschaft verfueren a wéi do Kontrakter missten ausgesinn. Dat heescht, do sinn och schonn 2014 déi Efforte gemaach ginn, fir et un déi Populatioun erunzekréien a fir deenen dovunner d'Avantagen, awer och d'Problemer natierlech ze erklären, déi domadder verbonne sinn.

Dir hutt natierlech och an deem schréftleche Volet vun Ärer Fro d'Saach duergestallt, dass vill eeler Leit vläicht Loscht hunn, dat doten ze maachen. Dir hutt d'Saach vun de Flüchtlingen, déi de Statut hunn, ernimmt, wéi dat kéint goen.

Déi falen natierlech alleguerten am Moment ënnert déi aktuell Legislatioun. Et ass méiglech, mä et ass awer, an do hutt Der recht, mat ville Schwieregkeete verbonnen. Do ginn ech lech och komplett recht. An déi Schwieregkeeten, déi hutt Der ernimmt: Dat geet u mat dem Umellen, wou verschidde Gemengen natierlech dat e bësse méi strikt gesi wéi anerer, wat natierlech dann d'Situatioun ugeet, wou verschiddener - gëtt dorëmmer gesot - da sech d'Fro stellen: Jo, an deem Gebai sinn awer schonn immens vill Leit ugemellt, ass dat dann...? Dir kennt d'Situatioun, ech mengen, soss hätt Der d'Fro jo net gestallt.

Wat awer de Punkt natierlech ass, an dat kënnt net aus dem Logementsberäich, dat kënnt aus anere Beräicher, dat ass, dass déi Leit, déi an esou eng Gemeinschaft eraginn, dass déi natierlech dann, wa se do ugemellt sinn, an deem „ménage" - fir et nach eng Kéier esou nach ze nennen - do dra sinn a verschidden Allokatiounen oder Aiden dann net onbedéngt kënne kréien. Wann Der op esou enger Plaz e Monoparental wunnen hutt - zum Beispill, fir dat eben ze ginn -, deen ass dann do mat sengem Kand, an da kënnt eng zweet Persoun mat derbäi. Ma da mécht déi Persoun dann, deemno wéi, fir verschidde Gesetzgebungen Deel vun där doter Konstellatioun. Dat ass, mengen ech, de Problem vun dem aktuelle Gesetz. Do si mer eis eens, dass do de Problem ass.

Mir gesinn déi Wunnform - well déi Froe jo och do gestallt sinn, wéi mir déi Saach dann elo gesinn -, mir gesinn déi Wunnform, dass dat eppes ass, wat ganz interessant ka sinn - wat mer jo dann och scho mat der Promotioun beleeën - fir déi Jonk, wou déi Problematiken, wéi ech se beschwat hunn, vläicht net ëmmer optauchen. Well wann et véier Jonker zesumme sinn, ass dat méi einfach ze handhaben, wéi wann eben e Monoparental do wunnt mat dem Kand. Mä do fonctionnéiert dat, do hu mer d'Promotioun och dovunner gemaach.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi ee vläicht déi verschidde Saache kéint ugoen. Mir sinn dat bei eis um Ministère amgaangen ze kucken. Dat war an de leschte Méint och elo keng Prioritéit, well mer elo mat der Klimabank a mat deene Sujeten amgaange waren. Mir sinn awer amgaangen, dat, well mer dat och eng Zäitche schonn um Radar haten, ze kucken, wéi een dat kéint ännere. Geet et duer, andeem een zum Beispill eist Locatiounsgesetz, also d'2006er Gesetz, andeem een doranner géif dra schaffe goen, fir dat doten ebe méi spezifesch ze regelen an och d'Situatioun ze regelen, déi da mat anere Gesetzer verbonnen ass? Dat kucke mer och nach weider.

Dat heescht, de Sujet hei, dee fält net op daf Oueren. An ech huelen dat, wat ech och elo als Fro nach eng Kéier haut matkritt hunn, och mat an déi Reflexiounen eran, well et ass e Sujet, dee kéint hëllefen.

Dir hutt dann déi fiskal Approche ugeschwat. Ech mengen, mir hunn d'Steierreform natierlech elo just gemaach an do ass awer dee Volet, deen, mengen ech, och wäert vill bewierken a wou mer an deenen nächste Wochen a Méint och nach Efforten drop wäerte leeën, fir dat nach méi ze promouvéieren. Dat ass jo, wann e Propriétaire säin Haus oder seng Wunneng eben enger Associatioun, enger Gemeng zur Verfügung stellt, déi eng Konventioun mam Ministère hunn, dass deen och eng Exonératioun kritt vu 50% op sengem Loyer. Do ass et jo gemaach ginn, elo an der Steierreform.

Ech kucken natierlech och elo emol, wéi do den Impakt wäert sinn. Mä dat ass natierlech och eng Pist, déi een an deem dote Kontext dann nach kéint kucken, wann een d'Colocatioun eng Kéier weider verdéift.

Et ass eppes, wat als nei Wunnform net méi esou nei ass, och net méi bei eis am Land, mä et stellt déi Problemer, déi Der gesot hutt. An déi kucke mir och eng Kéier weider, fir vläicht eng Kéier an där dote Richtung eppes ze maachen, sief et en einfache Geste dran, fir am Locatiouns-, Bail- a Loyersgesetz eppes ze ënnerhuelen an déi dote Froen dann natierlech och an engems eng Kéier ze analyséieren. Mä et ass eppes, wat mir och als eng ganz interessant Pist erschéngt, fir weiderzekommen an ee weidert Puzzlesteck eben hinzekréien, fir der Logementsproblematik entgéintzewierken. Mä, an do hutt Der recht, déi Froen, déi Dir opgeworf hutt, dat sinn déi.

Et gëtt nach ee Punkt, deen ech awer kann ernimmen. An der Zäit war et och, dass souguer subventionéiert Wunnengen net konnten zum Beispill u Studente weiderverlount ginn, fir esou Colocatiounen ze maachen. Dat ass awer an engem Règlement grand-ducal vun 2011 entre-temps virgesinn, dat heescht souguer subventionéiert Wunnengen, wou soss aner Konditiounen drop leien, kann een dann awer ewell u Studente weider an enger Colocatioun bedreiwen. Dat ass erlaabt.

Ech huelen dat heiten awer och nach weider mat an eis Reflexiounen, wou mer och am Ministère nach weider wäerten dru schaffen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An de Froesteller huet d'Recht, eng Zousazfro ze stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, just eng Suggestioun an eng Fro.

D'Suggestioun wär: Ech mengen, Dir hutt eng Informatiounscampagne gemaach bei deene Jonken. Et wär allerdéngs wichteg, och eng ze maache bei de Propriétairen, well u sech muss jo fir d'Éischt emol de Propriétaire och bereet sinn, fir mat méi Leit eigentlech e Kontrakt ofzeschléissen. An do kann ech mer och virstellen, dass do och Barrièrë sinn, Mentalitéitsbarrièren, déi soen: „Bon, de Risiko, mat Problemer konfrontéiert ze ginn, ass vläicht manner grouss, wann ech nëmmen ee Locataire hunn, wéi wann ech mat méi Leit muss e Vertrag ofschléissen." Also, ech mengen, do muss een och geziilt vläicht de Leit e bëssen d'Angscht huelen, fir op dee Wee ze goen, fir esou e spezifesche Mietvertrag ofzeschléissen.

An dat Zweet ass: Well Der mer elo net op déi Fro geäntwert hutt, denken ech, dass do net vill Material do ass. Gëtt et eng Erhiewung iwwert den Observatoire de l'habitat, wat d'Envergure vun deem Phenomeen vu Colocatioun momentan zu Lëtzebuerg ugeet?

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Also, dorobber kann ech Iech eng Äntwert ginn. Ech hu bei eis am Ministère kee statistescht Material, fir dat dote réi ze erhiewen, well dat natierlech och schwéier ass, well mer natierlech bei eis am Ministère och net all dat dote Material zesummen hunn. A wann een dann och nach...

An dann hutt Der awer och recht, wann Der sot, dass de Problem fir de Propriétaire deen ass... D'Situatioun, déi ass jo am Fong eng duebel. Soulaang eng grouss Demande dobaussen ass, muss dee jo och net vill Efforte maachen, fir Locatairë sichen ze goen. Da fënnt deen och een, deen dat eenzel hëlt.

An d'Problematik, an dat géif fir mech awer elo ze wäit féieren, ass ebe genee déi: Wann dat ënnerschriwwe gëtt - an dat ass awer e bëssen an eiser Broschür hei erklärt -, entweder et ënnerschreift ee vun alleguerten de Colocatairen, da mécht deen ee Bail. An da muss deen herno mat sengen hannendru kucken, mat alle Problemer, fir dass deen déi Suen erbäikritt oder d'Kautioune vis-à-vis vun dem Propriétaire. A wann de Propriétaire dat awer mat e puer Stéck mécht, mécht dat d'Saach fir deen natierlech och vill méi komplizéiert, well do ka jo regelméisseg dann emol ee sinn, deen erausgeet. Dee kritt vläicht och dann de Loyer vu véier Leit iwwerwisen an dann ass et fir deen... Also, dat ass de Problem vun der Démarche.

An dann, an ech mengen, domadder géif ech och schléissen, an dat war och gëschter an deem Reportage oder där Pressekonferenz do erauskomm: Et ass och e Mentalitéitsproblem, dee vläicht domadder verbonnen ass; op Propriétairessäit, awer och op där anerer Säit vum Locataire. An ech mengen, dat ass och nach e laange Wee, mä mir sollen dat eben och... An dofir kucke mer dat och nach weider an dem Ministère, wéi een dat da ka begleeden, fir dat och en place ze setzen, dass deen Outil vläicht méi sécher ass a méi einfach ass haaptsächlech fir déi zwou Säiten, déi awer ufänken, sech derfir ze interesséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat ass dës Question élargie ofgeschloss.

A mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 6990, wou et ëm Verpackunge geet an deen Offall, deen d'Verpackunge provozéieren. An de Rapporteur ass den Här Gérard Anzia, deen och scho prett ass.

7. 6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei am Projet de loi 6990 och ëm e ganz technesche Volet, wéi de Kolleeg dat virdrun och gemaach huet. De Rapport ass hei e bësse méi déck: 54 Säiten; et si 24 Artikelen an zwou Annexen. An ech wäert natierlech net op all Artikel agoen an och net op déi 54 Säiten, zu Ärer grousser Enttäuschung.

Dëse Projet de loi ass den 12. Mee 2016 déposéiert ginn an et huet ganz genau aacht Méint an eng Woch gebraucht, dass en eben zu engem Vott kënnt. Ob dat elo eng gutt Moyenne ass oder net, ech weess et net ze soen. Do hunn ech nach net laang genuch Erfahrungsschätz, fir iwwer Jorzéngten do e Bilan ze maachen.

De Conseil d'État huet säin Avis den 11. Oktober vum leschte Joer ofginn. D'Chambre des Salariés, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce hunn dat zu den Date 25. Mee, 15. Juli, 5. Oktober d'lescht Joer och gemaach. An der Ëmweltkommissioun hu mer de Projet de 26. Oktober analyséiert, an ech si selwer Rapporteur genannt ginn, a mir hunn do eng Serie vun Amendements parlementaires mat op de Wee ginn.

Den Avis complémentaire vum Statsrot war och schnell hannendrun do: den 29. November 2016. An och déi concernéiert Chamberen hunn een Avis complémentaire dozou ofginn.

De 7. Dezember huet d'Ëmweltkommissioun den Dossier erëm an de Grapp geholl an huet eng nei Serie Amendement-parlementairë gemaach. An déi zweete Kéier ass den 23. Dezember 2016 en Avis complémentaire vum Conseil d'État komm. - An elo schaalt et hei erëm, an da fueren ech awer weider. Den zweeten Avis complémentaire hu mer eis den 11. Januar ugekuckt an duerno hu mer dann och dëse Rapport hei geholl.

Ëm wat geet et? Et geet an dësem Projet de loi also ëm Emballages an Déchets d'emballages. Et geet ëm d'Preventioun, et geet ëm d'Vermeidung also, et geet ëm Recyclage, d'nei Notzung. Et geet drëm, bei den Entreprisen, bei de Ménagen u sech d'Décheten erofzesetzen.

Et geet hei virun allem an awer och ëm Sacs en plastique, an zwar virun allem déi Sacs en plastique légers, dat sinn der, déi 50 Mikrometer déck sinn. Dat sinn déi, déi Der an der Keess kritt. Wann Der déi méi ökologesch Tut, den Écosac, doheem vergiess hutt, da gitt Der domat dépannéiert. Et geet drëm, déi Zuel vun deenen erofzesetzen. De Firwat, op dee wäert ech herno a mengem zweeten Deel vun der Interventioun agoen, an zwar an deem Interventiounsdeel, deen net vum Rapporteur ass, mä dee vun der grénger Fraktioun.

Et geet also drëm, manner Plastikstuten zu Lëtzebuerg ze gebrauchen. Am Moment hate mer do e Règlement grand-ducal, deen d'Direktiv 94/62 ëmgesat huet. Do ass eng Neioplag komm. Dat ass déi Direktiv 2015/720, déi net komplett iwwert dee Règlement grand-ducal ëmgesat gi war an duerfir elo an engem Projet de loi ëmgesat gëtt, wou ënner anerem och d'Zilwäerter drasti fir eben déi Consommatioun vu Sacs en plastique légers, déi vu 50 Mikrometer Déckt sinn.

Et geet also drëm, hei Rechtssécherheet ze schafen, déi europäesch Direktiven a Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen. An et geet och dorëm, déi Zilwäerter natierlech anzehalen.

An dat si folgend dräi Voleten: eng Kéier d'Zilwäerter bis den 31. Dezember 2019: 90 där Plastikstuten op de Kapp; bis den 31. Dezember 2025 sinn et 40 där Plastikstuten op de Kapp a pro Joer, déi ee soll verbrauchen oder maximal duerf verbrauchen. An et gëtt een anere Volet nach dran, dat ass, dass déi gratis Tutevergab ab dem 31. Dezember 2018 verbueden ass.

Voilà! Domat ass an der Kommissioun awer och geschwat ginn iwwert déi Sacs en plastique très légers, also déi u sech nach vill méi dënn sinn, déi een an dem Rayon fënnt, wou ee sech kann zerwéieren, sief et de Geméisrayon oder Äänleches. Do ass d'Optioun net geholl ginn, fir déi hei mat an de Verbuet eranzehuelen.

Et ass gesot ginn: Mir mussen oppassen, dass net duerch esou e Verbuet, wéi en eben a Frankräich geholl ginn ass, méi zréckgegraff gëtt op de Préemballé. An da kommen ech herno a menger Interventioun op de Gaspillage alimentaire zréck, well dee ganz enk domat verbonnen ass. Ganz vill Gaspillage alimentaire entsteet duerch Préemballé en barquette, an da flitt dat Ganzt inklusiv de Liewensmëttel, inklusiv der Verpackung an d'Dreckskëscht. Duerfir ass hei eben op kee Verbuet zréckgegraff ginn.

Bon, Avis vum Conseil d'État. Ech gi ganz kuerz dorop an. Ech hat gesot, den 11. Oktober ass deen éischte komm; eng Partie Opposition-formellen, wou natierlech d'Kommissioun eben Amendementer ausgeschafft huet, fir deene Rechnung ze droen. Am Avis complémentaire sinn u sech déi Opposition-formellen aus deem éischten Avis behuewe ginn, ewechgeholl ginn. Et sinn der awer zwou bäikomm; dat ass heiansdo esou. An zwar eng Kéier op den Definitiounen, wou gesot ginn ass: Et feelen Definitiounen, also d'Direktiv ass net komplett ëmgesat ginn. An déi zweet Saach, déi am Gesetzestext net virgesi war oder déi u sech agefuerdert ginn ass vum Statsrot, dat war den Droit de recours, dass dee géif hei ageschriwwe ginn; de Recours en pleine juridiction, dass deen ebe virun der Juridiction administrative am Gesetz drasteet.

Mam zweeten Avis complémentaire hu mer deene Formulatioune Rechnung gedroen. An domat waren d'Opposition-formellen dann och elo behuewen.

Ech kommen zu den Avise vun de Chambres professionnelles, déi duerch d'Bank méi wéi positiv ware fir dëse Projet de loi. Den Avis vun der Chambre de Commerce weist hin op déi Initiativ, déi säit 2003 u sech zesumme gemaach gëtt am Partenariat public privé, dat ass den Écosac. Dat ass déi méi staark Polypropylensakafstut, déi et zwëschenzäitlech an zwou verschiddene Gréisste gëtt. Dat ass eng Success Story, an et ass u sech e Virzeigemodell op europäeschem Niveau. Herno kommen ech nach eng Kéier op d'Zuelen an engem Deel Interventioun vu menger Fraktioun.

Mir hunn an der Moyenne - schreiwe si och - 18 Tuten op de Kapp. Mir sinn also scho wäit ënnert der Valeur cible, déi mer solle fir 2025 erreechen. A mir hunn eis selwer och domat op d'Schëller geklappt a gesot: „Et huet jo awer eppes bruecht, dass u sech souwuel déi Entitéit Valorlux wéi d'Administration de l'environnement wéi d'Confédération luxembourgeoise du commerce zesummegeschafft hunn, fir de Problem vum Offall an den Offallsplastikstute Meeschter ze ginn."

D'Chambre des Salariés huet weider kee Commentaire dozou ginn an huet u sech den Aval ginn zu dësem Projet de loi. An d'Chambre des Métiers ass och ganz averstane mat dësem Projet de loi. Se begréisst och, dass een net drop zréckgegraff huet, och déi Tute mat 25 Mikrometer ze verbidden, wéi dat a Frankräich ass.

Klamer op: A Frankräich ass een do dann higaangen, dass een Tuten op de Maart bruecht huet, déi just e Mikrometer méi déck waren an domat net méi ënnert dee Verbuet gefall sinn. An domat hu se u sech hir Reglementatioun ëmgaangen. Och dat ass keng Léisung. Et muss een de Problem um Fong ugoen. Si soten: „Et ass dem Handel wichteg, dass déi ganz liicht Plastikstuten nach kënne genotzt ginn, fir ganz einfach d'Hygien méiglech ze maachen a fir net mussen op de Préemballage zréckzegräifen. An dat begréissen explizitt also eis PME-artisanallen. A virun allem hu mer jo och natierlech do all eis Bäcker, Épicieren an esou weider an esou fort."

Discussion générale

Bon, ech zéilt elo net méi weider op all Detail vum Projet de loi agoen a géif da fléissend iwwergoen op deen Deel, wou ech verschidde Saache verdéiwen, deen da méi menger Fraktioun Rechnung dréit.

Ech maachen do fënnef ganz kuerz Punkten, well ech jo prinzipiell fënnef Minutten als Fraktioun hunn. Dat Éischt: Wou sti mir? Firwat musse mer awer weider reduzéieren? Den Écosac ass - ech hat et scho gesot - eng Success Story. Déi drëtt Saach: Gëtt et Alternativen zu dëser Ekotut? Do läit elo eng Etüd vir vun der Valorlux, déi elo am Hierscht d'lescht Joer virgestallt ginn ass. De véierte Volet ass de Gaspillage alimentaire. Do hu mer och eng Studie virleien. Déi ass d'lescht Joer am Fréijoer presentéiert ginn. Dat ass d'Abfallstudie vun der Administration de l'environnement, datéiert op 2014. An zum Schluss wëll ech ophale mat OUNI; net ouni Fong, mä ouni Emballage.

Ech kommen zu deem éischte Punkt: Firwat dat Ganzt iwwerhaapt maachen? Ma de Plastik an der Natur ass e risege Problem fir d'Flora an d'Fauna an awer och fir eis Liewensmëttelsécherheet. A virun allem firwat? Well schlussendlech déi Plastike sech net komplett opléisen, mä zersetzen, an da gëtt et zum Mikroplastik, deen dann duerno d'Déiere friessen, an da kënnt en erëm zréck an d'Liewensmëttelketten, an dann hu mir en herno och am Kierper dran. Dat ass also den Haaptusazpunkt, fir ze soen: Mir mussen déi Emballagen nach zousätzlech reduzéieren.

Wou sti mer? Ma den Duerchschnëtt an Europa läit bei 200 Tuten. Am Moment hat ech a menger Statistik hei 20 Tuten. D'Chambre de Commerce hat jo gesot, si hätten der 18. Mir hunn awer do Extremer dran: Irland, déi ware bei 18; Lëtzebuerg 20; da gëtt et awer schonn e klengen Décalage, Éisträich, Däitschland: 51, 71; an da wär d'Schlussliicht hei Bulgarien mat 421 Tuten op de Kapp.

Déi zweet Saach, den Écosac, eng Success Story. Dat ass eng steif Tut am Polypropylen, e recycléierbart Material. En ass 2003 agefouert ginn. En ass awer dunn net direkt esou ugeholl ginn an huet net direkt zu enger riseger Reduktioun vun den Akafstute gefouert. De Knackpunkt war deen 2007, dass u sech d'Gratuitéit vun der Tut net méi gewäerleescht war. Dat heescht, nach virun der Keess huet ee misse bezuelen. De Moment, mengen ech, sinn et dräi Cent Euro, déi ee muss fir esou eng Tut hierginn. Dat ass duergaangen, fir en Incentive ze maachen a schlussendlech elo bei enger Reduktioun en poids vu 74% ze leien, vis-à-vis vun 2003, an en nombre vun den Tuten ëm 80%, wou mer jo hierkomme vun an déi 50 Milliounen Tute fir Lëtzebuerg, wou mer elo ëm déi 10 Milliounen Tute pro Joer leien.

Mir hunn awer eng stabel Consommatioun oder e Verbrauch vun deenen Tute vun 2008 bis 2013, déi ëm déi Valeur, déi ech elo sot, ëm 10 Milliounen an e bëssen Tute variéiert. Duerfir, et sinn der nach eng Part um Maart an déi soll ee sécherlech reduzéieren.

Déi drëtt Saach, déi ech hei wollt soen: Gëtt et Alternativen? Do läit d'Etüd vum 28. Oktober vun der Valorlux vir. Déi hu verschidde Vectoren ënnersicht, eng Ökobilanz gemaach, eng Kéier am Rohstoff, an de Ressourcen, dem Energieverbrauch, dem Transport, der Zweetnotzung oder dem Recycling, an zum fënnefte der Entsuergung.

An dann - dat ass awer elo net en Zoufall -, déi Etüd ass gewëssenhaft gemaach ginn, an dat geet vu biobaséierten Tuten iwwer Pabeierstute bis bei déi Mehrwegtuten, wéi mer se elo fannen, den Écosac. An do ass eben dann den Energieasaz vum Écosac am Polypropylen awer, well e recycléierbar ass, méi kleng wéi bei enger Baumwolltragetüte. An der Hierstellung ass et u sech dann déi gënschtegst Alternativ. Soudass hir Etüd, déi schonn op wëssenschaftleche Fakte baséiert, eben och derzou kënnt, dass déi Tut, déi elo am Ëmlaf ass, u sech déi bescht ass, déi een do kéint ergräifen.

Ee Wuert zum Gaspillage alimentaire. Gaspillage alimentaire, Liewensmëttelverschwendung, wat huet dat hei mat Emballage ze dinn? Dat huet ganz vill domat ze dinn, well ganz vill Préemballé doruechter zirkuléiert, wat u sech ganz vill vermeidbar wär. Wann ech also déi richteg Quantitéit akafen, dann hunn ech manner, wat an den Offall fält. An do läit och eng Studie vir vun der Ëmweltverwaltung, an zwar ass déi och héchst interessant. An déi hunn zwou Saachen ënnersicht. Eng Kéier: Wat mécht et un Tonnage aus? An: Wat mécht et u Geld aus, wat do verluer geet?

Dir hutt véier Akteuren, déi do concernéiert sinn. Dat sinn: Privathaushalter, Handel, Grousskichen, Gastronomie. D'Privathaushalter maachen iwwer 50% vun dem Gaspillage alimentaire aus. Dat sinn op de Kapp 63 kg, wouvun der ronn 30 vermeidbar wären. An dat mécht, wann een dat a Valeur monétaire ëmsetzt, fir d'ganzt Land 60 Milliounen Euro am Joer aus. Dat wieren also 105 Euro pro Persoun op de Kapp, wouvun ech mer der dann do kéint 50 Euro aspueren.

A fir zu enger Punktlandung ze kommen, gëtt et jo och keng gutt Ried ouni Schluss. OUNI ass u sech eng ganz flott Initiativ, déi fir déi gréng dräi verschidde flott Vectore bedéngt. Eng Kéier ass et e Projet ouni Emballage, wat natierlech en Emballage en location huet, deen e festen Emballage ass, wou u sech de Rescht en vrac ass, wou ee sech déi Quantitéit ofzaapt an ofweit, déi ee brauch.

Et ass eng Épicerie, déi och komplett op Bio setzt, op Bioprodukter, an e Projet, deen aus der Kooperativ eraus entsteet mat Biergerbedeelegung an a Form vun enger Kooperativ eben do opgestallt ginn ass. An do ass de Grand Opening den 21. Januar, elo dëse Samschdeg. Ech mengen, duerfir passt dat jo grad, dass mer haut zu deem Problem vum Emballage a vum Déchet d'emballage schwätzen.

Ech hunn zwar elo net d'Invitatioun, fir Iech matzeginn, mä ech géif mengen, et wär awer interessant, eng Kéier dohinner kucken ze goen. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Fraktioun an ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et wär ee bal verleet, fir ze soen, et wär jo elo alles gesot.

(Hilarité et brouhaha)

Mä ech froen awer emol héiflechkeetshalber, ob nach een et wot, zousätzlech eppes ze soen. Et schéngt een ze woen: den Här Zeimet.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mer musse jo dacks hei héieren, wat alles net gemaach ginn ass, wéi d'CSV nach an der Regierung war. Nach haut de Mëtteg wat dat méi dacks de Fall. Dofir war ech elo e bëssen enttäuscht am Här Anzia sengem zweeten Deel, datt en net eng Kéier drop higewisen huet, wat dann alles gemaach ginn ass, wéi d'CSV nach an der Regierung war, besonnesch wat d'Gestioun vum Offall ugeet. An do hu mer jo dat neit Gesetz vun 2012, wat de Marco Schank ausgeschafft huet a wat seng Friichten dréit.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- An doropshi wollt ech profitéiere vun der Präsenz och vun der Ministesch, fir eng Kéier ze froen, wéi et da mam nationalen Offallplang wier, dee jo fir 2016 ugekënnegt war - elo si mer 2017 -, ob se eis nach eng Kéier just kéint soen, wou déi Aarbechten dru sinn.

Fir de Rescht, mengen ech, huet de Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi Rapport, op villes higewisen. Natierlech kann ee wéi de Statsrot d'Fro stellen: „Wär et net awer méi sënnvoll gewiescht, fir dës Positioun hei vläicht awer am Gesetz vun 2012 ze iwwerhuelen?" Mir begréissen dee Plus u Sécurité juridique, dee mer kréien.

Et kann een och d'Fro stellen, wéi den Här Anzia dat och gemaach huet. Et bleift nach vill ze maache beim Emballage. Och de Statsrot huet drop higewisen, datt déi Direktiv vun 1994 net déi Resultater bruecht huet, déi ee sech erwaart huet. Dat stelle mer all Dag fest, wa mer akafe ginn, wann een elo gesäit, datt op Tankstelle schonn Uebst a klenge Barquetten ugebuede gëtt. Alles dat misst net onbedéngt sinn. Do si mer ganz no bei Iech, och wann et drëms geet, de Gaspillage alimentaire ze vermeiden.

Wat d'Ekotut ugeet, ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens. Et gëtt bal näischt Schlëmmeres fir d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger, wa se an de Supermarché fueren an ënnerwee feststellen, datt se hir Ekotut vergiess hunn. Dat ass e Succès, op dee mer kënnen houfreg sinn. Europa huet drop higewisen, datt et eng Best Practice ass.

Allerdéngs brauch et och net vill Courage, fir sech Ziler ze setzen, déi ee schonn erreecht huet. Mir hunn dat Zil schonn erreecht a mir hunn et erreecht net, andeems mer grouss Gesetzer gestëmmt hunn, mä andeems mer op Privatinitiativ gesat hunn. Och dat sollt eis vläicht awer ze denke ginn.

An deem Sënn ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen nach eng Kéier Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport.

(Interruption)

Ech hu keen Zweifel dorun, Madamm Lorsché.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet d'Wuert den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President, an och e grousse Merci un de Rapporteur Gérard Anzia fir seng gutt Rapporten. Ech mengen, mir si frou, dass mer och am Beräich vun der Offallvermeidung an och vum Recyclage elo e Schrëtt weiderkommen. Ech mengen, mir hu schonn e groussen Deel do vun deene Missiounen erleedegt. Ech mengen, mir mussen op déi 75% do kommen. Duerch d'Biotonnen an esou weider si mer e grousse Schrëtt no vir komm. Natierlech bleift elo nach e groussen Deel ze maachen. Dat gëtt awer dee schwéiersten Deel.

An dofir wollt ech an deem Sënn och froen, ech mengen, den Här Anzia huet jo all déi Donnéeën do ginn, do, mengen ech, wär et ganz wichteg, wann och do eng Informatiounscampagne géif gemaach ginn, fir de Consommateur ze sensibiliséieren. Ech mengen, dat ass elo scho ganz gutt geschitt, wéi de Rapporteur gesot huet, mat deene grousse Plastikstuten, déi d'Leit mat an d'Geschäfter huelen.

Wou mer awer och frou sinn, dat ass, dass mer net dee Schrëtt maachen, fir déi dënn Plastiksstuten, wou haaptsächlech Alimentatioun, Uebst an esou weider, Geméis agepaakt gëtt, dass een aus Hygienegrënn op déi Vermeidung do verzicht. Well ech mengen, dat ass méi wichteg, wéi wann ee soss déi Gefor ageet, wou de Rapporteur gesot huet, dass dat herno préemballéiert gëtt mat Styropor an esou weider, wou mer da géifen e Schratt no hanne goen.

An deem Sënn wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann, vill erwaart, huet elo d'Wuert den Här Max Hahn.

(Interruptions)

M. Max Hahn *(DP).*- Villmools Merci, Här President. Wie vun eis huet se net scho gesinn, d'Biller vu Villercher, doudege Villercher, déi op Inselen am Pazifik fonnt ginn, wou een no hirer Verwesung just nach de Skelett gesäit an d'faarweg Plastiksstécker? Ech weess, et si keng schéi Biller, a mir wëssen alleguer, dass de Mënsch schold heidrun ass.

Et ass e Fakt, dass iwwer 100 Milliounen Tonne Plastik an eise Weltmierer schwammen, an et ass och esou, dass de Plastik sech net an der Natur opléist, mä just a ganz kleng Stécker zerbröselt. Wann ee weess, dass Plastik bis zu 100 Joer an den Ozeanen iwwerliewe kann, da kann ee sech virstellen, wéi vill Schued dës kleng Stécker fir d'Fësch, d'Villercher an aner Déieren duerstellen, déi dës kleng Stécker mat eppes Iessbarem verwiesselen. An net ze vergiessen: Et kann och zu Gesondheetsrisike fir eis Mënsche féieren, andeems mir Fësch oder aner Mieresproduiten, déi belaascht sinn, konsomméieren.

Et freet mech dofir ëmsou méi, dass Lëtzebuerg e gudde Schüler ass, wat de Schutz vun der Ëmwelt ugeet, besonnesch och, wann et ëm d'Recycléieren an d'Offallvermeidung geet. De Prinzip vum Pollueur-payeur gëtt bei eis ëmgesat a vill Gemenge bidden hire Bierger un, fir esou vill wéi nëmme méiglech ze recycléieren, sief et de Pabeier, d'Glas, de Gréngschnëtt, de PMC, dee jo och iwwert d'Valorlux-Tut opgehuewe gëtt.

Besonnesch déi Deeg, wou d'Valorlux-Tuten dann agesammelt ginn, gesäit een op den Trottoiren déi sëlleche Plastikstute stoen, wat zum enge beweist, dass mer awer nach ëmmer ze vill Plastik verbrauchen, awer zum aneren, dass, wann de Mënsch an den Awunner et esou einfach wéi méiglech gemaach kritt, wéi bei der Valorlux-Tut, dass een dann och motivéiert ass, fir do matzemaachen an ze recycléieren, an dass een ebe grad dee Plastik net an déi gro respektiv déi schwaarz Dreckskëscht geheit.

Stellt Iech nëmme just emol ee Moment vir, déi 6.234 Tonne Verpackung, déi all Joers bei der Valorlux agesammelt ginn, géifen an den Hausmüll kommen an net recycléiert ginn!

Här President, d'Direktiv, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, huet als eent vun hiren Ziler, d'Unzuel u Plastikstuten, déi an Ëmlaf kommen, erofzesetzen. Dozou muss ee soen, dass Lëtzebuerg scho säit Längerem dorunner schafft an duerch d'Aféiere vun der Ökotut am Joer 2004 - gesitt Der, Här Zeimet, ech ernimmen et! - d'Unzuel vun de benotzten Tute schonn enorm erofgaangen ass.

Jo, wann een d'Zuele mat deenen anere Länner an Europa vergläicht, kann ee soen, dass Lëtzebuerg an deem Domän e Virreider war an e Musterschüler ass. An d'Aféierung vun der Ökotut war de Schlëssel zum Erfolleg. D'Strategie, déi de Ministère zesumme mat Valorlux an der CLC ugewannt huet, war näämlech déi richteg. Si hunn de Leit eng gutt Alternativ zur herkömmlecher Plastikstut proposéiert. Wéi dunn déi normal Plastikstut ab - an elo passt op, Här Zeimet! - 2007 net méi gratis war, haten d'Leit nach en Argument méi, fir op d'Ökotut zréckzegräifen.

Da wëll ech nach soen, dass och ech et richteg fannen, dass mir vun der Méiglechkeet Gebrauch gemaach hunn, fir déi ganz dënn Tuten, déi mer aus dem Supermarché kennen, fir d'Geméis an d'Uebst anzepaken, net an dëst Gesetz mat anzebannen. Et gouf heibanne scho gesot vu mengem Virriedner, dem Gérard Anzia, dass dëst sécherlech a Saache Liewensmëttelverschwendung a Verpackungsvermeidung kontraproduktiv gewiescht wier.

Dass d'Leit sech awer och Gedanke maachen, wéi een op dës Tuten am Allgemenge verzichte kann, beweisen eis ënner anerem zwou Alternativen. Kierzlech ass hei an der Stad e Buttek opgaangen, deen OUNI heescht, wou een ouni Verpackung eigentlech seng Produite kafe kann a wou een entweder seng eegen Tuten oder seng Dëppercher ka matbréngen an och just genee eigentlech dat dodra mécht, wat ee wierklech brauch, an och dat suergt op där anerer Säit net nëmmen derfir, dass Verpackung agespuert gëtt, mä och Liewensmëttel vläicht manner verbëtzt ginn. De Client kënnt also mat sengen Tuten an Dëppercher dohinner, wéi gesot, ech fannen dat eng ganz, ganz flott Formule an ech ka just jiddwerengem recommandéieren, sech dat eng Kéier ukucken ze goen.

Eng aner Alternativ hunn ech kierzlech an engem Lëtzebuerger Supermarché gesinn. Dëse bitt sougenannten „veggie bags" un. Dat ass eng Aart Filet, wou ee säin Uebst a Geméis kann dramaachen. Dësen ass natierlech méifach gebrauchbar a kann och gewäsch ginn. Dir gesitt, och an dësem Beräich gëtt hei am Land probéiert, Alternativen ze fannen.

Wat ech awer och ganz positiv un dësem Gesetz fannen, ass, dass mir op engem anere Punkt méi wäit ginn, wéi d'Direktiv dat verlaangt. Ab dem 1. Januar 2019 sollen näämlech net nëmmen Tute mat enger Déckt ënner 50 Mikrometer eppes kaschte mussen, mä alleguerten d'Plastikstuten. Ech mengen, dass mir domadder vill erreeche wäerten, wat d'Ëmdenken an d'Ëmgoe mat Plastikstuten ugeet. Dobäi muss ee soen, dass an alle grousse Supermarchéë scho säit Längerem Plastikstuten, déi iwwregens 100%eg recycléierbar sinn, eppes kaschten, och wann dat nëmmen dräi Cent sinn.

A ville Kleedergeschäfter kritt een och scho laang keng Plastikstute méi, mä Pabeierstuten. Ech mengen, dëst Gesetz wäert dozou bäidroen - an dann halen ech och op -, dass mir a Saachen Offallvermeidung weiderhi gutt wäerten dostoen.

Dëst gesot, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech géif dem Rapporteur Gérard Anzia villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Hahn. An Nächsten ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech muss Iech éierlech soen: Et fält mer elo näischt méi an, wat ech nach kéint zu dësem Projet soen!

(Hilarité générale)

Ech hat mer villes preparéiert. Meng Kolleegen hu mer de Botter ganz vun der Schmier geholl,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ëmmer geféierlech, wann Dir näischt ze soen hutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …soudatt ech just kann dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. Dann den Här Wagner, an da géif ech mengen, dann ass d'Zäit vun den Tuten ofgelaf.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also, Merci, Här President. Wa mer scho beim Tute sinn, wäert ech och nach dobäi bleiwen. Et ass schonn e puermol gesot ginn: Lëtzebuerg huet scho Modellcharakter, wat d'Tuten ugeet - wat „d'Tuten" ugeet!

(Hilarité générale)

A mir sollen a mir kënne roueg houfreg drop sinn.

Wéi gesot, do war nach eng Fro, déi nach…

(Interruption)

Et louch op der Hand, jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech géif Iech bieden, seriö ze sinn.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, mir schwätzen iwwer Tuten.

Bon, elo si mer erëm seriö. Also, d'Fro, déi nach am Raum stoung, war jo, fir ze wëssen, ob een déi ganz liicht Tuten - soss muss ee Säck soen, dat ass och net besser!

(Hilarité générale)

Ech weess och net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sacheten! Sacheten!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat, wou eppes dran ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Contenant a Contenu!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also voilà! Déi Contenanten, ob een déi géif verbidden, déi ganz liicht, déi een do bei der Téik kritt, fir Geméis oder Uebst dranzemaachen. Ech hat och an der Kommissioun déi Fro opgeworf an ech mengen, datt d'Äntwert - déi och schonn de Rapporteur ginn huet, fir ze soen, datt mer elo dee Wee net géife goen, well dat éischtens net effikass wär, zweetens nach aner Problemer mat sech géif bréngen, ënner anerem de Gaspillage alimentaire - duerchaus nozevollzéien ass.

Natierlech wär déi beschte Léisung, dat bleift dobäi, datt ee weiderhi just eng Tut géif gebrauchen, déi ee méi oft, esou oft wéi méiglech kéint gebrauchen. Dat ass déi beschte Léisung. De Problem bei den Tuten ass jo haaptsächlech deen, datt et zwar vill Alternativen zu de konventionelle Plastikstute ginn, mä datt et och net onbedéngt ëmmer reell ëmweltfrëndlech Alternative sinn. An ech mengen, et misst een och oppassen, net op falsch Alternativen ze setzen. An do kann een zum Beispill un déi sougenannten „Bioplastikstuten" denken, well deen Term „Bioplastik" souwisou schonn net der Wourecht entsprécht, well déi Matière, aus där Bioplastik besteet, besteet meeschtens net aus Bioprodukter.

Et muss een och oppassen, wann een zum Beispill Tuten aus Maisstäerkt oder Gromperestäerkt esou hëlt, well, wéi mer jo och wëssen, déi jo och aus OGM-Produkter stamen, zemools wat de Mais ugeet. Doriwwer eraus kann et jo och zu sougenannten „Flächekonflikter" kommen, zum Beispill, wann Ubauflächen net méi benotzt ginn, fir lesswueren ze ziichten, mä fir aner Zwecker, wéi zum Beispill Emballagen.

En anert Beispill ass och de Bioethanol, wou ee ganz gutt muss oppassen, wou riseg Fläche benotzt ginn, fir Zockerkan zum Beispill ze planzen. Doranner ass e Land wéi Brasilien quasi Weltmeeschter ginn. An dat huet natierlech immens vill - vum Landraub net ze schwätzen, dat ass nach en anere Sujet -, mä dat huet immens vill negativ Konsequenze fir d'Ëmwelt an natierlech och fir eng nohalteg Agrarpolitik, déi do jo misst sinn, fir déi Flächen ze benotzen, fir d'Leit gesond kënnen ze ernieren.

De Problem bleift also weiderhin d'Benotze vun de ganz liichten Tute beim Apake vu Frëschprodukter am Eenzelhandel. Do ginn et natierlech och Alternativen, ënner anerem esou Léngenttuten an esou weider. Et wäert awer net vun haut op muer geschéien, datt jiddweree sech och - et gi jo och Realitéiten am Alldag - esou virbereet, fir ëmmer déi Tuten derbäi ze hunn. Well mir wësse jo all, datt mer och oft spontan akafe ginn oder wärend Pausen an der Aarbechtszäit. An et schleeft een och net ëmmer permanent e ganzt Assortiment vu Léngenttuten oder aner Forme vu Mehrwegtuten esou mat.

Bon, et ass jo och scho gesot ginn, datt sech soll inspiréiert ginn un esou Geschäfter, un esou Initiative wéi dee Buttek OUNI. Wéi gesot, mir verstinn d'Grënn, firwat elo net dee Wee gaange ginn ass, oder elo net direkt dee Wee gaange ginn ass vum Verbuet vun de ganz liichten Tuten. D'Argumentatioun mécht Sënn. A souwisou, wann een aner Weeër ka goen, fir dat ze reduzéieren, wéi dat mat aneren Tuten de Fall war, da muss een dat roueg kënne goen. D'Fro ass, awéifern et iergendeng Kéier da wäert néideg sinn. A vläicht wäert d'Madamm Ministesch och nach drop agoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Da wëll och ech mech de Mercien uschléissen un de Gérard Anzia fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech mengen, eis laang Diskussiounen och an der Kommissioun weisen, dass mer hei eng Approche wielen, wou mer do, wou et wierklech Sënn mécht, méi wäit ginn, wéi d'Direktiv et verlaangt, dat heescht bei deene groussen Tuten, dass mer do soen: „Mir huele se all", a bei deene klengen déi Approche wielen, déi fir Lëtzebuerg och an der Vergaangenheet… An do wëll ech natierlech och deenen, déi viru mir waren, an awer och de Gemengeresponsabele Merci soen, dass si ganz aktiv un der Offallpolitik geschafft hunn. Do, wou „public private partnerships" kënne sinn, wéi mer se elo schonn hu mam Écosac, wëlle mer dee Modell och bei deene klengen Tute goen.

Ech wëll Iech och verroden, well dat och vum Här Hahn a vum Här Wagner ugeschwat ginn ass: Jo, mir sinn amgaangen, konkret mat de Partner ze kucken, wat da gutt Alternative sinn, fir déi kleng ganz liicht Plastikstuten am frësche Rayon, am Geméisrayon, am Uebstrayon, awer och beim Fleesch a beim Fësch ze ersetzen. Do brauche mer gutt Modeller an dat musse mer mat eisen Entreprisen, souwuel deene klenge wéi deene groussen, déi dat da sollen ëmsetzen, maachen. An do si mer konkret um Schaffen.

An da wëll ech awer och nach dem Här Zeimet seng Fro beäntwerten. Et gouf elo annerhalleft Joer ganz vill mat ville Partner um Offallplang geschafft a verschiddenen Aarbechtsgruppen. Verschiddener hunn ech och selwer suivéiert. Ech war och op engem „kickoff meeting". Am Moment si mer amgaangen, alles ze kompiléieren, fir am éischten Trimester dëst Joer nach, wann alles riicht leeft, dat op de Wee ze bréngen, dass et dann och kann diskutéiert ginn an den Offallplang dann och erneiert gëtt.

Villmools Merci fir d'Zoustëmmung.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An da si mer prett fir d'Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet 6990.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6990 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Gesetzesprojet 6990 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Et bleift mer just nach ze froen, ob d'Chamber bereet ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mir hu Rendez-vous an ëffentlecher Sëtzung de 7., 8. an den 9. Februar. Merci gesot.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

SÉANCE 22 MARDI, 7 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. André Bauler - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Laurent Zeimet - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Roger Negri - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Gilles Roth - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et Mme Nancy Arendt)*

Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Josée Lorsché - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Edy Mertens - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Serge Wilmes - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Yves Cruchten - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIMe House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture

- *M. Franz Fayot - M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture*

5. Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi

- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

6. 6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op a froen den Här Premier- a Statsminister, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net de Fall, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zu eise Kommunikatiounen iwwergoen.

2. Communications

Och hei näischt Neits: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass bei eis hei um Büro deponéiert. An d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an eis Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 7 février 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7108** - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.01.2017

***7110** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation*

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 20.01.2017

***7111** - Projet de loi modifiant*

1) la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés

2) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

3) la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de

l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises

4) la loi modifiée du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

5) la loi du 5-15 septembre 1807 relative au Mode de recouvrement des frais de justice au profit du Trésor public, en matière criminelle, correctionnelle et de police

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 23.01.2017

***7112** - Projet de loi portant transposition la directive (UE) 2015/1794 du Parlement et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.01.2017

***7113** - Projet de loi relatif au Revenu d'inclusion sociale et portant modification*

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

3. de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

4. de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation 1. de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.01.2017

***7114** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.01.2017

***7115** - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) concernant la lettre de voiture électronique, fait à Genève, le 20 février 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 30.01.2017

***7116** - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne relative à la protection du patrimoine audiovisuel faite à Strasbourg, le 8 novembre 2001*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, le 03.02.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da schléit d'Presidentekonferenz den Ordre du jour fir dës Woch vir, deen Der an de Fraktiounen an an de Sensibilitéiten zougestallt kritt hutt.

Ass d'Chamber mat där Propositioun vun der Presidentekonferenz averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir kënnen direkt zu deem Ordre du jour iwwergoen, deen ufänkt mat enger Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Prozedur: Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit an d'Regierung huet der véier, fir dorop ze äntwerten, ofwiesselnd Majoritéit an Oppositioun. An ech géif Iech bieden, den Zäitplang anzehalen, well mer eelef Froe virleien hunn an aus Kollegialitéit och wëllen, dass jiddwereen drukënnt.

Als Éischt kënnt d'Fro vum Här Bauler un den Här Innenminister, an do dréit et sech ëm d'Fusioun vun den Nordstadgemengen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Januar stoung an der Press ze liesen, datt de Gemengerot vun Ierpeldeng/Sauer mëttelfristeg eng Fusioun vun de sechs Nordstadgemengen ustrieft. Et konnt een och liesen, datt dës Propositioun och net direkt op eng iwwerwältegend Géigeléift bei deenen anere Gemenge gestouss ass. Et wor vläicht och, well dëse Virstouss e bëssen onerwaart koum.

Fest steet, datt ee bei esou enger Fusioun den Dossier gutt virbereeden, d'Awunner mat an de Prozess abannen a vill Froen am Viraus beäntwerte muss. D'Erfahrung weist och, datt besonnesch Froen iwwert déi zukünfteg Organisatioun vun de Verwaltungen oder de Schoulen net däerfen am Raum stoe bleiwen. Genausou kloer ass et, datt, wa méi Gemenge matenee fusionéieren, d'Emsetzung vun esou enger Fusioun net einfach gëtt. Den Däiwel stécht jo bekanntlech am Detail.

Wuel wëssend, datt e Fusiounsbestriewe vun de betraffene Gemengen an net vum Ministère ausgoe soll, wollt ech dem Här Innenminister dach awer e puer Froe stellen, well ech mer virstellen, datt hien och eng perséinlech Meenung heizou huet.

1) Wéi positionéiert den Här Minister sech par rapport zu dëser Thematik?

2) Ass den Zäitplang vun zéng Joer a sengen Ae realistesch?

3) Sollt een éischter schrëttweis zesummewuessen oder ass den Här Minister fir eng grouss Léisung?

A 4) Sollt de Fusiounsprozess eemol ufänken, misst een och kucken, wéi et mat der Gemeng Colmar-Berg weidergeet. Si ass déi eenzeg Nordstadgemeng, déi net am Wahlbezierk Norde wiele geet. Vläicht kann den Här Minister eis soen, ob am Ministère schonn éischt Iwwerleeunge gefouert goufen, fir Colmar-Bierg an de Kanton Dikrech an dann domadder och an de Wahlbezierk Norden ze integréieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Deputéierte fir d'Fro.

Ech mengen, Dir hutt et selwer ugeschwat: Am Regierungsprogramm ass et och, wat de Fusiounsprozess ugeet, relativ kloer, dass d'Regierung all Fusiounsbestriewungen, déi an de Gemengen opkommen, wäert offensiv ënnerstëtzen, an dat souwuel wat de finanzielle Volet ugeet wéi selbstverständlech och deen organisatoreschen, fir dat Ganzt dann och hinzekréien. An alleguerten déi Fusiounen, déi mer an dëser Legislaturperiod souwéi och an deene viregte gemaach hunn, si selbstverständlech och vum Ministère a senge Servicer begleet ginn.

Et ass och gesot ginn, eng Fusioun sollt net vun uewen erof diktéiert ginn, mä muss an de Gemenge selwer gedeien. Eng éischt Initiativ ass elo komm vun der Gemeng Ierpeldeng. An et entzitt sech menger Kenntnis, wéi déi aner fënnef Gemengen zu esou Fusiounsbestriewunge stinn. Ech kann Iech just soen, dass mengen Informatiounen no eng Kéier en éischten Ulaf war, fir eng Fusioun an deem dote Raum ze maachen, dat war Dikrech mat der Gemeng Bettenduerf. An no kuerzer Zäit huet d'Gemeng Bettenduerf do Raute gewénkt an domadder war de Prozess och ofgeschloss.

D'Regierung bleift och nach ëmmer bei hirer Positioun, dass et net wäert zu Zwangsfusioune kommen, mä dass selbstverständlech déi jeeweileg Gemengeréit an och d'Bierger an d'Biergerinnen aus deene Gemengen, déi eventuell géife matenee fusionéieren, ëm hir Meenung gefrot ginn an dass mer déi Meenung och géife respektéieren.

Da frot Der, ob den Zäitraum vun zéng Joer e realisteschen ass. Ech mengen, bei deene Fusiounen, déi mer bis elo hei am Land haten, war dat heiansdo souguer nach wesentlech méi séier gaangen. Dat hänkt also vum politesche Wëllen aus deenen eenzelne Gemengen of, wéi séier dass et kéint virugoen. Dat schrëttweist Zesummewuessen, ech mengen, an deem Prozess si mer schonn haut dran, och am Geescht vun deem, wat de Syvicol ëmmer gesot huet vun der Coopération renforcée. An dofir, mengen ech, ass jo och dee Syndikat gegrënnt ginn an ass en och amgaangen, seng Statuten nach neizeschreiwen, wann ech richteg informéiert sinn.

Wéi gesot, d'Regierung steet esou enger Iddi net negativ géintiwwer. Mä d'Initiativ muss vun de Gemengen, an net nëmme vun enger, mä vun all deene Gemengen, déi dovunner concernéiert sinn, gemeinsam kommen. An da géife mer och e Wee fannen, fir dat ze realiséieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Laurent Zeimet, riicht sech un de Premier- a Statsminister an dréit ëm d'Sécherheetsmoossname bei gréissere Gemengemanifestatiounen.

- Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Jo, meng Fro stellen ech am Kader vum Plang „Vigilnat", wou mer jo nach an der Sécherheetsstuf 2 sinn. An nodeems jo am Dezember verschidde Sécherheetsmesurë geholl goufen no den Attacke vu Berlin an och vun Nice, ass jo och zum Deel nogebessert ginn.

Elo ass et jo esou, datt am Laf vum Joer a ville Gemengen och gréisser Manifestatiounen ustinn. A vu datt d'Gemenge responsabel si fir d'Sécherheet op hirem Territoire, hinnen awer jo och d'Informatioune feelen iwwer méiglech Menacen a Risiken, wollt ech d'Regierung froen, ob se wëlles hätt - d'Regierung -, d'Gemengen ze informéieren iwwer ebe méiglech Menacen.

Natierlech dann och, ob se wéilt Recommandatiounen un d'Gemenge ginn, wat fir Mesuren ze huele wiere bei verschiddene Manifestatiounen.

An natierlech och, ob dann och déi néideg Moyene géifen zur Verfügung gestallt ginn an ob d'Gemenge kënnen op déi néideg Ënnerstëtzung dee Moment zielen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Premier- a Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierten Zeimet Merci fir dës Fro, fir och eng Kéier drun ze erënneren, wéi d'Analys och vun der Situatioun gemaach gëtt.

Mir hunn haut d'Sécherheetssituatioun, déi gëtt regelméisseg vum Groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme, dem GCT, analyséiert. An deem Grupp sinn den HCPN, de Service de renseignement, d'Police, de Procureur d'État général, de Procureur d'État, de Ministère vun der Sécurité intérieure, de Justizministère an den Ausseministère vertrueden.

Am Moment befanne mer eis, esou wéi den honorabelen Deputéierte gesot huet, um Niveau 2 vu véier verschiddenen Niveauen, déi och ausgeschafft gi sinn. Dat heescht, dass d'Menace als reell agestuuft gëtt, mä si ass abstrakt an deem Sënn, dass och keng Sécherheetsautoritéit eng Informatioun huet, dass eng konkret Attack oder eng Cible hei zu Lëtzebuerg och kéint sinn.

Um aktuellen Niveau 2 kënnt de GCT och eemol de Mount zesummen. An deem Kontext analyséiert de GCT d'Propose vun der Police, d'Lëscht vun de sensibele Punkte justement, wou d'Polizei renforcéiert an och kontrolléiert. Dës sensibel Punkte kënnen Infrastrukture sinn, wéi zum Beispill de Fluchhafen oder eng Gare. Dat kënnen awer och Manifestatioune sinn, déi sensibel sinn, zum Beispill duerch hir Gréisst oder duerch hir Natur. D'Kommemoratiounsfeier zum Beispill fir d'Affer vun der Shoa wor ee vun deene Punkten, wou wierklech gesot ginn ass, do misst ee besser oppassen.

Sollt eng Manifestatioun als sensibel agestuuft ginn, déi vun enger Gemeng géif organiséiert ginn, wéi zum Beispill viru Kuerzem d'Chrëschtmäert, huet een dat jo och matgedeelt kritt, kontaktéiert d'Police déi jeeweileg Gemeng, fir d'Sécherheetsmesuren ofzeschwätzen, fir dass d'Gemeng esou hirer Missioun, déi se um Niveau vun der ëffentlecher Sécherheet huet, och ka gerecht ginn.

Wéi gesot, d'Police huet de Contrôle sur place. A wéi gesot, si sinn déi, déi och d'Gemenge kontaktéieren a mat hinnen e Modus Vivendi fanne vun deem, wat méiglech ass, oder op jidde Fall mat Rot zur Säit stinn, wa Froe sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un d'Ëmweltministesch a geet ëm d'Verbrenne vu Gréngschnatt, Hecken, Beemoffäll an esou weider. An den Här Negri huet d'Wuert.

- Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Déi Fro, déi ech der Ëmweltministesch wëll stellen, ass ganz einfach, ob een dierf dobausse Feier maachen, sief et, wéi den Här President elo grad gesot huet, fir Heckeschnëtt, wéi dat elo de Moment de Fall ass, ze verbrennen, oder net, oder ob een am Summer och op engem Chantier dierf e Feier maachen.

Dat ass am Fong ganz einfach déi Fro, déi ech wëll stellen. Well d'lescht Joer war jo eng gewësse Polemik, an déi hutt Dir, Madamm Ministesch, zesumme mat Ärem Statssekretär, dem Camille Gira, fir mech ganz kloer gekläert: dass gesot ginn ass, opgrond vum Gesetz vun 1994, dass et ganz einfach verbueden ass, e Feier ze maachen, egal ob et Hecke si fir ze verbrennen oder net. Ech mengen, Dir hat och d'lescht Woch a souguer gëschter Owend nach e ganz flotte Reportage op der Tëlee, wou een och gesot huet, dass een, amplaz d'Hecken ze verbrennen, déi kann och häckselen an esou weider an erëm zréckbréngen.

An deem Sënn wëll ech ganz einfach froen, well eben de leschte Samschdeg e Lieserbréif am „Lëtzebuerger Wort" war, wou dann e landbekannten Affekot an och Buergermeeschter vun enger Landgemeng am Fong genau de Contraire behaapt huet, am Fong och sech op den Artikel 42 beruff huet a gesot huet, dass do näischt drasteet, dass et verbuede wier ze verbrennen, wat mech dann awer immens verwonnert huet, a wou en och e bëssen draschreift, a sengem leschte Saz, dass een am Fong geholl roueg soll viru verbrennen, wat, ech mengen, e ganz einfache Contraire ass.

An ech géif Iech dee Saz einfach virliesen: „Sollte das Umweltministerium anderer Meinung sein, dann muss der Text in diesem Sinne geändert werden. Solange dies nicht der Fall ist, darf wie in der Vergangenheit verbrannt werden, ohne dass die Umwelt dadurch unerträglichen Schaden erleidet."

Dofir meng Fro ganz einfach: Ass et dann elo erlaabt oder ass et verbueden, dobaussen e Feier ze maachen?

Villmools Merci fir Är Äntwert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg, ass elo gläich hei, fir ze äntwerten.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Bon, ech soen dem Här Negri da villmools Merci fir dës Fro, well et schéngt awer nach ëmmer Konfusioun ze sinn, wou eigentlech keng Konfusioun misst sinn, well mir brauchen natierlech keng Ännerung vum Gesetz. Well zanter 1994 ass et net erlaabt, Décheten, also Offall, onsachgeméiss ze behandelen oder iergendwou hinzeleeën, leien ze loossen. Dat muss kontrolléiert gehandhabt ginn. A wann een deen ouni Autorisatioun verbrennt, dann ass dat verbueden. Duerfir muss dat Gesetz net geännert ginn.

An et gëtt eben nieft dem Artikel 42 vun dësem Offallgesetz och nach aner Artikelen, déi ënner anerem soen, wat eng gutt Handhabung, eng gutt Gestioun vun Déchete sinn. Eng gutt Gestioun wär an dësem Fall, wann een eppes Sënnvolles domadder mécht, et valoriséiert, an dat ass parfaitement méiglech. Do gëtt et zanter leschter Woch fir d'Landwirtschaft an d'Wënzer jo e Kollektsystem, wou et dann herno verwäert gëtt. A fir Privatleit si jo ëmmer nach d'Gemenge fir d'Gestioun vun dësen Décheten zoustänneg.

Da wëll ech awer nach des Weidere soen, dass et och am Offallgesetz nach en Artikel 10 gëtt, wou drasteet, dass eben och kee Risiko weder fir d'Waasser nach fir de Buedem nach fir d'Loftqualitéit dierf sinn. Eng sachgeméiss Kollekt an dann eng Valoriséierung droen dozou bäi, dass mer all zesummen aktiv gi fir de Klimaschutz a fir eng gutt Loftqualitéit. Duerfir brauche mer weder eng Ännerung nach musse mer eppes weider verbidden, well et ass zanter 1994 verbueden, onkontrolléiert Offäll ze verbrennen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Gilles Roth un de Premier- a Statsminister iwwert dee vun der Regierung gefrote Préavis vum Statsrot iwwert d'Erweiderung vun de Kompetenze vun de Gemengenagenten an iwwert de Vermummungsverbuet. Den Här Roth huet d'Wuert.

- Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'exten-

sion des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech muss eigentlech soen, dass et net normal ass, dass dës Fro iwwerhaapt muss vun engem Deputéierten haut de Mëtteg gestallt ginn.

D'lescht Woch...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Jo, bei dëser Regierung, Här Berger, ass net alles normal. D'lescht Woch gouf et a Saache Vermummung...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Normalerweis ass et esou, dass just de Froesteller d'Wuert huet.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et géif mech awer interesséieren, do Prezisiounen ze kréien.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ma da lauschtert elo emol gutt no, Här Bausch!

D'lescht Woch gouf et a Saache Vermummungsverbuet e Revirement. Laut dem „Radio 100,7" soll d'Regierung nun awer op de Wee vun enger nationaler Regelung goen an net, wéi bis elo vun hir envisagéiert, fir d'Responsabilitéit eigentlech op d'Gemengen ze iwwerdroen. Fir dës 180-Grad-Kéier ze justifiéieren, baséiere Majoritéitsvertrieder, siefen dat Deputéierter, mä och eenzel Regierungsmemberen, sech dorops, dass et an deem Kontext den Avis vun dem Conseil d'État entre-temps gouf.

Den 1. Februar, also de leschte Mëttwoch, adresséiert sech d'CSV-Fraktioun schréftlech, offiziell via Chamberspresident, un de Statsminister, fir den Avis vun dem Conseil d'État da kënnen ze kréien. Den 2. Februar erkläert RTL, dass hinnen deen Avis vun dem Statsrot géif virleien.

Opgrond vun all deene Virgäng wëll ech dann elo folgend Froen un de Stats- oder den Innenminister - mir ass et egal - stellen:

Ass d'Regierung net der Meenung, dass den Avis vun dem Statsrot net nëmmen de Majoritéitsdeputéierten an RTL misst zougänglech gemaach ginn, mä der ganzer Chamber? Firwat krut d'Chamber dësen Avis vum Statsrot nach net zougestallt, an dat, obschonns dat ausdrécklech vun der CSV-Fraktioun d'lescht Woch schonns gefrot gouf? Misst d'Regierung net am Sënn vun där vun hir vill versprachener Transparenz dësen Avis dem breede Public zougänglech maachen?

A wéi gesäit d'Regierung hir Virgoensweis am Aklang mat dem Gesetzesprojet vum 5. Mee 2015 «relative à une administration transparente et ouverte»? Well do gesäit den Artikel 1 vir: «Les documents accessibles en vertu de la présente loi sont d'office», d'office!, net op Nofro, «rendus publics et diffusés auprès du public.» An dat bezitt sech net nëmmen op Dokumenter, déi am Besëtz vum Stat sinn oder vun de Gemengen oder vu soss Établissements publics, mä den zweete Saz vum Paragraf 2 gesäit ganz konkret vir: «Il en est de même des documents détenus par la Chambre des Députés, le Conseil d'État, le Médiateur et la Cour des Comptes.»

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, ech mengen, hei ginn e puer Saachen duerjerneegehäit! Mir hunn eng Question préjudicielle un de Statsrot gestallt am Kader vu Gesetzer, déi déposéiert gi vum Innenminister a vum Justizminister iwwert d'Kompetenze vun den Agents municipaux, a mat där Iddi, déi do war, fir Polizeireglementer an all Gemeng obligatoresch ze maachen.

Mir hunn eng Question préjudicielle gefrot. De Statsrot huet eis gesot, dat wier komplizéiert. Mir sinn um Projet de loi amgaangen ze schaffen. Dee wäert dëse Freideg fir d'Éischt och am Conseil de Gouvernement sinn. An déi Question préjudicielle, hei gëtt vun „Avis" geschwat, mä déi Positioun éischter vum Statsrot - et ass kee formellen Avis vum Statsrot - gehéiert an deen Dossier. An ech kann Iech hei garantéieren - hei ginn oppen Dieren agerannt -, dass, soubal deen Text ugeholl ass, selbstverständlech och déi Prise de position vum Conseil d'État an där doter Fro an deem Dossier wäert derbäi sinn, an dat wäert dann an den nächste Wochen och geschéien.

(Interruption)

Här President, och nach, well hei ass gesot, behaapt ginn, dass Majoritéitsdeputéiert d'Texter hätten: Ech kann Iech just soen, ech wor Récipiendaire vun där Prise de position vum Statsrot. Ech hunn deenen zwee concernéierte Ministere se weiderginn, an et ass kee Majoritéitsdeputéierten, deen hei besser traitéiert ginn ass wéi en Oppositiounsdeputéierten!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech stellen awer just fest, dass mer et op RTL Radio virgelies kréien.

Une voix.- Mä dat ass jo och net vun eis!

(Brouhaha général)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- ...ze ginn! Da brauch en et jo elo nëmme virunzeginn!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, lauschtert emol, et ass net u mir ze wëssen, wien et war!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et war net keen, et war net keen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir géifen den Avis gär ganz liesen.

(Coups de cloche de la présidence)

Mir géifen den Avis gär ganz liesen, also.

(Interruption par M. Gilles Roth)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Neen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn en net op RTL ausgedeelt, well mir hunn en net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et deet mer leed, Här Roth, mir sinn hei an der Prozedur vu Fro an Äntwert. De Minister war largement a senger Zäit. Ech hunn Iech schonn eng hallef Minutt méi ginn,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Äntwert war awer net gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...wéi dat am Reglement virgesinn ass.

(Interruption par M. Alex Bodry et brouhaha)

Da géif ech zu där nächster Fro kommen. D'Fro kënnt vun der Madamm Lorsché, riicht sech un de Minister vun der sozialer Sécherheet an dréit ronderëm de Programm eSanté.

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, meng Fro bezitt sech, wéi grad gesot, op den elektronesche Patientendossier, den Dossier de soins partagé, dee jo gratis vun der Agence eSanté zur Verfügung gestallt gëtt. D'Zil vun deem Dossier besteet bekanntlech doran, de konsequenten Austausch tëschent deene verschiddenen Akteuren aus dem Gesondheetswiesen, haaptsächlech den Dokteren, de Spideeler, den Apdikten an och de Réseauen, ze garantéieren, dëst iwwer en zentraliséierten Informatiounssystem, deen et soll erlaben, d'Prise en charge vun de Patiente besser ze koordinéieren an op déi Manéier duebel Behandlungen oder duebel Analysen ze verhënneren.

Souwäit ech weess, Här Minister, ass am Juni 2016 eng Pilotphas ugelaf mat deem System, deen enger limitéierter Zuel vu Patienten dunn zeguttkomm ass. Am Hierscht 2016 louch d'Bedeelegung menges Wëssens no bei 3%, bei 22.600 Patienten, mam Zil, datt bis Enn 2017 80% vun den Assuréen an deem System dra wären.

An deem Zesummenhang wéilt ech véier Froen un lech riichten:

1) Wivill Assuréé besëtze mëttlerweil en elektronesche Patientendossier?

2) A wéi enge Beräicher vum Gesondheetswiesen ass dëse System scho fonctionnell a wéini soll en op all déi aner Beräicher ausgedeent ginn?

3) Op wéi eng Manéier gëtt den Accès zum Dossier an d'Confidentialitéit vun de perséinlechen Donnéeën - dat si jo ganz sensibel Donnéeën - ofgeséchert a kontrolléiert?

4) An eng lescht Fro: Hutt Dir schonn en éischte Bilan gezu vun der Pilotphas, déi d'lescht Joer ugelaf ass? A wa jo, wär ech frou ze wëssen, wéi en ausgesäit.

An domat och scho villmools Merci fir Är Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet de Minister fir d'sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Lorsché fir dës Fro. Ech mengen effektiv, den DSP, den elektronesche Patientendossier, dee jo ugesidelt ass an der Agence eSanté, déi jo eng Compétence liée ass tëschent engersäits dem Ministère de la Santé an anerersäits dem Ministère de la Sécurité sociale, ass effektiv op engem gudde Wee, fir virunzekommen. Ech mengen, Dir hutt zitéiert, datt mer effektiv ugefaangen hu mat engem Pilotprojet, deen zënter enger Rei Joren elo leeft, e Pilotprojet, deen an enger éischter Phas sech u Patiente gewannt huet, déi am Kader vum Médecin référent waren, an an der Tëschenzäit ausgeweit gouf op Patienten, déi op volontärer Basis wëllen esou en Dossier konstituéieren.

Dir hutt d'Zuelen hei richtegerweis genannt. Ech mengen, de Moment schwätze mer ongeféier vun e bësse méi wéi 3% vun der Populatioun, also e bësse méi wéi 23.000 Dossieren, Patientendossieren, déi bestinn. D'Zil bleift effektiv, bis 2018 80% ze realiséieren. An ech mengen, et ass och ganz kloer, datt mer virun allem och probéiert hunn, datt mer och déi eenzel Professionnels de santé mat an d'Boot géife kréien. An och hei, mengen ech, hu mer iwwer 170 vun esou enge Professionnels de santé, déi an der Tëschenzäit d'Partie maache vun dësem elektronesche Patientendossier.

Déi néideg Prozedur ass déi, datt mer amgaange sinn de Moment, de Règlement grand-ducal auszeschaffen. An dee Règlement grand-ducal wäert dann an Zukunft och d'Basis sinn - fir eigentlech op déi lescht Fro anzegoen -, d'Sécurisatioun dovunner. Do hänkt jo engersäits drun d'Commission nationale de la protection des données, déi iwwregens den Accord ginn huet, fir dëse Pilotprojet lafen ze loossen, déi natierlech och hei erëm wäert implizéiert ginn.

Mä natierlech, och dëse Règlement grand-ducal wäert jo duerch de Regierungsrot goen, duerno duerch déi eenzel Instanzen, Avise wäerten ugefrot ginn, de Conseil d'État zum Beispill, do kréie mer jo dann déi néideg Remarquen, déi néideg Impulsiounen och säitens vun deem Gremium eran, fir dann de Règlement grand-ducal effektiv operationell ze maachen.

D'Zil ass, dat bis Enn 2017 realiséiert ze hunn, soudatt mer ab 2018 effektiv den elektronesche Patientendossier kënne komplett aus der Pilotprojetsphas eraushuelen an operationell maachen.

Dir hutt déi eenzel Akteuren ugeschwat. Ech mengen, mat deenen eenzelnen Akteuren, do gëtt et der jo eng Rei, déi spillen, virun allem déi ganz Structure hospitalière. Hei hu mer engersäits emol fir d'Éischt eng Convention DSP pilote validéiert vun der FHL. An elo sinn et déi eenzel Haiser, déi effektiv och hei déi Konventiounen da mat der Agence eSanté ënnerschreiwen. Do sinn der eng Rei, déi dat scho gemaach hunn, zum Beispill den HRS oder den CHL. Anerer sinn de Moment amgaangen ofzeschléissen, wéi den CHdN oder de CHEM, déi en cours sinn, dat ze maachen. Anerer, wéi de Centre François Baclesse, den INCCI an de Rehazenter sinn och en cours, dat doten ze maachen.

Déi aner Akteuren, déi, wat d'Laboen ubelaangt, do sinn och hei eng Rei Konventiounen, déi schonn ënnerschriwwe sinn, anerer sinn en cours, fir gemaach ze ginn. A wat d'Réseauen ubetrëfft, ass ee Réseau, deen och schonn 2015 am Oktober esou eng Konventioun ënnerschriwwen huet, an deen zweeten ass en cours, fir et och ze maachen, soudatt mer also och d'Réseaue mat an d'Boot kréien, niewent enger ganzer Rei vun anere Strukturen, déi och lafen: wéi den Tricentenaire, wéi Kolpech zum Beispill oder wéi den Hôpital intercommunal vu Stengefort. Och dat wäerten Akteure sinn.

Mä wéi gesot, de Moment hu mer, wat d'Professionnels de santé ubelaangt, der 178, dovu 86 Médecins référents. Mir hunn 23.000 effektiv elektronesch Patientendossieren. An ech erwaarde mer effektiv herno vun der Mise en place définitive, datt mer effektiv eng grouss Plus-value hei fir d'Patiente kréien - et ass och dat, wat Dir ugeschwat hutt - an datt effektiv och hei déi ganz Gesondheetsversuergung nach besser kann organiséiert ginn, nach méi cibléiert kann organiséiert ginn an am Prinzip eng Win-win-Situatioun fir d'Patienten, awer och fir d'Professionnels de santé wäert ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Sozialminister.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ëm d'Konditiounen, fir an de Genoss vum Transportservice Adapto ze kommen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als „Novabus" gouf de Ruffbus fir Mënsche mat enger Behënnerung viru ronn zéng Joer an d'Liewe geruff. A virun zwee Joer koum et dunn zu enger noutwendeger - muss ee soen - Reform, an dat net fir d'Lescht, well dësen Transport am Endeffekt leider dacks vu Leit genotzt gouf, déi keng Mobilité réduite konnten noweisen.

Dat heescht, den „Adapto", wéi de Service haut heescht, ass geduecht fir Leit, deenen et net méiglech ass, sech fräi mam Auto oder mat normalen ëffentlechen Transportmëttele fortzebewegen. Berechtegt, fir den Adapto ze notzen, si Mënschen, déi am Rollstull sëtzen oder sech net ouni Rollator oder Géihëllef kënne fortbewegen, awer och séibehënnert Leit, Leit mat enger Otemnout an nach anerer.

Meng Fro elo: Deen een oder anere Fall ass déi lescht Méint u mech an u Kolleegen erugedroe ginn, wou Leit net kënne vum Adapto profitéieren, obwuel se géibehënnert sinn, an zwar aus deem Grond, well se de Führerschäin nach hunn. Dat krut ech och vum verantwortleche Service geschriwwen, wéi ech selwer per Mail nogefrot hunn. Ech krut schréftlech geäntwert, datt et e Problem ass, wann eng Persoun x de Führerschäin nach huet, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, obwuel déi Persoun géibehënnert ass respektiv e Rollator brauch.

Elo steet awer d'Ofgi vum Führerschäin net an de Konditiounen, fir vum Adapto ze profitéieren, an dat zu Recht. An och vu Ministèresäit hunn ech dat eigentlech esou gesot kritt. Do ass jo dann e Widdersproch tëschent deem, wat de Service seet respektiv de Ministère.

Et gëtt jo och Leit, déi mat enger Behënnerung apte sinn, fir Auto ze fueren, respektiv eeler Leit mat enger Géibehënnerung, déi nach kuerz Strecke kënnen/däerfe fueren. Vläicht kann de Minister eis an där Saach hei Kloerheet ginn, fir datt een och de Betraffenen einfach eng kloer Äntwert ka ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Här President, Merci dem Här Schank fir déi Fro. An och Merci, datt e gesot huet, datt et awer baséiert op eenzelne Fäll, wou hie selwer un de Ministère erugetrueden ass.

Et ass och esou, datt awer dat, wat en elo gesot huet, net alles erëmgëtt. Ech hunn hei d'Regele viru mer leie fir de Service Adapto, deen zwar reorganiséiert ginn ass, mä wou d'Regelwierk als solches awer net wesentlech geännert huet par rapport zu fréier, wëll ech soen.

Mir hunn déi ganz Servicer jo anescht opgestallt par rapport zu wéi se virdru waren. A wann Der do d'Explicatiounen, also d'Critères d'obtention généraux liest, do steet ganz kloer dran, d'Persoun muss en «handicap permanent» hunn an et steet awer och dran: «...qui ont de ce fait une mobilité réduite telle qu'elles n'ont pas la possibilité de se déplacer de manière indépendante, ni par leurs propres moyens (voiture), ni par les transports publics existants.» Dat heescht, et ass relativ kloer, wann natierlech eng Persoun de Führerschäin nach huet a per se kann Auto fueren, da ka se «par ses propres moyens» jo sech nach déplacéieren.

Et geet hei nëmmen ëm déi Leit, déi iwwerhaapt keng Méiglechkeet méi hätten ausser deem heiten, dat heescht, déi weder den ëffentlechen, den normalen ëffentlechen Transport, Bus oder Zuch, kéinten huelen nach selwer mam Auto fueren, datt déi dee Service hei kréien.

Ech muss awer drop hiweisen, et ass jo awer e Service - ech mengen, dat weess den Här Schank och -, deen an de leschten zéng Joer enorm an d'Luucht gaangen ass. Also, mir sinn haut op engem Käschtepunkt, deen ass extrem héich par rapport zu deem, wou mer gestart sinn. Bon, ech hunn och elo nach à la limite domadder kee Problem. Mä dat bedéngt awer, datt mer dat wierklech awer agrenzen op déi Leit, déi wierklech och dee Besoin hunn.

Duerfir si meng Servicer relativ strikt, wann ee vun de Kritären hei net erfëllt gëtt. Ech géif soen, zu 99,9% muss schonn een en extrem gutt Argument hunn, wat doriwwer erausgeet, fir datt mer dat periodesch vläicht emol autoriséieren. Mä normalerweis sollen d'Kritären esou applizéiert ginn, wéi et hei steet. An do gehéiert nun eemol derzou, datt, wann een nach de Führerschäin huet, donc selwer kann Auto fueren, datt een dann natierlech net ka vun deem heite Service profitéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Déi nächst Fro kënnt vum Här Edy Mertens, riicht sech un de Minister fir sozial Sécherheet a betrëfft déi standardiséiert oder eventuell standardiséiert Ordonnancë fir d'Kinésithérapie. Den Här Mertens huet d'Wuert.

- Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Edy Mertens *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären eng Fro un den Här Minister vun der Sécurité sociale stellen, an zwar geet et, wéi gesot, ëm déi nei Kinésordonnancen. Ech muss soen, mir sinn zimlech als Leit vum Terrain dovun iwwerrascht ginn. Déi sinn einfach esou komm, ouni datt mer emol eppes woussten als Dokter. A mir hunn déi Ziedelen du gekuckt, déi nach net fäerdeg sinn. Et soll och elo gesot sinn, si misste recto verso sinn; wann et net esou ass, da géife se zréckgeschéckt. Elo musse mer dann emol kucken, datt een dat ka maachen. Also, et ass relativ komplizéiert.

Mir hunn och festgestallt, datt et op deenen Ziedelen net méi alles gëtt, wat soss vun dem Kiné offréiert gouf! An zwar gëtt et do eigentlech nëmme 14 Deeler vum Kierper, déi berücksichtegt ginn. Elo sinn awer Patienten, déi brauche ganz aner Behandlungen. Ech ginn lech e Beispill: Wann ech elo eng Zerräissung hunn, eng Verletzung oder ech hunn einfach nëmmen eng Deenung vum Quadrizeps am Been, da weess ech net, wat ech dodrop soll cochéieren.

Et ass och esou, datt dem Dokter zwou kleng Linne lénks ënne bleiwen, fir ze schreiwen. Do kritt en eppes geschriwwen, wat de Kiné net gelies kritt. Et ass awer esou, datt vill Kolleegen an och Spezialisten eng ganz genau Beschreiwung goufen dem Kiné, wat se gären als Rééducatioun hätten. An ech hunn esou Ordonnancë gesinn, déi eng ganz Säit ausmaachen. Et gouf gesot: „Jo, Dir huet jo d'Méiglechkeet, dat dann ze ergänzen an esou eppes derbäizeginn."

Dann hu mer e grousse Problem mat eelere Leit, déi doheem sinn oder an de Maisons de soins. Do sinn et der näämlech, déi Kiné gebraucht hunn, déi dat kruten, an dat muss ech als Praktiker soen, mat groussem Erfolleg, souguer zwee-, dräimol an der Woch. Dat leeft awer elo sou - well do dat net ëmmer en Alzheimer ass a just Alzheimer dropsteet, fir unzekräizen -, wann dat awer méi eng liicht Démence sénile oder esou virun ass, da wësse mer net, wat mer do solle maachen, wat mer sollen ukräizen, fir datt se dann als „pathologie lourde" gëllen an datt se eben an de Genoss vun deenen 62 oder 64 kommen. An déi Leit mussen all aacht Deeg da praktesch, well mer jo nëmmen aacht Stéck dann däerfen opschreiwen, bei den Dokter goen.

Ech wéilt de Minister just dozou froen: Ass et virgesinn, dat hei elo ofzewaarden, en éischte Bilan ze maachen an dann eventuell mat den Dokteren eng Kéier duerchzekucken an ze ergänzen?

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet de Sozialminister.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, Merci, Här President. Merci och fir d'Fro vum Här Mertens. Ech mengen, et ass esou: Wou ech e bëssen iwwerrascht sinn, ass, datt d'Dokteren net Bescheed woussten, well effektiv och dës Changementer an dës Ordonnance standardisée zesumme mat der AMMD ausgeschafft goufen, zesumme mat der ALK, der Association luxembourgeoise vun de Kinéen, wat also eng Donnée war am Kader vu virun allem och där neier Nomenclature, déi jo zënter dem 1. Januar fir d'Kinéen a Kraaft getrueden ass.

Selbstverständlech, Här Mertens, ass et wéi bei all Projet respektiv bei all nei Saach, datt een dat eng Kéier bilanzéiert no enger gewëssener Zäit an datt ee selbstverständlech all Suggestioun kann eraginn, souwuel iwwert d'AMMD respektiv direkt un d'CNS, fir dann déi néideg Verbesserungen ze maachen, datt vläicht eenzel Mëssverständnisser kënnen opgehuewe gi respektiv eenzel Indikatioune kënnen derbäigesat ginn.

Dir hutt recht, déi Remarquen - ech hunn och selwer de Mëtteg nach eng Kéier um Formulaire gekuckt -, dat ass relativ kleng, fir dat ze mentionnéieren. Ob allerdéngs elo d'Kinéen et besser kënne liese wéi virdrun, déi Fro stellen ech mer! Wann een heiansdo déi Ordonnancë gesinn huet, déi einfach geschriwwe waren, do war vläicht heiansdo d'Handschréft och net esou lisibel, wéi se elo bei deene puer Remarquen hei ass.

Mä ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer hei gaange sinn op eng Ordonnance standardisée, wat virun allem einfach och eng Rei Saache vereinfache soll, virun allem och eng Simplification administrative ass, selbstverständlech an éischter Linn fir d'Verwaltung, op deem zweete Volet och fir d'Kinéë selwer, an da mengen ech, an enger drëtter Linn och fir d'Doktere selwer, déi ganz schnell kënnen ukräizen, wat déi eenzel Rubricke sinn, déi si mengen, datt sollen traitéiert ginn.

Op där anerer Säit ass et de Kiné jo dann, deen da fir d'Techniken eng Libertéit huet, fir erauszesichen: Wat maachen ech elo mat där Indikatioun do, déi effektiv vum Dokter gefrot gouf?

Dës Ännerung ass jo am Mémorial vum Dezember publizéiert ginn. Ech mengen, do ass et a Kraaft gaangen. Mir hunn all... Iwwert d'CNS goufen engersäits all d'Kinéen informéiert iwwert déi Changementer, an och d'Doktere krute perséinlech e Bréif geschéckt. Um Site vun der CNS kënnt Der och all déi Indikatiounen noliesen, kënnt Der alles erëmfannen.

An ech sinn awer selbstverständlech bereet, wa Suggestiounen do sinn, déi entgéintzehuelen an dat och an enger mëttelfristeger Zäit dann ze änneren, datt effektiv och dat, wat gewënscht ass, och dann zu 100% kann erfëllt ginn.

Merci bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

An den Här Wilmes ass scho prett, fir seng Fro un den Nohaltegkeetsminister ze stellen, wou et ëm déi virgesinnen Ännerung bei de Fuerpläng vun den CFL geet. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Et ass d'Fro un den Här Transportminister, ob a wéini eng Campagne wäert gemaach ginn, fir d'Leit ze informéieren iwwert d'Changementer, déi am Horaire wäerte kommen, wa bis den Arrêt Pafendall-Kierchbierg an och den Arrêt, déi éischt Phas dovunner, um Houwald wäert opgemaach ginn, an och d'Mise en service vum Tram, well dat wäert jo Konsequenzen hunn.

Dat heescht, ass do eppes geplangt ze maachen?

A kéint Der och vläicht nach eng Kéier präziséieren, wéi vill Zich elo genau wäerten an enger éischter Phas op deenen zwee Arrêten aus dem Norden, aus dem Süden hier halen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Nohaltegkeetsminister ass schonn hei.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. An och Merci dem Här Wilmes fir déi Fro, déi ganz berechtegt ass, well ech mengen, effektiv, den 10. Dezember dëst Joer wäert op der Eisebunn e grousse Changement kommen. Da ginn zwou nei Garen op. Et ass scho laang hier an der Geschicht vun der CFL, datt mer zwou nei Garen opgemaach hunn.

An et sinn net iergendwellech Garen: Et sinn der, déi sinn entweder bal an der Stad oder um Rand vun der Stad an déi hunn en immensen Impakt op de gesamten Zuchréseau, respektiv natierlech bidde se och ganz nei Méiglechkeeten, fir d'Leit op déi eenzel Destinatiounen, haaptsächlech op hir eenzel Aarbechtsplazen, ze féieren. Well déi eng Gare, dat ass Houwald, déi läit natierlech tëschent där Zone d'activité Houwald op dem Hesper Gebitt, vun der Gemeng Hesper, an dat anert natierlech de Ban de Gasperich, wat e grousst Aarbechtsplazgebitt ass bei der Stad Lëtzebuerg. An dat anert natierlech bedeit den direkten Uschloss un de Kierchbierg, wou haut schonn iwwer 40.000 Aarbechtsplaze sinn, an der Zukunft der 60.000 wäerte sinn.

An d'Eisebunn huet och doriwwer eraus am Laf vum Joer 2016 eng Analys maache gelooss vun engem Schwäizer Büro iwwert de ganze Réseau, éischtens wat d'Verspéidungen ubelaangt, wou se hierkommen. Bon, en Deel wësse mer jo, dat huet mat Chantieren ze dinn. Mä et huet net nëmme mat Chantieren ze dinn! An duerfir gëtt deen Horaire och ugepasst a Fonctioun vun deene Recommandatioune vun deem Schwäizer externe Büro. An dat maache mer gär dann alles kombinéiert mat deenen neie Méiglechkeete vun de Garen, déi wäerten opgoen.

Dat heescht, de ganze Fahrplang wäert wierklech dramatesch Veränneruge kréien am Dezember dëst Joer. An ech hu mat der Eisebunn och ofgemaach, datt mer ganz fréi wëlle communiquéieren. Een Deel wäert scho gemaach ginn nach virum Summer, wou mer d'Perspektive wäerten opzeechnen, a wéi eng Richtung et geet, wéi de Réseau wäert reorganiséiert ginn. An da soll vum September bis den Dezember wierklech a Fonctioun vun deene Garen do erkläert ginn, wat do passéiert.

Et ass och esou, datt mer am Ufank natierlech nach e bësse limitéiert sinn, well d'Gare Pafendall soll jo an Zukunft ugebonne ginn zum Beispill vum Süden och mat sechs Zich d'Stonn, déi duerchgebonne ginn dann op Dummeldeng. Iwwerhaapt soll an der Zukunft de Fahrplang vun der Eisebunn net méi esou ausgeriicht ginn, datt alles achséiert ass op d'Stad Lëtzebuerg, mä méi mat duerchgebonnenen Zich.

Dat setzt awer viraus, datt mer an der Gare Lëtzebuerg e fënneften an e sechste Quai bäibauen. Um Projet hunn ech mat der Eisebunn enk geschafft. Deen hu mer wäit no vir gerëckelt. Dat war ursprénglech eréischt virgesi fir 2022-2023. Dee gëtt awer elo a Phase méi fréi gebaut. Dat heescht, deen éischte Quai, dee geet gläich lass. Den Atelier wäert ofgerappt ginn. Do wäert och elo communiquéiert ginn an deem Zesummenhang, wat dat alles beinhalt, wann déi Gare ausgebaut gëtt.

An da soll dee fënnefte Quai schonn, ech géif soen Enn 2018, Ufank 2019, opgoen. Dann hu mer schonn e gudden Deel méi Capacitéit, kënne mer och scho méi Zich duerchbannen op Dummeldeng. An da wäert 2020 dee sechste Quai och fäerdeg sinn. Dann ass d'Capacitéit wesentlech besser wéi haut. Dat heescht, da kënne mer sechs Zich d'Stonn duerchbannen.

Am Ufank wäert et elo ee sinn. Wa mer starten, wäert vum Süden hier een erof op Dummeldeng duerchgoen. Et gëtt awer esou organiséiert, datt méiglechst an der Gare Lëtzebuerg een och kann eriwwerswitchen, also datt ee vun engem Zuch op deen anere ka klamme Richtung Norden, wat nach ëmmer e Virdeel ass, wéi wann ech haut de Bus muss huelen an de ganzen Tour duerch d'Stad tingele mam Bus, par rapport zu engem direkten Zuch op d'Gare Pafendall. Mä et gëtt awer schonn e grousse Sprong no vir. Dat gëtt en éischte Virgeschmaach eigentlech, wat eis dat wäert bidden an der Zukunft.

Dann ass natierlech och den Ausbau vun der Beetebuerger Streck wichteg, well wa mer d'Gare Houwald opmaachen, dann huet dat natierlech eng Konsequenz, wann d'Zich do halen. Da wäert dat natierlech eng Aart Réckstau bedeite Richtung Beetebuerg, well logescherweis op der Streck d'Zich dann net esou séier kënnen nofollegen, wéi dat haut de Fall ass, well eng Gare dertëschent nach zousätzlech ass.

Eleng dowéinst gëtt och déi Reorganisatioun gemaach vum Zuchréseau. An da kënnt eng Transitiounsphas, géif ech soen, vun 2017 bis 2019, déi fir vill Leit ganz vill Verbesserunge bréngt, fir Eenzelner vläicht am Ufank e bëssen, ech wëll net soe Verschlechterungen, mä eng Rei kleng Nodeeler bréngt, mä dat ass awer reng transitoresch ze gesinn.

An dann, wann dann, wéi gesot, d'Gare Lëtzebuerg ausgebaut ass, ass kee Problem méi. Da feelt nach just natierlech d'Beetebuerger Streck op véier Gleiser. Wann déi bis fäerdeg ass, dat ass 2022 de Fall, dann hu mer eng Capacitéitssteigerung och op där Streck vu 70% méi par rapport zu haut. Dat heescht, dann hu mer kee Problem méi. An eréischt da gräift et och, dee Qualitéitssprong, dee mer wäerte maachen am ëffentlechen Transport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister.

A mir kommen un déi nächst Fro. Si kënnt vum Här Yves Cruchten, riicht sech un deeselwechten Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'„Maut", wéi se op där anerer Säit vun der Musel de Péage nennen. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

- Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, den Här Bausch ass haut de Mëtten e gefrotene Mann. Virun engem Mount huet hien a senger Qualitéit als Nohaltegkeetsminister erklärt, dass Lëtzebuerg eventuell géif géint déi däitsch Autobunnsmaut kloen; wat mech och gefreet huet, dass en dat gesot huet!

D'Iddi derhannert ass, sech anere Länner an Europa unzeschléissen, déi et och net richteg fannen, dass d'auslännesch Automobiliste sollen e Péage bezuelen, wärend zäitgläich déi däitsch Autofuerer da via hir Autosteier géifen entlaascht ginn.

Dozou just e puer ganz kuerz Froen. Meng éischt Fro: Wou si mer haut drun? Gëtt et do schonn eppes Neits?

Déi zweet Fro: Et gouf och emol eng Kéier déi Iddi vu sougenannte Pufferzonen, déi an de Grenzregioune kéinten entstoen. Ass dat eng realistesch Optioun? Wéi gesäit den Här Minister dat?

Drëttens: Huet den Här Minister scho vläicht eng Virstellung, wat esou eng Autobunnsmaut kéint fir Konsequenzen hunn op de Stroosseverkéier op de Landstroossen hei zu Lëtzebuerg? Well jo awer dann ze fäerten ass, dass deen een oder aneren Automobilist, fir déi Steier net mussen ze bezuelen, vun der Autobunn eroffiert an dann duerch eis Uertschaften an iwwert d'Landstroossen an Däitschland erafiert.

An dann, falls dat zu Problemer kéint féieren, falls esou eng Erkenntnis do wär, meng lescht Fro: Wéi kéint een dann dorobber reagéieren?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och dem honorabelen Här Cruchten fir déi Fro, déi och gutt gestallt ass, wat mer et dann och emol eng Kéier erlaabt, e puer Saache kloerzestellen.

Fir d'Éischt emol prinzipiell: Ech mengen, all Land an Europa huet d'Recht, eng Maut anzeféieren. Iwwregens gëtt et och an deene meeschte Länner Mauten oder Péagen, wat och ëmmer. Dat heescht, de Prinzip vun enger Aféierung vun enger Maut, eigentlech huet dat eis net ze..., bon, enfin, dach, et muss eis schonn interesséieren, wat et bedeit fir eis, wann an engem Nopeschland eng agefouert gëtt. Mä ech mengen elo emol, juristesch gesinn a formal gesinn ass dat näischt Anormales, well wéi gesot, déi meescht Länner hunn eng.

Ënner anerem och zum Beispill Éisträich huet eng, obschonn Éisträich am meeschten de Moment aus der Hëft geet, wann et drëms geet, déi däitsch Maut ze diskutéieren. Wat ech e bëssen eng speziell Situatioun fannen, well et gëtt genausou vill Grenzsituatiounen tëschent Éisträich - am ëmgedréitene Sënn - an Däitschland, wéi dat, wouriwwer si sech opreege par rapport zu Däitschland.

Meng Haltung war souwisou vun Ufank un an deem Dossier, an dat hunn ech och am Conseil européen scho virun zwee an engem hallwe Joer vertrueden, wéi déi Diskussioun ugaangen ass - dat war nach virun der Zäit vun der Madamm Bulc -, wou ech gesot hunn: „Wann ech gelift, Kommissioun, huelt Iech deem Dossier un a probéiert, europäesch Richtlinnen ze ginn, well dat doten, dat geet weider, an dann herno hu mer 28 verschidde Systemer an Europa, wat sécherlech net sënnvoll ass!"

Den deemolege Kommissär, dee war um Enn vu sengem Mandat, dat huet dee guer net interesséiert an deen huet einfach näischt mat deem Dossier gemaach an huet et lafe gelooss. Déi nei Kommissärin, glécklecherweis, ass do anescht. Déi huet sech entre-temps der Saach jo ugeholl an ass och am Fong där Meenung, déi ech scho virun dräi Joer oder zwee an engem hallwe Joer vertrueden hunn, datt eng europäesch Léisung muss kommen, soit datt mer wëssen, datt mer net vun haut op muer alles vereenheetlecht kréien, mä mindestens mussen éischt Richtlinne kommen. An da musse mer kucken, no an no dat Ganzt ze harmoniséieren.

Fir Lëtzebuerg stellt sech hei am Fong just eng eenzeg Fro, déi elo direkt juristesch gesi wichteg ass. Dat ass: Ass de System, deen an Däitschland agefouert gëtt, diskriminatoresch par rapport zu Netrésidenten an Däitschland?

An dat huet d'Kommissioun jo och gesot, do stelle sech zwou Froen: Dat eent ass d'Fro vun dem Intérêt général, a vun der Proportionalitéit stellt sech d'Fro. Dat eent ass éischter d'Fro, dat ass déi ganz Geschicht, wou am Ufank an der éischter Versioun drastoung, datt dann an Däitschland däitsch Bierger iwwer hir Autosteier déi Tax erëm géife kompenséiert kréien. Do huet d'Kommissioun gesot, dat géing net. Ganz kloer! A si huet eng Recommandatioun ausgeschwat a Richtung vun Däitschland, fir ze soen: „Dir kënnt zwar Differenzéierunge maachen an där Steier, zum Beispill aus Emwelt-

grënn an esou weider, wou Der eenzel Bierger aneschters behandelt, mä Dir kënnt net einfach generell eng Regel aféieren, wou Der sot, déi däitsch Bierger kréichen einfach dat komplett kompenséiert."

Doropshin huet den Här Dobrindt och gesot, da géif en dat zréckzéien an da géif en an déi Richtung eppes maachen. Or, deen Text, dee gëtt et awer nach net! An ech fannen et extrem problematesch, duerfir hunn ech och bis elo ëmmer gesot: „Mir behalen eis d'Recht vir", an ech hunn net gesot: „Mir gi kloen", well dat ass jo abstrus. Ier ech kloe ginn, muss ech jo emol wëssen, wéi den definitiven Text ausgesäit. An ech hu mer elo just en Avis juridique komme gelooss, fir déi genau Komplexitéit eng Kéier auserneeleën ze loossen a fir déi eenzel Cas-de-figuren ze kucke fir dann - wa mer d'Texter alleguerten hunn an och déi definitiv, dat ass och wichteg - déi definitiv Positioun vun der Kommissioun zum richtege Gesetz, wat dann am Bundestag wäert abruecht ginn. Eréischt da kënne mer genau kucken: Wat steet dann elo wierklech dran? Wat ass d'Positioun vun der Kommissioun? A gëtt et dodran diskriminatoresch Mesuren?

Déi Fro vun der Proportionalitéit, déi betrëfft déi Geschicht vun den Dagesvignetten an esou weider. An do gëtt et kloer och eng Meenung vun der Kommissioun. Dir kënnt net eppes maachen, wou Der elo zum Beispill géift higoen an eng Joresvignette froe vun engem Präis x, an da géift Der eng Dagesvignette froen oder eng Stonnevignette, wat och ëmmer, déi extrem vill méi héich wär am Verhältnis zu der Joresvignette. An och do musse mer kucken, wat herno derbäi erauskënnt, an da gesi mer dat.

Fir Lëtzebuerg ass den Impakt menger Meenung no, also elo wat de Verkéier ubelaangt, relativ kleng, fir net ze soen null, well wann Der elo emol kuckt a Richtung Däitschland, um Lëtzebuerger Réseau ass jo kee Problem. Déi grouss Transitbewegungen, déi hu souwisou wahrscheinlech herno d'Joresvignette, do fiert jo keen dann extra dowéinst iwwer sämtlech Landstroossen. Wann Der och déi Präisser kuckt, déi de Moment proposéiert ginn, do ass et zimlech sécher, datt déi meescht Leit an Däitschland..., oder de Camionsverkéier, dee bezilt souwisou d'LKW-Maut, do stellt sech d'Fro net. Da stellt sech d'Fro am regionale Verkéier natierlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, nach ee Saz. Am regionale Verkéier stellt sech d'Fro natierlech Richtung Tréier oder esou. Mä do sinn éischter Nodeeler fir Däitschland ze erwaarde wéi fir Lëtzebuerg! Dat geet au détriment, géif ech soen, éischter vum Commerce an der däitscher Regioun, well dat als eng Schikan ugesi gëtt, wéi au détriment vun der Lëtzebuerger Säit. Also fir Lëtzebuerg gesinn ech elo direkt keng Nuisancen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox un d'Madamm Ëmweltministesch an dréit ronderëm d'Ofwécklung vun der PRIMe House.

- Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIMe House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, et ass eng Fro un d'Ëmweltministesch. D'PRIMe House ass eng finanziell Hëllef bei Investitiounen am Beräich energieeffizient Bauen an erneierbar Energien. Esou Hëllefe gëtt et säit e puer Joer, insbesondere fir d'Albaurenovéierung, wou och ganz vill Energie kann agespuert ginn, a beim Neibau natierlech fir energiespuerend Haiser an natierlech fir d'erneierbar Energien no vir ze brëngen.

Ee vun de Problemer, deen et gouf, ass natierlech d'Behandlung oder d'Beschaffung vun esou Demanden. Dat huet am Ufank relativ laang gedauert an ass natierlech och deels iwwer ee Joer erausgaangen. An dat huet och heiansdo bei verschiddenen Demandeuren awer e bësse Frust ausgeléist, well se net onbedéngt woussten, ob et elo eng positiv oder negativ Äntwert géif ginn.

Säit Dezember hu mer en neie Regimm, dass déi Hëllefen elo ausgeweit gi sinn op och ëmweltbewosst Baumaterialien an, wat ganz wichteg ass, et ass och elo en neien Accord de principe matagefloss, deen, mengen ech, ganz wichteg ka ginn an dësem Zesummenhang, wat d'Demandeuren an och d'Waardestellung ubetrëfft.

Dofir meng Fro un déi zoustänneg Ëmweltministesch: Fir déi Hëllefstellungen ze ginn, wéi laang dauert et haut am Allgemengen, fir esou eng Demande ze traitéiere vun der PRIMe House? An et kann elo natierlech nach net esou vill Erfahrung iwwert den Accord de principe ginn, awer den Accord de principe schéngt mer e ganz wichtegt Element ze sinn, fir deen och dem grand Public präiszeginn. Dofir meng Fro un d'Ëmweltministesch.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Villmools Merci dem Här Kox fir déi pertinent Fro. Jo, wa mer wëllen eis Klimaziler erreechen a wa mer wëllen och am Hausbau, dee jo awer 12,5% vun eisen Emissiounen ausmécht, erofgoen an déi Entkoppelung, déi mer haut jo scho gesinn, déi iwwert déi lescht Jore geschitt ass, weiderféieren, dann ass et ganz wichteg, dass mer eis Leit ureegen, net nëmme beim Neibau ze kucken, well beim Neibau hu mer zanter dësem Joer just nach effizient Haiser, mä awer och bei der Albausanéierung. An dofir huet d'Regierung, dat heescht de Logementsministère an awer och den Ëmweltministère mam Finanzministère, jo dee ganze Paquet Klimabank an Aiden iwwerschafft.

Haut dauert et manner wéi e Mount, wann een eng Primm freet fir en Neibau. Et kritt een, an dat ass wichteg fir d'Planungssécherheet, en Accord de principe, an d'Leit ginn och iwwert de ganze Prozess beroden. Dat sinn dräi wichteg Elementer. Wann ee wëllt, dass d'Leit investéieren, musse se och sécher sinn, dass se herno dat Geld, wat se sech virstellen, och kréien. Dofir ass deen Accord de principe ganz wichteg. A well mer d'Dossieren haut innerhalb vun engem Mount traitéieren, wäert dat dann och ganz schnell goen, bis deen Accord de principe do ass. Deen ass iwwregens och wichteg fir d'Klimabank, well d'Prefinanzéierung ass jo e ganz wichtege Volet, grad wa mer vum Neibau a vun der Albausanéierung schwätzen.

Dës Retarde sinn also vu 14 Méint op ënner 3 Méint och bei der Albausanéierung erukomm, soudass mer haut schnell sinn, fir dass et Planungssécherheet gëtt.

An dann nach e leschte Schrëtt: D'Leit gi wierklech gutt beroden, an dofir hu mer och fir d'Beroder eppes méi gefrot: Mir froen do en Agrément, fir dass d'Qualitéit vun der Berodung och gutt gëtt. Well nëmme wann ee vun Ufank u weess, wéi eng gutt Materialien dass ee benotze soll a wéi eng Méiglechkeeten u Primmen et och gëtt - well déi si jo haut och vill méi héich ugesidelt, et kann een och méi héich Primme kréie fir besser an ëmweltbewosst Materialien, déi och wichteg si fir d'Gesondheet -, da gëtt dee Prozess insgesamt beschleunegt an d'Leit si sécher, dass se herno déi Primmen, déi hinnen zoustinn, och kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

Mir kommen zur leschter Fro an der Froestonn. Si kënnt vum Här Fayot, riicht sech un de Kulturminister an dréit ronderëm eis Gesetzgebung am Beräich vum Denkmalschutz.

- Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. De Statssekretär Guy Arendt huet den 11. Januar an enger Emissioun um 100,7, déi den État des lieux gemaach huet iwwert de Projet iwwert den Denkmalschutz, verschidden Ausserunge gemaach zu dësem Projet. An ech wollt dem Kulturminister an deem Rapport verschidde Froen och dozou stellen.

En huet éischtens gesot, dass et nach net kloer wär, ob dat Gesetz géif en eenheetlecht Gesetz ginn oder ob et éischter géif eng sektoriell Legislatioun ginn. Et gëtt jo elo effektiv d'Optioun, fir ee Gesetz ze maachen, wat all d'Domäne vum Denkmalschutz ofdeckt, oder d'Gesetz, wat d'Archäologie, de Patrimoine intangible an de Patrimoine bâti betrëfft. Ech wär frou, wann ech do méiglecherweis vläicht scho kéint méi Prezisioune kréien, ob do scho weider Reflexioune gefouert gi sinn zu deem Punkt.

En huet eng zweet Ausso gemaach, wou e gesot huet, dass d'Gemenge sollte méi Responsabilitéit kréien, och am nationalen Denkmalschutz. Dat war fir mech e bësse surprenant, well et am Fong géint d'Konklusioune gaangen ass vun deenen Assises du patrimoine, déi jo viru gutt zwee Joer gehale gi sinn a wou éischter eng Top-down-Approche prekoniséiert ginn ass. An och do wollt ech de Kulturminister froen, ob en do vläicht kéint méi Prezisioune ginn zu deem Punkt.

An en huet eng drëtt Ausso gemaach, wou en am Fong sech iwwert d'Terminologie, vläicht éischter iwwert de Champ d'application vum künftegen Denkmalschutzgesetz geäussert huet, wou e gesot huet, dass a sengen Ae just ganz wéineg Baute sollte vum nationalen Denkmalschutz concernéiert sinn. En huet Beispiller genannt wéi d'Kathedral, d'Iechternacher Basilika, de Palais oder d'Chamber, mä awer net vill méi wéi dat, wat am Fong drop hiweist, dass mer éischter an d'Richtung gi vun enger méi restriktiver Konzeptioun vum Denkmalschutz. An och do wollt ech de Kulturminister froen, ob e kéint méi Prezisioune ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo de Kulturminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Ministre de la Culture.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Fayot Merci, dass en déi Froe gestallt huet. Dat erlaabt mer, och e bëssen iwwert dee ganze Kontext vum Patrimoine culturel kuerz e puer Wuert kënnen ze soen.

Déi éischt Saach ass, dass säit Dezember 2013 d'Regierung och déi Aarbecht weidergefouert huet. Ech wëll just drun erënneren, dass et net den éischten Essai ass. D'Madamm Hennicot hat de 17. Oktober 2000 en Text déposéiert, en «Projet de loi relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel». Deen Text ass nach an der Chamber. Deen ass 2000 déposéiert ginn. Ech wollt just dorun erënneren.

Dat heescht, dass déi Matière eng ganz komplex Matière ass. Et gëtt, wann een iwwert de Patrimoine schwätzt, eng Kéier de Patrimoine bâti, eng Kéier de Patrimoine archéologique, eng Kéier de Patrimoine mobilier an eng Kéier de Patrimoine immatériel. An deem dote Kontext an och, fir méi prezis op d'Froe vum honorabelen Här Fayot anzegoen, si mir der Meenung, dass et wichteg ass, dass de Patrimoine national, dat heescht deen och en nationale Charakter huet, eng national Protektioun sollt verdéngen. Am Moment sinn an deem Patrimoine, wann ech e puer Zuele kann zitéieren, 422 Immeublen an Objeten aktuell klasséiert, wéi Monument national (veuillez lire: wéi de Service des sites et monuments nationaux) der proposéiert, fir klasséiert ze ginn an deem Kontext. An et sinn eng 702 Immeublen oder Objeten, déi am Inventaire supplémentaire ageschriwwe sinn.

Mir schaffen zesumme mat de Gemengen, esou wéi de Statssekretär Arendt och gesot huet, a mam Innenministère, fir dass déi Gebaier, déi e lokale Schutz verdéngen, iwwert d'Instrumenter vun de PAGen och besser kënne geschützt gi fir d'Zukunft. Heizou e puer Zuelen: 2.154 Gebaier vun 2.307 si reparéiert ginn iwwert de PAG an och bei 22 Gemenge geschützt ginn.

Et si Froen och gestallt ginn, wéi dat dann elo mam Text weidergeet, ob mer elo eenzel Texter maachen oder net. An Dir hutt och vun deem Rapport geschwat, dee gemaach ginn ass. Tatsächlech sinn eng Rëtsch vu Reuniounen, et sinn eelef Reunioune gewiescht, wou mer och mat Associatiounen zesummekomm sinn a mat de Professionellen. An eng vun deene Recommandatioune vun deem Aarbechtsgrupp wor emol: wat immens wichteg wier am Moment, wier, dass dee Retard bei de Conventions internationales sollt emol récupéréiert ginn.

An ech wëll och do der Chamber Merci soen, well d'Gesetzer vum 17. Dezember 2014, vum 24. Abrëll 2016 a vum 7. Dezember 2016 hu Konventiounen - Konventiounen! - an d'nationaalt Gesetz transposéiert, Konventioune vun 1970, vun 1992 a vun 1985! Also fir ze weisen, wéi ee Retard mer schonn hate vis-à-vis vun Obligatiounen, déi mer och um internationalen Niveau haten.

Parallèlement zu där doter Aarbecht sinn awer verschidde Saachen - an ech mengen, dat geet och an de Sënn vun der Fro vum honorabelen Här Fayot -, en triple Objectif, dee mer wëlle maachen. Deen éischten ass, dass mer d'Legislatioun, notamment d'Gesetz vun 1982, wëllen och reforméieren. Mir wëllen an Droit interne all déi Konventiounen, déi ech virdrun zitéiert hunn, och transposéieren. An de Projet de loi - an dat ass dat, wat ass - ka sech net nëmmen iwwert de Patrimoine bâti, mä och iwwert de Patrimoine mobilier, de Patrimoine archéologique an de Patrimoine immatériel erstrecken.

Am Moment sinn nach Hésitatiounen, ob ee soll ee groussen Text maachen, wou een alles géif drasetzen, oder ob ee verschidden Texter soll maachen, déi méi spezifesch dann an deen een oder an deen aneren Domän ginn. An, Här President, ech wollt dem honorabelen Deputéierten dozou soen, dass mer eben och dofir eis d'Moyene wëlle ginn an net wëllen aus der Hëft schéisse bei esou engem wichtegen Text, an dofir och eben déi Konsultatioune gemaach hu mat de Leit aus dem Secteur, an dass mer och en Travail de fond wëlle maache mat Droit comparé an och mam internationale Recht.

Mir sinn amgaange säit 2016 en Inventaire ze maachen, dee fir eis och ganz wichteg ass, wou mer am Fong Inventaristinnen agestallt hunn, déi en Inventaire scientifique och maachen. An elo ass dee vun der Fiels viru Kuerzem fäerdeg gemaach ginn.

Wéi gesot, am Moment ass et nach net definitiv: een Text oder verschidden Texter? Soubal eng definitiv Positioun bei eis am Kulturministère ausgeschafft ginn ass, wäert ech - oder de Statssekretär Arendt, dee méi spezifesch an deem doten Dossier och schafft - dann der Kommissioun dat direkt matdeelen. Mä et sinn nach Hésitatiounen, ob wierklech een Text dat Richtegt wier oder ob et méi spezifesch wierklech soll an déi eenzel Branchen agoen.

An, wéi ech virdrun och sot, fir ganz prezis dann op d'Fro ze äntwerten: Jo, et ass e Wëllen, fir mat de Gemenge méi enk ze schaffen. Ech hat net méi spéit wéi d'lescht Woch nach Rendez-vous mat engem Buergermeeschter aus enger Gemeng justement, wou och Dispositioune waren, wou deen een Avis an déi eng Richtung gaangen ass an en aneren an déi aner Richtung gaangen ass, wou mer da kucken, eben als Kultur zesummen eng Léisung ze fannen, fir all Parteien do kënnen zesummenzestellen.

Mä Patrimoine hu mer nëmmen een. Mir kënnen deen net futtimaachen! Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Premierminister.

Mir sinn um Enn vun eiser Froestonn ukomm an ech wëll souwuel de Froesteller wéi och de Ministere Merci soe fir d'Disziplinn. Mir hunn et fäerdegbruecht, a manner wéi enger Stonn déi eelef Froen ze traitéieren. Bei deem engen oder aneren ass vläicht nach e bësse méi Nohaltegkeet beim Emgang mat der Zäit ubruecht. Mä ech mengen, mir hunn hei gutt geschafft.

Mir géifen dann iwwergoen zu der erweiderter Fro vum Här André Bauler iwwert d'Reform vum Aarbechtsamt. Dir wësst, dass den Auteur vun der Fro fënnef Minutten Zäit huet an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit. An den Au-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

teur huet herno nach d'Recht, am Rame vu senger Zäit eng Fro no ze stellen. Den Här Bauler huet d'Wuert.

5. Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Virun iwwer 20 Joer war en éischten Audit vun der ADEM gemaach ginn. D'Konklusioune ware folgend:

- D'Qualitéit vun den Déngschtleeschtunge vun der ADEM entsprécht net den Erwaardungen,

- d'ADEM kennt d'Chômeuren net gutt genuch,

- d'ADEM kennt d'Bedürfnisser vun den Entreprisen net wierklech,

- d'ADEM communiquéiert net genügend, weder intern nach extern, an dann zum Schluss

- déi personell an informatesch Capacitéite vun der ADEM ginn net duer.

D'Konklusioune vun dësem Audit an aus villen Erfahrunge goungen der fréierer Regierung duer, fir eng Reform vun der ADEM duerchzeféieren. Dat ass 2011 ënnert der Ägid vum Nicolas Schmit geschitt. Fir eis als DP war dat deemools de Startpunkt souzesoen an eng nei Zäit. Fir eis war kloer: Alles steet a fält mat der konkreter Emsetzung vun der Reform.

Jo, et goung net drëm, nei Titelen an nei Posten ze schafen, mä d'ADEM wierklech zu enger Jobagentur ze maachen. Dat hate mer nach eemol hei am Plenum am Kader vun eisem Débat d'orientation iwwert d'Aarbechtsmaartpolitik beschwat.

D'Demokratesch Partei war ëmmer fir eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, fir den eenzelnen Demandeur d'emploi ze betreien, ze mobiliséieren, ze guidéieren, eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vun enger Aarbechts- a Weiderbildungsagentur vill méi proaktiv gëtt, wéi dat a fréieren Zäiten de Fall war, eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vill méi effizient bei der Vermëttlung ass an esou dem Demandeur d'emploi eng reell Perspektiv op eng nei Aarbecht bitt.

No fënnef Joer ass et also Zäit, fir e klengen Tëschebilan ze zéien an e n Ausbléck ze maachen. De Minister Nicolas Schmit huet näämlech eng ganz Rëtsch Mesuren duerchgezunn a Projeten initiéiert; denke mer u verschidde spezifesch Programmen am Bankwiesen, der Informatik oder der Logistik, un d'Weiderbildungen, u spezifesch Servicer, un e kollegiaalt Direktiounsteam an esou weider.

Dofir wollt ech eng Rei Froe stellen:

Wéi effizient ass den neien Outil vum JobBoard, deen den Demandeur d'emploi an d'Entreprisë soll zesummekréien? Wéi ass d'Verwaltung an Tëschenzäit opgestallt? Ëm wéi vill Leit muss all Placeur sech am Duerchschnëtt këmmeren? An anere Wierder: Wat fir Servicer gëtt et zurzäit a wéi si se organiséiert?

Wat fir Programme lafen de Moment, fir d'Demandeurs d'emploi fit ze maachen? Denke mer un d'Weiderbildungen, un d'Owescoursen.

Wéi gesäit d'Prise en charge vun de Leit aus, déi Flüchtling sinn an elo eng Openthaltsgeneemegung hunn? Gëtt et dofir e speziellen Service? Wéi gëtt de Sujet Integratioun iwwert den Aarbechtsmaart also ugepaakt?

Wéi geléngt et der ADEM, fir méi Demandeurs d'emploi an de Beräicher Logistik an Informatik ze integréieren?

Wéi gesäit de Rekrutement vun de Conseillers professionnels aus? Wat sinn hir Profiller? A wéi gi si ausgebilt respektiv forméiert?

An zum Schluss wollt ech den Här Minister nach froen, wéini et virgesinn ass, eng éischt Evaluatioun vun de strukturellen Upassungen an der ADEM virzehuelen, bezéiungsweis ob esou eng Evaluatioun schonn amgaangen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo gläich den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et gëtt der nach e puer hei an der Chamber, déi kënne sech un déi Debatten iwwert d'ADEM erënneren, déi kënne sech och un deen Audit erënneren a kënne sech och besonnesch un dee Bericht erënnere vum Ombudsmann iwwert d'Situatioun an der ADEM. Déizäit war d'ADEM net, ech géif soen, eng exemplaresch Administratioun. D'Féierung war déi, déi et war. D'Aarbechtsbedéngunge fir déi, déi do geschafft hunn, waren net optimal. A fir déi Leit, déi hu missen an d'ADEM goen, war dat heiansdo wierklech e Cauchemar. Vun den Entreprisen net ze schwätzen, well u sech wollt eigentlech keng Entreprise méi richteg mat der ADEM zesummeschaffen.

Bon, ech mengen, schonn an där viregter Regierung ass décidéiert ginn, fir d'ADEM ze reforméieren. An dat Éischt, wat natierlech extrem wichteg ass, dat ass, datt d'ADEM déi Ressourcë sollt kréien, déi se brauch! Well wann et strukturell och vill Problemer gi sinn, war et och e Problem emol fir d'Éischt vu Ressourcen. A säit 2011, wou mer eigentlech richteg ugefaangen hunn, un der Reform ze schaffen, bis haut huet d'ADEM 161 Kollaborateure méi - 161 Kollaborateure méi! Dat heescht, mir hunn d'Effektiver vun der ADEM ëm 55% säitdeem eropgesat.

Dir hutt gefrot: Wéi agéieren d'Servicer? Fir d'Éischt hu mer en neie Service kreéiert, an dat ass de Service Employeurs. Firwat de Service Employeurs? Well grad déi gréisste Schwächt bei der ADEM waren d'Relatioune mat den Employeuren, mat den Entreprisen. Et gouf zwar e Grupp vu Consultanten, déi och hir Aarbecht korrekt gemaach hunn, mä dat war net strukturéiert. Aus deem Grupp ass also e Service Employeurs geschafe ginn, deen haut 59 Kollaborateuren huet, dat heescht Leit, déi nëmmen zesumme mat den Entreprisë versichen, mat deenen déi richteg Léisungen, wa se Leit astellen, ze fannen.

Mir hunn eng Rei Programmer gestart fir d'Employeuren, déi heeschen „Entreprise, partenaire pour l'emploi", Labellisation des entreprises, fir genau ze wëssen: Wat sinn d'Besoine vun den Entreprisen? Mir hunn e Ciblage gemaach, wann d'Assignatioune bei d'Entreprisen operéiert ginn. An déi Assignatioune gi gemaach vum Service Employeurs. Dat heescht, mir probéieren net, bon, wéi ëmmer gesot ginn ass, e Bäcker bei de Schneider ze schécken, oder iergendwéi d'Leit mat Assignatiounen ze iwwerheefen, wou eigentlech hire Problem domat net geléist ass.

Och bei de Leit ass natierlech e grousse Changement. Ech brauch net drop anzegoen, datt mer dräi nei Agencë kreéiert hunn. Mir hunn awer och déi Agencen, déi bestinn, moderniséiert. An déi lescht, déi nach moderniséiert muss ginn, ass déi an der Stad. Déi ass awer an deem Sënn moderniséiert ginn, well mer eng ganz Rei Servicer aus där Agence erausgeholl hunn. An d'Situatioun, déi mer nach virun e puer Joer haten, datt d'Leit am Gank stoungen, fir op hir Rendez-vousen ze waarden, déi ass eriwwer, well mir hunn en neit Gebai zu Hamm, wou eng Rei Servicer implantéiert gi sinn.

Wéi gëtt den Demandeur d'emploi en charge geholl? Mir hunn 42.000 Conventions de collaboration geschloss. An Dir erënnert Iech vläicht un den Avis vun der Cour des comptes, dee gesot huet: „Schreift näischt a Gesetzer, wann Der et net kënnt anhalen!" Dat heescht, mir hate schonn a viregte Gesetzer, virun 2009, de Prinzip vun der Convention de collaboration stoen, mä et ass ni eng ofgeschloss ginn. Säit 2013, praktesch fir jiddwereen - ech mengen, mir sinn do bal bei 90% - sinn déi Conventions de collaboration ofgeschloss.

D'Zuel vun de Conseilleren (veuillez lire: D'Zuel vun den Demandeure pro Conseiller), jo, dat hänkt vun dem Profill vum Demandeur of. Wann ee Leit huet, déi sech selwer kënne vill hëllefen, déi brauchen natierlech e Suivi, dee méi liicht ass. D'Moyenne vun der Zuel ass elo ongeféier bei 200 bis 250. Mä déi Leit, déi en intensive Suivi brauchen, dat heescht, déi éischter méi schwaach Demandeurs d'emploi, do si mer ënner 100. An et ass grad op déi, wou mer ons jo musse fixéieren, well et sinn och déi, déi déi meescht Hëllef brauchen.

D'Formatioun vun de Conseilleren: Bon, si ginn zum Deel nach rekrutéiert iwwert de Statsconcours. Mä mir hunn och eng ganz Rei anescht, als Employé rekrutéiert, mat anere Profiller. A si kréien eng Formatioun, déi zum Deel bei der Bundesagentur gemaach gëtt, mä et ass och en neie Projet, deen ufänkt mat der Uni Lëtzebuerg, deen och ganz geziilt op d'Situatioun an d'Besoine vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ausgeriicht ass.

Mir hu besonnesch vill Gewiicht op déi Jonk geluecht. Mir hu jo d'Garantie pour la jeunesse lancéiert. Do si säit 2013 8.720 Jonker duerch dee Programm Garantie pour la jeunesse gaangen. A 86% vun deenen - et sinn der eng Rei, déi och opgehalen hunn, fir eng Ursaach oder eng aner -, déi hunn dat, wat an der Garantie pour la jeunesse virgesinn ass, eng Offre de qualité, kritt.

Mir hunn och en extrae Programm fir ganz schwaach Jonker, wou 320 Entreprisë matmaachen, fir iwwert de Programm „Jobelo!" deene Jonken eng Chance ze ginn, à la fois en Emploi ze kréien, mä besonnesch och, fir eventuell hir Ausbildung weiderzemaachen.

E besonnescht Gewiicht läit och um Salarié handicapé. Dee Service ass reorganiséiert ginn, fir sech méi op d'Besoine vun den Handicapéen ze konzentréieren. A mir hunn e Centre d'orientation socio-professionnelle handicap geschaaft, wou d'Leit och evaluéiert ginn, zesumme mat der Santé iwwregens, mat Hamm, fir ze kucken, wat sinn d'Problemer, wann eng Persoun en Handicap huet, oder och fir déi Leit, déi reklasséiert sinn. An d'Mesure, déi dodrop passt, déi ass de Contrat de réinsertion-emploi, déi ass eréischt säit dem Ufank vun 2016 a Kraaft. Mir hunn also 252 esou Kontrakter ofgeschloss, well déi gëllen natierlech net nëmme fir déi Leit mat Handicap, mä och fir méi eeler Demandeurs d'emploi.

E wichtege Punkt, deen Der net direkt ugeschwat hutt, dat ass... - bon, dach, Dir hutt e scho mam JobBoard ugeschwat -, dat ass d'Informatik an d'Digitaliséierung. D'ADEM hat eng Informatik, déi absolutt vétuste war. Mir hunn also iwwert déi lescht Joren déi Informatik absolutt ugepasst. An den JobBoard ass u sech schonn e Succès. Mir haten 20.000 Kandidaten, säitdeem en op ass, dat heescht, d'lescht Joer hate mer déi schonn um JobBoard, an och 1.050 Employeuren. An Dir kennt also de System, datt den Employeur ka kucke goen: Hunn ech um JobBoard ee mat engem Profill, deen ech sichen? An de Kandidat, dat heescht den Demandeur d'emploi, kann och bei den Employeure kucke goen, wat eventuell en Job ass, deen em konvenéiert. Doriwwer sinn 9.000 Kontakter gemaach ginn. Dat heescht, am Endeffekt gëtt de Kontakt ëmmer nach mat der ADEM gemaach - dee geet net nëmmen tëschent deenen zwee -, mä säitdeem den JobBoard fonctionnéiert, sinn 9.000 esou Kontakter gemaach ginn.

Fir ons ass dat e wichtegt Element, d'Digitaliséierung, d'Informatik auszebauen. Mir mussen och eng ganz Rei Kontakter mat der ADEM kënnen iwwert den Handy lafe loossen, d'Rendez-vousen, mä eventuell och d'Assignatioune geschéckt kréien an esou weider. Dat ass eng nächst Etapp, op déi mer hischaffen. De Portail de l'emploi ass renovéiert ginn. An duerfir läit also d'Prioritéit bei deene Froen.

D'Formatioun, jo, mir wëllen aus der ADEM effektiv och e Weiderbildungsinstrument maachen. Dat ass en Zil. D'Formatioun, déi d'ADEM momentan ubitt, huet en Taux de placement tëschent 62% an 100%.

Ech weess net, wivill Zäit ech nach hunn, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oh, Dir hutt nach zwou Minutten.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Okay.

Ech ka se elo net all opzielen. Ech kann Iech déi awer zoukomme loossen. Mir hunn déi a ganz verschiddene Beräicher. Déi Formatioune ginn ëmmer mat den Entreprisen oder mat de Secteuren definéiert. Zum Beispill eng Formatioun, déi ganz vill Succès huet, dat ass alles, wat um Bâtiment hänkt, wou mer e ganz héijen Taux hunn, bis zu 100%, wou déi Leit, déi duerch déi Formatioune ginn, dann och direkt en Job hunn. Mä fir déi Formatiounen och optimal ze gestalten, hu mer eng Rei Accorde mam House of Training vun der Chambre de Commerce, mat der Chambre des Métiers, mat der Chambre des Salariés, mam INAP, mat dem IFSB aus dem Bau, vun deem ech elo scho geschwat hunn.

D'Formatioun ass Prioritéit, eng grouss Prioritéit fir d'ADEM. Mir hunn 2015-2016 eng Augmentatioun vun 61% bei den Aides à la formation individuelle. Mir hunn, wat d'Formatiounen, déi vun der ADEM selwer organiséiert ginn, betrëfft, eng Augmentatioun vun 11%. Mir sinn elo bei 3.153 Leit, déi duerch esou eng Formatioun gaange sinn. Mir hunn d'lescht Joer 14 nei Formatioune gestart. Déi, op déi mer besonnesch stolz sinn, ass de Fit-4coding, dat heescht, Leit iwwer véier Méint eng Formatioun ze ginn an der Informatik, an der Programmatioun. A mir hunn do en Taux de placement no dräi Méint, deen tëschent 75% an 80% läit. Bon, den Accès natierlech an déi Formatioune si relativ schwéier, mä dat ass en Instrument, wat besonnesch jo och de Besoinen um Aarbechtsmaart absolutt entsprécht. D'Logistik ass en anere Secteur, wou et ganz spezifesch Formatioune gëtt, awer och den Taux de placement ganz gutt ass.

Refugiéen, mäi lescht Wuert. Jo, mir hu momentan 400 Leit, déi de Statut als Refugié hunn, bei der ADEM ageschriwwen. Si hunn net e spezifesche Programm. Si hunn héchstens e Programm, deen haaptsächlech da spezifesch ass, wann et drëm geet, de Leit d'Sprooche bäizebréngen, déi se brauchen, fir hei op den Aarbechtsmaart ze kommen. Mir schaffen awer och mat der Fedil a besonnesch och mam Handwierk zesummen, fir ze kucken, wou Aktivitéite sinn, wou déi Refugiéë kënnen en Job kréien.

Voilà. Dat sinn also eng Rei Äntwerten op Är Froen. Déi lescht Fro: „Musse mer elo en neien Audit maachen, fir ze wëssen, wou mer dru sinn?" D'Reform vun der ADEM ass net eriwwer! D'Reform vun der ADEM ass e Prozess, deen ëmmer erëm muss nei ugefaange ginn. An et ass schonn utile, ze kucken: Wou sti mer? Wou si mer? Wat hu mer erreecht? Wou sinn d'Besoinen, déi nach net erfëllt sinn? Well ech soen net, et wier elo alles 100%eg, mir hunn och nach Problemer, well natierlech och de Passé, deen dréckt ëmmer e bëssen no. Mä ech gesinn elo net de Besoin, fir eng nei Evaluatioun ze maachen. Déi Evaluatioun maache mer permanent - permanent - an dat ass och déi richteg Approche. An ech mengen, et ass och eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir déi eemol hei an der Chamber ze presentéieren, a mir kréien der wahrscheinlech jo nach.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nach eng zousätzlech Fro? Oder sidd Der zefridden?

M. André Bauler *(DP).*- Här President, ech soe villmools Merci. Dat war ganz komplett.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6989, enger Ofännerung vun eisem Code iwwert d'Aarbechtsgesetzgebung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur, den Här Georges Engel, ass scho prett. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wien huet sech net schonn opgereegt iwwer Aussoen, déi een héieren huet, wann Entreprisen e Marché kritt hunn an duerno en sous-traitance aner Entreprisë schaffe gelooss hunn, déi dann awer d'Aarbechtsgesetz net respektéiert hunn, och net d'Aarbechtskonditioune respektéiert hunn, weder d'Sécherheetsnach d'Gesondheetsmesuren um Chantier respektéiert hunn an domadder de Marché u sech verfälscht hunn an och hannergaangen hunn?

Ma, dëse Projet de loi, dee mer haut hei hunn, dat ass de Projet de loi 6989, och „Detachement" bei eis intern genannt, e wichtege Projet mat enger grousser Bedeitung fir eis hei zu Lëtzebuerg an - déi Klammer dierf mer erlaabt sinn - fir meng Partei, a fir mech selwer als LSAP-Deputéierten natierlech och. An ech sinn och iwwerzeegt, dass en heibanne bei all de Parteie grouss Zoustëmmung wäert fannen.

D'Zil sinn de Respekt an de Schutz vun de soziale Rechter, fir déi ze garantéieren an och ze verbesseren, dat ënner anerem am Kader vum Detachement, fir de sozialen Dumping ze bekämpfen an domadder och fir méi eng fair a méi eng loyal Konkurrenz tëschent den Entreprisen ze suergen. Sozialen Dumping, dee fir vill Onmutt a fir vill Ongerechtegkeet responsabel ass an deen et also gëllt, maximal och auszemäerzen.

Wat ass den Ursprong vun dësem Projet de loi? Dat ass eng Direktiv, d'Detachementsdirektiv 96/71 iwwert den Detachement vun Aarbechter, vun Travailleurs am Kader vun enger Prestation de services. Déi gouf ëmgesat an nationaalt Recht duerch d'Gesetz vum 20. Dezember 2002 an duerno och an de Code du travail integréiert. An engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vum 19. Juni 2008 ass dunn nach eng Kéier dëst Gesetz ofgeännert ginn duerch en neit Gesetz vum 11. Abrëll 2010. All dës Bestëmmunge solle sécherstellen, dass Entreprisen an hir Ugestallte kënne bannent der Unioun, mä ausserhalb vun de Landesgrenzen, wou d'Entreprisen hire Sëtz hunn a wou se etabléiert sinn, schaffen, an dat fir eng zäitlech limitéiert Period.

Dobäi mussen d'Ugestallten ënnert den aarbechtsrechtleche Bestëmmunge beschäftegt

ginn, déi am Land gëllen, wuer se detachéiert ginn. Domadder sinn net nëmmen d'Gesetzer gemengt, mä och d'Reglementer oder d'Kollektivverträg. Dat betrëfft zum Beispill déi maximal Aarbechts- an déi minimal Rouzäiten, d'Congéen, de minimale Salaire an d'Bezuele vun den Iwwerstonnen, d'Bestëmmungen an d'Regelungen a Saache Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz, de Schutz vun de schwangere Fraen, deenen, déi grad accouchéiert hunn, oder och deenen, déi nieren, de Schutz vu Jonken op der Aarbechtsplaz an de Respekt vun de Prinzipie vun der Égalité de traitement an de Kampf géint d'Diskriminatioun.

Well et awer ëmmer méi dacks Fäll gouf, wou d'Aarbechtsrecht trotzdeem op déi eng oder aner Aart a Weis ëmgaangen oder net respektéiert gouf, ass et néideg ginn, fir d'Direktiv vun 1996 ze iwwerschaffen. Dat war natierlech keng esou eng einfach Saach an enger Unioun, wou et ganz grouss Ënnerscheeder am Aarbechtsrecht ginn a wou d'Intérête vun de Länner dacks ganz wäit auserneeleien.

Duerfir ass hei och keng ganz nei Direktiv gemaach ginn, mä et ass eng Directive d'exécution gemaach ginn, déi de Länner soll d'Méiglechkeet an d'Mëttele ginn, fir seriö ze kontrolléieren, ob an dass d'Bestëmmunge vun der Direktiv vun 1996 respektéiert ginn, an deementspriechend och Sanktiounen ze huelen, wann dat net de Fall ass, well mir wëssen alleguerten: Mesuren déngen eréischt eppes, wann och Sanktiounen hannendrunhänken.

Déi wichtegst Neierungen, do hunn ech der hei dräi Stéck erausgepickt, déi fir mech emol déi wichtegst sinn. Dat heescht net, dass déi aner onwichteg sinn, mä ech hu mech op déi dräi wichtegst hei limitéiert.

Éischtens, dat ass d'Responsabilitéit vun den Entreprisen an de sougenannten „chaînes de sous-traitance". Dat heescht, eng Entreprise, déi en Optrag huet, an d'Aarbechten oder en Deel vun den Aarbechten en sous-traitance maache léisst, léist sech och domadder net aus der Responsabilitéit lass, wann de Sous-traitant d'Aarbechtsrecht net respektéiert. Dat war bis elo net de Fall a stellt hei e ganz grousse Fortschrëtt am Schutz vun de Rechter vun den Arbeitnehmer duer.

Déi zweet grouss Neierung: Et gëtt eng elektronesch Plattform ageriicht, déi all Prozeduren an d'Kontroll vereinfacht. De Badge social, an deem alleguer d'Donnéeë vun der Entreprise détachante a vum detachéierte Salarié gespäichert sinn, kann iwwert den elektronesche Wee ugefrot ginn, an all d'aarbechtsrechtlech Bestëmmunge ginn op dëser Plattform regruppéiert an och accessibel gemaach. Dat ass e wichtege Service fir d'Entreprisen, awer och fir d'Salariéen.

An dann, d'Lëscht vun den Dokumenter a Piècen, déi d'Entreprise détachante muss liwweren, gouf och à jour gesat, ënner anerem mat dem Relevé vun de geneeë Stonnen, déi geschafft goufen, fir kënnen ze kontrolléieren, ob de Salarié dann och richteg deementspriechend entlount gouf oder gëtt.

Zu deenen anere weideren Neierungen, déi och eng grouss Wichtegkeet hunn, zielt dann och eng verstäerkt administrativ Kollaboratioun tëschent den zoustännegen Instanzen um nationalen Niveau; dann d'Aféiere vun administrative Sanktiounen; d'grenziwwerschreidend Exekutioun vun de Sanktiounen an och den Amenden, an och eng besser Méiglechkeet fir de Salarié, fir eng Plainte ze maachen, wann him onrecht op senger Aarbechtsplaz an deenen heite Secteure gemaach gouf.

An net zulescht, an och dat ass eng ganz wichteg Neierung, d'Méiglechkeet fir d'ITM, fir e Chantier ze stoppen oder fir en zouzemaachen, an dat net nëmmen, wéi bis elo, bei sécherheetsrelevanten oder gesondheetstechnesche Bestëmmungen, mä och elo an dësem Projet de loi hei bei Verstéiss géint aarbechtsrechtlech Bestëmmungen. Dat ass ee ganz grousse Fortschrëtt!

Stéchwuert ITM: D'Inspection du travail et des mines huet eng, wann net souguer déi wichtegst, also d'Haaptroll hei ze spillen. Si brauch duerfir awer méi a besser Moyenen, fir kënnen hirer Aufgab gerecht ze ginn. An an deem Sënn soll een dann och d'Reorganisatioun an d'Modernisatioun vun der ITM gesinn, déi och amgaange sinn an déi och esou solle weidergoen.

En anere wichtegen Aspekt, dat ass, dass déi Bestëmmungen, déi hei an dësem Projet de loi festgehale ginn, net nëmme fir d'Entreprises détachantes zielen, mä och fir déi, déi hei zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, dat konform zum Principe vun der Égalité de traitement.

Hei och dann erëm eng Kéier d'Date vum Projet de loi 6989, deen, wéi de President et richteg gesot huet, eng Modifikatioun vum Code du travail mat sech bréngt an eng Modifikatioun vum Artikel 3 vum Gesetz vum 17. Juni 1994, wat d'Mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises mat sech bréngt. Den Dépôt war den 11. Mee 2016.

Den éischten Avis vum Statsrot war dee vum 11. Oktober 2016. Et waren doranner véier Oppositions formelles gréisstendeels technescher Natur, wou den Text huet missen adaptéiert ginn, wat och dunn an der Kommissioun gemaach ginn ass. Mir hunn Amendementen dunn den 23. November 2016 un de Statsrot geschéckt. An den Avis complémentaire ass dunn den 13. Dezember komm.

D'Chambre des Salariés, déi ass mat enger ganzer Rei vu Punkten aus dësem Gesetz natierlech d'accord, wou et drëm geet, fir d'Rechter vum Salarié ze schützen an auszebauen, kritiséiert awer, dass d'Regierung an hirem Projet de loi net méi wäit geet, wéi d'Direktiv gefuerdert huet. Si soen, et wär eng „transposition minimale".

D'Chambre de Commerce huet en Avis ginn den 22. Juli 2016. A si wéilt u sech d'Responsabilité solidaire limitéiert gesinn op de Secteur vun der Konstruktioun a just vis-à-vis vun de Sous-traitants directs. D'Chambre des Métiers huet den 13. Oktober en Avis ginn a gesäit dat äänlech wéi d'Chambre de Commerce. De Principe de responsabilité conjointe et solidaire geet hir ze wäit. Si proposéiert awer duerfir, d'Sanktiounen eropzesetzen, fir dass se wierklech eng ofschreckend Wierkung hätten.

D'Kommissioun huet sech a véier Reunioune gesinn an iwwert dëse Projet de loi geschwat. A wann Der gär weider Prezisiounen hätt, da kënnt Der dat gären a mengem schrëftleche Rapport vun insgesamt 44 Säite liesen.

Fazit ass, dass dat heiten e wichtege Projet de loi ass fir de Schutz vun de Rechter vun de Salariéen, där detachéierter an där net detachéierter, well dat heite gëllt och fir déi Lëtzebuerger Entreprisen. Et ass e Projet de loi, dee géint Abuse virgeet an och géint den Dumping social virgeet an duerfir u sech sech asetzt fir eng loyal an eng fair Konkurrenz tëschent de Betriber.

Dëse Projet de loi, an dat kënnt Der mer gleewen, steet eis alleguer ganz gutt zu Gesiicht, well e fir en Europa ass, wat net nëmme fir Ekonomie a Wirtschaft steet an d'Avantagë fir si bréngt, mä hei och konkret eng Europe sociale an de Vierdergrond setzt an de soziale Volet hei wierklech virhinner setzt, wou d'Leit eppes dovunner hunn. Ech wär frou, wann dat méi oft de Fall wär!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An als Éischten huet d'Wuert den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Ech soe Merci, Här President. Merci wëll ech dann direkt dem Här Engel soen als Rapporteur an och President vun der Kommissioun vum Travail fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Jo, mir stëmmen haut en Text, wou d'Initiativ op eng Ausféierungsdirektiv vun 2014 zréckgeet. Wann ech soen „Ausféierungsdirektiv", bedeit dat jo, datt eng aner Direktiv där zugronn läit, an dat ass déi sougenannten „Entsenderichtlinn" vun 1996, déi mer - virdrun ass et scho gesot ginn - 2002 a Lëtzebuerger Recht ëmgewandelt hunn a wou mer zu méi engem spéiden Zäitpunkt och nach eng Kéier iwwer e Gesetz eng Rei Ännerunge gemaach hunn.

D'Haaptuleies vun der Direktiv ass et, op där enger Säit de Sozialdumping ze bekämpfen an op där anerer Säit fir eng méi loyal Konkurrenz an der EU ze suergen. Eng verstäerkt Integratioun vun der EU bedeit also net, wéi dat oft gär gesot gëtt oder och duergestallt gëtt, eng Verschlechterung vun de soziale Standarden. Am Géigendeel! An dat ass, mengen ech, och de Meritt vun der Direktiv vun 1996. Et ass drëm gaangen, déi minimal sozial Standarden, déi an engem bestëmmte Land sinn, ofzesécheren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 2014 goufe laut Zuele vun der Europäescher Unioun oder vun der EU-Kommissioun 1,9 Milliounen Aarbechter innerhalb vun der EU detachéiert. Dat ass net näischt. An trotzdeem bleift den Detachement e marginale Phenomeen um europäeschen Aarbechtsmaart.

Wa mer vun Detachement schwätzen, jo, da ginn domadder u sech dräi Phenomeener viséiert. Bon, den éischte Fall ass dee vun engem Betrib, deen am Kader vun engem Déngschtleeschtungsvertrag seng Aarbechter op e Chantier an en anert Land schéckt. Deen zweete Fall ass dee vun engem Detachement innerhalb vun engem Grupp, huele mer hei zum Beispill BNP Paribas, déi en Employé vu Paräis an hir Filial hei op Lëtzebuerg detachéieren. An den drëtte Fall ass dee vun enger Zurverfügungstellung vun engem Aarbechter duerch eng Interimsfirma an en anert Land. Dat sinn déi dräi Situatiounen, déi sech all ënnert dem Sammelbegréff vum Detachement u sech erëmfannen.

D'Grënn vun engem Detachement kënne ganz villsäiteg sinn. Oft spillen déi geografesch Proximitéit eng Roll, d'Käschten natierlech och oder e Manktum un Aarbechtskraaft respektiv qualifizéiertem oder spezialiséiertem Personal. Den Detachement kreéiert Aarbechtsplazen am Heemechtsland an hëlleft awer och an dem Gaaschtland. Duerfir ass den Detachement u sech einfach näischt Verwerfleches.

Et gesäit een also, datt Bannemaart a sozial Rechter u sech kee Widdersproch sinn, mä Hand an Hand ginn. Mir stäerken haaptsächlech d'Rechter vun den Aarbechter, déi op Lëtzebuerg detachéiert ginn, a schützen déi einheimesch Betriber virun deloyaler Konkurrenz aus dem Ausland; eng Win-win-Situatioun also.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll da virun allem engersäits op dat agoen, wat mer an dësem Projet de loi begréissen, awer och op e puer Saachen, wou mer dach als CSV e wéineg Bedenken hunn.

Mir begréissen, datt d'Regierung op de Wee geet, dee schonn u sech d'CSV/DP-Regierung 2002 ageschloen hat, näämlech datt d'Regelen iwwert den Detachement net nëmmen um Bau spillen, mä sämtlech Secteure vun der Ekonomie solle betreffen. Fir den Aarbechter besser ze schützen, féiert d'Direktiv déi sougenannt Responsabilité verticale an. De Rapporteur ass awer och schonn heirop agaangen.

An deem Kontext ass et och net verwonnerlech, datt mer divergent Avise vun deene verschiddene Beruffschamberen hunn. D'Handelskummer an och d'Handwierkerkummer hunn dozou speziell divergent Avise ginn. Wärend d'Chambre de Commerce mengt, dës Responsabilitéitsmechanisme sollte just op de Konstruktiounssecteur applikabel sinn, gesäit d'Chambre des Métiers näischt, wat dergéint schwätzt, datt sämtlech Betriber, egal a wéi engem Secteur se aktiv sinn, sech deenen nämlechte Spillregele musse beugen.

Bon, Madamm Presidentin, wat bedeit dat? Ma dat bedeit ganz einfach, datt den Optraggeber eng Informatiounsflicht géintiwwer vun der Inspection du travail et des mines huet. Dësen huet och d'Verflichtung oder d'Flicht, säi Vertragspartner, soubal e vun der ITM doriwwer informéiert gouf, opzefuerderen zum Beispill, dee legalen oder konventionelle Salaire ze bezuelen. Dës Flichte spillen net nëmmen am Fall vun engem Detachement, mä och ganz einfach, an dat ass och virdru scho gesot ginn, an engem reng Lëtzebuerger Kader. Dat ass zwar laut Direktiv nëmme fakultativ. Mir fannen et awer nëmmen normal, datt hei de Gesetzgeber dës Optioun opléisst.

Sollt den Optraggeber sengen Obligatiounen net nokommen, dann ass hien zesumme mat sengem Vertragspartner haftbar, wat zum Beispill de Salaire oder och d'Cotisations sociales ugeet, a riskéiert och ganz kloer nach eng administrativ Strof.

Positiv ass och ze bewäerten, datt d'Direktiv virgesäit, datt déi national Autoritéit, dat heescht an eisem Fall d'ITM, kann d'Realitéit vun engem Detachement préiwen. Et kann näämlech net sinn, datt e Lëtzebuerger Betrib sech op där anerer Säit vun der Grenz installéiert, néierléisst, ouni awer do eng reell Aktivitéit ze hunn, mä just hei am Land aktiv ass, mä dat do ganz einfach mécht, fir laanscht dee méi héije Mindestloun an eisem Land ze kommen. Och fanne mer et gutt, datt d'Inspektere vun der ITM an Zukunft net nëmme bei Verstéiss géint d'Sécherheets- oder Gesondheetsschutzregelen, mä méi generell bei Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht décidéiere kënnen, e Chantier zouzemaachen. Hei mussen d'Inspekteren uerdentlech geschoult ginn, fir datt d'Moossnamen net disproportionéiert si par rapport zu de festgestallte Verstéiss.

D'CSV begréisst och, datt déi administrativ Strofen, déi vum Direkter vun der ITM kënne gesprach ginn, am Fall vun engem Detachement pro detachéierte Salarié berechent ginn. Gutt fanne mer och, datt am digitalen Zäitalter villes iwwer eng elektronesch Plattform ka gehandhabt ginn.

Dann hu mer awer och, an ech hunn et virdrun ugedeit, eng Rei Bedenken. Mir schreiwen zum Beispill elo jo an dat Gesetz an, datt d'Gewerkschafte Recourse kënnen aleede fir detachéiert Salariéen, ouni datt si vun deenen en explizitte Go kritt hunn. An anere Wierder muss e Lounempfänger sech an Zukunft wieren, wann hien u sech net wëllt, datt en aneren eppes a sengem Numm mécht. Wann dëst eventuell Sënn mécht am Context vun engem Detachement, wou de Salarié riskéiert, iwwert d'Ouer gehaen ze ginn a kuerz drop net méi am Land ass a Schwieregkeete praktescher a finanzieller Natur huet, fir säi Recht anzekloen, da seet d'CSV ganz kloer, da versti mer dat, mä et muss u sech eng Ausnam bleiwen. Et kann einfach net esou sinn, datt een net awer de Jo vun enger Persoun huet, ier een e Recours am Numm vun där Persoun mécht. Dat wëll ech och ganz kloer hei als fréiere Gewerkschaftler soen.

Bedenken hu mer och, wann et drëm geet, d'ITM heimadder ze befaassen. Dat huet näischt mat de Mataarbechter ze dinn, déi momentan an der ITM schaffen. Ech denken, datt déi Leit absolutt hire Soll erfëllen, mä einfach dorënner leiden, datt dëse Betrib net esou opgestallt ass, wéi dat misst sinn, fir all deenen Aufgabe gerecht ze ginn. D'ITM kann näämlech dës Mammutaufgab just stemmen, wa se iwwert déi néideg personell Ressourcë verfüügt, an dat virun allem um Niveau vun enger ganzer Rei vun Inspekteren, déi och op den Terrain ginn.

Madamm Presidentin, an deem Sënn wëll ech och soen, dëst bréngt mech zu engem, jo, dach éischter morosen Ausbléck, wat déi konkret Applikatioun vun där neier Gesetzgebung ugeet. Am Rapport annuel vum Joer 2015 vun der ITM - ben, dee vun 2016 hu mer jo nach net - steet u sech: « (...) prochainement l'ITM devra faire face à un nombre subséquent de départs en retraite, ce qui aura pour conséquence qu'un nombre important d'agents, à savoir 36 devront être recrutés à brève échéance. « Cette problématique de la pyramide d'âge du personnel de l'ITM est le fruit d'une politique de gestion désastreuse des dernières 15 années.» Dat stoung am Rapport annuel vun 2015. An deem steet och, datt u sech d'Bilanz vun den Départs an Arrivéeë bei der ITM e Minus vu ronn aacht Persounen oder vun aacht Persounen opweist.

Datt d'ITM notoresch ënnerbesat ass, wat besonnesch d'Inspekteren ugeet, ass jo spéitstens zanter dem Aarbechtsminister sengem Virstouss vun 2015 bekannt. „E Schëff ouni Kapitän" hat hien d'ITM betitelt. Ech muss awer do soen, datt den Här Schmit jo awer selwer sechs Joer an deem Dossier en charge war! Haut misste mer dann den Titel „e Schëff ouni Inspekteren" oder „mat ganz wéineg Inspekteren" vläicht als neien Titel fir d'ITM hunn.

D'ITM, jo, schreift dann och nach an hirem Rapport annuel vun 2015, datt si à même ass, maximal 10 bis 15 Inspekteren d'Joer auszebilden. Der ITM hir Konklusioune sinn u sech esou, datt dat just duergeet oder emol net duergeet, fir déi Leit ze ersetzen, déi a Pensioun ginn.

Duerfir ass eppes ze befäerten, wat ech iwwregens och schonn - ech mengen, Dir wësst et - an der Kommissioun gesot hunn a kuerz ugeschwat hunn: datt dëst Gesetz zumindest kuerzfristeg - a mengen Aen, an eisen Aen - e Pabeiertiger bleift. De Kampf géint den Dumping social ass also de Moment just, jo, fir politesch Sondesriede gutt! Um Terrain wäert et weider haperen. Ech loosse mech awer gären, Här Minister, enges Bessere beléieren.

Am Rapport vun der ITM geet awer och rieds vun enger neier Inspekteschcarrière, enger Carrière, déi sech soll un där vun der Police an der Douane inspiréieren. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vun eiser Fraktioun ass de Minister Kersch net op eis Fro agaangen. Vläicht kann awer den Aarbechtsminister eis jo dann erklären, ob dat eng Pist ass, déi och vun der Politik gedroe gëtt, a wa jo, wou déi Aarbechten dru sinn.

De Statsrot schreift a sengem Avis: «La réforme à opérer par le projet de loi constituera dès lors un progrès indéniable, même si les mesures contenues n'apportent aucune solution aux problèmes fondamentaux dénoncés par les syndicats et les employeurs nationaux, dans la mesure où les règles de concurrence restent toujours faussées du fait que les salaires, mais aussi les charges sociales, et par conséquent les droits sociaux, sont loin d'être comparables entre les pays de l'Europe de l'Ouest et les pays de l'Europe de l'Est ayant récemment adhéré à l'Union européenne après l'entrée en vigueur de la directive de 1996.»

Ech hunn et schonn ugedeit, ech hat et u sech wierklech ugedeit: Eng éischt Propositioun, déi déi Direktiv vun 1996 soll iwwerschaffen, läit mengen Informatiounen no vir. Hei soll d'Chambre des Salariés jo och schonn en Avis derzou ginn hunn. Vläicht kéint den Här Minis-

ter eis e puer Wuert zum Stand vun dësen Diskussioune soen.

Ech wëll dann och kuerz op e puer Moossname verweisen, jo, déi eis am Kampf géint den Dumping social sécher kéinte virubréngen. D'Chambre des Métiers proposéiert an deem Kontext näämlech eng Rei interessant Pisten. Eng vun deene Pisten ass, datt een am Virfeld vun ëffentlechen Ausschreiwunge préiwe misst, ob auslännesch Entreprisen hir Steiere bezuelen, hir Soziallaaschte bezuelen, hir TVA bezuelen. Domadder kéint ee verhënneren, datt eis inlännesch Betriber, déi hire Flichte gewëssenhaft nokommen, duerch deloyal Konkurrenz aus dem Ausland benodeelegt géife ginn. Do hëlleft natierlech d'Detachementsgesetzgebung net, well déi u sech eréischt zum Droe kënnt, nodeem datt d'Ausschreiwung getätegt ass an nodeem datt de Projet dann an d'Realitéit ëmgesat gëtt an d'Leit detachéiert ginn.

Zweetens: Betriber, déi hire soziale Flichten net nokommen, an dat zu widderhuelter Kéier, solle kënne ganz einfach vun enger Ausschreiwung ausgeschloss ginn. Ech denken, jo, datt dat awer wichteg Usätz sinn, fir dem Sozialdumping op d'Schléch ze kommen.

An deem Sënn, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wëll ech duerfir ofschléissend awer kloer soen, datt mir als CSV dëse Projet de loi wäerte stëmmen. Ech ginn also domadder den Accord vun eiser Fraktioun zu engem Gesetzesprojet, deen eis soll géint Sozialdumping an deloyal Konkurrenz schützen. De System steet a fält natierlech, esou wéi ech dat scho gesot hunn, mat deem, wéi d'Inspection du travail et des mines kann intervenéieren. Nëmme wa si capabel ass, déi néideg Kontrollen ze maachen, kann dëst Gesetz eis och um Terrain wierklech e Schratt weiderbréngen.

An deem Sënn, Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Sozialdumping ass kee Kavaléiersdelikt! Et ass de bewosste Versuch, fir geltend Aarbechtsrecht ze ëmgoen an d'Sozialversécherungen ze beducksen. Salariéen, déi hei liewen a schaffen, solle géint Salariéen, déi detachéiert ginn, ausgespillt ginn. Dat féiert zu Ausbeutung an onfairer Konkurrenz.

Et kann ee sech awer kee Bannemaart virstellen ouni gläich Rechter fir all Salarié fir eng gläichwäerteg Aarbecht. Dat fräit Spill vun der Konkurrenz ass net denkbar, jo, et gëtt zur Farce, wann net gläichzäiteg d'Rechter vun de Salariéen an den Entreprisë geschützt ginn. Am Fall, wou ee sech net un d'Spillregelen hält, musse Verstéiss entspriechend sanktionéiert ginn. Dat gesäit de virleiende Gesetzesprojet, de Rapporteur huet et gesot, vir.

D'Direktiv „Détachement" huet, wéi de Rapporteur et ganz richteg a sengem Bericht geschriwwen huet, eng duebel Zilsetzung: Et geet engersäits drëms, déi detachéiert Salariéen an hir Rechter besser ze schützen, an anerersäits eng loyal Konkurrenz tëschent de Betriber an der Europäescher Unioun ze garantéieren.

Den éischten Objectif ass ganz staark mam zweete verbonnen! Wéini entsteet eng Concurrence déloyale am Kader vum Detachement? Dat ass de Fall, wann detachéiert Aarbechter als bëlleg Aarbechtskraaft ausgebeut ginn a fir en Apel an e Stéck Brout schaffe mussen. Dat ass de Fall, wann irresponsabel Patrone sech en illegitimme Virdeel par rapport zu der Konkurrenz verschafen, ze verschafe versichen.

Et ass d'Problematik vum sougenannten Dumping social, déi a ganz Europa an och hei zu Lëtzebuerg eng traureg Realitéit ass. Virun allem de Bau-, de Botz- an och de Logistiksecteur sinn dem Risiko vum Dumping social ausgesat. Et sinn dacks Aarbechter, déi frësch an d'Land kommen, déi Affer vun deem Dumping kënne ginn, Aarbechter, déi keng vun eise Sprooche schwätzen an dofir och net genuch iwwer eis Legislatioun informéiert sinn.

Et gëtt wéineg Punkten, wou d'Patronat an d'Gewerkschafte sech esou eens sinn, wéi bei dëser Problematik: De sozialen Dumping schuet letztlech jiddwerengem, deene betraffenen Aarbechter an den éierleche Betriber, déi sech un d'Spillregelen halen. De Phenomeen vum Dumping social am Allgemengen an d'Schwaarzaarbecht am Spezielle schueden a leschter Konsequenz och a grad dem Steierzueler, also dem Stat an engem dach erhiefleche Mooss.

Mir schwätzen also haut vun enger Problematik, déi eigentlech jiddweree vun eis betrëfft. Net fir näischt huet d'Handwierkerfederatioun sech schonn am Abrëll 2015 vum Sozialdumping distanzéiert. Ënnert dem Titel „Sozialdumping gefährdet Unternehmen und Arbeitsplätze" schreiwen hir Verantwortlech folgend Sätz: „Der Respekt der in Luxemburg geltenden Sozialstandards und der Kollektivlöhne ist in den Augen des Handwerks die Grundvoraussetzung für faire Konkurrenzbedingungen. Gerade Handwerksbetriebe, die auf qualifizierte und motivierte Mitarbeiter angewiesen sind, haben ein großes Interesse an fairen und stabilen Arbeitsbedingungen". Enn vum Zitat.

Fir d'DP steet op alle Fall fest, datt ee fir déi nämlecht Aarbecht deen nämlechte Loun muss bezuelt kréien, „nämlecht" am Sënn ze verstoen, datt och de Salaire vun engem detachéierten Aarbechter den aarbechtsrechtleche Bestëmmunge gerecht gëtt, y compris dat, wat iwwert d'Kollektivvertrag geregelt ass. Et gëllt, mat alle Mëttel déi negativ Effekter vun eventuelle Rabatter op Léin ze vermeiden, souwéi all Forme vu Mëssbrauch a Gefuddels bei de soziale Cotisatiounen.

Méi streng Regelen am Kader vum Detachement si wichteg a richteg, mä wéi esou dacks si méi streng Regelen nëmme wéineg wäert - och mäi Virgänger oder mäi Virriedner sot dat -, wann d'Anhale vun dëse Regelen net op eng wierksam Aart a Weis kontrolléiert gëtt a Verstéiss net konsequent sanktionéiert ginn.

Dat gëllt net nëmme fir den Detachement, well, kommt, mir maachen eis näischt vir: Et gëtt och ausserhalb vum Detachement Mëssbräich an Aarbechter, déi net dee Loun bezuelt kréien, dee si zegutt hätten! Et héiert een och geleeëntlech vu Fäll, wou e groussen Deel vum Salaire direkt agehale gëtt, fir de Logement an d'lessen ze bezuelen. Wann een dann iwwerhaapt vu Logement schwätze kann! Do gi Leit gezwongen, an aarmséilege Behausungen ze liewen. Et huet ee souguer héieren, Aarbechter hätten am Réibau vun engem Appartementshaus musse schlofen!

Madamm Presidentin, d'ITM kritt mat dësem Gesetz nei Mëttel zur Verfügung gestallt, déi mer ausdrécklech begréissen; virun allem d'Zoumaache vun engem Chantier no der Feststellung vun Infraktioune géint dat geltend Aarbechtsrecht. Dat ass e wesentlecht Instrument.

Wa mer effikass Kontrolle wëllen, brauche mer also eng handlungsfäeg ITM. Bis ewell war d'ITM e Pabeiertiger. Si konnt bis ewell nëmmen Infraktioune feststellen a se dann un de Parquet weiderleeden. De Parquet konnt dann eng Prozedur, dacks eng schwéierfälleg Prozedur, an d'Wee leeden, déi Jore gebraucht huet, bis en Uerteel konnt gesprach ginn.

Fir awer kënnen effikass ze schaffen, fir um Terrain kënne gefaart ze ginn, mussen der ITM Zänn wuessen. An dofir brauch se méi Mëttel a méi Leit. Leit, déi ausgebilt sinn; Inspecteurs du travail, fir se richteg ze betitelen. 2015 goufen där insgesamt 14 agestallt. Den Direkter vun der ITM, den Här Boly - an engem Interview am „Lëtzebuerger Land" konnt een dat noliesen - peilt der 200 an zéng Joer un, fir datt d'ITM wierksam schaffe kéint. Dës Leit mussen eng spezifesch Formatioun kréien, fir hirer komplexer Kontrollmissioun gerecht ze ginn. An dat brauch natierlech Zäit. No jorelaangem Ofwaarden huet d'Ëmstrukturéierung vun der ITM ugefaangen a si muss natierlech och elo konsequent weidergefouert ginn.

Mir sinn eis bewosst, datt déi Leit, déi Inspecteurs du travail, déi gesicht ginn, net einfach kënnen aus dem Hutt gezaubert ginn. Den Nicolas Schmit huet dësen Dossier elo an Ugréff geholl. „Mat Retard", soen d'Kritiker; ma ëmmerhin, den Nicolas Schmit an d'Regierung hunn d'Problematik erkannt a kenne genee d'Erausfuerderungen, déi op d'ITM an enger ëmmer méi komplexer Aarbechtswelt waarden.

Och d'Aféierung vun administrative Strofen ass e grousse Fortschrëtt par rapport zur aktueller Situatioun. Verstéiss musse séier bestrooft kënne ginn a mussen och wéidoen. Wann ee keng Konsequenzen ze fäerten huet, dann hält ee sech net un d'Regelen. Dat stécht an der Natur vum Mënsch an dat ass och hei net anescht.

Doriwwer eraus drängt sech fir eis als Demokratesch Partei eng méi breet Zesummenaarbecht tëschent de Verwaltungen op, déi ënnerschiddlech Kompetenzen hunn. Dir kennt se alleguer: Nieft der ITM sinn dat d'Douane, de Parquet, d'Police, d'Santé, d'Sécurité sociale an och d'Buergermeeschteren.

Déi eenzel Schrauwen am System mussen aneegräifen. Nëmmen an enker Concertatioun léisst sech de sozialen Dumping wierksam bekämpfen. Dofir ass et och gutt, datt eng Rei vu staatleche Verwaltungen an d'Kontrolle vun der ITM agebonne ginn, associéiert ginn, denke mer un d'Direktioun vun der Immigratioun, denke mer awer och un d'Bauverwaltung an un d'Bâtiments publics.

En anere Problem, dee mat dësem Projet de loi geléist soll ginn, Madamm Presidentin, dat ass hei d'Responsabilitéit vun de Firmen an der Kette vun enger oder méi Sous-traitancen. Et kann net sinn, datt een all Verantwortung ofgëtt, wann een en Optrag iwwert d'Sous-traitance ofwéckelt an een oder méi Sous-traitanten dann d'Spillregelen net respektéieren. Et huet een och als Betrib eng Verantwortung, derfir ze suergen, datt déi Firmen, mat deenen een zesummeschafft, sech un d'Gesetzer halen! Wann e Sous-traitant eng qualitativ schlecht Aarbecht mécht, da wëllt jo och kee méi mat deem zesummeschaffen. Dofir ass de Prinzip vun der sougenannter vertikaler Responsabilitéit ze begréissen.

Natierlech hunn och de Stat an d'Gemengen als grouss Optraggeber hir Verantwortung ze droen. An Zukunft soll et méiglech sinn, sozial Kritären an déi ëffentlech Ausschreiwungen ze setzen. Mä firwat net e Schratt méi wäit goen an Entreprisen, déi e puermol géint d'Aarbechtsrecht verstouss hunn, fir eng bestëmmten Zäit ganz vun ëffentlechen Ausschreiwungen ausschléissen?

Ech sinn och frou, datt den Här Nohaltegkeetsminister hei präsent ass nieft dem Aarbechtsminister. Ech denken, datt hei dëse Sujet souwuel hie wéi och den Aarbechtsminister natierlech selwer concernéiert.

Ech wëll elo net an den Detail vun de Moossname goen. De Rapporteur huet dat scho gemaach. Wichteg ass fir eis, datt dëst Gesetz de Wee fräi mécht fir eng strikt Chancëgläichheet op eisem nationale Maart, déi souwuel den éierleche Betriber wéi och de Salariéen, ob detachéiert oder net, zegutt kënnt. Mir akzeptéieren net, datt duerch eng regelméisseg Concurrence déloyale souwuel d'Rechter vun eise Betriber wéi och d'Rechter vu ville Salariéen a Fro gestallt ginn.

De Schued, deen onéierlech Patronen duerch Loundumping uriichten, ass dacks ganz héich. Duerch si kënnen aner Betriber, notamment bei ëffentlechen Ausschreiwungen, e kloren Nodeel hunn. Jo, hir Existenz kann um Spill stoen. Esou gesinn, ass de Loundumping en Jobkiller.

Mir als Demokratesch Partei wëllen eng fair Konkurrenz. Dat bedeit och, datt all klengen a mëttelgrousse Betrib e besonnesche Schutz genéisse muss, fir datt en iwwerliewe kann. Et ka jo net sinn, datt onfair Patrone mat onfaire Methoden a Bezuelungen dëse Betriber de Botter vun der Schmier huelen. Hei geet et schliisslech och ëm de Respekt vu mënschewürdegen Aarbechtskonditiounen.

Awer fir eis Liberaler steet de fräien a verantwortungsvolle Mënsch am Mëttelpunkt. Loosst mech an deem Kontext e Passage aus eisem Grondsazprogramm zitéieren, un deen de Gusty Graas, eise fréiere Fraktiounssekretär, mech an de leschten Deeg eemol erënnert huet: „Freiheit bedeutet Vielfalt der Ideen und Wettbewerb in einem freien Markt. Dabei steht der Mensch im Mittelpunkt: Sein Wohlergehen muss Ziel des Wirtschaftens auch in einer globalisierten Welt sein." An e bësse méi wäit steet do ze liesen: „Blinde Profitsucht ohne gesellschaftlich dauerhafte Zielsetzung bringt keinen Fortschritt."

Dat ass esou treffend an eisem Grondsazprogramm formuléiert, datt een deem och näischt méi bäizefüge brauch. Mir begréissen also d'Ëmsetzung vun der Direktiv „Détachement" an eist nationaalt Recht.

An ech däerf dann och, Madamm Presidentin, fir meng Fraktioun den Accord fir dëse Gesetzesprojet ginn, ouni awer ze vergiessen, dem Kolleeg Georges Engel, dem Rapporteur, fir säi komplette schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Bauler. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen.

Plusieurs voix.- Nee, nee, nee.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Nee? Uh, entschëllegt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo hat ech bal en Häerzinfarkt kritt.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir och!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Entschëllegt. Den Här Anzia. Et sinn Intendance-Problemer op menger Lëscht. Den Här Anzia huet d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll dem Här Gibéryen natierlech nach e bëssen Zäit loossen, fir eben dann an de Fong vun der Virbereedung nach vläicht weider anzegoen.

Ech soen dem Rapporteur e grousse Merci, dem Georges Engel, deen e ganz detailléierte schrëftleche Rapport gemaach huet an och en ausféierleche mëndleche Rapport. Ech wäert och probéieren, all déi Saachen, déi vu menge Virriedner gesot si ginn, net alleguerten opzegräifen. Ech soen awer och de Mataarbechter vun der ITM e Merci, déi ech nach relativ kuerzfristeg um Télefon hat, fir eben och déi lescht Zuele vum Detachement ze kréien.

De Projet de loi, dee mer haut hei debattéieren, iwwert den Detachement - Detachement: Entsendung oder Posting vun Aarbechter - ass e wichtege Projet, deen a sech d'Grondregele vun der EU jo betrëfft, an zwar d'fräi Zirkulatioun vu Wueren a Leit an Déngschtleeschtungen. An dëse Projet de loi soll natierlech och, wéi de Virriedner ganz richteg gesot huet, géint de sozialen Dumping wierken, well dëse Projet de loi eiser Meenung no, der grénger Meenung no, och gutt fir de Salarié ass. En ass och gutt fir den Handwierker, en ass gutt fir d'Betriber.

Den Detachement vun Aarbechter, dee geet awer an zwou Richtungen: Déi éischt, dat ass déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg. An déi stinn och ënnert dem Contrôle vun dësem Detachementsgesetz, vun der ITM. An déi zweet, déi geet vu Lëtzebuerger Firmen an d'Ausland. An do ginn ech e bësse méi spéit drop an, just fir dass een e bëssen en Zueleverglach huet. An do leien a sech d'Zuele vun der Sécurité sociale vir.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech kommen also zu där éischter Grupp vun Detachement: aus dem Ausland op Lëtzebuerg. D'Zuelen hei aus de Rapporten 2014-2015 respektiv déi nei Zuelen 2016, wou de Rapport nach aussteet, déi sinn awer scho relativ beandrockend, och wann een d'Entwécklung vun dësen Zuele kuckt.

2014 hate mer am Detachement zu Lëtzebuerg ronn 39.000 Salariéen; 2015 der 66.000; 2016 81.000. Dovu betraff - an deen Zouwuess ass awer net esou riseg - vun Entreprisen: 2014 mat 2.300 Entreprisen; 2015 2.500 Entreprisen; 2016 der 2.700. Wou déi Zuel awer ze erklären ass, wou déi méi Salariéen hierkommen, dat ass, wann een d'Deklaratioune kuckt, déi déi Entreprisen hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Déi gi vun 2014 vu ronn 12.000 op 2016 op 26.800 Deklaratiounen erop. Dat sinn also ganz, ganz vill Aarbechter, déi hei betraff sinn. An dofir ass dëst Gesetz, dat mer de Mëtteg hei debattéieren an och hoffentlech zesumme stëmmen, esou wichteg.

Ech setze just nach eng Kéier déi Zuele mat de Statistikzuele vun 2015 e bëssen an de Verglach. Ech hat gesot, 2015 ware 66.000 Salariéen am Detachement. Wann ech dat vergläiche mat den Zuele vum Marché d'emploi, dann hate mer 2015 405.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn. An dovu waren der 160.000 Salariéen. Mir hunn also do e ganz grousst Verhältnis vu 66.000 zu 162.000 Frontalieren, déi hei schaffen. Dat sinn also ganz vill Leit, déi am Detachement hei zu Lëtzebuerg ënnerwee sinn.

An dofir, mengen ech, ass et och gutt a richteg, dass elo d'Obligatioun agefouert gëtt duerch d'Gesetz, dass de Badge social muss genotzt ginn. Dat vereinfacht villes. De Badge social, ech komme ganz kuerz drop zréck, dat ass a sech eng Fiche, déi ausgestallt gëtt pro Salarié, an zwar andeem dass déi Firmen um „e-Détachement", engem Internetsite vun der ITM, eng Deklaratioun maachen.

Ech mengen, domat ass also och ganz kloer d'ITM an der Neizäit 4.0 ukomm. Dës Plattform, déi erméiglecht et deenen Entreprisen also ganz einfach, dass se kënnen hiren Detachement deklaréieren. De Badge gëtt ausgestallt an dee weist pro Salarié aus, wien den Aarbechter ass, wien déi Sociétéit ass, déi en da beschäftegt, wat fir e Chantier et ass a wéi d'Durée vun deem Detachement ass. Also ganz vill Donnéeën, déi der ITM zouspillen, an en plus gëtt ganz einfach dee Badge social per QR-Code op enger Tablett gescannt, an da brauch een net vill Paperassë matzeschleefen.

An de Badge social, dee schonn 2014 - op jidde Fall do hunn ech en an der Statistik erëmfonnt -, spéitstens dunn agefouert gi war, ass och gutt ugeholl gi vun den Entreprisen. 2014: Vun zirka 11.000 Operatioune sinn där ëm 7.000 iwwert de Badge social elo schonn ofgedeckt gewiescht. Dat waren also e bësse méi

wéi 60%. Dofir, wann dat elo per Gesetz agefouert gëtt, dann ass et och, mengen ech, vill méi einfach fir d'ITM, déi Kontrollen ze maachen.

Ech kommen awer nach eng Kéier op deen zweete Volet zréck, deen den Detachement betrëfft, an dat ass deen, deen net iwwert d'ITM ofgedeckt ass, mä iwwert d'Sécurité sociale. Dat ass dee vun de Lëtzebuerger Firmen, déi am Ausland schaffen. An do hunn ech de Rapport hei virleien. Bon, deen ass iwwert d'Joer 2015. Dat sinn a sech déi Zuele vun engem bestëmmten Dokument A1, dat d'Sécurité sociale op d'EU dann ebe mellt. Dat ass den „Posting of workers", deen ass gemaach ginn am Dezember 2015.

A ganz interessant: Do si mir als Lëtzebuerger zweemol de Spëtzereider an Europa - a relativen Zuelen -, an zwar eng Kéier an de relativen Zuele mat 20,7%, steet hei am Rapport, vun deenen, wou a sech Leit higesant ginn. Dat wieren also zirka 80.000 Salariéen, déi a sech vu Lëtzebuerg aus da géifen an d'Ausland gesant ginn.

Da si mer awer och nach eng Kéier Spëtzereider bei den „receiving member states", dat heescht déi, déi a sech op Lëtzebuerg detachéiert ginn. An dat wieren 9%, ongeféier da 35.000 Salariéen.

Dat deckt sech ongeféier mat de Statistike vun der ITM. Et muss ee wëssen, déi heiten Zuelen, déi ech genannt hunn, dat huet näischt mat der ITM ze dinn, mä awer trotzdeem, dann huet een eng Gréisstenuerdnung vun deene Salariéen, déi och vu Lëtzebuerg aus an d'Ausland ginn. An dofir ass et esou wichteg, dass den Detachement op EU-Niveau geregelt ginn ass, well en an zwou Richtunge geet. An dofir soll och den Dumping social natierlech an déi zwou Richtungen och betruecht ginn.

D'Kontroll duerch d'ITM, ech hat et scho gesot: Iwwert dee Badge social, iwwert dee QR-Code ass dat relativ einfach ze kontrolléieren. An ech ginn natierlech och gär menge Virriedner recht, dass et wichteg ass, dass entspriechend d'ITM och Inspektere bäikritt, wou mer an der Kommissioun awer och ganz kloer gesot kritt hunn, dass 2016 därer 14 rekrutéiert gi sinn an och 2017 nach eng Kéier 4 Inspecteurs du travail géife rekrutéiert ginn.

An et ass och gesot ginn, dass et net duergeet mam Wëllen, deen den Här Minister Schmit eben och ganz kloer ausgedréckt huet, fir ze rekrutéieren iwwert d'ITM, mä da muss een och déi Kandidate fannen, déi déi Eegenschaften hunn. A wann dee Chiffer, deen och do genannt ginn ass, korrekt ass, dann huet een do en Taux de réussite vu 25% vun deene Leit am Concours. Da weess jo och jiddwereen, wou déi Problematik och hierkënnt, fir dass eben déi entspriechend Leit do kënnen agestallt ginn!

D'ITM kritt hei nei Aufgaben. Si muss a sech ënner anerem och déi Gesamtbewäertung maache vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen, an Zesummenaarbecht mat den Administratiounen aus deenen aneren europäesche Länner. An ech mengen, do kommen zousätzlech Aarbechte bäi, an dofir ass et wichteg, dass se sech och entspriechend ka personell korrekt opstellen.

Fir de Résumé vu menger Interventioun ze maachen: Dëse Projet de loi ass eng wichteg Moossnam géint den Dumping social, gutt fir d'Salariéen, gutt fir d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg. D'ITM kënnt aus dem Postkutschenalter an der Neizäit un, mat dem Badge social. D'Kontrolle gi méi einfach.

An ech mengen, dat wier et. An domat ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Anzia, deem ech awer wëll soen, dass en net vun der Presidentin vergiess gi war.

(Interruption)

Dann, deen nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll virop och dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem dach awer wichtege Projet de loi, dee mer haut de Mëtten hei iwwert den Detachement diskutéieren an och wäerten ofstëmmen.

Ech mengen, et steet eisem Parlament gutt zu Gesiicht, datt mer am Fong bei esou engem Gesetz eng relativ Unanimitéit heibannen hunn an datt mer alleguer iwwerzeegt sinn, wéi wichteg datt esou e Gesetz wéi dat heiten ass. Et ass sécherlech net an all Parlament, wou dat de Fall ass. An duerfir solle mer ëmsou méi frou sinn, datt mer hei am Parlament awer praktesch a Gesetzer wéi deem heiten ëmmer eng grouss Majoritéit, wann net souguer eng Eestëmmegkeet, fannen.

Et geet drëm, sozial Rechter iwwert d'Grenzen ewech ze garantéieren a wa méiglech och nach auszebauen. Et geet drëm, de sozialen Dumping iwwert d'Grenzen eraus ze bekämpfen. An et ass scho gesot ginn: Wa mer vun enger Bekämpfung vum sozialen Dumping schwätzen, dann ass dat net nëmme fir d'Salariat wichteg, mä et ass och, fir déi Entreprisen, déi sech un d'Gesetzer halen, déi sech un eis sozial Bestëmmungen halen, déi sech un d'Kollektivverträg halen, fir déi ze schütze vis-à-vis vun enger deloyaler Konkurrenz.

Et ass also fir déi zwou Säite wichteg, datt mer esou gesetzlech Bestëmmunge maachen. Duerfir ass et och wichteg, well dat muss kontrolléiert ginn, datt mer d'ITM ausbauen a se en mesure setzen, fir iwwerhaapt kënnen déi Kontrollen ze maachen.

De Kolleeg Gérard Anzia huet elo grad hei d'Zuele genannt vun deene Leit, déi do drënnerfalen, an dat sinn der vill. A wa mer wëssen, wéi vill Leit do drënnerfalen, da wësse mer och, datt deementspriechend Kontroll muss gemaach ginn. Well dat do sinn am Fong déi Fäll, wou d'Kontroll vill méi wichteg ass wéi bei deene Leit, déi hei an normale Betriber schaffen, déi sech an der Regel un hir Gesetzer an un d'Bestëmmungen halen. Do ass de Risiko, datt abuséiert gëtt, net gradesou grouss wéi deen, dee grad bei deene Betriber oder zum Deel bei dëse Betriber läit. Duerfir ass et och wichteg, datt de Badge social ausgebaut gëtt, wat eng Kontrollfonctioun besser erméiglecht.

Et ass och wichteg, datt mer en administratiivt Netz schafen, wou alleguer déi Entreprisen, an ech schwätzen do virun allem vun deenen, déi hei an d'Land kommen, och emol liicht d'Moyenen hunn, fir relativ liicht ze kucken, wéi eis Gesetzer hei am Land sinn, ob mer Kollektivverträg hunn, déi am allgemengen Interessen erklärt sinn, fir datt déi och kënnen applizéiert ginn a fir datt an deene Secteuren oder Branchen, wou mer keng esou Kollektivverträg hunn, wou da reng déi gesetzlech Bestëmmunge spillen, dann och eben déi Rechter do kënnen nogesicht ginn.

Et ass virdrun och hei ugeschwat ginn, dat hei am Fong d'Gewerkschaften e gewëssent Recht kréien, fir ze intervenéieren, ze kloen, och wann déi Leit net onbedéngt - ech wëll emol net soen - Member sinn, mä net en Optrag ginn hunn. Doriwwer kann een natierlech diskutéieren, wann enger Gewerkschaft eppes zu Ouere kënnt, wat net richteg fonctionnéiert, ob se dann däerf intervenéieren an deem sengem Numm, ouni datt se den Optrag kritt huet. Ech géif mengen…

De Minister wénkt Neen, mä et ass virdrun awer esou duergestallt ginn. Da kréie mer et vum Minister herno genau erklärt, wéi et hei am Gesetz gemengt ass.

Mä op där anerer Säit wëll ech awer soen, datt ech awer och domadder net direkt e Problem hätt. Ech hätt net direkt e Problem domat, well hei schwätze mer jo virun allem vu Leit, déi an der Regel a Betriber sinn, déi hei op de Marché kommen a wou déi Leit regelrecht ausgebeut ginn. Mir schwätzen hei ganz dacks vun aarme Schwäin - et ass virdrun och hei gesot ginn, ech mengen, et war de Kolleeg André Bauler -, vu Leit, wou mer wëssen, déi, wat d'Wunnen ubelaangt, eppes ofgehale kréien, fir ze wunnen, fir ze liewen, déi ënnerdréckt sinn, déi quasi an enger Ofhängegkeet si vun enger Entreprise, fir iwwerhaapt selwer a mat hirer Famill kënnen ze iwwerliewen, an déi dann och eng relativ grouss Angscht hunn, fir sech iwwerhaapt do dergéint ze wieren, well se fäerten, si hätten da guer näischt méi.

An ech mengen, wa mer an esou enger Situatioun sinn, da soen ech, dann däerft et fir mech net nëmmen e Recht si vun enger Gewerkschaft, wa se dat gewuer gëtt, fir dann ze intervenéieren, dann ass et souguer fir mech eng Flicht, fir dann ze intervenéiere fir déi Leit, déi selwer net à même sinn, déi komplett ausgebeut ginn, déi net à même si selwer an Angscht hunn, fir selwer ze intervenéieren, datt een aneren an hirem Numm dann awer déi Moossnamen a Bewegung brénge léisst, déi dach awer wichteg sinn.

Wa mer dat Gesetz hei maachen, da musse mer wëssen, datt et e Gesetz ass, wat a sengem Zil gutt ass a wat fir jiddweree gutt ass, fir d'Entreprisen a fir d'Salariat, wou jiddweree sech muss un déiselwecht Spillregelen halen. Well hei si jo am Fong, wéinst deenen, déi sech net heirunner halen, do si jo am Fong déi Salariéen déi Domm, déi selwer an deem Betrib schaffen. Déi Domm sinn déi Betriber, déi sech un d'Gesetzer an d'Bestëmmungen halen an déi Domm sinn dann och déi aner Salariéen, déi wuel richteg bezuelt ginn, mä et ass net nëmmen eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun de Betriber, mä et ass och eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun deem anere Salariat. Duerfir hu mer alleguerten Intérêt drun, datt d'Spillregele fir ee wéi fir deen aneren déiselwecht sinn.

Mir kritiséieren dacks Europa an ech mengen, ee vun de Punkten, wat mir och als Partei ëmmer soen, dat ass, datt Europa net däerf den Uschäi ginn, deen et huet, datt et nëmmen do ass fir déi multinational Konzerner, datt et nëmme fir d'Lobbyisten do ass, mä mir mussen e soziaalt Europa kréien. An e soziaalt Europa ass do, wou mer och dann derfir suergen, datt net en Dumping social an Europa stattfënnt, wou net dat eent Salariat géint dat anert ausgespillt gëtt, wou et net op Käschte vun deenen Äermste geet, mä wou mer Mindeststandarden an Europa abauen.

Duerfir plädéiere mir och ëmmer derfir, datt mer missten an Europa e soziale Mindestloun kréien, dee wuel net kann an engem Land si wéi an deem aneren, mä wou d'Kritären, wéi misst e soziale Mindestloun berechent ginn, missten uniformiséiert ginn. A mir hätten alleguerten en Intérêt drun.

Et komme jo lues a lues ëmmer méi Länner op de soziale Mindestloun. An och an deene Länner, wa mer eis un déi Debatten erënneren an Däitschland, wou dunn och gesot ginn ass, da géif déi däitsch Ekonomie komplett zesummebriechen, wa se géifen e Mindestloun aféieren, ass et de Contraire, dee mer haut feststellen, well d'Leit sozial ofgeséchert ginn, si kréien hir Famill erniert. An do ass dee Mindestloun beileiwen net héich an Däitschland, mä dat ass och Geld, wat der Ekonomie, der nationaler Ekonomie integral zeguttkënnt, well dat si Leit, déi kafe sech keng Jachten an Haiser op der Côte d'Azur mat hirem Mindestloun, mä déi si frou, wa se eppes hunn, fir ze iwwerliewen.

An dat kënnt der nationaler Ekonomie direkt zegutt, soudatt mer och sollen an Europa bestrieft sinn, europawäit esou sozial Mindestnormen, esou sozial Mindestléin anzeféieren. Dat ass am Intérêt vun deene Leit an et ass ënnert dem Strëch och am Intérêt vun eis. An et wier, wéi virdru gesot, och am Intérêt vun Europa selwer, well doduerch géif ee fir d'Leit erëm méi Glafwierdegkeet an dat Europa kréien, well jiddwereen Eenzelne géif gesinn, datt dat Europa och fir den normale Mënsch do wier.

Dat gesot, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Gibéryen. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, et ass net déi éischte Kéier, datt mer hei an der Chamber iwwert den Detachement schwätzen. An ech hoffen, datt et och net déi leschte Kéier ass. Well dat huet säi Grond, datt mer iwwert den Detachement schwätzen, well et en zentraalt Element ass vum europäesche Bannemaart an domadder vun der europäescher Konstruktioun.

An enger EU vun der fräier Zirkulatioun vu Wueren, Kapital, Déngschtleeschtungen a Persoune bedeit dat, datt deelweis ganz verschidde Regimmer vu Léin, Aarbechtszäiten a soziale Normen, wéi se an deenen eenzelne Länner existéieren, matenee konkurréieren. A si riskéieren, duerch déi Konkurrenz zu Sozialdumping ze féieren, also zu enger infernalescher Spiral no ënnen, déi mëttelfristeg de Schutz vun alle Salariéen ze ënnergruewe riskéiert.

Duerfir sollt d'Direktiv „Détachement" vun 1996 e minimale Kader setzen, fir déi gréissten Abusen ze vermeiden. Bei der Emsetzung 2002 an nationaalt Recht ass versicht ginn, Schutzbestëmmungen, déi fir lëtzebuergesch Salariéë gëllen, och fir detachéiert Salariéë gëllen ze loossen, dat heescht och déi integral Upassung vum ganze Salaire un d'Inflatioun.

Mä mir kennen d'Geschicht! 2008 huet den Europäesche Geriichtshaff Lëtzebuerg op deene Punkte veruerteelt an 2010 ass d'Gesetz geännert ginn opgrond vun deem Arrêt an zuongonschte vun den detachéierte Salariéen an domadder natierlech och indirekt zuongonschte vun de Salariéen iwwerhaapt hei am Land.

Dëst weist, wéi wéineg verankert a wéi wéineg selbstverständlech de soziale Schutz an den Texter vun der EU am Moment ass. Dorunner ännert och dëst Gesetz näischt.

Mä zanter 2014 ass eng Direktiv a Virbereedung, déi am Mäerz 2016 och virgestallt gouf, déi besonnesch deenen dote Situatioune Rechnung droe soll. Dës Direktiv hänkt am Moment an der Prozedur, notamment well besonnesch rietsliberal Länner versichen, dës ze blockéieren. D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt déi nei Direktiv. A mir begréissen dat och.

Dësen Text orientéiert sech also net un där neier, verbesserter Detachementsdirektiv vun 2016, mä un der Directive d'exécution vun 2014, déi bestëmmten Elementer vun der aler Direktiv clarifiéiert. An et ass gesot ginn: D'Regierung huet heiranner och e gewëssene Retard, wat natierlech net ganz angeneem ass, wann ee verschiddenen anere Länner seet, datt se wann ech gelift awer déi nei Direktiv sollte positiv aviséieren, a selwer huet een d'Exekutiounsbestëmmungen nach net ëmgesat. Mä mat dësem Gesetz geschitt dat jo elo och, wann och mat e bësse Retard.

Déi legal Verännerungen, déi hei also virgeschloe ginn, fannen net an engem lofteidele Raum statt, well de Phenomeen vum Detachement zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaangen ass, souwuel wat déi Salariéen ugeet, déi op Lëtzebuerg detachéiert ginn, wéi och déi, déi vu Lëtzebuerg an aner Länner detachéiert ginn.

Den Här Anzia huet virdrun eng ganz Rëtsch Zuele genannt. Och wann een elo op verschiddene Punkte vun deenen Zuele sécherlech nach diskutéiere kéint, weise se awer ganz kloer eng Tendenz: déi Tendenz, datt eisen Aarbechtsmaart ëmmer méi dee Phenomeen vum Detachement kennt.

Wann den Här Kaes virdrun d'Zuel vun 1,9 Milliounе Salariéë genannt huet, déi europawäit detachéiert sinn, an dat quasi e marginale Prozentsaz innerhalb vum Bannemaart vun der EU ausmécht, sou ass et fir Lëtzebuerg e ganz grousse Prozentsaz, deen een eigentlech och nach wesentlech méi déif analyséiere misst, wéi mir dat bis elo, mengen ech, alleguerte gemaach hunn.

Et géif och vläicht en anere Bléck op d'Wäertschëpfungsketten hei am Land werfen oder erlaben, e Verständnis dofir ze entwéckelen. A mir kennen net nëmmen de Phenomeen, datt den Detachement méi gëtt, mä mir kennen och d'Dimensioun vun de méiglechen Abusen. Mir hunn nach alleguerten d'Biller vun osteuropäesche Camionneure virun Aen, déi 60, 70 a méi Stonnen an der Woch hu misse schaffe fir e puer Honnert Euro an dann och nach ënner mënschenonwürdege Bedéngungen ënnerbruecht gi sinn. Aner Beispiller huet och den Här Bauler virdru genannt. A mir wëssen, datt dëst eng Form vu moderner Sklaverei ass. An, jo, dës skrupellos Ausbeutung gëtt et och nach ëmmer haut an Europa!

Här President, vu d'Ampleur vum Phenomeen Detachement hei am Land a vu d'Gravitéit vun de Forme vu méiglechen Abusen ass et esou wichteg, datt mer staark Schutzbestëmmungen aféieren. Well si schützen net nëmmen de Salarié, deen op Lëtzebuerg entsant gouf, mä och d'Salariéen hei virun enger enthemmter Course no ënnen. An natierlech schütze kloer Regelen och déi lokal Entreprisë virun deloyaler Konkurrenz, also déi Entreprisen, déi sech zu Lëtzebuerg ebe justement un d'Aarbechtsrecht an un d'Gesetzer halen.

Här President, mat dësem Text ginn eng Rëtsch Verbesserungen um aktuelle Gesetz virgeholl. Éischtens: d'Detektioun vu falschen Detachementer. Dem Phenomeen vu falschen Detachementer gëtt entgéintgewierkt doduerjer, datt d'ITM erweidert Aufgaben a Méiglechkeete kritt, fir Entreprisen, déi op Lëtzebuerg detachéieren, ze kontrolléieren. Wichteg ass do, datt d'Entreprise am Entsendeland eng reell a substanziell Aktivitéit huet. Et geet also net méi duer, just eng Bréifboîte anzewousch an der EU ze hunn. Och ass et wichteg, datt den Detachement just temporaire ass.

An der parlamentarescher Kommissioun ass duerfir och deen Text, den urspréngleche Text dohi geännert ginn, datt eng explizitt Referenz op déi Kapitelen aus der Direktiv gemaach ginn ass, déi Kritären opzielen, fir dat dote kënne festzestellen. An domadder ass och enger vun de Kriticke vun der Salariatskummer Rechnung gedroe ginn.

D'Entreprisen, déi detachéieren, mussen och elo eng Rëtsch weider Dokumenter presentéieren, déi engem relativ evident erschéngen, wéi den Noweis vum Bezuele vun de Salairen, wéi de Relevé vun de geschaffte Stonnen oder wéi de Certificat médical, fir nozeweisen, datt déi Persoun, déi eng bestëmmten Aarbecht mécht, iwwerhaapt medezinnesch apte ass, déi Aarbecht auszeféieren.

Déi zweet grouss Neierung a Verbesserung ass déi vertikal Responsabilitéit vum Optraggeber respektiv vum Bauhär an och vun deenen Entreprisen, déi an enger Kette vu verschiddene Kontrakter Sous-traitance-Aarbechten ausféieren. Entreprisen a Bauhäre kënne sech an Zukunft net méi reng hanner hire Sous-traitantë verstoppen, mä stinn, wann och begrenzt, mat an der Verantwortung. Si sinn à la limite ge-

meinsam haftbar, zum Beispill fir d'Netbezuele vu Salairen, respektiv si kënnen, wa se hirer Informatiounsflicht net nokommen, och eng administrativ Strof kréien.

En neie Regimm vu Sanktioune gëtt hei mat dësem Text agefouert an dee gëllt fir jiddwereen, fir d'Entreprisen alleguer respektiv fir d'Bauhären alleguer, mat der Ausnam vun individuelle Persounen, wann een doheem säin Haus renovéiert oder esou.

E weidere wichtegen a positive Punkt ass d'Méiglechkeet fir d'Gewerkschaften, d'Rechter vun Detachéierte viru Geriicht kënnen ze vertrieden, och wann deenen hiert Detachement eriwwer ass respektiv wann déi Leit och schonn net méi am Land sinn.

An et ass net esou, datt d'Gewerkschafte kënne geriichtlech virgoen ouni den Accord vun de Salariéen. Dat, wat ass: Et ass geännert ginn, datt et kee schréftlechen Accord muss sinn, mä en Accord tacite geet duer, fir datt d'Gewerkschaft ka virgoen.

An dat ass och dee Punkt, deen een och vläicht dem Här Kaes muss soen: An der Fro vum „zahnlosen Tiger" vun der ITM, denken ech, datt doduerch, datt d'Gewerkschaften déi Méiglechkeeten hunn, esou virzegoen, si e weidere Partner sinn, e weideren Akteur am Spill vum Virgoe géint d'Abuse beim Sozialrecht vum Detachement.

Mir gesinn och positiv, datt d'ITM an Zukunft erweidert Kompetenze kritt, fir Chantieren zouzemaachen, an zwar net nëmmen, wéi dat bis elo de Fall war, wann et ëm Sécherheets- oder Gesondheetsfroe gaangen ass, mä och elo, wa grav Verletzunge vum Aarbechtsrecht festgestallt ginn.

Zur Fro vun der ITM vläicht zum Schluss nach ganz kuerz: Mir begréissen ausdrécklech, wéi gesot, datt d'ITM méi Kompetenzen an och méi Aufgabe kritt. Mä mir mengen och, datt et natierlech wichteg ass, datt d'Inspection du travail et des mines och déi néideg Moyene kritt, fir dat alles kënnen ze ënnerstëtzen. An dat sinn net nëmmen, mä awer och personell Moyenen. Dës Regierung schéngt dat och wierklech erkannt ze hunn als eent vun deenen Elementer, déi ee muss onbedéngt weider ausbauen.

Et muss een awer och soen, wann ech dem Här Kaes recht ginn, datt den Aarbechtsminister op déi Iddi eventuell och schonn éischter hätt kënne kommen, muss een awer och soen, datt an der leschter Kommissiounssëtzung ee vun de Problemer awer och genannt ginn ass, an dat ass deen neie Regimm vun der Fonction publique, wou d'Stagezäit vun zwee op dräi Joer erweidert ginn ass. An un deem Gesetz, wat herno d'LSAP ëmgesat huet, ass awer menges Wëssens och d'CSV bedeelegt gewiescht.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun, vu datt d'Zäit schonn ofgelaf ass. Mir mengen, datt dat hei e Fortschrëtt ass, e klenge Fortschrëtt. Mir mengen awer och, datt nach vill ze maache bleift.

A wat déi sozial Dimensioun vun Europa ugeet, déi och den Här Engel a senger Introduktioun genannt huet, wier ech manner optimistesch. Ech mengen net, datt déi sozial Dimensioun duerch dat hei Gesetz dichteg gestäerkt ginn ass. Mä ech mengen éischter, datt déi asozial Dimensioun vun der Europäescher Unioun ofgeschwächt gëtt. An duerfir stëmme mer dat heiten och mat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'*Économie sociale et solidaire.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Detachement ass ouni Zweifel ee vun deene kriddelechste Punkten an der europäescher Debatt.

An ech sinn e bëssen iwwerrascht besonnesch vum Här Kaes sengen Introduktiounswierder, wou e probéiert huet ze soen, eigentlech géif déi Direktiv vun 1996, déi eng Grondbasis ass vum Detachement an der Europäescher Unioun, probéieren, dat Soziaalt an dat Ekonomescht mateneen ze verbannen. Well mir mussen haut erkennen, datt déi Direktiv vun 1996 eigentlech eng Direktiv ass, déi haaptsächlech déi ekonomesch Dimensioun, dat heescht d'Fräizügegkeet an d'libre Prestatioun, de Marché intérieur an de Vierdergrond setzt, an net déi sozial Ofsécherung!

Well déi Direktiv vun 1996 seet zwar, datt ee misst eng Rei vu sozialen Dispositioune respektéieren, mä wat se ganz kloer mécht, dat ass: Si diskriminéiert zwëschen den detachéierte Salariéen an deene résidente Salariéen. Dat ass also eng Direktiv, déi ganz kloer eng Diskriminatioun aféiert zwëschen deenen zwou Zorte vu Salariéen. An doduerch huet déi ganz Problematik vum Detachement sech mat der Zäit aggravéiert.

Firwat huet se sech aggravéiert? Aus zwou Ursaachen! Déi éischt ass: 1996 ware mer eng Unioun, wou d'Écarten, d'sozial Écarten zwëschen 1 an 3 waren, zwëschen 1 an 3, wat den Niveau vun de Salairen ubelaangt an och den Niveau vun de Prestations sociales. Haut si mer eng Unioun vun 28 - gläich 27 -, wou d'Écarten zwëschen 1 an 10, voire 1 an 11 sinn. De Lëtzebuerger Mindestloun: 1.950 Euro, opgerënnt, de Mindestloun a Bulgarien: 190 Euro, de Mindestloun a Rumänien: äänlechen Niveau. De Mindestloun an der Slowakei läit bei 420 Euro. Do läit eng Ursaach. Well déi Écarten, sozial Écarten esou grouss sinn, ass natierlech hei eng formidabel Méiglechkeet opgaangen, fir Leit an aner Länner schaffe goen ze doen, an zwar mat Moyenen, mat Salairen, déi absolutt net den nämlechte Salairen entspriechen.

Sécher seet d'Direktiv: Du muss de Mindestloun verdéngen. Dat ass eng ganz schéi Feststellung. Mä mir wëssen awer och, datt déi Dispositioun vum Mindestloun ëmmer erëm contournéiert ginn ass, well den Detachéierten eigentlech ganz oft dee Salaire net kritt, well en iergendwéi nach opgerechent kritt: seng Rees, seng Wunnkäschten, seng Nourriture, d'lessen an esou weider. An hei sinn duerch den Detachement formidabel Abusen entstanen, déi maachen, datt esou vill Leit an der Europäescher Unioun haut déi kritesch Attitüd hunn, well se festgestallt hunn, datt eigentlech dat Soziaalt ëmmer dem Ekonomeschen ënnergeuerdnet ass.

A wien huet dat confirméiert? Majo, d'Cour de justice européenne hei zu Lëtzebuerg um Kierchbierg huet duerch eng ganz Rei vun Arrêten déi Lektür confirméiert. Den Arrêt Viking, den Arrêt Laval, den Arrêt Rüffert an den Arrêt Luxembourg, op dee sech scho referéiert ginn ass.

A wat seet den Arrêt Luxembourg? Majo, den Arrêt Luxembourg seet: „Dir Lëtzebuerger hutt déi Direktiv schlecht ëmgesat, well Dir hutt eng Rei vu Kontrollen agefouert, déi net zoulässeg sinn an déi en Hindernis sinn am Fonctionnement vum Marché intérieur." An do läit de grousse Problem! D'Staten hunn eigentlech hir Moyene fir d'Kontrolle vun den Abuse geholl kritt!

A wat ass entstanen? Abusen, Abusen, Abusen! An do gëllt et elo, dat ze évitéieren, duerch eben eng Rei vun Dispositiounen, déi an där heiter Direktiv sinn. Dat ass e gudden Ufank.

Dir hutt mech gefrot…, et ass eng aner Direktiv am Kommen. Déi heiten Direktiv ass e Kompromëss, e Kompromëss vun der Kommissioun Barroso. Well d'Kommissioun Barroso, den Här Barroso sech engagéiert hat beim Parlament, e géif eng Direktiv op de Wee bréngen, fir den Detachement no all deenen Arrêten ze clarifiéieren an dat Soziaalt e bësse méi an den Équiliber ze brénge mat deem Ekonomeschen. En huet awer net d'Ännerung vun der Direktiv vun 1996 proposéiert. En huet proposéiert eng Directive d'exécution, dat heescht d'Direktiv vun 1996 bleift, mä et ginn eng Rei Verbesserungen - ouni Zweifel - vun der Direktiv vun 1996 iwwert dee Wee do agefouert. Zum Beispill ass d'Responsabilité en cascade eng grouss Verbesserung, dat muss een unerkennen. Zum Beispill, eng Rei vun Dokumenter, déi elo musse geliwwert ginn - zum Deel op deene mir eigentlech condamnéiert gi sinn -, dat ass eng Verbesserung. Dat ass keen Zweifel. Dat ass eng Verbesserung. Do ass also e gewëssenen Alignement vum Soziaale mam Ekonomeschen duerchgefouert ginn.

A mir schwätzen ëmmer vu Concurrence sociale. Jo, ouni Zweifel huet den Detachement vill Concurrence sociale provozéiert! Mä en huet och Concurrence déloyale économique provozéiert! Well, wann ech natierlech op Detachéierter kann zréckgräifen, wann ech an der Sous-traitance op Entreprisë kann zréckgräifen, déi aus dem Detachement kommen - wou ech iwwregens och a mengen ëffentlechen Ausschreiwungen zumindest muss uginn, datt ech dat maachen -, déi kann ech natierlech ënner Konditioune schaffe loossen, déi net de Lëtzebuerger Konditiounen entspriechen, dat heescht, de Lëtzebuerger Konditioune sécher um Pabeier entspriechen, mä an der Realitéit absolutt net entspriechen. Dann hunn ech natierlech eng Concurrence déloyale gemaach par rapport zu all deenen Entreprisen, déi déi Lëtzebuerger Soziallegislatioun respektéieren.

Firwat geet déi hei Direktiv net duer? Majo, ech mengen, ech hu mat anere Ministere souguer en Artikel geschriwwen, a mir hunn och direkt eng Initiativ geholl, fir ze soen: „Bon, dat ass eng Etapp, mä mir mussen un d'Direktiv vun 1996 goen. Well de fundamentale Prinzip ass, datt och mat där heiten Direktiv nach ëmmer wäert Diskriminatioun méiglech sinn, um Niveau besonnesch vun der Rémunératioun."

Duerfir begréissen ech natierlech, datt déi hei Kommissioun, dem Här Juncker seng Kommissioun, elo e Projet déposéiert huet, wou de Prinzip vun deem nämlechte Loun fir déi nämlecht Aarbecht op der nämlechter Plaz soll garantéiert ginn. Dat ass eng formidabel Veränerung par rapport zur Direktiv vun 1996, wou dat net virgesinn ass, wou ech héchstens hu missen dem Detachéierten de Mindestloun bezuelen, och wann d'Convention collective eppes ganz aneres virgesinn huet.

An et geet elo drëm, fir déi nächst Etapp ze huelen. Dat ass dee Projet de directive vun 2016, wou dee Prinzip soll festgeschriwwe ginn. An dat ass eng komplizéiert Verhandlung. Dat ass eng komplizéiert Verhandlung zwëschen deene Länner, déi natierlech mengen, den Dumping social wier eng gutt ekonomesch Waff, an deene Länner, déi mengen, datt den Dumping social, éischtens, net nëmme géint déi Leit ass, déi am Detachement sinn, mä och eigentlech den Niveau social an der ganzer Unioun no ënnen dréckt. Dat ass de Punkt.

An deen drëtte Punkt ass dat iwwert den Abus, dee sech grefféiert huet. Et ass besonnesch och vu Boîtes aux lettres geschwat ginn. Mir hunn haut Praxissen, wou Leit am Detachement aus Rumänien iwwer iergendeng Entreprise Boîte aux lettres ab Chypre iwwer Irland dann op eemol op engem Lëtzebuerger Chantier schaffen. Ech mengen, dat si Montagen, déi einfach net akzeptabel sinn. Dat si Montagen, déi och Europa eigentlech net würdeg sinn. An deene Praxisse muss definitiv en Enn bereet ginn. An dat ass dat, op dem mer elo mussen nach méi aktiv schaffen.

Dat ass och déi Direktiv, déi elo eréischt an der Maach ass, also déi zwar um Dësch läit, a mir hu jo och… Ech weess net, d'Parlament weess jo, datt do eng giel Kaart gewise ginn ass, datt mer dat iwwerbréckt hunn, datt d'Kommissioun zwar gesot huet, dat wier net zoulässeg, mä et waren eelef Länner, déi gesot hunn, d'giel Kaart misst zréckgezu ginn, well dat géint de Prinzip vun der Subsidiaritéit géif verstoussen. Bon, dat ass vum Dësch. Mä mir sinn nach laang net do, datt mer en Accord fannen, fir déi Direktiv, dee Projet de directive vun 2016 kënnen unzehuelen.

Ech brauch elo net méi op de Contenu vun dësem Gesetz am Detail anzegoen. Ech hunn awer e puer Remarquen ze maachen.

Dat Éischt ass, ech sinn absolutt d'accord: Déi Direktiv respektiv dee Projet hei huet nëmmen dee Sënn oder mécht nëmmen dee Sënn, deen een em gëtt, andeem ee Moyenen zur Verfügung stellt, fir um Terrain déi Kontrollen ze maachen an och déi Sanktiounen ze huelen, déi musse geholl ginn. Okay, ech sinn domat d'accord. Mä ginn - an dat ass dat, wat mech e bësse wonnert -, ginn da guer keng Kontrolle gemaach!? Ech hunn hei héieren, d'ITM, dat wier alles um Pabeier, dat wier net richteg.

Neen! D'ITM huet sech en phase gesat, fir Kontrollen an deene leschte Méint mat der Douane haaptsächlech ze maachen. An ech kréie gesot, datt bei der Zuel vun Detachementer, wou Irregularitéite festgestallt gi sinn an Detachementer, déi méi wéi zwee Deeg daueren - bon, wann een een Dag eriwwerkënnt aus Däitschland op Lëtzebuerg, c'est bien, dat kucke mer net -, mä déi méi wéi zwee Deeg daueren, datt dat der 5.073 waren, wou Irregularitéite festgestallt gi sinn. An dat waren Detachementer, déi 22.704 Salariéë betraff hunn.

Et kann een also net soen, datt d'ITM just am Büro sëtzt a keng Kontrolle mécht. D'ITM huet also am Ganzen 285 Chantiere kontrolléiert, wou Detachemente waren. Si huet 148 Injonctiounen ausgeschwat. Leider huet se net méi als Waff, wéi eng Injonctioun auszeschwätzen.

An ech bedaueren och, datt och dat heite Gesetz, duerch eben de Conseil d'État, der ITM nëmmen d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Éischt eng Injonctioun ze maachen, an dann eréischt, wann net op déi Injonctioun positiv geäntwert gëtt, eng Amende auszespriechen. Ech kritiséieren dat! Ech bedaueren dat, datt mer net kënnen direkt mat enger Amende virgoen! Mä ëmmerhin hu mer 52 Amenden ausgeschwat fir eng Zomm vun 219.500 Euro.

An dat sinn déi Amendë mat deenen Tariffer, déi elo bestinn. Elo hu mer jo nei Tariffer, déi kënne bis 50.000 Euro goen. Ech verstinn och, datt d'Handwierkerkammer seet, déi hätt ee missen nach méi héich maachen. Bon, ech soen lech éierlech: Ech hu gefaart, wa mer mat Amende-administrativë schaffen, wa mer déi op de franséischen Niveau gefouert hätten, bis 500.000 Euro - net 50.000, 10-mol méi: 500.000 Euro -, datt mer da wahrscheinlech a Schwieregkeete komm wiere mat aneren Institutiounen. Duerfir fänke mer elo emol mat 50.000 un a mir kucken och, wéi sech dat konkret um Terrain mécht.

Ee Wuert iwwert déi Geschicht mat de Gewerkschaften. D'Gewerkschafte mussen hei d'Méiglechkeet hunn, fir d'Intérête vun de Salariéen ze verteidegen. A mir wëssen alleguerten, datt de Salarié selwer ganz oft déi Moyenen net huet an, besonnesch wann et sech ëm en Detachéierten handelt, de Courage an d'Moyenen net wäert hunn, well en d'Sanktioun fäert. An duerfir ass dee System hei ganz einfach.

D'Gewerkschaft kann eng Initiativ huelen. Si muss awer de Salarié virdrun informéiert hunn! A wann de Salarié 14 Deeg näischt gesot huet, da gëtt dee Recours effektiv an d'Gewerkschaft ka bei engem Geriicht agéieren. Et ass also net esou, datt d'Gewerkschaften iwwert de Kapp

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

vun de Salariéë kënnen agéieren, wéi dat elo gesot ginn ass. Neen, si kënnen dat maachen, mä si mussen de Salarié informéieren an de Salarié kann dat effektiv, wann en dat net wëllt, signifiéieren. An dann dierf d'Gewerkschaft och déi Prozedur net weidermaachen.

E Wuert nach iwwert den Droit du travail. Jo, mir wëllen deem Droit du travail méi eng Stäerkt ginn. A wéi gëtt een dem Droit du travail méi eng Stäerkt? Majo, andeem een natierlech Sanktioune virgesäit. An ech ka mech jo nëmme wonneren, datt mer 2007 e Gesetz gestëmmt hunn, fir d'ITM ze reforméieren - dat war also viru menger Zäit -, an do sinn déi Sanktiounen net virgesi ginn. An notamment déi Sanktioun, wann et grav Violatioune vum Droit du travail gëtt, fir kënnen e Chantier zouzemaachen!

Et kann net sinn, datt d'ITM just e Chantier kann zoumaachen, wann et grav Violatioune bei der Sécuritéit gëtt oder bei der Gesondheet! Dann dierf se et, mä wann ee keng Salairë bezilt, Iwwerstonne mécht, déi net deklaréiert ginn, oder aner Verstéiss géint d'Aarbechtsrecht, dat ass net der ITM hir Kompetenz! Dat kann et also net ginn. An duerfir hu mer der ITM elo déi Méiglechkeet ginn, och da kënnen e Chantier zouzemaachen. Dat ass eng al Revendicatioun vun de Gewerkschaften. Déi ass heimat absolutt erfëllt. An ech mengen, dat ass och e Fortschrëtt, fir eisen Droit du travail ze konsolidéieren.

E lescht Wuert ass dat iwwert d'ITM. Natierlech hätt ech léiwer, bei der ITM wiere se elo schonn zu 150! Mir hunn an deene leschten dräi Joer all Joer 10 bis 15 Leit agestallt. An dee Rhythmus wäert bis an d'Joer 2020 esou musse weidergoen, wa mer wëllen op deen Niveau komme vun 160, 170 Leit, déi d'ITM als Minimum brauch.

Eng Administratioun reforméieren, soen ech lech, och dem Här Kaes, ass net esou ganz einfach, besonnesch wann een et heiansdo mat Leit ze dinn huet, déi déi Administratioun dirigéieren, déi vläicht net d'Intentioun hunn, déi Administratioun ze reforméieren, well se mengen, dat wier alles esou gutt an der Rei. An duerfir muss een heiansdo Saache maachen, net dee Moment, wou ee se gär géif maachen, mä dee Moment, wou et méiglech ass, se ze maachen.

Mä mir fueren elo weider. A mir maachen et, fir och mat deem Gesetz hei - well den Dumping social ass net nëmmen eng Saach vum Detachement, den Dumping social gëtt et och an anere Realitéiten, an anere Situatiounen -, eng Plattform ze schafe fir all Form vu Vergeeën. An déi Plattform maache mer zesumme mat de Patronen a mat de Gewerkschaften. An ech muss soen, d'Patronen drécken nach vläicht gradesou staark op jidde Fall wéi d'Gewerkschaften. Déi Plattform maache mer mat den Administratiounen, déi concernéiert sinn, als Éischt natierlech d'ITM, mä awer och d'Douane, och d'Police, do, wou mer se brauchen, an aner Verwaltungen, iwwregens och déi Verwaltungen, déi d'éffentlech Opträg géréieren.

An nëmmen esou: kollektiv, zesummen, mat Échange d'informations an andeem mer zesumme virginn, an natierlech mat enger gestäerkter ITM, déi och Zänn kritt... An ech mengen, dat Gesetz gëtt hir hei gewëssen Zänn. A mir maachen och nach eng Adaptatioun vun der Reform vun 2007. An enger noer Zukunft brénge mer et fäerdeg, och hei zu Lëtzebuerg besser géint dee Fléau vum Dumping social virzegoen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An domat wäre mer prett, fir zur Ofstëmmung vum Projet de loi 6989 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6989 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass elo lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

An de Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6939 iwwer eng Reorganisatioun vun der Administratioun vun den éffentleche Bauten. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Kox.

7. 6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Et ass eng Reform vun der Administration des bâtiments publics. Déi huet misse gemaach ginn, well och d'Reform beim Stat an der Fonction publique duerchgefouert ginn ass. Et ass vläicht eng ganz kleng Änneerung fir eis, ech géif awer mengen, fir d'Verwaltung selwer ass et duerchaus méi e grousst a wichtegt Element, well et sinn zwee Punkten, déi hei, mengen ech, wichteg si fir d'Verwaltung selwer.

Dat ass: Éischtens kritt d'Verwaltung elo d'Méiglechkeet, an hir Direktioun net nëmmen... oder an de Funktionement net nëmmen Architekten an Ingenieuren anzestellen, mä och aner wichteg Professiounen, déi am Domän vun der Constructioun doheem sinn, déi kënnen ze rekrutéieren, sief et an der Verwaltung, sief et beim Management vun den technesche Projeten. Dir wësst, dass an de leschten zwee, dräi Joer eng Beschleunigung gemaach ginn ass an den éffentleche Bauten an dass et wichteg ass, dass déi Verwaltung e gudde Staff huet an och entspriechend breet opgestallt ass, fir kënnen déi Fonctiounen auszeféieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An en zweete Punkt: Natierlech och duerch d'Reform selwer ass d'Hierarchie nei geordnet ginn. An dat ass och e wichtege Punkt, näämlech d'Uspriechpartner bei esou enger wichteger Verwaltung solle gewosst sinn a sollen och d'Aufgabe kënne richteg ausféieren.

Dofir ass d'Gesetz den 28. Januar 2016 déposéiert ginn. De Statsrot huet de 25. Mäerz 2016 säin éischten Avis ginn. Mir hunn zwou Navettë misse maache mam Statsrot. Si haten eng kleng Bemierkung éischtens zu der Hierarchie, mä awer och zu deenen eenzelne Poste vun der Hierarchie, dass och do d'Méiglechkeet wier, fir net nëmme Fonctionnairë kënnen anzestellen, oder zumindest op engem Chef de division, dass awer och do Employés de l'État dat kéinten ausféieren.

Deem hu mer och Rechnung gedroen, soudass mer awer an allem dem Statsrot konnte recht ginn op deene Punkten, déi och ugeholl ginn. Dofir konnte mer dann de 26. Januar 2017 de Rapport unhuelen. En ass unanime ugeholl ginn. Ech selwer gouf de 6. Oktober an der Kommissioun vum Développement durable als Rapporteur genannt. Ech mengen, méi war zu dësem wichtege Gesetz fir d'Verwaltung net ze soen.

Ech soen och Merci fir d'Mataarbecht. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dëser Gesetzespropos a soe Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kox. Als éischte Riedner hunn ech den Här Kaes ageschriwwen.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Erlaabt mer fir d'Éischt, dem Här Kox villmools Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Bon ech mengen, dat Gesetz hei ass a sech eng Konsequenz vun de Reformen am éffentlechen Déngscht. A sech ass d'Administration des bâtiments publics eng wichteg Verwaltung. Si huet e ganz grousst Aufgabegebitt. An deem Gesetz hei geet et einfach drëm, fir datt si an Zukunft och all deenen Aufgaben, déi op dës Administratioun zoukommen, gerecht ka ginn.

An an deem Sënn géif ech och den Accord gi vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kaes. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, och vun der LSAP-Fraktioun e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. An och vun eis aus den Accord vun der LSAP fir dëse Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och dem Här Engel. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gusty Graas ageschriwwen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, wéi et hei virdru scho richteg bemierkt ginn ass, handelt et sech hei awer ëm eng ganz wichteg Verwaltung, eng wichteg Statsverwaltung, déi Aufgaben ze erfëllen huet, déi derzou bäidroen, datt d'Bautepolitik hei zu Lëtzebuerg gutt koordinéiert gëtt. Duerfir si mer och frou, datt dee Gesetzestext hei elo gestëmmt gëtt, well en och erlaabt, der Verwaltung eng gewësse Flexibilitéit zousätzlech ze ginn, och bei der Nominatioun vu Posten.

Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir dem Henri Kox Merci ze soe fir seng zwee Berichter a brénge selbstverständlech och den Accord vun der DP. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och dem Här Graas. Dann als nächste Riedner ass et um Här Gibéryen, ouni Häerzinfarkt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och den Accord vun eisem Grupp bréngen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Gibéryen. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen.

(Interruption)

Ah, vläicht... Jo, den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Entschëllegt, Madamm Presidentin. Jo, mir ginn och eisen Accord.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dann och dem Här Wagner. Dann hu mer den Tour gemaach. Da géif ech direkt d'Wuert un den zoustännege Minister ginn, den Här Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt och Merci un de Rapporteur, selbstverständlech och fir d'Zoustëmmung vun alle Fraktiounen hei am Parlament.

Et ass eng Verwaltung, bei där mer hei iwwer eng nei Struktur ofstëmmen, déi eng grouss Wichtegkeet huet, net nëmme well mer esou vill am Land bauen, esou vill Schoule bauen, Gebaier bauen, mä och well mer, wéi Der jo wësst, am Kader vum Rifkin-Prozess deem ganzen nohaltege Bauen eng gréisser Dimensioun wëlle ginn. A Bâtiments publics hunn an deene leschte Jore scho vill Erfahrungen an deem Beräich gesammelt, hunn och scho vill Projeten ausgeschafft. Mir wäerten der och nach vill an deenen nächste Joren ëmsetzen, mä et kommen der wahrscheinlech nach vill derbäi.

Dat wat mer haut wäerte stëmmen, dat wäert et där Verwaltung, déi souwisou schonn exzellent fonctionnéiert, an Zukunkt erlaben, datt se nach besser ka fonctionnéieren.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och dem Här Minister Fränz Bausch. Da kéinte mer ufänken ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6939 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Dann d'Procuratiounen.

(Concertation interne)

Ech soen Iech alleguerte villmools Merci.

De Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Une voix.- Wéi schéin.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da froe mer nach d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott.

(Assentiment)

An d'Chamber ass domat d'accord. Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir maachen hei de Wiessel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Okay, Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E fligende Wiessel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6980, eng Direktiv iwwert d'Lizenz vun de Fluglotsen. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

8. 6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aé-

rienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen, den Tempo bäizebehalen.

Mam Projet de loi 6980 modifizéiere mer d'Gesetz vum 16. August 2010, wat d'Lizenze vun de Contrôleuren am Beräich vun der ziviller Loftfaart regelt. Mat deem Gesetz war eng EU-Direktiv aus dem Joer 2006 an nationaalt Recht transposéiert ginn. Well d'Ëmsetzung vun där Direktiv awer net an alle Punkte konform war zu den europäesche Bestëmmungen, muss d'Gesetz haut ergänzt ginn.

Ëm wat geet et? De Problem ass reng juristescher Natur. E besteet ganz einfach doran, datt déi administrativ Sanktiounen, déi am Beräich vun der ziviller Loftfaart gëllen, net an d'Gesetz ageschriwwe gi sinn. Dat heescht, laut dem Prinzip vun der Légalité des peines, dee jo an der Verfassung verankert ass, mussen d'Sanktiounen am Gesetz stoen an net an engem Reglement. Dëse Vide juridique ass am Joer 2013 festgestallt ginn, wéi déi Europäesch Agence vun der Fluchsécherheet en Audit vun der DAC, der Direction de l'aviation civile, duerchgefouert huet.

Mat dësem Projet de loi gëtt dee juristesche Problem da behuewen, andeems d'Sanktiounen an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Wéi gesot bezéie se sech op d'Sécherheet an erfalen am Fall, wou d'Kontrollservicer géint déi europäesch Bestëmmunge verstoussen.

Insgesamt bezéie se sech op aacht verschidde Beräicher, wéi zum Beispill d'Kontroll vun de Sécherheetsbestëmmungen an déi néideg Korrekturen um System, d'Kontroll vun de Lizenzen an den Zertifizéierungen, d'Qualifikatioun an d'Formatioun vum Personal, d'Kontroll an d'Vermierke vun den techneschen Upassungen an de Betribssystemer an esou weider an esou fort.

Jee no Gravitéit leien d'Sanktiounen tëschent 2.500 an 10.000 Euro a gi vum Navigatiouns- an Transportminister ausgeschwat, esou wéi et an der EU-Direktiv verlaangt ass - dat ass jo natierlech keen anere wéi de François Bausch -, woubäi eng betraffe Gesellschaft an engem Délai vun engem Mount e Recours en réformation um Verwaltungsgeriicht kann aleeën am Fall, wou se d'Sanktioune fir net berechtegt hält.

Här President, ech kommen zum Statsrot, deen d'Saach op de Punkt bruecht huet. En huet näämlech festgestallt, datt d'Sanktiounen, déi an eist Gesetz ageschriwwe ginn, net op déi Lëtzebuerger Situatioun zoutreffen. Dat soll virkommen. Administrativ Sanktioune sinn näämlech nëmmen uwennbar am Fall, wou et sech bei de Prestataires de services ëm Akteuren aus dem Privatsecteur handelt. Bei eis ass et awer esou, datt d'Administration de la navigation aérienne, d'ANA, als ëffentlech Verwaltung zoustänneg ass, fir déi viséiert Servicer ze assuréieren. Doduerch kënne keng administrativ Sanktiounen, mä just disziplinaresch Sanktioune géint d'ANA ausgeschwat ginn.

Fir de Rescht huet de Statsrot a sengem Avis verlaangt, eng Rei Definitiounen, déi sech op de Prinzip vun der Légalité des incriminations et des peines bezéien, am Gesetz ze iwwerhuelen, fir da konform zu der Verfassung ze ginn. Dëser Fuerderung ass d'Kommissioun nokomm. A fir méi Detailer verweisen ech ganz gär op mäi schréftleche Rapport.

Ech kéim nach kuerz zum Oflaf vun den Aarbechten, wou ze soe bleift, datt dëse Projet de loi de 15. Abrëll 2016 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch déposéiert ginn ass. Den éischten Avis vum Statsrot staamt vum 5. Juli 2016 a säin Avis complémentaire vum 27. Oktober 2016. Et sinn also och dës Kéier zwou Ronne gedréint ginn. D'Nohaltegkeetskommissioun huet sech an zwou Sëtzunge mam Projet de loi befaasst an huet mäi Rapport de 26. Januar 2017 eestëmmeg ugeholl.

Ofschléissend wéilt ech der Madamm Vénéré Dos Reis vum MDDI e grousse Merci ausdrécken, grad wéi dem Här Joe Spier aus der Chamber, déi eis begleet hunn, a gi ganz gär den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem ganz spannende Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Här President. Merci der Rapportrice fir de Rapport. Si huet alles gesot. Ech ginn domat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. An och e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché. An domadder och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Den Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass vläicht heiansdo awer net vu Muttwëll, wann emol den Audit iwwer verschidde Saache gemaach gëtt. Da fënnt een och eppes eraus. Och hei ass eppes erausfonnt ginn, awer mir hunn dat jo elo zum Gudde geännert.

Duerfir soen ech dann och der Madamm Lorsché Merci fir hir zwee Rapporten a brénge selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Madamm Lorsché, an ech schléisse mech gär deenen eloquenten Ausféierunge vum Här Wilmes, vum Här Negri a vum Här Graas un. Villmools Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dat wäert wuel dann och den Här Wagner maachen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Jo, ech wäert dat och maachen, an d'Sensibilitéit déi Lénk stëmmt dee Projet de loi mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ganz sensibel. Dann den Här Minister wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soe Merci fir déi vill Mercien an ech si frou, datt dee Projet eestëmmeg ugeholl gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da soen ech Iech och alleguer Merci.

A mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6980 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer.

An Iwwerraschung: och hei Eestëmmegkeet!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber dann nach eng Kéier, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous: muer de Mëtten um zwou Auer.

Merci an d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.35 heures)

Sommaire des séances publiques nos21 et 22

21e séance

Ouverture de la séance publique p. 274

Communications p. 274

Ordre du jour p. 274

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg p. 275-283

7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS p. 283-284

Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation p. 284-285

6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages p. 285-287

22e séance

Ouverture de la séance publique p. 287

Communications p. 287-288

Ordre du jour p. 288

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 288

- Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 288

- Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 288

- Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 288-289

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 289

- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 289-290

- Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 290

- Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 290

- Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 290-291

- Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIMe House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 291

- Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 291

- Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi p. 292

6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises p. 292-297

6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics p. 297

6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne p. 297-298

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

Rapport d'activité 2016 de la médiateure

Préface

La présentation de ce rapport annuel, marquant la fin de mon mandat en tant que Médiateure du Grand-Duché de Luxembourg, me donne l'occasion de remercier l'ensemble des personnes œuvrant ou ayant œuvré pour la mise en place de l'institution, son fonctionnement et plus généralement pour l'amélioration des rapports entre l'Administration et ses usagers.

Je remercie plus particulièrement les membres du secrétariat de l'institution pour leur implication et leur engagement ainsi que les usagers et les agents de l'Administration qui, en faisant confiance à l'institution du médiateur, ont permis le traitement de plus de 11.000 litiges ou situations conflictuelles depuis sa création.

Le présent rapport annuel se divise en quatre parties:

I. La première partie du rapport annuel se compose d'une présentation statistique de l'année écoulée;

II. La deuxième partie reprend diverses réclamations introduites par des usagers désemparés face à une lenteur ou une décision administrative incompréhensible ou inacceptable pour eux;

III. Compte tenu du contexte actuel en matière d'immigration et de l'augmentation sensible du nombre de réclamations en ce domaine (78 en 2015 contre 235 en 2016, soit près de trois fois plus), la troisième partie du rapport annuel est consacrée à la situation des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI);

IV. La quatrième partie du rapport annuel est consacrée aux suggestions et recommandations adressées au Gouvernement, aux administrations et établissements publics concernés. Elle contient notamment:

- une suggestion concernant la formation des professionnels et des bénévoles en contact régulier avec des DPI et BPI;

- la recommandation n°51 relative à la réforme de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, résultat de l'analyse pratique des dernières cinq années;

- la recommandation n°52 sur la mise en place d'un contrôle externe des structures d'accueil et d'hébergement pour DPI et BPI.

Lydie ERR
Médiateure du Grand-Duché de Luxembourg

Partie 1- Statistiques

Lexique

Clôture: réclamation dont le traitement est clôturé au 31 décembre 2016.

Clôture provisoire: réclamation dont le traitement est mis en attente sur demande du réclamant ou décision de la médiateure.

En cours: réclamation introduite après le 1er janvier 2016 et en cours de traitement après le 31 décembre 2016.

Correction totale: réclamation pour laquelle l'intervention de la médiateure auprès de l'Administration a permis une correction totale.

Correction partielle: réclamation pour laquelle l'intervention de la médiateure auprès de l'Administration a permis une correction partielle.

Pas de correction: réclamation pour laquelle aucune correction n'est intervenue malgré l'intervention de la médiateure auprès de l'Administration.

Réclamation non fondée: réclamation considérée non fondée par la médiateure après étude au fond et éventuelle intervention auprès de l'Administration.

Désistement du réclamant: réclamation dont l'instruction a été arrêtée sur demande ou en raison du silence du réclamant.

Incompétence *ratione materiae*: réclamation dont l'objet n'entre pas dans la compétence de la médiateure.

Transmis pour compétence: réclamation transmise à un autre médiateur du fait que l'objet entre dans sa compétence.

Décision ayant acquis force de chose jugée: réclamation dont l'objet a déjà été tranché par une juridiction et dont la décision a acquis force de chose jugée.

Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante: réclamation dont l'objet touche au fond d'une procédure en cours devant une juridiction.

Réclamation manifestement non fondée: réclamation considérée non fondée par la médiateure avant analyse au fond et qui n'a pas fait l'objet d'une intervention auprès de l'Administration.

Réclamation prématurée: réclamation faisant référence à une décision administrative non encore prise ou à un délai de réponse considéré acceptable par la médiateure.

Absence de démarches préalables: réclamation introduite avant qu'une quelconque démarche ait été effectuée par le réclamant auprès de l'Administration pour demander une explication ou pour contester la décision ou la lenteur en cause.

Actio popularis: réclamation dont l'objet ne concerne pas directement un réclamant ou prenant la forme d'une action de groupe.

Relevé global

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**857**
Clôture	625
Clôture provisoir	15
En cours	217

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**548**
Correction totale obtenue	175
Correction partielle obtenue	42
Pas de correction obtenue	41
Réclamation non fondée	188
Désistement du réclamant	102

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**77**
Incompétence ratione materiae	20
Transmis pour compétence	3
Décision ayant acquis force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
Réclamation manifestement non fondée	20
Réclamation prématurée	17
Absence de démarches préalables	10
Actio popularis	1

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;

- recevables mais non fondées;

- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	**252**	**100%**
Correction totale obtenue	175	67,8%
Correction partielle obtenue	42	16,3%
Pas de correction obtenue	41	15,9%

Taux de correction global:	**84,1%**
Correction totale obtenue	67,8%
Correction partielle obtenue	16,3%
Pas de correction obtenue	15,9%

En 2016, la médiateure est intervenue auprès de l'Administration dans le cadre de 252 réclamations et dans 84,1% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Administrations et établissements publics relevant de l'État

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**768**
Clôture	553
Clôture provisoire	13
En cours	202

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**506**
Correction totale obtenue	168
Correction partielle obtenue	35
Pas de correction obtenue	39
Réclamation non fondée	177
Désistement du réclamant	87

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**47**
Décision ayant acquis force de chose jugée	5
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
Demande manifestement non fondée	18
Demande prématurée	16
Absence de démarches préalables	7
Actio popularis	-

Taux de correction

Les taux de correction indiqués dans le présent titre sont déterminés sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;

- recevables mais non fondées;

- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination des présents taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	**236**	**100%**
Correction totale obtenue	161	69,4%
Correction partielle obtenue	35	14,5%
Pas de correction obtenue	40	16,1%

Taux de correction global:	**83,9%**
Correction totale obtenue	69,4%
Correction partielle obtenue	14,5%
Pas de correction obtenue	16,1%

En 2016, la médiateure est intervenue auprès d'une administration ou d'un établissement public relevant de l'État dans le cadre de 236 réclamations et dans 83,9% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la situation administrative contestée.

Ventilation par ministères

Le tableau reproduit ci-dessous reprend la ventilation des réclamations introduites auprès de la médiateure entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016 en fonction du Ministère concerné.

Les réclamations dirigées contre un organisme non public (incompétence ratione materiae) et réclamations transmises pour compétence à d'autres médiateurs ne sont pas prises en compte.

Ministères	**Nombre de réclamations**
Ministère des Affaires étrangères et européennes	204
Ministère de la Sécurité sociale	141
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	117
Ministère des Finances	92
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	78
Ministère du Logement	30
Ministère du Développement durable et des Infrastructures	29
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	22
Ministère de la Justice	18
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	13
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	8
Ministère de la Santé	5
Ministère de l'Intérieur	5
Ministère d'État	3
Ministère de la Culture	1
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	1
Ministère de l'Économieb	1
TOTAL	768

- Ministère des Affaires étrangères et européennes

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Bureau des passeports, visas et légalisation, Direction de l'immigration.

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**204**
Clôture	122
Clôture provisoire	1
En cours	81

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**99**
Correction totale obtenue	41
Correction partielle obtenue	8
Pas de correction obtenue	3
Réclamation non fondée	11
Désistement du réclamant	36

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**23**
Décision ayant acquis force de chose jugée	2
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	12
Demande prématurée	9
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 94,2%

- Ministère de la Sécurité sociale

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Contrôle médical de la sécurité sociale, Association d'assurance accidents (AAA), Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), Caisse nationale de santé (CNS), Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), Commissariat aux assurances, Commission de surveillance (des assurances sociales), Conseil arbitral de la sécurité sociale, Inspection générale de la sécurité sociale (IGS).

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**141**
Clôture	109

Clôture provisoire	6
En cours	26

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**106**
Correction totale obtenue	27
Correction partielle obtenue	5
Pas de correction obtenue	12
Réclamation non fondée	55
Désistement du réclamant	7

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**3**
Décision ayant acquis force de chose jugée	1
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	-
Absence de démarches préalables	2
Actio popularis	-

Taux de correction: 72,7%

- Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Caisse pour l'avenir des enfants (CAE), Fonds national de solidarité (FNS), Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), Service national d'action sociale (SNAS).

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**117**
Clôture	79
Clôture provisoire	3
En cours	35

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**75**
Correction totale obtenue	26
Correction partielle obtenue	9
Pas de correction obtenue	6
Réclamation non fondée	17
Désistement du réclamant	17

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**4**
Décision ayant acquis force de chose jugée	2
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	1
Demande prématurée	3
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 85,4%

- Ministère des Finances

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Administration de l'enregistrement et des domaines (AED), Administration des contributions directes (ACD), Administration des douanes et accises, Administration du cadastre et de la topographie (ACT).

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**92**
Clôture	75
Clôture provisoire	-
En cours	17

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**73**
Correction totale obtenue	28
Correction partielle obtenue	1
Pas de correction obtenue	4

Réclamation non fondée	34
Désistement du réclamant	6

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**2**
Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	1
Actio popularis	-

Taux de correction: 87,9%

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, Inspection du travail et des mines.

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**78**
Clôture	64
Clôture provisoire	-
En cours	14

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**59**
Correction totale obtenue	14
Correction partielle obtenue	4
Pas de correction obtenue	5
Réclamation non fondée	25
Désistement du réclamant	11

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**5**
Décision ayant acquis force de chose jugée	1
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	1
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	2
Actio popularis	-

Taux de correction: 78,3%

- Ministère du Logement

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Fonds du logement (FDL), Fonds pour le logement à coût modéré, Service aides au Logement.

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**30**
Clôture	23
Clôture provisoire	2
En cours	5

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**23**
Correction totale obtenue	9
Correction partielle obtenue	6
Pas de correction obtenue	2
Réclamation non fondée	6
Désistement du réclamant	-

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**0**
Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	-
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 88,2%

- Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Administration(s) et/ou établissement(s) public(s) concerné(es):

- Administration de l'environnement, Administration des bâtiments publics, Administration des ponts et chaussées, Département de l'environnement, Département des transports, Société nationale de contrôle technique (SNCT), Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCFL).

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**29**
Clôture	22
Clôture provisoire	1
En cours	6

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**21**
Correction totale obtenue	9
Correction partielle obtenue	-
Pas de correction obtenue	1
Réclamation non fondée	4
Désistement du réclamant	7

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**1**
Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	-
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	-
Actio popularis	-

Taux de correction: 90%

Administrations et établissements publics relevant des communes

Réclamations introduites

Réclamations introduites auprès de la médiateure en 2016	**66**
Clôture	49
Clôture provisoire	2
En cour	15

Ventilation des réclamations clôturées:

Réclamations recevables	**42**
Correction totale obtenue	7
Correction partielle obtenue	7
Pas de correction obtenue	2
Réclamation non fondée	11
Désistement du réclamant	15

Réclamations irrecevables et refus d'examiner	**7**
Décision ayant acquis force de chose jugée	-
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	-
Demande manifestement non fondée	2
Demande prématurée	1
Absence de démarches préalables	3
Actio popularis	1

Matières concernées

Au cours de l'année 2016, les réclamations introduites auprès de la médiateure et relatives aux communes concernaient principalement les matières suivantes:

- autorisation de bâtir,

- aides sociales (aide financière, aide au logement, chèque-service accueil),

- état civil (naissance, mariage, décès),

- impôts et taxes relevant de la commune,

- inscription au registre communal des personnes physiques,

- silence ou lenteur de la commune.

Taux de correction

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de réclamations clôturées, déduction faite des réclamations:

- irrecevables et des refus d'examiner;

- recevables mais non fondées;

- pour lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les réclamations clôturées provisoirement et les réclamations dont le traitement est encore en cours après le 31 décembre 2016 ne sont pas prises en considération pour la détermination du présent taux de correction.

Réclamations prises en compte pour le calcul du taux de correction	**16**	**100%**
Correction totale obtenue	7	43,75%
Correction partielle obtenue	7	43,75%
Pas de correction obtenue	2	12,5%

Taux de corrections global :	**87,5 %**
Correction totale obtenue	43,75%
Correction partielle obtenue	43,75%
Pas de correction obtenue	12,5%

En 2016, la médiateure est intervenue auprès des communes dans le cadre de 16 réclamations et dans 87,5% des cas, son intervention a permis d'obtenir une correction totale ou partielle de la décision administrative contestée.

Partie 2 - Reclamations

Affaires relevant de l'État

Ministère des Affaires étrangères et européennes

Demandes de protection internationale

Tout d'abord, la médiateure tient à remercier la Direction de l'immigration et particulièrement le Service des réfugiés de l'attention portée aux questions posées dans le cadre des réclamations dont elle a été saisie.

Au cours de l'année écoulée, la médiateure a été saisie de nombreuses réclamations de la part de demandeurs de protection internationale, le plus souvent de nationalité syrienne ou iraquienne, qui étaient soit dans l'attente d'une réponse à leur demande depuis plusieurs mois, voire depuis plus d'un an, soit dans l'attente d'une première audition suite à leur demande de protection internationale et ce également depuis plusieurs mois, voire depuis plus d'un an.

Dans la grande majorité de ces dossiers, les mandataires des intéressés avaient sollicité des informations de la part de la Direction de l'immigration quant à l'état d'avancement de la procédure mais restaient sans nouvelles. Parfois des délais d'attente imprécis ont été annoncés et ont laissé les intéressés dans l'incertitude.

En ce qui concerne les dossiers dans lesquels les demandeurs de protection internationale attendent pendant des mois leur première audition, il y a lieu de souligner que cette situation est déplorable tant pour le Ministère que pour les demandeurs. En effet, la restitution exacte des faits à l'origine de la demande requerrait idéalement une audition endéans un délai rapproché au risque que les souvenirs ne s'altèrent.

Au-delà de cet aspect, il ne fait pas de doute que cette situation d'attente est difficilement supportable pour nombre de demandeurs qui sont déjà fragilisés par ce qu'ils ont vécu. Le fait d'ignorer combien de temps il leur faudra encore attendre avant d'être fixé sur leur sort engendre une grande souffrance psychologique. Beaucoup se plaignent également de voir des demandeurs, arrivés en même temps qu'eux ou même après eux, obtenir le statut de réfugié, alors qu'eux-mêmes attendent d'être enfin entendus sur les motifs à la base de leur demande.

La vie de ces personnes et de ces familles, même si elle n'est plus en danger imminent, est en quelque sorte mise entre parenthèses. Ils doivent faire le deuil de leur patrie, de leur culture, de leurs proches. Le destin de membres de famille restés sur place ou ayant fui est également lié à l'avancement du dossier étant donné que la demande de regroupement familial ne pourra se faire qu'une fois le statut ob-

tenu ici au Grand-Duché par le regroupant.

Le service de la médiateure prend dès lors régulièrement contact avec le service des réfugiés de la Direction de l'immigration afin de demander qu'une réponse soit apportée aux demandeurs. Une bonne collaboration entre les deux services s'est établie et des réponses rapides sont réservées aux demandes de la médiateure, ce qui permet d'informer les réclamants sur l'état d'avancement de leur dossier, fait qui semble apaiser certains réclamants.

La médiateure salue l'annonce faite par la Direction de l'immigration d'un renforcement des effectifs pour début 2017 pour traiter les nombreuses demandes de protection internationale.

Traitement particulièrement long d'une demande de protection internationale

Un homme de nationalité syrienne avait introduit une demande de protection internationale à la fin de 2013 et était encore dans l'attente d'une réponse à sa demande en 2016.

Le réclamant avait passé des entretiens sur les motifs de sa demande de protection internationale en février et mars 2014, et par la suite un test linguistique en novembre 2014 et un entretien complémentaire en avril 2015.

Selon les résultats du premier test linguistique, dont l'expertise a été effectuée par le «Bundesamt für Migration und Flüchtlinge» sur demande de la Direction de l'immigration, le réclamant ne serait pas syrien, mais algérien. Cette première expertise était quelque peu ambiguë, alors que le demandeur pouvait néanmoins démontrer des connaissances approfondies relatives à Damas, la capitale de la Syrie. Le résultat du test linguistique a été communiqué en janvier 2015 à son avocat.

L'avocat du réclamant a réagi en faisant parvenir des documents supplémentaires à la Direction de l'immigration en mars 2015, attestant d'une part de l'origine algérienne de la mère du réclamant, mais aussi de la naissance et de la vie en Syrie de son mandant (acte de naissance, rapport médical, certificat de scolarité…).

Il a également mandaté une contre-expertise du même test auprès d'un bureau d'expertise néerlandais. Le deuxième expert a abouti à un résultat opposé, en déduisant du même enregistrement que le réclamant doit avoir vécu en Syrie et qu'il doit y avoir été éduqué.

Le résultat de la contre-expertise a été communiqué au Ministère en octobre 2015. Comme une réaction du Ministère faisait défaut, l'avocat a dû rappeler ce courrier en janvier et mars 2016. C'est à l'occasion du deuxième rappel qu'il a saisi la médiateure du dossier de son mandant.

Peu après, avant l'intervention de la médiateure dans ce dossier, le Ministre a décidé que le réclamant devra passer un nouveau test linguistique au Ministère, dont l'expertise serait à effectuer par un expert différent.

La médiateure comprend cette démarche du Ministre, alors que le bien-fondé de ses réponses en matière de protection internationale dépend de la fiabilité des expertises. En cas d'expertises contradictoires, il est plus prudent de mandater une expertise supplémentaire, même si cette mesure est discutable dans le cas d'espèce, étant donné que le réclamant disposait de preuves à l'appui de sa naissance et de sa vie en Syrie.

Si la prudence du Ministre dans ces dossiers est de mise, la médiateure regrette en l'espèce la lenteur excessive du processus au détriment du demandeur.

Il a fallu attendre environ cinq mois entre la communication des résultats de la contre-expertise par l'avocat au Ministre et la décision du Ministre d'organiser une nouvelle expertise.

Malgré l'intervention de la médiateure à trois reprises, il a ensuite fallu attendre six mois supplémentaires en raison de problèmes liés aux ressources humaines du Ministère pour effectuer ce nouveau test linguistique, dont l'enregistrement a été envoyé à l'expert qui a pu confirmer que la zone de socialisation du demandeur est définitivement la Syrie.

Le réclamant a finalement reçu une réponse positive peu après le dernier test linguistique. Mais il a dû attendre au total presque trois ans, ce qui est particulièrement regrettable au vu des circonstances tragiques qui l'ont amené à quitter son pays.

Procédure accélérée d'obtention d'un visa d'entrée dans l'Union européenne à un membre de famille d'un citoyen de l'Union

Un homme de nationalité néerlandaise, résidant en Belgique, a saisi la médiateure du dossier de son épouse de nationalité marocaine, résidant au Maroc.

L'épouse avait sollicité auprès de l'ambassade de Luxembourg à Casablanca un visa Schengen pour rejoindre son mari en déplacement au Luxembourg. Ce visa a été refusé, alors que selon le Bureau des passeports, visas et légalisations, la volonté de l'intéressée de quitter le territoire des États membres avant l'expiration du visa n'avait pas pu être établie.

L'intéressée a adressé un courriel pour contester cette décision et a cité la directive 2004/38 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres.

La réclamante a été informée par l'administration concernée que la directive en question concerne le séjour et la circulation sur le territoire des États membres et que son cas devait être traité selon la procédure classique.

L'article 3 de la directive dispose que «La présente directive s'applique à tout citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un État membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille, tels que définis à l'article 2, point 2), qui l'accompagnent ou le rejoignent.»

L'article 5.2 de la directive dispose que «Les membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre ne sont soumis qu'à l'obligation de visa d'entrée, conformément au règlement (CE) n°539/2001 ou, le cas échéant, à la législation nationale. Aux fins de la présente directive, la possession de la carte de séjour en cours de validité visée à l'article 10, dispense les membres de la famille concernés de l'obligation d'obtenir un visa.

Les États membres accordent à ces personnes toutes facilités pour obtenir les visas nécessaires. Ces visas sont délivrés sans frais dans les meilleurs délais et dans le cadre d'une procédure accélérée.»

La médiateure a demandé au Bureau des passeports, visas et légalisations si les articles 3 et 5.2 de la directive ne visent pas justement un cas comme celui de la réclamante et sinon quel autre cas serait visé par l'article 5.2 de la directive?

Le Bureau des passeports, visas et légalisations a expliqué que les États membres sont en droit de demander la/les pièce(s) justificative(s) pertinente(s) prouvant qu'il existe un lien avec un citoyen de l'Union duquel le demandeur tire des droits. Le seul document fourni à l'ambassade n'avait cependant pas permis de déterminer l'existence du mariage entre la requérante et le ressortissant de l'Union européenne.

Étant donné que cette explication diffère de l'explication donnée par le service en question après l'intervention de la réclamante, la médiateure s'adressera une nouvelle fois au Bureau des passeports, visas et légalisations pour une clarification.

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

- Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Introduction

Face à l'afflux massif de demandeurs de protection internationale, la médiateure a régulièrement été saisie de réclamations dirigées contre l'OLAI. Très souvent, les réclamations ont trait aux conditions d'hébergement dans les foyers d'accueil de l'OLAI et de ses partenaires et concernent souvent la qualité des repas servis.

En effet, la majorité des occupants de foyers que la médiateure a pu rencontrer se plaint des repas servis au foyer. Souvent, les personnes lui font part de leur mécontentement y relatif à titre tout à fait accessoire dans le cadre d'autres réclamations, ne visant pas forcément l'OLAI.

La médiateure entend régulièrement que la plupart des personnes n'osent pas signaler leur mécontentement par crainte de subir des conséquences négatives par la suite. D'autres expliquent qu'ils sont reconnaissants de tout ce qui est mis à leur disposition et qu'ils ne veulent pas être ingrats, même si les repas leur posent problème. Parfois, eux-mêmes ou leurs enfants perdent beaucoup de poids, parce qu'ils n'arrivent pas à manger une partie des plats livrés.

À l'occasion des visites de la médiateure de foyers pour demandeurs de protection internationale, le personnel encadrant a pu confirmer que la majorité des réclamations reçues de la part d'occupants concerne les repas livrés.

La médiateure ne peut qu'en déduire qu'il s'agit d'un mécontentement général.

Les repas sont inhabituels pour de nombreuses personnes d'origines différentes, mais ces personnes se plaignent aussi de la mauvaise qualité des repas en soi. Si le premier problème est plus difficile à résoudre eu égard à la multitude de cultures et de goûts personnels que l'on peut retrouver sur un même site, les réclamations concernant la qualité des repas sont tout de même inquiétants.

Si la plupart des adultes arrivent à se forcer à consommer des repas qui leur déplaisent, il n'est pas toujours possible de convaincre les enfants de prendre des repas qu'ils n'aiment pas. Si les enfants refusent de s'alimenter pendant une période prolongée, il faut s'attendre à des répercussions négatives sur leur état de santé.

Étant donné que le directeur de l'OLAI a estimé dans le cadre d'un tel dossier que «la majorité des occupants semble satisfaite» des repas servis, la médiateure lui a fait part en date du 12 octobre 2016 de ses constatations et espère que la situation va s'améliorer, même si une réaction du directeur à ce courrier fait encore défaut à ce jour.

La médiateure a également régulièrement été saisie de réclamations ayant trait à des demandes de transfert vers un autre foyer. En principe, les demandeurs ne reçoivent pas de réponse écrite à leur demande lorsqu'il est décidé de ne pas y pas réserver de suite favorable. Souvent les intéressés ne sont pas au courant de l'état d'avancement de leur dossier et sont dans l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous auprès de leur assistant social de l'OLAI pour discuter des motifs à l'appui de leur demande de transfert.

En date du 6 septembre 2016, la médiateure a informé le directeur de l'OLAI que selon les renseignements obtenus par une famille, leur assistante sociale refuserait systématiquement d'accorder des rendez-vous aux résidents des foyers.

Comme des familles d'autres foyers ont été confrontées au même problème, la médiateure a estimé qu'il était important d'attirer l'attention du directeur à ce sujet, tout en sachant que les assistants sociaux sont en charge d'un grand nombre de foyers et qu'il est probablement impossible pour eux de recevoir tout le monde.

Comme il semble être difficile, voire impossible d'assurer le suivi social de plusieurs centaines de personnes simultanément, la médiateure ne peut que constater l'urgence à renforcer l'équipe des assistants sociaux et a prié le directeur de l'informer sur les mesures précises prévues pour répondre au mieux à la demande croissante de suivi social. À nouveau, le directeur a omis de réagir à ce courrier.

Dans certains cas, il est très important de pouvoir analyser de façon détaillée et en temps utile des demandes de transfert vers un autre foyer. Tel a été le cas dans le cadre de la réclamation suivante:

Une demande de transfert urgente

La médiateure a été saisie par un demandeur de protection internationale, alors que lui-même et son frère, logés dans deux foyers différents, ont reçu des menaces. Les frères disposaient de preuves de ces menaces, reçues entre autres par le biais d'appels (enregistrés) et sur les réseaux sociaux. Ils ont entrepris les démarches nécessaires pour porter plainte.

Les auteurs de ces menaces se seraient déjà rendus aux deux foyers respectifs.

Les menaces reçues seraient d'une ampleur telle que l'un des frères passerait ses journées en dehors de son foyer, lequel est dépourvu d'agents de sécurité, par crainte d'être victime de violences. L'autre frère résidait avec sa femme et ses deux enfants en bas âge dans un foyer protégé par des agents de sécurité, mais était également inquiet pour la sécurité de sa famille après avoir vu les auteurs rôder devant son foyer.

Les deux frères auraient sollicité à plusieurs reprises, mais sans succès, un rendez-vous avec leur assistante sociale de l'OLAI pour pouvoir lui faire part de leurs craintes et pour demander un transfert vers un autre foyer.

La médiateure est intervenue auprès de l'OLAI au début du mois de septembre 2016 pour signaler qu'il lui semble important que les frères en question puissent au moins expliquer en détail leur situation à leur assistante sociale.

Elle a prié le directeur de l'OLAI de faire le nécessaire pour qu'un entretien entre les frères et un collaborateur de l'OLAI soit organisé et d'examiner de près leurs demandes de transfert pour trouver la meilleure solution possible en termes de sécurité.

Deux semaines plus tard, un des frères a réussi à obtenir un rendez-vous avec son assistante sociale lorsqu'il l'a rencontrée par hasard devant le bâtiment de l'OLAI et une suite favorable a été réservée à la demande des deux frères.

La médiateure est rassurée par le fait que la sécurité des intéressés s'est améliorée et est d'avis que l'exemple souligne l'importance de traiter les demandes de transfert en temps utile et de préférence moyennant un dialogue avec les demandeurs concernés pour examiner de près les raisons à l'appui de leur demande. Parfois, il s'avère au cours d'un dialogue que les motifs à l'appui d'une demande de transfert sont sérieux, mais qu'ils passent inaperçus alors que la personne n'a pas l'occasion d'être entendue avec bienveillance et avec le temps nécessaire.

Pour que des rendez-vous avec les assistants sociaux puissent être accordés plus facilement, un renforcement des effectifs s'avère nécessaire.

Retrait non conforme à la procédure administrative non contentieuse d'une allocation mensuelle

Depuis son arrivée au Luxembourg, le demandeur de protection internationale en question devait se présenter le 6 de chaque mois auprès de son assistant social de l'OLAI pour recevoir son allocation mensuelle. En raison d'un malentendu, le réclamant n'a pas pris conscience du fait que son rendez-vous du mois d'août 2016 était prévu le troisième au lieu du sixième jour du mois et par conséquent, il s'est présenté avec quelques jours de retard.

En conséquence l'agent d'accueil des demandeurs de protection internationale a décidé de lui refuser l'allocation mensuelle du mois d'août 2016 en raison de son retard.

En l'occurrence, les sanctions prises suite à un simple malentendu étaient démesurées, alors qu'elles ont condamné une personne à vivre sans ressources financières pendant un mois.

Pour les décisions de retrait, l'article 5 c) deuxième tiret du règlement grand-ducal du 8 juin 2012 fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une aide sociale aux demandeurs de protection internationale est applicable. Celui-ci dispose que le ministre peut limiter ou retirer le bénéfice de l'aide sociale lorsque: «(…) c) le bénéficiaire de l'aide sociale: (…) ne respecte pas l'obligation de se présenter aux autorités, ne répond pas à leurs demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels fixés par l'autorité compétente, …».

Comme les démarches du réclamant et de son traducteur n'ont pas abouti, la médiateure a prié le directeur de l'OLAI de revoir la décision litigieuse en accordant les allocations mensuelles du mois d'août 2016 au réclamant. Le directeur a répondu en signalant qu'il ne s'agit pas d'une sanction démesurée, alors que les agents du service en question s'efforcent jour après jour de recevoir les personnes qui sollicitent leur aide.

Si les efforts réalisés par ces agents en période d'afflux méritent effectivement d'être honorés, la médiateure est néanmoins persuadée que la proportionnalité de la sanction devrait être évaluée par rapport aux faits, ainsi qu'à la situation de la personne et non par rapport aux efforts réalisés par les agents de l'OLAI.

Cette obligation ressort de l'article 7 du règlement grand-ducal du 8 juin 2012 susmentionné, libellé comme suit:

«Les décisions portant limitation ou retrait du bénéfice de l'aide sociale doivent être motivées et sont fondées sur la situation particulière de la personne concernée, compte tenu du principe de proportionnalité…».

La médiateure a informé le directeur qu'une administration ne devrait priver une personne de son seul revenu financier que pour des raisons graves et dûment motivées et surtout en respectant la procédure administrative prévue à cette fin. En l'occurrence, cette procédure, prévue à l'article 6 du règlement grand-ducal précité, ne semble pas avoir été respectée:

«Avant de prendre une décision visée à l'article 5 et sauf s'il y a péril en la demeure, le ministre informe le bénéficiaire de l'aide sociale de son intention en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir.

Cette communication se fait par lettre recommandée. Un délai de huit jours, qui prend effet à compter de la date de la remise de la lettre à la poste, est accordé au bénéficiaire de l'aide sociale pour présenter ses observations. Le bénéficiaire de l'aide sociale peut être entendu en personne à condition d'en faire la demande endéans du délai précité de huit jours.»

Le réclamant dit n'avoir jamais reçu une telle communication préalable et l'allocation mensuelle lui aurait été refusée avec effet immédiat moyennant l'information orale d'un agent, le jour même où il s'est présenté dans son bu-

reau. Le réclamant n'a pas eu l'occasion de s'expliquer, voire de se défendre avant la prise de décision. Cette manière de procéder est non seulement contraire au règlement grand-ducal susmentionné, mais également à la procédure administrative non contentieuse.

Il résulte de ce qui précède que ni le critère de proportionnalité de la sanction ni la procédure applicable en la matière ne semblent avoir été respectés.

Malheureusement, le directeur n'a pas encore pris position par rapport à ces arguments présentés en octobre 2016, et ce malgré l'envoi d'un rappel en décembre 2016.

- Service national d'action sociale (SNAS)

Maladie et contrat d'insertion

La médiateure a été saisie par un réclamant au sujet de problèmes rencontrés avec le SNAS.

Le réclamant explique qu'il était lié par une convention relative à l'organisation d'une activité d'insertion professionnelle et qu'il est tombé malade deux semaines avant l'échéance de la convention.

Trois mois plus tard le médecin-conseil du contrôle médical l'aurait déclaré apte de travailler à raison de vingt heures par semaine. Le médecin aurait évoqué l'éventualité d'un «mi-temps thérapeutique». Cependant, un mi-temps thérapeutique ne s'envisage que dans le cadre d'un contrat de travail. Or, le réclamant n'était lié par aucun contrat de travail.

Le SNAS ne reconnaît pas le mi-temps thérapeutique. Il a cependant conclu avec le réclamant un nouveau contrat d'insertion prévoyant une dispense de travail de 20 heures.

L'intéressé était d'avis que son dossier avait été négligé et qu'il aurait dû pouvoir bénéficier d'un mi-temps thérapeutique étant donné que le médecin-conseil l'avait évoqué.

La dispense est prévue par les articles 10 et 14 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et par l'article 4 du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 organisant la participation à des stages en entreprise des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion.

L'article 10 de la loi précitée prévoit que la durée des activités telle qu'un stage en entreprise est de 40 heures par semaine et que la durée de ces activités peut être réduite pour les personnes visées à l'article 14 de la loi précitée.

L'article 14 (1) dispose que:

«Peut être dispensée, partiellement ou totalement, le cas échéant sur avis des services de santé au travail ou du contrôle médical de la sécurité sociale, de la participation à une ou plusieurs des mesures énumérées à l'article 10:

- […] la personne dont l'état de santé physique ou psychique ou la situation sociale ou familiale sont tels que l'accomplissement des mesures de l'article 10 s'avère temporairement contre-indiqué ou irréalisable; […]».

L'article 4 du règlement concernant plus spécifiquement les stages en entreprise énonce que la durée de 40 heures peut être réduite pour les personnes visées à l'article 14 de la loi précitée.

La médiateure a expliqué au réclamant qu'à son avis, en élaborant le nouveau contrat d'insertion avec dispense, le SNAS a suivi l'avis du médecin-conseil du contrôle médical qui estime que le réclamant est capable de travailler 20 heures. Le fait que le médecin-conseil a évoqué un mi-temps thérapeutique qui n'est pas reconnu par le SNAS ne change rien à cet état de fait et ne désavantage en rien l'intéressé.

L'article 14 (2) de la loi précitée précise que «Pendant la durée de la dispense, un droit à l'allocation complémentaire est ouvert conformément aux dispositions du chapitre III. Il en est de même des personnes signataires d'un contrat d'insertion qui, dans un délai de trois mois, n'ont pas pu être soumises, faute de poste de travail approprié, à une mesure prévue à l'article 10.».

Le réclamant percevait moins de 200 E au titre de l'allocation complémentaire, ce qui semblait être le maximum qui pouvait lui être alloué du fait de la composition de son ménage, alors que son enfant, qui faisait partie de la communauté domestique, percevait lui-même un salaire.

Le réclamant reprochait en outre au SNAS de ne pas lui avoir trouvé immédiatement de nouvelle occupation adaptée à ses capacités.

Les services de la médiateure ont pris contact avec l'assistante sociale en charge du dossier pour connaître les perspectives d'affectation.

L'assistante sociale a expliqué n'avoir à ce moment-là pas été en mesure de proposer d'ATI (affectation temporaire indemnisée à des travaux d'utilité collective auprès de l'État, des communes, des établissements publics, des établissements d'utilité publique, ou tout autre organisme ou association d'utilité publique poursuivant un but non lucratif) dans le domaine recherché. Elle insiste aussi sur le fait qu'il est important que les personnes fassent également des demandes spontanées. Elle explique en effet qu'en cas de réponse négative, elle pourrait, selon les cas, contacter les employeurs potentiels, pour envisager avec eux une mesure d'insertion, ce qui peut éventuellement les faire changer d'avis.

La médiateure convient qu'il a été long pour le réclamant d'attendre quelques mois avant de pouvoir retravailler et les services de la médiateure ont abordé ce souci avec l'assistante sociale, cependant ce fait n'ouvre pas le droit à une quelconque indemnité de compensation.

Le réclamant est d'avis qu'il n'aurait pas dû subir de perte de revenus suite à son congé de maladie.

Or, il avait obtenu une indemnité d'insertion jusqu'au dernier jour pour lequel la convention d'insertion avait été conclue. Il a en outre perçu une allocation complémentaire (certes peu élevée du fait de la composition de son ménage) jusqu'au moment où il a retrouvé du travail, en l'occurrence une ATI, de sorte que la médiateure était d'avis que le réclamant ne pouvait prétendre à une aide financière supplémentaire de la part de l'État.

Ministère des Finances

- Administration des contributions directes (ACD)

Imposition d'une plus-value immobilière exonérée et absence de réponse de l'Administration

Un réclamant, ressortissant italien détaché par le Gouvernement italien au Luxembourg pendant plusieurs années, avait acheté, ensemble avec son épouse, une maison au Luxembourg pour y vivre. Ils y ont résidé jusqu'au moment où le réclamant a été réaffecté à Rome en attendant un nouveau détachement à l'étranger. L'épouse quant à elle avait obtenu un nouveau poste en Belgique. Ne sachant pas dans quel pays le réclamant allait être réaffecté, ils ont décidé de conserver la maison au Luxembourg et de la louer en attendant.

Or, le réclamant n'a plus été affecté au Luxembourg. Onze ans plus tard, après plusieurs autres postes à l'étranger, il a retrouvé un poste en France. Sachant qu'il s'agissait là de sa dernière affectation avant sa retraite, le réclamant a compris que sa famille ne reviendrait plus habiter au Luxembourg. Ainsi, les époux ont vendu leur maison. Pendant tout ce temps, la maison aurait été leur seule propriété immobilière.

Ils se seraient renseignés auprès des agences immobilières, auprès de leur banque, auprès du notaire et auprès de l'administration fiscale afin d'être en règle avec leurs obligations fiscales. Toutes ces personnes leur auraient assuré qu'ils ne seraient pas imposables sur la plus-value dégagée lors de la cession de leur maison, alors que la maison devait être assimilée à leur résidence principale. Les contribuables pensaient qu'ils n'avaient plus aucune obligation envers l'administration fiscale. Il semble que personne ne les avait rendus attentifs au fait qu'il aurait fallu remettre un formulaire 700, nécessaire lors de la vente d'un bien immobilier.

Sept ans plus tard, les réclamants ont appris par un extrait de compte de l'administration fiscale, qu'ils seraient redevables d'une somme de 45.449,40 € sans avoir reçu auparavant d'autre courrier de la part de l'ACD.

Le réclamant affirme qu'il a essayé de se renseigner sur la nature et la raison des impôts lui réclamés. Or, il n'aurait pas été possible d'obtenir des informations par téléphone. Il a donc envoyé une lettre au bureau de recette Luxembourg. Dans cette lettre, il a développé sa situation et expliqué pour quelle raison il estimait ne pas être imposable au Luxembourg. Cette lettre est restée sans réponse.

Quelques mois plus tard, les réclamants ont cependant reçu un nouvel extrait de compte. Comme ils n'avaient toujours pas d'explications sur les impôts réclamés, le contribuable a écrit une nouvelle lettre au bureau d'imposition compétent. Cette lettre est également restée sans réponse.

Suite à plusieurs lettres et au manque de réaction de la part de l'Administration, les contribuables ont mandaté un avocat qui a essayé de son côté d'obtenir des informations. Or, l'avocat n'aurait pas réussi non plus à obtenir des explications.

Suite à l'intervention de la médiateure auprès du bureau d'imposition compétent, le bulletin d'impôt fixant les impôts réclamés a été communiqué rapidement. Le bulletin d'impôt en question confirmait que les impôts demandés provenaient de l'imposition de la plus-value de cession de la maison luxembourgeoise.

Sur le plan légal, les contribuables n'auraient cependant pas dû être imposés sur cette plus-value. Il est vrai qu'ils n'ont pas remis de formulaire 700 et qu'à défaut d'informations, l'Administration n'avait d'autre choix que de procéder à une taxation. Mais, selon l'alinéa 2 de l'article 102bis de la loi sur l'impôt sur le revenu, la plus-value est exonérée même si l'habitation n'est pas occupée par le propriétaire si les trois conditions suivantes sont cumulativement remplies:

- le contribuable doit avoir occupé l'habitation à la suite de l'acquisition ou de l'achèvement;

- le contribuable ne doit pas être propriétaire d'une autre habitation;

- l'abandon de l'habitation cédée doit être motivé par des raisons d'ordre familial ou par un changement de résidence en rapport avec la profession du contribuable, de son conjoint ou de son partenaire.

Ces conditions étant remplies, la plus-value devait être exonérée.

Suite à la demande de la médiateure, le directeur de l'ACD directes a accordé une remise gracieuse aux réclamants.

Il est regrettable que l'ACD n'ait pas répondu aux lettres des réclamants demandant des explications, mais se soit limitée à envoyer des nouveaux extraits de compte indiquant à chaque fois une dette plus élevée en raison des intérêts de retards qui ont été ajoutés.

Tout administré doit pouvoir recevoir une réponse s'il s'adresse à une administration. À ce sujet, la médiateure tient à rappeler les lignes de bonne conduite administrative que le Conseil des ministres vient d'adopter suite à la recommandation n°49 de la médiateure, et plus précisément le droit pour tout administré d'obtenir à tout courrier une réponse circonstanciée, rédigée dans un langage clair et simple et dans un délai raisonnable.

Imposition collective erronée sur base d'un décompte de RMG non détaillé

La médiateure a été saisie par un réclamant qui estimait que ses revenus pris en compte par l'administration des contributions directes étaient trop élevés. Il gagnait le salaire social minimum et sa famille bénéficiait d'une allocation complémentaire (RMG). L'allocation complémentaire était payée pour toute la communauté domestique, à savoir le réclamant, son épouse, leurs trois enfants et la mère du réclamant.

Étant donné que la mère du réclamant était prise en compte pour le calcul de l'allocation complémentaire, la question se posait de savoir si la partie de l'allocation complémentaire revenant à la mère du réclamant était comprise dans les revenus imposés. Or, la mère d'un contribuable ne peut pas être imposée collectivement avec lui et sa belle-fille.

Il s'est en effet avéré que la mère a toujours fait partie du ménage et que l'ACD a inclus la partie de l'allocation complémentaire revenant à la mère dans le revenu imposable du réclamant et de son épouse. L'erreur venait du fait que l'ACD ne disposait que d'un certificat faisant état du montant global des prestations liquidées au ménage par le Fonds national de solidarité au cours d'une année.

Suite à l'établissement par le Fonds national de solidarité d'un relevé détaillé, l'ACD a établi un décompte rectificatif pour les années d'imposition concernées.

Afin d'éviter ce genre de problèmes à l'avenir, il serait utile que le Fonds national de solidarité établisse d'office un relevé des paiements plus détaillé, surtout si le ménage comprend des contribuables distincts.

Refus d'une imposition collective pour un fonctionnaire détaché à l'étranger

Un fonctionnaire luxembourgeois détaché aux Pays-Bas s'est adressé à la médiateure, parce que l'ACD lui avait refusé la classe d'impôt 2. Son épouse est fonctionnaire et ressortissante autrichienne, également détachée aux Pays-Bas. Les deux époux bénéficient du statut diplomatique. En tant que diplomates, ils sont considérés comme résidents fiscaux de leur pays d'envoi. Ils se sont mariés en 2011 et vivent ensemble avec leur enfant aux Pays-Bas.

Suite à son mariage en 2011, le contribuable avait demandé l'attribution de la classe d'impôt 2 à son bureau d'imposition compétent. Or, l'application de la classe d'impôt 2 lui a été refusée. Il en a été de même pour la classe d'impôt 1a suite à la naissance de l'enfant en 2013.

Fin 2013, le contribuable a introduit une réclamation contre son bulletin d'impôt sur le revenu pour l'année 2011. Ce n'est qu'après trois ans qu'il a reçu une décision négative du directeur de l'ACD.

À plusieurs reprises, le bureau d'imposition a expliqué au contribuable qu'il ne pouvait pas bénéficier de la classe d'impôt 2. Il en a donc conclu, suite à ce nouveau refus, qu'il n'y avait effectivement pas droit. C'est pour cette raison qu'il a décidé de ne pas engager les frais d'un recours devant le tribunal administratif.

Or, suite à des entretiens avec d'autres personnes se trouvant dans une situation similaire, il a appris que ces personnes bénéficiaient de la classe d'imposition 2. Il a alors à nouveau contacté son bureau d'imposition qui lui a finalement confirmé qu'il aura droit à la classe d'impôt 2 pour l'avenir.

En effet, le réclamant est contribuable résident alors que son épouse est contribuable non résidente. Selon la circulaire LIR n°3/2 du 23 janvier 2002, «l'objectif de l'ajout d'une lettre d) à l'article 3 LIR est de permettre à des époux non séparés de fait, ni sur base d'une décision de justice, mais dont un époux est contribuable résident au Luxembourg et l'autre une personne qui vit à l'étranger, d'opter, sous certaines conditions, pour l'imposition collective».

Bien que l'un des époux soit considéré comme résident et l'autre comme non-résident, ils ne sont pas séparés, mais vivent ensemble aux Pays-Bas.

L'article 3 d) LIR pose la condition supplémentaire que l'époux résident réalise au Luxembourg au moins 90% des revenus professionnels du ménage pendant l'année d'imposition. La circulaire LIR n°3/2 précitée précise que les revenus exemptés au Luxembourg ne sont pas à considérer pour le calcul du seuil de 90% des revenus professionnels du ménage. Les revenus de l'épouse ne sont donc pas à prendre en considération étant donné qu'en vertu de son statut de diplomate, elle est imposable en Autriche.

En ce qui concerne l'enfant du couple, la circulaire précitée prévoit que les modérations d'impôt sont à accorder pour les enfants qui remplissent les conditions de l'article 123 LIR vis-à-vis de l'un des époux.

Suite à l'intervention de la médiateure, le directeur a confirmé que les époux auront droit pour l'avenir à la classe d'imposition 2 sous réserve du respect des conditions de forme et que pour l'année 2014, il est possible de rectifier l'imposition. Or, l'ACD a refusé de revenir sur les impositions des années 2011 à 2013. Il ressort également de la décision que le seul empêchement à l'imposition collective avec son épouse et l'application de la classe d'impôt 2 pour les années précédentes était le défaut de demande conjointe préalable pour une imposition collective.

Suite à une nouvelle intervention de la médiateure, la directrice de l'ACD a accordé une remise gracieuse aux réclamants à concurrence de la différence d'impôt résultant de l'application de la classe d'impôt 2 au lieu de la classe 1 dans le cadre de l'imposition des années 2012 et 2013.

Alors que la médiateure se réjouit de la décision de remise gracieuse, il est regrettable que le contribuable n'ait pas reçu les explications nécessaires ni avant ni après la décision directoriale initiale de refus. En plus, il était à ce moment-là trop tard pour faire la demande pour les années 2012 et 2013 alors que la décision n'est intervenue qu'en 2016. La médiateure renvoie une fois de plus aux lignes de bonne conduite administrative qui viennent d'être adoptées par le Conseil des ministres et notamment au droit pour tout administré à une information générale, claire, aussi complète que possible et actualisée au sujet de ses droits et obligations, les procédures applicables et les pratiques de l'Administration.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

La médiateure est en relation régulière avec l'ADEM et des entrevues sont régulièrement organisées pour discuter des différentes réclamations.

Le résultat de ces entrevues n'est cependant pas toujours convaincant.

Demande de remboursement d'indemnités de chômage indûment versées

Une réclamante s'est adressée à la médiateure pour contester la demande de remboursement d'indemnités de chômage indûment versées.

La réclamante, après avoir terminé sa formation en tant qu'agent administratif et commercial, s'est inscrite auprès de l'ADEM et a introduit une demande en obtention d'indemnités de chômage. L'ADEM a considéré la réclamante comme jeune chômeur et lui a versé des indemnités de chômage pendant cinq mois.

L'ADEM a ensuite demandé le remboursement des indemnités de chômage alors qu'elle s'est rendue compte qu'en réalité la réclamante ne remplissait pas les conditions pour être considérée comme jeune chômeur. En effet lors de son inscription comme demandeur d'emploi, la réclamante avait déjà dépassé la limite d'âge de 23 ans.

Dans son intervention, la médiateure a fait valoir que parmi les données que la réclamante devait indiquer lors de son inscription auprès de l'ADEM figurait celle de sa date de naissance. Par ailleurs elle y était enregistrée avec son numéro de matricule. Dès lors l'ADEM avait dès le début connaissance de son âge, mais malgré cette information elle l'a quand même considérée et admise comme jeune chômeur. Aucune faute n'est donc imputable dans le chef de la réclamante.

L'article L.527-3 du Code du travail prévoit que: «S'il a été constaté que des indemnités ont été accordées à la suite d'une erreur matérielle, celles-ci sont redressées ou supprimées. Les indemnités indûment payées sur la base de déclarations fausses ou erronées sont à restituer».

Considérant que la réclamante n'a jamais caché ou menti sur son âge, la médiateure a demandé que l'ADEM renonce à sa demande de remboursement.

L'ADEM a accepté l'argumentaire de la médiateure.

Appréciation contradictoire de l'état de santé faite par le médecin du travail de l'ADEM

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une personne reprochant à l'ADEM de lui avoir refusé le paiement des indemnités de chômage en tant qu'indépendant.

Suite à un accident de travail, le réclamant a été obligé de cesser son activité professionnelle. En raison de la gravité des blessures et des séquelles qu'il continuait à subir, ses médecins traitant avaient préconisé l'abandon de son activité, alors que celle-ci était devenue incompatible avec son état de santé.

Le médecin du travail de l'ADEM était cependant d'avis que l'arrêt de l'activité n'était pas justifié d'un point de vue médical.

Après avoir analysé le dossier, la médiateure a constaté que cet avis était contraire à celui de trois autres médecins par lesquels le réclamant était suivi.

Par ailleurs, l'avis du médecin du travail était en partie contradictoire en soi, en ce que d'une part, il constatait que certaines tâches ne pouvaient plus être accomplies par le réclamant, et que d'autre part, certains mouvements étaient toutefois inévitables dans la profession exercée par le réclamant.

En raison de ces divergences, la médiateure est intervenue auprès de la directrice de l'ADEM pour lui demander de réexaminer le dossier en question.

Suite à l'intervention de la médiateure, le réclamant a été examiné par un autre médecin du travail qui était d'avis que l'état de santé de l'intéressé ne lui permettait effectivement plus de continuer son activité indépendante.

Sur base de ce nouvel avis, la directrice de l'ADEM a accepté d'octroyer, de manière rétroactive, les indemnités de chômage au réclamant.

Informations erronées

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'un citoyen qui disait avoir été mal informé par les services de l'ADEM, ce qui lui aurait causé un préjudice dans le sens où il n'aurait pas pu bénéficier de l'aide au réemploi à laquelle il aurait dû avoir droit.

Dans un premier temps, le réclamant n'a pas obtenu d'indemnités de chômage, l'ADEM étant d'avis qu'il n'était pas à considérer comme «chômeur involontaire» au sens de l'article L.521-3 du Code du travail.

Il a donc dû saisir les juridictions du travail pour qu'elles tranchent la question de savoir si son départ de l'entreprise était à considérer comme démission ou comme licenciement.

Trois ans plus tard, la Cour d'appel de et à Luxembourg a décidé qu'il n'y aurait pas lieu de considérer qu'il avait démissionné.

Suite à cette décision, l'ADEM a accepté de lui verser à titre rétroactif l'indemnité de chômage qu'il avait sollicitée trois ans plus tôt.

Au même moment, le réclamant a introduit une demande en obtention de l'aide au réemploi, qui lui a cependant été refusée au motif qu'il était hors délai.

Aux termes de l'article 16 1) du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 l'aide au réemploi doit être introduite, sous peine de forclusion, dans un délai de six mois à compter de la réinsertion professionnelle.

Or, le réclamant avait déjà retrouvé un nouvel emploi depuis deux ans au moment de la demande en obtention de l'aide au réemploi.

Il prétend cependant que c'est son placeur ainsi que deux personnes travaillant au sein de l'ADEM qui lui avaient conseillé d'attendre la décision de justice pour introduire sa demande en obtention d'une aide au réemploi, pour être certain de remplir les conditions pour y prétendre. En effet, en raison du fait qu'au départ, le réclamant n'était pas à considérer comme ayant été licencié, il ne remplissait à ce moment-là pas les conditions pour avoir droit à l'aide au réemploi.

Étant donné que le réclamant ne disposait pas de preuves de ces dires, la médiateure n'a pas réussi à convaincre la directrice de l'ADEM de revenir sur sa décision et d'octroyer rétroactivement l'aide au réemploi au réclamant.

La médiateure a également été saisie par un réclamant qui regrettait lui aussi d'avoir été mal informé par l'ADEM.

Il s'agissait en l'occurrence d'une personne d'une cinquantaine d'années qui était au chômage suite à la faillite de son ancien employeur.

À un moment donné, cette personne a souhaité créer sa propre entreprise. Son placeur l'avait informé des différentes aides auxquelles elle pourrait prétendre, notamment une aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée.

Le réclamant a cependant souhaité prendre toutes les précautions nécessaires avant de se lancer dans une nouvelle activité et a pour cela contacté différentes personnes travaillant au sein de l'ADEM.

Ces personnes lui auraient dit qu'a priori rien ne s'opposait à ce que l'aide en question lui soit octroyée et qu'il suffirait qu'il soit salarié de cette société.

Le notaire qui a dressé l'acte constitutif de société lui aurait assuré que le statut de salarié n'était pas incompatible avec celui de gérant et que l'unique point auquel il devrait faire attention serait le nombre de parts sociales qu'il détiendrait.

Selon le notaire, tant qu'il ne détiendrait pas plus de 25 parts sociales, il garderait le statut de salarié, alors qu'il en serait de même d'un point de vue de la sécurité sociale.

Or, l'ADEM ne partageait pas ce point de vue et était d'avis qu'en l'espèce, le réclamant ne remplissait pas les conditions pour prétendre à une aide à l'embauche de chômeurs âgés et de longue durée, dans la mesure où il n'était pas à considérer comme étant salarié de la société.

En effet, pour l'administration en question, le lien de subordination faisait défaut en l'espèce, alors que le réclamant était à la fois gérant unique de la société et détenait un pouvoir de signature individuel. Par ailleurs, force était de constater qu'il était également titulaire de trois autorisations d'établissements de la société.

Le réclamant était consterné par cette décision, alors que selon lui, il avait pris tous les renseignements nécessaires auprès de l'ADEM et qu'à aucun moment, les agents concernés ne l'auraient rendu attentif à ces éléments pourtant déterminants. Il était d'avis qu'il avait agi en toute transparence et qu'à aucun moment il n'avait voulu frauder la loi.

La médiateure est intervenue auprès de la directrice de l'ADEM qui a nié le fait que le réclamant avait été mal informé par ses services. Dans la mesure où toutes les communications s'étaient déroulées de façon orale, il n'a pas été possible de prouver que le réclamant avait été mal informé par l'ADEM.

De façon générale, la médiateure a pu noter que beaucoup de personnes s'étaient plaintes ces derniers temps d'avoir été mal informées respectivement mal conseillées par différents services de l'ADEM, ce qui aurait eu pour conséquence qu'elles avaient été privées d'une aide.

Dans la mesure où ces prises de renseignements se font la plupart du temps de façon orale, la médiateure refuse dans la grande majorité de cas d'intervenir auprès de l'administration concernée faute de preuves.

Lors d'une entrevue qui s'est déroulée au mois de décembre dernier en présence du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et des responsables de l'ADEM, la médiateure en a profité pour les rendre attentifs à ces points.

La médiateure espère qu'à l'avenir, les services de l'ADEM seront plus attentifs quant à l'exactitude des renseignements qu'ils donneront à leurs usagers et recommande à ces derniers de poser leurs questions par écrit.

Reclassement professionnel des personnes inaptes à occuper leur dernier emploi

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe a suscité de nombreuses réclamations.

- L'examen de réévaluation prévu dans les dispositions transitoires

Plusieurs réclamants ont critiqué la réévaluation médicale prévue par les dispositions transitoires de la loi susvisée.

Ce texte dispose qu'en cas de récupération des capacités de travail nécessaires pour occuper un poste ou des tâches similaires au dernier poste de travail, les personnes en reclassement externe se voient retirer l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

La plupart des réclamants ont remis à la médiateure des rapports médicaux constatant l'absence d'amélioration de leur état de santé, voire même une aggravation.

La réévaluation ne doit pas aboutir à un retrait de la décision de reclassement et de l'indemnité d'attente en l'absence d'une amélioration réelle de l'état de santé et sans motivation médicale précise. C'est pourquoi, il incombe au médecin consultant de l'ADEM de préciser dans son avis médical les capacités de travail que les réclamants ont récupérées et les postes de travail similaires qu'ils pourront à nouveau occuper.

L'obligation de motivation, qui constitue un principe général de bonne administration reconnu par tous les États de droit, oblige le médecin à expliciter ses motifs.

À cet égard, une indication stéréotype ne saurait suffire. La motivation doit être circonstanciée et précise. Elle doit être adaptée aux circonstances de l'affaire et comporter un énoncé détaillé des conditions de fait à la base de l'avis médical. Dans les cas où des certificats médicaux sont versés, il incombe au médecin d'expliciter les raisons qui ne lui permettent pas de suivre les conclusions des médecins traitants.

- L'application dans le temps de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Dans un dossier concernant une personne ayant bénéficié d'un reclassement externe avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 juillet 2015 susvisée, il s'est posé la question de savoir s'il y a lieu de faire application de l'ancien ou du nouvel article L.551-5 (3) du Code du travail. La nouvelle loi prévoit que la non-présentation à trois rendez-vous consécutifs auprès des services de l'ADEM entraîne l'arrêt définitif de l'indemnité professionnelle d'attente et la clôture du dossier du bénéficiaire. Selon les anciennes dispositions légales, ladite sanction était déjà encourue après deux convocations non respectées.

Dans le dossier en question, l'ADEM a fait application de l'ancien article. Elle s'est basée sur l'avis complémentaire du Conseil d'État du 11 novembre 2014 selon lequel, en vertu des principes applicables en matière de conflits de loi dans le temps, les anciennes dispositions régissant le reclassement restent applicables aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

Un amendement n°34 avait inséré dans les «Dispositions transitoires» inscrites dans le projet de loi un alinéa précisant que les anciennes dispositions régissant le reclassement restent applicables aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Selon le Conseil d'État, «le nouvel alinéa est superfétatoire dans le mesure où la loi en projet ne s'applique qu'aux cas qui sont traités à partir de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi». L'amendement n°34 n'a pas été repris dans la nouvelle loi.

La médiateure ne partage pas cet avis. Elle se réfère au principe de l'application immédiate de la loi nouvelle aux effets à venir des situations extracontractuelles, qui s'applique à défaut de dispositions transitoires spécifiques. Suivant ce principe, la survie de la loi ancienne est considérée comme exceptionnelle et ne s'impose que pour garantir les droits acquis par les bénéficiaires du régime antérieur (Traité de droit civil par Ghestin et Goubeaux, Introduction générale, page 294, n°369 et suivants).

Selon la médiateure, les dispositions plus favorables de la nouvelle loi devraient être appliquées à tous les reclassés externes, car celle-ci n'en exclut pas expressément le bénéfice aux personnes ayant fait l'objet d'un reclassement externe avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

L'ADEM, en s'appuyant sur l'avis du Conseil d'État et sur des arguments de texte, n'applique les nouvelles dispositions qu'aux personnes bénéficiant d'une décision de reclassement externe prise après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Il n'est pas certain cependant que les juridictions saisies de la question suivront cette approche.

Il est indispensable qu'à l'avenir, les dispositions transitoires d'une loi précisent clairement l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales, afin de clarifier s'il est prévu ou non de déroger aux principes généraux applicables en matière de conflits de loi dans le temps.

- Indemnité compensatoire

Lorsqu'une personne fait l'objet d'un reclassement interne ou externe et qu'elle subit ainsi une diminution de son salaire initialement perçu, elle a droit à une indemnité compensatoire.

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe a visé une simplification du calcul de l'indemnité compensatoire. L'indemnité compensatoire pourrait ainsi être liquidée plus rapidement.

Cette indemnité est payée par l'ADEM à charge du Fonds pour l'emploi.

Toujours est-il que la médiateure a été saisie de plusieurs réclamations mettant en cause le délai extrêmement long pour l'instruction et le paiement initial de l'indemnité compensatoire aux personnes reclassées sous le régime de la loi précitée. Par ailleurs la médiateure constate souvent un manque de régularité dans le paiement subséquent de l'indemnité compensatoire mensuelle, privant ainsi les personnes concernées pendant une certaine période d'une partie de leurs revenus.

Cette problématique de retard a notamment été discutée lors d'une entrevue avec le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et des membres de la direction de l'ADEM. Il a alors été convenu que l'ADEM devrait tout mettre en œuvre pour mettre en place un système d'avances ou d'acomptes pour les personnes bénéficiaires de l'indemnité compensatoire afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent pendant une longue durée qu'avec seulement une partie de leur revenu mensuel.

La médiateure va suivre attentivement les démarches entreprises en ce sens par l'ADEM.

- Commission mixte de reclassement des Travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail

Le certificat d'aptitude établi lors de l'examen médical d'embauche

Aux termes de l'article L. 551-1, paragraphe 1er du Code du travail, «les salariés qui occupent leur dernier poste de travail depuis moins de trois ans ne sont éligibles pour le reclassement professionnel que sous condition qu'ils soient en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail».

L'article L 326-1 du Code du travail dispose que «pour les postes à risques dont question à l'article L. 326-4 ci-après, l'examen doit être fait avant l'embauchage. Pour les autres postes, l'examen doit être fait dans les deux mois de l'embauchage».

Un réclamant a été victime d'un accident de travail quatre semaines après avoir été embauché par une entreprise de génie civil. Il n'avait pas encore été convoqué pour un examen médical d'embauche par le médecin du travail. Comme il ne disposait pas d'un certificat d'aptitude au travail, son dossier de reclassement a

été déclaré irrecevable par la Commission mixte.

Les personnes qui sont victimes d'un accident de travail avant que l'examen médical d'embauche n'ait eu lieu sont d'office exclues du reclassement. Cette solution est inique et discriminatoire, car ni le salarié, ni l'employeur ne peuvent être tenus pour responsables des délais de convocation à l'examen d'embauche.

Dans le cadre de ce dossier, s'est également posé un problème de qualification du poste de travail de l'accidenté. Pour l'employeur, il ne s'agissait pas d'un poste de travail à risques au sens de l'article L. 326-4 du Code du travail pour lequel l'examen médical doit être effectué avant l'embauche, position qui n'était pas partagée par le Ministère du Travail.

En pratique, les délais de convocation auprès du médecin du travail peuvent dépasser de loin deux mois. Même les salariés qui ne sont pas exposés à un risque spécifique peuvent être victimes d'accidents professionnels. Par ailleurs, de nombreux dossiers soumis à la médiateure sont des accidents de trajet. À défaut d'examen d'embauche, ces personnes ne sont pas éligibles au reclassement professionnel et ne peuvent dès lors pas bénéficier d'une rente professionnelle d'attente, car celle-ci ne peut être octroyée qu'en cas de reclassement professionnel externe.

Outre le problème tenant aux délais de convocation à l'examen médical d'embauche, il existe un nombre élevé de salariés qui travaillent depuis longtemps sans avoir jamais été soumis à un examen médical d'embauche.

Une réclamation a été introduite auprès de la médiateure par une secrétaire d'un cabinet d'avocats, victime d'un accident vasculaire cérébral, qui ne pouvait plus travailler qu'à mi-temps, mais dont le dossier a été déclaré irrecevable pour défaut d'examen médical à l'embauche. La Commission mixte a pris la même décision dans le cas d'une aide-éducatrice embauchée par une commune.

Le même sort a été réservé à une auxiliaire de vie en tant que salariée auprès de personnes dépendantes. La durée de ses contrats de travail, qui se succèdent rapidement, peut varier entre trois mois à quatre ans. La réclamante s'était gravement blessée en essayant d'empêcher une chute d'un de ses clients. À ses dires, parmi les vingt personnes de sa connaissance exerçant le même métier, aucune n'était informée de l'obligation de passer un examen médical d'embauche lors de la conclusion d'un nouveau contrat de travail. Beaucoup de femmes de charge travaillant dans des ménages privés ignorent ces prescriptions légales et sont d'office exclues du reclassement.

Il est de première importance d'organiser une campagne d'information afin d'informer tant les employeurs que les salariés au sujet de l'examen médical d'embauche.

Ministère du Logement

- Service des aides au logement

Révision d'une décision administrative compte tenue de la situation particulière de l'usager

Depuis le 1er janvier 2016, une nouvelle aide au logement a été mise en place sous la forme d'une subvention de loyer. Selon la règlementation en vigueur, cette subvention peut être demandée par une personne seule ou par plusieurs personnes habitant ensemble dans un même logement situé au Grand-Duché de Luxembourg.

Un usager dont la demande a été refusée par le Service des aides au logement a introduit une réclamation auprès de la médiateure.

Après analyse de la situation, il est apparu que l'usager avait indiqué dans le formulaire de demande deux adresses différentes pour lui et son épouse. Il n'a toutefois pas informé le Service des aides au logement qu'une procédure de regroupement familial était en cours et que l'adresse de son épouse à l'étranger était uniquement temporaire.

Le service en question (qui n'était pas informé de la procédure de regroupement familial en cours) a donc simplement constaté que les deux personnes inscrites dans la demande ne résidaient pas ensemble à la même adresse.

Après discussion avec le Service des aides au logement, la médiateure a donc recommandé à l'usager d'adresser audit service une copie des documents attestant qu'une procédure de regroupement familial est en cours.

Informée de ce nouvel élément, le Service des aides au logement a indiqué revoir sa décision sur présentation d'un document attestant que la procédure de regroupement familial a été achevée.

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

- Administration des bâtiments publics

Réparation exemplaire d'un préjudice suite à la résiliation d'un marché public

La médiateure a été saisie d'une réclamation de la part d'une société de jardinage qui remettait en cause la façon dont le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait résilié le marché public qui lui avait été attribué. La société regrettait notamment le fait de ne pas avoir obtenu de réponse aux courriers qu'elle lui avait envoyés.

La société en question avait été désignée adjudicataire publique pour l'exécution de certains travaux d'aménagement et de plantation par arrêté ministériel.

Une année plus tard, elle avait cependant reçu un courrier du nouveau ministre en fonction l'informant de son intention de résilier le marché en question. La lettre n'indiquait aucun motif et invitait la partie concernée à faire valoir ses observations endéans les huit jours.

Le lendemain, le gérant de la société concernée a envoyé une lettre recommandée pour demander une entrevue avec un des responsables du ministère. Suite à ce courrier, il a reçu un appel téléphonique de la part d'une personne travaillant au sein du ministère pour l'informer qu'il allait transmettre ses doléances au directeur de l'Administration des bâtiments publics.

Quelques jours plus tard, le ministre compétent a pris un arrêté de résiliation de marché, sans que le gérant en question n'ait jamais reçu de nouvelles quant aux suites réservées à sa demande, ceci malgré plusieurs rappels.

Après avoir analysé le dossier, la médiateure a pu constater que la réclamante n'avait pas introduit de recours contre la décision du ministre de résilier le marché public. Dans la mesure où le gérant de la société de jardinage avait cependant fait des démarches auprès de l'administration concernée, la médiateure a accepté d'intervenir auprès du ministère en question.

Outre l'absence de réponse de l'Administration des bâtiments publics aux courriers de la réclamante, force est de constater que, de façon générale, le traitement du dossier dans sa globalité était inacceptable. En effet, la décision de résiliation prise par le ministre violait non seulement la loi applicable en matière de marchés publics, mais également les règles de procédure administrative non contentieuse, dans la mesure où aucun motif de résiliation n'avait été avancé par le ministre et que ce dernier n'avait pas non plus pris position quant aux courriers du réclamant.

L'article 100 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 2009 n'autorise en effet la résiliation d'un marché public qu'en cas de force majeure. Or, la décision de résiliation n'indiquait aucun motif.

Par ailleurs, le ministre avait d'abord invité la société concernée à faire valoir ses observations endéans les huit jours mais a, malgré un courrier envoyé par la réclamante dans ce délai, pris un arrêté de résiliation au terme du délai précité.

La médiateure a demandé une entrevue avec les acteurs concernés. Lors de cette entrevue, le directeur de l'Administration des bâtiments publics et un représentant du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont reconnu que la façon dont le dossier avait été traité était critiquable. Ils ont présenté les excuses du ministre et ont expliqué les raisons pour lesquelles le marché public n'avait pas pu être réalisé tel qu'il avait initialement été conçu.

Pour compenser le préjudice subi, le directeur de l'Administration des bâtiments publics a accepté d'octroyer différents petits marchés comportant des travaux de jardinage à la réclamante.

La médiateur va suivre attentivement l'exécution de la promesse de compensation faite par l'Administration des bâtiments publics et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES)

Attribution d'aides financières pour études supérieures

La médiateure a été saisie d'une réclamation concernant l'attribution d'aides financières pour études supérieures.

De façon générale, le contact entre la médiateure et le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES) est bon et des réponses sont rapidement réservées aux interventions de la médiateure.

Dans un dossier, un réclamant a contesté le fait que le CEDIES ait refusé de donner suite à sa demande en obtention de l'aide financière pour études supérieures au motif que son parent n'a pas travaillé au Luxembourg pendant une durée d'au moins cinq ans sur une période de référence de sept ans et qu'il n'y a pas travaillé au moment de la demande de l'aide financière.

Le père du réclamant exerce des activités en tant que travailleur intérimaire et d'après le CEDIES, «il présente une multitude d'interruptions donnant lieu à une interruption globale de plus de 300 jours à l'intérieur de la période de travail effectuée endéans les sept dernières années». Par conséquent il ne remplirait pas les dispositions de l'article 3 point 5 b de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Pour prouver que le réclamant remplit les conditions légales, la médiateure a remis un nouveau certificat d'affiliation du Centre commun de la sécurité sociale couvrant la période des sept dernières années.

Elle s'est également référée au rapport de la Commission de l'enseignement supérieur, de la recherche, des médias, des communications et de l'espace du 3 juillet 2014 relatif au projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures dont il ressort que le caractère ininterrompu d'une période de cinq ans au moment de la demande est remplacé par une période de référence de sept ans pendant lesquels cinq ans de travail doivent être démontrés.

Suite à une réévaluation de la période de travail du père du requérant, le CEDIES a accordé de manière rétroactive l'aide financière sollicitée.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Office national de l'enfance (ONE)

Refus d'octroyer rétroactivement une aide financière

Les parents d'un enfant fréquentant l'enseignement primaire avaient saisi la médiateure d'une réclamation dirigée à l'encontre de l'ONE alors qu'ils estimaient que c'était à tort que l'administration en question avait refusé de leur accorder une aide financière.

Les réclamants avaient en effet remarqué que leur fils présentait certains troubles du comportement et étaient d'avis qu'un suivi psychologique lui serait bénéfique. Ils en ont par conséquent discuté avec l'instituteur qui a décidé de saisir la Commission d'inclusion sociale (CIS), tel que le prévoit la procédure. La CIS n'a cependant dans un premier temps pas entendu soutenir leur initiative.

Étant donné que les épreuves standardisées, qui sont organisées au cours de la dernière année de l'enseignement primaire et qui font partie intégrante de l'évaluation du système scolaire, avançaient à grands pas, les parents ont décidé de prendre l'initiative de faire suivre des séances psychologiques à leur fils.

Parallèlement, ils ont introduit une demande d'aide financière auprès de l'ONE qui les a informés qu'aucune suite ne saurait y être réservée dans la mesure où l'avis de la CIS ferait défaut. En effet, en vertu de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, la CIS doit donner son approbation en la matière.

Deux mois plus tard, la CIS a toutefois changé d'avis et a estimé que l'enfant nécessiterait quand même un suivi psychologique.

L'ONE a cependant refusé d'accorder rétroactivement l'aide financière aux parents pour les séances qui avaient déjà été accomplies.

Les réclamants ont considéré que cette décision de refus était injuste, alors que la CIS avait changé d'avis et qu'il était évident pour eux que les troubles de comportement existaient déjà depuis un certain temps.

La médiateure a partagé l'avis des réclamants et a demandé au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse d'accorder rétroactivement l'aide financière sollicitée. Le ministre a d'abord rappelé le principe de non-rétroactivité des prises en charges financières, mais a finalement accepté de leur accorder à titre tout à fait exceptionnel l'aide en question.

Affaires relevant des communes

Retard de remboursement d'un dépôt de garantie

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre d'une commune dans le cadre de la viabilisation d'un terrain. Les réclamants avaient signé une convention qui prévoyait le dépôt d'une garantie d'un montant de plusieurs dizaines de milliers d'euros «pour assurer l'achèvement des travaux d'infrastructure». La convention prévoyait en outre que la garantie «expirera si à la fin des travaux, au moment de la réception définitive des infrastructures publiques, aucun dégât n'est constaté».

Étant donné que le procès-verbal de réception définitive des travaux n'indiquait aucun manquement, la garantie avait expiré et devait être reversée aux réclamants.

Suite à un premier courrier des réclamants, par lequel ils demandaient le remboursement de la garantie, la commune a attiré l'attention sur le fait que la convention prévoyait que «Les équipements publics réalisés dans le cadre de la viabilisation du terrain seront cédés gratuitement à la commune par le propriétaire après leur achèvement conformément aux règles de l'art et au moment de la réception définitive des travaux. Cette cession sera formalisée dans l'acte notarié».

Les réclamants ont pris contact avec un notaire, mais la question de l'utilité de cet acte notarié se posait en l'espèce. Tant les réclamants que le notaire ont pris contact avec la commune qui a indiqué vouloir se renseigner auprès de son avocat. Comme aucune suite n'a été réservée au dossier, les réclamants ont adressé un deuxième courrier pour obtenir des réponses quant à la nécessité de l'établissement d'un acte et pour que la garantie leur soit reversée avant la fin de l'année.

La commune a ensuite fait aux réclamants une proposition de convention concernant le raccord au réseau des eaux usées.

Les réclamants ont saisi la médiateure du dossier en expliquant qu'ils ne s'opposent pas à l'établissement d'un acte notarié si la commune le souhaite et ce malgré la réticence du notaire, mais qu'ils attendent des réponses à leurs questions et souhaitent le remboursement de leur garantie.

La médiateure a informé la commune qu'elle était d'avis que ni la question de l'acte, ni la proposition de convention concernant le raccord au réseau des eaux usées, ne sauraient retarder davantage le remboursement de la garantie qui est dû depuis la réception définitive des travaux. En effet la garantie était due pour assurer l'achèvement des travaux d'infrastructure, travaux qui n'ont appelé aucune remarque de la part de la commune.

La commune a finalement donné suite à l'intervention de la médiateure et a remboursé la garantie aux réclamants.

Affaires concernant les établissement publics relevant de l'État ou des communes

Caisse nationale de santé (CNS)

Prise en charge des frais de transport par ambulance

Le refus de prise en charge par la Caisse nationale de santé (CNS) de frais de transport par ambulance suscite régulièrement des réclamations.

Au cours de son hospitalisation à la maternité du Centre hospitalier de Luxembourg en raison de problèmes liés à sa grossesse, une réclamante a été atteinte d'une tension oculaire si élevée qu'elle a dû être transférée d'urgence dans une clinique universitaire spécialisée allemande.

Aucune demande d'autorisation préalable n'ayant été introduite conformément à l'article 133 (4) des statuts de la CNS, celle-ci a refusé la prise en charge du transport. L'article 135 des statuts prévoit pourtant en cas d'urgence une exception au principe d'autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale. La CNS a répondu à la médiateure qu'elle interprète ce texte en ce sens que, dans tous les cas et même en cas d'urgence, le médecin traitant doit introduire sa demande d'autorisation préalablement au transport.

Le transport de la réclamante et son hospitalisation à l'étranger ayant été organisés par le Centre hospitalier, il était impossible à cette dernière de veiller elle-même au respect de toutes les formalités requises.

Ce n'est pas aux assurés de pâtir d'un oubli ou d'une négligence de leur médecin traitant ou du personnel hospitalier. Il devrait être possible aux assurés de régulariser les formalités en cas d'oubli ou de lacunes dans les documents nécessaires pour la prise en charge d'un transport par ambulance.

Prise en charge par la CNS de soins ambulatoires fournis à l'étranger

La médiateure est souvent saisie de réclamations de la part d'assurés luxembourgeois qui se sont fait soigner auprès de médecins établis à l'étranger et qui demandent un remboursement des soins ambulatoires auprès de la CNS sur la base des principes de la jurisprudence Decker et Kohll de la CJUE (arrêts C-158/96 et C-120/95 du 28 avril 1998), repris à l'article 7 de la directive n°2011/24/UE du 9 mars 2011 et transposés aux articles 20 et suivants du Code de la sécurité sociale ainsi qu'aux articles 20 et suivants des statuts de la CNS.

Dans un cas, un assuré s'est soumis à un traitement dermatologique auprès d'un médecin spécialiste à Trèves. La CNS a refusé de prendre en charge les frais d'analyse anatomo-pathologique ainsi que les médicaments prescrits par le médecin allemand.

Le refus des frais d'analyse a été motivé par le fait que ces prestations ne sont pas prévues par le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique prises en charge par l'assurance maladie.

L'article 23 (2) des statuts de la CNS prévoit cependant que dans ce cas, le Contrôle médical de la sécurité sociale détermine la prise en charge en assimilant les prestations de soins de santé transfrontaliers non prévues par la législation luxembourgeoise à des prestations de santé de même importance au Luxembourg ou, à défaut, dans l'État membre de traitement.

Au Luxembourg, ces analyses sont réalisées par le Laboratoire national de santé. Pour la CNS, il s'agit d'une prestation étatique, de sorte que les analyses d'anatomo-pathologie seraient exclues du champ d'application de l'assurance maladie-maternité luxembourgeoise.

La Cour de justice de l'Union européenne a statué dans un arrêt du 27 janvier 2011 (C-490/09 - Commission/Luxembourg), que le défaut de prise en charge des frais d'analyses et d'examens de laboratoire effectués dans un autre État membre constitue une restriction à la libre prestation des services au sens de l'article 49 du traité CE. Dans cet arrêt, la CJUE a visé généralement «les analyses et frais de laboratoires» au sens de l'article 24 du Code de la sécurité sociale dans sa version publiée au Mémorial A 2008, page 790. Ces termes se réfèrent de façon générale aux analyses et frais de laboratoires médicaux sans distinction entre laboratoires de biologie médicale et laboratoires d'anatomo-pathologie.

La CNS interprète cependant cet arrêt en ce sens qu'il ne s'appliquerait qu'aux analyses médicales et aux analyses de biologie clinique, mais non pas aux analyses d'anatomo-pathologie.

Il ne fait pas de doute que le refus de prise en charge de ces analyses effectuées par des prestataires de services médicaux établis dans des États membres autres que le Grand-Duché de Luxembourg décourage et empêche les personnes affiliées à la sécurité sociale luxembourgeoise de se faire soigner à l'étranger pour des maladies nécessitant des analyses d'anatomo-pathologie.

Une telle entrave à la libre prestation des services ne peut se justifier que par «l'objectif de maintenir un service médical et hospitalier équilibré et accessible à tous» et par «le risque d'une atteinte grave à l'équilibre financier du système de sécurité sociale» (voir considérant n°43 de l'arrêt de la CJUE du 27 janvier 2011). Il est discutable que la position de la CNS soit conforme à la jurisprudence de la CJUE.

Dans ce dossier, les produits pharmaceutiques prescrits par le médecin spécialiste allemand n'ont pas été pris en charge non plus.

La CNS justifie ce refus en se référant de nouveau à l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui limite la prise en charge aux prestations et fournitures inscrites dans la nomenclature de la CNS.

La question se pose de savoir si pour ces médicaments, il n'y a pas lieu de faire application de l'article 23 (2) des statuts, qui prévoit que les prestations non prévues par la législation luxembourgeoise sont assimilées à des soins de santé de même importance au Luxembourg ou, à défaut, dans l'État membre de traitement.

L'assimilation des médicaments prescrits par le médecin allemand à d'autres produits figurant dans la liste des médicaments pris en charge devrait être possible dans la plupart des cas et permettre une prise en charge.

La CNS n'a pas pris en compte cette disposition au motif qu'un assuré qui se serait fait prescrire les mêmes médicaments par un médecin établi au Luxembourg n'aurait pas pu bénéficier non plus d'un remboursement.

Cet argument n'est valable qu'au cas où, pour le traitement de cette maladie, il n'aurait pas été possible du tout de la traiter au Luxembourg par des médicaments ou d'autres soins pris en charge par l'assurance maladie.

Il est normal que les médecins étrangers prescrivent des médicaments pris en charge par leur règlementation alors qu'ils ne connaissent pas les médicaments remboursés au Luxembourg. Au cas où l'assimilation prévue par l'article 23 (2) des statuts est possible, la CNS devrait prendre en charge les prestations fournies à l'étranger.

Prise en charge de soins stationnaires programmés à l'étranger

La médiateure a été saisie de plusieurs réclamations de la part de personnes qui ont dû être hospitalisées d'urgence à l'étranger et qui se sont vu facturer des suppléments non pris en charge par l'assurance maladie. Les faits à la base de ces réclamations sont presque toujours identiques.

Un médecin luxembourgeois avait diagnostiqué auprès d'une assurée luxembourgeoise une tumeur cancéreuse qui ne pouvait pas être opérée au Luxembourg. Toutes les formalités en vue d'une autorisation de transfert à l'étranger auprès d'un chirurgien spécialisé dans ce genre d'opérations ont été mises en œuvre. La patiente a bénéficié d'un formulaire «S2 - Droit aux soins programmés» sur la base duquel l'organisme de santé étranger prend directement en charge les frais médicaux et hospitaliers selon ses tarifs sociaux.

Le chirurgien étranger signala à la patiente, lors de la consultation préopératoire, que pour ce genre d'opération, il serait de pratique courante que les patients choisissent une chambre individuelle. Comme elle disposait d'une assurance complémentaire prenant partiellement en charge les surcoûts en résultant, la patiente marqua son accord d'autant plus que le chirurgien lui aurait assuré que tous les frais médicaux seraient pris en charge par l'assurance maladie.

La déclaration d'admission fut remplie par l'hôpital conformément aux instructions du chirurgien et présentée à la patiente pour signature.

De retour au Luxembourg, la patiente reçut une facture de l'hôpital mettant à sa charge des suppléments d'un montant d'environ 4.000 E qui consistaient pour l'essentiel en des honoraires de médecins dépassant le tarif social et à charge de la patiente. Dans d'autres dossiers, le montant des suppléments atteignait jusqu'à 11.000 E.

L'assurée contacta le chirurgien qui lui répondit qu'en cas de transferts de l'étranger, il serait hors de question pour lui de fournir ce traitement chirurgical pour le tarif social.

La réclamante se plaignait auprès de la médiateure qu'elle n'avait eu en fait aucun autre choix que de se faire opérer d'urgence par le chirurgien désigné dans l'autorisation de transfert émise par la CNS.

En l'état actuel de la législation, la CNS ne peut pas rembourser lesdits suppléments d'honoraires dépassant les tarifs sociaux.

On pourrait reprocher à l'assurée d'avoir mal lu sa déclaration d'admission à l'hôpital étranger qui contenait une clause autorisant l'hôpital et les médecins hospitaliers de facturer des suppléments en cas de choix d'une chambre individuelle.

Les termes de la déclaration d'admission leur sont en fait imposés. Atteints d'une maladie qui doit être soignée immédiatement, les patients, après avoir fait un long voyage, peuvent difficilement revenir chez eux, demander un nouveau rendez-vous auprès de leur médecin traitant, afin que celui-ci introduise une nouvelle demande d'autorisation de transfert à l'étranger. Après tous ces retards, ils trouveront peut-être un chirurgien prêt à travailler pour le tarif social, mais dont la liste d'attente risque d'être excessivement longue.

En fait, les dispositions légales étrangères qui permettent au corps médical de facturer des suppléments par rapport aux tarifs sociaux, et qui conduisent ainsi à une médecine «à deux vitesses», ont pour effet de vider de leur substance les droits des assurés consacrés par la règlementation européenne en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale.

Fonds national de solidarité (FNS)

Résidence effective au Luxembourg: condition requise pour l'obtention du RMG

La médiateure a été saisie d'une réclamation à l'encontre du Fonds national de solidarité au sujet du refus de l'octroi de l'allocation complémentaire du fait que le réclamant ne remplissait pas la condition de l'article 2(1) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

L'article 2(1) de la loi dispose que «*peut prétendre aux prestations de la présente loi, toute personne qui remplit les conditions suivantes: a) être autorisée à résider sur le territoire du Grand-Duché, y être domiciliée et y résider effectivement*».

Suite à une enquête effectuée au domicile du réclamant, le FNS a constaté qu'il n'habitait pas à l'adresse indiquée.

Le réclamant a expliqué à la médiateure que le jour où les agents du FNS se sont présentés, il était en visite chez sa mère hospitalisée et que malgré l'annonce d'une nouvelle visite, personne ne se serait plus présenté.

Le réclamant a également été invité à rembourser plusieurs milliers d'euros au titre de prestations versées indûment pendant trois mois.

La médiateure est intervenue pour demander au FNS de lui indiquer ce qui, dans le dossier et suivant enquête, permettait de conclure avec certitude que le réclamant n'habitait pas à cette adresse.

Le FNS a indiqué à la médiateure que le réclamant a introduit une nouvelle demande en obtention du revenu minimum garanti suite à l'arrêt du paiement en raison de l'expiration du titre de séjour. À cette occasion, une enquête à domicile a été faite en vue de vérifier, entre autres, la composition de la communauté domestique alors que le réclamant hébergeait deux demandeurs de protection internationale au sein de son logement.

Il résultait de l'enquête que ce même jour, le réclamant était absent et que selon les informations obtenues, il se trouvait depuis au moins un mois en France auprès de sa mère. Sur ce, les enquêteurs ont fixé un rendez-vous à l'accueil du FNS pour l'entendre au sujet des membres de sa communauté domestique et son séjour en France. Il n'aurait toutefois donné aucune suite à cette convocation. De ce fait le FNS a refusé la prestation au motif que la résidence effective au Luxembourg n'est pas établie.

Étant donné les explications données par la présidente du FNS, la médiateure n'a pas constaté de dysfonctionnement du FNS et a conseillé au réclamant de collaborer activement avec le FNS.

Retenue prématurée d'une partie de l'allocation de vie chère

Les réclamants ont demandé à la médiateure d'intervenir parce qu'ils avaient été informés par le FNS que l'allocation de vie chère pour l'année 2015 leur était accordée, mais qu'elle ne serait liquidée qu'à hauteur de la moitié. L'autre moitié serait retenue à titre de restitution de sommes indûment touchées.

Or, les réclamants affirmaient ne jamais avoir été informés d'avoir indûment touché un montant et ne savaient pas à quoi correspondait cette retenue. Par ailleurs, selon un relevé du FNS, l'allocation de vie chère aurait été payée dans sa totalité, alors que tel n'était pas le cas dans les faits.

Après intervention de la médiateure, il s'est avéré que le FNS avait prématurément procédé à la retenue de la moitié de l'allocation de vie chère des réclamants à cause d'un recours que les réclamants avaient intenté contre une décision de recalcul de l'allocation complémentaire (RMG) et qui était pendant devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale. Le FNS a déclaré que la moitié restante de l'allocation de vie chère allait être versée le plus rapidement possible aux réclamants.

Le FNS a effectivement procédé au paiement, mais l'année suivante la même retenue a été faite alors que le recours devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale était toujours pendant.

Après une nouvelle intervention de la médiateure, le FNS a versé la somme retenue aux réclamants. Le FNS ne s'est pas prononcé quant au fait que la même erreur avait été commise l'année précédente.

La médiateure considère qu'une excuse aurait été de mise.

Caisse pour l'avenir des enfants (CAE)

Les relations entre les services de la médiateure et ceux de la CAE sont excellentes. La présidente réagit rapidement aux interventions et aux prises de position de la médiateure et répond à toutes les questions posées.

Attribution du congé parental pour un travailleur indépendant

Une réclamante s'est adressée à la médiateure concernant sa demande en obtention du congé parental. La CAE exigeait que la réclamante remette une déclaration de sortie pour travailleurs indépendants pour pouvoir bénéficier du congé parental.

La réclamante exerce depuis 17 ans une activité salariale. Elle détient également une licence de cabaretage et a ouvert, depuis un an, un débit de boissons. Ce débit est, d'après les déclarations de la réclamante, géré par un sous-gérant. Si la réclamante devait renoncer à son activité d'indépendante, le débit de boissons devrait fermer.

Suite à l'intervention de la médiateure, la CAE a accepté d'accorder le congé parental à condition que pendant la durée dudit congé, la réclamante nomme un gérant ou remette une déclaration sur l'honneur qu'elle n'y travaille pas.

Octroi des allocations familiales conditionné par l'obtention du titre de séjour définitif d'un des deux parents?

Un couple s'est adressé à la médiateure pour se plaindre du fait qu'il ne percevait pas d'allocations familiales pour leur fille en bas âge. Le père et la fille ont la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, tandis que la mère a la nationalité d'un État tiers. La mère et la fille venaient de s'installer au Grand-Duché alors que le père y résidait et y travaillait depuis 2010.

Les services de la CAE exigeaient une copie intégrale de la carte de séjour définitive de la mère, quand bien même que le père et la fille disposaient d'une attestation d'enregistrement et que la mère avait sollicité l'octroi d'un titre de séjour en qualité de membre de famille d'un citoyen de l'Union.

La question se posait de savoir pourquoi une copie intégrale de la carte de séjour de la mère était nécessaire. En effet, d'une part le récépissé de la demande de carte de séjour indiquait qu'il valait carte de séjour, d'autre part, l'enfant et son père, ressortissants de l'Union, résidaient ensemble sur le territoire, de sorte que l'enfant aurait dû pouvoir obtenir les allocations familiales par le biais de son père.

La présidente de la CAE a informé la médiateure qu'après concertation avec la Direction de l'immigration, le paiement des prestations en faveur de la fille du couple a été entamé.

Partie 3 - Vivre ensemble au Luxembourg

Accueil et intégration: du multiculturel à l'interculturel

Niewenteneen a Mateneen

«Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre.»

«Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil.»

Amin Maalouf, écrivain.

Le Luxembourg: un pays d'immigration

Justifiée tant par l'actualité luxembourgeoise et internationale que par le nombre croissant de réclamations introduites auprès de la médiateure en matière d'immigration, la présente partie du rapport annuel vise à informer sur l'accueil et l'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI) au Luxembourg ainsi que sur les principales difficultés rencontrées au quotidien par cette partie de notre population.

«Mir wëlle bleiwe wat mir sinn»[1]

Mais que sommes-nous?

Du Saint-Empire germanique, à travers les Habsbourg, les Bourguignons, la France, les Pays Bas, la Belgique et l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg est le résultat d'une longue alternance d'appartenances politiques et territoriales[2].

Cette terre d'agriculture, autrefois surnommée «Département des forêts», a longtemps été marquée par la rudesse des conditions de vies et la multiplication des vagues d'émigration. Entre les XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles, nombre de ses habitants (estimés à plus de 70.000 entre 1841 et 1891) ont ainsi pris la décision de quit-

[1] Michel Lentz «De Feierwon»; Devise nationale du Luxembourg.

[2] «à propos... du Luxembourg multiculturel», Service information et presse du Gouvernement luxembourgeois, www.gouvernement.lu, juillet 2008.

ter leur pays pour rejoindre la France, les États-Unis ou encore la région du Banat[1].

La fin du XIX^{ème} siècle s'accompagne d'un développement rapide de l'industrie et, en raison des récentes vagues d'émigration, d'un manque de main d'œuvre. Le Luxembourg s'est alors tourné vers l'étranger et a accueilli, en quelques années, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs pour l'essentiel allemands, français, belges, polonais, italiens et portugais[2].

En 1930, près de 18% de la population était étrangère. Au sortir de la seconde guerre mondiale, ce chiffre n'a cessé d'augmenter pour atteindre 27% en 1987, 37% en 2000 et 47% en 2016[3].

D'après les données publiées par le Statec, près de la moitié de la population résidant actuellement au Luxembourg est de nationalité autre que luxembourgeoise. À cette moitié s'ajoutent quotidiennement près de 160.000 travailleurs frontaliers, de sorte que chaque jour ouvrable, les nationaux luxembourgeois (d'origine et naturalisés) sont minoritaires au Luxembourg.

Parmi les résidents luxembourgeois, près des deux tiers auraient un passé migratoire, fut-ce dans un passé très lointain.

On peut conclure de ce qui précède que le Grand-Duché de Luxembourg tel qu'on le connaît aujourd'hui est définitivement un pays de migrations, qu'il s'agisse d'émigration ou d'immigration.

Pour citer Guy Kirsch, économiste et sociologue luxembourgeois,

«C'est en partie par l'affrontement ouvert, en partie par une opposition voilée à l'égard des étrangers, en partie par une coopération astucieuse avec eux ainsi que par une imitation et une assimilation habiles des étrangers, de ce qui est étranger, des autres, de l'autre que les Luxembourgeois sont devenus au cours d'un processus dynamique ceux qu'ils sont aujourd'hui»[4].

Depuis les années 60, le Luxembourg a connu différentes vagues d'immigration en provenance notamment du Portugal, de l'ancienne Tchécoslovaquie, du Chili, du Vietnam, de Roumanie, de Pologne d'Iran ou encore, dans les années 1990 de la région des Balkans[5].

Les dernières vagues d'immigration ont amené des DPI originaires de Serbie, d'Albanie, du Kosovo, de Syrie, d'Afghanistan ou encore d'Iraq. Nombre d'entre eux ont fui un pays en guerre vers lequel ils ne pourront probablement pas retourner.

Bien que cette forme d'immigration ne soit pas exclusivement de nature économique, c'est bien par l'économie que l'intégration pourra être favorisée.

Pour intégrer les nouveaux arrivants, il est indispensable de reconnaître leurs compétences. Ainsi, pour ceux d'entre eux qui poursuivaient des études ou exerçaient une profession avant leur départ, l'intégration pourrait se faire par un retour aux études, à l'apprentissage, à la formation ou au travail.

Pour certains d'entre eux, confrontés à une nouvelle culture ainsi qu'à un alphabet et des langues inconnus, l'un des principaux défis pour permettre pareille intégration consiste, dès leur arrivée sur le territoire luxembourgeois, en l'apprentissage d'une des langues véhiculaires du pays.

La procédure administrative de demande de protection internationale

À leur arrivée sur le territoire luxembourgeois, ces personnes originaires d'un pays tiers à l'Union européenne qui fuient leur pays ont la possibilité d'introduire une demande dite de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE).

L'une des premières étapes de la procédure administrative consiste en la vérification de l'identité des personnes. À cette fin, chaque demandeur de protection internationale est convoqué auprès d'un service de police judiciaire pour un relevé d'empreintes digitales et une prise de photographie.

En principe, dans les trois jours suivant l'introduction de sa demande de protection internationale, le demandeur reçoit une attestation de dépôt de sa demande. Il s'agit d'un document délivré à son nom, lui octroyant le droit de rester et de circuler librement sur le territoire luxembourgeois jusqu'à ce qu'une décision intervienne.

Sur base des éléments renseignés par un DPI au cours de la procédure, la Direction de l'immigration décide de lui accorder ou de lui refuser le bénéfice de la protection internationale.

En cas d'accord, le demandeur acquiert le statut de bénéficiaire de protection internationale (BPI). Il obtiendra soit le statut de réfugié, soit le statut conféré par la protection subsidiaire.

Protection internationale

S'il obtient le statut de réfugié, il recevra une carte de séjour ainsi qu'un titre de voyage pour les déplacements à l'étranger. Le titre de séjour a une validité d'au moins trois ans permettant de circuler librement dans l'Union européenne. Les bénéficiaires du statut de réfugié ne sont toutefois pas autorisés à retourner dans leur pays d'origine sous peine de perdre leur statut de réfugié.

Une fois ce statut accordé, les BPI ont, entre autres, accès aux prestations sociales, au logement, à l'éducation dans les mêmes conditions que les nationaux luxembourgeois. Ils ont également accès au marché du travail, peuvent exercer toute activité salariée ou indépendante et bénéficier de formations professionnelles.

Lorsque le DPI ne remplit pas les conditions d'octroi du statut de réfugié, il peut, dans certaines circonstances, se voir accorder le bénéfice de la protection subsidiaire. Cet examen s'effectue automatiquement lors du traitement de la demande de protection internationale et ne nécessite pas l'introduction d'une demande spécifique supplémentaire de la part du DPI.

En principe, le statut de bénéficiaire de la protection subsidiaire est assimilé dans ses effets à celui de réfugié.

Décision de refus

Pour les cas où un DPI ne pourrait prétendre au bénéfice du statut réfugié ou du statut conféré par la protection subsidiaire, une décision motivée de refus lui est notifiée par la Direction de l'immigration.

La décision de refus vaut en principe décision de retour et comporte l'indication du délai fixé pour quitter le territoire et du pays à destination duquel le demandeur sera renvoyé en cas d'exécution forcée. Cette décision peut être contestée au moyen d'un recours gracieux ou par ministère d'avocat à la Cour devant la juridiction administrative (à noter que le recours gracieux n'interrompt pas les délais de recours contentieux).

Si aucun recours n'est exercé dans le délai prévu ou si le recours n'aboutit pas, la décision devient définitive et la personne dispose alors d'un délai de trente jours pour satisfaire à l'ordre de quitter le territoire. Dans certaines circonstances, l'intéressé peut bénéficier d'une aide au retour ou d'un délai de départ volontaire supérieur à trente jours.

Lorsqu'une décision de refus devient définitive et que la personne déboutée refuse de retourner volontairement dans le pays visé par la décision de refus au terme du délai imparti, une procédure de retour forcé est mise en place par le ministère.

Constats et suggestions

Au cours de l'année écoulée, la médiateure a reçu 235 réclamations liées à des questions relatives à la protection internationale et à l'accueil et l'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale. Pour mémoire, ce nombre s'élevait à 78 en 2015.

Chacune des réclamations traitées fait état de difficultés rencontrées par au moins un DPI ou BPI dans ses rapports avec l'Administration. La répétition de réclamations portant sur un même problème a conduit la médiateure à procéder à une visite de certaines structures d'hébergement.

Le but de ces visites était la constatation sur place de l'état des différentes installations et structures et de permettre un échange avec des résidents, des membres du personnel encadrant (assistants sociaux, éducateurs, agents de sécurité) et des bénévoles.

Sur base de ses observations et des témoignages obtenus, la médiateure est arrivée aux constats et suggestions suivants:

1. Personnes vulnérables

a. Mineurs

La médiateure a constaté qu'une partie des mineurs non accompagnés est hébergée dans de bonnes, voire d'excellentes conditions et bénéficie d'un encadrement adapté. Ce constat n'est toutefois pas généralisé et la médiateure regrette que certains mineurs non accompagnés ne puissent bénéficier d'un encadrement et d'un hébergement similaire.

La médiateure suggère qu'une réflexion soit engagée entre les différents acteurs impliqués dans l'accueil, l'encadrement et l'intégration des mineurs non accompagnés sur la question de l'opportunité pour les mineurs non accompagnés d'être placés dans une structure d'hébergement séparée, dans une structure d'hébergement accueillant des familles avec enfants ou dans un foyer pour mineurs.

Dans certaines structures d'hébergement, la médiateure a constaté que parents et enfants d'une même famille vivent parfois dans une seule pièce. Difficile ainsi de vivre ensemble au quotidien 24 heure sur 24. Difficile également pour chacun de vivre une vie de couple ou une vie d'enfant.

Dans l'intérêt des mineurs accompagnés et de leur famille, une attention particulière doit partant être portée, lors de l'attribution d'un logement, au respect de l'intimité de tous les membres de la famille.

b. Personnes malades et handicapées

Au sein des structures d'hébergement, les différentes pathologies présentes sont souvent difficiles à encadrer. Si les différentes pathologies sont en soi déjà problématiques, elles peuvent devenir source de tensions, de peur, de repli, de mutisme ou d'isolement au sein des structures d'hébergement.

Une attention toute particulière doit donc être portée sur l'information, la prise en charge et l'accompagnement des personnes atteintes d'un handicap physique, psychique ou mental alors que leur placement dans une structure spécialisée reste difficile en pratique, en raison notamment des problèmes de langue.

2. Structures d'hébergement

a. Règlement intérieur et autres informations à l'attention des DPI

Dans certaines structures d'hébergement visitées, le règlement intérieur était soit affiché dans une langue que les résidents ne maîtrisent pas, soit il ne l'était pas du tout. La médiateure note cependant qu'au jour de leur entrée dans une structure d'hébergement, le règlement d'ordre intérieur est en principe communiqué et expliqué aux nouveaux arrivants dans une langue qu'ils comprennent.

Dans le même ordre d'idée, une fiche informative devrait indiquer la ou les personnes à contacter en cas de question, de problème ou d'urgence (par exemple: question liée à la procédure, à l'assistance sociale ou à la traduction). Une telle fiche devrait elle aussi être éditée dans une langue compréhensible par chacun des résidents.

b. État des lieux

i. Sanitaires

La médiateure retient des visites effectuées que dans certaines institutions l'état des sanitaires était vétuste, en état de chantier, hors d'état de fonctionner et/ou non adapté à la capacité d'accueil de l'infrastructure concernée.

Les sanitaires des institutions visitées étaient souvent collectifs, ce qui ne contribue guère à garantir aux pensionnaires un minimum d'intimité.

ii. Contrôle externe des structures d'hébergement

La médiateure renvoie sur ce point à la recommandation n°52 relative à la mise en place d'un contrôle externe des structures d'hébergement pour DPI et BPI.

iii. Alimentation

Il existe actuellement en cette matière de grandes disparités entre les structures d'hébergement.

La plupart des structures d'hébergement visitées ne contiennent pas de cuisine et ne permettent partant pas aux personnes de préparer leurs propres repas. Ces derniers sont alors livrés sous forme de plats préparés par diverses firmes de restauration collective.

Sur la problématique des repas, la médiateure renvoie à la Partie 2, sous le titre Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), du présent rapport annuel.

La médiateure précise que l'installation de cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en disposent pas permettrait aux personnes de cuisiner selon leurs habitudes alimentaires. Si l'installation de cuisines n'est pas possible dans tous les foyers, il y aurait lieu de discuter avec les résidents au sujet du choix des aliments.

En tout état de cause, la distribution des repas sous forme de buffet et à privilégier et permettrait un choix entre les produits proposés.

Lorsque la cuisine existe et que les résidents peuvent cuisiner eux-mêmes leurs repas, le problème le plus mentionné est l'inadaptation des camions d'approvisionnement, notamment au regard du choix restreint de produits, de leur qualité et de leur prix.

Dans l'une des structures d'hébergement, les personnes ont la possibilité de s'approvisionner dans un supermarché par le biais de bons alimentaires.

Pour pallier aux problèmes liés à l'alimentation, il est proposé:

- d'installer des cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en ont pas et de privilégier une distribution des repas sous forme de buffet;

- de mettre en place une collaboration avec des producteurs, restaurateurs et commerçants locaux, voire de leur confier certains marchés liés à la fourniture d'aliments ou la préparation de repas et

- de généraliser le système des bons alimentaires permettant de faire des achats dans des supermarchés.

c. Comités consultatifs

L'article 10 (7) de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire prévoit que les demandeurs peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées.

Une telle initiative de la part du législateur est à saluer alors qu'elle participe à la responsabilisation et l'implication des DPI et BPI dans l'organisation de leur vie.

Il est partant essentiel d'encourager et de généraliser le développement de pareils comités dans les structures d'hébergement, dans l'intérêt bien compris des personnes hébergées qui pourront ainsi participer à la gestion des structures qui les hébergent.

3. Activités

L'occupation est un point particulièrement délicat qui pose souvent problème.

a. Cours de langues

Bien qu'une part des nouveaux arrivants actuels ait accompli des études et dispose d'acquis professionnels divers, leur intégration sur le marché de l'emploi n'en est pas évidente pour autant. Une raison essentielle est d'ordre linguistique alors qu'une petite minorité seulement des récents immigrés maîtrise l'une des langues pratiquées au Luxembourg. Parmi les autres, beaucoup de personnes doivent commencer par l'apprentissage de l'alphabet latin.

Dès l'introduction d'une demande de protection internationale, les DPI ont la possibilité de suivre des cours de langues luxembourgeoise, française et allemande.

Un catalogue contenant l'ensemble des offres de cours de langue dispensés au Luxembourg est régulièrement mis à jour par le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce catalogue, qui reprend également d'autres types de cours est disponible sur le site internet dudit ministère[6].

Au-delà des cours, la médiateure salue la mise en place par certaines communes et associations de lieux de pratique de langues. Une liste de ces lieux et des activités proposées par différentes communes et associations luxembourgeoises est reprise en annexe du présent rapport annuel.

La médiateure encourage le développement de pareils lieux et activités.

Pour les résidents de certaines structures d'hébergement qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires, d'un nombre de participants suffisant ou d'un réseau de transports adéquat, suivre un cours de langue peut toutefois relever du parcours du combattant requérant plusieurs heures de trajet.

Il est donc essentiel d'assurer à chacun un accès décent aux cours de langues et la possibilité matérielle pour les personnes de suivre un tel cours dans des conditions acceptables.

[1] Ministère de la Fonction publique, «Histoire du Grand-Duché de Luxembourg», édition 2010, pages 2 à 8.
[2] Ibidem, pages 19 à 21.
[3] Statec, «Population par sexe et par nationalité», 21/03/2016
[4] (Traduction libre) «Seit Jahrhunderten globalisiert», interview avec Guy Kirsch dans Télécran n°6/2007.
[5] «à propos... du Luxembourg multiculturel», Service information et presse du Gouvernement luxembourgeois, www.gouvernement.lu, juillet 2008.
[6] http://www.men.public.lu/catalogue-publications/adultes/informations-generales-offre-cours/cours-adultes/16-17.pdf

b. Activités sportives, culturelles et autres

De nombreuses communes et associations à travers le pays offrent la possibilité aux DPI d'accéder aux locaux, aux activités et à diverses formations et manifestations culturelles.

À titre d'information, une liste des activités offertes par différentes communes (jardin collectif, café des langues, création d'un magazine bilingues, fêtes de voisinage, ambassadeurs pour nouveaux arrivants, etc.) est reprise en annexe du présent rapport annuel.

4. Éducation, formation continue et reconnaissance des connaissances et formations acquises

a. Mineurs

La médiateure constate que dans certaines structures, la scolarisation des enfants a lieu au sein même du bâtiment où ils sont hébergés. Elle s'interroge sur les risques d'une telle organisation pour les enfants qui restent constamment dans un même lieu. En effet, dans ces structures d'hébergement, les enfants se retrouvent de fait coupés du monde extérieur, alternant leurs journées entre vie scolaire dans une partie du bâtiment et vie familiale dans une autre.

De manière générale, l'accueil des enfants dans les maisons relais et leur participation aux activités parascolaires peuvent être un facteur d'intégration important.

La médiateure encourage le développement et la poursuite de ces initiatives et félicite l'ensemble des communes œuvrant en ce sens.

b. Adultes

La législation applicable en matière de protection internationale prévoit que les adultes qui bénéficient de la protection internationale ont accès au système éducatif général ainsi qu'au perfectionnement ou à la reconversion professionnelle.

Cette disposition offre à chacun la possibilité de suivre ou poursuivre un enseignement ou un apprentissage et d'améliorer ainsi son intégration et son employabilité. Des classes pour jeunes adultes entre 18 et 25 ans, sans travail ni revenus, existent et sont essentielles pour leur intégration professionnelle.

Dans cet esprit, l'Université du Luxembourg a ouvert ses portes aux DPI qui peuvent, sous certaines conditions, suivre des enseignements en tant qu'auditeurs libres et aux BPI qui, sous réserve d'avoir un niveau d'étude et des capacités linguistiques suffisants, peuvent suivre des enseignements en tant qu'auditeurs réguliers[1].

Ce même article prévoit encore l'accès aux procédures de reconnaissance des diplômes, certificats ou autres titres de qualification formelle ainsi qu'aux systèmes appropriés d'évaluation, de validation et d'accréditation des formations antérieures s'ils ne sont pas en mesure de fournir des preuves documentaires de leurs qualifications.

La médiateure encourage les acteurs en ces matières à poursuivre leurs efforts qui permettront à terme de faciliter l'intégration des DPI et BPI dans la société.

5. Travail et formation professionnelle

L'article 6 de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire prévoit que les DPI n'ont pas accès au marché de l'emploi pendant une durée de six mois après le dépôt de leur demande et que toute demande d'occupation temporaire présentée pendant cette période est irrecevable.

Pour favoriser leur intégration dans la société et leur autonomie, la pratique allemande a démontré qu'il est essentiel de donner aux DPI et BPI non seulement accès à des activités bénévoles mais aussi à des activités utiles au sein des structures d'hébergements ou autre organismes, le cas échéant contre une rémunération minimale.

La médiateure suggère dès lors aux autorités concernées de poursuivre et d'intensifier l'information des DPI et BPI sur les possibilités de suivre des formations, de participer à des stages ou autres mesures d'insertion professionnelle et sur les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être envisagés.

6. Logement

Comme pour nombre de personnes vivant au Luxembourg, l'une des plus grandes difficultés pour les BPI concerne l'accès au logement.

Dès leur arrivée, l'OLAI attribue aux DPI un logement au sein de l'une des cent structures d'hébergement réparties sur le territoire.

Si les structures d'hébergement semblent être pleines, la raison en serait que plus ou moins 800 BPI ne trouvent pas de logement et continuent à occuper ces structures en contrepartie du paiement d'un loyer. S'ajoutent à ce nombre près de 400 personnes à qui la demande de protection internationale a été refusée et qui continuent à occuper ces structures.

L'accès à un logement abordable est un problème général au Luxembourg en raison de la rareté des logements disponibles et des prix inabordables pour une grande partie de la population, ce qui incite d'ailleurs nombre de citoyens luxembourgeois à résider dans un pays voisin.

Investie sur ce terrain, l'Agence immobilière sociale (AIS) est constamment à la recherche de logements inoccupés appartenant à des particuliers pour les mettre à la disposition de personnes aux revenus modestes. Le propriétaire qui s'engage dans cette voie obtiendra un loyer certes plus bas mais qui sera garanti par l'AIS. De même l'AIS prendra à sa charge la remise en état avant occupation ainsi que l'entretien du logement. L'AIS joue ainsi un rôle précieux dans un domaine essentiel pour les personnes aux revenus modestes, population dont font partie nombre de BPI.

Une solution pour les BPI, comme pour d'autres personnes, serait de partager un logement commun.

Cette solution est toutefois difficile à ce jour alors que les colocataires seraient considérés comme une communauté de vie et perdraient en fait tout ou partie du RMG. Un changement de la loi sur ce point est souhaitable et, en raison du principe de l'égalité de traitement entre les BPI et les autres bénéficiaires du RMG, devrait s'appliquer à tous sans distinction.

Une exception au principe de communauté de vie pourrait ainsi être envisagée pour le cas où chaque colocataire prouve qu'il participe équitablement au paiement du loyer et des charges courantes, notamment par la signature d'un contrat de bail spécifique à la colocation. L'ensemble des colocataires ne serait donc plus considéré comme une communauté de vie et chacun pourrait se loger à un prix abordable.

La médiateure est consciente qu'une telle exception pourrait conduire à des abus et que son insertion éventuelle dans le projet de loi en cours mérite une réflexion approfondie.

Par ailleurs, les DPI et BPI ont la possibilité de trouver un logement auprès de familles résidant au Luxembourg. Cette initiative a été mise en place par «Oppent Haus», une plateforme citoyenne dont le descriptif se trouve, avec d'autres associations et organismes, en annexe du présent rapport annuel.

Enfin, une autre solution au problème général du logement pourrait consister en la construction de logements collectifs, basés sur les concepts de cohabitation, services partagés, logements temporaires et d'habitat multi-local. Ce concept a été présenté par le conférencier Dr Massimo Bricocoli, professeur agrégé à l'école «Politecnico di Milano», lors d'une conférence organisée en décembre 2016 par le Ministère du Logement et Luxembourg Center for Architecture (LUCA) sur le sujet «Collective housing, density and height: a Luxembourg perspective».

Réflexions d'ordre général

Au vu de certaines des considérations qui précèdent et compte tenu de l'urgence de certaines problématiques relevées, la médiateure conclut la présente partie par deux questionnements, à savoir:

- l'implication de l'ensemble des communes dans l'accueil et l'intégration des DPI et BPI

Il serait logique et juste que chaque commune participe équitablement à l'accueil et à l'intégration des DPI et BPI.

À ce jour, seulement certaines d'entre elles sont actives en ces matières et prennent en charge l'organisation et les frais d'hébergement, de scolarisation, de formations et autres frais y relatifs.

Bien qu'une participation étatique ait été mise en place en fonction du nombre de personnes accueillies, celle-ci s'avère toutefois souvent insuffisante pour couvrir l'ensemble des frais.

À défaut d'un accueil effectif de ces personnes, la participation visée pourrait prendre la forme d'une contribution financière proportionnelle au nombre d'habitants de la commune et au montant de son budget.

- la mise en place au niveau gouvernemental d'un comité interministériel actif sur la question de l'accueil et de l'intégration des DPI et BPI

Une telle initiative est essentielle et urgente pour répondre de manière rapide et efficace aux problématiques actuelles concernant l'accueil et l'intégration des DPI et BPI.

La médiateure rappelle, pour autant que de besoin, que presque tous les ministères ont un rôle à jouer en la matière.

Partie 4 - Suggestions et recommandations

Suggestions au Gouvernement, aux administrations et établissements publics concernés

Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

Renforcer l'équipe des assistants sociaux de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

La médiateure a constaté l'urgence qu'il y a à renforcer l'équipe des assistants sociaux de l'OLAI.

Comme les réclamants se plaignent du fait qu'il est difficile de se voir accorder un rendez-vous avec un assistant social, la médiateure a prié le directeur de l'OLAI de l'informer sur les mesures précises prévues pour répondre au mieux à la demande croissante de suivi social. En effet, il semble difficile, voire impossible d'assurer simultanément le suivi social de plusieurs centaines de personnes.

Caisse nationale de santé (CNS)

Prise en charge des frais de transport par ambulance

Conformément aux articles 133 et suivants des statuts de la CNS, les frais de transport par ambulance à l'étranger ne sont remboursables que sur demande d'autorisation introduite préalablement au transport.

Les formalités en vue d'une prise en charge par la CNS des frais de transport à l'étranger sont effectuées par le médecin traitant. Ce n'est pas aux assurés de pâtir d'un oubli ou d'une négligence de leur médecin traitant et devoir prendre à leur propre charge les frais coûteux d'un transport à l'étranger.

La médiateure suggère une modification des statuts pour prévoir la possibilité d'une régularisation des formalités en cas d'oubli ou de lacunes dans les documents nécessaires pour la prise en charge d'un transport par ambulance à l'étranger.

Prise en charge par la CNS de soins ambulatoires fournis à l'étranger

La Cour de justice de l'Union européenne a statué dans un arrêt du 27 janvier 2011 (C-490/09 - Commission/Luxembourg), que le défaut de prise en charge des frais d'analyses et d'examens de laboratoire effectués dans un autre État membre constitue une restriction à la libre prestation des services au sens de l'article 49 du traité CE.

Dans cet arrêt, la CJUE a visé généralement «les analyses et frais de laboratoires» au sens de l'article 24 du Code de la sécurité sociale dans sa version publiée au Mémorial A 2008, page 790. La médiateure est d'avis que ces termes se réfèrent de façon générale aux analyses et frais de laboratoires médicaux sans distinction entre laboratoires de biologie médicale et laboratoires d'anatomopathologie.

La médiateure suggère à la CNS de prendre également en charge les frais d'analyses d'anatomopathologie effectuées à l'étranger.

Prise en charge de soins stationnaires programmés à l'étranger

Les dispositions légales étrangères permettent au corps médical et aux hôpitaux de facturer légalement des suppléments par rapport aux tarifs sociaux.

En l'état actuel de la législation, la CNS ne peut pas rembourser lesdits suppléments d'honoraires dépassant les tarifs sociaux.

Les personnes bénéficiant d'un transfert à l'étranger sont informées par la CNS sur la facturation à l'étranger et notamment des montants assez élevés des participations personnelles au cas où ils font le choix de convenances personnelles telles que chambre individuelle, «Chefarztbehandlung», «Wahlleistungen» ou au cas où le médecin spécialiste étranger ne travaille pas sous le régime conventionné. Au cas où il y a lieu de procéder à un traitement hospitalier d'urgence à l'étranger, les assurés luxembourgeois ne sont souvent plus en mesure en fait de se renseigner au préalable auprès des hôpitaux et des médecins spécialistes étrangers, si ceux-ci sont d'accord pour fournir le traitement uniquement sur la base des tarifs sociaux applicables dans leur pays.

À cet égard, les médecins spécialistes luxembourgeois qui demandent l'autorisation de transfert à l'étranger et qui désignent le prestataire de soins étranger doivent également veiller à s'assurer que ce prestataire est disposé à fournir le traitement sans exiger des suppléments.

La médiateure suggère que les médecins spécialistes établis au Luxembourg soient instruits par les autorités compétentes afin qu'ils s'assurent que les centres spécialisés étrangers vers lesquels ils transfèrent leurs patients fournissent les soins demandés dans le cadre des tarifs sociaux sans suppléments à charge de leurs patients.

Reclassement professionnel des personnes inaptes à occuper leur dernier emploi

La loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe prévoit que les salariés qui occupent leur dernier poste de travail depuis moins de trois ans ne sont éligibles pour le reclassement professionnel que sous condition qu'ils soient en possession d'un certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent lors de l'embauche à ce dernier poste de travail.

Il est de première importance d'organiser une campagne d'information afin d'informer tant les employeurs que les salariés au sujet de l'obligation relative à l'examen médical d'embauche qui conditionne l'octroi d'un reclassement.

En raison du fait que de très nombreux salariés n'ont pas été soumis à un examen médical d'embauche et ne disposent d'aucune fiche d'aptitude à leur poste de travail, il est indispensable de régulariser ces situations par un examen médical effectué après le délai prévu par l'article L.326-1 du Code du travail. La médiateure suggère que cet examen médical soit reconnu comme valant examen médical d'embauche.

La loi du 23 juillet 2015 dispose qu'en cas de récupération des capacités de travail nécessaires pour occuper un poste ou des tâches similaires au dernier poste de travail, les personnes en reclassement externe se voient retirer l'indemnité d'attente avec un préavis de douze mois.

La réévaluation ne doit pas aboutir à un retrait de la décision de reclassement et de l'indemnité d'attente en l'absence d'une amélioration réelle de l'état de santé et sans motivation médicale précise.

La médiateure suggère que le médecin consultant de l'ADEM précise dans son avis médical les capacités de travail que les personnes en reclassement externe ont récupérées depuis leur reclassement et indique quelles tâches contre-indiquées, déterminées par le médecin du travail dans son avis établi dans le cadre de la procédure de reclassement, ils sont à nouveau en mesure d'exécuter ainsi que les postes de travail similaires qu'ils peuvent à nouveau occuper.

Prise en charge des frais de rapatriement d'une dépouille en cas de décès à l'étranger suite à un transfert pour raison médicale

La médiateure a été saisie par un usager suite au refus de la CNS de prendre en charge les frais liés au rapatriement de la dépouille de son époux décédé en France suite à un transfert médical à l'étranger préalablement autorisé.

À l'heure actuelle, les statuts de la CNS ne prévoient pas de prise en charge spécifique dans cette situation et pareils frais sont donc assimilés en pratique aux frais de transport prévus, dans le cadre de l'indemnité funéraire, à l'article 166 des statuts de la CNS.

D'un montant de 1.007,72 € en 2016 (1.032,90 Euro Sans en 2017), l'indemnité funéraire ne couvre souvent qu'une partie des frais funéraires, de sorte que pour l'usager en question, les frais liés au rapatriement de la dépouille de son époux sont restés intégralement à sa charge.

La question de prendre en charge ces frais se pose d'autant plus dans l'hypothèse particulière où la présence à l'étranger se justifie par un transfert médical à l'étranger préalablement autorisé, alors qu'en cas de survie du patient, les frais de rapatriement auraient certainement été pris en charge par la CNS.

La médiateure suggère dès lors aux Ministères compétents en la matière de prévoir, pour ce type de situation, la prise en charge des frais de rapatriement de la dépouille.

[1] http://wwwfr.uni.lu/students/refugees

Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Prévoir des avances en cas de paiement de l'indemnité compensatoire

La médiateure a été saisie de plusieurs réclamations mettant en cause le délai extrêmement long pour l'instruction et le paiement initial de l'indemnité compensatoire aux personnes reclassées. Par ailleurs la médiateure constate qu'il n'existe souvent aucune régularité dans le paiement subséquent de l'indemnité compensatoire mensuelle, privant ainsi les personnes concernées pendant une certaine période d'une partie de leurs revenus.

La médiateure estime que l'ADEM devrait tout mettre en œuvre pour instituer un système d'avances ou d'acomptes pour les personnes bénéficiaires de l'indemnité compensatoire afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent pendant une longue durée qu'avec seulement une partie de leur revenu mensuel.

Informations erronées

La médiateure suggère à l'ADEM de veiller à la clarté et à la justesse des informations contenues sur son site Internet, sur le site Internet guichet.lu, et de celles transmises aux usagers par ses agents.

Compte tenu de la difficulté de prouver des éléments oraux, la médiateure suggère vivement aux usagers d'informer l'ADEM de tout élément concernant leur dossier par écrit et de poser toute question importante par écrit.

Fonds national de solidarité (FNS)

Établissement d'un relevé détaillé des paiements effectués par le Fonds national de solidarité

La médiateure a été confrontée à un dossier dans lequel le bureau d'imposition avait erronément intégré la partie du revenu minimum garanti revenant à la mère du contribuable dans le revenu imposable du réclamant et de son épouse. Or, la mère ne peut pas être comprise dans l'imposition collective.

L'erreur venait du fait que le bureau d'imposition s'était basé sur un certificat du Fonds national de solidarité qui indiquait seulement le chiffre global des prestations payées au ménage sans préciser qui était pris en compte pour le paiement des prestations.

Afin d'éviter ce genre de problèmes à l'avenir, il serait utile que le Fonds national de solidarité établisse d'office un relevé des paiements plus détaillé, surtout si le ménage comprend des contribuables distincts.

Formation du personnel et des bénévoles en contact régulier avec des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale

Lors d'une rencontre en février 2016 de la médiateure avec les responsables de la Direction de l'immigration, de l'OLAI et les principaux acteurs gérant les structures d'accueil et d'hébergement des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale (DPI et BPI), la question de la formation du personnel a été abordée.

Les différents intervenants ont confirmé que le personnel en contact avec des DPI et BPI suivait régulièrement des formations dans différents domaines utiles à leurs fonctions. Ces derniers ont eu la possibilité de suivre notamment des formations relatives aux aspects légaux liés à la procédure de protection internationale, à la résolution de conflits, à la bientraitance, aux traumatismes ou encore à l'assistance psychosociale.

Pour la plupart de ces thématiques, le temps de formation est toutefois limité à une demi-journée et constitue d'avantage une première sensibilisation ou introduction en ces matières.

Cette initiative doit être saluée et, bien que la charge de travail du personnel concerné puisse rendre difficile l'organisation de telles formations, elle mérite d'être prolongée dans le temps et d'être étendue à d'autres catégories professionnelles.

Actuellement, il apparaît que les formations sont principalement dispensées aux assistants sociaux et aux éducateurs gradués. Il semble cependant essentiel de dispenser de telles formations aux agents de sécurité alors qu'ils sont souvent les seuls à être présents dans les structures d'hébergement, surtout la nuit, et représentent dès lors le seul interlocuteur possible pour les résidents.

La question de la formation des bénévoles s'ajoute à la présente réflexion. En effet, tel que relevé par la commune de Dudelange lors des deuxièmes Assises nationales de l'intégration au niveau local tenues en février 2017: «Vouloir s'engager en tant que bénévole n'équivaut pas à être préparé au contact avec des réfugiés provenant d'un territoire de conflit armé ou des immigrés ayant vécu une situation de précarité dans leur pays d'origine».

Certains organismes, communes et gestionnaires de structures d'hébergement ont déjà mis en place des formations de base destinées aux bénévoles souhaitant s'engager auprès des DPI et BPI. De telles formations reprennent en partie les matières visées ci-avant et méritent, à l'instar de celles destinées aux professionnels, d'être complétées et poursuivies dans le temps.

Au cours de cette dernière année, certains des acteurs actifs en matière d'accueil et d'intégration des DPI et BPI ont mis l'accent sur la sensibilisation et la formation du personnel à l'interculturel. Cette initiative est à saluer et à généraliser à l'ensemble des personnes, professionnels ou bénévoles, quotidiennement au contact de DPI et BPI alors qu'il est indispensable, en vue d'accueillir et d'intégrer au mieux les nouveaux arrivants, de comprendre qui ils sont, d'où ils viennent et ce qu'ils ont vécu avant leur arrivée au Luxembourg.

Selon les différents formateurs à l'interculturel interrogés, offrir la possibilité aux personnes représentant l'autre culture, notamment des DPI et BPI, de participer à ce type de formation permet à l'ensemble des participants d'accélérer l'apprentissage et la compréhension des notions abordées par une prise de recul et de conscience immédiate sur les origines, le vécu, les habitudes et la perception du quotidien de tout un chacun des participants.

En conclusion, la médiateure suggère à l'ensemble des acteurs actifs en matière d'accueil et d'intégration de DPI, BPI et, plus largement, de toute personne issue d'une culture différente, de poursuivre leurs efforts en matière de formation du personnel et des bénévoles, de proposer un module de formation spécifique à l'interculturalité et, dans la mesure du possible, d'offrir la possibilité aux personnes représentant l'autre culture, notamment des DPI et BPI, de participer à ce dernier module.

Recommandations au Gouvernement, aux administrations et établissement publics concernés

Recommandation n°51

Modification de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur

Les modifications envisagées portent notamment sur les problématiques suivantes:

Dénomination de l'institution

Afin de clarifier le rôle de l'institution dans un contexte de multiplication des instances de médiation et pour éviter toute confusion entre elles, il y a lieu de changer le nom de l'institution du «médiateur» du Grand-Duché de Luxembourg en «Ombudsman».

Mission de protection des droits de l'homme

Les recommandations de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe disposent que le respect des droits de l'homme fait partie des normes qui s'imposent à une bonne administration.

Aux termes de l'article 2 (1) de la loi du 22 août 2003, le médiateur est chargé de vérifier l'application des conventions internationales et des lois (notamment de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui consacre en son article 41 le droit à une bonne administration).

L'essence des droits humains est qu'ils sont censés être appliqués dans la vie de tous les jours. En ce sens, l'Ombudsman joue un rôle dans le domaine de la protection des droits de l'homme alors qu'il est appelé à établir si la conduite de l'Administration ou de ses agents était appropriée à la situation rencontrée en droit et en fait.

Bien que cela n'apparaisse pas expressément dans la loi du 22 août 2003, la protection des droits de l'homme fait donc partie des missions de l'Ombudsman et son inscription dans le corps de la loi aurait pour effet d'informer le public de cet aspect particulier de sa mission.

Élargissement du champ de compétence

La loi du 22 août 2003 limite la compétence de l'Ombudsman au fonctionnement des administrations de l'État et des communes ainsi que des établissements publics relevant de l'État et des communes.

L'Ombudsman ne peut donc pas intervenir dans le cadre de réclamations portant sur le fonctionnement des établissements de droit privé chargés d'une mission de service public, normalement cofinancés par des deniers publics.

Cette situation amène en pratique à certaines incohérences dans la mesure où pour des organismes assurant les mêmes missions (écoles, structures de garde pour enfant, centres pour personnes âgées, etc.), seuls les organes de droit public sont soumis au contrôle du médiateur.

Démarches préalables

Le paragraphe 1er de l'article 3 de la loi du 22 août 2003 dispose que «la réclamation doit être précédée des démarches administratives appropriées auprès des organes mis en cause aux fins d'obtenir satisfaction». Or, comme les formalités de ces démarches préalables ne sont pas précisées, cette disposition est source d'interprétations divergentes.

Pour des raisons de clarté, il est proposé de clarifier cette notion.

Ainsi, avant d'introduire une réclamation contre une lenteur ou une décision de l'Administration, l'usager doit intervenir personnellement auprès du service concerné pour demander une explication ou pour la contester.

En cas d'urgence, l'Ombudsman peut toutefois intervenir en l'absence de telles démarches par l'usager.

Droit d'autosaisine limité

L'introduction d'un droit d'autosaisine est nécessaire pour remédier à d'éventuels dysfonctionnements systémiques.

En pratique, il s'agit d'une extension exceptionnelle de la saisine de l'Ombudsman au-delà d'une réclamation individuelle concrète. La mission de l'Ombudsman ne saurait se limiter à redresser un tort individuel sans se soucier d'une problématique éventuellement plus large.

En d'autres termes, s'il est constaté dans le cadre d'une réclamation individuelle qu'il y a un problème, voire une erreur de la part d'une administration, l'Ombudsman devrait pouvoir contrôler si cette erreur se limite à ce dossier précis.

Exécution des recommandations

Des 50 recommandations publiées depuis la mise en place de l'institution de l'Ombudsman, seules 25 ont été transposées, ce qui reste très faible au regard des pays voisins.

Pour pallier cette difficulté, il est proposé d'introduire une nouvelle disposition obligeant le Gouvernement, après consultation de l'Ombudsman, à prendre position quant au principe d'une recommandation dans un délai de six mois après la publication de cette dernière.

Dans cette prise de position, le Gouvernement explique s'il envisage de transposer la recommandation et dans quels délais, sinon de fournir une motivation détaillée de son refus.

Délai de réponse imposé aux administrations

En pratique, les délais de réponse de certaines administrations sont excessifs, pouvant atteindre plusieurs mois. Il est ainsi proposé d'introduire un délai maximal de réponse d'un mois aux administrations, avec la possibilité de le prolonger s'il s'agit de dossiers particulièrement complexes.

Suspension des délais de recours

La loi du 22 août 2003 prévoit que la réclamation auprès le l'Ombudsman n'interrompt pas les délais de recours devant les juridictions. Cette interdiction s'explique par la volonté d'éviter que le recours à l'Ombudsman ne devienne un moyen dilatoire des affaires pendantes en justice.

Il en résulte que des usagers sont parfois obligés d'entamer une procédure judiciaire pour ne pas perdre la possibilité d'agir en justice.

Pour permettre à certains réclamants de faire l'économie de frais judiciaires inutiles lorsque l'intervention de l'Ombudsman pourrait conduire à une issue amiable, il est proposé d'introduire, à l'instar de la Belgique, une suspension des délais de prescription de trois mois, prenant cours à la date de la saisine de l'Ombudsman.

Recours aux méthodes de conciliation et de médiation

En pratique, la mission de l'Ombudsman correspond davantage à celle d'un conciliateur. Ainsi la loi actuelle prévoit la possibilité de proposer des solutions aux parties.

Il est proposé de préciser dans le corps de la loi que l'Ombudsman procède à la résolution à l'amiable des différends dont il est saisi par voie de conciliation ou de médiation.

L'approche médiation est une méthode de communication adaptée aux besoins des usagers qui se sentent souvent dépassés par des communications écrites de l'Administration dont le langage technique leur est parfois difficilement accessible.

Une explication orale, de préférence en face à face et basée sur le principe de communication non violente, est un mode de communication plus approprié.

L'Ombudsman n'est ni un juge qui tranche un litige ni un avocat de l'usager ou de l'Administration. Il est le facilitateur de la communication entre les administrations et les usagers. En ce sens, il n'est pas seulement en charge d'apprécier la légalité d'une situation mais a également pour rôle de rétablir la confiance entre l'Administration et les usagers lorsque celle-ci s'est dégradée.

S'il est vrai que dans l'appréciation du bienfondé d'une réclamation l'Ombudsman se réfère avant tout sur la règlementation en vigueur, il peut dans certaines hypothèses traiter cette situation en équité et toujours sur base du guide de bonnes pratiques administratives.

Ainsi, même lorsqu'elle est prise en toute légalité, une décision administrative peut porter préjudice à un usager et devenir le fondement d'une procédure contentieuse. Une telle procédure peut être évitée par une rencontre en médiation qui peut permettre à la fois une compréhension mutuelle et l'apaisement du conflit.

Organiser une médiation avec l'Administration reste un processus particulier alors que les agents concernés ne sont a priori pas touchés directement et personnellement par le préjudice avancé par l'usager.

Dans ce contexte, la médiation offre un cadre de discussion dans lequel l'usager et les agents de l'administration en charge de son dossier communiquent ouvertement sur la problématique rencontrée.

Au terme de cet échange, il peut arriver que les agents de l'Administration reconnaissent que la décision était inappropriée et dans certains cas, acceptent de revoir leur position.

Cette reconnaissance, qui peut se traduire le cas échéant sous la forme d'excuses au nom de l'Administration, permet à l'usager de se sentir entendu et respecté dans sa position. Souvent, pareille reconnaissance ou excuse a pour effet de mettre un terme au litige et d'éviter toute procédure judiciaire.

Délégué de l'Ombudsman

Pour des raisons pratiques tenant notamment à la continuité de la mission de l'Ombudsman, il est proposé de permettre la nomination d'un délégué habilité à représenter l'Ombudsman en cas d'absence de ce dernier.

Nomination et serment de l'Ombudsman

Afin d'impliquer le soutien des partis au-delà de la majorité gouvernementale et d'éviter que la personne élue ne soit considérée comme étant le candidat de la majorité en place au moment du vote, il est proposé que la nomination du médiateur se fasse par la Chambre des Députés à majorité qualifiée de voix.

Une telle procédure de nomination, recommandée par la Commission de Venise, renforcerait l'apparence d'indépendance et d'impartialité de la personne désignée.

Pour traduire au mieux la mission de l'Ombudsman, il est proposé de compléter le serment actuel par une référence à l'engagement d'indépendance.

Formation de l'Ombudsman et de son personnel

La loi du 22 août 2003 dispose que le médiateur doit être porteur d'un diplôme d'études universitaires dans l'une des matières déterminées par la Chambre.

Il est proposé, à l'instar des lois sur le médiateur de la consommation et de celui de la santé, qu'en vue de sa nomination, l'Ombudsman ait suivi ou s'engage à suivre une formation en médiation selon les critères fixés par la directive européenne sur le règlement extrajudiciaire des litiges.

Cette disposition devrait également s'appliquer au personnel de l'Institution.

Consultations d'experts

Le recours aux experts est indispensable au vu de la technicité de certaines missions de contrôle. Il est donc proposé d'inscrire expressément cette possibilité dans le corps de la loi.

Problématique annexe: Inscription de l'Ombudsman dans la Constitution

En marge de la modernisation de la loi du 22 août 2003 se pose la question de l'introduction de l'Ombudsman dans la Constitution.

L'inscription de l'Ombudsman dans la Constitution est une recommandation de la Commission de Venise et se trouve d'ailleurs dans les résolutions et recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Il s'agit de pérenniser l'institution en lui consacrant un rang constitutionnel.

L'élément primordial est que les usagers ont droit à un recours gratuit devant l'Ombudsman.

À l'instar de la Constitution française disposant que le défenseur de droits peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public, l'Ombudsman pourrait être inscrit soit sous le chapitre relatif aux droits de l'homme soit sous celui des institutions.

Texte proposé

Article unique:

La loi du 22 août 2003 instituant un médiateur est modifiée comme suit:

1) Le titre de loi est changé comme suit:

«Loi du [DATE] instituant un Ombudsman»

2) Il est inséré un chapitre préliminaire dont la teneur est la suivante:

«Chapitre préliminaire - Définitions

Dans la présente loi, les expressions ci-après ont la signification suivante (toute référence au singulier inclut le pluriel et inversement, et le masculin inclut le féminin):

«Administration»: représente indistinctement toute administration de l'État et des communes, tout établissement public relevant de l'État et des communes (à l'exclusion de ceux ayant une activité industrielle, financière et commerciale) et tout établissement de droit privé cofinancé par des fonds publics et chargé d'un Service Public.

«Service public»: Insérer une définition

«Usager»: Personne physique ou morale de droit privé en relation avec l'Administration.»

3) Le Chapitre 1er est modifié comme suit:

«Chapitre 1er - Du mandat et des attributions de l'Ombudsman

Art. 1er. - Institution et mission de l'Ombudsman

(1) Il est institué un Ombudsman, rattaché à la Chambre des Députés. Dans l'exercice de ses fonctions, il ne reçoit d'instructions d'aucune autorité.

(2) L'Ombudsman veille au respect des droits humains, notamment au droit de tout usager à une bonne administration et à un traitement égal.

(3) Dans les conditions fixées par la présente loi, l'Ombudsman reçoit les réclamations formulées par les usagers à l'encontre de l'Administration.

(4) L'Ombudsman peut se voir confier toute autre mission en vertu d'une loi spéciale.

Art. 2.- Modalités de la saisine de l'Ombudsman

(1) Tout usager qui estime subir un préjudice personnel en raison de l'attitude d'un agent ou fonctionnaire de l'Administration, d'une lenteur ou d'une décision émanant de l'Administration peut introduire une réclamation auprès de l'Ombudsman, sous réserve d'avoir accompli la condition prévue à l'article 4(1) de la présente loi.

(2) Cette réclamation est introduite personnellement par l'usager, par son représentant légal ou par l'intermédiaire d'un membre de la Chambre des Députés.

(3) Tout agent ou fonctionnaire de l'Administration peut saisir l'Ombudsman en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Administration ou d'éviter la répétition d'un dysfonctionnement.

(4) Tout membre de la Chambre des Députés peut, de sa propre initiative, saisir l'Ombudsman d'une question d'intérêt général.

(5) Si une réclamation individuelle induit un doute que des problèmes similaires se présentent dans d'autres dossiers, l'Ombudsman peut adresser à l'Administration une requête aux fins d'obtenir la liste des dossiers individuels susceptibles d'être concernés et, à condition d'avoir l'accord des personnes tierces concernées, avoir accès aux dossiers individuels.

(6) L'Administration a l'obligation de fournir à l'Ombudsman la liste visée au point (5) dans un délai d'un mois.

(7) Le service de l'Ombudsman est gratuit.

Art. 3.- Suspension des délais

(1) La réclamation adressée à l'Ombudsman suspend pour une durée de trois mois le délai des recours devant les juridictions compétentes.

(2) La suspension visée au point (1) prend cours à partir de la réception de la réclamation par l'Ombudsman et prend fin soit à l'expiration du délai de trois mois soit au jour où la réclamation est déclarée irrecevable ou non fondée, conformément à l'article 4(8) de la présente loi.

Art. 4.- Recevabilité des réclamations

(1) Avant d'introduire une réclamation auprès de l'Ombudsman, l'usager doit intervenir personnellement ou par l'intermédiaire de son représentant légal auprès de l'Administration pour demander une explication ou contester la décision, la lenteur ou l'attitude qui lui porterait préjudice.

(2) S'il estime que la situation requiert une intervention immédiate et urgente, l'Ombudsman peut intervenir auprès de l'Administration sans que l'usager n'ait accompli la condition prévue au point (1) du présent article.

(3) Une réclamation ne peut pas porter sur le fonctionnement de l'Administration en général.

(4) L'Ombudsman n'est pas compétent lorsque la réclamation concerne les rapports de travail entre l'Administration et les fonctionnaires ou agents de l'Administration.

(5) L'Ombudsman ne peut pas intervenir directement dans une procédure engagée devant une juridiction et reste compétent tant que la décision de la juridiction saisie n'a pas acquis force de chose jugée.

(6) L'Ombudsman ne peut pas remettre en cause le bien-fondé d'une décision de justice ayant acquis force de chose jugée. En cas d'inexécution d'une telle décision par l'Administration, l'Ombudsman peut l'enjoindre de s'y conformer dans un délai d'un mois.

(7) En cas d'inexécution par l'Administration de l'injonction visée au point (6), l'Ombudsman peut rédiger un rapport spécial conformément à l'article 7 de la présente loi.

(8) Lorsqu'une réclamation est irrecevable ou ne lui paraît pas fondée, l'Ombudsman en informe le réclamant par une décision motivée.

(9) La décision visée au point (8) n'est pas susceptible de recours.

Art. 5.- Traitement des réclamations

(1) Dans le respect du droit en vigueur, l'Ombudsman utilise les techniques de conciliation et de médiation pour rechercher un règlement amiable.

(2) L'Ombudsman évalue le fonctionnement de l'Administration par rapport au droit en vigueur, aux normes administratives fixées au niveau européen et aux lignes de bonnes pratiques administratives.

(3) À tout stade de la procédure, l'Ombudsman peut demander à l'Administration, par écrit ou oralement, toutes les informations qu'il estime nécessaires pour le traitement d'une réclamation.

(4) L'Administration a l'obligation de fournir à l'Ombudsman toutes les informations demandées conformément au point (3) dans un délai d'un mois. Ce délai peut être prolongé d'un mois selon la complexité du dossier et suivant information dûment motivée de l'Administration.

(5) L'Administration doit faciliter la tâche de l'Ombudsman et enjoindre les fonctionnaires et employés placés sous son autorité de répondre aux questions de l'Ombudsman et fournir les pièces réclamées.

(6) À défaut de réponse appropriée de l'Administration à une demande d'information visée au point (3), un rappel sera adressé avec copie au ministre compétent ainsi qu'au Président de la Chambre des Députés pour transmission aux présidents des commissions compétentes.

(7) Le caractère secret ou confidentiel des informations demandées par l'Ombudsman ne peut lui être opposé qu'en matière de défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure.

(8) Si la réclamation est recevable et lui paraît bien-fondée, l'Ombudsman peut formuler à l'égard de l'Administration toutes recommandations visant à permettre un règlement à l'amiable d'un litige, améliorer le fonctionnement de l'Administration ou éviter la répétition d'un dysfonctionnement.

(9) Si l'Ombudsman constate que l'application de la décision contestée aboutit à une iniquité, il peut formuler à l'égard de l'Administration toute recommandation permettant de régler en équité la situation de l'usager.

(10) L'Ombudsman peut procéder à la publication de ses recommandations conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente loi.

(11) L'Ombudsman est informé par l'Administration des suites réservées à son intervention dans un délai d'un mois.

(12) L'Ombudsman informe l'usager des suites réservées par l'Administration à son intervention par écrit ou oralement.

Art. 6.- Avis et expertise

(1) L'Ombudsman peut rendre un avis dans le cadre d'une procédure législative sur des questions relevant du fonctionnement de l'Administration et/ou des réclamations traitées.

(2) Dans l'exercice de sa mission, l'Ombudsman peut se faire assister par les experts de son choix.

Art. 7.- Publication de rapports d'activités

(1) L'Ombudsman présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité.

(2) L'Ombudsman peut également présenter tous les rapports intermédiaires et/ou spéciaux qu'il estime nécessaires.

(3) Les rapports visés aux points (1) et (2) du présent article peuvent contenir des suggestions et des recommandations d'ordre pratique ou normatif que l'Ombudsman estime utiles au bon fonctionnement de l'Administration.

(4) Les rapports visés au point (1) du présent article sont présentés en séance publique à la Chambre des Députés.

(5) Les rapports visés au point (2) du présent article peuvent être rendu publics par tous moyens.

Art. 8.- Confidentialité

En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret professionnel, l'Ombudsman et le personnel de son secrétariat veillent à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom leur aurait été révélé ne soit faite dans les documents établis et dans les communications de l'Ombudsman.»

4) Le Chapitre 2 est modifié comme suit:

«Chapitre 2 - Du statut de l'Ombudsman

Art. 9.- Nomination et durée du mandat de l'Ombudsman

(1) Le Grand-Duc nomme à la fonction d'Ombudsman la personne qui a été élue par la Chambre des Députés par une majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis.

(2) L'Ombudsman est nommé pour un mandat d'une durée de huit ans non renouvelable.

(3) Avant d'entrer en fonction, l'Ombudsman prête serment entre les mains du Grand-Duc conformément aux termes de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. Le serment de l'Ombudsman comprend également l'engagement à l'indépendance dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 10.- Fin du mandat de l'Ombudsman

(1) Le mandat de l'Ombudsman prend fin d'office:

a) soit à l'expiration de la durée du mandat telle que prévue à l'article 9;

b) soit lorsque l'Ombudsman atteint l'âge de 68 ans;

c) soit lorsque l'Ombudsman accepte d'exercer une des fonctions incompatibles avec son mandat visées à l'article 11.

(2) La Chambre des Députés peut, à une majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis, demander au Grand-Duc de mettre fin au mandat de l'Ombudsman dans les cas suivants:

a) lorsque l'Ombudsman en formule lui-même la demande;

b) lorsque l'état de santé de l'Ombudsman compromet l'exercice de sa fonction;

c) lorsque l'Ombudsman se trouve, pour une autre raison, dans l'incapacité d'exercer son mandat.

(3) Lorsque l'Ombudsman n'exerce pas sa mission conformément à la présente loi, sa révocation peut être demandée par un tiers des députés. Cette demande fait l'objet d'une instruction dont les modalités sont précisées dans le Règlement de la Chambre des Députés. Les résultats de l'instruction sont soumis à la Chambre qui décide, à la majorité qualifiée des députés, le vote par procuration n'étant pas admis, s'il y a lieu de proposer la révocation de l'Ombudsman au Grand-Duc.

Art. 11.- Incompatibilités du mandat de l'Ombudsman

(1) L'Ombudsman ne peut, pendant la durée de son mandat, exercer d'autre fonction ou emploi ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, que cette fonction soit élective ou non.

(2) À titre accessoire et à condition que ces activités n'empiètent pas sur l'exercice de son mandat, l'Ombudsman peut exercer des activités de formation et de recherche.

(3) Le titulaire d'un mandat public conféré par élection, qui accepte sa nomination en qualité d'Ombudsman, est démis de plein droit de son mandat électif.

(4) L'Ombudsman ne peut prendre part directement ou indirectement à une entreprise, fourniture ou affaire quelconque dans lesquelles son intérêt se trouverait en opposition avec ceux de sa fonction.

Art. 12.- Qualifications requises

Pour être nommé Ombudsman, il faut remplir les conditions suivantes:

- posséder la nationalité luxembourgeoise;

- jouir des droits civils et politiques;

- offrir les garanties de moralité requises;

- être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières déterminées par la Chambre des Députés;

- posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction et avoir accompli ou accomplir une formation en médiation dont le contenu est fixé par règlement grand-ducal;

- avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Art. 13.- Indemnités de l'Ombudsman

(1) L'Ombudsman touche une indemnité correspondant au traitement d'un fonctionnaire de l'État dont la fonction est classée au grade S1 de la rubrique VI «Fonctions spéciales à indice fixe» de l'annexe A «Classification des fonctions» de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État. Pendant l'exercice de ses fonctions, les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'État lui sont applicables.

(2) Pour le cas où l'Ombudsman est issu de la fonction publique, il est mis en congé pendant la durée de son mandat de son administration d'origine. Il continue à relever du régime de sécurité sociale correspondant à son statut.

En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, pour une raison autre que celle prévue à l'article 10(3), le titulaire est, sur sa demande, réintégré dans son administration d'origine à un emploi correspondant au traitement qu'il a touché précédemment, augmenté des échelons et majorations de l'indice se rapportant aux années de service passées comme Ombudsman jusqu'à concurrence du dernier échelon du grade. À défaut de vacance de poste, il peut être créé un emploi hors cadre, correspondant à ce traitement. Cet emploi sera supprimé de plein droit à la première vacance qui se produira dans une fonction appropriée du cadre normal.

(3) Pour le cas où l'Ombudsman est issu du secteur privé, il reste affilié au régime de sécurité sociale auquel il était soumis pendant l'exercice de sa dernière occupation.

En cas de cessation de son mandat avant l'âge légal de retraite, pour une raison autre que celle prévue à l'article 10(3), le titulaire touche, pendant la durée maximale d'un an, une indemnité d'attente de 310 points indiciaires par an.

Cette indemnité d'attente est réduite dans la mesure où l'intéressé touche un revenu professionnel ou bénéficie d'une pension personnelle.»

5) Le Chapitre 3 est modifié comme suit:

«**Chapitre 3 - Fonctionnement du secrétariat de l'Ombudsman**

Art. 14.- Mise en place d'un secrétariat de l'Ombudsman

(1) Dans l'exercice de ses fonctions, l'Ombudsman est assisté par des agents qui ont la qualité de fonctionnaire ou d'employé d'État. Les dispositions légales et réglementaires sur les traitements et pensions des fonctionnaires de l'État leur sont applicables. Leurs rémunérations et pensions sont à charge de l'État.

(2) Les collaborateurs doivent avoir accompli ou accomplir une formation en médiation dont le contenu est fixé par règlement grand-ducal.

(3) Avant d'entrer en fonction, les collaborateurs prêtent entre les mains de l'Ombudsman un serment conformément aux termes de la loi

modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

(4) Le secrétariat est placé sous la responsabilité de l'Ombudsman qui a sous ses ordres le personnel. Les pouvoirs conférés par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État au chef d'administration sont exercés à l'égard des collaborateurs de l'Ombudsman par l'Ombudsman. Les pouvoirs conférés par les lois précitées au ministre du ressort ou au Gouvernement en conseil sont exercés à l'égard des collaborateurs de l'Ombudsman par le Bureau de la Chambre des Députés.

(5) La loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration s'applique également aux fonctionnaires du secrétariat de l'Ombudsman.

Art. 15.- Cadre du personnel du secrétariat de l'Ombudsman

Le cadre du personnel du secrétariat de l'Ombudsman comprend les fonctions et emplois suivants:

(1) Dans la carrière supérieure - carrière de l'attaché

- des conseillers première classe
- des conseillers
- des conseillers adjoints
- des attachés premiers en rang
- des attachés
- des attachés stagiaires

(2) Dans la carrière moyenne - carrière du rédacteur

- des inspecteurs principaux premiers en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs
- des rédacteurs stagiaires

(3) Dans la carrière inférieure - carrière de l'expéditionnaire

- des premiers commis principaux
- des commis principaux
- des commis
- des commis adjoints
- des expéditionnaires
- des expéditionnaires-stagiaires

(4) Le cadre du personnel sera complété par des employés.

Art. 16.- Délégation de signature

L'Ombudsman peut déléguer sa compétence de signature à un de ses conseillers de la carrière supérieure. Une telle délégation sera déposée avec un spécimen de la signature du fonctionnaire délégué auprès du Président de la Chambre des Députés.»

6) Le Chapitre 4 est modifié comme suit:

«**Chapitre 4 - Dispositions modificatives, financières et finales**

Art. 17.- Dispositions modificatives

(1) La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État est modifiée comme suit:

a) À l'annexe A - Classification des fonctions -, rubrique I - Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes:

- au grade 12, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - attaché».
- au grade 13, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - attaché premier en rang».
- au grade 14, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller adjoint».
- au grade 15, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller».
- au grade 16, est ajoutée la mention: «Secrétariat de l'Ombudsman - conseiller première classe».

b) À l'annexe A - Classification des fonctions -, rubrique VI - Fonctions spéciales à indice fixe, est ajoutée la mention suivante:

- au grade S1, est ajoutée la mention «Ombudsman».

c) À l'annexe D - Détermination -, rubrique I - Administration générale, sont ajoutées les mentions suivantes dans la carrière supérieure de l'administration, grade de computation de la bonification d'ancienneté 12:

- au grade 12, est ajoutée la mention: «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 13, est ajoutée la mention: «attaché premier en rang du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 14, est ajoutée la mention: «conseiller adjoint du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 15 est ajoutée la mention: «conseiller du secrétariat de l'Ombudsman».
- au grade 16, est ajoutée la mention: «conseiller première classe du secrétariat l'Ombudsman».

d) À l'article 22, VI, 20°, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

e) À l'article 22, VII, a), alinéa 10, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

(2) À l'article 10, alinéa 1er de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'État, il est ajouté à la suite de la mention «attaché de Gouvernement» la mention de «attaché du secrétariat de l'Ombudsman».

Art. 18.- Dispositions financières

(1) L'Ombudsman établit pour chaque année un état financier prévisionnel selon les modalités à fixer par la Chambre des Députés.

(2) Sur base du prévisionnel visé au point (1), le budget des recettes et dépenses de l'État arrête annuellement la dotation au profit de l'Ombudsman.

(3) Les comptes de l'Ombudsman sont contrôlés annuellement selon les modalités à fixer par la Chambre des Députés.

(4) L'apurement des comptes de l'Ombudsman est fait parallèlement à celui des comptes de la Chambre des Députés.

(5) La loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2003 est modifiée comme suit:

Il est ajouté au budget des dépenses Chapitre III. - Dépenses courantes sous «00 - Ministère d'État» à la section «00.1 - Chambre des Députés» l'article suivant:

«10.001 Ombudsman (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)».

Art. 19.- Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la publication au Mémorial.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.»

Recommandation n°52

Mise en place d'un contrôle externe des structures d'hébergement pour demandeurs et bénéficiaires de protection internationale

La médiateure est confrontée à un nombre croissant de réclamations introduites par des demandeurs et des bénéficiaires de protection internationale. Ces réclamations concernent notamment la légalité du séjour, et les conditions matérielles de séjour dans les infrastructures destinées à l'accueil et à l'hébergement de ces personnes.

La médiateure a visité 16 infrastructures destinées à l'accueil et à l'hébergement de demandeurs de protection internationale, voire de bénéficiaires de protection internationale parmi la centaine qui existent sur le territoire national. Toutes ces infrastructures dépendent de l'OLAI au niveau du placement des pensionnaires et sont gérées par des ONG ou d'autres gestionnaires locaux.

La médiateure retient de ces visites que dans certaines institutions l'état des sanitaires était vétuste, en état de chantier, hors d'état de fonctionner et/ou non adapté à la capacité d'accueil de l'infrastructure concernée. Les sanitaires des institutions visitées étaient souvent collectifs, ce qui ne contribue guère à garantir aux pensionnaires un minimum d'intimité.

Si certains foyers disposent de cuisines équipées en état de fonctionnement, d'autres foyers n'offrent que peu ou pas de possibilités pour préparer des repas chauds.

À cause du nombre élevé de réfugiés auquel le Luxembourg fait actuellement face, les infrastructures d'accueil et d'hébergement seraient surpeuplées. La médiateure a pu constater que des familles de quatre à six personnes vivent sur une superficie nettement trop réduite. Dans certains foyers la pénurie est telle que deux familles se partagent une seule pièce, partagée en deux par un rideau.

Les intervenants dans le domaine soulignent qu'il est fréquent que des réfugiés et surtout des enfants souffrent de troubles psychologiques demandant une prise en charge spécialisée et précoce.

Dans certains foyers les normes de sécurité les plus élémentaires ne sont pas respectées, de sorte que des accidents potentiellement dangereux comme des chutes de plusieurs étages par manque de balustrades adaptées se sont déjà produits.

Suite à la visite de seulement 16 foyers, la médiateure pourrait continuer encore longuement cette liste de failles et dysfonctionnements.

Ces constats doivent interpeller et motiver les acteurs à démultiplier les efforts déjà menés en vue d'améliorer la situation des personnes qui étaient contraintes de fuir la violence et le danger sévissant dans leurs pays d'origine dans l'espoir de trouver un refuge digne et sûr chez nous.

Les réfugiés accueillis dans de telles infrastructures comptent parmi la catégorie de personnes dites vulnérables selon les critères et standards juridiques internationaux, notamment relatifs aux droits de l'homme.

Il est évident que la grande multiplicité de foyers et de gestionnaires n'est guère propice à la mise en place de procédures universellement applicables et appliquées afin de garantir au mieux un traitement identique à chaque demandeur de protection.

Actuellement, la grande diversité de foyers et de gestionnaires, éparpillés dans tout le pays empêche de procéder à une appréciation globale de la situation. Il existe des foyers dont la structure et les prestations sont très appréciables et ne donnent lieu à aucune critique, voire même à des félicitations, tout comme il en existe qui offrent des conditions de vie et de séjour inacceptables.

La médiateure est d'avis qu'une analyse et évaluation de la situation des réfugiés dans l'ensemble des foyers est subordonnée à la mise en place de critères et de procédures réalistes et réalisables déterminant les conditions minimales concernant le séjour de ces personnes. Cet outil de gestion devra par la suite demeurer dans un processus d'adaptation constante aux besoins et aux réalités du terrain, toujours changeantes pour garder son efficacité et son efficience.

Dans un premier temps, une analyse approfondie des infrastructures et des procédures de toutes les institutions concernées et de leur conformité avec les normes internationales et avec le droit interne devrait être réalisée pour dégager des lignes directrices communes, de standards minima et de procédures d'application générale à mettre en place.

Ensuite, un suivi régulier devrait garantir l'adaptation permanente des procédures à la réalité du terrain.

Ces contrôles doivent être effectués par une instance neutre et indépendante du pouvoir exécutif disposant des compétences et de la crédibilité nécessaires à l'accomplissement de cette charge.

La médiateure se réfère en la matière à la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Cette loi a mis en place le Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté qui doit veiller au respect des normes internationales et de droit interne en matière des droits de l'homme partout sur le territoire national où des personnes se trouvent privées de liberté. Le protocole facultatif détermine en outre les compétences, droits et obligations des agents effectuant ce contrôle.

Actuellement, ce service est assuré par deux agents de la carrière A1. En raison de la taille du service, le législateur n'a pas voulu créer une administration à part, mais a plutôt cherché à intégrer ce service dans une institution déjà existante offrant les garanties de neutralité et d'indépendance nécessaires. Comme la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur définit des droits et obligations très importantes en matière d'enquête, d'indépendance institutionnelle et de neutralité stricte, le service de contrôle a été rattaché à l'institution du médiateur.

Le service qui poursuit une finalité préventive et dissuasive par des visites régulières a au fil des six années de son existence pu accumuler une solide expérience pratique, une connaissance approfondie des normes internationales et de droit interne, de même que des connaissances techniques relevant de la logistique et des infrastructures. Il est à rappeler que ce service assure d'ores-et-déjà le contrôle externe du Centre de rétention.

Pour la médiateure, il ne fait aucun doute qu'un système de contrôle externe, neutre et impartial des infrastructures d'accueil et d'hébergement des demandeurs, voire des bénéficiaires de protection internationale s'impose pour veiller au respect des standards minima prévus par les normes internationales.

La médiateure estime également que l'État devrait aussi veiller aux conditions de vie d'autres personnes vulnérables, temporairement ou définitivement incapables de décider de leur vie d'une manière autonome pour des raisons diverses et variées.

Il faut en effet comprendre la notion de privation de liberté au sens le plus large, comme le souligne également le Sous-comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du Comité contre la torture (SPT). Ainsi, n'est pas seulement privée de liberté la personne qui se trouve enfermée dans un endroit spécifique sur décision, instigation ou avec l'accord d'une autorité administrative ou judiciaire, mais aussi les personnes vulnérables qui se trouvent dans un endroit duquel ils peuvent sortir théoriquement et en droit mais non en pratique. Une personne qui vit en maison de soins dans un stade avancé de dépendance n'est pas contrainte d'y rester en raison d'une décision d'une autorité y habilitée mais y est obligée par les nécessités posées par l'invalidité de la personne. Or, ceci est assimilable à un séjour forcé qui devrait également faire l'objet d'un contrôle externe.

La médiateure souligne que ces personnes, si elles ne disposent pas de l'appui de leur famille ou de proches, sont totalement livrées à l'institution qui les accueille.

Ces considérations sont déjà beaucoup plus évoluées dans certains pays d'Europe qui disposent de tels organismes de contrôle externes appelées à surveiller les conditions de vie des personnes vulnérables en privation de liberté par l'absence de choix.

Dans le respect des conclusions du SPT, la médiateure recommande dès lors à la Chambre des Députés de se prononcer, au travers d'un vote, sur l'interprétation de la notion de privation de liberté prévue par la loi précitée du 11 avril 2010.

La médiateure recommande à la Chambre des Députés d'interpréter cette notion dans son acception la plus large, de sorte qu'elle s'applique non seulement aux personnes qui se trouvent enfermées dans un endroit spécifique sur décision, instigation ou avec l'accord d'une autorité administrative ou judiciaire, mais aussi aux personnes vulnérables qui se trouvent dans un endroit duquel ils peuvent sortir théoriquement et en droit mais non en pratique.

ANNEXES

ANNEXE 1 - Statistiques

Nombre de demandes de protection internationale introduites au Luxembourg entre 2010 et 2016:

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Demandes de protection internationales	2171	2057	1070	1091	2447	1852

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016.

Contrairement au ressenti d'une hausse significative, voire d'une explosion des demandes de protection internationales à partir de 2015, les chiffres publiés par la Direction de l'immigration pour les années 2015 et 2016 sont à peine plus élevés que pour ceux des années 2011 et 2012.

Répartition des décisions prises en matière de protection internationale entre 2011 et 2016:

	Décisions prises par année					
Type de décision	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Reconnaissance du statut de réfugié	44	59	125	149	200	663
Attribution du statut conféré par la protection subsidiaire	9	7	39	31	28	24

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016.

Les données publiées par la Direction de l'immigration indiquent une augmentation notable du nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à partir de 2015. Tel qu'énoncé en introduction, ce constat s'explique en partie par l'intensification des conflits armés dans certaines régions du globe et par la venue de personnes originaires de pays considérés comme non sûrs.

Répartition des décisions prises en matière de protection internationale en 2016 en fonction de l'année d'introduction de la demande de protection internationale:

	Année de dépôt de la demande de protection internationale							Total décisions 2016
Type de décision	< 2011	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Reconnaissance du statut de réfugié	7	11	2	10	31	536	66	663
Attribution du statut conféré par la protection subsidiaire	1	0	3	0	3	15	2	24

Source: Direction de l'immigration, 11/11/2016

Il ressort de ce tableau que près de 10% des décisions rendues en 2016 concernent des demandes de protection internationale introduite avant le 1er janvier 2015, soit une durée de traitement d'au moins une année. Il s'agit d'une réclamation récurrente de la part des DPI auprès de la médiateure.

ANNEXE 2 - Définitions

Les présentes définitions sont pour la plupart tirées des textes législatifs et règlementaires luxembourgeois applicables en matière d'immigration.

«Demandeur de protection internationale»: tout ressortissant d'un pays tiers à l'Union européenne ou tout apatride ayant présenté une demande de protection internationale sur laquelle aucune décision finale n'a encore été prise.

«Réfugié»: tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui ne peut être exclu du statut de réfugié au sens de la loi du 18 décembre 2015.

«Personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire»: tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves (peine de mort, exécution, torture, traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine, menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international).

«Mineur non accompagné»: un mineur qui entre sur le territoire sans être accompagné d'un adulte qui est responsable de lui par le droit en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et tant qu'il n'est pas effectivement pris en charge par une telle personne. Cette expression couvre aussi le mineur qui a été laissé seul après être entré sur le territoire.

«Pays d'origine»: le pays ou les pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il est apatride, le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle.

«Pays d'origine sûr»: lors du traitement des demandes de protection internationales, une première distinction est donc effectuée par l'Administration selon que la personne demanderesse provienne d'un pays considéré comme sûr ou non.

Conformément à la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, un pays est considéré comme pays d'origine sûr s'il est établi qu'il n'y existe généralement et de façon constante pas de persécution au sens de la Convention de Genève en s'appuyant sur un éventail de sources d'information, y compris notamment des informations émanant d'autres États membres, du Bureau européen en matière d'asile (BEAA), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales compétentes. Sont notamment pris en considération par un pays donné des critères suivants:

- l'observation des droits et libertés prévus par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international des droits civils et politiques ou la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- le respect du principe de non-refoulement prévu par la Convention de Genève;

- la prévision d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés.

En résumé, l'obtention du statut de réfugié dépend en grande partie du pays de provenance de la personne demanderesse de protection internationale.

À ce jour, sont considérés comme pays d'origine sûr aux termes du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007: la République d'Albanie, la République du Bénin (uniquement pour les hommes), la République de Bosnie-Herzégovine, la République du Cap-Vert, la République de Croatie, la République du Ghana (uniquement pour les hommes), la République du Kosovo, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la République du Monténégro, la République du Sénégal et l'Ukraine.

«Décision finale»: toute décision établissant si le ressortissant d'un pays tiers ou l'apatride se voit accorder le statut de réfugié ou le statut conféré par la protection subsidiaire et qui n'est plus susceptible d'un recours conformément à la présente loi, que ce recours ait ou n'ait pas pour effet de permettre à un demandeur de demeurer sur le territoire en attendant son aboutissement.

«Relocalisation»: transfert de personnes ayant demandé, ou bénéficiant déjà d'une protection internationale d'un État membre de l'Union européenne vers un autre État membre qui leur accordera une protection similaire.

«Réinstallation»: transfert de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, identifiés comme ayant besoin d'une protection internationale, vers un État de l'Union européenne où ils sont admis soit pour des raisons humanitaires soit du fait de leur statut de réfugiés.

ANNEXE 3 - Intervenants en matière d'immigration au Luxembourg

La présente liste a été établie par le Cercle de coopération des ONG de développement de Luxembourg dans le cadre d'une table ronde («Ronnen Dësch») réunissant les principaux intervenants en matière d'immigration, d'accueil et d'intégration des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale.

www.cercle.lu, info@agence-benevolat

Agence du bénévolat

L'Agence du bénévolat a pour objet de promouvoir le bénévolat dans toutes ses formes auprès des pouvoirs publics, des organisations faisant appel au bénévolat et du grand public.

Activités d'intégration: l'Agence du bénévolat accueille et oriente les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale désirant s'engager comme bénévole auprès des organisations au Luxembourg.

L'Agence intervient également pour l'organisation d'une formation de base pour les bénévoles désirant travailler avec des demandeurs (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI).

www.benevolat.lu

Amnesty International Luxembourg (AIL)

AIL a actuellement trois groupes de bénévoles qui sont actifs sur les questions d'asile et de migration:

- un premier groupe représente Amnesty International au «Lëtzebuerger Flüchtlingsrot» (Collectif réfugiés) afin de porter la voix de la société civile auprès des autorités;

- un deuxième propose une permanence hebdomadaire «réfugiés et migrants» pour répondre aux questions et soutenir les personnes qui en font la demande dans leurs procédures administratives;

- un troisième groupe enfin organise régulièrement des événements sur ce thème.

AIL diffuse également de fréquents rapports et positionnements sur la situation des réfugiés en Europe et dans le monde.

www.amnesty.lu

Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI)

Dans ses activités d'accueil, l'ASTI intervient dans la gestion du foyer pour demandeurs de protection internationale à Mersch. Dans ce cadre, elle a mis en place un projet pilote comprenant les aspects suivants:

- former et encadrer des personnes bénévoles pour accompagner les demandeurs de protection internationale à s'intégrer dans la commune définir les missions à effectuer par les bénévoles (établir une charte du bénévolat en matière de l'accompagnement de DPI reproductible dans d'autres structures et dans d'autres communes; clarifier le cadre légal (assurances, limites des compétences, la responsabilité civile des bénévoles, …)

- agir vers un ancrage local du projet selon la méthodologie du projet travail social communautaire (organiser de fête de rencontre, activités communes entre DPI et habitants/associations de la commune, créer des synergies entre le foyer et les associations/organisations locales, etc…)

Dans le même sens, l'ASTI travaille sur les aspects suivants:

- projet d'activation dès le départ des DPI (recherche cours de langues, stage non rémunéré dans l'entreprise, intégration dans les associations et clubs locaux etc…)

- sensibiliser les habitants de la commune de Mersch (p. ex. séances d'informations, etc…).

Les activités d'intégration de l'ASTI concernent:

- l'apprentissage des langues: cours d'alphabétisation à l'alphabet latin avec initiation au français, cours de langues luxembourgeoise et française, table de conversation luxembourgeois et français, coaching en luxembourgeois;

- coaching pour BPI: accompagnement des réfugiés reconnus par des bénévoles dans la recherche d'un emploi, d'un logement, de cours de langue, d'activités de loisirs etc.;

- guichet info migrant: information sur des questions relatives aux autorisations de séjour, visas, regroupements familial ou toute autre question sur la loi sur l'immigration;

- projet connexions/capacity building: organisation et mise en place de workshops permettant aux DPI d'acquérir les outils nécessaires pour trouver un emploi au Luxembourg et mise en relation les employeurs avec les DPI;

- agence interculturelle: mise en réseau des communes en vue de la mise en place de projets d'intégration locale et conseil des communes en matière de l'accueil et de l'intégration des DPI.

www.asti.lu

Caritas

Le Service solidarité et intégration de Caritas Luxembourg vise à soutenir plus particulièrement les demandeurs de protection internationale (DPI), les migrants, les réfugiés à travers ses services et actions concrètes:

- le Service accueil conseille les étrangers sur les procédures, les droits et devoirs et les soutient dans leurs démarches,

- la gestion de foyers pour DPI à travers le pays,

- les classes passerelles pour jeunes étrangers ne tombant plus sous l'obligation scolaire ainsi que les cours de langues pour adultes,

- le Centre Oasis, un centre de rencontre multiculturel qui à travers ses activités multiples oeuvre pour le renforcement de la cohésion sociale,

- le Service form'actif qui soutient des jeunes étrangers en difficulté,

- la mise à disposition de logements pour des personnes ayant obtenu une autorisation de séjour après avoir logé dans un des foyers gérés par le Service Solidarité et Intégration.

www.caritas.lu

Catch a smile

Dans ses activités d'accueil, l'asbl Catch a smile est active dans les camps de réfugiés aux frontières de l'Europe pour venir en aide aux personnes fuyant leur pays en leur donnant des vêtements, de la nourriture etc. (en étroite collaboration avec d'autres organisations volontaires sur place).

Dans ses activités d'intégration, Catch a smile organise des collectes de matériel spécifique et organise les convois humanitaires, ceci en collaborant avec d'autres initiatives au Luxembourg.

Son travail bénévole consiste aussi à sensibiliser et à activer le public luxembourgeois.

www.catchasmile.org, info@catchasmile.org

Centre ethnopsychiatrique de soins pour migrants et exilés (CESMI)

Dans un contexte de crise migratoire au Moyen-Orient et dans une optique où le Grand-Duché accueille des personnes et des familles fuyant la violence et la guerre, le CESMI a été créé en septembre 2016 grâce à l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte dans le cadre de l'appel à projets «Mateneen».

Le CESMI propose un service de soins psychothérapeutiques spécialisé de deuxième ligne pour migrants, complémentaire aux structures de détection (médecine scolaire, médecine de l'exil, etc.), de services de soutien psychologique, des structures d'accueil pour exilés, des services hospitaliers et extrahospitaliers en santé mentale existants.

Il s'inscrit dans la continuité et la complémentarité des prises en charge de première ligne.

Le CESMI propose:

- des consultations psychothérapeutiques transculturelles avec interprètes (entretiens individuels, de famille ou de groupe) pour migrants et exilés présentant une souffrance psychique significative et durable.

Les consultations CESMI sont gratuites, de même que les frais d'interprétariat (toutes langues).

- la formation et la supervision des professionnels de la relation d'aide impliqués dans l'exil.

Le CESMI organise en ce sens un cycle de séminaires de sensibilisation à la clinique transculturelle et offre également des formations «sur demande» en fonction des problématiques rencontrées sur le terrain.

www.cesmi.lu, info@cesmi.lu

Confédération de la communauté portugaise (CCPL)

La CCPL organise différents types de cours: alphabétisation, langues, informatique, couture, photographie, etc.

Tous cours confondus, la CCPL a reçu plus de 800 inscriptions en 2016.

Ces cours sont agrées par le Ministère de l'Éducation et les professeurs détiennent également un agrément.

Divers projet sont mis en place par la CCPL et notamment:

- une pièce de théâtre sur la violence domestique

En partenariat avec le Ministère de l'Égalité des chances, cette pièce se base sur quatre faits réels sur lesquels les spectateurs peuvent intervenir.

Après la pièce une séance d'information sur la nouvelle loi est tenue par le Ministère, la police, une association d'appui aux victimes et une association d'appui aux agresseurs.

La première représentation a eu lieu le 13 mars 2016 à Junglinster. Une demande du Ministère a également été introduite quant à la possibilité de présenter cette pièce aux réfugiés dans leur langue.

- Projet international au Luxembourg d'aide à la reconnaissance (PILAR)

Ce projet est financé par le Haut-commissariat des migrations au Portugal et porte sur l'aide des jeunes de douze à 25 ans en échec ou abandon scolaire.

- Guichet d'appui psycho social (GAP)

Il s'agit d'un groupe de psychologues, assistants sociaux et juristes qui donnent de leur temps libre sur base de bénévolat auprès de la CCPL afin d'aider la population vulnérable nécessitant un appui quelconque.

Il s'agit également d'aiguiller les personnes vers les structures existantes.

www.ccpl.lu, ccpl@ccpl.lu

Centre d'études et de formation interculturelles et sociales (CEFIS)

Le CEFIS en tant que tel n'a pas d'activité directe (accueil ou intégration) avec des réfugiés mais de manière indirecte avec des intermédiaires professionnels ou bénévoles ou partenaires publics (travailleurs sociaux, éducateurs, enseignants, etc.).

Ainsi, le CEFIS propose des chiffres et statistiques sur cette thématique et les vulgarise dans une formation intitulée: «L'asile en droit et en chiffres».

De telles formations (informations) ont été assurées dans le cadre du projet «Reech eng Hand» et auprès de quelque 200 enseignants à travers l'IFEN.

Par ailleurs, le CEFIS propose pour ces mêmes professionnels de réfléchir et de se former à gérer les «chocs interculturels» qui peuvent se produire, notamment avec un public de DPI, BPI, etc..

Le CEFIS vient de terminer une formation pour les professionnels du Centre de rétention et est en contact avec d'autres structures d'accueil et d'intégration pour les former à l'approche interculturelle

www.cefis.lu, cefis@cefis.lu

Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE)

Dans le cadre du Fonds européen asile, migration et intégration (AMIF), le CLAE propose un dispositif d'information, d'orientation et de mise en relation professionnelles:

- un accueil personnalisé en vue de l'élaboration d'un projet professionnel;

- des ateliers de professionnalisation dans le but de transmettre des outils favorisant l'insertion professionnelle et la recherche positive et active d'un emploi;

- une mise en relation entre professionnels et usagers.

Au-delà de ce dispositif, le CLAE propose également des cours d'initiation à la langue française ainsi que des cours d'introduction à l'informatique et à l'internet.

www.clae.lu

Croix-Rouge luxembourgeoise (CRL)

Dans ses activités d'accueil, la CRL informe, accueille et assiste les migrants tout au long de leur séjour au Luxembourg. Plus particulièrement, elle gère onze centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale (Luxexpo, Monopol, Logopédie, Lily Unden, Don Bosco, Maternité, Dudelange, Luxembourg-Eich, Redange, Bertrange, Betzdorf) dont tous les centres de premier accueil du pays (qui ont accueilli en 2015 3.482 personnes différentes).

Un accent est mis sur le dépistage et le suivi des personnes particulièrement vulnérables, comme par exemple les mineurs non accompagnés ou les personnes en souffrance psychique qui sont prises en charge par la cellule ethnopsychologique du Service migrants et réfugiés de la CRL.

Dans ses activités d'intégration, la CRL a notamment mis en place le projet Hariko. Il s'agit d'un lieu de rencontre, d'échange et de créativité pour les jeunes de douze à 26 ans. Une trentaine d'artistes offrent des ateliers créatifs (graffiti, peinture, menuiserie, etc.) et des cours d'expression corporelle (breakdance, yoga, danses urbaines, etc.) du mercredi au samedi de 14 h à 19 h. La carte de membre est gratuite pour les demandeurs de protection internationale qui représentent les deux tiers des membres du projet.

En plus, la CRL aide les demandeurs de protection internationale, surtout les mineurs non accompagnés, à s'inscrire dans des clubs sportifs luxembourgeois (football, volleyball, basket, cricket, natation) et organise des activités sportives.

La CRL propose également des activités et des sorties culturelles aux demandeurs de protection internationale, en collaboration avec Cultur'all et avec de nombreuses associations et bénévoles, dont l'asbl «Heemescht».

Enfin, la CRL offre des cours de langues dans tous ses foyers.

migrants.refugies@croix-rouge.lu

Digital Inclusion

Les différentes activités de Digital Inclusion ont le but commun de mettre la technologie informatique à la portée de tous: aux réfugiés et à toute autre personne résidant au Luxembourg qui n'a pas les moyens (matériel, connaissances, accès à la communication digitale).

Les projets sont eux-mêmes réalisés avec la participation active des réfugiés et les autres personnes intéressées.

Un deuxième objectif de l'asbl Digital Inclusion est de favoriser l'intégration sociale des personnes de différentes origines par l'informatique. L'asbl est en train de créer une plateforme pour l'apprentissage autonome des langues assisté par ordinateur et offre une formation en informatique.

Par ces actions, Digital Inclusion souhaite faciliter l'intégration dans la société luxembourgeoise et le marché du travail.

www.digital-inclusion.lu, info@digital-inclusion.lu

Konterbont

L'objet de l'association Konterbont est l'organisation des activités socio-éducatives, ludiques et culturelles en faveur des demandeurs de protection internationale, hébergés au Centre Heliar à Weilerbach.

Pour financer ces activités, l'association collecte des dons, donations ou legs au profit des DPI.

Des coopérations avec des associations et clubs dans la région d'Echternach sont lancées, notamment une collaboration avec MEC asbl ou l'école de musique Echternach.

konterbontasbl@gmail.com

Maison des associations

La Maison des associations, fondée en 2007 par des fédérations d'origines diverses, est une association sans but lucratif qui milite en faveur de la promotion de la cohésion sociale en cultivant la richesse de l'interculturalité et en suscitant le dialogue interculturel et intergénérationnel.

La Maison des associations défend en tant que moteur et voix indispensables à une société dynamique et ouverte à la diversité.

Les projets phares de l'association: Café des âges, Cuisine du monde, Soirées littéraires Millefeuilles.

www.mda.lu, info@mda.lu

Maison d'Afrique

La Maison d'Afrique contribue à l'émergence des afro-luxembourgeois dans un monde inclusif pour l'affirmation d'une société ou la différence raciale n'est plus un handicap pour accéder aux fonctions électives; dans une société ou cette différence n'a plus sa place dans la compétition sociale et politique.

Elle investit la sphère politico-intellectuelle pour l'émergence d'une nouvelle conscience collective de la diaspora panafricaine qui s'affirme de plus en plus sur la scène nationale et internationale dans un style novateur, structurant et stimulant, anti raciste et ouvert.

La Maison d'Afrique recrée l'espoir sur base de la renaissance panafricaine qu'elle revalorisera sans cesse par la réhabilitation de l'Africain qui debout dit face au monde «oui nous pouvons».

La Maison d'Afrique se spécialise dans l'accompagnement et l'insertion au Luxembourg de nouvelles populations migrantes: les réfugiés. Leur intégration représente un challenge économique, social et humain.

La Maison d'Afrique a élaboré, avec un autre partenaire luxembourgeois spécialisé dans la formation professionnelle continue, un processus spécifique linguistique, culturel et professionnel dans le but de faciliter l'intégration de cette population mais aussi d'en faire un point fort pour l'économie luxembourgeoise de demain.

www.maisondafrique.lu/site23/

Médecins sans frontières (MSF)

MSF est une organisation internationale, indépendante, médicale, humanitaire qui a été fondée en 1971.

L'organisation fournit une aide médicale d'urgence aux personnes touchées par les conflits armés, les épidémies, l'exclusion des soins de santé et les catastrophes naturelles dans plus de 70 pays.

Activités liées à la crise des réfugiés et migrants:

- La traversée mortelle de la Méditerranée

En mai, MSF a pris la décision sans précédent de lancer des activités de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale. Fin 2015, les navires Bourbon Argos, Dignity I et MY Phoenix avaient secouru 20.129 personnes et soigné 3.000 personnes. Par ailleurs, en novembre dernier, MSF a lancé des activités de sauvetage en mer Egée, en collaboration avec Greenpeace.

En un mois, plus de 6.000 personnes avaient déjà reçu une assistance en mer.

- La course d'obstacles vers l'Europe

En Serbie, 80% des consultations médicales prodiguées par MSF étaient liées aux conditions difficiles du voyage, comme les maladies infectieuses (42%), les traumatismes et les maladies musculo-squelettiques (19%) et les maladies de la peau.

Le parcours du sud au nord de l'Europe est extrêmement dur, principalement à cause du manque d'assistance et de réponse des agences étatiques et à cause des violences endurées.

Dans ses projets, tout indique une continuation de la crise en 2016, parce que l'Europe a décidé de prioriser le contrôle de ses frontières, plutôt que la santé des personnes en fuite.

www.msf.lu

Mir wëllen iech ons Heemecht weisen

L'association «Mir wëllen iech ons Heemecht weisen» a pour but l'organisation et la gestion d'activités culturelles et sociales stimulant le dialogue interculturel au Luxembourg.

Ces activités visent à favoriser:

- la transmission des valeurs et pratiques culturelles luxembourgeoises;

- le partage de ce patrimoine avec la population étrangère;

- l'échange avec les valeurs et pratiques culturelles d'autres nationalités représentées sur le sol luxembourgeois.

Depuis octobre 2015, l'association est notamment active dans des foyers pour demandeurs d'asile et participe à des projets artistiques et scolaires.

www.facebook.com/onsheemecht/

Narin

Dans ses activités d'accueil, Narin a organisé dans le passé une collecte de vêtements qui a collectionné 42 tonnes de vêtements. L'association envisage d'organiser d'autres activités similaires dans ce domaine.

Dans ses activités d'intégrations, Narin intervient dans différents projet, notamment:

- Organisation des après-midis/soirées de rencontre où sont invités des réfugiés et des résidents du Luxembourg afin de faciliter le contact direct qui est indispensable pour une intégration réussie;

- Préparation d'un projet qui a pour objectif de faciliter l'accès des réfugiés aux études universitaires;

En ce sens, un accord a été trouvé avec l'institut responsable, nommé *«Kiron Higher Education»*, et une collaboration est sur le point de débuter avec l'Université du Luxembourg.

www.association-narin.com

Oppent Haus / Open Home (OH)

Oppent Haus est une plateforme citoyenne visant à promouvoir l'accueil de réfugiés et de demandeurs de protection internationale dans des familles résidant au Luxembourg. OH sensibilise, informe et met en relation des personnes réfugiées et des particuliers lors de rencontres informelles bimensuelles. OH prévoit de collaborer avec d'autres associations luxembourgeoises et d'ouvrir son action à des résidents faisant face à des problèmes de logement.

www.facebook.com/oppenthaus/,
openhomelu@gmail.com

Passerell

Dans ses activités, l'association Passerell intervient notamment dans les projets suivants:

- Tandems citoyens: un tandem met en relation un demandeur d'asile ou réfugié et un bénévole. Ensemble ils travaillent sur un ou plusieurs aspects de l'intégration à Luxembourg, par exemple:

• introduction au français/luxembourgeois/allemand et conseils pour s'inscrire aux cours officiels (cette initiation n'a pas vocation à remplacer un vrai cours mais à combler l'attente avant le démarrage des cours);

• soutien en complément des cours officiels;

• soutien pour les démarches administratives;

• accompagnement à des activités culturelles à Luxembourg.

- Activités de groupe par l'organisation de sorties mensuelles. C'est l'occasion pour les DPI et les bénévoles de se rencontrer autour d'une activité qui «parle» de Luxembourg.

- Café de langue française: il s'agit d'un rendez-vous bimensuel pour les personnes qui apprennent le français (mixte DPI et autre public). Les discussions sont informelles et sont encadrées par une enseignante professionnelle.

- Évènement Cuisine du monde (en partenariat avec les associations Cuisine du monde et Maison des associations

www.facebook.com/passerell2015,
passerell.asbl@gmail.com

Reech eng Hand

Reech eng Hand, en français «tends la main» est un projet d'accueil et d'accompagnement des réfugiés mis en œuvre par l'Église catholique au Luxembourg.

Sa structure consiste en une équipe de coordination, secondée par un groupe de pilotage, ainsi que des groupes locaux dans une grande partie du pays (avec une personne représentant le groupe en contact avec l'équipe de coordination).

Ces groupes locaux organisent:

- des activités d'accueil: distribution des repas dans des foyers, moments de rencontre, etc.;

- des activités d'intégration: cours de langue, accompagnement de personnes ou de familles, activités culturelles et sportives (visites du pays, cuisine, foot, etc.).

www.reech-eng-hand.lu,
reech-eng-hand@cathol.lu

De Réidener Kanton

L'association *«De Réidener Kanton»* a été initiée en août 2015 et créée au niveau et avec l'accord du syndicat du canton de Redange. Elle se compose de bénévoles, de membres des commissions d'intégration et de membres des conseils communaux des dix communes du canton de Redange.

Son but est d'établir le contact et l'échange entre les demandeurs d'aide (Croix-Rouge, Caritas, Reech eng Hand, ASTI, Agence du bénévolat, etc.) et les offreurs d'aide (la population) pour les réfugiés, afin d'éviter des actions bienveillantes mais ne répondant pas aux besoins réels.

L'Association cherche des bénévoles pour aider au Foyer pour réfugiés (Croix-Rouge) de Redange et au Caritas Fairness Center à Redange (épicerie sociale, Kleederstuff), pour donner des cours de langues et devenir coach d'intégration de réfugiés.

De Réidener Kanton hëlleft organise également des appels dans la population pour le don de vêtements ou d'autre matériel (jouets, meubles, ustensiles de cuisine, etc.).

Pour l'association, pas toutes les commissions d'intégration et pas toutes les communes s'investissent vraiment à fond dans l'intégration de citoyens étrangers et ce sont souvent des bénévoles très engagés qui s'investissent le plus et font bouger les choses.

Les réfugiés qui ont obtenu le statut et qui ont trouvé une demeure dans une commune sont souvent très isolés socialement, surtout s'ils ne parlent pas encore le français et/ou le luxembourgeois. Il leur faudrait des cours civiques et des informations sur nos mœurs et le fonctionnement de la vie au Luxembourg (ne pas jeter la graisse de friture dans les toilettes, le tri des déchèts, etc.).

Les enfants qui fréquentent les écoles dans les petites communes où il n'y a pas de classe d'accueil et qui ont droit à deux heures d'accueil dans leur classe, sont visiblement dépassés (pour les cycles 3 et 4) car ils n'arrivent pas à suivre les cours.

www.reidener-kanton.lu/aide-refugies.lu,
hellef@drk.lu

ANNEXE 4 - Initiatives prises par des communes

La présente liste reprend certaines activités et mesures proposées par des communes et présentées lors des deuxièmes Assises nationales de l'intégration au niveau local organisées par l'ASTI, sous la coordination de l'Office luxem-

bourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol).

DIFFERDANGE

Wok

Le Wok est un espace de rencontre de la Ville de Differdange, qui vient d'ouvrir ses portes dans le centre de créativité 1535°C. Il est destiné à des associations locales, avec ou sans statut d'asbl, et en particulier celles souhaitant être associées à l'intégration et aux initiatives sociales.

Les objectifs du Wok sont la lutte contre les discriminations vécues par les associations. Le Wok favorise et encourage l'accès à toutes les ressources disponibles à Differdange pour chaque groupement de personnes et de la manière la plus équitable possible. Il facilite la participation à la vie de Differdange.

www.facebook.com/wokdifferdange,
wok@differdange.lu

DUDELANGE

Gestion du bénévolat dans l'accueil des DPI

L'échange entre bénévoles ainsi que l'échange entre les bénévoles et les demandeurs/bénéficiaires de protection internationale et d'autres primo-arrivants s'inscrit dans un processus naturel du vivre ensemble. La possibilité de faire connaissance, de partager des compétences, de développer des expertises dans des situations quotidienne favorise une compréhension mutuelle et l'élimination de préjugés.

La supervision et la gestion du bénévolat nécessite une coordination flexible et cohérente au niveau de l'administration communale. La Ville de Dudelange a créé un Service de coordination communale pour l'accueil et l'accompagnement pour DPI et primo-arrivants afin d'avoir une ou deux personnes de contact pour toutes questions concernant le bénévolat. Une étroite collaboration avec le gestionnaire de la structure d'accueil pour DPI et d'autres partenaires internes et externes est indispensable pour organiser, coordonner et gérer toutes les questions et toutes les activités.

La Ville de Dudelange et le Service migrants et réfugiés de la Croix- Rouge ont pris la décision de mettre en place une formation de base pour les bénévoles désirant s'engager auprès des DPI/BPI et primo-arrivants. Les différents modules de la formation reprenaient des informations sur le contexte général, les aspects clés sur l'apprentissage interculturelle et la définition du rôle et de la responsabilité du bénévole.

accueildpi@dudelange.lu

ECHTERNACH

Mouvement pour l'égalité des chances (MEC asbl)

L'association a pour objet la promotion de l'égalité des chances pour tous aux niveaux de la vie sociale, culturelle, professionnelle et politique, la promotion de la cohésion sociale, ainsi que la création, le développement et la gestion de structures régionales d'accueil, d'information, de consultation et de formation.

www.mecasbl.lu/

Move Together

Move Together est un magazine qui a pour objectif d'informer les nouveaux arrivants sur la culture du Luxembourg, mais aussi sur les activités organisées et informations utiles pour favoriser leur l'intégration dans la société d'accueil. Ce magazine trimestriel est trilingue, français, anglais et arabe. Il est distribué gratuitement dans tous les foyers et maisons d'accueil du pays.

www.mecasbl.lu, aurelia.pattou@mecasbl.lu

ESCH-SUR-ALZETTE

Plan d'intégration communal (PCI)

La Ville d'Esch-sur-Alzette adopte une démarche participative incluant la consultation de la population locale pour favoriser les échanges, chercher le dialogue, sonder les besoins et les demandes afin d'adapter sa politique à l'intégration par le développement d'un PCI.

Intégration par le sport

Dans le cadre du «Programme de promotion du sport», la Ville d'Esch-sur-Alzette a mis en place en 2011, le programme «Intégration par le sport», proposant des cours hebdomadaires divers pour les femmes de tout âge et de toute nationalité.

Des animatrices sportives, originaires des régions et cultures concernées, cherchent régulièrement le contact avec les femmes dans les écoles et les lieux publics eschois (organisation de stands d'information, distribution de flyers, etc.). De cette manière, la Ville garantit que le thème de l'intégration soit abordé de manière régulière.

www.esch.lu/sport, sports@villeesch.lu

Cafés des langues

Le Centre cuturel Kulturfabrik et la Ville d'Esch-sur-Alzette se sont associés pour organiser cet événement cordial, qui consiste à se retrouver autour d'un verre/d'un café et de converser avec des personnes dans leur langue maternelle ou dans une langue apprise et dont on souhaite rafraîchir, voire approfondir ses connaissances.

egalitedeschances@villeesch.lu

HESPERANGE

Betreit Wunne fir jonk Leit

La structure «Betreit Wunne fir jonk Leit» s'inscrit dans le secteur des services d'hébergement et d'accueil de jour pour personnes adultes. Il vise à assurer un soutien à des usagers adultes en difficultés. L'encadrement socioprofessionnel varie en fonction des besoins individuels et de la demande des usagers. La prise en charge de l'usager peut être complète ou partielle. Ce projet d'inclusion sociale par le logement, permet de faire une passerelle entre la vie de famille et la vie autonome.

Le service a pour objectif d'accueillir et d'héberger de façon continue ou temporaire, plusieurs jeunes adultes, se trouvant dans une situation de détresse. Il offre aux usagers un encadrement spécialisé et un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté aux besoins individuels de l'usager.

www.jugendtreffhesper.lu

JUNGLINSTER

«Equigaart»: Jardins communautaires

Le jardinage collectif permet aux habitants de se rencontrer autour d'un projet commun et de créer un espace d'échange très concret. Le jardinage est une activité qui est accessible à tous, indépendamment de l'âge, de l'origine sociale ou culturelle. La diversité culturelle ajoute même une plus-value, car elle constitue une richesse d'expérience qui se partage facilement.

Le défi de la langue commune existe mais n'a jamais posé un obstacle majeur. Dans les activités de jardinage, on réussit facilement à dépasser la dimension «identitaire» pour se concentrer sur les aspects pratiques de la communication. Il se trouve toujours un moyen d'utiliser une langue commune ou de recourir à quelqu'un pour traduire l'essentiel d'une conversation.

www.equigaart.lu, info@equigaart.lu

REMICH

Table de conversation

La table de conversation, organisée sous le titre de «Poterowend», vise à donner la possibilité de pratiquer le luxembourgeois et d'approfondir les connaissances linguistiques pendant un moment de conversation conviviale, ludique et détendu. Le projet, qui a lieu une fois par mois, combat donc les préjugés en rassemblant résidents et nouveaux arrivants, tout en laissant les apprenants s'exprimer en luxembourgeois et gagner en confiance pour ensuite parler au quotidien la langue apprise.

Café social

Le Café social est un lieu de mixité sociale et culturelle, qui accueille toutes les nationalités, des hommes aussi bien que des femmes, pour se rencontrer, sortir de la solitude et de l'oubli, trouver une écoute. Ce projet est organisé par l'épicerie sociale qui a ouvert ses portes en 2016 à Remich et qui accueille désormais les familles en situation de précarité vivant dans les communes de Bous, Lenningen, Remich, Schengen, Stadtbredimus, Waldbredimus, Dalheim et Mondorf-les-Bains.

Café des parents

De l'autre côté, le Café des parents permet aux résidents de la commune ayant des enfants, de rencontrer d'autres parents dans un cadre ouvert et une atmosphère conviviale. L'idée est de s'échanger et d'apprendre les uns des autres. Ce lieu de rencontre est organisé par l'antenne Est de l'école des parents qui regroupe les six communes de Betzdorf, Echternach, Grevenmacher, Junglinster, Remich et Schengen.

Ambassadeurs de voisinage

Finalement, le projet des «ambassadeurs de voisinage» vise à faciliter l'intégration des nouveaux arrivants dans la commune. L'ambassadeur est un bénévole qui est bien intégré dans la vie locale et qui peut de ce fait, aider les nouveaux arrivants à mieux s'implanter dans la commune. Les ambassadeurs sont libres de décider combien de temps ils souhaitent consacrer à une personne intéressée, le but étant de conseiller ou d'informer les nouveaux arrivants et non de faire les démarches administratives à leur place.

kema@tango.lu

SANEM

Mesures d'aides et d'intégration sociale BPI de moins de 25 ans déployés par l'office social

L'Office social de la commune de Sanem a décidé d'accorder aux BPI âgés de moins de 25 ans les mesures suivantes:

- prise en charge de la cotisation mensuelle de l'assurance maladie de 107,58 €;

- octroi d'un bon pour médicaments selon besoin;

- prise en charge du tiers payant social;

- versement d'un argent de poche de 100 € par mois;

- octroi d'un bon pour cours de langue selon besoin;

- octroi d'un titre de transport gratuit selon besoin;

- octroi d'un bon alimentaire pour «Eis Épicerie Zolwer»;

- octroi d'un bon d'hygiène (par le biais du projet FEAD (UE)).

www.sanem.lu

STRASSEN

Café de Babel

L'originalité du projet Café de Babel, c'est qu'il a été créé sur l'initiative de la commission d'Égalité des chances. Les besoins des habitants de se rencontrer et de pratiquer les langues qu'ils désirent maîtriser, ont conduit à la création d'un café des langues, animé par les citoyens pour les citoyens.

C'est la raison du succès du Café de Babel: se rencontrer, se parler, échanger, se sentir bien ensemble! On peut pratiquer les langues luxembourgeoise, française, anglaise, allemande, portugaise, italienne, espagnole et russe.

www.strassen.lu

KUFIKA

KUFIKA est un programme culturel gratuit pour les enfants et toute la famille qui favorise les rencontres entre les artistes et les citoyens dans le but de promouvoir et faire connaître les arts et la culture comme la musique, le chant, la danse, le théâtre, la magie, etc.

Ce programme offre une plateforme de dialogue et de rencontre entre les familles (parents et enfants) qui habitent à Strassen. Les occasions d'une rencontre qui donnent la possibilité d'échanger dans un cadre convivial.

www.strassen.lu

SYNDICAT DU CANTON DE REDANGE

HausCaRe - Agence immobilière sociale du canton de Redange

Mise à disposition de logements à coût modéré pour les personnes à revenus modestes.

www.reidener-kanton.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°08** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2653	Sylvie Andrich-Duval	Médicament «Uvestérol D»
2654	Françoise Hetto-Gaasch	Inspection des bovins de type «Highlander» et «Galloway» par leurs détenteurs
2655	Diane Adehm, Gilles Roth	Renouvellement de la concession d'État avec le groupe Bertelsmann
2656	Martine Hansen	Rémunérations du personnel des écoles privées
2657	Diane Adehm, Gilles Roth	Déductions fiscales des cotisations d'épargne-logement
2658	Marc Lies	Fonds du logement
2659	Martine Hansen, Marco Schank	Services de la POST
2660	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Cybercriminalité
2661	Diane Adehm, Gilles Roth	Participation aux cours de natation
2662	Léon Gloden M. Jean-Marie Halsdorf	Maisons médicales
2663	Laurent Mosar, Gilles Roth	Procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale
2664	Martine Hansen, Marco Schank	Dégâts causés par le gibier
2665	Diane Adehm, Gilles Roth	Affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier
2666	Martine Hansen	Séneçon de Jacob au Luxembourg
2667	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale
2669	Fernand Kartheiser	Engagements du Luxembourg en Afghanistan
2670 cf. 2686	Gérard Anzia	Réserves en eau potable en provenance du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre
2671	Tess Burton	Discordance entre les noms en luxembourgeois des localités
2672	Laurent Mosar	Fausses informations sur les réseaux sociaux
2673	Laurent Mosar, Gilles Roth	Liquidations de sociétés de participations financières (SOPARFI)
2674	Martine Mergen, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen	Éducation différenciée
2675	André Bauler	État d'avancement des travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux
2676	Martine Hansen	Transport gratuit pour étudiants
2677	André Bauler	Tourisme de mémoire («legacy tourism»)
2678	Diane Adehm, Gilles Roth	Plaques d'immatriculation
2679	Gusty Graas	«Text neck syndrome»
2680 cf. 2694	Edy Mertens, Alexander Krieps, Gusty Graas	Diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux
2681	Martine Hansen, Marco Schank	Problématique du radon
2682	Lex Delles	Cafétéria La Roseraie à Mondorf-les-Bains
2683	Nancy Arendt	«Cybergrooming» auprès des mineurs
2685	Laurent Mosar, Gilles Roth	Récents propos de l'ex-général bosniaque Atif Dudaković
2686 cf. 2670	André Bauler	Sécheresse
2687	Marcel Oberweis	Poussières fines
2689	Marc Spautz	Réforme des finances communales
2690	Lex Delles, Claude Lamberty	Campus scolaire «Geesseknäppchen»
2691	Marc Angel	Formation à la sécurité obligatoire pour les agents en charge de l'encadrement des enfants
2692	Claudia Dall'Agnol	Nouvelle arme de service de la Police grand-ducale
2694 cf. 2680	Marc Spautz	Soins à domicile
2695	Diane Adehm, Gilles Roth	Véhicules diesel
2697	Jean-Marie Halsdorf	Épidémie de grippe
2700	Martine Hansen	Langue luxembourgeoise
2701	Claude Adam, Josée Lorsché	Financement des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse
2702	André Bauler	Développement de la filière avicole
2703	Nancy Arendt	Consommation de cannabis
2704	Edy Mertens, Gusty Graas, Alexander Krieps	Application mobile pour l'assurance maladie
2705	Lex Delles	Perturbations sur la ligne 10 du réseau national des chemins de fer
2706	Franz Fayot	Blocage de virements en relation avec Cuba
2707	Taina Bofferding	Accès aux tables à langer dans les locaux sanitaires publics
2708	Marc Spautz	Associations professionnelles de l'Inspection du travail et des mines (ITM)
2709	Edy Mertens	Service d'aide médicale urgente au nord du pays
2710	Françoise Hetto-Gaasch	Fonctionnement de l'Inspection du travail et des mines
2711	Marc Lies, Diane Adehm	Restructuration des commissariats de proximité
2712	Claude Lamberty, Max Hahn	Population réelle des communes
2714	Léon Gloden	Organisation du nouveau commissariat «Syrdall»
2715	Laurent Mosar	Fonds de compensation luxembourgeois
2716	Josée Lorsché	Infirmiers libéraux
2717	Martine Hansen	Milan royal
2875 urgente	Claude Adam, Gérard Anzia	Démolition de deux maisons à valeur patrimoniale
2909 urgente	Martine Hansen	Session d'été des examens de fin d'études secondaires

Question 2653 (05.01.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **médicament «Uvestérol D»:**

La presse française a révélé aujourd'hui que le médicament «Uvestérol D», prescrit fréquemment en France pour lutter contre la carence en vitamine D, vient d'être suspendu du commerce, suite au décès récent d'un nouveau-né.

Il se trouve que, en raison des potentiels effets néfastes liés à son mode d'administration à l'aide d'une pipette, ledit médicament a déjà été mis sous surveillance renforcée depuis 2006 par l'Agence nationale du médicament en France.

Certains organes de presse luxembourgeois rapportent aujourd'hui que ce médicament ne serait pas utilisé au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer respectivement infirmer que le médicament susmentionné est également commercialisé au Luxembourg?

a) Dans l'affirmative, le médicament en question a-t-il également été placé sous surveillance renforcée au Luxembourg à l'instar de la France et, si oui, depuis quelle date? Madame la Ministre va-t-elle, le cas échéant, décider de suspendre la commercialisation du médicament «Uvestérol D»?

b) Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle préciser quels médicaments sont prescrits comme alternatives au médicament «Uvestérol D» au Luxembourg pour les nouveau-nés, les nourrissons et les enfants jusqu'à l'âge de cinq ans? Est-ce que ces médicaments respectivement leur mode d'administration présentent, en cas d'usage, les mêmes risques que ceux relatifs au médicament mis en cause?

Réponse (26.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. Le médicament «Uvestérol D» n'est pas commercialisé au Luxembourg.

À cet égard, un communiqué de presse avait d'ores et déjà été publié en date du 6 janvier 2017, afin de rappeler que le médicament «Uvestérol D» n'est pas et n'a jamais été autorisé au Luxembourg.

ad b) Les alternatives médicamenteuses autorisées pour un usage pédiatrique sont les suivantes:

- D-Cure 25.000 UI/ml, solution buvable;
- D-Cure 2.400 UI/ml, solution buvable en gouttes;
- Uvédose 100.000 UI/2 ml, solution buvable;
- Vigantoletten 500 UI, comprimé;
- Vigantoletten 1.000 UI, comprimé.

Les modes d'administration peuvent varier selon le mode d'alimentation du nourrisson et selon les instructions du pédiatre. La pratique au Luxembourg n'a pas révélé d'effets similaires à l'utilisation de l'«Uvestérol D», aucun cas de pharmacovigilance n'est répertorié dans la base de données des effets secondaires.

Question 2654 (06.01.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**inspection des bovins de type «Highlander» et «Galloway» par leurs détenteurs:**

Dans la réponse à la question parlementaire n°2591 du 24 novembre 2016 concernant la découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie à Mensdorf, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a notamment expliqué que la législation relative au bien-être animal dans les élevages exige une inspection régulière des animaux par le détenteur afin de constater tout signe de maladie et d'y remédier dans les meilleurs délais. En effet, il incombe d'abord à l'éleveur de surveiller l'état de santé de ses bovins.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Les Ministres peuvent-ils m'assurer que les détenteurs sont suffisamment informés des me-

sures de prévention pour la santé, comme par exemple l'administration obligatoire de vermifuges à des bêtes de type «Highlander» et «Galloway», se trouvant à l'extérieur durant toute l'année?

2. Les Ministres peuvent-ils m'informer si, dans ce contexte de prévention, les détenteurs sont contrôlés régulièrement par l'Administration de la nature et des forêts, le cas échéant par les organismes de contrôle indépendants concernant l'exploitation de la viande issue du programme «Naturschutz Fleesch», ainsi que de l'Administration des services vétérinaires?

- Dans l'affirmative, combien de ces contrôles sont effectués par an?

- Dans la négative, les Ministres n'estiment-ils pas que ces contrôles devraient se faire régulièrement dans l'intérêt du bien-être animal?

3. Les Ministres peuvent-ils préciser les conséquences si un détenteur ne respecte pas les obligations relatives à l'inspection?

4. Quelles conditions doivent être remplies pour pouvoir intégrer des surfaces dans le programme «Naturschutz Fleesch»?

5. Les Ministres peuvent-ils affirmer qu'il est permis que les bêtes de type «Highlander» et «Galloway» restent sur les prairies humides durant toute l'année? Dans l'affirmative, les Ministres n'estiment-ils pas qu'il devrait y être remédié, sachant que les bêtes en question ne supportent que très mal une exposition permanente à l'humidité?

Réponse commune (10.02.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. D'une façon générale, les détenteurs de bovins ont les connaissances nécessaires pour la gestion de la santé de leur troupeau. En outre, ils travaillent en étroite collaboration avec un vétérinaire qui les conseille dans la prévention et le traitement des maladies animales. Il est connu que les bovins au pâturage, surtout ceux qui sont dans les prairies humides, sont exposés au risque de contracter des parasites et de développer des parasitoses pouvant avoir des conséquences plus ou moins néfastes sur leur état de santé.

C'est pourquoi pour chaque projet de protection de la nature au moyen d'une extensification agricole, l'Administration de la nature et des forêts (ANF), accompagnée d'un expert, avant toute mise en œuvre, mène des entretiens avec l'exploitant agricole, pour lui expliquer le fonctionnement pratique de ce genre de projets, le rendre attentif aux difficultés, et se faire une idée de sa propre motivation.

Ensuite une étude agricole, soumise pour avis au Service d'économie rurale (SER):

- met en lumière les aspects économiques du projet;

- fixe les paramètres assurant le bon fonctionnement du projet, dont le respect du bien-être animal (par exemple densité du bétail, l'endroit pour l'implantation de l'abri pour bétail et pour l'affouragement d'appoint, la quantité de fourrage d'appoint, etc.).

Dans le cadre du contrat «biodiversité», l'exploitant agricole s'engage à respecter des conditions ayant trait au développement de la biodiversité et au bien-être animal.

Les exploitants agricoles peuvent participer à des formations que l'ANF organise annuellement.

Une note du 11 mai 2011, des directeurs de l'Administration des services vétérinaires et de l'ANF, intitulée «Naturschutz durch extensive, ganzjährige Weidehaltung im Zuge der Biodiversitätsverordnung - Merkblatt zur winterlichen Zufütterung und zum Herdemanagement...», précise les mesures à prendre par les exploitants agricoles pour assurer le bien-être animal. Cette note est distribuée à tous les exploitants agricoles participant à ce genre de projet.

Comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n°2591 de l'honorable Députée Madame Françoise Hetto-Gaasch, le cahier de charges du label «Naturschutz Fleesch» prévoit explicitement une vermifugation des animaux en vue du respect du bien-être animal et de l'amélioration de la qualité de la viande.

ad 2. Des contrôles sont exercés à différents niveaux.

Les détenteurs de bovins doivent conclure un contrat d'épidémiosurveillance avec un vétérinaire de leur choix. Celui-ci transmet annuellement un rapport à l'Administration des services vétérinaires, rapport qui traite notamment de l'état sanitaire et du bien-être animal. L'inspection se fait en général pendant la période de stabulation, qui, en principe, est la période critique. Ceci a pour conséquence que les bovins qui sont au pâturage pendant toute l'année ne sont pas systématiquement inspectés.

Lorsque le rapport fait état de non-conformités, les bovins sont soumis à une inspection par les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires.

En réaction à l'événement de Mensdorf, il est prévu d'étendre le contrat d'épidémiosurveillance aux bovins au pâturage pendant toute l'année.

En outre, l'Administration des services vétérinaires inclura un certain nombre d'exploitations pratiquant ce type d'élevage dans le programme des contrôles sur place pour l'année 2017.

L'ANF et l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs contrôlent les engagements au niveau des contrats «biodiversité». Ce contrôle se fait selon les règles standard appliquées dans le contexte des aides financières aux agriculteurs.

Un contrôle supplémentaire se situe dans le cadre du label «Naturschutz Fleesch». Il est exercé depuis 2016 par l'organisme indépendant Certipaq et concerne, sur une base annuelle, toutes les exploitations qui vendent dix animaux ou plus par an, un échantillon des exploitations qui vendent moins de dix animaux par an et l'ANF en tant que propriétaire et superviseur de la marque «Naturschutz Fleesch».

ad 3. Il faut distinguer le non-respect des contrats «biodiversité» établis sur la base du règlement «biodiversité», le non-respect du cahier des charges du label «Naturschutz Fleesch» et le non-respect de la législation relative à la matière vétérinaire.

- non-respect des contrats «biodiversité»

L'article 48 du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique prévoit les mesures suivantes:

«(1) Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les engagements souscrits, il doit rembourser soit totalement, soit partiellement l'aide en fonction de la gravité de la violation des engagements souscrits. Sur avis de la commission, les sanctions à appliquer sont fixées par le Ministre ayant dans ses attributions l'agriculture pour les régimes d'aides prévus aux chapitres 1 et 2 et par le Ministre ayant dans ses attributions la protection de l'environnement pour les régimes d'aides prévus aux chapitres 3 et 4.

(2) Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas un des principes de bonne pratique agricole prévus dans la réglementation relative aux modalités d'application de l'indemnité compensatoire à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, le montant de la prime est réduit du pourcentage prévu dans cette réglementation.

(3) En cas de non-respect répété des engagements souscrits ou des principes de bonne pratique agricole, le bénéficiaire peut être exclu soit temporairement, soit définitivement du régime des aides. En cas d'une exclusion définitive, il ne peut introduire une nouvelle demande qu'après un délai de deux ans.

(4) Par dérogation aux dispositions du paragraphe (1) et (2), il sera renoncé à la restitution des aides lorsque l'inobservation des engagements est la conséquence de circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire des aides et notamment dans les cas visés à l'article 30 du règlement (CE) n°1750/1999.»

- non-respect du cahier des charges du label «Naturschutz Fleesch»

L'article 8 du cahier des charges prévoit les mesures suivantes:

«En cas d'infraction répétée aux critères définis dans le cahier des charges, la première récidive donne lieu à un rappel accompagné d'une invitation à combler les lacunes récurrentes dans un délai donné.

Lors de la deuxième récidive, il y a un nouveau rappel assorti d'une exclusion du programme „Naturschutz Fleesch" de six mois.

Si des manquements graves ne sont pas résolus malgré l'invitation écrite répétée, l'entreprise concernée (producteur, transformateur, distributeur) est exclue du programme „Naturschutz Fleesch" et bloquée pour une période de trois ans. Passé ce délai, une réadmission dans le programme „Naturschutz Fleesch" est possible après vérification concluante par un organisme de contrôle neutre agréé et la constatation de la disparition permanente des lacunes.

En plus, des sanctions peuvent être prononcées par la commission de la biodiversité, qui jugera de cas en cas et peuvent proposer une réduction des primes moins ou plus importante selon le cas de l'infraction.»

- non-respect de la législation en matière vétérinaire

Les rapports des inspections effectuées par l'Administration des services vétérinaires sont transmis à l'organisme payeur. Le non-respect des dispositions de la conditionnalité peut entraîner une réduction des primes allouées à l'exploitant.

ad 4. D'autres conditions sont énoncées à l'article 3 du cahier des charges du label «Naturschutz Fleesch»:

«Seules les entreprises agricoles s'étant engagées contractuellement à long terme auprès de l'ANF à mettre en œuvre un projet de pâturage extensif permanent dans le cadre de mesures de protection de la nature (convention - généralement 15 ans) sont autorisées à proposer le label „Naturschutz Fleesch".

Pour cela, l'ANF autorise l'utilisation de la marque „Naturschutz Fleesch" uniquement pour les animaux élevés selon des méthodes de pâturage extensif permanent. Ces bêtes sont élevées exclusivement sur des terrains réservés contractuellement à une exploitation extensive (contrat de biodiversité ou exploitation similaire dans le cadre d'une convention contractuelle spéciale) et exploités selon les prescriptions du programme de biodiversité luxembourgeois. Toutes les terres utilisées pour le système d'élevage doivent se trouver au Grand-Duché de Luxembourg.»

ad 5. Dans tous les cas, les animaux doivent être élevés dans des conditions qui respectent le bien-être animal. Les «Highland Cattle» et les «Galloway» sont des races particulièrement robustes qui supportent bien les conditions climatiques tout au long de l'année et qui s'accommodent des conditions de vie qui règnent sur les terrains humides (roselières, prairies à laiches, prairies à Molinie, etc.), les pelouses sèches, les prairies maigres, les landes, les terrains en pente, etc. Ces terrains se caractérisent par des difficultés en ce qui concerne l'exploitation agricole. Ainsi, le caractère pauvre en substances nutritives est au moins aussi difficile à gérer que l'humidité du terrain. Cependant, le fait que les bovins qui sont en plein air pendant toute l'année soient gardés en permanence dans un environnement humide, n'est pas favorable au bien-être animal.

C'est pourquoi la nouvelle réglementation relative à la sauvegarde de la diversité biologique, qui est en cours d'élaboration, se propose de renforcer les conditions destinées à garantir le bien-être animal:

- 20% de la surface de pâturage doivent être des terres non humides;

- dans le cadre de l'épidémiosurveillance, le vétérinaire devra procéder à une visite annuelle du troupeau au pâturage;

- une visite annuelle du troupeau au pâturage sera effectuée conjointement par un agent de l'Administration des services vétérinaires et un agent de l'Administration de la nature et des forêts.

Question 2655 (06.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **renouvellement de la concession d'État avec le groupe Bertelsmann:**

Le contrat de concession de l'État luxembourgeois avec RTL Group, CLT-UFA SA et Bertelsmann AG, arrivant à échéance en 2020, se trouve actuellement en cours de renégociation. D'après les informations relayées par la presse ces derniers jours, une future participation financière de l'État aux activités de «RTL Radio Lëtzebuerg» pourrait être envisagée, ce qui signifierait une deuxième station de radio de droit public, à côté de «Radio 100,7». Les missions de cette dernière, régies par la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, sont entre autres la proposition de programmes culturels, musicaux et éducatifs.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il déjà confirmer que le Gouvernement envisage effectivement de participer financièrement aux activités de «RTL Radio Lëtzebuerg» après l'échéance de ladite concession?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette situation aura comme conséquence la création d'une deuxième radio de droit public?

- Est-ce que les missions de cette dernière seront, le cas échéant, similaires à celles de «Radio 100,7»?

- Monsieur le Ministre peut-il déjà indiquer le budget approximatif que le Gouvernement songe investir dans cette future collaboration?

Réponse (12.01.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias*:

Je puis confirmer aux honorables Parlementaires que le Gouvernement a entamé des négociations avec RTL Group, CLT-UFA SA et Bertelsmann AG sur le contrat de concession qui arrive à échéance en 2020.

Par contre, le Gouvernement n'a nullement l'intention de promouvoir la création d'une deuxième station de radio de droit public.

J'ai d'ailleurs proposé de faire rapport sur l'état d'avancement de ces négociations à la Commission ESRMCE de la Chambre des Députés dans les semaines à venir.

Question 2656 (09.01.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **rémunérations du personnel des écoles privées:**

Il me revient que le personnel de certaines écoles privées a été informé fin décembre 2016 que le Ministère de l'Éducation nationale ne disposerait pas de suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations légales en termes de soutien financier aux rémunérations du personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quelles écoles n'ont pas été «subventionnées» par l'État en temps utile? Quelles sont les raisons à la base de ces retards (tout en sachant que l'article budgétaire concerné est un article à crédit non limitatif)?

- Le Gouvernement peut-il m'informer si d'autres secteurs ont été impactés par des règlements tardifs de la part de l'État? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (13.02.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Lycée technique privé Emile Metz ainsi que l'asbl Agedoc, pour le compte des écoles privées Fieldgen et Sainte-Anne, ont reçu leur subventionnement mensuel en date du 23 décembre 2016. Des montants pour un total de 2.868.110,13 € ont été versés à cette date.

Toutes les écoles privées sous régime contractuel ont été subventionnées en temps utile par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Considérant le statut privé des écoles conventionnées, nous ne pouvons faire de déclaration sur le type de contrat d'engagement entre chaque école privée et son personnel.

Il est à noter que les écoles privées ont pu profiter en 2016 d'un subventionnement extraordinaire élevé en raison d'une variation du coût par élève, établi conformément à la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé, qui est un des principaux constituants des aides allouées aux écoles privées.

Puisque la loi du 13 juin 2003 vise exclusivement les relations entre l'État et les écoles privées, nous pouvons confirmer qu'aucun autre secteur n'est concerné par la visée de la présente loi.

Question 2657 (09.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **déductions fiscales des cotisations d'épargne-logement:**

Suivant la réforme fiscale adoptée le mois dernier sont désormais exclues de la déductibilité fiscale en tant que dépenses spéciales les cotisations d'épargne-logement en vertu d'autres contrats d'épargne-logement si l'affectation du capital accumulé durant dix années en vertu du contrat précédent a été faite à des fins fiscalement non favorisées.

Comme, par le passé, l'affectation des fonds attribués à l'échéance à d'autres fins que celles prévues par la loi donne lieu à imposition rectificative des années concernées.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Les compagnies d'épargne-logement peuvent-elles / doivent-elles refuser d'attribuer les fonds à l'échéance si elles savent que le bénéficiaire les utilisera à d'autres fins que celles donnant droit à déduction fiscale? Ont-elles l'obligation d'en aviser l'administration fiscale?

- N'appartient-il pas plutôt à l'administration fiscale de procéder aux impositions rectificatives et de refuser les déductions futures, dès qu'elle a connaissance de l'emploi «illégal» des fonds accumulés dans le cadre d'un contrat d'épargne-logement?

Réponse (03.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

J'ai l'honneur de confirmer aux honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth qu'aucune disposition de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu n'interdit à une caisse d'épargne-logement d'attribuer l'épargne au bénéficiaire du contrat d'épargne-logement lorsqu'elle a connaissance du fait que les fonds recueillis par l'épargnant seront employés à des fins autres que celles qui donnent droit à la déduction fiscale. Il incombe aux bureaux d'imposition d'examiner les déclarations fiscales et de vérifier en l'occurrence si toutes les conditions requises sont remplies pour que des cotisations faites en vertu d'un contrat d'épargne-logement soient déductibles et de procéder, le cas échéant, à des impositions rectificatives lorsque les dispositions légales les requièrent. Les caisses d'épargne-logement n'ont, dans ce cadre, pas d'obligation générale d'informer l'administration fiscale de l'utilisation des fonds.

Question 2658 (09.01.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

Le Fonds du logement a publié récemment son rapport et bilan de l'année 2015. C'est à ce sujet que j'aimerais avoir des renseignements supplémentaires de la part de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis début 2015 jusqu'à ce jour? Quelles sont les communes concernées et de combien d'unités de logement s'agit-il? Combien d'unités de logement quant à ces autorisations sont actuellement en construction?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de procédures concernant des projets d'aménagement particulier «nouveau quartier» que le Fonds du logement a entamées depuis ladite date et combien parmi elles ont effectivement été finalisées depuis? Quelles sont les communes concernées?

- Monsieur le Ministre peut-il encore me préciser combien d'actes d'achat ou d'échange de terrains ont été réalisés endéans les deux dernières années? Quelle est la superficie exacte par terrain acquis?

Réponse (08.02.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'honorable Député demande des renseignements quant au nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis 2015 jusqu'à ce jour: il s'avère qu'un total de 14 autorisations a été délivré pendant la période en question, permettant la réalisation de 311 logements. Les communes concernées sont Bettembourg, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Kopstal, Luxembourg, Mondorf-les-Bains et Niederanven. En guise de comparaison peut être cité le cumul de la période de 2011 et 2012, lors de laquelle des autorisations pour 126 logements ont été attribuées, signifiant qu'entre les deux périodes le nombre de permis a pu être augmenté de 150%.

Les PAP entamés depuis 2015 jusqu'à ce jour sont au nombre de dix pour un total de 1.083 logements, situés dans les communes de Dudelange, Bascharage, Kopstal, Mamer, Remich, Schieren et Useldange. Les différents projets ont des envergures très variées et vont de douze à plusieurs centaines d'unités par plan d'aménagement. Comparé aux années précédentes, l'on peut surtout noter que la répartition géographique a pu être diversifiée: en 2013 et 2014, les sept PAP délivrés se concentraient presqu'en exclusivité à la ville d'Esch-sur-Alzette, à savoir 295 logements des 307 logements au total.

En dernier lieu, l'honorable Député m'interroge sur le nombre de terrains et immeubles acquis, respectivement échangés, au cours des années 2015 et 2016. Pendant la période en question le Fonds du logement a pu acquérir par 23 actes 42,512 ha. Ceci correspond à une augmentation importante par rapport aux deux années précédentes, sachant qu'en 2013 et 2014 les acquisitions et échanges totalisaient 9,389 ha. Les deux années pour lesquelles l'honorable Député s'intéresse se caractérisent donc par une progression de plus de 350% par rapport aux années 2013 et 2014.

Question 2659 (09.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **services de la POST:**

Depuis octobre 2015, les facteurs offrent des services supplémentaires au-delà de la distribution de courrier, tels que la garde des envois postaux, les emballages, les timbres, l'affranchissement des lettres et colis, la remise de lettres recommandées, le dépôt de lettres et le retrait et versement d'un montant limité sur un compte chèque postal. Ce dernier service, également presté autrefois par les facteurs, semble véritablement resurgir depuis que la POST a annoncé quelques semaines après l'extension du rôle des facteurs, en décembre 2015, la fermeture de 35 de leurs bureaux à travers le pays en 2016.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre peut-il constater une évolution significative relative au recours aux services supplémentaires prestés par les facteurs depuis octobre 2015?

2. Qu'en est-il plus spécifiquement des services financiers depuis la fermeture de bureaux régionaux de la POST en avril 2016?

3. Quelle est la procédure exacte que les citoyens doivent suivre afin de pouvoir bénéficier des prestations financières des facteurs?

4. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette procédure pourrait, le cas échéant, être simplifiée?

Réponse (20.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Suivant les informations obtenues par POST Luxembourg, je peux vous donner les réponses ci-après aux questions posées:

Depuis l'introduction en octobre 2015 des services supplémentaires offerts par les facteurs de POST Luxembourg, il a été constaté que la demande de la part des citoyens pour ces nouveaux services est plus significative en milieu rural qu'en milieu urbain. Cependant, il convient de préciser que le recours à cette offre n'est pas excessif en général.

Pour ce qui est plus spécifiquement des services financiers offerts par les facteurs, ceux-ci représentent environ vingt pour cent des demandes formulées par les citoyens. Post Courrier a effectué des statistiques au mois de janvier 2016 et au mois de juin 2016, donc avant et après la fermeture des trente-cinq bureaux de poste en avril 2016. Une augmentation sensible des demandes en rapport avec les services financiers à prester en tournée n'a pas pu être constatée.

Les clients, qui souhaitent procéder au retrait d'argent, font tout simplement part de façon orale à leur facteur, lors de son passage quotidien, des services et produits dont ils veulent bénéficier. Le facteur fournit, le cas échéant, toutes les précisions nécessaires en rapport avec le service demandé par le client et s'occupe par la suite de toutes les formalités. Lors de son prochain passage au domicile du client, la réception des fonds est documentée par la simple signature du client sur la pièce comptable afférente. Il s'agit de l'unique formalité exigée de la part du client pour clôturer le service demandé.

Question 2660 (11.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **cybercriminalité:**

Dans leur réponse commune à la question parlementaire n°0466 du 14 août 2014, Messieurs les Ministres des Communications et des Médias et de la Justice ont indiqué qu'il n'y avait pas de nouvelles mesures à envisager pour une lutte efficace contre la cybercriminalité, tout en soulignant que les nouveaux outils mis à disposition des autorités de poursuite via la loi du 18 juillet 2014 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 peuvent toujours être utilement mis en pratique.

Au vu des récentes attaques informatiques dans le contexte des élections présidentielles américaines, les experts en cybersécurité s'alarment et mettent en garde contre des actions similaires lors des prochaines élections ayant lieu en Europe (France, Pays-Bas, etc.). Même si les piratages ne sont pas nouveaux, les mobiles à la base des opérations semblent avoir changé et viser à déstabiliser nos démocraties.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Le Gouvernement maintient-il sa position de septembre 2014? Les services de renseignement et les autorités de poursuite luxembourgeoises sont-ils suffisamment outillés (en ressources humaines et expertise) pour lutter efficacement contre ce dernier type de cybercriminalité?

2. À défaut, quelle est la stratégie du Gouvernement pour empêcher une immixtion extérieure dans le processus démocratique de notre pays?

3. Le Gouvernement envisage-t-il des adaptations législatives ou réglementaires en la matière?

4. Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur d'éventuels mécanismes de coopération mis en place à l'échelle européenne pour faciliter les échanges d'informations, aider les États membres à renforcer leurs capacités de cyberdéfense et identifier des réponses coordonnées? À défaut de mise en place de tels mécanismes au niveau européen, le Gouvernement luxembourgeois entend-il prendre les devants pour initier un tel processus?

Réponse commune (07.02.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Notons en guise d'introduction que la cybercriminalité se décline autour de deux grands axes, à savoir:

a) Les crimes et délits dont l'objet est constitué par les technologies numériques, tels que:

- le piratage de systèmes informatiques pour vols de données;

- la distribution massive de chevaux de Troie visant à encrypter les données sur le disque dur avec la demande de rançon pour restituer l'état initial;

- les attaques DDOS, visant à paralyser des systèmes entiers;

- la prise en main totale et la manipulation de systèmes informatiques.

b) Les crimes et délits qui utilisent de façon centrale les technologies numériques, tels que:

- la diffusion de contenus sur Internet;

- les escroqueries bancaires;

- la contrefaçon d'œuvres de l'esprit;

- la diffamation;

- la distribution d'idéologies et de «fake news».

Dans ce contexte, et comme signalé dans la réponse à la question parlementaire n°0466 du 14 août 2014, la loi du 18 juillet 2014 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 a permis de compléter les dispositions du droit pénal luxembourgeois en matière de lutte contre la cybercriminalité et de renforcer la coopération internationale en la matière. En effet, les auteurs de la Convention, conscients que la cybercriminalité ne connaît pas de frontières, ont souligné dans leur rapport explicatif que «les solutions à une lutte efficace contre la cybercriminalité relèvent du droit international ce qui nécessite l'adoption d'instruments internationaux adéquats».

Au niveau national, la loi du 5 juillet 2016 attribue au SRE la mission de lutter contre la menace en rapport avec l'espionnage et l'ingérence, tout comme la lutte contre la menace cyber si celle-ci présente un lien avec une des missions principales du SRE. Dans le cadre de ses missions, le SRE peut ainsi accéder à des systèmes informatiques afin de rechercher de manière ciblée des renseignements ou de surveiller et contrôler des communications dans une optique de prévention.

Ce nouvel instrument légal est une des réponses à la multiplication des attaques électroniques. Dans le contexte de la prévention et de la lutte contre ces attaques, les acteurs luxembourgeois en charge de la cyberdéfense coopèrent au niveau national et s'échangent régulièrement avec leurs homologues européens.

De son côté, le «Computer Emergency Response Team (CERT)» gouvernemental est chargé de la prévention et de la réponse aux incidents de sécurité d'envergure liés aux réseaux et aux systèmes d'information des administrations et des opérateurs d'infrastructures critiques.

Le parquet près du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg dispose quant à lui de deux substituts compétents pour la cybercriminalité. Au niveau de la Police grand-ducale, la section Nouvelles technologies du Service de Police judiciaire fait les enquêtes dans le contexte des attaques informatiques. Cette dernière dispose d'experts informatiques hautement spécialisés dans des analyses et exploitations techno-légales.

La police est actuellement bien outillée en termes techniques. L'on peut cependant noter que la formation d'un analyste informatique en matière de cybercriminalité est complexe et s'étend sur une période d'environ deux ans.

ad 2. Un des objectifs principaux de la stratégie nationale en matière de cybersécurité approuvée et rendue exécutoire par le Conseil de Gouvernement en 2015 consiste à assurer la protection opérationnelle des infrastructures et systèmes de communication et de traitement de l'information.

D'un côté, cette stratégie prévoit un volet opérationnel préventif, coordonné par le «Cyber Security Board», et de l'autre, un volet opérationnel défensif, auquel appartient notamment le plan d'intervention d'urgence en cas d'attaque contre les systèmes d'information ou de faille technique des systèmes d'information («PIU Cyber»). Ainsi, ce plan détermine les organes de gestion de crise, fixe le déroulement de la diffusion d'alerte des autorités et de l'information au public et détermine les actions y relatives ainsi que les responsables et acteurs respectifs.

En sus, le Conseil de Gouvernement a décidé en 2015 la création d'une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). L'ANSSI assure la fonction de CERT national et gouvernemental et collabore étroitement avec les autres acteurs dans le public et le privé.

Finalement, la stratégie précitée met un accent particulier sur l'information, la formation et la sensibilisation des secteurs privé et public sur les risques encourus et les moyens de se protéger.

ad 3. Suite aux attentats de Paris, le Gouvernement luxembourgeois a déposé en 2015 le projet de loi 6921 qui renforce l'arsenal législatif en matière de lutte contre le terrorisme. Ainsi, en matière de terrorisme, le projet permet notamment d'étendre la surveillance et le contrôle de toutes les formes de communication à la captation de données informatiques[1] et de participer à des échanges électroniques à des fins d'enquête (technique dite de la cyber-infiltration).

De même, le projet de loi 6976 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne (transposition décision-cadre 2006/960/JAI) a été déposé.

Les mesures proposées dans les deux projets de loi sont très importantes pour une lutte efficace contre les attaques informatiques d'envergure et notamment celles qui présentent un lien avec une activité terroriste. Ces mesures ont à la fois un caractère préventif en contribuant à éviter des attaques informatiques, qu'un caractère réactif en facilitant ainsi l'identification des auteurs et l'échange d'informations entre les pays, sachant que ce type de cybercriminalité a toujours un volet international.

ad 4. La coopération internationale en matière cyber s'est fortement développée ces dernières années. Pour ne citer que quelques exemples:

- Le Luxembourg participe depuis 2010 activement aux exercices Cyber Europe organisés par l'ENISA (European Union Agency for Network and Information Security). Ces exercices ont pour objectif de passer au crible l'échange d'informations au niveau européen en cas d'attaque cyber.

- Par le biais du CERT gouvernemental, le Luxembourg participe à une multitude d'échanges d'informations. Les informations

[1] La captation de données informatiques consiste à placer un dispositif technique aux fins d'accéder à des données informatiques, de les enregistrer, de les conserver et de les transmettre telles qu'elles s'affichent sur un écran pour l'utilisateur d'un système de traitement automatisé de données.

partagées ont trait aux spécificités techniques d'attaques et sont échangées de façon automatisée entre des cercles de CERTs. Au niveau européen, le CERT gouvernemental adhère depuis plusieurs années à un cercle de confiance dénommé «Trusted Introducer».

- En matière pénale, il convient de citer la participation luxembourgeoise à Eurojust (niveau judiciaire) et Europol/Interpol (niveau policier). En sus, les experts européens se réunissent dans le cadre du «European Cybercrime Task Force» (EUCTF; réunion d'experts qui facilite la lutte contre la cybercriminalité) et du «Expert meeting on Cross-border access to electronic evidence».

- Finalement, la directive NIS[1] prévoit plusieurs mécanismes de coopération destinés à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union, à savoir:

- le réseau des CSIRT (Computer Security Incident Response Team), qui a pris ses fonctions en février 2017, promeut l'échange d'informations relatives aux incidents et aux menaces potentielles entre les CERTs nationaux permettant ainsi de prendre des mesures adéquates afin d'empêcher ou de limiter les impacts d'une cyberattaque;

- un groupe de coopération visant à faciliter la coopération stratégique entre États membres;

- la désignation d'un point de contact unique national par État membre servant d'interlocuteur avec les autres points de contact nationaux et avec le groupe de coopération.

Question 2661 (11.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **participation aux cours de natation:**

Dans un arrêt rendu hier, une chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que les autorités suisses, en refusant d'exempter deux élèves de confession musulmane des cours de natation mixtes obligatoires, et faisant ainsi prévaloir l'obligation pour les enfants de suivre intégralement leur scolarité, n'ont pas violé le droit à la liberté de religion.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Existe-t-il une instruction ministérielle à l'attention des écoles et lycées concernant la participation aux cours de natation?

- Dans l'affirmative, cette instruction dispense-t-elle des élèves des cours de natation pour des motifs religieux?

- À défaut d'instruction, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer s'il a connaissance de demandes de telles dispenses formulées par des parents d'élèves? Quel a été le sort réservé à de telles demandes?

Réponse (20.02.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je remercie les honorables Députés pour leur question, comme elle me permet de rappeler que notre législation scolaire correspond entièrement à l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qu'ils mentionnent dans leur requête.

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire stipule de manière univoque: «(...) Art. 3. La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, sa créativité et sa confiance en ses capacités. Elle lui permet d'acquérir une culture générale, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique. Elle l'éduque aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'amène à respecter l'égalité entre les filles et les garçons. Elle constitue la base de l'éducation permanente.»

Pour ce qui est de l'enseignement fondamental, l'article 4 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental précise: «L'enseignement est commun aux filles et aux garçons.» Il en résulte qu'une dispense d'un ou des cours ne peut être décidée que d'un point de vue médical. D'ailleurs, l'article 7 de la même loi définit clairement les domaines de développement et d'apprentissage visés par l'enseignement fondamental. À part les cours de l'éducation morale et sociale voire l'instruction religieuse et morale, la loi ne réserve aucun caractère optionnel à une discipline scolaire.

D'ailleurs, la Cour européenne des droits de l'homme a été saisie en 1998 en matière de dispense régulière des cours le samedi pour des raisons de liberté religieuse. Or, en date du 27 avril 1999, la requête 44888/98 contre le Luxembourg a été rejetée avec l'argument suivant: «(...) lorsqu'au lieu de le conforter, le droit des parents au respect de leurs convictions religieuses entre en conflits avec le droit de l'enfant à l'instruction, les intérêts de l'enfant priment (...)».

Concernant les établissements d'enseignement secondaire, il existe en effet une lettre ministérielle datée du 24 juin 2014 et contenant des directives à respecter dans le contexte des situations où, sur le plan des convictions personnelles (...) des élèves, l'application des principes de la neutralité de l'école publique, de la tolérance et de la non-discrimination peut donner lieu à des équivoques. Celle-ci disposant e. a. que chaque élève est tenu de participer à tous les cours prévus par la grille des horaires de l'année scolaire à laquelle il est inscrit et que les cours sont communs pour les deux sexes, il ne saurait être question de dispenser un élève des cours de natation pour des motifs religieux.

Partant, la lettre ministérielle en question se trouve être en conformité avec le récent arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme.

Question 2662 (11.01.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **maisons médicales:**

Depuis quelques semaines une publicité diffusée par le Ministère de la Santé dans les médias incite les gens malades, en cas d'urgence, à se rendre aux maisons médicales sises à Esch-sur-Alzette, Luxembourg-ville et Ettelbruck.

C'est un fait qu'une maison médicale dans la circonscription Est fait toujours défaut. En réponse à de nombreuses questions parlementaires, les responsables ont toujours mis un argument principal en avant pour justifier l'absence d'une maison médicale dans la circonscription Est, à savoir que la distance entre la circonscription Est et la maison médicale sise à Luxembourg-ville ne serait pas si grande. Or, la distance entre Esch-sur-Alzette, par exemple, et Luxembourg-ville équivaut plus ou moins à la distance entre, d'une part, p. ex. Grevenmacher, Wormeldange, Remich et, d'autre part, Luxembourg-ville.

Dans une réponse à une question parlementaire des Députés Sylvie Andrich et Léon Gloden du 30 septembre 2016, Madame la Ministre de la Santé a défendu, d'une part, que «le système des maisons médicales constitue dès lors un événement important du service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, sans toutefois s'apparenter à un service médical d'urgence proprement dit», ce qui correspond par ailleurs à peu près aux propositions présentées par le CSV en octobre dernier. D'autre part, Madame la Ministre a indiqué qu'un groupe de travail serait en train d'évaluer l'activité des maisons médicales ainsi que la problématique du désengorgement des services d'urgence des hôpitaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que l'analyse et les recommandations du groupe de travail précité sont terminées?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ce groupe de travail?

Réponse (10.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le groupe de travail, auquel se réfèrent les honorables Parlementaires, a eu comme mission principale d'analyser le mode de fonctionnement des services d'urgence hospitaliers et de réfléchir aux pistes d'amélioration.

Parmi celles-ci, la contribution des maisons médicales de garde peut permettre, pendant leurs heures d'ouverture, de décharger les services d'urgence.

En raison d'une surcharge des services d'urgence hospitaliers par des cas relevant de la médecine générale, une campagne de communication a été réalisée avec pour objectif de rappeler l'existence des maisons médicales de garde et leur vocation à traiter les cas de médecine générale.

L'idée d'une quatrième maison médicale de garde, sise dans la région Est du pays, est parfois évoquée dans des questions parlementaires.

Par rapport à cette option, il y a lieu de signaler, tout comme l'a fait d'ailleurs le coordinateur national des maisons médicales dans la presse du 28 janvier 2017, que celles-ci sont prévues pour être implantées à proximité des hôpitaux.

L'idée serait plutôt de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale.

Ces cabinets de groupe pourraient, grâce à la disponibilité de plusieurs médecins généralistes, assurer des plages d'activité plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normales» d'un cabinet tenu par un seul médecin.

Question 2663 (11.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale:**

Le 4 novembre 2014, lors des débats ayant abouti à l'adoption du projet de loi n°6680, devenu la loi du 25 novembre 2014, notre groupe politique avait mis en cause la légalité de l'absence de toute voie de recours contre l'injonction du directeur des contributions directes adressée, consécutivement à une demande d'échange de renseignements en provenance d'une autorité étrangère, à tout détenteur de renseignements de fournir ceux-ci:

«Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzebuerger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuerderen, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint dës Décisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contraire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours an d'Bank däerf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwert d'Opfuerderung, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.

A fir eis, Här President, steet dat am Widdersproch zu allen elementare grondrechtleche Prinzipie vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzebuerger Verwaltungsautoritéit hëlt eng Décisioun, géint déi keen Asproch bei engem Geriicht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.»

La majorité gouvernementale avait décidé (i) de passer outre les arguments développés dans le cadre de l'instruction parlementaire notamment par l'Ordre des Avocats de Luxembourg, la Chambre de Commerce, et même un avis précédent contraire de la Cour administrative au sujet d'une loi du 31 mars 2010 et (ii) de supprimer toute voie de recours en la matière.

Saisie d'une décision préjudicielle dans une affaire lui soumise par la Cour administrative, l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de conclure «qu'un administré peut se prévaloir de l'article 47 de la Charte (droit à un recours juridictionnel effectif) lorsqu'il estime que la sanction administrative pécuniaire qui lui est infligée se fonde sur une demande d'informations dont il met en doute la validité dès lors que cette demande est effectuée dans le cadre d'une procédure qui est la mise en œuvre du droit de l'Union». Autrement dit, l'avocat général considère qu'un tribunal doit pouvoir apprécier la légalité d'une décision d'injonction du directeur des contributions directes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il faire marche arrière et réinstituer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes?

Réponse (03.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Par leur question parlementaire du 11 janvier 2017, les honorables Députés posent la question si Monsieur le Ministre des Finances entend faire marche arrière et réinstituer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes suite aux conclusions de l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) présentées le 10 janvier 2017 dans l'affaire C-682/15.

Or, il convient de rappeler que le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de l'OCDE avait attribué dans le rapport d'examen par les pairs de «Phase 2», publié en date du 22 novembre 2013, une notation globale négative «non conforme» au Luxembourg.

À la lumière de l'engagement pris par le Luxembourg depuis le 13 mars 2009 de se rallier intégralement à la norme internationale et dans l'objectif d'assurer que l'échange de renseignements sur demande puisse être exécuté de façon effective et efficace, le Gouvernement a réagi aussitôt et a proposé une adaptation du dispositif légal concernant la procédure applicable aux demandes d'échange de renseignements. La nouvelle loi du 25 novembre 2014 qui, entre autres, ne permet plus d'introduire un recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes, a tenu compte des critiques formulées à cet égard par le Forum mondial de l'OCDE.

L'adaptation de la législation en la matière suite aux recommandations de novembre 2013 figurant dans le rapport du Forum mondial a fait l'objet d'une réévaluation en 2015 par cette même autorité et a donné lieu à la confection d'un nouveau rapport d'examen par les pairs. La note «largement conforme» a été attribuée au Luxembourg dans le cadre de ce rapport supplémentaire qui a pris en compte la nouvelle loi de 2014, le Forum mondial ayant ainsi reconnu l'engagement du Luxembourg en faveur de la transparence et ses efforts afin d'améliorer l'efficacité et l'effectivité de la mise en œuvre de la norme internationale. Quant à l'affaire préjudicielle C-682/15, les conclusions de l'avocat général sont en train d'être analysées par les services compétents. Les conclusions d'un avocat général n'étant pas systématiquement suivies par la CJUE, il est indispensable d'attendre l'arrêt de celle-ci.

Le Gouvernement est déterminé à poursuivre ses efforts en matière d'application conforme de la norme internationale et il évaluera la situation une fois l'arrêt disponible, en tenant compte en détail des réponses que la CJUE apportera à l'ensemble des questions préjudicielles formulées dans l'affaire C-682/15.

Question 2664 (11.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **dégâts causés par le gibier:**

Les dégâts causés par le gibier ne se limitent pas seulement aux cultures et aux récoltes agricoles, mais existent également au milieu forestier.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre dispose-t-elle de données pour évaluer les incidences de la population de gibiers sur la biodiversité de la forêt?

2. L'indemnisation des dommages causés aux cultures et récoltes agricoles par le gibier étant réglée par le fonds spécial de la chasse, quelles sont les modalités d'indemnisation des dégâts causés aux forêts?

3. Existe-t-il des modèles à l'étranger qui prévoient des indemnisations des dégâts en milieu forestier et, le cas échéant, dans quels pays?

Réponse (13.02.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Au Luxembourg on note la présence de quatre espèces de grands et moyens herbivores susceptibles de causer des dégâts économiques et/ou écologiques en forêt, à savoir deux espèces indigènes (le cerf élaphe et le chevreuil) et deux espèces non indigènes (le daim et le mouflon).

En ce qui concerne les dégâts écologiques (= incidences sur la biodiversité en forêt), visés dans la question des deux députés, il y a lieu de préciser que ce type de dégâts évolue souvent à long terme et par conséquent est extrêmement difficile à déterminer. L'impact de populations élevées de grands et moyens herbivores ne s'étend pas uniquement à la diversité des espèces d'arbres présents, mais également sur tout le réseau trophique lié à la diversité des plantes et de la structuration du milieu. Or, même au niveau mondial, il n'existe que très peu d'études ayant eu comme objectif de déterminer de tels dégâts écologiques, vu la complexité et l'aspect long terme de cette thématique.

En ce qui concerne les dégâts économiques, quoique ces derniers ne sont pas visés par la question parlementaire sous rubrique, il faut préciser qu'ils sont relativement faciles à déterminer lorsqu'il s'agit de dégâts d'écorçage, mais beaucoup moins facilement lorsqu'il s'agit d'abroutissement, par exemple de la régénération naturelle.

Pour avoir une meilleure connaissance de l'impact du gibier sur la forêt, l'ANF a fait des ef-

[1] Directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union

forts considérables avec l'installation d'un réseau d'enclos témoins et leur évaluation. Or, étant donné que le réseau n'est pas assez complet et n'a pas encore été installé de manière systématique, notamment au niveau des forêts privées, il n'est pas possible de pouvoir tirer des conclusions au niveau national. Il y a lieu de préciser que l'article 8 du projet de règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour l'amélioration de la protection et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, approuvé par le Gouvernement en Conseil en date du 29 avril 2016, stipule que des aides peuvent être attribuées aux propriétaires privés pour l'installation d'enclos témoins. Néanmoins, il y a aussi lieu de rendre attentif au fait que des enclos témoins comparent la situation à l'intérieur avec celle à l'extérieur, c'est-à-dire une situation sans aucun gibier et par conséquent une situation non naturelle, avec une situation avec gibier.

ad 2. Comme l'honorable Député Marco Schank le sait très bien de son mandat de Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, responsable du Département de l'environnement (période 2009-2013), la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse contient des dispositions en relation avec les remboursements des indemnisations avancées par les locataires du droit de chasse par le fonds spécial. Ceux-ci sont limités aux dégâts causés par les espèces cerf et sanglier. Les modalités de remboursement sont identiques pour les dégâts causés par ces deux espèces, que ce soit en milieu agricole ou forestier.

«Art. 45. En cas de dommage causé par les espèces cerf et sanglier sur un fonds chassable, la part incombant au locataire de chasse est finalement supportée de l'ordre de neuf dixièmes par lui-même et pour un dixième par le syndicat de chasse sur les fonds duquel le dommage a été constaté.

À l'issue de l'année cynégétique, les sommes avancées par le locataire de chasse lui sont remboursées par un fonds spécial, dénommé fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Ce fonds est alimenté par un droit supplémentaire perçu sur le permis de chasser tel que détaillé à l'article 67.

Un règlement grand-ducal fixe la quote-part maximale annuelle à rembourser ainsi que les modalités et la procédure de fonctionnement du fonds spécial. Le droit au remboursement des fonds avancés par l'adjudicataire du droit de chasse se prescrit par cinq ans à compter du 31 mars de l'année cynégétique à laquelle se rapporte le montant à rembourser.

Art. 47. [...] En cas de dégâts causés aux forêts, aucune indemnité ne sera allouée pour le dommage causé à des forêts dont la situation ne respecte pas les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (Art. 16. Il est interdit de planter des résineux à une distance inférieure à trente mètres du bord des cours d'eau.).»

En ce qui concerne les dégâts aux forêts par d'autres espèces de grands ou moyens herbivores, il n'existe pas de dispositions légales ou réglementaires.

ad 3. Oui. Par exemple, en France, des indemnisations sont payées directement par les chasseurs. En Allemagne, la loi sur la chasse prévoit que pour pouvoir toucher des indemnisations pour dégâts aux cultures forestières, il y a lieu de les déclarer deux fois par an. Les méthodes changent en fonction des «Länder». En Belgique, des indemnisations ne sont pas prévues.

Les modèles utilisés par exemple en France ou en Allemagne seraient en partie transférables au Luxembourg, mais requièrent un effort non négligeable pour l'estimation des dégâts, la fixation de l'objectif sylvicole, des contrôles et des déclarations réguliers.

Afin de faire des propositions en vue de solutionner la problématique des dégâts de gibier en forêt, le Conseil supérieur de la chasse (CSC) a créé un sous-groupe «dégâts de gibier». Or, jusqu'à présent et malgré de nombreuses réunions et de longues discussions entre les acteurs principalement concernés (ANF, Lëtzebuerger Privatbësch, FSHCL), aucun accord n'a pu être trouvé pour fixer une méthodologie nationale, suffisamment légère en coût et effort afin de ne pas avoir une estimation de dégâts plus coûteuse que la valeur des dégâts eux-mêmes, mais suffisamment complète pour pouvoir estimer les dégâts de manière correcte et réaliste. Les discussions du sous-groupe du CSC continuent.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Question 2665 (12.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre d'un plan d'aménagement particulier:**

D'après l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 sur l'aménagement communal, une commune peut exiger de la part d'un promoteur qui ne cède pas 25% de la surface totale d'un lotissement à la collectivité publique une indemnité compensatoire. Celle-ci doit servir soit à l'acquisition de terrains à proximité du plan d'aménagement particulier en vue d'y réaliser des travaux d'infrastructures d'intérêt général soit au financement d'autres mesures urbanistiques à réaliser par la commune dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier concerné.

Il s'avère cependant que les services du Ministère de l'Intérieur interprètent depuis peu cette disposition dans le sens que seuls des travaux de viabilisation du PAP respectivement des mesures urbanistiques en relation directe avec le PAP concerné peuvent être pris en compte, et ce à l'exclusion du financement d'autres travaux d'équipements collectifs tout comme de la réfection, du remplacement d'une voie de desserte ou d'une aire de jeux existante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre partage cette lecture de la loi portant sur l'aménagement communal?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que la lecture de ses services administratifs est contraire au principe d'une interprétation stricte du droit public imposant à l'administration de s'abstenir à ne pas ajouter des conditions là où la loi n'en a pas prévu?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que la lecture de ses services administratifs est contraire aux dispositions et à l'esprit de l'autonomie communale telle qu'ancrée dans la Constitution et préconisée par la Charte européenne de l'autonomie communale?

4) Quels sont les motifs à la base de la lecture préconisée par les services administratifs du Ministère de l'intérieur qui vise pourtant à favoriser outre mesure les intérêts des promoteurs au détriment des intérêts des communes?

5) Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que la lecture de la disposition légale en question telle que suggérée par les services administratifs du Ministère de l'Intérieur risque de créer un déséquilibre entre des PAP à créer à l'intérieur du tissu urbain ne nécessitant pas la réalisation d'une voirie spécifique et des PAP destinés à viabiliser de nouvelles surfaces avec création d'une nouvelle voirie?

Réponse (28.02.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire au sujet de l'affectation d'une indemnité compensatoire dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'aménagement particulier (PAP) ayant trait aux dispositions de l'article 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, je tiens tout d'abord à réfuter les allégations des honorables Députés affirmant que les dispositions en la matière seraient interprétées «depuis peu» de manière restrictive.

Je tiens à rappeler aux honorables Députés que les dispositions afférentes figuraient dans les textes initiaux de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, elles ont été modifiées par la loi dite «pacte logement» de 2008 et finalement précisées par la loi du 28 juillet 2011 modifiant la loi précitée de 2004, et ce afin de spécifier les fins auxquelles l'indemnité compensatoire doit être utilisée. Je tiens à ajouter que le commentaire des articles ayant trait à la dernière modification stipulait que «le paragraphe est modifié afin de préciser que la cession se limite aux terrains destinés à recevoir les voiries et autres équipements collectifs, conformément à l'article 23 de la loi, et ne saurait être invoquée par les autorités communales en vue de la réalisation d'équipements collectifs».

Qui plus est, je tiens à informer les honorables Députés que l'interprétation des dispositions afférentes au sein du Ministère de l'Intérieur n'a pas changé depuis l'entrée en fonctions du Gouvernement actuel. Parmi les nombreux exemples, je me permets de citer une missive du 16 avril 2012 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région de l'époque au sujet d'une convention d'un PAP dans la commune de Mamer. Se fondant sur le même argumentaire qui suit plus loin dans la présente réponse, mon prédécesseur n'était en effet pas en mesure d'approuver ladite convention comme les dispositions relatives au paiement d'une indemnité compensatoire n'étaient pas conformes à l'article 34 de la loi précitée. Les autorités communales ont été invitées, à l'époque, à rédiger, «au vu des irrégularités», une nouvelle convention en conformité à la loi modifiée du 19 juillet 2014.

Ceci étant, il convient de préciser que dans le cadre de la réalisation d'un plan d'aménagement particulier, les terrains sur lesquels sont prévus des travaux de voirie et d'équipements publics doivent être cédés à la commune. Si la surface de ces terrains est inférieure au quart de la surface totale, la commune peut exiger du propriétaire une indemnité pour la surface inférieure au quart. Il ressort de la lecture de l'article 34 (2) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée que l'affectation de l'indemnité compensatoire est encadrée de manière limitative par la loi.

D'une part, l'indemnité compensatoire peut être affectée à l'acquisition de terrains à proximité du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» en vue d'y réaliser des travaux prévus à l'article 23, alinéa 2 de la loi précitée. Ces travaux, qui concernent uniquement des travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du plan, comprennent limitativement «la réalisation des voies publiques, l'installation des réseaux de télécommunication ainsi que des réseaux d'approvisionnement en eau potable et en énergie, des réseaux d'évacuation des eaux résiduaires et pluviales, de l'éclairage, de l'aménagement des espaces collectifs, des aires de jeux et de verdure ainsi que des plantations».

D'autre part, l'indemnité compensatoire peut servir au financement d'autres mesures urbanistiques à réaliser par la commune dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier concerné. Je tiens à souligner que le texte de loi prévoit que ces mesures doivent être réalisées dans l'intérêt du plan d'aménagement particulier et par conséquent présenter une relation directe avec ce dernier.

L'article 34 de la loi précitée a par conséquent exclu que l'indemnité compensatoire puisse servir pour financer des travaux d'équipements collectifs, soit des constructions affectées à une activité de service au public tels que les écoles, les cimetières ou encore les installations culturelles et sportives.

À cette fin, le législateur a expressément introduit à l'article 24 (2) de la loi précitée un mécanisme de récupération partielle des frais résultant des travaux d'équipements collectifs alors que le conseil communal peut fixer une taxe de participation au financement de ces derniers, à prélever lors de la délivrance de l'autorisation de construire. Par conséquent, il n'incombe pas aux initiateurs d'un plan d'aménagement particulier de contribuer au financement d'équipements collectifs destinés à prêter un service à la collectivité.

Aussi le fait d'affecter l'indemnité compensatoire au financement des équipements collectifs résulterait par conséquent en une double participation financière à ces derniers, ce qui n'est point admissible.

En ce qui concerne les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement de la voirie ou d'un équipement existant vétuste ou inadapté, il y a lieu de noter que l'article 24 (1) de la loi précitée interdit de les mettre à charge des propriétaires des fonds desservis, sauf si les travaux en question permettent la création de nouvelles places à bâtir ou de nouvelles unités affectées à l'habitation ou toute autre destination.

La loi fait donc une nette distinction entre, d'un côté, les travaux de voirie et les équipements publics nécessaires à la viabilisation du plan, qui sont à charge exclusive des initiateurs d'un projet d'aménagement particulier, et, de l'autre côté, les frais occasionnés par la réparation, la réfection ou le remplacement d'un tel équipement public ainsi créés, qui sont en principe à charge de la caisse communale, et finalement les équipements collectifs qui sont à charge exclusive de la commune.

En guise de conclusion, j'estime que la loi précitée est justement appliquée, et ce conformément à la volonté du législateur. Rappelons dans ce contexte qu'en application de l'article 30 de la loi précitée, il m'appartient, dans le cadre de ma décision d'approbation, de vérifier la conformité du projet d'aménagement particulier avec les dispositions de la loi.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que l'autonomie communale est inscrite à l'article 107 de la Constitution et dans la Charte européenne sur l'autonomie locale signée le 15 octobre 1985 à Strasbourg et ratifiée par la loi du 18 mars 1987. En attribuant un certain nombre de compétences aux communes en matière d'aménagement communal et de développement urbain et en précisant le cadre dans lequel ces missions sont accomplies, le législateur n'a pas violé ce principe.

Question 2666 (12.01.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **séneçon de Jacob au Luxembourg:**

Le séneçon de Jacob est une plante extrêmement toxique. Cette toxicité est due en raison des alcaloïdes pyrrolizidiniques que la plante renferme. L'Université de Munich a récemment retrouvé des traces de toxines dans le miel, ce qui peut représenter un risque sanitaire pour les humains.

En réponse à la question parlementaire n°1274 du 7 juillet 2015 concernant le séneçon de Jacob, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et Madame la Ministre de l'Environnement ont affirmé que le séneçon de Jacob a connu au Luxembourg une certaine prolifération, dont les causes sont multiples et que le Gouvernement entend mettre en place un groupe de travail interministériel pour élaborer des mesures concrètes pour lutter contre la prolifération excessive de cette plante. De plus les ministres ont précisé qu'un nouveau règlement grand-ducal pour la sauvegarde de la diversité biologique (contrats «biodiversité») serait en élaboration et qui imposerait une lutte mécanique contre une trop forte prolifération du séneçon de Jacob sur les terrains agricoles sous contrats biodiversité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Le groupe de travail interministériel susmentionné a-t-il été mis en place?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ce groupe de travail?

3. Le Gouvernement peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la refonte du règlement grand-ducal du 10 septembre 2012 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural?

Selon le Gouvernement, une meilleure concordance des interventions de fauchage avec la floraison du séneçon de Jacob pourrait également contribuer à limiter la prolifération de cette plante de même que l'évitement du développement de friches herbacées le long des routes et le développement dans les zones de propagation du séneçon de prairies à herbes courtes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

4. Le Gouvernement a-t-il déjà pris une décision comment endiguer la prolifération du séneçon de Jacob et élaboré un concept d'information, de sensibilisation et de conseil pour les instances concernées?

Réponse commune (15.02.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Dans la réponse commune du 13 octobre 2015 il a été expliqué que le Gouvernement entendait mettre en place un groupe de travail regroupant les agents du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et de l'Administration de la nature et des forêts. À ce stade aucun groupe de travail n'a été instauré.

ad 2. Comme le groupe de travail n'a pas encore été instauré, il n'y a pas de conclusions au stade actuel. Toutefois, l'Administration de la nature et des forêts a participé au récent colloque international «Kreuzkräuter und Naturschutz» à Göttingen (Allemagne) pour s'informer sur les nouveaux développements scientifiques et méthodes de gestion autour du séneçon de Jacob.

ad 3. Un avant-projet de règlement grand-ducal est actuellement en élaboration auprès des ministères impliqués. Après avoir reçu l'aval de

la part de la Commission européenne en novembre 2016, cet avant-projet de règlement grand-ducal sera soumis pour accord au Gouvernement en conseil le 17 février 2017.

ad 4. Aucune décision pour endiguer la prolifération du séneçon de Jacob n'a été prise à ce stade à défaut d'un groupe interministériel. Une information sous forme d'un tract a été diffusée à tous les agriculteurs en mai 2016 détaillant les recommandations de gestion du séneçon de Jacob sur les terrains d'intérêt pour la conservation de la nature.

L'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des ponts et chaussées ont élaboré un guide d'orientation pour la fauche des bords des routes intitulé «Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen». Ce guide contient également des recommandations sur l'adaptation du régime de fauche en présence du séneçon de Jacob ou d'autres plantes toxiques.

Question 2667 (12.01.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **demandeurs de protection internationale:**

Zu Lëtzebuerg sinn d'Capacitéite fir Leit opzehuelen, déi eng Demande op internationale Schutz ufroen (sougenannten DPIen) zum gréissten Deel ausgelaascht, wann net souguer iwwerlaascht. Esou muss z. B. déi Hal an der Luxexpo, déi eigentlech nëmme fir den éischten Accueil virgesi war, DPIe fir eng méi laang Zäit ënnerbréngen.

Fir kënne Leit opzehuelen, déi effektiv de Schutz brauchen, mussen déi Leit, bei deene festgestallt ginn ass, datt se d'Gesetzgebung vun internationale Konventioune méssbrauchen, fir zu Lëtzebuerg eng Bleif ze fannen, och kënnen aus dem Land ausgewise ginn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Zur Statistik vun de Leit, déi definitiv déboutéiert sinn:

Wéi vill Leit hunn an de Joren 2014, 2015 an 2016 hei am Land definitiv matgedeelt kritt, dat heescht no Oflaf vun allen administrativen a juristesche Prozeduren, datt si keen Asyl a keen internationale Schutz zu Lëtzebuerg kréien?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2014 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovu fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2014 hei am Land (inklusiv déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2015 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovu fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2015 hei am Land (inklusiv déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

- Wéi vill vun deene Leit hunn am Joer 2016 d'Land verlooss? Wéi vill sinn der dovu fräiwëlleg gaangen a wéi vill sinn der forcéiert ginn, fir d'Land ze verloossen? Wéi vill Persoune waren also nach den 31.12.2016 hei am Land (inklusiv déi vun deene Jore virdrun), déi u sech d'Land schonn hätte misse verloossen?

2. Zur Gesamtzuel vun de Persounen, déi déboutéiert sinn, awer nach op den 31.12.2016 hei am Land sinn:

- Wéi vill vun deenen hunn en Zertifikat vum Dokter presentéiert, fir awer kënnen hei ze bleiwen, aus wéi enge Grënn a fir wéi laang?

- Wéi vill vun deene Leit kommen aus Länner, déi hir Bierger net oder nëmmen ënner komplizéierte Konditiounen zréckhuelen (wéi z. B. Algerien), a wat mécht d'Regierung an esou Fäll?

- Wéi vill vun deene Leit sinn dem Stat als geféierlech bekannt (iwwer Police, Geheimdéngschterkenntnisser, diplomatesch Matdeelungen oder aner Quellen)?

- Kontrolléiert d'Regierung systematesch, ob déi Leit net eventuell nach am Ausland aner (Asyl)-Prozedure lafen hunn, vläicht ënner engem aneren Numm?

3. Bei de Persounen, déi als geféierlech agestuuft sinn:

- Wéi eng Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir d'Sécherheet an de Schutz vun de Bierger ze garantéieren?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt esou Leit missten observéiert oder och agespaart ginn, bis datt si kënnen ausgewise ginn?

- Wéi eng offiziell Lëtzebuerger Pabeieren hunn déi Leit, déi hei am Land definitiv kee Statut kruten, a wat kënne si mat deene Pabeieren ufänken?

- Kréien aner Länner matgedeelt, wéi eng Leit bei eis am Land definitiv déboutéiert gi sinn? Ass domat systematesch e Verbuet verbonnen, fir an d'Land zréckzekommen, a wa jo, fir wéi laang?

4. Kritt Lëtzebuerg vun auslännesche State matgedeelt, wéi eng Persoune bei hinnen definitiv kee Schutzstatut kruten? Ass et virkomm, datt esou Leit duerno nach zu Lëtzebuerg eng Prozedur ugefaangen hunn? Wat geschitt an esou Fäll?

Réponse (10.02.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Zur Statistik vun de Leit, déi definitiv déboutéiert sinn:

2014 goufen 1.242 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

2015 goufen 1.075 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

2016 goufen 1.224 Leit, déi internationale Schutz gefrot hunn, déboutéiert oder hir Prozedur clôturéiert.

- 2014 hu 481 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovu 402 déboutéiert Persounen. 135 hunn d'Land mëttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzehalen, wéi vill Persoune sech um 31.12.2014 am Land opgehalen hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen.

- 2015 hu 602 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovu 474 déboutéiert Persounen. 138 hunn d'Land mëttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzehalen, wéi vill Persoune sech um 31.12.2015 am Land opgehalen hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen.

- 2016 hu 432 Leit d'Land fräiwëlleg verlooss, dovun 237 déboutéiert Persounen. 73 hunn d'Land mëttels engem forcéierte Retour verlooss. Et ass net genau festzehalen. wéi vill Persoune sech um 31.12.2016 am Land opgehalen hunn, obwuel si eng Retourdécisioun haten, well verschidde Leit an hir Heemecht zréckginn, ouni dat ze mellen, oder an en anert Land weiderreesen.

ad 2. Zur Gesamtzuel vun de Persounen, déi déboutéiert sinn, awer nach op den 31.12.2016 hei am Land sinn:

- 2016 gouf de Médecin délégué wéinst 94 Persounen am Kader vum Artikel 130 mat Sursis à l'éloignement saiséiert. 22 Persoune kruten eng positiv Äntwert. D'Grënn an d'Längt vum Sursis à l'éloignement falen ënnert d'Diskretioun vum Médecin délégué.

- A puncto Réckféierung kann een net pauschaliséieren an déi verschidden Herkunftslänner a Kategorien andeelen. All Fall ass verschidden an hänkt ënner anerem dovun of, wat fir Dokumenter oder Kopië vun Dokumenter déi eenzel Persounen hunn. Des Weideren hänkt och villes vun der Identifikatioun vun de Persounen of, an ob d'Réckféierung iwwer e kommerziellen oder e private Fluch geschitt. D'Regierung mécht konstant Gebrauch vun allen diplomatesche Weeër, fir d'Relatioune mat deenen diversen Herkunftslänner ze verbesseren. De Wëllen, ze kooperéieren, variéiert vu Land zu Land. Fir d'Zesummenaarbecht mat den Herkunftslänner ze verbesseren, huet Lëtzebuerg sech awer och verschiddenen europäesche Projekter ugeschloss. An deene Projekter kënnen déi interesséiert EU-Memberstaten zesummeschaffen an hiert Wëssen an hir Erfahrungen austauschen.

- Jee no der Natur vun der potenzieller Gefor, déi kéint vun enger Persoun ausgoen, fënnt en Échange tëscht de concernéierten Administratiounen an Autoritéiten op nationaler an awer och op internationaler Ebene statt. Dorophi gëtt dann décidéiert, ob a wéi eng Suite den Dossier soll kréien.

- D'Immigratiounsdirektioun kontrolléiert am Ufank vun der Prozedur, dat heescht wann d'Leit hir Demande areechen, systematesch iwwer hir Fangerofdréck am Eurodac, ob si schonn an engem anere Land eng Asylprozedur lafen hunn. Dëst ass obligatoresch fir all Persoun ab 14 Joer. Wann d'Leit en aneren Numm hunn, gëtt d'Immigratiounsdirektioun dat an deem Moment gewuer, wa Lëtzebuerg am Kader vum Dublin-Reglement 604/2013, genannt Dublin III, eng Reprise bei engem anere Memberstat ufreet.

ad 3. Bei de Persounen, déi als geféierfech agestuuft sinn:

- Normalerweis huet eng Persoun, déi internationale Schutz ugefrot huet an déboutéiert ginn ass, 30 Deeg Zäit, fir eist Land ze verloossen. Wann dem Déboutéierte säi Behuelen eng Gefor fir déi ëffentlech Uerdnung, déi ëffentlech Sécherheet oder déi national Sécherheet duerstellt, kann d'Décisioun vum Retour direkt an ouni Délai ausgeféiert ginn.

D'Regierung huet déi lescht Joren eng Rei legislativ an aner Moossname geholl, fir déi national Sécherheet besser ze garantéieren. Déi Moossnamen applizéiere sech onofhängeg dovun, ob déi Persoun, vun där eng Gefor ausgeet, en Déboutéierten ass oder net.

- Eis Sécherheetsservicer hu verschidde legal Moyenen, fir potenziell geféierlech Persoune kënnen ze observéieren. Am Kader vun engem Gesetzprojet ass och virgesinn, datt d'Police judiciaire weider Moyene soll kréien.

- Déi Leit, déi hei am Land definitiv kee Statut kruten, hu keng offiziell Lëtzebuerger Pabeiere méi, wa si net e Sursis à l'éloignement oder e Report à l'éloignement ugefrot hunn an och kruten.

- Déi aner Länner kréien net matgedeelt, wéi eng Leit bei eis am Land definitiv déboutéiert gi sinn. An der Regel kann de Minister eng Interdiction d'entrée sur le territoire tëschent engem a fënnef Joer huelen. An deene Fäll, wou mer relevant Informatioune vun de responsabelen nationale Sécherheetsautoritéite kréien, datt eng akut Bedroung géint déi ëffentlech Uerdnung, ëffentlech Sécherheet oder déi national Sécherheet virläit, kann de Minister eng Interdiction d'entrée sur le territoire huelen, déi iwwer fënnef Joer erausgeet. Et ass awer ugemierkt, datt momentan eng Reform vun der Dublin-Regulatioun an och dem Eurodac-System ausgeschafft gëtt. Den Objet vum Eurodac-System wäert vergréissert ginn, fir géint irregulär Migratioun virzegoen a fir den Austausch un Informatiounen tëschent Memberstaten ze verbesseren an ze vereinfachen.

ad 4. Lëtzebuerg kritt déi Informatiounen net automatesch. Jo, et ka virkommen, datt esou Leit nach eng Prozedur zu Lëtzebuerg ufänken. An deene Fäll gëtt eng Reprise bei deem Memberstat ugefrot, vun deem mir unhuelen, datt e responsabel ass, nom Artikel 18 1(d) vum Règlement Dublin 604/2013. Déi Leit ginn dann an dee Memberstat, deen d'Reprise accordéiert huet, zrécktransferéiert.

Question 2669 (12.01.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **engagements du Luxembourg en Afghanistan:**

Zanter 2003 ass d'Lëtzebuerger Arméi an Afghanistan engagéiert, dëst am Kader vun der ISAF an der Missioun „Resolute Support" ënnert de Mandater vun der UNO an der NATO. Nieft der Militärpräsenz dréit Lëtzebuerg och nach am Kader vun der Entwécklungshëllef zum Neesopbau an zur Stabiliséierung vun Afghanistan bäi.

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister, dem Här Minister fir Kooperatioun an dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1) Wéi vill bilateral a multilateral Hëllef huet Afghanistan vu Lëtzebuerg zanter 2001 kritt?

Wéi eng Mëttele goufe fir wéi eng Zwecker benotzt? Wéi ass kontrolléiert ginn, respektiv wéi gëtt kontrolléiert, ob déi Mëttelen och fir deen Zweck benotzt ginn, fir dee se geduecht waren?

2) Wéi vill Membere vun der Arméi ware bis elo an Afghanistan engagéiert? Wéi eng Erfahrungen huet d'Arméi aus deem Engagement gezunn, souwuel um personelle wéi um materielle Plang?

3) Ginn et aktuell Iwwerleeungen, wéini d'Missioune vun der Lëtzebuerger Arméi an Afghanistan op en Enn kommen?

4) Wéi eng diplomatesch Beméiunge gëtt et am Abléck fir Afghanistan, déi Lëtzebuerg direkt oder indirekt ënnerstëtzt?

5) Ginn zu Lëtzebuerg illegal Drogen aus Afghanistan verkaaft oder konsuméiert? Wéi eng Roll spillt dat Land am Beräich vum Handel a vum Konsum vun illegalen Drogen hei am Land?

6) Wéi entwéckelt sech d'Zuel vun den Afghanen hei am Land zanter 2001? Wéi vill legal Immigratioun gëtt et, wéi vill Demanden op Asyl respektiv internationale Schutz goufe gestallt a mat wéi engem Resultat? Wéi ass d'Positioun vun der Regierung, wat d'Réckféierung vu Persounen aus Afghanistan ugeet?

Réponse commune (10.02.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

ad 1) Déi bilateral a multilateral Hëllef am Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef vu Lëtzebuerg am Zäitraum 2001 bis 2016 beleeft sech op 41,4 MEUR.

Dovunner sinn an dëser Zäitspan 18,3 MEUR fir humanitär Hëllef agesat gi fir d'Protektioun an den Accueil vun déplacéierte Persounen, ronn 7,2 MEUR fir Santésprojeten (y inclus d'Santé maternelle), 7,8 MEUR fir Rekonstruktiouns- a ronn 3,1 MEUR fir Agrikulturprojeten. Des Weideren huet Lëtzebuerg och Projeten am Beräich vun der grenziwwerschreidender Entwécklung, der Volkszählung an der Émwelt an Héicht vu 5 MEUR ënnerstëtzt.

D'Lëtzebuerger Hëllef (am Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef, bilateral a multilateral) gëtt duerch international unerkannten Organisatiounen an Institutiounen an no internationale Kritäre vun Transparenz a Verantwortung („Accountability") émgesat. Deementspriechend muss all Organisatioun sech déi néideg Prozedure ginn, fir d'Émsetze vun dëser Hëllef ze kontrolléieren, y inclus duerch d'Präsenz um Terrain. D'Lëtzebuerger Kooperatioun mécht och regelméisseg Visitten um Terrain, fir selwer d'Émsetzung vun de Projeten ze kontrolléieren, a steet an enkem Kontakt mat den Organisatiounen.

Allgemeng ass och ze bemierken, dass d'Bekämpfung vun der Korruptioun een Haaptbestanddeel ass vun den Oplagen, déi international Donateuren der afghanescher Regierung imposéiert hunn, an dës Konditionalitéit gouf och nach eng Kéier am Oktober 2016 op der Bréisseler Donateurskonferenz a Präsenz vum afghanesche President an der afghanescher Regierung däitlechgemaach.

Complémentaire zum Beräich Entwécklungs- an humanitär Hëllef ënnerstëtzt Lëtzebuerg Afghanistan och am militäresche Beräich mat engem gesamte Montant vu ronn 34 MEUR. De Gros vun dëse Contributiounen iwwerweist Lëtzebuerg un den NATO-Afghan National Army (ANA) Trust Fund.

Soumat beleeft sech de gesamte Montant vu bilateraler a multilateraler Hëllef vu Lëtzebuerg zënter 2001 un Afghanistan op iwwer 75 MEUR.

ad 2) Bis haut waren am Ganzen 274 Lëtzebuerger Militär an Afghanistan engagéiert. Eenzelner ënner hinnen hu méi wéi eng Missioun gemaach. Am Juli 2003 huet Lëtzebuerg op Basis vum Règlement grand-ducal déterminant la participation luxembourgeoise à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan du 9 mai 2003 en éischte Contingent an Afghanistan déployéiert. Dëst Detachement, dat an der Regel aus néng Militär (geleeëntlech zéng) bestanen huet, war bis September 2012 an d'Compagnie de protection, déi d'belsch Landarméi gestallt huet, integréiert an huet un der Sécurisatioun vun der Militärzon vum internationale Fluchhafe vu Kabul (KAIA) deelgeholl.

Vun Dezember 2012 bis Oktober 2014 war e Lëtzebuerger Detachement vun zéng Militär, dat an en Detachement vun der belscher Loftwaff integréiert war, un der Sécurisatioun vum Fluchstützpunkt vu Kandahar bedeelegt (flight line security).

Donieft waren och Lëtzebuerger Militär, déi am Quartier général vum Corps européen integréiert waren, 2004, 2005 an 2012 un der FIAS bedeelegt, souwéi de Lëtzebuerger Officier de liaison bei der franséisch-däitscher Brigad, déi 2011 dohinner déployéiert gouf.

2012 gouf en Ënneroffizéier vum Service de déminage vun der Arméi op Kabul déployéiert, fir un engem Projektlaboratoire fir kriminologesch Analys am Kader vum Kampf géint improviséiert Sprengsätz (onkonventionell Spreng- a Brandvirriichtungen/EOD) deelzehuelen.

Aktuell bedeelegt sech d'Arméi un der Resolute-Support-Missioun, déi am Januar 2015 d'FIAS ofgeléist huet. Vu Juni 2015 un ass op Basis vun enger Rotatioun vu sechs Méint een Ënneroffizéier vum Service de déminage am multinationalen EOD-Detachement (Neutralisatioun vu Sprengsätz) integréiert, dat zu Mazar-e-Sharif kantonéiert ass a fir den TAAC-N-Kommando (Train Advise Assist Command-North) ënner däitscher Leedung schafft.

Et handelt sech ëm déi éischt Operatioun, bei där d'Lëtzebuerger Arméi eng Sécherheets- a Protektiounsmissioun erfëllt huet, och wa gewëss Techniken an Taktiken den Aufgaben,

déi vun engem Reconnaissancepeloton an enger Friddensmissioun erfëllt ginn, nokommen. Wéi all westlech Arméie gouf d'Lëtzebuerger Arméi an de leschte Joren um materiellen an takteschen Niveau duerch d'Lektiounen aus den Opstandsbekämpfungskonflikter am Irak an Afghanistan beaflosst, déi sech (wéinst de feindlechen Aktiounsschemen, der Postur vun den alliéierten Truppen,...) vun engem Engagement an engem konventionelle Konflikt ënnerscheeden.

Dës Standardisatioun vun de Prozeduren an dem Material kënnt vun den alliéierten Arméien, déi am meeschten ënnert deene Konflikter gelidden hunn, am besonneschen d'US-amerikanesch Arméi. D'Formatioun vu Lëtzebuerger Militär an auslännesche Schoulen (haaptsächlech an der Belsch) an den Training vun den ISAF-Detachementer innerhalb vun dem belschen Detachement hunn derzou gefouert, dass dës Techniken an dëst Material an eis Arméi integréiert goufen. Wann awer de Déployement an Afghanistan dëse Prozess beschleunegt an noutwenneg gemaach huet, sou ass en awer net den eenzege Gronn.

Dat individuellt Material (tenues ignifuges, protections balistiques et harnais de combat) gouf verbessert, och wa verschidden Adaptatiounen (z. B. individuell Radioen) nach amgaange sinn. D'Material ass méi technesch a méi deier ginn (Gefierer, Störsender, etc.), mä et handelt sech ëm eng generell Tendenz an allen Arméien. Den Ënnerhalt vum Material am Operatiounsgebitt gëtt doduerch oft méi komplizéiert a verlaangt méi Personal.

Et ass offensichtlech, dass de Choix an den Akaf vum Dingo 2 (als PRV - Protected Reconnaissance Vehicle) als taktescht Basisgefier fir d'Arméi am Kader vun der Analys vun de Geforen an engem Opstandsbekämpfungskonflikt, an net am Kader vun engem konventionelle Konflikt, gemaach gouf. D'Sécherheet vum Militär war nach ëmmer eis éischt Prioritéit. Den Dingo ass dowéinst zu Kabul zum Asaz komm. Datselwecht applizéiert sech fir den Akaf vun den anti-improviséierte Sprengsätz-Störsenderen.

Aner Schlëss, déi een aus dem Asaz an Afghanistan zéie kann:

- D'Lëtzebuerger Militär, déi aus enger Formatioun vum Reconnaissancepeloton stamen, ware souwuel de stateschen eléi den dynamesche Sécherheets- a Protektiounsmissioune gewuess. Datselwecht war de Fall bei den EOD-Posten a Stabsfunktiounen, déi besat goufen.

- De Lëtzebuerger Militär huet eng gewësse Facilitéit, fir sech an e multinationaalt Emfeld ze integréieren. (Dës Bemierkung beschränkt sech natierlech net nëmmen op d'Operatiounen an Afghanistan, si staamt och aus anere Missiounen, z. B. EUTM Mali, wou d'Lëtzebuerger Militär a belschen, däitschen a franséischen Eenheete geschafft hunn.) Déi traditionell Partnerschaft mat der Belsch huet nees eng Kéier hir Effikassitéit bewisen.

- De Stellewäert vum Engleschen, wou ee bemierke muss, dass den allgemengen Niveau vun de Lëtzebuerger Detachementer gutt war.

- Aner evident Fakte wéi d'Bedeitung vun der Interoperabilitéit, sief et um prozeduralen oder materiellen Niveau (z. B. Kommunikatiounsmëttel), sinn net exklusiv op den Afghanistanasaz zréckzeféieren, och wann d'Engagementer a Crisis-Management-Operatiounen - egal fir Friddenserhalung oder Opstandsbekämpfung - eng Multinationalisatioun op méi klengen Échelone mat sech bréngе wéi bei Engagementer fir Kollektivverdeedegung. Sou hunn déi lëtzebuergesch Zaldoten zu Kandahar nieft belschen, däneschen oder amerikaneschen Zaldoten operéiert, an zu Mazar-e-Sharif besteet den EOD-Peloton aus däitschen, belschen, estneschen an engem lëtzebuergesche Militär.

ad 3) Dat aktuellt groussherzoglecht Reglement erlaabt et der Lëtzebuerger Arméi, bis den 1. Juli 2018 un der Resolute-Support-Missioun deelzehuelen. Momentan gëtt et keng Iwwerleeungen iwwert d'Enn vun der Bedeelegung vun der lëtzebuergescher Arméi un der Missioun; mir wäerten Enn 2017, ënner anerem un Hand vun den Entscheedungen an Diskussiounen an der NATO, d'Opportunitéit vun der Fortsetzung vun eiser Bedeelegung un der Resolute-Support-Missioun iwwert den 1. Juli 2018 eraus bewäerten.

ad 4) Zënter dem Lancement vum sougenannten „Tokyo Framework" (Juli 2012) ënnerstëtzt Lëtzebuerg mat der internationaler Communautéit d'Partnerschaft fir wirtschaftleche Wuesstum an Entwécklung vun Afghanistan. Am Oktober 2016 huet Lëtzebuerg, an der Persoun vum Minister fir Entwécklungshëllef Romain Schneider un der internationaler Konferenz fir Afghanistan zu Bréissel deelgeholl. Am Ganze ware 75 Länner bei dësem internationalen Effort uwiesend. D'Engagement vun der internationaler Communautéit fir Afghanistan gouf op en Neits reaffirméiert an d'afghanesch Autoritéiten hunn d'Reformen, déi duerch d'Land an de leschte Joren ëmgesat goufen, presentéiert.

Des Weidere befaasst sech de Conseil vun den EU-Ausseministeren all Joer mat den Entwécklungen an Afghanistan an hëlt Stellung zur politescher, Sécherheets- an ekonomescher Lag am Land. Déi lescht Konklusioune sinn den 18. Juli 2016 adoptéiert ginn.

Och am Kader vum leschten NATO-Sommet zu Warschau, an Uwiesenheet vum afghanesche President Ashraf Ghani an anere Regierungsmemberen, huet Lëtzebuerg säin Engagement fir Afghanistan bis 2020 zesumme mat der internationaler Communautéit reaffirméiert.

Säit 2009 ass Lëtzebuerg am International Contact Group (ICG) fir Afghanistan a Pakistan implizéiert, deen, zesumme mat regionalen Akteuren, sech befaasst mat politescher Kooperatioun an der Regioun.

ad 5) Afghanistan spillt weltwäit eng bedeitend Roll bei den illegalen Drogen Heroin an Haschisch. Afghanistan ass de gréissten Opiumproduzent op der Welt. Aus dem Opium gëtt den Heroin gewonnen, eng Drog, déi och zu Lëtzebuerg verkaaft a konsuméiert gëtt. Iwwer 90% vun der Weltproduktioun vum Opium staamt aus Afghanistan. Dat bedeit, dass den Heroin, deen um lëtzebuergeschen Drogemarché ze kréien ass, och aus Afghanistan staamt.

Dës Droge kommen awer net iwwert den direkte Wee an d'Europäesch Unioun, mä iwwer Transitlänner wéi Russland, d'Türkei an och iwwert den afrikanesche Kontinent. Deen zu Lëtzebuerg ugebuedenen Heroin kënnt haaptsächlech iwwer Holland an eist Land. Vun der Police gëtt gekuckt, wéi héich de Rengheetsgehalt vum Heroin ass.

Afghanistan ass och de gréissten Ertragsproduzent vun Haschisch op der Welt (produzéiert am meeschten op klengstem Raum). Den Haschisch gëtt aus der Hanfplanz gewonnen a spillt zu Lëtzebuerg keng grouss Roll. Cannabiskonsumenten zu Lëtzebuerg bevirzéien de Marihuana, deen aus därselwechter Planz gewonne gëtt. Beim Haschisch gëtt den THC-Gehalt vun der Police analyséiert.

ad 6) Tëschent 2001 an 2007 gouf keng Demande vun enger afghanescher Persoun agereecht. 91 Afghanen hunn tëschent 2008 an 2014 eng Demande agereecht. 2015 war marquéiert duerch eng extrem héich Unzuel vun afghaneschen Demandeure mat 218 Persounen. 2016 hunn nach 56 Leit eng Demande agereecht.

39 Persoune kruten, säit 2008, internationale Schutz; dovunner krute 24 Leit de Statut vum Flüchtling a 15 Persounen hu vum subsidiäre Schutz benefissiéiert. An 41 Dossiere war Lëtzebuerg net zoustänneg, fir d'Demande ze traitéieren, dat heescht, d'Persoune sinn an dat europäescht Land transferéiert ginn, wou si fir d'Éischt hir Demande agereecht hunn, an an deem nach keng Décisioun geholl ginn ass. An zwee Fäll gouf d'Demande als irrecevabel erkläert. A 25 Fäll ass eng Décisioun geholl ginn, nodeems den Demandeur verschidden Obligatioune vum Gesetz net erfëllt hat (renonciation tacite). 17 Persounen hunn eng negativ Décisioun krut.

D'Positioun vun der Regierung, wat d'Réckféierung vu Persounen aus Afghanistan ugeet, bleift onverännert. Lëtzebuerg ass weiderhin entschloss, fundamental Rechter an de Prinzip vum Non-refoulement ze respektéieren. An deem Sënn gëtt d'Situatioun vun all eenzelner Persoun analyséiert, an dat am Respekt vun alle prozedurale Garantien. An de leschte Joren huet de Grand-Duché keng gezwonge Réckféierung an Afghanistan duerchgefouert.

Question 2670 (12.01.2017) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **réserves en eau potable en provenance du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre:**

Selon mes informations, le niveau d'eau du lac d'Esch-sur-Sûre, qui fournit une très grande partie de l'eau potable au Luxembourg, est exceptionnellement bas. En effet, en date du 31 décembre 2016, le niveau du lac avait diminué à 313,3 m.ü.NN, ce qui est largement en dessous de la valeur normale en hiver, qui est de 317 m, et la baisse semble continuer.

Puisque la tendance actuelle du niveau de l'eau du lac de barrage reste préoccupante, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont les raisons de cette réduction du niveau d'eau du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre?

2. Est-ce que l'alimentation en eau potable de la population reste assurée?

3. Quelles sont les prévisions en relation avec le rétablissement de cette réserve importante d'eau potable?

Question 2686 (19.01.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécheresse:**

Selon les informations de MeteoLux, «le cumul de précipitations de l'automne 2016 s'élève à 141,8 l/m^2, soit inférieur de 41% par rapport à la moyenne à long terme 1981-2010 (239 l/m^2)». Le mois de décembre n'a pas non plus connu de fortes précipitations.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celle des réserves du lac de la Haute-Sûre depuis décembre 2015?

- Peut-elle confirmer que ces derniers mois ont été particulièrement secs? Le cas échéant, le grand public a-t-il été sensibilisé à économiser de l'eau potable pendant cette période?

- Madame la Ministre est-elle d'avis que des mesures de sensibilisation quant à cette thématique sont nécessaires ou pourraient s'avérer utiles si les conditions météorologiques ne changent pas sous peu?

Réponse (27.02.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

En considération du sujet commun des deux questions parlementaires et des délais de réponse rapprochés, une réponse commune est fournie aux questions parlementaires n°2670 de l'honorable Député Gérard Anzia et n°2686 de l'honorable Député André Bauler. Les honorables Députés ont notamment soulevé des questions concernant le niveau actuellement très bas du lac de la Haute Sûre et demandent des renseignements quant à l'origine de cette situation et aux conséquences potentielles pour l'approvisionnement de la population en eau potable.

Évolution des cotes des cours d'eau et du lac de la Haute-Sûre, raisons pour la réduction du niveau du lac de barrage et prévisions de l'évolution

De façon générale, les cotes des cours d'eau sont déterminées par la pluviométrie. Au cours des mois de décembre 2016 et de janvier 2017, le cumul des précipitations n'a atteint que 32,4 mm (station de MeteoLux à l'Aéroport de Luxembourg) tandis que le moyen long terme de ces deux mois correspond à 161,8 mm. Cette faible pluviométrie confirme que ces deux mois ont été particulièrement secs. Ceci explique que les cotes actuelles de tous les cours d'eau luxembourgeois sont exceptionnellement basses pour la saison.

Cependant, il est important de souligner que quelques jours de pluie font évoluer relativement rapidement cette situation, ce qui permettra de retourner à la normale. Il y a également lieu de remarquer que, malgré les cotes actuelles, une période de fortes précipitations durant la deuxième partie de la phase hivernale ne peut être exclue.

En ce qui concerne les statistiques de l'évolution de la cote du lac de la Haute-Sûre, la situation se présente de manière un peu plus complexe. Durant la période hivernale la consigne d'exploitation prescrit au producteur d'énergie électrique de ne point dépasser la cote maximale de 317 m au-dessus du niveau moyen de la mer afin de garantir une protection contre les inondations en aval du barrage. Il est évident que suite à la pluviométrie, le niveau du lac est soumis à des oscillations permanentes ce qui peut résoudre à des cotes inférieures à 317 m, ce qui est actuellement le cas.

La cote du lac de la Haute-Sûre est une fonction de:

- la quantité d'eau qui est déversée dans ce dernier par la pluviométrie et l'apport des cours d'eau qui se déversent dans la Sûre en amont du barrage et

- la quantité d'eau qui est prélevée du lac (production d'eau potable par le SEBES et production d'énergie hydroélectrique moyennant turbinage et délestage d'eau en aval du barrage).

L'apport d'eau par la pluviométrie et les affluents était très faible durant les deux derniers mois tandis que les prélèvements pour la production d'eau potable et l'alimentation de la Sûre en aval du barrage par l'usine hydroélectrique ont été maintenus à un niveau habituel, ce qui a eu pour conséquence que le niveau du lac a constamment baissé pour atteindre une cote minimale de 312,9 m en date du 12 janvier 2017. Suite à une période pluvieuse à partir du 31 janvier 2017, le niveau du lac de la Haute Sûre a commencé à remonter avec une vitesse avoisinant 0,25 m/jour. En date du 6 février 2017 la cote se situait à 314,7 m, avec une légère tendance à la hausse. Néanmoins, des précipitations notables restent nécessaires pour assurer d'atteindre voire de dépasser la cote de 317 m à partir du mois d'avril. Cet objectif est formulé dans la consigne de gestion précitée et permet d'une part une protection contre les crues et d'autre part une sécurité d'alimentation en eau potable pour la période estivale.

Pluviométrie des derniers mois

Les mois de décembre 2016 et de janvier 2017 ont été particulièrement secs:

- Durant le mois de décembre 2016, les précipitations ne cumulaient que 7,3 mm tandis que la moyenne pluriannuelle est de 84,9 mm.

- Même si les précipitations du mois de janvier 2017 dépassaient celles de décembre 2016 et s'élevaient à 25,1 mm, le mois de janvier 2017 doit également être caractérisé comme particulièrement sec d'un point de vue hydrologique.

- Avec le changement de la météorologie depuis le 30 janvier 2017, la situation commence à se normaliser.

Sécurité de l'alimentation en eau potable

La cote actuelle du lac de la Haute-Sûre ne met pas en question le processus de production d'eau potable. En cas d'une persistance du temps exceptionnellement sec, il faut s'attendre à un niveau extraordinairement bas du lac pendant l'été. Dans une telle situation, et sans que ce niveau ait une influence directe sur la capacité de production du SEBES, les autorités se verront contraintes d'inciter la population à des efforts de réduction de la consommation en eau potable. Ceci s'explique par le fait que le temps sec de l'automne et de l'hiver a également un effet négatif sur les réserves en eaux souterraines. La tendance générale des débits des sources situées dans le Grès de Luxembourg, aquifère renfermant plus de 75% des ressources en eau souterraine, peut être qualifiée de globalement stable pour le trimestre automnal 2016. Toutes régions du pays confondues, la situation observée pour le dernier trimestre de l'année 2016 se présente de façon analogue aux années précédentes. Cependant, dans certaines régions, les débits des sources affichent les valeurs les plus basses pendant les mois de décembre depuis l'an 2000 et notamment depuis la période de déficit pluviométrique de 2003 à 2006. Comme l'alimentation en eau potable d'une large partie de la population repose sur les deux ressources (eaux souterraines et lac de la Haute Sûre), une baisse des débits des sources d'eau souterraine va de pair avec une augmentation de la demande auprès du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES). Une bonne gestion des réseaux de distribution et une protection des ressources nécessiteront donc, le cas échéant, une réduction de la consommation.

Sensibilisation de la population à économiser l'eau potable

Les statistiques de consommation ont montré qu'au cours des années précédentes, la consommation annuelle d'eau potable s'est stabilisée et ceci malgré une croissance significative de la population résidente et des activités économiques. Ceci montre que des efforts notables en matière d'économie de consommation ont été réalisés (réduction des pertes par fuite, gestion des ressources, meilleurs équipements sanitaires, récupération de l'eau de pluie,...). Il est évident que l'augmentation des tarifs à partir de 2010 suite à l'introduction du principe de la récupération des coûts a également réduit la consommation.

Néanmoins, en cas d'une sécheresse prolongée pendant la période estivale, des restrictions de consommation pourraient être instaurées pour faire face aux consommations de pointe et assurer l'alimentation essentielle de la population. Ces mesures seront bien évidemment communiquées de façon adéquate. La préservation de la qualité et de la quantité des ressources en eau reste bien évidemment une priorité et des campagnes d'information sont organisées régulièrement notamment dans le contexte des zones de protection.

Il est à noter que, jusqu'à présent, le Grand-Duché de Luxembourg n'a encore jamais connu de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à de fortes variations journalières de la consommation pour des usages non durables en période caniculaire.

Il est également à noter qu'avec le renouvellement et l'extension de la station de traitement du syndicat SEBES, une nouvelle étape de sécurisation de l'alimentation en eau potable du Luxembourg sera atteinte à moyen terme.

Question 2671 (13.01.2017) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant la **discordance entre les noms en luxembourgeois des localités:**

Une première séance du Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL) dans sa nouvelle composition a eu lieu en date du 11 janvier 2017 sous la présidence du Ministre de l'Éducation nationale et du Secrétaire d'État à la Culture. Le conseil a notamment pour missions l'étude, la description et la diffusion de la langue luxembourgeoise.

Il me revient qu'il existerait une certaine discordance entre les noms des communes et localités en langue luxembourgeoise tels qu'ils sont utilisés par les autorités communales et l'orthographe officielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils d'adapter les noms des communes et localités à l'orthographe officielle? Le CPLL serait-il engagé dans ce contexte?

- Dans le cas d'une révision de l'orthographe des noms des communes et localités, dans quels délais la publication d'une liste officielle peut-elle être attendue?

Réponse commune (28.02.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Après la dernière révision de l'orthographe en 1998, une liste reprenant les noms des communes et des localités luxembourgeoises fut élaborée en 2001. En amont, toutes les communes furent consultées quant à l'orthographe luxembourgeoise de leurs localités. Les informations de cette liste ont été reprises dans le cadre des publications d'Editus Luxembourg SA, filiale de POST Luxembourg Group.

La graphie des noms de localités et de lieux-dits ne s'aligne pas toujours exclusivement sur les règles orthographiques de la langue officielle d'un pays. Ceci est aussi le cas pour les noms luxembourgeois des localités du Grand-Duché. Ces noms, dont les racines sont ancrées dans l'histoire du pays et des régions concernées, peuvent être ressentis comme faisant partie de l'identité.

Voilà pourquoi les groupes de travail et institutions expertes en la matière ainsi que les communes seront appelés à adapter et à compléter la liste de 2001 de façon à ce qu'elle couvre les noms des localités et les autres dénominations géographiques du pays, en attribuant à leur nom l'orthographe utilisée au niveau national, mais aussi les variantes en usage au niveau local ou régional.

Ces travaux seront coordonnés par le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise et la liste sera publiée sur le site www.cpll.lu.

Question 2672 (10.01.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **fausses informations sur les réseaux sociaux:**

Les problèmes liés à la propagation d'articles contenant des fausses informations concernent tous les réseaux sociaux. Ce phénomène est causé par des faux sites, des bots, des trolls, des choses qui se régénèrent elles-mêmes et qui renforcent les opinions avec certains algorithmes. Certains États, dont l'Allemagne, sont en train d'étudier les possibilités de légiférer contre cette problématique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la problématique des fausses informations sur les réseaux sociaux?

2. Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des opérateurs des différents réseaux sociaux, voire les hébergeurs et fournisseurs d'accès Internet, afin d'identifier et de supprimer les fausses informations?

3. Le cas échéant, le Gouvernement estime-t-il utile de légiférer dans la matière?

Réponse commune (10.02.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

ad 1. Il convient tout d'abord de clarifier ce qu'il faut entendre par «fausses informations» ou «fake news» sur les réseaux sociaux. En effet: tout ce qui est faux n'est pas à considérer comme «fausse information». Une «fausse information» est une information qui a été falsifiée intentionnellement pour poursuivre un but (souvent politique) précis. Ceci n'est guère nouveau, mais le phénomène s'aggrave par la diffusion virale via les réseaux sociaux. Ces «fausses informations» sont souvent construites pour faire appel à un public cible précis de manière à les pousser à propager l'information le plus largement possible et en abusant, voire en manipulant, les logiques de diffusion inhérentes aux réseaux sociaux. Alors que le phénomène des «fausses informations» proprement dit n'est pas nouveau, le danger réside désormais dans l'ampleur résultant de leur propagation via les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, le Gouvernement regrette que de telles fausses informations aient récemment suscité de vifs débats dans les réseaux sociaux et les milieux politiques du Grand-Duché.

Le Gouvernement est conscient de ce nouveau phénomène et des risques qui en découlent pour une société démocratique. En même temps, les réseaux sociaux offrent aussi des opportunités nouvelles pour la liberté d'expression.

Le Gouvernement, de même d'ailleurs que le législateur, entend ainsi tant défendre la liberté d'expression que les devoirs qui en découlent, dont le devoir d'exactitude et de véracité, devoirs ancrés dans la loi sur la liberté d'expression dans les médias et libellé comme suit: «toute présentation inexacte d'un fait contenue dans une publication doit être rectifiée spontanément dès que l'inexactitude relative à la présentation du fait concerné est établie (...)», devoir rappelé également dans le code de déontologie du Conseil de presse. Le Gouvernement a récemment adopté un régime de promotion transitoire de la presse en ligne, qui prévoit d'ailleurs explicitement des dispositions luttant contre des contenus illicites et devant garantir l'exercice du droit de réponse.

ad 2. Les réseaux sociaux opèrent des plateformes à travers lesquelles les utilisateurs échangent et partagent des contenus de toutes sortes, souvent en provenance de sources externes. Ces réseaux sociaux ne sont dès lors pas considérés comme des éditeurs classiques de contenus. La mainmise sur le contenu par ces opérateurs peut donc s'exercer uniquement après avoir été partagé sur ces réseaux. La possibilité d'action et de lutte contre certains types de contenu (dont les «fausses informations») est ainsi réactive: ils peuvent intervenir et agir après avoir eu connaissance de l'existence de tels contenus sur leurs plateformes.

Même si les responsables des réseaux sociaux ne peuvent juridiquement être assimilés à des éditeurs, ils ne sont pourtant pas dénués de toute responsabilité. Au contraire, vu le poids de certains réseaux sociaux, ces acteurs assument une charge délicate voire une responsabilité certaine pour gérer leur plateforme. Des mécanismes «report or flag» existent d'ores et déjà sur la plupart des réseaux sociaux, permettant à l'opérateur de telles plateformes de retirer le contenu signalé par l'utilisateur. La mise en place de mécanismes efficaces, permettant de retirer certains contenus rapidement tout en s'adaptant aux nouveaux phénomènes, s'avère ainsi de plus en plus importante.

ad 3. Les réseaux sociaux sont par essence transfrontaliers et donc difficilement appréhendables dans le seul contexte de notre législation nationale. Toute réflexion par rapport à ce sujet devrait donc être menée au niveau européen.

À noter dans ce contexte le rôle initiateur joué en 2015 par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE qui a mis le point du «discours haineux en ligne» à l'ordre du jour du Conseil JAI du 9 octobre 2015. Sur proposition de la Présidence luxembourgeoise, le Conseil JAI a invité la Commission à entamer un dialogue avec les entreprises du secteur des technologies de l'information. Ces échanges ont abouti le 2 juin 2016 à l'adoption d'un code de conduite entre la Commission et les fournisseurs de services IT, les réseaux sociaux et les plateformes Internet, afin de combattre ce phénomène ensemble.

Il est à noter par ailleurs qu'il existe une «task force East StratCom» au sein du Service européen pour l'action extérieure qui s'efforce à dévoiler des «fausses informations» en provenance de la Russie.

Vu l'importance du sujet, le Gouvernement mise sur la sensibilisation et l'éducation des jeunes, afin de leur permettre de mieux déceler des fausses informations et donc de minimiser leur impact. Le Service national de la jeunesse, par son initiative «BEE SECURE», est un acteur important de sensibilisation des jeunes et de leurs parents. Le «Zentrum fir politesch Bildung» permettra également une sensibilisation accrue des jeunes aux responsabilités civiques de tout un chacun.

Question 2673 (13.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **liquidations de sociétés de participations financières (SOPARFI):**

Il nous revient que les liquidations de SOPARFI auraient augmenté ces derniers temps.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la tendance à la hausse des liquidations de SOPARFI?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer les projections du Gouvernement en termes recettes fiscales supplémentaires engendrées par l'augmentation de l'impôt minimum sur la fortune des SOPARFI au moment du dépôt du projet de loi relatif à la réforme fiscale? Quel est l'impact des liquidations précitées sur ces projections?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les statistiques mensuelles relatives à ces liquidations pour les cinq dernières années? Messieurs les Ministres peuvent-ils également nous fournir les créations nettes de SOPARFI par mois pour les cinq dernières années?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer les recettes fiscales engendrées par le secteur des SOPARFI pour les années 2014 à 2016 en distinguant à chaque fois le type d'impôt concerné (impôt sur le revenu des collectivités, impôt sur la fortune, impôt de solidarité, etc.)?

Réponse commune (13.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Par leur question parlementaire du 13 janvier 2017, les honorables Députés demandent des informations statistiques sur les sociétés de participations financières (SOPARFI). Selon les informations des honorables Députés, les liquidations de SOPARFI auraient augmenté ces derniers temps.

À ce sujet, il convient de rappeler que les SOPARFI ne constituent pas une forme particulière de société commerciale, mais des sociétés pouvant revêtir diverses formes juridiques (notamment société anonyme et société à responsabilité limitée). Partant, il n'est pas possible de fournir à ce stade avec une précision suffisante les éléments demandés par les honorables Députés.

Pour autant, sur base des données disponibles, il est possible de confirmer une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relèvent les SOPARFI, avec une progression de l'ordre de 358 unités entre 2014 et 2015, contre 195 entre 2013 et 2014, et 189 entre 2013 et 2012. Quant au nombre des créations, on constate également une tendance baissière depuis 2015. Pour autant, des analyses plus poussées seront nécessaires pour en établir l'ampleur exacte et l'impact éventuel au niveau de l'évolution des recettes fiscales correspondantes.

Question 2674 (13.01.2017) de **Mmes Martine Mergen**, **Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**Éducation différenciée:**

Lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale du 28 septembre 2016, Monsieur le Ministre a confirmé les informations selon lesquelles le Service de l'Éducation différenciée (Ediff) sera soumis à une restructuration. Lors de cette même réunion, le groupe politique CSV avait demandé qu'un organigramme du futur fonctionnement de l'Ediff soit mis à disposition de la Commission.

Dans la mesure où ledit organigramme n'a toujours pas été mis à disposition de la Commission, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous faire parvenir l'organigramme?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi sur la réorganisation de l'Ediff?

Réponse (20.02.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les honorables Députées voudront bien trouver en annexe l'organigramme tel qu'il a été présenté à la Commission parlementaire lors de sa séance du 1er février 2017.

Comme j'aimerais considérer les résultats de la consultation entamée avec les partenaires concernés (parents et professionnels, Conseil supérieur des personnes handicapées), j'envisage soumettre ledit avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement vers la fin de ce mois.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2675 (13.01.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**état d'avancement des travaux de construction du Lycée Edward Steichen à Clervaux:**

Le Lycée Edward Steichen à Clervaux est en cours de construction. Les travaux avancent bien de sorte que cet établissement scolaire pourra ouvrir ses portes vraisemblablement à la rentrée 2018-2019.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur l'évolution récente du chantier et sur les étapes de construction programmées pour l'année 2017?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils informer s'il est prévu de construire, durant les années à venir, un internat aux environs du Lycée Edward Steichen? Messieurs les Ministres avaient-ils déjà des échanges à ce sujet? Dans l'affirmative, quel pourrait être le site idéal? Et quelle serait la capacité initiale d'un tel internat?

- La commune de Clervaux pourrait-elle tirer profit de l'infrastructure sportive créée dans le cadre du nouvel établissement postprimaire? Dans l'affirmative, selon quelles modalités cette utilisation ou mise à disposition temporaire serait-elle organisée?

Réponse commune (16.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En ce qui concerne les différentes étapes du chantier, il convient de noter que les travaux de gros œuvre pour la construction du lycée seront achevés début 2017.

Les travaux par rapport à l'enveloppe du bâtiment, c'est-à-dire la menuiserie intérieure, les façades et les travaux d'étanchéité débuteront également début 2017.

Par ailleurs, les travaux d'installations concernant les techniques du bâtiment seront exécutés en parallèle, comprenant le chauffage, l'électricité et les sanitaires.

Les travaux de parachèvement, dont notamment les chapes, le carrelage et les cloisons, sont programmés pour mi-2017.

Dans l'objectif d'augmenter l'attrait du Lycée Edward Steichen situé dans une région rurale, il est envisagé de le pourvoir d'un internat pour élèves, tout en sachant que la demande pour ce type d'infrastructure augmente dans la société actuelle.

De surcroît, une association du lycée à un internat pourrait s'avérer comme très utile. Cette coexistence s'explique surtout par le fait qu'il est le seul lycée au nord du pays du secteur des technologies de l'information et de la communication ayant le label «Future Hub» et attire donc des élèves venant de toutes les contrées du pays, voire même de la Grande Région.

L'internat, avec une capacité d'accueil de 30 à 50 jeunes, pourrait héberger surtout des élèves dont l'éloignement de leur domicile rend un aller-retour quotidien par l'intermédiaire des transports publics très difficile et coûteux en

temps. De plus, un internat pourrait encadrer des élèves dont la situation familiale ou sociale mettrait en péril leur réussite scolaire.

Un internat pourrait faire gagner beaucoup de temps et d'énergie à certains. De plus, il contribuerait pour sa part à faire du Lycée Edward Steichen un lieu de vie, de travail et de partage et ainsi à mettre à la portée de tous la réussite scolaire.

Au vu de ce qui précède, le directeur du lycée a été chargé de soumettre des propositions quant à la gestion de l'internat, quant à la collaboration avec d'éventuels partenaires, quant au site et au fonctionnement.

Le Lycée Edward Steichen sera un lieu d'apprentissage, de socialisation et de construction identitaire, en osmose avec la région qu'elle dessert. Il concourra à la réussite des élèves, à l'épanouissement de leur communauté et à l'éclosion d'une conscience solidaire globale. À ces fins, il suscitera l'échange, l'interaction, l'engagement et mobilisera les élèves, le personnel scolaire, les parents et les partenaires du milieu et de la région.

Dès lors, le Lycée Edward Steichen ne sera pas un milieu scolaire clos, mais par contre ouvrira ses portes et ses infrastructures, si la disponibilité organisationnelle se présente, aux associations régionales. Comme dans tous les autres lycées, une convention entre le lycée et l'association en question définira les modalités.

Finalement, il est à souligner que les premiers pourparlers relatifs à la synergie concernant l'utilisation de la piscine pour les besoins du Lycée Edward Steichen et ceux de l'école fondamentale de Reuler ont été entamés en 2014 et il va sans dire que des accords ont été trouvés.

Question 2676 (13.01.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **transport gratuit pour étudiants:**

Lors d'un point de presse le 6 janvier 2017, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont présenté les adaptations des modalités du transport public pour les étudiants. Ainsi à partir de la prochaine année académique, le transport sera gratuit pour les étudiants jusqu'à l'âge de 30 ans accomplis s'ils fréquentent un établissement universitaire ou d'enseignement postsecondaire au Luxembourg ou à l'étranger. Selon les informations de la presse, les détails de l'accord seront communiqués par les ministères compétents.

Dans la mesure où les détails n'ont toujours pas été communiqués par les ministères concernés, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir les détails sur cet accord, voire rendre l'accord public?

Réponse commune (14.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

D'après l'honorable Députée, la presse aurait informé que les détails d'un accord relatif au transport public gratuit pour les étudiants seront communiqués par les ministres compétents.

Il convient de préciser à ce sujet que les soussignés n'ont pas signé d'accord quelconque, mais ont annoncé lors d'une entrevue le 6 janvier 2017 avec des représentants de l'ACEL et du LCGB-Jeunes des modifications au sujet de la gratuité des transports publics pour étudiants. À l'issue de cette entrevue, ils ont communiqué cette information à l'occasion d'un point de presse et un communiqué de presse exhaustif à ce sujet a été distribué.

Ainsi, les adaptations envisagées des modalités d'utilisation du transport public entreront en vigueur à partir du 1er août 2017. Les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures sont en train d'adapter le règlement ministériel y afférent.

Concrètement, les usagers concernés se verront attribuer gratuitement une «mKaart» personnalisée sur laquelle figurera un titre de transport électronique, à retirer dans les guichets de vente actuels sur simple présentation de la carte d'identité et d'un certificat d'inscription auprès d'une université ou d'un établissement d'enseignement supérieur. Les étudiants disposant d'une carte d'étudiant avec titre de transport intégré, établie par une institution de l'enseignement supérieur au Luxembourg, n'auront pas besoin de se doter d'une «mKaart» puisque leur carte d'étudiant remplit déjà cette fonction électronique.

À côté du groupe des bénéficiaires évoqués par l'honorable Députée, nous aimerions souligner l'autre nouveauté annoncée, à savoir la gratuité du transport public pour tous les jeunes jusqu'à l'âge de 20 ans accomplis. Cet élargissement du champ des bénéficiaires permettra aux jeunes travailleurs de profiter également d'une mesure d'allègement. Par conséquent, l'actuelle «Jumbokaart» sera abolie comme étant superfétatoire.

Question 2677 (13.01.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **tourisme de mémoire («legacy tourism»):**

Le tourisme de mémoire («legacy tourism») est une activité qui consiste à visiter des sites où se sont déroulés des évènements notables en temps de guerre (champs de bataille, cimetières, mémoriaux, forteresses, musées,...). Il pourrait constituer une piste intéressante pour diversifier l'offre touristique du Luxembourg.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles sont les formules touristiques proposées en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement du «legacy tourism» au Luxembourg depuis 2010?

- Le Ministère de l'Économie est-il disposé à soutenir davantage le tourisme de mémoire? Dans l'affirmative, par quels moyens?

- Le développement du tourisme de mémoire inclurait-il également un volet pédagogique d'initiation aux valeurs de la démocratie et de la tolérance?

- Dans cet ordre d'idées, Monsieur le Ministre de l'Économie envisage-t-il une coopération avec le «Service de la mémoire» auprès du Ministère d'État?

Réponse (22.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En tant que complément de l'offre touristique traditionnelle, le tourisme de mémoire consiste aujourd'hui surtout à valoriser les sites historiques où se sont déroulés des évènements liés à la guerre. La visite de ces sites permet de mieux comprendre le passé et de s'enrichir d'un point de vue civique et culturel. Avec la disparition des témoins directs, le développement du tourisme de mémoire est d'autant plus important afin de transmettre ce patrimoine aux générations futures. En outre, les flux touristiques qu'il engendre constituent un levier pour le développement économique.

Le thème du tourisme de mémoire ne se limite cependant pas au patrimoine d'histoire militaire. Il s'agit aussi de mettre l'accent sur le rôle fondateur du Luxembourg dans le processus d'intégration européenne, et plus généralement de véhiculer un message pacifique. Des sites tels que Schengen ou l'exposition «The Family of Man» s'imposent dans ce contexte. Le patrimoine industriel ne saurait être exclu de cette forme de tourisme, comme les mouvements de résistance et de grèves se sont notamment organisés dans les grandes industries, tant au sud qu'au nord du pays. Ainsi, un tel voyage peut être lié à des faits historiques, ou à la façon dont les gens ont pu vivre, ou au parcours d'une personnalité politique ou culturelle (Edward Steichen, Robert Schuman, George S. Patton,…).

Actuellement le portail national de la promotion touristique www.visitluxembourg.com, disponible en quatre langues, recense toutes les informations relatives aux musées et sentiers de mémoire. Il propose également plusieurs types de formules de séjours thématiques. Ainsi, dans sa rubrique «tours recommandés», cinq propositions de visites liées au tourisme de mémoire sont décrites avec leur itinéraire précis et des descriptions détaillées des différentes étapes.

Un groupe de travail ad hoc, qui regroupe les offices régionaux du tourisme ainsi que le «Luxembourg City Tourist Office», a été constitué auprès de «Luxembourg for Tourism» GIE en 2016 pour préparer des formules de séjour forfaitaire que les visiteurs intéressés pourront également réserver en ligne. Dans ce contexte, il est prévu d'augmenter aussi la visibilité des produits touristiques liés au tourisme de mémoire dans le cadre d'améliorations et d'adaptations du portail www.visitluxembourg.com.

Par ailleurs, des acteurs privés, comme par exemple des agences réceptives, se sont spécialisés dans la promotion de séjours liés au tourisme de mémoire et proposent des séjours sur mesure aux clients dont la majorité provient des États-Unis, d'Allemagne et d'Angleterre.

De plus, des expositions ponctuelles complètent l'offre permanente dans le domaine du tourisme de mémoire et contribuent à renouveler constamment l'offre et la rendent ainsi plus attractive. Citons ici à titre d'exemple l'exposition «La Guerre Froide» au Musée national d'histoire et d'art qui s'est clôturée le mois dernier, ainsi que la nouvelle exposition permanente consacrée au cadre de vie en temps de guerre qui sera inaugurée en mai 2017 au «Lëtzebuerger City Museum».

À noter également que l'asbl Office régional du tourisme des Ardennes luxembourgeoises (Ortal) a adhéré en tant que membre en 2016 à la «Liberation Route Europe» afin de développer davantage cette thématique. La «Route de la libération de l'Europe» est un circuit international du souvenir en constant développement qui retrace les étapes importantes de l'histoire européenne contemporaine. Elle relie les principales régions parcourues par les forces alliées occidentales.

Une entrevue entre le GIE LFT et la direction du «Service de la mémoire» auprès du Ministère d'État a eu lieu en novembre 2016. Lors de cette réunion, plusieurs pistes ont été analysées, notamment la formation de guides touristiques, la sensibilisation des acteurs touristiques tant privés qu'institutionnels aux potentialités économiques du tourisme de mémoire et/ou par exemple la mise en place d'un balisage dédié au tourisme de mémoire.

Nous ne disposons pas de chiffres concernant le tourisme de mémoire en général, mais uniquement les visites par site ou musée.

Concernant les sites visités, le cimetière militaire américain de Luxembourg-Hamm compte chaque année entre 80.000 et 90.000 visiteurs alors que le cimetière militaire allemand à Sandweiler compte entre 2.000 et 2.500 visiteurs par an.

Les deux tableaux ci-dessous renseignent sur l'évolution entre 2010 et 2016 du nombre de visiteurs des musées consacrés au tourisme de mémoire:

Musée national d'histoire militaire à Diekirch

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
n. c.	n. c.	27.109	28.818	27.531	26.794	25.457

Musée de la résistance, Esch-sur-Alzette

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
3.382	3.502	4.263	5.920	10.980	5.712	5.982

Question 2678 (16.01.2017) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **plaques d'immatriculation:**

Selon des informations parues dans la presse belge, le ministre wallon du Budget a décidé de prendre des mesures plus répressives contre les résidents belges qui immatriculent abusivement leur véhicule au Luxembourg. Les autorités belges se seraient rendues compte que des entreprises luxembourgeoises offrent des solutions à des Wallons pour créer des sociétés fictives et ainsi immatriculer leur voiture au Luxembourg. Or, selon le ministre, les résidents doivent rouler avec des plaques d'immatriculation belges, à l'exception des personnes qui travaillent au Grand-Duché et qui disposent d'une voiture de société. Dans ce contexte, le Gouvernement wallon aurait décidé de «contacter les autorités luxembourgeoises afin de les sensibiliser à ces pratiques frauduleuses».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer ces informations?

- Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre afin de remédier à la situation susmentionnée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des explications quant à la collaboration entre les autorités luxembourgeoises et belges dans ce domaine?

- Combien de plaques d'immatriculation sont actuellement attribuées à des résidents belges à titre privé respectivement professionnel?

Réponse commune (20.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances*, et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur des résidents belges qui immatriculeraient abusivement leur véhicule au Luxembourg.

En principe, les personnes résidant en Belgique immatriculent les véhicules qu'elles souhaitent mettre en circulation au répertoire des véhicules belge, même si ceux-ci sont déjà immatriculés au Luxembourg.

Cette immatriculation n'est cependant pas obligatoire pour un véhicule déjà immatriculé au Luxembourg qu'une personne utilise dans l'exercice de sa profession, et accessoirement à titre privé, et qui est mis à disposition par un employeur situé au Grand-Duché de Luxembourg, auquel la personne est liée par un contrat de travail.

Les personnes concernées doivent alors se procurer une attestation auprès du bureau TVA belge compétent en fonction de leur domicile afin d'être exonérées de la taxe de circulation qui doit en principe être versée par le conducteur d'un véhicule à moteur destiné à circuler sur la voie publique.

L'attestation d'exonération doit se trouver à bord du véhicule en cas de contrôle.

Les résidents belges concernés doivent joindre à leur demande une copie du contrat de travail ainsi qu'une attestation émanant du Centre commun de la Sécurité sociale.

En plus, les dispositions du paragraphe 6 de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers offrent la possibilité aux résidents d'un pays autre que le Luxembourg qui travaillent comme indépendants ou commerçants au Luxembourg d'immatriculer sous certaines conditions leur véhicule au Luxembourg, en stipulant que le ministre peut, dans des cas exceptionnels et sur demande dûment motivée, autoriser l'immatriculation à titre exceptionnel, pour une durée limitée ou non, d'un véhicule routier au nom d'un propriétaire ou détenteur qui n'a pas sa résidence normale au Luxembourg, à condition pour cette personne:

- de justifier d'attaches professionnelles au Luxembourg, sans que ces attaches professionnelles ne dérivent toutefois d'un contrat de travail avec un employeur établi au Luxembourg;

- d'établir que l'utilisation du véhicule à immatriculer se fait dans le cadre de ou en relation avec l'exercice d'une activité professionnelle principale au Luxembourg au titre de travailleur indépendant, pour laquelle elle est dûment autorisée et sujette à l'imposition fiscale luxembourgeoise, et

- d'établir qu'elle est affiliée à un organisme de sécurité sociale au Luxembourg, sinon de justifier qu'une telle affiliation n'est légalement pas requise dans son cas particulier.

Pour le moment, les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore été contactées par le gouvernement wallon au sujet d'entreprises luxembourgeoises qui offriraient des solutions à des Wallons pour créer des sociétés fictives en vue d'immatriculer leur véhicule au Luxembourg.

En ce qui concerne le nombre de plaques d'immatriculation luxembourgeoises attribuées à des résidents belges, le seul nombre disponible est celui concernant les véhicules immatriculés sur base du paragraphe 6 de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 précité. Ainsi, 174 voitures et 33 camionnettes sont immatriculées au Luxembourg sur base de ces dispositions.

Par contre, il n'existe pas de statistiques ni sur le nombre de véhicules mis à disposition à un

salarié résidant dans un autre pays par un employeur situé au Grand-Duché de Luxembourg, ni sur le nombre de véhicules appartenant à une société de leasing située au Luxembourg et mis à la disposition d'une personne domiciliée dans un autre pays.

Question 2679 (17.01.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **«text neck syndrome»:**

Selon les observations de l'organisation Eurospine, la plus grande représentation en Europe de spécialistes de la colonne vertébrale, la cervicalgie de textos compte désormais parmi les maladies professionnelles les plus répandues. En effet, ce «text neck syndrome» se manifeste par des douleurs au niveau du cou et des épaules, induites par la posture statique prolongée du cou lorsqu'on utilise les smartphones ou appareils similaires. Il est également avancé que ce syndrome peut, à moyen terme, être source de céphalées, de troubles de la statique vertébrale et de troubles musculo-squelettiques (TMS).

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer s'il existe une statistique récente au Luxembourg sur le nombre de personnes concernées par le syndrome du «text neck»? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution?

- Est-ce que les mêmes symptômes sont aussi observés chez les enfants et jeunes adultes?

- Est-ce que, le cas échéant, un programme spécifique de prévention ou de sensibilisation est prévu?

Réponse (13.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Depuis quelques années, les médecins sont confrontés à des patients de plus en plus jeunes qui se plaignent de douleurs et/ou de contractures musculaires de la colonne cervicale associées à des céphalées ou des tendinites des membres supérieurs. Ces symptômes seraient dus à l'addiction des jeunes aux textos et/ou à la vision de films sur leurs GSM et portables.

Le fait de conserver la tête baissée trop longtemps en avant entraîne une hypersollicitation des muscles du cou, un blocage du cou et une hyperextension de la colonne cervicale qui seraient à l'origine des douleurs. Plus l'inclinaison de la tête est grande, plus la tension supportée par les muscles du cou est importante.

Il n'a pas été clairement démontré si cette position de risque entraîne des séquelles plus ou moins permanentes à long terme chez les plus jeunes.

Sachant que les jeunes passent beaucoup de temps à regarder leur téléphone, il est important que la prévention passe par la sensibilisation.

Ce «syndrome» s'ajoute aux problèmes musculo-squelettiques généraux rencontrés fréquemment dans le cadre de la surveillance médico-scolaire chez les enfants et adolescents en âge scolaire; il est important d'adresser les problèmes musculo-squelettiques d'une façon préventive par un ensemble de mesures globales.

- Sensibiliser les enfants, les adolescents et leurs parents à l'importance d'une activité physique régulière et d'une réduction des activités sédentaires (entre autres temps ordinateurs, tv, smartphone et autres).

- Veiller en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse à ce que dans le cadre de la formation formelle et informelle des espaces et conditions suffisantes pour l'activité physique des enfants et des jeunes soient garantis (tel que retenu dans le plan d'action «Activité physique» - extension du plan d'action «Gesond iessen, méi bewegen»: http://www.sport.public.lu/fr/sport-loisir/pan-extension/).

- Veiller à des équipements et mobiliers (sièges, etc.) plus ergonomiques, notamment à l'école.

- Sensibiliser les équipes médico-scolaires aux problèmes orthopédiques des jeunes pour qu'elles les orientent précocement vers une prise en charge thérapeutique si besoin.

La prévention est primordiale et d'autant plus importante que cela concerne des jeunes qui risquent par après d'être confrontés sur leur futur lieu de travail à d'autres risques entraînant des troubles musculo-squelettiques (TMS) de la colonne cervicale et/ou des membres supérieurs.

Les médecins du travail au Luxembourg sont de plus en plus attentifs aux risques d'addictions engendrés par les nouvelles technologies, dont les smartphones. Les risques du domaine psychologique et les TMS sont les deux risques les plus souvent relevés. Les médecins du travail donnent des explications de nature préventive lors de l'examen initial et/ou périodique aux salariés qui doivent utiliser un écran de visualisation pendant leur travail. Un RGD spécifique existe en la matière (RGD du 4 novembre 1994 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur les équipements à écran de visualisation).

Question 2680 (18.01.2017) de **MM. Edy Mertens**, **Alexander Krieps** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux:**

Suite à la diminution tarifaire des actes infirmiers effectués par des infirmiers libéraux à partir du 1er janvier 2017, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les raisons qui ont poussé la CNS à diminuer lesdits tarifs?

- La CNS poursuit-elle une politique restrictive afin de décourager l'établissement d'infirmiers libéraux?

- Est-ce que les mêmes diminutions tarifaires s'appliquent également aux infirmiers travaillant pour les réseaux de l'assurance dépendance?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les perspectives des soins à domicile effectués par les infirmiers libéraux?

Question 2694 (24.01.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **soins à domicile:**

Dans une lettre de lecteur, une infirmière, qui exerçait jusqu'à cette année à titre indépendant, déplorait devoir arrêter son activité en raison de la nouvelle nomenclature des actes et services entrée en vigueur au 1er janvier 2017. À la différence des changements intervenus au niveau des modifications de prise en charge dans le cadre de la kinésithérapie, aucune lettre n'a été communiquée aux patients concernant les autres changements à venir.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les changements en termes de nomenclature intervenus au 1er janvier 2017 impactant directement les infirmiers agissant à titre indépendant?

- Monsieur le Ministre avait-il connaissance des difficultés auxquelles il allait exposer les infirmières/infirmiers agissant à titre indépendant?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations relatives à d'éventuels arrêts d'activité d'infirmières/infirmiers exerçant à titre indépendant?

Réponse (17.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au 1er janvier 2017, la nomenclature concernant les actes et services des infirmiers a été modifiée. Il convient de noter que les discussions au sujet d'une révision de la nomenclature des actes et services des infirmiers avaient leur origine bien avant 2010. L'exposé des motifs de la recommandation circonstanciée joint en annexe de la présente reprend les considérations à la base des modifications. La Commission de nomenclature regroupe des représentants des deux groupements signataires de la convention conclue entre la CNS et les infirmiers, à savoir la COPAS (Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes) et l'ANIL (Association nationale des infirmiers luxembourgeois).

Une des dispositions nouvellement introduites résulte de la mise en pratique des articles 19, alinéa 4 et 65, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale (CSS). L'article 19, alinéa 4 du CSS avait été introduit par la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance et dispose que «les personnes bénéficiant des prestations en nature de l'assurance dépendance n'ont droit à la prise en charge des actes inscrits à la nomenclature des infirmiers que si ces actes sont dispensés par le réseau ou l'établissement d'aides et de soins ayant conclu un contrat d'aides et de soins.» L'article 65 alinéa 5 du CSS dispose que «Les nomenclatures peuvent prévoir une cotation forfaitaire pour un ensemble d'actes ou services professionnels dispensés pour une période ou un traitement déterminé. Cette cotation forfaitaire s'impose pour les prestations de soins de la profession d'infirmier à l'égard des personnes dépendantes au sens du Livre V et pour les actes et services dispensés par les prestataires visés à l'article 61 alinéa 2 sous 12).»

La finalité était d'assurer la continuité et de simplifier la coordination des soins aux personnes bénéficiant de prestations en nature de l'assurance dépendance et maintenues à domicile. Pour ces personnes, les soins infirmiers sont délivrés dans un même contexte de temps et de lieu, même s'ils sont pris en charge distinctement par l'assurance maladie et par l'assurance dépendance. La restriction dont question visait à garantir en cas de maintien à domicile que les actes thérapeutiques délivrés à charge de l'assurance maladie, mais sur des personnes dépendantes soient délivrés par les professionnels du réseau.

Au total, la CNS a enregistré environ 2.000 infirmiers en activité (c.-à-d. personnes physiques qui ont un code prestataire infirmier et qui en 2015-2016 ont facturé au moins une prestation infirmière prise en charge). 96% de ces infirmiers sont enregistrés comme travaillant pour le compte d'un établissement ou d'un réseau.

En ce qui concerne le nombre de cas concernés par la disposition contestée en 2015, le nombre de prestataires facturiers visés par cette mesure était de 42. Le montant total facturé s'élève à quelque 800.000 euros et concerne environ 120 patients.

Conformément à l'article 65, alinéa 5 les soins en question sont rémunérés moyennant paiement de forfaits. Cette option a été prise pour assurer une prise en charge globale, pour simplifier la gestion administrative et éviter la chasse à l'acte respectivement à l'ordonnance. Dans cet ordre d'idées et contrairement aux modalités applicables aux autres prestations dispensées par des prestataires non médecins, la prise en charge par l'assurance maladie de ces soins infirmiers est dispensée de l'obligation d'une ordonnance médicale.

Il convient encore de noter que l'idée de base ne visait pas uniquement les prestations des seuls infirmiers, mais aussi les actes thérapeutiques des kinésithérapeutes, même si finalement ces prestations n'ont pas été introduites à l'article 19, alinéa 4. Aussi cette disposition ne vise-t-elle que les personnes dépendantes qui sont maintenues à domicile et qui y bénéficient de prestations en nature de l'assurance dépendance.

Les dispositions prévues à l'article 19, alinéa 4 et 65, alinéa 5 (2e phrase), trouvent leur application pratique au niveau de la section 8 de la nouvelle nomenclature. Cette section 8 de la nomenclature prévoit plusieurs forfaits qui varient selon le lieu de dispensation des soins (maisons de soins, établissements d'aides et de soins) et le type de prestataire (réseaux généralistes, réseaux relevant du secteur handicap).

Il en résulte que la CNS a simplement mis en pratique le système instauré et décidé par le législateur en 1998 et aussi en 2010. La mise en œuvre s'est effectivement fait longtemps attendre, notamment en raison des procédures régissant les travaux de la Commission de nomenclature et de la lourdeur de la modernisation des systèmes informatiques de la CNS. Aussi la gouvernance de la diffusion des informations aurait pu être mieux organisée.

Sous l'impulsion de l'introduction de l'assurance dépendance et d'une nouvelle nomenclature infirmière à partir du 1er janvier 2001, les réseaux d'aide et de soins à domicile connurent jusqu'en 2010 un développement fulgurant de leur activité. Un des corollaires de cette expansion des réseaux d'aides et de soins fut que le nombre d'infirmiers et infirmières exerçant leur métier de façon libérale se réduisait constamment.

Il n'en reste pas moins que les infirmiers et infirmières libérales ont un rôle à jouer dans notre système de soins de santé. Ils apportent une autre façon de travailler découlant de leur mode de fonctionnement entrepreneurial. Pour la CNS, les réseaux d'aides et de soins représentent néanmoins la pierre angulaire de la prise en charge soignante extrahospitalière.

Par rapport à l'aspect financier, des réductions de tarifs au 1er janvier 2015 et au 1er janvier 2017 ont été évoquées. Au 1er janvier 2015, une adaptation technique a eu lieu, découlant de l'effet de rattrapage des négociations de la lettre-clé infirmière pour la période 2013-2014, qui ont seulement pu être menées à terme avec effet au 1er avril 2014. Au 1er janvier 2017, la nouvelle nomenclature et la nouvelle lettre-clé en matière de soins infirmiers sont entrées en vigueur et il échet de constater que le budget alloué au secteur des soins à domicile dans le cadre de l'assurance maladie-maternité a augmenté de trois millions. Néanmoins, certains tarifs individuels peuvent avoir diminués, étant donné que la Commission de nomenclature, en mettant l'accent sur une revalorisation des actes plus spécialisés, a procédé dans le cadre de la révision à une nouvelle répartition des coefficients, pourtant neutralisée par le mécanisme des vases communicants et aussi complétée par l'introduction de nouveaux actes.

Par rapport à l'évolution future en matière de facturation des actes de la part des infirmiers et infirmières libérales, il faut voir qu'il y a dès à présent deux options possibles: soit, les infirmiers et infirmières libérales trouvent un accord avec les réseaux d'aides et de soins existants, soit ils créent eux-mêmes leur propre réseau leur permettant de facturer à l'instar des réseaux existants leurs prestations.

Il convient de noter qu'actuellement déjà certains infirmiers libéraux travaillent pour des réseaux d'aides et de soins et la facturation des prestations se fait par le réseau.

Exposé des motifs: Nomenclature «infirmiers»

Les discussions au sujet d'une révision de la nomenclature des actes et services des infirmiers ont leur origine avant 2010. La CNS avait l'impression qu'au moins une partie des actes étaient surévalués par rapport à leur durée, et par conséquence aussi au niveau de coefficients correspondants depuis la refonte de la nomenclature au début des années 2000 à la suite de l'introduction de l'assurance dépendance. Les organismes représentatifs des prestataires étaient, de leur côté, demandeurs pour l'introduction de nouveaux actes, en argumentant que la nomenclature actuelle ne couvrait pas, ni l'entièreté des attributions de leur profession, ni l'évolution des besoins des patients et des capacités d'encadrement des prestataires.

Au début de ces discussions, la CNS avait chargé une experte, ancienne directrice des soins d'un centre hospitalier, de préparer une révision de la nomenclature sur base du référentiel PRN du secteur hospitalier. La proposition découlant de cette analyse ne trouvait pas l'accord de la COPAS et de l'ANIL, aussi bien en ce qui concerne les aspects méthodologiques que les propositions d'actes et de coefficients en résultant.

La CNS a néanmoins décidé, en janvier 2012, de saisir la Commission de nomenclature d'une réforme de la nomenclature des infirmiers sur base de l'expertise précitée, avec le motif de faire évoluer le dossier avec l'apport de la CEM. La saisine a été complétée par la suite par les observations de la COPAS et de l'ANIL. Le 5 septembre 2014, la CEM a rendu son avis rédigé avec le support de la Philosophischen Hochschule Vallendar (Allemagne). Néanmoins, cet avis ne pouvait apporter de référentiel normatif concluant et proposait en essence, soit de faire évoluer la nomenclature actuelle, soit de rechercher à moyen terme un nouveau mode de financement.

Sur cette base, la Commission de nomenclature a repris le dossier en mains et a finalisé au cours de l'année 2015 un projet de révision de la nomenclature se caractérisant par:

- un large référencement à la nomenclature actuelle avec diverses adaptations au niveau des libellés, des durées standards et des coefficients correspondants, des règles de cumuls, etc., l'introduction de certains nouveaux actes tel qu'en relation avec la nutrition entérale ou l'oxygénothérapie,

- l'alignement des tarifs de prélèvement de sang avec celui inscrit dans la nomenclature des laboratoires,

- l'introduction de forfaits pour les personnes dépendantes en milieu ambulatoire, telle qu'inscrite dans le CSS depuis la réforme de 2010 et à l'instar de ceux existant déjà en milieu stationnaire.

La COPAS et l'ANIL avaient également fait la demande d'inscription d'actes spécialisés, prioritairement inscrits dans la continuité des soins après un séjour en milieu hospitalier. La Commission de nomenclature a néanmoins retenu qu'il n'était pas opportun d'inscrire de tels actes dans la nomenclature des infirmiers et voit plutôt leur cadre dans un futur concept d'hospitalisation à domicile, requérant une base légale propre et un agrément spécifique au niveau du Ministère de la Santé. La CNS s'est engagée de discuter une telle approche avec les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale.

L'objectif initial de la saisine de la CNS était également de procéder par le biais de la révision de la nomenclature des infirmiers aussi à des économies dans l'évolution des dépenses correspondantes, ou au moins à un ralentissement de la croissance soutenue et constante.

Néanmoins le projet de recommandation circonstanciée se résume en essence à une opération neutre au niveau de l'impact financier global. D'un côté, que le projet de budget pour l'exercice 2016 prévoit un maintien de la valeur de la lettre-clé correspondante, de sorte que l'adaptation des coefficients a dû être opérée dans le cadre de l'article 65, alinéa 13 du CSS en application du mécanisme du vase communicant.

Question 2681 (18.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **problématique du radon:**

En réponse à la question parlementaire n°2542 du 8 novembre 2016 au sujet de l'exposition au radon, Madame la Ministre de la Santé a précisé que des mesures sont offertes de manière gratuite concernant les habitations privées et que des visites chez les propriétaires dans les régions à risque dans le nord du pays sont organisées régulièrement pour tenter de baisser les activités en radon. Selon le Gouvernement, un flyer en langues française et allemande a également été présenté lors de la journée européenne du radon le 7 novembre 2016 et qui aurait dû être distribué prioritairement par l'intermédiaire des administrations communales et des cabinets des médecins généralistes des cantons du nord du pays.

Or, selon nos informations, la plupart des citoyens concernés dans les régions à risque dans le nord du pays n'ont pas reçu d'informations sur la problématique du radon, ni reçu une visite de la part des services étatiques concernés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelles sont les mesures et démarches concrètes qui ont été entre-temps entamées voire réalisées sur le terrain?

- Combien de visites chez les propriétaires ont été effectuées jusqu'à ce jour?

- Quelles ont été les conclusions de ces visites?

- Quand le flyer susmentionné sera-t-il distribué afin d'informer et de sensibiliser la population luxembourgeoise sur la problématique du radon?

Réponse (26.01.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Afin de déterminer si une maison est concernée par une concentration en radon élevée, il faut d'abord faire des mesures de la concentration du radon. Ces mesures se font à l'aide d'un détecteur passif, exposé pendant trois mois durant la période hivernale, dans une ou plusieurs pièces habitées de la maison. Comme il y a souvent d'importantes variations entre l'hiver et l'été de la concentration en radon dans les habitations à cause du chauffage ou bien de l'aération des pièces, il est préférable de mesurer entre octobre et avril. C'est donc la pratique retenue par la Direction de la santé.

Toute campagne de sensibilisation se fait idéalement en automne de chaque année afin d'inviter la population luxembourgeoise de faire procéder à un mesurage du radon. La sensibilisation du public, faite lors de la journée européenne du radon le 7 novembre 2016, a d'ores et déjà eu un effet assez important. Suite à cette campagne d'information, 530 demandes ont été enregistrées. Des mesures de la concentration du radon sont actuellement en cours dans toutes ces maisons. Le plan d'action pour aborder de manière plus systématique la problématique du radon prévoira évidemment des campagnes de sensibilisation, qui se feront désormais chaque automne, y compris la distribution de flyers.

En hiver 2014-2015, les mesures de la concentration du radon se sont faites presque essentiellement dans le contexte de l'étude pilote de la commune de Wahl sur environ 200 maisons. La Division de la radioprotection a proposé aux habitants des maisons concernées par une concentration élevée de les conseiller. Jusqu'à présent, douze ménages ont profité de cette offre, ce qui a donné lieu à 19 visites sur place. Il s'y ajoute des échanges par courriel ou par téléphone.

Lors de ces visites, la Division de la radioprotection a réalisé des mesures pour chercher les points d'entrée du radon. Dans certains cas, elle a prêté des enregistreurs électroniques aux propriétaires pour répéter ces mesures sur plusieurs jours. Ceci permet par exemple d'optimiser la ventilation d'une maison. D'autres conseils concernent les méthodes de remédiation offertes par des firmes spécialisées.

Après chaque assainissement, la Division de la radioprotection contrôle de nouveau la concentration du radon.

La plupart des ménages se sont décidés pour une approche itérative en modifiant dans un premier lieu l'aération des maisons. Si dans certains cas, cette mesure simple a déjà eu un effet assez positif, pour d'autres l'effet n'était que marginal et des mesures de remédiation plus importantes sont nécessaires.

Finalement, il y a lieu de noter que toute mesure de remédiation se décide par le propriétaire des habitations. Ainsi, la Division de la radioprotection de la Direction de la santé cherche le dialogue avec le propriétaire et tient compte des situations particulières des maisons. Même si la meilleure solution ne se dégage pas toujours lors d'une première visite et que les rendez-vous se font en fonction de la disponibilité des agents de la Division de la radioprotection, je peux néanmoins assurer les honorables Députés qu'il est donné suite à chaque demande pour une visite en cas d'une concentration élevée de radon.

Question 2682 (18.01.2017) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **cafétéria La Roseraie à Mondorf-les-Bains:**

Le parc communal de Mondorf-les-Bains a été inauguré en 1886.

C'est en 1958 que La Roseraie y a été aménagée en plusieurs étapes pour valoriser le parc. Le 16 juin 2016 la nouvelle Roseraie du parc thermal a été inaugurée. Sur ce site se trouve un local de restauration («cafétéria La Roseraie») non exploité depuis un certain temps.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres sont-ils conscients que la structure matérielle de ce local est en train de se dégrader?

- Le cas échéant, comment l'administration en charge estime-t-elle remédier à cette situation?

- Est-ce que l'ouverture du local est prévue pour la nouvelle saison estivale?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que cet immeuble pourrait jouer un rôle-clé dans la promotion du tourisme de la région?

Réponse commune (22.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant le Domaine thermal Mondorf-les-Bains - cafétéria Roseraie.

L'Administration des bâtiments publics est consciente de la dégradation du bâtiment en question, cependant il est à souligner que les menues réparations d'entretien telles que prévues dans la convention conclue entre le Domaine thermal Mondorf et l'État sont à assurer par le Domaine thermal lui-même.

À ce jour, le bâtiment en question nécessite une remise en état avec assainissement énergétique ainsi qu'une mise en conformité des installations techniques des locaux que mes services sont en train de planifier.

Toutefois, suite à la désaffectation de l'ancien local de restauration, le Domaine thermal projette la mise en place d'un restaurant type «brasserie» et «salon de thé» ainsi que l'exploitation de la terrasse en période estivale. De ce fait, le projet connaîtra une envergure beaucoup plus importante avec des travaux de transformation et d'extension du pavillon existant et de la terrasse.

Vu l'envergure des travaux précités, il s'avère impossible de prévoir une ouverture du local pour l'été prochain.

Question 2683 (19.01.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **«cybergrooming» auprès des mineurs:**

Les jeunes sont initiés à l'utilisation massive d'Internet dès leur plus jeune âge, notamment au niveau de l'accès aux différents réseaux sociaux. Les dangers et abus des réseaux sociaux sont nombreux et divers, de plus, ils évoluent. Le phénomène du «grooming» suscite un intérêt grandissant ces dernières années. On parle de «cybergrooming» lorsqu'un adulte entre en contact avec un mineur afin de le manipuler, surtout dans l'optique de lui faire commettre des actes à caractère sexuel. Il est rappelé que selon la loi du 21 février 2013 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, tant les actes que les tentatives d'exploitation sexuelles sont punissables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre, combien d'actes effectifs de «cybergrooming» ont été déclarés à la police?

2) Combien de plaintes ont été déposées pour tentative de «grooming»?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de former et de sensibiliser davantage les jeunes aux risques et abus liés à Internet, et de promouvoir un usage plus sûr des technologies numériques auprès des jeunes?

Réponse commune (02.03.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question parlementaire de l'honorable Députée donne lieu aux observations suivantes:

ad 1) 2012: une affaire

2013: une affaire

2014: deux affaires

2015: neuf affaires

2016: douze affaires

ad 2) La tentative du délit prévu à l'article 385-2 du Code pénal n'est pas punissable.

ad 3) La police participe activement en tant que partenaire aux initiatives de BEE SECURE Stopline et à ce titre elle sensibilise les jeunes dans le cadre de campagnes de prévention dans les écoles.

Le travail de sensibilisation est important pour rendre les jeunes attentifs aux risques liés à l'utilisation des nouveaux médias et technologies. Ce travail est réalisé notamment par l'initiative BEE SECURE (www.bee-secure.lu).

Depuis belle lurette, le Luxembourg a pris l'initiative de mettre en place une politique de sensibilisation à large échelle, notamment sous l'impulsion du Ministère de l'Économie (Projet CASES). Les premiers cours ont eu lieu en 2008 sous l'appellation «my secure IT». Depuis, le nombre de sensibilisations ne cesse de croître (2009-2010: 288 cours dans les classes, 2015-2016: 810 cours).

À partir de 2010, les interventions ont été obligatoires pour les classes de 7e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Le Luxembourg est le seul pays en Europe à avoir mis en place une telle formation obligatoire. Il faut noter qu'il est prévu, dans le cadre de la «Cyber Security Strategy» du Gouvernement, de les rendre impératives aussi pour les écoles fondamentales au Luxembourg (actuellement les maisons relais et écoles fondamentales accumulent déjà la moitié des sensibilisations annuelles).

Les campagnes annuelles de BEE SECURE complètent ces sensibilisations en groupe. Pendant les six dernières années, BEE SECURE a pu compter sur un réseau de plus de 25 partenaires pour diffuser annuellement plus de 3.000 affiches et 30.000 dépliants. Deux ont abordé directement les phénomènes de «cybergrooming» [(«Not funny, bee fair» (2012-2013) et «Share respect» (2016-2017)].

BEE SECURE développe régulièrement de nouveaux supports éducatifs et promeut des services supplémentaires (p. ex. fil conducteur pour enseignants et éducateurs, concept de sécurité pour les maisons relais,...).

Avec le numéro gratuit de la Helpline de BEE SECURE (8002-1234), les victimes ont la possibilité de contacter des spécialistes qui sont à leur écoute. Le site childprotection.lu réalisé par ECPAT Luxembourg en coopération avec la Police grand-ducale et BEE SECURE offre une plate-forme de contact pour les victimes d'abus.

BEE SECURE est une initiative conjointe du Service national de la jeunesse, du «Kanner- a Jugendtëlefon» et de «securitymadein.lu». Via l'initiative «Digital 4 Education», BEE SECURE est en lien direct avec les autres efforts du MENJE concernant la promotion des TICs.

En ce qui concerne les programmes des branches, la cyberviolence et le cyberharcèlement dans les médias sociaux sont des sujets qui sont traités de manière transversale à travers toutes les disciplines scolaires. De plus, les deux sujets figurent au programme officiel de certaines classes, comme le volet «cybersecurity» en classe de 9e EST. La thématique est traitée dans le cadre des cours d'informatique, notamment en classe de 11e CM.

La Commission nationale des programmes du nouveau cours «Vie et société» est en train d'élaborer un concept pour inclure le sujet dans les différents domaines thématiques.

En outre, la cyberviolence est thématisée et approfondie dans de nombreux projets d'innovation initiés par des écoles fondamentales et secondaires.

Question 2685 (19.01.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **récents propos de l'ex-général bosniaque Atif Dudaković:**

En effet, le très controversé ex-général était, le 14 janvier, l'invité du «Centre islamique au Luxembourg» lors d'une conférence portant le titre «Da li je genocid sudbina Bošnjaka? - Est-ce que le génocide est un destin des bosniaques?» à Luxembourg-Limpertsberg. Selon le «Tageblatt» du 18 janvier, Monsieur Dudaković aurait profité de l'occasion pour mener un discours de haine contre la Serbie («hetzt gegen Serbien»). Selon le précité article portant le titre «Umstrittener Auftritt in Luxemburg», l'ex-général aurait même lancé un appel à la guerre contre la Serbie («Krieg gegen Serbien»).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres furent-ils préalablement au courant de la présence de Monsieur Dudaković le 14 janvier à Luxembourg-Limpertsberg?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer la nature haineuse des propos publics de Monsieur Dudaković reportés par le précité article du «Tageblatt»? Les autorités compétentes se sont-elles renseignées à ce sujet auprès de l'organisateur?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si les autorités judiciaires ont été saisies du dossier?

4. Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous éclairer comment le Gouvernement envisage d'empêcher ce genre de manifestations haineuses à l'avenir?

Réponse commune (14.02.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes et le Ministre de la Justice n'étaient pas informés de la venue au pays de Monsieur Dudaković.

ad 2. En vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, il appartient aux seules autorités de poursuite de donner une qualification pénale éventuelle à des faits précis.

ad 3. Ni les autorités policières, ni les autorités judiciaires n'ont été saisies d'une plainte.

ad 4. Il est rappelé le principe de la liberté d'expression et la liberté de manifester ses opinions en vertu de l'article 24 de la Constitution. Une fois les faits commis, les discours de haine sont punissables en application des articles 454 et 457-1 du Code pénal.

À noter que la Bosnie-Herzégovine fait partie des pays tiers dont les ressortissants sont exemptés de l'obligation de visa pour entrer dans l'espace Schengen.

L'article 34 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration fixe les conditions d'entrée d'un ressortissant de pays tiers jusqu'à trois mois. Il s'agit de la transposition nationale des règles d'entrée «Schengen». Ce texte prévoit que pour entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, le ressortissant d'un pays tiers «ne doit pas être considéré comme constituant une menace pour l'ordre public, la sécurité intérieure, la santé publique ou les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'un des États parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant le Grand-Duché de Luxembourg». Une éventuelle décision de refus d'entrée sur le territoire doit donc nécessairement être prise au moment du franchissement de la frontière extérieure. Une décision de retour conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 29 août 2008 précitée peut, le cas

échéant, être prise pour les mêmes motifs que ceux prévus à l'article 34. Cette décision ne peut être prise que si l'étranger se trouve déjà sur le territoire luxembourgeois.

Question 2687 (20.01.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **poussières fines:**

Laut deutschen Presseberichten wurden neben vielen Augenverletzungen durch Feuerwerkskörper am vergangenen Silvesterabend 4.000 Tonnen Feinstaub und andere Schadstoffe freigesetzt, fast so viel wie der gesamte deutsche Autoverkehr in zwei Monaten produziert. Unzählige Messstationen verzeichneten am 1. Januar 2017 Feinstaubwerte, die weit über dem EU-Grenzwert von 50 Mikrogramm pro Kubikmeter am Tage lagen. Im Vergleich zu anderen Feinstaubquellen wie dem Straßenverkehr kommen beim Feuerwerk Explosivstoffe wie Kaliumnitrat, Schwefel und Holzkohle hinzu, zusätzlich noch Strontium-, Kupfer- und Bariumverbindungen.

Die Experten warnen vor einer besonderen Gesundheitsbelastung in der Silvesternacht und weisen darauf hin, dass das Einatmen von Feinstaubpartikeln in erhöhten Konzentrationen negative gesundheitliche Auswirkungen auf die Menschen bewirkt und langfristig drohen Atemwegserkrankungen sowie Herzkreislaufprobleme. Die WHO schätzt, dass der Feinstaub etwa bei jedem vierten Todesfall aufgrund von Lungenkrebs eine Rolle spielt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und an die Frau Ministerin für Gesundheit stellen:

- Wie hoch lag die Feinstaubkonzentration in Luxemburg am Silvesterabend und an den darauffolgenden Tagen?

- Welche Schlussfolgerungen zieht die Regierung aus den Ergebnissen der Messstationen?

- Welche Maßnahmen will die Regierung einleiten, um die allgemeine Feinstaubbelastung zu verringern?

Réponse commune (27.02.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Ein Ansteigen der Feinstaubkonzentrationen in der Außenluft nach dem Silvesterfeuerwerk ist auch in Luxemburg deutlich in den Stundenmittelwerten zu erkennen. Bei ungünstiger Wetterlage (Windstille, kein Niederschlag, Temperaturinversion) kann die Feinstaubbelastung nach einem Silvesterfeuerwerk gelegentlich zu einer Überschreitung des Tagesmittelwertes von 50 µg/m³ führen. In Luxemburg war dies während der letzten fünf Jahre einmal der Fall an einer Messstelle. Des Weiteren hatte sich die Überschreitung auf einen einzigen Tag (den 1. Januar) beschränkt.

Laut europäischer Richtlinie darf der Tagesmittelwert von 50 µg/m3 nicht mehr als 35-mal pro Jahr überschritten werden. In Luxemburg wurde dieser während der letzten zehn Jahre nie mehr als 18-mal pro Jahr überschritten. Extreme Spitzenwerte, wie zum Jahreswechsel 2016-2017 in Deutschland festgestellt, wurden in Luxemburg noch nicht beobachtet.

Auch wenn die einmalige Überschreitung des Tagesmittelwertes von 50 µg/m3 nicht zu einer Überschreitung des europäischen Grenzwertes führt, sollte dennoch aus Umweltschutz- und Gesundheitsschutzgründen auf persönliches Feuerwerk verzichtet werden. Insbesondere bei ungünstigen Wetterlagen mit Feinstaubepisoden sollte gänzlich darauf verzichtet werden. In solchen Fällen werden dementsprechende Ratschläge von der Umweltverwaltung publiziert. Die aktuelle Feinstaubbelastung kann darüber hinaus über die Internetseite www.emwelt.lu konsultiert werden.

Schon lange warnt die Weltgesundheitsorganisation (WHO), dass das Einatmen von Feinstaub die menschliche Gesundheit gefährdet. Die Erkrankungen reichen von vorübergehenden Beeinträchtigungen der Atemwege bis zu schlimmen Atemwegserkrankungen wie Lungenkrebs oder Herzkreislaufproblemen und Schlaganfall.

Im Vergleich zu anderen Feinstaubquellen, wie Straßenverkehr oder Heizungsanlagen, kommt beim Feuerwerk Schwarzpulver hinzu, das aus Kaliumnitrat, Schwefel und Holzkohle besteht.

Außerdem werden andere Substanzen freigesetzt, wie Strontium, Lithium, Barium, Kupfer, Titan, Aluminium, Zink, Kalium, Calcium, Magnesium, Eisen usw.

Das Gesundheitsministerium überwacht die Zahl der Unfälle, die in den Notaufnahmen der luxemburgischen Krankenhäuser untersucht werden. Sowohl die Umwelt- als auch die Gesundheitsbehörden sind sich bewusst, dass eine höhere Konzentration von Feinstaub in der Luft gefährlich ist und unterstützen alle Maßnahmen die zu einer Reduktion führen können. Es sei darauf hingewiesen, dass in einigen Gemeinden das Abbrennen von Feuerwerken in der Silvesternacht ausdrücklich verboten ist.

Question 2689 (20.01.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme des finances communales:**

En réponse à ma question parlementaire n°2508 du 27 octobre 2016, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a fourni le 9 janvier 2017 les précisions aux questions auxquelles il avait répondu de manière incomplète dans sa réponse du 10 octobre 2016 à la question parlementaire n°2348 du 5 septembre 2016.

Ainsi, Monsieur le Ministre a joint en annexe de la réponse à la question parlementaire n°2508 un tableau global des revenus non affectés des communes FCDF, ICC et IF des années 2013 et 2014 et FCDF, ICC de l'année 2015 sachant que les chiffres de l'IF du compte 2015 ne sont pas encore disponibles.

Ces tableaux étaient censés représenter l'analyse des revenus non affectés selon le schéma de 2012 joint par le Ministre à sa réponse à la question parlementaire n°2348. Or, même en l'absence de toute illustration des variables ayant servi au calcul des ratios à savoir la population (nombre de résidents) et la superficie verte (nombre d'hectares) ainsi que l'absence de toute indication sur le total des revenus non affectés analysés, il semble que l'impôt foncier n'a pas été intégré dans l'analyse. Figurant d'abord dans le total à analyser (FCDF + ICC + IF), il a même été écarté du total (FCDF + ICC) pour l'analyse, de sorte que les tableaux des années 2013 et 2014 ne sont pas comparables au tableau de 2012.

Voilà pourquoi je réitère ma demande précédente (question parlementaire n°2348) de fournir des tableaux comparables à celui de 2012 et de ne pas éliminer les recettes de l'impôt foncier de l'analyse, une analyse se faisant selon la clé du Ministère définie pour suivre objectivement l'évolution des dotations aux communes.

Quant au tableau de l'année 2015, il est regrettable de devoir signaler que les ratios affichés de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2015 sont incompréhensibles voire complètement faux. À titre d'exemple on peut citer le ratio de la dotation totale par habitant de la commune d'Esch-sur-Alzette qui s'élève selon les tableaux fournis aux pages 5 et 6 de l'annexe à 71.681,11 (!) euros. Pour la commune de Pétange ce ratio s'élève à 38.268,16 euros.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il compléter ses tableaux par les variables et les paramètres qui ont été utilisés pour le calcul des différents ratios et par le total des revenus du FCDF, de l'ICC et de l'impôt foncier qui fait partie intégrante de l'analyse?

- Monsieur le Ministre peut-il mettre à disposition de tous les députés les tableaux en question sous forme de fichier informatique du type EXCEL à la base des différents calculs permettant ainsi aux députés de vérifier respectivement appréhender les chiffres publiés par le Ministère?

- Monsieur le Ministre peut-il corriger son tableau de 2015 et présenter un tableau nouveau correct, complet et transparent selon le schéma des tableaux des années précédentes (2012 à 2014) en y intégrant l'impôt foncier, le cas échéant, sous forme d'estimation, si les données de 2015 ne sont toujours pas disponibles?

Compte tenu du fait que pour l'exercice 2017 un certain nombre de mesures fiscales qui avaient été décidées antérieurement pour équilibrer le budget de l'État et qui avaient conduit à des abattements (au détriment des communes) au niveau de l'établissement du montant forfaitaire dans le cadre du FCDF ont été supprimées, je demande à Monsieur le Ministre de l'Intérieur de me faire savoir s'il entend également supprimer (au profit des communes) les abattements en question.

Réponse (17.02.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire ayant trait aux finances communales, je me permets de joindre en annexe les tableaux des années 2013, 2014 et 2015 demandés par l'honorable Député comprenant les variables et les paramètres utilisés pour le calcul des différents ratios évoqués et le total des revenus du Fonds communal de dotation financière, de l'impôt commercial communal et de l'impôt foncier *(annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

Je tiens à préciser que les chiffres de l'impôt foncier de l'exercice 2015 sont estimatifs comme les décomptes en question ne sont pas encore disponibles.

Pour des raisons évidentes, les tableaux afférents sont fournis sous format PDF, le format standard de visualisation et d'échange des documents, ce qui permettra à l'honorable Député d'appréhender les chiffres en question.

Pour ce qui est des futurs abattements au niveau du montant forfaitaire, dont le mode de calcul est déterminé annuellement dans la loi budgétaire, la question sera discutée au moment de l'élaboration du budget de l'État de l'exercice 2018.

Question 2690 (20.01.2017) de **MM. Lex Delles** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **campus scolaire «Geesseknäppchen»:**

Le bâtiment de l'Athénée de Luxembourg datant de 1964 nécessitait des travaux de rénovation de grande envergure. Afin de réduire les désagréments causés par le chantier, il avait été jugé préférable de délocaliser tout l'établissement dans un bâtiment d'accueil temporaire.

Le 9 janvier 2017, après plus de quatre ans de travaux de rénovation, le bâtiment de l'Athénée de Luxembourg a de nouveau accueilli ses lycéens.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Après le déménagement des lycéens de l'Athénée de Luxembourg dans leur bâtiment rénové, quelle sera l'utilité du bâtiment qui a servi comme accueil temporaire?

- Quelle est la capacité maximale du bâtiment d'accueil provisoire?

- Existe-t-il un projet de rénovation pour les autres lycées du campus scolaire Geesseknäppchen? Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils déjà se prononcer sur une date approximative de début et de fin de ces travaux?

- Quel est le concept à moyen et long terme pour le bâtiment d'accueil?

- D'une manière générale, combien d'élèves sont actuellement enseignés sur le campus scolaire Geesseknäppchen?

Réponse commune (06.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations au sujet des infrastructures scolaires sur le Campus Geesseknäppchen.

Dans le cadre de la rénovation du Lycée Michel-Rodange, le bâtiment servira à partir de la rentrée scolaire 2017 de structure d'accueil temporaire pour les besoins dudit lycée. Les travaux de rénovation achevés, il est prévu de mettre la structure temporaire à la disposition des autres bâtiments du Campus Geesseknäppchen devant subir une rénovation substantielle, notamment le Lycée technique École de Commerce et de Gestion.

En ce qui concerne la capacité maximale du bâtiment d'accueil provisoire, il échet de noter que le bâtiment provisoire est conçu pour 1.400 élèves.

Quant au timing des différents travaux de rénovation, il est à préciser que les études pour le projet de rénovation et d'extension du Lycée Michel-Rodange sont actuellement en cours. Le projet de loi y relatif sera déposé à la Chambre des Députés dans les semaines à venir. Après son vote, présumé pour la fin de l'année 2017, un début des travaux est prévu pour 2018 avec une durée de chantier estimée à trois ans et demi.

En ce qui concerne le concept à long terme pour le bâtiment d'accueil, une décision quant à l'utilisation sera prise en fonction de l'avancement des travaux des différents bâtiments du Campus Geesseknäppchen.

Actuellement, plus de 6.000 élèves sont enseignés sur le campus.

Question 2691 (20.01.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **formation à la sécurité obligatoire pour les agents en charge de l'encadrement des enfants:**

L'autorisation d'exploitation octroyée par l'Inspection du travail et des mines (ITM) à un service d'éducation et d'accueil pour enfants (crèche/maison relais) prévoit dans le domaine ayant trait à la formation du personnel:

«Chaque membre du personnel doit recevoir une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé notamment sous forme d'informations et d'instructions.»

Cette obligation comprend notamment la formation sur les premiers secours et l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire la question suivante:

- Les agents en charge de l'encadrement des enfants dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants peuvent-ils être obligés à suivre des cours de formation dans le but de suffire aux prescriptions ci-avant?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Il est vrai que les conditions reprises dans le cadre des arrêtés d'autorisation délivrés au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour les crèches/maisons relais, prévoient notamment que le personnel de ce type d'établissement doit recevoir une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et santé notamment sous forme d'informations et d'instructions.

En ce qui concerne la formation de premiers secours et la formation de l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie, il est précisé que: «Pendant les heures d'ouverture de l'établissement, au moins une personne ayant reçu une formation sur les premiers secours et l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie doit se trouver en permanence dans l'établissement.»

Ces impositions ne font donc que rejoindre les obligations incombant à l'employeur conformément aux dispositions du Livre III, Titre 1er, du Code du travail, qui prévoient notamment que:

«…L'employeur doit s'assurer que chaque salarié reçoive une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé…».

Cette obligation de l'employeur est reprise par les autorisations délivrées au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pour les établissements en question et ne représente par conséquent aucune charge supplémentaire à l'égard de l'employeur.

Il va de soi que les conditions de formation (premiers secours, à la lutte contre l'incendie, l'évacuation des personnes, etc.) précisées dans les autorisations sont par conséquent indispensables afin de satisfaire à l'objet de la loi sur les établissements classés et de garantir la validité de l'autorisation.

Question 2692 (20.01.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **nouvelle arme de service de la Police grand-ducale:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2318, Monsieur le Ministre avait confirmé que, conformément à la législation sur les marchés publics, l'acquisition de pistolets de calibre 9 mm x 19 pour les besoins de la Police grand-ducale avait fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres européenne et que la police effectuait des tirs d'évaluation avec les armes proposées.

Selon des articles de presse, la police aurait confirmé que le choix final serait tombé sur le pistolet semi-automatique SFP9 qui deviendrait donc la nouvelle arme de service de la police. La livraison des armes s'effectuerait progressivement à partir de mi-2017.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits reportés par la presse?

- Dans l'affirmative, pourquoi est-ce que cette arme a été finalement choisie? Quels sont les résultats des tirs d'évaluation et quels sont les arguments en faveur du pistolet SFP9?

- Quand est-ce que l'entraînement aux nouvelles armes démarrera et comment sera-t-il organisé exactement? La presse reporte sur ce point qu'une épreuve finale serait prévue. Si tel est le cas, est-ce que l'ensemble du cadre policier doit passer ce test? Quelles seront les composantes de cette épreuve?

- À quel moment Monsieur le Ministre envisage-t-il que tous les policiers seront équipés et opérationnels avec la nouvelle arme?

- Lors de la réunion de la Commission de la Force publique en date du 23 novembre 2016, Monsieur le Ministre avait indiqué que les anciens revolvers seraient éventuellement repris par l'armurier. Est-ce que ceci sera effectivement le cas et, sinon, comment les anciens revolvers seront-ils disposés?

Réponse (31.01.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Je confirme que le choix s'est porté sur le pistolet HK SFP9 TR et que la livraison est prévue vers la moitié de l'année 2017.

Conformément aux dispositions du cahier des charges, la police a effectué des tirs d'évaluation avec les armes proposées par les deux soumissionnaires qui ont remis une offre. Le choix de l'arme s'est fait suivant des critères d'évaluation techniques, pratiques et économiques.

La formation comprend une partie théorique dispensée à l'École de police et une partie pratique dispensée au stand de tir de la police. Il est prévu de valider la formation par un test pratique afin de garantir que le personnel soit à même de manipuler ce nouvel équipement en toute sécurité. Tout le personnel policier échangera son revolver contre le nouveau pistolet à la fin de la formation et suite à la réussite du test. Le policier dont les résultats auront été insuffisants sera rappelé à une séance de formation complémentaire afin d'atteindre le niveau requis.

Suivant les capacités logistiques du stand de tir, l'échange des armes se poursuivra probablement jusqu'au début du 2e trimestre 2018.

Les revolvers seront déclassés par la police, qui me présentera en temps utile une proposition sur le sort à réserver à ces armes.

Question 2695 (24.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **véhicules diesel:**

Il nous revient que le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures aurait à maintes reprises annoncé vouloir interdire l'immatriculation de nouvelles voitures diesel dès l'année 2025.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

2) Quelle est la position officielle du Gouvernement?

3) Quels sont les motifs qui justifieraient une interdiction totale des voitures diesel?

4) Est-ce que le Gouvernement envisage également des restrictions de circulation au niveau des voitures à essence?

5) Est-ce que le Gouvernement envisage également des restrictions de circulation au niveau des camions et autobus?

Réponse (23.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans l'étude stratégique sur la «Troisième révolution industrielle» pour le Grand-Duché de Luxembourg, une des cinq recommandations stratégiques dans le pilier mobilité est la suivante:

«Le développement rapide de la mobilité sans émissions s'appuyant sur les véhicules électriques et la mobilité active est une priorité essentielle pour atteindre une réduction considérable des émissions. La vision pour le Luxembourg est d'avoir une flotte 100% électrique de voitures particulières et de transports publics d'ici 2050. De nouvelles mesures doivent être prises afin de favoriser le passage à l'électrique pour toutes les voitures particulières et les transports publics d'ici 2025, tout en surveillant l'évolution et la commercialisation de l'automobile électrique.»

ad 1) Ainsi, Monsieur le Secrétaire d'État s'est basé sur cette recommandation de l'étude stratégique et a ainsi mis en évidence qu'une discussion sur la décarbonisation complète du secteur du transport doit être menée au Luxembourg. D'ailleurs, dans d'autres pays européens, comme par exemple la Norvège, les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark et l'Allemagne, les discussions sur une interdiction de nouvelles immatriculations de voitures thermiques au-delà de l'horizon 2025 ou 2030 sont aussi en cours.

ad 2), 3), 4) et 5) Lors du Conseil de Gouvernement du 11 novembre 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie a soumis l'étude stratégique «The Third Industrial Revolution Strategy» et il a été décidé de retenir le résumé de l'étude comme orientation générale pour le développement futur du pays.

Ainsi, aucune mesure d'interdiction pour véhicules à moteur thermique est envisagée à ce stade et la politique du Gouvernement est de promouvoir la transition vers la décarbonisation du secteur du transport par des moyens comme les nouvelles mesures d'incitations pour véhicules à zéro ou à faibles émissions, telles qu'introduites par la réforme fiscale en 2017.

Question 2697 (25.01.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**épidémie de grippe:**

Selon un article paru récemment dans la presse écrite, en France, environ 8.100 décès en excès, toutes causes confondues, auraient été observés depuis le début de l'épidémie de grippe vers la mi-décembre jusqu'au 8 janvier. Trois quarts de ces décès, dont la majorité concerne des gens de plus de 85 ans, seraient dus à la grippe. Au niveau national, la hausse de la mortalité aurait atteint, tous âges confondus, 20% lors de la dernière semaine de décembre et 28% lors de la première semaine de janvier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Existe-t-il de telles statistiques pour le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, a-t-on également chez nous constaté une surmortalité suite à l'épidémie de grippe?

Réponse (16.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

La grippe causée par le virus influenza survient le plus souvent au Luxembourg vers janvier et février. Cet épisode a une durée d'environ deux mois. Le Laboratoire national de santé (LNS) suit l'évolution de la grippe au Luxembourg moyennant son système de surveillance Sentinelle.

Cette saison-ci, la grippe a débuté au Luxembourg fin décembre 2016 et a atteint son pic en mi-janvier 2017. Le nombre de cas semble actuellement aller en diminution. En parallèle à cet épisode, on constate une augmentation du nombre de décès, toutes pathologies confondues.

L'Inspection sanitaire de la Direction de la santé suit le nombre hebdomadaire de décès et a constaté que ce nombre est passé, d'une moyenne hebdomadaire d'environ 80 décès, à environ 120 décès par semaine à la mi-janvier 2017. Ce phénomène est constaté tous les ans lors de l'épisode grippal. Le surplus de décès survient principalement auprès de personnes ayant des problèmes de santé graves et qui se trouvent en fin de vie. Les décès ne sont souvent pas directement dus à la grippe elle-même, mais sont la conséquence de l'infection virale aggravant les problèmes de santé préexistants. Souvent, l'on constate à la terminaison de l'épisode grippal un nombre hebdomadaire de décès inférieur à la moyenne. Cette mortalité plus élevée pendant l'épisode grippal, suivie d'une mortalité observée moindre à la fin de celui-ci, peut-être interprétée du fait que des personnes en fin de vie décèdent plus tôt que ce qui était initialement prévu par les médecins les suivant, en raison de la grippe. Nous ne sommes donc pas confrontés à une surmortalité proprement dite, mais plutôt à un décalage temporel de la mortalité.

Annexes:

Sentinelle grippe:

http://www.lns.public.lu/statistiques/grippe/2016-2017/1704/

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2700 (26.01.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **langue luxembourgeoise:**

Dans un article apparu dans le «Luxemburger Wort» en date du 1er octobre 2016, le Ministre fait souligner que le Gouvernement envisage d'introduire une demande pour que le luxembourgeois soit reconnu comme l'une des 24 langues officielles de l'Union européenne. Confirmé à l'émission «Invité vun der Redaktioun» de RTL Radio du 5 octobre 2016, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale précise que le Gouvernement est en train d'analyser les conditions en vue d'une éventuelle reconnaissance du luxembourgeois au niveau de l'UE. Dans la mesure où cette proposition a déjà été évoquée dans le passé, le Ministre suggère que le «Fact finding misst relativ schnell gemaach sinn» et que le Gouvernement devrait par la suite se positionner.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Messieurs les Ministres, est-ce que le Gouvernement a entamé une analyse pour faire connaître les conditions et obligations en vue d'une éventuelle reconnaissance du luxembourgeois au niveau de l'UE?

- Est-ce qu'un avis juridique a été demandé?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions tirées de l'analyse et de l'avis?

Réponse commune (14.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée concernant la désignation de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, nous pouvons vous communiquer les informations suivantes:

Le Gouvernement a suivi deux pistes qu'il a analysées:

- D'abord, la reconnaissance du luxembourgeois en tant que langue officielle de l'UE fondée sur le règlement européen n°1 de 1958 portant fixation du régime linguistique de la Communauté économique européenne.

Une analyse juridique a conclu qu'effectivement une application de l'article 8 de ce règlement pouvait servir de base réglementaire pour appuyer une démarche politique au niveau du Conseil européen.

Cependant, pour qu'une telle initiative puisse aboutir, le Luxembourg se verrait dans l'obligation de justifier sa démarche. Dans ce contexte, l'avis juridique a conclu que «l'ambiguïté du statut constitutionnel du luxembourgeois dans le texte actuel de la Constitution» pourrait «donner lieu à des discussions sur le plan diplomatique».

Ainsi, une clarification du statut de la langue luxembourgeoise à travers une inscription dans la Constitution pourrait s'avérer nécessaire pour légitimer une éventuelle reconnaissance en tant que langue officielle de l'Union européenne.

Or, la réforme de la Constitution n'étant pas sur le point d'aboutir, le Gouvernement a décidé de ne pas poursuivre cette démarche.

- Dans le cadre de la Présidence européenne en 2005, le Gouvernement luxembourgeois s'était investi pour négocier l'option d'une éventuelle valorisation de la langue luxembourgeoise au niveau européen. Ainsi, les conclusions retenues par le Conseil des ministres prévoient la possibilité pour les États membres d'obtenir la reconnaissance d'une langue utilisée sur la totalité ou une partie d'un territoire national en négociant des «arrangements administratifs».

Considérant que cette piste a le bénéfice d'avoir été négociée pour le cas de figure du Luxembourg, d'être réalisable à court terme et réaliste quant à son aboutissement, le Gouvernement a décidé de prendre en compte cette deuxième possibilité.

Question 2701 (26.01.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **financement des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse:**

La décision du nouveau Président des États-Unis de couper les fonds aux organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'information sur et l'accès à l'interruption volontaire de grossesse toucherait, selon des estimations citées par la presse internationale, quelque 60 organisations au niveau mondial. Les pertes financières seraient d'environ neuf milliards de dollars.

La Ministre à la Coopération et au Développement néerlandaise vient d'annoncer aujourd'hui que les Pays-Bas envisagent la création d'un fonds international pour «compenser autant que possible le coût financier» de la décision du Président Trump pour les organisations non gouvernementales touchées. La Ministre a encore annoncé qu'elle prendra contact avec ses homologues pour lancer la collecte des fonds.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il l'intention de participer au financement de ce fonds?

Réponse (28.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Comme indiqué dans le communiqué officiel du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire du 30 janvier 2017, le Luxembourg apporte son soutien politique à l'initiative néerlandaise «She Decides - Global Fundraising Initiative» visant à garantir le financement des institutions multilatérales et des ONG dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive dans les pays en développement afin de pallier au moins partiellement aux conséquences négatives de la promulgation du décret présidentiel américain annonçant la suspension de la coopération des États-Unis avec les entités visées.

Avec la Belgique, la Suède et le Danemark, le Luxembourg a été parmi les premiers pays à annoncer leur soutien à l'initiative «She Decides» de la Ministre néerlandaise Lilianne Ploumen.

Le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire a ainsi l'intention de revoir à la hausse les contributions nationales aux agences des Nations Unies affectées, notamment l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population, qui gère notamment des programmes de santé maternelle et de fournitures pour des services de planning familial dans les pays en développement.

Lors de la conférence internationale «She Decides» à l'initiative des ministres néerlandais et belges en charge de la coopération qui aura lieu le 2 mars à Bruxelles, Romain Schneider donnera une première indication de l'envergure de la contribution financière en question.

Traditionnellement le Luxembourg soutient les efforts des acteurs de coopération au développement dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, que ce soit dans le cadre de l'agenda 2030 des Nations Unies pour un développement durable ou encore au sein des instances de l'Union européenne, notamment dans l'élaboration du «Plan d'Action Genre» de l'UE adopté le 26 octobre 2015 sous présidence luxembourgeoise et couvrant la période de 2016 à 2020.

Il convient également de rappeler dans ce contexte les stratégies «genre» et «santé» de la coopération luxembourgeoise, disponibles sur son site web et qui établissent les bases générales d'action en la matière.

Question 2702 (26.01.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **développement de la filière avicole:**

Dans l'évolution ex ante du programme de développement rural 2014-2020 (PDR), le Luxembourg a indiqué à la Commission européenne qu'une des faiblesses de l'agriculture luxembourgeoise consistait dans le manque d'entreprises spécialisées dans l'emballage d'œufs ou l'abattage/découpe de volaille au Luxembourg. Le Ministère a également annoncé qu'une filière de production de volaille de qualité d'origine luxembourgeoise serait en cours de développement.

En effet, malgré la grande demande d'œufs et de volailles, cette filière ne semble toujours être qu'une production de niche au Luxembourg.

Afin de mieux connaître la situation du Grand-Duché dans ce domaine, j'aimerais poser les

questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement de la filière avicole au Grand-Duché depuis 2007 (nombre d'éleveurs, nombre d'animaux abattus par année, surfaces réservées aux volailles traditionnelles et certifiées, aux volailles labels, aux volailles bio, etc.)?

2. Comment le marché domestique des volailles en termes d'exportations et d'importations de poulets se présente-t-il? Quelles parts les producteurs étrangers occupent-ils sur notre marché domestique?

3. Dans le cadre de la loi agraire, existent-ils des aides spécifiques au développement de production de niche comme celle de la volaille?

4. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant le projet de lancement d'une filière de production de volaille de qualité d'origine luxembourgeoise?

5. Monsieur le Ministre peut-il également fournir des précisions sur la production d'œufs au Luxembourg?

Réponse (28.02.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. La filière avicole au Luxembourg comporte d'une part la production d'œufs et d'autre part la production de viande de poulet (volaille de l'espèce Gallus gallus) et de viande d'autres espèces de volaille (dinde, oie, canard,...). Toutefois ces dernières productions n'ont qu'un caractère marginal au Luxembourg.

Le cheptel de volaille est recensé chaque année au cours de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles (Statec et SER).

Pour les poules pondeuses, le cheptel a augmenté continuellement, passant de 64.000 en 2007 à 100.000 poules pondeuses en 2014 et stagne depuis lors (95.000 poules pondeuses en 2015). Le nombre d'exploitations détenant des poules pondeuses a diminué au cours de cette période et s'élève en 2015 à 361 exploitations. Une partie du cheptel de poules pondeuses est élevé en mode de production biologique (11.000 poules pondeuses en 2015).

Pour les poulets de chair, le cheptel est resté relativement stable au cours de cette même période. Il s'élève à 18.000 poulets de chair en 2015. Le nombre d'exploitations détenant des poulets de chair est faible mais stable. Il s'élève en 2015 à 48 exploitations. La majeure partie du cheptel de poulets de chair est élevé en mode de production biologique (15.000 poulets de chair en 2015).

ad 2. La production de viande de volaille (poulets de chair, poules pondeuses réformées et autre volaille) et d'œufs est calculée à partir des cheptels respectifs et des données de rendement au niveau des différentes productions.

Pour les œufs, la production s'élevait en 2015 à 1.952 tonnes d'œufs, les importations étaient de 3.079 tonnes et les exportations de 135 tonnes.

Pour la viande de volaille, la production calculée sur base du cheptel s'élevait en 2015 à 199 tonnes poids carcasse. Les importations de viande de volaille s'élevaient en 2015 à 13.097 tonnes et les exportations à 513 tonnes. Une très grande partie des volailles produites au Luxembourg est abattue dans les pays voisins, principalement en Belgique, vu l'absence d'abattoir spécialisé en volaille au Luxembourg, et revient ensuite au Luxembourg comme viande de volaille. De ce fait, le chiffre des importations de viande de volaille renferme également en partie de la volaille produite au Luxembourg mais abattue dans un pays voisin.

ad 3. Les aides aux investissements dans les exploitations agricoles suivant la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales sont prévues pour des biens immeubles et biens meubles. Le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 portant exécution des titres I et II de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales établit dans l'annexe II la liste des investissements éligibles aux aides. Les investissements dans les établissements d'aviculture sont des investissements éligibles aux aides.

L'exploitant agricole à titre principal qui remplit les critères de l'article 3 bénéficie d'une aide de 40 pour cent du coût calculé des investissements pour les biens immeubles. Ce taux de l'aide est majoré de 15 points de pourcentage pour les investissements réalisés par le jeune agriculteur dans le cadre de son activité agricole au cours des cinq premières années à compter de la date d'installation et avant qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans.

L'exploitant agricole à titre principal qui ne remplit pas les critères de l'article 3 et l'exploitant à titre accessoire bénéficie d'une aide de 25 pour cent du coût calculé des investissements pour les biens immeubles.

L'application du système des critères de sélection fait bénéficier de dix points les projets dans une production présentant un faible degré d'autoapprovisionnement, dont fait partie la production avicole. De cette manière, ces projets sont mieux classés et privilégiés lorsque la somme des aides prévisionnelles de tous les projets admis à la sélection dépasse l'enveloppe budgétaire.

ad 4. Maintes difficultés (acquisition des autorisations requises, oppositions formelles de la part d'initiatives de citoyens, besoin de révision du plan d'aménagement général d'une commune concernée en lien avec l'affaire traitée devant la Cour administrative) ont en effet considérablement retardé, voire même remis en question le lancement du projet de construction de cinq fois deux étables à 6.500 poulets dont l'objectif est la mise en place d'une filière nationale de production de poulets de chair de qualité.

Parmi les cinq exploitations ayant initialement entrepris des démarches d'autorisations de construction, deux exploitations ont abandonné le projet de construction de poulaillers suite aux difficultés rencontrées et le risque de conflit potentiel avec les citoyens. À noter que les initiateurs du projet n'ont cessé d'engager des efforts dans la communication et la sensibilisation des représentants des administrations communales et «Biergerinitiativ». Ils ont également déployé des efforts pour la recherche de nouvelles exploitations agricoles potentiellement intéressées à la participation à une telle filière.

Malgré toutes ces difficultés, il s'y réinstalle, parmi les acteurs concernés, un certain optimisme concernant la réussite finale du projet. Ainsi, ils préconisent de lancer dorénavant le projet avec les trois exploitations restantes: un déphasage des productions sur les étables restantes permettrait en effet d'assurer une certaine régularité dans l'approvisionnement de certaines filières du supermarché concerné.

En même temps, les acteurs continuent leur quête pour de nouvelles exploitations prêtes à s'engager dans cette démarche à fort potentiel afin de combler les déficits de production et d'assurer un approvisionnement régulier en poulets de chair de qualité. Ainsi, la faisabilité d'une extension du projet auprès d'une à deux nouvelles exploitations potentiellement intéressées est en cours d'analyse.

ad 5. À l'heure actuelle, huit exploitations détiennent des poules pondeuses avec un cheptel supérieur à 1.000 poules (seules les exploitations détenant un cheptel supérieur à 1.000 poules pondeuses sont reprises dans les statistiques). La taille des exploitations varie de 1.000 à 48.000. Le cheptel moyen par exploitation est de 12.500 poules. L'effectif national des poules pondeuses s'élève à 100.430. Parmi les huit exploitations, cinq exploitations opèrent suivant le mode de production conventionnelle (91.200 poules pondeuses) et trois exploitations suivant le mode biologique (9.230 poules pondeuses). Deux nouvelles exploitations biologiques (5.000 poules pondeuses) sont en train de mettre en place des projets de construction.

Les œufs biologiques sont collectés, triés et distribués par une société spécialisée. La même société introduit aussi des œufs biologiques à partir d'autres États membres pour satisfaire à la demande croissante en œufs biologiques.

Concernant le mode de production conventionnelle, trois exploitations s'occupent du triage, de la distribution et de la vente des œufs. Une exploitation agricole produit de l'œuf liquide. Cette entreprise est aussi certifiée en production biologique.

Question 2703 (26.01.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **consommation de cannabis:**

Dans un communiqué, le Ministère de la Santé avertit contre les risques sanitaires accrus liés à la consommation d'herbe de cannabis contenant des cannabinoïdes synthétiques. Ces cannabinoïdes synthétiques sont plus puissants que les cannabinoïdes naturels et peuvent induire des symptômes tels que nausée, crampes, vomissement ou perte de conscience. À l'étranger, plusieurs décès ont déjà été rapportés suite à l'usage de cannabinoïdes synthétiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, est-ce que des personnes présentant les symptômes décrits cidessus ont déjà été hospitalisées au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

Réponse (08.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Sur le plan national, aucun cas d'hospitalisation causée de façon documentée par la consommation de cannabinoïdes synthétiques n'a été rapporté à mes services à ce jour.

Pour ce qui est du cas à l'origine du communiqué de presse, cité par l'honorable Parlementaire, il s'agit d'une personne qui avait consommé de l'herbe de cannabis, acquise au Grand-Duché de Luxembourg et qui, suite à son usage, a rapporté les symptômes en question auprès d'un service de consultation spécialisé en matière de drogues et d'addictions. L'analyse d'un échantillon du produit consommé a ensuite permis de détecter la présence de cannabinoïdes synthétiques.

Question 2704 (27.01.2017) de **MM. Edy Mertens**, **Gusty Graas** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant l'**application mobile pour l'assurance maladie:**

En 2013 l'assurance maladie française a mis à disposition de ses assurés une application mobile qui permet de suivre et de gérer leurs comptes personnels, et ceci depuis leurs smartphones ou tablettes.

En effet, cette application offre, entre autres fonctionnalités, la possibilité de consulter le détail des remboursements des frais de santé, de vérifier la bonne transmission de certaines informations ou de télécharger des attestations.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette application?

- Sous réserve du respect des normes relatives à la protection des données, est-ce qu'une telle application serait envisageable au Luxembourg?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre serait-il disposé à lancer une étude de faisabilité?

Réponse (28.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il est prévu qu'à partir d'avril 2017, le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) va mettre en place pour compte des caisses de maladie (Caisse nationale de santé, Caisse de maladie des fonctionnaires, Caisse de maladie des employés publics et communaux et Entraide médicale des CFL) les fonctionnalités et démarches électroniques suivantes pour les assurés affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise:

- consultation sur écran des sources authentiques, notamment les données personnelles de l'assuré concernant l'affiliation et les coordonnées bancaires;

- demande de certificat provisoire de remplacement de la carte de sécurité sociale/carte européenne d'assurance maladie;

- demande d'attestation de droit aux prestations en nature nécessaire lors d'un séjour temporaire;

- demande de certificat de coassurance;

- demande de changement du compte bancaire/postal auprès d'une caisse de maladie.

Les certificats et attestations sont établis à la demande de l'assuré. Les démarches s'appuient sur les sources authentiques pour le préremplissage du formulaire de demande électronique. Toute démarche et consultation pourra être réalisée par l'assuré sur la plateforme «myGuichet.lu» permettant une authentification forte.

À cela s'ajoute un module «e-delivery» qui, sur demande du citoyen, permet de remplacer le courrier postal par un dépôt électronique dans l'espace «myGuichet.lu» du citoyen. Le choix pour le dépôt électronique est réversible et se fait, comme la consultation et l'impression des documents, à travers la plateforme «myGuichet.lu». Un premier type de document déposé sera le «détail de remboursement». D'autres dépôts de documents suivront au fur et à mesure.

Le CCSS s'est aligné sur la stratégie de l'État (CTIE) et publiera tous les services en ligne par «myGuichet.lu». À cet effet, il est important de noter que la plateforme «myGuichet.lu» n'est, à l'heure actuelle, pas prête pour des accès en mode authentification forte par appareils mobiles (smartphones ou tablettes). D'après mes informations, ce problème sera résolu par le CTIE au plus tôt pour fin 2017, début 2018 et sera limité à des authentifications fortes du type «Token».

Question 2705 (27.01.2017) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant les **perturbations sur la ligne 10 du réseau national des chemins de fer:**

Ces derniers mois, la ligne 10 du réseau national des chemins de fer (Luxembourg-Mersch-Ettelbruck-Diekirch-Wiltz-Troisvierges-Gouvy) connaît de fréquentes perturbations. Les utilisateurs ont été informés qu'une panne technique au niveau de Dommeldange était à l'origine des retards respectifs. Étant donné que cette ligne est empruntée par de nombreux élèves afin de se rendre dans les établissements scolaires situés aux environs de la gare de Mersch, les perturbations risquent de déranger le déroulement des cours.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite? Peut-il m'informer quant au nombre de perturbations sur la ligne 10 ces derniers mois?

- Existe-t-il un défaut particulier causant des retards?

- Le cas échéant, des travaux de maintenance sont-ils prévus pour remédier à la situation et pour garantir un service fiable aux utilisateurs?

Réponse (17.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au niveau de la gare de Dommeldange, onze dérangements avec conséquences opérationnelles ont été notés entre novembre 2016 et janvier 2017. Ces onze dérangements peuvent être regroupés comme suit:

- six dérangements ont été provoqués par le fait de tiers: endommagement du bras de barrière du passage à niveau par un camion à trois reprises, dégât causé au pont de Clausen par une bétonneuse, personnes sur les voies et problèmes de signalisation routière au passage à niveau;

- quatre dérangements sont liés à un dérangement technique au niveau de l'infrastructure et

- un dérangement est lié à un train en détresse.

Pour l'ensemble de la Ligne du Nord, 28 dérangements d'ordre technique en novembre 2016, 21 en décembre 2016 et 24 en janvier 2017 ont été enregistrés. Parmi ces dérangements, 19 concernent des passages à niveau. En date du 5 décembre 2016, un enchaînement de perturbations techniques sur les installations et le matériel roulant a eu des répercussions importantes sur les retards et suppressions de trains sur la Ligne du Nord.

À ces incidents propres à la Ligne du Nord s'ajoutent ceux sur les autres lignes ayant des répercussions sur la Ligne du Nord. La gare de Luxembourg constitue en effet le nœud ferroviaire le plus important du réseau ferré national de sorte que des retards y générés sont susceptibles de se profiler sur toutes les lignes. La ponctualité des trains de voyageurs s'en ressent également. Le taux de ponctualité a chuté de 3% entre la période de janvier à octobre 2016 et la période de novembre 2016 à janvier 2017.

Comme le montrent les exemples ci-dessus, il n'existe pas de défauts particuliers et répétitifs pouvant expliquer les perturbations. Les causes des incidents sont d'origines diverses. On peut toutefois noter comme dénominateur commun pour les dérangements aux infrastructures une utilisation plus intense de l'infrastructure. En outre, il est précisé que le nombre de clients du rail a augmenté de 50% durant la dernière décennie pour atteindre quelque 22,5 millions de voyageurs transportés en 2016. Cette croissance, en corrélation directe avec une augmentation de l'offre, conduit à une saturation progressive du réseau ferré national. Les chantiers importants en cours à proximité de la gare de Luxembourg, plus particulièrement la construction des deux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et de Howald, entraînent une diminution temporaire de la capacité du réseau et de la robustesse des horaires. Par ailleurs, l'augmentation de la fréquence des incidents en pé-

riode hivernale peut s'expliquer par les conditions météorologiques.

De nombreuses actions sont entreprises pour tenter de diminuer au maximum le nombre de perturbations déplorées:

- Tout d'abord, pour remédier aux incidents aux passages à niveau, dont les causes sont essentiellement liées à un comportement non sécuritaire de tierces personnes, des campagnes de sensibilisation s'adressant aux usagers de la route et aux piétons sont menées régulièrement par le service Sécurité des CFL sous forme de dépliants, de communiqués de presse, de distributions de brochures et d'actions «coup de poing» en collaboration avec la Police grand-ducale. Des actions de sensibilisation sont également menées dans les écoles fondamentales et les lycées.

- Outre les campagnes de sensibilisation, un programme de suppression de passages à niveau est en train d'être réalisé. Ainsi par exemple, les suppressions des passages à niveau n°13 à Dommeldange et n°17 à Walferdange sont prévues pour la fin de cette décennie.

- En 2016, les CFL ont entamé une étude avec le bureau suisse SMA, spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation. Cette étude tient compte de la saturation actuelle du réseau, tout en analysant les causes des retards actuels des trains, et propose un nouveau concept horaire 2018. Les objectifs de ce nouvel horaire, qui entrera en vigueur le 10 décembre 2017, sont d'un côté de contrecarrer les retards actuels des trains et de l'autre côté d'intégrer les dessertes des futurs arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald, ce qui engendrera des modifications par rapport au schéma de desserte actuel.

- Ensuite, les postes directeurs de la Ligne du Nord vont être entièrement renouvelés dans les prochaines années. Les travaux débuteront dès 2019 par les postes directeurs de la partie Sud. Il est prévu que toute la ligne soit renouvelée à l'horizon 2022-2023. Les installations de signalisation des nouveaux postes directeurs reposeront sur une technologie moins sensible aux intempéries, ce qui devrait permettre de réduire sensiblement le nombre de dérangements aux installations d'infrastructure.

- Enfin, des travaux de renouvellement des voies ont déjà eu lieu et se prolongeront, tronçon par tronçon, durant les prochaines années. Le renouvellement de huit appareils de voie en gare de Lorentzweiler et trois en gare de Goebelsmühle est prévu pour l'année 2017. En 2018, des travaux liés à la voie sont prévus à Mersch et à Lorentzweiler.

- Quant aux perturbations causées par des problèmes techniques aux engins moteurs, elles font l'objet d'un suivi hebdomadaire et sont assorties de plans d'actions rigoureusement suivis. Pour augmenter la disponibilité du matériel roulant, les CFL ont mis en place un nouvel atelier central et des séances de travail supplémentaires durant la nuit et les week-ends.

Question 2706 (27.01.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **blocage de virements en relation avec Cuba:**

Il me revient que certaines banques luxembourgeoises bloqueraient des virements effectués par des organisations humanitaires au motif d'appliquer la régulation bancaire dans le cadre de l'embargo américain contre Cuba. Même de simples versements de cotisations de la part de membres de ces organisations seraient refusés.

Récemment, une organisation non gouvernementale reconnue et cofinancée par l'État, œuvrant pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants à Cuba, s'est ainsi vu refuser un virement qui constituait une contribution pour venir en aide aux localités dévastées par l'ouragan Matthew en octobre 2016, vers le compte d'une banque en Belgique.

Cette pratique de blocages aurait, d'après mes informations, débuté il y a quelques années seulement, alors que l'embargo américain, évoqué par les banques pour justifier ces blocages, est en place depuis le début des années 1960.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances a-t-il connaissance de tels refus de virement en relation avec Cuba par des banques luxembourgeoises? Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas similaires concernant des organisations humanitaires œuvrant pour le bien d'autres pays que Cuba?

- Si oui, quelle est la base légale invoquée pour justifier ces blocages? Monsieur le Ministre est-il d'avis que la législation invoquée est appliquée correctement par les banques?

- De l'avis de Monsieur le Ministre, faudrait-il revoir la régulation bancaire actuelle de manière à éviter de tels incidents?

Réponse (24.02.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il convient, d'emblée, d'indiquer que les établissements bancaires au Luxembourg sont tenus à respecter les sanctions financières décidées, notamment, par l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies. Quant aux régimes de sanctions financières décidés par des pays tiers et aux obligations éventuelles qui en découleraient pour les établissements bancaires au Luxembourg, il s'agit de procéder à un examen au cas par cas en tenant compte de tous les éléments des dossiers respectifs.

Partant, sous réserve de plus amples informations sur la base légale ou procédure exacte évoquée dans le cas en question, il nous est impossible de nous prononcer sur les motifs du refus de procéder à la transaction invoquée.

D'une manière générale, il est utile de rappeler que la CSSF est compétente pour recevoir les réclamations des clients des professionnels soumis à sa surveillance et pour intervenir en tant qu'intermédiaire auprès de ceux-ci afin de chercher à régler ces réclamations à l'amiable.

Question 2707 (27.01.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**accès aux tables à langer dans les locaux sanitaires publics:**

La chute d'une table pendant le changement de langes est une des premières causes d'accident pendant la 1re année de la vie d'un bébé.

La norme européenne définit les exigences de sécurité applicables aux tables à langer. Il s'agit notamment de la stabilité d'ensemble de la table à langer soumise à une charge, de l'efficacité des protections latérales pour limiter le risque de chute et de l'absence d'espace ou de pièce mobile présentant un risque de coincement des doigts, etc.

La plupart du temps, les espaces bébé dans les toilettes publiques se trouvent dans les toilettes femmes ce qui présuppose que l'hygiène et le bien-être des enfants est une affaire strictement féminine.

Ainsi, les pères doivent pousser la porte des toilettes femmes pour changer la couche de leurs petits.

L'idéal serait, dans les lieux publics, une vraie zone de change distincte des toilettes femmes ou hommes.

Aux États-Unis, la proposition de loi dite «BABIES Act» (pour «Bathrooms Accessible in Every Situation», pour «toilettes accessibles dans toutes les situations») a été votée à l'unanimité et signée par le président Barack Obama le 7 octobre 2016.

Une solution intermédiaire serait que les toilettes réservées aux personnes à mobilité réduite soient également accessibles aux personnes ayant un bébé en charge et contiennent une table à langer.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-il actuellement prévu que les locaux sanitaires ouverts au public doivent offrir la possibilité de changer un bébé en toute sécurité?

2. Est-il envisagé de prévoir dans le cadre de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public ou dans le règlement grand-ducal d'application ou dans un autre texte que dans les locaux sanitaires il soit obligatoire de prévoir l'accès à une table à langer à la fois pour les hommes et pour les femmes?

3. Est-il prévu de faire une campagne de contrôle ou de sensibilisation sur les normes applicables aux tables à langer actuellement disponibles dans les lieux accessibles au public?

4. Existe-t-il des normes légales contraignantes à respecter, sinon des recommandations à suivre en la matière lors de la construction, du réaménagement ou de la rénovation de bâtiments, publics ou privés?

Réponse commune (28.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de l'Égalité des chances,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les politiques en matière d'égalité du Gouvernement tendent à une répartition équilibrée entre hommes et femmes des responsabilités dans tous les domaines de la vie.

Les efforts constamment déployés afin d'augmenter le taux d'emploi féminin respectivement afin d'accroître la présence de femmes dans la prise de décision économique et politique vont de pair avec une redistribution des tâches familiales au sens large.

Dans une société moderne, la thématique de la conciliation entre travail et vie familiale ne doit pas se limiter pas aux seules femmes: hommes et femmes doivent se sentir concernés par les questions de garde d'enfants, de soins de personnes dépendantes et de tâches ménagères.

Les initiatives récentes du Gouvernement comme la réforme du congé parental et la Conférence internationale sur le rôle des hommes dans les activités de soin des 17 et 18 octobre 2016 s'inscrivent dans ce contexte.

Le «Design for all» est une stratégie qui a pour objet la création d'environnements accessibles et de produits utilisables par tous sans distinction d'âge, de taille, de sexe ou d'aptitude et donc aussi par les personnes handicapées et les personnes vieillissantes.

Ainsi, le programme gouvernemental de 2013 prévoit «qu'il y a lieu d'encourager la création et l'offre de biens et services qui s'inspirent des principes du „Design for all"». La brochure publiée en janvier 2017 par le Ministère de la Famille et intitulée «Design for all: habitation adaptable, accessibilité durable» est un exemple récent d'une action du Gouvernement ayant pour objet la création de biens accessibles à toute la population.

La législation relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public est actuellement en cours de révision. Le fil rouge de cet avant-projet de loi est le respect des principes du «Design for all». Il est notamment prévu que le champ d'application de la loi de 2001 sera largement étendu, entre autres à de nombreux lieux privés ouverts au public et à certains types de logement.

À noter que cet avant-projet de loi n'a pourtant pas pour objet de prévoir des normes réglementant la présence obligatoire de tables à langer dans les locaux sanitaires ouverts au public. Par contre, il prévoit que les éléments présents dans les locaux sanitaires devront pouvoir être utilisés par tous.

En ce qui concerne les locaux sanitaires publics gérés par l'Administration des bâtiments publics, force est de constater que jusqu'à ce jour il n'existe pas de directive respectivement de recommandations quant à la possibilité de changer un bébé en toute sécurité. Toutefois, les locaux disponibles peuvent être adaptés à la demande de l'utilisateur.

Question 2708 (30.01.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **associations professionnelles de l'Inspection du travail et des mines (ITM):**

Le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association. Ces associations professionnelles ont alors pour but la défense des intérêts professionnels du sous-groupe de traitement pour lequel elles sont représentatives et au nom duquel elles agissent. En cas de pluralité d'associations dans une même administration, leurs comités respectifs formeront la représentation du personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'associations professionnelles agréées l'ITM compte-t-elle actuellement? Lesquelles?

- Le nombre d'associations professionnelles a-t-il évolué depuis 2013? Combien de personnes sont actuellement membres de ces associations?

- Alors que l'article 36 de la loi modifiée fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «Aucun fonctionnaire ne peut être empêché d'accepter un mandat au sein de la représentation du personnel, ni être restreint dans sa liberté d'y exercer sa mission, ni être lésé dans ses droits statutaires pour ces motifs.», Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les associations professionnelles de l'ITM ne sont soumises à aucune restriction ou lésion de ce type?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Actuellement, l'Inspection du travail et des mines compte deux associations professionnelles, constituées sous forme d'a.s.b.l. Il s'agit de l'association «AITI-Association des ingénieurs techniciens de l'ITM» et de l'association «AITIT-Association des inspecteurs du travail de l'ITM».

La situation concernant le nombre des associations professionnelles n'a pas évolué depuis l'année 2013, mais le nombre de membres respectifs de ces associations n'est pas connu par la direction.

À noter qu'à aucun moment, la direction de l'Inspection du travail et des mines ne s'est opposée à ce qu'un membre de son personnel puisse adhérer à une association professionnelle existante.

Par ailleurs, je n'ai pas connaissance qu'un membre du personnel de l'Inspection du travail et des mines ait été restreint dans sa liberté en vue de pouvoir exercer sa mission au sein de la représentation du personnel.

Question 2709 (30.01.2017) de **M. Edy Mertens** *(DP)* concernant le **service d'aide médicale urgente au nord du pays:**

En réponse à la question parlementaire n°2274, les Ministres ont annoncé vouloir améliorer la couverture du Grand-Duché en services d'aide médicale urgente (SAMU). En effet, le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) devrait garantir des délais d'intervention plus courts, notamment par la possibilité du futur CGDIS de prévoir l'installation de services SAMU au-delà des établissements hospitaliers.

Ceci serait d'autant plus important pour les personnes habitant dans les régions rurales, plus particulièrement dans le nord du pays. En effet, l'unique antenne mobile du «SAMU Nord» est souvent occupée ou le recours à l'hélicoptère n'est pas possible lors d'une intervention de secours nocturne.

Dans ce contexte et en attendant que la base légale pour la création du futur CGDIS soit créée, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- En cas d'urgence médicale, les Ministres peuvent-ils m'informer quelles sont les démarches suivies par le central des secours d'urgence si l'unique antenne mobile du «SAMU Nord» est occupée?

- Dans ces situations, est-ce que des médecins en exercice libéral de la région sont alertés pour intervenir?

- Les Ministres ne jugent-ils pas opportun de mettre en place un système qui recourt, dans ces situations précises, systématiquement aux médecins habitant à proximité du lieu d'urgence, sous condition que ceux-ci aient préalablement manifesté leur volonté de participer à de telles interventions de secours?

Réponse commune (03.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Actuellement, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de trois antennes mobiles du SAMU, stationnées respectivement à Luxembourg-ville, à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. De façon générale, en cas d'indisponibilité d'une de ces antennes, le Central des secours d'urgence CSU-112 alerte une des deux autres antennes. Ainsi, à titre d'exemple, lorsque l'antenne mobile du «SAMU Nord» est occupée, le CSU-112 a la possibilité d'alerter l'antenne mobile du «SAMU Luxembourg», qui pourra par la suite intervenir sur une deuxième intervention dans le nord du pays. Le moyen de transport est soit par la voie aérienne soit par la voie terrestre, et ceci en relation avec la décision du médecin et selon les conditions météorologiques.

À ce stade, il n'est pas prévu que les médecins en activité libérale de la région respective participent aux interventions du type SAMU. Cependant, certains médecins concourent au service «First Responder», organisé au niveau d'une cinquantaine de corps de sapeurs-pompiers communaux. Le service «First Responder» est alerté en complément du service ambulancier de la Protection civile et du SAMU.

Question 2710 (30.01.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **fonctionnement de l'Inspection du travail et des mines:**

Dans son rapport annuel 2015, l'ITM note que «prochainement l'ITM devra faire face à un nombre subséquent de départs en retraite, ce qui aura pour conséquence qu'un nombre important d'agents, à savoir 36 devront être recrutés à brève échéance». Les auteurs du rapport observent en même temps que cette problématique de la pyramide des âges du personnel est le fruit d'une politique de gestion désastreuse des dernières années. Pour l'année 2015, le bilan des départs et arrivées chez l'ITM affiche une diminution des effectifs de huit personnes.

À part la situation désastreuse en termes de ressources humaines de l'ITM, il se trouve que d'autres facteurs influent sur l'exécution des missions lui dévolues par la loi. En effet, pour remplir ses missions de manière convenable, l'ITM doit beaucoup à une bonne collaboration avec d'autres organismes et services gouvernementaux s'intéressant aussi à la sécurité et la santé sur le lieu du travail.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la collaboration entre l'ITM et les unités de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises piétine?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il améliorer cette collaboration?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'actions communes entreprises par l'ITM ensemble avec la Police grand-ducale respectivement avec l'Administration des douanes et accises au cours de l'année 2016?

- Le nombre d'actions communes est-il en diminution par rapport aux années précédentes?

- Quels ont été les constats dressés par l'ITM en rapport avec les actions menées en 2015 et 2016?

Réponse (02.03.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par le passé, la collaboration entre l'Inspection du travail et des mines (ITM) et les unités de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitait principalement aux opérations «coup de poing».

À noter que lors de ces opérations «coup de poing», les interventions des membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises se limitaient principalement, sinon exclusivement, à des activités de contrôle de confinement du chantier concerné.

Depuis le début de l'année 2015, l'ITM a adopté un autre modèle d'inspection, de conseil et de contrôle en collaboration avec les autres organismes et services gouvernementaux.

Au début de l'année 2016, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Suite à une formation en matière de détachement de salariés, qui a été dispensée au cours du mois de juillet 2016 par des membres de l'inspectorat du travail en faveur des agents de terrain de l'Administration des douanes et accises et de l'ITM, cette coopération en matière de contrôle des entreprises détachantes et des salariés détachés a été entamée à partir du 1er août 2016.

Le nombre total de contrôles réalisés en 2016 ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 285 contrôles d'entreprises étrangères. Par suite des différents contrôles effectués, 148 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 96 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 52 amendes administratives pour un montant total de 219.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites endéans le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 28 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions endéans un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement d'un montant total de 49.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 24 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

À noter également que la notification d'amendes administratives en matière de détachement a été mise en œuvre pour la première fois au cours de l'année 2016.

Par ailleurs, il est envisagé de concrétiser la coopération avec l'Administration des douanes et accises par la signature d'une convention entre les ministres de tutelle des deux administrations au début de cette année.

En outre, la loi portant notamment transposition de la directive de renforcement en matière de détachement renforcera considérablement les moyens de contrôle et de sanction des autorités de contrôle, à savoir les agents de l'Administration des douanes et accises, les officiers et agents de la Police grand-ducale et les membres de l'ITM.

Par ailleurs, dans le cadre de ses contrôles réguliers en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail, l'ITM informe aussitôt les membres de la Police grand-ducale en cas de détection d'indices relatifs à du travail forcé ou bien en matière de traite des êtres humains.

Inversement et conformément à l'article L.572-4 du Code du travail, les rapports relatifs à des infractions en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sont à adresser par les agents de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises a l'ITM en vue d'infliger une amende administrative de 2.500 euros par ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier à l'encontre de l'employeur ayant embauché un tel salarié ainsi qu'en vue de la régularisation de la situation du salarié en ce qui concerne ses salaires, ses cotisations sociales et ses impôts.

Actuellement, les actions communes entre l'ITM, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ont donc pour effet de générer des résultats concrets en matière de prévention et de contrôles, mais également en matière de sanctions à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les dispositions légales relevant du champ de compétences des différentes administrations concernées.

Par conséquent, l'ITM collabore et coopère étroitement avec l'Administration des douanes et accises et la Police grand-ducale, mais également avec d'autres institutions telles que notamment l'Association d'assurance accidents, la Direction de la santé, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration de l'enregistrement, le parquet et l'Administration des contributions directes dans le but d'une mise en place d'une politique commune de contrôle et de prévention en matière de conditions de travail et de sécurité et de santé au travail. Il est envisagé, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, de créer une plate-forme réunissant ces administrations pour mieux coordonner la lutte contre toute pratique de dumping social et de travail non déclaré.

Question 2711 (30.01.2017) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **restructuration des commissariats de proximité:**

Le week-end dernier une mère se trouvant chez elle avec ses deux petits enfants a été attaquée par deux cambrioleurs dans sa maison à Hesperange. Au cours de l'interpellation au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg du 19 janvier 2017, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a précisé qu'une restructuration des commissariats de proximité dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale devrait engendrer plus de présence de la police sur le terrain et un meilleur service dans l'intérêt des citoyens.

Sachant que le commissariat de proximité d'Hesperange a dû être temporairement fermé à plusieurs reprises faute d'un manque de personnel, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale est-il prévu de doter le commissariat de police d'Hesperange de personnel supplémentaire?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'assurer une présence policière sur le territoire de la commune d'Hesperange de 08h00 à 22h00?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer, le cas échéant, s'il envisage d'assurer une permanence dans le commissariat avec au moins deux policiers et des patrouilles sur le terrain, et ceci le matin et le soir, afin de garantir une présence sécuritaire et préventive et d'accroître la rapidité d'intervention?

Réponse (24.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Le commissariat de proximité d'Hesperange, qui fait actuellement partie de la circonscription régionale de Luxembourg, fonctionne du lundi au vendredi de 08.00 à 12.00 heures et de 14.00 à 18.00 heures et, en cas de manifestations sportives, culturelles ou autres, également le week-end. Les interventions et les urgences sur le territoire de la commune d'Hesperange sont assurées par le centre d'intervention de Luxembourg qui fonctionne 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Le commissariat de proximité d'Hesperange et le centre d'intervention de Luxembourg travaillent ainsi de manière complémentaire.

Dans le cadre de la réforme territoriale de la Police grand-ducale, la police a proposé un certain nombre de mesures destinées à adapter les structures de façon à améliorer la qualité du service offert au citoyen et de rendre la présence policière plus efficace. Parmi ces mesures figure un nouveau concept de commissariats qui fonctionnent à deux roulements, du lundi au vendredi de 07.00 à 21.00 heures.

Ces commissariats sont créés par le regroupement de commissariats sur base d'une analyse objective fondée sur la charge de travail, la criminalité, la présence sur le terrain, la densité de la population, la superficie, les infrastructures existantes, le rayon d'action et un service équitable pour tous les citoyens.

Sur base de cette analyse, il n'est prévu à l'heure actuelle de renforcer l'effectif du commissariat d'Hesperange ou de le regrouper avec un autre commissariat. Il est envisagé, à moyen terme et en fonction des ressources disponibles qui, échet-il de rappeler, sont affectées en priorité en des lieux plus sensibles, de faire fonctionner le commissariat d'Hesperange à deux roulements. Par ailleurs, la création d'une région de police Luxembourg-capitale, qui ne sera compétente que pour les communes de Luxembourg et d'Hesperange, aura directement pour effet d'augmenter le nombre de patrouilles disponibles sur le territoire de la commune d'Hesperange.

Je tiens finalement à préciser que les faits auxquels font référence les honorables Députés ont été déclarés à la police par la victime à 00.15 heures. Dès lors, même si le commissariat d'Hesperange fonctionnait à deux roulements, l'intervention aurait été prise en charge par le centre d'intervention de Luxembourg.

Question 2712 (30.01.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **population réelle des communes:**

Selon l'article 5ter de la loi communale, «lorsque le dernier recensement de la population prévu à l'article 4bis est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires, le nombre des conseillers communaux attribués à chaque commune est fixé eu égard à la population réelle de chaque commune au 31 décembre de l'année précédant les élections communales».

D'après nos informations, les renseignements relatifs à la population réelle ont été fournis par les communes. Il nous a été rapporté que le Ministère de l'Intérieur dispose de chiffres différents des renseignements fournis par quelques communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'il existe des incertitudes concernant la population réelle de certaines communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la procédure qui est appliquée dans un tel cas?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les chiffres dont il dispose relatifs à la population réelle des communes au 31 décembre 2016?

- Sachant qu'un nombre de communes fusionnées profite d'une période transitoire relative au mode d'élection et/ou au nombre de conseillers communaux à élire, Monsieur le Ministre peut-il nous informer si un ou plusieurs conseils communaux concernés ont décidé de renoncer à cette période transitoire et de revenir au système ordinaire tel qu'il est prévu par la loi communale et la loi électorale?

Réponse (14.02.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés au sujet de la population réelle des communes dans le contexte de la fixation du nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune en amont des élections communales ordinaires, il échet en effet de citer l'article 5ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 qui dispose que la fixation du nombre des conseillers communaux attribués à chaque commune est faite par règlement grand-ducal, eu égard au résultat des recensements de la population du Grand-Duché de Luxembourg effectués tous les dix ans en application de l'article 4bis de la même loi.

Lorsque le dernier recensement de la population est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires, le nombre des conseillers attribués à chaque commune est fixé eu égard à la population réelle de chaque commune au 31 décembre de l'année précédant les élections communales. Le dernier recensement général de la population du Grand-Duché de Luxembourg datant de février 2011, ce recensement ne saurait entrer en ligne de compte pour la fixation du nombre des conseillers communaux à élire dans chaque commune lors des élections d'octobre prochain du fait qu'il est antérieur de plus de cinq ans à la date des élections communales ordinaires.

Sauf dispositions spéciales prévues par des lois portant fusion de communes, est donc pris en considération le nombre réel d'habitants des communes au 31 décembre 2016 pour déterminer le nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune à l'occasion des élections communales d'octobre 2017. Il s'agit du nombre d'habitants inscrits sur les registres communaux des personnes physiques qui existent depuis le 1er avril 2016.

Aussi, pour mieux illustrer la question, il convient de rappeler les travaux législatifs ayant abouti à la mise en place des registres national et communal des personnes physiques.

Ainsi, la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoyait initialement la mise en place du Registre national des personnes physiques (RNPP) au 1er juillet 2013 et celle des Registres communaux des personnes physiques (RCPP) au 1er juillet 2014. Le Gouvernement a cependant dû reporter la mise en place des RCPP au 1er avril 2016 comme la loi initialement votée en juin 2013 contenait des imperfections qui auraient conduit à d'innombrables radiations automatiques dans les registres communaux de toute personne inscrite sur un registre d'attente qui n'aurait pas fourni les pièces justificatives demandées endéans un an, ce qui aurait engendré notamment des problèmes administratifs pour les nombreux citoyens concernés.

Il est également utile de rappeler dans ce contexte que le RNPP a repris les données figurant auparavant dans le répertoire général, qui était basé sur une loi datant du 30 mars 1979, et que les RCPP ont repris les données figurant auparavant dans les registres de la population des communes, basés sur des règlements communaux qui pouvaient différer d'une commune à une autre.

Avant la date précitée du 1er avril 2016, les registres au niveau communal et national étaient mis à jour sans lien automatique entre eux, c'est-à-dire les données étaient enregistrées indépendamment et de façon manuelle («double saisie») dans chaque registre.

Étant donné que depuis le 1er avril 2016, le RNPP et les RCPP sont synchronisés en temps réel, augmentant considérablement la qualité des données, il incombait de veiller à ce que les données sur les deux registres fussent largement identiques. Dans cette optique, des travaux de contrôle avaient été réalisés en collaboration avec le SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique), le CTIE (Centre de technologies de l'information de l'État) et le secteur communal dès le début de l'année 2015.

Par ailleurs, les communes avaient été informées de la nécessité de ce travail de validation d'adresses informatives lors de réunions d'information en mars 2016, en amont de l'introduction des RCPP, respectivement par les circulaires ministérielles n°3360 du 29 mars 2016 et n°3426 du 7 novembre 2016.

Ces importants travaux de vérification à effectuer par les agents des bureaux de la population communaux avaient pour objet de diminuer les différences entre le RNPP et les RCPP et ont permis un large rapprochement des données. En effet, le nombre de 46.000 adresses à valeur simplement informative fin 2015 a pu être réduit à 4.780 au 1er février 2017, ce qui correspond donc à un écart de moins d'un pour cent de la population du pays. Alors que maintes communes ont doublé leurs efforts pour procéder au toilettage des registres, il faut se rendre à l'évidence qu'une commune totalise à elle seule 1.714 adresses à valeur simplement informative au 1er février 2017. Grâce cependant au travail méticuleux des communes en général, les écarts devraient être prochainement réduits au minimum.

Toujours est-il, selon les dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, que toutes les personnes inscrites sur le registre communal sont prises en compte lors du recensement de la population à faire en exécution de l'article 5ter de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et pour toute fixation du chiffre de la population. Le nombre des conseillers communaux est donc fixé tant sur les chiffres fournis par les différentes communes relatifs au nombre d'habitants inscrits sur les registres communaux au 31 décembre 2016 et certifiés exacts par les collèges des bourgmestre et échevins respectifs que sur les lois portant fusion des communes ayant une incidence sur la fixation du nombre des conseillers communaux dans le contexte des prochaines élections communales.

Je me permets d'ailleurs d'informer les honorables Députés que le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 10 février 2017, a marqué son accord avec le projet de règlement grand-ducal portant fixation du nombre des conseillers communaux à attribuer à chaque commune en vue des élections communales du 8 octobre 2017. Les chiffres afférents sont annexés à la présente.

Parmi les communes fusionnées et conformément à l'article 13, alinéas 1er et 3 de la loi modifiée du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen, le conseil communal de la commune de Clervaux a décidé, par une délibération du 20 juillet 2015, de réduire la période transitoire de deux mandats du conseil communal à un seul mandat. Cette décision a été approuvée par le Ministre de l'Intérieur en date du 14 décembre 2015. Partant, le nombre des conseillers communaux pour la commune de Clervaux est désormais basé sur les dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 relatives à la fixation du nombre des conseillers communaux. Les prochaines élections communales dans la commune de Clervaux se dérouleront dès lors selon le droit commun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2714 (30.01.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**organisation du nouveau commissariat «Syrdall»:**

Laut Pressebericht im „Luxemburger Wort" über die letzte Sitzung des Gemeinderates Betzdorf war zu lesen, dass, nachdem ursprünglich geplant war die Polizeikommissariate Niederanven und Roodt/Syr zusammenzulegen, die Gemeindeverantwortlichen bereits Pläne für ein gemeinsames Einsatzzentrum für Polizei und Rettungsdienste ausgearbeitet hatten. Nun habe man jedoch aus der Presse erfahren, dass im Rahmen der Neuordnung der Reviere auch das Kommissariat Moutfort in das geplante Kommissariat „Syrdall" integriert werde und der Hauptsitz nicht mehr in Roodt/Syr, sondern in Niederanven sein soll. Die Gemeindeverantwortlichen zeigten sich sehr erstaunt über diese Tatsache, insbesondere, da diese Entscheidung nicht mit ihnen vorab abgesprochen wurde.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Minister für innere Sicherheit stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, warum hat der Minister die Gemeindeverantwortlichen aus Betzdorf nicht informiert?

- Gedenkt der Minister der Gemeinde Betzdorf die anfallenden Planungskosten zurückzuerstatten?

Réponse (24.02.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ende 2012 haben die Gemeinden Biwer, Betzdorf, Flaxweiler, Niederanven und Schuttrange sich einverstanden erklärt die beiden Polizeikommissariate Roodt/Syr und Niederanven zu einem gemeinsamen Polizeikommissariat „Syrdall" zusammenzulegen. In Anbetracht der unzureichenden Größe der beiden bestehenden Gebäude, haben die Gemeinden Betzdorf und Niederanven unabhängig voneinander ein Neubauprojekt auf ihrem jeweiligen Territorium vorgeschlagen.

Im Laufe der Arbeiten und Überlegungen zur territorialen Reform der Polizeidienste und nach etlichen Gesprächen der Polizeispitze mit den zuständigen Gemeindeverantwortlichen, wurde eine Zusammenlegung von drei Kommissariaten ins Auge gefasst, nämlich Roodt/Syr, Niederanven und Moutfort. Die einzubeziehenden Gemeinden in dieses Projekt wären Betzdorf, Contern, Niederanven, Sandweiler und Schuttrange. Biwer und Flaxweiler würden nach Inkrafttreten der Polizeireform dem Kommissariat Grevenmacher angegliedert werden.

Diese neue Zusammensetzung verschob das operative Zentrum des abzudeckenden Territoriums und machte ein Umdenken in Bezug auf das zu bauende Kommissariat nötig. Die Planung der Gemeinde Niederanven wurde zur bevorzugten Alternative.

Am 4. Juli 2016 wurden die Gemeindeverantwortlichen der Gemeinde Betzdorf von diesem Vorhaben durch leitende Beamte der Generaldirektion der Polizei und der Regionaldirektion der Polizei Grevenmacher in Kenntnis gesetzt. Im Verlauf dieser Versammlung, welche zusammen mit den Verantwortlichen der Rettungsdienste stattfand, distanzierte die Polizei sich klar von einer gemeinsamen infrastrukturellen Lösung von Polizei und Rettungskräften in der Gemeinde Betzdorf. Zusätzlich wurde der Bürgermeister von Betzdorf im Dezember 2016 schriftlich von mir über die Entscheidung zugunsten der Gemeinde Niederanven in Kenntnis gesetzt.

Da die Planungsarbeiten nicht vom Ministerium für innere Sicherheit ersucht wurden, besteht auch kein Anlass, die zugehörigen Kosten zurückzuerstatten.

Question 2715 (30.01.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Fonds de compensation luxembourgeois:**

D'après les explications données aux députés lors de la réunion de la Commission du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire du 18 janvier 2016, le Fonds de compensation (FDC) a mis en place dès 2011 une politique d'investissement socialement responsable. Une société scandinave a d'ailleurs été chargée d'identifier les sociétés qui contreviennent aux conventions internationales signées et ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg desquelles découlent des obligations sociales et éthiques dont le respect s'impose au FDC.

À cet égard, deux listes existent: la liste noire qui reprend les sociétés qui ne sont pas prêtes à améliorer leur mode de gouvernance et qui sont de ce fait pas/plus éligibles et la liste grise sur laquelle figurent des firmes avec lesquelles un dialogue est en cours en vue d'améliorer le mode de gouvernance.

Dans un article paru récemment dans le «Financial Times», le FDC aurait en novembre 2016 décidé de placer le groupe Volkswagen (VW) sur la liste noire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

2. À quel titre les actions du groupe VW ont-elles été exclues comme actifs éligibles pour un investissement par le FDC?

3. D'autres sociétés du secteur automobile ou autres ont-elles également été frappées de cette interdiction d'investissement?

Réponse (16.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. Le conseil d'administration du Fonds de compensation (FDC) fait dresser semestriellement par la société suédoise GES un état des lieux de toutes les sociétés incluses dans les indices de référence de la SICAV-FIS du FDC afin de vérifier leur conformité par rapport aux conventions internationales ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg. Uniquement les sociétés incluses dans ces indices sont éligibles pour investissement au sein de la SICAV-FIS.

À cet effet, GES dresse deux rapports.

Un premier rapport fait état des sociétés en infraction et sous observation. Ces sociétés sont ouvertes au dialogue et prêtes à prendre et implémenter les mesures nécessaires en vue d'améliorer leur mode de gouvernance.

Un deuxième rapport énumère les sociétés en infraction confirmée. Ces sociétés refusent le dialogue et n'ont fait aucun effort pour implémenter les mesures nécessaires pour améliorer leur mode de gouvernance.

Lesdits rapports ont été analysés par le conseil d'administration du FDC au mois de novembre 2016, qui a décidé de la mise à jour de sa liste d'exclusion («la liste noire») en y incluant les sociétés reprises dans le deuxième rapport. La liste d'exclusion compte actuellement 69 sociétés dont, pour une première fois, Volkswagen AG.

ad 2. En septembre 2015, les autorités américaines ont révélé que les voitures diesel produites par le groupe Volkswagen AG contenaient un logiciel qui manipulait à la baisse les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) afin de contourner les standards environnementaux américains lors des contrôles de conformité.

GES associe de telles pratiques à une violation:

- des articles 7, 8 et 9 des principes du Pacte mondial des Nations Unies relatifs à l'environnement,

- du sixième principe directeur de l'OECD à l'intention des entreprises multinationales,

- de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

- de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Au vu de ces constatations, GES a répertorié la société Volkswagen AG dans son rapport concernant les sociétés en infraction confirmée.

ad 3. Non, à l'heure actuelle Volkswagen AG est l'unique société du secteur automobile à être exclue des actifs éligibles de la SICAV-FIS du FDC. En tout, 69 sociétés ont été frappées au cours des années d'une interdiction d'investissement. La liste complète se trouve sur le site Internet du FDC sous l'adresse suivante:

http://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_20161130 pdf#pageMode=bookmarks

Il reste à noter que les responsables du FDC et le Ministère de la Sécurité sociale sont en pourparlers avec le Ministère du Logement afin de réaliser une collaboration avec le Fonds du logement en vue d'investir une partie de ses fonds dans la construction de logements sociaux au Luxembourg.

Question 2716 (31.01.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **infirmiers libéraux:**

Selon les données disponibles sur le portail www.statistiques.lu. 6.783 personnes travaillaient en 2015 dans les différentes professions d'infirmier (m/f) au Luxembourg, la proportion des infirmiers libéraux ne ressortant pas de ces statistiques.

Considérant dans ce contexte que les champs d'intervention réduits des infirmiers libéraux ainsi que les tarifs à appliquer à partir du 1er janvier 2017 font actuellement l'objet de maintes critiques dans ce secteur, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Combien d'infirmiers disposent d'un code prestataire au Luxembourg?

- Quelle est la ventilation entre infirmiers salariés et infirmiers libéraux?

- Ces données sont-elles compilées dans une base de données au sein du Ministère de la Santé?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions des personnes privées ou des professionnels de santé peuvent-ils consulter la banque de données afin de choisir un infirmier pour la prestation de certains soins de santé, voire pour un partenariat professionnel?

- Les infirmiers libéraux ayant été exclus des prestations à assurer par les réseaux d'aides et de soins au niveau de l'assurance dépendance, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que cette décision va à l'encontre du libre choix d'une infirmière ou d'un infirmier de confiance par les personnes dépendantes?

- Vu que les champs d'intervention accessibles aux infirmiers libéraux sont très restreints, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment-ils pas que leur avenir professionnel se trouve en danger?

Réponse commune (03.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au total, la CNS a enregistré environ 2.000 infirmiers en activité (c.-à-d. personnes physiques qui ont un code prestataire infirmier et qui en 2015-2016 ont facturé au moins une prestation infirmière prise en charge). 96% de ces infirmiers sont enregistrés comme travaillant pour compte d'un établissement ou d'un réseau.

Au 31 décembre 2015, selon les informations disponibles au Ministère de la Santé, cinq infirmiers exerçaient en tant qu'infirmier libéral, parmi un total de 5.862 infirmiers professionnellement actifs.

Il existe un registre professionnel, tenu par le Ministère de la Santé, regroupant tous les infirmiers (profession de santé réglementée) qui sont détenteurs d'une autorisation d'exercer. Il y a une obligation légale de s'y inscrire. Le Ministère de la Santé contacte le professionnel de santé annuellement, en vue d'une vérification des données le concernant inscrites au registre professionnel par l'envoi d'un extrait du registre professionnel de la personne concernée.

La base de données du Ministère de la Santé n'est pas publique. La liste des infirmiers libéraux qui ont communiqué leur coordonnées (adresse professionnelle, leur numéro de téléphone, ainsi que leur statut) figure sur le site Internet de l'Agence eSanté www.esante.lu. Cet annuaire est financé par le Ministère de la Santé.

Le système de santé luxembourgeois est basé sur le libre choix du patient. Le patient ou son entourage peuvent s'informer sur les prestataires existants et choisir celui qui lui convient le mieux, en consultant l'annuaire des professions de santé tenu par l'agence eSanté.

D'ailleurs, sous l'impulsion de l'introduction de l'assurance dépendance et d'une nouvelle nomenclature infirmière à partir du 1er janvier 2001, les réseaux d'aides et de soins à domicile connurent jusqu'en 2010 un développement fulgurant de leur activité. Un des corollaires de cette expansion des réseaux d'aides et de soins fut que le nombre d'infirmiers et infirmières exerçant leur métier de façon libérale se réduisait constamment.

Il n'en reste pas moins que les infirmiers et infirmières libérales ont un rôle à jouer dans notre système de soins de santé. Ils apportent une autre façon de travailler découlant de leur mode de fonctionnement entrepreneurial. Pour la CNS, les réseaux d'aides et de soins représentent néanmoins la pierre angulaire de la prise en charge soignante extrahospitalière.

En effet, à l'heure actuelle, certains infirmiers libéraux travaillent déjà pour des réseaux d'aides et de soins.

L'avenir de la profession ne se trouve en aucun cas menacé, ceci en raison des projections épidémiologiques, voire des possibilités d'activité qu'offre cette profession.

Question 2717 (31.01.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **milan royal:**

Laut neusten Studien bedeuten moderne Windenergieanlagen kein erhöhtes tödliches Risiko für bedrohte Vogelarten. Verschiedene Untersuchungen belegen, dass die Rotmilan-Bestände auch in Gegenden mit vielen Windrädern konstant bleiben. So haben Wissenschaftler festgestellt, dass die Flughöhe des Rotmilans beim Absuchen des Bodens nach Beute im Mittel gut 40 Meter beträgt. In seltenen Fällen kann sie bis zu 80 Meter betragen. Bei einer modernen Windanlage ist ein Korridor von 90 Metern über dem Boden rotorfrei. Kollisionen sind also nicht möglich. Nur bei Strecken- und Thermikflügen würde der Rotmilan auch mal höher fliegen. Da er aber in dem Falle seinen Blick nach vorne richtet, wären auch hier Kollisionen kaum möglich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft und an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Sind der Regierung diese Forschungsergebnisse bekannt?

- Wie viele Rotmilan-Reviere gibt es in Luxemburg in der näheren Umgebung von Windrädern?

- Welche Kriterien werden bei der Berechnung der notwendigen Kompensierungsfläche berücksichtigt?

- Inwiefern wird das Vorhandensein von Rotmilanen bei der Berechnung berücksichtigt?

- Werden bei der Berechnung aktuelle Forschungsergebnisse in Betracht gezogen?

Réponse (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Bezugnehmend auf die einleitende Aussage der geehrten Frau Abgeordneten Martine Hansen, dass „laut neusten Studien [...] moderne Windenergieanlagen kein erhöhtes tödliches Risiko für bedrohte Vogelarten [bedeuten]", soll klargestellt werden, dass Untersuchungen belegen, dass ältere, sowie moderne Windkraftanlagen durchaus, je nach Standort und Situation, eine Gefahr für die Bestände seltener und bedrohter Vogelarten darstellen können.

Zweck aller im Rahmen der Windkraftanlagen-Projekte durchgeführten Umweltverträglichkeitsuntersuchungen ist die Identifizierung und Einschätzung möglicher Risiken auf die lokalen Vogelbestände. Hierbei werden auch alle möglichen Vermeidungs- und Verminderungsmaßnahmen von einem unabhängigen Experten gutachterlich mit in Betracht gezogen und evaluiert.

Der Regierung sind die von der geehrten Abgeordneten erwähnten Untersuchungen durchaus bekannt, zumal das Umweltministerium selbst eine solche Untersuchung in Auftrag gegeben hat: Zurzeit wird das Jagdverhalten samt geografischer Verteilung und Höhenmessung der Rotmilane im Raum Wintger seit 2013 untersucht. Die Resultate letztgenannter Untersuchung sind momentan unveröffentlicht, da das Projekt noch nicht abgeschlossen ist, doch deuten die ersten Resultate tatsächlich darauf hin, dass im Jagdflug Flughöhen von über 100 Metern vom Rotmilan nur sporadisch erreicht werden. Hier sei aber darauf hingewiesen, dass die aktuell angefragten Windkraftanlagen meist noch in für den Rotmilan gefährliche Höhen hineinreichen.

Die im Jahre 2015 durchgeführte nationale Kartierung der Rotmilan-Reviere ergab einen Bestand von 47 Brutpaaren, sowie weiteren 43 Paaren mit Revierverhalten. Da Nahrungssuchflüge von 10 Kilometern und mehr zum Brutstandort nachgewiesen wurden, kann davon ausgegangen werden, dass alle Rotmilane Luxemburgs in den Wirkungsbereich einer Windkraftanlage kommen können. Die entscheidende Frage, welche im Rahmen der Umweltverträglichkeitsuntersuchung gutachterlich behandelt wird, ist, ob beim jeweiligen Projekt die Windkraftanlagen, im Einzelnen bzw. kumulativ betrachtet, eine Gefährdung für die in der näheren Umgebung brütenden Rotmilane darstellen oder nicht. Besteht eine substantielle Gefahr, so ist die Anlage nicht genehmigungsfähig. Durch angepasste Vermeidungs- und Verminderungsmaßnahmen kann das Kollisionsrisiko gegebenenfalls auf ein akzeptierbares Maß gesenkt werden.

Die Art und die Fläche der Kompensationsmaßnahmen bestimmen sich aus der Summe und der ökologischen Qualität der direkt zerstörten Flächen (Plattform, Zufahrtswege), sowie der Fläche, die dem Rotmilan durch den Betrieb der Anlagen nicht mehr als Jagdfläche zur Verfügung steht. Um das Kollisionsrisiko möglichst zu senken, wird in den Genehmigungen vorgeschrieben, dass die direkte Umgebung der Windkraftanlage möglichst unattraktiv für den Rotmilan gestaltet wird. In Luxemburg wird dieser Bereich um die Anlagen gleichgesetzt mit dem Rotordurchmesser des betreffenden Windrads. Dies bedeutet konkret, dass keine tierökologisch interessanten Strukturen rund um die Windkraftanlage aufkommen sollen. Eine intensive Ackerlandwirtschaft mit Mais- oder Getreidefeldern erfüllt diesen Zweck.

Um diese Verkleinerung des Jagdgebietes zu kompensieren, werden in mittlerer Entfernung von den Windkraftanlagen Grasflächen so bewirtschaftet, dass sie für die Nahrungssuche der Rotmilane besonders attraktiv sind. Ziel ist es, die jagenden Rotmilane aus dem direkten Gefahrenbereich wegzulocken.

Im Rahmen der Umweltverträglichkeitsuntersuchung werden nicht nur die möglichen Auswirkungen der angefragten Windkraftanlagen evaluiert, sondern auch mögliche Varianten bezüglich Standort, Nabenhöhe und Rotordurchmesser. Auf diese Weise fließen aktuelle Forschungsergebnisse direkt in das Untersuchungsergebnis mit ein.

Question urgente 2875 (29.03.2017) de **MM. Claude Adam** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant la **démolition de deux maisons à valeur patrimoniale:**

Récemment, les médias rapportaient - photos à l'appui - que deux maisons historiques, datées de 1857 et 1792, auraient été démolies à Heinerscheid, dans la commune de Clervaux. Or, après vérification sur place, il s'avère que cette démolition a bien commencé, mais qu'elle n'est que partielle et ne concerne pour le moment que des annexes.

Ces deux objets rares, au vu de leur âge, de leur type et de leur état de conservation, font clairement partie du patrimoine historique de l'Éislek et du Naturpark Our, parc naturel d'ailleurs présidé par le député-maire de Clervaux.

Selon nos informations, le bourgmestre aurait déjà donnée en 2015 l'autorisation initiale de démolition, respectivement de construction d'une nouvelle résidence, et ce malgré une première reconnaissance formelle de la valeur historique des bâtiments en 2013, lors d'une visite sur place du Service des sites et monuments et du collège échevinal. Suite à cette visite, ces maisons furent d'ailleurs ajoutées à l'annexe des «bâtiments protégés» et du «petit patrimoine» que chaque commune doit établir lors de l'élaboration de son nouveau Plan d'aménagement général (PAG) afin de protéger son patrimoine bâti le plus précieux.

Le bourgmestre aurait donné son autorisation initiale sans même avoir demandé l'avis de la commission communale des bâtisses («Bautekommissioun») sur ces immeubles historiques. Et suite à des retards imprévus du projet de résidence, la durée de validité de l'autorisation de 2015 a d'ailleurs été prolongée par le bourgmestre.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Quel fut le contexte exact de la visite commune de la commune et du Service des sites et monuments en 2013? Quelles furent les conclusions au regard du patrimoine historique des bâtiments concernés?

2. Est-ce que le Service des sites et monuments possède une liste des bâtiments dignes de protection dans la commune de Clervaux et qui devaient figurer sur l'annexe susmentionnée du futur PAG?

3. Est-ce que le Ministère a connaissance d'autres immeubles d'un âge et d'un état de conservation similaires dans la commune de Clervaux?

4. Est-ce que le Ministère de la Culture ne peut pas imposer l'arrêt immédiat des travaux de démolition afin d'exiger la conservation de l'aspect extérieur des maisons concernées?

(Photo à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Réponse (03.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

ad 1. La visite mentionnée dans la question parlementaire a eu lieu dans le contexte de l'aide que le Service des sites et monuments nationaux (ci-après «SSMN») offre aux administrations communales dans le cadre de l'élaboration des nouveaux Plans d'aménagement généraux (ci-après «PAG»). Ces visites sont notamment destinées à repérer les bâtiments dignes de protection au niveau du PAG et prennent la forme de promenades inspectant chaque rue, ruelle ou place et ont été effectuées ensemble avec des représentants politiques et/ou techniques communaux ainsi que les bureaux d'urbanisme en charge de l'écriture du PAG.

De telles visites ont eu lieu dans la commune fusionnée de Clervaux en date du 12 août 2009 à Munshausen (ancienne commune), en date du 28 juillet et du 6 octobre 2011 à Clervaux (ancienne commune) et en date du 27 avril 2012 à Heinerscheid (ancienne commune). Lors de ces inspections «in situ», une détection des bâtiments dignes de protection, c'est-à-dire des immeubles à sauvegarder, constitue la démarche principale.

De par leur position urbanistique, leur expression architecturale, leur témoignage social et leur important marquage du lieu, les immeubles à Heinerscheid ont été repérés comme bâtiments à sauvegarder.

ad 2. Après les diverses visites sur site, le bureau urbanistique a transmis au SSMN les documents graphiques reprenant la liste des bâtiments ainsi que les volumes à sauvegarder. En ce qui concerne les deux immeubles visés à Heinerscheid, ceux-ci ont été marqués à juste titre comme bâtiments à sauvegarder par le bureau d'urbanisme. En date du 26 mars 2015, une agente du service technique communal a transmis les plans au SSMN. Comme retenu dès le début, les deux immeubles de Heinerscheid figuraient comme bâtiments à sauvegarder sur la planche relative à la localité de Heinerscheid.

Par ailleurs, il convient de noter qu'afin de donner la possibilité au Ministère de la Culture de protéger des bâtiments menacés d'une destruction ou d'une transformation majeure, le Ministre de l'Intérieur a issu en date du 18 mai 2016, avec l'appui du Ministre de la Culture, une circulaire ministérielle qui invite les communes d'informer le Service des sites et monuments nationaux des demandes d'autorisation portant sur des travaux de transformation ou de démolition d'un bâtiment digne d'être protégé. Une telle notification n'a cependant pas été faite dans le cas des deux bâtiments à Heinerscheid.

À ce sujet, il convient de préciser que plusieurs communes prennent en considération ces listes même avant la mise en procédure de leur nouveau PAG dans le cas de demandes de construction, de transformation ou de démolition.

ad 3. La commune de Clervaux compte d'autres immeubles remarquables remontant aux XVIII^{e} et XIX^{e} siècles et possédant ainsi une valeur patrimoniale. Ils ne se présentent cependant pas toujours dans un aussi bon état de conservation, voire d'authenticité.

ad 4. En date du 30 mars 2017, le Ministère de la Culture a pris un arrêté proposant le classement des deux immeubles sis 4 et 6, Um Knapp à Heinerscheid. Il s'agit là des seuls immeubles qui subsistaient à cette date suite aux travaux de démolition déjà entamés. Cet arrêté fut notifié le jour même au propriétaire et, étant donné que les effets du classement s'appliquent à partir du jour de la notification au propriétaire, cet arrêté met par défaut fin aux travaux de démolition.

En effet, l'arrêté proposant le classement n'a pas pu être pris avant les travaux de démolition, étant donné que le SSMN n'en a pas été informé préalablement. Toutefois il y a lieu de noter que le SSMN, en contactant la commune de Clervaux suite aux faits relayés par la presse, a reçu l'information que l'ensemble venait d'être démoli et en a informé le Ministère de la Culture. C'est seulement par après que les services du Ministère de la Culture ont constaté que les bâtiments en question n'avaient été démolis qu'en partie et la procédure de classement a été immédiatement enclenchée.

Question urgente 2909 (07.04.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **session d'été des examens de fin d'études secondaires:**

Les brochures 2016-2017 pour les candidats à l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques font référence à l'article 2 des règlements grand-ducaux du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires respectivement secondaires techniques (ci-après «RGD 2006»). Selon cet article, «la session d'été a lieu de mai à juillet». Or, dans le calendrier général desdites brochures, il est stipulé que les épreuves orales commencent déjà au mois d'avril.

Le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 modifiant 1. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires, 2. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires techniques et de l'examen de fin d'études de la formation de technicien et 3. le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2016 déterminant les modalités des épreuves de l'examen de fin d'études secondaires techniques du régime technique et du régime de la formation de technicien - ancien régime (ci-après «RGD 2017») stipule dans son article I^{er} et II que la session d'été a lieu «d'avril à juillet». En outre, il stipule dans son article IV que «[l]e présent règlement grand-ducal produit ses effets au 15 septembre 2016». Il s'agit d'une application rétroactive du règlement grand-ducal et dès lors d'un avancement d'un mois de la session d'été, et cela un mois avant le commencement régulier de la session.

En date du 6 avril 2017, la Délégation nationale des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique (ci-après «DNE asbl») m'a fait part de sa préoccupation qu'il s'agirait, selon l'avis de son avocat, d'une violation du principe de non-rétroactivité par le RGD 2017.

Sans vouloir mettre en question la décision d'avancer la session d'été en tant que telle, il faut souligner que les concernés de cette insécurité juridique sont avant tout les élèves ainsi que leurs parents et les enseignants. Dès lors il importe de clarifier la situation de manière immédiate afin de permettre aux élèves la bonne préparation en toute sécurité juridique de la session d'été des examens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'opinion de la DNE asbl et de son conseil juridique que le RGD 2017 viole ou risque de violer le principe de non-rétroactivité?

2) Dans la négative, quels arguments juridiques portent Monsieur le Ministre à croire que le RGD 2017 ne viole pas le principe de non-rétroactivité?

3) Selon Monsieur le Ministre, quelles seraient les conséquences d'une éventuelle annulation par les juridictions administratives du RGD 2017?

Réponse (07.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je tiens d'abord à signaler que le calendrier de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques de la session 2017 est le résultat d'une vaste concertation menée avec les principaux partenaires scolaires que sont les enseignants - à travers leurs syndicats - ainsi que les élèves - à travers la Conférence nationale des élèves. Le sujet de la concordance du calendrier de l'examen avec les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 a déjà fait l'objet de discussions tant avec le Collège des directeurs qu'avec un certain nombre d'intéressés qui se sont adressés à mon Ministère.

J'estime encore que le règlement du 8 mars ne viole pas le principe de la non-rétroactivité en ce que la seule disposition modificative y contenue s'applique à la session d'examen; or, à la date du 8 mars 2017, les épreuves n'avaient pas encore commencé. J'ajoute que la date du début des épreuves de l'examen a été portée à la connaissance de tous les concernés au début de l'année scolaire en cours et que - pour reprendre les termes de l'honorable Députée - c'est justement dans un souci de clarification et d'élimination de toute insécurité juridique qu'a été pris le règlement du 8 mars 2017.

Finalement, et sans vouloir me placer aucunement dans l'hypothèse d'une annulation du règlement, je signale que, selon une jurisprudence constante, l'annulation d'un règlement n'a pas d'effet rétroactif et serait donc sans conséquence sur la session d'examen 2017.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

N°09
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°09 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme de la nationalité p. 322
«Platzverweis» p. 320
Loi «Omnibus» p. 303

Sommaire des séances publiques nos23 et 24 p. 337
Sommaire des questions parlementaires p. Q147

23e séance Mercredi 8 février 2017
24e séance Jeudi 9 février 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

«Défendre les valeurs fondamentales de l'UE»

M. Mars Di Bartolomeo (3e de droite) a représenté la Chambre des Députés à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne.

«Le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial a toujours été un point d'ancrage pour la démocratie, la primauté du droit et des droits de l'homme.

Ce n'est que si l'UE est en mesure de défendre ses propres valeurs fondamentales qu'elle peut s'attendre à avoir une influence mondiale et être un acteur mondial crédible», a déclaré M. Mars Di Bartolomeo le 24 avril 2017 à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (UE) à Bratislava.

«Définir des lignes rouges»

Dans son discours concernant l'avenir de l'UE en tant qu'acteur mondial, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance d'une volonté politique afin d'aller dans la même direction dans une période où l'UE est plus divisée que jamais.

«Nous devons être clairs où débutent les lignes rouges de ce qui est démocratiquement acceptable et de ce qui est conforme à nos traités et nos valeurs», a-t-il expliqué devant ses homologues européens.

Aux yeux de M. Di Bartolomeo, le renforcement du rôle mondial de l'UE passe par une politique de sécurité commune.

«Le projet d'une sécurité européenne commune serait important car celle-ci obligerait les États membres à coopérer davantage et à s'aligner», a-t-il déclaré.

Impliquer les citoyens

Le Président de la Chambre a également rappelé l'importance des parlements dans la démarche de rendre l'UE plus forte en disant que «la démocratie doit assurer l'inclusion et la représentation des citoyens et non appliquer simplement la loi du plus fort».

C'est dans la même perspective qu'il a détaillé, lors d'un autre volet de la Conférence, les initiatives du Parlement luxembourgeois afin d'impliquer davantage les citoyens. La pétition publique qui connaît un grand succès auprès des citoyens au Grand-Duché en est un bon exemple.

«Une relation donnant-donnant entre voisins»

La question des compensations fiscales était un des sujets évoqués lors de la première visite du Préfet de la nouvelle région française Grand Est, M. Stéphane Fratacci, le 28 avril 2017 à la Chambre des Députés. Le représentant de l'État français de la région frontalière, qui est le fruit d'une réorganisation territoriale en France, a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Lors de ce premier échange de vues, le Président de la Chambre a expliqué que la relation entre le Luxembourg et la région frontalière française est «une relation reposant sur le principe du donnant-donnant». Il a remis en question le bien-fondé des revendications françaises d'une éventuelle compensation fiscale à payer par le Grand-Duché en échange des recettes fiscales perçues grâce aux quelque 90.000 frontaliers français. Selon M. Di Bartolomeo, il faudrait privilégier la réalisation de projets communs au partage de recettes fiscales.

Des projets communs visant à améliorer la qualité de vie pourraient concerner des secteurs différents tels que la formation et l'apprentissage et notamment les infrastructures en général. Le Président du Parlement luxembourgeois a insisté sur le fait qu'une grande partie des recettes fiscales perçues sur les salaires est réinvestie dans le financement de la sécurité sociale, un système généreux dont les frontaliers bénéficient au même titre que les résidents. M. Mars Di Bartolomeo avait déjà tenu ces propos lors d'une visite officielle à Paris fin 2016.

Les deux interlocuteurs étaient d'accord sur le fait que les projets concrets constituent une des clés pour démontrer la plus-value de la coopération transfrontalière, et cela d'autant plus face à l'hésitation politique actuelle où de plus en plus de personnes mettent en question l'utilité des organismes œuvrant au-delà des frontières nationales.

Cette même volonté de «remettre les soucis des citoyens au cœur des organes de la Grande Région» est également la priorité de la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que le Parlement luxembourgeois assure actuellement.

M. Stéphane Fratacci et M. Mars Di Bartolomeo

L'initiative «I am not a refugee» à la Chambre

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 3 mai 2017 Mmes Frédérique Buck et Marianne Donven qui lui ont remis le livre «I am not a refugee» né de l'initiative citoyenne qui porte le même nom et qui a été lancée en mai 2016. L'objectif de cet ouvrage destiné aux portraits de 17 demandeurs d'asile est de donner un visage aux réfugiés et de les rapprocher des résidents du Grand-Duché de Luxembourg, a expliqué Mme Frédérique Buck, l'initiatrice de ce projet.

L'intégration à travers le logement

De son côté, Mme Marianne Donven a présenté l'initiative citoyenne «Open Home - Oppent Haus» dont le but est de mettre en relation les demandeurs de protection internationale et les bénéficiaires - surtout ceux âgés entre 18 et 25 ans - avec les résidents qui acceptent de les héberger. 42 personnes ont pu trouver un nouveau logement grâce à cette initiative, alors que 200 demandes restent encore ouvertes, a expliqué Marianne Donven.

Les discussions ont également porté sur la problématique de l'accès au marché du travail des demandeurs de protection internationale, qui actuellement n'est possible que si le statut de réfugié leur est accordé.

Mmes Marianne Donven (à gauche) et Frédérique Buck ont remis leur livre au Président de la Chambre des Députés

La Turquie remise en procédure de suivi

Les députés Mme Martine Mergen, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Anne Brasseur entourés de Mme Michèle Eisenbarth, représentante permanente du Grand-Duché de Luxembourg au Conseil de l'Europe (2e de gauche), Mme Christine Goy, représentante permanente adjointe (à droite), Mme Rita Brors et Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire (2e et 3e de droite)

Le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie était au centre de la deuxième partie de la Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) du 24 au 28 avril 2017 à Strasbourg. Parmi les autres points forts de la session figuraient notamment des débats sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord, sur l'accroissement des inégalités de revenus, sur la protection des femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre, sur le détournement du système d'Interpol et sur la protection des droits des parents et des enfants appartenant à des minorités religieuses. Un débat d'actualité sous le titre «Les valeurs européennes en danger: faire face à la montée du populisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et de l'islamophobie en Europe» et un débat selon la procédure d'urgence sur les évolutions inquiétantes en Hongrie ont par ailleurs été ajoutés à l'ordre du jour de la session.

Une résolution adoptée sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie revendique notamment de remettre ce pays dans la procédure de suivi qui consiste en un contrôle plus régulier. Un recul démocratique de la Turquie a par ailleurs été constaté par la Commission de Venise. L'institution de la peine de mort constituerait un dépassement de la ligne rouge et remettrait en question l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe, ont constaté plusieurs orateurs. La présidente de la délégation de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur, a souligné dans son discours que la procédure de suivi ne serait pas une solution en soi, mais un pas en avant pour aider le pays en question.

L'Assemblée parlementaire a aussi adopté une résolution demandant la saisine de la Commission de Venise suite aux évolutions inquiétantes en Hongrie, à savoir le dépôt d'un projet de loi sur le financement des ONG restreignant la société civile et l'adoption d'une loi sur l'enseignement supérieur entraînant la fermeture de l'Université d'Europe centrale.

La députée luxembourgeoise Mme Françoise Hetto-Gaasch a pris la parole au cours du débat sur la protection des femmes réfugiées de la violence fondée sur le genre. Rappelant les revendications du rapport en question, Mme Hetto-Gaasch a précisé que la législation du Grand-Duché prévoit des titres de séjour autonomes pour les femmes réfugiées, ce qui leur procure un moyen d'indépendance envers des conjoints violents, et que par ailleurs, des dortoirs séparés pour femmes et hommes ainsi que des structures pour jeunes femmes avec ou sans enfants, employant du personnel exclusivement féminin, ont été mis en place au Luxembourg.

Retrait de la confiance au Président de l'Assemblée

Au cours de la session, le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Pedro Agramunt, a été fortement critiqué pour avoir effectué une visite en Syrie en y rencontrant le Président Bachar el-Assad et en utilisant un avion appartenant au Gouvernement russe sans en informer au préalable les groupes politiques de l'Assemblée. La délégation luxembourgeoise, après avoir adressé au Président de l'Assemblée une lettre critiquant cette visite, a étroitement suivi ces discussions ayant abouti à une audition publique. Le Bureau de l'Assemblée a finalement retiré la confiance à Pedro Agramunt qui, refusant de démissionner, ne pourra désormais plus effectuer des visites, participer à des réunions ou prendre la parole publiquement en tant que Président de l'Assemblée.

En ce qui concerne les allégations de corruption et de promotion d'intérêts portées à l'encontre de certains membres ou anciens membres de l'Assemblée, un mandat a été donné pour qu'un groupe d'enquête externe indépendant soit chargé de mener une enquête approfondie.

La Chambre des Députés était représentée à la deuxième partie de la session de 2017 par Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, M. Yves Cruchten, Mme Françoise Hetto-Gaasch et Mme Martine Mergen.

Priorités et stratégies en matière de sécurité et de défense

Des parlementaires des 28 États membres de l'Union européenne (UE) se sont rencontrés du 26 au 28 avril 2017 à Malte dans le cadre de la Conférence interparlementaire qui se tient chaque semestre pour discuter des priorités et stratégies dans le domaine de la PESC et la PSDC.

Les participants ont souligné l'importance de la situation en Afrique pour la paix et la stabilité de l'Europe et étaient d'accord pour s'attaquer aux causes profondes qui sont à l'origine de l'instabilité, de la radicalisation, du terrorisme et de la migration vers l'Europe.

Objectifs de paix et de stabilité

Neuf mois après l'adoption de la stratégie globale de l'Union européenne (UE) dans le domaine de la sécurité et de la défense, la Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, a insisté sur la rationalisation des systèmes de défense, les économies d'échelle qui pouvaient être réalisées et les avantages du Plan d'action européen de la défense (PAED). La nécessité d'établir une capacité militaire de planification et de commandement en vue de la création d'un quartier général stratégique civil et militaire unique a été mise en avant.

Relations avec la Russie

En ce qui concerne les relations avec la Russie, Mme Mogherini a rappelé que sa visite à Moscou était la première d'un Haut Représentant depuis 2012. Tout en insistant que Moscou devait respecter les accords de Minsk et les engagements pris envers l'Ukraine, elle a déclaré qu'il existait des points et des objectifs communs entre l'UE et la Russie qu'il fallait creuser.

La reprise des relations avec la Russie, basée sur les cinq principes approuvés par le Conseil des Affaires étrangères en mars 2016 devrait être fondée sur un consensus et sur le respect des normes internationales et une dissuasion crédible, notamment contre la guerre hybride. Dans ce contexte, elle a rappelé que l'OTAN avait repris les pourparlers avec la Russie.

Moyen-Orient et sud de la Méditerranée

Durant les échanges, Mme Mogherini a expliqué que la voie militaire ne constitue jamais l'unique solution d'un conflit, indiquant qu'il existe une voie européenne se basant davantage sur le «soft power». De ce fait, la politique de sécurité de l'UE rime avec multilatéralisme, État de droit, développement du pourtour sud de la Méditerranée et de la région du Sahel.

Ainsi, la politique de l'UE en Syrie ne se concentre pas sur le plan militaire, mais combine un large éventail d'instruments diplomatiques, de sécurité, de développement et humanitaires avec l'objectif d'une solution négociée à Genève.

Répondant à un député, Mme Mogherini a reconnu que la lutte contre la traite des êtres humains est une priorité absolue et elle a expliqué qu'elle soutient les propositions

La Chambre des Députés était représentée par M. Henri Kox, Vice-Président et Mme Claudia Dall'Agnol.

au sein de l'Organisation des Nations Unies visant à reconnaître la traite des êtres humains en tant que crime contre l'humanité. Cette qualification rend plus simple la poursuite de bandes qui ont fait de la traite leur «modèle commercial».

En guise de conclusion, Mme Mogherini a rappelé que l'UE est une réussite et continue à exercer sa force d'attraction. Le respect des droits de l'homme et de l'État de droit sont toujours perçus comme les meilleurs au monde.

Bilan intermédiaire de l'initiative pour l'emploi Med4Jobs

Mme Simone Beissel (2e de gauche) à côté de Mme Margarida Mano, présidente de la réunion

La Commission économique, financière, sociale et de l'éducation de l'AP-UpM s'est réunie à Barcelone le 21 avril 2017. Mme Margarida Mano (Portugal), qui a présidé la réunion, a insisté que la meilleure façon de renforcer le champ d'action de l'AP-UpM est de formuler des projets concrets d'amélioration de la situation de l'emploi sur les deux rives de la Méditerranée.

M. Shérif Younis, conseiller financier et commercial de l'UpM, a rappelé que le but de l'initiative méditerranéenne pour l'emploi Med4Jobs est de combattre l'un des grands fléaux de notre époque: le chômage des jeunes. Il a rappelé qu'à l'heure actuelle 60% de la population dans les pays de la rive sud de la Méditerranée a moins de 30 ans, d'où l'urgence de combattre le chômage des jeunes.

Afin de combattre ce fléau, trois conditions essentielles doivent être remplies: la formation de base, l'apprentissage et l'employabilité des jeunes en question.

Mme Simone Beissel a rappelé les conditions pour une création effective et récurrente d'emplois:

- une stabilité politique garantissant une cohésion sociale certaine pour attirer les investisseurs internationaux;

- une formation de base avec un dénominateur commun minimum, c'est-à-dire la lutte contre l'analphabétisme; il faut garantir que chaque enfant sache lire, écrire et calculer de façon élémentaire à douze ans;

- une prise de conscience par les autorités régionales et locales de leur responsabilité majeure pour créer les conditions-cadres (infrastructures énergétiques, réseaux performants d'Internet, etc.);

- une structure valable de financement: en dehors des possibles systèmes de microfinances, il serait envisageable de demander à la Banque européenne d'investissement, qui a été fortement recapitalisée pour pouvoir financer les PME à travers toute l'Union européenne, d'opérer une éventuelle extension de ses possibilités d'intervention au profit de PME productrices d'emplois localisées dans les États membres de l'Union de la Méditerranée.

M. Nickolas Neibauer, directeur du développement de l'initiative «Génération Entrepreneur» dans le cadre de l'initiative Med4Jobs, a relevé que cette initiative a déjà eu un impact positif sur deux millions de jeunes et qu'il s'agit de continuer à chercher de nouveaux créneaux.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…S.E. M. Piotr Wojtczak, Ambassadeur de Pologne.

D'Chambersgebai blo beliicht

Am Kader vun der Aktioun „Light it up blue" fir de Welt-Autismus-Dag den 2. Abrëll 2017 huet d'Chamber dës Sensibiliséierungs-campagne ënnerstëtzt. D'Chambersgebai war, wéi 40 anerer, wärend deem ganze Mount Abrëll owes blo beliicht.

NOUVELLES LOIS

Procédures pénales

6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dans son programme de 2013, le Gouvernement s'est engagé à mener une réforme du droit pénal en ces termes: «Les droits des victimes d'infractions pénales seront renforcés notamment en améliorant leur accès au dossier. … Le Gouvernement examinera les possibilités d'accélérer, dans le respect des droits de la défense, certaines procédures pénales.»

En effet, depuis le Conseil européen de Tampere (15-16 octobre 1999) L'Europe a réaffirmé l'exigence d'une meilleure reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires entre les pays de l'Union européenne.

Dix ans plus tard, par une résolution du 30 novembre 2009, le Conseil de l'Union européenne avait annoncé vouloir accroître les droits procéduraux des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales.

L'annexe de la résolution contient une feuille de route prévoyant les mesures suivantes:

- Mesure A: Traduction et interprétation;

- Mesure B: Informations relatives aux droits et à l'accusation;

- Mesure C: Assistance d'un conseiller juridique et aide juridictionnelle;

- Mesure D: Communication avec les proches, les employeurs et les autorités consulaires;

- Mesure E: Garanties particulières pour les suspects ou personnes poursuivies qui sont vulnérables;

- Mesure F: Livre vert sur la détention provisoire.

Le Conseil européen a salué cette feuille de route, qu'il a intégrée dans le programme de Stockholm, adopté le 10 décembre 2009, et Plan d'action mettant en œuvre ledit programme COM (2010)174 final a fixé le cadre de travail de l'Union européenne dans le domaine de la justice, de la liberté et de la sécurité pour les années 2010 à 2014.

Les mesures A, B et C ci-dessus font l'objet de trois directives qu'il y a lieu de transposer en droit national:

- la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales: (Mesure A: Traduction et interprétation),

- la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (Mesure B: Informations relatives aux droits et à l'accusation),

- la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (Mesure C: Assistance d'un conseiller juridique et aide juridictionnelle).

Les mesures C et D ont été réunies, au terme de discussions nourries, dans la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires, (dite «directive C»).

Les auteurs du projet de loi précisent au sujet de la mesure E que: «Le volet de l'aide juridictionnelle par contre est traité à part dans une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'aide juridictionnelle provisoire pour les suspects et les personnes poursuivies privés de liberté, ainsi que l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen. Cette proposition est actuellement négociée dans les groupes de travail. Elle est complétée par une recommandation.

La question des garanties particulières pour les personnes soupçonnées ou poursuivies qui sont vulnérables (Mesure E) a donné lieu à la publication par la Commission européenne, le 27 novembre 2013, d'une proposition de directive relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants soupçonnés ou poursuivis, que la Commission européenne a également complétée par une simple recommandation concernant les autres personnes vulnérables.»

Un livre vert sur la détention provisoire (mesure F) a été publié le 14 juin 2011. La consultation publique était ouverte jusqu'au 30 novembre 2011.

Cette mesure fait l'objet d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales.

Le projet de loi 6758 a pour objet de transposer les trois directives précitées. Il a été élaboré par un groupe de travail constitué de représentants du Ministère de la Justice, Parquet général, Parquet de Luxembourg et de Diekirch, Cabinet d'Instruction, police judiciaire et du Barreau de Luxembourg.

Les auteurs du présent projet de loi ont profité de l'occasion pour actualiser ou adapter certaines autres dispositions du Code d'instruction criminelle; adaptations qui sont devenues nécessaires avec l'introduction de l'arsenal des garanties procédurales prévues.

Ainsi, les auteurs saisissent la présente occasion pour changer la dénomination du „Code d'instruction criminelle" en adoptant celle de „Code de procédure pénale".

La transposition intégrale de la directive 2012/29 établissant des normes minimales en matière de droits, de soutien et de protection des victimes de la criminalité a été rajoutée au présent projet de loi en date du 17 mars 2016 par le biais d'amendements gouvernementaux.

Cette directive 2012/29/UE vise à garantir que les victimes sont reconnues et traitées avec respect, et qu'elles bénéficient d'une protection appropriée, ainsi que d'une assistance et d'un accès à la justice. Cette directive, qui remplace la décision-cadre du Conseil de 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales, renforce considérablement les droits des victimes et des membres de leur famille à recevoir des informations, un soutien et une protection, ainsi que leurs droits procéduraux dans les procédures pénales. La directive impose également aux États membres de former les fonctionnaires susceptibles de se trouver en contact avec des victimes. En outre, elle favorise la coopération entre les États membres et la coordination des services nationaux dans ce domaine.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.12.2014
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

16.06.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.11.2016	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.11.2016	Continuation de l'examen du projet de loi
	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
11.01.2017	Continuation de l'examen du projet de loi
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2017
Loi du 8 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°346, page 1

Réseaux à ultra-haut débit

6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Le projet de loi sous rubrique, qui s'inscrit dans le contexte de la Stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit - «L'ultra-haut débit pour tous» - et de l'initiative «Digital Lëtzebuerg», a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et de modifier la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis.

La directive 2014/61/UE précitée envisage une réduction des coûts liés à la mise en place des réseaux à haut débit en promouvant l'utilisation conjointe des infrastructures physiques existantes et en permettant un déploiement plus efficace de nouvelles infrastructures physiques dans le but de faciliter et d'encourager le déploiement de ces réseaux.

Le projet de loi crée le cadre légal pour la mise à disposition de l'accès aux infrastructures physiques existantes de tout opérateur de réseau à d'autres entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics.

Tout opérateur de réseau a le droit de négocier la coordination des travaux de génie civil avec les entreprises fournissant des réseaux de communications électroniques en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Le projet de loi impose aux opérateurs de réseau effectuant directement ou indirectement des travaux de génie civil, entièrement ou partiellement financés par des fonds publics, l'obligation de satisfaire à toute demande raisonnable concernant des accords de coordination des travaux de génie civil émanant d'entreprises fournissant ou autorisées à fournir des réseaux de communications publics.

Tous les bâtiments neufs au niveau des locaux de l'utilisateur final ou les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation de grande ampleur devront être équipés d'une infrastructure physique adaptée au haut débit située à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil.

Toutes les maisons plurifamiliales neuves ou les maisons plurifamiliales faisant l'objet d'une rénovation de grande ampleur devront être équipées d'un point d'accès permettant au fournisseur d'avoir accès à l'infrastructure à l'intérieur du bâtiment.

Des dérogations sont prévues pour les travaux de rénovation de grande ampleur dont les coûts sont disproportionnés pour les propriétaires individuels ou les copropriétaires.

Conformément aux exigences de la directive 2014/61/UE, le présent projet de loi prévoit la mise en place d'un organisme de règlement de litige qui sera compétent en cas de litige survenant sur la mise en œuvre des droits et obligations issus de la directive. L'Institut Luxembourgeois de Régulation a été identifié comme organe idéal pour assumer le rôle de cet organisme de règlement de litige.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 03.09.2015
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):

26.09.2016	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2016	Continuation des travaux
13.10.2016	Continuation des travaux
20.10.2016	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
27.10.2016	Examen de l'avis de la Commission juridique
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
30.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

26.10.2016	Élaboration d'un avis circonstancié concernant l'article 12

Vote en séance publique: 08.02.2017
Loi du 22 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°356, page 1

Lutte contre l'apatridie

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

Par une adhésion à ces trois conventions internationales, le Gouvernement confirme sa volonté de lutter contre l'apatridie et de collaborer activement sur le plan international dans le domaine de l'acquisition d'une nationalité.

La Convention européenne sur la nationalité énonce les principes de droit national à respecter, les règles régissant l'acquisition de la nationalité et des dispositions relatives à la pluralité de nationalités. La Convention souligne que tous les individus ont droit à une nationalité et que l'État partie doit faciliter dans son droit interne l'acquisition de sa nationalité pour certaines catégories de personnes.

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États énonce des principes généraux relatifs à la nationalité que les États signataires doivent respecter en cas de succession d'États. En effet, l'expérience a démontré que de par la succession d'États un grand nombre de personnes risquent de perdre leur nationalité sans obtenir une autre nationalité, devenant ainsi apatrides.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.03.2016
Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

14.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
03.10.2016	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
16.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.02.2017
Loi du 8 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°288, page 1

Nationalité luxembourgeoise

6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi 6977 se veut un compromis politique large et équilibré qui intègre tant les revendications relatives à la maîtrise de la langue luxembourgeoise formulées par une partie de la population luxembourgeoise et des partis politiques, que celles de la société civile réclamant moins de barrières administratives pour un accès plus aisé à la nationalité.

Ceci est particulièrement visible dans la réforme des cours de langue et d'instruction civique avec le maintien des exigences relativement importantes au niveau de la maîtrise de la langue luxembourgeoise et un aménagement plus personnalisable des conditions de réussite des trois examens obligatoires.

Aussi, la réintroduction de la procédure d'option avec ses nombreux cas de figure, abolie par la loi du 23 octobre 2008, témoigne de la volonté de faciliter l'accès à la nationalité pour les personnes présentant un lien réel avec le pays ou qui, par des circonstances indépendantes de leur volonté, se retrouvent dans des situations qui les obligent à faire appel à l'aide de l'État luxembourgeois.

Les points saillants de la réforme pourront se résumer comme suit:

1. La naturalisation:

Le projet de loi prévoit une adaptation de toutes les conditions de naturalisation, à l'exception de la condition d'âge. La naturalisation restera réservée aux personnes ayant atteint l'âge de dix-huit ans. Quant à la durée de résidence obligatoire, elle est réduite à cinq années. Il s'agit du délai applicable avant l'entrée en vigueur de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

L'interruption de la période de résidence sur le territoire luxembourgeois par des franges de vie passées à l'étranger ne sera plus un obstacle à la naturalisation dans le sens où les compteurs ne seront plus remis à zéro en cas de départ à l'étranger au cours de la période légale de résidence. La dernière année de résidence sur le territoire luxembourgeois avant l'introduction de la procédure de naturalisation devra néanmoins être ininterrompue.

1.1. Les cours de langue luxembourgeoise et les cours «Vivre au Luxembourg»

Il est proposé de conserver pour l'expression orale le niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues et pour la compréhension de l'oral le niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues. Le candidat devra participer tant à l'épreuve d'expression orale qu'à l'épreuve de compréhension de l'oral.

Aura réussi l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise le candidat ayant obtenu dans l'épreuve d'expression orale une note égale ou supérieure à la moitié des points. Dans ce cas de figure, la note obtenue dans l'épreuve de la compréhension de l'oral ne sera pas prise en considération.

Il est introduit un mécanisme de compensation lorsque le candidat a obtenu une note insuffisante dans l'épreuve d'expression orale.

Les candidats auront le choix entre la participation au cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» et la réussite de l'examen sanctionnant ce cours. Le projet de loi prévoit l'organisation de trois modules portant sur une durée totale de vingt-quatre heures. Il n'y aura plus de cours facultatifs. Le texte prévoit une dispense de participation au cours et à l'examen «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» au profit des personnes atteintes d'un handicap grave, qui sera médicalement certifié.

1.2. L'honorabilité

Le projet de loi maintient comme motifs de refus de la naturalisation non seulement les fausses déclarations, la dissimulation de faits importants et la fraude, mais également l'existence d'une condamnation à une peine criminelle ou à l'emprisonnement ferme d'une durée d'une année ou plus.

Un motif supplémentaire de refus de naturalisation est introduit. Il s'agit de la condamnation à une peine d'emprisonnement d'au moins deux années, assortie du sursis.

2. L'option

Le projet de loi propose de réintroduire l'option, une procédure d'obtention simplifiée de la nationalité, réintroduite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité et abandonnée à nouveau dans la loi de 2008.

L'option sera ouverte, sous certaines conditions, dans les cas de figure suivants:

1) l'absence de transmission de la nationalité luxembourgeoise par un parent ou adoptant à son enfant;

2) l'absence de transmission de la nationalité luxembourgeoise par un grand-parent à un parent du demandeur;

3) la qualité de parent d'un mineur luxembourgeois;

4) le mariage avec un Luxembourgeois;

5) la naissance au Grand-Duché de Luxembourg, pour les candidats mineurs âgés d'au moins douze ans;

6) l'accomplissement de la scolarité pendant au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois;

7) la possession d'une résidence habituelle et légale au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins vingt années;

8) l'exécution du contrat d'accueil et d'intégration;

9) l'immigration au Grand-Duché de Luxembourg au cours de la minorité;

10) la reconnaissance du statut d'apatride, du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire;

11) la qualité de soldat volontaire de l'armée luxembourgeoise.

3. Le droit du sol

3.1. Le droit du sol de la deuxième génération ou «double droit du sol»

Il est proposé de maintenir, au sein de la future loi, le principe du double droit du sol et de l'étendre aux enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière ou simple par une personne née au Grand-Duché.

L'attribution de la nationalité luxembourgeoise restera automatique dans le sens que celle-ci ne sera subordonnée ni à la manifestation d'un acte de volonté ni à l'accomplissement d'une formalité.

Pendant la majorité, les bénéficiaires du droit du sol de la deuxième génération pourront renoncer à la qualité de Luxembourgeois, à condition d'avoir une nationalité étrangère.

3.2. Le droit du sol de la première génération

L'objectif est d'attribuer la nationalité luxembourgeoise aux personnes nées au Grand-Duché et présentant un lien réel avec notre pays. Afin d'éviter un «tourisme des naissances», il est prévu d'introduire une double exigence de résidence sur le territoire luxembourgeois. Le dispositif proposé a deux volets:

D'une part, l'attribution de la nationalité luxembourgeoise sera automatique dans le cas suivant:

La personne née au Grand-Duché de Luxembourg obtiendra, au moment de son dix-huitième anniversaire, la nationalité luxembourgeoise, à condition:

- qu'elle ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour du dix-huitième anniversaire; et

- qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance.

D'autre part, l'attribution de la qualité de Luxembourgeois sera subordonnée à l'introduction d'une procédure dans l'hypothèse suivante: l'option sera ouverte au candidat né au Grand-Duché de Luxembourg à partir de l'âge de douze ans, à condition:

- qu'il ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins cinq années consécutives et précédant immédiatement le jour de la déclaration d'option; et

- qu'un de ses parents ou adoptants non luxembourgeois ait eu une résidence habituelle et un séjour régulier au Grand-Duché de Luxembourg pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement le jour de la naissance.

Pendant la minorité, l'accord des parents ou adoptants sera requis en vue de l'introduction de la procédure d'option.

Les bénéficiaires du droit du sol de la première génération pourront renoncer à la nationalité luxembourgeoise pendant la majorité, à condition de posséder une nationalité étrangère.

4. Le recouvrement de la nationalité

Selon les données fournies dans l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi, plus de 25% des demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise introduites de 2009 à 2015 sont des procédures de recouvrement.

Comme préconisé par la disposition transitoire particulière de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008, la date limite pour introduire une demande de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise en la qualité de descendant en ligne directe d'un aïeul ayant possédé la nationalité luxembourgeoise à la date du 1er janvier 1900, est maintenue au 31 décembre 2018.

En effet, la disposition en question a provoqué un engouement pour recouvrer la nationalité luxembourgeoise auprès de descendants d'ancêtres luxembourgeois vivant aujourd'hui - et souvent depuis leur naissance en dehors du territoire luxembourgeois, voire aux États-Unis ou encore en Amérique du Sud. Il ne s'avère guère opportun d'accorder en grand nombre la nationalité luxembourgeoise et les droits y relatifs à des personnes ne présentant qu'un lien lointain avec le pays.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

24.06.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.09.2016	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
14.09.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
21.09.2016	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
	Continuation de la présentation et de l'examen d'une série de propositions d'amendements
03.10.2016	Présentation et examen d'une série de propositions d'amendements
	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
16.11.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2016	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
18.01.2017	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
25.01.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport
08.02.2017	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 09.02.2017

Loi du 8 mars 2017

Mémorial A: 2017, n°289, page 1

Immigration

6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la transposition de deux directives européennes se situant dans le contexte de la politique d'immigration de l'UE, à savoir la directive 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier et la directive 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe, dans la législation luxembourgeoise. En outre, le projet de loi prévoit la mise en place d'un mécanisme original de continuité d'activités, l'introduction d'un titre de séjour pour «investisseur», l'adaptation des dispositions relatives au regroupement familial et une modification de la durée de rétention pour familles au Centre de rétention.

1. La directive sur le droit de séjour pour travailleurs saisonniers

La directive 2014/36/UE prévoit l'établissement d'un socle commun de droits et de garanties procédurales pour les travailleurs saisonniers, une catégorie de travailleurs identifiée comme étant particulièrement vulnérable, afin de leur assurer une certaine protection lors de leur séjour sur le territoire des États membres tout en fournissant aux États membres des garanties permettant d'éviter des abus. Étant donné que le Luxembourg n'a pas encore prévu de titre de séjour spécifique pour travailleurs saisonniers, le projet de loi tend à transposer l'ensemble de la directive 2014/36/UE.

Les travailleurs saisonniers peuvent, tout en conservant leur lieu de résidence principal dans un pays tiers, séjourner légalement et temporairement dans l'Union pour une période maximale variant de cinq à neuf mois, qui sera fixée au Grand-Duché par le projet de loi sous rubrique à cinq mois, pour exercer une activité soumise au rythme des saisons. Les États membres restent responsables pour définir les secteurs d'emploi qui comprennent des activités soumises au rythme des saisons. Au Luxembourg, ces activités sont arrêtées dans le règlement grand-ducal du 11 juillet 1989 portant application de la disposition respective de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, intégrée dans le Code du travail à l'article L.122-1.

La directive précise également l'ensemble des droits dont peuvent se prévaloir ces travailleurs migrants.

Afin de protéger les travailleurs saisonniers contre toute exploitation et en même temps éviter des abus, la directive prévoit que les travailleurs saisonniers ont droit à l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État membre d'accueil au moins en ce qui concerne les modalités d'emploi, y compris en matière de salaire, d'horaires de travail et de congés, le droit de faire grève et de mener une action syndicale, des arriérés que doivent verser les employeurs, certaines branches de la sécurité sociale, des services de conseil sur le travail saisonnier, le droit à la reconnaissance de leurs diplômes ainsi que le droit à l'éducation et à la formation professionnelle directement liée à l'activité professionnelle spécifique.

Chaque demande d'admission doit obligatoirement être accompagnée d'un contrat de travail ou d'une offre d'emploi précisant le salaire et les heures de travail, d'une assurance maladie et de preuve que le travailleur saisonnier disposera d'un logement adéquat. Au cas où le logement serait pris en charge directement par l'employeur, il est précisé que le loyer ne doit pas être excessif ou déduit automatiquement du salaire. À noter que le projet de loi prévoit spécifiquement que l'employeur est tenu de transmettre toutes les informations nécessaires au ministère.

La directive 2014/36/UE prévoit également des sanctions administratives et pécuniaires en cas de non-respect par les employeurs. Ainsi, si l'employeur a violé les conditions fixées par la directive ou du Code de travail national, l'autorisation de séjour et de travail est retirée et l'employeur peut être obligé de verser une indemnité correspondant aux salaires relatifs à la période prévue dans le contrat de travail, qui auraient été dus, au travailleur saisonnier.

2. La directive sur le droit de séjour pour des transférés intragroupe

La directive 2014/66/UE facilite l'entrée dans l'Union européenne de cadres, d'experts et de stagiaires dans le cadre d'un transfert intragroupe et entend ainsi contribuer à la progression de l'économie fondée sur la connaissance dans l'Union européenne.

Ces dernières années, la mondialisation de l'activité économique, l'intensification des échanges commerciaux et la croissance et l'expansion des groupes d'entreprises multinationales ont eu pour effet d'accélérer les mouvements des cadres, experts et employés stagiaires des branches et filiales des entreprises multinationales, temporairement réaffectés pour des missions de courte durée à d'autres unités de leur entreprise. Ces transferts temporaires intragroupe peuvent également bénéficier aux pays d'origine des migrants, cette migration temporaire pouvant en effet, dans le respect de règles bien définies, favoriser la transmission de compétences, de technologies et de savoir-faire.

Un objectif de la directive 2014/66/UE est de permettre à une entreprise ou un groupe multinational situés dans un État en dehors de l'UE de faciliter le détachement temporaire de ses cadres, experts ou employés stagiaires (personnes ICT) dans une entité appartenant à l'entreprise ou au groupe située dans l'Union.

Cependant, l'innovation majeure de la directive 2014/66/UE est le concept de la mobilité au sein de l'Union européenne des travailleurs ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe. Ainsi, une personne ICT détachée dans un premier État membre peut faire plus facilement l'objet de transferts intragroupe successifs dans un ou plusieurs autres États membres. Cette mobilité peut être de courte durée (90 jours au maximum sur toute période de 180 jours) ou de longue durée (plus de 90 jours) et impliquera, selon le cas, des formalités différentes.

À noter que les auteurs du projet de loi ont opté lors de la transposition de la directive 2014/66/UE pour l'exigence que toute nouvelle demande pour une même personne ICT ne puisse être introduite après un délai de six mois entre la fin de la durée maximale d'un transfert intragroupe temporaire et le dépôt d'une nouvelle demande. Cette disposition a pour but d'éviter que le transfert ne devienne définitif et sert à éviter un contournement des conditions d'admission plus sévères pour le droit de séjour pour travailleurs salariés, dont la durée du séjour n'est en principe pas limitée tant que les conditions requises restent remplies.

3. Autres dispositions revêtant un caractère national

Le projet de loi vise en outre à mettre en place un mécanisme original de continuité d'activités, reposant sur une procédure de vérification et d'autorisation préalable afin de permettre à des entités enregistrées de continuer leur activité sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en cas de survenance d'un incident majeur dans leur pays d'origine, situé en dehors de l'Union européenne.

Dans le but de la diversification économique, un site de continuité d'activités («backup-center») a déjà été créé au Luxembourg qui permet à des entreprises de pouvoir continuer leurs activités en cas d'une crise ou d'un autre incident. Le site de continuité d'activités contient les fichiers informatiques des entreprises et doit être opérable à court terme. Pour que des entreprises situées dans des pays tiers puissent en profiter, leur personnel doit être à même de se déplacer au Grand-Duché dans un délai raisonnable. Pour atteindre ce but, la procédure envisagée par le présent projet de loi vise une procédure de «pré-clearance» du personnel et un traitement d'urgence des demandes en cas de période de crise.

Le projet de loi prévoit en outre la création d'une nouvelle catégorie de titre de séjour à caractère national, donc non couverte par une harmonisation européenne. Les dispositions relatives à l'autorisation de séjour pour «investisseur» s'inscrivent dans le cadre de la politique de diversification de l'économie, de l'encouragement de l'entrepreneuriat et du repositionnement de la place financière. Elles visent à attirer de nouveaux investisseurs de qualité au Luxembourg, désirant investir par exemple dans la reprise ou la création d'entreprises, de structures d'investissement de type «family office» ou de gestion d'avoirs importants. Y sont par contre exclus des investissements ayant principalement comme objet l'achat et la location d'immeubles.

Le projet de loi définit les conditions d'octroi, les formalités préalables à l'obtention et les droits attachés au titre de séjour pour «investisseur», à l'instar des autres types de titre de séjour existants. Les conditions d'octroi sont telles qu'elles permettent de limiter des abus éventuels de ce titre de séjour. Ainsi, le titre de

séjour qui est valable pour une durée initiale de trois années est lié à un mécanisme de suivi, puisqu'au plus tard dans les douze mois suivant sa délivrance, le respect des engagements pris parallèlement à l'investissement, tel que le maintien ou la création d'emploi, de la substance appropriée ou de l'investissement sur une certaine durée, est contrôlé.

Un autre objectif du présent projet de loi est d'adapter certaines dispositions relatives aux travailleurs et au regroupement familial prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration aux besoins de souplesse afin d'améliorer le facteur d'attrait de l'immigration légale des travailleurs ressortissants de pays tiers et de leurs membres de famille. Les dispositions concernant le regroupement familial visent à adapter les dispositions pour travailleurs salariés originaires de pays tiers à celles pour détenteurs de la carte bleue européenne, donc à abolir le délai de douze mois pour les travailleurs salariés avant de pouvoir faire venir leurs membres de famille au Luxembourg. Quant aux étudiants, le projet de loi prévoit de leur permettre, après l'achèvement de leurs études supérieures, de faire leurs demandes d'emploi en restant au Grand-Duché.

En outre, le projet de loi entend modifier la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention en augmentant la durée de rétention pour les personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge de 72 heures à sept jours. Cette prolongation se fait pour des raisons pratiques, permettant ainsi de mieux organiser les retours de demandeurs d'asile déboutés. Rappelons à cet égard que le placement en rétention de mineurs non accompagnés ou de familles comportant des mineurs est une mesure utilisée qu'en dernier ressort.

Finalement, le projet de loi modifie la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales afin de donner un accès direct au fichier des étrangers à certains agents du ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement. Cet accès constitue une simplification administrative de la procédure en obtention d'une autorisation d'établissement. Afin de respecter la protection des données, une consultation directe des données du fichier des étrangers n'est possible que sous condition de l'accord préalable de l'administré.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 18.05.2016
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

12.09.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
07.11.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.01.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.02.2017
Loi du 8 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°298, page 1

Compte général de l'exercice 2015

7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015

Le compte général de l'État de l'exercice 2015 suivant la législation nationale

Le compte général de l'exercice 2015 s'est clôturé avec un déficit de 460,7 millions d'euros.

A. Recettes et dépenses courantes et en capital		
	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	-672.550.427,75
I.	Recettes	12.818.774.906,55
II.	Dépenses	13.279.500.499,36
III.	Excédent de dépenses	**460.725.592,81**
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-1.133.276.020,56

B. Recettes et dépenses pour ordre		
	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	18.507.534,75
I.	Recettes pour ordre	6.274.179.401,83
II.	Dépenses pour ordre	6.299.352.590,25
III.	Excédent de dépenses pour ordre	**25.173.188,42**
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	-6.665.653,67

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État		
	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.725.776.418,57
I.	Recettes	4.182.946.368,57
II.	Dépenses	4.392.647.297,19
III.	Excédent de dépenses	**209.700.928,62**
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	2.516.075.489,95

Le compte général de l'exercice 2015 s'est clôturé avec un déficit de 460,7 millions d'euros, alors que le budget voté renseignait un déficit de 568,3 millions d'euros. Cette différence de 107,6 millions d'euros s'explique notamment par une hausse de 310,3 millions d'euros des recettes courantes et de 130,9 millions d'euros de recettes en capital sur l'année 2015, alors que les dépenses courantes étaient de 71,0 millions d'euros inférieures au budget voté par la Chambre. Toutefois, les dépenses en capital étaient de 404,6 millions d'euros supérieures au budget voté.

La détérioration du solde du budget en capital reflèterait, selon le Gouvernement, les efforts entrepris en matière d'investissements publics.

Par rapport au budget modifié de l'État de l'exercice 2015, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'État de l'exercice 2015 peuvent être résumées comme suit:

Tableau: Budget et compte 2015

	Budget définitif 2015	Compte général 2015	Variation	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	12.304.543.548,00 73.043.900,00	12.614.842.807,93 203.932.098,62	310.299.259,93 130.888.198,62	2,52% 179,19%
Total recettes (1)	12.377.587.448,00	12.818.774.906,55	441.187.458,55	3,56%
Dépenses - courantes - en capital	11.824.099.971,00 1.121.831.035,00	11.753.069.004,81 1.526.431.494,55	-71.030.966,19 404.600.459,55	-0,60% 36,07%
Total dépenses (2)	12.945.931.006,00	13.279.500.499,36	333.569.493,36	2,58%
Excédent de dépenses (2) - (1)	-568.343.558,00	-460.725.592,81	107.617.965,19	

Source chiffres: budget de l'État 2015, compte général 2015; tableau: Cour des comptes

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.06.2016
Rapportrice: Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Adehm):

26.09.2016 Présentation du projet de loi
03.10.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du rapport général de la Cour des comptes
21.11.2016 Examen du texte et des amendements gouvernementaux
Examen des avis du Conseil d'État
Examen du rapport général de la Cour des comptes
Examen du projet de rapport
05.12.2016 Adoption d'un projet de rapport
19.12.2016 Adoption d'un projet de rapport complémentaire

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: Monsieur Eugène Berger):

26.09.2016 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 21.12.2016
Loi du 23 décembre 2016
Mémorial A: 2016, n°273, page 4980

Réorganisation de l'ILNAS

7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS

Ce projet de loi étend les attributions du département de la surveillance du marché de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS).

Par l'ajout de trois points supplémentaires au paragraphe 4 de l'article 8 de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS, les véhicules et équipements visés par les règlements mentionnés ci-dessous sont dorénavant également soumis au contrôle exercé par le département de la surveillance du marché:

1. le règlement (UE) n°167/2013 du Parlement européen et du Conseil du 5 février 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules agricoles et forestiers;

2. le règlement (UE) n°168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles; et, par anticipation,

3. la proposition de règlement du Parlement et du Conseil relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules [2016/0014 (COD)].

Le dernier point s'explique par la réponse donnée par la Commission européenne à l'affaire dite «Volkswagen», proposant de renforcer la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, en particulier en mettant en place des mécanismes adéquats de supervision et en introduisant des dispositions en matière de surveillance du marché.

C'est dans ce contexte que la proposition de règlement précitée, et anticipée par le présent projet de loi, prévoit la nécessité d'inclure des nouvelles obligations plus spécifiques pour les autorités nationales, notamment des essais et inspections de vérification ex post de la conformité d'un nombre suffisant de véhicules mis sur le marché.

Les règles existantes en matière de surveillance du marché resteront en place, mais les contrôles ex ante seront complétés par une surveillance du marché ex post.

La Commission de l'Économie a, par ailleurs, complété l'article unique du projet de loi par un premier paragraphe qui a pour objet d'insérer un article 7bis dans la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS. L'article inséré énumère les exigences prévues pour les autorités notifiantes et auxquelles doit également répondre l'OLAS.

À noter que ce projet de loi comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

13.10.2016 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2017
Loi du 17 février 2017
Mémorial A: 2017, n°223, page 1

SÉANCE 23

MERCREDI,
8 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel et M. Claude Wiseler) (dépôt de deux amendements), M. Eugène Berger (intervention de M. Laurent Mosar), M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Amendements: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, Mme Simone Beissel*
- *Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen (interventions de MM. les Ministres Dan Kersch et Etienne Schneider, Mme Octavie Modert et M. Claude Wiseler), M. Claude Haagen, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. Marc Angel), M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile (interventions de Mme Martine Mergen et M. Marc Angel)*
- *M. Fernand Kartheiser*
- *Vote séparé sur l'article III du projet de loi (demande rejetée)*
- *Vote séparé sur l'article 59 du projet de loi (demande rejetée)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

5. 7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (suite)

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op. An e Bléckkontakt geet duer fir ze gesinn: D'Regierung huet keng speziell Kommunikatiounen ze maachen?

(Assentiment)

Merci, Här Premierminister.

Da géife mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6867 an dee Projet dréit ronderëm de Réseau fir elektronesch Breetbandkommunikatioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

2. 6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Et kéint ee jo elo domadder ufänken a soen: „Stellt Iech emol vir, Dir hätt elo net alleguerten um Pult den Internet connectéiert. Dir hätt och elo keen Handy, mat deem Der kéint schaffen, fir op den Internet ze goen, fir Mailen ze schécken, fir ze kommunizéieren, fir vläicht och nach e Message op Facebook ze maachen." Dat kënne mer eis eigentlech hautzudaags praktesch net méi virstellen, datt een deen Outil net hätt vum Internet. An dowéinst gëtt eigentlech och den Accès un den Internet ëmmer méi als eng Zort Grondrecht considéréiert, well et eben ouni Internet an der Gesellschaft vum 21. Jorhonnert, an där mer haut liewen, ëmmer méi schwéier ass, eigentlech e vollwäertege Member vun där Gesellschaft ze sinn, fir kënnen ze kommunizéieren, fir kënnen Informatiounen eranzehuelen, eigentlech och, fir eng Rei deeglech Aufgaben ze maachen, sief dat, datt ee Bankoperatioune mécht, sief dat, datt ee vläicht eng Demande beim Stat mécht. All déi Saache sinn ëmmer méi, heiansdo souguer schonn nëmme méi exklusiv online verfügbar. Et ginn och Leit, déi praktesch online schaffen. An, voilà, alles dat, fir ze soen, datt een eigentlech hautzudaags den Accès un den Internet brauch, fir iwwerhaapt an der Gesellschaft kënnen ze fonctionnéieren.

En effikassen Internetréseau ass awer och wichteg, net nëmme fir den Eenzelnen, mä en ass och wichteg fir d'Entwécklung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Wa mer eis wëllen als ICT-Standuert beweisen, wa mer eis net nëmme wëllen domadder zefridde ginn, datt mer esou gutt si wéi déi aner Länner, mä vläicht och besser wëlle si wéi déi aner Länner, da wëlle mer Virreider sinn op europäeschem Plang. Och da brauche mer effikass Infrastrukturen an da brauche mer iwwerall, och fir eis Betriber natierlech, den Accès un de sougenannten „schnellen Internet".

An dee Projet de loi, deen ech Iech haut de Mëtten dann hei presentéieren, situéiert sech an där Logik vum schnellen Accès un den Internet als Grondrecht an e situéiert sech natierlech och an déi Strategie, déi eigentlech schonn 2010 lancéiert ginn ass, vun dem „«ultra-haut» débit pour tous". E situéiert sech natierlech och an d'Strategie vun „Digital Lëtzebuerg", déi dës Regierung weiderverfollegt.

Op där anerer Säit, de Projet de loi, dee setzt och eng europäesch Direktiv ëm, déi als Zil huet, fir dësen Accès un de schnellen Internet wäitméiglechst obligatoresch ze maachen an awer och, fir datt dat méiglech ass, fir déi Aarbechten, fir dat ze maachen, och esou käschtegënschteg wéi méiglech ze gestalten. Well de Coût, also d'Fraisen, d'Käschte sinn oft eng Barrière, fir datt een en optimalen Déploiement vun de schnelle Réseaue kann entwéckelen.

Déi praktesch Fro drängt sech jo natierlech och op, wéi et konkret hei am Land ausgesäit mat de Leitungen an Uschlëss. Wéi gutt si mer da scho bis elo couvréiert, insbesonnesch mat de Glasfaseren, wat jo den Haaptkanal de transmission ass fir de schnellen Internet? Ass d'ganzt Land ofgedeckt?

Dat war och eng Fro, déi an der Kommissioun opgeworf gi war. Ech hat och de Membere vun der Kommissioun dee Link nach eng Kéier weiderschécke gelooss, wou ee kann op dem data.public.lu dat nokucken, d'Couverture. An do kënne mer awer trotzdeem feststellen, datt mer relativ gutt hei zu Lëtzebuerg couvréiert sinn. Ech huelen elo emol dat, wann ech elo ëmmer geschwat hu vun „ultra-haut débit", dat sinn eigentlech 30 Megabit an der Sekonn oder méi, wann een do déi Kaart hëlt, also wann een einfach déi Referenz vun 30 Megabit hëlt, da gesäit een awer, datt all déi rout Gemengen also do eng Couverture zwëschen 91% an 100% hunn.

(M. Eugène Berger montre une documentation.)

Op deem Internetsite kann een dat och pro Gemeng nokucken. Et sinn nach zwou, dräi Plazen, wou net „keen" Internetaccès ass, mä wou dann d'Vitesse vläicht net esou héich, oder den Débit net esou héich ass.

Wann een dann…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Déi rout Gemenge si jo déi bescht?

M. Eugène Berger *(DP).*- Déi hunn alleguerten eng Couverture vun 91% bis 100% vun ultra-haut Débit.

(Interruption et hilarité)

Da gëtt et natierlech och nach Standarden driwwer. Mä dat, wat eis haut de Mëtte beschäftegt, dat ass eigentlech déi do Couverture, déi also gutt ass.

(M. Eugène Berger montre une autre documentation.)

Wat natierlech ass, wann een nach besser ass, dat ass dann déi blo Couverture.

(Exclamations, hilarité et interruption)

100, dat ass dann 100 Megabit bis 1 Gigabit, och do - dat ass also eng ganz héich Performance -, och do gesäit een, datt et awer iwwerall am Land schonn déck donkelblo ass. Dat ass also ganz zefriddestellend. Et sinn nach e puer Flecken, wou et méi hellblo ass, soudatt een do also nach…

Mä einfach fir ze soen…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass do och d'Gemeng Diddeleng derbäi?

M. Eugène Berger *(DP).*- Déi ass och déck donkelblo, gesinn ech.

(Interruptions et hilarité)

Voilà. Nëmme fir mat dëse Kaarten awer ze illustréieren, Här President, datt also dat, wat mer hei als Obligatioun ustriewen, den ultrahaut Débit, 30 Megabit, datt deen also an all de Gemengen eng Couverture praktesch huet vun 91% bis zum Deel 100%, wou dat ofgedeckt ass.

Dat heescht awer och, datt mer nach mussen zum Deel weiderschaffen, fir also nach méi en héijen Débit ze kréien. Et heescht awer och, datt natierlech hei e puer Akteuren am Spill sinn. Dat ass natierlech LuxConnect, d'Post, wéi een och am klassesche Sënn seet. Et muss een awer och wëssen, fir an déi lescht Strooss an all Duerf, soen ech emol, dat eranzeleeën, brauch een natierlech och d'Gemengen, déi do matschaffen, well natierlech d'Aarbechten, fir déi Réseauen ze verleeën, well do natierlech och déi eng oder aner Aarbechten zum Deel an d'Kompetenze vun de Gemengen eraginn.

Déi Infrastrukturen, déi een dofir brauch, déi een do misst am ganze Land leeën, déi hunn natierlech och hire Präis. An ech mengen, dat ass jo och ee vun den Objeten oder den Objektiven hei vun där Direktiv, déi mer ëmsetzen. Dat ass eben, well de Käschtefacteur, fir all déi Leitungen ze leeën, besonnesch wann ee se all Kéiers misst nei leeën, immens héich ass, ass eben hei d'Iddi, datt ee soll hunn, datt een dat méi effizient a méi bëlleg mécht. Wéi kann een dat erreechen? Mä andeems een einfach op existéierend Infrastrukturen zréckgräift an déi versicht optimal auszenotzen. Ech mengen, dat sinn e puer vun den Haaptelementer dann och vun dësem Projet de loi respektiv vun der Direktiv.

Dat heescht, dat éischt grousst Zil, déi éischt Mesure am Projet de loi, déi regelt den Zougang zu deenen existéierende physeschen Infrastrukturen. An Zukunft ass et also méiglech respektiv och obligatoresch, wann ee schonn Netzbedreiwer ass vun esou Infrastrukturen, och aneren, ech soen emol „Firmaen", „Operateuren" den Zougang zu deenen Infrastrukturen ze erlaben.

Wat sinn dat fir Infrastrukturen? Dat si geméinlech, dat kënnen déi Fiberréseaue sinn, mä dat kënnen awer och aner Leitunge sinn. Et ass och eventuell méiglech duerch besteeënd Leitungen, ech soen emol einfach formuléiert: duerch elektresch Leitungen. Anscheinend ass et och méiglech, dat zum Deel un d'Kanalisatiounsleitungen ze integréieren, soudatt een also un aner Réseausleitunge vu verschiddenen Zorten dat da kann do dropmaachen. Dat awer mécht, datt een dat méi schnell ka leeën, datt een och méi schnell oder méi bëlleg dat da ka maachen.

Ech mengen, dat ass also a ville Fäll hei zu Lëtzebuerg de Fall, wou mer gutt Réseauen hunn, datt een also, wann een nei Réseauen oder de Glasfiber iwwerall wëllt hibréngen, datt een dat also op déi existéierend Réseauen do kann dropsetzen.

Bon, Operateuren an Zukunft, déi also de schnellen Internet ubidde wëllen, déi kënnen den Zougang zu deene besteeënde Réseauen ufroen. Eng Demande - dat sinn dann déi verschidden Elementer vum Projet de loi -, esou eng Demande däerf net refuséiert ginn, ausser et wieren objektiv Grënn derfir.

Wat wieren d'Grënn, fir esou eppes kënnen ze refuséieren, fir Informatiounen oder Zougang derzou ze kréien? Dat wier, wann et zum Beispill Installations sensibles wieren, déi am Intérêt vun der Sécurité nationale sinn. Et kéint awer och sinn, datt technesch Ursaachen de Fall wieren: wann een nach géif eng Leitung, ech soen emol „derbäileeën", datt dann do géifen déi besteeënd Leitung vum Glasfiber oder anerer gestéiert ginn an hirem Fonctionnement.

Wann eng Firma wëllt Zougang zu deenen existéierenden Infrastrukture kréien, da kritt se och d'Recht, fir Informatiounen ze kréien iwwert déi besteeënd Leitungen, de Standuert, de Wee vun deenen Infrastrukturen. An déi Informatiounen, déi mussen innerhalb vun zwee Méint geliwwert ginn.

Et wäert och esou sinn, datt an Zukunft all Akteure vum ëffentleche Secteur wäerten déi genannten Informatiounen, déi se hunn, op e Guichet unique setzen. Dat heescht, all déi Informatioune vun de besteeënde Leitungen, Glasfiber awer och anerer, kommen op e gemeinsame Portail an da kënnen d'Firmaen also och do direkt dann Zougréff hunn, wa se interesséiert sinn, fir och Operateur ze ginn an de Leit esou eppes unzebidde vum ultra-haut Débit.

Bon, ech mengen, dat ass also och eppes, wat ee kéint ënnert d'Transparenzregel setzen, déi lwwerschréft driwwersetzen, éischtens d'Informatioune kréien an engem gewëssenen Délai an dann eben och, datt dann dee Guichet unique geschafe gëtt, fir do all déi Informatiounen da kënne schnell an transparent ofzeruffen.

En anert Element, dat wëssen d'Gemengemammen a -pappen natierlech och, dat ass, datt ee muss kucken, esou käschtespuerend ze si wéi méiglech bei deenen Infrastrukturen a wann een déi wëllt maachen, datt een dann d'Chantiere koordinéiert, d'Aarbechte koordinéiert. An dat ass also och hei an dëser Direktiv respektiv am Projet de loi e wichtegt Element, datt een do also Koordinatiounsaccorde muss kënnen erlaben, datt Aarbechten zesumme gemaach ginn. Mir kennen dat alleguerten: Den Trëttoir gëtt opgerappt, et gëtt eng Leitung drageluecht, Trëttoir zou. Fënnef Méint drop kënnt deen Nächsten: Trëttoir erëm opgemaach, erëm zougemaach. Dat ass bei de Leit och net ganz beléift! An hei gesäit also de Projet de loi vir, datt esou Koordinatiounsaccorde sollen erlaabt gi respektiv och praktesch sollen obligatoresch ginn.

E lescht Element vun dëser Direktiv, dat ass d'Obligatioun, fir bei allen Neibaute respektiv bei all Renovatioun, déi nom 31. Dezember 2016 ugefrot goufen, datt déi (veuillez lire: datt Infrastrukturen, fir un de Réseau ugebonne kënnen ze ginn) mussen obligatoresch an deenen neie Gebaier oder bei enger Renovatioun agebonne ginn. Ech soen elo hei 31. Dezember 2016, mir sinn zwar haut schonn am Februar, mä bon, vu datt vun deem Moment un d'Direktiv applikabel ass, kann een dat eigentlech och dobaussen am Prinzip akloen. Et ass awer schonn esou, datt och Circulairë geschéckt gi sinn, datt bei de Bautereglementer vun de Gemengen dat och schonn elo an deenen agefléckt ginn ass.

Bon, an der Praxis, mengen ech, ass et och esou, datt ech mer haut bal net méi virstelle kann, datt een, deen en neit Haus baut, oder wann Appartementshaiser gebaut ginn, datt déi net virgesinn, datt am Haus oder am Gebai kann den Internet ugeschloss ginn, dat heescht, ënnen am Keller d'Këscht respektiv d'Leitunge bis an déi eenzel Wunnengen. Dat ass eigentlech haut Standard. Mir schreiwen dat zwar an, hei an de Projet de loi hu mer et ageschriwwen, mä dat ass haut Standard. Ech ka mer net méi virstellen, datt haut iergende Bauhär dat net géif virgesinn. Dat schéngt mer also och manner de Problem ze sinn.

Do, wou kënnen Diskussiounen entstoen an der Praxis, dat ass bei der Renovatioun vun eeleren Haiser, wou et dann och obligatoresch ass, mä virun allem bei der Renovatioun vun eeleren, ech soen emol op gutt Lëtzebuergesch „Appartementshaiser", well et do awer vläicht dann net evident ass, datt all Copropriétairen doranner eens sinn. Duerfir ass och virgesinn an der Direktiv, datt also bis 2018 an all Copropriétéit, wou nach net den Internet à haut débit, den Accès dozou installéiert ass, datt déi dat mussen op den Ordre du jour bréngen - bis 2018 muss dat also do sinn -, fir datt do dann och eng Décisioun ka geholl ginn.

Dat ass eng Léisung, eng juristesch Léisung, déi mer zesumme fonnt hu mat der Commission juridique, vun do ass déi Propos eigentlech komm. Ech mengen, et war souguer eng Propos vun engem éirewäerten Deputéierten aus der Oppositioun, deen déi ganz sënnvoll Propos gemaach huet. An op alle Fall, an der Commission juridique war dat Unanimitéit, wëll ech betounen, fir op dee Wee ze goen, datt also dat eng Obligatioun ass, fir et op den Ordre du jour ze setzen, fir eben dann och kënne bei de Renovatiounsaarbechten dat ëmzesetzen.

Mä et ass och eng Exceptioun virgesinn: Wann déi Embauaarbechte e Coût excessif hätten, da kéint een dat op der Säit loossen. Et muss een awer soen, an der Praxis, och bei Renovatiounen, soen ech emol, datt - graff gesot - eng Leitung vun der Strooss bis bei d'Haus leeën, wann déi nach net läit, an eng Këscht am Keller installéieren, déi net ganz grouss ass, an da Glasfiberen duerch en dënne Rouer, besteeënd Réier eranzéien, also dat dierft och net ze deier sinn.

Bon, zum Schluss dann awer och nach d'Prezisioun, datt fir all Litige, dee kéint bei deem Gesetz entstoen, den ILR, den Institut luxembourgeois de régulation, zoustänneg ass. Ech mengen, deen erféllt all d'Ufuerderunge vun Onofhängegkeet, Onparteilechkeet. Déi hunn och den Know-how. Si hu jo och scho Kompetenzen an där Matière.

Bon, zum Schluss, ech mengen, ech ginn elo net speziell op déi verschidden Avisen an; besonnesch déi vum Conseil d'État, do ware mer mat zwou Navetten oder dräi Navetten amgaangen. Dat kënnt Der a mengem schréftleche Rapport noliesen. Ënner anerem ass et do ëm juristesch Froe gaangen am Kontext vun der Consultation publique bei den Infrastrukturaarbechten. Mir sinn eis awer och do eens ginn, mir hunn do d'Propositioune vum Statsrot iwwerholl.

Voilà, dat a groussen Zich d'Elementer; awer och nach eng Kéier wierklech den Appell, datt et wierklech wichteg ass, datt mer hei och an der Iddi vun dem Grondrecht vun dem Accès un den Internet dat esou schnell wéi méiglech ëmsetzen, fir datt dat wierklech hei zu Lëtzebuerg Realitéit gëtt. Ech hoffen duerfir op grouss Zoustëmmung a bréngen natierlech och den Accord vu menger Fraktioun an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo déi éischt Riednerin: fir d'CSV d'Madamm Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëtteg steet mam Gesetzesprojet 6867 en zimlech technesche Projet un. De Rapporteur Eugène Berger huet e gudde schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach an ech wéilt him duerfir och Merci soen.

Dëse Gesetzesprojet schreift sech an an d'«Stratégie nationale pour les réseaux à ultra-haut débit» aus dem Joer 2010 souwéi an d'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" aus dem Joer 2014. Fir d'CSV war dës Strategie vum ëmgangssproochlechen „séieren Internet" ëmmer wichteg a si gouf och ëmmer vun eise Kommunikatiounsministeren ënnerstëtzt. Och haut steet d'CSV nach ëmmer hannert dëser Strategie. Schliisslech ass dës Strategie d'Basis vum ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg.

Nëmme wa mir e performanten ICT-Secteur hei zu Lëtzebuerg hunn, kënne sech Kompetenznische wéi d'Biotechnologien, d'Ekotechnologien, d'Logistik oder d'FinTech entwéckelen. Déi sukzessiv Regierungen hunn an der Vergaangenheet an och haut nach ëmmer op den Ausbau vun dëse Secteure gesat. Aus dëse Grënn begréisse mir als CSV-Fraktioun och ausdrécklech de Gesetzesprojet 6867.

Bei dësem Projet handelt et sech, wéi scho gesot, ëm d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv, där hiert Zil et ass, d'Käschten ze drécke vum Ausbau vum elektronesche Kommunikatiounsréseau à haut débit. Dës Direktiv hätt misse fir den 1. Januar 2016 a Lëtzebuerger Recht transposéiert sinn a si hätt missen den 1. Juli 2016 a Kraaft trieden. De Gesetzesprojet ass och am September 2015 an der Chamber deponéiert ginn an den éischten Avis vum Statsrot koum den 8. Dezember 2015. De Statsrot ass also an den Délaie gewiescht mat sengem Avis. Och dat sollt emol gesot sinn. Duerno ass de Gesetzesprojet awer leie bliwwe bis de 26. September 2016. An dunn huet et op eemol misse séier goen.

Op dësem Projet vun zwielef Artikelen huet de Statsrot net manner wéi siwen Oppositions formelles gemaach. Dës Oppositions formelles si gréisstendeels drop zréckzeféieren, dass d'europäesch Direktiv nëmmen deelweis an de Lëtzebuerger Text iwwerholl gouf. Duerch eng ganz Rei Amendementer gouf de Bedenke vum Statsrot Rechnung gedroen. D'CSV huet dës Amendementer och matgedroen.

Trotzdeem stellt d'CSV sech verschidde Froen:

Esou gesäit d'Direktiv am Artikel 4 vir, dass all Betrib, deen ëffentlech Kommunikatiounsréseauen ubitt, den Zougang huet zu enger ganzer Rëtsch Informatioune betreffend de Réseau vun all Netzbedreiwer. Allerdéngs kann e Memberstat den Zougang zu dësen Informatiounen aschränken, wann et ëm d'Sécherheet an d'Integritéit vun de Réseaue geet souwéi ëm d'national Sécherheet, ëm d'ëffentlech Gesondheet oder ëm d'Confidentialitéit oder de Secret commercial.

De Lëtzebuerger Législateur huet décidéiert, fir den Zougang zu Informatiounen iwwert de Réseau net anzeschränken, wann et ëm d'Confidentialitéit oder de Secret commercial vun engem Netzbedreiwer geet. Als Begrënnung gëtt ënner anerem gesot, dass d'Informatiounen iwwer Réseausinfrastrukturen hirem Besëtzer keen Avantage concurrentiel ginn.

Well dëse Punkt vun der Direktiv net obligatoresch ëmgesat muss ginn, huet de Statsrot keng Opposition formelle gemaach zum aktuelle Gesetzesprojet. Mä de Stasrot seet awer och, dass hie sech net mat der Erklärung vum Législateur auserneegesat huet. Mir fannen, dass de Législateur sech et e bëssen einfach gemaach huet, fir ze soen, dass déi Informatiounen iwwert d'Réseausinfrastrukturen hirem Besëtzer keen Avantage concurrentiel ginn.

Här President, an hirem Avis zu dësem Gesetzesprojet weist d'Chambre de Commerce drop hin, dass en Deel vun der Direktiv net transposéiert gouf. Et handelt sech ëm d'Obligatioun fir all ëffentlechen Netzbedreiwer, fir d'Informatiounen iwwer seng Réseausinfrastrukturen zur Verfügung ze stellen iwwer e sougenannten „point d'information unique". Och de Statsrot huet dëse Punkt opgeworf an drop higewisen, dass a sengen Aen dës Dispositioune vun der Direktiv missten transposéiert ginn.

A Form vun engem Amendement ass dësen Deel vun der Direktiv dann och am Gesetzesprojet 6867 bäigesat ginn. Allerdéngs gesäit den definitiven Text, esou wéi mir en haut stëmme sollen, vir, dass d'Informatiounen iwwert d'Réseausinfrastrukture misste spéitstens den 1. Januar 2017 disponibel sinn um Guichet unique électronique. Well mir den Text eréischt haut stëmmen an domadder dëse Gesetzesprojet den ëffentlechen Netzbedreiwer nach net opposabel ass, wéisste mir gären, wou dëse Guichet unique électronique drun ass.

Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit och vir, dass d'Copropriétairë vun enger Residenz mussen ofstëmmen, ob an hirem Appartementshaus eng sougenannten „infrastructure d'accueil" fir de séieren Internet installéiert gëtt oder net. Am urspréngleche Text, esou wéi en an der Chamber deponéiert gouf, war virgesinn, dass all Locataire, wuelverstanen „Locataire", kéint dëse Punkt op den Ordre du jour vun der Generalversammlung vun de Copropriétairë schreiwen. De Statsrot huet dëse Punkt awer refuséiert a gemengt, dass de Locataire sech net an d'Generalversammlunge vun de Copropriétairen anzemëschen hätt.

(Brouhaha)

D'CSV begréisst dësen neien Text ausdrécklech! Mir hunn eis an der Kommissioun fir dësen neien Text agesat, well den urspréngleche Text, esou wéi vun der Regierung virgeschloen, wier fir eis en déiwen Agréff an d'Rechter vun de Propriétairë gewiescht.

A sengem zweeten Avis vum 24. Januar 2017 huet de Statsrot nach Oppositions formelles gemaach, well d'Direktiv a sengen Aen nach ëmmer net richteg ëmgesat wier. D'Kommissioun huet dunn den 30. Januar 2017 e Bréif un de Statsrot geschriwwe mat hire Konklusiounen, mä si huet net méi de ganzen Text un de Statsrot geschéckt. Et huet jo misse séier goen, well mir scho Verspéidung an der Ëmsetzung vun der Direktiv hunn.

Här President, fir d'CSV ass am Artikel 8, esou wéi en elo zréckbehale gouf, e Problem. De Gesetzesprojet gesäit vir, dass all Bau, wou d'Demande fir d'Baugeneemegung nom 31. Dezember 2016 bei der Gemeng agereecht gouf, muss bannendran esou équipéiert sinn, dass de schnellen Internet am Haus méiglech ass. Et gëtt keen Ënnerscheed gemaach zwëschen Appartementshaiser a privaten Eefamilljenhaiser. Dës Verflichtung zielt net nëmme bei engem Neibau, mä och fir gréisser Renovéierungsaarbechten, ausser et géif sech erausstellen, dass dëst zu onverhältnismëissege Käschte féiere géif, bei der Renovatioun wuelverstanen. All Résidence, wou d'Baugeneemegung nom 31. Dezember 2016 ugefrot gouf, muss och en obligatoreschen Zougang zum schnellen Internet hunn.

Dës Bestëmmunge werfe fir d'CSV eng Rëtsch Froen op: Kann e Gesetz iwwerhaapt esou eng réckwierkend Verflichtung virgesinn? Eiser Meenung no geet dat net. Dëst ass eng Retroaktivitéit, déi weder juristesch nach praktesch ze handhaben ass. Den Datum vum 31. Dezember 2016 steet wuel an der Direktiv, mä dëst legitiméiert awer nach keng Retroaktivitéit.

Hei huet d'Regierung sech ganz einfach net un den Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv gehalen. Eng Verflichtung kann een eiser Meenung no net retroaktiv dem Bierger imposéieren.

Dëse Prinzip guttheeschen, géif zu enger grousser Rechtsonsécherheet féieren. Et si jo am Land eng ganz Rei Baugeneemegungen no dem 31. Dezember 2016 erdeelt ginn, och där, wou d'Demande eréischt dëst Joer gestallt ginn ass. Wou konnten dann de Bierger respektiv den zoustännege Buergermeeschter dat wëssen? Sinn dës Baugeneemegungen dann elo illegal? Wat geschitt am Fall vun engem eventuelle Recours?

Et ass fir d'CSV och net kloer, wien dann iwwerhaapt fir d'Kontroll vun deenen neie Gesetzesbestëmmungen zoustänneg ass. Ass dat de Buergermeeschter oder ass dat eng staatlech Instanz? Kann de Buergermeeschter iwwerhaapt eng Baugeneemegung refuséieren, wann d'Konditioune vun dësem Gesetz fir de schnellen Internet net respektéiert goufen?

Oder iwwerschreit hien, am Contraire, seng Kompetenzen, wann hien op dës Verflichtunge pocht, déi am Gesetz an net am Bautereglement stinn?

A wéi wëllt ee kontrolléieren, ob en Haus e schnellen Internetzougang huet oder net? Wat fir Mëttele stinn engem Buergermeeschter, enger staatlecher Autoritéit iwwerhaapt zou? Weder hien nach eng staatlech Autoritéit ka jo wuel an d'Haus goen, fir ze préiwen, ob dann elo e schnellen Internet do ass oder net. Mir verlaange vum Minister duerfir eng kloer Äntwert op d'Froe vun der Retroaktivitéit a vun der Kontroll vun dëse Bestëmmungen.

Hei ass an eisen Aen alt nees en Dossier, wou ee sech net un den Transpositiounsdélai vun der Direktiv gehalen huet. Duerno gëtt dat Ganzt vun der Regierung total iwwert de Knéi gebrach. Souguer de Statsrot schéngt sech an deem ganze Kuddelmuddel vum Hin an Hier mat Amendementer zulescht och net méi erëmfonnt ze hunn, a mir riskéieren, zumindest op der Fro vun der Retroaktivitéit keng Dispens vum zweete Vott ze kréien.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Duerfir proposéiere mir als CSV...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Adehm, erlaabt Der...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Wat gelift? Neen! Ech stelle fest, dass mer dat riskéieren. Et ass keng Fro. De Statsrot sëtzt jo net heibannen!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech wollt just froen, well hei ass gesot ginn, d'Regierung hätt getrántelt: Wou louch den Dossier esou laang, bei eis an de Regierungsbänken oder an der Chamber?

(Brouhaha et interruptions)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Also ech stelle fest, dass de Regierungsvertrieder de 26. September 2016 an d'Chamberskommissioun komm ass an eis du matgedeelt huet, dass deen doten Dossier wärend der Présidence iergendwou am Tirang am Ministère leie bliwwe wier an dass mer elo misste séier maachen. Dat ass alles, wat ech zu deem doten Thema soe kann!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Neen. Vum...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Deen „Tirang", dat war déi Ausso vum Regierungsvertrieder an der Kommissioun. Ob deen Tirang elo am Ministère oder an der Chamber ass, dat kann ech lech net soen. Do musst Der Äre Vertrieder selwer froen.

(Interruption par M. Eugène Berger)

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Den Dossier, ech wëll just soen, deen Dossier hei ass déposéiert ginn. Et ass en Avis vum Statsrot komm. Dir hutt et selwer gesot, de Statsrot huet rapidement...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- ...och geschafft.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Fir eis ass et ganz wichteg, dass deen Dossier hei mat der Date butoir, déi dran ass, realiséiert gëtt!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- An esou séier wéi méiglech!

Une voix.- Dat ass eben net geschitt!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mä do si mir ganz mat lech d'accord!

(Interruption)

Mä firwat ass den Dossier da vum Dezember 2015, wou de Statsrot säin Avis ginn huet,...

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Mä wann en den Dezember 2015 - Madamm Adehm, dat ass jo meng Fro - en Avis ginn huet, dann ass jo e Projet de loi déposéiert ginn, jo oder neen?

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mä...

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ass e Projet..., hei ass gesot ginn, d'Regierung hätt de Projet de loi net déposéiert. Wann hei gesot gëtt, dass am Dezember 2015 den Avis vum Statsrot kënnt, et ass rar, dass de Statsrot en Avis schreift, ier iwwerhaapt e Projet de loi déposéiert ginn ass! Dowéinst wollt ech just soen,...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- De Projet de loi...

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- ...dass d'Regierung...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- ...ass déposéiert ginn...

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ah, voilà! Ma dat ass dat, wat...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- ...am September 2015. Am Dezember 2015 koum en Avis vum Statsrot. An am „September 2016" koum de Regierungsvertrieder an d'Kommissioun mat där doter Ausso a mat enger ganzer Rëtsch Amendementer op Basis vum Avis vum Statsrot vum Dezember 2015!

Une voix.- Et ass e bësse Kuddelmuddel!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, mä Dir hutt awer eng Majoritéit an der Chamber, Här Bettel.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Neen, bei eis ass kee Kuddelmuddel! Mir wësse mat den Datumer, wou mer dru sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Deen huet awer eng Majoritéit.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Soit! Ech géif da gäre virufueren an da soen, dass mir als CSV Amendementer haut déposéiere wäerten, fir d'Datumer vum 31. Dezember 2016 am Artikel 8 aus dem Gesetzesprojet erauszehuelen. Wann ech gelift.

Amendement 1

Le paragraphe 1er de l'article 8 du projet de loi sous rubrique est modifié comme suit:

«Art. 8 (1) Tous les bâtiments neufs au niveau des locaux de l'utilisateur final, y compris les éléments de ceux-ci en copropriété, pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ~~ont été~~ sont introduites ~~après le 31 décembre 2016~~, doivent être équipés d'une infrastructure physique adaptée au haut débit située à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil. Cette obligation s'applique également aux travaux de rénovation de grande ampleur pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ~~ont été~~ sont introduites ~~après le 31 décembre 2016~~.»

Amendement 2

Le paragraphe 2 de l'article 8 du projet de loi sous rubrique est modifié comme suit:

«(2) Toutes les maisons plurifamiliales neuves pour lesquelles des demandes d'autorisation de construire ~~ont été~~ sont introduites ~~après le 31 décembre 2016~~ doivent être équipées d'un point d'accès. Cette obligation s'applique également aux travaux de rénovation de grande ampleur concernant des maisons plurifamiliales pour lesquels des demandes d'autorisation de construire ~~ont été~~ sont introduites ~~après le 31 décembre 2016~~.»

Commentaire

Les amendements sous rubrique entendent supprimer la référence à la date butoir du 31 décembre 2016 prévue pour les demandes d'autorisation de construction de bâtiments neufs et de maisons plurifamiliales neuves, ainsi que les travaux de rénovation de grande ampleur y afférents.

Maintenir cette date butoir alors que (veuillez lire: dans) le texte sous rubrique reviendrait à donner aux dispositions de la loi une portée rétroactive, ce qui en l'espèce aurait pour conséquence que les demandes d'autorisation de construire ou toute autre demande visée, qui auraient été faites entre le 1er janvier 2017 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi, seraient contraires aux dispositions légales. Pour des raisons de sécurité juridique, il est proposé de supprimer toute référence à une date précise. Les dispositions concernées s'appliqueront à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi.

(s.) Diane Adehm, Martine Hansen, Martine Mergen, Octavie Modert, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Just, Här President, och nach, wann ech dat d'Madamm Adehm dierf froen: Kënne mir en Text maachen, dee konträr zu enger Direktiv ass?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Ech mengen, d'Regierung kritt jo all Méiglechkeet, fir herno ze äntwerten. Mir loossen elo d'Madamm Adehm hir Interventioun fäerdeg maachen. A wann d'Regierung dat wënscht, kënne mir ganz genee nokucken, wou de Projet eventuell a wat fir engem Tirang hänke bliwwen ass. Wann dat gewollt ass, maachen ech dat ganz gär! Merci!

(Interruptions diverses)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President.

(Interruptions diverses)

De Syvicol proposéiert a sengem Avis, den Term «maisons plurifamiliales» am Gesetzesprojet duerch den Term «immeuble d'habitation de type collectif, bi-familial ou plurifamilial» ze ersetzen. Dëst ass den Term, deen och am Gesetz iwwert den Aménagement communal et le développement urbain benotzt gëtt. D'CSV-Fraktioun stëmmt deem zou. Esou wier d'Terminologie méi kohärent gewiescht an den eenzelne Gesetzestexter.

Här President, ofschléissend wéilt ech nach eng Kéier widderhuelen, dass mir als CSV dëse Gesetzesprojet ausdrécklech begréissen!

Une voix.- Aah!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Geneesou ausdrécklech wëll ech awer och soen, dass de beschte Câblage an Neibauten net vill notzt, wann den Netzbedreiwer de séieren Internet dann net och liwwere kann.

Här President, well mir als CSV Bedenken hu betreffend den Artikel 8 mat de Baugeneemegunge fir Neibaute respektiv de gréissere Renovatioune vu besteeënde Gebaier fir d'Iwwergangszäit tëschent dem 1. Januar 2017 an dem Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet wäerte mir eis bei dësem Vott enthalen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Adehm. An nächsten... Jo, eng Prezisioun zu den Tiräng?

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Neen, Här President, ech wollt..., bon, ech hätt eigentlech och kënnen der Spriecherin vun der CSV Froe stellen, mä ech wollt einfach zwou Prezisiounen awer ginn, déi hei gesot gi waren (veuillez lire: zu deem, wat hei gesot ginn ass).

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, mä a wat fir enger Prozedur si mer hei?

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ma de Rapporteur, dee wëllt awer eppes preziséieren, wat vläicht virdrun nach net richteg...

(Brouhaha)

...richteg verstane gi war.

(Interruption)

Une voix.- An en huet nach Zäit.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Dat hat ech och näämlech a mengem Rapport, an dat steet och a mengem schréftlechen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just zu der Prozedur: De Rapporteur ka jidderzäit intervenéieren.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just de Rapporteur.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo.

Une voix.- Ex-Chamberspresident an...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech soen Iech och direkt den Artikel.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Ech mengen, et war e puermol rieds gaange vun der Spriecherin, datt mer net d'Direktiv eent zu eent - soen ech emol - ëmgesat hunn, wat ech awer net kann akzeptéieren, ënner anerem och mam limitéierten Accès. Ech mengen, ech hunn dat och a mengem Rapport gesot gehat, datt ënner anerem, wann et ëm d'Sécurité nationale geet, mä et sinn nach e puer aner Déngen och, datt een do kann den Accès zum Beispill limitéieren. Dat steet och a mengem schréftleche Rapport.

Da wéilt ech awer och nach eng Kéier soen, datt och dee Fait, dat hunn ech och preziséiert gehat a mengem Rapport, datt effektiv deen Datum vum 31. Dezember drasteet, mä datt mer awer musse wëssen: Egal wéi, d'Direktiv ass applikabel! Dat sinn Datumer, déi an der Direktiv stinn.

A mir hunn dat och scho bei anere Gesetzer gemaach - an dann huelen ech eigentlech och scho Stellung zum Amendement -, mir hunn dat zum Beispill bei der Direktiv, déi mer ëmgesat hunn am Bezuch vum Crédit immobilier. Do hu mer och Saachen drageschriwwen, well an där Direktiv, do stoung 31. Mäerz 2016, a wann ech et richteg an Erënnerung hunn, hu mer dat och an eise Projet de loi geschriwwen, well egal wéi de Bierger dobaussen dat och kann akloen, och wa mir elo d'Gesetz vläicht ee Mount méi spéit stëmmen. An duerfir war dat och d'Ursaach, datt mer et an d'Gesetz ageschriwwen hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Als Alleréischt géif ech dann och gären dem Kolleeg Eugène Berger Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. Ech wäert mech elo net hei bedeelegen un där Diskussioun, wou wie wat a wéi een Tirang geluecht huet a wéi laang net opgemaach huet a wien dorunner schold ass. Ech mengen, dass et eis als Partei dru geleeën ass, dass mer virukommen an deem Dossier an dass mer déi Infrastrukturen, déi do gebraucht ginn, dass mer déi och gäre séier hätten. An dofir wäerte mir dee Projet de loi hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt wollt ech just nach dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. En ass och op déi technesch Detailer agaangen. Dat mécht mir d'Aarbecht méi liicht, da brauch ech net drop anzegoen.

Ech wollt awer och, well en esou gentil war, eng Rei Kaarten ze weisen: Hei ass déi Kaart vun 30 Megabit/Sekonn.

(M. Claude Adam montre une documentation.)

An en huet och déi hei gewisen, dat ass déi vun 100 Megabit/Sekonn.

(M. Claude Adam montre une deuxième documentation.)

En huet awer leider net déi hei gewisen.

(M. Claude Adam montre une troisième documentation.)

(Hilarité et exclamations)

An do gesäit een - hanner mengem Hiem verschwënnt se bal -, dat ass dann déi vun 1 Gigabyte/Sekonn. An do gesi mer och, datt mer scho relativ wäit si bei eis am Land. Dat ass déi gréng, et ass wéi mam 100-Euro-Schäin, deen ass och gréng, dee soll een dann och kënne weisen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass awer kee Sondage fir d'Gemengewahlen.

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Nee, Här President, dat hunn ech och net ënnerstallt.

Mat dem Projet de loi setze mer d'EU-Direktiv 2014/61 ëm. An de Projet ass schonn den 3. September 2015 déposéiert ginn. D'Direktiv hätt missen de Januar 2016 ëmgesat ginn. Mir hunn also ee Joer Retard. Dat ass festgestallt ginn. An ech maachen et wéi den Här Cruchten: Ech hale mech eraus aus der Debatt, wou dat hierkënnt. Ech si frou, datt mer haut dat Gesetz um Ordre du jour hunn an datt mer et haut och wäerte voteieren, wa mer dann eng Majoritéit kréien.

An eigentlech ass et jo erstaunlech, datt mer mat der Ëmsetzung vun der Direktiv esou wäit hannendra sinn, well mir si jo eigentlech bei eis am Land scho vill méi wäit wéi dat, wat mer hei an der Direktiv ureegen. An och do sinn ech eigentlech nach vill méi optimistesch, wéi de Rapporteur et war. Mir stëmmen haut e Gesetz, ech zitéieren aus dem Titel «à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit», a mir si scho laang zu Lëtzebuerg op där Schinn, fir eist Netz fir den haut Débit a souguer den ultrahaut Débit auszebauen. An ech géif behaapten, datt Lëtzebuerg dat gutt mécht!

E klenge Problem besteet natierlech scho bei der Definitioun. Wat versteet een dann eigentlech ënner Internet „à très haut" oder „ultrahaut débit"? Laut ILR kënne mer schonn ab 30 Megabit/Sekonn vun engem schnellen Internet schwätzen. A wa mer bei där Definitioun bleiwen, da si mer zu Lëtzebuerg schonn eigentlech exzellent couvréiert. Praktesch an 100% vun de Gemengen hu mer déi 30 Megabit/Sekonn.

A wa mer eis domat géifen zefridde ginn, da bräichte mer och net méi vill ze investéieren, dat packe mer nach mat eisen ale Kofferleitungen. Awer mir ginn eis natierlech net domat zefridden, obschonn et, an dat muss een awer och soen, a ville Géigende vun Europa déi dote Leeschtung nach guer net gëtt. Dat mierkt een, och mir mierken dat, wa mer emol am Ausland sinn, da wonnere mer eis heiansdo oder gi mer drun erënnert, wéi wäit datt mir awer schonn hei zu Lëtzebuerg un der Spëtzt sinn, wat schnellen Internet ugeet.

Wa mer dann op 100 Megabit pro Sekonn ginn - an do geet de Koffer net méi duer -, do brauche mer dann en Antennekabel oder de Koaxialkabel oder eben da Glasfiber - mä déi aner ginn och schonn duer -, da gëtt et natierlech e puer méi Plazen hei am Land, virun allem am Osten an am Norden, wou nach däitlech Lacunne sinn. A wa mer eropginn op 1 Gigabit/Sekonn - dat ass dann déi gréng Kaart, déi ech lech gewisen hunn -, do gesäit een dann, datt eis awer nach vill Aarbecht opsteet.

Laut dem Rapport vum ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, erreeche mer am Joer 2016 ronn 51% vun de Gebaier a Logementer mat Glasfiber. An och, wann dat nach 49% sinn, déi feelen, da muss een trotzdeem soen, datt dat eng staark Leeschtung ass. Mir leien am Spëtzepeloton, wat den Ausbau vu Glasfiber ass. A wann een international Vergläicher kuckt, da sti Länner wéi Südkorea oder Norwegen oder Schweden oder Japan un der Spëtzt. Mä wann een awer kuckt, wat dann deenen hir duerchschnëttlech oder déi maximal Vitesse ass, da géif ech souguer mengen, datt Lëtzebuerg absolutt topp ass!

Eigentlech géif ech gäre behaapten, datt mir absolutt un der Spëtzt sinn, wat d'Verbindung mat schnellem Internet ugeet. Dat ass eng Strategie vun dëser Regierung. Dat war natierlech och schonn eng Strategie vun de Regierunge virdrun. Dat ass ganz kloer d'Aarbecht vun der Firma LuxConnect - a LuxConnect gëtt et ëmmerhin zënter 2006 -, déi dréit hir Früchten an dat ass gutt esou!

Aus dem Rapport vum ILR geet ervir, datt 2016 d'Raccordementer vun der Glasfiber ëm 31.300 Raccordementer eropgaangen sinn. Dat si 27,9% an zwielef Méint, wou déi Verbindungen eropgaange sinn. Interessant ass och, datt den historeschen Ubidder vum Internetaccès nach ëmmer zwee Drëttel vun de Clienten zerwéiert. Ech mengen, Dir wësst, wien den historeschen Ubidder ass. Mä awer och, ëmmerhin ass et keng Monopolstellung, well ëmmerhin 33% vun den Operateure sinn anerer wéi den Opérateur historique.

Firwat sinn déi gréng dann elo der Meenung, datt den Ausbau vum schnellen Internet esou wichteg ass? Majo, de schnellen Internet ass wichteg am Kader vun der drëtter industrieller Revolutioun. Dat läit op der Hand. D'Iddi vun der drëtter industrieller Revolutioun vum Rifkin ass jo, fir vun engem op Carbone baséierte Wirtschaftsmodell, deen op déi zweet industriell Revolutioun zréckggeet, erofzekommen an eise Wirtschaftsmodell méi nohalteg ze gestalten. An dobäi solle folgend dräi wichteg Entwécklunge genotzt ginn, déi ee gescheit ka matenee verbannen: éischtens d'Notzung vun erneierbaren Energien, zweetens nei Transport- a Logistikmodeller, zum Beispill Elektromobilitéit, multimodal Logistik, a schlussendlech déi nei Informatiounstechnologien an deem neien Zäitalter. A verbonne gi se duerch den „Internet of things", „Internet des objets".

Déi drëtt industriell Revolutioun ass also eng Revolutioun, a mengen Aen éischter e Prozess, deen duerch eng ëmmer méi héich vernetzt Welt zustane kënnt. Dës Vernetzung erfollegt selbstverständlech duerch d'Notzung vum Internet. Duerch Sharing Platform, d'Generatioun vu Big Data an esou weider an esou fort wäert den Internet eng ëmmer méi wichteg Roll spillen, fir eise Wirtschaftsmodell an eist Konsumverhalen ëmmer méi nohalteg a carbonefräi ze gestalten.

Natierlech ass déi digital Welt och kee Schlaraffeland. Natierlech musse mer oppassen, fir den digitale Prozess sozial ze begleeden. Et gëtt och den „digital divide", d'Verléierer vun der digitaler Oprüstung: Engersäits déi eeler Leit, déi net matzéie kënnen oder wëllen - och wann et natierlech och vill eeler Leit gëtt, déi topp an der digitaler Welt eens ginn -, an et gëtt déi Leit, déi aus finanziellen oder sozialen Ursaachen net kënne matzéien. An et gëtt déi geografesch Ausgrenzung: Den Zougang ass a Ballungsgebidder méi einfach, dat heescht, méi käschtegënschteg ze realiséiere wéi am ländleche Raum. Hei ass d'Politik gefuerdert. An ech mengen, datt d'Politik hei hire Match mécht.

Gëschter war de Safer-Internet-Dag. Och dat ass e Sujet, dee vu ganz grousser Bedeitung ass. Wann ëmmer méi vum Internet ofhänkt, dann ass et wichteg, datt mer eis géint Pannen an Hacker schützen. Netzneutralitéit ass en anere wichtegen Aspekt vun der Internetkonnexioun.

Wa mir weltwäit un der Spëtzt leien, wat d'Verbesserung mam schnellen Internet ugeet, dann ass dat gutt. A wann d'EU-Gemeinschaft sech fir e käschtegënschtegen Ausbau vun de Verbindungen asetzt, dann ass dat och gutt. Néierens weist sech esou däitlech, datt en eenzelt Land kleng ass an datt mer mussen an Europa zesummeschaffen, fir eis ze behaapten, wéi am Internet.

Ech hunn och der Vertriederin vun der CSV natierlech ganz andächteg nogelauschtert. An ech kann hir Bedenken engersäits verstoen, anerersäits wëll ech awer och drop hiweisen, datt schonn haut all Haus, wat en Antennenuschloss huet, och d'Méiglechkeet huet, fir de schnellen Internet an d'Haus ze kréien, soudatt ech hir Bedenken, wat den Artikel 8 vun dësem Gesetz ugeet, net muss matdroen. Natierlech bleift eng gewëssen Onsécherheet, wat d'Retroaktivitéit vum Gesetz ugeet, do kann dann de Minister drop agoen.

Ech wäert op alle Fall den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi heimat ginn. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ganz kuerz: Mir als ADR wäerten dësem Projet net zoustëmmen. Vill Onzoulänglechkeete goufe scho genannt, speziell vum Diane Adehm. Déi wichtegst an déi schlëmmst fir eis ass, datt haut Leit gezwonge ginn, Investitiounen ze tätegen an Immeublen, obwuel se nach guer net op esou en Internet à haut débit kënnen zréckgräifen.

Dat geet fir eis an déi Richtung, déi iergendwéi sou wéi e roude Fuedem duerch alles geet: datt de Bau systematesch méi deier gemaach gëtt - an dësem Fall alt nees eng Kéier onnéidegerweis méi deier gemaach gëtt - fir eppes, vun deem d'Leit direkt guer net kënne profitéieren. Et ass also net „réduire le coût", mä et ass „augmenter le coût" vum Logement, zumindest a gewëssene Géigende vum Land. An dat ass fir eis net akzeptabel.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Reding. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Premier- a Medieminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech soen lech Merci fir d'Wuert. Ech wëll och dem Rapporteur direkt Merci soe fir d'Presentatioun, de mëndlechen an de schréftleche Rapport vun dësem Projet de loi.

Et ass, wéi gesot ginn ass, d'Transpositioun vun enger Direktiv. Ech soen och menge Servicer Merci, well déi Direktiv ass, wéi gesot, an den Délaien déposéiert ginn. Selbstverständlech huet och mat der Présidence, sou wéi dat och eng Realitéit war, bei verschiddenen Dossiere manner séier kënne geschafft ginn. Mä dofir wëll ech awer de Servicer Merci soen - mat deene Moyenen, déi mer hunn - fir déi Présidence, déi mer fäerdegbruecht hunn, a fir déi Dossieren awer alleguerte matzäit erabruecht ze hunn.

Et geet hei iwwert d'Reduktioun vun de Käschte fir den Déploiement vum ganz schnellen Internet. De But ass, dass d'Teleoperateure méi einfach, méi schnell de rapiden Internet bei d'Leit heem kënne bréngen. Mä et sinn och regulatoresch Obstakelen, déi ofgebaut ginn. A fir eis ass et och virun allem wichteg, d'Koordinatioun bei de Chantiere besser ze maachen. Ech weess - aus engem viregte Liewen -, dass d'Leit vill Schwieregkeeten hunn ze verstoen, wann een ee Mount den Trottoir opmécht an da véier Méint duerno nees eng Kéier den Trottoir opmécht fir dann d'Fibre optique, wou d'Leit soen: „Konnt Der dat net zesumme maachen?". Dat heescht, dass eng Koordinatioun do ganz, ganz wichteg och ass.

Et geet awer net duer, dass d'Infrastrukturen an der Strooss leien. Si mussen och nach bis an de Keller kommen. A vum Keller musse se och nach bis an d'Appartement kommen. Dat ass eng Realitéit. A mir gesinn och, dass et - hei si Behaaptungen -, dass et wichteg ass, dass ee fir d'Éischt am Fong d'Fibre optique an der Strooss huet, ier een eppes Frësches baut.

Ech wëll just, Här President, hei de Lien maache mam Chicken a mam Egg. Selbstverständlech kann ee soen: Soulaang d'Leit net den Internet doheem an der Stuff hunn, firwat solle se dann eng Struktur preparéieren? Mä wa frësch gebaut gëtt, sinn eng Gaine fir Fibre optique an eng Steckdous vill méi bëlleg, wéi wann d'Fibre optique bis geluecht gëtt, fir alles frëschzemaachen, futtizemaachen an dann eng nei Saach eranzebréngen. Dat heescht, déi Argumentatioun, déi vu verschiddene Leit geholl ginn ass, fir ze soen: „Jo, d'Leit, wa se frësch bauen, hei kréie se Frais supplémentaires!". Ma si si ganz frou - well et ass an hirem Intérêt, well duerno wëlle se d'Fibre mam rapiden Internet -, dass se dann och direkt scho kënnen do déi preparéieren.

Et si just e puer Saachen, déi och fir mech wichteg sinn ze soen, justement iwwert d'Fibre optique: dass d'Raccordementer an der Fibre optique an de Logementer an och an deene verschiddene Lokaler op 143.400 eropkomm sinn. Dat heescht, et ass eng Croissance nette vun 31.300 Raccordementer, déi an zwielef Méint elo geschitt ass. Dat ass e Plus vu 27,9%! Mir gesinn och, dass d'Raccordementer en fibre optique bis bei den Trottoir 251.100 sinn. Dat ass eng Croissance vun 23.400 an zwielef Méint, dat heescht eng Hausse vun 10,3%.

Da sinn nach zwee, dräi Punkte just, fir kloer drop anzegoen. Um guichet.lu fannt Der alles, déi Punkten, déi Der gesot hutt vum Guichet unique, déi gëtt et um guichet.lu, wou de Registre vun den Infrastrukturen och ze fannen ass. Dat heescht, dat ass eng Realitéit.

Dann deen anere Punkt vum Datum: D'Direktiv gesäit en Datum vir. Wéi gesot, mir hätte selbstverständlech alleguerte léiwer gehat, d'Direktiv wier schonn éischter ëmgesat ginn an den Text wier ëmgesat ginn. Mä hei ass selbstverständlech net eng Responsabilitéit vum Buergermeeschter, déi hei géif mat eragezu ginn, mä am Fong eng tëschent dem Promoteur an dem Propriétaire, deen am Fong en Appartement kaaft hätt, wou d'Demande tëschent dem 1. Januar an der Entrée en vigueur wier. Do kéint e Contentieux entstoen, mä ech muss lech awer soen, dass dat - ech hoffen - net de Fall wäert sinn.

Mä wéi gesot, eis Servicer hunn eis gesot, dass dat awer net géif mat sech bréngen, dass d'Autorisatiounen, déi nom 31. Dezember 2016 eragereecht gi wieren, caduc gewiescht wieren, a wéi gesot, wann hautdesdaags ee baut, dat gleewen och eis Servicer net, dass iergendee baut, ouni scho souwisou eng Gaine virgesinn ze hunn. Dat heescht, dass de Risk, dass et e Contentieux kéint ginn tëschent engem Promoteur an engem Propriétaire, och an deem heite Fall ganz minim ass.

Ech soen op jidde Fall all de Leit Merci, déi dëse Projet ënnerstëtzen. Deen ass riicht an der Linn vun deem, wat mer als Land alleguerte gesot hunn: Mir wëllen en digitale Champion sinn. Digitale Champion heescht, dass och en ultrahaut Débit pour tous sollt sinn. A mir wëllen dat wierklech an dee wëlle mer och am Kader vun eiser Politik vun „Digital Lëtzebuerg" virgesinn, dass bis d'Joer 2020 all Haushalt mat enger Vitesse vun 1 Gigabit pro Sekonn ausgestatt gëtt. Da kënne mer wierklech vun enger digitaler Natioun a vun engem „Digital Lëtzebuerg" schwätzen. Mir schaffen drun.

An ech wëll och, well et och schonn hei gesot ginn ass vun deem engen oder vun deem aneren, ech wëll och soen, dass dat eng Politik ass, déi vun der viregter Regierung geholl, gemaach ginn ass a vun dëser Regierung geholl ginn ass. Mir mussen an dat investéieren, wat och d'Leit froen, wat d'Leit brauchen. An deen Zuch kënnt net zéngmol laanscht. Mir sinn um Quai. Mir hunn d'Chance, dass mer fréi dropgespronge sinn, dass mer d'Infrastrukturen hunn.

A wa ganz vill Betriber haut op Lëtzebuerg kommen, ass et, well mer déi geografesch zentral Plaz hunn, déi Sécherheet vun den Infrastrukturen - wann ech zum Beispill vun Tier IV schwätzen -, a virun allem och e Land sinn, wat connectéiert ass. Dofir och e grousse Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi...

Amendements

Plusieurs voix.- An d'Amendement?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo. Richteg. Merci. Mir géifen dann iwwert...

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Déi sinn awer nach net ausgedeelt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wat gelift?

Une voix.- Se sinn nach net ausgedeelt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, dat ass eben de Problem gewiescht.

Une autre voix.- Wien huet déi?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei ass en.

(Brouhaha)

Jo. Nee, mir hunn en.

Mir kommen da bei den Amendement. Gëtt den Amendement nach eng Kéier motivéiert, oder kënne mer dervun ausgoen, dass e motivéiert ass?

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, ech wollt...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hunn en net. Jo.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, ech wéilt just ganz kuerz nach eng Kéier betounen, den Här Berger huet virdrun drop geäntwert, dass dat mam Datum net esou dramatesch wier, dass dat och gesot ginn ass bei där Direktiv, déi ëmgesat ginn ass, wann e Remboursement anticipé vun engem Prêt gemaach gëtt. Et muss een awer en Ënnerscheed maachen.

Bei deem Remboursement anticipé vun engem Prêt, do sinn d'Rechter vum Bierger gestäerkt ginn. A bei deem heite Gesetz geet et eigentlech drëm, fir Flichte fir Bierger ze kreéieren. An ech mengen, do muss een awer ganz kloer en Ënnerscheed maachen. Och wann een den Avis vum Statsrot kuckt bei dem Remboursement anticipé vun de Prêten, do seet de Statsrot näämlech ganz kloer: «Le Conseil d'État se prononce toujours contre une application rétroactive de dispositions légales dès lors qu'elles risquent d'affecter des situations juridiques acquises.» Ech wéilt dat just nach eng Kéier soen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Vläicht nach eng Kéier zwou, dräi Remarquen. Ech hätt och léiwer gehat, wann deen Amendement wärend den Aarbechte respektiv virum Vott vum Rapport an der Kommissioun presentéiert gi wier, dann hätt ee vläicht kënnen driwwer diskutéieren, amplaz elo an der leschter Sekonn.

Déi zweet Remarque ass déi, ech hunn dat virdru schonn erkläert, datt dat en Datum ass, deen och an der Direktiv steet, deen egal wéi applikabel ass. Duerfir hu mer en och an d'Gesetz geschriwwen. An och de Statsrot hat domadder kee Problem, soss hätt en do eng Opposition formelle gemaach.

A véiertens hu mer dat och schonn an aneren Texter gemaach. Duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, fir net den Amendement unzehuelen, mä den Originaltext ze stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Also ech muss awer nach eng Kéier op déi Datumen zréckkommen. Dat doten ass alles extrem séier gaangen. Mir hunn den 30. Januar 2017 e Bréif dohinnergeluecht kritt. Dunn hu mer an der Kommissioun gesot kritt: „Et ass alles mam Statsrot ofgekläert. Deen dote Bréif geet an de Statsrot an dee geet duerch a mir kënnen d'Gesetz stëmmen."

Mir sinn awer nach ëmmer der Meenung, dass de Statsrot net nach eng Kéier de ganzen Text dohinnergeluecht kritt huet. De Statsrot huet hei just dee Bréif dohinnergeluecht kritt, wou guer net vum Datum vum 1. Januar 2017 respektiv deem vum 31. Dezember geschwat ginn ass.

(Interruption)

An hei geet et einfach ëm eng retroaktiv Flicht fir Bierger. An et muss ee sech domadder auserneesetzen. An de Statsrot hat jo net d'Geleeënheet, fir dat ze maachen!

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Dat ass falsch!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Neen, dat gesinn ech awer net esou! Dat heiten huet einfach missen duerchgebaatscht ginn, fir et nach séier ze stëmmen. Net méi an net manner!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, d'Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, Merci. Ganz kuerz. Also, ech muss awer trotzdeem elo hei d'Wuert huelen als President vun der Kommissioun, well hei geet et elo awer ëm den Discours de la méthode.

Éischtens wollt ech eppes soen,...

(Hilarité)

...ech wollt lech eppes soen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir sidd ëmmer an der CSV... Op all de Welle jéimert Der, dass mer Är Amendementer net unhuelen!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Mir hunn an dëser Kommissioun all zesummen e ganze

Koup Amendementer ugeholl, wou mer den Text verbessert hunn, mat Guichet unique, mat der Locatioun.

Ech hunn Iech selwer proposéiert, de ganze Problem an d'Commission juridique ze ginn. Dir waart d'accord. Dir hutt an der Commission juridique à l'unanimité Propositioune matgestëmmt, déi mer gemaach hunn. Mir kréien et zréck! De Statsrot hat dee ganzen Text eng Kéier gekuckt. De Statsrot huet de ganzen Text eng zweete Kéier gekuckt. An do waren alleguerten déi Punkten do dran!

Do waren déi dräi Rectification-matériellen. Dunn hu mer e Bréif gemaach, an dunn hu mer gesot: „Mir froen elo: Geet dat do duer oder hätt Der gär Amendementen?" Dunn huet de Statsrot eis gesot: „Den Text ass fir eis an der Rei." An Dir hutt jo den Text gelies, well de ganze Rescht ass vum Statsrot total ofgeseent ginn. An indépendamment vun der Urgence: Et ass e ganz wichtegen Text! De Statsrot huet e ganz genau geprüft!

A wat Der net gesot hutt: Den ILR ass dat grousst Kontrollorgan. Dat geet aus all den Artikelen hei eraus. Dat hutt Der zum Beispill net ernimmt. Dir dierft dann awer net heibanne Zizanie maache vu Saachen, déi Der an der Kommissioun matstëmmt!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Den Text ass esou an der Rei! Merci.

Plusieurs voix.- Très, très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Ech mengen, domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir wären an der Lag, iwwert deen Amendement, deen och an der Zwëschenzäit un d'Fraktiounscheffe gaangen ass an och elo ënnerwee ass un all d'Membere vun der Chamber, ofzestëmmen. Dat ëmsou méi, well den Inhalt liicht verständlech misst sinn. Hei geet et drëm, fir eng Date butoir ze sträichen oder se net ze sträichen. An ech mengen, mir si prett, fir ofzestëmmen.

(Interruption)

Jo, da misste mer een nom aneren ofstëmmen. Mir mussen awer zweemol ofstëmmen, well et zwee Amendemente sinn.

Amendement 1

Mir géifen also fir d'Éischt iwwert den Amendement 1 ofstëmmen. Deen, dee mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, an deen, déi géint den Amendement ass, mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

An d'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

A mer hunn 28-mol Jo. A wann dem Här Adam seng Maschinn net gaangen ass a mer huelen déi derbäi, ass et 32-mol Neen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 2

Da géife mer zu der Ofstëmmung iwwert den zweeten Amendement iwwergoen. Dee betrëfft de Paragraf 2 vum Artikel 8. An nach eng Kéier datselwecht, wat d'Ofstëmmung ugeet: Déi, déi derfir sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi dergéint sinn, mat Neen. Wann ech d'Ofstëmmung elo ka lancéieren... Voilà! Mir si prett.

Vote sur l'amendement 2

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech stëmmen nach eng Kéier mat Non.

Une voix.- Ech och!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Et ass elo awer gaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, ech mengen, Dir hutt gestëmmt,...

Une voix.- Hie wollt séchergoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- ... well ech hunn hei 60 Stëmmen.

D'Resultat ass och net iwwerraschend: 28-mol Jo, 32-mol Nee. Domat ass och deen zweeten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen zum Vott - ech maachen dat elo e bësse méi lues - iwwert den Ensembel vum Projet de loi iwwergoen. Voilà! Déi, déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net derfir sinn, mat Neen oder Enthalung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6867 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. A schonn ass de Vott fäerdeg.

33-mol Jo, a 26 Abstentiounen. Domat ass de Projet 6867 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6867 est adopté par 34 voix pour et 26 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci.

(Interruption)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen dann zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6704. Dat ass dat sougenannt Omnibusgesetz. A wann ech et net géif soen, da géif den Här Bodry et soen: Dat huet näischt mam Tram ze dinn, mä et huet eppes mat der administrativer Vereinfachung ze dinn, mat der Vereinfachung vu Prozeduren. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

3. 6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Bierger am Lëtzebuerger Land hunn e Recht op e gudden, e performanten, e frëndlechen an och e séiere Service public. Dëse kréie si och garantéiert vun enger moderner an enger effikasser Verwaltung a gutt forméierten a kompetente Fonctionnairen a Beamten.

Fir dëst och an Zukunft ze garantéieren, hu mer zejoert eis Fonction publique reforméiert. Allerdéngs geet dat net duer. Wann haut de Bierger sech beklot, datt en ze laang muss drop waarden, datt seng Demande oder säin Uleies traitéiert gëtt, da läit dat meeschtens net um gudde Wëlle vun der Verwaltung oder un engem Beamten, mä ganz dacks u laange schwéierfällegen, jo heiansdo souguer onsënnegen administrative Prozeduren.

Am Laf vun de Jorzéngten ass eis Gesetzgebung ëmmer méi komplex ginn, ëmmer méi komplizéiert och. Heibanne sinn eng ganz Rëtsch vu Buergermeeschteren a Schäffen. Si all kënnen e Liddchen dovunner sangen. Eleng am Beräich vun der Landesplanung an der Gemengenentwécklung komme stänneg nei Oplage bäi, nei Prozeduren, nei Délaien an esou weider.

Si, all eenzel gekuckt, maachen natierlech Sënn. Mä an der Zomm féiere se zu laangwieregen a schwéierfällege Prozeduren. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer de Mëtteg vun den eenzelne Riedner nach déi eng oder aner Beispiller wäerte geliwwert kréie vun interminabele Prozeduren. Et besteet dofir scho méi laang e breede Konsens iwwert déi politesch Parteien eraus, datt mer mussen eis Prozedure vereinfachen an accéléréieren.

Am Joer 2012 hat déi deemoleg Regierung eng grouss Table ronde organiséiert mat de concernéierten Akteuren: der UEL, dem Syvicol oder nach dem OAI. Et gouf eng interministeriell Plattform geschaaft, déi sollt identifizéieren, wou mer kënnen administrativ Hürden ofbauen, Délaie verkierzen an Investissementer accéléréieren.

Am Joer 2013 goufen d'Konklusiounen dovunner gezunn an d'Iddi vun engem Omnibusgesetz war gebuer, wat eng ganz Rëtsch vu verschiddene Gesetzer sollt ofänneren. Déi nei Regierung war grad wéi hir Virgänger vun der Noutwendegkeet vun esou engem Gesetz iwwerzeegt, an de Minister, dee fir d'Simplification administrative zoustänneg ass, den Här Kersch, huet knapps en halleft Joer, nodeems en an där Fonctioun ugetratt ass, schonn e Projet de loi ausgeschafft an an der Chamber déposéiert. Méi séier kann et bal net goen.

(Interruption)

Domat wollt d'Regierung och dokumentéieren, wéi eescht et hir mat dësem Sujet ass, a wollt keng Zäit verléieren.

Ech ginn normalerweis a menge Rapporten net vill op den Historique vun engem Projet de loi an. An dësem Fall awer muss een dat maachen, well ironescherweis grad d'Gesetz, fir d'Prozeduren ze vereinfachen, dach laang an de Prozedure geschleeft huet. Wann den Omnibus och wollt esou séier wéi den TGV fueren, esou hat en net mam Trafic gerechent. An den Omnibus stoung wéi vill Lëtzebuerger och am Stau.

De 16. Juli 2014 gouf de Projet de loi déposéiert. D'Regierung huet de 27. Mäerz 2015 Amendementer nogereecht, well et sech gewisen huet, datt dee Projet de loi net esou séier kéint ëmgesat ginn, wéi ugangs erhofft. Et huet de Risiko bestanen, datt eng Rei Gemengen et net géife fäerdegbréngen, d'Reform vun hirem PAG am Délai ofzeschléissen, deen dat modifizéiert Gesetz vun 2004 virgesinn hat. Et huet also relativ séier mussen eng Verlängerung vun dësem Délai gemaach ginn.

Den 3. Abrëll 2015 koum dunn den Avis vum Statsrot. Dësen huet sech awer och nëmmen op deen eenzege Punkt vum Délai beim PAG bezunn. De Statsrot huet d'Drénglechkeet vun deem Problem unerkannt a virgeschloen, de Projet de loi an zwee ze splécken, wat d'Chamberskommissioun och esou iwwerholl huet.

Den 21. Mee 2015 gouf dëse klengen Deel also vum Omnibusgesetz hei an der Chamber gestëmmt. Pünktlech fir d'Summervakanz, de 17. Juli 2015, koum dunn den Avis complémentaire vum Statsrot, dee sech u sech mam ganze Rescht vum Omnibusgesetz befaasst huet. Also genee ee Joer nom Dépôt.

Am November 2015 huet d'Chamberskommissioun hir Amendementer opgrond vum Avis vum Statsrot eragereecht. Et huet dunn nees aacht Méint gedauert, bis de 15. Juli 2016, bis d'Chamber vum Statsrot eng Äntwert op dës Amendementer krut. Direkt no der Summervakanz am September an Oktober 2016 huet d'Kommissioun un de leschten Ännerunge gefeilt, déi de Statsrot a sengem Avis gefrot hat.

Den 13. Dezember schlussendlech koum dunn en drëtten Avis complémentaire vum Statsrot, deen eis et haut erméiglecht, also no gutt 30 Méint, dëst Gesetz haut ze stëmmen.

Eng gutt zwielefmol huet sech d'Kommissioun vun der Fonction publique an der administrativer Reform och zesumme mat de Kommissioune fir Affaires intérieures an Environnement mat dësem Projet befaasst. Tëscht dem Dépôt vum Projet de loi a sengem Vott sinn also net manner wéi 30 Méint vergaangen. A wéi dat esou geet, wann eppes méi laang an der Maach ass, goufen entre-temps schonn aner Gesetzer geännert, déi elo bei dem Omnibusgesetz en cours de route och nach hu musse considéréiert ginn, wéi zum Beispill d'Gesetz iwwert de Persouneregëster.

Nach an eiser leschter Kommissiounssitzung hu mer eng kleng Ännerung misse virhuelen, well zanter dem 1. Januar aus dem Mémorial elo de Journal officiel ginn ass. Mir haten dem Statsrot matgedeelt, datt mer d'Terminologie ugepasst hunn. A mir kruten nach de leschte Freideg eng Äntwert, wou hie säin Accord dozou gëtt, awer freet, datt mer dann och dee ganzen Term, näämlech Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, solle benotzen. Ech géif der Chamber proposéieren, datt mer déi Remarque berücksichtegen an den definitiven Text um Niveau vun den Artikelen 12 a 76 entspriechend upassen.

Ech hunn déi Opzielung vun deene verschiddenen Etappe gemaach, net fir mam Fanger op een ze weisen, mä fir ze dokumentéieren, wéi komplizéiert dat Ganzt ass an datt et weder um gudde Wëlle vun der Chamber nach vun der Regierung loung, fir dëse Projet séier duerch d'Instanzen ze kréien. Mir hunn an eiser Gesetzgebung ebe Prozeduren, déi vu bausse laang a komplizéiert wierken, mä déi néideg sinn an engem Rechtsstat, an deem Transparenz an och e gewëssent Matsproocherecht héichgehale ginn. An éierlech gesot: Ech wéilt och net an engem Stat liewen, wou dat anescht wier.

Zum Projet de loi selwer. Ech hu mäi Bescht probéiert, fir dësen Deel vu mengem mëndleche Rapport esou einfach a verständlech wéi

méiglech ze halen. An ech hoffen, dat gëtt elo net ze komplizéiert.

Mat dësem Projet sollen net manner wéi eelef existéierend Gesetzer punktuell ofgeännert ginn an zwee Arrêtés grand-ducaux ofgeschaaft ginn. De Projet de loi ass a Kapitelen ënnerdeelt entspriechend deene verschiddene Gesetzer, déi ofgeännert respektiv ofgeschaaft ginn. Ech probéieren elo, a kuerze Wierder d'Haaptpunkten ervirzeträichen, mam Vermierk, datt ech fir den Detail op mäi schréftleche Rapport verweisen, e Rapport, deen awer net manner wéi 120 Säiten ëmfaasst, a wou ech hei och gäre géif dervu profitéieren, fir souwuel de Mataarbechter hei am Haus wéi och bei mir an der Fraktioun Merci ze soe fir hir wäertvoll Hëllef.

En décke Batz vum Projet de loi betrëfft d'Gesetz vum Aménagement communal vum 19. Juli 2004. Dëst Gesetz kennt heibanne jiddwereen, well et an de leschte Joren net manner wéi sechsmol ofgeännert gouf, a sech zanter dem Vott d'Gemengen hei am Land alleguerten domadder ausenanersetzen.

Engersäits gëtt d'Zuel vun de Membere vun der Commission d'aménagement vun haut 5 op maximal 13 gehéicht, grad wéi d'Zuel vun de Memberen an der Cellule d'évaluation adaptéiert gëtt. Dëst soll et méiglech maachen, datt d'Avise vun där Kommissioun méi séier kënne formuléiert ginn an d'Gemengen net méi esou laang mussen op d'Äntwert aus dem Ministère waarden.

Am selwechte Gesetz kréien d'Gemengen, wa se dann dat néidegt qualifizéiert Personal am Service technique schaffen hunn, d'Méiglechkeet, selwer verschidden Ännerungen an hirem PAG virzehuelen. Dat huet de Virdeel, datt se net méi mussen op extern Büroen zréckgräifen. Dat mécht Sënn, well vill Gemenge beschäftegen haut schonn Architekten oder Architectes urbanistes. Eng vergläichbar Ännerung gouf och um Niveau vum PAP gemaach.

E ganz wichtege Punkt betreffend d'Obligatiounen, déi mam Opstelle vun den Études préparatoires verbonne sinn: Hei soll eng Vereinfachung kommen. Eenzel Avisen, déi mer an der Chamberskommissioun kritt hunn, hunn dës Verännerung kritiséiert, well se an der besteeënder Étude préparatoire e gutt Instrument gesinn, fir Entwécklungszeenarie fir eng Gemeng ze beschreiwen an en ëffentlechen Débat iwwert déi gewielte Strategie ze féieren. Tatsächlech sinn déi Etüden immens voluminéis an extrem detailléiert, wat d'Gemenge vill Zäit, Suen an heiansdo och Nerve kascht.

Et kann een och dorun zweifelen, datt esou en Dokument déi beschte Grondlag fir en ëffentlechen Débat ass. D'Étude préparatoire beschränkt sech an Zukunft drop, eng Analys vum Ist-Zustand ze maachen an, dorop opbauend, e Konzept fir d'Entwécklung vun der Gemeng ze beschreiwen. Esou gëtt déi generell Orientéierung vun deem neie PAG virgezeechent.

Parallell gëtt iwwer aner Modifikatioune vum Gesetz, op déi ech nach aginn, den Zougang zur Informatioun fir de Bierger verbessert. De Rapport de présentation, dee bei all PAG muss dobäileien, gëtt ersat duerch eng Fiche de présentation, déi déi fundamental Orientéierunge vun engem PAG resüméiert.

Wann een iwwert d'Verkierzung oder d'Vereinfachung vun de Prozedure schwätzt, da muss een uechtginn, datt dës Vereinfachungen net op Käschte vun der demokratescher Matbestëmmung, de Rechter vun de Bierger oder Organisatioune geet. Et ass dofir wichteg, datt eng beschtméiglech Informatioun vum Public garantéiert bleift.

Aus dësem Grond ginn d'Prozedure fir d'Publikatioun, also d'Bekanntmaachung, méi däitlech gemaach. Mir kennen all de Reider, dee virun der Gemeng steet an an deem d'Gemeng hir Décisioune bekannt mécht. Dëst Relikt aus dem leschten a virleschte Jorhonnert erfëllt haut awer net méi eleng säin Zweck.

Dëse Projet de loi gesäit vir, datt wichteg Décisiounen an Zukunft net nëmmen an den Dageszeitungen ugekënnegt ginn, mä och mussen op der Internetsäit vun der Gemeng publizéiert ginn. De Bierger soll sech esou einfach wéi méiglech gutt an am Detail kënnen informéieren. Nieft der traditioneller Publikatioun par voie d'affiche an Annoncen an den Dageszeitunge muss e Projet d'aménagement général net just am Gemengesekretariat ausleien, fir consultéiert kënnen ze ginn, mä muss och op informateschem Support publizéiert ginn; an anere Wierder: och um Internet. Dat ass eng gutt Saach, déi all de concernéierte Leit et erméiglecht, an aller Rou vun doheem aus déi Dossieren ze studéieren.

Am Kader vun dësem Projet de loi gëtt och profitéiert, fir dem Uerteel vun der Cour constitutionnelle vum 4. Oktober 2013 Rechnung ze droen. D'Geriicht hat jo festgehalen, datt een net pauschal kéint per Gesetz décidéieren, datt d'Propriétairen net mussen indemniséiert ginn, wann duerch en neie PAG oder PAP d'Notzungsrecht vun hirem Terrain ageschränkt gëtt. De Propriétaire muss d'Recht behalen, eng Indemnitéit ze froen, an et muss vu Fall zu Fall gekläert ginn, ob sech eng Indemnitéit justifizéiert.

Mir hunn awer décidéiert, den Délai, bannent deem ee ka säi Recht op esou eng Indemnitéit afuerderen, op fënnef Joer ze limitéieren. Dat mécht Sënn, well jo all sechs Joer de Gemengerot doriwwer befanne muss, ob e säi PAG nees wëllt op de Leescht huelen oder net. Esou ass de Gemengerot da wéinstens sécher, datt all eventuell Indemnisatiounen, déi duerch den initialen neie PAG entstoe kéinten, op d'mannst bekannt sinn.

Deeselwechten Délai gëllt dann och fir d'Projets d'aménagement particuliers. An därselwechter Logik gëtt d'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire ofgeännert, wou et ëm d'Auswierkunge vun engem Plan directeur sectoriel oder engem Plan d'occupation du sol geet.

E weidere wichtege Punkt betrëfft de Bau vu Wunnengen, déi zu engem soziale Präis musse verkaaft ginn. Bei de PAPen, déi méi grouss si wéi een Hektar respektiv wou méi wéi 25 Logementer gebaut ginn, huet d'Gesetz vun 2004 scho virgesinn, datt 10% vun de Wunnenge musse reservéiert si fir de Logement à coût modéré.

Dat huet awer mat sech bruecht - oh Wunder! -, datt dann natierlech déi klengste Wunnenge fir de Logement à coût modéré iwwreg bliwwe sinn. Déi nei Dispositioun kënnt dem Wëlle vum Gesetzgeber besser no a preziséiert, datt 10% vun der Surface construite brute musse fir de Logement à coût modéré virgesi sinn. Doduerch erhofft ee sech, datt insgesamt méi erschwéngleche Wunnraum entsteet.

De Stat reduzéiert och seng Délaien, bannent deenen hie seng Avise muss ofginn. Esou gëtt zum Beispill den Délai, deen d'Commission d'évaluation kritt, fir hiren Avis ze maachen, vun dräi Méint op ee Mount reduzéiert. Dat gëtt zimlech sportlech an et gëtt sech erwaart, datt doduerch d'Prozeduren insgesamt däitlech méi séier ginn. Datselwecht gëllt och fir d'Approbation ministérielle vun enger Konventioun an engem Projet d'exécution vun engem PAP.

Nei agefouert gëtt eng accéléréiert Prozedur bei klengen Ännerunge vun engem PAP. Ech ginn hei net op den Detail an, mä am Résumé brauche kleng Ännerungen net méi dee laangen administrative Wee ze maachen a kënne soumat däitlech méi séier ëmgesat ginn.

Wat Autorisatiounen ugeet fir, zum Beispill, Publicitéitspanneauen op de Gebaier, esou soll an Zukunft de Buergermeeschter kënnen esou Autorisatiounen ausstellen, amplaz vum Kulturminister. Dofir mussen d'Gemengen dat awer an hire Bautereglementer definéieren. An deem Kader kruten d'Gemenge via Circulaire vum Innenminister un d'Häerz geluecht, hir Reglementer deementspriechend unzepassen. Falls et sech awer ëm Publicitéit an engem Secteur protégé handelt, esou bleift de Kulturministère d'Instanz, déi muss gefrot ginn. Och hei gëtt d'Prozedur méi kloer gemaach, a falls ee bannent dräi Méint keng Äntwert krut, ass d'Demande accordéiert.

Et gëtt nach festgehalen, datt d'Gemenge via Reglement kënne festhalen, bei wéi engen Travaux de moindre envergure ee keng Baugeneemegung méi brauch. An deemselwechte Kapitel iwwert den Aménagement communal ginn nach aner Délaie gekierzt oder preziséiert, verschiddenen Uerteeler gëtt Rechnung gedroen an d'Legislatioun deementspriechend preziséiert oder ugepasst. Mä et géif vill ze wäit féieren, fir all déi Saachen am Detail opzezielen.

D'Kapitel 3 vum Projet de loi beschäftegt sech mam Gesetz iwwert de Pacte Logement. Mir wëssen, wéi schwiereg et ass fir d'ëffentlech Hand, fir un Terrainen ze kommen, zum Beispill wann et ëm de soziale Wunnengsbau geet. Mat dësen Ännerunge gëtt d'Virkafsrecht vum Fonds du logement ausgeweit a méi kloer definéiert. Et ass ze hoffen, datt dëst an der Praxis wäert hëllefen, datt de Fong besser u bebaubar Terrainen an de Gemenge kënnt, fir de soziale Wunnengsbau konsequent auszebauen. Dozou muss ee soen, datt d'Regierung de 4. Januar 2016, also viru ronn engem Joer néng Amendementer agereecht hat, déi och d'Gesetz iwwert de Pacte Logement sollten ofänneren.

Aus Zäitgrënn a well et um juristesche Plang eng Rei Problemer gouf, huet de Statsrot déi awer net aviséiert a proposéiert, dee Volet zu engem spéideren Zäitpunkt ze traitéieren. D'Regierung huet schliisslech décidéiert, dës Amendementer erëm zréckzezéien. Domat kann dëse Projet de loi haut ofgeschloss ginn. Weider Ännerungen, déi de Pacte Logement an den Droit de superficie betreffen, kënnen da gegebenenfalls iwwer en neien onofhängege Projet de loi abruecht ginn.

Och wat d'Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ugeet, ginn d'Prozedure vereinfacht. Esou musse keng Autorisatioune méi ugefrot gi beim Ëmweltministère, wann ee manner wéi 30 Meter vun engem Bësch oder engem Waasserlaf wëllt bauen; datselwecht wann een no un eng Natura 2000-Zon erukënnt. Déi Bestëmmung ass iwwerflësseg, well den Ëmweltminister am Kader vun den Habitat- a Vulleschutzgesetzer souwisou en Droit de regard huet bei all Projet, deen en Impakt op dës Zon kann hunn.

Am Waassergesetz gëtt eng Forfaitstax agefouert fir déi kleng Prélèvementer vu Waasser, déi ënner 200 m³ pro Joer leien. Bei esou klenge Quantitéite brauch een dann och kee Waasserzieler méi ze installéieren. Mir wëssen, wat dat fir en Opwand ass a mat wéi vill Käschten dat verbonnen ass.

Wat de Bau an Iwwerschwemmungsgebidder ugeet, esou bleiwen déi streng Oplagen a Konditioune generell bestoen. Den Ëmweltminister kritt awer méi eng grouss Flexibilitéit, fir och an esou Gebidder kënnen eng Baugeneemegung ze ginn, wann eng Rei vu Konditiounen erfëllt sinn.

Eng Demande, déi haaptsächlech vu méi klenge Gemenge koum, war déi, datt och d'Employéen op de Gemenge verschidden Akte kënnen ausstelle respektiv vum Buergermeeschter eng Délégation de signature kréien. Och déi vereelsten Alterslimitt vu 25 Joer fir dës Délégation de signature gëtt ofgeschaaft.

Et kënnt effektiv emol vir, datt et op enger Gemeng, déi wéineg administratiivt Personal beschäftegt, en temporären Engpass gëtt a vläicht grad kee Fonctionnaire bei Hand ass, fir en Dokument auszestellen. Do ass et fir de Bierger net ze verstoen, wann hie virstelleg gëtt a gesot kritt, e kéint leider kee Certificat oder Akt kréien, well keen do ass, dee berechtegt ass, fir en ze ënnerschreiwen. Heimat gëtt zwar keng komplett Gläichstellung gemaach vun den Employéen an de Fonctionnairen, mä haaptsächlech op déi reell a praktesch Besoine vun de Gemengen an de Bierger reagéiert. Un de Virgaben, d'Posten op de Gemenge mat Fonctionnairen ze besetzen, ännert dat natierlech näischt.

Eng Vereinfachung gëtt et och am Kommodo-Inkommodos-Gesetz. Et gëtt an Zukunft fir Betriber eng Klass 1A an eng Klass 1B, woubäi déi éischt just muss vum Aarbechtsminister an déi zweet just muss vum Ëmweltminister autoriséiert ginn, an net méi vun deenen zwee wéi bis elo.

An dann zum Schluss nach eppes, fir ze schmunzelen.

Mat dësem Projet de loi ginn zwee Arrêtés grand-ducaux ofgeschaaft, deen ee vun 1939, deen de Gebrauch vu Radioen a Grammofone regelt. Dësen Arrêté huet net méi vill mat der Realitéit ze dinn, zemools well d'Gemengen de Kaméidi iwwer hir Polizeireglementer kënne reglementéieren. Bis haut huet een awer zum Beispill fir all Braderie oder soss eng Feierlechkeet dobausse musse beim Innenminister eng Geneemegung kréien, fir Lautsprecher opzestellen. Mir sinn eis eens, datt dat net zäitgemëiss ass a souwuel villen Associatioune wéi och de Beamte vill Opwand bruecht huet, dee mer heimadder ofschafen.

Deen aneren Arrêté vun 1915 ass nach méi cocasse. Dee mécht näämlech bis elo Virschréften, ënner wéi enge Konditiounen d'Fraen dierften an Hoteller oder Cabarete schaffen, gemengt sinn hei d'Wiertschaften. Esou wier et enger Serveuse theoretesch verbueden, sech bei de Client un den Dësch ze sëtzen, an u sech misst all Kéiers de Gemengerot eng Autorisatioun ginn, wann eng Fra sollt an engem Bistro agestallt ginn.

(Interruption)

Dir gesitt, datt dësen Arrêté vun 1915 absolutt näischt méi an der heiteger Zäit verluer huet! An dofir gëtt en och elo einfach ofgeschaaft.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Souvill zum Contenu vum Omnibusgesetz. Nieft den Avise vum Statsrot krut d'Kommissioun natierlech och d'Avise vun de Beruffskummere wéi och dem Ordre des architectes, dem OAI, déi éischter positiv op dëst Gesetz reagéiert hunn.

E liicht méi kriteschen Avis koum vum Mouvement écologique, dee sech verständlecherweis Froe stellt, ob eng administrativ Vereinfachung net och kann op Käschte vun der Participatioun vun de Bierger goen, an e freet och, datt de Bierger méi systematesch solle verschidden Informatiounen zoukomme gelooss ginn. Eng grouss Suerg ass och d'Reduzéiere vum Opwand beim Erstelle vun den Études préparatoires bei engem PAG. Déi genee Konditiounen heifir sollen elo vum Minister an engem Règlement grand-ducal opgestallt ginn.

Ech géif awer och wëllen e puer generell Remarquë maachen, déi och an deeneselwechte Kommissiounssitzunge beschwat goufen. Ech sot virdrun, dass et e breede Konsens gëtt fir eng administrativ Vereinfachung, eng Reduzéierung vun den Délaien, a mer eis alleguerte kuerz an einfach Prozedure wënschen. Dat ass net ëmmer méiglech, awer dacks. Mat dësem Pak huet d'Regierung schonn ee gudden Deel Aarbecht an deem Sënn geleescht. Et ass allerdéngs domadder net gedoen.

Déi administrativ Vereinfachung muss e kontinuéierleche Prozess sinn an e stännegt Uleies vun eis alleguerten. De Stat, seng Verwaltungen, d'Gemengen an och mir, d'Chamber, musse regelméisseg eis Prozeduren a Fro stellen an ëmmer erëm probéieren, déi administrativ Belaaschtung vun de Bierger an de Betriber esou kleng wéi méiglech ze halen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Zemools d'Digitaliséierung vun der Verwaltung gëtt eis do nei Méiglechkeeten, fir besser a méi séier kënnen op d'Besoine vun de Bierger ze reagéieren. Nach musse mer uechtginn, datt et net zu deem faméisen „digital gap" kënnt, also dass e Lach entsteet tëschent deenen, déi connectéiert sinn, an deenen, déi et vläicht nach net sinn. Et ass also eng Erausfuerderung an eng Chance zugläich. De Minister hat och schonns op d'Efforten higewisen, déi vu senger Verwaltung an deem Sënn gemaach ginn. Vläicht kann hien eis herno nach méi doriwwer zielen.

Mir schwätze jo gäre vun eise Standuertvirdeeler hei zu Lëtzebuerg. Ee Virdeel war ëmmer dee vun de kuerze Weeër. Mir wäre gutt beroden, derfir ze suergen, datt dat och an Zukunft esou bleift. Dofir ass dat heite Gesetz absolutt ze begréissen.

Ech wëll natierlech net ophalen, ouni all de Membere vun der Kommissioun, dem Minister Kersch a senge Beamten e grousse Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. Ech hu virdru vun deem breede Konsens geschwat. Dësen huet een all déi Méint, wou mer heirunner geschafft hunn, och gespuert. Ech fannen, dat soll ee roueg och eng Kéier ernimmen.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den éischte Riedner, den Här Félix Eischen fir d'CSV.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee schlanke Stat, kuerz Weeër, séier Äntwerten, kuerz Prozeduren, Planungssécherheet, Transparenz an esou weider: Esou an nach anescht steet et iwwerall geschriwwen, esou gëtt et mat klorem Mënscheverstand verstanen, wann een haut iwwer Simplification administrative schwätzt. „Stat hëllef mir, maach mir mäi Liewe méi einfach an net onnëtz komplizéiert!" Plus-valuen, déi esou batter néideg sinn an eiser Gesellschaft, déi sech engem wa méiglech gescheite Wuesstum verschriwwen huet, entstinn duerch Kreativitéit. An esou eng gëtt erméiglecht duerch eng gréisstméiglech vereinfacht Administratioun.

Dat ass näischt aneres an dat ass och d'Finalitéit, wann un engem Gesetz vun der Vereinfachung geschafft gëtt, esou wéi dat hei geschitt ass, a wou elo haut de Mëtteg dann enfin en Text fir d'Ofstëmmung virläit. Virewech soen ech dem Yves Cruchten am Numm vu menger Fraktioun e grousse Merci fir säi komplette schréftlechen a mëndleche Rapport. An et ass net einfach, esou vill Technik, esou vill Technesches a verständleche Wierder eriwwerzebréngen. Ech mengen, den Yves Cruchten huet dat ganz, ganz gutt gemaach.

De Projet vum sougenannten Omnibusgesetz huet also d'Zil, eng ganz Rëtsch vu Gesetzer punktuell ëmzeänneren, fir d'Prozeduren administrativer Natur ze vereinfachen an ze moderniséieren. Et ass awer schonn e wéineg paradoxal; dat ass scho virun e puer Deeg an der Press gesot ginn: Dat Gesetz hei sollt jo u sech oder soll déi administrativ Weeër vereinfachen a méi séier maachen, an dach huet dee ganze Wee vun dësem Projet de loi dat net grad op déi allerbeschten Aart a Weis illustréiert. Et huet einfach extrem laang gedauert, bis dass et esou wäit war.

Déi aktuell Regierung ass och vläicht an dësem Dossier mat ze vill iwwerdriwwenem Optimismus drugaangen. Mä bon, dat kann een hir awer elo net reprochéieren. Dat ass u sech jo eng positiv Approche. Mä dach huet se am Ufank awer zimlech hefteg op déi viregt Koalitioun geklappt, dass déi administrativ Vereinfachung net séier genuch gaange wier an dass se elo emol d'Brems géif eraushuelen a géif en Omnibus op eng TGV-Linn setzen. Okay, tipptopp, mir waren du gespaant.

Dee Schnellzuch ass dunn awer éischter zu engem Bummelzuch mutéiert an ass souguer och liicht vu senger Schinn ofkomm. Aus dem Omnibus sinn näämlech eng Rëtsch Elementer erausgeklommen. Ech kommen nach eng Kéier kuerz dorobber zréck. Et si souguer Leit, déi hu gesot: „Et ass en Ovni-Bus. Dee schwieft esou an der Loft a mir wëssen net richteg, wat mer sollen domadder ufänken." Mä bon!

D'CSV wäert d'Gesetz awer matstëmmen. D'CSV wäert d'Gesetz matstëmmen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Et geet eis hei näämlech ëm e ganz wichtegen Aspekt vum alldeegleche Liewen, ëm déi administrativ Vereinfachung fir d'Bierger an d'Betriber. An all Schrëtt - all Schrëtt! -, deen eis an dësem Bestriewe virubréngt, ass e gudde Schrëtt, och wann dës Schrëtt net mat Siwemeilestiwwele geholl ginn.

Ee schlanken, transparenten, kommunikativfrëndleche Stat ass e Must. De leschten Dezember hate mer am Kontext vun der Kompetitivitéitsdebatt heibannen des Laangen an des Breeden driwwer geschwat. En einfacht administratiivt Oflafen, dat si wichteg Puzzledeeler an der Wettbewerbsfäegkeet vun engem Land. Wann d'Barrièren ze héich sinn, dann iwwerleeën d'Betriber sech dräimol, ob se sollen heihinner kommen oder ob se iwwerhaapt sollen hei bleiwen. All Betrib brauch Planungssécherheet. Ouni déi ass et schwéier. An d'Blannt eraschaffen ass Gëft fir de Wettbewerb. Et kascht Zäit an och ganz vill Suen.

Administrativ vereinfachen ass allerdéngs, wéi et de Minister Kersch iwwregens schonn zu Recht e puermol ënnerstrach huet, eng „neverending story" oder, wéi de Rapporteur dat och scho richtegerweis eng Kéier op der Antenn vu Radio Lëtzebuerg gesot huet, e kontinuéierleche Prozess, deen ni ofgeschloss ass, och net mat dësem Gesetz, well et kommen ëmmer méi Reglementatiounen, Direktiven an Oplagen op d'Akteuren um Maart duer.

Do, wou ëmmer méi Leit op engem begrenzten Terrain beienee liewen, brauch een ebe méi Regelen. An do riskéiert de Reglementatiounsdschungel, esou grouss an onduerchsiichteg ze ginn, dass een eben net méi gutt derduerchgesäit.

Op där anerer Säit mussen déi technesch Moyenen, an déi gëtt et jo, an där gëtt et der ëmmer méi, et erméiglechen, dëst auszegläichen an dee ganze Prozess ze vereinfachen an iwwersiichtlech ze halen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An dat ass jo eigentlech och den Zweck vun dësem Omnibusgesetz, wat eng ganz Rei vun Texter op hir Effizienz analyséiert huet, an op deene Plaze punktuell Ännerunge virschléit, déi et eben erméiglechen, dass et an der Realitéit net zu engem onnéidege Blocage kënnt oder et ze laang dauert, sief dat am Kader vum PAG-Gesetz, dem Gemengegesetz, dem Logementsgesetz, dem Waassergesetz oder och nach diverse Reglementer, déi och sécherlech alleguerte sengerzäit sënnvoll waren, mä awer déi eben der Zäit haut mussen ugepasst ginn.

De Prinzip vun der administrativer Vereinfachung ass awer net eréischt mat dësem Omnibusgesetz un d'Rulle komm, mä huet schonn eng relativ laang Virgeschicht. Vun 1995 un, dat wësst Der, hunn ënner anerem déi successiv Regierungen e ministerielle Ressort vun der Réforme administrative kritt an déi krut deementspriechend och hire wichtege Stellewäert an der Politik.

Hautdesdaags, wou de Stress am Alldag eng nei Dimensioun awer krut, wou jiddwereen d'Impressioun huet, et hätt een u sech ëmmer manner Zäit, fir dëst oder dat ze maachen, ass et einfach wichteg ginn, dass een dem Bierger säin administratiivt Liewen esou einfach an esou séier wéi méiglech sollt gestalten, sief et dass e sech net ëmmer fir alles muss déplacéieren oder dass en net ëmmer muss wochen- oder souguer méintlaang op eng Décisioun waarden. Datselwecht gëllt selbstverständlech och am Intérêt vu klengen a mëttelstännegen Entreprisen, déi och dacks net d'Moyenen hunn oder déi Marge och zur Verfügung hunn, sech domadder ze beschäftegen, respektiv och net d'Personal hunn oder keng Suen hunn, fir Personal ze bezuelen, fir sech hannert d'Paperasse mussen ze setzen.

Mir wäerten, Dir Dammen an Dir Hären, ganz sécher an eiser ugefroter Interpellatioun iwwert d'PMEen an den nächste Wochen dorobber zréckkommen.

Viru gutt sechs Joer kruten d'Entreprisen an d'Bierger de Guichet virtuel offréiert, fir sämtlech Informatiounen einfach a bequem kënnen ze liesen an nosichen ze goen, Formulairen an Demanden auszefëllen, Certificaten ze kréien; dat Ganzt am Partenariat mat LuxTrust. Et gouf méiglech, eng ganz Rëtsch offiziell Dokumenter ze digitaliséieren an domadder och ze dématerialiséieren.

Och sinn deemools d'Fiches d'évaluation d'impact agefouert ginn, déi systematesch bei de Gesetzesprojeten derbäi sinn, fir ënner anerem ze kontrolléieren, ob esou effikass, einfach an intelligent wéi méiglech nom Prinzip vum sougenannten „think small first" e Gesetzesprojet redigéiert ginn ass oder och net.

A Saache Simplification administrative, Dir Dammen an Dir Hären, ass also scho villes gemaach ginn. An och dës Regierung féiert dës Efforten och mat dësem Gesetz wieder, wat mir selbstverständlech begréissen a mat ënnerstëtzen, an awer och ëmmer erëm hannerfroen: Wou si mer drun? Wéi zum Beispill, dat ass haut de Mueren och um Radio schonn eng Kéier ugeklongen: Wéi ass et mat „Einfach Lëtzebuerg"?

Ech hat den Här Kersch scho virun e puer Wochen dorobber ugeschwat. Hien hat, wann ech mech do richteg erënneren, an engem Summerinterview 2016 wärend der grousser Vakanz vun deem Aktiounsplang „Einfach Lëtzebuerg" geschwat, deen am Hierscht 2016 sollt virgestallt ginn a wou a sämtleche Ministèrë Moossnamen ergraff sollte gi fir ee méi performanten, einfachen an och duerchsiichtege Statsapparat zugonschte vun de Bierger an de Betriber.

Bon, mir sinn elo gläich am Fréijoer 2017, mir hoffen et wéinstens, an da wär et net onninteressant ze wëssen, wou mer do dru wieren. Den Här Cruchten hat de Mueren iwwregens op „Radio Lëtzebuerg" gesot: „Mir hoffen, dass dat an den nächste Wochen a Méint kënnt." Mir hoffen, dass et nach e bësselche méi séier geet, Här Kersch. Mä bon, herno kënnt Der jo vläicht dorobber agoen.

Bon, ech kommen dann awer elo, wann Der erlaabt, kuerz zréck op eise Sujet, deen eis haut e bësselche méi beschäftegt. Am Joer 2012 haten de fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler an dee fréieren, esou wéi haut nach ëmmer aktuelle Wirtschaftsminister Etienne Schneider eng Etüd an Optrag ginn, fir ze kucken, a wéi enge Beräicher een administrativ Prozedure kéint virhuelen, fir dass d'Bierger an d'Betriber hiren Aktivitéiten an Aufgabe mat méiglechst wéineg Hürden an och méi séier an effikass nogoe kéinten.

Aus där Etüd sinn dann och eng ganz Partie vu Virschléi erauskomm, déi dunn am Mäerz 2013 mat der Ënnerschréft vum Minister Schneider un de Statsminister Juncker verschéckt gi sinn. De Wirtschaftsminister hat an deem Bréif gesot, et wier un der Zäit, dass d'Regierung endlech de Courage géif weisen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an doduerch d'Wirtschaft ze redynamiséieren.

An deem Bréif vun am Ganzen 21 Säite ware vill Mesuren opgeluecht, haaptsächlech aus de Beräicher Ëmwelt an Intérieur. Dunn awer koumen d'Neiwahlen an den Dossier Omnibus hat e bësse Paus, mä et konnt een awer hoffen, dass déi Paus net ze laang géif daueren, well wärend der Wahlcampagne hate sech och d'Parteien am Fong favorabel an hire jeeweilege Programmen dozou ausgedréckt. A praktesch alleguerten hate se sech zum Virsaz geholl, d'Omnibusgesetz weiderzeféieren.

Dobäi hat d'LSAP sech zum Beispill beklot, dass de fréiere Statsminister net séier genuch op déi konkret Verbesserungsvirschléi, déi sech also aus dem Bréif vum Minister Schneider erausgestallt haten, agaange wier. Och den...

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Ech hunn Iech net verstanen, Här Schneider.

(Interruption par M. Etienne Schneider)

Okay. Da kënnt Der dat jo herno preziséieren.

Och de grénge Kolleegen ass d'Réforme administrative net séier genuch virugaangen. Si haten allerdéngs eng aner Vue, wat d'Betribsgeneemegungen ugeet. Si soten an hirem Wahlprogramm, dass déi ökologesch Standarden net ënnert dem Virwand vun der administrativer Vereinfachung geaffert däerfte ginn. Domadder hate si eng Partie vun de Mesurë viséiert, déi d'LSAP an hire Propositiounen awer stoen hat.

D'DP hat an hirem Programm d'Landesplanungspolitik als verfeelt erkläert, well fir d'Entreprisen ëmmer nach een ze héijen an ze deieren administrativen Opwand do wier. Si hate sech fir d'regional Guichet-uniquen agesat. A mäi Kolleeg André Bauler hat dozou eng Fro un den Här Kersch gestallt; an der Séance vum November 2015 war dat. Den Här Kersch sot, et wär analyséiert ginn, esou wéi et och am Regierungsprogramm versprach gi war, mä d'Resultater wären éischter negativ an den Erfolleg bescheiden. Si hätte just dräi bis véier Demandë pro Dag gehat. Du war dat also ad acta geluecht ginn.

Am Regierungsprogramm vum Dezember 2013 stoung schliisslech schwaarz op wäiss, dass de Bréif vum Här Schneider d'Basis fir d'Aarbechte vun der interministerieller Missioun, déi sech ëm d'Vereinfachungsprozedure soll këmmeren, sollt sinn. D'CSV huet sech deem och guer net entgéintgesat. Et konnt also eng Kontinuitéit sinn.

Du koum de 16. Juli 2014. D'Gesetz gouf déposéiert. Viru méi wéi zwee an engem hallwe Joer ass et also an d'Chamber komm. Bon, fir dass d'Regierung opgetruede war an de Leit dobausse gesot huet, si géif elo aus deem Omnibus- en „TGVs-Gesetz" maachen, an et géif elo ganz schnell goen, ass et trotzdeem, ech mengen, do musst Der mer recht ginn, eng relativ laang Zäit, bis dass et dann elo den 8. Februar 2017 gestëmmt gëtt.

Här Kersch, ech soen elo net, dass et Är Schold war.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Ech maache just... Awer Dir musst mech ausschwätze loossen!

(Interruption)

Ech hu jo elo net gesot: Et ass Är Schold. Ech hu just gesot: Et huet laang gedauert. A wann ee vun „TGV" schwätzt, da soen d'Leit dobaussen: „Jo, dat geet awer elo schnell." A wann een da seet vum Juli 2014 bis Februar 2017 ass „TGV"... Ech weess net, bon.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här Eischen, däerf ech eng Fro stellen?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, frot mech.

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech sinn erfreet ze héieren, dass Der gesot hutt, et wär net d'Schold vun der Regierung gewiescht. Kënnt Der der Chamber da vläicht soen, wien an Ären Ae schold dru war, dass et esou laang gedauert huet?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Ech hu constatéiert, Här Kersch, dass et einfach laang gedauert huet. Virdrun ass den Här Cruchten am Detail drop agaangen, wourun et louch a wéi laang dass dru geschafft ginn ass an dass verschidden Avise vum Statsrot ebe méi laang gebraucht hunn aus x techneschen Uersaachen, gellt! Ech hu just elo constatéiert: Et huet laang gedauert. An dat kënnt Der mer elo net falsch maachen. Do kënnt Der Iech dréien a kéieren, wéi Der wëllt. Sou!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Sout, Här Eischen, Dir wennt Iech erëm zréck un d'Chamber. An dann ass et just den Här Eischen, deen da weiderfiert, wann ech gelift! An dat gëllt natierlech och fir d'Regierungsmemberen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Entschëllegt, Här President. Et war awer elo esou flott.

(Hilarité)

Gutt.

Den Här Kersch hat d'Omnibusgesetz, wéi gesot, séier versprach. Bon, et ass dann elo méi oder wéineger awer gelongen, dass et elo hei läit. Eis Regierung - an dat ass awer nach méi interessant - hat gesot, dass se awer elo nach vill méi wäit géif goe wéi déi viregt. Et ass gesot ginn: Dat soll alles vill méi wäit gräifen. Dat war fir eis dann awer éischter eng iwwerraschend Ausso, nodeems mir den Text du bis virun Aen haten. Wat hu mir gesinn? Den déposéierte Gesetzesprojet vum zoustännege Minister war jo awer eng zimlech ofgespeckte Versioun vun den urspréngleche Iddien aus dem Bréif Schneider.

Fir d'CSV handelt et sech bei dësem Projet dann awer ëm eng méi liicht Versioun wéi déi, déi am Ufank ugeduecht war. Dat fanne mir perséinlech schued. Et hätt een hei effektiv méi wäit kënne goen. De Statsrot huet a sengen éischten Avisen d'Virgabe vum Projet begréisst, mä en hat dann awer trotzdeem eng relativ kritesch Meenung zum Ganzen. Ouni elo wëllen an déi 15 formell Oppositiounen anzegoen, just kuerz generell d'Appréciatioun hei: Déi héich Kierperschaft hat sech schwéiergedoen, den Exposé des motifs ze verdauen, well en immens komplex war an et net einfach war, d'Zesummenhäng vun deene verschiddene Kapitelen ze verstoen. Dofir hätt de Statsrot et virgezunn, wann hei separat Gesetzesprojete geschriwwe gi wieren, an déi dann duerno als Paquet de réformes, wéi zum Beispill bei der Fonction publique, ze deponéieren.

De Rapporteur hat an engem Interview och gemengt, dass dat nach eventuell méi Zäit an Usproch geholl hätt, wéi et iwwerhaapt elo schonn de Fall war. Schwéier ze soen am Endeffekt, mä j'en passe.

Ech ginn och elo net an d'Detailer vun all den eenzelne Gesetzesännerungen an, well dëst, dat ginn ech zou, vläicht net extrem spannend war, awer extrem technesch ass. An ech fannen och, dass de Rapporteur dat ganz gutt gemaach huet. Ech wëll awer kuerz op e puer Punkte séier agoen, déi mir wierklech däitlech am Projet begréissen.

An ech wollt do deen een oder deen anere Punkt ervirhiewen, zum Beispill am Gesetz vum Aménagement communal et développement urbain ginn déi meeschten Ännerunge virgeholl. Mir begréissen an deem Kontext, dass d'Gemengen, déi e Service technique communal hunn, an Zukunft selwer e Projet de PAG, de PAP „quartier existant" oder PAP „nouveau quartier" kënnen erstellen, ouni mussen op en externe Service zréckzegräifen. Dat ass sécher eng Vereinfachungsmoossnam fir d'Gemengen. Sécher kënnen och do hir eege Ressourcë méi effizient genotzt ginn. Et muss een allerdéngs och uechtginn an oppassen, dass d'Gemenge genuch qualifizéiert Personal hu fir déi Aufgaben. Dat ass net ëmmer evident.

De Rapport vun engem PAG gëtt an der Praxis als ganz..., als dacks ermiddend an iwwerdriwwe prezis empfonnt. Dofir gesäit de Gesetzesprojet och vir, dass et ënnert dëser Form soll geännert ginn, woubäi haaptsächlech d'Fiche mat de strukturellen Donnéeë vun engem PAG sollt consultéiert ginn; och dat eng grouss Erliichterung. Dat fanne mer gutt.

An Zukunft soll de Projet de PAG da wärend 30 Deeg op der Internetsäit vun de Gemenge publizéiert ginn. Och do hat de Rapporteur sech derzou ausgelooss. Dat ass sécher ze begréissen.

Am Kontext vun engem PAP „nouveau quartier" gëtt de Kritär vun engem Hektar bebaubarem Terrain fir sougenannte Logements à coût modéré duerch en neie Kritär ersat. An dat ass och ze begréissen. An zwar mussen an Zukunft 10% vun der Bebauungsfläch fir déi Logementer virgesi ginn. Dat mécht dat Ganzt besser a kloer moossbar, an dréit och sécher der Logementspolitik Rechnung. Dat heescht, mir kréie méi Unitéiten à coût modéré an de Projet.

Iwwregens ass dat doten och eng Mesure, déi vun de Leit aus der CSV an der Kommissioun proposéiert ginn ass. Bei där Geleeënheet wëll ech awer och hei ënnersträichen, dass d'Zesummeschaffen an der Kommissioun un dësem Text ganz gutt war a parteiiwwergräifend exemplaresch.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Dat soll een och emol eng Kéier esou soen.

Den Délai vun den Avisen an der Cellule d'évaluation, dat berodend Organ an der Commission d'aménagement fir d'PAPen, gëtt vun dräi op ee Mount verkierzt. Ech ginn Iech do recht, Här Cruchten, dat gëtt wahrscheinlech zimlech sportlech - à voir! Loosse mer hoffen, dass et klappt!

Am Ëmweltschutzgesetz gëtt den Artikel 5 geännert, fir d'Geneemegung vum Ëmweltministère ofzeschafen, wann een op manner wéi 30 Meter vun engem Bësch vu méi wéi engem Hektar oder enger Baach wëllt bauen. Och dës Dispositioun ass also iwwerflësseg ginn. Fir eis, wéi gesot, eng gutt Saach.

Da ginn, och wéi de Rapporteur dat flott erwäänt huet, ganz al groussherzoglech Arrêtéen aus de Jore 1915 respektiv 1939 ofgeschaaft, déi sécherlech, an ech mengen, dat kënne mer hei mat zwou Hänn ënnersträichen, net méi zäitgeméiss sinn. Do gitt Der mer sécher recht.

Et sinn, wéi gesot, dëst just e puer Beispiller, déi op eis Zoustëmmung treffen. Mir wäerten, wéi gesot, de Gesetzesprojet matstëmmen, mä e geet eis awer net wäit genuch. Deen Text, deen eis hei virläit, entsprécht net méi deene sëlleche Virschléi, déi aus dem 21-Säite-Bréif vum Minister Schneider opgelëscht gi waren. Zum Beispill steet net méi ganz vill aus dem Environnement dran. Wat ass mat deenen Elementer geschitt, déi eis an eis net eleng awer esou fundamental geschéngt hunn?

Den Här Schneider hat am Joer 2013 nach gesot respektiv geschriwwen, dass d'Legislatioun am Beräich vum Ëmweltschutzgesetz eng vun de gréisste Bremse fir d'Wirtschaftswelt wär.

D'Bierger an d'Betriber géifen net genuch informéiert ginn, se missten ze laang op Décisioune waarden a géifen heiansdo guer keng Äntwert vun der Verwaltung kréien.

Den Här Schneider hat den Artikel 17 zitéiert, wou dat aktuellt Gesetz keen Ënnerscheed tëscht engem Biotop an engem Perimeter, wann do sollen Ëmännerunge kommen, a baussent engem Perimeter mécht. Well dorënner och d'Zones d'activités économiques falen, féiert dat zu onméigleche Situatiounen. Allerdéngs war den Här Schneider der Meenung, dass den Ëmweltminister just nach an der Zone verte sollt kënnen intervenéieren.

Dat fanne mer net méi erëm. Eiser Meenung no ass do bei deene grénge Kolleegen déi rout Luucht ugaangen. Op jidde Fall fanne mer et am aktuellen Text net méi erëm.

Eng aner Fuerderung war déi...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Eischen, erlaabt Der eng Fro vum Här Schneider?

M. Félix Eischen *(CSV).*- Ech erlaben et.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Eischen, ech wëll Iech just soen, zu deem Bréif, deen Der do dauernd vum Här Schneider zitéiert, stinn ech. A wär ech an där viregter Regierung eleng gewiescht, fir dat ze décidéieren, dann hätt ech dat doten alles décidéiert. An och an der aktueller Regierung sinn ech leider net eleng maassgeeblech, fir déi Saachen do all ze décidéieren. Dofir ass eben net alles an deem Gesetz, wat ech mer gewënscht hätt als Wirtschaftsminister. Dofir kënnt Der Iech déi Méi spueren, dat ëmmer erëm ze ernimmen.

Mä Dir wësst, wéi dat ass, wann ee muss mat anere Kolleegen eens ginn. Jiddwereen huet seng Ressorten ze verteidegen. Ech sinn nach ëmmer der Meenung vun deem, wat an deem Bréif do steet, mä hu mech dann net an all deene Punkten duerchgesat vis-à-vis vun de Kolleegen, dat sougutt an der Regierung virdrun wéi an där heiter Regierung. Domat, mengen ech, hätt ech Iech op Är Argumenter geäntwert.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- An domadder gi mer dem Här Eischen erëm d'Wuert.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir hate virun enger Zäit vun engem Knéifall geschwat virun de grénge Kolleegen. Da kann ech also elo constatéieren, dass dat dann net esou ganz falsch war. Mä bon, bref, dont acte. Ech hunn awer elo zur Kenntnis geholl, wat Der elo hei gesot hutt.

Mä trotzdeem, mir bemängelen awer, dass et net drasteet! An ech mengen, dat ass eist gutt Recht dorobber hinzeweisen. A mir hoffen, dass d'Regierung nach eng Kéier dorobber zréckkënnt.

Ënner anerem war eng Suerg vun Iech, an Dir hutt dee Bréif geschriwwen, an dee liest ee jo och mat engem gewëssenen Interessi, an da muss een nach eng Kéier drop zréckkommen a soen, dass do Saache keen Nidderschlag kritt hunn an engem Gesetz, dat sech urspréinglech op dee Bréif baséiert huet. A wa mer do Saachen net dran erëmfannen, deet eis dat leed.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mat Ärer Partei war et och net méiglech.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Jo, bon. Kommt, mir schwätzen, wat elo haut ass!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Äre Bréif war dach nëmmen en ofgespeckte Résumé vun enger Etüd, déi den Här Wiseler maache gelooss hat.

(Interruptions)

Firwat war Äre Bréif dann en ofgespeckte Résumé?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Här Schneider, vu wéini datéiert dee Bréif, deen Dir anscheinend geschriwwen hutt? An Dir wësst jo och d'Originn vun där ganzer Geschicht!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Wiseler, wann Der eppes wëllt soen, da frot d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä ech hätt och gären, datt Der der Regierung datselwecht géift soen, wann Der mech hei interpelléiert.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Ech hunn dat scho virdru gesot: Et ass elo just nach een, deen d'Wuert huet, dat ass den Här Eischen. Wann ech gelift, fuert weider mat Ärer Interventioun! Wann ech gelift, elo just nach den Här Eischen, an duerno kënnt Der gären nach eng Kéier eng Fro stellen. Et ass um Här Eischen. Wann ech gelift! Merci.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Eng aner Suerg vum Wirtschaftsminister waren déi sougenannten Zones protégées d'intérêt national, déi per Reglement deklaréiert goufen. Hei kéim et des Éftere vir, dass elektresch Leitungen, Transportinfrastrukturen oder aner Konstruktiounen, déi der Allgemengheet dénge sollen, onnéideg blockéiert ginn. D'Gesetz sollt hei dës Zort vu Konstruktiounen accordéiere kënnen. Dat gëtt och net am Kontext vum Projet Omnibusgesetz geregelt. An ech wëll och ënnersträichen, dass mir dat bedaueren!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir waart och do net derfir.

(Brouhaha)

M. Félix Eischen *(CSV).*- Nach e lescht Beispill, wat ech gäre wollt ervirsträichen, ass awer dat mat der Validitéitsdauer vun de Geneemegungen. Dat aktuellt Ëmweltschutzgesetz gesäit effektiv vir, datt eng Geneemegung ongélteg gëtt, wa se bannent zwee Joer net opgebraucht ginn ass. Dat ass esou deemools gemaach ginn. Et hat sécherlech och seng Grënn, mä an der Praxis gesäit et nun awer emol esou aus, dass een dacks muss och op aner Autorisatioune waarden. A wann et da souwäit ass, ass déi eng schonn net méi gélteg, well d'Frist an der Tëschenzäit ofgelaf ass. Hei hutt Der deemools... oder hei huet den Här Schneider deemools gemengt, dass d'Gesetz misst eng Verlängerung virgesinn oder souguer eng méi laang Gëltegkeetsdauer.

D'Omnibusgesetz gesäit hei awer vir, dass iwwer eng schréftlech motivéiert Demande eng Verlängerung kann ugefrot ginn. Doropshi kann de Minister zwou Verlängerunge fir all Kéiers maximal ee Joer accordéieren. Ob dat elo dem fréieren oder dem aktuelle Wirtschaftsminister Schneider senger Fuerderung gerecht gëtt, bezweifele mer. Ausserdeem riskéiert dëst zousätzlechen administrativen Opwand. Also, ob een hei elo vun administrativer Vereinfachung ka schwätzen, sief emol dohinnergestallt.

Bref, vun all dëse Beispiller, vun all dëse gutt gemengte Virschléi, déi jo net einfach esou an engem schwaache Moment néiergeschriwwe goufen, ass also, wéi gesot, am neie Gesetz näischt méi oder net méi vill ze fannen. Déi Elementer, déi ech elo opgezielt hunn, sollen awer elo am Kader vum Gesetzesprojet 7082 iwwert d'Ëmweltschutzgesetz, wat an der zoustänneger Kommissioun jo behandelt gëtt oder do läit an da behandelt gëtt, drakommen.

Bon, elo gëtt och gesot, dat kéim. Bis elo läit et net hei. An dat, wat mer feststellen, dat, wat mer och e bësse schued fannen an deem Ganzen, dat ass, dass d'Regierung u sech elo mat zwou Vitessë schafft. Et gëtt mat zwou Vitessë geschafft. Do gesi mer eng Kontradiktioun, well d'Omnibusgesetz mat enger gewëssener Urgence traitéiert sollt ginn, fir esou séier wéi méiglech duerch d'Prozedur kënnen ze goen an dann och a Kraaft ze trieden. An dofir och meng Remarque vu virdrun, dass mer der Meenung sinn, dass awer den ausgebremsten TGV e bësse vun der Schinn ofkomm ass.

Als CSV hoffe mer dann zumindest, dass dat dann net nach wäert Wochen oder Méint laang daueren, bis och dës Mesuren endlech kënnen a Kraaft trieden. Menges Wëssens ass dat Naturschutzgesetz am August 2016 déposéiert ginn. Weider vill Avise sinn do nach net do. Also gi mer dervun aus, dass dat dann awer och nach e bësse kann daueren.

Mir bleiwen also derbäi, dass dëse Projet eis, esou wéi en hei virläit, net wäit genuch geet. Et ass also an eisen Aen och net richteg, wann de Minister nach virun engem Joer gesot huet, dass elo dës Regierung méi wäit géif goe wéi déi viregt Regierung. Dat ass net wouer! Dat war e bëssen de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Dat, wat awer elo hei am Projet steet, dat, wat elo hei netto dran ass, dat kann d'CSV ënnerstëtzen. Meng Partei hat wärend der Analys vum éischte relativ katastrophalen Avis vum Statsrot ganz vill Suggestioune gemaach, déi beim Minister an och an der Majoritéit op oppen Ouere gestouss sinn. An hien ass eis och do vill entgéintkomm. Dat soll ee soen.

Och, net nëmmen, mä och aus dëse Grënn an och well mer konstruktiv wëllen a Saachen administrativ Vereinfachung matschaffen, stëmme mir dëse Projet mat, an der Hoffnung, dass dëst net dee leschte vun de wichtege Schrëtt ass a Richtung vun enger nach méi konsequenter Simplification.

Ech soen och all deene Leit Merci, déi un dësem techneschen Dossier matgewierkt hunn. An ech soen Iech heibannen datselwecht fir d'Nolauschteren.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Eischen, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Wirtschaftsminister...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Selbstverständlech.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- ...oder huet sech dat eriwwregt?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Eischen, ech wëll Iech just nach eng Kéier drop hiweisen. Wann Der hei Saache gesot hutt, déi a mengem Bréif stoungen an elo leider, wéi Dir da sot, net am Gesetz sinn, a wou Der bedauert, dass d'Gesetz net méi wäit geet, wëll ech Iech nach eng Kéier soen: Dir hutt ee konkret Beispill gesot, wa mer zum Beispill Stroumleitunge leeën, dass mer net méi mussen all déi Autorisatiounen hunn, déi mer haut mussen hunn. Da wëll ech Iech soen: Dat ass net dran, well dat och an der Virgängerregierung net gaangen ass. Och do war Ären Ëmweltminister an Ären MDDIs-Minister net en faveur, fir dat doten ze maachen. Ech wëll dat... An och den Intérieur...

(Interruption)

Neen, och den Intérieur war net en faveur.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou geet et awer elo net!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An do gëtt et... Da lauschtert, loosst mech ausschwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, neen, mä...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Mir maachen hei eng Fro, eng konkret Fro un den Här Eischen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll just hei soen, Här Eischen,...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Eng konkret Fro.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...fir d'Saach konkret ze soen: Mir hunn an der viregter Regierung leider näischt hikritt, wat dat doten ugeet. An an där heiter Regierung no sechs Méint - no sechs Méint! -, wou déi Regierung am Amt war, huet den Dan Kersch als Innenminister dee ganze Projet op den Instanzewee bruecht. Dass en hänke bliwwen ass am Statsrot eng Éiwegkeet,...

(Interruption par Mme Octavie Modert)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...dofir kann d'Regierung net. Mä Dir kënnt awer elo net behaapten oder esou maachen, wéi wann ënner enger CSV-geféierter Regierung dee Projet méi wäit gaange wär, well dat ass net de Fall. Mir sinn iwwerhaapt néierens ukomm an der viregter Regierung. An déi hei Regierung huet de Maximum gemaach, dee se ka maachen. An och wann de Wirtschaftsminister sech vun e puer Saache gewënscht hätt, dass déi méi wäit ginn,...

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Just konkret Froen, wann ech gelift.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...ass dat leider an enger Koalitioun net ëmmer méiglech. An dat wësst Dir esou gutt wéi ech.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Bref, Dir hat an der viregter Regierung näischt ze soen.

Une voix.- D'Madamm Modert wollt sech nach aschreiwen, fir d'Wuert ze kréien.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Eng konkret Fro vun Ärer Partei.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, dat do war awer keng konkret Fro, Här President!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Dir däerft eng Fro stellen.

Une voix.- Dat do ass e Fait personnel.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Dann dréit se esou, dass et als Fro gestallt gëtt, wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, et ass gutt, Här President. Ech froe mech, ob dat, wat...

(Hilarité et brouhaha)

...de Minister elo hei gesot huet, an deem Sënn esou stëmmt, well et ass awer kloer, datt déi viregt Regierung en Accord mat der UEL ausgeschafft hat an där leschter Zäit, wou eng ganz Rei Saachen drastoungen, déi net an dësen Text iwwerholl gi sinn. Leider war an der viregter Regierung keng Zäit méi, fir deen Accord ëmzesetzen. D'ailleurs waart Dir an de Reunioune vun der viregter Regierung, wéi deen Accord ausgehandelt gouf, mengen ech, net präsent. Dofir wësst Der vläicht net alles, wat mer do ausgehandelt hunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech war net invitéiert.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, Dir waart invitéiert, Här Minister.

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Dir waart an der Vakanz.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech hu mer och elo selwer d'Äntwert op meng Fro ginn, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci elo fir déi Explikatiounen. An domadder soen ech dem Här Eischen och Merci. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass de Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech denken an ech sinn der Meenung, datt et de Bierger dobaussen interesséiert, wéi mer am Dossier Simplification weiderkommen a wat fir eng Simplification administrative datt mer maachen, dat am Interessi vun de Leit, vun de Verwaltungen an de Ministèren, an datt ee sech soll eens ginn, wéi een dat Ganzt mécht.

An dann ass et kloer, wann ee verschidde Parteien huet, kann een natierlech och heihinnerkommen a soen: „Dat steet an deem sengem Wahlprogramm, dat steet an deem sengem Wahlprogramm, deen do steet dofir an deen do steet dofir"; et muss ee kucken, datt een ee Konsens kritt. An de Konsens soll dee sinn, an dat mierken ech awer, datt mer hei an deem Dossier, wou mer mierken, datt mer net weiderkommen, ee Konsens, een administrative Konsens solle kréien. An do, wou mer gesinn, datt d'Gesetz oder Reglementer obsolet sinn, solle mer déi dann einfach der Wierklechkeet upassen. Dat ass dat, wat mir ënner Simplification administrative verstinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech kann aus perséinlecher Erfahrung soen, datt, wann een... D'Stad Dikrech ass amgaangen, eng Zone industrielle ze maachen. A wann een dann herno kuckt, no fënnef Joer, sechs Joer, mat wat fir enge Reglementatiounen ee sech huet misse ronderëmklappen - natierlech sinn déi Reglementer och am Intérêt vun de Bierger! -, do muss ee sech awer heiansdo d'Fro stellen, wann ee wëllt kompetitiv bleiwen a wann ee wëllt eppes installéieren an organiséieren, datt een dat vläicht mat enger Simplification administrative bei verschiddene Ministèren, Administratiounen, déi all hir Berechtegung hunn, sollt koordinéieren, fir datt een am Dossier besser weiderkënnt. Ech denken, do hu mer alleguerten ee Konsens, wann ech lech hei esou nogelauschtert hunn.

Ech géif awer gär vun der Geleeënheet profitéieren natierlech, fir dem Deputéierten Yves Cruchten Merci ze soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Hien ass op all déi technesch Detailer an deem neien Omnibusgesetz agaangen, soudatt ech dat net méi wäert maachen.

Ech wäert dat awer beliichten aus der Siicht haaptsächlech vun de Gemengen.

Ech denken, mir schwätze schonn zënter Joren dovun, wéi wichteg et ass, dësen Exercice ze maachen, fir d'Gesetzer besser ofzestëmmen. An als LSAP si mer frou, datt den Innenminister Dan Kersch esou schnell de Projet de loi virgeluecht huet. Do kann een ëmmer driwwer diskutéieren, et hätt een nach méi Saache missen dramaachen oder verschidde Reglementer aneschters maachen. Fakt ass, datt mer op dee Wee ginn, datt d'Regierung op dee Wee gaangen ass, an dat begréisse mer.

Dofir, trotz där laanger Prozedur, wann ech da gesinn, datt fir den Avis ze kréie vum Statsrot an deenen 30 Méint ronn 20 Méint gebraucht gi sinn, dann ass dat och net, fir eng Kritik um Statsrot unzebréngen! Dat ass ganz einfach, datt ee gesäit, datt hei entre-temps, wou dee Projet de loi déposéiert ginn ass, aner Gesetzer, aner Reglementer, aner Règlements grand-ducaux geholl gi sinn, déi natierlech eng Influenz op dat heite Gesetz vun der Simplification administrative haten, an datt jiddweree sech huet missen domadder auserneesetzen, fir datt herno kee Formfeeler doläit. A mir wëssen alleguerten, datt dat de kranke Punkt ass vun enger Simplification administrative. Et ass also e Gesetz, dat mer haut ofstëmmen, op dat mer scho laang gewaart hunn.

Fir den Duerchschnëttsbierger sinn d'Virdeeler vun deene verännerte Bestëmmunge vläicht net esou kloer, mä all Gemengeverantwortlech sinn op jidde Fall frou, wann eng Rei Prozedure méi einfach gemaach ginn oder ganz einfach nëmme méi kloer gemaach ginn. Zu engem gudden Deel baséiert dëse Gesetzesprojet also op deenen Erfahrungen, déi um kommunale Plang och gemaach gi sinn an déi an der Kommissioun och diskutéiert gi sinn, fir eben déi Simplificatioun an deem Domän ze kréien.

Et seet een ëmmer, an dat ass schonn hei vun de Virriedner, souwuel vum Rapporteur wéi och vum Här Eischen gesot ginn, Lëtzebuerg wier d'Land vun de kuerze Weeër. Mir stellen awer regelméisseg fest, datt dës Weeër voller Hürde sinn. An d'Zil vun enger Simplification administrative ass et einfach, fir déi onnéideg Hürden, déi administrativ Bremsen erëm aus de Gesetzer erauszekréien.

Ech muss Iech awer soen, datt mer eis alleguerten ëmmer derbäi ertappen, wa mer an de Kommissioune sëtzen, fir Reglementatiounen anzeféieren an ze verschäerfen. Dat heescht, och do musse mer dann am Konsens mat anere Gesetzer, anere Reglementer kucken, fir schonn an der Entstehungsphas vun engem Projet de loi vläicht dorunner ze denken, wéi een dat kéint besser koordinéieren. Dat kann ee maachen iwwer Commission-jointen. Nach muss et esou sinn, datt déi Commission-jointen dann esou organiséiert ginn, datt se dann all Kéiers an deem Projet de loi déi Verwaltungen oder déi Dossieren déi Ministèrë betreffen, déi en cours de route sinn.

Also och do, denken ech, ass eng gutt Koordinatioun erwënscht, fir dès le départ eng besser Koordinatioun vun der Entstehung vun engem Gesetz, notamment am Kader vun engem Projet de loi schonn esou ze koordinéieren, datt mer herno keng administrativ Hürden abauen, well deen ee mengt, dat wier gutt, an deen anere seet dann: „Ma dat do war e bëssen onnéideg, dat huele mer dann erëm eraus." An dann hu mer keng Simplification administrative geschaaft, dann hu mer näämlech de Contraire geschaaft.

Kolleeginnen a Kolleegen, de staarke Wuesstum hei zu Lëtzebuerg zwéngt eis natierlech och, méi rationell mat eise Ressourcen ëmzegoen a besser ze plangen. Dat war notamment d'Ausgangsbasis fir den IVL-Rapport vun 2004 an och fir d'Gesetz iwwert den Aménagement communal, dat am selwechte Joer a Kraaft getrueden ass. Parallell dozou koumen eng Rei - an da gesitt Der, vu wat datt ech schwätzen - EU-Direktiven an de Beräicher Naturschutz, Waasserschutz, an déi sinn an déiselwecht Richtung gaangen an déi hu mer eng no där anerer ëmgesat.

D'Erausfuerderung besteet also doranner, all dës Bestëmmungen esou mateneen ofzegläichen, datt een ouni ze vill Bürokratie déi ënnerschiddlech Interessien, déi an deenen Dossiere sinn, respektéiert. Zum Deel huet dat awer och dozou gefouert, datt mer eis selwer blockéiert hunn a mer Schwieregkeeten hunn, eis Infrastruktur am selwechten Tempo unzepassen, wéi eist Land wiisst. Dat heiten ass deen éischten Ulaf, fir ebe mat engem Gesetz dat ze verbesseren. Dat geschitt heimadder op jidde Fall.

D'Commission d'aménagement an d'Cellule d'évaluation gi ganz einfach opgestockt, wat hinnen erlabe wäert, d'Dossiere méi schnell ze traitéieren. Vun der Zäitperiod ass scho geschwat ginn. Opgrond vun den Erfahrungen, déi gemaach goufen, ginn eenzel Dispositioune preziséiert. Et soll keng onnëtz Zäit verluer goen, well wéinst enger ondäitlecher Formulatioun zum Beispill am Gesetz Prozedurfeeler kéinten optauchen.

D'Gemenge sollen awer och entlaascht ginn. Ech mengen, dat ass och e wichtege Message heimat, wann et ëm d'Ausschaffe vun Etüde geet. Se brauchen an Zukunft, wa se dat wëllen, net méi alles auszelageren an een externe Büro ze engagéieren. Wa se en eegene Service hu mat qualifizéierte Leit, kënne se eng Rei Saachen och selwer maachen, wat sécher Zäit a Geld spuert. Dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vun de Gemengen of an och dovunner, wéi d'Gemenge sech selwer wëllen organiséieren.

Eng Erliichterung ass sécher och déi manner ëmfangräich Etude préparatoire, déi muss gemaach ginn, wann een en neie PAG wëllt ausschaffen. Et huet sech gewisen, datt de Volume vun deenen Etüden immens grouss ass, an datt d'Gemengen do vill Zäit opwennen, e grousse Käschtepunkt hunn. An d'Plus-value steet net onbedéngt a Relatioun dozou, soudatt et misst méiglech sinn, datselwecht Zil mat manner Opwand ze erreechen. Mir als LSAP begréissen op jidde Fall dës Ëmännerung.

Vu verschiddene Säite gëtt natierlech an deem dote Kontext, wann ee vu Simplification administrative schwätzt, gefaart, datt domat d'Biergerbedeelegung kéint ageschränkt ginn, well an Zukunft d'Bierger manner Informatioune kriten. Mir mengen awer, datt den Notzen, deen de Bierger vun esou Etüden huet, sech op jidde Fall net un der Säitenzuel moosse léisst. Au contraire! Heiansdo ass et fir de Bierger mat engem ganz ëmfangräichen an detailléierten Dossier méi schwéier, mä fir de Bierger ass et méi einfach, wann en eng kuerz Analys huet, déi déi wesentlech Elementer, deen en interesséiert, enthält.

Fir eis ass et als LSAP ganz wichteg, datt de Bierger gutt informéiert gëtt iwwer all Projeten a Pläng, déi direkt oder indirekt dem Bierger seng Liewensqualitéit beaflossen, an datt se d'Geleeënheet kréien, hir Iddien a Remarquë mat anzebréngen. Ech erënneren drun, datt mer eis 2005 mat der Ratifizéierung vun der Aarbechtskonventioun bewosst an dësem Sënn verflicht hunn.

Dës Biergerbedeelegung mécht noutwendegerweis d'Prozeduren e bësse méi laang. Dat heescht net, datt d'Prozedure sollen endlos an d'Längt gezu ginn. Dat heescht dat menger Meenung no op jidde Fall net. Mir mussen do een effiziente Wee fannen. An dat si mer amgaangen ze maachen, fir all wichteg Aspekter am Kader vun engem Projet ze berücksichtegen. Dozou gehéiert och, datt d'Bierger mat hire Bedenken eescht geholl ginn.

E positive Schrëtt an déi Richtung ass sécher, datt d'Omnibusgesetz virschreift, datt eng ganz Rei wichteg Dokumenter mussen op der Websäit oder op der Internetsäit vun hirer Gemeng publizéiert ginn. Déi traditionell Veröffentlechungsmechanismen a -methoden, wéi d'Publikatioun an - mengen ech - véier Dageszeitungen ass et, an och d'Dokumenter, déi bei der Gemeng ausleien, bleiwe weiderhi bestoen. Mä et muss ee sech, oder de Bierger muss sech net méi extra zu Bürosstonnen op d'Gemeng déplacéieren, fir en Dossier kënnen anzegesinn.

Mir maache mat dësem Gesetz also endlech e Schrëtt no vir. Mir sollten eis awer näischt virmaachen: Och dat ass schonn ugeklongen, datt et domadder net gedoen ass! De Rapporteur huet dat gesot: Dat hei muss ee kontinuéierlechen Exercice sinn, wou mer ëmmer mussen iwwerpréiwen, a wat fir eng Richtung datt mer déi Simplification administrative dreiwen. Op jidde Fall musse mer se ëmmer virundreiwen.

Lëtzebuerg, an dat ass de kruziale Punkt, wäert och weiderhi wuessen. Mir kréie méi Awunner, schafe méi Aarbechtsplazen. Mir wäerten also an deenen nächste Joren, Jorzéngte missen nei Lotissementer, Stroossen, Schinnennetzer ausbauen, d'Kläranlage wäerte vergréissert ginn, Plaz fir Industrie a Commerce musse mer schafen. Also wäerte mer vill Aarbecht virun eis hunn, déi natierlech och d'administrativ Prozedure vläicht net verklengert, mä mir musse se op jidde Fall vereinfachen.

D'Interessenskonflikter tëschent all deenen Aktivitéiten an deen néidege Schutz vun eise Gewässer, Naturlandschaften, der Biodiversitéit wäerten net ofhuelen, mä sech éischter verschäerfen. Mir brauchen deemno, wéi gesot, effikass Mechanismen, fir déi Interessenskonflikter opzeléisen op eng Manéier, déi eis Entwécklung méi nohalteg mécht.

Fir d'Chamber bedeit dat, datt et, an dat ass gesot ginn, net fir d'Lescht ass, datt mer eis mat deene Gesetzer, déi elo mam Omnibusgesetz schonn ugefaangen hunn, och wäerte misse beschäftegen. E puer Projet-de-loien an deem Sënn sinn och schonn um Instanzewee; si betreffen den Aménagement du territoire, d'Naturschutzgesetz an d'Waasserschutzgesetz.

E wichtege Punkt, denken ech, ass, datt mer eng Koordinatioun musse kréien um Niveau vun de Projeten tëschent de staatleche Verwaltungen an de Ministèren an haaptsächlech de Gemengen. Dat muss weidergedriwwe ginn an dëst am Sënn vun der Informatioun an der Planung vun alle Concernéierten.

Den Timing an d'Ausféierung vun Infrastrukturaarbechten, an dee Projet de loi vu virdrun huet et gewisen iwwert den haut Débit, wou de Rapporteur selwer gesot huet, datt déi Aarbechte musse koordinéiert ginn. Wann zum Beispill e Kommunikatiounsréseau geluecht gëtt, muss do natierlech tëschent de Verwaltungen an de Gemengen déi Informatioun ausgetosch ginn.

Dëse Projet de loi erlaabt et, d'Délaie vun de Prozeduren erofzesetzen an de Käschtepunkt vun den Dossieren an deem Sënn och ze minimiséieren. Mir sinn haut am Zäitalter vun der Informatik an der Digitalisatioun a mir sollten d'Stäerkte vun dësen Technologien ausnotzen, dëst am Sënn vun de Bierger, de Gemengenadministratiounen an de Ministèren. Mir kënnen haut eng Etapp op deem laange Wee ofschléissen.

An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Haagen. An als Nächsten huet den Här Gusty Graas fir d'DP d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Monster vu Loch Ness, dat jo zënter 1930 Nessie genannt gëtt, ass scho ganz vill geschwat ginn. Et sinn der, déi behaapten, se hätten et scho gesinn, mä keen huet nach bis elo awer e Bewäis bruecht. - Firwat soen ech dat? Mä ganz einfach, well de fréieren CGFP-Generalsekretär Jos Daleiden, wann e vun der Simplification administrative geschwat huet, dann huet en déi ëmmer mam Monster vu Loch Ness verglach. An do war eng Wourecht drun!

Et ass immens vill ëmmer iwwert déi geschwat ginn, mä keen huet se iergendwéi richteg ze pake kritt. An dat mannst, wat ee ka jiddefalls soen, datt an deene leschte Jorzéngten d'Simplification administrative en Dauerbegréff vun der Lëtzebuerger Politik ass. Et ass ëmmer erëm versicht ginn, ëmmer erëm, wann eng nei Regierung an d'Land komm ass, fir eng Entstëbsung virzehuele vun eise Reglementen an eisem Gesetzesdschungel. Et ass awer meeschtens nëmme bei Usätz bliwwen an et huet een oft gewaart op e Gesamtkonzept.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill am Oktober 2007 hei an der Chamber och eng animéiert Debatt war iwwer e sougenannten „Entfesselungsprogramm" fir eis Betriber. Et muss een haut feststellen, datt awer nach ëmmer vill Fesselen dorëmmer bestinn, an datt mer endlech awer och mussen Neel mat Käpp maachen, fir, wéi gesot, déi Fesselen dann och do ze léisen.

„Fréier war d'Simplification administrative Chefsaach, elo gëtt se Tatsaach." Dat ass eng Ausso vum Statsminister Xavier Bettel geleeëntlech senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun am Joer 2016. Dat stëmmt. Effektiv huet sech vun do u villes geännert. A wann och hei versicht ginn ass, elo drop hinzeweisen, datt ënnert deene leschte Regierungen, virun allem der leschter Regierung och villes an d'Wee geleet ginn ass, dann ass dat net ganz falsch. Mä Tatsaach ass awer, datt dës Kéier emol wierklech e Gesetzesprojet hei virgeluecht gëtt, wou wéi gesot dann net manner wéi eelef Gesetzer modifizéiert ginn an zwee Arrêté-grand-ducallen ofgeschaaft ginn.

Dann ass och schonn hei den Aktiounsplang „Einfach Lëtzebuerg" genannt ginn. Deen ass u sech och op de Schinnen. A mir sinn natierlech och do gespaant, wéi deen an Zukunft sech elo wäert entwéckelen.

Wa mer wëllen natierlech e modernt Land bleiwen - an ech gleewe jo net, datt een dat net wëllt -, dann ass et evident, datt mer nach wéi vor mussen immens Efforte maachen, fir eng adaptéiert Gesetzgebung ze schafen. Mir mussen oppene Geescht beweisen. Mir musse weiderhin déi Dieren, déi mer no baussen opstoussen, och grouss ophalen. Et si ganz vill Leit, déi op Lëtzebuerg kommen. Et si ganz vill Leit, déi heihinner investéiere kommen.

A firwat komme se? Virun allem awer och, well se dach gréisstendeels eng Gesetzgebung virfannen, déi an der Regel net ze vill komplizéiert ass. An eis Ekonomie kann och nëmme floréieren, kann och nëmme sech besser entwéckelen, wa wéi gesot d'administrativ Weeër kuerz sinn. Duerfir ass et och wichteg, datt regelméisseg eng Radiografie vun der besteeënder Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdrun hei schonn ugeklongen, den 21. Mee 2015 hu mer schonn en éischte Volet vun deem Gesetz hei ëmgesat. Et war jo proposéiert ginn, fir dat ze scindéieren. Dat war och richteg esou. Et geet jo schlussendlech hei ëm d'PAGe vun de Gemengen. Mir wëssen horgenee, datt déi Délaien, déi urspréinglech fixéiert gi waren, natierlech fir déi meescht Gemengen net konnte respektéiert ginn. Mir hunn déi deemools du verlängert op den 8. August 2018.

Selbstverständlech däerf een net vergiessen, datt dëst Joer e wichtegen Datum fir d'Gemengepolitiker ass. Et si Wahlen den 8. Oktober. Wie weess, wat do an där enger oder anerer Gemeng ka passéieren. Dann ass natierlech d'Gefor net kleng, datt mer leider vläicht, wat d'Diskussioun vun de PAGen ubelaangt, an eenzelne Gemengen erëm wäerten op d'Ligne de départ zréckgoen.

Haut jiddefalls stëmme mer dee wichtegsten Deel, dee voluminéisen Deel vun dësem Gesetz. An ech hunn et jo scho gesot, datt hei net manner wéi eelef Gesetzer ëmgeännert ginn. De Conseil d'État hat jo ee Moment gemengt, proposéiert, mir sollte quasi pro Sujet ee Gesetz maachen. Ech mengen awer, datt mer do net onbedéngt eng gutt Iddi novollzunn hätten. Et ass scho richteg, datt mer hei e Gesamtgesetz gemaach hunn.

Ech wëll och direkt virausschécken, an dat wäert och wéineg Leit heibannen iwwerraschen, datt d'Demokratesch Partei jo virun allem déi Partei ass, déi sech ëmmer derfir asetzt, datt mer eng Gesetzgebung hunn, déi et erlaabt, fléissenden Oflaf vun den administrative Weeër ze hunn.

Ech wëll och hei un eng Proposition de loi vum Henri Grethen nach eng Kéier erënneren, déi hien de 24. November 1992 déposéiert hat. An do ass et drëms gaangen, datt u sech de Prinzip vun dräi Méint Stëllstand vun enger Verwaltung, dee Moment ass ëmmer gesot ginn: „vaut refus", datt den Henri Grethen gesot huet, ma mer dréien dat ëm: „vaut accord". Deemools ass dat e bësselchen als, jo, utopesch duergestallt ginn. Ech muss allerdéngs haut feststellen, datt dat, wat den Henri Grethen 1992 scho virausgesinn huet, awer haut zu engem gudden Deel schonn agetrueden ass.

Ech erënneren zum Beispill un den Artikel 26 vun dësem Gesetz, wou drasteet, wann de Minister no engem Mount keng Äntwert op e modifizéierte PAP gëtt, dann ass dee wéi gesot ugeholl. Oder den Artikel 38, do gëtt deeselwechte Prinzip ugewannt, wann de Kulturminister no dräi Méint keng Reaktioun gëtt op eng Demande vun enger Enseigne publicitaire. Do gesitt Der also, datt awer lues a lues dee Geescht sech ëmmer méi och bemierkbar mécht.

An et ass och nozevollzéien, et ass och wichteg, well ech mengen, och de Bierger huet awer e Recht op eng Äntwert an engem räsonabelen Délai! A loosse mer ganz éierlech sinn: Jiddweree vun eis huet schonn déi schlecht Erfahrung gemaach. Mir schécken e Bréif un iergendeng Verwaltung, a wann et gutt geet, kritt een en Accusé de réception an dat war et. Dat kann et net sinn! Och d'Verwaltungen hunn eng Obligatioun vis-à-vis vum Bierger. An ech mengen, an deene meeschten Dossiere kann een och an dräi Méint eng anstänneg Äntwert preparéieren.

Natierlech wëllt dat elo net heeschen, datt een hei der Willkür ka fräie Laf loossen. Neen, et muss och schonn deementspriechend awer ëmmer sech ganz konzentréiert op Äntwerte baséiert ginn.

Wa mer hei déi eenzel Avise vun dësem Gesetzesprojet analyséieren - dat wëll ech natierlech elo net am Detail hei maachen -, da fanne mer awer ganz séier eraus, datt u sech e ganz positiven Toun do ass, sief dat vun dem OAI, sief dat d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Natierlech kann een do net alles deelen, wat do proposéiert gëtt. Et ass mer zum Beispill eppes opgefall: Do ass gefrot ginn, datt een an Zukunft soll fir ëffentlech Bauprojeten net méi onbedéngt missen eng Autorisatioun ausstellen. Ech mengen, dat géif allerdéngs e bëssel che wäit goen, ëmsou méi dann och vläicht de Bierger net méi d'Méiglechkeet hätt, Recours anzereechen. Dowéinst, wéi gesot, loosse mer awer och elo nach ëmmer hei um Buedem bleiwen!

Am Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ass mer eppes opgefall, wat ech och als ganz interessant empfannen, well et och grad vun hinne kënnt, wou se drop pochen, datt d'Formation continue nach soll méi pousséiert ginn. Besonnesch wann, wéi gesot, andauernd d'Gesetzer änneren, ass et wichteg, datt d'Beamte beschtméiglech informéiert an och forméiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si jo virun allem natierlech d'Gemengen, déi an dësem Gesetz hei prioritär viséiert sinn, well et jo och ganz vill ëm Bautepolitik geet, PAGen, PAPen a Bautereglementer. Natierlech sinn dat oft d'Ursaachen, firwat datt eng Rei Retarden entstinn. Da gëtt dobaussen zum Deel och geknoutert. Allerdéngs däerf een hei elo net pauschal behaapten, dat wier dann d'Schold vun den eenzelne Verwaltungen. Neen, mir hunn natierlech Prozeduren, déi et net ëmmer erlaben, schnellstméiglech ze reagéieren.

An dësem Gesetz gëtt jo elo och den Effort gemaach, fir d'Opstelle vun engem PAG nach méi schnell, nach méi transparent ze gestalten. Et däerf een natierlech och net vergiessen, datt mer eis ëmmer e bëssen hei tëschent zwou Fronte bewegen. D'Tatsaach, datt de Schäfferot elo am Fong geholl dem Gemengerot nëmmen nach brauch eng Fiche de présentation amplaz e Rapport de présentation ze presentéieren, ass u sech schonn eng gutt Saach. Mir mussen allerdéngs, wéi gesot, oppassen, datt awer och nach ëmmer de Gemengerot beschtméiglech informéiert ass, fir datt e sech kann iwwer e PAG och gutt ausdrécken.

De Geescht vun enger moderner Verwaltung hält hei och iwwert de Wee vun deem Gesetz Anzuch a virun allem wéi gesot, datt de Support informatique elo ëmmer méi u Bedeitung gewënnt. Dat ass och ganz richteg. Et kann een effektiv net jiddwerengem zoumudden, deck Wälzere vun 100, 150 Säiten duerchzebliederen, wann en iwwert de Klick dat awer kann doheem gemittlech maachen. Dowéinst muss d'Kommunikatioun mam Bierger - dat ass näischt Neits - ëmmer erëm verbessert ginn!

Ech wëll awer och hei eng Remarque maachen: Et gëtt jo nawell gären ëmmer esou liicht dobausse vu verschiddene Säite behaapt, wéi wann de Bierger net géif genuch informéiert

ginn. Jo, wat solle mer dann nach alles maachen?! Et huet een awer haut eng Flut, eng hell Flut vun Informatiounsméiglechkeeten! Mä loosse mer awer och ganz éierlech sinn: Och deen Eenzelne muss awer heiansdo e bësselchen Effort maachen! Ech behaapte jiddefalls, datt mer an enger Gesellschaft liewen, wou mer nach ni esou informéiert goufen, nach ni esou vill Méiglechkeeten haten, informéiert ze ginn! Mä, wéi gesot, och deen Eenzelne muss dann heiansdo e bësselche sech druginn.

Wat elo d'Reklamatiounen ubelaangt, déi kënne géint de PAG erabruecht ginn, ass hei jo festgehale ginn, datt dat an Zukunft ëmmer muss schréftlech sinn. Och dat, fannen ech, ass eng Noutwendegkeet. Och do muss deen Eenzelne wëssen, datt en eng gewësse Verflichtung huet.

Datt déi eenzel Gemengen elo kënnen, wa se iwwer en appropriéierte Service technique verfügen, selwer PAPe respektiv Modifikatioune vu PAGe virhuelen, ass a priori eng gutt Saach. Ech wëll allerdéngs hei ënnersträichen, datt dat awer elo natierlech net allgemeng méiglech ass, well déi meescht Gemengen dach, wat de Service technique ubelaangt, personalméisseg net onbedéngt esou équipéiert sinn, an de Service technique vun enger Gemeng enorm vill Aarbecht ze leeschten huet.

An ech gesinn dat emol guer net esou negativ, datt fir esou Projeten ëmmer e Bureau d'études mat erbäigezu gëtt, well de Bureau d'études vläicht heiansdo méi Pressioun kann ausüben (veuillez lire: well op de Bureau d'études vläicht heiansdo méi Pressioun kann ausgeübt ginn). An, wéi gesot, de Rôle vum Service technique besteet jo da virun allem och als Kontroller. An dat ass och enorm wichteg. Duerfir, wéi gesot, wann natierlech d'Gemeng d'Méiglechkeeten huet, soll se dat iwwer hir eege Leit maachen. Mä et huet schonn ee vun de Virriedner et hei och gesot, da muss natierlech awer och déi néideg Ressource humaine do sinn.

Mir begréissen och, datt d'Commission d'aménagement elo reforméiert gëtt. Doduerch kann natierlech och en zousätzleche bessere Rhythmus entstoen. Datselwecht gëllt och fir d'Cellule d'évaluation. Déi huet jo an Zukunft elo nëmmen nach zwee Memberen. Datt d'Gemengen, wéi gesot, net ëmmer frou sinn iwwert déi laang Délaien, wou se musse waarden, bis datt déi Dossieren dann approuvéiert aus dem Intérieur erëmkommen, ass och nozevollzéien. Hei kann also elo, wéi gesot, hoffentlech eng Verbesserung antrieden.

Dann ass eng interessant Diskussioun och entstane mat der Revisioun vum modifizéierte Gesetz vum 19. Juli 2004 vum Aménagement communal an och iwwert den Aménagement du territoire vum 30. Juli 2013 iwwert d'Entschiedegungen, déi ausbezuelt ginn oder accordéiert ginn am Fall vu Servituden.

Sécher, ech mengen, besonnesch als liberal Partei ass een do ëmmer ganz hellhöreg, wann et drëms geet, datt soll privat Propriétéit aneschters affektéiert ginn, wéi ee sech dat virgestallt hat. Duerfir si mir vum Prinzip op alle Fall der Meenung, datt hei d'Recht op eng Entschiedegung muss bestoen, wann, wéi gesot, eng privat Propriétéit aneschters affektéiert gëtt, vläicht u Valeur géif verléieren. Duerfir ass et awer och gutt, datt hei e gewëssene Kompromëss fonnt ginn ass an datt jo u sech déi Demande no fënnef Joer dann och verfält. Mä wat wéi gesot wichteg ass fir eis, ass, datt et awer dee Prinzip hei gëtt.

Och wat d'Opstelle vum PAP ubelaangt, gëtt et jo elo eng Rei Neierungen. Virun allem wëll ech op den Artikel 26 hiweisen, dee vun där Procédure allégée do schwätzt. Bon, do kënne sech zwar och an Zukunft emol Interpretatiounsproblemer erausstellen. Wat ass eng Modification ponctuelle? Wéi ass dat ze interpretéieren? Do ass natierlech de Schäfferot, deen déi Décisioun kann huelen. Mä ech hoffe jo net, datt mer do nei Sträitfäll elo déclenchéieren. Mä et muss een awer ganz virsiichteg och an där ganzer Saach do sinn.

Jiddefalls beweege mer eis och do an engem gewëssene Spannungsfeld tëschent privat Propriétéit an och PAPen, wat den nouveau Quartier ubelaangt. Well wa jo d'Halschent vun de Propriétairen, déi och d'Halschent vun den Terraine besëtzen, d'Recht kréien, e PAP ze maachen, da kann dat awer och au détriment goe vun anere Propriétairen, déi net domat d'accord sinn, datt sollen esou PAPe gemaach ginn. Och do, wéi gesot, muss een drop hoffen, datt awer hei sënnvoll mateneen dann ëmgaange gëtt.

E weidere wichtege Volet, mengen ech, ass awer och, wat d'Publicitéitsenseignen ubelaangt, datt do de Buergermeeschter elo emol zousätzlech Kompetenze kritt. Och dat ass nëmmen ze begréissen. Et ka jo och net sinn, datt elo all klengt Schëld, wat egal wou opgehaange gëtt, muss eng ganz Prozedur duerchlafen. Woubäi een allerdéngs och muss oppassen, datt mer elo net e Wirrwarr vu Publicitéitsenseignë queesch duerch d'Uertschafte kréien. Duerfir ass et och gutt, datt natierlech de Kulturministère nach ëmmer kompetent ass, wann et ëm Enseignë geet, déi bei Sitten opgehaange ginn, déi klasséiert sinn, awer datt an Zukunft och muss dann de Buergermeeschter respektiv d'Gemeng awer informéiert ginn, wann esou eng Demande en cours ass oder wa se autoriséiert ass. Well oft fiert een duerch seng Gemeng an dann op eemol gesäit een iergendwou e Schëld do hänken, an et weess een emol net, wou et hierkomm ass. Ech fannen, datt och do de Buergermeeschter respektiv de Schäfferot awer d'Recht muss hunn, ëmmer fréizäiteg informéiert ze ginn, wat an der Gemeng do lass ass.

Et gesäit ee jo dann oft, datt Baugeneemegungen ausgestallt ginn, déi dann no enger gewëssener Zäit verfalen, well se net genotzt ginn. Elo stelle mer zwar an Aussiicht, datt ee se kann theoretesch zweemol ëm e Joer verlängeren. Ech géif allerdéngs soen, datt dat och nëmme soll an Ausnamsfäll gemaach ginn, well mir wëssen, datt et och Leit ginn, déi d'Baugeneemegung ufroen an dann aus iergendengem Grond net ufänke mat bauen. Besonnesch schlëmm ass dat, wann et sech ëm Haiser handelt, déi vläicht misste restauréiert ginn an déi dann och nach an enger Agglomeratioun an enger Haaptstrooss leien a wou dann absolutt guer näischt geschitt. Dat kann et jiddefalls net sinn. An an esou Fäll soll op kee Fall eng Baugeneemegung dann och nach verlängert ginn.

Datt elo fir méi kleng Aarbechten um Gemengeplang net méi eng Geneemegung zoustänneg ass: Effektiv, wann een elo eng Veluxfënster a säin Daach setzt, datt dowéinst och muss eng ganz Prozedur déclenchéiert ginn, do kann ee sech d'Fro stellen, ob dat opportun ass. Allerdéngs muss et ëmmer esou sinn, datt zumindest awer d'Gemeng informéiert gëtt iwwer Aarbechten, och wa se nëmme klenger Natur sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer hei an dësem Land zousätzleche Wunnengsraum brauchen, dat ass kee Geheimnis. Besonnesch dës Regierung setzt jo den Akzent virun allem op déi Politik. Eis Populatioun wiisst. Och dat ass näischt Neits. An datt och jonk Leit mussen d'Recht hunn, sech en eegent Heem unzeschafen, ass eppes ganz Evidentes. An dowéinst ass et och wichteg a richteg, datt gekuckt gëtt: Wou kënne mer nach zousätzleche Bauterrain da kréien?

Bon, duerfir gëtt jo dann och de Pacte Logement hei zum Deel ëmgeännert. Hei geet et virun allem ëm d'Virverkafsrecht. Och do kann een natierlech e bësselchen dann a Contradictioun, jo, mam Eegentumsrecht kommen. An et däerf ee jo och erëm net vergiessen, datt de Propriétaire kann hei gewësse Rechter allerdéngs verléieren. Ech schwätze besonnesch vum Droit de préemption, wat jo elo ausgedeent gëtt iwwert d'Zone urbanisée eraus; et däerf ee jo elo net méi „Perimeter" soen. Do kann et natierlech de Fall sinn, datt emol een oder deen anere Propriétaire dann och net déi Affektatioun iwwer seng Terraine kritt, déi e sech vläicht virgestallt hat. Mä de Statsrot huet jo an deem Sënn och eng kleng Brems ageluecht, datt jo do déi Bande op 100 Meter limitéiert ginn ass.

Mat dësem Omnibusgesetz gëtt dann och d'Waasserschutzgesetz ëmgeännert. Do muss ech éierlech soen, an ech schwätzen elo e bësselche vläicht da méi a mengem perséinlechen Numm, do hunn ech éierlech gesot awer liicht Problemer. Datt mer elo d'Méiglechkeet kréien, och an Iwwerschwemmungszonen ze bauen, dat ass jo awer relativ delikat. Op där enger Säit bekloe mer eis ëmmer iwwert d'Versigelung vun eiser Landschaft, vun eisen Terrainen, op där anerer Säit maache mer hei jo elo e bëssen d'Dier op. Bon, ech weess, datt et ënner strenge Konditioune ka stattfannen. Dowéinst maachen ech och wierklech den Opruff hei, awer nëmmen an extremen, ech géif scho bal soen Noutsituatiounen dat do zouzeloossen. Well mir wësse jo awer alleguerten, an do brauch ee sech nëmme mat Spezialisten ze concertéieren, da kritt een dat ganz kloer confirméiert, wann - wann - mer Problemer ëmmer méi mat Iwwerschwemmungen an dësem Land hunn, dann ass et ënner anerem och, well eben dach relativ vill zoubëtonéiert gëtt. Dowéinst, wéi gesot, hei géif ech awer bieden, vun deem Gebrauch do relativ wéineg ze profitéieren.

Um Niveau vun der Gemengeverwaltung selwer sinn dann och elo eng Rei positiv Verbesserunge virgesinn. Ech denken do un d'Ëmännerung vum Gemengegesetz vun 1988. Hei geet et virun allem och ëm d'Delegatioun. Bis elo war dat jo och ëmmer limitéiert. A virdrun ass dat och scho richtegerweis hei gesot ginn. Et kann net sinn, datt e Bierger op eng Gemeng kënnt a seet: „Ech hätt gär en Extrait vu mengem Acte de naissance oder Acte de mariage", an da seet een: „Kommt an zwee, dräi Deeg erëm! Dee Beamten ass net hei, de Buergermeeschter ass an d'Vakanz." Dat kann et einfach net sinn! Datt mer dat awer elo emol ausdeenen, datt déi Barrière vun de 25 Joer ewechfält, ass richteg, an datt et an Zukunft och net muss onbedéngt e Fonctionnaire sinn.

Allerdéngs, och do hate mer ee Moment wëlles, ze wäit ze goen, wa mer einfach nëmmen den Term „Agent" stoe gelooss hätten. Dat soll elo net pejorativ gemengt sinn, mä wann op eemol och de Portier d'Méiglechkeet gehat hätt, seng Ënnerschréft ënner eng Kopie ze setzen, ech mengen, do si mer eis eens, datt dat net onbedéngt ustriewenswäert gewiescht wär.

Ech wëll och net weider elo an aner Detailer agoen. Ech mengen, den Yves Cruchten, deem ech och Merci soe fir seng exzellent Rapporten, huet dat scho ganz gutt gemaach.

Vläicht awer nach - an ech muss éierlech zouginn, ech wousst dat och net esou an deem Detail: Anscheinend gëtt et jo hei zu Lëtzebuerg, Här Minister, 40 Gemengen, déi kee Polizeireglement hunn. Do muss ech allerdéngs soen, dat fannen ech awer méi wéi erstaunlech! An do gëtt et awer héich Zäit - héich Zäit! -, datt een awer vläicht deene Gemenge gentiment ze verstoe gëtt, datt dat awer net méi ka sinn, datt déi awer och sech sollen e Polizeireglement uleeën. Da kéinte mer och gewësse Saache vläicht direkt iwwert de Wee dovunner reglementéieren.

En Haaptakzent vun dësem Gesetz läit natierlech och um sougenannte Kommodo-Inkommodos-Gesetz. Do muss ech soen, dat ass wierklech e ganz positive Volet. Hei gi jo elo zwou nei Klasse geschaaft. Hei gëtt jo am Fong elo emol eng Scissioun och vu fréier duebelen Autorisatioune virgeholl. Dat ass ganz wichteg, ganz interessant. Mir gesi jiddefalls net an, wa wierklech e Projet do ass, deen exklusiv den Naturschutz concernéiert, datt dann och nach huet missen d'Inspection du travail et des mines eng Autorisatioun ginn. Hei, wéi gesot, gi mer ouni Zweifel an déi richteg Richtung an dat ass och eng gutt Saach esou.

Et huet een natierlech och e bësse stutzeg gemaach, wann een de Rapport gelies huet, datt do erauskomm ass, datt eng Rei Betriber hei zu Lëtzebuerg - bon, ech setzen et zwar elo emol tëschent Guillemeten - „an der Illegalitéit" sech beweegt hunn, well se eben net déi néideg Autorisatiounen haten. De Feeler louch dann natierlech net direkt bei de Betriber, de Feeler louch dann éischter wéi gesot un deene laangen Délaien an och, well d'Dossiere munchmol dann net komplett waren. Dowéinst ass et och héich Zäit ginn, datt an deem Sënn elo hei eng Ëmännerung kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech, wa mer déi eelef Gesetzer hei ëmänneren, da ginn och eng Rei Gesetzer ëmgeännert, déi entre-temps och op engem anere Wee schonn um Instanzewee sinn. Dowéinst ass et wichteg - ech denken hei virun allem un d'Waasserschutzgesetz, ech denken un d'Naturschutzgesetz -, soubal natierlech déi Aarbechten ofgeschloss sinn, datt direkt och mussen Textes coordonnés kommen, net datt awer op eemol do Oublie géifen entstoen.

Wa mer deen Exercice vun haut ofgeschloss hunn, dann hu mer ganz gutt Aarbecht gemaach. Mä mir sollen natierlech ganz realistesch sinn, mir mussen och no vir kucken. Dat hei ass - wéi soll ech soen? - en never-ending Prozess. Mir musse permanent eng Radiografie vun eiser Gesetzgebung maachen. Mir musse permanent de Courage hunn, och emol munches a Fro ze stellen! A wa mer esou déi ganz Secteure vun der Gemengepolitik oder vun der nationaler Politik duerchliichten, da fanne mer och ganz séier eraus, datt et awer nach eng Rei Punkte ginn, wou ee sech awer Froe muss stellen.

Ech wëll zum Beispill op d'Betreiungsstrukturen och ze schwätze kommen. Ech muss awer éierlech soen, heiansdo stellt ee sech awer d'Fro, firwat datt an engem Sall, an engem Raum, wou allerlee Aktivitéite stattfannen, awer Kanner iwwer Mëtteg net kënnen iessen oder esou. Och do mengen ech, solle mer awer an Zukunft e bësselche méi Mënscheverstand spille loossen an net awer bis an dee leschten Detail alles musse reglementéieren. Wéi gesot, en iwwerdriwwent Sécherheetsgefill kann och kontraproduktiv sinn. Dowéinst, och do solle mer eis eng kleng Hausaufgab ginn, vläicht fir e bësselche manner streng mat eis selwer ze sinn an emol heiansdo méi de gesonde Mënscheverstand spillen ze loossen.

Jiddefalls, mat dësem Gesetz gëtt dem Term „Simplification administrative" ouni Zweifel eng nei Dimensioun ginn. Et ass e richtegen, e wichtege Schrëtt an d'Zukunft. Natierlech wäert d'Praxis elo weisen, ob mer de Wee och an deem Sënn richteg ageschloen hunn. Nach eng Kéier: Haut ass e wichtegen Départ ginn, mä mir sinn nach net op der Ligne d'arrivée ukomm. An duerfir solle mer dee Prozess hei weider och fleegen.

Wéi gesot, an deem Sënn ass d'Demokratesch Partei frou, datt et zu deem Text hei komm ass, a mir wäerte selbstverständlech eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An den Här Adam fir déi gréng ass scho prett. Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vun engem Omnibusgesetz gëtt ëmmer da geschwat, wann een eng ganz Rei Punkten an engem Gesetz zesummestréckt, déi nëmme bedéngt eppes mateneen ze dinn hunn. An ech sinn dann och elo, mengen ech, deen éischten net aktive Gemengepolitiker, deen hei Stellung dozou hélt. Et ass ganz vill hei vu Gemenge geschwat ginn, an ech hunn dann elo och d'Geleeënheet, fir mer dann nach e puer Méint ze iwwerleeën, ob dat hei mer elo Loscht gemaach huet, fir erëm eng Kéier an der Gemengepolitik aktiv ze ginn, oder ob ech éischter ofgeschreckt ginn, fir nach esou e Wee ze maachen.

Mir ännere mat deem Text hei 13 Gesetzer oder legal Texter. An de Point commun vun dësen Ännerungen ass, esou steet et am Exposé des motifs an esou huet de Rapporteur et och gesot, de Wonsch, fir eisen ëffentlechen Déngscht ze moderniséieren, an déi Beméiungen, fir administrativ Prozesser ze vereinfachen, also déi sougenannte Simplification administrative weiderzedreiwen.

Et ass och schonn drun erënnert ginn, datt mer schonn den 21. Mee 2015 e klengen Deel vum Projet de loi 6704, an zwar de Projet de loi 6704A hei debattéiert a gestëmmt haten, wou mer den Artikel 108 vum Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal geännert haten. Dat hate mer gemaach, fir ze vermeiden, datt a ronn 90 vun 105 Gemengen d'PAGe géife caduc ginn.

Omnibusgesetzer weise meeschtens drop hin, datt et e generelle Problem ze léise gëtt, deen iwwergräifend an der Gesetzgebung besteet. De generelle Problem hei, deen huet och en Numm. Et ass déi sougenannte Lourdeur administrative, déi duerch eng Simplification administrative soll behuewe ginn. Den Ausdrock vun der Simplification administrative, dee kann natierlech och mëssverstane ginn an huet och scho fir esou munnech Polemik gesuergt.

Prinzipiell kann ee jo nëmmen d'accord sinn, wa mer op de Wee ginn, déi Schwéierfällegkeet vu verschiddene Prozeduren opzehiewen. An dësem Fall weist dat och op e Reformstau hin, well zënter 20, 30 Joer Problemer a ganz ville Beräicher net richteg ugepaakt gi sinn. Mir schaffen also hei och un Altlaste vu viregte Regierungen, déi dann elo endlech ugepaakt ginn. Fir et mat de Wierder vum Kolleeg Gusty Graas ze resüméieren: Et ass vill vum Nessie geschwat ginn, mä et hat keen et ze pake kritt.

Schonn d'Virgängerregierungen hate sech 2004 virgeholl, duerch eng generell Simplification administrative Prozeduren ze beschleunegen, an 2011 ass déi deemoleg Regierung mat der UEL, der Union des entreprises luxembourgeoises, a bilaterale Verhandlungen iwwereneekomm, datt dësen Dossier kruzial wichteg wier fir d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie. D'Dauer vun de Prozedure sollt op d'Halschent erofgesat ginn; dat war d'Zil vun engem Projet de loi, deen nach ënnert der viregter Regierung ausgeschafft gi war.

Wann d'CSV dëser Regierung virwerft, et hätt laang gedauert, dann ass dat an deem Sënn berechtegt. Ech sinn awer och ganz frou, datt den Här Eischen keng Scholdzouweisung gemaach huet, mä eigentlech just festgestallt huet, et huet laang gedauert, well soss hätt ee jo och kënnen... En huet och gesot, et hätt ee kënne méi wäit goen. Alles ass richteg, mä et kann een natierlech och soen, et hätt een och kënnen éischter ufänken, da géife mer haut net iwwert den Omnibus 1 schwätzen, mä eventuell schonn iwwert den Omnibus 2.

Ech si frou, datt mer allgemeng hei festgehalen hunn, datt d'Zesummenaarbecht an der Kommissioun eng ganz gutt war. An ech sinn och frou, vum Kolleeg vun der CSV ze héieren, datt eng ganz Rei Apporte vun der CSV Gehéier fonnt hunn a mat hei an dee Projet agefloss sinn. Dat fannen ech einfach positiv.

D'Regierung hat effektiv d'Debatt méi breet gemaach. Am Rapport steet, et wier eng aktiv

Zesummenaarbecht vu verschiddene Verwaltunge ginn, fir administrativ Praktiken an awer och Gesetzestexter ënnert d'Lupp ze huelen, mam Zil, de Bierger an den Entreprisen d'Liewe méi einfach ze maachen. Déi grouss Ziler vun der Reform sinn, d'Dauer an domat och d'Onkäschte vun de Prozeduren ze reduzéieren, am Interessi vun de Bierger, am Interessi vun de Betriber, awer och am Interessi vun den Administratiounen.

Fir verschidde Prozeduren opzeginn, déi sech als iwwerflëssig respektiv als juristesch net haltbar erwisen hunn - den Här Cruchten hat vum Grammofon a vun de Cabarete geschwat -, a fir d'Statsverwaltungen ze moderniséieren, dat heescht villes online ze erméiglechen, wat bis elo nach en Déplacement vun enger Persoun verlaangt huet, dat si selbstverständlech luewenswäert Ziler, déi eis Ënnerstëtzung verdéngen an och kréien.

An erlaabt mer - och wann ech am Projet de loi, dee mer virdrun diskutéiert hunn, gesot hunn, datt déi gréng voll déi Digitaliséierung ënnerstëtzen, well mer mengen, datt d'Zukunft dora läit -, awer eng kleng Klamer ze maachen an hei eng Lanz ze brieche fir déi Leit, déi net am Internet doheem sinn. Dat si virun allem vill eeler Leit. Déi riskéieren Affer vun de ville Moderniséierungen ze ginn. An där Klamer, kuerz: Eis Banken, zum Beispill, maache mir d'Liewe méi einfach, well ech praktesch net méi muss bei se eragoen. Der Generatioun vu mengen Elteren zéie se awer d'Suen aus der Täsch, well se sech fir all kleng Operatioun mëttlerweil bezuele loossen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ah jo!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- D'Spuerkeess, wou de Stat jo vill ze soen huet, bitt hire Clienten ab 75 Joer un, weiderhin esou kleng Servicer gratis ze maachen. Elo kann een iwwert déi 75-Joer-Grenz diskutéieren. Am Club Senior, do däerf ee scho mat 50 Member ginn.

(Interruption)

Mä ëmmerhin, ech weess awer, datt eng aner, et kann ee se „Bank" nennen, „d'Postbank", déi bitt déi do Méiglechkeet net un. An do huet de Stat awer och relativ vill dran ze soen. An ech géif trotzdeem dervu profitéieren, fir ze soen, et misst ee sech awer iwwerleeën, ob dat net eng Regelung wier, fir eben deenen eelere Leit do entgéintzekommen. Well wa mer näämlech Administratiounen zentraliséieren, da mécht dat an engem verstännege Mooss natierlech Sënn. Fir vill eeler Leit heescht dat awer ganz einfach, datt si sech elo musse méi wäit déplacéieren. Ech denken un d'Beispill vun der Administration de l'enregistrement et des domaines.

Et ass kloer, datt déi Schinn vun „alles iwwert den Internet" net méi zréckzedréien ass. Dat wëlle mer och net. Mer sollen allerdéngs och un déi Leit denken, déi net esou op där Schinn kënne matfueren.

Mir begréissen, datt de Projet de loi am Dialog mat den Akteuren um Terrain ausgeschafft ginn ass ënnert der Tutelle vum Minister Dan Kersch, deen zoustänneg fir dës Réforme administrative ass.

Här President, ech wëll och hei dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. De Projet de loi 6704 ass e wichtegt Gesetz, mä awer och e schwéier liesbart Gesetz. A well de Rapporteur seng Aarbecht esou gutt gemaach huet, brauch ech net op all Ännerung anzegoen. Ech gräife just eng Rei vun den Ännerungen op, déi och an eiser Partei intensiv diskutéiert gi sinn.

Esou ee Punkt ass zum Beispill den Accord tacite vun enger Verwaltung. Bis elo ass d'Rechtssituatioun jo esou, datt keng Äntwert eng negativ Äntwert ass. A mir sinn der Meenung, datt, éischtens, all Demande eng Äntwert verdéngt, an och an engem Délai, dee räsonabel ass. Aus enger Netäntwert vun enger Verwaltung en Accord tacite ze maachen, fanne mer kee gudde Wee, an domat géife mer jo och d'Rechter vun Drëttpersounen aschränken. Esou eng Prozedur géif onweigerlech zu méi Streidereien ënnert de Bierger vun enger Gemeng féieren, zu Geriichtsprozesser, déi vill Zäit kaschten a kontraproduktiv sinn.

A mir deelen hei och absolutt d'Bedenke vun der Statsbeamtekummer, datt d'Administratioune genuch Zäit a Personal brauchen, fir datt wierklech op all Requête kann an der erfuerderlecher Zäit geäntwert ginn. An esou si mer och frou, datt besonnesch den Artikel 26 vum Gesetz däitlech geännert gouf, fir den Accord tacite op een absolutte Minimum ze reduzéieren.

A mir erënneren un déi Entwécklung, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wéi mer se bis elo kennen. Wann all Joer ronn 12.000 Leit méi op Lëtzebuerg wunne kommen an 10.000 Aarbechtsplaze geschaaft ginn, da bréngt dat zousätzlech administrativ Aarbecht mat sech. An et geet net duer, fir eleng d'Prozeduren ze vereinfachen, da mussen och d'Ministèren an d'Verwaltunge mat deem Personal verstäerkt ginn, dat mer brauchen, fir datt déi Délaie kënnen agehale ginn.

Mir mussen also net nëmmen d'Infrastrukturen un d'Entwécklung vun der Ekonomie an der Populatioun upassen, mä och eis ëffentlech Verwaltungen an d'Zuel vum Personal an dëse Verwaltungen. Et ass relativ einfach, eise Wieler an eisem Finanzminister ze erklären, datt mer vill Léierpersonal a vill Poliziste mussen astellen. Et ass zimlech in, fir sech iwwer vill Beamte beim Stat ze bekloen - et ass och schonn d'Wuert vum „schlanke Stat" de Mëtteg gefall -, mä dobäi si genuch a gutt forméiert Beamten eng Noutwendegkeet.

Esou konnt den Ëmweltministère zum Beispill d'Dauer vu verschiddene Prozedure par rapport zu der leschter Legislaturperiod wesentlech verkierzen, scho virum Omnibusgesetz. Esou konnten d'Subventiounen am Beräich Baue vun 18 op 2 Méint erofgedréckt ginn. An d'Naturschutzautorisatioune ginn an Zäit vun 3 Méint beaarbecht.

Dat si Verbesserunge fir déi concernéiert Leit. Hannendrun awer sti genuch a fläisseg Beamten, soss wier dat net méiglech. An et ass effektiv esou, datt och d'Personal am Ëmweltministère opgestockt gouf. An dat bréngt zum Beispill och mat sech, datt d'Reklamatiounen am jäerleche Rapport vum Ombudsmann, wat den Ëmweltministère betrëfft, zesummegeschmolt sinn.

Wat déi kommunal Raumplanung nom Gesetz vun 2004 betrëfft: Déi Prozeduren, déi hei vereinfacht ginn, hu sech an der Praxis als onnëtz a schwéierfälleg erwisen a ginn eleng aus deem Grond reforméiert. D'Landesplanung gëtt an nächster Zäit opgewäert duerch dat neit Gesetz an déi nei Plans sectoriels. Da kritt se och endlech Zänn.

Et muss ee jo awer och nach erënneren, wou mer hierkommen. Wou war da bis elo d'Landesplanung bei den Dossiere Wickreng, Léiweng an Agrozenter? Wéini ass jeemools e PAG wéinst landesplanereschen Iwwerleeunge verworf ginn, egal wéi dernieft verschidde kommunal Entwécklunge waren, wéi zum Beispill eng Zone d'activités fir d'Godrongsfabrik direkt un der Bebauung zu Esch-Schëffleng, oder eng Aktivitéitszon zu Leideleng mat Zegdausend Aarbechtsplazen ouni Ubannung un den ëffentlechen Transport? Fir just dës Beispiller ze nennen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Zu den Études préliminaires. Dat war 2004 gutt geduecht, mä immens schwéierfälleg an opwenneg. An ech deelen do dem Här Haagen seng Aschätzung: Et war vill Pabeier mat wéineg Resultat. Mir fannen et richteg, datt d'Gemengen, déi déi noutwendeg personell Ressourcen hunn, selwer kënnen d'PAP- an d'PAG-Projeten ausschaffen. Domat ënnerstëtze mer d'Gemengen, fir hire Service technique ze verstäerken a fir mat anere Gemengen nach méi intensiv zesummenzeschaffen, a befreien d'Gemengen aus enger ze grousser Ofhängegkeet vu just e puer Bureaux d'études.

Iwwert d'Plans sectoriels kréie mer dann och déi inhaltlech Dimensioun an d'PAGen, déi mer brauchen, fir d'Feeler vun der Vergaangenheet, vun deenen ech der elo grad e puer genannt hat, net ze widderhuelen. Jo, et soll een et positiv gesinn, mir wäerte Wunnen, Schaffen a Fräizäit méi no beienee kréien, wat zu enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit vu jiddwerengem bäidréit.

D'Naturschutzgesetz vun 2004 gëtt am Moment iwwerschafft. Bis elo war eng extra Autorisatioun vum Ëmweltminister noutwendeg, wann ee méi no wéi 30 Meter bei de Bësch, Waasserleef oder un de Rand vun Natura 2000-Gebidder wollt bauen. Déi mat dësem Gesetz ofgeschaafte Prozedure maachen ëmmerhi 5% bis 10% vun den Demanden aus a sinn also eng spierbar Vereinfachung vun de Prozeduren, ouni un den Inhalt ze goen.

D'Waassergesetz vun 2008 gëtt och iwwerschafft. Do kritt den Ëmweltminister elo an den Iwwerschwemmungsgebidder eng gewësse Flexibilitéit, fir Constructiounen ze geneemegen, awer ouni de Wäert vum Iwwerschwemmungsgebitt ze reduzéieren. Dat heescht, de Verloscht vu Rückhaltevolumen duerch Constructioune muss op anerer Plaz kompenséiert ginn.

Den Här Minister Schneider hat menges Wëssens kee Knéifall viru senge grénge Kolleege gemaach. Ech interpretéieren dem Här Eischen seng Ausso esou, wéi wann och déi gréng Kolleege mat dësem Gesetz hir Prinzipien net alleguer iwwer Bord gehäit hunn. An enger Koalitioun, déi funktionéiert, muss jiddweree Kompromësser maachen. A wien net bereet ass, Kompromësser ze maachen, deen huet et schwéier am Liewen an och schwéier an enger Regierung. Den Här Graas ass op alle Fall och op menger Schinn, wann hie warnt a seet, mer misste ganz virsiichteg mat der Méiglechkeet ëmgoen, fir Bebauungen an Iwwerschwemmungszonen ze erlaben.

Wat d'Kommodo-Gesetz vun 1999 betrëfft: Et wäert an Zukunft méiglech sinn, verschidde Geneemegungsprozedure parallell zur Kommodo-Prozedur lafen ze loossen, fir esou d'Gesamtdauer vun de Prozeduren ze verkierzen. Domat gëtt um Wäert vun deenen eenzelne Prozeduren an och un de Kommodo-Geneemegungen näischt geännert. Och déi Neierung mat der Classificatioun huet just eppes mat dem Ofbau vun Onkloerheeten ze doen a stellt den Inhalt vun de Geneemegungen net a Fro.

déi gréng sinn och weiderhin der Meenung, datt d'Geneemegungsprozeduren net däerfen op Käschte vun der Ëmwelt vereinfacht ginn. An déi gréng sinn awer genausou gutt der Meenung, datt komplizéiert a laangwiereg Prozedure mat Sécherheet näischt oder kee Garant vun enger besserer Ëmwelt sinn.

Dann ass de leschte Punkt oder den zweetleschte Punkt, op deen ech nach kuerz wëll agoen, d'Denkmalschutzgesetz vun 1983.

Mat dem Omnibusgesetz kréien d'Gemenge méi eng grouss Verantwortung beim Opstelle vu Werbetafelen. Eng Autorisatioun vum Minister ass just nach op klasséierten oder inventaresch a feste Gebaier am Secteur protégé noutwendeg. Verschiddener fäerten elo e Wildwuchs vu Werbepanneauen a gesi scho belsch Zoustänn op eis zoukommen. Esou eng Situatioun wéi an der Belsch wëlle mir och net. Et ass awer och widderspréchlech, ëmmer dann d'Autonomie communale héichzehalen, wann ee fäert, de Stat géif vun uewen erof eppes diktéieren, an all Kéiers, wann d'Gemengen eng Responsabilitéit kréien, op d'Gefor vum Wildwuchs hinzeweisen.

Mir hoffen, datt déi zoustänneg Verwaltung genuch Mataarbechter kritt, fir kënnen alleguerten déi Dossieren ze beschaffen. Duerch d'Omnibusgesetz entsteet e gewëssene Vide juridique am Beräich Enseignes et publicité. D'Gemenge musse reglementéieren a si jo och vum Innenministère dozou opgefuerdert ginn.

Gutt Informatioun vum Bierger ass een éischte Schratt zu méi Biergerbedeelegung, an dee Schratt gëtt hei gemaach. Déi traditionell Veröffentlechungsweeër, déi mer hunn, bleiwe bestoen: de Reider a véier Dageszeitungen. Mir ergänze se duerch neier, an dat ass gutt esou.

Si mer dann elo fäerdeg mat der Réforme administrative? Neen, natierlech net. Ob et an déi Richtung geet, déi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers vun engem Omnibus-2-Gesetz undeiten, bon, mir wäerten et gesinn! Wichteg ass et, ofzewaarden, ob déi Resultater, déi mer eis erwaarden, och tatsächlech antreffen, an dann zesumme mat alle Partner weiderzeschaffen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet den Här Roy Reding d'Wuert fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, beim Prinzip vun engem Omnibusgesetz si mer eis alleguerte relativ eens, datt et net onbedéngt dee richtege Wee ass. Dat beweise véier Navetten mam Conseil d'État an déi vill Schwieregkeeten, déi opgetratt sinn. Mä et ass net „Omnibus" oder „net Omnibus", wat mécht, ob ee mat deem Gesetz hei soll d'accord sinn oder net, mä den Inhalt. A beim Inhalt gëtt et bestëmmt ganz vill Punkten, mat deenen ee kann d'accord sinn, mä et gëtt véier Punkten, déi eis als ADR opstoussen.

Dat Éischt, dat ass den Artikel 6. Do geet et ëm de Virrang vun enger Partie écrite oder enger Partie graphique an engem PAG. Wourëms geet et? All PAG huet e schréftlechen Deel an huet e grapheschen Deel, an et kënnt nun eemol ëmmer erëm vir, datt déi zwee sech widderspriechen. An do hu mer eng kloer Jurisprudenz vun eiser Juridiction administrative. Déi seet, datt an esou engem Fall d'Partie graphique iwwerweit.

Elo steet am Text, déi zwee géife sech: «se complètent (...) réciproquement (...) afin de remédier aux nombreuses difficultés d'interprétation». Dat ass evident Quatsch! Well entweder d'Partie écrite an d'Partie graphique widdersprieche sech net, an da brauche mer net an engem Text ze soen, datt se complémentaire sinn - da si se evident complémentaire -, oder se widdersprieche sech. An da muss iergendeng Instanz spéitstens eng Juridictioun, eng Décisioun huelen, wat fir eng vun deenen zwee dann elo iwwerweit.

Deen Text hei bréngt also null Plus-value. An och de Rapport seet et selwer, well e seet: «les juridictions devront trancher au cas par cas». Mir hunn also an enger Matière, wou mer eng kloer etabléiert Jurisprudenz haten, en neien Text gemaach, dee keng Plus-value bréngt.

Den nächste Punkt sinn d'Servituden, déi erwuessen aus PAPen, POSen, oder wat och ëmmer; dat heescht Déngschtbarkeeten, déi op der privater Propriétéit leien. Do war bis elo virgesinn, datt déi Leit, déi esou eppes mussen erleiden, keng Indemnitéit kréien. Dat gëtt elo ofgeschaaft. Se kënnen elo eng Indemnitéit kréien. Dat ass eng gutt, dat ass eng positiv Saach.

Leider Gottes gëtt awer an dësem Text eng Verjärung vu fënnef Joer agefouert, an deenen dat ka gefrot ginn, amplaz vun deenen 30 Joer, déi normalerweis am Droit commun, am Code civil Artikel 2262 virgesi sinn. An och dës Ännerung geschitt net aus Gottesbaarmhäerzegkeet, well op eemol eis Regierung de Rechtsstat entdeckt hätt, mä wéinst dem Arrêt 101 vun 2013, wou d'Cour constitutionnelle dat doten agefuerdert huet.

De Propriétaire spolié, esou nennt de Statsrot de Bierger, deen eng Servitude muss erleiden - zu Recht -, deem seng Intérêten hunn zréckzestoe virun der Sécurité juridique vun de Gemengen. Esou steet et am Rapport. An dat ass fir eis als ADR inacceptabel.

En drëtte Punkt, deen eis Freed mécht, ass datt Modifications ponctuelles, also ganz kleng Ännerungen, u PAPe kënnen endlech gemaach ginn no engem System, wéi mir e scho laang fuerderen. Dat heescht, datt e Silence administratif, wann d'Behërden also net äntwerten, net automatesch e Refus ass, mä am Contraire, datt et dann acceptéiert ass.

De Minister huet eng gewëssen Zäit, fir ze soe Jo oder Neen. A wann en Nee seet, geet et an eng Cellule d'évaluation, déi dann alt nees eng Kéier nëmmen 30 Deeg Zäit huet. A wa se dann net geäntwert huet, ass et geneemegt. Dat ass fundamental eng ganz gutt Saach. Et muss een allerdéngs drop hiweisen, datt déi Cellule d'évaluation selwer gemengt huet am Virfeld vun der Ausschaffung vun dësem Text, datt se beim allerbeschte Wëllen net déi néideg personell Moyenen huet, fir dat ze packen. Mä mam Prinzip si mer ganz d'accord.

Da kënnt dee véierte Punkt, an dat ass deen, dee mer am meeschte kritiséieren. An dat ass d'Erweiderung vum Virkafsrecht. Dat klengt esou harmlos, e Virkafstrecht. De Conseil d'État seet - an en huet ganz recht doranner -: Ee Virkafsrecht «constitue (...) une atteinte, à la fois au droit de propriété et à la liberté contractuelle». Et ass also e Moyen, mat deem een net soll liichtfankeg ëmgoen.

Hei an der Motivatioun vun dësem Projet gëtt jongléiert, fir ze rechtfertegen, firwat datt dat Virkafsrecht ausgedeent gëtt. Et gëtt gesot, den Term, dee bis elo benotzt gi wier vun „terrains adjacents", dat heescht Terrainen, déi direkt un der Limitt vum bebaubaren Terrain leien, dat wier eng Notioun, déi net prezis wier.

Et deet mer leed, mä dat ass eng Notioun, déi extrem prezis ass! Dat geet och eraus aus enger Äntwert op eng vu menge parlamentaresche Froen un de Minister - dat war d'Nummer 1824 -, wou e seet: «les terrains visés doivent être adjacents au périmètre, d'une part, et être situés à l'extérieur de celui-ci, d'autre part (...) et non bâtis.» Dat war also ganz kloer a ganz prezis!

Dat gëtt elo geännert an elo soe mer dann: «une bande de cent mètres longeant la limite de la zone urbanisée ou destinée à être urbanisée et située à l'extérieur de ces zones». Ech gesi viraus, datt hei Affekotekolleege vill Aarbecht wäerte kréien an datt mer mat där doter onpreziser Notioun näischt Positives bewierkt hunn.

Da kënnt derbäi, datt d'Gemengen an Zukunft en plus e Virkafsrecht kréien op Terrainen, déi net bebaut sinn an déi am Perimeter leien oder an der Zone urbanisée oder Zone à urbaniser. Dat ass och eppes, wou mer net kënnen dermat d'accord sinn.

Ech verweisen hei op meng parlamentaresch Fro Nummer 0202. Ech hat deemools de Minister gefrot, wéi vill dann d'Gemenge bis elo préemptéiert hätten. An en huet dee Moment misse soen, mat deene Gemengen, déi am Pacte Logement sinn, wier 2011 e Monitoring gemaach ginn. Dat wieren déi eenzeg Zuelen, déi do wieren. An do wieren et just zwou Pré-

emptioune ginn. A fir de Rescht kéint den Innenminister keng Angabe maachen iwwert d'Zuel vun Aquisitiounen, déi iwwert de Wee vum Droit de préemption gemaach gi sinn.

Ech fannen, datt eppes, wat den Droit de propriété aschränkt, wéi de Conseil d'État et richteg seet, an och d'Liberté contractuelle aschränkt, wéi de Conseil d'État et richteg seet, datt mir als Chamber esou eppes net kënne guttheeschen, wa mer net emol d'Donnéeën hunn iwwert dat, wat da bis elo déi lescht Joren, wou et deen Droit de préemption, dat Virkafsrecht, do gëtt, geschitt ass. Ouni datt mer do konkret Zuelematerial hunn, kann een domadder net d'accord sinn.

Vläicht kann de Minister eis soen: Wéi vill gouf da bis elo säit senger Äntwert op déi dote Fro préemptéiert? Goufen do Arealer, déi bebauungsfäeg gewiescht wieren - sofort bebauungsfäeg gewiescht wieren -, dem Maart entzunn? Oder gouf drop gebaut?

An dee gréisste Problem, dee mer hunn, ass d'Prozedur. Dat däerf een net vergiessen: Ëmmer wa mer hei eppes aféieren, a mir hu jo heiriwwer geschwat, iwwert d'Simplification administrative, alles dat do kascht awer ëmmer erëm Zäit an domadder och Geld.

E Fonds du logement, dee schreift bei all Transaktioun: „Ma maacht emol déi offiziell Prozedur! Maacht eis e Recommandé, an da kucke mer emol! Dann huele mer 30 Deeg." Alles dat kascht Zënsen, kascht Suen a mécht de Bau méi deier.

An aus all deene Grënn wäerte mir als ADR géint dëse Projet stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Et ass vill geschwat ginn iwwert d'Originne vun dësem Gesetzesprojet, dee mer haut hei zur Ofstëmmung bréngen. Et ass och vill geschwat ginn iwwert d'Verdéngschter vun deem engen oder vun deem aneren, fir dass et zu dësem Gesetzesprojet komm ass. Dat léisst mech direkt am Ufank zum Schluss kommen, dass et e gudde Gesetzesprojet ass, well vill Leit wëlle Papp vun dësem Gesetz gewiescht sinn. An ech hu jo och héiere vu bal alle Vertrieder, déi hei op d'Tribün komm sinn, dass se gewëllt sinn, am Numm vun hirer Fraktioun dëse Projet ze stëmmen.

Et ass och diskutéiert ginn iwwer e Strategiepabeier vun der UEL, och iwwer e Bréif, deen de Wirtschaftsminister aus der fréierer Regierung gemaach hätt, deen dann awer net ganz ëmgesat gi wär, wou ech awer haut ka behaapten, dass deen zumindest ee grousse Verdéngscht hat, nämlech deen, dass en d'Rad erëm richteg un d'Rulle bruecht huet. En huet nämlech dozou gefouert, dass am Mee 2013 e groussen Deel vun der Regierung - net manner wéi sechs CSV-Ministere waren dorunner bedeelegt - eng Reunioun hat mat der UEL, fir kënnen auszeloten, wéi mer dann am Beräich vun der Simplification administrative kéinte virugoen.

Et ass och virdru gesot ginn: Et war „Chefsache" ginn, de Statsminister selwer hat sech der Saach ugeholl. An aus där Reunioun ass, mengen ech, och e konkret Resultat erauskomm. An dat ass och dat, wat ech konnt virfannen, wéi ech de Ministère iwwerholl hunn, nämlech dat, dass sollten dräi Gesetzer ofgeännert ginn a konkret fënnef net onwichteg Dispositiounen am Sënn vun enger Simplification administrative sollten ofgeännert ginn. Dräi Gesetzer, hat ech gesot, nämlech: d'Kommodosgesetz, d'Naturschutzgesetz an den Aménagement communal, also alles Gesetzer, déi mer elo och an deem Projet, deen haut hei zur Diskussioun steet, erëm nei diskutéieren.

No deene Sitzunge vum Mee 2013 tëschent wichtege Regierungsvertrieder an der UEL ass den Dossier e bëssen an d'Stacke komm. Och dat ass, mengen ech, kee Geheimnis. Et waren déizäit turbulent Zäiten an am Mëttelpunkt vun der Politik stoungen dunn aner Themen. Och dat wëll ech hei net weider kommentéieren, dat weess jiddwereen heibanne selwer.

An et war dunn am Januar 2014, wou mer als nei Regierung och en neien Ulaf geholl hunn. Mir hunn éischtens eng regelméisseg interministeriell Plattform geschafen, déi och bis de Juli 2014 dräimol zesummekomm ass um allerhéchsten Niveau. Mir haten iwwer 25 bilateral Aarbechtssitzungen a mir haten Entrevuë mat der UEL an och mam Syvicol. An déi intensiv Konsultatioun huet, mengen ech, och konkret Resultater bruecht mat dem Dépot vum Projet de loi de 16. Juli 2014, mat deem mer insgesamt eelef Gesetzer an dräi Arrêté-grand-ducallen ofännere respektiv ofschafen.

Insgesamt 35 Mesurë vu Vereinfachung vu Legislatioun a Reduktioun vun administrative Chargen, 14 Mesurë vu Vereinfachung vu Prozeduren, 17 Mesuren, déi administrativ Chargen tout simplement ofschafen, 3 Mesuren, wou elektronesch Publikatioune kommen, 6 Mesuren, wou mer d'Délaien aféieren, fir wann d'Leit mussen eng Äntwert kréien, wa se eng Demande gemaach hunn, 1 Mesure, wou den Délai vun dréi op ee Mount erofgesat gëtt - et pas des moindres: am Kader vun engem PAP -, a 4 Mesurë betreffend den Accord tacite: wa keng Äntwert kënnt, dass dann d'Demande u sech automatesch ugeholl ass. Dat war dee faméisen TGV, vun deem mer geschwat hunn an dee mer innerhalb - an do si mer, an dat kënne mer och roueg, haut nach e bësse stolz drop -, dee mer ëmmerhin innerhalb vu sechs Méint konnten op d'Schinne setzen.

A wann den TGV net déi Geschwindegkeet kritt huet, déi mer eis alleguerten erhofft hunn, dann dierf hei an dësem Kontext d'Fro erlaabt sinn, ob iwwerall mat där nämlechter Energie gefuer konnt ginn, wéi d'Regierung dat gemaach huet.

Mä fir mech ass dat net dat Wichtegst. Dat Allerwichtegst, an ech gehéieren net zu deene Leit, déi gären zréckkucken, dat Wichtegst ass fir mech, dass den Zuch elo fiert, an zwar, dass en an déi richteg Richtung fiert an dass d'Weichen esou gesat sinn, dass de Réseau, op deen e soll fueren, kuerz- a mëttelfristeg kann erweidert ginn. A wichteg ass fir mech och, dass mer déi Zäit, wou eisen TGV um Quai an der Gare stoung, net einfach gewaart hunn, bis d'Scheif op gréng gesat ginn ass an den Zuch ufuere konnt, mä dass mer mat Nodrock weider un der Modernisatioun vum Réseau geschafft hunn.

An ech wëll haut hei soen, och well et an der Diskussioun ugeklongen ass: Ech wäert nach virun Ouschteren de Programm „Einfach Lëtzebuerg" presentéieren. Et ass dat e Programm, wou sämtlech, an ech betounen dat, „sämtlech" - ouni Ausnam - Ministèrë bedeelegt sinn, mat ronn honnert konkrete Mesuren. Eenzelner si schonns ëmgesat dovunner, mir hunn net drop gewaart, fir elo eng Pressekonferenz ze maachen, mä dat, wat schonn ze realiséiere war, dat hu mer scho realiséiert.

Bei deenen honnert konkrete Mesurë sinn der dobäi, wat Zentralisatiounsmesurë sinn, Dematerialisatioun vu Prozeduren, administrativ Vereinfachungen an och Tracking-Mesuren, déi virun allem fir de Bierger vu grousser Wichtegkeet sinn. Et si grousser dobäi, klenger, méi grousser, méi klenger dobäi, déi mer kënnen direkt ëmsetzen. An et sinn der och vläicht dobäi, déi vläicht e bësse méi laang daueren. Mä mir fueren nom Prinzip: Kleinvieh macht auch Mist.

All eenzel Mesure alleng gekuckt ass do ganz bestëmmt net de grousse Worf. Mä all zesummen, an dorëms geet et, dénge se engem eenzegen Zil: de Verwaltungen a virun allem de Bierger a Biergerinnen am Land d'Liewe méi einfach maachen. An och wann an dësem Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, vill Bestëmmunge sinn, déi d'Liewen am Beräich vum Aménagement communal nei regelen, fir deen ech jo mat enger anerer Kap als Innenminister och Verantwortung droen an dee jo dee ganz sensibele Beräich vum Wunnengsbau mat beinhalt, da si mer awer och do net stoe bliwwe bei eisen Iwwerleeungen.

Ech wäert kuerzfristeg e Projet de loi virstellen iwwert de städtebauleche Vertrag oder de Baulandvertrag, wou ugeduecht ass, dass d'Gemeng mat Propriétairen, déi neit Land an de sougenannten „bebaubare Secteur" erakréien, eng Konventioun mécht, wou se sech engagéieren, innerhalb vun enger bestëmmter Frist e PAG-konforme Bauprojet ëmzesetzen. Geschitt dat net an där gemeinsam ofgemaachter Frist, da fält entweder de Bauterrain an d'Zone verte zréck oder e gëtt un d'Gemeng no engem am Viraus ofgemaachte Präis ofgetrueden.

Am nämlechte Projet de loi wäerte mer awer och de Remembrement urbain vun Terrainen am Kader vun engem PAP nei regelen, deen d'Realisatioun vun engem Projet och da méiglech mécht, wann een eenzegen oder e puer Propriétairen aus wéi engem Grond och ëmmer net wëllen oder net kënne matmaachen an een doduerjer riskéiert, dass de ganze Projet blockéiert gëtt. Dat si weider Mesuren, déi d'Prozeduren a virun allem d'Emsetzung vu Projete virundreiwen. An dofir sinn et gutt Mesuren am Intérêt vum Land!

De Gesetzesprojet iwwert d'Sanction-administratiiven, deen, wéi de Statsminister et gesot huet, de Freiden eng éischt Kéier um Ordre du jour vun dem Regierungsrot ass, ass u sech een eenzege Projet vu Simplification administrative. E wäert eng entscheedend Entlaaschtung vun de Juridictiounen a vun der Police mat sech bréngen.

D'Simplification administrative, an et ass virdrun e puermol hei gesot ginn, ass e kontinuéierleche Prozess, deen ni ophéiert. An dofir sinn ech och esou frou, dass mer an deene leschte Méint mat Héichdrock u weideren Upassunge geschafft hunn. Ech hat eng Kéier de Verglach gemaach, an ech mengen, en imposéiert sech scho praktesch hei: Bei der Simplification administrative ass et wéi beim Usträiche vum Eiffeltuerm, déi fänken och erëm ënnen un, wa se uewe bis fäerdeg sinn.

An ech wëll mat Nodrock op déi exzellent Aarbecht verweisen, déi an eiser Cellule de facilitation an der Fonction publique geleescht ginn ass an och vun eisem CTIE am Déngscht vu ganz ville Verwaltunge vun eisem Stat. Mir sinn duerch hir Aarbecht konkret an entscheedend virukomm. Wat hei ausserhalb vum Scheinwerferliicht vun der grousser Politik geleescht gëtt, ass exzeptionell a gehéiert och emol eng Kéier hei op dëser Tribün gesot ze ginn!

An et ass dofir och schonn e bëssen enttäuschend, wann ech mat enger gewëssener Süffisanz hei op der Tribün héieren, mir hätten elo e Bummelzuch konstruéiert. An déi Leit, déi dat soen, wësse ganz genau, dass déi Délaien, déi zu deenen onerfreeleche Verlängerunge gefouert hunn, net vun der Regierung ze verantworte sinn. An ech mengen och kënnen ze behaapten, dass ech och frou sinn, dass dat och hei vum Här Eischen expressément ervirgestrach ginn ass.

Ech wëll hinnen awer och soen, dass dee Verglach mam Bummelzuch einfach kee gudden ass an och drops hiweist, dass se zumindest vun der Eisebunn net allze vill verstinn.

Dat kann ee jo och excuséieren, Här President, net jiddwereen ass en Expert vun der Eisebunn. Mä e Bummelzuch ass per Definitioun en Zuch, deen an all Gare stoe bleift. Eise Simplicatiouns-TGV awer, wa mer haut gréng Luucht vun der Chamber ginn, an dovu ginn ech ganz staark aus no deem, wat ech haut héieren hunn, wäert vun haut u ganz zilstrebeg, séier an ouni onnéideg Pause säi Wee maachen. An dat ass och gutt esou!

Et kann een, Här President, als Oppositiounspartei, fir am Eisebunnsjargon ze bleiwen, ëmmer zweegleiseg fueren. Et kann een e Regierungsprojet positiv a konstruktiv begleeden, seng Kriticke maachen, seng Verbesserungsvirschléi an dann, wann et dann zum Vott kënnt, wann et ëmgesat gëtt, och en Deel vum Verdéngscht fir sech beusprochen. Et kann een awer och, an och dat ass d'gutt Recht vun der Oppositioun, sech aus der Gestaltung vu Gesetzer eraushalen an der Majoritéit déi Verantwortung iwwerloossen.

Ech mengen, an dësem Fall hate mer eng Mëschung vun deenen zwee. Ech stellen zumindest fest, dass mer an deene 16 Aarbechtssitzunge vun der Chamber eng ganz gutt Entente haten, dass mer gutt virukomm sinn, dass mer jo och erweitert Sitzungen hate mat anere Kommissiounen zesummen. Et ass kee schréftlechen Amendement vun der Oppositioun presentéiert ginn, soudass ech dovun ausginn, dass mer u sech e ganz gudden Text presentéiert haten.

Mir hu virdru gesot, et wier e Gesetz, wat ëmmerhin eelef vun deene wichtegste Verwaltungsgesetzer, déi mer hei am Land hunn, ofännert. An ech menge kënnen ze soen am Numm vun eis alleguerten, dass duerch d'Aarbecht, déi konstruktiv Aarbecht vun der Kommissioun den Text och nach besser ginn ass.

Ech wëll an deem Kontext ganz expressément och den Här Meyers ernimmen, deen ee ganz konkrete Virschlag gemaach huet, mëndlech gemaach huet, dee mer och tel quel an eise Projet afléisse gelooss hunn an deen, mengen ech, och an Zukunft nach vu ganz grousser Wichtegkeet wäert sinn.

Et war ee sech eens, dass dat heite keng einfach Operatioun géif ginn. Et war en héich techneschen Dossier mat villen Astucen, mat ville sensibele Beräicher a mat villen Erausfuerderungen. Et ass eis gelongen, all Hürden ze iwwersprangen, an ech soe jiddwerengem Merci, dee sech dorunner bedeelegt huet.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. An da maache mer elo ganz schnell, dass deen Zuch an d'Gare erakënnt, ouni ze vergiessen, nach eng Kéier ze ënnersträichen, wat de Rapporteur och gesot huet, dass mer déi kleng Modifikatioun, wat d'Terminologie vum Journal officiel ugeet, selbstverständlech dann zréckbehalen, esou wéi de Conseil d'État eis dat geroden huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6704 et dispense du second vote constitutionnel

An ech géif domat d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An ech stelle fest, dass mer hei bei der Ofstëmmung wierklech esou eppes ware wéi e Schnellzuch.

55-mol Jo, 3-mol Neen an 2 Abstentiounen, domat ass de Projet 6704 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber nach, ob se d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dem Projet 6992, wou et ëm d'Emsetzung vun enger Rei vun Direktive geet, méi speziell iwwert de fräie Verkéier an d'Immigratioun. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel.

4. 6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi legal Immigratioun ass spéitstens säit dem Enn vum Zweete Weltkrich en zentrale Motor vun der Lëtzebuerger Ekonomie. Als klengt Land si mer op auslännesch Aarbechtskräften an och op auslännesch Investissementer ugewisen, fir eis Wirtschaft unzedreiwen. Lëtzebuerg wär haut net dat, wat et ass, ouni Immigratioun. Ouni Migratioun hätte mer weder eis oppen a villsproocheg Gesellschaft nach eis staark Wirtschaft.

Eis auslännesch Matbierger schaffen haut an alle Beräicher vun onser Wirtschaft, vum Niddreglounsektor, wéi dem Bausektor oder de Botzfirmen, iwwer eis Kleng- a Mëttelbetriber bis hin zu den héich qualifizéierte Beruffer an der Fuerschung oder op der Finanzplaz. Dës ënnerschiddlech Beräicher hunn och ganz ënnerschiddlech Besoinen a si mat ganz ënnerschiddleche Problemer konfrontéiert. Dofir brauche mer och Regelen an der Immigratioun, déi dësen ënnerschiddleche Problemer Rechnung droen, wa mer op där enger Säit wëlle kompetitiv bleiwen an Talenter unzéien an op där anerer Säit d'Rechter vun de Leit, déi schaffen, weider wëlle stäerken.

De Projet de loi, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, befaasst sech dann och mat enger

ganzer Rei vun ënnerschiddleche Facettë vun der legaler Immigratioun an ass domat e Spigelbild vun deene komplexe Fäll, déi sech och an deem Domän stellen.

Ech wëll nach drun erënneren, dass d'Immigratiounspolitik jo zu engem gudden Deel iwwer europäesch Direktive geregelt ass. Den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun gesäit vir, dass mer eng gemeinsam Immigratiounspolitik maachen, déi Migratioun effikass manage kann an d'Rechter vun de Migranten ofséchert, fir eise gemeinsame Raum vu Fräiheet a Sécherheet ze stäerken. Säit 2009 goufen an dësem Beräich fënnef zentral Direktive verabschit. Dovunner hu mer der zwou 2011 an 2013 an nationaalt Recht ëmgesat. A mat dësem Projet de loi setze mer nach zwou weiderer ëm.

Déi éischt vun dësen zwou Direktiven, déi mer mam Projet de loi vun haut ëmsetzen, ass eng Direktiv, déi d'Saisonsaarbecht regléiert. Dës Direktiv ass sozial gesinn e grousse Schrëtt no vir, well et déi éischte Kéier ass, dass de Secteur vun der Saisonsaarbecht fir Aarbechter vun ausserhalb der EU geregelt gouf. Mir wëssen, dass Saisonsaarbechter eng ganz vulnerabel Grupp vun Aarbechter sinn, an dëst gëllt ëmsou méi fir déijéineg, déi net aus engem EU-Land kommen.

Dës Direktiv erméiglecht et hinnen, op där enger Säit méi einfach eng Aarbechts- an eng Openthaltsgeneemegung fir Saisonsaarbecht ze kréien, mä si setzt och minimal Standarde fest fir hir Bezuelung, hir sozial Ofsécherung an hir Rechter. An heimadder sinn dës Leit besser virun Ausbeutung geschützt, a mir ginn eis och eng gemeinsam Grondlag, fir de Sozialdumping, deen an dësem Secteur an der EU oft leider nach vill ze heefeg stattfënnt, ze bekämpfen. Ech mengen, mir hate jo gëschter eng Diskussioun iwwer Sozialdumping, an hei ass och eng vun deene Mesuren, fir dergéint virzegoen.

Och wa mer hei zu Lëtzebuerg, wat de soziale Volet an d'sozial Rechter ugeet vu Saisonsaarbechter, scho staark Regelen hunn, hate mer bis haut awer keng spezifesch Openthaltsgeneemegung fir Saisonsaarbechter aus Drëttstaten. An dofir féiere mer déi also mat dësem Projet de loi an.

D'Openthaltsgeneemegung däerf fir eng Period vu maximal fënnef Méint ausgestallt ginn. D'Demande muss hei zu Lëtzebuerg vum Patron gestallt ginn a muss scho vun engem Contrat de travail begleet ginn, fir sécherzestellen, dass déi Leit och wierklech ugestallt ginn, wa se heihikommen.

Wärend et bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv also virun allem drëms geet, sozial Rechter ze stäerken, befaasst sech déi zweet Direktiv mat engem ganz anere Sujet. An dësem Fall geet et natierlech drëms, den Transfer vu Salariéen an och vu Stagiairen innerhalb vu groussen Entreprisen ze vereinfachen. An onser globaliséierter Wirtschaft ass et ganz üüblech, dass Mataarbechterinnen a Mataarbechter vu multinationale Firmen och op Missiounen an hir Filialen an anere Länner geschéckt ginn. Äänleches ass och bei Stagiairen de Fall, fir déi dat eng immens flott Erfahrung ka sinn, fir e puer Méint op engem anere Kontinent ze schaffen.

Dës Direktiv soll et dofir erméiglechen, esou Salariéë vu groussen Entreprisë vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun, déi fir eng zäitlech begrenzt Missioun an eng Filial innerhalb vun der EU detachéiert solle ginn, méi einfach eng Autorisatioun auszestellen. Déi gréisst Innovatioun vun dëser Direktiv besteet doranner, dass en detachéierte Salarié an Zukunft vill méi einfach wéi haut och nach an en zweeten oder an en drëtte Memberstat detachéiert ka ginn, nodeems hien eng Autorisatioun vum éischte Memberstat kritt huet. Dëst vereinfacht hinnen déi zäitlech begrenzt Detachementer enorm.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass esou eng Regelung theoretesch och mëssbraucht kéint ginn, fir déi méi streng Regele vun enger laangfristeger Openthaltsgeneemegung fir Aarbechtskräften ze ëmgoen. Fir dëst ze verhënneren, hu mer dofir eng Barrière agebaut. An dat ass Folgendes: Nodeems déi maximal Frist erreecht gouf, däerf eng nei Demande fir déiselwecht Persoun eréischt no sechs Méint nees gestallt ginn. Domadder verhënnere mer, dass den Detachement op Lëtzebuerg oder an d'Europäesch Unioun definitiv géif ginn.

Här President, niewent deem europäesche Volet ännere mer awer och am Kader vun der legaler Immigratioun mat dësem Projet de loi eng Rei spezifesch national Bestëmmungen, fir déi legal Immigratioun zu Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen an och d'Rechter vun dëse Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, ze stäerken. Sou vereinfache mer mat dësem Projet de Regroupement familial fir déi normal Aarbechter a passe se de Bestëmmunge fir héich qualifizéiert Leit un, déi eng europäesch Blue Card hunn. An Zukunft mussen dës Leit net méi zwielef Méint waarden, ier hir Famill bei si op Lëtzebuerg ka kommen. Si kënnen hir Famill elo direkt matbréngen, genausou wéi déi héich qualifizéiert Salariéen.

Ausserdeem erlabe mer et an Zukunft Studente vun der Uni Lëtzebuerg, déi aus Drëttstate stamen, dass si nom Ofschloss vun hirem Studium oder vun enger Dokteraarbecht net méi mussen obligatoresch zréck an hiert Heemechtsland fléien, fir eng Demande op eng Aarbecht dierfen ze schreiwen an eng Offer an deem Beräich, dee se studéiert hunn, hei unzehuelen. Dëst sinn zwou Mesuren, déi deene betraffene Leit immens entgéintkommen an hir jeeweileg Situatiounen definitiv verbessere wäerten.

Doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Hären, gesäit dëse Projet de loi och d'Aféierung vun enger neier Kategorie vun Openthaltsgeneemegunge vir fir Leit, déi net aus engem EU-Land sinn. Et handelt sech ëm den Droit de séjour pour investisseurs.

Et gi véier Méiglechkeete fir esou en Droit de séjour geschafen.

Éischtens, et investéiert ee 500.000 Euro fir wéinstens fënnef Joer an eng lëtzebuergesch Entreprise, an ergo erhält een domadder jo och dann déi Aarbechtsplazen an där Entreprise.

Zweetens, et investéiert ee 500.000 Euro, fir eng nei Entreprise ze grënnen. An dobäi muss ee sech engagéieren, wéinstens fënnef Aarbechtsplazen ze kreéieren, an dat selbstverständlech an Zesummenaarbecht mat der ADEM.

Dës zwou Méiglechkeete viséiere virun allem Entrepreneuren a ginn dem Wirtschaftsministère d'Méiglechkeet, geziilt Investisseuren a bestëmmtene Beräicher unzezéien. Beräicher, déi fir esou Investitiounen op sinn, ginn iwwer e Règlement grand-ducal definéiert a kënnen esou mat der Zäit un eis Besoinen ugepasst ginn. Ausgeschloss sinn natierlech, an dat steet och ganz genau am Gesetz selwer, Entrepreneuren oder Investissementer, déi just am Immobiliegeschäft täteg sinn.

De Règlement grand-ducal, deen am Wirtschaftsministère ausgeschafft ginn ass, hu mer och an der Kommissioun gewise kritt. An en ass och ugehaangen un de PV vun enger vun onse Kommissiounssitzungen.

Drëttens, et investéiert een dräi Milliounen Euro an eng Investitiounsstruktur, déi vu Lëtzebuerg aus schafft a wéinstens/minimum zwee Mataarbechter beschäftegt.

Oder déi véiert Méiglechkeet ass: Et investéiert een 20 Milliounen Euro bei engem Finanzinstitut zu Lëtzebuerg fir wéinstens fënnef Joer.

Dës zwou Mesurë si méi spezifesch fir eis Banken- a Finanzplaz geduecht.

Dëst ass en Droit de séjour fir Leit, déi bereet sinn, Suen hei zu Lëtzebuerg an eis Ekonomie ze investéieren an domat och Lëtzebuerg virunzebréngen. Et ass awer net, wéi dat am Virfeld vu verschiddene Leit duergestallt gouf, esou, dass mer heimadder deene Räichen e Recht géife schafen, sech en Openthaltsrecht ze kafen. Et gëllen natierlech fir dësen Titre de séjour fir Drëttstaatler déiselwecht Konditiounen, wéi se fir all déi aner gëllen. Ech ginn Iech e Beispill: Wa se d'Land fir méi wéi sechs Méint verloossen, musse se hiren Titre de séjour ofginn. Also all déi Bestëmmungen, déi fir déi aner gëllen, gëllen och fir déi heite Kategorie vu Leit.

Kucke mer eis emol déi aktuell Gesetzgebung un, dann ass et haut schonn am Immigratiounsgesetz vun 2008 virgesinn, dass jiddwereen, dee fir sech selwer opkomme kann, och eng Demande fir en Droit de séjour pour raisons privées konnt stellen. Ënnert déi Dispositioun - ech mengen, et ass den Artikel 78 - ass dann effektiv jiddweree gefall, vun der Bomi, vum Bopi, vun der Tatta, vum Monni, déi vun hirer Pensioun kënne liewen a bei hirer Famill hei zu Lëtzebuerg wollte sinn, bis zur räicher Geschäftsfra oder dem räiche Geschäftsmann.

Mir wëllen déi Kategorië vu Leit méi kloer vuneneen trennen a grad fir d'Investisseuren an déi ganz räich Leit méi kloer a méi streng Dispositiounen aféieren, ënner wéi enge Konditioune si dierfen hei bei eis kommen. Dee Beräich soll also méi transparent a méi streng geregelt gi wéi bis elo.

Iwwregens hu mer als Kommissioun bei dësem Punkt e parlamentareschen Amendement abruecht, mir hunn eng Kann-Bestëmmung agesat, déi beseet - ech zitéieren -: «Le ministre peut octroyer un titre de séjour pour „investisseur“.» Mir hunn den Text also esou ëmformuléiert, dass de Minister den Titre de séjour net muss aushännegen, och wann déi Bestëmmungen erfëllt wären, falls et fondéiert Zweifel zum Beispill un der Honorabilitéit géife ginn.

Ech wëll och soen, et handelt sech hei ëm en Titre de séjour, et handelt sech net ëm e Visa. Dat ass eppes ganz aneschters. Dat ass och oft dobausse verwiesselt ginn.

Am Kader vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft gesäit dëse Projet de loi schliisslech nach d'Aféierung vun engem ganz neie Mechanismus vir, deen den ICT-Standuert Lëtzebuerg férdere soll. Wéi Der wësst, hu mer zu Lëtzebuerg Datenzentren opgebaut, déi als Backup vun Entreprisen déngen an am Kader vun deenen hire Business-continuity-Pläng kënnen agesat ginn.

Wann eng Entreprise dann zum Beispill, well op hirem eigentleche Site am Kader vun zum Beispill enger Naturkatastroph d'Infrastrukture komplett zerstéiert goufen, muss op hire Backup hei zu Lëtzebuerg zréckgräifen, da mussen och eng Rei vun hire Leit kënnen op Lëtzebuerg kommen, fir vun hei aus weider ze schaffen an esou gréisser Ausfäll a Verloschter ze vermeiden.

Fir dass, am Fall, wou dëst eng Firma vun ausserhalb der EU ass, dëst Personal schnell kann op Lëtzebuerg kommen, brauche si och entspriechend schnell eng Geneemegung. Dofir féiere mer am Kader vun eisem Immigratiounsgesetz eng Prozedur an, wou Entreprisen am Virfeld kënnen iwwerpréift ginn an Autorisatioune fir bestëmmte Persounen aus hirem Personal ufroen. Dës Leit kënnen am Fall, wou et néideg gëtt, dank dëser Iwwerpréiwung am Virfeld, also dëser Preclearance, a ganz kuerzer Zäit eng Autorisatioun kréien, fir op Lëtzebuerg ze kommen an op de Backup-Zenter vun hirer Firma zouzegräifen.

Fir dass d'Prozeduren, fir eng Autorisation d'établissement hei zu Lëtzebuerg ze kréien, dann och méi effikass kënne behandelt ginn, gesäit dëse Projet de loi och nach eng Simplification administrative vir, andeems een den zoustännege Beamten en direkten Accès op bestëmmte Fichiere vun Auslänner vum Immigratiounsministère erlaabt. Dësen Accès ass awer just méiglech, wann déi betraffe Persoun dozou am Virfeld hiren Accord ginn huet; dëst, fir dass mer d'Protection des données respektéieren.

Niewent deem groussen Haaptvolet, deen déi legal Immigratioun op Lëtzebuerg betrëfft, huele mer mat dësem Projet de loi awer och eng Ännerung um Gesetz iwwert de Centre de rétention vir. Do bewege mer eis also elo an ee ganz anere Kader eran. Mir schwätzen also elo net méi vun der Immigratioun, mä vum Asyl.

Ech wëll dat nach eemol ganz kloermaachen. Grad am Kader vun den Diskussiounen a verschiddenen Aussoen iwwerall an Europa ass et wichteg, déi Begréffer propper ze trennen. Déi punktuell Upassung soll déi maximal Zäit, déi eng Famill mat mannerjärege Kanner am Centre de rétention däerf placéiert ginn, vun dräi Deeg op siwen Deeg eropsetzen.

Ech wëll drun erënneren, dass mer an dësem Fall just nëmme vu Leit schwätzen, deenen hir Demande op Asyl definitiv zréckgewise gouf, déi also ganz sécher kee Recht op Asyl hei zu Lëtzebuerg hunn. An och bei dësem Grupp vu Leit bleift esou e Placement ganz kloer déi allerallerleschten Optioun, déi geholl gëtt, wa se net zu enger fräiwëlleger Réckféierung an hir Heemecht bereet sinn.

Firwat ass d'Eropsetze vun der Zäit als allerleschten Optioun néideg? D'Praxis weist, dass et hei eng Rei Problemer gouf. Zum enge kënnt et oft vir, dass net jiddweree vun enger Famill doheem ass, wann d'Police se wëllt siche kommen, an dass et an deem kuerzen Zäitraum dann oft net méiglech ass, all d'Familljememberen ze fannen, fir eng Réckféierung ze organiséieren. Vun de Geriichter wësse mer och, dass déi dräi Deeg als Délai ganz enk sinn, fir dass enger Famill hiren eventuelle Recours géint déi Décisioun ka propper ofgehandelt ginn, a schliisslech och, wann dat gelengt, dass sech an deem verbleiwenden Zäitraum meeschtens keng zweet Transportméiglechkeete méi organiséiere loossen a si dofir schlussendlech net kënnen zréckgeféiert ginn.

Lëtzebuerg huet, grad wat d'Réckféierung oder d'Retoure vu Familljen ugeet, also eng Rei organisatoresch Problemer. Dofir recommandéiert de Conseil vun der Europäescher Unioun op Basis vun enger am leschte Joer duerchgefouerter Evaluatioun vum Fonctionnement vum Schengen-System Lëtzebuerg och eng Rei Mesuren. Mir hunn och déi Evaluatioun vum Ministère weidergeleet kritt. An déi ass den 10. Januar, mengen ech, un all... Déi war um Courrier électronique an déi ass un all d'Membere vun der Kommissioun verschéckt ginn.

Eng vun dëse Mesurë betrëfft d'Upassung vum Délai, fir dass eng Réckféierung dann, wa se stattfanne muss, och méiglech ass. Dat ass déi Mesure, déi mer hei gesinn, dass ee sech e bësse méi Flexibilitéit muss ginn. Awer nëmme fir déi Fäll, wou et absolutt néideg ass! Ech betounen dat nach eng Kéier.

Nach ass et awer esou, dass et an deem dann eventuell méi laangen Zäitraum vu bis zu siwen Deeg eis Flicht ass, dass dës Famill, virun allem dës Kanner, um Site vum Centre de rétention optimal betreit a begleet ginn. Ech weess aus perséinleche Gespréicher, an ech weess dat och, well ech vill Leit aus dem Centre de rétention kennen, dass ganz vill fir dës Betreiung gemaach gëtt. Mä offiziell hu mer doriwwer effektiv kee Bilan.

An dofir, Här President, géif ech Iech heimadder eng Motioun déposéieren - wann ech gelift -, mat där mer d'Regierung opfuerdere wëllen, e Bilan vum Fonctionnement a vun der Betreiung am Centre de rétention ze zéien an dobäi och ganz spezifesch op d'Familljen an op d'Kanner anzegoen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

1) rappelant que dans son programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement a annoncé que «Le centre de rétention sera soumis à un premier bilan de son fonctionnement. L'objectif sera de réduire son utilisation autant que possible et de garantir un délai de passage aussi court que possible»;

2) considérant qu'en 2014, l'Ombudsman a émis un rapport sur le fonctionnement du centre de rétention, qui a conclu que «La Médiateure est très satisfaite des conditions générales dans lesquelles les retenus séjournent au centre de rétention», tout en émettant un nombre de recommandations pour en améliorer davantage le fonctionnement;

3) prenant acte de la prise de position du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe du 6 février 2017 et de la réponse du Ministre de l'Immigration et de l'Asile du 7 février 2017;

4) insistant que la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier instaure que «Les mineurs non accompagnés et les familles comportant des mineurs ne sont placés en rétention qu'en dernier ressort et pour la période appropriée la plus brève possible»;

5) rappelant que cette disposition est actuellement traduite en droit national par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire par son article 22 qui prévoit que «Les mineurs ne peuvent être placés en rétention qu'à titre de mesure de dernier ressort et après qu'il a été établi que d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être appliquées efficacement», ainsi que par la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du centre de rétention qui définit la période appropriée la plus brève possible comme étant de 72 heures;

6) notant que la pratique des dernières années a montré que ce délai de 72 heures entraîne des contraintes au niveau de l'organisation des retours et est trop serré pour les juridictions administratives saisies d'une requête de référé et que, par conséquence, des éloignements n'ont pas pu être menés à bien;

7) concluant qu'il est justifiable d'augmenter le délai maximal de placement au centre de rétention des familles de 72 heures à sept jours en tant que mesure de dernier ressort, comme prévu par le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le centre de rétention;

8) convaincue qu'il sera par la suite d'autant plus important de veiller à un logement adéquat et un encadrement optimal des familles et des mineurs en particulier,

invite le Gouvernement

- à établir le bilan de fonctionnement annoncé dans le programme gouvernemental;

- à tenir compte dans ce bilan en particulier des recommandations faites par l'Ombudsman en 2014 et des actions prises en conséquence;

- à inclure également les chiffres des dernières années de familles placées au centre de rétention et de la durée moyenne de leur placement, ainsi que les règles mises en pratique pour accueillir et encadrer les familles et les mineurs en particulier;

- à veiller en pratique, comme dans le passé, que les mineurs non accompagnés et les familles comportant des mineurs ne soient placés en rétention qu'en dernier ressort et pour la période la plus brève possible, de sorte que la durée maximale ne soit atteinte que pour des cas exceptionnels;

- à présenter les conclusions de ce bilan à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar.

De schréftleche Rapport zu mengem Projet de loi gouf den 9. Januar an der zoustänneger Kommissioun vun de Vertrieder vun den dräi Majoritéitsparteien a vun den CSV-Vertrieder guttgeheescht. Enthalen huet sech den ADR-Vertrieder. Domat waren dann d'Aarbechten an der Kommissioun ofgeschloss.

Als Rapporteur an als President wëll ech alle Membere Merci soe fir déi interessant Diskussiounen, déi mer haten, a fir d'Ënnerstëtzung vu villen Deputéierte beim Ausschaffe vun den Amendementer.

Här President, heimadder wär mäi mëndleche Rapport ofgeschloss an ech ginn och den Accord vun... Ech soen Iech fir d'Éischt emol Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn Iech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Wann Der erlaabt, géif ech och kuerz déi Motioun virstellen, déi ech hei agereecht hunn a wou ech frou sinn, dass all déi Parteien, déi Vertrieder an der aussepolitescher Kommissioun hunn, déi Motioun och matdroen. Mir rappeléieren an där Motioun, dass am Regierungsprogramm drasteet, dass d'Regierung géif e Bilan virleeë vum Centre de rétention, also iwwert de Fonctionnement. An den Objektiv vun esou engem Bilan wär «de réduire son utilisation autant que possible et de garantir un délai de passage aussi court que possible». Ech zitéieren de Regierungsprogramm.

An där Motioun weise mer och op de Bericht vun 2014 vum Ombudsmann hin. An ech zitéieren och hei, wat do drasteet, dass si «conclu» huet «que la Médiateure est très satisfaite des conditions générales dans lesquelles les retenus séjournent au centre de rétention». Um Rapport vum Ombudsmann ass och e ganzt Dokument vu Commentairen a Reaktioune vu verschiddene Ministèren an Administratiounen ugehaangen, wou schonn eng ganz Rei Recommandatiounen dra sinn, déi och schonn ëmgesat goufen.

Dann huele mer och Akt vun deem Communiqué, deen de Commissaire vun den Droits de l'homme op sengem Internetsite gemaach huet zu Stroossbuerg, dee vum Conseil de l'Europe, an natierlech awer och déi Äntwert vum Minister vun der Immigratioun a vum Asyl vum 7. Februar; also vu gëschter.

Da referéiere mer eis op d'Direktiv vun 2008, déi natierlech seet, dass d'Mineuren an d'Familje mussen (veuillez lire: musse placéiert ginn) «pour la période appropriée la plus brève possible», wann et zur Retentioun kënnt. Dat nämlecht hu mer jo och am Gesetz vun eis nach eng Kéier wierklech marteléiert, am Gesetz vun 2015.

An dann notéiere mer natierlech, an ech hunn dat virdrun erklärt, dat hu mer och laang an der Kommissioun diskutéiert, firwat et a ganz Ausnamefäll net méiglech ass, an deenen 72 Stonnen eng Réckféierung duerchzeféieren.

An da si mer awer iwwerzeegt, dass et dofir ganz wichteg ass, dass mer an deem Centre de rétention derfir suerge mussen, dass Familljen do adequat logéiert sinn. Mir wëssen, wéi mer de Projet gestëmmt hunn, dass et eng extra Abteilung do gëtt fir Familljen. Ech mengen, dat muss garantéiert sinn. An dofir invitéiere mer d'Regierung, eis dee Bilan de fonctionnement, dee se annoncéiert huet, virum Summer virzeleeën.

Mir soen och, alles, wat d'Ombudsmann 2014 gesot huet, soll do mat erafléissen, dass mer awer och an deem Bilan emol Zuele kréien. Da gesäit een och, wéi kuerz d'Dauer am Fong ass. Et ass einfach am Sënn vun der Transparenz, dass mer d'Zuele kréien an och d'Regelen, wéi do Familljen accueilléiert ginn an och encadréiert ginn, wat do mat de Famillje geschitt a wéi do d'Kanner betreit ginn.

An dann invitéiere mer d'Regierung nach eng Kéier, derfir ze suergen, wéi an der Vergaangenheet, dass Mineuren, déi net accompagnéiert sinn, a Familljen esou kuerz wéi méiglech an esou wéineg wéi méiglech do an de Centre de rétention kommen an dass dat wierklech exzeptionell bleift. A mir froen d'Regierung dann, dass se der aussepolitescher Kommissioun, déi sech jo och mat Immigratiounsfroe beschäftegt, dee Bilan virleet an dass mer deen dann zesumme kënnen diskutéieren.

Dat gesot, soen ech och hei nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mer de Mëtten hei diskutéieren, transposéiert u sech zwou Direktiven, dëst am Kontext vun der Immigratiounspolitik vun der Europäescher Unioun.

D'Immigratioun, an den Här Rapporteur huet dat och scho virdrun ënnerstrach, ass och ee vun de Pfeilere vun eiser lëtzebuergescher Wirtschaft nach ëmmer gewiescht a wäert et och sécherlech an deenen nächste Jore weider bleiwen. An enger globaliséierter Welt, wou den Handel zwëschen europäeschen, awer och aussereuropäesche Länner permanent an d'Luucht geet, ass och eng lëtzebuergesch Wirtschaft weider op qualifizéiert, kompetent an engagéiert Mënschen ugewisen, déi och ëmmer méi vun ausserhalb vun der Europäescher Unioun kommen.

Ganz besonnesch a Secteure wéi der Recherche, der Innovatioun, awer och am ICT-Beräich si mer ganz besonnesch op esou Leit ugewisen. An nach virun e puer Wochen huet hei den zoustännege Minister op d'Wichtegkeet vu Start-uppen an eisem Land higewisen. Och besonnesch an esou engem Secteur vu Start-uppen brauch een héich qualifizéiert Aarbechtskräften, déi ee sécherlech net eleng hei zu Lëtzebuerg an och emol net nëmmen an der Europäescher Unioun fënnt.

Ech schécken dofir och direkt viraus, datt mir dëse Projet begréissen an en och wäerte matdroen. De Kolleeg Rapporteur Marc Angel huet, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, an engem exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport am Detail déi wesentlech Neierunge vun dësem Projet erkläert, soudatt ech mech hei wierklech kann op eng Rei vu Remarquë limitéieren, andeem ech awer natierlech dem Rapporteur e grousse Merci fir säin Engagement och an dësem mënschlech komplizéierten Dossier soen an em och nach eng Kéier Merci soe fir déi Motioun, wou en d'Initiativ geholl huet, déi eranzebréngen, déi mir och natierlech mat ënnerschriwwen hunn an och wäerte matstëmmen.

Här President, dëse Projet huet, an de Rapporteur huet et virdrun erklärt, natierlech virun allem e wirtschaftleche Volet, op deen ech och nach wäert agoen. Dëse Projet regelt awer och d'Zesummeféierung vun de Familljen an d'Konditioune vun der Retentioun vun ofgewisenen Asyldemandeuren.

Erlaabt mer dofir och vläicht hei eng Virremarque. Am Moment ass d'Thema Immigratioun jo vläicht dat, dat am meeschte Mënschen hei am Land, awer och dobausse beréiert. An och ganz besonnesch um europäeschen Niveau ass et vläicht dat, dat déi gréissten Erausfuerderunge fir den europäesche Kontinent och an deenen nächste Jore wäert duerstellen.

Haut an hei ass net d'Geleeënheet, fir op déi europäesch Asyl- an Immigratiounspolitik anzegoen. Dofir wäerte mer, Här Aussen- an Immigratiounsminister, sécherlech d'Geleeënheet kréie bei der aussepolitescher Debatt.

Ech wëll awer trotzdeem haut vun dësem Projet de loi profitéieren, fir op déi absolutt Noutwendegkeet hinzeweisen an der Europäescher Unioun, awer och an eisem Land, fir datt mer Weeër fanne fir eng legal Immigratioun, ouni déi mer sécherlech déi enorm Erausfuerderunge vun der Asylpolitik net wäerte schëlleren. Dës legal Immigratioun ass awer och wichteg fir eng kleng Ekonomie wéi déi lëtzebuergesch, well et fir ganz vill Entreprisen och bei eis am Land ëmmer méi schwéier gëtt, kompetent Aarbechtskräften nach iwwerhaapt an der Europäescher Unioun ze fannen.

Och dofir mäin Appell, mengen ech, un eis an Iech alleguer, datt mir eis wierklech an deenen nächste Woche seriö iwwerleeën, wéi een an Zukunft eng legal Immigratioun kann an der Europäescher Unioun, awer och an eisem Land organiséieren. D'CSV-Fraktioun ass op jidde Fall bereet, sech dësen Diskussiounen ze stellen an och a Richtung vun esou enger legaler Immigratioun matzegoen.

Dat gesot, Här President, erlaabt mer dann awer nach eng Kéier op déi wichtegst Neierunge vun dësem Projet, och wat de wirtschaftlechen Aspekt ugeet, zréckzekommen.

Fir d'Éischt, an de Rapporteur huet dat am Detail erkläert, gëtt nach eng Kéier d'Notioun vum sougenannten „Investisseur" méi prezis definéiert an och beschriwwen, ganz besonnesch wat d'Konditioune sinn, déi esou en Investisseur muss an Zukunft erfëllen, fir dann iwwerhaapt kënnen an de Genoss vun enger Openthaltsgeneemegung fir sech, awer iwwregens och fir seng Famill ze kommen.

Ech begréissen dofir och, datt mer an dësem Projet dës Konditioune preziséieren, well dat war bis elo net ëmmer esou kloer an deem Gesetzestext. An hei, mengen ech, weess elo jiddwereen, dee sech dofir interesséiert, wat e muss an Zukunft fir Kritären a Konditiounen erfëllen.

Eng zweet ganz wichteg Neierung ass déi vun der sougenanntener „Continuité d'activité", déi et Investisseuren awer och Entreprisen erlaabt, eng Openthaltsgeneemegung hei bei eis am Land ze kréie fir eng Iwwergangszäit, déi et hinnen erlaabt, hir Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg virunzeféieren, soulaang dat an hirem Ursprongsland net méiglech ass.

Déi drëtt grouss Neierung ass déi vum sougenanntenen „Transfert intra-groupe", déi och an dësem Projet de loi nach eng Kéier preziséiert gëtt, wat och fir mech eng absolutt Noutwendegkeet ass. En Transfer vun Aarbechtskräften innerhalb vun engem Grupp huet näämlech an deene leschte Joren oft fir vill Froen, awer och fir vill Problemer an der Praxis gesuergt. An et ass zum Deel och heiansdo souguer als eng Brems fir weider Investissementer bei eis am Land duergestallt ginn.

Ech begréissen dofir, datt d'Konditioune fir esou Transferen elo nach eng Kéier méi kloer an dësem Text preziséiert ginn. An dës Mesuren zesummegeholl, déi dräi, déi ech elo hei ausgeféiert hunn, wäerte sécherlech derzou bäidroen, d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ze verbesseren. Besonnesch a Post-Brexit-Zäiten, an Zäiten also, wou eng Rei vu potenziellen Investisseure mat Argusaugen kucken, wou se sech da kënnen implantéieren, hunn esou Mesurë sécherlech de Meritt, datt se eis Attraktivitéit nach eng Kéier wäerte vergréisseren.

Här President, eng Suerg, déi mir als CSV-Fraktioun allerdéngs hunn, an déi deelen ech mat der Chambre de Commerce, ass, wa mer elo dat Gesetz haut de Mëtten hei ugeholl hunn - Här Immigratiounsminister, ech riichte mech och do ganz besonnesch un Iech -, datt et zu enger ganz enker Zesummenaarbecht zwëschen Arem Ministère a ganz besonnesch deem vun der Ekonomie op dësem Punkt wäert kommen. Well loosse mir eis näischt...

Une voix.- An de Finanzen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- De Finanze bien entendu och.

Well loosse mer eis näischt virmaachen: De Succès vun dësem Gesetz steet a fält mat senger Ëmsetzung, awer och mat der alldeeglecher Handhabung. An do géif ech mer wënschen, datt hei géif zesumme gekuckt gi mam Wirtschaftsministère a Finanzministère, Här Immigratiouns- an Ausseminister, datt d'Demandë vun Investisseuren och kéinten op eng méiglechst onkomplizéiert an effizient Aart a Weis traitéiert ginn. Mir hunn de Mëtten en anert wichtegt Gesetz hei gestëmmt: d'Simplification administrative. Ech géif mer och wënschen, datt direkt bei dësem Text dës Simplification administrative voll géif spillen.

Wat elo de Punkt vun der Familljenzesummeféierung betrëfft, verstoppen ech Iech net, datt déi Formulatiounen, déi elo am Gesetz virgesi sinn, eis e bësselche flou schéngen ze sinn an och Raum fir vill Interpretatiounen zouloossen. Mir hätten eis gewënscht a mir hunn dat d'ailleurs och an der Kommissioun gesot, datt een an dësem Text vläicht e bësselche méi preziséiert hätt, bis zu wat fir engem Degré de parenté déi Zesummeféierung vu Famillje géif goen. Ech hunn awer Verständnis, datt e Minister sech hei wëllt eng gewësse Marge de manœuvre virbehalen a reservéieren. Nach hätte mir eis trotzdeem gewënscht, wann hei e bësselche méi prezis déi verschidde Kategorië vu Familljen definéiert gi wären.

(Interruption)

Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, ech wëll eppes do soen. Also, ech mengen, mir hu weider näischt am Kapp, wéi och d'Famille nucléaire do ze viséieren. Also d'Famille nucléaire, erop an erof.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Okay. Merci fir d'Prezisioun.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Voilà!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Präsident, ech wëll mech dann zum Schluss vu menger Interventioun trotzdeem nach mat zwee Punkte beschäftegen, déi ganz besonnesch an de leschten Deeg am Mëttelpunkt vun den Diskussioune stoungen an déi och fir eng Rei Welle gesuergt hunn.

Éischtens, déi Dispositioun, déi d'Dauer vun der Retentioun vun 72 Stonnen, also dräi Deeg, op elo siwen Deeg eropsetzt. Dës Verlängerung gëtt vum Ministère domadder motivéiert, datt et an der Praxis äusserst schwiereg wär, an engem Délai vun 72 Stonne Mënschen, déi sollen zréckgeféiert ginn, am Centre de rétention ze regruppéieren an duerno hir Réckféierung duerchzezéien.

Déi verschidden ONGen, awer och de Mënscherechtsrot, déi dës Moossnam kritiséieren, weise mat Recht op d'Situatioun vun de Kanner a Mannerjäregen hin, déi net sollen esou laang an engem Centre de rétention festgehale ginn.

Mir deelen d'Suerge vun all deenen Associatiounen, datt hei alles muss ënnerholl ginn, fir keng Mannerjäreg a Kanner iwwer en Zäitraum vun 72 Stonnen, dee scho fir Kanner extrêmement laang ass, an esou engem Centre festzehalen. Mir hunn awer och Verständnis fir d'Imperativer vun enger koordinéierter an enger organiséierter Réckféierung. An dofir si mir och prinzipiell averstane mat der proposéierter Verlängerung.

Mir wëllen awer haut hei, an d'Motioun vum Här Angel geet e bëssen an déiselwecht Richtung, en Appell un den Immigratiounsminister riichten, fir alles ze ënnerhuelen, fir ze evitéieren, Här Minister, datt Kanner a Mannerjäreger, wa se da schonn onbedéngt mussen, iwwert deen Délai vun dräi Deeg festgehale ginn. Sollt dat awer aus exceptionnelle Mesuren net ze evitéiere sinn, Här President, muss eiser Meenung no wierklech séchergestallt ginn, datt déi Kanner a Mannerjäreg eng psychologesch an och en aneren Encadrement kréien, fir hiren Openthalt esou gutt an esou kannergerecht wéi méiglech ze organiséieren.

Mir géifen dofir och nach eng Kéier en Appell un Iech, Här Immigratiounsminister, riichten, wa Kanner scho mussen iwwert den Délai vun 72 Stonnen an esou engem Centre de rétention bleiwen, datt dat wierklech déi absolutt Exceptioun muss bleiwen! Dat dierf op kee Fall iergendwéi zu engem Prinzip ginn. An ech mengen, datt dat d'ailleurs eng Meenung ass, déi quasiment hei vum ganzen Haus gedeelt gëtt. A mir wäre frou... Mir wëssen och, Här Immigratiounsminister, datt Dir ëmmer en humanen Ëmgang mat Flüchtlinge préconiséiert. Duerfir si mer och der Iwwerzeegung, datt mer eis, wat den Ëmgang besonnesch hei mat Kanner a mat Mannerjäregen ugeet, och do kënnen op Iech verloossen.

Här President, dat gesot, wëll ech awer dann nach ganz kuerz op déi geplangte Reaffektatioun vun der Hal 6 vun der Luxexpo als Centre de rétention agoen. Do ware mir dach e bësselchen erstaunt, Här Immigratiounsminister, wéi Der d'leschte Kéier bei eis an der Kommissioun waart an eis do en long et en large d'europäesch Asylpolitik explizéiert hutt, a mer dunn owes de Radio gelauschtert hunn an du gewuer gi sinn, datt elo op eemol sollt d'Luxexpo als Centre de rétention ëmfonctionnéiert ginn.

Mir hätten eis wierklech gewënscht, datt, wann en Immigratiounsminister schonn an d'Chamber kënnt, an e wousst dat jo och dee Moment, en eis dat do vläicht och scho matgedeelt hätt. Dat hätt eis näämlech och d'Méiglechkeet ginn, Här President, och do déi ganz vill Froen ze stellen, déi sech trotzdeem an deem Kontext vun där Reorganisatioun do stellen.

A mir mengen och, datt eng transparent Regierungspolitik an och eng konstruktiv Zesummenaarbecht mat der Chamber, déi mer eigentlech ëmmer vum Ausseminister a vum Immigratiounsminister gewinnt sinn, eigentlech e bësselchen aneschters ausgesäit wéi an dësem Fall eben.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ja.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Mosar. Sidd Der d'accord, dass den Här Angel eng Fro stellt?

(Assentiment)

Gutt.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Wann den Här Mosar erlaabt, ech wëll him just kuerz soen: Jo, de Minister huet an där Sitzung net doriwwer geschwat, mä mir haten de Minister... Ech wollt Iech froen, ob Der Iech drun erënnert, dass mer de Minister am Dezember do haten, de 16., wou mer extra e Punkt op den Ordre du jour gesat haten, deen Dir gefrot hat iwwert d'Immigratioun. An do huet en net d'Luxexpo genannt, mä en huet awer schonn erkläert, dass se un enger Aart Structure d'hébergement d'urgence géife schaffen; wéi en eis d'Problematik vun de Retoure vun all den Dublin-Fäll erkläert huet. Mir haten dat ugeschwat, natierlech net d'Luxexpo genannt, mä d'Iddi ass awer schonn deemools undiskutéiert ginn.

An ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister nach ganz oft an d'Kommissioun wäert kommen, fir eis iwwert dee Projet ze berichten. Dofir wäert ech als President och suergen. Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat wësse mer, Här President, datt Dir en engagéierte President sidd. Ech menge just awer, erlaabt mer dat ze soen, well ech net deen eenzege Kolleeg hei am Haus sinn, deen trotzdeem e bësselchen erstaunt war, nodeems mer laang iwwert déi Thematik geschwat hunn, dat trotzdeem owes an den Noriichten ze héieren.

Ech wëll dann awer och direkt am Numm vu menger Fraktioun soen, datt mir eis prinzipiell kënnen domadder averstanen erklären, datt een elo hei eng Trennung mécht zwëschent deenen Demandeurs d'asile, deenen hir Demande nach unhängeg ass, an deenen, déi definitiv deboutéiert gi si respektiv déi sech soss aus anere Grënn illegal hei ophalen.

Mir kënnen och déi Argumentatioun vun der Regierung fir esou eng Trennung novollzéien. Allerdéngs, an dat verstoppen ech awer och net, stelle mir eis awer eng Rei vu Froen, wat de Site a ganz besonnesch och d'praktesch Organisatioun vun dësem Centre de rétention semi-ouvert, esou wéi e vun der Regierung qualifizéiert gëtt, betrëfft.

Fir d'Éischt, Här President, wat de Site vun der Luxexpo ugeet. Et war net méi spéit wéi gëschter an der geschriwwener Press ze liesen, datt d'Direktioun vun der Luxexpo sech trotzdeem eng Rei vu berechtegte Froe géif stellen, op déi et gutt wär, wann och hei et géif vläicht de Mëtten Äntwerte ginn. Well ech mengen, déi Froen, déi sech do vun de Responsabele vun der Luxexpo gestallt ginn, gi sech och vu ganz ville Leit dobausse gestallt.

Mir sinn eis, an ech sinn dovun iwwerzeegt, och an dësem Haus eens, datt déi Mënschen, déi an Zukunft an deem Centre de rétention do wäerte placéiert ginn, a vun deene mer alleguerte wëssen, datt et jo déi sinn, déi guer keng Bleiweperspektiv méi an eisem Land hunn, sécherlech net déi Einfachst sinn, wat hiren Encadrement ugeet. Dat läit eben nun an der Natur vun der Saach. A mir verstinn dofir och d'Suergen, déi hei trotzdeem vun de Bedreiwer vun der Luxexpo artikuléiert ginn, ganz besonnesch op deem Punkt, wat d'Sécherheet ugeet.

Mir wären dofir frou, Här Minister, wann Dir eis vläicht kéint och eng Rei zousätzlech Erklärunge ginn, wat justement d'Sécherheet an awer och ronderëm déi Hal 6 ugeet, a wéi dat notamment och praktesch organiséiert gëtt, wa grouss Foiren oder Ausstellungen an der Luxexpo wäerte stattfannen.

Doriwwer eraus stelle mir eis awer och Froen, wéi dëse Centre de rétention semi-ouvert an der Praxis soll fonctionnéieren, wann de Minister hei, wéi gesot, vun esou engem Régime de semi-ouverture schwätzt, deen, esou hu mir dat verstanen, soll esou fonctionnéieren, datt d'Mënschen, déi do sinn, am Dag kënne fräi zirkuléieren, awer eng Obligatioun hunn, fir owes an der Nuecht erëm an dee Centre zréckzekommen, wëssend, datt et sech jo hei ëm Mënschen handelt, fir déi et ganz kloer ass, datt dat hir lescht Etapp hei am Land ass, ier se zréckgefouert ginn, wou een also weess, datt eng Rei vun deene Leit alles wäerte probéieren, fir net mussen zréckgefouert ze ginn. An dofir stelle mir eis Froen, wéi dat an der Praxis soll fonctionnéieren, wann awer dee Centre de rétention am Dag op ass a just owes zou ass.

Wéi gëtt do garantéiert, datt déi Leit, déi dann iergendwéi am Délai vun enger Woch sollen heemgefouert ginn, wéi gëtt do geséchert, datt déi net awer an der Zwëschenzäit erëm iergendwéi an der Natur verschwannen?

En anere Punkt, deen eis och an dësem Kontext Suerge mécht, ass deen, datt sech hei och eng ganz diversifiéiert Populatioun wäert erëmfannen: op där enger Säit, an dat ass och scho virdru gesot ginn, Demandeur-d'asillen, déi iergendwou an der Europäescher Unioun eng Demande gemaach hunn op Basis vum Dublin-Traité, déi also an en anert europäescht Land zréckgeschéckt ginn; op där anerer Säit hu mer der awer och, déi zréckgeféiert ginn, well se an hirer Prozedur definitiv ofgewise ginn. A mir hunn do e bësse Problemer, fir eis virzestellen, wéi och dat Zesummeliewen do an der Praxis wäert fonctionnéieren.

Ech hu virdrun d'Thematik vun de Kanner an de Mannerjäregen ugeschwat. Och hei an dësem Centre de rétention stelle mir eis natierlech genau déiselwecht Froen: Wéi ginn d'Kanner an d'Mannerjäreger och hei an dëser Struktur encadréiert? An do wäre mer ganz frou, wann de Minister eis vläicht och dozou herno eng Rei Explikatioune kéint ginn.

Ech wëll hei mat de Froen ophalen. Et gëtt der sécherlech nach ganz vill, déi ze stelle wären. Mä ech sinn och iwwerzeegt, datt et haut sécherlech net déi leschte Kéier wäert sinn, wou mer iwwert déi ganz Thematik hei schwätzen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier, begréisse mir dëse Projet, deen eng ganz Rei vu Verbesserungen an enger mënschlech a politesch schwiereger Thematik beinhalt, ganz besonnesch wat d'Prozedur vun den Openthaltsgeneemegungen, awer och der Familljenzouféierung betrëfft, och, an ech hunn dat, mengen ech, elo in extenso hei ausgefouert, wann eng ganz Rei vu Froen opstoe bleiwen.

Ech bréngen dofir och am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech mengen, eist Land huet jo eng ganz grouss Traditioun, wat d'Awanderung ubelaangt. 1871 hu bei eis 5.872 Auslänner gewunnt.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An zënter dem 19. Jorhonnert stelle mer jiddefalls eng steigend Migratioun fest.

An den 20er Jore vum leschte Jorhonnert ass den Undeel du bedeitend an d'Luucht gaangen. An zwar hate mer der 1922 33.000 an 1930 waren dat der scho 56.000. Iwwregens war dat och gréisstendeels aus wirtschaftleche Grënn, datt déi Leit bei eis komm sinn, soudatt dat u sech keen neit Phenomeen ass. Dat kenne mer also praktesch vun Ufank u vun der Geschicht iwwert d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg.

No den Däitsche waren et iwwregens d'Italiener an dunn an de 60er Joren d'Portugisen, déi op Lëtzebuerg komm sinn. Dat awer och duerch eng Rei vu Konventiounen, bilaterale Konventiounen, déi mat deenen eenzelne Länner ofgeschloss goufen.

Haut zielt Lëtzebuerg 269.200 Auslänner. Dat ass en extrem héijen Taux, Tendenz steigend. Do muss een allerdéngs direkt hannendru soen: Wat wier dëst Land, ouni déi vill Matbierger, déi net eis Nationalitéit hunn? Hätte mer deen héijen Niveau? Hätte mer dat modernt Land kënnen opbauen, ouni, wéi gesot, hire Secours?

An dësen Zäiten huet d'Migratioun natierlech elo eng aner Ausriichtung. Et sinn och aner Leit, déi bei eis kommen. Haaptsächlech Leit vum Balkan, awer virun allem och aus Krisegebidder, Stéchwuert Syrien. Et sinn natierlech deementspriechend och aner Kulturen, déi hei zu Lëtzebuerg méi präsent sinn, wéi gesot och bedéngt duerch de Balkan, wouhier iwwregens 40% vun de Migrante kommen.

Et kann ee jiddefalls och behaapten, datt eist Land an deene leschte Jorzéngte grouss Ustrengunge gemaach huet, fir, wéi gesot, déi Well vun Immigrante gutt ze organiséieren, gutt ze encadréieren. Op där anerer Säit hu mer awer och versicht, d'Integratioun an all deene Jore staark weiderzeféieren. An dat war och richteg an dat war och gutt esou. A mir wäerten och nach an der Zukunft mat enger Rei vu Projete befaasst ginn, déi d'Integratioun hei zu Lëtzebuerg nach wäerte verstäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho gesot, tëschent der Migratioun an der Ekonomie besteet natierlech eng enk Relatioun. Mir wëssen, datt ganz vill Leit op Lëtzebuerg aus reng wirtschaftlechen Ursaache kommen, well se eben an hire Länner keng Perspektiv méi hunn. Mir maachen op där anerer Säit natierlech och d'Diere grouss op fir eng Rei vu Leit, fir datt se sollen op Lëtzebuerg kommen, well se ebe gewësse Fäegkeeten hunn, well se gewësse Capacitéiten hunn.

Dat ass iwwregens eng Politik, déi net nëmme reng nationale Charakter huet. Mir hunn och eng gutt Koordinatioun um europäesche Plang. Ech wëll och hei un de Programm vu La Haye aus dem Joer 2004 erënneren.

Allerdéngs däerf een elo net de Feeler maachen a mengen, d'Migratioun wär just nëmmen e Volet vun der Ekonomie an d'Leit kéimen nëmmen aus deene Grënn heihinner. Mir wëssen, wéi gesot a verstäerkt an deene leschte Joren, datt et awer virun allem och Leit sinn, déi keng Perspektiv méi an hire Länner hunn, bedéngt duerch déi politesch Onstabilitéit, bedéngt doduerch, datt se verfollegt gi wéinst hirer Rass, wéinst hirer Relioun, jo, souguer wéinst hirer sexueller Orientatioun. Mir wëssen och, datt domadder ganz vill mënschlech Tragédië verbonne sinn.

Am Projet vun haut geet et natierlech elo méi spezifesch ëm Leit, déi heihinner schaffe kommen, déi hei studéieren. An et ass och gutt, datt dee Kader elo nach zousätzlech verbessert gëtt. Jiddefalls, mir als Demokratesch Partei gesinn dat ganz positiv, datt mer hei zousätzlech eben elo versichen, e Rechtsraum ze schafen, wou dann, wéi gesot, den Accueil vun deene Leit nach méi gefestegt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen et jo, datt mer besonnesch an eiser Ekonomie eng Rei vu Secteuren hunn, wou et schwiereg ass, gutt héich qualifizéiert Leit ze rekrutéieren. Den indigènë Maart gëtt do oft net genuch Aarbechter hier, soudatt mer natierlech drop ugewise sinn, fir, wéi gesot, op Demanden, déi vu baussen erakommen, positiv ze reagéieren. Ech denken zum Beispill un technesch Beräicher, ech denken un d'Logistik, ech denken awer och un den Tourismus. An da muss een och ënnersträichen, datt jo d'Fonction publique haut och zu engem Deel op ass fir Netlëtzebuerger, a schlussendlech: Wat wär eis Arméi, wa mer déi net viru Jore fir Netlëtzebuerger opgemaach hätten?

Mir sollen also manner Angscht hunn an dat positiv gesinn, wa mer Leit an eist Land eranhuelen, déi net eis Sprooch schwätzen, déi net eis Kultur a priori vertrieden. Mä mir sollen eis och bewosst sinn, wat dat och fir eng Villfalt ka bedeiten, déi positiv Konsequenzen, ouni Zweifel, fir d'Entwécklung vun dësem Land huet an, wéi gesot, besonnesch Leit, déi aus Drëttstate kommen.

An dësem Text geet et jo an éischter Linn emol ëm d'Saisonnieren. Dat ass e Begréff, deen engem elo vläicht éischter bekannt ass aus dem Wäibau, dem Tourismus oder der Landwirtschaft. Et ass kloer, datt et verschidde Secteuren ebe gëtt, wou een zousätzlech Aarbechtskräfte während enger gewëssener Period am Joer brauch. Et däerf een och net vergiessen, datt et souguer Leit sinn, déi sech extra Congé huelen, fir dann op Lëtzebuerg ze kommen, fir dann hei där Aarbecht kënnen nozegoen.

An et ass mer en Evenement am Kapp elo hänke bliwwen: Wéi elo déi Héichwaasserkatastroph am Iernzdall war, ass mer gesot ginn, datt zum Beispill deen Opbau net hätt kënnen esou séier iwwert d'Bün goen, wann net, et waren zwar Polen, also elo net Leit aus Drëttstaten, mä et ass egal, Leit, déi extra heihinnerkomm sinn, déi wierklech eng enorm Aarbecht do geleescht hunn. Och do gesäit een, datt an esou Situatiounen et awer och wichteg ass, wa mer kënnen op auslännesch Aarbechtskräften zréckgräifen.

Duerfir ass et fir eis och ganz evident, datt elo an Zukunft deen Encadrement, dee legislativen Encadrement, dee reglementaresche Kader besser organiséiert gëtt an datt och déi Leit déiselwecht Rechter kréie wéi Aarbechtsneemer hei zu Lëtzebuerg. Fir eis ass dat, wéi gesot, ganz richteg, datt mer elo op dee Wee ginn, well och déi Leit solle mat därselwechter Dignitéit behandelt ginn a si sollen och op e geschützte Rechtskader zréckgräife kënnen.

Och d'Patronen hu jo all Interesse, datt jo awer déi Relatioun mat deenen Aarbechtskräften - an, wéi gesot, hei geet et jo ëm Leit aus Drëttstaten - och konform geregelt gëtt. Ech mengen, et ass och fir si awer wichteg, wa se wëssen, datt kee Feelverhalen deementspriechend kann optrieden.

Dësen Text berout natierlech, wéi scho virdrun och hei gesot ginn ass, op EU-Direktiven. Europa gëtt jo esou gäre schlechtgeriet an dësen Zäiten an, wat jo ëmmer méi traureg ass, och op allerhéchstem politeschen Niveau, ouni dat elo hei ze verdéiwen. An ech mengen, duerfir grad soll een déi - an ech hoffen, datt et der awer nach ëmmer vill sinn, déi un Europa gleewen - drop hiweisen, wat Europa awer ka bedeiten. An hei ass erëm e ganz gutt Beispill, wéi mer kënnen awer och dee Bannemaart aneschters gestalten, aneschters organiséieren, och vis-à-vis vun Entreprisen, déi hire Sëtz ausserhalb der Europäescher Unioun hunn, déi och dann awer zäitweis Personal innerhalb der EU transitéiere mussen. Dat sinn awer och Elementer, déi wichteg si fir eng Ekonomie, déi sech gutt soll entwéckelen innerhalb vun Europa.

Natierlech muss ee bei esou Systemer och vigilant sinn. Natierlech muss een oppassen, datt net Leit vun engem System do abuséieren. Duerfir ass et evident, datt eng Rei Bremse musse virgesi ginn.

Ech begréissen och am Numm vu menger Partei natierlech de System vun der Continuité d'activités. Hei geet et jo virun allem ëm Betriber, déi am ICT-Beräich aktiv sinn, wann, wéi gesot, Problemer an hirem Heemechtsland entstinn, datt se dann hei zu Lëtzebuerg awer zumindest kënne weider fonctionnéieren. Eise Logistikzenter gëtt doduerch nëmmen nach gefestegt. An dat ass och eng ganz gutt Saach.

Selbstverständlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer eis e bësse méi am Detail mat deem Projet de loi hei auserneesetzen, kënnt een och net derlaanscht, op deen een oder anere méi kritesche Punkt anzegoen. Éischte Punkt ass natierlech dee vun där neier Kategorie vun Investisseuren, wat jo och dobaussen zum Deel méi kritesch gesi gëtt. Hei geet et natierlech drëm, fir - jo! - Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, op Lëtzebuerg ze zéien.

D'Fro däerf awer sécher erlaabt sinn: Wat ass dorunner schlecht? An dat ass awer och keen neit Phenomeen. Dat ass awer och näischt Neits. Mir hunn awer hei keng Virreiderroll als Lëtzebuerg. Ech wëll drun erënneren, datt et dat awer a Portugal gëtt, datt et dat a Griichenland gëtt, datt et dat a Frankräich gëtt, datt et dat an Däitschland gëtt, et j'en passe. Also net, fir elo erëm hei ze mengen, wéi wa Lëtzebuerg sech géif hei an eng Nisch erabewegen an nëmme géif versichen, Leit, déi héicht Kapital hunn, op Lëtzebuerg unzezéien!

Duerfir leie mer och hei an enger Logik vun enger richteger Strategie, fir eis Finanzplaz ofzefestegen, fir eis Ekonomie weider auszebauen. Natierlech sinn dat gréisstendeels Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, déi elo hei op Lëtzebuerg kommen, fir an ee Fong ze investéieren, dat muss jo mindestens fënnef Joer sinn, déi och e Minimum vun 20 Milliounë mussen hunn. Bon, okay, mir wëssen, datt dat natierlech net elo eng Risenzuel vu Leit ass. Mä ëmmerhin ass et awer richteg, datt mer hei e Kader schafen, datt esou Investitiounen och hei zu Lëtzebuerg awer méiglech ginn.

Well ech mengen, et soll een och emol heiansdo erëm an Erënnerung ruffen: Mir hu jo awer en héich entwéckelte Sozialstat hei zu Lëtzebuerg. Dat ass och gutt esou. Mir sollen och op deem Niveau weiderfueren. Mä dee kann och net einfach esou finanzéiert ginn! Duerfir muss awer och op där anerer Säit eng Ekonomie dréien, eppes, wat vläicht heiansdo nawell gäre vu verschiddene Leit vergiess gëtt.

Datt do d'Honorabilitéit natierlech e wesentleche Punkt ass, ass evident. An net, Här Mosar, datt ech mer den Term vun Iech ofgelauschtert hunn, mä et gëtt vill mat Argusaen op eis gekuckt, effektiv. An dowéinst musse mer och no baussen dee beschtméigleche Kader hunn. Well et si Spektive queesch duerch d'ganzt Welt, déi ëmmer nëmmen op Lëtzebuerg kucken. D'Vergaangenheet huet eis dat bewisen. Et ass also wichteg, datt mer besonnesch och an deem Volet hei ganz propper, ganz anstänneg dostinn an datt dat Kapital, wat hei op Lëtzebuerg kënnt, och virun allem proppert Kapital ass.

Och en aneren ekonomeschen Aspekt, deen een net däerf hei ënnerschätzen, do geet et ëm de Regroupement familial, well et si Leit, déi vläicht zécken, wat och verständlech ass, déi net wëllen hir Heemecht verloossen, wa se net gläichzäiteg och kënne mat hirer Famill heihinnerkommen. An duerfir, déi Verbesserungen, déi mer hei maachen, sinn an deem Sënn och nëmmen ze ënnerstëtzen. Well, wéi gesot, wann ee gär qualifizéiert Leit a sengem Land hätt, da muss een awer och dee familiären Aspekt matconsidéréieren.

E weidere flotte Punkt ass deen, wat d'Studenten ubelaangt, datt déi elo d'Méiglechkeet kréien, wéi gesot d'Studenten aus Drëttstaten, fir nom Ofschloss vun hire Studien, sief dat Masterstudien, sief dat Dokteraarbecht, eben och kënnen hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Well et ass virun allem ee Beräich, wou mer awer méi wéi jee op auslännesch Capacitéit ugewise sinn, dat ass de Volet vun der Recherche. Wann ee mat deene Leit schwätzt, da weess een, datt et enorm wichteg ass, datt mer och kënne Studenten hei behalen, déi virun allem och deelweis an der Fuerschung täteg waren. An da wär et jo awer traureg - et kann ee scho bal schwätze vun engem Gaspillage intellectuel -, wann een net deene Leit géif d'Méiglechkeet ginn, fir hei am Land ze bleiwen a fir dann och enger Aarbecht kënnen nozegoen. Well mer virun allem um Niveau vun der Recherche als Lëtzebuerg an deene leschte Joren dach eng gewësse Renommee entwéckelt hunn, ass dat wichteg.

Et ass nach net iwwert d'Sportler hei geschwat ginn. Mä och d'Sportler sinn an deem Gesetz hei opgezielt ginn. A virun allem, wéi gesot, wat d'Mannschaftssportaarten ubelaangt, ass dat mat Sécherheet och net vu Muttwëll, datt do méi Méiglechkeete gi sinn, fir en Titre de séjour ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt een natierlech och net derlaanscht kënnt, fir och e leschte wichtege Volet hei unzespriechen. Ech mengen, net méi spéit wéi de Mëtte si mer och direkt mat enger - jo! - Manifestatioun konfrontéiert ginn. Et muss ee ganz fairerweis soen, datt dat jo och luewenswäert op déi Manéier ass, datt da Punkte vläicht nach méi u Gewiicht kréien. Duerfir sollen d'Auteuren, d'Initiateure vun esou enger Manifestatioun mat Sécherheet net negativ duergestallt ginn. Ganz au contraire! Och wann een natierlech am Fong net ëmmer ka mat allem d'accord sinn, mä och dat beweist jo awer, datt een eng lieweg Demokratie ass.

An et geet natierlech ëm déi Ännerung, wat de Centre de rétention ubelaangt, datt eben, wéi gesot, fir Familljen och mat mannerjärege Kanner, déi bis elo maximal konnten 72 Stonnen an deem Centre bleiwen, datt dat eben elo op siwen Deeg eropgesat gëtt.

Ech wëll net méi weider op déi Argumenter agoen, déi mer awer aliichten, firwat datt déi Ännerung elo virgeholl gëtt, déi och wierklech nëmmen am Extremfall ugewannt gëtt. An do koume jo elo eng Rei Reaktiounen, ënner anerem vum Mënscherechtskommissär vum Conseil de l'Europe.

Wann et mer awer erlaabt ass, eng kuerz Tëscheremarque ze maachen: Firwat gëtt dann elo op eemol 24 Stonne virdrun, ier dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, déi Diskussioun hei lassgetréppelt? Dat ass elo net pejorativ gemengt. Mä d'Gesetz ass awer schonn, mengen ech, am Mee d'lescht Joer 2016 déposéiert ginn. Mä bon, loosse mer dat elo op der Säit. An natierlech ass déi Diskussioun deementspriechend elo aneschters lancéiert ginn, wat jo awer och gutt ass.

Wat sécher ass, ech mengen, et ass scho virdrun hei gesot ginn: Et ass keen heibannen, et ass mat Sécherheet keen heibannen, dee frou ass, wann elo Kanner an esou eng Situatioun sollte kommen, datt se domat en Trauma erliewen, dat ass ganz evident. A wann esou eng Situatioun sollt antrieden, dierft se wierklech nëmme kommen, wann all aner Méiglechkeeten ausgeschëpft sinn.

Duerfir kann een och déi Argumenter vum Kommissär natierlech novollzéien. Déi Argumenter vum Flüchtlingsrot, vun der ASTI selbstverständlech sinn net falsch. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Politik hei wäert versichen, wann déi siwen Deeg eng Kéier missten applizéiert ginn, datt dat soll awer den absolutte Minimum sinn.

Ech wëll dann och hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer jo…

Une voix.- Maximum!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Maximum! Maximum siwen Deeg! Richteg!

Ech wëll dann awer och nach drop hiweisen, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Gesetz iwwert d'Protection internationale et temporaire vum 10. Dezember 2015 hei an der Chamber, si mer och do jo schonn op déi Problematik agaangen, besonnesch wat d'Mannerjäreger ubelaangt, déi net a Begleedung sinn. An och do ass scho plädéiert ginn - an ech kann och nëmmen nach eng Kéier widderhuelen, wat meng Partei deemools och hei gesot huet -, datt mer natierlech fir eng kannergerecht Retentioun sinn, wa méiglech an engem Kannerheem, och wann dat net déi allerbeschte Léisung ass, mä zumindest nach besser wéi an engem Centre de rétention.

Ech wëll och hei den Artikel 6 vum Kapitel 2 vun der EU-Direktiv 604/2013 nach eng Kéier zitéieren, wou awer och ganz kloer drasteet: «L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour les États membres dans toutes les procédures prévues par le présent règlement.» Duerfir ass et, wéi gesot, fir eis och ganz wichteg, datt all déi Persounen, déi a Kontakt si mat Mannerjäregen, natierlech och mussen déi beschtméiglech Formatiounen hunn, besonnesch wat d'pädagogesch an d'psychologesch Fäegkeeten ubelaangt.

Dat ass natierlech e Volet vun der Migratiounspolitik, deen elo e bësse méi kontradiktoresch hei diskutéiert gëtt. Ech mengen, och den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter, dee seet natierlech zu Recht, datt d'Detentioun eng grav Mesure ass an datt déi just justifiéiert ass, wann eben, wéi gesot, manner schlëmm Moossnamen net gegraff hunn. E schléisst a priori och eng Detentioun natierlech deementspriechend also net aus. An och schonn 2010 hat de Conseil de l'Europe jo eng äänlech Resolutioun geholl.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt eis Migratiounspolitik jo awer och e bedeitende Volet vum fräiwëllege Retour huet. Zum Beispill 2016 ware vu 569 zréckgeschéckte Leit der 456, also 80%, déi fräiwëlleg zréckgaange sinn. Et ass also nach ëmmer de Gros vun de Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi ebe keen Asyl gewäert kréien, déi dann awer och fräiwëlleg dee Moment zréckginn.

Natierlech solle mer deen Débat awer do weiderféieren. Natierlech solle mer eis Gedanke maachen: Wéi kënne mer dat Ëmfeld nach méi mënschewürdeg gestalten? Obwuel, wéi gesot, mir brauchen eis och net ëmmer méi schlecht ze maachen awer, wéi een heiansdo mengt, datt mer wieren. Lëtzebuerg huet schonn enorm Efforte gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn de Mëtte ganz vill iwwer Simplification administrative geschwat. Bon, hei ass och dann e klenge Volet dran, deen awer och an déi Richtung geet. An zwar geet et jo hei ëm den direkten Zougang zu de Fichieren iwwer Leit aus Drëttstaten. Dat kléngt den éischte Moment vläicht e bëssen, wéi wann een eppes géif iwwerwaachen, géif Nofuerschunge maachen. Mä ech mengen, et muss och nach eng Kéier hei ënnerstrach ginn, datt jo awer fir d'Éischt muss en Accord préalable vun deem Betraffenen do sinn, ier ee kann esou en Zougang zu engem Fichier kréien. Mä jiddefalls ass och dat hei e klenge Schratt, mä e wichtege Schratt a Richtung vu méi séierer Ofwécklung vun administrative Weeër.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat hei ass fir eis trotzdeem e ganz wichtegt Gesetz, wou mer och derhannertstinn, trotz deem engen oder anere méi delikate Punkt.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni dem Kolleeg Marc Angel Merci ze soen, deen eemol méi mat senger Feinfühlegkeet sech och gutt hei derduerchgeschafft huet. A wéi gesot brénge ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Merci, Här Graas. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, Här Minister, ech probéieren, mech, genau wéi meng Virriedner, esou kuerz wéi méiglech ze halen.

D'libre Circulation vu Persounen ass ee ganz wichtege Pilier, op dee sech d'Europäesch Unioun stäipt. Et ass leider och hautdesdaags een ëmstriddene Pilier.

Esou ass souguer de Brexit, zumindest zum Deel, och drop zréckzeféieren, datt eng Majoritéit vun de Wieler am Vereenegte Kinnekräich net d'accord war mat der libre Circulation. An et huet sech hei net ëm Flüchtlingen aus Krichsgebidder an och net ëm Wirtschaftsflüchtlingen aus der sougenannter Drëtter Welt gehandelt, mä ëm Europäer aus virun allem osteuropäesche Länner, déi fir déi Onzefriddenheet gesuergt hunn.

déi gréng waren a bleiwen der Meenung, datt eng Europäesch Unioun net just eng libre Circulation fir Geld a Konsumgidder soll erméiglechen, mä datt d'libre Circulation vun den EU-Bierger eng ganz positiv a wichteg Errungenschaft ass. A selbstverständlech brauch een e Regelwierk, fir datt dës libre Circulation och gutt funktionéiert.

D'Europäesch Kommissioun huet schonn 2005 am Haager Programm eng Rei Prioritéite festgehalen, fir dësen europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht auszebauen. D'Schwéierpunkte vum Haager Programm waren: d'Stäerkung vun de Grondrechter vun den EU-Bierger, d'EU-Bierger solle sech kënne fräi bewegen an der EU an och do wunnen a schaffen, wou si dat wëllen. En anere Schwéierpunkt war d'Ausschaffe vun engem Konzept, fir d'Migratiounsstréim ze steieren, engersäits mat der Bekämpfung vun der illegaler Migratioun an dem Mënschenhandel an anerersäits der Erméiglechung vun enger legaler Migratioun.

D'Kommissioun wollt ee gemeinsamt, eenheetlecht, effizient a solidarescht Asylverfahren aféieren. Am Haager Programm waren eigentlech schonn all d'Problemer erkannt an opgezielt, déi eis haut nach vill méi beschäftege wéi deemools, Problemer, déi sech net geléist hunn, mä duerch eng ganz Rei méi oder manner rezent Krisen nach gewuess sinn.

Datt déi hei ugefouert Problemer net méi kleng gi sinn, mä méi grouss, huet, wéi scho gesot, eppes mat rezente Krisen ze dinn a mat enger net zefriddestellender, net gemeinsamer, net eenheetlecher, net effizienter a virun allem och net solidarescher Politik am europäesche Raum.

Sou hunn zum Beispill all Berichter vun der Kommissioun iwwert d'Ëmsetzung vum Haager Programm déiselwecht Konklusioun gehat: D'Fortschrëtter an de Beräicher Justiz, Fräiheet a Sécherheet ginn net eenheetlech virun. Villes gëtt lues oder onkomplett ëmgesat, soudatt déi gewënschte Resultater op sech waarde loossen.

Den Haager Programm ass an de Stockholmer Programm iwwergaangen, deen d'Prioritéite vun 2005 weiderverschaffen a verdéiwe sollt. Et ass net, wéi wann näischt geschitt wier op der politescher Bün. Mir hunn d'Kreatioun vu Frontex gehat, fir eis Grenzen ze schützen. Zënter 2008 gëtt et ee gemeinsamt europäescht Asylsystem, zumindest um Pabeier. A wann een an der EU en Asylantrag stellt, da ginn d'Fangerofdréck geholl an an eng zentral europäesch Datebank gesat.

Dat geschitt schonn zënter 2003. Dat huet sech och bewäert, mä huet awer net ëmmer gutt funktionéiert, well verschidde Memberlänner net konnten oder net wollte mat der néideger Energie matmaachen. Et gëtt de Schengener Informatiounssystem, mëttlerweil an der zweeter Generatioun. Et gëtt de Visa-Informatiounssystem an et gëtt, wéi am Rapport ugefouert, eng ganz Rei vun Direktiven, déi sech mat der Migratioun an der Immigratioun befaassen.

Här President, no menger, jo, effektiv zimlech laanger Introduktioun kommen ech dann elo op den eigentleche Projet de loi 6992 zréck. An hei probéieren ech dann och, e bëssen ze kierzen, well ech engersäits ee Rapport viru mer leien hat, dee ganz iwwersiichtlech war an deem seng Struktur och ganz an der Rei war. An duerfir wëll ech och dem Rapporteur Marc Angel nach eng Kéier Merci soen. Effektiv huet hien eng Rei Saache gesot, déi ech dann net widderhuelen.

A Kuerzform: Éischtens, mir maachen eng Ëmsetzung vun der Direktiv 2014/36, déi d'Konditioune festsetzt, no deenen e Mënsch fir eng begrenzten Zäit op Lëtzebuerg liewen a schaffe komme kann. Mir fannen dat richteg a wichteg, well déi Leit, déi ginn dann och geschützt. An déi Leit brauchen dee Schutz. A mir brauchen déi Leit, déi bei eis schaffe kënnen.

déi gréng waren ëmmer der Meenung - an ech sinn och frou, den Här Mosar huet dat genau d'selwecht hei gesot -, datt d'Méiglechkeet, fir legal an d'EU schaffen ze kommen, ee vun deenen effikasste Moyenen ass, déi mer hunn, fir déi illegal Migratioun ze bekämpfen.

Den zweete Punkt, deen ech wollt uschwätzen: Mir setzen och d'Direktiv 2014/66 ëm. Hei geet et och ëm eng Zort saisonal Aarbecht, mä d'Konditiounen an d'Zilgrupp sinn natierlech ganz anerer. Hei sinn et Net-EU-Bierger, déi zäitweis fir hire Patron an eent oder a méi EU-Länner schaffe ginn. De Rapporteur ass drop agaangen, ech ginn dann net méi drop an. Dat ass eng Mesure, déi schéngt noutwendeg ze sinn, well an enger globaliséierter Wirtschaft mat internationale Konzerner esou eng Flexibilitéit verlaangt gëtt. Mir ënnerstëtzen dat.

Mat dësen zwou EU-Direktive schafe mer gläich Konditioune fir eng Rei Salariéen, déi sech zäitweis an der EU deplacéieren. Dat ass alles gutt. Dat schéngt noutwendeg ze sinn. An domadder respektéiere mer och d'Rechter vun de Salariéen.

Mir notze mat dësem Gesetz awer och d'Méiglechkeet, eng nei Kategorie vun Openthaltsrecht ze schafen. An dës Kategorie soll och derzou déngen, eis Ekonomie ze förderen. An hei geet et awer net ëm eng Harmoniséierung op europäeschem Plang, mä ëm eng Nisch, déi all Land an der EU kann, méi oder manner extensiv, fir sech notzen. Ech schwätze vun der Autorisation de séjour pour investisseurs.

Well jo bekanntlech d'Mënschen net alleguerte gläich sinn, schafe mer mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet, e puer extra Leit fir eist Land an eis Ekonomie ze interesséieren. De Statsrot seet zu Recht, datt et sech beim Droit de séjour pour investisseurs ëm ee Choix politique handelt. Et kann ee sech d'Méi ginn an dat schéierieden. Jo, mir kënnen do eiser Wirtschaft nach ee klengen Impuls ginn.

Neen, et ass och kee Fräibréif fir luguber Oligarchen, sech op Lëtzebuerg installéieren ze kommen. Mir hu Konditiounen un deen Droit de séjour pour investisseurs gehaangen. Jo, déi Konditiounen, déi mir un den Droit de séjour stellen, sinn eigentlech méi streng wéi an deene meeschten aneren EU-Länner, déi och esou eng Regelung hunn. An et ass och net méi wéi richteg, datt mer déi Investisseuren, déi sech just mam Immobilienhandel beschäftegen, vun dëser Regelung ausschléissen.

Här President, ech hoffen, Dir hutt et gemierkt, ech hat mer elo Méi ginn, zwar vläicht net gradesou vill wéi den Här Mosar, mä ëmmerhin! Mir maachen et mat dësem Gesetz och méi einfach, fir datt d'Leit, déi aus Drëttlänner bei eis schaffe kommen, hir Famillje matbréngen oder nokomme loosse kënnen.

Här President, ech kommen zu engem leschte Punkt vun dësem Gesetz: enger Regelung, déi de Centre de rétention betrëfft. Eigentlech passt dës Regelung net an dëst Gesetz, well mer et jo hei awer bis elo mat enger Migratioun am direkte Kader vun der Aarbechtswelt ze dinn haten, an eigentlech net mat der Situatioun vun Demandeurs de protection internationale. Mais soit!

Mir änneren d'Gesetz vum 28. Mee 2009 iwwert de Centre de rétention, andeems mer d'Dauer vum Festsetze fir eenzel Persounen oder Familljen a Begleedung vun engem oder méi Kanner vun 72 Stonnen op siwen Deeg eropsetzen.

Här President, ech wëll net allze vill wäit aushuelen, mä ech mengen, mir sinn eis am Prinzip alleguerten eens, datt d'Recht op Asyl nëmme ka funktionéieren, wann déi Leit, déi dat Recht net zougestane kréien, och erëm zréck an hiert Hierkunftsland musse goen. Mir ënnerstëtzen all Beméiungen, datt déi Unerkennungsprozedure solle korrekt a méiglechst schnell verlafen. An trotz heiansdo kontroversen a kontroverséierten Aussoen hu mir den Androck, wéi wann eng gutt Aarbecht hei vun eiser Regierung a vun eise Beamten an deem do Beräich géif gemaach ginn.

Ech fannen et sympathesch, wann an eisem räiche Land Leit sech manifestéiere fir eng ganz vulnerabel Grupp vu Mënschen, fir sech fir déi anzesetzen, déi deboutéiert Demandeurs de protection internationale. Ech deelen hir Aschätzung awer net. Ech fannen, datt mer net kënnen de Centre de rétention mat engem Prisong gläichsetzen. E Centre de rétention kënnt och just zur Sprooch, wann et kee fräiwëllege Retour gëtt.

Lëtzebuerg mécht vill fir d'Flüchtlingen. Et ass natierlech nach vill Loft no uewen. Ech war, wéi de Centre d'accueil zu Miersch opgaangen ass, och d'Infrastrukture kucken. Mir kënne wierklech net behaapten, datt mer déi Leit hei géife mat Luxus empfänken.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An ech mengen, datt och déi Situatioun, wéi do d'Leit ënnerbruecht sinn, bestëmmt besser ass wéi a verschiddene südleche Länner, well mer méi Moyenen hunn, mä vu Luxus ass awer wäit a breet keng Spur. An ech weess och net, ob d'Konditiounen am Centre de rétention fir d'Famillje solle méi schlecht si wéi an deenen anere Strukturen.

Natierlech ass et e groussen Ënnerscheed, wa mer d'Dieren zouspären! Dat ass kloer, dat ass keng Excuse fir näischt. An ech sinn duerfir och ganz frou, datt mer déi Motioun hei hu vum Här Angel. Mir akzeptéieren, datt mer déi Mesure hei ergräifen. A mer betounen awer och, datt se ebe muss d'Ausnam sinn. Mir hunn erkläert kritt, datt et duerchaus virkënnt, datt et an deenen dräi Deeg net ze realiséieren ass. Dat huet eppes och mat Charterflich ze dinn, op déi mer heiansdo mussen zréckgräifen, well d'regulär Volle mat anere Problemer verbonne sinn. Duerfir kënne mer déi Mesure matdroen.

Mir sinn natierlech op a mir huelen déi Kritik zur Kenntnis, och déi vum Kommissär fir Mënscherechter vum Europarot. A mir mengen, datt, och wann eis Situatioun besser ass - a mer froen eis heiansdo, wat de Kommissär zu ganz villen aneren europäesche Länner seet -, dat keng Excuse soll si fir eis, fir eis net awer eeschthaft mat deenen dote Remarquen ze befaassen.

Duerfir, wéi scho gesot, mir gesinn dës Verlängerung éischter als eng Hëllef, fir de Retour kënne korrekt ze organiséieren. An dann deele mer och mam Auteur vun der Motioun d'Meenung, datt dat soll eng absolutt Ausnam bleiwen.

Ech ginn domadder den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem häerzleche Merci un den Här Angel, deen hei sech vill Méi ginn huet mat dësem Gesetz, fir eis dat ze erklären an e ganz flotte Rapport hei ze presentéieren.

Ech wëll soen: Vum reng legislative Standpunkt ass dat heite kee gutt Gesetz. Verschidde Virriedner hu scho gesot, datt hei vill Saache matenee vermëscht gi sinn. Et geet zu engem groussen Deel rieds vu Verännerungen am Beräich vun der legaler Immigratioun. Mir hunn awer och duerch déi Verännerungen, déi mer am Beräich Centre de rétention maachen, ze di mat zum Deel onberechtegter Immigratioun, onberechtegten Demanden hei am Land oder souguer illegaler Immigratioun a verschiddene Fäll, soudatt hei eng Vermëschung vu verschiddene Saache virläit.

An et ass e bëssen, wéi den Här Adam virdrun an engem anere Kontext gesot huet, en Omnibusgesetz an deem Sënn, well ganz vill verschidde Saachen dran ugeschwat ginn, déi net onbedéngt eppes mateneen ze dinn hunn.

Mir hunn als ADR dofir och hei just e puer Prioritéiten erausgeholl, iwwert déi mer wëlle schwätzen.

Mir hu kee Problem mat der Ëmsetzung vun deenen Direktiven, déi beschriwwe gi sinn, iwwert den Détachement intragroupe oder d'Travailleurs saisonniers, och kee Problem mat der Continuité d'activités an aneren Iddien, déi hei erakomm sinn. Och net, datt mer fir déi Investisseuren Titres de séjour do schafen, fir verschidde Kategorië vu Leit. An enger Situatioun, wou eist Land, eise Finanzzentrum awer a staarker Konkurrenz ass zu anere Länner, déi esou Facilitéiten offréieren, mengen ech, hu mer do net vill Wiel, wéi eis och esou engem Mouvement unzeschléissen. Quitte datt mer musse ganz, ganz gutt drop oppassen, datt mer eben d'Konditioune vun Honorabilitéit an esou weider musse kontrolléieren an datt mer net kënnen zu weidere Blanchimentaktivitéiten hei bäidroen. Dofir ass eng streng Kontroll op jidde Fall ganz, ganz wichteg.

An et gëtt awer eng Rei Kritikpunkten an dësem Gesetz. De Regroupement familial, dat ass eppes, wat gutt kléngt. Mä wa mer higinn a mir huelen déi Avantagen, déi verschidde Kategorië kréien, déi mer wëlle speziell favoriséieren, fir se eben unzezéien, a mir deenen déi op aner Kategorien aus, ass dat natierlech e relative Verloscht vu Virdeeler fir déi Kategorien, déi mer awer wollte bewosst bevirdeelegen, fir se unzezéien. Dat kann ee matdroen, et ass elo kee Punkt, firwat mer eis dësem Gesetz géifen opposéieren, awer et muss een dat eng Kéier signaléieren.

Wou mer awer e Problem dermat hunn, och aus Grënn vun der Kohärenz vun der Entwécklungspolitik, ass mat där Iddi, datt mer elo higinn a mir huelen an dësem Gesetz d'Méiglechkeet, datt Leit aus Drëttstaten, déi hei studéieren, zum Beispill och aus Entwécklungslänner, a mir soen deenen: „Dir kënnt direkt heibleiwen, hei eng Demande d'emploi maachen, hei schaffen." An d'Iddi ass jo awer u sech, datt mer déi Leit heihinnerhuelen, se hei qualifizéieren, fir se an hir Länner zréckzeschécken, wou se méi gebraucht gi wéi hei!

An dat ass eng Saach vun der Kohärenz och an eiser Entwécklungspolitik. Wéi dacks schwätze mer hei an der Chamber vun der Kohärenz an deem Beräich? An dat hei ass u sech e Bewäis, datt dës Regierung op jidde Fall déi Kohärenz net bréngt. Well d'Iddi ass net, datt mir qualifizéiert Leit aus Drëttweltstaten duerch en „brain drain", duerch e Gehir ofhuelen, ewechhuelen aus deene Länner an heihinnerbréngen, mä am Géigendeel, datt mer Leit qualifizéieren, fir zum Gudde vun hire Länner bäizedroen.

Dat ass e Punkt, dee mir als ADR net matdroen. Dofir, Här President, froe mer och iwwert de Punkt 27 Artikel 59 e separate Vott, well d'ADR dee Punkt net wäert matdroen.

Et ass och e bëssen iwwerdriwwen, datt mer higinn a mir kucken, datt en Accès direct aux fichiers des étrangers nëmme méiglech ass fir eis Verwaltungen, wann déi Administréiert virdrun hir Erlaabnis ginn hunn. Och dat ass e Punkt, wou ee sech ka froen, ob dat néideg ass. An eisen Aen ass et dat net!

De Centre de rétention par contre ass eng ganz interessant Diskussioun. Mir droen dat mat als ADR. Ech mengen, et ass sécher wichteg, wéi och verschidde Virriedner et gesot hunn, datt mer net an eng Logik erakomme vun engem falsch verstanenen Humanismus, datt mer net méi Réckféierunge kënne virhuelen. Dat wär e falscht Signal. Et geet jo hei ëm Leit, déi sech bewosst enger fräiwëlleger Réckféierung entzéien. A wann Elteren do sinn, mussen déi och d'Verantwortung huele fir hiert Verhale géintiwwer hire Kanner! Elteren, déi sech verantwortungsvoll géife verhalen, déi géifen évitéieren, datt se mat hire Kanner missten an e Centre de rétention, ebe just, fir Situatioune kënnen ze verhënneren, wou dat vläicht traumatesch fir Kanner ass.

A mir ënnerstëtze ganz kloer och als ADR déi Motioun, déi mer hei zesummen etabléiert hunn, datt mer eben déi humanitär Aspekter an där Retentioun wëlle betounen an och erwaarden, datt d'Regierung eis doriwwer e Rapport mécht. Dat ass net de Punkt.

Politesch ass et awer interessant, fir ze ënnersträichen, datt hei e Léierprozess vu verschiddene Parteie stattfonnt huet! Mir erënneren eis nach ganz gutt un déi Debatte vum Mee 2009, wou den Här Angel deemools fir d'LSAP gesot huet, dat wär eng reng theoretesch Méiglechkeet, datt eventuell Mineure kéinten an de Centre de rétention kommen. Et wäre bestëmmt keng Mineuren non accompagnés. Den Här Nicolas Schmit, haut nach Minister an der Regierung, huet gesot: „Déi Mineure kommen am Prinzip iwwerhaapt net an de Centre de rétention." An den aktuelle Justizminister vun de Gréngen, den Här Félix Braz, aktuelle Justizminister, huet gesot, et géife keng Mineuren do erakommen, d'Detentioun wär esou kuerz wéi méiglech. An et sinn déi dräi Parteien, déi dat awer och elo vun 72 Stonnen op siwen Deeg eropsetzen. Hei ass e Léierprozess gewiescht, e Stéck Realismus, deen een nëmme ka begréissen, deen awer an déi Debatt erakënnt.

An ech muss soen, datt mir als ADR, géif ech soen, an der ganzer Immigratiounsdebatt zënter Joren déi Partei sinn, déi vun Ufank u gesot huet, wou d'Schwaachpunkten am Räsonnement sinn, déi vun Ufank un eng aner Politik verlaangt huet. A mir gesinn, datt souwuel national wéi um europäeschen Niveau Schrëtt fir Schrëtt dat, wat mir gesot hu vun Ufank un, de Respekt vun den internationale Konventiounen, d'Noutwendegkeet vum Schutz vun de Grenzen, d'Noutwendegkeet vum Respekt vu verschiddene Prozeduren, alles dat, wat mir zënter Jore soen, lues a lues an déi méi realistesch Politik erakënnt.

An et ass e Léierprozess, deen eis onendlech vill kascht huet, dee mat schreckleche Schwieregkeete verbonnen ass, mat vill mënschlechem Leed, mat illegalem Iwwerschreide vu Grenzen, mat Leit, déi am Mëttelmier erdrénken. Wäre mer direkt op deen anere Wee gaangen, wéi mir et préconiséiert hunn, wär eis vill erspuert bliwwen!

Déi Reform hei vum Centre de rétention ass just - an eisen Aen - een Element méi ënner anere vun engem Léierprozess, deem schwierege Léierprozess vu verschiddene lénke Parteien hei, dee mer eis hätte vun Ufank u kënnen erspueren.

An ech begréissen déi Ried, déi den Här Mosar hei gehalen huet. Mä mat alle Froen, déi den Här Mosar hei am Numm vun der CSV gestallt huet, déi mir deelen, wëll ech awer ënnersträichen - ech wëll awer ënnersträichen! -, datt d'Politik vun der CSV och an dësem Fall ass, datt se d'accord ass dermat, datt et vun 72 Stonnen op siwen Deeg eropgeet. An datt d'CSV och an hirer Immigratiounspolitik nach ganz vill Froen ze beäntwerten huet, well et geet net duer, Froen ze stellen! Well d'CSV, wéi aner Parteien, huet bis elo ni gesot, datt mer eng Uewergrenz brauchen an der Immigratioun, huet déi europäesch Immigratiounspolitik ni substanziell a Fro gestallt. An och d'CSV huet an dësem Dossier nach e wäite Wee ze goen, bis se op deem Realismus ukomm ass, deen ee vun där Partei kéint erwaarden.

Dat gesot, wäerte mir als ADR dëst Gesetz matstëmmen. Allerdéngs, Här President, hätte mer gär e separate Vott op deem Punkt, deen ech Iech virdru genannt hunn, deen d'Studenten ugeet, well mir der Meenung sinn, datt et moralesch net vertrietbar ass, de Länner, déi hir qualifizéiert Leit brauchen, ze probéieren déi ewechzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet dee leschte Riedner zu dësem Projet, den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Haut stëmme mer net nëmmen iwwer e Projet de loi of, mir stëmmen och iwwer e Symbol of. Well besser konnt een dat wahrscheinlech net duerstellen. Ech géif souguer behaapten, datt Historiker an honnert Joer esou e Projet de loi als Sënnbild vun de Verwirrunge vum 21. Jorhonnert wäerte benotzen, als e Sënnbild vun Ongläichheet, als e Sënnbild vun der Degradéierung vum Mënsch zur Wuer.

„E Kaméil huet et méi einfach, duerch en Nollach ze komme wéi e Räichen an d'Paradäis", steet richtegerweis am Neien Testament. Europa a Lëtzebuerg, déi ticken aneschters: rout Teppecher fir déi Milliouneschwéier, Chartere fir Mënschen an Nout.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- De Centre de rétention, deen am „Newspeak" net dat seet, wat e richteg bedeit, well et misst éischter en „centre de détention" heeschen, dee stelle mir zënter senger Grënnung a Fro. Et kann net sinn, datt Leit - an dat muss een ëmmer erëm ënnersträichen -, déi weder Krimineller nach Delinquente sinn, agespaart ginn!

Iwwert d'Terminologie kéint een awer och nach vill diskutéieren. Et gi vill alternativ Fakten an der Bürokratie och benotzt, wann ech vun „Retour-volontairen" héieren, a mäi Virriedner huet et och nach gesot: Et gi vill Leit, déi sech engem fräiwëllege Retour entzéien! Wat awer ganz komesch ass, well wann de Retour volontär ass, firwat géife se sech deem entzéien?! Mir wësse ganz genau, datt déi Retouren net volontär sinn an datt et u sech nach just déi lescht Méiglechkeet ass fir déi Leit, fir dann net duerch de Centre de rétention ze goen. Den George Orwell, deen hätt seng Freed un esou enger bürokratescher Sprooch!

Ech wëll och ënnersträichen, datt et dobäi ëm Mënsche geet, déi op der Welt zu deene mannerbemëtteltste gehéieren. Et geet ëm aarm Leit, déi versichen, a räiche Länner ënnerzekommen, fir ze liewen a fir ze schaffen, net fir ze profitéieren, net fir manner Steieren ze bezuelen, mä fir hei en neit Liewen unzefänken! Esou wéi et virun iwwer 100 Joer Dausende vu Lëtzebuerger gemaach hunn op där anerer Säit vum Atlantik. Et geet ëm Leit mat Kanner! Kanner, déi an eis Schoule ginn oder goe wäerten, déi vläicht studéiere ginn, déi hei schaffe wäerten an déi, wéi all respektabele Bierger, déi Steiere bezuelen, ouni de Stat wëllen unzeschmieren.

Ech stellen och fest, datt hei de Wäert vum Mënsch an dëser Diskussioun jo och a Kategorien ënnerdeelt gëtt. An déi Kategorien, déi hunn eppes mam Kapital ze dinn an net onbedéngt eppes mam Kënnen ze dinn. Et gëtt gesot: „Mir mussen onbedéngt Leit unzéie fir eis Ekonomie hei zu Lëtzebuerg an hei an Europa", wéi wa mer hei an Europa souwisou net kéinte Leit ausbilden - mä dat ass vläicht en anere Problem - a wéi wann och Flüchtlingskanner, wéi wann och Leit, déi ganz ënnen an der Gesellschaft sinn, och bei sech doheem, wéi wann déi näischt kéinten!

Ech ka mech erënneren, virun zéng Joer: Et goung ëm eng Famill aus Wäissrussland, déi hätt solle fortgeschéckt ginn. Et ass vill Drock gemaach ginn, vill Leit hunn Drock gemaach. Schlussendlech konnt déi Famill heibleiwen. Déi haten e klengt Kand, dat ass grouss ginn an der Tëschenzäit. An et ass e phenomenale Museker ginn. Dat hätt natierlech aneschters a Wäissrussland kënnen ausgoen. Mä hei gëtt nëmme vu Kapital geschwat, vu Suen!

Bis elo ass et esou, Här President, datt Kanner net méi wéi dräi Deeg an dem Centre de rétention bleiwen däerfen. An ech wëll drun erënneren, datt deemools schonn - et gouf och scho gesot - am Joer 2009, wéi dëst Gesetz gestëmmt gouf, wat haut soll modifizéiert ginn, du gouf scho gesot: «Les personnes ou familles accompagnées ne pourront en aucun cas être retenues plus de 72 heures au Centre.»

Dat war deemools eng CSV/LSAP-Regierung. Elo hu mer eng Regierung, déi sech als méi fortschrëttlech duerstellt. A wat mécht si? Majo, si geet iwwert deen Délai. Si proposéiert, fir op siwen Deeg dat auszeweiden!

Et ass wouer, d'ADR huet recht, sech driwwer ze freeën: Et gi Parteien, déi sinn an engem Léierprozess. Ob et dee richtegen ass, weess ech net. Mä op jidde Fall ass et deen, dee sech d'ADR wënscht!

Et kéint een elo natierlech och mengen, datt dat alles net esou schlëmm ass. Dat ass awer net wouer. Kanner anzespären, souguer fir eng kuerz Dauer, ass keng Lappalie! Ganz kloer doran ass de Comité pour les droits de l'enfant, dee jo d'Uwendung vun der Kannerrechtskonventioun iwwerwaacht, an e seet: «L'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur tout objectif de l'État, par exemple celui de limiter la migration illégale.»

Dat seet zum Beispill och den UNHCR an engem Dokument, datéiert op Januar 2017, also de leschte Mount. An deem Dokument schwätzt en an deem Zesummenhang vu psychologeschen a physesche Schied beim Kand, vun Depressioun an Angschtzoustänn a Symptomer vu posttraumateschem Stress. Ech zitéieren, op Lëtzebuergesch iwwersat: „Et gëtt staark Hiweiser drop, datt d'Detentioun en déiwen an negativen Impakt op dem Kand seng Gesondheet a seng Entwécklung huet, an dat onofhängeg vun de Konditioune vun der Detentioun" - onofhängeg vun de Konditioune vun der Detentioun! -, „an och wann et just fir kuerz Zäitperioden an zesumme mat sengen Elteren ass."

2014 huet och den UNHCR gesot, datt Kanner an Abschiebehaft ze stiechen a villen Aspekter eng Violatioun vun der Konventioun fir d'Rechter vum Kand wier a misst gestoppt ginn.

Här President, hei geet et ëm Rechter vu Flüchtlingen a vu Kanner. Weder de Flüchtlingsrot nach den Ombuds-Comité fir d'Kannerrechter ass konsultéiert ginn. Wann et ëm Interesse vu räiche Steiervermeider geet - well do geet et jo och nach hei ëm dëst Gesetz -, da leeft den Hues ganz anescht! Do ass et souguer éischter esou, datt déi sech nëmme brauchen ze melden an d'Regierung steet am Garde-à-vous, wéi dat och elo wäert de Fall sinn.

Här President, d'Regierung monéiert, datt déi dräi Deeg net duerginn, fir déi Mënsche lasszeginn. Mir kruten an der Kommissioun tatsächlech och erkläert, wéi dat esou leeft: Dann ass deen een Deel vun der Famill, dee gouf gefaangen, mä deen aneren Deel vun der Famill, dee krute se nach net gefaangen, an da kommunizéiere se jo och nach matenee mam Handy, dee Jonke mat den Elteren, wéi dat och ëmmer ass. An dat stellt natierlech och eis Bürokratie viru gréisser Problemer, fir Papp, Mamm a Kanner ze fänken, anzespären a fortzeschécken.

Mir kruten och gesot, datt mir nach ëmmer vun deenen anere Schengen-Membere virgeworf kréien, net genuch Leit erauszepuchen. An och wann dat esou wier: So what? Ass dat en Argument, anere Schengen-Länner, wou och komesch politesch Zoustänn herrschen, nozeginn? Ass dat esou schlëmm, vum belsche Statssekretär fir Immigratioun, dee rietsextrem ass, dem Theo Francken vun de flammänneschen Nationalisten, Frënn vu Collaborateuren, ass dat schlëmm, vu solche Leit un de Pranger gestallt ze ginn? Ech fannen net! Well dee Francken, dee krut och e Bréif vum Commissaire aux droits de l'homme vum Europarot, an deem hien oprifft, dës Praxis opzeginn, well de Schued fir d'Kand net duerch d'Kontroll vun der Migratioun ka gerechtfertegt ginn.

A wéi Der wësst, huet och dee Kommissär sech gëschter zu Wuert gemellt, wat dëse Projet de loi ugeet, an huet seng Suergen iwwer eise Vott haut an der Chamber matgedeelt. En hätt et kënne méi fréi maachen! Mä ech gleewen och kaum, datt den Europarot - franchement - dee ganze legislative Prozess vu Lëtzebuerg vun Ufank u ka suivéieren. En huet sech gemellt und das war's!

Här President, dëse Projet de loi concernéiert natierlech net nëmmen de Centre de rétention. Mir rejettéieren dëse Projet de loi an all sengen Aspekter natierlech. Mir wëssen och, datt mir hei keng Majoritéit fannen, fir dëse Projet de loi en bloc ofzewieren.

Mir mengen awer, datt den Artikel 3 vun dësem Projet de loi, also deen iwwert de Centre de rétention, eis viru gréisser Problemer stellt. An och all Institutioun, déi ech opgezielt hunn, an et ginn der nach anerer, déi ech vläicht och nach net all opgezielt hunn, déi mat Flüchtlings- a Kannerrechter ze dinn hunn, déi soen: „Dat dote geet net!" Dofir froe mir och e Vote séparé, fir iwwert deen Artikel ofzestëmmen.

An da kéint ee spéider a Rou, zesummen zum Beispill mam ORK, zesummen zum Beispill och vläicht mam Flüchtlingsrot, iwwer human Alternativen diskutéieren. Et kéint ee jo och eng Kéier Pionéier spillen! Et kann ee vläicht souguer den Här Rifkin uruffen, deen huet vläicht och nach eng Iddi! Et kéint ee sech wierklech Gedanke maachen; well et gouf gesot virdrun, datt dat, wat de Conseil de l'Europe seet, dëser Regierung d'Geleeënheet géif ginn, fir sech mat deene Remarquen auserneenzesetzen. Maja: Kommt, mir loossen dat elo ewech zurzäit, a kommt, mir ginn eis d'Geleeënheet, fir eis mat solche Froen auserneenzesetzen an dann Alternativen ze fannen, och mat deenen, déi eppes domadder ze dinn hunn an dovunner eppes verstinn!

Dann zur anerer Problematik: Nodeems dëse Projet de loi et méi einfach maache soll, fir indésirabel Famille lasszeginn, gesäit hien och vir anerersäits, Leit hei aus dem Ausland unzezéien, déi kapitallasteg sinn. An do ginn et verschidde Kategorien, déi si schonn opgezielt ginn. Ech hunn net méi vill Zäit, dat heescht, ech wäert net méi weider dorobber agoen. Et gouf awer ganz kloer gesot an der Kommissioun: „Mir wëllen «la crème de la crème»", ech zitéieren. Et gouf monéiert, déi Prozedur géif déi aktuell Praxis verbesseren, mä dat ass net wouer, well déi al Praxissen, déi bleiwen och nach bestoen.

Dat doten ass erëm eng Mesure, déi op Finanzjongleuren zougeschnidden ass. Et ass nämlech déi wonnerbar innovativ Nisch vun eiser Wirtschaftspolitik, Ultraräicher hei unzezéien; do ginn et vill aner Texter. A mir maachen et e bëssen esou wéi Monaco. Ech weess net, ob dat eng ganz interessant Wirtschaftspolitik ass! A souwisou, en plus, et misst een nach wierklech doriwwer diskutéieren, wat dat eis alles géif bréngen. Dat ka kee Mënsch chiffréieren - d'Fro ass gestallt ginn -, kee Mënsch kann dat chiffréieren!

Mä et kann een awer schonn dovunner ausgoen, datt Ultraräicher natierlech hei och d'Immobiliepräisser an d'Luucht wäerten drécken, net nëmme fir Luxusobjeten, déi fir si gebaut ginn, wéi zum Beispill um Royal-Hamilius, wou keen normale Mënsch, Awunner sech hei eppes wäert leeschten. Mä déi Luxusimmobilie wäerten och dozou bäidroen, datt aner Wunnengspräisser no uewe wäerte gezu ginn.

An da gëtt et och nach en drëtte Punkt, op deen ech och nach wollt agoen, mä ech hunn elo keng Zäit méi. Ech wollt nach just soen, Här President, wann Aarmer wierklech de Problem géifen duerstellen, da wéisste mer et. Ongläicheeten, Konflikter, Kricher, déi ginn net vun Aarme provozéiert, mä grad vun den Oligarchen, déi mir wëllen hei unzéien. Ech wëll se franchement net hei unzéien, éierlech gesot!

Mir kënne ganz gutt hei funktionéieren ouni si! An ech mengen, si schuede méi dem Land, och sengem Image, wéi soss iergendeppes!

Well grad si sinn u sech, „la crème de la crème" sinn u sech schold un där Situatioun vun der Welt, an där mer sinn. Ech mengen, wa permanent Politiker sech lamentéieren iwwer Twitter, iwwer Facebook: „Oh, wéi kann et sinn, datt en Trump gewielt gëtt? Wéi kann et sinn, Le Pen? Wéi kann et sinn: AfD, Petry?" an esou weider, ma déi Politiker misste sech d'Fro stellen, wouhier dat kënnt!

An ech mengen, grad esou Gesetzgebungen, déi justement haart si mat Schwaachen a ganz duuss si mat Räichen, déi droen dozou bäi, datt et en Trump, e Le Pen an e Petry gëtt! A souwisou, dovunner ofgesinn, eng Mauer an Europa brauche mir souwisou net ze bauen, et gëtt schonn eng, dat ass d'Mëttelmier. Ech weess net, ob gewësse Regéierender hei an Europa engem anere kënnen eng Lektioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. D'Wuert huet den zoustännege Minister fir d'Immigratioun, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, léif Deputéiert an Deputéierter, ech wollt vläicht och, wéi meng Virriedner, et kuerz maachen an direkt zur Saach kommen.

Also ech mengen, den Owend brénge mer et net fäerdeg, de Kapitalismus hei ze reforméieren. Ech géif awer mengen, mat deem Projet hei musse mer awer och wëssen, dass et net ka falsch sinn, dass Leit Geld zu Lëtzebuerg investéieren, ënnert der Konditioun, dass Aarbechtsplaze geschaaft ginn; ech mengen net, dass dat sollt esou falsch sinn. Ech wëll just drun erënneren, dass mer hei an dësem Land keng Siderurgie hätten, wann net friemt Kapital erakomm wier an d'Siderurgie hei zu Lëtzebuerg opgebaut hätt. An esou ass et och a villen aneren Domänen.

Duerfir, ech hale mech do e wéineg zréck, mat deem Leschten, mam Här Wagner, wat en do gesot huet. Mä ech wëll him awer op d'Häerz vun deem, wat en hei gesot huet, versichen ze äntwerten. Ouni awer ze vergiessen, dass den Här Angel eng wonnerbar Aarbecht gemaach huet an dass all déi Rieden, déi hei gehale gi sinn, konstruktiv Riede waren, déi ech och héich appréciéieren.

Nun, vläicht, Här President, mir liewe jo an engem Rechtsstat. Mir liewen net an engem Stat, wou eng gewielten Autoritéit higeet an d'Justiz dohinnerstellt, wéi wa se näischt géif daachen. Wa mer also elo eis an d'Immigratiounspolitik versetzen, da wësse mer, dass jiddwereen hei muss, wann e seet: „Asyl!", an eng Prozedur erakommen. Sou, déi Prozedur ass eng administrativ Prozedur um Ufank. Wann déi Prozedur „Jo" ass, ass et e Bierger, e Citoyen vu Lëtzebuerg. Wa se „Neen" ass, huet en eng Méiglechkeet, e Recours ze maachen. Da geet e virun den Tribunal, e geet virun d'Cour, an da gëtt um Niveau vun der Justiz tranchéiert, ob déi Demande konform ass zu de Konditioune vun der Genfer Konventioun oder net. Dat ass d'Lag, wéi se ass.

An do duerno kënnt nach eppes fir deen, dee Minister ass: An exzeptionelle Fäll, aus humanitäre Grënn kann de Minister sech iwwert déi Décisioun da vun der Cour ewechsetzen. Nun, jiddwereen, deen eng Kéier Minister war an deem Fall, dee muss mat sech selwer eens ginn, wou en dat mécht a wou en et net mécht. Mä ech mengen awer hei soen ze kënnen, dass et keen exzeptionelle Fall ass, wann een deboutéiert ass an et huet ee Kanner. An duerfir mengen ech och, wat den Här Wagner hei gesot huet, dass mer eis net géife verstoen.

Leit, déi deboutéiert sinn, do gëtt et zwou Kategorien dann: Déi eng, déi gi fräiwëlleg zréck. An déi gi fräiwëlleg zréck! Déi kréie gesot, wat d'Konsequenz ass vum Rechtsstat, wou se dra liewen: dass hir Demande ofgeleent ass an dass se da mussen d'Land verloossen. Dat sinn, glécklecherweis, 80%. Do wëllt een net drun erëmfummelen, dat sinn 80%, déi akzeptéieren, fräiwëlleg zréckzegoen.

An déi 20%, déi dat net maachen, selbstverständlech, do huet net nëmme Lëtzebuerg, do hu mer alleguerten an engem Rechtsstat doriwwer eis Suergen ze maachen a mir hunn ze versichen - dat schéngt mer och déi gréissten Aufgab ze ginn, oder eng vun deene gréissten Aufgaben ze sinn -, déi Leit ze iwwerzeegen, dass se déi Décisioun vum Rechtsstat akzeptéieren.

Sou, wa jiddweree géif fräiwëlleg zréckgoen, bräichte mer kee Centre de rétention, fir Leit, déi deboutéiert sinn, heemzeschécken. Ass awer net! Ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg net, et ass net an der Belsch, ass net an Holland, ass net an Däitschland, ass net a Frankräich. Do gëtt et iwwerall Centres de rétention, wou een da muss, ier d'Leit zréckgeschéckt ginn, och déi Leit da fannen, fir se kënnen zréckzeschécken.

Nun, an der Direktiv vun 2009 ass deen allgemengen Délai 18 Méint. 18 Méint! Fir Eenzelpersounen hu mer hei zu Lëtzebuerg 2009 zréckbehalen: 6 Méint. An Dir wësst: 72 Stonne fir Famillje mat Kanner. An ech wëll vläicht, Här President, kuerz drop agoen, wat de Problem ass.

De Problem ass deen, dass mer konfrontéiert sinn..., ech schwätzen net vum Conseil de l'Europe an ech schwätzen och net vun der Évaluation Schengen! Et ass eng Évaluation Schengen, et ass net de Secrétaire d'État aus der Belsch, den Theo Francken, deen eis dat seet, mä et ass effektiv eng Évaluation Schengen gemaach ginn an do si Mëssstänn hei zu Lëtzebuerg opgezeechent ginn, déi ech net deelen. Déi ech net deelen! Ee vun deene Mëssstänn ass deen, dass mer keng Kanner dierften zréckschécken a waarde missten, bis d'grouss Vakanz ass. Dat deelen ech net! Well mir maachen och do dat, wat mer kënnen hei zu Lëtzebuerg maachen.

Bei deenen 72 Stonne sinn e puer Saachen heiansdo virkomm. An entschëllegt, dass ech se muss explizéieren, ech maachen dat net gären. Mä fir dass mer eis verstinn, wëll ech se explizéieren.

Et gëtt Fäll - an, Här Wagner, Dir hutt et ugeschnidden -, wou deen een Elterendeel sech presentéiert, oder bei der Police ass, e kënnt an de Centre de rétention, vläicht mat engem Kand, an deen aneren Elterendeel mat anere Kanner ass net do. An dann ass et un der Police, an déi huet keng einfach Aufgab do, fir ze kucken, dass déi Famill awer regruppéiert ass, ier se kann dann och zréckgeschéckt ginn. Déi ginn net erausgehäit, déi Leit ginn zréckgeschéckt. An do ass och en Accord mat deene Länner, wuer se zréckgeschéckt ginn; virun allem schwätze mer jo vu Leit aus dem Balkan.

Mir hunn en anere Problem, dee virkomme kann, dass mer d'Traffic oder d'Landing Rights, dass mer déi net kréien an iergendengem Land, vläicht eréischt zéng Stonnen duerno oder zwielef Stonnen duerno. An da wier déi ganz Aarbecht, déi gemaach ginn ass, ëmsoss gewiescht. Dat ass virkomm. An duerfir, wa mer e wéineg méi Sputt hunn an et kënnt esou e Fall vir, da musse mer och dann eis Aarbecht kënne maachen, wat keng schéin Aarbecht ass, mä dann awer eben och kënnen zur Konklusioun kommen.

An den drëtte Punkt nach, deen ech wëll soen, ech passe ganz gutt op, mä et ass agerass gewiescht, dass, wann déi 72 Stonnen zum Oflaf komm sinn, zéng Minutte virdrun erëm eng Kéier e Référé abruecht ginn ass, dee keng Chance huet, mä trotzdeem, wou dann d'Geriichter gesot hunn: „Mir brauchen elo Zäit, fir de Référé ze konsultéieren, nach eng Kéier ze kucken, eis zesummenzesetzen." An da war och erëm do en immense Problem selbstverständlech.

Wa mer och do e wéineg méi Zäit eis ginn, dann huet de Stat méi Méiglechkeeten, fir et dann ze kucken. A wann de Stat recht kritt, dann ass de Retour. Mir musse wëssen ëmmer, dass et hei - ech soen dat nach eng Kéier - ëm Fäll geet, déi all Rechtsprozeduren duerchgemaach hunn an ofgewise gi sinn. Net vum Minister, et ass net de Minister, deen ofweist! Et ass d'Justice, et ass d'Cour a leschter Instanz, déi dat mécht. Voilà! Dat ass de Problem, dee mer hunn.

An déi 72 Stonnen: Ech sinn och frou, dass et Leit gëtt hei am Land, déi wierklech wéi de Flüchtlingsrot sech asetzen, fir an déi Richtung ze wierken. Et gëtt der genuch, déi an déi aner Richtung wierken. Do sinn ech mat Iech total averstanen. An ech wëll se och appuyéieren. Mä si mussen awer verstoen a mir mussen alleguerte verstoen, dass et Evenementer gëtt, wou de Stat net responsabel ass, an dass mer dann e wéineg méi Sputt brauchen.

Ech soen Iech elo emol d'Durée de résidence am Centre de rétention vun deene leschten dräi Joer fir déi Familljen, déi zréckgeschéckt gi sinn:

2014 hate mer 27 Familljen am Centre de rétention, 111 Persounen, déi waren an der Moyenne 36 Stonnen am Centre de rétention. 36 Stonnen.

2015 hate mer 33 Familljen, déi zréckgeschéckt gi sinn, bei 117 Persounen, do war d'Moyenne 50 Stonnen.

An 2016 hate mer 18 Familljen, 75 Persounen, do war d'Moyenne 48 Stonnen.

Dat heescht, vun deenen, wou mer kënnen de Retour organiséieren, ass kee méi laang do an der Moyenne wéi elo 50 Stonnen. An ech mengen, dat wëlle mer och absolutt bäibehalen! Mir wëlle jo net do eppes maachen - mir si jo keng Masochisten! -, dass d'Kanner méi laang do sinn. Wa Kanner do sinn, an do kënnt Der och e wéineg Äre Kapp a Rou leeën, dee Centre de rétention, deen huet sech entwéckelt: Do gëtt et ganz, ganz vill Leit, déi do eng ganz gutt Aarbecht maachen. Do, wou Familllje sinn, dat ass nuets op. Also déi Abteilung, déi ass nuets op. D'Kanner kënnen natierlech bei hir Eltere goen.

An och dee Service psychosocial vum Centre, deen ass esou organiséiert, dass ëmmer déi nämlecht Persoune sech da virun allem ëm d'Kanner bekëmmeren. Et ass eng Spillplaz do derbäi. Ech weess, dass dat alles Saache sinn, déi ee sech méi schéi virstellt, wéi se sinn, mä ech mengen, mir hunn och Kontakt am Centre de rétention mat der Agence du bénévolat, wou Leit erakommen, fir ze molen, Schach ze spillen an esou weider. Et ass also, et gëtt sech vill Méi gemaach, wann dat dote geschitt, dass och do en anstännegt Encadrement besteet.

An duerfir, ech sinn absolutt d'accord mat all deenen, déi soen: „Sou séier wéi méiglech, sou kuerz wéi méiglech!" Dat maache mer och. Ech wëll awer och hei soen - wann ech dat däerf soen, an domadder, mengen ech, sinn ech kee Reaktionär -, dass déi Elteren, déi et drop ukomme loossen, fir mat hire Kanner an esou eng Situatioun eranzekommen, dass déi awer och eng Responsabilitéit hunn an net nëmmen de Stat eng Responsabilitéit huet!

(Interruption)

Ech wollt vläicht, Här President - all dat anert, mengen ech, ass gesot ginn an och ganz gutt explizéiert gi vum Här Rapporteur -, zu deem kommen, wat ech Iech och eigentlech wollt soen, an ech wëll mech fir d'Éischt bei Iech alleguerten entschëllegen, net nëmme beim Här Mosar: Mä ech war, wéi dat heiansdo geet an der Politik, effektiv freides do. Mir hate Regierungsrot, du kënnt eng „fuite en avant" - oder wéi nennt een dat? - an ech sinn owes konfrontéiert gi mat där Fuite. Mir waren näämlech nach guer net..., mir sinn alt nach ëmmer am Schaffen, wéi mer do op dee beschte Wee kommen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass: Ech hu missen déi lescht Woch dat maachen, wat vill Lëtzebuerger mussen heiansdo sech maache loossen, näämlech dem Spidol eppes ze verdénge ginn. Ech hunn eng kleng Operatioun gemaach kritt an duerfir war ech physesch net amstand, fir heihinnerzekommen. An duerfir géif ech mech och entschëllegen derfir, soss wier ech déi Woch bestëmmt an d'Kommissioun komm a mir hätten dat gekuckt.

Ech hunn awer du gesot, well ech geduecht hunn: „Bis dohinner bass de erëm eenegermoossen op de Been", dass ech géif heihinnerkommen a vläicht da fënnef Minutten, wann de President mer déi gëtt, Iech och soen, wat mer wëlles hunn op deem Gebitt vun de ville Leit, déi Dublin-Fäll sinn, an och de Leit, déi vum Balkan kommen.

Dir wësst, wat ech elo soen, dat ass keen neit Gesetz, wat mer stëmme loossen hei an der Chamber. An ech sinn och bereet selbstverständlech, an d'Kommissioun ze kommen, fir am Detail dat ze kucken. Mä mir mussen eis Mesurë ginn, wéi aner Länner och, fir kënnen ze wëssen, déi zwou Fronten, mat deene mer konfrontéiert sinn, näämlech déi vill, ganz vill Dublin-Fäll, déi mer kritt hunn - an ech soen Iech, wivill dass mer der hunn - an och déi aner Säit, d'Leit vum Balkan, déi kommen a weider kommen, wéi mer mat deem ëmginn.

A mir musse Plaz schafen an dësem Land - ech soen dat och ganz kloer, mir wëssen alleguerten, wéi schwéier dass et ass, an alle Gemengen, an ech wëll do keng ervirsträichen -, fir dass mer déi Engagementer (veuillez lire: fir dass mer déi Engagementer kënnen anhalen), déi mer op europäeschem Plang hunn, fir wierklech d'Leit ze relokaliséieren a Resettlement ze maachen. Wat Leit sinn, déi aus Krichsgebidder kommen - déi kommen aus Krichsgebidder! -, an et ass eis verdammte Flicht, fir do och déi Leit hei opzehuelen opgrond vun deene Quoten, déi mer gesot kritt hunn!

Vläicht do och ee Wuert: Mir hu bis elo 324 Leit opgeholl aus der Türkei, aus Jordanien, aus Italien an aus Griichenland. A mir hunn der dëst Joer nach 473 opzehuelen! Dat musse mer wëssen. Dat maache mer och. An duerfir musse mer eng Prozedur an d'Wee leeden, dass mer méi séier si bei deene Leit, wou mer manifestement wëssen, praktesch zu 99%, dass se net kënnen den DPI kréien, also d'Protection internationale kréien, dass mer do eng akzeleréiert Prozedur maachen.

Mir kréien och an der Moyenne 200 nei Demanden. Ech soen elo net, dass dat alleguerten Demandë sinn, déi herno och konkretiséiert ginn, mä 200 Leit an der Moyenne am Mount. An do sinn erëm vill Syrer derbäi, déi un eis Dier uklappe kommen.

Wat ass elo, fir d'Éischt, zur Prozedur? Also Dir wësst, all Demandeur, dee kënnt an d'Immigratiounsdirektioun, gëtt vun der Police judiciaire gehéiert an et gëtt fir d'Alleréischt gepréift: Ass et e Fall, dee mer am Eurodac schonn erëmfannen? Dat heescht: Huet en an engem aneren EU-Memberstat schonn eng Demande d'asile gemaach? Ass souguer d'Prozedur scho vläicht ofgeschloss? Oder ass en am System Visa dran? Huelt e Mënsch aus Nigeria oder Niger, deen a Spuenien eng Autorisatioun kritt huet fir dräi Méint. Op eemol kënnt en op Lëtzebuerg. Wat maache mer domadder? Bon, dat sinn also déi zwee Fäll: engersäits d'Dublin-Fäll, anerersäits och d'Visa-Fäll.

Wann elo festgestallt gëtt, dass et sech effektiv ëm en Dublin-Fall handelt, also dass dat en Dublin-Fall ass, da geet direkt d'Procédure Dublin un. Déi ass ganz séier ofgeschloss. Do ass e Recours méiglech vun deem, dee concernéiert ass, allerdéngs ass dee Recours net suspensif.

Elo muss awer - elo ass nach näischt geschitt! -, elo muss awer dann dat Land, wa mer vum Dublin-Fall schwätzen, an Europa och säi formellen Accord ginn, dass se déi Persoun wëllen zréckhuelen, dass se transferéiert gëtt.

Mir hunn, ech soen Iech dat hei, mat ganz ville Länner aus der Europäescher Unioun - ech wëll elo keent opzielen - Problemer, déi net akzeptéieren, d'Dublin-Fäll erëmzehuelen, grouss Länner, kleng Länner. A wa mer dat net fäerdegbrénge - do gëtt et keng Sanktioun -, dann ass et e Mënsch, deen dann an d'Asylprozedur erakënnt.

Wat elo d'Leit vum Balkan ugeet, do ass et esou, dass mer vu muer un, also vum 9. Februar un, eng akzeleréiert Prozedur hunn. Déi Leit hunn dann zwee Deeg Zäit, fir en Entretien ze preparéieren. Mir hu mat der Croix Rouge ofgemaach, dass eng Permanence vun Affekoten do ass. Also de Barreau huet och eng Permanencelëscht un déi Responsabel vum Foyer ginn. An da kënnen déi Leit also hiren Affekot do konsultéieren. An da fënnt de véierten Dag vun der Arrivée am Land den Entretien statt. Dat fënnt elo statt net méi um Kierchbierg, mä am Centre de logopédie; dat ass d'Iddi. Et ass och schonn alles do, d'Installatioune sinn do, fir kënnen dat dann do ze maachen. An et gëtt vun den Agente gemaach, déi och elo an der Immigratiounsdirektioun schaffen.

Sou, nom Entretien gëtt dann décidéiert, ob den Demandeur e Fall ass vun der Procédure accélérée oder net - Artikel 27 vum Gesetz. A wann et dann eng ass, an der Moyenne sinn et 80% vun den Demandeure vun de Balkanlänner, déi an déi Procédure accélérée falen, da fänkt déi dann u mat lafen. An da versiche mer, maximal an néng Deeg dann och zu enger Konklusioun ze kommen.

Wann déi Décisioun dann negativ ass, dann hunn d'Leit 14 Deeg Zäit, fir Recours anzereechen, an de Riichter huet ee Mount Zäit, fir dann d'Uerteel ze huelen. Bon, géint dat Uerteel ass och keen Appell méiglech.

Bien. Dat ass, an dat wësse mer, an déi Leit wëssen et och, et si Leit aus Länner - ech ziele se elo net all op, mä aus Montenegro oder anere Länner - am Balkan, déi ganz kloer wëssen, si selwer an och hir Affekoten, dass se et praktesch net kënne fäerdegbrénge, en DPI ze kréien. Allerdéngs hunn déi Leit d'Recht op eng Prozedur. An et kënnen ëmmer, souguer an der Procédure accélérée, Fäll ginn, wou sech kann erausschielen, dass eng positiv Äntwert kéint kommen. Mä, wéi gesot, d'Zuel ass extrem limitéiert. An duerfir wëlle mer elo déi Prozedur do och méi séier maachen.

Dann, wat de Kierchbierg ugeet. Mir schwätzen net vun eppes anerem, mir schwätze vum Kierchbierg. Mir musse wëssen, dass a ville Länner ronderëm eis, wat déi deboutéiert Leit ugeet, der ganz vill zréckgeschéckt si ginn. A mir hu vill Leit, aus Holland, aus der Belsch, aus Däitschland, aus Frankräich, déi da probéieren, bei eis hir Demande ze stellen, wat, ech soen et nach eng Kéier, hiert gutt Recht ass, mä wou mer awer musse wëssen, dass mer eis mussen eng Prozedur ginn, déi akzeleréiert ass, well mer dat soss net packen.

Bon, also mir brauchen elo fir déi Leit, déi deboutéiert sinn, engersäits duerch d'Dublin-Prozedur, anerersäits duerch déi Balkan-Prozedur, déi ech gesot hunn, eng Struktur, a gleeft mer, Här Mosar, mir hu gesicht, Här President, a gesicht a gesicht a mir hunn näischt fonnt. An all Zentimeter carré an dësem Land gehéiert och enger Gemeng. Déi meescht Parteien heibannen an der Chamber, mat zwou Ausnamen, ware schonn an der Regierung, an duerfir hu mer missen dat huelen, wat méiglech ass, an dat ass um Kierchbierg.

An déi Struktur, déi gëtt elo opgebaut. An déi ass geduecht, Här President, an dat ass immens wichteg, wa keen Empêchement méi virläit, fir e Retour ze organiséieren. Dat heescht, wa mer wëssen, dass de Retour och ka konkretiséiert ginn, dass also mer wëssen, dass e Land do ass, Dublin- oder och Balkan, dat déi Leit och ophëlt. Et kënne keng Leit dohinnerkommen, vun deene mer nach iergendwéi net wëssen, wéini dass mer se fortgeschéckt kréien.

Dat heescht, hei gëtt dann elo déi Struktur geschaaft um Kierchbierg. Mir programméieren, dass dat soll ulafen den 1. Abrëll dëst Joer. Et gëtt eng hallef oppe Struktur. Jo, dat ass eis Iddi. Et gëtt eng Zort Maison de retour.

Mir mussen och, ech soen dat och hei, Här President, eis Gedanke maachen, ganz séier, fir eng Maison de retour ze kréien, déi vläicht net nëmmen de Centre de rétention ass, déi semiouverte ass wéi dat hei, wou d'Leit eng Assignatioun kréien, dass se mussen op där Plaz do sinn, wou se an der Nuecht mussen dobanne sinn a se kënnen am Dag erausgoen.

Bon, Dir hutt gefrot: Wéi gëtt dat organiséiert? Ech mengen, d'Leit vum Centre de rétention zesumme mat der Police, dat ass de Kär dervunner. An et gi Leit agestallt - ech soen Iech dat nach kuerz -, fir dat kënnen ze maachen.

Loosse mer elo emol d'Zuelen huelen! Mir hunn am Moment 390 Persounen, déi zu Lëtzebuerg deboutéiert sinn, 390. Dovunner sinn 180 Leit vum Balkan. An et sinn awer och 210 Leit aus anere Länner, haaptsächlech aus Nordafrika, aus Westafrika, wou et immens, immens schwéier ass, an net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir anerer, fir dee Retour ze organiséieren.

An ech soen Iech nach eng Kéier: Wann ee Land, och bei Dublin, net akzeptéiert, dass de Retour soll organiséiert ginn, da sti mer do! Do gëtt et keng Instanz driwwer, déi eis dann doranner hëlleft.

Bon, also eleng am Joer 2016, ech mengen, dat ass och wichteg, hate mer 1.326 Leit, déi ënner Dublin gefall sinn. Dat ass eng Steigerung vun 300% par rapport zu deem Joer virdrun. A vun deenen 1.326 Leit hu mer fir 70% een Accord kritt aus den Nopeschlänner. Dat ass ëmmerhi vill. Bon, et muss een da kucken, mir hunn och dann 30% vun deenen 1.326 Leit, déi refuséiert gi sinn. A vun deenen 935 Leit goufen der dunn 261 transferéiert. An et sinn der och, 30%, 409 Leit, verschwonnen. Ech mengen, mir kënnen déi Leit jo net, déi ënner Dublin falen, hei ustrécken, dat wëlle mer jo och net. Do si mer jo och d'accord. A wa se dann an een anert Land ginn, da sti mer virun där Situatioun, déi ech elo geschildert hunn.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech soen, dass mer een Direkter kréie fir déi Structure d'hébergement um Kierchbierg, mat véier Leit an der Administratioun. Mir wëllen ee Service psychosocial ariichte vu fënnef Leit. Bon, ech hunn Iech et gesot: Vun aacht Auer moies bis aacht Auer owes kënnen d'Leit zirkuléieren. An der Nuecht musse se do sinn.

Et ass esou, dass de Catering, d'Wäscherei, d'Botz extern Prestatairë sinn. An d'Sécuritéit, déi gëtt och vun engem externe Prestataire mat de Leit och vum Centre de rétention organiséiert. Mä ech géif Iech wierklech proposéieren, virum 1. Abrëll kréie mer d'Geleeënheet, an ech sinn och do bereet, an d'Kommissioun ze kommen, vläicht och mat Leit, déi dat dann ze organiséieren hunn, wou mer all Detail, Här Angel, géifen an der Kommissioun da kucken.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Bon, dat ass d'Iddi, déi derhannertstécht. An ech hoffen, dass mer doranner och virukommen.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, just eng Minutt. Dir erlaabt eng Fro respektiv eng Remarque vun der Madamm Mergen?

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Jo, jo.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här Minister. Ech wollt just kuerz froen, wat mat deene Leit ass, déi soen, si wieren an enger Prozedur an engem aneren europäesche Land, respektiv déi soen, si hätten Asyl an engem aneren europäesche Land, déi awer a Wierklechkeet och an deene Länner entweder deboutéiert sinn oder keng Prozedur entaméiert hunn. Ginn déi och iwwer Dublin rapatriéiert? Oder ginn déi vun ons aus rapatriéiert?

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Also, stellt Iech et esou vir: Jiddwerengem, dee freet, deem ginn d'Fingerprints geholl. A wann iwwer Eurodac erausfonnt gëtt, dass en an engem anere Land seng Prozedur ugefaangen respektiv ofgeschloss huet, dann ass et en Dublin-Fall. D'accord?

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Wann en deboutéiert ass? Wann en an deem Land deboutéiert ass?

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Jo. Dat Land, wou en hierkënnt,… Lauschtert, wann een deboutéiert ass, muss dat Land, wou en deboutéiert ginn ass, derfir suergen, dass en dann heemkënnt!

Sou, wann Der…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Angel huet d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci, Här Minister, fir déi Erklärungen, an ech si frou, dass Der Iech ugebueden hutt, an d'Kommissioun ze kommen. An ech freeë mech och schonn, dass mer mat Iech a mat Äre Mataarbechter dat dote kënnen zesummen diskutéieren.

Dir hutt zu Recht gesot, dass dat, wat um Kierchbierg elo opgebaut gëtt, eng Structure d'hébergement d'urgence ass, dass dat och e Provisoire ass. An Dir hutt, wat mech gefreet huet, annoncéiert, dass sech och scho Gedanke gemaach ginn iwwer eng Maison de retour. Mir hate jo driwwer geschwat, an ech géif mech och freeën, wa mer do als Kommissioun, wa mer elo dat eent gemaach hunn, och mat agebonne géife ginn, well dat schéngt eis ganz wichteg ze sinn.

Merci.

M. Jean Asselborn, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile.*- Här President, ech wëll dem Här Angel direkt äntwerten. Ech hat dat vergiess, dass mer schonn… Leit vun der Direktioun ware kucken an Holland, mä dat ass och, wann Deputéierten interesséiert sinn un esou enger Maison de retour, wéi déi fonctionnéiert an Holland, dass mer dat och kënne kucke goen.

Ech wëll och nach soen, Här President, well ech muss goen, ech wollt nach soen, dass mer selbstverständlech…

(Hilarité)

…als Regierung d'accord si mat der Motioun. Merci villmools.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Ech gi jo awer dovun aus, Här Minister, dass Der nach bleift, bis dass mer ofgestëmmt hunn?

Voilà. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm.

Mir si saiséiert mat enger Demande vun der ADR an deene Lénken, fir op engem Artikel e Vote séparé ze maachen. A mir hunn eng zweet Demande - déi awer bis elo net appuyéiert ass vu fënnef Deputéierten - vun der ADR.

Ass den Appui do?

(Assentiment)

Ongewinnt!

(Interruption)

Entschëllegt d'Bemierkung! Ech soll jo iwwert deem Ganze stoen. Mä ech hu mech jo och entschëllegt.

(Hilarité)

Voilà. Dat gesot, géife mer da fir d'Éischt e Vote séparé maachen iwwert den Artikel III, deen d'Modifikatioun vum Artikel 6 vun dem Gesetz vum 28. Mee 2009 betrëfft.

Wie mat där Demande d'accord ass, wéi se vun deenen zwou Sensibilitéite gestallt ginn ass,…

(Interruption)

Jo?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wollt just preziséieren, Här President, datt d'ADR och déi Initiativ vun deene Lénken, iwwert deen doten Artikel ofstëmmen ze loossen, just aus prozedurale Grënn ënnerstëtzt, net inhaltlech.

Plusieurs voix.-Ah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also et ass u sech eng Demande vun de Kolleege vun deene Lénken, déi mir aus prozedurale Grënn ënnerstëtzen. Genausou wéi si,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …huelen ech un, aus prozedurale Grënn eis Demande ënnerstëtzen. Mir géifen eis awer natierlech och freeën, wa se sech och inhaltlech kéinte ralliéieren.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da géife mer fir d'Éischt deen Antrag vun der Lénker, dee vun der ADR pour appui ënnerstëtzt gëtt, zum Vott stellen.

Vote séparé sur l'article III du projet de loi

Wie mat der Propositioun vun deene Lénken d'accord ass, fir deen doten Artikel ze sträichen, dee stëmmt mat Jo. An deen net dermat d'accord ass, dee beim Text wëllt bleiwen, stëmmt mat Neen. Also, de Vott fänkt un. Mir stëmmen iwwert den Antrag of! An de Vott ass ofgeschloss. An den Antrag ass mat 57 Nee-Stëmme bei 2 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la demande est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Vote séparé sur l'article 59 du projet de loi

Da géife mer iwwert den Antrag vun der ADR ofstëmmen, fir de Punkt 27 betreffend den Artikel 59 och ze sträichen. Ech géif deen Antrag, dee vun der ADR abruecht ginn ass, dann zum Vott stellen, wann den Apparat prett ass. Wie mam Antrag vun der ADR d'accord ass, stëmmt och do mat Jo, a wie beim Text wëllt bleiwen, mat Neen.

Mir sinn nach net prett fir de Vott. Sou, elo si mer et. De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

(Interruption)

3-mol Jo, 56-mol Neen. Domat ass den Antrag vun der ADR ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la demande est rejetée par 3 voix pour et 57 voix contre.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6992 et dispense du second vote constitutionnel

Mir géifen dann iwwergoen, wann den Apparat prett ass, zum Vott iwwert den Ensembel vum Gesetz. Jo. Maacht mech net duerjerneen, Här Rapporteur!

(Brouhaha)

Wie mam Projet de loi d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, mat Neen!

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 6992 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Dann hätte mer d'Motioun nach, déi vum President vun der Kommissioun a Rapporteur abruecht ginn ass, am Numm vun deene Fraktioune respektiv Sensibilitéiten, déi an der Kommissioun vertruede sinn.

Kann ech à main levée doriwwer ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Une voix.- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also, ech muss jo soen, dass och à main levée ee säin Nee kann ausdrécken. Mä wann Dir awer insistéiert, ech kann och de Vote électronique maachen.

(Brouhaha)

Insistéiert Der op de Vote électronique?

Wat gelift?

Une voix.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, majo, da sot dat! Sou, da géife mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer kënnen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. D'Dispens vum zweete Vott hunn ech jo gefrot. Da géife mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7077, eng Restrukturatioun vum SCRIPT. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

5. 7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7077 geet et ëm de SCRIPT, esou wéi de President grad gesot huet. Dat ass de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. Ech mengen, et ass awer méi einfach, wa mer wäerten den „SCRIPT" soen.

Ier ech awer op d'Ëmstrukturéierung selwer ze schwätze kommen, ëm déi et haut am Projet de loi geet, erlaabt mer, nach e puer Wuert zum Historique vum SCRIPT ze soen. De SCRIPT gouf duerch e Gesetz vum 7. Oktober 1993 an d'Liewe geruff. Zënter dem Gesetz vum 6. Februar 2009 hat de SCRIPT d'Missioun, déi technologesch a pädagogesch Innovatioun an de Lëtzebuerger Schoulen ze förderen, dëst souwuel an der Grondschoul wéi awer och am Lycée.

Nieft dësen zwee Kärpunkten hat de SCRIPT deemools d'Aufgab, och nach d'Formation continue vun den Enseignanten ze encadréieren. Duerch d'Schafen awer vum IFEN, dem Institut de formation de l'éducation nationale, zielt d'Formation continue zënter 2015 net méi zu sengem Aufgabegebitt, an awer ass d'Aarbecht fir dëse Service net manner ginn.

De SCRIPT, deen zënter Januar 2016 um Site vum eduPôle zu Walfer doheem ass, ass mëttlerweil net méi ewechzedenken. Et ass e wichtegt Puzzlesteck, fir de Prozess vu méi innovative Schoule weiderzedreiwen. Et ass souzesoen de Motor vum Développement vun der nationaler Éducatioun.

D'Usprech, déi un de SCRIPT gestallt ginn, sinn duerch déi nei technesch Méiglechkeeten an déi nei pädagogesch an didaktesch Offere gewuess a vill méi villfälteg ginn. Och d'Unzuel vun de Mataarbechter ass an deene leschte Jore staark gewuess.

De gesetzleche Kader vun 2009 erlaabt et dofir net méi, alleguerten d'Aufgabegebidder vum SCRIPT ofzedecke respektiv dréit der Villsäitegkeet vun dësen Aufgaben einfach net méi Rechnung.

Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Ah, en ass do. Ech hat en net gesinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn hei.

(Hilarité)

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Ech hat mer elo hei scho Suerge gemaach.

Une voix.- En ass net verluer gaangen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen!

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Majo, majo, ech hunn hei am Écran gesinn.

Dofir gi mat dësem Projet de loi d'Missiounen an den Organigramm vum SCRIPT och redéfinéiert. De SCRIPT soll soumat méi effizient schaffen an déi verschidde Programmer a Projete besser suivéiere kënnen.

An Zukunft soll de Service dofir a sechs verschidden Divisiounen ënnerdeelt ginn, an zwar: an d'Division de l'innovation pédagogique et technologique, eng Division de la coordination d'initiatives et de programmes pédagogiques, d'Division du développement du curriculum, d'Division du développement de matériels didactiques, eng Division de traitement de données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire éducative, a sechstens schlussendlech eng Division du développement des établissements scolaires et des structures éducatives.

Zum leschte Punkt wéilt ech vläicht soen, datt et dëse Service ass, deen de Schoule beim Ausschaffe vun de Plans d'établissement scolaire (veuillez lire: Plans de développement scolaire), de sougenannte PDSen, zur Säit steet. De Wonsch besteet jo opsäite vum Éducatiounsministère, den ënnerschiddleche Schoulen an Zukunft méi Fräiheeten ze ginn: ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler. Si sollen dofir selwer en eegent pädagogescht Konzept ausschaffen, dat hirer ganz eegener Schoulpopulatioun ugepasst ass. Si kréien an deem Sënn méi Autonomie, sech dohinner ze entwéckelen, wou et an hiren Aen och wierklech Sënn mécht.

Här President, bei deem Prozess gi si an Zukunft och vu Pädagogen, déi an deem Beräich spezialiséiert sinn, ënnerstëtzt. Dëst ass den zweete Volet vun dësem Projet de loi. Dës Instituteurs spécialisés, esou wéi se am Gesetz genannt ginn, sinn dem SCRIPT affektéiert an intervenéieren an de Schoulen, fir dem Personal bei der Ausschaffung vun hirem PDS mat Rot an Dot zur Säit ze stoen an hinnen ze hëllefen. Dëst ass och ganz am Detail a verschiddene Kommissioune vum Minister selwer erkläert ginn an déi verschidde Bedenke konnten och gekläert ginn.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier betounen, datt dësen neie Grad schonn am Mäerz 2016 an engem Accord tëschent dem Ministère an dem SNE an éischten Zich festgehale gouf. Ee weideren Accord, deen den 22. Februar 2016 tëschent deenen zwou Parteien ënnerschriwwe gouf, huet de Profill vun deenen Enseignantë weider preziséiert a fënnt, wéi gesot, säin Nidderschlag an dësem Projet de loi.

Fir esou e Posten ze besetzen, muss een, wéi gesot, e Masterofschloss am Développement vu Schoulen hunn an op d'mannst schonn zwee Joer Schoulmeeschter gewiescht sinn. Soumat gëtt séchergestallt, datt déi betraffe Persounen op d'mannst schonn e kuerzen Abléck an de berufflechen Alldag vum Enseignant haten an den Terrain och esou kennen.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet an deem Kontext och ausdrécklech begréisst, datt am Gesetz den Accès zu dëser Fonctioun souwuel iwwert d'Carrière ouverte ewéi och iwwert d'Voie express virgesinn ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst gesot, wëll ech gäre fir all weider Detailer op mäi schréftleche Rapport verweisen a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Och ee grousse Merci un de Rapporteur, de Lex Delles, deen alles ganz am Detail beschriwwen huet. Ech ka mech also relativ kuerz halen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maache mäi Bescht. Datt de SCRIPT reforméiert gëtt, ech mengen, dat schéngt logesch an evident ze sinn. Dat ass och erklärt ginn. Et gi virun allem dräi Saache geännert. An zu deenen dräi Saachen hunn ech dann awer e puer Bemierkungen ze maachen, wéi gesot kuerz.

Dat Éischt ass d'Organisatioun vum SCRIPT. Do ginn elo sechs Divisiounen opgedeelt. Dat Éischt oder eng Divisioun ass eng Divisioun iwwert d'Entwécklung vun de Léierpläng. Si sollen d'Programmkommissioune begleeden, d'Aarbechte koordinéieren, fir Kohärenz bei de Programmer suergen. Dat ass eng ganz wichteg Aufgab.

Am Projet de loi vum Conseil national des programmes steet am Exposé des motifs awer och: «Il veillera à la cohérence des enseignements.» Et stellt sech also d'Fro: Riskéiere mer net hei, zwou Strukturen ze kréien, déi zum Deel déiselwecht Aufgaben hunn?

Eng äänlech Fro stellt sech bei der Division de traitement des données sur la qualité de l'encadrement et de l'offre scolaire éducative, wou also sollen Daten aus verschiddenen Etüden analyséiert an traitéiert ginn. Den Observatoire pour la qualité scolaire, wou zéng Leit wäerte schaffen, huet laut Projet de loi awer och d'Aufgab, fir Etüden iwwer eise Schoulsystem ze analyséieren. Och hei stellt sech d'Fro: Riskéiere mer net, zwou Strukturen ze kréien, déi fir vergläichbar Saachen zoustänneg sinn, respektiv hätt een dat net kënne méi effikass organiséieren?

Ech hat an der Kommissioun gefrot, fir eng Iwwersiicht ze kréie vum Zesummespill tëschent dem SCRIPT, dem LUCET, der Uni, dem Observatoire pour la qualité scolaire an dem Conseil national des programmes. Ech hunn déi Iwwersiicht vun deem Zesummespill esou net kritt. Dat heescht, déi Froe bleiwen nach opstoen.

Déi zweet Saach, déi geännert gëtt: De Bildungsbericht gëtt elo all dräi Joer gemaach amplaz all fënnef Joer. Firwat datt dat esou ass, dat weess ech net genau. Et ass awer, egal wéi, ee wichtegt Instrument. Ech hunn do just zwou Froen. Déi eng ass, et ass jo elo reduzéiert ginn op dräi Joer. Huet dat vläicht eppes domadder ze dinn, datt den Här Minister d'Participatioun un der PISA-Etüd a Fro gestallt huet? Hie kann eis vläicht do Prezisioune ginn.

Allgemeng wëll ech just soen, datt Date sammele wichteg ass, mä vill méi wichteg ass: Wat geschitt opgrond vun dësen Erkenntnisser? Vläicht misst een do déi nach méi geziilt an e regelrechte Qualitéitskreeslaf abannen.

Da kommen ech nach kuerz op den Instituteur spécialisé am Schoulmanagement oder der Schoulentwécklung ze schwätzen. Eng éischt Bemierkung zu senger Tâche: Hien ass respektiv soll Spezialist fir Schoulentwécklung sinn, Uspriechpartner fir d'Presidenten, de Schoulcomité an esou weider am Kader vum Plan de développement scolaire. Hien oder si soll awer och nach Mann/Fra für alles sinn, soll eng Assistance personnalisée fir dagdeeglech Problemer ubidde fir Enseignanten, déi Hëllef brauchen. An dat alles mat zwee Joer Beruffserfahrung. Dat ass schonn eng relativ speziell Tâche!

Eng zweet Bemierkung. Dës Enseignantë sinn attachéiert beim SCRIPT. Si sëtzen awer weder am SCRIPT nach an der regionaler Direktioun. Den Här Minister huet eis gesot gehat, si géifen op siwe Plazen am Land u sech verdeelt ginn. Vläicht kann en eis nach soen, wou genau. Et ass, egal wéi, awer eng speziell Situatioun, och fir den Direkter vum SCRIPT, dee jo awer de Supérieur hiérarchique vun dësen Enseignanten ass.

An drëttens, a wat u sech dee wichtegste Punkt ass: Schoulentwécklung ass definitiv, an do si mer eis eens, ee wichtegen dynamesche Prozess an dee gehéiert an d'Schoul selwer. Méi Autonomie, och am Kader vum Plan de développement scolaire, erfuerdert an eisen Aen eng aner Organisatioun, an zwar eiser Meenung no ee Schouldirekter an der Schoul, an net an der Regioun. Do hu mer nach Zäit, fir drop anzegoen, beim Gesetz iwwert d'Grondschoul. Mä wa mer dat hätten, da kéinten d'Opstellung an d'Duerchféierung vum Plan de développement scolaire nach méi participativ mat de Leit um Terrain geschéien, déi dann och selwer kéinten décidéiere respektiv déi och eppes ze décidéieren hätten an déi net nëmme misste Verantwortung iwwerhuelen. Da bräichte mer u sech dës Enseignants spécialisés an der Schoulentwécklung esou net, wéi mer se och an de Lycéeën net bräichten.

Wéinst deene Froen a Bemierkunge wäerte mir eis als CSV bei dësem Projet de loi enthalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dann och ufänken an dem Rapporteur, dem Lex Delles, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

De SCRIPT, deen d'nächst Joer seng 25 Joer Existenz feiere wäert, seet wahrscheinlech deene meeschte Leit net allze vill, ausser, wéi den Numm et seet, dass et mat pädagogescher an technologescher Recherche an Innovatioun ze dinn huet.

Et ass dofir net vu Muttwëll, dass d'Missioune vum SCRIPT nei respektiv méi kloer definéiert ginn. Mir begréissen et als LSAP dofir och, dass d'Kommunikatioun no bausse vum SCRIPT verbessert a vereinfacht soll ginn. Fir een, dee kee Spezialist an där Matière ass, mä ech mengen, souguer och fir d'Enseignanten, ass et net ëmmer ganz einfach, sech an all deenen Initiativen an Aarbechten, déi de SCRIPT mécht, erëmzefannen. Dat ass schued, well et si ganz wichteg Projeten, un deenen dëse Service vum Éducatiounsministère schafft.

Mir sinn dofir der Meenung, dass zum Beispill och e groussen Effort muss gemaach ginn, fir d'Internetsäit vum SCRIPT ze moderniséieren a méi iwwersiichtlech ze maachen. Zum Beispill d'Initiativ MathemaTIC, déi scho vum… - neen, déi war nach net ugeschwat ginn, vum Rapporteur, oder? -, déi mat Hëllef vum SCRIPT senger Agence pour le développement de la qualité scolaire an aneren Akteuren an d'Liewe geruff gouf an ee vu villen interessante Projeten ass, fir déi ee roueg Reklamm soll maachen. Et handelt sech ëm eng digital Plattform fir d'Schüler am Cycle 4, mat deem si, wéi den Numm et seet, méi einfach a méi flott Mathé bäibruecht kréien. Dëst pädagogescht Instrument ass op de lëtzebuergesche Schoulsystem ugepasst, ënner anerem och, well et de Schüler d'Méiglechkeet gëtt, Rechenaufgaben a véier verschiddene Sproochen ze léisen. D'Sprooch ass also hei keng Brems méi fir verschidde Kanner, fir Mathé ze léieren.

Iwwert dee Wee garantéiere mer eng besser Chance ze réusséiere fir all eis Schüler. Derbäi kënnt, dass de Projet den Zäiten ugepasst ass an déi Jonk natierlech och Spaass hunn, fir um Computer ze schaffen. A mir kréien dann, duerch dee Programm, och eng ganz Rëtsch Donnéeën, mat deene mer spéider d'Qualitéit vum Enseignement besser evaluéiere kënnen.

Här President, Dir gesitt, dem SCRIPT seng Haaptmissioun ass et, d'Schoul vu muer virauszegesinn an ze hëllefen ëmzesetzen. Dat ass bäi Wäitem keng einfach Aufgab. Mir begréissen dofir och, dass mat dësem Gesetz eng Rei spezialiséiert Schoulmeeschterposte geschafe ginn, déi de Schoulen hëllefe wäerten, hir Entwécklungspläng auszeschaffen. Och dat bréngt méi Qualitéit an eis Schoulen.

Eng Fro hätt ech zum Schluss nach un den zoustännege Minister, näämlech wéi an Zukunft den IFEN, dee jo d'Formation continue vum SCRIPT iwwerhélt, an de SCRIPT zesummeschaffe wäerten.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass dat Wësse ronderëm pädagogesch Innovatiounen an nei Technologien, dat de SCRIPT sech uneegent, och an d'Formatioun vun eisen Enseignantë muss afléissen.

An dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Burton. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir fannen, datt d'Andeelung vum SCRIPT, esou wéi den Organigramm am Exposé des motifs et ausweist, eng gutt Andeelung ass, a besonnesch d'Schafung vun enger Sektioun Développement de matériels didactiques schéngt iwwerfälleg gewiescht ze sinn. Mir erwaarden eis eng besser Koordinatioun fir déi eenzel Fächer ënnereneen, awer och tëschent Grondschoulen a Secondaire.

Et versteet sech vum selwen, datt déi sechs Divisioune vum SCRIPT mussen zesummeschaffen an net kënnen en vase clos funktionéieren. Dat krute mer souwuel vum Minister wéi vum Direkter vum SCRIPT confirméiert.

Da schafe mer och mat dësem Gesetz d'Funktioun vun engem Instituteur spécialisé. Ech sinn elo mëttlerweil 13 Joer hei an der Chamber an ech mengen, ech hätt nach ni an engem Gesetz iwwert d'Schoul esou eng ausféierlech Referenz op en Accord mat enger Gewerkschaft gelies.

Mir sinn amgaangen, eis Schoullandschaft am Primär nohalteg ze veränneren. Vläicht si mer op engem Wee zréck an d'1960er Joren, wou mer Schoulmeeschtere mam véierten, drëtten, zweeten, éischte Rang haten. Et ass net ganz kloer, wéi vill Instituteurs spécialisés datt mer kréien. Am Gesetz steet keng Zuel. Am Accord mat der Gewerkschaft steet, et wieren der mindestens esou vill, wéi et deemnächst Regioune gëtt, also héchstwahrscheinlech dann emol 15.

D'Konditiounen, fir Instituteur spécialisé ze ginn, stinn och am Gesetz. Zwee Joer Schoul muss ee mindestens gehalen hunn, fir e Spezialist an der Schoulentwécklung ze ginn. E Master an der Schoulentwécklung ass en Avantage, awer keng Conditio sine qua non.

Ech froe mech: Wat maache mer alleguerte mat deene ville Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi amgaange sinn, e Master am Schoulmanagement ze maachen? Ech mengen, dat sinn der immens vill. Ech hoffen och, datt déi Leit - an ech fannen dat positiv, datt se um SCRIPT attachéiert sinn, also vum SCRIPT aus eng Gestioun ass -; ech hoffen, datt déi Leit am Intérêt vun der Schoul agesat ginn.

Ech ginn net méi drop an, firwat datt mer 2009 géint d'Reform vum SCRIPT votéiert haten. Ech hat mech awer preparéiert dorop. Et huet keen et gefrot, firwat datt mer dergéint waren. Dann, well et owes spéit ass, ginn ech och net drop an. Eng Haaptursaach war, well mer eng Trennung vu Lehrerweiderbildung wollten

hunn a vum SCRIPT. Dat ass geschitt duerch den IFEN. Also ass dee Grond ewechgefall.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Delles fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet.

Et ass fir eis ganz interessant, fir ze gesinn, wéi de bürokratesche Waasserkapp beim Stat wiisst, wärend mer deeselwechten Dag e Gesetz hei haten iwwert d'Simplification administrative. Et wär eng fantastesch Simplification administrative gewiescht, wa mer dee SCRIPT zesummegeschrumpft hätten. Dat wär jo logesch gewiescht! En hat dräi Missioune kritt, wéi mer e geschafen hunn, dovunner eng d'Weiderbildung vum Léierpersonal. Déi ass fortgaangen un den IFEN. Also hätte mer eis kënnen erwaarden, datt de SCRIPT elo méi kleng gëtt. Neen, elo gëtt et op sechs Divisiounen ausgebaut! De Contraire vun enger rationaler Approche vun enger staatlecher Organisatioun, de Contraire vun enger Simplification administrative!

All déi Saache kéint een am Detail diskutéieren. A fënnef Minutte kann ech dat net maachen. Mä wann am Regierungsprogramm steet, de SCRIPT sollt do mat den Institutions oder d'Schoule sollte mat den Institutions culturelles zesummeschaffen, ass dat jo schéin, mä et steet net do, a wéi engem Sënn: Multikulti oder Integratioun? Et gëtt net gesot.

Wann do steet an Ären Ausféierungen, et soll elo iwwer Digitaliséierung geschwat ginn, an eis Kolleegin vun der LSAP seet hei: „Et ass jo fein, et gëtt op véier verschidde Sprooche gemaach", da muss ee sech jo awer froen: Ass dann do nach Lëtzebuergesch Integratiounssprooch an der Schoul? Ass et gutt, datt mer verschidde Saachen iwwer Digitaliséierung maachen oder gi mer op de Wee, wéi verschidde Leit, wéi den däitsche Pädagog Manfred Spitzer seet, vun enger „digitaler Demenz", wou d'Kand keng Konzentratiounsphase méi léiert an ëmmer manner Lektür ka maachen? Wat ass dat fir eng Digitaliséierung? Wéi eng Konsequenzen huet dat? Mir diskutéieren et net. Et ass awer vun zentraler Wichtegkeet!

Wa gutt Projete gemaach ginn, an et gëtt gutt Projeten, déi gemaach ginn, sief et an der Drogepreventioun, sief et am Antimobbing, „Stop Mobbing" an esou weider, da feelt et dacks un der Ënnerstëtzung fir Enseignanten an deene Schoulen, wou dat gemaach gëtt. Och dat ass net gutt!

Et ass jo och net normal, datt mer elo an där Struktur, an där neier Divisiounsopdeelung vum SCRIPT gläich zwou Divisiounen hunn, déi sech sollte mat Qualitéitssécherung befaassen, wann all Mënsch am Land weess - Dir wësst et a mir wëssen et, Dir gitt et vläicht net zou, awer Dir wësst et och! -, datt d'Qualitéit vun de Schoulen iwwert d'Joren ëmmer nëmmen ofgeholl huet, datt d'Leit ëmmer manner wëssen! An et ass dofir, wou d'ADR ëmmer erëm konsequent seet: „Mir mussen zréck zu engem Leeschtungsprinzip, mir mussen zréck zu engem Bildungsprinzip, mir mussen zréck zu engem Wëssensprinzip an de Schoulen am Interessi vun de Kanner, an dem Interessi vun hirer Zukunft an am Interessi vun der Zukunft vun eisem Land."

Dëst Gesetz setzt e Gewerkschaftsaccord ëm. Mir maachen 20 A1-Funktiounen, méi oder manner, fir 20 A2-Funktiounen ze ersetzen. Mir schafen déi IDSen, déi Instituteurs spécialisés en développement scolaire, déi eigentlech eng Aufgab hunn, déi „accompagnéieren" «équipes pédagogiques dans la mise en œuvre du plan de développement de l'établissement scolaire». Dofir brauch ee keng 20 Universitären, fir esou Aufgaben ze maachen, fir eppes, wou d'Schoulpersonal schonn dru schafft! Da soll deen Inspekter dodru schaffen oder deen Instituteur spécialisé, dann en Inspekter, eventuell nach de Gemengerot. Dat ass e bürokratesche Waasserkapp fir eppes, wat wierklech an där Form guer net néideg ass!

D'Chambre des Fonctionnaires selwer huet an hirem Avis gewarnt virun enger «prolifération indue des postes risquant à mener à une structure bureaucratique démesurée». De Contraire vun deem, wat, wéi gesot, de Stat soll maachen: e schlanke Stat, en einfache Stat. A mir kreéieren hei Waasserkäpp, déi eng Aarbecht maachen, déi an deem Sënn, op jidde Fall an där doter Form, net gebraucht gëtt!

Mir hunn einfach riseg Problemer an der Schoul. Mir hu riseg Problemer an der Primärschoul. Et ass net doduerch, datt mer kënschtlech Metasprooch entwéckelen, kënschtlech Strukturen entwéckelen, Beruffer schafen, déi nëmme Saache solle begleeden, déi elo d'Problemer net behiewen... (veuillez lire: dass mer d'Problemer léisen.) Dat ass dee falsche Wee.

Mir mussen zréckkommen op eng Schoulpolitik, déi wierklech eppes wëllt: Dat ass, eis Kanner forméiere fir hir Zukunft. A leider, leider si mer an deene leschte Joren ëmmer méi wäit dovun ewechkomm. D'ADR wäert Hiert maachen, fir déi Entwécklung ëmzedréien!

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech uschléissen un all déi Riedner, och mech beim Rapporteur, dem Lex Delles, bedanken, datt en eis an déi Matière hei agefouert huet, schréftlech wéi och mëndlech.

Et sinn eng Rei vu Froe gestallt ginn. Ech wëll vläicht ganz kuerz nach dorobber reagéieren.

De SCRIPT huet jo och d'Aufgab, d'Innovatioun an d'Schoul ze bréngen, mat der Schoul zesummen ze entwéckelen. Hei leeë mer ganz besonnesch och vill Wäert, an dat ass eng vun den Neierungen, op d'Schoulentwécklung, datt se begleet soll ginn, och vum SCRIPT, fir datt mer déi Struktur, déi wierklech fir d'Innovatioun an eise Schoulen zoustänneg ass, och ganz no rattachéiere mat de Schoulen, wann et drëms geet, d'Schoulentwécklungspläng opzestellen, fir datt ee sech eben op déi innovatiivst Methoden an Erkenntnisser och ka bezéien an eigentlech direkten Accès och huet zu dem ganzen Erfahrungsschatz, Erkenntnisschatz vum SCRIPT a vun all deene Leit, déi do täteg sinn.

Fir dat ze assuréieren, hu mer eben optéiert, fir deen Instituteur spécialisé en développement scolaire un de SCRIPT ze rattachéieren. Dee wäert virun allem seng Aarbecht an de Schoulen hunn, bei de Schoulen hunn, mat de Schoulen hunn. A wou säi Büro ass, ass eigentlech domadder zweetrangeg. E muss mat den Enseignanten an de Schoule kucken, datt d'Schoulentwécklung definéiert gëtt, datt se ëmgesat gëtt. Et ass gesot ginn: E schafft och nach mat deenen eenzelnen Enseignanten, fir do eng Begleedung kënnen ze maachen, an déi fënnt nun eben emol do statt, wou Schoul stattfënnt.

Wichteg ass och, datt mer eng Vernetzung kréie mam SCRIPT, awer och mat anere Strukturen, zum Beispill mat engem LUCET, zum Beispill och mat eisem Ministère, wou mer och nach emol eng ganz Rei vu Statistiken opbereeden, Donnéeë beieneféieren, an datt jiddwereen Zougang dorobber huet, dee se brauch, deen aus deenen Donnéeë soll eng zousätzlech Erkenntnis kënne schëpfen, fir eben och seng Reflexiounen ze maachen, sief et iwwer seng eege Schoul, sief et awer och op engem aneren Niveau, iwwert de ganze Bildungssystem.

Et ass gefrot ginn, firwat mer de Bildungsbericht wéilten an Zukunft all dräi Joer maachen. Beim leschten hunn ech festgestallt, datt eng Rei vun Erkenntnisser, eng Rei vun Texter, vun Artikelen, déi mer do gelies hunn, awer schonn e gewëssenen Alter haten, schonn e puer Joer zrécklouchen. An ech weess jo awer och an ech mengen, mir wëssen et alleguerten heibannen, wéi schnell sech eis Gesellschaft momentan entwéckelt, wéi schnell och eis Schoul muss probéieren, do hannendrunzekommen, a wéi schnell och do eng Rei vun Donnéeë vläicht net méi ganz up to date sinn.

Duerfir, wann de Bildungsbericht soll wierklech en Input ginn an eng gesellschaftlech Debatt iwwer eise Bildungssystem, dann, denken ech, musse mer en och a méi getaktenem Ofstand kënnen erausbréngen.

Zum Här Kartheiser: Do ass et, wéi et mer hei schonn heiansdo virkomm ass, datt ech awer net alles dat doten nach eemol wëll kommentéieren. Ech hu just gezielt gehat, datt sechsmol an deene fënnef Minutten dat Wuert „zréck" hei genannt ginn ass. Dat seet genuch!

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer prett, fir iwwert den Ensembel vum Projet de loi 7077 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7077 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

34-mol Jo, 3-mol Neen, 18 Abstentiounen; domat ass de Projet méiheetlech ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7077 est adopté par 34 voix pour, 3 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet (par Mme Françoise Hetto-Gaasch).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

6. 6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales (suite)

Jo, just nach eng Prezisioun, ier mer d'Sëtzung ofschléissen: Am Projet iwwert d'Immigratioun, bei den Anträg vun der ADR a vun de Lénke ware mer kloer an der Prozedur vum Vote séparé. Dat ass jo esou? An déi mat Jo gestëmmt hunn, ware fir d'Sträiche vun deene jeeweilegen Artikelen. An déi mat Nee gestëmmt hunn, ware fir de Maintien vum Projet - just fir alles ganz kloer ze maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass d'Sëtzung eriwwer a mir gesinn eis muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.29 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 24

JEUDI,
9 FÉVRIER 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale

- *Exposé: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: Mme Claudia Dall'Agnol (interventions de M. Léon Gloden), M. Max Hahn, Mme Viviane Loschetter (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Lydie Polfer), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure (interventions de M. Claude Wiseler et M. Jean-Marie Halsdorf)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

3. 6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

- *Rapports de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Roy Reding (intervention de M. Claude Wiseler) (dépôt de huit amendements), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Votes sur les amendements 1 à 8 (rejetés)*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

4. 6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

- *Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth)*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Heimat maachen ech d'Sitzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Etienne Schneider, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da gi mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer.

Déi Motioun, déi an där leschter Sëtzungswoch abruecht gi war vum Här Léon Gloden iwwert de Platzverweis, ass effektiv an der Kommissioun diskutéiert ginn. An et ass och an der Kommissioun proposéiert ginn, fir se dann haut op den Ordre du jour ze setzen. D'Presidentekonferenz huet deem Rechnung gedroen.

Dir wësst, wéi d'Diskussiounen iwwer Motiounen oflafen: Den Auteur huet fënnef Minutten an déi verschidde Fraktioune respektiv Sensibilitéiten hunn der ebenfalls fënnef respektiv zwou. An d'Regierung huet fënnef Minutten, fir ze äntwerten. D'Wuert huet dann elo direkt den Auteur, den Här Léon Gloden.

2. Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale

(Motion déposée en séance publique n°21 du 19 janvier 2017 - à consulter au compte rendu n°8/2016-2017 en page 275)

Exposé

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Merci, Här President. Merci och, datt déi Motioun dunn esou schnell elo konnt hei am Plenum erëm diskutéiert ginn. Dir hutt et richteg gesot: Den 19. Januar hu mer se hei am Plenum déi éischte Kéier diskutéiert, an duerno op Propositioun vun der DP, nodeem de Kolleeg Max Hahn sech och fir de Platzverweis ausgeschwat huet, hu mer déi Motioun dunn an der Kommissioun diskutéiert.

Ech rappeléiere kuerz hei: Et geet drëm, mam Platzverweis mat enger onbürokratescher Mesure schnell um Terrain am ëffentleche Raum ze handelen, wann d'Biergerinnen an d'Bierger an hirem subjektive Sécherheetsgefill affektéiert ginn. Et ass vill hei driwwer diskutéiert ginn an der Chamber, an de Medien. Fir d'CSV geet et drëm, mat dëser Mesure de respektvolle Mateneen am ëffentleche Raum ze garantéieren.

Ech ginn dem Justizminister recht, wann e seet, hei géif keng Infraktioun a bestëmmte Fäll virleien. Dat ass richteg. Mä et gëtt Situatiounen am ëffentleche Raum, wéi zum Beispill aggressiivt Heeschen, wéi zum Beispill Bande vu Leit, duerch déi Fraen, eeler Leit sech subjektiv onwuel fillen. Et geet drëm, datt jiddweree kann am ëffentleche Raum sech ophalen, ouni mussen Angscht ze hunn.

Et ass och richteg, datt dës Mesure eleng net de soziale Problemer gerecht gëtt, mat deenen déi Leit konfrontéiert sinn. Dofir begréisse mir och all sozial Mesuren. Mä déi sozial Mesurë ginn haut net duer a wäerten och an Zukunft net duergoen. An d'Argument, fir ze soen: „Nëmme sozial Mesuren", dat ass net richteg, well zum Beispill och an der Bekämpfung vun den Droge ganz vill sozial Mesurë geholl ginn, an et awer e Fakt ass, datt mer nach ëmmer mat Drogekriminalitéit konfrontéiert sinn.

Ech erënneren och nach eng Kéier drun, datt de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg fir d'Éischt an engem Courrier 2013, ënnerschriwwe vum deemolege Stater Buergermeeschter, dem Här Xavier Bettel, haut Statsminister, gefrot huet, fir de Platzverweis ze kréien.

Ech erënneren och nach eng Kéier un en Interview vun der Stater Député-maire, der Madamm Lydie Polfer, wou se gesot huet: „Et geet ëm d'Strummerten an der Stad." An ech zitéieren: „Dofir maachen ech wierklech e waarmen Appell un all d'Autoritéiten, déi hei Kompetenzen hunn, fir hei zesummen ze wierken, fir datt mer déi do Situatioun an de Grëff kréien, well dat do gëtt vun de Leit als eng Ofdankung vun der ëffentlecher Muecht oder Uerdnung ugesinn, an dat si geféierlech Momenter an enger demokratescher Gesellschaft."

Deen Interview, Här President, ass net vun anno Tobak, deen Interview ass vum 20. Juli 2016.

Et ass hei scho gesot ginn, an och an der Kommissioun, datt den Artikel 37 vum Polizeigesetz do wier, fir kënnen d'Leit ewechzespären. Em wat geet et hei, Här President? Hei geet et ëm eng Détention administrative, wou ee kann d'Leit ewechspäre bis zu Maximum zwielef Stonnen. Am Kader vun der Polizeireform gëtt dësen Artikel preziséiert.

De Polizeiminister huet mer virgehäit, datt ech géint déi Äermst vun den Äermste wier mat dëser Mesure. Ech stelle fest, no den Aussoe vu Regierungsvertrieder, datt d'Regierung hei déi Äermst vun den Äermste wëllt einfach ewechspären. Mir si fir eng soft Mesure, fir…

(Brouhaha)

…duerch eng punktuell Mesure e punktuelle Problem…

(Interruption)

Jo, jo. „Oh Gott, oh Gott"! Wann een Iech, Här Minister, mat Ären eegene Wierder wëllt schloen, dann ass et op eemol „oh Gott, oh Gott". Ech sinn alt frou, datt Der eiser Härgott da rufft!

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Den Artikel 37, sou ass eis gesot ginn an der Kommissioun, dee wier bis elo net applizéiert ginn an der Praxis. An do wier eng Nott erausgaangen an Zesummenaarbecht mam Parquet, fir de Polizisten um Terrain ze soen, datt deen Artikel 37 misst applizéiert ginn.

Här President, ech iwwerreechen Iech hei e Bréif vun der CSV-Fraktioun, wou mer éischtens froen, fir déi Nott ze kréien. Mir hunn dat an der Kommissioun och gefrot. Mir hu se bis haut nach net kritt. Zweetens stelle mer eis d'Fro, ob eng Interpretatioun vun esou engem Artikel mat enger Note de service ka geschéien. Well ech erënneren un den Artikel vun der Verfassung, dee seet: «L'interprétation des lois par voie d'autorité ne peut avoir lieu que par la loi.» Ech iwwerreechen Iech heimadder dee Bréif.

(M. Léon Gloden dépose une lettre sur le bureau de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dir misst elo esou lues zur Konklusioun kommen.

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Jo. Ech stellen och fest, datt all d'Autoritéite vun der Police, déi fréier Autoritéiten, de Syndikat, d'Croix-Rouge dës Mesure begréissen.

(Interruption)

Ech stelle fest, datt d'DP ëmmer dofir war. An elo, mam Argument, well et net am Koalitiounsaccord steet, gi se hei vun deenen aneren zwee Koalitiounspartner zréckgepaff.

Mir als CSV wäerten dës Motioun stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Déi éischt Interventioun kënnt vun der Madamm Claudia Dall'Agnol.

Discussion générale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech hu leider haut keng Foto, kee Bréif fir Iech. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, d'CSV huet eis eng Motioun zum Thema Platzverweis presentéiert, wou se an der Motioun awer eng ganz aner Argumentatiounslinn verfolgt wéi déi, déi mer deemools beim Débat iwwert d'Sécherheet hei am Land op der Tribün eraushéieren hunn. Well deemools, viru ronn zwou Wochen, huet de Léon Gloden de Platzverweis nach an de ganz direkten Zesummenhang mat den Heescherten hei op der Tribün bruecht.

(Interruption)

Mir als Sozialisten…

Also ech hunn de Verbatim erausgeschriwwen! Ech kann Iech en och gären iwwerreechen - wann Dir och e Bréif wëllt - oder ech kann e virliesen. Ech hu leider nëmme fënnef Minutten, fir drop anzegoen. Wann Der mer der zéng gitt, da liesen ech Iech e ganz gäre vir.

Mir als Sozialisten, an dat hu mer scho méi dacks gesot, gesinn d'Heescherten awer virun allem als e soziale Problem, deem een och duerch sozial Mesurë begéine muss, an net primär als e Sécherheetsrisiko. An dat sot den Här Gloden jo och virdru selwer: Et ass eigentlech e subjektiivt Sécherheets- oder Onsécherheetsgefill bei de Leit.

Et soll een also ee fir allemol domadder ophalen, de Platzverweis am direkten Zesummenhang mat der Mendicitéit ze nennen. Well dee Problem, dee léise mer net doduerch, just well mer elo e Platzverweis géifen aféieren. Well och, wann een aarm ass, an ech mengen, dat misst eis alleguerten aliichten, huet een och d'Recht, sech op der Place publique opzehalen!

An iwwregens huet d'Policegewerkschaft, den SNPGL, an hirem Avis zur Policereform ganz

kloer gesot, dass se de Platzverweis net wéilt, fir géint d'Heescherte kënne virzegoen, mä si schreift an hirem Avis: «L'objectif d'une telle mesure ne devrait pas être celui de faire éloigner tout mendiant de la rue. La mesure devrait viser des cas particuliers de personnes se comportant de manière agressive, provocante ou asociale, donc des personnes qui compromettent l'ordre, la sécurité ou la tranquillité publique.»

(Interruption)

An der Motioun gëtt dann awer op eemol, sou wéi och elo just den Här Gloden hei op der Tribün sot, och vun der CSV dann anescht argumentéiert, näämlech, dass mer de Platzverweis bräichten, fir d'Sécherheet an d'ëffentlech Uerdnung ze erhalen, andeems Leit, déi den Ordre public stéieren, kënne vun enger gewëssener Plaz verwise ginn.

D'Police huet awer haut, elo schonns, déi néideg Moyenen, fir géint genau esou Persoune kënne virzegoen. D'Police ka laut dem Artikel 37 vum aktuelle Policegesetz eng Persoun mathuelen, déi d'ëffentlech Uerdnung stéiert, a se fir bis zu zwielef Stonnen op enger sécherer Plaz festsetzen. An dës Mesure ass och am neie Policegesetz nees virgesinn, wou den Artikel 20 souguer nach méi genau definéiert, wien domat viséiert ass, näämlech all Persoun, déi entweder den Ordre public stéiert oder fir anerer oder sech selwer souguer eng Gefor duerstellt.

Wann eng Persoun also wierklech den Ordre public op eng Aart a Weis stéiert, dass d'Police muss agräifen, da mécht dës Mesure och vill méi Sënn wéi just de Platzverweis. Well, wie kontrolléiert, dass déi Persoun net einfach erëm op déi Plaz zréckkënnt, nodeem d'Police fort ass? D'Police ka jo net do campéieren a bleiwen, fir ze kucken: Kënnt deen erëm…

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Dat hutt Der och bei der Détention administrative no 12 Stonnen.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- …oder stéiert en einfach op der nächster Plaz erëm den Ordre public? An d'Police muss em dann duerch d'ganz Stad nolafen. Schleefe mer se vum Alima dann elo bei de Match a vum Match dann herno erëm eng Kéier bei den Aldi?

An dann, ass de Platzverweis herno eriwwer, dann ass et Rebelote! Da sëtzt en erëm op der éischter Plaz - kommt, mir soen dann elo ebe beim Alima, well ech domat ugefaangen hunn! -, an dat e puer Stonnen oder den Dag drop!

An ech mengen, d'Madamm Beissel, an ech hoffen, ech zitéiere se elo korrekt, déi huet um Radio ganz richteg gesot: „D'Police hätt gär de Platzverweis, mä wat maache mer mat de Leit?"

Et ass also nëmmen eng Scheinléisung, de Platzverweis, mat där mer de Leit, déi sech vun der Mendicitéit gestéiert fillen, Sand an d'Ae streeën.

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Dat ass bei der Détention administrative och de Fall!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Mir kruten och an der Chamberskommissioun d'lescht Woch gesot, dass d'Policedirektioun zënter Kuerzem Ausféierungsbestëmmunge fir deen Artikel 37 ausgeschafft huet.

D'Fro also, an ech mengen, dat ass dat, wat den Här Gloden da sécher mat sengem Bréif wëllt bezwecken, ass: Sinn déi um Terrain ukomm? Huet all Polizist Kenntnis vun deenen Ausféierungsbestëmmungen? Well och mir als Sozialiste verstinn natierlech d'Suerg vun der Policegewerkschaft, dass si net wëllen, dass d'Roserei sech herno un hinnen, un all eenzelnem Polizist um Terrain ausléisst, wa si sech un d'Gesetz halen. D'Regele mussen also kloer si fir all Polizist, wéi deen Artikel 37 vun elo un ze handhaben ass.

Mir wäerten dës Motioun, dat hutt Der elo eraushéieren, net stëmmen, well et an den Ae vun de Sozialiste keng Schan ass, aarm ze sinn a keen Doheem ze hunn. A wann ee soss näischt mécht, wéi ëm Almosen…

(Brouhaha général)

…ze biedelen, dann ass dat kee Verbriechen, Dir Dammen an Dir Hären! Et ass kee Verbriechen an dësem Land, aarm ze sinn!

(Brouhaha général)

Mä et ass u sech scho schlëmm genuch, dass et an engem sougenannte räiche Land wéi Lëtzebuerg eigentlech néideg ass, dass se dobausse musse biedelen!

Une voix.- Trotz der gudder Regierung!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- An dofir solle se dann och nach verhaft ginn a verdriwwe ginn! Just well se aarm sinn!

(Protestations)

M. Léon Gloden *(CSV), auteur.*- Eben net! Dir verhaft d'Leit! Dir verhaft déi Aarm!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Här President, ech hat gemengt, ech hätt ganz eleng d'Wuert nach ëmmer.

Zweetens, well mer, wéi gesot, mat enger Pseudomesure de Leit kee Sand an d'Ae wëlle streeën, well mer dovunner ausginn, dass, wann d'Direktioun, de Parquet an déi zwee Ministeren - mä ech mengen, déi wäerten herno selwer nach drop agoen - eis an der Chamberskommissioun soen, dass d'Ausféierungsbestëmmunge fir den Artikel 37 elo kloer sinn, mer der Meenung sinn, dass mer deem och sollen eng Chance ginn. An d'Reform mam neien Artikel 20, déi léisst jo och net méi laang op sech waarden.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo direkt den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Här President. Den Här Gloden, den Auteur vun där heiter Motioun, huet sech elo virdrun a senger Interventioun vill Méi ginn, fir op dee ganzen Historique zréckzekommen, wéini dann iergendee Vertrieder vu menger Partei, och dann am rezenteste Fall meng Perséinlechkeet, sech da fir de Platzverweis ausgeschwat huet. Félicitatioun! Dir waart nach net ganz komplett. Et hätt ee sécher nach ganz vill aner Beispiller kënne fannen an nosichen.

D'DP sot ëmmer, an dozou steet se haut och nach, dass de Platzverweis eng vu ville Mesurë ka sinn, fir d'Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren. Nach ass et esou, dass dat eng Mesure ass, déi net am Koalitiounsprogramm zréckbehale ginn ass,…

(Brouhaha)

…an nach ass et esou, dass eis Regierung eng ganz Rei aner Piste proposéiert huet, déi se deelweis schonn entaméiert huet, fir d'Situatioun vun der Sécherheet ze verbesseren, respektiv déi elo och am Policegesetz virgesi sinn, fir dat och nach auszebauen. Et muss ee selbstverständlech deem Ganzen eng Chance ginn. Dat wäerte mer maachen.

Mir hunn absolutt Vertrauen an eisen zoustännege Minister an eis Regierung, dass déi Mesuren och wäerten um Terrain gräifen. An an deem Sënn wäert d'Demokratesch Partei déi heite Motioun och net matstëmmen.

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Et ass meng Missioun haut, fir Iech ze soen, firwat déi gréng dës Motioun net wäerte stëmmen a firwat déi gréng och géint e Platzverweis sinn.

Et gëtt dräi prioritär Grënn dofir. Deen éischten ass, well et ons evident schéngt, datt de Platzverweis keng Plus-value ass, fir dem Trouble à l'ordre public entgéintzewierken. Déi Moossnamen, déi et gëtt, an ech widderhuele se net, si sinn och scho virdrun zitéiert ginn, ginn onser Meenung no duer, fir wann een, egal wien et och ass - egal wien et och ass! - en Trouble à l'ordre public begeet, fir deen erëm zur Räson ze bréngen.

Zweet Argument ass, datt de Platzverweis eigentlech just eng Symptombekämpfung ass an eng Problemverlagerung ass. E bréngt keng Léisungen! E verschiibt d'Problemer vun A op B.

Drëtt Argument, wat eigentlech méi spezifesch op d'Erklärung geet vun der Motioun duerch hiren Auteur oder hire Vertrieder, den Här Gloden, an och déi Diskussiounen, déi d'lescht Kéier an och haut zum Deel hei stattfonnt hunn, dat ass déi Referenz op d'Strummerten, op d'Sans-abrien, datt dat awer géif stéieren, datt dat Trouble à l'ordre public wär an datt deem misst entgéintgewierkt ginn.

Fir ons, déi gréng, ass dat eng Stigmatiséierung vu soi-disant enger Kategorie vu Mënschen, déi awer onser Gesellschaft ugehéieren. A mir sinn, par définition, géint esou Stigmatiséierunge vu Mënschen aus onser Gesellschaft. Dat ass fir déi gréng en No-Go.

Wat mir awer och ënnerstëtzen, dat si sozial Léisungen an deem Kontext. A wann ech elo hei stinn, fir Iech dat ze soen, dann ass et, well ech net wëll iwwer theoretesch sozial Léisunge schwätzen, mä iwwer praktescher, an zwar als ee Member vum Stater Gemengerot, wou mer där Saach hu missen entgéintkucken, well et jo gewosst ass, datt net nëmmen, mä notamment an der Stad sech ganz vill sozial Problemer op ee Koup befannen, soudatt notamment, mä net nëmmen och de Stater Schäfferot sech säit Joren a Jorzéngte mat där Problematik, mat där sozialer Problematik, déi an der Stad stattfënnt, „vun…bis…", ausenanersetzt.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn ons zesummegesat mat der Police, mat der Justiz. Mir hunn ons zesummegesat tëschent Gemengen a Stat, notamment mat deene Ministèren, déi zoustänneg si fir sozial Mesuren. Et ass am Laf vun de Joren, awer an deene leschte Joren e bësse méi aktiv gekuckt ginn, mat de Leit vum Terrain, fir de Grupp vun de Streetworker substanziell ze erhéijen, fir Dages- an Nuetsshelteren anzeféieren op verschiddenen Ecke vun der Stad Lëtzebuerg.

An et ass och versicht ginn, weiderzedenken, wéi ee kann ons Gesellschaft an der Stad esou organiséieren, datt mer eigentlech mat där Grupp vu Leit, déi, wéi aner Gruppe vu Leit, net wäerten aus enger Gesellschaft ewechzedenke sinn, wéi mer kéinten esou gutt wéi méiglech mat deenen zesummeliewen, voire och versichen, fir se e Stéckelche méi erëm an ons Gesellschaft ze integréieren.

A fir ofzeschléisse géif ech ganz gären déi, déi Der zitéiert hutt, d'Madamm Député-maire vun der Stad Lëtzebuerg zitéieren, déi d'lescht Woch, mengen ech, oder dës Woch nach, de Méindeg gesot huet,…

Une voix.- Si kann och selwer schwätzen…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … datt de Stater…

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Madamm Polfer soll eis soen, wat se dovunner hält!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mä lauschtert der Madamm Loschetter no!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här Kartheiser, ech si Member vum Stater Schäfferot.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- An ech sinn hei amgaangen, d'Buergermeeschtesch ze zitéieren, fir ze soen,…

(Brouhaha)

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- … wat ons Positioun ass. Well et ass ganz genau virun allem ënnerstëtzt och vun allen anere Memberen, mengen ech, vum Gemengerot, datt d'Madamm Buergermeeschtesch an ech déi ganz vill Schrëtt gemaach hunn déi lescht Joren!

An d'Léisung, déi ass ganz einfach, de Stater Schäfferot ass fir…, ech probéieren ze zitéieren: „Mir si fir d'Léisunge vun engem gesonde Mënscheverstand." An de gesonde Mënscheverstand hu mir an deene leschte Wochen a Méint ausgeüübt, andeem mer genau dat do gemaach hunn, wat ech Iech elo opgezielt hunn: andeem mer zesummegeschafft hu mat alle concernéierten Instanzen!

Well ech kann Iech och soen: Zesummeschaffen a vernetzt schaffen bréngt ons och all Kéiers e Stéck virun, an déi Saach vum gesonde Mënscheverstand um Terrain. An et ass eigentlech traureg, datt mer hei mussen iwwer eng Motioun diskutéieren, wou gemengt gëtt, et misst ee sozial Problemer mat engem Platzverweis, mat repressive Methode léisen.

Ech schumme mech dofir! An dofir sinn ech frou, datt ech konnt haut dat do…

(Brouhaha général)

…esou soen an Iech entgéintwierken, wat Dir fir komesch Proposen hutt, fir sozial Problemer an onser Gesellschaft ze léisen!

Plusieurs voix.- Oh!

D'autres voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een dës Debatt nolauschtert, da stellen ech mer op jidde Fall eng Fro: Steet dës Regierung op der Säit vun de Bierger, déi subjektiv oder objektiv…

(Brouhaha)

Sécherheetsproblemer hunn? Steet dës Regierung op der Säit vun der Police, déi sech all Dag asetzt, fir d'Sécherheet vun der Gesellschaft ze garantéieren? Oder steet se op der Säit vun deenen, déi eng Gefor fir eis Gesellschaft duerstellen?

(Interruptions)

Well et geet net hei ëm e soziale Problem bei den Heescheleit, well op deem Punkt wäre mer eis eens. Do gëtt et keen hei an dëser Chamber, deen e sozial haart Häerz hätt.

(Interruptions)

Et geet ëm Attroupementer, et geet ëm Hooligan, et geet ëm Leit, déi vläicht e Sécherheetsrisiko fir aner Leit duerstellen. Et geet och fir verschidde Leit ëm déi dauernd Nuisancen, déi organiséiert Heescheleit verursaachen, kënne mat sech bréngen.

Et geet drëm, emol fir d'Éischt éierlech ze soen, ëm wat et geet bei dëser Problematik, an net esou ze probéieren, als wär et e renge soziale Problem, wou elo Leit mat engem haarden Häerz sech géifen opposéieren. Et geet ëm e legitimme Sécherheetsinteresse vun dëser Gesellschaft.

Ech kann och net novollzéien, datt d'Vertriederin vun de Sozialisten heihinnerkënnt an da seet, den Artikel 37, dee wär op eng Manéier ausgedäitscht ginn - déi ee kann diskutéieren an d'CSV huet dat och elo gemaach -, an dann awer net higeet a seet, datt een och de Platzverweis kéint legal esou organiséieren, datt en déi Effikassitéit mat sech bréngt, déi e brauch. Och de Platzverweis kann a Stufe gebraucht ginn. Och de Platzverweis ka mat Sanktioune beluecht ginn, déi manner schwéier si wéi déi zwielef Stonnen ewechspären, déi Dir eis iwwert den Artikel 37 oder den Artikel 20 proposéiert, en Artikel, vun deem d'Polizeigewerkschaft ganz kloer an iwwerzeegend duerleet, datt en de Problem eben net léist.

D'Situatioun ass déi heiten: Dës Regierung wëllt aus Grënn, déi obskur sinn, déi kee Mënsch ka logesch novollzéien, engem Sécherheetsbedürfnis vun der Gesellschaft net mat enger effikasser Moossnam begéinen, géint de Rot vun der Polizeigewerkschaft, géint déi kloer Iwwerzeegung vun engem groussen Deel vun eiser Populatioun, géint alles, géint alles, wat och e Sozialgewësse mat sech bréngt!

Wann Dir sot, datt e Sozialgewëssen dat ass, fir nozekucken, wann organiséiert Heeschebande moies iwwert d'Grenz kommen, wou Leit exploitéiert ginn, an dat wär e soziale Problem, dann hutt Der vläicht 5% vun der Wierklechkeet beschriwwen, vun engem Problem, deen och vill mat Exploitatioun ze dinn huet a vill mat Problemer, déi ganz anerer Natur sinn, an eng Exploitatioun vun enger sozial schwaacher Kategorie mat sech bréngt. Mir sollten als Stat iwwerleeën, wéi mer dogéint virginn, an net, wéi mir déi nach duerch eng Passivitéit ënnerstëtzen, déi dës Regierung weist.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här David Wagner huet d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Och wann d'Parteie vun der Bourgeoisie, d'CSV an d'ADR, der Meenung sinn,…

(Exclamations)

…der Meenung sinn,…

(Brouhaha et interruptions)

Et ass ëmmer interessant ze gesinn, wat Är Suerge sinn!

…der Meenung sinn, datt Aarmut e Verbriechen ass, si mir der Meenung…

(Brouhaha)

…si mir der Meenung, datt d'Aarmut soll bekämpft ginn, an net déi Aarm. An dat ass a Wierklechkeet jo dat, wat sech derhannert verstoppt.

Virdrun huet den honorabelen Deputéierte vu Gréiwemaacher jo gemengt, vill eeler Leit a vill Fraen hätten Angscht virun Heescherten. Dat ass e Classicum, fir ëmmer eeler Leit a Fraen als Alibi ze huelen, fir alles ze justifiéieren. Ech kennen och vill eeler Leit, ech kenne vill Fraen, ech kennen och vill eeler Fraen, a franchement, déi zidderen net…

(Brouhaha général)

…déi zidderen net,…

(Brouhaha et hilarité)

…déi zidderen net all Kéiers, soubal se en Heeschert gesinn! Ech mengen, et däerf een net dovunner ausgoen, datt d'Leit ëmmer prinzipiell Angscht hu viru Pseudoproblemer. Am Géigendeel, meeschtens sinn dat och nach déi Leit, déi hinnen eng Mënz ginn.

Fir anerersäits zum Platzverweis ze kommen, dovunner ofgesinn, et si scho vill Argumenter komm, fir dergéintzeschwätzen, deene mir eis och ralliéieren, well et souwisou keng Léisung

ass vis-à-vis vun engem Problem. De Problem ass jo d'Aarmut an net déi Arem.

Mä anerersäits ass et och nach en Instrument, wat relativ geféierlech kéint ginn, well et kéint jo nach ausgeweit ginn, fir sous aucune forme de procès, ouni Protokoll kënnen, deemno wéi, Leit oder Gruppe vu Leit vun enger Plaz op déi aner ze bewegen. An ech mengen, och déi leschte Kéier, wou mer doriwwer geschwat haten, hat den Här Kartheiser jo och schonn drop opmierksam gemaach, datt een dat vläicht kéint nach ausdeenen. An ech weess net wou: vläicht fir Manifestatiounen, oder deemno wéi, wou Indésirabeler wieren?

Ech mengen, dat wier eng ganz geféierlech Saach. D'autant plus, datt et net protokolléiert gëtt an datt et schwéier gëtt fir déi Leit, déi betraff gi vun esou engem Platzverweis, fir iwwerhaapt dergéintzegoen oder dat ze kontestéieren.

Aus all deene Grënn wäerte mir selbstverständlech och géint dës Motioun stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun iwwert d'Motioun ukomm. D'Wuert huet de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir et ganz kloer ze soen, fir op d'Argument vum Här Kartheiser emol ze äntwerten, wat déi organiséiert Heeschebanden ugeet: Do ass dat Mendicité en réunion an dat ass e Fait pénal, dat ass eng penal Infraktioun. A géint déi hu mer e Gesetz, fir dergéint virzegoen.

Mir schwätzen hei oder d'CSV schwätzt hei zënter Woche vun deenen normalen, einfachen Heescherten, déi hei duerch d'Stad oder an anere Stied sëtzen a géint déi mer musse virgoen.

An ech soen Iech et: Mir hunn dräi Artikelen, déi ech Iech hei nach eng Kéier wëll rappeléieren, fir wann déi Heescherten aus der Roll falen. Et gëtt nun emol den Artikel 37: Wa se géint den Ordre public sinn oder géint d'Sécurité publique sech behuelen, da kann d'Police agräifen an da kann d'Police se bis zu zwielef Stonnen aspären.

Et ass och esou, dass mer den Artikel 29 vum Kabaretsgesetz hunn. Dat erlaabt bei Leit, déi op der Strooss pöbelen, déi doduerch, dass se Alkohol consomméiert hunn, fir Onuerdnung oder fir Gefor suergen, sief et fir sech oder fir anerer, dass d'Police do och kann agräifen.

Da gëtt et den Artikel 5 vum Transportgesetz vun 2009, deen der Police erlaabt, d'Leit, déi sech am ëffentlechen Transport, am Zuch donieftbehuelen, fir déi erauszesetze respektiv se souguer aus de Garen ze verweisen.

Dee Platzverweis hei, deen elo gefuerdert gëtt, dee gëtt et jo an Däitschland. Elo nenn ee mir hei eng Stad an Däitschland, déi doduerjer elo kee Problem méi mat Clocharden huet! Dat gëtt et net! Dat ass ee falsche Moyen. Deen hëlleft net.

An ech soen et nach eng Kéier, a meng Virriednerinnen hunn et gesot: Et ass e soziale Problem, an deem soll ee sozial begéinen an net anescht.

An ech warne virdrun, dee Platzverweis einfach esou aus populistesche Grënn aféieren ze wëllen, well Dir dierft eppes net vergiessen: Dee gëllt net nëmme géint Clocharden! Dee gëllt herno fir jiddwereen. An deen erlaabt herno all Polizist, jiddwerengem e Platzverweis ze ginn, vun deem hie mengt, dee géif net dohigehéieren, wou e grad steet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech fannen déi Qualifikatioun vun „populistesch" hei inakzeptabel, wann Der se hei brëngt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Lauschtert mer no, Här Wiseler, Dir kënnt gären herno soen, wat Der wëllt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn dat elo gesot, fir datt et kloer ass.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech soen Iech: De Platzverweis, wann e gëllt, da gëllt e fir jiddwereen an net just fir d'Clocharden.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo selbstverständlech!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Net just fir d'Clocharden, däers soll jiddweree sech bewosst sinn. An dofir soen ech nach eng Kéier: Kommt, mir ginn net hin, fir aus populistesche Grënn Stéck fir Stéck eis Biergerrechter hei opzeginn! Mir gesinn an Europa…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also Är Äntwert ass populistesch, net dat, wat mir proposéieren. Är Äntwert ass et!

(Brouhaha général)

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech soen Iech, Här Wiseler, d'CSV, déi Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei soll sech schummen dofir…

(Protestations)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sollt Iech schumme fir déi Aart a Weis, wéi Der hei Äntwerte gitt!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- …soll sech schummen…

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Populistesch wéi eng Sau!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sollt Iech mam Sujet a mat de Problemer dobausse beschäftegen, an net mat deem doten…

Une voix.- Dir hutt de Monopol vun der Sozialpolitik!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Wiseler, mat mir a mat där heiter Regierung gëtt net un de Biergerrechter geschnëppelt, an och net un deene vun deenen Äermsten hei am Land.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Léist Dir, wann ech gelift, d'Problemer dobaussen, anstatt hei esou ze schwätzen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Stellt Iech emol d'Fro, Här Wiseler - well mir hate jo eng interessant Diskussioun an der Chamberskommissioun, den Här Mosar huet gesot: „Elo schwätze mir schonn 20 Joer doriwwer" -, da stellt Iech emol d'Fro, firwat Äre Virgänger dat doten ni wollt! Da stellt Iech emol d'Fro, firwat deen dat ni agefouert huet! Dat huet jo awer Grënn!

An ech weess och d'Äntwert, firwat Dir et elo wëllt:…

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Ech weess genau, firwat…

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- …aus reng populistesche Grënn!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Neen, neen, neen!

(Exclamations et brouhaha général)

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Ech soen Iech, ech soen Iech, mir hunn an dëser Regierung vill Diskussiounen iwwert d'Sécherheet vum Land gefouert am Kader vum internationalen Terrorismus. Mir hu vill Gesetzer geännert, fir der Police all déi Moyenen ze ginn, déi se brauch, fir géint den Terrorismus virzegoen. An ech mengen, wa mer elo higinn, oder wann d'CSV elo higeet a mécht, wéi wann déi puer Clocharden, déi duerch d'Stied bei eis sëtzen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …mat de Leit schwätzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- …déi gréisste Gefor vu Lëtzebuerg…

(Interruption)

…wären, da muss ech soen, da muss ech soen, dann ass dat eppes, wat mech och beschäämt, wéi d'Madamm Loschetter gesot huet.

Mir hunn den Artikel 37.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass populistesch a lächerlech, wat Der do sot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- D'Juridictiounen hunn deen Artikel ausgeluecht, d'Police huet nei Richtlinne kritt, wat se domadder ka maachen. Loosst dat emol wierken! A pour le reste nach eng Kéier: Eng Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Kuckt emol, wat d'Polizei seet!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.* …sollt sech vläicht e bëssen anescht verhalen an esou enger Diskussioun.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass populistesch a lächerlech, dat do.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo weess ech emol, wat Populismus ass!

(Hilarité et interruptions diverses)

Une voix.- Dat seet zwar elo dee Falschen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, ech mengen, mir kommen elo zur Ofstëmmung, fir dass d'Gemidder sech erëm berouegen!

Vote sur la motion

Ech géif d'Ofstëmmung elo lancéieren.

Déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass eng gemeinsam Diskussioun vum Projet de loi 6977 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit an dem Projet de loi 6974 iwwert d'Apatriden. Mir féieren déi Diskussioun zesummen nom Modell 2. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

3. 6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006

Rapports de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, steet d'Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit am Ufank vum Integratiounsprozess vun enger Persoun, déi Lëtzebuerger gëtt, oder ass d'Recht op e Lëtzebuerger Pass eng lescht Etapp vun dëser Integratioun an d'Gemeinschaft vun de Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger? Oder muss ech net éischter soen: eng lescht Etapp vun dëser Integratioun an d'Gemeinschaft vum Lëtzebuerger Land?

Well wat stellt haut d'Gemeinschaft vum Lëtzebuerger Land duer? D'Gemeinschaft vum Lëtzebuerger Land stellt haut 53,3% Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen duer. Ënnert deene 46,7% net Lëtzebuerger Matbierger fanne mer 170 verschidden Nationalitéiten erëm. 86% vun hinnen all kommen aus aneren europäesche Länner. An der Haaptstad liewen haut 69,85% net Lëtzebuerger Résidenten. An dëse Prozentsaz fanne mer och an de Spillschoulen a Primärschoulen erëm, Tendenz kontinuéierlech steigend.

Just fir e Verglach hierzestelle mat onsen Nopeschlänner: A Frankräich liewe plus ou moins 8% auslännesch Matbierger. An der Belsch sinn et der ongeféier 10%. Mir liewen an engem klenge Land vu knapp 2.600 km² zu e bësse méi ewéi 576.000 Awunner. A virun allem si mer e Land, wou säit 2010 all Joers eng knapp 10.000 Leit nei an d'Land wunne kommen: wunne kommen meeschtens, fir hei ze liewen, fir eng Famill ze grënnen oder déi mat der Famill heihinnerkommen.

Insgesamt ass onst Land e gutt Beispill vun engem grousse Mateneeliewen. Esou gi mer op jiddwer Fall vun anere Länner wouergeholl. Op Franséisch nennt sech dat „vivre ensemble" oder „cohésion sociale". An dës zwee Terme sinn de Corollaire vun onser Multikulturalitéit oder vun onser Pluralitéit vun onser Gesellschaft zu Lëtzebuerg. Dat friddlecht Zesummeliewen an enger Gesellschaft, déi dobäi esou villfälteg ass, ass dat wäertvollst Gutt, wat mer hei am Land hunn.

An Zäiten, wou et näämlech drëms geet, onst Land zesumme weiderzëentwéckelen, nei Richtungen ze definéieren, ass et wichteg, jo, souguer onëmgänglech, datt all Bierger a Biergerin an dësem Land sech concernéiert fillt, wéi mir ons fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen opstellen. A sech concernéiert fillen, heescht matschwätzen, et heescht awer och matdécidéieren.

D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt engem dat Recht, fir matzedécidéieren. D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt engem souguer d'Flicht matzedécidéieren. Dat Recht, um nationalen Niveau wielen ze goen oder sech enger Wahl ze stellen, ass säit dem Referendum aus dem Joer 2014 en Thema, wat onst Land beschäftegt. Fir also um nationalen Niveau aktiv oder passiv bei politeschen Entscheedungen derbäi ze sinn, muss ee weiderhin déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, respektiv och hunn.

Dat ass e kloert Signal vun 80% vun der Lëtzebuerger Wielerschaft, déi am Juni 2014 op dës Fro vum Referendum geäntwert huet, eng kloer Äntwert vu ronn 40% vun de Résidents vun dësem Land. An dës zwee Prozentsätz hunn ons, d'Volleksvertrieder aus der Chamber, praktesch dozou verflicht, fir déi demokratesch Participatioun un déi demografesch Realitéit vum Land unzepassen.

Déi gréisst Erausfuerderung war, fir dës Upassung ze garantéieren am Respekt vun der Suerg ëm d'Lëtzebuerger Identitéit engersäits, mä och an der Unerkennung vun den Integratiounsbeméiunge vun den net Lëtzebuerger Bierger anerersäits.

Ech menge kënnen ze soen haut an hei, datt eis dësen Exercice gelongen ass. De Wee vun dësem Projet de loi ass a mengen Aen dës Kéier bal gradesou wichteg ewéi säin Inhalt.

Dës Regierung, vertrueden duerch de Justizminister Braz, huet de Wee uginn, andeems net direkt e Projet de loi déposéiert ginn ass, mä en Avant-projet de loi proposéiert ginn ass. All Parteien, déi am Parlament vertruede sinn, sinn invitéiert ginn, sech aktiv an d'Gestaltung vun dësem Projet de loi matanzebannen.

D'Zil vun onser Démarche war et, e gréisstméigleche Konsens ze fannen, well erkannt ginn ass, datt et wichteg ass, datt mer dat friddlecht Zesummeliewe weiderhi bewaache mussen, mä och well erkannt ginn ass, datt mer net méi laang kënnen an enger Gesellschaft liewen, wou geschwënn eng Minoritéit iwwer eng Majoritéit entscheede kann. A schlussendlech och, well mer wëllen, datt déi Leit, déi hei am Land liewen a schaffen an och zum Räichtum vum Land bäidroen, och solle matbestëmme kënnen, wat mat deem erschaffte Räichtum geschitt.

Ech war scho ganz fréi an der Gestaltungsphas matagebonnen, an haut als Rapportrice vun dësem Projet de loi wëll ech ënnersträichen, datt ech net wéineg houfreg dorop sinn, wéi mer alleguerte konnten zesummen dat Zil erreechen. Mir kënnen, denken ech, haut vun engem gemeinsame Projet schwätzen.

Kloer, et goufen Differenzen am Kontext vun dësem Sujet, mä mir hunn et fäerdegbruecht, all zesummen e gemeinsamen Nenner ze fannen, e gemeinsamen Nenner, deen eng kloer Avancée duerstellt, fir dem net Lëtzebuerger Bierger entgéintzekommen a sengem Integratiounsprozess. E gemeinsamen Nenner, fir eng gréisser demokratesch Participatioun ze garantéieren. Dat stäerkt ons demokratesch Prinzipien an dat stäerkt och onse Rechtsstat. An dat stäerkt d'Chancëgläichheet.

Erlaabt mer dofir, all deene Parteien, déi aktiv um Konsens matgeschafft hunn, Merci ze soe fir dës Zesummenaarbecht, an dee gréisste Merci un den Initiator vun dëser Zesummenaarbecht: de Justizminister selwer.

Dëse Projet de loi ass de 24. Mäerz 2016 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin éischten Avis den 21. Juni 2016 ofginn an d'Commission juridique huet hir parlamenta-

resch Aarbecht de 24. Juni ugefaangen. An ech sinn och op deem Datum als Rapportrice genannt ginn.

Duerno hu mir weider un dësem Projet geschafft an notamment eng Rei Amendementer éischter technescher Natur redigéiert, déi den 3. Oktober dunn ugeholl gi sinn an de 27. Oktober vum Statsrot aviséiert gi sinn. De 16. November 2016 si weider technesch Amendementer an der Kommissioun guttgeheescht ginn, déi den 29. November 2016 vum Statsrot nach eemol aviséiert gi sinn.

Dunn, den 18. Januar 2017, huet d'Kommissioun nach eng Rei Amendementer guttgeheescht, déi op d'Suggestioune vum UNHCR redigéiert gi sinn. D'Commission juridique huet de Projet de rapport an hirer Majoritéit ugeholl, ënnert dem Virbehalt, datt de Statsrot déi lescht parlamentaresch Amendementer positiv aviséiert. De Statsrot huet dës Amendementer de 7. Februar positiv aviséiert. Den 8. Februar 2017, dat heescht gëschter Moien, ass e Projet de rapport complémentaire vun der Commission juridique majoritairement ugeholl ginn.

Mir hunn och den 19. Abrëll 2016 en Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme kritt. Mir hunn den 9. Juni 2016 en Avis vun der Chambre des Salariés kritt, den 22. Juni en Avis vun der Chambre des Métiers, den 11. Juli en Avis vun der Chambre de Commerce an och den 11. Juli en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

De 14. Oktober 2016 hu mer en Avis vun der Dateschutzkommissioun kritt an den 20. Dezember 2016 den Avis vum UNHCR. Et ass och précisément wéinst deem Avis vum Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés betreffend d'Apatridie a méi prezis d'Rechter vun de Mineurs apatrides, datt d'Kommissioun d'Décisioun geholl huet, de Vott an der Chamber ëm eng dräi Wochen no hannen ze verleeën an nach eemol Amendementer dem Statsrot zoukommen ze loossen. Dir fannt all Detail betreffend d'Avisen a mengem schréftleche Rapport.

Den honorabelen Deputéiere Claude Wiseler hat de 24. Februar 2015 eng Proposition de loi iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit déposéiert, déi hien den 22. Dezember 2016 zréckgezunn huet, en accord mat onsem Konsens. Den honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser huet den 20. Mee 2015 och eng Proposition de loi déposéiert, déi hien den 18. Januar 2017 zréckgezunn huet, well de Contenu vu senger Proposition de loi an dëse Projet de loi matagefloss ass, näämlech an der Procédure d'option fir fräiwëlleg Zaldoten no engem Joer Déngscht.

Dëse Projet de loi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, rektifizéiert eng Rei Dispositiounen, déi agefouert gi waren am Nationalitéitegesetz vun 2008, a reforméiert d'Nationalitéitegesetz mat neie Moossname respektiv mat adaptéierte Moossnamen, déi et schonns virun 2008 goufen: Den Délai de résidence geet erëm vu siwe Joer op fënnef Joer zréck. D'Procédures d'option, déi am Gesetz vun 2008 ofgeschaaft gi waren, ginn erëm agefouert - eelef am Ganzen. D'Konditiounen, fir de Sproochentest ze packen, ginn duerch e Kompensatiounsmechanissem méi locker reglementéiert. De Cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» geet vu 6 op 24 Stonnen erop an et gëtt d'Méiglechkeet agefouert, fir entweder an d'Coursen ze goen oder sech engem Examen ze stellen. Et huet een also de Choix.

Mir ënnerscheeden an dësem Projet de loi zwou Grondlinnen: den éischte Cas de figure, wou een automatesch d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, an den zweete Cas de figure, wou ee muss en Acte volontaire maachen, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien.

Déi Fäll, wou een automatesch déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, fanne mer am éischte Chapitre «De l'attribution de la nationalité luxembourgeoise par le seul effet de la loi» an de Sektiounen 1 bis 4 erëm.

Ass oder gëtt Lëtzebuerger: éischtens e Mineur, vun deem ee vun den Eltere Lëtzebuerger ass;

zweetens e Mineur, vun deem ee vun den Eltere Lëtzebuerger gëtt - dat zielt och fir d'Adoptioun oder am Fall vun enger Apatridie;

drëttens e Mineur, deen zu Lëtzebuerg op d'Welt komm ass a vun deem ee vun den Elteren och zu Lëtzebuerg op d'Welt komm ass, awer net Lëtzebuerger Bierger ass. Dat ass de sougenannten «double droit du sol» oder «droit du sol de la deuxième génération».

An dëse grad genannte Fäll zielt dat Recht op d'Lëtzebuerger Nationalitéit och am Fall vun enger Adoptioun oder enger Apatridie. An an dëse genannte Fäll ass d'Gesetz réckwierkend gülteg fir jiddwereen, deen nach Mineur ass beim Akraafttriede vum Gesetz, geplangt den 1. Abrëll 2017.

Den Artikel 6 vun dësem éischte Chapitre befaasst sech mat deem neien Droit du sol de la première génération. Gëtt automatesch Lëtzebuerger bei der Majoritéit all Persoun, déi zu Lëtzebuerg gebuer ass, wa si, éischtens, fënnef Joer direkt an onënnerbrach virun hirer Volljäregkeet zu Lëtzebuerg gewunnt an och zu Lëtzebuerg gelieft huet, an, zweetens, vun där op d'mannst ee vun hiren Elteren oder Adoptivelteren zu Lëtzebuerg gewunnt an op d'mannst zwielef Méint onënnerbrach virun der Gebuert zu Lëtzebuerg gelieft huet.

Dës duebel Konditioun ass schlussendlech zréckbehale ginn, fir dat, wat gären „tourisme de naissance" genannt gëtt, ze ënnerbannen. Allerdéngs zielt dës zweet Bedéngung eréischt fir all déi Mineurs, déi nom 1. Juli 2013 gebuer sinn. Dat, well onst Land iwwer keng Date vu virdru verfüügt a wëssend, datt de Registre national des personnes physiques eréischt mam Gesetz vum Juni 2013 den 1. Juli 2013 en vigueur getratt ass.

Schlussendlech fanne mer am Chapitre 1 och nach déi méi rar Fäll vun enger Possession d'état erëm. Mir kënnen, denken ech, dovun ausgoen, datt déi Mineurs, déi am Chapitre 1 beschriwwe ginn, de Gros vun deene jonke Leit wäerten ausmaachen, déi hei op d'Welt kommen an hei grouss ginn a wahrscheinlech hei hiert Liewe wäerte maachen. Dës jonk Leit ginn an Zukunft automatesch Lëtzebuerger respektiv och Lëtzebuerger. Si kréien domadder déi Rechter a Flichten, déi hinnen et erlaben, sech an d'demokratescht Liewen aktiv a passiv anzebréngen.

Am Chapitre 2 «De l'attribution de la nationalité luxembourgeoise à la suite d'un acte de volonté» fanne mer all déi Cas-de-figuren erëm, wou een net automatesch déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt, mä wou ee sech fräiwëlleg dorëm beméie muss. Dozou gehéieren d'Naturalisatioun, déi verschidden Optiounen an de Recouvrement.

De Chapitre 2 befaasst sech och mat de Konditiounen a Prozedure vun dëse Méiglechkeeten. Dorop wäert ech elo net agoen a verweisen éischter op mäi schréftleche Rapport. Et sief awer ënnerstrach, datt dës Mesuren net réckwierkend wierken.

Ier ech op déi verschidde Mesuren aginn, erlaabt mer nach, op de Sproochentest an de Cours «Vivre ensemble», déi an dësem Chapitre 2 definéiert sinn, anzegoen. De Sproochentest besteet aus zwee verschiddenen Tester, déi allen zwee obligatoresch sinn. Déi zwee Tester bleiwe beim selwechte Schwieregkeetsgrad ewéi bis elo: den Niveau A2 fir d'Schwätzen an den Niveau B1 fir d'Verständnis vun der Sprooch.

Nei ass d'Kompensatiounsmesure. Mir gi bei dëser Iwwerleeung dovun aus, datt eng Persoun ëmmer besser eng Sprooch versteet wéi si se kann aktiv schwätzen. An dofir préconiséiert dëse Projet de loi, datt de Sproochentest gepackt ass, wann een den Test an der Expression orale A2, dat heescht am aktive Schwätzen, gepackt huet. Sollt ee beim Test am Schwätzen net d'Halschent vun de Punkten hunn, sou kann een déi feelend Punkten am Verständnistext kompenséieren. Et huet een de Sproochentest schlussendlech gepackt, wann een op d'mannst d'Halschent vun de Punkten huet. Et gëtt och no uewen opgeronnt. Et ass e bësse wéi an der Schoul. Den Institut national des langues ass zoustänneg fir alles, wat a Relatioun mam Test steet an domat ze dinn huet.

De Cours «Vivre ensemble» huet eng besonnesch Bedeitung a gëtt substanziell adaptéiert an dësem Projet de loi. D'Stonnenzuel geet näämlech vu 6 op 24 erop. De Cours besteet aus dräi Modullen: éischtens, e Module iwwert d'Grondrechter vun de Bierger a Biergerinnen, mat sechs Stonnen; zweetens e Module iwwert d'Gemengen an d'staatlech Institutiounen, mat zwielef Stonnen; an e leschte Module iwwert d'Geschicht vum Land an d'europäesch Integratioun, mat sechs Stonnen.

Et gëtt an dësem Projet de loi vill Wäert op d'Vermëttlung vun der Geschicht vum Land an op d'Organisatioun vun der Gemeinschaft zu Lëtzebuerg geluecht. Et muss een entweder un de Coursë participéieren oder, wann ee wëllt dës Zäit spueren, da muss ee sech engem Test stellen an deen och packen. Et huet een also de Choix. De Service de la formation des adultes ass fir d'Organisatioun vun de Coursen a vum Examen zoustänneg.

Et ass nach ze bemierken, datt de Minister kann op Demande d'Leit vun dem Cours an dem Examen dispenséieren. De Cours «Vivre ensemble» a säin Exame si gratis. De Minister kann op Demande a bis e gewëssene Plaffong d'Aschreiwungsfraise vum Sproochecours a vum Sproochentest rembourséieren. D'Bedéngungen dofir ginn an engem Règlement grand-ducal definéiert.

Fir eng Naturalisatioun unzefroen, muss eng Persoun éischtens Majeur sinn, zweetens wärend fënnef Joer am Land gewunnt a gelieft hunn, dovunner ee Joer direkt virun der Demande onënnerbrach am Land gewunnt hunn. Et muss een de Sproochentest gepackt hunn an de Cours «Vivre ensemble» matgemaach hunn oder den Exame gepackt hunn.

D'Naturalisatioun gëtt bannent aacht Méint per Arrêté ministériel accordéiert. Haut si mer ongefeier bei der Prozedur an enger Moyenne vu véier bis fënnef Méint. De Minister kann d'Naturalisatioun refuséieren, wann eng vun de genannte Konditiounen net erfëllt ass, wa falsch Aussoe gemaach gi sinn oder verschidde Fakten net ernimmt gi sinn oder wann eng Fraude an der Prozedur virläit. Oder wa beim Kandidat zu Lëtzebuerg oder am Ausland eng Prisongsstrof vu mindestens engem Joer oder mindestens zwee Joer mat Sursis virläit an d'Enn vun der Strof op manner ewéi 15 Joer zréckzeféieren ass. De Minister kann net nëmmen, mä e muss se da refuséieren.

Mir féiere mat dësem Projet de loi erëm eelef verschidde Mesuren an, fir iwwert d'Optioun d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze froen. D'Optioun ass eng Procédure simplifiée et accélérée, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien. D'Prozedur vun der Optioun leeft iwwert den Officier de l'état civil a wéckelt sech a maximal véier Méint of. D'Notifikatioun vun der Déclaration d'option gëtt vum Officier de l'état civil iwwerginn. De Minister muss d'Déclaration d'option annulléieren, wann déi gesetzlech Konditioune vun der Optioun net erfëllt sinn oder wann eng Fraude virläit. D'Annullatioun gëtt och vum Officier de l'état civil weiderginn. Wann eng Annulation d'option virläit, gëtt de Minister direkt dobäi och e Verbuet weider, fir eng Demande en naturalisation, de recouvrement oder eng nei Optioun unzefroen, an dëst wärend 15 Joer. De Minister ka gegebenenfalls och zousätzlech Informatioune froen.

Eng Persoun, déi eng Demande d'option gemaach huet, kann net aus dem Land verwise ginn, bis d'Annullatioun definitiv ass. D'Optioun ass méiglech an eelef verschiddene Fäll:

- éischtens, fir eng erwuesse Persoun, wann en Elterendeel Lëtzebuerger ass oder war an d'Nationalitéit net weidergeleet ginn ass;

- zweetens, wann e Grousselterendeel Lëtzebuerger war a se net un d'Eltere weidergeleet gi war;

- drëttens, fir en Elterendeel vun engem Lëtzebuerger Mineur, wann e fënnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» matgemaach huet oder gepackt huet (veuillez lire: oder den Exame gepackt huet);

- véiertens, fir eng Persoun, déi e Lëtzebuerger bestit oder eng Lëtzebuergerin bestit, wa se de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» matgemaach huet oder den Exame gepackt huet. A wann d'Koppel net zu Lëtzebuerg wunnt a lieft, zielt eng Klausel vun dräi Joer Mariage. Dës Klausel zielt allerdéngs net, wann de Conjoint oder d'Conjointe am Ausland eng Fonctioun ausüübt fir d'Land oder fir eng international Organisatioun;

- fënneftens, vun zwielef Joer un, wann een am Land gebuer ass a wann ee fënnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, a wann ee vun den Elteren oder Adoptivelteren op d'mannst zwielef Méint virun der Gebuert onënnerbrach am Land gelieft a gewunnt huet.

Hei wëll ech preziséieren, datt mir och hei eng Disposition transitoire aféieren, déiselwecht wéi beim Droit du sol de première génération bei der Naturalisatioun. Och hei zielt déi zweet Bedéngung net fir all déi, déi virum 1. Juli 2013 gebuer sinn.

- Sechste Fall, fir eng erwuesse Persoun, déi op d'mannst siwe Schouljoer duerchgaangen ass an enger ëffentlecher Schoul oder an enger privater Schoul, déi d'Programmer vun der ëffentlecher Schoul enseignéiert, a wa se op d'mannst zwielef Méint onënnerbrach am Land wunnt a lieft direkt virun der Demande;

- siwente Fall, wann eng erwuesse Persoun, déi op d'mannst 20 Joer am Land wunnt a lieft, an dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, 24 Stonne Sproochecoursë matgemaach huet;

- aachte Fall, fir eng Persoun, déi all hir Engagementer vun engem Contrat d'accueil et d'intégration vollzunn huet, a wa se fënnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours «Vivre ensemble» entweder matgemaach huet oder den Test gepackt huet. An dësem prezise Fall vum Contrat d'accueil et d'intégration brauch de Module iwwert d'Geschicht vum Land, deen dës Persoun schonns an hirer Prozedur vum Contrat d'accueil gemaach huet, net nach eng Kéier widderholl ze ginn.

- Den néngte Fall ass fir eng Persoun, eng erwuesse Persoun, déi virun hirer Majoritéit op Lëtzebuerg wunnen a liewe komm ass, wa se fënnef Joer am Land wunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours entweder matgemaach huet oder den Exame gepackt huet.

- Den zéngte Fall ass fir eng erwuesse Persoun, déi Apatride ass oder déi de Statut vum Demandeur de protection internationale kritt huet, wa se fënnef Joer am Land gewunnt a gelieft huet, dovunner dat lescht Joer virun der Demande onënnerbrach, an de Sproochentest gepackt huet an de Cours entweder matgemaach huet oder den Exame gepackt huet.

- An den eeleften a leschte Fall ass fir en Zaldot, deen op d'mannst ee Joer am gudden Déngscht wor.

Schlussendlech beschreift d'Sektioun 4 aus dem Chapitre 2 d'Bedéngungen, fir d'Nationalitéit par recouvrement ze kréien. Am Artikel 39 gëtt de Recouvrement esou definéiert: «Le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise est ouvert au majeur ayant perdu la qualité de Luxembourgeois.» D'Prozedure sinn äänlech wéi bei der Optioun.

De Projet de loi erweidert awer d'Rechter op de Recouvrement. Et wäert och méiglech ginn, e Recouvrement wierken ze loosse fir all Persoun, déi d'Nationalitéit verluer huet, dat heescht, och wa si hir Nationalitéit iwwer Naturalisatioun, Optioun oder selwer Recouvrement kritt hat.

De Chapitre 3 befaasst sech mat den Nimm, Virnimm, der Transpositioun an de Prozeduren dovun. De Chapitre 4 beschreift d'Dispositiounen, d'Konditiounen an d'Prozedure vun der Perte a vun der Déchéance vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. De Chapitre 5 beschreift d'Kompetenze vum Officier de l'état civil. De Chapitre 6 befaasst sech mat der Preuve vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. De Chapitre 7 befaasst sech mam Contentieux. De Chapitre 8 befaasst sech mat méigleche Konflikter mam Gesetz.

De Chapitre 9 beschreift d'Dispositions particulières. An dësem Chapitre fanne mer och an den Artikele 85 a 86 déi Dispositiounen, déi d'Mesure-transitoiren definéieren, applikabel bei Gebuerte virum 1. Juli 2013.

De Chapitre 10 befaasst sech mam Traitement des données, e Chapitre, dee méi spezifesch vun der Dateschutzkommissioun analyséiert ginn ass. De Chapitre 11 beschreift d'Dispositions abrogatoires an transitoires. An de Chapitre 12 beschreift d'Dispositions finales an notamment d'Entrée en vigueur fir den 1. Abrëll 2017.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen awer och haut - an da kommen ech zum zweete Projet de loi, Här President - iwwer…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Loschetter, Dir sidd elo bei 30 Minutten, 31 Minutten.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, mir hunn hei zwee Projet-de-loien an ech maachen de Rapport vun deenen zwee zesummen.

Mir stëmmen haut of iwwert de Projet…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, bon…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, ech hunn nach zéng Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass awer net esou festgeluecht gewiescht an der Conférence des Présidents. Wann d'Chamber domat d'accord ass,…

(Brouhaha général)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, ech maachen hei…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … well da misste mer näämlech och alle Riedner,…

(Brouhaha)

…da misste mer sämtlechen anere Riedner och déi duebel Riedezäit ginn. Also, ech wollt just…

Une voix.- Et ass jo décidéiert!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, ech maachen hei de Rapport vun zwee Projet-de-loien. An ech sinn elo beim zweete Projet de loi...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir hunn eng Rallonge,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- …an ech brauch dofir…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …et si schonn zéng Minutte Rallonge, Här Kox.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, ech brauch och nach zwou Minutten, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- …ausser ech géif de Rapport vun deem zweete Projet de loi net maachen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat kann net sinn!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Dat kann net sinn!

Sou! Mir stëmmen haut och of, war ech amgaangen ze zielen, iwwert de Projet de loi 6974,…

(Brouhaha)

…e Projet de loi, deen ons erlaabt, d'Convention sur la réduction des cas d'apatridie, och „Convention de New York" genannt, vun 1961 ze ratifizéieren, mä och d'Convention européenne sur la nationalité vun 1997 an d'Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États vun 2006 ze ratifizéieren.

Dëse Projet de loi ass den 23. Mäerz 2016 an der Chamber déposéiert ginn. Den 12. Abrëll 2016 ass en Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme komm. De Statsrot huet dëse Projet de loi de 24. Mee 2016 aviséiert. Ech sinn de 14. September Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt ginn. Den 3. Oktober 2016 huet d'Commission juridique eng Rei Amendementer adoptéiert, déi den 11. Oktober 2016 vum Statsrot aviséiert gi sinn.

Den 20. Dezember 2016 ass dunn den Avis vum Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés komm, an de Rapport ass de 25. Januar 2017 ugeholl ginn. Dëse Projet de loi fënnt seng Retombée am Projet de loi iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit a méi prezis, andeems mer d'Rechter vun den apatridë Persounen a virun allem d'Rechter vun den apatridë Mineurë besser gesetzlech ancréieren.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren. Et war e bësse méi e laange Rapport. Mä ech mengen, Här President, datt mer net all Dag an der Chamber en neit Nationalitéitegesetz stëmmen, an dofir soen ech Iech Merci fir Är Gedold, Är Toleranz an Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech soe selbstverständlech och der ganzer Chamber Merci fir déi Toleranz. Mä ech hätt awer gär, dass déi nächste Kéier an deem dote Fall ganz kloer d'Riedezäit fixéiert gëtt. Ech mengen, hei war d'Chamber duerch d'Wichtegkeet d'accord, mä hei war net ofgemaach, wëll ech awer nach eng Kéier soen, dass et eng Riedezäit fir dat Duebelt vun engem Modell 2 wier. De Modell 2 ass festgehale ginn, well mer hei zwee Projete matenee behandelen. D'Chamber war bereet, eng Rallonge ze ginn. Mä déi Rallonge soll sech awer an de Limitten halen. An dofir insistéieren ech, dass bei där nächste Kéier ganz kloer eng Riedezäit festgeluecht gëtt a wéi laang déi Rallonge soll sinn.

Merci.

An da géife mer zum éischte Riedner kommen, deen de Claude Wiseler ass vun der CSV. An ech wäert och déiselwecht Indulgence mat alle Riedner hei an dëser Diskussioun hunn.

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass léif, Här President. Mä ech soen Iech elo schonn, datt ech sécherlech meng Zäit net wäert alleguer gebrauchen zu dësem Sujet, well och elo all technesch Detailer gesot gi sinn an ech net nach eng Kéier wollt dorop zréckkommen.

Fir eis ass dat hei e ganz wichtege Sujet, well, wat mécht enger Persoun hir Identitéit en fin de compte aus? Et ass eng schwiereg Fro. Eng schwiereg Fro, op déi d'Äntwert genausou schwiereg ass an haaptsächlech och net ëmmer d'selwecht ass, well se an der Zäit heiansdo evoluéiert. Wann een et reng erofbrécht op eng administrativ Gepflogenheet, wat ass engem seng Identitéit? Wann Der dat ausfëlle musst op deene ville Formulairen, déi mer all esou dagdeeglech kréien: den Numm, de Virnumm, de Gebuertsdatum, de Gebuertsuert a schlussendlech d'Nationalitéit. Ob Der da Lëtzebuerger, Portugis, Fransous, Brasilianer, wat och ëmmer dohinnerschreift, et ass en Deel vun der Definitioun, wéi Der Iech gesitt respektiv wéi Der Iech no baussen duerstellt.

An haut - haaptsächlech zwësche Leit, déi eng europäesch Nationalitéit hunn - mécht et am Fong juristesch net méi vill Ënnerscheed, ob een elo Lëtzebuerger oder Fransous oder Italiener oder Portugis ass, an et lieft een hei zu Lëtzebuerg. Deen eenzegen Ënnerscheed ass d'nationaalt Wahlrecht a vläicht d'Méiglechkeet, an enger nationaler Équipe ze spillen, fir déi, déi da sportlech begaabt sinn. Ansonsten ass juristesch keen Ënnerscheed méi do.

An trotzdeem, och wann net vill Ënnerscheed do ass, da gesäit een awer, zum Beispill wann een op Facebook kuckt, vill Leit, déi dee léiwe Bréif, deen de Justizminister, den Här Braz, hinnen da schreift, wa se d'Nationalitéit kréien, déi deen dann huelen, eng Foto dovunner maachen a soen: „Juppi, elo sinn ech endlech Lëtzebuerger!", an dann Honnerte vu Congratulatiounen, Félicitatiounen, „Super!" a wat och ëmmer do hannendru kréien.

Juristesch bréngt et net vill méi oder wëllt et net méi vill méi heeschen. An trotzdeem, schonn eleng un deene klenge Saache gesäit een awer, wéi d'Leit dru gebonne sinn, wéi wichteg et fir si ass, datt se dee Pabeier hunn an datt se op déi Fro: „Wat ass Är Identitéit?" kënnen elo „Lëtzebuerger" äntwerten. A si si stolz drop, déi Äntwert kënnen ze ginn.

Wat a mengen Aen och signifikativ war, dat waren déi Zuelen, déi mer gesinn hunn, wéi 2008 déi Gesetzesännerung komm ass, wéi d'duebel Nationalitéit agefouert ginn ass, wou mer 2008 1.129 Fäll haten, wou d'Lëtzebuerger Nationalitéit gi ginn ass. An dat ass vun engem Joer op dat anert vun 1.100 op 4.000 an op 5.308 am Joer 2015 eropgaangen. Dat heescht, et vervéier- a verfënneffacht sech, well d'Leit d'Méiglechkeet haten, andeem se d'Lëtzebuerger Nationalitéit geholl hunn, hir Nationalitéit, un där se gehaangen hunn, déi se net wollten opginn, bäizebehalen an am Fong déi zwou Nationalitéiten ze hunn, wat hir Identitéit war. Well si waren net nëmmen eng, si waren der zwou, an et war wichteg, dat och esou bäizebehalen, hir Geschicht, hir Familljen, hir Traditiounen.

A vill Leit hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit net ugeholl, well se domat hätte missen hir Nationalité d'origine ofginn an den 70er, 80er, 90er Joren. Wann s de Lëtzebuerger wollts ginn - a mir hu Fäll heibannen -, wann s de Lëtzebuerger wollts ginn, da konnts de dat natierlech maachen, mä du hues awer missen, well mer d'duebel Nationalitéit net haten, déi Nationalité d'origine ofginn. A fir Verschiddener, notamment a Portugal, war et esou, datt, wann s de eng Kéier Portugis waars, datt s de déi portugisesch Nationalitéit net konnts verléieren.

Dat heescht, déizäit - ganz komesch Situatioun - hues de missen ënnerschreiwen zu Lëtzebuerg, datt s de elo Lëtzebuerger gëss, mä vu datt s de Portugis awer hues misse bleiwen an dat mam Lëtzebuerger Gesetz net méiglech war, datt s de deng portugisesch Nationalitéit ni méi géifs gebrauchen. A wann s de se géifs gebrauchen, da bass de drop opmierksam gemaach ginn, datt s de vun deem Moment un automatesch deng Lëtzebuerger Nationalitéit erëm géifs verléieren.

Woubäi ech mech ëmmer gefrot hunn, well déizäit ass d'Nationalitéit jo nach accordéiert ginn iwwert d'Chamber heibannen, iwwer eng Décisioun, déi dës Chamber geholl huet, wéi duerno eng Administratioun kéint dann eng Décisioun vun der Chamber einfach esou annulléieren. Mä gutt, dat ass vergaangen Zäit. Déi Décisioun ass eriwwer - oder déi Situatioun ass eriwwer. Mä et weist awer och, notamment déi Zuelen, dat Eropgoe vun den Zuelen, wéi wäit et wichteg war, datt d'Leit hir Realitéit och konnten iwwert d'Nationalitéit an iwwert d'duebel Nationalitéit benotzen.

An dann, vläicht eng aner Geschicht, déi och signifikativ an där doter Saach ass, well et eng Saach vu Gefiller jo awer ganz oft ass: Ech weess net, ob Der Iech erënnere kënnt, wéi an de 70er Joren, nodeem d'Diktatur a Portugal gefall war, 1974, vill Leit vun där Nationalitéit, déi zu Lëtzebuerg waren, geduecht hunn, et wär de Moment, d'Wallissen erëm all ze paken an an e Land zréckzegoen, wat fräi wär, wou d'Situatioun anescht wär, wou et sech besser géif liewen.

Vill hunn dat gemaach. An eng ganz Rei och sinn duerno erëm zréck op Lëtzebuerg komm, no enger Rei Méint, no een, zwee Joer, well se gemierkt hunn, datt mat all deene Joren, déi se schonn zu Lëtzebuerg virdru waren, Lëtzebuerg hir Heemecht gi war an datt se gär géifen hei liewen an datt am Fong hir Identitéit sécherlech dat war, wat se an der Jugend erlieft hunn, gesinn hunn, gespiert hunn, mä awer schlussendlech och ganz kloer an däitlech dat, wat déi Jore waren, wou se hei zu Lëtzebuerg waren, an datt se sech hei doheem géife spieren, hei géife gutt spieren, integréiert waren an och wollte Lëtzebuerger ginn. An dat sinn all déi, déi zu engem groussen Deel vum 2008er Gesetz profitéiert hunn, respektiv vun der Klausel, Lëtzebuerger kënnen ze ginn ouni Sproochentester a -konditiounen, wann ee virun 1984 schonn hei war.

A fir déi Leit war dat extrem wichteg, am Fong hir Realitéit, hir duebel Realitéit, dat, wat se sinn, dat, wat se gespiert hunn, dat, wat hir Geschicht war, och kënne ganz an der Realitéit ëmzesetzen: Frou, dat ze sinn, wat s de vum Origine waars, wat s de bass, wat s de net reniéiere kanns, a frou, dat ze ginn, wat deng nei Realitéit ass, an déi zwou Saache mateneen zesumme kënnen ze liewen an deng Zukunft dann domadder, duerch de Fait, datt s de Lëtzebuerger och konnts ginn, definitiv op Lëtzebuerg anzeschreiwen.

2015 hu mer d'Fro am Referendum gestallt iwwert d'Nationalitéit an d'nationaalt Wahlrecht fir Netlëtzebuerger. Déizäit hu mir gesot, datt mer et keng gutt Diskussioun géife fannen, well se géif riskéieren, dëst Land ze splécken. Ech kommen och net dorobber zréck. Mir sinn nach ëmmer bei därselwechter Meenung a mir fannen, datt dat och deelweis agetrueden ass. An d'Lëtzebuerger hu ganz kloer an däitlech Neen zu där Propositioun geäntwert.

A mir hunn zur selwechter Zäit als CSV-Fraktioun eng Proposition de loi déposéiert, baséiert op engem Projet de loi, deen de viregte Justizminister, de François Biltgen, abruecht huet, déi eng Rei vun deene fundamentale Punkten, déi fir eis wichteg waren, och schonn déizäit virum Referendum kloer gesot huet.

Mir hätten déizäit an haut och nach ëmmer gär de Prinzip vum Droit du sol agefouert, mat e puer Konditiounen, well mer einfach gesot hunn, datt d'Realitéit déi wär, datt jonk Kanner, déi hei op d'Welt komm sinn, wat fir eng Nationalitéit se och ëmmer hunn, déi hir Schoulen hei gemaach hunn, déi an de Veräiner hei waren, déi eis Sprooch schwätzen als zweet Mammesprooch, déi am Liewen total integréiert sinn, datt déi net bräichten déi Fro mat 18 Joer ze beäntwerten, ob se dann elo wéilte Lëtzebuerger ginn oder net, mä datt mer einfach solle soen: „Dir sidd Lëtzebuerger." Well en fin de compte se et och sinn, no deenen 18 Joer, déi se hei verbruecht hunn, an no deem Liewen, wat einfach e Liewen zu Lëtzebuerg war, wou d'Integratioun en Automatismus war. Si sinn einfach Lëtzebuerger. An eise Gedanke war ganz einfach: „Ma da kommt, mir soen et ganz einfach!" An een, deen et net wëllt, kann et jo nach ëmmer refuséieren.

Mir waren och der Meenung sengerzäit, datt ee kéint vu siwen op fënnef Joer erofgoen. Nodeem datt mer déi Experienz mat siwe Joer zwëschen 2008 an 2013 gemaach hunn an dat net vill Ënnerscheed war, ware mer där Meenung. Mir haten dat och schonn duerch de Gilles Roth am Numm vun der CSV 2012 an dem Débat d'orientation kloer an däitlech gesot.

Mir waren och sengerzäit fir eng Vereinfachung vun de Prozedure beim Mariage, an haaptsächlech fir d'Entbanne vun der Residenzklausel fir déi Netlëtzebuerger, déi sech mat enger Lëtzebuergerin oder engem Lëtzebuerger géife bestueden, aus engem Grond, deen an eisen Aen och kloer war: Well mer et normal fonnt hunn, datt ee géif Spezialklauselen aféiere fir Familljen, déi zesumme wären an déi et och normal empfannen, datt se alleguer deeselwechte Pass hunn, datt d'Mamm oder de Papp déiselwecht Nationalitéit, deeselwechte Pass wéi d'Kanner kann hunn, an datt een dat vläicht anescht kéint considéréieren, wéi dat am Gesetz vun 2008 de Fall war.

Mir waren och fir d'Bäibehale vum Prinzip vun de Lëtzebuergeschkenntnisser, obwuel mer an där Proposition de loi, déi mer gemaach hunn, eng Facilitatioun virgeschloen hunn, well mer einfach gesot hunn, mir wéilten dat der Realitéit, der reeller Situatioun upassen.

A mir hunn an där Propositioun och gesot, datt mer gär eng Klausel dran hätte fir déi Leit, déi 20 Joer a méi am Land wären, well mer deenen net nach wollten Tester an Examen zoumudden. Och einfach, ganz einfach aus Realitéitsgrënn, well mer wëssen, wéi d'Realitéit dobaussen ass, well mer wëssen, datt et heiansdo schwéier ass, wann s de 50, 60 Joer hues, dech nach engem Test ze stellen, dech nach esou ënner Beweis missen ze stellen. Well et schwiereg ass fir verschidde Leit, déi schonn heiansdo - net ëmmer, mä heiansdo - net vill an d'Schoul gaange sinn, well déi net gär Tester maachen. Wa mer déi an déi Obligatioun erandrécken, wou dann hir Familljen, hir Kanner, déi heiansdo grouss sinn, hinnen nokucken, a se sech och genéieren, wa se dat net géife packen, dat si Situatiounen, déi mer net wollten.

An dofir hu mer gesot: „Well déi Leit awer hiert Liewen hei wëllen zu Lëtzebuerg aschreiwen, kommt, mir ginn deenen eng Chance! A kommt, mir loossen déi dach an déi Gemeinschaft erakommen, wa se décidéieren, datt se dat wëllen! A wa se décidéieren, hir Zukunft an eisem Land anzeschreiwen an déi Joren, déi kommen, mat eis zesummen ze verbréngen, kommt, mer ginn hinnen déi Chance!"

Ech stelle fest, an dofir sinn ech ganz frou, datt eis Haaptpropositioune sech och an dësem Text erëmfannen. An dofir kënne mer och deen Text matdroen.

Mir haten eng Rei Diskussiounen an der Zwëschenzäit och mam Justizminister, an ech kommen duerno nach op déi Diskussiounen zréck, iwwer eng Rei Ausriichtunge vum Text, wat mer als eng Rei Detailproblemer oder -froen haut kënnen ugesinn, mä déi awer wichteg sinn. An ech kommen dorop zréck, well mer bei enger Rei Punkten, déi proposéiert gi sinn, och Nee gesot hunn.

Heiansdo liesen ech dann an den Zeitungen: „Et ass wéinst der CSV, datt mer net konnte méi wäit goen." Ech well zwar och e puer Explikatioune ginn, firwat mer mat e puer Punkten net konnten d'accord sinn. An ech wëll déi net am Parteipoliteschen, net an der Polemik maachen, mä ech wëll einfach d'Explikatioune ginn, firwat eng Rei Saache fir eis schwiereg waren.

Et war proposéiert ginn, e Principe du droit du sol ze maachen, wou ee kéint mat zwielef Méint Séjour wärend deenen 18 Joer schonn d'Lëtzebuerger Nationalitéit, wann een dann 18 Joer hätt, kréien. Ech kann dat verstoen. An ech mengen, datt och an der Realitéit an deene ville Fäll, déi sech presentéieren, déi dote Klausel net vill Ënnerscheed géif maachen, datt net vill Leit géifen drënnerfalen.

Ech soen awer: Fir eis war et wichteg, datt den Droit du sol deem géif entspriechen, datt mer u sech kéinte soen, datt mat 18 Joer déi Kanner, déi jonk Leit dann, déi dovunner profitéieren, och déi Integratioun gemaach hätten iwwert d'Lëtzebuerger Schoulen, iwwert d'Veräiner, iwwer wat och ëmmer, an datt déi Präsenz zumindest wärend fënnef Joer, déi se zu Lëtzebuerg gewiescht sinn, eng Noutwendegkeet wär, fir eis ze garantéieren, datt och déi Integratioun wärend där doter Zäit Realitéit gi wär. Dofir hu mer ganz einfach op déi fënnef Joer gehalen, well dat de Prinzip vun deem, wat mer am Droit du sol wollten, och zur Realitéit gi gelooss hätt.

Mir hunn och eng Diskussioun iwwert d'Condition-linguistiquë gehat. Ech wëll och do kloer soen: Mir haten zweemol an der Proposition de loi, déi mer gemaach hunn, den Niveau A2 an enger éischter Etapp virgeschloen. Den Här Biltgen sengerzäit hat eng Kompensatioun zwëschen dem Niveau A2 an dem Niveau B1 virgeschloen. Déi aner Propositioun, déi sengerzäit vun der Regierung komm ass, dat war, déi zwou Saachen zesummen ze maachen. Déi Solutioun, déi aktuell zréckbehalen ass, fannen ech am Nachhinein, wann ech dat alles kucken, eng richteg gutt Léisung, well se am Fong den Niveau, dee mer haten - Niveau A2 fir d'Schwätzen, Niveau B1 fir d'Nolauschteren - hält als Niveau, mä well se awer an der Realitéit vun deem, wat gefrot gëtt, getest gëtt, a wéi mer et ukucken, eppes Wesentleches changéiert. Dat heescht, datt den Test A2, wann s de dee gepackt hues, deen eenzegen ass, deen am Fong gekuckt gëtt.

An als een, dee fréier Sproochen enseignéiert huet, ass dat fir mech eng Normalitéit an eng Realitéit. Well wann s de um Niveau A2 schwätze kanns, dann ass et eng absolutt Normalitéit, datt däi Verständnis vun der Sprooch och dem Niveau B1 entsprécht. An dofir soe mer hannendrun: „Mä da loosse mer déi Realitéit, déi Sproocherealitéit och akzeptéieren a loosse mer d'Saachen net méi schwiereg maachen, wéi se scho fir verschidde Leit sinn!" Well eis Sprooch ass eis jo alleguer wichteg, mä si soll awer keng Barrière ginn. An d'Lëtzebuerger Sprooch soll Integratiouns-, Kommunikatiounssprooch sinn a soll am Fong eng Bréck sinn, datt mer mateneen eens ginn, an net de Contraire.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir waren och mat anere Punkten net d'accord, wéi datt virgeschloe ginn ass, datt mat aacht Joer scho kéint eng Akzessioun zur Lëtzebuerger Nationalitéit kommen, ouni en Test ze maachen. Zwar mat

enger ganzer Rei Coursen; ech hunn de Prinzip vun der Iddi och verstanen, mä mir waren domat net d'accord, ganz einfach, well mer dann net méi gesinn hunn, wien dann nach no fënnef Joer en Test géif maachen, wann s de no aacht Joer kee bräichs ze maachen.

A mir waren och net der Meenung, datt ee kéint fir Fonctionnairen, sollt fir Fonctionnairë spezifesch Konditioune schafen, well mer net gesinn, firwat e Fonctionnaire an dësem Fall hei sollt privilegéiert gi par rapport zu Leit, déi an der Privatwirtschaft schaffen. A mir waren och net d'accord, datt ee mat 75 Joer scho kéint éischter Lëtzebuerger ginn, wéi wann ee méi jonk wär, well mer do den Ënnerscheed net richteg agesinn hunn. A wat fir eis wichteg war, war déi Klausel vun 20 Joer Präsenz, an net den Alter.

Ech wollt dat explizéieren, net aus polemeschen, politesche Grënn, mä fir eis Positioune kloerzemaachen. Ech wëll awer hannendrusoen, datt déi Diskussiounen, déi mer mat der Regierung, an dësem Fall mam Justizminister gefouert hunn, extrem positiv Diskussioune waren. Net nëmmen, well se zu engem Resultat gefouert hunn, mä och, well se emol iwwerhaapt stattfonnt hunn, an och well, mengen ech, jiddweree sech bewosst war, wéi wichteg et wär, datt mer dës Diskussiounen op eng fair Aart a Weis géife féieren, mat der Zilsetzung, gemeinsam eng Léisung ze fannen.

Ech soe gär hannendrun: Géif d'Regierung - an ech komme jo net laanscht eng kleng Kritik - och an aneren Dossieren eis heiansdo mat u Bord huelen, da kéimen esou Diskussioune vläicht méi heefeg zum Virschäin an da kéinte mer och ganz anescht mateneen diskutéieren.

Op jidde Fall an dësem Dossier sinn ech dankbar, si mir dankbar fir déi doten Diskussioun, dankbar dofir nom Referendum, wou och jiddweree gespiert huet, datt mer eis et net nach eng Kéier kéinten erlaben, an dësem Land eng Diskussioun iwwert d'Auslänner, d'Präsenz vun Auslänner an d'Nationalitéit ze féieren, an datt et wichteg wär, datt esou vill wéi méiglech Parteien an enger korrekter Diskussioun e gemeinsame Projet géife fannen, well dat hei ee vun de sensibelsten Dossieren ass, well de Konsens an esou engem Dossier och dofir wesentlech ass.

An ech wëll just soen, datt déi konstruktiv Mataarbecht, déi eis Partei gewisen huet… Wann ech kucken, datt an aneren Dossieren, mir hunn dat och nogekuckt, d'Oppositioun (veuillez lire: déi fréier Oppositioun) géint d'Nationalitéitsgesetz gestëmmt huet, da wëll ech just soen, datt mer hei wierklech probéiert hunn, deem Souci hei gerecht ze ginn.

Et ass also wichteg gewiescht, hei e Konsens ze fannen. Mä eppes aneres ass an där heiter Thematik a mengen Aen och ëmmer wichteg. Dat ass, datt ee sech garantéiert (veuillez lire: datt ee sécherstellt) an esou Froe wéi där heiter, datt d'Akzeptanz vun deem, wat ee mécht, bei de Leit dobaussen och do ass.

D'Nationalitéitsgesetz ass vill geännert ginn an deene leschten 30, 40 Joer: 1968, 1975, 1986, 2001, 2008 an elo nach eng Kéier 2017. Et ass vill geännert ginn, well och dat Konzept vum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg eppes ass, wat an der Zäit anescht gespiert gëtt, wat evoluéiert, a well et dofir net anormal ass, datt een heiansdo kuckt, ob een nach an der Mëtt vun der Gesellschaft läit.

An ech wëll net higoen, fir elo Riede vun deenen engen an deenen anere vun 2001 oder 2008 oder wéini och ëmmer hei virzeliesen, well souwuel bei der CSV wéi an anere Parteie fënnt een Aussoen - 1985, 2001, 2008 -, déi op anere Prinzipie berouen.

An ech soen och an dësem Sujet, datt et heiansdo och esou ass, datt ee ganz gutt soll oppassen, datt een eben op d'Akzeptanz kann zielen, an datt heiansdo Saachen, déi zu enger Zäit net méiglech waren, zéng Joer méi spéit als normal empfonnt ginn.

Ech ka mech erënneren, 2001, wéi mer iwwert d'duebel Nationalitéit scho geschwat hunn a wéi dat fir d'Éischt an der Diskussioun war, wat fir eng Diskussiounen an Däitschland sengerzäit waren a wat fir eng Diskussioun mer héchstwahrscheinlech, wa mer deen Text 2001 gemaach hätten, zu Lëtzebuerg kritt hätten, wann een dat mat der Briechstaang duerchgesat hätt. 2008 war d'Diskussioun eng ganz aner.

An ech soen datselwecht: Wa mir 2008 eng Diskussioun gehat hätten iwwer - déizäit hate mer se iwwert d'duebel Nationalitéit -, mä iwwert den Droit du sol dann, da wär d'Diskussioun iwwert den Droit du sol eng ganz aner gewiescht wéi déi, déi mer haut féieren, well haut och eng Akzeptanz vun dem Droit du sol do ass. An ech soen Iech: A mengen Ae sinn déi heite sensibel Froen, déi ëm eis Identitéit ginn, Froen, wou een als Politiker ëmmer muss kucken, datt een d'Gesellschaft hanner sech huet an déi Akzeptanz fënnt.

Eng Gesellschaft evoluéiert. D'Politik muss d'Gesellschaft begleeden. D'Politik muss heiansdo och d'Richtung uginn. D'Politik muss heiansdo och iwwerzeegen. D'Politik soll awer esou Reforme wéi dat heiten net mat der Briechstaang an net géint d'Gesellschaft duerchféieren. D'Politik soll dës Reforme maachen, wa se räif sinn a wa mer d'Leit kënnen op deem hei Wee mathuelen.

Ech soen et kloer, haut: Mir hätten dësen Text, sou wéi en hei läit, gäre gehat. Déi fréier Regierung huet e Projet de loi gemaach. Eis Fraktioun huet eng Proposition de loi gemaach. D'Regierung huet a ganz groussen Deeler déi wichteg Punkten, déi fir eis wichteg waren, iwwerholl, a mir fannen eis an dësem Text total erëm.

Den Denis Scuto beschreift a sengem Buch „La nationalité luxembourgeoise" e wéineg dat Hin an Hier, dat all Kéiers opkënnt, wann d'Nationalitéitsfro um Ordre du jour steet, dat Hin an Hier zwëschen op där enger Säit engem protektionisteschen, identitairen Débat an op där anerer Säit méi enger pragmatescher Approche, déi op d'Integratioun zou tendéiert.

Ech soen, datt dësen Text, esou wéi en haut ass, an der haiteger Zäit en Équiliber ass zwëschen deem engen an deem aneren, datt en d'Gesellschaft hanner sech huet an datt en Akzeptanz fënnt. An dofir stëmme mer dësen Text evidenterweis.

Nach e puer Aussoen, déi iwwert deen Text hei erausginn. Dës Diskussioun iwwert d'Integratioun wäert eis och nach an deenen nächste Jore begleeden, Froen iwwert d'Integratioun, Froen iwwert d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. D'ailleurs huet déi Diskussioun eis an eiser ganzer Geschicht iwwert déi lescht 100, 150 Joer begleet: fir d'Éischt Lëtzebuerg als Land vun der Emigratioun a Brasilien, Argentinien an an d'Vereenegt Staten am 19. Jorhonnert, à partir vun 1890 awer vun der Immigratioun vun Däitschen, Italiener, Portugisen duerno.

An déi Fro vu Präsenz vun Auslänner war nach ëmmer eng Diskussioun hei zu Lëtzebuerg. 1910 hate mer scho 15,3% Netlëtzebuerger hei zu Lëtzebuerg liewen, wat fir déi Zäit en extrem héije Pourcentage war. A mir hunn et ëmmer iwwert déi Jore fäerdegbruecht, duerch eis Aart a Weis, wéi mer sinn, duerch och déi Politik, déi gemeinsam gemaach ginn ass, dat op eng Aart a Weis hinzekréien, wou jiddweree sech wuel an dësem Land ka spieren.

Wann ech elo d'Wuesstumszuele kucken - an ech fänken elo keng Diskussioun iwwer 1,2 Milliounen oder iwwer 800.000 Awunner hei un, mä trotzdeem, mir kréien e Wuesstum, ob et der elo 700.000 oder 800.000 sinn oder och méi -, da wäert déi Fro sech och nach an Zukunft a vläicht nach méi accentuéiert stellen, well dee Wuesstum maache mer jo net iwwert d'Natalitéit, dee Wuesstum wäert jo an deenen nächste Joren zu engem ganz groussen Deel iwwert d'Immigratioun kommen. An da musse mer eis och nach iwwert dësen Text eraus, dee mer hoffentlech haut gutt maachen an deen dann och gutt do ass, awer eng Rei Froe stellen: Wéi kréie mer déi Gesellschaft zesummen? Wéi behale mer se zesummen an deem Wuesstum, wat an deenen nächste Jore wäert kommen?

An dann, soen ech, sinn esou Saache wéi déi Campagne, déi d'Regierung elo mécht, fir sech anzeschreiwe fir d'Gemengewahlen, oder déi Plans communaux d'integration, déi gemaach gi sinn - an ech hätt am léifsten, si géifen an alle Gemenge gemaach ginn -, oder d'Iwwerleeungen iwwert d'Plaz vun de Commissionconsultativë vun den Auslänner, hir Missiounen, hir Zesummesetzung, oder d'Iwwerleeung iwwert de Conseil national des étrangers, iwwer seng Zesummesetzung, iwwer seng Missiounen, da sinn dat och nach Punkten a Sujeten, déi eis an den nächste Jore wäerte begleeden, wa mer musse kucken, datt mer garantéieren, datt dat Zesummewuessen, dat Zesummenhale vun der Gesellschaft och bei deem Wuesstum, dee mer an deenen nächste Jore kennen, och nach stabill bleift.

Dofir ass dëst Gesetz fir eis eng Noutwendegkeet. Mir wëllen, datt esou vill wéi méiglech Leit och sollen a wëllen dovunner profitéieren. Mir wëllen, datt esou vill wéi méiglech haiteg Netlëtzebuerger Lëtzebuerger ginn, déi Décisioun huelen, eis Sprooch schwätzen, eis Geschicht kennen. An eis Identitéit soll d'Leit invitéieren, dozouzestoussen, matzemaachen. Eis Nationalitéit soll op si fir déi Leit, déi wëlle mat eis zesummen d'Zukunft vun dësem Land an deenen nächste Joren opbauen.

Dofir stëmme mer dësen Text, a mir stëmmen dësen Text mat Iwwerzeegung. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wiseler. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Artikel 15 vun der Déclaration universelle des droits de l'homme vun 1948 seet: «Tout individu a droit à une nationalité.» Weider seet en: «Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.»

D'Nationalitéit ass eng wichteg Dimensioun souwuel vun der individueller wéi och vun der kollektiver Identitéit, eng Identitéit, déi ni figéiert ass, déi sech ëmmer weider konstruéiert. An d'Nationalitéit, dat sinn och net nëmme Rechter, dat ass och net nëmmen d'Protektioun, mä d'Nationalitéit, déi ass och u Flichte gebonnen.

Traditionell hu mer international zwou Aart a Weisen, fir déi Nationalitéit weiderzeginn, den Droit du sol - ius soli - oder den Droit du sang - ius sanguinis, also engersäits iwwert de Gebuertsuert oder anerersäits iwwert d'Famill.

Mir fannen och an eiser Geschicht béides erëm, a virun allem awer och, ech kommen herno drop zréck, och eng Entwécklung, vu wat fir engem vun deenen zwee Elementer do eist Nationalitéiterecht gepräägt gëtt.

E wichtegt Element däerf een och net aus den Ae verléieren, dat ass, dass nieft den Nationalitéiten och viru 25 Joer eng nei Notioun geschafe ginn ass, déi derbäikënnt. Dat ass déi, déi gëllt fir d'Länner vun der Europäescher Unioun: Et ass déi vun der Citoyenneté européenne. D'Traitéë vu Maastricht a vun Amsterdam hunn d'Grondlag fir eng europäesch Citoyennetéit geliwwert. Si hunn awer och gläichzäiteg de Memberstaten d'Responsabilitéit gelooss, fir selwer an eleng iwwert den Droit de la nationalité bei sech ze bestëmmen. Et sinn also zwou Notiounen, déi verschidde sinn, déi een awer muss ëmmer erëm niewentenee gesinn. An haut gëtt och schonn d'Citoyenneté européenne, déi mer alleguerte kennen an déi mer, mengen ech, och net wëlle mëssen, eng Rei vu Rechter, déi fréier eleng gekoppelt waren un d'Nationalitéit. Do ass also och international eng ganz staark Entwécklung.

E weidere Constat, deen ee ka maachen, ass, dass traditionell - an den Denis Scuto huet dat effektiv och a sengem Wierk ronderëm d'Lëtzebuerger Nationalitéit an déi Debatten, déi stattfonnt hunn, kloer opgewisen - d'Nationalitéitsfro ni eng konsensuell Fro war. Ni! Et war ëmmer eng Fro, wou sech déi politesch Geeschter gescheet hunn, och e Sujet, deen also och gespléckt huet, deen hei an der Chamber beim Vott gespléckt huet. Ech ka mech, mengen ech, net erënneren, dass jee eng eestëmmeg Décisioun an deem Domän hei geholl gi wär. Och haut gesäit et esou aus, och wa mer eng breet Majoritéit kréien, mir kréie wahrscheinlech keng Eestëmmegkeet zu deem doten Text.

Et ass duerfir, mengen ech, desto méi ze begréissen, dass dës Koalitioun gemeinsam décidéiert huet, hei de Konsens ze siche mat der Oppositioun, sofern dat nëmme méiglech war. An de Justizminister huet deen Optrag mat groussem Engagement an, ech mengen, och mat engem gewëssene Succès ausgefouert.

Dat war fréier net esou. Ech ka mech erënneren, et war nëmmen eng ganz kuerz Zäit, fënnef Joer, wou ech an der Oppositioun hei war, do huet déi deemoleg Regierung, et war eng vun CSV an DP mat engem CSV-Premier- a Justizminister, dee Konsens net gesicht mat der Oppositioun. An et huet eng Ofstëmmung do stattfonnt, déi genau no de Linne vu Regierungsmajoritéit a Regierungsoppositioun verlaf ass. Also dat, wat haut hei den CSV-Spriecher als eng absolutt Noutwendegkeet duerstellt fir déi Nationalitéitsfro, dat huet zumindest 2001 net gegollt, well do hunn déi Gespréicher a klenger Ronn, fir op Detailpunkte sech op Kompromisser ze eenegen, muss ech soen, leider net stattfonnt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Bodry, et war awer och kee Referendum virdrun, deen e wéineg d'Atmosphär geännert huet. An ech hu gesot: Dofir war et wichteg, datt mer hei zu engem Konsens fonnt hunn.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen, dass et ëmmer wichteg ass,…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech sinn domat d'accord, mä hei war et besonnesch wichteg…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …an der Nationalitéit, ob Referendum oder net, dat ass meng fest Iwwerzeegung, dass…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech wëll net mat Iech polemiséieren. Ech wëll haut net mat Iech polemiséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wëll just hei, wann Der erlaabt, meng fest Iwwerzeegung, wann ech d'Riednerpult schonn zur Verfügung hunn, hei dann och ausdrécken. Meng fest Iwwerzeegung ass déi, dass d'Nationalitéitsfro sécherlech keng Matière ass, wou een Eestëmmegkeet kann erzilen, wou een awer e breede Konsensus soll erreechen a kucken, zumindest eng Verfassungsmajoritéit bei engem zu Lëtzebuerg net Verfassungsthema ze kréien. Dat ass hei vun dëser Koalitioun gewollt gewiescht. D'Oppositioun huet matgemaach, well et muss ee jo den Accord vu béide Säiten hunn, fir op deen dote Wee ze goen.

Dat ass natierlech och einfach gemaach ginn doduerjer, dass net laang virdrun an der Hektik vun där Referendumscampagne d'CSV mat enger Proposition de loi komm ass, enger Proposition de loi, déi méi wäit gaangen ass am Sënn vun der Fortschrëttlechkeet, am Sënn vun der Ouverture, wat d'Konditiounen ugeet, fir Lëtzebuerger ze ginn, wéi se dat nach nëmmen zwee Joer virdrun, mat eis zesummen an der Koalitioun deemools, bereet war ze maachen an engem Projet de loi.

Dat huet selbstverständlech gehollef. Do waren Ouverturen ewell dran, déi d'CSV, wéi se an der Regierung war, de Courage net hat ze maachen. An ech soen: Ee Gléck, dass mer deen Text hate vun der Proposition de loi, fir mat der CSV ze verhandelen. Soss, mengen ech, wäre mer vläicht op eenzelne Punkten net esou wäit komm, wéi mer hei schlussendlech komm sinn. Et huet…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, do iert Der lech vläicht.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …eis och gehollef, an der CSV, mengen ech, gehollef, fir hei e Konsensus op deem dote Punkt ze kréien.

Et ass elo déi véiert Kéier, wou ech selwer d'Geleeënheet hunn, bei esou Debatten derbäi ze sinn: d'Gesetz vun 1986, d'Gesetz vun 2001, d'Gesetz vun 2008 an elo d'Gesetz vun 2017. An all déi Etappe virdru ware wichteg. All déi Etappen hunn ënnert dem Stréch eng positiv Entwécklung vun eisem Nationalitéiterecht mat sech bruecht, och wann et vläicht net esou schnell an esou wäit gaangen ass, wéi mir eis et ëmmer an der Vergaangenheet virgestallt hunn. Et bleift awer, dass déi Entwécklungen u sech awer alleguerten, an ech kommen drop zréck, an déi richteg Richtung gaange sinn.

2017 si mer haut virun enger virleefeg leschter Etapp - et wäert net déi allerlescht sinn - vun dem Ëmformen, vun dem Upasse vun eiser Gesetzgebung, wat d'Nationalitéit ugeet, un déi gesellschaftlech, un déi sozial Realitéit. Dat ass et näämlech. Deen Text hei wäert esou wäit e weidert Liewen hunn, wéi en nach passt an déi Gesellschaft, déi sech wäert entwéckelen an deenen nächste Joren. A wann do gréisser Changementer kommen, da musse mer selbstverständlech och, egal wien d'Responsabilitéit huet, dann dozou iwwergoen an d'Nationalitéiterecht erëm eng Kéier ëmformen.

(Interruption)

Wichteg ass, an eis Geschicht selwer weist et, et brauch een nëmmen an d'30er Joren zréckzegoen, do gesäit een et och, dass, deemno wéi d'Konjunktur ass, net nëmmen déi wirtschaftlech - déi spillt sécherlech och hei mat -, mä och déi politesch, dass dat och en direkten Impakt op deen heite Sujet huet, dee vun den Definitiounen, vun de Konditiounen, fir Lëtzebuerger ze ginn. Déi ginn da méi restriktiv, wéi et an Zäiten ass, wou et wirtschaftlech gutt geet, wou een u sech och mat Oppenheet eigentlech un esou Froen erugeet, wéi dat haut glecklecherweis nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Wann een also déi Evolutioun vun deene leschte gutt 30 Joer analyséiert vum Gesetz vun 1986 bis haut, da gesäit een, dass tendenziell d'Méiglechkeeten eropgesat si ginn, méi opgemaach si ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn. Wat net ausschléisst, dass och ëmmer an där doter Grondtendenz och eenzel Méiglechkeete méi restriktiv definéiert sinn. Loosse mer einfach d'Beispill vun der Sprooch nennen!

Et kënnt engem haut vläicht e bësse speziell vir, mä bis 2001, soulaang ass dat jo nach net hier, war d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch kee Kritär, fir Lëtzebuerger ze ginn. Wat haut vu ville Leit - net onbedéngt vu mir - bal als eenzege Kritär betruecht gëtt, fir ze beweisen, dass een e gudde Lëtzebuerger ka ginn, wann een déi Lëtzebuerger Sprooch beherrscht, dat war bis 2001 kee Kritär! Et ass duergaangen, wann een eng vun deenen dräi Sproochen, déi hei an eisem Land och offiziell verankert sinn, beherrscht huet. Dat huet fundamental changéiert 2001. An dat ass bäibehale ginn an der Reform vun 2008 an et gëtt och bäibehalen an dëser Reform vun 2017.

Do hu sech och sécherlech d'Sichtweise vun de Parteie geännert, well ech ka mech net erënneren, dass sech an de 70er Joren esou hefteg Diskussioune ronderëm de Kritär vun der Lëtze-

buerger Sprooch bei der Nationalitéit gestallt hätten. Dat ass e Phenomeen, dee méi spéit komm ass, deen awer och net méi, fir de Moment, ewechzedenken ass an deen ee muss, mengen ech, als Realitéit akzeptéieren.

Nach muss ee kucken, wéi een dann u sech derfir suergt, dass een dee Kritär respektéiert, op wat fir engem Niveau dass een d'Ufuerderungen usidelt. An do ass jo och an dësem Text eng Neierung dran an deem Sënn vun deem méi prezisen Niveau, deen an der leschter Reform fir d'Éischt virgesi ginn ass.

2001, do ass et jo eigentlech duergaangen, wann ee konnt Grondkenntnisser noweisen, wat sech an der Praxis beschränkt huet op e Gespréich, wat den Untragsteller am Büro vun der Populatioun oder vum État civil an der Gemeng hat, an de Beamten huet da cochéiert, ob déi Persoun déi Grondkenntnisser hat oder net. Dat war d'Applikatioun vum Gesetz vun 2001. An 2008 ass dat méi staark fixéiert ginn, och mat Tester, mat gewëssenen Niveaux de connaissances, déi mussen erreecht ginn. An et ass jo an deem dote Punkt, wou mer och eng liicht Modifikatioun an deem heiten Text virhuelen opgrond vun där praktescher Erfahrung, déi gemaach ginn ass, wat d'Uwendung vun dem aktuelle Gesetz ugeet.

Den neie Reformtext, dat ass fir eis immens wichteg, bleift an eisen Aen d'Spigelbild vun engem Land, dat eigentlech houfreg ass, wa vill Leit seng Nationalitéit wëllen, engem Land, dat houfreg ass, dass et vill Lëtzebuerger gëtt, dat net wëllt hunn, dass dat en exklusive Club gëtt, wou ee muss en deiere Präis bezuelen, fir iwwerhaapt eranzekommen. Also insgesamt och e Land, wat weider op ass no alle Säiten, wat sech net ofschott, net anigelt, mä wat och op ass fir zousätzlech Immigratioun a wat op ass fir Integratioun. Dat ass an eisen Aen e ganz wichtege Punkt. An dat spigelt sech an deem heiten Text vun der Reform erëm.

Grouss Etappen hu mer beschratt iwwert déi lescht 30 Joer, wéi zum Beispill déi, wat eis haut selbstverständlech schéngt, wat awer virun nach net allze laanger Zäit iwwer e Gesetz eréischt agefouert ginn ass, dass Mann a Fra gläich sinn oder Mamm a Papp gläich sinn, wat d'Transmissioun vun der Nationalitéit ugeet. Virdru war et esou, dass eleng de Mann, obwuel eigentlech d'Paternitéit jo am fragwürdegsten ass, do déi Nationalitéit weiderginn huet an d'Mamm dat net gemaach huet. Dat war e wichtege Meilesteen, mengen ech, fir e modernt Nationalitéitegesetz.

Dann hu mer natierlech d'Aféierung - déi hefteg hei diskutéiert an och bekämpft ginn ass - vun enger duebeler oder souguer vun enger Plurinationalitéit, sofern selbstverständlech dat och an deenen anere Länner esou akzeptéiert gëtt, well soss komme mer do a relativ schwiereg juristesch Situatiounen eran. Et huet laang gebraucht. Mä mir haten eigentlech schonn 2001 eng politesch Majoritéit hei am Parlament. Mä et war der CSV sengerzäit ze fréi. Et ass emol décidéiert ginn: „Da maache mer eng Etüd." An et ass eréischt bei der Reform drop, 2008, wou dunn och d'CSV bereet war, déi dote wichteg Neierung matzedroen, déi jo wierklech e Push ginn huet eigentlech an eist ganzt Nationalitéiterecht. Besser spéit wéi ni!

An d'Verkierzen an d'Verbëllege vun de Prozeduren, gratis Prozeduren, dat hate mer laang net! Doniewent awer och virun allem awer déi Verkierzung vun den Naturalisatiounsprozeduren. Sou hunn nach eng Partie Leit hei an der Chamber déi fantastesch Erfahrung gemaach vun der Naturaliséierung duerch d'Chamber. Deemools war et jo net de Minister, deen d'Décisioun geholl huet, mä et war d'Chamber, de Législateur, deen déi Décisioune geholl huet. A mir waren hei regelméisseg konfrontéiert mat Dossieren déi zwee, dräi, véier, bis zu néng Joer al waren, ier hei d'Chamber doriwwer ofgestëmmt huet. Dat ass eriwwer. An engem vun de viregte Reformen ass den Délai vun aacht Méint virgesi ginn. Dat ass och richteg esou.

Et ass also wichteg, dass mer iwwert déi lescht Joren och ewechkomm si vu jorelaange Prozeduren hin op schnell Prozeduren oder relativ schnell Prozeduren, awer och méi bëlleg Prozedure wéi dat fréier de Fall war, wou relativ héich Taxen, besonnesch bei den Naturalisatiounen, hu misse bezuelt ginn.

En anere Kritär, eng aner Etapp war wéi gesot d'Moosse vun de Lëtzebuergeschkenntnisser, de Sproochekenntnisser als Gesetzeskritär, wéi och… (veuillez lire: wéi och d'Buedemrecht). An do hu mer den éischte grousse Schratt bei der leschter Reform gemaach. Dat war emol deemools net am Regierungsprojet virgesinn, mä iwwer en Amendement vun der juristescher Kommissioun ass deemools e wichtegt Element vu Buedemrecht, bal erstmaleg - mir hate bis elo ganz wéineg Elementer an eisem Nationalitéiterecht dran -, an d'Gesetz iwwerholl ginn, wou gesot ginn ass, dass déi Kanner, déi hei gebuer sinn, wou schonn een Elterendeel hei gebuer war, automatesch géife Lëtzebuerger ginn, dass déi aus der drëtter Generatioun dann automatesch Lëtzebuerger géife ginn.

Dat ass eigentlech en Amendement gewiescht, deen an den Aarbechte vun der juristescher Kommissioun entstanen ass a bei deem, wann ech mech richteg entsënnen, d'Madamm Err an den Här Huss sengerzäit do federführend waren, fir deen dote Punkt eranzekréien. Den Här Braz huet vläicht och eppes dermat ze dinn. Ech weess op jidde Fall, ech hunn e misse verteidegen an der Kommissioun, well d'Madamm Err dee Moment net an der Kommissioun war; sou wäit gi meng Erënnerungen un deen dote Punkt zréck. Mä et ass awer esou, dass et wichteg war, dass mer dat Element vu Buedemrecht erakritt hunn.

Et gesäit een also, dass déi Reformen do eppes bruecht hunn. An dat gesäit een och ganz kloer un den Zuelen, besonnesch, wann ee kuckt, wat fir en Impakt déi lescht Reform, déi vun 2008, deemools ënnert der CSV/LSAP-Regierung, hat. Déi huet derzou gefouert, an et ass scho virdru vum Här Wiseler ugedeit ginn, dass d'Zuel vun deene Leit - besonnesch duerch den Effet och vun der Méiglechkeet vun enger duebeler oder mehrfacher Nationalitéit -, déi bereet waren, d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzehuelen, eropgaangen ass, well se doduerch net hu missen hir éischt Nationalitéit, déi se haten, opginn. Dat huet dozou gefouert, dass vill méi Leit deen dote Schratt gemaach hunn.

Och wann elo déi Zuelen erëm tendenziell liicht erofgi selbstverständlech - oder éischter deen éischte Stock vun Demanden, déi erakomm sinn -, bleift et awer, dass also iwwert déi lescht puer Joer ronn, kann ee soen, eng 5.000 volontaire Acquisitioune vun der Nationalitéit am Schnëtt ze verzeechne waren. Mir louchen do an der Vergaangenheet tëschent 1.000 a 1.500. Dat ass also praktesch eng Verviierfachung vun den Zuelen. Och wann ee mierkt, dass rezenterweis d'Zuel vun deene Leit, déi iwwert de Recouvrement Lëtzebuerger ginn, sech staark no uewe beweegt huet, wärend déi, déi dat iwwert déi…, also Résidentë praktesch, déi déi Demande maachen, wärend déi Tendenz sech éischter liicht no ënne beweegt huet, mä wann een iwwert den Daum dat wëllt peilen, gesäit een, dass zënter dem Gesetz vun 2008, also vun 2009 bis 2016 eng iwwer 35.000 Leit - iwwer 35.000 Leit! - eng volontaire Acquisitioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit gemaach hunn. Dat ass e Phenomeen, wéi mer en esou an eiser Geschicht hei zu Lëtzebuerg nach net kannt hunn. Et ass e positive Phenomeen, géif ech mengen.

Dës Reform stäerkt déi doten Tendenzen. Si schwächt se net of. Dës Reform wäert awer och net dozou féieren, dass eis Nationalitéit, wat eenzel Leit fäerten, géif an iergendenger Form ausverkaaft ginn, dass ee kéint vun haut op muer einfach iergendwellech Liene mat Lëtzebuerg opweisen a Lëtzebuerger ginn. Dat war net de Fall, dat wäert och mat där Reform hei net de Fall sinn.

Mir begréissen deen dote Schratt, well e grousszügegt Nationalitéitegesetz besonnesch wichteg ass an engem Land, mengen ech, wou mer an engem gewëssene Mooss en demografeschen Defizit hunn an och an iergendenger Form en demokrateschen Defizit hunn, wou mer haut eng 47% vun eiser Bevëlkerung hunn, déi Netlëtzebuerger sinn. Bei der leschter Reform, mengen ech, waren et der nach 41.

Et gesäit een also, wéi dat trotz der Reform, trotz dem Succès, déi se hat, duerch dee Phenomeen vu ganz staarkem Zouwuess an Immigratioun, besonnesch vun Aarbechtskräften, hei op Lëtzebuerg sech entwéckelt huet an déi Leit natierlech och, déi Netlëtzebuerger, och aus Deeler vun dem demokratesche Prozess ausgeschloss bleiwen. Et ass also eng Noutwendegkeet demografesch an och aus demokrateschen Iwwerzeegungen, fir op där doter Linn ze bleiwen.

An dem LSAP-Wahlprogramm vun 2013 hate mer eng Reform vum Nationalitéitegesetz gefrot. Deemools louch vir e Gesetzesprojet vun der viregter CSV/LSAP-Regierung, dee mer och interfraktionell diskutéiert hunn, dee, mengen ech, eng gutt Grondlag war, well en och opgebaut huet op déi Evaluéierung, déi gemaach ginn ass am Hierscht 2012 iwwert déi praktesch Emsetzung vum Gesetz vun 2008 a wou eng ganz Rëtsch vun deene Punkten, déi elo an dësem Regierungsprojet dra sinn, och schonn deemools erwäänt gi sinn, wou och schonn deemools Pisten opgewise gi sinn, a wat fir eng Richtung déi Reform kéint goen. Och deemools war schonn de Wëllen do, sech nach e bësse méi opzemaachen op eenzelne Punkten an net d'Diere méi zouzemaachen.

Zum Beispill ware mer eis eens, fir d'Residenzdauer vu siwen op fënnef Joer erofzesetzen, nodeem mer eis e puer Joer virdrun zerstridden hunn: Déi eng wollten zéng Joer, mir wollte fënnef Joer. Do ass dann dee Compromis à la luxembourgeoise mat siwe Joer fonnt ginn, woubäi och déi fënnef an zéng Joer net wëssenschaftlech Fundamenter hunn. Mä mir si frou, dass mer also erëm op de fënnef Joer sinn. An dat ass déi geréngsten Zuel eigentlech, mir hate se schonn eng Kéier, dat ass déi geréngste Residenzklausel, déi mer an eiser Geschicht haten. Et ass emol vu 15 Joer an der Vergaangenheet bis op fënnef Joer gaangen. Sou war am Fong déi Forschett vun de Residenzklauselen, déi gegollt hunn, fir kënnen d'Lëtzebuerger Nationalitéit iwwert d'Naturalisatioun unzefroen.

Mir hätten allerdéngs an eisem Wahlprogramm gäre gehat, dass sollt eigentlech déi dote Regelung an zwee Punkten nach verbessert ginn. Do konnte mer eis näämlech virdrun net mat der CSV eens setzen. Dat war op dem Niveau vun der Kenntnis vum Lëtzebuergeschen, wou mer aus sozialen Iwwerleeungen der Meenung waren, dass et wichteg wär, do eng gewëssen Oplackerung vun de Kritären ze maachen, fir och där spezifescher Situatioun vun eenzelne Leit Rechnung ze droen, déi vläicht selwer ni richteg Schoule matgemaach hunn, wou elo verlaangt gëtt, déi sollten da Lëtzebuergeschcoursë maachen. Si hunn dat an der Vergaangenheet ni kannt an hirem viregte Liewen. An déi Leit riskéieren natierlech mat deem dote Selektiounskritär ewechzefalen. Do ware mer der Meenung, dass eppes misst geschéien. Dat ass zum Deel geschitt iwwert dee Kompensatiounsmechanismus, deen duebelen, deen elo an deem heite gemeinsamen Text, deen d'Regierung erabruecht huet, da virgesinn ass.

A mir waren och der Meenung, dass sollt nach en zousätzlecht Element vu Buedemrecht erakommen. A genau dat ass hei jo och mat deem heiten Text geschitt, wou elo och déi Leit aus der zweeter Generatioun, dat heescht, déi hei gebuer sinn a vun deenen een Elterendeel da mindestens ee Joer och hei war, dass déi och kéinten an de Genoss komme vun enger automatescher Attributioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit. Dat ass e wichtege Punkt. Hei spillt also weder d'Fro vun der Naturalisatioun nach vun der Optioun. Dat ass eng automatesch Attributioun vun der Lëtzebuerger Nationalitéit.

An déi dote Bestëmmung vun deem verstäerkte Buedemrecht, wat mer hei aféieren, wäert och derzou féieren, dass mat der Mise en vigueur vun deem heite Gesetz op ee Schlag all déi Leit, déi 18 Joer hunn an déi d'Konditioune vun der Naissance hei erfëllen, Lëtzebuerger wäerte ginn.

Dat waren allerdéngs och Fäll, déi och haut schonn eng Demande gemaach hunn, fir Lëtzebuerger ze ginn. Dat brauche se an Zukunft net méi. Si wäerten automatesch Lëtzebuerger ginn. Si kéinten et jo dann nach éischter ginn, ab zwielef Joer, wa se nach gewëssen aner Konditiounen dann erfëllen.

Ech mengen, d'Madamm Rapporteur, d'Viviane Loschetter, huet dat ganz gutt duergestallt. Ech wëll hir och ausdrécklech Merci soen, net nëmme fir hire Rapport hei, mä virun allem och fir déi gutt Aarbecht, déi ënner hirer Leedung an der Kommissioun och op deem heite Punkt gemaach ginn ass.

D'Regierung huet profitéiert, fir nach eng Rei Neierungen hei anzeféieren, déi iwwert dat erausginn, wat sengerzäit an deem ale Projet Biltgen vun Ufank 2013 war. An dat ass och gutt esou. A villes, mengen ech, vun deem ass schlussendlech och an der Endfaassung hei stoe bliwwen.

Wichteg ass, ech hunn et scho gesot, dass, mat Ausnam vun der ADR, mat engem klenge Bémol, mengen ech, bei eise Kolleege vun déi Lénk, all Fraktiounen hei hannert deem heiten Text stinn. Dat ass - jo, dat kann ee soen! - e klenge Succès fir dës Regierung, a besonnesch och fir de Justizminister.

Ech mengen, et ass awer och e Succès fir d'Lëtzebuerger Demokratie, déi eigentlech bewisen huet… An enger Zäit, a mir komme jo scho méi no op d'Wahlterminer zou, wou ee gesäit an eenzelnen aneren Dossieren, dass awer d'Tendenz do ass, fir vläicht net onbedéngt als Éischt de Konsens ze sichen, mä als Éischt vläicht seng Eegestännegkeet ze betounen, fannen ech, dass dat heiten eng remarkabel Ausnam ass an där Aart a Weis, wéi mer un esou kriddeleg Dossieren a sensibel Dossieren eruginn. Ech mengen, dass dat och wichteg ass. An déi Rou, mengen ech och, wéi och dobaussen iwwert déi dote Fro momentan diskutéiert gëtt - an ech denken net, dass dat wäert elo schlagaarteg ännere -, ass d'Resultat och vun där konsensueller Démarche, déi op politeschem Plang hei gesicht a fonnt ginn ass, an dat muss een nach eng Kéier hei ausdrécklech ervirsträichen.

Dës Reform hält all positiven Acquis aus der Vergaangenheet: gratis Prozedur, schnell Prozedur, kee Réckgréff méi op e legislativt Verfahren, mehrfach Nationalitéit, Rechtssécherheet beim Honorabilitéitskritär.

Dat war eng Diskussioun, déi mer an der Vergaangenheet ëmmer erëm haten: Léisst ee sech do en Appréciatiounsspillraum, wou keng kloer Kritären do wären, oder setzt een iwwert d'Condamnatiounen objektiv Kritären? Ech sinn immens frou, nach ëmmer frou, wou ech ëmmer hefteg matdiskutéiert hunn an net ëmmer notamment mam Här Biltgen op enger Linn louch, dee sech do wollt e bësse méi Flexibilitéit zouuerdnen. Ech war der Meenung, dass een do sollt wierklech sachlech, objektiv Kritären hunn, an dëse Regierungsprojet huet zwar en zweete Kritär mat erabruecht, et bleift awer e sachleche Kritär, deen, wat d'Condamnatiounen ugeet, hei zréckbehale ginn ass. An dat ass, mengen ech, och gutt esou.

Ech sinn och frou, dass mer net erakomm sinn an eng onsääglech Diskussioun, déi haut a Frankräich nach ëmmer hir Wonne schléit, iwwert d'Déchéance de la nationalité. Et ass net de Fall, zumindest bei deene verstännege Kräften, déi deen heite Projet droen. Hei ass et esou, dass een nëmme seng Nationalitéit ka verléieren, wann ee mat falschen Argumenter virgaangen ass, wann ee falsch Dokumenter virgeluecht huet, wann een also praktesch eng Fraude gemaach huet. An deem Sënn natierlech kann een erëm eng Kéier seng Nationalitéit verléieren. Beim aneren Deel bleift et, dass déi Leit, déi par naissance Lëtzebuerger ginn, an déi Leit, déi duerch e volontairen Akt Lëtzebuerger ginn, gläichgestallt bleiwen. Mir hu keng zwee verschidde Regimmer. Et gëtt net Lëtzebuerger éischter Klass, et gëtt net Lëtzebuerger zweeter Klass. Et gëtt nëmme Lëtzebuerger. An do mussen also déiselwecht Regele fir all déi Leit gëllen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, egal iwwer wat fir e Wee dass se déi Lëtzebuerger Nationalitéit kritt hunn.

Richteg ass, mengen ech, och, dass no enger gewëssener Diskussioun gemeinsam décidéiert ginn ass, fir déi aktuell Regele vum Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, deen also besonnesch, mä net nëmmen, fir all déi gëllt, déi e Virfahren haten, deen op den 1. Januar 1900 d'Lëtzebuerger Nationalitéit hat, wou déi also konnten dann dat geltend maachen, fir da selwer erëm Lëtzebuerger ze ginn, fir déi Recouvrementsméiglechkeet (veuillez lire: bäizebehalen), wou mer vläicht iwwerrascht waren an iwwerrascht sinn iwwert dee Succès, deen dat plëtzlech hat, besonnesch bei eise belschen Noperen, wou Dausende vu Belschen an deene leschte Jore Réckgréff gemaach hunn, fir och kënnen déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, ouni dass do iergendwellech Sproochekritären an en iergendwelleche Kritär vun engem Lien zu Lëtzebuerg géife bestoen.

Komescherweis ass dat bei den Debatte vun 2008 guer net kritiséiert ginn, och (veuillez lire: och net) bei de farouchë Géigner vu soss iergendwellechen Oplackerungen. Op eemol, wann eppes iwwert den Droit du sang - a wann iwwer dräi oder véier Generatiounen - eriwwergeet, dann ass et eng gutt Saach. Par contre si mer ganz, ganz kriddeleg, wann et eisen Noper betrëfft, deen niewent eis wunnt an deen net vu Gebuert aus Lëtzebuerger ass an dee wëllt Lëtzebuerger ginn. Do si mer amgaang dann oft, iwwerdriwwe Barrièrë wëllen opzebauen. Dat ass fir mech e ganz interessante Phenomeen.

Also richteg ass et, ech kommen drop zréck, dass eigentlech déi Bestëmmung, déi eng Dauer hat vun zéng Joer, dass mer et bei deenen zéng Joer Dauer loossen, dass Enn 2018 déi Méiglechkeet vum Recouvrement och dann ausgeschloss gëtt.

Ech hunn et gesot: Bei der allgemenger Residenzklausel si mer eis eens, déi op fënnef Joer erofzesetzen. D'Optioun gëtt erëm agefouert, wou och dann net méi de Minister als Éischte responsabel ass. En huet natierlech nach eng Kontrollfonctioun, mä u sech ass et dann d'Gemeng iwwert de Büro vum État civil, vum Officier de l'état civil, deen do eng Responsabilitéit huet ze kucken, ob d'Konditiounen, wéi d'Gesetz se virschreift, och respektéiert ginn. Dat doten ass also eng ganz liicht an einfach Prozedur. Do stinn natierlech och Recoursméiglechkeeten op, wann do eppes erauskënnt, eng Décisioun erauskënnt, déi dem Antragsteller net geneem ass.

De Ius soli, hunn ech gesot, gëtt verstäerkt hei mat erageholl. An no an no hu mer praktesch eng Gläichberechtegung an eisem Nationalitéiterecht vun dem Bluttrecht, traditionell, an och dem Buedemrecht, wat doniewent derbäikënnt. An ech fannen dat eigentlech och nëm-

men eng ganz normal Entwécklung, well eis Gesellschaft sech och an engem äänleche Sënn entwéckelt huet. An hei ass et wichteg, mengen ech, dass d'Gesetz do nozitt an dass d'Gesetz déi Realitéit vun deem Zesummeliewen hei vu villen Nationalitéiten, vu ville Leit vu verschiddenen Originnen och berücksichtegt an dass do also och d'Wichtegkeet vun deem Zesummeliewen - zesummen opwuessen, zesumme schaffen - méi staark betount gëtt als Kritär, fir eng Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, wéi eigentlech just eng Bluttsverwandschaft dat ka maachen.

De Kompensatiounssystem bei der Bewäertung vun der Lëtzebuerger Sprooch ass an der Rei. Mir hätten eis och kënne virstellen, dass een do souwuel beim Verstoe wéi beim Schwätzen op den Niveau A2 gaange wär. Mä ech mengen, déi Léisung, déi hei fonnt ginn ass, déi ka souguer an eenzelne Fäll méi favorabel si wéi déi A2-Léisung, déi iwwregens och den Här Wiseler a senger Proposition de loi virgesinn hat.

Wat mer och positiv fannen, dat ass de Bürgerkundecours, dat heescht «Vivre ensemble au Luxembourg», wou d'Stonnenzuel eropgesat gëtt, wou mer elo bei 24 Stonne sinn, mat Modullen, déi awer obligatoresch sinn. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Saach, dass een do och derfir suergt, dass e gewëssenen Know-how do ass doriwwer, wéi Lëtzebuerg fonctionnéiert. An ech mengen, dat ass och esou eppes, dat kéint ville Leit guttdoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun ass zefridden, dass et méiglech war, de grousszügegen an de fortschrëttleche Charakter vun dëser Reform, sou wéi e vun der Regierung a vun der Koalitioun ugeduecht ginn ass, och no Concertatioun mat der Oppositioun bis zum Schluss, bis op haut bäizebehalen.

Mir begréissen och ausdrécklech - et geet e bëssen ënner -, dass mer déi dräi Konventiounen, déi zum Zil hunn, fir d'Fäll vu Statelosegkeet anzedämmen, och endlech, géif ech soen, ratifizéieren, well wann Der kuckt, aus wat fir Joren dass déi Konventioune kommen, da gesitt Der, dass mer do eigentlech hei zu Lëtzebuerg net onbedéngt en Excès de zèle gemaach hunn, fir déi dote Konventiounen hei formal och an dat nationaalt Recht ze iwwerhuelen. Et ass eng gutt Saach.

Ech soen awer och ganz kloer, dass mer eis gewënscht hätten als LSAP, op deem engen oder anere Punkt nach e Stéckche méi wäit ze goen, wéi schlussendlech zréckbehale ginn ass. Mir si jo awer och hei an enger Kompromissfindung eigentlech dran a mir hätten eis virstelle kënnen, dass een d'Residenzklausel vu fënnef op dräi Joer erofgesat hätt, zumindest an de Fäll vun den Apatridë respektiv vun den unerkannte Flüchtlingen. Dat war awer net mat alle Parteien esou ze maachen.

Mir hätten eis och kënne virstellen, dass ee bei deene Leit, déi méi laang wéi 20 Joer hei wunnen, iwwerhaapt ganz op Sproochecoursë verzicht hätt. Elo musse se keen Test maachen, mussen awer nach an d'Sproochecoursë goen. Also, mir hätten eis och virstelle kënnen, dass een den Niveau eenheetlech bei A2 festgeluecht hätt. Mä fir de Rescht, mengen ech, deckt sech dat, wat am Regierungstext steet, wat e breede Konsensus fënnt, mat eise Virstellungen, wat e modernt Nationalitéiterecht fir Lëtzebuerg ugeet.

Wichteg ass et an eisen Aen also, dat Ganzt am A ze behalen. A mir si frou, dass also besonnesch och all déi Virschléi, déi op enger praktescher Erfahrung opbauen, konnten an deen heiten Text matagebonne ginn, wat eigentlech herno och eng reibungslos Applikatioun vun deem heiten Text wäert méiglech maachen.

Fir eis ass et och wichteg, an dat wëll ech betounen, dass elo och vun der Regierungssäit alles ënnerholl gëtt, fir derfir ze suergen, deen heiten Text, deen e komplexen Text ass - mat deem mer vläicht bei der éischter Lektür net nëmmen am Franséischen, mä och, wa mer e géifen op Lëtzebuergesch esou iwwersetzen, wéi e formuléiert ass, Schwieregkeeten hätten, fir all Detailer ze verstoen -, an enger einfacher Form ze kommunizéieren, an enger einfacher Form derfir ze suergen, dass déi Bedéngungen, déi Prozeduren, fir Lëtzebuerger ze ginn, dass jiddwereen, deen Interesse un där Matière huet, dat do kann novollzéien an och verstoen, wat déi wesentlech Elementer ugeet.

Dat ass, mengen ech, eng Erausfuerderung un d'Regierung, un d'Politik, un d'Verwaltung, derfir ze suergen, dass also déi heiten nei Regelen, well et sinn zum Deel nei Regele par rapport zu deem, wat mer haut zënter 2008 kennen, dass déi och bekannt gemaach ginn, fir dass eigentlech déi Opportunitéiten, déi deen heiten Text gëtt, och zousätzlech Opportunitéiten, déi deen heiten Text gëtt, fir Lëtzebuerger ze ginn, dass eng méiglechst grouss Zuel dovunner och ka Gebrauch maachen. Dorëms geet et eis.

Duerfir wäerte mer deen heiten Text, Här President, selbstverständlech als LSAP-Fraktioun och stëmmen, wéi mer eben dat Ratifikatiounsgesetz vun deene Konventiounen och wäerte stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. An d'Wuert huet elo d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst et bestëmmt: Dat éischt Labyrinth vun der Weltgeschicht ass op Kreta vum Baumeeschter Dädalus gebaut ginn a war geduecht, fir de wëlle Mënschestéier Minotaurus ewechzespären. Zu de leschte Labyrinther vun der Weltgeschicht gehéieren d'Nationalitéitsgesetzer, déi vun de Gesetzgeber gebaut gi sinn an iwwerall anescht ausgesinn. Dës Labyrinther si fir déi Auslänner gebaut ginn, déi d'Nationalitéit vun deem Land wëllen unhuelen, an deem se gäre liewen. Si bestinn net aus Maueren oder Hecken, mä aus Paragrafen, an deene vill Leit sech gäre veriren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och zu Lëtzebuerg war den Zougang zu der Nationalitéit nach ëmmer eng Zort Labyrinth, eng komplex Prozedur, déi regelméisseg geännert huet, mat ëmmer neie Virschrëften an ëmmer neie Regelen. Dat huet d'Verständnis vun deene Gesetzer natierlech net vereinfacht. Eleng am 20. Jorhonnert - et ass scho gesot ginn - ass eist Nationalitéitsgesetz fënnefmol an der Chamber modifizéiert ginn. Am 21. Jorhonnert, wat jo nach net al ass, sti mer haut scho bei der drëtter Reform vum Gesetz. Mir hoffen a mir sinn och zouversiichtlech, datt mam Projet de loi vun haut e Gesetz geschafe gëtt, wat méi laang Bestand wäert hunn an eng zolidd Basis schaaft fir d'Zukunft.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Déi vill Modifikatioune vum Gesetz liwweren awer och de Beweis, datt d'Notioun vun der Nationalitéit net stabel ass, an déi vun hirer Uneegnung och net. An der Debatt vun 2008 huet déi fréier Deputéiert Renée Wagener vun deene Grénge sech souguer gefrot, ob mir net gläich nach just en europäesche Pass wäerten hunn, mat op der Récksäit dem Hiweis, datt mer och Lëtzebuerger sinn.

Une voix.- Dat ass ni geschitt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An et ass bis elo nach ni geschitt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat geschitt och net esou séier.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Am historeschen Deel vun hirem Rapport huet d'Kolleegin Viviane Loschetter déi ganz Evolutioun vun eisem Nationalitéitsgesetz an de leschte Joren, mä och an de leschte Jorhonnerten a Jorzéngte ganz gutt beschriwwen. An ech géif jiddwerengem recommandéieren, dee Rapport ze liesen. Unhand vum Denis Scuto sengen interessante Recherchë liwwert dee Rapport näämlech de Beweis, datt d'Reform vum Nationalitéitsgesetz ëmmer e wichtege Moment an der Geschicht vun eisem Land a vun eiser Gesellschaft war.

Et ass dee Moment, wou de Gesetzgeber op d'wirtschaftlech a sozial, mä och op d'diplomatesch an demografesch Entwécklunge reagéiert a sech un der politescher Ideologie orientéiert, déi zu deem Moment virherrscht, och wann d'Gesellschaft net ëmmer voll derhannert steet.

Et ass awer och dee Moment, wou gären Interessekonflikter an ideologesch Kämpf ausgedroe ginn a wou Themefelder an d'Spill kommen, déi eigentlech iwwert de renge Begréff vun der Nationalitéit erausginn an awer am selwechten Otemzuch diskutéiert ginn. Ech denken u Begréffer wéi Integratioun, Assimilatioun, national Identitéit, kulturell Identitéit, sozial Kohäsioun an natierlech och un d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch als eent vun den zentraalsten Elementer vun den Diskussiounen. Dëst ëmmer um Hannergrond vun der staarker Immigratioun, déi eist Land jo schonn zanter der Mëtt vum 19. Jorhonnert staark charakteriséiert, mat staarke Fluktuatiounen awer och jee no wirtschaftlecher Situatioun an eisem Land, mä och an der Heemecht vun den Immigranten.

Och wann déi limitéiert Aarbechtsverträg den éischten Immigranten, virun allem deenen aus Italien, keng Garantie geliwwert hunn, datt se kéinten heibleiwen, esou ass d'Zuel vun den Auslänner an eisem Land awer permanent gewuess: vun 3% am Joer 1871 op 15% am Joer 1900, op 37% am Joer 2001, bis op deen haitegen Taux vun iwwer 46%. Woubäi ech net derlaanschtkommen, dem Max Frisch säi schéine Saz aus dem Joer 1965 ze zitéieren, wou hie gesot huet: „Wir riefen Arbeitskräfte und es kamen Menschen", e Saz, dee fir Däitschland geduecht war a sech op déi türkesch Awanderung bezunn huet, mä deen net manner fir Lëtzebuerg zielt.

D'Mënschen, Dir Dammen an Dir Hären, déi op Lëtzebuerg koumen, fir ze schaffen, hu sech wuel bei eis gefillt, hunn hir Plaz an eisem Land fonnt an haten et verdéngt, wierdeg vum Stat behandelt ze ginn. Ënner anerem doduerch, datt se d'Recht kritt hunn, Lëtzebuerger ze ginn.

Déi verschidden Nationalitéitsgesetzer, déi am Laf vun der Zäit geschafe gi sinn, hunn dëst Zil och zum Deel erreecht an hunn effektiv derzou gefouert, datt eng Rei Auslänner Lëtzebuerger gi sinn. Eppes hunn eis Gesetzer awer net fäerdegbruecht: Vill ze vill laang hu se et net fäerdegbruecht, den Zougang zu der Nationalitéit esou ze gestalten, datt eng grouss Majoritéit an net just eng kleng Minoritéit dovu konnt oder wollt profitéieren. Eréischt mam Gesetz vun 2008, wat jo den 1. Januar 2009 a Kraaft getrueden ass, ass déi duebel Nationalitéit agefouert ginn, woumat Lëtzebuerg bewisen huet, datt et seng Integratiounsefforte wëllt verstäerken, fir d'Zuel vun den Abiergerunge massiv ze erhéijen.

Op den éischte Bléck war d'Resultat vun deem Gesetz och bemierkenswäert. D'Abiergerunge si massiv geklommen, an zwar vun 1.200 am Joer 2008, dat war mam Gesetz vu virdrun, op eng jäerlech Moyenne vun iwwer 4.300 Abiergerungen an de Joren duerno. Den Alex Bodry huet vu 5.000 geschwat. Ech denken, d'Moyenne läit iergendwou an der Mëtt.

An awer och huet dëst Gesetz vun 2008 nach ëmmer keng zefriddestellend Äntwert geliwwert op déi fundamental Fro, wéi mir d'Zesummeliewen an eisem Land méi demokratesch kënnen organiséieren. Déi iwwer 4.300 Abiergerungen am Joer, déi nom Akraafttriede vum Gesetz vun 2008 ze verzeechne waren, si wierklech héich, mä si stinn net a Relatioun zu der reeller Zuel vun den Auslänner, déi zwar an eisem Land liewen, mä vun der politescher Participatioun ausgeschloss sinn. Et ass scho gesot ginn, mä et kann een et net oft genuch widderhuelen: D'Realitéit vun eisem Land ass déi, datt 53,5% vun den Awunner d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn; 46,7% hu se net, trotz dem Gesetz vun der duebeler Nationalitéit.

Am Joer 2004 waren 62,5% vun den Awunner wahlberechtegt. Eelef Joer duerno, am Joer 2015, waren et der nach just 54,9. Dat heescht, datt iwwer 45% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, hir politesch Vertrieder net wielen, mat steigender Tendenz.

Derbäi kënnt, datt vun deenen, déi net Lëtzebuerger sinn, der eng ganz Rei derbäi sinn, déi zu Lëtzebuerg gebuer sinn, vu Gebuert oder vu Klengem un an eisem Land liewen eben, eis kulturell Identitéit deelen, um gesellschaftleche Liewen deelhuelen, zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaange sinn oder zu Lëtzebuerg schaffen, déi Lëtzebuerg souzesoen am Häerz droen. Mä si hunn de Pass vun hiren Elteren.

Net ze vergiessen, datt sech all Joer 11.000 bis 12.000 zousätzlech Leit an eisem Land nidderloossen, och mat steigender Tendenz, ganz einfach well eis Wirtschaft méi Perspektive bitt wéi déi vun hirem Heemechtsland. Derbäi kommen awer och nei Erausfuerderungen. Déi eng si scho bekannt: Si hu mat der Asylpolitik ze dinn, déi iwwer 2.000 Asylbewerber am Joer an eist Land bréngt.

Eng aner Erausfuerderung, déi nach net genannt ginn ass, déi awer doudsécher op eis zoukënnt, ass de Phenomeen vun den Ëmwelt- a Klimaflüchtlingen. Dat si Mënschen, déi hir Heemecht musse verloosse wéinst den nefasten Auswierkunge vum Klimawandel an hire Regiounen. Et léisst sech an deene Regioune ganz einfach net méi liewen. Déi international Organisatioun vun der Immigratioun geet dervun aus, datt d'Zuel vun deene Flüchtlinge bis zum Joer 2050 weltwäit bei 200 Millioune Mënsche wäert leien.

All dës Facteure féieren derzou, datt d'Migratioun an Zukunft nach zouhëlt an datt mir eis mussen dermat auserneesetzen, wat dat fir eis Demokratie wäert bedeiten. Wann een den Zuele vum Statec gleewe kann, dann erreecht Lëtzebuerg spéitstens an de Joren 2020-2030 de Punkt, wou méi Auslänner an eisem Land liewe wéi Lëtzebuerger, a spéitstens da wäert eng Minoritéit iwwer eng Majoritéit an eisem Land décidéieren, wann näischt geschitt. Dat ass schonn exceptionnel par rapport zu anere Länner, wou déi auslännesch Bevëlkerung net iwwer 10% bis 20% erauskënnt.

E Wuert och zu der Aarbechtswelt, déi och net onrelevant ass, eng aner Zuel, fir déi ganz aussergewéinlech Realitéit vun eisem Land ze ënnersträichen: Dräi Véierels vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg a Positioune mat Verantwortung sinn, hu kee Lëtzebuerger Pass. A ville Beräicher gi Spezialisten aus dem Ausland rekrutéiert; eng Zort Kosmopolitten, déi iwwer laang Joren hei wunnen a sech hei aliewen. Dat huet an der Haaptsaach mat hirer Qualitikatioun ze dinn, déi mir zu Lëtzebuerg net an ausräichendem Mooss fannen. De Problem ass bekannt.

Derbäi kënnt awer och, datt déi meescht Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg geschafe ginn, vu Leit geschafe ginn, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn. Ronn 75%, also zwee Drëttel, vun de Créateurs d'entreprise, dat heescht vun deene Leit, déi sech selbststänneg maachen an Aarbechtsplaze schafen, hu kee Lëtzebuerger Pass, droen awer derzou bäi, an dat net ze knapps, datt eise Sozialsystem iwwerlieft. Dat ass déi ganz Lëtzebuerger Realitéit an Zuelen ausgedréckt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëser Realitéit kucke mir mat dësem Projet de loi an d'Aen a schafen e Gesetz, wat den Zougang zu der Nationalitéit vereinfacht respektiv a gewëssene Fäll souguer automatiséiert, Stéchwuert: „droit du sol de la première génération", wat erlaabt, datt een op Wonsch mat zwielef Joer oder automatesch mat 18 Joer Lëtzebuerger gëtt, wann ee fënnef Joer zu Lëtzebuerg gelieft huet.

Dobäi ass eppes eis ganz wichteg, an dat wëll ech och elo betounen: Dës Vereinfachung vun de Bestëmmungen ass net geduecht, fir den Auslänner eng Faveur oder e Kaddo ze maachen, well se vill fir eist Land geleescht hunn. Si ass geduecht, fir méi demokratesch Zoustänn an eisem Land ze schafen. Schonn zanter 2004 gëtt an eisem Land vun Demokratiedefizit geschwat a vun der Suerg, datt eist Land an zwee gedeelt wäert ginn. Op där enger Säit stinn déi, déi wiele ginn a gewielt kënne ginn, an op där anerer Säit stinn déi, déi zwar hei liewen a schaffen, mä déi keng politesch Rechter hunn.

Mam Projet de loi soll dëse Clivage verhënnert ginn. Aus dem „Examensgesetz" vun 2008, wéi et deemools genannt ginn ass, maache mir haut en Ouverturesgesetz, e Gesetz vun Oppenheet, vu Solidaritéit a vu Vertrauen. E Gesetz, wat d'Bunn fräi mécht fir nei Lëtzebuerger, wéi de Max Lemmer sech de Mueren am „Lëtzebuerger Wort" ausgedréckt huet. Domat maache mir d'Dier op, fir méi Awunner um politesche Liewen deelhuelen ze loossen, natierlech ënnert der Konditioun, datt déi Awunner, déi Auslänner sinn, déi Dier och wëlle passéieren a Lëtzebuerger wëlle ginn. Dëse Prinzip ass beim Referendum tranchéiert ginn an e gëtt och net méi a Fro gestallt, och net vun eis.

Här President, ech ginn elo net am Detail op all Bestëmmung an. D'Virriedner hunn dat scho gemaach, virun allem d'Madamm Loschetter als Rapportrice, mä och de Kolleeg Alex Bodry, dee ganz vill Blécker op déi juristesch Volete gehäit huet. An duerfir och him e grousse Merci.

Ech wéilt awer och nach verschidden Ambitiounen a Verdéngschter vun dësem Gesetz ervirhiewen, déi eis als Gréng besonnesch wichteg schéngen.

Déi éischt grouss Ambitioun vun dësem Projet de loi ass déi, méi Gerechtegkeet an de ganze System eranzebréngen, méi Gerechtegkeet, mä och méi Mënschlechkeet doduerch, datt d'Biografie vum eenzelne Mënsch, seng Liewenssituatioun a seng individuell Kompetenzen an Zukunft méi respektéiert ginn.

Dir wësst, vu wat ech schwätzen. Et geet ëm d'Ufuerderungen, déi um Niveau vun der Lëtzebuerger Sprooch un d'Bewerber gestallt ginn. Dës Ufuerderungen zéie sech zanter Jore wéi e roude Fuedem duerch déi ganz Diskussioune ronderëm d'Nationalitéit a suergen ëmmer op en Neits fir hëtzeg Diskussiounen a Reaktiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, gewëss, d'Sprooch ass a bleift e wesentlecht Element vun eiser Nationalitéit a vun der Integratioun. Si ass e grousst a wichtegt Kapital, wat mir vun eise Virfahre geierft hunn a wat mir mussen erhalen. Aus deem Grond si mer frou, datt nach ni esou vill Leit Lëtzebuergesch geschwat hu wéi haut. Et sinn der 400.000. Dat sinn der 100.000 méi wéi nach virun 30 Joer, also e Véierels méi.

A mir sinn och frou, datt d'Sproochegesetz vun 1984 d'Lëtzebuerger Sprooch zur Nationalsprooch erhuewen huet an hir domat dee Stellewäert ginn huet, dee se verdéngt. A mir si frou, an dat kann ech och als Gemengepolitikerin bezeien, datt d'Lëtzebuergeschcoursen en Zoulaf hu wéi ni virdrun. Et fënnt een emol net méi genuch Leit, fir se ze halen, esou grouss ass d'Demande.

En anert grousst a wichtegt Kapital, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mir och vun eise Virfahre geierft hunn, ass awer och eis Méisproochegkeet, eise Multilinguisme, ugefaange bei

der franséischer an der däitscher Sprooch, déi zu den offizielle Sprooche vum Land gehéieren a ganz fréi an eise Schoulen enseignéiert ginn. Derbäi kommen nieft deem ëmmer méi verbreeten Englesch vill aner Sproochen, déi an eisem Land geschwat ginn an eis Gesellschaft zu enger multikultureller, oppener an toleranter Gesellschaft maachen, op déi mer kënnen houfreg sinn. Och dee Volet huet eng laang Tradition zu Lëtzebuerg a soll an der Diskussioun iwwert d'Sprooch an iwwert d'Ufuerderungen un d'Sprooch net vergiess ginn.

Natierlech, et kann een ëmmer verlaangen, datt eng Persoun, déi Lëtzebuerger wëllt ginn, och Lëtzebuergesch schwätze muss. Dat ass guer net schwéier. Manner einfach ass et awer, sech ëm déi aner ze bekëmmeren, ëm all déi Leit, déi net Lëtzebuerger kënne ginn, well se déi festgeluechte Sproochhürd aus deem engen oder aus deem anere Grond net kënnen iwwerwannen. Net all Auslänner, deen zu Lëtzebuerg wunnt oder heihi wunne wëllt kommen, entsprécht der stereotyper Virstellung, d'Léiere vun eiser Sprooch wier just eng Saach vu Fläiss oder vu guddem Wëllen.

Doudsécher ginn et vill Leit, op déi dee Klischee zoutrëfft, mä dee Klischee blent och villes aus. Erfahrungsgeméiss ginn et och Leit, déi eis Sprooch gäre géife léieren, mä et aus deem engen oder anere Grond net fäerdegbréngen, ëmsou méi wann dës Sprooch a puncto Grammaire, Opbau a Betounung wäit vun hirer Mammesprooch ewech läit, an ëmsou méi wann déi Leit sech an engem Aarbechtsëmfeld bewegen, wou se de ganzen Dag kee Wuert Lëtzebuergesch héieren an am Alldag kaum d'Geleeënheet kréien, e puer Wierder Lëtzebuergesch mat anere Leit ze schwätzen, ausser et sief mat sech selwer, wat keng aner Leit sinn.

Esou Leit hunn ech kennegeléiert, wéi ech selwer Lëtzebuergeschcoursë ginn hunn. Dat ware Leit, déi am Santéswiese geschafft hunn. An ech konnt erliewen, wéi schwéier et fir déi eng war a wéi einfach fir déi aner, déi Sprooch ze léieren. Um gudde Wëllen huet et ni gefeelt.

Dowéinst si mer frou, datt d'Exigenzen am Sproochberäich zréckgeschrauft ginn an datt Kompensatiounsmoossnamen agefouert ginn. Dobäi stellt sech eng weider Fro, déi eis als Gréng ganz wichteg ass: Wéi gesäit et aus mat deene Persounen, déi e kierperlechen oder e geeschtlechen Defizit hunn, oder ganz einfach mat deene Leit, déi ni liesen a schreiwe geléiert hunn? Den Taux vun den Analphabeten ass an eisem Land méi grouss, wéi déi meescht vun eis mengen.

Solle mir déi Leit wéinst hirem Defizit vun der Nationalitéit ausschléissen, just well se net capabel sinn, eis Sprooch ze léieren? Ganz sécher net. Aus all deene Grënn ass et fir eis net nëmmen elitär, mä och diskriminatoresch, d'Thema vun der Integratioun eenzeg an eleng un héich Sproochkenntnisser ze bannen an all aner Méiglechkeeten an der Fro vun der Integratioun auszeblenden.

Dëse Projet de loi, an doriwwer si mer frou, dréit deem Rechnung a geet mat de sproochlechen Exigenze méi mënschlech ëm wéi d'Gesetz vun 2008. Mam Aménagement raisonnable a mat deenen eenzelne Kompensatiounsmechanismen, déi ech scho genannt hunn, gëtt endlech eng legal Basis geschafen, fir Leit mat ganz verschiddene Besoinen a ganz verschiddene Biografien och verschiddenaarteg kënnen ze behandelen a se net all iwwer ee Leescht ze zéien.

Mir sinn iwwerzeegt, datt an dësem System jiddweree seng Plaz wäert fannen, dee seng Plaz dora sicht. Um Institut national des langues ass et natierlech dann och, Erfahrungen ze sammelen an d'Notioun vum Aménagement raisonnable effikass an d'Praxis ëmzesetzen an ze begleeden.

Ech kommen zu engem zweete Volet an zu enger zweeter grousser Ambitioun vun dësem Gesetz, déi an der Stäerkung, mä och am Schutz vun der sozialer Kohäsioun an eisem Land läit. Dee Problem ass an der Debatt vun 2008 vun enger ganzer Rei vun Deputéierten opgeworf ginn, a mat Recht. Wann d'Halschent vun enger Gesellschaft vu fundamentale politesche Rechter a Flichten ausgeschloss ass, ass d'Gefor ganz grouss, datt déi Gesellschaft fréier oder spéider an zwee Stécker zerbrécht.

Éischtens begréisse mir dowéinst, datt dëse Projet de loi d'Ambitioun huet, d'Leit, déi an eisem Land liewen, méi no beieneen ze bréngen, an zweetens, datt de Cours «Vivre ensemble» erweidert gëtt. Dat stellt déi Leit virun hir Verantwortung. Et ass awer och eng wichteg Offer. D'Integratioun an d'Kohäsioun sinn näämlech keen eesäitegen, mä en zweesäitege Prozess, dee vu béide Säite muss ausgoen.

Et ass eng duebel Exigenz, net nëmmen d'Auslänner virun hir Verantwortung ze stellen, mä och eis selwer. Wéi gi mir mat hinnen ëm a wéi eng Offer schafe mer? Well nëmmen zesumme mat eisen auslännesche Matbierger brénge mer et fäerdeg, déi gesellschaftlech an demokratesch Wäerter an eisem Land ze stäerken an ze verhënneren, datt geféierlech Tendenze sech an eisem Land breetmaachen.

Ech verweisen op verschidden Artikelen, déi elo an der Press ze liese waren, wou ee scho mierkt, datt et trotzdeem net esou evident ass. Déi Haasstiraden op Facebook ginn ze denken; Tendenzen, déi den italieneschen Historiker an Auteur Enzo Traverso als postfaschistesch bezeechent, well se drop aus sinn, Begréffer wéi Nationalismus, Friemenhaass, Rassismus a Protektionismus an e ganz demokratesche Kader ze setzen an och mat demokratesche Wierder ze beleeën an op déi Manéier nei opliewen ze loossen. Wat dat heescht, gesi mer momentan an den USA, mä och a Frankräich.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Geschicht huet eis geléiert, datt Lëtzebuerg esou Tendenzen net néideg huet. A mir si frou, datt se sech zu Lëtzebuerg trotz verschiddene schlechten, haassgefëllten Aussoen nach a Grenzen halen. Ëmsou méi frou si mir, datt dëse Projet de loi net nëmme vun de Majoritéitsparteien heibanne gedroe gëtt, mä och vun der CSV a vun déi Lénk, dat Ganzt als Resultat vun engem fruchtbaren Zesummeschaffen.

Dat Ganzt ass e Konsens, mat deem mir gutt kënne liewen, och wa mer vläicht nach gär verschidde Wënsch realiséiert gesinn hätten. Dat ass e wichtegt Symbol vun Zesummenaarbecht an der Fro vun der Integratioun an et ass e wichtegt Zeeche vu Solidaritéit mat all Netlëtzebuerger, deen an eisem Land lieft a Lëtzebuerger wëllt ginn.

Natierlech, elo kënnt déi zweet Phas, déi nächst Phas, déi vun der Ëmsetzung, där ech ganz vill Erfolleg wënschen, an der Hoffnung, datt eist Land méi demokratesch gëtt.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun net nëmmen zum Nationalitéitegesetz, mä och zum Gesetz vun der Apatridie. E Gesetz, wat manner Leit betrëfft, mä vu grousser Wichtegkeet ass, well et derzou féiere kann, datt kee Mënsch méi statelos wäert sinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Lorsché. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir alleguerte freeën eis oder feieren, wann e Lëtzebuerger Artist oder e Wëssenschaftler en internationale renomméierte Präis gewënnt, wann e Lëtzebuerger Sportler dobaussen an der Welt eng Victoire feiert oder wann eng vun eisen Nationaléquippen en internationale Match gewënnt. Mir sinn houfreg, wann an der grousser Welt iwwer eist klengt Lëtzebuerg geschwat gëtt, iwwer eis Leit, iwwer eis Kultur, eis Produiten, déi eis vun deenen aneren differenzéieren.

Dat ass kee spezifesch lëtzebuergesche Reflex, well iwwerall op der Welt si Mënschen houfreg op hir Nationalitéit, op hiert Land, well d'Nationalitéit, dat ass eppes, wat matenee verbënnt, a seet och eppes Wichteges iwwer een aus. Et ass e Stéck vun engem sengen eegene Wuerzelen. Et ass och e Stéck an enger Biografie vun engem Mënsch.

Bon, mir sinn houfreg op eis Nationalitéit, wéi alleguerten déi aner an deenen anere Länner och. Mir sinn houfreg op Lëtzebuerg, well et eis Heemecht ass, well mer eis hei iergendwéi wuelfillen. Mir hunn hei eis Famill, eis Frënn, well mer hei schaffen a liewen.

Madamm Presidentin, wann een iwwer Nationalitéit schwätzt, schwätzt een d'Gefiller mat un. A mat deene kann een och spillen, am Gudde wéi am Schlechten. Duerfir ass dat Thema och e sensibelt Thema fir d'Politik an duerfir begréissen ech et, datt mer et fäerdegbruecht hu bei eisen Diskussiounen an Aarbechte fir en neit Nationalitéitegesetz, e ganz grousse Konsens ze fannen, wou d'Koalitiounsparteien zesumme mat der CSV an och mat deene Lénken en Text geschriwwen hunn, fir eis Dispositiounen, eist Nationalitéitegesetz ze moderniséieren an och un d'Realitéite vun haut unzepassen.

Esou eng Ännerung vun engem Nationalitéitegesetz situéiert sech natierlech ëmmer och an engem historesche Kontext respektiv an engem aktuelle Kontext.

Wat ass deen? Bon, de Moment hu mer eng Situatioun, wou déi meescht vun eisen Awunner am Land nach zu Lëtzebuerg gebuer sinn an och lëtzebuergesch Elteren hunn. Mir hunn also eng Situatioun, wou am Moment och nach eng Majoritéit vun den Awunner déi d'lëtzebuergesch Nationalitéit huet. Wa mer awer d'Entwécklung vun der Demografie hei am Land an deene leschten zéng Joer, jo, an deene leschte fënnef Joer kucken, gesi mer, datt awer mëttlerweil do eng ganz staark Tendenz amgaang ass. Mëttlerweil hu mer scho wäit iwwer 40% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit besëtzen.

Firwat wunnen déi Leit hei? Ben, och si schaffen a liewen hei. Si hunn och Famill a Frënn hei zu Lëtzebuerg. Si fille sech wahrscheinlech och wuel hei zu Lëtzebuerg. A fir déi meescht vun deenen ass Lëtzebuerg och zur Heemecht ginn. An och si feiere mat, wann eis Équippen iergendwou am Ausland gewannen.

Bon, eng ganz Partie ënner hinnen hunn och ni eng aner Heemecht kannt. Si sinn hei gebuer, si sinn hei an d'Schoul gaangen a si sinn ebe just net Lëtzebuerger, well hir Elteren eng aner Nationalitéit hunn. An ech mengen, dat ass ënner anerem e wichtege Punkt an deem neie Gesetz, dat mer elo kréien, datt et erlaabt, Lëtzebuerger ze ginn, och ouni Lëtzebuerger Elteren ze hunn. An ech mengen, do hu mer jo dann hei an dësem Gesetz eng ganz Rei Dispositiounen ënner anerem och, fir den Droit du sol an eisem neie Gesetz, iwwert dat mer haut diskutéieren, ze stäerken.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Madamm Presidentin, an engem Land, wou bal d'Halschent vun der Populatioun aus sougenannten Auslänner besteet, huet ee keng aner Wiel, wéi op d'Integratioun ze setzen, nach vill méi wéi dat an anere Länner de Fall ass. Duerfir musse mer och all Efforte maachen, fir e kohärenten a gerechte System ze schafen, deen déi Leit encadréiert, déi Lëtzebuerg als nei Heemecht gewielt hunn, fir hinnen ze hëllefen, sech dann och hei ze integréieren.

Mir kennen och alleguerten déi Felder, wou een den Hiewel muss usetzen, fir datt eng beschtméiglech Integratioun méiglech gemaach gëtt: Dat ass an der Schoul, dat ass op der Aarbecht, dat ass an de Veräiner, dat sinn all déi Initiativen, fir eis Sprooch ze léieren, an nach villes méi. An den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit ass och nëmmen een - een! - Element, awer net en exklusiivt Element vun dëser Integratioun.

Duerfir si mer eis och eens, datt een eréischt Lëtzebuerger ka ginn, wann een eng Rei Efforte gemaach huet an och Preuvë liwwert, datt ee sech hei zu Lëtzebuerg agelieft huet an datt ee sech och hei zu Lëtzebuerg integréiert huet. An duerfir gesäit ee jo och: Mat dësem Nationalitéitegesetz gëtt de Pass net bradéiert. D'Identifikatioun an d'Integratioun bleiwen och an Zukunft wichteg Viraussetzungen hei an dësem Gesetz, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit kënnen unzehuelen.

Bon, ech wäert elo net all déi eenzel Mesuren illustréieren. Ech wëll och soen, d'Rapportrice huet dat jo in extenso gemaach. Ech wëll hir och hei Merci soen a se félicitéiere fir hiren ausféierleche souwuel schréftleche wéi mënschlechen..., wéi mëndleche Bericht.

(Hilarité)

Derhannert stécht natierlech och ëmmer e Mënsch.

Ech ginn also net op all déi eenzel Dispositiounen an. Ech wäert der awer e puer, an eisen Ae wichteger kommentéieren. Déi éischt wichteg Mesure ass manner eng Ännerung, mä ech géif soen, éischter eng Réckbesënnung op d'Legislatioun, wéi mer se scho virun 2008 hei am Land kannt haten. An Zukunft also mat deem neie Gesetz soll d'Naturalisatioun erëm no fënnef Joer an net wéi de Moment no siwe Joer méiglech sinn. Mir begréissen dat ausdrécklech. Mir kommen also op d'Regelung zréck, wéi se an dësem Haus och schonn 2001 votéiert gouf, deemools ënnert dem deemolege Justizminister Luc Frieden. An deemools war de Rapporteur, ech hat dat nogekuckt, och de Laurent Mosar, dee jo och nach haut Member vun eiser Chamber ass.

Deemools war jiddwereen der Meenung, datt d'Erofsetze vun zéng op fënnef Joer eng vernünfteg Léisung wier. A wann een dann d'Riede vun deemools noliese geet, da fënnt een och lauter gutt Ursaachen, Argumenter, firwat d'Residenzdauer deemools op fënnef Joer erofgesat ginn ass. Ech widderhuelen déi Argumenter net nach eng Kéier alleguerten, mä duerfir war et eigentlech och - dat kann een och noliesen, déi Argumenter -, duerfir war et net esou verständlech oder net esou einfach novollzéibar, firwat mer et 2008 op siwe Joer eropgesat haten.

Mä bon, egal wéi, ech oder mir si frou, datt mer haut e breede politesche Konsens an dësem Haus fonnt hunn, datt mer erëm op d'Situatioun vun 2001, also fënnef Joer Residenzdauer, zréckkommen. A mat fënnef Joer Residenzdauer als Kritär wäerte mir net zu deene strengsten, och net zu deene largesten oder am mannste strenge Länner gehéieren an Europa, mä mir gehéieren do am internationale Verglach zu engem gudde Mëttelfeld.

Wat fir vill Leit, virun allem bei deene Jonken, awer och wichteg ass - dat ass en zweete Punkt, dee mer begréissen -, dat ass de Fait, datt an Zukunft d'Durée de résidence kann ënnerbrach ginn, generell. Mam 2008er Gesetz huet dat heiansdo zu komesche Situatioune gefouert.

Fir Iech dat nëmmen un engem Beispill ze weisen, een Zeenario ze nennen: D'Kand vun enger auslännescher Koppel, deenen hiert Kand zu Lëtzebuerg gebuer war, wat säi ganze Parcours scolaire hei zu Lëtzebuerg gemaach hat, dat perfekt Lëtzebuergesch geschwat huet, ni eng aner Heemecht wéi Lëtzebuerg kannt huet, war fir e puer Méint, een, zwee Joer vläicht, net zu Lëtzebuerg, am Ausland ugemellt, zum Beispill wann d'Elteren aus berufflech Grënn een, zwee Joer am Ausland waren.

A stellt Iech elo vir, wat da geschitt ënnert deem ale Gesetz, wann dann d'Kand zum Beispill 15 Joer huet an da geet d'Famill een, zwee Joer an d'Ausland an et kënnt mat 17 Joer zréck. No där aktueller Legislatioun, déi nach de Moment a Kraaft ass, krut dat Kand mat 18 Joer net direkt d'Méiglechkeet fir den Accès zur Lëtzebuerger Nationalitéit, obwuel et ebe 16, 17 Joer hannereneen hei gewunnt hat, hei an d'Schoul gaangen ass a perfekt integréiert war. Dat Kand huet da musse bis zum 25. Gebuertsdag oder Liewensjoer waarden, fir dann iwwerhaapt kënne seng Demande ze maachen.

Dat ware wierklech Situatiounen, där et der vläicht net Honnerten an Honnerte gi sinn, mä där Situatioune sinn et der eng Rei ginn. An dat war wierklech onglécklech. An ech mengen, mat deem neie Projet de loi kënnen esou Jonker eigentlech elo dann eventuell direkt respektiv, wa se awer och emol eng Zäit am Ausland waren - ausser deem leschte Joer virun 18 Joer -, direkt mat 18 Joer hei hir Nationalitéit ufroen.

Ech mengen, eng zweet wichteg Ännerung, déi mer och kënnen droe bei der Naturalisatioun, ass déi vum Sproochekritär, wat jo och vill am Virfeld diskutéiert ginn ass. An ech mengen, dat ass eppes, wat een hei feststellt - et sinn der jo och, déi dat vläicht au départ nach wollten e bësse méi oplabberen a vläicht an eng aner Richtung goen -, mä et stellt een einfach fest, datt bei dësem Projet de loi d'Lëtzebuerger Sprooch an d'Ufuerderung un eis Sprooch net bradéiert ginn.

Et bleift eigentlech praktesch alles beim Alen, wat de gefuerderten Niveau bei der Lëtzebuerger Sprooch ubelaangt, also en A2 beim Schwätzen, e B1 beim Verstoen. Ech mengen, et ergëtt och Sënn, datt een dat esou léist. Et ass jo eng Erkenntnis, datt d'Schwätze vun enger Sprooch méi schwéier ass wéi einfach nëmmen d'Nolauschteren, et verstoen. D'Verstoe kënnt virum Schwätzen. An duerfir ass et jo och kloer, datt den Akzent um Schwätzen ass, datt een do also muss eng Genügend hunn an der Expression orale.

Nei ass, datt een eng Kompersatiounsméiglechkeet huet zwëschen dem Schwätzen an dem Verstoen. Et ass awer och esou geregelt, datt dat och wierklech vun der Saach hier e Sënn ergëtt, well den Niveau vum Verstoe bei B1 läit. Dat ass also méi en héijen Niveau. Et muss een also, ech soen emol, an enger Spart méi en héijen Niveau hunn, fir da mat deem méi héijen Niveau kënnen déi aner vläicht kleng Schwächt ze kompenséieren. Et ka jo awer och eventuell emol sinn, wann een an esou engem Examen ass, datt een emol e bëssen opgereegt ass an esou weider, an datt dat also dann hei och méiglech ass.

Also, déi Sproochregelung, déi bradéiert net d'Ufuerderung un eis Sprooch. A mir kënnen domadder, esou wéi se elo am Gesetz geschriwwen ass, ganz gutt liewen. Mir kënnen déi och esou droen.

Mir sinn eis och bewosst, datt natierlech net jiddwereen déi nämlecht Capacitéiten, déi nämlecht Liichtegkeeten huet, fir eng Sprooch ze léieren. Dat huet verschidden Ursaachen. Ech mengen, déi eng sinn, wéi een esou schéi seet, méi douéiert. Dat kann och dovunner ofhänken, wat fir eng Mammesprooch een huet. Een, deen Däitsch oder Hollännesch als Mammesprooch huet, huet et awer vläicht méi einfach, Lëtzebuergesch ze léieren, wéi elo vläicht, ech soen emol, een, deen iergendwou aus Asien kënnt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et gëtt awer och nach aner Elementer, firwat een et heiansdo net esou einfach huet, fir

d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren. Dat ass einfach, wann een zum Beispill voll am Beruffsliewe steet, den Zäitopwand. Et huet ee Famill doheem an et ass also dann net esou evident, fir sech nach owes dohinnerzesetzen an a Sproochecoursen ze goen.

An do muss een einfach och hei oppassen, datt een do net Ongerechtegkeete schaaft, datt een net eleng exklusiv nëmmen d'Lëtzebuerger Sprooch iwwer Owescoursë soll ubidden. Ech mengen, de Bauaarbechter, dat ass ëmmer dat klassescht Beispill, deen de ganzen Dag um Chantier schafft, owes midd heemkënnt, fir deen ass et natierlech net evident, datt en dann nach duerno do mat vill Motivatioun an Owescoursë geet.

An ech mengen, duerfir ass et och wichteg, duerfir si mir fundamental dervun iwwerzeegt, datt d'Fërdere vun der lëtzebuergescher Sprooch sech net nëmmen op Owescoursen oder och eventuell nach Coursen op der Aarbecht beschränkt. Ech mengen, d'Fërdere vun der lëtzebuergescher Sprooch dierf een och net nëmmen eleng am Kontext vum Ufroe vun der Nationalitéit gesinn. D'Lëtzebuerger Sprooch, dat ass eis Integratiounssprooch Nummer 1. Wann een also hei am Land lieft a schafft, ass et wichteg, datt een d'Lëtzebuerger Sprooch fërdert, fir datt och jiddweree motivéiert ass, se ze léieren, ob ee Lëtzebuerger wëllt ginn oder net.

An ech mengen, d'Regierung huet jo och eng ganz Partie Mesuren ugekënnegt respektiv schonn an d'Wee geleet, déi de Stellewäert vum Lëtzebuergesche stäerke wäerten. Ech mengen, ee vun deene groussen Impakter wäert natierlech sécherlech déi multilingual Kannerbetreiung sinn. Hei gëtt vill vum Franséische geschwat, obwuel hei eigentlech de Sënn awer och nach en aneren ass.

Dat ass, datt eigentlech hei déi Lëtzebuerger Sprooch am Fokus, am Mëttelpunkt soll stoen, well bis elo gëtt et awer eng ganz Rei privat Crèchen, wou just Franséisch geschwat gëtt. Mir fannen dat net gutt, well grad eben am jonken Alter d'Kanner op sinn, fir Sproochen ze léieren, andeems se dat am Alldag héieren, schwätzen, sangen an esou weider. An ab der nächster Rentrée ass dat also e wichtegt Element, datt nëmmen nach Crèchë staatlech ënnerstëtzt ginn, wou och eng lëtzebuergesch Kannerbetreiung ugebuede gëtt.

Ech mengen, och an anere Sparte vun der Schoul wäert deemnächst Neies ugebuede ginn. D'Lycéeë wäerten Optiounscoursen ubidden. Dat gëllt och fir privat Schoulen. Ech denken do zum Beispill un d'Europaschoul, un d'École Française. Ech mengen, dann och wat d'Schreiwe vun eiser Sprooch ubelaangt, huet den Éducatiounsministère virun e puer Wochen d'Campagne „schreiwen.lu" lancéiert, déi jo och e grousse Succès ass.

Mir stinn och als Demokratesch Partei zu der Verankerung vum Lëtzebuergeschen als Sprooch vun eisem Land an eiser neier Verfassung. An d'DP begréisst och d'Initiativ vun der Regierung, d'Lëtzebuerger Sprooch op EU-Niveau unzëerkennen. Ech mengen, et sinn der, déi soen, dat hätt just eng symbolesch Valeur. Ech mengen awer trotzdeem, och domadder setzt een awer en Zeechen, fir d'Wichtegkeet vun eiser Sprooch fir eist Land ze ënnersträichen.

Et ass jo och elo esou, ech hunn hei elo Saachen opgezielt, déi schonn annoncéiert oder an d'Wee geleet si ginn, mä och, ech soen elo net, an den nächsten Deeg, mä dat ass awer annoncéiert - an den nächste Wochen ass och vläicht ze laang -, mä op alle Fall ganz geschwë wäerten den Éducatiounsministère an de Kulturministère en Aktiounsplang mat weidere Mesurë fir d'Fërdere vun der lëtzebuergescher Sprooch presentéieren.

Bon, Här President, zréck bei déi nei Dispositiounen am Nationalitéitegesetz. Eng drëtt Innovatioun bei der Naturalisatioun besteet doranner, datt eng Prisongsstrof ouni Sursis vun op d'mannst zwee Joer e Motif de refus fir d'Naturalisatioun ka sinn. Och domadder hu mir kee Problem, domadder kënne mer d'accord sinn, well ech mengen, et ass och am Interessi vun der Integritéit vun eisem Gesetz, datt een, dee sech hei, fir et emol esou ze soen, „de Batti stellt", zumindest fir eng gewëssen Zäit keen Accès zu eiser Nationalitéit respektiv hire Virdeeler soll kréien.

Ech kommen dann op eng „nei al" Prozedur, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, nämlech eng Méiglechkeet, déi 1968 agefouert ginn ass an 2008 erëm ofgeschaaft gi war. Ech mengen, datt déi wichtegst Innovatioun d'Aféieren ass vun engem Droit du sol de première génération. Ech hat virdru schonn dovunner geschwat a gesot, datt dat e wichtege Punkt wier. An ech mengen, hei ass awer, géif ech soen, e Paradigmewiessel, dee mer hei uviséieren, well jo awer dann an Zukunft jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg gebuer ass, och Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit huet, onofhängeg vun der Nationalitéit vun den Eltere.

Bon, den éischte Moment kéint een do un d'Gefor vun, wat een esou nennt, dem „Gebuertentourismus" denken, also datt Koppele just géifen op Lëtzebuerg kommen, fir datt dann hiert Kand hei op d'Welt kéim an dann Urecht hätt op d'Lëtzebuerger Nationalitéit an eventuell Avantagë kéint kréien. Ech mengen, datt jo awer déi Gefor, wann et se gëtt, hei duerch en duebelen Openthaltskritär aus der Welt geschaaft ass. Ech mengen, éischtens spillt den Droit du sol de première génération just fir Kanner, deenen hir Eltere schonn ee Joer, zwielef Méint hei am Land ware virun der Gebuert. An dann ass jo och nach de Kritär vun der Residenzdauer vu mindestens fënnef Joer do, déi ee muss hei gewiescht sinn. An et kann een et och eréischt fréistens ab dem 12. Liewensjoer froen, respektiv d'Eltere kënnen et da froen.

Et kann een also och hei feststellen, datt beim Droit du sol keng Kaddoe gemaach ginn. Mä et ass awer trotzdeem eng Ouverture, fir méi Gerechtegkeet hei ze schafen. An dëse Prinzip vun der Gerechtegkeet, mengen ech, deen zitt sech och duerch de ganze Projet de loi.

Just eng Remarque zur Nationalitéit iwwert de Mariage, wou och de Sproochekritär am Lëtzebuergesche virgesinn ass: och hei also kloer de Wëlle vum Législateur, fir datt dat Lëtzebuergescht net bradéiert gëtt. Et geet net duer, datt ee Franséisch oder Däitsch ka schwätzen oder verstoen. Och hei muss een also beweisen, déiselwecht Kritären, Sproochekritären erfëllen an de och suivéiert hunn.

Da spillt jo och nach ausserdeem den Délai vun dräi Joer, wa bestuete Koppelen net zu Lëtzebuerg wunnen. Ech mengen, déi zwee Kritäre sinn och ganz sënnvoll, fir och hei ze verhënneren, datt do eventuell Abuse bei Mariagë kéinten opkommen, sou wéi dat jo an der Vergaangenheet emol déi eng oder aner Kéier de Fall war.

Bon, soss op déi aner Optiounsméiglechkeete wollt ech elo net weider agoen, Här President. Och d'accord kënne mer sinn, datt de Recouvrement vun der Nationalitéit, deen am Gesetz vun 2008 virgesi war, den 31. Dezember 2018 wäert oflafen. Ech mengen, bei allem Respekt fir d'Nofahre vu fréiere Lëtzebuerger kann et jo awer verwonnerlech sinn oder kann een et verwonnerlech fannen, datt Leit d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, obwuel se iwwerhaapt guer kee Lien méi eigentlech mat Lëtzebuerg hunn, déi och vläicht an Amerika wunnen, a Südamerika, op Plaze wäit ewech. Virdrun hat ee vun de Virriedner hei vun der Belsch geschwat. Neen, do ginn et och eng Rei Leit, déi ganz wäit ewech wunnen, déi dat ugefrot hunn, déi awer keng Famill méi hei hunn, och net Lëtzebuergesch schwätzen, also eigentlech keen direkte Lien hunn. Et ass also gutt an eisen Aen, datt dat awer elo dann 2018 wäert auslafen.

Här President, d'Nationalitéit ass e groussen a wichtegen Deel vun eiser Souveränitéit. Et kann een et mat grousser Zouversiicht feststellen: Eis Souveränitéit gëtt mat dësem Gesetz net geschwächt, mä éischter gestäerkt. Den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt an Zukunft an eisen Ae méi gerecht, mä en ass och weiderhin un eng Rei wichteg Konditioune gebonnen. Den Zougang zur Lëtzebuerger Nationalitéit steet duerfir net am Ufank vun engem Prozess, mä ass éischter den Ofschloss vun enger gelongener Integratioun.

Schlussendlech soll dëst Gesetz och een Element ginn, fir dem Risiko vun engem demokrateschen Defizit an eiser Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg virzebeugen, datt mer net an déi Situatioun kommen, datt eng Kéier eng Minoritéit vun der Gesellschaft iwwer eng Majoritéit am Land géif décidéieren. Bon, ob dëst Gesetz dësem Défi wäert gerecht ginn an duerfir déi richteg Äntwert ass, dat wäert eis dann d'Zukunft beweisen oder weisen.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt d'Diskussioune fir méi politesch Participatioun haut net ofgeschloss si mat dësem Gesetz. Mir dierfen duerfir net ophalen, fir weider Efforten ze maachen am Beräich vun der Integratioun, och iwwert d'Sprooch.

Zum Schluss, Här President, bleift mir dann nach just, fir den Accord vu menger Fraktioun hei zu dësem Projet anzebréngen, an och zu dem Projet 6974, op deen ech net weider aginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Den Alex Bodry huet mat Recht drop higewisen, datt d'Nationalitéitsdebatte seelen eestëmmeg iwwert d'Bün geet. Dat wäert och haut net de Fall sinn. En huet och mat Recht drop higewisen, datt et positiv war, an dozou sti mer absolutt als ADR, datt de Justizminister e Konsens gesicht huet. Leider sinn déi Beméiungen net aboutéiert. Et ass schifgaangen. Mir konnte kee Konsens fannen.

Ech hunn haut hei en net einfache Stand, well ech, huelen ech emol un, ouni wëlle virzegräifen, wat déi Lénk elo gläich soen, als eenzege Riedner géint dëst Gesetz wäert schwätzen.

Dëst Gesetz ass wahrscheinlech ee vun deene wichtegsten Texter, déi an dëser Legislaturperiod zur Debatt stinn. Net well mer hei am Land, wéi esou oft behaapt gëtt, en Demokratiedefizit hätten! A scho guer net, well Mënschen ouni Lëtzebuerger Pass, ouni Lëtzebuerger Nationalitéit hei am Land keng Rechter hätten!

Viviane Loschetter, Alex Bodry, si hunn all drop higewisen, wéi vill Auslänner hei am Land liewen. Jo! An déi Leit liewe gären hei a mir liewe gäre mat hinnen zesummen a si brénge sech an, si gi bei Ministeren, si bréngen hir Avisen duerch hir Chambre-de-commercen, duerch hir Interessevertriedungen, anerer duerch hir Gewerkschaften. Si hunn hei eppes matzeschwätzen. Si hunn déiselwecht Rechter a Flichte wéi d'Lëtzebuerger. An dat ass gutt esou, datt hei am Land all Mënsch, egal wat fir ee Pass en huet, déiselwecht Rechter a Flichten huet. Ausser e puer wéinegen! An, wann ech mech net iren, déi eenzeg Rechter a Flichten, déi ee méi huet als Lëtzebuerger, sinn déi, dës Chamber däerfen ze wielen, an dës Chamber gewielt ze ginn an a verschiddene Positiounen als Beamten an de Statsdéngscht ze trieden. A fir eis Nationaléquippen ze spillen am Sport - dozu kommen ech méi spéit.

Genau dës Fro, déi vum Droit de vote fir Netlëtzebuerger, ass duerch e populäre Vott décidéiert ginn. Datt Auslänner dat Wahlrecht net solle kréien, hunn de 7. Juni 2015 78,02% vun de Wieler zum Ausdrock bruecht. Dat ass e Fakt! An dee Fakt gëtt hei einfach konsequent niéiert.

Den Avis vum Conseil d'État seet, dëse Projet wier wichteg, afin «de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale».

Ma Dir maacht ganz genau de Contraire! Well vill Leit sech hei ganz genau iwwerdubbert fillen an hire Wëllen a Fro gestallt gesinn. Hei gi Grief opgerappt, déi net néideg waren! E Mënsch, deen e Lëtzebuerger Pass huet, ass nach laang kee Lëtzebuerger!

D'Akzeptanz, Här Wiseler, am Vollek ass net déi, déi Dir mengt, zu dësem Projet!

Dës Regierung ass mat engem risegrousse Verspriechen ugetrueden. Si sot, an et steet op der alleréischter Säit vun der Regierungserklärung: «(…) le Gouvernement s'engage à renforcer la démocratie (…). Il facilitera la concrétisation d'initiatives populaires (veuillez lire: citoyennes).» Bravo! Dat heiten ass ganz genau de Contraire!

De Wëlle vum Lëtzebuerger Vollek, deen de 7. Juni 2015 zum Ausdrock komm ass, gëtt hei net respektéiert, e gëtt violéiert!

Der Regierung hir Logik ass: „Wann Auslänner net däerfe wiele goen, da maache mer se eben zu Lëtzebuerger." A fir dës Violatioun vum Wëlle vum Lëtzebuerger Vollek ze rechtfertegen, schreift d'Rapportrice op der Säit 11 vun hirem 102 Säite laange Rapport, «la volonté du peuple exprimée lors du référendum» wier dëse Projet an «un large consensus au niveau de tous les partis et sensibilités».

Ze behaapten, dëse Projet géif d'„volonté du peuple", de Volleksvëlle reflétéieren, dee sech de 7. Juni ausgedréckt huet, dat muss ee schonn als - am „Newspeak" - „alternative fact" oder „fake fact" bezeechnen. Et ass wouer, d'CSV ass aus Grënn, op déi ech méi spéit wäert zréckkommen, déi awer schwéier nozevollzéie sinn, ageknéckt an huet sech dem Reigerungspabeier ugeschloss. Mir als ADR net!

A mir sinn net als Eenzeg géint dëse Projet. An ech schwätzen och net méi vum Vollek. Ech schwätze vum Avis vun der Commission consultative communale vun der Stad Esch, déi gesot huet an hirem Avis «met en garde devant un abaissement trop poussé des conditions linguistiques». Ech schwätze vum Avis vun der Chamber vun de Fonctionnaren, déi seet: «Elle estime en effet que la maîtrise de la langue luxembourgeoise devrait être maintenue comme principale condition d'accès à la nationalité luxembourgeoise.»

Mir begréissen ausdrécklech, datt ADR-Propositiounen, notamment déi vun den Zaldoten, déi kënne méi liicht Lëtzebuerger ginn, zréckbehale gi sinn. Villes an dësem Text hätte mer kënne schlécken, wéi dat bei engem Konsens üüblech ass, mä net d'Erofsetze vun de Sproochkenntnisser! Mir kéinte liewe mam Droit du sol, dee mer fir e falschen Usaz halen. Mir kéinte liewe mat dem Erofsetze vun der Residenzklausel vu siwen op fënnef Joer, dat ass guer kee Problem. Mä mir kënnen net liewe mam Erofsetze vun de Sproochkenntnisser!

Schonn elo waren déi Ufuerderungen extrem niddreg a méi niddreg wéi an egal wat fir engem anere Land vun der Welt. Hei zu Lëtzebuerg muss een A2 hunn, fir ze schwätzen, B1 fir d'Verstoe vun der Sprooch. Ech wëll hei einfach emol - net lech, well Dir kennt dat, mä de Leit dobaussen - och soen, wat dat heescht:

A2, dat ass en Utilisateur élémentaire, a B1 ass en Utilisateur indépendant. A2, dat heescht, wéi een déi Sprooch muss schwätzen, ass „die Fähigkeit, mit unkomplizierten Informatiounen umzugehen, und der Beginn der Fähigkeit, sich in vertrauten Kontexten auszudrücken". An de B1, dat, wat ee muss hu beim Verstoen haut, ass „die Fähigkeit, sich auf begrenzte Weise in vertrauten Situationen auszudrücken".

Dat ass ganz wäit ewech vun enger perfekter Beherrschung vun der Sprooch. Déi fuerdere mir och net! Mir sinn net der Meenung, datt ee muss kënnen „De Renert" auswenneg zitéieren oder datt Dir musst kënnen en Text op Lëtzebuergesch schreiwen. Guer net! Mä et soll ee sech kënnen normal a Lëtzebuerger Sprooch mat engem aneren ënnerhalen an enger normaler Alldagssituatioun. Dat ass fir eis de minimalen Niveau, deen ee muss hunn.

An dësem Text gëtt dëse minimalen Niveau, dësen extrem niddregen Niveau nach eng Kéier erofgesat, well an Zukunft geet et duer, wann een A2, dat heescht ganz, ganz wéineg schwätzt, da brauch ee guer net méi ze verstoen. Da gëtt dat kompenséiert.

Et ass dann de Combel, d'„Umkehrung aller Werte", datt mer soen: Leit, déi dann extrem laang hei wunnen a guer kee Lëtzebuergesch kënnen, déi kréien dann eis Nationalitéit quasiment geschenkt. Dat ass fir eis och eng Frechheet fir all déi, déi den Effort maachen, fir eis Sprooch ze léieren.

Et gëtt dat a kengem anere Land! Wann Der kuckt, wat an Däitschland, wat an Éisträich, wat an England, wat a Südafrika üüblech ass: Et muss een d'Sprooch schwätze kënnen. De B1 ass deen allerallerniddregsten Niveau, deen Der an deenen Texter fannt. An Éisträich zum Beispill brauch ee B2, fir d'Nationalitéit ze kréien.

Wärend de Konsensgespréicher an obwuel mer, wéi mer elo grad gesot hunn, aneren Dispositiounen, besonnesch dem Droit du sol, och ganz kritesch entgéintstinn, sote mer, mir wiere mat allem d'accord a mir hätten haut dat Gesetz gestëmmt, wann d'Ufuerderung un d'Sprooch op B1 op béiden Niveauen - schwätzen a verstoen - gesat gi wier, an zwar an engem faire Test! Et ass wouer, datt den Test net ëmmer fair ass! Et ass wouer, datt ee muss dat Verstoe schréftlech ausdrécken, wat schwéier verständlech ass. Et geet net drëm, Leit ze pisaken; et geet net drëm, Leit vun der Nationalitéit ewechzehalen! Mä et geet drëm, datt se ganz normal Lëtzebuergesch schwätzen a verstoe kënnen!

Wéi soll e Mënsch sech hei integréieren, wéi soll en en Droit de vote kréien duerch seng Nationalitéit, wéi soll e kënne Fonctionnaire ginn, wann en eis Sprooch net schwätzt? Nach eemol: Dat ass a kengem anere Land méiglech!

An et ass net, well mir besonnesch vill Auslänner hunn, datt mir solle manner Gewiicht op eis Sprooch leeën. Am Contraire. Natierlech ginn hei vill Sproochen am Land geschwat, an dat ass gutt esou. Notamment sollt Englesch zum Beispill eng offiziell Sprooch ginn, well ganz vill Leit hei am Land sinn engleschsprooocheg. Mä de Lëtzebuerger hir Sprooch, an ech mengen, dat ass e Konsens heibannen, ass Lëtzebuergesch! A grad duerfir musse mir derfir suergen, datt eis Sprooch als eenzeg Integratiounssprooch geléiert gëtt.

Mir als ADR hunn ëmmer gesot, datt fir eis d'Nationalitéit um Enn vun enger gelongener Integratioun steet. Et ass net e Mëttel zur Integratioun, mä den Ofschloss vun deem Prozess.

An ech wëll Iech un engem konkrete Beispill dat dote festmaachen. Ech war kierzlech mat engem jonke Mann iessen, dee sech wëllt an eiser Partei engagéieren. An hie sot mir ganz stolz, datt en elo deemnächst…

(Brouhaha)

…datt en elo deemnächst säi Lëtzebuerger Pass kritt. An e sot: „Dat ass super, well da kann ech fir eis Nationaléquipe géint de Cap-Vert spillen." Du sot ech: „Majo, ass dat net e bësse komesch, dass de géint d'Équipe aus dengem Heemechtsland spills?" A wësst Der, wat e mer geäntwert huet? E sot: „Ech fannen dat ganz

gutt, well ech si jo méi Lëtzebuerger." An et ass dat Gefill, et ass dat Gefill, Lëtzebuerger wëllen ze sinn, wat zielt!

Natierlech kënne mer Gefiller net moossen. Dat ass jo ganz kloer. Mä mir kënne Sproochkenntnisser moossen an testen, an zwar seriö testen, an net, datt intervenéiert gëtt, wéi dat haut oft de Fall ass, bei Schoulen, déi musse Certificaten ausstellen, obwuel eigentlech déi Leit den Test net bestanen hunn. Dat ass dat, wat u sech - a wann Der géift verstoen, wat d'Leit dobausse wëllen, da wéisst Der dat -, et ass dat, wat zum Ausdrock komm ass am Referendum. Mir wëllen net ënner eis bleiwen. Et ass net retrograd an et ass net postfaschistesch. Et ass alles net dat.

Mir wëllen einfach, datt de Lëtzebuerger hir Sprooch Lëtzebuergesch bleift. A wann haut, ech huelen emol un, 57 vu 60 Deputéierten dëse Wielerwëllen - jo! - violéieren an d'Statsbiergerschaft opmaache fir Leit, déi eis Sprooch emol net kënne schwätzen, dann ass dat, et deet mer leed, eng Frechheet par rapport zu de Wieler.

(Interruptions)

Jo, „mon Dieu!" Mir verstinn d'Gambia-Parteie mat hirem Lénksableger, well si hunn et ugekënnegt an hirem Regierungsprogramm, déi Kéier op der Säit 6. Gesitt Der, mir liesen esou Saachen! Schonn deemools hu se geschriwwen, si wiere fir en «abaissement du niveau des connaissances linguistiques». Mir wëssen, datt de Regierungsparteien hir Vue op eis Nationalitéit, eis Souveränitéit an eis Sprooch net grad héich ugesidelt ass, datt se deem net ganz waarmhäerzeg géintiwwerstinn.

A wa mer ganz éierlech sinn, musse mer soen: Och schonn am Referendum waren eis Frënn vun der CSV, fir emol net méi ze soen,...

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Noper! Noper!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...„wootlech": Amplaz vun engem kloren an däitlechen „Dräimol Neen", war hire Slogan: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!"

Firwat mécht dës Partei, déi dat éischt Affer war vun der Gambia hirem „Renouveau démocratique" - tëscht 26 Gänseféisercher - dat dote mat?! Dëst Gesetz kéint och mat 34 géint 26 gestëmmt ginn.

Firwat geet d'CSV hei op Konsenskurs mat Gambia? D'Regierung, do sinn ech iwwerzeegt, hätt sech net getraut, dësen Text esou duerchzezéien, wann d'CSV net d'accord gewiescht wier. An op menger Sich no der Ursaach, firwat datt dat kéint esou sinn...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just drun erënneren, datt virun de Wahle schonn e Gesetzestext dolouch an no de Wahlen eng Proposition de loi vun der CSV gemaach ginn ass mat ganz kloren an däitleche Propositiounen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Op menger Sich, firwat datt dat kéint esou sinn, sinn ech op e Pabeier gestouss, dee veröffentlecht ginn ass dëse 4. Februar am „Lëtzebuerger Wort", an dee liwwert en Ufank vun Erklärung.

Hei erkläert déi zukünfteg Führung vun der CSV, déi berüümt „Dräikinneksgrupp", de Lieser, „die diffuse Angst vor kulturellem Identitätsverlust" wier e Resultat - Här Wilmes! - vum „unzureichend vorbereiteten und verfrühten Referendum". Do kann ech just soen: „Aha, also bedauert dës zukünfteg Führungsriege vun der CSV den Ausgang vum Referendum." An och iwwert d'Sprooch gëtt sech lëschteg gemaach an deemselwechten Artikel, mat deem Wuertspill „Sprachenvielfalt oder -einfalt?". Jo, eefälteg sinn déi Leit an Àren Aen, déi un eiser Identitéit, un eiser Souveränitéit festhalen.

Gott sei Dank kënnen dës eefälteg Leit liesen, wat den CSV-Thinktank vu sech gëtt, an zwar: „Wirklich relevant ist somit weniger, in welcher Sprache wir uns verständigen, sondern worüber und worauf wir uns verständigen können." Eis Sprooch ass also an hiren Aen total irrelevant. Merci fir dee Message, deen och mir domm Leit verstinn!

An datt mir domm sinn, kréie mer dann och nach gläich bestätegt: „Dass sich hinter der aktuellen Identitäts- und Sprachendebatte vor allem das soziale und regionale Bildungsgefälle in Luxemburg verbirgt, müsste uns allen zu denken geben."

Merci, Här Wilmes, deen dote Message ass ganz kloer ukomm!

(Interruption par M. Serge Wilmes)

Erlaabt mer elo nach e puer Wuert zu deenen Amendementer, déi mer abréngen. Dat sinn der ganz genau aacht. Si sinn allen aacht schonn an der Kommissioun ofgewise ginn. Si ginn och hei ofgewisen, mä mir presentéiere se. Déi ginn natierlech elo iwwert déi reng Sproochefro eraus.

Deen éischten ass iwwert den Ius soli, wou mir verlaangen, datt dat vu fënnef op zwielef Joer eropgeet, déi awer net onbedéngt musse konsekutiv sinn. Mä virun allem soe mer, datt d'Konditioun eng Kennschaft vun eiser Sprooch ass oder ebe siwe Joer an enger Lëtzebuerger Schoul - net an enger Schoul zu Lëtzebuerg, well et gëtt jo och vill net lëtzebuergesch Schoulen hei am Land.

Zweetens, de Cours «Vivre ensemble», do geet et net duer, datt een do ass an do sëtzt, mä do soll och en Test gemaach ginn an et soll och duerno eng Charta ënnerschriwwe ginn. An et soll eng öffentlech Zeremonie ginn, wou een d'Nationalitéit unhëlt, fir datt d'Leit wëssen, datt e Pass net eppes ass wéi d'Memberschaft an engem Club. Et ass vill méi wéi dat!

Am drëtten Amendement insistéiere mer op de Maintien vum A2, B1, deen ech virdrun erkläert hunn. Nach léiwer hätte mer allerdéngs B1 a béidem. Mä mir hunn hei eng Kompromëssformel scho gewielt.

Dee véierten Amendement ass wéi den Amendement 2, mä op aner Artikele bezunn.

Dee fënneften ass d'Optioun vum Mineur, wou mer och drop insistéieren, datt en d'Schoul hei zu Lëtzebuerg soll gemaach hunn an op Lëtzebuergesch soll gemaach hunn.

(Interruption)

Dann ass eise siwenten Amendement deen iwwert déi Leit, déi méi wéi 20 Joer hei wunnen an awer nach ëmmer kee Lëtzebuergesch kënnen. Do si mer absolutt net dermat d'accord. Et soll een net dat och nach belounen, dee mangelnden Integratiounswëllen.

An den aachten Amendement ass iwwert d'Déchéance de la nationalité, deen am Text virgesinn ass an dee mer gutt fannen, dee mer hei op verschiddene Punkten erweideren.

Dir verstitt also, datt mer als ADR dësen Text selbstverständlech net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kann ech d'Amendementen nach mat den Ënnerschrëfte kréien? Oder hutt Der déi schonn eraginn?

M. Roy Reding *(ADR).*- Hei sinn d'Originaler; wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, well op menger Kopie si keng Ënnerschrëften drop. Merci.

Amendement 1

Amendement concernant l'article 6

Le °1 prend la teneur suivante:

°1 qu'elle ait eu sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et s'y trouve en séjour régulier pendant au moins 12 ans, dont au moins douze mois consécutifs précédant immédiatement le jour de sa majorité;

Il est ajouté le point °3:

*°3 d'avoir une connaissance de la langue luxembourgeoise, documentée par le certificat de réussite de l'examen d'*évaluation de la langue luxembourgeoise (les dispositions de l'*article 15 sont applicables) ou ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois.*

Commentaire de l'amendement

Il y a lieu d'appliquer le principe du ius soli en première génération avec prudence. Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement propose de porter la clause de résidence de 5 ans à 12 ans, ce qui aura pour effet que cette personne a accompli en principe une grande partie de sa scolarité au Luxembourg. Pour des raisons de cohérence juridique, l'amendement reprend les conditions formulées pour l'article 27.

L'amendement supprime les conditions de «années consécutives» qui pourraient créer des «cas de rigueur» (par exemple, en cas de garde alternée si un des parents ne réside pas au Grand-Duché de Luxembourg).

Étant donné l'importance de la langue luxembourgeoise pour une intégration réussie, l'amendement prévoit une clause de connaissance de la langue.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 2

Amendement concernant l'article 14

Le °3 prend la teneur suivante:

°3 d'avoir réussi l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»; les dispositions de l'*article 16 sont applicables. Suite à la réussite de l'examen, le candidat signe une «Charte des droits et devoirs», dont le modèle et les modalités de la signature sont fixés par règlement grand-ducal.*

Commentaire de l'amendement

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement exige la réussite de l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», alors que le projet du Gouvernement se contente de la participation.

Les modalités du cours, définies à l'article 16, sont parfaitement respectables. La présence aux cours peut néanmoins être facultative, chaque candidat étant libre d'acquérir les connaissances nécessaires pour réussir l'épreuve par les moyens qui lui semblent appropriés.

Prenant modèle sur d'autres pays, les candidats à la naturalisation signent une «Charte des droits et devoirs». Cette signature pourrait prendre une forme solennelle, par exemple lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 3

Amendement concernant l'article 15

Les deuxième et troisième paragraphes de (2) prennent la teneur suivante:

A réussi l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise, le candidat qui a obtenu dans l'épreuve d'expression orale et dans l'épreuve de compréhension de l'oral une note égale ou supérieure à la moitié des points dans chacune des épreuves.

Commentaire de l'amendement

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement rétablit l'obligation de satisfaire à la fois à l'épreuve d'expression orale (niveau A2) ET à l'épreuve de compréhension de l'oral (niveau B1), tels que les tests sont prévus dans la législation en cours.

Étant donné l'importance de la langue luxembourgeoise pour une intégration réussie, la seule réussite d'une épreuve au niveau A2 (qualifié de niveau débutant, de niveau de survie,...) est notablement insuffisante.

Extrait de l'exposé de motifs: «La finalité de la réforme du droit de la nationalité luxembourgeoise, proposée par le Gouvernement, est de favoriser l'intégration sociétale et politique des citoyens non luxembourgeois au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que de renforcer la cohésion au sein de la communauté nationale.» Cette finalité ne peut en aucun cas être réalisée avec des connaissances de la langue au niveau A2.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 4

Amendement concernant les articles 24, 25, 29, 30 et 31

Le °3 prend la teneur suivante:

°3 d'avoir réussi l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg»; les dispositions de l'article 16 sont applicables. Suite à la réussite de l'examen, le candidat signe une «Charte des droits et devoirs», dont le modèle et les modalités de la signature sont fixés par règlement grand-ducal.

Par rapport au projet du Gouvernement, l'amendement exige la réussite de l'examen sanctionnant le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», alors que le projet du Gouvernement se contente de la participation.

Les modalités du cours, définies à l'article 16, sont parfaitement respectables. La présence aux cours peut néanmoins être facultative, chaque candidat étant libre d'acquérir les connaissances nécessaires pour réussir l'épreuve par les moyens qui lui semblent appropriés.

Prenant modèle sur d'autres pays, les candidats à la naturalisation signent une «Charte des droits et devoirs». Cette signature pourrait prendre une forme solennelle, par exemple lors d'une cérémonie à l'hôtel de ville.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 5

Amendement concernant l'article 26

Il est ajouté le °3 qui prend la teneur suivante:

°3 qu'il a accompli au moins cinq années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois.

Le °2 devient le °3.

Commentaire de l'amendement

Pour répondre à la finalité de l'intégration, le mineur à partir de 12 ans ne peut bénéficier de l'option que s'il a accompli au moins une grande partie de sa scolarité dans l'enseignement public luxembourgeois.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 6

Amendement 6 - concerne Art. 27

L'article 27 est complété comme suit (entre «les programmes de d'enseignement public luxembourgeois» et «à condition»):

dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois;

Commentaire de l'amendement

Pour la cohérence avec les conditions de scolarité et de connaissance de la langue luxembourgeoise indiquées dans les autres articles et ceci afin de tenir compte d'écoles avec un régime de langue spécifique (exemple: École internationale de Differdange).

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 7

Amendement concernant l'article 28

L'article 28 est à supprimer.

Commentaire de l'amendement

Étant donné la finalité du projet de loi, il ne peut être renoncé à la connaissance de la langue luxembourgeoise définie dans l'article 14 °2 (amendé) et dans l'article 15, même après 20 années de résidence ou après une durée de résidence quelconque.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Amendement 8

Amendement 8 - concerne Art. 62

L'article 62 est complété comme suit:

°3 s'il a été condamné à une peine de prison de 10 années ou plus pour des infractions figurant au Code pénal sous le Titre Ier - Des crimes et délits contre la sûreté de l'État - et sous le Titre Ibis - Des violations graves du droit international humanitaire.

Commentaire de l'amendement

Il convient de déchoir de la nationalité ceux qui ont obtenu la qualité de Luxembourgeois par naturalisation, option ou recouvrement et qui ont été condamnés pour des actes graves tels que le terrorisme, des crimes contre la sûreté de l'État, des attentats ou des complots contre le Grand-Duc ou le Gouvernement, mais encore pour génocide et crimes de guerre. Afin de limiter l'application de la déchéance aux cas les plus graves, la condamnation par le tribunal doit être une peine de prison de 10 années ou plus.

(s.) Roy Reding, Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, David Wagner.

Nächsten a leschte Riedner fir de Mëtten ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dat bescht Mëttel géint d'Hysteriséierung ass Historiséierung. An duerfir wëll ech ufänken domadder, wat mir als Lénk bis elo nach ni gemaach hunn, näämlech der Rapportrice ze félicitéiere fir wierklech e ganz gudde schréftleche Rapport: e Rapport, dee méi ass, wéi mer dacks Rapporten hei gewinnt sinn, näämlech e Copy-paste aus administrativen Texter, mä dee wierklech versicht huet, den historesche Flux an d'Evolutioun vum Nationalitéitegesetz oder den Nationalitéitegesetzer hei zu Lëtzebuerg ze maachen, an dat a Verbindung gesat mat der demografescher an ekonomescher Entwécklung vun eisem Land.

D'Nationalitéit ass ëmmer e ganz sensibelt Thema, well et eigentlech d'Mateneen an enger Gesellschaft mat definéiert. Et ass net deen eenzege Kritär, mä et ass awer eppes, wou jiddwer Mënsch eng Attitüd an och eng emotional Bindung dozou huet. An d'Nationalitéit ass ëmmer duebelschneideg. Et gëtt engersäits déi offiziell Dimensioun, d'Dimensioun vum Pass, vun engem materiellen Dokument, wat een huet, vun der Méiglechkeet, déi domadder verbonnen ass, fir wielen ze goen. An op där anerer Säit ass d'Nationalitéit och eppes ganz Emotionales, eppes ganz Perséinleches, jo deemno wéi scho bal Intimes, wat besonnesch déi Leit wëssen, déi aus Famillje kommen, déi aus der Immigratioun oder deelweis aus der Immigratioun stamen.

Kee Mënsch huet décidéiert, wou e gebuer ass, kee Mënsch, néierens. An duerfir ass d'Konzept vun der Natioun - an ech wéilt do vläicht e bësse méi wäit aushuele wéi d'Madamm Loschetter - d'Konzept vun der Natioun, wat

eis Regiounen hei ugeet, e relativ neit Konzept an der Geschicht an d'Nationalitéit och domadder e relativ neit Konzept. Zu Lëtzebuerg ass eng Natioun entstanen, an dat ass relativ kuriéis, ouni datt et virdrun e staarken ausgedréckten nationale Wëlle ginn ass. Mir sinn zum Deel en Zoufall vun der Geschicht, wou sech d'Natioun an alles dat, wat vun Emotiounen domadder verbonnen ass, eréischt duerno entwéckelt hunn.

Mir sinn eng Géigend tëschent dem germaneschen an dem romanesche Kulturkrees, eng Géigend, an där schonn ëmmer, viru Jorhonnerte schonn, eng grouss Mobilitéit bestanen huet tëschent de Leit. Ob ee vun Diddenuewen komm ass, vu Baaschtnech, vu Bitburg, vun Däitsch-Oth oder vu Lëtzebuerg, ëmmer sinn d'Leit hei zu Lëtzebuerg an an der Géigend Weeër gaangen. An iergendwa si Grenze gezu ginn an den historeschen Zoufall huet et gemaach, datt ee soit déi eng, soit déi aner Nationalitéit hat. Lëtzebuerg war en historescht Emigratiounsland am 19. Jorhonnert an ass en Immigratiounsland am 20. Jorhonnert ginn, an esou ass et och nach haut.

Alles dat mécht Lëtzebuerg aus: seng Kulturen, seng Villsproochegkeet, säi Bi- a Multilinguisme, an alles dat ass eppes, wann een iwwer Nationalitéit schwätzt, wat de Kontext setze muss, an deem mer dat analyséieren.

Et ass ee Saz gi vu mengem Virriedner, dee mech besonnesch schockéiert huet. Dee Saz, ech hu mer en opgeschriwwen, heescht: „E Mënsch, deen e Lëtzebuerger Pass huet, ass nach laang kee Lëtzebuerger."

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wat heescht dat? Wéi eng Virstellung vum Lëtzebuergersinn stécht do hannendrun, wann et net eng ass, déi op quasi der Verierwung vun engem Potenzial berout?

D'Démarche, déi de Minister an dësem Fall gesicht huet, nämlech déi, mat alle Parteie sech un en Dësch ze setzen, Proposen ze maachen, Proposen ze entwéckelen, huet och eis Zoustëmmung fonnt, a mir hunn och un deenen Diskussiounen deelgeholl.

Ech wäert Iech awer och net verheemlechen, datt mir mat deem éischten Entworf, dem Avant-projet de loi vum Nationalitéitegesetz, wesentlech méi averstane ware wéi mat deem Projet, deen elo virläit, well mer mengen, datt leider duerch d'Aktioun vun der CSV eenzel punktuell Verwässerunge komm sinn an eng strukturell. Mir hunn eng strukturell Chance verpasst, op déi ech nach agoe wäert.

Dat, wat awer wesentlech ass un dësem Text, dat ass den Droit du sol vun der zweeter Generatioun, deen agefouert gëtt, also datt Kanner, déi hei gebuer sinn an deenen hir Elteren och schonn e Joer hei gelieft hunn, a wa se virun hirem 18. Gebuertsdag fënnef Joer hei och gewunnt hunn, datt déi dann automatesch duerch d'Gesetz Lëtzebuerger sinn.

D'Philosophie vum Droit du sol ass erstaunlecherweis vill méi no bei engem Konzept vun der Nationalitéit, well et ass d'Natio, d'Gebuert, déi definéiert, zu wéi enger Gemeinschaft ee gehéiert, an d'Plaz wou ee gebuer ass, am Géigesaz zum Droit du sang, deen ausschliisslech verierft gëtt.

An hannert deene Virstellunge vum Droit du sang stiechen ëmmer d'Virstellunge vu Rengheet, vun enger Verierwung, vun engem Vollekskierper, vun enger Unitéit - déi et an der Geschicht ni ginn ass! -, an déi am 20. Jorhonnert zu deene grujelechste Verwerfunge gefouert hunn, zu deenen déi westlech Zivilisatioun bis elo fäeg war.

Déi zweet grouss Verbesserung ass d'Vereinfachung vun de Bedingunge fir déi Leit, déi wëlle Lëtzebuerger ginn, déi hei liewen, déi décidéiert hunn, hei hire Liewensmëttelpunkt ze setzen. An dat ass, datt engersäits d'Residenzklausel vu siwen op fënnef Joer konsekutiv erofgesat ginn ass, an d'Lëtzebuerger Sprooch, datt den Niveau net erofgesat ginn ass - wouriwwer een duerchaus diskutéiere kéint, woubäi mir och aner Virstellungen haten an hunn -, mä datt den Ëmgank mat der Sprooch ajustéiert gëtt, datt Saache kompenséierbar sinn an datt een dovunner ausgeet, datt, wann ee Lëtzebuergesch um Niveau A2 schwätze kann, da kann een et och verstoen.

Et sinn Elementer, wou ee vill méi flexibel mam Lëtzebuergeschen a vill méi produktiv mam Lëtzebuergeschen ëmgeet, och aus deenen Erfahrunge vun den Échecken aus deene leschte Jore vu Leit, déi déi Sproochentester gemaach hunn an deelweis dat eent Element gepackt hunn, dat anert Element eventuell net gepackt hunn, mä wou d'Volontéit do ass - d'Volontéit do ass! -, fir Member vun eiser Gesellschaft ze ginn an dat mat engem Pass ze justifizéieren.

A grad do menge mer, datt et - wéi vu Verschiddene gefuerdert - falsch ass, d'Sproochesituatioun zu Lëtzebuerg, déi eng multilingual ass, eng bilingual de facto ass, fir déi iwwert d'Nationalitéit an den Zougank zur Nationalitéit exklusiv wëllen ze léisen.

Mir mengen, datt d'Sprooch, déi lëtzebuergesch, a besonnesch déi lëtzebuergesch Sprooch net dozou benotzt soll ginn, fir auszeschléissen. Well dee grousse Virdeel an där ganzer Sproochendebatt, déi mer hunn, vum Lëtzebuergeschen ass, datt et eng Sprooch ass, déi d'Potenzial huet, Brécken ze bauen. Doduerch datt d'Sprooch selwer eigentlech an hirem Vocabulaire scho bilingual ass, kënne mer ebe justement als Lëtzebuerger déi Oppenheet demonstréieren tëschent deenen zwee Kulturkreesser. An duerfir däerf dat net en Ausschlosskritär sinn!

Duerfir si mer ganz traureg doriwwer, datt déi ursprünglech Fassung vum Avant-projet de loi, wou et geheescht huet, datt d'Leit, déi aacht Joer hei am Land sinn an déi 100 Stonnen - 100 Stonnen! - a Coursë ginn, awer keen Exame maache mussen - dat ass dat Entscheedend -, duerch den Afloss vun der CSV ofgeschwächt ginn ass respektiv iwwerhaapt ganz erausgeholl ginn ass.

Well wat hätt dat bedeit? Ech mengen, datt dat näämlech eng Dier opgemaach hätt. Leit, déi 100 Stonne Coursen hunn an huelen am Lëtzebuergeschen, deene kann ee villes virgeheien, mä net, datt se net wëlle Lëtzebuergesch léieren!

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et géif eng Dier opmaache fir Leit, déi Léierschwieregkeeten hunn, Leit, déi Examensproblemer hunn, also fir éischter sozial schwaach Leit, fir och en Accès zu dëser dach anscheinend esou helleger Gemeinschaft kënnen ze kréien.

An et hätt Weeër gewisen, wéi ee kann d'Lëtzebuergescht als Sprooch valoriséieren a gläichzäiteg et net benotzen als Examensinstrument, fir Leit auszeschléissen. Leider ass déi historesch Chance verpasst ginn! An ech mengen, Här Wiseler, datt och vläicht Dir an Zukunft deem notrauere wäert, datt Der mengt, dat wier e Succès gewiescht, fir dat do ewechzehuelen. Ech mengen, datt eigentlech d'Lëtzebuerger Communautéit an d'Lëtzebuerger Sprooch doduerch geschwächt gi sinn.

Mir si ganz duerfir, an dat hu mer och dem Minister an eisen Entrevuë gesot, datt verstäerkt Civiques-Coursen agefouert gi mat engem historeschen Deel, mat engem biergerrechtlechen Deel a mat engem institutionellen Deel. Mä elo scho muss een awer soen, datt et Leit gëtt, Lëtzebuerger, déi an déi Coursë virwëtze gaange sinn - wou et am Ament just dräi Coursë sinn à zwou Stonnen -, déi virwëtze gaange sinn an déi gesot hunn: „Mä do sinn ech immens vill gewuer ginn iwwer mäi Land."

An dat Erstaunlecht dobäi ass, datt een déi Bürgerkunde jo eigentlech misst als normal virausgesat gesinn. Mir ënnerstëtzen dat och, datt se agefouert gëtt. Mir denke just, datt et méi systematesch misst gemaach ginn och op aneren Niveauen, och um Niveau vun der Lëtzebuerger Schoul.

En drëtte Volet vu wesentleche Verbesserunge sinn déi administrativ Vereinfachung, d'Erëmaféiere vun der Optioun. Ech ginn op déi eenzel Elementer net an: d'Bestietnis, d'Beruffszaldoten, Leit, déi hir Scolaritéit zu Lëtzebuerg gemaach hunn an net zulescht och d'Apatriden, deenen d'Méiglechkeet zur Optioun opgehale gëtt.

Mir halen och endlech op, dat anachronistescht Bluttrecht weider als Kritär ze huelen, fir Lëtzebuerger ze ginn, dat heescht, wann een 1900 iergendeen an der Famill hat, dee Lëtzebuerger war, datt een dann, och wann ee schonn 100 Joer laang näischt méi mam Land ze dinn hat, och nach kann d'Lëtzebuerger Nationalitéit froen. Well dat ass d'Logik vum Bluttrecht, vun der Verierwung vun der Nationalitéit. Glécklecherweis leeft dat Enn 2018 aus!

Här President, mir mengen, datt dat hei e Fortschrëtt ass. Mir menge leider, datt och eng Chance verpasst ginn ass, wat d'Sprooch ugeet a wat den Ëmgank an d'Verständnis vum Ëmgank mat der Sprooch betrëfft. Mir mengen awer och, datt, wéi an anere Beräicher, natierlech Sputt no uewe bleift an datt dat heiten en Ufank ass och vun engem neien, vläicht méi développéierte Verständnis vun deem, wéi eis Gesellschaft zesummegesat ass.

Ech si frou, datt mer, bis op de Vertrieder vun der ADR, bis elo net d'Gefill hei an der Chamber haten, datt e Kulturkampf ausgedroe géif ginn. E Kulturkampf, dee kengem eppes bréngt, dee just Grief opmécht amplaz eng Gesellschaft zesummenzeféieren. Wann eng Gesellschaft wéi déi lëtzebuergesch esou ass, datt 50% oder 53% nach e Lëtzebuerger Pass hunn a 47% net, da muss dës Gesellschaft sech Froe stellen, wéi se den inneren Zesummenhalt nach ka gewärleeschten. An d'Reaktioune vun der Droite, vun der extrême Droite, déi eigentlech just seet: „Mä et ass egal, da si mer eben iergendwann eng Kéier nach just 20% oder 15%", déi fannen hir ideologesch Partner a Länner wéi Katar oder Saudi-Arabien, wou et och just eng absolutt Minoritéit ass, déi d'Soen huet an net eng demokratesch Gesellschaft!

An ech kommen och net derlaanscht - et ass ugeschwat ginn -, op deen Avis vun der Escher Integratiounskommissioun anzegoen. Wéi ech e gelies hunn, hunn ech geduecht, mir misst elo den Äppelchen aus der Pännche sprangen! Well ech selwer gewielte Gemengerot vun der Stad Esch war, weess ech, datt en net d'Meenung vum Gemengerot representéiert an och net d'Meenung vum Schäfferot.

En ass a sengem Inhalt falsch, esou falsch, wéi en nëmme ka sinn, well e seet nämlech: „mettre en garde" virun all weider Ouverture vum Droit du sol, ier net weider Integratiounsinitiative geholl sinn.

Mä den Droit du sol ass grad deen, deen d'Integratioun definéiert. Wann e Mënsch hei gebuer ass, hei opgewuess ass, mä dann ass en integréiert! An dat ass eng vun deene Saachen, déi mir bei all deenen Avise bis elo am schwéiersten oder am schlëmmsten opgestouss sinn, well ech selwer als Escher - an ech weess, datt eng aner Deputéiert och hei vun Esch ass -, well mer just mat enormem Kappréselen deen Avis gesinn hunn an och wëssen, datt en net d'Meenung vum Escher Gemengerot representéiert.

Une voix.- En ass vun der Kommissioun...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President... Oh, vun der Kommissioun! Wësst Der, deen Avis, deen ass redigéiert gi vun engem, deen ze vill „House of cards" gekuckt huet a gemengt huet, den Opportunismus vun engem Francis Underwood misst d'allgemeng Regel sinn, just datt en, mengen ech, d'Intelligenz vun deem spillerese Personnage Francis Underwood net huet.

(Brouhaha)

Här President, ech mengen, datt den eigentleche Fortschrëtt hei deen ass, datt zu dësem historeschen Zäitpunkt, wou an Europa déi Identitairen iwwerall un Terrain gewannen, mir hei e Gesetz adoptéiere mat enger ganz, ganz grousser Majoritéit, dat eis Gesellschaft oppen hält, dat se schützt, schützt virun deenen Aflëss, déi mengen, datt just d'Minoritéiten nach dierften hei d'Soen hunn.

A mir ënnerstëtzen och duerfir dat Gesetz a mer deelen d'Virstellung vun enger inklusiver Gesellschaft, vun enger Gesellschaft vum sozialen Zesummenhalt. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Baum, deem ech awer ganz léif géif un d'Häerz leeën, fir net op där Tribün hei op Leit ze schéissen, déi net hei sinn.

Dat gesot, géif ech d'Wuert un de Justizminister ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci als Alleréischt un d'Rapportrice - an och un déi aner Membere vun der Commission juridique - fir hiren, wéi ech och fannen, ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

An och Merci un all déi, déi sech haut un der Debatt bedeelegt hunn, awer och an deene leschte bal 18 Méint, wou mer eis méi wéi eemol gesinn hu mat der Vertriedung vun deene Parteien, déi an der Chamber vertruede sinn, a wou mer ganz sachlech a konstruktiv Gespréicher haten, och wa mer eis net op all de Punkten ëmmer konnten eens maachen a wa jiddweree sech e bëssen och huet misse bewegen an och wann haut eng Partei an hir dräi Deputéiert den Text net wäerte matstëmmen, obwuel se, wéi dat virdru gesot ginn ass, mat ganz villen Dispositioune vum Text eigentlech awer averstane sinn. An ech mengen, dat ass och e Resultat vun deene Gespréicher.

Dee Konsens ass och net nei: 2008 war et net anescht. Et ass virdru gesot ginn, d'Eestëmmegkeet wier rar, awer ganz breet Majoritéiten hate mer schonn, fir d'lescht 2008, wou dat aktuellt Gesetz gestëmmt ginn ass. Deemools hunn och ausser den ADR-Vertrieder all déi aner, och déi aus der Oppositioun, zu deenen ech deemools gehéiert hunn, den Text matgedroen, och wann ech a meng Partei deemools net mat allem averstane waren, well eis eng Rei Saachen deemools am Text gefeelt hunn. Trotzdeem ware mer deemools bal all der Meenung, dass et wichteg wier an engem Land, wou d'Migratioun esou e staarke Phenomeen ass, op där doter Fro no Méiglechkeet Weeër ze sichen, fir sech op en Text kënnen ze verstännegen.

Dat war deemools och op der Fro vun der sougenannter duebeler Nationalitéit, déi den ADR deemools contestéiert huet. Dat war hiren Haaptpunkt deemools. Mat deem hu se mëttlerweil hire Fridde gemaach. Ech ginn dann d'Hoffnung net op, dass Der lech an Ärer weiderer Entwécklung och un dësen Text wäert méi no kënnen erubewegen.

(Interruption par M. Roy Reding)

Ech hunn, Här President, elo hei keng Grondsazried preparéiert. Mir hunn ze vill oft an der Vergaangenheet schonn doriwwer kënne schwätzen. An alles, wat pertinent ass, ass och vu menge Virriedner dozou gesot ginn.

Ech wëll dofir just op e puer eenzel Punkten agoen, fir ze ënnersträichen, dass ech der Meenung sinn, dass deen Text, dee mer haut stëmmen, ee wäert sinn, deen d'sozial Kohäsioun zu Lëtzebuerg wäert hëllefe verstäerken. An dat ass wichteg! Et ass wichteg an engem Land, wou d'Immigratioun am Verglach mat praktesch all de Länner op der Welt eenzegaarteg ass. An dat war nach ëmmer zum Notze vu Lëtzebuerg a vun all deene Leit, déi hei liewen.

D'Gesetz, mengen ech, wäert och par rapport zum besteeënde Gesetz méi Gerechtegkeet erabréngen, an deem Sënn, dass mer duerch Flexibilitéit op enger ganzer Rei vu Punkten et wäerten hikréien, dass d'Gesetz passend gëtt, méi wéi dat aktuellt, fir verschidde Biografien: souwuel fir den hollänneschen EU-Beamten, dee sech ëmmer beméit, dee keng Schwieregkeeten huet, dat aktuellt Gesetz iwwert d'Nationalitéit a seng Exigenzen ze erfëllen, wärend op där anerer Säit Leit, déi net laang an d'Schoul gaange sinn, déi net vill Examen an hirem Liewen hu misse bestoen, déi aus engem anere Sproochraum kommen, vill méi Schwieregkeeten hu mat eisem aktuelle Gesetz. Dat aktuellt Gesetz gëllt fir jiddwereen, ass awer net fir jiddwereen d'selwecht exigent an der Realitéit. An dat neit Gesetz, mengen ech, wäert op deem dote Punkt wesentlech méi gerecht gi wéi dat, wat mer haut hunn.

D'Integratioun, doriwwer ass och de Mëtteg scho geschwat ginn, fir déi eng ass et d'Kréinung vun engem Integratiounsprozess, fir anerer den Ufank. Ech mengen, dass weder dat eent nach dat anert richteg ass. D'Integratioun ass fir jiddwereen en eegene Prozess.

D'Integratioun ass och keng Einbahn, et ass net en eesäitegen Effort vun deem, deen oder dat op Lëtzebuerg kënnt an eng ganz Rei Passage-Exame quasi misst realiséieren, éier hien/hatt et zougestane kritt, dass et accordéiert wier. Integratioun ass och en Effort, deen déi maachen, déi schonn do sinn, deen déi maachen, déi virdru schonn do waren. Et ass am Zesummeschaffen, am Sech-openaner-Duerbewegen, wou d'Integratioun läit. Well keng Gesellschaft, déi Lëtzebuerger scho guer net, ass figéiert!

Lëtzebuerger ze sinn, dat fënnt een net an engem Buch aus dem 18. Jorhonnert erëm mat enger Definitioun. Lëtzebuerger ze sinn ännert lafend, wéi all Gesellschaft sech weiderentwéckelt, an dofir ass och all Integratiounsprozess ëmmer en Zesummespill an en Openaner-sech-Duerbewege vun all deenen, déi bei eis kommen, a vun deenen, déi schonn do sinn.

A jiddweree mécht dat a sengem Tempo, op seng Aart a Weis. A fir déi eng ass d'Abiergerung eppes, wat se esou frél wéi méiglech ustriewen, no fënnef Joer, fir anerer ass et eppes, wat se ni wäerte maachen, an dat aus den ënnerschiddlechste Grënn.

Et gëtt Leit, déi soen: „Ech wëll dat net maachen, well ech hunn e ganz grousse Respekt virun deem Land, an deem ech esou laang hunn dierfe liewen, an ech mengen, ech wëll dee leschte Schratt do net maachen. Ech weess, wou ech hierkommen, an ech sinn deem Land hei zu groussem Dank verflicht, dass ech hei mäi Liewe konnt gestalten, mä dee leschte Schratt do wëll ech fir meng Kanner, mä fir mech selwer net."

Do kann een da vläicht doriwwer staunen, mä et gëtt déi ënnerschiddlechst Beweggrënn, firwat dass een d'Abiergerung um Enn vu sengem oder zu engem aneren Zäitpunkt vu sengem Integratiounswee mécht oder eben net mécht. An et gëtt och keng Obligatioun dofir!

Wa mer haut en neit Nationalitéitegesetz stëmmen, dann däerf een och dat soen: Et gëtt keng Verflichtung, fir de Lëtzebuerger Pass unzehuelen. Et kann een och zu Lëtzebuerg liewen a sech u ganz villem bedeelegen, sech un de kommunale politesche Wahle bedeelegen als Kandidat oder als Wielerin oder Wieler, oder bei den Europawahlen an och soss am associative Liewe ganz staark integréiert sinn, ouni mussen de Wee vun der Abiergerung

a vum Lëtzebuerger Pass ze goen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi mer eis schafen.

An déi grouss Reform vun 2008, vun deem Gesetz, wat mer haut hunn, nieft der Aféierung vun der multipler Nationalitéit, vläicht esouguer déi gréisste Reform deemools, war de Fait, dass mer eriwwergaange si vun enger politescher Prozedur, déi duerch d'Chamber gaangen ass, ouni Recoursen an ouni Transparenz an ouni objektiv Kritären - an ech soen dat als ee vun deenen, déi an der Commission juridique souzen -, dass mer eriwwergaange sinn op eng strikt administrativ Prozedur.

Mir sinn also am Fong eriwwergaange vun engem Recht iwwert d'Nationalitéit deemools zu engem Recht op d'Nationalitéit. Een, dee wëllt Lëtzebuerger ginn an déi Kritären erfëllt, huet d'Recht drop. A kee kann em et refuséieren, soss kann en dat iwwert d'Geriicht akloen, kann da Lëtzebuerger ginn. Et gëtt also haut e Recht. An dat ass an deem neien Text och net geännert. D'Kritäre bleiwen alleguerte strikt objektiv Kritären: Keng Interpretatioun ass méi noutwendeg!

An den Alex Bodry huet virdrun zu Recht drop verwisen, dass dee Projet de loi vun der viregter Regierung - deen de François Biltgen nach déposéiert huet -, do hat den Här Biltgen am Ufank effektiv wëlles, beim Kritär vun der Honorabilitéit e gewëssene Spillraum erëm mat eranzebréngen. Ech war deemools och ganz staark opposéiert an hunn dem Här Biltgen dat och gesot, mat aneren zesummen. An de François Biltgen huet dann och an deem Projet de loi, deen en déposéiert huet, drop verzicht, well e gemierkt huet, dass dat eng Mesure wier, déi net konsensfäeg wier.

Och do war de Wëllen also bei der deemoleger Regierung a beim viregte Justizminister, fir sech op wesentleche Punkten am Konsens ze bewegen an net e Cavalier seul ze maachen.

E Wuert awer och, well ech mengen, dass dat wichteg ass, zu den Zuelen, fir dass mer alleguerte wëssen, wou mer haut eigentlech mat der Naturalisatioun dru sinn a mat der Wierkung vum besteeënde Gesetz.

Mir hu bis Enn 2008, bis also dat neit Gesetz a Kraaft getrueden ass, éischter ëm déi 1.000 Fäll ongeféier pro Joer gehat, déi duerch d'Chamber gaange sinn, emol liicht méi, emol liicht manner, mä et ware graff ëm déi 1.000 Fäll pro Joer.

Duerch dat neit Gesetz si mer am Joer 2010 scho bei ronn 4.300 Fäll gewiescht. Do waren der natierlech ganz vill, déi laang op déi duebel Nationalitéit gewaart hunn an du wierklech praktesch all beieneen, oder wéinstens en Deel dovun, déi nei Optioun do genotzt hunn. Déi Zuele sinn du réckleefeg gewiescht bis d'Joer 2014. An zënterhier hu se sech ongeféier stabiliséiert bei 3.100 Fäll vun Naturalisatioun pro Joer.

Deem géintiwwer ass awer de Recouvrement eppes, wat an enger ganz staarker Progressioun ass. Am Ufank, 2010, nëmmen 136 Fäll, 2015 2.211 Fäll a vun 2015 op 2016 ass et eng absolutt spektakulär Hausse: Do si mer vun 2.211 Fäll eropgaangen op 4.007 Fäll, also praktesch eng Verduebelung vun de Fäll vu Recouvrement!

A wann een déi zwee zesummenzielt, da si mer 2015 vun ongefëier 5.300 Abiergerungen, also Recouvrement an Naturalisatioun zesummen, gesprongen op 7.200 Fäll, wat praktesch eng Steigerung ass vun no bäi 40% bannent engem Joer eleng! De Gros dovun a fir d'éischte Kéier majoritairement opgrond vum Recouvrement an net méi vun der Naturalisatioun. Deen Trend muss een awer a Fro stellen an eenzel Virriedner hunn dat och virdru gemaach.

Vun deene 4.000 Leit, déi d'lescht Joer - 4.007 Leit, fir exakt ze sinn - de Recouvrement gewielt hunn, wunnen der am Ganzen 192 zu Lëtzebuerg. 3.800 si keng Lëtzebuerger Résidenten! Dat si Leit, déi oft an der noer Grenzregioun wunnen, schwéierpunktméisseg an der Belsch, awer och vill a Frankräich, e bësse manner an Däitschland, an awer och iwwert d'Welt verdeelt sinn. Manner wéi 5% sinn also Résidenten zu Lëtzebuerg. Dat ass eppes, wat een awer muss trotzdeem stutzeg maachen, wat de Sënn oder eventuell och Onsënn vun där doter Mesure ugeet.

D'lescht Joer si méi Leit iwwert de Recouvrement agebiergert ginn, déi an Amerika wunnen, wéi mer der haten, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Mir hate bei 192 Fäll, déi Lëtzebuerger Résident waren iwwert de Recouvrement, 215 Fäll beim Recouvrement, déi an de Vereenegte State wunnen. Dat, mengen ech, misst engem wierklech ze denke ginn!

Dofir war et och fir mech keng Optioun, déi doten Dispositioun vum Gesetz weider ze verlängeren. Et hätt ee se och kënnen ofschafen an dësem Gesetz. Ech war net dofir, och aus Grënn vun der Rechtssécherheet. Mir hu mat deem aktuelle Gesetz zënter Jore gesot, dass dat Enn 2018 géif auslafen. Et elo iwwert den Ëmwee vun engem neie Gesetz ze stoppen, mengen ech, wier dee falsche Wee gewiescht. Do muss een och eng gewësse Rechtssécherheet bidden. Mä et war fir mech keng Optioun, dat do ze verlängeren. Ech mengen, dass et gutt ass, wann dat ophéiert.

Dat heescht awer dann, anescht ausgedréckt, wa mer also kucken, vun deene 7.300, wéi vill dass der do derbäi sinn, déi tatsächlech zu Lëtzebuerg wunnen, da komme mer op eng Zuel vun ëm déi 3.400 Leit.

An därselwechter Zäit sinn d'lescht Joer tëschent 11.000 an 12.000 Leit zousätzlech, an engem „solde migratoire net", zu Lëtzebuerg Résident ginn. Dat heescht, bei 12.000 zousätzlechen Awunner hu mer an därselwechter Zäit ongefëier 3.400 Abiergerunge gemaach. Dat ass ganz vill.

Lëtzebuerg ass europawäit am Verhältnis dat Land, wat déi meeschten Abiergerunge mécht. Dat ass iwwerall e marginale Phenomeen. Zu Lëtzebuerg ass et kee Massephenomeen, mä mir sinn europawäit an der Relatioun schonn haut eigentlech ganz gutt. Mä par rapport zu eiser Realitéit... Well mir däerfen eis net just mat deenen anere vergläichen, mir mussen eis mat eis selwer beschäftegen a kucken: Wat ass bei eis d'Realitéit? An déi ass ebe bei eis, dass mer 12.000 zousätzlech Awunner d'lescht Joer kritt hunn, ronn 2% vun der Populatioun! Dat ass aussergewéinlech vill, ass awer déi lescht puer Joer schonn esou gewiescht. An an därselwechter Zäit koumen ongefëier 3.400 Abiergerungen.

Dat heescht, anescht ausgedréckt, dass dee Pourcentage vu Leit, déi hei wunnen, déi kee Lëtzebuerger Pass hunn, weiderhi klëmmt. Elo si mer bei 47%. An dee wäert och duerch dat neit Nationalitéitegesetz, wann d'Dynamik vun der Ekonomie esou bleift wéi se ass, beschtefalls emol an engem Joer stabel bleiwen. Dass den Trend kéint réckleefeg ginn, dovunner ass a priori, mengen ech, mat de Fakte vun haut net auszegoen. Dat soen ech haut net fir d'Éischt. Dat hunn ech schonn op e puer Plaze gesot, mä dat soll een, mengen ech, fairerweis och hei dofir widderhuelen.

Dat neit Gesetz wäert awer eng ganz Rei grouss Neierunge bréngen an déi sinn och schonn zum Deel genannt ginn. Déi Éischt ass natierlech den Droit du sol an der éischter Generatioun - wat eigentlech net ganz richteg ass, mä kommt, mir bleiwe bei där Terminologie. Mir hunn en haut schonn am Gesetz bei der zweeter Generatioun, elo kënnt en och nach derbäi an der éischter Generatioun. Et ass mat Sécherheet déi eenzel Mesure, déi déi meescht Auswierkunge wäert hunn. Et ass déi Dispositioun, déi déi meescht Fäll vun Abiergerung wäert an Zukunft hei zu Lëtzebuerg generéieren, a si gëllt ab dem 1. Abrëll, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt.

D'technesch Preparatiounen um Niveau vun de Gemenge lafen, hunn ech mer de Moien nach eng Kéier bestätege gelooss, ganz gutt, zesumme mam CTIE vum Stat, zesumme mam Syvicol, mam SIGI an och mat der Stad Lëtzebuerg. An nom Stand vun haut schéngt alles drop hinzedeiten, dass dat nom 1. Abrëll och um techneschen Niveau misst klappen. Ech paken Holz un an hoffen, dass et dobäi bleift. Dat ass mat Sécherheet déi Mesure, déi am meeschte bréngt.

Mä aner Mesurë sinn och wichteg, wéi déi, dass mer de Cours de mieux vivre ensemble stäerken, dass mer dat andeele ronderëm engersäits d'Grondrechter, e Modull vu sechs Stonnen, anerersäits eis kommunal a staatlech Institutiounen, dass een d'Land also versteet an déi Wäerter, déi et hei gëtt, versteet, déi Wäerter, déi mer deelen. Well dat ass jo och dat, wat e Land ausmécht, wat eng Gesellschaft ausmécht: Dat ass net eng Additioun vun administrativen Dokumenter, mä dat sinn déi Wäerter, déi een deelt, ronderëm déi ee sech fanne kann: Gesellschaftswäerter, Wäerter ronderëm d'Rechtsstaatlechkeet, dat, wat mer mussen héichhalen.

An den drëtte Modull ronderëm d'Lëtzebuerger Geschicht an awer och d'Geschicht vun der Integratioun vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun, dat wëlle mer verstäerken. An ech mengen, dass dat och e ganz wichtege Punkt ass.

Zu der Sprooch, déi haut jo och vill am Mëttelpunkt stoung vun den eenzelnen Interventiounen, do wëll ech Iech och, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op een Émstand opmierksam maachen: Wann een d'Debatten haut an awer och an der Vergaangenheet e bësse suivéiert huet - déi awer och op deem dote Punkt ganz sachlech gefouert gi sinn, an ech mengen och, dass dat déi richteg Aart a Weis ass, fir dat ze diskutéieren -, da stelle mer fest, dass mer beim aktuelle Gesetz, wou mer zwou Exigenzen hunn, A2 am aktive Schwätzen a B1 am Verstoen, dass mer op deem éischte Kritär - wat soll ee schwätze kënnen? - vun déi Lénk bis ADR eigentlech e Konsens hunn. Keng Partei huet gemengt, dass dat, wat ee schwätze soll, anescht sollt goen.

Den ADR hat an enger méi spéider Phas vun deene Gespréicher gesot: „Mir kéinten eis eigentlech och virstellen, dass et zweemol B1 wier, mä wann et bei A2 bleift, domat kënne mer och liewen."

An dat ass jo dat Erstaunlecht bei der Debatt hei am Land: Mir si vun déi Lénk bis ADR all der Meenung, dass dat, wat ee schwätze soll, A2-Niveau ass. An da kréie mer eng Diskussioun iwwert de Stellewäert vun der Sprooch op deem zweete Kritär - et ass just do, wou mer eis net eens sinn - ronderëm de B1.

Dobäi si mir dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, wat bei der Abiergerung zwee Sproochekritäre virgesäit. All déi aner Länner hunn ee Sproochekritär, näämlech deen, wat ee soll schwätze kënnen. Mir sinn dat eenzegt wat en zweeten huet, well all déi aner Länner erausfonnt hunn, dass, wann een e bestëmmten Niveau schwätzt, da versteet een och en aneren Niveau, deen an der Regel méi héich ass. Dofir si mir déi Eenzeg, déi dat hunn.

(Interruption par M. Roy Reding)

Dach, Här Reding, dat ass esou. Dat ass e Fakt, dat hu mer recherchéiert. Mir sinn dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, dat zwee Sproochenniveaue verlaangt.

Mir hunn eis awer - obwuel et ënnerschiddlech Positioune gouf, d'CSV hat och zweemol A2 proposéiert - schlussendlech kënne fannen op engem Sproochenniveau, deen engersäits sécherstellt, dass deen haitegen Niveau, wéi mer en am Gesetz kennen, am Fong bestoe bleift. Mir ginn do net erof, et bleift bei A2 a bei B1.

Doduerch dass mer kënne kompenséieren, doduerch dass mer kënnen an den Examen den Aménagement raisonnable aféieren, komme mer zu där Flexibilitéit an der Applikatioun vun där Sproochenexigenz, déi et erlaabt, dass mer fir vill méi Leit e fairen an e gerechten Zougang zu der Abiergerung kënne kréien. An ech mengen, dass mer dat och esou richteg gemaach hunn.

Den Här Baum ass op déi Dispositioun agaangen, déi intermédiaire war, vun den aacht Joer an den 100 Stonnen. Dir wësst, dass ech perséinlech där Meenung och sinn. Ech muss awer soen, ech hat an all deene Gespréicher do e schwéiere Stand an dat huet e Grond: Well dee Virschlag do stoung a kengem Wahlprogramm, net vun de Gréngen, net vun de Lénken, net vun der CSV.

Et war eng perséinlech Iddi vu mir, déi ech do an d'Gespréich bruecht hunn, vun där ech nach ëmmer iwwerzeegt sinn, dass se hätt kënne ganz vill Positives bréngen. Mä wann natierlech keng Partei dat an hirem Wahlprogramm hat, dann huet een e schwéiere Stand an deenen Diskussiounen. Iwwregens huet och keng Asbl an hunn och anerer dat net gefuerdert, déi doten Dispositioun.

Dat war eng genuin nei Iddi, en neie Virschlag. An deen ass net op ganz vill Géigeléift gestouss, soudass ech à regret hu missen agesinn, dass ech déi Iddi do net kéint duerchsetzen, och wann ech nach ëmmer mengen, dass et eng gutt Iddi ass. Mä ofgesi vun deem dote Punkt, mengen ech, brauche mer keng Regreten ze hunn.

An der Sproocheregelung, déi mer elo hunn, ass dat, wat mer haut am Projet de loi stoen hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eigentlech souguer méi favorabel wéi dat, wat am initiale Projet de loi vun der Regierung stoung. Do hunn also d'Konsensgespréicher dozou gefouert, dass mer eng méi favorabel Regelung haut hu wéi dat, wat virdrun drastoung. Wann een dat genee kuckt, da fënnt een dat och eraus, dass dat esou ass.

Här President, ech wëll zum Schluss kommen - a mech dann och u meng Riedezäit halen -, just fir nach eng Kéier all deene Merci ze soen, déi haut dësem Text wäerten zoustëmmen. D'Kolleege vun der ADR hu gesot, wéi eng Punkte si net kënne matdroen, obwuel si och mat där Sproocheregelung konnte liewen, A2 - B1, déi och nach ëmmer am Text steet. Ech mengen, do sinn dann aner Divergenzen, déi ech esou zur Kenntnis huelen.

Mä dësen Text ass op jiddwer Fall e ganz wichtegen Text. Eng vu sengen Ambitioune war dès le départ, dass mer et dann elo géife fäerdegbréngen, fir eis als Land eng länger Zäit net méi musse mat der Nationalitéitefro ze beschäftegen. 2001 hu mer e Gesetz gestëmmt, 2008, fir d'Drëtt 2017. An dertëscht gouf et nach e Regierungs-Projet-de-loi, also eng véierte Kéier.

Ech hoffen, dass mer mat dësem breede Konsens a mat engem Text, deen en däitleche Fortschrëtt wäert brénge par rapport zum haitegen Text, eis dann an Zukunft elo eng länger Zäit net méi musse mat dëser Fro beschäftegen, wëssend, dass dat net fir d'Éiwegkeet ass, well d'Gesellschaft ännert sech. Den Alex Bodry huet dat développéiert, an ech deelen dat. D'Gesellschaft entwéckelt sech weider an da wäerten och dës Froen an Zukunft nach eng Kéier anescht beliicht ginn. Mä fir haut hunn ech eng grouss Satisfaktioun.

An, Här President, erlaabt mer ganz zum Schluss just ee perséinlecht Wuert, fir ze soen, an Dir wësst dat: Ech gehéieren zu deenen hei am Land, an et sinn der vill, déi net mam Lëtzebuerger Pass op d'Welt komm sinn, déi d'Sprooch, wéi de Pétitionnaire Lucien Welter gesot huet, net „mat der Mammemëllech" kritt hunn, mä éischter mat den Oueren dobaussen, an dee se huet musse léieren.

Dir hutt mer virun e puer Joer d'Vertraue ginn, de Justizminister kënnen hei zu Lëtzebuerg ze sinn. An et ass net ouni Emotioun, dass ech soe wëll, dass ech houfreg sinn, d'Chance kritt ze hunn, an dësem Land dierfen opzewuessen, wou et engem Immigrantekand erlaabt ass, d'Nationalitéit mat Iech dierfen ze diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Justizminister. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun iwwert déi zwee Gesetzer.

Mir si saiséiert mat enger Serie vun aacht Amendementer, déi vun der ADR abruecht gi sinn, wou ech dervun ausginn, dass se motivéiert sinn. Ech wollt d'Fro stellen, ob dozou Wuertmeldunge sinn.

(Négation)

Ech mengen, si wäre schonn an der Kommissioun diskutéiert an och schonn eng éischte Kéier ofgestëmmt ginn. Mä dat ännert awer näischt dorun, dass jiddwereen d'Recht huet, déi Amendementen nach eng Kéier an ëffentlecher Sëtzung ze presentéieren an zur Ofstëmmung ze bréngen.

Ech géif da proposéieren, dass mer noeneen iwwert déi verschidden Amendementen ofstëmmen. Déi, déi mat den Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Jo.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Dat gëtt eenzel gemaach. Et si jo verschidden Amendementen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Nee, ech explizéieren elo just, wéi een zu deenen eenzelnen ofzestëmmen huet. Also, déi, déi mat deene jeeweilegen Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net mat den Amendementen d'accord sinn, stëmme mat Nee.

Amendement 1

Ech géif fir d'Éischt iwwert den Amendement 1 ofstëmme loossen, deen als Objet huet, de Punkt 1 vum Artikel 6 ofzeänneren an e Punkt 3 derbäizesetzen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Dann d'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass deen éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 2

Mir kënnen dann direkt zum zweeten Amendement iwwergoen, wou de Punkt 3 vum Artikel 14 ofgeännert soll ginn.

Vote sur l'amendement 2

An och hei ass elo d'Ofstëmmung lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Datselwecht Resultat: 3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 2 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 3

Mir kommen dann zum nächsten Amendement, deen am Artikel 15 (2) den zweeten an den drëtte Paragraf wëllt ofänneren.

Vote sur l'amendement 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den drëtten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 4

Mir kommen zum véierten Amendement, deen d'Artikele 24, 25, 29, 30 an 31 betrëfft an do de Punkt 3 ofännere wëllt.

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An ech kann de Vott elo ofschléissen.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 4 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 5

Mir kommen zum Amendement 5, deen de Punkt 3 vum Artikel 26 wëllt ofänneren.

Vote sur l'amendement 5

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. A mir sinn um Enn vun der Ofstëmmung ukomm.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 5 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 6

Mir géifen dann zum Amendement 6 iwwergoen, deen am Artikel 27 d'Wierder «dont la langue véhiculaire est le luxembourgeois;» wëllt bäisetzen.

Vote sur l'amendement 6

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass den Amendement 6 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 7

Mir géifen dann zum Amendement 7 iwwergoen, deen als Objet huet, den Artikel 28 ze sträichen.

Vote sur l'amendement 7

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. A mir hunn alleguer ofgestëmmt.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass och den Amendement 7 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Amendement 8

A mir géifen dann zum aachten Amendement kommen, deen den Artikel 62 mat engem Punkt 3 wëllt ergänzen.

Vote sur l'amendement 8

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

3-mol Jo, 57-mol Nee. Domat ass och den Amendement 8 verworf. Dat heescht, mir bleiwe bei deem Text, wéi e vun der Kommissioun presentéiert ginn ass.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen,

Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir kënnen dann elo iwwert de gesamte Projet 6977 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6977 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Et ass also den Ensembel vum Projet iwwert d'Nationalitéit. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Do ass d'Resultat ëmgedréit: 57-mol Jo an 3-mol Nee. Domat ass de Projet 6977 iwwert d'Nationalitéit mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Octavie Modert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6974 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6974 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och hei hu mer elo alleguer ofgestëmmt.

An d'Resultat ass datselwecht wéi beim viregte Projet: 57-mol Jo… Ah nee, net 3-mol Nee, mä 3-mol Abstentioun. Domat ass och de Projet 6974 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Gëtt och hei d'Chamber de Go, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, deen zousätzlech Garantië wëllt bei der Procédure pénale schafen. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

4. 6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Rapport de la Commission juridique

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dëse Projet de loi huet als Zil, d'Prozedursgarantien am Strofrecht ze verstäerken. Alles dréit sech ëm d'Rechter vun der Défense - vun der Verteidegung -, d'Rechter vun deenen, déi am Verdacht sti respektiv ugeklot sinn, eng Strofdot vollbruecht ze hunn, d'Rechter vun den Affer och. Et ass also e wichtege Projet, well en eigentlech den Nerv behandelt vun eise Strofprozesser a vun eiser Instruction pénale.

Formal gesi geet et hei haaptsächlech ëm d'Transpositioun vun insgesamt véier Direktiven, déi op d'Joren 2010, 2012 an 2013 zréckginn. Si ginn also an nationaalt, an d'Lëtzebuerger Recht mat deem heite Gesetz ëmgesat. D'Texter vun eiser Strofprozessuerdnung ginn ofgeännert a vervollstännegt, an dat an engem net onwesentleche Mooss.

Déi éischt siichtbar Konsequenz vun deem heite Gesetzesprojet wäert sinn, dass mer eis vun eisem ale Code d'instruction criminelle verabschiden, deen ëmgedeeft gëtt an den „Code de procédure pénale", well dat och éischter déi richteg Terme si par rapport zu deem kodifizéierten Text, well dee geet jo méi wäit wéi déi eigentlech Instruction criminelle.

Mä hannert där Titelännerung verstoppt sech nach vill Inhaltleches. Si ass also nëmmen d'Spëtz vum Äisbierg, wann ech dat kann esou soen. Fundamental Annerunge vun enger Rei vu Regele vun eise Strofrechtsprozeduren, all ouni Ausnam am Sënn vun enger moderner Justiz, bei där de Justiciabel zousätzlech Rechter zougestane kritt, fir och d'Rechter vun der Défense, d'Rechter vum Affer eropzesetzen, alles dat gëtt gestäerkt am Sënn vun engem faire Prozess. Et geet hei ëm eng fair Strofinstruktioun an e faire Strofprozess.

Duerfir hu bis elo eng Rei vu Regele gesuergt, déi mir hei zu Lëtzebuerg an eisem nationale Recht an eisem ale Code d'instruction criminelle stoen hunn, mä awer och Jurisprudenzen. Notamment Jurisprudenze vun dem Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter hunn derzou gefouert, dass déi besteeënd textuell Garantien, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eigentlech och schonn elo ausgedeent si ginn an der Praxis, fir ebe sécherzestellen, dass déi Aart a Weis, wéi hei zu Lëtzebuerg penal Instruktioune verlafen, am Sënn si vun deene Rechter, déi garantéiert sinn, och duerch d'Europäesch Konventioun vun de Mënscherechter. An et ass déi Europäesch Konventioun vun de Mënscherechter an déi Jurisprudenz, déi sech drop gréfféiert huet, déi och Grondlag war, de Point de départ war vun deenen europäeschen Direktiven, déi mer haut probéieren an eist Nationalrecht ëmzesetzen.

D'Recht op e faire Prozess, op eng fair Instruktioun beinhalt d'Recht op de Bäistand vun engem Affekot, an dat praktesch vun Ufank un, souguer scho bei enger Enquête préliminaire. De fräien Zougang zum Dossier, d'Recht op d'Traduktioun vun de wichtegste Pièce vun enger Instruktioun, d'Recht op d'Interpretatioun bei mëndlechen Unhéierunge vu Verdächtegen a vu Beschëllegten, e Statut vum Affer, dat zousätzlech Rechter zougesprach kritt, an en Astig iwwert deen heiten Text an déi sougenannt Justice réparatrice oder restaurative, alles dat ass innerhalb vun dësem Gesetzesprojet, deen also net wäert ouni gréisser praktesch Auswierkungen op den Oflaf vun eise Strofinstruktioune bleiwen.

E stäerkt d'Situatioun vun der Verteidegung, erméiglecht fair Enquêten a Strofprozesser, bréngt awer och de Risiko vu Prozedurkricher, vu Verlängerungen, vun Instruktiounsprozeduren an och de Risiko vun Annullatioune vun Deeler vun Instruktioune mat sech. Däers muss ee sech bewosst sinn. An den Ae vun der Kommissioun ass et awer esou, dass mer der Meenung sinn, dass een, fir déi grouss Prinzipien ze realiséieren, och déi dote méiglech Risike muss bereet sinn a Kaf ze huelen, well de Prinzip einfach dee richtegen ass: De Prinzip vun enger fairer Instruktioun a vun engem faire Strofprozess.

Käschtenneutral wäert deen heiten Text och net sinn. De Minister huet eis an der zoustänneger juristescher Kommissioun och matgedeelt, wéi mer eng éischte Kéier doriwwer diskutéiert hunn, dass d'Regierung dovunner ausgeet, dass de Budgetsimpakt eleng von den Iwwersetzungskäschten, also Traduktioun wéi och Interpretatioun, mat aacht bis zéng Milliounen Euro kéint zu Buch schloen. Dat ass net näischt!

De Projet de loi ass den 23. Dezember 2014 vum Justizminister Braz deponéiert ginn. Den éischten Avis koum vum Statsrot den 2. Juni 2015. D'Regierung huet eng Rei vun Amendementen agereecht, fir deem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen, fir awer och déi véiert Direktiv iwwert d'Rechter vun den Affer och nach mat iwwert deen heite Gesetzesprojet an d'Nationalrecht ze iwwerdroen. An d'juristesch Kommissioun huet sech eng éischte Kéier am Juni 2016 mat deem Projet befaasst, huet selwer zwee Amendementen eragereecht. Et goufen zwee Avis complémentaires vum Statsrot. A mäi Rapport ass de 25. Januar dëst Joer vun der Commission juridique ugeholl ginn.

Mir hunn, wéi mer eis Aarbechtsmethod an der Kommissioun definéiert hunn, dervun ofgesinn, fir hei en detailléierten Examen Artikel fir Artikel ze maachen, wat eng méiglech Optioun gewiescht wär. Mir hunn dovunner ofgesinn, well mer festgestallt hunn, dass de Regierungsprojet a senger ursprünglecher wéi och a senger amendéierter Form déi europäesch Direktive respektéiert, deelweis iwwert déi Direktive souguer an eenzelne Punkten erausgeet, wat d'Protektioun vun de Rechter vum Justiciabel ugeet, well déi Direktiv jo nëmme minimal Protektiounen a Strofprozesser an Instruktioune garantéiert. Dësen Text ass och zu 100% konform zum Text an zu der Jurisprudenz vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an hire Geriichter.

Virun allem ass awer och deen heiten Text d'Resultat vun enger breeder Konzertatioun, déi am Virfeld gefouert ginn ass an déi och zum Deel vläicht erkläert, firwat déi Transpositioun vun deenen Texter hei mat engem gewëssene Retard geschitt: well déi Texter vun dem Projet hei d'Resultat si vun den Aarbechte vun engem Aarbechtsgrupp, deen agesat ginn ass ënnert der Féierung vum Justizministère, wou awer och de Parquet général, de Parquet vun Dikrech a vu Lëtzebuerg, wou de Cabinet d'instruction, d'Police judiciaire wéi och de Barreau vertratt waren.

Also all wichteg Akteuren, déi mat där doter Matière ze dinn hunn, hu mat un deem heiten Text geschafft, wou et drëm gaangen ass, méi en allgemengen Text vun der Direktiv och wierklech relativ detailléiert a prezis an eise Code d'instruction criminelle, an Zukunft genannt „Code de procédure pénale", ze integréieren.

Dat war keng einfach Aufgab, well d'Texter vun enger Direktiv sinn dat eent, a se dann anzefügen an der Kohärenz vun engem besteeënde Code hei zu Lëtzebuerg, dat ass eppes aneschters. A selbstverständlech bleiwen och nach ëmmer déi eng oder aner Punkten, wou Interpretatiounsspillraum besteet. Et war net méiglech - an déi aner Länner, déi et ëmgesat hunn, wéi d'Fransousen, hunn dat och net fäerdegbruecht -, fir all Interpretatiounsspillraum hei erauszekréien. Mä et ass wierklech probéiert ginn, esou prezis wéi méiglech déi eenzel prinzipiell Regelen hei an d'nationaalt Recht ze verankeren.

Ech hunn et schonn ugedeit: Dës Ëmsetzung an Nationalrecht war iwwerfälleg, well déi véier Direktiven hätte misse respektiv de 27. Oktober 2013, den 2. Juni 2014, de 16. November 2015 an de 27. November 2016 an eist Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn.

Well dat net geschitt ass, ass et awer bis elo esou gewiescht, dass déi Texter vun der Direktiv schonn deelweis Applikatioun fonnt hunn hei zu Lëtzebuerg, well et no der allgemeng gülteger Jurisprudenz op europäeschem Plang jo esou ass, dass, wann en Direktivtext prezis genuch ass, fir eng Application directe ze kréien - wann den Délai de transposition ëmgesat (veuillez lire: ofgelaf) ass -, da mussen eis Geriichter och deen Text vun der Direktiv applizéieren do, wou en ebe kloer genuch ass.

An dat ass net an alle Punkten de Fall gewiescht, mä awer op ville Punkten de Fall gewiescht, wat déi Direktiven hei ugeet, soudass also och schonn eis Geriichter an deene leschten zwee, dräi Joer d'Geleeënheet haten, fir déi Texter deelweis schonn ëmzesetzen an et och schonn zu Jurisprudenzen eigentlech opgrond vun deenen Direktiven net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner komm ass, déi och Schwieregkeeten haten, déi Texter an den Délaien an hiert nationaalt Recht ze iwwerhuelen.

Soudass een also net ka soen, dass doduerjer d'Rechter vun der Verteidegung, d'Rechter vun den Affer wierklech fundamental geschmälert gi wären, duerch dee Retard an der Transpositioun. Nach si mer eis eens, dass et ideal wär, wa mer all déi europäesch Texter, zemools wann et ëm Rechter vun eenzelne Leit geet, géifen an de virgeschriwwenen Délaien ëmsetzen.

A wann ee mierkt, dass een dat net fäerdegbréngt, da wären d'Länner vun der EU gutt beroden, fir aner Transpositiounsdélaien an d'Direktiven dann eranzesetzen, déi vläicht e bësse méi realistesch wäre wéi déi, déi schlussendlech festgehale gi sinn.

De Parquet général hat och Suerg, fir eben déi uniform Applikatioun vun deenen Direktivtexter elo schonn an deene leschte Joren ze respektéieren doduerjer, dass en eng Rei vun Instruktiounen erausginn huet, dass en eng Nott erausginn huet och un déi zoustänneg Instanzen, wou en erklärt huet, wat d'Haaptregele vun deenen Direktive sinn, notamment wat d'Interrogatoiren ugeet, wat d'Recht op Informatioun ugeet, dat deen eenzelne Bierger huet, deen entweder Affer ass respektiv eng Strofdot gemaach huet. An dat ass also och grosso modo an där leschter Zäit scho respektéiert ginn. Hei geet et drëm, dozou ze verflichten an dat prezis an eis Gesetzgebung ze integréieren.

An deem zweeten Deel vu mengem mëndleche Rapport wëll ech kuerz déi wichtegst nei Regelen ëmräissen. Fir de Rescht, mengen ech, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport respektiv och op déi relativ exhaustiv Documentparlementairen, déi mer bei deem heite Projet de loi zur Verfügung hunn.

Ech wëll fir d'Éischt iwwert d'Victimme schwätzen, ier ech dann op déi nei prozedural Garantien aginn, déi fir verdächtegt oder ugeklot Délinquanten an Zukunft gëllen.

Wat d'Victimmen ugeet, do geet et ëm eng Direktiv vun 2012, déi mer hei ëmsetzen. Do geet et drëm, fir d'Rechter vun den Affer vu Strofdoten ze garantéieren. Si mussen iwwer

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

eng appropriéiert Protektioun verfügen. Si mussen unerkannt ginn, mat Respekt behandelt ginn an hunn e Recht op Bäistand - notamment juristesche Bäistand, mä net nëmme juristesche Bäistand - an och Zougang zur Justiz, Zougang och zu den Akte vun hirer Affär.

Wichteg ass, et ass d'Recht op Informatioun, wat se kréien: Also direkt, soubal se als Victime erkannt ginn, musse se iwwer hir Rechter informéiert ginn. Dat geschitt also direkt am Ufank vun der Prozedur an net eréischt an engem méi spéide Stadium. Dat kann also geschéie bei der Plainte, dat ka geschéien, wann d'Prozedur amgaang ass, dat kann och méi spéit geschéien.

Dat Recht op Informatioun vun den Affer geet wärend der Instruktioun bis zum Prozess weider, a souguer doriwwer eraus. D'Affer huet also och e Recht gewuer ze ginn, wéi zum Beispill eng Strof exekutéiert gëtt. Och dat sinn Informatiounen, déi kënnen zougedroe ginn.

Virun allem awer och, an dat ass eng Parallell zu deem zweete Volet vum Projet, deen also déi Beschëllegt an déi Ugekloten ugeet an enger Strofinstruktioun: Si hunn e Recht op Iwwersetzung, wat mëndlech Aussoen ugeet, also Interpretatioun, respektiv op Traduktioun vu schréftlechen Dokumenter.

Nei ass deen Artikel, deen elo an de Code de procédure pénale stoe kënnt iwwert d'Konzept vun der sougenannter Justice réparatrice oder restaurative, enger Aart Täter-Opfer-Ausgläich, deen net eent zu eent ze verwiesselen ass op jidde Fall mat der Médiation pénale. Hei geet et drëm, dass all Akteuren, dat heescht souwuel d'Affer wéi den Täter aktiv matschaffen un der Behiewung vu Problemer, déi an direktem Zesummenhang sti mat där Strofdot, déi gemaach ginn ass, besonnesch, mä net nëmmen, wat d'Reparatioun vun dem Préjudice ugeet. D'Zil ass et, dass dem Affer säi Schued behuewe gëtt, dass d'Réinsertioun vum Täter favoriséiert gëtt an dass de sougenannte gesellschaftleche Fridden, d'Paix sociale, erëm hiergestallt gëtt.

Et ass selbstverständlech, dass dat Instrument vun där Justice restaurative nëmme kann agesat ginn, wann all d'Parteien domadder averstane sinn. An esou eng Mesure de justice réparatrice kann an alle Stadie vun der Affär virgeschloe ginn, scho wärend der Enquête oder och eréischt souguer nom Uerteel.

Et ass momentan en Aarbechtsgrupp am Ministère de la Justice amgaang, fir en zesummenhängend Konzept fir Lëtzebuerg ze entwéckelen, wat déi doten nei Iwwerleeungen ugeet, déi mer am Usaz vläicht schonn hei hunn, mä wou awer och nach Professioneller sollen awierken, wou vun engem Agrément rieds ass. Also, et muss nach eng Mise en place vun deem ganze System an deenen nächste Méint geschéien, fir dass mer dat dote modernt Konzept, fir u sech en Täter-Opfer-Ausgläich ze fannen, dann och kënnen hei zu Lëtzebuerg propper ëmsetzen.

Wichteg ass och, dass mat deem heiten Text d'Notioun vun der Victime méi large definéiert gëtt, wéi dat haut an eiser Gesetzgebung de Fall ass. D'Victime ass eng Personne physique - et kann och eng Personne morale sinn -, déi e Schued erlidden huet, e materielle Schued oder e moralesche Schued, onofhängeg dovunner, ob se eng offiziell Deklaratioun oder souguer eng Plainte gemaach huet. Soubal e Schued festgestallt gëtt, dann ass ee Victime, och wann ee kee formalen Akt gesat huet. An da spillen eigentlech all déi Rechter, déi hei am Code de procédure pénale nei definéiert ginn, fir déi dote Victime.

Dat zum Volet vun den Affer. Ech kommen dann elo op deen zweete Volet hin. Dat sinn déi prozedural Garantië fir déi Leit, déi verdächtegt oder ugeklot sinn an enger Strofinstruktioun.

Dräi fundamental Rechter: d'Recht op Traduktioun, d'Recht op Interpretatioun, d'Recht op d'Assistenz vun engem Affekot, an och Zougang zum Dossier.

Wat de leschte Punkt ugeet, do ass bis elo déi Fro, wéi den Affekot assistéiert, bei eis an am Code d'instruction criminelle nëmmen am Beräich vun der Flagrance oder an der Hypothees vun der Flagrance geregelt. Duerch dëst Gesetz - iwwert d'Direktiv - gëtt dat elo ausgedeent och op d'Enquête préliminaire, op de Mandat de comparution an de Mandat d'amener. An all deene Fäll gëtt kloergestallt, wéi d'Assistenz vum Affekot auszegesinn huet. Dat Recht gëllt an alle Momenter, also och an dem absolutte Virstadium, deem vun enger Enquête préliminaire, wat jo nach keng richteg Instruktioun ass am eigentleche Sënn vum Wuert, déi kann zu enger Uklo féieren.

Dozou gehéiert natierlech och direkt, niewent dem Bäistand vum Affekot, den Zougang zum Dossier iwwert den Affekot. Dat ass e leidegt Thema, wat oft diskutéiert gëtt, tëschent den Affekoten an dem Parquet haaptsächlech, heiansdo och mam Juge d'instruction. An och hei gi mer eigentlech wäit, méi wäit wéi dat nach viru Joren hei zu Lëtzebuerg üüblech war. Och do gëllt, dass eigentlech dee Kontakt mam Affekot, wéi gesot, kann direkt virum éischten Interrogatoire stattfannen, dass en och do kann zwar keng Kopie vum Dossier kréien, mä e Bléck an den Dossier geheien. An e ka sech souguer och virum éischten Interrogatoire am Regelfall - et ginn och e puer Ausnamen - mat sengem Client konzertéieren.

(Interruption)

Dat war et awer laang net.

Et kann een also duerchaus soen, an dat huet de fréiere Procureur général a senger éischter Sitzung am Juni bei eis och esou duergestallt, dass duerch déi heiten nei Regelen dem Affekot seng Roll an der Prozedur méi staark gëtt, wéi dat traditionell hei zu Lëtzebuerg de Fall war, an doduerch natierlech och d'Verteidegung gestäerkt gëtt. An doduerch komme mer no an no vun engem inquisitoresche System, wéi hei zu Lëtzebuerg eist Strofrecht opgebaut ass, an d'Apparenz zumindest vun engem akkusatoresche System eran.

Wichteg Neierung ass och, dass d'Direktiv an doduerch och eisen Text hei virgesäit, dass een och kann ënner gewëssene Konditiounen eng Plainte maachen an engem anere Land, wéi wou d'Infraktioun geschitt ass, dass also do och eng Besserstellung eigentlech kënnt. Et kann een och d'Hoffnung ausdrécken, dass mat der fortschreidender Informatiséierung an Digitaliséierung och vun eisem Justizwiesen zumindest mëttelfristeg d'Fro vun der Kopie vun den Dossieren och besser ka geléist ginn, wéi dat haut nach de Fall ass. Dat muss e gemeinsamt Zil sinn.

Dat ass haut nach net ëmmer an deem gëeegente Mooss garantéiert. Och d'Avocats pénalistes, mat deenen ech als President vun der Kommissioun Kontakt hunn, hu mer gesot, dass et och schwéier ass fir en Affekot ze kontrolléieren, ob dann den Dossier wierklech komplett ass! E kritt gewëssen Dokumenter zougestallt. Mä sinn do all d'Dokumenter dran? Oder entdeckt en dat herno beim Prozess dann, dass nach dat eent oder anert Dokument him vläicht net zougestallt ginn ass? Wann alles bis informatiséiert an digitaliséiert ass, dann ass dat natierlech och kloer archivéiert. Da misst et méiglech sinn, fir och deenen dote Konfliktsituatioune kënnen aus dem Wee ze goen.

Ech kommen dann ze schwätzen op d'Fro vun dem Recht op Interpretatioun respektiv och op Traduktioun. Och dat ass eng ganz spannend Fro, och opgrond vun där méi komplexer Situatioun, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg hunn! Do si mer erëm an der Sproochendiskussioun dran, also ëmmer e bëssen e minéierten Terrain. Mä interessant ass jo hei, dass mer no eisem Gesetz vu '84 effektiv notamment och am Justizberäich dräi Sproochen hunn, déi unerkannt sinn: Dat ass Lëtzebuergesch, et ass Franséisch an et ass Däitsch. An en fait, besonnesch och am Strofberäich ginn och déi dräi Sprooche regelméisseg gebraucht.

A wann ech mat Auslänner diskutéieren - an ech versichen ëmmer, déi Besonneschheet vun eiser Sproochesituatioun, eisem Sproochesystem duerzestellen -, huelen ech ëmmer dat Beispill aus der Justiz, aus der Penaljustiz, wou ganz oft d'Procès-verballe vun der Police nach ëmmer op Däitsch verfaasst sinn, wou u sech d'Affekoten d'Tendenz hunn, majoritär zumindest, op Franséisch ze plädéieren, a wou dann awer oft, wann Zeien derbäi sinn oder d'Leit selwer gehéiert ginn, déi Lëtzebuergesch schwätzen, och de Riichter mat hinne Lëtzebuergesch um Geriicht schwätzt. Also e richtege Sproochesystem eigentlech, wou mer hei an deem doten Deelberäich vun eisem Liewen dra sinn. An dat ass natierlech och hei ganz spannend, wann et drëm geet, fir déi Direktiv hei ëmzesetzen, well déi natierlech ëmmer vun „der" Langue de procédure schwätzt an net vun „les langues de procédure", vun „der" Langue de procédure. Mir hunn der eigentlech awer dräi hei.

Ech mengen, dass mer do awer och, wat d'Interpretatioun ugeet, däerfte keng gréisser Schwieregkeeten hunn. De Prinzip ass, dass deejéinegen, dee verdächtegt gëtt, deejéinegen, deen herno eventuell och ugeklot gëtt, respektiv och d'Victime - déi huet jo hei déiselwecht Rechter an deem dote prezise Fall -, dass déi musse gehéiert ginn an enger Sprooch, déi se verstinn. A wann déi Persoun net déi dräi Sprooche beherrscht, muss se gehéiert ginn an där Sprooch vun deenen dräi, déi se versteet. An datselwecht gëllt natierlech och fir d'Dokumenter.

Wann d'Dokumenter an enger Sprooch, zum Beispill op Franséisch, verfaasst sinn, an d'Persoun, och wa se Lëtzebuerger ass, versteet net genuch Franséisch eigentlech, fir déi Dokumenter am vollen Emfang ze verstoen, ka se menger Meenung no verlaangen, dass déi wichteg Dokumenter - dat si jo déi „documents essentiels" -, dass déi och iwwersat ginn. Si kann natierlech awer och op dat Recht verzichten. Dat gesäit d'Gesetz och vir, dass een op e Recht ka verzichten. An der Praxis muss ech soen, wann et e bësse méi schwéier Affäre sinn, ass jo och relativ schnell en Affekot mat derbäi an da stellt sech déi Fro praktesch e bëssen anescht, well den Affekot da jo ganz oft dee juristesche Bäistand mécht an och selwer eng Rei vun Iwwersetzunge vläicht mécht. Mä jiddefalls, den Text ass awer kloer: De Prinzip ass, dass ee muss déi Sprooch verstoen, an där ee gehéiert gëtt respektiv an där déi wichtegst Dokumenter verfaasst sinn, soss kann ee verlaangen, dass déi och iwwersat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Rapporteur, Är Zäit ass lech fortgelaf.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dat ass ganz schrecklech!

(Interruption)

Dat heescht, da ginn ech mech elo erëm sëtzen an ech kommen als LSAP-Spriecher erëm erop?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann Der dat gläichzäiteg maacht, dann ass et selbstverständlech...

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech géif ganz kuerz vläicht, wann Der erlaabt, nach op eppes hiweisen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kee Problem.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dat do ass e wichtege Projet an ech sinn der Meenung, dass mer dem Rapporteur sollte méi Zäit ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Rapporteur huet der souwisou elo méi, well en als mandatéierte Spriecher kann déi Zäit beusprochen. Kee Problem.

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Merci. Ech géif probéieren, nach op déi dote Punkten e bëssen anzegoen, well et effektiv wichteg Punkte sinn.

Une voix.- Dat ass, wann ee fein ass!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- D'Texter ginn och ausdrécklech vir, dass an Ausnamefäll och d'Traduktioun vun eenzelnen Dokumenter kann direkt mëndlech gemaach ginn. Dat gëtt dann am Procès-verbal festgehalen. Da gëllt dat als Traduktioun. Wichteg ass och, dass fir Leit, déi e Sproochenhandicap hunn zum Beispill, dat heescht, déi schlecht héieren oder schlecht schwätze kënnen, dass och do muss derfir gesuergt ginn, dass da Leit mat bäigezu ginn zum Beispill, déi dann d'Gebäerdesprooch beherrschen oder déi kënne fir eng Kommunikatioun eigentlech suergen an deem dote Fall.

Elo ginn et natierlech ëmmer erëm Grenzfäll. Et ass u sech awer un der Autoritéit, déi héiert oder déi d'Instruktioun mécht, ze jugéieren no engem Gespréich, ob déi Persoun tatsächlech Problemer mat der Sprooch, mam Versteesdemech huet. Et geet eigentlech net duer, dass een dann einfach seet: „Ech verstinn dat net, ech hätt elo gären en Interpret!" U sech ass et un där Persoun, där d'Autoritéit, déi also an dat Ganzt, an déi Instruktioun mat implizéiert ass, déi muss dat jugéieren. An et ass natierlech esou, dass, wa se falsch jugéiert, da riskéiert dat zur Annullatioun vun engem Akt vun der Prozedur ze féieren, dat opgrond vun allgemenge Bestëmmungen. Dat ass den Artikel 48-2 an 126 vum Code de procédure pénale, wou ee kann d'Nullitéit vun enger Enquête, vun enger Prozedur als Ganzt respektiv vun engem Akt vun der Prozedur froen. Zum Beispill wa Refuse gewiescht wären, fir en Dokument ze iwwersetzen, an et géif sech erausstellen, dass tatsächlech dee Mann oder déi Fra déi Sprooch net beherrscht, da kann dat natierlech zu enger Annullatioun vun deem doten Akt vun der Prozedur féieren. Dat ass e Risiko, dee besteet.

Allerdéngs sinn Délaie virgesinn am Text. Mir hu schlussendlech festgehalen, dass et en Délai vu fënnef Schaffdeeg ass, „cinq jours ouvrables" - am Ufank sollten et „cinq jours" sinn, mir hunn en Amendement zu deem dote Punkt agereecht gehat -, dass et „cinq jours ouvrables" sinn, wou ee kann also esou eng Décisioun contestéieren iwwer e Recours en annulation. An de Point de départ vun deem Délai, dat ass dee Moment, wou déi Partei d'Kenntnis kritt huet vum Akt, dee contestéiert ass. Och do kënnen natierlech ëmmer erëm Interpretatiounsdivergenze kommen. Mä dat ass och haut mam aktuellen Text net anescht.

Wichteg ass nach, dass d'„frais d'interprétation et de traduction" bei de Strofprozesser vum Stat gedroe ginn. Si sinn net Bestanddeel vun den „frais de justice" a Strofprozesser. Dat ass ausdrécklech hei am Text virgesinn. Dat erkläert natierlech och deen héije Käschtepunkt, deen dat Ganzt mat sech bréngt, soss kéint een do en Deel vun deene Fraisen zumindest récupéréieren.

Här President, ech sinn elo um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech sinn der Meenung, dass dësen Text wichteg ass, fir eng fair penal Instruktioun ze garantéieren, fir e faire penale Prozess och ze gewäerleeschten. Wann ee vläicht mengt an der éischter Reaktioun, et géif iwwerdriwwe ginn - dat kéint jo emol engem virkommen ze soen: „Ass dat doten dann néideg?!" -, ech mengen, dann hëlleft et ganz liicht, wann ee sech emol eng Kéier an eng Situatioun versetzt, wou ee selwer an engem Land ass, huele mer emol Vakanzelänner wéi Spuenien oder Portugal, wou een - dat ass elo mäi Fall - déi dote Sproochen net weider beherrscht, wou een da gehéiert gëtt, wou ee konfrontéiert gëtt mat Instruktiounsakten eventuell a wou een net à même ass nozevollzéien, wat eigentlech richteg gesot gëtt, och wann en Affekot niewendrusëtzt, wat eigentlech gesot gëtt respektiv wat geschriwwe gëtt.

Ech mengen, dat mécht engem méi kloer, wann ee sech selwer eng Kéier an d'Haut eraversetzt, dass ee mat esou enger Situatioun géif konfrontéiert ginn, wéi wichteg eigentlech déi heiten Texter sinn, fir wierklech e faire Prozess, eng fair Instruktioun am Strofrecht ze garantéieren. An duerfir ware mer, mengen ech, och an der Kommissioun eis op enger breeder Basis eens, dass déi Ëmsetzung vun deenen Direktiven hei soll esou schnell wéi méiglech geschéien. Duerfir recommandéiere mer der Chamber, fir deen Text hei guttzeheeschen, wéi ech selbstverständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun abréngen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e grousse Merci dem

Rapporteur fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem techneschen, awer wichtege Projet.

Duerch dëse Projet de loi änneren mer net nëmmen den Numm vum Code d'instruction criminelle an „Code de procédure pénale" ëm. Et ass méi wéi eng Embenennung vum sougenannten „roude Code", well, wéi et am Titel steet vun dësem Projet de loi, et ass e wichtege Schrëtt zu dem Renforcement vun de Garanties procédurales am Lëtzebuerger Strofrecht.

D'Originne vun eisem Code d'instruction criminelle ginn op de franséische Code d'instruction criminelle vum 17. November 1808 zréck, deen zu Lëtzebuerg bis den 19. November 1929 a Kraaft war. 1929 huet Lëtzebuerg sech, wéi et a verschiddene Publikatiounen heescht, eng Legislatioun ginn, déi fir déi Zäit exemplaresch war. D'Gesetz vum 19. November 1929 huet probéiert, zwee Ziler ze vereenegen: op där enger Säit d'Strofdoten ze poursuivéieren an hir Auteuren ze bestrofen, op där anerer Säit fir de Prévenu eng korrekt an impartiell Instruktioun - mir nennen dat haut eng „instruction en faveur et en défaveur" - ze garantéieren.

Mä et sollt sech an der Praxis erausstellen, datt d'Gesetz vun '29 net ëmmer esou ëmgesat ginn ass an der Praxis, wéi et hätt misse sinn, well d'Rechter vun dem Prévenu net ëmmer respektéiert gi sinn. Déi nächst gréisser Reform ass duerch d'Gesetz vum 16. Juli '89 ëmgesat ginn. Hei ass haaptsächlech de Livre 1er iwwert d'Action publique an d'Instruction geännert ginn, fir de Justiciabel besser ze protegéieren.

Déi meescht Ännerunge vum Code d'instruction criminelle woren inspiréiert vu franséischen oder belschen Texter. Säit 2000 steet och dës Matière ënnert der Influenz vun europäeschen Texter. An och haut, Här President, ännere mer de façon substantielle de Code de procédure pénale wéinst enger Rei europäeschen Direktiven, déi de Rapporteur opgezielt huet.

D'Direktiven, déi mer hei ëmsetzen, sinn am Jargon bekannt ënnert de Mesuren A, B, C an D. Dat kléngt no Vitaminnsprëtze fir d'Procédure pénale. D'Mesuren A sti fir d'Recht op eng Iwwersetzung an en Interpret. D'Mesurë B sti fir datt de Prévenu oder den Accusé, deemno wéi, wou mer an der Procédure sinn, méi Rechter kréien am Kader vun der Procédure pénale. D'Mesuren C beinhalten d'Recht op e Conseiller juridique an eng Aide juridictionnelle. An d'Mesuren D sti fir d'Recht op Kommunikatioun mat de Familljememberen, dem Employeur an den Autorités consulaires.

De Rapporteur huet et ervirgestrach: D'Direktiven hätte scho missen ëmgesat ginn, mä de facto sinn dës Direktiven awer opgrond vu Circulairë vum Parquet a vun der europäescher Jurisprudenz ganz oft scho vun den Autoritéiten applizéiert ginn. An awer! An esou enger delikater Matière wéi dem Strofrecht ass et wichteg, datt ee kloer Texter huet, besonnesch am Kader vun der Procédure pénale, wou ganz vill um Spill steet fir de Prévenu, Accusé an awer och d'Victime.

De Rapporteur ass op all déi Verbesserungen agaangen. Ech wéilt dat hei net alles widderhuelen. Erlaabt mer just e puer Punkten, Här President, nach eng Kéier ervirzeträichen, déi fir mech ganz wichteg sinn.

Éischte Punkt: De Prévenu ka säin Affekot consultéiere virum éischten Interrogatoire. Dat ass eng wesentlech Neierung an eiser Procédure pénale.

Den zweete Punkt ass, datt een den Dossier elo kann „sans déplacement" consultéiere beim Juge d'instruction. Domadder hält dann endlech d'Pilgerfaart an de Cabinet d'instruction op, wou Stagiairen an Affekoten hu misse Stonnen, jo Deeg sëtzen a Kassette voll diktéieren, fir dann d'Elementer am Cabinet, also an der Etüd, kënnen ze analyséieren, fir hire Client ze verteidegen.

Drëtte ganz wichtege Punkt ass, datt keng Inculpation systématique méi wärend dem éischten Interrogatoire gemaach gëtt, mä just wa wierklech seriö Indizie virleien.

De véierte Punkt ass de Renforcement vun de Rechter vun de Victimmen. Well souwuel de Prévenu wéi och d'Victimmen hunn e Recht op eng effikass Traduktioun an en Interprète de qualité, fir kënnen ze verstoen, ëm wat et geet. Hei stellt sech dann och d'Fro - an de Rapporteur ass hei och am Detail op déi Problematik agaangen -, ob eng Persoun, déi just Lëtzebuergesch zum Beispill versteet, ka fuerderen, d'Dokumenter op Lëtzebuergesch iwwersat ze kréien oder op eng aner Sprooch, wann et en Auslänner ass.

Ech sinn do ganz d'accord mam Rapporteur. Et muss ee kënnen d'Texter an d'Procédure verstoen. An duerfir ass et wichteg, datt een dat Recht op eng effikass Traduktioun an en effikassen Interpret kritt.

Duerch d'Transpositioun vun den Direktive ginn och eng Rei Changementer am Gesetz vum 17. Mäerz 2004 iwwert de Mandat d'arrêt européen agefouert, wéi och am Gesetz vun 1971 iwwert d'Traducteuren, d'Experten an d'Interpreten en matière répressive et administrative, wéi och eng Rei Changementer am Gesetz iwwert d'Affekoten.

Am deponéierten Text stoung nach d'Fouille judiciaire dran. Déi ass awer op Avis vum Statsrot erausgeholl ginn.

Här President, och wann et sech hei a priori ëm en technesch komplexen Text handelt, ass dëse Projet de loi e wichtege Schrëtt zum Renforcement vun de prozedurale Rechter souwuel vun de Prévenuen, Accuséën, wéi och vun de Victimmen. Méi Rechter am Kader vun enger Procédure pénale fir de Prévenu heescht net, d'Strofrecht méi large ze interpretéieren. Et kann awer och net sinn, datt d'Rechter dozou féieren, d'Procéduren onnéideg ze verlängeren, fir wëllen Zäit ze gewannen. Den Challenge ass also an Zukunft, fir d'Garantien anzehalen, awer och den Délai raisonnable, besonnesch en matière pénale, an dëst am Intérêt vum Prévenu, dem Accusé an der Victime.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn Iech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Gloden. Nächst Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mech dann och bei dësem Projet ganz kuerzfaassen, well e ganz technesch ass a well en och ausféierlech presentéiert ginn ass a senger Technicitéit vum Rapporteur.

Dat sougenanntent ABC-Gesetz, eigentlech schwätze mer hei iwwer ABCD, véier Direktiven, eng aus dem Joer 2010, zwou aus dem Joer 2012 an eng aus dem Joer 2013, sinn effektiv Direktiven, wann ech et elo an enger einfacher Sprooch ausdrécken, déi d'Rechter souwuel vun alle Partien, géif ech soen, vun deem, deen d'Victime ass, a vun de Suspekten, am Fong geholl verbesseren doduerch, datt effektiv d'Prozedursrechter méi grouss gi fir d'Victime. Virun allem, an dat ass och hei erkläert ginn, d'Assistance linguistique, déi och eben an der Konventioun vun de Mënscherechter beinhalt ass, déi ass wierklech ganz bis an den Detail och an de Rechter beschriwwen.

An dat sinn effektiv Rechter, déi souwuel am Mëndleche wéi am Schréftleche jiddwerengem d'Méiglechkeet an Zukunft wäerte ginn - net d'Méiglechkeet, mä eng Obligatioun, e Recht -, fir kënnen iwwer alles a vun Ufank un an éier d'Prozedur eigentlech lassgeet a senger Sprooch oder an enger Sprooch, déi e versteet, och kënnen informéiert ze ginn, iwwer alles! Iwwer firwat en - fir dee Suspekten -, firwat e festgeholl ginn ass, wéi d'Prozeduren an deem Land sinn, wou e festgeholl ginn ass, wat fir eng seng Rechter sinn, dat heescht d'Recht och vun den Droits fondamentaux, datt en e Recht op de Silence och huet, datt en e Recht huet och op d'Assistance vun engem Affekot an datt déi och gratis ass an datt en och mat sengem Affekot selbstverständlech en Droit d'accès aux dossiers huet.

Dat sinn alles, wann ech mer dat esou iwwerleeën, am Fong geholl Rechter - et ass wierklech eng Iwwerleeung, déi ech hei ginn -, wou ee sech hätt kënne virstellen: Ma dat ass dach eng Selbstverständlechkeet, datt een déi Rechter huet ze wëssen, firwat ee festgeholl ginn ass, datt een dat och versteet, datt een dat net an enger Sprooch (veuillez lire: matgedeelt kritt), wéi virdrun d'Beispill vum Rapporteur genannt ginn ass, wou een an engem Land ass, wou een dat weder versteet am Schwätzen nach et liese kann. Eigentlech misst dat e fundamentaalt Recht sinn, souwuel vun engem Suspekten, vun engem Accuséierte wéi och vun enger Victime, déi kënnt an déi och e Recht huet op Indemnisatioun, op Réparation an engem Délai raisonnable an och do op déi noutwendeg - eben an där leschter Direktiv -, op déi noutwendeg Accèsen: datt se versteet, wat geschitt ass, datt se d'Informatioune kritt, datt d'Famill och informéiert ass. Dat ass e ganz wesentleche Punkt och, datt d'Famill weess, wat an deem Incident geschitt ass.

Bon, déi ginn elo iwwer Direktiven (veuillez lire: déi Rechter ginn elo iwwer Direktive garantéiert). Dat ass natierlech och flott, well dat heescht, datt dat eigentlech applikabel an all deenen europäesche Länner ass, datt dat do ëmgesat gëtt an datt mer dat och hei zu Lëtzebuerg - obwuel mer scho ganz vill dovunner haten a ganz vill schonn applikabel war, duerch eben déi Délaien, wou mer Verspéidung haten -, datt mer och hei elo kënnen d'Droits procéduraux en matière pénale nach eng Kéier renforcéieren.

Ech wëll och do ophalen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Selbstverständlech droe mir déi Ëmsetzung vun deene véier Direktive mat a mir sinn eigentlech frou, datt an enger penibeler Situatioun - souwuel fir de Suspekten, deen nach ëmmer nëmmen e Suspekten ass, wéi och fir d'Victime, déi ganz kloer eng Victime ass -, se kënnen op méi Rechter zréckgräifen, wéi dat bis elo de Fall war.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Loschetter. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop och mäin häerzleche Merci a mengem Numm an och an deem vun der DP-Fraktioun un den Här Alex Bodry fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an dëser dach komplizéierter an technescher Matière. Den Här Bodry ass op all d'Detailer agaangen. Dowéinst wäert ech mech bornéieren, eng Serie vu Remarquen ze maachen.

Här President, duerch d'Transpositioun vun dëse véier Direktiven an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung kréie mer direkt eng signifikativ Verbesserung op zwee Pläng: éischtens besser Informatioun, bessere Schutz, besser Ënnerstëtzung vun den Affer an net nëmmen den Affer selwer, mä och vun de Membere vun hire Familljen an och d'Affer par ricochet.

Dann derniewent, wat ganz interessant ass, dat ass déi Justice réparatrice oder restaurative, dat ass praktesch e Paradigmewiessel, well eng nei Relatioun tëschent de Prévenuen an den Affer soll hiergestallt ginn. Dann derniewent natierlech nei Garantien an nach verstäerkte Rechter fir eben d'Prévenuë selwer.

Här President, et gesäit ee ganz kloer, dass mat dësen Direktiven - an et kann ee praktesch soen, vum Ufank vun de Joren 2000 - an den europäeschen Direktiven an deemno och hei zu Lëtzebuerg duerch de Fait, dass mer se ëmsetzen, mer wierklech eng Evolutioun feststelle vun enger strenger, inquisitiver Justiz nach nom franséischen napoleonesche Modell zu enger vill méi humaner a mënscherechtsfrëndlecher Justiz, well ganz laang Joren - an ech mengen, de Léon Gloden huet et gesot, eis Coden, déi si wierklech vun dem Ufank vum 19. Jorhonnert - war den Haaptbut eben, fir déi Schëlleg ze bestrofen, an d'Opfer, déi sinn außen vor bliwwen.

Hei gëtt elo duebel intervenéiert. Dat heescht, foussend op dem Artikel 6 haaptsächlech vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun vun 1950 gëtt d'Notioun vun engem Procès équitable, vun engem faire Prozess ervirgestrach an et gëtt wierklech gekuckt, dass dat spillt sougutt fir d'Opfer wéi fir d'Täter.

Ech kommen net méi op all déi Mesuren zréck, mä wann ech kucken, d'ganz Informatioun, den Accès zu den Dossieren, d'Consultatiounen, an dann, wat extrem wichteg ass, d'Interpretatioun, dass all Mënsch genau versteet, firwat en ugeklot gëtt a wat en erwaart, op där anerer Säit d'Iwwersetzung vun all de wichtege Piècen, déi ee muss kenne fir d'Défense, déi dann awer och d'Opfer musse kennen, fir ze wëssen, ëm wat et geet, alles dat si grouss Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech mengen, meng Virriedner hunn et alleguerte gesot: Dat hei ass e ganz wichtege Projet, wou mer virukommen, wou mer moderniséieren, wou mer demokratiséieren, ouni dass awer d'Qualitéit vun eiser Justice pénale ännert. Mir kréien en neien Numm, en „Code de procédure pénale". Et ass net méi dee strenge vum „Code d'instruction criminelle", mä de Contenu, d'Qualitéit vun deem, wat hei virgesinn ass an dësem Projet, et ass dat, wat zielt.

An duerfir bréngen ech och mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Beissel. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Aus all deenen exzellente Grënn, déi d'Virriedner genannt hunn, wäerte mir als ADR dësen Text och matdroen.

Mir wäerten allerdéngs och an der Praxis kucken, datt dat och ëmgesat gëtt. Well effektiv hate mer Defiziter, déi net tragbar waren! Et koum vir, datt am Dossier um Untersuchungsgeriicht Fardë waren, op deene stoung: «à retirer en cas de consultation par un avocat». Ganz oft koum et dozou, datt Verdächtegter verhéiert gi sinn, ouni datt den Affekot konnt virdru mat hinne schwätzen. D'Madamm Loschetter huet ganz richteg gesot: „Dat ass eng Selbstverständlechkeet!" Soss brauch een net en Affekot derbäi, soss ass dat einfach nëmmen e Simulacre vun Droits de la défense. Dat ka jo net sinn, datt den Affekot net däerf mat sengem Client schwätzen, éier e verhéiert gëtt!

An drëttens wäerte mer drop oppassen, datt all Mënsch effektiv déi wesentlech Dokumenter a senger Sprooch kritt, oder an där Sprooch, déi e versteet, inklusiv de Lëtzebuerger Dokumenter, déi a franséischer Sprooch zum Beispill verfaasst sinn.

Ceci étant dit, stëmme mer den Text hei mat grousser Freed mat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. An d'Wuert huet direkt den Här Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll als Alleréischt dem Alex Bodry, dem Rapporteur, Merci soe fir säi wierklech ganz kompletten a pertinente mëndlechen an och schréftleche Rapport, an och der ganzer Commission juridique.

Et ass wierklech schonn alles gesot ginn, och vum Här Gloden en plus vum Här Bodry, wat den Detail vum Projet betrëfft. Ech wäert dann also och drop verzichten, dat nach eng Kéier ze soen, ënnert dem Motto «tout a déjà été dit et mieux que par moi»; dann, mengen ech, geet dat och duer.

Ech wëll just e puer kleng Ergänzungen awer nach maachen. Déi éischt ass, fir den europäesche Kontext heivunner ze rappeléieren. Dir wësst, dass mer an Europa scho méi laang amgaange sinn ze schaffen un engem gemeinsame Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Justiz. Dat huet och Anzuch fonnt an den Traité vu Lissabon. An oft gëtt dorobber verwisen, dass et an der Europäescher Unioun ënnerschiddlech Justize gëtt, dass déi eng Länner méi entwéckelt wieren, dass déi aner manner entwéckelt wieren, dass déi eng méi vertrauenswierdeg wieren, dass anerer manner vertrauenswierdeg wieren. An dat mag och op eenzelne Punkten duerchaus keng onpertinent Aschätzung sinn.

Et ass awer wichteg, well mer jo an Europa ëmmer méi an d'Richtung ginn, déi Décisiounen, déi d'Justiz an den eenzelne Länner hëlt, géigesäiteg och unzëerkennen. Dat mécht d'Liewe vun de Bierger an Europa méi einfach. Dat suergt derfir, dass jiddwereen, deen an engem Prozess eppes zougesprach kritt huet, e Recht zougesprach kritt huet oder eng Indemniséierung zougesprach kritt huet, dass deen och kann, egal wou e wunnt an egal wou em säi Schued entstanen ass an Europa, dass en do ka méi séier eigentlech zu Sengem kommen. Dat ass wichteg an dat musse mer an Europa och weider ausbauen.

Et ass awer dann och wichteg, dass een d'Garantie huet, dass dat, wat an den eenzelne Län-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

ner vun Décisioune geholl gëtt, och bestëmmte Qualitéitsexigenzen, notamment deenen - et ass schonn e puermol gesot ginn - vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, entsprécht a gerecht ka sinn.

Et ass also net egal, wat an den eenzelne Länner vu Regelen, prozeduralen, awer net nëmmen, an Europa besteet. Mir hunn also all en Intérêt drun, dass mer iwwer gemeinsam europäesch Texter derfir suergen, dass mer d'Grondrechter a prozedurale Froen, déi vun eminenter Bedeitung sinn, besonnesch natierlech vum Point de vue vun den Droits de la défense - den Här Reding ass och drop agaangen -, dass mer déi an Europa stéckelchersweis méi no beienee kréien a se am Kader vun deem Prozess och gehuewe kréien. An dat sollte mer och hei zu Lëtzebuerg dann esou gesinn. Ech mengen awer och mat enger klenger Portioun Bescheidenheet! Well et ass net esou, dass et déi eng Länner gëtt, déi ëmmer nëmme mam Fanger op déi aner kënne weisen, an dass dat déi wieren, déi sech permanent misste Leçone gefale loossen.

Wa mer kucken, wat dës Direktiven, déi dräi ABC-Direktive plus déi véiert - victimes -, déi elo nach derbäikomm ass en cours de route, och bei eis vu Modifikatioune provozéieren, dann ass dat hei net nëmmen eppes, wat mer gemaach hunn - fir déi zwee Länner mam Numm ze nennen, déi och soss ëmmer genannt ginn - wéinst Rumänien oder Bulgarien oder nach anere Länner. Sécher läit do vläicht - a mat Sécherheet! - méi am Uerge wéi an anere Länner vun Europa. Mä och fir eis brëngen dës Direktive substanziell Modifikatiounen!

Den Numm ass déi mannsten. Wann et och net méi geet an Zukunft „wéi mat CIC" - do musse mer eis eng aner Ofkierzung afale loossen -, mä et ännert wäit méi wéi nëmmen den Numm! Et ass vläicht déi gréissten Eenzelreform, déi an der Procédure pénale an de leschte Jorzéngten zu Lëtzebuerg aus engem Worf eraus gemaach ginn ass. An dat sollt eis freeën, well mir hunn elo besser penal Prozeduren. Et sollt eis awer och zu enger klenger Dosis Bescheidenheet animéieren, wa mer op aner Länner an Europa wëlle weisen, déi mat Sécherheet nach Nohuelbedarf hunn. An dat däerf een net aus den Ae verléieren.

Et ass och kuerz ugeschnidde gi vum Rapporteur, wéi mer wëllen an Zukunft weiderfuere mat der Digitaliséierung vun der Lëtzebuerger Justiz. Do sinn eng Rei Beispiller och genannt ginn, wou et Schwieregkeete gëtt: bei den Dossieren, Transmissioune vun den Dossieren, Consultatioune vun den Dossieren; lauter Saachen, déi haut an där klassescher materieller Form, wéi mer se kennen, natierlech eng Rei vu praktesche Contrainten hunn. Den Här Gloden huet drop verwisen, dass haaptsächlech d'Stagiairen an déi jonk Affekoten dorënner hu misse leiden. Dat wäert geschwënn eng vun deene Geschichte sinn, Här Gloden, déi Der deene jonken Affekoten an Zukunft wäert zielen, wann Der sot, wéi et fréier war, wann Der da vun der Héicht vun Ärem Alter erof zielt, wéi et fréier war an der Justiz.

Well duerch dat, wat amgaangen ass an der Justiz gemaach ze ginn, nääämlech déi integral Digitaliséierung vun all den Akteure vun der Justiz, zumindest an hire Relatiounen - an da ka jiddwereen nach fir sech ëmmer esou vill Pabeier printe wéi e mengt, dass dat fir seng Aarbecht dénglech wier -, mä an de Relatioune vun all den Akteure vun der Justiz, de Riichteren, de Parquetieren, den Affekoten, den Notairen, de Huissiers de justice, de Greffieren alleguerten, an deenen hire Relatiounen - an dorunner schaffe mer jo am Kader vun eisem Projet „paperless justice", dee säi Wee mécht, dat ass e Méijoresprojet, deen och budgétiséiert ass mat 30 Milliounen Euro iwwert déi ganz Zäit -, wäerte mer um Enn eng integral digitaliséiert Justiz hunn, déi dann natierlech och eng Rei legislativ Erausfuerderunge bréngt an och d'Méiglechkeete bréngt, wéi mer d'Prozedure kënnen eng Kéier upassen, well mer dann deen Outil électronique wäerten hunn. An ech mengen, dass dat fir eng Rei vun deene Remarquen, déi gemaach gi sinn, dann och wäert déi richteg Äntwert sinn.

Ech wëll ofschléissen, Här President, andeems ech wëll nach e puer Remarquen och maachen iwwert d'Justice restaurative. Duerch de Vott vun haut schafe mer d'Base légale dofir. Déi hu mer haut nach net. Méi maache mer haut och net. Mir schafen de Prinzip an eng Base légale fir d'Justice restaurative. An de Rapporteur huet ganz richteg drop verwisen, dass am Ministère en Aarbechtsgrupp funktionéiert. Mir wäerten eis och an den nächste Woche bei eis belsch an och bei eis franséisch Nopere mat deem Aarbechtsgrupp déplacéieren, well déi dat scho kennen. Déi hunn och ënnerschiddlech Modeller zréckbehalen. A mir sinn nach net um Niveau vun den definitive Konklusiounen.

Wat ech awer scho ka soen ass, dass mer eis wäerten éischter um Modell orientéieren, wéi mer en zu Lëtzebuerg och kenne bei der Mediatioun. Dat hei ass net ze verwiessele mat der Mediatioun. Et ass eppes anescht. Mä mir hunn och am Moment virgesinn, dass mer iwwer e Règlement grand-ducal hei wäerte wëllen déi noutwendeg Rechtssécherheet schafen, och wat den Zougang betrëfft, fir kënne mat Leit, Täter a Victimmen, am Kader vun der Justice restaurative ze schaffen.

A mir wëllen eigentlech net op de Wee goe vun engem neie staatleche Service. Et muss ee wëssen, dass déi Justice restaurative kee Massephenomeen wäert ginn. Au contraire. Dat si Fäll, déi kënne sech pro Joer wahrscheinlech un enger oder héchstens zwou Hänn ofzielen. Do e Service ze schafe mat permanente Leit, dee wär noutgedronge ganz kleng a wär och noutgedronge ganz fragill.

Dofir wëll ech mech éischter orientéieren un deem, wat mer gemaach hu bei der Mediatioun, dass also méi Leit do kënne mat méi oder manner Zäit méi oder manner oft intervenéieren, mat engem Zougang zu där Qualifikatioun, déi mer aller Viraussiicht no och éischter am Ausland wäerte maachen, wéi dass mer hei am Land eng eege Formatioun fir déi puer Leit géifen opbauen. Ech tendéieren do éischter Richtung Frankräich, fir déi Formatioun ze maachen. Mä wéi gesot, dat ass de Stand vun den Iwwerleeungen. D'Zil ass awer, esou séier wéi méiglech e Règlement grand-ducal kënnen an där doter Matière unzehuelen, fir dass mer dann och mat deenen néidegen Detailer Rechtssécherheet op där doter Fro kënne bidden.

A ganz zum Schluss, Här President, wëll ech nieft dem Rapporteur an de Membere vun der Commission juridique awer och all deene Merci soen, déi un der Preparatioun vun dëse Projete matgeschafft hunn: de Leit am Justizministère, awer och deene vum Parquet général, och därer, déi schonn an der Pensioun si vum Parquet Lëtzebuerg, vum Parquet Dikrech, dem Cabinet d'instruction, der Police judiciaire an awer och dem Stater Barreau. Ouni deenen hiert Wëssen am Detail als Practiciens hätte mer déi Qualitéit vun Text net hikritt.

Ech sinn dofir och frou, dass mer haut dann no enger Quasiunanimitéit nach eng richteg zustane kréien, kuerz viru Feierowend, a soen lech dofir Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Domat wäre mer prett, fir iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6758 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6758 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

De Projet de loi 6758 ass unanime ugeholl mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Serge Wilmes), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Neen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass...

Här Rapporteur!

(Hilarité)

Dann ass dat esou décidéiert. An ech soen Iech Merci fir déi gutt an intensiv Diskussiounen. Kommt gutt heem!

Ech maachen d'Sëtzung zou, net ouni drun erënnert ze hunn, dass mer eis erëmgesinn an ëffentlecher Sëtzung de 14., 15. an de 16. Mäerz. Merci!

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Sommaire des séances publiques nos 23 et 24

23e séance

Ouverture de la séance publique p. 299

6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis p. 299-303

6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs p. 303-310

6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales p. 310-318

p. 319

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique p. 318-319

24e séance

Ouverture de la séance publique p. 320

Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale p. 320-322

6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

et

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006 p. 322-334

6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne p. 334-337

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°09** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2668	Fernand Kartheiser	Liberté d'expression
2684	Claudia Dall'Agnol	Protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3
2688	Martine Hansen, Marco Schank	Propriétaires forestiers privés
2693	Marc Lies	Fonds pour le développement du logement et de l'habitat
2696	André Bauler, Gusty Graas	Échelles à poissons
2699	Martine Hansen, Marco Schank	Pêche au Lac de la Haute-Sûre
2713	Marc Lies	Prescriptions législatives concernant les annonces immobilières
2718	Diane Adehm, Gilles Roth	Régime des «stock options»
2719	Diane Adehm, Gilles Roth	Situation des demandeurs d'asile déboutés
2720	Gilles Roth, Diane Adehm	Maîtres d'enseignement engagés auprès de l'administration pénitentiaire
2721	Josée Lorsché	Recettes générées par les radars
2723	Roy Reding	Site «Schëtter Marjal»
2724	Laurent Mosar	Centralisation des participations de l'État au sein de la SNCI
2725	Gusty Graas	Particules fines
2726	Félix Eischen	Conduite autonome
2727	David Wagner	Hausse des frais bancaires
2728	Nancy Arendt	Délai de prescription pour des abus sexuels
2729	Marcel Oberweis, Nancy Arendt	«Minettstram op Pneuen»
2730	Martine Hansen	Mesure 224 du «Zukunftspak»
2731	Lex Delles, Gusty Graas	Élevage extensif
2732	Diane Adehm, Gilles Roth	Modifications apportées au site Internet «Legilux»
2733	Françoise Hetto-Gaasch	Desserte des gares de Munsbach et de Wecker
2734	Gilles Baum	Stratégie «Digital(4)Education»
2735	Gusty Graas	Transports en taxi pris en charge par la CNS
2736	Martine Hansen	Épandage de lisier
2737	Sylvie Andrich-Duval	Fermeture des CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas
2738	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Rééducation cardiaque
2739	Martine Hansen, Marco Schank	Problématique du radon
2740	Yves Cruchten	Prix des services de communications électroniques
2742	Gusty Graas, Alexander Krieps	Grippe
2743	Diane Adehm, Gilles Roth	Droits d'accise sur les produits de tabac
2744	Gilles Baum	Promotion du vin luxembourgeois
2746	Martine Hansen, Marco Schank	Déchets de jardin
2747	Lex Delles	Suppression de la ligne de bus 303 du SMITU
2748	Marco Schank	Système de traitement des NO_x sur les camions
2749	Marc Lies, Serge Wilmes	Nouveau plan d'aménagement de la Ville de Luxembourg
2750	Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Marie Halsdorf	Remboursement du lymphœdème
2751	Franz Fayot	Destruction d'immeubles à protéger
2752	Nancy Arendt	Mutilations sexuelles féminines
2753	Claudia Dall'Agnol	Illettrisme
2754	Emile Eicher	Consultation des données inscrites au Registre national des personnes physiques
2756	Max Hahn, Claude Lamberty	Éclairage des routes
2757	Gilles Baum	Installation de radars dans les tunnels
2758	David Wagner	Situation et les transformations à l'Aire de Berchem
2760	Gérard Anzia, Henri Kox	Cyclotourisme
2762	Françoise Hetto-Gaasch	Contraceptifs
2765	Nancy Arendt	Profession de l'orthoptiste
2767	Fernand Kartheiser	Situation au Soudan du Sud
2768	Laurent Mosar	«Bad bank» européenne
2769	Fernand Kartheiser	Mesures de compensation dans le cadre de la construction du tram
2770	Fernand Kartheiser	Liberté d'expression
2772	Lex Delles, Claude Lamberty	Participation aux activités offertes par la LASEP
2773	Marc Lies	Registre des personnes physiques
2774	Laurent Mosar	Taxe sur les transactions financières
2775	Marc Lies	Transports publics
2776	Roy Reding	Soldes dit Target
2779	Claude Adam	Brevet d'initiation à l'aéronautique
2946 urgente	Diane Adehm, Gilles Roth	Cession d'actions dans la Banque internationale à Luxembourg

Question 2668 (12.01.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **liberté d'expression:**

Queesch duerch d'Welt, an Europa an och zu Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Meenungsfräiheet an de sozialen Netzer diskutéiert, dëst dacks mat der Intentioun, dës Fräiheet ze encadréieren, wann net souguer anzeschränken.

Dowéinst wéilt ech den Häre Justizminister a Minister fir déi bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1) Wéi definéiert, wann iwwerhaapt, d'Regierung dës Begréffer:

- Meenungsfräiheet,

- Incitatioun,

- Incitatioun zum Haass (juristesch: „incitation à la haine"),

- Volleksverhetzung (mat senge Komponenten „Vollek" an „Hetze"),

- Haass,

- Haassried (am Engleschen: „hate speech")?

2) Op wéi enger rechtlecher Basis berouen dës Definitiounen? Wéi eng Artikelen aus dem Code pénal an anere Gesetzer gi vun der Justiz benotzt, fir Infraktiounen an dësem Beräich festzestellen an eventuell ze verfollegen?

3) Wou zéien déi Häre Ministeren d'Grenz tëschent der Meenungsfräiheet an engem Opruff zum Haass?

4) Gesinn déi Häre Ministeren eventuell d'Gefor vun enger Verletzung vum Mënscherecht op Meenungsfräiheet duerch déi aktuell Bestriewungen, géint sougenannten „Haassverbriechen" virzegoen?

5) Wat ass an den Ae vun der Regierung eng Kritik un enger anerer Persoun oder engem Grupp vu Persounen, déi vun der Meenungsfräiheet gedeckt ass, an eng Kritik, déi net vun der Meenungsfräiheet gedeckt ass? Wou ass also fir d'Regierung d'Grenz tëschent enger - hirer Meenung no - nach erlaabter Meenung an enger supposéiert net méi erlaabter Meenung? Wat sinn déi genee Kritären?

6) Gouf et eng Formatioun fir Riichter an dem Beräich? Wa jo, wat war de Contenu vun där Formatioun? Kënnen déi Häre Ministeren der Chamber déi Materialien zur Verfügung stellen, déi bei esou Formatioune benotzt goufen, inklusiv alle benotzten Definitiounen a beschriwwene Situatiounen (Fallbeispiller)?

7) Wéi vill Plaintë goufe bis elo bei der Justiz wéinst Incitatioun zum Haass abruecht a wéi eng Suitte kruten déi? Wéi vill Leit goufe bis elo wéinst engem sougenannten „Haassverbriechen" veruerteelt a fir wat fir eng Aussoe genee?

8) Wéi vill Leit an der Police an an der Justiz si mat der Verfolgung vu sougenannten „Haassverbriechen" beschäftegt? Iwwerwaacht d'Police vu sech aus déi sozial Medien an, wa jo, mat wéi enge Mëttelen an opgrond vu wéi enge Gesetzer?

9) Wëllt d'Regierung der Chamber e Gesetzprojet zum Thema „Haassverbriechen" presentéieren? Wa jo, wéini an zu wéi engem Zweck? Oder ass d'Regierung der Meenung, datt déi aktuell Gesetzer, inklusiv d'Pressegesetz an den Deontologiekodex vun de Journalisten, duerginn, fir eventuell grav Dériven ze ënnerbannen?

10) Gesäit d'Regierung d'Gefor vun enger Meenungsdiktatur zu Lëtzebuerg? Ass et eventuell méiglech, datt duerch d'Verfolgung vu sougenannten „Haassverbriechen", sou wéi sech dat am Ableck entwéckelt, Lëtzebuerg um Wee kéint sinn, fir sech a Richtung vun enger ageschränkter Demokratie ze entwéckelen, amplaz datt eis Institutiounen d'Fräiheet an d'Grondrechter vun de Bierger, inklusiv dat op Meenungsfräiheet, resolutt verdeedegen?

Réponse commune (08.02.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

1) Déi verschidde Begréffer ginn an den Texter esou definéiert:

- Meenungsfräiheet

Den Artikel 24 vun eiser Constitutioun definéiert d'Meenungsfräiheet esou:

.«La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie.»

Am Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme steet:

«1. Toute personne a droit à la liberté d'expression Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans

considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»

- Incitatioun, Incitatioun zum Haass

Am Artikel 454 vum Code pénal steet:

«Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur changement de sexe, de leur situation de famille, de leur âge, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs mœurs, de leurs opinions politiques ou philosophiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales, les groupes ou communautés de personnes, à raison de l'origine, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, du changement de sexe, de la situation de famille, de leur âge, de l'état de santé, du handicap, des mœurs, des opinions politiques ou philosophiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race, ou une religion déterminée, des membres ou de certains membres de ces personnes morales, groupes ou communautés.»

Am Artikel 457-1 vum Code pénal geet et ëm d'Incitatioun zum Haass. An deem Artikel steet Folgendes:

«Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement:

1) quiconque, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, incite aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454;

2) quiconque appartient à une organisation dont les objectifs ou les activités consistent à commettre l'un des actes prévus au paragraphe 1) du présent article;

3) quiconque imprime ou fait imprimer, fabrique, détient, transporte, importe, exporte, fait fabriquer, importer, exporter ou transporter, met en circulation sur le territoire luxembourgeois, envoie à partir du territoire luxembourgeois, remet à la poste ou à un autre professionnel chargé de la distribution du courrier sur le territoire luxembourgeois, fait transiter par le territoire luxembourgeois, des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, affiches, photographies, films cinématographiques, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image, de nature à inciter aux actes prévus à l'article 455, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, physique ou morale, d'un groupe ou d'une communauté, en se fondant sur l'un des éléments visés à l'article 454.

La confiscation des objets énumérés ci-desous sera prononcée dans tous les cas.»

- Volleksverhetzung

Dëse Begréff designéiert d'Incitatioun zum Haass an Däitschland (Volksverhetzung: §130 vum Strafgesetzbuch), mam Ënnerscheed, dass hei déi verbuede Kritäre méi limitéiert sinn.

- Haass

Dëse Begréff gëtt vun der Jurisprudenz definéiert als e Gefill vun Ofweisung a Feindlechkeet.

- Haassried

Am wuertwiertleche Sënn schléisst den Term „Haassried" geschriwwe Wierder, Biller a Videoen aus. Esou eng Definitioun wier allerdéngs ze restriktiv, vu dass den engleschen Term „hate speech" all Forme vun Incitatioun zum Haass ëmfaasst, an a Relatioun steet mam Wuert „hate crime", dat séngersäits all d'Strofdoten aus dem Droit commun bezeechent, déi duerch eng rassistesch Intentioun motivéiert sinn.

2) Dës Fro ass schonn an der éischter Fro beäntwert ginn.

3) D'Geriichter zéien d'Grenz tëschent der Meenungsfräiheet an engem Opruff zum Haass. Et ass net un de Ministeren, dës Grenz festzeleeën.

D'Cour européenne des droits de l'homme huet eng Grenz gezunn tëscht der Meenungsfräiheet, engersäits, an dem Opruff zum Haass, anerersäits, andeems se a verschiddenen Affären op Folgendes higewisen huet: «il y a une nécessité, dans les sociétés démocratiques et pluralistes, de sanctionner, voire de prévenir, toutes les formes d'expression qui propagent, incitent à, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance, si l'on veille à ce que les „formalités", „conditions", „restrictions" ou „sanctions" imposées soient proportionnées au but légitime poursuivi (…)» (arrêt Handyside c. Royaume-Uni du 7 décembre 1976, § 49).

4) Mir liewen an enger demokratescher Gesellschaft, an där jiddereen d'Recht huet op Meenungsfräiheet, mä wou een awer och all Mënsch respektéiere muss, soudass Haassrieden hei keng Plaz däerfen hunn. Et muss een de richtegen Équiliber fannen tëschent der Meenungsfräiheet an dem Kampf géint Haassrieden.

5) D'Regierung ass net kompetent, fir dës Grenz ze zéien. D'Geriichter sinn zoustänneg, fir vu Fall zu Fall d'Grenz festzeleeën tëschent enger „erlaabter Meenung" an enger Meenung, déi net méi kann als solch bezeechent ginn.

D'Meenungsfräiheet ass deemno e Prinzip, deen awer och Restriktiounen huet, déi am zweeten Abschnitt vum Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme virgesi sinn.

Deemno ass et verbueden, op iergendeng Manéier Messagen ze verbreeden, déi bei engem cibléierte Publikum e Gefill vu Feindlechkeet an Ofweisung géigeniwwer vun engem Mënsch, engem Grupp oder enger Gemeinschaft provozéieren, an dat opgrond vun engem vun de Kritären, déi am Artikel 454 vum Code pénal opgezielt sinn.

Natierlech ass et erlaabt, eng aner Meenung ze hu wéi een anere Mënsch oder e Grupp vu Mënschen. Et ass och erlaabt, dee Mënsch oder dee Grupp vu Mënschen ze kritiséieren, ënnert der Konditioun, dass dës Kriticke keng beleidegend Äusserungen enthalen.

6) D'Magistraten huelen Deel un nationalen an internationale Formatiounen. Si hunn d'Geleeënheet, sech och iwwert d'Evolutiounen an dëser Matière um Lafenden ze halen.

Formatiounen, déi sech an dëser Matière ubidden, ginn net um Ministère organiséiert, mä haaptsächlech vun internationalen Organisatiounen a vu Magistraturschoule proposéiert, an dat zum Beispill am Kader vu bilateralen Accorden (ENM, ERA, asw.).

Sou war beispillsweis 2016 eng Lëtzebuerger Partizipatioun un enger Formatioun, déi zum Thema «Le racisme et l'antisémitisme: enjeux contemporains» organiséiert gi war.

International Seminairen erméiglechen och de Magistraten, hir Meenung mat Professionellen aus anere Länner auszetauschen an iwwer Etüden oder Fallbeispiller ze diskutéieren.

Dat alles dréit derzou bäi, dass Richter hir Recherchë komplett a präzis maache kënnen an d'Gesetz vu Fall zu Fall richteg applizéiert gëtt, nodeems d'Konformitéit mat den internationalen Instrumenter iwwerpréift gouf.

7) An der Annex *(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)* befënnt sech e Relevé mat deene Plainten, déi de Ministère public kritt huet, a mat der Zuel vun den Décisiounen, déi an dëser Matière déi lescht Jore geholl goufen.

8) De Service de police judiciaire ass fir dee Beräich zoustänneg, haaptsächlech op Basis vun enger Enquête, déi vum Parquet ordonnéiert gouf oder vun enger Dénonciatioun iwwer BEE SECURE Stopline. Et gi keng speziell Mëttelen agesat, well d'Police Accès huet op dat, wat der Allgemengheet och zougänglech ass. De Service de police judiciaire kuckt haaptsächlech déi Internetsäiten, déi ëmmer erëm gemellt ginn.

Um Parquet Lëtzebuerg sinn zwee Magistraten zoustänneg fir d'Gestioun an de Suivi vun den Dossieren, déi opgemaach ginn opgrond vu Strofdoten aus dem Kapitel VI vum Code pénal. Um Parquet Dikrech ass ee Magistrat dofir zoustänneg. Dës Missioune ginn ënnert der Kontroll vum Procureur d'État gemaach.

9) D'Regierung huet am Moment net wëlles, der Chamber e Gesetzesprojet zum Thema „Haassverbriechen" ze presentéieren, vu dass déi aktuell Gesetzestexter duerginn.

10) D'Regierung gesäit keng Gefor vun enger Meenungsdiktatur zu Lëtzebuerg.

Et sief drun erënnert, dass et keng demokratesch Gesellschaft gëtt, ouni d'Réputatioun vun all de Matbierger ze schützen, sou wéi et am zweeten Abschnitt vum Artikel 10 vun der Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme virgesinn ass.

Question 2684 (19.01.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3:**

Selon mes informations, un nombre non négligeable d'habitants de la commune de Bettembourg se voient privés de leur protection visuelle et acoustique contre les nuisances de l'autoroute A3 après la coupe des haies et arbres le long de cette autoroute.

Dans la mesure où ladite situation constitue une dégradation essentielle de la qualité de vie des riverains concernés et dans le cadre de la future extension de l'A3 sur 2x3 voies, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du défrichement le long des abords de l'autoroute A3? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les haies et arbres, qui constituent une protection naturelle visuelle et acoustique, ont été coupés?

- Le Ministre envisage-t-il, à court terme, le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3?

- Dans le cas d'un rétablissement d'une protection visuelle et acoustique, quel type de protection le Ministère envisage-t-il mettre en place et quand est-ce que les travaux débuteront?

- Monsieur le Ministre peut-il avancer une date précise pour le début des travaux d'extension de l'autoroute A3 sur 2x3 voies?

Il m'est par ailleurs parvenu que des analyses de bruit ont été réalisées en 2015 et 2016.

- Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner sur les résultats de ces analyses?

- Monsieur le Ministre compte-t-il publier les résultats de ces analyses?

- Dans le même contexte, Monsieur le Ministre pourrait-il me communiquer les résultats des analyses de poussières fines réalisées le long de l'A3?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

De prime abord, je veux mettre en évidence que les arbres implantés le long des autoroutes constituent toujours un danger pour la sécurité des usagers de la route à cause du risque de chute d'arbres ou de branches sur la chaussée. De ce fait, un entretien régulier et conséquent s'impose. La raison pour la coupe des haies et arbres, notamment aux abords de l'autoroute A3 à Bettembourg, est celle que les épicéas, pins et peupliers, plantés sur un maillage trop serré, se trouvaient en mauvais état de santé et en phase de dépérissement engagée. L'état de santé des arbres a été confirmé par des experts dans ce domaine ainsi que par les agents compétents de l'Administration de la nature et des forêts et l'autorisation ministérielle a été établie.

Le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3 à Bettembourg est prévu avec l'élargissement de l'autoroute sur 2x3 voies et fera partie intégrante du projet de la loi de financement.

Comme le rétablissement d'une meilleure protection visuelle et acoustique le long de ce tronçon de l'autoroute A3 à Bettembourg est prévu seulement avec le projet de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3, il n'est pas prévu de mettre en place une protection avant le début de ce chantier.

Le projet de loi de la mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 figurera prochainement à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement pour être déposé ensuite à la Chambre des Députés. Sous réserve de l'approbation de cette loi, les travaux pourront débuter au plus tôt courant de l'année 2018 pour une durée d'au moins cinq années.

Le projet actuel de dédoublement de l'A3 concerne le tronçon allant de l'échangeur de Gasperich jusqu'à la frontière française. La zone urbanisée à protéger s'étend depuis la localité de Bivange jusqu'à l'échangeur autoroutier entre l'A3 et l'A13. Ce tronçon représente une longueur de douze kilomètres et à l'heure actuelle plusieurs dispositifs antibruit, essentiellement des écrans antibruit acoustiquement absorbants d'une longueur totale de 2,3 km et d'une surface globale de 6.800 m^2, sont déjà en place sur ce tronçon.

La proposition émanant de l'étude d'incidence du bruit, qui représente une solution de protection optimisée, se présente comme suit:

Le site de Bivange est protégé par des écrans de 3,6 et 4,2 m de haut et de respectivement 198 et 540 m de long.

Pour la localité de Berchem, cette proposition inclut un écran de 3 m de haut et 165 m de long à la station de service, et un écran de 3 m de haut et 490 m de long vers le Sud.

L'ensemble du village de Livange est protégé par des écrans de 3 m de haut, prolongé sur 351 m pour protéger également le site de Peppange.

Plus spécialement, la localité de Bettembourg sera protégée par un ensemble d'écrans de hauteur variable allant de 3,6 m jusqu'à 4,8 m d'une longueur totale de 2,194 km.

Au total, il est prévu de réaliser des protections acoustiques le long de l'autoroute élargie d'une surface totale d'environ 20.000 m^2 sur une longueur totale de 5,3 km.

En principe les différences acoustiques (avec ou sans un voile herbacé) sont limitées et ne permettent pas de conclure à un réel impact acoustique lié aux arbres et aux arbustes le long d'une voirie. Les résultats de l'analyse effectuée par un bureau agréé le long de l'autoroute A3 à Bettembourg ont déterminé des différences acoustiques insignifiantes, voire nulles, suite à l'enlèvement des arbres et arbustes.

L'évaluation de la qualité de l'air ambiant à l'aide de mesures fixes est réalisée dans plusieurs stations de mesure représentatives selon les critères indiqués dans la directive 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10) dans les différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement se situe en 2016 à des niveaux entre 12 et 23 µg/m^3 selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m^3. Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis le début des mesures en 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

Les mesures fixes de particules fines sont complétées par une technique de modélisation qui permet de fournir une information sur la répartition géographique des teneurs en particules fines dans l'air ambiant sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ces résultats peuvent être visualisés en temps réel via le site www.emwelt.lu, lien rapide «Qualité de l'air».

L'Administration de l'environnement n'a pas réalisé d'analyses spécifiques de poussières fines le long de l'autoroute A3. Toutefois, des mesures indicatives du polluant-clé dioxyde d'azote (NO_2) en relation avec le trafic routier ont été réalisées en 2012 et 2013 dans la cité Leischemer à Bettembourg à proximité directe de l'autoroute A3. Les valeurs moyennes annuelles mesurées se situaient entre 36 et 31 µg/m^3. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m^3.

Question 2688 (20.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **propriétaires forestiers privés:**

D'„Lëtzebuerger Privatbësch asbl" zielt eng 1.900 Memberen a representéiert ronn 24.000 Hektar vum Lëtzebuerger Bësch. Déi privat Bëschbesëtzer spillen deemno eng wichteg Roll wann et drëms geet, dëse komplexen Ökosystem fir déi nächst Generatiounen ze erhalten, fir dass de Bësch och an Zukunft seng ökologesch, wirtschaftlech a sozial Funktiounen op lokalem an nationalem Plang kann erfëllen. Wei vill aner Associatiounen ouni Ge-

wënnzweck huet och d'„Lëtzebuerger Privatbësch asbl" eng Rei Doléancen un d'Politik.

An hirer leschter Zeitung „De Lëtzeburger Bësch" weisen d'Privatbëschbesëtzer an engem Bréif un d'Emweltminitsesch op d'Problemer hin, déi si am Kader vun der TVA-Erhéijung vun 2015 hunn. Si verlaangen, datt den TVA-Taux, dee si kënnen op hirem Holzverkaf behalen, als Kompensatioun fir déi TVA, déi si bezuelen, vu 4% op 12% eropgesat gëtt, esou wéi et bei der Landwirtschaft de Fall ass.

Weider weise si an dësem Bréif drop hin, datt verschidde Steierbüroen d'Méiglechkeet vun Ofschreiwungen, etc. net méi unhuelen, wa keen „but de lucre" kann nogewise ginn. Si krute gesot, datt wann ee Betrib no maximal zéng Joer kee Benefiss géif maachen, da wär den „but de lucre" net nogewisen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Wéi ass ze erklären, datt déi eenzel Steierbüroen ënnerschiddlech virgi bei der Behandlung vun de forstwirtschaftleche Betriber?

- Wéi gesäit déi konkret Regelung aus fir de forstwirtschaftleche Betrib?

- Ewéi ass den Artikel 61 vun der Steiergesetzgebung L.I.R. auszeleeën, dee seet: „(...) En ce qui concerne la sylviculture, la seule possession de terrains forestiers est à considérer comme exploitation forestière"?

An der Äntwert op de Bréif vun der „Lëtzebuerger Privatbësch asbl" seet d'Madamm Minister, dass „Fuerderunge vum Lëtzebuerger Privatbësch a Saachen TVA sinn novollzéibar".

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt an dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Ass eng Upassung vun der TVA bei de forstwirtschaftleche Betriber wéi bei de landwirtschaftleche Betriber virgesinn?

- Wa jo, wéi soll des Upassung ausgesinn?

- Wann neen, firwat net?

Am Äntwertschreiwes vum 24. Oktober 2016 un d'„Lëtzebuerger Privatbësch asbl" seet d'Madamm Minister och, dass d'„Steierbehandlung vun de Bëschbesëtzer misst effektiv verbessert ginn. D'ongerecht Considératioun vum Décalage vu Recetten an Investitiounen ass e reelle Problem. Den MDDI wäert déi néideg Démarche beim Finanzministère initiéieren."

An deem Kader wollte mir dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

- Huet d'Madamm Minister an den MDDI déi beschriwwen Démarche beim Finanzministère ageleet?

- Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen?

- Wann neen, firwat net?

Réponse commune (01.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

An Entrevuen, déi och zwëschent eise Servicer stattfonnt hunn, hu mir déi an der Ufro ugeschwate Punkten am Detail beschwat a kënne Folgendes matdeelen:

Wat déi direkt Besteierung ubelaangt, esou ass d'Behandlung vun de forstwirtschaftleche Betriber konform zu de Regele vun eisem Akommessteiergesetz (L.I.R.), déi konstant esou ugewannt ginn.

Dorop hinzeweisen ass, dass am Artikel 10 vum Akommessteiergesetz (L.I.R.), wou d'Kategorië vun Akommes opgezielt ginn, den „bénéfice agricole et forestier" als zweet Kategorie vu Benefiss opgefouert gëtt, nieft dem Bénéfice commercial an deem aus enger fräiberufflecher Aktivitéit. Fir den „bénéfice agricole et forestier" gëlle fir d'Eischt d'Bestëmmunge vun den Artikelen 61 bis 90 L.I.R., dovunner besonnesch d'Artikelen 73 bis 90 L.I.R., déi sech spezifesch op d'Bëscher bezéien, awer och, souwäit näischt anescht am Gesetz steet, déi vun den Artikele 16 bis 60 L.I.R., also d'Regele vum „bénéfice commercial". Dat steet ausdrécklech am Artikel 64 L.I.R.

Ass eng Aktivitéit onofhängeg, huet si als Zil, Gewënn ze brénge, gëtt se op eng nohalteg Manéier ausgeüübt an ass unzegesinn als en Deelhuelen um normale wirtschaftleche Verkéier, ass dës Aktivitéit eng kommerziell Aktivitéit, ausser si wier en Ausübe vun engem fräie Beruff oder eng land- a forstwirtschaftlech Aktivitéit am Sënn vum Artikel 61 L.I.R. Bei der Exploitatioun vu Bëscher seet den Artikel 61 n°1, zweete Saz, datt, wat d'„Sylviculture" ugeet, de Besëtz u sech vu Bëscher als Bëscherexploitatioun gëllt.

Fir d'Alleréischt definéiert deen éischte Saz vum Artikel 61 L.I.R. de Benefiss aus Land- a Forstwirtschaft als ee Resultat, wat de Contribuable aus deenen duerno opgezielten Aktivitéite kritt. Hei gëtt gläich virausgesat, datt de Bëschexploitant wëllt e Resultat, a Form vun engem Gewënn, erreechen. Fir datt dee Bëschbesëtz d'Qualifikatioun vun enger „Exploitatioun" ka kréien, muss en, ökonomesch gesinn, op d'mannst iwwer eng laang Lafzäit gekuckt, fäeg sinn, e positivt Resultat ze generéieren, d. h. e Resultat, wat global an iwwer länger Zäit gekuckt e positive Revenu, dee méi héich ass wéi déi iwwert d'Jore cumuléiert Ausgaben (d. h. Perten). Dobäi geet et net duer, datt de Contribuable deklaréiert, hien hätt d'Intentioun, eng Kéier e globaalt positivt Resultat ze erreechen, mä de Fall muss no externen an objektive Kritären ënnersicht ginn, esou wéi dat och bei deenen anere Revenu-Aarten ass. Esou kann et gutt sinn, datt wärend enger ganzer Rei Jore Pertë bestinn, déi och steierlech kënnen unerkannt ginn, souwäit wéi se a spéidere Jore kompenséiert ginn an duerno och weiderhi Benefisser realiséiert ginn.

Bei enger Bëschexploitatioun muss also fir d'Eischt emol dee méigleche Rendement analyséiert ginn a Fonctioun vun enger Zäitspan, déi esou laang ass wéi déi vum Eruwuesse vun de Beemercher zu Beem, déi kënne gehae ginn, an dat spezifesch den Zorten no. Dat kënne wuel Jorzéngte sinn. Dobäi ginn awer Zoufallsfacteure wéi Stierm oder Befall duerch Parasiten oder Xylophagen net gekuckt.

Een zweeten, grad esou wichtege Kritär, ass d'Gréisst vum Bësch. Si bestëmmt mat, wéi d'Qualitéit vun de Beem gëtt, wéi de Bësch sech regeneréiert oder wéi d'Lignificatioun verleeft. Gëtt déi Surface ze kleng, ass de Bësch net ekologesch a biologesch liewensfäeg an domat d'„Bëschexploitatioun" och net ekonomesch um Liewen ze halen. An esou Fäll gëtt vu vir era keng Exploitatioun am ekonomesche Sënn akzeptéiert an de Bëschbesëtz als Hobby ouni steierlechen Impakt betruecht, well en ekonomesch kee Sënn mécht.

Och d'Aarbechten, déi vum Contribuable gemaach ginn, spillen eng Roll. Kleng Botzaarbechten eleng sinn dobäi nach keen Noweis fir eng Bëschexploitatioun am steierleche Sënn. De Bëschbesëtzer muss regelméisseg a sengem Bësch schaffen a säi Bescht ginn, e positive Revenu ze erzilen.

Dat Spezifescht vum Artikel 61 L.I.R. bei Bëscher par rapport zu aneren Zorten Akommes läit doran, datt op vill méi eng laang Zäit muss gekuckt ginn, ob eng echt Bëschexploitatioun virläit oder en Hobby ausgeübt gëtt.

D'Existenz vun engem steierlech berücksichtegte Bénéfice forestier setzt viraus, datt d'Sylviculture ufänkt mat der Intentioun an de Beméiungen, fir op d'mannst mëttelfristeg e Benefiss ze realiséieren, an datt den Exploitant sech och déi ekonomesch Moyene gëtt, fir dat Zil ze erreechen.

Dës Approche ass zanter Jorzéngten déi vun der Steierverwaltung; dobäi muss dee betraffene Steierbüro Fall fir Fall ënnersichen, ob et sech ëm eng Exploitatioun handelt, déi déi uewe genannte Kritären erfëllt, oder ob, opgrond vun enger ze klenger Fläch an/oder de feelende Beméiungen, fir Benefisser ze erreechen, d'Aktivitéit vum Contribuable als Hobby muss agestuuft ginn, well och op laang Siicht keng Aussicht op ee Gewënn ass.

Well all Fall anescht ass, bleift d'Décisioun, fir d'Exploitatioun vum Bësch an domat och d'Perten (ënner Ëmstänn iwwer laang Joren) steierlech unzeerkennen, an der Kompetenz vun deenen eenzele Steierbüroen, déi an all konkretem Fall mussen eng Entscheedung huelen. Datt an deenen enge Fäll d'Exploitatioun unerkannt gëtt an an aneren net, hänkt also net un der Applikatioun vu verschiddene Kritären, mä éischter dorun, datt all Fall anescht ass an individuell muss geléist ginn no deeneselwechte Kritären.

Bei der Besteierung als Bénéfice forestier ginn d'Recetten aus deenen normale Coupë vun de Beem oder dem Verkaf vun de Beem als gewéinleche Produit ugekuckt an e positivt Resultat als gewéinleche Revenu nom normale Steiersaz besteiert. De Gesetzgeber huet awer och eng méi favorabel Besteierung nom hallwe Steiersaz virgesi fir Fäll, wou et zu aussergewéinleche Coupë kënnt (cf. Artikel 77 L.I.R., coupes extraordinaires).

Wat d'TVA ubelaangt, esou froen d'honorabel Deputéiert, ob den Taux forfaitaire vu 4%, deen am Artikel 58 vum TVA-Gesetz festgeluecht ass, wäert ugepasst ginn. Dozou ass ze soen, dass dësen Taux effektiv fir d'lescht den 1. Januar 1992 op 4% ugepasst ginn ass. D'Regierung ass amgaang eng Etüd ze maachen, fir préiwen ze loossen, ob dësen TVA-Taux muss ajustéiert ginn, fir der ökonomescher Situatioun korrekt Rechnung ze droen. Falls dës Etüd zur Konklusioun kënnt, dass den TVA-Taux net méi adequat ass, wäert d'Regierung déi néideg Upassung maachen.

Question 2693 (23.01.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds pour le développement du logement et de l'habitat:**

La loi autorise le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat à vendre 40% de ses logements dans des ventes aux enchères publiques sans tenir compte de critères sociaux. Dans ce contexte, le Fonds a mis en vente un appartement à Luxembourg-Cents par soumission cachetée au plus offrant.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelles raisons le Fonds du logement fait-il recours à la procédure de la vente par soumission cachetée?

- Combien de logements ont été respectivement vont à l'avenir être vendus par soumission cachetée?

- Pour ces ventes, est-ce que le Fonds du logement se réserve un droit de préemption?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette procédure risque de provoquer des abus?

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat vient de publier son rapport d'activité 2015 sur son site Internet. À la page 61 au point «Note 12. Charges exceptionnelles» il est question d'une «indemnité CLE» à hauteur de 400.000 euros. Selon les informations parues dans l'hebdomadaire d'«Lëtzebuerger Land», il s'agit d'une indemnité que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat aurait payée à la Compagnie luxembourgeoise d'entreprises. Toujours selon la même source, la présidente du Fonds du logement aurait expliqué que le nouveau comité directeur se serait décidé pour «un arrangement à l'amiable» afin d'«éviter un procès coûteux».

Dans un souci de transparence et d'une utilisation responsable des deniers publics, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Pour quelles raisons le comité directeur du Fonds du logement a-t-il décidé de payer une indemnité à hauteur de 400.000 euros à la société CDL?

- De quelle affaire s'agit-il?

- Quelles sont les raisons ayant amené le Fonds du logement à accepter cet accord à l'amiable?

- Quelle est la position du Gouvernement concernant l'arrangement conclu?

Réponse (01.03.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'honorable Député demande des renseignements sur une procédure de vente par soumission cachetée, publiée par le Fonds du logement fin janvier 2017. Dans ce contexte, il est d'abord nécessaire de rectifier deux affirmations soulevées dans la question parlementaire. L'auteur de la question parlementaire argumente - comme pour justifier les pratiques du passé - que la loi autoriserait le Fonds du logement à vendre «40% de ses logements dans des ventes aux enchères publiques sans tenir compte de critères sociaux».

À la lecture de l'article 17, point 3 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'on constate quand même que le texte de la loi prévoit que «la proportion des acquéreurs répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition doit être supérieure ou égale à 60% du total des acquéreurs». Il s'ensuit que le solde d'un maximum de 40% peut être vendu sur le marché libre, sans nécessairement devoir recourir à une vente aux enchères et sans que cette sorte d'outil de vente soit expressément mentionnée par la disposition légale à laquelle l'auteur de la question parlementaire semble faire référence.

En outre l'honorable Député affirme que «le Fonds a mis en vente un appartement à Luxembourg-Cents par soumission cachetée au plus offrant». À la lecture du document «conditions d'acceptation de l'offre», faisant explicitement partie des documents de ladite vente cachetée, l'honorable Député aurait pu apprendre que l'offre à sélectionner est celle se situant le plus proche possible de la moyenne des offres remises, et non pas celle affichant le prix le plus élevé. On peut même lire dans le document cité que dans le cas de figure où il n'y aurait que deux offres, celle spécifiant le prix le moins élevé serait retenue.

La procédure de soumission cachetée est un outil que le Fonds du logement peut légitimement utiliser pour la vente de biens sur le marché libre qu'il a, comme dans cet exemple particulier, repris via son droit de préemption. Il s'agit en effet d'une nouvelle méthode de vente que le comité directeur a voulu explorer pour l'un ou l'autre cas. Il est actuellement prévu de procéder à quelques ventes selon cette procédure en 2017 pour ensuite évaluer les expériences faites.

Bien que cet appartement soit vendu sur le marché libre, le Fonds du logement a intégré plusieurs critères sociaux dans les conditions générales (à relire dans les documents téléchargeables), à savoir qu'en cas d'ex æquo de deux offres, le candidat avec le revenu le plus bas aura l'attribution, que le bien doit rester l'habitation principale de l'acquéreur pour au moins dix ans et que le Fonds bénéficiera à nouveau d'un droit de préemption en cas de vente anticipée du bien. Avec cette forme de vente, le Fonds reste tout à fait en phase avec l'accomplissement de sa mission sociale.

L'honorable Député m'interroge ensuite sur une position dans le bilan 2015 du Fonds du logement dans laquelle il est question d'un paiement d'une indemnité à une entreprise de construction. Il s'agit en effet d'une somme payée par le Fonds du logement dans le cadre d'une convention touchant non seulement une affaire mais plusieurs différends et litiges entre les deux parties. Sans pouvoir être exhaustif et sans pouvoir résumer en quelques lignes la complexité juridique des différends et litiges, on peut dire qu'il s'agit entre autres de problèmes en relation avec des marchés publics nationaux et européens, ainsi que d'obligations contractuelles et que l'ensemble de ces faits a pris son origine avant mars 2015. Certains de ces litiges avaient déjà donné lieu à des ordonnances de référé au détriment du Fonds du logement.

Ces différends et litiges auraient risqué, selon l'avis des conseils juridiques de l'établissement public, de causer d'une part des retards substantiels dans la réalisation d'un nombre élevé de logements sociaux et d'autre part des charges financières très lourdes à l'encontre du Fonds du logement.

La décision de procéder par une transaction a été prise - sur avis fondé des conseils juridiques - à l'unanimité par le comité directeur du Fonds du logement dont les membres - juristes et autres experts - savent de leur responsabilité et peuvent faire la part des choses. Les membres du comité directeur ont déploré de se trouver dans une telle situation et ont décidé, après analyse profonde des risques, de trouver un accord avec la partie adverse. À part cette décision, ils ont par après, pour ne plus se retrouver ultérieurement dans une telle impasse, changé les anciennes pratiques dans la préparation, la supervision et la gestion des chantiers du Fonds du logement.

Vous vous enquérez encore quelle est la position du Gouvernement concernant cet arrangement conclu. Pourtant, vous n'êtes pas sans savoir que la loi régissant le Fonds du logement prévoit dans certains cas l'approbation du Ministre du Logement. La transaction, qui est le sujet de votre question, tombe sous ce champ d'application et le comité directeur a soumis à Madame la Ministre ladite transaction à cette fin. Au vu des analyses juridiques effectuées par les services du Ministère du Logement et au vu de la décision unanime du comité directeur, l'approbation a été donnée. À part ce volet plutôt formel de la position gouvernementale, je ne peux, en guise de conclusion, que déplorer la situation qui a mené le Fonds du logement à devoir conclure un arrangement de cette sorte pour enfin clôturer ces anciens dossiers.

J'espère qu'avec la nouvelle ligne de conduite que s'est donnée le comité directeur actuellement en place, des différends de ce style pourront être évités dans l'avenir, ce qui permettra au Fonds du logement de se concentrer sur sa mission principale qui est la construction de logements sociaux.

Question 2696 (25.01.2017) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant les **échelles à poissons:**

En raison de la transformation partielle de la morphologie naturelle de beaucoup de nos cours d'eau, l'accès des poissons aux frayères s'avère de plus en plus difficile. Cette situation malsaine entraîne une régression considérable de la reproduction naturelle du cheptel piscicole de sorte qu'un repeuplement de poissons doit être effectué annuellement. Afin de parer à cet inconvénient, des projets de construction

de passes à poissons ont été récemment entamés dans plusieurs rivières indigènes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Combien d'échelles à poissons sont actuellement en cours de construction?

2. Quel montant a été mis à disposition les trois dernières années pour financer ces projets?

3. Quelle est l'efficacité des échelles à poissons installées?

4. Est-ce que des propriétaires de canaux de moulin, d'ouvrages d'art ou de barrages s'opposent à la réalisation de telles échelles, sachant que cette construction risque de réduire entre autres la production d'énergie renouvelable?

5. Quelle est l'attitude de Madame la Ministre si le propriétaire refuse de faire aménager sur son terrain une passe à poissons?

6. Est-ce que, le cas échéant, des conventions ont été signées avec les propriétaires concernés?

7. Est-ce qu'une indemnisation est accordée dans le cas où des terrains privés sont nécessaires pour construire une échelle à poissons?

Réponse (02.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Actuellement un projet de passe à poissons se trouve en phase de construction sur l'Ernz blanche et deux autres projets sur la Syre ont été achevés au cours de l'année 2016. Cependant il faut noter qu'actuellement 21 projets relatifs à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, prévus parmi les mesures du plan de gestion de district hydrographique, mises en place en vue de l'atteinte du bon état des cours d'eau conformément aux dispositions de la directive cadre sur l'eau (DCE, DIR 2000/60/CE) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, se trouvent en phase de planification, respectivement en phase de négociation avec les parties prenantes.

ad 2. Un montant total de 5.909.030,85 euros a été mis à disposition pour les mesures relatives à la restauration de la continuité écologique au cours des trois dernières années. Ce montant correspond à la somme engagée pour la réalisation de projets permettant le libre passage au niveau de barrages prioritaires. Parmi ces projets, on peut faire la distinction entre les neuf projets réalisés d'une part, dont le montant mis à disposition jusqu'à présent s'élève à 2.810.478,07 euros et, d'autre part, les 21 projets en cours de réalisation, ce qui représente la majorité des projets, pour lesquels les études de faisabilité ont été réalisées et dont la somme totale mise à disposition correspond à 3.496.552,78 euros.

ad 3. L'efficacité des passes à poissons existantes varie en fonction de l'année de planification voire de la date de construction des ouvrages en question. En effet, la recherche scientifique a fait d'énormes progrès dans ce domaine pendant les 20 dernières années. Il s'ensuit que les premiers ouvrages installés avant les années 1990 ne répondent plus aux standards actuels de la libre circulation des espèces piscicoles. Des observations, études et publications scientifiques ainsi que des suivis biologiques dans le cadre de projets de pilotage sur la migration des poissons ont permis d'approfondir les connaissances dans ce domaine, notamment par rapport au comportement des poissons et de développer des technologies plus efficaces.

Pour cette raison, les efforts de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) ne se limitent pas uniquement aux sites et barrages ou obstacles qui sont dépourvus de passes à poissons à l'heure actuelle, mais elle procède également à la réalisation d'un suivi du fonctionnement des ouvrages existants.

Dans ce contexte, il est important de souligner que plus la passe à poissons est technique et artificielle, moins elle permet une migration naturelle des organismes aquatiques (poissons et macro-invertébrés). En plus, les frais de réalisation de ces ouvrages techniques sont plus élevés et leur entretien requis est beaucoup plus intense. Par ailleurs, il faut noter que l'entretien régulier de ces ouvrages techniques est primordial pour garantir leur bon fonctionnement afin d'assurer la libre circulation de la faune piscicole durant toute l'année.

Pour cette raison la variante maximale, à savoir l'élimination complète du barrage existant, en cas de non-exploitation d'énergie hydraulique et en cas d'absence de tout intérêt culturel ou historique et de risques hydrauliques, représente à long terme la solution la plus efficace, la plus durable et la moins coûteuse. L'absence d'un obstacle ne garantit non seulement le libre passage de la faune aquatique en général, mais favorise également la restauration d'habitats pour la faune et la flore aquatiques typiques et le transport sédimentaire vers l'aval, ce qui engendre une amélioration nette de l'écosystème et la restitution du régime hydraulique initial.

La réalisation d'ouvrages de franchissabilité efficaces est très complexe puisqu'elle intègre beaucoup de composantes et exige des connaissances interdisciplinaires approfondies. La mise en œuvre des mesures requiert de l'expertise aux niveaux technique, hydrologique et biologique, aussi bien pour la planification que pour la phase d'exécution pour garantir une efficacité à long terme.

ad 4. Les exigences de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau en matière de franchissabilité entraînent des contraintes d'exploitation pour les propriétaires précités. En effet, l'obligation de protection, de restauration et d'amélioration des masses d'eau de surface, en ce qui concerne l'atteinte du bon état écologique, exige notamment la restitution de la continuité piscicole et l'assurance d'un débit écologique. Ceci entraîne forcément une perte en eau pour l'exploitant d'un barrage, ce qui conduit à fortiori à une réduction de la production d'hydroélectricité et donc de la rentabilité économique de l'installation.

De plus, les exigences de la DCE relatives à la continuité écologique des masses d'eau de surface ne se limitent non seulement à la montaison des poissons comme tel était le cas il y a 15 ans, à une époque où les solutions techniques pour la dévalaison n'existaient pas encore respectivement étaient accompagnées d'une perte considérable en termes de production d'hydroélectricité. Actuellement des mesures permettant la migration de la faune piscicole dans les deux sens, ainsi que leur protection au niveau d'ouvrages hydroélectriques, doivent être réalisées, étant donné que les poissons indigènes occupent des niches écologiques différentes en fonction du stade de leur cycle de vie. Dans ce contexte il ne s'agit pas uniquement des exigences de la DCE mais il faut également considérer les dispositions de la directive «habitats» (DIR 92/43/CEE) et du règlement européen 1100/2007 pour la protection du stock de l'anguille européenne. Nonobstant les dispositions légales aussi bien au niveau communautaire qu'au niveau national, des programmes de mesures établies par des institutions internationales, tel que par exemple le programme «Saumon 2020» de la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR), obligent également le Luxembourg de prendre toutes les mesures possibles afin de permettre la recolonisation du saumon dans les cours d'eau luxembourgeois.

Il y a lieu de rappeler que, dans le cadre des mesures de conservation des écosystèmes aquatiques, bien avant la DCE, l'article 17 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures prévoit la libre circulation des poissons au niveau de barrages. En vertu de cet article, l'obligation de garantir le libre passage des poissons incombe exclusivement à la responsabilité des propriétaires de telles installations avec la mise en place d'installations et de dispositifs nécessaires à la migration des poissons, ainsi que d'installations de protection au niveau de turbines et toute installation analogue.

Le «préjudice» découlant de la perte de production suite à la mise en œuvre des mesures relatives à la continuité des cours d'eau est à l'origine de ce dialogue difficile. Or, une réduction de la production d'énergie renouvelable est une conséquence inévitable de la mise en conformité avec les dispositions légales existantes: le débit naturel disponible dans un cours d'eau doit satisfaire non seulement aux besoins d'exploitation des centrales hydroélectriques, mais surtout satisfaire aux exigences d'un bon fonctionnement de l'écosystème aquatique, sans porter préjudice aux ressources naturelles. Il faut noter que la déviation historique à 100% d'un débit d'une rivière vers le canal d'amenée d'un moulin ou d'installations hydroélectriques est à l'origine de l'extinction de plusieurs espèces de poissons sur le territoire luxembourgeois. À l'heure actuelle, face aux obligations législatives existantes, mais également face à la protection et conservation des ressources naturelles et en vue d'une gestion durable des écosystèmes aquatiques, les ressources naturelles doivent être utilisées de manière durable et raisonnable.

Dans ce contexte, il faut dire aussi que les standards techniques actuels concernant aussi bien les turbines que les ouvrages de franchissabilité ou ouvrages de protection des poissons ont été développés et perfectionnés de telle manière qu'ils représentent un bon compromis entre les exigences écologiques et économiques.

En conclusion, la réalisation de passes à poissons engendre des coûts supplémentaires pour les gestionnaires de centrales hydroélectriques ou propriétaires de moulin à cause de la réduction de la production d'hydroélectricité inhérente. Pour cette raison, les négociations sur les différentes variantes de réalisation avec les parties concernées s'avèrent longues et fastidieuses et risquent, par conséquent, de retarder la réalisation de ces projets. Ce retard a des répercussions directes sur l'atteinte du bon état écologique de certains cours d'eau, objectif central de la DCE. Afin d'accélérer la réalisation des mesures de franchissabilité, le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée (projet de loi n°7047) prévoit l'introduction d'un régime de subsides pour les propriétaires des ouvrages concernés.

ad 5. Lorsqu'un propriétaire refuse de faire aménager sur son terrain une passe à poissons, le dialogue est établi entre le propriétaire, le Département de l'environnement et l'Administration de la gestion de l'eau afin d'identifier les raisons du refus. Dans le cadre de cet exercice de médiation, le propriétaire a, d'un côté, la possibilité d'exposer sa position et, d'un autre côté, les experts étatiques l'informent et le sensibilisent sur l'importance d'aménager des passes à poissons, nécessaires à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau.

Cet échange contradictoire permet d'identifier des solutions concernant notamment la compensation de la perte de productivité d'énergie hydraulique ou de pertes de terrains exploitables en vue d'identifier des alternatives y afférentes afin de trouver des solutions acceptables pour toutes les parties impliquées.

ad 6. Le consentement d'un propriétaire impliqué aux modalités de réalisation d'un projet de restauration de la franchissabilité est en général confirmé par une signature mutuelle des documents du projet. Il est évident que la mise en place d'un ouvrage d'art dans un cours d'eau est soumise à autorisation en vertu de l'article 23 de la loi relative à l'eau, les dispositions transitoires pour les ouvrages existants étant venues à échéance en date du 22 décembre 2012.

ad 7. Afin de mettre en œuvre les mesures de restauration de la continuité des cours d'eau, la variante de l'ouvrage est sélectionnée en fonction du terrain disponible ou mis à disposition. En d'autres termes, les terrains privés sont uniquement utilisés si le propriétaire exprime son accord. En vertu de l'article 65, paragraphe i, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les projets éligibles, à savoir des travaux de restauration et de renaturation des cours d'eau, ainsi que les frais d'études et les frais d'acquisition des terrains sont pris en charge jusqu'à 100% par l'État par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau. Dans la situation de projets de plus grande envergure, l'intervention par l'Office national de remembrement peut également être invoquée.

De plus, en vertu de l'article 17, paragraphe 1, de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, l'exécution et le maintien en parfait état de ces ouvrages de franchissabilité, de même que leur approvisionnement en eau en quantité suffisante pour permettre le passage effectif des espèces piscicoles présentes, se fait aux frais des propriétaires. L'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau a renforcé cette obligation. D'un autre côté, la loi relative à l'eau introduit la possibilité d'une prise en charge de la part du Fonds pour la gestion de l'eau jusqu'à 100% des coûts des études et travaux de réalisation des projets de franchissabilité entamés par des autorités communales, ce qui constitue un avantage manifeste par rapport à la loi modifiée du 28 juin 1976. S'y ajoute que le projet de loi n°7047 précité prévoit d'élargir cette prise en charge aux particuliers.

Q150

Question 2699 (25.01.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **pêche au Lac de la Haute-Sûre:**

Lors de l'échange de vues du 18 janvier 2016 des membres de la Commission des Pétitions, de la Commission de l'Environnement et de Madame la Ministre de l'Environnement avec les représentants des pétitionnaires de la pétition n°273 contre toute action visant à interdire aux pêcheurs l'accès au Lac de la Haute-Sûre, Madame la Ministre de l'Environnement a annoncé vouloir aménager 310 points d'ancrage pour des bateaux de pêche au Lac de la Haute-Sûre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle nous fournir les paramètres et critères qui ont été utilisés pour définir le nombre de points d'ancrage à aménager?

2. Combien de bateaux de pêche sont actuellement autorisés sur le Lac de la Haute-Sûre?

3. Supposant que le nombre de bateaux de pêche autorisés sur le lac dépasserait celui du nombre d'ancrages, selon quels critères ces ancrages seraient-ils distribués?

De plus, Madame la Ministre a précisé lors de cet échange que des points d'ancrage supplémentaires pourraient, en cas de besoin, être ajoutés et ceci dans les «limites» imposées par la protection des eaux.

4. Quelles sont les limites exactes au niveau de la protection des eaux qui empêcheraient l'aménagement de points d'ancrage supplémentaires?

Réponse (13.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. D'emblée, il y a lieu de dresser l'historique du barrage de la Haute-Sûre et notamment de rappeler les vocations de ce projet planifié dans les années cinquante du siècle dernier. La loi du 24 juin 1953 autorisant le Gouvernement à réaliser l'aménagement hydro-électrique de la Haute-Sûre en amont d'Esch-sur-Sûre formait la base d'un projet sans précédent. L'exposé des motifs contenu dans le dossier parlementaire n°368 dressait les raisons de la création du Lac de la Haute-Sûre: «L'aménagement de la Haute-Sûre en amont d'Esch-sur-Sûre a été conçu de façon à ce qu'il permette, d'une part, de produire le maximum d'énergie électrique et avant tout de l'énergie de pointe de grande valeur et, d'autre part, de résoudre dans l'intérêt de la population du nord du pays et de la vallée de la Sûre les problèmes suivants: 1° assurer l'alimentation en eau potable et industrielle des régions du nord du pays; 2° atténuer les crues de la Sûre; 3° augmenter les débits d'étiage dans l'intérêt de l'auto-épuration des eaux de la Sûre; 4° assurer les besoins en eau d'irrigation et 5° augmenter et régulariser la production annuelle de l'usine hydro-électrique de Rosport».

À ce jour, la provision en eau potable, la gestion de crues et la production d'électricité figurent toujours parmi les principales missions des eaux du lac, puisque la moitié de l'eau potable délivrée au Luxembourg provient du lac d'Esch-sur-Sûre et que la gestion du débit permet de réduire considérablement le risque d'inondation sur la Sûre en aval du barrage.

Les activités de loisirs sur le Lac de la Haute-Sûre ne sont survenues que plus tard, suite au développement des villages et de l'aménagement des berges et des alentours le long du lac de barrage. Le lac s'est ainsi progressivement développé en zone de récréation avec des offres de loisirs comme la promenade, les sports nautiques et la pêche.

Ces différentes activités ne peuvent être autorisées que dans les limites du respect des obligations légales en approvisionnement d'électricité et en eau potable ainsi qu'en matière de zones naturelles protégées. Le Lac de la Haute-Sûre se situe en zone protégée communautaire du réseau Natura 2000 (LU0001007 - Vallée supérieure de la Sûre/Lac de barrage et LU0002004 - Vallée supérieure de la Sûre et affluents de la frontière belge à Esch-sur-Sûre). De plus, plusieurs berges font partie des zones protégées nationales (Réserves naturelles (DIG)). Par conséquent, le Gouvernement est dans l'obligation de régler les activités de loisirs du site afin de garantir sa conservation.

S'y ajoute l'application de la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre et du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre qui entraînent des dispositions supplémentaires pour le projet d'aménagement de points d'ancrage.

Au-delà des critères et des obligations légales, il y a lieu de relever l'aspect financier et l'aspect technique du projet. L'aménagement des points d'ancrage représente un engagement de moyens budgétaires non négligeable à charge de l'État. À cela s'ajoutent les contraintes topographiques qui réduisent les possibilités d'installation, vu que la majorité des berges autour du lac présentent des pentes raides.

Par conséquent et suite à maintes réunions de concertation entre l'Administration des ponts et chaussées, qui est l'administration responsable de la réalisation du projet et de l'entretien du plan d'eau et des berges, l'Administration de la nature et des forêts, l'Administration de la gestion de l'eau, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et l'association «Sportfëscher vum Stauséi», 310 points d'ancrage ont été retenus. Le compromis obtenu permet, d'une part, de subvenir à la demande d'accès au Lac de la Haute-Sûre par les pêcheurs et, d'autre part, de respecter les limites budgétaires et les obligations environnementales et de protection de la nature et de la protection et de la gestion de l'eau.

ad 2. En 2016, 386 autorisations ont été délivrées pour des bateaux de pêche.

ad 3. Le nombre de barques sera limité à une par personne. Il est aussi envisageable de créer une base légale en vue de l'introduction d'une taxe d'ancrage, surtout pour couvrir les frais d'entretien des points d'ancrage.

Il est à noter que les autorisations pour bateaux de pêche sont prolongées toutes les deux années et qu'une autorisation une fois établie ne peut être considérée comme un droit acquis en vue de la prolongation.

ad 4. La réponse à la première question développe en détail les obligations de l'État et les différentes restrictions.

Question 2713 (30.01.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **prescriptions législatives concernant les annonces immobilières:**

Pour protéger davantage les intérêts du consommateur, Monsieur le Ministre de l'Économie a au fil des années mis en place deux mesures qui tentent à augmenter la transparence du marché déjà au niveau des annonces publiques.

En effet, les acteurs du marché du logement sont légalement contraints d'annoncer à partir du 1er juillet 2012 la classe énergétique du logement destiné à la location et à la vente. Les promoteurs, agents et courtiers immobiliers sont aussi invités à utiliser la norme ILNAS 101:2016 pour déterminer et afficher la «surface habitable» du logement à vendre ou à louer.

Dans le sillage des annonces publiées récemment par le promoteur public «Fonds pour le développement du logement et de l'habitat» dans le cadre de la vente par soumission cachetée d'un appartement sis 7, allée du Carmel à L-1354 Luxembourg-Cents, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Les services compétents du Ministère de l'Économie procèdent-ils au contrôle du respect des mesures susmentionnées?

- Dans l'affirmative, quel est le ratio des acteurs qui respectent les prescriptions législatives en la matière et de ceux qui s'en moquent éperdument?

- Quelles sont les mesures que le pouvoir public envisage de prendre en cas d'inobservation de ces deux mesures?

Réponse (07.03.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

La norme ILNAS 101:2016, première norme nationale du domaine de la construction, définit la façon de mesurer et de calculer la surface habitable d'un logement, et plus particulièrement d'un appartement situé sous les combles ou d'un appartement avec balcon. Limitée aux habitations résidentielles, elle offre désormais un langage commun aux consommateurs et aux professionnels, et facilite, par sa méthode de calcul compréhensible, une comparaison objective entre plusieurs immeubles. Il est à noter que la norme ILNAS 101:2016 est d'application purement volontaire, ce qui fait partie des principes de la normalisation. Le respect de cette norme ne pourrait être exigé de manière obligatoire qu'en faisant référence au document en question au niveau de la législation nationale, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle. Vu le caractère d'application volontaire de la norme, il n'existe pas de contrôle réalisé par les autorités publiques concernant sa bonne application.

Avant même l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'obligation de publier les classes énergétiques dans les annonces de vente respectivement de location de logements, le Ministère de l'Économie a entrepris des mesures concrètes de sensibilisation auprès des parties concernées. Ainsi le Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg a été contacté pour l'informer qu'il sera rendu obligatoire à partir du 1er juillet 2012 d'indiquer la classe de performance énergétique du bâtiment (en fonction de l'indice de dépense d'énergie primaire) et la classe d'isolation thermique du bâtiment (en fonction de l'indice de dépense d'énergie chauffage) dans les annonces de vente et location de bâtiments d'habitation.

Après la mise en vigueur des dispositions respectives, le ministère a procédé à un aperçu général sur les mesures prises par les acteurs concernés en matière de publication des annonces et est intervenu auprès d'eux en vue d'assurer le respect de cette obligation.

Ainsi, au cours de l'année 2013, un rappel de la réglementation en vigueur a été fait auprès de l'Association luxembourgeoise des éditeurs de journaux et de la Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg pour qu'ils informent leurs membres qu'il est désormais obligatoire que les annonces immobilières indiquent les classes énergétiques pour contribuer ainsi à la sensibilisation du public sur le sujet de la performance énergétique.

En ce qui concerne les adjudications et licitations de logements, les notaires, qui sont des officiers publics, délégataires de certaines attributions spécifiques de l'État, ont été également sensibilisés courant 2013 que les annonces doivent désormais toujours contenir les indications des classes énergétiques.

Lors de ces différentes interventions auprès des acteurs des secteurs concernés, les sanctions pénales prévues par la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie en cas de non-respect de cette obligation de publier les classes énergétiques ont été rappelées. En effet, toute personne qui se sent lésée par l'inobservation de cette disposition réglementaire peut faire une plainte auprès du parquet auquel appartient l'opportunité d'engager des poursuites. En outre, les voies ordinaires de responsabilité civile sont ouvertes à toute personne qui estime avoir été induite en erreur et lésée lors de la vente/location d'un logement (p. ex. quant aux frais énergétiques du logement concerné).

Le Ministère de l'Économie poursuivra dans cette voie en procédant à une analyse régulière des observations relatives à cette obligation et interviendra, le cas échéant.

Question 2718 (31.01.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **régime des «stock options»:**

Il résulte de la circulaire n°104/2 du 11 janvier 2002 que le régime fiscal des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés est déterminé par application des dispositions générales caractérisant la notion de revenu (art. 104 L.I.R.) et l'année d'imposition à laquelle il convient de rattacher le revenu en question (art. 108 L.I.R.). Il s'agit plus généralement d'un avantage en nature accordé par les employeurs aux salariés.

N'ayant jamais disposé de statistiques au sujet des «stock options», le directeur des contributions directes a par sa circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 obligé les employeurs de:

- notifier au moins deux mois avant leur mise en œuvre tous les plans de «stock options» mis en place depuis le 1er janvier 2016, et

- communiquer dans les meilleurs délais (sans autres précisions) au préposé du bureau d'imposition concerné les plans de «stock options» mis en place avant le 1er janvier 2016 dont les options n'ont pas encore été allouées aux salariés.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de plans de «stock options» mis en place en 2016?

- Quels sont les secteurs ayant le plus recours à de tels plans? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste complète des secteurs concernés en précisant à chaque fois le nombre de plans de «stock options» mis en place en 2016?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la suite donnée par les employeurs à l'appel du directeur des contributions directes de lui communiquer les plans de «stock options» en place avant le 1er janvier 2016?

- Quel est le pourcentage de «stock options» émises sous forme d'options librement négociables (options cotées en bourse ou options librement cessibles)? Combien de plans de «stock options» portent sur des actions de l'entreprise à laquelle le salarié est lié par un contrat de travail?

- Dans quelle mesure ces options ont été évaluées à 17,5% de la valeur des actions sous-jacentes?

- Quel est le déchet fiscal représenté par la mise en place de l'ensemble des plans de «stock options» en 2016, i. e. l'allocation de «stock options» (dont la valeur est fixée à 17,5% de la valeur de l'action) en lieu et place d'une rémunération ordinaire (dont la valeur équivaudrait à 100% de la valeur de l'action)? Qu'en est-il des années précédentes?

Par suite de la position particulière que peuvent revêtir les associés de grandes entreprises, des firmes d'audit et d'avocats dans des sociétés de capitaux, certains actionnaires disposant d'une position dominante et assumant également la gestion journalière de ladite société, les mesures de la circulaire ne leur sont pas applicables:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le déchet fiscal théorique pour 2016 résultant de l'imposition des options sur actions octroyées à de tels «actionnaires» comme distributions de bénéfices en lieu et place de revenus provenant d'une occupation salariée ou de l'exercice d'une profession libérale?

- Monsieur le Ministre entend-il faire abroger la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 et soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi concernant l'imposition future de ces plans de «stock options»?

- À défaut, Monsieur le Ministre entend-il faire modifier ladite circulaire? Dans l'affirmative, à quel(s) niveau(x)?

Réponse (01.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le sujet du régime applicable aux «stock options» remonte à la réforme fiscale de 2002. À l'époque il avait été décidé de spécifier sous forme d'une circulaire l'encadrement fiscal de ce mécanisme, considéré comme un moyen efficace pour renforcer la motivation et la loyauté du personnel d'une entreprise, ainsi que pour attirer des profils hautement spécialisés.

Tel qu'indiqué déjà par le précédent Ministre des Finances dans sa réponse à la question parlementaire n°2549 du 8 février 2013, l'Administration des contributions directes (ACD) n'a jamais disposé de statistiques concernant les «stock options». Une évaluation fondée du régime en question n'était donc pas possible. C'est précisément pour cette raison que l'ACD a innové et émis une circulaire additionnelle fin 2015. La circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015 permet à l'ACD de collecter des données supplémentaires concernant les «stock options», ceci dans le double but de mieux connaître les employeurs allouant de telles options sur actions et de pouvoir en évaluer le déchet fiscal éventuel. À cette fin, deux notifications de la part des employeurs y sont prévues:

- une première notification obligeant les employeurs à signaler les plans de «stock options» deux mois avant la mise en œuvre du plan; et

- une deuxième notification, sollicitée au moment où le bureau de la retenue d'impôt sur traitements et salaires (RTS) compétent pour le contrôle de l'employeur projette d'établir la vérification des salaires (art. 136 L.I.R.).

Grâce à cette collecte de données, l'ACD est actuellement en train d'analyser les données qui lui ont été transmises pendant l'année 2016. Au terme de cette analyse, il sera possible de connaître le nombre de plans de «stock options» émis en 2016, sous réserve de certaines limitations techniques et pratiques. Les vérifications par les bureaux RTS étant établies sur la base de critères purement géographiques, les secteurs auxquels appartiennent les employeurs ne sont pas relevés, de sorte qu'une répartition sectorielle ne peut pas être établie. Il est également à noter que les données brutes collectées ne permettent pas de chiffrer le déchet fiscal de manière autonome. Afin d'arriver à une estimation du déchet fiscal des plans de «stock options», l'ACD procède par extrapolation sur base des éléments disponibles. Les chiffres complets de l'année 2016 seront compilés dès que les vérifications auront été finalisées.

Sous réserve des remarques précédentes, l'ACD s'est vue notifier 617 plans de «stock options» pendant l'année 2016, suite à la publication de la circulaire L.I.R. n°104/2bis du 28 décembre 2015. En ce qui concerne le pourcentage des options librement négociables qui tombent sous le point 1.1 de la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012 concernant le régime d'imposition des «stock option plans» et les options individuelles ou options virtuelles qui tombent sous le point 1.2 de cette même circulaire, il échet de noter que le pourcentage des options librement négociables, non cotées en bourse, par rapport à l'ensemble des «stock options» s'élève à quelque 85%. En ce qui concerne les «stock options» tombant sous le point 1.2 de la susdite circulaire, ces dernières sont souvent rattachées à des actions de l'employeur-même, respectivement à des actions du groupe dont l'employeur fait partie. 80 plans répondant aux critères du point 1.2 ont été signalés. Sur la base des chiffres dont dispose l'ACD et compte tenu des incertitudes et variables citées ci-dessus, le déchet fiscal annuel actuel peut être estimé comme se situant entre 150 et 180 millions d'euros. Il est à souligner qu'il s'agit bien du déchet fiscal brut, qui ne tient pas compte des effets dynamiques et favorables que le régime des «stock options» peut susciter pour l'économie dans son ensemble.

Question 2719 (01.02.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **situation des demandeurs d'asile déboutés:**

Les demandeurs d'asile déboutés, qui ne sont pas autorisés à rester dans le pays d'accueil et qui, pour divers motifs, ne retournent pas dans leur pays d'origine, se retrouvent en situation irrégulière et précaire. Vu leur nombre croissant au Luxembourg et en Europe, leur situation devient de plus en plus préoccupante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Combien de demandeurs d'asile déboutés se trouvent encore au Luxembourg, en nombre total et en nombre relatif, par rapport au total des demandeurs d'asile?

2) Combien de ces personnes se trouvent encore dans des structures d'hébergement?

3) Combien de demandeurs d'asile déboutés, en nombre absolu et relatif, se trouvent toujours au Luxembourg depuis plus de six mois, de douze mois et de vingt-quatre mois?

4) Quels sont les pays d'origine les plus fréquents des demandeurs d'asile déboutés mais toujours au Luxembourg?

5) Quelles sont les raisons pour le non-retour des demandeurs d'asile déboutés?

6) Quelles solutions Monsieur le Ministre propose-t-il afin de mettre fin à ces situations irrégulières et précaires?

7) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de négocier des accords bilatéraux avec les pays d'origine ou d'entamer au moins une collaboration étroite avec les États concernés?

Réponse (20.02.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1) à 3) À l'exception des personnes dont la procédure de retour est en cours et qui se trouvent en rétention ou qui font l'objet d'une assignation à résidence, les demandeurs d'asile déboutés sont en mesure de se déplacer librement et de quitter le territoire national à tout moment. Ainsi, le nombre de personnes déboutées se trouvant au Luxembourg varie au jour le jour. Certaines personnes quittent le territoire luxembourgeois de leur propre gré après avoir été déboutées de leur demande de protection internationale, et ceci sans en informer la Direction de l'immigration. Alors que certains déboutés retournent dans leur pays d'origine, d'autres s'installent dans d'autres États membres. Enfin, d'autres restent au Luxembourg, tout en ayant quitté les structures de l'OLAI.

Environ 390 personnes déboutées logent actuellement dans des structures d'hébergement étatiques.

ad 4) Parmi les 390 personnes déboutées qui sont logées dans une structure d'hébergement, 180 personnes sont issues d'un des pays des Balkans occidentaux et 210 sont pour la plupart originaires de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'Ouest.

ad 5) Les raisons de non-retour des demandeurs de protection internationale déboutés peuvent être multiples et diverses. Chaque cas est différent et dépend d'un certain nombre de facteurs. Des personnes déboutées peuvent profiter d'un sursis à l'éloignement pour raisons médicales, voire d'un report à l'éloignement dans des circonstances où un éloignement est, pendant une certaine période, matériellement

et techniquement inexécutable. L'identification des personnes consiste parfois en un exercice épineux qui peut s'étaler sur une période allongée. Cette identification ne se limite pas seulement à la disponibilité des documents d'identification des personnes en question, mais elle dépend dans de nombreux cas aussi de la volonté de coopération du pays d'origine, voire de son ambassade.

Enfin, certaines personnes disparaissent pour se soustraire à une mesure d'éloignement.

ad 6) Afin d'améliorer la coopération avec les pays d'origine, le Luxembourg participe activement à un certain nombre de projets européens. Dans le cadre de ces projets, les États membres intéressés sont en mesure d'échanger leurs expériences et leur savoir-faire.

De plus, le Gouvernement poursuit ses réflexions et analyses sur la mise en place d'une maison de retour sur le long terme. En parallèle, il vient d'être décidé de réaliser une structure semi-ouverte d'urgence au Kirchberg pour faciliter le transfert de personnes sous le règlement dit «Dublin», ainsi que pour simplifier l'éloignement de personnes en séjour irrégulier dont le Gouvernement a la certitude que l'éloignement sera matérialisé dans un futur proche et sans barrières administratives.

ad 7) La Commission européenne dispose d'un certain nombre de mandats de négociation, dont la majorité nous intéresse et concerne particulièrement. En conséquence, il n'est pas possible pour le Luxembourg de négocier, en parallèle, des accords de réadmission avec des pays d'origine pour lesquels la Commission dispose déjà d'un mandat. Toutefois, si utile et à défaut d'un mandat de négociation dans le chef de la Commission européenne, le Luxembourg négocie également des accords de réadmission ensemble avec ses partenaires du Benelux.

Le Gouvernement s'efforce également d'adresser ce sujet lors de réunions bilatérales et multilatérales avec les pays d'origine en question et en s'appuyant sur son réseau diplomatique. En parallèle, l'amélioration de la collaboration avec les pays d'origine se fait aussi au niveau européen à travers des groupes de travail spécifiques auxquels le Luxembourg participe activement.

Question 2720 (01.02.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **maîtres d'enseignement engagés auprès de l'administration pénitentiaire:**

Selon la loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, la fonction de «contremaître-instructeur» relève de la carrière inférieure de l'enseignement et est placée sous l'autorité du procureur général d'État. Dans le cadre de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et des conditions et les modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, ladite fonction, dont l'intitulé a été modifié en «maître d'enseignement», a été reclassée dans le groupe de traitement B1 (carrière moyenne), sous-groupe enseignement secondaire.

De surcroît, le règlement grand-ducal du 17 novembre 2016 fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive, ainsi que de l'examen de promotion des différentes catégories de traitement auprès de l'administration pénitentiaire, abrogeant le règlement grand-ducal du 11 février 1999, ne fait plus mention de la carrière de maître d'enseignement.

Compte tenu de ce qui précède, il semblerait que ni le statut, ni le ressort d'attribution, ni les tâches qui sont conférées aux maîtres d'enseignement ne soient clarifiés.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de la Justice et au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer de quel ressort ministériel relève ladite fonction?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous décrire les tâches exactes qui reviennent à cette fonction?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer qu'une reconstitution des carrières a été effectuée dans le cadre du reclassement de carrières suite à l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 2015?

Q152

Réponse commune (01.03.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les trois questions des honorables Députés concernent les maîtres d'enseignement travaillant dans les centres pénitentiaires du Luxembourg.

ad 1) Par le biais de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, article 43, point II B1., les anciens contremaîtres-instructeurs du Centre pénitentiaire de Luxembourg et du Centre pénitentiaire de Givenich, ainsi que ceux relevant des Centres sociaux-éducatifs de l'État, relèvent dorénavant du régime transitoire de la rubrique «Enseignement» et sont intégrés dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, sous-groupe enseignement secondaire, grade E3, avec un avancement en traitement au grade E3ter après douze années de nomination, à la fonction de maître d'enseignement. Du point de vue de la législation sur les traitements, ladite fonction relève donc de la rubrique «Enseignement». La fonction de contremaître-instructeur relevait déjà de la carrière inférieure de cette même rubrique sous l'ancienne législation sur les traitements des fonctionnaires de l'État où elle était classée au grade E1, avec un avancement en traitement au grade E3 après douze années de nomination.

Par ailleurs, aux termes de l'article 10 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire, le cadre du personnel de l'administration pénitentiaire est placé sous l'autorité du procureur général d'État, qui est le chef d'administration et le chef hiérarchique. Aussi, l'article 16 de la même loi dispose-t-il que la durée du travail hebdomadaire des contremaîtres-instructeurs des établissements pénitentiaires est celle des fonctionnaires occupés dans les services techniques et administratifs desdits établissements.

En ce qui concerne la gestion par objectifs de la fonction publique, comprenant entre autres l'établissement des organigrammes et la définition des postes à responsabilités particulières, il convient d'en rappeler les principes généraux définis à l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et à l'article 16 de loi précitée du 25 mars 2015. En effet, conformément aux articles précités, il revient au chef d'administration, qui, dans le présent cas, est le procureur général d'État, d'établir l'organigramme pour le personnel affecté à son administration et d'y définir en conséquence les postes à responsabilités particulières.

ad 2) À l'heure actuelle, les tâches des maîtres d'enseignement, donc anciennement les contremaîtres-instructeurs, sont définies à l'article 100 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires qui dispose comme suit: «La mission des contremaîtres-instructeurs consiste à assurer la formation professionnelle, partie théorique et pratique, des détenus leur désignés. Ils sont tenus de dresser sur demande du directeur des rapports sur la formation professionnelle par eux dispensée, ainsi que sur le comportement des détenus, en général et en particulier. Les contremaîtres-instructeurs assument la gestion et l'organisation de l'atelier auquel ils sont préposés et exécutent les travaux qui incombent dans le service économique. Les travaux d'entretien et de réparation aux bâtiments, installations techniques, engins mécaniques et mobilier rentrent également dans leurs tâches.»

Des réflexions sont actuellement en cours dans le cadre de la réforme pénitentiaire afin de déterminer dans quelle mesure ces tâches pourraient être redéfinies et adaptées afin de soutenir plus spécifiquement l'objectif général de cette réforme, consistant à améliorer dans toute la mesure du possible les chances de réinsertion sociale des détenus.

ad 3) En application des articles 49 et 50 de la loi précitée du 25 mars 2015, les maîtres d'enseignement sont classés au grade correspondant à leur ancienneté de service, selon le principe général y retenu pour les reclassements de carrière et selon lequel le nouveau classement correspond à «la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur de la même loi ou à défaut à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur».

Question 2721 (01.02.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **recettes générées par les radars:**

Suivant les informations diffusées récemment par les médias luxembourgeois, les radars mis en service à partir du 16 mars 2016 ont flashé 845 fois par jour en moyenne, les recettes générées par ce système de contrôle automatisé se situant à quelque 12,5 millions d'euros en neuf mois et demi.

Considérant que les coûts d'acquisition, d'entretien et de gestion du système ne sont de leur côté pas à négliger, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les recettes globales issues des amendes ont atteint 12,5 millions d'euros jusqu'à la fin de l'année 2016?

- À quel niveau se sont situés les frais d'acquisition, respectivement les frais d'entretien et de gestion du système dans la même période?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les frais totaux de la mise en place du système de contrôle automatisé CSA se chiffrent à environ 11,5 millions d'euros. Ce montant correspond à la fourniture et à l'installation des équipements de terrain fixes et mobiles, les travaux de génie civil en relation avec l'installation des équipements fixes ainsi que la réalisation et la mise en service du Centre national de traitement à Bertrange.

Les frais d'entretien ont atteint 250.000 euros jusqu'à la fin de l'année 2016, y compris les frais pour la liaison des données et les frais d'électricité.

À cela s'ajoutent des frais généraux d'un montant de 1,5 million d'euros, dont les dépenses pour l'impression et l'envoi des courriers ainsi que les salaires d'une trentaine d'agents équivalent temps plein ETP.

Cependant une simple comparaison des 12,5 millions d'euros de recettes en 2016 par rapport aux frais d'acquisition, d'entretien et de gestion du système CSA risque de simplifier à l'excès des questions complexes de la sécurité routière et des coûts réels d'un accident grave ou mortel.

Question 2723 (01.02.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **site «Schëtter Marjal»:**

Nodeems ech schonn zwou Froen iwwert de Schëtter Marjal gestallt hunn an d'Madamm Buergermeeschter vun der Stad sech ëffentlech kategoresch op d'Bebauung vun deem Gebitt behaapt, wollt ech nach dës Froe vun der Madamm Ëmweltminister beäntwert hunn:

1. Gouf d'SUP vu Schëtter Marjal am September 2013 finaliséiert?

2. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt den deemolegen Ëmweltminister schonn am Mee/Juni 2013 säin definitiven Avis zur SUP vu Schëtter Marjal ginn huet, ouni datt déi deen Ament iwwerhaapt ofgeschloss war?

3. Firwat gëtt sech an der SUP op den däitschen an net de lëtzebuergesche Schutzstatus beruff, dee kengesweegs fir all Aarten a béide Länner identesch ass?

4. Wat sinn d'Qualitéitskritäre vum verantwortleche Bureau d'études an no wéi enger wëssenschaftlecher Methodologie gouf geschafft? Op wéi eng Manéier goufen z. B. d'Fliedermausaarten nogewisen?

5. Iwwer wéi en Zäitraum ass d'ekologesch Etüd um Site gemaach ginn? Sinn dobäi saisonal Variatioune berücksichtegt ginn?

6. Firwat geet néierens rieds vun de Vullen um Site?

7. Wéi kann et sinn, datt bei der Sich no geschützten Aarten eng ganz Partie einfach „iwwersinn" goufen, wéi d'Schlingnatter, déi am Summer 2016 offiziell konnt nogewise ginn?

Réponse (28.02.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1.+2. Dës Froe goufe schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2322 beäntwert. Am Résumé nach eng Kéier: Den Ëmweltbericht gouf am September 2013 finaliséiert an definitiv vum Ëmweltministère am Avis vum 16. Juni 2014 behandelt. Dësen Avis ass am Kader vum Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz gemaach ginn.

ad 3. No eiser Aschätzung bezitt sech dës Fro wuel op de Bericht vum Büro Öko-Log, deen d'Flantermais ënnersicht huet an engem Fachbäitrag fir d'SUP. Hei ass effektiv emol rieds vun dem däitsche Schutzstatut, wat effektiv onglécklech ass an der Duerstellung. Un der inhaltlecher Ausso ännert dat awer näischt, well d'Flantermais duerch déi europäesch FFH-Direktiv europawäit deemselwechte Schutzstatut ënnerleien.

ad 4. D'Biotopbilanzéierung vum Ökobüro ass op der Grondlag vum Ökobonus-System gemaach ginn, an der Versioun vum 19. Juni 2013. D'Kartéierung vun 2011 gouf 2013 aktualiséiert.

D'Methodik vun der Flantermausetüd baséiert op enger Terrainsetüd vum Büro Öko-Log, deen d'Methodologie am Kapitel 3 vun der Etüd beschreift. D'Flantermais goufen iwwer fënnef Owender/Nuechten vun enger bis zwou Persoune mat verschiddene mobille Flantermausdetektoren erfaasst. Dobäi kommen iwwer zwielef Nuechten nach Erfaassunge mat automatesche Batcorder. Weiderhi goufe Beem mat Quartéierpotenzial gepréift (Endoskopie).

ad 5. An der Äntwert op d'Fro N°2 an der parlamentarescher Fro N°2563 hunn ech schonn informéiert, dass den Ëmweltministère a sengem Avis vum 16. Juni 2014 drop opmierksam gemaach huet, dass: «il convient de constater que l'évaluation se sera limitée à la seule analyse des impacts potentiels pour les chiroptères à l'exclusion de toute autre espèce bénéficiant du même régime de protection et qui trouverait habitat sur le site en question». Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°2322 matgedeelt, sollt beim Opstelle vum PAP, respektiv spéitestens virun enger Realisatioun vun engem Projet op deem Site, séchergestallt sinn, dass keng Infraktioun mam Naturschutzgesetz gemaach gëtt. D'SUP liwwert heifir vill Informatiounen an och Mesures d'atténuation. Aner Aspekter, déi am Laf vun der Prozedur bekannt gi sinn, mussen, falls e Konflikt mam Naturschutzgesetz oder engem anere Gesetz kann entstoen, an der weiderer Planung opgeschafft ginn.

ad 6. Laut Informatioun vum Ökobüro, deen zesumme mam Büro Öko-Log fir d'SUP zoustänneg war, ass keen Noweis vun Eidechse gemaach ginn am Kader vun hirer Aarbecht. D'Schlingnatter ass zu Lëtzebuerg eng seelen Aart an nëmme lokal verbreet. Si verhält sech onopfälleg an ass gutt getarnt, soudass se a méi oniwwersiichtleche Biotopen nëmme schwéier ze fannen ass. D'Wiederbedéngunge spillen dann och eng wichteg Roll. Méi wichteg wéi d'Spekulatioun iwwert d'Grënn, firwat se net fonnt ginn ass am Kader vum Ëmweltbericht, deen 2013 gemaach ginn ass, ass d'Erkenntnis, dass se nogewisen ass, wat dann och bei der weiderer Entwécklung vum Projet ze berücksichtegen ass. Dorop sinn ech och a mengem Avis vum 13. Oktober 2016 zum Ëmweltbericht, deen am Kader vun der Refonte vum PAG gemaach gouf, agaangen.

Question 2724 (01.02.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **centralisation des participations de l'État au sein de la SNCI:**

En date du 20 janvier 2017, le Conseil de Gouvernement a avalisé le recueil des participations de l'État qui devrait être publié sous peu. En outre le Gouvernement s'est mis d'accord de centraliser les participations de l'État au sein d'une structure commune, la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), afin d'augmenter l'impact et le levier du portefeuille des participations étatiques, d'en professionnaliser davantage la gestion et de garantir une gouvernance transparente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Est-ce que cette décision de centralisation des participations de l'État au sein de la SNCI nécessite un changement de la base légale?

2) Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend déposer un projet de loi?

3) Est-ce que toutes les participations étatiques seront transmises à la SNCI ou y aura-t-il des exceptions?

4) Quelle est la date envisagée pour la finalisation des transferts?

5) Quel sera l'organe responsable pour la nomination des représentants étatiques au sein des conseils d'administration?

6) Qui définira la gouvernance dans les sociétés avec des participations étatiques?

7) Comment est-ce que le Gouvernement veut garantir l'application des critères de bonne gouvernance et de transparence?

8) Qui aura la tutelle et la responsabilité de la SNCI et de toutes les participations étatiques?

9) Monsieur le Ministre de l'Économie avait évoqué des analyses régulières des

participations étatiques. Qui sera responsable pour ces analyses?

10) Quel organe aura le pouvoir de prendre des conclusions de ces analyses et, le cas échéant, de vendre les participations étatiques?

11) La SNCI décidera-t-elle de l'acquisition et de la vente de participations étatiques?

12) Quelle sera la politique en matière de réaffectation des recettes et dividendes provenant des participations étatiques?

13) Est-ce que la Chambre des Députés sera impliquée dans la surveillance et, dans l'affirmative, sous quelle forme?

14) La Cour des comptes sera-t-elle compétente pour le contrôle de la gestion des participations étatiques?

Réponse commune (14.03.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le programme gouvernemental affiche la volonté du Gouvernement de centraliser les participations de l'État au sein d'une structure commune afin d'augmenter l'impact et le levier du portefeuille des participations étatiques, d'en professionnaliser davantage la gestion et de garantir une gouvernance transparente.

La centralisation et la gestion efficace des participations est un sujet complexe aux multiples facettes, qui mérite des études approfondies afin d'asseoir le choix du Gouvernement sur des bases solides.

C'est dans cette optique que la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), de concert avec le Ministère des Finances et le Ministère de l'Économie, a mandaté auprès de l'Université du Luxembourg une étude comparée sur les régimes de participations publiques en vigueur dans d'autres États membres de l'UE et dans des pays tiers. L'étude permettra de dresser l'inventaire des modèles en vigueur dans d'autres pays et d'en identifier les forces et faiblesses afin de dégager des pistes de réflexion pour le cas du Luxembourg.

À des fins de transparence, le Gouvernement vient de publier un recueil des participations recensant les participations directes de l'État dans des sociétés commerciales (sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, groupements d'intérêt économique) et présentant des informations clés pour chacune de ces participations. Le rapport est accessible sur le site Internet du Ministère des Finances sous l'URL suivant:

http://www.mf.public.lu/publications/divers/annuaire_participation_010217.pdf.

Des informations détaillées sur les participations directes de l'État figurent par ailleurs sur le site Internet de la Trésorerie de l'État qui est, de par la loi, chargée de tenir le registre des participations de l'État. La Trésorerie de l'État intégrera à son site Internet les informations supplémentaires pertinentes contenues dans le recueil des participations et les mettra régulièrement à jour.

Le Gouvernement a par ailleurs pris des mesures visant à professionnaliser la représentation de l'État dans les conseils d'administration et à mieux outiller ses représentants pour accomplir leur mission. C'est ainsi que les administrateurs étatiques devront à l'avenir adhérer à un code de conduite que le Gouvernement vient d'arrêter. Ils bénéficieront en outre d'une formation spécifique organisée en collaboration avec l'Institut luxembourgeois des administrateurs (ILA) et l'Institut national de l'administration publique (INAP). Cette formation est destinée à les préparer à la fonction d'administrateur en les familiarisant avec les tâches qui leur incombent au titre d'administrateur représentant l'État dans le conseil d'administration d'une société, voire à approfondir les connaissances des administrateurs en fonctions. Une première session de formations a déjà eu lieu et sera évaluée pour ensuite être proposée de façon régulière.

Question 2725 (01.02.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **particules fines:**

Ces derniers jours, un pic de pollution aux particules fines PM10 a été constaté. C'est une inversion de température bloquant les polluants dans leur ascension qui a créé une accumulation de particules fines dans les basses couches. En date du 24 janvier, l'Administration de l'environnement a recommandé aux populations vulnérables et sensibles de prendre des précautions en évitant les sorties ou toutes activités physiques prolongées en plein air. En outre, la population a été avisée de minimiser l'usage des voitures personnelles et d'éviter l'utilisation des feux de cheminée en foyers ouverts. De nouveaux dépassements du seuil de 50 ug/m^3 pour les PM10 sont également attendus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Monsieur le Ministre et Mesdames les Ministres peuvent-ils m'indiquer quand les seuils de particules fines ont été dépassés ces derniers ans? Existe-t-il une tendance croissante de cette forme de pollution?

2) Quels sont les risques de santé liés à des concentrations élevées de particules fines? Combien de patients ont récemment souffert de maladies causées par des niveaux élevés de particules fines? Ce nombre est-il plus élevé que d'habitude?

3) Le nouveau programme national de la qualité de l'air comprend-il des mesures particulières en ce qui concerne les particules fines? Une campagne de sensibilisation ciblée est-elle prévue?

Réponse commune (14.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10[1]) des différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement a évolué de 27 µg/m^3 en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 12 et 23 µg/m^3 selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m3.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m^3 à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Le nombre de jours avec dépassement varie entre un et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

ad 2) Les études internationales réalisées dans le passé mettent en évidence une responsabilité des particules fines dans l'aggravation et/ou la genèse des allergies respiratoires et de l'asthme en particulier, la survenue de cancers du poumon, la survenue de maladies cardiovasculaires, voire une surmortalité générale. Les études épidémiologiques citées ont cependant été réalisées dans des conditions bien particulières: asthme et allergies à proximité de routes à trafic routier élevé ou dans les zones urbaines polluées. En effet, les particules fines et notamment les particules Diesel peuvent entraîner une réponse inflammatoire et une hyperréactivité bronchique qui sont les caractéristiques fondamentales de la maladie asthmatique.

Les études sur le cancer du poumon concernent surtout les expositions professionnelles (garagistes, conducteurs de camion, mineurs américains). Les études concernant l'exposition particulaire sur le long terme ont démontré une mortalité de cause cardiovasculaire augmentée par rapport à des populations vivant dans des villes à faible pollution atmosphérique particulaire.

Il faut cependant nuancer ces résultats: d'une part, les particules fines sont un groupe chimiquement très hétérogène (particules Diesel, Pollen, moisissures, métaux lourds libérés lors des freinages des voitures...) et les effets de santé sont par conséquent tout aussi divergents.

D'autre part, les symptômes ou pathologies décrites concernent du moins en grande partie des expositions à long terme, répétitives et qui nécessitent en partie des années, voire des décennies à se manifester. Ainsi, à titre d'exemple, une étude européenne ESCAPE (European Study of Cohorts for Air Pollution Effects) portant sur plus de 100.000 personnes dans cinq pays européens a suivi les patients sur une durée de 11,5 ans en moyenne.

Finalement, il ne faut pas perdre de vue que les moteurs Diesel ont sensiblement évolué depuis une vingtaine d'années, avec l'apparition, voire l'obligation de filtres à particules retenant les poussières fines. Par ailleurs, les normes Euro concernant les gaz d'échappement, en passant progressivement de l'Euro 1 en 1993 à l'Euro 6 (Euro-6-Abgasnorm) en 2015, ont conduit à une réduction des émissions nocives.

Les risques sanitaires précités concernent donc plutôt les taux élevés de particules fines chroniques à longue durée que des dépassements spontanés et temporaires. En ce qui concerne les moyennes annuelles des taux de particules fines publiés en mai 2016 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur base des résultats de 2014, le Grand-Duché de Luxembourg est en 32^e position des pays européens qui présentent les taux de PM 2,5 les plus élevés (sur 52 États membres), donc dans la moitié des États les moins pollués (concentration annuelle moyenne de 16,6 µg/m^3, Belgique 16,0 µg/m^3, Allemagne 14,5 µg/m^3). En ce qui concerne les PM 10, le Luxembourg atteint d'ores et déjà les valeurs cibles que l'OMS s'est définie pour l'horizon 2030 avec 18 µg/m^3, valeur cible OMS < 20 µg/m^3).

Comme les particules fines ne constituent pas une maladie en tant que telle, mais engendrent des symptômes divergents (en fonction de la nature chimique des particules et de la susceptibilité humaine individuelle) et des effets à long terme (qui apparaissent au bout d'années d'exposition), il est impossible de reporter les maladies en fonction des niveaux de particules fines et d'établir ainsi une causalité. On peut certes noter une augmentation de crises d'asthme chez les enfants, voire d'insuffisances respiratoires chez les personnes âgées en hiver, mais établir le rapport avec les particules fines n'est pas évident, dans la mesure où d'autres facteurs peuvent interférer également (température, manque de soleil, humidité...).

ad 3) Le projet de programme national de qualité de l'air vise en premier lieu la pollution par les oxydes d'azote et en second lieu la pollution par les particules fines. Bon nombre de mesures visent les deux types de polluants, étant donné que les sources d'émissions sont souvent les mêmes. Néanmoins, le projet de programme comprend également des mesures particulières pour prévenir voire réduire les niveaux de particules fines dans l'air ambiant.

Il s'agit notamment des campagnes d'information et de sensibilisation du public sur les nouvelles dispositions réglementaires en matière de contrôles périodiques obligatoires des installations de combustion alimentées en bois ainsi que sur l'interdiction de l'incinération à l'air libre de déchets. Dans ce contexte, il est également fait référence au projet de développement d'un réseau de collecte et de traitement et de valorisation des déchets de verdure.

Pour faire face aux pics de pollution de particules fines qui peuvent avoir lieu lors de conditions climatiques très défavorables, le Plan national de qualité de l'air prévoit notamment de développer un plan d'action à court terme à déclencher en cas de pics de pollution. En cas de dépassement ou risque de dépassement d'un premier seuil de pollution, des informations et recommandations sont fournies à la population. En cas de dépassement d'un deuxième seuil de pollution, des actions obligatoires voire interdictions peuvent être envisagées.

Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner également les mesures qui ont pour objet d'améliorer d'une manière générale l'information du public sur la qualité de l'air. Il est prévu de développer un indice horaire de la qualité de l'air qui a pour but d'apporter une information facilement compréhensible pour le public et en temps réel sur la qualité de l'air au Luxembourg. Cet indice pourra être consulté, soit via Internet, soit directement via une application pour téléphone mobile.

[1] Particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur à dix micromètres

Question 2726 (02.02.2017) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **conduite autonome:**

La conduite autonome fait partie des grands thèmes de l'avenir dans presque tous les domaines de la mobilité. Elle va révolutionner le quotidien des gens et de l'économie. Les possibilités techniques sont déjà très avancées et les premières voitures équipées de cette technologie révolutionnaire circulent déjà sur les routes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si notre Code de la route autorise la conduite autonome sur nos routes?

- Dans la négative, le Gouvernement entend-il légiférer en la matière?

Réponse (10.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la conformité de la conduite autonome sur les routes luxembourgeoises par rapport à l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé «Code de la route».

La Convention de Vienne sur la circulation routière de 1968 sert pour les parties contractantes, dont le Luxembourg, de base pour la mise en place de leurs réglementations nationales en matière de circulation routière. Selon ladite Convention, «...tout véhicule en mouvement ou tout ensemble de véhicules en mouvement doit avoir un conducteur», disposition qui trouve sa retombée dans le Code de la route.

Actuellement, les sujets de la conduite automatisée et de la conduite autonome sont thématisés dans différents groupes de travail de la Commission économique pour l'Europe près de l'Organisation des Nations Unies à Genève (ONU/CEE). Il s'agit notamment de se mettre d'accord sur une définition commune de ce qu'on entend par conduite automatisée et d'analyser de quelle manière la Convention de Vienne devrait être interprétée ou, le cas échéant, amendée pour ne pas faire obstacle au déploiement de ces nouvelles technologies.

Des premières discussions, il résulte que les dispositions de la Convention ne s'opposent pas à la réalisation d'essais avec des véhicules autonomes sur la voie publique à condition qu'une personne est prête à prendre le contrôle du véhicule et est en mesure de le faire, indépendamment du fait si elle se trouve ou non à l'intérieur du véhicule.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le Code de la route prévoit d'ores et déjà la possibilité de réaliser des tests sur les voies publiques avec de tels véhicules autonomes sous le couvert d'une autorisation exceptionnelle pour des essais scientifiques.

Enfin il est à préciser que mes services suivent de près les discussions en cours au niveau international afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal luxembourgeois et de se préparer ainsi pour le futur.

Question 2727 (02.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **hausse des frais bancaires:**

Le 18 janvier POST Luxembourg - un établissement public détenu à 100% par l'État luxembourgeois - a annoncé une nouvelle tarification applicable à certains de ses services financiers. Les virements papier entre comptes CCP seront désormais facturés à 40 centimes par virement et les frais des virements vers un compte d'un autre établissement bancaire seront doublés de 30 à 60 centimes par virement. Cette hausse des frais pour les opérations en guichet ne constitue pas un fait isolé mais s'inscrit dans une évolution générale à la hausse des frais bancaires au Luxembourg.

Pourtant, la directive européenne 2014/92/UE du 23 juillet 2014 introduit pour tous les États membres de l'Union européenne l'obligation de garantir l'accès à des comptes de paiement assorti de prestations de base pour tous les consommateurs sur leur territoire. Cette offre de prestations de base doit être proposée à titre gratuit ou moyennant des frais raisonnables et ne peut pas se limiter à des services en ligne.

Par ailleurs la directive prévoit que «...les États membres peuvent exiger des établissements bancaires qu'ils mettent en œuvre des systèmes de tarification différents en fonction du niveau d'inclusion bancaire du consommateur, de sorte notamment à pouvoir offrir des conditions plus favorables aux consommateurs vulnérables non bancarisés.» (article 18)

Le projet de loi n°7103 relatif aux comptes de paiement déposé le 16 décembre 2016, qui a comme objet la transposition de ladite directive, n'opte pourtant pas pour cette possibilité.

Partant, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'augmentation des tarifs des opérations bancaires effectuées en guichet constitue une discrimination des personnes qui n'ont pas accès à Internet ou qui ne maîtrisent pas l'utilisation des services bancaires en ligne?

2) Monsieur le Ministre ne croit-il pas que l'introduction d'une réglementation plus stricte - p. ex. un plafonnement ou un échelonnage - des frais pour services bancaires de base s'impose?

3) Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons pour lesquelles il a choisi de ne pas opter pour une transposition plus stricte de la directive européenne?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un établissement bancaire détenu par l'État devrait davantage favoriser l'inclusion bancaire des personnes les plus vulnérables?

Réponse (14.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La définition de la politique de tarification relève de la compétence de la direction des établissements bancaires et de POST Luxembourg. Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter ces politiques.

Le projet de loi n°7103 portant transposition de la directive 2014/92/UE sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base, ne prévoit pas de plafonnement ou d'échelonnage des frais des services bancaires de base afin de ne pas interférer dans la politique commerciale des établissements bancaires et de POST Luxembourg, et ce afin de laisser jouer la libre concurrence entre acteurs financiers. Cette démarche permet aux établissements bancaires et à POST Luxembourg de différencier leurs offres de services et d'offrir aux consommateurs une gamme plus étendue de services qui se distinguent de par leur type, qualité et prix. La directive 2014/92/UE a pour objectif de rendre la tarification plus transparente de sorte que les consommateurs seront en mesure de comparer plus aisément les offres des établissements bancaires.

Dans un souci de protéger les personnes les plus vulnérables, le cadre légal en vigueur au Luxembourg a favorisé l'inclusion financière en accordant aux personnes physiques et morales le droit à un compte chèque postal bien avant que la directive 2014/92/UE n'introduise un droit d'accès à un compte de paiement de base. Le projet de loi n°7103 élargira le cercle des établissements qui seront obligés d'offrir un compte de paiement de base aux consommateurs personnes physiques, dont les personnes les plus vulnérables.

Le projet de loi n°7103 chargera la CSSF de prendre des mesures adéquates pour faire connaître au public l'existence des comptes de paiement de base, leurs conditions tarifaires générales et les procédures à suivre pour exercer le droit d'accès à un compte de paiement de base. Elle veillera à ce que les mesures de communication soient suffisantes et bien ciblées et touchent en particulier les consommateurs non bancarisés, vulnérables et mobiles.

Le Ministre des Finances se permet en outre d'attirer l'attention à la réponse qu'il a apportée, ensemble avec le Ministre de l'Économie Etienne Schneider, à la question parlementaire n°2648 des Députées Martine Mergen et Octavie Modert.

Question 2728 (02.02.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **délai de prescription pour des abus sexuels:**

Des études internationales révèlent qu'un quart des adultes ont subi des violences physiques dans leur enfance et qu'une femme sur cinq et un homme sur 13 ont subi des violences sexuelles dans leur enfance.

En plus, un enfant victime sur deux est agressé par un membre de sa famille, or, dans plus de 95% des cas, le délinquant reste impuni.

Au Luxembourg, le délai de prescription pour des infractions sexuelles est de dix ans après la majorité de la personne concernée. La spécificité et la gravité des violences sexuelles sur les mineurs le rendent pour les victimes pourtant très difficile de les révéler, même arrivées à l'âge adulte.

Des délais de prescription trop courts peuvent priver de nombreuses victimes de leur droit de porter plainte et d'accéder à la justice. En France et au Canada, le délai de prescription a été porté à vingt respectivement à trente ans. Dans certains pays comme la Grande-Bretagne ou la Suisse, ou encore l'État de Californie, les violences sexuelles sont rendues imprescriptibles.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre, combien de plaintes pour abus sexuels ont été déposées depuis 2010 au Luxembourg?

2. Dans combien de cas le recours intenté était prescrit?

3. Dans le cas où le recours était prescrit pour la majorité des plaintes déposées, le Ministre ne juge-t-il pas opportun de modifier l'actuel délai de prescription, soit par un allongement de la durée de prescription à vingt ou à trente ans, soit par une imprescriptibilité?

Réponse (17.02.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Les tableaux n^{os}2 à 6 ci-annexés reprennent les chiffres des procès-verbaux dressés ainsi que des affaires correctionnelles pour abus sexuels.

ad 2. Les tableaux n^{os}7 et 8 reprennent les chiffres des affaires classées sans suite pour raison de prescription.

À noter dans ce contexte que les dénonciations par l'église catholique ont eu lieu en 2012, ce qui explique le chiffre plus élevé.

ad 3. Les tableaux versés renseignent que le nombre de prescriptions est relativement réduit.

Il faut souligner que la situation a évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

Compte tenu de cette modification récente et des changements qu'elle a apportés, il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2729 (02.02.2017) de **Mme Nancy Arendt** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«Minettstram op Pneuen»:**

En novembre 2016 le projet «Minettstram op Pneuen» a été présenté au conseil communal d'Esch-sur-Alzette. Actuellement, deux lignes sont envisagées: l'une allant du nord au sud (Cloche d'Or - Micheville/France) et l'autre transversale reliant Dudelange à Rodange.

Or, l'on se doit de constater que les localités de Rumelange et de Tétange ne seront pas desservies par le «Minettstram», et celle de Kayl seulement en partie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons les localités citées ci-dessus ne seront-elles pas desservies par le nouveau «Minettstram»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun et logique d'inclure les localités en question dans le tracé du «Minettstram»?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant le Bus à haut niveau de service (BHNS) dans la région Sud.

En effet, deux axes de BHNS sont en étude, à savoir l'axe est-ouest et l'axe nord-sud. La liaison transversale est-ouest reliera les agglomérations de Dudelange, Schifflange, Esch-sur-Alzette, Belval, Belvaux et Differdange avec un prolongement vers le parking relais P&R à Rodange. Le tracé de la liaison transfrontalière nord-sud reliera la capitale à la zone frontière française (Micheville) en passant par Leudelange et via l'autoroute A4 par Belval. L'axe nord-sud fera l'interface avec le tramway au pôle d'échange Cloche d'Or et avec l'axe est-ouest à un nouveau pôle d'échange à Raemerich.

Le choix du tracé est-ouest a été effectué en fonction des potentialités futures de fréquentation en considérant le réseau CFL avec ses gares, les centralités urbaines existantes et les principales zones de développement à l'horizon 2020 et 2030, tout en tenant compte du fait que la zone d'attractivité théorique d'une station de BHNS est de 500 mètres à vol d'oiseau. La couverture territoriale est optimisée par le réseau CFL ainsi que par les lignes de bus TICE assurant une liaison régulière et à fréquence élevée ensemble avec les stations du BHNS.

Il est à noter que le BHNS est un système de transport en commun dont les principales caractéristiques sont une fréquence élevée, un parcours rationalisé préférant un itinéraire en sites propres ainsi qu'un système de priorité aux feux tricolores des carrefours, garanties par des aménagements spécifiques.

Le tracé de la liaison transversale est-ouest a été choisi en vue d'atteindre les objectifs et de remplir les caractéristiques d'un système de transports en commun à un niveau de service élevé. Il est donc vrai que les localités de Rumelange et de Tétange ne sont pas directement desservies par le BHNS actuellement en étude. Par contre, par un concept cohérent avec un réseau de TICE adapté et le réseau ferroviaire des CFL, ces localités ne seront pas à l'écart du BHNS.

Question 2730 (02.02.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mesure 224 du «Zukunftspak»:**

Selon le «Zukunftspak», la mesure n°224 libellée «Comptabilité agricole payante» devrait engendrer des économies au niveau du budget de l'ordre de 120.000 euros par an.

Au cours de la réunion du 6 novembre 2014 de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, Monsieur le Ministre a souligné que dorénavant la comptabilité agricole ne sera pas d'office payante. La comptabilité économique générant les données utiles à la gestion de la politique agricole du pays dans son ensemble ne serait pas visée, mais seulement la comptabilité fiscale. La réglementation exacte de cette mesure resterait toutefois à définir et l'impact sur le revenu des exploitations agricoles serait minimal.

La transposition de cette mesure a cependant pour conséquence que le Service d'économie rurale demeure le dernier service auprès duquel les exploitations agricoles peuvent encore profiter d'une subvention pour la gestion d'une comptabilité agricole. Selon mes informations, les conventions y relatives avec d'autres organisations n'ont plus été prolongées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1) Pour combien d'exploitations agricoles la comptabilité est actuellement effectuée par le Service d'économie rurale?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Service d'économie rurale sera disposé à accepter la gestion de la comptabilité agricole de toutes les exploitations agricoles qui, en raison de la transposition de la mesure n°224 du «Zukunftspak», doivent maintenant assumer l'intégralité des coûts pour la gestion de leur comptabilité?

3) Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (14.03.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Le nombre actuel d'exploitations agricoles, viticoles et horticoles faisant leur comptabilité auprès du Service d'économie rurale s'élève à 880.

ad 2) Le Service d'économie rurale est disposé à accepter la gestion de la comptabilité agricole de toutes les exploitations agricoles qui, en raison de ladite mesure, font une demande auprès de la division de la comptabilité dans la limite des ressources humaines disponibles.

Au moment actuel, la division de la comptabilité occupe 22 comptables correspondant à 19,75 équivalents temps plein pour effectuer les comptabilités des 880 exploitations. Un comptable à temps plein s'occupe donc en moyenne de 45 entreprises. Or, le volume de travail qui peut être presté par un comptable ayant une certaine expérience professionnelle varie entre 40 et 45 comptabilités agricoles selon la taille de l'exploitation et la complexité des productions. Les comptables du SER travaillent donc déjà à la limite de leurs possibilités.

On peut préciser que le nombre d'exploitations effectuant leur comptabilité au Service d'économie rurale par contre n'a diminué que peu au cours des dernières années (- 6% depuis 2010). Ceci est dû au fait que les exploitations effectuant une comptabilité économique sont en majorité des exploitations viables dont la reprise est garantie. Par contre elles ne cessent d'augmenter en taille et en complexité, ce qui se reflète surtout au niveau des opérations de la TVA, de la production d'énergies renouvelables et des activités accessoires. Face à cette complexité croissante des secteurs agricole, viticole et horticole et face à un certain nombre d'obligations dans le cadre des politiques nationales et européennes, la division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles a redéfini et étendu la prestation de ses services: comptabilisation selon la méthode au net en matière de la TVA, saisie et calcul de nouveaux indicateurs agroenvironnementaux, etc.

Ainsi, les comptabilités ont vu augmenter le nombre moyen des saisies comptables par exploitation de 25% entre 2010 et 2015. Le nombre total des saisies a augmenté de 857.630 en 2010 à 1.013.380 en 2015.

Évidemment, au cours des années à venir, le nombre d'exploitations effectuant leur comptabilité au Service d'économie rurale va diminuer suite au processus de restructuration du secteur agricole, ce qui va libérer des disponibilités au sein du Service d'économie rurale.

Ainsi, le Service d'économie rurale prend note des demandes respectives et les gère sur une liste d'attente.

Une analyse approfondie du Service de la comptabilité et de l'entraide agricole du SER sera entamée, avec la finalité d'exploiter au mieux les informations du réseau comptable agricole dans l'intérêt général des producteurs, notamment pour mettre en place des indicateurs susceptibles d'encadrer le développement des pratiques agricoles durables, tel que l'agriculture de précision.

ad 3) Sans objet.

Question 2731 (03.02.2017) de **MM. Lex Delles** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**élevage extensif:**

Après la mort de plusieurs bovins de l'espèce «Galloway» dans un pâturage à Mensdorf, la question se pose si l'élevage extensif pendant toute l'année pour la production de la viande «Naturschutz Fleesch» est adapté au Luxembourg.

De plus, il nous a été rapporté qu'un grand nombre de bêtes amenées dans les abattoirs ne répondent pas aux exigences sanitaires relatives à la production de viande, car atteintes de maladies diverses (infestation vermine ou parasitaire).

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Quel est le nombre de bêtes transportées dans nos abattoirs et pour lesquelles il s'avère que leur état de santé ne remplit pas les critères sanitaires nécessaires à la production de viande?

2. Pour quelles raisons ces bêtes ne sont plus comestibles?

3. Est-ce que ces bêtes sont issues de l'élevage extensif?

4. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que l'élevage de ces animaux à des fins comestibles constitue un gaspillage de ressources naturelles?

Réponse (17.02.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. En principe ne peuvent être transportés à l'abattoir que des animaux en bonne santé et aptes au transport. Ces conditions sont contrôlées à l'abattoir par les vétérinaires-inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires lors de l'examen ante mortem. Les animaux montrant des pathologies, conduisant à la saisie totale de l'animal, ne sont acceptés à l'abattage et sont euthanasiés et les cadavres sont éliminés au clos d'équarrissage.

Néanmoins, certaines lésions ne sont décelées qu'à l'examen post mortem des carcasses et suivant le cas peuvent conduire à une saisie totale (entièreté de la carcasse) ou partielle (certaines parties de la carcasse ou organes tels que foie, cœur, poumon).

Les chiffres des bovins adultes abattus dans les abattoirs au Luxembourg sont les suivants (en parenthèses le nombre des saisies totales):

2015: +/- 24.000 bovins abattus (28 saisies);

2016: +/- 25.000 bovins abattus (27 saisies).

Ces chiffres montrent que le pourcentage de carcasses saisies dans les abattoirs au Luxembourg est faible (+/- 0,1%).

ad 2. Les motifs de saisie totale sont de nature diverse et les plus fréquents sont les suivants: maladie généralisée, infestation parasitaire, présence de résidus de médicaments ou autres substances en quantité supérieure aux niveaux fixés par la législation, cachexie.

ad 3. Les services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs ne disposent pas d'informations concernant les résultats d'inspection des bovins dont la viande est commercialisée sous le label «Naturschutz Fleesch» puisque tous ces

animaux sont abattus dans un abattoir en Belgique.

ad 4. Sans objet.

Question 2732 (03.02.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **modifications apportées au site Internet «Legilux»:**

Récemment le site «legilux.public.lu» a été retravaillé afin d'optimiser la recherche en ligne. Or, s'il est vrai que le Ministère d'État a publié à ce propos un communiqué publié sur le site du Gouvernement, il semblerait que les professionnels, et en tout premier lieu la magistrature, n'aient pas été informés des changements, de sorte que de nombreux professionnels ne se sont aperçus du changement qu'au moment de leurs recherches.

Or, les changements vont au-delà d'un simple «relooking». La nouvelle version exige de la part de ses utilisateurs une autre approche dans la manière même d'opérer des recherches. Si tout est question d'habitude, certains professionnels ont eu, au moins au début, du mal à s'adapter et à effectuer les recherches nécessaires à l'exercice de leur profession, et d'aucuns regrettent l'ancienne version.

D'après nos informations, le Ministère de la Justice n'était pas non plus au courant de la mise en place d'une nouvelle version du portail en question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'État ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre de la Justice confirme-t-il nos informations, à savoir que son Ministère ignorait, tout autant que les professionnels, qu'une nouvelle version du portail submentionné avait été mise en place? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il nous dire pourquoi le Ministère de la Justice n'a pas été informé?

2. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il, préalablement à la mise en place de la nouvelle version du portail submentionné, informé les professionnels et notamment les juridictions judiciaires et administratives des changements intervenus et pourquoi aucune séance de formation n'a été offerte le cas échéant?

3. Le Ministère de la Justice et les professionnels du droit ont-ils été consultés par le Gouvernement dans le cadre des travaux de lancement de la nouvelle version du portail en question? Dans la négative, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faille faire le point sur la nouvelle version du portail en associant les professionnels dans le but d'optimiser réellement le portail?

4. En tout état de cause, le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il soit opportun à l'avenir d'informer de manière adéquate et au préalable tant les avocats que les magistrats?

Réponse commune (28.02.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre aux Relations avec le Parlement,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. En date du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé la refonte complète du Mémorial, Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce contexte, la modernisation du site «legilux.public.lu» a constitué un élément-phare de l'évolution de la divulgation de la législation luxembourgeoise. Le Conseil de Gouvernement a précisé dans sa séance précitée que la refonte du portail «legilux.public.lu», qui est censé rester le point d'accès à la législation luxembourgeoise, est axée autour de la facilité de recherche, de la convivialité et du «linked open data». Le site a été entièrement repensé afin d'offrir aux professionnels du droit, au public et aux machines un accès le plus ouvert possible aux données, de rendre les recherches aisées, performantes et exhaustives, permettant ainsi aux usagers un accès aux données selon les domaines auxquels ils s'intéressent.

Lors de la séance du Conseil de Gouvernement du 11 novembre 2016, la nouvelle mise en page du Journal officiel ainsi que la façon d'identifier de manière unique et sans équivoque l'acte législatif électronique, basée sur les règles du web sémantique en conformité avec les exigences d'implémentation de ELI (European Legislation Identifier), ont été présentés.

ad 2. Le site «legilux.public.lu» a été inauguré en 2002. Depuis cette date, aucune mise à jour du site n'a été effectuée. En analysant, au fil des années, les besoins exprimés par les utilisateurs de «legilux.public.lu» (notamment les professionnels du droit mais également les citoyens non juristes) au cours de nombreux échanges, les responsables du site ont constaté qu'une modernisation du portail de recherche devenait de plus en plus pressante.

En 2016, il a dès lors été décidé de mettre tous les efforts possibles dans le projet de modernisation de «legilux.public.lu» afin de pouvoir offrir très rapidement aux usagers, souvent mécontents des recherches somme toute assez limitées et peu satisfaisantes que permettait de faire l'ancienne version de «Legilux», une recherche et un design plus performants basés sur une infrastructure et un moteur de recherche modernes et puissants, ouverts à l'interprétation des données par les machines, accessibles pour les malvoyants, permettant une consultation aisée pour les tablettes et les smartphones, le tout en conformité de la directive européenne «PSI» sur l'accès et la réutilisation des données publiques.

Dans cette optique, tous les textes législatifs, incluant certains codes, ont été convertis au format ouvert et structuré dans une nouvelle base de données «Casemates», sous le contrôle de l'État et hébergée auprès des instances étatiques. Avec cette structuration, la consolidation systématique des actes législatifs devient possible à la suite de leur publication au Journal officiel, une des demandes majeures des utilisateurs.

Alors que l'interface du site «Legilux» a changé et que les outils de recherche sont devenus plus intuitifs, les grands domaines de recherche sont restés sensiblement les mêmes (Mémorial A, Mémorial B, Mémorial C, codes, recueils, archives). Il est clair cependant que «tout est question d'habitude», comme l'indiquent d'ailleurs les honorables Députés à juste titre, et que chaque changement d'un site informatique demande quelque temps d'adaptation en vue de se familiariser avec la nouvelle interface. Pour combler le malaise que pouvaient provoquer les changements opérés et le temps d'adaptation nécessaire à certains professionnels du droit pour se familiariser avec lesdits changements, ce qui, il est vrai, avait été sous-estimé par les responsables de la refonte, des séances de formation ont été organisées pour la magistrature en date des 6, 13 et 20 janvier 2017, peu de temps après la mise en ligne du nouveau site, le 2 janvier 2017, à l'instar des formations offertes aux personnes intéressées à la Chambre des Députés et aux groupes et sensibilités politiques. Pour les utilisateurs, un fichier d'aide est mis à disposition.

ad 3. Le Ministère de la Justice et les professionnels du droit n'ont pas été consultés de manière officielle dans le cadre des travaux de lancement de la nouvelle version du portail en question, mais, comme indiqué ci-dessus, préalablement de nombreux échanges non officiels ont été menés avec les usagers réguliers du site en vue de répondre le mieux à leurs attentes et desiderata.

Le Gouvernement salue toute critique constructive pouvant mener à une constante amélioration des outils de recherche du droit sur «legilux.public.lu» et reste à l'écoute de tous les utilisateurs du site. Les premiers retours d'expérience ont d'ailleurs été intégrés rapidement dans les dernières mises à jour du site (notamment: amélioration de la recherche dans les codes).

ad 4. Le Gouvernement, dont l'intention n'était nullement d'informer les avocats et les magistrats de manière inadéquate, redoublera d'effort pour les tenir informés des futures évolutions envisagées (notamment par le biais des «News» affichées sur le site «legilux.public.lu») et pour mieux les associer dès la phase d'élaboration des changements projetés.

Question 2733 (03.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **desserte des gares de Munsbach et de Wecker:**

Meinen Informationen zufolge plant die staatliche Eisenbahngesellschaft CFL, dass die Züge des Regionalexpresses (RE) zwischen Trier und Luxemburg künftig nicht mehr an den Bahnhöfen Wecker und Münsbach halten sollen.

Laut dem aktuellen Fahrplan halten die Züge 39-mal täglich an besagten Bahnhöfen und werden von vielen Einwohnern der Region sowie zahlreichen Grenzgängern genutzt. So fährt in Münsbach z. B. die Buslinie 742 viele Reisende vom Bahnhof zu ihrem Arbeitsplatz im „Parc d'activité Syrdall".

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister die oben genannten Informationen bestätigen?

- Wenn ja, was sind die Gründe für diese Entscheidung?

- Befürchtet der Minister nicht, dass der Großteil der bisherigen Bahnbenutzer fortan mit dem Privat-PKW zur Arbeitsstelle fahren wird?

- Sind weitere Fahrplanänderungen vorgesehen?

- Gedenkt der Minister Alternativen im öffentlichen Transport anzubieten?

- Ist der Minister der Meinung, dass diese Entscheidung im Einklang ist mit den Zielen der Regierung vermehrt Leute dazu zu bewegen, auf den öffentlichen Transport umzusteigen?

Réponse (14.02.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Mit der parlamentarischen Anfrage Nummer 2733 vom 3. Februar 2017 will sich die Frau Abgeordnete Françoise Hetto-Gaasch über die Bedienung der Haltestellen Münsbach und Wecker durch die Züge der RE-Linie Luxemburg-Trier-Koblenz erkundigen.

Im Jahr 2016 hat die CFL eine Studie bei einem spezialisierten Schweizer Büro in Auftrag gegeben, um die Ursachen der Verspätungen auf den verschiedenen Strecken des luxemburgischen Eisenbahnnetzes zu analysieren, sowie ein neues verbessertes Konzept für den Fahrplan 2018 zu erarbeiten.

Zum einen wird der neue Fahrplan so gestaltet, dass sich die Verspätungen der Züge deutlich verringern werden. Auf der anderen Seite geht es darum, die zwei neuen, strategisch wichtigen Haltestellen Howald und Pfaffenthal-Kirchberg in den Fahrplan zu integrieren. Der neue Fahrplan 2018 wird am 10. Dezember 2017 in Kraft treten. Ab dem gleichen Zeitpunkt werden auch die beiden vorhin genannten Haltestellen bedient.

Der neue Fahrplan ist zum jetzigen Zeitpunkt jedoch noch nicht definitiv festgelegt. Die Diskussionen sind noch nicht abgeschlossen, sodass ich noch keine genauen Angaben betreffend der Bedienung der beiden Haltestellen Münsbach und Wecker geben kann.

Ich werde zusammen mit der Eisenbahngesellschaft im Frühjahr eine Pressekonferenz organisieren wo wir jegliche Neuerungen detailgenau vorstellen werden.

Question 2734 (03.02.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **stratégie «Digital(4)Education»:**

Le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse a présenté au printemps 2015 la stratégie «Digital(4)Education».

Cette dernière a été conçue pour adapter l'école aux défis du 21e siècle, notamment à un marché du travail sur lequel les compétences numériques seront à court terme de plus en plus estimées.

Afin de permettre aux élèves de se familiariser avec les nouvelles technologies d'information et de communication (TIC), et d'en tirer pleinement profit dans les salles de classe, le ministère a lancé, entre autres, les projets «MathemaTIC» et «Digital classroom».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- En ce qui concerne les deux projets susmentionnés, Monsieur le Ministre a-t-il déjà un bilan des premières expériences vécues sur le terrain? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Étant donné que le ministère a mis à disposition de tous les élèves l'environnement numérique «Office365», le ministre peut-il m'informer sur le nombre des élèves et des enseignants qui en profitent effectivement? Qu'en est-il de l'application «MathemaTIC»?

- Combien de lycées et d'écoles fondamentales offrent actuellement des «classes Ipad»? De quels établissements scolaires s'agit-il?

- Quels lycées disposent actuellement d'un journal de classe électronique (type WebUntis)? Est-ce que le ministère souhaite élargir cette offre à tous les lycées et également aux écoles fondamentales?

Réponse (14.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

1. Utilisation d'Office 365 pour l'éducation

Avec Office 365 pour l'éducation, le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) couvre les besoins de l'ensemble de la communauté scolaire. Depuis la mise à disposition gratuite d'Office 365 pour le monde de l'éducation au Luxembourg, mon ministère se réjouit du succès rencontré auprès des enseignants et des élèves qui sont désormais plus de 38.600 à l'utiliser, dont 30.500 élèves et 8.100 enseignants et personnel administratif. (voir les détails ci-dessous)

Office 365 pour l'éducation offre un accès gratuit

- à la communauté enseignante,

- aux élèves du fondamental et du secondaire et

- au personnel administratif et technique.

De plus, en constituant une large palette d'outils, il favorise les usages collaboratifs à l'école comme par exemple:

- Messagerie électronique Outlook (50 Go pour la messagerie, calendriers partagés et contacts),

- Skype for Business (pour la messagerie instantanée et les conférences audio et vidéo),

- SharePoint Online (voir notre politique de sites collaboratifs «eduSites»),

- OneDrive pour le stockage et le partage de documents personnels (5 To).

Environ 93.000 élèves et 13.000 enseignants et agents administratifs bénéficient d'un programme ambitieux

Comme le CGIE a souscrit à Office Pro Plus pour couvrir toutes les licences de son parc informatique, les 44.553 élèves du secondaire, les 48.449 élèves du fondamental et les 13.000 enseignants et agents administratifs peuvent profiter parallèlement des programmes «Student Advantage» et «Work at home». Ces programmes leur permettent de bénéficier gratuitement de la suite applicative Office Pro Plus (Outlook, Word, Excel, PowerPoint, Access, Publisher, Infopath, Lync) sur cinq PC ou Mac, mais également sur cinq tablettes Windows ou iPad, et sur cinq Smartphones (Windows Phone, Android, iPhone).

Sont tout particulièrement plébiscités les usages collaboratifs, le niveau de garantie quant à la confidentialité et la sécurité des données personnelles ainsi que les économies réalisées.

En effet, à côté des applications de bureautique bien connues comme Word, Excel, Powerpoint et Outlook et les applications mobiles comme p. ex. OneDrive et OneNote, toutes parfaitement intégrées, Office 365 propose des évolutions intéressantes vers une nouvelle génération d'un environnement de collaboration souple et facile à utiliser aussi bien à l'école qu'en dehors de l'école.

Statistiques d'utilisation de Office 365 (situation février 2017)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Utilisation de OneDrive (stockage et partage de données dans le Cloud)

Espace de stockage total dans le Cloud	29,7 To
Augmentation de l'espace de stockage par mois	2,5 To
Nombre total de fichiers	>10.000.000
Nombre total de fichiers «actifs» par jour	150.000
Nombre de comptes utilisateur activés	38.600
Nombre moyen d'utilisateurs actifs par jour	3.500

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Utilisation / Installations de Office Pro Plus sur des appareils privés

Le contrat-cadre Microsoft Campus & School Agreement - Enrolment for Education Solutions (CASA - EES) renouvelé en janvier 2017 permet à tous les utilisateurs d'installer sur leurs stations de travail fixes, portables ou sur leurs dispositifs mobiles la suite Office 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Sites collaboratifs Office Groupe / Sharepoint

Nombre total	3.363
Nombre moyen de sites actifs par jour	600

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Utilisation de la messagerie électronique Outlook

Espace de stockage utilisé pour les mailboxes 1,7 To

Moyenne des mailboxes actives par jour 8.000

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Classes mobiles et connectées (Classe iPads)

Après que plusieurs scénarios didactiques sur tablettes ont été créés dans le contexte de travaux de candidature et mis en œuvre dans diverses classes, notamment de la Formation professionnelle, il s'est avéré que ces stratégies d'apprentissage ne génèrent pas seulement un grand enthousiasme auprès des élèves, mais permettent aussi de travailler de façon hypermédia, par compétences et de créer une valeur ajoutée indéniable non seulement pour l'élève, mais également pour l'enseignant.

C'est ainsi que certains lycées ont décidé de créer à la rentrée 2015-2016 plusieurs classes qui participent au projet «Digital Classroom Lëtzebuerg» (DCL). Le tableau ci-dessous renseigne les lycées pilotes qui participent au programme DCL, le nombre de classes iPads par lycée ainsi que le nombre de dispositifs mobiles utilisés.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Dans le contexte de cette démarche, certes novatrice, mais déjà éprouvée, tous les élèves desdites classes ont été équipés de tablettes numériques. L'encadrement des enseignants qui prennent en charge ces classes est déjà en cours. Les lycées respectifs et le CGIE, en collaboration étroite avec l'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN), leur proposent un accompagnement didactique et organisent des visites dans des écoles à l'étranger afin que les tablettes ne restent pas dans les placards, mais soient utilisées de façon conséquente pour que leur énorme palette de fonctionnalités ne permette pas seulement à notre communauté scolaire de mieux apprendre, mais également et avant tout de se préparer réellement à un XXIe siècle marqué par la communication, la collaboration, la création, la digitalisation et l'information.

Étant donné que l'équipement informatique des écoles fondamentales est à charge des communes, le CGIE ne détient pas le nombre exact de tablettes qui sont utilisées dans l'enseignement fondamental. Or, comme la majorité de ces iPads est gérée à travers le programme DEP de Apple, ce nombre peut actuellement être estimé à 1.200 dispositifs.

Journal de classe électronique

Actuellement, le journal de classe électronique WebUntis est utilisé dans 32 établissements secondaires et secondaires techniques, à savoir:

1. Athénée de Luxembourg
2. Atert-Lycée Redange
3. CNFPC Esch/Alzette
4. CNFPC Ettelbruck
5. École de la 2e chance
6. École de commerce et de gestion
7. Lycée des Arts et Métiers
8. Lycée Bel-Val
9. Lycée classique Diekirch
10. Lycée classique Echternach
11. Lycée de Garçons Esch/Alzette
12. Lycée de Garçons Luxembourg
13. Lycée Josy Barthel Mamer
14. Lycée Hubert Clement Esch/Alzette
15. Lycée Michel Lucius
16. Lycée Michel Rodange
17. Lycée du Nord
18. Lycée Robert Schuman
19. Lycée technique Agricole
20. Lycée technique de Bonnevoie
21. Lycée technique du Centre
22. Lycée technique Esch/Alzette
23. Lycée technique d'Ettelbruck
24. Lycée technique Lallange
25. Lycée technique Mathias Adam
26. Lycée technique pour Professions de Santé
27. Maacher Lycée
28. Lycée Nic-Biever Dudelange
29. Lycée technique hôtelier Alexis Heck
30. Nordstadlycée
31. Schengenlycée
32. Sportlycée

Il est prévu d'étendre l'utilisation du journal de classe électronique à tous les lycées dans la mesure où il est possible d'équiper les salles de classes du lycée avec un poste de travail fixe respectivement de garantir la connectivité du réseau de sorte que l'enseignant puisse se connecter avec un dispositif mobile de type ordinateur portable ou tablette.

WebUntis est une application avec des fonctions d'horaires et plans d'études, livre de classe et agenda. Avec WebUntis, les enseignants des lycées pourront

- consulter des horaires et des plans d'études en ligne,

- gérer les absences des élèves,

- inscrire les contenus de leurs cours et

- consulter les disponibilités des salles.

Les élèves peuvent s'inscrire à des cours, consulter en ligne (via Internet ou bien moyennant une application) leur plan d'études ainsi que les horaires.

2. Le projet MathemaTIC

Avec MathemaTIC, l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques prennent le tournant numérique. Le nouvel outil concrétise l'ambition du programme gouvernemental d'agir sur les facteurs qui influencent durablement la qualité de l'enseignement dans les classes. Projet phare de la stratégie «Digital(4) Education», il répond à l'objectif de celle-ci de mettre les nouvelles technologies au service de la pédagogie pour faciliter l'apprentissage et améliorer la réussite. Coordonné par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), MathemaTIC s'adressera après sa finalisation aux élèves et enseignants des cycles 3 et 4 de l'enseignement fondamental et du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

Pour accompagner le développement, la mise en place et l'évaluation de MathemaTIC, le SCRIPT a constitué une équipe composée de collaborateurs du service, d'enseignants du fondamental et du secondaire, d'experts du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), de l'Université du Luxembourg (LUCET), du ministère français de l'Éducation nationale (DEPP) qui travaille étroitement avec les experts de la société canadienne Vretta qui ont mis au point cet environnement d'apprentissage.

Plus-values de MathemaTIC:

- Mobilité: Fonctionnant sur PC, tablette et smartphone, la plateforme MathemaTIC est accessible 24h/24, 7jours/7.

- Plan d'études luxembourgeois: MathemaTIC a été spécifiquement développé pour l'apprentissage des mathématiques à l'école luxembourgeoise. Il développe les compétences visées dans le plan d'études de l'école fondamentale.

- Apprentissage personnalisé (adaptive learning): MathemaTIC se fonde sur une technologie de pointe qui s'adapte au profil de l'élève. L'outil prend en compte le rythme de progression et les besoins individuels de chaque élève pour l'aider à avancer dans ses apprentissages.

- Multilinguisme: MathemaTIC fonctionne en quatre langues: allemand, français, portugais et anglais. Apprendre les mathématiques devient un plaisir qui ne dépend plus de la compréhension de la langue.

- Feedback instantané: Avec MathemaTIC, l'enseignant peut à tout moment suivre les acquis et le progrès de l'élève et de la classe: le niveau de maîtrise des acquis, la durée nécessitée pour un apprentissage, les notions acquises ou à compléter... MathemaTIC permet dès lors à l'enseignant d'encadrer chaque élève de façon ciblée, en fonction des besoins de celui-ci.

Implémentation de MathemaTIC dans les établissements scolaires

MathemaTIC est actuellement mis à l'essai dans une phase pilote qui s'étend de septembre 2015 à juillet 2017.

- Au cours de l'année scolaire 2015-2016, la phase pilote a impliqué plus de 1.000 élèves et 100 enseignants de 40 écoles fondamentales ainsi que du régime préparatoire de sept lycées.

- À partir de la rentrée 2016, l'offre de MathemaTIC a été généralisée pour tous les élèves et enseignants du cycle 4. Le tableau suivant indique le nombre de participants au projet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À partir de septembre 2017, MathemaTIC sera progressivement mis à la disposition de tous les élèves et enseignants des classes du cycle 3 de l'enseignement fondamental et dans les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

Un premier bilan

La première année d'essai de MathemaTIC sur le terrain des établissements scolaires visait à apprécier l'intérêt des enseignants et des élèves pour cet environnement d'apprentissage numérique. Un premier bilan montre que la majorité des élèves prennent beaucoup de plaisir à utiliser MathemaTIC pour apprendre les mathématiques ou revoir les points qu'ils ne comprennent pas en classe.

La possibilité de changer la langue à tout moment est une des caractéristiques les plus appréciées par les élèves du cycle 4. Ainsi, ils aimeraient continuer à travailler avec MathemaTIC au prochain cycle et encourageraient aussi les autres élèves à l'utiliser.

En ce qui concerne les enseignants qui participent au projet MathemaTIC, la majorité d'entre eux témoignent que le contenu de MathemaTIC est bien aligné sur le plan d'études dans la discipline «mathématiques». Le projet répond aux différents besoins d'apprentissage de leurs élèves, en aidant ces derniers à apprendre les mathématiques de façon stimulante et surtout en plusieurs langues.

Les enseignants sont également satisfaits de l'accompagnement offert par le SCRIPT tout au long du projet. Ceci inclut des visites en classe par des personnes ressources du SCRIPT et des sessions de formations continues. Ces dernières visent l'intégration de MathemaTIC dans les pratiques pédagogiques en permettant aux enseignants de réfléchir, d'échanger et de questionner leurs pratiques en classe et de s'inspirer des expériences de leurs collègues.

Q156

Question 2735 (03.02.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **transports en taxi pris en charge par la CNS:**

Conformément à l'article 136 des statuts de la CNS, «les transports en taxi sont pris en charge pour le trajet le plus court entre le lieu d'embarquement de la personne protégée et le lieu où elle obtient les soins, soit sur la base d'un minimum de six euros et quarante cents (6,40 €) par déplacement, soit sur la base d'un montant par kilomètre d'un euro et soixante cents (1,60 €) pour un trajet simple, respectivement de quatre-vingts cents (0,80 €) pour un trajet comportant retour de la personne transportée au point de départ».

Or, il me revient que plusieurs compagnies de taxi, agréées par le comité directeur de la CNS, refusent catégoriquement de transporter des patients vers les établissements de soins, lorsque ce déplacement leur paraît peu rentable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de transports en taxi ont été pris en charge par la CNS en 2016?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de parer à cette situation?

Réponse (16.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En 2016, le nombre de patients pour lesquels la CNS a pris en charge la part opposable des frais de transports en taxi s'élevait à 2.821 personnes. Pour la même année, le montant total pris en charge par l'assurance maladie au titre des frais de transports en taxi s'élevait à 4.151.759 €.

Le montant prévu par les statuts ne constitue qu'une contribution aux frais incombant aux assurés devant subir un des traitements médicaux en série limitativement prévus par les statuts de la CNS et ne vise pas à couvrir l'intégralité des frais mis en compte par les entreprises de taxis.

L'article 2 de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence consacre le principe de la liberté de la fixation des prix sauf dérogation exceptionnelle, de sorte qu'un comportement tel que celui qui a été décrit par l'honorable Député est imaginable.

Q157

Question 2736 (03.02.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**épandage de lisier:**

Wie mir aus verschiedenen Informationsquellen zugetragen wurde, sowie auch in der landwirtschaftlichen Presse zu lesen war, sollen die gesetzlich vorgeschriebenen Ausbringungstermine für Gülle in Luxemburg geändert werden.

Ein dementsprechender Vorschlag der luxemburgischen Regierung soll von der EU-Kommission angenommen worden sein. Die Güllesperrfrist soll künftig, je nach Region, vom 1. Oktober bis zum 15. Februar dauern.

Zurzeit gilt die Sperrfrist vom 15. November bis zum 15. Februar.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1) Wird Luxemburg in Zukunft in zwei Regionen aufgeteilt in Bezug auf die gesetzlich vorgeschriebenen Gülleausbringungstermine? Was sind die Gründe für diese Entscheidung?

2) Wie werden in Zukunft die Vorschriften im Detail aussehen?

3) Wann sollen diese Änderungen in Kraft treten?

4) Welche Auswirkungen wird dies auf die vorgeschriebene Güllelagerkapazität haben?

Réponse (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Anfang 2014 konnte die jetzige luxemburgische Regierung ein neuerliches Vertragsverletzungsverfahren abwehren, indem sie die damals von der EU-Kommission als unerlässlich erachteten Bestimmungen in luxemburgisches Recht umsetzte (Règlement grand-ducal du 28 février 2014 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture). Bis zu diesem Zeitpunkt war die Nitratverordnung 91/676/CEE aus dem Jahr 1991 noch nicht vollständig umgesetzt. Somit blieben lediglich jene Bestimmungen, die im Rahmen eines im Juni 2013 eröffneten EU-Pilot-Verfahrens auf dem Prüfstand.

Im Rahmen des vorgesehenen strukturierten Dialogs (EU-Pilot) wurden verschiedene Vorschläge diskutiert. Die EU-Kommission hat sich aber noch nicht zu einzelnen Vorschlägen geäußert, sondern wird erst in Kenntnis aller geplanten respektive bereits umgesetzten rechtlichen Bestimmungen eine Entscheidung treffen. Die luxemburgische Regierung bemüht sich, eine mit dem EU-Recht konforme Lösung zu finden und so ein förmliches Vertragsverletzungsverfahren zu vermeiden.

ad 1) + 2) Eine Entscheidung in puncto Ausbringungstermine wurde noch nicht getroffen. Aufgrund der Feststellungen der EU-Kommission, welche unter anderem die derzeit gültigen Ausbringungsverbotsperioden als unzureichend erachtet, hat die luxemburgische Regierung als eine Maßnahme eines Gesamtpakets folgenden Vorschlag unterbreitet:

Sperrfrist für schnell wirkende organische Dünger (Gülle, Jauche...):

- auf Ackerland (exklusive temporärem Grünland): 1. Oktober bis 15. Februar

- auf Dauergrünland sowie temporärem Grünland:

- Gutland, außer Überschwemmungsgebiete: 16. November bis 15. Februar

- Ösling sowie Überschwemmungsgebiete: 1. Oktober bis 15. Februar

Die Gründe auf welchen dieser Vorschlag fußt sind unter anderem die unterschiedlichen pedo-klimatischen Bedingungen mit einer regional unterschiedlich hohen Nitratauswaschung während der Wintermonate. Die erhöhte Nitratauswaschung während der Wintermonate wird untermauert durch langjährige Wasserqualitätsdaten.

ad 3) Derzeit ist es nicht möglich, einen genauen Termin zu nennen. Einerseits bedarf es der Zustimmung der EU-Kommission zum gesamten Maßnahmenpaket. Zudem ist diese Maßnahme ein Bestandteil des sich in Ausarbeitung befindlichen zukünftigen Nitrat-Aktionsprogrammes, welches die gesamte legislative Prozedur durchlaufen muss.

ad 4) Derzeit ist laut geänderter großherzoglicher Verordnung vom 24. November 2000 eine Güllelagerkapazität von sechs Monaten erforderlich. Da der längste Zeitraum, in dem das Ausbringen von schnell wirkenden Düngern verboten ist, sich auf 4,5 Monate erstreckt, hat die Ausdehnung der Sperrfrist keine Auswirkung auf die gesetzlich vorgeschriebene Lagerkapazität.

Question 2737 (03.02.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **fermeture des CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas:**

Le règlement grand-ducal du 4 février 2016 concernant la réglementation temporaire de la circulation sur divers chemins repris du canton d'Esch-sur-Alzette en cas d'enneigement et de verglas prévoit dans ce cas de figure une interdiction de conduire sur le CR 174 entre Hussigny et Differdange, le CR 176 entre Lamadelaine et Vesquenhaff, le CR 176A entre le CR 176 et Lasauvage, à l'exception des riverains et de leurs fournisseurs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les motifs et les procédures de la décision de l'interdiction de circulation en cas d'enneigement et de verglas?

- Les chemins repris en question seront-ils desservis en cas d'enneigement et de verglas par le service hivernal des ponts et chaussées?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle situation serait problématique notamment pour les services de secours qui, en cas d'enneigement et de verglas, risquent d'avoir de grosses difficultés à accéder au lieu d'un incident éventuel au vu de l'absence de salage ou de déblaiement de la voie publique?

- L'interdiction de la circulation sera-t-elle contrôlée par la police en cas d'enneigement et de verglas?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations concernant la fermeture des chemins CR 174, CR 176 et CR 176A en cas d'enneigement et de verglas.

Les tronçons de chemins repris énumérés ci-dessus ne permettent pas aux services de l'Administration des ponts et chaussées d'intervenir sur-le-champ en cas de déclenchement d'une alerte hivernale. De même est-il que ces chemins ne sont pas considérés comme «axes principaux» et prioritaires. Ainsi, ils seront assujettis à un déblaiement après que ces axes seront dégagés.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger le fait que le canton Sud comporte 255,3 km de routes étatiques y inclus la liaison Micheville et d'autres axes prioritaires avec une sur-largeur et dont l'intervention hivernale nécessite un certain laps de temps.

La signalisation mise en place est celle du C,2 avec un panneau additionnel «en cas d'enneigement et de verglas». Le Code de la route (Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955) stipule alors que:

«Le signal C,2 indique que l'accès est interdit dans les deux sens aux conducteurs de véhicules et d'animaux, à l'exception des riverains et de leurs fournisseurs.»

Donc il n'y a pas lieu de parler de difficultés essentielles, vu que l'accès restera toujours autorisé pour les riverains et fournisseurs.

À cela s'ajoute que l'article 140 du Code de la route stipule au sujet de la vitesse et de la maîtrise que:

«Les usagers doivent se comporter raisonnablement et prudemment, de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation ou à ne pas causer un dommage aux personnes ou aux propriétés publiques ou privées. (Règl. g.-d. du 23 juillet 1963)

Tout conducteur doit conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule ou de ses animaux. Il doit notamment tenir compte de la disposition des lieux, de leur encombrement, du champ de visibilité, de l'état de la chaussée ainsi que de l'état et du chargement de son véhicule.»

À noter qu'au cas où les chemins repris en question ne seraient pas dégagés par les services des ponts et chaussées et que leur utilisation mettrait en danger leurs usagers, un message via les canaux usuels sera diffusé.

Le contrôle de cette interdiction de circulation par les agents de la Police grand-ducale est effectué de la même manière que toute autre infraction aux dispositions du Code de la route.

Question 2738 (03.02.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **rééducation cardiaque:**

La rééducation ou réadaptation cardiaque est une procédure réalisée en milieu spécialisé (hôpital) afin de restaurer ou d'augmenter les capacités physiques d'un patient présentant une maladie cardiovasculaire (accident cardiaque comme un infarctus; opération comme p. ex. le remplacement d'une valve cardiaque) et afin d'améliorer le pronostic vital. Une telle rééducation cardiaque est effectuée par un kinésithérapeute sous la responsabilité d'un cardiologue.

Or, selon nos informations, suite à la réforme de la nomenclature des actes et services de kinésithérapie, celle-ci ne prévoit plus de code pour la rééducation cardiaque (code ZK71: entraînement à l'effort et rééducation respiratoire éventuelle après affection cardiovasculaire aiguë, sous surveillance médicale; code ZK72: entraînement à l'effort après affection cardiovasculaire aiguë, traitement en groupe de maximum cinq personnes sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier, par participant).

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces actes de rééducation cardiaque ne sont plus prévus par la nomenclature et par conséquent plus remboursés par la CNS?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette décision?

- Dans la négative, quels sont les nouveaux codes prévus dans la nomenclature concernant la rééducation cardiaque?

Réponse (13.02.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au 1er janvier 2017 la nomenclature concernant les actes et services des masseurs-kinésithérapeutes a été modifiée et ne comporte effectivement plus de position concernant la rééducation cardiaque. Il convient toutefois de noter que cette modification n'a pas d'impact ni sur les droits des assurés, ni sur les droits des prestataires.

Avant la réforme en question la nomenclature des masseurs-kinésithérapeutes comportait effectivement un chapitre 8 intitulé «Rééducation après affection cardiovasculaire aiguë, tout acte compris» avec deux positions:

«ZK71 - Entraînement à l'effort et rééducation respiratoire éventuelle après affection cardiovasculaire aiguë sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier»

et

«ZK72 - Entraînement à l'effort après affection cardiovasculaire aiguë, traitement en groupe de maximum cinq personnes, sous surveillance médicale et effectué en milieu hospitalier, par participant».

Les libellés des deux actes contenaient expressément la condition de la surveillance médicale et du milieu hospitalier. La décision de réserver la réadaptation cardiovasculaire au milieu hospitalier avait été prise par la Commission de nomenclature en 2003. La nomenclature initiale adoptée par le règlement grand-ducal du 21 décembre 1993 ne prévoyait pour les deux positions que la seule surveillance médicale et au début ce genre de traitement était dispensé uniquement au CHL. Aussi à l'époque les traitements de kinésithérapie en milieu hospitalier étaient dispensés tant par des kinésithérapeutes salariés que par des kinésithérapeutes libéraux.

Au fil du temps des kinésithérapeutes établis dans des cabinets de kinésithérapie ont commencé à dispenser les prestations prévues sous les codes ZK71 et ZK72 de la nomenclature. Dans ce cadre la surveillance médicale ne pouvait pas être garantie ce qui, en novembre 2003, avait amené la Commission de nomenclature à ajouter la condition du milieu hospitalier aux libellés des actes en question. Les membres de la Commission de nomenclature étaient d'avis qu'il fallait réserver la réadaptation cardiaque aux kinésithérapeutes libéraux travaillant en milieu hospitalier. Les textes et la programmation informatique furent adaptés en ce sens.

Or, depuis plusieurs années, les kinésithérapeutes exerçant en milieu hospitalier le font sous le régime d'un contrat de travail, de sorte que la mise en compte des prestations en question se faisait non pas par la facturation des positions afférentes de la nomenclature des kinésithérapeutes, mais par la facturation par l'hôpital des unités d'œuvre correspondantes selon les conditions et les modalités prévues par la convention conclue entre la CNS et la FHL.

Les statuts de la CNS prévoient la prise en charge de la rééducation cardiaque au niveau du chapitre 6 intitulé «Rééducation fonctionnelle et réadaptation, réadaptation psychiatrique, rééducation gériatrique et rééducation cardiaque» qui dispose que le traitement ambulatoire dans un service de rééducation cardiaque d'un hôpital est pris en charge selon les modalités prévues à l'article 142 desdits statuts et par la convention conclue entre la CNS et l'FHL.

La procédure d'autorisation applicable figure à l'article 83 des statuts qui dispose que «les traitements ambulatoires dans un service de rééducation cardiaque d'un hôpital sont soumis à une autorisation du CMSS. Cette autorisation est accordée sur déclaration écrite appuyée d'une ordonnance médicale contenant le diagnostic ainsi qu'une motivation justifiant le traitement en milieu hospitalier ambulatoire. En première intention l'autorisation est accordée pour une période de deux mois. Sur ordonnance médicale motivée une prolongation peut être accordée pour une durée supplémentaire de deux mois.»

À noter encore qu'en l'espèce la confusion peut provenir du fait que les établissements hospitaliers facturant des unités d'œuvre de kinésithérapie sont obligés de mentionner au niveau du «Leistungsnachweis» la prestation correspondante de la nomenclature des actes et services de kinésithérapie, ceci afin de permettre à la CNS de décompter aux établissements la participation personnelle des assurés sur certains types de traitements de kinésithérapie. L'abrogation des positions en question au niveau de la nomenclature a soulevé des interrogations au niveau des établissements hospitaliers concernés. Cette confusion vient d'être clarifiée entre-temps avec les représentants des établissements hospitaliers concernés.

Question 2739 (06.02.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **problématique du radon:**

En réponse à la question parlementaire n°2681 du 17 janvier 2016 concernant la problématique du radon, Madame la Ministre de la Santé a précisé que des mesures de la concentration du radon se font à l'aide d'un détecteur passif, exposé pendant trois mois durant la période hivernale, dans une ou plusieurs pièces habitées de la maison. Le jour même de la réponse à la question susmentionnée, les soussignés ont reçu dans leur boîte aux lettres un tel détecteur passif.

Or, selon nos informations, l'envoi d'un détecteur passif n'a pas été réalisé pour les autres citoyens concernés par la problématique du radon et le fait que les soussignés ne souhaitent aucunement être privilégiés par rapport aux autres citoyens, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-il prévu de faire un envoi groupé de type «toutes boîtes» de détecteurs passifs dans les régions à risque du nord du pays respectivement d'envoyer au moins un flyer d'information et de sensibilisation sur base duquel les citoyens pourraient, le cas échéant, commander un tel détecteur?

- Dans l'affirmative, quand un tel envoi pourrait-il avoir lieu?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (28.02.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Dans le but de réduire les risques liés à une exposition au radon dans les habitations existantes, il faudra inévitablement agir sur plusieurs niveaux, dont notamment:

- la sensibilisation du public;

- la réalisation de mesures pour déterminer la concentration du radon;

- la mise à disposition d'expertises pour conseiller quant aux remédiations;

- le développement de la compétence nécessaire pour réaliser les travaux de remédiation.

Tous ces éléments rentreront dans le plan d'action national radon dont la publication est prévue pour fin 2018. Ce plan définira aussi plus concrètement les campagnes de sensibilisation, et ceci sur un calendrier de plusieurs années.

Pour rappel, l'étude menée en hiver 2015-2016 a principalement permis de mieux quantifier l'étendue de la problématique radon dans l'air au Luxembourg avec l'établissement d'une carte des zones prioritaires radon. Actuellement, la Division de la radioprotection de la Direction de la santé vise un renforcement de sa capacité en ressources humaines pour étoffer les campagnes de mesures de la concentration du radon et pour mieux conseiller le public. En parallèle, elle projette la création d'une formation spécifique en assainissement s'adressant aux corps de métiers du bâtiment et l'offre d'une première session avant la publication du plan d'action national radon.

Une distribution «toutes boîtes» pourrait être un des moyens d'atteindre un grand nombre de participants dans les régions cibles. Par contre, un envoi groupé d'exposimètres n'est pas à l'ordre du jour. En effet, seule une partie des habitants porte un intérêt à la mesure du radon dans leur domicile ou bien au lancement de mesures d'assainissement en cas de concentrations élevées.

Je tiens finalement à souligner, comme je l'ai fait dans ma réponse à la question parlementaire n°2681, que des mesures de la concentration du radon ont été offertes gratuitement à tous les habitants du pays qui en ont fait la demande ou qui ont contacté mes services pour obtenir des renseignements à ce sujet. L'envoi de détecteurs passifs aux adresses privées des honorables Députés, Martine Hansen et Marco Schank, ne fait donc aucunement preuve d'un privilège, mais plutôt d'une transparence absolue dans ce dossier.

Question 2740 (06.02.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **prix des services de communications électroniques:**

De nos jours, les entreprises fournissant des réseaux publics de communications électroniques et/ou des services de communications électroniques accessibles au public proposent leurs services presque exclusivement sous forme d'offres combinées. Qu'il s'agisse du téléphone portable seul, de la combinaison téléphone mobile / téléphone fixe / Internet voire même de la combinaison téléphone mobile / téléphone fixe / Internet / télévision par câble, le consommateur respectivement le client peut choisir parmi d'innombrables offres correspondant, à en croire la publicité, au mieux à ses besoins individuels.

D'après une étude comparative menée dans cinq pays par l'IBPT (Institut belge des services postaux et des télécommunications), le pendant belge de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), les tarifs des produits télécoms au Luxembourg se situeraient «en général au-dessus de la moyenne des tarifs». Pour une offre «quadruple play» (Internet, télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile) par exemple, la moyenne pondérée par pays montrerait qu'à presque 100 euros par mois, le tarif au Luxembourg serait près de deux fois plus élevé qu'en France.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- D'après la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) est chargé de veiller à ce que les entreprises offrant des services de communications électroniques au public publient des informations «comparables, adéquates et actualisées (...)». Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser comment sont définies exactement la comparabilité, l'adéquation et l'actualisation des informations en question?

- Dans quelle mesure, de quelle manière et dans quel laps de temps ces informations sont-elles recueillies par l'ILR?

- En cas de non-respect de la réglementation par un fournisseur de services, quelles sont les démarches entreprises par l'ILR? Existe-t-il des statistiques sur les infractions à la réglementation en vigueur? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils les communiquer?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de l'étude comparative de l'IBPT citée ci-dessus? Dans l'affirmative, que pensent-ils de la différence de tarifs constatée et comment l'expliquent-ils?

- Dans la mesure où la comparaison des différentes offres des entreprises de communications s'avère de plus en plus difficile pour le consommateur, voire que des consommateurs se voient contraints de souscrire à des offres combinées pour une partie desquelles ils n'ont aucun besoin, que pensent Messieurs les Ministres d'un outil de comparaison tarifaire tel que celui mis en place par l'IBPT (www.meilleurtarif.be)? L'introduction d'un tel outil au Luxembourg serait-il envisageable? Si oui, dans quel délai? Si non, pour quelles raisons?

Réponse (09.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'institut luxembourgeois de régulation (ILR) a adopté en 2012 un règlement n°12/164/ILR, pris en exécution des articles 9, 14 et 72 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les ser-

vices de communications électroniques, qui oblige les fournisseurs de services de communications électroniques à publier des fiches descriptives pour chaque offre à destination des consommateurs. Un modèle standardisé de la fiche à utiliser obligatoirement par les opérateurs est téléchargeable à partir du site Internet de l'ILR. La publication des fiches selon un modèle standardisé a pour but d'informer les consommateurs et leur permet de comparer les offres afin de sélectionner celles qui correspondent le mieux à leurs profil et besoins.

Ces fiches signalétiques standardisées doivent être publiées sur les sites Internet des opérateurs. On peut également y accéder via le lien que l'on trouve sur le site Internet de l'ILR sous la rubrique «particuliers/communications électroniques/informations utiles/fiche signalétique».

Ces fiches doivent être actualisées au fur et à mesure que des offres nouvelles sont proposées.

Tout manquement aux dispositions de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques est passible de sanctions, conformément à l'article 83 de cette loi.

Jusqu'à présent, deux opérateurs ont été sanctionnés pour le non-respect de cette l'obligation.

Il est à noter que l'ILR a publié sur son site Internet en juin 2016 une étude comparative des tarifs et offres proposés (fin 2015) par les fournisseurs relevant de sa compétence. Une nouvelle étude analysant les offres en vigueur fin novembre 2016-début janvier 2017 est actuellement en cours d'élaboration.

La mise en place d'un outil de comparaison tel que celui mis à disposition par le régulateur belge IBPT avait été étudiée dans le passé, mais en raison du coût très élevé (le coût s'élevait à ± 600.000.- euros), l'ILR avait décidé de renoncer à la réalisation de ce projet.

L'étude comparative publiée par l'IBPT en Belgique compare les tarifs appliqués par les opérateurs dans six pays, à savoir les trois pays du Benelux ainsi que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'ILR a d'ailleurs été consulté dans le contexte de cette étude.

Quant à la différence des prix pratiqués de part et d'autre, il est à noter que les opérateurs sont libres de fixer le prix des services qu'ils offrent. L'existence d'un environnement concurrentiel caractérisé par une multitude d'acteurs favorise l'apparition d'offres très variées et diversifiées aussi bien au niveau du prix qu'au niveau des services couverts.

L'ILR a publié un communiqué au sujet de l'étude comparative de l'IBPT en décembre 2016. Il relève que les prix pratiqués par les opérateurs luxembourgeois ne sont pas systématiquement plus élevés. Par exemple pour la téléphonie fixe ou le mobile avec utilisation intensive, les tarifs luxembourgeois sont inférieurs à la moyenne en tenant compte de la différence de pouvoir d'achat.

Cependant, selon l'étude de l'IBPT, le Luxembourg est plutôt cher en ce qui concerne la connexion fixe à Internet en ultra-haut débit.

La comparaison des tarifs ne permet certes pas d'assurer que les services comparés sont de qualité et de fiabilité égales. Les différences de prix peuvent aussi en partie refléter des différences de coûts. Rappelons que le Luxembourg dispose d'une très bonne couverture en ce qui concerne le réseau fixe avec un débit allant jusqu'à 100 Mbit/s. Il peut en résulter un coût moyen plus élevé que celui qu'ont à supporter les opérateurs d'autres pays qui ne raccordent que les bâtiments qu'ils peuvent atteindre au moindre coût.

Question 2742 (06.02.2017) de **MM. Gusty Graas** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant la **grippe:**

En dépit d'une campagne de vaccination antigrippale poussée, on constate une vague d'infections grippales les dernières semaines dans notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre de vaccinations antigrippales effectuées durant la saison 2016-2017?

Q158

- Est-ce qu'il est prévu d'intensifier les efforts afin que la population à risque se mette à ce type de vaccination?

- Est-ce que les autorités communales sont impliquées dans les programmes de vaccination antigrippale? Est-ce qu'elles pourraient prendre en charge les frais afférents?

- Les ministres ne croient-ils pas que les frais de vaccination antipneumococcique pour la population à risque et âgée de plus de 65 ans devraient être pris en charge par la CNS?

- Est-ce que l'incidence des infections grippales est la même dans les pays limitrophes?

Réponse commune (02.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le nombre de vaccinations antigrippales effectuées peut être estimé par le nombre de vaccins antigrippaux vendus par les grossistes luxembourgeois en médicaments:

- mi-2014 à mi-2015:	45.137
- mi-2015 à mi-2016:	43.917
- mi-2016 à mi-février 2017:	55.006

L'assurance maladie a pris en charge environ 40.100 vaccins antigrippaux pour la période de septembre 2016 à janvier 2017.

Chaque année, une campagne de sensibilisation et d'information à l'intention du grand public est organisée par le Ministère de la Santé, ayant pour but de promouvoir la vaccination contre la grippe saisonnière avant le début de la saison épidémique et de rappeler les règles d'hygiène classiques permettant d'éviter ou de limiter la propagation du virus saisonnier. Il est rappelé que le vaccin est offert gratuitement aux personnes âgées de 65 ans et plus, ainsi qu'aux personnes souffrant de maladies chroniques (cœur, poumons, reins,...) indépendamment de leur âge. À partir du 1er mars 2017, le vaccin sera également pris en charge pour les femmes enceintes.

Annuellement le Ministère de la Santé fait également appel au sens de responsabilité du personnel médical et soignant, et d'ailleurs de toutes celles et ceux qui sont en contact direct avec les personnes les plus vulnérables. Il est primordial que les professionnels de la santé se fassent vacciner contre la grippe, afin de protéger les personnes à risque, à savoir les personnes âgées, les malades chroniques et les enfants.

Ainsi, en 2016, les actions suivantes ont été organisées:

- Un communiqué de presse a été transmis à l'ensemble de la presse écrite et parlée en octobre (http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2016/10/grippe-saisonniere/index.html).

- L'affiche existante, destinée aux personnes de plus de 65 ans, a été traduite en luxembourgeois, imprimée et diffusée.

- Les dépliants d'information disponibles ont été actualisés selon les nouvelles recommandations et diffusés dans les secteurs respectifs.

- Une affiche reprenant les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses, et destinée aux femmes enceintes, a été élaborée et diffusée auprès des maternités et des médecins gynécologues.

- Un mailing comportant les affiches, les dépliants, ainsi que les recommandations vaccinales du CSMI, a été adressé aux médecins, cliniques, hôpitaux, pharmacies, maisons médicales, CNS, maisons de soins et maisons de retraite.

- Des annonces de presse, destinées à rappeler aux professionnels de la santé l'importance de la vaccination annuelle contre la grippe saisonnière, ont été publiées dans le magazine de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), et une annonce destinée principalement aux personnes âgées a été publiée dans le «Marienkalender».

- Un spot vidéo rappelant les gestes d'hygiène et recommandant le vaccin contre la grippe a été diffusé via les écrans des pharmacies.

Les honorables Députés posent encore la question de l'implication des autorités communales dans les programmes de vaccination antigrippale. Une telle implication n'est pas prévue au niveau de la convention modifiée du 28 mars 2001 conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie et portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe.

La collaboration active des communes par l'organisation de journées de promotion de la santé et des actions allant dans ce sens est toutefois à saluer. Une autre implication p. ex. au niveau des vaccinations elles-mêmes nous semble plus difficile à concevoir.

Concernant la vaccination contre les infections invasives contre le pneumocoque, le CSMI recommande la vaccination - en plus de celle des enfants - des populations à risque et des personnes âgées de 65 ans et plus selon un schéma précis, et ce depuis juillet 2015. Il ne recommande un rappel que chez les personnes à risque. Il est prévu que les partenaires concernés entament les réflexions relatives à une prise en charge du vaccin chez les adultes en fonction des recommandations susdites.

À l'instar d'autres pays européens, les Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale luxembourgeois s'inquiètent cependant du nombre insuffisant de personnes vaccinées et du déficit de confiance d'une partie de la population envers cette vaccination.

La vaccination se heurte à des barrières et des doutes quant à son efficacité et sa sécurité, et parfois les patients sont convaincus qu'il existe d'autres manières de se protéger.

Des campagnes de désinformation contestant les bienfaits des vaccinations recommandées contribuent à fragiliser la confiance des patients.

Le Ministère de la Santé continuera donc de rappeler l'importance de la vaccination antigrippale et prévoit d'intensifier ses efforts en ce qui concerne l'information objective et la sensibilisation à la vaccination en général afin de faire face aux préjugés «antivaccination» et de protéger ainsi la santé de la population et la santé publique.

Question 2743 (07.02.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **droits d'accise sur les produits de tabac:**

Dans sa réponse du 22 décembre 2016 à la question parlementaire n°2605, Monsieur le Ministre des Finances n'a soufflé mot quant à une éventuelle augmentation des droits d'accise sur les produits de tabac, alors que cette question lui avait été concrètement posée.

Un mois plus tard, le Gouvernement réuni en conseil décide de procéder à diverses augmentations. Un communiqué du Ministère des Finances du 20 janvier 2017 précise dans ce contexte que les adaptations précitées s'inscrivent dans la mise en œuvre du Plan d'action de lutte contre le tabagisme 2016-2020 du Ministère de la Santé.

Nous notons enfin que l'ensemble des droits d'accise autonomes et autres ont globalement été revus à la hausse à l'exception de l'accise à percevoir sur les cigares et les cigarillos.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il justifier l'urgence à la base du règlement grand-ducal du 24 janvier 2017 ayant pour objet d'augmenter divers droits d'accise?

- Ne serait-il pas plus logique de fixer les droits d'accise à payer au début d'une année fiscale?

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer pour quelle raison l'accise à percevoir sur les cigares et les cigarillos n'a pas été revue à la hausse?

- De l'avis du Ministre des Finances, combien de recettes supplémentaires l'augmentation des divers droits d'accise va-t-elle générer?

Réponse (07.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le droit communautaire en matière de taxation des produits de tabacs prévoit, en ce qui concerne les cigarettes et le tabac fine coupe, que l'exigence minimale ad valorem soit exprimée en fonction du prix moyen pondéré de vente au détail. Ce prix sert de référence aux fins du calcul du poids des accises spécifiques dans la charge fiscale totale et ce aux fins d'assurer notamment des conditions de concurrence neutres pour tous les fabricants.

La directive 2011/64/UE du Conseil du 21 juin 2011 concernant la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés stipule dans son article 8 que le prix moyen pondéré de vente au détail est calculé par référence à la valeur totale de l'ensemble des cigarettes mises à la consommation, basée sur le prix de vente au détail toutes taxes comprises, divisée par la quantité totale de cigarettes mises à la consommation. Il est établi sur la base des données concernant toutes les mises à la consommation effectuées l'année civile précédente.

Les données nécessaires pour faire les calculs du prix moyen pondéré de vente au détail des cigarettes et du tabac fine coupe sont disponibles au plus tôt à partir du 1er janvier de chaque année.

Afin de se conformer aux exigences communautaires de taxation minimale relative aux produits du tabac, le cas échéant, et de faire entrer en vigueur les adaptations tarifaires au plus vite, le Ministre des Finances a eu recours, comme dans le passé, à la procédure de l'urgence.

Au vu des ventes comparativement réduites et stagnantes de cigares et cigarillos ainsi que du fait que la taxation de ces produits dépasse déjà le seuil minimal européen, il n'y avait pas lieu d'augmenter l'accise.

Présupposant un statu quo du volume de ventes pour l'année courante par rapport à l'année précédente, les recettes supplémentaires pourraient se chiffrer à quelque cinq millions d'euros.

Question 2744 (07.02.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **promotion du vin luxembourgeois:**

La Présidence luxembourgeoise de 2016 a été une occasion propice pour promouvoir le Luxembourg et ses produits. Il m'a été rapporté que les vignerons luxembourgeois ont pu proposer leurs meilleures cuvées pour accompagner des repas de délégations, réceptions et autres manifestations. Ceci était une opportunité unique pour nos producteurs de présenter la qualité de nos vins à un très large public.

Les ambassades du Luxembourg promeuvent notre pays en continu. Or, il semble que lors de réceptions, repas officiels ou autre, l'on ne sert généralement que du vin produit par l'Institut viti-vinicole. Vu que ce vin n'est pas commercialisé, il importe peu de le promouvoir dans le monde entier.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Combien de bouteilles de vin et crémant sont produites chaque année par l'Institut viti-vinicole?

2) Combien de bouteilles sont distribuées aux ambassades à travers le monde? Ces bouteilles sont-elles également utilisées en guise de cadeau pour des délégations ou ambassadeurs d'autres pays?

3) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ne pense-t-il pas que les ambassades pourraient promouvoir davantage les vins de la Moselle en servant régulièrement et systématiquement des vins de nos producteurs?

Réponse commune (15.03.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) L'Institut viti-vinicole a produit les quantités suivantes exprimées en litres:

- en 2012 ont été produits 16.178 litres dont 10.378 l de vin et 5.800 l de crémant;

- en 2013 ont été produits 15.110 litres dont 7.760 l de vin et 7.350 l de crémant;

- en 2014 ont été produits 26.625 litres dont 20.535 l de vin et 6.090 l de crémant;

- en 2015 ont été produits 23.710 litres dont 17.830 l de vin et 5.880 l de crémant;

- en 2016 ont été produits 15.810 litres de vin.

ad 2) Les quantités de bouteilles de vin produites par l'Institut viti-vinicole et distribuées gracieusement aux ambassades sont variables d'année en année. Ainsi, en 2014, 6.228 de ces bouteilles ont été distribuées, en 2015, 6.396, et en 2016, 4.656.

Il appartient aux ambassadeurs de décider s'ils souhaitent offrir ces bouteilles en cadeau; il n'existe pas de relevé du nombre de bouteilles de l'Institut viti-vinicole éventuellement offertes en cadeau.

ad 3) Les ambassades commandent, en plus du vin de l'Institut viti-vinicole, des vins, crémants, liqueurs, eaux-de-vie et bières auprès d'autres fournisseurs luxembourgeois. Ainsi, alors que de 2014 à 2016, 17.280 bouteilles ont été fournies par l'Institut viti-vinicole, sur cette même période, 17.462 bouteilles ont été commandées auprès d'autres fournisseurs luxembourgeois par les ambassades. Celles-ci servent donc régulièrement des alcools de nos producteurs; elles organisent également des dégustations d'alcools luxembourgeois et facilitent les contacts entre les producteurs luxembourgeois

qui le souhaitent et les autorités de leurs pays d'accréditation.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes sert également des alcools de producteurs luxembourgeois aux visiteurs étrangers en déplacement à Luxembourg au cours de repas de travail.

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes promeut ainsi régulièrement et systématiquement les alcools des producteurs luxembourgeois, à l'étranger comme au Grand-Duché.

Question 2746 (08.02.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **déchets de jardin:**

De Statssekretär fir Nohaltegkeet huet viru Kuerzem eng nei Verwäertungsmethod vu Gréngschnëtt virgestallt. Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Emweltverwaltung, zesumme mam Maschinnen- a Betribshilfsring eng Léisung fonnt huet, fir den ufalende Gréngschnëtt an der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft an dem Wäibau weiderzeverwäerten an esou Energie ze produzéieren. Den Här Statssekretär geet dervun aus, dass e mat dem ganzen Heckeschnëtt aus dem Land praktesch 600 Haiser dat ganzt Joer laang kéint hëtzen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Nohaltegkeet an der Madamm Minister fir Emwelt dës Froe stellen:

- Wei kënnt den Här Statssekretär zu dëser Berechnung respektiv wéi vill Heckeschnëtt fält pro Joer am Land un, wëssend, dass eisen Informatiounen no eng deementspriechend Etüd, déi de Potenzial vum Gréngschnëtt soll berechnen, eréischt am Mäerz 2017 soll fäerdeggestallt ginn?

- Ass bei dëser Berechnung och den Energieverbrauch berechent gi vum:

1) Transport vum Gréngschnëtt bis bei déi zwielef regional Sammelplazen;

2) Ufaart/Offaart vum Häcksler bei/vun de Sammelplazen;

3) Transport vum Holzhäcksel bei d'Verbrennungsanlagen;

4) d'Dréchne vum Holzhäcksel?

- Laut eisen Informatioune soll d'Häckselgutt weder bei eis gedréchent nach hei am Land verwäert ginn, mä et géif an d'Ausland gefouert ginn. Kënnen den Här Minister fir Nohaltegkeet an Madamm Minister fir Emwelt eis dat bestätegen? Wa jo, wou gëtt dat Häckselgutt hintransportéiert, gedréchent a verwäert? Firwat ass dat esou?

- Gëtt de fäerdegen Hackschnëtzel verkaaft? Wa jo, zu wéi engem Präis?

Réponse (13.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Déi Zuel vun de 600 Haiser, déi ee mat dem Gréngschnëtt zu Lëtzebuerg wärend engem Joer heize kéint, stellt eng graff Ofschätzung duer a bezitt sech op d'Längt vun den Hecken, déi et hei zu Lëtzebuerg gëtt, op Mëttelwäerter iwwert den Energiegehalt vun dem Heckeschnëtt an op en duerchschnëttlechen Energieverbrauch vun engem typesche Reienhaus. Dës Beispillrechnung sollt eenzeg an eleng derzou déngen, ze weisen, datt et Sënn mécht, Gréngschnëtt anzesammelen an als erneierbar Energiequell ze notzen.

Et ass richteg, datt genau Zuelen iwwert den Ufall vun Hecken-, Bam- a Strauchschnëtt feelen. Dat ass jo och de Grond, firwat d'Emweltverwaltung eng Potenzialetüd an Optrag ginn huet, fir esou prezis ewéi méiglech gewuer ze ginn, wéi vill Gréngschnëtt tatsächlech hei zu Lëtzebuerg ufält a wéi vill vun deem Gréngschnëtt och tatsächlech verwäert ka ginn.

Esou wéi dat och geplangt war, wäert dës Etüd deemnächst fäerdeg sinn.

An dëser Etüd gëtt gerechent, wéi vill Energie tatsächlech aus dem Gréngschnëtt verwäert ka ginn. D'Energie, déi gebraucht gëtt, fir de Gréngschnëtt vun der Ufallplaz bis zur thermescher Verwäertung ze bréngen, mat deene verschiddenen Opbereedungsschrëtt dertëscht, gëtt net speziell berechent. Esou eng Berechnung géif och nëmme Sënn maachen, wann ee se géif vergläiche mat der Energie, déi ee brauch, fir déiselwecht notzbar Energie mat enger anerer Energiequell ze kréien. Et misst een also d'Opbereedung vum Gréngschnëtt zum Beispill vergläiche mat der Mengt Energie, déi ee brauch, fir Pëtrol an den arabesche Länner ze förderen, bis an Europa mat dem Schëff ze bréngen, hei zu Masutt opzebereeden an da bis bei d'Heizung ze bréngen, wou en dann zu Heizzwecker benotzt ka ginn.

Et kann een allerdéngs soen, datt, laut Literaturwäerter, den Energieverbrauch fir d'Opbereedung vum Gréngschnëtt bei ongeféier 5% vun der Energie läit, déi aus dem Holz erausgezu ka ginn. Och ass et esou, datt d'Material passiv gedréchent gëtt, also ouni Ernergieopwand.

D'Etüd mécht och eng Analys vun de Verwäertungskapazitéiten, déi et hei am Land an an de noe Grenzregioune gëtt. De Moment gëtt et zu Lëtzebuerg e puer Anlagen, déi dat Material kënne verwäerten. Ouni de Resultater vun der Etüd virzegräifen, kann een awer elo schonns soen, datt et fir de Moment hei zu Lëtzebuerg selwer net genuch Kapazitéite gëtt, fir all de Gréngschnëtt thermesch verwäerten ze kënnen.

Allerdéngs ass et esou, datt zu Lëtzebuerg eng Rei vun Anlage geplangt sinn, dat souwuel vum Nohaltegkeetsministère wéi och vun eenzelne Gemengen, soudatt een dovun ausgoe kann, datt et an zwee bis dräi Joer genuch Kapazitéiten am Land gëtt, fir dat Material um nationalen Niveau verwäerten ze kënnen.

Wat de kommerziellen Deel vun den Hackschnëtzel ugeet, ass et de Moment nach ze fréi, fir doriwwer eng Ausso maachen ze kënnen. Dee Punkt muss am Kader vun der Definitioun vum definitive Konzept mat gekläert ginn.

Question 2747 (08.02.2017) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant la **suppression de la ligne de bus 303 du SMITU:**

La ligne de bus 303 du SMITU français relie actuellement les communes frontalières françaises au Kirchberg avec les points de passage de Mondorff et de Mondorf-les-Bains. Or, il a été annoncé que cette ligne sera supprimée à partir du 1er juin 2017. Cette décision risque d'entraîner des conséquences pour les utilisateurs actuels dont une partie pourrait opter pour la ligne de bus RGTR numéro 175 reliant Mondorf-les-Bains à la Gare de Luxembourg. Un tel phénomène provoquerait probablement une augmentation significative du trafic individuel motorisé à la frontière française à Mondorf-les-Bains.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant que la ligne mentionnée ne sera plus opérationnelle à partir du 1er juin 2017?

- Le cas échéant, quelles mesures compensatoires Monsieur le Ministre estime-t-il prendre afin de continuer à garantir une offre de transport en commun directe entre Mondorf-les-Bains, ses communes avoisinantes et la Ville de Luxembourg/Kirchberg?

- À l'instar de la ligne de bus directe entre Remich et le Kirchberg (numéro 184), serait-il possible de mettre en place une ligne directe RGTR à partir de Mondorf-les-Bains vers le Kirchberg? Le cas échéant, quand est-ce qu'un tel service pourrait voir le jour?

- Dans ce contexte, ne serait-il pas opportun d'aménager un parking du type Park and Ride (P&R) sur le territoire français?

Réponse (22.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur la suppression d'une ligne de bus transfrontalière exploitée actuellement par le SMITU français.

En effet, le Département des transports a été informé par le SMITU de la suppression de ses lignes 302 Thionville (F) - Luxembourg/Gasperich et 303 Manom (F) - Luxembourg/Kirchberg à partir du 1er juin 2017.

Par conséquent et à partir de 2016 déjà, le Département des transports exploite une nouvelle connexion entre Yutz et la Ville de Luxembourg. En plus, mes services sont en train d'analyser les différentes variantes afin d'offrir un service adéquat qui répond à la demande des usagers habitant dans la commune de Mondorf-les-Bains et souhaitant rejoindre le quartier du Kirchberg avec les transports en commun.

À cet effet, mes services contacteront prochainement les responsables de la commune de Mondorf-les-Bains afin de finaliser le tracé, déterminer les arrêts à desservir et établir l'horaire de la future ligne.

Suivant le calendrier RGTR et le budget y afférent, la mise en service de cette nouvelle ligne est planifiée pour début 2018.

Question 2748 (08.02.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **système de traitement des NO_x sur les camions:**

Pour lutter contre la pollution atmosphérique, l'Union européenne a établi des normes strictes concernant les rejets des véhicules: les normes Euro. Pour atteindre les objectifs de la norme Euro 6 pour les poids lourds, qui impose une réduction de 80% des rejets de NO_x, de nombreux constructeurs de poids lourds ont choisi d'équiper leurs véhicules avec un système (système de réduction catalytique sélective) qui traite les gaz d'échappement grâce à l'AdBlue. Il s'agit d'un liquide à base d'urée qui permet de purifier les rejets d'échappement de nombreux poids lourds. Un poids lourd de 40 t consomme entre 1,5 et 2 litres d'AdBlue aux 100 km et coûte en moyenne 50 centimes le litre.

Selon une enquête de la chaîne allemande ZDF, les poids lourds de nombreux transporteurs des pays d'Europe de l'Est seraient équipés avec un «AdBlue Emulator Box», logiciel truqueur destiné à mettre hors service le système de traitement des NO_x sur les camions. Ce système est en vente libre sur Internet et très facile à installer sur les camions. Il permet non seulement de stopper le mélange d'AdBlue mais également de modifier l'électronique de bord en affichant que le système de mélange d'AdBlue est bien actif. Outre la pollution, cette tricherie engendre des pertes financières non négligeables pour certains États, car les différentes taxes appliquées aux poids lourds sont calculées en fonction de leur norme Euro (p. ex la «Maut» allemande).

Au vu du fait que la problématique des NO_x et particules fines ne cesse d'augmenter, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Les autorités luxembourgeoises sont-elles au courant de ces révélations?

- Sachant que le Luxembourg est un pays de transit, traversé chaque jour par des milliers de poids lourds, le Gouvernement peut-il m'informer si, lors d'un contrôle d'un tel véhicule par les agents de l'Administration des douanes et accises, ces derniers vérifient également la présence du système susmentionné?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse commune (10.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se réfère à l'émission zoom+ «Die Lüge vom sauberen LKW» diffusée récemment par la chaîne allemande ZDF, pour demander si les autorités luxembourgeoises sont au courant des manipulations y révélées et dans quelle mesure les contrôles dans le domaine des transports routiers incluent la vérification de telles manipulations.

Les agents du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en charge du dossier du scandale des émissions des voitures diesel, lancé par l'affaire VW, ont reçu, au cours du traitement de ce dossier, des indices dans le sens qu'il existe la possibilité que certains poids lourds pourraient être équipés d'un système qui manipule l'injection de l'acide urique appelé communément AdBlue dans le catalyseur SCR. Par contre, ces manipulations n'ont jusqu'ici pas été énoncées lors des réunions, au niveau européen ou autre, concernant le domaine des transports routiers proprement dit.

D'après le reportage, ce sont exclusivement des poids lourds originaires de pays de l'Europe de l'Est qui seraient manipulés, alors qu'il faut une complicité entre de nombreux acteurs impliqués, tant au sein d'une entreprise qu'à l'extérieur. Concernant les contrôles, le reportage indique que seule la Pologne procède actuellement à des contrôles de ce genre.

La possibilité de manipulation de l'électronique de bord de poids lourds visant à simuler artificiellement la présence d'un équipement de réduction des émissions à l'échappement voire à éviter une consommation d'AdBlue réduisant les rejets NO_x, est connue par les agents de l'Administration des douanes et accises.

La directive 2014/47/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans l'Union ainsi que l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 sur le contrôle technique des véhicules routiers font référence à la défectuosité de l'équipement de réduction et de régulation des émissions à l'échappement et la qualifie comme une défaillance majeure.

L'alinéa 5 du paragraphe 6 de l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route) exige que, si lors d'un contrôle technique routier une défectuosité ou une non-conformité constatée est à classer comme majeure conformément au paragraphe 4 de ce même article, la circulation du véhicule est interdite sur la voie publique en dehors du trajet direct vers un atelier situé à moins de 30 km du lieu de contrôle en vue d'y être réparé ou mis en conformité.

Comme souligné par l'honorable Député, le contrôle du fonctionnement correct de l'équipement de réduction et de régulation des émissions à l'échappement par les agents de l'Administration des douanes et accises se conçoit par une vérification physique relative à la présence dans le compartiment moteur d'un dispositif appelé «AdBlue Emulator / tueur d'AdBlue» et en parallèle la lecture au moyen d'un outil de diagnostic OBD (on board diagnostic unit) destiné à l'évaluation des données de l'électronique de bord du poids lourd.

Dans ce contexte, il convient également de noter que la Société nationale de contrôle technique (SNCT) est en train d'évaluer la possibilité d'utiliser un endoscope lors du contrôle visuel (initial) pour vérifier le niveau d'AdBlue dans le réservoir en le comparant avec l'affichage de remplissage du réservoir AdBlue.

Question 2749 (08.02.2017) de **MM. Marc Lies** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **nouveau plan d'aménagement de la Ville de Luxembourg:**

Dans sa séance du 13 juin 2016, le conseil communal de la Ville de Luxembourg (VdL) a marqué son accord pour lancer la procédure d'approbation d'un nouveau plan d'aménagement général (PAG).

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (FdL) est un des plus importants propriétaires immobiliers sur le territoire de la capitale. Il est évident qu'il appartient aux dirigeants de cet établissement public de sauvegarder la valeur vénale de son patrimoine foncier et d'agrandir la potentialité de développement de ses terrains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Les nouveaux responsables du FdL ont-ils, sur base du dossier et dans le sillage des démarches opérées en 1991 lors de l'adoption provisoire du PAG de la VdL actuellement en vigueur, procédé à une analyse détaillée du classement futur des fonds fonciers appartenant au FdL?

- Dans le cadre de ce travail, ont-ils constaté que notamment les importantes réserves foncières du FdL sises derrière le cimetière de Luxembourg-Merl ont été classées «zone d'activité économique communale type 1 à caractère artisanal» et prohibant ainsi la réalisation de logements sur ces lieux?

- Les dirigeants du FdL ont-ils adressé une réclamation contre le prédit classement et aux autres classements portant préjudice au FdL au collège des bourgmestre et échevins de la VdL aux termes de l'article 13 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

Réponse (13.03.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Selon les informations du Fonds du logement, les services concernés de l'établissement public ont bien procédé à une analyse du classement futur des fonds fonciers sur le territoire de la Ville de Luxembourg, suite à la présentation du projet du nouveau plan d'aménagement général de la ville en 2016.

À la lecture de la question parlementaire l'on peut conclure qu'il importe aux deux députés que les dirigeants de l'établissement public sauvegardent la valeur vénale du patrimoine foncier. Le deuxième point que les députés soulèvent est celui de la potentialité de développement des terrains du FDL, point qui devrait être le plus important dans les considérations du FDL.

Au vu de la demande expresse des députés quant à «la sauvegarde de la valeur vénale», je suppose qu'en ne prenant en compte que les expectatives spéculatives, celle-ci est «sauvegardée» voire même augmentée. Malgré le fait que le nouveau classement des terrains, sis à Merl et mentionnés par les honorables Députés, ne permet pas la construction de logements, il convient néanmoins de ne pas perdre de vue que la valeur des parcelles concernées n'a sûrement pas diminué depuis l'acquisition.

Les parcelles pourraient bien être utilisées à l'avenir pour un échange foncier, en vue justement de développer des projets de logement. Au moment de la prise de décision relative à l'acquisition des premières parcelles en fin 2001, le comité directeur du Fonds a déjà été guidé par le souci de constituer des réserves foncières. Le procès-verbal de ladite réunion établit que certains membres étaient réticents lors de l'acquisition et que la décision finale n'a pu être prise que suite à l'argumentaire développé qui prévoyait que ces terrains pourraient être utilisés comme monnaie d'échange. Au vu de ces explications, le classement récent en «zone d'activité économique communale type 1 à caractère artisanal» de terrains du Fonds, situés à Merl, n'a pas donné lieu à une réclamation.

Quant à d'autres terrains, il importe de mentionner que certains sites sont concernés par les intentions de modification du PAG. Comme en absence de projets concrets, des réductions de densité ont par exemple été accompagnés par d'autres modifications d'ordre technique qui autorisent toujours un potentiel de développement, il s'avère qu'uniquement un seul reclassement a donné lieu à une réclamation, et ce sur un site sur lequel un projet concret élaboré par le Fonds existait.

Question 2750 (08.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **remboursement du lymphœdème:**

Un lymphœdème est une insuffisance mécanique de la lymphe dont résulte un gonflement d'une partie plus ou moins importante du corps à la suite d'une accumulation de liquide lymphatique dans les tissus conjonctifs. Il existe deux types de lymphœdèmes. Le lymphœdème primaire, d'origine génétique est une malformation du système lymphatique sous forme d'hypoplasie ou d'hyperplasie. Il peut se déclencher de manière spontanée ou à la suite d'un facteur déclenchant (traumatisme, infection, etc.). Le lymphœdème secondaire est une dégradation du système lymphatique, c'est-à-dire lorsqu'un système lymphatique auparavant normal est endommagé. Les causes peuvent en être de nature chirurgicales, infectieuses, chimio thérapeutiques, tumorales, etc.

Actuellement, il n'existe pas de traitement curatif du lymphœdème. La physiothérapie décongestionnante se révèle efficace pour réduire son volume et soulager les symptômes, mais elle est très contraignante, combinant plusieurs éléments: un drainage lymphatique par un massage manuel pratiqué par un kinésithérapeute spécialement formé qui stimule les vaisseaux lymphatiques et aide la lymphe à évacuer le gonflement, des textiles ou des bandages de compressions qui sont appliqués en complément du massage, après la réduction du lymphœdème par massage et compression, l'application d'une contention élastique qui empêche la lymphe de s'accumuler à nouveau, des exercices physiques spécifiques, recommandés par le kinésithérapeute.

En l'absence de traitement, le lymphœdème progresse de manière chronique et peut causer des complications telles que des infections cutanées. Il peut altérer considérablement la qualité de vie de la personne atteinte en provoquant des douleurs, des invalidités et avoir des conséquences psychologiques non négligeables.

Selon nos informations, la thérapie a été remboursée jusqu'à récemment à cent pour cent par la CNS. Or, depuis peu les patients doivent contribuer à un tiers de chaque séance thérapeutique.

Sachant que les patients doivent se faire traiter jusqu'à cinq fois par semaine et que le coût d'une séance s'élève à 41 euros, dont 14 euros pour le patient, il en résulte un impact économique important pour le patient.

S'y ajoute le fait que tout médecin peut dorénavant prescrire des drainages, mais avec un maximum de huit séances par ordonnance. Par conséquent les frais de consultation auprès des médecins pour les patients augmentent aussi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis qu'un lymphœdème constitue un diagnostic médical important?

- Dans l'affirmative, les thérapies y relatives ne devraient-elles pas être remboursées à cent pour cent?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait opportun qu'un médecin spécialiste puisse prescrire plus de huit séances afin d'éviter que les patients ne doivent consulter un médecin tous les dix jours pour se faire délivrer une nouvelle ordonnance?

Réponse commune (08.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le lymphœdème est une affection qui peut avoir diverses causes, se présenter sous diverses formes et évoluer de manière variable. Il en existe divers stades d'évolution. La fréquence de cette affection dans la population nationale n'est pas connue. La sévérité de cette affection dépend de la cause, de la forme et du stade de la maladie et est donc jugée au cas par cas par le médecin traitant. Le diagnostic de lymphœdème est important à poser afin qu'un traitement approprié soit instauré dans les meilleurs délais, limitant si possible l'évolution vers les stades avancés et irréversibles de la maladie. Le drainage lymphatique manuel est une des modalités thérapeutiques du lymphœdème, il appartient au médecin traitant de juger au cas par cas si cette modalité est indiquée et d'en déterminer, le cas échéant, la fréquence et la durée.

La nomenclature des actes et services des masseurs-kinésithérapeutes prévoyait jusqu'au 31 décembre 2016 un chapitre 3 qui contenait plusieurs positions relatives au drainage lymphatique, à savoir:

1. Drainage lymphatique manuel, pour lymphœdème primaire (insuffisance lymphatique)

2. Drainage lymphatique manuel, pour lymphœdème secondaire suite à un traumatisme grave et/ou algodystrophie

3. Drainage lymphatique manuel, après chirurgie carcinologique

4. Drainage lymphatique manuel, pour insuffisance veineuse grave

Parallèlement les statuts de la CNS disposaient jusqu'au 31 décembre 2016 que les prestations de ce chapitre 3 étaient dispensées d'une participation personnelle des patients. De même une limitation du nombre de séances prescrites par ordonnance n'existait pas pour les prestations de ce chapitre.

Le dispositif réglant les modalités de prise en charge des prestations de kinésithérapie mis en place au 1er janvier 2017 prévoit au niveau de la nomenclature deux positions de drainage lymphatique manuel, selon que le traitement visait un ou plusieurs membres, mais indépendamment de la pathologie.

Les statuts de la CNS prévoient un taux de prise en charge par l'assurance maladie de ces prestations qui est généralement de 70%, mais qui peut être majoré dans certaines situations limitativement énumérées (mineurs, traitements dans les suites d'une intervention chirurgicale voire en cas de pathologies lourdes). L'annexe G des statuts de la CNS comporte la liste limitative des pathologies lourdes qui, selon la CNS, justifient la majoration du taux de prise en charge. Cette liste a été élaborée par un groupe de travail comportant des représentants de l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD), des représentants de l'association luxembourgeoise de kinésithérapie (ALK) et des représentants de la CNS.

La liste a été soumise au comité-directeur de la CNS fin 2016 qui a décidé de l'intégrer dans les statuts à partir du 1er janvier 2017. Aux termes de cette liste le lymphœdème est considéré comme une pathologie lourde uniquement lorsqu'il survient après une chirurgie carcinologique. Dans ce cas de figure une prise en charge intégrale par l'assurance maladie est possible et le nombre de séances prescrit par ordonnance n'est pas limité à huit, mais peut être porté à 64.

En ce qui concerne la participation personnelle aux soins de kinésithérapie, il convient de noter que les personnes qui sont confrontées à des dépenses importantes peuvent, le cas échéant, demander à la CNS un paiement complémentaire en vertu de l'article 154bis des statuts de la CNS.

Par ailleurs la CNS envisage de procéder à une évaluation du nouveau dispositif en matière de kinésithérapie au cours du 2e semestre 2017.

Question 2751 (08.02.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **destruction d'immeubles à protéger:**

Il me revient que des fermes avec cour vieilles de 200 années ont été démolies à Kehlen et ce malgré leur inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles à protéger: «Les immeubles sis 15-17, rue de Mersch, inscrits au cadastre de la commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt, sous les numéros 265/2781 et 265/2780. - Arrêté ministériel du 25 août 2016.»; «L'immeuble sis 13, rue de Mersch, inscrit au cadastre de la commune de Kehlen, section E de Keispelt et Meispelt, sous le numéro 262/2784. - Arrêté ministériel du 7 octobre 2016.»

L'inventaire du patrimoine bâti digne de protection a été réalisé pour tout le Grand-Duché par le Service des sites et monuments nationaux, afin qu'une protection cohérente et conséquente puisse se mettre en place au profit de tout le patrimoine bâti, dont celui qui a une importance surtout au niveau communal et local. Il est de la responsabilité des communes d'en tenir compte lors de l'élaboration de leur plan d'aménagement général (PAG).

Pour les immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire, toute modification doit être annoncée au Ministre de la Culture au moins 30 jours avant le commencement des travaux.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre de la Culture était-il informé de la destruction imminente des immeubles cités ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, comment a réagi le Ministère de la Culture à cette annonce?

3. Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit les effets escomptés, au vu du caractère peu contraignant de cette inscription?

4. Ne faudrait-il pas interdire la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire?

Réponse (07.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture:*

ad 1. Oui, conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux (ci-après la «loi de 1983»), Monsieur le Ministre a été informé par écrit de l'intention de procéder à la démolition des immeubles en question.

ad 2. Avant l'expiration du délai de 30 jours de la réception du courrier l'informant de l'intention de démolir les immeubles en question, Monsieur le Ministre a informé par écrit les propriétaires ainsi que leur avocat qu'il n'approuve pas ces travaux de démolition alors qu'au point de vue historique, architectural et esthétique il existe un intérêt suffisant à préserver ces immeubles.

ad 3. L'article 17 de la loi de 1983 prévoit une obligation d'information pour les travaux effectués sur l'immeuble inscrit à l'inventaire supplémentaire, ce qui permet au Ministre de réagir le cas échéant. Je suis d'avis que ce mécanisme de protection devra être analysé dans le cadre des travaux préparatoires du projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel.

ad 4. La question de l'interdiction de la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire sera examinée dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel.

Question 2752 (08.02.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **mutilations sexuelles féminines:**

L'arrivée de réfugiés dont une forte proportion de femmes des pays de la Corne de l'Afrique comme l'Érythrée, la Somalie et l'Éthiopie soulève un problème qui jusqu'ici était souvent passé sous le silence, celui des mutilations génitales féminines.

Bien qu'illégales dans la plupart des États, les mutilations sexuelles féminines sont toujours largement pratiquées en Afrique mais aussi dans certains pays du Proche- et Moyen-Orient. Les mutilations peuvent causer des problèmes d'incontinence, des complications lors de l'accouchement, des douleurs lors des rapports sexuels et de la menstruation et causer des infections conduisant à l'infertilité voire à la mort.

Les mutilations sexuelles féminines constituent l'une des violations les plus barbares des droits fondamentaux des femmes, elles sont reconnues comme une atteinte grave à l'intégrité de la personne et l'expression d'une domination physique et psychologique exercée sur les jeunes filles et sur les femmes.

À l'occasion de la journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines qui a eu lieu le 6 février, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Lors de l'examen médical auquel les réfugiés doivent se soumettre, est-ce que les médecins ont déjà constaté des cas de mutilations génitales féminines? Si oui, combien?

2. Est-ce qu'un traitement médical voire chirurgical en vue d'une reconstruction génitale est offert aux victimes concernées? Dans l'affirmative, combien de femmes ont déjà profité d'un tel traitement?

3. Les frais relatifs à de tels traitements médicaux et chirurgicaux sont-ils pris en charge par l'État?

4. Les gynécologues et sages-femmes au Luxembourg, sont-ils assez informés et formés pour prendre en charge de manière appropriée les filles et les femmes concernées?

5. Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont menées dans les foyers d'accueil auprès de la population concernée pour lutter et éviter ces pratiques et prendre en charge les victimes?

Réponse commune (07.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. La loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale prévoit que ceux-ci doivent se soumettre à un examen médical dans un but de protection de santé publique. Lors de cet examen médical le médecin de la Direction de la santé recherche essentiellement des maladies infectieuses qui pourraient avoir un impact sur la santé publique. Un examen gynécologique ne fait pas partie des examens de routine. Un tel examen pourrait être réalisé suite à la demande d'une intéressée. Aucune demande dans ce sens n'a été adressée au médecin de la Direction de la santé dans ce contexte jusqu'à maintenant.

ad 2. De rares cas de femmes concernées ont demandé de l'aide après leur installation dans les structures d'accueil. Le nombre de ces cas se limite à un à trois cas par an. Ces femmes sont alors orientées vers un médecin spécialiste en gynécologie qui examine la concernée et lui propose un traitement. Comme ces examens relèvent du secret médical, il n'existe ni informations spécifiques, ni statistiques à ce sujet.

ad 3. Tous les demandeurs de protection internationale bénéficient dès le début de leur procédure d'une affiliation à la Caisse nationale de santé (CNS), avec une période de stage de trois mois. Pendant ces trois premiers mois de la demande de protection internationale, les frais médicaux sont pris en charge par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Après les trois premiers mois, les frais médicaux sont repris par la CNS selon les statuts légaux, les demandeurs de protection internationale bénéficiant alors des prestations de la CNS comme tous les autres affiliés, avec libre choix du médecin. Au jour d'aujourd'hui, l'OLAI n'a pas encore enregistré de demande relative à la prise en charge d'une intervention chirurgicale en vue d'une reconstruction génitale.

ad 4. Les interventions chirurgicales sur les organes génitaux féminins externes font partie des attributions des médecins spécialistes en gynécologie.

ad 5. Avant l'afflux massif de 2015, les demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg étaient majoritairement originaires des Balkans et le problème des mutilations génitales féminines ne se posait pas. Il n'y a donc pas eu de campagne spécifique menée dans les structures d'hébergement pour DPI.

Depuis l'afflux précité, la situation a changé, les femmes originaires de pays comme l'Érythrée, la Somalie ou l'Irak sont plus exposées à des risques de mutilations génitales féminines. C'est pourquoi, l'OLAI est en train de développer une formation, en coopération avec le «Groupe pour l'Abolition des mutilations sexuelles féminines (Belgique)», formation qui est destinée aux assistants sociaux et aux éducateurs qui accompagnent les demandeurs de protection internationale ainsi qu'aux collaborateurs du Ministère de la Santé. L'objectif de cette coopération est de développer des outils de sensibilisation pour les professionnels concernés.

Des campagnes de sensibilisation concernant les pratiques sexuelles en général et les précautions à prendre sont menées dans les foyers. Elles servent avant tout à prévenir et combattre les maladies sexuellement transmissibles, mais comprennent également les informations sur les mutilations sexuelles ainsi que des conseils pour les victimes.

À noter que de telles pratiques, qui sont interdites dans notre pays, n'ont pas été enregistrées dans les foyers.

Question 2753 (09.02.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**illettrisme:**

Dans un article récemment publié dans le «Lëtzebuerger Journal», le Président de CSI Luxembourg (Christian Solidarity International asbl) précise que des pays comme la France, l'Allemagne et la Suisse estiment à 15% de leur population le nombre de personnes touchées par l'illettrisme.

Pour le Luxembourg, ce même pourcentage équivaudrait à environ 86.000 personnes souffrant d'illettrisme. L'auteur de l'article souligne par ailleurs qu'actuellement le Luxembourg ne participe pas aux études internationales menées sur le thème de l'illettrisme. Et de conclure qu'il serait bénéfique à la lutte contre ce phénomène d'exclusion sociale, d'avoir des données fiables sur le nombre de personnes concernées et les raisons de leur illettrisme.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quel est le nombre estimé de personnes illettrées, respectivement analphabètes au Luxembourg ? Quelle évolution a connu le phénomène ces dernières années?

- Pour quelles raisons le Luxembourg ne participe-t-il pas aux études internationales mentionnées sur le sujet?

- Que fait l'État pour aider les personnes touchées par l'illettrisme, respectivement l'analphabétisme?

- Est-ce que des cours sont offerts aux concernés? Dans l'affirmative, quelle est l'envergure de cette offre? Qui est responsable de l'organisation de ces cours?

- Quel est le nombre de participants, leur répartition par âge, par sexe et par nationalité?

- Dans quelle mesure l'État participe-t-il au financement des cours?

Réponse (14.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au Luxembourg sont considérées en situation d'illettrisme, les personnes qui n'ont pas été scolarisées ou qui ont été scolarisées, mais qui ne maîtrisent pas ou plus suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul (compétences de base) pour être autonomes dans les situations simples de la vie quotidienne. Sont également à considérer des personnes qui ne maîtrisent pas l'alphabet latin.

Pour cerner l'envergure de l'illettrisme au Luxembourg, le ministère se base sur des études internationales et nationales ainsi que sur l'analyse des interventions auprès des adultes en situation d'illettrisme. Le programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) dans les domaines littératie, numératie et compétences numériques se penche sur des compétences analogues à celles évaluées par l'enquête PISA. Les grands pays d'Europe (Allemagne, France, Grande-Bretagne) mènent régulièrement des études nationales pour analyser le problème de l'illettrisme.

Résultats de PIAAC et des études nationales:

	Angleterre PIAAC	Grande-Bretagne SKILLS FOR LIFE	Allemagne PIAAC	Allemagne LEO	France PIAAC	France IVQ
Littératie: adultes au plus bas niveau*	3,3%	5%	3,3%	4,5%	5,3%	7%
Numératie: adultes au plus bas niveau	6,4%	6,8%	4,5%	/	9,1%	

*Dans les différentes études, les plus bas niveaux se réfèrent à des personnes qui peuvent le cas échéant déchiffrer des mots isolés, mais ont des difficultés à écrire et comprendre des phrases.

Des études sus-citées, il ressort que le nombre de personnes qui ne maîtrisent pas ou plus suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul devrait se situer entre 3% et 7% de la population adulte.

PIAAC ainsi que ces études nationales se basent sur des tests en langue maternelle/officielle du pays. Cette méthodologie n'est pas transférable au Luxembourg parce qu'elle ne tient pas compte du multilinguisme, du taux élevé de citoyens d'origines étrangères et des flux migratoires qui caractérisent la situation luxembourgeoise. Les ressources scientifiques et financières (jusqu'à 1 million €) requises pour une étude nationale respectivement pour une participation à PIAAC seraient surdimensionnées par rapport au gain en matière de précision de l'envergure de la problématique.

En général, le nombre de personnes en situation d'illettrisme est en baisse dans les pays européens. Ceci est confirmé par le fait que les études affirment une surreprésentation de personnes âgées parmi les personnes en situation d'illettrisme.

Cependant, PIAAC et les études nationales ne prennent pas (encore) en considération l'afflux massif de demandeurs de protection internationale que connaissent certains pays européens, parmi lesquels le Luxembourg. Par rapport à d'autres vagues migratoires, le Luxembourg est confronté pour la première fois à un nombre élevé de personnes qui ne maîtrisent pas l'alphabet latin.

Depuis 1991, la lutte contre l'illettrisme est inscrite dans la loi comme une des missions du Service de la formation des adultes (loi modifiée du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes: «assurer l'instruction de base des adultes résidant au Luxembourg qui en expriment le désir»). Actuellement, une bonne centaine d'adultes suivent annuellement des cours offerts par le SFA à Walferdange et à Ettelbruck. Les cours gratuits sont offerts en langues française et allemande.

Depuis 2010, dans le cadre des politiques d'apprentissage tout au long de la vie, la lutte contre l'illettrisme a gagné d'importance au niveau européen et national.

Le défi est d'atteindre les adultes en situation d'illettrisme et de leur offrir des cours de qualité. Dès 2012, le Luxembourg a investi des ressources considérables pour répondre à ce défi.

En premier lieu, il s'agit d'informer et de sensibiliser les adultes concernés, leur entourage, les prestataires de cours pour adultes et les institutions qui prennent en charge des populations à risque (ADEM, SNAS, offices sociaux, OLAI...). Le Service de la formation des adultes travaille en réseau avec les institutions concernées et organise des campagnes de sensibilisation. Le message des campagnes est: «Apprendre à mieux écrire, lire ou calculer». Les offres de cours sont publiées annuellement sur le site abcd.lu, des renseignements peuvent être pris au numéro d'appel gratuit 8002 4488.

Le deuxième pilier de l'action du Service de la formation des adultes est l'offre de formation: les cours en français et en allemand sont actuellement offerts sur treize sites. Il s'agit de cours offerts par le Service de la formation des adultes ainsi que des cours offerts par des communes et par des associations conventionnées et subventionnées par l'État. Tous ces cours sont gratuits pour les apprenants et financés par l'Éducation nationale.

Année	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Inscriptions	124	176	191	334	513	888

L'augmentation continuelle des inscriptions confirme que le travail en réseau ainsi que les campagnes de sensibilisation portent leurs fruits. La hausse considérable des inscriptions à partir de l'automne 2015 s'explique par un afflux massif de demandeurs de protection internationale.

Plus de 50% des inscriptions sont des personnes du Proche-Orient et de l'Afrique (essentiellement de la Syrie, de l'Iraq, de l'Afghanistan et de l'Érythrée). Avant l'arrivée des réfugiés, la répartition a été la suivante: 55% de nationalité portugaise, 20% de nationalité luxembourgeoise et 25% d'autres nationalités.

Au niveau de l'âge, les personnes de plus de 30 ans étaient et sont encore en majorité. Au niveau du sexe, la répartition femmes - hommes était équilibrée. Comme le nombre de demandeurs de protection internationale masculins est plus élevé, la répartition par sexe a entre-temps changé: pour 2015-2016, 32% de participants féminins et 68% de participants masculins.

Question 2754 (09.02.2017) de **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant la **consultation des données inscrites au Registre national des personnes physiques:**

Toute personne identifiée au Registre national des personnes physiques (RNPP), ayant la qualité de résident ou de non-résident, a le droit de consulter les données personnelles qui la concernent.

Toute personne inscrite au registre a également le droit de consulter la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication. Ces informations sont directement accessibles lors d'une consultation de données via «MyGuichet» ou peuvent être demandées au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative par courrier. Il est également possible de demander par écrit à l'administration concernée les raisons pour lesquelles elle a consulté les données.

Selon mes informations, la consultation de la liste des autorités ayant consulté les données personnelles poserait problème. Ainsi par exemple, une commune, qui émet un certificat de vie à un demandeur, sera affichée sur la plateforme «MyGuichet» des descendants du demandeur pour avoir consulté leurs données personnelles. Il en résulte que les communes pourraient être amenées à expliquer les raisons de consultation des données alors même qu'elles n'ont en réalité pas consulté les données personnelles en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'existence de cette problématique?

- Dans l'affirmative, s'agit-il d'un problème de nature informatique?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre cette problématique?

Réponse (02.03.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

La question de l'honorable Député s'inscrit dans le cadre des dispositions figurant à l'article 38 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Je rappelle que cet article prévoit que «Toute personne, dont les données font l'objet d'une inscription sur le registre national, a le droit d'obtenir la liste des autorités, administrations, services, institutions ou organismes qui ont, au cours des six mois précédant sa demande, consulté ou mis à jour ses données au registre national ou qui en ont reçu communication (...).»

Afin de garantir l'application de cette disposition, chaque consultation ou mise à jour de données dans le Registre national des personnes physiques (RNPP) est automatiquement sauvegardée et retraçable (système de «logging»). Chaque personne inscrite sur le RNPP peut ensuite prendre connaissance des administrations ayant consulté ses données, notamment à travers la plateforme sécurisée «MyGuichet».

L'honorable Député avance que, lorsqu'un agent communal délivre un certificat de vie à un habitant de sa commune, l'administration communale figurerait immédiatement dans la liste précitée des administrations ayant consulté des données dans le RNPP, et ce non seulement pour la personne ayant demandé ledit certificat, mais également pour les descendants de cette personne alors que les données de ces derniers n'ont évidemment pas été consultées.

Je tiens toutefois à informer l'honorable Député que les tests effectués ne permettent pas de détecter un quelconque problème en la matière au niveau du RNPP. Dans la gestion communale, la génération d'un certificat passe systématiquement par la consultation de la fiche de la personne. Cette fiche est composée automatiquement et reprend le détail de la signalétique de la personne ainsi que les informations basiques concernant ses filiations (ascendants et descendants).

De ce fait, cette consultation est retraçable pour la personne ainsi que ses descendants et ne résulte pas d'une action volontaire de l'agent communal.

Question 2756 (09.02.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**éclairage des routes:**

En 2016, huit piétons sont morts en étant heurtés par des véhicules sur les routes du Grand-Duché. De plus, la majorité de ces accidents se produisent durant les mois d'hiver lorsqu'il fait sombre. Un éclairage approprié des passages pour piétons est donc nécessaire.

Alors que les communes sont responsables de l'éclairage des passages pour piétons de routes de l'État se trouvant à l'intérieur de la localité, le Service électromécanique de l'Administration des ponts et chaussées peut offrir un soutien technique pour l'acquisition et la mise en œuvre d'installations d'éclairage public.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des lignes de conduite pratiques pour les autorités communales afin d'évaluer quel éclairage est le plus approprié pour un certain passage à piétons?

- Le Ministre estime-t-il qu'il serait utile de pouvoir distribuer un document listant les meilleures pratiques en cette matière afin de guider les autorités communales?

- Est-ce que la majorité des communes suivent les conseils du Service électromécanique? Quelle instance contrôle si les installations d'éclairage assurent une traversée sûre de la chaussée?

- Quels sont d'autres moyens pouvant attirer l'attention des chauffeurs sur la présence d'un passage pour piétons?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il serait opportun d'uniformiser les modalités d'éclairage des passages pour piétons à travers le pays?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant l'éclairage des passages pour piétons.

En effet, la protection des usagers les plus vulnérables et notamment celle des piétons est un des onze défis relevés par le plan d'action «sécurité routière» présenté à la Chambre des Députés le 16 juin 2015 dans le cadre du programme «Vision Zéro». Les mesures pour réaliser ces défis comprennent le renforcement des efforts de sécurisation des passages pour piétons.

Dans cet ordre d'idées, la Commission de circulation de l'État a publié un guide sur l'aménagement et la sécurisation des passages pour piétons en agglomération. Un deuxième guide traite l'aménagement d'infrastructures et des passages pour piétons en dehors des agglomérations. Ces guides visent à fournir aux communes des lignes directrices quant au choix stratégique des endroits d'implantation ainsi qu'à présenter des outils d'aménagements, dont l'éclairage des passages pour piétons.

Dans le cadre de la loi du 21 décembre 2009 sur les permissions de voirie, l'Administration des ponts et chaussées a adapté les conditions d'autorisation des passages pour piétons et impose dorénavant aux requérants de se conformer aux exigences de la DIN 67523 pour l'éclairage des passages pour piétons sur les routes faisant partie de la voirie de l'État. Les infractions aux conditions d'autorisation sont constatées par des fonctionnaires de l'Administration des ponts et chaussées ayant la qualité d'officier de police judiciaire.

Question 2757 (09.02.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**installation de radars dans les tunnels:**

Il existe actuellement 20 radars fixes sur le territoire du Grand-Duché. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé en mai 2014 vouloir ajouter des radars de ce type dans des tunnels. Même si certaines caméras exploitées par le CITA (contrôle et information du trafic sur les autoroutes) se trouvent à proximité des tunnels, elles ne sont pas capables d'enregistrer la vitesse de circulation des véhicules.

À ce sujet j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que les plans d'installer des radars tronçon dans les tunnels sont toujours d'actualité?

- Dans l'affirmative, combien de radars seront installés dans quels tunnels et à partir de quand seraient-ils opérationnels?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant l'installation de radars tronçon.

Contrairement au radar automatique fixe, qui contrôle la vitesse instantanée d'un véhicule, un radar tronçon calcule la vitesse moyenne d'un véhicule entre deux points de passage.

La loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés retient le dépassement de la limitation réglementaire de la vitesse comme une des finalités du système de contrôle et de sanction automatisés (CSA), ceci dans son article 2, paragraphe (1), alinéa 1, point a). Dans son article 3, paragraphe (1), le texte stipule que les appareils de contrôle «[...] peuvent se présenter sous forme fixe ou mobile et être conçus pour mesurer soit la vitesse des véhicules en rapprochement ou en éloignement, soit la vitesse moyenne des véhicules entre deux points.»

Ainsi, le projet de mettre en place des radars tronçon est poursuivi et pour l'instant le groupe de travail «Audits de sécurité» est en train d'analyser ce système et son fonctionnement dans les autres pays. Pour l'instant, aucun tronçon n'a été retenu et une date de mise en œuvre ne peut pas être avancée.

Question 2758 (10.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **situation et les transformations à l'Aire de Berchem:**

Suite au déversement du liquide AdBlue en juin 2016 sur la plate-forme de l'Aire de Berchem située sur le côté Est (côté Shell), des quantités importantes d'eaux usées seraient enlevées en permanence du bassin de rétention pour ensuite être traitées à l'étranger.

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer la teneur en ammonium, nitrites et nitrates des eaux enlevées?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me communiquer la valeur limite établie pour les substances précitées?

3) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer pourquoi ces valeurs ne sont toujours pas communiquées au public?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer si l'Aire de Berchem est rattachée à la station d'épuration de Bettembourg?

5) Dans l'affirmative, pouvez-vous me communiquer si des teneurs élevées en ammonium, nitrites et nitrates y ont déjà été détectées?

Selon mes informations, de nouvelles installations techniques ont été mises en place à proximité du bassin de rétention sur la plate-forme située sur le côté Est:

6) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me donner des précisions sur l'objet de ces installations? Qui en est le commanditaire?

7) Les nouvelles installations constituent-elles une transformation d'un établissement dangereux conformément à la loi relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes du 9 mai 1990?

8) Dans l'affirmative, ces transformations faisaient-elles l'objet d'une procédure d'autorisation et de consultation telle que prévue par la loi précitée?

Le contrat de concession relatif à l'exploitation d'un point de vente de carburants et de produits associés à l'Aire de Berchem (direction Luxembourg) entre l'État et le concessionnaire stipule que l'État assure l'entretien des installations de traitement des eaux pluviales, mais que le concessionnaire prend en charge les frais moyennant un forfait annuel de 6.000 euros (article 15.4).

9) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les coûts des travaux effectués aux installations précitées ces derniers mois dépassent le montant de 6.000 euros et plus précisément le coût total de ces travaux?

10) Dans l'affirmative, qui prend en charge les frais supplémentaires?

Réponse commune (14.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Lors des analyses effectuées après l'incident d'AdBlue en juin 2016, il a été constaté que les eaux de pluie collectées dans le bassin de rétention compartimenté, ayant un volume total de 1.220 m^3, ont en effet été trop chargées en substances azotées pour qu'elles aient pu être déversées vers le milieu naturel sans porter atteinte à l'environnement.

Les résultats d'analyses de l'eau prélevée quotidiennement du bassin de rétention précité donnent les valeurs suivantes (moyenne arrondie calculée pour le mois de février 2017):

Ammonium NH4 [mg/l]	22
Nitrite NO2 [mg/l]	3
Nitrate NO3 [mg/l]	47
Urée [mg/l]	7

ad 2) Le règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface détermine les spécificités du programme de surveillance de l'état des eaux pour l'évaluation de l'état chimique et écologique des masses d'eau de surface. Ce programme est composé d'un contrôle de surveillance, de contrôles opérationnels et de contrôles d'enquête. Les valeurs de fond et d'orientation pour les paramètres physico-chimiques nécessaires à l'évaluation de l'état écologique des eaux de surface, dont font partie les composés azotés (ammonium, nitrite et nitrate), sont repris à l'Annexe V, partie D du règlement grand-ducal du 15 janvier 2016 précité, comme suit:

valeurs de fond représentant des limites pour les paramètres physico-chimiques pour atteindre le bon état écologique:

NH4-N: 0,1 mg/l (moyenne annuelle)
NO2-N: 50 µg/l (moyenne annuelle)
NO3: 25 mg/l (moyenne annuelle)

Il est évident que si les valeurs précitées ne sont pas respectées au niveau de la moyenne annuelle pour une masse d'eau de surface, cette masse d'eau de surface ne peut être considérée comme ayant le bon état et partant des mesures doivent être mises en œuvre afin de permettre l'atteinte du bon état aux futures échéances prévues par la loi modifiée relative à l'eau, en l'occurrence respectivement le 22 décembre 2021, respectivement le 22 décembre 2027.

ad 3) Conformément aux dispositions de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface est reprise au Plan de gestion de district hydrographique (PGDH) qui est actualisé tous les six ans conformément aux dispositions législatives en vigueur, le plus récent PGDH étant disponible sur le site électronique de l'Administration de la gestion de l'eau (https://eau.public.lu/directive_cadre_eau/directive_cadre_eau/2015-2021_2e_cycle/Etat-des-lieux-des-districts-hydrographiques-du-Rhin-et-de-la-Meuse-_parties-luxembourgeoises_/Bestandsaufnahme_final.pdf).

ad 4) D'emblée il convient de noter que l'installation de traitement des eaux de surface en provenance de la plate-forme de l'Aire de Berchem située en contrebas de la station-service Shell appartient à l'État et est gérée par l'Administration des ponts et chaussées. Cette installation a été adaptée ces dernières années pour traiter de manière plus efficace les eaux de pluie chargées en hydrocarbures en provenance des aires de parking et des aires de circulation d'une grande partie de la plate-forme de l'Aire de Berchem.

Les eaux en provenance des aires de ravitaillement des carburants de la station-service proprement dite ne s'y déversent pas, mais elles sont déversées par l'intermédiaire d'installations de séparation d'hydrocarbures dans la canalisation pour eaux usées vers la station d'épuration de Bettembourg.

Par ailleurs, les eaux usées sanitaires et ménagères des restaurants, douches, toilettes etc., gérés par le concessionnaire, sont également déversées vers la station d'épuration précitée.

ad 5) La gestion des stations d'épuration relevant des autorités communales (communes et syndicats intercommunaux), les données relatives à la qualité de l'eau en amont de la station d'épuration ne sont pas disponibles au niveau des administrations étatiques. Néanmoins, il y a lieu de noter que la STEP Bettembourg respecte les limites au niveau du rejet de l'eau assainie, notamment en ce qui concerne les composés azotés. Ces résultats ont été confirmés lors du contrôle régulier de l'Administration de la gestion de l'eau, conformément aux autorisations ministérielles.

Selon nos informations, de nouvelles installations techniques ont été mises en place à proximité du bassin de rétention sur la plate-forme située sur le côté Est.

ad 6) Pour faire face aux pollutions de l'eau apparue dans cette installation suite à l'incident lié au déversement d'AdBlue en 2016, la société Shell a été obligée par l'arrêté de mise en demeure d'août 2016 (arrêté n°1/16/0443/MD) d'élaborer un programme détaillé relatif aux adaptations nécessaires à l'aménagement et la gestion de l'installation d'évacuation et de traitement des eaux en question.

Ainsi, la société Shell a commencé dès l'automne 2016 à mettre en place différentes mesures pour capter le plus efficacement les eaux les plus chargées en substances azotées et de les traiter dans le but de rendre l'installation de traitement existante à nouveau opérationnelle. Au cours des derniers mois ces mesures ont été adaptées par la société Shell, ou plus précisément par leurs sous-traitants, en concertation avec l'Administration des ponts et chaussées.

Actuellement l'installation en place se compose de plusieurs citernes servant de bassins tampons, différents filtres et notamment d'un bioréacteur à membrane. L'installation mise en place par la société Shell arrive au point de donner des résultats satisfaisants et de permettre donc de traiter une partie des eaux en provenance de la plate-forme, notamment les eaux les plus concentrées en produits de décomposition d'AdBlue lors des périodes de pluie faible.

Le commanditaire de toutes les installations mises en place pour recueillir et traiter les eaux polluées par AdBlue est la société Shell. Dès lors que les contrôles seront satisfaisants les eaux traitées pourraient de nouveau être rejetées, après autorisation par la Ministre de l'Environnement, dans le ruisseau.

ad 7) L'installation de traitement des eaux composée d'un bassin de rétention en béton et d'un bassin de filtration ainsi que de leurs équipements, est couverte par des arrêtés délivrés par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ceci en vertu de la législation relative aux établissements classés (arrêtés n°1/10/0226 du 15.07.2010, n°1/10/0226-A du 31.05.2011 et n°1/12/0321 du 08.04.2013).

Comme mentionné ci-avant, les mesures complémentaires prises et subissant encore des adaptations et essais pour prouver leur efficacité, se font dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure précité.

ad 8) Les arrêtés mentionnés au point ci-dessus ont été délivrés en application de l'article 6 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. L'arrêté de mise en demeure précité a été délivré en application de l'article 27 de cette même loi.

Une procédure de consultation dite «commodo» suivant les articles 10 et 12 de la loi du 10 juin 1999 précitée n'est pas d'application pour l'instruction des dossiers traités selon les articles 6 et 27 de cette même loi. Comme prévu par l'article 16 de la loi, lesdits arrêtés ont été transmis à l'administration communale de Roeser pour affichage et information du public lors de leurs délivrances.

L'État assure l'entretien des installations de traitement des eaux pluviales des surfaces non-affectées au concessionnaire. Les nouvelles installations implantées par le concessionnaire sur ces surfaces, suite au déversement de l'AdBlue, sont entièrement à charge du concessionnaire.

ad 9) et 10) Tous les frais de modifications, réparations ou suivis concernant le bassin de rétention et bassin de filtration sont au comptant de Shell. Par conséquent, le montant exact n'est pas connu par les administrations étatiques.

Question 2760 (13.02.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **cyclotourisme:**

Dans le contexte du cyclotourisme, plus précisément des touristes qui font des randonnées au Luxembourg sur les pistes cyclables (PC) avec leurs bagages, respectivement à l'aide d'un transport de bagages, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations et statistiques concernant les cyclotouristes au Luxembourg de 2011 à 2016: nombre de cyclotouristes, nuitées, parcours réalisés, etc.?

- Combien d'hébergements au Luxembourg sont actuellement labellisés «bed+bike», quel est le nombre de cyclotouristes qui ont été hébergés dans ces établissements et pour combien de nuitées?

- Comment et par quels moyens les acteurs touristiques officiels (LFT) réalisent-ils à l'étranger la promotion pour le Grand-Duché de Luxembourg comme pays cyclo-touristiquement à découvrir?

- En réponse à la question parlementaire n°2099 du 9 mai 2012, le Ministère avait envisagé de faire élaborer une étude au sujet du potentiel économique en relation avec le cyclotourisme au Luxembourg. Est-ce que cette étude a été réalisée?

Réponse (23.03.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les statistiques relatives aux cyclotouristes ne sont actuellement pas relevées tous les ans, mais sont estimées à partir des données compilées dans le cadre de l'enquête nationale auprès des visiteurs en séjour au Luxembourg. Au vu de l'ampleur et des ressources nécessaires pour une telle enquête à dimension nationale, les statistiques relatives aux cyclotouristes ne sont pas relevées tous les ans. Cependant le Ministère de l'Économie a chargé «Luxembourg for Tourism G.I.E.» de rééditer l'enquête nationale de 2013 au cours de l'exercice 2017, avec les résultats attendus pour 2018. Un questionnaire, reprenant entre autres les données relatives aux cyclotouristes, est en phase de finalisation.

Les objectifs de cette enquête nationale sont de mieux connaître les visiteurs du Luxembourg, notamment en ce qui concerne leurs motivations et leurs comportements de voyage.

Les résultats de la dernière édition présentés en septembre 2013 ont permis d'identifier les segments de clientèle et les marchés émetteurs au potentiel le plus élevé afin de définir une stratégie marketing pluriannuelle.

38 partenaires ont collaboré avec l'ancien ONT asbl lors de cette enquête nationale, à savoir des hôtels, campings, auberges de jeunesse et «tourist-infos», dont le LCTO et les différents Offices régionaux du tourisme.

L'investissement pour cette enquête nationale s'est chiffré à près de 2.000 heures sur le terrain avec 372 sorties sur 17 points d'enquête définis au préalable et ceci pendant un an.

Le taux de participation a été élevé, malgré l'exhaustivité du questionnaire avec 27 questions. En tout 3.071 questionnaires ont été remplis, dont 75% par des visiteurs passant la nuit et 25% par des visiteurs à la journée avec un volume total de quelque 75.000 données recueillies.

Selon les chiffres de l'enquête visiteurs 2013 (source LFT), 12% des visiteurs loisirs ayant passé au moins une nuitée au Luxembourg font du vélo ou VTT lors de leur séjour. Signalons néanmoins que ce chiffre inclut tous les visiteurs qui ont pratiqué le vélo/VTT, sans préciser la longueur ni la durée de cette activité. Dans la grande majorité des cas l'activité vélo/VTT constitue une activité complémentaire, exercée conjointement avec d'autres activités et non pas la raison primaire de visite du Luxembourg.

D'autres chiffres intéressants se rapportant aux visiteurs ayant fait du vélo et ayant au moins réalisé une nuitée au Luxembourg sont les suivants:

- Séjours réalisés dans différentes régions:

41% ont séjourné à Luxembourg-Ville;

30% aux Ardennes;

28% au MPSL;

16% en Moselle;

8% à l'Ouest;

9% au Sud.

- Type d'hébergement:

43% ont séjourné sur un camping (tente/caravane/camping-car) (22%);

36% dans un hôtel (59%);

9% en auberge de jeunesse (9%);

14% dans l'hébergement non marchand (amis, proches) (12%).

L'étude renseigne en outre sur les caractéristiques sociodémographiques des visiteurs cyclo-touristiques tels la composition du groupe, l'âge, le pays de résidence, le statut professionnel ou encore les dépenses effectuées lors du séjour au Luxembourg.

Actuellement 82 établissements d'hébergement possèdent le label «bed+bike»:

45 hôtels;

24 campings;

9 auberges de jeunesse;

et 4 établissements d'hébergement collectif.

Cependant il n'est pas possible de chiffrer le volume de nuitées relatives aux cyclotouristes dans ces établissements, étant donné que la fiche d'hébergement se limite à recenser les voyages «à but professionnel» ou «loisirs et autres», et ce en raison d'une simplification administrative pour les hébergeurs. Par ailleurs, les données ainsi récoltées sont confidentielles et sont uniquement communiquées au Statec via les fiches d'hébergement électroniques.

Pour ce qui est de la promotion de l'offre cyclo-touristique du Luxembourg à l'étranger, celle-ci s'inscrit dans l'expérience centrale «Expérience active de la nature» (randonnée, vélo, VTT), qui constitue une thématique phare au sein de la stratégie de marketing de «Luxembourg for Tourism». LFT met en œuvre des campagnes de communication intégrées utilisant plusieurs canaux pour diffuser un message, afin de multiplier les points de contact avec la clientèle. Tous les canaux renvoient vers le site Internet www.visitluxembourg.com. La communication dans les canaux offline (presse, affichage, radio) permettra de drainer des clients potentiels sur le site Internet, tandis que la communication online (publicité sur moteurs de recherche, mailings, médias sociaux, vidéos) captera l'attention des internautes sur notre destination au moment de leurs recherches en ligne. Dans ce cadre, une communication ciblée, authentique et émotionnelle, en misant sur des vidéos et des images attrayantes, est privilégiée. Une nouvelle vidéo thématique concernant le vélo tout terrain dit «mountain bike» est d'ailleurs en cours de finalisation.

L'objectif final de ces campagnes intégrées est la création de notoriété et de visibilité pour le Luxembourg comme destination (cyclo-) touristique sur les marchés étrangers prioritaires et auprès des segments de clientèles cibles.

Des campagnes spécifiques pour le vélo (et le mountain biking) ont été réalisées dans la presse écrite et audiovisuelle allemande, belge et néerlandaise, complétée par des newsletters, banners et annonces sur moteurs de recherche en ligne. Pour 2017, le nombre de médias sera étoffé, avec des publications cyclo-touristiques spécifiques telles «Radwelt» ou «Fiets Actief» qui se rajoutent à ceux déjà retenus en 2016.

En outre, LFT entretient des relations fructueuses avec les professionnels de l'industrie touristique, en organisant des workshops et «famtrips» à l'attention des «tour opérateurs» et agents de voyages, et organise des voyages de presse et pour bloggeurs. En 2016, des articles sur le cyclotourisme au Luxembourg étaient entre autres parus dans «Bike and Travel» (D) et «Plus Magazine» (B). En 2017, mis à part deux voyages de presse dans le domaine du tourisme actif, un voyage spécifique cyclo-touristique est programmé, proposant un tour du Luxembourg à vélo et une rencontre avec Andy Schleck. Un blog trip «best of outdoors», promouvant également l'offre cyclo-touristique, sera en outre organisé, sans oublier les voyages de presse individuels organisés en cours d'année. Au niveau des «famtrips», un voyage d'étude spécifique «sport & outdoor» sera également programmé.

Ensemble avec le Ministère de l'Économie, LFT participe aux foires thématiques «Vélofollies» à Courtrai (où le Grand-Duché était pays hôte), «CMT» à Stuttgart ainsi que «Fiets- en Wandelbeurs» à Gand et à Utrecht.

Question 2762 (13.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **contraceptifs:**

La publication «Contraception Atlas» de février 2017, réalisée par le Forum parlementaire européen sur la population et le développement, situe la politique d'information ainsi que l'accès et le conseil au sujet des contraceptifs au Luxembourg, en dessous de la moyenne des pays voisins.

Selon le tableau publié, cette situation serait due au fait qu'il n'existe p. ex. pas de site du Gouvernement donnant accès à des informations quant à l'accessibilité aux contraceptifs ou encore parce que la participation financière de la sécurité sociale pour les contraceptifs ne serait pas très importante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement est-il au courant de la publication en question?

2. Dans l'affirmative, quelles suites le Gouvernement entend-il donner à ces informations afin d'améliorer le rang du Luxembourg dans cette statistique?

Réponse commune (13.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. Le Gouvernement a pris connaissance de la publication «Contraception Atlas» de février 2017 élaborée par le Forum parlementaire européen sur la population et le développement (European Parliamentary Forum on Population & Development, EPF).

Dans la publication «Contraception Atlas» de février 2017, le Luxembourg se situe en 13e position avec un score de 60,9% à égalité avec la Suède, alors que 45 pays sont évalués. Les pays les mieux placés sont la France avec 90,1% et la Grande-Bretagne avec 87,6%.

Afin d'obtenir ces résultats, deux questions ont été posées, à savoir la première quant à la disponibilité d'informations en ligne concernant les contraceptifs (score du Luxembourg: 58,3%), la deuxième question portant sur l'accès aux contraceptifs et aux conseils y relatifs (score du Luxembourg: 62,4%).

ad 2. Pour donner suite à cette publication, le Gouvernement a pris contact avec le EPF afin d'obtenir des informations complémentaires dans le but d'améliorer le rang du Luxembourg dans cette étude.

À titre de précision, il faut noter que le Luxembourg prévoit le remboursement des contraceptifs (sans intervention médicale nécessaire) pour les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans à hauteur de 80% du prix des contraceptifs. Selon les données de facturation CNS de 2016 et le nombre de personnes protégées résidentes de sexe féminin âgées de 16 à 25 ans, le taux de couverture est d'environ 52%.

En ce qui concerne l'accessibilité de l'information sur Internet, le Gouvernement évaluera l'opportunité de créer une page Internet spécifique concernant les méthodes de contraception au Luxembourg. Toutefois, il faut préciser qu'il existe à l'heure actuelle des précisions sur le site Internet du Ministère de la Santé concernant la contraception.

Enfin, le Gouvernement est conscient des améliorations nécessaires en matière d'information et d'accessibilité à la santé affective et sexuelle au Luxembourg. Ceci se traduit dans la démarche déjà entamée par le Gouvernement dans le cadre du Programme national de promotion de la santé affective et sexuelle, à savoir la création d'un Centre national de référence (CNR) pour la santé affective et sexuelle. Ce Centre vise à promouvoir la sensibilisation et l'information en matière de santé affective et sexuelle.

Question 2765 (14.02.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **profession de l'orthoptiste:**

Un orthoptiste est chargé du dépistage et du traitement orthoptique et pléoptique des personnes présentant une amblyopie ou des troubles de la vision binoculaire, de même que de la prise en charge de personnes présentant une basse vision ou des perturbations du champ visuel en mono- et binoculaire. Suite au règlement grand-ducal du 7 juin 2007, l'orthoptiste est habilité à exercer sa profession en libéral ou comme salarié dans des services ou institutions d'utilité publique. Au Luxembourg, la profession d'orthoptiste s'exerce au sein du service d'orthoptie de la Direction de la santé, dans les établissements de rééducation et de de réadaptation, dans les instituts pour déficients visuels, ainsi que dans les cabinets d'ophtalmologie. Le service est impliqué dans le dépistage visuel des nourrissons, des enfants en bas âge et en âge scolaire. En 2015, le service a effectué 14.000 bilans de dépistage chez des enfants. Or, il n'existe actuellement pas de nomenclature définissant les actes professionnels pour une prise en charge dans le cadre d'une convention avec l'Union des caisses de maladie. Les actes réalisés par des orthoptistes salariés dans des cabinets médicaux d'ophtalmologistes se font sous la responsabilité et en présence du médecin employeur. Ce dernier ne peut toutefois pas valoriser ces prestations en l'absence d'une nomenclature spécifique et adaptée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Dans la mesure où le besoin en orthoptistes semble évident, quelles sont les raisons pour lesquelles il n'existe pas encore de nomenclature pour la profession d'orthoptiste?

- Dans la mesure où le service d'orthoptie n'est présent que dans la capitale et à Esch-sur-Alzette, les Ministres envisagent-ils d'élaborer une nomenclature afin de permettre aux orthoptistes libéraux de pratiquer dans les autres zones du Grand-Duché du Luxembourg?

- En cas de réponse négative, quelles sont les raisons pour lesquelles les Ministres ne jugent pas opportun d'élaborer une nomenclature aux orthoptistes?

Réponse commune (17.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Contrairement notamment à la France et à la Belgique, au Luxembourg les actes de la profession d'orthoptiste ne sont pas pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS).

L'Association luxembourgeoise des orthoptistes diplômés (ALOD) avait, en 2015, entrepris des démarches en vue de l'obtention d'une nomenclature. Toutefois, à ce jour, aucune demande officielle en ce sens n'a été introduite auprès de la CNS.

Le service d'orthoptie de la Direction de la santé a pour mission principale le dépistage visuel des enfants en bas âge et le dépistage visuel du premier cycle de l'école fondamentale. En 2015, ce dépistage a été effectué auprès de 14.000 enfants en bas âge, mais également auprès de 11.000 enfants du premier cycle. Les actes orthoptiques sont accomplis de façon autonome dans le cadre d'un programme de dépistage organisé par le Ministère de la Santé.

En 2015, le service d'orthoptie a également effectué 1.700 bilans et séances de rééducation orthoptique sur demande de médecins prescripteurs. Le fait que ces examens orthoptiques n'ont lieu que sur deux sites au Luxembourg pourrait toutefois représenter un inconvénient pour les personnes nécessitant une rééducation orthoptique et devant se déplacer pour une douzaine de séances. L'accroissement de la population au Luxembourg, l'importance grandissante accordée au confort visuel lors du travail sur ordinateur, la demande accrue d'une évaluation et d'un traitement précoce des difficultés d'apprentissage de la lecture et le vieillissement de la population avec les pathologies de basse vision et de diplopie, vont entraîner dans les années à venir une augmentation certaine des demandes de prise en charge orthoptique.

Sur les 18 orthoptistes inscrits au registre des professions de santé, sept orthoptistes travaillent en tant que salarié dans un cabinet d'ophtalmologie.

Les orthoptistes actifs au Luxembourg, qui ne sont pas des agents publics, sont engagés en qualité de salarié dans les cabinets des ophtalmologues.

Cela étant, et dans la mesure où 45% des orthoptistes actifs sont des agents publics dans le cadre de différents programmes de dépistage et de prévention, et que de cette façon, une partie essentielle du besoin est ainsi couverte, il y a lieu de s'interroger sur la plus-value d'un exercice sous la forme libérale de la profession de l'orthoptiste.

Question 2767 (14.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation au Soudan du Sud:**

Zënter Joren ass am Südsudan eng schwéier humanitär Kris amgaangen.

No verschiddene Reportagen („Jeune Afrique", ënner aneren) muss ee fäerten, datt d'Situatioun sech nach weider kéint verschlëmmeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Bausseminister an dem Här Minister fir Entwécklungshëllef dës Froe stellen:

1) Wéi beuerteelt d'Lëtzebuerger Regierung déi aktuell Situatioun am Südsudan?

2) Ass Lëtzebuerg an der Hëllef fir de Südsudan engagéiert, eventuell nach iwwert dat eraus, wat am europäesche Kader fir d'Flüchtlingen op der Plaz gemaach gëtt?

3) Gëtt dru geduecht, Lëtzebuerger an de Südsudan ze schécken, fir op der Plaz Hëllef ze leeschten?

4) Gi Lëtzebuerger Persounen oder Associatiounen ënnerstëtzt, déi sech am Südsudan wëlle privat engagéieren oder schonn engagéiert sinn? Wa jo, wéi?

5) Zeechne sech op internationalem Plang Aktiounen of, fir d'Kris am Südsudan ze stoppen? Wa jo, wat mécht déi lëtzebuergesch Regierung an deem Kontext?

Réponse commune (14.03.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

ad 1) D'Lëtzebuerger Regierung ass extrem besuergt iwwert déi aktuell Situatioun am Südsudan. Trotz den Efforte vun Deeler vun der internationaler Kommunautéit, geet déi vu Mënschenhand gemaachte Kris am Land weider. Lëtzebuerg huet de Südsudan säit senger Onofhängegkeet am Joer 2011 ënnerstëtzt an déi humanitär Situatioun an de leschte Jore vun no suivéiert. Obwuel d'Situatioun am Südsudan scho säit Joren extrem prekär ass, huet d'Ausmooss vun der aktueller Hongersnout sech eréischt am Februar richteg ofgezeechent. Déi humanitär Situatioun ass déi schlëmmsten, déi d'Land zënter senger Onofhängegkeet 2011 kannt huet. 1,5 Millioune Leit sinn an d'Nopeschlänner geflücht a bal zwou Millioune Leit sinn intern déplacéiert. Déi dagdeeglech Gewaltdoten an d'Limitatioune vum Accès duerch déi divers arméiert Gruppe verhënneren, dass déi international Hëllef effikass ka verdeelt ginn.

ad 2) Lëtzebuerg ass scho säit Jore mat humanitärer Hëllef am Südsudan engagéiert. Esou huet d'Lëtzebuerger Hëllef fir de Südsudan sech 2015 op bal 3,2 Millioune belaf. Am Joer 2016 waren et ronn 2,5 Milliounen. An deem Kontext ass och ze bemierken, dass Lëtzebuerg ee vun de festen Donateure vum „Common Humanitarian Fund" fir de Südsudan ass, dee vun der UNO (OCHA) gefouert gëtt.

Nieft finanzielle Kontributiounen un déi haapt humanitär Hëllefsorganisatiounen op der Plaz (UNHCR, PAM, CICR) an der Finanzéierung vu Projete vu vereenzelten ONGen (Caritas an Handicap international), leescht Lëtzebuerg och säit 2012 mam Projet „emergency.lu" en aktive Bäitrag, andeems den humanitären Akteuren op der Plaz gratis Satellittekommunikatioun zur Verfügung gestallt gëtt, fir dass si hir Aarbecht kënnen ausféieren. Ee Satellittenterminal ass am Moment nach op der Plaz fir d'UNICEF.

ad 3) Duerch d'„emergency.lu"-Plattform waren an der Vergaangenheet Lëtzebuerger punktuell op der Plaz, fir de gudden Fonctionnement vun dësem Service ze garantéieren. Well dëse Service gutt leeft, ass kee Bedarf do, fir am Moment Lëtzebuerger op d'Plaz ze schécken.

Lëtzebuerg denkt och net drun, fir an engem anere Kader Lëtzebuerger an de Südsudan ze schécken. Des humanitär Koordinatioun an Aarbechtsopdeelung gëtt vun der UNO (OCHA) assuréiert, an enker Kollaboratioun mat Hëllefsorganisatiounen an humanitären Akteuren. Am Kader vun dëser internationaler Koordinatioun vun der Hëllef ass am Moment keng spezifesch Expertise verlaangt, wou Lëtzebuerg kéint eng Plus-value liwweren.

Dofir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg déi international Hëllefsaktiounen op der Plaz nach weiderhi finanziell a politesch ënnerstëtzt.

ad 4) Et leien der Regierung am Moment keng Ufroe vu Privatpersoune vir, déi sech wëllen am Südsudan engagéieren.

D'Lëtzebuerger humanitär Hëllef huet awer an der Vergaangenheet Projete vu Lëtzebuerger ONGen am Südsudan finanzéiert a wäert dat och weider maachen, falls esou Projete virleien.

ad 5) D'Ausmooss vun der Hongersnout ass am Februar bekannt ginn a säitdeem hunn all d'Hëllefsorganisatiounen d'Alarmklacke gelaut, fir op d'Gravitéit vun der Situatioun opmierksam ze maachen.

Am Kader vu sengen institutionelle Relatiounen a pluriannuellen Accorde mat den haapt humanitären Hëllefsorganisatiounen huet Lëtzebuerg dem UNHCR, dem PAM, OCHA an dem CICR eng Flexibilitéit ginn, fir dass si - jee no Besoin an humanitären Krisen - een Deel vun der Lëtzebuerger finanzieller Hëllef direkt op déi Krise kënnen dirigéieren. An der aktueller Situatioun erméiglecht des Flexibilitéit et dësen Organisatiounen, fir direkt op Lëtzebuerger Fongen zréckzegräifen an domat hir humanitär Operatiounen am Südsudan an der Kontinuitéit kënnen auszeféieren.

Well d'Rapiditéit vun der humanitärer Hëllef immens wichteg ass, ënnerstëtzt Lëtzebuerg doriwwer eraus och de CERF - den „Central Emergency Response Fund" vun der UNO. Dëse Fong ass speziell erschaf ginn, fir séier a mat wéineg administrativem Opwand direkt um Terrain intervenéieren ze kënnen. De CERF ass dofir e wichtegt Instrument, dat erméiglecht, dass humanitär Hëllef esou séier an esou lokal wéi méiglech kann ëmgesat ginn.

Duerch säi Kontakt mat den Hëllefsorganisatioune suivéiert Lëtzebuerg d'Situatioun op der Plaz. Lëtzebuerg wäert dofir - esou wéi och déi lescht Joren - 2017 substanziell Fonge fir d'humanitär Operatiounen am Südsudan zur Verfügung stellen an dëst op d'mannst an Héicht vun 2,5 Milliounen Euro.

Falls dës Organisatiounen zousätzlech Demandë fir finanziell Ënnerstëtzung u Lëtzebuerg riichten, wäert d'Regierung deenen och Rechnung droen.

Ee vun de Schwéierpunkte vun der Lëtzebuerger humanitärer Hëllef sinn déi sougenannten „vergiesse Konflikter" an „ënnerfinanzéiert humanitär Krisen". An deem Kader wäert Lëtzebuerg d'Situatioun am Südsudan och iwwert déi nächst Jore suivéieren a säin Deel zu der internationaler Hëllef bäidroen.

Question 2768 (15.02.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **«Bad bank» européenne:**

Le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE) a récemment déclaré que l'Union européenne devrait créer une «bad bank», c'est-à-dire une structure de défaisance pour traiter les centaines de milliards d'euros de créances douteuses (appelées «non-performing loans») des banques européennes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement concernant la création d'une «bad bank» européenne?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne par rapport à une «bad bank» européenne?

- Est-ce qu'une telle structure de défaisance serait compatible avec le droit européen?

- Quels sont les États membres dans lesquels le ratio de créances douteuses est le plus élevé?

- Quel serait le volume total des créances douteuses à transférer dans une telle structure?

- Qui financerait une «bad bank» européenne et qui assumerait finalement les pertes éventuelles?

- Est-ce que le Gouvernement est favorable à un partage et donc une mutualisation des risques bancaires entre les États membres?

Réponse (14.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

M. Andrea Enria, président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), a évoqué en date du 30 janvier 2017 à l'occasion d'une conférence au Luxembourg l'idée de la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne.

M. Vítor Constâncio, vice-président de la Banque centrale européenne, a qualifié cette initiative de bienvenue à l'occasion d'une conférence à Bruxelles le 3 février 2017, tout en faisant état de difficultés liées à la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne. La Commission européenne n'a pas encore pris position sur l'idée d'une «bad bank» européenne.

Le Gouvernement est disposé à examiner la faisabilité de la création d'une «bad bank» à l'échelle européenne, sa compatibilité avec le droit de l'Union et les modalités de fonctionnement d'une telle structure sur base d'une proposition de la Commission européenne.

Question 2769 (15.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures de compensation dans le cadre de la construction du tram:**

An der Press war an engem Artikel iwwer eng parlamentaresch Fro ze liesen, datt d'Ubanne vum Findel un den Tramsréseau nach eemol 3,5 Hektar Bësch soll kaschten. An deem Zesummenhang hätt ech dës Froen:

1. Wou genee sollen déi 3,5 Hektar Bësch, déi d'Tramdeelstreck tëschent dem Kierchbierg an dem Findel kascht, nei ugeplanzt ginn? Gehéieren d'Terrainen, op deenen déi Kompensatiounsmoossname solle geholl ginn, dem Stat? Wann net, wëllt de Stat déi kafen?

2. Sinn d'Ministeren der Meenung, datt eng kënschtlech Plantatioun de Verloscht vun engem natierlech gewuessene Bësch matten an engem Ökosystem wéi dem Gréngewald kann ersetzen?

3. Wat sinn d'Erfahrunge mat Kompenséierungs- an Emplanzungsmoossnamen a wat ass de Risiko? Ass et z. B. wouer, wéi et am Ableck vu verschiddene Säite behaapt gëtt, datt vun deene Beem, déi laanscht d'Scheffer-Allée um Lampertsbierg ewechgeholl goufen, fir dem Tram Plaz ze maachen, der vill scho futtigaange sinn? Wou genee sinn dës Beem aus der Scheffer-Allée nees ugeplanzt ginn a kann ee sech do op der Plaz vum aktuellen Zoustand vun deene Beem e Bild maachen?

4. Zum Gesamtprojet Tram: Wéi vill Hektar Bësch mussen am Ganze fir den Tram, den Tramsschapp, d'Streckeféierung an déi annex Aarbechten, z. B. fir déi geplangte Park & Ride-Parkplaze weechen? Wéi vill Hektar dovu gehéieren zu deem zesummenhänkenden, natierlech gewuessene Bëschsystem Gréngewald?

5. Wéi vill Hektar sollen duerch Kompensatiounsmoossnamen nei ugeplanzt ginn? Wéi ass den aktuelle Stand vun de Kompensatiounsmoossnamen?

Réponse commune (15.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Dës Fro gräift e bësse vir, well d'Tramdeelstreck Kirchbierg-Findel (Troncon E) ass aktuell an der EIE Prozedur. Den MDDI huet nach bis Enn Abrëll, fir säin Avis zur EIE ze ginn, éier dës an d'Enquête publique geet an éier dann de Regierungsrot eng Décisioun hëlt um Niveau APS an d'Envergure vun de Kompensatiounsmoossname festhält. Dann eréischt gëtt een Avant-projet détaillé ausgeschafft, op deem senger Grondlag d'Ëmweltministesch d'Kompensatiounsmoossnamen am Detail festleet an och, wou se genau mussen ausgefouert ginn.

ad 2. D'Natur vun de Kompensatiounsmoossnamen ass nach net definéiert, mä d'Kompensatioun duerch Uplanzung vu standortgerechten an eenheemesche Bamaarten ass déi schnellste Method, fir nees ee Bësch hierzestellen. Een Deel vum Verloscht wäert och duerch Verbesserungsmoossnamen am Gréngewald kompenséiert ginn (speziell Aménagementer fir verschidde geschützten Aarten, lokal Verbesserunge vu klenge Liewensraim).

ad 3. D'Kompensatiounsmoossname vum Tramsschapp sinn ee Succès. Déi 6 ha, déi all 2015 ugeplanzt goufen, sinn no enger Ausbesserungsplanzung am leschte Joer elo gutt ukomm a gi vun der Naturverwaltung weider betreit. Déi aner Mesuren, wéi Bëschrand, Wëllkaz, Hieselmaus, Fliedermaus (Myotis myotis, Myotis bechsteinii), sinn an der Ausféierung an d'Resultater si positiv.

Wat d'Ëmplanzungsmoossname vun de Beem aus der Scheffer-Allée um Lampertsbierg ubelaangt, sinn déi Beem, déi 2016 an der Pépinière um Waldhaff temporär ëmgeplanzt gi sinn, all gutt ukomm. Déi Beem, déi um Waldhaff verplanzt goufen, sollen a Form vu Stroossen- oder Parkbeem um Territoire vun der Gemeng Stad oder enger Nopëschgemeng zréckgeplanzt ginn. Se sinn och gesond, esou wéi déi lescht Fotoe vu September 2016 op der Homepage vu LuxTram weisen.

ad 4. D'Gesamtbëschfläch, déi fir den Tramsschapp (4,5 ha) an d'Tramstreck (4,7 ha) defrichéiert muss ginn, ass insgesamt 9,2 ha Bësch a gehéieren all zum Massif vum Gréngewald. Et ass awer ze bemierken, dass et sech bei deenen zwou Flächen ëm Randparzellen handelt, woubäi eng direkt nieft enger vill befuerener Autobunn läit. Den Impakt am Verglach zu engem Duerchschneide wéi bei der Nordstrooss ass also net deeselwechten. Zum Projet P&R gëtt et aktuell nach keng Informatiounen.

ad 5. D'Gesamtfläch, déi wäert ugeplanzt ginn, kann eréischt ermëttelt ginn, wann den Avantprojet vum Tronçon E ofgeschloss ass. Den aktuelle Stand ass: 4,5 ha defrichéiert a 6 ha ugeplanzt.

Question 2770 (15.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **liberté d'expression:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 2668 iwwert d'Meenungsfräiheet, wollt ech ënner anerem gewuer ginn, fir „wat fir eng Aussoe genee" Leit zu Lëtzebuerg wéinst sougenannten „Haassverbriechen" oder Äänlechem veruerteelt gi sinn (am Punkt 7 vun der Fro). Well deen Deel vun der Fro awer nach net beäntwert gouf a well dat esou e wichtege Punkt fir d'Rechtssécherheet hei am Land ass, wéilt ech déi Fro nach eemol stellen:

- Kann den Här Minister eng genee an detailléiert Lëscht virleeën, fir wéi eng Aussoen an Ursaache genee et zu enger Veruerteelung koum a wéi staark déi eenzel benotzten Ausdréck oder Formuléierunge bestrooft goufen?

Réponse (15.03.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Den honorabelen Deputéierte freet eng detailléiert Lëscht iwwert d'Aussoen an d'Ursaache vun de Veruerteelungen.

Déi verschidde Fäll si ganz verschidden, souwuel an de Fakte wéi an de Strofen.

Et sinn alles individuell Fäll, déi een net ka vergläichen oder résuméieren.

Fir dass den honorabelen Deputéierten awer iwwert d'Detailer vun all de Fäll informéiert gëtt, fënnt hien hei hannendrun déi eenzel Uerteeler ënner anonymiséierter Form *(annexes à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

Question 2772 (15.02.2017) de **MM. Lex Delles** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **participation aux activités offertes par la LASEP:**

Le but de la «Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire (LASEP)» est de promouvoir la libre pratique des sports et de développer l'esprit sportif chez les enfants fréquentant les écoles préscolaires et fondamentales au Luxembourg.

Or, il a été porté à notre connaissance que plusieurs maisons relais refuseraient que les élèves sous leur garde participent aux activités sportives offertes par la LASEP.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la situation décrite? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du refus?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait opportun que tous les élèves puissent profiter de cette offre d'activités sportives et de loisirs?

3) Le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures afin de parer à cette situation?

4) Dans ce contexte, quels sont les instruments dont dispose Monsieur le Ministre pour assurer le bon fonctionnement des activités périscolaires?

Réponse (17.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le nombre des inscriptions aux activités de la LASEP a augmenté au cours des dernières années, preuve que ces activités sont très populaires auprès des enfants. À titre de comparaison, 4.873 enfants possédaient des licences LASEP pour l'année scolaire 2010-2011, contre 6.364 actuellement.

Il importe que le plus grand nombre d'enfants qui le souhaitent puissent participer à ces activités. C'est pour cette raison que le ministère encourage les communes, les enseignants, les dirigeants de la LASEP et le personnel des services d'éducation et d'accueil (SEA) de se concerter afin de permettre à tous les enfants de s'inscrire aux activités qui leur sont offertes dans le cadre de la LASEP.

Les services d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État peuvent, si l'organisation de leur service le permet, opter pour deux modèles de coopération avec la LASEP:

- le premier modèle prévoit la possibilité de détachement de personnel du SEA à la LASEP. Les activités sont offertes sous la responsabilité de la LASEP. Le personnel intervient dans le cadre de sa tâche en tant que «dirigeants LASEP» et selon les statuts de la LASEP. Les enfants participant à l'activité sont inscrits à la LASEP et payent la cotisation annuelle prévue par les instances de la LASEP. Pendant cette période, le chèque-service accueil n'est pas applicable.

- Le deuxième modèle prévoit l'organisation d'activités LASEP dans le cadre des activités du SEA. Ces activités sont prestées selon les critères établis dans la charte LASEP et sous la responsabilité du SEA. S'agissant d'une activité du SEA, les enfants sont inscrits au service éducation et accueil et le chèque-service accueil est applicable.

Il faut cependant souligner que le gestionnaire d'un SEA doit veiller à ce que le bon fonctionnement de son service soit assuré et à ce que sa mission pédagogique puisse être assurée conformément à son concept d'action général. Dans des cas particuliers, le détachement de personnel pour une activité LASEP peut néanmoins s'avérer difficile, comme par exemple pendant les heures de repas de midi.

ad 2), 3) et 4) Comme il a été exposé ci-avant, le ministère a dès 2015 introduit des mesures administratives et techniques au niveau de la convention financière afin de faciliter la coopération entre les SEA et la LASEP. Afin de détailler de manière plus explicite ces mesures, une circulaire sera envoyée aux gestionnaires de SEA conventionnés afin d'apporter des précisions au niveau de la participation financière de l'État et de minimiser les obstacles d'ordre administratif.

Il est d'autre part rappelé que le cadre de référence national «Éducation non formelle des enfants et des jeunes» prévoit que chaque SEA conçoive son projet pédagogique de façon à ce que des activités sportives et de loisirs puissent être effectuées de manière régulière. Les gestionnaires sont ainsi invités à créer un environnement propice au développement moteur et à l'épanouissement physique des enfants en offrant de multiples opportunités pour que les enfants puissent améliorer leurs capacités de coordination et de motricité.

Question 2773 (16.02.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **registre des personnes physiques:**

An der leschter Zäit war de nationale Persouneregëster an der Aktualitéit, well d'Awunnerzuelen aus deemselwechten net mat deenen aus dem kommunale Persouneregëster iwwereneegestëmmt hunn. Et kënnt derbäi, dass och de Statec d'Awunnerzuelen ermëttelt.

Sou gëtt zum Beispill als Berechnungsbasis fir den ICC op d'Zuelematerial vum Statec zréckgegraff. An dësem Kontext kommen dann awer erstaunlech Ënnerscheeder an der Awunnerzuel op den Dësch, déi sech nëmme schwéier erkläre loossen. Sou gëtt den ICC fir d'Stad Lëtzebuerg op eng Awunnerzuel gerechent, déi laut Statec op den 01.01.2016 bei 115.227 Awunner läit. Um City Breakfast huet d'Stad Lëtzebuerg selwer deklaréiert, si hätten op den 31. Dezember 2015 110.499 Leit enregistréiert gehat. Dat wier eng Differenz vu bal 5.000 Leit! Um City Breakfast vum 25. Januar 2017 deklaréiert d'Stad Lëtzebuerg, datt op Enn 2016 114.090 Leit enregistréiert wieren. Och dat ass nach ëmmer een Ënnerscheed vun iwwer 1.000 Leit.

An deem Kader wollt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

- Wou kommen des Inkohärenzen um Niveau vun den Awunnerzuelen hier?

- Wei ermëttelt de Statec d'Zuelen, déi der Berechnung vum ICC zu Grond leien?

Laut mengen Informatioune leien d'Zuele vum Statec bei der Berechnung vum ICC bei all de Gemengen (ausser der Stad Lëtzebuerg) ënnert deenen, déi d'Gemengen an hirem kommunale Regëster stoen hunn an déi aus dem „Gescom" ermëttelt ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

- Envisagéiert de Minister, dass d'Berechnungsan Ermëttlungsbasis vun der Awunnerzuel an all de Gemengen harmoniséiert gëtt?

- Wann net, firwat wëllt de Minister net op esou e Wee goen?

Réponse (21.03.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dem honorabelen Deputéierte seng Fro handelt ëm d'Ënnerscheeder um Niveau vun den Awunnerzuelen. An deem Kontext verweisen ech op meng Äntwert vum 13. Februar 2017 op d'Fro N°2712 vun den honorabelen Deputéierte Claude Lamberty a Max Hahn respektiv op meng mëndlech Äntwert de 14. Mäerz 2017 op dem honorabelen Deputéierte seng eege mëndlech Fro N°258 iwwert den nationale Populatiounsregëster.

Wat elo konkret d'Berechnung vun der Gewerbesteier (ICC) ubelaangt, esou ass ze preziséieren, datt zanter der Ofännerung den 21. Dezember 1991 vum entspriechende groussherzogleche Reglement vun 1962 (règlement grand-ducal modifié du 20 avril 1962 réglant, en matière d'impôt commercial, les ventilations et la participation des communes de résidence des salariés), bei der Berechnung vum ICC d'Awunnerzuele geholl ginn, déi vum Statec gerechent ginn.

Wuertwiertlech heescht et effektiv do am Artikel 8:

«Pour les besoins de l'application des dispositions des articles 9 et 10 on entend par:

a) population, les personnes figurant au relevé de la population de résidence la plus récente calculée par le service central de la statistique et des études économiques.»

Wat elo d'Method ubelaangt, wéi de Statec d'Awunnerzuele berechent, esou muss ech dem honorabelen Deputéierte matdeelen, datt de Statec net ënnert d'Kompetenze vum Innenminister fält, an nach ewell kann ech soen, datt dës Berechnunge sech op déi zénggjäreg Vollekszielung baséieren. Déi lescht Vollekszielung huet iwwregens den 1. Februar 2011 stattfonnt an dëst an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen. Tëschent zwou Vollekszielunge gëtt d'Bevëlkerung dann all Joers op en Neits den 1. Januar geschat. De Statec baséiert sech an dëser Estimatioun op déi véier demografesch Komponenten, déi d'Awunnerzuel zu Lëtzebuerg beaflossen, sprëch d'Gebuerten (+), d'Doudesfäll (-), d'Awanderungen (+) an d'Auswanderungen.

Dem honorabelen Deputéierten ass mat Sécherheet net entgaangen, datt zanter dem Joer 2016 de CTIE, an Zesummenaarbecht mat all de Gemengen, dru geschafft huet, déi grouss Ënnerscheeder tëschent dem nationale Regëster (RNPP) an den 105 kommunale Regëster (RCPP) opzeschaffen. An deem Kontext hunn déi verschidde Gemengen an absënns déi zoustänneg Beamten eng ganz gutt Aarbecht gemaach, an ech félicitéieren dann och nach eng Kéier ausdrécklech der Gemeng Hesper, déi dann och elo als lescht Gemeng dës Aarbechte kierzlech realiséiert huet an esou zu der Kohärenz vun de jeeweilegen Zuele mat bäigedroen huet.

Ech betounen awer nach eng Kéier, datt dës Ugläichungsaarbecht tëschent RNPP a RCPP e kontinuéierleche Prozess an eng steeteg Erausfuerderung bleift, där d'Gemenge sech stelle mussen duerch déi verschidde Forme vu Speisung vun de Fichieren.

Esou huet de Gesetzgeber et 2013 festgeluecht an esou muss et elo och ëmgesat ginn. D'Kohärenz vun deenen zwee Fichieren (RNPP a RCPP) ass a bleift also resultatsofhängeg vum Suivi an dem Seriö, deen d'Gemengen dëser Aufgab widmen.

Op dësem Wee wäert och d'Ermëttelungsbasis vun den Awunnerzuelen harmoniséiert sinn, woubäi d'Kohärenz vun der Awunnerzuel, wat d'Gewerbesteier ubelaangt, duerch d'Berechnungsmethod vum Statec garantéiert ass.

Des Weidere kann ech dem honorabelen Deputéierte matdeelen, datt de Statec deemnächst seng Awunnerzuelen op nationalem a kommunalem Niveau unhand vum RNPP ermëttele wäert. Déi al Method, déi op d'Vollekszielung baséiert a virdru beschriwwe gouf, gëtt dann definitiv fale gelooss. Dës nei Virgoensprozedur wäert fir d'Awunnerzuel vum 1. Januar 2017 fir d'Alleréischt operationell ginn. Op dës Manéier wäerten dann och d'Awunnerzuele vun de kommunale Regëster, dem nationale Regëster a vum Statec zukünfteg equivalent sinn.

Question 2774 (16.02.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **taxe sur les transactions financières:**

Le projet de taxe sur les transactions financières (TTF) remonte à septembre 2011, quand la Commission européenne a présenté un premier projet en la matière. Depuis, devant l'impossibilité de trouver un accord à l'unanimité au sein du Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et le Conseil ont donné leur accord pour établir une coopération renforcée parmi certains États membres.

Selon les informations révélées dans la presse il y a quelques jours, la Belgique et la Slovaquie auraient l'intention de se retirer du projet de TTF ce qui mettrait un terme à la coopération renforcée nécessitant au moins neuf États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces révélations?

- Quand est-ce que le projet de TTF figurera pour la prochaine fois sur l'ordre du jour du Conseil des Ministres des Finances?

- Est-ce que les États membres du Benelux ont une position commune et/ou coordonnée dans ce dossier?

Réponse (07.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député se réfère à des informations relayées par la presse selon lesquelles la Belgique et la Slovaquie auraient l'intention de se retirer de la coopération renforcée mise en place en 2013 dans le but d'instituer une taxe sur les transactions financières européenne.

Sachant que le Grand-Duché ne fait pas partie des États membres participant à cette coopération renforcée et ne participe donc pas aux réunions mentionnées dans le même article de presse, nous ne pouvons pas confirmer cette information.

L'ordre du jour des réunions mensuelles des Ministres des Finances est fixé par la Présidence du Conseil. La Présidence maltaise n'a pas encore fait d'annonce quand elle compte traiter de ce dossier au niveau ministériel.

La Belgique faisant partie des États membres participant à la coopération renforcée, a contrario des Pays-Bas et du Luxembourg, il n'y a pas de position commune du Benelux dans ce dossier.

Question 2775 (16.02.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **transports publics:**

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire «Paperjam» en mai 2016, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé que le premier quai de la gare périphérique d'Howald allait ouvrir fin 2017. Le deuxième quai devrait suivre en 2021-2022 en lien avec la gare de bus et le tram.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le planning pour l'ouverture du premier quai de la gare périphérique d'Howald?

Afin de délester le trafic, il est également prévu de mettre en service une nouvelle ligne transversale d'autobus qui devra assurer la desserte Strassen-Bertrange-Alzingen.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le bus en provenance de Howald va emprunter le tracé de la rue de Gasperich ou celui de la route de Thionville?

- Quand est-ce que la mise en service de cette nouvelle ligne est-elle prévue?

Réponse (23.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les délais de réalisation de la gare périphérique Howald et ses conséquences sur les transports publics.

J'ai le plaisir de vous annoncer que le premier quai de la gare Howald sera inauguré le 10 décembre 2017.

Afin de garantir une desserte performante entre la gare Howald et le Ban de Gasperich, les tracés des lignes d'autobus sont analysés à l'heure actuelle.

Concernant la liaison entre Strassen-Bertrange-Alzingen, je peux vous confirmer que la modification de la ligne est planifiée pour le changement horaire en mai/juin 2017. Le tracé retenu prévoit l'utilisation de la route de Thionville, étant donné que le gabarit et la capacité de la rue de Gasperich ne conviennent pas pour accueillir une ligne de bus hautement cadencée.

Question 2776 (16.02.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **soldes dit Target:**

Ech liesen haut an der FAZ, datt déi sougenannten Target-Salden op en neien Héichstand geklomme sinn.

1. Stëmmt et, datt z. B. Italien haut am Target-System deenen aneren Zentralbanken am Euroraum 364 Milliarden Euro schëlleg ass?

2. Wei gesäit den Target-Saldo fir Lëtzebuerg aus? D'FAZ schwätzt vun enger „dreistelligen Milliardenforderung".

3. Hutt Dir Kenntnis vun engem Bréif vum EZB-Chef Draghi un italienesch Deputéierten, datt wann Italien géif wëllen aus dem Euro erausklammen, da misst Italien déi Target-Schold fir d'Éischt bezuelen?

4. Wéi realistesch gesitt Dir d'Chance, datt Italien oder aner Negativ-Target-Länner hir Scholde wierklech bezuelen a wéi héich sinn also d'Chancen, datt Lëtzebuerg - bei engem hypotheteschen Euroaustrëtt - seng Suen zréckkréich?

5. Deelt Dir d'Aschätzung vun der FAZ, datt déi Target-Salden e grousst Erpressungspotenzial a Verloschtrisiko a sech droen?

Réponse (15.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

D'Europäesch Zentralbank publizéiert op hirer Websäit Informatiounen iwwert d'Target-Salden vun den nationalen Zentralbanken, déi Member si vum Target-System. Et geet aus dësen Informatiounen ervir, dass Italien den 31. Januar 2017 en negative Sold vun 364,7 Milliarden a Lëtzebuerg e positive Sold vun 176,6 Milliarden am Target-System hat.

De Finanzminister huet keng Kenntnis vun engem Bréif, deen de President vun der Europäescher Zentralbank, den Här Mario Draghi, italieneschen Deputéierten zum Thema Target geschéckt soll hunn. Et ass och net un him, Aussoe vu Journalisten an der FAZ ze kommentéieren.

Am hypothetesche Fall vun engem Euroaustrëtt vun engem Memberstat, deen den Här Deputéierten a senger parlamentarescher Ufro uschwätzt, gëtt et kee Grond unzehuelen, dass ee Memberstat seng Scholden am Target-System net begläiche géif.

Question 2779 (17.02.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Brevet d'initiation à l'aéronautique:**

Depuis quelques années, certains établissements scolaires secondaires en France offrent aux élèves l'obtention d'un Brevet d'initiation à l'aéronautique (BIA). Il s'agit d'un brevet qui certifie une culture générale dans le domaine de l'aéronautique et qui touche à des notions comme par exemple les mathématiques, la physique, la cartographie, la météorologie, la navigation, l'histoire et la technologie. Il s'agit d'une formation qui est à la fois théorique et pratique et qui contient aussi des vols d'initiation dans des aéroclubs.

Depuis peu, le BIA est offert au Luxembourg dans un lycée privé francophone.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il notre avis que le BIA est un outil pédagogique intéressant qui permet aux enseignant-e-s d'initier les élèves à des matières scolaires différentes dans un contexte interdisciplinaire et qu'il permet aux élèves de comprendre l'utilité de différentes disciplines scolaires?

2. Existe-t-il des projets visant à introduire le BIA - ou des formations similaires - dans des lycées publics luxembourgeois?

Réponse (22.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Il est vrai qu'un lycée privé français offre depuis septembre 2016 la formation au Brevet d'initiation aéronautique (BIA) à une vingtaine d'élèves.

Il est méritant que les responsables de cet établissement scolaire en question ont mis en place une telle formation qui permet à des jeunes d'acquérir des connaissances dans un domaine a priori peu connu par les lycéens et le ministère ne peut que soutenir tout projet qui favorise un apprentissage interdisciplinaire. Je tiens à préciser que cette formation est offerte dans un contexte d'activité parascolaire et n'est pas implantée dans les programmes officiels, ni dans la grille horaire hebdomadaire arrêtée annuellement par règlement grand-ducal.

Pour l'instant, le ministère n'envisage pas l'élaboration de projets visant à introduire le BIA ou des formations similaires dans les lycées publics. Néanmoins, la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit à l'article 3 que «dans les limites fixées par la présente loi, les lycées peuvent engager des actions autonomes dans le domaine pédagogique (...) afin d'adapter l'enseignement du lycée à des besoins et des priorités qui lui sont propres, tels qu'exprimés par la communauté scolaire». Ainsi, tout lycée peut adapter les grilles horaires hebdomadaires, s'il juge l'introduction d'une telle offre de formation opportun à des fins de projets pédagogiques pour ses élèves.

Toutefois, lesdites modifications ne peuvent dépasser trois heures et doivent se prévaloir de l'accord du conseil d'éducation qui, par la suite, est soumis à l'approbation du ministre.

Question urgente 2946 (28.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **cession d'actions dans la Banque internationale à Luxembourg:**

Selon «Bloomberg», le groupe financier «Precision Capital» aurait l'intention de vendre ses parts à hauteur de 90% dans la BIL. Des contacts informels entre l'actionnaire précité et différentes banques de la place auraient déjà eu lieu.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Le représentant de l'État au conseil d'administration de la BIL a-t-il été informé de l'intention de vente de «Precision Capital»? L'actionnaire aurait-il fait part de raisons pour expliciter son intention?

- La société «Precision Capital» envisagerait-elle de céder également ses participations dans la banque KBL? Suivant quel échéancier?

- Le Gouvernement est-il associé à la recherche d'un repreneur? Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter sa participation dans la BIL ou de vendre ses parts? Dans le cas d'une augmentation de la participation, via quels canaux de financement (participation directe ou indirecte)?

- Quel serait l'impact de la vente des actions de la BIL sur la place financière en général et sur les effectifs de la banque en particulier?

- Y aurait-il éventuellement un repreneur parmi les établissements financiers qui envisagent de s'implanter au Luxembourg dans le contexte du Brexit?

Réponse (05.05.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il convient de préciser dès l'abord qu'il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter des spéculations relayées par la presse.

Ceci étant dit, des investisseurs examinant l'opportunité et les modalités d'un établissement au Luxembourg marquent de temps en temps un intérêt pour la BIL tout comme pour d'autres banques de la place. Ces marques d'intérêt générales n'ont jusqu'à présent jamais abouti à un projet concret.

Le Gouvernement, en sa qualité d'actionnaire minoritaire de la BIL, décidera en temps utile de la suite à réserver à une éventuelle demande d'un acquéreur potentiel intéressé à acheter la part de l'État dans la BIL. À ce jour, le Gouvernement n'est en présence d'aucune demande correspondante.

Les changements au niveau de l'actionnariat d'une banque nécessitent l'accord préalable du superviseur de la banque dès lors que certains seuils seront dépassés. Dans le cas de la BIL, la cession d'actions sera soumise à l'accord préalable du Conseil de surveillance prudentielle de la BCE, qui examinera la qualité des actionnaires aux fins de garantir une gestion saine et prudente de la banque.

N°10
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°10 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Déclaration sur la politique européenne et étrangère p. 374
Armée luxembourgeoise et rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN p. 341
Promotion de la langue luxembourgeoise p. 356
Interpellation au sujet de la Grande Région p. 364
Sommaire des séances publiques nos25 à 28 p. 383
Sommaire des questions parlementaires p. Q166
25e séance Mardi 14 mars 2017
26e séance Mercredi 15 mars 2017
27e séance Jeudi 16 mars 2017
28e séance Mardi 21 mars 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Président du Bundestag Norbert Lammert à la Chambre

Visite d'un «Européen convaincu et convaincant»

L'engagement commun pour l'avenir de l'Union européenne était au cœur de la visite que le Président du Bundestag, M. Norbert Lammert, a effectuée le 22 mai 2017 à la Chambre des Députés. Il s'agit d'une des dernières visites officielles du Président du Parlement allemand qui a d'ores et déjà annoncé qu'il ne se présenterait plus aux élections législatives en Allemagne en septembre prochain.

Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli son homologue et ami en tant qu'«Européen convaincu et convaincant» et souligné les actions que les deux Présidents de Parlement ont entreprises ensemble pour «donner un nouvel élan à l'Union européenne». Il a en l'occurrence rappelé la signature de la déclaration de Rome en septembre 2015, initiée par les Présidents de Parlement issus de quatre pays fondateurs. Signée entretemps par une quinzaine d'homologues, celle-ci illustre le chemin vers plus d'intégration européenne.

M. Di Bartolomeo a également salué la position de M. Norbert Lammert qui consiste à renforcer le rôle des parlements nationaux tout en défendant les institutions européennes.

Lors d'un échange de vues du Président du Bundestag avec une délégation parlementaire, les deux Présidents de Parlement ont souligné l'importance des relations bilatérales - jugées excellentes - qui permettent aux représentants des deux pays de parler d'une même voix afin de défendre une ligne commune notamment dans un contexte européen.

M. Norbert Lammert a également livré son analyse concernant plusieurs sujets d'actualité tels que l'impact du Brexit et des élections françaises sur l'Union européenne, des pistes concernant une meilleure gestion des flux migratoires ou encore le renforcement de la diplomatie parlementaire et des organes interparlementaires. Le Président du Bundestag a finalement souligné son scepticisme par rapport aux référendums nationaux.

Le Président du Bundestag (au milieu) reçu par le Président de la Chambre (2e de gauche) et une délégation parlementaire luxembourgeoise.

Le Président du Portugal en visite officielle au Grand-Duché

Le Président du Portugal peut se sentir comme chez lui au Grand-Duché de Luxembourg qui accueille bon nombre de ses concitoyens: c'est ainsi que s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, après avoir été reçu en audience, au Palais grand-ducal, par le Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa, en visite officielle à Luxembourg les 23 et 24 mai 2017.

Le Président du Portugal et le Président de la Chambre des Députés ont échangé leurs opinions sur l'Union européenne et étaient d'accord pour dire que le projet européen mérite d'être défendu. Face aux populistes, il ne s'agirait pas de copier leurs idées, mais plutôt de présenter les meilleures idées et les meilleures réponses possibles aux défis de notre époque.

Lors de l'entrevue, la sortie annoncée du Portugal de la procédure européenne «de déficit excessif» a été accueillie favorablement. En effet, en 2016, le déficit portugais est passé sous la barre des 3% fixée par les règles budgétaires européennes. À moyen terme, il s'agirait de réduire la dette publique, tout en veillant à ne pas dégrader la situation sociale de la population.

Ont également assisté à l'audience: M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés, et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

© SIP/Charles Caratini

M. Mars Di Bartolomeo reçu en audience par le Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de Sousa.

Visite officielle de la «Chamber» au Parlement belge

(de gauche à droite) M. Yves Evrard, M. Mars Di Bartolomeo, M. Didier Reynders et Mme Viviane Loschetter

La mobilité transfrontalière entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique était au cœur des discussions entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, accompagné d'une délégation de députés luxembourgeois, et le Président du groupe d'amitié Belgique-Luxembourg du Parlement fédéral belge, M. Yves Evrard.

Les deux parties ont plaidé pour un effort accru vers une recherche de solutions et la concrétisation de projets en discussion, notamment concernant la modernisation des infrastructures ferroviaires et la flexibilisation des abonnements, voire une tarification unique. Dans ce contexte, la gratuité des parkings à proximité des gares et la possibilité de changer le statut des gares frontières ont été des pistes de réflexion communes. Les deux parties se sont engagées à intervenir auprès des autorités compétentes respectives afin d'aboutir à des résultats concrets.

L'éventualité d'une recherche de synergies entre le Terminal Container Athus et le site multimodal de Bettembourg afin de favoriser une coopération bénéfique pour toute la région était également une piste évoquée par les deux représentants politiques.

Ces discussions ont eu lieu dans le cadre d'une visite du Président de la Chambre des Députés au Parlement fédéral belge, les 15 et 16 mai 2017, en compagnie de Mme Viviane Loschetter et M. Gilles Roth, membres du Bureau.

Un échange de bonnes pratiques entre Présidents de Parlement

Un échange de bonnes pratiques en ce qui concerne l'éducation à la citoyenneté, les pétitions publiques, le chômage des jeunes ainsi que l'actualité politique européenne étaient des thèmes évoqués lors de l'échange de vues entre M. Mars Di Bartolomeo et le Président de la Chambre des Représentants, M. Siegfried Bracke, ainsi qu'avec la Présidente du Sénat, Mme Christine Defraigne.

La sécurité des centrales nucléaires

La sécurité des centrales nucléaires belges était une préoccupation soulevée par la délégation luxembourgeoise lors de son entretien avec le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, M. Jan Jambon. Ce dernier a assuré une bonne coopération concernant l'échange d'informations entre la Belgique et les pays limitrophes, dont le Luxembourg. Par ailleurs, le Ministre a donné des explications sur les mesures de prévention contre le terrorisme, notamment la mise en place de patrouilles Internet destinées à repérer les personnes présentant un risque terroriste potentiel.

(de gauche à droite) M. Yves Evrard, Mme Christine Defraigne, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Viviane Loschetter

Une nouvelle impulsion à l'UE

Donner une nouvelle impulsion à l'Union européenne (UE) par la concrétisation de projets communs et faire avancer l'Europe sociale de concert avec le marché intérieur, sans oublier l'implication des jeunes générations, telles ont été les conclusions d'un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères belge, M. Didier Reynders.

Un partenaire fiable pour l'Europe reçu à la Chambre

Rencontre du Premier Ministre tchèque (6e de gauche) et de sa délégation avec le Président de la Chambre (7e de gauche) et une délégation parlementaire

«Je suis près de vous dans ces temps difficiles!»

C'est par ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le Premier Ministre tchèque, M. Bohuslav Sobotka, le 11 mai 2017.

La situation politique délicate qui règne en ce moment en République tchèque et qui a provoqué des manifestations pour soutenir la Constitution et le système démocratique dans plusieurs grandes villes tchèques a dominé les discussions entre le Président de la Chambre et son invité tchèque.

La République tchèque: un partenaire fiable pour l'Europe

Lors de l'échange de vues entre M. Sobotka et la délégation luxembourgeoise composée des membres du Bureau, de la Conférence des Présidents ainsi que de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ces derniers ont félicité le Premier Ministre tchèque d'avoir constitué un Gouvernement avec une vision pro-européenne. Le but de son Gouvernement est de construire des ponts entre le groupe Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) et les autres membres de l'Union européenne (UE), a souligné le Premier Ministre tchèque connu pour être le plus europhile des quatre pays.

«Il faut consacrer plus de temps à ce qui nous unit et avancer dans les domaines où l'UE ne connaît pas de divergences», a souligné le Président de la Chambre des Députés lors des discussions sur l'actualité politique européenne. Un autre défi commun «est celui d'identifier les lignes rouges qui ne sont pas compatibles avec notre projet européen», a encore ajouté M. Di Bartolomeo.

La crise migratoire au centre des discussions

La crise migratoire ainsi que l'approche du Gouvernement tchèque pour faire face à cette crise furent également évoquées lors de l'échange de vues.

Le Premier Ministre tchèque a expliqué aux députés que son pays envoie le plus grand nombre d'experts à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et qu'en outre, ces dernières années, la République tchèque a augmenté son aide pour les camps des réfugiés situés au Proche-Orient (Turquie, Liban, Jordanie). Dans ce même contexte, M. Bohuslav Sobotka a insisté que l'Union européenne renforce sa politique étrangère et de sécurité commune afin que la question migratoire soit mieux réglementée.

L'éventuelle adhésion de la République tchèque à la zone euro était également une question soulevée par les députés. Le Premier Ministre tchèque a avoué que la question de la monnaie européenne sera sûrement un enjeu important lors des élections législatives tchèques en octobre.

Une délégation de la Chambre accueillie à Moscou

C'est sur une toile de fond de relations tendues entre la Russie et l'Union européenne (UE) suite aux événements en Ukraine qu'une délégation parlementaire luxembourgeoise a été reçue en visite à Moscou les 22 et 23 mai 2017.

«Malgré un contexte difficile, il est important de poursuivre le dialogue afin de rechercher une solution politique aux différents conflits» - tel était le message central de M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, qui a conduit la délégation parlementaire luxembourgeoise. Il a aussi rappelé les liens historiques et culturels qui unissent le Luxembourg et la Russie, notamment le soutien russe lors des négociations précédant la signature du Traité de Londres il y a 150 ans.

Ouvert au dialogue

En tant que membre de l'UE et malgré sa petite taille, le Grand-Duché est un acteur non négligeable et un ami de la Russie au sein de l'UE. Fervent défenseur des valeurs européennes et des droits de l'homme, le Luxembourg se veut aussi ouvert au dialogue et à la coopération même quand les positions diffèrent. Les relations bilatérales ayant toujours été excellentes entre les deux pays, la délégation luxembourgeoise s'est renseignée auprès de ses homologues russes au sujet de leur position face à la situation géopolitique actuelle dans les régions sensibles.

La partie russe a regretté la décision de l'UE infligeant des sanctions à la Russie et nuisant ainsi aux relations économiques de part et d'autre. Cette situation a d'ailleurs contraint la Russie à se tourner vers d'autres partenaires économiques, notamment en Asie, et à développer son marché interne. Les interlocuteurs russes se sont déclarés ouverts au dialogue et à la recherche commune de solutions diplomatiques, soulignant l'importance d'un échange franc et honnête entre toutes les parties.

Des entrevues à haut niveau

La délégation parlementaire a rencontré des représentants des deux chambres du Parlement russe, à savoir le Vice-Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale, M. Ilyas Magomed-Salamovitch Umakhanov, ainsi que le Président du Comité des Affaires internationales du Conseil de la Fédération, M. Konstantin Kosachev, et la Vice-Présidente du Comité des Affaires internationales de la Douma d'État, Mme Svetlana Jourova. Elle a également eu un échange de vues avec le Vice-Ministre russe des Affaires étrangères, M. Alexey Meshkov.

La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Laurent Mosar, Marc Angel, Eugène Berger, Claude Adam et Fernand Kartheiser.

MM. Fernand Kartheiser, Laurent Mosar, Marc Angel, Eugène Berger et Claude Adam accueillis à la Douma d'État à Moscou.

Parlementaires québécois à la Chambre

Les pétitions publiques étaient au cœur d'un échange de vues entre députés luxembourgeois et québécois lors de la visite d'une délégation parlementaire de l'Assemblée nationale du Québec le 24 mai 2017 à la Chambre des Députés. Le Parlement luxembourgeois faisant partie des précurseurs dans le domaine des pétitions en ligne, les élus québécois se sont intéressés à cette bonne pratique dans le cadre d'un échange avec leurs homologues luxembourgeois.

Les pétitions publiques viennent de fêter leur troisième anniversaire sur le site public de la Chambre. L'outil, introduit en mars 2014, permet de collecter des signatures en ligne pendant une période fixée à six semaines. Si le seuil des 4.500 signatures est atteint, le pétitionnaire pourra défendre sa cause lors d'un débat public avec les députés et les membres du Gouvernement concernés par le sujet.

Jusqu'à présent, 21 débats publics ont été organisés; environ 430 demandes de pétitions publiques ont été introduites sur Internet. À titre de comparaison: entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la date de création des pétitions en ligne en 2014, environ 350 pétitions classiques sur support papier dites «pétitions ordinaires» avaient été déposées à la Chambre.

Les délégations luxembourgeoise et québécoise

Remise du rapport du Kanner-Jugendtëlefon

À l'occasion de la journée internationale des «helplines» pour enfants, les responsables du Kanner-Jugendtëlefon ont remis le 16 mai 2017 le rapport d'activité pour l'année 2016 au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Depuis 25 ans, le Kanner-Jugendtëlefon propose des conseils et une écoute à tous les enfants et jeunes adultes ainsi qu'aux parents par téléphone (le numéro d'assistance est le 1 1 6 1 1 1) et - de plus en plus souvent - en ligne («Online help») en luxembourgeois, en français, en allemand et en anglais.

M. Mars Di Bartolomeo a remercié les responsables ainsi que l'équipe d'environ 70 bénévoles pour leur engagement à l'écoute des plus jeunes et des plus vulnérables. En 2016, 745 jeunes ont appelé le numéro d'assistance, 194 ont eu recours à l'assistance en ligne. L'offre d'assistance aux parents a reçu 151 appels alors que la «BEE SECURE Helpline» a enregistré 287 appels.

Les responsables du Kanner-Jugendtëlefon ont informé le Président de la Chambre des dernières évolutions: ils ont constaté une augmentation des cas de harcèlement, surtout en ligne, et reçoivent également de plus en plus de messages sur Internet de la part de personnes suicidaires.

Les responsables du Kanner-Jugendtëlefon ont remis le rapport d'activité 2016 au Président de la Chambre.

La coopération sociale au cœur des travaux du Comité permanent du CPI

Le 19 mai 2017 le Comité permanent du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réuni pour la première fois sous présidence luxembourgeoise au Grand-Duché de Luxembourg. Le Président de la Chambre des Députés et Président du CPI, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que le Président de la Commission «Agriculture et Environnement», M. Roger Negri, ont abordé, avec les autres représentants des différentes régions, des sujets très ciblés qui ont été élaborés par les différentes commissions du CPI.

Ont été traités entre autres le logement, le transport, la coopération hospitalière ou encore la question des métiers dans les domaines social et pédagogique exercés dans la Grande Région.

Tout cela s'inscrit dans l'objectif de renforcer la coopération au niveau interrégional afin d'atteindre une efficacité maximale tout en facilitant et améliorant la vie des citoyens de la Grande Région.

Lors de cette réunion, les membres belges, notamment M. André Antoine, ont incité leurs collègues à franchir la frontière interrégionale en étendant cette coopération interrégionale au niveau européen et ce plus précisément en élaborant ensemble des propositions afin de les présenter à la Commission européenne dans le but de relancer le projet européen. C'est une des nombreuses questions qui seront concrétisées le 2 juin 2017 lors de la séance plénière du CPI à la Chambre des Députés.

Le Comité permanent du CPI réuni à la Chambre sous présidence luxembourgeoise.

Vers une société du recyclage et la minimisation des déchets

Dans la Grande Région, le traitement des déchets n'est pas uniforme. Pourtant, dans toutes les entités, la volonté existe d'arriver à un taux élevé de recyclage et de miser sur une valorisation énergétique des déchets plutôt que sur la mise en décharge.

Les participants à la réunion de la Commission «Agriculture et Environnement» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), qui a eu lieu le 28 avril 2017 à Leudelange sous la présidence du député luxembourgeois M. Roger Negri, se sont concertés sur la formulation d'un projet de recommandation y relative en vue de la séance plénière du CPI le 2 juin 2017.

Ils ont ensuite procédé à une visite des installations du Sidor, usine d'incinération à Leudelange qui traite quelque 160.000 tonnes de déchets par an.

M. Roger Negri (3e de droite) a participé à la visite du Sidor à Leudelange.

Le Parlement Benelux visite le port de Mertert

Les participants luxembourgeois à la visite du port de Mertert par le Parlement Benelux.

Dans le cadre des travaux relatifs à la coopération en matière de logistique multimodale, les commissions réunies des affaires étrangères, des finances et de la mobilité et de la coopération transfrontalière du Parlement Benelux avaient effectué des visites de travail des ports de Gand, Middelburg et Rotterdam.

Le 15 mai 2017 a suivi une visite du port de Mertert à laquelle ont participé, du côté luxembourgeois, Mme Diane Adehm, M. Gast Gibéryen, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis et M. Gilles Roth.

Suite à une présentation générale par M. Jeannot Poeker, président du conseil d'administration, sont intervenus M. Erik Odefey afin de présenter la société Luxport et M. Max Nilles en vue de donner un aperçu sur la logistique au Luxembourg.

Le port de Mertert est surtout, mais pas exclusivement, spécialisé dans le transport d'éléments de construction en acier qui peuvent être soudés sur place grâce aux propres infrastructures de soudage. Ce n'est d'ailleurs pas la seule attractivité que présente le port de Mertert qui bénéficie d'un réseau ferroviaire assez impressionnant. S'il dessert quotidiennement les pays limitrophes du Grand-Duché, un transport à destination d'Istanbul ne présente pas d'obstacle non plus.

Les intervenants ont insisté sur les avantages de la connexion ferroviaire du port de Mertert tout en regrettant que le transport fluvial ne soit pas assez promu. Un avantage qui a principalement été mis en évidence est l'efficacité écologique du transport par voie de bateaux porte-conteneurs; en effet, un porte-conteneur a une cargaison équivalente à 110 camions. On peut cependant constater que le transport par route ou par rail est souvent préféré au transport fluvial.

Ce phénomène est non seulement lié à la situation géographique du Luxembourg mais aussi au fait que les utilisateurs des voies navigables sont exposés à des taxes très élevées auxquelles s'ajoutent des temps d'attente importants qui découragent souvent les clients. Ainsi un transport à destination d'Anvers par voie maritime peut être estimé à une durée de deux à trois jours, une perte de temps que beaucoup de clients ne peuvent pas se permettre. Ce sont des défis importants, qui d'ailleurs touchent le marché économique entier, que doivent relever les différents États concernés et ce non seulement au niveau Benelux mais également à l'échelle européenne.

Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF

La place du français en Hongrie

Mme Anne Brasseur

La Conférence des Présidents de la Région Europe de l'APF a eu lieu en Hongrie du 9 au 11 mai 2017. En guise d'introduction, la section hongroise de l'APF a évoqué le développement économique et politique de la Hongrie ainsi que ses relations avec l'Union européenne par rapport à la crise migratoire.

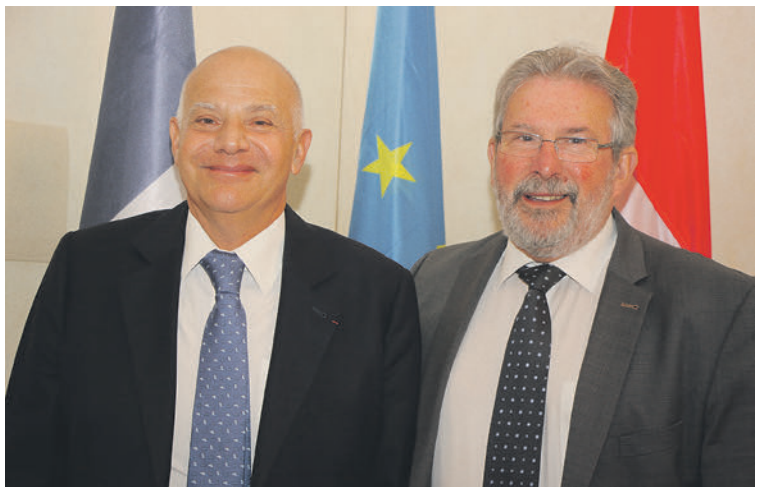
La réunion a été ponctuée d'interventions visant à mettre en valeur le dynamisme de la francophonie en Hongrie. Le Ministre de la Justice, M. László Trócsány, est intervenu sur le rôle de la francophonie en Hongrie en relatant l'histoire du français dans son pays et en vantant son importance dans le contexte des relations internationales.

Le directeur de l'association hongroise des professeurs de français, M. András Poros, a quant à lui fait part de l'intérêt des jeunes lycéens pour l'apprentissage du français, suivi d'interventions diverses sur la francophonie économique illustrant l'usage du français en Hongrie dans les différents secteurs d'activités.

La Conférence des Présidents a ensuite examiné le suivi des résolutions adoptées lors de la 42e session de l'Assemblée générale de l'APF réunie à Antananarivo du 8 au 12 juillet 2016. Une attention particulière a également été portée sur la place du français dans le contexte post-Brexit.

En tant que représentante de la Chambre des Députés, Mme Anne Brasseur a présenté le programme de la réunion de l'Assemblée plénière de l'APF qui se tiendra du 6 au 11 juillet 2017 à Luxembourg et très chaleureusement invité tous les participants à se rendre au Grand-Duché pour cet événement.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…



…S.E. M. Guy Yelda, Ambassadeur de France (visite d'adieu)

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Changement de limites communales

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem

Le projet de loi a pour objet le changement des limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem, lequel s'inscrit dans le contexte du projet de reconversion de la friche industrielle Belval et plus particulièrement de l'aménagement du quartier «Universitéit» sur le site de «Belval-Ouest». Eu égard aux plans d'aménagement particulier votés ainsi qu'aux projets d'aménagement particulier en voie d'élaboration, le présent projet de loi a pour objectif de raccorder de façon logique les immeubles en cours de construction ou de planification aux infrastructures publiques existantes gérées par des gestionnaires différents en fonction de la situation territoriale.

Par ailleurs, du point de vue technique, le changement des limites suivi de l'attribution des adresses définira la situation du raccord des immeubles aux divers réseaux publics.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.07.2016
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

02.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2017
Loi du 29 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°403, page 1

Précurseurs d'explosifs

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs

Le projet de loi a pour objet de mettre en application en droit luxembourgeois le règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs.

Ce règlement européen constitue une des nombreuses réactions législatives au terrorisme. Le dispositif constitue une réponse aux multiples attentats perpétrés par l'emploi d'explosifs auto-fabriqués en recourant à des substances chimiques librement disponibles sur le marché.

Le règlement (UE) n°98/2013 est d'application directe et déjà en vigueur. Le projet de loi se limite à transposer ou régler des points spécifiques à l'État membre, comme de déterminer l'autorité compétente et le point de contact.

Le règlement (UE) n°98/2013 catégorise les substances visées en deux catégories. Premièrement les substances interdites (au-delà d'une certaine concentration) à la vente au grand public (annexe I du règlement UE) et deuxièmement les substances où toute transaction suspecte doit être signalée (annexe II).

Le Grand-Duché de Luxembourg a opté pour l'interdiction totale telle que prévue par le règlement (UE) n°98/2013, en se ralliant à la position du législateur belge, et n'introduit pas les régimes de licence et d'enregistrement rendus optionnels par les dispositions du droit européen. Douze États membres ont opté pour cette manière de procéder. Il s'agit de la manière administrativement la plus simple de mettre en œuvre ce dispositif.

Le règlement (UE) n°98/2013 prévoit une adaptation aisée à l'évolution de la menace et des connaissances relatives aux substances chimiques (en fonction, par exemple, des résultats de la recherche) en ajoutant ou en supprimant des substances dans les annexes par procédure de délégation. Il a été opté pour un règlement afin d'éviter que des mesures de transposition nationales ne doivent être prises dans les États membres lors de chaque éventuelle modification des annexes.

À noter que le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 31.08.2016
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

24.11.2016	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.03.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2017
Loi du 5 mai 2017
Mémorial A: 2017, n°484, page 1

Prime unique

7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique

Le présent projet de loi a pour objet de transposer l'une des mesures à caractère salarial de l'accord conclu le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), à savoir l'allocation aux fonctionnaires et employés de l'État d'une prime unique de 1% du traitement barémique touché pendant l'année 2016 à verser au 1er avril 2017.

Dans la mesure où il est prévu de verser cette prime le 1er avril prochain, il a été jugé utile de limiter le présent projet de loi à ce seul point de l'accord salarial.

Alors qu'à l'origine, le nouvel accord salarial dans la fonction publique signé le 5 décembre 2016 ne fut pas prévu dans l'accord de coalition scellé fin 2013 entre partenaires gouvernementaux, le Gouvernement estime que, depuis lors, l'évolution de la situation économique et budgétaire justifie tant le versement d'une prime unique d'ici le 1er avril 2017 qu'une hausse de l'indice de base des rémunérations des agents de l'État d'ici le 1er janvier 2018.

Ladite prime mentionnée ci-dessus, attribuée aux fonctionnaires et employés de l'État, l'est aussi aux membres de la Chambre des Députés, du Conseil d'État et du Gouvernement.

La prime est calculée par rapport au traitement de base, le cas échéant allongé, auquel sont ajoutés:

- la majoration d'échelon pour postes à responsabilité particulière,
- la majoration d'échelon pour fonctions dirigeantes,
- l'allocation de famille,
- l'allocation de fin d'année, et
- les suppléments personnels de traitement accordés notamment pour compenser une perte de traitement lors d'un changement de carrière ou au moment d'atteindre 55 ans.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 11.01.2017
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten)

01.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.03.2017
Loi du 21 mars 2017
Mémorial A: 2017, n°313, page 1

SÉANCE 25

MARDI,
14 MARS 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
- *M. Claude Wiseler*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports

- *M. Claude Lamberty - M. Romain Schneider, Ministre des Sports*

Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Laurent Zeimet - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspectorat et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- *M. Claude Adam - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Gast Gibéryen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Marc Lies - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- *Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN

- *Exposés: M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion et d'une résolution), M. Alexander Krieps (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Débat: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Marc Angel), M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Défense*

6. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg. Ech maachen d'Sëtzung op.

De Premierminister waart schonn drop: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir waart op meng Äntwert: Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Dann hätt ech Iech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber deponéiert.

D'Lëschte vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, souwéi vun deene Projeten, déi vum Rôle gestrach gi sinn, sinn de Fraktiounen an de Sensibilitéiten zougestallt ginn.

Communications du Président - séance publique du 14 mars 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7117** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.02.2017

***7118** - Projet de loi portant modification*

1) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

2) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.03.2017

***7119** - Projet de loi portant:*

1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;

2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;

3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 07.03.2017

***7120** - Projet de loi portant modification des notifications et des significations et portant modification du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017

***7121** - Projet de loi relative à la mise en application du règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n°861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer et portant modification du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.03.2017

***7122** - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques en transposant la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, et en mettant en œuvre certaines dispositions du règlement (CE) n°1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 09.03.2017

***7123** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des salariés aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques)*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 10.03.2017

3) La proposition de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

***6822** - Proposition de loi modifiant la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise afin de faciliter l'accès à la nationalité aux soldats volontaires de l'Armée*

Dépôt: M. Fernand Kartheiser, Député, le 20.05.2015

Retrait: M. Fernand Kartheiser, le 17.02.2017

***3268** - Projet de règlement grand-ducal fixant le nombre maximum des agents de la coopération et des coopérants pour l'année 1988*

Dépôt: M. Robert Goebbels, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération, le 20.10.1988

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

***4372** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe aux élections législatives en Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine*

Dépôt: M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, le 12.11.1997

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

***4932** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe des élections législatives en Ukraine*

Dépôt: Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28.03.2002

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

***5183** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission de déminage de la Belgique au Cambodge*

Dépôt: M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Defense, le 14.07.2003

Retrait: Ministre aux Relations avec le Parlement, le 13.03.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann hutt Der gesinn, dass e bësse méi Mouvement an der Dagesuerdnung war. Ech mengen awer, dass déi verschidden Ännerungen am Konsens zwëschen alle Membere vun der Presidentekonferenz missten zustane komm sinn. Wann dat net de Fall sollt sinn, géif ech dem Här Wiseler d'Wuert ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just eng generell Remarque maachen. Dat ass, datt mer säit enger Rei Kéieren, nodeem datt donneschdes d'Ordre-du-joure fixéiert gi sinn, dauernd Changementer an deenen Deeg duerno maachen. Dës Kéier ass et méi wéi eng Kéier e Changement gewiescht.

An ech soen awer, datt dat net nëmmen d'Aarbecht vun den Deputéierten erschwéiert, mä haaptsächlech och d'Aarbecht vun der Administratioun ganz zolidd erschwéiert, soudatt ech do soen, datt et wichteg wär, datt d'Regierung, d'Kommissioune sech géifen un déi Aarbecht halen. Déi Saachen, déi donneschdes do sinn, sollen op den Ordre du jour kommen. An déi Ordre-du-jouren, déi fixéiert ginn, sollen och, wann nëmme méiglech, agehale ginn, soudatt eis Aarbecht domat wesentlech géif vereinfacht ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Ech wollt just soen, dass selbstverständlech, wat de Prinzip ugeet, jiddwereen do dermat d'accord ka sinn. Mä bei zumindest zwou vun deenen dräi Ännerunge waren Imponderabelen am Spill, déi net un der Regierung houngen: De Projet war entweder net prett oder houng vun engem anere Projet of, wat net virauszegesi war, wéi mer den Ordre du jour gemaach hunn. Mä wat de Prinzip ugeet, ass et selbstverständlech méi einfach ze schaffen, wann deen Ordre du jour, dee mer an der Presidentekonferenz festhalen, och kann agehale ginn.

(Interruption)

Ënnert deene Bemierkunge vum Här Wiseler a vläicht deenen Erklärungen, déi derbäikomm sinn: Ass d'Chamber bereet, dee modifizéierten Ordre du jour unzehuelen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da soen ech Merci.

A mir géifen dann direkt mam éischte Punkt ufänken, enger Froestonn un d'Regierung. Dir kennt d'Regelen: zwou Minutte fir deen, deen d'Fro stellt, a véier Minutte fir d'Regierung. An ech géif lech och alleguer bieden, d'Regierung an d'Deputéiert, Iech strikt un deen Timing ze halen.

Déi éischt Fro kënnt vum Här Claude Lamberty, riicht sech un de Sportsminister an dréit ëm eng méiglech Vergréisserung vum Haus vum Sport, der Maison des sports. An den Här Lamberty huet d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Oh, mir hunn eng nei Auer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah! Schéin, dass Der eis drop hiweist.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Mir hunn eng nei Auer...

(Hilarité)

...a se fonctionnéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hunn effektiv eng nei Auer. An déi Auer weist zwou Saachen un: Déi Zäit, déi schonn ofgelaf ass, an déi Zäit, déi nach bleift. Also gëtt et elo keng Excuse méi, fir net d'Zäite strikt anzehalen.

(Hilarité)

Dir fänkt awer nach eng Kéier bei null un, Här Lamberty. Dir kritt och eng Sekonn Bonifikatioun.

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ma da sinn ech awer ganz frou. Am Sport sinn d'Zäite jo och meeschtens ganz wichteg.

(Interruption)

Voilà! Här Sportsminister, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv geet meng Fro oder dréit sech meng Fro ëm d'Maison des sports. Dir wësst, dass den organiséierte Sport, also de Comité olympique an natierlech och d'Federatiounen, säit 2007 zu Stroossen an der Maison des sports sinn. Dat ass, mengen ech, mat déi wichtegst Plaz hei am Land, wou d'Federatiounen, wéi gesot, kënnen hir Aarbecht verriichten a wou iwwer Sport am Dagdeegleche bericht an och geschafft gëtt.

Elo gëtt et säit ville Méint u sech déi Fuerderung, souwuel vum COSL wéi dann och vu verschiddene Federatiounen, fir déi Maison des sports ze erweideren. Firwat? Mä well se eben e grousse Succès huet, well vill Federatiounen do dra sinn, well do vill geschafft gëtt, ass et u sech esou, dass et e Manktum u Plaz an deem Gebai gëtt. An do goufen et Iwwerleeungen op ganz verschiddene Plazen, fir da méi Raum zur Verfügung ze stellen.

Meng Fro, an ech mengen, déi interesséiert ganz vill Leit hei am Land, notamment déi an de Federatiounen an och an de Veräiner an am Comité olympique schaffen all Dag:

Wat ass elo genau mat deem Ausbau? Wou si mer drun? Ass de Projet wierklech konkret? Kënne Fläche fir de Sportsmouvement hei zu Lëtzebuerg fräi gemaach ginn, fir dass een do besser ka schaffen?

Wéi fält déi Decisioun am Allgemengen, dass eng Federatioun oder méi Federatiounen do kënne Bürosgebaier (veuillez lire: Bürosraim) bäikréien?

An dann natierlech déi entscheedend Fro: Wéini kann de Plënnercamion komme fir verschidde Federatiounen, fir dohinnerzeplënneren? Dat ass meng Fro.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lamberty. An den Här Sportsminister ass scho bal hei. Här Sportsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Merci och dem Här Lamberty fir dës Fro. Effektiv ass dat heiten e Sujet, deen, mengen ech, méi dacks opgehäit gëtt, virun allem ëmmer bei de Federatiounen, awer och beim COSL. Ech mengen, mir wëssen, datt ab 2007, zënter datt d'Maison des sports besteet, dat effektiv eng Success Story ass. Engersäits fënnt een do de COSL erëm an derniewent virun allem och d'Federatiounen. An ech mengen, et ass gutt, datt de Sport, den organiséierte Sport an engem Haus sou vill wéi méiglech zesummen ass, fir och do sech ze échangéieren, fir kuerz Weeër ze hunn.

D'Opportunitéiten, fir méi Raimlechkeeten ze hunn, heescht natierlech, datt méi Raum muss zur Verfügung kommen. Dat ass effektiv elo de Fall, well eng Rei Verwaltungen, eng Rei Institutiounen, déi do sinn, wäerte plënneren, do eraus wäerte plënneren, soudatt nei Raimlechkeete wäerten disponibel ginn. Dofir war och schonn d'lescht Joer eng Reunioun gewiescht zesumme mat de Proprietairen, zesumme mam COSL, virun allem awer och zesumme mam Comité des loyers (veuillez lire: mat der Commission des loyers) a mat Bâtiments publics, fir ze kucken: Wat gëtt dann elo genau vu Raimlechkeete fräi? An op där anerer Säit: Wat muss effektiv renovéiert gi respektiv ausgebaut ginn, fir datt esou vill wéi méiglech optimal Plaz wäert do kommen?

An ech mengen, et ass esou, datt elo festgehale gouf... An net méi spéit wéi am Laf vun dëser Woch ass eng nächst Reunioun zwësche genau dëse Partner och erëm eng Kéier, fir genau ze definéieren, wat dann elo soll ëmgeännert ginn, wat muss investéiert ginn, fir da festzehalen, datt effektiv sou en gros fir ongefëier fënnef bis sechs Federatioune misst Plaz sinn, fir nei kënnen do eranzekommen.

Et ass ugeduecht, datt de COSL eng Etage méi héich plënnert an datt dann ënnen d'Raimlechkeete fräi gi fir nei Federatiounen, awer virun allem och, fir deene Federatiounen, déi do sinn, méi optimal Raimlechkeeten ze bidden. Dat heescht méi Büroen, eventuell och Büro- a Versammlungsraim derbäi, déi kënnen eleng oder zesumme genotzt ginn; Synergien och zwëschen deenen eenzelne Federatiounen.

An ech mengen, Dir hutt ugeschwat engersäits den Delai: Ech mengen, dat Ganzt, d'Embauaarbechte wäerte lafen am Joer 2017. A bis Enn 2017 wäerten dann dee Moment och kënne souwuel de COSL no uewe plënneren, wéi och déi aner Raimlechkeete kënne besat ginn.

An ech mengen, de Moment sinn e puer Federatiounen, déi effektiv gefrot goufen, fir och an déi Maison des sports ze kommen. Et gouf vum COSL analyséiert. Dir musst wëssen, datt och de Sportsministère e Bréif gemaach huet, fir dat ze ënnerstëtzen, datt déi Raimlechkeeten, déi elo fräi ginn, effektiv och genotzt gi vu Sportsverbänn, soudatt mer effektiv op enger Plaz an deenen nächste Joren och sou vill wéi méiglech Sportsfederatiounen hunn, zesumme mam COSL.

Ech mengen, dat geet an déi richteg Richtung, an ech sinn iwwerzeegt, datt bis Enn des Joers ganz kloer Entscheedunge gefall sinn an datt nei Federatiounen do en Heem wäerte fannen zu Stroossen dann eben, an der Maison des sports. Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Romain Schneider. Déi nächst Fro kënnt vum Laurent Zeimet, riicht sech un de Premier- a Statsminister an dréit ronderëm d'Bréifwahl. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 10. Februar huet d'Regierung annoncéiert, datt se wéilt d'Modalitéiten iwwert d'Bréifwahl änneren an deem Sënn, datt u sech all Wieler kéint decidéieren, ob en den Dag vun de Wahle wéilt wiele goen oder eben iwwer Bréifwahl wielt, an datt e keng Justifikatioun méi misst uginn, firwat e wéilt op d'Bréifwahl zréckgräifen.

Dee Moment ass sech natierlech och direkt d'Fro gestallt ginn, ab wéini dat soll gëllen, ob dat och scho fir d'Gemengewahle vum 8. Oktober dëst Joer sollt gëllen. An eng liicht Konfusioun ass awer schonn op de Gemengen opkomm, ob dat dann elo misst schonn ëmgesat ginn, well jo do eng ganz Rei vun Délaie spillen, a wéi dat da sollt ëmgesat ginn.

Elo ass de Projet de loi 7118 déposéiert, an do steet elo kloer dran, datt dat soll eréischt gräifen ab 2018 bei de Chamberswahlen. Mir wollte just vun dësem Moment awer profitéieren, fir eng Kloerstellung ze maachen, och vis-à-vis vun de Wielerinnen a Wieler, datt dat dann eben net fir dëst Joer gëllt an datt d'Leit vläicht net elo scho plangen, an d'Vakanz ze goen den 8. Oktober, mä datt se da wëssen, datt mer eis freeën op dee Rendez-vous vum 8. Oktober mat hinnen zesummen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet de Premier- a Statsminister, den Här Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierten Zeimet Merci fir déi Fro. Ech wëll just d'Leit berouegen, déi den 8. Oktober gären an d'Vakanz fueren, dass se awer nach ëmmer an d'Vakanz kënne fueren an eng Bréifwahl kënnen nach ëmmer ufroen. D'Bréifwahl gëtt jo net ofgeschaaft. Dat Eenzegt, wat ass, ass, dass mat dëser neier Reform am Fong d'Justifikatioune jo net méi musse gefrot ginn an dass och d'Gemengen am Fong, well et jo awer och eng komplizéiert Matière ass... Am Moment sinn et zéng Woche virdrun, wou et maximal ka virdrun ugefrot ginn, dat geet op zwielef. Dat heescht, d'Delaie ginn e bësse verlängert.

An ech wëll direkt och hei rassuréieren, dass dat am Exposé des motifs kloer drasteet, dass et wierklech fir den nächste Scrutin électoral vun 2018 sollt sinn, an och an der Saisine, déi mer als Statsministère un de Conseil d'État geschriwwen hunn, dass dat de But ass.

Et soll een net vergiessen, dass mer awer zwee Texter hunn am Wahlgesetz. Mir hunn den éischten Text, dee mer jo haten, fir den Oktober scho festzehalen. A mir wollten dat justement découpléieren, net, well deen heiten duerno et géif mat sech bréngen, dass deen éischten net kéint gestëmmt ginn, dat heescht, dass d'Chamberswahlen am nächste Joer net kéinten am Oktober gehale ginn. An do wor jo déi ganz Diskussioun, wéi een adequaten Datum wär, ob dat 2019 wär oder Juni, wéi, wat a wou. Dofir deen éischten Text, fir Kloerheet ze schafen, deen doten Text elo fir d'Modalitéite vun der Bréifwahl, déi kloer fir Oktober 2018 sinn, net fir dës Gemengewahlen.

Fir dës Gemengewahlen zielt nach ëmmer déi al Gesetzgebung. Dat heescht, dass ee muss justifiéieren, dass de Schäfferot decidéiert, ob dat geet oder net. An dat sinn alles Konditiounen, déi an Zukunft net méi wäerte gëllen. An d'Leit kënnen och an Zukunft - j'insiste: an Zukunft - och iwwer Internet dann hir Demande maachen, fir de Vote électronique och ze froen. Dat ass dat, wat een „Digital Lëtzebuerg" och nennt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. An déi nächst Fro kënnt vum Här Claude Adam un den Erzéiungsminister an dréit ronderëm d'Reform vum Inspektorat.

- Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspectorat et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, mir sinn zwar eréischt Mëtt Mäerz, mä matten am zweeten Trimester, mä et sinn awer schonn eng ganz Rei Gemengen, déi sech Gedanken iwwert déi nächst Schoulorganisatioun maachen. Eng Rei Leit froe sech och, ob se sech mussen op där éischter Lëscht mellen oder nach net. An do kënnt dann de Fait derbäi, datt mer eng Reform vum Inspektorat ugekënnegt hunn. An déi Reform vum Inspektorat féiert jo Direktiounen an, an déi Direktiounen, déi wäerten dann och en Deel vun der administrativer Aarbecht iwwerhuelen, deen eventuell elo nach vun de Gemenge gemaach gëtt.

Duerfir si meng Froen:

1) Wéini wäerten ongefëier - ech weess, Dir hutt net gär, wann een no engem Datum freet, mä ongefëier an deem Fall hei -, wéini wäerten déi Direktiounen operationell sinn? Mir si mam Gesetz um Instanzewee.

2) Kritt dat en Afloss op Leit, déi am Enseignement schaffen? Ganz spezifesch - an dat hat ech och a menger Fro gesot -, et gëtt eng Rei Schoulmeeschteren, déi si fräigestallt oder besser gesot „detachéiert" an de Service scolaire vu verschiddene Gemengen. Besonnesch am Süde gëtt et där Beispiller. Mussen déi Leit sech elo op eng éischt Lëscht mellen, fir en anere Posten ze kréien? Oder brauche se sech keng Gedanken ze maachen a si kënnen déi Aufgab, déi se bis elo ausfëllen, nach weiderféieren, sou wéi dat bis elo war?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, ass scho prett.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Merci och dem Claude Adam fir déi Fro hei. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, eng Rei vu Prezisiounen ze ginn.

D'Fro stellt sech effektiv, wa mer regional Direktiounen hunn, déi den Inspektorat ersetzen, déi d'Fonctioun vun engem Guichet unique och sollen hunn an hirer Regioun: Wéi ass d'Zesummeschaffen do mat dem kommunale Service scolaire? An op där anerer Säit och: Wat fir eng Perspektiven heescht dat dote fir déi Leit, déi aus dem Enseignement detachéiert si bei d'Gemeng fir de Service scolaire?

Nun, ech denken, wann dat Gesetz iwwert déi regional Direktiounen a Kraaft ass, wou mer dovunner ausginn, datt et Enn des Joers wär, datt een deen Transfer, dee Changement do kéint op den 1. Januar vläicht maachen. Wéi de legislative Prozess weidergeet, ech mengen, dat läit éischter bei der Chamber wéi bei eis. Op jidde Fall si mir esou wäit prett mat alle Preparativen, fir datt een et souwuel nach bei der Rentrée wéi awer éischter och duerno vläicht den 1. Januar kéint maachen.

Mä do stellt sech déi Fro a mir ginn emol dovunner aus, datt dat net direkt eng Inzidenz wäert hunn op de Fonctionnement vun deene kommunale Schoulservicer, déi haut virun allem och an der Stad Lëtzebuerg an an enger Rei vu Südgemengen esou fonctionnéieren, datt och detachéiert Enseignanten do mat eng Hand upaken. Ech denken, datt virun allem, wa mer e Changement hunn, eng Reform hunn, een net alles matenee soll a Fro stellen. Wat fir mech wichteg ass, dat ass, datt mer herno e flott Zesummeschaffen hunn tëschent der regionaler Direktioun an dem kommunale Schoulservice.

Fir mech ass och do wichteg, datt mer esou wäit wéi méiglech bei der Iddi vum Guichet unique bleiwen, dat heescht, datt d'Elteren, d'Enseignanten och eng Ulafstell hunn an datt ganz kloer ass, wie firwat zoustänneg ass. Wann et ëm Froe vu Schoulqualitéit geet, dann ass et ganz kloer bei der regionaler Direktioun. Wann et ëm Froe geet vum Schoultransport, vun der Schoulorganisatioun, vum Stonneplang an esou weider, dann ass et éischter de Schoulservice vun der Gemeng, deen zoustänneg ass a wou een dann och sech soll kënnen hiwenden.

Et ass esou, datt jo och d'Chamber schonn e Gesetz gestëmmt huet, näämlech d'Gesetz vum SCRIPT, d'Reform vum SCRIPT, wou mer déi Instituteur-ressourcen, déi haut queesch uechtert d'Schoulen intervenéieren, ofgeschaaft hunn. An déi wäerte bei der nächster Rentrée dann ersat ginn duerch Instituteurs spécialisés en développement scolaire. Dat kënnt also emol scho sécherlech, well deen Deel vun deenen Ännerungen, deen ass schonn a Kraaft an dee wäert bei der nächster Rentrée och kënnen ëmgesat ginn.

Dat heescht, een, deen haut Instituteur-ressource ass, dee muss éischter kucken, wat en dann an Zukunft mécht. Erfëllt en d'Qualifikatioun an huet en den Interessi, fir Instituteur spécialisé en développement scolaire ze ginn, da mellt e sech bei deem Rekrutement, deen amgaangen ass ze lafen, respektiv e kuckt, fir eng aner interessant Aufgab och kënnen ze iwwerhuelen.

Dat gëllt natierlech eben net, wéi ech virdru gesot hunn, fir déi, déi detachéiert si bei d'Gemengen, bei d'Schoulservicer, well mer do dervunner ausginn, datt d'Gesetz iwwert d'regional Direktioune keng direkt Inzidenz wäert hunn an een duerno éischter sech an der Zäit soll ukucken, wéi e gutt Zesummeschaffe méiglech ass. An dat kucke mat den eenzelne Gemenge selbstverständlech.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Erzéiungsminister. An déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit ronderëm d'Vullegripp. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir hu bis elo d'Chance, datt d'„Vullegrupp" no leschten Informatiounen nach net hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- D'Vullegripp!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Vullegripp, hat ech...?

Une voix.- D'Vullegripp!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt just kucken, ob Der mer géift nolauschteren.

(Hilarité)

Et huet geklappt.

Op jidde Fall ass se no op onser Grenz: Enn Februar si Fäll zu Tréier an am Saarland, méi genee um Bostalsee, festgestallt ginn. Zur selwechter Zäit ass och e Fall an der Belsch bekannt ginn. Enn Januar, uganks Februar sinn an de Vogesen aacht Schwanen un dëser Krankheet gestuerwen.

Meng Fro ass duerfir, ob den Här Minister ka confirméieren, datt mer hei zu Lëtzebuerg bis haut nach keen esou e Fall hunn, an ob preventiv méi Kontrollen elo hei am Land gemaach ginn an och systematesch, wann doudeg Vulle fonnt ginn, ob déi Analyse gemaach ginn.

De Minister verlaangt och vun de professionellen Ziichter, meeschtens sinn dat Produzente vun Eeër, datt d'Hénger net méi däerfen dobausse fräi lafen. Huet dëst en Afloss dann op d'Etikettéierung vun den Eeër, zum Beispill „fräi lafend Hénger"? Huet dëst en Afloss op de Label „Bioeeër"? Huet et en Afloss op d'Qualitéit vun den Eeër? Ginn, well d'Hénger an Hale musse gehale ginn, doduerch eventuell gesondheetlech Problemer bei den Déieren erwaart?

An eng lescht Fro: Hunn d'Ziichter duerch d'Moossnamen, déi se hei imposéiert kréien an déi sécherlech och hire Wäert hunn, eventuell méi Fraisen? A wa jo, ginn dës vum Landwirtschaftsminister an iergendenger Form kompenséiert?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gibéryen. An d'Wuert huet de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs.*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen Merci soe fir seng Fro, déi et mir erlaabt, op e Sujet anzegoen, dee leider nach zimlech aktuell ass, an dat, obschonns en Objet scho war vun zwou verschiddene parlamentareschen Ufroe vun den honorabelen Deputéierten, dem Här Graas an dem Här Kaes.

Den Ausbroch vun der „Vullegrupp“ -...

(Hilarité)

...„Vullegripp“ - , vun der Campagne 2016-2017 baséiert op engem Virus, dee besonnesch virulent ass. Bis den 3. Mäerz hunn an der EU insgesamt 18 Memberstaten dës Krankheet gemellt. Am Ganze waren dat 1.136 Fäll vu wëllen Déieren an 963 Fäll vun Déieren aus Elevagen. Am Prinzip ginn dës Fäll quasi all an engem Korridor entdeckt, deen och vun den Zuchvigel benotzt gëtt.

Zanter dem Ufank vun dësem Mount geet d'Zuel vun den entdeckte Fäll staark erof, soudatt ee kann dovunner ausgoen, datt d'Ausbreedung vum Virus wesentlech manner séier geschitt, wéi dat am Ufank de Fall war, an datt d'Intensitéit vun dëser Déierekrankheet amgaangen ass ofzehuelen.

Wann een dës Zuele vergläicht mat där leschter grousser Seuch vun 2005 an 2006, da stellt ee fest, datt d'Zuel vun de Foyere fir d'Period vun Oktober bis Mäerz sech bal verzéngfacht huet. An all deenen Zonen, wou d'Krankheet entdeckt gouf, goufen och déi Moossname geholl, déi vun der europäescher Legislatioun virgesi sinn.

Hei zu Lëtzebuerg ass bis dato nach kee Fall vu Vullegripp nogewise ginn, dat obschonns all Kadaveren a Gefligel wéi Vullen, déi fir eng Autopsie an de Laboratoire vun der Veterinärinspektioun geliwwert ginn, op d'Vullegripp ënnersicht ginn.

Mir hunn, wat och an deenen aneren europäesche Länner de Fall ass, eng Rei preventiv Moossname geholl, déi bis elo och nach ëmmer applizéiert gi sinn. Ech mengen, déi professionell Gefligelhalter mussen hir Déieren astallen. Fir d'Hobbyhalter ass dëst eng Recommandatioun. Et ass fir jiddweree verbueden, Gefligel a Vigel dobaussen ze fidderen oder ze dränken. D'Fudder an d'Waasser mussen ënner Daach stoen. An och anormal Stierflechkeet muss der Veterinärverwaltung gemellt ginn, datt d'Kadavere kënnen op d'Vullegripp ënnersicht ginn. Soudatt am Fong all preventiv Moossnamen, vun deenen den Här Gibéryen geschwat huet, domadder erfëllt sinn.

Mir halen d'Situatioun am A a wäerten dës Moossnamen nees ausser Kraaft setzen, soubal d'Evolutioun vun der sanitärer Situatioun et zouléisst. Wat elo déi ekonomesch Inzidenzen ubelaangt: Bei engem Abattage total wäerten d'Produzenten hire Verloscht vun der Häerd natierlech kompenséiert kréien. D'Käschten, déi ginn do am Prinzip och zu 50% vum Fonds sanitaire européen kofinanzéiert.

A verschiddene Länner wäert natierlech och d'Vullegripp finanziell Auswierkungen op de Revenu vun de Produzenten hunn. Dat ass zum Beispill de Fall a Frankräich, wou d'Produzente vun de Gänse fir de Foie gras betraff sinn. Dat wäert natierlech och de Fall sinn a verschiddenen anere Länner, wou d'Eeër vu fräi lafenden Hénger net kënnen als solch verkaaft ginn an deemno och e manner héije Präis kréien. Ech mengen, déi Eeër, déi mussen dann, wann eben déi Period vum Confinement 12 Wochen iwwerschratt huet, als dat gekennzeechent ginn. Wat elo d'Bioeeër ubelaangt, déi gelten d'office als vu fräi lafenden Hénger. Hei ass och eng Indemnisatioun iwwert den europäesche Budget méiglech.

Et ass awer nach ze fréi, fir hei kënne Chiffren ze avancéieren. Lëtzebuerg ass awer a béide Fäll kaum betraff. Mir hu jiddefalls nach keng Ufro an där Hisiicht kritt.

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. A mir géifen zur nächster Fro iwwergoen. Déi kënnt vum Här Marc Lies, riicht sech un den Innenminister an dréit ronderëm de Persouneregëster.

- Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Marc Lies *(CSV).*- Här President, an deene leschte Wochen huet sech erausgestallt, datt d'Zuelen aus dem nationale Regëster par rapport zum kommunale Regëster ganz ënnerschiddlech woren. Opgrond vun de Gemengewahlen an dësem Joer ass et awer wichteg ze wëssen, wéi vill Leit dann elo wierklech och an enger Gemeng wunnen. An dëser Hisiicht goufen dann och e puer Question-parlementairen an deene leschte Woche gestallt. Ech huelen hei just ee Beispill, fir eng Kéier kuerz ze dokumentéieren, wou de Problem läit.

Ech huelen d'Beispill aus der Gemeng Hesper, déi ech am beschte kennen. Enn 2016 goufe ronn 14.950 Awunner deklaréiert. Den nationale Regëster seet awer, datt ronn 17.000 Awunner an der Gemeng Hesper géife wunnen, wat eng Differenz vun 2.050 Awunner ausmécht. Nom Contrôle gouf da vun deenen 2.050 awer just eng Persoun zousätzlech ugemellt, wat dann een EU-Beamte wor.

Nodeems datt dës Lëscht vun der Gemeng opgeschafft gi wor, gouf den 23. Februar vum CTIE eng nei Lëscht gefrot. Et huet een dunn awer misse feststellen, datt op dëser Lëscht nees eng Kéier 91 zousätzlech Persounen dropstoungen, vun deenen, déi iwwerschafft gi woren, respektiv anerer, déi net konnten iwwerschafft ginn, well eng ganz Partie krass Anomalien hei festzestelle woren.

An der Lëscht, déi d'Gemeng vum nationale Regëster kritt huet, stoungen och eng Rei Leit dran, déi duebel gefouert woren, obwuel si viru Jore korrekt aus dem kommunale Regëster gestrach gi sinn. D'Fro, déi sech stellt: Wéi kann dat alles sinn?

Wat awer schlëmmer ass, ass de Fait, datt fiktiv Persounen an dësem Regëster gefouert ginn. Ech hunn hei e Beispill vun engem Ministère, an elo haalt Iech un, bei Nom steet „prénom“ oder „personne“ a bei Prénom steet „inconnu“! Heifir gouf dann och eng Matricule erstallt.

Eng aner Fro, déi sech stellt: Kënne Persounen opgrond vun engem falschen Enregistrement am nationale Regëster eventuell vu verschiddene soziale Leeschtunge profitéieren, wéi zum Beispill sech äerztlech betreie loossen?

Den nationale Regëster ass absolutt net fiabel a weist eng ganz Rëtsch Lacunnen op. Duerfir meng Froen un de Minister:

Sollten déi staatlech Instanzen, ier datt si en Enregistrement maachen, net fir d'Eischt bei deene jeeweilege Gemengen nofroen, ob d'Persoun X oder Y effektiv an der Gemeng gemellt oder enregistréiert ass?

Envisagéiert de Minister net och, datt bei engem Demenagement vun engem EU-Beamten d'Gemengen nees heiriwwer sollten informéiert ginn?

Wat d'Berechnung vun deene staatlechen Attributiounen un d'Gemengen ugeet, sinn och eng Partie Inkohärenzen. Bei all de Gemengen ausser der Stad Lëtzebuerg ginn d'Awunnerzuelen aus dem GESCOM vum SIGI ermëttelt. De Statec mécht par contre eng eege Berechnung vun der Awunnerzuel.

Meng Fro un de Minister: Gedenkt de Minister, d'Berechnungs- an d'Ermëttlungsbasis vun der Awunnerzuel an all de Gemengen ze harmoniséieren?

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. An d'Wuert huet den Innenminster, den Här Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President, Merci och dem Här Lies fir déi Fro. Effektiv war dat net nëmmen eng Fro, mä et waren der eng ganz Rei beieneen. An ech mengen, dass et sënnvoll ass, trotzdeem eng Kéier e klengen Historique ze maache vun deem Gesetz vum 19. Juni 2014 (veuillez lire: 2013), dat jo bekanntlech véier Voleten hat: engersäits de Registre national, anerersäits d'Numéro d'identification vun de Leit, dann d'Carte d'identité électronique an dann och de Registre communal des personnes physiques, wou Der alleguerte wësst, dass dës Chamber och nach en neit Gesetz gestëmmt huet, fir d'Mise en vigueur vun deem Registre communal des personnes physiques nach e bëssen an d'Längt ze zéien, näämlech op den 1. Abrëll 2016.

Dat hu mer deemools gemaach aus guddem Grond: well de Syvicol nach eng Rei vu Beanstandungen hat par rapport zu deem, wat déi viregt Chamber an deem ugesprachene Gesetz vun 2013 decidéiert hat. Ech mengen, ech brauch net méi op den Detail dovunner anzegoen. Dat hu mer hei op dëser Tribün schonn des Laangen an des Breeden diskutéiert.

Fakt ass, dass op den 1. Abrëll 2016 déi 105 Gemengereglementer ersat gi sinn duerch e Registre communal des personnes physiques. Am Virfeld dovunner waren och vum Ministère de l'Intérieur dräi Informatiounsversammlunge fir d'Gemengen organiséiert ginn. An et war och eng prezis Circulaire erausgaangen, déi drop higewisen huet, dass dat Gesetz, wat 2013 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass - also zu enger Zäit, wou ech nach net d'Geleeënheet hat, an dësem héijen Haus derbäi ze sinn, den Här Lies, de Froesteller, hat awer deemools d'Geleeënheet schonn -, dass also dat Gesetz géif elo endlech och fir de Gemengesecteur dann zielen.

Ech wollt och soen, dass mer och opgrond vun deenen Inkohärenzen, déi den Här Lies elo ugeschwat huet, am November 2016 nach eng Kéier eng prezis Circulaire un d'Gemenge gemaach hunn, fir se drop opmierksam ze maachen, dass et grouss Diskrepanze géife ginn tëschent deem nationale Regëster an de Gemengeregëster. Zu deem Zäitpunkt, also am Ufank November 2016, hate mer insgesamt 46.000 Divergenzen. Dat ass allerdéngs haut erofgaangen duerch den Asaz vun de Gemengen op 2.265, also just nach 0,38% vun den Adressen, déi insgesamt agedroe sinn, wat total normal ass, wann ee weess, wéi de System funktionéiert.

An ech sinn och frou, dass d'Gemeng Hesper als lescht hei am Land déi Aarbecht gemaach huet, déi déi 104 aner Gemenge scho laang virdru gemaach hunn,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- an et och fäerdegbruecht huet...

Une voix.- Ah!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ... an et och fäerdegbruecht huet, hir Divergenzen op 98 - vun der Zuel vun haut - erofzesetzen, nodeems dass se nach am Februar mat ronn 1.700 Divergenzen huet misse sech erëmploen.

Firwat kommen déi Divergenzen? An ech mengen, dat ass jo déi entscheedend Fro, déi den Här Lies zu Recht stellt. Si kommen einfach doduerch, well d'Chamber 2013 decidéiert huet, dass mer nieft deem, dass d'Gemengen natierlech Leit androen, och Données à la source huelen.

Dat heescht also, dass staatlech Instanzen och kënnen dee Regëster fidderen. Do gëtt et och eng Rei vu Grënn, firwat dass dat esou ass. Dat ass engersäits d'Immigratioun, fir d'Demandeurs de protection internationale respektiv och fir d'Bénéficiairen. Et ass d'Sécurité sociale, déi dat ka maachen, well d'Patronen d'Salariéë mussen umellen, ier se kënnen hei eng Aarbechtsgeneemegung kréien. Et ass och d'Direktioun vum Protokoll vum Ausseministère, wat d'EU-Beamten ugeet an d'Diplomaten, an, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, am Ausnamefall och d'Justiz, déi dee Registre national ka fidderen.

Et ass dann och esou, dass, wann déi staatlech Instanzen dee Register fidderen, dee jo u sech sollt parallell lafe mat deem Gemengeregëster, dat och am Gemengeregëster ganz kloer ze erkennen ass. An d'Gemengen hunn dann - an esou gesäit d'Gesetz vun 2013 et vir - d'Aufgab, fir dann nozekontrolléieren, ob déi Androung, déi vun de staatlechen Instanze gemaach ass, och konform ass mat der Realitéit um Terrain.

Dat ass also d'Erklärung fir déi berechtegt Fro, déi den Här Lies gestallt huet. An ech soen nach eng Kéier e grousse Merci un alleguerten d'Gemengen, déi e ganz groussen Effort geleescht hunn, fir dass mer déi Diskrepanzen op e verstännegen Niveau konnten erofsetzen. Villmools Merci!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister. An déi lescht Fro fir de Mëtte kënnt vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch a riicht sech un d'Statssekretärin fir Tourismus a Wirtschaft an dréit ronderëm d'Klassifikatioun vun den Hoteller.

- Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, déi viregt Regierung, déi hat e Gesetzesprojet déposéiert, mat deem de Statut hôtelier an awer och d'Campingsgesetz sollte reformiéiert ginn, mat deem awer och endlech géif eng Base légale geschafe gi fir d'Gîtten an och fir d'Jugendherbergen. An dodrunner geknäppt war och eng Klassifikatioun vun dem System vun der „Hotelstars Union“ fir dee gesamte Secteur d'hébergement, fir am Fong geholl eng kloer an transparent an och harmoniséiert Klassifikatioun unzestriewen.

Dëst Gesetz gouf vun der Regierung zréckgezunn, fir nees nei iwwerschafft ze ginn. An ech war awer elo, muss ech soen, e bëssen erstaunt ze liesen, dass Dir, Madamm, als zoustänneg Statssekretärin de 15. Februar bei der Virstellung vun der Tourismusbilanz ugekënnegt hutt, dass deen neie Klassifikatiounssystem elo soll ab Mäerz, also am Fong geholl elo schonn ab dësem Mount, fräigeschalt ginn. Esou hutt Dir et annoncéiert, dat heescht, e System, mat deem de Client dann och ka kucke goen, wat dee jeeweilege Betrib, dee jeeweilegen Hotel him ze bidden huet.

Bon, et ass jo elo eng fräiwëlleg Saach, mä et stelle sech dach awer eng ganz Partie Froen. Dir hutt en neie Projet de loi de 16. September déposéiert. Deen ass verwise ginn un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Wéi kann et dann awer elo sinn, dass dës Klassifizéierung dëse Mount scho soll fir e Client visibel ginn, wa mer dat Gesetz emol an der zoustänneger Kommissioun nach net undiskutéiert hunn?

Meng zweet Fro ass: Wéi bindend ass dat Resultat dann och vun der Klassifikatioun, wat dann no der Analys vun enger Kommissioun zustane kënnt, fir den Hotelier? Muss deen, wann e véier Stäre bis elo huet an der nach vläicht just vun der Kommissioun dräi zougestane kritt, dee véierte vun der Fassad erofhuelen?

A wat ass dann iwwerhaapt, Madamm Statssekretärin, d'Base légale fir de Recours, deen en Hotelier jo ka maachen, wann nach kee Gesetz diskutéiert, geschweige da gestëmmt ass?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Hetto-Gaasch. An d'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wëll ech gären der honorabeler Deputéierter Madamm Hetto Merci soen, fir d'Fro vun der Klassifikatioun vum Hebergementssecteur hei opzebréngen. D'Madamm Hetto selwer huet jo zweemol, leider ëmsoss, probéiert, d'Klassifikatioun via Gesetz anzefëieren. Duerfir kennt se jo deen Dossier ganz gutt, wat an der Tëschenzäit quasi en Dauerbrenner ass an deem ganze Secteur. U sech wollt ech effektiv, an dat hat ech ugefrot, d'Chamberskommissioun den 30. Mäerz informéieren iwwert déi aktuell Démarche. Merci duerfir, dass mer elo haut scho Geleeënheet hunn, an dësem méi breede Kader doriwwer ze schwätzen.

D'Iwwerleeungen, fir d'Gesetzer iwwer Hotel a Camping, déi aus de 50er a 60er Jore stamen, ze moderniséieren, déi ginn et jo effektiv scho méi laang. Et geet drëm, fir den Entwécklunge vum Marché Rechnung ze droen, op d'Erwaardunge vun de Clienten anzegoen an hinnen eng zouverlässeg Informatioun ze ginn iwwert d'Offer un Hotellen, u Campingen a soss Hebergementer zu Lëtzebuerg.

Et gëtt duerfir eng ganz grouss Demande vum Secteur, dee ganz ongedëlleg schonn zënter Joren dorobber waart. An dowéinst hu mer de Projet de loi 7062 am September zejoert déposéiert, deen dräi grouss Pilieren huet: éischtens d'Protektioun vu verschiddenen Denominatiounen, zweetens d'Informatiounsflicht vis-à-vis vum Client an drëttens eben och d'Klassifikatioun. An dunn, am Kader vun engem ganz produktiven Echange mam Statsrot, huet sech dunn awer erausgestallt, am Sënn vun enger méi grousser Simplification administrative, datt et déi bescht Léisung ass, fir eben de Volet vun der Klassifikatioun aus dem Gesetzesprojet erauszehuelen. Vu dass et an dësem Projet keng obligatoresch Klassifikatioun méi gëtt, ass et och net méi onbedéngt néideg, fir iwwer Gesetz ze fueren.

Absolutt, absolutt néideg ass et par contre, fir eng gewësse Flexibilitéit ze hunn, fir eben där schneller Entwécklung, där Dynamik vum Secteur Rechnung ze droen. Dat heescht, datt déi 270 Kritären, no deenen d'Betriber klasséiert ginn, regelméisseg mussen ugepasst ginn all dräi bis véier Joer. An dat ass jo awer nëmme bedéngt méiglech, wann d'Kritäre bis an de leschten Detail mussen an d'Gesetz kommen, am Gesetz festgehale ginn, an net an engem Règlement grand-ducal. Dat ass schwéierfälleg. Dat ass a kengem sengem Sënn, wa mer ëmmer erëm déi ganz legislativ Prozedur mussen duerchlafe fir all Klengegkeet, wann zum Beispill just an engem Kritär ee Wuert ännert. An an deem Sënn hu mer decidéiert, fir d'Klassifikatioun aus dem Gesetzestext erauszehuelen.

U sech wollt ech, wéi gesot, den 30. Mäerz d'Chamberskommissioun heiriwwer informéieren. Dat ass jo dann elo scho geschitt. Datt se net méi am Gesetz virgesinn ass, heescht awer wierklech net, dass d'Klassifikatioun net kënnt! Am Géigendeel, si kënnt näämlech elo vill méi séier. Mir sinn näämlech als Ministère prett, d'Beruffsverbänn sinn och prett. An duerfir kënne mer schonn den nächste Méinden den offizielle Startschoss gi vun der Klassifikatioun vun der Hotellerie. An enger zweeter Phas kënnt dann och am Laf vum Joer dee ganze Volet vun dem Camping dobäi.

Just nach als Prezisioun, de Site www.classification.lu, deen huet eng zentral Roll bei all deenen Demarchen. Wéi gesot, Simplification administrative och hei, well mir wëllen en effikassen a moderne System aféieren, dee gréisstendeels online fonctionnéiert. D'Betriber maa-

chen online eng Autoevaluatioun an och hir Demande. A si kënnen och de ganzen Dossier online suivéieren.

Natierlech ass awer och eng Inspektioun op der Plaz, wou e Vertrieder vum Ministère an e Vertrieder vum Beruffsverband alles iwwerpréiwen. Den Dossier geet dann an eng Kommissioun an et ass de Ministère, deen herno d'Stäre vergëtt. D'Klassifikatioun ass véier Joer laang gülteg. Mir féieren hei en international unerkannte Stäresystem an. Dee gëtt et schonn a 16 europäesche Länner. An de System vun „Hotelstars Union", deen ass quasi an all de Länner ouni Gesetz agefouert ginn. Dat bréngt méi Transparenz fir de Client an et ass en Incentive, fir weiderhin an d'Qualitéit vun eisen Hotellen a Campingen ze investéieren.

Ech wëll och nach soen, dass dat hei e Projet ass, wou wierklech Verwaltung, Ministère an d'Beruffsverbänn op eng exemplaresch Manéier zesummegeschafft hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der 40-Minutten-Froesessioun ukomm a mir géifen zum nächste Punkt oder deenen nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass éischtens eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwer „Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen" an d'Interpellatioun vum Här Alexander Krieps iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der NATO. Déi zwee Interpellante wäerten noenee schwätzen an da féiere mer eng Gesamtdiskussioun. An duerno huet d'Regierung d'Wuert. Mir hunn d'Riedezäit zweemol nom Modell 1 proposéiert an et ass och esou vun der Chamber ugeholl ginn.

An d'Wuert huet dann elo direkt deen éischten Interpellant, den Här Fernand Kartheiser.

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN

Exposés

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Arméi feiert dëst Joer zwee Jubiläen. Dat Eent ass de 50. Joresdag vun der Fräiwëllegenarméi, deen och den 9. Juli besonnesch gefeiert gëtt, 1967 bis 2017. An dat Zweet ass den 175. Gebuertsdag vun eiser Militärmusek.

Ech soen am Numm vun der ADR op jidde Fall der Arméi an all deenen, déi sech fräiwëlleg gemellt hunn an deene leschte 50 Joer, fir eisem Land trei ze déngen, e ganz häerzleche Merci a wëll der Arméi och felicitéiere fir dee ganz wäertvolle Bäitrag fir de Fridden an d'Sécherheet vum Land, dee si wärend dëser ganzer Zäit geleescht huet. Si huet oft net nëmmen d'Sécherheet vun eisem Land mat garantéiert, mä och hire Bäitrag zur kollektiver Sécherheet an Europa geleescht.

Mir erënneren un de Kale Krich, un de Koreakrich besonnesch, wou jo och Lëtzebuerger leie bliwwe sinn, an un déi vill Friddensmissiounen, déi d'Arméi besonnesch zënter den 90er Jore gemaach huet: an Afghanistan, am Kosovo, am Mali an op ganz villen anere Plazen.

Net nëmme Lëtzebuerger hunn an eiser Arméi gedéngt, mä och EU-Auslänner. D'ADR huet och u si geduecht doduerch, datt mer am Kader vum Nationalitéitegesetz eng Proposition de loi gemaach haten, spezifesch och fir hiren Engagement ze éieren. A mir freeën eis, datt déi am Nationalitéitegesetz och mat berücksichtegt gouf.

D'Militärmusek brauch een hei och net elo extra ze ernimmen. Alleguer si mer eis bewosst, wéi grouss a wäertvoll de kulturelle Bäitrag vun deem Ensembel an der Geschicht vun eisem Land ass. Och u si eis häerzlech Felicitatiounen!

Ech hunn elo dës Interpellatioun genannt „Eng modern Arméi", mä ech si mer och bewosst, datt dat e ganz, ganz aktuelle Sujet ass, well mer jo ëmmer virun neien Erausfuerderunge stinn an engem internationale Kontext, dee sech ganz séier entwéckelt. An ech muss soen, mat allem Respekt fir Iech, Madamm Closener, sinn ech dach awer iwwerrascht, datt den Här Arméiminister haut net ka bei eis sinn. Mir haten als ADR eng grouss Flexibilitéit gewisen a mir waren e puermol elo d'accord, fir dës Interpellatioun ze verréckelen zäitlech, an et ass wierklech schued, datt de Minister an esou enger wichteger Fro d'Zäit net fonnt huet, fir hei ze sinn.

D'Arméi ass e ganz wichtegen Deel vun der Baussepolitik vun eisem Land a si muss virun allem politesch ganz kloer encadréiert sinn. Dofir hate mer jo schonn zënter Joren, dat ass elo näischt Rezentes, drop gewaart, datt e Wäissbuch publizéiert gëtt, wéi dat och an anere Länner gemaach gëtt. Mir erënneren eis, datt souguer nach de Colonel Ries un där Aarbecht bedeelegt gouf, datt e souguer mat deem Argument an de Ministère geholl gouf virun enger gewëssener Zäit, well d'Arméi brauch e ganz kloren, net nëmme legale Kader, mä och e klore politesche Kader, an deem se evoluéiert. Si brauch eng Politik, déi si ënnerstëtzt an hire komplizéierten Aufgaben, si brauch genuch Leit, genuch Material.

Esou e Wäissbuch muss selbstverständlech ëmmer aktualiséiert ginn. Mir hunn eis och gewonnert: D'Cour des comptes huet e Wäissbuch gefrot gehat an engem Rapport spécial iwwert d'Arméi an et gouf geäntwert vum Här Minister Schneider, datt esou e Wäissbuch jo schwiereg wär, well et ëmmer erëm misst aktualiséiert ginn. Mä d'Aktualitéit ass awer elo keng lëtzebuergesch Spezifissitéit. All Land ass mat deemselwechte Problem konfrontéiert.

Nodeem den Här Minister Schneider ugekënnegt hat, datt mer déi Lignes directrices fir d'Arméi bis 2025 sollten eng Kéier presentéiert kréien, hunn ech haut an der Press gelies, datt dat haut soll geschéien. An och do deet et mer leed, wann dat da wierklech sollt de Fall sinn, datt mer als Deputéiert dat net virun dëser Debatt konnte gewuer ginn, fir datt mer och dorobber vläicht scho kéinten eng éischt Reaktioun weisen. Mir sinn also gespaant, Madamm Statssekretär, wat Dir eis herno an deem Kontext äntwert.

Wann ech soen, datt d'Arméi e klore legale Kader brauch, fir ze evoluéieren, gëllt dat och fir zum Beispill d'Fro: Brauche mer en neit OMPs-Gesetz? Kënnt dat? Brauche mer en neit Gesetz oder datselwecht Gesetz, fir d'Deploiementer vun der Arméi am Ausland kloer ze regelen? Kënnt dat? Alles dat si wichteg Froen, net nëmme wéinst der politescher Dimensioun, mä och fir d'Sécherheet, d'Rechtssécherheet an aner Sécherheete vun alle Militär, déi un esou Missioune bedeelegt sinn.

Ech gi vläicht hei ganz kuerz op een Aspekt vun eisen internationale Verflichtungen an, well ech herno an der Diskussioun nach op déi aner international Verflichtungen aginn, an deen Aspekt, deen ech hei elo wëll ervirhiewen, dat ass deen Engagement vun der Regierung, fir 2% vun eisem Bruttonationalprodukt fir d'Defense auszeginn.

Dat ass en Engagement, dat huet den Här Statsminister Bettel geholl um Sommet vun der NATO vu Wales am September 2014. Dat ass e klore politeschen Engagement vun där ganzer Regierung - ech betounen dat hei ausdrécklech: vun där ganzer Regierung -, en internationale politeschen Engagement. Inklusiv eis gréng Kolleegen hu sech engagéiert also, fir 2% vum Bruttonationalprodukt an d'Defense eranzestiechen. An dat géif heeschen 1,1 Milliard Euro no aktuellem Wäert.

Fir d'ADR steet ausser Fro, datt mer mussen en adequate Bäitrag an déi international Sécherheet investéieren. Mä vun 2%, mengen ech, brauche mer am Ableck net ze schwätzen - wéinstens ass dat eis Positioun -, well mir keng Menace hunn, déi op eis läit, déi esou eng Depense géif justifiéieren. Mir hunn natierlech eng Menace, dat ass den internationalen Terrorismus. Mä wéinst deem eleng brauche mir net en Effort ze maache vun 2% vum Bruttoinlandsprodukt.

Eis huet gewonnert, politesch, datt de Statsminister Bettel 2014 um Sommet vu Wales dann, Pays de Galles, deen Engagement hélt, an 2016 virun där nationaler Press seet en dann, ma nee, dat géif en dann net méi gutt fannen, e wär ganz skeptesch, mir hätten eng Politik, déi a sozial Saachen investéiert an net a Waffen. An och den Här Minister Schneider huet de 7. Dezember 2016 gesot, dat kéint ee kloer net maachen, dat 2%-Zil.

Da froe mir eis awer: Wou ass d'Kredibilitéit vun dëser Regierung? Huet se international eng aner Sprooch wéi national? Seet se international, si wéilt déi 2% ausginn, an hélt do e formelle politeschen Engagement - ech hunn e matbruecht, fir déi Leit, déi e wëllen nokucken - international op déi 2%, an national zitt se sech dann zréck? Ass dat net en eklatante Widdersproch? Wou ass d'Wourecht? Deen internationalen Engagement oder dat, wat eis Ministeren hei an der Chamber oder virun der Press soen?

A wéi ass et da mat de Vases communicants? Mir hunn hei eng Doktrinn - den Här Angel gëtt net midd, se ze widderhuelen -, dat vun deenen dräi „D": Diplomatie, Defense an Developpement, also d'Entwécklungshëllef, dat wär e Ganzt, dat misst een zesumme gesinn, praktesch Vases communicants. A wéi ass et dann, wann elo duerch déi international Entwécklungen den Drock op Lëtzebuerg géif weider klammen, fir effektiv méi Efforten an der Defense ze maachen? Géif dat heeschen, datt an anere Gebidder zréckgeschrauft géif ginn, fir dat ze maachen? Och dat ass eng oppe Fro. A mir wësse jo och net, wéi sech d'Situatioun elo entwéckelt.

Mir sinn als ADR d'accord, mir begréissen déi Optik, déi d'Regierung an engem Punkt geholl huet, näämlech fir eng Rei vun deenen Depensen am Beräich vun der Defense urechebar ze maachen, mat engem Retour économique fir Lëtzebuerg. Dat ass de Fall beim Härebierg, wann deen dann och mat der Participatioun vu Lëtzebuerger Firme renovéiert gëtt, dat ass de Fall um Findel, dat ass de Fall bei der SES mat LuxGovSat an esou weider an esou virun. Dat si Projeten, wou e Retour économique ass.

Mä wann een awer d'Arméi kuckt, da muss ee wëssen, datt och anescht muss an d'Arméi investéiert ginn. Ech wëll hei Saache soen, déi vläicht am Land net esou bekannt sinn, déi vläicht och net jiddwereen heibanne weess, mä déi awer e ganz kloert Liicht op den Zoustand vun der Arméi werfen, wéi se an deene leschte Jore behandelt gouf an a wéi engem Zoustand se haut ass:

Mir hunn net genuch individuell Equipementer fir eis Militär. Mir hunn net genuch Charroi. Mir hunn net genuch Waffen. Mir hunn net genuch Kommunikatiounsmaterial. Mir hunn emol net genuch Material fir deen aktuellen Effectif, an dee läit wäit ënnert deem Effectif, deen am Gesetz vun 2007 iwwert d'Arméi virgesinn ass! Mir hunn heiansdo keng Méiglechkeet, fir eis Zaldoten hei am Land ze trainéieren, well dat bësse Material, wat do ass, mat de Friddensmissiounen am Ausland ass. Mir hunn net genuch schosssécher Westen, mir hunn emol net genuch Waffen, fir all Zaldot oder all Miltiärpersoun haut mat Waffen ze equipéieren, wann dat néideg wär!

Mir hunn näischt, wéi gesot, géint grouss Projete mat engem Retour économique. Mä als verantwortleche Politiker muss een dach emol fir d'Éischt kucken, datt all eenzelnen Zaldot, dee kann eventuell agesat ginn, dee säi Liewen op d'Spill setzt fir eist Land, fir eis Sécherheet, datt dee geschützt ass, datt en dat Material huet, wat e brauch, fir seng Missioun kënnen ze erfëllen. An dat ass am Ableck net de Fall! Mir hätten also gär, datt emol dat Material kaaft an opgestockt gëtt, wat mer brauche fir eis eenzel Militär.

Wa mer dann awer schwätzen iwwert d'Material vun der Arméi, da soe mir als ADR, datt een dat och muss ganz vernënfteg maachen. Well et si vill Suen, déi hei um Spill stinn, ëmmer méi Suen, eben duerch dat, wat mer virdru gesot hunn, déi finanziell Entwécklung. An et ass elo esou, datt mer déi Capacitéiten, déi mer hunn, musse fleegen an asazbereet halen.

Als Beispill kann ech jo hei d'Waasseropbereedung nennen. Mir hunn dräi Systemer. Een eenzegen ass operationell vun dräi. Een eenzegen! Firwat? Et feelt eis u Leit!

Mat den Dingoen ass et äänlech. Mir hunn déi Rüstungsprojeten, déi mer hunn, déi musse mer wa méiglech vun der Staang kafen, mat aneren Arméien zesummen! Well wa mir ëmmer fir Lëtzebuerg speziell Arrangementer treffen, ëmmer ganz, ganz komplizéiert Saachen nach extra kafen, hu mir als ganz kleng Arméi iwwert d'Zäit net déi Capacitéit, fir déi Saachen operationell ze halen. Dat heescht, mir kënne se net méi voll asetzen. An dat heescht net nëmmen e Verlescht vun eisen Asazméiglechkeeten, mä och e finanzielle Verlescht. Et ass also heiansdo besser, méi einfach Saachen ze kafen, eis bei aneren Arméien unzehänken, amplaz fir Lëtzebuerg Spezialléisunge wëllen anzeféieren.

Mir sollten och kucken, ob mer a verschiddene Beräicher Double-Use-Material kënne kafen, dat mer och fir zivill Zwecker kënne benotzen, an net nëmme fir miltäresch Zwecker. A mir mussen och oppassen am vernënftegen Emgang mat eise Suen, datt mer net Saachen duebel kafen oder Saache mat engem double Emploi. Rezent hate mer nach dat Beispill: Mir hunn deen Transportfliger do, den A400M, deen nach ëmmer net do ass, deen 2019 soll kommen, a gläichzäiteg gi mer dann eis bedeelegen um Multi-Role Tanker Transport, dem Projet MRTT, deen hei gestëmmt ginn ass, net mat de Stëmme vum ADR, well ebe just dat meescht oder bal alles, wat deen MRTT do soll bréngen a kënnen, souwisou och vum A400M ka gemaach ginn.

Mir hunn also e ganze Koup Observatiounen, wat déi aktuell Politik, wat d'Material ugeet, mä ech wëll d'Haaptgewiicht vun dëser Interpellatioun op d'Personal vun der Arméi leeën. Well si sinn et, déi wierklech eis Sécherheet garantéieren. Si sinn et, op déi mir eis verloossen an déi eis Dankbarkeet verdéngen.

An d'Arméi erfëllt hir Verflichtungen, déi d'Politik hir gëtt. Mä d'Fro ass: Wéi behandelt d'Politik d'Arméi an déi Leit, déi an hir déngen? D'Realitéit ass eng ganz einfach: Mir hunn net genuch Leit an der Arméi!

Wa mer elo am Kader vun awer enger Rei vun terroristeschen Attacken an Europa an op anere Plazen op en „Vigilnat 3" géife goen, also eng Stuf méi héich an eiser Terrorismussituatioun, da wär d'Arméi schonn implizéiert. Mir missten do och mat bewaachen, verschidden Infrastrukturen an esou weider. Mä d'Wourecht ass: D'Arméi huet guer net déi Leit, fir esou eppes ze maache ronderëm d'Auer, all déi Schichten. Et feelt do dramatesch u Méiglechkeeten! Also souguer, wa mer enger reeller, immediater Gefor ausgesat wären, hätte mer net déi Méiglechkeet, do wierklech adequat ze reagéieren. D'selwecht am Verdeedegungsfall, d'selwecht bei der Protection du territoire.

Wéi ass et mat der Kooperatioun mat der Police a mat der Douane? Dat gëtt heiansdo geüübt, awer do si grouss Problemer an der Kompatibilitéit vu Prozeduren, vu Material, an aner Aspekter.

Bei den Auslandsmissiounen, do ass et esou, datt mer e Risiko hunn, datt eis Arméi ze vill Saache gläichzäiteg muss maachen. Och dofir feelt et am Ableck u Leit. Dat ass eppes, wat d'Amerikaner als „overstretched" bezeechnen, dat heescht, ze vill Saache gläichzäiteg op verschiddene Plazen. An et muss een dann och ganz besonnesch drop oppassen, wéi eng Auslandsmissiounen ee mécht, wou mer wierklech eng Plus-value hunn, wat politesch räsonabel ass. An ech wäert herno, wann ech op dem Här Krieps seng Interpellatioun dann äntwerten, och nach dorobber zréckkommen.

Mir hunn zënter dem Militärgesetz vun 2007 en theoreteschen Effectif am Contingent an der Arméi vun 1.200 Leit, plus déi hors contingent, dat sinn, dat wäerten der och eng ronn 200 sinn, soudatt mer bei 1.400 Leit an der Arméi kéinte leien. Mir leien awer am Ableck, an d'Cour des comptes huet dat och festgestallt, nach ëmmer op deemselwechte Personalniveau wéi 2007, ier dat Gesetz gestëmmt gouf. Dat heescht, u sech huet sech an deene Joren, dat sinn der elo zéng, näischt geännert substanziell un der Gréisst vun der Arméi, obschonn d'Gesetz do gewiescht wär, fir dat ze maachen.

Dat féiert dozou, datt d'Personal vun der Arméi extrem beusprocht ass, datt vill Iwwerstonnen net kënnen erageholl ginn. A vun eiser Säit aus op jidde Fall e ganz grousse Merci un déi eenzel Militär an hir Familljen, déi an esou Situatiounen zesummenhalen, d'Arméi weider ënnerstëtzen. Mir gesinn awer och de Risiko vun der Demotivatioun vun engem Deel vun der Arméi, well se sech verlooss spieren, well net genuch ënnerstëtzt vun der Politik! An dofir ass et wichteg, datt mer do dergéint agéieren.

Elo ass zum Beispill dru geduecht, fir déi Militär, déi am Ausland a Missioune sinn, an hir Familljje besonnesch ze ënnerstëtzen, wann dat néideg ass. Wann eng Assistance familiale oder wat och ëmmer gebraucht gëtt, ass un eng psychologesch Betreiung geduecht. Alles dat si Saachen, déi ee ka maachen, an op jidde Fall emol, fir deenen ze hëllefen an deene Familljen, wou ee Familljemember am Ausland a Missioun ass.

Als ADR hätte mer gär, datt d'Personalstäerkt vun der Arméi dorunner ugepasst gëtt, wat se brauch, fir hir Missiounen ze erfëllen, datt mer also op dat Gesetz gi vun 2007. Mir denken elo net drun, fir doriwwer erauszegoen, mä mir hätten awer op jidde Fall emol gär, datt déi gesetzlech Méiglechkeeten, déi do sinn, wierklech erfëllt ginn.

Gläichzäiteg kann een - wéi bei der Police - och elo emol undenken, fir eng fräiwëlleg a punktuell Reserv anzeféiere fir an Terrorismussituatiounen, oder fir aner Saachen esou ze maachen, fir sou kënne séier ze reagéieren. Mä dat ass an enger zweeter Phas. Wat wichteg ass, ass elo emol, dat Gesetz vun 2007 ze erfëllen.

De Rekrutement ass natierlech e Schlëssellelement dofir. An all déi Problemer sinn eis bewosst. D'Regierung huet eng Rei vun Initiative geholl, fir dat ze verbesseren. Dat ënnerstëtze mer och. De Büro hei um Boulevard Royal an aner Saachen, dat ënnerstëtze mer. Do si mer frou, datt dat gemaach ginn ass. Mä et geet bei Wäitem net duer!

Et gëtt virun allem e grousse Widdersproch - e grousse Widdersproch! - am Declaratoire vun dëser Regierung an an der Realitéit. Mir hunn zum Beispill den Droit de priorité et d'exclusivité fir eis Zaldoten. Iwwert d'Jore gouf dee systematesch ofgebaut: 2004 fir d'Inspektere vun der Police, 2008 fir d'Bréifdréier. An de Service

ass bei der Post bestëmmt net besser ginn doduerch, datt mer keng Leit vum Härebierg méi huelen.

2014 - also dës Regierung ka sech also och net erausrieden - gouf bei der Douane a bei de Giischtercher annoncéiert, datt den Droit d'exclusivité sollt ofgeschaaft ginn. Den Droit de priorité, deen et bei de Gemenge gëtt, gëtt dacks net respektéiert! An an deem Sënn wollt ech Iech, Här President, eng Motioun hei iwwerreechen, déi drun appeléiert, datt dat, wat den Droit de priorité bei de Gemengen ass, datt dat besser agehale gëtt.

Motion 1

D'Chamber stellt fest,

- datt d'Effectiffer vun der Lëtzebuerger Arméi bei Wäitem net un den autoriséierten Effectif erukommen,

- datt et dem Beruff vum fräiwëllegen Zaldot un Attraktivitéit feelt, wat zum Deel och op e Manktem u beruffleche Perspektiven nom Enn vum Militärdéngscht zréckzeféieren ass.

D'Chamber erënnert un

- d'Exklusivitéitsrecht an d'Virrecht vun de fräiwëllegen Zaldoten op Posten, ënner anerem beim Stat, an den Administratiounen, bei den ëffentlechen Etablissementer, bei de Gemengen an op der Eisebunn (groussherzoglecht Reglement vum 13. Dezember 2004).

D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op, derfir ze suergen,

- datt dëst Reglement vun all hire Servicer, Administratiounen an ëffentlechen Etablissementer strikt agehale gëtt,

- datt besonnesch de Banneminister d'Gemengen nach eemol op dëst Reglement opmierksam mécht a kontrolléiert, ob d'Bestëmmunge bei de Rekrutementer och agehale ginn,

- datt d'groussherzoglecht Reglement vum 13. Dezember 2004 esou ëmgeännert gëtt, datt nieft der Eisebunnsgesellschaft och LuxTram ënner seng Bestëmmunge fält,

- datt d'Zaldoten am Kader vun hirer Formatioun beschtméiglech a méi cibléiert op déi verschidden Examen a Carrièrë virbereet ginn.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mir hätte gär als ADR, datt mer dat u Respekt an Unerkennung fir eis Militär als Politik bréngen, wat eng Selbstverständlechkeet misst sinn, wat awer am Ableck net de Fall ass. Mir verspriechen hinnen, all deene Leit, déi sech fräiwëlleg an d'Arméi engagéieren, kloer an effikass Exklusivitéits- a Prioritéitsregelen, déi och hinnen eng reell Carrièrëchance bidden, wa se d'Arméi verloossen.

An eis Chamber, och déi soll e Virbild an deem Beräich sinn. Mir kënnen net nëmmen un d'Gemengen appeléieren, fir fréier Zaldoten ze rekrutéieren. Och eis Chamber soll an deem Sënn fir hir Servicer méi op den Härebierg an op d'Zaldoten zréckgräifen, fir eis Sécherheet zum Beispill hei am Gebai oder och fir Huissieren, Chauffeuren an esou weider.

An och an deem Sënn wëll ech Iech eng Resolutioun iwwerreechen, Här President, déi eis als Chamber géif erlaben, e Virbild ze sinn, wann et drëm geet, fir deene fréieren Zaldoten eng Aarbechtsperspektiv ze bidden.

Résolution 1

D'Chamber stellt fest,

- datt d'Iwwerwaachung vun de Raimlechkeete vun der Chamber an zum Deel den Accès vum Publikum an d'Chamber un eng privat Sécherheetsfirma iwwerdroen ass,

- datt d'Sécherheet an d'Iwwerwaachung vun der Chamber, enger vun de wichtegsten Institutiounen am Land, muss eng ëffentlech Aufgab sinn,

- datt d'Personal, dat fir d'Chamber schafft, soll Lëtzebuergesch schwätzen,

- datt et dem Beruff vum fräiwëllegen Zaldot un Attraktivitéit feelt, wat zum Deel och op e Manktem u beruffleche Perspektiven nom Enn vum Militärdéngscht zréckzeféieren ass.

Dowéinst fuerdert d'Chamber de Bureau vun der Chamber op,

- am Kader vun der Iwwerwaachung vun de Raimlechkeete vun der Chamber d'Personal fir déi Aufgab an Zukunft exklusiv ënnert de fräiwëllegen Zaldoten um Enn vun hirem Déngscht ze rekrutéieren.

(s.) Fernand Kartheiser.

Mir mussen nodenken zesummen hei an der Politik, wéi eng nei Carrièrë mer kënne kreéiere fir déi Leit, déi hire Militärdéngscht geleescht hunn. Et gëtt esou vill Besoinen. Mat e bësse Fantasie an e bësse politeschem Wëlle kéinte mer esou vill Filièrë schafen, fir Leit wierklech eng Optioun ze ginn an hirer Liewensplangung. Mir hunn zum Beispill Iddie fir d'Gardiens de l'armée. Dat si Leit, déi speziell ausgebilt kéinte gi fir Militärinstallatiounen oder staatlech Plazen - den HCPN, Senneng, Ministèren, Flüchtlingsheemer, Centre de rétention -, an op villen anere Plaze kéinten déi extra Qualifikatioune kréien, fir do Déngschter ze leeschten, déi haut ganz dacks u Privatfirme vergi ginn. A mir hätten da vläicht och d'Méiglechkeet fir ganz spezifesch Formatiounen, fir an déi Richtung ze goen.

Mir kéinten iwwert d'Schafung vun enger Militärpolizei och virbereeden op Carrièren an deem Beruff, net nëmmen an der Police selwer, mä och fir aner Sécherheetsaufgaben hei am Land: Police de la circulation, Police des transports publics, bei den Agents communaux, déi elo sollen nei Aufgabe kréien, bei den Experts en logistique, an der Administration des services de secours. Iwwerall kéint ee jo higoen als Politik a sech froen: Wat kënne mer maachen, fir an deenen Administratiounen, déi an deenen do Beräicher schaffen, och Carrièresperspektiven opzemaache fir déi Leit, déi aus der Arméi kommen an do kéinten a sollte speziell op esou Carrièrë virbereet ginn?

Elo am Ableck ass de Problem nach net esou akut, obschonn e präsent ass. Mä wa mer wierklech kéinten higoen an dat maachen, wat d'ADR freet, näämlech datt mer d'Militärsgesetz an den Effectiffer vun 2007 erreechen, da sinn och esou vill méi Leit, déi aus der Arméi erausginn, an ëmsou méi dréngend gëtt et, datt mer wierklech kloer Carrièresperspektive fir déi Leit hunn, déi eis an der Arméi gedéngt hunn. Mir brauchen de klore Wonsch, iwwert den Härebierg Leit auszebilden an ze rekrutéiere fir eben all déi do Beräicher an och nach anerer.

D'Gemengen, wéi gesot, do ass leider festzestellen, datt déi net ëmmer deene Prioritéitsusprech gerecht ginn, aus deene verschiddenste Grënn. Mä och d'Gemenge kënnen nodenken, wou an hire Servicer prioritär Leit vum Härebierg gebraucht ginn, an dann och zesumme mat den Autoritéite vun der Arméi kucken, wéi mer d'Ausbildung vun de Leit um Härebierg kënnen esou steieren, datt déi optimal virbereet ginn.

Eis stéiert et zum Beispill ganz staark..., an ech muss soen, net nëmmen, ech mengen, jiddwereen, dee sech dee Problem virun Ae féiert, deen ass wahrscheinlech schockéiert: Dat ass LuxTram. LuxTram ass eng Gesellschaft, déi gehéiert zur Halschent dem Stat an zur Halschent der Stad Lëtzebuerg. LuxTram, do ass eng... - mir hunn och eng Question parlementaire elo gestallt an deem do Sënn -, mä do ass Franséisch Virschréft, datt ee Franséisch kann. Lëtzebuergesch ass en „avantage", steet do! Däitsch ass en Avantage. Wa mer géife Leit vum Härebierg huelen, da kéinten déi alleguer Lëtzebuergesch.

Wéi ass et méiglech, datt eng Gesellschaft, déi zur Halschent dem Stat an zur Halschent der Stad Lëtzebuerg gehéiert, Leit hëlt, déi frankofon sinn, an net déi Zaldoten, déi um Härebierg waren, fir als Buschauffeur oder herno als Tramschauffeur do kënnen ze schaffen?

Als ADR si mer eis komplett bewosst, datt et eng grouss Diskrepanz gëtt tëschent dem Rekrutéierungsniveau vun der Arméi an deem, wat herno an den Exame gefrot gëtt, an dat ass e ganz komplexe Problem. A ville Carrièren ass de Schoulniveau, dee beim Exame gefrot gëtt, an deene leschte Joren ëmmer erëm eropgeschrauft ginn, aus ville Grënn: Een dovunner ass eben de Verfall vun eisem Schoulwiesen, well d'Leit net méi genuch léieren an de Schoulen am Vergläich zu fréier, soudatt eigentlech den Niveau vun de Schoulen dann ëmmer méi héich..., oder de Schoulniveau vun der Klass, déi gefrot ginn ass, an d'Luucht gesat ginn ass, ouni onbedéngt doduerch den Niveau an d'Luucht ze setzen. Op jidde Fall gëtt et eng Diskrepanz tëschent dem Rekrutéierungsniveau an deem „Klassenniveau", soe mer emol esou, dee gefrot gëtt an den Examen.

Mir mussen also iwwert d'École de l'armée nodenken, fir den Zaldote genuch schoulesch Méiglechkeeten ze ginn, och wärend der Déngschtzäit, fir do kënnen déi Retarden opzeschaffen, déi do sinn. Mir kënnen net higoen a ganz laang Pausen an hirer Ausbildung aféieren, well dat schuet. Wann ee mat enger 9e kënnt an et mécht een dräi Joer guer keng Schoul an da soll een a ganz kuerzer Zäit nohuelen, wat ee vergiess huet an der Tëschenzäit oder wat engem souwisou feelt, dann ass dat ganz besonnesch schwiereg.

Mir mussen also iwwert d'Organisatioun vum Déngscht, d'Organisatioun vun der Schoul nodenken. A mir kënnen zousätzlech Beruffsausbildungen an der Arméi maachen, vun deenen der eng ganz Partie och am Ziville wierklech gefrot ginn. Mir kënnen net nëmmen Armurieren an äänlech Beruffer huelen, mä och Dronepiloten, Computerspezialisten, Logistikspezialisten.

An deem Sënn ass et interessant, eng Kéier eng komplett Reflexioun ze maachen iwwer en Arméilycée a Form vun engem Lycée technique, deen net nëmme COPRAL, also d'Virbereedung op d'Arméi, ESTAL oder COPREX, also d'Virbereedung op d'Exame mécht, mä wierklech higeet an eng Rei spezifesch Beruffsausbildungen ubitt, déi de Leit, déi aus der Arméi sinn, och herno eng Carrière an ziville Firmen oder an ziville Verwaltungen erméiglechen.

Déi Examen a Formatiounen, déi d'Leit an der Arméi maachen, déi sollten och einfach an onkomplizéiert Equivalenzen am ziville Secteur hunn. An dat hate mer, ech erënnere mech nach ganz gutt u fréier, zum Beispill de Camionschauffeur: Wien de Camionschauffeur an der Arméi gemaach huet, deen huet dat net direkt unerkannt kritt am Zivillen, mä deen huet nach eng Kéier missen en Exame maache fir Camionschauffeur zum Beispill. Dat sinn natierlech onvernünfteg Léisungen.

Mir sinn och bereet am Prinzip als ADR, fir iwwert d'Superprioritéit nozedenken. Mir ginn net dovun ewech, datt een, deen an enger UDO ass, also an en Auslandsasaz geet, muss belount ginn, a gutt belount ginn, grousszügeg belount gi fir déi Risiken, déi en op sech hëlt. Mir denken awer, datt d'Superprioritéit an der ablécklecher Organisatioun vun der Arméi och hir Nodeeler huet, a wären also och bereet, doriwwer nozedenken.

Et kéint een och un e gesetzleche Quotesystem denken, fir ze garantéieren, datt jiddwereen, deen an d'Arméi geet, dann och eng Carrièresperspektiv huet.

Wann iwwer Zäitzaldoten nogeduecht gëtt, dat ass jo och eppes, wat am Ableck aktuell ass, fir sech fir zéng oder fofzéng Joer ze engagéieren, och do musse mer soen, datt mer eis dat net kënne virstellen, wann net gläichzäiteg un d'Debouchée geduecht gëtt. Et kann een net e Mënsch engagéieren op zéng oder fofzéng Joer an da soen: „Wat s de duerno méchs, ass eis egal." Och do musse mer kucken, datt eng Kontinuitéit, eng laangfristeg Plangung méiglech ass.

Mir denken och als ADR, datt et méiglech misst sinn, niewent der Sportssektioun eng Wëssenschaftssektioun an d'Arméi eranzebréngen, well mir hu gesinn, datt op dem Niveau vun der Europäescher Unioun - eng Initiativ, déi och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ginn ass - d'militäresch Fuerschung soll gefërdert ginn. Mir kéinten also och higoen an deene jonke Fuerscher ubidden, déi och dacks mat där Situatioun konfrontéiert sinn, datt se nëmmen Zweejoresverträg an hirem Fach kréien, datt se kéinten engagéiert gi fir eng gewëssen Zäit als Offizéier an der Arméi, fir wëssenschaftlech Fuerschung ze maachen, déi dann zesumme mat der Uni och kéint aneren, méi groussen internationale Projeten zeguttkommen.

D'Protection juridique ass en anert Uleies, wat mer hunn. Déi soll an all Situatioun onbürokratesch a séier geschéien. Mir haten den Tëschefall um Waldhaff, mir haten aner Tëschefäll, wou et muss kloer sinn fir déi Leit, déi an der Arméi sinn, wann déi an enger Situatioun sinn, wou se aus egal wéi enge Grënn verletzt sinn oder stierwen, datt awer op jidde Fall hir Familljen net am Stach gelooss ginn an datt mer dofir higinn an d'Versécherungssituatioun eng Kéier esou regelen, datt de Militär wierklech weess, datt, wann em eppes geschitt, dat net zum Nodeel ass vu sengen Nokommen.

Mir haten dat och bei der Police gefuerdert iwwregens, a bei der Police freeë mer eis, datt d'Regierung awer op dee Wee geet, dee mer proposéiert haten an do d'juristesch Ofsécherung vun der Police awer wëllt verbesseren.

Mat der Disziplinn, do ass et esou, datt mer drop halen, datt mer elo net onrealistesch ginn als Politik! D'Arméi ass net do, fir an einfache Situatiounen ze evoluéieren, mä si kann heiansdo an extrem schwierege Situatioune sinn. An d'Disziplinarrecht muss deem Rechnung droen! Et geet net hei, fir dat ze vergläiche mat anere Verwaltungen oder esou, dat ass näämlech e ganz onrealisteschen Exercice. An et geet awer an deem Kontext vun der Discipline militaire drëm, do ass eis Prioritéit, d'Justice militaire bäizebehalen, mä esou ze reforméieren - well dat ass am Ableck net de Fall -, datt se alle rechtsstaatlechen Ufuerderunge gerecht gëtt. Also zum Beispill, den Untersuchungsriichter vum Procureur, dat muss alles däitlech getrennt sinn, dat ass am Ableck net de Fall.

De Service médical, do ass och déi Situatioun, datt mer e Spidolsplang am Ableck am Land diskutéieren, deen éischter higeet, Capacitéiten ze reduzéieren, woubäi mer keng Reserven hunn an engem Krisefall.

(Protestations)

Mir hu keng Reserven! Mir hu weder Reserven - weist eis déi, Här Graas! - u Better, u medezinneschem Personal, un Dokteren, Infirmieren. Et gëtt Länner, déi eng automatesch Reserv virgesi fir Katastrophen- a Krisefäll. An dat ass emol hei zu Lëtzebuerg net de Fall.

Mir kéinten also higoen an déi Iddi vun engem Hôpital militaire och an déi Richtung denken, net nëmmen an Traumatologie, mä mir kéinte wierklech higoen an eventuell och drun denken, en Hôpital militaire de campagne ze hunn, dee mer kéinten asetzen am Ausland. Dat géif eis eng Visibilitéit ginn. Et géif eis erméiglechen, d'Arméi och fir humanitär Missioune méi anzesetzen. An et géif eis gläichzäiteg och eng Reserv u medezinneschem Personal ginn, wann et hei am Land géif gebraucht ginn.

Mir si fir eng realistesch Politik als ADR an net fir weltfriem Optioune fir d'Arméi. Mir hunn eng Arméi, déi technologeschen Erausfuerderunge muss an d'Ae kucken, déi ëmmer mat méi komplizéierte Waffesystemer ze dinn huet. An et ass och eng Chance, well mir kënne Kompetenzen am Kader vun der Arméi opbauen, déi och anere Verwaltungen, dem Stat allgemeng zeguttkommen. An dat ass zum Beispill an der Cybersécherheet, Computersécherheet. Mir hunn do e klengen Ufank gemaach an der Arméi, mä do kéint d'Arméi wierklech e Kompetenzzentrum gi fir de ganze Stat. An datt dat net onnéideg ass, hu mer nach virun e puer Deeg gesinn, wou Computersystemer vum Stat vun Attacke betraff waren.

Mir hunn déi Restrukturatiounsiddien am Ableck, déi jo vum Här Minister Schneider a senge Mataarbechter diskutéiert ginn. Déi hunn och eng ganz Rei Nodeeler, déi ech elo hei wëll schonn ukënnegen, ier mer dann herno an eng méi grouss Diskussioun doriwwer eraginn. De Chef d'état-major gëtt do just nëmmen nach zu engem Conseiller militaire vum Minister an d'Haaptlaascht vun der Arméi, vun der Kommandogewalt, geet un de Kommandant vum Härebierg. Dat ass an eisen Aen net déi gutt Solutioun.

Wat nei Gebailechkeete fir d'Arméi ugeet, do ass et eng Méiglechkeet op jidde Fall, fir de Ministère an eng ganz Rei Servicer vun der Arméi a vun anere Sécherheetsorganer wéi zum Beispill Police, HCPN, SRE an en anert, méi repräsentatiivt Gebai zesummenzeleeën. An eent, wat sech géif ubidden, ass déi aktuell Nationalbibliothéik. Déi Iddi, fir eng national Konschtgallerie an e puer Wunnengen an deem Gebai ënnerzebréngen, entsprécht eigentlech net dem Prestige an der Lokalisatioun vun deem Gebai. An et wär sécher eng Iddi, fir ze kucken, ob d'Arméi oder d'Sécherheetsorganer net do kéinten ënnerbruecht ginn.

Composante aérienne: D'ADR huet schonn e puermol déi Fro opgeworf, ob mer net sollten higoen an d'Loftopklärung an d'Arméi integréieren. Mir ginn dat loune bei Privatfirmen. Dat huet eng ganz Rei Nodeeler: Mir hu keng juristesch Sécherheet. Mir wëssen net genau, wat do geschitt. Wahrscheinlech wësse mer et net genau. Mir haten den Accident op Malta zejoert, wou herno erauskomm ass, datt vläicht franséisch Geheimdéngschtoperatiounen do mat bedeelegt waren, datt d'CAE Aviation eventuell a Libyen bei verdeckten Operatioune matmécht. Dat ass net dee gudde System a mir denken, vu datt mer jo déi budgetär Mëttelen am Ableck och hunn, datt et eng Méiglechkeet wär, fir déi Saachen, also d'Loftopklärung, an eis Arméi ze integréieren.

A mir hunn och nach aner politesch Problemer mat der Composante aérienne, an ech wëll just hei op d'AWACS verweisen. Mir liesen ëmmer erëm an der Press, datt d'AWACS an Operatiounen indirekt bedeelegt sinn, iwwer Syrien oder am tierkesche Loftraum, mä mat Syrien, eventuell och mat der Ukrain a Bulgarien, an un anere Saachen, also u sech och an Operatioune matmaachen, déi out of area sinn. Well weder Syrien nach d'Ukrain sinn NATO-Memberen! Mir mussen also och do en A drop hale politesch, fir ze wëssen, wou mer higinn.

D'Arméi ass eng ganz wichteg Administratioun hei am Stat. Déi Leit, déi sech an d'Arméi mellen, huelen e grousst Affer op sech, si huelen en immense Risiko op sech. Eis Dankbarkeet gehéiert hinnen. Mä mir mussen als Politik higoen an d'Arméi ënnerstëtzen. Ech hunn an dëser Interpellatioun e puer Weeër gewisen, wéi mer dat kënne maachen: d'Personalstäerkt, d'Material. Mä et ass eng Saach, déi mer dem Land, eiser Sécherheet schëlleg sinn!

Wann ee kuckt, d'Arméi, a wéi engem Zoustand se haut ass a wéi awer d'Sécherheetslag notamment a puncto Terrorismus sech entwéckelt huet, ass et onverantwortlech, net ze agéieren an der Arméi net ze hëllefen, sech esou opzestellen, wéi se dat muss, fir kënnen hir Missiounen ze erfëllen, a wéi se et verdéngt am Interessi vun deene Leit, déi sech do engagéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet direkt deen zweeten Interpellant, den Här Alexander Krieps, iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der NATO. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President a gudde Mëtteg. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Häre, ech war elo ganz enthusiastesch iwwert dem Här Kartheiser seng Ried, bis e vum Spidolsplang geschwat huet, deen e manifestement net gelies huet. Mä dat gesot, huet e mech ongefeier 40 Joer méi jonk gemaach, well ech ka mech de Weekend heiansdo un esou Diskussiounen erënneren, dass esou Themen opkomm sinn, duerch meng atavistesch Wuerzelen. Dat gesot, wëll ech em awer global fir seng enthusiastesch Ried Merci soen. An de Spidolsplang, deen erklären ech Iech eng Kéier hei op der Tribün, well et gëtt net ee Bett ofgeschaaft!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir si gespaant!

M. Alexander Krieps *(DP), interpellateur.*- Et ass just de Conseil d'Etat, deen ons geroden hat, net vun engem Militärspidol ze schwätzen, well dat nach net besteet. Dat wëll ech Iech just als Prezisioun soen.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Wat Der iwwert de Spidolsplang hutt, dat kennt Der manifestement net, soss hätt Der gesot, dass d'Spideeler keng Betterreduktioun hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Här Krieps, wéi vill Reserven hu mer dann am Land?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Am Moment huet just den Interpellant d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir sidd och net ënnerbrach ginn. An ech wäert derfir suergen, dass och den Här Krieps net ënnerbrach gëtt.

M. Alexander Krieps *(DP), interpellateur.*- Merci villmools, Här President. Viru sechs Joer sinn ech an Neuseeland gefuer op d'Rugby-Weltmeeschterschaft 2011. An do hat ech d'Chance, zu Wellington invitéiert ze ginn, an do souz en neiseelänneschen Deputéierten, deen huet mech du gefrot beim Dessert, wat mir Europäer maache géifen, wann am Chineesesche Mier e Konflikt tëschent China an Amerika entstoe géif. Dunn hunn ech fir d'Eischt emol mäin Dessert fäerdeg giess...

(Hilarité)

...an ech hu geduecht un all déi ANZAC-Zaldoten, déi am Eischte Weltkrich zu Gallipoli leie bliwwe sinn, an un déi Dausenden, déi am Zweete Weltkrich leie bliwwe sinn. Mä ech hunn ons Arméi net gesinn, an d'Chineesescht Mier fueren.

Dat gesot, do kéint et eng Kéier zu engem Artikel 5-Konflikt kommen! Well Dir kënnt Iech virstellen, wann Amerika do ugegraff gëtt..., d'Kanadier net, well d'Kanadier hunn zu Vancouver keng Schëffer, déi bis an d'Chineesescht Mier kommen. Duer ware mer näämlech och kucken. Dat kéint eng Artikel 5-Situatioun ginn. An ech iwwerloossen Iech och do eng Appréciatioun. Ech gleewen, dat muss ee vermeiden!

D'Statssekretärin Francine Closener, déi ech hei begréissen, wäert ons herno erklären, wat déi hei Regierung fir ons fir en neien NATO-Bäitrag gemaach huet - an ech wär frou, wann Der dat nach eng Kéier erkläre géift, da brauch ech et elo net ze maachen - no dem Sommet vu Wales.

An Europa lafen iwwerdeems zwou Diskussiounen zugläich, eng vum europäeschen Aarm vun der NATO an dann eng vun enger europäescher Arméi. A mengen Aen, an ech kommen herno dorobber zréck, gëtt dat net einfach. D'NATO ass 1949 gegrënnt ginn an zielt haut 28 Länner, ee Land méi wéi d'Europäesch Gemeinschaft. Well do hu mer eent verluer, wat 25% vum europäeschen Defensebudget huet, dat ass Groussbritannien. Do wär et och interessant ze wëssen, wat da mat der NATO geschitt, also mat der EU geschitt nom Brexit, wat jo gëschter Owend decidéiert ginn ass.

Amerika bezilt momentan 73% vun de Käschte vun der NATO an déi verlaangen elo den „burden sharing", dass mir e bësse méi déif an d'Täsch gräifen. Säit dem Sommet vu Wales hu mer jo d'lescht Joer 3,8% vum europäesche PIB ausginn, et waren der 3% erwaart ginn, wat zéng Milliarden ausmécht. Also mir schwätzen hei net vu Spuerbicher bei der Spuerkeess!

Wat och interessant ass, ass, dass d'Amerikaner, déi wëllen natierlech..., si schwätzen net vun de Waffesystemer. Ech hunn eng Lëscht hei zesummegestallt: An Europa hu mer bei de Panzer 17 Modeller, an Amerika 1 Modell! Mir hunn hei bei de Fligeren an Europa 20 Modeller, an Amerika 6. An der Marinn ass et nach vill méi schlëmm: Tëschent Destroyer an de Fregatten hu mer 29 Modeller an Europa a 4 an Amerika. Ech mengen, dat muss ee sech virun Aen halen. A mir hätten also Interêt als Europa, do e bësse méi zesummenzeschaffen.

Bei de Panzer ass jo eng Bewegung tëschent Frankräich an Däitschland, obschonns Rheinmetall, déi setze sech zesumme mat Raytheon. An dat muss een, dat ass also interessant, fir dat och ze kucken. Mir hunn Eurofighteren, mir hu Rafallen, mir hunn alles lénks a riets. An ech hätt alt geduecht, déi 2%-Klausel, déi géif haaptsächlech gëlle fir déi Länner, déi Waffe produzéieren a verkafen. A mir kommen ni op déi 2%. De Kolleeg Fernand Kartheiser huet virdrun zitéiert: „Iwwer eng Milliard Euro"; de Kleesche kënnt nëmmen eng Kéier am Joer!

Dofir géif ech mengen, onst Zil vun den 2% bei engem héije PIB ass vill méi wéi beim griichesche PIB, déi déi 2%-Klausel erfëllen. Dat muss een och nach eng Kéier soen.

An da war gesot ginn, vun där Augmentatioun vun de Käschte missten 20% an nei Equipementer kommen. Do wär et dann och net schlecht, dem Här Trump ze ënnerbreeden, ob hie mengt wierklech, dass d'Europäer europäesch kafe sollen, oder ob e viru seng F-35 un Norwegen, Dänemark, Holland, Groussbritannien verkeeft. Dat wär eng interessant Fro. Meng hollännesch Kolleegen an deem Secteur, an do si qualifizéiert Leit drënner, deenen deet et leed, dass se schonn F-35 kaaft hunn. Dee Fliger kascht, wann en an der Loft ass, 100.000 Dollar d'Stonn. An dat ass zimlech deier, fir iwwert der Nordsee Patrullen ze fléien.

Dir kritt vläicht och eng Kéier eng Demande - wann et net an dëser Regierung ass, mä an där nächster -, fir italienesch Aermacchien ze kafen, fir iwwert d'Nordsee ze fléie mat de Belsch a mat eis. Mir wäerten also Schwieregkeete kréien, och am Horizont zéng Joer, fir déi 2% do ze erreechen. A wéi gesot, mir wäre frou, wann d'Waffenhändler déi mathëllefe géifen ze bezuelen.

Am Géigesaz zu fréieren Zäite gëtt méi Wäert op de Rotatiounsprinzip geluecht. Et gi keng Truppe méi, amerikanesch Truppe mindestens, an Europa permanent stationéiert. Déi komme fir dräi, véier Méint an da gi se erëm heem. An déi Eenheete bleiwen awer vill méi laang (veuillez lire: manner laang). A rezent huet een erëm gesinn, dass Prepositionnementsattitüde geholl gi vun den Amerikaner, wou se hir Saache lageren am Virfeld.

D'NATO-Allianz bleift, ass a bleift a war ëmmer fir ons eng fundamental Allianz! An et ass och eng fundamental Allianz fir den euroatlantesche Raum. Dat ass sécher an do ass näischt drun ze réckelen! Demokratien ënner sech, déi hu ganz selte Konflikter, dat musst Der kucken. Autokratien hunn och keng Konflikter ënner sech, dat gesitt Der. Et ass e bësse wéi bei den décken Hënn: Déi bäisse sech net, an déi kleng bäissen éischter déi déck. Mä ech mengen, ofgesinn dovunner, Dir hutt tëschent Staten extrem selte Konflikter momentan. Mä Dir hutt déi faméis Hybridsituatiounen, déi Biergerkricher, déi sech multiplizéiere lénks a riets. An do kritt also d'NATO och e gewëssene Rôle ze spillen.

Ech sinn zwar der Meenung, säit dem Spuenesche Biergerkrich, dass ee sech net soll an e Biergerkrich amëschen. Dat geet ëmmer schlecht aus.

An aganks hat ech vun Asien geschwat. Och am Joer vum Hunn - dëst Joer - däerf een net mengen, däerf een de Chineesen net ze vill Aggressivitéit ënnerstellen, well déi brauchen nach 50 Joer, bis se prett sinn, fir iergendeng Initiativ ze ergräifen, wat eng geféierlech kéint sinn. 50 Joer, verhaalt déi Zuel!

Méi Zesummenaarbecht an Europa ass gefuerdert, innerhalb an ausserhalb vun der NATO, géint den Terror, dat ass schonn hei gesot ginn, all Terror; am Konflikt mat der Migratioun; am Cyberkrich. D'NATO hat jo d'lescht Joer 6.000 Cyberattacke géint sech, dat waren der 60% méi wéi am Joer 2015.

An d'Desinformatioun stellt ons e Problem: Wéi ech hei wollt iwwert deen heite Sujet schwätzen, do war ech wärend der Münchner Sécherheetskonferenz den 18. Februar owes op Google gaangen an du wollt ech mer do e puer Informatioune sammelen iwwert d'Resultater vun där Sécherheetskonferenz. An do waren déi éischt Sourcen op Google, dat war sputniknews.com an interfax.com. Dat heescht, déi schéngen nach ëmmer vill „fellow traveller" an der NATO ze hunn, well déi ware besser informéiert wéi déi aner Saachen! Also dat war interessant ze kucken.

An dann hu mer jo déi Diskussioun iwwert d'alternativ Fakten. D'postfaktesch Wourecht, wou läit déi? Ech weess et net. Ech hätt léiwer, et géif een der präfaktescher Realitéit an d'Ae kucken! Dat wär vill méi einfach. Déi falsch Informatiounen, déi iwwert den Net verdeelt ginn, déi mussen och gekontert ginn, well d'Opinion publique léisst sech vun esou Saachen terribel influenzéieren!

A wat wollt ech nach soen? No Jorzéngten, wou de Welthandel an d'Luucht gaangen ass - méi séier wéi de Wirtschaftswuesstum, dat muss ee sech och virstellen -, ass elo d'Wäertaschätzung vum Welthandel amgaangen erofzegoen. Dat hutt Der an der Diskussioun vum TTIP erlieft oder am CETA. A vill Länner beweege sech zréck op e Protektionismus, wat der NATO net zeguttkënnt - och der NATO! -, net nëmmen Europa oder Amerika, wa mer vun deene schwätzen.

D'NATO selwer huet massiv Problemer. Dir hutt jo deen Debat de leschte Sonndeg tëschent Holland an der Tierkei gesinn, wat dat mat sech bréngt. D'Tierkei mat der Zypernfro, de Westbalkan, deen net roueg ass. An ech wär och eng Kéier frou ze héiere vun der Regierung, wat ons Erfahrung war, vun onsem Contingent, am Kosovo, wat dat bewierkt huet. Well de Balkan, fréier, war e ganz schwéiere Problem. Haut ass deen ersat duerch den Noostkonflikt, mä am Balkan, do kéint et all Dag kraachen.

Dat war eng Fro, déi ech wollt dem Här Kartheiser stellen, firwat si géint den Zougang zu der NATO vu Montenegro gestëmmt hunn. Ech hoffen net, dass Dir wéi aner populistesch Parteien - Dir sidd zwar nach keng, mä dat kënnt - op Moskau pilgert, fir Äre Wahlkampf bezuelt ze kréien, wéi den Här Wilders, d'Madamm Le Pen. Ech kéint Iech do der nach eng Rei opzielen.

Mä dat gesot, ech wär frou, wa mer an deenen Net-Artikel 5-Asätz - Net-Artikel 5-Asätz: Kosovo, Afghanistan, zum Deel Libyen, wou mir zwar wuel net derbäi waren, mir wäerte matgehollef hu bezuelen -, mä dass mer do eng Kéier e Bilan geholl kréien. An ech kommen herno nach op dee Punkt zréck.

Ee vun den Haaptsponsore vun der NATO - glécklecherweis! - ass den Här Putin. Dat ass eisen Haaptsponsor! An deen huet selwer keng blass Ahnung, wéi staark seng Ekonomie ass. D'russesch Ekonomie gëtt ageschat vun engem PIB tëschent Italien a Spuenien, wat en awer net drun hënnert, fir nuklear opzerëschten: 20 Atom-U-Booter. Russland ass am Fong ekonomesch eng grouss Tankstell, méi ass et fir de Moment net. Ech gleewen och net, dass mer deen ze vill fäerte missten. Mä wat e versicht, dat ass, seng fréier Satellittestate ronderëm sech ze „resowjetiséieren". Dat ass e bëssen e Problem, wou se net all d'accord sinn a wou mer nach op schlecht Zäiten higinn. Mir haten déi Situatioun an den Enn 70er Joren. Dir kënnt Iech jo un déi SS-20- a Pershingsdebatt erënneren: Do hu se och opgerüst an no fënnef Joer ware se faillite!

Amerika dréit sech méi no Asien. Dat huet eng Ursaach, well den ekonomeschen Handel ass haaptsächlech an Asien, d'Séiweeër sinn an Asien, d'Halschent vun den U-Booter wäerten am asiatesche Raum stationéiert sinn, genau wéi d'Halschent vun de Fligeren. An dann: Amerika huet, dat hunn ons Leit an Amerika d'lescht Joer ganz gutt erklärt, an Europa keng Géigner méi. Russland, Däitschland, Frankräich, wat virun honnert Joer Géigner waren, déi sinn all um Punkt vum K. o.

Wat ech hei nach dozou wollt soen: Niewent de militäresche Capacitéiten deele mir och déi Notioun vun „comprehensive approach", déi den Här Gates, amerikanesche Verdeedegungsminister, schonn 2010 lancéiert hat. Et geet net duer, nëmme militäresch Aspekter ze considéréieren, mä och déi zivill Komponent zielt. An déi misst, déi zivill Komponent misst an de Bilanen agerechent ginn. An do hu mer e puer schlecht Erfahrunge gemaach am Irak, wou den Här Paul Bremer, Amerikaner, déi ganz Administratioun an Arméi ofgerappt huet. An duerfir huet dee Krich fënnef oder zéng Joer méi laang gedauert, an en ass elo nach amgaangen!

Mir mussen also mat deene vermeintleche Géigner, déi mer hunn, och schwätzen, well dat ass extrem wichteg, dass mer mat de Russe schwätzen a mat de Chineesen. Dat ass extrem wichteg! Mir wëlle jo och keen zweet Jalta! D'Fransouse wëllen dat och net, well déi ware beim éischte schonn net derbäi. An dofir wär et interessant, fir ze wëssen, dass mer mat de vermeintleche Géigner schwätzen. A mir musse vläicht deem e bëssen d'Daumeschrauf méi uleeën.

Wat natierlech elo kënnt, dat sinn déi Bewegungen - an do si jo och Politiker oder fréier Politiker vun eis ganz aktiv -, fir eng europäesch Arméi ze grënnen. Ech weess net, ob dat geet. Wa mir kucken ausserhalb vun Europa, d'Äsätz momentan vun Europa am Mali a Westafrika, musst Der wëssen, dass ons franséisch Kolleegen integral déi Käschten droe vun der amerikanescher Hëllef, mat den Dronen a mat hei an do. D'Fransouse bezuelen déi Asätz integral! Et wär vläicht net schlecht, wa mir ons och erëmbezuelt kriten. Mä ech mengen, mir hunn der net esou vill, glécklecherweis.

Komme mer eng Kéier zu enger NATO, wéi mer dat elo mat Europa erlieft hunn? D'lescht Woch hunn ech en Artikel gelies, do seet onse fréiere Premier, den Här Juncker, mir géifen op en Europa vun x Vitessen histeieren. Komme mir an enger NATO och elo op eemol mat 36 Vitessen? Dat hoffen ech net! Mir wäerten awer missen do virsiichteg sinn, dass mer dat net zouloossen, ënnert de Formen, déi nach ze diskutéiere sinn.

Wivill Sue mer ausginn, ass net d'Fro! D'Fro ass: Wat maache mer mat de Suen? Virdrun ass ugeklongen, net zu Onrecht, dass mer onse Leit bei der Arméi mussen hëllefen, och sech ze reklasséieren herno, méi Leit ze rekrutéieren. Dat ass extrem wichteg, dass mer wëssen, wat mer mat de Sue maachen, an net, wivill Suen et elo sinn. Well mir si jo gewinnt an onsem Ländchen, dass mer genuch Suen hunn a se ganz oft schlecht ausginn. Dat ass ëmmer esou gewiescht.

An da musse mer vun onsen Ziler ons Bierger, ons Wieler iwwerzeegen, iwwert d'Viraussetzunge vun der NATO, wat hir Missioune sinn an esou, wat am Ufank en Artikel 5-Bündnis war, wat awer ëmmer méi an en Net-Artikel 5 iwwergeet an aussereuropäesch Asätz huet. Déi global Valeure mussen ënnerstrach gi vis-à-vis vun deenen nationale Valeuren. An da limitéiert d'Securitéit an engem Land sech net op d'Defense. Do musse mer ons och an Uecht huelen, dass mer dat considéréieren.

Dat waren e puer Reflexiounen, déi ech wollt hei dozou bäidroen. An ech soen dem Fernand Kartheiser nach eng Kéier Merci, dass hien dat vun der Arméi beliicht huet an dass...

(Interruption)

Wat mengt Der? Neen, neen, neen! Ech mengen, mir si jo hei ënner ons! Mir sinn zu 60 Deputéierten, wou jiddweree seng Meenung huet! Ech sinn net ëmmer mat him d'accord an hien och net mat mir, scho guer net mindestens, hunn ech gesinn, iwwert de Spidolsplang.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gutt, datt Der de Spidolsplang hat!

M. Alexander Krieps *(DP), interpellateur.*- Jo, jo! Jo, jo...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Et geet jo ganz friddlech hei zou. Da solle mer och esou weiderfueren. An d'Wuert huet elo direkt den Här Jean-Marie Halsdorf fir d'CSV.

Une voix.- Elo ass et eriwwer mam Fridden.

(Interruptions et brouhaha)

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut mat enger duebeler Interpellatioun befaasst mam Motto „Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen", „Wéi eng Zukunft fir d'NATO?", mat à la clé am Fong geholl der Formuléierung vun enger strategescher Visioun an och dann ebe mat der Iddi: Wéi soll eis Arméi anescht opgestallt gi mat deenen neien Erausfuerderungen?

An duerfir kann ech nëmme meng Verwonnerung ausdrécken, dass, wou ech gemengt hat, dat wier eng Chefsache - näischt géint Iech, Madamm Closener! -, do hat ech gemengt, de Minister wär in persona hei. Ech hätt dat nëmmen normal fonnt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Doriwwer eraus schécken ech viraus, dass d'EU a Lëtzebuerg ëmmer zesummegehéieren. A wann dat esou ass, dann ass et och: D'Verteidegungspolitik vun der EU an de facto dann déi och vu Lëtzebuerg, da gehéieren a mengen Aen, oder an eisen Aen, déi zwou op de Leescht.

Aus der klassescher nationaler Verteidegungspolitik gouf jo iwwert d'Jorzéngten eng sougenannten „3 D-Politik". Dëst ass och sënnvoll, well dat internationaalt politescht Emfeld ass ëmmer méi komplex ginn, ënner anerem duerch d'Globaliséierung. An deem Kontext kéint ee souguer soen: Misst een net scho bal eng 4D-Politik aféieren? Déi géif da stoe fir

„Durabilitéit" oder fir Nohaltegkeet, well et wichteg ass, wa mer Decisiounen huelen, dass se durabel sinn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mä dëse Schrëtt, fir déi 3 D-Politk anzeféieren, hat viru Joren, dat muss ech soen, well deemools ass jo dann d'Defense an de Ministère des Affaires étrangères integréiert ginn, zu munche Frustratioune geféiert.

A wéi ech elo gesinn hunn: Bei der leschter Regierung ass nees eng Kéier d'Force publique agefouert ginn, da kann een dat och als eng Aart Wénk verstoen un d'Vergaangenheet, well ob dëst nach zäitgeméiss ass, déi Fro kann ee sech stellen, wann ee kuckt, wat de Statsrot geschriwwen huet beim Disziplinnsgesetz, wou jo ee Gesetz deposéiert gi war fir d'Arméi a fir d'Polizei, wou hie gemengt huet, déi sollt een net an een Dëppe geheien, dat eent wier d'Polizei, déi huet éischter zivill Missiounen, an dat anert wier d'Arméi.

Gutt. An de leschten zéng Joer huet sech eis Welt wierklech vill, vill geännert, soudass mer wierklech forcéiert sinn, an do ass, mengen ech, e Konsensus heibannen, eis Verteidegungspolitik weider deementspriechend unzepassen. An et brauch een nëmmen e puer Fakten aus de leschte Joren, aus der leschter Zäit opzezielen, da gesäit ee schonn, wat leeft: Globaliséierung, Terrorismus, Relatioun vun der westlecher Welt mat Russland, de Brexit an och d'Wiel vum neien amerikanesche President Trump.

Et geet also am Fong geholl drëm - an dat ass dat, wat mer mussen hikréien -, eng nei Equatioun ze schreiwen, déi eben dësen neien Entwécklunge Rechnung dréit an Äntwerte bréngt, déi deenen neie Sécherheets- a Verteidegungserausfuerderungen entspriechen. Also, mir brauchen u sech eng global Strategie, eng 3 D-Strategie, wann ee wëllt: Diplomatie, Developpement an Defense, fir justement déi global Dimensioun - an dat ass fir mech e wichtegen Aspekt - vun eiser Aussepolitik ëmzesetzen. Well dës huet wierklech vill Achsen: westlech Welt, China, Russland, Brasilien, Mëttleren Orient, den Oste vun Europa, Asien.

An do musse mer natierlech d'Prioritéiten definéieren. An duerfir stellt sech d'Fro: Wat versti mer am Fong geholl an enger éischter Etapp ënner westlecher Welt? Ass dat nach déi am Sënn vum 20. Jorhonnert, well déi westlech Welt, déi steet jo fir eng Allianz vun Demokratien an der Welt. An et ass kloer, dass dës musse méi staark si wéi d'Force vun den Diktaturen.

An d'NATO, déi ass jo nom Zweete Weltkrich entstane mat der Iddi, sech justement duerch e solidarescht Wierke bei Aggressioune vu baussen ze hëllefen, fir eben déi demokratesch Wäerter an de Fridden an der westlecher Welt ze garantéieren. A mir wëssen alleguerten heibannen: Eng nei Weltuerdnung ass a weider Ferne, géif ech soen. A mir hunn éischter - dat kéint een esou soen - en neie Chaos.

A well eis Welt sech jo an de leschte Jorzéngte vill a rasant geännert huet - ech hunn et scho virdru gesot -, huet d'NATO natierlech och virun enger hallwer Dose Jore reagéiert an huet sech e sougenannte Concept stratégique ginn; dat ënnert der Fieder vun der Madamm Albright, där fréierer amerikanescher Ausseminister.

D'Fro, déi sech do stellt, effektiv: Muss dësen net schonn nees eng Kéier aktualiséiert ginn? A wéi eng Repercussioun huet dëse Concept stratégique op eist nationaalt Sécherheetskonzept? Well och mir, grad wéi déi aner Länner an der Welt, ënnerleien deem sougenannten Transformatiounsprozess am Sécherheets- a Verteidigungsberäich.

Gewosst ass awer och hei fir eis Lëtzebuerger, dass eise Sécherheetskostüm ganz enk ass. Mir musse praktesch ëmmer mat eisen Noperen zesummeschaffen, wann et ëm eis Sécherheetsinteresse geet. An do sinn eis belsch Frënn natierlech eise Partenaire de prédilection.

Alleingäng si schwiereg a wäerte schwiereg bleiwen. An eis Militärausgabe wäerte sech ëmmer un deem orientéieren, wat eis Nopere maachen. A wann d'NATO sech natierlech anescht opstellt, da kann dat heeschen, datt mer musse méi déif an d'Täsch gräifen. Mä do spillen natierlech vill Facteuren. Ech kann der e puer opzielen. Zum Beispill d'Facteure vu perséineller Natur:

De Facteur Trump. Deen neie President, deen ass vill méi haart, huet e gesot, wéi seng Virgänger, an huet d'Europäer opgefuerdert, méi Gelder an d'NATO ze investéieren.

En anere Facteur, nennen ech dee mengetwegen: Cameron. Et geet näämlech Rumeuren, wéi wann dee fréiere Premier vu Groussbritannien Generalsekretär vun der NATO sollt ginn. Wann dat sollt geschéien, dann hätt dat awer wahrscheinlech iergendeng Bedeitung fir d'Ausriichtung vun der NATO respektiv och fir eis EU-Verteidegungspolitik.

En anere Facteur nennen ech dann: Brexit. Groussbritannien ass net méi an der EU, huet eis verlooss. An dat huet och Repercussiounen op eis Sécherheetspolitik. Op där enger Säit bedeit et eng Chance, well d'Britte sëtzen net méi bei eis am Boot a se blockéieren net méi, well déi hu ganz vill blockéiert a Froe vu Verteidegungspolitik; mä op där anerer Säit hunn d'Britten awer déi performantesten Arméi an Europa. An déi wäert eis och feelen.

Also summa summarum: Decisioune stinn un. An an deem Kontext wëll ech gären d'Madamm Mogherini nach eng Kéier zitéieren, déi eng gemeinsam Verdeedegungspolitik gefuerdert huet. Si sot: „Et ass Zäit, dass Europa wiisst. A mir brauchen ‚soft skills' an ‚power skills', eng eegen Arméi, déi komplementar zur NATO steet. Nëmmen esou kréie mer Gehéier an eiser globaliséierter Welt."

An dat ass och d'Meenung vun der CSV, dass een à terme an déi Richtung muss goen. A wann een déi lescht Entwécklunge kuckt - nees eng Kéier Stéchwierder: Trump, Erdoğan, Brexit; ech huelen deen hei och nach mat bäi -, ech mengen, da mécht dës Fuerderung ëmsou méi Sënn. An doduerch krite mer eppes ganz Wichteges: Mer krite Moyenen, eis Relatioun mat Russland anescht unzepaken a kéinten am Fong geholl Richtung Normaliséierung goen, wat iwwert déi klassesch Schinn vun der NATO vill, vill méi schwiereg ass, vill méi komplex ass, besonnesch och fir déi fréier Ostblocklänner, déi dës sënnvoll Demarche schwéier novollzéie kënnen.

Mä eppes soen ech ganz kloer an däitlech: Een Dénominateur commun ass a bleift awer d'NATO. An éischter Instanz ass se jo e Verteidegungsbündnis, dat politesch ass, mä se ass awer och eng Wäertegemeinschaft an e Wäertevirbild. An hei stellt sech jo dann awer och d'Fro, inwiefern déi aktuell Türkei nach zu enger westlecher Wäertegemeinschaft gehéiert. Een NATO-Partner däerf net iwwert déi aner NATO-Partner soen, et wären Nazien. An den „El País" huet net fir näischt geschriwwen: „Erdoğan hat alle Grenzen zwischen Alliierten überschritten." Dat stoung haut de Mëtten nach an der Press. An do ass Handlungsbedarf, mengen ech.

D'NATO bleift e Réckgrat vun der Demokratie an der Welt, Trump hin, Trump hier. An den transatlanteschen Dialog gehéiert och net an d'Schongkëscht. Bis op Weideres, soen ech ganz kloer, bleift d'Allianz mat den USA ouni Alternativ, eleng schonn duerch deen nukleare Schierm, dee si eis bréngen.

Mä eng globaliséiert Welt, an déi hu mer nun emol, déi brauch globaliséiert Äntwerten, well China a Russland si staark Figuren um Weltschachbriet. An do kann ee roueg d'Fro stellen: Wéi eng Figur ass d'NATO-Bündnis a wéi eng Figur ass d'EU, sprëch Europa?

Bref, et mécht Sënn, eis eege Situatioun an och déi vun der EU ze iwwerkucken, ze iwwerpréiwen. Wéi soll sech d'EU positionéieren am internationale Sécherheetskontext? An duerfir ass et wichteg, dass mer deen Debat haut oder déi Interpellatioun haut hunn. Fir mech ass et kloer: D'PESC, d'Politique étrangère et de sécurité commune vun der EU, muss konkret mat Inhalter an Aktioune gefëllt ginn, well mer sinn nach ganz wäit ewech - den Terme ass jo „Politique étrangère et de sécurité commune" - vum „commune".

Mir brauchen och an Europa - dat wësse mer, mer hunn et och - eng Verteidegungsindustrie. A mer hunn och e Verteidegungsfong, also eng Rüstungsindustrie a Recherche zum Zweck vun der Verteidegung an eisen Demokratien. An all dës Iwwerleeungen, déi ech elo genereller Natur gemaach hunn, déi spillen dann och op dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg maachen, wa mir eng modern Arméi hei opstellen, fir deenen neien Erausfuerderungen ze begéinen.

D'EU huet jo eng global Strategie. D'EU steet am Fong geholl fir Fräiheet, Prosperitéit, Demokratie a Rechtsstat. Mä fir dat ze garantéieren, brauche mer och Wirtschaftswuesstum. An dat geet awer nëmme mat enger nohalteger Sécherheet, well ouni dës gëtt et keng Fräiheet. An do brauche mer Äntwerte vun eiser Regierung wéi si dëst gesäit. Dat gehéiert dann och zu eisem Chambersprogramm vun haut. An ech lauschteren der Madamm Statssekretärin da genau no, wat se eis an deem Kontext seet.

Gutt! Wa mer elo nees an d'Ländchen zréckkommen, graff gesot, huet eis Arméi nom Zweete Weltkrich an enger Zäit, wou mer dann am Fridde gelieft hunn, een éischt legislatiivt Gesiicht kritt duerch d'Arméigesetz vun 1952. An déi lescht legislativ Initiativ geet jo op d'Joer 2007 zréck mat dem Gesetz, wou et ee grousse Konsensus hei an der Chamber gouf vum Minister Schiltz, eng Reform vun der Arméi ze maachen, déi awer besonnesch op dat Operationellt ausgeriicht war. Dat muss een och soen.

Haut si mer zéng Joer méi spéit. Et ass ugeschwat gi vun engem Interpellant, dass an deenen zéng Joer am Fong geholl, wat zum Beispill d'Personal ugeet an der Arméi, net vill geschitt ass, well do sti 1.400 Leit am Gesetz. An deem Sënn ass net vill geschitt, mä eng Bilanzéierung drängt sech op. An de Rapport Fischbach, op deen ech herno wäert agoen, ass een Element vun deene ganzen Diskussiounen, déi nach op eis zou wäerte kommen.

Wéi ass et mat eiser nationaler Strategie? Bon, elo ass et esou: A mengen Aen oder an eisen Ae feelt et eis un enger klorer aussepolitescher Deelstrategie am Kader vun der globaler EU-Strategie. Wat soll d'Lëtzebuerger Aussepolitik? Wat soll se net? Wat sinn eis Prioritéiten? Do brauche mer Äntwerten. An der Defense dergéint, do gëtt et awer Lignes directrices, déi sinn och scho virdrun ugeschwat ginn, mä se sinn net public. Dat wëll ech och emol soen.

Duerfir, an deem Kontext wollt ech e puer Froe stellen, op déi ech dann herno wäert méi agoen. Éischtens: Sinn déi Prioritéiten, déi mer an der Defense hunn, déi richteg? Mir kënnen net alles maachen, mä mir hunn eis spezialiséiert.

Zweet Fro: Wou sinn déi kloer strategesch Ausriichtungen a Prioritéite vun eiser Arméi fir d'Zukunft?

Drëtt Fro: Wéi kënne mer eis Arméi weider attraktiv halen, de soziale Status vun der Arméi a vum Zaldot an eiser Gesellschaft stäerken?

Véiertens: Kann dëst, esou wéi fréier, duerch garantéiert Plazen am Statsapparat nom Zaldotendéngscht nees geschéien, oder ass den Zuch endgülteg fort, dass déi Leit, déi sech fräiwëlleg mellen, bei de Stat kënne kommen?

Fënneftens: Soll méi mat der Privatwirtschaft zesummegeschafft ginn?

An eng lescht Fro, op déi kommen ech och nach drop zréck: Sollen nei Managementmethoden am Arméiberäich agefouert ginn?

Eng éischt wichteg Fro, déi ech wollt ugoen, ass déi vum Effort budgétaire de la Defense. Am Effort budgétaire de la Defense hat ech vum Minister héieren, dass e gesot huet 0,6%. Den Här Kartheiser huet dem Här Bettel seng Ausso vu Wales mat 2% hei op den Dësch bruecht. Fir eis ass et kloer, dass, wann et 0,4/0,6 ass, dass dat okay ass.

A fir eis ass et och kloer, wëssend, dass d'Moyenne vun der EU bei 1,6 läit, dass een à terme muss op 1 lassgoen, au même titre que, e bësse wéi an der Kooperatioun. Do gi mer och vun 1% vum PIB aus. Da kéint een dat och hei maachen. An ech ka mech och deem vum Här Krieps uschléissen, dee gesot huet: „Wann s de en héije PIB hues, dann ass 1% oder 0,6% méi, wéi wann s de e schwaache PIB hues, wéi a Griichenland." Also, do hu mer eng kloer Haltung.

Mä wéi sollen déi Suen elo agesat ginn? An d'Material zum Beispill. Gutt! An der Arméi hu mer sougenannte Reconnaissancegefierer, dat sinn d'Dingoen, déi Der alleguerte kennt, d'PRVen. Mer hu logistesch Gefierer. A mer hunn taktesch Gefierer. Wéi geet et do weider? Mer kréie vläicht herno Äntwerten.

Ech hat gelies, dass de Chef d'état-major Mancinelli virun engem Joer gesot huet: «Armement et équipement sont parfaitement adaptés aux missions de gestion de crise de ces dernières années.» Wann dat esou ass, ass dann zum Beispill den Akaf vu Jeepen, dee stoung viru Joren am Raum, fale gelooss ginn oder kënnt do nach eppes?

En neie Moment, deen...

(Interruption)

Jeepen. Jo, jo. Do sollte Jeepen akaaft ginn. An ech wéisst gären, ob dat elo fale gelooss ginn ass oder wou mer dru sinn. Am Pluriannuel war dat emol esou virgesinn.

De Minister huet och geschwat vun engem Helikopter, deen e wéilt kafen. An do géif et mech natierlech interesséieren: Wann deen Helikopter kaaft gëtt, gëtt dee kaaft am Verbund mat deenen zivillen Helikopteren, déi mer hunn? Dat heescht, déi vun der Police respektiv déi vun der Air Rescue? Oder soll esou en Helikopter ugeschaaft ginn an engem militäresche Verbund, op enger militärescher Basis? Et wier nawell interessant ze wëssen, wéi dat ass.

Beim Personalberäich kann ech dat vum Här Kartheiser nach eng Kéier soen. 1.400 Leit iwwert d'Gesetz ass de Maximum, deen do virgesinn ass. Wéi ass et fir d'Zukunft? Fuere mer weider bei 1.400? Setzt Der deen nach erop, obscho mer nach laang net do sinn? Oder wéi ass do d'Positioun vun der Regierung? Wivill Leit sollen am Personalberäich vun der Arméi sinn? An och wivill Leit sollen dovun deployabel sinn? Bleiwe mer do an der Kontinuitéit? Oder wéi sinn do d'Iwwerleeungen?

Zu de Capacitéiten, e puer Wierder. Lëtzebuerg ass bekannt, fir do eng Nischepolitik ze maachen. Mir hu spezialiséiert Capacitéiten am Beräich Demining, wou mer jo Minnen aus dem Buedem huelen. Dat hu mer jorelaang am Libanon gemaach. A mer maachen et och am Waasserberäich, wou mer d'Waasser nees purifiéieren. Do hu mer vill Erfahrunge gesammelt. Mir hunn ee gudden Image. Geet et do weider oder gëtt dat ausgebaut? Wéi ass do d'Positioun vun der Regierung?

Gi weider Diversifikatioune vun de Capacitéiten ugestrieft? A gëtt prioritär beim Schafe vun neie Capacitéite gekuckt, wéi eng positiv Auswierkungen dës op eis national Wirtschaft hunn? Dat ass jo eppes, wat den Här Schneider och oft gesot huet, wat mer deelweis och scho virdru gemaach hunn, well justement, wa mer am Satellitteberäich zum Beispill scho laang Joren aktiv sinn, war et, well dat eis d'Méiglechkeet ginn huet, der Astra notamment do Méiglechkeeten ze ginn, mat eis zesummenzeschaffen.

Déi Capacitéite si jo ausgebaut ginn. Mir hunn eng Ankerstatioun op den Härebierg gesat, wou dann eben de WGS, de Wideband Global Satcom System, gesteiert gëtt. An och eise Satellitt, de LuxGovSat - dee jo virdrun ugeschwat ginn ass, eisen eegene Satellitt -, gëtt och iwwert dës Ankerstatioun gesteiert.

Dat sinn Investissementer à long terme. Den Invest vum WGS ass bis 2031. Och de Militärfliger A400M ass e strategesche Programm. An deen ass och laangfristeg. An deem Kontext wollt ech froen - wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, sinn do dräi Piloten, ech mengen, déi eng si scho fäerdeg an déi aner sinn nach an der Ausbildung -, soll dat ausgebaut ginn? Bleiwe mer bei dräi? Gëtt et do och eng Positioun?

D'Projeten effektiv vun dem A400M a vun dem WGS si gemaach gi mat der Iddi, fir eng international Visibilitéit ze kréien - dat ass ëmmer gesot ginn -, dass mer mat groussen Natioune kënnen um Dësch sëtzen. Bleift dës Iddi vun der Visibilitéit nach weiderhin d'Zilsetzung? An eng zweet Fro an deem Kontext, wann ech déi zwee Projeten do huelen, also WGS an A400M, an ech huelen de LuxGovSat derbäi, dann hu mer wierklech eng déck Depense, déi mer laangfristeg hunn, iwwer e laangen Zäitraum. An doduerch kréie mer e manner finanzielle Spillraum am Fong geholl fir aner Projeten. Gëtt et do eng Iddi vun engem Prozentsaz? Oder wéi soll dat fonctionnéieren?

Eng nei Iddi ass d'Militärspidol. Dat ass mat der Traumatologie. Wat heescht dat konkret? Vläicht kréie mer haut do Opklärung, wéi dat soll goen. An deem Beräich wollt ech awer soen, dass ech do weess, dass notamment d'Air Rescue sech spezialiséiert huet. An am Beräich Terroruschléi a Katastrophen, fir do éischt Behandlungen ze maachen, do si si ganz wäit. An duerfir ass d'Fro déi: Kéint een net effektiv do mam Privatsecteur zesummeschaffen, wann een esou ee Modell opbaut? Ginn also Synergië mam Zivill ugestrieft? A gëtt do esou zesummegeschafft, notamment och mat de Spideeler? Dat géif mech nawell och interesséieren.

Da kommen ech op den Tarmac vum Fluchhafen ze schwätzen, wat jo eng gutt Saach ass, dass deen elo opposabel ginn ass, well mer Militärfluchhafen hunn, wou zum Beispill ee Bomber wéi e B1 muss kënne landen. Mä do gëtt et an deem Kontext en Dossier, deen heescht Kerosène. An iwwert de Kerosène, do ware grouss Diskussiounen, wat den Approvisionnement vun eisem Fluchhafen ugeet. Ass deen Dossier ofgeschloss? A wou si mer do drun?

Een anere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der ISR: Intelligence, Surveillance, Recognition. Dat ass och e Schwéierpunkt vun eiser Arméi. Mir ware jo laang am Kosovo; mer ware méi wéi ee Jorzéngt do. A mer hunn do ISR-Aarbecht gemaach. An d'Dingoe sinn am Fong geholl an deem Sënn och ugeschaaft ginn, well déi hunn en ISR-Profill. Well dës geschützte Spähween, déi sinn esou ausgeriicht mat moderner Elektronik, dass se Iwwerwaachung, Kommunikatioun, Navigatioun an Informatioun maachen.

An an därselwechter Logik - dat war en éischte Schratt - sollt elo mat eise Benelux-Partner e Soldat du futur, well do hunn ech scho laang näischt méi dervun héieren, geschafe ginn. Dat heescht, do sollten d'Zaldoten individuell esou ausgerüst gi mat modernen Equipementer am Beräich Kommunikatioun, Navigatioun, Infor-

matioun, fir eben hir eege Sécherheet ze maximiséieren. Wou ass dee Projet drun? Gëtt dee finaliséiert? Ass deen am Rullen? Wou si mer do drun? Wou sinn d'Belsch drun? Wou sinn d'Hollänner drun?

Schliisslech nach e leschte Punkt vun deene Projeten, déi ech opzielen. Dat ass dee vum Gesetz vum 29. Juni 2016 (veuillez lire: vum 5. Juli 2016), wat e Pooling-and-sharing- oder e Smart-defence-Projet ass, dee vum Multi-Role-Tanker-Transport-Projet, wou jo d'Fligeren an der Loft ravitailléiert ginn.

An do wollt ech awer trotzdeem eng Fro stellen. Wa mer esou Projete matmaachen, gëtt et do Iwwerleeungen, eventuell Lëtzebuerger Piloten an dësem Programm anzesetze respektiv auszebilden, datt se esou Maschinne kënne fléien? Dat hätt mech nawell och interesséiert.

An nach e Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass deen - ech hat et virdru schonn deelweis ugeschwat -: d'Zesummenaarbecht mat privaten Entreprisen an engem sougenannten „public private partnership". Säit Jore fléie mer mat CAE Aviation e Patrullefliger an der Missioun Atalanta, wou Pirateschëffer geortet ginn, déi aner Schëffer iwwerfalen am Golf vun Aden. Wéi ass et domat? War dat eng gutt Erfahrung? Et gouf jo scho vill Luef. A wéi soll dat an Zukunft weidergoen? Setze mer weider op esou PPPen? A wa jo, gëtt eventuell e Prozentsaz vun den Ausgaben dorop ugestrieft?

E puer Wierder iwwert déi generell Verdeedegungspolitik mat der UNO, NATO, EU a Benelux. Do ass der CSV hir Positioun: An all dëse Missiounen huet d'CSV eng multipolär a complementaire Approche 3 D: Diplomatie, Defense an Developpement. An esou steet et an eisem Wahlprogramm. An dat zielt och esou fir eis. A Lëtzebuerg ass nun emol e klengt Land an et ass op seng Partner ugewisen, an der éischter Linn natierlech op d'Belsch, mat deene mer - ech kann et och esou nennen - e Partenariat privilégié hunn, mä och mam Benelux. An hei gouf et jo an de leschte Joren eng Deklaratioun fir d'Zesummenaarbecht, notamment dann och mat den Hollänner. Do hätt ech och nawell gär gewosst, wéi do de Stand ass. Klappt dat? Maache mer Saache mat den Hollänner zesummen? Oder wéi geet et do weider?

Ech hunn et gesot, ech soen et nach eng Kéier: An der EU muss d'Politique étrangère et de sécurité commune konsequent weidergefouert ginn, un déi heiteg Lag ugepasst ginn.

An do wollt ech vun Iech, Madamm Statssekretärin, wëssen: Wéi ass et mat dem EU-Aktiounsplang fir Verdeedegung vum Dezember 2016? Mer haten dat schonn eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert. Wou si mer do drun? Well dorun hänkt jo dann d'Iddi vun engem Fonds européen de la Defense. An dëse kéint jo eben eng Basis si fir eng europäesch Arméi à terme, déi mir jo och gären hätten, an déi och mat engem Käreuropa an eisen Ae realiséierbar wär.

Ee Wuert, dat virdru gefall ass, ass den Terrorismus. Wéi ass et mat den neien Erausfuerderungen duerch den Terrorismus? Bon, an dësem Beräich, mengen ech, sinn Zesummenaarbecht an Dialog tëscht de Partner och iwwert déi kulturell Grief ewech d'Conditio sine qua non an och, mengen ech, déi eenzeg richteg an effikass Aart a Weis, fir erfollegräich kënnen ze sinn.

Wat ass an deem Kontext déi zukünfteg Roll vun der NATO? Well dat ass fir mech wichteg. Soll d'NATO sech ëm den Terrorismus bekëmmeren oder net? Bleift se strikt militäresch oder soll se och an deem Beräich ee Standbeen kréien? Soll se aktiv ginn? Dat ass eng Fro, déi sech stellt. An do hätt ech och nawell gär d'Positioun héiere vun eiser Regierung, wéi si sech dat virstellt. D'NATO huet jo och schonn ee Standbeen an der Cyberkriminalitéit.

An deem Kontext, wa mer schonn an d'Zukunft kucken, wollt ech och nach eng Kéier e puer Wierder iwwert d'Lignes directrices Defense 2020 bréngen. Well dës waren 2013 niddergeschriwwen, mä si hunn ni de Wee bis an d'Chamber gepackt, wat schued ass. An dëse gëtt jo am Fong geholl gekuckt, wéi eng Objektiver realiséiert musse gi fir Europa a Froe vun der Sécherheet an der Verdeedegung. An d'Dokument soll jo eng Basis si fir eis Verteidegungspolitik mat enger laangfristeger Visioun a mat der Ambitioun, eis Fridden a Sécherheet ze garantéieren, dat am Kader vun enger europäescher Responsabilitéit. Wéi ass et domat?

Wat de Livre blanc ugeet, huet jo de Minister gesot, e kéint net publizéiert ginn, well d'Sécherheetslag an eiser Welt staark geännert hätt. Den Här Kartheiser hat dat jo och schonn ugeschwat. En hat dat am Ufank vu senger Mandatsperiod gesot, den Här Minister, an e wär scho sou gutt wéi prett, e misst nach just d'Virwuert schreiwen. Mer hunn näischt dovu kritt. Et wär awer wichteg. An ech hoffen, dass déi Interpellatioun haut eis do e bëssen opkläert, dass mer am Fong geholl och associéiert ginn, d'Parlament, wa mer eng nei Vision stratégique formuléieren. Dat ass fir mech e wichtege Wonsch. An ech hoffen, dass mer dat och kënnen dann zesumme maachen.

E puer Wierder iwwert d'Operatiounen dobaussen an eis national Verdeedegung. Ech hat et scho gesot: Mir si präsent an der UNO, an der EU an och an NATO-Missiounen. An dës wäerten och weider eis dräi Standbeen bleiwen. U sech sinn et jo ëmmer prinzipiell Friddensmissiounen. Et kënnen zwar och Übunsmissioune sinn. Mä de Prinzip „No boots on the ground", keng Zaldoten a Krichsasätz, dee bleift jo bestoen.

An ech huelen och un, dass déi aner Konstant, déi, fir déi beschtméiglech Ausrüstung fir eis Zaldoten, fir de Risiko esou kleng wéi méiglech ze halen, dass déi och bestoe bleift. Dat géif ech normal fannen. An an deem Kontext géif ech mer och wënschen, dass mer dat Gesetz, wat d'Friddensmissioune kadréiert, och géifen deemnächst kréien, well mer ganz oft Diskussiounen hunn, wa mer Missiounen hunn, déi net onbedéngt e Friddenscharakter hunn, fir dass mer do eng kloer Lag kréien, vum legislative Standpunkt aus gekuckt.

Gutt! Mä wat sollen an Zukunft dann d'Kritäre sinn, fir un esou Missiounen deelzehuelen? Et falen der jo ewech. De Kosovo ass ewechgefall. Et sinn der derbäikomm elo iwwert d'NATO: d'Stationéierung vum Militär a Polen an an de baltesche Staten. Sollen dat weider Ad-hoc-Decisioune sinn, déi festleeën, wou mer deelhuelen a wou mer net deelhuelen? Oder hutt Der do iergendeng konkret Iddi, wéi Der do wëllt virgoen?

National gekuckt wäert eis Arméi sécherlech ëmmer e wichtegt Standbee behale bei den nationale Katastrophen. Ech ka mer virstellen, dass se och an Zukunft bei Iwwerschwemmungen do e grousse Rôle ze spillen huet.

A mech hätt awer en neie Beräich interesséiert, well do hu mer elo legiferéiert: bei engem sougenannten „Renegade"-Tëschefall. Do hate mer jo dëser Deeg en ungaresche Persounefliger, deen de Funkkontakt mat Lëtzebuerg verluer hat. Do waren zwee belsch F-16 an d'Luucht gaangen, well mer do eng Base légale hunn.

Wéi gi mir do agebonnen? Wéi si mer do agebonnen? Do si jo e puer Ministèren, déi do agebonne sinn. Wéi fonctionnéiert dat? Huet dat fonctionnéiert? An an deem Kontext kéint ee jo och d'Iddi hunn, dass, wa mer do dran associéiert sinn, dann och Lëtzebuerger Piloten d'F-16 kéinte fléien. Ech weess et net. Wa mer scho Leit Piloteschäiner maache loossen, gëtt net dru geduecht, och déi Leit an deene Missiounen anzesetzen?

Da kommen ech zur Zesummenaarbecht mat deenen anere Verwaltungen: Police, Douane, Services de secours. Do stellt sech d'Fro: Wéi wäit soll oder wéi wäit kann d'Kollaboratioun mat der Polizei an der Douane goen, notamment justement am Kontext Terrorismus beim Plan „Vigilnat" ab Niveau 3? Wéi geet dat? Wéi eng Übungen, wéi eng Programmer, wéi eng Katastrophepläng gëtt et schonn a wéi eng si virgesinn?

Da kommen ech zur Relatioun tëschent Arméi a Verteidegungsministère. Do hu mer jo en neien Organigramm virgestallt kritt. Déi Fro, déi sech stellt, ass: Riskéiert dësen neien Organigramm net awer, zu engem Waasserkapp ze féieren? Wann een dat esou kuckt, kéint dat ganz gutt sinn. Wéi eng nei Käschten entstinn duerch dësen neien Organigramm? Well duerch d'Zesummeleeë vun Etat-major a Ministère de la Defense, da gi jo Gebailechkeete fräi, da géif dat jo éischter heeschen, dass ee kéint Aspuerunge maachen.

A kann duerch dës Demarche d'Reorganisatioun vun eise Ressources humaines net méi effizient ginn a besser genotzt ginn? Dat géif ech nawell gär wëssen. An och, wa mer an esou eppes ginn, ginn et do och nei Managementmethoden, déi do afléissen?

Iwwerhaapt, ech hu gelies an der Press, dass d'Defense net soll am ale Palais de justice sinn, wou de Ministère des Affaires étrangères hikënnt. Wou ass dat virgesinn? Wou sollen déi hikommen? Dat kéint ee vläicht och dann haut gewuer ginn.

Dann e puer Wierder zur Reform vun der Arméi, zum Rapport Fischbach, deen ech jo virdrun ugeschwat hat. Den Här Fischbach huet bemängelt, dass et u Motivatioun an der Arméi feelt. Hie sot deemools: „De Leadership vun der Politik an der Arméispëtzt ass gefuerdert." Ass et effektiv besser ginn? Sinn d'Leit méi motivéiert? Ech hoffen et! Mä et ass eng Aufgab, déi mer alleguerten hunn, déi sech duerfir interesséieren.

Nach e puer Konklusioune géif ech gär zéien zu de Konklusioune vum Här Fischbach. Hien huet gesot, de President vun engem Syndikat sollt net gläichzäiteg eng Fonction à responsabilité an enger Administratioun oder engem Établissement public hunn. Wéi gesitt Dir dat? Haalt Der Iech dorun?

D'Collocatioun tëscht der Direction de la Defense an dem État-major gouf dora jo och ugeschwat, an ech mengen, duerch deen neien Organigramm geschitt dat jo och. D'Rolle vum État-major (Conseiller militaire), dem Militärzentrum (Administration de l'armée) an der Direction de la Defense (Conseiller politique du ministère), déi sollen nei definéiert ginn. Dat schéngt jo dann an déi Richtung ze goen, wéi den Här Fischbach dat proposéiert huet, well doduerch géife mer eng besser Informatiounspolitik an d'Arméi kréien.

De Service militaire vun de Fräiwëllegen eventuell ëm ee Joer verlängeren, fir d'Employabilitéit vun den Zaldote besser ze rentabiliséieren; wou sidd Der do drun? Maacht Der dat? Oder loosst Der dat am Raum stoen?

Dann, d'Phase de reconversion carrement ëm ee Semester verlängeren, dat heescht 18 Méint Rekonversioun amplaz vun 12, fir d'Zaldoten doduerch besser op d'Beruffsliewen ze preparéieren; gitt Der och an déi Richtung?

Dann, d'Militärschoul an den Educatiounssystem integréieren, fir se méi attraktiv a variabel ze maachen an de Centre militaire ze entlaaschten, dat ass jo geschitt. Dat geschitt jo iwwert de Lycée technique vun Ettelbréck. Mir haten do jo e Projet virgesinn, virdru war e Projet virgesinn, deen e bësse méi visibel war. Dir kéint eis vläicht soen, wéi do d'Resultat ass, wéi dee Projet evoluéiert. Dir kéint eng Kéier effektiv d'Chamberskommissioun oder respektiv d'Chamber doriwwer an d'Bild setzen, da kéint ee gesinn, wéi mer do weiderkommen.

Dann zum Aspekt Evolutioun vun eiser Arméi. Wéi eng sinn déi zukünfteg Missioune fir eis Arméi? Do hat de Minister op RTL-Radio den 12. Januar gesot: „Méi Präsenz um Terrain fir d'NATO." Dat war eng Prioritéit. An da sot en, d'Friddensmissioune sollte recentréiert ginn. Wat heescht dat konkret effektiv?

An dann ass och gesot ginn, d'Lëtzebuerger bräichte Spezialisten. An ech weess, wann ee Spezialiste brauch, ob dat bei der Arméi oder bei der Polizei ass, grouss Spezialisten, Leit, där et net vill gëtt, wou et der manner gëtt, wéi der gebraucht ginn, ass et schwéier, déi ze kréien, besonnesch och iwwert déi klassesch universitär Schinn beim Stat. Dee Problem ass also, wéi gesot, bei der Polizei. Huet do de Minister vläicht Léisungsvirschléi, wéi Der do u Spezialiste kommt?

A schliisslech, do ass och a leschter Zäit net méi driwwer geschwat ginn: Wou ass de Projet vun der Disziplinn drun? Do hate mer jo en duebele Projet gemaach: Police/Arméi. De Policeprojet ass an der legislativer Millen, dee vun der Arméi nach net. Wou sidd Der do drun?

Dann, am Beräich Politik vu Personal a Perspektive fir Zaldoten, hätt ech folgend Froen. Éischt Fro: Sollen et Annerungen um Statut militaire ginn? Wéi wäit gëtt sech strikt un d'Reform vun der Fonction publique ugeleent? A wou mussen d'Particularitéite vun der Arméi spillen? Dat wär nawell och interessant gewuer ze ginn. Wat geschitt mat de Prime-militairen? Do ass jo och eng Etüd gemaach gi vun de Primmen. An deem Kontext, wou si mer do drun?

An dann de Lycée militaire, dee jo fale gelooss ginn ass - do hat ech jo driwwer geschwat -, de COPRAL, do maacht Der eis eng Kéier e Bilan, hutt Der gesot.

Material, Equipementer an Infrastrukturen, do hat den Här Schneider deelweis d'Acquisitiounspolitik kritiséiert, notamment am Kontext Dingoen. An en hat gesot, d'Politique d'acquisition géif iwwerduecht ginn. Gëtt et do eng nei Approche? Wéi eng Kritäre ginn do geholl, wa Material kaaft gëtt an esou weider?

An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro iwwert d'Renovatiounsaarbechte vun de Kasären um Härebierg. Do hat den Här Chef d'état-major Mancinelli gesot, dat géif zwëschen 2017 an 2022 iwwert d'Bün goen. Ass deen Timing nach ëmmer richteg?

An dann nach e wichtege Punkt, wou ech och frou wär, wann ech géif Äntwerte dorop kréien: Wou si mer dru mat engem Droneprogramm? Et ass näämlech d'Iddi ginn, fir militäresch Dronen ze kafen. An do gëtt et jo e puer Méiglechkeeten, wann een esou eppes mécht. Dat kann d'Arméi am Alleingang maachen. Si kann dat awer och iwwer en nationaalt Konzept an Zesummenaarbecht mam ziville Beräich maachen. Dat kéint an dësem Fall d'Polizei sinn, respektiv och d'Ponts et chaussées, oder dann eben bei allem, wat d'Mobilitéit ugeet, kéint een Drone gebrauchen. Gëtt et do Neies? Ech wär frou, wann Der eis do géift och an d'Bild setzen.

Ech kommen zu menger Konklusioun, Madamm Presidentin. D'Politik muss ëmmer iwwert dat Militäresch priméieren. Well d'Verteidegungspolitik ass keng Fin en soi, mä et ass e Mëttel zum Zweck, fir eis demokratesch Wäerter ze verteidegen. D'Politik muss d'Richtung uginn.

Europa brauch eng effikass Aussepolitik an eng kohärent Verteidegungspolitik, wann et op der Weltkaart seriö geholl wëllt ginn. An d'Arméi, dat ass een Instrument ënner villen an der politescher Geschirkëscht. Mir kënnen net mat enger Arméi aus dem 20. Jorhonnert d'Defie vum 21. Jorhonnert ugoen. Mir brauchen, subsidiaresch, déi richteg Mëschung aus Aussepolitik an Defense a Bewosstsäin, dass mer e klengt Land an der grousser Welt sinn an dass all eis Aussen- a Sécherheetspolitik just europäesch ka sinn. Sou musse mer eis dann och opstellen. An esou kënne mer effizient Solidaritéit weise mat deenen aneren Natioune vun der EU an der westlecher Welt.

An ech widderhuele mech an deem Kontext nach eng Kéier: Et schéngt mer unabdénglech, d'Parlament ze associéieren an der Formuléierung vun eiser Vision stratégique an dësem Beräich. Den Exercice vun haut, mengen ech, geet an déi Richtung, an dat ass och gutt esou!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Halsdorf. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Villmools Merci, Madamm Presidentin. Madamm Statssekretärin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech deenen zwee Interpellanten, dem Här Kartheiser an dem Här Krieps, villmools Merci soe fir hir Initiativ, déi et ons erlaabt, haut ausféierlech iwwert déi international Sécherheetslag, d'Strategie vun den internationalen Akteuren, awer och iwwert d'Zukunft vun onser Lëtzebuerger Arméi ze diskutéieren.

Mir wëssen et all: Déi international Sécherheetslag ass an de leschte Joren ëmmer méi komplex ginn, a besonnesch säit dem Joer 2014 ass dat net méi ze iwwersinn, och hei an Europa. D'Prinzipien, déi laang Joren als Grondpfeiler vun der internationaler Uerdnung gegollt hunn, wéi dat absolutt Recht vun den nationale Grenzen, de Respekt virum Droit humanitaire international oder wéi de Bündnisfall vun der NATO, ginn haut erëm a Fro gestallt an déi sougenannt westlech Welt gesäit sech souwuel internen, awer och externe Gefore géintiwwer.

Déi transatlantesch militäresch Allianz, d'NATO, steet viru groussen Erausfuerderungen. Populistesch a souguer antidemokratesch Mouvementer ginn ëmmer méi staark an attackéieren de Kär vun onse liberalen a progressiven Demokratien. Mir hunn och an der EU nach ëmmer mat den dramatesche Folge vun der Wirtschaftskris an de südeuropäesche Länner ze kämpfen. D'Entwécklungen a verschiddenen EU-Länner, wat d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ugeet, zum Beispill a Polen an Ungarn, ginn ons och Grond zur Besuergnis.

An der Türkei goufe säit dem Putschversuch am Juli 2016 Dausende vu Beamten, Wëssenschaftler a Journalisten entlooss a festgeholl. Héichrangeg tierkesch Militär, also NATO-Zaldoten, froen entre-temps an Däitschland Asyl un. Déi rezent Provokatioune vum President Erdoğan droen net zu enger Deeskalatioun bäi.

Och d'Positioun vun den USA, deem gréissten a wichtegsten NATO-Partner, ass haut säit der Wahl vum Donald Trump, dee schonn alles a säi Contraire behaapt a getwittert huet, schwiereg anzeschätzen.

Eenzel Memberstate vun der NATO ginn also net onbedéngt e staarkt Bild of, an dat zu engem Zäitpunkt, wou dëst ëmsou méi wichteg wär.

Russland trëtt militäresch nees méi aggressiv op an huet en Deel vum Statsgebitt vun der Ukrain annektéiert. Mä och d'Interventiounspolitik vum Westen, virop den USA, am Noen a Mëttleren Osten ass gescheitert. No den Hoffnunge vum Arabesche Fréijoer hunn déi feelend Investissementer, déi an dës Staten net gemaach goufen, dozou gefouert, dass a ville Länner do déi al Diktaturen duerch nei Schreckensregimmer ofgeléist goufen. Libyen ass haut en „failed state" an a Syrien toobt nach ëmmer e bluddegen, schreckleche Biergerkrich. Reliéis extremistesch Gruppen hu sech och an dëse Staten installéiert.

Déi doraus entstanen Instabilitéit, den Terrorismus an awer och déi Dausende Millioune Leit, déi do vidru fortlafen a bei ons Schutz si-

chen, sinn déi direkt Konsequenz vun enger Situatioun, déi mer weder als Europäesch Unioun nach als NATO am Moment richteg am Gréff hunn.

Mir hunn et also mat ënnerschiddlechen Interesse vun onse Bündnispartner ze dinn, mat komplexe Situatiounen a mat Sécherheetsrisiken an eisem direkten Ëmfeld, deene mer mat simplistesche Léisungen net bäikomme kënnen.

An esou enger Situatioun ass et also ganz kuerz gegraff, wann ee wéi den Donald Trump sech reng op dat budgetäert Zil vun 2% vum PIB fir den Effort de Defense beschränkt.

Virop gesot: Den Donald Trump ass net deen éischten amerikanesche President, deen déi europäesch Partner dozou opgefuerdert huet, hir Militärausgaben ze erhéijen. D'Zil, d'Ausgabe fir ons kollektiv Sécherheet bis 2020 op 2% vum PIB eropzeschrauwen, war, wéi gesot, eng Decisioun vun de Bündnispartner um Sommet vu Wales 2014.

Lëtzebuerg konnt sech enger Erhéijung vu sengem Effort net komplett verschléissen. Eleng schonn aus Froe vu Solidaritéit eraus wëlle mer dat och net. Grad mir als klengt Land profitéiere vun enger kollektiver Sécherheet. An dozou musse mer och eise Bäitrag leeschten. Mir kënnen als Lëtzebuerg net vun honnert Prozent vun der Sécherheet profitéieren, awer null Prozent vun der Responsabilitéit iwwerhuelen. Onse Wuelstand hei zu Lëtzebuerg an a ville Länner vun Europa ass och d'Resultat vu 70 Joer Fridden a Sécherheet. Dowéinst huet Lëtzebuerg jo och decidéiert, säin Effort de Defense vun 0,4% op 0,6% bis 2020 eropzesetzen.

Elo sinn natierlech 0,6%, kéint ee soen, nach wäit ewech vun 2%. Allerdéngs geet et net duer, eng Zomm ze fixéieren, mä et muss een och déi Sue sënnvoll kënnen ausginn a verschaffen. A fir nëtzlech Projeten ze fannen, fir bis op 0,6% ze kommen, hu mer gesinn, dat ass och net esou einfach gewiescht. An ech freeë mech awer, dass dat am Moment de Fall ass.

Dofir, mengen ech, an dat ass och d'Positioun vun der LSAP, sinn déi 2% wierklech illusoresch fir Lëtzebuerg. An et ass och der kollektiver Sécherheet vun ons alleguer net gedéngt, wa mer géifen einfach déi Suen zur Fënster erausgeheien. D'LSAP-Fraktioun begréisst et also, dass och de Verteidegungsminister an der Kommissioun gesot huet, dass déi 2% fir Lëtzebuerg net géifen a Fro kommen, dass dat vëlleg illusoresch wär. An ech schléisse mech natierlech och deene Remarquë vum Alexander Krieps un iwwert d'Responsabilitéit vun deene Länner, en huet se „Waffenhändler" genannt, mä vun deene Länner, déi Waffe produzéieren. Ech mengen, dat war eng Remarque, déi ech deelen.

Ech freeë mech also beim Wuert „sënnvoll" Suen ausginn, freeë mech, dass mer hei an der Chamber Projete mat grousse Majoritéite gestëmmt hu wéi de Projet GovSat, wéi de Projet AGS (Alliance Ground Surveillance), wéi de Projet MRTT (Multi-Role Tanker Transport), déi scho realiséiert gi sinn a wou all Kéiers och d'Wichtegkeet vun de Retombées économiques fir Lëtzebuerg ënnerstrach ginn ass.

Ech wollt awer nach zwou Remarquen, allgemeng Remarquë maachen, wat den Effort de Defense ugeet. Éischtens, déi Suen, déi mer fir d'Verteidegung ausginn, dat ass net nëmme fir d'NATO, mä och fir d'Europäesch Unioun, zum Beispill an den europäesche Friddensmissiounen, am Kader vun der PESC, der gemeinsamer europäescher Verteidegungs- a Sécherheetspolitik (veuillez lire: der gemeinsamer europäescher Sécherheetspolitik). An et sinn och Suen, déi an UN-multilateral Engagementer fléissen.

Eng zweet Remarque wollt ech maachen zum Effort de Defense: dass den Effort de Defense net dat nämlecht ass wéi den Defensebudget. Dat huet de Minister an der Kommissioun - all Joers kënnt e jo, wann de Budget am November, Dezember diskutéiert gëtt - ganz kloer ënnerstrach.

Den Effort de Defense, wat beinhalt deen? Dee beinhalt d'Depensë vun der Direction de la Defense, d'Depensë vun der Arméi, d'Depensë vum Fonds d'équipement militaire, mä och nach vill aner Depensen, déi vun aneren Administratioune gemaach ginn, wéi zum Beispill d'Renovatiounsaarbechten um Härebierg, déi um Budget vu Bâtiments publics stinn, d'Renovatioun vun der Landepist vum Findel oder och, wa mer elo a Richtung Militärspidol ginn, Depensen, déi ee bei anere Posten erëmfënnt.

Dofir kommen ech nach eng Kéier zréck op de President vun den USA. Wat beim Donald Trump elo nach nei ass, ausser dass en op déi 2% pocht, ass, dass en déi 2% wëllt quasi zur Konditioun maachen, fir dass e Land am Ugréffsfall nach op d'Ënnerstëtzung vun den USA kéint zielen. Dat heescht, den Artikel 5 wär dann a Fro gestallt.

Esou Iddien, mengen ech, sinn net nëmmen immens geféierlech a stelle fundamental Prinzipie vun der NATO a Fro, mä si weisen och, dass den Donald Trump eng Kontributioun zur kollektiver Sécherheet just um Militärbudget festmécht. Dëst ass der LSAP no eng immens vereinfacht Siicht op d'Sécherheet an op d'Verdeedegungspolitik, déi vill ze kuerz gräift a Problemer net eleng léise kann.

Zur Sécherheet gehéiert niewent der Sécherheet viru Krich, Gewalt a Kriminalitéit näämlech och déi ekonomesch Sécherheet, dass een net virun Honger muss fortlafen, déi sozial Sécherheet, dass een ouni eng Aarbecht oder wéinst enger Krankheet net alles verléiert, oder och d'Sécherheet, säi Privatliewen däerfen esou ze gestalten, wéi een dat wëllt, ouni dofir verfollegt ze ginn.

D'NATO, och wa si vu ville Leit nach ëmmer primär als militäresch Bündnis ugesi gëtt, huet sech och weiderentwéckelt a méi eng breet Approche, déi sougenannt „comprehensive approach", zur Sécherheet adoptéiert. An d'NATO schafft och un der ziviller Dimensioun vun der Sécherheet, an dat och am Kader vun deem ganzen Transformatiounsprozess, deen d'NATO an deene leschte Jorzéngte matgemaach huet an dee mer vläicht net genuch kommunizéiert hunn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Net fir näischt gesäit de Wee zur NATO-Memberschaft zum Beispill haut och konkret Reforme vir, Reforme vun de Verwaltungen, Reformen am juristesche Beräich, Reforme bei der Korruptiounsbekämpfung. Ech mengen, d'Rapportrice Claudia Dall'Agnol, wéi mer iwwert de Bäitrëtt vu Montenegro hei ofgestëmmt hunn, huet dat jo och an hirem Exposé ënnerstrach. Doriwwer eraus, mengen ech, schafft d'NATO och enk mat der EU an der UNO souwéi mat internationalen ONGen zesummen, fir eng vernetzt an integral Sécherheetsapproche ze förderen.

Wann den Donald Trump also elo kritiséiert, dass europäesch Länner net genuch fir d'Sécherheet géife maachen oder fir dee sougenannten „burden-sharing", da solle mer him an d'Ae kucken an en drun erënneren, dass d'Sécherheet och aner Dimensiounen huet, zum Beispill d'Entwécklungszesummenaarbecht.

Och hei gouf et international Sommeten, wou international Ziler vereinbart gi sinn, an zwar 0,7%, net hei vum PIB, mä vum RNB. Ech mengen, dat ass och wichteg ze ënnersträichen. 0,7% hunn d'Länner sech engagéiert, fir an d'Entwécklungszesummenaarbecht fléissen ze loossen. An hei, dat wëll ech emol hei eng Kéier haart soen, läit de Bäitrag vun den USA awer am Moment nëmme bei 0,19%!

Wa Lëtzebuerg also decidéiert, dass een zur Sécherheet an der Welt verstäerkt och iwwer Entwécklungszesummenaarbecht bäidroe kann a wëllt, an net eleng iwwer eng militäresch Schinn, dann ass dat e Fait, op dee mir heibannen, mengen ech, alleguer, an ech besonnesch och als LSAP-Member stolz sinn an deen een den USA och duerchaus virhale kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Verteidegungspolitik gëtt och um europäeschen, um EU-Plang gemaach, a virun deem ëmmer méi komplexen internationalen Hannergrond musse mer genau préiwen, wéi eng Opportunitéite sech eventuell am Kader vun enger verstäerkter Zesummenaarbecht innerhalb vun der Europäescher Unioun kënnen erginn.

Mir sinn als LSAP prinzipiell domat averstanen, dass d'Europäesch Unioun eng Sécherheetsunioun opbaut, well et Sënn mécht, och an dësem Beräich nach méi enk zesummenzeschaffen. Dobäi geet et net nëmmen ëm d'Interoperabilitéit. Ech mengen, den Här Krieps huet jo gutt illustréiert, wéi wichteg et ass, dass mer do Efforte musse maachen, fir zu där Interoperabilitéit ze kommen, dass net zéng verschidden Typpe vu verschiddene Produite kaaft ginn. Mä awer och d'Fuerschung an d'Entwécklung um europäesche Plang, wat gemeinsam Verdeedegungssystemer ugeet, mengen ech, si wichteg, an net nëmmen an deene klassesche militäresche Beräicher, mä och an deene manner traditionelle Beräicher vun der Defense.

Ech kommen zur Digitaliséierung, déi et an alle Gebidder gëtt an déi och virun der Defense net Halt mécht. An d'Cyber Security - d'Cybersécherheet - ass en Thema, wat ëmmer méi wichteg gëtt. D'Analys vun Daten et cetera, alles dat musse mer an Zukunft am A behalen. An et mécht dofir och Sënn, dass d'EU ganz enk zesummeschaffe wëllt a sech an deem Domän och zesumme mat der NATO besser wëllt koordinéieren.

Allerdéngs bleiwen, wat den „European Defence Action Plan" ugeet, nach ëmmer vill Froen ze klären, a mat enger Rei vun deenen éischte Proposen, déi aus der EU-Kommissioun komm sinn an déi elo um Dësch leien, si mir als Sozialiste kloer net d'accord. An ech hu mech och gefreet, dass eis Regierung do déi nämlecht Positioun huet.

Ech erënneren hei nach eemol drun - wéi ech hei am Kader vun enger mëndlecher Fro de Verteidegungsminister gefrot hunn, wat d'Ausgabe fir d'Defense ugeet, wéi déi Europäesch Kommissioun dat virgesäit -, dass déi Ausgabe bei de Stabilitéitskritären, dass dat ugeholl ka ginn, ouni dass een dat och fir sozial Ausgabe kéint maachen, dass mer do komplett dergéint sinn.

Mir sinn och dergéint, dass d'Kritäre fir d'Europäesch Investitiounsbank solle geännert ginn, well de President vun där Bank, de Werner Hoyer - dee mer jo kennen, well en hei zu Lëtzebuerg ass a well mer jo als Chamberskommissioun och scho Kontakt mat him haten -, eis och drun erënnert, dass d'Europäesch Investitiounsbank, wa se géif an d'Militärgeschäft eraklammen, ganz wichteg aner Kredittgeber, Geldgeber géif verléieren. An ech mengen, dat ass net Sënn an Zweck vun enger europäescher Verteidegungspolitik.

Mir géifen et also ganz kritesch gesinn als LSAP, wann an Zukunft europäesch Gelder géifen an den Opbau vun ze vill „hard power" fléissen an dofir an anere wichtegen Domäne feele wäerten. Wat bei der Europäescher Unioun jo den Avantage ass, dat ass, dass se och deen enorme Volet vun der „soft power" huet, an och dee soll een an Zukunft verstäerken.

Ech mengen, an dësem Beräich, do waart nach ganz vill Aarbecht op eis, a mir wäerten och déi Entwécklungen hei an der Chamber an der Kommissioun an deenen nächste Méint genau verfollegen.

Eng Sécherheetsunioun an der Europäescher Unioun kann awer dobäi hëllefen, dass mer zesummen an och am Kader vun der NATO besser op déi ënnerschiddlech Erausfuerderunge kënne reagéieren, fir ugepasste Léisungen ze presentéieren. Dëst wäert awer och nëmmen da fonctionnéieren, wann d'Europäesch Unioun an d'NATO effikass zesummeschaffen, fir keng Strukturen ze duplizéieren. Leider war dëst an der Vergaangenheet, wéi mer dat wëssen, um politeschen Niveau net ëmmer esou einfach, well et politesch Blocagë gouf, well verschidde Membere vun deenen zwee Bündnisser dat permanent blockéiert hunn.

An der Vergaangenheet hate souwuel... Ech ginn Iech e Beispill, wat ech perséinlech erlieft hunn: Mir waren am Kader vum NATO-Parlament virun e puer Joer zu Bréissel, an de Sujet war, wou ech ganz aktiv sinn, déi zivill Dimensioun vun der Sécherheet, a mir hu gekuckt, wéi d'Europäesch Unioun an och d'NATO sech këmmeren ëm d'Protektioun vu kriteschen Infrastrukturen. A mir waren dunn am Staddeel Evere zu Bréissel bei der NATO an hunn do mat deene Responsabele geschwat an hunn hir Pläng virgestallt kritt.

Den Dag drop ware mer an der Europäescher Kommissioun och an enger Abteilung, déi sech mat der Protektioun vun de kriteschen Infrastrukture beschäftegt, an dunn hunn ech gefrot: Kennt Der den Här esou an esou, de schwedeschen, deen Dän, oder ech weess net méi wien, dee mer bei der NATO kennegeléiert hunn? Déi hu sech net kannt! Déi zwou Institutioune sinn an der nämlechter Stad! An ech mengen, duerch dee Rapprochement elo zwëschent EU an NATO soll esou eppes net méi virkommen.

Do ass schonn an deene leschte Jore munches geschitt. Mä besonnesch, mengen ech, och déi gutt Entente an déi gutt Zesummenaarbecht vum Generalsekretär Stoltenberg an der Vizepresidentin vun der Kommissioun, der High Representative fir d'Aussepolitik an Europa, déi solle mer schätzen. An ech mengen, déi hunn och vill Bewegung an deen Dossier bruecht. An ech wëll hinne vun dësem Haus aus dofir Merci soen.

An ech mengen, dat Ganzt ass jo och dokumentéiert ginn duerch eng politesch gemeinsam Erklärung vun der Europäescher Unioun an der NATO am Juli 2016. An et gëllt elo, un der Ëmsetzung vun dëser gemeinsamer Erklärung ze schaffen. An och dat wäerte mir als Lëtzebuerger Chamber hei zu Lëtzebuerg an och am Kader vun deenen interparlamentaresche Gremien, wou mer als Chamber vertruede sinn, verfollegen an och an déi Richtung schaffen.

Ech wëll drun erënneren, dass schlussendlech d'Memberschaft an der Europäescher Unioun an der NATO fir vill Länner, och fir Lëtzebuerg, complementaire zuenee sinn. EU-Member ze sinn, bedeit grad fir ons Frënn aus den osteuropäesche Länner eng zousätzlech Garantie zu hirer NATO-Memberschaft, eng zousätzlech Garantie vun hirer nationaler Onofhängegkeet, och verstäerkt erëm vis-à-vis vu Russland.

Mir verstinn haut hei bei ons vläicht net ëmmer, firwat dës Länner Russland esou staark als Bedroung empfannen. Mä wann een, geografesch gesinn, ganz no un esou engem groussen Noper drun ass, deen an de leschte Joren ëmmer erëm militäresch a sengen Nopeschlänner intervenéiert ass, fir seng eegen Interessen ze schützen, dann huet een do eng ganz aner Vue drop.

Och fir dëse Länner ons Solidaritéit ze weisen, wäerte sech d'Lëtzebuerger Zaldoten un der „Enhanced Forward Presence" Missioun vun der NATO a Litauen bedeelegen. Mir wëssen, dass véier Bataillounen an déi dräi baltesch Länner ginn, mat jeeweils 1.000 Zaldoten, an och een a Polen, ënner verschiddene Lead-Natiounen. Mir maache mat onsen däitschen Nopere mat a Litauen. A mir haten do länger Erklärunge kritt vum Minister a vun de Vertrieder vun der Arméi a vun der Defense an der Kommissioun. Dofir brauch ech dorobber net anzegoen.

Allerdéngs ass et awer och wichteg fir ons, dass mer ons weiderhin asetzen, dass esou Missiounen net zur Eskalatioun féieren, mä dass een och den Dialog mat Russland weiderhi fërdert, fir Konflikter ze léisen. An ech mengen, dofir ass et och ze begréissen, dass am leschte Joer, am Joer 2016, den NATO-Russland-Rot dräimol zesummekomm ass. Et ass also richteg, dass d'Alliéierten um Sommet vu Wales, Pardon, vu Warschau dës Kéier, dat war dee Sommet vum leschte Joer, decidéiert hunn, dass d'Dissuasioun - oder d'Ofschreckung, loosse mer et esou nennen -, d'Ofschreckung an d'Defense zesummegi mat engem periodeschen, cibléierten, awer och substanziellen Dialog mat Russland, an dat, fir dass Malentenduen an Appreciatiounsfeeler kënne verhënnert ginn, awer och fir d'Transparenz ze erhéijen.

An ech mengen, esou en Dialog erlaabt et awer och den Alliéierten, Russland u seng international Obligatiounen ze erënneren; besonnesch och déi, déi mat der Ukrain ze dinn hunn. Fir dass mer méi laangfristeg d'Sécherheet an de Fridde fir ons alleguer erhale kënnen, mengen ech, ass esou en Dialog onverzichtbar!

Här President, ganz aner Erausfuerderunge stelle sech fir d'EU a fir d'NATO duerch d'Terrorismusbekämpfung an d'Cyberattacken. Béides si Menacen, deenen een net reng militäresch, mä just mat hybride Strategië bäikomme kann. D'Bekämpfung vum Terrorismus huet natierlech och eng kloer militäresch Komponent, awer net nëmmen!

D'Antiterrorkoalitioun, déi vun den USA ugefouert gëtt, huet am Irak an a Syrien dann och tatsächlech duerchaus zu Erfolleger gefouert an eng ganz Rei Territoirë konnte vun Daesh erëm zréckeruewert ginn. Mä säit hire Stand am Mëttleren Osten méi schwiereg ginn ass, hu sech d'Terroriste vun Daesh op aner Strategië verluecht: Anstatt, dass si déijéineg, déi hir Ideologie verfollegen, opruffen, sech hinnen um Terrain unzeschléissen, fuerdere si elo, dass een an anere Länner, notamment hei och an Europa, Terrorattacke soll duerchféieren, dëst mat den tragesche Resultater, déi mer kennen. Daesh versicht also deen Terrain, dee se am Mëttleren Osten, am Irak an a Syrien verluer hunn, um Internet ze recuperéieren.

Fir dëser Form vun extremisteschem Terrorismus bäizekommen, brauche mer ganz aner Strategien; Strategien, déi sech och zum groussen Deel am digitale Beräich ofspillen, fir dës Terroristen ze fannen a se ze iwwerféieren an och ze verhënneren, dass si hir Attacken duerchféiere kënnen.

Doniewent brauche mer awer och nach vill méi effizient Strategien a Programmer, fir d'Radikaliséierung vu jonke Mënsche bei ons an Europa ze verhënneren, an de Schoulen, duerch d'Schafe vu soziale Perspektiven an och duerch d'Schafe vun Opstigsméiglechkeeten.

An och an de betraffene Länner brauche mer Programmer, fir dës Länner ze stabiliséieren, nees opzebauen an demokratesch stabill Systemer do ze installéieren. Well nëmmen esou kréie mer d'Ideologie vum Terrorismus laangfristeg bekämpft!

An dofir begréissen ech och... Wéi de Generalsekretär Stoltenberg hei war, mengen ech, virun annerhallwem Joer, huet e jo och gesot, dass den „capacity building" eppes Wichteges ass, an en huet och begréisst, dass mir an eisem Defensebudget do och d'Gelder fir den „capacity building" eropgesat hunn.

Wat d'Cyber Security ubelaangt, wäert et an Zukunft ëmmer méi wichteg ginn, dass mer an dësem Beräich vernetzt an effikass géint Attacken zesummeschaffen an eis verteidege kënnen.

Wat d'Digitaliséierung méi wäit fortschreit, wat och méi Beräicher, déi iwwer Computer gesteiert ginn, do drop erafalen (veuillez lire: dorënner falen). D'Wichtegkeet vun der Cyber Security gouf vun der NATO och ganz offiziell um Sommet vu Warschau d'lescht Joer unerkannt doduerch, dass d'Sécherheet vum digitale Raum elo op deeselwechten Niveau vun der Sécherheet vum Loftraum, vum Meeresraum a vum Territoire gestallt gouf. An dofir begréissen ech et als LSAP-Spriecher, dass de Verdeedegungsminister an och Dir, Madamm Statssekretär, an dësem Beräich schonn nei Leit rekrutéiert hutt. Dëst ass e Beräich, deen och an Zukunft nach weider ausgebaut muss ginn.

Allerdéngs wäerten an dësem Beräich och vun onser Säit aus Attacke gefouert ginn, net onbedéngt vu Lëtzebuerg selwer, hoffen ech, mä awer duerch d'Notze vu Capacitéiten, déi der NATO zur Verfügung gestallt ginn. An do gesinn ech eng Gefor, wat d'parlamentaresch Kontroll ubelaangt. Eng Cyberattack gesäit een net. Do dämpt et net. Do ass kee Feier. Also, dat gesäit een net ëmmer direkt. An ech perséinlech setze mech säit ville Joren am NATO-Parlament derfir an, dass ee muss, besonnesch wat d'Transparenz an de Contrôle démocratique a parlementaire vun der Cyber Security an der Cyber Defence ubelaangt, dru schaffen.

Zur parlamentarescher an demokratescher Kontroll an zur Transparenz wëll ech awer och nach e puer méi allgemeng Wierder soen. Et ass gewosst, dass grad an engem sensibele Beräich wéi der Defense net all d'Strategien, net all d'Operatiounen direkt kënnen ëffentlech gemaach ginn an dass eenzel Rapporten der Geheimhaltung ënnerleien. Mir schätzen dofir, dass de Verteidegungsminister mat Leit aus der Direction de la Defense an héich Arméivertrieder regelméisseg an d'Kommissiounssitzunge kommen, fir ons alleguer Ried an Äntwert ze stoen.

Mir sollen ons parlamentaresch an demokratesch Kontroll vun der Defensepolitik awer nach verbesseren. An an deem Kader ass et fir d'LSAP wichteg, dass d'Deputéiert, awer och d'Effentlechkeet nach eng Rei méi detailléiert Informatiounen zur Verfügung gestallt kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

En éischte laang iwwerfällege Schrëtt, deen ech och ausdrécklech begréisse wëll, ass jo, dass haut déi Ligne-directricë vun der Defensepolitik presentéiert ginn, déi déi laangfristeg Ausriichtung a Strategie vun onser Defensepolitik definéieren. Dat dréit natierlech och zur Transparenz bäi. A mir wäerten dat jo och an der Kommissioun nach mat Iech all zesummen diskutéieren.

2013 ass effektiv un engem Livre blanc geschafft ginn. Ech wollt dat awer och nach uschwätzen. Déi Aarbechten hunn awer missen ënnerbrach ginn, well eben 2014, wéi ech et virdrun erklärt hunn, déi Situatioun vun der Weltuerdnung terribel geännert huet: am Osten d'Ukrain, am Süde Syrien, an du war de Sommet vu Wales, wou och nei Responsabilitéiten op d'Länner duerkomm sinn. An dofir, mengen ech, ass et richteg, dass gewaart ginn ass, fir d'Direction de la Defense ze stäerken, fir d'Arméi ze stäerken an dann zesummen nei Ligne-directricen auszeschaffen.

Mir begréissen och déi Efforten, déi gemaach gi sinn, fir déi Resultater vun där Consultance ëmzesetzen. Mir haten d'Geleeënheet am September, ech mengen, et war den 20. September, um Härebierg empfaangen ze ginn an d'Konklusioune vun där Consultance virgestallt ze kréien an och ze diskutéieren.

An engem zweete Schrëtt, wat de Contrôle parlementaire an démocratique vun der Defensepolitik ubelaangt a wéi mer déi kéinte stäerken, fannen ech, dass de Rapport d'activité iwwert d'Defense, deen am Rapport vum Ministère des Affaires étrangères integréiert ass, vläicht méi ausgebaut kéint ginn. Wann een d'Defense mat anere Politikberäicher vergläicht, da kritt een hei wierklech net genuch Informatiounen eraus.

Ech ginn Iech e Beispill: De Minister huet ons an der Kommissiounssëtzung den Defensebudget fir 2017 presentéiert. Do huet en d'Aféierung vun engem neien Artikel iwwer eng Millioun presentéiert, fir den „capacity building" an Drëttlänner ze ënnerstëtzen, déi aus engem Konflikt kommen. Idealerweis muss een herno als Parlamentarier aus deem Rapport d'activité dann och kloer ersiichtlech erausliese kënnen, a wéi eng Länner dës Sue gefloss sinn, wéi se agesat ginn a wéi eng Projete genau domadder finanzéiert goufen. Dës Transparenz hu mer zu Recht viru Joren an der Kooperatiounspolitik agefuerdert. An ech mengen, dass et elo un der Zäit ass, och vun der Defense méi etoffféiert Rapport-annuellen ze kréien. Dat ass ëmsou méi wichteg, wann d'Zommen, déi verschafft ginn, klammen.

Ech géif dofir d'Madamm Statssekretärin froen, dëst mat an de Ministère ze huelen a beim Rapport - ech mengen, elo setze mer d'Ligne-directricen ëm; 2016 ass et ze spéit, mä 2017 oder 2018 - ze berücksichtegen, fir dass mer als Deputéiert nach e bessert Gesamtbild kënne kréien.

D'Lignes directrices, déi ausgeschafft goufen, an dee Plan directeur, deen dorauser erfollege wäert, mussen där komplexer internationaler Situatioun Rechnung droen an eng national Strategie definéieren, déi eben dëser internationaler Situatioun gerecht gëtt. Dës national Strategie huet dann natierlech ganz direkt Auswierkungen och op déi national Arméi. An dorop wëll ech nach kuerz am Detail ze schwätze kommen.

Wann et onst Zil ass, bis 2020 (veuillez lire: bis 2020 de Budget fir d'Defensepolitik) op 0,6% eropzesetzen, da musse mer wierklech iwwerleeën, wéi eng Volete mer developpéiere wëllen, fir dës Suen, wéi ech virdru gesot hunn, sënnvoll anzesetzen; sënnvoll, fir eis Ziler an der EU an awer och an der NATO ze erreechen, mä awer och sënnvoll fir déi national Ekonomie.

D'Akafspolitik vun der Arméi muss dann och en vue vun der nationaler Strategie geplangt ginn. An no der leschter Arméireform vun 2007 goufen am Fong ze vill Capacitéite kaaft, déi haut net ëmmer effektiv an effikass genotzt kënne ginn, an dat, well eben déi strategesch Ausriichtung net ëmmer kloer definéiert war. Dëst soll an Zukunft net méi de Fall sinn. Mir brauche fir d'Eischt eng Strategie, definéiert duerch d'Lignes directrices, an da musse mer ons Strukturen entspriechend upassen, an eréischt duerno kafe mer dann och dat entspriechend Material.

Mir als LSAP si frou, dass dës Ligne-directricen elo ausgeschafft sinn. Onst erklärt Zil ass et, eng modern Arméi ze gestalten. Och wann an de leschte Jore vill Efforte gemaach gi sinn, esou musse mer haut feststellen, dass mer vill weiderkomm sinn, mä dass mer nach net ganz do ukomm sinn. Wa mer vun enger moderner Arméi schwätzen, da soll dat eng Arméi sinn, déi och de reelle Gefore vun haut begéine kann. Mir mussen dofir ewechkomme vun enger renger Landarméi hin zu engem moderne Corps, dee sech an der Cyber Defence auskennt, dee seng Kooperatioun an der Dimension aérienne ausbaut an deen och a Richtung vun engem medezinnesche Volet, Stéchpunkt Traumatologie, geet.

Wat d'Capacité aérienne ubelaangt, dee Volet vun der Fligerei, do hate mer eng Diskussioun an der Kommissioun. Den Här Kartheiser mengt, et wär vläicht besser, alles an d'Arméi ze integréieren a Material ze kafen. Ech ka mech awer erënneren, wéi mer mam Minister sur place a Sizilien waren, fir de Projet Sophia ze kucken, dass aner Länner mat risege Fligeren do waren, wou se mindestens sechs bis zéng Leit gebraucht hunn, fir deen an d'Luucht ze kréien, dass se immens vill Kerosène gebraucht hunn an dass dat Material oft vereelzt war, an dass se am Fong neidesch op eis erofgekuckt hunn, wéi mir dat ganz einfach mat deem PPP mat CAE Aviation gemaach hunn. An ech mengen, et ass eng Pist, iwwert dee mer solle weider diskutéieren. An de Minister huet jo versprach, nodeems d'Ligne-directricë public sinn, dass en och bei deem Thema op ass fir all Diskussiounen. An ech mengen, do wäerte mer eis och an Zukunft nach mussen dermat beschäftegen.

Eng Fro nach séier un d'Statssekretärin. Ech wollt froen: Wéini kënnt elo endlech dat neit OMPs-Gesetz fir all déi Missions de maintien de la paix? Mir hunn héieren, dass et bal prett wär. An ech hoffen, dass dat de Fall wär. An ech wär frou, wa mer do en Zäitraum genannt kéinte kréien.

Ech wollt dann nach drun erënneren, dass eng modern Arméi sech och duerch eng ganz modern Rekrutementsstrategie auszeechent. Am Moment feelen ons manifestement nach Leit. Mir wäerten astellen. Et si vill Efforte gemaach ginn. An den Här Kartheiser huet vun deenen 1.200 respektiv plus 200, 1.400 Leit geschwat, déi d'Gesetz virgesäit. Do ass d'Positioun vun der LSAP vläicht eng aner. Et geet net drëm, fir do stur opzestocken an op 1.400 Leit ze kommen. D'Quantitéit ass net esou wichteg, mä et ass d'Qualitéit, op där mer solle schaffen. Dat ass, mengen ech, vill méi eng wichteg Fro.

Eng modern Arméi brauche mer, virun allem eng Arméi, wou dee richtege Mann op där richteger Plaz ass respektiv och déi richteg Fra.

Wann ech scho vu Frae schwätzen, wollt ech och de Volet Gender uschwätzen, deen een net däerf vernoléissegen. Och dëst ass en Thema, dat ech am NATO-Parlament ëmmer ganz aktiv verteidegen. Ech erënneren an dësem Kader och un d'Resolutioun 1325 aus dem Joer 2000 vum UN-Sécherheetsrot, déi déi wichteg Roll vun de Frae bei der Preventioun a bei der Bewältegung vun de Konflikter, bei Friddensmissiounen, humanitärer Hëllef an och beim Erëmopbau no enger Krichssituatioun ënnersträicht. E méi héijen Undeel u Fraen an all Organisatioun, a genausou an der Arméi, féiert zu engem besseren Aarbechtsklima an zu bessere Resultater, well een op eng méi grouss Unzuel vu kompetente Kandidatinnen a Kandidate kann zréckgräifen.

An dësem Kontext wollt ech vun der Madamm Statssekretärin wëssen, ob et eng speziell Strategie gëtt, fir och méi Fraen an der Arméi ze rekrutéieren. Ech weess, et gëtt e Gläichstellungsbeoptragten. Dee gëtt et schonn. Wa mer vläicht da méi detailléiert Rapporte kréien, kënne mer och gesinn, wat do d'Resultater vun där Aarbecht vun deem Gläichstellungsbeoptragte sinn. Op jidde Fall ass dat en Thema, dat fir d'LSAP wichteg ass a wou mer solle weider dru schaffen.

Duerch méi Frae kann d'Arméi also méi inklusiv ginn an hirer sozialer Roll, déi am Kär déiselwecht bleift, och wa mer d'Arméi ëmbauen a méi modern Komponenten derbäikommen, nach besser gerecht ginn. Effektiv ass d'Arméi e ganz wichtege Facteur vun Integratioun.

An ech wëll drun erënneren, dass 13% vun onsem Corps EU-Auslänner sinn. A mir sinn dofir och frou, dass d'Nationalitéitegesetz fir si eng speziell Dispositioun - den Här Kartheiser huet et erwäänt - virgesinn huet.

D'Arméi huet och weiderhin eng sozial Roll ze spillen a ka fir jonk Leit e Start an d'Aarbechtsliewe bedeiten. Déi mannsten Zaldoten envisagéieren eng ganz Carrière bei der Arméi, mä si ginn duerno an nei Beräicher virun. An hei sinn d'Zuelen, fannen ech, formidabel. Dofir verstinn ech verschidden Deeler aus der Motioun vum Här Kartheiser net. Hei sinn d'Zuele formidabel, well, wéi ech gewuer gi sinn, hu mer iwwer 90 bis 95% vun de Leit, déi eng Plaz beim Stat oder beim Parastat fannen am Kader vun der Rekonversioun.

D'LSAP begréisst natierlech och déi Efforten, déi gemaach gi si beim Rekrutement, d'Opmaache vum Büro um Boulevard Royal, mä och déi ganz Efforte ronderëm d'Formatioun an de Militärlycée zu Ettelbréck.

Zum Schluss wëll ech kuerz op d'Roll vun der Arméi bei der nationaler Verteidegung agoen. D'Lëtzebuerger Arméi war ganz einfach opgrond vun hirer Gréisst ni amstand, onsen nationalen Territoire virun enger friemer Arméi ze schützen, a war ëmmer scho virun allem a militäresche Bündnisser aktiv. D'national Verdeedegung fënnt haut awer manner an engem direkten territoriale Konflikt statt, mä op eng asymmetresch Aart a Weis, zum Beispill am Kampf géint Terrormenacen.

Dës Menacë cibléiere kee Statsterritoire als Ganzt, mä geziilte Plazen oder Institutiounen. An an dësem Kontext kann d'Arméi och hëllefen an der Verteidegung vum nationalen Territoire, besonnesch am Kader vum Plan „Vigilnat". Do kritt d'Arméi eng wichteg Roll, wann et zur Stuf 3 kënnt. Mir hoffen natierlech alleguer, dass et net zu där Stuf 3 kënnt, well mir wëssen, dass d'Arméi da prett a bereet ass, do matzehëllefen a mat deenen anere Kräfte vun der Force publique zesummenzeschaffen. Dat ass och schonn ugeschwat ginn an diverse Kommissiounssëtzungen.

Mä och bei enger Naturkatastroph kann d'Arméi am Inland agesat ginn. A rezent, am Juli d'lescht Joer bei den Iwwerschwemmungen, war ons Arméi am Asaz fir ons Biergerinnen a Bierger. An ech mengen, och dat ass eng nobel Tâche. An och dofir si mer hinnen heibannen all dankbar fir déi exzellent Aarbecht, déi si gemaach hunn.

Ech wëll alle Vertriederinnen an de Vertrieder vun der Arméi elo eng Kéier Merci soen. Ech wëll et net honnertmol maachen, wéi den Här Kartheiser dat gemaach huet. Ech wëll mech do net ubidderen, well ech mengen, d'Membere vun der Arméi sinn net domm a si wëssen, dass an dësem Haus net eng Partei sech fir si asetzt, mä dass mer alleguer, d'Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, d'Interesse vun dëser Arméi ze schätze wëssen, hir Aarbecht schätzen, dass mer houfreg op déi Arméi sinn an dass se op alle Bänken, an alle Parteie Leit hunn, déi hir Aarbecht schätzen.

Als Konklusioun, wëll ech e puer Punkte soen.

Éischtens, den Effort de Defense 0,4/0,6 dréit d'LSAP. Sécherheet gëtt et net zum Nulltariff. Mä kloer och: 2% ass net sënnvoll. An do deele mer d'Meenung vun der Regierung.

Zweetens, d'Krisen op der Welt kann een net eleng mat militäresche Mëttel bekämpfen. Zum „burden sharing" gehéieren aner Aspekter, och den Developpement.

Drëttens, de Minister an d'Statssekretärin hu vill mat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter geschafft, souwuel am Ministère wéi och an der Arméi. Déi Consultance huet Resultater bruecht. D'Ligne-directricë leien elo vir. Déi ginn haut presentéiert, mä dat ass keen Enn vun der Diskussioun. Ech sinn iwwerzeegt, dass si alleguer bereet sinn, weiderhin, wéi déi lescht dräi Joren, mat ons als Chamber aktiv weiderzefueren.

Véiertens begréisst d'LSAP déi verstäerkt Zesummenaarbecht zwëschent der Europäescher Unioun an der NATO.

Fënneftens ass et fir d'LSAP och wichteg, déi sozial Komponent vun der Arméi nach weider auszebauen, duerch d'Rekonversioun nach weider um Lycée militaire ze schaffen. A mir begréissen déi Resultater, déi do an de leschte Joren erziilt gi sinn.

A sechstens - ech hunn et virdrun ugeschwat -, et geet bei der Arméi zu Lëtzebuerg net ëm eng Zuel. Et geet net drëm, 1.400 Leit do ze hunn. Et geet net ëm d'Quantitéit, mä et geet ëm d'Qualitéit.

An als leschte Punkt: Als President vun der aussepolitescher Kommissioun, wou mer jo och d'Defense behandelen, freeën ech mech weider, fir mat allen zesummenzeschaffen. Mir kréie jo elo d'OMPs-Gesetz, nach aner Gesetzer vläicht, a mir wäerte weider matschaffen.

Mir hunn also vill ze schaffen, mä et gëtt och ze feieren. An do freeë mer eis och, dass mer kënne mat der Arméi zesummen déi 50 Joer Fräiwëllegendéngscht zu Lëtzebuerg feieren, an déi 175 Joer vun der Militärmusek. Also, dëst Joer gëtt vill geschafft, awer och vill gefeiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Marc Angel. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Madamm Statssekretärin, brauch e Land wéi Lëtzebuerg iwwerhaapt eng Arméi? Déi Fro soll gestallt ginn. An déi Fro gëtt vun der Demokratescher Partei mat engem klore Jo beäntwert.

Mir brauchen eng Arméi, net fir Kricher ze féieren. Mir brauchen eng Arméi fir aner wichteg Ursaachen, sief dat aus solidareschen oder humanitäre Grënn. An duerfir ass et och gutt, datt mer haut déi Debatt hei féieren. An doweinst soen ech och mengen zwee Kolleegen, dem Fernand Kartheiser an dem Alexander Krieps, Merci fir déi Initiativ, déi se geholl hunn, fir haut an deem Debat hei d'Lëtzebuerger Arméi an den Zentrum vun den Diskussiounen ze stellen.

An et ass och gutt, datt mer déi zwou Interpellatiounen hei gemeinsam behandelen, well een, dee sech e bësse mat der Problematik vun eiser Arméi auserneesetzt, dee kënnt ganz séier zur Konklusioun, datt een déi zwee Voleten hei net getrennt kann diskutéieren. An doweinst ass et och gutt, datt mer déi Initiativ esou hei gesinn hunn. Well déi Verflichtungen, déi eis Arméi huet, kann een net lassgeléist gesi vun internationalen Entwécklungen.

Sécher, wa mer e bëssen zréckginn an eiser Geschicht, da war d'Arméi ni e bestëmmend Element, fir et emol esou auszedrécken, vum Fortbestand vun eisem Stat. Mir hunn och kee Grënnungsmythos, deen op militäreschen Aktioune baséiert. A wann ee 580.000 Awunner huet, also eng mëttelgrouss däitsch Stad, dann ass et jo och illusoresch, fir Hegemonieusprécher ze stellen.

De Grand-Duché huet an deene leschten 178 Joer, zënter senger Onofhängegkeet, ëmmer versicht, no baussen Allianzen ze sichen. De Grand-Duché ass e Land, wat méi wéi vill anerer ëmmer duerch friem Muechte beaflosst ginn ass. Doweinst si mer och op Hëllef vu baussen ugewisen. Mir sinn e Land, wat sech gären ënnert de Prabbeli vun internationalen Organisatioune stellt.

Firwat soen ech dat? Majo, well mer awer och gläichzäiteg hannendrun deementspriechend Obligatiounen hunn. An et ass evident an et ass wichteg, datt mer eis eise Moyenen no och e Bäitrag op deem Niveau leeschten. An dozou gehéiert natierlech och eis Arméi ganz kloer.

Lëtzebuerg huet ëmmer e gewëssent Gemeinschaftsdenke gehat. An och haut spillt dat eng wichteg Roll an eiser kollektiver Virgeeënsweis. Mir sinn och net fir näischt Matgrënner vu wichtegen internationalen Organisatiounen. Ech denken un d'Benelux, ech denken un de Conseil de l'Europe, ech denken natierlech un d'NATO, an ech denken net zulescht och un d'Europäesch Unioun, déi jo dann d'nächst Woch hire 60. Gebuertsdag feiert.

Haut fanne mer och eraus, datt et eng richteg Decisioun war, fir op dee Wee ze goen. Et huet

derzou gefouert, datt dëst Land sech spéitstens nom Zweete Weltkrich zu engem stabille Sozialstat mat enger héijer ekonomescher Produktivitéit entwéckelt huet. An, wéi gesot, déi Astellung do verlaangt dann eben och, datt mer um militäresche Plang och eise Bäitrag leeschten. Et ass dofir, an dat ass fir eis als DP ganz evident, eng vun deene gréissten Erausfuerderungen, déi eng modern Lëtzebuerger Arméi haut muss unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Stellewäert vun der Arméi ass scho ganz oft a vill an der Vergaangenheet an och an der rezenter Vergaangenheet hei diskutéiert ginn. Ech erënneren natierlech un dat Schlësselelement vun 1967, wéi den obligatoresche Militärdéngscht op dëser Plaz ofgeschaaft ginn ass duerch d'Gesetz och vum 29. Juni. Haut natierlech, wéi gesot, muss sech eng Arméi deem verännerten internationalen Émfeld upassen. 1967 ass net 2017.

Wat sinn dann elo d'Haaptaufgabe vun enger moderner Lëtzebuerger Arméi? D'Demokratesch Partei gesäit do eng Rei Pisten, op déi ech elo wëll hei agoen. Ech hunn et schonn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift. Et ass ganz schwéier fir de Riedner, wa kleng Konferenze sinn.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President.

Ech hunn et hei schonn ënnerstrach: Eng grouss Erausfuerderung sinn eben d'Mataarbechten um internationalen Niveau, mat internationale Strukturen. An do denken ech natierlech ganz kloer an éischter Linn un d'NATO, d'NATO, déi jo de Mëtten hei och Géigestand vun der Interpellatioun vum Kolleeg Alexander Krieps ass.

Et goufen emol Leit op dëser Plaz viru Joren, déi hate gemengt, d'NATO wier net méi noutwendeg. Haut gesi mer just de Contraire. Ech géif bal behaapten: Méi wéi jee ass et wichteg, datt mer eng staark NATO hunn, e staarkt Verteidegungsbündnis musse behalen. Well d'NATO ass jo net nëmmen eng reng militäresch Organisatioun, wéi se nawell gären duergestellt gëtt. Si huet entre-temps eng Rei aner wichteg Aufgabe kritt. A spéitstens zënter datt déi nei amerikanesch Administratioun um Pouvoir ass, spéitstens dunn ass jo u sech och de Stellewäert vun der NATO méi staark diskutéiert ginn.

Den Här Trump, deen haut dat eent seet, muer dat anert, iwwermuer erëm eppes aneres, dat si mer entre-temps gewinnt, huet natierlech provokativ Aussoe gemaach vis-à-vis vun der NATO. En huet dat Wuert „obsolet" gebraucht. Jiddefalls, mir gesinn dat haut als Demokratesch Partei ganz aneschters. An dat huet natierlech awer och derzou gefouert, datt eng gewëssen Onrou vläicht opkomm ass, wéi d'Zukunft vun der NATO soll ausgesinn.

Glécklecherweis, muss ee soen, datt säi Verteidegungsminister, den James Mattis, elo rezenterweis allerdéngs schonn aner Téin ugeschloen huet an net onbedéngt dat nogeplappert huet, wat säi President vläicht an engem Ufluch vun Naivitéit, Netkënnen oder Netwësse vu sech ginn hat. Da loosse mer elo emol de 25. Mee ofwaarden, wou den Här Trump da jo am Prinzip op Bréissel kënnt an dat neit NATO-Gebai, wat zwar nach net fäerdeg ass, mä dann awer soll ageweit ginn. Do soll hien dann och Tacheles rieden.

An dann huet d'NATO och an deene leschten Deeg erëm eng aner Bedeitung kritt duerch en Här, dee sech jo ëmmer méi opspillt an deene leschte Wochen a Méint, op eng Manéier, déi inakzeptabel ass. Ech schwätzen natierlech vum Här Erdoğan hei. A besonnesch déi lescht Deeg beweise jo, datt dat Säbelgerassel vum Här Erdoğan lues a lues awer en Niveau erreecht huet, datt d'Europäesch Unioun - an ech betounen hei „d'Europäesch Unioun" - sech vläicht muss iwwerleeën, wéi eng gemeinsam Positioun ee vis-à-vis vun deem Här, dee jo wëllt den absolutte Präsidialsystem installéieren, an Zukunft anhuele soll.

Dat huet allerdéngs natierlech och Inzidenzen op d'NATO, well d'Tierkei ass jo awer och e Memberstat vun der NATO. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen, well d'nächst Woch bei dem Debat iwwert d'Aussepolitik wäerte mer jo da Geleeënheet kréien, vläicht nach e bësselche méi an den Detail ze goen.

Eppes ass ganz kloer: D'NATO ass alles aneres wéi obsolet. Si muss sech den neien Aufgabe natierlech awer och nach méi resolutt stellen. Do muss och nach méi eng enk Kooperatioun mat der Europäescher Unioun ugestrieft ginn. D'Terrorismusbekämpfung ass ouni Zweifel och eng ganz wichteg Aufgab. Si muss och verstäerkt nach bereet sinn, d'Interesse vun de Länner aus Osteuropa, besonnesch laanscht d'russesch Grenz, ze vertrieden.

An dann ass en neie Problem och op d'NATO zoukomm, deen de Mëtte schonn zum Deel hei ernimmt ginn ass. Ech schwätze vun de Cyberattacken. Effektiv, a wann ee sech do emol e bësse méi genee dermat auserneesetzt, am Duerchschnëtt gëtt d'NATO all Mount Affer - all Mount! - vu ronn 500 där Attacken. Dat ass natierlech en neit Phenomeen, wat net nëmmen der NATO Problemer mécht, wat och eis hei zu Lëtzebuerg wäert an Zukunft leider méi Problemer maachen. An och eis Lëtzebuerger Arméi huet jo do scho reagéiert an huet schonn eng Spezialistin mat där ganzer Thematik beoptragt, wou se ënner anerem jo Projete vun der Agence européenne de Defense an der NATO suivéiert.

Jiddefalls ass et gutt, datt mer och op deem Gebitt elo eng national Strategie da wäerten ausschaffen. Et geet jo haut drëms, fir wierklech op d'Sensibilitéit fir den Dateschutz an och op d'Koordinatioun vun de Réseauen hinzeweisen. D'Entwécklung um internationalen Niveau, an an deene leschte Méint huet sech esou munches geännert, wäert natierlech onweigerlech derzou bäidroen, datt awer d'Depensë fir d'Verteidegung weltwäit an d'Luucht kënne goen.

Natierlech, d'Amerikaner, déi ëmmer erëm drop hiweisen, an den Här Trump ass do elo net deen Éischten, datt de Bäitrag vun de Memberstate fir d'NATO muss eropgesat ginn an datt d'Amerikaner do zum Deel ëmmer méi ongedëlleg ginn, ass zum Deel och, kann ee soen, nozevollzéien. Jiddefalls, d'Spannungen tëscht den USA a Russland wäerten domadder net méi geréng ginn.

Op där anerer Säit hu mer e Land wéi China, wat an enger gewëssener Lauerstellung ass. An et däerf een och net vergiessen, datt d'Chineesen 2016 ronn 140 Milliarden US Dollar an d'Rüstung investéiert hunn.

An datt d'Relatiounen zwësche Peking a Washington de Moment och net onbedéngt fein sinn, dat ergëtt sech zum Beispill och duerch eng Ausso vum Trump sengem Chefberoder, dem Här Stephen Bannon, deen am „Guardian" am Mäerz behaapt huet, d'USA a China géifen an deenen nächsten zéng Joer e Krich iwwert d'Inselen am südchineesche Mier féieren. Dat sinn natierlech Aussoen, déi alles aneres wéi derzou wäerte bäidroen, datt eng méi Entspanungspolitik kann tëscht de Groussmuechten asetzen. Esou extrem Aussoe soll ee vläicht net onbedéngt iwwerbewäerten, mä et däerf ee se awer och net ënnerschätzen.

Dann däerf een och net vergiessen, datt den neien amerikanesche President jo och ugekënnegt huet, datt e wëllt aus Amerika nach vill méi eng staark Militärmuecht maachen, datt en och wëllt den Etat eropsetze vu 600 op 650 Milliarden. Kee Wonner, datt sech dann natierlech op där anerer Säit och d'Russe bereet weisen, fir méi an d'Rüstung an an d'Verteidegung ze investéieren.

Wéi gesot, mir sollen eis also kengen Illusiounen higinn a musse leider dermat rechnen, datt d'Konflikter zumindest an noer an a mëtteler Zukunft net wäerte méi kleng ginn an datt d'Rüstungsspiral och wäert an Zukunft nach weider dréien. Dat wäert, wéi gesot, dann och seng Konsequenzen op d'NATO hunn, ergo och op eise Verteidegungsbudget.

Lëtzebuerg ass kee Musterschüler. Dat hu mer scho festgestallt. Mir hunn zwar an deene leschte Joren, a besonnesch ënnert dëser Regierung, ganz grouss Efforte gemaach. Mir hunn eis jo als Zil gesat, eise Bäitrag bei der NATO vun 0,4% vum PIB op 0,6% eropzesetzen. Am Moment leie mer also plus ou moins bei 0,5%.

Ech wëll nach eng Kéier ganz kuerz un déi Haaptdecisiounen erënneren, déi mer an der leschter Zäit hei getraff hunn, sief dat de Militärsatellitt GovSat, den AGS-Satellittesystem, den MRTT-Fliger an dann natierlech och eis Participatioun um Militärfliger A400M, iwwert deen ee sech jo regelméisseg Gedanke mécht. An et soll jo Enn 2019, Madamm Statssekretärin, souwäit sinn, datt en da fäerdeg ass. Mir wësse jo awer och, datt do erëm nei Diskussiounen entstane sinn, well virun allem Däitschland do gewësse Reserven ugemellt huet, wat deen Typ vu Fliger ubelaangt. Ech wëll awer och ganz däitlech hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei all déi Decisioune matgedroen huet.

Meng Partei jiddefalls steet ganz kloer hannert der NATO. A si hat dat och an hirem Wahlprogramm 2013 nach eng Kéier kloer ënnerstrach. Ech zitéieren: „Die Grundlage unserer Sicherheitspolitik liefert die Zusammenarbeit mit anderen Demokratien. Die NATO ist dabei die erste und wichtigste Instanz und der Eckpfeiler der transatlantischen Zusammenarbeit zwischen Europa und Nordamerika." Selbstverständlech. An et ass gewosst, datt mer nach mussen zousätzlech Efforte maachen.

Wéi kënne mer déi Ziler erreechen? Déi sinn natierlech fir eis als Lëtzebuerg begrenzt. Mir kënnen net méi Buedemtruppen zur Verfügung stellen. Mir hu keng Schëffer, mä mir kënnen awer an aneren Domäner nach méi aktiv ginn. Ech denken zum Beispill un d'Opklärung. Dat ass eng Roll, wou mer kéinten an Zukunft um Niveau vun der NATO nach méi verstäerkt spillen. An deem Sënn kann een och, wéi gesot, eiser Defensepolitik eng deelweis nei Orientéierung ginn. An - et ass och schonn hei ënnerstrach ginn - dat géif jo dee Moment fir d'Lëtzebuerger Ekonomie och e Gewënn bedeiten, well jo awer do eng direkt Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerger Betriber ka stattfannen.

Mir konnten dat jo bis elo net maachen. Mir si keng Rüstungsindustrienatioun, a mir wäerten dat och ni ginn, mä mir hunn awer aner Atouten. An déi solle mer och mat Sécherheet notzen. Wann et nëmme méiglech ass, solle mer dat Material net am Ausland kafen. Mir sollen et hei, bei Lëtzebuerger Betriber kafen. An dee Moment stäerke mer och d'Lëtzebuerger Ekonomie.

Wa mer iwwer Opklärung schwätzen, si mer natierlech och ganz séier bei Fligeren. Mir verschléissen eis als Demokratesch Partei net, fir an Zukunft do nach zousätzlech Investitiounen ze maachen. An enger éischter Phas ass et evident, datt een do muss méi op eng Partnerschaft mat dem Privatsecteur zréckgräifen, mat ziville Gesellschaften. Dat geschitt jo schonn de Moment. Ech erënneren zum Beispill un d'CAE Aviation, an de Marc Angel ass virdru schonn drop agaangen.

Mir hate jo och - ech mengen, et war d'lescht Joer - d'Chance, déi Visitt do op Sizilien um Militärfluchhafe Sigonella ze maachen, wou mer eis dann och konnten op der Plaz iwwerzeege vun där Aarbecht, déi do geleescht gëtt, haaptsächlech am Beräich, wéi gesot, och vun der Flüchtlingsproblematik. Esou Missioune kënnen ouni Zweifel och nach ausgebaut ginn.

Well eis Arméi natierlech de Moment dat Material net huet, ass et also evident, datt ee muss versichen, mat ziville Partner zesumme vläicht esou Aufgaben an Zukunft ze maachen. Do kann een natierlech d'Fro stellen, ob esou Aufgaben net à moyen oder à long terme och verstäerkt vun der Arméi selwer kënnen iwwerholl ginn. Natierlech spillt dann d'Technik eng ganz grouss Roll an da si mer natierlech och, an ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, beim Rekrutement vun de Spezialisten.

Wa mer iwwer Fligere schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei deem eenzege Fluchhafen, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Findel. Mir wëssen, datt do eng Rei Iwwerleeunge gefouert ginn. Ënner anerem, an ech ginn dervun aus, datt d'Madamm Statssekretärin eis vläicht do wäert zousätzlech Erklärunge ginn, soll vläicht eng Kéier, fréier oder spéider, eng sougenannten Helikopterstaffel ugeschaaft ginn. Déi muss natierlech iergendwou stationéiert ginn. Dann ass d'Fro natierlech och ze stellen, ob net um Findel eng Kéier muss eng sougenannte militäresch Zon geschafe ginn.

Mir hunn och op deem Gebitt nach eng aner Thematik, déi muss diskutéiert ginn, wa mer iwwer Opklärung schwätzen: Dat sinn d'Dronen. Och do kéint ee méi eng grouss Roll spillen. An ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill d'NSPA zu Capellen jo och dovu kéint profitéieren.

Eng weider wichteg Achs fir d'Arméi sinn natierlech déi zäitlech begrenzte Friddensmissiounen, Stéchwuert Mali, Afghanistan; Kosovo ass elo zu engem Enn komm. Och do kënne mer an Zukunft wichteg Signaler no bausse weisen, well déi jo awer och zu engem gudden Deel humanitäre Charakter hunn.

An och hei wëll ech nach eng Kéier d'Demokratesch Partei aus dem Wahlprogramm vun 2013 zitéieren, wou mer deemools geschriwwen haten: „Es besteht ein großer Bedarf an internationalen Einsätzen zur Krisen- und Konfliktbewältigung. Als vollwertiges Mitglied der Völkergemeinschaft will die DP, dass Luxemburg sich verstärkt an Friedensoperationen der Vereinten Nationen, der Nato und der EU beteiligt."

Datselwecht gëllt, wéi gesot, och fir äänlech Missiounen, wat d'NATO ubelaangt. De Moment ass jo eng nei Missioun geplangt a Litauen, wou jo net manner wéi 22 Lëtzebuerger Zaldote wäerten am Asaz sinn. Et geet jo dorëms, fir u sech d'Grenze laanscht Russland ofzesécheren. Op déi aner Manéier wësse mer jo och, datt d'Russen dat wahrscheinlech net onbedéngt ganz euphoresch wäerte gesinn. Ech fannen allerdéngs, datt mir hei ëmmer e sachlechen Discours féiere mussen, vu béide Säiten aus gekuckt. An ech erënneren och drun, datt et jo awer och e sougenannten NATO-Russland-Rot gëtt. An deen ass mat Sécherheet do, fir eben iwwer esou Problemer ze diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et virdru scho kuerz ugeschnidden, d'Lëtzebuerger Arméi zielt de Moment am Total, wéi gesot, zivill a Militär zesummegerechent, ronn 1.000 Leit. Da si mer natierlech beim Rekrutement. Mir wëssen, datt dat net duergeet. Mir wëssen, wa mer e Bléck no vir werfen, op wat fir Aufgaben datt mer eis selwer vläicht stellen, datt mer dat mat deem do Effectif net kënnen erreechen.

Den autoriséierten Effectif vun der Lëtzebuerger Arméi ass duerch dat modifizéiert Gesetz vum 23. Juli 1952 iwwert d'Organisatioun vun dem Militär festgehalen. Do si jo eng Rei maximal Seuile festgehalen. Wann een elo emol déi aktuell Situatioun da vergläicht mat deem, wat theoretesch méiglech wier, da komme mer bei den Offizéier nëmmen op 68%. Bei den Ënneroffizéier 71%. Bei de Kapréil souguer nëmme 40%. A bei de Volontairen 61%. Dat heescht, et ass also nach genuch Sputt no uewen.

Wann ee schonn Zuelen zitéiert, da soll een och d'Quellen uginn. Dat maachen ech och ganz gär. An déi hunn ech aus enger Question parlementaire N°1624 vum 9. Dezember 2015 vum Kolleeg Fernand Kartheiser.

Et gëtt jo oft monéiert, datt déi Jonk haut u sech net méi esou bereet wären, och net méi déi néideg Kritäre kéinten erfëllen, fir an d'Arméi ze kommen. Se wiere bequem, se wieren iwwergewiichteg. Bon, dat sinn zum Deel vläicht Klischeeën, mä zum Deel stëmmt et allerdéngs och. Mir wëssen, datt et méi problematesch ginn ass, datt et méi schwiereg ginn ass, fir jonk Leit an d'Arméi eranzekréien. Sécher ass de Bewegungsmangel, de Manko u sportleche Fäegkeete grouss. Mä dat ass awer en allgemenge gesellschaftleche Problem. Deen ass elo net nëmmen eleng op déi Jonk ze gesinn. Sécher ass et natierlech méi interessant, vläicht verstäerkt bei enger Playstation ze sëtzen oder virum Fernseh, wéi all Dag déi néideg Disziplinn ze weisen a sech dann och kierperlech ze bewegen. Eng Etüd vum Institute of Health huet dat iwwregens alles konfirméiert.

Allerdéngs wär et awer och falsch, wa mer elo géifen den Niveau erofsetzen an da vläicht géife manner vun deene Jonke verlaangen. Neen, au contraire, mir sollen den Niveau bäibehalen. Mä mer mussen awer och vläicht méi eng oppe Sprooch mat verschiddene Leit schwätzen an hinne kloer verständlech maachen, datt, wann ee wëllt an d'Arméi goen, een awer och dee Moment muss gewësse Kritären erfëllen.

Et ass awer scho beonrouegend, wann an der Moyenne plus ou moins 36% scho beim éischten Test echouéieren.

Da ginn et natierlech nach aner Defiziter an der Arméi. Dat ass ganz kloer. Ech erënneren, zum Beispill, hei och un de medezinnesche Secteur. Och do hate mer eng Question parlementaire gestallt. Wann ech soen „mir", da war ech dat zesumme mat de Kolleege Max Hahn an dem Lex Krieps, de 24. November 2016. An och hei gouf konfirméiert, datt et effektiv nach e Manko u medezinneschem a paramedezinneschem Personal géif ginn.

Wa mer, wéi gesot, d'Arméi an d'Zukunft projezéieren an eis d'Fro stellen, wéi déi Arméi vu muer soll ausgesinn, da si mer natierlech och ganz séier bei de Carrièren. Mer mussen och iwwer en neien, bessere Statut vun dem Militär nodenken. Sécher, dee klassesche Fonctionnairesstatut, esou wéi en de Moment och um Niveau vun der Arméi ugewannt gëtt, ka sech och zum Deel mol heiansdo als méi schwéierfälleg erausstellen. Mä alles dat, wéi gesot, muss elo an engem neie Gesetz eben iwwerluecht ginn, an et muss gekuckt ginn, wéi mer do déi beschtméiglech Konditioune kënne schafen, fir datt d'Arméi awer och beschtméiglech ka fonctionnéieren.

Dann ass och natierlech d'Fro ze stellen: Musse mer d'Arméi net nach méi opmaachen, och fir Netlëtzebuerger? De Moment ass dat jo begrenzt op den Niveau vun den Zaldoten. Musse mer net och um Niveau vum Kader awer de Wee goen, fir och Netlëtzebuerger kënnen ze rekrutéieren? Da sinn ech, wéi gesot, erëm bei der Ausso, datt mer haut a verschiddene Beräicher vun der Arméi immens Spezialiste brauchen, déi mer vläicht net ëmmer hei um Marché fannen, oder, wa se hei sinn, vläicht net onbedéngt d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Dat ass eng Fro, déi soll an aller Serenitéit diskutéiert ginn. Mir als Demokratesch Partei verschléissen eis deem jiddefalls net. An et soll een och do eng oppen an eng kloer Positioun anhuelen.

Formatioun ass natierlech e weidert wichtegt Element, net nëmmen d'Formatioun u sech, mä och virun allem d'Formation continue.

An da wëll ech nach op ee ganz wichtege Punkt hiweisen, deen natierlech vläicht net zu dem klassesche militäreschen Aspekt gehéiert, dat ass d'Militärmusek. Dat ass awer e wichtegt kulturellt Element. An och do soll een awer hei ganz kloer d'Ausso maachen: Et ass gutt, et ass wichteg, datt mer eng Militärmusek hunn, ëmsou méi wéi se dëst Joer dann och nach dee groussen Anniversaire vun 175 Joer huet.

D'Arméi war fréier emol ganz kloer ëmmer esou d'Sprangbriet, an dat ass och am allgemengen Discours dobaussen esou gesot ginn, fir an d'Fonction publique eranzekommen, sief dat d'Douane, sief dat d'Police, sief dat d'Bréifdréier. Dat ass natierlech haut an engem gréissere Mooss net méi de Fall. Haut ass et zum Deel awer esou, an deenen ënneschte Carrièren, wann ee ka virweisen, datt ee Volontarist an der Arméi war respektiv wann een och nach auslännesch Asätz hanner sech huet, dann huet ee Prioritéite beim Rekrutement.

Dann dinn ech ee Moment do emol ganz kuerz d'Kap vum Gemengepolitiker un. An do muss een och ganz éierlech sinn. Dat bréngt och heiansdo e bësse Problemer mat sech, well vu vireran eben a gewëssene Carrièren, wann ee sech aus der Arméi mellt, deen dee Moment och Virrecht huet. A priori ass dat och net a Fro ze stellen. Ech mengen, et däerf een net vergiessen, déi Leit hunn awer en Déngscht fir d'Land geleescht. An deen Déngscht, dee soll sech awer och op iergendeng Manéier positiv erëmspigelen. Op där anerer Säit wësse mer an der Praxis, datt d'Gemengeverantwortlech net ëmmer sou ganz frou sinn, well se vläicht da selwer en anere Kandidat haten a se dann awer deen aus der Arméi mussen huelen.

Firwat soen ech dat Ganzt? Mä dowéinst ass d'Fro ze stellen, ob mer net awer erëm sollen nei Debouchée schafen, wou awer déi Leit, déi e fräiwëllegen Déngscht um Härebierg maachen, vu virera vläicht méi Perspektiven erëm kréien, wat d'Plazen ubelaangt, an datt ee vläicht och emol eng Kéier - soss mengt een ëmmer, et misst een nëmmen no vir kucken - d'Rad e bësse géif zréckdréien a kucken: Ma kënne mer dann net mat engem gewëssene Quotesystem vläicht fonctionnéieren, datt et awer och do séchergestallt ass, datt déi Leit, déi de fräiwëllegen Déngscht maachen, méi Perspektiven an Zukunft kënne kréien ?

Ech wëll och nëmmen hei drun erënneren, datt zum Beispill d'Bréifdréieschgewerkschaft elo eréischt kierzlech dem respektive Minister e Bréif geschriwwe huet, wou se erëm drop hiweist. Ech wëll elo net hei e Plädoyer derfir halen, mä et wier awer vläicht net onintéressant gewuer ze ginn, wéi dat de Moment an Arem Ministère gesi gëtt, well et däerf ee jo net vergiessen, datt potenziell Plazen an deene leschte Jore besonnesch bei der Police an der Douane ewechgefall sinn.

Vum Rekrutement ass et natierlech ganz no bei d'Infrastrukturen, well een, dee wëllt an d'Arméi goen, muss noutgedrongen op den Härebierg goen. An da si mer och ganz séier bei der Situatioun um Härebierg. Et muss een allerdéngs hei ënnersträichen, datt do an deene leschte Jore jo vill Efforte gemaach gi sinn, datt de Chantier net schlecht leeft. An datt dat och net vu Muttwëll ass, ass vu ville Säiten an all deene Jore gesot ginn.

Ech wëll och hei zum Beispill soen, wat de Spezialrapport vun der Cour des comptes de 4. Mee 2016 geschriwwen hat: «La Cour recommande donc d'accélérer la réalisation des projets de rénovation des bâtiments en question afin de mettre à disposition du personnel concerné des infrastructures modernes et adaptées aux exigences du métier exercé.» Ech mengen, dat kann een nëmme mat béiden Hänn ënnerschreiwen. Wa mer gär wëllen, wéi gesot, eng effikass, eng modern Arméi hunn - an dat wëlle mer jo -, da musse mer hinnen awer och déi néideg adaptéiert Raimlechkeeten zur Verfügung stellen.

Et ass engem allerdéngs gesot ginn, datt elo erëm nei Problemer, och douewen, opgetruede sinn, besonnesch wat de POS, de Plan d'occupation du sol ubelaangt. Féiert dat zu Retarde bei der Emsetzung vu gewëssenen Infrastrukturen? Kann een déi Zäit elo net notzen, fir sech nach Gedanken ze maachen? Brauche mer net nach zousätzlech, ech denken zum Beispill, sportlech Infrastrukturen?

Ech schwätzen zum Beispill vun enger Piscine. Et gëtt mer gesot, datt déi Dikrecher Piscine esou iwwerlaascht wär, datt et net ëmmer esou einfach wär, fir d'Volontairë vun der Arméi och do ënnerdaach ze kréien. Duerfir einfach emol d'Fro, ob net muss op deem Niveau investéiert ginn. Ech weess, wann esou eng schéin, nei, grouss Piscine do gebaut gëtt, da misst se natierlech awer och beschtméiglech genotzt ginn. Mä wann een dee ganze Raum Dikrech, Ettelbréck do kuckt, da weess een, datt deen awer an enger ganz grousser Entwécklungsphas ass an datt do mat Sécherheet, an ech denke virun allem och un d'Schoulen, an Zukunft nach eng Demande wäert do sinn.

Wa mer natierlech iwwert den Härebierg schwätzen, da muss een och e Wuert iwwert d'Sécherheet insgesamt verléieren. Och do d'Fro, ob d'Sécherheet optimal garantéiert ass, wat d'Videosurveillance an och wat d'Clôture ubelaangt.

Vun Infrastrukture geschwat, da schwätzt een natierlech vum Militärspidol. An ech kann dat nëmmen hei nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Kolleeg Alexandre Krieps scho gesot huet. Am neie Spidolsplang, iwwert dee mer jo de Moment ganz äifreg an der Santéskommissioun diskutéieren, ass de Plang vun engem Militärspidol natierlech net mat dran. Ech weess, et wier natierlech elo ganz einfach, et géif een hei d'Ausso maachen: „Mir sinn natierlech fir e Militärspidol." Esou einfach kann ee sech et awer och net maachen. Et muss ee jo och bedenken, wat dat awer alles fir Konsequenze mat sech bréngt. An trotzdeem soll déi Iddi awer zumindest emol ugeduecht ginn a gegebenenfalls och emol eng Kéier a méi engem breede Mooss diskutéiert ginn. Et däerf ee jo och net vergiessen, datt dat jo awer och e wichtegt Element wär fir eise Bäitrag vun der NATO.

Vun den Infrastrukture si mer och ganz séier beim Material vun den Zaldoten. Et ass evident, wa mer hinne gutt Infrastrukturen zur Verfügung stellen, da brauche se och dat beschtméiglecht Material. Ech wëll net méi op déi dach leideg Geschicht vun den Dingoen hei zréckkommen. Déi ass schonn oft hei diskutéiert ginn. Jiddefalls ass ze hoffen, datt sech esou Saachen an Zukunft vläicht awer net méi onbedéngt widderhuelen.

Och hei ass schonn e puermol, zu Recht, ugeschnidde ginn: Wat ass dann de Rôle vun der Arméi, wat déi bannescht Sécherheet ubelaangt? Natierlech si mer do ganz séier och bei der Terrorgefor. Mir si bis haut hei zu Lëtzebuerg dovunner verschount ginn. Mä kee ka behaapten, datt net och eng Kéier leider eppes hei bei eis passéieren géif. Et däerf een net vergiessen, mir sinn eng Dréischeif vun den internationale Finanzen. Mer hunn hei zu Lëtzebuerg ganz wichteg europäesch Institutiounen.

An da si mer natierlech och séier beim „Vigilnat"-Plang a bei der Zesummenaarbecht zwëschent der Police an der Arméi. Déi Trennung besteet net esou strikt wéi an anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland. Bei eis ass do méi eng enk Kooperatioun virgesinn. Allerdéngs och do d'Fro, ob net muss méi eng Ofstëmmung kommen tëschent Polizei a Militär, besonnesch, zum Beispill, och beim Gebrauch vu Waffen.

Jiddefalls bei der territorialer Verteidegung, an ech gesinn dat heiten als een Element dovun un, muss d'Arméi och an Zukunft eng ganz wichteg Roll spillen. Datselwecht gëllt bei hirem Asaz fir Naturkatastrophen. An do ass dat gutt Beispill hei virdru scho genannt gi vun der Katastroph d'lescht Joer am Iernzdall.

Wa mer eis Gedanken iwwer eng Arméi vu muer maachen, da si mer natierlech och ganz séier bei enger sougenannter Reservarméi oder, wéi d'Spezialiste soen, „Réserve nationale". Et muss ee jo soen, dann hale mer eis och un deen Term. Déi kéinten natierlech och an enger Rei Domänen ouni Zweifel agesat ginn.

Och do muss een allerdéngs méi wäit aushuelen a sech och Gedanke maachen: Jo zum Prinzip, mä wat bedeit dat alles? Wat bedeit dat un zousätzlechem Rekrutement vu Personal? Well do muss jo eng jäerlech Formatioun garantéiert ginn. Do musse Raim zur Verfügung gestallt ginn. All dat muss iwwerluecht ginn. Mä mir sinn awer als Demokratesch Partei prinzipiell der Meenung, datt ee sech dat, wéi gesot, emol eng Kéier soll ganz genee iwwerleeën, inwiefern datt mer eng sougenannte Réserve nationale hei zu Lëtzebuerg kéinten awer och realiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer iwwer eng Arméi vu muer schwätzen, komme mer natierlech och net derlaanscht, eis Gedanken ze maachen: Wéi soll eis Kollaboratioun um europäeschen Niveau ausgesinn? Da si mer och ganz séier beim Stéchwuert europäesch Arméi. Jiddefalls, et gëtt oft bedauert, datt mer um europäesche Plang net eng kohärent Verteidegungspolitik hunn. Eng ronn 300 Projete si virgesinn, fir u sech dat Zil nach méi no ze erreechen. Allerdéngs si bis elo ganz wéineg Punkte dovunner ëmgesat ginn.

Wann 1954 natierlech déi franséisch Assemblée nationale eng aner Decisioun geholl hätt, wéi se deemools geholl hat, da wäre mer haut vläicht an enger anerer Situatioun.

Ech wëll awer hei op déi wichteg Roll vun der Agence européenne de Defense hiweisen, déi den 12. Abrëll 2004 gegrënnt ginn ass.

Och d'Europäesch Kommissioun huet sech jo méi ambitiéis Ziler gesat, fir u sech méi eng kompetitiv europäesch Verteidegungsindustrie opzebauen. An ech wëll och hei de fréiere Kommissiounspresident José Manuel Barroso zitéieren, dee schonn am Juli 2013 an deem Kontext Folgendes gesot hat: «Nous n'aurons pas le poids nécessaire dans le monde sans une politique de Defense commune. Pour soutenir cette politique, nous devons renforcer notre secteur de la Defense et de la sécurité. (…) Le temps est venu de faire davantage ensemble et de nous engager pour plus de coopération dans le domaine de la Defense.» An och deen haitegen EU-President, de Jean-Claude Juncker, deen eis jo net onbekannt ass, huet sech an deem Domän scho ganz wäit eraus gewot a souguer d'Schafe vun enger europäescher Arméi gefuerdert.

Och d'Europaparlament huet sech schonn 2012 fir eng vill méi staark, vill méi effikass gemeinsam Sécherheets- a Verteidegungspolitik ausgeschwat. An um Conseil européen vum 19. an 20. Dezember 2013 gouf déi éischte Kéier nom Akraafttriede vum Vertrag vu Lissabon iwwer eng gemeinsam europäesch Verteidegungspolitik diskutéiert. An da wëll ech awer och nach op de Lissabonner Vertrag hei ze schwätze kommen, an zwar méi spezifesch den Artikel 28A Paragraf 2, dee seet: «La politique de sécurité et de Defense commune inclut la définition progressive d'une politique de Defense commune de l'Union.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Onrecht, muss ee soen, gëtt jo d'Arméi oft mat Krich associéiert. An dat ass an dësen Zäite mat Sécherheet net ubruecht. D'Arméi, an och déi Lëtzebuerger Arméi, huet leider heiansdo e bëssen en negativen Image dobaussen. An et däerf een awer net vergiessen, datt eng Arméi trotzdeem e wesentlecht Element vun engem Rechtsstat ass.

Dowéinst muss also nach eng verbessert, eng verstäerkt Promotiounsaarbecht och dobausse gemaach ginn. Eng ganz gutt Initiativ ass ouni Zweifel d'Opmaache vun dem Büro um Boulevard Royal. Eng gutt Initiativ ass d'Präsenz an de Schoulen, op Foiren.

D'Fro, déi ee sech allerdéngs muss stellen, ass: Geet dat duer? Well déi Leit, déi Zilgrupp, déi mer wëllen erreechen, dat si jo Jonker zwëschen 18 a 25 Joer. Mir wësse jo awer alleguer, datt déi haut op aner Medien uspriechen. An dowéinst ass et awer trotzdeem, mengen ech, e bëssen ze bedaueren, datt d'Arméi emol net op Facebook ass, datt se net den Twitter benotzt an esou weider an esou fort. Ech weess, se muss do vläicht méi reservéiert virgoen. Mä auslännesch Arméie maachen dat.

Dowéinst géif ech awer d'Propos maachen, datt vläicht och méi déi modern sozial Medie verstäerkt genotzt ginn. Well mer wëssen, datt déi Messagë bei deene Jonken haut vill méi Uklang fannen, wéi wa mer an de Kinoe laang Spotten erofspullen an esou weider an esou fort. Wéi gesot, vläicht déi Uleedung emol mat op de Wee huelen.

Datselwecht gëllt och zum Beispill bei der Zesummenaarbecht mat der ADEM. Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill mäi Kolleeg Fernand Etgen, deen den 3. Juli 2013 hei geschwat huet, sech schonn deemools fir eng besser Zesummenaarbecht mat der Administration de l'emploi ausgeschwat huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et uganks schonn hei betount: D'Demokratesch Partei steet ganz kloer hanner enger Arméi fir eist Land. Si muss sech allerdéngs upassen. Si muss déi nei Erausfuerderung unhuelen. Déi lescht Reform datéiert, wéi gesot, vun 2007. Deemools goufen och déi sougenannten UDOen agefouert. D'Personalerhéijungen, déi deemools virgesi waren, sinn net realiséiert ginn. Ech hunn dat schonn hei ënnerstrach. Mir brauchen ouni Zweifel en neit Kadergesetz. Et sinn eng Rei positiv Elementer ze erkennen. Ech wëll zum Beispill op den Organigramm hiweisen, deen amgaangen ass ëmgesat ze ginn.

Mir stellen och fest, datt eng gutt Relatioun besteet zwëschen dem Ministère an der Direction de la Defense. Dat ass enorm wichteg, datt déi zwou Entitéite gutt zesumme kollaboréieren. An dann, fir d'Lescht, däerf een awer och net vergiessen hei ze behaapten, datt eng gutt Relatioun och mat der Chamber jo awer si muss, well et ass jo am Endeffekt awer d'Chamber, déi de legislative Kader setzt.

An ech muss allerdéngs och hei ënnersträichen, datt mer um Niveau vun der Force-publiques-Kommissioun oder vun der aussepolitescher Kommissioun ganz gutt Relatiounen hunn, sief dat mat deenen zoustännege Beamten, sief dat mat de politeschen Autoritéiten, datt do regelméisseg en Austausch ass. An dee muss och an Zukunft esou bleiwen.

De momentane Budget vun der Lëtzebuerger Arméi, dee läit bei plus ou moins 80 Milliounen am Joer. Dat ass mat Sécherheet keen exorbitante Montant. Et ass also derwäert, datt mer och an Zukunft nach verstäerkt an d'Lëtzebuerger Arméi investéieren an déi néideg Kreditter zur Verfügung stellen.

Mir brauchen dofir natierlech - an ech zitéieren hei nach eng Kéier de Rapport vun der Cour des comptes - «une programmation militaire à long terme qui précise les orientations à prendre». Mir waarden duerfir och op dat Wäissbuch. Mir waarden op déi nei Programmatioun.

Eppes ass kloer: D'Demokratesch Partei wäert d'Regierung an hire Beméiungen ënnerstëtzen, och an Zukunft eng effikass a modern Lëtzebuerger Arméi ze hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Merci den Interpellanten, datt mer eis emol eng Kéier e bësse méi ausféierlech kënne mat der Arméi a mat der NATO hei auserneesetzen. Merci och der richteger Decisioun vun der Conférence des Présidents, datt mer déi zwou Interpellatiounen hei zesummen debattéieren.

Den Interpellant vun der ADR hat jo schonn a sengem éischten Tiret ugefouert, datt mer och sollten allgemeng iwwert d'Verdeegungspolitik am Kontext vun der UNO, der NATO, der EU an der Benelux schwätzen. Den Interpellant vun der DP huet sech op de Rôle vu Lëtzebuerg am Kader vun der NATO fokusséiert. An et gëtt natierlech och eng Rei gutt Grënn, fir sech spezifesch mat dësem Rôle auserneenzesetzen.

Ech hu selwer net an der Arméi gedéngt. Ech hunn och keen Offizéier a mengem enke Familljekrees. Ech hu just a jonke Joren, an den 80er Joren, un där enger oder anerer Friddensmanif deelgeholl.

(Interruptions)

Am Ausland an am Inland. An ech mengen awer, do waren 1980 zu Bonn och Leit an Uniform derbäi. An ech ënnerstelle kengem, deen haut eng Uniform dréit, datt en dee Rüstungswahnsinn, dee mer an den 80er Joren awer kannt hunn, onbedéngt nodréiglech géif gutt fannen an dem Kale Krich géif notraueren.

(Interruption)

Déi Lëtzebuerger gréng Partei ass wéi déi meescht europäesch gréng Parteien aus der Anti-AKW an eben aus der Friddensbewegung eraus entstanen. An och wa villes sech an der Welt geännert huet zënter den 80er Joren: Eng Rei vun eisen Aussoe vu fréier sinn haut nach gradesou richteg wéi deemools. Zum Beispill hu mer ëmmer gesot: „Feindbiller opbauen, dat déngt dem Krich. De Feind gëtt responsabel gemaach fir all dat Béist op der Welt an och an der eegener Gesellschaft."

déi gréng wollten derzou bäidroen, d'Ursaachen an d'Dynamik vun der Blockkonfrontatioun tëschent NATO a Warschauer Pakt ze iwwerwannen. An et ass och wouer: Militär a Rüstung verbrauchen immens vill Energie, Rohstoffer a mënschlech Aarbecht. An déi feelen dann op anere méi nohaltege Plazen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- „Frieden schaffen ohne Waffen", dat war de Slogan vun den 80er Joren. Wéi gesot, d'80er Jore si laang passé. Wichteg Daten, regelrecht Meilesténg an der Sécherheetspolitik gëtt et der vill. Ech nennen der just zwee. Deen éischten ass den Zerfall vun der Sowjetuniouun Enn den 80er Joren, Ufank den 80er Joren. Dat huet zu engem Enn vum Kale Krich gefouert, wat positiv ze gesinn ass. Et huet awer och zu enger Verschlechterung vun de Liewenskonditiounen an den éstleche Länner eben duerch den Zesummebroch vun der kommunistescher Wirtschaft gefouert.

De Warschauer Pakt gouf et net méi. D'NATO huet expandéiert. Leider si mer dem Weltfridden net méi nokomm. Mir hunn och duerno nach e Krich an Europa erlieft - Exjugoslawien - mat alle Brutalitéiten a Verstéiss géint d'Mënschlechkeet, wou mer gehofft hätten, mer géife se zumindest um europäeschen Terrain net méi erliewen.

En zweet ganz wichtegt Evenement, wat d'Sécherheetspolitik betrëfft, waren d'Attentater op de World Trade Center den 11. September 2001. Dat waren, éischtens, déi mäerde-

reschst Attentater vun der Geschicht vun der Mënschheet an, zweetens, hu Millioune vu Leit se live op der Tëlee verfollegt, wat e psychologesche Schock mat sech bruecht huet a wat zu Reaktiounen a Konsequenze gefouert huet, déi ënnert dem Titel „Krich géint den Terror" och haut nach undaueren.

Haut entspriechen arméiert Konflikter ëmmer manner engem klassesche Krichsbild, wou zwee State mat reguläre Truppe sech géintiwwerstinn. Wéini ass Krich? Wéini ass Fridden? Hu mer Fridde just, well et keng Krichserklärung gëtt? Hu mer scho Krich, wann et kee gültege Friddensvertrag méi gëtt?

D'Konfliktursaache si villschichteg. Eng wichteg Roll derbäi spillt zum Beispill ee quasi onbegrenzte Waffenhandel. Besonnesch déi sougenannte Liichtwaffesystemer si liicht a präiswäert um Schwaarzmaart ze kréien a ginn, och dat muss gesot ginn, meeschtens an Europa produzéiert.

Eng Roll spillt och eng strukturell Ohnmacht vu verschiddene Staten, besonnesch um afrikanesche Kontinent. Si loossen zou, datt privat Truppe sech breetmaachen. Si hunn oft en ekonomeschen Interêt drun, datt d'Ausenanersetzunge laang undaueren. Historesch, sozioekonomesch, politesch oder reliéis Ënnerdréckung vun enger Ethnie oder Natioun ginn och zum Muechterhalt instrumentaliséiert a féieren zu Krich. A leider gesi mer eng relativ grouss Ohnmacht vun der UNO, wat d'Friddenssécherung duerch d'UNO schwéier mécht. D'Vetoméiglechkeet am Sécherheetsrot an ongenügend finanziell Méiglechkeete sinn zwee vun de Punkten, déi enger Opwäertung vun der UNO am Wee stinn.

Den europäesche Pendant zur UNO, wat d'Friddensaarbecht ugeet, d'OSZE, ass och a senger Entwécklung gehemmt. Dobäi kéint d'OSZE eng nach méi wichteg Roll an der Konfliktpreventioun an net militärescher Konfliktbewältegung anhuelen. déi gréng sinn der Meenung, datt d'Preventiouns- an d'zivill Konfliktreguléierungspolitik net däerf zugonschte vun enger militärescher Interventiounspolitik vernoléissegt ginn.

Zu enger aktiver Preventiounspolitik gehéiert awer och, datt mer eis fir eng fair wirtschaftlech Kooperatioun asetzen, datt mer ekologesch a sozial Standarde respektéieren, weltwäit. Dozou gehéiert och eng kritesch Begleedung vun den Institutioune wéi IWF, Weltbank a WTO. Et ass fir eis zum Beispill gutt, wichteg a richteg, datt eise Budget vun der Kooperatiounshëllef däitlech méi héich ass wéi eise Budget fir d'Militär.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir gesinn dat als ee positivt Signal, dat mir och kënnen an d'Vitrinn stellen, an dat wierklech net just wéinst der Héicht vun eiser Hëllef, mä och wéinst der qualitativ gudder Aarbecht, déi Lëtzebuerg am Secteur vun der Kooperatiounspolitik mécht. Do si mer houfreg drop. Dat ass och eng korrekt Äntwert drop, wa mer ze vill gedirängelt ginn, mer missten eise Militärbudget eropsetzen.

Eréischt wann all Preventiounsmoossnamen erschëpft sinn an erwisenerweis passiv Gewalt géint d'Zivillbevëlkerung ausgeüübt gëtt oder kuerz virdru steet ausgeüübt ze ginn, da kann aus eiser Siicht d'Asetze vun internationale militäresche Verbänn noutwendeg sinn. Viraussetzung dofir ass fir eis en eendeitegt Mandat vun der UNO.

Här President, ier ech dann elo spezifesch op d'Lëtzebuerger Arméi ze schwätze kommen, wollt ech nach eng Kéier preziséieren, datt et fir eis just Sënn mécht, d'Lëtzebuerger Arméi am Kader vun eisen internationalen Engagementer an Alliéierten ze gesinn. Mir sinn der Meenung, datt d'Vue vun enger Arméi als Ausdrock vun der nationaler Souveränitéit vun engem Land iwwerall an Europa obsolet ass. Zu Lëtzebuerg hate mer nach ni eng national Souveränitéit an der Defense. An ënner anerem duerfir si mer jo och 1949 Grënnungsmember vun der NATO ginn.

No dem Auserneefale vum Warschauer Pakt ass leider net iwwert d'Noutwendegkeet vun der NATO diskutéiert ginn. Et ass massiv op eng Osterweiderung gesat ginn. An heiansdo denken ech a menger Naivitéit, déi Osterweiderung, wa se da schonn decidéiert war, hätt ze fréi opgehalen. Vläicht hätte mer och Russland an d'Ukrain missen an d'NATO integréieren. Dann hätte mer vläicht Problemer manner. Obschonn ech mer do awer och net esou sécher sinn. Et ass virdrun ugedeit ginn: D'Tierkei ass zënter 1952 en NATO-Member-Land. A wien hätt geduecht, datt mer haut, 2017, déi Ausenanersetzungen hunn tëschent de Partner NATO-Land Tierkei, NATO-Land Däitschland, NATO-Land Holland. A wie weess, ob et domadder genuch ass.

Haut schonn, mat 28 Memberen, ass d'NATO dat bei Wäitem gréisste Militärbündnis op der Welt. D'Fro, a wéi eng Richtung datt d'NATO sech entwéckelt, ass haut méi pertinent wéi jee. Direkt e puer Facteure spillen hei mat, déi eng ganz Rei Froen opwerfen an d'Zukunft vun deem gréisste Militärbündnis vun der Welt dierfte matbestëmmen. Et sief nach emol drun erënnert, datt d'NATO-Memberlänner sech bis elo ëmmer op den Artikel 5 - wann ee Memberland ugegraff gëtt, da gëllt dat als Ugréff op all Memberland - konnte verloossen.

Jo, et gëtt och den Artikel 42 Paragraf 7 vum Traité vu Lissabon, wou d'europäesch Länner sech eng Assistance mutuelle, wann ee Land aus der EU agresséiert gëtt, zousécheren. Frankräich hat elo eng Kéier Recours dorobber gemaach. Ech kommen och nach méi spéit op d'europäesch Sécherheetspolitik ze schwätzen. Ech bleiwen awer elo nach ee Moment bei der NATO.

D'NATO, mat sengen 28 Memberen, gëtt dominéiert vun den USA a fir d'éischte Kéier an der rezenter Geschicht léisst ee President vun den USA Zweifel opkommen, wat säi Wëlle betréfft, Europa am Fall vun enger Attack ze verteidegen. Hie fënnt d'NATO almoudesch an iwwerholl a säi Vizepresident, den Här Graas hat dat och scho gesot, fënnt dat awer Gott sei Dank net, soudatt een ënnerem Stréch muss soen, datt den aktuelle President vun de Vereenegte Staten onberechebar ass an dat mécht en zu engem Sécherheetsrisiko.

D'Amerikaner hate scho vill Presidenten, déi an eisen Aen eng verfeelten Aussepolitik gemaach hunn. Ech denken un de Lyndon Johnson. Dat ass deen, op deem seng Kap e groussen Deel vun der Vietnampolitik geet. Ech denken un de Ronald Reagan, dee fir Kale Krich, Guerre des étoiles an Oprüstung gesuergt huet. Ech denken un den George Bush, deen zu engem groussen Deel fir den Irakkrich verantwortlech ass. An ech sinn dann ebe gespaant, wat mer eis nach vun deem neien US-amerikanesche President do ze erwaarden hunn.

Den honorabelen Här Krieps freet no dem jäerleche finanzielle Bäitrag vu Lëtzebuerg zu der NATO. déi gréng sinn der Meenung, datt d'Fuerderung vun 2% vum BIP als Richtlinn fir d'Memberstaten e falsche Wee ass. Dat ass e Wee, deen onweigerlech an eng weltwäit Oprüstung féiert. E Wee, deen net zu méi Sécherheet féiert, mä dee genee de Contraire bewierkt.

Europa soll net dëse Wee goen, dee vun den USA virgeschloe gëtt. Ëmmer méi permanent Waffe bréngen net ëmmer méi Sécherheet. An deene leschten zwanzeg Joer ass et kee Krich ginn, wou dee mat den deierste Waffe schlussendlech och de Gewënner war. Afghanistan, Libyen, Syrien, Irak: Wéi eng Problemer hu mer dann do mat Waffegewalt geléist? Ech menge keng. Mer hunn héchstens neier geschafen.

Mir hunn d'Eropsetze vun den Ausgabe fir d'Arméi vun 0,4% op 0,6% vum BIP matgedroen. Mir stellen d'Memberschaft vu Lëtzebuerg an der NATO och net a Fro. Mir mussen och eise finanziellen a mënschlechen Apport bréngen.

Dat bréngt eis dann an eng Situatioun, déi fir d'Politik eigentlech ontypesch ass, eigentlech eemoleg ass. De politesche Wëllen an d'Asiicht sinn do, datt mer Sécherheet och am Kader vun eisem internationale Militärbündnis net zum Nulltariff kënne kréien. Mir si bereet, méi Suen auszeginn, hunn an der Vergaangenheet scho vill Sue fir d'Arméi ausginn a mir hunn Decisioune geholl, déi mer zumindest ongläcklech fannen. Ech mengen, mat deenen 48 Dingoen, déi mer kaaft hunn an déi haut zu engem groussen Deel als Ersatzdeellager gebraucht ginn, a mat dem A400M kënne mer net wierklech frou sinn.

Fir eis Depenseausgaben eropzesetzen, setze mer op grouss Projeten, déi wa méiglech och nach wirtschaftlech interessant si fir eist Land: Ee Militärspidol, Satellitten, IT, Dronen, Erneierung vum Flughafen; den Transportfliger hat ech schonn erwäänt. Fir eis däerf awer déi wirtschaftlech Nëtzlechkeet nëmmen un zweeter Stell stoen. Fir eis soll Lëtzebuerg, als ee Land, wou d'Militär ni eng éischt Roll beim Schafen a beim Erhalt vum Stat hat, säi Bäitrag erfëllen, andeems mer a wichteg Aspekter vum Militär investéieren, déi e preventiven an en defensive Charakter hunn.

Erstaunlech war fir eis, a Gespréicher mat dem SPAL ze héieren, datt den Equipement vum eenzelnen Zaldot géif ze wënsche iwwreg loossen. Mir krute gesot, datt et ze wéineg a vereelzt Material géif ginn, Panzerwesten, Gewierer an Nachtsichtgeräter - ech hunn do kee lëtzebuergeschen Term duerfir fonnt - wieren eigentlech iwwereelzt, missten ersat ginn. D'Renovatioun vun de Kasären ass iwwerfälleg, dat wësse mer alleguer. Si ass jo och elo decidéiert.

Et kann ee sech awer nach d'Fro stellen, firwat datt net scho laang Regierunge virdrun decidéiert hunn, do ze investéieren. Ech weess net, wéi zoutreffend datt déi Kriticke sinn. Si sinn op alle Fall derwäert, opgeworf ze ginn. An ech mengen och, mer sollten eis dat do zu Häerz huelen a kucken, fir dat ofzeschafen. Et dierft jo net un de budgetäre Moyene leien. Ech mengen, de Wëllen ass do, an d'Moyene sinn och do.

An ee Kapitel, wat sécherheetspolitesch och nach eng ganz Rei Froen opwërft, dat dierft de Brexit sinn. Dat ass och schonn hei erwäänt ginn. D'Britte sinn, niewent de Fransousen, déi bei Wäitem militäresch stäerksten Natioun an Europa. An och wann de Brexit kuerzfristeg keng gréisser Auswierkungen op d'Defense huet - mir si jo nach zesummen an der NATO -, da kréie mer awer mëttel- a laangfristeg aner Perspektiven, wat eng europäesch Sécherheetspolitik betréfft.

Groussbritannien huet sech ëmmer géint eng gemeinsam europäesch Arméi gewiert. Mir mengen, et wier awer falsch dervun auszegoen, datt elo geschwënn, wann d'Britte fort sinn, eng europäesch Arméi méi gräifbar wier. Och wann nëmme méi 27 Memberlänner iwwreg bleiwen, da bleiwen d'Differenzen nach ëmmer grouss. Mir sollen an Europa un dësen Differenze schaffen an net mengen, mir kéinten déi mat enger gemeinsamer Defensepolitik iwwerdecken. Mir musse fir d'Alleréischt emol eng gemeinsam europäesch Aussepolitik fannen, déi formuléieren an ëmsetzen, dann eréischt kann eng gemeinsam Defensepolitik och wierklech déif gräifend ëmgesat ginn.

Fundamental si mir allerdéngs iwwerzeegt dovun, datt esou eng europäesch Defensepolitik Sënn mécht an och effikass ka sinn, ouni méi deier mussen ze ginn. D'Spuerpotenzial wier anscheinend grouss. D'Zauberwuert heescht Kooperatioun, Zesummenaarbecht. Anscheinend gëtt et an der EU 19 verschidde gepanzert Gefierer an den Arméien, an den USA just eent. Den honorabelen Alexandre Krieps huet nach Beispiller, och vu Fligeren a vun anerem Material, ugefouert. Dat mécht natierlech villes onnéideg méi deier. D'Spuerpotenzial, fir zesummen Uschafungen ze maachen, läit anscheinend bei 25 Milliarden Euro d'Joer.

Et gëtt ganz vill positiv Beispiller vun enger gudder europäescher Zesummenaarbecht: militäresch an zivill Missiounen a Somalia, Mali, dem Niger, dem Kosovo an der Zentralafrikanescher Republik, fir der just e puer ze nennen. Der Erausfuerderung, fir effikass a méi enk zesummenzeschaffen, steet allerdéngs d'Angscht virum Souveränitéitsverloscht entgéint.

Aus eiser Siicht gëtt et scho laang keng national Souveränitéit méi, wat d'Defense ugeet. All Sécherheetsmenacë kennen a respektéiere keng Grenzen. D'EU huet nach ni d'Ambitioun gehat, eng militäresch Groussmuecht ze ginn. An déi gréng wieren déi Allerlescht, déi esou eng Fuerderung géife stellen. Mir brauchen awer och an der Defense, wéi a villen anere Beräicher, méi Europa an net manner Europa.

Dat verlaangen och déi nei Erausfuerderungen, zum Beispill de Kampf géint den Terrorismus. Lëtzebuerg huet eng ronn 1.800 Polizisten. An engem Fall wéi bei den Attentater zu Paräis oder Bréissel, bei enger héijer Sécherheetsstuf „Vigilnat" 3, vun 4 guer net ze schwätzen, kéime mer net derlaanscht, d'Arméi anzesetzen a wahrscheinlech bräichte mer och schnell Hëllef vu Polizisten aus den Nopeschlänner.

Hei am Land ass et relativ onproblematesch, d'Arméi anzesetzen, well se en Deel vun der Force publique ass. Et gëtt keen Ënnerscheed tëschent terroristeschen an anere kriminelle Gefore gemaach. D'Police huet bei eis och de Militärstatut. An enger akuter Bedroungslag muss d'Arméi agesat ginn, déi dann ënnert der Tutelle vun der Police steet.

Et stellt sech d'Fro vun der Ausbildung: Ginn eis Zaldote fir hir Kooperatioun mat der Police ausgebilt oder gi se just op international Missioune virbereet? Et wier och interessant, vun der Regierung ee Kommentar dozou ze kréien.

Lëtzebuerg ka säin Territoire net selwer sécheren oder verdeedegen. D'Arméi ka sech selwer och just eng Zäit laang bewaachen. An engem klassesche Konfliktfall ka Lëtzebuerg just an engem Bündnis iwwerliewen. Et kéint een och nach der Douane verstäerkt grenzkontrolléierend Aufgabe ginn, mä och do géif et nach u Leit feelen. D'Douane huet och, gradesou wéi d'Protection civile, keen Arméistatut.

Mir hu bei der Arméi grad wéi bei der Police e Problem, genuch Leit ze rekrutéieren. An ech mengen, dat ass dee Punkt, wou ech dem Interpellant vun der ADR am meeschte recht ginn, wou ech wierklech mengen... An dat ass och deen eenzege Punkt, wou ech zu mengem Kolleeg Marc Angel eng kleng Nuance gesinn. Ech mengen, et geet ëmmer ëm d'Qualitéit, mä et geet wierklech och hei ëm d'Quantitéit: Mir hunn net genuch Leit, souwuel bei der Police wéi bei der Arméi!

Natierlech sinn ech net deen Eenzegen, deen dat feststellt. Ech mengen, mer sinn eis alleguerten eens. Mä et geet natierlech dann drëm: Wéi dat maachen, wat mer eis 2007 virgeholl hunn a wat mer dann 2017 nach ëmmer net erreecht hunn?

En Deel vum Problem dierft sinn, datt mer zwar zu 600.000 hei liewen, daagsiwwer zu 800.000 oder 900.000 an datt mer awer fir vill Beruffer vu Polizei, Arméi just kënnen op e Pool vun 250.000 Leit zréckgräifen; 250.000 vun all Alter a Geschlecht a Gréisst a gesondheetlechem Zoustand.

Eng weider Ursaach dierft sinn, an dat ass och schonn hei gesot ginn, datt den Déngscht bei der Arméi ustrengend ass an och kierperlechen Asaz verlaangt, deen nach laang net all Jonke leeschte kann. Niewent dem kierperlechen Asaz ass och e Liewen um Härebierg alles aneres wéi eng Sortie an e Wellnesshotel. An ech schwätzen emol net vum desolaten Zoustand vun de Kasären, dee jo iergendwann hoffentlech ganz geschwënn behuewen ass. Ech schwätzen einfach vum militäreschen Drill, deen net jiddwerengem passt an deem och net jiddweree gewuess ass.

Da geet och oft rieds, zu Recht, vun der Rekonversioun vun de fräiwëllegen Zaldoten an d'zivillt Liewen. D'Gemenge sollte si prioritär astellen, mä d'Gemenge wiere sech oft do dergéint. Et pour cause. Ech mengen och - an ee weidere Punkt, wou ech och net mam Interpellant d'accord sinn -: Et kann ee soen, mir sollen houfreg op eis Arméi sinn. An och ech sinn houfreg op eis Arméi, well ech mengen, ee Rechtsstat brauch eng Arméi, wou ee kann drop zielen.

Mir kënnen och soen: „Mir mussen eis Flicht erfëllen", mer kënnen och soen: „D'Gemenge mussen hir Flicht erfëllen", mä ech mengen, datt dat awer haut net méi duergeet, fir vu Carrièren ze schwätzen, wann een an den zivillen Déngscht geet. Ech mengen, do musse mer wierklech reell dru schaffen. Mer musse reell Mesuren ergräifen, fir wierklech Débouchéen ze schafen. A mer mussen och mat de Gemengen a mat aneren Institutiounen zesummeschaffen, fir ze kucken: Wéi ass dann de Profill vun deene Leit, déi vum Härebierg kommen, a wat kënne mer maachen, fir dee Profill esou auszebauen an ëmzeschaffen, fir datt en och brauchbar ass no enger Zäit bei der Arméi.

Eng Rei Mesuren an deem dote Beräich sinn och schonn ergraff ginn. Mir hunn zum Beispill am September 2016 en Informatiounsbüro, deen iwwregens och vun der Madamm Statssekretärin do ageweit ginn ass, vun der Arméi an iwwert d'Arméi. A mengen Informatiounen no ass do och relativ reegen Undrang. Vill Jonker komme mat oder ouni Eltere laanscht, fir sech ze informéieren iwwert d'Arméi.

A well ganz vill Jonker déi véier Méint Instruction de base net packen, sinn an Zesummenaarbecht mam Lycée technique Ettelbréck Preparatiounsklassen ageriicht ginn, fir Jonker fitt ze maache fir d'Arméi.

A just e klengen Detail: Wéi ech d'Conditions d'admission gelies hunn, hunn ech mech gewonnert, datt déi Zäitfënster, wou e jonke Mënsch sech misst decidéieren, fir an de fräiwëllegen Déngscht ze goen, relativ kleng ass. Vläicht leien ech als Zivilist falsch, mä ech fannen den Âge limite vu 24 Joer awer trotzdeem relativ niddreg ugesat. Wat sinn d'Ursaache fir déi 24 Joer? Do si mer jo heiansdo, wou mer de Jugendalter vill méi wäit, vill méi héich definéieren.

Ech hunn och mat Interessi de Rapport vum Marc Fischbach gelies, deen am Oktober 2003 (veuillez lire: 2012) iwwert d'Arméi presentéiert ginn ass. Dëse Rapport war jo schonn iwwregens eng Kéier ausféierlech hei an der Chamber an enger Debatt beschwat ginn. Déi Debatt war am Juli 2013 op Ufro vum deemolege gréngen Deputéierte Félix Braz. Aus dem Rapport vum Här Fischbach, awer och aus rezente Gespréicher mat Leit vun dem SPAL, aus Lektüren an der Press schéngt et mer méiglech ze sinn, drop ze schléissen, datt d'Informatioun an d'Kommunikatioun an der Arméi besser gi sinn, datt awer wéi an alle Beräicher nach ëmmer och Sputt no uewe bleift.

De Rapport huet och d'Iddi an de Raum gestallt, fir den Déngscht bei der Arméi ëm ee Joer ze verlängeren a fir d'Transitiounszäit zréck an d'Beruffswelt ëm en halleft Joer nach ze verlängeren. Besonnesch wat ugeet, fir déi Transitiounszäit zréck an d'Beruffswelt op annerhalleft Joer ze setzen, dat schéngt eis eng valabel

Iddi ze sinn. Den Déngscht ee Joer verlängeren, ech weess net, wéi wäit datt d'Diskussiounen do lafen, dat kéint e bësselchen hëllefen. Ob et all Problemer géif léisen, steet am Raum. Also wier et och fir mech interessant ze wëssen, ob et scho Konklusiounen zu deenen Iwwerleeunge gëtt.

Der Arméi kënnt och eng wichteg Roll am Fall vun enger Katastroph och hei zu Lëtzebuerg zou. Bei der rezenter Iwwerschwemmungskatastroph, och dat ass scho gesot ginn, am Raum Iermsdref/Fiels hat d'Arméi gehollef. Eis Arméi muss also esou opgestallt sinn, datt se souwuel bei enger Katastroph um aneren Enn vum Kontinent duerch Hightechsatellittekommunikatioun kann hëllefen, awer och muss se opgestallt sinn, datt se bei enger Naturkatastroph bei eis am Land mat Pompelen, Camionen a Muskelasaz kann hëllefen. Dat eent däerf net op Käschte vun deem anere goen.

Mir mengen, datt och grad just d'Rettungsdéngschter eng zousätzlech Moossnam kéinte bidden, fir berufflech Perspektiven unzebidde fir fräiwëlleg Zaldoten, déi hiren Déngscht geleescht hunn. Et ass jo effektiv interessant, wann ee Leit huet, déi dräi an en halleft, véier Joer eng militäresch Formatioun gemaach hunn a villes geléiert hunn. Do ass et jo och wierklech absolutt sënnvoll, fir Plazen ze fannen. A mir mengen, datt d'Rettungsdéngschter esou eng Plaz wieren, wou een déi Saachen, déi Acquisen, déi do geleescht gi sinn, sënnvoll och am Interessi vun der Gesellschaft nach kéint asetzen.

Ech hunn och an engem rezenten Artikel vum „Lëtzebuerger Land" d'Iddi vun enger Reservarméi gelies. An dat fannen ech eng interessant Iddi, och ëmmer erëm, fir ze soen: „Déi vill Kompetenzen, déi ugeschaaft ginn, sollen net verluer goen." Ech erlabe mer awer och net, am Numm vu menger Fraktioun do en Uerteel ofzeginn. Ech wëll ech just och eng Kéier als Iddi hei an de Raum bréngen.

Dat gesot, wëll ech och meng Iwwerleeungen hei ofschléissen. Ech stelle fest, datt ënnert de Kolleege vun deene meeschte Parteie vun de Majoritéitsparteie schonn Nuancë sinn, awer datt mer eis an de grousse Linne wierklech eens sinn, datt mer vun der Noutwendegkeet vun enger Arméi... Ech hunn d'Fro net gestallt: Brauche mer eng Arméi? Ech mengen, fir mech ass dat eng Fro, wou d'Äntwert sech vum selwen ergëtt. Ech mengen, dass et ebe just déi grouss Erausfuerderung ass, dass eis Arméi nëmme ka funktionéieren an engem internationale Kader an dass mer op där anerer Säit awer och, wat d'Sécherheet vum Land ugeet an och wat den Asaz a Katastrophefäll ugeet, en zweete Volet hunn, wou d'Arméi eng wichteg Roll spillt, dee mer net däerfe vernoléissegen.

De Problem vum Personalmangel ass allgemeng unerkannt. Zéng Joer hu mer keng Léisung fonnt. Mir däerfen d'Léisung net opginn. Ech mengen, mer kommen net derlaanscht. Et ass e Fait, datt Leit feelen. An ech hoffen, datt déi Mesuren, déi ergraff gi sinn, och gräifen an datt mer nach weider Mesurë fannen, fir deem entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An dann erëm...

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Erëm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... huet d'Wuert den Här Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ma da soen ech Iech Merci, Här President, datt Der mer nach eng Kéier d'Wuert kritt. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eigentlech elo an dëser Interventioun haaptsächlech op dem Här Krieps seng Interventioun äntwerten a méi op déi international Aspekter vun eiser Verdeedegung agoen.

Ech wéilt awer vläicht och dem Här Adam Merci soe fir seng Interventioun, well hien huet eis de Wee gezeechent vun där grénger Partei vun deene Friddensdemonstratioune fréier, bis zu enger Partei, déi haut iwwert den Här Bettel awer 2% international zougesot huet, déi dann awer elo, hirer aler Taktik entspriechend, regierungsintern Oppositioun spillt, sech e bëssen elo distanzéiert vun deenen 2%, déi d'Regierung international versprach huet.

An awer gehéieren déi gréng haut zu deene Parteien, déi eise Verdeedegungsbudget an hirer Zäit an der Regierung ëm 50% an d'Luucht gesat hunn. Ech fannen, dat ass ganz interessant an der Geschicht vun där Partei. A mir wäerte sécher och nach dorobber zréckkommen. Vun enger Partei, déi fréier d'Arméi wollt ofschafen, bis zu enger Partei, déi haut souguer d'Schafung vun enger Reservarméi net ausschléisst: Dat ass e bemierkenswäerte Wee.

D'NATO ass e grousse Sujet, natierlech fir eis eng extrem wichteg Organisatioun. Hir Entwécklung ass onsécher. Déi Decisioune vun där neier amerikanescher Administratioun si schonn ugeschwat ginn. Déi Entwécklung ass net kloer fir den Ableck, mä fir eis, fir Lëtzebuerg muss kloer sinn, datt mer eng Verflichtung zu enger kollektiver Verdeedegung hunn - eng Verdeedegung, näischt anescht -, an dat och inklusiv vun de baltesche Staten a Polen, déi als NATO-Membere selbstverständlech och e Recht hunn op eis Solidaritéit.

Mä d'NATO muss eng Verdeedegungsallianz bleiwen. Dat heescht, datt mer eis als Lëtzebuerg sollte wiere géint eng Nostalgie vum Kale Krich an och keen neie Kale Krich wëlle mat erbäiféieren. An et gëtt leider Staten, déi op eng besonnesch vehement Manéier an, menger Analys no, net justifiéiert Manéier probéieren, an eng nei Konfrontatioun mat Russland eranzegoen.

Eis international Verflichtung ass eng Verdeedegungssolidaritéit, also ouni datt mir sollen derzou bäidroen, Spannungen ze produzéieren, där ze héijen oder eis a Konflikter eranzéien ze loossen, déi net eiser Interesselag entspriechen. Et ass ganz gutt, datt mir als Lëtzebuerg u friddenserhalenden Operatiounen deelhuelen. Dat ass e wichtegen Know-how. Mir hunn, zemools am Kosovo, mä och op anere Plazen, eng wierklech Valeur ajoutée kënne bréngen, och als klengt Land.

Mir sinn awer elo mat där Operatioun a Litauen op en aneren Terrain gaangen, en Terrain, dee politesch vill méi diskutabel ass, deen eis personell a logistesch ganz séier géif iwwerfuerderen, wann et zu enger Konfliktsituatioun géif kommen; woubäi mer awer net dovunner ausginn.

Mir mussen oppassen, wa mer iwwert d'NATO schwätzen, an dat steet och am Zesummenhang mat dem Prinzip vun der Verdeedegungsallianz, datt mer souwuel inhaltlech wéi geografesch d'Kompetenze vun der NATO net permanent weider ausdeenen. D'NATO huet haut eng Rhetorik vun enger Projektioun vu Stabilitéit, vun enger Stäerkung vun der Sécherheet baussent hire geografesche Grenzen. A mir kënne ganz schlecht ofschätzen, wou déi praktesch weltwäit Roll vun der NATO eis géif hiféieren. Den Alexander Krieps hat souguer vum chineesesche Mier geschwat. Ech mengen, eis kënnt dat zwar vläicht absolutt onrealistesch vir, mä et gëtt vläicht och Leit an der NATO, déi un esou eppes denken.

Den Alexander Krieps, a senger Interpellatioun, huet véier Froe gestallt. Ech wéilt da kuerz op déi äntwerten.

Déi éischt, wat de Spidolsplang ugeet. Et gëtt ganz einfach praktesch Erfahrungen an eise Spideeler am Land mat Übungen am Katastrophefall, déi däitlech weisen, datt an engem Katastrophefall d'Capacitéiten net duerginn. Eis Spideeler sinn haut scho wäitgeeënd ausgelaascht. A wann eng grouss Belaaschtung zousätzlech géif derbäikommen, hu mer weder genuch Better nach genuch medezinnescht Personal, fir dat kënne kuerzfristeg opzefänken. Derbäi kënnt, datt eis Populatioun ganz séier wiisst an duerfir den Drock op eis ganz medezinnesch a Spidollandschaft weider an d'Luucht geet.

Ech wäert allerdéngs, fir dem Här Krieps entgéintzekommen, eng Question parlementaire an deem Sënn un d'Regierung stellen, wou se kann detailléiert opzielen, wat eis Reserve sinn. An ech si scho gespaant op d'Reaktiounen, déi mer dann aus dem medezinnesche Secteur kréien.

Et huet mech och gewonnert, datt den Här Krieps a senger Interpellatioun praktesch déi postfaktesch Fakten oder postfaktesch Informatiounslag kritiséiert huet. En ass elo leider net hei, ech hätt hie gär gefrot, wéi en dorobber wëllt reagéieren.

Wat de Montenegro ugeet, huet d'ADR dergéint gestëmmt, well mir der Meenung sinn, datt d'NATO eng Wäertegemeinschaft soll sinn. Mir hu jo elo déi Kriticken héieren, wat d'Tierkei ugeet. Montenegro verletzt massiv d'Mënscherechter. Montenegro huet keng kloer politesch Majoritéit gehat, keng dauerhaft politesch Majoritéit fir en NATO-Bäitrëtt. An eisen Ae waren domadder zwou Konditioune fir en NATO-Bäitrëtt net erfëllt.

Ech muss awer soen: Et wonnert mech - d'Tierkei ass jo hei e puermol als negativt Beispill genannt ginn -, datt d'Regierungsparteie plus d'CSV nach ëmmer der Meenung sinn, datt d'Tierkei misst Member an der Europäescher Unioun ginn. Ech muss der CSV awer zegutthalen, datt se wéinstens proposéiert huet, en temporären Ofbroch vun de Bäitrëttsverhandlungen ze proposéieren, wat mir och ënnerstëtzt hunn.

Mä d'ADR ass a bleift déi eenzeg Partei, déi géint en tierkesche Bäitrëtt bei d'EU ass! An Dir gesitt jo elo, trotz där laanger NATO-Memberschaft an esou weider, wéi dat Land fonctionnéiert, an zemools am Ableck spëtze sech jo esou vill Saachen zou. Et ass fir eis net ze verstoen, datt d'Regierung weiderhin un engem EU-Bäitrëtt vun der Tierkei festhält an och d'Negociatiounen net wëllt ënnerbriechen.

Wat Russland ugeet, sot wann ech gelift dem Här Krieps, dee jo elo leider net kann hei sinn, datt et e Parteiefinanzéierungsgesetz hei am Land gëtt! An dat ass absolutt transparent a jiddweree kann zu all Ableck nokucken, wéi d'Parteien hei am Land finanzéiert ginn.

Mir sinn als ADR, wat elo déi international militäresch Zesummenaarbecht ugeet, grondsätzlech d'accord mat enger Zesummenaarbecht mat eisen Noperen, Partner an Alliéierten. Dat brëngt eng Ekonomie mat beim Kaf vum Material, besseren Training, Interoperabilitéit an och bei der militärescher Fuerschung. Mir mussen awer do och Parametere setzen an op e puer Saache ganz gutt oppassen.

Déi éischt ass: Eng Decisioun fir den Asaz vun enger Lëtzebuerger Arméi oder vun enger Implikatioun vu Lëtzebuerg an engem Konflikt, déi kann nëmme vu Lëtzebuerg geholl ginn an net vun iergendwelche supranationalen Organisatiounen. Mir wëllen net, datt en europäeschen Directoire, wéi mer en am Ableck hunn, zum Beispill an de Relatiounen am Normandie-Format mat Russland oder op anere Plazen, an den Negociatioune mam Iran, an op esou vill anere Plazen... Mir wëllen net, datt et en Directoire an Europa gëtt, dee kann iwwert den Asaz vun enger Lëtzebuerger Arméi decidéieren. Mir sinn net bereet, Kanounefudder ze stelle fir strategesch Ambitioune vun anere Staten.

Mir wëllen och kee groussen europäesche militärindustrielle Komplex, well dee géif op europäeschem Niveau eventuell demokratesch Decisiounsprozesser kënnen a Fro stellen, wéi et an den USA de Fall ass, wat schonn de President Truman sengerzäit kritiséiert hat. An et ass wichteg, datt mer do oppassen, datt et net zu ze vill groussem Afloss op d'Demokratie kënnt duerch industriell oder aner Interessen.

Mir wëlle mat der EU, mat der NATO zesummeschaffen, awer am Geescht vun enger Komplementaritéit. Mir wëllen also keen double Emploi vu Strukture schafen: op där enger Säit d'NATO an op där anerer Säit d'Europäesch Unioun. A mir denken, datt och nom Brexit d'Kooperatioun mat de Britten onverzichtbar ass, selbstverständlech wéi och natierlech mat eisen amerikaneschen Alliéierten.

D'Benelux-Arméi ass hei och schonn ernimmt ginn. Och do wëll ech drun erënnere beim Renegade: Mir haten a leschter Zäit e puer Incidente mat Fligeren, déi net méi konnte kontaktéiert ginn. De Renegade ass domadder duerchexercéiert ginn.

Ech wëll widderhuelen, datt d'ADR och déi eenzeg Partei hei an der Chamber ass, déi sech derfir ausgeschwat huet, am Noutfall och kënnen e Fliger iwwer Lëtzebuerger Territoire ofzeschéissen, zum Beispill wann en op Kettenuewen flitt mat där klorer an erkennbarer Absicht, fir eng gréisser Nuklearkatastroph ze provozéieren. Déi aner Parteie wëllen dat net.

Ech hu mech gewonnert, d'CSV huet souguer proposéiert, datt Lëtzebuerger Piloten dann a belsche Kampffliger kéinten um Renegade deelhuelen. Lëtzebuerger Piloten a belsche Kampffliger, déi awer iwwer Lëtzebuerg kee Fliger däerften erofschéissen, deen d'Lëtzebuerger Existenz an engem héije Mooss a Fro stellt: Do ass a mengen Ae keng politesch Kohärenz an esou enger Propositioun a si ass och doduerch net duerchféierbar.

Déi Iddi, fir eng EU-Arméi ze grënnen, dat géif sécher der Europäescher Unioun méi grouss Autonomie ginn, mä et géif gläichzäiteg eng nei enorm politesch Belaaschtung fir d'Europäesch Unioun bedeiten. Am Ableck ass d'Europäesch Unioun a villerlee Hisiicht amgaangen ze implodéieren. U sech stelle mer eis d'Fro iwwer hiert Iwwerliewen. Wa mer elo nach higinn an eng militäresch Dimensioun derbäimaache mat all deenen Tensiounen, déi mat Asazdecisiounen an anere Folge verbonne wären, da musse mer dervun ausgoen, datt dat vläicht méi eng grouss Gefor fir d'Iwwerliewe vun der Europäescher Unioun kéint si wéi e wierkleche Gewënn am Sécherheetsberäich.

Och déi Manéier, wéi elo d'Europäesch Unioun an déi Debatt eraklëmmt, ass erëm ganz typesch. Et ass eng „top down". Et gëtt uewen eppes decidéiert, wat no ënnen imposéiert gëtt. Déi „global strategy", déi do entwéckelt ginn ass, ass laansch déi kleng Länner entwéckelt ginn. Et gouf mat e puer klenge Länner e puer symbolesch Diskussiounen am Virfeld. Si ass zum groussen Deel vun e puer méi groussen Instituter, e puer méi grousse Staten decidéiert ginn a si gëtt eis elo vun uewen erof... Mir hunn dat och ni hei ratifizéiert, ni am Fong diskutéiert, mä et gëtt awer elo iwwert de Conseil européen probéiert, vun uewen no ënnen duerchzesetzen.

D'Europäesch Kommissioun huet schonn den „European Defence Action Plan" am November proposéiert. Et huet also näischt mat der Administratioun Trump ze dinn, well déi ass eréischt am Januar dëst Joer a Fonktioun komm. An dat zu engem Ableck... Also, ëmmer déi grouss Ambitiounen, woubäi mer am Ableck emol kee Konsensus an Europa hunn iwwer „Rules of engagement" bei de Battle-Gruppen, déi sougenannten Unitéiten, déi d'Europäesch Unioun elo huet. Also e komplett Auserneeklaffe vun enger Ambitioun op europäeschem Niveau an der Realitéit.

An do stellt sech natierlech d'Fro fir eis: Wéi wäit wëllt d'Regierung da goen an deem Dossier europäesch Arméi a puncto finanziell Participatioun, a puncto militäresch Participatioun? Wat wären d'Konsequenze fir eist Land? Wäre mer bereet, Infrastrukturen opzehuelen iwwer Datenzentren eraus? An esou weider an esou virun.

Mir hunn a leschter Zäit gesinn, datt Lëtzebuerg och bei deenen Diskussioune praktesch kee politescht Gewiicht huet. An do kommen ech op dem Här Angel säi Punkt zréck, deen hie laang developpéiert huet iwwert d'Europäesch Investitiounsbank. Den Här Schneider huet de 7. Dezember zejoert hei an der Chamber gesot - ech hat mer et opgeschriwwen -, datt Lëtzebuerg - an den Här Angel huet et haut widderholl - kee Rôle gesäit fir d'Europäesch Investitiounsbank an deenen neie Verdeedegungsambitioune vun der Europäescher Unioun. Dat ass hei kloer gesot ginn de 7. Dezember wéinst dem Geschäftsmodell vun der Europäescher Investitiounsbank, well dat kéint zulaaschte goe vu klengen a mëttleren Entreprisen.

(Interruption)

Gelift, Här Angel? Den Här Angel huet eng Fro, mengen ech.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wollt just preziséieren: Mir hunn de President vun der Europäescher Investitiounsbank zitéiert himself, den Dokter Werner Hoyer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, dat ass eng Bemierkung. Ech huelen déi zur Kenntnis. Ech schwätzen elo iwwert d'Lëtzebuerger Regierung, well ech si jo net hei mam Här Hoyer befaasst, mä mam Här Schneider a senger Regierung.

An do huet d'Regierung hei gesot de 7. Dezember, si wär géint e Rôle vun der Europäescher Investitiounsbank an der europäescher Verdeedegung. Eng Woch méi spéit, de 15. Dezember, wor de Conseil européen zu Bréissel, wou den Här Bettel dann déi ganz Lëtzebuerger Regierung vertrueden huet, inklusiv d'sozialistesch Partei mam Här Schneier. A wat ass do decidéiert ginn? Zitat: «La Banque européenne d'investissement est invitée à envisager des mesures en vue de soutenir les investissements dans les activités de recherche et développement en matière de Defense.»

De 7. Dezember seet eis Regierung: „Mir wëllen dat net." De 15. Dezember gëtt et decidéiert. Do freet ee sech natierlech: Huet den Här Bettel vergiess dat ze soen? Oder wéi een Afloss huet Lëtzebuerg dann iwwerhaapt an deenen Diskussiounen? Gëtt do net einfach imposéiert an domadder ass et gedoen? An d'Europäesch Unioun muss oppassen, well et ass jo net esou, datt d'Amerikaner aussepolitesch Feeler maachen an d'Europäesch Unioun mécht baussepolitesch keng Feeler. Esou ass et net!

Déi ganz Russlandproblematik ëm d'Ukrain ass zum Deel aus Feeler vun der Kommissioun Barroso entstanen. Mir hate Libyen. Dee Katastrophenzoustand, an deem Libyen haut ass. Do ass eng militäresch Interventioun provozéiert ginn, ënnerstëtzt ënner anerem vum Här Asselborn, deen dat deemools onbedéngt wollt. E Genocide, huet e gesot, wär a Libyen. An en huet déi militäresch Interventioun begréisst. Haut gesi mer a wéi engem Zoustand dat Land ass.

Et ass net esou, datt d'Amerikaner Feeler maache baussepolitesch, a mir net. Dat ass net realistesch. An ech si jo och frou a ville Situatiounen, datt d'Europäesch Unioun zu deem Zäitpunkt keng Arméi hat, well ech wéilt elo net wëssen, wat soss entstane wär.

Et gëtt Spekulatiounen a Fabulatiounen am Ableck an Defenseinstituter um europäesche Plang iwwer eng europäesch Nuklearbewaffnung. De franséischen Nuklearschierm soll ausgedeent ginn op déi ganz Europäesch Unioun.

Wéi steet dann d'Lëtzebuerger Regierung derzou? Ass d'Lëtzebuerger Regierung dann elo derfir - esou schéngt et ze sinn, mä ech froen dat -, datt mer sollen eng nuklear Capacitéit op europäeschem Niveau am militäresche Beräich hunn, a gläichzäiteg ass se géint eng zivill Notzung vun der Kärenergie mat Kettenuewen, Fessenheim, Gott weess, wat et gëtt? A wou ass dann do elo d'Linn vun der Lëtzebuerger Regierung? Stellt se sech géint eng eventuell Iwwerleeung fir eng nuklear Capacitéit op europäeschem Niveau am Militäreschen, a wär domat kohärent mat hirer Politik am zivillen Nuklearen, oder net? Dat géife mer gär wëssen.

Da muss een och de Brexit kucken. Wat huet dat fir Konklusiounen? A wat huet dat fir Konsequenzen? Et wär e Feeler, ee vu menge Virriedner hat dat gesot, fir elo ze mengen: Elo sinn d'Britten eraus, elo maache mer séier eng europäesch Arméi. Dat ass schonn eng Kéier gescheitert. Ech mengen, den Här Angel hat op 1954 verwisen, oder den Här Graas... den Här Graas, pardon, mat der Communauté européenne de Defense an der Assemblée nationale. Dat ass schonn eng Kéier gescheitert. Well d'Problemer sinn nach ëmmer prinzipiell déi nämlecht, wéi mer se deemools haten. An et ass dofir ganz geféierlech, op dee Wee ze goen.

Wann ee wëllt vum Brexit profitéieren, da misst ee kucken, ob deen Artikel 42 (7) am Lissabon-Vertrag net an deem Sënn géif änneren, datt een erëm e Genre UEO géif aféieren an op eng automatesch Bäistandsklausel géif zréckkommen, wéi de fréieren Artikel 5 vun der UEO et erlaabt huet. Well deen ass ofgeschaaft ginn, well d'Britten e wollten ofschafen. Déi wollte méi eng flexibel Klausel am Lissabon-Vertrag.

A wann ee wëllt higoen an d'europäesch Verdeedegung stäerken, da soll een net un eng europäesch Arméi denken, mä et soll een zréckgoen op automatesch Bäistandsgarantien am Kader vun enger verklengerter neier UEO. Dat kann dann och an der Europäescher Unioun sinn. Mä et ass op dee Wee, wou ee soll goen, well dat vun alle State ka gedroe ginn, well dat och eng Konsequenz aus dem Brexit wär, déi awer am Ableck leider net diskutéiert gëtt.

Mir kënnen d'accord si mat méi klengen Infrastrukturen, wéi der MPCC an esou weider, klenge Quartiers généraux, déi geschafe ginn. Dat ass an der Rei. Mä wéi gesot, et misst een dat an de richtege Kontext setzen, deen och d'Europäesch Unioun en tant que tel elo net an eng politesch Gefor bréngt, déi se wahrscheinlech un de Rand vum Zesummebroch géif bréngen, wann een derniewent gesäit d'Migratiounsproblematik, den Euro, d'Relatioune mat Russland an aner Saachen, institutionell Froen, Brexit, wat schonn d'Europäesch Unioun méi wéi genuch belaascht.

Dann hu mer déi Iddi vun engem europäesche Marché intérieur am Waffeberäich, am Armement an an der Defense. Domadder kënne mer liewen. Et muss ee just kucken, wat dat konkret géif heeschen. An et muss een dann och kucken, datt eis Lëtzebuerger Kleng- a Mëttelentreprisen - well anerer hu mer bal keng méi, wann ech elo ArcelorMittal eraushuelen - och kënne mat profitéieren. Dat stellt natierlech de Problem vun de Clearancë fir déi Betriber. Dat heescht, déi mussen och all Méiglechkeete kréie vu Regierungssäit, fir kënnen un Ausschreiwungen deelzehuelen, déi Kompetenzen och sécherheetsméisseg ze hunn, fir kënnen iwwerhaapt un esou engem Marché intérieur deelzehuelen. Da kann dat Retombéeën hu fir eist Land, déi interessant sinn. Mä do brauch et dann och eng Ënnerstëtzung vun der Säit vun der Regierung.

Ech wëll vläicht eng lescht Iwwerleeung maachen iwwert de Fonds européen de sécurité et de Defense, deen och am Kader vun där neier Iddi elo ugeduecht gëtt; am Ableck nach ënner enger anerer Form. Mä wat ass d'Zilsetzung laangfristeg? Fir dat ze gesinn, muss ee kucken, wat déi grouss Staten dozou soen an hire Virbereedungsaarbechten, notamment bei de Fransousen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann een higeet an et hëlt een, wat eng Iddi ass, d'Dépenses de Defense aus de Maastricht-Kritären eraus. Dann hu mer héieren, net zu onrecht, datt een dann och vläicht misst d'Sozialdepensen oder aner Saachen eraushuelen aus de Stabilitéitskritären. Mä dat ass eigentlech net de Fong vun der Debatt.

De Fong vun der Debatt ass, datt eng Rei Länner, wéi Frankräich notamment, d'Maastricht-Kritären, d'Konvergenzkritären iwwerhaapt net kënnen erfëllen am Ableck, wann net déi Dépenses de Defense erausgeholl ginn aus hirer Berechnung vun de Stabilitéitskritären. An et geet dann a Richtung vun der Mutualiséierung vun der Schold, ëmgerechent an d'Dépenses de Defense. Dat heescht, et ass eng Europäiséierung vun den Defenseausgaben, wat och zu enger Erhéijung vun der Lëtzebuerger ëffentlecher Schold géif féiere fir Ausgaben am Defensesecteur, déi an anere Länner gemaach ginn.

Dat ass dat laangfristegt Zil. A mir mussen eis wierklech froen, ob mer dat wëllen, well et géif eis eege Situatioun bei Maastricht a Fro stellen. Et géif heeschen, datt mer e Militärbudget vun anere Länner iwwer eis Schold praktesch matfinanzéieren, ouni datt eis eege Sécherheetscapacitéite géifen erhéicht ginn. An ech mengen, wann een op dee Wee geet, da muss een déi Gedanken zu Enn denken. An ech géif soen, dee Wee ass op jidde Fall net am Interessi vun eisem Land.

Dat gesot, wéilt ech nach eng Kéier alle Kolleege Merci soen, déi un dëser Debatt deelgeholl hunn. Vun eiser Säit aus wor et ganz wichteg, fir d'Interpellatioun iwwert d'Arméi ze maachen, fir souwuel national wéi och e puer international Aspekter unzeschwätzen. A ville Punkten hu mer och eng gewëssen Iwwereneestëmmung, wat d'Arméi ugeet: eng generell Ënnerstëtzung un d'Arméi.

Ech huelen un, datt déi Lénk elo mat e bëssen enger anerer Approche nach an d'Debatt agräifen, mä et ass schéin, eng Demokratie ze hunn, Här Wagner. Do kënne mir an Dir, Dir a mir, mir kënnen do jeeweils eis Standpunkter duerleeën. Op jidde Fall, vun eiser Säit aus fannen ech, datt et zum 50. Gebuertsdag vun der Arméi, 175 Joer Militärmusek, gutt war fir d'Chamber, datt mer dat hei diskutéiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ganz gutt!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, et gëtt Zäit, datt de Konsens emol e bësse gebrach gëtt.

(Hilarité)

Dat ass jo meng Roll hei.

Ech komme mer oft vir hei an dëser Chamber e bësse wéi an deem Film „The Matrix". Ech mengen, dee kennt Der all. Et ass net mäi Liiblingsfilm bei Wäitem. An Dir wësst jo, en ass e bëssen inspiréiert un „Alice im Wunderland". An „The Matrix" ginn et zwou Pëllen, déi ee kann huelen.

(Interruption)

Déi blo Pëll... Den Här Fayot ass schonn um gudde Wee. Déi blo Pëll symboliséiert d'Illusioun, an enger tranquiller Welt ze liewen, déi awer net der Realitéit entsprécht. An déi rout Pëll, wann een déi schléckt, da gesäit een déi batter Realitéit. An ech hunn den Androck, datt immens vill Leit haut hei an dëser Chamber déi blo NATO-Pëll geschléckt hunn. Dobaussen awer vill manner. Do hunn der scho vill déi rout geholl. Dat muss een awer och nach ënnersträichen. Wann ech mat Leit schwätzen, dann héieren ech e ganz aneren Toun. Glécklecherweis.

30 Joer elo nom Enn vum Kale Krich ass et erëm esou wäit: Weltwäit fänkt een erëm un, iwwer Krich ze schwätzen. Et gëtt op jidde Fall iwwer Krich gepëspert. A mir sinn a Wierklechkeet souguer esou wäit, datt Leit vu menger Generatioun, mä souguer och nach Leit, déi méi jonk sinn, vu méi jonke Generatiounen, där ginn et der ëmmer méi, sech iwwerhaapt d'Fro stellen, dat erlieft een heiansdo, ob et iwwerhaapt eng gutt Iddi wier, elo zu dëser Zäit e Kand op d'Welt ze setzen. Et wéisst ee jo net.

(Interruption)

Jo, Dir schwätzt vläicht manner man jonke Leit.

Ufanks der 90er Joren huet awer och schonn den europäesche Kontinent ugefaangen, erëm de Krich ze entdecken. Groussmuechten, ënner anerem dat nom Mauerfall erëm gestäerkt Däitschland, waren net onbedéngt dorunner oninteresséiert, datt e grousst Land wéi Jugoslawien auserneebrécht a Plaz géif maache fir méi kleng an ethnesch geprägte Republicken. An de Summum gouf dunn duerch d'Bombardéierung vu Belgrad duerch d'NATO erreecht, déi weder dem Artikel°5 entsprach huet nach dem internationale Vëlkerrecht. Natierlech gouf dësen Ugréff als Verdeedegung vun de Mënscherechter duergestallt. An déi reell Gräueltate vun enger Partie vun de Serben hunn natierlech e gudde Virwand geliwwert. Allerdéngs waren d'Serbe bei Wäitem net déi Eenzeg, déi net lupenrein waren.

Ass et da wierklech nëmmen ëm Demokratie oder Mënscherechter gaangen? Mir mengen net. Mä den Ugräifer an engem Krich, dee muss säin Handelen ëmmer erëm nees justifizéieren, dat ass eng Konstant an der Geschicht. An et ass natierlech och ganz agreabel sech dee Gedanke virzestellen, datt mir - tëschent Guillemeten – „déi Gutt" wieren an déi aner „déi Béis". Dat ass en Denkschema, an deen, esou hunn ech den Androck, mer erëm amgaange sinn ze verfalen, wa mer net schonn dra verfall sinn.

Mir leenen déi simplistesch Vue of vun der Schwaarz-Wäiss-Molerei vun der Welt. Mer leenen all Form vu Campismus of, de Choix tëschent engem vermeintlechen zivilisatoresche Block géint een aneren. Eise Camp ass dee vun den normale Leit, déi kee Krich wëllen, déi géint Ënnerdréckung kämpfen, egal aus wat fir enger Natioun. Et gi Bevëlkerungen engersäits an et ginn déi, déi iwwer hir Bevëlkerunge verfügen. E Krich, dee brécht u sech normalerweis ni spontan aus, well d'Mass vun den normale Leit dat wéilt. Et ass a Wierklechkeet kee Mënsch, dee Krich wëllt. Den normalen, duerchschnëttleche Fransous, Däitschen, Amerikaner, Britt, Russ, Tierk, Belsch oder Lëtzebuerger, dee wëllt kee Krich. Kee wëllt deem anere seng Ressourcë besëtzen a kontrolléieren. Keen normalen, éierleche Mënsch spillt mat esou perverse Gedanken. An trotzdeem ginn et Konflikter. Et verschäerfe sech ëmmer méi Konflikter. Wouhier komme se dann?

D'Äntwert ass an eisen Ae kloer an et ass u sech ëmmer déiselwecht Äntwert wéi zanter Jorhonnerten. Et gëtt ëmmer an deene jeeweilege Länner verschidden Oligarchien, déi duerch Propaganda an elo och nach Massemedie Leit géinteneen ophetzen. An et fanne sech ëmmer och naiv Politiker, fir dat Spill matzespillen. Mainstream-Politiker, déi kann een en masse à la chaîne produzéieren.

Mer kenne jo déi Biller och nach aus der Geschicht aus deene Filmer vun 1914, wou een deelweis franséisch oder däitsch Zaldote gesäit, wéi se „la fleur à la main", wéi se gesot hunn, wéi se enthusiastesch an de Krich gezu sinn, voll mat engem nationalisteschen a kricheresche Enthusiasmus. Et däerf een awer eng Saach net vergiessen: Deen Enthusiasmus, an de Krich ze zéien, dee gouf et deemools an der Bevëlkerung guer net. Dat ass historesch prouvéiert. Déi Fotoen an déi Filmer, dat war Propagandamaterial. De Krich, dee war net vun de Bevëlkerunge gewollt. Si hu souguer massiv dergéint rebelléiert. D'Zaldoten, dat ware jo am Prinzip Aarbechter a Baueren, kruten, wa se hire Brudder vun der anerer Front net wollten ëmbréngen, eng Kugel als Strof. Den Uerder, dee koum vu Politiker oder vun héijen Offizéier, déi aus der Bourgeoisie oder aus der Aristokratie gestaamt hunn, gutt protegéiert an hire gemittleche Salonen.

Dofir nach ëmmer, Kricher, gëschter an haut, sinn an éischter Linn Kricher, déi déi Herrschend géint déi Beherrschten am eegene Land féieren. Mä, et huet missen duergestallt ginn, wéi wann d'Regierunge scho bal vum chauvinisteschen Drang vun hire Leit gedriwwe goufen. De Géigendeel war wouer.

Et gëtt eng Konstanz an der Geschicht: Déi, déi een ëmmer erëm vu Krich a Militärinterventioune schwätzen héiert, dat si meeschtens Häre, heiansdo och Fraen, déi weder vun hirem Alter nach vun hirer sozialer Positioun hier vun engem Krich kéinte betraff ginn. An deem Fall ass et natierlech einfach, vu Militärinterventiounen ze schwätzen.

Mir als Lénk sinn op jidde Fall dergéint, datt Meedercher a Jongen, déi d'Uniform droen an déi ee muss respektéieren, hiert Liewen oder hir Gesondheet op d'Spill setzen, nëmme fir Groussmuechtgelüster vun enger privilegéierter Minoritéit ze verteidegen.

Dofir wéilte mer och ganz genee wëssen, wa behaapt gëtt, datt d'NATO ee Verteidegungsbündnis wier, wat mer natierlech verneinen, da muss ee kloer wëssen: Wien ass dann elo de Feind? Géint wie solle mer eis verteidegen? Wien ass den „enemy"?

Wann ech mer eng Kaart vun Europa ukucke mat den NATO-Basen, da stellen ech fest, et gëtt ee Land, wat op senger westlecher Flank total encercléiert ass. An dat ass Russland. Och wann ee kee Frënd vun der Regierung vum Här Putin ass, an dat si mer bestëmmt net, dann ass et trotzdeem net schwéier, anzegesinn an ze verstoen, datt Russland déi Virgoensweis vun der NATO als militäresch Provokatioun ugesäit. An ech mengen, d'Dirigeante vun der NATO wëssen dat jo och ganz bewosst.

Ass Russland tatsächlech esou eng Gefor fir Westeuropa? Schonn deemools am Kale Krich gouf d'Sowjetunioun als militäresch Gefor ugesinn, quitte datt a Wierklechkeet de Warschauer Pakt der NATO ënnerleeë war an e waarme Krich net hätt kënne gewannen. E wär zwar mäerderesch gewiescht, mä konventionell net ze gewannen. Déi militäresch Gefor gouf awer eropgespillt, fir Militärbudgeten ze erhéijen an ze legitiméieren.

Haut ass d'Situatioun wahrscheinlech nach äänlech. Et ass wahrscheinlech souguer esou, datt Russland militäresch nach manner bedeitend ass. Do huet ee just blank Zuelen. Wann ee kuckt, Russland huet ee Militäretat, ongeféier, esou kann ee vläicht e bëssen iwwer e puer Zuelen diskutéieren, vu 70 Milliarden Dollar, d'USA si bei 600 Milliarden Dollar, d'Vereenegt Kinnekräich 56 Milliarden, Frankräich 46 Milliarden - dat wonnert mech, ech hätt geduecht, et wär ëmgedréit -, Däitschland 36 Milliarden. An da muss een nach bedenken, wann déi EU-Memberstaten hire Militärbudget op 2% erhéije géifen, wat fir eng destruktiv militäresch Capacitéit dat géif duerstellen.

Dat heescht, eng militäresch Konfrontatioun mat Russland wier zwar keen Zuckerschlecken, mä wier fir Russland net ze gewannen. Déi militäresch Opwäertung awer vu Russland déngt och schlussendlech dem Här Putin selwer, deen esou senger Bevëlkerung e gewëssenen Nationalstolz zréckgëtt no den humiliante Jelzin-Joren. An dat notzen hien a seng Clique vun Oligarchen natierlech aus, fir hir eege Muechtbasis doheem ze verstäerken. Et kann ee scho bal soen, datt, jo, de Regimm vum Här Putin e grousse Gewënner ass vum NATO-Säbelrasselen.

Här President, zur sougenannter Sécherung vun eise sougenannten Interessen: Et muss een ëmmer ënnerscheeden. Ech géif gären eng Kéier, ech mengen, dat muss een heiansdo maachen, deen Exercice - well mir sinn äusserst eurozentresch, mer schwätzen ëmmer vun Europa, Europa, Europa, mer vergiessen, datt et nach aner Plazen op der Welt ginn -, wann een d'Logik géif ëmdréinen: Wat géif een dovunner halen, wann zum Beispill gewësse Länner wéi China oder, fir e bësse méi an d'Science-Fiction eranzegoen, de Kongo zum Beispill, dee potenziell déi Capacitéit jo hätt, wa se géife soen: „Hei eis ekonomesch vital Interessen, déi sinn am Mëttelmier, a mer musse se do verteidege goen"?

Well mer hu jo d'Tendenz, dat och ze soen, datt mer eis Interesse bis an den Hindukusch musse verteidegen. An ech kann drun erënneren, datt den ehemolege Bundespresident vun Däitschland, dee fir eng Kéier emol éierlech war, sot, et misst een och heiansdo fir Handelszwecker Kricher am Ausland féieren, wat u sech enger reeller Wourecht, mä awer enger äusserst zynescher Wourecht entsprécht, en huet missen den Hutt dowéinst huelen, fir emol eng Kéier d'Wourecht gesot ze hunn.

Ëm wiem seng Interesse geet et dann iwwerhaapt? An ech mengen, d'Leit dobausse sinn nach amgaangen et ze verstoen. Et geet a Wierklechkeet ëm wirtschaftlech Interessen, an net déi vun den europäesche Bevëlkerunge selwer, well ech mengen, déi wirtschaftlech Interesse vu grousse Gruppen an Europa an an den USA, déi sinn diametrallement opposéiert zu den Interesse vun de Bevëlkerunge selwer.

Ech mengen awer, datt et Grënn ginn, fir optimistesch ze sinn, well zanter dem Zweete Weltkrich huet wéinstens de Weste vun Europa, vläicht den Osten, awer an engem gewëssene Sënn net esou staark, u sech kee richtege Krich méi erlieft. Ech mengen, et ass och eng psychologesch Erfahrung.

An et koum och nach eng Saach dobäi. Et gëtt ëmmer méi schwéier, fir de Leit Saachen ze verklickeren. D'Medielandschaft huet sech verännert. Déi klassesch Medie verléieren un Afloss. Et ass deelweis gutt, deelweis schlecht. Ech weess, et hänkt vun de Medien of. Nei Medie gewannen un Afloss. Et ass deelweis gutt, deelweis schlecht. Et fënnt ee vun allem do. Mä ech mengen, datt ee sech aneschters informéiere kann. An u sech erkennt een immens vill Saachen erëm, déi nach ëmmer nom selwechte Zeenario oflafen.

An ech mengen, wann dee Wee vu méi waarmer Konfrontatioun géif ageschloe ginn, datt ganz vill Leit, dorënner vill Jonker, well déi si jo ëmmer am meeschte betraff, genuch klore Kapp wäerten hunn, fir ze soen: „Hei, maacht Äre Krich ouni eis!"

Här President, mir mengen, datt d'NATO eng Gefor ass fir de Weltfridden. Spéitstens no der Interventioun a Libyen misst et engem kloer sinn, wouhin de Wee vun der NATO féiert. Ech ginn elo net an op d'Charakteriséierung vum Regimm vun der Dschamahirija, iwwert deen ee vill misst soen. Mir sinn eis eens, fir ze soen, datt elo d'Situatioun a Lybien eendeiteg méi schlëmm ass an nach ni esou schlëmm war, a wahrscheinlech och nach méi schlëmm ass wéi ënnert dem italienesche Kolonialismus.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat ass eng direkt Konsequenz vun der Militärinterventioun, déi de Kader vun der UNO-

Resolutioun gesprengt huet an déi och Libyen gesprengt huet. An et ass och e weideren Närbode fir den Terror vun Isis an Daesh do geluecht ginn.

„Si vis pacem, para bellum" gëtt oft iwwersat mat: „Wann s de Fridde wëlls, da bereet de Krich vir." Dat huet natierlech der réimescher imperialer Logik entsprach. Dobäi si sech awer d'Philologen net ëmmer esou ganz eens, wat dat wierklech genau bedeit huet. Et kéint och bedeiten: „Wann s de hei de Fridde wëlls, da muss de dohanne fir Krich suergen." A mir mierken, datt schlussendlech déi Logik net opgeet, well, wéi mer a leschter Zäit gemierkt hunn, sech och de Krich hei kann importéieren, an et sinn natierlech ëmmer och Onschëlleger, déi de Bluttzoll musse bezuelen.

Et gëtt awer och nach en anere Sproch, deen ass vläicht manner bekannt, dee koum am 19. Jorhonnert vun engem franséische Saint-simonien - dat ass zwar net onbedéngt meng „Tasse de thé" -, den Här Barthélemy Enfantin, deen huet dat Zitat op Latäin aneschters formuléiert: „Si vis pacem, para pacem" - „wann s de Fridde wëlls, da bereet de Fridde vir."

Dat ass net naiv! Well wann een de Géigendeel géif behaapten, da musse mer kucken, a wat fir enger weltwäiter Situatioun mer sinn actuellement, déi net brillant ass. Well schlussendlech, nëmme wann een eng weltwäit gerecht Opdeelung vun de Ressourcen huet, en Handel, deen net op Käschte vun den aarme Länner gefouert gëtt, wéi dat de Fall ass, eng Weltuerdnung also, wou d'Mënschen iwwerall vun de Ressourcë profitéiere kënnen, déi am Iwwerfloss sinn, dat ass de Wee fir de Fridden.

Mir maache genau de Géigendeel. Mir maachen de Géigendeel mat eiser Aussepolitik. Mir maachen de Géigendeel mat eiser Handelspolitik - ech sinn och oft dorobber agaangen -, mat eisen Handelsverträg, déi hei ëmmer unanimement esou einfach ugesi ginn. Mer kënnen ëmmer d'Amerikaner kritiséieren fir hir imperial Logik a fir hire Ressourcëklau. Mir Europäer sinn eendeiteg net besser! Mer hu vläicht manner Moyenen. Mä hätte mer se, wiere mer genausou schlëmm.

Ech wéilt och nach e klengt Wuert soen zur „comprehensive approach", well et gëtt jo esou gesot…, et ass jo scho bal „Bussibär", déi Nato. Et ass schonn eppes Schéines, déi „comprehensive approach". Se ass jo an Afghanistan entwéckelt ginn. U sech ass déi „comprehensive approach" Postkolonialismus, dat nennt een esou. Well et geet drëms, d'Zivillgesellschaft, d'ONGen an esou weider, mat an d'militäresch Operatiounen anzebannen. Dat heescht, an dat huet jo och d'Caritas International an engem Bericht scho viru bal zéng Joer gesot, et geet drëms, déi zivill Bevëlkerunge mat anzebannen, fir datt se kënne géint Opstänneger, wien dat och ëmmer ass, militäresch mat angebonne ginn. Dat heescht: Wann s de wëlls friessen, da muss de op eiser Säit sinn. Dat ass eng postkolonial Approche. Well et war ëmmer esou, also am reelle Kolonialismus nach bis am 19. Jorhonnert huet et genausou funktionéiert. Elo gëtt et natierlech beschéinegt.

Här President, d'Regierung huet confirméiert, datt Lëtzebuerg net wëlles hätt, dee Verdeedegungsetat op 2% vum Budget eropzesetzen. An dat ass natierlech ze begréissen. An esou eng Erhéijung ass natierlech illusoresch, an dat ass och d'Meenung vun der Arméigewerkschaft, wéi och hire President haut de Moien um „100,7" gesot huet. Et ass genausou richteg (veuillez lire: falsch) och ze soen, datt de Militäretat net an de Stabilitéitskritäre soll mat aberechent ginn. Mir si frou, wéinstens op deem Punkt, datt d'Regierung an déi Richtung geet.

Mä et geet net duer. Mir erliewen zurzäit eng decidéiert Politik vun der Regierung, fir eng Militärpolitik als ekonomesch Nisch weider auszebauen. Mir mengen, datt dat net nëmme falsch, mä och gefeierlech ass.

Bis elo war et esou, datt Lëtzebuerg ëmmer gekontert huet, wann e gréissert Land, wéi Frankräich oder Däitschland, eis un de Pranger gestallt huet wéinst eise Finanzpraxissen, datt mir wéinstens keng Rüstungsindustrie hätten. Mir wäerten zwar weiderhi keng Rüstungsindustrie am klassesche Sënn opbauen - net onbedéngt, well mer et net wëllen, mä well mer et souwisou wahrscheinlech net kënnen -, mä mir entwéckelen trotzdeem e Militärkomplex mat, deen en evidente wirtschaftlechen Impakt huet. Dat gëtt jo offe gesot.

Dat heescht, elo ass d'Arméi en Deel vun eiser ekonomescher Diversifizéierung. Ass dat tatsächlech en Deel vun eiser nohalteger Wirtschaftspolitik? Ass dat wierklech en Deel vun eiser kakigrénger Politik an der Nohaltegkeet vun dëser Regierung?

Mir sinn net naiv. Mir wëssen, datt den Zesummenhang tëscht der Militärindustrie an der Wirtschaft näischt Neies ass. Datt dat Standbee fir Lëtzebuerg awer renforcéiert gëtt, ass net ze begréissen, well et eis an eng Ofhängegkeetsspiral dreift, déi eis Ekonomie nach méi vu militäreschen Iwwerleeungen innerhalb vun den NATO-Interessen, also US-Interessen ofhängeg mécht an deementspriechend d'Militärpolitik nach méi vun ekonomeschen Iwwerleeungen ofhängeg mécht, wéi dat bis elo de Fall war. A mir hunn et schonn eng Kéier hei gesot: Wann ee sech zu engem militäresche Stützpunkt mécht, da gëtt een och eendeiteg méi zu enger militärescher Zilscheif. Dovunner ofgesinn, muss ee sech och d'Fro stellen, wéi mir dat organiséieren a wat mir alles bezwecken.

Ech mengen, mir hunn och nach verschidden Depensen am Kader vun der „Alliance Ground Surveillance", 120 Milliounen Euro, dat ass jo deen Dronestreierungsprogramm, dee jo Iwwerwaachunge muss maachen. An dat ass natierlech eng eminent wichteg Roll a militäreschen Operatiounen, fir Iwwerwaachung a fir Reconnaissance ze maachen.

Dovunner ofgesinn, muss ee sech awer och d'Fro stellen, dat Dronegekrichs, wat elo gefouert gëtt, ass net grad chevaleresque. Wann een hannert dem Bildschierm sëtzt wéi bei enger Playstation quasi - et sinn der jo, déi dat scho maachen, d'Israelien, déi bombardéiere regelméisseg d'Palästinenser domadder hannert dem Bildschierm -, da gesäit een natierlech och net, wéi zerfetzt d'Kanner an d'Frae sinn. Mä soit.

Mä déi enorm Zommen, déi si jo d'Äntwert op d'Politik vun der Budgetserhéijung vun 0,4% op 0,6% fir 2020, nodeems dat esou a Wales festgeluecht gouf. An do muss een awer och soen, datt d'Amerikaner erëm eng Kéier gutt gespillt hunn. Si sous-traitéieren nämlech hir Depensen un hir europäesch Vasallen, pardon, un hir europäesch Partner.

À propos Vasallen, oder gläichwäerteg Partner, wéi dat ëmmer esou behaapt gëtt: Wësst Der, wéi een aus der NATO austrëtt? Et gëtt den Artikel°13 vun der Charta vun der NATO. Ech liesen deen eng Kéier vir, op Franséisch, well op Englesch wier et net ze lauschteren: «Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra mettre fin au Traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation.»

Et ass net de Generalsekretär zu Bréissel, oder all aner Regierung. Den Destinataire ass zu Washington.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, den Här Kartheiser…

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, ech huele se herno. Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Et ass keng Fro, et ass just eng Präzisioun.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech wollt lech net politesch eng Fro stellen, Här Wagner. Ech wollt Iech just soen, dat ass konform zum Droit international public, well d'USA sinn den Depositaire vum Traité de l'Atlantique nord. A wann dat elo Lëtzebuerg gewiescht wier, dann hätte se déi Lëtzebuerger Regierung missen notifizéieren. Dat ass elo net de Beweis vun der Dominanz vun den Amerikaner. Mä et ass einfach eng Fro vun der reng prozeduraler Demarche vun der Depositioun vun deem Traité. Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här Kartheiser. Also d'USA sinn Depositaire vun dësem Traité, dat kënne mer aktéieren.

Déi zweedeiteg Attitüd vun der NATO als vermeintleche Verfechter vu Wäerter wéi Demokratie a Mënscherechter, déi léisst sech jo och nach grad gutt um Beispill vun der Tierkei gesinn. Also, et brauch een net den Här Erdoğan ze hunn, fir Mënscherechter vu sengem eegene Vollek mat de Féiss ze trëppele respektiv vu senger kurdescher Bevëlkerung. Dat hate mer och scho virdrun. Net nëmmen ënnert de kemalistesche Militärdiktaturen, mä och ënnert den Zivillregierungen, déi kemalistesch geprägt waren, ob chrëschtdemokratesch oder sozialdemokratesch, déi och gefoltert an torturéiert hunn, vill Komerode vun eis am Prinzip jo och, an d'Kurden och.

Mä dat gouf ëmmer toleréiert am Kader vun der NATO. Den NATO-Partner Tierkei, dee konnt dat maachen, soulaang en e rouege Mippche war par rapport zu den US-amerikaneschen Interessen. A souwisou, Griichenland war och eng Militärdiktatur an hat kee Problem innerhalb vum NATO-Bündnis. Salazar-Portugal, déi faschistesch Diktatur, déi konnt och integréiert ginn am grousse Verfechter vun Demokratie a Mënscherechter, wat d'NATO a Wierklechkeet ass (veuillez lire: net ass).

Ech hat nach e bësse méi ze soen, mä ech mengen, Dir hutt och d'Flemm. Dofir wäert ech elo fäerdeg…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen, Här Wagner, pardon, mir hunn net d'Flemm, mä Är Riedzäit ass ofgelaf.

Une voix.- Jo.

(Hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mä dat eent schléisst dat anert net aus, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mä Dir fuert och nom Prinzip „Angriff ist die beste Verteidigung".

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Op jidde Fall wollt ech nach ofschléissen, datt mir awer als déi Lénk hoffen, datt geschwënn den Här Jean-Luc Mélenchon President vu Frankräich gëtt, well dee géif dann dem Här Trump e Bréif schreiwen, fir ze soen, datt Frankräich austrëtt. A mir hoffen, datt och déi Lëtzebuerger Regierung sech wäert richteg dorunner inspiréieren.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Statssekretärin am Ministère fir bannenzeg a baussenzeg Sécherheet, d'Madamm Francine Closener.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à la Defense.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wierklech frou, datt mer déi Diskussioun haut hei am Parlament kënne féieren iwwert d'Arméi, iwwert d'Defense an déi aktuell an och déi zukünfteg Erausfuerderung vun eiser Sécherheets- a Verdeedegungspolitik. Et ass eng Thematik, déi Iech heibannen an och vill aner Leit zu Recht interesséiert. Et ass jo och ganz normal an Zäiten, déi méi onsécher gi sinn a wou mer op nei an ënnerschiddlech Menacë musse gefaasst sinn an eis dogéint wappnen.

Vill Aspekter vun där Politik sinn hei schonn ugeschnidde ginn. Ech wäert och dorobber agoen. Ech wëll awer och no vir kucken an Iech tatsächlech en Aperçu gi vun de Lignes directrices vun der Defense, déi esou gutt wéi fäerdeg sinn. Et ass fir d'éischte Kéier iwwerhaapt, datt esou e politescht Dokument ausgeschafft gëtt, wat déi laangfristeg Orientatiounen an Objektiver vun der Defense festleet. De finalen Text kënnt den nächste Mount souwuel an de Regierungsrot wéi och an d'Chamberskommissioun. E soll virum Summer public gemaach ginn. An duerfir ass et gutt, datt mer haut och déi Debatt hei féieren, datt mer déi Iddien, déi vill konstruktiv Iddien, déi och haut zum Virschäi komm sinn hei am Parlament, kënne matafléisse loossen an dat finaalt Dokument.

An engems gëtt déi konkret Ëmsetzung vun deene Lignes directrices an engem Plan directeur de la Defense festgehalen, wou da ganz prezis drasteet, wéi eng Investissementer virgesi sinn, fir wéi ee Budget, wéi déi grouss Dossiere weidergefouert ginn. An dee Plan directeur gëtt regelméisseg aktualiséiert. En hëlleft bei der Planung a beim Suivi vun der Verdeedegungspolitik. Et gëtt also dat Dokument, fir Regierung a Chamber regelméisseg am Detail, transparent a strukturéiert iwwert d'Ëmsetzung vun der Defensepolitik ze informéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn zu Lëtzebuerg Wuelstand a Sécherheet gewinnt. Mä dowéinst si Wuelstand a Sécherheet nach laang keng Selbstverständlechkeet! A mir eleng kënne se net garantéieren. Fir eis Interessen effikass ze verdeedegen, ass eist Land nun eben emol op d'Zesummenaarbecht mat aneren ugewisen. An duerfir huet Lëtzebuerg sech jo och nom Zweete Weltkrich staark fir de Multilateralismus engagéiert, ass alle wichtegen internationalen Organisatioune bäigetrueden. An duerfir profitéiert Lëtzebuerg als Member vun EU an NATO vun der Sécherheet, déi duerch d'Solidaritéit ënnerenee geschafe gouf.

Mä Solidaritéit ass kee Sens unique. Och mir mussen eise Bäitrag leeschten a Responsabilitéit iwwerhuelen, wa mer op d'Solidaritéit vun deenen anere wëllen zielen. An dat maache mer, andeems eis Arméi net just deen nationalen Territoire verdeedegt, mä gemeinsam mat Truppe vun anere Membere vun der NATO an der EU och baussent eise Grenze fir eis Sécherheet suergt, op Fronten, déi eis direkt oder indirekt betreffen. Dat maache mer, andeem mer eis u gemeinsame Projete bedeelegen, un Investissementer, ouni déi eng gemeinsam Struktur net ka fonctionnéieren.

Dat musse mer maachen, dat maache mer an an engems behale mer den Interessi vun eiser Arméi am A a suergen, wou et nëmme geet, fir positiv Retombéeë fir Lëtzebuerg, sief dat ekonomescher oder awer och anerer Natur. Ech kommen drop zréck.

D'Zäite sinn also méi onsécher ginn, och an Europa, Dir wësst et. Mir gi mat neie Menacen a Gefore konfrontéiert, souwuel am Oste wéi am Süden, souwuel vu staatleche wéi och vun net staatlechen Akteuren, mat militäreschen an Terrorattacken, Cyber- an och Hybridattacken. Dat kollektiivt Sécherheetsëmfeld ass méi onberechenbar ginn. D'Welt verännert sech, d'Menacen evoluéieren, d'Technologien an d'Material entwéckele sech permanent weider. A mir kënnen do natierlech net einfach stoe bleiwen. Fir déi nei Erausfuerderunge brauche mer eng modern an effikass Arméi an Defense.

Op EU-Niveau ënnerstëtzt Lëtzebuerg duerfir den Defensepackage, deen am Dezember 2016 ofgeseent gouf. Déi lescht Woch goufen um EU-Sommet déi éischt konkret Resultater aktéiert. D'Defense vun der EU muss méi effikass, méi staark, méi kohärent mat der allgemenger EU-Politik ginn, speziell mat der Wirtschaftspolitik. Dat sinn d'Konditioune fir méi Autonomie. An déi rezent Decisiounen - Stéchwierder ebe PESCO, CARD oder MPCC - ginn an déi richteg Richtung.

D'Verdéiwung vun der europäescher Verdeedegungspolitik ass also amgaangen. An ech wëll hei ënnersträichen, datt d'EU-Länner net op den Här Trump gewaart hunn, fir sech besser ze koordinéieren, d'Defensebudgeten eropzesetzen an nei gemeinsam Projeten ze lancéieren. Scho virum Här Trump koum vun den USA d'Opfuerderung un Europa, fir méi ze maachen, fir manner vun den Amerikaner ofzehänken, méi ze maachen also, fir déi eege Sécherheet ze garantéieren. Och verschidden EU-Länner fuerderen dat.

An d'EU huet all Interêt, méi autonom ze sinn an hirer Sécherheetspolitik a muss duerfir och den néidege politesche Wëlle weisen a sech déi finanziell, capacitaire an operationell Moyene ginn. Dat si mer amgaangen ze maachen!

Den Här Trump erwaart sech vun den Europäer en „return on invest" fir de US-amerikaneschen Effort de Defense, dee bei iwwer 3,5% vum PIB läit. Den Drock, fir op 2% ze kommen, och zu Lëtzebuerg, gëtt also net méi kleng. Den Trend a puncto Effort de Defense geet no uewen.

Ech wëll awer och hei ganz kloer soen: Fir dës Regierung besteet d'Äntwert op d'Onsécherheet an d'Onstabilitéit, déi ëmmer méi zur Regel ginn, net eleng aus engem méi héije Verdeedegungsbudget. D'Politik vun den „3 D" - Diplomatie, Developpement an Defense - ass déi Politik, déi Lëtzebuerg vertrëtt an déi mer och an Zukunft wäerte vertrieden. D'Konflikter ze bekämpfen, dat ass wuel inevitabel. Mä vill méi wichteg ass et jo, derfir ze suergen, datt et iwwerhaapt net zu Konflikter kënnt. D'Preventioun bleift eng absolutt Prioritéit! An déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik dréit proportionell gesinn dozou esou vill bäi wéi net vill aner Länner op der Welt.

An och déi europäesch Sécherheetspolitik seet, datt d'Defense net deen eenzegen Outil ass, fir Sécherheet ze schafen. Allerdéngs ass d'Defense awer ee vun den Outilen, déi mer hunn, fir eis Sécherheet ze garantéieren. Dat heescht eben: An d'Defense muss och investéiert ginn.

Muss duerfir elo all EU-Land an den nächste siwe Joer säin Effort de Defense eropsetzen op 2% vum PIB? Léist dat all Problemer? Ass dat realistesch? Dozou kann een e puer Saache soen.

Éischtens, den Effort de Defense ass net déi eenzeg Miesslat fir Sécherheet. Solidaritéit dréckt sech net just a statisteschen Zuelen aus. Grad wéi aner europäesch Länner och, investéiert Lëtzebuerg schonn zanter Joren immens vill Moyenen an Antiterrorismusmoossnamen, an d'Police, an d'national Resilienz an, wéi gesot, an d'Entwécklungshëllef, awer och an den Accueil vu Flüchtlingen. Dat alles si grouss Depensen, déi alleguerten och der Stabilitéit an der globaler Sécherheet déngen. Dat soll, dat muss eis ugerechent ginn!

Et muss een och kucken, wat den Effort de Defense eigentlech beinhalt. Jo, Lëtzebuerg ass Leschten an der NATO, wa mer just dee Pourcentage vum PIB kucken, dee fir den Effort de Defense ass. Mä an der NATO sti mer awer och bei anere Kritäre ganz exzellent do, esou gutt wéi keen aneren! Néierens soss ass näämlech den Taux un Investissementer par rapport zum ganzen Defensebudget esou héich wéi zu Lëtzebuerg, bei iwwer 32%. D'Fuerderung un d'Staten ass déi, datt se wéinstens 20% vun hirem Effort de Defense fir Investitiounen an den Akaf vu Capacitéiten ausginn, déi d'NATO brauch. A Lëtzebuerg läit, wéi gesot, bei iwwer 30% a wäert och héich bleiwen.

Dat heescht, datt e groussen Deel vun de Sue fir utile Capacitéiten ausgi gëtt, déi eis hei am Land, an der EU an an der NATO feelen. Dat ass ebe bei Wäitem net fir all Land de Fall. An den USA läit de Pourcentage zum Beispill nëmme bei 25%, an der Belsch bei grad emol 2%.

Ausserdeem steet Lëtzebuerg och ganz gutt do beim Prozentsaz vu Militär, déi mer a Missioune schécken. An drëttens muss awer och d'Effikassitéit e Kritär sinn! Déi Lëtzebuerger Defense huet sech jo eben elo nei Strukture ginn, fir déi Hausse vum Effort de Defense effikass ze geréieren, wuelverstanen déi Hausse op 0,6%. A schonn eleng dat ass eng enorm Planifikatiounsaarbecht, fir datt déi Investissementer pertinent sinn, fir datt se nëtzlech sinn.

Misst Lëtzebuerg awer bis 2024 säin Effort de Defense verdräifachen, wier dat kaum bis guer net machbar a scho bal onverantwortlech. Eis Arméi ka guer net esou séier wuessen! Mä och hei ass Lëtzebuerg net eleng. Eng ganz Rei vu gréissere Länner soen eis méi oder manner däitlech, méi oder manner oft an de Kulissen, datt och fir si dat Zil vun 2% am Joer '24 net realistesch ass.

Nawell, an dat musse mer wëssen, wäert den Drock net ofhuelen. Enn Mee ass jo deen NATO-Sommet, wou d'Statscheffe sech mam Här Trump sollen ënnerhalen. Am Moment lafen ënnert den alliéierten an EU-Länner intensiv Konsultatiounen, un deene Lëtzebuerg natierlech deelhëlt, fir d'Positioune fir dee Sommet ze preparéieren.

Et ass also haut nach ze fréi, fir hei eng definitiv Annonce ze maachen iwwert de Lëtzebuerger Effort de Defense bis '24. Ech wëll awer betounen, datt Lëtzebuerg weiderhin zu den Engagementer vu Wales steet: den Trend no ënne vun den Defensebudgeten ze stoppen, den Effort de Defense ze erhéijen. Et ass net eng fest Obligatioun, fir op 2% am Joer '24 ze kommen. Par contre huet d'Lëtzebuerger Regierung sech fest engagéiert, fir eben national op 0,6% ze komme bis 2024.

Also nach eemol: Mir sinn eis bewosst, datt mer an Europa an och zu Lëtzebuerg an dëser Post-Brexit- a Post-Trump-Situatioun Efforte musse maachen am Sënn vun enger méi grousser Autonomie a puncto Sécherheet. Mä dat muss am Kader si vun enger realistescher Progressioun, déi mat alleguerten eise Partner ofgeschwat gëtt. An dat leeft.

Dann d'Fro: NATO, EU, EU-Arméi. Eng Stäerkung vun der europäescher Defense ass keng Duplikatioun vun der NATO. Dat ass en Nonsens, well egal ob Member vun der EU oder vun der NATO, jiddwereen huet ëmmer nëmmen eng eenzeg Verdeedegung an eng eenzeg Arméi a kann déi net einfach esou verduebelen. D'Verdéiwung vun der europäescher Verdeedegungspolitik kann d'NATO nëmme stäerken a vice versa.

D'Bierger géifen et kaum verstoen, wa mer als Äntwert op d'Sécherheetserausfuerderung eis Mëttel net besser géifen asetzen. Mir musse se onbedéngt op eng complementaire Aart a Weis ouni double Emploi notzen. A wa vun EU-Beméiungen am Beräich vun de Capacitéite rieds geet, kann et sech och nëmmen ëm déi handelen, déi souwuel an EU-Missioune wéi och an der NATO zum Asaz komme kënnen. Eng besser strukturéiert Planung an der EU an d'Kohärenz mat eisen Engagementer am Kader vun der NATO-Planung, der NDPP, soll dozou bäidroen.

Dat bréngt mech, wéi gesot, zum Sujet och vun enger EU-Arméi. Ëmmer erëm kënnt déi Fro jo op. Ob een derfir ass oder dergéint, hänkt eigentlech dovun of, wat een dorënner versteet. Wéi gesot, all Land huet jo just eng Arméi. Et geet also net drëm, op där enger Säit eng NATO-Arméi a parallell eng EU-Arméi opzesetzen. Et gëtt och keng NATO-Arméi als solch, och haut net! Wann d'NATO zum Beispill a Litauen deployéiert, wéi dat am Kader vun der „Enhanced Forward Presence" de Fall ass, da sinn et jo net eegen NATO-Truppen, déi dohinnerginn, mä eng Zesummesetzung vun Truppe vun NATO-Länner. Dat ass och bei EU-Operatiounen de Fall, bei de „Battlegroups". Mir gesinn also kee Bedarf an denken och net, datt et tel quel machbar wier, fir eng EU-Arméi opzestellen, déi als Ganzt misst geréiert ginn. Mir solle vill méi kucken, wat eis Ziler sinn, näämlech datt d'EU weider gemeinsam Operatioune féiert, wéi zum Beispill am Mali, an der RCA oder am Mëttelmier, datt eis Arméien duerfir och dat néidegt Equipement hunn, datt de politesche Wëllen do ass, fir dat ze maachen.

Mir sinn amgaangen, an all deenen Domäner d'EU-Defense ze stäerken, domadder d'EU-Armméien. Ech rappeléieren, datt d'militäresch Operatioune vun der EU just ausserhalb vum Territoire vun der EU kënne stattfannen. Um europäeschen Territoire mécht d'EU awer den zivillen Deel vun der europäescher Verdeedegung, wéi zum Beispill an der EUNAVFOR MED, déi eben eng zivill Operatioun ass mat militäresche Moyenen.

D'Stäerkung vun der NATO huet och e positiven Effet op d'Europäesch Unioun an op hir Capacitéiten, déi mer am Kader vun der NATO entwéckelen. Déi gi jo och national an am Kader vun der EU benotzt. Wéi wichteg déi transatlantesch Partnerschaft an d'Verdéiwung vun der Zesummenaarbecht tëscht der EU an der NATO sinn, beleeën déi gemeinsam Deklaratioune vu Warschau vum 8. Juli, d'Deklaratioun vun den NATO-Ausseministeren an d'Konklusioune vum EU-Conseil vum 6. Dezember d'lescht Joer. D'NATO huet also weiderhin eng zentral Roll fir Lëtzebuerg, well se an Europa verantwortlech ass fir déi kollektiv territorial Verdeedegung vun den Alliéierten.

Wat bezilt Lëtzebuerg dann elo un d'NATO? Bon, beim finanzielle Volet vun eiser NATO-Memberschaft, do musse mer ënnerscheeden tëscht engersäits der Contribution directe an der Contribution indirecte. D'Contribution directe, dat ass de sougenannten „common funded budget", an dee couvréiert d'Käschte vun deem, wat sämtleche Memberen zeguttkënnt, wéi zum Beispill „Command and Control" vun der NATO.

D'national Kontributioune ginn no engem Verdeelungsschlëssel, deen um RNB baséiert, gerechent an all Joer aktualiséiert. Am Fall vu Lëtzebuerg ass dee Schlëssel bei 0,15% vum Budget commun. Dat ass fir Lëtzebuerg e Montant vun 3,76 Milliounen Euro bei engem NATO-Gesamtbudget vun 2,3 Milliarden Euro. Dee Budget besteet aus engem Volet civil, haaptsächlech dat internationaalt Sekretariat, engem Volet militaire an dem NSIP („NATO Security Investment Programme"), deen déi gemeinsam benotzten Infrastrukturen innerhalb vun den alliéierte Länner couvréiert, zum Beispill d'Radaren.

D'Contribution indirecte par contre, déi ass natierlech vill méi héich a couvréiert sämtlech Käschten, déi Lëtzebuerg direkt dréit, wann eist Land fir d'NATO eppes mécht, dat heescht d'Paien, d'Material, d'Deployementer, d'Modernisatioun vum Charroi, d'Formatioun an esou weider fir eben NATO-Missioune wéi zum Beispill KFOR. D'Käschte fir d'NATO-Asätz belafe sech dëst Joer fir eis Auslandsmissiounen op 4.074.000 Euro. Dorënner ass d'VJTF, natierlech och d'„Enhanced Forward Presence", de Kosovo, d'KFOR, an an Afghanistan d'„Resolute-Support"-Missioun.

Wat elo méi spezifesch déi Fro ugeet vun der Modernisatioun vum Charroi, do sinn d'lescht Joer eng ganz Rei vun neien Acquisitioune gemaach ginn. Déi waren néideg, fir eis eben un deene Missiounen a Litauen ze bedeelegen. D'Chamber ass doriwwer jo informéiert ginn, datt Lëtzebuerg am Kader vun de Mesurë fir „Reinsurance" am Oste vun Europa un der „Very High Readiness Joint Task Force" an un der „Enhanced Forward Presence" a Litauen deelhëlt. Dat sinn Deployementer vun alliéierten Truppen, déi et duerch eng Rotatioun erlaben, datt eng permanent NATO-Präsenz an deenen éstleche Länner garantéiert ass, déi kéint reagéieren an och direkt an den Asaz goen am Fall vun enger Aggressioun.

Lëtzebuerg bedeelegt sech 2017 un der eFP an ab 2018 un der VJTF, all Kéiers a Litauen ënner däitschem Kommando. An dann ass et jo och nëmme selbstverständlech, datt d'Equipementer fir déi Asätz mussen op der Héicht sinn. Dat heescht, et muss genuch Material do sinn, et muss dat richtegt Material do sinn, fir eng ganz Kompanie ze deployéieren. Duerfir ass decidéiert ginn, bis 2018 eng ganz Rei vun Equipementer ze kafen, adaptéiert Wanterkleedung notamment, fir a Litauen ze goen, 15 gepanzert Ween - Unimoggen, fir d'Experten ënner Iech -, Radioen, Waffen. Vun 2016 bis 2018 hu mer an deem Kontext e Gesamtmontant vu 45 Milliounen Euro virgesinn, fir datt de Charroi modern ass, adaptabel an interoperabel bleift a virun allem eisen Truppen, eise Leit dohanne Sécherheet garantéiert. D'Sécherheet vun eise Leit a sämtleche Missiounen ass déi alleréischt Prioritéit, dat versteet sech vum selwen!

D'Fro vun de Jeepen: Neen, mir kafe se net. Eis Hummeren, déi decken de Moment eise Besoin of. A wat och déi Equipementer ugeet am Kontext „soldat du futur", mir hunn deen Equipement nach net, well mer dat ebe mat der Belsch a mat den Hollänner wëllen zesumme maachen, an dat ass nach net definitiv ofgeschloss.

Wéi gesot, an eiser Peripherie ass e Bou vun Onsécherheet an Onstabilitéit entstanen, deen eis virun nei Defie stellt. Mir gesi véier Kategorië vun Erausfuerderungen: éischtens, de Kampf géint den Terrorismus, deen och zwee Voleten huet, en nationalen an en internationalen.

Deen nationale Volet: Dir kennt den „Vigilnat", den nationale Plang, dee bei enger Terrorattack géint Lëtzebuerg aktivéiert gëtt. Den „Vigilnat" gouf ënnert der Leedung vum HCPN ausgeschafft an definéiert déi verschidden Tâchen, déi déi staatlech Organer, d'Verwaltungen an d'Servicer am Kader vun der Terrorismusbekämpfung op eisem Territoire erfëlle mussen.

Hei am Land ass d'Arméi net fir de Kampf géint den Terrorismus zoustänneg, si ass eng Capacité d'appui. Si huet am Kader vum „Vigilnat" prezis Aufgaben a Verflichtungen, déi se erfëlle muss, déi se erfëlle wäert, sou wéi d'Arméi dat och wärend dem Exercice den 23. Januar gewisen huet. Do gouf jo eng Terrorattack simuléiert.

Am Fall vun esou enger Alerte muss d'Arméi also eng gewëssen Zuel u Militär zur Verfügung stellen. An d'Arméi huet dat och esou geplangt, datt se zu all Moment capabel ass, fir dat ze maachen, fir déi Leit zur Verfügung ze stellen - a wann néideg och nach méi. An dat ass de Fall! Well mir wësse jo och, eng Rei vun eise Leit waren de leschte Summer an Auslandsmissiounen, an déi séier Hëllef, déi am Iernzdall konnt geleescht gi bei den Iwwerschwemmungen, weist jo awer, datt d'Zaldoten ëmmer prett si fir en nationalen Asaz.

Am Kader vum „Vigilnat" schaffen Defense a Police schonn zesummen, awer och schafft d'Arméi zesumme mat der Douane, mat der Santé, alles ënnert der Obhut vum HCPN. D'Arméi trainéiert och ganz konkret an deem Kader mat der Police.

Et gëtt awer och an anere Kaderen eng Zesummenaarbecht mat anere Verwaltungen. D'Arméi an d'Direction de la Defense sinn alle béid och Member vum Conseil supérieur de la protection nationale. Da siegéiert d'Defense och am „Cyberboard" an d'Arméi an d'Direction de la Defense treffe sech och regelméisseg mat der Direction politique vum Ausseministère a mat den internationale Representatiounen bei EU a NATO, fir ebe verdeedegungspolitesch Froen ze beschwätzen, awer och fir Kohärenz ze schafen.

Wat dann den internationale Volet ugeet vum Kampf géint den Terrorismus: D'NATO huet d'Terrorismusbekämpfung als solch net an hirem Mandat. Dat ass net eng Tâche fir Defense oder Militär, mä d'Verantwortung vun all eenzelnem Stat. NATO an EU leeden awer Operatiounen, fir géint Krisen ze kämpfen, déi duerch Terrorismus bedéngt sinn, un deene Lëtzebuerg natierlech och deelhëlt. Beispill: „Training Mission" am Mali, „Resolute Support" an Afghanistan, awer och déi finanziell Kontributiounen, déi mer leeschten, an d'Programmer, fir méi moderéiert Länner ze ënnerstëtzen. Tunesien oder Jordanien, dat kennt Der.

Egal ob et sech elo ëm EU- oder NATO-Missiounen handelt, si sollen ëmmer am Kader si vun enger globaler Sécherheetspolitik, ebe Stéchwuert 3 D, an och zur Stabilisatioun bäidroen.

Lëtzebuerg hëlt och deel un den EU-„Battlegroups", déi och fir d'EU „on call" sinn, falls eng Kris géif ausbriechen. Déi nächste Kéier, wou d'Lëtzebuerger Arméi beim „Battlegroup" matmécht ass iwwregens 2018. Wéi gesot, d'Terrorismusbekämpfung: éischt grouss Erausfuerderung.

Déi zweet ass d'Defense collective, also déi gemeinsam Verdeedegung am Sënn vum Artikel 5 vum NATO-Vertrag als Dissuasiounsmëttel virun Attacken op den Territoire vun den Alliéierten. Den Artikel 5 ass zwar wuel net declenchéiert ginn, mä d'NATO muss awer zu all Moment esou opgestallt sinn, datt se direkt ka reagéieren, falls eng Aggressioun kéim. D'Reassurance an d'Dissuasioun am Oste sinn an deem Kontext ze gesinn a ginn, wéi gesot, illustréiert duerch d'VJTF a vun dësem Joer un och vun der eFP, wat eben deemno en Emdenken an och eng Emorganisatioun bei der Arméi mat sech bréngt, déi an deem Sënn muss plangen an hir Truppen opstellen.

Drëtten Defi: d'Stabilisatioun post-conflit. Et geet drëm, de Partner am Süden awer och am Mëttleren Orient zur Säit ze stoen an hiren Efforten, fir hiert Land an hir Regioun mat eegene Mëttel erëm ze stabiliséieren, den Neesopbau ze erméiglechen. Dozou gehéiere Formatiounen, Infrastrukturen, Equipementer. Ouni dat kéinten déi wierklech dacks ganz haart erkämpfte Fortschrëtter iwwerhaapt net oprechterhale ginn. A fir déi Mesure gëtt et souwuel op Niveau vun der EU wéi och der NATO Konzepter, vun deene mir fervent Supporter sinn a se och finanziell ënnerstëtzen.

An dann déi véiert Erausfuerderung - dovunner hu mer de Mëtten och scho vill héieren -: Cyber- an Hybridmenacen. Och am Domän Cyber steet d'Defense awer net un éischter Rei. Et gëtt eng national Cyberstrategie, an d'Arméi, déi zwee Cyberexperten agestallt huet, këmmert sech eben ëm dee Volet Defense vun där Strategie. Dat heescht, dass och d'Arméi muss hir Reseaue viru Cyberattacke schützen. D'Defense suivéiert och déi Dossieren an deenen internationale Gremien.

Eis Cyber Defence ass awer, an dat ass, mengen ech, ganz wichteg, passiv. Dat heescht, mir stellen eis net op, fir cyberméisseg unzegräifen, mä mir mussen awer an der Lag sinn, Ugréffer ofzewieren.

Cyber ass een Domän, deen ëmmer méi wichteg gëtt. Dat sinn d'Konflikter vun der Zukunft. A grad fir Lëtzebuerg si Cyber- an Hybridattacke geféierlech, well eis Ekonomie zu engem ganz groussen Deel op ICT, Kommunikatioun, Datebanken a Satellitte berout. Esou Menacë sinn transversal, an duerfir muss d'Arméi sech nei Profiller ginn an nei Capacitéiten entwéckelen. Dat ass inevitabel.

Dann, wat d'Participatioun un Auslandsmissiounen ugeet, op déi ech nach kuerz wëll agoen: Mir huelen och an Zukunft dorunner deel. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg net just ee Land ass, wat Suen huet a Saache keeft, mä dass et seng Solidaritéit och mat enger physescher Präsenz vun eisem Militär am Ausland ënner Beweis stellt. An der Planung kuckt d'Arméi awer och an engems, datt Auslandsmissiounen ëmmer am Equiliber bleiwe mat der Missioun heiheem.

Natierlech kéint Lëtzebuerg wéi all aner Land op der Welt bei engem gréisseren Tëschefall kuerzzäiteg iwwerfuerdert sinn. Dat war jo och de Fall a Frankräich nom 11. November 2015. An duerfir huet Paräis jo och den Artikel 42 (7) vum Lissabon-Vertrag invoquéiert, fir Hëllef vun den EU-Memberstaten ze kréien. An ob dat e grousst Land ass oder e klengt, jiddweree kann emol op d'Solidaritéit vu senge Partner ugewise sinn. An esou engem Fall ass et da wierklech net auszeschléissen, datt eis Truppen aus dem Ausland op Lëtzebuerg zréckgeruff ginn.

Am Moment ass Lëtzebuerg op enger ganzer Rei vu Plazen engagéiert: am Mali mat zwee Leit, am Kosovo mat 23 Militär, an Afghanistan ass een Demineur, an a Litauen waren elo grad véier Militärexperten dohannen, fir der multinationaler Brigad ze hëllefen, d'Satellittentechnik opzeriichten. An am zweete Semester ginn dann 22 Militär a Litauen; dat ass en Transportpeloton. An dann ass et jo och esou, dass mer am Mëttelmier en Observatiounsfliger stellen am PPP mat enger privater Firma, fir eben d'Flüchtlingsstréim ze observéieren. Opgrond dovunner si schonn Dausende vu Leit gerett ginn.

D'EFP ass och e gutt Beispill derfir - an ech hunn et scho gesot -, datt eis Auslandsmissioune sech änneren. An de leschte Jore louch den Akzent op den OMPen: Opérations de maintien de la paix. Elo allerdéngs steet, wéi gesot, erëm d'Defense collective am Vierdergrond als Äntwert op d'Instabilitéit am Osten an am Süden.

Déi Deployementer a Litauen, dat sinn net einfach Exercicer. Si sinn eng operationell „advanced presence". Dat heescht, déi Truppen, déi do sinn, mussen an alleréischter Linn reagéieren, wann et zu engem Virfall kéim. An d'Regierung freet dowéinst och ëmmer explizitt fir déi Asätz den Aval vum Regierungsrot a vun der Chamberskommissioun. Mir sinn och amgaangen, déi Revisioun vum OMPs-Gesetz ze finaliséieren. Et geet jo drëm, fir dat Konzept ebe vun deenen Auslandsmissioune méi breet ze definéieren, fir eben deen neien Typ vun Deployementer mat ze couvréieren.

Mir wäerten och der Chamber proposéieren, fir déi Prozedur méi einfach, méi kuerz ze maachen. De Projet de loi gëtt an den nächste Méint deposéiert. En ass scho laang fäerdeg. Am Dezember hu mir eigentlech eis Aarbechten ofgeschloss. Du koumen awer nach statutaresch Revendicatiounen derbäi vun de Gewerkschaften, deene mer wollte Rechnung droen. An elo waarde mer nach op den Avis vun der Fonction publique. An dann hoffe mer, dass mer ganz geschwë kënnen domadder heihinner kommen.

Wéinst där néideger Reorientéierung vun eisen Deployementer, hu mer dann awer och decidéiert, eis Bedeelegung un der KFOR-Missioun am Kosovo am Oktober zu Enn ze bréngen, no 17 Joer Präsenz an 52 Kontingenten. Mir hanerloossen am Kosovo eng besser Situatioun wéi déi, déi mer 2001 fonnt hunn. Lëtzebuerg verschwënnt awer net ganz aus dem Kosovo, well eis Entwécklungshëllef geet intensiv weider. An d'Defense kuckt och, wéi se der KFOR an dem Kosovo weiderhi finanziell kann hëllefen. Ech proposéieren, fir doriwwer an den nächste Wochen eng Kéier e Bilan ze maachen, e Bilan ze zéien an der Chamberskommissioun vun eisem Asaz am Kosovo.

Da goufen de Mëtten eng ganz Rei vu Froe gestallt iwwert d'Organisatioun vun der Arméi, hir Entwécklung, hir Personalpolitik. A wéinst deenen Defien, déi mer opgezielt hunn, huet déi intern Entwécklung vun Arméi an Defense effektiv eng kruzial Bedeitung.

Dir wësst, datt am September en neien Organigramm fir d'Defense ugeholl ginn ass. Domadder ass d'Restrukturéierung vun der Arméi, déi zënter 2007 jo amgaangen ass, ofgeschloss. Et geet drëm, datt d'Arméi den aktuellen an neien Aufgaben a Missioune ka gerecht ginn, datt et eng besser Koordinatioun gëtt tëscht dem Politeschen an dem Militäreschen, andeems d'Direction de la Defense an d'Arméi permanent Strukturen opbauen, fir den Dialog an d'Prise de décision ze verbesseren.

An déi Synergie gëtt dann nach emol richteg besser, wann effektiv och een Deel vum État-major mat der Direction de la Defense och physesch ënner engem Daach zesummesëtzt. Firwat ass dat nach net geschitt? Ma well mer déi organisationell Neiopstellung gebraucht hunn, den Organigramm also gebraucht hunn, fir ze wëssen, wéi eng Leit da mat wéi engen aneren, mat wéi enge Fonctioune Kolocatairë ginn. Am Moment siche mer nach no engem adequate Gebai, wat genuch Plaz huet fir all déi Leit a wat awer och de Sécherheetsnormen entsprécht, déi d'Defense brauch. Dat ass awer och an der Planung.

Deen neien Organigramm gesäit jo dann och vir, datt den État-major reorganiséiert gëtt, fir datt d'Arméi nach méi effikass fonctionnéiert, eben och am Sënn vum Rapport Fischbach. Deen Deel vum État-major, dee sech ëm déi strategesch Dossiere këmmert wéi Planifikatioun, déi international Relatiounen, de Contrôle, deen Deel kënnt also op déi gemeinsam Adress mat der Direktioun vun der Defense. An deen aneren Deel vum Etat-major geet op den Härebierg, fir mat deem operationellen Deel eben zesummenzeschaffen an Doublicatiounen ze verhënneren.

Une voix.- Très bien!

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à la Defense.*- Déi nei Strukturen, déi setzen dann och déi Lignes directrices vun der Defense ëm.

Eent muss een awer do derbäi ganz kloer soen: Een Organigramm ass, fir unzefänken, ee Bild. E muss ëmgesat a mat Liewe gefëllt ginn. Den Organigramm stellt een Zil duer. Eng Zilorganisatioun, op déi mer mussen histeieren. Momentan huet d'Arméi nach net genuch Leit, fir all déi Posten ze besetzen, déi deen Organigramm virgesäit; wéi gesot, wat en Zil ass.

Ab September fänkt Arméi un, op Basis vum neien Organigramm ze schaffen. Parallell musse mer rekrutéieren, reorganiséieren. Do besteet absolutt guer keen Zweifel drun.

Mir hunn och elo déi zweet Phas vun der Consultance ugefaangen, déi eis ebe soll hëllefen, deen neien Organigramm um prakteschen Niveau ëmzesetzen, kloer Definitioun vun Tâchen a Prozeduren, Moderniséierung vun der Informatik, Definitioun vun enger globaler Stratégie de recrutement, déi eis weist, wéi vill Leit mer brauchen, mat wéi enge Profiller, op wéi enger Plaz an och, op wéi eng Manéier se kënne rekrutéiert ginn.

Bis Enn 2017 ass déi Stratégie de recrutement fäerdeg mat engem konkrete Plang, fir kuerz-, mëttel- a laangfristeg an der Arméi ze rekrutéieren. Wuel gouf scho villes gemaach an ech si frou, dass Der och de Bureau d'information ënnerstëtzt, och d'COPRAL-Coursë loosse sech ganz gutt un. Dat ass gutt a wichteg, well dee soziale Rôle vun der Arméi eng Prioritéit bleift.

Mä d'Arméi brauch awer net nëmmen déi Fräiwëlleg. Si brauch och Beruffszaldoten, fir d'Soldats volontaires ze encadréieren. Se brauch Leit fir den État-major, fir d'Capacitéiten ze geréieren. An anere Wierder: Mir mussen an all eenzel Carrière rekrutéieren. An duerfir musse mer elo nei Weeër goen. Mir wëllen d'Arméi nach méi attraktiv maachen duerch nei Carrièren, nei Beruffer, méi Beruffsperspektiven, fir dass ëmmer méi Jonker Loscht kréien, an d'Arméi ze kommen an och do ze bleiwen.

Mir hunn eng ganz Partie Iddien haut de Mëtten hei héieren. Mir wäerten eis awer och un innovative Modeller am Ausland inspiréieren. Mir mussen och iwwerleeën, wou Netlëtzebuerger kënnen agesat ginn. Mir mussen eis Kommunikatioun iwwerdenken. An et ass ganz richteg, dass mer e gudde Strapp méi mussen op déi sozial Medie setzen. An och Aspekter wéi den Equiliber tëscht Beruff a Famill si keen Tabu, am Géigendeel. Mir wëllen effektiv méi Fraen encouragéieren, de Wee an d'Arméi anzeschloen. An der Direction de la Defense melle sech ganz vill Fraen op vakant Posten. An duerfir ass et natierlech och sënnvoll, dass mer dat och an der Arméi förderen.

Et gëtt awer och nach eng aner interessant Pist. Leit, déi an der Arméi ausgebilt ginn, an duerno zréck an dat zivillt Liewe ginn, hu Kompetenzen, déi och duerno kënne fir d'Defense genotzt ginn. Ëmgedréit: Et gëtt um zivillen Aarbechtsmaart Leit mat Kompetenzen, déi och kënne militäresch interessant an nëtzlech sinn, zum Beispill Dokteren, Infirmieren, Techniker an esou weider. Mir denken drun, eng Zort Service de disponibilité national ze grënnen; also ee Pool vu Leit aus der Zivillgesellschaft, op déi een am Fall vun enger Kris kéint zréckgräifen, déi der Arméi kéinten zur Hëllef kommen. Nach gëtt et kee prezise Modell oder Modalitéiten. Et ass, wéi gesot, eng Pist, déi awer ganz interessant schéngt an déi mer wëlle studéieren.

Ee Wuert nach zu den Debouchéen. Et ass natierlech wichteg, dass mer d'Arméi attraktiv halen. An dat geet eben och iwwert d'Debouchéen. Ech muss awer och nach eng Kéier rappeléieren: Am Moment a schonn zimlech laang läit den Taux de reconversion tëscht 90 a 95%. Dat heescht, quasi jiddwereen, deen als Soldat volontaire an der Arméi war, kritt herno no engem Joer oder méi eng Aarbechtsrekonversioun, eng Aarbechtsplaz.

Den Droit d'exclusivité gouf ofgeschaaft vun der Fonction publique, well d'Verwaltungen direkt zum Deel wëlle rekrutéieren. Duerfir hu mer eben och nach méi Efforte gemaach an der Rekonversioun. Mir hu Partenariater gemaach mat Verwaltungen, fir geziilt op hir Besoinen anzegoen, fir geziilt Zaldoten ze fannen, zum Beispill ebe mat der ASS, mat dem Centre de rétention, oder och nach, fir Huissieren anzestellen.

Jiddefalls wëlle mer, wéi gesot, um Enn vum Joer e kloert Bild hunn iwwert dee ganze Rekrutement. Mir ginn awer scho virdrun an den nächste Méint an de Regierungsrot mat deenen éischte Rekrutementer, déi mer direkt musse maachen. Mä et ass awer och net eleng d'Arméi, déi dat richtegt Personal brauch.

Eis Defense politique gëtt jo am Numm vum Minister a vun der Statssekretärin an der Direktioun gemaach, an der Direction de la Defense. D'Planifikatioun an d'Gestioun vun deene wierklech groussen Investissementsprogrammer gëtt do geleet. D'Projete ginn ëmmer méi komplex. Si ginn technesch ëmmer méi anspruchsvoll. D'Direktioun huet schonn ugefaangen, méi spezialiséiert Personal anzestellen, mä mir stellen eis awer d'Fro, ob et net Sënn géif maachen, eng Agence nationale de l'investissement capacitaire ze grënnen, also eng Agence e wéineg nom Modell vu Lux-Development, déi ënnert der Leedung vun der Direction de la Defense géif Spezialisten a Projectmanager astellen, fir déi grouss Programmer ze entwéckelen.

Parallell schaffe mer awer och un der Adaptatioun vun de legislativen a reglementareschen Texter, inklusiv fir se un déi nei Virgabe vum Beamtegesetz ze adaptéieren. Dat gëtt an aller Transparenz am Kader vun enger regelméisseger Quadripartite tëscht Direction de la Defense, État-major a Syndikater negociéiert.

D'Haaptdossiere sinn d'Loi organisation militaire. Mir adaptéieren dat Gesetz un déi nei Gegebenheete vum Fonctionnairesstatut, preziséiere verschidde Punkten, déi en ligne si mat der Defense vun der Zukunft. An dat Gesetz gëtt dëst Joer deposéiert.

D'OMP-Gesetz, hunn ech scho gesot, do si mer fäerdeg. Mir waarden nach op en Avis. Da gëtt dat direkt deposéiert. Mir schaffen och un engem modernen Disziplinargesetz. Dat kënnt, mä mir hunn eben dem Kadergesetz Prioritéit ginn. Awer dat kënnt och.

Mir hunn zesumme mat de Gewerkschaften an dem État-major un enger Erneierung vum Statut vun de Soldats volontaires geschafft. D'Negociatioune sinn ofgeschloss. Den Text geet deemnächst an de Regierungsrot.

Mir hunn e Régime de travail vun der Militärmusek ausgeschafft. Och dat war e wichtege Punkt, deen huet misse gekläert ginn. An och dat läit am Moment beim Statsrot.

Dann hu mer de Statut vun den Offizéier adaptéiert, fir den neie Profiller, déi gesicht ginn, gerecht ze ginn. Och dat läit beim Statsrot.

An dernieft wäerte mer nach d'Reglementer iwwert d'Remuneratioun vun de Volontairen op de Leescht huelen, an dobäi wéi ëmmer mat der Arméi an de Gewerkschaften enk zesummeschaffen.

A mir schaffen och drun, an dat ass jo och ugeklongen, fir de Militärdéngscht fir déi Fräiwëlleg ze verlängeren, och d'Rekonversioun. Et muss een do awer oppassen, datt een net ze vill ee laange Service decidéiert, well dat ass och net am Sënn vun enger attraktiver Arméi oder vun enger méi attraktiver Arméi. Also, do gëtt et schonn e Spagat ze maachen, mä do si mer amgaangen, dat ze finaliséieren.

An da gi jo d'Infrastrukture vun der Arméi verbessert. Eis Kasäre sinn al. An et ass nëmme richteg, datt eise Militär uerdentlech Infrastrukturen zur Verfügung kritt, fir ze schaffen, fir ze trainéieren. Effektiv wäerten déi ganz Renovatiounsaarbechten eiser lokaler Ekonomie zeguttkommen. Et ass e grousse Chantier fir eis Handwierksbetriber. Wat déi Aarbechten do ugeet, huet d'Arméi hir Besoinen definéiert. An dat baulecht Ëmsetze vun deem ganze Plan de rénovation gëtt jo vum MDDI gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen also eng Defense a mir brauchen eng Arméi. Wéinst dem Effort de Defense, dee substanziell eropgeet, musse mer eis iwwerleeën, wéi a wou mer déi Sue sënnvoll ausginn. Menacen evoluéieren, Technologien evoluéieren, eist Land evoluéiert. Wann eis Defense an eis Arméi solle pertinent bleiwen, da mussen och si sech entwéckelen.

An de Moment ass dee richtegen, fir iwwert d'Entwécklung vun eiser Defense politique a vun eiser Arméi nozedenken. Mir kënnen déi Suen natierlech einfach a grouss international Programmer erabezuelen, wéi dat an der Vergaangenheet dacks gemaach ginn ass a wou et net onbedéngt e Lien gouf mat Lëtzebuerg, oder mer kënnen déi Suen hei zu Lëtzebuerg investéieren a Programmer, a Projeten, déi effektiv eppes mat eisem Land ze dinn hunn, an engems awer och mat der Iwwerleeung, datt awer och eis Arméi eppes dovunner huet, datt se ka Kompetenzen opbauen, datt se ka wuessen, an durabel Synergië mam Privatsecteur agoen. An duerfir brauche mer déi néideg Strukturen, fir dat effikass ze maachen.

An deem Kader ginn et am Fong eng Rei Prinzipien, déi eis wichteg sinn.

Éischtens, wéi gesot, mir wëllen esou eisen Effort de Defense investéieren, datt en utile ass am Kader vun EU an NATO, eiser Arméi zeguttkënnt, an eben och positiv Retombéeë fir eist Land huet.

Zweetens sollen Defense an Arméi eisem Land gläichen, d'Valeure vun eisem Land vertrieden. Also Zouverlässegkeet, Dynamik an Oppenheet sinn déi grouss Valeure vun eisem Land. An engems soll se awer och op der Héicht sinn, wat Technologien, Innovatioun a Kommunikatioun ugeet.

An dann drëttens: Den Typ vum Equipement, an dee mer wëllen investéieren, brauch nei Kompetenzen. Mir brauche méi Leit, dat stëmmt, mä mir brauchen awer och aner Profiller.

Véiertens, de Rôle social vun der Arméi ass a bleift eng Prioritéit fir eist Land a muss preservéiert a virun allem och developpéiert ginn.

Alles schéin a gutt. Wat heescht dat elo konkret? Als Alleréischt suerge mer derfir, datt all Zaldot, all Militär fir säin Alldag a seng Asätz dat néidegt Basismaterial huet. An ech weess, datt de SPAL, op deem säin Avis ech ganz vill Wäert leeën, en Tour gedréit huet duerch d'Fraktiounen, obwuel mer jo an der Quadripartite alles beschwat hunn a weider eigentlech och keng Reklamatioune komm sinn. Mir sinn eigentlech souversiichtlech, datt jiddwereen dat huet oder kritt, wat e brauch.

D'Gewierer sinn effektiv schonn 20 Joer all, mä se gi regelméisseg getest, se bleiwe prezis, zouverlässeg. D'Gilets pare-balles entspriechen den aktuellen Normen, absolutt. An och d'Nuechtsiichtgeräter gi vun der NSPA inspizéiert an als konform erkläert.

Wéi gesot, et ass eis wichteg, et ass immens wichteg, datt d'Basismaterial klappt, datt eis Leit gutt equipéiert sinn. A mir wäerten alles derfir maachen, datt dat och esou ass.

Mir hunn och esou geplangt, datt d'Arméi an d'Defense déi néideg Moyenen hunn, fir d'Engagementer ze honoréieren, déi mer scho geholl hunn am Kader vun der NATO. Mir mussen awer elo méi wäit kucken. An duerfir definéiere mer an de Lignes directrices eng Evolutioun bis 2025 an doriwwer eraus.

Mir wëllen an der Arméi deen traditionelle Rôle vun der Reconnaissance ausbauen a konsequent op nei Technologië goen, doranner investéieren. Dësen traditionelle Rôle vun der militäreschen Opklärung gëtt haut definéiert als den ISR-Beräich. ISR steet fir „Intelligence", „Surveillance" an „Reconnaissance".

An anere Wierder ass dat d'Missioun, fir Informatiounen ze sammelen iwwert d'Ëmfeld, an deem eng Trupp am Asaz ass. Déi Informatioune betreffen d'Geforen an deem Ëmfeld. Et ass also eng Missioun, déi den Zaldot schützt.

Déi Technologie, ëm déi et hei notamment geet, ass déi vun den Dronen. Fréier ass mat der Spektiv gekuckt ginn. Haut gëtt mat der Dron gekuckt. D'Missioun ass déiselwecht, d'Technologie huet evoluéiert. Drone ginn zum Beispill agesat iwwert dem Mëttelmier, fir Flüchtlingsstréim a Schlepperbanden ze iwwerwaachen. Drone sinn agesat ginn iwwert dem Fluchhafe vu Kabul, wou Lëtzebuerger Zaldote stationéiert waren, fir eben dee ganze Perimeter vum Fluchhafen ze iwwerwaachen am Sënn vun der Protektioun vun den Zaldoten.

Iwwert deen Asaz vun den Drone gëtt kontrovers diskutéiert. Duerfir wëll ech och direkt ganz däitlech nach emol betounen, datt dës Regierung Dronen nëmmen an exklusiv fir d'Iwwerwaachung, fir d'Observatioun wäert asetzen. Déi Dronen, déi mer kafen, sinn also keng bewaffnet Dronen. Si gi benotzt, fir Informatiounen ze sammelen iwwer eng bestëmmte Situatioun an engem internationale Kader an also strikt ënner nationalem Recht.

Ech wëll awer och betounen, datt déi technologesch Entwécklung, déi mer mussen agoen, déi sougenannte Capacité de soutien net a Fro stellt, déi d'Arméi zur Verfügung stellt. Waasseropbereedung, Deminage, Dekontaminatioun: Och dat wäert weiderhin esou gemaach ginn, wéi mer dat haut maachen; eventuell souguer nach e bësse méi.

Déi zweet grouss Entwécklung concernéiert effektiv d'Composante aérienne vun der Arméi. Déi gëtt ausgebaut, an zwar an de Beräicher Transport, Évacuation médicale an Observatioun. D'Composante aérienne vun der Arméi gëtt et scho laang, zanter dem Gesetz vun 2007. Si limitéiert sech jo haut awer haaptsächlech op den A400M, dee mer nach net hunn. Dobäi gëtt et jo awer zu Lëtzebuerg ganz vill Know-how, vill Savoir-faire an deem Beräich. Stéchwuert Cargolux, fir nëmmen déi ze nennen.

Duerfir mécht et och Sënn, datt d'Arméi sech an deem Domän weiderentwéckelt. Mir ginn eng Etüd an Optrag, fir ee Gesamtkonzept auszeschaffen. Doranner gesi mer zum Beispill een Helikopterprogramm vir, virun allem fir Évacuations médicales ze maachen. Dorobber ginn ech elo gläich nach an. An deem Kontext denke mer och un e Partenariat tëscht Stat a Privatsecteur, fir ënnert der Leedung vum Stat eng Capacitéit vun Observation aérienne opzebauen. Dës Capacitéite kéinten zum Beispill och an engem maritime Kontext agesat ginn, well mer jo zu Lëtzebuerg och ee Pavillon maritime hunn, dee muss protegéiert ginn.

Dat Ganzt, also déi nei Demarchen am Beräich Composante aérienne, gëtt ee Konzept mat ganz ville Facetten. Mir kënnen d'Projeten eleng maachen oder mat Partner. Mir denken un d'Formatioun vu méi militäreschem Fluchpersonal. Mir envisagéieren eng physesch militäresch Präsenz um Findel, wou de Stationnement an d'Maintenance kënne gemaach ginn a wou sech Opportunitéite bidden, fir mat Lëtzebuerger Akteuren zesummenzeschaffen, zum Beispill mam Findel, mat enger Air Rescue, mat enger Luxaviation, mat der Cargolux, der SES oder aneren.

Een aneren ambitiéise Projet ass dee vun der Médecine militaire. All militäresche Kontingent, deen an den Asaz geet, soll vun enger medezinnescher Equipp begleet an ënnerstëtzt ginn. An an deem Beräich ginn et ganz, ganz grouss Besoinen, souwuel bei der NATO wéi och bei der EU.

Duerfir entwéckele mer elo e Programm, vun deem souwuel eist Militär wéi och d'NATO profitéiert, mä awer och déi ganz Lëtzebuerger Populatioun. Dat Personal an dat Material, an dat mer investéieren, kënnt dem ganze Land zegutt. Dee Projet, deen deemno eigentlech vill méi wäit gräift wéi e Militärspidol, dee Projet huet dräi Pilieren:

Éischtens, Chirurgie traumatique. Mir setzen eng Equipp vun Dokteren a medezinneschem Personal op d'Been, déi no spezifesche militäresche Kritäre forméiert sinn an déi am Kader vun der NATO oder vun der EU dann op den Terrain ginn an an den Asaz kënne geschéckt ginn. Déi Zäit, wou déi Equipp keng militäresch Obligatiounen huet, schafft se hei zu Lëtzebuerg an engem vun eise Spideeler, entweder fir alldeeglech Tâchen ze maachen oder och am Fall vun enger Kris. Esou si méi Dokteren, méi Infirmièren, héich spezialiséiert Experte fir Lëtzebuerger Patienten disponibel.

Deen zweete Pilier sinn déi ustiechend Krankheeten. Nom selwechte Modell gëtt eng Equipp op d'Bee gesat, déi kann an den Asaz geschéckt ginn, mä och hei zu Lëtzebuerg wäert schaffen, ënner anerem mat nationale Partner wéi zum Beispill dem Laboratoire national de santé oder och aneren. Wann eemol eng weltwäit Epidemie wéi déi vun Ebola géif ausbriechen, dann hätte mer hei zu Lëtzebuerg zousätzlech Kompetenzen, fir dorobber ze reagéieren.

An dann deen drëtte Pilier: ee Centre médical de crise de la Defense. Mir wëllen zousätzlech Spidolsbetter zur Verfügung stelle fir blesséiert Militär oder am Fall vun enger nationaler Kris. Déi zousätzlech Capacitéite sinn e militäresche Complément zum nationale Kriseplang. An an deem Centre de crise kann och generell dat medezinnescht Personal fir den Eeschtfall forméiert ginn.

D'Konzept steet an ass ofgeschwat mam Santésministère, geet geschwënn an de Regierungsrot. Duerno fänkt dann eng ganz prezis Planung un, wou mer d'Modalitéiten definéieren: Wéi vill Leit brauche mer? Wéi rekrutéiere mer se? A wéi enge Spideeler gi wéi eng Aktivitéite gemaach? Mat wéi engen aneren nationalen Akteure kënne mer zesummeschaffen?

Wa mer e Schratt méi wäit sinn, gëtt d'Chamber selbstverständlech informéiert. Et ass e ganz flott Konzept, un dat ech gleewen an dat och scho mat ganz villen Akteuren ugeschwat ginn ass, notamment eben och mat de Spideeler. Ech denken, datt dat eis kéint gutt zu Gesiicht stoen.

Nieft dem Ausbau an der Moderniséierung vun der Arméi, nieft der Entwécklung vun der Composante aérienne an nieft dem Aféiere vun der Militärmedezinn bleift awer natierlech och de Satellitteberäich ee wichtege Pilier vun der Defense. Eis Investitiounen an de LuxGovSat, eise staatleche Kommunikatiounssatellitt, illustréiert déi Richtung. De Bedarf u securiséierter militärescher Satellittecapacitéit wiisst permanent, sief et fir Kommunikatioun, sief et fir d'Observatioun. An d'Defense sicht also och no weideren Opportunitéiten; an deem dote Beräich ganz sécher.

Här President, léif Membere vum Parlament, dës nei Richtunge fir eis Verdeedegungspolitik an den nächste Joren hu mer gewielt, well se militäresch prioritär sinn a well se op eng Expertis opbauen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sief et beim Stat, sief et an der Medezinn oder eben an der Wirtschaft.

Wichteg ass, fir ze betounen, datt mer dat alles net kënnen eleng maachen a maîtriséieren, mä an Zesummenaarbecht mat eisen nationalen an eisen internationale Partner. Et versteet sech och vum selwen, datt mer dat do net vun haut op muer ëmsetzen. Dat do ass eng Entwécklung, déi sech iwwer Joren hinzitt, mä déi mer awer haut a muer mussen decidéieren. Et ass en ambitiéisen, mä realisteschen an noutwendegen Zukunftsprogramm fir d'Defense a fir eis Arméi.

Ech wëll ofschléisse mat engem Merci fir déi vill konstruktiv Virschléi vun eisen Deputéierten. Ech sinn och ganz frou iwwert déi breet Énnerstëtzung, déi et hei gëtt fir d'Arméi, fir d'Defense a fir déi zukünfteg Ausriichtung. Virun allem awer wëll ech e Merci soen un eis Zaldoten, eise Militär, den État-major. Eis Arméi mécht dem Land am Ausland ganz vill Éier a se ass fir eis Leit hei am Land ëmmer disponibel.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Statssekretärin.

6. Ordre du jour

Op Demande vun eenzelne Kolleegen an am Accord mat der Conférence des Présidents sinn dann d'Votte muer de Mëtten.

Domat komme mer un d'Enn vun der Sëtzung vun haut. Muer de Mëtten ass Rendez-vous um zwou Auer.

Merci. E schéinen Owend a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.41 heures)

SÉANCE 26

MERCREDI, 15 MARS 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN (suite)
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

3. Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l'«Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*
- *Débat: Mme Martine Hansen, M. Claude Lamberty (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum*
- *Motions: Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. 7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique
- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d'Regierung keng Matdeelung ze maachen huet.

(Assentiment)

Da géife mer direkt zum Ordre du jour iwwergoen.

2. Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN (suite)

Wéi Der wësst, hu mer gëschter Owend de Vott iwwert d'Motioun an d'Resolutioun op de Mëtte vertaagt. Der Form halber wëll ech froen, obwuel d'Motiounen an d'Resolutioune vollstänneg erkläert gi sinn, ob een d'Wuert dozou freet.

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da géif ech direkt d'Motioun, déi vum Här Kartheiser abruecht ginn ass, zum Vott stellen.

(Motion déposée en séance publique n°25 du 14 mars 2017 - à consulter dans cette édition du compte rendu)

Vote sur la motion 1

An ech lancéieren de Vott.

(Brouhaha général)

D'Procuratiounen.

Une voix.- Et geet net!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Geet et net? Huet et net geklappt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass nëmme beim Jo, wou et geet.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Här Graas huet och dergéint gestëmmt.

(Concertation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass bis 43 gaangen.

(Brouhaha)

Ech géif dann de Vott emol provisoresch ofschléissen, fir en dann nach eng Kéier ze lancéieren.

Da géife mer, wann d'Technik prett ass, de Vott nach eng Kéier lancéieren. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir korrigéieren dat da bei deene Kolleeginnen a Kolleegen, wou et net gaangen ass. Mir hunn 53 Nee-Stëmmen an 3 Jo-Stëmmen. An domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre et 3 voix pour.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Vote sur la résolution 1

(Résolution déposée en séance publique n°25 du 14 mars 2017 - à consulter dans cette édition du compte rendu)

Mir géifen dann zum Vott iwwert d'Resolutioun iwwergoen. An och do fänkt d'Ofstëmmung un. D'Prokuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

56-mol Neen, 3-mol Oui. Domat ass d'Resolutioun 1 ofgeleent. Ech soen lech Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, eng Deklaratioun vun der Regierung duerch den Erzéiungsminister Claude Meisch an de Statssekretär am Kulturministère Guy Arendt iwwert den Aktiounsplang vun der Regierung fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. D'Wuert huet den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch.

3. Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l'«Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d'un débat

Déclaration

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären,

d'lescht Woch hunn de Statssekretär Guy Arendt an ech selwer hei am Haus bei net manner wéi véier Chamberskommissiounen déi Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch kënne virstellen. Ech denken, dat entbënnt mech, gradesou wéi datt et jo och iwwert d'Press communiquéiert gouf, elo hei dovunner, fir déi Punkten am Detail nach emol virzestellen.

Mä ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt déi Initiativ iwwerhaapt baséiert op dem breede Wonsch vun der Populatioun hei am Land, fir eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze maachen, eis Lëtzebuerger Sprooch ze promouvéieren, se héichzehalen, se un déi nächst Generatioune weiderzeginn, se och un déi weiderzeginn, déi vu bausse bei eis kommen. A mir stellen ëmmer nees fest dann, virun allem hei an dësem Sall hu mer et virun enger Rei vu Méint beim Jugendkonvent zum Beispill festgestallt, datt ganz besonnesch jonk Leit deen dote Wonsch ganz kloer a mat enger grousser Natierlechkeet, awer och mat enger ganz grousser Däitlechkeet ëmmer nees widderhuelen.

Mir brauchen also net onbedéngt elo en Aktiounsprogramm, fir eis Lëtzebuerger Sprooch ze revitaliséieren oder ze reaniméieren, well se ass gutt positionéiert, se gëtt vill geschwat, se gëtt vill geschriwwen, se gehéiert zur Alldagskommunikatioun einfach mat derbäi. Mä trotzdeem denke mer, datt bei deene Changementer, déi mer hei am Land kennen, mer awer Initiative mussen huelen a Suerg drop leeën, datt et en Deel vun eiser Identitéit bleift, en Deel vun eiser Kultur och an Zukunft wäert bleiwen.

D'Regierung gesäit och absolutt kee Widdersproch doranner, sech fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch anzesetzen a gläichzäiteg awer och mat därselwechter Selbstverständlechkeet ze soen, datt mer e méisproochegt Land sinn an datt mer eis och fir eis Méisproochegkeet wëllen a mussen engagéieren.

Mir gesinn och kee Widdersproch doranner, datt mer e weltoppent Land sinn, e Land sinn, wat gäre Leit vu baussen och ophëlt, wou mer wëssen, datt dat och zum Deel en Deel vun eisem Erfollegsrezept ass vum Lëtzebuerger Land, datt Leit mat Iddien, mat Tatendrang a gudden Initiativen och vu wäit oder vu manner wäit bei eis komm sinn, fir sech hei nidderzeloossen an hei mat eis zesummen eppes ze ënnerhuelen. Och dat ass kee Widdersproch zu enger Strategie, enger laangfristeger Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. An dës Strategie ass ganz kloer eben och en Deel vun der Méisproochegkeet a vun der weiderer Förderung vun eiser Méisproochegkeet hei zu Lëtzebuerg.

Déi Strategie, déi mer virgeluecht hunn, ass ganz kloer mëttel- a laangfristeg ugeluecht. Wann een eppes fir eng Sprooch wëllt maachen, da geet dat per Gesetz net, per Reglement net mat enger Decisioun, mä et muss ee virun allem mat ganz villen Akteuren zesumme kucken, e Konsens och ze fannen, kucken, déi anzebannen, eng ganz Rei vun Initiativen ze huelen an och ganz vill Leit dovunner ze iwwerzeegen, ze motivéieren, fir déi Initiative mat ëmzesetzen.

An duerfir hu mer als éischt Initiativ och gesot, datt mer gären en Zwanzegjoresplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch wëllen erstellen, deen nach iwwert déi ganz konkret Mesuren, dee mer jo och hei an dëser Strategie schonn dran hunn, soll erausgoen, deen och net eng Kéier erstallt soll ginn an dann iergendwann eng Kéier soll ofgeschloss ginn, mä dee regelméisseg soll evaluéiert ginn, wou d'Ziler da sollen evaluéiert ginn, wou gekuckt soll ginn, wat fir eng Mesuren zu wat fir engem Resultat gefouert hunn, deen och permanent eigentlech soll kucken, wat fir eng nei Erausfuerderunge sech géife stellen oder mat wat fir engen neien Initiativen een d'Lëtzebuerger Sprooch an eisem Land méi staark nach kéint verankeren.

En zweete wichtege Punkt - deen ech, mengen ech, awer hei am Haus net weider am Fong brauch duerzestellen -, dat ass, datt mer d'Lëtzebuerger Sprooch an eiser Verfassung wëlle verankeren, wat jo éischter eng Initiativ vun der Chamber ass. Mä sécherlech passt béides ganz, ganz gutt zesummen, nach emol ganz kloer och an eisem Grondgesetz ze maachen, datt mer eng Lëtzebuerger Sprooch hunn, an awer gläichzäiteg och niewendrun eng Rei vu Méiglechkeeten, vun Initiativen an och vu Strukturen a Ressourcen eis ze ginn, fir dann och ganz konkret eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze maachen.

Mir hunn och festgehalen, datt mer der Lëtzebuerger Sprooch d'Visibilitéit net nëmmen no banne solle ginn, mä och no bausse solle ginn, datt mer en Arrangement administratif ustriewe mat den EU-Institutiounen, fir zumindest dat, wat mëttlerweil selbstverständlech ass hei zu Lëtzebuerg, näämlech datt e Bierger sech un Administratiounen oder Ministèren hei wennt an der Lëtzebuerger Sprooch an dann och ka verlaangen, op Lëtzebuergesch eng Äntwert ze kréien, datt och dat Gültegkeet huet herno, wann e Lëtzebuerger oder en anere Bierger vun eisem Land sech un eng EU-Institutioun op Lëtzebuergesch wennt, fir och do deementspriechend op Lëtzebuergesch eng Äntwert kënnen ze kréien.

Ech denken, datt do virun allem och jo Europa nach emol e Stéck méi no réckelt bei d'Leit hei zu Lëtzebuerg, andeem eis Sprooch, d'Lëtzebuerger Sprooch och eng gewësse Visibilitéit um europäesche Plang kritt.

Dann d'Mesuren, déi éischter vum Guy Arendt nach wäerten am Detail virgestallt ginn, déi och struktureller Natur sinn, wou mer gesot hunn: Et geet net duer, eenzel Initiativen ze huelen, déi sécherlech ganz breet gestreet och um Regierungsniveau mussen ëmgesat ginn, fir wierklech och en Effet kënnen ze hunn, mä mir mussen eis Moyene ginn, mir mussen eis Ressourcë ginn, mir mussen eis Strukture ginn, fir och dat dote kënnen ze schëlleren. An och dat ass hei ganz, ganz kloer ugeluecht.

A fir dee Kommissär an deen Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze schafen, do schaffe mer un engem Gesetzesprojet, wou mer d'Ambitioun hunn, deen nach virun dësem Summer an der Regierung guttzeheeschen an dann hei an d'Haus kënnen eranzekréien.

An d'Ambitioun besteet selbstverständlech, dat, wéi de Gros vun all deenen aneren Ukënnegungen, déi mer gemaach hunn, nach am Laf vun dëser Legislaturperiod och kënnen net nëmmen unzedenken an unzestoussen, mä och ëmzesetzen.

Wat de Volet vun deem ganze Bildungsberäich ubelaangt, esou ass dat natierlech e wichtege Pilier fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch, well bis elo, wa mer et ëmmer nees fäerdegbruecht hunn, trotz deene ganz ville Leit, déi vu baussen ëmmer nees bei eis komm sinn, datt d'Lëtzebuerger Sprooch nach ëmmer eng grouss Bedeitung zu Lëtzebuerg huet, dann ass dat virun allem duerch déi ëffentlech Schoul gewiescht, well déi Leit, déi vu bausse bei eis komm sinn, op d'mannst oder spéitstens an der zweeter Generatioun, wann d'Kanner duerch d'ëffentlech Schoul gaange sinn, hu se duerno Lëtzebuergesch geschwat, och wa mer et net tel quel an aller Breet an eise Schoulprogrammer hunn, mä et ass am Klassesall präsent gewiescht, et ass um Schoulhaff präsent gewiescht, an d'Lëtzebuerger Sprooch ass op eng ganz natierlech Manéier u Generatiounen och vun auslännesche Kanner weidervermëttelt ginn. An ech denken och, datt en Deel vun deem Succès vun deenen Integratiounsefforten, déi mer jo awer zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht Jorzéngte gemaach hunn an och kannt hunn, datt déi dorobber berouen, datt d'ëffentlech Schoul hei wierklech hir Aufgab iwwerholl huet.

Natierlech stéisst och dat u Limitten. An duerfir denken ech, musse mer och do nach eng Kéier kucken: Wat kënne mer méi maachen? Wat kënne mer aneschters maachen? Wéi kënne mer eis an der Breet vläicht och nach besser opstellen?

D'Realitéit ass haut, datt mer en Aarbechtsmaart hunn, wou jo och net nëmme Residenten täteg sinn, mä och ganz vill Leit bei eis am Alldag hei präsent sinn op der Schaff, an de Butteker, am Bus an am Zuch an op ganz villen anere Plazen, déi eigentlech net hei duerch d'Schoul gaange sinn, datt mer eng ganz staark Immigratioun och nach ëmmer hunn, datt mer och e Phenomeen hunn, datt en Deel vun de Kanner, déi aus der Immigratioun eraus kommen, a Privatschoulen, an international Privatschoule ginn, wou et bis elo op jidde Fall net Usus ass, datt systematesch Lëtzebuergesch geschwat respektiv vermëttelt gëtt, an datt mer haut eng Situatioun hunn, datt mer Dausende vu Kanner, vu klenge Kanner a Crèchen hunn, wou kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt. An ech denken, och dat soll eis sécherlech interpelléieren.

Duerfir hu mer jo och eng Rei vun Initiativen hei ugekënnegt, déi zum Deel net nei sinn, wéi zum Beispill, datt an all de Crèchen ab September iwwerall och muss Lëtzebuergesch geschwat ginn, och lëtzebuergeschsproochegt Personal muss präsent sinn, och datt mer an Zukunft bei enger Reform vum Privatschoulgesetz déi Privatschoulen, déi net eise Schoulprogramm ubidden, mä en internationale Schoulprogramm ubidden, och obligéieren, do zu engem gewëssene Mooss am Stonneplang fest Lëtzebuergeschcoursen, Lëtzebuergeschformatioune festzeschreiwen, fir datt all Generatioun herno wierklech, déi duerch eis Schoulen, déi ëffentlech an déi privat, gaangen ass, och eis Sprooch kenneléiert.

Duerfir huele mer Initiativen, déi awer éischter am Beräich vun Optiounscoursë leien, am Beräich vun der Fräiwëllegkeet leien, fir och eis Orthografie, eis Schreifweis weider kënnen ze vermëttelen, oder fir Loscht ze maachen an ze motivéieren, och op Lëtzebuergesch ze schreiwen a gutt op Lëtzebuergesch ze schreiwen, wou ech Iech ka soen, datt am nächsten Hierscht bei der nächster Rentrée och eng ganz Rei vu Lycéeën deementspriechend Optiounscoursë wäerten ubidden.

Duerfir hu mer eng Campagne lancéiert, wou een un de breede Public erukënnt, mat enormem Erfolleg eigentlech och, wou mer 86.000 Visiteuren op eiser Internetsäit respektiv der Facebook-Säit haten, d'Campagne „schreiwen.lu", wou een op eng flott, interessant an och ganz kuerz Manéier jiddwerengem ka weisen a vermëttelen, wéi een da säi geschriwwent Lëtzebuergesch och ka verbesseren.

Duerfir huele mer weider Initiativen och am Beräich vun der Formation des adultes. Mir encouragéieren all déi Akteuren, sief et Asblen, sief et Gemengen a sief et och eis eegen Instituter, wéi zum Beispill den Institut national des langues, och do nach eng Kéier an der Breet an an der Déift méi Formatioune fir Lëtzebuergesch unzebidden, méi Formateuren och ze forméieren, fir e Multiplicateureffet kënnen ze kréien, a ganz besonnesch och nach spezifesch Formatioune weider auszeschaffen. An do si mer esou wäit, datt mer déi och kënnen elo definitiv op den Terrain bréngen, déi ganz besonnesch geduecht si fir Demandeurs de protection internationale respektiv Bénéficiaires de protection internationale, well mer och do natierlech e ganz, ganz grousse Besoin gesinn.

Dat sinn eng Rei vun deenen Iniativen, an ech wëll se elo net nach eng Kéier oplëschten, déi mer an deem Strategiepabeier do zesummegefaasst hunn, dee mer hei an der leschter Woch am Detail konnte virstellen an och diskutéieren. Et ass e grousse Pak. En ass jo och als solche virun allem vun deene Leit, déi sech schonn zanter Laangem fir d'Lëtzebuerger Sprooch engagéiert hunn dobaussen, qualifizéiert ginn.

Wichteg ass, datt mer och zesummen un d'Ëmsetzung ginn. Et geet ëm d'Saach hei, et geet ëm eis Sprooch. An ech denken, datt virun allem och hei d'Majoritéits- an d'Oppositiounslogik net soll spillen, datt mer zesumme sollten déi Efforten do, jiddwereen, wou e Responsabilitéit dréit, och hëllefen ëmzesetzen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Erzéiungsminister. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zousätzlech zu deem, wat de Claude Meisch elo als Erklärunge ginn huet zu eisem Strategiepabeier, wollt ech am Fong nach e puer Saachen derbäiflécken, an zwar, dat wësse mer alleguerten: Eis Sprooch gehéiert zu eisem kulturelle Patrimoine. An ënnert deem Gesiichtspunkt läit natierlech dee Volet mer ganz staark - ganz staark! - um Häerz.

Vill vun eis Lëtzebuerger hunn déi Lëtzebuerger Sprooch an der DNA, mä anerer hu se u sech bäigeprafft kritt. An dat alles, déi Leit sollen zesummegedroe ginn, a mir sollen am Fong alles, wat d'Lëtzebuerger Sprooch betrëfft, zesummendroen. An eise kulturellen Instituter, do leeft scho ganz vill am Lëtzebuergeschen. An dorobber wëlle mer opbauen an natierlech och ausbauen. Dofir plange mer och en Dag vun der Kultur a vun der Sprooch, dee soll esou schnell wéi méiglech, enk mat den Instituter zesummen organiséiert ginn.

Mir hunn och e ganz räiche Patrimoine an der Lëtzebuerger Sprooch, zum Beispill souwuel an der Literatur wéi och an der Musek. D'Nationalbibliothéik huet iwwer 30.000 Publikatiounen an der Lëtzebuerger Sprooch, a sëllech Bibliothéiken duerch d'Land hunn och eng ganz Partie där Bicher an hire Regaler stoen.

D'BnL, am Kader vum Cedom, huet den „Litty" erausginn, eng Publikatioun op Lëtzebuergesch, wou eise musekaleschen a kulturelle Patrimoine opgeschafft gëtt. Den nationale Literaturzenter zu Miersch, dee fir d'Opwäertung an d'Erhale vun der Promotioun vun der Lëtzebuerger Literatur responsabel ass, mécht och eng enorm gutt Aarbecht.

Dann hu mer natierlech am Audiovisuellen och ganz vill. Do ass den CNA dorobber beduecht, fir eisem Patrimoine am Lëtzebuergeschen och do Rechnung ze droen.

Am kulturelle Secteur allgemeng gëtt sech op vill Aart a Weise mat der Sprooch beschäftegt. Ech kommen nach eng Kéier un d'Musek an un d'Literatur. Wien hätt näämlech virun e puer Joer nach dru geduecht, dass ee Museker, deen op Lëtzebuergesch séngt a komponéiert, de Serge Tonnar, dee bekanntesten Artist ass aus dem Land? Wien hätt virun e puer Joer geduecht, dass Rap oder Hip-hop och op Lëtzebuergesch géife goen? Et geet! Mir hunn de Bewäis!

Ech denken awer och un déi vill Auteuren, sief et am Theater oder a soss literaresche Formen, déi am Lëtzebuergesche schaffen. Si sinn e wichtege Bausteen an der Lëtzebuerger Sprooch.

En anert Uleies an deem Pabeier, dee mer d'lescht Woch virgestallt hunn, ass natierlech och d'Orthografie vun der Lëtzebuerger Sprooch. Den LOD, de Lëtzebuerger Online Dictionnaire, soll beschtens Enn dëses Joers fäerdeg ginn. Fäerdeg ass awer nëmme relativ, well en Dictionnaire ass jo eppes Lieweges an dee gëtt ëmmer nach à jour gesat. Mä op alle Fall soll d'allgemeng Aarbecht do fäerdeg sinn.

Da wëll ech awer och op dëser Plaz op déi sëllech privat Initiativen hiweisen, déi am Kader vun der Lëtzebuerger Sprooch schaffen an déi een net dierf vergiessen. Ech denken do ënner anerem un de Lex Roth, deen net midd gëtt, a senger „Klack fir eis Sprooch" déi eis ze erklären. Dann den Alain Atten, dee Woch fir Woch Wierder auserneepléckt an al Riedensaart a -weisen opliewe léisst. Mä ech denken awer och un aner Privatinitiativen, wéi zum Beispill de Spellchecker, deen den Défie vun eiser Sprooch technesch wollt begéinen, an dat natierlech mat vill Succès.

D'Zuele weisen eis, dass ëmmer méi Leit, déi hei am Land liewen, eis Sprooch wëlle léieren, déi natierlech net Lëtzebuerger sinn. Am Kader vun der Erwuessenebildung hunn d'Lëtzebuergeschcoursen een enorme Succès. Enorm vill Leit sinn an deene Coursen ageschriwwen, an dat däitlech méi wéi déi Jore virdrun, am Verglach och mat der Situatioun vu virun zéng Joer.

Ech hu perséinlech e grousse Respekt virun där Loscht um Lëtzebuergeschen, an ech begéine mat grousser Regelméissegkeet Leit, déi amgaange sinn, eis Sprooch ze léieren. Mä et muss een deene Leit och d'Méiglechkeet ginn, d'Sprooch ze schwätzen! Et geet net duer, dass se se léieren, si musse se och kënne schwätzen.

An do doen ech am Fong eng Kap vu fréier un, wou ech dann emol esou déi sougenannte Sproochentester gemaach hu mat Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit wollte kréien oder wëlle kréien. An do sinn eng Hickecht derbäi, déi schonn x, 20, 30 Joer hei am Land liewen, an dann hunn ech ëmmer gefrot: „Ma, an Dir schwätzt nach ëmmer kee Lëtzebuergesch?!" „Majo", sote se, „dat ass ganz einfach: Ennert den Aarbechtskolleege schwätze mer eis Nationalsprooch. A wa mer mat Lëtzebuerger schwätzen, déi switchen dann automatesch op Franséisch oder Däitsch oder Englesch ëm." Mir sollen definitiv am Ëmgang mat Netlëtzebuerger, déi awer e bësse Lëtzebuergesch kënnen, mat deenen och Lëtzebuergesch schwätzen, fir dass se et och besser kënnen assimiléieren.

Wéi gesot, ech hunn elo eng Partie Pisten opgezeechent, déi schonn de Moment lafen, mä et gëtt der sécherlech nach méi. A fir dës Besoine kloer ze identifizéieren a fir eng kohärent Approche ze hunn, huet de Strategiepabeier virgestallt, an de Premier hat et och schonn op der Tribün hei gesot, dass mer wëllen e Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, deen dann am Interêt vun eiser Sprooch zum Lëtzebuerger Patrimoine vun eiser Kultur mat bäidréit.

Dee Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dee soll d'Ministèren an d'Verwaltunge beroden am Beräich vun der Lëtzebuerger Sprooch, an awer och eng Koordinatiounsaarbecht maachen. Selbstverständlech, seng Haaptaufgab wäert natierlech sinn d'Ausschaffe vun deem Zwanzegjoresplang, fir dass deen och kohärent a propper ausgesäit.

Ronderëm de Kommissär hu mer jo och virgesinn, en Zentrum fir Lëtzebuergesch opzebauen. Zu deem senger Aufgab gehéieren natierlech och d'Etüd vun der Norméierung vun der Lëtzebuerger Sprooch an d'Sproochpromotioun, an deen Zentrum soll och enk mat eisen anere kulturellen Instituter zesummeschaffen. Ech denken do un de Centre national de littérature, un den CNA an un d'Uni Lëtzebuerg.

Dës Strategie, déi mer opgestallt hunn, ass eng Äntwert op Ängschten an awer och op Besoinen, déi et ëm a fir d'Lëtzebuerger Sprooch gëtt. Dës Äntwert ass net a Stee gemeesselt, mä et ass en Ufank vun engem evolutive Prozess. Wéi gesot, mir schwätze vun engem Zwanzegjoresplang. Dat ass also net eppes, wat een einfach elo eng Kéier ee fir alle Mol festhält. Et ass evolutiv an et ass och net, fir ze soen: „Elo hu mer dee Strategiepabeier hei

stoen an domadder huet et sech." Neen, mir musse konkret a schnell schaffen. An ech denken do un de Kommissär an och un den Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch; dat ass e Gesetzesprojet, deen de Claude Meisch an ech selwer wëlle relativ schnell virun der Vakanz nach wa méiglech hei bei Iech an der Chamber deposéieren.

Wéi gesot, vun deene 40 Mesurë sinn der deelweis scho verschiddener a Kraaft, anerer sinn an der Emsetzung. Mä si kënnen allegueren nach ausgebaut a verbessert ginn. Et geet ëm d'Lëtzebuerger Sprooch, an ech maachen do am Fong en Opruff, mam Claude Meisch zesumme maachen ech en Opruff un allegueren déi Leit, déi un der Lëtzebuerger Sprooch interesséiert sinn, fir konstruktiv matzeschaffen an ze hëllefen, fir der Lëtzebuerger Sprooch dee Stellewäert ze ginn, dee se verdéngt.

D'Lëtzebuergescht soll net iwwert deenen anere Sproochen stoen, mä d'Lëtzebuergescht brauch sech awer och net ze verstoppen. Mir sollen d'Lëtzebuergescht fleegen. An déi Mesuren, déi mer hei virgesinn hunn, sollen dozou déngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Statssekretär. An d'Wuert huet dann déi éischt Riednerin, d'Madamm Martine Hansen, fir d'CSV. An der Presidentekonferenz ass festgehale ginn, dass jiddwer Intervenant zéng Minutten huet. Merci.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech soen, datt mer begréissen, datt mer iwwer eis Sprooch schwätzen. Datt d'Lëtzebuergescht fir eis, fir all eis Bierger wichteg ass, ech mengen, dat misst jiddwerengem zënter dem Referendum spéitstens kloer sinn. Eist Lëtzebuergescht, eis Sprooch gehéiert zu eiser Identitéit, genausou wéi awer och eis Méisproochegkeet. Béides ass wichteg a béides muss gefërdert ginn.

De 16. Januar sot de Premierminister Bettel an der ëffentlecher Petitiounsdebatt, hie géif ee Kommissär fir déi Lëtzebuerger Sprooch schafen, an dee soll kucken, wat ee kéint verbesseren. De 25. Januar krute mer dunn erkläert, datt d'Regierung géif een Aktiounsplang ausschaffen, fir eis Sprooch ze förderen.

Do kann ee sech awer froen: Ass dat net d'Päerd vun hanne gesuedelt? D'Regierung mécht een Aktiounsplang a stellt duerno de Kommissär an, dee soll kucken, wat kéint verbessert ginn!

Elo krute mer dee leschten Donneschdeg net den Aktiounsplang, mä elo heescht et d'„Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch" virgestallt. An als éischte Punkt vun där Strategie ass festgehalen, datt eng Strategie wäert ausgeschafft ginn. Och dat ass speziell. An de Rescht vun der Strategie, oder wat et och ëmmer soll sinn, ass eng Oplëschtung vu 40 eenzelne Moossnamen, wouvun der op d'mannst zwanzeg derbäi sinn, déi näischt Neies sinn.

Den Här Minister Meisch sot an der Pressekonferenz, dëst wär d'Gebuertsstonn vun enger laangfristeger Strategie. Da muss ech awer soen: Dann hat dës Strategie vill Fréigebuerten! Hei gëtt villes als nei verkaaft, wat déi lescht Regierunge gemaach respektiv festgehalen hunn. E puer Beispiller: éischtens, d'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch an eiser Verfassung. Natierlech si mer der Meenung, datt eis Sprooch soll a muss an der Verfassung verankert ginn. Mä nei ass dat net! De Virschlag koum vun der CSV, an zwar vum Paul-Henri Meyers, schonns an der leschter Legislaturperiod.

Och net nei ass den LOD. Mä mir hätten et allerdéngs begréisst, datt et net nach géif bis 2018 daueren, bis datt en online kéim. Mir hätten och begréisst, datt zum Beispill de Spellchecker, een Outil, dee vill vun eis, ganz vill Leit benotzen, elo schonns Zougréff kéint hunn op den LOD. Weder d'Helpline vum LOD ass nei nach d'Aarbechte vum Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, nach d'Kooperatioun vun dem Institut fir d'Lëtzebuerger Sprooch- a Literaturwëssenschaft vun der Uni.lu mat Unien aus dem Ausland.

Och net nei ass d'Lëtzebuergescht am Cycle 1. Allerdéngs wäert dat Lëtzebuergescht duerch der Regierung hir Decisioun, datt elo och nach muss Franséisch am Cycle 1 gemaach ginn, sécherlech net zousätzlech gestäerkt ginn.

Och net nei ass de Congé linguistique. Mä nei ass, datt dës Regierung Spuermoossname beim Congé linguistique ergraff huet. Si huet näämlech mat der Spuermesure 193 d'Bäihëllef fir d'Betriber ëm 50% gekierzt.

Wat ass dann elo nei? Nei ass, et gi Poste geschafen: ee Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, dee mat engem Comité interministériel zesummeschafft, an et gëtt een Zentrum fir d'Lëtzebuergescht gegrënnt.

D'Fro, déi sech an dësem Zesummenhang stellt, ass: Brauche mer dat do alles, fir konkret um Terrain Verbesserungen ze kréien? Wär et net méiglech gewiescht, emol op déi Strukturen zréckzegräifen, déi mer schonns hunn, zum Beispill de Conseil permanent de la langue luxembourgeoise, an deenen da méi Moyenen ze ginn?

Ass déi Méiglechkeet analyséiert ginn? Prinzipiell si mer géint onnéideg Multiplikatioune vun Institutiounen.

Dann zur Lëtzebuerger Sprooch als EU-Amtssprooch.

Ufank Oktober d'lescht Joer sot de Minister Meisch, datt d'Regierung géif envisagéieren, fir Lëtzebuergesch als offiziell EU-Sprooch unerkennen ze loossen.

D'Regierung schéngt do hir Meenung geännert gehat ze hunn. Zumindest war den Här Braz am Numm vun der Regierung Enn 2014 nach anerer Meenung. Hie sot bei der Interpellatioun zum Lëtzebuergeschen hei an der Chamber, wéi et grad ëm déi Fro vun der Unerkennung vun eiser Sprooch als EU-Amtssprooch gaangen ass - ech zitéieren: „Ech kann am Numm vun der Regierung soen, dass et do keen neie Moment gëtt." An hie sot: „Dat, wat do géif vun Opwand op d'Land duerkomme par rapport zum Retour, ass an eisen Aen an der Bilanzéierung nach ëmmer net anescht, wéi et war."

An dëser Strategie elo gëtt definitiv och eppes aneres virgeschloen, wéi den Här Meisch dat Ufank Oktober gesot hat, näämlech datt et soll erméiglecht ginn, datt den Echange mat den EU-Institutioune fir eis Bierger misst kënnen op Lëtzebuergesch gemaach ginn. Esou een administratiivt Arrangement schéngt och méiglech ze sinn. Et ass jo och eent fir déi katalanesch Sprooch fonnt ginn. Also muss et ëmsou méi méiglech si fir eis Sprooch, déi am Gesetz vun 1984 als national Sprooch vun de Lëtzebuerger festgehale ginn ass.

Allgemeng wär an dësem Zesummenhang awer interessant ze wëssen: Wéi grouss ass de Besoin hei zu Lëtzebuerg, fir sech an eiser Sprooch un d'Institutiounen ze wennen, a wéini huet d'Regierung wëlles, Negociatioune mat den europäeschen Institutiounen opzehuelen?

Nei sinn och nach folgend Saachen - ech mengen, den Här Arendt huet et gesot -: eng Ausstellung fir d'Dokumentatioun vun der Sproochegeschicht, d'Aféierung vun engem Dag vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur, een nationale Präis fir d'Verdéngschter ronderëm d'Lëtzebuerger Sprooch an ee Literaturconcours fir d'Kanner.

Dat ass jo och alles schéin a gutt. Mä wat bréngen dës eenzel Punkte konkret um Terrain? Gëtt duerfir méi Lëtzebuergesch an de Betriber geschwat? Wat bréngt dat eise Bierger konkret?

Wat mer begréissen, dat ass, datt déi staatlech Internetsäite respektiv Deeler dovu sollen op Lëtzebuergesch iwwersat ginn. Do stelle sech awer och nach eng Partie Froen. Wien decidéiert, wat relevant ass, fir ze iwwersetzen?

A wann ech vun Aktiounsplang schwätzen, da wéisst ech u sech gären, wat bis wéini soll geschéien. Well zwanzeg Joer sinn eng laang Zäit! En Hiweis heirobber fënnt een awer néierens.

Wat mer wierklech och begréissen, dat sinn all Efforten, déi gemaach ginn, fir de Refugiéen eis Sprooch ze léieren. Och d'Erschaffe vu Schoulënnerlagen, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren, ass ze begréissen.

An och ze begréissen ass, datt obligatoresch Lëtzebuergeschcoursë sollen an de Privatschoulen agefouert ginn. Hei stelle sech awer och nach e puer Froen. Soll d'Offer obligatoresch sinn oder soll deen eenzelne Schüler obligatoresch Lëtzebuergesch musse léieren? Dat ass e wesentlechen Ënnerscheed.

Zesummefaassend, dës Strategie, déi als Zil huet, eng Strategie auszeschaffen, besteet aus villen Aktiounen, déi net nei sinn. Vun deem, wat nei ass, begréisse mer verschiddener, anerer, wéi zum Beispill déi bilingual gratis Kannerbetreiung, sécherlech net. Fir eis als CSV soll dat Lëtzebuergescht am Cycle 1 d'Integratiouns- a Kommunikatiounssprooch sinn. Si bereet ausserdeem gutt op d'Alphabetiséierung op Däitsch vir, wat all eise Kanner eppes ka bréngen oder eppes bréngt.

Wat awer feelt, dat ass, zum Beispill, sech konkret Gedanken ze maachen zum Lëtzebuergeschen an eise Schoulen. Et soll fir d'Éischt emol dat verbessert ginn, wat do ass, amplaz einfach eppes derbäizesetzen. Optiounscoursen iwwert d'Lëtzebuerger Kultur a Literatur, iwwert d'kreatiivt Schreiwen an esou weider sinn net d'Léisung a sinn iwwregens och elo schonns méiglech, wann d'Schoulen dat wëllen.

De Programm fir dat Lëtzebuergescht muss iwwerschafft ginn. En ass souwuel am Fondamental wéi am Secondaire ganz vag gehalen. Hei misst eng Programmkommissioun duerchgeeënd a kohärent fir de Fondamental an de Secondaire definéieren, wat misst gemaach ginn. Et muss séchergestallt ginn, datt eis Sprooch enseignéiert gëtt, wéi et misst sinn, fir datt all eis Kanner ee gudde Bagage vun eiser Sprooch matkréien.

Mä zu eiser Identitéit gehéiert net nëmmen eis Sprooch. Heizou gehéieren och eis Bräich, eis Lidder, och „Ons Heemecht", eis Literatur - „De Renert", eis Geografie, eis Geschicht an esou weider. Déi besteeënd Programmer missten zesumme mat den entspriechende Programmkommissiounen, dem Conseil permanent de la langue luxembourgeoise an aneren Akteuren ugepasst a konkretiséiert ginn.

Dann nach kuerz zum Gesondheets- a Fleegesecteur. Dës Strategie weist keng Léisung op. Si verweist op besteeënd Gesetzestexter. Vill Leit fille sech awer trotz dësen Texter net wuel, wann en Dokter zum Beispill nëmme Franséisch schwätzt. Et muss also no Léisunge gesicht ginn, zesumme mam Secteur. An de Congé linguistique war dofir agefouert ginn, fir et de Salariéen oder den Independanten ze erlaben, fir eis Sprooch ze léieren.

Als CSV si mer der Meenung, datt d'Regierung hir Spuermoossnam 193, mat där si d'Bäihëllef fir de Betrib vun 100 op 50% erofgesat huet, soll réckgängeg maachen oder zumindest erëm soll no uewen adaptéieren an och geziilt soll d'Promotioun vum Congé linguistique maachen.

Am Kader vun der Petitiounsdebatt ass och driwwer diskutéiert ginn, fir wichteg Gesetzestexter an enger vulgariséierter Form op Lëtzebuergesch ze publizéieren. Dëse Punkt ass elo guer net méi erwäänt ginn. Soll do näischt geschéien? A wa jo, firwat net?

Dir Dammen an Dir Hären, dat Ganzt huet op jidde Fall eppes Guddes u sech: Mir schwätzen iwwer eis Sprooch. Allerdéngs, mir haten eis vun enger Strategie méi gewënscht. Mä vläicht ass dëst jo awer nëmmen d'Strategie, déi festhält, fir eng Strategie auszeschaffen, an dofir huet se zwanzeg Joer Zäit.

Wichteg ass, an dat soll een net aus den Ae verléieren - ech zitéieren och de Lex Roth aus der RTL-Sonndeszeitung -: „Eis Sprooch muss do gehollef kréien a gestäipt ginn, wou si all Dag vun de Leit gebraucht gëtt (…)."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Hansen. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d'DP.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, eng Sprooch ass en immens wichtegen Deel vun enger Gesellschaft. Se verbënnt, se hëlleft verstoen, se erméiglecht de Mënschen eng einfach a gutt Kommunikatioun am Alldag, se ass e Schlëssel am Zesummeliewe mat eise Frënn, mat eisen Noperen, mat eise Schoul- an Aarbechtskolleegen.

Grad well eis Sprooch en immens wichtege Facteur an eisem dagdeegleche Liewen ass, e ganz wichtegt Element vun eiser Natioun an eisem Patrimoine, ass et wichteg, sech Gedanken ze maachen a sech eng Strategie ze ginn, fir d'Lëtzebuergescht ze stäerken.

An de leschten Deeg hu sech ënner anerem Leit wéi Lex Roth oder Jemp Schuster ganz positiv iwwert d'Strategie vun der Regierung fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch geäussert. Eleng schonn de Fait, dass esou Leit, déi an de leschte Joren a Jorzéngten awer nun emol unerkannten Experten am Domän vun eiser Sprooch sinn, sech positiv äusseren, dass elo endlech jorelaang Fuerderungen erfëllt ginn, weist, dass dës Regierung et fäerdegbruecht huet, dem Lëtzebuergeschen als Sprooch e méi héije Stellewäert ze ginn.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass virun allem eng Sprooch, déi lieft. Se gouf nach ni esou vill geschwat, gelies a geschriwwe wéi haut, ob an SMSen, a WhatsAppen a Mailen oder a Bréiwer, ob Radio oder Télee, vu Kanner- iwwer Sachbicher, d'Lëtzebuerger Sprooch ass am Alldag vun eis alleguer präsent. Se gëtt gefleegt a se kënnt de Leit hei am Land ëmmer méi no.

Mat dësem Aktiounsplang wëllt d'Regierung de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch awer net nëmmen erhalen, mä weider verstäerken. Et goufe sech ambitiéis Ziler gesat, déi et elo gëllt, am Sënn vun enger laangfristeger Sproochen- a Kulturpolitik an d'Realitéit ëmzesetzen.

D'Demokratesch Partei wäert dës Ustrengunge selbstverständlech ënnerstëtzen. Déi véier grouss iwwergräifend Ziler, déi d'Regierung mat dëser Strategie wëllt erreechen, déi si scho gesot, mä ech erwäne se nach eng Kéier: éischtens, de Stellewäert vun eiser Sprooch ze verstäerken; zweetens, d'Norméierung, de Gebrauch an d'Etüd iwwer eis Sprooch virunzedreiwen; drëttens, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch… (veuillez lire: d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze förderen, a véiertens, d'lëtzebuergeschsproocheg Kultur ze promouvéieren).

(Problème de sonorisation)

Här President! Paus! Also, ech hu keen Handy!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, et misst erëm goen.

(Interruption)

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Et misst erëm goen. Dir héiert mech?

(La séance publique est suspendue à 14.40 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.10 heures.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Heimat maachen ech d'Sëtzung erëm op, mat den Entschëllegunge fir déi Pann. Mä mat der Technik kann dat virkommen. Merci eise Leit, déi et esou séier erëm an d'Rei kruten.

Ech géif da proposéieren, fir dass mer awer e Fuedem dra behalen, dass den Här Lamberty nach eng Kéier vu vir géif ufänken.

(Exclamations)

Jo, ech mengen, bei esou enger Ënnerbriechung! Dir maacht dat, Dir fänkt vu vir un, fir dass awer e bësse Suite an deem Ganzen drableift.

(Brouhaha général)

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Et ass jo enregistréiert. Ech kann dann do weiderfueren, dat ass kee Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat ass kee Problem. Wann Dir insistéiert, fir direkt weiderzefueren, da refuséieren ech Iech et net.

M. Claude Lamberty *(DP)*.- Ech géif soen, et wär wéi an engem gudde Buch oder an engem gudde Film: d'Introduktioun ass gemaach, mä ech kann elo mam Haaptdeel weiderfueren. Duerfir, mengen ech, brauch ech net vu ganz vir unzefänken.

Ech erlabe mer duerfir och, wéi gesot, elo einfach en éischte wichtege Punkt, deen ech wëll ervirsträichen, dat ass sécherlech d'Ausschaffe vun deem Zwanzegjoresplang, mat deem den zukünftege Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch befaasst gëtt.

An hei ass och schonn e ganz wichtege Message. De Kommissär kritt d'Missioun, zesumme mat aneren Akteuren aus der Gesellschaft Richtlinnen auszeschaffen, déi eis Sprooch no vir bréngen, net vun uewen erof diktéieren, mä zesumme mat de Leit hei am Land eis Sprooch weiderbréngen an entwéckelen. De Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch kritt déi wichteg Aufgab, nieft dem Ausschaffe vum Zwanzegjoresplang, och derfir ze suergen, de Suivi vun de Moossnamen ze assuréieren an och d'Förderungsmoossnamen ze koordinéieren, déi vun der Educatioun an der Kultur ugestouss ginn.

De Kommissär bleift awer net eleng, fir déi Missioun ze erfëllen. Et gëtt ronderëm hien en Zentrum fir d'Lëtzebuergescht geschafen. Eng vun de Käraufgaben hei ass d'Norméierung vun der Lëtzebuerger Sprooch. Och hei gëtt d'Zesummeschaffe groussgeschriwwen. Et sollen näämlech ganz enk Lienen entstoe mat anere kulturellen Instituter wéi dem Centre national de littérature, dem Centre national de l'audiovisuel oder natierlech och der Uni Lëtzebuerg.

Här President, als fréiere Schoulmeeschter läit mer d'Schoul natierlech nach ëmmer ganz besonnesch um Häerz. Wa mer soen, déi Lëtzebuerger Sprooch wier d'Haaptintegratiounssprooch hei am Land, dann dierf een op kee Fall vergiessen, déi exzellent, awer wierklech déi exzellent Integratiounsaarbecht vun eise Schoulen hei op dëser Plaz ze erwänen! Virun allem si droen dozou bäi, dass haut méi Lëtzebuergesch geschwat gëtt wéi jee virdrun.

Vergiesse mer net, dass all Kand, wat hei am Land eng staatlech Schoul duerchleeft, gewéinlech och Lëtzebuergesch ka schwätzen. Dat ass wierklech eng enorm Leeschtung. Bedenkt een, wéi vill Kanner mat net Lëtzebuergesch schwät-

zenden Elteren hei am Land op d'Welt kommen, versteet een och, firwat ab Oktober dëst Joer de Prozess, fir Lëtzebuergesch op eng spilleresch Aart a Weis ze léieren, schonn an de Crèchen a Betreiungsstrukture verstäerkt gefërdert gëtt.

D'Lëtzebuerger Sprooch fënnt also ab dem Hierscht och a Crèchen, wou bis ewell nëmme Franséisch geschwat gouf, de Wee an den Alldag vun de Kanner. Dëst kënnt natierlech besonnesch de Kanner mat Migratiounshannergrond zegutt a wäert dozou féieren, dass Lëtzebuergesch méi fréi méi präsent am Liewe vu ville Kanner wäert sinn.

Déi Lëtzebuerger Sprooch ass a bleift domadder Haaptintegratiounssprooch hei am Land. Och duerno wäert sech d'Lëtzebuerger Sprooch wéi e roude Fuedem duerch eis Schoulen a Lycéeën zéien: vun der Spillschoul, dem Cycle 1, wou d'Lëtzebuergescht d'Haaptkommunikatiounssprooch bleift, iwwert de Léierprogramm Lëtzebuerg als Friemsprooch, obligatoresche Lëtzebuergeschcoursen an den internationale Grondschoulen a Lycéeën, bis hin zu de sëllechen Optiounscoursen iwwert d'Lëtzebuerger Kultur an och Literatur.

Iwwregens soll jo och schonn ab der nächster Rentrée all Schüler d'Méiglechkeet kréien, sech an en Optiounscours iwwert d'Lëtzebuergescht an d'Lëtzebuerger Orthografie anzeschreiwen. D'Regierung hëlt d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch an de Schoulen also ganz eescht, an dat och scho laang virun dësem Aktiounsplang!

A propos Orthografie: Wéi d'éinescht gesot, gëtt Lëtzebuergesch duerch déi nei Technologie mëttlerweil och ëmmer méi geschriwwen. Zënterhier gëtt och de Wonsch ëmmer méi grouss, fir richtegt an och korrekt Lëtzebuergesch ze schreiwen. Nieft de flotten an am Alldag ëmmer méi präsenten Onlinedictionnairen an Appen, wéi zum Beispill dem LOD oder dem Spellchecker, dee virdru schonn ugeklongen ass, gëtt et ewell eng immens interessant an informativ Broschür.

Et ass vläicht méi e klassesche Wee, mä ech kann Iech se alleguerten nëmmen un d'Häerz leeën.

(M. Claude Lamberty montre une documentation.)

Et ass eng extrem flott Broschür. Se heescht „Gewosst wéi!", eng Broschür, déi all Mënsch, wéi gesot, sech op schreiwen.lu och kann erofluede an déi an all Bibliothéik hei am Land gehéiert. Heiranner fënnt een op eng interessant Aart a Weis déi verschidden Orthografieregele vun der Lëtzebuerger Schreifweis, vun der Eifeler Regel bis zu den Diphthongen, an, wat richteg flott ass, dat Ganzt ëmmer mat Lëtzebuerger Spréchwierder oder Zitater aus lëtzebuergesche Film-, Musek- a Literaturwierker illustréiert.

An da gëtt et, an do wëll ech vläicht dann och kuerz agoen op dat, wat virdrun erwäänt ginn ass, eng aner Broschür, well et gouf schonn eng Kéier eng éischt Broschür, déi mir ganz bekannt ass, well déi hunn ech deemools och missen um deemolegen ISERP e bësse méi genau léieren a kucken, an déi huet déi deemoleg Educatiounsministesch, d'Anne Brasseur, an Optrag ginn, wou dann „Eng kleng Hëllef, fir Lëtzebuergesch ze schreiwen", wéi gesot, och schonn am Joer 2001 ganz präsent war. Dir gesitt also, et ass net esou, wéi wann nach ni eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch gemaach gi wär. An iwwregens ass och da virdrun ugeklongen, „D'Heemecht" wär nach net genuch illustréiert a beschriwwen, an an där Broschür op Säit 12, do war se schonn dran!

(M. Claude Lamberty montre une documentation.)

Här President, et ass nach net allze laang hier, do huet den heitegen Educatiounsminister Claude Meisch d'Leit motivéiert, selbstbewosst mat eiser Sprooch ëmzegoen, an dat op allen Niveauen. Mir als Demokratesch Partei begréissen duerfir och ausdrécklech, dass op europäeschem Niveau de Stellewäert vun eiser Sprooch soll verstäerkt ginn.

Äanlech wéi d'Sproochegesetz vun 1984 hei am Land virgesäit, sollen an Zukunft all d'Bierger d'Méiglechkeet kréien, sech op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutiounen ze adresséieren an och eng Äntwert op Lëtzebuergesch ze kréien. Well dat ass et, wat de Bierger an enger éischter Etapp konkret brauch: Wann en eng Fro huet a wann e sech wëllt a senger Heemechtssprooch un d'EU wennen, da schreift en e Bréif op Lëtzebuergesch an da kritt en och eng Äntwert a senger Sprooch. Dat ass a mengen Aen e gudden, e pragmatesche Wee an e grousse Surplus um Service um Bierger, deen hei gewielt gouf. Et verstäerkt een de Stellewäert ganz kloer no baussen an et erliichtert een d'Kommunikatioun tëschent dem Bierger an de jeeweilegen EU-Institutiounen.

Här President, d'Verankerung vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Verfassung ass e weidere wichtege Punkt, deen hei soll erwäänt ginn, well et trotzdeem e Meilesteen ass, wann d'Sprooch och bis an der Constitutioun gefestegt gëtt.

Dann nach vläicht ee Wuert zu deem, wat de Statssekretär Guy Arendt gesot huet vun der Eegeverantwortung. Ech gesinn dat genausou wéi hien. Mir alleguerten, heibannen an och dobaussen, droen natierlech eng grouss Verantwortung par rapport zur Entwécklung vun eiser Sprooch an och zum Emgang domat.

Wéi vill Kolleegen, wéi vill Frënn huet jiddweree vun eis a sengem Frëndeskrees, déi doheem net Lëtzebuergesch schwätzen? A wéi oft switche mir, well mer et och kënnen, well et eng Stäerkt vun eis ass, an d'Sprooch vun deemjéinegen, deen awer vläicht ganz oft léiwer hätt, mir géife mat him Lëtzebuergesch schwätzen, fir dass en déi Sprooch och ka richteg a gutt léieren?

Am Resumé kann een haut feststellen, dass mat dësem Aktiounsplang Strukture geschafe ginn, déi eiser haut scho lieweger Lëtzebuerger Sprooch an den nächsten zwanzeg Joer d'Méiglechkeete ginn, sech weiderzëentwéckelen, an déi aus engem richteg grousse Pak vun eenzelne Mesurë ganz vill Beräicher ofdecken, fir eiser Sprooch op verschiddenen Niveaue weiderzehëllefen. Nach ni huet d'Politik méi gemaach wéi dës Regierung fir eis Sprooch!

Als DP felicitéiere mer der Regierung natierlech a wënschen eiser Sprooch och weiderhin eng lieweg Zukunft. Ech wéilt ganz zum Schluss awer nach eng Kéier betounen, dass d'Stäerkung vun eiser Sprooch op kee Fall op d'Käschte vun eiser Villsproochegkeet dierf goen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Et dierf een net vergiessen, dass de Räichtum vun eisem Land op gesellschaftlechem, kulturellem oder ekonomeschem Plang vill, wierklech ganz vill mat eise Sproochekenntnisser hei am Land ze dinn huet, Lëtzebuergesch op där enger an eis geliefte Méisproochegkeet op där anerer Säit. Fir d'Demokratesch Partei sinn dat zwee Standbeen, déi eis vu villen aneren ënnerscheeden, déi eis auszeechnen an op déi mir kënnen a sollen houfreg sinn.

Ganz zum Schluss nach zwee Wierder. Mir hunn eng Motioun virbereet, déi d'Chamber (veuillez lire: d'Regierung) opfuerdert, fir kënnen deen Aktiounsplang, dee virgeluecht ginn ass, dann och an d'Realitéit ëmzesetzen. Dat heescht, d'Chamber ralliéiert sech do natierlech drun a fuerdert d'Regierung op, de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch weider ze förderen. An, Här President, ech géif Iech déi iwwerreechen.

Motion 2

D'Chamber,

vu

- datt d'Lëtzebuerger Sprooch op groussen ëffentlechen Interessi steisst;

- datt et e politesche Konsens iwwert d'Noutwendegkeet vun enger verbesserter Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch gëtt;

bekennt sech

- zur Verankerung vum Lëtzebuergeschen als Sprooch vum Land an der neier Verfassung;

- zur Lëtzebuerger Sprooch als Integratiounssprooch;

- zu den dräi Amtssproochen mat dem Franséischen als legislativ Sprooch zu Lëtzebuerg;

- zur Méisproochegkeet, wéi se ënner anerem am Sproochegesetz festgehale ginn ass;

begréisst, datt d'Regierung schonn eng Rei Mesurë fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ëmgesat huet;

begréisst, datt d'Regierung eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ausgeschafft a presentéiert huet, déi 40 konkret Piste fir eng laangfristeg Sproochen- a Kulturpolitik zu Lëtzebuerg opweist;

fuerdert d'Regierung op

- de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch weider ze förderen;

- an deem Sënn déi ausgeschaffte Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch konsequent ëmzesetzen a wann néideg un nei Erausfuerderungen unzepassen;

- esou séier wéi méiglech de Poste vum Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze besetzen an den „Zentrum fir d'Lëtzebuergesch" ze schafen;

- zesumme mam Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch an dem „Zentrum fir d'Lëtzebuergesch" den uviséierten 20-Joresplang auszeschaffen an en Zäitplang fir d'Emsetzung vun den eenzelne Mesuren aus dësem Plang festzeleeën;

- no dräi Joer een éischte Bilan vun de Mesuren ze presentéieren.

(s.) Claude Lamberty, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Alex Bodry.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lamberty. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Strategiepabeier vun der Regierung fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch fousst engersäits op dem Regierungsprogramm vun 2013. E fousst awer och op all deenen Initiativen, déi an deene leschte Jore vun deenen diverse responsabele Stelle geholl si ginn, fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen, also eng Kontinuitéit mat enger Politik, mä gradesou awer och markéiert dës konzertéiert Erugoensweis en neien Elan an der Sproochepolitik hei zu Lëtzebuerg, besonnesch och wat d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet.

Dëse Strategiepabeier soll an en Aktiounsplang münden. Et ass also keen definitiven Text. Et ass eng Grondlag, déi weider soll genäert ginn duerch nei Initiativen, nei Iddien, déi an den nächste Jore wäerte mat derbäikommen, déi dann an e Plang wäerte münden, deen zesumme mat allen Akteure soll dann ausgeschafft an och ëmgesat ginn. Et ass eng ganz strukturéiert, awer gläichzäiteg och eng flexibel Aart a Weis, fir un d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch erunzegoen.

Dëse Pabeier huet sécherlech och ze di mat der Petitioun 698, déi mer och schonn hei d'Geleeënheet haten an der Chamber ze diskutéieren. Si spigelt erëm op d'Suerg, déi vill Leit hei zu Lëtzebuerg hunn, wat d'Weiderliewen, d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeet. Dat Uleies gëtt vun dëser Regierung, vun dëser Koalitioun seriö geholl. An dat ass och gutt esou.

Wat awer fir eis als LSAP wichteg ass, ass, dass déi Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch, eiser Landessprooch, sech net géint aner Sprooche riicht. Et ass eng positiv, eng offensiv, eng zukunftsorientéiert Strategie, a keng negativ, defensiv a réckwäertsgekéiert. Si ziilt drop aus, d'Gesellschaft zesummenzebréngen. Si ziilt also och drop aus, fir eis Heemechtssprooch als Kommunikatiouns-, Integratiouns- a Literatursprooch ze stäipen. Dat ass wichteg. An dat geschitt am Kader vun deem besteeënde Sproochesystem, deen net ëmgeännert gëtt, dee gefestegt gëtt, mat Lëtzebuergesch als Sprooch vum Land, mä awer och mat eisen dräi Amtssproochen Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch a mat dem Franséischen als Sprooch vun eiser Gesetzgebung.

Dat ass och déi Realitéit, déi mir um Terrain zu Lëtzebuerg feststellen. An dëst, also deen op d'Méisproochegkeet opgebaute Sproochesystem, deen e staarke Pilier am Lëtzebuergeschen huet, bleift eis Particularitéit hei am Land, eis Stäerkt, eise Virdeel, dee mer op kee Fall däerfen opginn; d'Méisproochegkeet mat engem staarke lëtzebuergesche Pilier, wéinst dem Zesummeliewen, wéinst dem Zesummeschaffen, wéinst der Zukunft och vu Lëtzebuerg als internationalen an europäeschen Zentrum.

D'Lëtzebuerger Sprooch ass d'Sprooch vun eisem Land, e Stéck vun eiser Identitéit, vun eiser Kultur, mä awer och dat Franséischt, dat Däitscht an och zum Deel dat Englescht, déi hunn en Impakt op eis Identitéit an eis Kultur. An déi Mëschung do mécht eigentlech als Ganzt d'Identitéit vun eisem Land aus. Dorunner solle mer op kee Fall rüttele goen.

An engem Moment, wou ee feststellt, dass bei eisen Noperen, ob dat a Louthréngen ass, ob dat am Saarland, a Rheinland-Pfalz ass, eng ganz staark Bewegung ass, fir de Lëtzebuerger Modell versichen ze imitéieren an op si unzepassen, wou si soen: „Mir mussen onbedéngt d'Sprooch vun eisem Noper kennen. Mir mussen onbedéngt d'Méisproochegkeet an de Vierdergrond stellen"; an engem Moment, wou anerer erkennen, wat fir een Atout eigentlech déi Méisproochegkeet ass, däerfe mer op kee Fall deen doten Avantage opginn.

Also d'Förderе vum Lëtzebuergesche bleift am Kader vun deem Sproochesystem, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen an dee sech grosso modo bewäert huet iwwer laang, laang Jorzéngten.

Als LSAP hu mer eis mat villen aneren derfir agesat, a mer hunn eis do eens gemaach an der zoustänneger Kommissioun, dass d'Lëtzebuerger Sprooch soll endlech an eis Verfassung integréiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass bis 1948 just déi däitsch an déi franséisch Sprooch an eiser Verfassung stoungen an dass vun 1948 u just eng Referenz op e Sproochegesetz gemaach ginn ass an eisem ieweschte Gesetz, der Constitutioun. Et gëtt also Zäit, dass mer dee Manko do behiewen an am Kader vun eiser neier Verfassung, un där mer elo an der Endphas schaffen, och d'Lëtzebuerger Sprooch, mä awer gradesou de Lëtzebuerger Sproochesystem an eis Constitutioun verankert kréien.

Da kann net méi dat virkommen, wat deem éischte sozialisteschen Deputéierten, dem C.M. Spoo, hei an der Chamber geschitt ass: Nodeem en déi éischt Wierder hei op Lëtzebuergesch gesot huet, ass e vum deemolege Chamberspresident direkt ënnerbrach ginn a gebiede ginn, e sollt net méi an där doter Sprooch hei weiderfueren, well eis Verfassung déi dote Sprooch net géif kennen.

Lëtzebuergesch war als Dialekt eigentlech verpöönt, war keng vollwäerteg Sprooch sengerzäit. Déi Zäite si glécklecherweis definitiv eriwwer. An duerfir fanne mer et och net falsch, op de Wee ze goe vun enger offizieller Unerkennung vum Lëtzebuergeschen op EU-Niveau iwwer e Verwaltungsarrangement, dee méiglech ginn ass duerch en Accord, wou Lëtzebuerg selwer a senger Presidence 2005 matgeholl huet, deen ze erreechen, deen et méiglech mécht, eben de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen an den Institutiounen an an der Korrespondenz mat den europäeschen Institutiounen iwwer en administrativen Arrangement ze verankeren. Quitte dass d'Käschte vun där Operatioun da vun deem jeeweilege Stat, hei Lëtzebuerg, ze droe sinn.

Dat do bréngt eis awer e gutt Stéck weider. An dat geet souguer iwwert déi reng Symbolik vun enger offizieller Unerkennung eraus, wat och d'Méiglechkeet gëtt, fir sech a Lëtzebuerger Sprooch un d'Institutiounen ze riichten an och eng Äntwert a Lëtzebuerger Sprooch an Zukunft ze kréien, wann deen Arrangement da gefaasst ginn ass.

Normativ europäesch Texter wäerten haut wéi an Zukunft weiderhin a franséischer Sprooch hei zu Lëtzebuerg gëllen a verschafft ginn. Richteg ass et, mengen ech, dass an deem Plang virgesinn ass, dass all wichteg Texter op Internetsitte vun der Regierung - dat muss awer an Zukunft selbstverständlech och fir den Internetsite vun der Chamber gëllen an och vun de Gemenge gëllen - och sollen op Lëtzebuergesch zur Verfügung stoen.

Dat gëllt an eisen Aen och fir Publikatiounen, déi ee mécht iwwer Informatiounsbroschüren, vulgariséiert Texter iwwer wichteg gesetzlech Bestëmmungen, déi sollen ënner anerem och, mä net nëmmen op Lëtzebuergesch zur Verfügung sinn. Do hu mer vläicht ze oft dem Penchant noginn, fir am Fong amplaz vum Lëtzebuergeschen dann eng däitsch Versioun ze huelen, well mer gesot hunn: „D'Lëtzebuerger verstinn och Däitsch, also brauch een dat net nach eng Kéier nieft dem Franséischen an enger drëtter Sprooch ze maachen." Ech mengen, do sollt ee méi systematesch d'Lëtzebuergescht wierklech och bei deenen Informatiounsinitiativen, déi ee vun ëffentlecher Säit hëlt, zur Geltung bréngen.

D'Regierungsstrategie huet véier iwwergräifend Ziler, hannert deene mer stinn, wéi se och den Avantage huet, dass se eigentlech secteuriwwergräifend ausgeriicht ass: Förderung, Fuerschung, Schoul, Kultur, Beruff, Alldag, Verwaltung, all déi dote Beräicher sinn duerch déi eng oder aner Moossnam an deem Pabeier tangéiert. An dat ass gutt esou. An et ass eigentlech och déi éischte Kéier, wou probéiert gëtt, déi Strategie wierklech an deem dote Mooss ze bündelen a kloerzemaachen, wat een eigentlech als iwwergeuerdnet Ziler verfollegt.

Mir mengen awer och, dass déi Flexibilitéit, déi d'Regierung wollt hunn, och sollt genotzt ginn, fir nach déi eng oder aner zousätzlech Iddi mat an deen heite Programm eranzehuelen. Ech wëll op eng, an dësem Moment, am Numm vun eiser Fraktioun, hiweisen, dat ass effektiv, nach zousätzlech Efforten ze maachen, wat de Gebrauch vum Lëtzebuergeschen am Alldag ugeet, zemools an Déngschtleeschtungsbetriber, am Handel, wou also de Kontakt mam Client muss kënne méi oft wéi haut op Lëtzebuergesch stattfannen.

Dat bedeit en Effort vun ieweschter Säit, mä et bedeit awer virun allem en Effort vu privater Säit, vun der Säit vun de Patronen, vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen. An ech mengen net, dass dat elo reng eng Fro vu Suen ass, wou ee misst méi elo d'Patrone subventio-

néieren, fir do eppes ze maachen. Et ass jo am Interêt vum Betrib selwer, dass am direkte Kontakt mat de Clienten, mat de Lëtzebuerger Clienten, dass do och Personal ass, wat Lëtzebuergesch zumindest versteet an och an de wesentleche Punkte sech kann am Lëtzebuergeschen ausdrécken.

Do stelle mir eis vir, dass do Pläng secteurweis zesummen ausgeschafft gi vum Stat mat deenen eenzelne Patronatsvertrieder an deenen eenzelne Beräicher mat kloren Ziler, mat klore Mëttelen a Ressourcen, déi zur Verfügung gestallt ginn, fir an der Praxis also do am Alldagsgebrauch vum Lëtzebuergeschen am Kontakt mam Client konkret virunzekommen, äänlech wéi dat schonn am Spidolswiesen zu engem gudden Deel scho leeft an och gutt Resultater zurzäit opweist.

Här President, ech gesinn, meng Zäit leeft mer e bësse fort. Ech wëll just begréissen, dass deen heite Plang natierlech vun Oppositiounssäit, well se an der Oppositioun sinn, eigentlech net däerf ganz gutt fonnt ginn. Dat ass d'Regel, déi nach ëmmer schéngt hei sech duerchzesetzen. Wat mir awer opfält, dat ass, dass déi Leit, déi sech jorelaang fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, ob dat Leit vun der Aktioun Lëtzebuergesch sinn, ob dat Leit sinn, déi am Conseil permanent vun der Lëtzebuerger Sprooch sëtzen, dass déi sech positiv, onopgereegt, sachlech positiv zu där heiter Initiativ vun der Regierung geäussert hunn. An et ass dat eigentlech, wat zielt, an net d'Gestëppels an d'Gepicks vun der Oppositioun. Duerfir sti mer zu 100% hannert deem heite Plang.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. An nächste Riedner ass de Claude Adam fir déi gréng.

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat ass schwéier.

Merci fir d'Wuert, Här President. déi gréng sinn der Meenung, datt et richteg ass, wann d'Regierung sech eng laangfristeg Strategie gëtt, fir d'Lëtzebuerger Sprooch an der Sproochen- a Kulturpolitik ze förderen. An ech gesinn et d'selwecht wéi den Här Bodry: Dat solle mer an enger sachlecher, nüchterner Diskussioun maachen. Mir brauche keng Hyperaktivitéit ronderëm eis Sprooch. Mir brauche keng Revolutioun, wat den Emgang mat eiser Sprooch ugeet. Mir brauche keng Lëtzebuerger Mammemëllechsproochendebatt.

Mir wëllen alleguer d'Lëtzebuerger Sprooch valoriséieren. Ech gesi keen, deen do aus der Rei sprëngt. A fir déi gréng ass Lëtzebuergesch d'Sprooch vum Lëtzebuerger Land. Mir wëllen, datt méiglechst all Leit, déi an eisem Land wunnen, a méiglechst vill Leit, déi an eisem Land schaffen, dës Sprooch kënne léieren, eis Sprooch kënnen notzen, well, jo, d'Lëtzebuerger Sprooch ass ee Moyen par excellence, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. An dat ass jo genau dat, wat mer alleguerten heibanne wëllen.

Wat mir Gréng net wëllen a wou mer eis aktiv dergéint wieren, dat ass, wa versicht gëtt, d'Lëtzebuerger Sprooch ze mëssbrauchen, fir eis Populatioun ze dividéieren. All eis Beméiunge mussen an d'Richtung goen, fir d'Leit op d'Lëtzebuerger Sprooch hinzefëieren. Mir wieren eis géint Bestriewungen, déi wëllen ausgrenzen, déi Leit ausgrenzen, déi eis Sprooch net kennen oder nach net kënnen.

Duerfir si mir och ganz kloer der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Sprooch haut net kann Amtssprooch ginn. Dat hätt fir d'Lëtzebuerger an d'net Lëtzebuerger Residenten, fir eis Wirtschaft, eisen Aarbechtsmaart esou vill negativ Konsequenzen, datt souguer de Petitionär an neien ADR-Member a senger…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …eegener Petitioun, eng vun deene mat de villen Ënnerschrëften, hei an der Chamber dat Zil absolutt relativéiert huet.

A wann d'ADR dann e Vertrieder sollt an d'Europaparlament schécken, da géif ech dat am Numm vu menger Partei bedauerlech fannen, well eis Vuen, wéi eng EU soll ausgesinn a wéi mer eng gemeinsam europäesch Zukunft solle gestalten, einfach diametral anescht si wéi déi vun der ADR.

(Interruption)

Wann dann esou ee Volleksvertrieder géif mengen, dem Lëtzebuerger Vollek en Déngscht ze erweisen, wann en zu Stroossbuerg oder zu Bréissel seng Interessen op Lëtzebuergesch géif vertrieden, da wier dat éischter säi Problem wéi eisen. Mir si bis elo ëmmer dervun ausgaangen, datt de Fait, datt mer souwuel eng Diskussioun op Däitsch wéi op Franséisch wéi op Englesch kënne féieren, éischter e Gewënn fir d'Lëtzebuerger duerstellt wéi en Nodeel.

Mir sinn der Meenung, datt eng wueliwwerluechte Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch Sënn mécht. Mir hu scho méi oft festgestallt, datt et der Lëtzebuerger Sprooch gutt geet, et ass och erëm haut gesot ginn. Et schwätzen a schreiwen a léieren haut méi Leit eis Sprooch wéi jee virdrun an eiser Geschicht.

Jo, firwat dann iwwerhaapt eng Promotioun maachen? Ma, mir wuesse rasant. All Joer kommen 12.000 Leit bäi. De Wuesstum gëtt, zu Recht, vill thematiséiert. A wann och haut méi wéi jee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, da stelle mer fest, datt och ganz vill aner Sproochen hei am Land geschwat ginn an datt een am ëffentleche Raum oft den Androck kritt, wéi wa Lëtzebuergesch nëmme wéineg géif geschwat ginn.

An der Sproochendebatt ass et wichteg, och ze kucken, wéi et um Aarbechtsmaart ausgesäit. Mir stelle fest, graff vereinfacht: 100.000 Lëtzebuerger schaffen zu Lëtzebuerg, 100.000 net Lëtzebuerger Residenten an 200.000 Frontalieren. Datt ënnert deene Prämissen a ville Betriber wéineg Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ass net verwonnerlech. An enger globaliséierter Welt ass dat awer och net ouni Weideres ze änneren.

Huele mer emol ee Betrib aus menger Noperschaft, huele mer emol d'Goodyear, e Betrib, dee mëttlerweil 70 Joer hei am Land ass: Do schaffen haut méi wéi 3.000 Leit. Dat ass ee vun deene gréisste Privatbetriber am Land. Ech weess net, wéi eng Sprooch vun de Leit an der Produktioun geschwat gëtt. Ech weess awer, datt déi éischt offiziell Sprooch vun deem Betrib weder Lëtzebuergesch nach Franséisch ass, mä Englesch ass. Fir eis ass dat eent vu ville Beispiller, déi weisen, datt mer eis Sprooch solle förderen, mä näischt kënne forcéieren a vun uewen erof diktéieren.

déi gréng maache sech regelméisseg Gedanken iwwert den Emgang mat eiser Sprooch. Déi gréng Stëftung hat am Oktober eng Konferenz iwwert d'Méisproochegkeet an der Klengkannerbetreiung organiséiert. An ech invitéieren Iech haut schonn alleguer op eng Table ronde zu der Méisproochegkeet an der Aarbechtswelt. Den Här Bodry huet dat och ugeschwat. Mir mussen Efforte maachen. An et ass natierlech d'Fro: Wéi kënne mer déi Efforte maachen?

Mir organiséieren eng Konferenz den 28. Mäerz an der Stad. An hei si Vertrieder souwuel aus dem Handel, aus dem Bankesecteur, aus dem Fleege- a Spidolssecteur an aus der Industrie. Mir wëllen nolauschteren, wéi d'sproochlech Situatioun um Aarbechtsmarché ausgesäit. A mir probéieren dann, politesch Konsequenzen aus deenen Erkenntnisser ze zéien. Esou eng Approche am Dialog ass de Wee, dee mir Gréng ageschloen hunn an der Sproochendiskussioun. A mir sinn der Meenung, datt dat ee gudde Wee ass.

Här President, ech ginn net op all déi 40 Mesuren an, déi mer vum Minister a vum Statssekretär schonn d'lescht Woch an enger Réunion jointe vun dräi oder véier Chamberskommissioune virgestallt kritt hunn. Duerfir ass meng Riedezäit net laang genuch. Ech maachen en onkomplette Kommentar vun de Mesuren.

Zu den éischte fënnef Mesuren, sougenannten iwwergeuerdnete Mesuren. Jo, et mécht absolutt Sënn, déi Sproochen- a Kulturpolitik laangfristeg unzegoen. Dës Mesurë sinn och net, zumindest net all, nei erfonnt. D'Lëtzebuerger Sprooch op EU-Niveau iwwer en Arrangement administratif unerkannt ze kréien, ass en éischten interessante Schratt. Mir gesinn zurzäit keng Noutwendegkeet, fir hei méi wäit ze goen. Géife mer en zweeten oder en drëtte Schratt an d'A faassen, dee méi wäit geet, géife mer eis selwer kee Kaddo maachen, mä vill Problemer schafen.

Am Kapitel 1, wou et ëm de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch geet, ass virun allem de Punkt 7 „Iwwersetze vu staatlechen Internetsäiten op Lëtzebuergesch" deen, deen am schnellste fir méi Visibilitéit fir d'Lëtzebuerger Sprooch wäert suergen.

Et stellt sech natierlech och d'Fro no eiser drëtter Amtssprooch, dem Däitschen, an eventuell och dem Engleschen. Dat kéint fir vill Secteuren interessant sinn. Ech mengen, mir sollten dat flexibel ugoen.

Am Kapitel 2 iwwert d'Norméierung, de Gebrauch an d'Etüd vun der Lëtzebuerger Sprooch kënne mer all d'Mesurë begréissen, déi d'Regierung ugefouert huet. An et sinn och d'Punkten 8 bis 14 aus dësem Kapitel, déi an eisen Ae beleeën, datt mer et ebe mat engem laangfristege Projet ze dinn hunn.

D'Lëtzebuerger Sprooch huet sech an deene leschte Jorzéngte vill beweegt an entwéckelt. Mir stellen zum Beispill e Verschwanne vun den Dialekter fest. Nodeems d'Madamm Jacobs net méi hei schwätzt, hunn d'Varianten an der Sprooch vun eisen Deputéierten nëmme méi…

(Brouhaha général et interruptions)

…Nuancen.

Ech gesinn, ech hat och mer erwaart, datt eng kleng Oppositioun vun deem Eck kéim, eben, wou Der elo grad drop higeschwat hutt,…

(Interruption)

…mä Dir kënnt Iech awer nach gutt erënneren, wéi d'Madamm Jacobs hei geschwat huet, do hate mer awer nach vill méi grouss…

(Brouhaha)

…Dialekter hei, deene mer konnten nolauschteren.

Eis Sprooch brauch Ënnerstëtzung, fir sech weiderzëentwéckelen an ze festegen. Si brauch awer och Zäit. An et ass och schonn hei gesot ginn: Et gëtt haut vill méi Lëtzebuergesch geschriwwen an och besser geschriwwen, wéi dat nach virun enger gewëssener Zäit war, an dat souwuel am Alldag wéi och an der Literatur.

Dat drëtt Kapitel behandelt d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur. Mir gesinn dat eigentlech alles positiv. Den „eigentlech" dréckt eis Skepsis aus iwwert de Punkt 15, net mam Titel „Lëtzebuergesch an de Betreiungsstrukturen", mä éischter mat de ville Froen, déi eis déi méisproocheg Erzéiung stellt. Ech hu schonn ëfters dorobber higewisen. Ech weess, datt mer eis net alleguerten honnertprozenteg eens sinn.

Ech deelen alleguerten déi Aussoen, déi mäin Deputéierten- a Schoulmeeschterkolleeg Lamberty iwwert d'Lëtzebuergescht an der Schoul gemaach huet.

Ech bleiwen awer derbäi, datt déi Méisproochegkeet eis ganz vill Erausfuerderunge stellt. Ech bleiwen och derbäi, net un dat Bild ze gleewe vun engem klenge Gehir, dat mer just brauchen ze fëllen, vläicht mat engem Triichter, an och net un d'Bild vun engem klenge Gehir, dat sech vollsuckelt ewéi e Schwamm, mer brauche just Wëssen oder Sprooch drop ze tippen.

Ech mengen, dat stëmmt net. Wann dat géif stëmmen, dann hätten all eis Kanner mat Migratiounshannergrond vill manner schoulesch Problemer, wéi se der haut hunn, da wiere se besser an de klassesche Lycéeë vertrueden an net iwwerduerchschnëttlech bei den Décrocheurs scolaires.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An ee ganz liichten Zweifel hunn ech och mat der Obligatioun, fir Lëtzebuergeschcoursen an den internationale Grondschoulen a Secondaires anzeféieren. Jo, dës international Schoule sinn in, besonnesch wéinst hire Sproocheregimmer, déi anescht si wéi an eisen ëffentleche Schoulen, Ausnam: déi nei international ëffentlech Schoul zu Déifferdeng.

Jo, et ass net gutt, wa ganz Kohorte vu Schüler kee Lëtzebuergesch léieren. Mä! Muss zum Beispill engem Diplomat säi Kand, dat fir véier Joer an d'Land kënnt, Lëtzebuergesch léieren? Wéi motivéieren ech ee Véierzéngjäregen, dee wéinst sengen Elteren hirem Beruff schonn a sengem drëtte Land an eng international Schoul geet, fir Lëtzebuergesch ze léieren? Mir sollten net vergiessen, datt déi international Schoule grad just erfonnt gi sinn, fir dëse Kanner d'Liewen net onheemlech schwéier ze maachen.

All déi aner Mesurë si fir eis onproblematesch an noutwendeg. Dat gëllt och fir déi Mesuren an der Erwuessenebildung. Ganz wichteg si fir eis d'Punkten 30, „Sproochekenntnisser am sozialen, therapeuteschen a Familljesecteur", an 31, „Sproochekenntnisser am Gesondheetssecteur". Net onbedéngt, well hei vill Neies steet, mä well eng Kéier rappeléiert gëtt, datt grad just an dëse Secteuren a ganz zu Recht schonn elo vill Efforte gemaach ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren. An déi Efforte mussen och weidergefouert ginn.

Da kommen ech zum Schluss, zum leschten a véierte Kapitel. Et geet ëm d'Kultur. Mir verstinn all déi Mesuren als zousätzlech Mesuren an net als Ofännerung vu Mesuren, déi et scho gëtt. Mir ginn dervun aus, datt och an Zukunft d'Literaturpräisser wéi an der Vergaangenheet Wierker an dräi oder véier Sprooche wäerten éieren. A mir géifen et och kloer bedaueren, wann de Prix Servais oder de Concours littéraire national oder dee jonken Hörspillpräis net méi méisproocheg wieren.

A wa mer bei d'Theater- an d'Filmwelt ginn, dann ass de Sproocheräichtum och eng immens Plus-value. Mir kënne gäre spezifesch Präisser och fir lëtzebuergesch Wierker schafen. Mir sollen awer net d'Kand mat der Bidden ausschëdden. D'Méisproochegkeet ass e wichtege Bestanddeel vun eisem Land, eiser Schoul an eiser Kultur. Mir mussen oppassen, datt mer zumindest bleiwen, wat mer sinn. Mir sollen eis net sproochlech a kulturell méi aarm maachen, wéi mer et elo sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam, mam Wonsch, heiansdo e Bléck op d'Auer ze werfen. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'ADR begréisst prinzipiell all Initiativ, déi sech fir d'Lëtzebuergescht asetzt, an an deem Sënn hu mer och déi heiten Initiativ vun der Regierung a priori emol positiv opgeholl. Dat entbënnt eis awer net vu gewëssene Kriticken an Iwwerleeungen, déi mer musse maachen, a vun der Fro: Geet dat hei wäit genuch? Sinn et déi richteg Mesuren? A wéi wäit ass dat ëmsetzbar, wéi wäit bréngt et och wierklech eppes der Lëtzebuerger Sprooch?

Mir hu festgestallt, datt dat heiten emol zu d'Eischt e politesche Geste ass. Ech mengen hei - verschidde Riedner hunn et och gesot -, et ass eng Reaktioun op dem Här Lucien Welter seng Petitioun, déi e bruecht huet mat ronn 15.000 Ënnerschrëften. An ech mengen, d'Regierung ass sech bewosst, datt geschwë Wahle sinn an datt se do séier eppes muss maachen, och wann et net wierklech mat Iwwerzeegung gemaach gëtt.

Déi Iddi, fir zwanzeg Joer unzesetzen, dat kléngt hei strategesch: „20 Joer!". Mä eng Regierung, déi nach 571 Deeg hei am Land un der Regierung ass, déi dedouanéiert sech. Déi seet sech: „Déi 571 Deeg, déi mir nach hei sinn, déi hu mer dann eng gewësse Rou, well mer esou maachen, als hätte mer eppes fir eis Sprooch gemaach. A wat duerno kënnt, dat kënnen dann déi nächst Regierunge kucken."

Dat ass u sech wéineg iwwerzeegend, zemools well déi 20 Joer eng Absichtserklärung sinn ouni vill konkreten Inhalt. Dee soll e Kommissär ausschaffen! An do hu mer erëm e Reflex vu Leit, déi wierklech net direkt mat grousse Moossname wëlle kommen. Et gi Comitéë geschaaft, et ginn Ämter geschaaft. Ech erënnere mech un den Asterix - deen an engem schéine Franséisch geschriwwen ass, Här Adam -, well do steet schonn: «On créera des commissions et des sous-commissions», als Mëttel, fir laanscht Decisiounen ze kommen. An dat heiten ass e bëssen deeselwechten Androck: Mir kreéieren Organer an da kënnen déi sech emol debrouilléieren. Op jidde Fall, dës Regierung ass dann net méi do, wann et wierklech zu Moossname kënnt.

Ech verstinn och net, firwat jiddwereen heibanne sech entschëllegt praktesch, fir fir d'Lëtzebuergescht anzetrieden, a seet: „Oh, mir maachen eppes fir d'Lëtzebuergescht, awer ëm Gottes wëllen, dat geet net géint déi aner Sproochen, net géint d'Méisproochegkeet!" Dat seet jo och keen! Dat huet nach ni ee gesot! A wéi engem Land soss vun der Welt...

Une voix.- Et huet nach kee sech entschëllegt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- A majo sécher! Ma sécher! Der Rei no hutt Der Iech entschëllegt, der Rei no!

(Protestations)

Do ass dach...

(Interruption)

A wéi engem Land géif een dat dann nach fannen, datt ee seet: „Ma mir maachen eppes fir eis Nationalsprooch", ob dat Franséisch oder soss eppes ass, oder Däitsch, oder an iergendengem Land, a gläichzäiteg: „Mir maachen näischt géint déi aner."? Dat ass selbstverständlech, datt et net géint eng aner Sprooch geet. Mä et ass batter néideg, datt mer emol endlech konkret fir d'Lëtzebuergescht Saache maachen!

Lëtzebuergesch dividéiert net. Lëtzebuergesch schléisst keen aus. Ganz am Géigendeel. Mir hunn als ADR ëmmer gesot: „Mir kucken, datt méiglechst vill Leit solle Lëtzebuergesch léieren, datt se all Chancen hunn hei am Land, un eisem ganze Liewe kënnen deelhuelen, all Beruffschancen hei am Land hunn. A wa Lëtzebuergesch eppes ass, dann ass et eng Inklusiounssprooch, an ni eppes, wat kann ausschléissen!

Dës Regierung wëllt also hei e Geste setzen. Mä mir kucken d'Praxis an dat Deklaratorescht, a mir halen dat ganz kloer auserneen.

Wat huet dës Regierung gemaach? D'Nationalitéitegesetz, mat Hëllef vun de Kolleege vun

der CSV, wou den Niveau vum Lëtzebuergeschen erofgesat ginn ass. Et ass nach net laang hier, datt Der dee konkrete Geste hei an der Chamber gesat hutt. An no 20 Joer, wann een no 20 Joer hei am Land nach ëmmer näischt gemaach huet, fir d'Sprooch ze léieren, da kritt een d'Nationalitéit nach geschenkt! Dat ass déi konkret Realitéit vun dëser Regierung!

Mir hunn eng Debatt iwwert d'Affekoten. Elo musse mer kucke geschwënn, ob d'Affekoten nëmme Franséisch hei am Land musse schwätzen! Och déi Debatt steet eis nach bevir. D'multilingual Fréierzéiung gëtt ewell esou presentéiert vun der Regierung, als wär dat eppes, fir esou an deene puer Crèchen, wou Franséisch geschwat gëtt, elo och Lëtzebuergesch anzefëieren. Och do gëtt et eng aner Realitéit: Déi grouss Majoritéit vun de Crèchen, wou Lëtzebuergesch geschwat gëtt, déi musse Franséisch afëieren! Vergiesst net deen Deel vun der Realitéit, well dat ass deen, dee wierklech Bedeitung huet.

D'international Schoulen, déi ëmmer hei gegrënnt gi sinn: Mir hunn dat ëmmer als ADR kritiséiert, datt an deene Gesetzer keng Präzisiounen do sinn iwwert den Niveau vum Lëtzebuergeschen. Elo gëtt probéiert, e bëssen nozebesseren. Och dat gesi mir als eng Reaktioun op eis berechtegt Kritik.

Gëschter huet d'Demokratesch Partei proposéiert, datt am Kader vun der Lëtzebuerger Arméi och auslännesch Offizéier an Ënneroffizéier zougelooss sollte ginn. Mä wéi eng Sprooch géifen déi mat den Zaldote schwätzen, wa se kee Lëtzebuergesch kënnen? Wa se Lëtzebuergesch kënnen, kënne se jo Lëtzebuerger ginn. Wa se keent kënnen, mussen dann eis Zaldoten elo mat deenen eng aner Sprooch schwätzen? Ass et erëm de Lëtzebuerger, dee muss säi Multilinguismus, deen e sech uléiert an uschafft, benotzen, fir elo mat Auslänner hei ze communiquéieren, déi Lëtzebuerger Fonctionnaire wëlle ginn?

Fir eis ass kloer: D'Fonction publique hei am Land, den ëffentlechen Déngscht ass lëtzebuergeschsproocheg. A mir verlaange vu jiddwerengem, dee wëllt am Déngscht vun eiser Heemecht am lëtzebuergeschen ëffentlechen Déngscht schaffen, datt en och d'Sprooch vum Land kann. An dat ass nun ebe Lëtzebuergesch!

(Interruption)

Fir eis ass et och evident, datt mer net elo toleréieren, datt d'CSV elo hei kënnt an dat heiten, déi hei Moossname kritiséiert, déi awer zum Deel an hirer Regierungszäit mat decidéiert goufen. Ech referéiere mech do op de Studieplang an de Primärschoulen, wéi dat elo heescht: am „Fondamental". Deen ass 2011 ausgeschafft ginn. Du wor d'CSV un der Regierung. D'CSV dréit mat d'Verantwortung a kënnt haut heihinner a seet: „Et ass jo schued, an eise Schoule gëtt net iwwert d'Lëtzebuerger Geografie, iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht, iwwert d'Lëtzebuerger Bräich an esou weider geschwat", an dee Plan d'étude, deen dat festleet, deen ass du festgeluecht ginn, wéi d'CSV selwer un der Regierung war!

(Brouhaha)

Fir eis ass och d'Verfassungsreform e ganz kloert a wichtegt Signal. Mir hätte gär - a mir hunn eng Proposition de loi gemaach! -, datt Lëtzebuergesch esou séier wéi méiglech an eis Lëtzebuerger Constitutioun ageschriwwe gëtt, well mir kréie keng generell Verfassungsreform an dëser Legislaturperiod. Ech soen derbäi: „Gott sei Dank!" Mä mir hätte gär als ADR, datt esou séier wéi méiglech déi Dispositioun iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch virgezu gëtt, a mir hunn eng extra Proposition de loi zu deem Zweck gemaach.

An et ass komesch, datt am Artikel 4 vun Ärer Propositioun elo gesot gëtt: „Jo, mir wëllen och d'Villsproochegkeet aschreiwen." Gitt Der zréck op dat, wat bis elo an der Verfassungsreform gesot ginn ass? Oder wëllt Der deen Text huelen, dee bis elo diskutéiert ginn ass? Eng Onkloerheet. A mir hätten nawell gär, datt d'Regierung eis seet, ob se bei deem Text bleift, deen elo am Ableck an der Verfassungsrevisioun virgesinn ass, oder ob se vun deem Text ofweicht, fir an der Villsproochegkeet eng nei Formulatioun anzeféieren.

D'selwecht mat Europa. Mir haten déi Referenz op déi Dispositioun, déi de Conseil 2005 ugeholl huet an déi elo d'Regierung wëllt ëmsetzen, schonn e puermol an eisem Wahlprogramm! 2014 fir d'Lescht, wann Der et wëllt nokucke kommen! Dat ass eng ADR-Fuerderung, déi scho laang besteet. Mir hu se e puermol hei an der Chamber virbruecht. Den Här Meisch huet ëmmer iwwerrascht gemaach, wa mer elo dermat komm sinn. Dat ass eng al ADR-Fuerderung, a wa mer eppes begréissen an Ärem Moossnamekatalog, dann ass et, datt Der Iech do eis endlech uschléisst.

Mir hunn och eng aner - am Europäesche Parlament -, ech liesen Iech dat vir, well et ass ganz interessant, et ze liesen. Et gëtt eng Decisioun vum Europäesche Parlament vun 1995 - Här Adam, elo lauschtert gutt no!, ech iwwersetzen dat op Lëtzebuergesch -, wou d'Europäescht Parlament, wat sech op d'Organer vun der Europäescher Unioun bezitt, ausdrécklech seet: „D'Europäescht Parlament ass der Meenung, datt et d'Recht vun all Deputéierten ass, a senger Mammesprooch ze schwätzen an ze schaffen, datt dat en ontrennbare Bestanddeel vum demokratesche Recht vu sengem Mandat ass." Dat seet d'Europäescht Parlament.

Mir als ADR, mir verspriechen eppes hei konkret: Wa mir an den Europawahlen d'iwwernächst Joer en Europadeputéierte kréie sollten, da schwätzt dee ganz sécher am Europäesche Parlament Lëtzebuergesch! A mir wäerten eis mat Méi druginn, mat allem Wëllen, mat aller Méi, fir datt dat och da méiglech ass, datt och am Europäesche Parlament - wéi den Här Spoo et hei gemaach huet sengerzäit - Lëtzebuergesch als gläichwäerteg unerkannt gëtt.

(Brouhaha)

Mir haten eng ganz Rei Lacunne festgestallt an deene Propositiounen, déi d'Regierung eis virgeluecht huet: Lëtzebuergesch als Gesetzessprooch, als Amtssprooch. Den Här Adam huet do vläicht eng kleng Konfusioun. Wat ass Amtssprooch? Wat ass Gesetzessprooch?

Mir als ADR, mir hätte gär, datt mer d'Lëtzebuergescht esou entwéckelen, datt mer schrëttweis Lëtzebuergesch och a Richtung Gesetzessprooch kënnen entwéckelen, datt mer an enger éischter Phas parallell Texter entwéckelen, fir datt mer wëssen, elo hu mer e Grad u Rechtssécherheet erreecht, deen eis erlaabt, och eng Gesetzessprooch draus ze maachen, an datt mer et dann aféieren. Dat ass e progressive Prozess. Dat geet net vun haut op muer, mä dee politesche Wëlle muss awer do sinn. An dee gëtt et net op der Regierungssäit, dee gëtt et do net!

Mir hunn och an de Schoulen hei..., mir hate fréier, an där Regierung virdrun, wou d'Sozialiste jo och Member waren, do gouf nach geschwat vun enger lëtzebuergescher Sektioun an de Lycéeën. Dat ass fale gelooss ginn. Ass d'DP do dergéint? Sinn déi gréng do dergéint, géint eng lëtzebuergesch Sektioun an de Lycéeën? Huet d'LSAP hir Meenung geännert? Firwat gëtt dat net méi diskutéiert? Dat wier eng flott Iddi gewiescht. An et géif gläichzäiteg deene Leit, déi wëllen e Master am Lëtzebuergeschen op der Uni.lu maachen, eng Carrièresperspektiv ginn. Et geet jo net, datt Der hei kritiséiert oder bedauert, datt esou wéineg Leit dat studéieren! Majo wann Der hinne keng Carrièresperspektive gitt, dann ass et natierlech schwéier, esou e Studium ze maachen.

Mir vermëssen och, datt d'Uertschafts- an d'Flouernimm net konsequent op Lëtzebuergesch iwwersat ginn, datt och déi international Navigatiounssystemer, Elektroniksystemer net op Lëtzebuergesch favoriséiert ginn,...

(Brouhaha)

Ma dat ass wichteg!

(Brouhaha)

An da komme mer nach op eppes anescht, Madamm Beissel, wat Iech och vläicht interesséiert, well et all Bierger am Land interesséiert, dat ass de Gesondheetssecteur. Wann ech kucken, wat Dir hei an Ärer Moossnam 31 iwwert de Gesondheetssecteur schreift: Méi schwaach geet et net! Dir sot just, wat am Ableck de Stand ass.

Dir sot, de Gesondheetsminister hätt d'Recht - effektiv, am Ableck -, d'Sproochekenntnisser duerch de Collège médical iwwerpréiwen ze loossen. Gemaach gëtt dat wahrscheinlech ni. Datt Sproochecoursen an de Klinicken offréiert ginn, ass eng gutt Saach. Mä dat geet net duer! Mir hätte gär endlech eng voluntaristesch Approche, fir all Lëtzebuerger, deen an eng Klinik geet, d'Angscht ze huelen, fir sech mussen a Sproochen auszedrécken, déi e vläicht net kann, oder de Risiko ze huelen, mat engem schwéiere Leed an d'Klinik ze kommen an dann net verstanen ze ginn an net behandelt ze ginn oder falsch behandelt ze ginn. E Mëssstand, dee mer endlech musse bekämpfen, an zwar decidéiert bekämpfen!

Am Commerce ass et d'selwecht - ech gesinn, Här President, ech hu gesinn (veuillez lire: ech hu gesinn, datt d'Zäit ofgelaf ass), ech halen also op an engem Saz mam Commerce - an och do ass natierlech e Wëllen néideg. Et geet einfach net méi! An et gëtt och vun de Leit net méi akzeptéiert! Datt mer hei an eise Stroossen, hei an der Stad, an der Groussgaass, an all deene Stroossen hei ronderëm, a ville Geschäfter, wann net an deene meeschten, op Lëtzebuergesch näischt méi kënne kafen, och dat ass eriwwer! Mir hätte gär eng aner Politik, fir deem en Enn ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci...

(Brouhaha général)

...dem Här Kartheiser. A leschte Riedner...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Schummt Iech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just de President huet am Moment d'Wuert! An nächste Riedner ass den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wann een nom ADR schwätzt, denkt een dacks...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass näischt méi ze soen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...denkt een dacks,...

(Interruptions)

...datt et vill Sprooche ginn, op déi ee sech verstoe kann, an datt et heiansdo och eng Sprooch gëtt, op déi ee sech net versteet.

Wéi d'Regierung virun enger Woch dee Strategiepabeier fir d'Promotioun vum Lëtzebuergesche presentéiert huet, ware mir als Lénk an der éischter Reaktioun éischter enttäuscht, well wesentlech Saachen an eisen Aen an deem Strategiepabeier gefeelt hunn. Éischtens schonn den Numm selwer: „Strategie". Wann een eng Strategie entwéckelt, da muss een och Ziler definéieren. Da muss een Objektiver definéieren. An da si mer an enger gesellschaftlecher Debatt, wéi mir eis virstellen, wéi an Zukunft mëttel- oder laangfristeg de Sproochegebrauch zu Lëtzebuerg soll orientéiert sinn. An déi Zilvirgaben, déi feelen. Duerfir ass och dat, wat als eenzel Punkten an deem Strategiepabeier steet, just eng Opzielung vu méi oder manner inspiréierten a schonn deelweis existéierende Mesuren a Mesuretten, wou verschiddener drënner sinn, déi duerchaus sënnvoll sinn, mä wou et awer deem Ganzen un der Kohärenz vun der Konzeptioun absolutt feelt.

Da geet d'Regierung elo dohinner a seet: Ma fir déi Strategie, déi dann och zu engem Zwanzegjoresplang féiere soll, duerfir setze mer e Kommissär an, also eng Persoun an, déi dat entwéckele soll mat den Akteure vun der Zivillgesellschaft. Mä ech mengen, datt dat net d'Aufgab ka si vun enger Persoun, vun engem Kommissär, wéi gutt deen och ëmmer ass, mä datt et d'Aufgab ass vun der Politik, d'Ziler an d'Objektiver ze definéieren, an datt een dann zesumme mat allen Akteure kuckt, wéi een déi Ziler eventuell erreeche kann, ob een eventuell muss Redressementer maachen zu deenen Ziler an Objektiver, déi ee gemaach huet. An et ass net, d'Verantwortung weiderginn un d'Institutioun vun engem Kommissär, deen dat dann alles entwéckele soll.

Deeselwechte Phenomeen hu mer och gesinn, oder gesi mer, am Beräich vum Kulturentwécklungsplang. Och do feelt et un inhaltleche Virgaben, déi dann ersat ginn doduerjer, datt eng Persoun domadder beoptragt gëtt, Ziler zesumme mat anere Leit ze definéieren. Mir mengen, datt d'Politik sech do hirer Verantwortung entzitt.

Och vermësse mer, oder hu mer vermësst, datt dat, wat zwar ëmmer ugekënnegt ginn ass - näämlech op där enger Säit wëlle mer d'Promotioun vum Lëtzebuergesche virubréngen an op där anerer Säit soe mer: „Mä mir liewen awer an engem méisproochege Land", datt deem Spannungsverhältnis iwwerhaapt keng Rechnung gedroe gëtt, mä et ginn ebe just eenzel kleng Mesurë geholl fir d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen. Mä wéi ass dann dat Verhältnis vun deem Lëtzebuergeschen, wat dann esou promouvéiert ass, an deem méisproochege Land? Och dovunner hu mer ganz wéineg fonnt.

Mir mengen och, datt een eigentlech hätt missen ausgoe vun der Sproochesituatioun, wéi se am Moment och zu Lëtzebuerg ass, wéi et se gëtt. Mir schwätzen hei an der Chamber Lëtzebuergesch. Eis Texter sinn op Franséisch. Mir kucken däitsch Télee. Englesch ass ëmmer méi am Gebrauch. An op eise Chantieren an op de Stroossen a vun deene Leit, déi op deene Chantiere schaffen an d'Stroosse bauen, ginn nach eng ganz Rëtsch aner Sprooche geschwat.

Virdrun ass de C. M. Spoo vum Här Bodry a vum Här Kartheiser och ugeschwat ginn. Mä de Caspar Mathias Spoo huet hei op Lëtzebuergesch geschwat net, well Lëtzebuergesch esou eng schéi Sprooch ass, mä well e wollt d'Sprooch vun den Aarbechter schwätzen. E wollt d'Sprooch schwätze vun deene Leit, déi schaffen. An dat ass e wesentlecht Element dovunner, wa mer hei iwwert d'Promotioun vun där enger oder anerer Sprooch schwätzen. Lëtzebuerg ass e méisproochegt Land! An dat ass an engem Mooss, datt et eenzegaarteg ass op der Welt. Keen anert Land ass an där Situatioun wéi Lëtzebuerg, mat Lëtzebuerg vergläichbar. An dat ass eppes, woumat mer eis an der Vergaangenheet, zumindest datt ech weess, awer ëmmer och no bausse gebretzt hunn, datt mer esou vill Sprooche kënnen! An natierlech stellt eis dat awer och viru grouss Erausfuerderungen, well d'Fro, wéi mer mat der Situatioun ëmginn, kënne mer net, wéi mer dat dacks an anere Fäll maachen, bei anere Länner knäipen, kopéieren, mä mir mussen et selwer aus eegener Kraaft entwéckelen.

A wann ee seet: „Lëtzebuerg ass méisproocheg", dann heescht dat net, datt all Leit hei am Land an alle Sprooche gläich staark sinn. Ech selwer war frou, wéi ech op Deuxième konnt Franséisch ofwielen an op Première net hu missen am Franséische getest ginn. Ech sinn och an Däitschland studéiere gaangen. A wéi ech erëmkomm sinn an och ugefaangen hunn, hei ze schaffen, hat ech och Schwieregkeete mam Franséischen. An dat ass eppes, wat, mengen ech, ganz ville Leit hei am Land esou geet. Duerfir musse mer, wa mer driwwer schwätzen, wéi mer mam Lëtzebuergeschen an där méisproocheger Gesellschaft ëmginn, och deem Rechnung droen.

An d'Fro, déi sech jo elo hei stellt bei der Promotioun vum Lëtzebuergeschen, ass: Wéi eng Gewiichtung gi mer deem Lëtzebuergeschen an där Gesellschaft? D'Förderung, menge mir, vum Lëtzebuergeschen ass eppes Wichteges an ass eppes, wat keen a Fro stellt. Mä et däerf een et ëmmer nëmmen..., oder et soll een et gesinn am Kontext vun deem, wat eist Land bis haut ausgemaach huet. Dat heescht, mir mengen, datt, wa mer soen: „Mir sinn e méisproochegt Land, wou d'Lëtzebuergescht eng méi wichteg Roll ze spillen huet", da muss een och kucken, datt een de Leit d'Moyene gëtt, sech an deem Land, dat méisproocheg ass, doheem ze fillen an och staark ze fillen. Et geet drëm, d'Leit staark ze maachen. An do hätte mer och Mesuren an esou engem Strategiepabeier erwaart. Leider hu mer déi net fonnt.

Ech wëll véier Pisten, net eng eege Strategie, mä véier Pisten opzeechnen, wou een hätt kënnen d'Lëtzebuergescht méi staark maachen a gläichzäiteg d'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg reaffirméieren an och de Leit d'Méiglechkeet ginn, dat ze benotzen.

Mir hunn am Moment e Congé linguistique zu Lëtzebuerg, dee gëllt fir Salariéen - et ass virdrun zu Recht gesot ginn, datt en enger Spuermesure deelweis zum Affer gefall ass -, deen do ass, fir datt d'Leit, déi hei schaffen, Lëtzebuergesch kënne léieren; also eppes, wat sech éischter un Netlëtzebuerger adresséiert. Mä kann ee sech dann net e Congé linguistique virstelle fir Lëtzebuerger, déi Lëtzebuergesch kënnen, fir eng aner Sprooch, déi an hirem besonnesche Secteur wichteg ass, kënnen ze léieren? Dat heescht, aus där Méisproochegkeet e wierklechen Atout ze maachen, an deen de Stat och investéiert!

Eng aner Pist, déi mer och schonn an anere Kontexter an Diskussiounen opgeworf hunn, dat ass d'Fro vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch. Mir mengen, datt dat duerchaus eng sënnvoll Pist kéint sinn, net well Lëtzebuergesch esou eng dichteg Sprooch ass, mä well et Sënn mécht, d'Alphabetiséierung, also de Phenomeen, wou ee Lauter, déi een als Kand vu sech gëtt, kann a Graphèmë verwandelen, an där Sprooch ze maachen, déi een effektiv um Schoulhaff schwätzt. An do maache mer jo och Beméiungen, fir datt dat d'Lëtzebuergescht soll sinn. Duerfir menge mer, datt d'Iddi vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch eppes ass, wat een net einfach esou verwerfe soll.

Drëttens menge mer, datt mer an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill Leit hunn, déi e Migratiounshannergrond hunn, eegen Efforten a verstäerkten Efforte maache mussen an der universitärer Fuerschung, wat d'Didaktik vun de Sproochen zu Lëtzebuerg ugeet. Well dat ass och eppes, wat mer just ganz begrenzt kënnen aus anere Länner knäipen, well eis Situatioun eben esou eegenaarteg ass.

Véiertens, d'Kultur. Do, muss ech soen, war ech awer e bëssen enttäuscht, datt nieft engem neie Präis fir d'Verdéngschter ëm d'Lëtzebuerger Kultur a Sprooch relativ wéineg do drastoung. 2008, bei der Iwwerreechung vum Batty-Weber-Präis huet de Lëtzebuerger Schrëftsteller Nico Helminger Folgendes gesot: „Zegdausende Schüler verloossen eis Lycéeën ouni ze wëssen, datt et jee e Lëtzebuerger Schrëftsteller ginn ass." An dat ass eng Realitéit! A wa mer d'Förderung vum Lëtzebuergesche wëlle virundreiwen, dann heescht et och, datt mer d'Förderunge vun deene Leit, déi Lët-

zebuergesch schreiwen, awer wéi den Nico Helminger selwer, déi och Däitsch schreiwen als Lëtzebuerger Auteur oder Franséisch schwätzen, jo, souguer Englesch schreiwen, genuch würdegen a fir dorauser en Atout och vun eiser Kultur ze maachen.

Här President, ech resuméieren: Mir mengen, datt dat hei net wierklech eng Strategie ass, well déi eigentlech gréisser gesellschaftlech Debatt, déi esou engem Strategiepabeier misst virausgoen, net stattfonnt huet. Mir mengen, datt d'Ziler net definéiert ginn, wou mer hiwëllen. An duerfir fanne mer eigentlech den Inhalt vun deenen 13 Säite relativ moer.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

Wëllt d'Regierung d'Wuert nach eng Kéier ergräifen?

(Négation)

Merci.

Ech mengen, dat war e konstruktiven Echange. Mir sinn dann zum Debat mat enger Motioun saiséiert, sinn och saiséiert mat der Motioun vum Här Kartheiser. Ech géif mengen, dass een dat no der Chronologie soll maachen, wéi déi Motiounen erakomm sinn. Dat heescht, fir d'Éischt déi Motioun vum Här Kartheiser an dann duerno déi Motioun, déi am Rame vum Debat abruecht ginn ass.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou.

Kann ech dovun ausgoen, dass alles erkläert ass? Ass keen, dee wënscht, d'Wuert nach ze ergräifen?

(Négation)

Merci, dann ass dat och esou decidéiert.

(Interruptions par Mme Martine Hansen et M. Fernand Kartheiser)

Motions

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech wëll just kuerz begrënnen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah okay. Ma dann, Madamm Hansen, wann Dir wëllt, dann huelt...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Maache mer déi zwou Motioune mateneen? Oder?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir stëmme se noeneen of. Mä Dir kënnt awer Stellung huelen zu deenen zwou.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech kann awer schonn zu deenen zwou Motioune Stellung huelen.

Bei der Motioun vun der ADR, do muss ech soen, datt mer mat eenzelne Punkte kënnen averstane sinn, wéi zum Beispill de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch als administrativ Sprooch auszebauen oder d'Lëtzebuergescht och an den Europaschoulen ze ënnerstëtzen oder och international Schoulen. Oder och op eng multilingual gratis Fréierzéiung u sech ze verzichten.

Mä mir kënnen awer och mat anere Punkten net averstane sinn. Ech wäert der just zwee hei soen.

Dat Éischt ass, eist Nationalitéitegesetz misst jo elo erëm geännert ginn. Mir hunn et virun engem décke Mount gestëmmt. Mir hunn dat och matgestëmmt, well et dréit den Usprëch Rechnung an et dréit der Realitéit Rechnung. A mir sinn och net averstane mat deem Punkt, d'Lëtzebuergescht als vollwäerteg Sprooch an der Legislatioun anzesetzen, well mer der Meenung sinn, datt mer net dee Vocabulaire hunn, fir wierklech Gesetzestexter ze iwwersetze respektiv ze schreiwen. Mä mir haten, an dat hu mer elo an der Debatt gesot, nach eng Kéier gefrot, fir se kënnen a vulgariséierter Form explizéiert ze kréien. Dofir wäerte mer déi Motioun vun der ADR net stëmmen.

Dann och vläicht séier zur Motioun vun der Majoritéit. Och déi wäerte mer net stëmmen. Et steet u sech hei net vill Neies dran. Et steet hei dran, et wär eng Strategie. Ech hat schonn erkläert virdrun, dat hei ass keng Strategie. Et ass eng Oplëschtung vu 40 Punkten, wou der vill net ganz nei sinn. Et feelt eis, datt de Congé linguistique, datt d'Spuermesure soll u sech réckgängeg gemaach ginn. An natierlech si mer och net mat där gratisser a méisprooocheger Fréikanderzéiung ouni wëssenschaftlecht Konzept averstanen, wat awer hei als Mesure drasteet. Dofir stëmme mer och hei dergéint.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Weider Wuertmeldungen? Den Auteur vun der Motioun huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Jo, Här President, villmools Merci. Et war net meng Intentioun ze schwätzen, mä et war awer elo vläicht interessant, nodeem d'Madamm Martine Hansen och geschwat huet, du wollt ech awer e puer Wuert soen. Déi Motioun, déi hate mir jo schonn den 11. Oktober zejoert an der Chamber deponéiert. Dat heescht, datt mer eigentlech deemools, an där Situatioun eis erwaart haten, datt géif direkt driwwer ofgestëmmt ginn. Dat war deen Ableck net de Fall, well aner Echeancen ugekënnegt gi sinn, soudatt déi Motioun hei an där Form elo muss mat deem Hannergrond ënnersicht ginn.

An ech muss soen, ech hunn op jidde Fall den Androck, datt d'Regierung sech an hirem Plang net nëmmen inspiréiere gelooss huet vun der Motioun vum Här Lucien Welter, mä och vun dëser ADR-Propositioun, déi als Motioun jo schonn zënter dem Oktober um Dësch läit. An do sinn eng Rei Punkten, vun deenen ech unhuelen, datt se en Effet haten. Dat ass, d'Lëtzebuerger Sprooch an der EU als Amtssprooch am Sënn vun den Decisioune vum 13. Juni 2005 huelen; dat ass eppes, wat mir hei ganz konkret proposéiert haten. D'Lëtzebuergescht an den Europaschoulen, an de Privatschoulen an an den auslännesche Schoulen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen: Och do fanne mer Spuren am Aktiounsplang vun der Regierung. D'Offer vun de Sproochecoursen a vun de Coursen iwwer Lëtzebuerger Kultur konsequent an nohalteg weider ausbauen; dat si Beispiller. Oder och e bësse méi wäit, d'konkret Méiglechkeete fir Lëtzebuergesch ze léieren, dat fënnt sech erëm an enger Referenz op de Congé linguistique an de Propositioune vun der Regierung.

An deem Sënn denke mer, datt dës Motioun och schonn hiren Effet hat, datt se derzou bäigedroen huet an der Regierung, an deene Parteien, de Reflexiounsprozess virunzebréngen. An an deem Sënn, mengen ech, ass se nach ëmmer aktuell an huet sech bewäert. An ech si frou, datt mer haut och da kënnen doriwwer ofstëmmen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldungen zu deenen zwou Motiounen?

Da géif ech Iech bieden, fir d'Éischt iwwert d'Motioun vum Här Kartheiser ofzestëmmen.

(Motion déposée en séance publique n°1 du 11 octobre 2016 - à consulter au compte rendu n°1/2016-2017 en page 4)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen; d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 3-mol Jo, 56-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer géifen direkt zu där zweeter Motioun iwwergoen. Ech mengen, och do ass alles gesot. Da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Deputéierten hu sech bedeelegt: 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl. Merci.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet de loi 7105. E betrëfft déi eemoleg Primm an der Fonction publique. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, wéi Der wësst, de 5. Dezember zejoert huet d'Regierung zesumme mat der CGFP en neien Accord salarial ofgeschloss fir d'Joren 2016, 2017 an 2018.

An dësem Accord stinn 23 Moossnamen, déi déi Beschäftegt am ëffentlechen Déngscht betreffen. Bei dëse wichtege Moossname geet et ëm déi sozial Verantwortung vum Stat als Patron, ëm administrativ Vereinfachungen, e groussen Deel handelt iwwert d'Wuelbefannen an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz, ëm Carrièresharmoniséierungen an ëm e bessert Verknäppe vum beruffleche Liewe mat deem privaten.

Vun deenen 23 Moossname sinn awer och siwe Moossnamen, déi mat de Paien, also den Traitementer ze dinn hunn. Wann och manner wéi een Drëttel vun de Moossnamen direkt eppes mat de Paie vun de Statsbeamten ze dinn hunn, esou wësse mer awer alleguerten, dass et dacks dës Moossname sinn, déi am grand Public diskutéiert ginn.

Heizou ass ze soen, dass d'Regierung 2013 dovunner ausgaangen ass, dass et am Laf vun dëser Legislaturperiod net zu enger genereller Opbesserung vun de Gehälter am ëffentlechen Déngscht géif kommen, well virun dräi an engem hallwe Joer déi finanziell Situatioun vum Stat an och déi generell ekonomesch Situatioun vun eiser Wirtschaft dat net hiergoufen.

An der Tëschenzäit huet déi finanziell Situatioun vum Stat sech awer verbessert an och eis Wirtschaft steet haut erëm vill besser do wéi virun e puer Joer. Dat war den Ulass fir d'Regierung, fir, wann och nëmme moderat, Lounopbesserungen am Accord salarial festzehalen. D'Regierung erhofft sech natierlech och, dass se domat en Zeeche ka setze fir d'Verhandlungen, déi am Privatsecteur lafen. Well wann et der Wirtschaft gutt geet, da muss et och de schaffende Leit gutt goen.

Et gouf, zesumme mat der CGFP, festgehalen, dass am ëffentlechen Déngscht eng Prime unique ausbezuelt gëtt, déi 1% ausmécht vum Traitement, deen d'Fonctionnairen oder d'Beamten am Joer 2016 kritt hunn. Dës Primm soll den 1. Abrëll kënnen ausbezuelt ginn. Well awer vill vun den anere Moossnamen aus dem Accord salarial, déi ech virdrun opgezielt hunn, nach net prett sinn, fir ëmgesat ze ginn, gouf dësen Deel aus deem ganze Pak virgezunn, fir dass de Stat kann, esou wéi et ofgemaach war, dës Primm mat Zäiten ausbezuelen.

Zu dëser Primm ass Folgendes ze soen: Si ass net pensionabel, dat heescht, se zielt net bei der spéiderer Pensiounsberechnung vun de Fonctionnairen, déi am Régime spécial transitoire sinn. Se gëtt um Prorata gerechent vun de Méint, déi de jeeweilege Fonctionnaire oder Beamten am Joer 2016 am Déngscht war. Fir d'Berechnung zielen den Traitement de base mat Allongementer, d'Majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières a fir d'Fonctions dirigeantes, d'Familljenzoulag, d'Allocation de fin d'année an d'Suppléments personnels de traitement.

Fir komplett ze si sief nach gesot, nieft de Fonctionnairen a Beamte beim Stat gëllt dës Primm och fir d'Memberen aus der Chamber, dem Statsrot an de Lëtzebuerger Vertrieder am Europaparlament.

An der Chamberskommissioun gouf de Minister Kersch gefrot, wéi wäit dass ee mat den Texter wier, déi d'Gemengebeamte betreffen. An de Minister konnt bestätegen, dass dëst Reglement och prett misst sinn am Gemengesecteur fir den 1. Abrëll.

Och d'Eisebunner kommen, no dem Vott vun haut vun dësem Gesetz, an de Genoss vun der Prime unique.

Ausser e puer textuelle Formuléierungen hat de Statsrot näischt um Projet de loi auszesetzen. An och an der Chamberskommissioun gouf de Projet eestëmmeg ugeholl. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun eiser Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Cruchten. An d'Wuert huet den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen dem Rapporteur, dem Yves Cruchten, Merci fir säi schréftlechen an och haut mëndleche Bericht.

Am Regierungsprogramm steet effektiv: «Compte tenu de la situation des finances publiques, aucune nouvelle augmentation (…) du point indiciaire n'aura lieu pendant cette législature. Les négociations futures seront axées autour d'améliorations statutaires.»

Mat dem Gesetzesprojet vun haut setze mir eng vun de gläich siwe Gehaltsmoossnamen ëm aus dem Accord salarial vum 5. Dezember 2016. An ech géif soen, et war wuel manner d'Evolutioun vun den ëffentleche Finanzen, mä éischter eng geschéckt Verhandlungsstrategie vun der CGFP, déi eng politesch Noutsituatioun vun enger Regierung, oder virun allem engem Minister, genotzt huet, fir zu dësem Accord salarial ze kommen.

D'CGFP, Dir Dammen an Dir Häre, huet jiddefalls gutt verhandelt. D'CGFP huet de Regierungsprogramm widderluecht an aus den Améliorations purement statutaires goufen nawell zolidd Retombées pécuniaires. An hannert virgehalener Hand gëtt esouguer gesot: „A wa se nach méi gefrot hätten, hätte se vläicht och nach méi kritt."

Dir Dammen an Dir Häre, haut geet et ëm d'Prime unique vun 1% fir d'Joer 2016. Virun zéng Joer, beim Accord salarial vun 2007, do gouf eigentlech fir d'Éischt op de Mechanismus vun der Prime unique zréckgegraff. Den Avantage vun der Prime unique ass eigentlech deen, dass een engem eppes an der Paitut bäigëtt, ouni dass de Mechanismus dovunner recurrent ass, dat heescht, dass e sech widderhëlt. Duerfir och d'Wuert „prime unique", well de Punktwäert fir d'Gehaltsberechnung, dee bleift an dësem Fall onverännert.

Dës Prime unique, an de Rapporteur huet et gesot, ënnerläit effektiv der Pensiounscotisatioun, ouni dass se awer pensionabel ass. Well awer eng Cotisatioun erhuewe gëtt, spillt d'Prime unique awer um Niveau vum Facteur d'ajustement vun de generelle Pensiounen. Dat heescht, si garantéiert doduerch och eng dynamesch Adaptatioun vun dem allgemengen Niveau vun de Pensiounen.

Technesch ass de Projet och alignéiert op fréier Gesetzer, déi d'Prime unique aus engem Gehälteraccord ëmgesat hunn. D'CSV vermësst awer, dat soe mer, wat den Impakt vun de Gehaltsopbesserungen aus dem Accord salarial vum Dezember 2016 op de konventionéierten an awer och op den assimiléierte Secteur ass. Mir bedaueren eigentlech, dass et hei bis haut nach keng chiffréiert Donnéeë ginn, déi do op dem Dësch leien.

Mir stellen eis och d'Fro, wat de Sënn eigentlech vun dem Artikel 2 aus dem Gesetzesprojet ass, an dobäi besonnesch dee leschte Saz. Hei heescht et effektiv: «La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.» Also dem Mémorial, zënter Dezember 2016. Mä da kënnt e Saz, dee seet: «Les dispositions de l'article 1er prennent effet au 1er janvier 2016.» '16, net '17! An hei gëtt eigentlech eng Retroaktivitéit agefouert, déi guer net néideg gewiescht wier. Well d'Suen, déi gi jo elo 2017 ausbezuelt. An d'Berechnungsbasis vun der Prime unique si ledeglech Gehaltselementer vun 2016, mä déi sinn esou oder esou ginn an

déi stinn och fest, well jiddweree weess, wat de Revenu annuel vun 2016 war. An d'Gesetz huet och heirop guer keen Afloss. Et handelt sech hei eigentlech ëm eng sougenannten „rétroactivité économique", dat heescht, et hëlt een en Emstand aus der Vergaangenheet als Grondlag, fir eng gesetzlech Moossnam fir d'Zukunft ze regelen. An hei ass d'Gehalt vum Joer 2016 ganz einfach d'Grondlag, mä d'Prime unique gëtt ausbezuelt nom Akraafttriede vun dësem Gesetz.

An duerfir muss ech soen, et ass dach e bëssen erstaunlech, dass de Statsrot sech zwar mat, wéi de Rapporteur gesot huet, ville Wuertspillereien ausenanergesat huet, ob et elo e Conseiller d'État oder e Membre vum Conseil d'État ass an nach x Remarquen handelt, mä de Statsrot seet awer absolutt näischt zu dësem fundamentale Problem vun der Retroaktivitéit.

Duerfir, sous réserve vun dëse Bemierkungen, Här President, stëmmt d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei, déi mer sinn, dësem Gesetzesprojet dann awer zou. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. An als Nächsten huet d'Wuert den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Als Spriecher vun der Demokratescher Partei brauch ech jiddefalls net esou laang ze ruddere wéi mäi Virspriecher vun der CSV a kann och direkt soen, datt d'Demokratesch Partei ouni iergendwellech Bedenken hannert dësem Gesetzesprojet steet. Richteg ass effektiv, datt an dem Regierungsofkommes net stoung, datt et nach sollt zu enger Erhéijung vun den Traitementer kommen. Mä op där anerer Säit däerf een och net vergiessen, datt sech jo awer och déi ekonomesch Situatioun verbessert huet, datt och aner Parametere sech verbessert hunn, soudatt mir et awer och als opportun ugesinn, datt een zu dësem Zäitpunkt dës Prime unique wäert matdroe kënnen.

Datt mer et och zu dësem Zäitpunkt stëmmen, ass evident. Ech mengen, mir hunn en Zäitpunkt festgehale vum 1. Abrëll. Dat hätte mer net fäerdegbruecht, wa mer elo e ganzen Accord salarial, deen de 5. Dezember mat der CGFP ënnerschriwwe ginn ass - deen iwwregens ganz interessant Neierungen och beinhalt -, hätte mer also wéi gesot dëse Punkt net kënnen ëmsetzen, wa mer dee globalen Text schonn elo hätte misse ganz ficeléiert hunn. An deem Sënn ass et also ganz richteg, datt mer zu dësem Zäitpunkt dat Gesetz hei stëmmen.

An, wéi gesot, nach eng Kéier ouni Ëmweeër kann ech da ganz kloer och den Accord vun der DP brëngen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och nach ofschléissend selbstverständlech dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Bericht.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech brëngen den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Cruchten Merci. En huet en Talent, fir déi schwiereg Gesetzer aus dem Beräich vun der Fonction publique ëmmer ganz gutt ze erklären. Him e grousse Merci.

Fir d'ADR wor et och iwwerraschend, fir ze gesinn, datt mer eng Regierungskoalitioun hei hunn, déi hire Regierungsprogramm hei carrément niéiert. Ech mengen, dat ass wierklech ganz interessant, dat festzestellen. An ech ka mech ganz gär de Kommentare vum Här Roth uschléissen, déi probéieren, eis de psychologeschen Hannergrond vun där 180-Grad-Kéier hei ze erklären.

Et ass awer fir eis méi wéi dat doten, wa mer feststellen, datt d'Regierung hei hir eege Verspriechen an hir eege Virsätz net anhält. Sécher huet d'CGFP gutt verhandelt, wéi den Här Roth gesot huet. Ech mengen, dat muss een unerkennen. Mä hei gëtt et esou duergestallt vun der Regierungssäit, als kéint sech dat Ganzt justifiéieren, well sech jo eis finanziell Situatioun terribel verbessert hätt!

Wéi dës Regierung 2013 dann op jidde Fall - ech weess net, ob d'Regierung gewielt gouf, dat ass eng aner Diskussioun! -, mä op jidde Fall, wéi déi dräi Parteien, déi elo eng Majoritéit stellen, genuch Stëmmen zesumme kruten, fir dës Regierung kënnen ze forméieren, wéi dat de Fall war, hate mer am Stat 720 Milliounen Defizit. Haut hu mer an dësem Statsbudget 2017 iwwer eng Milliard Defizit. Mir hunn dëst Joer zwou Milliarden, dës Regierung huet elo grad zwou Milliarde geléint! Ech mengen, dat ass elo een, zwee Méint hier. De Pluriannuel fir déi nächst Joren, d'Previsioune fir de Budget fir déi nächst Joren hunn all Joer en Defizit am Statsbudget iwwer eng Milliard!

An do stellt sech fir eis awer eng ethesch Fro: Gi mir hin als Politik a maachen eng Erhéijung vun eisem Liewensstandard op d'Käschte vu Scholden, op d'Käschte vun deem, wat eis Kanner déi nächst Generatioune musse bezuelen? Hu mer net schonn iergendwou awer e Plaffong erreecht, wou et eis esou gutt geet, datt mer net méi op de Wee vun esou Moossname musse goen? Ass et verantwortlech, an Zäiten, wou mer eng Milliard Defizit hunn, nach esou Moossnamen ze huelen, no enger Steierreform an no anere Mesuren, déi de Leit awer och méi an de Portmonni bruecht hunn? Mir mengen net!

Mir sinn awer anescht konsequent wéi d'CSV. Mir hunn och Kriticken un dësem Gesetz. Awer mir zéien déi richteg Konsequenz aus eiser Logik an aus eisen Argumenter. D'CSV seet, wat alles schlecht ass, a si stëmmt derfir. An ech kann Iech soen, mir maachen eng Analys, eng ethesch Analys, ob et verantwortlech ass, dat doten ze maachen. Mir kommen zur Konklusioun: Et ass net verantwortlech. An dofir stëmme mir mat Neen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi schonn de Rapporteur et gesot huet, dee Projet de loi gouf unanime ugeholl, dat heescht och mat eiser Stëmm, an der Kommissioun.

Mir begréissen natierlech déi Prime unique. Mä mir wollten awer nach eppes dozou soen: datt an eisen Aen, an dat ass jo kee Geheimnis, de Service public eppes ganz Wichteges ass, a fir eis ginn et dofir e puer Viraussetzungen, datt e Service public, dat heescht e Service, deen am Déngscht vun alle Bierger ass, gutt fonctionnéiert. Dat heescht ënner anerem, datt Fonctionnairë richteg bezuelt ginn an datt anererséits och de Service public esou organiséiert gëtt, datt ënner anerem och Fonctionnairë korrekt kënne schaffen am Déngscht vun de Bierger.

Dës Regierung hat schonn am Ufank vun der Legislaturperiod eng Reform vun der Fonction publique gemaach, wou mir och duerch mäi Virgänger hei, de Justin Turpel, eng gutt 40 Amendementer erabruecht haten, well mir u sech net mat der Ausriichtung averstane ware vun der Organisatioun vu gewëssene Reforme vun der Fonction publique. Well an eisen Aen ass et genausou wichteg wéi och Gehältererhéijungen, esou kleng se och kënnen hei ausgesinn.

Et däerf een och net mengen, an dat an der aktueller ekonomescher Situatioun och, wat d'Präisser ugeet, wat d'Logementspräisser haaptsächlech och nach ugeet, datt et och e Schlaraffeland ass elo, esou wéi dat ëmmer esou duergestallt gëtt, fir all Fonctionnaire. Bäi Wäitem net! Et däerf een och net vergiessen, datt et gutt fir d'Ekonomie ass am Globalen, wa Fonctionnairen och iwwer eng gutt Kafkraaft verfüge kënnen. Dovunner profitéiert jiddwereen.

A mir wëllen awer och nach drun erënneren, datt ee misst awer global iwwert d'Salairë schwätzen, ob public oder privat. Well am Privaten, dat wësse mer jo och, datt et net méi esou gutt ausgesäit an u sech ëmmer méi schlecht ausgesäit. An dat muss een natierlech maachen, ouni déi zwee Regimmer géinteneen auszespillen. Dat heescht u sech, och eng Opwäertung vun de Salairen am private Secteur ass an eisen Ae wichteg, ouni datt op d'Fonction publique geklappt gëtt. Dat wier natierlech falsch.

Mir wäerten dofir och..., souwisou hu mer et schonn thematiséiert, de Marc Baum huet dat jo och scho gemaach, wat d'Working Poor ugeet. Ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi am Prinzip eng Regierung misst féieren. Da wäerte mer se dann eben e bësse provozéieren. Ceci étant dit, mir wäerten, wéi ech dat scho gesot hunn, dëse Gesetzesprojet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Merci och un d'Spriecher vun deenen eenzelne Fraktiounen. A virun allem Merci dann och un déi grouss Majoritéit vun de Fraktiounsspriecher, dass Der dësem Projet de loi kënnt zoustëmmen.

Ech huelen och mat Satisfaktioun zur Kenntnis, dass och déi gréisst Oppositiounspartei, d'CSV, dem Accord salarial dann a senger Gesamtheet schéngt zouzestëmmen, mä ganz besonnesch awer och der Prime unique, déi haut hei op der Dagesuerdnung steet.

Et ass zwar schwéier novollzéibar fir mech, wéi een op där enger Säit ka soen, d'CGFP hätt extrem gutt verhandelt, an op där anerer Säit, dass se hätt kënne méi froen, wa se da gewollt hätt. Wéi gesot, ech mengen, dass do e gewëssene Widdersproch an där Ausso steet. Mä do ka vläicht hei duerno ee mer dee Widdersproch erklären.

Et ass fir mech jiddefalls och net esou, dass d'Regierung an iergendenger Noutlag gewiescht wär oder och de Minister an enger Noutlag gewiescht wär. Wann dat esou gewiescht wär, da géif ech gär wëssen, a wéi enger Noutlag meng Virgänger gewiescht wären, déi an enger Situatioun vun totaler Wirtschaftskris hei zu Lëtzebuerg Accorden ofgeschloss hunn, déi de Statssäckel wesentlech méi deier gi wéi dat, wat mer haut an och an Zukunft wäerten diskutéieren.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci u jiddwereen, dee gehollef huet, dëse Projet ëmzesetzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

Mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet de loi 7105 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7105 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

Mir korrigéieren dat, mir gesi jo, wien alles hei ass an da maache mer dat.

De Vott ass ofgeschloss a mir hu 56 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen. Domat ass de Projet 7105 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7105 est adopté par 55 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Ech soen Iech Merci.

Da komme mer zum nächste Projet, dem Projet de loi 7023 iwwert d'Ännerung vun de Stadlimitten oder Stadgrenzen tëschent der Stad Esch an der Gemeng Suessem. An deeselwechte Rapporteur, den Här Yves Cruchten, huet d'Wuert.

5. 7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Nach eng Kéier Merci. Ech maachen dat och elo kuerz.

(Brouhaha)

Viru 25 Joer war de Projet vun der Revalorisatioun vun den alen Industriefrichen tëschent Esch a Bieles nach en Dram vun eenzelne Politiker. Deemools huet ee vill Fantasie gebraucht, fir sech deen neie Quartier virzestellen. Haut, 25 Joer méi spéit, gëtt dat Ganzt Realitéit. Niewent den Héichiewe sinn haut Geschäfter, eng Rockhal, eng Universitéit, sëllech Büroen a Gesellschaften. Hei entsteet och Wunnraum fir Jonk an Al, Wunnraum, dee méi wéi dréngend gebraucht gëtt an eisem Land.

Dee ganze Projet vum Belval entsteet, wéi mer wëssen, iwwergräifend op dem Territoire vun der Stad Esch an dem Territoire vun der Gemeng Suessem. De Quartier allerdéngs gouf net entworf a gezeechent no de Prämisse vun de Gemengegrenzen. Dofir ass et net verwonnerlech, wann haut an der Realisatioun d'Stroossen an d'Terrainen dës Grenzen iwwerschreiden.

Et ass deemno ubruecht, fir d'Gemengegrenze frësch ze zéien an esou en administrativen Duerjerneen ze verhënneren, zum Beispill bei den Adressen. Aus dësem Grond gëtt mat dësem Projet de loi en Echange vun Terraine gemaach tëschent deenen zwou Gemengen. Sou trëtt d'Stad Esch 519,95 Ar un d'Gemeng Suessem of an ëmgedréit wiesselen exakt gradesou vill Ar aus der Sektioun Bieles eriwwer an d'Sektioun Esch-Nord.

Mat dësem Echange gëtt also keng Gemeng méi kleng nach méi grouss, mä et ass gewosst, wie responsabel ass fir d'Reseauen, d'Uschlëss an d'Infrastrukturen. Déi zwee Gemengeréit hunn dës Operatioun och ewell eestëmmeg guttgeheescht.

De Statsrot hat keng Observatioun ze maachen. An och an der Chamberskommissioun gouf de Projet eestëmmeg ugeholl.

Nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Dann huet d'Wuert den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President. De Rapporteur huet gesot, keng vun deenen zwou Gemenge géif méi grouss ginn, mä ech mengen, duerch dësen neie Site ginn déi zwou Gemengen zesumme méi grouss. An doriwwer eraus, och eis Regioun gewënnt do derduerch.

Ech kommen aus enger Gemeng, déi esou en äänlechen Exercice viru Joren och mat der Nopeschgemeng gemaach huet, a wënschen deenen zwou Gemengen, datt se sech och elo eens ginn, wéi se hir Stroosse wäerten an Zukunft benennen. Mir sinn do gudder Hoffnung, datt hinnen dat och wäert geléngen a wënschen hinne bonne Chance!

An ech soen och dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Den Här Zeimet huet mer säi Witz geklaut, vun dohier géif ech da just nach dem Rapporteur Merci soen - also mäi Witz geklaut, dat mat de Stroossennimm, dass mer eis richteg verstinn -, dofir bleift mir och just nach, dem Rapporteur Merci ze soe fir dee gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'nächst Kéier hutt Der dann een op Reserv.

Une voix.- Voilà.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci. Selbstverständlech brëngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

An ech wier och frou - wann ech mäi Kolleeg hei vun der Käerjenger Gemeng gesinn -, mir wieren och frou, wa mer dat eng Kéier kéinten zwëschen Déifferdeng a Käerjeng maachen, well mir hunn am Fong geholl en Altersheim, wou Nidderkuer ass, an et ass nach op Käerjenger Terrain. D'Entrée ass dee falsche Wee. An

do wier ech och eng Kéier frou, wa mer dat och kéinten zesumme léisen, datt endlech dat Nidderkuerer Altersheim och zu Nidderkuer géif geheieren.

Villmools Merci.

(Interruption par M. Michel Wolter)

(Hilarité)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mat enger uerdentlecher Propos!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann huet d'Wuert den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dann dovun aus, dass den Här Baum eis deen Accord och géif ginn.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, formal, da ginn ech och den Accord zu dësem Projet an ech denken, datt déi zwee LSAP/déi gréng-Schäfferéit vun Esch a vu Suessem dee Problem ënner sech gekläert kréien.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gutt Nouvellen. An dann huet d'Wuert den Här Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Bei esou vill Eestëmmegkeet bleift mir och nëmmen, e Merci un de Rapporteur ze soen, a mir hoffen, dass dee Projet dann - dee laang gedauert huet! - endlech zu engem gudden Enn gefouert gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7023 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7023 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Och do stellen ech d'Fro no der Dispens vum zweete Vott.

(Assentiment)

Ass dat esou decidéiert?

(Assentiment)

Merci. Da si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm a mir hu Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Interpellatioun iwwert d'Groussregioun.

Heimat ass d'Sëtzung ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)

SÉANCE 27

JEUDI, 16 MARS 2017

Présidence: Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région
   - *Exposé: M. Jean-Marie Halsdorf (intervention de M. Gast Gibéryen) (dépôt d'une motion)*
   - *Débat: M. Gusty Graas (interventions de M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Viviane Loschetter), M. Roger Negri, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Jean-Marie Halsdorf), M. Marc Baum*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région*
   - *Motion 1: Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région, M. Jean-Marie Halsdorf*
   - *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Corinne Cahen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister vun der Groussregioun, gudde Mëtteg! Ech géif heimat d'Sitzung vun haut opmaachen.

Ech wollt froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région.*- Neen, Madamm Presidentin, dat ass net de Fall.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da soen ech der Madamm Minister, stellvertriedend fir d'Regierung, villmools Merci.

Mir hunn ee groussen an Haaptpunkt um Ordre du jour haut de Mëtteg, dat ass d'Interpellatioun vum Här Jean-Marie Halsdorf iwwert d'Groussregioun. Et ass de Modell 1 als Organisatioun vun der Zäit. An ech géif dann direkt den Här Halsdorf eropbieden, fir eis seng Interpellatioun ze presentéieren. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

2. Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région

Exposé

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Zukunft vun Europa an d'Zukunft vun der Groussregioun sinn enk vernetzt. Dat haitegt Europa ass e Konstrukt, dat sech nom Zweete Weltkrich gemaach huet op där üüblecher Matrice: D'Vergaangenheet kennen, fir d'Géigewaart ze verstoen an d'Zukunft ze preparéieren. Deemools war gewosst, wat Krich bedeit a wat Fridde wäert kéint si fir d'Zukunft. An op dësem nobele Gedanke gouf déi haiteg EU gestréckt, mam Gedanken, ee wirtschaftleche Raum ze schafen, well dëst e Garant kéint sinn, fir kee Krich méi ze kréien.

Europa huet sech säit dem Zweete Weltkrich vill verännert. Haut, 2017, huet eis EU eng aner Nues wéi deemools, wéi de Robert Schuman den 9. Mee 1950 d'Schafe vun enger Communauté européenne du charbon et de l'acier, der CECA, tëschent Lëtzebuerg oder de Benelux-Länner, Frankräich, Däitschland an Italien proposéiert huet. Eis Europäesch Unioun huet eng rasant Entwécklung kannt duerch d'Eropwuessen op 28 Staten, mä huet sech vill verännert och duerch d'Globaliséierung vun eiser Welt.

Wann ee kuckt, wou d'Grenze vun der CECA 1950 waren a wou d'Grenzen haut sinn, da läit et op der Hand, dass d'Regioune souwéi och eis Groussregioun méi Bedeitung musse kréien, och fir d'EU ze stäerken. D'Regioune ginn an enger iwwerdimensionéierter EU ëmmer méi wichteg. Dowéinst solle mer ons och, laut Kommissiounspresident Juncker, un der Debatt bedeelegen, fir ze kucken, wéi een Europa mer brauchen. Vläicht eent mat e puer Vitessen? Dës Fro stellt sech och fir d'Groussregioun, well d'Groussregioun ass Deel vun Europa. Also stellt sech och d'Fro: Brauche mer eng Groussregioun mat e puer Vitessen?

Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt vun engem Europa vun de Regiounen. Dës stelle ganz kloer eng Plus-value duer. An der Groussregioun kann een de Gedanke vum Subsidiaritéitsprinzip gesinn, well an eisem Raum geet et jo justement dorëm, an der Subsidiaritéit de Mateneen ze verbesseren.

Wéi 1985 de Schengen-Vertrag ënnerschriwwe gouf vun Däitschland, Frankräich an der Benelux, sinn d'Grenze gefall. Du louch et op der Hand, sech Mëttel ze ginn, fir sech iwwert d'Grenzen ewech besser mat sengen Noperen ze echangéieren an d'Unioun vun eise Vëlker ze verbesseren.

Natierlech wier et ni zu enger Groussregioun komm, wa Lëtzebuerg sech net wirtschaftlech rasant entwéckelt hätt, mat der Konsequenz, dass vill nei Aarbechtskräfte gebraucht gi sinn, Aarbechtskräften, déi mer net am Land hei haten an déi mer och net hei am Land hunn.

Eng fundamental Feststellung ass, dass Lëtzebuerg vun Ufank un de Motor vun der Groussregioun wor, souwuel wirtschaftlech wéi och politesch. A gläichzäiteg weist dat eis och, dass Lëtzebuerg d'Groussregioun brauch.

Et gëtt e gewëssent Gefill vun enger Appartenance commune an der Groussregioun. Mä dat Gefill hu vill Lëtzebuerger net a vill Frontalieren och net. Eng gemeinsam Geschicht hu mer zwar, dat ass d'Lotharingie. Mir hunn also déiselwecht Wuerzelen. An duerch d'Industrialiséierung am leschte Jorhonnert krute mer eng ekonomesch Groussregioun. An op dësem traditionelle Background ass jo och déi europäesch Iddi vun der Zesummenaarbecht an der Regioun duerch de Begréff „Saar-Lor-Lux" konkretiséiert ginn. Zu dëser hunn nach Rheinland-Pfalz a Wallounien an och déi däitsch a franséisch Communautéit vun der Belsch gehéiert.

Groussregioun: Geschichtlech gekuckt gouf 1980 d'Regionalkommissioun Saar-Lor-Lux-Trier/Westpfalz geschafen. An 1995 war zu Mondorf de Sommet vun der Groussregioun, Här Buergermeeschter! Mat dësem ass sech méi Effizienz erwaart ginn.

Haut huet Lëtzebuerg déi 16. Presidence vum Sommet vun der Groussregioun. An et freet ee sech: Wat ass gemaach ginn a wat kann nach gemaach ginn? Wat kënne mer nach zesumme maachen, zu zwee oder zu méi?

D'Groussregioun ass net näischt. D'Groussregioun, dat si fënnef Regiounen, véier Länner, dräi Sproochen, zwou Kulturen, eng geostrategesch Positioun. Ech soen et gär: 65.401 km², e PIB vun 351,8 Milliarden Euro, 11,5 Millioune Leit an 219.000 Frontalieren, dovunner 170.000 hei zu Lëtzebuerg. Dat si Chiffere vun 2015.

Dëse klengen Exkurs wollt ech an d'Vergaangenheet maachen, well ech mengen, dass et noutwendeg ass, fir besser ze verstoen, wou eis Groussregioun hierkënnt a firwat se entstanen ass. An esou kann een dann och vläicht besser verstoen, wat se eis wäert ass, wéi ee Méiwäert se eise Bierger bréngen kann an och bréngt. An duerfir och dës Interpellatioun, fir op där enger Säit ze bilanzéieren, op där anerer Säit awer och ze kucken, wéi eng Schrauwe mer dréie mussen, fir dass eis Groussregioun lieft. An hei spillt, dat soen ech ganz kloer, de politesche Motor eng wesentlech Roll.

Eppes musse mer ons virun Aen halen: Wa mer iwwert d'Groussregioun schwätzen, ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, dat eenzegt ganzt a souveräänt Land an der Organisatioun Groussregioun. Doduerch hu mer natierlech méi kuerz Weeër a méi politescht Gewiicht, well mir net ëmmer nach mussen zréck bei eng federal Regierung froe goen, mä eis Regierung ass direkt um Terrain vertrueden duerch d'Ministesch vun der Groussregioun. Si ass den theoretesche politesche Motor.

Duerfir verstinn ech och, wann ech déi Fuerderung héieren, dass d'Regioune missten e Recht kréien, fir ze experimentéieren. Déi kann ech novollzéien, ebe justement, si wëlle sech besser abréngen an der Groussregioun. An duerfir misst an deenen anere Länner dëse Prinzip emol ugewannt ginn.

Tatsaach ass: Lëtzebuerg ass en eegestännege Stat. Déi aner Entitéite sinn all ofhängeg vum Zentralstat. An ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass et noutwendeg ass, d'Regiounen un de Bannegrenze vun der EU weider engem Integratiounsprozess ze stellen, an dat grad elo, wou nationalistesch Stréimungen opkommen, grad elo an der aktueller Kris, well an der Flüchtlingsfro gëtt no nationale Léisunge gesicht, mä kéint hei net och d'Groussregioun een Deel vun der Léisung sinn?

D'Spannungsfeld ass ëmmer datselwecht: nationalstaatlech Interesse versus regional Bedierfnisser.

Ech kommen elo zum Fonctionnement vun der Groussregioun. D'Instrumenter vun der Groussregioun, dat sinn d'Aarbechtsgruppen, dat ass d'Haus vun der Groussregioun an de GECT. D'Haaptfudder, dat sinn d'Interreg-Programmer.

Zu den Aarbechtsgruppen: Aktuell gëtt et 40 operativ Aarbechtsgruppen. Si bréngen vill Kompetenz, mä wéineg konkret Errungenschaften. Wann een de Rapport vun der 15. Presidence vum Sommet liest, dat war jo eng wallounesch, da mierkt een, dass sech munches mécht. Vill Initiative sinn ënnerwee. Neier ginn och ugestrieft, mä et ass ganz schwéier, dës eise Bierger iwwert dëse Wee méi no ze bréngen.

Zum Haus vun der Groussregioun: Dëst Haus huet eng grouss Symbolik. Well et zu Lëtzebuerg ass, obligéiert dat eis och, a Lëtzebuerg ass jo och duerch seng geografesch Lag predestinéiert als Nuebel vun der Groussregioun, op d'mannst vun eisem Raum. Déi nei Regierung huet nun decidéiert, d'Haus vun der Groussregioun vun eiser Haaptstad op Esch ze delokaliséieren.

Meng Fro un d'Madamm Minister: Firwat gouf sech fir Esch decidéiert? A virun allem: Firwat goufen dës Gebailechkeeten, déi alles wéi optimal sinn an hirem Erscheinungsbild, ausgewielt?

Dës Gebailechkeeten hu keng Visibilitéit no baussen a si stellen a mengen Aen näischt duer. Viru Jore war jo schonn, am Fong geholl wéinst

der Symbolik, u Schengen geduecht ginn, fir do eventuell d'Haus vun der Groussregioun hinzesetzen. Mä elo verplanze mer et an e Bürosgebai an der Escher Gare. Ech froe mech, wat déi Symbolik hei bedeit.

An iwwerhaapt: Belval, mat der Uni an enger gudder Accessibilitéit wier och nach eng gutt Alternativ fir d'Haus vun der Groussregioun an et hätt och eng aner, eng flott Symbolik, well Belval huet Modellcharakter als Projet, als grenziwwerschreidende Projet. Dowéinst wier et wierklech e staarkt Symbol, wann d'Maison de la Grande Région op Belval wier.

D'Haus vun der Groussregioun soll jo u sech eng Ulafstell si fir de Bierger, fir d'Studenten a fir d'Decideuren. Wéi vill Leit fannen dann de Wee dohinner? Gëtt et do Zuelen? A wéi eng Missioun wëllt Dir, Madamm Minister, dem Haus vun der Groussregioun ginn?

Da kommen ech zum GECT, dem Groupement européen de coopération territoriale. Dat ass en Instrument, eng nei Errungenschaft vun der EU, déi et erméiglecht, vereinfacht a verbessert Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen ze maachen an domat déi Aktivitéiten, déi mer hunn, ze perenniséieren.

Esou GECTen, déi hunn eng Personnalité juridique propre. Si kënnen also Gelder kréien, Budgete kréie fir hir Aufgaben an hir Missiounen. A mir hunn och zwee esou GECTen: deen een ass de GECT Groussregioun, deen d'Aarbecht vun der Groussregioun ebe perenniséiert. Do ass kee Broch méi, wéi et fréier war. Fréier hat emol eng Kéier déi eng Entitéit d'Presidentschaft, dann déi aner, dann hunn d'Leit gewiesselt. Hei hu mer ëmmer déiselwecht Leit.

A mir hunn de GECT Alzette Belval ronderëm Esch, wou dann och Lëtzebuerg a Frankräich zesumme kënne schaffen. Kann een do scho Konklusiounen zéien iwwert de Méiwäert vun dëser Zesummenaarbecht a vun dësem Instrument? Eppes schéngt mer kloer: Mat dësem Instrument, mengen ech, ass d'Groussregioun nach net méi an de Käpp vun de Leit ukomm.

An dann, last but not least, d'Interreg-Programmer. Déi si jo de finanzielle Mastik vun eiser Groussregioun. Dës Gelder sollen am Fong geholl d'Zesummenaarbecht an eisem Raum förderen, bilateral, trilateral, multilateral tëschent alle Partner, tëschent allen Entitéiten, tëschent allen Deelregiounen. Do sinn 131 Milioune Gelder tëschent 2014 an 2020 geplangt duerch den Interreg. An dat ass och gutt esou, well mir brauchen effektiv eng ganz Rei vu konkrete Pläng, vu konkrete Projeten, fir d'Groussregioun vun ënnen no uewen de Bierger an hirem Alldag méi no ze bréngen. An do kann, mengen ech, den Interreg eng wesentlech Roll spillen.

Ech hunn och festgestallt d'ailleurs an der leschter Zäit, dass de Camille Gira ganz aktiv ass an der Promotioun vum „Interreg V A Grande Région 2014-2020", wat ech dann och begréissen.

Meng Froen dozou: Wivill Projeten dovu bezéie sech op Lëtzebuerg, vun all deene Projeten? A wivill goufen der zu Lëtzebuerg initiéiert? Well et kënnt dobaussen nach ëmmer, d'Lëtzebuerger Gemenge géife sech schwéierdinn, Interreg-Projeten ze ënnerstëtzen. Ass dat nach ëmmer esou? Dir kënnt eis dat vläicht soen.

An déi generell Fro, déi sech hei stellt: Geet dëse Package vun Instrumenter a finanzielle Moyenen duer, fir d'Groussregioun nohalteg weiderzebréngen? A fir mech heescht nohalteg: D'Groussregioun muss iwwert d'Visioun an dat fir vill Leit awer theoretescht Konstrukt vun de Politiker erausgoen. D'Groussregioun muss gelieft ginn. A liewe kann een nëmmen, wann ee sech dermat identifizéiert!

Nun, d'Groussregioun huet deen Numm. An deen ass am Fong geholl duerch d'Politik komm. An elo, wou d'Groussregioun nach méi grouss ginn ass, stellen ech mer d'Fro, ob deen Numm net nach ze wäit ewech ass vun de Leit, dass en net richteg nach ukomm ass bei de Biergerinnen a Bierger, an ob et do net Sënn géif maachen, eng Initiative citoyenne vun eise Bierger ze lancéieren, fir een Numm ze sichen, mat deem se sech besser kéinten identifizéieren. Wuel wëssend awer och, dass et schonn esou eng Initiativ ënnert de Saarlänner gouf, fir en aneren Numm ze sichen. Mä et ass kloer, d'Leit kéinte sech besser mat engem Numm identifizéieren, deen duerch si ausgewielt gouf.

Ech géif also domat d'Presidence opfuerderen oder op d'mannst, jo, hir soen, si soll als Lëtzebuerger Presidence esou eng Initiativ lancéieren. Ech mengen, et wier derwäert, dat ze maachen.

Ech weess awer och, wann esou eppes geschitt, dass mam Numm eleng nach laang kee Krich gewonnen ass. Een Numm wéi zum Beispill - deen ass schonn duerch d'Weltgeschicht gaangen, kann ee soen - Euregio Maas-Mosel-Saar, wier wuel méi präzis, mä dee kéint awer ëmmer nëmme fir ee Kärraum gëllen. An d'Fro stellt sech dann an deem Kontext, ob dat net eng Léisung wier, dass ee géif esou en Numm huele fir ee Kärraum, well d'Groussregioun manifestement mat där franséischer Demarche ze grouss ass, fir eng handelsorientéiert a grenziwwergräifend Politik ze maache fir dee ganze Raum. Well et ass illusoresch ze mengen, dass d'Interesselag vu Mulhouse déiselwecht ass wéi zu Namur. Oder anescht ausgedréckt: Déi Mainzer kucken, mengen ech, éischter op d'Rhein-Main-Metropol a Stroossburg kuckt éischter op Basel an op Baden-Württemberg.

Wat bedeit also déi aktuell geografesch Groussregioun? Wéi gesäit déi grenziwwergräifend Kooperatioun aus, virun allem no der franséischer Reorganisatioun? A wat fir eng Roll - ganz wichteg, mengen ech, fir eis - spillt elo d'Lorraine nach als Grënnungsmember vun der Groussregioun?

An deem Kontext hat Dir och, Madamm Cahen, gesot, den „Grand Est" wier nach net richteg opgestallt. Ech mengen also, da wier et ubruecht, ënner Lëtzebuerger Presidence elo proaktiv virzegoen a matzehëllefen, dass dës nei Regioun mat groussem Impakt op eis Groussregioun och en faveur an am Geescht vun der Groussregioun opgestallt gëtt. An an deem Kontext, mengen ech, misste mer onbedéngt dann d'Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise weiderentwéckelen.

Dir hutt eng aner Ausso gemaach, wou Der gesot hutt, d'„Melkkuh der Großregion", hunn ech an engem Artikel gelies. Ech fannen dat net ganz glécklech, wann een d'Groussregioun de Leit wëllt méi no bréngen, ëmsou méi mir manifestement och duerch eis zentral Lag - ech hunn et schonn eng Kéier gesot - de Motor an der Kärregioun sinn. An eng aner Preuve, dass mer wierklech e Virbild, virbildlech sollte sinn, ass: Mir hunn och d'Haus vun der Groussregioun. An de Reflex vun eisen Noperen, mir sollten d'Käschten iwwerhuelen, ass an deem Sënn novollzéibar.

Fakt ass awer ëmmer an der Groussregioun bis haut gewiescht, wann Aktioune gemaach si ginn, wa Projete gemaach si ginn, waren et ëmmer Win-win-Projeten. Dat heescht, all Partner huet misse Gagnant sinn, soss sinn d'Projeten net realiséiert ginn. An dat wäert och esou an Zukunft bleiwen. An dat ass e gudde Prinzip, fir ebe Projeten ze maachen, déi am Bilateralen am Fong geholl méi einfach sinn, well se méi effektiv sinn, méi konkret sinn an och méi séier kënnen am Fong geholl realiséiert ginn. Sou Projete kënnen och e Virbildcharakter hunn am Sënn, dass se reusséieren an dass se herno da kënnen iwwert d'ganz Groussregioun ausgeweit ginn. Belval zum Beispill, d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op Belval: Dee ganzen Territoire kéint e Modellcharakter hu fir eis Groussregioun. Oder en anert gutt Beispill vun enger bilateraler Zesummenaarbecht am Beräich Beruffsausbildung gëtt et tëschent Lothringen an dem Saarland. An dorunner kéinte mer eis och eventuell orientéieren.

Dir hutt och gesot, Madamm Minister, e Virschlag gemaach, fir d'Groussregioun ze beliewen, hunn ech gelies an engem Presseartikel, wou Der gesot hutt, Dir hätt proposéiert fir d'Schüler, een Dag gemeinsam am Parc Merveilleux zu Beetebuerg ze verbréngen. Kloer, wann d'Kanner, jonk Leit zesumme sinn, si schreiwen eis Zukunft...

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Mat engem Empfang op der Gemeng.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.-* Hate se en Empfang op der Gemeng?

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Dat géif ech nach proposéieren.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.-* Ah okay.

Also Schüler...

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Loosst Iech net duerjerneebréngen!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.-* Fir mech ass et kloer, Schüler aus verschiddenen Deelregiounen en Dag zesummen, dat stäerkt sécherlech d'Zougehéieregkeetsgefill. Datselwecht kann een och duerch Sportsmanifestatioune kréien. Mä dat geet largement net duer. Mir mussen also aner Saachen, aner Iddien nach developpéieren. An do sinn ech gespaant, wat Dir eis an deem Kontext nach sot.

Eppes schéngt mer ganz kloer: Mir mussen d'Groussregioun, géif ech soen, positivéieren! Mir musse se am Fong geholl positiv duerstellen an hiren Aktiounen. Dëst misst ee Slogan si vun der Groussregioun. Well et gëtt Beispiller! Zum Beispill wa mer d'Iwwerschwemmungspräventioun koordinéieren, dat ass sécherlech eng Plus-value fir d'Groussregioun an och am Fong geholl en Element, dat d'Groussregioun weider férdert. De Reseau vun eisen Unie respektiv de Lycée vu Schengen si weider Plus-valuë fir d'Studenten. Déi bilateral Zesummenaarbecht am Rettungsdéngscht, am Waasserberäich, tëschent de Spideeler, dat sinn alles Bottom-up-Initiativen, also vun ënnen no uewen, déi der Groussregioun déngen.

Mä et gëtt och aner Initiativen, wou ech mer Froe stellen, zum Beispill d'Journée de la Grande Région. Déi lescht Journée de la Grande Région war ënner wallounescher Presidentschaft. Weess dann een heibannen, wou déi stattfonnt huet a wéini déi war? Et géif mech wonneren! Duerfir soen ech et: Déi war de 17. an 18. September 2016. A si war souguer zu Baaschtnech, also net wäit vun hei ewech.

(Interruptions)

A wie vun Iech war do? Wa keen et weess, da war och keen do, ausser vläicht d'Madamm Minister. Ech huelen un, dass si op dëser...

(Hilarité)

...Journée de la Grande Région zu Baaschtnech war.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech huelen un, dass si do war.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Wann ech gelift, loosst den Här Halsdorf virufueren!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.-* Mä wann et wierklech esou ass, da stellt sech awer effektiv d'Fro: Wat ass den Impakt vun esou enger Organisatioun? Kann do nach eppes Positives derbäi erauskommen? An do misst een och am Fong geholl kucken, wat esou Organisatioune bréngen a wat se eis wäert sinn.

An deem Kontext kann ee sech och d'Fro stellen: Wou si mer dru mat der Journée des frontaliers? Déi huet emol eng Kéier stattfonnt an der Abtei Neumünster. Déi gouf do organiséiert. Ass do eppes iwwreg bliwwen? Ech weess et net. Duerfir stellen ech d'Fro.

Wat positiv ass an eisem Raum, dat ass, dass d'Zuel vun de Leit, déi d'Sprooch vum Noper schwätzen oder sech fir déi interesséieren, an d'Luucht geet. Dat gesi mer jo bei eis am Land. An dat gesi mer awer och am Saarland. D'Saarlänner wëlle bis 2030 d'Zweesproochegkeet kréien Däitsch/Franséisch, wat eng gutt Saach ass.

An d'Sprooch ass en Integratiounselement. Dës Elementer si wichteg. An et geet och drëm, dass d'Leit spieren, dass mer gemeinsam Interessen hunn, dass mer weisen, dass mer an der Groussregioun Projete kënne maachen, Saachen zesumme maachen, déi mer eleng net kéinte fäerdegbréngen.

Eng Iddi wier do - an ech mengen, do hutt Dir méi eng kritesch oder net grad eng favorabel Approche dozou, Madamm Minister -, dat ass déi, fir de jonke Leit d'Groussregioun méi no ze bréngen als Schoulfach oder als Bestanddeel vun engem existente Schoulfach. Ech stelle mer d'Fro, ob dat net Sënn géif maachen, wann ee vläicht géif d'Element Groussregioun an de Geografiecours, an de Geschichtscours oder an den Instruction-civiques-Cours matabauen. Dat géif näischt schueden. An déi jonk Leit géife vläicht e Gefill kréie fir d'Groussregioun.

Wou d'Zesummenaarbecht vun der Groussregioun awer ganz wichteg ass fir eis, dat ass an der Mobilitéitsfro an eisem Liewensraum. Do gëtt et en „Megapotenzial", géifen déi jonk Leit soen, eleng nëmmen, well mer esou vill Grenzgänger hunn. An deem Kontext bastele mer scho méi laang un der RMPT. Dat ass eng Région métropolitaine polycentrique transfrontalière. Déi ass lancéiert gi scho virun engem Jorzéngt. Et soll am Fong geholl de Raum plangen an eiser Groussregioun. Et soll de Modell ginn, wéi eng Groussregioun sech sollt fir d'Zukunft organiséieren. Wou si mer mat dëser RMPT drun? Wou sinn d'Aarbechten do drun? Well an der Zäit hu mer gemengt, mir kéinte mat esou engem Projet eng Virbildfunktioun hunn oder eng Virbildregioun sinn.

Nichtsdestotrotz misst de Kontext Mobilitéit geléist ginn iwwer eng Aart IVL iwwert d'Grenzen ewech, mat hannendrun engem Verkéierskonzept fir d'Groussregioun. Mir hu jo elo 24 Méint laang d'Presidence an ech wier frou, wann da géif vun eiser Regierung en Aktiounsplang presentéiert ginn, der Chamber géif en Aktiounsplang presentéiert gi mat Iddien a Prioritéite vun der Regierung, fir der Groussregioun eng besser Visibilitéit ze ginn a fir hir an der Praxis méi Liewen anzehauchen.

Dozou gehéiert natierlech, d'Rechter an d'Interesse vun de Grenzgänger an der Groussregioun an zu Lëtzebuerg ze stäerken. Zum Beispill d'Stéchwuert Transport a Verkéier: Gëtt et hei am Fong geholl gemeinsam Ziler, gemeinsam Erausfuerderungen? Sinn där ausgemaach ginn tëschent deenen eenzelne Partner? Mir sinn näämlech der Meenung, et wier wichteg, eng Roadmap opzestellen, fir am Fong geholl jiddwerengem ze weisen, wou mer hiwëllen. An esou eng Roadmap soll net nëmmen op Interreg-Projeten opgebaut ginn, mä op vill Elementer, déi et an eiser Groussregioun gëtt.

Hei stellt sech och, wann ech esou eppes soen, d'Fro, de Comité économique et social de la Grande Région, de CES, wou ass deen drun? Seng Missiounen als konsultatiivt sozioekonomescht Organ vum Sommet, bréngen déi et nach oder muss een do anescht iwwerleeën?

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Wéi ass de Stellewäert, deen d'Regierung der Visioun 2020 aus dem Joer 2003 vum Här Santer gëtt? Wou ass do d'Ëmsetzung drun? Dat ass och eng wichteg Fro, op déi ech haut nawell gär Äntwerte géif kréien.

Mir als CSV-Fraktioun, mir sinn der Meenung, dass et gutt wier, inhaltlech Schwéierpunkte virzeginn, fir sech am Fong geholl prioritär ëm d'Groussregioun ze këmmeren, am Wëssen, dass den Transport, d'Educatioun, d'Kultur, d'Aarbecht am Fong geholl, dass et do Kollaboratioune scho gëtt, mä dass et awer och Challengë gëtt. An déi misst een dann ausbauen.

D'Mobilitéit zum Beispill, ech wollt kuerz dorop agoen. Ech war schonn drop agaangen. Dat ass dee gréisste Problem, dee mer zu Lëtzebuerg hunn. Fir dat an de Gréff ze kréien, do musse mer zesummeschaffen, well mir sinn déi gréisst Pendlerregioun an Europa. A wa mer net wëllen am Verkéier ersaufen, brauche mer effektiv eng grouss regional Léisung. Hei wier zum Beispill d'Iddi, fir kuerzfristeg e regionalen Zuchticket zu gudde Präisser anzeféieren. Dat, mengen ech, kéint eng Plus-value sinn.

Dat kann awer ëmmer nëmme geschéien an engem groussregionale Mobilitéitskonzept. An interessant wier dann och eng interregional Plattform vum Kovoiturage. Esou eppes kéint ee roueg aféiere fir d'Frontalieren. Et kéint een hinnen eis Park-&-Ridë besser bekannt maachen. An et misst een och attraktiv Méiglechkeeten ubidden, fir justement vum Auto op den Zuch oder op de Bus ze klammen.

Dat sinn also Challengen, déi si kloer. An do kéint ee Léisunge fannen.

Am Beräich Aarbecht an Ekonomie: Eisen Aarbechtsmarché musse mer besser matenee vernetzen, fir dass mer eben d'Aarbechtslosegkeet besser a geziilt bekämpfe kënnen. Mir kënnen d'Groussregioun stäerken effektiv, wa mer déi administrativ Hürden ofbauen. Dat geschitt och deelweis. Mä d'Groussregioun kéint sech am Fong geholl nach besser duerstellen, wa se eng Aart Mark wier, wa mer eng Mark géifen opbauen, zum Beispill am Beräich Tourismus, wou mer da kéinte regionale Produktmarketing maachen. An dee Slogan, deen Der der Groussregioun (veuillez lire: deen Der Lëtzebuerg) ginn hutt: „Let's make it happen", deen ass okay, mä et misst een deen dann och op Däitsch an op Franséisch iwwersetze loossen.

Mir schaffen all un engem integréierten Aarbechtsmaart. Dat wësse mer alleguerten. Mir hunn eng gemeinsam Industriegeschicht, mä leider - leider! - sinn d'Interesselagen net ëmmer déiselwecht an deen nationale Brëll gëtt nach leider vill ze vill oft ugedoen. Hei ass also e politesche Leadership gefrot.

Am Schoulberäich, do hu mer jo dee bilaterale Projet Schengen-Lycée. Dëst ass e grousse Succès an dëse kéint am Fong geholl als Projet pilote fir d'ganz Groussregioun ausgeweit ginn. Et kéint een och Projeten am Primaire lancéieren. Ech weess, dass de Patrick Weiten, de President vum Conseil départemental de la Moselle, ganz interesséiert wier. Sinn do Initiativen ënnerwee?

Et héiert een och ëmmer, dass misste gemeinsam Schrëtt an der Beruffsausbildung gemaach ginn, bei der Unerkennung vun den Diplomer. Hei weess ech, dass ee sech kéint d'Kollaboratioun tëschent der Belsch an Holland als Beispill huelen an och vläicht do Elementer vun dëser Zesummenaarbecht op Lëtzebuerg eriwwerhuelen.

Am Beräich Wunnen, do ass et eng Tatsaach, dass Lëtzebuerg seng Wunnengsproblematik an d'Groussregioun exportéiert. An duerfir musse mer hei solidaresch mat eisen Noperen no Léisunge sichen.

An der Sécherheet, dat ass eppes, wat eis alleguerten eppes ugeet, well d'Fräiheet vum Mënsch mécht sech net ouni Sécherheet, do muss et effektiv eng enk Zesummenaarbecht ginn tëschent Police, Douane a Rettungswiesen. D'Kriminalitéit an Naturkatastrophe stoppen net op der Grenz. Duerfir muss do am Sécherheets- a Rettungswiesen onbedéngt weider méi zesummegeschafft ginn iwwert d'Grenzen.

An nach een anere Beräich, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Kultur a vun der Fräizäit, well Kultur- a Fräizäitaktivitéiten droen effektiv zur Integratioun an der Groussregioun bäi. Kultur an Austausch muss ee virundreiwen, well dëst bréngt am Fong geholl d'Leit méi no beieneen. An tatsächlech hu mir hei an eisem Raum déi aussergewéinlech Chance, dass, wann zum Beispill d'Kulturinstituter vu Lëtzebuerg, vun Tréier, vu Metz a vu Saarbrécken zesummeschaffen, mir an engem Radius vun 100 Kilometer eng aussergewéinlech kulturell Offer kënne schafen.

Dëst ass d'ailleurs och deen eenzege Beräich, wou mer eng Integratioun fäerdegbruecht hunn, an dat am Joer 2007, wéi Lëtzebuerg a Groussregioun Kulturhaaptstad vun Europa goufen. An dëst gouf jo dann och perenniséiert duerch e sougenannten „Espace culturel Grande Région".

Sou eng Integratioun kéint een och iwwer Sports- a Fräizäitaktivitéite förderen. Duerfir sollt ee vläicht méi grenziwwerschreidend Sportveräiner ustriewen, fir där ze kreéiere respektiv am Sport wierklech direkt iwwert d'Grenzen zesummenzeschaffen.

Eppes ass kloer: Mir brauchen eng méi participativ Groussregioun. D'Groussregioun muss méi präsent sinn am Alldag, zum Beispill, dass och de Grenzgänger weess, dass seng Kanner och hei eng Prise en charge kréien an der Crèche iwwert de Chèque-service. Dat ass eppes Wichteges an dat misst ee positiv duerstellen. Mir mussen am Fong geholl eisen Territoire besser entwéckelen am Sënn vu méi Liewensqualitéit.

Ënnert dem 7. Sommet vun 2003 - ech hat dat virdru kuerz ugeschwat - ënner saarlännescher Presidence ass jo déi Visioun 2020 opgestallt ginn. Am Fong geholl sollt dëst Dokument am Joer 2003 eng Orientatioun si fir wënschenswäert Aktiounen an der Groussregioun op den Horizont 2020. Ënner belscher Presidence, dat sinn also gutt zéng Joer duerno, gouf dës Visioun 2020 op de Leescht geholl an zwar vum IGR, dem Institut de la Grande Région, wat e wichtege Partner ass an der Groussregioun. An dëse proposéiert effektiv eng konkret Reform.

Eng Schwieregkeet an der Groussregioun war nach ëmmer - a wäert et och bleiwen, bis mer et besser maachen - eben hir Architektur. Mir hunn ze vill Niveauen an der Groussregioun an och ze vill Gremien. Den normale Bierger an och de Politiker, dee bléckt net méi duerch. Duerfir mussen all déi politesch Gremie vläicht erëm erofdeklinéiert ginn op eng méi visibel a permanent an zougänglech Ulafstell an am Optimalfall souguer ee Gesiicht, mat deem een d'Groussregioun ka verbannen. Dat muss en Exercice sinn, dee musse mer eng Kéier laangfristeg maachen.

Dëst géif effektiv, mengen ech, zu enger méi grousser Visibilitéit vun der Groussregioun bäidroen. Vläicht kéint dat och iwwert d'Iddi vun engem Livre blanc, dee mer jo och wëllen an der EU maachen, geschéien, wou mer dann och kucken, ob mer eng Groussregioun à plusieurs vitesses maachen. Dat ass eng Iddi, déi ech wëll der Presidence soen, an déi kéint eventuell sech dorun orientéieren.

Ech wollt awer justement op deen Agenda mat zéng Recommandatiounen agoen, déi den IGR an dësem Esprit vun deem, wat ech elo grad gesot hunn, ausgeschafft huet: eng Aart prioritär Moossnamen, fir eis Groussregioun weiderzebréngen, nom Motto „eng gemeinsam Visioun", bei där et elo nëmmen drëm geet, se als konkret Decisiounen ëmzesetzen.

Dës Aarbecht ass wierklech an eisen Aen e gutt Aarbechtsdokument an et kéint effektiv eppes bréngen, wann de politesche Wëllen do ass, et ze maachen. An an dësem Sënn wollt ech eben d'Ministesch froen, wéi se zu dëse Recommandatioune steet. Wéi eng sollten ëmgesat ginn? A wéini sollte se ëmgesat ginn? A vu wiem? Natierlech net vum IGR, net vum Institut de la Grande Région.

Déi éischt Iddi ass déi, eng Kärregioun ze definéieren, dat heescht, de Raum vun der Zesummenaarbecht straffen. Dëst drängt sech op, well déi franséisch Regioun Grand Est jo wäit iwwer Lothringen erausgeet. Wéi soll dëst geschéien? Wien decidéiert dann elo a Frankräich, ass dat Metz oder ass et Stroossbuerg? Soll déi Kärregioun, soll dat Saar-Lor-Lux sinn? Vläicht wéi fréier mat Wallounien? Mat Rheinland-Pfalz Trier an der belscher Communauté vun däitscher a vu franséischer Sprooch? Wat soll an dëser geschéien? A wat soll mat der Rescht-Groussregioun geschéien? Dat ass en éischte Punkt.

Een zweete wier deen: De Sommet misst sech méi oft gesinn an engem Conseil régional. D'Groussregioun wier esou méi präsent an et géife regelméisseg Decisioune getraff ginn, fir déi politesch a regional Strategie ëmzesetzen. Mä et soll een awer net vergiessen, de Sommet ass e Sommet des chefs des exécutifs.

Drëtt Moossnam: Et misst e Secrétaire général genannt ginn, fir déi operationell Geschäfter ze pilotéieren. Dëse misst verschidde Responsabilitéiten a Mandater hunn, fir seng Aarbecht ze maachen, eng gewëssen Entscheedungsbefugnis also.

Véierte Punkt: D'Membere vum CPI, oder vum IPR, wéi déi Däitsch soen, missten direkt gewielt ginn.

Fënneftens: en zentraalt Organ opbauen, dat Publikatiounen an zwou Sprooche mécht, fir justement d'Identitéit tëschent Bierger an der Groussregioun ze schafen.

Sechstens: eng Agence fir Villsproochegkeet a Kultur grënnen, déi hiren eegene Budget hätt. Dëst wier sënnvoll, well dëst zwee Schlësselelementer an eiser Regioun sinn an dës e groussen integrative Charakter hunn. An et wier och eng Aart a Weis, fir justement (veuillez lire: fir justement d'Iddi vun) Lëtzebuerg Groussregioun Europahaaptstad an der Kultur weiderzefeieren an och eben den Espace culturel Grande Région nach ze verbesseren.

Déi nächst Propositioun ass déi, fir eng Agence fir Tourismus ze schafen. Déi hätt hiren eegene Budget, hätt eng gemeinsam Marketingstrategie a verschiddene Beräicher am Tourismus, zum Beispill am Cyclotourismus, an de Randonnéeën oder am urbanen Tourismus.

Eng weider Propositioun wier déi, fir eng Ausstellung ze maachen iwwert den europäesche Gaardebau, an zwar op der Basis vum grenziwwerschreidende Projet „Gäert ouni Grenzen".

Eng aner Iddi wier, d'Schafe vu Clusteren an der Groussregioun ze favoriséieren, zum Beispill am Automobillberäich oder am Logistikberäich, an déi grenziwwerschreidend berufflech Ausbildung ze förderen.

Nach eng weider Iddi wier et, d'Mobilitéit an der Groussregioun ze verbesseren duerch eng besser Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten, déi den éffentlechen Transport an der Groussregioun organiséieren.

Eng aner Iddi: e Centre de recherche des espaces frontaliers schafen, an dat an der Universitéit vun der Groussregioun.

Schliisslech nach d'Initiative vun de Bierger ënnerstëtzen, zum Beispill duerch d'Organisatioun vu Fore fir eis Bierger.

Ech mengen, eis Zesummenaarbecht an der Groussregioun kann nëmme progresséieren duerch eng besser Abannung, méi eng aktiv Abannung vun de Bierger. A mir mengen, déi zéng Propositioune géifen eis Groussregioun ënner anerem an der wirtschaftlecher Entwécklung an och an der Visibilitéit stäerken.

Madamm Presidentin, ech kommen elo zu de Konklusiounen. Hei wollt ech de Jean Monnet zitéieren, dee gesot huet: «Rien n'est possible sans les hommes. Rien n'est durable sans les institutions.» Eng Groussregioun kann nëmme mat Liewe gefëllt ginn, wann de politesche Wëlle vun allen Entitéiten do ass. A Lëtzebuerg ass de wirtschaftleche Motor vun der Groussregioun. Lëtzebuerg soll och de politesche Motor vun der Groussregioun sinn. Oder net? Nëmmen esou kréie mer eng gemeinsam Regioun.

Laangfristeg bräicht dëse Raum am Sënn vun der Nohaltegkeet an der Effizienz och eng institutionell Stäerkung. Dëst kéint geschéien duerch eng Direktwahl vun den Deputéierte vun der Groussregioun an och duerch d'Wahl vum President vum Sommet.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass ee Bierger vun der Groussregioun ass, ouni awer seng national oder regional Identitéit a Fro ze stellen. Eng komplementar Biergerschaft wier also och eng gutt Saach.

D'Groussregioun huet 20 Joer. Si ass gewuess, si ass méi räif ginn, ass gläich altersméisseg effektiv groussjäreg. An et goufe vill Saache gemaach, mä et bleift nach villes ze maachen. D'Groussregioun ass awer manifestement verkannt, och wa mer Städtenetzwierker hunn, och wa mer eng Uni vun der Groussregioun hunn, och wa mer kulturell intensiv zesummeschaffen. Mir maache villes bilateral. Et misst awer méi multilateral gemaach ginn. An hei wier et dann interessant ze wëssen, wivill bilateral Projeten, Interreg-Projete et gëtt. A wivill multilateral Projete gëtt et? Well aus de Propositioune vun deem engen oder vun deem aneren hätt een am Fong geholl e Gradmiesser, wou mer dru wieren.

D'Groussregioun muss méi populär ginn. Si muss eis eng Perspektiv ginn. Den Alldag muss sech am Déngscht vun enger laangfristeger Visioun maachen. An déi zéng Recommandatioune vum IGR, déi ech lech elo grad gesot hunn, sinn an eisen Aen e stabillt Fundament, wou et elo drëm geet, dat ëmzesetzen.

„Biergerno" a „Participatioun", dat si jo Är Leitsätz. An dat sinn an eisen Aen och déi richteg Leitsätz fir eis Presidence am Fong geholl, fir eis Presidence an deenen nächsten zwee Joer. Mä dës musse mat Liewe gefëllt ginn! An et muss eis ëmmer an éischter Linn ëm d'Wohlergehen vun eise Bierger goen. De Bierger soll sech mat der Groussregioun identifizéieren. E soll de Méiwäert am Alldag gesinn. Dëst muss eist Zil sinn. An duerfir brauche mer en neie Schwong. Duerfir brauche mer e Paradigmewiessel. Duerfir muss d'Groussregioun méi an de Fokus vun der breeder Éffentlechkeet kommen, an dat Positivt an net an dat Negativt (veuillez lire: dat am positiven an net am negative Sënn). Ob dëst ënner eiser Presidentschaft stattfënnt, dat gesi mer jo dann an zwee Joer, wa mer no eiser Presidence de Bilan maachen.

Lëtzebuerg ass e wichtegen Deel a Motor vun der Groussregioun, awer Lëtzebuerg brauch och d'Groussregioun wéi keen anere Partner an der Groussregioun, eleng wann et schonn nëmme fir d'Aarbechtskräften ass oder fir ons grenziwwerschreidend Verkéiersproblemer an de Grëff ze kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo vill gesot. Duerfir wëll ech ofschléissend nach eemol kuerz déi wichtegst Punkte respektiv Fuerderunge vun der CSV resuméieren:

D'Groussregioun brauch en Numm, deen, wéi ech et virdrun erkläert hunn, eis Bierger auswielen. D'Groussregioun brauch eng gutt visibel, zentral a permanent Ulafstell respectivement e Representant. Mir mussen d'Haus vun der Groussregioun opwäerten. Als konkret Mesure, vun där d'Bierger an der Groussregioun all Dag profitéiere kéinten, sollte mer eng interregional Plattform fir Kovoiturage schafen. Mir sollten d'Groussregioun als Mark méi opbauen. D'Zesummenaarbecht an der Schoul an an der Beruffsausbildung sollt verbessert respektiv ausgebaut ginn. Mir sollten den Espace culturel Grande Région zum Beispill duerch e Sentier touristique vum Patrimoine mondial an der Groussregioun ausbauen. A mir kommen net derlaanscht, eng Kärregioun ze definéieren. Dëst sinn déi kuerz- a mëttelfristeg Ziler.

Laangfristeg muss de Liewensraum Groussregioun perenniséiert ginn duerch eng einfach, konkret an direkt institutionaliséiert Biergerbedeelegung. Dat ass eis Vue vun der Groussregioun. An an deem Kontext hunn ech och eng Motioun, déi ech hei wollt hannerleeën. Si ass nach net ënnerschriwwen. D'Kolleege vun deenen anere Sensibilitéiten oder anere Parteien hei an der Chamber kënne sech dat ukucken a wa se mat wëllen ënnerschreiwen, soe se eis Bescheed.

Et ass am Fong geholl eng Motioun, déi dat resuméiert, wat ech elo gesot hunn, fir eben e Plan d'action stratégique à court et à long terme fir d'Groussregioun ze maachen am Esprit vun deem, wouvun ech elo grad geschwat hunn, dat heescht Biergernähe an och d'Action-citoyennen, d'Appartenance, den Enjeu géostratégique an esou weider, fir all deem Rechnung ze droen, fir eis Groussregioun weiderzebréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- sachant que la XVI^e Présidence du Sommet de la Grande Région est exercée par le Luxembourg depuis le 1^er janvier 2017;

- consciente de la situation actuelle de l'Union européenne;

- constatant que de plus en plus de citoyens ont des problèmes à s'identifier avec l'UE;

- constatant que, située au centre de la dorsale européenne, la Grande Région illustre parfaitement les enjeux de l'UE au niveau transfrontalier, tous domaines confondus;

- étant acquis que la Grande Région constitue l'une des principales coopérations transfrontalières européennes;

- estimant que les processus d'intégration et de coopération qui existent au sein de la Grande Région peuvent et doivent servir d'exemple pour la mise en œuvre de politiques et de démarches similaires dans toute l'UE;

- convaincue de l'idée qu'une Europe des régions constitue une plus-value;

- constatant néanmoins un manque de perception et de visibilité de la Grande Région auprès de ses citoyens;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les meilleurs délais un plan d'action stratégique à court et à long terme pour la Grande Région ayant pour but

1° le renforcement de sa visibilité et de sa perception auprès de ses habitants et de ses décideurs politiques et économiques;

2° le renforcement du sentiment d'appartenance à la Grande Région;

3° la consolidation de son enjeu géostratégique aussi bien au sein de son espace qu'au-delà;

4° une meilleure intégration des actions citoyennes afin d'améliorer la vie quotidienne de tous ses habitants.

(s.) Jean-Marie Halsdorf.

(La motion a été signée ultérieurement par MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Serge Wilmes.)

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Halsdorf fir seng Interpellatioun, deen eis gutt an de Sujet agefouert huet. Als nächsten an éischte Riedner nom Interpellant hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas *(DP).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den 23. Oktober 1955 war am Saarland e Referendum. An zwar ass et drëms gaangen, wat fir een zukünftege Statut datt dat haitegt Bundesland sollt kréien. Den deemolege Ministerpresident, de Johannes Hoffmann, dee wollt aus dem Saarland deen éischten europäeschen Territoire maachen, wou u sech sollten europäesch Institutioune sech nidderloosse kënnen. An zwar sollt dat am Raum vu Saarbrécken stattfannen.

Glécklecherweis, muss ee soen haut, am Réckbléck, fir eist Land, datt dee Referendum do mat 67,7% sech géint déi Iddie vum Här Hoffmann ausgeschwat hat, well soss géif et haut kee Kierchbierg ginn, soss géif et haut och wahrscheinlech kee Lëtzebuerg ginn, wat esou eng grouss Roll géif um europäeschen Niveau spillen, mat deene villen EU-Institutiounen, déi mer jo schlussendlech elo an deene leschte Jorzéngte konnten hei zu Lëtzebuerg implantéieren.

Jiddefalls, wann dee Referendum do eng aner Ausgangsméiglechkeet geschafen hätt, da wär eist Land net zu deem ginn, wat et haut ass. A mir géifen haut och méi wahrscheinlech net vun enger Groussregioun schwätzen. An dat sinn eréischt 60 Joer hier!

Villes huet sech natierlech an deene leschte 60 Joer verännert. Et ass awer gutt, emol eng Kéier erëm de Bléck no hannen ze werfen, datt ee gesäit, wéi historesch Entscheedungen awer kënnen herno e ganz groussen Impakt op grenziwwerschneidend Regioune kréien.

Wann een dann och nach bedenkt, datt 1945 nach vum Naziregimm Bommen op Frankräich, op d'Belsch an op Lëtzebuerg gehäit goufen, a wann ee gesäit, wat fir eng Zesummenaarbecht datt mer awer haut - besonnesch mat Däitschland - hunn, da muss ee soen, datt et gutt war, datt an de 50er Jore besonnesch en anere Geescht geherrscht huet, datt Leit do waren, déi un aner Iddie gegleeft hunn an déi bereet waren, fir och um interregionalen Niveau méi enk zesummenzeschaffen.

1969 gouf dunn de Begréff Saar-Lor-Lux vum Dokter Hubertus Rolshoven, dem deemolege President vun dem intracommunautairen Institut, kreéiert. An Iwwerleeungen, fir eng méi grenziwwerschreidend Kooperatioun ze maachen, déi sinn den 22. Februar 1978 gefouert ginn. An den 21. Mäerz 1980 ass en Accord intergouvernemental tëschent Frankräich, Däitschland a Lëtzebuerg zu Kaiserslautern ënnerschriwwe ginn. De 16. Oktober vun deemselwechte Joer ass dunn definitiv de Grondstee fir déi sougenannten „Groussregioun" geluecht ginn. D'Wallonie an déi däitschsproocheg Gemeinschaft aus der Belsch sinn dunn an den 90er Joren nach derbäigestouss.

Jiddefalls, eppes konnt een zu deem Zäitpunkt scho festhalen, a wat mer haut ëmmer méi feststellen: Dat war Europa am Klengen. An déi Valeur vun där Entwécklung weess ee vläicht och net ëmmer esou richteg anzeschätzen. Jiddefalls, Regioune sinn dunn zesummegewuess. An et kann een och soen, datt sech doraus och eng gewëssen eegen Identitéit entwéckelt huet.

Eppes ass kloer: Grenze sollen, däerfe keng Trennung sinn, mä Grenze sollen e Raum sinn,

wou Leit zesummen eng gemeinsam Visioun hunn, an zwar Projeten entwéckelen.

Et ass duerfir schonn interessant, wann ee kuckt, wéi sech an deene leschte véier Jorzéngten déi, ech soen elo ëmmer „sougenannte Groussregioun", well där gëtt et mat Sécherheet nach vill op anere Plazen och, entwéckelt huet. Nom éischte Sommet, dat war den 20. September 1995 zu Mondorf, ass dunn decidéiert ginn, datt all Regioun soll ofwiesselnd och d'Presidence vun där neier Struktur iwwerhuelen.

Mir hate se zum Beispill als Lëtzebuerg vum 1. Februar 2008 bis den 31. Juli 2009 an zënter dem 1. Januar vun dësem Joer hu mer dann och elo nees d'Presidence. An ech wëll och der Regierung a virun allem der zoustänneger Ministesch, dem Corinne Cahen, hei elo scho Merci soe fir hiren Engagement, dee se bewisen hunn, datt se wëllen dee Geescht weiderféieren. An ech zitéieren och hei d'Corinne Cahen aus engem „Paperjam"-Interview vum leschten 2. Februar, wou et u sech dat ganz gutt op de Punkt bruecht huet: «La Grande Région est, au fond, un noyau dans l'Europe, qui doit prouver que quand celle-ci ne fonctionne plus très bien, il est important qu'il n'y ait pas de frontières, que nous travaillions ensemble et que nous soyons soudés.» Ech mengen, dat ass eng Ausso, déi een nëmme ka mat zwou Hänn och ënnerschreiwen.

Dës Interpellatioun vun haut gëtt eis dann ebe wéi gesot och d'Geleeënheet, déi ganz Entwécklung vun hire verschiddene Facetten hier ze beliichten, ze analyséieren. An ech wëll och dem Kolleeg Jean-Marie Halsdorf duerfir Merci soen, datt en déi Initiativ hei ergraff huet, well et wichteg ass, datt mer eis och vun Zäit zu Zäit mat esou Punkte wéi deem heite méi am Fong auserneesetzen.

Déi primär Fro, déi natierlech muss de Mëtten emol direkt gestallt ginn: Brauche mer iwwerhaapt eng Groussregioun? Wou ass den Notze vun esou enger politescher Struktur? Fir eis als Demokratesch Partei ass déi Äntwert ganz kloer, ganz eendeiteg: Mir stinn zu där politescher Struktur. Mir sinn der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer - a besonnesch an dësen Zäiten! - eis zu enger Groussregioun bekennen.

Datt do natierlech och d'Iwwerleeung ass, datt ee fir d'Éischt emol och déi eegen Interesse vläicht an de Vierdergrond stellt, ass net ze ignoréieren. Woubäi ech awer och kloer wëll hei ënnersträichen: Wann ee vun Atoute schwätzt, déi dat fir Lëtzebuerg matbréngt, dann däerf een dat net nëmme reng um materiellen Niveau gesinn, mä et muss een och doriwwer eraus aner Aspekter mat consideréieren. D'Groussregioun brengt dësem Land, eis als Grand-Duché, mat Sécherheet ganz vill.

A bei Geleeënheet vum 7. Sommet, deen zu Saarbrécken war, do ass dann dat Dokument, wat jo och virdrun hei scho genannt ginn ass, d'„Vision d'avenir 2020" presentéiert ginn. Et muss ee soen, haut, am Réckbléck, wann een elo dat Dokument do e bëssen eng Kéier duerchliest, datt do awer schonn eng Rei flott, gutt Iddien dran enthale waren, déi effektiv och am Laf vun de Joren ëmgesat goufen. An ech wollt virun allem op zwee Punkten do hiweisen. Wéi gesot, hei war eng Visioun bis d'Joer 2020 virgestallt ginn. 2020, dat sinn nëmmen nach dräi Joer, dat ass net méi ganz laang. Mä et waren, wéi gesot, zwou Initiativen, déi meritéieren, datt een déi hei nach eng Kéier ënnersträicht, virun allem de Lycée Schengen - eng immens flott, eng ganz gutt Iddi -, deen am Hierscht 2007 seng Dieren opgemaach huet. An et ass och en exzellent Beispill, wéi zum Beispill dat Sproochepotenzial an der Groussregioun nach ka gefërdert ginn.

Een anert gutt Beispill war d'internationaalt europäescht Kulturjoer aus dem Joer 2007, wou jo decidéiert gi war, eng Ausdeenung ze maachen iwwer eis Grenzen eraus och an d'Regiounen. An dat war ouni Zweifel och e ganz positivt Element.

Natierlech, an do ass d'Politik virun allem och gefuerdert, muss d'Iddi vun der Groussregioun no baussen nach vill méi promouvéiert ginn. Dobaussen, d'Leit dobaussen, d'Wieler dobaussen, d'Mënschen dobausse kënne sech wahrscheinlech ënnert deem Begréff „Groussregioun" net allze vill virstellen. Dat ass keng Kritik, mä dat ass einfach nëmmen eng Feststellung. Duerfir si mer och der Meenung, datt ee muss nach zousätzlech Efforte maachen, fir déi Struktur nach dobausse méi populär ze maachen.

Mir als Demokratesch Partei, ech hunn dat schonn hei ënnerstrach, mir stinn zu der Groussregioun. Mir gesinn och do eng Rei wichteg Pilieren, déi derwäert sinn, hei analyséiert ze ginn, an déi och derwäert sinn, an Zukunft nach méi ënner Bewäis gestallt ze ginn an och nach méi drop ze insistéieren. Ech wëll hei op e puer wichteg Piliere kuerz agoen.

Natierlech ass déi Groussregioun an éischter Linn gekennzeechent duerch den ekonomeschen Aspekt. Sécher gëtt et do nach ganz grouss Ënnerscheeder. Sécher si Bestriewungen do, fir verschidden Harmoniséierungen ze erreechen, sief dat um fiskalesche Plang, sief dat um aarbechtspolitesche Plang. Mä och do musse mer awer realistesch sinn: Mir kënnen a mir wäerten och ni déi Ziler erreechen, déi ee sech vläicht do gesat huet.

Lëtzebuerg huet natierlech e Sonderstatut. Lëtzebuerg ass Vollmember vun der EU. Dat ënnerscheet eis ebe vun engem Saarland, vun enger Rheinland-Pfalz, vun enger Wallonie. Mir hunn natierlech doduerch och aner Méiglechkeeten. Mir hunn och vläicht méi Autonomie selbstverständlech wéi eis Partner. An dat wäert et och mat sech bréngen, datt och an Zukunft déi Kollaboratioun natierlech net esou enk ka gestalt ginn, wéi ee sech dat vläicht munchmol wënscht.

Lëtzebuerg huet sech och entre-temps zu enger regionaler ekonomescher Metropol do entwéckelt. An dat stellt sech jo am beschten eraus, wann ee gesäit, wéi deen Aflux vun Netresidenten op eist Land all Dag ass, wéi am Fong geholl ëmmer méi Leit an dëst Land schaffe kommen. 2010 waren et der 152.000, 2015 schonn 174.000, Tendenz ouni Zweifel steigend. Mä stellt lech emol een Dag vir, wou déi Leit net an dëst Land kéimen! Wat géif dat bedeite fir eis Ekonomie? Dat wär scho bal eng Horrorzeen, déi sech do géif wahrscheinlech ofspillen, well da ganz vill Rieder net géifen dréien.

Duerfir hu mir och als Lëtzebuerger Land all Interêt, fir e beschtméigleche Kader ze schafen, wou déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, sech och kënnen an deene beschtméigleche Konditiounen erëmfannen.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Mobilitéit. An dat ass ganz kloer eng vun deene gréissten Erausfuerderunge vun der Groussregioun. Wéi kënne mer d'Mobilitéit besser gestalten, besonnesch a Richtung Lëtzebuerg? An et ass näischt Neits, mir wëssen et alleguer, wa mer an de Spëtzestonnen d'A1, d'A3, d'A4 an d'A6 gesinn, dann herrscht do just Schrëttempo. Wa mer da verschidden Zich gesinn, déi moies a Richtung Lëtzebuerg kommen, da muss ee sech awer och munch Froe stellen. An ech soen eppes ganz kloer hei, vu datt ech dat regelméisseg erliewen: Perséinlech sinn ech der Meenung, datt verschidden Zich, déi aus Frankräich kommen, net méi dierften op Lëtzebuerg fueren! Wann ee gesäit, ënner wat fir enger Form datt déi iwwerféllt sinn, wann ee gesäit, datt do keen, ech géif scho bal soen Zentimeter carré fräi ass, fir eng Plaz ze kréien, da wëll ech mer net virstellen, datt et eng Kéier zu engem Accident kënnt, an och scho guer net virstellen, datt et zu enger Vollbremsung kënnt!

Ech hunn dee Punkt och schonn op enger anerer Plaz ugeschnidden. Mir hunn do e Punkt erreecht, wou et ufänkt, allerdéngs diskutabel ze ginn. Mir sinn eis op alle Fall do bewosst, datt muss ganz kloer séier gehandelt ginn. Dat ass och e Bewäis, datt natierlech um Niveau vun der Mobilitéit a virun allem och, wéi gesot, wat den ëffentlechen Transport ubelaangt, nach villes muss geschéien.

Mir gesinn och do als Demokratesch Partei e puer Pisten, déi een an Zukunft muss goen. Engersäits natierlech um Niveau vum Autobunnsreseau, wou jo prinzipiell dann decidéiert ginn ass, datt besonnesch d'A3 soll vergréissert ginn. Ech wëll awer och hei ganz kloer soen, datt de Bau vun neie Stroossen net kann d'Endléisung sinn, mä au contraire, datt, wéi gesot, den ëffentlechen Transport ouni Zweifel muss priméieren.

Ech denken och un d'Zuchverbindung. Do ginn och immens Efforte gemaach. Et gëtt eng nei Streck, en neit Gleis gebaut tëschent der franséischer Grenz an der Stad Lëtzebuerg. Mä virun 2020, 2022 wäert dat net fäerdeg sinn. Mir mussen also an der Iwwergangsperiod nach eng Rei aner Efforten do maachen.

Ech denken zum Beispill och drun, wann den Ausbau vun der Autobunn virgeholl gëtt, datt ee sech och muss d'Fro stellen: Soll net ee Couloir méi spezifesch reservéiert gi fir Bussen, fir Taxien oder fir Autoen, wou mindestens zwee Passagéier drasëtzen?

Mir mussen e Kranz vun Opfangparkinge ronderëm d'Grenzen amenagéieren. Do si jo eng Rei gutt Initiativen entre-temps an d'Weeër geleet ginn. Zum Beispill zu Rodange, wou jo e Projet mat 1.632 Plaze leeft. Dann zu...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et héiert een et ze vill gutt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, wann, da maacht e bësse méi lues!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Graas, et ass un lech!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo.

Bon, dann, wéi gesot, zu Waasserbëlleg, wou dann och en neie Park & Ride virgesinn ass.

Mir mussen en adaptéierten, e bessere Kader schafen, fir datt d'Pendler hei kënnen zu Lëtzebuerg nach verbessert Konditioune virfannen. An ech denken do zum Beispill och un eis Sprooch! Gëschter ass vill hei iwwert d'Sprooch diskutéiert ginn. Zu Recht! An och do mussen zousätzlech Efforte gemaach ginn, well mer jo oft héieren, datt et net grad positiv duergestallt gëtt, wa Leit, déi hire Wunnsëtz net hei zu Lëtzebuerg hunn, an ech denke virun allem un de klengen Handel, net eis Sprooch schwätzen. An duerfir ass et och interessant, datt et Mesurë gëtt, datt et Initiative gëtt, fir iwwert d'Grenzen eraus lëtzebuergesch Coursen unzebidden. Dat sinn Initiativen, déi och an Zukunft sollen ouni Zweifel nach weider ausgebaut ginn.

Datt mir do als Lëtzebuerger Land eng gewësse Subventioun accordéieren, fannen ech jiddefalls ubruecht, well och hei si mer an der Situatioun, datt souwuel mir als Land do nëmmen ze gewannen hunn, wéi awer och déi Leit, déi bei eis schaffe kommen.

Da si mer och, wa mer iwwert d'Wirtschaft schwätzen, ganz séier beim Tourismus. Och do besteet ganz sécher nach vill Potenzial. Déi véier Regiounen, fir et emol esou ze soen, an der Groussregioun kënnen nach vill méi enk zesummeschaffen, kënnen nach vill méi Potenzial ausnotzen. Den Interreg-Programm gëtt eis jo do och Méiglechkeeten, fir esou Saachen ze ënnerstëtzen.

Et gëtt eng Rei aner Domänen. Ech wëll se net ze vill hei verdéiwen. Eenzelner sollen nach kuerz ugeschnidde ginn, zum Beispill d'Kriminalitéitsbekämpfung. Ech wëll och an deem Kontext de Centre de coopération policière et douanière erwänen. Den Austausch vun Informatiounen iwwer Krimineller oder d'Poursuite vun deene Leit géif och ouni Zweifel zu vill méi Sécherheet bäidroen. D'Kontroll vu Bussen, vu Camionen an esou weider, och do, wéi gesot, muss nach vill méi zesummegeschafft ginn. An deem Sënn soll een nach eng Kéier op den Accord vu Prüm och hiweisen.

Dann, de Fokus muss an Zukunft verstäerkt op déi Jonk geluecht ginn. Och déi Jonk mussen erkennen, wat et fir e Wäert ass, wann een an enger Regioun, an enger Groussregioun ka liewen, wou sech ganz vill Potenzialer opdinn.

Duerfir wëll ech zum Beispill op en Instrument hei hiweisen, den TWB, den Training Without Borders, eng Initiativ vun eisem Educatiounsministère am Kader vum Erasmus +, datt zesumme mat enger Rei vu Lycéeën aus Frankräich an aus der Belsch an och aneren Akteuren. Dee Projet dauert ronn 36 Méint an dee bitt d'Méiglechkeet, eng grenziwwerschreidend Zon ze schafen an Terme vun Aarbecht a wirtschaftlech Aktivitéiten. Jonk Leit, déi och schoulesch Problemer hunn, kréien hei alternativen Méiglechkeeten, sech ze entwéckelen. Et ass, kann ee soen, e Musterbeispill an enger Groussregioun, wéi sozial- an aarbechtspolitesch Aktivitéite kënnen openeen ofgestëmmt ginn.

Da kann een natierlech och d'Fro stellen: Firwat net och emol eng Kéier iwwert d'Iddi vun engem Jugendparlament vun der Groussregioun nodenken?

De kulturellen Austausch, ech war scho virdru kuerz drop agaangen, ass enorm wichteg, bitt d'Méiglechkeet, datt ee sech géigesäiteg nach méi genee kenneléiert. Ech erënneren och hei un d'Opféierung vun der Dräigroschenoper am Joer 2007, op zwou Sproochen. Dat war deemools e ganz grousse Succès. An et ass vu jonke Leit net nëmme geschriwwe ginn, mä awer och opgefouert ginn.

Och am Héichschoulwiesen, um Niveau vun der Fuerschung virun allem bidde sech nach ganz vill Méiglechkeeten un. Och eng verstäerkt Zesummenaarbecht vun den Universitéite soll een hei nach eng Kéier an d'A faassen.

En anere Punkt, dee fir eis als DP awer wichteg ass a wou nach ganz vill Opportunitéite bestinn, fir zesummenzeschaffen, dat ass um Niveau vum Ëmweltschutz. An ech denken do virun allem och un eis Gewässer, an éischter Linn natierlech un d'Musel. D'Musel ass e Kondominium. An hei ass och u sech e gudden, e wichtege Projet realiséiert ginn. Ech denken zum Beispill un déi Kläranlag vu Pärel/Besch, wou jo awer och dräi Gemengen hir Ofwässer - an de Buergermeeschter vu Réimech weess...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- „Beesch".

M. Gusty Graas *(DP).*- „Beesch, Beesch", entschëllegt, Här Buergermeeschter!

...an de Buergermeeschter vu Réimech weess dat vill besser wéi ech, datt dat awer en interessante Projet ass, datt do e grenziwwerschreidende Projet ass. An och dee beweist, wéi wichteg et ass, datt mer och op deem Niveau zesumme kollaboréieren.

Och den Accident zu Witry an der Belsch 2014 am September, wou et zu enger gréisserer Pollutioun um Niveau vum Stauséi zu Esch/Sauer komm ass, huet bewisen, wéi wichteg et ass, datt och eis Secouristë méi enk zesummeschaffen, och virun allem prophylaktesch méi enk zesummeschaffen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mäi Virriedner huet e bësse méi kritesch Téin duerchklénge gelooss, wat d'Maison de la Grande Région zu Esch ubelaangt. Ech soen lech ganz éierlech, als Süddeputéierte sinn ech allerdéngs frou, datt d'Maison de la Grande Région zu Esch ass. Esch ass eng interessant Stad. Esch ass eng opstriewend Stad. Esch ass eng Grenzstad, soudatt ech absolutt kee Problem hunn, och an der Logik vun enger Dezentraliséierung hei zu Lëtzebuerg, datt déi Institutioun op Esch komm ass.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt och wichteg aner modern...

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.*- Ech hunn dat jo och net gesot.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ben, ech hunn et zwar esou opgeholl, datt Der et zumindest a Fro gestallt hutt.

(Interruptions)

Jo, mä och zu Esch ass..., Esch fannen ech perséinlech awer och gutt. Haaptsaach, et ass am Süden. A wéi gesot, duerfir fannen ech déi Decisioun vun der Regierung allerdéngs richteg.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir sinn eng eenzeg Grenzregioun.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Loosst elo wann ech gelift den Här Graas schwätzen!

(Interruptions)

Här Graas!

M. Gusty Graas *(DP).*- E wichtegen Akteur an der Ëmsetzung vu Prioritéiten, vun Iddien an enger Groussregioun sinn natierlech d'Gemengen. D'Gemengen hunn och do e wichtege Rôle ze spillen. An ech wëll zum Beispill hei op deen Zesummeschloss vun der En-Comm ze schwätze kommen. Dat si Gemengen, déi laanscht d'franséisch Grenz sech zesummegeschloss hunn. Dat geet da vu Schengen un, dat geet bis eriwwer op Diddeleng, wou och grenziwwerschreidend Problemer ëmmer diskutéiert ginn. Si kënnen u sech dat ëmsetzen, wat vun Iddien zréckbehale ginn ass. Ech weess awer, datt och um Niveau vun der däitscher Grenz, un der belscher Grenz esou Initiative geholl goufen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat et scho kuerz duerchklénge gelooss: Natierlech muss een awer och realistesch sinn, wann een eng Analys hei vun der Groussregioun mécht. Mir kënnen natierlech déi Ziler, déi ee sech munchmol setzt, net einfach esou erreechen. Ze mengen, mir géifen eng Kéier eng administrativ Integratioun vun der ganzer Regioun erreechen, dat ass schonn eng Illusioun. Duerfir solle mer eis Ambitiounen och net ze héich usetzen.

Allerdéngs, dat Potenzial, wat do ass, muss maximal genotzt ginn. Well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt déi Themen, déi op deem Niveau diskutéiert ginn, oft nach Theme sinn, déi op engem vill méi héijen Niveau och hir Bedeitung hunn, sief dat d'Mobilitéit, sief dat d'Migratioun an esou weider. An dowéinst ass et och wichteg, datt mer politesch Strukturen hunn. An och do hunn ech awer elo eng Fro u mäi Virriedner. Ech wëll näämlech op de CPI hei ze schwätze kommen, de Conseil parlementaire interrégional. Wann ech den Här Halsdorf elo richteg verstanen hunn, da mengt hien, datt déi Membere misste gewielt ginn. Bon, ech...

(Interruption)

Gelift?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.*- An enger spéiderer Phas! An enger spéiderer Phas, jo.

(Brouhaha)

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. Ech muss allerdéngs do awer trotzdeem liicht meng Verwonnerung ausspriechen. Dat géif jo heeschen, datt mer och nach praktesch missten eng Wahl organiséiere fir de CPI. Ech fannen allerdéngs, da géife mer awer eng Dier opstoussen, da musse mer och nach fir d'Benelux-Parlament an och fir all aner Institutiounen, déi op regionalem Niveau fonctionnéieren, Wahlen organi-

séieren. Ech fannen, loosse mer also elo näischt hei iwwerdreiwen! Ech sinn also éischter der Meenung, kommt, mir bleiwen op dem Niveau vun der Bezeechnung, also datt eng Chamber hir Leit nominéiert, vun der Nominatioun fir an déi Gremien, wéi wa mer och nach géifen dann zousätzlech Wahlen do organiséieren. Dat geet menger Meenung no allerdéngs ze wäit.

Wat awer allerdéngs net soll heeschen, datt mer de CPI hei net sollen nach méi valoriséieren. De CPI huet eng wichteg Roll ze spillen. De CPI, dee sech jo zesummesetzt aus Parlamentarier aus deenen eenzelne Regiounen, huet och eng ganz Rei interessant Prise-de-positionen an deene leschte Jore geholl. De CPI, deen näämlech de Moment ënnert der Presidence vum Mars Di Bartolomeo steet, eisem President, deen och dëst Joer zwou Séance-plénièren hei bei eis organiséiert, den 2. Juni an den 1. Dezember, huet, wéi gesot, eng ganz wichteg Roll ze spillen.

Ech weisen zum Beispill op dräi Pabeieren hin, déi en d'lescht Joer geholl huet: d'Migratioun, de Wäibau an d'Fotovoltaik. Well och wann aus deene Stellungname vläicht net direkt legislativ Konsequenzen entstinn, esou däerf een allerdéngs net vergiessen, datt se awer eng wichteg Valeur ajoutée mat sech brénge, well se op engem aneren Niveau awer kënne consideréiert ginn a well se och do dat Denken, wat an enger Groussregioun sech entwéckelt, awer kënne mat eriwwerbréngen a wat mat Sécherheet och oft wäert da consideréiert ginn.

Datselwecht gëllt och fir de Comité économique et social vun der Grande Région. Och do, wa seng Roll zwar nëmmen doranner besteet, fir Avisen ofzeginn, déi konsultativer Natur sinn, soll een allerdéngs dat net ënnerschätzen.

Eng wichteg Fro, déi sech natierlech stellt, an déi ass och schonn hei virdrun ugeschnidde ginn: Wéi soll dann d'Grande Région an Zukunft ausgesinn? Et ass jo en neie Moment an deem Sënn agetrueden, well eben déi nei Regioun Grand Est a Frankräich geschafe ginn ass. Soll elo an Zukunft d'Groussregioun bis op Stroossbuerg, bis an den Elsass goen? Et wär vläicht flott fir eis, fir heiansdo bis an den Elsass ze fueren. Mä Spaass op der Säit! Ech mengen allerdéngs, hei solle mer eng kloer, eng éierlech Ausso maachen: D'Grande Région soll sech op dat limitéieren, wat de Moment ass. Dat heescht, op der franséischer Säit soll dat d'Lorraine sinn. Mir hunn och mat der Lorraine historesch Verwuerzelungen. Bis 1659 hu jo nach Deeler vun der Lorraine zu Lëtzebuerg gehéiert. Wa mer elo eng Ausdeenung géife virhuelen an eng Regioun, déi am Moment zéng franséisch Departementer kennt, géif ech soen, datt de Geescht vun där Grande Région, wéi mer en de Moment kennen, net méi an deem Sënn géif respektéiert ginn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, Europa ass de Moment ganz fragill. De Brexit ass duerfir symptomatesch. Firwat mécht een elo e Lien zu Europa? Mä ganz einfach, an dat huet mäi Virriedner och schonn zu Recht hei ënnerstrach: Et kënnt een net derlaanscht, wann een iwwer eng Groussregioun schwätzt, datt een natierlech och do iwwer Europa schwätzt. Well eng Regioun ass u sech e gutt Fundament, fir en Europa no vir ze bréngen. Europa gëtt jo och vertrueden duerch de Comité des régions, en Instrument, eng Assemblée, déi och eng grouss Wichtegkeet huet. An dann ass et an deem Sënn och net vu Muttwëll, au contraire, datt och op engem Niveau ënnendrënner Regioune kënne gutt fonctionnéieren, och, wéi gesot, wa se nëmmen e konsultative Charakter hunn.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt et sech lount, sech och an Zukunft fir d'Interesse vun der Groussregioun anzesetzen. An eng wichteg Roll fält do ouni Zweifel eisem Land zou. Lëtzebuerg soll och an Zukunft de Motor mat enger héijer Leeschtung vun enger Groussregioun bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Interpellant Jean-Marie Halsdorf e grousse Merci soe fir seng Ufro, d'Groussregioun hei an der Plénière ze thematiséieren, an awer och mengem Virriedner Merci soe fir seng exzellent Interventioun, dem Gusty Graas.

Mir hunn an dësem Moment méi wéi ee Sujet op eisem Ordre du jour, deen den internationale Relatioune vu Lëtzebuerg op verschiddenen Niveaue Rechnung dréit. Net méi spéit wéi d'nächst Woch schwätzt jo eisen Ausseminister Jean Asselborn iwwert déi international Situatioun an Europa an an der Welt.

Als klengt Land huet Lëtzebuerg sech ëmmer engagéiert fir gutt partnerschaftlech Relatioune mat sengen Noperen. A mir haten och ëmmer e groussen Interêt als Lëtzebuerg dorunner, dass all déi Länner ronderëm eis enk mat eis verbonne sinn an och, dass mer gutt zesumme mat hinne schaffen. Mir hunn d'Europäesch Unioun ni eleng als e Bannemaart gesinn, wou Wueren zollfräi zirkuléieren, mä och virun allem als e Friddensprojet, dee verhënnere soll, dass an Europa d'Nationalstaten nach eemol géintenee Krich féieren.

De 25. Mäerz sinn et 60 Joer hier, dass déi Réimesch Verträg 1957 ënnerschriwwe gi sinn tëschent deene Länner, déi de Grondstee geluecht hu vun der Europäescher Unioun. Mir feieren dëse Jubiläum zu engem Zäitpunkt, wou ëmmer méi Leit d'Aueren erëm wéilten zréckdréien. Iwwerall an Europa gëtt et Stëmmen, déi manner Immigratioun, méi Grenzkontrollen a méi Decisiounsgewalt um nationalen Niveau fuerderen. Firwat ass dat esou? Ganz offenbar gesi vill Europäer d'Virdeeler, déi eng staark Unioun bréngt, net méi. Villes, wat an deene leschte 60 Joer als echte Fortschrëtt empfonnt ginn ass, gëtt haut esou als selbstverständlech ugeholl, dass et net méi direkt a Verbindung bruecht gëtt zum europäeschen Integratiounsprozess.

D'Leit hunn d'Gefill, dass alles, wat d'EU betrëfft, wäit ewech vun hire Suergen am Alldag ass. Dat ass awer net richteg. Eis Groussregioun bitt Méiglechkeeten, déi Virdeeler ganz konkret an de Vierdergrond ze stellen an e Bewosstsäin derfir ze schafen an ze förderen, dass eng gutt Zesummenaarbecht fir all Säite Verbesserunge bréngt.

Mir brauchen eis nëmmen zréckzeversetzen an déi Zäit, wéi et nach keen Euro gouf an nach iwwerall Grenzkontrolle waren. An da stelle mer eis vir, déi Grenze géifen haut erëm zougoen! Fir all déi Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, fir d'Lëtzebuerger Ekonomie, déi dës Aarbechtskräfte jo brauch, wär dat eng Katastroph. Mä och fir all eis Bierger géif e gutt Stéck Fräiheet erëm ewechfalen. Ech soen dat, well mer eis bewosst musse sinn, dass d'Groussregioun, déi mer voll ënnerstëtzen, an där Form nëmmen am Kader vun der EU, déi d'Grenzen ofbaut a Politicken harmoniséiert, gutt fonctionnéiere kann. Fir d'Bierger an der grenziwwerschreidender Groussregioun heescht dat, dass d'EU hinne Kooperatiounsméiglechkeeten ubitt, déi se an engem rengen nationalstaatleche Kader ganz einfach net hätten.

Et ass dann och e Fait, dass vill Kompetenze bei eisen Noperen net an der Regioun, mä beim Zentralstat leien, wat et schwiereg mécht, op enger Rei vun Dossiere Fortschrëtter ze maachen. Wann et d'Zil vun der Groussregioun ass, Barrièren ofzebauen a Problemer gemeinsam unzegoen, esou kann dach all Nationalstat fir sech decidéieren, dës Barrièren ze erhalen oder ze verstäerken. An dës Zort vun Decisioune falen net onbedéngt an där betraffener, an eiser Regioun. Wéi déi Kompetenze bei eisen Nopere verdeelt sinn a wéi wäit d'Bereetschaft do geet, op d'Bedierfnisser vu Grenzregiounen anzegoen, dorop hu mir leider hei zu Lëtzebuerg keen Afloss. Au contraire, mir mussen eis un d'Decisiounen, déi an dëse Länner falen, upassen.

Eng wichteg Verännerung gëtt et an deem Sënn fir d'Lorraine - et ass elo scho vu menge Virriedner ugeschwat ginn -, déi jo elo integréiert ass an der Regioun Grand Est. D'Madamm Ministesch wäert eis bestëmmt herno dozou soen, wat fir en Impakt eben de Grand Est op eis Groussregioun huet a wéi dat an deem Sënn ka weider organiséiert ginn, well et ass wierklech e ganz groussen Deel, deen do vun der Champagne bis op Stroossbuerg bäikënnt. An d'Fro, déi ee sech stellt, ass, ob duerch deen direkten Noper, an dat ass eben nun emol d'Lorraine, d'Zesummenaarbecht an eiser Groussregioun erschwéiert gëtt oder wéi ee sech do muss uleeën, fir dass dat net de Fall ass.

Dofir wollt ech d'Ministesch froen, ob se der Meenung ass, dass et eventuell Sënn kéint maachen, de Grand Est als Ganzt mat anzeschléissen. Hu mir gemeinsam Interesse mat der Regioun Grand Est, déi mer um regionalen Niveau besser vertriede kënnen? Well dat ass jo de Sënn vun eben enger Kooperatioun, och am Groussberäich.

Mat oder ouni Grenze gëtt et an der Groussregioun eng Rei Problemer, déi mer zesumme besser kënne léisen, wéi wa mer se eenzel probéieren an de Grëff ze kréien. Als Alleréischt fält engem do natierlech den Transport an, well do ass e Problem, mat deem all Dag Zegdausende vu Leit konfrontéiert sinn, souwuel d'Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, wéi och all aner Pendler, déi am Stau stinn. Ech mengen, et ass och scho virdru vu mengen zwee Virriedner ugeschwat ginn, et ass e reelle Problem, deem mer eis mussen unhuelen. Wann et eis do näämlech net geléngt, op béide Säite vun de Grenzen eis Capacitéite fir den ëffentlechen Transport op eng kohärent Manéier auszebauen, komme mer do einfach net virun.

D'Verbesserungen, déi mir an dësem Beräich erreechen, kommen dergéint direkt bei eise Bierger gutt un. Dozou gehéieren den Ausbau vu Park-&-Ridë ronderëm d'Grenzen - mir hu schonn oft dovunner geschwat -, d'Méiglechkeeten, op béide Säite vun de Grenzen eenheetlech gënschteg Tariffer vum ëffentlechen Transport anzeféieren, liicht accessibel Informatiounen zu all dësen Transportméiglechkeeten ze liwweren.

An da musse mer eis och iwwerleeën: Déi Ziffere, déi virdru genannt gi si mat iwwer ronn 180.000 Frontalieren, déi mer hunn an deenen dräi Länner, déi ronderëm eis leien, déi betréffen déi Beräicher. Deen tëschent Lëtzebuerg an Thionville ass nu wierklech e Punkt, dee schwéier ass ze diskutéieren; do wëll ech elo an dësem Moment net drop agoen, aus deem Grond vun dem Accident. Ech mengen, dat soll een elo net thematiséieren.

En anere Punkt ass awer dat, wat mer schonn oft als LSAP gesot hunn, dat ass déi direkt Verbindung, eng Eisebunnsverbindung vu Lëtzebuerg op Saarbrécken, déi technesch haut ouni Problem méiglech wär, wat awer elo de Moment just iwwer Fret, also Gütertransport stattfënnt. Fir eis wär dat eng Méiglechkeet, fir eng direkt Verbindung do ze schafen. Do ass natierlech an Däitschland de Problem tëschent der Verbindung vum Saarland op Lëtzebuerg. Do muss een e ganz klengt Stéck duerch Rheinland-Pfalz fueren. Dat heescht, do sinn Diskussiounen ze féieren, well Rheinland-Pfalz natierlech wëllt, dass all Zuch fir d'Éischt op Tréier fiert, ier en dann op Saarbrécken ka fueren. Mä ech wëll ganz einfach soen, an deem berüümten Dräieck vu Konz, net wäit vun engem grousse Miwwelgeschäft, do besteet en Dräieck, deen et géif erlaben, direkt op Saarbrécken ze fueren. Ech hunn dat emol esou ausgerechent: An der Zäit, do bräicht een eng déck Stonn. Also mengen ech, dat wär e groussen Avantage och vis-à-vis vun der Strooss.

En anere Punkt, fir dann awer och e belscht Beispill ze nennen, dat ass, dass de Verkéiersminister François Bausch jo amgaangen ass, mat der Belsch ze verhandelen, fir e Park & Ride zu Stackem ze maachen op deem alen Eisebunnstriage, dee bei Arel läit. Ech mengen, dat wär eng super Initiativ, wann een do kéint e grousse Parking bauen, fir d'Leit vun do aus op den Zuch ze setzen a vun do aus se dann op Lëtzebuerg ze féieren.

Mir begréissen dofir, dass dësen Aspekt am Programm vun der Lëtzebuerger Presidence, also dee vum Transport an der Groussregioun, eng grouss Prioritéit duerstellt an agebett ass an e Raumplanungskonzept fir d'ganz Groussregioun.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass trotz dësen Efforten de Privatauto ëmmer nach e wichtegen Undeel um Verkéier wäert hunn, well et mam ëffentlechen Transport net méiglech ass, all eenzel Uertschaft - ech mengen, mir wëssen dat - zu allen Zäiten ideal unzebannen.

Hei kënnen awer Ureizer geschaaft ginn, fir dass d'Leit, déi op d'Aarbecht fueren, dann net méi all eleng an engem Auto solle sëtzen. Ech mengen, mir kennen dat: Carsharing, Carpooling an esou weider. Och den Ausbau vun der Elektromobilitéit spillt hei eng Roll, awer dat nëmmen, wa mer dat, déi Elektrizitéit, mat erneierbarer Energie kënnen hierstellen. Domadder entlaaschte mer zwar net direkt d'Stroossen, mä mir reduzéieren awer d'Emissiounen an domat d'Belaaschtung fir déi Leit, déi laanscht den Haaptachsen dovunner wunnen. Domat kann natierlech och e Bäitrag geleescht ginn zu eise Klimaschutzziler. Mir schwätze jo hei an der Chamber och oft iwwert d'Gewiicht, dat den Transport an eise Bilanzen huet, wat eis CO_2-Emissiounen an de Verbrauch vu fossiller Energie ugeet. Ech wëll just drun erënneren, den Transport ass méi wéi d'Halschent vun eisen Emissiounen.

Wa mer da vun dem Tanktourismus wëlle schwätzen, dann ass dat zum Deel awer hei am Debat iwwert d'Groussregioun e bëssen irreféierend. E groussen Deel dovunner maache jo d'Frontalieren aus, déi hei zu Lëtzebuerg tanken, déi net hei wunnen, mä hei schaffen, awer doduerch keen Tanktourismus produzéieren, also net extra op Lëtzebuerg gefuer kommen. Dat ass dat, wat mir ënner Tanktourismus verstinn: nëmme fir ze tanken.

Energie a Klimaschutz sinn allerdéngs och Sujeten, wou et natierlech och an der Groussregioun en zimlech grousst Konfliktpotenzial gëtt. An et wäert keen heibanne wonneren, wann ech da spontan u Cattenom denken. Dës Anlag ass ganz einfach fir déi ganz Groussregioun eng Gefor. Dat bedeit awer net, dass jiddwereen an der Groussregioun därselwechter Meenung ass an dass mer do un engem Strang zéien, fir Cattenom ofzeschalten. Fir déi franséisch Regioun, déi nei Regioun Grand Est, stinn d'Wirtschaftsinteressen do däitlech iwwert de Sécherheetsbedenken.

Nach d'lescht Woch huet d'EDF op enger Pressekonferenz ervirgestrach, wéi vill Aarbechtsplazen an der Regioun vu Cattenom ofhänken, wéi vill Milliounen d'EDF hei investéiert a wéi vill Steieren dat erabréngt, just fir am selwechten Otemzuch ze soen, dass d'Reakteren zu Cattenom ouni Problem 50 oder 60 Joer kéinte lafen. „Mit 40 ist noch lange nicht Schluss", war d'Iwwerschréft. Dat fanne mer ganz bedenklech. An ech mengen, an engem anere Kader musse mer wierklech eng Kéier doriwwer diskutéieren. Ech mengen, mir hunn elo d'Lafzäit iwwer 30 Joer, fir nach zéng Joer ass jo elo ugelaf. Mä wa mer elo nach vu 50 a 60 Joer schwätzen, da muss ee sech awer wierklech op d'hënnescht Bee setzen, fir dass an där Saach do net eng Kéier d'Groussregioun enger Katastroph wäert ënnerleien.

Mat eisen däitschen Nopere kämpfe mir awer elo schonn eben och mat deene Moyenen, déi mer hunn, fir dass Cattenom esou schnell wéi méiglech zougemaach gëtt. D'Formuléierung zu deem Sujet am Programm, deen d'Madamm Ministesch am Kader vun der Lëtzebuerger Presidence presentéiert huet, klammert awer leider dee Konflikt aus. Och wann den Titel vun deem Abschnitt „Eine sichere Großregion für alle" heescht, esou beschränkt sech de Punkt nuklear Sécherheet op gemeinsam Übungen am Fall vun engem Accident.

Ech zitéieren: „Insbesondere in der nuklearen Sicherheit ist die grenzüberschreitende Koordinierung von Schutzmaßnahmen in der ersten Phase eines Unfalls von entscheidender Bedeutung. Daher soll mit allen Akteuren über die Durchführung gemeinsamer Übungen gesprochen werden." Dont acte. An dëser Fro weise sech deemno ganz däitlech d'Limitte vun enger Zesummenaarbecht an der Groussregioun.

Et gëtt awer natierlech och duerchaus Themen, déi d'Leit iwwert d'Landesgrenzen eraus matenee verbannen. All Dag schaffe Lëtzebuerger Residentë mat Grenzgänger zesummen. Alle béid, egal wat fir eng Nationalitéit se hunn, kafe se dës Säit oder déi aner Säit vun der Grenz an, esou wéi et grad am prakteschsten an am gënschtegsten ass. Am Alldag gëtt et e permanente Kontakt tëschent all dëse Leit. An d'Politik kann dozou bäidroen, dass d'Zesumméiwen an d'Zesummeschaffe virun allem als eppes Positives empfonnt gëtt.

Eng wichteg Roll spillt heibäi d'Sprooch, oder besser gesot: d'Sproochen. Mir musse konsequent d'Méisproochegkeet an der Groussregioun förderen. Zu Lëtzebuerg hu mir ganz liicht d'Gefill, dass mir eis Hausaufgaben an deem Beräich souwisou maachen an dass eis Noperen do emol misste méi Efforte maachen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Mir mussen awer och zu Lëtzebuerg un eiser Astellung zur Méisproochegkeet schaffen. Mir hunn an deene leschte Méint ganz oft an ausféierlech iwwert d'Förderе vun der Lëtzebuerger Sprooch geschwat. Dat ass och gutt esou. Et däerf awer net sinn, dass d'Lëtzebuergesch zu engem Instrument gëtt, fir anerer auszeschléissen.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- D'Méisproochegkeet, déi mer zanter ganz laanger Zäit fleegen, ass e wichtegen Deel vun eiser Identitéit, déi sech ëmmer erëm duerch eng grouss Oppenheet vis-à-vis vun deenen aneren ausgezeechent huet. Och zu Lëtzebuerg musse mir Efforte maachen, fir dass dës Oppenheet erhale bleift. Förderе kann een dat op ganz verschiddenen Niveauen, ugefaangen an der Schoul, wou en Austausch vu Schüler a gemeinsam Projete kënnen hëllefen, Barrièren ofzebauen a bei de Schüler d'Motivatioun ze verbesseren, fir den Noperen hir Sprooch ze léieren.

E ganz flotte Projet an deem Sënn stellt sécher de Schengen-Lycée zu Pärel duer. Vun Natur aus offe fir grenziwwerschreidend Kooperatioune sinn och d'Héichschoulen, woubäi de Stat a regional Instanzen dës Zesummenaarbecht am wëssenschaftleche Beräich besonnesch ënnerstëtze kënnen.

Ganz besonnesch positiv fanne mir et als LSAP, dass ënner Lëtzebuerger Presidence d'Kooperatioun am Beräich vun der Beruffsausbildung verstäerkt soll ginn. Wa mir wëllen, dass d'Leit

an der Groussregioun reell kënne vun der Fräiheet profitéieren, déi se am Prinzip hunn, fir do ze schaffen, wou se déi beschte Konditioune fannen, da musse mer derfir suergen, dass eis Ausbildungsprogrammer vergläichbar sinn a géigesäiteg och kënnen unerkannt ginn. Et geet dobäi net drëms, dass jiddwereen exakt d'selwecht ausbilt a sengem Land oder a senger Regioun, mä dass dee spéidere Patron kann novollzéien, wat déi betreffend Persoun geléiert huet, an dass dës Ausbildung och unerkannt ka ginn, wa se vun hirem Niveau hier gläichwäerteg ass.

Mir sollen eis am Kader vun eisen Diskussiounen ëm en nohaltege Wuesstum allerdéngs och Gedanke maachen, ob et net Weeër gëtt, staark Ongläichgewiichter an der Groussregioun ofzeschwächen.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).-* Mat sengem staarke Wuesstum dréit Lëtzebuerg zu dësem Ongläichgewiicht bäi. Eisen Aarbechtsmaart wiisst vill méi dynamesch wéi bei eisen Nopere a mir zéien domat och ëmmer méi Aarbechtskräften aus der Groussregioun un. Op béide Säiten huet dat Vir- an Nodeeler. Zu Lëtzebuerg kréie mir domat méi Steieren a Sozialbäiträg eran. Mä déi Leit erwaarden domat natierlech och Rechter! Soudass d'Verflichtunge vun eisem Sozialsystem mat enger Zäitverzögerung am selwechte Mooss wuessen.

An den Nopeschregiounen, déi net esou e staarke Wuesstum hunn, hëlleft dat wuel zum Deel, d'Aarbechtslosegkeet méi niddreg ze halen, mä et mécht et de Patronen an der Groussregioun och sécher net méi einfach, gutt qualifizéiert Personal ze kréien. A fir d'Regioune selwer ginn natierlech Steiereinname verluer, wann hir Awunner am Ausland schaffen.

Äänlech verhält et sech beim Thema Wunnen. Well d'Wunnengen zu Lëtzebuerg knapp an deier sinn, ginn ëmmer méi Lëtzebuerger an d'Groussregioun wunnen, obwuel se hei schaffen an e groussen Deel vun hirer Famill oder hire Frënn hei zu Lëtzebuerg wunnen hunn. Wa mer dozou schwätzen, dass an der Landesplanung et am beschten ass, wann d'Leit no bei hirer Aarbecht wunnen a sech och net ze vill wäit ewech mussen deplacéieren, fir hir Fräizäitaktivitéiten auszeüben, da gëllt dat Ganzt och fir d'Groussregioun. Et wär deemno fir all Bedeelegt besser, wann déi Ënnerscheeder um Aarbechts- an um Wunnengsmaart net esou ganz grouss géife ginn an net ëmmer méi géife weiderwuessen.

Net zulescht gëtt et awer zwee Beräicher, déi nach ëmmer weltwäit gehollef hunn, d'Barrièren tëschent Leit mat ënnerschiddlechen Originnen a kulturellem Hannergrond zesummenzebréngen. Dat sinn d'Kultur an de Sport, woubäi de Volet Kultur zwee Aspekter huet. Zum enge sollte mir mat geziilten Initiativen d'Leit aus der Groussregioun encouragéieren, déi ganz villfälteg Offer an der ganzer Regioun ze notzen a méi och dofir iwwert d'Landesgrenz ze goen. Zum anere mussen d'Veranstalter besser Méiglechkeete kréien, fir no bausse gemeinsam fir vill interessant Programmer kënne Reklamm ze maachen.

Dat riicht sech da souwuel un d'Awunner aus der Groussregioun, wéi awer och un d'Touristen, fir déi et jo besonnesch flott ass, an esou engem enke Raum esou eng grouss kulturell Diversitéit kënnen ze entdecken.

Madamm Presidentin, wa mer vu Groussregioun schwätzen, da menge mer eis Groussregioun ronderëm eis, mat engem Deel - wéi mer wëssen - vun der Belsch, Däitschland a Frankräich. Mä och anerer schwätzen an hirem Deel vun Europa vun hirer Groussregioun. Uschwätze wëll ech domat den Numm vun eiser Groussregioun. Do di mer eis ganz schwéier, eng grëffeg Corporate Identity ze schafen.

Eis gefält déi Propositioun vun der Maison de la Grande Région, déi hire Siège jo zu Esch an der Gare huet. An iwwregens, mir fannen Esch e ganz flotte Siège. An ech mengen, op der Escher Gare ass een ee Kilometer wäit ewech vun dem Belval, vun der Universitéit, wéi virdru gesot gouf, wat e Paradeprojet ass fir eist Land, mengen ech, an der zweetgréisster Stad vum Land, fir do...

(Interruption)

...eng Maison de la Grande Région ze maachen. Zemools muss ee jo och wëssen, wann ech richteg am Bild sinn, dass Esch jo och net wäit ass vun engem Dräilännereck. Sou mengen ech, dat wär awer eng gutt Iddi. Dofir géife mer dat awer wierklech weider ënnerstëtzen, dass een dat soll developpéieren, Här Halsdorf. An ech mengen och, d'Escher Gare ass jo gutt ugebonnen un den ëffentlechen Transport. Also ass dat fir eis awer en ideale Site, fir dat do virunzedreiwen.

Ech wëll och domadder hei d'Geleeënheet benotzen, fir der Maison de la Grande...

(Interruption)

...Région e grousse Luef auszeschwätze fir hir exzellent Aarbecht. Ech kommen awer zréck op déi Propositioun, déi se gemaach hu vum Numm, an zwar „Région Rhin-Meuse-Moselle" - d'Sarre war elo net derbäi -, well deen Hiweis op gréisser Flëss ëmmer e gudde geografesche Fokus ass, fir de Leit aus anere Géigenden eng Orientéierung ze ginn, wou déi betreffend Groussregioun dann ass.

D'Initiativ, d'Groussregioun a Verbindung ze brénge mat der Uertschaft Schengen, fanne mir als LSAP dergéint awer zimlech onpassend, well mat deem Numm de Schengen-Raum am europäesche Kader gemengt ass; do brauch ech lech elo hei kee Bild ze molen. Dofir wäre mer frou, wann een deene fréiere Lokalfürste vu Schengen dee Message mat kéint op de Wee ginn.

Madamm Presidentin, ofschléissend wëll ech soen, dass d'Presidence vun der Groussregioun, déi mer voll ënnerstëtzen, eng Chance ass, fir eng Rei vun Dossieren, déi eis als LSAP um Häerz leien, virunzebréngen zu engem Moment, wou et immens wichteg ass, dass d'Leit an hirem Alldag gesinn, dass eng Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen ewech reell Virdeeler bréngt an dass en nationalistesche Reflex, wou jiddweree probéiert, kuerzsiichteg nëmmen no sengen Interessen ze kucken, vill Chancen a Perspektiven am Keim erstéckt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Grazie mille!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Con piacere!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).-* Léif Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass gutt a wichteg, datt mir haut hei an der Chamber iwwert d'Groussregioun schwätzen, an dofir dem Här Halsdorf villmools Merci fir dës Interpellatioun.

Lëtzebuerg huet zënter dem 1. Januar vun dësem Joer d'Presidence vun der Grande Région fir déi nächst zwee Joer. Den Aktiounsprogramm vun der Lëtzebuerger Presidence leet zwou Haaptachse fir hir Aarbecht fest: engersäits d'Groussregioun am Déngscht vun hire Bierger an anerersäits eng Groussregioun, déi sech muss fit maache fir d'Zukunft.

An deem Kader a well meng Virriedner scho ganz villes gesot hunn, wäert ech mech op dräi Volete begrenzen: d'Aarbechtswelt, d'Mobilitéit, an zum Schluss wëll ech lech nach e puer Saache matdeelen.

Schonn an der Debatt zur Groussregioun virun néng Joer ass vu verschiddene Riedner hei am Haus drop higewise ginn, datt d'Konzept vun der Groussregioun vun engem gewëssenen Dualismus gepräägt ass. Op där enger Säit schwätze mer vun enger Regioun, an där et déi politesch Ambitioune gëtt, fir um regionale Plang méi geziilt mateneen zesummenzeschaffen; déi regional Ekonomie soll gestäerkt ginn an déi gemeinsam Identitéit soll geschafe ginn.

Gläichzäiteg schwätze mir op där anerer Säit awer och vun engem grousse Marché mat villen Operateuren, déi sech, wéi dat an engem Marché nun eemol esou ass, un éischter Stell ënnerenee Konkurrenz maachen. Jiddweree vun hinne wëllt dee Gréissten, dee Stäerksten, dee Schéinste sinn, dëst net nëmmen um ekonomesche Plang, mä och an anere Beräicher wéi zum Beispill der Recherche, der Kultur an dem Transport.

Dësen Dualismus mécht d'Analys an d'Diskussioun ronderëm d'Groussregioun a mengen Aen immens interessant. Et erlaabt eis näämlech, souwuel op Gemeinsamkeete wéi och op d'Ënnerscheeder tëschent deene verschiddenen Deeler vun der Groussregioun anzegoen. An et erlaabt eis och, verschidde sozioekonomesch Prozesser an Dynamike besser ze verstoen.

D'Entwécklungen um Aarbechtsmaart an deene verschiddenen Deeler vun der Groussregioun, awer besonnesch déi hei am Land, sinn e flott Beispill heifir. Si erklären näämlech déi héich Unzuel vu Pendler, déi an der Groussregioun all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir op d'Aarbecht ze kommen. D'Groussregioun ass an Europa déi Regioun, an där et déi gréissten Unzuel vu Pendler gëtt.

2015 goufen et ongeféier 215.000 (veuillez lire: 219.000) Leit, déi net an deem Land geschafft hunn, an deem se gewunnt hunn. D'Halschent vun dëse Leit sinn aus Frankräich a ronn dräi Véierels vun hinne schaffen hei zu Lëtzebuerg. 2000 waren dat der ongeféier 170.000. Dat ass eng Entwécklung, déi sech zum Deel dorauser ergëtt, datt trotz Wirtschaftskris d'Zuel vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg tëschent 2000 an 2015 ëm 55% zougeholl huet.

Jo, et ass dëst eng Entwécklung, vun där mir hei zu Lëtzebuerg zënter Jore profitéieren. Eise Lëtzebuerger Wirtschaftsmodell vun deene leschte Jorzéngten ass op dëse kontinuéierleche Wuesstum vun der auslännescher Aarbechtskraaft opgebaut. Dëst hat mäi Kolleeg Henri Kox jo och schonn am Detail a sengem Budgetsrapport d'virlescht Joer beschriwwen.

Wéi mer all wëssen, bréngt dës Entwécklung awer och grouss Erausfuerderunge fir eist Land mat sech. Eng vun dësen Erausfuerderungen ass d'Mobilitéit, op déi ech am zweeten Deel vu menger Interventioun wäert nach eng Kéier kuerz ze schwätze kommen.

Erlaabt mer virdrun awer, nach ee Moment beim Thema Aarbechtswelt an der Groussregioun ze bleiwen. Wa mir den Aarbechtsmarché an der Groussregioun analyséieren, da bitt sech eis d'Méiglechkeet, d'Situatioun zu Lëtzebuerg statistesch mat där vun eisen Nopeschregiounen ze vergläichen. Munchmol erlaabt eis dëst och, d'Situatioun hei am Land méi kritesch ze beliichten.

Sou stécht de Lëtzebuerger Wirtschaftswuesstum am Vergläich zu deenen aneren Deeler vun der Groussregioun positiv ervir. Och wat den Thema Chômage ubelaangt, mécht Lëtzebuerg ebenfalls am Vergläich eng relativ gutt Figur.

Et gëtt dann awer och Beräicher, an deenen et zu Lëtzebuerg nach Handlungsbedarf gëtt. D'lescht Woch stoung de Weltfraendag ënnert dem Motto «Les femmes dans un monde du travail en évolution: une planète 50-50 d'ici 2030». Hei ass drop higewise ginn, datt et oft Frae sinn, déi weltwäit dee gréissten Deel vun der onbezuelter an informeller Aarbecht leeschten. An et ass och drop higewise ginn, datt manner Fraen enger bezuelter Aarbecht nogi wéi Männer. A genee dëst ass ee vun deene Beräicher, wou een am Verglach an der Groussregioun däitlech mécht, datt mir hei zu Lëtzebuerg scho méi wäit kéinte sinn a misste sinn, wéi et momentan de Fall ass.

Hei zu Lëtzebuerg maachen d'Frae just ongeféier 40% vum Emploi salarié aus. Och wann dëst 4% méi héich ass wéi virun 20 Joer, si mir Gréng der Meenung, datt mir hei nach e wäite Wee ze goen hunn.

Eis Groussregioun besteet, wéi gesot, aus véier Länner, fënnef Regiounen, dräi Sproochen a läit op der Schnëttstell vun dem frankofonen an dem germanesche Kulturraum. Eis Groussregioun ass gepräägt vu Konkurrenz a vu Kooperatioun. Si ass gepräägt vu verschiddene géigeleefegen Approchen a gläichzäiteg vu ville Gemeinsamkeeten.

A genau dofir si mir Gréng der Meenung, datt d'Groussregioun nach ëmmer e grousse Potenzial bitt. Et gëllt just, dëse Potenzial gescheit ze notzen, besonnesch um Aarbechtsmaart. Hei gëtt et schonn eng Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Aarbechtsämter an der Groussregioun iwwert d'EURES-Netzwierk. Dës Kooperatioun erlaabt et deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, fir hir Sich op déi gesamt Groussregioun auszewäiten.

Potenzial gëtt et an dësem Beräich awer bestëmmt trotzdeem nach. Et kéint ee sech zum Beispill d'Fro stellen, wéi ee virun allem jonke Leit an der Ausbildung innerhalb vun der Groussregioun nach besser Méiglechkeete kéint bidden. Ech denken hei zum Beispill un en Austauschprogramm, duerch dee jonk Leit aner Betribskulture kéinte kenneléieren. Ech stelle mer d'Fro, ob een d'Offer vum EURES-Netzwierk net souguer kéint op d'DPIen auswäiten. Sécherlech misst heifir fir d'Éischt d'legal Basis geschafe ginn. An awer mengen ech, datt esou eng Initiativ vu Kooperatioun e richtegt a wichtegt Signal no bausse kéint vermëttelen.

Ech kommen dann awer och zum zweete Schwéierpunkt a menger Interventioun.

Mat der Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, déi jo, wéi virdru gesot, 55% tëschent 2000 an 2015 zougeholl huet, huet och d'Zuel vun de Pendler op Lëtzebuerg zougeholl. Vun deenen 219.000 Grenzpendler am Joer 2015 an der Groussregioun pendelen dräi Véierels moies natierlech heihinner an owes genau datselwecht fir heem. Déi meescht vun hinne kommen aus der Lorraine, duerno aus der Wallonie, aus der Regioun vun Tréier, schlussendlech aus dem Saarland.

Dës Zuel ass och zënter 2015 weider geklommen, soudatt momentan schätzungsweis ronn 187.000 Leit aus der Groussregioun sech a Bewegung setzen, fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, a mir där ronner Zuel vun 200.000 ëmmer méi no kommen. De Stroum vun de Pendler wäert dann och déi nächst Joren net ofhuelen.

Erlaabt mer nach eng kleng Klamer zu den atypesche Pendler ze soen. Domadder sinn d'Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit gemengt, déi an der Grenzregioun wunnen an op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat waren am Joer 2015 ronn 5.500 Persounen oder besser gesot 3,3% vun de Pendler insgesamt. Dëst ass eng relativ nei Entwécklung an déi ebenfalls e ganz kloren Trend opweist. D'Zuel vun de Lëtzebuerger Pendler, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, och wa se verhältnisméisseg niddreg ass, huet sech säit 2000 ëmmerhi verfënneffacht.

Nach ëmmer wëllen oder mussen déi meescht vun den insgesamt 187.000 Pendler de Wee all Dag mat Privatautoen zréckleeën, dat obschonn den ëffentlechen Transport och haut scho vill Leit transportéiert. Eleng mam Zuch kommen all Dag 31.000 Pendler op Lëtzebuerg. Mir hunn am Ganzen haut schonn 194 Zuchverbindunge vu Lëtzebuerg an d'Groussregioun, 86 an d'belsch Groussregioun, 91 an déi franséisch a 17 an déi däitsch.

Zousätzlech zum Zuch bestinn 48 Buslinnen, déi no bei der Grenzregioun fueren. Vun deene Linne maachen der 28, virun allem RGTRs-Linnen, méi wéi fënnefmol all Dag den Aller-retour. Et fueren deemno all Dag méi wéi 300 eenzel Busser vu Lëtzebuerg, net nëmmen aus der Stad, mä och aus dem Minett an aus der Nordstad, an d'Groussregioun. Dat sinn der vill! An trotzdeem ass den „modal split" net zefriddestellend. Ze laang ass déi Entwécklung virun allem a Richtung Auto gaangen, mat als Resultat deem Chaos, dee mir all Dag kënne live op de Stroossen erliewen. Dat kann natierlech net esou weidergoen.

An dofir investéiert dës Regierung enorm vill Geld an den Ausbau vun den Zuch- a Busverbindungen, an d'Mobilitéitsstrukturen insgesamt. Mir sinn iwwerzeegt, datt, wa bis eng attraktiv Offer vun ëffentlechem Transport do ass, da benotzen d'Leit deen och. Dat gëtt jo oft genuch gesot. Fir d'Offer un déi reell Besoinen unzepassen, gi verschidde Piste verfollegt. Ech wëll se hei elo just summaresch opzielen:

Éischtens, et leeft zurzäit eng ganz wichteg Ëmfro bei de Benotzer zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus. Déi ass méi wéi iwwerfälleg a wäert enorm wichteg Donnéeë liwweren, fir den ëffentlechen Transport nach besser unzepassen.

Zweetens, et gëtt lafend Upassunge vum RGTRs-Busnetz mat méi gënschtegen Tariffer. Déi sougenannt RegioZone-Tariffer gëllen uniform iwwert d'Landesgrenzen eraus an hunn deeselwechten Tariff.

Drëttens, dee längst iwwerfällegen Ausbau vun dem CFL-Streckennetz a vu verschiddene wichtege Garen. Ech hoffen, och eng Kéier zu Déifferdeng eng richteg Gare ze kréien.

D'Ausriichten, véiertens, vun enger offizieller Internetplattform fir de Kovoiturage, wat och schonn hei gesot ginn ass, wat och schonn amgaangen ass.

Fënneftens, op d'mannst 15 Projete fir den Neibau oder den Ausbau vun Opfangparkingen op Landesgrenzen oder bei Pendelstréim.

Sechstens, eng Zesummenaarbecht mat de Responsabele vun de Grenzregiounen, soudatt och vun hirer Säit aus an déiselwecht Richtung geschafft gëtt: e verbesserten ëffentlechen Transport, den Ausbau vum Park & Ride an den Ausbau vun der Mobilitéitskette mat speziell der aktiver Mobilitéit; ech schwätzen do natierlech de Vëlo un.

Ofschléissend wëll ech dann nach kuerz op déi politesch a strukturell Zesummenaarbecht an der Groussregioun agoen. De Fait, datt mir an der Groussregioun mat méi oder manner ofhängege Regioune vu gréissere Länner ze dinn hunn, a just mat engem Nationalstat Lëtzebuerg, dee mat sengem ganzen Territoire betraff ass, mécht d'Zesummeschaffen an der Praxis leider net méi einfach.

An eisen Ae weist dat awer éischtens, datt Lëtzebuerg nach méi wéi déi aner Länner un enger gudder Zesummenaarbecht an enger gemeinsamer Entwécklung muss interesséiert sinn, an datt zweetens dëst och en Avantage ka sinn, well mir méi flexibel sinn, fir Decisiounen ze huelen, an als Stat och ëmmer nees den nationalen Niveau vun eisen Nopeschlänner mat erabezéien.

Lëtzebuerg ass a bleift wuel nach op zimlech laang Zäit een, wann net „deen" Haaptmotor vun der Groussregioun. Mir brauchen d'Groussregioun an d'Groussregioun brauch eis, zum Wuel vun den Awunner dëssäits an déisäits vun der jeeweileger Statsgrenz. D'Groussregioun ass dofir e gutt a wichtegt

Instrument, fir gemeinsam Problemer festzestellen an ze diskutéieren. D'Léisunge respektiv d'Decisiounen, fir Léisungen ze ënnerstëtzen, mussen awer meeschtens op nationalem Niveau geholl ginn, dat zu Berlin, Paräis a Bréissel.

Dat ass an der Mobilitéitspolitik zum Deel esou, wou an der Belsch zwar d'Wallonie e Mobilitéitskonzept huet, mä d'Zuchstreck Bréissel respektiv d'SNCB awer vu Bréissel ofhänkt. An Däitschland ass ebenfalls Berlin den Uspriechpartner, wann et ëm Zuchverbindunge geet, oder ganz aktuell, den CDU/CSU-Projet vun der Maut, iwwert déi eis däitsch Grenzregioun jo och alles aneschters wéi begeeschtert sinn.

A Frankräich ass d'Situatioun rezent nach e bësse méi komplizéiert ginn. Duerch hir Réforme territoriale an d'Fusioun vun hire Regioune reecht d'Gebitt vun eiser franséischer Nopeschregioun elo bis an d'Champagne, wat och Virdeeler kann hunn, ma wat wuel och de CPI, eise Conseil parlementaire interrégional vun der Groussregioun, virun nei Problemer dierft stellen.

Fir bei Frankräich ze bleiwen, wëll ech awer och déiselwecht Meenung hu wéi mengen ech déi meescht heibannen: datt mer och do musse weider Drock op eis franséisch Kolleege maachen. A soulaang déi Atomzentral vu Cattenom net zou ass, muss deen Drock enorm héich bleiwen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Ouni elo hei nach e weidert gréngt Kärthema, d'Energiepolitik, mat Bléck op d'Groussregioun ze debattéieren, wëll ech just betounen, datt och am Zesummenhang mat der neier Lëtzebuerger Entwécklungsstrategie, wéi se an der Rifkin-Etüd festgehale gouf, d'Groussregioun an Zukunft och am Beräich Energie, an zwar am Beräich vun der erneierbarer Energie, eng wichteg Roll ze spillen huet. Well 100% erneierbar lokal Energieproduktioun wäert fir Lëtzebuerg net ouni eng effikass Zesummenaarbecht an der Groussregioun méiglech sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, fir opzehale wëll ech dann nach just un eng Propos erënneren, déi mäi Kolleeg Claude Adam virun néng Joer hei beim Débat d'orientation vun der Groussregioun gemaach huet: Datt d'Zesummeschaffen an der Groussregioun duerchaus kann Erfolleg hunn, datt eng kreativ Dynamik kann ugestiwwelt ginn, datt grenziwwerschreidend Netzwierker entstinn, dat alles hat virun zéng Joer d'Kulturjoer an der Groussregioun gewisen.

Dës aktiv Zesummenaarbecht ronderëm e spezifescht Thema, zesumme mat villen involvéierte Leit, Organismen, Organisatiounen, Gemengen, Betriber, Firmen, sollte mir op kee Fall vergiessen. Wär dat net och eng Iddi, an aneren Themeberäicher dat ze maachen? Firwat net zesummen an der Groussregioun e Mobilitéitsjoer, en Naturschutz-, en Emweltjoer, en Ausbildungsjoer, e soziaalt Joer an d'A faassen?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an och Merci u meng Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, déi Debatt, déi de Jean-Marie Halsdorf haut hei ugestouss huet mat senger Interpellatioun, déi gëtt eis eng Kéier emol d'Geleeënheet, fir driwwer ze diskutéieren, wat mer am Kader vun der Groussregioun verstinn, fir ze kucken, wou mer stinn, de Wäert vun der Groussregioun, a wou mer sollen histéieren. D'Wichtegkeet vun der Groussregioun, datt mer eis d'Fro stellen: Spillt d'Groussregioun déi Roll, wéi mer eis se virstellen? Kréien d'Bierger aus deene véier Länner eppes mat oder kréie se näischt mat, wat an der Grenzregioun geschitt? A wat ass Konkretes opgrond vun der Groussregioun an der Vergaangenheet realiséiert ginn?

Ech hunn an deene leschten Deeg e bëssen Artikelen nogelies, virun allem elo rezenter, zënter datt vum Februar u Lëtzebuerg d'Presidence an der Groussregioun iwwerholl huet. An dann huet een aus deenen Artikelen a Kommentare Saachen erausgelies, Wierder erausgelies wéi: en „Debattéierklub" wier et. Anerer hu gesot: „Mir mussen dee Projet erëm an Erënnerung ruffen." Déi aner hu gesot: „Ma et muss een d'Groussregioun erëm zum Liewe waakreg maachen." Dat war den Toun, deen een duerch all déi Artikele fonnt huet, vu Leit, déi op deem Niveau aktiv sinn.

An da muss ee sech selbstverständlech eng Fro stellen: Wéi kann et da sinn, datt eng Groussregioun, déi esou laang fonctionnéiert, vun de Leit esou kritesch beobacht gëtt?

A wa mer soen, dat ass haut, dann hunn ech zréckgekuckt: Am Joer 2003 huet de fréiere Lëtzebuerger Statsminister a Kommissiounspresident Jacques Santer am Fong genau datselwecht scho gesot! Dat sinn allerdéngs elo scho 14 Joer hier. Och hien huet gesot: „Mir mussen d'Groussregioun erëm entdecken. Si muss erëm nei belieft ginn" an esou weider.

Dat heescht, dat war 2003, an elo 2017 komme mer am Fong erëm mat deeneselwechte Kommentaren.

Do muss een eng kritesch Analys, mengen ech, maachen. A mir sollten net einfach higoen an eis op d'Schëllere klappen a soen, wéi gutt a wéi wichteg datt déi Groussregioun wier, mä mir sollten eis wierklech ausenanersetze mat der Roll, déi se spillt, an ob se déi Roll och richteg spillt.

A mir sti grad elo op engem Punkt vun enger neier Erausfuerderung! Mir wëssen, datt Frankräich - an et ass de Mëtten hei ugeschwat ginn - eng nei Territorialreform gemaach huet, datt se eng nei Regioun Grand Est gegrënnt hunn. An et war ëmmer d'Lorraine, déi mer gesinn hunn an eiser Groussregioun! Mä gëtt et déi Lorraine haut nach? Laut der franséischer Landkaart gëtt et se net méi, mä mir hunn nach just déi grouss Gegioun Grand Est.

Dat heescht, do musse mer elo wëssen: Wouhinner steiert elo déi Groussregioun, déi mir gemengt hunn? Brénge mir et fäerdeg, datt a Frankräich nach just d'Lorraine elo dozou gehéiert? Oder musse mer net higoen an déi nei Regioun an déi Groussregioun ophuelen? An da geet et quasi vun Namur, vu Bréissel bis op Basel, wou alles do drënnerfält.

Et ass also eng Risenentwécklung, déi elo do amgaangen ass! An da muss ee sech iwwert de Sënn froen: Ass dat de But gewiescht vun enger Groussregioun? Sinn nach zesummenhänkend Punkten do, wa mer esou wäit auserneen dat Bündnis do maachen?

Mä net nëmme wat Frankräich ubelaangt, och an Däitschland stelle sech déi Froen! Well doduerch, datt a Frankräich déi grouss Regioun geschaaft ginn ass, sinn et am Fong elo net nëmme méi d'Saarland a Rheinland-Pfalz, déi do u Frankräich just ugrenzen, mä och Baden-Württemberg, wat eent vun deene gréisste Bundeslänner mat iwwer eelef Milliounen Awunner ass, stéisst am Fong op där ganzer Säit un déi nei Regioun a Frankräich un.

A wann een e bëssen an déi regional Press kucke geet an Däitschland an et liest een do de Gedanken no, da stellen déi sech d'Froen, ob et richteg ass, datt Rheinland-Pfalz an d'Saarland nach sollen hei an enger Groussregioun fonctionnéieren, fir dann eventuell mam Grand Est a Frankräich ze negociéieren an ze diskutéieren, a Baden-Württemberg wier net méi derbäi! An do kommen dann och Gedanken op, déi soen: „Ma wier et net besser, mir géifen et esou maachen, datt déi dräi Bundeslänner, d'Saarland, Rheinland-Pfalz a Baden-Württemberg, sech zesummen als Verhandler an Diskussioune mat der Regioun Grand Est a Frankräich befaassen?"

Also eng Groussregioun, déi mer elo hunn, wann een éierlech ass, déi ganz schwaach bis elo fonctionnéiert huet, steet viru grousse Verwandlungen, souwuel op franséischer wéi op däitscher Säit, deene mer eis musse stellen, wéi mer déi an de Grëff kréien.

D'Madamm Minister weess vläicht scho méi Hannergrondinformatiounen an Iddien, wéi se do lafen. Mä et däerft sécherlech net méi einfach ginn an et däerft sécherlech och net fir Lëtzebuerg méi einfach ginn!

D'Groussregioun géif explosiounsaarteg an d'Luucht goen, net nëmme flächeméisseg, mä och wat d'Awunner betrëfft. A mir als Lëtzebuerger géifen awer op eiser Gréisst bleiwen. An et muss ee sech d'Fro stellen, ob do net iwwert d'Zil da vun deem, wat urspréinglech an enger Groussregioun gemengt war, géif erausgeschafft ginn.

Duerfir, déi Iddi, déi de Jean-Marie Halsdorf hei virgeluecht huet, fir eventuell Wahlen ze maachen an esou enger Groussregioun, ech mengen, dovunner kann een dreemen, mä et soll een dat net als realistesch ugesinn.

(Interruption)

Well mer wëssen, datt mir hei eng Wahlflicht hunn, an déi aner Länner hunn e Wahlrecht. Wa mer a Frankräich, an Däitschland do d'Leit géife froen, wat se vun der Groussregioun halen, da géifen déi eis fir d'Éischt froen: „Vu wat schwätzt Der do?" A fir datt een déi dann och nach beweegt krit, datt se sollte fir esou e Parlament do wiele goen, ech mengen, do géife mer eis eng fänke goen! Well ech kéint mer net virstellen, datt vill méi wéi 5% sech vun de Leit do géife bewegen, fir e Parlament, vun deem se näischt wëssen, oder eng Regioun, vun där se näischt wëssen, fir fir déi dohinner wielen ze goen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Halsdorf Iech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann dat net op meng Riedezäit geet!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.*- Ganz kuerz. Dir sot effektiv op där enger Säit, Dir hätt d'Press gelies an do wäre lauter Leit, déi géifen am Beräich vun der Groussregioun schaffen an déi géifen Iech dat Gefill ginn, dass et effektiv net richteg weidergeet, dass kee Liewen dra wär, an dat loosst Der als Argument. Op där anerer Säit sot Der awer dann, wann déi Leit... Well den IGR, dat ass dee gréissten Institut, dee mer an der Groussregioun hu mat lauter esou Spezialisten. An notamment déi Artikelen, déi Der gelies hutt, déi beruffe sech och deelweis op dat, wat déi gesot hunn. Do steet dat doten dran als Faktum an als laangfristegt Zil, fir dat dote fäerdegzekréien.

Duerfir verstinn ech Ären Argumentaire net. Op där enger Säit benotzt Der dat, fir am Fong geholl ze weisen, dass mer net gutt dostinn, op där anerer Säit sot Der awer, dat wär en Hirngespinst, wat déi Leit do géifen op de Pabeier bréngen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech weess net, Här Halsdorf, wou Dir sollt wëssen, wat fir eng Artikelen datt ech gelies hunn. Mä an deenen, déi ech gelies hunn, stoung dat doten net dran. Also, jiddwereen huet seng Artikelen.

Bon, ech wëll awer hei virufueren, well ech nach e puer Minutte just hunn. Ech wëll dann och nach op e puer Punkte kommen, wou mer am Fong missten d'Groussregioun hunn. Mä hu mer se do?

Éischtens musse mer emol oppassen, datt och am Kader vun där aktueller Groussregioun eng gewëssen - ech wëll net soen „Näid" - Konkurrenz besteet. Mä loosse mer éierlech sinn: Och eis Groussregioun, déi Nopeschlänner, sinn net onbedéngt frou mat eis, wa mer dat soziaalt Gefäll huelen! Wa mer kucken, wéi vill Leit datt si forméieren, déi mir op eisen Aarbechtsmaart heihinnerzéien, déi gesinn net doranner de Gedanke vun der Groussregioun!

Oder wa mer gesinn, well mir de Wunnengsbauproblem hei zu Lëtzebuerg net gelöist kréien, datt der esou vill an déi däitsch Grenzregioun, haaptsächlech an déi däitsch Grenzregioun ginn an doduerch d'Wunnpräisser do enorm an d'Luucht ginn, soudatt am Fong déi normal Däitsch vun hei vu vir schonn erëm musse méi wäit an Däitschland eragoen, fir eng Wunneng ze kréien, och dat gesinn déi net am Kader vun enger Solidaritéit vun der Groussregioun.

An da musse mer och kucken, déi Moossnamen, déi mer getraff hunn, sief et Park & Ride, siefen et d'Buslinnen an esou virun, déi ginn am Prinzip dann och net do eriwwer. Mä vu datt mir eng national Form hunn, déi aner hu regional Formen, gëtt dat Ganzt direkt bilateral tëschent de Regierungsmemberen an deene Responsabele vun där Gemeng oder vun där Stad realiséiert. Dat heescht, och do musse mer dat wëssen, duerch déi zwou Differenzstrukturen, déi et gëtt.

Nach séier, Madamm Presidentin: Wa mer déi nei Groussregioun kriten, mat där neier territorialer Reform vu Frankräich, da musse mer wëssen, datt mer och an där Groussregioun sechs Atomkraaftwierker hunn! Frankräich: Cattenom, Fessenheim - eent vun den eelsten a vun deenen am meeschte contestéierten -, Chooz, Nogent-sur-Seine; an der Belsch Tihange, an Däitschland Mülheim-Kärlich.

An do stellen ech mer dann och d'Fro: Gëtt um Niveau vun der Groussregioun, Madamm Minister, och dee Sujet do ugeschwat? Oder soen déi aner Länner do einfach: „Dat fält net ënner eis Kompetenz, dat ass eng national Kompetenz."? Mä dat sinn awer Froen, déi d'Leit aus der Regioun interesséieren! Dat sinn immens wichteg Froen, déi d'Leit interesséieren, déi eiser Meenung no awer net debattéiert ginn.

Oder huele mer d'Diskussiounen iwwert d'Autobunnen, huele mer d'Diskussiounen iwwert den ëffentlechen Transport. Wa mer gesinn, wéi laang datt tëschent Lëtzebuerg a Bréissel den Zuch do brauch! D'Kolleegen aus dem Benelux-Parlament wëssen och, datt do vun der belscher Säit praktesch keng Initiative lafen, fir déi Zuchstreck ze verbesseren. Dat wier eppes, wat d'Leit och géif interesséieren, wann eng Grande Région géif soen: „Ma elo brénge mir et emol fäerdeg, datt d'Zuchverbindungen an där Grande Région optimal fonctionnéieren!", amplaz datt dat net d'Realitéit ass.

Oder wa mer Richtung Köln fueren: d'Autobunnsnetz net ausgebaut! Oder ob den däitschen ICE net kéint bis hei op Lëtzebuerg kommen. Dat wiere Froen, déi géifen d'Leit aus der Grande Région interesséieren.

Oder ee Wuert, wa mer iwwer Betriber schwätzen, wa mer vu Solidaritéit schwätzen, loosse mer dach éierlech sinn: Och an enger Groussregioun kuckt dach all Land no sech! Well wa mer net géife reng no eis wëlle kucken an déi aner no sech, da misst ee jo och kënnen driwwer diskutéieren, jee nodeem, wat fir eng Betriber datt mer zum Beispill hei an d'Land eranhuelen! Wou mer wëssen, datt se herno nëmme Frontaliere beschäftegen, wier et dann net méi solidaresch vun eis, wa mer géifen zu deem Betrib soen: „Ma da maacht Äre Betrib direkt do, wou d'Leit schaffen (veuillez lire: wunnen)!"

Amplaz datt d'Leit musse bei de Betrib kommen, kann de Betrib jo och bei d'Leit goen, amplaz datt d'Leit mussen all Dag eng, zwou Stonnen am Stau stoen. Och dat wier eng Solidaritéit an der Grande Région, mä dorunner denkt keen! Mir op jidde Fall net! Mir versichen alles hei unzezéien a mir kucken do net no den Nopeschregiounen.

Et ginn also vill där Punkten, Madamm Presidentin, déi ech mer nach hei opgeschriwwen hunn, mä vu datt meng Riedezäit awer elo schonn ofgelaf ass, wëll ech just soen: Eng Groussregioun huet e Wäert, wa se wierklech fonctionnéiere kann, wa se wierklech en Territoire ëmfaasst, deen iwwersiichtlech ass, an net wann dat eppes Risegrousses gëtt; wa jiddweree bereet ass, och e gewëssene Solidaritéitseffekt mat eranzebréngen, fir datt de Bierger dobaussen och wierklech en Notzen dann dovun huet.

A wa mer éierlech sinn, musse mer haut soen, datt bis haut d'Bierger nach näischt vun där Groussregioun wierklech entdeckt hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wäert en äänleche Problem hu wéi mäi Virriedner, fir an zéng Minutten op all déi Dimensioune vun der Groussregioun kënnen anzegoen, a weess och elo schonn, datt ech ganz wesentlech a wichteg Aspekter, wéi zum Beispill d'kulturell Dimensioun, iwwerhaapt emol net uschneide kann.

Ech wëll mech duerfir op verschidden Deelberäicher konzentréieren, déi menger Meenung no vläicht an der Diskussioun nach net esou zum Virschäi komm sinn, wéi se dat hätte missen, an och vläicht eng aner Vue op dat duerleeën, wat mir hei zu Lëtzebuerg och gär als „Groussregioun" bezeechnen, mat Lëtzebuerg an där Groussregioun am Zentrum. An et ass effektiv esou, datt mir d'Groussregioun als Alleréischt zu Lëtzebuerg als groussen Aarbechtsmaart all Dag erliewen, dee bei eis 45% ausmécht, wat 170.000 Salariéë sinn, déi aus de Grenzregiounen op Lëtzebuerg schaffe kommen; Leit, déi dagdeeglech heihinnerkommen.

Déi grouss grenziwwerschreidend Aarbechtsmobilitéit ass u sech d'Konsequenz vun der gewollter an och bedriwwener ekonomescher Dominanz vu Lëtzebuerg par rapport zu den Nopeschregiounen an deelweis souguer doriwwer ewech. Lëtzebuerg funktionéiert an där Groussregioun eigentlech wéi en ekonomesche Schwamp, deen d'Plus-valuen, déi d'Frontalieren och hei am Land erschaffen, opsuckelt an eiser Meenung no net genuch a gerechte Proportiounen un déi betraffe Regioune ronderëm eis weidergëtt.

Dobäi ass d'wirtschaftlech Situatioun vun enger ganzer Rëtsch Regiounen, déi jo och äänlech wéi mir an der Vergaangenheet vun der Kris vun der Stolindustrie betraff waren, am grousse Ganzen net roseg. Den ekonomesche Wuesstum konzentréiert sech bal exklusiv op Lëtzebuerg, wat dozou féiert, datt déi aner Grenzregioune vernoléissegt wierken an och lues a lues eng sozial an ekonomesch Veraarmung erliewen.

Lëtzebuerg profitéiert vu senger Dominanz ganz vill am Moment, a mir mengen, och an der aktueller Situatioun souguer ze vill. Well Frontaliere si Salariéen, déi op Lëtzebuerg kommen, hei hëllefen, Gewënner fir Betriber ze erwirtschaften, Gewënner, déi och hei besteiert ginn, geneesou wéi hire Salaire hei besteiert gëtt an och geneesou wéi se hei hir sozial Cotisatioune bezuelen. Am Géigenzuch sinn

d'Frontalieren awer och Salariéen, deenen hir Ausbildung, hir Schoulzäit net vun eisem Land finanzéiert ginn ass, déi eigentlech also volkswirtschaftlech gesinn och eng bëlleg Aarbechtskraaft duerstellen.

Wann ee gesäit, datt dëst fir Lëtzebuerg ganz virdeelhaft schéngt, gesäit een awer och am Géigenzuch, datt besonnesch a Frankräich an an der Belsch d'Gemengen do ëmmer manner d'Méiglechkeet hunn, verschidde basesch Aufgabe vu Service public kënnen ze erfëllen. Awer och zu Lëtzebuerg schaaft dës disproportionéiert ekonomesch Entwécklung tëschent de Regiounen hei an eisem Land Problemer. Si si virdrun och scho vu Virriedner ugeschwat ginn.

Mir hunn duerch dee Schwampeffekt Problemer mat eisen Infrastrukturen. Mir hu Problemer an der Mobilitéit; net nëmmen, datt d'Stroossen iwwerfëllt sinn owes a moies fir op d'Aarbecht, mä och d'Zich sinn entre-temps iwwerfëllt. Mir hunn eng onheemlech Hausse vun de Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg, well mer en enormen ekonomesche Wuesstum hunn, deem mer eigentlech an der Planifikatioun vun eisem Land net méi nokommen. Mir hunn eng ekologesch Dimensioun, déi derbäikënnt. Et ass virdrun d'Stéchwuert „Tanktourismus" ugeschwat ginn, deen zwar, wann et och keen Tourismus ass, mä nawell eng Realitéit duerstellt, mat där eist Land muss ëmgoen!

An ech mengen, datt een awer och net derlaanscht kënnt, sech d'Fro ze stellen, firwat dat esou ass, firwat mir esou deen ekonomesche Schwamp sinn. Si mer wierklech esou dichteg hei am Land? Sinn déi Leit, déi hei schaffen an ausgebilt gi sinn, besser ausgebilt gi wéi Leit an engem anere Land?

A wann een ëmmer dovunner schwätzt, datt Lëtzebuerg de Motor vun där Regioun ass, da muss ee sech och d'Fro stellen, wourun dat läit. Mir mengen, datt et an alleréischter Linn virun allen anere Méiglechkeeten oder méiglechen Äntwerten dorunner läit, datt mer eigentlech déi Souveränitéitsnisch ausnotzen duerch eng Fiskalpolitik, eng Politik, déi op Kompetitivitéit opgebaut ass, déi ëmmer méi Betriber eben op Lëtzebuerg bréngt; eng Tendenz, déi och mat der leschter Steierreform, wou jo och d'Betribsbesteierung weider erofgesenkt ginn ass, nach soll weider ancréiert ginn.

A mir kommen och net derlaanscht, de Widdersproch ze erkennen an ze benemmen, fir ze soen: Et kann een net engersäits soen, mir si kritesch par rapport zum Wuesstum vun der Populatioun hei, an awer gläichzäiteg maache mer alles, fir den ekonomesche Kader esou ze riichten, datt nach méi Entreprisen op Lëtzebuerg kommen an datt nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg schaffe sollen.

Mir mengen, datt et duerfir sënnvoll an néideg wär, Moossnamen ze huelen, déi eng effektiv a gläichberechtegt wirtschaftlech Kooperatioun tëschent de Regioune schafe géifen, an domat deene franséischen, däitschen a belschen Territoiren och eng Zort Auswee ze weisen aus der eigentlech - wéi et am Moment ausgesäit - wirtschaftlecher Dependenz vu Lëtzebuerg.

Et gehéiert dozou déi sozialpolitesch Dimensioun, déi mer garantéiere mussen, a mir sollen net méi weider versichen zum Beispill, d'Frontaliere vu Prestation-sociallen auszeschléissen, wéi dat an der Vergaangenheet geschitt ass. Ech erënneren nëmmen un d'Studien-, d'Studentebourssen. Dat war en CSV-Minister, deen déi ofgeschaaft huet, wou dann dës Regierung probéiert huet, dergéint ze goen a Solutioune fonnt huet, déi och net grad an eisem Sënn sinn. Et betrëfft och Saache wéi d'Kannergeld, déi ganz Fro ronderëm d'Chèque-servicen, déi zwar formal och fir Frontalierskanner gëllen, déi awer esou ausgeriicht sinn, datt se an der Praxis wuel kaum vun hinne kënnen an Usproch geholl ginn.

Et geet ëm déi ekonomesch Dimensioun vun enger gerechter Kooperatioun innerhalb vun der Groussregioun. A mir mengen, datt mer och do en Émdenke brauchen. Mir mussen ewechkomme vum Paradigma vun der Konkurrenz tëschent de Regiounen, och der Fiskalkonkurrenz, wou Lëtzebuerg de Motor ass vun där Fiskalkonkurrenz, a mir mussen iwwergoen an d'Logike vu Kooperatioun mat gemeinsame Projeten an och gemeinsame Mëttelen. Dat ass eppes, wat, mengen ech, net nëmme fir d'Groussregioun gëllt, mä och insgesamt fir den europäesche Projet, wa mer deem, äänlech wéi der Groussregioun, awer wëllen eng Zukunft ginn.

Mir missten Iddien a Konzepter entwéckelen, fir wierklech a Kooperative mat den Nopeschregiounen zesummenzeschaffen an och eenzel Aktivitéite gemeinsam ze plangen.

An der Vergaangenheet hate mer schonn e puermol op eenzel Projeten higewisen. Mir hunn zu Lëtzebuerg de Problem mat den Nuisancë vun den Nuetsflich vu Cargolux. Gläichzäiteg ass an der Lorraine en ale Militärfluchhafen ausserhalb vu Wunngebidder, deen eidel steet. Firwat geet een et net un a geet offensiv drun erun an et mécht een ëffentlech eng „public-public partnership", fir do eben ekonomesch Aktivitéiten ze entwéckelen?

Mir mengen och, datt - ech kann elo net am Detail drop agoen - ee sech nach eng Kéier méi genau vläicht misst ukucken, wat beim PED, dem Pôle de développement économique am Süde vum Land, deen och grenziwwerschreidend war, wat do am Ufank d'Iddi derhannert war, wat d'Usprëch waren, an och kucken, firwat en eigentlech gescheitert ass, e Projet, deen awer, wéi e '85 gegrënnt ginn ass, bezeechent ginn ass als «laboratoire de l'Europe des politiques publiques en matière des coopération économique transfrontalière». Ech mengen, datt et eenzel Elementer an deem Projet gi sinn, déi ebe justement d'Logik vun der Konkurrenz iwwerwonnen hunn oder iwwerwanne wollten. An et huet awer anerersäits un engem wierklech gemeinsamen industrielle Projet gefeelt, firwat en eigentlech och gescheitert ass.

En zweete Punkt, deen och net ernimmt ginn ass: Mir mengen, datt mer mussen och als Lëtzebuerg mathëllefen, e fiskaleschen Ausgläich tëschent de Regiounen ze schafen. Zënter 2002 gëtt et de Juncker-Reynders-Fonds, wou de Lëtzebuerger Stat 30 Milliounen, ronn 30 Milliounen all Joer u Grenzgemengen (veuillez lire: u belsch Grenzgemengen) attribuéiert, aus deem Grond, well déi Leit hei eben dee wirtschaftleche Wuesstum erschafen, well déi hei och besteiert ginn, well och hir Salairen hei besteiert ginn, a gläichzäiteg hunn d'Gemenge keng Méiglechkeeten. Mir mengen, datt een dee Modell eigentlech misst ausbauen, datt een deen och misst fir franséisch Gemenge gëlle loossen, och fir däitsch Gemenge gëlle loossen a wierklech eng Form vu Fiskaltransferen an der Groussregioun virgesinn. Ech mengen, datt dat och dozou géif féieren, datt d'Groussregioun och an den Nopeschregiounen anescht vun de Leit géif wouergeholl ginn, och wann dat just en Ufank vun där Fro ka sinn.

Ech wëll als leschte Punkt - an Dir gesitt, ech dréie meng Säiten ëm, well ech eigentlech nach méi wollt soen - just drop hiweisen, datt et jo net nëmmen esou ass, datt mer d'Bewegung hu vun den Nopeschregiounen op Lëtzebuerg, mä ganz vill Lëtzebuerger ginn an d'Nopeschregiounen entre-temps wunnen, duerch den ekonomesche Wuesstum, deen dozou gefouert huet, datt d'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg enorm héich sinn. A wann ee mat Buergermeeschteren aus deenen - domat hunn ech dann als Escher ze dinn - Nopeschgemengen aus Frankräich diskutéiert, stellt ee ganz dacks fest, datt ee Gentrifizéierungsphenomeener an der Peripherie entdeckt. Dat heescht, Leit, déi sech d'Wunnen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, ginn dann an d'Grenzregiounen, mat all deene soziale Problemer, déi dat eventuell bedeit, an an enger Situatioun, wou déi Gemengen oder déi Géigenden eigentlech ëmmer manner capabel sinn, fir do wierklech kënnen eng anstänneg a seriö Sozialpolitik ze maachen.

Madamm Presidentin, ech hunn d'Zäit iwwerschratt, duerfir soen ech just als Ofschloss: Mir denken, datt mer ëmdenke mussen an ewech vun der Konkurrenz, hin zu der Kooperatioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Baum. D'Lëscht vun de Riedner ass elo ofgeschloss. Ech constatéieren, dass Der all Är Zäit epuiséiert hutt. Dat heescht, et ass awer e Sujet, wou Der alleguerte vill Iwwerleeungen an Iddien hutt. An duerfir freeën ech mech elo, fir d'Madamm Minister hei op der Tribün ze begréissen, déi eis elo d'„substantifique moelle" vun hiren Iwwerleeungen zu deem Sujet seet. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre à la Grande Région*.- Jo, villmools Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol géif ech gären dem Här Halsdorf villmools Merci soe fir dës Interpellatioun. Effektiv gëtt an der Chamber net dacks genuch iwwert d'Groussregioun geschwat. Et gëtt allerdéngs Groussregioun gelieft all Dag um Terrain. Ech mengen, dat ass jo nach méi wichteg am Fong wéi an der Chamber driwwer ze schwätzen. Mä et war awer haut elo emol eng gutt Geleeënheet, fir eng Kéier de Sujet ganz ze abordéieren an eng Kéier ze kucken, wat dann alles elo wärend der Lëtzebuerger Presidence wäert lafen.

Ech géif awer och gären all deenen anere Riedner villmools Merci soe fir hir Remarquen, fir hir Iddien a fir hir Bäiträg. Ech mengen, d'Groussregioun, wa mer soen, mir wëllen zesummewuessen, mir wëllen all zesummen an der Groussregioun liewen, da fänkt dat jo mat ons alleguer heibannen un, well mir sinn alleguer Bierger vun der Groussregioun. An duerfir sinn ech och frou, Iech esou zahlreich haut hei ze gesinn!

Dir waart och zahlreich den 2. Februar, wéi mer den Optakt hate vun der Presidence vun der Groussregioun an de Rotonden zu Bouneweg. Dat war e grousse Succès. Do waren iwwer 500 Leit. An d'Table ronde mat de politesche Mandatairen huet bewisen, wéi wichteg eis Groussregioun haut och ass, grad eben an engem Kontext vu rietspopulisteschen Tendenzen an Europa. Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass mer dat och esou gemaach hunn an dass jiddweree sech nach eng Kéier konnt zu där Groussregioun bekennen.

Mir hunn natierlech Prioritéiten. Ech géif se elo opzielen als Éischt, d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Presidence, an Dir wäert gesinn, dat geet queesch duerch de Gaart, queesch duerch all d'Ministèren, queesch duerch d'ganz Gesellschaft, éier ech dann op déi aner Froen natierlech wäert zréckkommen.

Bon, d'Thema vun der Lëtzebuerger Presidence ass „Méi no um Bierger". Et ass gesot ginn, dacks ass d'Groussregioun jo awer eppes, wat e bëssel chen iwwert d'Käpp ewech geet. Mir wëlle méi no bei de Bierger kommen. Ech mengen, dat ass och an der Linn, déi d'Lëtzebuerger ëmmer haten, wat d'Groussregioun ugeet. Mir wëlle méi communiquéieren, mir hunn en neien Internetsite, mir sinn och op de soziale Medien zanter dem 2. Februar präsent an hunn och do relativ vill Visiteuren all Dag. An da wëlle mer natierlech och méi ëffentlech Evenementer am Haus vun der Groussregioun maachen.

Mir wëllen och, dass d'Bierger aktiv participéieren. D'Presidence wëllt eben, wéi gesot, méi no beim Bierger sinn. Mir schaffen un der Schafung vun engem Jugendparlament vun der Groussregioun. Dat gëtt et am Moment nach net. Mir wëllen dat zesumme mam Conseil parlementaire interrégional maachen an dem neien Zentrum fir politesch Bildung. Et ass och eng Fro gewiescht vun eise Partnerregiounen, fir dat ze maachen, fir déi Jonk och nees méi fir d'Politik am Allgemengen an och d'Politik an der Groussregioun am méi Spezialen ze interesséieren.

Mir plangen och en Evenement mat de politesche Jugendorganisatiounen. Dir wësst, dass dëst Joer de 60. Anniversaire vun de Réimesche Verträg ass. An do hu mer am Fong wëlles, mat de politesche Jugendorganisatiounen en Event ze maachen. Mir sinn amgaangen, dat am Moment ze plangen.

Dann d'Rencontre scolaire, mir hu schonn dovunner geschwat. Den Här Halsdorf huet et gesot, dat war d'virlescht Joer am Beetebuerger Park, dat war d'lescht Joer zu Tréier. Dat soll och weiderfueren. Et soll ee wierklech och gesinn, déi Jonk solle gesinn, firwat een iwwerhaapt d'Sprooch vum Noper léiert, firwat et esou wichteg ass. An dann, wa mer wëllen zesummewuessen, wa mer wëllen en Zougehéiregkeetsgefill schafen an der Groussregioun, da muss ee bei deene Klengsten ufänken. An ech mengen, duerfir ass dat ëmsou méi wichteg.

Mir wäerten am Haus vun der Groussregioun en Espace citoyen ariichten an da wäerte mer och d'Mobilitéit vu jonke Volontairë wëlle verbesseren.

Wat den Aarbechtsmaart ugeet, do wäerte mer d'Émsetzung vum Accord-cadre iwwert d'grenziwwerschreidend Beruffsausbildung ëmsetzen. De 15. November ass am Stater Kolléisch eng Konferenz iwwert d'Digitalisatioun. Si gëtt organiséiert vum Departement vun der Groussregioun, zesummen awer mam Aarbechtsministère, mam Bildungsministère a mam Wirtschaftsministère. An där Konferenz gëtt analyséiert, wéi den Aarbechtsmaart am Zäitalter vun der Digitaliséierung wäert ausgesinn a wat fir Ausbildungen an Zukunft wäerten néideg sinn.

Den Aménagement du territoire, de Schéma du développement territorial vun der Groussregioun gëtt am Hierscht 2018 fäerdeg. Domat wäert d'Groussregioun eng wichteg Basis kréien, op där si sech ka weiderentwéckelen.

Den Transport, mir hunn et haut e puermol héieren, ass ee vun de gréissten Themen an der Groussregioun. D'Groussregioun huet am Moment eng 220.000 Frontalieren. Vun deenen 220.000 Frontaliere schaffen der eng 170.000 zu Lëtzebuerg, dat ass bal e Véierels vu sämtleche Grenzgänger an der ganzer Europäescher Unioun! Dat heescht, de gréisste grenziwwerschreidenden Aarbechtsmaart an der Europäescher Unioun, dat ass deen, dee mir hei an der Groussregioun hunn.

De Flux vun de Grenzgänger, dee wiisst méi séier wéi d'Infrastrukturen; mir wëssen et alleguerten. An den Transportminister, deen huet elo eng Enquête iwwert d'Mobilitéit lancéiert, un där och d'Frontalieren deelhuele kënnen. D'Regierung probéiert, hir Prioritéiten och op d'Groussregioun ze iwwerdroen. Dat ass zum Beispill d'Promotioun vun alternativen Transportméiglechkeeten. Mir hunn et och schonn héieren: De Carsharing, de Kovoiturage, Park-&-Ridë sollen ausgebaut ginn. Ech kommen do nach eng Kéier drop zréck.

Op Lëtzebuerger Territoire gëtt natierlech och vill gemaach: Verduebelung vu verschiddenen Zuchstrecken, Ausbau vun anere Strecken, Ausbau och vun de Garen, zu Beetebuerg zum Beispill oder vun der Stad Lëtzebuerg, wou dann e fënneften an e sechste Quai wäerte bäikommen. Et sollen nei Garen entstoen um Houwald an dann - wéi mer all wëssen - am Pafendall fir erop op de Kierchbierg, d'A3 tëschent Gaasperech an Diddeleng soll ausgebaut ginn. Dann hunn ech et grad gesot, d'Park-&-Ridë sollen och ausgebaut ginn an et sollen och neier derbäikommen op Lëtzebuerger Säit wéi awer och op där anerer Säit vun de Grenzen. Ech kann do e puer Beispiller ginn: Stockem, Mesenich, Stengefort, Rodange, Fréiseng. Bref, do ass scho ganz vill geplangt, wat an der Maach ass.

Eng Aarbechtsgrupp mat Frankräich wäert deemnächst och zesummekommen, fir ze analyséieren, ob et eventuell méiglech ass, a Richtung vun Téleetravail a Coworking ze goen, fir ebe mat dozou bäizedroen, de Verkéiersproblem ze entlaaschten. An den Transportminister, dee wäert och e Sommet iwwert d'Mobilitéit an der Groussregioun organiséiere wärend eiser Presidence.

An der Ekonomie soll d'Groussregioun d'Leaderregioun an Europa gi fir propper Technologien. Duerfir gëtt de Cluster EcoInnovation weider ausgebaut. De Cluster Automotive gëtt developpéiert ënnert der Form vu grenziwwerschreidenden Testterrainen. Dobäi gëtt ënner anerem analyséiert, wéi déi verschidden Telekommunikatiounsreseaue sech op d'Konnektivitéit vun den Autoen an op d'Conduite automatique auswierken.

D'Mobilitéit soll am Allgemengen natierlech méi ëmweltfrëndlech ginn. Luxinnovation ass fir eis Presidence e ganz wichtege Partner. Luxinnovation organiséiert vum 20. bis den 22. Juni dëst Joer eng grouss Konferenz iwwert d'Économie circulaire. Wärend deenen dräi Deeg steet d'Groussregioun ee ganzen Dag laang am Mëttelpunkt. An d'Économie circulaire ass och ee vun onse ganz grousse Sujete wärend der Presidence vun der Groussregioun, well och do wëlle mer eng Virreiderregioun an Europa ginn.

Bildung an Ausbildung, Programmer fir Schüler: Mir schaffen un Austauschprogrammer. Den Austauschprogramm Schuman, do sinn am Fong Huitièmen a Sixièmen, déi solle kënnen an aner Lycéeën an der Groussregioun goen tëschent zwou a véier Wochen, an da sollen déi Klassen och op Lëtzebuerg kommen. Do geet et ëm e ganz aktiven Austausch. Dann den „Training without borders", dat ass en Ausbildungsraum fir Jonker, déi Problemer an der Schoul hunn. Si gi mat den Entreprisen, virun allem aus de Beräicher Konstruktioun a Betreiung, zesummebruecht, eben och fir hir Employabilitéit an hir sozial Integratioun ze verbesseren.

D'Universitéit vun der Groussregioun organiséiert eng Konferenz zum Thema Méisproochegkeet an d'Zesummenaarbecht bei der Kodiplomatioun gëtt verdéift, genausou wéi d'Diskussiounen iwwert déi automatesch Unerkennung vun akademeschen Diplomer; dat hutt Der jo elo d'éinescht och gefrot. An effektiv hu mer do op bilateralem Terrain ganz vill, wat leeft, souwuel wat de Benelux ugeet wéi awer och Lëtzebuerg mat der Belsch oder Lëtzebuerg mat Däitschland. An dat wëlle mer alles op d'Groussregioun dann dee Moment ausweiden.

Kultur an Tourismus: Do mussen natierlech méi Synergien entstoen tëschent der Kultur an dem Tourismus. Mir hunn hei an der Groussregioun méi wéi zwanzeg klasséiert Sitte vun der Unesco, méi wéi zwanzeg! 2018 ass en plus dat Europäescht Joer vum Patrimoine culturel. An do bitt et sech natierlech un, dass mer eis Unesco-Sitte besser vernetzen an dass mer se och de Visiteuren aus der ganzer Welt vill méi bekannt maachen, fir dass déi och heihinnerkommen an déi Sitte visitéieren.

Fir déi Thematik vum territoriale Marketing professionell ze begleeden, wäert eng Konferenz vun Experten organiséiert ginn. Am Mëttelpunkt steet d'Promotioun an d'Exploitatioun vum kulturellen an touristesche Patrimoine.

Dorënner fält och d'Schafe vu gemeinsame Produiten zum Beispill. Virun zéng Joer ware Lëtzebuerg an d'Groussregioun Kulturhaaptstad an Europa an zéng Joer duerno wëlle mer dann elo do och e wierkleche Bilan zéien. Eng éischt Reuniouun mat de politesche Responsabele war schonn am Februar, den 9. Februar, ënnert der Presidence vum Statssekretär Guy Arendt.

Lëtzebuerg an d'Groussregioun hunn och eng wichteg Roll nom Zweete Weltkrich am europäeschen Integratiounsprozess gespillt. De Robert Schuman huet dobäi eng fundamental Roll gespillt. A mir wäerten duerfir och e Circuit Robert-Schuman schafen. Dee Circuit wäert d'Geschicht vun den Industriesitte mat der Schafung vum europäesche Bannemaart illustréieren.

Sécurité nucléaire: D'Groussregioun soll am Beräich vun der nuklearer Sécherheet esou sécher wéi nëmme méiglech sinn. Här Gibéryen, d'Noutdéngschter an d'Protection civile mussen an der éischter Phas vun engem Accident optimal funktionéieren, wéinstens emol dat. Wa mer d'Atomzentralen nach net zou hunn, da muss op d'mannst dat emol funktionéieren. De 6. Juli wäert doséinst eng Fachkonferenz iwwert d'Gestioun vun enger nuklearer Kris an d'grenziwwerschreidend Koordinatioun vu Schutzmoossnamen zu Senningen organiséiert ginn.

Ech wëll awer och eng Kéier hei soen, well et ugeschwat ginn ass: Wat d'nuklear Sécherheet ugeet, dat ass ëmmer nees en Thema, virun allem an de bilaterale Gespréicher. Wa mer eng CIG hu mat Frankräich zum Beispill, schwätze mer iwwer Cattenom. Op der Gäichel schwätze mer ëmmer iwwer Tihange. D'Saarlänner sinn och do ganz aktiv, d'Rheinland-Pfälzer och. Dat heescht, dach, dat ass am Fong permanent e Sujet och an der Groussregioun!

D'Groussregioun ass awer net deen eenzege Raum an Europa, wou grenziwwerschreidend zesummegeschafft gëtt. Duerfir ass et richteg, dass mer och en Austausch iwwert d'Best Practices maachen, mat zwee Partner notamment, dat sinn d'Benelux an d'Oberrheinkonferenz, vun där d'Presidence d'nächst Joer d'Malu Dreyer huet, d'Ministerpresidentin aus Rheinland-Pfalz. Ech hunn d'Madamm Dreyer dës Woch gesinn a mir hunn och do schonn ausgemaach, dass mer do Best Practices wäerten austauschen an dass mer och do méi enk wëllen zesummeschaffen.

Lëtzebuerg war a bleift de Motor natierlech vun der Groussregioun. Mir sinn eben nun emol geografesch an der Mëtt. Mir sinn den eenzegen Nationalstat. Mir hunn dee gréisste Wirtschaftswuesstum. Mir sinn europäesch an international och am beschten opgestallt. An an enger Etüd iwwert d'Kompetitivitéit, déi dëst Joer vun der EU-Kommissioun publizéiert gouf, ass Lëtzebuerg op der siwenter Plaz vun 263 europäesche Regiounen! Besonnesch gutt si mer an der Innovatioun an dovunner profitéiert natierlech och d'Groussregioun.

Mir brauchen natierlech d'Groussregioun, d'Groussregioun brauch eis. An duerfir si mer och een op deen aneren ugewisen.

Dann ass d'Haus vun der Groussregioun ugeschwat ginn. D'Haus vun der Groussregioun huet de 17. Juni 2015 zu Esch opgemaach. D'Missioune sinn am Arrêté grand-ducal vum 30. Juli 2013 präziséiert. Am Haus si lauter verschidde Servicer: d'Sekretariat vum Sommet vun der Groussregioun, d'Sekretariat vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun, d'Vertriedung vun der Statskanzlei Rheinland-Pfalz, de Kulturraum Groussregioun, d'Euregio Saar-Lor-Lux, de Reseau vun de Stied Quattro-Pole, de Reseau vun de Stied ToniCité, d'Autorité de gestion an d'Sekretariat vun Interreg an den Institut vun der Groussregioun.

D'Haus vun der Groussregioun versammelt also d'Haaptakteure vun der ganzer groussregionaler Zesummenaarbecht. Et ass eng Plaz vu Rencontren, vun Echangen, et ass e Point de contact fir interesséiert Bierger a Biergerinnen. A mir hunn der och ganz vill, déi do aus- an aginn. D'Akzeptanz fir d'Gebai war bei eise Partner vun Ufank u ganz grouss, well duerch seng geografesch Positioun op der Escher Gare huet et eng ganz grouss Visibilitéit, an dovunner profitéiert och d'Groussregioun, där hir Visibilitéit laang Zäit eben e bëssen defizitär war, well mer ebe keen esou en Haus haten.

D'Gebai zu Esch ass och e Symbol vun der Proximitéit zum Bierger. Et ass exzellent un den ëffentlechen Transport ugebonnen. Et läit no bei der Uni, hu mer schonn héieren. Am Gebai wäerte wärend der Lëtzebuerger Presidence eng ganz Partie vun ëffentlechen Evenementer organiséiert ginn, Konferenzen.

D'Haus vun der Groussregioun dréit ganz kloer zum Imagewandel vun der Stad Esch och bäi. Esch ass eng Grenzstad, Esch ass eng Unisstad, Esch ass eng Stad vun der Fuerschung a vu klenge moderne Betriber. Esch huet eng dynamesch demografesch Entwécklung. A selbstverständlech ginn et Kontakter tëschent dem Haus vun der Groussregioun an den Autoritéite vun der Stad Esch. An ech géif proposéieren, dat weider auszebauen, an dass mer deen een oder aneren Evenement och zesummen an deem Haus vun der Groussregioun wäerten organiséieren.

Den Interreg dann, wat d'Autorité de gestion ugeet, do goufen d'Strukture staark vereinfacht duerch d'Schafe vum GECT. Dat ass de Groupement européen de coopération territoriale, deen elo nach zwee Memberen huet, virdru waren et der eelef. D'Konsequenz dovunner ass, dass d'Verwaltungsprozedure vereinfacht goufen, an haut funktionéiert dee vill méi effikass.

Zanter dem Lancement vum Programm Interreg goufen 144 Projeten deposéiert, 36 Projete goufen approuvéiert fir e Coût total vun 155.403.928 Euro. Ech kann awer déi Chifferen herno nach eng Kéier ginn. Vun deene 36 Projeten hunn der 27 eng Lëtzebuerger Participatioun. Do sinn all méiglech Gemengen derbäi - den Här Halsdorf huet dat gefrot -: Beetebuerg, Esch, Mäertert, Péiteng. Et sinn awer och Projeten tëschent Universitéiten, tëschent Naturparken, dat geet vu bis. Dat heescht, et goufen nach ni esou vill Projeten eragereecht. An et ass och déi éischte Kéier, dass et méi Projete wéi Sue ginn. Dat ass elo am Fong eng grouss Première.

De meeschte Succès hunn d'Projeten iwwert d'Emwelt an de Cadre de vie. Ennert de Projeten, déi zréckbehale goufen, géif ech déi heite Beispiller nennen: d'Task force frontaliers zum Beispill, si soll den Zougang zur grenziwwerschreidender Beschäftegung vereinfachen, digital Kommunikatiounsstrategië fir den Tourismus an der Groussregioun, an da Greater Green, Green Tech Meta-Cluster, dat ass eng Verstäerkung vun der Kompetitivitéit duerch nei, méi ëmweltfrëndlech Technologien.

D'Groussregioun ass am Fong Europa am Klengen; mir hunn et haut schonn e puermol héieren. Bei eis stelle sech am Fong déi nämlecht Problemer am Klengen, wéi se sech an Europa vläicht dann och méi grouss stellen. D'Themen an Europa si jo ganz dacks och d'Garantie jeunesse, Europa 2020, d'Bildung, de Chômage, d'Sécherheet, d'Verdéiwung vum Bannemaart an d'Ofschafe vun de verbleiwenden territoriale Restriktiounen. Et ginn do nei Erausfuerderungen natierlech, souwuel an Europa wéi och an der Groussregioun. Ech hu scho vun der Digitalisatioun geschwat an och vun der Économie circulaire. Ouni d'europäesch Integratioun hätt sech d'Groussregioun net esou entwéckele kënnen. Ech denken do un de Bannemaart, u Schengen, un déi gemeinsam Wärung, mä awer och un déi europäesch Legislatioun.

Den Här Halsdorf huet et scho gesot: D'Grande Région huet eng Bottom-up-Politik gemaach an dat ass och gutt a richteg esou. An de 4. Juli treffe sech déi politesch Responsabel zu Schengen. Dir gesitt, mir gesinn ons also net nëmme fir Sommeten. Mir sollen eis de 4. Juli elo gesinn zu Schengen, fir un d'Bedeitung vum Schengener Accord och ze erënneren. Dat ass dann esou eppes wéi e Coin du feu, just dass ee kee Feu brauch matzen am Juli. Dat geschitt da bei Geleeënheet vun der véierter Etapp vum Tour de France, deen deen Dag vu Munneref op Vittel geet an dann eben duerch Schengen och fiert. Ech mengen, Schengen ass e Symbol vum fräien Europa, vun den oppene Grenzen. An duerfir ass et wichteg, dass mer och do nach eng Kéier symbolesch, och well deen Dag den Tour de France derduerchfiert, ons dann natierlech gesinn.

Wie Reesfräiheet seet, muss awer och un d'Sécherheet denken. De Centre de coopération policière et douanière schafft mat senge Mataarbechter drun, déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit ze bekämpfen. An et gëtt driwwer nogeduecht, d'Kooperatioun, déi ganz gutt funktionéiert, nach weider ze verbesseren. Do gesinn ech de Préfet vum Grand Est, den Här Fratacci, den 28. Abrëll, dee wäert dann do och eng Entrevue hu mat justement de Responsabele vun deem CCPD.

De Grand Est ass e puermol ugeschwat ginn. Dat ass natierlech e spannende Sujet, well mir fuere gären an d'Champagne alleguer. Do geet et engem jo net ze vill schlecht. Do kritt een eppes Gutts ze drénken an am Elsass och. Et ass allerdéngs esou, bon, dat ass elo eng ganz grouss Regioun, déi Région Grand Est, déi huet 57.000 km². Et ass och déi franséisch Regioun mat de längste Grenzen. De President vun der Regioun an de Préfet vun der Regioun hunn hire Sëtz elo allen zwee zu Stroossbuerg. Dat ass effektiv elo méi wäit ewech wéi virdrun, wéi se zu Metz waren. Mä d'Kooperatioun an der Groussregioun soll sech virleefeg net änneren. Déi institutionell Zesummenaarbecht an der Groussregioun mam Grand Est bleift am Moment op d'Lorraine limitéiert. Sou gesinn änner sech am Fong an den Aarbechtsstrukture virleefeg näischt. Tatsaach ass allerdéngs och, dass et sécherlech wäert zu neien Initiative fir d'Kooperatioun kommen.

De Grand Est, dee wëllt méi dezentral Kompetenzen. De Grand Est huet iwwert déi al Regioun Elsass eng grouss Experienz, natierlech och an der grenziwwerschreidender Kooperatioun mat Baden-Württemberg. Dovunner solle mer natierlech och profitéieren. Eis Groussregioun wäert Synergië schafen, hunn ech scho gesot, mat der Oberrheinkonferenz zum Beispill.

Groussregional kënne mer an Zukunft verstäerkt an de Beräicher Automobillclusteren, Industrie 4.0 an IT-Fuerschung zesummeschaffen. An natierlech ass awer och déi bilateral Kooperatioun immens wichteg. Den 31. Januar hat ech zesumme mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit eng Entrevue justement mam neie President vun der Région Grand Est, dem Philippe Richert, an do ass et virun allem och ëm d'Digitaliséierung gaangen, wou mer wëllen och wierklech an d'Ausbildung investéieren, an d'Weiderbildung, och an déi Leit, déi vläicht elo op Plaze schaffen, déi mat der Digitaliséierung da wäerten ewechfalen. Dir gesitt, do ass eng éischt ganz konkret Kooperatioun mat der Région Grand Est, e Sujet, deen eis alleguer um Häerz läit.

Am Kader vum 11. Sommet vun der Groussregioun gouf 2009 ënner Lëtzebuerger Presidence decidéiert, eng Strategie ze entwéckele fir d'Schafe vun enger grousser, grenziwwerschreidender Metropolregioun. Et gouf festgestallt, dass nëmmen esou kéint déi néideg Masse critique zesummekommen, déi noutwendeg ass, fir an enger oppener Ekonomie an Europa kënne kompetitiv matzehalen.

Nodeems ënner anerem eng Etüd Metroborder gemaach gouf, eng Lëscht vun de prioritären Transportprojeten definéiert gouf, eng Analys vum Volet Ekonomie erstallt gouf, kommen d'Aarbechten elo lues awer sécher op en Enn.

2016 goufen eng Synthees an e Bilan vun den Aarbechte gemaach en vue vun der leschter Phas, fir e Schéma du développement territorial vun der Groussregioun ze erstellen. Dëse Schéma du développement territorial Groussregioun soll operationell gemaach ginn duerch konkret Pilotprojeten elo emol fir d'Éischt. An am Januar 2017 gouf eng Kandidatur och beim Programm Interreg agereecht, fir en europäesche Kofinanzement ze kréien. An et ass virgesinn, all déi concernéiert Akteuren an all déi interesséiert Bierger och do dann aktiv matanzebannen.

De Comité économique et social vun der Groussregioun ass e ganz wichtege Partner vun eiser Presidence. Et ass d'Organ vum sozialen Dialog. Am Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun sinn d'Vertrieder vun de Patronen a vun de Salariéen. Si sinn d'Leit vum Terrain. A wa mer schwätzen, dass mer ze wäit vun de Leit sinn: Neen, si sinn déi, déi wierklech um Terrain sinn! Si sinn d'Forces vives vun der Groussregioun. Dëst Joer feiert iwwregens de Wirtschafts- a Sozialrot seng zwanzeg Joer, säin zwanzegste Gebuertsdag. Obwuel d'Bezéiunge vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun mat all politescher Presidence bis elo ëmmer ganz gutt waren, sinn ech der Meenung, dass mer d'Zesummenaarbecht wärend eiser Presidence nach sollte verdéiwen. De CESGR, wéi en ofgekierzt genannt gëtt, ass wichteg fir eng gelonge Presidence. Ech freeë mech do op d'Zesummenaarbecht an den nächste Méint mam neie President vun deem Conseil économique vun der Groussregioun, dem Jean-Claude Reding.

Säi Wonsch ass et och, den Akzent op d'Beruffsausbildung ze setzen, dat am Hibléck op d'Erausfuerderung nees vun der Digitaliséierung. Mir sinn op jidde Fall decidéiert, déi Erausfuerderungen unzehuelen, a mir schaffen och do scho ganz aktiv drun.

D'Zukunftsbild 2020 dann, dat ass e Strategiepabeier aus dem Joer 2003. E gouf ausgeschafft vun enger politescher Kommissioun ënnert dem Virsëtz vum Jacques Santer. An deem Pabeier goufe strategesch Orientatiounen definéiert, déi am Laf vun der Zäit sollten a konkret Projeten ëmgesat ginn. De 7. Sommet vun der Groussregioun den 30. Juni 2003 zu Saarbrécken huet dat Dokument entgéintgeholl. Eng zentral Iddi war deemools d'Schafe vun interregionalen Agencen an de Beräicher Tourismusmarketing, Héichschoulen a Fuerschung, Wirtschaft a Beschäftegung, Kultur a Méisproochegkeeg an Transport.

Et huet sech awer fréi erausgestallt, dass d'Ëmsetzung vun esou Agencen aus juristeschen an awer och aus finanzielle Grënn ganz, ganz schwiereg géif ginn. Onofhängeg dovunner konnten awer vill Iddie vun deem Zukunftsbild ëmgesat ginn. Am Tourismusberäich ka sech d'Groussregioun international ganz gutt verkafen. D'Festungsstad Lëtzebuerg, d'Réimerstad Tréier, d'Völklinger Hütte, d'Place Stanislas, fir nëmmen déi ze nennen, déi ergänze sech op eng beandrockend Aart a Weis, fir dat dann och ausserhalb vun der Groussregioun besser ze verkafen.

D'Universitéit vun der Groussregioun, déi gouf et nach net am Joer 2003. Si wäert ënnert der aktueller Presidence an den nächste Wochen och hire Programm presentéieren. Wirtschaftlech gesinn huet sech do ganz vill gedoen. D'Groussregioun huet d'Rekonversioun vu Kuel a Stol an eng modern Déngschtleeschtungsgesellschaft am Groussen a Ganze ganz gutt gemeeschtert. Och konnten d'Auswierkunge vun der Finanzkris 2008 gemeeschtert ginn.

An der Kultur deet sech vill. Et ginn iwwerall Kooperatiounen. De Plurilinguismus mécht och Fortschrëtter. Dat aktuellst Beispill ass d'Annonce vum President Patrick Weiten aus der Moselle, fir do en zweete Schengen-Lycée opzebauen. Och dat hu mer haut schonn héieren. De Schengen-Lycée gëtt et jo schonn. Et gëtt och eng Frankräich-Strategie vum Saarland. Dat heescht, do huet sech wierklech ganz, ganz vill gedoen, fir dem Noper seng Sprooch och ze léieren, fir dass mer besser matenee communiquéiere kënnen.

Am Transportberäich ass d'Zuel vun de Privatautoen zanter 2003 natierlech weider geklommen. Awer och d'Zuel vun de Benotzer vum ëffentlechen Transport ass substanziell geklommen zanter 2003! Mir kennen do alleguer d'Erausfuerderungen - ech hunn och schonn e bësselchen doriwwer geschwat -, déi sech an deem Beräich stellen. A wéi gesot, de Minister François Bausch wäert do och eng Konferenz zu deem Thema organiséieren.

Da muss ech hei awer nach eng Remarque maachen. Ech géif gären ënnerscheeden tëschent deem, wat d'Lëtzebuerger Regierung bilateral mécht, an dann deem, wat d'Presidence vun der Groussregioun eben ënnert der Lëtzebuerger Presidence elo mécht. Dat ass kee Widdersproch, dat ergänzt sech am Fong ganz gutt. Mir hu gemeinsam Kabinettssëtzunge mam Saarland, mat Rheinland-Pfalz, mat der däitschsproocheger Communautéit vun der Belsch, mä awer och an der Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière, an natierlech och d'Gäichel mat der Belsch. Do behandele mer natierlech regelméisseg och ganz vill Sujeten, déi mat Grenzgänger a mat all deenen Aspekter vun der Kooperatioun an der Groussregioun ze dinn hunn.

D'Presidence wëllt, wéi gesot, no beim Bierger sinn. Duerfir wäert de Reseau vun de Mediateuren och méi eng grouss Opmierksamkeet kréien. Den neie Mediateur vun der Chamber wäert d'Aarbechte koordinéieren. An deemselwechte Geescht wäert d'Presidence och mat der d'Task force frontaliers zesummeschaffen, déi zu Saarbrécken installéiert ass. Déi Task force schafft juristesch an administrativ Léisungen aus fir d'Frontalieren, mä awer och fir d'Betriber, déi Grenzgänger ebe beschäftegen.

Beräicher, déi hei am meeschte behandelt ginn, sinn d'Aarbechtsrecht, d'Ausbildung a sozial a Steierfroen. D'Zil ass eng Verbesserung vun der Mobilitéit vun de Salariéen an engem grenziwwerschreidenden Aarbechtsmaart. Ech sot et: Ee Fokus vun der Lëtzebuerger Presidence an der Groussregioun ass a bleift den ëffentlechen Transport. Mä awer och zum Beispill den Dossier vun de Soins partagés wäert e Sujet ginn.

Dann ass gesot ginn, den Numm vun der Groussregioun: Effektiv hate se ënner saarlännescher Presidence scho probéiert, en aneren Numm ze fannen. Dat war awer net gaangen. Et ware 6.000 Proposen, mengen ech, erakomm, a bei deene 6.000 war awer keng richteg derbäi apparemment. Ech mengen, do kann den Här Halsdorf méi nach dozou soe wéi ech selwer. Ech sinn awer och där nämlechter Iwwerzeegung: Mir brauchen en aneren Numm. Virun allem ass dat ganz kloer ginn dee Moment, wou d'Région Grand Est komm ass, déi sech am Ufank och Grande Région genannt huet. Du wousst kee méi, vu wat mer nach iwwerhaapt géife schwätzen: Schwätze mer elo vun der Grande Région Frankräich oder schwätze mer vun eiser Grande Région?

Duerfir, ech sinn absolutt d'accord. Mir wäerten ënner Lëtzebuerger Presidence dat och probéieren. Dat Schwieregst ass net, en Numm ze fannen. Dat Schwieregst ass, dass jiddweree sech eens ass iwwer een Numm. Mir schaffe schonn dorunner, scho méi laang, a mir wäerten och do weider dru schaffen, fir vläicht am beschten en Numm ze fannen, deen en Numm ass, deen dann op Däitsch an op Franséisch

och d'nämlecht ass. Well dat ass näämlech eng aner Problematik, dass, wann een dat dann zum Beispill géif iwwersetzen, dat dann ëmmer eppes ganz aneschters gëtt.

D'Schüler am Beetebuerger Park, dat hunn ech gesot. Ech mengen, et ass wichteg, dass een d'Sproochen am Alldag lieft, dass d'Kanner och mierken, firwat se Sprooche léieren, dass déi och zesummewuessen. Dir hutt d'Fro gestallt vum Programm vun der Groussregioun. Deen ass optional am Geoscours op Deuxième. Dat heescht, de Geosproff kann op Deuxième decidéieren, d'Groussregioun do a sengem Programm ze behandelen, hie muss awer net. Et ass en optionelle Punkt am Programm op der Deuxième.

D'Atomzentralen, dat hunn ech och gesot. An den Dag vun der Groussregioun, deen ass 2018 virun Ouschteren an d'Thema wäert sinn „Explore Luxembourg".

Voilà. Ech mengen, elo op alles geäntwert ze hunn. Madamm Presidentin, wann Der erlaabt, nach e Wuert zur Motioun.

Motion 1

Also Dir gesitt, mir hunn e ganz etofféierten, grousse Programm. Dee geet queesch duerch all d'Ministèren, déi dës Regierung huet. Duerfir mengen ech, dass déi Motioun superfétatoire ass. Mir maachen dat alles, wat gefrot gëtt. Mir sinn do der Chamber e bëssen zevirkomm oder der Motioun emol zevirkomm.

Wéi gesot, ech soen nach eng Kéier dat, woumat ech ugefaangen hunn: Mir sinn alleguer Bierger vun der Groussregioun. Ech mengen, Fréiseng ass och net wäit ewech vun enger Grenz. Do misst een d'Groussregioun e bëssel che spieren op déi eng oder aner Aart a Weis, mä awer och am Rescht vum Land. An duerfir verspriechen ech Iech, dass mir am Ministère vun der Groussregioun ganz aktiv wäerte schaffen, fir och an zwee Joer ganz konkret a flott Projete realiséiert ze hunn, éier dass mer dann déi Presidence un d'Saarland wäerte weiderginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci un d'Madamm Minister. Mir hätten am Prinzip elo den Tour vun all de Riedner gemaach. Ech weess net, ob den Här Halsdorf nach eppes wëllt soen zu senger Motioun. Dir hat et zwar schonn ugedeit, mä bon, si ass kloer. Mä wann Der nach wëllt e Wuert soen?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV), interpellateur.*- Zur Motioun kann ech nach eng Kéier soen, dass d'Iddi dran ass, fir e Plan d'action ze maachen. E Plan d'action, dat setzt viraus, dass een d'Zesummenhäng gesäit vun deenen Aktiounen. Ech muss soen, et gëtt munches gemaach an der Groussregioun, mä ganz oft huet een d'Gefill, dass emol hei eppes gemaach gëtt, do e bëssen, alles ad hoc. Et ass kee richtege Schema do. A mir hätten eis gewënscht, dass dat eben e Ganzt wier. Dat ass net de Fall. Oder mir gesinn dat also esou, dass dat nëmme kéint realiséiert ginn iwwer e Plan d'action. An duerfir menge mer och, mir sollten déi Motioun hei stëmmen, ofstëmmen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt. Merci. Ech hu gesinn, formell ass se an der Rei. Ech géif da proposéieren, mir stëmmen doriwwer of.

(Interruption et exclamations)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- D'Madamm Minister hat scho Stellung dozou geholl. Si fënnt am Prinzip, dass se superfétatoire ass, well si seet, de Programm vun der Regierung géif dat alles ofdecken, wat an der Motioun drasteet.

Also, wëllt nach iergendeen d'Wuert huelen? Well soss, géif ech mengen, stëmme mer of. Gutt.

(Concertation interne)

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op.

(Concertation interne)

Sou, de Vott ass ofgeschloss.

Resultat: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun dee Moment net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung. Dir wësst, et ass d'nächst Woch Sitzung dënschdes, den 21., mëttwochs, den 22. an donneschdes, den 23. Mäerz, mat engem ganz chargéierte Programm. Ech bieden Iech alleguerten, massiv präsent ze sinn, fir dass mer kënne viru gutt schaffen.

An da maachen ech fir haut d'Sitzung zou a soen Iech alleguerte Merci.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)

SÉANCE 28 MARDI, 21 MARS 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
2. Communications
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
3. Ordre du jour
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Président*
4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère
   - *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
5. Nomination d'un médiateur
   - *Vote secret sur les candidats au poste de médiateur*
6. 6854 - Projet de loi ayant pour objet

   1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

   2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

   et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation
   - *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot*
   - *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
7. 7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs
   - *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
   - *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding*
   - *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se niewent där grousser Kommunikatioun och nach eng kleng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Elo net direkt, Här President.

2. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wollt ech Iech just informéieren, dass, wéi gewinnt, d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei deponéiert ass, an d'Lëscht vun de Projeten, déi zënter der leschter Sëtzung vum Rôle gestrach gi sinn, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaange sinn. D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 21 mars 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et le projet de révision de la Constitution suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

***6087** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.11.2009

Retrait: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 17.03.2017

***5339** - Projet de révision des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution*

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 04.05.2004

Retrait: M. Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, le 17.03.2017

3) Les demandes de pétition publique et la pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

***768** - Demande de pétition publique: Légalisation du cannabis pour les maladies chroniques*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 19.01.2017

***769** - Demande de pétition publique: Les membres de familles ne doivent pas restituer le RMG des parents ou d'un conjoint*

Dépôt: M. Fabio Santos, le 21.01.2017

***770** - Demande de pétition publique: Fin aux abus des contrats de travail intérimaire*

Dépôt: M. Fabio Santos, le 21.01.2017

***771** - Demande de pétition publique: Pour une reconnaissance du crime d'écocide (destruction d'un écosystème sur un territoire donné, capable de menacer la survie et le bien-être des générations présentes et futures) et tenter d'assurer aux êtres vivants un environnement sain.*

Dépôt: M. Marc Lacombe, le 22.01.2017

***772** - Demande de pétition publique: Fir gratis Kondomer an de Schoulen*

Dépôt: M. Bob Schroeder, le 18.01.2017

***773** - Demande de pétition publique: La langue luxembourgeoise obligatoire dans le secteur des services publics (Docteurs, Hôpitaux, Pharmacies, bureaux administratifs)*

Dépôt: M. Norman Schneider, le 26.01.2017

***774** - Demande de pétition publique: Drastische Erhöhung der Bußgelder für einen Rotlichtverstoß - Radarüberwachung von großen / gefährlichen Kreuzungen mit gleichzeitiger Abschaffung des Gelblichtverstoßes*

Dépôt: M. Frederic Becker, le 29.01.2017

***775** - Demande de pétition publique: Manifest für sichere und gesunde Drogenpolitik in Luxemburg und Europa*

Dépôt: M. Xavier Thill, le 31.01.2017

***776** - Demande de pétition publique: Plus de budget pour les jeunes athlètes du Grand-Duché*

Dépôt: M. Claudio Nunes Dos Santos, le 01.02.2017

***777** - Demande de pétition publique: Modification de l'âge limite des enfants pour accéder à l'éducation précoce ou au cycle 2 de l'enseignement fondamental*

Dépôt: M. Abderrahim Dyb, le 26.01.2017

***778** - Demande de pétition publique: Pour beaucoup moins de temps d'attente des enfants aux urgences à la clinique (souvent de 3 à 4 heures actuellement pour des enfants malades et leurs parents)!*

Dépôt: M. Steve Colin, le 02.02.2017

***779** - Demande de pétition publique: Pour une gare CFL correcte à Esch*

Dépôt: M. Pascal Dussausaye, le 04.02.2017

***780** - Demande de pétition publique: Interdiction d'entrée au pays pour Donald Trump*

Dépôt: M. Eric Nepgen, le 05.02.2017

***781** - Demande de pétition publique: Contre la réduction des prestations de la caisse dépendance*

Dépôt: Mme Viviane Elise Jeannette Salvestrin, le 13.02.2017

***782** - Demande de pétition publique: Erweiderung vun de gesetzleche Lëtzebuerger Feierdeeg Augmentation du nombre de jours fériés légaux luxembourgeois*

Dépôt: M. Edoardo Tiberi, le 14.02.2017

***783** - Pétition ordinaire: Pour une application de régimes fiscaux visant à encourager l'achat d'un véhicule écologique à tout propriétaire d'un tel véhicule, sans exclusion en fonction de la date d'achat ou de la durée/échéance du contrat de location longue durée.*

Dépôt: M. Benoît Ernst, le 09.02.2017

***784** - Demande de pétition publique: Toutes les personnes divorcées ou séparées ont les mêmes droits aux mêmes montants qu'un couple résidant au Luxembourg.*

Dépôt: M. Gérald Delvallé, le 15.02.2017

***785** - Demande de pétition publique: Non à l'initiation au français à la crèche et au cycle 1 et Non à l'apprentissage du français oral au premier trimestre du cycle 2.1*

Dépôt: M. Jacques Dahm, le 15.02.2017

***786** - Demande de pétition publique: Droit à la pension et à un travail adéquat afin de ne pas être radié du jour au lendemain sans aucune raison*

Dépôt: Mme Maria Izabel Rodrigues, le 16.02.2017

***787** - Demande de pétition publique: Pour un référendum populaire au sujet de l'autorisation de ratification du CETA*

Dépôt: M. Vincenzo Cirilli, le 16.02.2017

***788** - Demande de pétition publique: Renouvellement du permis de conduire à partir de 65 ans*

Dépôt: M. Adrien Lebrun, le 16.02.2017

***789** - Demande de pétition publique: Pétition pour une ou plusieurs Kannerklinik comme il en existe une actuellement à Luxembourg-ville, réparties dans le pays*

Dépôt: M. Andrea Spigarelli, le 17.02.2017

3. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch deen Ordre du jour virgeschloen, deen un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen ass.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un den Här Ausseminister, de Jean Asselborn, deen haut de Mëtte seng Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik mécht. A bei där Geleeënheet wëll ech dann d'Vertrieder vum Corps diplomatique do uewen häerzlech begréissen. Bienvenue!

An den Här Asselborn huet d'Wuert.

4. Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci villmools, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, léif Kolleegen alleguerten, zënter menger leschter Ried vu virun engem Joer, wou ech de Constat gemaach hat, dass eis Welt nach méi gespléckt, desorientéiert, gefëierlech ginn ass wéi déi Jore virdrun, kann ech haut leider keng Verbesserung feststellen. Ganz am Géigendeel: Mir liewen a villen Hisiichten an enger méi chaotescher Welt. Latent Konflikter, Biergerkricher, Kricher gi weider an neier entstinn, den Terrorismus oder och d'Menace do dervunner ass omnipräsent, an den Autoritarismus, och an eiser Noperschaft, dee verbreet sech.

Och wann d'Flüchtlingskris an Europa manner akut schéngt ze sinn, stierwe Leit weider am Mëttelmier, an d'Wuerzele vun där Kris hu mer nach ëmmer net richteg ugepaakt. Fortschrëtter sinn ze erkennen, mä et geet nach laang net duer.

D'Europäesch Unioun stécht weider an enger Existenzkris, an de Brexit mécht d'Saach net méi einfach. Dat ass dat Mannst, wat ee ka soen. Nationalismus, Populismus kommen op ganz ville Plazen en Europa op. Eis Politik schéngt net méi déi richteg Äntwerten op d'Froe vun enger Populatioun ze hunn, déi veronséchert ass virun den diverse Krisen an och dem Mondialisatiounsphenomeen.

Et ass effektiv net liicht, fir d'Äntwerten ze fannen als Nationalstat iwwer eng Realitéit, déi national Grenze wäit depasséiert. Duerfir kënne mer an Europa nëmmen zesummen als Unioun déi grouss Erausfuerderungen ugoen, fir en Afloss drop ze kréien a gemeinsam Léisunge mat ze fannen.

Mä leider ass dat Zesummeschaffen an der Europäescher Unioun, mä och an der Welt ëmmer méi schwéier ginn. Et gëtt ee regelméisseg kritiséiert, wann een demokratesch Mëssstänn a verschiddene Länner vun der Europäescher Unioun ervirhieft.

Ech stinn allerdéngs fest do derzou, well et ass d'Aufgab vun eis Demokraten, d'Grondprinzipie vun der Demokratie an och vun der Rechtsstaatlechkeet ze schützen. An dëser Welt ginn et ëmmer méi Politiker, déi der Meenung sinn, dass se, well se gewielt sinn, also legitimm mengen ze sinn, sech duerfir net bräichten un d'Gewaltentrennung ze halen. Si probéieren, d'Pouvoiren ze schwächen, déi hinnen am Wee stinn, oder essenziell Rechter wéi d'Meenungsfräiheet a Fro ze stellen. Do muss reagéiert ginn.

Wa mer dat net maachen, da gi mer Komplize vu Feinde vun enger pluralistescher a vun enger oppener Gesellschaft. Oder mir verstoppen eis ënnert dem Mantel vun der Gläichgültegkeet. Et ass schwéier ze gleewen, dass haut, 60 Joer no der Signature vum Traité vu Roum a méi wéi 70 Joer no der Ënnerzeechnung vun der Charta vun der UNO, erëm Téin falen, déi eis un déi tragesch europäesch Geschicht vu schrecklechem Leed erënnere mussen. Dat dierfe mer net zouloossen.

Mir mussen eis all mat allen demokratesche Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, dergéint wieren. Mir mussen eis Fräiheeten an eis Wäerter verteidegen. Mir mussen eis asetze fir de Friddensprojet Europa, fir d'Kooperatioun an d'Integratioun. Dat ass eis Verantwortung vis-à-vis vun de kommende Generatiounen.

D'Erausfuerderungen, Här President, déi sech der Europäescher Unioun stellen, si weiderhi ganz grouss um soziale Plang, um wirtschaftleche Plang an och um sécherheetspolitesche Plang. D'Victoire vum Donald Trump bei de Presidentschaftswahlen an de Vereenegte Staten huet dem Rietspopulismus an Europa neien Opdriff ginn. A si wäert och déi transatlantesch Relatioune virun eng Rei vun neien Erausfuerderunge stellen.

Wat d'Immigratioun ugeet, hate mer wuel 2016 manner Flüchtlingen an och Migrante wéi dat Joer virdrun, d'Balkan-Route ass méi oder manner - ech soen „méi oder manner" - zou, mä op der gefëierlecher Mëttelmier-Route sinn ëmmer nach Zegdausende vu Leit ënnerwee op der Flucht viru Krich a Misär an op der Sich no enger besserer Zukunft.

Eng weider Ursaach fir déi schwiereg Situatioun, mer wëssen et alleguerten an der Europäescher Unioun, ass natierlech de Brexit, op deen ech wäert agoen.

Den Opdriff vum Populismus, vum Nationalismus a ville Länner an Europa mécht eis extrem Suergen, och wann no de Wahlresultater an Holland nees e bësse méi Erliichterung opkomm ass. D'populistesch Parteie bidden de Leit scheinbar einfach Léisunge fir ganz héichkomplex Problemer. Mä déi Virschléi, déi se virbréngen, sinn aus der Loft gegraff. Se beroue weder op Fakten nach op Realitéite vun der haiteger Welt. Et gëtt mat Feindbilder geschafft, mat Fake News, mat alternative Fakten, wéi wann de Krees net méi ronn, mä véiereckeg wier.

De Populismus riicht sech géint dee sougenannten Establishment, géint Minoritéiten, géint Flüchtlingen, géint Migranten, géint aner Kulturen, géint aner Reliounen. E berout op der Ofgrenzung an op der Ausgrenzung vis-à-vis vun deenen anere. Rietspopuliste probéieren, d'Viruerteeler, d'Onzefriddenheet, d'Angscht, d'Jalousie vun de Leit auszenotzen, fir doraus politescht Kapital ze schloen. Schold sinn ëmmer déi aner.

Mir mussen alles maachen, fir ze verhënneren, dass d'Populiste sech an eisen demokratesche System verankeren. Si notzen déi demokratesch Weeër, fir un d'Muecht ze kommen. A wann dat hinne geléngt, dann hiewele se de Rechtsstat aus a stellen d'Grondwäerter a Fro.

Mir dierfen déi Gefor beileiwen net ënnerschätzen, Här President. D'Geschicht huet eis geléiert, dass Diktaturen ëmmer dann entstinn, wann de Rechtsstat an d'Grondwäerter ausgehielecht ginn. Hu mer net aus der Geschicht verhalen, dass Populismus an Nationalismus riicht an d'Verdiewe féieren? Mir mussen eis wieren. An dat bedeit och, dass mer erkenne mussen, dass déi Errungenschaften, déi mer an der Europäescher Unioun genéissen, net selbstverständlech sinn. Näischt ass haut nach selbstverständlech! Mir mussen eis asetze fir eis Unioun, fir d'Grondwäerter an de Rechtsstat; net heiansdo, mä all Dag!

An Europa si vill Leit duerch d'Folge vun der Wirtschafts- a Finanzkris direkt betraff. Déi wirtschaftlech Situatioun an der Europäescher Unioun huet sech an de leschte Jore wuel verbessert, mä mir sinn nach ëmmer net iwwert de Bierg. D'Lag a Griichenland, virun allem, mä och an enger Rei vun anere Länner, ass weiderhi ganz bedenklech.

Ech hu vill Verständnis fir d'Suerge vun de Leit an deene Länner. A mir kënnen et net zouloossen, dass déi strukturell Reformen, déi leider ganz oft onsozial an onmënschlech Konsequenzen hunn, just um Bockel vun deene Leit ausgedroe ginn, deenen et souwisou scho ganz schlecht geet. Dat ass ee vun de ville Grënn, firwat mer eng staark sozial Dimensioun an der Europäescher Unioun brauchen.

Dee Standpunkt hu mer och wärend eiser Presidence am zweete Semester 2015 vertrueden. An dee Standpunkt vertriede mer méi wéi jee och haut. Eng staark Europäesch Unioun brauch eng staark sozial Dimensioun. Wa mir an Europa fir eis Bierger wëllen do sinn, wa mir wëllen, dass d'Leit weider un Europa gleewen, da musse mer an der Europäescher Unioun méi sozial an och méi demokratesch denken an handelen. Dat heescht, dass mir déi sozial Programmer vun der Europäescher Unioun weider ausbaue mussen, besonnesch fir déi Länner, wou d'Strukturreformen déi Äermsten an déi Aarm am meeschten treffen. Dat heescht, dass mer an der Europäescher Unioun méi Verantwortung mussen zesummen droen! An dat heescht och, dass mer méi Solidaritéit an der Unioun brauchen, an dat net nëmme bei Migratiounsfroen.

Loosst mech ee Moment op d'Migratiounsproblematik agoen! Dir wësst, 2015 huet d'UNHCR, also d'UNO-Flüchtlingswierk, weltwäit 65,3 Millioune Flüchtlingen an intern Deplacéierter gezielt. Dës Ziffer war markant. Et ass déi éischte Kéier zënter dem Zweete Weltkrich, dass esou vill Leit op der Flucht waren. Migratioun ass e komplext Thema. Et ëmgräift vill verschidde Situatiounen: déi vun de Flüchtlinge viru Krich a Verfolgung, déi vun den ekonomesche Migranten, déi vun den illegale wéi vun de legale Migranten.

D'Populiste probéieren ëmmer nees, Amalgammen ze maachen, schwiereg Situatiounen ze vereinfachen a vergiessen ze loossen, wat Rechter an och wat Flichte sinn. Dat kann net eis Approche sinn. Hei geet et fir d'Éischt emol, mir wëssen dat, ëm Mënscheliewen. Hannert den Zuele geet et ëm Kanner, ëm Männer, ëm Fraen, ëm Familljen.

Déi héich Migratiounsfluxen, déi mer 2015 gesinn hunn, haten als Konsequenz, dass Dublin net méi richteg fonctionnéiere konnt, a Schengen wor a Gefor. Dorauser huet ee musse Lektiounen zéien a kucken, de System fir d'Zukunft ze verbesseren. Et ass net einfach, dat wësst Der alleguerte gradesou gutt wéi ech. Europa brauch eng gemeinsam Approche! D'Sich no europäesche Léisungen ass deen eenzege Wee, fir d'Problematik unzegoen.

D'geografesch Lag vun der Unioun ass esou, dass si no un de Konflikter läit. Et kann een dowéinst och kee Verglach maache mat Politicken, wéi se zum Beispill a Japan oder och an Australien gemaach ginn. D'Europäesch Unioun muss fir d'Flüchtlingen, déi virun deene schlëmmsten Zoustänn op eiser Welt forlafen, sécherstellen, dass se den héchsten Niveau u Schutz vun hire Mënscherechter garantéiert kréien, esou wéi d'internationaalt Recht dat och virgesäit. Mir mussen do all, ouni Ausnam, eiser Verantwortung nokommen!

Mä Leit, déi net ënnert d'Konventioun vun 1951 falen a sech illegal an Europa ophalen, mussen och, wéi d'Gesetz et virgesäit, kënnen zréck an hir Heemecht geschéckt ginn. Dat heescht net, dass mir net weider no Weeër musse sichen, fir legal Migratioun auszebreeden. Europa brauch och weider Immigranten. A mir hei zu Lëtzebuerg, Här President, si wuel am beschte placéiert, fir ze wëssen, wat fir eng wichteg Kontributioun Migranten an eiser Gesellschaft bäidroen.

International gesinn, huet Europa, wat d'Migratioun ugeet, 2016 munches ënnerholl.

D'Deklaratioun EU-Tierkei, mat alle Schwaachpunkten, déi mer jo och hei an der Chamber dacks debattéiert hunn, erlaabt, de Businessmodell awer vun de Schmuggler ze stoppen. Just nach 47 Flüchtlingen den Dag koumen an der Moyenne op de griicheschen Inselen 2016 un. De Mount virun der Deklaratioun waren et der nach 1.700 den Dag; a mir wëssen ënner welche Geforen. Gläichzäiteg sinn 2016 70 Leit an der Ägäis ëm d'Liewe komm. 2015 waren et der nach 1.100.

Et gëtt sech an der Europäescher Unioun och d'Fro gestallt, ob an Zukunft d'Dossiere vun den Demandeurs d'asile ausserhalb vun der Europäescher Unioun kéinte behandelt ginn, fir an enger zweeter Etapp op d'Reinstallatioun zréckzegräifen.

Dëst funktionéiert nëmmen a strikter Zesummenaarbecht mam UNHCR, dem UNO-Flüchtlingswierk. Aus Campen, wéi se de Moment zum Beispill a Libyen bestinn, ass dëst carrément ausgeschloss. Do si mënschenonwierdeg Zoustänn. An deem Kontext wëll ech och kloerstellen, dass et keng sécher Plaz ausserhalb vun der Europäescher Unioun gëtt, wou Refugiéen, déi am westleche Mëttelmier, also an Europa, gerett ginn, kënnen zréckgeschéckt ginn!

Wat d'Migranten ugeet, huet d'Europäesch d'Kommissioun an den europäeschen Aussendéngscht am Juli éischt Kommunikatioune publizéiert, fir nei Partenariater mat Drëttstaten opzebauen. D'Kommunikatioun proposéiert eng integréiert Approche, déi verschidde Politicken an Instrumenter mat abezitt, fir d'Migratiounsstréim an de Griff ze kréien. Fir fënnef afrikanesch Länner goufe sougenannten „Compacts" ënnerbreet: Niger, Nigeria, Senegal, Mali an och Äthiopien.

Dës Compacts sinn och e Suivi vum La Valette-Sommet, deen am November 2015 ënner eiser Presidence stattfonnt huet. Lëtzebuerg huet sech ëmmer engagéiert, dass de Geescht vu La Valette esou vill wéi méiglech an de Compacts erëmzefanne wier. Wéi Der wësst „more for more" wor eist Leitmotiv wärend eiser Présidence, a mir hunn eis energesch géint de Prinzip „less for less", och mat der Géigewier vum Romain Schneider, dem Kooperatiounsminister, gewiert. Dëst am Bezuch op d'Kooperatiounshëllef selbstverständlech.

D'Migratiounssituatioun ass natierlech ee Volet, wa mer vun Entwécklungshëllef an humanitärer Hëllef schwätzen, mä mir maache keng Entwécklungspolitik mat deem eenzegen Objektiv, d'Migratioun ze verhënneren.

D'Unzuel un Asyldemanden an der Europäescher Unioun bleift mat 1,24 Milliounen Demanden héich am Joer 2016. Dat sinn der ëmmerhin awer e bësse manner wéi 2015, wou et 1,35 Millioune waren. Gläichzäiteg sinn déi illegal Grenziwwergäng konsequent zréckgaangen. Et si ronn eng hallef Millioun Leit illegal iwwert d'Baussegrenze vun der Europäescher Unioun an Europa erakomm. Dat entsprécht nëmme méi engem Drëttel vun dem dramatesche Bild vun 2015.

Duerch d'EU-Tierkei-Deklaratioun wéi duerch méi streng Grenzkontrollen op der ganzer Balkanroute, sinn 2016 och manner Leit illegal duerch Griichenland an d'Europäesch Unioun erakomm. Parallell dozou sinn an Italien 2016 18% méi Leit ukomm wéi dat viregt Joer, wat sech duerch d'Instabilitéit selbstverständlech a Libyen, mä och duerch aner Facteure wéi Konflikter, d'Aarmut, d'Hoffnungslosegkeet um afrikanesche Kontinent erkläere léisst.

Et schéngt mer evident, dass ee Griichenland an Italien net kann eleng loossen. Et ass net richteg, dass déi zwee Länner wéinst hirer geografescher Lag d'Charge eleng ze droen hunn. Verbessert Wiederkonditioune kënnen och erëm verstäerkte Migratiounsfluxe mat sech bréngen. Den 19. Mäerz, dat sinn eréischt e puer Deeg hier, eleng si méi wéi 3.000 Leit vun der libescher Küst gerett ginn. Fir 38 Leit ass all Hëllef ze spéit komm. Deeselwechte Weekend sinn och méi wéi 330 Leit erëm op de griicheschen Inselen ukomm.

Lëtzebuerg huet duerfir och 2016 konsequent déi Moossnamen, déi 2015 ënner eiser Presidence op EU-Niveau geholl gi sinn, ëmgesat. Véiermol sinn och eis Experten vum Asyl 2016 an een anert Land detachéiert ginn. Lëtzebuerg huet och Iwwersetzer um Terrain zur Verfügung gestallt an Italien an a Griichenland.

D'Relokalisatioun ass och weidergaangen. Lëtzebuerg huet 2016 167 relokaliséiert Mënschen ugeholl. Lëtzebuerg mécht also seng

Aufgaben. Leider ginn déi relevant EU-Decisiounen net vun allen 28 matgedroen. Verschidde Länner si souguer, wéi Der wësst, virun den Europäesche Geriichtshaff gaangen.

Duerch dëst Virgoe setzt een och déi immens Fortschrëtter am Asyl vun den Italiener a vun de Griichen op d'Spill. Déi zwee Länner iwwerhuelen e groussen Deel vun der Aarbecht an der Europäescher Unioun, wat den Asyl ugeet. An hir Verantwortung ass terribel grouss. D'Hotspots sti fir Sécherheet an deenen zwee Länner, fir ze enregistréieren an och elo d'Asylante konform zum europäesche Recht opzehuelen.

Dëst Fortschrëtter hunn et erlaabt, d'Politik vum illegalen Duerchwénken op een Enn ze bréngen. Mä mir wëssen och, a wéi enge Konditiounen d'Flüchtlingen zum Beispill op de griicheschen Inselen elo an de Campe sëtzen: primitiv, äusserst primitiv Infrastrukturen, Promiskuitéit a souguer Gewalt, Drogen a Prostitutioun. De griichesche Stat huet wéineg Moyenen. Duerfir ass et wichteg, dass hie mat Solidaritéit ënnert d'Äerm gegraff kritt, eng Solidaritéit, déi och fir all eenzelne Flüchtling wichteg ass, deen doduerch nei Perspektiven an engem neie Land gebuede ka kréien. Dat ass d'Gesiicht vun engem Europa, dat Gréisst weist.

Fir d'Situatioun besser an de Grëff ze kréien, huet d'Kommissioun 2016 eng Rei Ännerunge fir de gemeinsamen europäeschen Asylsystem proposéiert. Et geet ënner anerem drëm, eng richteg Agence fir den Asyl op d'Been ze setzen. D'Reform vum sougenannten Dublin-Reglement steet och um Programm. Dës Reform ass och fir eis wichteg, well Lëtzebuerg eng grouss Zuel - Der wësst dat, mir hunn dat d'lescht Woch explizéiert - un Dublin-Fäll huet. Leider sinn dës Proposen, déi och e Verdeelungsmechanismus virgesinn, momentan op Äis, soulaang wéi d'Diskussioun iwwert d'Solidaritéit an Europa ebe weidergeet.

Fakt ass, dass d'Sich no engem Kompromëss an der EU-Migratiounspolitik ëmmer méi schwiereg gëtt! Am Kontext vun der legaler Awanderung a Visaliberaliséierung eng wichteg Fro. Hei kënnt et leider och zu gewëssenen Abusen. A mir gesinn dee Phenomeen momentan zum Beispill mat de Balkanstaten. Duerfir huet den EU-Conseil sech mam Parlament dëse Februar op en neie Suspensiounsmechanismus gëeenegt, wann Abusen opkommen.

De 7. Mäerz huet den Europäesche Geriichtshaff och säin Uerteel gesprach iwwer humanitär Visaen an do de Memberstaten eng gewësse Marge de manœuvre gelooss, wat den Accord vun dem Visa ugeet.

Am Allgemengen ass den Akzent d'lescht Joer nach méi verstäerkt op d'Sécherheetsaspekter vun der Migratioun geluecht ginn, a besonnesch op zwee Beräicher: d'Sécherung vun de Baussegrenzen an och d'Réckféierungen. D'Agence Frontex ass ënner anerem an hirem Mandat gestäerkt ginn do derbäi. En neit Dokument fir d'Réckféierungen, den EU-Laisserpasser, ass och adoptéiert ginn.

Am Oktober gouf eng gemeinsam Approche mat Afghanistan ënnerholl, déi derzou bäidréit, Réckféierungen ze organiséieren, wann d'Situatioun et erlaabt, an d'Land géint de Mënschenschmuggel staark ze maachen. Donieft gëtt un der Integratioun vun den Zréckgefouerte geschafft. Als Immigratiounsminister allerdéngs sinn ech mer ganz bewosst, dass déi Réckféierungen an Afghanistan mat ganz vill Virsiicht ze verbanne sinn.

Nëmme wann eng Entlaaschtung vum Zoufloss entsteet, wäerte mer och ee Kompromëss fanne kënne fir déi Moossnamen, déi 2016 um EU-Niveau proposéiert gi sinn. Mir hunn all gemierkt, dass dat individuellt Handele vun eenzelne Länner de kollektiven Acquis op d'Spill setzt.

Ech kann et dofir net oft genuch soen: Solidaritéit muss d'Schlësselwuert an der Europäescher Unioun sinn, an dat net nëmmen an de juristeschen Texter, an den Traitéen, um Pabeier, mä ganz konkret an der Politik an an der Ëmsetzung vun de Moossnamen, déi zesumme geholl goufen!

Et gëtt kee Wonnermëttel, wat d'Migratioun ugeet. Wat d'EU brauch, ass politesche Wëllen an eng ëmfaassend Approche, déi all déi Aspekter consideréiert an op Wäerter wéi Oppenheet, Toleranz, Respekt baséiert, an dat an alle Memberstaten.

Här President, d'Regierung bedauert d'Resultat vum Referendum vum 23. Juni 2016 am Vereenegte Kinnekräich. De Brexit ass am Fong schlecht fir eis alleguer: fir d'Vereenegt Kinnekräich, fir d'Europäesch Unioun an och fir Lëtzebuerg. Mam Brexit gëtt et eigentlech kee Gewënner. D'nächst Woch wëllt d'Vereenegt Kinnekräich den Europäesche Rot iwwer säi Wëllen informéieren, d'Europäesch Unioun ze verloossen.

Fir dës Entscheedung soll d'Vereenegt Kinnekräich net bestrooft ginn. Dat wëllt kee verstännege Mënsch. Mir wëllen an der Unioun, an dat géllt och fir eis zu Lëtzebuerg, weiderhi gutt Relatioune mat de Britten. An duerfir setze mer eis och a fir fair an transparent Verhandlungen. Mä mir mussen awer och oppassen, dass déi 27 Länner, déi an der Europäescher Unioun zesumme wëlle bleiwen, net de Präis bezuele fir eng Entscheedung, déi de brittesche Bierger getraff huet - selbstverständlech net d'Europäesch Unioun -, an och dass déi Länner a kenger Weis benodeelegt ginn. Et wier net acceptabel, dass mer um Enn vun de Verhandlunge méi schlecht do stéinge wéi d'Vereenegt Kinnekräich.

D'Prozedur vum britteschen Austrëtt ass, wéi Der wësst, am Artikel 50 vum EU-Vertrag kloer festgeluecht. Soubal Groussbritannien dem Europäesche Rot matgedeelt huet, dass et wëllt aus der Europäescher Unioun austrieden, wat jo elo soll den 29. Mäerz geschéien, wäert den Europäesche Rot d'Leitlinne fir en Ofkommes iwwert d'Detailer vum Austrëtt festleeën. D'Verhandlunge wäerten am Prinzip zwee Joer daueren. A wann no zwee Joer keen Accord fonnt ginn ass a wann dësen Delai vun zwee Joer net verlängert gëtt, dann ass d'Vereenegt Kinnekräich net méi an der Euroäescher Unioun.

D'Erklärung vum Europäesche Rot zu 27, also ouni d'Vereenegt Kinnekräich, vum 15. Dezember 2016 ass am Fong e gutt Instrument, wat weider Eenzelheeten iwwert dat internt Verfahren an d'Aarbechtsmethoden enthält. Dir wësst, dass de President vun der Kommissioun, de Michel Barnier, fréieren Ausseminister an och fréiere Kommissär, als Chef vun de Verhandlungen designéiert gouf. De Michel Barnier kritt ee Mandat vum Rot a rapportéiert och regelméisseg un de Rot. Fir eis ass et wichteg, dass mer an deene Verhandlungen enk mat der Equipp vum Michel Barnier zesummeschaffen. Den Ausseministère wëllt d'Koordinatioun vun de Verhandlungen an enker Zesummenaarbecht mat der Cellule diplomatique vum Statsministère a mat eiser stänneger Vertriederung selbstverständlech och zu Bréissel.

Mir benotzen duerfir déi bestoend Strukturen an och d'Koordinatiounsmechanismen, de Comité interministériel de coordination de la politique européenne. Bei de Verhandlungen zu Bréissel musse mer oppassen, dass eng Rei vu Prinzipien a Spillregele respektéiert ginn. Ech denken, dass mer kloer musse wëssen, wéi den Austrëtt vun dem Vereenegte Kinnekräich ausgesäit, ier mer mat de Britten en neie Vertrag aushandelen. Bis dass d'Vereenegt Kinnekräich d'Europäesch Unioun offiziell verléisst, gëllt op jidde Fall weider d'EU-Recht, an dat mat alle Rechter a mat alle Flichte vun engem Memberstat.

Ee vun deenen éischte Punkten, déi an de Verhandlungen ugeschwat musse ginn, ass natierlech d'Geld, den EU-Budget. Et ass elo scho kloer, dass déi Verhandlungen extrem schwiereg a komplizéiert wäerte ginn. Mä en Accord iwwert déi finanziell Ofwécklung vum Brexit ass e Schlësselelement vum britteschen Austrëtt. Dat Vereenegt Kinnekräich muss all seng Verflichtungen am pluriannuelle Finanzkader 2014-2020, wat Groussbritannien jo matgedroen huet, wéi et decidéiert ginn ass, erfëllen. Mir musse verhënneren, dass de britteschen Austrëtt een ze vill grousst Lach an den europäesche Budget rappt.

En zweete wichtege Punkt, dee bei de Verhandlungen erausstécht, sinn d'Rechter vun den europäesche Bierger, déi am Vereenegte Kinnekräich wunnen, an déi vun de Britten, déi bei eis an der Europäescher Unioun wunnen. Et liewen 1,2 Milliounen Britten an der Europäescher Unioun, an 2,5 Milliounen EU-Bierger liewen a Groussbritannien. Zu Lëtzebuerg wunnen iwwer 6.000 Britten, an a Groussbritannien wunnen eng 700 Lëtzebuerger. An och ëm 1.000 Studente sinn a Groussbritannien op den Unien ageschriwwen. Hei geet et ëm d'Zukunft, wéi mer wëssen, vu ville Mënschen. An ech hoffen, dass d'Bierger net als Verhandlungskapital mëssbraucht ginn. Ech sinn awer zouversiichtlech, dass mer eis do eens ginn an dass all déi Bierger kënne bleiwen, wou se elo sinn. Dat ass eise gemeinsamen Interêt.

Ee weidere wichtege Punkt ass natierlech de Bannemaart, a méi spezifesch och d'Finanzdéngschtleeschtungen. Mir mussen oppassen, dass de sougenannten „level playing field" fir Lëtzebuerg bestoe bleift, fir dass eis Finanzplaz wettbewerbsfäeg ka bleiwen. Duerfir ass et noutwendeg, dass London deen nämlechte Cadre réglementaire et prudentiel huet wéi Lëtzebuerg an och nom Brexit en equivalente Kader behält. Duerfir ass de System vun den Equivalenze fir den Accès vun deene verschiddenen Déngschtleeschtungen am Finanzberäich op den europäesche Marché esou wichteg. A mir musse kucken, dass dee System nom Brexit deenen neie Realitéiten och ugepasst gëtt.

Bei all deem sief gesot, dass Lëtzebuerg ee wichtegen Akteur am Verhandlungsprozess mat Groussbritannien wäert sinn. Mir hu grouss Interessen ze verteidegen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a mir wäerten dat och maachen op eng oppen an op eng fair Aart a Weis. Mä mir wäerten eis Positioun mat Hänn a mat Féiss ze verdeedege wëssen. Mir acceptéiere keng faul Kompromësser, déi fir eis a besonnesch och fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg zum Nodeel wieren. „No deal is better than a bad deal" sot d'Theresa May an hirer Ried de 17. Januar. „No deal is better than a bad deal", dat géllt och fir Lëtzebuerg.

Här President, 2017 ass e wichtegt Joer fir d'Europäesch Unioun. Et ass e Joer, dat mat vill Spannung gelueden ass, net zulescht wéinst de Wahlen a verschiddene Memberstaten; grousser, vläicht awer och méi klenger. Dëst Joer feiere mer och de 60. Anniversaire vun de Verträg vu Roum. Deemools viru 60 Joer gouf zu Roum den eigentleche Grondstee vun der Europäescher Unioun geluecht. Fir dësem Ulass ze gedenken, komme jo déi 27 Stats- a Regierungscheffen e Samschdeg zu Roum zesummen, net just fir dat 60 Joer laangt Bestoen - ech mengen, dat ass d'diamanten Hochzäit - vun der Europäescher Unioun ze feieren, mä och fir den Zesummenhalt an d'Solidaritéit tëschent de 27 Memberstaten ze konsolidéieren.

Dausende Mënsche sinn an deene leschten Deeg a villen europäesche Stied am Kader vun der Biergerbeweegung „Pulse of Europe" op d'Strooss gaangen, fir e klore Message fir e gëeent Europa ze senden. Mir brauche méi esou couragéiert Engagementer am Sënn vun der europäescher Iddi. Iddie virun allem elo am Kader vun den Debatten iwwert d'Zukunft vun Europa.

Vergiesse sollt ee vläicht och net, zemools haut, wou d'Europäesch Unioun net an Héchstform ass, de prägende Saz vum Jean Monnet: «Si c'était à refaire, je commencerais par la culture.» Europa a speziell seng institutionell Dimensioun ass dacks och fir Leit, déi schonn 13 Joer derbäi sinn, e schwéier verständleche Plat; fir de Bierger quasi heiansdo onverdaulech. Mä d'Kultur vum Dialog - d'Literatur, d'Molerei, d'Musek zum Beispill - huet ee wesentleche méi déif gräifende Charakter am Vollek, fir gutt ze verstoen, wat zesummegehéiert an Europa a wat net däerf ausenanergerappt ginn.

Et ass elo ëmsou méi wichteg, dass déi 27 Memberstaten zesummeréckelen an dat Gemeinsaamt héichhalen. An der Deklaratioun, déi fir de Sommet vun dësem Samschdeg virgesinn ass, wëllen d'EU-Memberstaten op d'Errungenschafte vun der Europäescher Unioun hiweisen, op de Friddensprojet, deen d'Europäesch Unioun ass, op d'Wäertegemeinschaft, déi mir zesummen opgebaut hunn, an déi d'Réckgrat ass vun eiser Unioun. Dat ass richteg esou. Mir sollten net vergiessen, wat mir zesummen iwwert déi lescht 60 Joer opgebaut hunn, wat Europa bedeit, firwat et steet.

D'Europäesch Unioun ass een eenzegaartegen Integratiounsprojet, deen eis Wuelstand, Stabilitéit, Fräiheet, Fridde bruecht huet, Erasmus a Schengen, Ëmweltschutz, Konsumenteschutz, d'Wirtschafts- a Wärungsunioun zum Beispill. Dat sinn alles Acquise vun engem gëeenten Europa. An dorobber hu mer e Recht, och houfreg ze sinn.

Dat heescht selbstverständlech net, dass mer net musse kritesch an d'Zukunft kucken, an eng Zukunft ouni Vereenegt Kinnekräich. Mir musse kloer Prioritéite festleeën an dobäi dat am A behalen, wat fir de Bierger wichteg ass: Sécherheet virun allem an Europa an ëm Europa, gutt nohalteg Aarbechtsplazen, d'Ofséchere vun eisem Wuelstand an och vun der sozialer Maartwirtschaft.

An der Deklaratioun vu Roum sollen doriwwer eraus och un d'Grondwäerter vun der Unioun an un d'Grondprinzipien erënnert ginn, ouni déi en Ëmsetze vun deene praktesche Prioritéite vun der Europäescher Unioun net gelénge kann. Dozou gehéiert virun allem de Prinzip vun der Solidaritéit. Ouni dass d'EU-Memberstate sech ënnerenee solidaresch verhalen, an och géigeniwwer deene Mënschen, déi bei eis kommen, well se virum Krich an der Verfolgung flüchten, komme mir net weider.

Eng Solidargemeinschaft entsteet awer net vun haut op muer. Si entsteet opgrond vu groussen Ustrengungen an der dagdeeglecher Zesummenaarbecht. Si entsteet och a Krisesituatiounen, an Zäite vun Ëmbrëch, wéi mer se momentan gesinn. Am Kader vun de Virbereedunge fir de Sommet zu Roum huet d'Europäesch Kommissioun, wéi Der wësst, viru Kuerzem e Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun presentéiert. An deem Wäissbuch schléit de Jean-Claude Juncker jo fënnef Zeenarie vir. Wann een déi eenzel ënnersicht, da muss ee feststellen, dass e puer vun hinnen am Fong fir Lëtzebuerg net a Fro kommen. Just einfach virumaachen wéi bis elo, ouni weider Reflexiounen oder Changementer, dat schéngt mer kaum dee richtege Wee ze sinn.

Ech ka mer och net virstellen, dass d'Europäesch Unioun sech just op de Bannemaart géif reduzéieren. Op där anerer Säit ass den Zeenario, dass d'Europäesch Unioun méi gemeinsam handelt wéi bis elo. Fir Lëtzebuerg och sécherlech ganz wënschenswäert an och d'Idealvirstellung. Mä en ass net realistesch, well et gëtt leider eng ganz Rei vu Memberstaten, déi dat guer net esou wëllen.

Et bleiwen dann zwou Optiounen, déi méiglech sinn an déi een, a mengen Aen, och ganz gutt matenaner verbanne kann: Een Europa mat verschiddene Vitessen an een Europa wat manner mécht, mä dass et dat, wat et mécht, besser mécht. Esou een Europa vun de verschiddene Vitessen ass an dierf keng Provokatioun géint Länner aus dem Oste vun der Unioun sinn. Am Géigendeel, et soll Ustéiss ginn, fir d'Europäesch Unioun weiderzebréngen, an all Land ka sech entweder direkt oder, en cours de route, spéider uschléissen.

Wann ee sech d'Erausfuerderungen ukuckt, virun deene mer stinn, da kënnen eis Usprréch vun enger méi enker Zesummenaarbecht guer net héich genuch sinn. Nëmme wa mer zesummeschaffen, kënne mer als Europäesch Unioun laangfristeg eis Interesse verteidegen. D'Gewiicht vun Europa an der Welt hëlt of, sief et wat d'Wirtschaft ubelaangt oder och d'Potenzial vun eiser Bevëlkerung. D'Spannungen um internationalen Niveau huelen zou an a villen Deeler vun der Welt gëtt opgerüst. Europa vun haut, esou wéi mer et kenne mat senge fortschrëttleche Sozialsystemer, sengen héije gesellschaftleche Standarden, kënnt ëmmer méi, am Fong, ënner Drock. Nëmmen duerch d'Zesummenhalen, duerch d'Zesummenaarbecht kënne mer deenen Tendenzen entgéintwierken, an zentrale Froen um internationalen Niveau mat entscheeden an dat, wat mer bis elo erreecht hunn, laangfristeg dann och ofsécheren.

D'Unioun muss sech och weider duerfir asetzen, dass d'Grondprinzipie vun der Rechtsstaatlechkeet, ech hunn et scho gesot, agehale ginn. Mä Dir wësst hoergenee, dass hei Mankoe bestinn. Ouni dass awer dës Prinzipien, esou wéi se am Traité festgeluecht sinn, an alle Memberstate respektéiert ginn, kann d'Europäesch Unioun laangfristeg net als een Zesummeschloss vu modernen nationale State funktionéieren.

D'Europäesch Unioun ass als eng Wäertegemeinschaft gegrënnt ginn. An dobäi muss et och bleiwen. De Respekt vun de Kopenhagener Kritäre vun 1993 ass net eleng beim Antrieden an d'Europäesch Unioun entscheedend. Si sinn och konstant an zu honnert Prozent ze respektéieren an der Dauer, wou ee Member ass vun der Europäescher Unioun.

D'Initiativ vun der Europäescher Kommissioun am Domän vun der Rechtsstaatlechkeet iwwert d'Situatioun a Polen huet sech bis elo net ausbezuelt. Et si keng Resultater erbruecht ginn.

Déi aktuell Hürde fir d'Prozedur vum Artikel 7 vum Lissabonner Vertrag, déi streng, ganz streng Sanktioune géint e Memberstat virgesäit, deen d'Prinzipie vum Rechtsstat net méi richteg respektéiert, si ganz héich. Anerersäits kann d'Europäesch Unioun net einfach nokucken, wéi hir Grondprinzipie mat de Féiss getrëppelt ginn. D'Unioun muss sech also déi néideg Mëttel an adequat Instrumenter ginn, fir d'Prinzipie vum Rechtsstat ze schützen.

Aus menger Siicht däerf de Conseil, de Ministerrot also, weder d'Kommissioun nach d'Europaparlament am Stach loossen. Am Conseil musse méi Stëmme sech bemierkbar maachen, fir ze verdäitlechen, dass een an engem EU-Memberstat weder d'Gewaltentrennung nach d'Pressefräiheet, nach d'Onofhängegkeet vun der Justiz kann afferen, fir der Ideologie vun enger Regierungspartei fräie Laf ze loossen.

Lëtzebuerg huet an der Vergaangenheet all Initiativen an deem Beräich voll a ganz ënnerstëtzt a mer wäerten dat och an Zukunft maachen. Mer gehéieren zu deene Memberstaten, déi sech als Frënn vum Rechtsstat ganz besonnesch aktiv fir de Respekt vun der Rechtsstaat-

lechkeet an Europa asetzen. Mer ënnerstëtzen och d'Initiativ vun de Frënn vum Rechtsstat, fir een „peer review"-Mechanismus am Rot vun der Europäescher Unioun ze schafen, deen et de Memberstaten erméiglecht, een A op d'Situatioun vum Rechtsstat an deenen eenzelne Memberstaten ze halen.

Mir brauchen en Europa, dat nach méi no bei de Bierger ass. Mer brauchen en Europa, dat méi sozial ass a wou déi sozial Dimensioun nieft der wirtschaftlech-finanzieller Dimensioun hir berechtegt Plaz huet. Wa mer dat net fäerdegbréngen, da verléieren d'Bierger hiert Vertrauen an Europa. Fir virunzekommen, muss d'Europäesch Unioun haut méi Asaz beweisen, wéi dat vläicht an der Vergaangenheet néideg war. Lëtzebuerg setzt sech duerfir um europäeschen Niveau an. Mer versichen, mat deenen, déi esou denke wéi mir, méi enk zesummenzeschaffen. Europa ass um Enn dat, wat seng Memberstaten draus maachen. Dorop soll sech also all eis Energie konzentréieren an duerfir ass et selbstverständlech och net ze spéit.

Wat déi wichteg Sujeten ugeet, déi an den nächste Méint um europäeschen Niveau op eis duerkommen - ech denken dobäi un de Brexit, un déi zukünfteg Relatioun mam UK, awer och un d'Zukunft vun der Europäescher Unioun -, huet d'Regierung wëlles, ganz enk mat der Chamber zesummenzeschaffen. Beim Brexit zum Beispill sinn ech selbstverständlech bereet, d'Aarbechte vum Ministerrot, wat de Conseil affaires générales wäert sinn, an der Chamberskommissioun virzedroen an zur Diskussioun ze stellen, grad esou intensiv wéi mer dat och zum Beispill mam Handelsvertrag mat Kanada gemaach hunn.

Datselwecht gëllt och fir déi grouss Achsen a Saachen Zukunft vun der Europäescher Unioun, déi no de Festivitéite vu Roum ustinn, zum Beispill déi sozial Dimensioun vun Europa, d'Wirtschafts-, d'Wärungsunioun an och d'Zukunft vun der europäescher Verdeedegung.

Här President, och wann de Chômage an déi sozial Prekaritéit an der Europäescher Unioun ze héich bleiwen, gëtt et trotzdeem Liichtblécker opgrond vun Entwécklungen, déi d'Europäesch Kommissioun Mëtt Februar publizéiert huet. Deemno wieren 2016, 2017 an 2018 d'Ekonomië vun all den europäesche Memberstaten déi éischte Kéier zënter zéng Joer erëm um wuessen. De Wirtschaftswuesstum an der Europäescher Unioun soll dëse Prognosen no 2016, 2017 an 2018 ëm 1,8% klammen an d'Statsverschëldung vun den EU-Memberstate soll progressiv erofgoen. Dëst wäert e positiven Impakt op d'Aarbechtsmarchéen an och op d'Chômagetauxen an der Europäescher Unioun hunn.

Mä trotz dësen éischter positive Previsiounen huet d'Europäesch Kommissioun ganz recht, wa se seet, dass et weiderhi gëllt, virsiichteg ze sinn, well mer eis a politesch ganz onstabillen Zäite befannen, dëst ënner anerem duerch d'Wahlen a sëllechen europäesche Länner dëst Joer, de Brexit natierlech, awer och déi nei US-Regierung, déi sech nach a ville wichtege Beräicher positionéiere muss.

Et gëllt also, déi europäesch Wirtschaft weiderhin ze konsolidéieren, fir se méi resistent vis-à-vis vun externe Schocken ze maachen. An dësem Kontext setzt Lëtzebuerg sech och weiderhi fir eng nei Verstäerkung, Stabiliséierung a Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun an. Eng staark a gutt fonctionnéierend Wirtschafts- a Wärungsunioun dréit dozou bäi, fir d'europäesch Ekonomie besser op d'Zukunft ze preparéieren, se méi krisefest ze maachen a fir de Risiko vun enger neier Wirtschafts- a Finanzkris ze reduzéieren. Si gehéiert zu enger vun de wichtegste Baustelle vun der Europäescher Unioun an et wier e Feeler, hir Finalisatioun ze vernoléissegen. Soulaang dëst nach net fäerdeggestallt ass, bleift d'Eurozon an d'Europäesch Unioun am Allgemengen e Chantier, deen nach net fäerdeg ass. Mir sinn duerfir gespaant op d'Virschléi zur Weiderentwécklung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun vum EU-Kommissiounspresident, déi dëse Mount solle virgestallt ginn.

Et kann een der Meenung sinn, dass d'EU-Memberstaten nach däitlech méi Efforte maache mussen, fir dës Wirtschafts- a Wärungsunioun ze verdéiwen. Lëtzebuerg plädéiert hei fir eng Approche an Etappen, déi keng Änneruna vun den Traitéë fuerdert. Et geet global dobäi net just ëm eng grondsätzlech Verdéiwung vun der Banken- a Kapitalmaartunioun. Déi laangfristeg Kreatioun vun enger gemeinsamer europäescher Garantie des dépôts an enger Verdéiwung vun der Fiskalunioun si wesentlech Piliere vun enger stabiller Wirtschafts- a Wärungsunioun. Mä dëst setzt erëm e Minimum un europäescher Solidaritéit viraus. An ech gesinn, dass mer do a ville Politikberäicher an der EU net richteg virukommen. Eng Verstäerkung vun der sozialer Dimensioun an der Europäescher Unioun géif zu dëser Dynamik doudsécher bäidroen.

Am Kontext vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun däerfe mer also e ganz wichtegen Aspekt net vergiessen, ee fundamentaalt Element vun de Wäerter, déi d'Europäesch Unioun definéieren, a vun deem Lëtzebuerg e stolzen an iwwerzeegte Vertrieder ass, näämlech d'sozial Dimensioun. Si war ëmmer schonn en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Europapolitik a mir konnten hir am Kader vun de Prioritéite vun eiser Presidence 2015 eng ganz besonnesch Visibilitéit verschafen a se domat ganz uewen op d'Agenda vun der Europäescher Unioun schreiwen.

D'lescht Joer ass de sozialen Dialog nees ganz staark relancéiert ginn. A mer mussen all Efforte maachen, fir d'Objektiver vun der Strategie Europa 2020 ze erreechen. Fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun ze assuréieren, ass et wichteg, dass bei all budgetärer oder wirtschaftlecher Entscheedung de sozialen Impakt en ausschlaggebende Facteur ass. Ech ginn ee Beispill: Wa mer d'Zuele vum Jugendchômage an Europa kucken, ass et ganz kloer, dass mir effizient Mesurë mussen ergräifen, fir d'Situatioun ze verbesseren. Virun allem am aktuelle Kontext, wou euroskeptesch Stëmmen a ville Länner ëmmer méi haart ginn, musse mer eis duerfir asetzen, dass mir mat den zukünftegen europäeschen Investissementer eng sozial an eng nohalteg Zukunft opbauen, déi der jonker Generatioun Hoffnung a virun allem och Vertrauen an den europäesche Projet gëtt.

An der europäescher Handelspolitik si jo déi lescht Joer eng Rei vun zukunftsweisenden Entscheedunge geholl ginn. An ech wëll hei der just zwou erausgräifen, an zwar zum engen d'Ënnerschréft vum CETA an zum aneren d'Reform vun den Antidumpingsinstrumenter, mat deenen d'EU sech besser géint onfair Handelspraktike wiere kann.

Iwwer CETA ass, an do mengen ech, si mer eis eens, zu Recht hei ganz vill diskutéiert ginn, och hei an dësem Haus. D'Chamber wäert natierlech och weider d'Geleeënheet kréien, sech mat deem Accord kritesch ausenanerzesetzen. Ech wëll op dëser Plaz net méi op déi sëllechen Argumenter agoen, déi mer ausgetosch hunn. Mä ech wëll awer festhalen, dass an Zäiten, wou anerer iwwer Grenzen nodenken, där aus Bëton an där méi subtiller, mä duerfir net manner geféierlecher, d'Europäesch Unioun et fäerdegbruecht huet, zesumme mat engem ganz wichtege Partner zu engem Ofschloss ze kommen, dee Moossstief setzt; Moossstief, wann et drëm geet, dem Diktat vun enger ëmmer nëmmen op dee kuerzfristege Profitt ausgeriichter Globaliséierung d'Primat vun der Politik entgéintzesetzen. Ech bleiwen an déifster Iwwerzeegung bei dëser Thees.

Eng progressiv Handelspolitik ass elementaire, fir eis europäesch Wäerter an enger Welt ze behaapten, an där d'wirtschaftspolitescht Gewiicht vun der Europäescher Unioun tendenziell ofhëlt. Eng Welt, an där den technologesche Wandel d'Gewunnechten a Fro stellt, an domadder och d'Ufuerderungen un d'Leit méi grouss ginn. Mä mer sollten och net mengen, dass de fräien a fairen Handel - béides ass a mengen Aen ontrennbar matenee verbonnen - ee Wonnermëttel ass, dat déi méi negativ Auswierkunge vun der Globaliséierung kann ausgläichen. Duerfir brauch een d'Zesummespill vu verschiddene Politikberäicher an Instrumenter um nationale Plang wéi och um europäeschen Niveau. Nëmmen da wäert et eis geléngen, d'Verännerunge vun der Gesellschaft mat de Virstellunge vun der Gemeinschaft erëm an Aklang ze bréngen.

Fräien a fairen Handel heescht och, dass mir eis als Europäesch Unioun zesumme mat anere Partner Regele ginn, fir dësen Handel ze steieren. Mä et geet net duer, dass dës Regele matbestëmmt ginn. Si mussen och ëmgesat an agehale ginn. An dorunner happert et leider an der Praxis. Dowéinst musse mer eis déi néideg Mëttele ginn, fir derfir ze suergen, dass eis Betriber net benodeelegt gi vun anere Länner, well se net deeselwechten Zougang op dëse Marché kréien, wéi deen, dee mir als EU ubidden, oder benodeelegt ginn, well aner Länner hir Produkter, déi heiansdo och aus Iwwercapacitéiten entstinn, zu Präisser ubidden, déi net kauscher sinn. An der Sprooch vum fräien Handel schwätze mer da vun Dumping.

Selbstverständlech mussen eis Mëttel honnertprozenteg vereenbar si mat de Regele vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC. D'OMC ass, niewebäi gesot, deen eenzegen internationale Gremium, deem sech d'USA bis elo stellen. Dat erkläert, firwat mir als Europäesch Unioun zweemol préiwen, ob eis Antidumpingsinstrumenter nach konform sinn zu dëse Regelen. Dowéinst huet d'Kommissioun am leschte Joer e Virschlag fir eng Reform vun den Antidumpingsregelen op den Dësch geluecht, wou mir als Lëtzebuerger Regierung der fester Iwwerzeegung sinn, dass en an déi richteg Richtung geet. Wann dës Aarbechten ofgeschloss sinn, an dat kéint schonn am Laf vun den nächste Méint sinn, da setzt d'Europäesch Unioun e staarkt Signal, dass d'Verdeedegung vun den europäesche Betriber géint onfair Handelspraktiken - a mer schwätzen hei vun Honnertdausende vun Aarbechtsplazen, déi kéinte verluer goen - am Aklang steet mat de Regelen vun enger fairer a fräier Welthandelsuerdnung.

Wéi Der wësst, Här President, war 2016 ee mouvementéiert Joer fir d'Tierkei. De Versuch vun engem Coup d'État de 15. Juli huet d'Fundamenter vun der tierkescher Demokratie gerëselt. Mir all konnten eis net virstellen, dass am 21. Jorhonnert an engem EU-Bäitrëttsland eng demokratesch gewielte Regierung duerch ee Militärputsch kéint ofgesat ginn. Mir hunn dëst Virgoen op d'Schäerfst condamnéiert an eis Sympathie a Solidaritéit mam tierkesche Vollek ausgedréckt, dat op d'Strooss gaangen ass, fir seng Demokratie ze verteidegen.

D'EU huet kloer gemaach, dass si hannert der Tierkei stoung, wéi et drëms goung, d'constitutionnel Uerdnung nees hierzestellen. Mir waren ëmmer solidaresch mat dem tierkesche Vollek an Hisiicht op terroristesch Attentater. Näischt kann esou Attacke justifizéieren. Mä mir kënnen net averstane si mam Virgoe vun der tierkescher Regierung an hirer Reaktioun op de Coupversuch.

Am September, wéi den tierkeschen Ausseminister Çavusoglu am Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg versprach huet, fir mam Conseil de l'Europe zesummenzeschaffen, hat ech mer grouss Hoffnunge gemaach. Mä d'Evolutioun zënterhier an der Tierkei kënne mer net méi acceptéieren. Et ass net vertriedbar, dass d'Grondrechter vun de Bierger esou bafouéiert ginn.

Méi wéi 100.000 Leit goufen hirer Fonctioun enthuewen. Dausende Leit goufen an de Prisong gesat, dorënner, wéi Der wësst, Journalisten an och gewielten Deputéierten. Medien, ONGen a Schoule goufen zougemaach. D'Mënscherechter an d'Demokratie gi mat Féiss getrëppelt. De President Erdoğan huet proposéiert, d'Doudesstrof erëm anzeféieren. Dat ass natierlech net acceptabel, dat ass eng rout Linn, déi definitiv net däerf iwwerschratt ginn.

Jo, d'Tierkei an d'Europäesch Unioun brauche sech géigesäiteg als Partner an der Migratiounspolitik. Jo, d'Tierkei ass e wichtegen NATO-Partner an ee wichtegen Akteur an der internationaler Politik. Mä d'Positiounen, déi den tierkesche President an deene leschte Méint bezunn huet, säi Virgoen a Saachen Demokratie, Rechtsstat a Mënscherechter, kënne mir net einfach esou unhuelen. Duerfir war et eng richteg Entscheedung vun der Europäescher Unioun, fir déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Tierkei am Kader vun de Bäitrëttsverhandlungen zréckzeféieren. Der wësst, d'Verhandlungsgespréicher sinn och de facto ënnerbrach.

D'Evenementer vun de leschten Deeg wäerte wuel och Spuere loossen am Verhältnis tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei. Ass ee sech eigentlech an der Tierkei wierklech (veuillez lire: net) bewosst, dass mat deem Gejäiz iwwer Faschismus a Reliounskricher an der Europäescher Unioun de Risiko ganz grouss ass, dass domadder all diplomatesch Kultur zerschloe gëtt?

Ass ee sech net bewosst, dass de wirtschaftlechen a soziale Fortschrëtt an der Tierkei zum groussen Deel dem risege Wirtschaftspotenzial vun de Relatioune mat der Europäescher Unioun ze verdanken ass? An dass een Zesummebrieche vun de Relatiounen zum Nodeel vu Milliounen Awunner aus der Tierkei a vu Milliounen Tierken an der Europäescher Unioun wär?

Ech kann nëmmen hoffen, dass et geschwënn zu engem Ëmdenke kënnt. Mä, Här President, d'Hoffnung ass dacks der Realitéit net gewuess.

D'Joer 2016 war leider och nees ee Joer vun der Kris an der Ukrain. Méi wéi 10.000 Leit sinn zënter 2014 bei Kämpf am Oste vun der Ukrain ëm d'Liewe komm. Trotz ganz laange Verhandlungen, souwuel am Normandie-Format, wou jo Däitschland a Frankräich tëscht Russland an der Ukrain vermëttelen, wéi och an der trilateraler Kontaktgrupp, wou d'OSZE tëschent der Ukrain engersäits a Russland an de Separatisten anerersäits vermëttelt, gëtt de Waffestëllstand nach ëmmer net respektéiert. Eleng op ukrainescher Säit sinn zënter dem 1. Januar vun dësem Joer 41 Doudeger ze verzeechnen.

Här President, de Spezialrepresentant vun der OSZE, den Här Martin Sajdik, huet eemol méi zum Réckzuch vun de schwéiere Waffen a geséchert a permanent Stockagestrukturen opgeruff an ënnerstrach, dass ee sécheren Accès vun de Beobachter muss garantéiert ginn, fir dass och humanitär Efforte vun der internationaler Communautéit kënne weidergoen. Ouni Wafferou am Donbass besteet keng Chance, dass d'Minsker Accorde Wierklechkeet ginn. D'Konfliktparteie mussen och mat der Ëmsetzung vun der politescher Dimensioun vum Minsk-Ofkommes weiderfueren. D'Kris an der Ukrain kann nëmmen duerch den Dialog geléist ginn, net duerch Waffen. No Problemer 2015 huet déi ukrainesch Regierung, wéi mer wëssen, 2016 un den néidege Reforme geschafft an notamment bei der Bekämpfung vun der Korruptioun an der Reform vun der Justiz méi Akzenter an nei Akzenter gesat.

Déi Reforme ginn allerdéngs nach laang net duer. D'Regierung muss weidermaachen a konkret all dës Reformmesuren duerchsetzen. Ech hunn dat och d'lescht Woch kënnen dem President Poroschenko de vive voix soen.

Ech hu vun där Visitt profitéiert mat eise Leit, fir mer d'Situatioun am Donbass unzekucken, wou ech an der Géigend vu Mariupol bis Schyrokyne just e puer Honnert Meter vun der Kontaktlinn ewech war.

Wat ee gesäit, ass, dass dee Krich net nëmme vun e puer vereenzelte Leit, mä vun enger organiséierter Arméi gefouert gëtt, mat komplett zerstéierten Dierfer a groussem, ganz groussem mënschleche Leed. D'Biller am Donbass si Biller aus enger Krichsregioun. Et sinn déiselwecht Biller vu Verwüstung, wéi mer se an der Noperschaft vu Mossul am Irak gesinn hunn.

Eis Regierung huet zënter dem Ufank vum Konflikt iwwer 1,2 Milliounen Euro fir humanitär Projeten an d'Ukrain ginn. Ech hu wärend menger Visitt eng weider hallef Millioun fir 2017 annoncéiert, mat där mer Sanitärinfrastrukturen, virun allem och fir Kanner, an de Krisegebidder ënnerstëtze wëllen. D'OSZE-Missioun hu mer net nëmme finanziell, mä och mat engem Observateur ënnerstëtzt, deen d'lescht Woch bei där Missioun mat dobäi war, an zwar an der Géigend vu Luhansk. No der illegaler Annexioun vun der Krim an opgrond vun der Destabiliséierung am Oste vun der Ukrain hat d'Europäesch Unioun keng aner Alternativ, wéi geziilte Sanktioune géint d'Separatisten a géint Russland ze huelen. Sanktioune sinn nëmmen en Instrument, fir de Konflikt ze entschäerfen, do si mer eis och an allen Diskussiounen, déi mer hei an der Kommissioun haten, eens. Si sinn enk verbonne mat der integraler Applikatioun vum Minsker Ofkommes a kënnen opgehuewe ginn, soubal d'Konditiounen duerfir erfëllt sinn. Déi sektoriell Sanktioune si fir de Moment verlängert bis den 31. Juli 2017. Da muss de Conseil vun der EU d'Situatioun nees nei aschätzen.

An deem Kontext ass ee konstruktiivt Engagement vun alle Parteien néideg, fir d'Mise en œuvre vum Minsker Ofkommes ze erreechen. Déi voll Ëmsetzung vun dem Minsker Ofkommes ass och extrem wichteg fir eis Relatioune mat Russland, fir déi erëm ze normaliséieren. Mir musse weider den Dialog mat Russland sichen, och wa mer am Moment grouss Differenzen hunn. Wirtschaftlech a politesch gesi brauch Russland Europa an Europa brauch awer och Russland. Mer mussen also e Wee fannen, fir dass déi aktuell Situatioun evoluéiert, a fir mech geet dat nëmmen iwwert de Wee, selbstverständlech, vun der Diplomatie.

Dat hu mer och ganz kloergemaach, wéi mer am leschte September zu Moskau mam russeschen Ausseminister Lawrow zesumme waren. Ech hoffen duerfir och, datt déi russesch Delegéierten erëm un de Sëtzungen an un der Aarbecht vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot deelhuelen. Kloer ass, dass virun allem Russland säi Bäitrag dozou leeschte muss. Den Dialog an déi parlamentaresch Verstännegung si wichteg, sënnvoll an néideg, awer se mussen um Fundament vu gemeinsame Grondwäerter an de Spillregele vum Europarot stattfannen. Doriwwer eraus muss Russland och seriö Efforte maachen, wat d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet ugeet.

Virun 2014 hate mer alleguer an Europa déi grouss Hoffnung, dass déi praktesch Zesummenaarbecht a ville Beräicher vun der Energieversuergung bis zur Moderniséierung vun der Wirtschaft eis géif virubréngen. Sécherlech hate mer och Erwaardungen, fir iwwert déi praktesch Zesummenaarbecht eng méi déif Partnerschaft an anere wichtege Froen ze erreechen, der Fro vun der Demokratie, der Rechtsstaatlechkeet, der gemeinsamer Verantwortung fir dës Welt. Mir hunn, mengen ech, an Europa vill gudde Wëllen engagéiert an hunn och munches op de Wee bruecht, awer ech muss haut leider soen, aus menger Siicht sinn ech e

wéineg enttäuscht vun den Erwaardungen, déi sech net erfëllt hunn.

Erlaabt mer elo, ee Moment bei d'südlech Noperschaft vun Europa, Nordafrika, an an de Mëttleren Osten ze goen. Et ass eng Regioun, déi schonn ze laang vu Konflikter, Chaos a Kricher geplot ass, déi d'Ursaache vu Extremismus, Konfessionalismus, Migratioun an och Aarmut sinn. D'Bild vun der arabescher Welt ass oft eent vu politeschen, sozialen a wirtschaftleche Krisen. Dobäi kënnt de reliéisen Aspekt, d'Divisioun tëschent Sunniten a Schiiten. Hei geet et awer, loosst mech dat eemol méi ënnersträichen, virun allem ëm d'politesch Interêten, ëm d'politesch Virmuecht an der Regioun. Mat Relioun huet et absolutt näischt ze dinn.

D'arabesch Welt huet eng ganz jonk Populatioun mat bal 60%, déi manner wéi 30 Joer hunn, a bal dräi Milliounе Jonken, déi all Joer op den Aarbechtsmaart kommen. Den Taux vun der Jugendaarbechtslosegkeet ass ee vun deenen héchsten op der Welt. Et ass déi sozialekonomesch Perspektivlosegkeet, déi d'Wuerzel vu ville Problemer am Mëttleren Osten ass.

D'Konflikter a Syrien, am Irak, a Libyen, am Jemen hunn eppes gemeinsam: Si kënnen nëmmen duerch politesch Efforte geléist ginn. An all deene Länner gëtt et keng militäresch Léisung vun de Konflikter. Op den nationalen Niveaue muss en Dialog tëschent de verschiddene Gruppe gefouert ginn. Et muss eng gemeinsam, eng inklusiv Gouvernance ausgeschafft ginn, fir laangfristeg géint d'Marginaliséierung, Diskriminatioun an d'Ausschléissung virzegoen. D'Diversitéit, d'Rechter an d'Aspiratioun vun alle reliéisen an ethnesche Communautéite musse respektéiert ginn.

Nëmmen duerch national Reconciliatioun kann et zu enger dauerhafter Stabilisatioun vun der Regioun kommen. Nëmmen esou kënnen d'Souveränitéit an déi territorial Integritéit vun deene Länner och garantéiert ginn. Fir géint dës gemeinsam, an ech benotzen d'Wuert ganz bewosst, „Erausfuerderungen" virzegoen, dierfe mer eis als Europa net vun der Noperschaft isoléieren. Mer musse mat deene Länner direkt zesummeschaffen. D'Attentater an eisen dräi Nopeschlänner, Paräis, Bréissel, Nice a Berlin hunn 277 Liewe gefuerdert. Honnerte vu Leit goufe blesséiert. Déi Attentater hunn eis all viséiert. A mir mussen zesummen dergéint virgoen. Nëmmen duerch international a multilateral Zesummenaarbecht kann dëse Problem geléist ginn.

Loosst eis och net vergiessen, dass deen allergréissten Deel vun den dschihadisteschen Attentater am Mëttleren Oste stattfannen an dass déi allerallermeeschten Affer Mosleme sinn!

De Kampf géint den Terrorismus stellt eis virun eng duebel Erausfuerderung. E muss mat Determinatioun effektiv an effizient gefouert ginn. Mä dobäi musse mer och gläichzäiteg eisen eegene Wäerter vun der Rechtsstaatlechkeet trei bleiwen. De Konflikt a Syrien huet bis elo iwwer 300.000 Leit d'Liewe kascht an déi gréisst humanitär Kris zënter dem Zweete Weltkrich provozéiert. Firwat?

Déi éischt Äntwert ass a bleift, well een Diktator mat alle Mëttelen un der Muecht bleiwe wëllt, well hien net zéckt, mat brutaalster Gewalt géint säin eegent Vollek virzegoen. Mer brauchen nëmmen un d'Biller vun Ost-Aleppo ze denken, déi u Grausamkeet kaum ze iwwertreffe sinn. Et ass do zu Recht vun engem Guernica vum 21. Jorhonnert geschwat ginn. Iwwert déi sechs Joer, déi de syresche Konflikt elo schonns undauert, sinn awer donieft Kricher am Krich entstanen, vum Proxy-Krich tëschent dem Iran a Saudi-Arabien - fir d'Virmuecht an der Regioun - iwwert de Kampf vun der Tierkei géint kurdesch Gruppen oder der globaler Koalitioun géint Daesh. D'Situatioun um Terrain gëtt ëmmer méi komplex. D'Allianzen tëschent den Oppositiounsmilizen, vun deene sech e puer ëmmer méi radikaliséieren, ännert heiansdo am Wocherhythmus.

D'Konferenz am Januar zu Astana war duerfir e klenge Liichtbléck zënter laangem. Den Iran, Russland an d'Tierkei, an deelweis och verschidde Säiten, déi am Krich a Syrien sinn, sinn do zesummekomm an hu sech op e limitéierte Waffestëllstand gëeenegt. Eng nohalteg politesch Léisung a Syrien hänkt awer zu engem groussen Deel vun der Attitüd vun de Länner of, déi e politeschen, e militäreschen oder en ekonomeschen Afloss op déi syresch Konfliktparteien hunn. D'Tierkei a Russland, no méintelaangen Tensiounen, schaffe jo elo, mat allen Divergenzen, déi se hunn, awer erëm méi matenaner.

D'Dynamik vun Astana huet et méiglech gemaach, dass ee groussen Deel vun de syresche Konfliktparteien de Wee op Genf fonnt hunn. Et ass ze hoffen, dass den Envoyé spécial vum Generalsekretär vun der UNO, de Staffan de Mistura, d'Parteien zu konstruktive Gespréicher ka bewegen. No sechs Joer Krich misst et jiddwerengem kloer sinn, dass kee militäresch ka gewannen, mä just jiddweree verléiert. Iwwermuer ginn d'Negociatiounen zu Genf weider. Inschallah!

D'Wiel a Syrien kann awer net déi tëschent zwou Tyranneie sinn, tëschent dem Assad-Regimm an den Dschihadisten. Duerfir musse mer eis och weider op der Säit vun der moderéierter Oppositioun asetzen a fir inklusiv Verhandlungen zu Genf op der Basis vum Communiqué vum 30. Juni 2012. D'Oppositioun muss méi ee kohärenten Akteur ginn, fir de politesche Prozess effektiv kënne matzegestalten.

Ech wëllt hei och en Appell maache fir eng Wafferou tëschent der Tierkei an de Kurden a Syrien. Hei kämpfen zwee vun eise Partner an der Global Coalition géintenaner. Déi tierkesch Offensiv géint Daesh ass begréissenswäert an huet an der Lescht Fortschrëtter gemaach. Mä se soll sech weiderhin op Daesh konzentréieren.

D'Kurden, wéi ech op enger Rees an den irakesche Kurdistan am Dezember nach konnt op der Plaz gesinn, sinn am Fong eis Alliéiert am Kampf géint d'Extremisten, souzesoen d'Buedemtruppe vun der Global Coalition. Dass d'Daesh a Syrien geschwächt ass, awer nach weiderhin d'Konterattacke lancéiere kann, hu mer am November gesinn, wéi Palmyra erëm an d'Hänn vun den Dschihadiste gefall war. De Regimm bekämpft haaptsächlech déi méi oder manner moderéiert Rebellen, ouni sech ze vill ëm d'Dschihadisten ze bekëmmeren. Dat ass esou. Iwwerdeems hunn déi kuerdesch Milizen eng Offensiv op Rakka lancéiert, d'Haaptstad vun Daesh a Syrien. Militäresch musse mer verhënneren, dass Daesh-Kämpfer vu Mossul op Rakka ginn an dass Daesh nach weider a Syrien existéiert, nodeems se aus dem Irak verjot goufen.

D'EU ass den Haaptliwwerant vun humanitärer Hëllef a Syrien a ronderëm. Mä eis Devise vis-à-vis vu Syrien muss bleiwen: Keng Hëllef fir den Opbau, ouni natierlech e politesche Prozess, deen eventuell kéint mat initiéiert ginn ufanks Abrëll zu Bréissel.

D'Sécherheetsrotresolutioun 2254 muss ëmgesat ginn, an dat heescht, e Mechanismus schafen, deen eng politesch Transitioun méiglech mécht, an där déi ganz syresch Populatioun an hirer ganzer Diversitéit representéiert ass. Dat heescht dann och eng nei Konstitutioun an Neiwahlen.

Mä och de politesche Prozess dierf eis net d'Attrocitéite vun deene leschte Jore vergiesse loossen. Et däerf keng Impunitéit fir déi Verbriechе ginn. Dofir hu mer eis och agesat, wéi mer am Sécherheetsrot waren. An duerfir ënnerstëtzt och Lëtzebuerg aktiv e Mechanismus, fir Krichsverbriechen a Syrien ze ënnersichen, deen am Dezember d'lescht Joer zu New York ugeholl ginn ass. Et gëtt geschat, dass an deene leschte Joren op d'mannst - op d'mannst! - 60.000 Leit an de Prisonge vum Assad hiert Liewen hu misse loossen. Dat weist och eemol méi, dass den Assad sécher net dat klengst Iwwel ass.

Trotz där katastrophaler Situatioun däerf ee vläicht den Optimismus net ganz verléieren. Eise gemeinsamen Asaz vun der internationaler Communautéit ass méi wéi jee gefrot.

Am Irak ass d'militäresch Situatioun, wéi mer wëssen, lues amgaangen ze dréien. D'Offensiv vun der irakescher Arméi op Mossul huet riseg Fortschrëtter gemaach. A wann de Westdeel vun der Stad zum gréissten Deel nach ëmmer an den Hänn vun Daesh ass, ass dermat ze rechnen, dass Daesh nach dëst Joer keen Territoire am Irak wäert méi kontrolléieren.

Mä dëst heescht nach laang net, dass den Irak vun der Gefor vum Terrorismus befreit wäert sinn. Den Irak muss sech politesch grondleeënd reforméieren. Fir eis Ënnerstëtzung fir politesch Reformen an déi national Reconciliatioun ze weisen, sinn ech am Dezember a menger Fonctioun als President vum Ministercomité vum Benelux mam Didier Reynders, belschen Ausseminister, an dem Bert Koenders, hollänneschen Ausseminister, fir d'Éischt op Bagdad gaangen an dunn op Erbil, an den irakesche Kurdistan, gefuer.

Déi bescht Waff am Kampf géint Dschihadiste wéi Daesh ass, ze weisen, dass déi verschidden ethnesch a reliéis Gruppen am Iran kënnen zesummeliewen an och zesummeschaffen. D'Zesummenaarbecht vun de kurdesche Peschmerga an den irakeschen Truppen zu Mossul ass duerfir dat beschte Beispill.

Dëst muss elo a konkret Moossnamen ëmgesat ginn, ënner anerem duerch méi regional Autonomie an an enger Dekonfessionaliséierung vun der Politik. Zu Bagdad an zu Erbil hu mer een Zeeche fir den Zesummenhalt an déi territorial Integritéit vum Irak gesat, mä och eis Unerkennung ausgeschwat fir extraordinär Sacrificen am Kampf géint den Terrorismus an der Opnam vu Populatiounen, déi vum Konflikt deplacéiert gi sinn.

Den israelesch-palästinensesche Konflikt ass wahrscheinlech dee längsten ongeléiste Konflikt op der Welt, deen trotz senger laanger Dauer näischt vu senger politescher, strategescher an och emotionaler Wichtegkeet verluer huet. Déi ganz Regioun wäert sech net berouegen, wann hiren eelste Konflikt net definitiv geregelt gëtt, soss liwwert e weiderhin Närbuedem fir Frustratioun, fir Haass, fir Radikalisatioun, regional wéi och weltwäit.

2017 ass fir den Noostkonflikt ee ganz symbolesch Joer. D'Occupatioun dauert scho 50 Joer un, wärend d'Konferenz vu Madrid, déi zum Oslo-Prozess gefouert huet, viru 25 Joer stattfonnt huet, an déi politesch Trennung tëschent Ramallah a Gaza, also tëschent Fatah an Hamas, zesumme mat enger Blockad vun der Gazasträif virun zéng Joer ugefaangen huet. All Evolutiounen um Terrain weisen, dass d'Situatioun sech verschlëmmert an duerch d'Zerstéierung vu palästinensesche Strukturen oder och dem Bau vun israelesche Siidlungen an deene besate Gebidder, y inclus Jérusalem-Est.

Zënter dem 20. Januar, zënter der Vereedegung vum neien amerikanesche President, huet Israel iwwer 6.000 nei Wunnengen an de Siidlungen annoncéiert; méi wéi am ganze Joer 2016 zesummen. Opwuel d'Siidlungspolitik ausnamslos vu jiddwer israelescher Regierung bedriwwe ginn ass, huet een d'Impressioun, dass am Fong all Retenue elo endgülteg fort ass.

D'Virgoe vun Israel bei der Siidlungspolitik léisst Zweifelen opkommen, ob Israel am Fong mat enger Zweestateléisung iwwerhaapt nach eppes um Hutt huet. Zënter Oslo huet sech d'Unzuel vun de Siidler op ronn 600.000 verduebelt. Wann Isreal seng demokratesch souwuel wéi seng demografesch Zukunft séchere wëllt, virun allem dat Zweet, féiert kee Wee un der Zweestateléisung derlaanscht. Israel muss sech entscheeden: entweder fir d'Zweestateléisung oder fir d'Siidlungspolitik.

Israel, déi staark Partei, mécht d'Schafe vun engem palästinensesche Stat all Dag méi schwéier. Dëst ass eng kuerzsiichteg Politik, déi riskéiert, d'Zweestateléisung ze ersetzen duerch eng Eestatrealitéit, déi aus Gewalt an Okkupatioun da besteet.

Den internationale Konsens fir eng Zweestateléisung ass jo am Dezember d'lescht Joer vum Sécherheetsrot an der Resolutioun 2334 nach eng Kéier däitlech ënnerstrach ginn, esou kloer wéi nach ni virdrun. Dës Resolutioun seet, dass d'Grenze vun 1967 nach bestinn an dass d'Kolonien illegal sinn. Déi Paräiser Konferenz vum 15. Januar huet nach eng Kéier dësen internationale Konsens ënnerstrach. Ouni d'Israelien an d'Palästinenser awer um Dësch war et eng symbolesch Konferenz, déi an engems och gewisen huet, dass de sougenannte Friddensprozess um Nullpunkt ukomm ass.

Déi international Gemeinschaft muss weider ënnersträichen, dass dësen internationale Konsens nach ëmmer gülteg ass an dass et keen Anti-Israel a kee Pro-Palästina gëtt. Mir an Europa si Frënn vun deenen zwee. Par contre gëtt et dat internationaalt Recht an dat, wat dogéint verstéisst. An da muss een och déi israelesch Regierung konsequent kritiséiere kënnen.

D'europäesch Positioune mussen och weiderhin op de Parametere baséieren, déi 2009 defi-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

néiert goufen. Déi arabesch Nopere sollen aktiv matwierken, zum Beispill bei engem verbesserte Quartett. An déi Vereenegt State mussen u Bord gehale ginn, wat d'Wichtegkeet vun der Zweestateléisung an engem internationale Verhandlungskader ugeet.

Leider hu mer jo de Moment am EU-Conseil grouss Divergenzen: Wéi Ëmgoe mat Israel/Palästina nom Vott vun der Resolutioun 2334 an dem Changement vun der amerikanescher Administratioun? Zwee Faiten, déi sech leider am Fong neutraliséieren. Och déi franséisch international Initiativ ass blockéiert.

Wat ech weess vum President Abbas selwer, deen ech zu Genf de 27. Februar gesinn hunn, ass, dass de President Trump hien an den nächste Wochen am Wäissen Haus empfänke soll, wat ze begréissen ass. D'Saache schénge sech allgemeng e bëssen ze tässelen, och den Transfert vun der amerikanescher Ambassad op Jerusalem oder d'Aussoen iwwert de Prinzip vun der Zweestateléisung.

Lëtzebuerg wäert weider hëllefen, Här President, bei allen diplomateschen Initiativen an der Europäescher Unioun, fir zu gemeinsame Positiounen ze kommen. Dat gëllt och fir d'Unerkennung vu Palästina. D'Demarche vu Frankräich ass heibäi ganz wichteg, ech géif souguer soen entscheedend. Lëtzebuerg stoung 2014 am Sécherheetsrot op der Säit vu Frankräich, grad wéi bei enger Initiativ fir eng international Konferenz zu Paräis. Mir sinn net dat eenzegt Land, wat dës Positioun ganz no bei Frankräich an der Europäescher Unioun a Saachen Unerkennung vu Palästina deelt.

Fir Europa ass och d'Situatioun a Libyen vun enormer Wichtegkeet.

Am Dezember 2015 hunn déi verschidde libesch Konfliktparteien ee politeschen Accord ënnerschriwwen. Dësen Accord gesäit vir, dass eng Regierung vun der nationaler Unitéit geschaaft gëtt an da vum Parlament confirméiert gëtt. Zu deem Vott ass et awer nach ëmmer net komm. Dëst dréit natierlech zum aktuelle Chaos a Libyen bäi, wat d'Geschäft vun de Mënscheschmuggler floréiere léisst. D'lescht Joer sinn aus an iwwer Libyen 180.000 Migrante komm. An dës Situatioun wäert och weiderhin unhalen, soulaang et a Libyen keng eenheetlech a stabill Regierung gëtt. Tragescherweis hunn d'lescht Joer och 4.500 Mënschen hiert Liewen am Mëttelmier verluer; Libyen, Richtung Italien.

A Libyen kann näischt ouni d'Libyer geschéien. All libesch Akteure mussen an engem konstruktive Geescht ee wierklechen Dialog féieren.

Fir Lëtzebuerg a fir d'Europäesch Unioun ass de politeschen Accord nach ëmmer valabel a muss ëmgesat ginn, notamment duerch e Partenariat tëschent dem Westen am dem Oste vu Land, d'Kreatioun vun enger eenzeger Arméi ënnert der Kontroll vun de legitimmen zivillen Autoritéiten an der Confirmatioun vun der Regierung duerch d'Parlament. De General Haftar, de staarke Mann aus dem Osten, wäert och iergendwéi musse mat agebonne ginn. D'EU ënnerstëtzt ausserdeem de libesche Stat an der Ausbildung vun enger nationaler Küstewach. Mä all dës Efforte wäerten onkomplett an ineffikass bleiwen ouni een eenheetleche Statsapparat.

Trotzdeem gëtt et och aus Libyen positiv Noriichten. Daesh, déi d'lescht Joer nach Honnerte vu Kilometer vun der libescher Küst kontrolléiert huet, ass vun do verdriwwe ginn. Dorop musse mer opbauen, fir eng grondleeënd Stabiliséierung a Libyen ze schafen, soss bleift den Terrorismus an den Dschihadismus mat all senge Konsequenzen och fir Europa ëmmer eng Gefor.

De Mëttleren Osten huet och e puer aner Liichtblécker opzeweisen.

Virun e bësse méi wéi engem Joer ass den Accord mam Iran iwwert dee gemeinsamen a globalen Aktiounsplang, den „Joint Comprehensive Plan of Action", a Kraaft getrueden. Den Accord ass de Beweis, dass Diplomatie an Ausdauer sech lounen. Et ass een decisive Schrëtt, fir de Problem vum iraneschen Nuklearprogramm ze léisen.

Do geet et drëm, derfir ze suergen, dass den Accord och voll ëmgesat gëtt vun all de Parteien an all senge Komponenten. Duerfir ass et besonnesch wichteg, dass dee Plang an enger Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot verankert ginn ass an domat legal bannend fir all Länner vun der Welt ass; net nëmme fir all Parteien, déi den Accord negociéiert hunn. Et kann duerfir och net eesäiteg selbstverständlech denoncéiert ginn.

Souguer ee gudden, ee verifiabelen Accord kann net esou einfach jorzéngtelaangt Mësstraue verschwannen doen, selbstverständlech, wéi dat tëschent dem Iran an de Vereenegte Staten oder dem Iran an de Golfstaten, voire dem Iran an Israel de Fall ass. Géint dëst Mësstrauen hëlleft nëmmen eppes: ee strikt an ee kontinuéierlecht Ëmsetze vun allen Dispositioune vum Accord duerch all Parteien, a keng Provokatiounen.

Lëtzebuerg wäert sech an deem Sënn och weiderhi mat sengen EU-Partner engagéieren.

Gläichzäiteg, an dat ass souwuel am Sënn och vun deem Plang wéi an der laangjäreger Linn vun der EU-Politik vis-à-vis vum Iran, wäerte mer op eng Normalisatioun vun eise Relatioune mam Iran hischaffen.

Ech war dëst Joer am Februar am Iran, fir d'Drëtt zënter 2014. Eng Mission économique ënnert dem Etienne Schneider war am Oktober d'lescht Joer do, an de Chamberspresident mat enger Delegatioun vun der Chamber am Januar 2016. Wärend menger Rees hu mer mam Iran en Traité ënnerschriwwen, fir eis gemeinsam Investissementer ze promouvéieren an ze schützen an esou eise bilateralen Handel ze stäerken.

Dës Approche entsprécht, wéi schonns gesot, der Logik vum aktuellen internationale Konsens, déi politesch an ekonomesch Relatioune mam Iran ze normaliséieren, an domadder d'Politik vun der Ouverture vum President Rohani ze ënnerstëtzen. Kuerz gesot: Wandel duerch Handel.

Här President, bei all menge Kontakter a mat den iraneschen Autoritéite spriechen ech, an ech huelen och un an ech sinn iwwerzeegt, dass Dir dat och gemaach hutt, déi do waren,... Grouss Suerge maache mer eis iwwert d'Mënscherechtssituatioun am Iran, d'Fro vun der Doudesstrof, d'Rechter vun de Fraen, d'Minoritéiten, d'Diskriminatioun vun de Bahaien, mä och d'Roll vum Iran, selbstverständlech, aussepolitesch gesinn an der Regioun.

Den Iran huet eng kloer Responsabilitéit fir Fridden a Stabilitéit an der Regioun, sief et a Syrien, am Irak, am Jemen. Konstruktiven Engagement ass gefrot, an net Kompetitioun fir d'Virmuecht um Golf!

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Duerfir musse mer den Dialog mam Iran weider verdéiwen.

D'Politik vum President Rohani ass gréisstendeels vun der iranescher Bevëlkerung begréisst ginn. Déi lescht Parlamentswahlen am Iran 2016 hunn dëst confirméiert. Am Mee dëst Joer sinn am Iran Presidentschaftswahlen. An et ass ze hoffen, dass den aktuelle Cours bäibehale gëtt an et net zu enger Stäerkung vun den Hardliner kënnt.

Eis Relatiounen, Här President, mam asiatesche Kontinent si ganz wichteg fir d'Europäesch Unioun a fir eis. Duerfir si mir mat fënnef Ambassaden um asiatesche Kontinent vertrueden. Dës Ambassaden decken am Ganze 15 asiatesch Länner of an och d'Sekretariat vun der ASEAN, der Associatioun vun de südostasiateschen Natiounen, dat zu Jakarta baséiert ass.

Dëst Joer feieren d'Europäesch Unioun an d'ASEAN de 40. Anniversaire vun hire Bezéiungen. Mir organiséieren duerfir am Mee zesumme mam Wirtschaftsministère an der Chambre de Commerce en Event, fir doduerch méi Kontakter ze erméiglechen tëschent eise Betriber a Länner wéi Singapur, Indonesien, Vietnam an och Malaysien, déi jo och ganz héije Wuesstum, wéi mer wëssen, hunn.

Dëst Joer feiere mer och den 90. Anniversaire vun eisen diplomatesche Bezéiunge mat Japan, wou ech Enn Mee wäert hireesen. D'EU a Japan sinn amgaangen, een Handelsofkommes fäerdeg ze negociéieren, wat dee Moment och nei Opportunitéite fir eis Betriber an der drëttgréisster Wirtschaft vun der Welt wäert brénge.

Mir zelebréieren dëst Joer och 45 Joer diplomatesch Bezéiunge mat China. Mir hunn iwwert déi lescht Jore ganz vill mat eise chineesesche Partner gemaach. An eis Relatiounen hu sech souwuel um ekonomesche wéi och um politeschen an um kulturellen Niveau mat eisem mëttlerweil éischte Partner an Asien verstäerkt.

D'Situatioun an Afghanistan bleift weider ganz schwiereg. Et ginn nach enorm Erausfuerderungen an deem Land, déi mussen an den nächste Jore bewältegt ginn. De Kampf géint d'Taliban, d'Drogeproduktioun, d'Korruptioun sti ganz uewen op der Prioritéitelëscht vun der afghanescher Regierung. Déi international Communautéit schafft vill mat der Regierung zesummen, fir dat an de Grëff ze kréien.

Lëtzebuerg huet zënter 2001, an dat muss een nach eng Kéier soen, eng Kontributioun vu 75 Milliounen Euro un Afghanistan geleescht fir d'Entwécklungszesummenaarbecht an d'humanitär Hëllef, mä och am sécherheetspolitesche Beräich. Bis haut waren am Ganzen 274 Lëtzebuerger Zaldoten an Afghanistan engagéiert. An d'Lëtzebuerger Arméi wäert och bis den 1. Juli 2018 un der Resolute Support Mission deelhuelen.

Afrika ass en dynameschen, en diverse Kontinent vu bal 1,3 Milliarde Mënschen. Et gëtt gerechent, dass déi Zuel op 2,5 Milliarde wäert 2050 eropgoen. Nieft eisem laangjäregen Engagement an Afrika, besonnesch am Sahel mat eise Partnerlänner Burkina Faso, Mali, Niger a Senegal ass Lëtzebuerg och weiderhin engagéiert am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Lëtzebuerg bedeelegt sech aktiv un den EU-Trainingsmissiounen am Mali an och un den zivillen EUCAP-Missiounen am Mali an am Niger. Och eis wirtschaftlech Relatiounen hu sech entwéckelt, besonnesch duerch zwou Wirtschaftsmissiounen, déi d'Chambre de Commerce am Februar 2016 am Senegal an och an Äthiopien organiséiert hat, mä och déi rezent geschaafte Business Partnership Facility mat dem Kooperatiounsministère, déi de Privatsecteur encouragéiert, sech um Developpement ze bedeelegen an dobäi op nei Marchéen hinzegoen.

D'Afrikanesch Unioun spillt eng kruzial Roll an der politescher Integratioun vum Kontinent. Wéi all Joer plangen ech och elo eng Rees op Addis Abeba, fir bei d'Afrikanesch Unioun ze goen - déi huet jo hire Sëtz an där Stad -, dëst och am Hibléck vum EU-Afrika-Sommet, deen am November an der Côte d'Ivoire stattfanne wäert.

D'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun eisen zwee Kontinenter hänken enk matenaner zesummen. Déi terroristesch Attacken am Niger an am Mali, mä och d'Campagne vu Boko Haram am Nigeria an an der Regioun vum Lac Tchad géint d'Regierung a géint d'zivill Populatioun weisen, dass d'terroristesch Organisatioune weider staark bleiwen. Datselwecht gëllt fir Somalia, wou trotz de Presidentschaftswahlen, déi international als Succès ugesi goufen, de Kampf géint d'Al-Shabaab-Miliz nach laang net gewonnen ass.

Trotz Progrès an der Ëmsetzung vun der Demokratie a villen afrikanesche Länner bleift d'Fro vun der Qualitéit vun der Demokratie an och déi vun der Gouvernance am Interêt vun alle Leit, net nëmmen den Elitten. D'Tendenz, de Statut de Rome vum Internationale Strofgeriichtshaff ze verloossen, schéngt de Moment e wéineg gebremst ze sinn, mä d'Dynamik, no där d'Stats- an d'Regierungscheffe vun deene meeschten afrikanesche Länner eng Justiz fir jiddwereen an eng aner fir déi Mächteg wëllen, ass nach ongebrach. All déi Länner, déi politesch onstabill bleiwen, ënnersträichen dat.

An der Demokratescher Republik Kongo ass et net gelongen, wéi virgesinn, d'lescht Joer Wahlen ze organiséieren, wat zu grousse Manifestatiounen, wéi Der wësst, gefouert huet. D'Leit hunn es genuch mat der schlechter Gouvernance a wëllen eng Regierung, déi sech ëm hir Bedierfnisser këmmert an hinnen eng glafwierdeg Perspektiv fir d'Zukunft gëtt. Besonnesch schlëmm ass och weiderhin d'Situatioun am Burundi, wou jo de President - oh, wéi heescht en elo? - Nkurunziza sech un d'Muecht klamert an d'Mënscherechtssituatioun konstant méi schlecht gëtt.

D'Situatioun, Här President, bleift och dramatesch am Südsudan, wou 6 Millioune Leit an enger humanitärer Noutsituatioun sinn an eng 1,5 Millioune Mënsche geflücht sinn. Trotz den Efforte vun Deeler vun der internationaler Gemeinschaft ginn déi extrem a systematesch Gewalt, déi vu Mënsche gemaachten ekonomesch Kris an Hongersnout weider.

Amerika. Här President, de Muechtwiessel zu Washington muss eis, mengen ech, alleguerten ze denke ginn. En ass zugläich Unzeechen an Ausdrock vun engem Malaise an der Bevëlkerung iwwert d'Changementer an eiser Gesellschaft, iwwert d'Effete vun der Globaliséierung, iwwert den internationalen Nokrichsuerder. E signaliséiert eng gewëssen Angscht virun der Zukunft an e verlaangert no fréieren Zäiten, och wann een net ganz kloer weess, wat dat dann heesche soll.

Den Opruff vum neien amerikanesche President „America first" spigelt deelweis den Nationalismus an den Isolationismus zréck, dee mer hei vu rietspopulistesche Parteie jo och héieren an deen och an der Brexit-Diskussioun, dat wësse mer, präsent war.

Éischt Aktioune vum Donald Trump weisen, dass hie wëlles huet, déi populistesch Iddien, déi e wärend senger Wahlcampagne proklaméiert huet, och an Tatsaachen ëmzewandelen. Dat muss eis als iwwerzeegt Europäer, als Verdeedeger vun Integratioun a Kooperatioun, baséiert op internationalem Recht a fundamentale Wäerter a Prinzipien, wierklech interpelléieren.

Zur gläicher Zäit bleiwe vill Fragezeichen iwwert d'Pläng an d'Prioritéite vun der neier Administratioun. Fest steet awer, dass d'Vereenegt Staten ee wichtege Partner vun eis sinn a selbstverständlech och bleiwe mussen. Ee Frënd, mat deem mir zënter Joren enk verbonne sinn, virun allem och eis Populatiounen, een Alliéierten, deem mir historesch immens vill ze verdanken hunn a mat deem mir dagdeeglech och zesummeschaffen, e strategesche Partner vun Europa op der Weltbün an och en extrem wichtegen Handelspartner.

Mir waren och an der Vergaangenheet net ëmmer där nämlechter Meenung - mir wëssen dat - an hunn och eis ni virdrun gescheit, dat zum Ausdrock ze brëngen, mä zesummen hu mir eis dach agesat fir Oppenheet, fir Respekt vun der Demokratie, fir d'Rechtsstaatlechkeet, fir d'Solidaritéit, fir d'Kooperatioun. An dat misst eigentlech och esou bleiwen. Den amerikanesche Vizepresident huet de leschte Mount bei senger éischter Visitt zu Bréissel - ech hat se scho virdrun héieren zu München - am Numm vum neie President betount, dass d'Vereenegt State sech och weiderhin der Zesummenaarbecht an der Partnerschaft mat der Europäescher Unioun verflicht fillen.

Mir wëllen eng konstruktiv Bezéiung mat Amerika a wäerten op eiser Säit alles derfir maachen, mä mir erwaarden eis awer och vun Amerika, dass Amerika sech kloer an däitlech hanner ee vereent Europa stellt. Dat ass am Interessi vun Europa, mä dat ass och à la fin du compte am Interessi vun Amerika.

De Wandel beim groussen Noper am Norden huet och Repercussiounen, wéi mer wëssen, op d'Länner vum Süde vum amerikanesche Kontinent. Et ass nach ze fréi, fir konkret Schlëss ze zéien, mä eng Mauer tëschent Amerika a Mexiko hätt grouss politesch an ekonomesch, a mengen Aen nëmmen negativ Konsequenze fir déi Länner, déi sech dach an de leschte Jorzéngte mat Hëllef vun de Vereenegte Staten, awer och vun eis an Europa staark entwéckelt hunn. Net ze schwätze vun de mënschleche Konsequenzen.

Den Impakt riskéiert besonnesch grouss ze sinn op ee vun de strategesche Partner vun Europa, nämlech Mexiko. Lëtzebuerg setzt sech op europäeschem Niveau fir d'Moderatioun vum Accord global mat Mexiko an. Mir ënnerstëtzen och weiderhin d'Partnerlänner vun eiser Kooperatioun, Nicaragua an El Salvador, mat deenen eis Kooperatioun eng Rei innovativ Projeten ugeet.

(Interruption par la présidence)

Pardon! Ech muss drénken, seet de President.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- D'Stëmm geet fort.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci. Dëst Joer war och vu grousser Bedeitung fir Kolumbien. No laange Verhandlungen an enger Rei Hürden ass am Dezember 2016 endlech de Friddensaccord tëschent der Regierung an de FARC-Rebellen, wéi mer wëssen, a Kraaft getrueden. Wärend seng Ëmsetzung bis elo relativ gutt fonctionnéiert, bleiwen eng Rei Erausfuerderungen, fir déi d'Ënnerstëtzung vun der internationaler Communautéit liewenswichteg ass.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt de Friddensprozess mat enger Kontributioun un engem Projet, deen déi transitionell Justiz a Kolumbien stäipt, an och um europäeschen Niveau mat enger Kontributioun un de Kolumbien-Fong vun der Europäescher Unioun.

2017 gëtt e besonnescht Joer, wat eis Relatioune mat Brasilien ugeet. Dës Relatioune gi wäit zréck. Schonn an den 20er Joren huet d'ARBED sech a Brasilien etabléiert, an am Laf vun de Joren ass Brasilien zu engem vun deene wichtegsten Handelspartner vu Lëtzebuerg ausserhalb vun der Europäescher Unioun ginn.

Niewent deene ronn 2.000 brasilianeschen Awunner zu Lëtzebuerg hu sech am 19. Jorhonnert vill Lëtzebuerger a Brasilien niddergelooss, wéi mer wëssen, an hunn do Wuerzele geschloen. Et gëtt haut ugeholl, dass eng 50.000 Bierger mat Lëtzebuerger Ofstamung a Brasilien liewen. Zënter 2011 hu mer en Ambassadeur non résident fir Brasilien. Dëst Joer wäert Brasilien dat éischt Land a Südamerika ginn, an deem Lëtzebuerg eng Ambassad opmécht, an Zesummenaarbecht mat eise belsche Frënn. Dëst ass en Zeeche vun deenen exzellente Lienen, déi mir mat deem Land flee-

gen, awer och eng Konsequenz vun der wuessender Bedeitung vum südamerikanesche Kontinent fir eist Land a fir eis Ekonomie. D'Ambassad erlaabt eis fir d'Éischt, eis Relatioune mat Brasilien ze verdéiwen. An enger zweeter Phas siche mer dann och mat der Ambassade Coaccreditatioune mat anere Länner a Südamerika, déi ëmmer méi wichteg ginn.

Här President, d'Enwécklunge vun der allgemenger Sécherheetslag am Osten an am Süde vun Europa hunn d'Verdeedegungsbündnis NATO derzou gezwongen, zënter dem Sommet zu Wales 2014 seng Haltung unzepassen a virun allem eis östlech Alliéiert ze rassuréieren. De Sommet vu Warschau am Summer d'lescht Joer huet dëse Schrëtt reaffirméiert a weider Decisiounen an dës Richtung geholl.

Lëtzebuerg dréit säin Deel derzou bäi a bedeelegt sech aktiv un de Reassurancemesuren, notamment un den NATO-Truppen, déi jo a Litauen wäerte stationéiert sinn. Als verlässlechen an och vertrauenswierdege Partner ënnersträicht Lëtzebuerg domadder seng Solidaritét, Här President, mat sengen Alliéierten an eise Partnerstaten. Lëtzebuerg wäert och déi néideg Efforte maachen, fir den Engagementer vu Wales nozekommen. D'Chamber ass an dëser Hisiicht jo och d'lescht Woch schonn ausféierlech domadder befaasst ginn.

Diskussiounen an der NATO däerfe sech awer, Här President, fir déi nächst zéng Joer net nëmmen op d'Fro vun den 2% fokusséieren. Sécherheet ass méi wéi nëmmen Defense. Ee Land wéi Lëtzebuerg, wat 1% vu sengem RNB fir d'Entwécklungshëllef gëtt, leescht ee bedeitende Bäitrag, ee preventive Bäitrag fir eng méi friddlech Welt. Dës Welt kann dausendmol elo mat bestoenden Nuklearwaffen zerstéiert ginn, vum Oste wéi vum Westen.

Ofrüstung, allgemeng gesinn, géif hëllefen, der Aarmut weltwäit kënnen d'Stir ze bidden. Géif all Land op der Welt net 2% fir seng Defense ausginn, mä just 1% fir d'Entwécklungshëllef, géif et Millioune Leit op dëser Welt besser goen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- An den nächste Joren, wann déi lescht Ratifikatiounsprozeduren ofgeschloss sinn, wäerte mir de Montenegro als 29 Alliéierte wëllkomm heeschen. Dës Erweiderung ënnersträicht net nëmmen déi wichteg Fortschrëtter, déi dëst Land am Beräich vun de Reforme vu senge Sécherheetskräften a senger Arméi gemaach huet, mä och dass d'europäesch Efforten an den Engagement vun der internationaler Communautéit am Westbalkan seng Friichte gedroen huet a mir dëser Regioun zu Stabilitéit a Fridde verhollef hunn.

Här President, Lëtzebuerg setzt sech och weiderhi fir eng méi sécher Welt mat manner Waffen an. Mir bedeelegen eis an deem Sënn aktiv un Initiativen, deenen hiert Zil d'Ofrüstung vu spezifesche Waffekategorien ass, souwéi d'Begrenzung vun eenzelne Rüstungssystemer. An deem Beräich hale mir besonnesch dru fest, dass d'Fortschrëtter op der Basis vu bindenden Traitéen a Konventiounen erreecht ginn, déi däitlech a kloer Kritäre festleeën, déi d'Staten zu konkreten Ziler engagéieren.

Gemeinsam mat eisen diverse Partner huet Lëtzebuerg 2014 de Vertrag iwwert de Waffenhandel, kuerz den ATT, Arms Trade Treaty, ratifizéiert a setzt dësen zënter sengem Akraafttriede virun zwee Joer och ëm.

Mir hunn och duerfir een deementspriechende Projet de loi deposéiert, deen eisen Exportkontrollsystem weider renforcéiert. Dat ass wichteg. Mir hoffen, dass d'Chamber an den nächste Méint d'Aarbechte vun dësem Projet och kann ofschléissen.

D'Sécherheetslag an Asien ass vun enger weiderer besonnescher Gefor, an ech weess net, ob dat sech eleng nëmmen op Asien reduzéiert, gezeechent. Nordkorea huet d'lescht Joer net manner wéi 25 balistesch Rakéite lancéiert an zwee Nukleartester gemaach.

Dës Aktiounen destabiliséieren net nëmmen d'koreanesch Hallefinsel a stellen eng Menace fir eisen alliéierte Südkorea duer, mä si veronsécheren dee ganzen ostasiatesche Raum an och ëmmer méi d'international Gemeinschaft am breede Sënn. Munch vun de geteste Rakéite kéinte souwuel d'amerikanesch Westküst wéi och d'Europäesch Unioun erreechen. Dëst ass eng Gefor, déi mer eescht huele mussen.

An der UNO wéi och an der Europäescher Unioun wäert Lëtzebuerg sech weiderhin engagéieren, fir den Drock op den nordkoreanesche Regimm héichzehalen. Wann de Regimm zu Pjöngjang seng Ambitiounen, en nukleaart Waffenarsenal opzebauen, bereet wier opzeginn, da si mir iwwerzeegt dervunner, dass iwwert de Wee vu Verhandlungen de Konflikt op der koreanescher Hallefinsel och kéint friddlech geléist ginn.

Am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verteidegungspolitik engagéiert Lëtzebuerg sech och weiderhin an de verschiddene Missiounen, déi d'Europäesch Unioun an Drëttstate leet, fir Konflikter ze léisen. Un d'Missioun EUNAVFOR MED kontribuéiert Lëtzebuerg ee Patrullefliger iwwer en „public private partnership" an ënnerstëtzt finanziell d'Ausbildung vun de Grenzschützer un der libescher Küst.

Des Weidere sinn zwee Lëtzebuerger Ënneroffizéier an der EU-Trainingsmissioun am Mali täteg, fir d'malesch Arméi auszebilden. Och am ziville Beräich hëlt Lëtzebuerg u Missiounen deel, wéi zum Beispill an de leschte Joren am Kosovo EULEX, am Niger EUCAP Sahel, am Mali EUCAP Sahel, an och an der Ukrain EUAM.

Den Ablack sinn dräi Lëtzebuerger Polizisten am Sahel am Asaz, een am Mali an zwee am Niger. D'Participatioun un den ziville Missioune bleift eng Prioritéit vun dëser Regierung, well et dee logesche Complement ass, fir eng Konfliktsituatioun laangfristeg ze stabiliséieren.

Mir setzen eis domadder aktiv derfir an, d'Rechtsstaatlechkeet an deene betraffene Länner opzebauen, an hinnen esou um Wee hin zu enger demokratescher, stabiller Statsform ze hëllefen.

D'Zesummenaarbecht, Här President, mat de Benelux-Länner bleift ee ganz wichtege Vecteur vun eiser aussepolitescher Aktioun, sief et op grenziwwerschreidende Projeten oder op internationalem Niveau. Am Kader vun der Presidence vum Ministerrot vun der Benelux-Unioun hat Lëtzebuerg sech dräi grouss Prioritéite gesat: d'Mobilitéit an d'Sécherheet vun de Persoune verbesseren, Ëmweltschutz promouvéieren an och de Bannemaart weider verdéiwen. Mir hunn do konkret Initiative geholl, déi eise Bierger zeguttkommen, a se erlaben dem Benelux weiderhin, senger Roll als europäesche Laboratoire nozekommen.

Här President, de Bierger steet och am Mëttelpunkt vun der Presidence vun der Grussregioun, déi Lëtzebuerg den 1. Januar iwwerholl huet. Den Ausseministère huet an deem Dossier dem Departement vun der Grussregioun, am Kader vu senge Kompetenzen, seng aktiv Ënnerstëtzung ugebueden. An eis Equippe wäerten och enk zesummeschaffen.

De Siège um Kierchbierg: Als État hôte vu verschiddenen europäeschen Institutiounen an Organisme setzt Lëtzebuerg weiderhin alles drun, fir de Leit, déi do schaffen, déi beschtméiglech Aarbechts- a Liewensbedéngungen ze garantéieren. Vun engem wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Standpunkt ass d'Präsenz vun ongefäier 14.000 - mir mussen dat ënnersträichen - 14.000 EU-Beamten an hire Familljen ee wichtegt Element fir eist Land.

Um Niveau vun de Bauprojeten schafft d'Regierung elo momentan enk mat der Commission um Projet Jean-Monnet-II. D'Madamm Buergermeeschter vun der Stad wénkt, dann ass dat esou. D'Finanzgesetz dozou gouf jo och de 17. November 2016 hei an der Chamber ugeholl. De Projet gëtt an zwou Phase realiséiert an d'Endresultat wäert och eng funktionell an homogen Léisung fir déi ronn 3.000 betraffe Mataarbechter duerstellen, déi den Ament op verschiddene Sitten um Kierchbierg an och op der Cloche d'Or verspreet sinn.

Wat d'Kommissioun ugeet, wollt ech och nach soen, dass mer och aner Elementer vum Accord, deen ech am Dezember 2015 mat der Vizepresidentin Kristalina Georgieva ofgeschloss hat, amgaange sinn ëmzesetzen oder souguer schonn ëmgesat hunn. Esou gouf zum Beispill der Kommissioun hiren neien Datazenter zu Betzder jo den 12. Dezember a Präsenz vum Kommissär Oettinger ageweit. D'europäescht Parlament kënnt, mat der Ënnerstëtzung vum Lëtzebuerger Stat, och gutt viru mat den Aarbechten an hirem neie Gebai, dem Konrad-Adenauer-II. Datselwecht gëllt fir den drëtten Tuerm vum Europäesche Geriichtshaff. D'Plangungsaarbechte fir de Sëtz vun der Cour d'appel a vun der neier Juridiction unifiée vum Brevet kruten een Ament Retard wéinst dem brittesche Referendum d'lescht Joer. Mer sinn awer entre-temps nees weiderkomm. A mir erwaarden eis, dass dës nei Juridictioun dann och dëst Joer hei zu Lëtzebuerg ka mat hiren Aarbechten ufänken.

Här President, déi al Divisiounen tëschent Norden a Süden, Osten a Westen, aarmen a räiche Länner schéngen ëmmer méi enger anerer, fundamentaler Divisioun Plaz ze maachen, an zwar där tëschent autoritären an demokratesche Staten, tëschent zouenen an oppene Gesellschaften. Si ass tëschent deenen, op där enger Säit, déi dru gleewen, dass d'Muecht an d'Transaktiounen den internationale System regéiere sollen, an deenen, op där anerer Säit, déi wéi mir dru gleewen, dass international Bezéiungen op klore rechtsstaatleche Regelen an Norme fondéiert musse sinn. Dacks sinn déi autoritär Staten nationalistesch gepräägt an hunn eng Weltusiicht, déi een Nullzommespill ass. Déi demokratesch State gleewen dogéint un de Wäert vun der internationaler Zesummenaarbecht, fir zesummen d'Problemer ze léisen.

Nom Enn vum Zweete Weltkrich hu mer eis Welt nei opgebaut. Mir hunn eis international Organisatioune ginn, déi verhënnere sollten, dass eng drëtte Kéier e Krich géint d'Mënschheet géif ugoen. De kollektiven Trauma vun der Schoah a vum Verloscht vu 60 Millioune Mënscheliewen am Krich op där enger Säit, d'Angscht virun der absolutter Zerstéierungskraaft vun den Atomwaffen op där anerer Säit waren eigentlech d'Grondsteng fir d'Charta vun de Vereenten Natiounen, d'Charta, an där d'mënschlech Würd an d'Souveränitéit vun de State consacréiert goufen, an där d'Gläichheet tëschent alle Mënschen gradesou wéi d'souverän Egalitéit tëschent alle Staten, grouss a kleng, ee fir allemol festgehale gouf.

Dësen internationale System steet um Spill, wa Staten d'Mënscherechter net respektéieren. A ronderëm d'Welt erliewe mer am Moment eng Veschlechterung vun der Situatioun vun den zivillen an och vun de politesche Rechter zesumme mat engem erëm Opflame vu Konflikter. Weltwäit gëtt den Espace fir d'Zivillgesellschaft méi kleng. Déi Leit, déi d'Mënscherechter verteidege gi selwer Affer vun Intimidatioun a vu Gewalt. Souguer virum Mënscherechtsrot a virun der Generalversammlung vun der UNO ginn d'Organisatioune vun der Zivillgesellschaft ugegraff. Den internationale Mënscherechtssystem selwer gëtt attackéiert. Ëmmer méi State verbidden de Servicer vum héije Kommissär fir d'Mënscherechter, deen ech den 20. Januar hei zu Lëtzebuerg empfaange konnt, den Accès a kooperéieren net méi mat de Mandatairë vun de spezielle Procedure vum Mënscherechtsrot.

Lëtzebuerg ass, wéi Der vläicht wësst, Kandidat fir de Mënscherechtsrot fir d'Joren 2022 bis 2024. Et ass déi éischt Kandidatur vun eis fir dee Rot, deen 2006 an d'Liewe geruff gouf an ee wichtegt subsidiäert Organ vun der Generalversammlung vun de Vereenten Natiounen ass. Esou wéi mer 2013 an 2014 een engagéierte Member vum Weltsécherheetsrot waren, wëlle mer en engagéierten a couragéierte Member vum héchsten UNO-Gremium fir d'Promotioun a fir de Schutz vun de Mënscherechter ginn.

Ze gleewen, dass déi international souwéi déi national Acquisen, Här President, vun der Rechtsstaatlechkeet a vun der Demokratie onwidderruflech sinn, wier e schwéiere strategesche Feeler. Esou wéi déi Generatioune virun eis an zwee Weltkricher fir d'Fräiheet an d'Gerechtegkeet a géint de Faschismus an den Autoritarismus gekämpft hunn, esou musse mir och elo prett sinn, fir eis Wäerter, international Obligatiounen a Prinzipie vun eisem friddlechen Zesummeliewen als Mënschen an als international Stategemeinschaft ze kämpfen.

De Franz Kafka sot a sengem Roman „Der Prozess", deen hien am Eischte Weltkrich geschriwwen huet: „Die Lüge wird zur Weltordnung gemacht." Dee Saz ass och haut nach ëmmer ganz aktuell, oder erëm ganz aktuell. Mä mir mussen eis dogéint wieren. Well ouni ee Minimum vu gemeinsamem Realitéitssënn a Vertraue wär d'Welt net gutt opgestallt, fir den nächste Generatiounen eng Perspektiv ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister.

D'Debatten iwwert d'Erklärung zur Europa- an Aussepolitik fanne muer de Mëtten ab zwou Auer statt. Merci.

5. Nomination d'un médiateur

A mer géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet drëm, dass d'Chamber en neie Mediateur, en neien Ombudsmann nennt. An dozou vläicht e puer Informatiounen. Esou wéi d'Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Mediateur an d'Artikelen 127 bis 131 vum Chambersreglement et virgesinn, bestëmmt d'Chamber elo deen neie Mediateur. No den Dispositioune vun den Artikelen 128 an 129 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat fënnef Kandidaten arrêtéiert. D'Lëscht vun de Kandidaten, déi nach en lice sinn, ass un d'Deputéiert verdeelt ginn. D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Also, et gëtt keng Procuratioune bei där doter Wiel.

Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert an zréckbehale Kandidature si valabel. Dir sidd also gebieden, fir Iech um Wahlziedel fir ee Kandidat ze entscheeden.

(Brouhaha)

Wa mer senger Liewe beim éischten Tour kee Kandidat hätten, deen déi absolutt Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidaten nach en lice sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kruten.

Vote secret sur les candidats au poste de médiateur

Ech wollt och, ier ech elo gläich d'Nimm vun de Kolleegen opruffen, e puer Kolleegen entschëllegen, déi vun engem Stierffall an der Famill getraff sinn an dofir en bonne et due forme hei entschëllegt sinn. Ech wollt och gläichzäiteg de Kolleege Wiseler, Mergen a Roth eist häerzlecht Bäileed ausdrécken.

Ech géif dann, wann d'Ofstëmmung eriwwer ass, d'Nimm vun de Kolleeginnen a Kolleegen opruffen.

Appel nominal

Kolleegen, ech géif d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen, bis dass mer ausgezielt hunn.

(La séance publique est suspendue à 16.17 heures)

***

(La séance publique est reprise à 16.24 heures)

An d'Sëtzung ass erëm op. Hei ass d'Resultat vun der Ofstëmmung. Mer hate 54 Bulletinen. Dorënner 5 Bulletins blanc. Also 49 Bulletinen, wou ofgestëmmt gouf. D'absolutt Majoritéit louch, bei 54 Leit, déi ofgestëmmt hunn, bei 28. A mer hu folgend Resultat: D'Madamm Claudia Monti mat 35 Stëmmen, den Här Jan Kayser mat 9 Stëmmen, d'Madamm Catherine Thomé mat 4 Stëmmen, d'Madamm Christiane Weidenhaupt mat enger Stëmm an den Här Aniset Luc ouni Stëmmen.

Domat wär d'Resultat kloer an d'Madamm Claudia Monti wär nom Choix vun der Chamber déi nei Mediatrice.

(Applaudissements)

Voilà, Kolleegen, da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, zum Projet de loi 6854. Et ass de Projet iwwert d'Hëllefen am Beräich vun der Fuerschung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Franz Fayot.

6. 6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Statssekretärin, an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat sech resolutt der drëtter industrieller Revolutioun verschriwwen huet, ass eng staark Fuerschung an Innovatioun e Must. Fir dass déi smart an diversifiéiert Wirtschaft, un där eist Land schafft, Realitéit gëtt, brauche mer innovativ Produkter a Léisungen. An déi entstinn an engem Ëmfeld, wou d'Fuerschung an d'Privatwirtschaft effizient zesummeschaffen.

Ee vun de Mëttele vun der Politik, fir esou en Ëmfeld ze schafen, sinn d'Subventiounen, déi de Stat entweder direkt oder duerch Agencë ka verginn. D'EU huet an dësem Beräich vun der RDI 2014 en neit Reglement 651/2014 adoptéiert an e Règlement général, deen dat accompagnéiert. An et ass un dee Kader, wou mer eis Legislatioun haut duerch dëse Projet upassen.

Dir wësst, dass d'Recherche et innovation ee vun deene véier Beräicher ass, wou d'Aides d'État an der EU erlaabt sinn. Déi aner dräi, just zur Erënnerung, sinn d'Energie an d'Ëmwelt, d'PMEen, déi jo och elo hei an dëse Volet mat

erageholl ginn, a strukturaarm Regiounen, dat ass de Projet de loi 6853, mat deem mer och an der Ekonomieskommissioun befaasst sinn an deen och elo deemnächst eng Kéier hei an de Plenum kënnt.

Déi politesch Ambitioun hannert dësem Gesetz ass et, den Investissement generell an der Recherche eropzefueren duerch besser Zesummenaarbecht tëscht ëffentleche Stellen a Privatwirtschaft. Dat affichéiert Zil, dat am PNR vum leschte Joer nach eng Kéier verëffentlecht ginn ass, ass et, bis 2020 op e Gesamtopwand vun tëschent 2,3% an 2,6% vum PIB ze kommen. An dovu sollen 0,7% bis 0,9% aus dem Privatsecteur kommen.

Fir den Ament, an dat wëssen och déi meescht vun lech, gi mer ongeféier 1,1% vum PIB fir Recherche an Developpement aus. Mir sinn also nach relativ wäit vum Schoss. Dat ass zwar net schlecht an et ass iwwert d'Joren ëmmer weider geklomm, mä an deene leschte Joren huet den Undeel vun der privater Recherche nogelooss an en ass haut relativ niddreg. An et ass genee dorun, wou mer musse schaffen. An et ass och do, wou dat Gesetz hei usetzt.

Am Resumé beinhalt dëst Gesetz dräi Haaptännerungen: Déi éischt ass eng Vereinfachung fir Kleng- a Mëttelbetriber. Vun néng Régimes d'aides ass op ee reduzéiert ginn. Dat mécht den Accès an d'Verständnis vun dëser Matière méi einfach.

Zweetens kritt Luxinnovation nei Missiounen. Fir kleng Dossiere vu 50.000 bis 100.000 Euro ka Luxinnovation eegestänneg an also méi schnell agéieren. Bei Hëllefe vu manner wéi 200.000 Euro kritt Luxinnovation eng Roll vun Agence de financement a kritt eng Dotatioun per Konventioun.

An drëttens bilt dëst Gesetz d'Basis fir déi ganz Recherche, Developpement an Innovation, sief et fir den Artisanat, de Commerce, de FinTech, den Healthtech an all déi aner Beräicher, an déi d'Lëtzebuerger Regierung privilegéiert investéiert.

Dëst Gesetz vereenegt also déi ganz Matière.

De Projet de loi mat der Nummer 6854 ass den 12. August 2015 vum Wirtschaftsministère deposéiert ginn. Wéi gesot, d'Zil vun dësem Projet ass et, déi nei Hëllefssystemer fir d'Promotioun vun der Fuerschung, der Entwécklung an der Innovatioun anzeféieren, an dat am Aklang mat deenen zwee europäeschen Texter, déi ech scho virdru genannt hunn.

Suite vum Akraafttriede vum Reglement 651/2014 gëtt och d'Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Promotioun vun der Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun, souwéi den Artikel 5 vum geännerte Gesetz vum 30. Juni 2004 iwwert d'Kreatioun vun Hëllefsregimmen zugonschte vu PMEe mat dësem Gesetzesprojet erëm an Aklang bruecht.

Zousätzlech ginn an dësem Gesetzesprojet eng Rei Recommandatiounen an Evaluatiounen, déi an deene leschte Jore vun nationale wéi och internationalen Akteuren un d'Lëtzebuerger Regimm (veuillez lire: Regierung) adresséiert goufen, mat consideréiert a mat ëmgesat.

Wat d'Forme vun den Hëllefen ugeet, esou ginn zousätzlech zu den aktuelle klassesche Subside mat dësem Gesetz nei Hëllefsinstrumenter geschaaft. Mat dësem Gesetz sollen all d'Méiglechkeeten, déi den europäesche Kader hiergëtt, ausgeschëpft ginn, fir der Recherche, der Fuerschung an der Innovatioun finanziell Hëllefen zoukommen ze loossen an, wéi gesot, virun allem d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung vun de private Betriber ze héijen.

Mat dësem Gesetz sollen also d'Betriber weiderhin encouragéiert ginn, fir souwuel an d'Entwécklung vun neie Servicer a Produite wéi och a verbessert Produktiounsmethoden ze investéieren. Weider sollen och déi multisectoriell Spezialisatiounen a verschiddene Beräicher incitéiert ginn.

Eent vun deene wichtegsten Instrumenter, op dat gesat gëtt, si Partnerschaften zwëschen Entreprisen aus dem private Secteur an den ëffentleche Fuerschungslaboen.

E rezent Beispill, dat Der vläicht matkritt hutt, ass dee pluriannuelle Kooperatiounsprogramm tëscht Goodyear an dem LIST, dee viru Kuerzem annoncéiert gouf. Dat ass en ambitiéise Programm mat der Goodyear, wat jo am Fong dee Betrib mat deem gréissten R&D-Departement ass, an et sinn där Partenariater, där nach méi sollen an deenen nächste Joren hei am Fong duerch dëst Gesetz incitéiert ginn.

E weidert Zil vum Gesetz ass et, den administrativen Zougang zu finanziellen Hëllefen ze vereinfachen. Dofir kritt Luxinnovation GIE de Statut vun der responsabeler Finanzagence fir all déi finanziell Subsiden, déi, wéi gesot, ënner 200.000 Euro leien. An och d'Evaluatioune vun dëse verschiddenen Hëllefsregimmer, déi mat dësem Gesetz entstinn, gi weider verstäerkt.

Här President, den Hannergrond vun dësem Gesetzestext ass deen, dass sech an deene leschte 15 Joer de Lëtzebuerger System vun der RDI staark entwéckelt a strukturéiert huet a mëttlerweil eng kritesch Gréisst erreecht huet. Dorobber ass elo deementspriechend reagéiert ginn an de Regimm vun Hëllefe fir d'Recherche an d'Innovatioun ugepasst ginn.

Am Ufank hate mer hei zu Lëtzebuerg just Fuerschungs- an Entwécklungsaktivitéite vun e puer grousse Multinationallen. Dunn huet sech mat der Kreatioun vun de CRPen an der Uni Lëtzebuerg och d'Recherche fondamentale en place gesat an d'Fuerschungsaktivitéite verstäerkt. Déi ëffentlech Fuerschung ass du progressiv zu enger politescher Prioritéit vun de Regierunge ginn, obwuel hei nach Loft no uewen ass. An ech kommen zum Schluss nach eng Kéier kuerz op dës Remarque zréck.

Kontrakter mat Fuerschungsinstituter wéi zum Beispill Luxinnovation, mä och Reforme wéi d'Fusioun tëschent dem Institut Henri Tudor a Gabriel Lippmann mam Luxembourg Institute of Science and Technology (veuillez lire: tëschent dem Institut Henri Tudor a Gabriel Lippmann zum Luxembourg Institute of Science and Technology), d'Integratioun vun der BioBank an den LIH, wéi och rezent d'Reform vum Fonds national de la recherche sinn alleguerte Reformen, déi weiderhin zu enger staarker Entwécklung vum Fuerschungs- an Entwécklungssecteur bäidroen.

D'Fuerschung, d'Entwécklung an d'Innovatioun hei zu Lëtzebuerg hu sech an deene leschte Jore villen Evaluatiounen ënnerbreet. Ech hunn dat schonn am Ufank ugedeit. Sou zum Beispill vun der OCDE, déi nach 2015 e Rapport publizéiert huet, der EU, dem nationale Conseil économique et social, mä och der Chambre de Commerce. Déi Lëtzebuerger Ziler am Kader vun der Strategie Europa 2020 wéi och d'Entwécklung vun den europäeschen Dispositiounen iwwert d'staatlech Hëllefe fir d'Recherche an d'Innovatioun si weider Contrainten, déi an der Evolutioun vun dësem Secteur musse consideréiert ginn.

Fir déi strategesch Objektiver ze erreechen, ginn, wéi gesot, all d'Subventiounsméiglechkeete fir d'Recherche, d'Entwécklung an d'Innovatioun benotzt, déi dëst neit Reglement offréiert. D'Tauxen a Montants plafonds sinn zudeem vun Notifikatiounen un d'Europäesch Kommissioun ausgeschloss.

Wéi och scho virdrun erwäänt ass d'Zil vun dësem Gesetzestext, d'Betriber, wéi gesot, weiderhin ze encouragéieren, fir an nei Servicer a Produiten, a verbessert Produktiounsmethoden, awer och an déi multisectoriell Spezialisatiounen a prioritär Beräicher ze investéieren.

Nach eng Kéier zur Erënnerung: Wat sinn déi Beräicher? Dat sinn, éischtens, nohalteg Technolgien, Technologië vum Liewen - déi sougenannten Healthtech oder Biotech -, Logistik, Raumtechnologien, Automobillbranche an Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien.

Wéi och scho gesot, ginn d'Partnerschaften tëschent den Entreprisen aus dem Privatsecteur an den ëffentleche Laboe weider encouragéiert. Dat zum Beispill duerch d'Erhéijung vum Taux maximal bei Kollaboratiounen am Kader vu Projeten an der Recherche an der Entwécklung.

Fir dës Ambitiounen och a Chifferen ze faassen, gëtt hei viséiert, dass amplaz wéi aktuell all Joers zéng Kollaboratiounsprojeten ze maachen, kënfteg 20 där Projete solle gemaach ginn. E weidert Zil ass et, an Zukunft sougenannte Capacitéitsinnovatiounen ze lancéieren, an d'Objektiv ass an deem Kontext, fir bis 2020 véier weider Centres d'excellence ze bauen, dovun zwee bis 2018.

Här President, ech géif just gär ganz kuerz op déi verschidden Avisen agoen. In extenso kënnt Der déi a mengem schréftleche Rapport noliesen. Deen éischten Avis ass dee vun der Chambre de Commerce. D'Chambre de Commerce huet generell positiv op dëse Gesetzesprojet reagéiert. Si begréisst dësen Text. Si seet, dass d'Efforten, déi am Beräich vun den Ausgabe gemaach ginn, als signifikativ kënne bezeechent ginn. Si begréisst och déi nei Palett vun Hëllefsregimmer, déi mat dësem Gesetzestext a Kraaft trieden. Si ënnersträicht awer, dass déi nei finanziell Hëllefen eleng net duerginn, fir dës Ziler ze erreechen, an dass ee soll méi staark a systematesch Evaluatiounen eragoen, fir a regelméissegen Intervallen d'Efforten an och d'Schwächte vun deenen Hëllefen ze analyséieren, fir da gegebenenfalls de System ze verbesseren an ze adaptéieren.

Wat d'Avise vum Statsrot ugeet, sou hu mer dës Avisen am Detail an der Kommissioun studéiert a mir sinn och drop agaangen. A sengem Haaptavis vum 24. Mee 2016 huet de Statsrot eng Rei Opposition-formellen opgeworf. Ouni elo an den Detail ze goen, handelt et sech hei haaptsächlech ëm Froe vu Cadrage normatif an ëm Rechtsonsécherheeten duerch Verweis op den europäesche Reglement, wou de Statsrot dat dann all Kéiers kritiséiert huet.

Als Konklusioun, Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, géif ech gäre soen, dass et, mengen ech, relativ kloer ass, dass kreativ an innovativ Entrepreneuren haaptsächlech op Lëtzebuerg kommen, wa se hei e favorabelt Ëmfeld fannen. An e favorabelt Ëmfeld ass en Ëmfeld, wou Ekosystemer bestinn, wou et gutt Centre-de-recherchë gëtt, wou et eng gutt Kooperatioun gëtt mat deenen ëffentleche Rechercheinstituter. Dozou gehéieren, haaptsächlech fir Start-uppen, awer och finanziell a materiell Hëllefen, mä och d'Berodung an den Austausch mat aneren Entrepreneuren. Fir dësen Ekosystem ze realiséieren, ass dëst Gesetz e wichtegt Instrument.

Zum Schluss géif ech der Statssekretärin an och der Regierung nach gäre véier (veuillez lire: dräi) Punkte mat op de Wee ginn, a vläicht ka se och kuerz an hirer Ried zum Schluss vun dëser Debatt dorobber agoen. Deen éischte Punkt ass deen, an ech hunn dat scho virdrun indiquéiert, dass zu Lëtzebuerg, trotz deene groussen Efforten, déi gemaach gi sinn, nach Loft no uewe besteet.

Am internationale Vergläich gesäit een, dass mer, wat eisen Invest ugeet, fir de Moment bei 1,2% vum PIB leien. Am Vergläich ass d'EU-Moyenne bei 1,9%. An d'Moyenne an der OCDE läit souguer bei 2,3%. Wat verschidde vun eisen direkten Noperen ugeet, esou gesi mer, dass an der Belsch den Investissement 2,5% bedréit an an Däitschland souguer 2,8%. An ech mengen also, dass hei, wéi gesot, nach kënnen Efforte gemaach ginn, obwuel an deene leschte Joren do scho ganz vill a gutt geschafft ginn ass.

Zweete Punkt. Verschidde Beräicher, an dat ass am Prolongement vun deem éischte Punkt, brauche méi Investissementer wéi anerer, wéi zum Beispill de Beräich vum Biotech. Do gëtt et nach kee grousse privaten Ekosystem, deen de Relais kéint bilde fir déi ëffentlech Recherche. An ech mengen, dass hei an der Kooperatioun tëschent dem LCSB, der Uni, dem Centre de recherche, dat heescht dem LIH an dem FNR, nach Verschiddenes kéint verbessert ginn, fir och dëse Secteur méi performant ze maachen.

An de leschte Punkt, deen ech wollt (veuillez lire: uschwätzen), wou ech am Fong éischter eng Fro un d'Regierung hunn, dat ass d'Fro vun deem Régime fiscal fir d'Business angels, dee jo ugeduecht ass, mengen ech, a wou d'Regierung wollt eng Initiativ huelen, fir am Fong Suen an de Secteur vun de Start-uppen ze drainéieren; innovative Start-uppen, méiglecherweis mat engem fiskalen Incitatif. An ech wär frou, wa mer dozou vläicht kéinten e puer Informatiounen kréien.

Dat gesot, brëngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, eng vun de wichtegste Matièrepremièren hei zu Lëtzebuerg ass eis Matière grise. An den 80er Joren ass erkannt ginn, datt d'Recherche an d'Innovatioun wesentlech zur wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land bäidroe kënnen. Wéi steet et um Internetsite am Mot de bienvenue vum Jean-Paul Schuler, CEO vu Luxinnovation? «La recherche et l'innovation sont aujourd'hui reconnues comme étant des leviers puissants du développement économique. (...) Passons ensemble de l'idée à l'action!» Dee Slogan ass och de Fil rouge, deen dat hei Gesetz duerchleeft.

Haut hu mer d'Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Promotioun vun der Recherche, dem Developpement an der Innovatioun souwéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 30. Juni 2004 iwwert de generelle Kader fir d'Régimes d'aides en faveur vun de Kleng- a Mëttelbetriber.

De Projet de loi 6854 dréit dem europäesche Reglement vum 17. Juni 2014 Rechnung. Dëse Reglement ass e sougenannte Règlement d'exemption.

Här President, wat heescht dat? Op europäeschem Niveau ginn d'Statsbäihëllefe ganz kritesch gesinn. An am Prinzip muss all eenzel Statsbäihëllef fir d'Éischt der Europäescher Kommissioun notifizéiert ginn, fir en Accord ze kréien. Mat dësem Règlement d'exemption falen déi Prozeduren ewech. Dat heescht, datt all déi Aiden, déi zu Lëtzebuerg am Kader vun der Recherche an Innovatioun vergi ginn an déi de Kritäre vun dësem Règlement d'exemption entspriechen, net méi mussen der Kommissioun notifizéiert ginn.

Wéi gesot, säit den 80er Joren hu vill Entreprisen an och vill Instituter an Organismen, déi an der Recherche sinn, sech en Numm gemaach. Duerfir wëlle mer vun 1,16% vum PIB 2013 op 2,3% bis 2,6% vum PIB am Joer 2020 eropgoen. Duerch dëse Projet de loi ginn och besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber incitéiert, fir an d'Recherche an d'Innovatioun ze investéieren.

Des Weidere gëtt d'Spécialisation multisectorielle a prioritären Domänen oder an Domänen, wou Lëtzebuerg wierklech Virreider ka spillen, gepusht. Wéi et am Avis vun der Chambre de Commerce heescht, sinn déi Axes prioritaires: Matériaux avancés, Technologies durable, Technologies de la vie, d'Logistik, d'Technologie spaciale, de Secteur vum Automobill wéi och d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien.

Déi Aiden, déi kënnen ugefrot ginn, si fir d'Études de faisabilité technique, Aides à l'innovation zugonschte vun de Kleng- a Mëttelbetriber, Aidë fir jeunes entreprises innovantes, fir d'Innovation de procéder et d'organisation, fir d'Investissementer an Infrastrukturen, déi d'Recherche facilitéieren oder erlaben, fir d'Investissementer a sougenannte Pôles d'innovation, fir d'Gestioun vun dëse Pôles d'innovation a fir d'Participatioun u Programmer oder Initiativen en matière de recherche, de développement et d'innovation.

Aner wichteg Punkte sinn, datt de Partenariat tëschent Public a Privé renforcéiert gëtt, datt den Accès zu den Aidë simplifiéiert gëtt an datt och regelméisseg gekuckt gëtt, wéi den Effet bénéfique konkret vun deene verschiddene Régimes d'aides ass.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

De Montant vun den Aidë variéiert en fonction vun der Taille vun der Entreprise, vum Domän, an deem recherchéiert gëtt, vum Niveau de collaboration tëschent Entreprisen an Instituts de recherche an en fonction vum Degré de diffusion vun dem Resultat, dat duerch d'Recherche erauskënnt.

Wie gëtt dës Aiden? Dës Aidë ginn zesumme vum Ministère de l'Économie an dem Ministère des Finances ginn. Fir verschidden Aidë muss fir d'Éischt och en Avis vun enger Commission consultative gefrot ginn.

De qualitative Kritär, fir eng Aide ze kréien, ass, datt dës Aide, wéi et am Artikel 14 vum Projet de loi steet, en Effet incitatif huet an den Developpement an d'Diversification économique favorabel nuancéiert.

Wéi kann esou eng Aide ausgesinn? Et kann entweder eng Subventioun sinn oder sous forme vu Kapital oder sous forme d'Avance récupérable. Eng Avance récupérable ass e Prêt en faveur vun engem Projet oder engem Programm, deen a verschiddenen Tranchen ausbezuelt gëtt a wou d'Remboursementskonditiounen dovun ofhänken, wéi de Projet ausgeet. Et kann och sous forme vun enger Bonification d'intérêts, enger Garantie oder engem Prêt sinn. Dat hänkt vun deenen Domänen of, fir déi eng Aide ugefrot gëtt.

Här President, eng wichteg Roll kritt Luxinnovation, déi 1988 zu engem Groupement d'intérêt économique ginn ass, an déi ënnert dësem Projet de loi d'Missioun vun enger Agence de financement kritt. Ech weisen hei op eng Kritik vun der Chambre de Commerce hin, datt déi nei Missioune Luxinnovation net däerfen dovunner ofbréngen, weiderhin d'Sproochrouer an ee vun de groussen Ambassadeure vun der Recherche an Innovatioun hei zu Lëtzebuerg ze sinn.

Här President, ech hat et am Ufank vu menger Ried gesot: D'Innovatioun ass haut am Fong keen Nischeprodukt méi hei zu Lëtzebuerg. D'Innovatioun ass e wichtege Bestanddeel vun eiser Wirtschaft an et ass wichteg, datt mir Politiker regelméisseg a Betriber ginn, fir och gewuer ze ginn, wat fir eng Recherchen an Innovatiounen dës Betriber maachen. Mir als CSV maachen dat regelméisseg. An ech profitéieren hei vun der Tribün, fir och eng Kéier ervirzesträichen, datt bei eis am Osten, also am ländleche Raum, eng ganz Rei Betriber sinn, déi vill an d'Recherche investéieren an déi ee vun de Leaderen an hirem Secteur sinn.

Wie weess zum Beispill, datt et zu Gréiwemaacher eng Firma gëtt, déi um europäeschen Niveau marktführend ass an der Hierstellung vu Fënstere fir ganz grouss Autosmarken? Wie weess zum Beispill, datt zu Gréiwemaacher eng Firma Deeler fir Hightech-Motorrieder produzéiert, déi se duerch vill Innovatioun a Recherche kreéiert hunn? Am Raum Mondorf, am Raum Jonglënster ginn et ganz vill Handwierksbetriber, déi speziell a Produktiounslinnen innovéiert hunn. Zu lechternach gëtt et e berüümte Betrib, deen Deeler fir d'Loftfahrt oder d'Raumfahrt produzéiert, nëmme méiglech duerch Innovatioun a Recherche.

Et ass also d'Missioun vun de Politiker, also vun eis, Här President, Ambassadeure vun deene Betriber ze sinn, fir datt d'Leit dobausse sech bewosst ginn, wat eng top Betriber mer hei zu Lëtzebuerg hunn, a fir och d'Loscht bei deene Jonken ze kreéieren, fir an d'Recherche ze goen, well do läit e groussen Deel vun der Zukunft fir eis Jugend a soumat vun eisem Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Gloden. An nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng performant Recherche a stänneg Innovatioun si wesentlech an onverzichtbar, fir kënnen nei Produiten ze entwéckelen, fir engem seng Produktiounsmethoden ze verbesseren, fir d'Qualitéit, d'Eegenschafte vun engem Produit ze optimiséieren, fir e méi zolidd, méi liicht oder méi ekologesch ze maachen.

Jo, d'Recherche an d'Innovatioun sinn de Schlëssel, fir kompetitiv ze bleiwen. Wie sech hautdesdaags net weiderentwéckelt, wien net vun neien Technologië Gebrauch mécht, deen huet et schwéier, op engem globaliséierte Maart ze bestoen. Et ass gewosst, dass Lëtzebuerg wärend deene leschte Jore vill Efforte gemaach huet, fir seng Ekonomie ze diversifiéieren. Dozou gehéieren och Secteure wéi d'ICT, d'Ekotechnologien, den Automobillsecteur, d'Logistik, den eHealth, wou grad d'Recherche, d'Entwécklung an d'Innovatioun den A an den O sinn, fir kompetitiv ze sinn an et ze bleiwen.

Dofir goufen och, zu Recht, scho vill Ressourcen an d'Recherche an an d'Entwécklung gestach. An et si jo och genau dës Aktivitéiten, déi mer nach méi hei am Land ausbaue wëllen, dat, well se eng héich Plus-value mat sech brénge kënnen. Eis ëffentlech Recherchen, sief dat d'Uni, de LIST oder de Luxembourg Institute of Health, sinn net méi an de Kannerschong. Si fänken elo lues a lues un, méi räif ze ginn. An dofir ass et nëmme richteg, dass mir eis Efforten an der Recherche an an der Innovatioun intensivéieren.

Besonnesch d'Fërdere vu Partnerschaften tëschent privaten Entreprisen an eiser ëffentlecher Recherche gëtt duerch dëst Gesetz verstäerkt. Meng Partei huet sech scho laang fir eng méi effikass Koordinatioun op dësem Gebitt agesat. Dofir sinn ech frou, dass mer mat dësem Gesetz an déi richteg Richtung ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei begréisst och, dass d'Recommandatioune vun der OECD, vum Conseil vun der Europäescher Unioun a vum CES zu engem groussen Deel an dëse Gesetzesprojet agefloss sinn. Esou ass et och wichteg, dass mir eis konkret Ziler setzen, dass mer e Plang hunn, wou mer hiwëllen.

Eis Regierung wëllt, dass hir Depensë vun der Recherche a vum Developpement bis 2020 op 2,3% bis 2,6% vum PIB klammen. 2013 waren dës Depensen eréischt bei 1,16%. An ech si mer sécher, dass déi Ziler, déi mir eis gesat hunn, mat Hëllef vun dësem Gesetz ze erreeche sinn.

Et ass och bekannt, dass d'privat Depensen zu Lëtzebuerg fir d'Recherche an d'Entwécklung net héich genuch sinn. Dat ass besonnesch bedenklech, wann ee weess, dass mir eng Rei vun internationale Betriber zu Lëtzebuerg hunn, déi technologesch héich präzis Produiten hierstellen. Besonnesch an der Industrie hu mir héich spezialiséiert Betriber, déi scho säit Joren hei zu Lëtzebuerg an d'Recherche investéieren.

Dëst Gesetz setzt dofir geziilt Incentiven, fir dass et fir dës Betriber och weiderhin interessant ass, zu Lëtzebuerg an d'Recherche an an d'Innovatioun ze investéieren.

Mat deenen neie Forme vun Hëllefe wäerten awer och nei Entreprisen dovunner profitéiere kënnen, besonnesch kleng a mëttelgrouss Betriber, déi momentan nach net esou vill an d'Recherche investéieren.

Ech wëll elo net nach eemol an all d'Detailer vum Gesetzesprojet agoen, well de Rapporteur dat schonn ausféierlech gemaach huet, mä ech begréissen et ausdrécklech, dass mir mat dësem Gesetz Objektiver fixéiert hunn, an zwar net nëmme strategesch Objektiver, mä och quantifiabel Objektiver. Dat ass deen eenzege Wee, fir och erauszefannen, ob déi definéiert Strategie och hir Friichte droe wäerten. An et gëtt eis och d'Méiglechkeet, do nozebesseren, wou et néideg ass.

Mir hunn eis zum Beispill als Zil gesat, déi privat Depensë vun der Recherche a vum Developpement bis 2020 vun 0,71% op 1,4% vum BIP ze erhéijen. Mir wëllen, dass méi PPPen, also „public private partnership", an der Recherche entstinn. Momentan entstinn där zéng d'Joer. Mir wëllen, dass et där bis 2020 20 d'Joer sinn. Mir wëllen, dass Exzellenzzentren entstinn. An d'Zil ass et, där bis 2020 véier hei zu Lëtzebuerg ze hunn, zwee Stéck scho bis 2018. Doniewent ginn och d'Prozedure vereinfacht, fir et de PMEen ze erméiglechen, méi einfach un dës Aiden erunzekommen.

Dëst sinn alles konkret an ambitiéis Ziler, mat deene mir herno constatéiere kënnen, ob se erreecht goufen oder net.

Här President, d'Demokratesch Partei ass frou, dass mir haut dëst Gesetz stëmme wäerten. Eis Betriber waarde scho laang drop, fir kënne mat dësem neie Régime d'aides an d'Recherche, d'Entwécklung an an d'Innovatioun ze investéieren. Dëst Gesetz verbessert däitlech de Kader, fir esou Investissementer ze tätegen.

Dëst gesot, géif ech dem Rapporteur nach Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un de Rapporteur fir dëse mëndlechen a schréftleche Rapport, dee wéi ëmmer ganz komplett war, an am schréftlechen Deel kann ee sech dovun och absolutt iwwerzeegen.

RDI, Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun, dat ass e Kapitel, wat fir Lëtzebuerg eng grouss Wichtegkeet huet. Dat sinn eiser Meenung no u sech dräi wichteg Pilieren fir Lëtzebuerg, fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft, a fir sech och kënne vis-à-vis vun den Nopeschlänner ze positionéieren, ze behaapten an ze differenzéieren. Se si wichteg, fir dass an Zukunft en nohaltegt Wirtschaften zu Lëtzebuerg och wäert méiglech bleiwen.

déi gréng sinn also iwwerzeegt, dass d'Fuerschung zu Lëtzebuerg onbedéngt noutwendeg ass, onbedéngt muss sinn an och vun ëffentlecher Hand muss ënnerstëtzt ginn. An dat weise mer net nëmmen doduerch, dass mer haut wäerten dat Gesetz hei stëmmen, dat hu mer och als Fraktioun gewisen, an zwar am Kader vum „Pairing Scheme: Politics meets Research", wou mir als déi gréng eben och mat dräi Deputéierte vun am Ganze 17 ganz gutt vertrueden an engagéiert waren.

Et ass also fir déi gréng e staarkt Uleies, fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ze stäerken. Sief et d'Grondlagefuerschung op der Uni an an den Instituter, sief et awer och déi ugewannte Fuerschung an der Privatindustrie an an de PMEen. An déi zwou Fuerschungssparten, sief et elo ëffentlech a privat oder och déi zwee Deeler Grondlagefuerschung respektiv ugewannte Fuerschung, déi mussen zu Lëtzebuerg nach vill méi staark zesummefannen.

An duerfir begréisse mer och ausdrécklech d'Zilsetzung, déi an dësem Projet de loi matdrasteet, an zwar d'Verduebelung vun de Kollaborationsprojeten, privat an ëffentlech, déi vun haut zirka zéng pro Joer op 20 pro Joer an der Strategie 2020 sollen uwuessen.

Déi verschidden Hëllefen, déi an dësem Projet de loi hei proposéiert ginn, déi huet de Rapporteur u sech schonn am Detail virgestallt, an och deen neie Rôle, deen u sech Luxinnovation GIE soll iwwerhuelen, an duerfir wäert ech hei elo net méi am Detail drop agoen.

Ech wëll awer hei ee ganz kuerze Bilan maachen, d'Resultater opweise vun deem leschte Promotiounsgesetz 2009. Dat huet Resultater bruecht, déi moossbar sinn an déi sech och weise loossen. De Budget public fir d'Recherche an d'Entwécklung ass vun 2009 bis 2015 bal verduebelt ginn, mat am Moment fir 2015 380 Milliounen Euro. Bemierkenswäert ass dobäi, wann een dat e bësse méi genau kuckt, dass de Beräich Santé deen éischten un der Stell ass, an zwar mat net manner wéi 80 Milliounen Euro fir 2015. An als zweete Secteur kënnt u sech do d'Educatioun mat 45 Milliounen Euro. Nëmmen den Ëmweltberäich ass säit all deene Jore mat zirka 8 Milliounen Euro stabill oder ganz liicht zréckgaangen, wat eis als déi gréng natierlech net kann zefriddestellen. Mä wat net ass, ka jo nach kommen. An ech mengen, wann ee kuckt och am Kader vum Verloscht vu Biodiversitéit, déi eng Realitéit ass, vum Klimawandel, vun der Strategie Rifkin, da wäert an Zukunft d'Fuerschung am Ëmweltberäich och fir Lëtzebuerg a fir ganz Europa ëmmer méi wichteg ginn.

An duerfir sollte mir hei zu Lëtzebuerg eis Capacitéiten an dësem essenzielle Beräich och vergréisseren a stäerken a Lëtzebuerg zum Virreider an Europa maachen. A mir si scho Virreider a verschiddene Fuerschungsprojeten. An ech wëll just ganz kuerz dräi Beispiller opzielen. Dat eent, wat eis als déi gréng ganz noläit, dat ass de Fuerschungsstull vun TDK op der Uni Lëtzebuerg, déi u sech Virreider sinn a wou Der och ganz regelméisseg d'Publikatioune op deenen entspriechende Sitte fannt, sief et an der Dünnschichttechnologie, sief et an der Erhéijung vum Rendement vu Fotovoltaikzellen, sief et awer och an de Konzentratorzellen. Dat ass also Energieproduktioun.

Dann hu mer ee Volet, wou mer och ganz staark vertruede sinn. An net méi spéit wéi d'lescht Joer ass u sech de Lush Prize vun de Kosmetikhiersteller un ee Lëtzebuerger Fuerscher vergi ginn, an zwar vun der Uni Lëtzebuerg an der Biomedezinn. Dat ass de Pranjul Shah, een indesche Fuerscher, deen hei zu Lëtzebuerg ënnerwee ass. A wat huet e gemaach? En huet u sech den Daarm nogebilt. An zwar e künstlechen Daarm - a wat u sech dann an dee Volet erageet, dass mer kënnen d'Déiereversich zréckschrauwen -, wou ee kann d'Interaktioun zwësche Bakterien an den Daarmhait simuléieren. An deen och absolutt weeweisend ass fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg. An duerfir ass dat och ee Volet, deen eis als déi gréng absolutt um Häerz läit, fir ze kucken, dass een dee Volet vun der Fuerschung un Déieren esou kleng wéi méiglech kann halen respektiv komplett dorop verzichte kann. Also Kosmetik ouni Déiereversich.

En drëtt Beispill, fir awer och ze weisen, dass d'PMEe méi wéi aktiv sinn: ALT, Advanced Logic Technology, dat ass eng PME, déi am Kanton Réiden an der Zone d'activité économique ugesidelt ass, an der SOLUPLA, déi u sech féierend ass an der Sensortechnik am Ëmweltberäich, déi souwuel d'Software wéi d'Hardware do op der Plaz entwéckelen an ugewannte Fuerschung do bedreiwen. Och dat si Beräicher, wéi mäi Virriedner virdru gesot huet, vun deene guer net esou bekannt ass hei zu Lëtzebuerg, dass mer do PMEen a kleng Entreprisen hunn, déi ganz vir bäi sinn an der Fuerschung.

Ech war och selwer erstaunt, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg an dësem Secteur schaffen. An zwar fir d'Joer 2015, d'Statistike weisen dat, waren dat ëm déi 5.600 Leit. D'Halschent dovu si Fuerscher, also Leit mat ganz héije Qualifikatiounen. Een Drëttel sinn Techniker, déi do musse matspillen. An natierlech och d'administrativ Personal, fir u sech déi Fuerschungsprojeten zu Pabeier ze brénge respektiv déi ganz Gerance ze maachen.

D'Fuerschung zu Lëtzebuerg ass also och ee Garant fir Aarbechtsplazen, op allen Niveauen, ech hat scho gesot: Fuerscher, Techniker, Leit am administrative Beräich. D'Fuerschung zu Lëtzebuerg garantéiert och, dass mir an Zukunft nohalteg Aarbechtsplazen hei an alle Wirtschaftszweiger kënnen zu Lëtzebuerg halen an och an eise PMEen. An duerfir ënnerstëtze mir als déi gréng d'Fuerschung zu Lëtzebuerg. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt just am Numm vun der ADR och eis Zoustëmmung zu dësem Projet brénge.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Reding. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert: d'Madamm Statssekretärin Francine Closener.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Merci, Här President. De Corselet,

dee Bréissel den EU-Memberstaten undeet, wann et drëm geet, de Betriber mat finanziellen Hëllefen ënnert d'Äerm ze gräifen, dee Corselet gëtt ëmmer méi enk. Trotzdeem bleift nach Sputt. An dee Sputt notze mir gär als Wirtschaftsministère voll aus, sief et fir déi méi grouss Entreprisen, sief et awer och fir déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi iwwer 99% vun eisem Tissu économique ausmaachen, ze ënnerstëtzen.

Eng Wirtschaft, déi och muer an iwwermuer nach wëllt kompetitiv bleiwen, muss innovéieren. An déi Secteuren, déi mer zanter zéng Joer a méi zu Lëtzebuerg prioritär virundreiwen, fir eis Ekonomie ze diversifiéieren, déi Secteure sinn ebe besonnesch innovativ an och fuerschungsintensiv. Ob dat déi genannten Eko- a Biotechnologië sinn, den Automobillberäich, wou Der wësst, dass um Rouscht e ganz neie Campus entsteet, awer och d'Logistik, de Space an natierlech dee ganzen ICT-Secteur.

Déi Hëllefe sollen awer och aner Betriber, sämtlech Betriber an alle Secteuren incitéieren, duerch RDI hiert Iwwerliewen, hir Kompetitivitéit ofzesécheren. Fir Hëllefen am Beräich RDI ze ginn, gouf et bis elo zwee verschidde Gesetzer, op déi sech baséiert gouf: eent fir d'Aiden aus dem Wirtschaftsministère an eent fir d'Aidë vum fréiere Mëttelstandsministère.

A vu dass déi zwee Ministèrë jo elo zesummegehéieren, ass et och normal, dass et just nach ee Gesetz gëtt fir sämtlech Hëllefen am Beräich Fuerschung an Entwécklung respektiv Innovatioun.

D'Fro, déi sech stellt, wann een Hëllefe gëtt, ass natierlech: Wat bréngt dat, éischtens, dem Land an, zweetens, wat bréngt et dem Betrib? Waren déi Suen eigentlech och gutt investéiert? Déi Froe brauchen eben Äntwerten. An duerfir gi mer och an eng nei Bewäertungslogik eran, an een neie Bewäertungssystem, dee mer aféieren, deen et haut net gëtt.

Déi dräi grouss strategesch Objektiver goufe genannt.

Éischtens ass et néideg, dass d'Privatbetriber méi an d'Fuerschung investéieren. Am grousse Ganze stëmmt et, dass mer ambitiéis Ziler hu fir 2020. Ech wëll dozou awer och dem Rapporteur soen, dass mer schonn eng Kéier bei 1,8% waren. Allerdéngs, wéi d'Kris du komm ass, ass dee Pourcentage zréckgaangen, well, et ass kloer esou, dass et ëmmer an enger Kris esou ass, dass an der Fuerschung an an der Innovatioun d'Betriber als Éischt spueren. An dat gëllt besonnesch an der Finanzindustrie, wou do méi op d'Brems gedréckt ginn ass; manner an der Industrie tel quel.

Zweetens brauche mer Partenariater tëscht privaten Entreprisen an der ëffentlecher Fuerschung. Och dat ass scho gesot ginn. A mir wëlle besonnesch de PMEen hëllefen, méi ze innovéieren. Duerfir muss den Accès fir déi Hëllefe vill méi einfach ginn, vill besser ginn. Duerfir vereinfache mer eben och d'Prozeduren a leeë verschidden Hëllefen zesummen.

Ee Wuert nach vläicht zu Biotech. Et stëmmt, de Secteur brauch méi Invest an d'Fuerschung, fir méi Entreprisen unzeéien. Anerersäits gouf awer schonn intensiv um Ekosystem geschafft, wann ech nëmmen d'House of BioHealth nennen, wou d'Entreprisë sech ugesidelt hunn, wou mer jo schonn an enger zweeter Phas sinn, fir ze vergréisseren.

Et muss een och soen, dass Projeten, wéi den HPC, den „high performance computing"-Projet, dee muer zu Roum wäert ënnerschriwwe gi mat der Bréisseler Kommissioun, oder Projete wéi den Nationale Composite Centre, dass dat natierlech Projete sinn, déi eise Fuerschungszenter, Fuerschungsstanduert hei zu Lëtzebuerg extrem stäerken, dass mer och do eppes maache fir eis Reputatioun an Europa an doriwwer eraus, a virun allem och direkt Aarbechtsplaze schafen. Eleng mam HPC-Projet kommen 200 Aarbechtsplazen direkt op Lëtzebuerg derbäi.

Da bleift awer och d'Fro vum Volet vum eenzelne Betrib, déi sech stellt. Huet de Betrib mat Hëllef vun de staatleche Subventiounen dann effektiv och säin Zil erreecht? A fir dat ze moossen, ginn nei Indicateuren agefouert. Déi hänken natierlech vun der Zort vum Projet of. Dat kann den Ëmsaz sinn, dat kann den Emploi sinn, d'Steigerung vun der Produktivitéit oder anerer. An op Basis dovunner, vun deenen Indicateuren, kucke mer dann, ob d'Firma dat erreecht huet, wat se wollt; an dat bis zu fënnef Joer nodeems de Projet ofgeschloss gouf. Mir wëlle regelméisseg een Echantillon vu fäerdege Projeten, déi mer finanziell ënnerstëtzt hunn, esou moossen.

Wat gëtt subventionéiert? Abee am Fong déi ganz Innovatiounschaîne, Projeten a Programmer am Beräich RDI, awer och Etüden, technesch Faisabilitéitsetüden, den zäitweilegen Detachement vun héichqualifizéiertem Personal, zum Beispill aus engem Fuerschungszentrum bei eng privat Entreprise, d'Berodung an der Innovatioun, an och d'Protektioun vun der Propriété intellectuelle. Et gëtt also eng Aide, fir en neit Produkt ze protegéieren. Och dat ass e Beräich, deen ëmmer méi wichteg gëtt. An et gëtt och eng Hëllef speziell fir innovativ Startuppe vu maximal 800.000 Euro, fir Bréisselkonform ze ginn.

Et gëtt Hëllefe fir nei oder optimiséiert Produktiounsprozesser an d'Organisatioun vum Betrib. An nei ass och eng Aide fir Infrastrukturen am Beräich Recherche. Déi kann zum Beispill accordéiert ginn, wa sech eng Entreprise ee Fuerschungsequipement zouleet an dat duerno mat anere Partner, mat anere Betriber deelt.

Et gëtt natierlech awer och Hëllefe fir e Pôle d'innovation, wann also ëffentlech a privat Akteuren op enger gemeinsamer Thematik schaffen. Ee Beispill, dat Der all kennt, ass Neobuild.

A wéi enger Form gëtt et déi Hëllefen? Natierlech bleiwen déi klassesch normal Subventiounen, déi direkt Subventiounen, bestoen, mä et kommen awer och nei Forme vu Bäihëllefen derbäi. Et kann eng Avance accordéiert ginn. Start-uppe kënnen een Apport en fonds propres kréien. An et ass awer och esou, dass Investitiounen a Fuerschungsstrukturen oder an Innovatiounspôlë kënne mat Statsgarantien, Prêten oder Zënsbonifikatiounen ënnerstëtzt ginn.

An dann, wéi gesot, déi grouss Neierung ass natierlech och déi vun der Luxinnovation, dass déi national Promotiounsagence elo de Statut kritt vun enger Agence de financement. Déi Konventioun tëscht dem Ministère an der Agence ass amgaangen ausgeschafft ze ginn, fir déi genee Modalitéite festzeleeën.

Wat erwaarde mer eis elo un Demandë fir Hëllefen? Et kann een natierlech nëmme schätzen. Mir ginn dervun aus, dass bis d'Joer 2020 ronn 200 Milliounen Euro dierften u grouss Betriber an och un d'PMEen ausbezuelt ginn am Beräich RDI.

Dann nach vläicht dee Punkt vum Régime fiscal fir Business angels, also déi Étude juridique, fir esou ee Regimm anzeféieren. Déi hu mer maache gelooss, déi ass fäerdeg. An d'Diskussioune lafen eigentlech elo mam Finanzministère, fir ze kucken, wéi een dat am beschte kann ëmsetzen.

Här President, mat dësem neie Gesetz schafe mer d'Viraussetzungen, fir och an deenen nächste Jore weider finanziell Ureizer fir eis Betriber ze behalen, déi engersäits vu Bréissel akzeptéiert ginn, an anerersäits de Betriber d'Decisioun erliichteren, fir méi a Fuerschung, Developpement an Innovatioun ze investéieren. Well nëmmen esou hu mer och eng Chance, fir déi ambitiéis Ziler, déi mer eis gesat hunn, ze erreechen. Duerfir sinn ech frou iwwert déi breet Zoustëmmung vun der Chamber a soe Merci fir d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Statssekretärin. Mir wären da prett, fir zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6854 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6854 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Participatiounen um Vott. 58-mol Jo. 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, de Projet 7039 iwwert d'Vermaartung an d'Benotzung vu sougenannte Précurseurs d'explosifs. An d'Madamm Tess Burton, d'Rapportrice, wäert eis elo erklären, ëm wat dass et genee geet. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

7. 7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech lech hei presentéieren, ass den 31. August 2016 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, spezifesch national Elementer vun engem Reglement vum Europäesche Parlament a vum Conseil an eis lëtzebuergesch Gesetzgebung ëmzesetzen. Et geet drëms, fir souwuel de Verkaf wéi och de Gebrauch vun Ausgangsstoffer vun explosive Stoffer EU-wäit ze reglementéieren. D'EU-Reglement ass schonn en vigueur. Déi spezifesch national Elementer ginn hei elo preziséiert.

Mat dësem EU-Reglement reagéiere mir op de Problem vu Mëssbrauch vu sougenanntem Ausgangsmaterial vun explosive Stoffer. An anere Wierder: Et gëtt eng ganz Rei bestëmmt chemesch Stoffer, déi sech de grand Public ganz einfach am Handel ka besuergen an aus deenen ee ka Sprengstoffer, sprëch Bommen, hierstellen.

Dës sougenannten Ausgangsstoffer goufen an der Vergaangenheet a ginn och aktuell vun Terroristen a Krimineller bei Attentater agesat. Dofir ass d'Zil vun dësem Reglement, den Zougang zu dëse chemesche Produite fir de grand Public esou gutt wéi méiglech ze ënnerbannen. Dës Mesure ass eng vu ville legislativen Äntwerten, déi d'EU gëtt op déi aktuell Terrorismusgefor an déi séllechen Attentater, déi mat selwer gebastelte Sprengstoffer vum regulären Handel getätegt goufen.

Déi chemesch Substanzen, déi hei viséiert sinn, ginn an zwou Kategorien ënnerdeelt. Déi éischt Kategorie enthält verbuede Substanzen, wann déi iwwer eng gewësse Konzentratioun erausginn. An an där zweeter Kategorie ginn dann all déi Substanzen opgelëscht, déi bei enger verdächteger Transaktioun musse gemellt ginn. Mir schwätzen hei vun zwou Annexen, wou dës Substanzen opgelëscht ginn.

Et gëtt zwar schonn eng Rei gesetzlech Regelungen am Beräich vun Explosiven, souwuel um internationalem, europäeschem souwéi och um nationalen Niveau, mä dës Regelunge konzentréiere sech net wierklech op de Risiko vun deene sougenannten Ausgangsstoffer vun explosive Stoffer. An och déi bestoend Gesetzgebunge sinn ënnerschiddlech zwëschen de Länner.

E konkret Beispill, wou Krimineller dovu Gebrauch maachen, dass d'Gesetzgebunge vu Land zu Land ënnerschiddlech sinn, ass d'Beispill vun der ETA, déi grouss Quantitéite vu Sprengstoffer, déi a Spuenien verbuede sinn, a Frankräich an a Portugal verstoppt hunn. An deem Sënn gouf eben decidéiert, fir dës spezifesch Matière op EU-Niveau ze reglementéieren, well dat eben net komplett vun den eenzelnen EU-State kann assuréiert ginn.

Wat ass dann elo konkret en Ausgangsmaterial vun explosive Stoffer? Zum Beispill Peroxyde d'hydrogène, besser bekannt ënnert dem Numm Waasserstoffperoxid, gëtt a grousse Mengen u Coiffeure verkaaft, kann awer och als Explosivstoff agesat ginn. Genausou wéi Ammoniumnitrat, dat an der Landwirtschaft agesat gëtt, oder och den Nitromethan, dee bei der Benotzung vu bensinbedriwwene ferngesteierte Spillautoe benotzt ka ginn. Dëst sinn nëmmen e puer Beispiller vu Stoffer, déi zougänglech si fir all Privatmann a fir e falsche Gebrauch mëssbraucht kënne ginn.

Här President, Lëtzebuerg huet sech fir en totale Verbuet ausgesprach a ralliéiert sech domat un déi belsch Gesetzgebung. Dat heescht, dass d'Aféierung, de Besëtz an de Gebrauch vu Stoffer, déi an der Annex 1 virgesi sinn, hei am Land verbuede sinn. Et gëtt also hei zu Lëtzebuerg och kee Régime de licence oder d'enregistrement, fir esou Substanze beim Verkaf anzedroen. Ganzer zwielef Länner hu sech fir dëse Regimm, also fir en totale Verbuet, ausgesprach, wat niewebäi och den administrativ einfachste System ass, fir dass dëst Reglement a Kraaft kann trieden.

Komme mer elo zu deene verschiddenen Avisen.

D'Chambre de Commerce bedauert an hirem Avis déi relativ spéit Ëmsetzung vun dësem europäesche Reglement, wat säit 2014 a Kraaft ass. Och wërft d'Chambre de Commerce d'Fro op, firwat Lëtzebuerg sech fir den totale Verbuet entscheet huet an de Régime de licence an de Régime d'enregistrement net mat iwwerholl huet. Dëst géif et näämlech erméiglechen, dass eng Rei vun heefeg gebrauchte Stoffer awer kéinte benotzt ginn. Hei kann een nach emol preziséieren, dass de Gesetzesprojet virgesäit, dass eng Rei vu Substanze weiderhi vum grand Public benotzt kënne ginn. Dat awer just ënner enger gewëssener Konzentratioun.

De Statsrot huet de 27. Oktober 2016 säin éischten Avis ofginn, andeems hie sech zum Artikel 5 opposéiert huet. Hei berifft sech de Statsrot op den Artikel 15 vun der Constitutioun an op den Artikel 8 vun der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter a verlaangt, dass an dësem Artikel muss preziséiert ginn, dass am Fall, wou et e Verdacht gëtt, dass eng Persoun sech Zougréff verschaaft huet op gréisser Menge vun dësen explosive Stoffer an eng Hausvisitt duerchgefouert soll ginn, dëst awer just mat engem Mandat vun engem Riichter méiglech ass.

Dëser Demande gouf an der Kommissioun och Rechnung gedroen. Allerdéngs ass d'Kommissioun enger anerer Demande vum Statsrot net nokomm. A sengem Avis huet de Statsrot näämlech och recommandéiert, dass net, wéi virgesinn, d'Police grand-ducale den nationale Point de contact soll sinn, mä de Wirtschaftsministère. Dëser Preferenz ass, wéi scho gesot, d'Kommissioun net nokomm, well de Wirtschaftsministère net déi néideg Kompetenzen huet, fir den nationale Point de contact ze sinn, esou wéi dat an dësem Gesetz virgesinn ass.

D'Ulafstell, fir esou Verdachter ka just d'Police grand-ducale sinn, well si déi néideg Disponibilitéiten a Ressourcen huet. Zum Beispill misst de Ministère 24 Stonnen op 24 eng Ulafstell garantéieren, fir esou Verdachter unzehuelen, wat awer de Moment net méiglech ass.

A sengem Avis complémentaire gëtt de Statsrot säin Accord zu dësen Erklärungen, wat den nationale Point de contact betrëfft, an hieft domadder seng Opposition formelle och op.

Voilà! Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Burton. Éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken der Rapportrice e ganz grousse Merci fir hiren explizitte schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Dëse Gesetzesprojet setzt jo d'EU-Reglement 98/2013 a Lëtzebuerger Recht ëm an hätt eigentlech scho missen 2014 transposéiert ginn. Et ass e Reglement, wat d'Commercialisatioun an d'Benotze vu chemesche Produite regelt, déi nieft dem üübleche Gebrauch awer, esou wéi d'Madamm Rapportrice dat och gesot huet, vun Terroriste benotzt ginn, fir dorauser ebe Bommen hierzestellen an domadder Attentater ze plangen an och auszeféieren.

Bis dato war d'Gesetzgebung an der EU net eenheetlech. Munch Staten hu bestëmmt Produite verbueden, wärend se an anere fräi um Marché ze kréie waren. Mat dësem Reglement soll dann elo séchergestallt ginn, dass an alle Länner déiselwecht harmoniséiert Regele gëllen, wat de Verkaf an d'Benotzen ebe vun dëse

Mëttelen ubelaangt. Domadder soll et fir d'Terroristen onméiglech ginn, einfach an en anert Land ze reesen, wat vläicht méi eng large Gesetzgebung huet a sech dann do dat ze beschafen, wat se fir hir brutal Attentater brauchen.

Bestëmmt chemesch Produiten, déi bis ewell relativ einfach um Marché fir jiddwereen ze kréie waren, ginn entweder elo ganz verbuede fir de Privatmann a just nach un déi Professionell verkaaft - dat sinn déi, déi mer an der Annex 1 opgelëscht fannen -, oder se ginn ënner Observatioun gestallt, also Annex 2. Dat sinn déi Produkter, déi een och weiderhin als Particulier ze kafe kritt, soulaang net gewësse Konzentratiounen an och gewësse Quantitéiten iwwerschratt ginn.

Ech ginn Iech e puer Beispiller. D'Madamm Burton hat schonn dat eent oder anert citéiert. Ech wéilt dat e bëssen erweideren, fir dass mer och wierklech wëssen, vu wat mer hei schwätzen. Ugefaange mat Beispiller vu Produkter aus der Annex 1, also déi, déi an Zukunft just u Professioneller dierfe verkaaft ginn. Dir hat et gesot, de Peroxyde d'hydrogène, besser bekannt ënnert dem Numm „Eau oxygénée", dee gebraucht gëtt am Coiffeurssalon, fir d'Hoer ze entfierwen, fir Mèchen dran ze maachen. Dohier och den Numm „wasserstoffblond".

Une voix.- Dir wësst, vu wat Der schwätzt.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)*.- Mir wëssen, vu wat mer schwätzen, Dir Häre.

(Hilarité)

Peroxyde d'hydrogène gëtt awer och geholl, fir Pabeier ze bleechen, fir d'Zänn méi wäiss ze maachen oder och nach, fir d'Waasser an de Schwämmen ze behandelen, well et och antiseptesch wierkt.

Dann awer och den Nitromethan. Dee gëtt benotzt als Carburant, wéi gesot, bei Courseautoen, awer och fir d'Produktioun vu pharmazeutesche Produkter a Pestiziden an och als Solvant. Fréier hu mer dat „Thinner" genannt. E Mëttel, fir Flecken ewechzemaachen, sief et vun Usträicherfaarf oder eben an de Botzereien.

An dann hätte mer och nach den Acide nitrique, dee vu Kënschtler an an den Dréckereie benotzt gëtt bei Koffergravuren a vun de Baueren och als Dünger agesat gëtt.

Ee Beispill just vun de Produkter aus der Annex 2 wier den Aceton, fir den Neellack dann ofzemaachen. Oder awer och nach den Nitrate d'ammonium, wat och erëm als Düngemëttel geholl gëtt.

Wichteg, an dat ass wierklech dat, wou mer effektiv mussen drop pochen, dat ass, dass an Zukunft Kontrollen op der Plaz gemaach ginn. A ganz besonnesch wäerten d'Leit aus dem Commerce sensibiliséiert ginn. Éischtens emol, den Distributeur, dee soll drop oppassen, dass seng Clienten - also ech soen elo just d'Coiffeuren oder eben och d'Baueren - net op eemol aussergewéinlech grouss Quantitéite bestellen. Dann awer och d'Caissièrë selwer. Déi mussen direkt reagéieren, wann esou e Mëttel op eemol a ganz grousse Quantitéiten iwwert d'Théik geet. Dat gëllt elo éischter fir Produkter aus der Annex 2. An dann awer och d'Betriber selwer. Déi sollen oppassen op hire Stock. Si sollen deen am A behalen an oppassen, dass net op eemol Wuer verschwënnt.

Soubal also ee vun hinnen eppes Anormales feststellt, muss en dat direkt bei der Police signaléieren. D'Police ass hiren Uspriechpartner a muss benoriichtegt gi bei suspekten Transaktiounen oder Tentativë vu suspekten Transaktiounen, an ebe soubal déi chemesch Substanzen, déi opgelëscht sinn an deenen zwou Annexen, verschwannen.

Mir als CSV begréissen dës wichteg Mesure fir d'Bekämpfung vu Mëssbrauch vu chemesche Produkter an domadder also och d'Bekämpfung vum Terrorismus. A mir gi selbstverständlech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An den nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. No esou engem ausféierleche Rapport, wéi mer en hei vun der Deputéiert Tess Burton virgedroe kruten, bleift mir u sech just nach, em ze felicitéiere fir dee gudde mëndleche Rapport awer och fir säi schréftleche Rapport, an den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Och vu mir aus der Rapportrice e grousse Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Bei dësem explosiven Thema wëll ech elo net nach mat enger ganzer Rei vu Beispiller aus dem deegleche Liewen hei kommen, wou ee sech kéint schëlleg maachen. Bei verschiddene Produkter hat ech och net direkt fir mech en Uwendungsfall fonnt. An dofir géif ech einfach elo emol hei den Accord vun der grénger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Dann den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo. Merci, Här President. Och ech brénge den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Text.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll der Rapportrice en décke Merci soen, fir deen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Hei gesäit een eemol méi, firwat mer Europa brauchen, firwat mer méi Europa brauchen, firwat Europa gutt ass. Duerfir och de Fraktiounen e grousse Merci fir hiren Apport.

Ech wëll och nach soen, soubal wéi d'Gesetz am Journal officiel publizéiert ass, maache mer eng grouss Sensibiliséierungsaktioun beim grand Public a beim Commerce, deenen zoustännegen Autoritéiten, sief dat d'Police, den ILNAS, de Wirtschaftsministère, d'Douane, an op där anerer Säit bei de Beruffschamberen, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans, der Fedil, der CLC maache mer zesummen eng grouss Campagne, fir eben déi Sensibiliséierung op déi dote Saachen ze renforcéieren.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Statssekretärin. A mer wären elo prett, fir ofzestëmmen iwwert de Projet 7039.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7039 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

Also, mir hunn 59 Participatiounen um Vott. 59-mol Jo. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Gérard Anzia), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou fir d'Debatt iwwert d'Europa- an Aussepolitik. Merci.

(Fin de la séance publique à 17.25 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}25, 26, 27 et 28

25^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 338

Communications p. 338

Ordre du jour p. 338

Heure de questions au Gouvernement

Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports p. 338-339

Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demande, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 339

Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspectorat et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 339

Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 339-340

Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 340

Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie p. 340-341

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN p. 341-356

Ordre du jour p. 356

26^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 356

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuerderungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN (suite) p. 356

Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l'«Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d'un débat p. 356-362

7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique p. 362-363

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem p. 363-364

27^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 364

Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région p. 364-373

28^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 373

Communications p. 373-374

Ordre du jour p. 374

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère p. 374-379

Nomination d'un médiateur p. 379

6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation p.379-382

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs p. 382-383

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2698	Gusty Graas	Études sur le transport ferroviaire
2722	Roy Reding	Sanctions disciplinaires pour magistrats
2741	David Wagner	Difficultés relatives au stage d'insertion professionnelle des enseignants-stagiaires
2745 cf. 2759	Marco Schank	«Carsharing»
2755	Henri Kox, Josée Lorsché	Modification notable des modalités d'exploitation pour une vingtaine de réacteurs nucléaires français
2759 cf. 2745	Claudia Dall'Agnol	«Carsharing»
2761	Gusty Graas	Tests des gaz d'échappement des véhicules
2763	Yves Cruchten	Risque d'incendie lié à des installations photovoltaïques
2764	Claudia Dall'Agnol	Lignes RGTR desservant la ville de Dudelange
2777	Fernand Kartheiser	Statistiques de l'immigration
2778	Gérard Anzia, Henri Kox	Festival de l'automobile 2017
2780	Marc Spautz	Structures provisoires d'accueil pour réfugiés
2781	Françoise Hetto-Gaasch	Structures accueillant des nouveau-nés
2782	David Wagner	Étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes
2783	Gilles Baum	Trafic sur la route nationale N11
2784	Josée Lorsché	Complications liées à des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel
2785	Françoise Hetto-Gaasch	Aide pour aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques
2786	Taina Bofferding	Participation de «demandeurs de protection internationale» en tant qu'auditeur libre à des cours de l'Université du Luxembourg
2787	André Bauler	Route nationale N10 entre Dasbourg et Marnach
2788	Yves Cruchten	Ligne RGTR 215
2789	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck
2790	Laurent Mosar	Moteur de recherche en ligne permettant l'accès à des données d'assujettis à la TVA
2791	André Bauler	Tourisme au Luxembourg
2792	Franz Fayot	Dépenses militaires
2793	Fernand Kartheiser	Orthophonie
2794	Fernand Kartheiser	Prévention du VIH
2795	Fernand Kartheiser	Critères linguistiques d'embauche de LuxTram SA
2796	Martine Mergen	Maison des associations asbl
2797	David Wagner	Pénurie de logements
2798	Laurent Mosar	Contrats épargne-logement
2799	Marc Lies, Sylvie Andrich-Duval	Friche industrielle Laminoir de Dudelange
2800	Gilles Roth, Diane Adehm	«Paquet d'hiver» de la Commission européenne
2801	David Wagner	Sous-traitance de la délivrance de visas à destination du Luxembourg
2802	Martine Hansen, Marco Schank	Produits du terroir
2809 cf. 2814	Diane Adehm, Gilles Roth	Cyberattaques
2812	Gérard Anzia, Henri Kox	Fuite d'huile auprès de Goodyear à Colmar-Berg
2814 cf. 2809	Fernand Kartheiser	Cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement
2824	Laurent Mosar	Cyberattaques de la CIA
2831	Gérard Anzia	Dégâts causés par des renards
2858	Marc Lies	Registre national des personnes physiques
2899	Fernand Kartheiser	Cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement

Question 2698 (25.01.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **études sur le transport ferroviaire:**

Le transport ferroviaire joue un rôle-clé dans la stratégie de mobilité douce du Grand-Duché. Actuellement plusieurs études dans ce domaine sont menées dans le cadre du programme «Horizon 2020» de la Commission européenne. En effet, les recherches Roll2RAIL, It2RAIL et In2RAIL ont pour objectif de trouver des solutions pour améliorer l'infrastructure ferroviaire en Europe, respectivement par une architecture plus performante des trains, par une coordination accrue entre les différents moyens de transports en commun et par la digitalisation du réseau ferroviaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Luxembourg participe à ces efforts de recherche (support financier ou en personnel)?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des résultats de ces trois études sont d'ores et déjà connus? Dans la négative, Monsieur le Ministre est-il en mesure d'indiquer la date de publication des conclusions?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces dernières pourront servir à améliorer le réseau ferroviaire luxembourgeois?

Réponse (27.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2698 du 25 janvier 2017, l'honorable Député Monsieur Gusty Graas souhaite s'informer sur les études stratégiques dans le transport ferroviaire.

Le programme-cadre «Horizon 2020» pour la recherche et l'innovation 2014-2020 établi par le règlement (UE) n°1291/2013 du Parlement européen et du Conseil vise à garantir un impact plus grand sur la recherche et l'innovation en combinant les moyens financiers de l'Union et ceux du secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) dans des domaines où la recherche et l'innovation peuvent contribuer aux objectifs plus larges de l'Union en matière de compétitivité, mobiliser des investissements privés et aider à relever les défis de société. La participation de l'Union à ces partenariats peut prendre la forme de contributions financières à des entreprises communes établies sur la base de l'article 187 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

C'est dans ce cadre qu'a été créée par règlement (UE) n°642/2014 du Conseil du 16 juin 2014 l'entreprise commune Shift2Rail visant à stimuler et à mieux coordonner les investissements de l'Union en faveur de la recherche et de l'innovation dans le secteur ferroviaire en vue d'accélérer et de faciliter la transition vers un marché ferroviaire de l'Union plus intégré, plus efficace, plus durable et plus attrayant, adapté aux besoins des entreprises du secteur ferroviaire et conforme à l'objectif général de la réalisation d'un espace ferroviaire unique européen.

La participation substantielle de l'industrie constitue un élément essentiel de l'initiative Shift2Rail. Les gestionnaires d'infrastructure et les entreprises ferroviaires ne sont représentés que par quatre grandes sociétés.

Les projets de recherche évoqués par Monsieur le Député sont des projets «phares» destinés à éclairer le chemin de l'entreprise commune Shift2Rail, leurs résultats devant alimenter les programmes d'innovation de Shift2Rail.

Les CFL ne participent pas à ces efforts de recherche, mais ils sont engagés dans des développements à plus court terme pouvant bénéficier plus rapidement au réseau ferré luxembourgeois. Le Département des transports participe par contre au groupe des représentants étatiques de Shift2Rail. Quant à une participation financière du Luxembourg, ces projets sont cofinancés par l'Union européenne.

Les projets mentionnés devraient s'achever fin avril 2018 pour In2Rail et fin octobre 2017 pour les deux autres, à savoir Roll2Rail et It2Rail.

Ces études devraient permettre à long terme des avancées au niveau de l'industrie ferroviaire qui devraient à terme bénéficier tant au réseau ferré luxembourgeois qu'au matériel roulant qui y circule.

Question 2722 (16.02.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **sanctions disciplinaires pour magistrats:**

Am Zesummenhang mam Fonctionnement vun der Justiz wollt ech dem Här Justizminister e puer Froe stellen:

1. Wann ee Magistrat vun der Cour supérieure de justice als „sanction disciplinaire" an d'Pensioun geschéckt gëtt, wat ass da genau d'Sanktioun?

2. Kritt dee Betraffenen dann ab deem Datum eng „Pensioun"? Wa jo: Wéi héich ass déi?

3. Wéi wëllt d'Regierung an Zukunft sécherstellen, datt d'Mandater, déi d'Geriichter verdeelen (curateur, curateur à succession vacante, tuteur, notaire, commis...), gerecht an/oder no novollzéibaren, objektive Kritäre verdeelt ginn an datt esou déi néideg Transparenz geschaaft gëtt?

Réponse (15.03.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Den Artikel 156 (5) aus dem Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire vun 1980 gesäit d'„mise à la retraite d'office" vun engem Magistrat als Disziplinarstrof vir.

Déi „mise à la retraite", gesprach duerch e rechtskräftegt Uerteel vun der Cour supérieure de justice, beendegt d'Aarbechtsverhältnis vum Agent vis-à-vis vum Stat. De betraffenen Agent verléiert seng Aarbecht, säi Statut als Magistrat.

ad 2. D'Disziplinarstof léisst d'Recht op eng Pensioun bestoen. Awer déi Pensioun gëtt eréischt ausbezuelt wann een d'Konditiounen, déi an de Pensiounsgesetzer stinn, erfëllt, dat heescht no 40 Cotisatiounsjoren oder spéitstens am Alter vu 65 Joer mat zéng Cotisatiounsjoren.

ad 3. D'Geriichter hu Regelen, no deene si Mandater un Expert, Curateur, Tuteur, Notaire, Commis, etc. verdeelen.

Et ginn zum Deel Regelen, déi an den Texter stinn, z. B. dat groussherzoglecht Reglement vum 23.12.1982 iwwert d'„conditions de désignation d'un gérant de tutelle", an zum aneren sinn et och eege Regelen, déi d'Geriichter an hirer souveräner Appréciatioun no objektiven a beruffleche Kritäre festsetzen, wéi z. B. d'Erfahrung vun Affekoten an Notairen a spezielle Beräicher. All déi Regelen, esouwuel déi aus den Texter wéi och déi aus der Praxis, solle garantéieren, dass Mandater op eng korrekt an transparent Aart a Weis gesprach ginn am Prinzip.

Question 2741 (06.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **difficultés relatives au stage d'insertion professionnelle des enseignants-stagiaires:**

Le nouveau stage d'insertion professionnelle pour les enseignants-stagiaires de l'école fondamentale, organisé par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN), est entré en vigueur à partir du premier semestre de 2016.

Entre-temps, il a été porté à ma connaissance qu'au début du mois de décembre une centaine d'enseignants-stagiaires a pris rendez-vous avec la direction de l'IFEN afin de lui soumettre ses doléances relatives au stage. Pendant ces réunions, de nombreuses réclamations ont été portées à l'attention de l'IFEN.

Partant, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1) Ces griefs ont-ils été consignés par écrit?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous les faire parvenir?

3) Dans l'éventualité où la direction de l'IFEN n'aurait pas jugé nécessaire de consigner ces

griefs par écrit, pouvez-vous néanmoins nous communiquer les principaux problèmes rencontrés par les stagiaires?

4) À la lumière des griefs et/ou doléances adressés à l'encontre du stage d'insertion professionnelle, Monsieur le Ministre estime-t-il que les objectifs définis sous l'article 10 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, puissent être garantis par la formation mise en place par l'IFEN?

5) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à ces problèmes?

6) À l'heure actuelle, les enseignants-stagiaires doivent mener de front une tâche d'enseignement réduite seulement de deux leçons hebdomadaires sur les 23 ou 25 leçons d'une tâche complète, le suivi des cours dispensés par l'IFEN, la préparation des examens et l'élaboration d'un portfolio sur l'évolution de leurs compétences professionnelles. Par conséquent, il en résulterait des cas de surmenage menant au phénomène de «burn-out».

Estimez-vous que l'ensemble de ces obligations imposées aux enseignants-stagiaires leur assure une formation de qualité?

7) Finalement, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'enseignants qui se sont inscrits dans le stage d'insertion professionnelle au début de l'année scolaire et combien d'entre eux le poursuivent encore à l'heure actuelle?

Réponse (30.03.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le 12 décembre 2016, la direction de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a adressé un message à tous les enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental afin de les inviter à un échange sur leur vécu du premier trimestre de leur stage d'insertion professionnelle. Des plages horaires pour des entretiens individuels ou en petits groupes leur ont été proposées. Un total de 24 entretiens avec 49 stagiaires, représentant en plus une cinquantaine de collègues avec leurs questions et suggestions, ont eu lieu entre le 13 décembre 2016 et le 16 janvier 2017.

Par ces entretiens, l'IFEN souhaitait connaître la vue des enseignants-stagiaires sur le premier trimestre de leur stage. Il s'agissait par ailleurs d'avoir un premier retour sur la mise en œuvre des principes-clés définis dans les bases conceptuelles du stage:

- l'enseignant-stagiaire au centre du dispositif,

- un cadre et des méthodes de travail adaptés,

- des intervenants formés et compétents,

- une approche axée sur le processus,

- une approche axée sur la résolution de problèmes.

Ce cadre conceptuel est consigné sur le site Internet de l'IFEN https://ifen.lu/ifen/cadre-conceptuel3 ainsi que dans la brochure d'accueil à l'intention des enseignants-stagiaires (chapitres 5.2. et 5.3.).

En parallèle à ces entretiens entre enseignants-stagiaires et direction, la collecte de données en vue d'une évaluation plus globale est en cours dans le cadre des regroupements entre pairs:

- entretiens compréhensifs avec des enseignants-stagiaires,

- question posée à tous les enseignants-stagiaires sur la mise en pratique d'éléments vus depuis l'entrée en stage.

L'IFEN a mené des réunions et entretiens dans le même esprit avec les intervenants du stage (conseillers pédagogiques, formateurs, inspecteurs) et les syndicats.

Cette démarche de la part de l'IFEN a comme objectifs:

- de collecter des premières données en vue de la mise en œuvre de l'article 102 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, à savoir de procéder à une évaluation périodique du dispositif du stage dans le cadre d'une démarche qualité,

- de vivre les principes-clés définis dans le cadre conceptuel,

- d'intégrer les retours des enseignants-stagiaires dans la planification de la deuxième année du stage de la promotion 2016 et dans celle de la nouvelle promotion à recruter en septembre 2017.

ad 1), 2) et 3) Les entretiens entre les enseignants-stagiaires et la direction de l'IFEN étaient marqués par un esprit constructif et ouvert.

Les différents sujets abordés ont été consignés par écrit. Voici une compilation des points soulevés:

a) points soulevés pour leur grande qualité, points forts du stage:

- les échanges - lors des modules de la formation générale - sur des exemples concrets de la pratique de tous les jours en classe,

- les exemples pratiques qui sont concrètement axés sur la pratique en classe, p. ex. comment formuler le feedback suite à une production d'élève,

- le soutien par le conseiller pédagogique,

- le fait de disposer, dans certains cours, de temps pour travailler et échanger entre stagiaires et avec les formateurs sur les préparations de cours des enseignants-stagiaires,

- le module 3 du cycle 1,

- les formateurs s'investissent énormément, sont à l'écoute, répondent aux questions même en dehors du cours par les échanges sur eduMoodle et par des échanges de courriel,

- les cours de législation illustrent bien les suites d'une intervention,

- les consignes concrètes concernant les productions écrites,

- le «Leitfaden Portfolio» est très informatif et très clair,

- les échanges durant les regroupements entre pairs (note: le contraire est dit au point b),

- les collègues de cycle et d'équipe pédagogique mettent en pratique les contenus de la formation des enseignants-stagiaires,

- pas de formations à l'IFEN durant les deux semaines précédant les vacances de Noël et Pâques pour préparer et remettre les bilans des élèves,

- le module «Scolaria» est très intéressant (note: le contraire est dit au point b),

- le module de législation «Évaluation et bilans» est perçu comme très utile par ceux qui ont fait leurs études à l'étranger (note: le contraire est dit au point b).

b) points critiqués, points faibles du stage:

- les angoisses liées à la peur de l'échec,

- le temps trop important consacré aux formations,

- l'approche trop théorique pour certains modules,

- les positionnements effectués au module 2 en septembre et en octobre sont trop rapprochés,

- le module «Scolaria» n'apporte rien (note: le contraire est dit au point a),

- trop d'informations lors de la journée kick-off,

- le module de législation «Évaluation et bilans» n'est pas perçu comme utile par ceux qui ont fait leurs études à l'Université du Luxembourg,

- l'évaluation (production écrite) liée aux formations au choix,

- la différence de la charge de travail d'un surnuméraire vis-à-vis d'un titulaire de classe,

- la prise en main de la plateforme eduMoodle par certains enseignants-stagiaires qui n'ont jamais travaillé sur un «learning management system»,

- les échanges lors des regroupements entre pairs (note: le contraire est dit au point a),

- les interférences entre les modules de formation, les inspections ou les réunions,

- les difficultés de fixer un rendez-vous quand le conseiller pédagogique n'enseigne pas dans l'école de l'enseignant-stagiaire,

- l'évaluation par un inspecteur qui n'est pas l'inspecteur d'arrondissement,

- la charge de travail trop importante du deuxième trimestre (examen de législation, production écrite, bilan du portfolio, inspection),

- les deux heures de décharge accordées ne suffisent pas pour compenser la charge imposée par le stage,

- le manque de temps libre, de vacances, de temps pour la famille et les amis,

- les cours qui ont lieu le vendredi soir et le 6 décembre,

- le temps nécessaire pour les trajets des personnes qui viennent de loin.

c) Propositions formulées par les enseignants-stagiaires:

- créer des groupes plus homogènes ciblés sur des besoins bien précis et prédéfinis,

- laisser plus de choix, autant pour la sélection des modules de formation que pour la façon de travailler dans des modules de formation et regroupements entre pairs; ne pas imposer des structures, mais laisser faire, parler, échanger sans structure,

- proposer des regroupements entre pairs et des hospitations sur des thématiques précises et laisser le choix aux enseignants-stagiaires de s'inscrire selon leur besoin,

- proposer des regroupements entre pairs qui permettent de construire des préparations concrètes pour «le lendemain», par exemple: formuler une lettre aux parents, formuler une demande pour une sortie pédagogique, organiser une excursion,

- repenser le module 3,

- ne pas troubler les moments d'échange avec les autres par des moments de réflexivité ou des liens demandés vers la théorie,

- mettre à disposition le conseiller pédagogique pendant trois années,

- offrir le module «Scolaria» en petits groupes et permettre d'inscrire les données de la classe sur place.

Il ressort de cette compilation que les mêmes éléments peuvent être perçus comme positifs par certains enseignants-stagiaires, mais comme négatifs par d'autres. Il est à supposer que de nombreux facteurs impactent la perception individuelle du stage: l'expérience professionnelle antérieure au stage, la formation suivie durant la formation initiale, la situation individuelle de travail, l'implication active dans les formations, etc.

ad 4) Après quatre mois de mise en œuvre du stage qui a une durée de trois ans, il s'avère difficile sinon impossible de juger si les objectifs pourront être atteints.

Cependant, en vue de collecter de façon systématique des premiers indicateurs sur l'efficience du stage, la même question ouverte est posée à tous les enseignants-stagiaires dans les regroupements entre pairs qui ont lieu depuis la mi-janvier 2017. La question suivante a été posée: «Depuis votre entrée dans le stage, pouvez-vous évoquer des «mises en pratique» qui ont eu un effet positif (sur les élèves ou sur vous-mêmes)? D'où viennent-elles? Comment les avez-vous apprises?»

Un premier classement des réponses de 35 enseignants-stagiaires permet d'identifier une vingtaine d'items qui mettent en évidence ce qu'ils disent avoir appris depuis leur entrée en stage:

- mise en place de rituels didactiques (reformulation des consignes),

- appropriation d'un éventail plus riche de méthodes d'enseignement coopératif et créatif,

- feed-back mutuel (évaluation formative),

- soutien de toute l'équipe pédagogique,

- considérer les élèves comme «auteurs» de leur apprentissage, faire appel à leur créativité et la solliciter,

- découverte du lien entre émotion et cognition,

- adaptation des pratiques et du soutien en fonction des élèves; incorporer les élèves dans le cours,

- établir des règles de comportements avec les élèves (gestion de l'autorité par la pédagogie institutionnelle),

- donner un minimum de consignes pour favoriser l'autonomie,

- construire des consignes claires, précises et simples,

- utiliser des matériaux culturels pour introduire les cours,

- incorporer la vie quotidienne,

- valoriser le positif plutôt que pénaliser un travail insatisfaisant,

- développer un esprit de réflexion pour identifier les progrès,

- privilégier le processus plutôt que le résultat,

- demander un feed-back aux élèves,

- apprendre est un «acte social».

Les items négatifs suivants sont identifiés:

- bien souvent les pratiques positives viennent de livres, de l'université, d'Internet et des enseignants-stagiaires eux-mêmes,

- les modules de formation sont souvent théoriques, les discussions intéressantes souvent raccourcies faute de temps,

- la quantité de travail liée au stage peut avoir des effets négatifs sur l'école et les enfants,

- la formation pendant le stage est une répétition des études universitaires et ne crée pas assez de liens avec la pratique,

- le stress et la fatigue.

Dans les réponses à la deuxième partie de la question («D'où viennent-elles? Comment les avez-vous apprises?»), les enseignants-stagiaires identifient clairement l'origine de leur apprentissage dans les modules de la formation générale, dans l'accompagnement par le conseiller pédagogique et, dans un degré nettement moindre, dans le contact avec les équipes pédagogiques et collègues.

Les facteurs favorisant l'apprentissage des stagiaires qui sont liés au stage sont largement prépondérants sur les autres facteurs. Au vu du peu de temps écoulé depuis le début du stage et de la taille encore faible de l'échantillon, on peut estimer que les objectifs du stage tels que formulés à l'article 10 de la loi du 30 juillet 2015 sont en voie d'être atteints.

ad 5) Les entretiens de la direction de l'IFEN avec les enseignants-stagiaires, la collecte de réponses écrites qui est en cours, tout comme les entretiens menés par les responsables de l'IFEN avec les conseillers pédagogiques, les inspecteurs et syndicats révèlent que la perception subjective des composantes du stage que peuvent avoir les enseignants-stagiaires est très variée.

Le facteur majeur dans cette perception est la peur de l'échec au stage.

En étant à l'écoute et dans une attitude de soutien, l'IFEN encourage les enseignants-stagiaires à prendre conscience de leurs forces et compétences, les soutient à mettre leurs priorités au service des élèves et les motive à s'impliquer activement dans le stage pour lui donner du sens.

Dans la planification de la première année de stage de la promotion 2017, des aménagements ponctuels sont apportés au calendrier et à l'agencement des modules de formation afin d'améliorer les éléments perçus comme négatifs par les enseignants-stagiaires:

- augmenter le nombre d'heures de formation à suivre entre le 1er septembre et la rentrée scolaire pour ensuite pouvoir diminuer le nombre d'heures lors des semaines d'école,

- laisser les 13 et 14 septembre libres de formations à l'IFEN pour éviter les interférences avec les réunions de prérentrée organisées par les écoles ou arrondissements d'inspection,

- répartir de façon équilibrée les plages de formation sur l'année scolaire, afin de réduire le nombre de demi-journées de formation à l'IFEN à deux par semaine au maximum dans des cas exceptionnels et de viser un maximum d'une séance de formation par semaine dans la mesure du possible,

- adapter le module 3 «Comprendre les principes pour concevoir et mettre en œuvre des situations d'apprentissage» en ciblant le volet de l'évaluation formative au permier trimestre (préparation aux bilans intermédiaires des élèves) et les questionnements individuels des enseignants-stagiaires au deuxième trimestre,

- sélection du module au choix au mois de novembre seulement.

ad 6) Les enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental bénéficient des décharges suivantes par rapport à la tâche normale des instituteurs telle que définie dans le règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental:

1. deux leçons d'enseignement hebdomadaires pendant les deux premières années,

2. une leçon d'enseignement hebdomadaire pendant la troisième année.

Les 54 heures annuelles consacrées à l'appui pédagogique sont mises à la disposition du stagiaire pendant les trois années de stage dans le but de mener à bien la production de son mémoire et un travail de réflexion sur sa pratique professionnelle (extrait de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 août 2015).

Ainsi, un total de 522 heures est mis à disposition des enseignants-stagiaires sur les trois années de stage.

La charge de travail liée à la formation générale de l'année 1 du stage comprend:

- entre 65 et 70 heures de formation, dont une quinzaine d'heures entre le 1er et le 14 septembre,

- trois séances de regroupement entre pairs de trois heures chacune,

- deux séances d'hospitation de trois heures chacune,

- un examen de législation à livres ouverts,

- une production écrite de 1.200 à 1.500 mots sur l'analyse et le feed-back d'une production d'élève dans le cadre du module 3,

- une production écrite de 2.500 à 3.500 mots sur la préparation, la mise en œuvre, l'analyse

et le réflexion d'une unité pédagogique en lien avec le module au choix,

- le bilan du portfolio,

- une inspection comprenant la préparation de cours et une observation en classe suivie d'un entretien.

Cependant, la perception individuelle de la charge de travail par rapport aux heures de décharge accordées, combinée à la complexité des situations professionnelles dans lesquelles les enseignants-stagiaires se retrouvent en phase d'insertion professionnelle, varie fortement d'une personne à l'autre.

Afin d'identifier plus clairement le temps mis à disposition, il pourrait être envisagé de ne pas charger les enseignants-stagiaires en première année de stage de tâche d'enseignement le lundi après-midi. Ceci aurait comme avantage d'identifier dans l'agenda et dans la perception des enseignants-stagiaires une plage de temps à consacrer aux tâches liées au stage.

Dans les entretiens avec la direction de l'IFEN, bon nombre d'enseignants-stagiaires ont admis qu'une partie de la pression vécue durant les premiers mois de l'insertion professionnelle est liée à leur motivation intrinsèque de bien faire et à un penchant vers le perfectionnisme.

Beaucoup d'enseignants-stagiaires mettent en évidence des problèmes ponctuels présentés de façon distordue et hors contexte dans les réseaux sociaux sans proposer de solution, qui peuvent renforcer une perception négative du stage d'insertion professionnelle.

Finalement, il est à considérer que le début d'exercice de la profession d'enseignant, qui exige les mêmes responsabilités des collègues nouvellement admis à la fonction que des collègues expérimentés, constituait un défi majeur pour les enseignants nouvellement admis à la fonction par le passé.

Le dispositif du stage met tout en œuvre pour soutenir le développement aussi bien professionnel que personnel afin de permettre aux enseignants-stagiaires de gérer la complexité du métier d'enseignant, tout en sachant que la profession enseignante présente un haut risque de burnout. Prendre conscience de ses forces et potentiels de développement constitue une base pour se prémunir contre les risques du burnout tout au long de la vie professionnelle.

Dans cette perspective, le développement d'une pratique réflexive, en tant qu'élément central du cadre conceptuel du stage, vise à installer durablement une posture qui permet une adaptation continue aux changements inhérents à la profession.

ad 7) Au 1er septembre 2016, 182 enseignants-stagiaires de l'enseignement fondamental ont été recrutés.

Des dispenses de certains modules de formation, certains regroupements entre pairs et certaines hospitations ont été accordés à 101 enseignants-stagiaires.

Actuellement, les 182 enseignants-stagiaires recrutés continuent à assurer leur tâche d'enseignement et à suivre le stage d'insertion professionnelle, mis à part quelques enseignantes en congé de maternité qui profitent d'une suspension du stage.

Question 2745 (07.02.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **«carsharing»:**

La Ville de Luxembourg et la Nordstad ont toutes les deux lancé un service de partage de voitures. Le «City Mov'», repris par le groupe Enovos, propose depuis 2013 une vingtaine de véhicules électriques en partage dans cinq communes de la Nordstad et à Hesperange. Les voitures du service «Carloh» de la Ville de Luxembourg ont été mises en service en octobre 2015.

Selon mes informations, dès l'automne 2017, les CFL devraient proposer, sur initiative de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, leur propre service de «carsharing», un système d'autopartage lié aux transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il décidé de développer un «carsharing» propre aux CFL? Quel est sa finalité précise?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas opté pour une collaboration avec les deux opérateurs existants?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le service de «carsharing» des CFL serait au moins compatible avec les deux systèmes qui sont déjà en place?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il assurer cette compatibilité?

Question 2759 (10.02.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **«carsharing»:**

Selon un article de presse, la SNCFL envisagerait de mettre à disposition des voitures selon le principe du «carsharing» à une vingtaine de gares ferroviaires.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les gares concernées par ce projet? Selon quels critères seront-elles choisies?

- Dans quelle mesure les communes en cause seront impliquées dans ces projets?

- Les communes qui disposent déjà d'une telle offre seront-elles exclues du réseau «carsharing» des CFL ou y aura-t-il une offre concurrente sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun et économiquement plus rentable de mettre en place un service «carsharing» unique au Luxembourg auquel les communes intéressées pourraient s'associer au lieu des services isolés qui sont créés par un nombre croissant de communes?

Réponse (21.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leurs questions parlementaires n°2745 du 7 février 2017 et n°2759 du 10 février 2017, les honorables Députés demandent des renseignements sur le service d'autopartage, également appelé «carsharing», prévu par les CFL.

Le service d'autopartage propre des CFL vise dans une première phase à proposer des voitures de partage sur les sites des vingt gares les plus fréquentées par les clients CFL respectivement disposant d'un potentiel de développement élevé. À moyen terme, les CFL prévoient d'étendre le projet à d'autres gares situées sur le territoire luxembourgeois, voire même à l'étranger sur certaines gares importantes proches des frontières.

Ce service d'autopartage vise à offrir aux utilisateurs des transports en commun un moyen simple pour louer une voiture sur le site des gares et de leur offrir de cette manière une flexibilité supplémentaire. Le service d'autopartage des CFL s'aligne ainsi sur la politique gouvernementale de la promotion de la multimodalité et augmentera l'attractivité du transport en commun.

Des concertations préliminaires avec deux autres opérateurs de taille largement inférieure ont montré que, vu l'envergure du projet des CFL (près d'une centaine de voitures dès le départ pour une couverture nationale), celui-ci devait s'appuyer sur une structure propre. Il est cependant évident que du point de vue du client, tous les systèmes d'autopartage se retrouveront sur la «mKaart», la carte à puce multifonctionnelle de la Communauté des transports, appelée communément «Verkéiersverbond», sur laquelle les titres de transport tout comme l'accès à d'autres services de mobilité (bornes de charge «Chargy» pour voitures électriques, cages à vélos «mBox», systèmes de bikesharing, etc.) peuvent être gérés.

Mes services sont en contact régulier avec tous les acteurs dans le domaine de l'autopartage pour les inviter à créer une offre complémentaire aux clients qui le souhaitent pour trouver, le cas échéant, une alternative réelle à la possession d'une voiture privée.

Question 2755 (09.02.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **modification notable des modalités d'exploitation pour une vingtaine de réacteurs nucléaires français:**

L'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) a publié ce lundi, 6 février 2017, une décision datée au 3 février 2017, par laquelle elle autorise une modification notable des modalités d'exploitation de plus d'un tiers des réacteurs nucléaires français, dont notamment les quatre réacteurs de la centrale de Cattenom[1]. Face à un bouchage croissant des tubes des générateurs de vapeurs, c'est-à-dire d'une composante essentielle et difficilement remplaçable des réacteurs, l'ASN a autorisé une augmentation importante du taux «acceptable» de bouchage des tubes!

Le document nous révèle que la société EDF avait déjà demandé en juin 2016 une autorisation de modification à l'intitulé plutôt cryptique «BTGV 18% Gemmes VD3» à l'ASN. Derrière cet intitulé se cache une augmentation significative du taux maximal acceptable de bouchage des tubes des générateurs de vapeur (BTGV) à 18% pour les réacteurs ayant passé la 3e visite décennale (VD3), c'est-à-dire ayant au moins 30 ans. Or, selon nos informations, le taux de bouchage acceptable «normal» ne serait que de 5%.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que Mesdames les Ministres peuvent confirmer ces informations?

2) Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont-été immédiatement informées de cette demande d'autorisation du 29/06/2016 et consultées avant la prise de décision finale de l'ASN?

3) Dans la négative:

a) Est-ce que les autorités françaises ne devraient pas obligatoirement informer le Luxembourg d'une telle demande de «modification notable»?

b) Est-ce que le Gouvernement entend intervenir auprès des autorités françaises pour dénoncer cette non-consultation et pour demander le dossier complet de l'autorisation?

4) Pour quelle raison la société EDF a-t-elle demandé cette modification? Est-ce qu'il ne faudrait pas remplacer les composantes plutôt que de changer la limite de bouchage acceptable des tubes?

5) Est-ce qu'il s'agit éventuellement d'une autorisation «temporaire» en attendant le remplacement des composantes, respectivement des générateurs de vapeurs?

6) Quelles sont les conséquences pratiques de cette augmentation significative du taux de bouchage, c'est-à-dire de l'abaissement du débit possible des tubes - des générateurs de vapeur?

7) Quel est l'impact sur les marges de sécurité en cas de fonctionnement normal et en cas de situation imprévue/exceptionnelle?

8) Est-ce que cette autorisation d'un taux de bouchage plus élevé concerne les quatre réacteurs de la Centrale de Cattenom ou uniquement le réacteur n°1, le seul ayant passé une troisième visite décennale?

9) Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette modification notable des modalités d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom?

Réponse commune (13.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Les générateurs de vapeur (GV) sont des échangeurs de chaleur qui utilisent l'énergie du circuit primaire pour transformer l'eau du circuit secondaire en vapeur qui alimentera la turbine. Leur surface d'échange est constituée d'un faisceau tubulaire, composé de 3.500 à 5.600 tubes, selon le modèle, dans lesquels circule l'eau primaire portée à haute température (320°C) et haute pression (155 bars). L'intégrité du faisceau tubulaire des GV est un enjeu important pour la sûreté. La rupture d'un des tubes du faisceau pourrait conduire à ce qu'une partie de l'eau primaire soit déversée hors du bâtiment réacteur.

Plusieurs défauts sont connus sur les GV, parmi lesquels des fissures de corrosion et le colmatage. Par colmatage, on entend l'obturation progressive, par des dépôts d'oxyde, des trous destinés au passage de l'eau. Il conduit à des modifications de l'écoulement de l'eau dans le GV et peut provoquer des fuites.

Lorsqu'un tube est affecté d'un défaut important, ce tube est obturé par la pose d'un bouchon mécanique.

EDF a en effet soumis une demande de modification pour les réacteurs du palier 1.300 MWe. Cette demande de modification porte sur l'augmentation du taux de bouchage admissible des générateurs de vapeur (BTGV) de type 68/19 de 10% à 18%. De plus, cette demande de modification porte également sur la prise en compte d'une pression de saturation abaissée minimale de 62 bars dans les générateurs de vapeur. Par la décision n° CODEP-DCN-2017-002563 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 3 février 2017, l'ASN a donné son accord pour cette modification.

Il y a lieu de préciser qu'une approche similaire avait été poursuivie déjà en 2012, ayant conduit à une augmentation du taux de bouchage des tubes des générateurs de vapeur de 5% à 10%. Lors de cette procédure l'Institut de radioprotection et de sureté nucléaire (IRSN) avait émis un avis positif sous réserve de la prise en compte de 19 recommandations.

ad 2) Les autorités luxembourgeoises n'ont pas été impliquées lors de la procédure d'autorisation.

ad 3) a) Selon les dires de l'Autorité de sureté nucléaire française (ASN), ce projet de décision ne doit pas être soumis à consultation préalable du public. L'article L593-15 du Code de l'environnement français dispose que: «Ces modifications peuvent être soumises à consultation du public selon les modalités prévues au titre II du livre Ier.»

Sur base de cette disposition les autorités françaises ont décidé de ne pas soumettre ces modifications à enquête publique. Il faut aussi noter qu'une enquête publique, si elle aurait été réalisée, ne prévoirait pas l'information obligatoire des autorités d'un pays limitrophe.

ad 3) b) Les ministres soussignés ont pris l'initiative de préparer une nouvelle lettre à l'adresse de Madame la Ministre Ségolène Royal, tout en nous coordonnant avec la partie allemande. Nous demandons une entrevue pour discuter concrètement, parmi d'autres points, la décision du 3 février 2016, à laquelle se réfèrent les honorables Députés dans leur question. Vu la complexité et la technicité des questions 4 à 8 et le caractère urgent de la question parlementaire, nous nous référons aux éléments fournis par l'ASN.

ad 4) Depuis les années 1990, la société Électricité de France (EDF) conduit un programme de remplacement des générateurs de vapeur dont les faisceaux tubulaires présentent une sensibilité à la fissuration liée à la nature du matériau utilisé (Inconel). Ces opérations de remplacement ont commencé sur les réacteurs de 900 MWe et s'étendent à ceux de 1.300 MWe.

Compte tenu de la cinétique lente et maîtrisée de la dégradation des générateurs de vapeur, la programmation de ces opérations de remplacement peut être étalée dans le temps sous réserve de procéder, selon les résultats des contrôles périodiques réalisés, aux bouchages des tubes identifiés comme sensibles à la fissuration. Ces opérations de bouchage peuvent conduire à dépasser le taux de bouchage maximal précédemment accepté par l'ASN. Elles nécessitent alors de s'assurer au préalable que le nouveau taux de bouchage est acceptable vis-à-vis de la démonstration de sûreté. Ce dernier point est détaillé en réponse aux questions 6 et 7.

ad 5) Le nouveau contexte réglementaire français prévoit qu'une autorisation peut éventuellement être temporaire ou partielle. Toutefois, l'autorisation de modification des modalités d'exploitation précisées dans la décision ASN n° CODEP-DCN-2017-002563 du 3 février 2017 définit des conditions pérennes d'exploitation acceptables du point de vue des études de sûreté.

ad 6) La modification consiste à boucher, au maximum, 18% des tubes de chaque générateur de vapeur. Ce bouchage s'accompagne d'une baisse de la pression dans les GV en fonctionnement, de l'ordre de 1,4 bar, à 100% de la puissance nominale. Le débit primaire minimal admissible reste inchangé (88.805 m^3/h).

Dans le cadre de l'instruction préalable à son autorisation, l'ASN a notamment examiné le comportement hydraulique des GV vis-à-vis pour les conditions de pression et de température dans les circuits primaires et secondaires, les efforts hydrauliques ainsi que le risque d'instabilité vibratoire des tubes GV. De même, il est nécessaire de vérifier le respect des critères de sûreté définis dans le rapport de sûreté pour les conditions de fonctionnement normales, incidentelles et accidentelles.

ad 7) EDF a analysé l'impact des nouvelles conditions de fonctionnement vis-à-vis du fonctionnement normal, des études des conditions de fonctionnement de dimensionnement (des déviations à des situations normales) et complémentaires (des situations exceptionnelles au-delà de ce qui est normalement attendu) et des études mécaniques. Les résultats présentés ont été considérés acceptables par l'ASN.

[1] Décision CODEP-DCN-2017-002563 du 3 février 2017 autorisant EDF à modifier de manière notable les modalités d'exploitation autorisées des installations électronucléaires de base de Paluel (INB n°103, n°104, n°114 et n°115), Flamanville (INB n°108 et n°109), Saint-Alban (INB n°119 et n°120), Cattenom (INB n°124, n°125, n°126 et n°137), Belleville (INB n°127 et n°128), Nogent (INB n°129 et n°130), Golfech (INB n°135 et n°142) et Penly (INB n°136 et n°140) dans les conditions prévues par sa demande D305916010889 du 29/06/2016 susvisée et par les éléments complémentaires apportés par lettres D305916017545 du 14/11/2016 et D305917001457 du 01/02/2017.

ad 8) Cette autorisation concerne l'ensemble des réacteurs nucléaires du palier 1.300 MWe équipés de GV de type 68/19, dont les quatre réacteurs de la Centrale nucléaire de Cattenom. Mais l'exploitant conserve la possibilité d'adapter sa stratégie industrielle (remplacement de générateur de vapeur, etc.).

Cette décision de l'ASN, autorisant les modalités d'exploitation des réacteurs de 1.300 MWe, sera mise en œuvre pour la première fois sur le réacteur n°3 de Paluel.

Il convient de noter que cette modification consiste notamment à boucher au maximum 18% des tubes de chaque générateur de vapeur, mais que ce taux, qui ne peut être dépassé, peut être modulé en fonction des caractéristiques de chacun des GV concernés (notamment pour éviter des déséquilibres hydrauliques entre les différentes boucles du circuit primaire).

ad 9) Vu les doutes quant à l'impact potentiel de cette modification sur la sécurité de la centrale nucléaire, le Gouvernement regrette l'absence d'une approche plus transparente et proactive de la part des autorités françaises.

Question 2761 (13.02.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **tests des gaz d'échappement des véhicules:**

Selon la presse allemande, le Parlement européen souhaite que la Commission européenne contrôle de manière plus stricte les tests des gaz d'échappement des véhicules afin d'éviter des manipulations des essais par les constructeurs. Un tel effort nécessiterait néanmoins une intervention dans les procédures nationales d'immatriculation. Alors que le Parlement européen devrait finaliser sa position en avril, il semble que les représentants de certains États membres bloquent une telle proposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'actuel régime national des immatriculations tient suffisamment compte des contrôles en la matière?

- Monsieur le Ministre est-il au courant des développements décrits au niveau européen?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à un contrôle européen des tests des gaz d'échappement?

Réponse (20.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Toute voiture mise sur le marché européen doit disposer d'une homologation globale conformément à la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules. Ladite directive fixe un cadre global pour l'homologation d'une voiture et regroupe toutes les homologations partielles nécessaires, dont entre autres celles relatives au contrôle des gaz d'échappement. Le certificat d'homologation sert finalement de base au constructeur pour l'établissement d'un certificat de conformité européen, nécessaire à l'immatriculation du véhicule. Partant, l'homologation européenne fait l'objet d'un cadre harmonisé, impliquant que toute modification du cadre légal national requiert au préalable une adaptation au niveau européen.

Dans cet ordre d'idées, il convient de préciser qu'au cours des deux dernières années, plusieurs règlements et directives européens ont été adaptés afin de renforcer le système d'homologation, et notamment les dispositions en relation avec les émissions. À relever à cet égard le nouveau cycle d'essais (WLTC) qui va remplacer l'ancien cycle d'homologation (NEDC) pour les tests réalisés sur un banc d'essai à partir de septembre 2017 avec l'objectif de recevoir des valeurs CO_2 plus réalistes. En parallèle, des essais sur route ont été introduits, afin de mesurer les émissions NO_x ainsi que les particules dans des conditions de conduite réelles.

À côté de ces modifications techniques, le Conseil européen est chargé d'élaborer un nouveau règlement cadre qui va abroger la directive 2007/46/CE précitée, avec comme objectif de renforcer le cadre d'homologation européen, notamment en introduisant une surveillance du marché et en renforçant le système d'homologation. Le Luxembourg participe activement à l'élaboration de ce nouveau règlement et se prononce en faveur:

- d'un renforcement du système d'homologation;

- d'une certification obligatoire des sociétés d'homologation;

- d'une introduction d'une surveillance du marché coordonnée par la Commission européenne;

- de l'introduction d'un contrôle de production obligatoire pour tous les domaines.

Le Luxembourg suit de près l'évolution de ce dossier afin d'adapter, le cas échéant, le cadre légal luxembourgeois.

Question 2763 (13.02.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **risque d'incendie lié à des installations photovoltaïques:**

Les panneaux photovoltaïques permettant de transformer directement la lumière solaire en courant continu connaissent pour des raisons environnementales et de développement durable et en raison d'une politique de subventionnement conséquente, aussi bien dans le domaine des habitations que dans le domaine des constructions à vocation professionnelle, un essor considérable depuis quelques années.

Or, Il s'avère que ces panneaux peuvent dans certaines circonstances être à l'origine d'incendies (suite p. ex. à un court-circuit, un impact de foudre, une mauvaise conception...) respectivement entraver les mesures déployées pour combattre un incendie d'une autre origine. En effet, en cas d'incendie dans un bâtiment équipé de panneaux solaires, l'intervention des pompiers reste difficile compte tenu des différents risques auxquels ils sont exposés.

Ces risques sont d'ordre électrique (d'après mes informations, il n'est pas possible d'arrêter de manière instantanée la production d'électricité même avec les différentes mesures de sécurité en place) ou d'ordre chimique (lors d'un incendie, le tellure de cadmium nécessaire à la fabrication des panneaux dégage un gaz hautement toxique). De plus, compte tenu de la fragilité des matériaux, il existe un risque de chute et lors d'une intervention dans le bâtiment, la présence de débris de verre ou la chute de morceaux de panneaux risquent de blesser les pompiers.

Par conséquent, certains pays (la France et l'Allemagne, notamment) ont réalisé différentes études afin de formuler, d'un côté, des mesures globales de prévention à mettre en place (ne se limitant pas aux seuls panneaux, mais portant sur l'ensemble du dispositif qui accueille l'installation) par les professionnels du secteur et, d'un autre côté, des recommandations aux pompiers pour le cas d'une intervention sur un bâtiment équipé de panneaux photovoltaïques.

Dans le même ordre d'idées, les véhicules électriques ou hybrides présentent, en cas d'incendie, également un défi bien particulier pour les secours. En effet, les véhicules en question sont équipés de puissantes batteries de traction haute tension qui, lors d'un départ de feu, créent des risques électriques, sans oublier qu'elles contiennent des éléments chimiques qui réagissent au cours de l'incendie et au contact des eaux d'extinction (risques thermiques, d'explosion...).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des statistiques répertoriant les incendies liés à la présence de panneaux solaires, respectivement liés aux incendies de voitures électriques ou hybrides? Dans l'affirmative, combien d'incendies de ces types ont été comptés au Luxembourg ces dernières années et quelles étaient les causes exactes des différents départs de feu?

- Est-ce qu'au Luxembourg les installations photovoltaïques doivent répondre à des critères de conformité? Si oui, lesquels? Comment et par qui ces critères sont-ils vérifiés? Qu'en est-il des voitures électriques et hybrides?

- À l'instar de la France et de l'Allemagne, existe-t-il au Luxembourg un manuel destiné aux pompiers regroupant des recommandations pour le cas d'une intervention sur un bâtiment équipé de panneaux photovoltaïques (ou sur des véhicules hybrides et électriques) et/ou les pompiers sont-ils spécialement formés pour ces types d'interventions?

Réponse commune (21.03.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'Administration des services de secours (ASS) ne tient aucune statistique officielle et spécifique sur les incendies ayant pour origine ou concernant des panneaux photovoltaïques, ni d'ailleurs des véhicules électriques. Selon les éléments fournis par les professionnels du secteur des installations photovoltaïques bâtimentaires, aucune installation photovoltaïque n'a été à l'origine d'un incendie ces 15 dernières années au Luxembourg. Néanmoins et si dans l'avenir l'ASS constaterait une évolution de la situation, elle adapterait en conséquence son dispositif d'analyse statistique.

Le risque n'en est pas pour autant à négliger et des actions de formation et d'information sont régulièrement réalisées, tant du point de vue des panneaux photovoltaïques que des nouveaux véhicules électriques ou hybrides. À titre d'information: en 2016 et dans le cadre des formations dispensées par l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage, 103 personnes ont bénéficié d'une formation sur le sujet, les dangers et les conduites opérationnelles à respecter. L'ASS maîtrise le sujet dans ces deux domaines, tout en continuant d'améliorer les cours et la diffusion d'informations sur l'évolution des techniques. Pour cela, les responsables de l'ASS s'appuient essentiellement sur les cours des instructeurs autochtones, sur des documentations allemandes et françaises, tout en étant attentifs à tous les retours d'expérience partagés au travers de conférences et au profit prioritaire des instructeurs. Il est à noter qu'actuellement le plus grand risque, constaté par les pompiers lors d'un incendie de bâtiment disposant de panneaux photovoltaïques sur le toit, est celui de la chute de ces matériaux.

En ce qui concerne les critères de conformité pour les installations photovoltaïques, il convient de noter qu'en dehors d'une déclaration auprès de l'Administration de l'environnement, il n'existe actuellement pas de dispositions particulières réglementant la mise en place de telles installations.

Concernant l'élaboration de projets d'installations photovoltaïques d'envergure sur des bâtiments appartenant à l'État, l'Administration des bâtiments publics est en concertation avec l'Inspection du travail et des mines (ITM) et se concerte également pour chaque projet avec les responsables du Service d'incendie et de sauvetage.

Or, faute de prescriptions ou guides de l'ITM traitant le sujet, voici quelques points retenus par l'Administration des bâtiments publics qui sont à respecter pour les installations photovoltaïques d'envergure:

- la tension en courant continu traversant le bâtiment ne peut pas dépasser 120 V;

- des interrupteurs à coupure locale sont à prévoir au niveau des onduleurs;

- les zones avec courant continu sont à marquer;

- le bâtiment doit être équipé d'un interrupteur général pour les pompiers permettant d'arrêter la production photovoltaïque;

- un panneau doit signaliser la présence d'une installation photovoltaïque dans le bâtiment.

En revanche, les services communaux d'incendie et de sauvetage ne délivrent aucune autorisation en la matière, ils ne sont pas mandatés pour un tel service. Des projets de prescription en matière de prévention contre l'incendie sont actuellement en cours d'élaboration, notamment pour ce qui concerne les dispositions spécifiques pour les parkings couverts de plus de 20 véhicules. Il est également prévu de modifier le règlement grand-ducal du 26 juillet 1999 fixant les prescriptions générales pour les garages et parkings couverts pouvant recevoir entre cinq et 20 véhicules en matière d'établissements classés avec l'intégration de mesures spécifiques pour la recharge de véhicules électriques.

Enfin et selon les éléments fournis par les installateurs, l'évolution du marché de l'électricité autoproduite s'oriente vers le développement de son stockage. Il est probable que les services de secours seront confrontés dans un avenir relativement proche à la présence de batteries de stockage dans des caves ou des garages qui, en cas de défaut, pourraient entraîner, outre des incendies, des dégagements de gaz toxiques. Il semble donc important de fixer des modalités spécifiques quant aux conditions d'installation, d'utilisation et de contrôle.

Question 2764 (14.02.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **lignes RGTR desservant la ville de Dudelange:**

Suite à une demande de citoyens de Dudelange il y a plus d'un an et dans le cadre de sa réponse à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait fait entrevoir la possibilité de prolonger la ligne RGTR 200 Luxembourg-Bettembourg jusqu'au Laboratoire national de santé avec terminus à la route de Bettembourg à Dudelange.

De même, il était envisagé de prolonger la ligne 305 de la zone industrielle Riedgen vers le centre de Dudelange afin d'offrir une liaison entre la ville de Dudelange et le pôle d'emploi de la zone concernée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est toujours prévu de créer ces liaisons directes de transport en commun entre la ville de Dudelange et la ville de Luxembourg, respectivement la zone industrielle Riedgen?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette nouvelle offre pourra être proposée aux usagers des transports publics?

Réponse (20.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée aimerait avoir des informations relatives à deux lignes de bus RGTR, à savoir, d'une part, la prolongation de la ligne 200 de Bettembourg vers le LNS-Laboratoire national de santé à Dudelange et, d'autre part, la prolongation de la ligne 305 de la zone industrielle de Riedgen vers le centre de Dudelange.

En effet, la modification de la ligne 200 d'autobus RGTR, tout comme celle de la ligne 305 en option, est planifiée depuis un certain temps et l'horaire y afférent est prêt. Cependant, l'arrêt d'autobus nécessaire à la hauteur du Laboratoire national n'est pas encore réalisé. Plusieurs rappels ainsi que deux visites des lieux avec les responsables concernés n'ont pas encore abouti à connaître un délai de réalisation. Il est important de préciser qu'un autobus n'a pas le droit de s'arrêter pour faire monter ou descendre des voyageurs sans mise en place d'un arrêt et notamment d'une signalisation conforme au Code de la route. Selon mes informations cependant, l'arrêt a déjà passé le vote du conseil communal.

Par conséquent, la ligne RGTR pourra fonctionner dès la rentrée scolaire en septembre 2017, sous condition que les aménagements énoncés ci-avant seront en place.

Question 2777 (16.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **statistiques de l'immigration:**

D'Direktioun fir Immigratioun vum Ausseministère publizéiert all Mount d'Statistike vun de Flüchtlingen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen.

An dëse Statistike feele weider eng ganz Rei Detailer, déi awer fir eng genee Beuerteelung vun der Lag wichteg sinn. Et geet dobäi méi besonnesch ëm d'Opdeelung tëschent Kanner, Männer a Fraen; d'Zuel vun de Familljen; d'Zuel vun de Leit, déi als Eenzelpersoun ukommen; oder och nach d'Zuel vu Mannerjäregen, déi eenzel de Schutz ufroen.

D'Zuele fir 2016 missten elo, op Basis vun der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2626, virleien.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dann elo dës Froen nees stellen:

Wéi sinn déi detailléiert Zuele fir d'Joer 2016, insgesamt a pro Nationalitéit:

- fir Kanner, déi nach net schoulflichteg sinn;
- fir d'Kanner am schoulflichtegen Alter;
- fir Jugendlecher, déi net méi schoulflichteg sinn;
- fir d'Fraen;
- fir d'Männer;
- fir d'Familljen;
- fir Fraen, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;
- fir Männer, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn;
- fir Mannerjäreger, déi als Eenzelpersoun ukomm sinn.

Well dës Statistike fir d'Joren 2014 an 2015 als Äntwert op meng Fro vum 13. Januar 2016 (QP Nummer 1687), schonns zur Verfügung stinn, wéilt ech de Minister bieden, en Tableau opzestelle mat de Statistike vun 2014 bis 2016.

Réponse (20.03.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Hei drënner sinn déi detailléiert Informatioune fir d'Joren 2014, 2015 an 2016, déi vum honorabelen Deputéierte gefrot goufen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2778 (17.02.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **festival de l'automobile 2017:**

La 53e édition du festival de l'automobile dit «Autofestival» s'est déroulée dans les concessions luxembourgeoises du 28 janvier au 6 février 2017 et a été prolongée dans certaines concessions jusqu'à la fin de ce mois. L'«Autofestival» est habituellement la période pendant laquelle les concessions luxembourgeoises réalisent la majeure partie de leur chiffre d'affaires annuel.

Dans le contexte des travaux concernant la nouvelle stratégie durable du pays, le Gouvernement vient de présenter les résultats de l'étude «Rifkin» ainsi que l'étude «Ewringmann» sur «les effets négatifs de la vente des carburants». En outre, afin de promouvoir davantage une mobilité durable, le Gouvernement a introduit, par le biais de la réforme fiscale, différentes mesures ayant le but d'encourager un transport individuel plus durable pour les ménages et les entreprises.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Développement durable et des Infrastructures:

1) Est-ce qu'un premier bilan de l'«Autofestival» 2017 montre une tendance vers une mobilité plus «verte»?

2) Dans l'affirmative, quelle est l'évolution concernant les contrats de vente signés pendant l'«Autofestival» 2017 par rapport à l'édition 2016 pour les catégories de véhicules suivantes:

a) les voitures électriques,

b) les voitures hybrides,

c) les voitures hybrides plug-in et

d) les voitures diesel?

3) La réforme fiscale a introduit la réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de service en fonction de leur effet de pollution par rapport à leur contribution à l'effet de serre et à la pollution de l'air. Tenant compte du délai de réponse pour cette question parlementaire, est-ce que Messieurs les Ministres sont déjà en mesure de fournir un premier bilan concernant cette mesure visant le secteur du leasing? Est-ce qu'il est possible de ventiler les chiffres selon les catégories suivantes:

a) les nouvelles voitures électriques,

b) les nouvelles voitures hybrides,

c) les nouvelles voitures hybrides plug-in et

d) les nouvelles voitures diesel?

Réponse commune (21.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Par leur question parlementaire n°2778 du 17 février 2017, les honorables Députés demandent des renseignements sur un premier bilan de la 53e édition du festival de l'automobile et voudraient savoir si celui-ci montre une tendance vers des véhicules à zéro ou à faibles émissions.

Comme les chiffres de ventes réalisées par les concessionnaires luxembourgeois pendant le festival de l'automobile ne sont pas centralisés par l'ADAL ou la FEGARLUX, ils se dévoilent en général pendant les mois qui suivent - au fur et à mesure des nouvelles immatriculations auprès de la SNCA. Il est dès lors à ce stade prématuré de faire un premier bilan des ventes de véhicules à zéro ou à faibles émissions.

Cependant, comme les mesures d'incitation pour voitures à zéro ou à faibles émissions prévues par la réforme fiscale sont entrées en vigueur le 1er janvier 2017, il est possible d'établir un bilan des nouvelles immatriculations effectuées au cours des mois de janvier et de février.

Ainsi, en janvier et en février 2017, les nouvelles immatriculations de voitures 100% électriques (BEV- battery electric vehicle) ou plug-in hybrides (PHEV - plug-in hybrid vehicle) étaient nettement supérieures à celles de janvier et février 2016. L'année précédente un total de 9 BEV et 24 PHEV ont été immatriculées pendant ces deux mois, tandis qu'en 2017 les nouvelles immatriculations s'élèvent à 37 BEV et 89 PHEV. Cette première tendance de transition vers une flotte de véhicules moins polluants est certes positive, mais elle reste à confirmer pendant les prochains mois pendant lesquels les ventes réalisées durant le festival de l'automobile sont immatriculées.

Question 2780 (17.02.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **structures provisoires d'accueil pour réfugiés:**

Pour faire face à la crise des migrants, le Gouvernement avait identifié en septembre 2015 plusieurs communes pouvant accueillir des structures provisoires d'accueil pour réfugiés. Des projets de plans d'occupation du sol (POS), instrument de l'aménagement du territoire à disposition du Gouvernement, ont par la suite été décidés à Diekirch, Steinfort, Mamer, Junglinster et à Marnach.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Y a-t-il d'autres sites pouvant faire l'objet d'un POS qui ont été proposés au Gouvernement? Si oui, lesquels?

2) Sur base de quels critères le Gouvernement a-t-il retenu les sites susmentionnés? Pourquoi les autres sites n'ont-ils pas été retenus?

3) Le Gouvernement entend-il lancer d'autres POS? Sur quels sites?

4) En ce qui concerne les POS en procédure et qui ont pâti ou risquent de pâtir notamment pour des vices de procédure, existe-t-il des arguments juridiques fondés s'opposant à la reprise de ceux-ci? Étant donné qu'il s'agit de sujets d'importance nationale, quelles raisons amènent le Gouvernement à abandonner lesdits POS voire de changer de procédure?

Réponse (14.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les structures provisoires d'accueil pour demandeurs de protection internationale.

ad 1) À ce stade, il n'est pas prévu de lancer la procédure POS sur un autre site pour accueillir des structures provisoires d'accueil pour demandeurs de protection internationale. Des discussions ont été menées avec la Ville de Wiltz, toutefois il est actuellement projeté de reclasser les terrains nécessaires à travers une modification du PAG de la commune.

ad 2) Le choix des sites s'est fait selon plusieurs critères:

- Disponibilité foncière (terrains appartenant au Domaine de l'État ou des fonds étatiques)

- Absence de contraintes environnementales majeures

- Constructibilité / viabilisation des terrains

- Proximité des transports publics

- Caractéristiques topographiques du terrain

- Classement des terrains dans le PAG en vigueur.

Avant de retenir définitivement les sites susceptibles d'accueillir temporairement les infrastructures d'accueil, une approche globale, tenant compte de l'ensemble des structures d'accueil planifiées, a été mise en œuvre et il a été veillé à ce que les sites soient bien répartis sur le territoire national. En outre, les sites ont été évalués selon leur accessibilité.

ad 3) Actuellement il n'est pas prévu de lancer la procédure POS pour un autre site.

ad 4) L'arrêt de la Cour administrative du 7 février 2017 n'est pas forcément emblématique des arguments juridiques qui pourraient être utilisés à l'encontre des POS portant création de structures provisoires d'accueil pour demandeurs de protection internationale.

D'une part, il s'agit d'une solution jurisprudentielle conséquente à un recours en annulation à l'encontre d'une décision de ne pas réaliser d'évaluation environnementale (SUP) et non à l'encontre de l'instrument du POS lui-même.

D'autre part, la solution rendue par la Cour est intimement liée aux circonstances de fait ayant mené à la prise de décision annulée ainsi qu'aux caractéristiques du terrain concerné par le POS à Steinfort.

A priori donc, si aucun argument juridique tiré de la jurisprudence précitée ne s'oppose en tant que tel à l'exécution de POS, cette dernière est toutefois également tributaire de la délivrance d'une autorisation de construire à délivrer par le bourgmestre, le Gouvernement étant dépourvu de moyens d'action en la matière.

Tel est notamment le cas des sites de Mamer et Junglinster qui sont déclarés obligatoires depuis le mois de mars 2016.

Il ne saurait dès lors être question pour le moment d'abandon des POS.

Question 2781 (17.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **structures accueillant des nouveau-nés:**

Dans ma question parlementaire n°1317 en date du 23 juillet 2015, j'ai attiré l'attention sur le fait que, face à une pénurie de structures d'accueil, un certain nombre de nouveau-nés sont placés dès leur naissance pendant quelques mois dans un service pédiatrique d'un hôpital, suite à une mesure de garde provisoire.

Dans leur réponse à la question parlementaire, les Ministres ont confirmé le manque de structures pour l'accueil de nouveau-nés, de même qu'un manque de structures accueillant le couple mère-enfant. Dans ce contexte, les ministres ont annoncé la construction d'une nouvelle pouponnière pouvant accueillir 48 enfants de moins de trois ans et qu'une évaluation a été entamée en vue d'une éventuelle création de structures maman-bébé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres, quand est-ce que la construction d'une nouvelle pouponnière est entamée?

- L'évaluation sur la création de structures maman-bébé est-elle achevée?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions tirées? Est-ce que des structures maman-bébé vont être construites?

Réponse commune (20.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La construction de la nouvelle «Maison Dolto» à Pétange répondra à un besoin national quant aux capacités d'accueil des nouveau-nés ainsi qu'à une prise en charge plus efficace. Actuellement, la «Maison Dolto» est organisée sur deux sites géographiques distincts et peu appropriés pour l'accueil des bébés.

La nouvelle construction prévoit 32 places pour des bébés âgés de zéro à trois ans et 16 places pour les enfants de plus de trois ans.

Étant donné que d'autres structures d'accueil sociales sont prévues sur le même site, une adaptation du programme de construction a été nécessaire afin de ne pas trop surcharger le centre-ville de Pétange. Le nouveau programme de construction est finalisé.

Question 2782 (20.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**étiquetage des produits originaires des colonies israéliennes:**

La souveraineté de l'État d'Israël sur les territoires palestiniens qu'il occupe depuis le mois de juin 1967 n'est pas reconnue par le droit international et par conséquent, les colonies israéliennes installées sur ces mêmes territoires sont considérées comme illégales par la communauté internationale. Or, certains produits originaires de ces colonies sont indûment commercialisés dans l'Union européenne - et selon mes informations également au Luxembourg - sous l'indication géographique «made in Israel» ou «Israel».

En avril 2015, les Ministres des Affaires étrangères de 16 pays membres de l'UE, dont le Luxembourg, ont adressé une lettre à la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères Federica Mogherini, demandant une implémentation correcte et cohérente de la législation européenne sur l'étiquetage en ce qui concerne les produits originaires des colonies, toutes illégales, dans les territoires palestiniens.

Suite à cette demande, la Commission européenne a adopté en novembre 2015 une note interprétative à ce sujet (2015/C 375/05) avec l'objectif de «garantir le respect des positions et des engagements adoptés par l'Union en conformité avec le droit international». Elle y confirme notamment que «l'omission de l'information géographique complémentaire selon laquelle le produit est issu de colonies israéliennes induirait le consommateur en erreur quant à sa véritable origine. Dans de tels cas, il est nécessaire d'ajouter, entre parenthèses, par exemple, l'expression „colonie israélienne" ou des termes équivalents. En outre, la note rappelle que «les États membres doivent, tout en conservant le choix des sanctions, veiller à ce que les violations du droit de l'Union soient sanctionnées par des mesures ayant un caractère effectif, proportionné et dissuasif».

Suite à cette note interprétative, certains pays voisins ont expressément demandé aux opérateurs économiques de se mettre en conformité avec ladite note de la Commission européenne. Ainsi en Belgique, le Ministère de l'Économie a publié en 2015 un «Avis aux détaillants concernant l'étiquetage d'origine des produits en provenance des territoires occupés par Israël». Idem pour la France, où le Ministère de l'Économie et des Finances a publié en novembre 2016 un «Avis aux opérateurs économiques relatif à l'indication de l'origine des marchandises issues des territoires occupés par Israël depuis juin 1967». D'autres pays membres de l'UE, tels que la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Finlande avaient déjà pris des dispositions similaires antérieurement à la note de la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des produits issus des colonies illégales sont commercialisés au Luxembourg sous le label «made in Israel», ou, tout simplement «Israel»? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de quantifier ce phénomène?

- Par quels moyens le Luxembourg s'assure-t-il que le droit de l'Union européenne en matière d'étiquetage des produits originaires des colonies illégales est pleinement respecté et que les violations de ces règles sont dûment sanctionnées? Des contrôles réguliers sont-ils effectués?

- Le Gouvernement a-t-il communiqué aux opérateurs économiques présents au Luxembourg la nécessité de se conformer à la note interprétative de la Commission européenne? Dans la négative, Monsieur le Ministre prévoit-il de communiquer à ce sujet, par exemple sous la forme d'un avis similaire à celui publié par les autorités belge ou française?

Réponse (24.03.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Il convient tout d'abord de souligner le cas particulier du Grand-Duché de Luxembourg au sein du marché intérieur de l'Union européenne. En effet, 87% des importations au Luxembourg sont intra-UE et le Luxembourg n'est pas l'importateur direct: ces importations sont réalisées via des pays intermédiaires tels que la Belgique ou les Pays-Bas.

Cette partie substantielle des importations n'est donc pas soumise à un contrôle des services douaniers luxembourgeois, étant donné que le Luxembourg ne sert pas, dans ce cas, de première porte d'entrée pour ces produits au marché intérieur de l'Union européenne. Le contrôle est effectué dans un autre État membre de l'Union européenne.

Seuls 13% des importations provenant de pays tiers sont directement importées au Luxembourg. Ces importations sont contrôlées par l'Administration des douanes et accises. Pour l'année 2016, il est estimé que parmi les 13% des importations directes, seuls 0,03% sont des produits provenant de l'État d'Israël.

D'ordre général, il incombe à l'Administration des douanes et accises de vérifier l'application des normes, directives et autres réglementations européennes liées aux produits importés, voire exportés. Dans ce sens, elle s'est dotée d'une procédure interne permettant de distinguer, d'une part, entre des produits originaires d'Israël dans les frontières de 1967, qui sont en droit de bénéficier d'un traitement préférentiel en vertu de l'accord d'association CE-Israël de 1995, et, d'autre part, des produits originaires des territoires occupés par Israël, qui ne peuvent pas bénéficier du traitement préférentiel israélien précité.

Cette procédure interne s'inspire de l'instruction belge à usage interne concernant les «importations de territoires placés sous administration israélienne». Les annexes de cette instruction ont été adoptées par la Commission européenne et les États membres d'un commun d'accord. Ils présentent en détail les territoires situés hors des frontières de 1967 placés sous autorité israélienne, c'est-à-dire les colonies israéliennes, illégales selon le droit international. Ces territoires ne peuvent pas bénéficier du traitement préférentiel.

En pratique, pour tout certificat EUR 1 et déclaration d'origine sur facture établis en Israël, l'indication conjointe du nom et du code postal de la ville, du village ou zone où les mar-

chandises en question ont été produites, est obligatoire. Lorsque ces preuves d'origine (ISRAËL) ne portent pas les éléments précités, le régime préférentiel est refusé d'office sans obligation de contrôle a posteriori.

Les agents luxembourgeois de l'Administration des douanes et accises vérifient si les lieux indiqués sur le certificat, respectivement sur la facture, sont nommément repris dans les annexes susmentionnées. Dans l'affirmative, les marchandises en question doivent être considérées comme n'étant pas d'origine israélienne. Le régime préférentiel est ainsi refusé sans qu'un contrôle a posteriori ne doive être effectué. À défaut, elles sont présumées être d'origine israélienne, sans préjudice toutefois du droit d'un contrôle a posteriori de la preuve d'origine ou de refus pour raisons techniques.

Les autorités luxembourgeoises attachent beaucoup d'importance à ce que le consommateur soit dûment informé de la provenance des produits qu'il achète.

Elles ont d'ailleurs accueilli favorablement la notice interprétative (2015/C 375/05) adoptée le 11 novembre 2015 par la Commission européenne dont l'objet est de donner des indications précises sur l'application de la législation européenne et l'indication d'origine correcte dans le cas des marchandises issues des territoires occupés. Cette communication n'a en soi pas instauré ou modifié le cadre légal en vigueur et par-là même, aucune nouvelle obligation n'en découle pour les opérateurs économiques.

À noter que, jusqu'à présent, aucune indication n'a été fournie quant à l'existence d'éventuels problèmes émanant d'opérateurs économiques luxembourgeois dans la mise en œuvre de la notice interprétative.

Question 2783 (20.02.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **trafic sur la route nationale N11:**

Le contournement de Junglinster a été ouvert à la circulation en date du 18 septembre 2015. Des mesures de modération du trafic sur la route nationale N11 peuvent dorénavant être envisagées afin d'augmenter la qualité de vie des riverains concernés. En outre, le décompte des travaux effectués au contournement se situe à environ 6% en dessous du montant antérieurement prévu dans le devis.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Un groupe de travail a-t-il déjà été convoqué en vue de l'élaboration de plans et de la coordination des travaux de réduction de la circulation sur la N11?

- Quelle pourra être l'enveloppe financière pour ce projet? Est-il prévu d'y intégrer un espace du type «shared space»?

- Quelles seront les répercussions sur le projet «Mëtt Lënster» déjà entamé?

- Quelles seront les incidences sur le transport en commun?

- Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de m'informer quant au début provisoire des travaux?

Réponse (22.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant les mesures d'apaisement du trafic dans la traversée de Junglinster, suite à l'ouverture du contournement de la localité.

L'Administration des ponts et chaussées, en étroite collaboration avec la commune de Junglinster, est actuellement en train d'élaborer un projet de réaménagement de la N11 dans la traversée de Junglinster (route de Luxembourg et route d'Echternach) sur une longueur totale de 2.200 mètres avec l'intégration de la piste cyclable nationale PC2 sur ce tronçon. En plus, le groupe de travail «Apaisements de trafic sur la voirie de l'État» a été saisi pour examiner et prendre position quant aux mesures d'apaisement dans le centre de la localité.

À ce stade des études, les frais de réaménagement de la traversée de Junglinster sont estimés à 5,5 millions d'euros.

La motivation à l'origine du réaménagement de la traversée de Junglinster est la réorganisation de l'espace routier en transformant cette artère principale à fort caractère routier en une artère principale sécuritaire pour tous les usagers (PMR, chemin de l'école, travail, sportifs, etc.). Les objectifs sont de diminuer l'espace des véhicules au profit des modes actifs (piétons et cycles) et d'assurer une connexion entre les points d'attraction de l'agglomération.

Des mesures supplémentaires d'apaisement du trafic sont prévues au centre du village à la hauteur du projet communal «JongMëtt». La réorganisation et la sécurisation de l'espace à cet endroit vont favoriser les mobilités actives et améliorer ainsi l'attractivité et la qualité de vie du centre de Junglinster. En outre, le centre de Junglinster jouera un rôle important pour les transports en commun suite à une réorganisation complète du réseau RGTR et vu l'aménagement d'un nouveau pôle d'échange faisant l'interface perpendiculaire bus-bus résultant en une interconnexion optimisée entre les zones rurales et les centres de développement et d'attraction CDA.

Le début des travaux du réaménagement de la traversée de Junglinster est prévu pour 2019.

Question 2784 (20.02.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **complications liées à des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel:**

En date du 15 février 2017 le Ministère de la Santé publique français a envoyé aux hôpitaux un message d'alerte sanitaire concernant le docétaxel, molécule utilisée dans le traitement des cancers du sein. L'envoi en question fut accompagné d'un communiqué de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) ainsi que de l'Institut national du cancer (INGA).

Selon les informations diffusées dans ce contexte, six femmes traitées par des produits pharmaceutiques contenant la substance docétaxel ont été victimes de complications digestives. Cinq d'entre elles sont décédées entre l'été 2016 et février 2017, la sixième patiente étant en cours de guérison. Selon les mêmes informations les femmes concernées étaient âgées entre 46 et 73 ans et atteintes d'un cancer du sein qui, au pronostic, n'était pas a priori mauvais. Une enquête de pharmacovigilance, entamée en septembre 2016, est actuellement en cours de finalisation.

Considérant que cette problématique pourrait également concerner les patientes prises en charge dans les hôpitaux luxembourgeois, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) La substance docétaxel est-elle autorisée en oncologie au Luxembourg?

2) Dans l'affirmative, des complications similaires à celles décrites ci-dessus ont-elles été rapportées au Ministère de la Santé?

3) Les gynécologues et oncologues luxembourgeois ont-ils été informés d'éventuels risques liés au traitement du cancer du sein par la substance docétaxel?

Réponse (20.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Trois firmes ont une autorisation de mise sur le marché pour le docétaxel au Luxembourg: Aventis pour le Taxotere (original), Aurobindo pour le Docétaxel AB et Sandoz pour le Docétaxel Sandoz.

ad 2) Des cas d'entérocolites neutropéniques fatales telles que rapportées en France n'ont pas fait l'objet de signalisations de la part des professionnels de santé au Luxembourg.

ad 3) D'après nos informations, aucune firme n'a récemment entrepris des démarches pour contacter les professionnels de santé au Luxembourg à ce sujet.

Les autorités françaises ont émis une notification, concernant les cas d'entérocolites neutropéniques fatales suite au traitement par le docétaxel, au Comité d'évaluation des risques en pharmacovigilance (PRAC) de l'Agence européenne du médicament à Londres (EMA). Ce dernier a ouvert une enquête et a indiqué dans un premier temps que la fréquence des effets secondaires n'a pas augmenté pendant ces dernières deux années. Une évaluation approfondie sur base des données disponibles est en cours et les conclusions finales seront rendues publiques par l'Agence du médicament.

(http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/document_library/Press_release/2017/03/WC500223211.pdf)

Question 2785 (21.02.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**aide pour aménagements spéciaux de logements pour personnes handicapées physiques:**

Les personnes atteintes d'un ou de plusieurs handicaps moteurs peuvent obtenir une aide pour réaliser des aménagements adaptés dans les constructions nouvelles ou existantes. L'octroi de la prime est lié à certaines conditions dont un critère de surface minimum et maximum à respecter. Or, les aménagements à l'intérieur du logement qui facilitent le déplacement, comme par exemple l'élargissement de couloirs ou de portes, réduisent la surface utile d'habitation.

Afin de garantir l'égalité des chances au niveau de l'accès au logement, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le critère de surface minimum et maximum à respecter est encore adapté aux besoins spécifiques des personnes concernées?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il modifier ce critère de surface?

Réponse (20.03.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Dans le contexte des aides aux aménagements spéciaux au profit de personnes à mobilité réduite, il importe d'abord de noter que cette prime en capital ne peut être accordée que si le coût des travaux d'aménagements spéciaux - ou une partie de ce coût - n'est pas pris en charge par l'assurance dépendance.

La prime en question est dès lors très peu sollicitée: seulement onze dossiers ont été accordés pendant les dix dernières années (2007 à 2016 inclus) pour une moyenne de 6.200 EUR par dossier, alors que le plafond théorique est fixé à 15.000 EUR.

Le souci de l'honorable Députée que le critère de surface pourrait constituer le frein majeur à l'attribution de l'aide est très probablement injustifié, puisque l'élargissement de couloirs ou de portes à l'intérieur du logement ne réduit pas la surface utile d'habitation. La surface utile d'habitation calculée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prend en considération la surface totale du logement mesurée à l'intérieur des murs extérieurs, sans inclure caves, garages, greniers et, par conséquent, un aménagement intérieur au niveau des couloirs ou des portes bénéficiant à une personne handicapée physique ne change rien à l'envergure de la surface retenue par le Service des aides au logement.

Dans ce contexte, il convient également de noter que la surface utile d'habitation maximale admise - en principe 140 m^2 pour une maison unifamiliale, respectivement 120 m^2 pour un appartement - est notamment augmentée de 20 m^2 pour toute personne handicapée vivant dans le logement du bénéficiaire d'une aide, à partir de la 5e personne qui y habite et à condition que cette personne ne soit pas elle-même propriétaire d'un logement. Ce critère de surface s'applique d'ailleurs aussi pour toute autre aide sollicitée dans le cadre des aides en capital.

Au vu de ce qui précède, l'on peut conclure que les critères de surface utile d'habitation à respecter pour l'obtention de l'aide aux frais d'aménagements spéciaux au profit de personnes à mobilité réduite sont toujours à considérer comme appropriés en la matière. S'il s'avérait, au cours de notre analyse actuelle de toutes les aides individuelles, que de nouveaux arguments venaient s'ajouter aux réflexions, je resterais dans ce contexte sensible et ouvert à toute proposition.

Question 2786 (21.02.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **participation de «demandeurs de protection internationale» en tant qu'auditeur libre à des cours de l'Université du Luxembourg:**

Il me revient que des personnes ayant le statut de «demandeur de protection internationale» (DPI) sont autorisées à suivre en tant qu'auditeurs libres des cours à l'Université du Luxembourg. En tant qu'auditeurs libres, elles seraient cependant exclues de tout examen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser combien de DPI profitent de cette offre et dans quels domaines?

- Est-ce que les personnes concernées peuvent faire valoir les cours suivis en vue d'une participation à des examens et, par conséquent, en vue de l'obtention d'un diplôme lorsqu'elles seront «bénéficiaires de protection internationale» (BPI)? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle possibilité serait judicieuse, toute perspective dans ce sens améliorant sans aucun doute l'intégration présente et future de ces personnes.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire s'il existe d'autres offres ou possibilités de formation et de formation continue pour les DPI d'un côté, les BPI de l'autre côté, que ce soit au niveau supérieur ou au niveau fondamental et secondaire voire dans le domaine de la formation professionnelle? Dans l'affirmative, quelles sont-elles, quelle est la résonance auprès des personnes-cibles et comment sont-elles organisées respectivement financées?

Réponse commune (23.03.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Taina Bofferding au sujet des «demandeurs de protection internationale» (DPI) en tant qu'auditeurs libres à l'Université du Luxembourg et au niveau de l'éducation fondamentale et secondaire, nous avons l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

L'Université du Luxembourg offre un programme de cours ouverts et accessibles, dans la limite des places disponibles, aux «auditeurs libres» et «auditeurs libres seniors» qui se sont inscrits. Au 1er janvier 2017, 219 personnes étaient inscrites à l'Université en tant qu'auditeurs libres. Cependant, l'auditeur libre n'a pas la possibilité de se présenter à des examens et de prétendre à une validation des crédits ECTS (European Credit Transfer System). Ceci est stipulé dans le règlement d'ordre intérieur de l'Université du Luxembourg et s'applique à l'ensemble des auditeurs libres, qu'ils soient DPI ou non (Art. IV.11.101. L'auditeur libre assiste à des cours sans pour autant pouvoir se présenter aux examens et/ou prétendre à une validation d'ECTS).

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, celle-ci s'est engagée activement en vue de favoriser l'accès aux études des DPI et des «bénéficiaires de protection internationale» (BPI) en développant un «integration office». Ainsi, tout DPI souhaitant s'inscrire est reçu et entendu par un interlocuteur unique dans le cadre d'un entretien individualisé. Il s'agit de présenter au candidat l'offre de formation proposée par l'Université, d'établir un bilan de compétences sommaire et de lui proposer un soutien en matière d'orientation.

En attendant l'évolution de son statut en BPI lui permettant une inscription comme étudiant dans un programme d'études, l'étudiant DPI peut être immédiatement admis, et à titre gratuit, en tant qu'auditeur libre. Ce statut étant le seul possible actuellement pour ce public, il permet de:

- postuler tout au long de l'année, sans besoin de justificatifs de diplôme;

- découvrir 16 formations ouvertes aux auditeurs libres et préciser ainsi ses choix futurs pour une admission dans un programme d'études;

- se familiariser progressivement avec l'Université en accédant gratuitement à l'ensemble des services;

- s'intégrer à la communauté universitaire et nouer un lien social.

Une véritable intégration du candidat passe nécessairement par un apprentissage d'au moins une des langues véhiculaires de l'Université. Dans cette perspective, des cours intensifs de langues sont dispensés gratuitement avec le soutien de l'Institut national des langues mais aussi via certaines associations étudiantes (remise à niveau ou initiation par le biais d'échanges informels, de conversations, de rencontres...). Au 1er janvier 2017, 51 DPI étaient inscrits à l'Université en tant qu'auditeurs libres.

Aux niveaux fondamental et secondaire, les élèves DPI et BPI sont des élèves au même titre que les autres. Cependant, la plupart de ces enfants et jeunes ne maîtrisent pas suffisamment les langues du pays pour participer aux cours réguliers. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a donc développé des structures adaptées à l'accueil scolaire des DPI et BPI. Ils peuvent y suivre un enseignement intensif de langues, le but étant de les intégrer dans une classe régulière dès qu'ils sont prêts.

Les BPI et DPI de quatre à 16 ans tombent sous l'obligation scolaire indépendamment de leur statut:

- à l'école fondamentale, le MENJE a mis en place 28 classes étatiques spécialisées dans le

domaine de l'accueil (CSAE) pour les enfants de quatre à douze ans;

- à l'enseignement secondaire et secondaire technique, les élèves BPI et DPI de douze à 15 ans fréquentent les classes d'accueil (ACCU) dans les différents lycées du pays (30 classes). De même, les classes d'insertion pour jeunes adultes (CLIJA) accueillent les jeunes de 16 ans (six classes);

- les centres nationaux de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck offrent des cours d'Initiation professionnelle divers métiers (IPDM).

Au-delà de l'obligation scolaire, le MENJE propose aux DPI et BPI:

- les CLIJA + pour les jeunes de 17 à 24 ans, organisées par le Service de la scolarisation des enfants étrangers (douze classes).

Une fois les compétences langagières indispensables acquises, les jeunes peuvent s'orienter vers d'autres filières comme les classes d'insertion francophone au cycle inférieur, les offres francophones et anglophones au cycle moyen et supérieur ou vers la formation professionnelle. Aux adultes sont offerts prioritairement des cours de littératie ou des cours de français. Cette étape est primordiale pour accéder à des formations qualifiantes.

Comme la classe de 9e est décisive pour l'accès aux futures études et à la formation professionnelle, le Service de la formation des adultes offre des cours de 9e en deuxième voie de qualification. Les cours 9+ intégration ont été conçus particulièrement pour des DPI, BPI et primo-arrivants qui veulent apprendre un métier voire une profession, mais qui ne maîtrisent aucune langue du pays au niveau requis pour accéder aux formations professionnelles. Le programme est axé sur le français, l'anglais et les mathématiques.

Pour associer la formation théorique avec une formation pratique en atelier visant l'acquisition du langage et du calcul professionnel ainsi que la connaissance des outils, des matériaux et des gestes professionnels, un cours 9+i atelier est offert depuis début 2017 par le Service de la formation des adultes en coopération avec l'association DELTA et la Ville de Luxembourg.

Question 2787 (21.02.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **route nationale N10 entre Dasbourg et Marnach:**

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé dans sa réponse à ma question écrite n°1483 que la route N10 entre Dasbourg et Marnach avait dû être réparée localement il y a quelques années en attendant son réaménagement définitif qui était prévu pour l'an 2016. Or, jusqu'à cette date aucun chantier n'a été commencé sur ce tronçon de la N10.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes:

- En raison du nombre de frontaliers qui passent tous les jours par cette route et vu son état misérable voire dangereux, Monsieur le Ministre peut-il m'annoncer quand le chantier en question débutera enfin?

- Quelles sont les causes qui expliquent pourquoi le chantier n'a pas été commencé en 2016?

- Quelle sera la durée de ce chantier et comment les déviations seront-elles organisées?

Réponse (22.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant la route N10 entre Dasbourg et Marnach.

Après l'élaboration de plusieurs variantes qui n'avaient pas été retenues à cause de leur impact important sur l'environnement, une variante «status quo» plus modérée a été élaborée. Il s'agissait d'une variante qui suivait exactement le tracé existant avec un rétrécissement de la largeur de la chaussée actuelle de 6 m à 5,5 m.

Or, cette variante a également dû être écartée suite aux conclusions d'un audit de sécurité réalisé par le Centre d'études techniques de l'équipement de l'Est (CETE) de Metz (F) en décembre 2010. En effet, cet audit montrait la nécessité de prévoir, sur sept endroits, des zones de visibilité en courbe moyennant agrandissement des rayons de courbure et élargissement des accotements jusqu'à 3 m. Ces mesures de conformité sécuritaires ont pour conséquence un certain nombre de travaux de terrassement, à savoir le décapage de la terre végétale sur une surface de 10.500 m², le débroussaillage de 10.000 m² et notamment le déblaiement de quelque 40.000 m² de terre ou de roche.

Contrairement à une autorisation environnementale initiale obtenue pour le déblaiement de 7.000 m², l'obtention d'une autorisation pour le déblaiement des 40.000 m² s'avérait impossible et il fallait se pencher à nouveau sur la variante «status quo».

En 2016, une étude supplémentaire de l'évaluation de la sécurité technique sur un nouveau tracé et le potentiel d'optimisation de la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach avait été confiée au bureau d'études Schroeder et Associés et leur partenaire allemand Durth Roos Consulting GmbH de Darmstadt. Cette étude n'est pas encore complètement terminée, mais les résultats en ce qui concerne la sécurité technique sur le nouveau tracé, qui est en principe celui de la variante «status quo», ne sont pas du tout concluants.

Actuellement mes services sont en train d'élaborer une nouvelle variante «douce» avec un redressement plus léger des virages, afin de trouver un consensus entre sécurité et impact sur l'environnement naturel.

À l'heure actuelle, il n'est donc pas possible d'avancer une date précise pour le commencement des travaux de redressement du tronçon de la route N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach.

Enfin, une fois les travaux lancés, leur durée est estimée à 200 jours et la déviation se fera habituellement par le CR 342 entre Rodershausen et Hosingen.

Question 2788 (21.02.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **ligne RGTR 215:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2261 de 29 juillet 2016 concernant le bus RGTR de la ligne 215 qui circule entre Käerjeng et Kirchberg, Monsieur le Ministre avait bien pris note du fait qu'un certain nombre d'usagers en provenance de Bascharage, Linger, Hautcharage, Schouweiler et Dippach continuent leur trajet jusqu'au Kirchberg et il expliquait que ce trajet ne serait dès lors pas raccourci à la hauteur de la Charly's Gare. Or, les nouveaux horaires (à partir du 27 février 2017) prévoient justement un tel raccourcissement de la ligne, obligeant ainsi les usagers à changer de bus. Bien évidemment ceci incommode de nombreux usagers qui, jusqu'à présent, pouvaient profiter d'une liaison directe avec Kirchberg.

Au vu du fait que cette ligne accumule beaucoup de retards à cause des nombreux chantiers et afin de maintenir son attractivité, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Étant donné que de nombreux usagers seront obligés de changer de bus à la Charly's Gare pour continuer en direction de Kirchberg, est-ce qu'il ne serait pas possible d'en revenir à une connexion directe, du moins pour une partie des bus de cette ligne, jusqu'à l'entrée en service du tram?

- Est-ce qu'il est prévu d'aménager un couloir réservé au bus sur le tracé de cette ligne à moyen terme?

- Monsieur le Ministre peut-il proposer d'autres améliorations qui encourageront les habitants des communes de Käerjeng et Dippach à utiliser les transports publics?

Réponse (23.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Yves Cruchten se soucie des transports publics et notamment des connexions des localités desservies par la ligne RGTR 215 en direction de Luxembourg voire du plateau de Kirchberg.

La raison pour laquelle la ligne 215 ne dessert plus le plateau de Kirchberg à partir du 27 février 2017, mais fait son terminus à Luxembourg/Charly's Gare, est celle de la situation de trafic hautement difficile entre le centre-ville et Kirchberg pour les transports publics. Les autobus sont en effet, tout comme le trafic individuel, confrontés aux chantiers, à l'augmentation du trafic dû à l'attrait de Kirchberg et à l'accumulation des moyens de transport individuels.

La mesure de raccourcir la ligne 215 a été prise en vue de stabiliser l'horaire de la ligne et d'en augmenter la fiabilité, la décision ayant été prise sur le constat de retards importants sur le tronçon maintenant éliminé.

Un «retour», c'est-à-dire revenir à une connexion directe, engendrerait de revenir à la situation initiale. L'option de ne faire circuler que quelques-unes des courses de la ligne basculerait la planification de manière trop importante.

D'ailleurs, faire un choix déjà pour définir quelles courses seraient à prolonger ou non vers Kirchberg accumulerait davantage la confusion et le mécontentement parmi les clients qui n'ont pas tous les mêmes besoins.

Les transbordements font partie de la stratégie MoDu, qui est un concept de transport public basé sur des connexions entre différentes lignes voire entre des axes principaux et des services d'apport ou de distribution, stratégie appliquée dorénavant en partie sans mise en service du tram.

En ce qui concerne l'aménagement d'un couloir réservé pour bus, je me permets de vous informer que le groupe de travail «Couloirs pour bus» est en train d'analyser la faisabilité pour la mise en place d'un couloir entre Dippach et Grevelshaff.

Aussi j'aimerais porter votre attention sur le fait que les localités de Bascharage et de Dippach disposent toutes les deux d'une gare CFL et que la ligne ferroviaire vient d'être entièrement dédoublée afin d'offrir une efficacité optimale aux voyageurs.

Finalement, l'ouverture encore fin 2017 de la nouvelle gare «Pfaffenthal-Kirchberg», qui sera un des nouveaux pôles d'échange de la capitale, permettra de mieux connecter le plateau de Kirchberg au rail et d'accéder par tram au centre-ville.

Question 2789 (22.02.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique hôtelier Alexis-Heck:**

Depuis janvier 2016, un directeur au Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) fait toujours défaut. Le poste était à pourvoir à partir de mi-janvier et les candidatures étaient à adresser à Monsieur le Ministre avant mi-mars 2016.

Malgré le fait que cinq candidatures remplissaient les conditions législatives, le Ministre avait annoncé en juillet 2016 qu'un nouveau directeur ne sera proposé qu'après la mise en place d'une stratégie nationale.

Dans la réponse à ma question parlementaire n°2386 en date du 19 septembre 2016, Monsieur le Ministre fait remarquer qu'un groupe d'échange a été instauré en collaboration avec l'Horesca et la Chambre de Commerce qui élaborera une stratégie nationale pour le domaine de l'Horesca et les écoles impliquées. Ce même groupe va aussi définir le fonctionnement futur du LTHAH et fera une proposition quant aux dispositions légales régissant le lycée.

Dans une réponse parlementaire en date du 19 décembre 2016, le Ministre a précisé par la suite qu'il va soumettre au Conseil de Gouvernement une modification légale relative à l'éligibilité des candidats briguant le poste de directeur de certains lycées particulièrement spécialisés, dont aussi le LTHAH.

En date du 20 février 2017, le Ministère a fait de nouveau un appel à candidature pour le poste de directeur du LTHAH. Les candidatures sont à adresser au Ministère avant le 23 février.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Dans la mesure où le Ministère fait de nouveau un appel à candidature au poste de directeur, Monsieur le Ministre, peut-on en conclure que l'élaboration de la stratégie nationale est achevée? Dans l'affirmative, le Ministre peut-il nous faire parvenir des informations détaillées sur la stratégie?

- Le groupe d'échange a-t-il déjà rendu une proposition quant aux dispositions légales régissant le LTHAH, tel qu'annoncé dans la question parlementaire n°2386 de septembre 2016?

- Si oui, le Ministre peut-il nous faire parvenir cette proposition?

- Annoncé en décembre dernier, le Ministre a-t-il soumis au Conseil de Gouvernement la modification légale relative à l'éligibilité des candidats qui postulent pour le poste de directeur de certains lycées spécialisés?

- Pour quelle raison le Ministre fait-il un appel à candidature sans soumettre au préalable la modification légale relative à l'éligibilité des candidats au Conseil de Gouvernement?

- Monsieur le Ministre, pour quelle raison le Ministère fait-il de nouveau un appel à candidature pour le poste de directeur alors que cinq candidats avaient déjà rempli les conditions législatives lors du dernier appel à candidature début 2016?

Réponse (26.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'élaboration de la stratégie nationale quant à l'enseignement dans le domaine Horeca progresse bien et est en train d'être finalisée. Les dernières réunions de travail sont fixées pour mai. Les conclusions du groupe d'échange pourront ensuite être présentées aux députés. Actuellement, les discussions tournent autour des sujets suivants: formation CCP à grande échelle ainsi qu'autres niveaux de formation de l'EST, hôtel d'application, internat, formation d'excellence, création de BTS. Je suis confiant que ces perspectives permettront au LTHAH de reprendre sa place de centre d'excellence au niveau national et international.

Les modifications légales mettent encore du temps, comme elles ne se rapporteront plus uniquement à l'éligibilité des candidats briguant le poste du directeur du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck en particulier et d'autres lycées spécialisés en général. En effet, les discussions mentionnées ci-dessus nous mènent à envisager l'élaboration d'une loi réservée à l'école hôtelière.

Les modifications des dispositions légales ouvrant l'accès au poste de directeur à des candidats du secteur de l'Horesca n'auraient pas apporté de réponse à court terme au problème de vacance de poste au LTHAH. Voilà pourquoi le ministère a mené des pourparlers avec une série d'acteurs qui ont abouti à plusieurs candidatures intéressantes dont celle retenue par le Conseil de Gouvernement.

Question 2790 (23.02.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **moteur de recherche en ligne permettant l'accès à des données d'assujettis à la TVA:**

Selon plusieurs articles parus sur le site Internet «paperjam.lu», un moteur de recherche en ligne permet l'accès à des données d'assujettis à la TVA, y compris des données personnelles. Le site serait exploité par une société basée en Autriche et obtiendrait les données dans un registre TVA de la Commission européenne public qui est alimenté par les autorités compétentes des pays membres de l'UE. Tandis que sur le site de la Commission européenne une recherche ne peut être effectuée que sur base d'un numéro de TVA, le site autrichien permet de faire une recherche par nom. L'Administration de l'enregistrement et des domaines aurait alerté la Commission européenne car elle estime que l'opérateur du moteur de recherche ferait une utilisation détournée de données sur la TVA. D'après ces articles, le moteur de recherche autrichien enfreint les termes et conditions d'utilisation du registre européen de données sur la TVA et la Commission européenne aurait recommandé aux assujettis victimes d'abus de données personnelles «de contacter directement leurs autorités nationales en charge de la protection des données».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- L'accès à des données d'assujettis à la TVA est-il légal?

- Dans la négative, le Gouvernement entend-il saisir le parquet?

- Les informations divulguées par le moteur de recherche sont-elles compatibles avec le droit luxembourgeois en matière de protection des données?

- Pour quelles raisons l'Administration de l'enregistrement et des domaines a-t-elle alerté la Commission européenne?

- Quelles sont les recommandations de la part de la Commission européenne?

Réponse (20.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vertu des dispositions du règlement UE n°904/2010 du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la TVA, il incombe à chaque État membre de stocker dans un système électronique les données portant sur l'identité, l'activité, l'organisation et l'adresse des personnes auxquelles un numéro d'identification à la TVA a été attribué ainsi que celles relatives au statut de validité de ces numéros d'identification. Y sont également prévues les

obligations, pour chaque État membre, d'accorder un accès automatisé aux informations stockées aux autres États membres et de veiller à ce que les personnes concernées par des livraisons intracommunautaires de biens ou des prestations de services intracommunautaires aient la possibilité d'obtenir la confirmation par voie électronique de la validité du numéro d'identification de la TVA d'une personne déterminée ainsi que du nom et de l'adresse y associés.

Par rapport à cette dernière obligation, la Commission européenne a mis en place un système électronique sous forme de site Internet, dénommé «VIES (VAT Information Exchange System) on the Web», qui permet de valider les numéros d'identification des opérateurs enregistrés dans l'Union européenne et d'obtenir le nom et l'adresse correspondant au numéro de TVA concerné, tels qu'ils figurent dans les bases de données nationales. Ce site Internet est relié au moyen d'une connexion sécurisée aux bases de données TVA des différents États membres, et la vérification effectuée sur la seule base d'un numéro d'identification à la TVA repose sur les informations disponibles dans la base de données interrogée de l'État membre concerné.

L'Administration de l'enregistrement et des domaines (ci-après AED) confirme que sur le site Internet «TVA-Recherche.lu» de la société autrichienne Linkomat GmbH, avec siège social à Vienne en Autriche, il est possible d'obtenir la confirmation automatisée des informations pertinentes relatives aux assujettis à la TVA immatriculés dans les États membres et non membres suivants, à savoir le Luxembourg, l'Autriche, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande, la République tchèque, la Hongrie, la Slovénie, la Grèce, Malte, la Suisse et la Norvège.

Par rapport au site de la Commission européenne, les recherches sur le site de la société Linkomat GmbH s'effectuent non sur base du numéro d'identification à la TVA, mais à partir des critères «Nom» et/ou «Adresse». L'autre différence notable est que les recherches se font contre rémunération à partir d'un nombre limité de recherches effectuées.

Concernant plus spécifiquement la situation nationale luxembourgeoise, il est relevé que selon les informations publiées sur son site Internet, la société Linkomat GmbH disposerait d'un répertoire de données de 77.000 numéros d'identification d'assujettis à la TVA luxembourgeoise, ce qui correspondrait à la quasi-totalité du nombre des assujettis inscrits.

L'AED considère que le stockage par la société Linkomat GmbH de ces données dans un système électronique et l'accès automatisé que celle-ci accorde à tout demandeur constituent des violations des dispositions du règlement UE n°904/2010 susmentionné, lesquelles, comme exposé ci-devant, n'autorisent que l'AED, comme autorité compétente désignée du Luxembourg, à prendre de telles dispositions.

Les pratiques de la société Linkomat GmbH ont été dénoncées par l'AED à la Commission européenne le 10 novembre 2016 et ce pour deux raisons. La première était l'impact considérable des activités de la société autrichienne pour les autres États membres concernés. La deuxième était due à la spécificité d'une des données obtenues par le moteur de recherche autrichien, à savoir l'information relative au statut de validité des numéros d'identification à la TVA luxembourgeoise, dont la divulgation est strictement encadrée, c'est-à-dire qui n'est stockée que dans la banque de données de l'AED (contrairement aux données «nom, adresse, numéro d'identification à la TVA», susceptibles d'apparaître dans des annuaires d'entreprises ou autres publications similaires ouvertes au public). Cette particularité liée au statut de validité, mais aussi l'information publiée sur «TVA-Recherche.lu» selon laquelle le site serait directement connecté à des institutions publiques qui ont publié ces informations en premier lieu, ont amené l'AED à envisager l'hypothèse que la société Linkomat GmbH utilise les informations disponibles sur le site Internet de la Commission européenne par rapport au statut de validité des numéros d'identification à la TVA pour approvisionner sa propre base de données, ce qui serait contraire aux dispositions de la «Clause de non-responsabilité» publiées sur le site «VIES on the Web» de la Commission européenne, qui prévoient que «toute autre utilisation et toute extraction et utilisation des données non conformes à l'objectif de ce site Web sont strictement interdites. Toute retransmission du contenu de ce site, à des fins commerciales ou autres, ainsi que toute autre utilisation plus générale autre que celle nécessaire au soutien des activités d'un utilisateur légitime (par exemple, rédiger ses propres factures) est expressément interdite. En outre, toute copie ou reproduction du contenu de ce site est strictement interdite.»

Il ressort des échanges de correspondance qui ont suivi la dénonciation des activités de la société Linkomat GmbH par l'AED que la Commission européenne admet que les pratiques de la société autrichienne sont illicites, qu'elle était au courant de ces pratiques depuis juin 2016 et que différentes tentatives de détournement des données du site de la Commission européenne par la société Linkomat GmbH ont été bloquées par la mise en place de filtres automatisés. La Commission européenne considère, en revanche, qu'elle n'a pas d'autres moyens à sa disposition pour prévenir de tels agissements, bien qu'il soit de notoriété, comme l'a fait remarquer l'AED à la Commission européenne, qu'un blocage imposé peut être contourné par des pratiques de changement d'adresse IP ou par l'implication de plusieurs serveurs.

La dernière tentative pour persuader la Commission européenne de porter un regard encore plus attentif à la société Linkomat GmbH afin de contrecarrer son activité par tous les moyens qui s'imposent a été entreprise par l'AED en évoquant le dossier lors du Comité de coopération administrative en matière de TVA qui s'est tenu à Bruxelles le 21 février 2017. Lors de ce Comité, le Royaume-Uni a déclaré avoir aussi porté plainte auprès de la Commission européenne pour des faits similaires perpétrés sur d'autres sites également exploités par la société Linkomat GmbH (vat-search.co.uk, uid-suche.at, vat-search.eu).

La CNPD a été mise au courant de la présente affaire en date du 24 février 2017.

Enfin, dans l'hypothèse où les démarches auprès de la Commission européenne ne devaient pas aboutir au résultat espéré, l'AED n'exclut pas la possibilité d'agir par tout autre moyen à sa disposition.

Question 2791 (23.02.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **tourisme au Luxembourg:**

Ensemble avec «Luxembourg for Tourism», la Secrétaire d'État à l'Économie, Madame Francine Closener, a récemment présenté le bilan de la saison touristique de 2016. Il s'avère qu'avec 2,97 millions de nuitées, le tourisme luxembourgeois a connu une nouvelle année record. Or, on a également pu constater que le nombre de nuitées dans la région des Ardennes a reculé de 3,7%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Comment les chiffres concernant les nuitées sont-ils récoltés?

- Est-ce que le Statec est chargé d'établir ces statistiques? Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas confier cette mission au Statec?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant les nuitées pour les différentes régions? Peut-on définir le nombre de nuitées par catégorie d'établissement et par région, par nationalité du visiteur, par mois de visite, etc.? Dans l'affirmative, ces statistiques détaillées permettent-elles d'expliquer le recul des nuitées dans la région des Ardennes?

- Est-ce que des efforts de promotion supplémentaires sont prévus pour soutenir les régions qui enregistrent un recul du nombre de nuitées? Est-ce que l'avis des établissements concernés est demandé lors de la définition des priorités de la promotion du tourisme luxembourgeois? Dans l'affirmative, selon quelle démarche les établissements sont-ils consultés?

Réponse (24.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Le Statec est chargé d'établir et établit les statistiques officielles relatives au tourisme. Le règlement (UE) n°692/2011 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2011 concernant les statistiques sur le tourisme est à la base des statistiques harmonisées et obligatoires qui sont transmises par les États membres à Eurostat, l'office statistique de la Commission européenne. Il fixe le niveau de détail des statistiques à produire, la périodicité, la forme, les délais de transmission, la méthodologie ou encore la qualité de ces statistiques.

Les statistiques sur la fréquentation des établissements d'hébergement touristique sont produites par le Statec selon les règles, méthodes et normes reconnues et harmonisées au niveau international.

Les chiffres présentés lors de la conférence de presse du 15 février dernier par la Secrétaire d'État à l'Économie, Francine Closener, étaient basés sur l'enquête de fréquentation effectuée par «Luxembourg for Tourism» (LfT) dans l'hébergement touristique tous les deux mois. LfT réalise ce recensement afin de pouvoir obtenir des données en temps réel, lui permettant d'assurer une orientation ciblée et efficiente de ses actions de marketing touristique. Jusqu'à présent, le Statec ne publiait les données mensuelles et annuelles qu'en juin de l'année suivante, ceci conformément aux dispositions légales européennes.

Au niveau de l'évolution par régions, les nuitées réalisées se présentent, suivant les sondages effectués par LfT, comme suit:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En ce qui concerne plus spécifiquement l'hôtellerie en région Ardennes et le recul du nombre de nuitées dans la région des Ardennes (-3,7% en 2016) mentionné par Monsieur le Député, nous pouvons observer de 2011 à 2015 une nette tendance à la hausse de la fréquentation.

Sur le plus long terme, nous constatons que les capacités hôtelières disponibles dans la région sont en régression continue depuis 1995 (problèmes de succession; manque d'investissement de certains acteurs), et malgré le retour à la hausse des nuitées après 2011, la baisse des capacités a continué jusqu'à nos jours (voir graphique ci-dessous). Il en résulte forcément un taux d'occupation plus élevé et, en outre, un prix moyen journalier supérieur à ceux qu'on pouvait observer il y a cinq, voire dix ans, ce qui traduit la bonne santé actuelle des structures existantes.

Quant aux raisons plus ponctuelles expliquant le résultat de 2016, les conditions météorologiques défavorables ont certainement joué un rôle (la région se caractérisant essentiellement par un tourisme d'agrément/outdoor), mais aussi l'effet statistique suite à une forte croissance l'année précédente, qui s'était inscrite dans la tendance à la hausse observée déjà depuis 2011.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est des efforts de promotion réalisés, LfT réalise une communication ciblée, mettant en valeur les expériences auprès des segments de clientèle à haut potentiel (best agers, DINKS, familles), dont les randonnées et VTT.

En 2016, un total de contacts potentiels de 168 millions a ainsi pu être atteint dans le cadre des différentes campagnes publicitaires déployées. L'efficience de ces mesures promotionnelles, qui s'inscrit dans une démarche de marketing stratégique, s'est traduite par le fait que le tourisme luxembourgeois a connu sa cinquième année record consécutive en termes de nuitées hôtelières au niveau national.

Les établissements touristiques sont naturellement étroitement impliqués dans le processus stratégique par le biais des organisations professionnelles membres dans le GIE «Luxembourg for Tourism»:

- Horesca;

- Camprilux;

- Auberges de jeunesse;

- APTR;

- tout comme les cinq Offices régionaux de tourisme.

Question 2792 (23.02.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **dépenses militaires:**

Le «New York Times» dans son édition du 19 février 2017 rapporte que le Vice-président américain Monsieur Pence aurait déclaré lors du sommet de l'OTAN à Munich que les États-Unis allaient exiger de leurs alliés européens une augmentation de leurs dépenses militaires.

Il est rappelé que ce discours intervenait à un moment où les alliés se montraient inquiets des propos du Président américain qui, selon le «New York Times», «(...) praised Britain's vote to exit the European Union, questioned the viability of that bloc and the relevance of NATO and expressed admiration for President Vladimir V. Putin of Russia, while also upending policies and diplomacy on the Middle East, China and Mexico».

1) Quelles seraient les conséquences de la réalisation de ces demandes américaines sur le budget des dépenses militaires du Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois appuie, face à la réorientation de la politique étrangère américaine manifestée par son hostilité à l'UE et à l'OTAN et son appui à la Russie, la construction d'une politique de défense européenne et l'établissement d'une armée commune européenne?

Réponse (30.03.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1) La demande américaine n'est pas nouvelle. Le Gouvernement américain exige depuis de nombreuses années un effort de défense supplémentaire de la part des alliés européens. Le reflet de cette exigence est repris dans la déclaration du sommet OTAN de Wales en 2014.

À l'instar de ses partenaires européens, le Luxembourg entend contribuer au renforcement de la politique de défense européenne, aussi bien au sein de l'OTAN que de l'UE, en développant ses propres technologies de défense. Le Luxembourg a annoncé une hausse de ses dépenses de défense dès 2014 au Sommet du Pays de Galles, mais il remplit d'ores et déjà les critères OTAN préconisés en matière d'investissements annuels, de déployabilité, de soutenabilité et d'interopérabilité.

Les conséquences de l'augmentation durable de l'effort luxembourgeois feront l'objet de la formulation de nouvelles orientations de la politique de défense luxembourgeoise. Ce document politique sera approuvé et publié à la fin du mois d'avril 2017.

Il convient encore de souligner qu'une politique globale de sécurité prévoyante et avisée ne peut être constituée uniquement de moyens militaires, mais doit être assortie de moyens complémentaires permettant p. ex. d'intervenir de façon précoce afin d'éviter que des crises ou tensions ne dégénèrent en conflits ouverts avec leur lot de personnes jetées sur les routes pour fuir la mort et la misère. Dans ce contexte, l'aide au développement revêt une importance particulière et le Luxembourg remplit les critères internationaux en termes de budgets publics alloués à ces programmes.

ad 2) Si les propos du Président Trump cités par le «New York Times» sont effectivement préoccupants, il serait néanmoins précipité d'en déduire une réorientation sans équivoque de la politique étrangère américaine. Dans son discours à Munich, le Vice-président Pence, qui s'exprimait au nom du Président Trump, n'affichait aucune hostilité face à l'Europe et à l'OTAN.

Pour autant, les propos du Président américain, tout comme le référendum sur le Brexit, illustrent l'importance de poursuivre le renforcement de l'Europe de la défense commune.

Je rappelle que l'article 42, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne spécifie que «la politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi».

Le Luxembourg a soutenu l'ensemble des mesures prises récemment au sein de l'UE. Nous partageons les objectifs en matière de défense de la stratégie globale de l'UE et soutenons activement l'évolution vers un renforcement de sa politique de défense, en complémentarité avec l'OTAN.

S'agissant de l'établissement d'une armée commune européenne, je renvoie à mes propos antérieurs à ce sujet (cf. question parlementaire n°0974). La mise en place, le moment venu, d'une «défense commune» pourrait déboucher sur la création d'une armée européenne commune dont les contours et le fonctionnement restent à être définis. Compte tenu des réalités politiques au sein de l'UE, la réalisation d'une défense européenne commune - et a fortiori la création d'une armée européenne commune - constituent nécessairement des perspectives à long terme.

Question 2793 (23.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**orthophonie:**

Et schéngt esou ze sinn, datt fir déi Kanner, bei deene Sproochschwieregkeeten eréischt an engem Alter iwwer siwe Joer festgestallt ginn, d'Orthophonie-Seancen net remboursséiert ginn. Mä fir déi, wéi och fir déi méi jonk Kanner, ass déi Therapie ganz wichteg fir hir Entwécklung, well hir Schwieregkeeten hunn dacks grouss Konsequenzen och op hir schoulesch Leeschtungen.

Dobäi muss ee wëssen, datt déi Schwieregkeeten dacks eréischt am 2. Zyklus vun der Grondschoul detektéiert ginn, well d'Kanner sech do

scho méi fräi a méi artikuléiert sollen ausdrécken.

Wuel gëtt et Méiglechkeete fir eng Behandlung och nach an deem Alter, mä anscheinend net genuch. D'Prozeduren, fir iwwerhaapt esou eng Behandlung ze kréien, solle laangwiereg a bürokratesch sinn.

Déi Behandlungsméiglechkeeten, déi offréiert ginn, schéngen och net ëmmer de Besoinen ze entspriechen.

Dowéinst wollt ech den Häre Ministere fir sozial Sécherheet a fir Schoul dës Froe stellen:

1) Wéi eng Behandlungsméiglechkeeten am Beräich vun der Orthophonie ginn am Abléck hei am Land offréiert? Wéi eng gi vun der Éducation nationale iwwerholl oder vun der CNS rembourséiert, an ënner wéi enge Konditiounen?

2) Wéi eng Tester ginn a wéi engem Alter gemaach, fir eventuell Defizienzen an deem Beräich festzestellen, speziell och fir Kanner vu siwe Joer un? Wéi eng Behandlungsméiglechkeeten offréiert de Stat an där Alterskategorie a wien dréit dofir d'Käschten?

3) Gëtt et genuch Spezialisten an Infrastrukturen an deem Beräich, fir ze garantéieren, datt d'Kanner séier kënne behandelt ginn? Wéi ass déi aktuell Situatioun?

4) Wéi eng Prozedure mussen déi Eltere befollegen, déi e Remboursement vun de Käschte fir eng Behandlung am Beräich vun der Orthophonie wëlle froen? Kann de Stat déi Prozedure vereinfachen oder eventuell esouguer d'Gratuitéit assuréieren?

Réponse commune (24.03.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Prinzipiell ginn all d'Beräicher ofgedeckt, wat d'Sproochschwieregkeeten ugeet.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt déi Leeschtungen, déi an der Nomenclature vun den Orthophoniste virgesi sinn.

Dës Nomenclature gesäit verschidden Typpe vun Akte vir, déi ofhängeg si vum jeeweilegen Typ vu Schwieregkeet oder Behënnerung. Et sinn och verschidden Alterskritäre virgesinn.

D'CNS iwwerhëlt d'Sproochschwieregkeeten am Kader vun enger Hypoacousie bei Kanner, déi tëschent véier an zwielef Joer al sinn, déi eng mental Behënnerung hunn, déi genetesch bedéngt ass.

Bei Kanner, déi vun Dyslalie universelle betraff sinn, ass d'Prise en charge vun der CNS op Kanner tëschent véier a siwe Joer limitéiert. D'Nomenclature gesäit op der Positioun Q31 folgend Kritäre vir:

«- les phonèmes concernés ne sont jamais prononcés ou sont substitués systématiquement;

- les troubles articulatoires doivent toucher au moins deux des groupes phonémiques en dehors du phonème «sch»;

- il n'y a pas d'autre trouble associé.»

De Centre de logopédie iwwerhëlt isoléiert Sproochschwieregkeeten, déi ënner anerem beim Dépistage systématique vum Centre de logopédie am 1. Cycle vun der Grondschoul festgestallt ginn. Esou sinn 2015-2016 beim Depistage am Cycle 1 5.224 Schüler vun der Logo erkannt ginn. An de Cyclen 2 bis 4 koumen der dunn nach emol 260 derbäi. D'Auswierkung op d'Schreiwe weist sech natierlech eréischt méi spéit, dat ass richteg. D'Logopädie bitt Reeducatioun a Berodung (Élteren/Schoulpersonal) an der ambulanter Betreiung souwéi eng Beschoulung un.

D'Équipes multiprofessionnelles (EMP) këmmere sech ëm Sproochschwieregkeete bei Kanner mat Besoins spécifiques, déi am Fondamental ageschoult sinn. Déi Decisioun, wien déi Hëllef kritt, gëtt regional vun der Commission d'inclusion scolaire op Basis vun engem Dossier geholl.

Den Office national de l'enfance (ONE) ka Sproochschwieregkeeten um Niveau vum Langage oral (Sproochverständnis, Expressioun, Artikulatioun) a vun den Troubles de l'apprentissage (Dyslexie, Dysorthographie, Dyskalkulie) iwwerhuelen, wa se net kënne vun der CNS, der EMP, dem Centre de logopédie, de Centres de l'éducation différenciée oder anere staatlechen Instanzen iwwerholl ginn, an zwar vun 0 bis 27 Joer.

ad 2) Wat d'Sproochschwieregkeeten um Niveau vun den Troubles de l'apprentissage ubelaangt, ka beim ONE e Referenzdokument ugefrot ginn, dat eng Lëscht vun Tester enthält: ONE-Kostenübernahme bei Lese-Rechtschreibstörung (LRS): diagnostisches Vorgehen bei Grundschülern.

Wat d'Sproochschwieregkeeten um Niveau vum Langage oral ubelaangt, hänkt et vun der Mammesprooch a vun der Problematik vum Kand of, wei eng Tester benotzt ginn.

Et muss een dozou bemierken, datt et bis elo keng „Standard"-méisprooceg Sproochentwécklung gëtt, also och kee Standardtest op wëssenschaftlech fundéierter Basis.

a. De Centre de logopédie benotzt zum Beispill am Alter vum Precoce eng sproochbezunnen Anamnees an e Sproochbilan am „dynamic assessment" (2 Bilanen am Ofstand vun zwee Méint: evozéiert Spontansprooch an e Sproochentwécklungstest fir 3- bis 5-järeg Kanner: SETK3-5).

b. Am Cycle 1 iwwerpréift de Centre de logopédie am Diagnostikgrupp déi allgemeng Entwécklung (Wiener Entwicklungstest, WET), d'Intelligenz (K-ABC II), d'Gehéier an d'Sprooch (Mondmotorik, Schwätz- a Stëmmopfällegkeeten, Artikulatioun, Sproochverständnis, Semantik, Sazbau a Grammaire, Pragmatik, auditiv Wahrnehmung an auditiivt Kuerzzäitgediechtnes), an dat Lëtzebuerger Screeningverfahren EDIAL (Evozierte Diagnose lautsprachlicher Fähigkeiten).

c. An de Cyclen 2 bis 4 iwwerpréift de Centre de logopédie d'Intelligenz (K-ABC II), d'Sprooch (Sprachstandardserhebungstest SET 5-10) an d'Kulturtechniken.

Jee no Bedarf:

PDSS: Patholinguistische Diagnostik bei Sprachentwicklungsstörungen

TROG-D: Test zur Überprüfung des Grammatikverständnisses

E.CO.S.SE: Épreuve de compréhension syntaxico-sémantique

TCG 3-9: Test de closure grammaticale pour enfants de trois à neuf ans

TEPHOBE: Test zur Erfassung der phonologischen Bewusstheit und Benennungsgeschwindigkeit

IEL: Inventar zur Erfassung der Lesekompetenz im 1. Schuljahr

SLRT II: Lese-Rechtschreibtest

HSP 1-3: Hamburger Schreibprobe

AGTB 5-2: Arbeitsgedächtnistestbatterie.

An Tëschenzäit schafft den Educatiounsministère mat der Universitéit vu Lëtzebuerg un der Schafung vun engem Institut, dat Testmaterialien an dëse Beräicher soll ausschaffen, déi op den typesch lëtzebuergesche Kontext hi konzipéiert a kalibréiert ginn.

ad 3) Déi lescht Jore sinn nei Orthophonisten engagéiert ginn an et hu sech der och méi a Cabineten etabléiert. Well d'Populatioun awer wiisst an och d'Sensibilitéit an d'Bewosstsinn fir déi Problematiken zouhëlt, ass et net ëmmer einfach, eng zefriddestellend Offer unzebidden. Dëst ass och regional ënnerschiddlech.

Am Kader vum Avant-projet de loi iwwert d'Kompetenzzentren, deen déi aktuell Éducation différenciée an de Centre de logopédie soll restrukturéieren, sinn zousätzlech Ressourcen am Beräich vun der Orthophonie virgesinn.

Et ass wichteg, an dësem Kontext drop hinzeweisen, datt den Orthophonisten hir Ausbildung sech net just op d'Éntwécklung vun der Sprooch bezitt, mä och op d'Reeducatioun vum Schwätzen no enger Krankheet oder enger Operatioun souwéi och vu Kna- a Schléckproblemer; also mondmotoresch Problemer vu Kanner mat spezifesche Besoinen. Déi lescht Form vu Prise en charge gëtt ënner anerem an de spezialiséierte Schoule vun der Éducation différenciée ënnert der Supervisioun vun Dokteren assuréiert.

Et ass an dësem Kontext och wichteg ze soen, dass et net ëmmer einfach ass fir d'Elteren vun de betraffene Kanner, fir e Rendez-vous bei engem Orthophonist ausserhalb vun den normale Schoulzäiten ze kréien, wat zu Waardezäite féiere kann.

ad 4) D'Prozeduren, fir vun deene verschiddenen Instanzen eng finanziell Hëllef ze kréien, sinn no Instanz verschidden: Avis vun der CIS, fir Hëllef vun der Éducation différenciée oder dem ONE ze kréien, eng Ordonnance médicale, fir Hëllef en libéral ze kréien.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt Leeschtungen op Basis vun enger Ordonnance médicale.

Fir verschidden Akte gesäit d'Nomenclature vir, dass fir d'Éischt eng éischt Ënnersichung an e Bilan musse gemaach gi virun enger Behandlung mat engem Behandlungsplang an engem Rapport.

Mat der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) ass konventionell folgend Prozedur festgeluecht ginn:

«Les ordonnances pour les prestations d'orthophonie et de psychomotricité en séries sont précédées par une ordonnance médicale prescrivant l'établissement des bilans, examens fonctionnels et d'aptitude préalables prévus par les nomenclatures afférentes.

Les prestations en série sont prescrites sur le vu des bilans, examens préalables et plans de traitement établis le cas échéant par le prestataire et après leur approbation par le médecin traitant dans le délai de quinze jours de leur réception. Les traitements en série consécutifs à une première série sont ordonnés sur le vu d'un bilan intermédiaire.»

Den Dokter erstellt also fir d'Éischt eng Ordonnance médicale fir e Bilan. Den Orthophonist mécht doropshin eng éischt Ënnersichung mat engem Bilan, engem Rapport an engem Behandlungsplang. Dës Leeschtung ass an der Nomenclature virgesinn ënnert dem Code Q11. Den Orthophonist gëtt säi Rapport dann un den Dokter weider, deen duerno 15 Deeg Zäit huet, eng Ordonnance auszestelle fir en Traitement en série.

Esou eng Ordonnance muss Folgendes beinhalten:

- de geneeën Diagonstic;

- den Zäitpunkt vum Feststelle vun der Schwieregkeet oder Behënnerung;

- de Libellé oder de Code vun de Leeschtungen;

- d'genee Unzuel vun de Seancen.

Esou wéi et an de Statute virgesinn ass, muss d'CNS dës Ordonnance validéieren.

Doropshi kritt den Assuré en Titre de prise en charge, deen en dozou berechtegt, déi an de Statute virgesinne Leeschtungen ze kréien. D'Behandlung muss an engem Zäitraum vu sechs Méint no der Erstellung vun der Ordonnance ugefaange ginn.

Den Taux de prise en charge ass 88%.

De Moment gëtt vum ONE eng Bedeelegung vun den Elteren un de Käschte fir d'Behandlung vu Sproochschwieregkeete verlaangt. Et läit awer e Projet de règlement grand-ducal beim Statsrot vir, fir d'Eltere vun der Bedeelegung un de Käschten ze entbannen.

Well d'Interventiounen am Beräich vun der Orthophonie zum groussen Deel Interventiounen am Gesondheetsberäich sinn, muss de medezinnesche Bléck drop garantéiert sinn. Et sollen onofhängeg Instanze sinn, déi iwwert d'Opportunitéit vun deene verschiddenen Akte jugéieren.

Dofir kann d'Vereinfache vun de Prozeduren an d'Gratuitéit net esou verstane ginn, datt jidderee sech op eegen Initiativ un en Orthophonist ka wennen an d'Allgemengheet dann d'Käschten iwwerhëlt.

Q174

Question 2794 (23.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prévention du VIH:**

An der Press war den 8. Februar 2017 en Artikel iwwer e Medikament, dat soll prophylaktesch géint HIV wierken. Dat kann ee virum Geschlechtsverkéier mat enger infizéierter Persoun anhuelen. De Schutz wär awer net honnertprozenteg an d'Medikament war och bei Männer méi wierksam (op alle Fall méi erfuerscht) wéi bei Fraen. Et sollt also nëmme bei gewësse Gruppe mat erhéichtem Risiko agesat ginn. Dowéinst wär de Gebrauch vun engem Präservativ weider noutwenneg. Am Kader vun engem Lëtzebuerger Pilotprojet soll dat Medikament elo komplett rembourséiert ginn (ronn 500 Euro fir 30 Pëllen).

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1. Schaffen Är Servicer un engem Pilotprojet ronderëm déi HIV-Prophylax, déi d'lescht Joer an der EU zougelooss gouf?

2. Wa jo, konzentréiert dee Projet sech bei de Versuchspersounen op homosexuell Männer an Transgender als Grupp mat erhéichtem Risiko, oder gëtt et nei Erkenntnisser iwwert d'Wierksamkeet vun der Prophylax bei Fraen an aner Risikogruppen, wéi z. B. Drogenofhängeger?

3. Gëtt et nei Erkenntnisser iwwert d'Wierksamkeet vum Medikament an der Prophylax oder sinn déi Presseberichter, déi vu 86% bei regelméissegem Anhuele schwätzen, korrekt?

4. Wat sinn d'Konditiounen, fir an deem Pilotprojet, esou wäit esou een zu Lëtzebuerg geplangt ass, matzemaachen?

5. Wéi vill Wäert gëtt an deem Projet op de klassesche Schutz duerch Präservativer geluecht?

6. Ass et an Ären Ae sënnvoll, e ganz deiert Medikament ze rembourséieren, dat deelweis soll e prophylakteschen Notze géint HIV hunn, wann ee sech duerch relativ bëlleg aner Verhalensweisen oder Mëttelen esou schütze kann, datt de Risiko vun enger Ustiechung mat dem HI-Virus relativ geréng ass?

7. Gesinn d'Ministeren net de Risiko, datt dëst Medikament zu engem erhéichte Risikoverhale ka féieren, well et eventuell bei verschiddene Leit d'Illusioun vun engem zouverlässege Schutz kann ervirruffen?

8. D'Krankekeess hat bis ewell eng relativ strikt Haltung, wat Prophylax ugaangen ass. Ech zitéieren d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet Marie-Josée Jacobs aus hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro aus dem Joer 2000 iwwert d'Malaria-Prophylax: „(…) la philosophie à la base des statuts de l'Union des caisses de maladie se fonde sur la considération que les prestations de l'assurance maladie (…) ne doivent pas servir à la couverture de risques de santé auxquels s'exposent les assurés volontairement pour leur convenance personnelle (…)". Huet sech un där Positioun vun der Union des caisses de maladie eppes geännert? Betrëfft déi Ännerung iwwer kuerz oder laang och déi virdrun ugeschwate Malaria-Prophylax oder aner prophylaktesch Mëttelen?

Réponse commune (23.03.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1. E Pilotprojet ronderëm d'HIV-Prophylax gëtt vum Service national des maladies infectieuses an vum Centre hospitalier vu Lëtzebuerg (CHL), an enker Kollaboratioun mat der Direktioun vun der Santé an dem Comité de surveillance du SIDA, ausgeschafft a soll no zwee Joer évaluéiert ginn.

ad 2. De Pilotprojet wäert op si fir all Persounen, déi en erhéichte Risiko fir HIV-Infektioun hunn, a bäi deenen déi üüblech Preventiounsmoossnamen net duerginn. Dat kënne Männer a Frae mat verschiddene sexuelle Praktiken sinn, mä och drogenofhängeg Persounen.

ad 3. D'Informatiounen, dass d'Wierksamkeet vum Medikament bei 86% läit, ass effektiv korrekt a konnt an internationale Studie bewise ginn, ënner anerem d'Étude IPERGAY.

ad 4. Eng Konditioun, fir an deem Projet matzemaachen, ass, dass d'Leit bei der Gesondheetskeess (CNS) assuréiert sinn. Dëst ass e Problem fir eng Rei drogenofhängeg Persounen, déi ouni feste Wunnsëtz, ouni Aarbecht an och ouni bei der CNS verséchert ze sinn, liewen. Grad an dëser Populatioun sinn awer a rezenter Zäit relativ vill néi Infektiounen observéiert ginn. De Comité de surveillance du SIDA ass an Diskussioune mat verschiddenen Akteuren, fir dozou eng Léisung ze fannen.

All Participant an dësem Projet kritt eng spezialiséiert Konsultatioun vun engem Dokter am CHL am Ufank vum Projet, wou dann evaluéiert gëtt, ob de Patient eng Pré-expositiouns Prophylaxe (PrEP) kritt oder net. De Patient gëtt da regelméisseg erëmgesinn no engem Mount, an duerno no all dräi Méint. De Suivi gëtt gemaach vu spezialiséierten Dokteren (Infektiologen) an Infirmièren. Bäi all Entrevue gëtt d'Wichtegkeet vun aneren preventive Mesuren, an notamment vum Präservativ op en Neits ënnerstrach.

ad 5. Op de Präservativ gëtt weiderhi ganz vill Wäert geluecht. Wéi schonns gesot, gëtt dëst Medikament just bäi Leit ugewannt, wou déi üüblech preventiv Moossnamen net duerginn. An deem Sënn kann ee sech hei net drop verloossen, dass déi üüblech Moossname géifen Infektioune verhënneren. D'Méiglechkeet, dass d'Leit nach méi en héijen Risiko agoe géifen, besteet theoretesch, mä ass bis elo net an anere Länner, déi schonns esou Programmer hunn, dokumentéiert ginn. D'Persoune ginn natierlech am Suivi encouragéiert, e responsabelen Émgank mat dëser Prophylax ze maachen. De Participant engagéiert sech och am Programm schréftlech zu esou engem korrekte Verhalen.

ad 6. Et ass sënnvoll, dëst Medikament ze rembourséieren, well verschidde Leit net ëmmer op de Präservativ zréckgräifen, trotz Informatiounen, dass dat dee beschte Schutz ass.

ad 7. Déi Leit, déi eng PrEP froen, hunn en héicht Risikoverhalen. Duerch d'PrEP gëtt dëse Risiko minimiséiert. D'Risikoverhale geet doduerch net erop.

ad 8. Den Uwendungsberäich vun der Krankeversécherung gëtt vun den Artikele 17, Paragraphen 1 an 23, Paragraph 1 vum Code de la sécurité sociale bestëmmt. Opgrond vum Artikel 21 vum Code de la sécurité sociale ginn d'Prestatiounen, déi à charge vun der Kranke-

versécherung sinn, iwwert d'Statute vun der CNS definéiert.

Entscheedungen iwwert d'Adaptatioun vun de Statuten ënnerleien dem Comité directeur vun der CNS. Momentan soen d'Statuten iwwer hiren Artikel 16, dass:

„Art. 16. En dehors des prescriptions établies à des fins de diagnostic et celles résultant des programmes de médecine préventive réalisés en exécution de l'article 17, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, les médicaments, pansements et autres fournitures ne sont pris en charge par l'assurance maladie si, par leur prescription le médecin accède à une sollicitation de la personne protégée et si, lors de l'établissement de l'ordonnance, le médecin n'est pas en présence d'une pathologie effective justifiant leur délivrance, ou, s'il n'est pas en présence d'un risque subjectif lié à une situation de santé spécifique à laquelle la personne protégée est exposée involontairement. Est visée notamment la prescription de médicaments par simple mesure de précaution à l'occasion d'un voyage ou d'un séjour à l'étranger de la personne protégée ou pour l'approvisionnement de nécessaires ou de trousses d'urgence. Les ordonnances afférentes sont inscrites sur des formules distinctes de celles portant sur des prestations à titre curatif et sont munies de la mention «PREVENTIF».“

En dehors vun der Prise en charge am Kader vun dem Pilotprojet ass et am Moment net virgesinn, den Artikel 16 vun de CNS-Statuten änneren ze loossen.

Question 2795 (23.02.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **critères linguistiques d'embauche de LuxTram SA:**

LuxTram ass eng anonym Gesellschaft (SA), déi vum Lëtzebuerger Stat an der Stad Lëtzebuerg gedroe gëtt. Mä d'Astellungskritäre vun där Entreprise si fir Lëtzebuerger Verhältnisser schwéier nozevollzéien a schénge mat dem Geescht vun eiser Legislatioun iwwert d'Sproochen net kompatibel ze sinn. Esou gëtt z. B. an enger Postebeschreiwung fir e Mecanicien vu fixe Strukturen déi franséisch Sprooch als indispensabel dohigestallt an ausdrécklech verlaangt. Déiselwecht Sproochenexigenze gëtt et och bei anere gesichte Beruffsprofiller bei LuxTram.

Lëtzebuergesch an/oder Däitsch wäre just „e Virdeel“. Zu deem Aarbechtsprofill hätt ech e puer Froen:

1) Mat wéi engem Recht diskriminéiert eng Lëtzebuerger Entreprise, déi an ëffentlecher Hand ass, déi zwou Amtssprooche Lëtzebuergesch an Däitsch géintiwwer dem Franséischen?

2) Huet LuxTram an iergendenger vun hire Publikatiounen dës oder eng äänlech Formuléierung gebraucht: „le français - langue officielle de LuxTram“? Wa jo, wéi eng rechtlech Basis gëtt et dofir?

3) A wéi enger Sprooch gëtt bei LuxTram kommunizéiert?

4) Sollt d'Äntwert op déi viregt Fro net Lëtzebuergesch sinn, wéi kann den Här Minister zouloossen, datt an enger honnertprozenteger Lëtzebuerger Entreprise, déi vum Lëtzebuerger Steierbezueler a vun den Taxe vun de Bierger aus der Haaptstad bezuelt gëtt, eng aner wéi eis Nationalsprooch als Haaptkommunikatiounssprooch gebraucht gëtt?

5) Goufe scho Leit bei LuxTram engagéiert, déi kee Lëtzebuergesch kënnen?

6) Ass de Minister d'accord, fir ze soen, datt am Sproochegesetz vun 1984 eleng d'Lëtzebuergescht e besonnesche Status als Nationalsprooch kritt huet an datt déi aner zwou Sproochen, déi am Gesetz genannt ginn, an där Logik däitlech manner Bedeitung am dagdeeglechen Ëmgank an op der Aarbechtsplaz hu wéi d'Nationalsprooch?

7) A wéi engem Sënn ass d'Maîtrise vum Franséische fir e Mecanicien beim Tram indispensabel?

8) Ass mam Schoulministère ofgekläert, wéi wäit en Handwierker aus enger Lëtzebuerger Schoul deem do Profill iwwerhaapt ka gerecht ginn?

Réponse (22.03.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den Här Deputéierte Fernand Kartheiser hätt gär Informatiounen iwwert de Sproochegebrauch bei LuxTram.

Lëtzebuergesch ass déi Sprooch, déi alldeeglech am meeschte vun de Mataarbechter bei LuxTram geschwat gëtt.

Texter wei Gesetzer, Reglementer, Sécherheetsbestëmmungen an och d'informatesch Programmer lafen op Franséisch.

An dësem Kontext a fir d'Sécherheetsufuerderungen ze respektéieren, déi fir eng gutt professionell Kommunikatioun zwëschent de Mataarbechter vu LuxTram néideg sinn, ass Franséisch als „operationell Sprooch“ zréckbehale ginn. Dëst stellt d'Benotzung an déi rechtméisseg Plaz vun der Nationalsprooch a kengem Moment a Fro.

LuxTram SA ass eng Firma, déi fir de Betrib vum Lëtzebuerger Tram zoustänneg ass. D'Aktivitéit vun der Gesellschaft gëtt vu strikte Regele betreffend d'Sécherheet fir d'Mataarbechter an all déi Persounen, déi um Tram oder am direkten Ëmfeld intervenéieren, souwéi d'Passagéier an d'Leit, déi no bei der Linn wunnen oder schaffen, bestëmmt. Dës Regelen a Gesetzestexter, déi se encadréieren, musse vun all de Mataarbechter vu LuxTram verstane ginn. D'Erfëlle vun dëser Konditioun ass indispensabel, fir datt jiddwereen:

- d'Prozeduren, déi hien applizéiert, versteet a sécher ëmsetzt;

- d'Geräter, méi spezifesch déi informatesch, a senger alldeeglecher Aktivitéit ouni Gefor fir sech selwer oder seng Kolleegen notze kann an an der Lag ass, an all Situatioun ze kommunizéieren, och a Krisesituatiounen.

Déi aktuell Reglementatioun an och déi zukünfteg, gradesou wéi all d'Autorisatiounen an déi administrativ Decisiounen, déi dorauser entstinn, ginn haut op Franséisch geschriwwen a veréffentlecht. D'Konsequenz ass, datt déi franséisch Sprooch déi operationell Sprooch vu LuxTram ass, am Sënn vum Projet de loi iwwert d'Sécherheet vum Tram, deen deemnächst an der Chamber voteiert gëtt.

D'Mataarbechter vu LuxTram stamen aus verschiddenen europäesche Länner a sinn op Basis vun hire Kompetenzen an nëtzlechen Erfahrunge fir d'Realisatioun an de Betrib vum Tram agestallt ginn. Dës Mataarbechter schaffe regelméisseg mat Fournisseuren, Bureaux d'études a Firmen aus villen europäesche Länner. Si schaffen och am Alldag mat de Servicer vum Stat an der Stad Lëtzebuerg zesummen, gradesou wéi och déi intern Decisiounsstrukturen, déi aus Lëtzebuerger Vertrieder vu den zwee ëffentlechen Aktionären zesummegesat sinn. Dofir gi bei LuxTram vill Sprooche geschwat.

Opgrond vun hirer verschiddener Hierkonft schwätzen d'Mataarbechter net onbedéngt all Lëtzebuergesch, wa si bei LuxTram ufänken. Awer vill vun hinnen hu sech engagéiert oder wëlle Lëtzebuergesch léieren. An dësem Sënn ass LuxTram prett, seng Mataarbechter ze encouragéieren, fir datt si sech kënne weiderbilden an esou hir Praxis vum Lëtzebuergesche verbesseren.

Déi meescht Beruffer, déi et bei LuxTram gëtt, notzen intern Prozeduren an aner Demarchen, déi op Franséisch sinn, fir d'Sécherheetsufuerderungen ze erfëllen. Dat ass besonnesch de Fall fir d'Mecanicienen, mä och fir d'Tramschaufferen, d'Regulateuren an de Management. Dofir ass d'Benotzung vun der operationeller Sprooch noutwendeg.

Bei LuxTram bezéie sech all d'Aarbechtsprofiller op déi verschidde Formatiounsniveauen an Diplomer, déi vum Erzéiungsministère ausgestallt ginn. Allerdéngs gi fir déi Posten och Erfahrung a spezifesch Kompetenze vun de Kandidaten erwaart. Fir déi beschte Profiller ze fannen, gëtt fir déi fräi Plazen eng Beschreiwung veréffentlecht, déi déi néideg Qualifikatiounen enthält an och der Allgemengheet zougänglech ass.

Question 2796 (24.02.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **Maison des associations asbl:**

La Maison des associations asbl a été fondée en 2007 par la volonté de plusieurs fédérations d'associations de migrants. Lors de sa création, l'asbl a signé un contrat de prêt d'usage avec l'ancien Commissariat du gouvernement aux étrangers pour un local au rez-de-chaussée d'un immeuble situé au 46, rue de Mühlenbach.

L'immeuble accueille depuis septembre 2016 des bénéficiaires de la protection internationale (BIP). En mai, l'asbl doit quitter son local qui fera l'objet de travaux de rénovation pour accueillir davantage de BIP. Le ministère leur a proposé un local à Itzig qui, selon les propos de Madame la Ministre dans un article au «Quotidien» en date du 15 décembre 2016, correspond parfaitement à leur mission, à savoir la prise en charge des migrants vieillissants.

Or, la Maison des associations a un projet plus global, qui va au-delà des projets d'inclusion et de participation des seniors migrants. Ainsi, selon l'asbl, le local à Itzig est trop petit pour pouvoir assumer toutes ses activités.

Dans la mesure où les asbl s'engageant en faveur des migrants, comme la Maison des associations, constituent des éléments centraux pour favoriser les processus d'intégration et le «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

2) Pour quelles raisons l'asbl ne se voit-elle pas proposer un local qui permet d'assumer l'ensemble de ses activités?

Réponse (30.03.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) En réponse à la première question de Madame la Députée, je me permets de revenir à la réponse que j'avais fournie le 20 juillet 2016 à la question parlementaire n°2196 de Monsieur le Député Roger Negri.

Ainsi, «En vertu du prêt à usage signé en 2007 entre l'asbl Maison des associations et le ministre de l'époque, les locaux sis au 46, rue de Mühlenbach ont été mis à disposition gratuitement. Le contrat a été renouvelé de façon tacite depuis sa première signature en 2007. En début de cette année, les responsables de la Maison des associations ont été informés des travaux de rénovation et de réaffectation du foyer de Mühlenbach et de la nécessité de libérer les bureaux mis à leur disposition.

Par le biais de la Commission des loyers, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a proposé des locaux alternatifs sis à Itzig, locaux qui seraient aussi mis à disposition gratuitement. Une visite des locaux a eu lieu le 20 mai 2016».

ad 2) Les locaux qui ont été mis à la disposition de la Maison des associations l'ont été à titre gratuit, le loyer étant pris en charge par l'État dans le cadre d'un accord de collaboration. Le local à Itzig est composé de deux bureaux et d'une salle de réunion commune aux services présents sur le site.

Les activités de la Maison des associations, qui font l'objet d'un accord de collaboration signé avec le service «personnes âgées» du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, sont essentiellement centrées sur l'intégration des personnes âgées. Une des activités de la Maison des associations est p. ex. l'organisation de «cafés des âgés» en coopération avec des administrations communales et des associations locales; il s'agit là de tables de conversation qui se tiennent dans des locaux dans les communes, donc en dehors des bureaux de l'association.

J'estime donc que les nouveaux locaux à Itzig permettent à l'association d'assurer l'ensemble de ses activités financées par le Ministère dans le cadre d'un accord de collaboration.

Question 2797 (24.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **pénurie de logements:**

Le coût du logement devient une source de pauvreté pour un nombre élevé de ménages. Selon les chiffres d'Eurostat 6,8% de la population sur le territoire luxembourgeois étaient concernés par une surcharge des coûts liés au logement en 2014. Ce taux était encore de 3,8% en 2005: on assiste donc à une augmentation lente mais régulière depuis dix ans. Si l'on considère seulement les personnes en risque de pauvreté, le taux de surcharge des coûts de logement était de 30,9% en 2014, avec une tendance marquée vers la hausse[1].

La situation des locataires est particulièrement préoccupante. En 2014, 26,3% des locataires avec un loyer au prix du marché étaient concernés par une surcharge des coûts de logement. Ce taux a véritablement explosé depuis 2011 quand il se situait encore à 13,7%.

Cette évolution est entre autres accélérée par la pénurie de logements abordables sur le marché luxembourgeois qui frappe notamment les personnes et familles à revenu modeste.

D'après l'article 27 de la loi modifiée du 25 février 1979 l'État peut cependant participer jusqu'à concurrence de 75% du prix de construction, d'acquisition, de rénovation et d'assainissement de logements destinés à être loués par les communes ou syndicats de communes (...) à des ménages à revenu modeste, à des familles nombreuses, à des personnes âgées et à des personnes handicapées.

[1] Caritas Luxembourg 2016: Sozialalmanach. Schwerpunkt: Inegalitéiten

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Quelles communes ont profité de ce dispositif pour les années allant de 2011 à 2016 et pour combien de logements chacune?

2) Quel était le total des dépenses budgétaires de 2011 à 2016 dans le cadre de ce dispositif?

Réponse (28.03.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

De 2011 à 2016, 56 communes ont profité du dispositif prévu par l'article 27, alinéa 1, de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, pour un total de 1.704 unités de logement (dont le détail se trouve dans le tableau annexé), sachant que le stade de finalisation de ces projets peut varier entre court, moyen respectivement long terme.

Le total des dépenses budgétaires a été de 243 millions d'euros pour la période de 2011 à 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2798 (24.02.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **contrats épargne-logement:**

La Cour de justice fédérale allemande vient de rendre un jugement selon lequel les caisses d'épargne (Bausparkassen) peuvent résilier des contrats d'épargne-logement ayant une durée de plus de dix ans.

L'objectif de l'épargne-logement n'est pas de constituer une épargne sur le long terme, mais il s'agit d'une formule d'épargne en vue d'obtenir un prêt immobilier pour l'achat ou la rénovation d'un bien immobilier. Selon la Cour fédérale de justice allemande, cet objectif serait atteint après dix ans d'épargne. Au Luxembourg beaucoup de personnes ont souscrit de tels contrats auprès de caisses d'épargne-logement allemandes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont les conséquences du jugement susmentionné sur les contrats d'épargne-logement souscrits au Luxembourg auprès de caisses d'épargne-logement allemandes?

- Combien de contrats d'épargne-logement ayant plus de dix ans seraient concernés par ce jugement?

Réponse (24.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'épargne-logement est un produit combiné d'épargne et de prêt. Il comporte deux phases. Pendant la première phase le souscripteur met à disposition de la caisse d'épargne-logement les fonds épargnés contre rémunération. En fonction de la durée et de l'importance de l'épargne, la caisse d'épargne-logement décide de l'attribution du contrat de prêt. Le cas échéant, l'épargnant pourra demander le décaissement des avoirs épargnés. En outre, il aura droit, sous réserve d'acceptation finale par la caisse d'épargne-logement, à un prêt destiné à des mesures en matière de logement. L'attribution se fait normalement après dix à douze ans.

L'honorable Député fait référence à deux décisions du Bundesgerichtshof, rendues en date du 21 février 2017 (XI ZR 185/16 et XI ZR 272/16). En l'occurrence, la Cour estime que les caisses d'épargne-logement ont une obligation d'accorder aux clients le droit de demander l'octroi du crédit pendant une durée minimale de dix ans. Ainsi, en tenant compte d'une phase d'épargne de dix à douze ans, une résiliation du contrat sur initiative de la caisse ne pourrait intervenir qu'après 20 à 22 ans à partir de la date de signature du contrat en cas de non utilisation du prêt dès son attribution. („Bausparverträge [sind] im Regelfall zehn Jahre nach Zuteilungsreife kündbar. Aus diesem Grunde sind hier die von der beklagten Bausparkasse jeweils mehr als zehn Jahre nach erstmaliger Zuteilungsreife erklärten Kündigungen der Bausparverträge wirksam.“)

D'une manière générale, les décisions du Bundesgerichtshof restent sans effet direct en droit luxembourgeois, alors que celui-ci constitue un ordre juridique autonome, bien distinct du droit allemand.

Par ailleurs, il est à préciser que la solution retenue par le Bundesgerichtshof vaut uniquement pour les anciens contrats ne comportant pas de clause d'annulation respectivement de résiliation du contrat.

Or, il appert que les contrats correspondants ont évolué au fil des années et que des clauses précises de résiliation ont été insérées afin d'éviter des situations dans lesquelles les clients continuent de bénéficier du volet «épargne» sans souscrire aux prêts logement offerts par les caisses d'épargne-logement.

En outre, il convient de noter que les contrats conclus entre des résidents luxembourgeois et des caisses d'épargne-logement allemandes le sont probablement souvent par l'intermédiaire de leur succursale établie au Luxembourg.

Il en résulte que la question de la résiliation anticipée par la caisse d'épargne-logement doit être appréciée au cas par cas, en fonction notamment du type de contrat souscrit par le client, de la caisse d'épargne-logement concernée, ainsi que de la situation du client.

Le Ministère des Finances ne dispose pas de statistiques à ce sujet.

Question 2799 (24.02.2017) de **M. Marc Lies** et **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **friche industrielle Laminoir de Dudelange:**

Aux termes de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant les aides au logement, les acquisitions foncières opérées par les promoteurs publics, à savoir notamment les communes, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (FdL) et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM), peuvent être subventionnées à raison de 50% par l'État. Le solde, donc 50% du coût d'acquisition, doit être financé par des moyens propres du promoteur.

Dans le cadre des négociations menées au sein de la conférence tripartite «sidérurgie» pour éviter de gros problèmes de licenciement, tout en mettant en place un système de réduction programmée et progressive de l'emploi dans la sidérurgie, notamment à travers les départs naturels et le recours au mécanisme de la préretraite à l'âge de 57 ans, il avait été décidé que ArcelorMittal céderait en contrepartie à l'État sa friche industrielle «Laminoir de Dudelange» (LDD). Cette cession à titre gratuit devra être opérée après l'achèvement des travaux de dépollution du site, bien entendu à charge de ArcelorMittal sur base du principe «pollueur-payeur».

Pour ce qui est du développement du site en question, l'État avait chargé le FdL d'élaborer un concept global de développement urbain répondant aux critères du développement durable. Pour ce faire, ArcelorMittal avait cédé dans une première phase à l'État une partie des terrains en question sur base d'un bail emphytéotique, bail que l'État a fait suivre tel quel au FdL. Récemment, cette cession a été transformée dans une deuxième étape en une cession en pleine propriété.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Le terrain en question a-t-il été cédé, tel que convenu lors de l'accord tripartite, à l'État en contrepartie des avantages pécuniaires touchés par ArcelorMittal dans le cadre de la mise en préretraite de ses collaborateurs?

2) Sur quel montant, retourné in fine à la collectivité nationale, a été calculé cette transaction immobilière importante, tout en sachant que deux parcelles supplémentaires d'un ordre de grandeur de 90 ares ont été cédées récemment par ArcelorMittal à l'État par rapport à l'accord initial à titre de compensation des frais de dépollution?

3) Le coût de la dépollution du site a-t-il été considéré lors de la détermination de la valeur vénale du terrain? Si oui, sur base du montant de l'assainissement niveau «industriel» ou de l'assainissement niveau «logement»? De quel montant final chiffré s'agit-il? Si non, qui en supportera les frais?

4) Étant donné que le FdL constitue une unité juridique distincte de celle de l'État, l'acte authentique à conclure entre l'État et le FdL a-t-il déjà été officialisé?

5) La transaction du terrain de la part de l'État en faveur du FdL est calculée sur quelle valeur globale et unitaire?

6) Cette valeur du terrain tient-elle compte des subsides étatiques prévus par la prédite loi de 1979?

7) Lors de la détermination des valeurs des terrains restant définitivement acquis à l'État, tels que les assiettes du château d'eau et du «pomphouse», les importants frais d'aménagement de l'ensemble du site ont-ils été considérés?

8) Quel est le sort définitivement réservé à l'immeuble exploité par le Centre national de l'audiovisuel (CNA) comme archive, immeuble qui, aux termes du masterplan élaboré par le FdL en collaboration avec les responsables de la Ville de Dudelange, est destiné à la démolition?

9) L'actuel propriétaire du terrain dispose-t-il d'un certificat d'un organisme agréé documentant la dépollution intégrale du site LDD?

10) La procédure dite commodo-incommodo relative à la cessation d'exploitation industrielle du terrain est-elle achevée?

Réponse commune (25.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Les honorables Députés nous demandent des précisions en relation avec le site de l'ancien laminoir à Dudelange qui a été repris par acte notarié du 13 juillet 2016 par le Fonds du logement.

Au préalable de la signature de cet acte notarié, le Ministre du Logement a présenté en date du 3 mai 2016 à la commission parlementaire du logement les détails de l'accord entre l'État et ArcelorMittal qui intègre également le dossier du laminoir de Dudelange.

Les deux honorables Députés ont été présents lors de cette réunion et ont également profité de poser des questions, notamment en ce qui concerne l'assainissement du site. Le directeur de l'Administration de l'environnement, qui était présent lors de ladite réunion, a expliqué en détail les problématiques liées aux terrains en question. L'après-midi du même jour, le Ministre du Logement a présenté à la presse, ensemble avec le Ministre de l'Intérieur, les détails de l'accord, communiqués au préalable à la commission parlementaire. Cette présentation a été largement reprise dans les médias les jours suivants. Il semblait à l'époque que toutes les questions avaient été éclaircies à la grande satisfaction des députés et que les membres de la commission saluaient les accords trouvés. Nous renvoyons donc aux discussions menées lors de la réunion explicative et nous ne revenons que sommairement aux grandes lignes de la présentation:

Le Fonds du logement a repris lesdites friches pour y développer un concept innovateur dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, de l'économie et du logement.

Dans le cadre du transfert initial du site à l'État, le concept d'assainissement n'obligeait pas ArcelorMittal d'assainir le site à un niveau logement; après la déclaration de cessation d'activités en 2005, un premier arrêté ministériel fixait la détermination de pollutions et l'élaboration d'un plan de travail. Un organisme agréé réalisait 200 forages en vue de la détermination des contaminations des sols et sous-sols, ainsi qu'un monitoring des eaux souterraines.

Les contaminations détectées correspondaient aux contaminations typiques pour la sidérurgie (métaux lourds, hydrocarbures, HAP), la répartition était inhomogène et une excavation des sols s'avérait difficile en raison d'importantes fondations en béton.

L'arrêté ministériel n°1/05/0061/B du 22/08/2016 délivré à la société ArcelorMittal et au Fonds du logement fixe les conditions à respecter dans le cadre du réaménagement de la friche industrielle. Cet arrêté se base sur le concept d'utilisation élaboré en vue de la réaffectation de la friche industrielle, concept tenant compte des pollutions résiduelles qui ne seront pas assainies activement et permettant de garantir la sécurité des futurs utilisateurs du site à long terme. L'arrêté précité a été délivré sur base de l'article 13, point 8 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Par conséquent, la procédure de la cessation d'activité de l'ancien site industriel sera achevée au moment où les dispositions de l'arrêté n°1/05/0061/B seront réalisées et respectées, c'est-à-dire suite au réaménagement et au développement de la friche industrielle.

Lors de la phase finale des négociations relatives à la reprise du site, les frais restant à charge d'ArcelorMittal dans le cadre de l'assainissement ont été évaluées en collaboration avec l'Administration de l'environnement à 6,5 millions EUR, correspondant en gros à des travaux de démolition du Laminoir, sa sécurisation étanche et l'assainissement d'un dernier «hot spot» pollué.

Comme le concept architectural pour le site, primé en 2012, prévoyait toutefois une intégration du laminoir lui-même dans le nouveau milieu urbain à créer, certains frais théoriquement à charge d'ArcelorMittal n'aurait pas dû être dépensés. Le compromis négocié consistait alors dans la reprise de deux parcelles supplémentaires sur le côté est du site en contrepartie de la prise en charge par l'État des derniers travaux d'assainissement, sachant que ce budget évalué à 6,5 millions EUR ne devrait pas être intégralement assumé. Les parcelles supplémentaires reprises qui n'étaient pas incluses dans le paquet d'origine, mais qui ont fait partie du plan directeur, sont un terrain à ± 91 ares avec bâtiment administratif et parking (ancienne direction) et un deuxième terrain à ± 94 ares avec un bâtiment administratif en partie loué (nouvelle direction). La contrevaleur des terrains compense largement le budget pris en charge par l'État, tenant compte de la densité à projeter sur ces parcelles.

L'affectation ultérieure à des fins autres que l'industrie, notamment le logement, représente un coût additionnel à supporter dans ce cas par le repreneur. Le concept de dépollution déterminait entre autres l'assainissement de plusieurs «hot spots» par excavation, la sécurisation par étanchement en surface et également un contrôle des eaux souterraines. Au-delà de cet assainissement industriel, une détermination des frais supplémentaires a eu lieu pour garantir une utilisation future en partie résidentielle. Il s'agit en particulier des frais en relation avec la gestion de terres polluées à traiter au moment de la mise en place des infrastructures: ces frais s'additionnent à 20,8 millions EUR, tenant compte du fait qu'une grande partie des terres peut être utilisée sur le site.

Pour assurer un assainissement efficace et cohérent avec l'utilisation future du site, il a été important de lier étroitement le concept de sécurisation du site et le concept urbanistique.

Le repreneur, à savoir le Fonds du logement, aura donc théoriquement à supporter un maximum de 27,3 millions EUR en travaux extraordinaires, correspondant aux 20,8 millions EUR pour la gestion des terres et aux 6,5 millions EUR précités, qui ne seraient pas dépensés en intégralité.

En guise de conclusion, la solution trouvée permet donc de débloquer une situation complexe et permet enfin la viabilisation du site.

Les immeubles situés au nord du site, le château d'eau et le «pomphouse» (appartenant à l'État sur un terrain du Fonds du logement), ainsi que l'immeuble occupé par le CNA (appartenant à l'État et à la Ville de Dudelange, sis sur un terrain de l'État) ne changeront pas de destination et resteront intacts. L'aménagement des alentours de ces bâtiments fait en effet partie du masterplan et la clé de répartition des frais afférents entre l'État (propriétaire de certains immeubles) et le Fonds du logement (propriétaire de certains terrains) reste à être déterminée.

Finalement, il convient de rappeler que l'octroi des mesures de préretraite ajustement a eu lieu dans le cadre du droit commun en matière de préretraites.

Question 2800 (27.02.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **«Paquet d'hiver» de la Commission européenne:**

La Commission européenne vient de publier son analyse annuelle de la situation économique et sociale dans les États membres, qui comprend une évaluation des déséquilibres subsistants. Le rapport d'hiver pour le Luxembourg précise que des progrès restent à faire en vue d'assurer la viabilité à long terme du système de retraite et d'inciter à travailler plus longtemps. La Commission européenne note qu'actuellement le régime de pension reste excédentaire.

Toutefois, les conclusions de l'examen du régime d'assurance pension, réalisé en novembre 2016 par les autorités, confirment que des inquiétudes demeurent, étant donné que le solde annuel du régime devrait devenir négatif d'ici 2023.

De plus, le rapport souligne une hausse constante des prix de l'immobilier et invite le Gouvernement à mettre en place des mesures permettant de faciliter l'accès au logement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Le Gouvernement partage-t-il les conclusions de l'analyse de la situation économique et sociale de la Commission européenne?

2. Quelle est la position du Gouvernement quant à une réforme du système de pension?

3. Comment le Gouvernement entend-il freiner et stabiliser la hausse de prix de l'immobilier?

Réponse commune (27.03.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

ad 1. Comme conclu dans le bilan technique du régime général d'assurance pension de 2016, réalisé par l'IGSS et disponible sur le site du Ministère de la Sécurité sociale, le régime général d'assurance pension se trouve actuellement dans une position financière plutôt confortable. Les excédents consécutifs achevés au cours des dernières années, qui ont été notés par la Commission européenne, ont permis d'accumuler une solide réserve, de manière à ce que les conditions de l'alinéa 1 de l'article 238 du Code de la sécurité sociale soient respectées jusqu'à la fin de la présente période de couverture (2022).

À long terme, il est vrai que l'augmentation des dépenses pour pensions, telle que projetée à l'issue du rapport sur le vieillissement de 2015, se trouve, avec 3,3 points de pourcentage du PIB jusqu'en 2040 (4,1 points de pourcentage jusqu'en 2060), parmi les plus forts accroissements des États membres de l'UE. Cependant, il convient de noter que la réforme de l'assurance pension de 2012 a déjà considérablement impacté les estimations de la trajectoire financière du système. En effet, pour le régime général seul et à l'horizon 2060, les projections du bilan technique de 2016 estiment un impact se situant à environ 2,5 à 3,8 points de pourcentage du PIB.

La Commission invoque encore que les déficits futurs seront plus élevés si la population et le marché de l'emploi se développent moins favorablement. Il est clair que le développement du marché de l'emploi entre en ligne de compte lorsqu'il s'agit de faire ressortir les facteurs déterminant l'évolution future du système de pensions au Luxembourg: un développement favorable du marché de l'emploi améliore la position financière de la même manière qu'un développement défavorable l'empire. Dans ce contexte, il importe de souligner que, sur base des projections démographiques établies par Eurostat, les hypothèses macroéconomiques à la base des estimations sont agréées par la Commission européenne et les États membres.

ad 2. La publication du bilan en décembre 2016 a marqué le point de départ d'un groupe de travail regroupant les experts du Gouvernement en matière de pensions et les partenaires sociaux.

L'objectif de ce groupe est de discuter, en se basant notamment sur le contenu du bilan technique du régime général, de la situation financière du système de pensions au Luxembourg. Au cours de l'année 2017, plusieurs réunions sont envisagées afin de permettre au groupe de préparer des conclusions.

Les conclusions seront accompagnées de propositions indiquant des mesures politiques appropriées en vue de consolider la trajectoire financière du régime et soumises sous forme de recommandations au Gouvernement. Elles seront publiées avant la fin de l'année 2017.

En effet, le Gouvernement décida en 2013 de créer le groupe mentionné ci-avant et lui donna pour mission de vérifier, sur base d'un avis actuariel établi par l'IGSS, la concordance des dispositions introduites par la réforme de 2012, dont notamment le mécanisme du réajustement (cf. programme gouvernemental 2013).

Cette décision s'inscrit dans l'approche anticipative du Gouvernement et sa stratégie d'assurer un suivi régulier qualitatif du système général d'assurance pension, et plus largement des différents piliers du système luxembourgeois de sécurité sociale.

Finalement, il y a lieu de rappeler que le programme gouvernemental ne prévoit pas de réforme du système des pensions. Toutefois, le Gouvernement a pris une série de mesures visant à combler l'écart entre l'âge légal et l'âge effectif de départ à la retraite, entre autres moyennant une politique active facilitant les conditions de maintien en emploi des salariés âgés.

ad 3. Le Gouvernement actuel a pris un tas de mesures dans la matière complexe du logement. La priorité principale est bien évidemment d'aider tout d'abord les ménages à faible revenu à se loger au Grand-Duché, mais aussi de stimuler, dans la mesure des moyens financiers et fiscaux possibles, l'augmentation de l'offre de logements dans le pays.

À cet effet, parmi les mesures principales déjà prises respectivement en cours de réalisation, il convient de citer:

- la réorganisation du Fonds du logement, dont le projet de loi n°6916 vient d'être voté le 23 mars dernier à la Chambre des Députés, prévoyant pour l'avenir une structure organisa-

tionnelle plus efficace du fonds afin d'adapter son rendement aux besoins réels en matière d'offre de logements sociaux et aux priorités politiques définies respectivement à définir par le Gouvernement en matière de logement;

- sur initiative du Gouvernement, l'autre promoteur public, la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) vient de doubler sa production de logements à coût modéré et elle entend même tripler le nombre total de ses constructions endéans les prochaines années;

- la promotion de la gestion locative sociale, qui est un outil efficace pour mettre des logements inoccupés du parc privé à disposition des organismes de gestion locative sociale comme l'AIS (Agence immobilière sociale) ou des communes, lesquels mettent ces logements alors à disposition de ménages à faible revenu;

- la réforme fiscale 2017 avec cinq mesures en faveur du logement abordable;

- l'acquisition par le Gouvernement de plus de 60 hectares de friches industrielles d'ArcelorMittal et la reprise du site de l'ancien laminoir de 32 hectares sis à Dudelange, pour y permettre la construction d'un nombre important de nouveaux logements dans un avenir proche;

- le nouveau programme de construction d'ensembles de logements subventionnés, qui a encore récemment été actualisé par un règlement grand-ducal du 27 janvier 2017, prévoyant maintenant la construction de 10.981 logements au cours des années à venir.

À part les mesures énumérées ci-avant, l'on peut insister que la création de logements demeure une préoccupation majeure du Gouvernement et qu'il continuera ses efforts en la matière.

Question 2801 (27.02.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **sous-traitance de la délivrance de visas à destination du Luxembourg:**

Jusqu'à récemment, les ressortissants égyptiens désireux d'obtenir un visa pour le Luxembourg devaient s'adresser à l'ambassade de Belgique au Caire. Or, il apparaît que depuis le 14 novembre 2016, la gestion des demandes ait été cédée en sous-traitance à une société privée basée également au Caire.

Selon mes informations, cette externalisation a mené à une dégradation générale du service. Les frais de traitement ont augmenté de manière conséquente, ce qui est d'autant plus problématique que, dans un contexte de crise économique, cette augmentation devient rapidement un obstacle insurmontable pour bon nombre des personnes concernées.

S'y ajoute que des documents non mentionnés sur le site Internet - rédigé uniquement dans un anglais administratif peu accessible - sont demandés. Puisque ces documents manquants doivent être remis en personne et, vu la taille du pays, certaines personnes doivent faire des allers-retours pénibles de plusieurs centaines de kilomètres.

Cette société privée est aussi amenée à collecter des données privées sensibles, ce qui mène à des interrogations en matière de protection des données. Elle récolte notamment les empreintes digitales des personnes sur place.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la gestion des demandes de visa pour les ressortissants égyptiens a été donnée en sous-traitance à une société privée et que cette externalisation a été accompagnée d'une hausse conséquente des frais de traitement pour la partie demandeuse?

2) Est-ce que cette externalisation a été mise en œuvre avec l'accord, respectivement sur demande du Gouvernement luxembourgeois?

3) Est-ce qu'il existe d'autres pays où la gestion des demandes de visas à destination du Luxembourg est assurée par des sociétés privées? Dans l'affirmative, de quels pays s'agit-il?

4) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la réception et la gestion des demandes de visas est une fonction qui devrait rester une prérogative des services étatiques, notamment au vu de la nature sensible des données récoltées?

Réponse (24.03.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

La question parlementaire de l'honorable Député donne lieu aux observations suivantes:

ad 1) En matière de délivrance de visas, le Luxembourg se fait représenter par d'autres pays européens dans des pays où il n'y a pas de consulat luxembourgeois. La délivrance des visas se fait dès lors selon les règles déterminées par le pays représentant, en l'occurrence par la Belgique dans le cas de l'Égypte.

La Belgique a choisi d'utiliser une société spécialisée en traitement de visas pour assister son consulat à mieux gérer le volume des demandes, option prévue par l'article 43 du Code communautaire des visas Schengen. Les frais supplémentaires pour le demandeur de visa sont de 450 EGP («service fee»), soit 25 euros au taux de change actuel. Le demandeur de visa a toutefois toujours l'alternative de faire les démarches directement auprès du consulat.

ad 2) Dans le cadre d'une représentation par un autre pays, le traitement des demandes de visa se fait selon les règles et critères établis par le pays représentant, dans ce cas la Belgique, qui décide de ses procédures selon ses propres besoins, toujours en accord avec les règles Schengen.

Le Luxembourg n'a de ce fait ni été consulté, ni n'a demandé cette externalisation au Caire.

ad 3) Les consulats luxembourgeois en Inde et en Turquie collaborent avec une société privée. Le demandeur de visa a toujours le choix de s'adresser directement au consulat luxembourgeois.

La Belgique utilise les services d'une société privée dans les pays suivants où elle assure la représentation du Luxembourg en termes de visa; c'est-à-dire au Pakistan, au Nigéria, en Turquie, en Palestine, au Vietnam, en Inde (Mumbai), en Ukraine, à Casablanca (Maroc), en Tunisie, ainsi qu'en Arabie Saoudite, aux Philippines, en l'Égypte, en Afrique du Sud, en Algérie et au Kenya. Il est prévu qu'en 2017 seront ajoutés les pays suivants: la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Jordanie, le Qatar, le Koweït, l'Ouganda, le Sénégal, le Liban et le Cameroun.

D'autres partenaires, qui nous représentent et qui recourent à des sociétés privées, sont la Suède au Bangladesh, les Pays-Bas en Géorgie, à Rabat (Maroc) et à Guangzhou (Chine), l'Espagne en Bolivie, la Suisse au Sri Lanka et la Norvège au Malawi.

ad 4) La gestion administrative des demandes reste entièrement une prérogative des services étatiques. Les consulats ainsi que les autorités centrales de l'État membre les gèrent toujours dans le strict respect des règles Schengen.

L'encryptage et la transmission de données sensibles font l'objet de contrôles réguliers notamment par des missions d'évaluations effectuées inopinément par la Commission européenne.

Le recours à des sociétés privées est utilisé pour faciliter la procédure aux consulats dans la collecte des demandes de visa. Seules certaines tâches leur sont confiées et il est veillé à ce que les exigences en matière de protection des données soient respectées. C'est une forme de coopération prévue par le Code des visas pour assurer une meilleure couverture consulaire au profit des demandeurs de visa qui se voient traiter leur dossier dans un délai plus raisonnable, ce qui leur permet de faire une économie de temps et très souvent de trajet.

Question 2802 (28.02.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **produits du terroir:**

Lors du débat public du 13 janvier 2017 au sujet de la pétition n°668 intitulée «Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun! (Crèchen, Schoulen, Maisons relais, Klinicken, Altersheemer, asw.)», il a été décidé d'instaurer une plateforme d'échange et de concertation regroupant les responsables des restaurations collectives, les acteurs du secteur agricole, de la transformation et de la distribution afin de détecter les obstacles qui entravent l'approvisionnement en produits du terroir et produits régionaux luxembourgeois des structures publiques et d'analyser par quels moyens on pourrait promouvoir et augmenter l'utilisation de ces produits dans la restauration collective. Dans ce contexte Monsieur le Ministre de l'Agriculture ne voulait pas avancer une date précise quant à l'instauration définitive de cette plateforme d'échange, mais seulement initier ce processus.

Or, selon les informations parues dans le «De Lëtzebuerger Bauer» du 24 février, Monsieur le Ministre aurait annoncé dans une entrevue avec les responsables de la Centrale paysanne qu'il n'envisageait plus d'initier le processus de la mise en place de la plateforme d'échange, mais qu'il voulait d'abord finaliser la réglementation sur la certification des labels de qualité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur l'état de la mise en place de la plateforme d'échange?

- Quand Monsieur le Ministre entend-il mettre définitivement en place la plateforme susmentionnée?

Réponse (20.03.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Les honorables Députés aimeraient recevoir des informations supplémentaires concernant des rumeurs présumées parues dans un article du «De Lëtzebuerger Bauer» du 24 février 2017 sur la plateforme d'échange décidée lors du débat public du 13 janvier 2017 à la Chambre des Députés sur la pétition n°668.

Selon ces rumeurs, j'aurais annoncé dans une entrevue avec les représentants de la Centrale paysanne que je n'envisagerais plus d'initier le processus de la mise en place de la plateforme d'échange, mais que je voudrais d'abord finaliser la réglementation sur la certification des labels de qualité.

Ceci ne correspond pas à la réalité. Ces deux projets continuent d'être poursuivis parallèlement au sein des services de mon ministère. Lors du débat public du 24 février 2017 (veuillez lire: 13 janvier 2017) à la Chambre des Députés, il avait été retenu en guise de conclusion qu'une plateforme d'échange serait créée au sein de la Chambre d'Agriculture. Son objectif serait de réunir les besoins des producteurs agricoles et ceux des restaurateurs. Par ailleurs, il avait été retenu que le personnel de la Chambre d'Agriculture serait à renforcer en fonction des nouveaux besoins.

Or, étant donné que plusieurs intervenants du débat public avaient souligné le risque de non-représentativité des secteurs concernés par le fait de localiser cette structure auprès de la Chambre d'Agriculture, j'ai demandé à mes services de faire un benchmark de toutes les formes juridiques possibles d'une telle plateforme.

Il m'est important de faire représenter dans cette plateforme non seulement tous les secteurs de produits agricoles du Luxembourg, mais aussi les cuisines collectives, publiques et privées.

L'objectif du débat public n'est pas de montrer des résultats à court terme, mais de construire un mécanisme durable, transparent et efficace. Il m'est donc primordial de bien définir les objectifs et les missions d'une telle plateforme dans un cadre réglementaire permettant d'assurer cette durabilité.

Parallèlement, des entrevues entre mes services, ceux du Ministère de l'Environnement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont été entamées pour peaufiner les avant-projets réglementaires concernés. Il est en effet important de souligner qu'il ne s'agit non seulement de créer une plateforme efficace, mais aussi d'élaborer le cadre légal permettant aux cuisines collectives de pouvoir acheter les produits agricoles conformément à la réglementation sur les marchés publics.

Question 2809 (06.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **cyberattaques:**

L'infrastructure Internet du Centre des technologies de l'information de l'État a récemment fait l'objet d'une lourde cyberattaque, de sorte que de nombreux serveurs informatiques de l'État n'étaient pas joignables. D'après les informations à notre disposition, il s'agissait d'une attaque du type DDoS, laquelle conduit au blocage de serveurs web qui résulte d'une surcharge de requêtes massives délivrées intentionnellement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Le Gouvernement dispose-t-il actuellement d'informations quant à l'origine et aux raisons de ladite attaque informatique? Lesquelles?

- Les personnes à l'origine de la cyberattaque ont-elles réussi à dérober des données concernant l'État, voire les citoyens? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Le Gouvernement a-t-il déposé plainte contre X en relation avec ladite attaque?

- Des attaques similaires et du même ordre de grandeur se sont-elles déjà produites dans le passé?

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour prévenir de telles attaques à l'avenir?

Question 2814 (07.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement:**

Lëtzebuerg war an de leschten Deeg d'Zil vun engem informatesche sougenannten „Denial of Service"-Ugréff (DoS). Ech bieden den Här Kommunikatiounsminister ëm zousätzlech Informatiounen zu där Attack, déi normalerweis drop aus war, Regierungs-Internetsitten ze blockéieren:

1) Wat war d'Envergure vun där Attack, an zwar souwuel wat d'Zuel vun den informateschen Ufroen, déi d'Regierungssitte sollten ofwiergen, ugeet wéi och wat d'Zuel vun de Computeren, de Smartphonen an allen Internetmaschinnen ugeet, déi un där Attack bedeelegt waren?

2) Wéi vill Sitte vun der Lëtzebuerger Regierung waren d'Zil vun dëser Attack a wat fir Sitte vun der Regierung si mat deene meeschten informateschen Ufroen traktéiert ginn?

3) Wat waren d'Konsequenzen: Wéi vill Sitte vun der Regierung ware wärend dëser Attack guer net oder däitlech méi schwéier wéi normal ze erreechen?

4) Trotz Aussoe vun der Regierung um Dënschdeg, datt d'Attack eriwwer wär, ware mëttwochs nach eenzel Sitten, notamment vum SIP, net ze erreechen. Huet d'Regierung onvollstänneg Informatiounen iwwert d'Dauer vun der Attack verbreet?

5) Ass d'Attack ze lokaliséieren a wien ass an deem Fall eendäiteg de Schëllegen? Oder ass et eng Attack gewiescht, wou vill Rechner ouni d'Wësse vun hirem Besëtzer agebonne waren?

6) Wann de Schëllegen identifizéiert ka ginn, wat fir Schrëtt plangt d'Regierung géint déi Persoun(en), déi Associatioun oder dat Land, déi hannert der Attack stinn?

7) Wat d'informatesch Sécherheet hei am Land ugeet: Wat sinn d'Konsequenze vun där Attack op den Éiergäiz vu Lëtzebuerg, eng modern, leeschtungsfäeg a sécher Informatikinfrastruktur fir d'Regierung an och fir Entreprisen a Banke weltwäit ze liwweren?

8) Vun engem informatesche Standpunkt gekuckt: Sinn all d'Sécherheetsmoossname getraff géint déi speziell Form vun informatescher Attack, déi DoS genannt gëtt? Wéi wäit sinn esou Attacken iwwerhaapt ze verhënneren a wéi gëtt sech op esou Attacken eventuell an der Zukunft virbereet?

9) Stëmmen d'Presseinformatiounen, datt déi Attack eigentlech net besonnesch staark gewiescht wär an datt se mat adequate Sécherheetsmesuren hätt kënne verhënnert ginn?

10) Féiert d'Attack zu engem Ëmdenken an zu neie Moossnamen, wat déi informatesch Sécherheet vu Lëtzebuerger Statssitten ugeet?

Réponse commune (21.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'Infrastructure Internet du Centre des technologies de l'information de l'État a fait l'objet, le lundi 26 février à 9h26, d'une attaque par déni de service distribué. Celle-ci s'est déroulée en vagues et a duré jusqu'au lendemain. En général un déni de service est provoqué afin de saturer intentionnellement les ressources d'une infrastructure informatique avec le but ultime de rendre inaccessible un service en ligne aux utilisateurs légitimes.

La conséquence de ladite attaque a consisté en une interruption temporaire de service sur une centaine de sites gouvernementaux, dont etat.lu et guichet.lu, qui étaient, par moments, inaccessibles. Durant ces 24 heures critiques, les différents sites sont néanmoins restés joignables pendant 80% du temps. Aucun dégât n'a été causé aux infrastructures du CTIE et il n'y a eu aucune perte de données. Les données de l'État n'étaient à aucun moment en danger. Pour des raisons de sécurité et afin de ne pas divulguer des vecteurs d'attaques, le Gouvernement ne compte pas rendre publics des détails de ce déni de service.

Vu le caractère distribué du déni de service, son origine est très difficile à localiser et une plainte contre X a été déposée. Des incidents similaires se sont produits dans le passé, sans pour autant perturber de manière significative la disponibilité des services en ligne.

Finalement, il y a lieu d'ajouter que la collaboration au niveau national entre les autorités

concernées s'est déroulée de façon excellente, le suivi de la crise ayant eu lieu dans le cadre de la cellule d'évaluation du risque prévue dans le plan gouvernemental d'intervention d'urgence en cas d'attaques contre les systèmes d'information dit «plan cyber». Nous tenons à signaler aux honorables Députés que cette collaboration sera poursuivie, avec la ferme intention de prendre toutes les précautions pour contrer d'éventuelles attaques de ce type à l'avenir, nonobstant le fait qu'il reste difficile de protéger intégralement une infrastructure informatique contre des attaques par déni de service. Dans le même ordre d'idées, il a été décidé d'évaluer, à la lumière des enseignements tirés de l'attaque en question, les procédures de gestion de crise inscrites dans le plan d'intervention d'urgence «cyber».

Question 2812 (07.03.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **fuite d'huile auprès de Goodyear à Colmar-Berg:**

Selon des informations de presse, une nouvelle fuite d'huile originaire de la firme Goodyear à Colmar-Berg fut détectée ce vendredi, 3 mars sur la surface d'eau du canal de sortie vers l'Attert. Déjà en avril 2016 un incident semblable avait eu lieu, ce qui avait amené les responsables à réaliser certaines mesures d'assainissement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce qu'il y a eu une pollution des eaux de la rivière Attert suite à cette dernière fuite?

2. Est-ce que des informations sont déjà disponibles quant aux raisons de cette nouvelle fuite?

3. Quelles mesures seront prises afin de parer définitivement à ce risque de pollution?

Réponse (27.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Après la détection de la fuite au cours de l'après-midi du 3 mars 2017, les responsables et les pompiers de la société Goodyear ont réagi rapidement en installant des barrages supplémentaires et en lançant ensemble avec les agents de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) la recherche de la source de cette pollution. Il a été estimé que seulement une petite quantité de la substance a été déversée dans le cours d'eau Attert grâce à l'intervention rapide des pompiers.

ad 2. Les investigations sont toujours en cours auprès de la société Goodyear et de l'AGE. Le rapport final n'est pas encore rédigé.

ad 3. Suite à l'incident d'avril 2016 une étude des risques avait été faite pour le site de Goodyear à Colmar-Berg. Indépendamment des améliorations résultant de cette analyse des risques, il a été retenu de mettre en place un ouvrage de décharge dans l'embouchure de l'eau venant du site Goodyear vers l'Attert donnant une sécurité supplémentaire pour éviter l'écoulement d'une pollution éventuelle vers le cours d'eau Attert. Cet ouvrage est constitué d'une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d'incident, d'une paroi siphoïde permettant de retenir des matières flottantes ainsi que d'une sonde de mesurage en continu permettant de détecter des fuites d'hydrocarbures. Les travaux sur cet ouvrage sont en cours.

Question 2824 (09.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **cyberattaques de la CIA:**

Selon les informations révélées dans la presse, le Luxembourg aurait été visé par des cyberattaques des services de renseignement des États-Unis. Dès lors, plusieurs sociétés luxembourgeoises auraient été concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité des informations concernant le Luxembourg révélées dans la presse respectivement figurant dans les documents rendus publics par l'organisation non gouvernementale WikiLeaks?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'ampleur des cyberattaques des services de renseignement des États-Unis visant le Luxembourg?

3. Quels moyens le Gouvernement entend-il mettre en œuvre afin d'empêcher de telles attaques à l'avenir?

Réponse (16.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

ad 1. Les révélations de WikiLeaks font état de certains serveurs informatiques (DNS - Domain Name System) luxembourgeois dont la configuration aurait présenté des failles de sorte qu'ils auraient pu être utilisés par d'autres acteurs comme relais (open resolver). Une configuration non optimisée des serveurs DNS permet également l'abus de ceux-ci pour mener des attaques de déni de service (DDoS).

Cette utilisation dont fait état WikiLeaks ne permet cependant pas de déduire que les systèmes internes des sociétés concernées ont été attaqués.

ad 2. Le dispositif tel que décrit par WikiLeaks vise moins des États en particulier que les vulnérabilités de systèmes informatiques. Il est incontestable que bon nombre d'acteurs tentent d'exploiter ces vulnérabilités afin d'augmenter leur potentiel de s'introduire dans des systèmes informatiques quel que soit le support. De manière générale, le volume de ces attaques en provenance de toute une série d'acteurs est en constante augmentation.

ad 3. La meilleure protection contre ce type d'attaques est d'être rapidement au courant des modes opératoires utilisés par les attaquants et de mettre en place des mécanismes de protection appropriés ou, en cas d'attaque, des outils de confinement efficaces. Étant donné la complexité de ces attaques, il est indispensable d'encourager une coopération de tous les acteurs concernés au niveau national et de favoriser la coopération internationale. Par ailleurs, le Gouvernement est soucieux de doter les acteurs luxembourgeois concernés des outils techniques adéquats et d'un cadre légal leur permettant de remplir leurs missions de protection des systèmes informatiques et de détection des modes opératoires.

Question 2831 (13.03.2017) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **dégâts causés par des renards:**

Selon l'Union des sociétés avicoles du Luxembourg (USAL), le nombre d'éleveurs de volaille ayant été victimes de pertes causées par des renards aurait augmenté de façon considérable depuis quelques mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer une augmentation des dégâts causés par le renard depuis l'interdiction de chasse?

2. Existe-t-il des statistiques pluriannuelles sur les dégâts causés par les renards aux éleveurs d'animaux? Dans l'affirmative, quelle est l'évolution des dégâts depuis 2010?

3. Quels sont les moyens ou techniques pour réduire ces dégâts? Existe-t-il éventuellement un guide des bonnes pratiques?

Réponse (24.03.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Non. L'Administration de la nature et des forêts (ANF) n'a jamais recensé les dégâts de renards, ce n'est que depuis la discussion autour de la fermeture de la chasse que les réclamations sont systématiquement recensées.

ad 2. Non.

ad 3. Une bonne pratique est de protéger ses animaux. Néanmoins, souvent aucune protection n'est en place.

Par conséquent, les personnes qui se manifestent auprès de l'ANF sont conseillées de vérifier et d'améliorer l'état de la protection de leurs animaux domestiques. L'ANF est en contact avec Bruxelles-Environnement dont les collaborateurs sont très expérimentés dans le domaine; l'ANF utilise leur fiche du «poulailler modèle» pour conseiller les plaignants du Luxembourg.

Dans des cas exceptionnels où il est constaté qu'un renard s'est spécialisé sur les animaux domestiques, causant des dégâts réguliers et excessifs, une autorisation peut être émise sur demande pour enlever ce renard. Ces autorisations sont toujours accompagnées de conseils (fermer les étables, améliorer les clôtures, etc.) pour éviter que ce problème ne réapparaisse.

Or, il y a lieu de remarquer que, alors qu'il est possible de mettre une clôture pour protéger ses animaux contre les renards, la protection contre la fouine, également prédateur potentiel de petits animaux domestiques, est beaucoup plus difficile.

Question 2858 (22.03.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **registre national des personnes physiques:**

An der Froestonn un d'Regierung vum 14. Mäerz 2017 hunn ech dem Här Innenminister eng Fro gestallt iwwert d'Fiabilitéit vun den Donnéeën am nationale Regëster an hunn an dësem Kontext op eng Rei Lacunnen an Inkohärenzen higewisen. A senger Äntwert ass den Här Innenminister leider net op eng vu menge Froen agaangen, soudass ech mer erlaben, folgend Fro nach eng Kéier un den Här Innenminister ze riichten:

- Kënne Persounen opgrond vun engem falschen Enregistrement am nationale Regëster eventuell vu verschiddene soziale Leeschtunge profitéieren? Wa jo, wéi eng Leeschtunge wieren dat?

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°2773 schwätzt den Här Innenminister vum Seriö vun de Gemenge beim Enregistrement.

- Ass de Minister sech sécher, datt dëse Seriö an all de Gemengen deeselwechten ass?

- Ass de Minister sech och sécher, datt dëse Seriö bei den nationalen Institutiounen deeselwechten ass?

Réponse (14.04.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Wat d'Donnéeën am nationale Regëster (RNPP) ubelaangt, verweisen ech op meng Äntwerten op d'Froen N°2712 vun den honorabelen Deputéierte Claude Lamberty a Max Hahn respektiv op dem honorablen Deputéierte seng eege Fro N°2773 an op seng mëndlech Froe vum 14. Mäerz 2017.

Et sief nach eng Kéier drun erënnert, dass den nationale Regëster op d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun den natierleche Persounen zeréckgeet. Eng vun den Haaptursaachen, fir dass dëst Gesetz deemools ausgeschafft a gestëmmt gouf, war fir en interaktive Lien tëschent nationalem a kommunalem Regëster hierzestellen a fir déi bekannten Differenzen an deene verschiddene Regësteren ze eliminéieren. Dëst huet e Surplus un Aarbecht fir d'Gemenge bedeit, déi och a bal all Gemeng virbildlech an am virgesinnen Zäitraum erleedegt gouf, och wann eenzel Gemengen, wéi den honorabelen Deputéierte sécherlech weess, heifir e bësse méi Zäit gebraucht hunn.

Wat elo d'Rechter ubelaangt, dei eng Aschreiwung am Regëster mat sech brëngt, esou ass ze preziséieren, dass den nationale Regëster als Zil huet, déi administrativ Donnéeë vun de Persounen zesummenzefaassen an de jeeweilegen Administratiounen zur Verfügung ze stellen. Den Enregistrement am nationale Regëster gëtt net automatesch en Urecht op verschidde Prestatiounen, heifir ass déi jeeweileg spezifesch Legislatioun ausschlaggebend.

D'Fiabilitéit vun den Donnéeën huet sech par rapport zur Vergaangenheet wesentlech verbessert, well elo all Utilisateur vum Regëster nokucke kann, ob eng Donnée op Basis vun enger „pièce justificative agedroe gouf oder just als „donnée informative gëllt. Dat heescht, eng staatlech oder kommunal Verwaltung gesäit d'Qualitéit vun den Donnéeën a kann deementspriechend préiwen, ob si nach weider Dokumenter brauch. Zudeem kréien d'Gemengen eng automatesch Notifikatioun, soubal am nationale Regëster eng Donnée geännert gëtt, déi ee vun hire Bierger betrëfft, wat de Gemengen et erlaabt, op all Änderung ze reagéieren.

Wann ech dann déi aner Froe richteg interpretéieren, esou ënnerstellt den honorabelen Deputeierten de Gemengebeamte respektiv de Beamte vun deenen nationalen Institutiounen - fir seng Formulatioun ze iwwerhuelen -, dass dës Beamten hir gesetzlech encadréiert Aarbecht net alleguer mat deem néidege Seriö géife maachen.

Ech wëll awer ausdrécklech betounen, dass ech kee Grond hunn, d'Aarbecht an de Gemengen oder de staatleche Verwaltungen allgemeng unzezweiwelen, an dass meng Servicer eng géigesäiteg seriö a gutt Zesummenaarbecht mat de Gemengen an anere staatleche Verwaltungen hunn.

Selbstverständlech kann a wëll ech net garantéieren, dass all d'Beamten op alle Plaze bei Stat a Gemengen ëmmer alles perfekt ëmsetzen, wat d'Gesetz virschreift. Ech fuederen den honorabelen Deputéierten awer op, wann hie Kenntnis vun esou „net seriéisen" Praktiken hätt, mech doriwwer ze informéieren. An deem Fall kéint ech bei de jeeweilege Gemenge respektiv Verwaltungsresponsabelen intervenéieren, dass derfir gesuergt gëtt, dass dës wichteg Aufgab vu jidderengem mat deem néidege Seriö gemaach gëtt, à l'image vun deem, wat mer bei enger him net ganz onbekannter Gemeng mat Erfolleg gemaach hunn.

Et sief hei och drun erënnert, dass Aschreiwungen a Modifikatiounen am Regëster nëmme mat enger sougenannter „authentification forte", dat heescht der Identifikatioun vum Agent duerch seng Identitéits- oder LuxTrust-Kaart, kënne gemaach ginn, soudass all Saisie an dem Regëster ka retracéiert ginn a gegebenenfalls den Accès op d'Regëster kann ewechgeholl ginn.

Question 2899 (05.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **cyberattaque contre des serveurs du Gouvernement:**

Lëtzebuerg war viru Kuerzem d'Zil vun engem informatesche sougenannten „Distributed Denial of Service"-Ugréff (DDoS). Ech bieden den Här Kommunikatiounsminister ëm zousätzlech Informatiounen zu där Attack, déi jo Regierungs-Internetsitten effektiv blockéiert hat:

1) A Bezuch op d'Effikassitéit vun de Kontermesuren: Wat war d'Envergure vun där Attack, an zwar souwuel wat d'Zuel vun den informateschen Ufroen, déi d'Regierungssitte sollten ofwiergen, ugeet, wéi och wat d'Zuel vun de Computer, de Smartphonen an allen Internetmaschinnen ugeet, déi un där Attack bedeelegt waren?

2) Kann een déi Attack op enger Skala vu vergläichbare bekannten Attacken anuerdnen?

3) Hunn eis Sécherheetssystemer funktionéiert wéi geduecht, par rapport zu der Intensitéit vun der Attack, déi eenzel Experten an der Press als mëttelstaark bezeechent hunn?

4) Wat sinn d'Konsequenze vun där Attack op den Éiergäiz vu Lëtzebuerg, eng modern, leeschtungsfäeg a sécher Informatikinfrastruktur fir Entreprisen a Banke weltwäit ze liwweren?

5) Wär net och méi Transparenz iwwert d'Ausmoossen an d'Haaptvecteure vun dëser Attack eng Manéier, fir den Imageschued ze limitéieren?

6) Stëmmen d'Presseinformatiounen, datt déi Attack wéinst hirer nach relativ moderater Intensitéit mat adequate Sécherheetsmesuren hätt kënne verhënnert ginn?

7) Féiert d'Attack zu engem Ëmdenken an zu neie Moossnamen, iwwert d'Moossname vum aktuelle Cyber-Plang eraus, wat déi informatesch Sécherheet vu Lëtzebuerger Statssitten ugeet an déi elo a Realitéit geteste Präventioun vun Attacken ugeet?

Réponse (24.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Als Äntwert op dem Deputéierte seng Fro ass generell zréckzebehalen, dass d'Sécherheetsmoossnamen am Fall vum Incident vum 26. Februar gutt gegraff hunn. Déi verschidden Akteure waren an der Lag, schnell op den Incident ze reagéieren. D'Konsequenz vun désem „Denial of Service" war eng zäitweileg Ënnerbriechung vun der Onlinepräsenz vun engen honnert staatlechen Internetsitten, dorënner den etat.lu an de guichet.lu, déi mat Momenter net méi z'erreeche waren. Wärend ronn 24 kritesche Stonnen hunn d'Moossnamen, déi geholl gi sinn, et erlaabt, dass d'Servicer ronn 80% vun der Zäit online an domadder operationell bloufen. D'IT-Infrastruktur gouf net beschiedegt, et goufe keng Donnéeën entwennt an et ware keng Donnéeën am Risiko. Och konnt innerhalb vum Stat normal weidergeschafft ginn.

Mir gesi kee Lien tëschent dëser punktueller Attack an der Sécherheet vun den digitalen Infrastrukturen zu Lëtzebuerg oder de Beméiunge vun der Regierung am digitale Beräich.

Des Weideren ass et bäi esou Problemer wichteg, transparent ze bleiwen, well een Deel vun de Moossnamen, déi geholl goufen, och kënne Clienten impaktéieren, déi zwar net direkt viséiert waren, déi awer duerch den temporären Ausfall vu verschiddene Servicer kënne betraff sinn. Et ass an deem Fall wichteg, dass eis Bierger a Betriber wëssen, firwat d'Internetpräsenz vum Stat deelweis schlecht erreechbar war.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2814 gesot, kënne mer aus Sécherheetsgrënn, a fir kee Vecteur d'attaque ze ginn, keng weider Detailer zum Oflaf vum Incident public maachen.

Schlussendlech kënne mer awer soen, dass dësen Incident eis erlaabt huet, eis bestoend Prozeduren nach weider ze verbesseren.

N°11
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Déclaration sur l'état de la nation p. 417
Débat sur la politique européenne et étrangère p. 384
Réorganisation du Fonds du logement p. 410
Convention de l'État avec CLT-UFA et RTL Group p. 400

Sommaire des séances publiques nos 29 à 32 p. 422
Sommaire des questions parlementaires p. Q179

29e séance Mercredi 22 mars 2017
30e séance Jeudi 23 mars 2017
31e séance Mardi 25 avril 2017
32e séance Mercredi 26 avril 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Pour un renforcement de la dimension sociale et une politique de sécurité commune

© Saeima, Riga

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et M. Eugène Berger, membre du Bureau (3e et 2e de gauche) reçus par la Présidente du Parlement letton, Mme Ināra Mūrniece (au milieu).

Mme Ināra Mūrniece et M. Mars Di Bartolomeo

C'est sur invitation de la Présidente du Parlement letton (Saeima), Mme Ināra Mūrniece, que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, s'est rendu à Riga pour une visite officielle, accompagné de M. Eugène Berger, membre du Bureau.

La délégation luxembourgeoise a été reçue par la Présidente de la Saeima, le Président de la République lettonne ainsi que les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense lettons.

Après des décennies sous régime soviétique, la Lettonie a accédé à sa deuxième indépendance il y a à peine 27 ans et a connu un développement considérable tant au niveau politique, social qu'économique. «Nous attachons une grande importance à la coopération avec les pays du Benelux», a déclaré la Présidente de la Saeima en référence aux échanges réguliers de bonnes pratiques qui ont lieu entre les pays Baltes et le Benelux. Membre de l'Union européenne (UE) depuis 2004, de la zone euro depuis 2014 et de l'OTAN depuis 2004, la Lettonie entretient également le dialogue avec ses voisins de l'Est dans le cadre du partenariat oriental.

Les relations bilatérales entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Lettonie ont toujours été excellentes, les deux pays de petite dimension partageant des valeurs démocratiques et des visions communes concernant l'avenir de l'UE.

Les deux parties ont également les mêmes vues concernant la cohésion sociale et la lutte contre les inégalités pour faire face aux défis liés à la migration et aux minorités.

Le Président de la Chambre des Députés a insisté sur la nécessité de développer une vraie dimension sociale et une politique de sécurité et de défense commune et mieux coordonnée.

À l'instar du Luxembourg, qui fête cette année la reconnaissance internationale de son indépendance, la Lettonie célébrera en 2018 les 100 ans de sa première indépendance.

Des parlementaires de la Grande Région à la Chambre

«La Grande Région est un excellent exemple pour illustrer le potentiel, les avantages mais parfois aussi les lacunes de notre projet européen commun»: c'est par ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a accueilli à la Chambre, le 2 juin 2017, les parlementaires des régions limitrophes du Grand-Duché à l'occasion de la 58e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI).

Les citoyens - surtout les jeunes - sont au cœur des priorités de la présidence du Conseil parlementaire interrégional (CPI) que la Chambre des Députés assure depuis le 1er janvier 2017 et qui dure deux ans. Afin d'impliquer et de sensibiliser les jeunes aux questions qui touchent la Grande Région, une Conférence des jeunes sera organisée au deuxième semestre 2018, a annoncé le Président du Parlement à ses collègues.

Après une présentation des priorités de la présidence luxembourgeoise de la Grande Région par Mme la Ministre Corinne Cahen, les membres du CPI ont adopté trois recommandations.

Une de ces recommandations concerne l'introduction d'un péage automobile en Allemagne. Les membres du CPI rappellent qu'avec ses 11,5 millions d'habitants la Grande Région fait partie des régions transfrontalières les plus dynamiques d'Europe. Afin de ne pas pénaliser les échanges frontaliers, le CPI se rallie à la demande de la Rhénanie-Palatinat et de la Sarre pour obtenir une exception dans le péage routier pour les régions frontalières.

Les participants à la séance plénière du CPI

Les deux autres recommandations portent sur:

- la gestion des déchets dans la Grande Région et

- les métiers sociaux et pédagogiques pour les hommes au sein de la Grande Région.

Ces recommandations seront transmises aux Gouvernements respectifs de la Grande Région (Grand Est, Grand-Duché de Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Wallonie, Communauté française et Communauté germanophone de Belgique).

Qu'est-ce que le CPI?

Le Conseil parlementaire interrégional réunit les assemblées parlementaires des régions qui composent la Grande Région, à savoir le Grand Est, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre, la Wallonie, la Communauté française de Belgique et la Communauté germanophone de Belgique. Les membres du CPI se réunissent deux fois par an en séance plénière pour discuter de sujets en relation avec la coopération transfrontalière et adopter des recommandations qui sont soumises aux responsables gouvernementaux ou de l'exécutif des régions compétentes.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

4e Sommet des Présidents de parlement

L'emploi, la croissance et développement durable dans la région euro-méditerranéenne figuraient à l'ordre du jour du 4e sommet des Présidents de parlement de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), réunis à Rome le 11 mai 2017 sur invitation de M. Pietro Grasso, Président du Sénat italien, et Mme Laura Boldrini, Présidente de la Chambre des Députés d'Italie.

Dans son discours, le Président du Sénat a insisté sur le fait que la coopération entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée nécessite un nouvel élan et qu'il est temps d'avancer dans l'agenda.

De son côté, Mme Boldrini a ajouté qu'il faut augmenter les investissements visant à offrir des alternatives réalistes de prospérité et de développement durable aux citoyens en particulier de la rive sud de la Méditerranée. Elle a estimé que si ces pays pouvaient offrir des emplois, les jeunes ne devraient plus risquer leur vie en traversant la mer ou rejoindre des groupes terroristes, la création d'emplois étant le meilleur antidote aux menaces de radicalisation et de terrorisme.

De nombreux intervenants, dont le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Ismail Kahraman, et le Président du Parlement égyptien, M. Ahmed Ali Abdel Aal, ont déclaré que face aux faibles taux d'activité professionnelle et des taux de chômage élevés surtout parmi les femmes et les jeunes dans la région euroméditerranéenne, la promotion de politiques pour l'emploi et l'employabilité, la formation et la création de perspectives attractives de vie représentent un facteur déterminant pour la stabilité et la sécurité de la région.

Dans la déclaration adoptée à l'issue du sommet, les Présidents ont déclaré leur soutien à un projet phare de l'Union pour la Méditerranée, le programme Med4Jobs, ayant pour but de promouvoir une approche régionale intégrée pour le soutien à l'emploi dans la région en favorisant la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi, en renforçant la culture d'entreprise et en promouvant des projets aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés, a expliqué que pour garantir la stabilité et la paix dans la région, il faut s'attaquer aux causes profondes des inégalités et créer des perspectives durables des deux côtés de la Méditerranée. À son avis, seul le développement durable de perspectives économiques viables permettra de résoudre une partie des problèmes dans la région. C'est pour cette raison que le Luxembourg avait initié en 2015 «l'initiative pour l'emploi des jeunes par la formation professionnelle et le développement des compétences dans les pays du Maghreb» qui figurait parmi les projets phares de l'Union pour la Méditerranée, a souligné Mme Beissel. Pour la mise en œuvre de ces projets il faudrait doter l'UpM de ressources humaines adaptées, a-t-elle ajouté.

Mme Simone Beissel lors de son intervention

57e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

La présidence maltaise a présenté son bilan

(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Claude Adam

Le Ministre maltais des Affaires étrangères, M. George Vella, a présenté le bilan de la présidence maltaise du Conseil de l'Union européenne à la 57e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) rassemblant des parlementaires des 28 États membres de l'Union européenne et du Parlement européen à La Valette du 28 au 30 mai 2017.

Malte, en tant que pays situé à quelques centaines de kilomètres de la côte libyenne, a mis un accent particulier sur la lutte contre le trafic des migrants et la traite des êtres humains, et la mise en place d'une politique de retour et de réadmission humaine et efficace.

Le Sommet de Malte sur les migrations des 11 et 12 novembre 2015, le plan d'action destiné à répondre aux causes profondes de la migration, la Déclaration de Malte par les Chefs d'État du 3 février 2017 et le Sommet UE-Afrique à La Valette ont permis de se pencher sur les aspects politiques, humanitaires et sociaux de la crise migratoire.

«Il n'y a pas de solutions à court terme», a souligné le Ministre maltais des Affaires étrangères, «et aucun État membre de l'Union ne peut résoudre la crise à lui seul. Il faut donc se concerter sur la marche à suivre en misant sur une coopération efficace entre les États membres et un partenariat avec les pays tiers pour améliorer la situation surtout des jeunes dans leurs pays d'origine.»

Quant au rôle des parlements nationaux en ce qui concerne les affaires européennes, plusieurs orateurs ont proposé des améliorations de l'instrument du «carton jaune» - contrôle du respect du principe de la subsidiarité - et du dialogue politique avec la Commission européenne, d'une part, et le Parlement européen, de l'autre. Le premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, a souligné la nécessité de développer une vision réaliste de l'Union avec ses atouts et ses problèmes. Quant au «Brexit», la procédure des négociations a été expliquée en détail par le négociateur en chef, M. Michel Barnier.

La Chambre des Députés était représentée à La Valette par M. Marc Angel, président de la délégation, ainsi que M. Eugène Berger, M. Claude Adam et M. Gast Gibéryen.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

Recherche de stabilité dans un monde en proie à de vives tensions sécuritaires

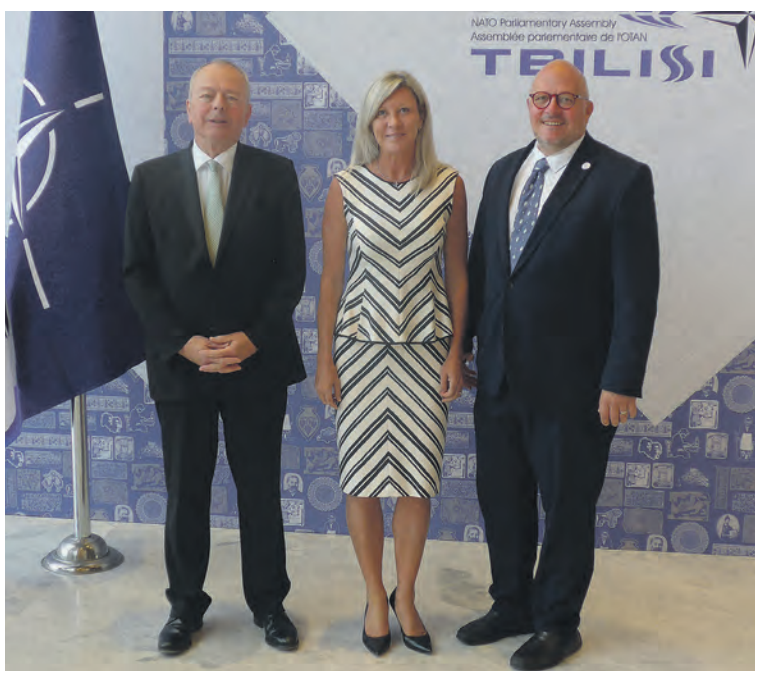
La situation géopolitique et la répartition équitable des efforts budgétaires en matière de dépenses militaires ont figuré au cœur des débats de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est tenue à Tbilissi (Géorgie) du 26 au 29 mai 2017. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Marc Angel, M. Alexander Krieps et Mme Nancy Arendt.

Au-delà des questions de coopération militaire qui ont été abordées tout au long de la session, la question de l'État de droit en Turquie a fait l'objet de nombreux débats. S'il n'existe pas de volonté au niveau de l'AP-OTAN d'exclure ou de sanctionner la Turquie, les critiques formulées à l'égard du Gouvernement turc ont été explicites. Pendant la session, la complexité des relations entre la Géorgie, pays candidat à l'entrée dans l'Alliance atlantique, et la Russie a pu être approfondie par l'intervention de plusieurs experts. Malgré le conflit territorial entre les deux pays, certaines formes de normalisation des relations politiques et économiques sont aujourd'hui observables.

En tant que trésorier de l'AP-OTAN, M. Marc Angel a présenté la situation financière de cette assemblée interparlementaire ainsi que son budget 2018. Pour sa part, Mme Nancy Arendt a contribué à un rapport sur la relation entre politique spatiale et questions de défense en y faisant inclure des références au savoir-faire luxembourgeois en la matière.

À plusieurs reprises, les trois députés luxembourgeois présents ont eu l'occasion de participer au débat sur le partage des charges financières en matière de dépenses militaires. Face à la demande d'augmenter ces dernières à au moins deux pourcent du PIB, formulée par le Président des États-Unis, M. Donald Trump, au Sommet de l'OTAN à Bruxelles le 25 mai 2017, les représentants luxembourgeois ont insisté sur l'importance de calculer différemment la contribution des membres de l'Alliance. Pour déterminer une répartition équitable des efforts, il s'agit à leur avis de tenir compte d'un plus grand nombre de variables, telles que l'investissement dans l'aide au développement ou l'accueil de réfugiés fuyant les théâtres de guerre, au lieu de prendre uniquement en considération les dépenses militaires.

Un débat sur l'État islamique introduit par Mme Myriam Benraad, docteure en science politique de l'Université de Limerick, a permis de tirer la conclusion que la mise en échec de cette organisation devra aussi passer par une lutte accrue contre la propagande dans les médias sociaux. Dans ce contexte, M. Alexander Krieps a mis en garde contre la réduction du terrorisme à un fait religieux ou à des minorités, alors même que la plupart des terroristes opérant en Amérique du Nord et en Europe sont «homegrown». Cette donne soulève avant tout des questions d'inclusion et d'éducation, mais aussi de planification urbaine. Pour faire échec à la menace terroriste, la nécessité d'approfondir les relations entre l'Union européenne et l'OTAN a également été soulignée.



(de gauche à droite) M. Alexander Krieps, Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel

Remise du quatrième rapport sur l'euthanasie

La loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit que la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de cette loi établit tous les deux ans un rapport à l'attention de la Chambre des Députés.

La remise du rapport des années 2015 et 2016 à son Président, M. Mars Di Bartolomeo, a eu lieu le 29 mai 2017. Le rapport contient un volet statistique, une évaluation de l'application de la loi et des recommandations.

Les déclarations d'euthanasie en légère hausse

La commission a reçu huit déclarations d'euthanasie en 2015 et dix en 2016, ce qui constitue une légère hausse par rapport à 2013 et 2014. Contrairement aux années précédentes, la majorité des demandes concernaient des hommes. Une personne se situait dans la classe d'âge des 40 à 59, les autres avaient plus de 60 ans. 16 des 18 personnes concernées souffraient d'un cancer.

Pour la période 2015-2016, la commission a enregistré 570 dispositions de fin de vie.

Plus d'information et de formation nécessaires

Lors de la remise du rapport, le docteur Carlo Bock, Président de la Commission, a insisté sur la nécessité de l'information. La commission recommande l'instauration d'une consultation médico-éthique par un médecin formé à cet effet.

D'autres recommandations de la Commission concernent la disponibilité des produits nécessaires à une euthanasie, la formation des médecins, les dispositions de fin de vie et le refus du médecin de pratiquer une euthanasie.

Pas d'abus

Finalement, la Commission considère que l'application de la loi n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient une initiative législative. «L'euthanasie est complémentaire aux soins palliatifs», a conclu le docteur Carlo Bock.

Le docteur Carlo Bock (à gauche) remet le rapport sur l'euthanasie au Président de la Chambre.

Session plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Agenda 2030: développement durable et création d'emplois

(de gauche à droite) Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Octavie Modert, Mme Simone Beissel

La 13e session plénière de l'AP-UpM qui s'est tenue à Rome portait notamment sur l'amélioration de la coopération entre les pays membres en vue de la réalisation des objectifs fixés par l'agenda 2030 en matière de développement durable et en particulier de création d'emplois dans la région.

Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité a rappelé que les membres de l'Union pour la Méditerranée ne partagent pas seulement un espace géographique mais aussi des opportunités et des défis. Elle a indiqué que les sociétés des deux côtés de la Méditerranée se ressemblent fortement et qu'un des problèmes principaux consiste en l'impossibilité pour les jeunes de trouver un emploi.

Elle a ajouté que les citoyens ont de plus en plus l'impression qu'on ne les écoute plus et que les institutions fonctionnent de moins en moins. Selon Mme Mogherini, il faut donner la priorité à la création d'emplois pour les jeunes afin d'éviter que ce mécontentement ne se transforme en désespoir ou en colère, car il ne s'agit pas d'un problème parmi d'autres, mais bien du problème principal. À son avis, les autres axes prioritaires concernent les femmes et leur employabilité de même que le renforcement de l'économie informelle.

M. Pietro Grasso, Président du Sénat italien, a mis l'accent sur le potentiel de dialogue qu'offre l'Assemblée parlementaire surtout en temps de crises et de conflits. Il a insisté sur le fait que l'Assemblée parlementaire devrait prendre un nouveau départ.

M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, a relevé l'importance que revêt une bonne coopération entre l'Assemblée parlementaire et le Secrétariat général dans la promotion d'un agenda positif pour la région. Il a également mis en exergue que la meilleure possibilité de s'attaquer aux causes profondes des nombreux défis qui affectent la région est de se focaliser sur la promotion du développement humain, d'approfondir l'intégration régionale et de renforcer le développement durable en Méditerranée.

La délégation luxembourgeoise était composée de Mme Claudia Dall'Agnol, présidente, Mme Octavie Modert et Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre des Députés.

Aides à la recherche

6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

L'objet du projet de loi est l'introduction de nouveaux régimes d'aides relatifs à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI), en conformité avec le règlement (UE) n°651/2014 et la communication (2014/C 198/01) de la Commission européenne.

Le projet de loi met également en conformité avec ledit règlement communautaire, la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que l'article 5 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. Ce texte tient, en outre, compte des différentes recommandations et évaluations adressées au cours des dernières années au Gouvernement luxembourgeois, tant par des acteurs nationaux qu'internationaux, ainsi que des objectifs à atteindre dans le contexte européen.

S'agissant des régimes d'aides proprement dits, le projet de loi prévoit le regroupement de certains d'entre eux, leur adaptation et leur mise en conformité ainsi que la création d'une aide dédiée aux infrastructures de recherche.

En termes de forme des aides, le projet de loi introduit de nouveaux instruments d'aide, en complément des subventions classiques actuellement en vigueur.

La nouvelle législation doit permettre d'inciter encore davantage, d'une part, les entreprises à investir dans le développement de nouveaux services ou produits ainsi que dans l'amélioration des processus de production et, d'autre part, la spécialisation multisectorielle dans les axes prioritaires comme les matériaux avancés, les technologies durables, les technologies de la vie, la logistique, les technologies spatiales, l'automobile et les technologies de l'information et de la communication.

Afin d'atteindre les objectifs stratégiques, le nouveau régime d'aides a été conçu de façon à utiliser toutes les possibilités d'aides à la RDI ouvertes dans le cadre du nouveau règlement général d'exemption. Ainsi, les taux et montants-plafonds proposés rendent le projet de loi exempt d'une notification à la Commission européenne préalablement à sa mise en application.

De plus, le nouveau régime d'aides a été conçu de façon à encourager davantage les partenariats entre entreprises du secteur privé et laboratoires de recherche publics à travers le renouvellement d'incitations telles que la majoration des taux maxima d'aide applicables en cas de collaboration pour des projets de recherche-développement.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

16.06.2016	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État
08.12.2016	Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
09.02.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
16.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.03.2017
Loi du 17 mai 2017
Mémorial A: 2017, n°544, page 1

Établissements classés

6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi a trois objets principaux:

(1) Tout d'abord, il vise à transposer la directive 2012/18/UE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, appelée communément «directive Seveso III».

Jusqu'à présent, les dispositions des directives Seveso étaient transposées par le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant les substances dangereuses en exécution de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Étant donné que la nouvelle directive a trait à la limitation des conséquences pour la santé humaine et que celle-ci englobe la santé des

salariés et du public - la santé du public n'étant pas objet de la loi relative aux établissements classés - la nouvelle directive ne pourra pas être transposée par un règlement grand-ducal en exécution de la loi relative aux établissements classés, mais devra l'être par une loi.

(2) Par ailleurs, la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, législation dite «EIE Transport», octroie à l'heure actuelle à certains établissements une dispense par rapport à la législation relative aux établissements classés et si la directive 2012/18/UE était transposée en tant que règlement d'exécution de la loi relative aux établissements classés, ce règlement d'exécution ne serait dès lors pas applicable à ces établissements. Ceux-ci ne tomberaient dès lors pas sous les dispositions de la transposition. La prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et la limitation de leurs conséquences pour la santé humaine et l'environnement ne seraient dès lors plus garanties pour ces établissements et la directive ne serait par conséquent ni transposée, ni appliquée correctement.

(3) Finalement, il y a lieu de noter qu'à l'heure actuelle, la législation relative aux établissements classés impose une procédure de consultation publique pour les établissements de classe 1 et 2. La directive 2012/18/UE, quant à elle, impose à présent également la consultation du public pour tout aménagement réalisé autour d'établissements Seveso lorsque celui-ci est susceptible d'accroître les risques ou les conséquences d'un accident majeur. Cette consultation publique doit être indépendante de la classe 1, voire de la loi relative aux établissements classés. En effet, la consultation doit également avoir lieu pour des établissements des classes 3, 3A, 3B et 4 ainsi que pour les établissements non soumis aux dispositions de la loi dite «commodo-incommodo». Cette imposition, contredisant la loi relative aux établissements classés, ne peut dès lors pas se trouver dans un règlement d'exécution de cette loi. En d'autres termes, considérant que la santé du public ne relève pas du champ d'application de la loi relative aux établissements classés, la procédure de consultation prévue par celle-ci ne peut dès lors pas couvrir l'aspect de la santé du public. Par conséquent, il est nécessaire d'instaurer une procédure de consultation indépendante de celle reprise par la loi relative aux établissements classés et d'en définir le déroulement dans le cadre d'une nouvelle loi.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 26.11.2015

Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

21.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
25.01.2017	Examen du premier avis complémentaire du Conseil d'État
10.03.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 28 avril 2017

Mémorial A: 2017, n°459, page 1

Réforme du Fonds du logement

6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

40 ans après la création du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (ci-après «le Fonds»), le projet de loi 6916 a pour objet de fournir la base légale pour une réforme visant à adapter l'organisation et le fonctionnement de cet établissement public.

Le Fonds du logement restera un établissement public. Le législateur souhaite améliorer son organisation et son fonctionnement, afin de le mettre en mesure de créer davantage de logements à prix abordables. Le projet de loi sous rubrique a été rédigé sur base de certaines recommandations des audits, susceptibles d'être traduites dans un texte législatif. Il tend à adapter aux exigences modernes la définition des missions du Fonds, sa gouvernance et sa direction, à renforcer le contrôle du Fonds et à instaurer des critères de transparence.

La dotation autorisée du Fonds, initialement de 200 millions de francs luxembourgeois, a été successivement augmentée à 200 millions d'euros par la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015. Cette dotation n'avait jusqu'ici pas d'affectation précise. La solution retenue consiste à introduire une transparence maximale tout en appliquant rigoureusement les règles européennes en matière de subventions aux entreprises chargées d'un service d'intérêt économique général.

Outre les règles européennes en matière d'aides d'État, desquelles le présent projet de loi tient compte, le texte sous rubrique innove sur d'autres points substantiels.

- Les membres du conseil d'administration du Fonds du logement - le conseil d'administration correspond à l'actuel comité-directeur - sont désormais nommés pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois.

- Le conseil d'administration comprendra à l'avenir un représentant du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), ce qui souligne l'importance d'une bonne collaboration et d'un échange constant entre le Fonds et les administrations communales.

- Le contrôle de l'État sur le Fonds se trouve renforcé par le biais de la désignation par le ministre d'un commissaire du Gouvernement qui jouit d'un droit d'information et de contrôle sur l'établissement public ainsi que sur sa gestion technique, administrative et financière et surveillera le respect de la législation ainsi que des conventions conclues avec l'État.

- La direction du Fonds ne sera dorénavant plus assurée par le président du conseil d'administration, mais par un directeur, assisté de deux directeurs-adjoints exerçant leurs fonctions soit sous le régime d'un contrat d'emploi, soit comme fonctionnaires détachés.

- Afin de permettre au Fonds d'exercer ses missions avec efficience et de répondre surtout au besoin prononcé de la création de logements locatifs, l'État pourra garantir les prêts contractés par le Fonds jusqu'à hauteur de 120 millions d'euros (60 millions d'euros dans le projet de loi initial). Pour rappel: avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, la limite de la garantie d'État était fixée à 25 millions d'euros.

L'exemption d'impôts dont bénéficie le Fonds est abolie, afin de ne pas encourir le risque de voir cette exemption qualifiée comme une aide d'État au sens de la réglementation européenne.

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement, le 26.11.2015

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

27.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des avis
30.09.2016	Continuation des travaux
04.10.2016	Analyse du projet de loi quant aux remarques émises par la Cour des comptes dans son rapport spécial sur les établissements publics 2015
13.03.2017	Analyse de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Diane Adehm):

04.10.2016	Analyse du projet de loi quant aux remarques émises par la Cour des comptes dans son rapport spécial sur les établissements publics 2015

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 24 avril 2017

Mémorial A: 2017, n°479, page 1

Sécurité du tramway

7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

Le projet de loi a pour objet la création d'un cadre légal dans le domaine de la sécurité du tramway. La mise en service prochaine du tram, prévue à partir de 2017, nécessite en effet de prévoir des exigences en matière de sécurité, y compris la gestion sûre de l'infrastructure et du trafic.

Dans le contexte de la mise en service du tramway, le projet de loi a également pour objet l'adaptation de plusieurs lois:

1. la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics. Cette loi est adaptée sur quelques aspects ponctuels, notamment de terminologie.

2. la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer. La loi du 30 avril 2008 précitée est adaptée afin d'élargir le champ de compétences de l'administration aux accidents graves dans le domaine de la circulation de véhicules sur les voies publiques. Comme défini actuellement dans cette loi, le but d'une enquête technique est l'amélioration de la sécurité par la prévention d'accidents. Or, ladite loi ne prévoit pour l'instant l'ouverture d'une enquête technique qu'après un accident ou un incident grave dans les domaines de l'aviation civile, des transports fluviaux et maritimes ainsi que des chemins de fer. Dans le domaine de la circulation de véhicules sur les voies publiques, aucune enquête technique n'est pour l'instant réalisée au Luxembourg. Le projet de loi vise à donner la possibilité au ministre ayant le transport routier dans ses attributions de saisir l'Administration des enquêtes techniques (AET) en vue de réaliser une enquête technique. De même, le chef d'administration de l'AET pourra, par voie d'auto-saisine, lancer l'ouverture d'une enquête technique après un accident grave dans ce domaine. À noter que l'extension du champ d'application se limite au transport public.

3. l'article L. 215-1 du Code du travail. L'activité des conducteurs de tramway s'écarte de celle des conducteurs de train, par le fait que la circulation des tramways se fait sur la voie publique, dans le respect du Code de la route et relève du transport urbain de voyageurs.

Or, le Chapitre V du Titre Ier du Livre II du Code du travail, intitulé «Durée du travail des salariés chargés des fonctions de conduite d'un engin de traction sur rail ou d'accompagnement d'un train», s'applique à tous les salariés chargés notamment des fonctions de conduite d'un engin de traction sur rail (art. 215-1 du Code du travail).

La formulation de l'article L. 215-1 du Code du travail est tellement large qu'elle pourrait inclure le secteur des tramways.

Cependant, le document parlementaire 6179 de la loi du 2 juin 2011 portant 1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire: 2. modification du Code du travail, qui a introduit cet article au Code du travail, précise que l'alinéa 1er de cet article a été introduit pour inclure les sociétés de transport ferroviaire autres que les CFL. Il ne s'agissait à l'époque en aucune manière d'étendre la dérogation sectorielle à un autre secteur que celui des chemins de fer.

Le projet de loi vise finalement la transposition «entière» de la directive 2005/47/CE en droit national et il généralise, par son intégration au Code du travail, l'application du contenu de la directive susmentionnée sur base d'un régime unique et non discriminatoire des conditions de travail à tous les salariés du secteur ferroviaire.

De plus, la directive 2005/47/CE précitée du 18 juillet 2005 a exclusivement trait aux travailleurs mobiles occupés dans le secteur des chemins de fer affectés à des services d'interopérabilité transfrontalière effectués par des entreprises ferroviaires.

Enfin, le travail d'un conducteur de tramway se rapproche beaucoup plus de celui d'un chauffeur de bus (nécessité d'adapter la vitesse au trafic, circulation sur la voie publique) que de celui d'un conducteur de train (voie dédiée non publique, conduite par cantonnement).

En conclusion, au vu du contexte particulier de l'introduction de cet article et au vu des différences importantes existant entre les deux types de conduite, il serait incohérent de l'appliquer au secteur des tramways.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.08.2016

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

27.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
19.01.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.03.2017

Loi du 13 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°566, page 1

SÉANCE 29

MERCREDI,
22 MARS 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

- *Débat: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn et M. David Wagner) (dépôt d'une demande d'heure d'actualité), M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam (intervention de M. Laurent Mosar), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Jean Asselborn) (dépôt d'une motion) (question de M. Marc Angel), M. Marc Baum, M. Yves Cruchten*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*
- *Parole après ministre: M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. le Ministre Jean Asselborn, M. David Wagner (interventions de M. Laurent Mosar et Mme Viviane Loschetter), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn)*
- *Motion 1: M. Laurent Mosar, M. Marc Baum, M. le Ministre Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

An den Här Ausseminister äntwert schonn, ouni gefrot ze sinn. D'Regierung huet direkt keng Kommunikatioun ze maachen. Hunn ech dat richteg verstanen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Ausseminister. Mir géifen dann direkt zu eisem eenzegen Dagesuerdnungspunkt iwwergoen, dat ass d'Débatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Dir wësst, dass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht ass. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass scho prett. Dat ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Merci, Här President. „Yes, we can. Yes, we did. Yes, we can." Här President, Här Ausseminister, Dir Dammen an Dir Hären, mat deene Wierder huet de fréieren US-President Barack Obama seng lescht grouss ëffentlech Ried zu Chicago ofgeschloss. An där Ried huet hie sech haaptsächlech mam wackelegen Zoustand vun der amerikanescher Demokratie beschäftegt.

Vill vun deenen Aussoe vum fréieren amerikanesche President kann een och op den Zoustand vun eenzelnen Demokratien an Europa an an der Europäescher Unioun uwennen, virun allem déi, datt d'Demokratie näischt Selbstverständleches ass. Jo, d'Demokratie ass ëmmer dann a Gefor, wa mir all si als en definitiven Acquis ugesinn, „for granted", wéi den Här Obama seet.

D'Demokratie, an dat hu mer besonnesch an de leschten Deeg a Woche gesinn, ass awer och eppes Robustes. An ëmmer erëm dann, wann et eenzel Tendenze gëtt, fir se un d'Wackelen ze bréngen, gi Gott sei Dank Bierger op d'Strooss, wéi mer dat zum Beispill a Rumänien an a Polen gesinn hunn.

Mä Dir, Här Ausseminister, hutt recht, datt mer dat nach méi kloer gesi bei de Pulse-of-Europe-Demonstratiounen an 58 Stied vum leschte Sonndeg. An et si genau esou Demonstratiounen, un deene jo haaptsächlech vill jonk Mënschen deelhuelen, déi een awer dann trotzdeem nach e bëssen optimistesch stëmmen, wat d'Zukunft vun Europa ugeet.

Här President, d'Joer 2016 war aussepolitesch gesinn op en Neits e schwieregt Joer. An ech hunn d'Impressioun, datt 2017 net wesentlech besser wäert ginn, wann ech mer emol déi éischt dräi Méint ukucken. D'Kris an der Europäescher Unioun mat dem Brexit a Groussbritannien, dem Ukrain-Konflikt an där domadder verbonnener Bezéiungskris mat Moskau, den ongeléiste Syrien-Konflikt mat enger humanitärer Katastroph zu Aleppo an dann, last but not least, d'Wahl vum Donald Trump féieren zu enger Welt, wou esou vill Onuerdnung ass wéi scho laang net méi.

Bei Geleeënheet vun der aussepolitescher Debatt vum leschte Joer hat ech vun enger opgewullter Welt mat ville geopolitesche Riske geschwat. An dat, wat ech virun engem Joer gesot hunn, ass haut nach ëmmer richteg. A ville westlechen Haaptstied, och hei zu Lëtzebuerg, ass déi gefillte Lag dann och eng vu bis elo ni do gewieschter Veronsécherung, net zulescht awer och wéinst der Gefor vum internationalen Terrorismus.

Erlaabt mer duerfir och, haut, ee Joer no den Attentater vu Bréissel, e Gedanke vu Sympathie a Matgefill mat den Affer an hire Familllje bei eise belschen Noperen!

An déi Fro, déi, mengen ech, iwwer all deenen anere steet an déi ganz vill Mënschen dobausse sech stellen, ass déi: Wéi geet et viru mat der westlecher Welt?

Viru ronn engem Joer huet déi däitsch Editioun vun „The European" getitelt: „Warum Erdoğan über Francis Fukuyama siegt." Absolutt zu Recht! Well et ass nom Fall vun der Berliner Mauer net zum Enn vun der Geschicht mat der automatescher Victoire vun der liberaler Demokratie am Sënn vun der „leschter Synthees" komm, wéi den amerikanesche Politolog dat nach 1992 vill ze vill westlech-triumphalistesch gemengt hat viraussoen ze kënnen, well mir hu weder eng nei Weltuerdnung nach huet de Westen de Kale Krich wierklech am demokratesche Sënn gewonnen. D'Realitéit ass éischter en Zoustand vun engem neie Chaos.

An och wann ech d'Situatioun an Europa kucken, si mir net nëmme mat enger Kris konfrontéiert, mä mir schleefe méi Krise matenee ronderëm. An ech géif souguer wëlle behaapten, datt Europa vu Krisenherden ëmginn ass, op déi et nach manner Afloss huet wéi op déi eegen „Polykris", wéi eise fréiere Frënd Jean-Claude Juncker dat nennt.

All dës Krisen droen dann och derzou bäi, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Zoustëmmung fir Europa an deene verschiddene Memberlänner ëmmer méi an de Keller geet. Dovu profitéieren an éischter Linn d'populistesch Parteien, déi mat einfache Wierder versichen ze erklären, datt Europa un alle Problemer schold ass an datt alles vill besser géif goen, wann d'Länner erëm hir Onofhängegkeet par rapport zu deem Europa hätten.

Dir, Här Ausseminister, hutt jo och gëschter Problemer vum Populismus ugeschwat. Fir mech, a fir eis, kann et duerfir nëmmen eng eenzeg Äntwert heirobber ginn: eng Politik erëm méi no bei de Mënschen, déi och Léisunge fir d'Leit an hirem Alldag parat hält. An dësem Sënn ass och d'Aussepolitik keen abstrakten Exercice vun a fir Diplomaten, mä et muss virun allem och eng positiv Alldagspolitik fir d'Leit sinn. Da fënnt se och déi néideg Ënnerstëtzung.

Virun deem Hannergrond hu mir haut eis traditionell aussepolitesch Debatt. Här President, ier ech awer mat mengem klengen Tour du monde ufänken, erlaabt mer, wéi dat schonn Traditioun ass, dem Ausseminister Jean Asselborn an all senge ville Mataarbechterinnen a Mataarbechter am Ausseministère en opriichtege Merci ze soe fir deen immensen Engagement, dee si och erëm wärend dem vergaangene Joer un den Dag geluecht hunn.

Mir erkennen och speziell den Engagement vun eisem Ausseminister un, deem keng Stonn ze fréi an ze spéit ass, fir am Déngscht vum Weltfridden ënnerwee ze sinn.

Dëst Joer, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech allerdéngs net derlaanscht, fir mech mat enger Rei Aussoe vum Ausseminister aus de leschte Wochen a Méint auserneenzesetzen.

Dozou awer direkt zwou Virbemierkungen. Éischtens deele mir, wat de Fong ugeet, vill vun deene Kriticken, déi den Ausseminister formuléiert par rapport zu der rechtsstaatlecher Situatioun an eenzelne Memberlänner. An ech denken hei an éischter Linn un Ungarn an u Polen.

Zweet Observatioun: Mir veruerteele schäerfstens Aussoen, déi a sozialen Netzer géintiwwer dem Ausseminister a sengem Positionnement an eenzelnen Dossiere gemaach ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An ech denken hei méi speziell un esou Aussoen am Kontext vu senger Polen-Kritik. Et kann ee mat Aussoe vum Jean Asselborn net averstane sinn an et muss ee sech souguer mat deenen Aussoen auserneesetzen; wat fir eis awer total inakzeptabel ass, ass, wa géint d'Persoun vum Jean Asselborn indirekt Morddroungen ausgeschwat ginn. Dëst ass eppes, wat mir bis elo an dësem Land nach net kannt hunn. A mir kënnen et duerfir och net akzeptéieren, datt ëmmer méi op déi doten Zort vun Ausenanersetzung zréckgegraff gëtt, wou net méi de Ball, mä de Mann gespillt gëtt. Net just an der Aussepolitik, mä och am politeschen Debat gëtt et rout Linnen, déi ze respektéiere sinn!

(Brouhaha)

Dëst gesot, Här President, si mir awer net glécklech gewiescht iwwer verschidden Aussoe vum Ausseminister, ganz besonnesch vis-à-vis vun der éisträichescher Regierung am Kontext vun der Flüchtlingspolitik.

Éisträich ass e Land, mat deem eis eng gemeinsam Geschicht verbënnt a mat deem mir säit ville Joren exzellent Bezéiungen ënnerhalen. Mir kënnen duerfir net déi Manéier akzeptéieren, wéi den Här Ausseminister den éisträichesche Ausseminister Kurz an domadder déi ganz éisträichesch Regierung ugegraff huet.

Wien Terme wéi „rietsnationaalt Gedankegut" gebraucht, muss wëssen, wat dat um Hannergrond vun der Geschicht bedeit, a soll se duerfir net liichtfankeg gebrauchen. Ganz besonnesch, Här Minister, wann ee vun Äre Ministerkolleegen, den Här Nicolas Schmit, senges Zeechens Aarbechts- a fréieren Immigratiounsminister, kuerz no Ären Aussoen en Interview am „Lëtzebuerger Wort" ginn huet, wou en eigentlech seng Sympathië mat den Iddie vun der éisträichescher Regierung ausgedréckt huet an a senger Positioun och nach ënnerstëtzt ginn ass vun der Familljen- an Integratiounsministesch Corinne Cahen.

Mir froen eis duerfir och als CSV-Fraktioun, wat dann elo d'Positioun vun der Regierung an deem sensibelen Themeberäich ass. Ass et déi vun Iech, Här Ausseminister, oder déi vun der Madamm Cahen oder dem Här Schmit?

Hei stellt sech am Iwwregen och d'Fro vun der Kohärenz vun der lëtzebuergescher Aussen- a Migratiounspolitik. A mir ginn d'Gefill net lass, datt Dir, Här Ausseminister, oft méi fest mat der Fauscht op den Dësch schlot géintiwwer befrënnte Regierungen an der auslännescher Press, wéi Der dat am Krees vun Äre Kolleeginnen a Kolleegen heiheem am Ministerrot maacht.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir bleiwen der Meenung, ganz besonnesch am Kontakt mat befrënnte Länner, datt, wann een dann emol an engem Dossier net därselwechter Meenung ass, dës Diskussiounen intern um Niveau vun EU-Reuniounen oder soss bilateral ze féiere sinn an net iwwert de Wee vun de Medien.

Mir hunn et och net glécklech fonnt, Här President, datt iwwert déi am Fong berechtegt Kritiken zu der Politik vun der ungarescher Regierung den Ausseminister vun dësem Land och an der Press Budapest mat engem Ausschloss aus der Europäescher Unioun gedrot huet. Besonnesch an Zäiten, wou de Weltfridde méi wéi op enger Plaz an der Welt a Gefor ass, soll een op esou martialesch Téin géintiwwer befrënnte Memberstate verzichten. Dëst zumindest an der Ëffentlechkeet. Mir solle ganz op d'Stäerkt vun der Soft Power setzen. Mir sinn e klengt Land a mir hunn nëmmen all Avantagen, op Dialog an Iwwerzeegungsaarbecht ze setzen an net op Polterpolitik.

Dat schuet, Här Ausseminister, Ärer Persoun an et schuet dem Land. Ganz besonnesch an engem Moment, wou dëst Land wéinst Affäre wéi LuxLeaks a Panama scho souwisou am Fokus vun der Kritik vun internationale Medie steet.

Mir haten eigentlech gehofft, Här Minister, datt dës Ausrutscher wären, déi sech net méi géife widderhuelen. Mä wann ech Iech gëschter richteg nogelauschtert hunn, wëllt Dir weider un dëser net grad diplomatescher Form vu Kritik festhalen. Mir sinn hei net mat Iech enger Meenung, well mir grad mengen, datt an der Diplomatie den Toun d'Musek mécht.

An ech géif Iech vläicht nach eng Kéier un d'Häerz leeën, d'Wierder vum Här Winston Churchill nozelauschteren, deen eng Kéier gesot huet: „E richtegen Diplomat ass een, deen zweemol nodenkt, ier en näischt seet."

Här President, ech wäert mech an deenen nächste Minutte fir d'Éischt…

(Brouhaha général et interruptions)

Ech wäert mech an deenen nächste Minutte fir d'Éischt mat der Situatioun an der Türkei an duerno mat der amerikanescher Administratioun beschäftegen, d'Situatioun am Noen Osten ënnert d'Lupp huelen, awer och op d'Situatioun um afrikanesche Kontinent e Bléck werfen, fir mech zum Schluss mat der Situatioun vun der Europäescher Unioun ze befaassen.

Wat d'Türkei betrëfft, Här President, bleift Europa an der Wahlcampagne vum President Erdoğan virum Referendum vum 16. Abrëll leider näischt erspuert. Ëmmer dann, wa mer mengen, mir hätten en Déifpunkt erreecht, gi mer erëm iwwerrascht vun Aussoe vum Här Erdoğan selwer respektiv senge Ministeren, déi eis ëmmer erëm opschrecke loossen.

Och wa mer wëssen, datt d'sproochlech Excèse vum Här Erdoğan zu sengem Fonds de commerce gehéieren, sou huet e sech dach selwer iwwertraff, andeems en Däitschland an Holland mat Nazidäitschland a Faschismus a Verbindung bruecht huet. An den türkeschen Ausseminister huet de Vull du komplett ofgeschoss, andeems en deklaréiert huet, Europa hätt der Türkei e Reliounskrich deklaréiert.

Wéi sollen Europa an d'Europäesch Unioun op dës permanent Provokatioune reagéieren?

Fir d'Éischt wär et gutt, Här President, wann hei Europa mat engem Mond géif schwätzen an och eng gemeinsam Positioun notamment par rapport zu der Organisatioun vu Wahlveranstaltungen um Territoire vun eenzelnen EU-Memberlänner géif hunn.

Ech weess, datt dat an der Praxis net esou einfach ass. Nach wier et awer gutt, wann d'Europäesch Unioun et géif fäerdegbréngen, hei e staarkt Signal un d'Türkei an un den Här Erdoğan a Konsorten ze schécken. Et wär notamment wichteg gewiescht, nodeems eis Nopeschlänner vum Här Erdoğan als Faschiste bezeechent gi sinn, fir hei kloer dergéintzehalen.

A mir begréissen duerfir, Här Ausseminister, datt Dir dat gemaach hutt. Awer och vum Här Statsminister hätte mer eis heizou kloer Wierder gewënscht.

Iwwerhaapt stellt sech d'Fro, wéi mir op dat luest Ofdrifte vun der Türkei a Richtung Autokratie, wann net souguer a Richtung Diktatur solle reagéieren. Niewent méi traditionelle Mesurë wéi dem Abestellen an dem Ofruffe vun Ambassadeure wär et vläicht awer och emol opportun, iwwer e bësse méi onorthodox Moossnamen nozedenken am Beräich Handelsan Europapolitik. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, fir der Türkei d'Vir-Bäitrëttshëllefen ze stréichen oder och fir déi ugeduechte Visaliberalisatioun elo emol definitiv op Äis ze leeën.

„Fënf Milliarden Euro an die Türkei - für eine diplomatische Fiktion", huet schonn am August 2016 d'„Welt" geschriwwen. Appeller jiddefalls, Här Ausseminister, ginn eleng net méi duer. Dote sinn elo gefrot.

Ganz besonnesch ass et dann awer, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Wirtschaftsminister an engem Moment vun opgewullte Bezéiungen eng Missioun, eng ekonomesch Missioun an der Türkei oprechterhält, wéi wann näischt

geschitt wär. Wann an der Türkei all Dag op en Neits d'Mënscherechter mat Féiss getrëppelt ginn an d'Nopeschstaten als Nazi a Faschiste vernannt ginn, kann et eiser Meenung no kee Business as usual ginn. Dat ëmsou méi, well d'Europäesch Unioun jo selwer derbäi ass, verschidde Wirtschaftshëllefe fir d'Türkei ze sträichen.

Dem Faass de Buedem ausgeschloen huet awer eng Remarque vum türkesche Wirtschaftsminister, déi den Här Etienne Schneider an engem Interview am „Tageblatt" rapportéiert huet, nämlech, datt den Här gesot huet, datt fir hien de 16. Abrëll erëm alles an der Rei wier an datt d'Wirtschaftsbezéiungen duerno erëm hiren normalen Niveau géifen erëmfannen. Wéi zynesch, Dir Dammen an Dir Hären, muss e Politiker sinn, wann e sech drop freet, datt endlech d'Demokratie ofgeschaaft gëtt, fir duerno erëm kënnen zu enger normaler Businessuerdnung iwwerzegoen?

An dësem Kontext géif et mech iwwregens och interesséieren, wat fir Zousoen eise Wirtschaftsminister sengem türkeschen Homolog a Saachen Zollofkommes gemaach huet.

Ech kommen awer och, Här President, net derlaanscht, d'Fro vun der Reaktioun och am Kontext vun den EU-Bäitrëttsverhandlungen ze analyséieren. Dës Bäitrëttsverhandlunge sinn de facto um Enn. Net offiziell, an dat obwuel d'Europäescht Parlament am November vum leschte Joer d'Aussetzung vun dëse Verhandlunge gefuerdert hat. Mä mat der Eskalatioun aus de leschten Deeg a Wochen ass hei en Akt vun enger absurder Inszenéierung erreecht ginn. Ofgeleente Landegeneemegungen, op d'Grenz eskortéiert Ministeren, ëmstellte Konsulater an ëmmer méi schrill verbal Attacke vun Ankara hunn an der Zwëschenzäit Fakte geschaaft. Ob do nach eng formell Rotsdecisioun vun der EU nogeliwwert gëtt, ass eigentlech schonn egal.

Trotzdeem begréisse mir awer, datt mëttlerweil Dir, Här Ausseminister, lues awer sécher och amgaange sidd, d'Gedold mat der Türkei ze verléieren. Dat wier iwwregens och iwwerfälleg, wann eis Aussepolitik - an ech weess, datt dat Iech och nogeet - hir Wäertekohärenz soll behalen.

An d'Europäesch Unioun, Dir Dammen an Dir Hären, wäert d'Ofschafung vun der Demokratie an der Türkei leider net verhënnere kënnen. Allerdéngs muss si dorobber äntwerten. E virleefegt, wann net souguer e formellt Enn vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei ass duerfir fir d'CSV-Fraktioun a mech onauswäichlech. Et muss Schluss si mat där Appeasementpolitik géintiwwer dem Här Erdogan a senger Regierung. D'Europäesch Unioun an och Lëtzebuerg si gefuerdert, vis-à-vis vun der Türkei kloer Kant ze weisen.

Här President, ech kommen domadder zu der Situatioun an de Vereenegte Staten, wou mat deem nei gewielte President Trump d'Situatioun staark verännert ass. Gutt zwee Méint no der Amtsaféierung vun dësem President ass Europa nach ëmmer amgaangen, Äntwerten op déi nei Situatioun ze sichen. Wann et näämlech eng Konstant an de leschte vergaangene 70 Jore ginn huet, dann ass et d'Ënnerstëtzung vun den europäesche Staten (veuillez lire: Vereenegte Staten) an hire successive Presidente fir d'Iddi vun der europäescher Integratioun.

Fir d'Éischt an der rezenter Geschicht vun de Vereenegte State mécht dës Administratioun eng 180-Grad-Kéier, andeems hire President seet, hie géif sech mat ganzer Kraaft fir d'Opléisung vun der Europäescher Unioun asetzen. Dëst ass net ze toleréieren, a scho guer net ënner Frënn. Dës Veronsécherung, déi esou Aussoe mat sech bréngen, huet net nëmmen d'politesch Welt an Europa, mä och déi wirtschaftlech Welt erfaasst.

Dëst alles, léif Kolleeginnen a Kolleegen - mir kommen net derlaanscht, der Realitéit awer trotzdeem an d'A ze kucken -, bedeit, datt déi sougenannte Pax Americana, déi elo säit méi wéi 70 Joer de gesamten europäesche Kontinent viru Krich geschützt huet, zouseeënds u Bedeitung an u friddestëftender Wierkung riskéiert ze verléieren.

D'Fro, déi een allerdéngs hei muss opwerfen, ass, ob de Wee an den Isolationismus, dee jo och vum President Trump als Wahlkampfargument benotzt ginn ass, éiweg wäert undaueren, well et eigentlech deene wirtschaftlechen Interessen an deene strategeschen Instinkter vun enger maritimer Weltmuecht krass widerspréicht.

An hei kënnt dann nach déi nei Politik vun der Administratioun Trump derbäi, déi mam sougenannten „America first", an Dir hutt dat, Här Ausseminister, jo och zu Recht kritiséiert, eng Politik, déi just drop erausleeft, datt jiddwereen d'Recht ofgeschwat kritt, vu bausse sech direkt oder indirekt an amerikanesch Affären anzemëschen.

Allerdéngs wäert den Här Trump mat dëser Attitüd vill Leit virun de Kapp stoussen. Dëst souguer bis a seng eege Partei eran, well et hei schlussendlech ëm d'Fundamenter vun der amerikanescher Demokratie an Diplomatie geet. Déi international Bezéiungen, d'Ënnerstëtzung vun den Alliéierten, d'Verteidegung vun de Mënscherechter, alles dat si genau dës Fundamenter. A wann den Här Trump a seng Administratioun dat haut net méi wëlle wëssen, musse mir him dat vläicht all Dag erëm an Erënnerung ruffen.

Ech sinn näämlech dervun iwwerzeegt, datt dem Här Trump seng Achillesseen seng Wirtschaftspolitik ass. A lues a lues wäerten all déi Wieler, déi massiv fir hie gestëmmt hunn, mierken, datt si déi Éischt sinn, déi ënner enger Ofschottungspolitik wäerte leiden. An dës Mënsche wäerte séier mierken, datt et sech hei net ëm Fake News handelt, wa se dann hir Aarbechtsplaze verléieren.

Här President, mir sollen duerfir als Europäer an europäesch Politiker e kille Kapp behalen an net iwwerreagéieren. Awer mir sollten trotzdeem och erwächen an d'Wahl vum Här Trump als en „wake up call" unhuelen. E gutt Beispill vun enger richteger Attitüd huet u sech déi däitsch Bundeskanzlerin virun e puer Deeg bei Geleeënheet vun hirer Untrëttsvisitt beim President Trump ginn, wou se op eng cool a gefaassten Aart a Weis op en deelweis apaart Behuele vum Här Trump reagéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Trump hin oder Trump hier: Zur atlantescher Allianz, zur westlecher Wäertegemeinschaft, zur Kooperatioun tëschent Demokratië gëtt et och an Zukunft keng Alternativ. Duerfir bleift fir eis och an Trump- a Brexit-Zäiten déi atlantesch Allianz dat demokratescht Réckgrat vun eisen internationale Bezéiungen. Allerdéngs musse mir an dësem Réckgrat déi europäesch Wirbele méi staark maachen, fir déi international Uerdnung net nach weider aus dem Gläichgewiicht ze brëngen.

Här President, ech kommen dann op menger Rees an eng Regioun, déi leider scho säit ganz, ganz ville Joren aus dem Gläichgewiicht ass: den Noen Osten, an do fir d'Éischt a Syrien.

D'Tragedie vun Aleppo ass u sech d'Symbol vun enger komplett verfeeltener Aussepolitik vum gesamte Westen. U sech stellt Aleppo den Echec duer vun der westlecher Politik, déi virun allem geleet gëtt vu moraleschen an ethesche Kritären, déi sécherlech alleguerte vun eis ënnerstëtzt an och luewenswäert sinn, mä déi am Fall, an dat muss een hei kloer soen, vu Syrien leider net fonctionnéiert hunn. D'Resultat ass, datt elo Russland zesumme mam Iran a Syrien all Kaarten an der Hand hunn. Mä Aleppo ass virun allem awer och eng Bankrotterklärung vun de Vereenten Natiounen, déi an dësem Dossier komplett versot hunn.

Wat ass dann a Syrien eigentlech falschgelaf, Dir Dammen an Dir Hären? De fréiere franséischen Ausseminister Hubert Védrine huet virun enger Rei vun Deeg an engem Interview am „Monde" eng exzellent Analys vun der Situatioun gemaach, eng Analys, déi ech par ailleurs zu honnert Prozent hei géif ënnerschreiwen.

Wat seet den Här Védrine, an ech deelen dat, wéi gesot? Dat ass, datt de gesamte Westen, souwuel d'Amerikaner wéi och Europa, hätte misse vun Ufank u kloer soen, wat se a Syrien eigentlech wéilten. Entweder sech anzegestoen, datt se net déi noutwendeg militäresch Moyenen an och Legitimitéit hunn, fir an dësem Konflikt ze intervenéieren. Dëst hätt als Konsequenz gehat, fir sech drop ze limitéieren, a Syrien a ronderëm just massiv humanitär Hëllef ze leeschten.

Déi aner Optioun wär déi gewiescht, fir mat alle Mëttelen d'Demokratie a Syrien duerchzesetzen, wat awer bedeit hätt, datt d'westlech Allianz sech hätt missen déi militäresch, finanziell a politesch Moyene ginn. An dat hätt notamment geheescht, datt een iwwer Joren hätt misse massiv Buedemtruppen an dat Land schécken.

Leider konnt déi westlech Allianz sech weder fir déi eng nach fir déi aner Optioun entscheeden. A si hu wärend Joren d'Oppositioun zum President Assad gleewe gelooss, datt si kéint op eng massiv Ënnerstëtzung vum Westen zielen.

Derbäi kommen nach zwee aner Feeler, déi begaange gi sinn. Fir d'Éischt, datt de Chrëschten a Syrien an am Libanon net nogelauschtert ginn ass, déi ëmmer erëm do virdru gewarnt hunn, Här President, datt zwar de Regimm vum President Assad e grausame wier, mä datt deen, deen eventuell op den Assad géif nofolgen, nach vill méi schlëmm kéint ginn.

Zweetens huet de Weste fälschlecherweis ugeholl, datt Russland géif op seng eenzeg Base navale zu Tartus verzichten an net duerfir eng militäresch Interventioun a Kaf géif huelen.

Awer och de President Obama huet sech an dësem Konflikt net mat Glanz bekleckert, andeem e fir d'Éischt eng sougenannte rout Linn opgezeechent huet, nämlech déi iwwert d'Benotze vu chemesche Waffen am August 2013, an dunn, wéi déi chemesch Waffe vum Assad agesat gi sinn, iwwerhaapt net méi reagéiert huet. Dëst ass wuel ee vun deene graavste Feeler an dësem Konflikt gewiescht. Soft an Hard Power, Dir Dammen an Dir Hären, gehéieren eben zesummen an der Aussepolitik.

Wéi geet et virun a Syrien? Momentan huet de Regimm vum President Assad mat der aktiver Hëllef vu Russland an dem Iran sech stabiliséiert a kontrolléiert grouss Deeler vu Syrien. Et muss een allerdéngs festhalen, datt a verschiddenen Deeler vu Syrien, notamment och zu Aleppo, d'Situatioun sech berouegt huet an datt et do souguer zu engem deelweisen Erëmopbau kënnt.

Mir mengen, an do ënnerstëtze mer den Ausseminister, datt der Europäescher Unioun net vill aneres hei iwwreg bleift, wéi all déi diplomatesch Efforten, déi am Moment gemaach ginn, fir eng friddlech Léisung hei ze fannen, ze ënnerstëtzen. An da musse mir virun allem hei humanitär Hëllef leeschten. Ech mengen, datt mer och do als Lëtzebuerger Entwécklungshëllef gefuerdert sinn.

Här President, ech hu gesot, datt d'Situatioun vu Syrien symptomatesch fir e groussen Deel vum Mëttleren Orient ass, deen amgaangen ass, sech virun eisen Aen opzeléisen. Vum Arabesche Fréijoer, Här Ausseminister, jiddefalls ass net méi allze vill iwwreg bliwwen. Et muss een dann och feststellen, datt keng vun deene regionale Muechten, weder den iranesche Regimm nach Saudi-Arabien nach d'Türkei, sech hei duerchgesat wäerte kréien.

Derbäi kënnt, an Dir hutt déi och gëschter ugeschwat, déi komplett chaotesch Situatioun a Libyen, déi iwwregens och duerch eng falsch verstanen Interventiounspolitik vum Westen zustane komm ass. Ech wëll hei net an den Detail agoen, mä dat Land ass quasiment an zwee Deeler gespléckt, wou deen een Deel den aktuelle Premier Sarradsch ënnerstëtzt, an deen aneren Deel vum Land gëtt vum Generol Chalifa Haftar kontrolléiert.

Wann een allerdéngs weess, Dir Dammen an Dir Hären, wéi wichteg Libyen am Kontext vun der Flüchtlingspolitik ass, muss een déi Situatioun natierlech mat Suerg kucken. An et muss vun der internationaler Communautéit alles versicht ginn, fir d'Sträitparteien hei un en Dësch ze kréien, wat allerdéngs - a loosse mer eis hei keng Illusioune maachen! -, vu déi historesch Antécédenten, net einfach wäert ginn.

Einfach wäert et och net ginn, Här Ausseminister, déi vun der Europäescher Unioun envisagéiert Flüchtlingszentren a Syrien (veuillez lire Libyen) opzebauen ouni e Minimum vu militärescher a politescher Stabilitéit, a selbstverständlech och aus humanitärer Siicht. Mir deele par ailleurs do Är Suergen, Här Ausseminister.

Här President, wann ech am Noen Oste sinn, och e Wuert zum Jemen, wou déi zwou regional Muechten Iran a Saudi-Arabien sech e brutale Krich liwweren, dee riskéiert, och zu engem nächste Flüchtlingsstroum ze féieren.

Här Ausseminister, Dir hutt gëschter gesot, datt et am Noen Osten net primär ëm e Reliounskrich oder e Krich tëschent Relioune géif goen, mä ëm politesch Muechtspiller. Dëst ass allerdéngs nëmmen hallef richteg, well de radikalen Islam besonnesch an dësem Deel vun der Welt an de leschte Joren en immensen Opschwong kannt huet.

An da sinn ech och scho bei Saudi-Arabien, wou ech net derlaanscht kommen, nach eng Kéier op déi Expansiounspolitik vun dësem Land anzegoen, dat versicht, säi radikale Wahhabismus net nëmmen am Noen Osten duerchzesetzen, mä och an aner Deeler vun der Welt an eben och an déi westlech Welt ze exportéieren.

Iwwerhaapt mécht mir, Här President, de Virmarsch vum radikalen Islam net nëmmen an der arabescher Welt ganz vill Suergen. Méi gefëierlech ass et, a mengen Aen, datt dëse radikalen Islam sech eben net nëmmen an der arabescher Welt verbreet, mä och a Länner wéi Bosnien-Herzegowina, de Seychellen, dem Sudan an Indonesien. An ech hunn net méi spéit wéi gëschter e längere Reportage iwwer Indonesien gesinn, wat ëmmer e Musterbeispill vun Zesummeliewe vu ville Reliounen war. Wat am Moment do geschitt, ass mënscheveruechtend. Do ginn d'Fraen erëm gestengegt, d'Mënscherechter ginn net respektéiert. Et ass eng Situatioun, déi engem wierklech muss ze denke ginn. Datselwecht geschitt och am Sudan. Ech brauch do net am Detail drop anzegoen.

An net ze vergiessen, wann ech da beim radikalen Islam sinn, och den Afloss vun deem iwwer Internet bei de Konvertiten an der westlecher Welt. Insofern sinn zwar d'territorial Victoirë géint den Islamesche Stat ze begréissen, mä den Dschihadismus brauch leider haut keen Territoire méi, fir sech auszebreeden. Ech mengen iwwerhaapt, datt de Kampf géint de radikalen Islam eng vun deene ganz groussen Erausfuerderunge vun deenen nächste Joren, wann net Jorzéngte wäert sinn. Ech bedaueren och duerfir, Här Ausseminister, datt Dir eigentlech ganz wéineg op dëse wichtegen Aspekt vun der Aussepolitik agaange sidd.

Ech kommen och net derlaanscht, déi westlech Politik géintiwwer engem Land wéi Saudi-Arabien an dem Qatar ze thematiséieren. Do gëtt et op där enger Säit, fir mech total inakzeptabel, Waffeliwwerunge vun Däitschland, Frankräich an och de Vereenegte Staten u Saudi-Arabien; Waffen, déi am Moment derzou déngen, am Jemen bluddeg Kricher ze féieren. Dëst Land ass dann och net onschëlleg un där opgewulltener Situatioun am mëttleren Orient an dréit virun allem substanziell, an ech hunn et gesot, zu enger Radikaliséierung vun engem wuessenden Deel vu Mosleme weltwäit bäi.

Ech si jiddefalls nohalteg der Iwwerzeegung, datt de Westen, a ganz besonnesch d'Europäesch Unioun, seng Relatioune mat Saudi-Arabien a mam Qatar muss fundamental iwwerdenken, och wann dat, an dat musse mer dann eben akzeptéieren, net wäert ouni wirtschaftlech Konsequenze bleiwen.

Mir wäerten, Dir Dammen an Dir Hären, de Phenomeen vum Dschihadismus a vum radikalen Islam esou laang net an de Grëff kréien, wéi de Wahhabismus déi offiziell Statsreliour vu Saudi-Arabien ass an och massiv an aner Länner exportéiert gëtt.

Här President, et géif nach vill zu der Situatioun am mëttleren Orient ze soe ginn, notamment wat de Konflikt tëschent Israel a Palästina ugeet, wou et leider, an Dir hutt et gëschter gesot, net vill positiv Perspektive gëtt. Mir haten an der Chamber virun enger Rei vu Méint zwou Motioune gestëmmt iwwer eng prinzipiell Unerkennung vu Palästina, déi bis elo awer vun der Regierung nach net ëmgesat goufen. Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt eis Motioun, déi och als zweet gestëmmt ginn ass, eigentlech kloer drop hiweist, datt et, ier et zu enger Unerkennung vu Palästina kënnt, och ganz kloer muss sinn, datt Palästina an d'Palästinensesch Autoritéiten d'Existenzrecht vun Israel unerkennen. Dat ass manifestement, Dir Dammen an Dir Hären, nach ëmmer net de Fall.

(Interruption)

Soudatt mir, u sech, d'Attitüd vun der Regierung am Moment begréissen, hei net virun de Won ze lafen a Palästina am Moment (veuillez lire: net) unzëerkennen. Allerdéngs hu mer och hei missen an enger Reunioun, déi mer virun enger Rei vu Wochen haten, gewëssen Ënnerscheeder an den Nuancen tëschent dem Här Stats- an dem Här Ausseminister feststellen, wat der Saach, an dat hu mer deemools och gesot, net onbedéngt dénglech ass.

Erlaabt mer awer, Här President, an dësem Kontext, an ech hunn dat schonn e puermol gemaach, e bëssen d'Eesäitegkeet vun den Aussoe vum Här Ausseminister ze kritiséieren, déi hie gëschter erëm am Kontext vum Israel-Palästina-Konflikt gemaach huet. Et war just nees eng eenzeg grouss Israel-Kritik, ouni en eenzegt Wuert vu Kritik un d'Adress vun de Palästinenser! A besonnesch am Moment, Här Ausseminister - an duerfir sinn ech e bëssen erstaunt gewiescht, well ech weess, datt Dir Iech vill mat deem Konflikt beschäftegt -, hat ech gemengt, Dir hätt d'Rapporte vun Amnesty International gelies - eng Organisatioun, déi elo net bekannt ass, fir israelfrëndlech ze sinn -, déi am Moment op extrem grav Mënscherechtsverletzungen am Gazasträifen hiweisen, wat d'Hamas an d'Autoritéiten aus dem Gazasträif ubelaangt! Wat am Moment do geschitt, besonnesch mat Kanner a mat Fraen, ass net méi ze erdroen!

An duerfir géif ech Iech och bieden (veuillez lire: anzegesinn), mat allem Respekt, datt et an dësem Konflikt zwou Parteie gëtt. A mir deelen Är Meenung, fir ze soen, dat, wat d'Regierung Netanjahu mat där Koloniséierungspolitik mécht, ass net akzeptabel. Do si mer op Ärer Linn. Mä mir soen awer gradesou kloer: Dat, wat besonnesch an der Gazasträif am Moment amgaangen ass ze passéieren, ënnert der Egide vun der Hamas, kënne mer och net akzeptéieren! A soulaang déi Situatioun esou...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Waart emol eng Sekonn!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech géif awer nawell gär...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, jo, Dir kënnt.

D'Konditiounen, déi an der Gazaträif bestinn, wien octroyéiert déi deene Leit? Ech war véier-, fënnefmol an der Gazaträif. Do wunnen op engem Siwentel vum Lëtzebuerger Territoire bal zwou Millioune Leit ënner horribele Konditiounen. An do kënnt keen eraus, deen do dran ass. Dat gëtt net opgemaach. Do goufen et Proposen, dass ee lues a lues mat der internationaler Gemeinschaft kéint d'Gazaträif opmaachen. Och wann dat lauter Lëtzebuerger wieren, déi do liewe géifen, da géife mir ënnert deenen nämlechte Konditiounen leiden; déi nämlecht Demotivatioun an déi nämlecht Explosivitéit géifen do herrschen. An duerfir, Här Mosar, ech si mat all Kritik d'accord, mä ech kann hei net akzeptéieren, dass een eleng op d'Palästinenser, op d'palästinensescht Vollek,...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat hunn ech net gemaach, Här Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...d'Cause an d'Bedéngungen, ënner wat fir Konditiounen dass d'Leit a Gaza musse liewen, dass een déi dohinner leet. Och do hunn anerer eng Verantwortung. Israel huet véier Kricher an deene leschten zéng Joer a Gaza gefouert. An hei ass d'Resultat dervun, wéi d'Leit an deem Gazaträif musse liewen.

Une voix.- Très bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Ausseminister!

(Interruptions)

Här Ausseminister, Dir hutt herno d'Geleeënheet, fir op all Interventiounen ze äntwerten. An ech géif Iech da bieden, elo den Här Mosar schwätzen ze loossen, esou wéi mer dat hei am Haus gewinnt sinn. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Ausseminister, ech wëll Iech awer direkt drop äntwerten, ech mengen, Dir hutt mir net nogelauschtert. Ech hunn hei dervu geschwat, datt déi eege palästinensesch Autoritéiten, d'Hamas, déi eege Bevëlkerung schikanéieren! Liest d'Berichter vun Amnesty, net ech an net ee vun eis huet déi geschriwwen! Déi si besuergniserreegend. A wat am Moment do geschitt, ass net ze akzeptéieren!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Liest d'Berichter vun Amnesty iwwer Israel!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wëll...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Och. Liest se och iwwer Israel!

(Interruption par M. David Wagner)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also och Dir hutt herno d'Wuert, Här Wagner. An ech bieden Iech elo, de Riedner ausschwätzen ze loossen!

Une voix.- Mä en hat recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat an der Rei?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et ass an der Rei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech wëll a mengen Ausféierungen iwwert den Noen Osten awer net ophalen, ouni nach eng Kéier op déi dramatesch Situatioun vun de reliéisen an den ethnesche Minoritéiten, an hei an éischter Linn de Chrëschten an de Jesiden, hinzeweisen. Wat am Moment hei geschitt, Dir Dammen an Dir Hären - a mir hate schonn déi eng oder aner Kéier och an dësem Haus dervu geschwat -, ass e Genocide. Dat ass absolutt dramatesch. An dee Genocide verleeft deelweis an engem Silence total vun der politescher an der Mediewelt. Kee reagéiert, wat déi Situatioun vun deenen dote Leit betrëfft. An, Här Ausseminister, ech géif mer heiansdo wënschen, Dir géift Iech mat deemselwechten Häerzblutt, wéi Der Iech fir Palästina asetzt, och emol fir déi ethnesch a reliéis Minoritéiten an deem doten Eck asetzen. Well wann ee vu Wäerter schwätzt, da sinn et Wäerter, déi fir d'Palästinenser zielen, mä et sinn och Wäerter fir déi dote Minoritéiten. An duerfir nach eng Kéier den Appell un Iech, an ech wär frou, wann Der vläicht an Ärer Interventioun och emol eng Kéier dat Wuert vun deene Minoritéite géift an de Mond huelen. Dat hunn ech bis haut nach net vun Iech héieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech wëll da geografesch virufueren op dem afrikanesche Kontinent an do e kuerzen Zwëschestopp am Maghreb maachen. Fir d'Éischt wëll ech hei déi positiv Efforten ënnerstréichen, déi vun enger tuneesescher Regierung a Richtung méi Demokratiséierung gemaach ginn. Tunesien ass säit dem Arabesche Fréijoer eigentlech dat eenzegt Land, wat et fäerdegbruecht huet, am Usaz eng Rei vu Reformen unzepaken a gläichzäiteg d'Stabilitéit ze wahren, och wann nach laang net alles perfekt ass.

Ech plädéieren och derfir, datt d'Europäesch Unioun, an et geschitt schonn zu engem groussen Deel, dëst Land massiv ënnerstëtzt, och op wirtschaftlechem Plang. An och mir hei zu Lëtzebuerg sollten dat dote maachen.

Här President, wat elo déi politesch Situatioun am Rescht vum afrikanesche Kontinent betrëfft, do sinn et virun allem dräi Länner - well a ville Länner kann ee sech Suerge maachen -, déi engem am Moment Suerge maachen. Dat eent ass de Mali, wou Boko Haram nach ëmmer amgaangen ass, eng ganz Rei vu Regioune vun dësem Land ze kontrolléieren. Op där anerer Säit de Sudan, wou eng forcéiert - an ech hunn et virdru gesot - Islamiséierung duerchgesat gëtt, mat dem Resultat, datt sech aus deem Land ganz grouss Flüchtlingsstréim an den nächste Méint wäerten a Bewegung setzen. An och am Kongo ass d'politesch Situatioun alles anescht wéi berouegend.

Virun allem awer, Här President, stellt sech d'Situatioun - an den Här Ausseminister huet dat gëschter richtegerweis ënnerstrach - an Afrika natierlech ganz besonnesch am Kontext vun der Flüchtlingsproblematik. An do stellt sech virun allem dann déi Fro, wat et Europa kaschte wäert, fir datt d'Flüchtlingen net méi bis an Europa kommen, mä wa méiglech an hiren Heemechtslänner bleiwen. An hei soll ënnert dem Mantel vun enger neier Noperschafts- an Entwécklungspolitik elo alles ënnerholl ginn, fir déi massiv Flüchtlingsstréim aus Afrika massiv ze bremsen. An d'Kommissioun an déi maltesesch Rotspresidentschaft hunn dat och an engem Zéngpunkteplang virgeschloen. D'EU ass derbäi, hir Afrika-Politik grondleeënd ze veränneren. Dozou verschidden Iwwerleeungen, Här President.

Eng ass déi, wat d'„good governances" an deene meeschte vun dësen afrikanesche Länner ugeet, déi leider Gottes an deene meeschte vun dëse Länner meilewäit vun deene Standarden ewech sinn, déi mir op jidde Fall bei eis kennen. Derbäi kënnt eng total auswuchernd Korruptioun, déi mécht, datt ganz vill Entwécklungsgelder net bei de Mënschen ukommen, mä an dubiéise Kanäl verschwannen.

Fir mech a meng Fraktioun ass et duerfir och eng Conditio sine qua non vun all effizienter Kooperatiounspolitik, datt mir mussen dëse Länner hëllefen, fir hir Gouvernance aneschters ze organiséieren a sech heifir selwer strikte Kritären ze ënnerwerfen a gläichzäiteg méi proaktiv géint d'Korruptioun virzegoen.

Fir eis ass et awer duerfir onbedéngt noutwendeg, Här President - an ech maachen och do en Appell un den Här Ausseminister -, datt korrupt Regenten aus deene Länner sech musse systematesch virum Internationale Geriichtshaff zu Den Haag fir hir Verbrieche veräntwerten.

Une voix.- Très juste!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mir kënnen net eleng, Dir Dammen an Hären, dëse Länner déi Strofverfolgung iwwerloossen, mä an Zukunft misst eigentlech all Land, wat an de Genoss vun Entwécklungshëllef kënnt, sech engagéieren, d'Zoustännegkeet, d'Kompetenz vum Geriicht vu La Haye unzëerkennen.

Une voix.- Ganz richteg.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Déi zweet Konditioun ass déi, datt, obschonn an Afrika u sech e gudde Wuesstum an de leschte Jore war, dat duerchschnëttlecht Pro-Kapp-Akommen erofgaangen ass. An hei ass dann och vläicht déi gréissten Tragedie vun Afrika, näämlech déi vun enger leider vill ze vill gerénger Produktivitéit.

Här President, wat awer virun allem um afrikanesche Kontinent gebraucht gëtt, si modern Entreprisen, déi hei investéieren an de Mënschen dohannen Aarbecht ginn. Leider Gottes feelt et awer a ganz ville Länner un deenen entspriechenden Infrastrukturen. An dat ass dann och ee vun den Haaptgrënn, déi potenziell Investisseuren dovun ofhalen, sech an deene Länner ze engagéieren.

Ech wëll haut elo net am Detail op déi doten Thematik agoen, déi eigentlech méi an der Debatt iwwert d'Entwécklungspolitik hir Plaz huet. Nach mengen ech awer, datt mer déi Gesamtproblematik vun der Flüchtlingspolitik aus den afrikanesche Länner - ech schwätzen hei aus den afrikanesche Länner - net an de Gréff wäerte kréien, ouni eng adaptéiert a wesentlech méi effizient a performant Entwécklungspolitik, déi sech vill méi no de Besoine vun de Mënschen an deene Länner riicht.

An hei muss een einfach unerkennen, an dat soll jiddwereen och agesinn, datt et och den europäeschen Agrarprotektionismus ass, deen derzou féiert, datt et fir déi afrikanesch Agrarwirtschaft ëmmer méi schwéier gëtt, fir ze iwwerliewen. An duerfir muss och Europa seng Handelspolitik, ganz besonnesch vis-à-vis vum afrikanesche Kontinent, nei orientéieren. Ganz besonnesch um Niveau vun der Agrarpolitik. D'EU muss hei géigesteieren an zukünfteg Hëllefen och vun de regionale Progrèsen ofhängeg maachen.

Ech wëll an dësem Kontext och den Opruff vum UN-Generalsekretär Guterres fir eng méi akut Hongerhëllef ausdrécklech ënnerstëtzen. Primär, Dir Dammen an Dir Hären, wéinst eise Wäerter, awer och wéinst eisen Interessen. An Aussepolitik fonctionnéiert ëmmer am beschten, wa Wäerter an Interessen Hand an Hand ginn.

Här President, e puer Wierder zu der Situatioun vum fräien Handel. Virum Hannergrond vun eventuelle protektionistesche Mesurë vun der Trump-Administratioun wäert dat e Sujet ginn, deen eis an deenen nächste Wochen a Méint méi intensiv beschäftege wäert. Wäerte mir an Zukunft och erëm op de Wee vu bilateralen Ofkommesse mat eenzelne Länner goen oder bleift de Multilateralismus, esou wéi en an der Welthandelsorganisatioun virgesinn ass, nach ëmmer d'Mooss vun allen Dénger? Et mengt ee jo heiansdo, Dir Dammen an Dir Hären, et wär een am falsche Film gelant, wann elo d'Weltmuecht USA, grad wéi iwwregens China, net méi a Richtung vun engem fräien, mä vun engem gelenkten Handel wëlle goen.

D'Fro, déi ee sech allerdéngs hei muss stellen, ass, wat dat Ganzt dann iwwerhaapt nach mat Maartwirtschaft am wäite Sënn vum Wuert ze dinn huet.

D'Fro, déi d'Europäesch Unioun sech muss stellen, ass, wa Washington weider op enger protektionistescher Wirtschaftspolitik surft, ob Europa net muss méi a Richtung Asien, a virun allem och hei a Richtung China an domadder de südpazifesche Raum, kucken. Et wär, Dir Dammen an Dir Hären, strategesch net gutt, wa mir dëse risege Wirtschaftsraum aneren einfach géifen iwwerloossen.

Doriwwer eraus, Här President, stellt sech awer och d'Fro, wéi et an Zukunft mat der Welthandelsorganisatioun virugeet. Ech hat virun e puer Deeg d'Geleeënheet, d'Chamber am Comité de pilotage vun der Welthandelsorganisatioun ze representéieren. An ech kann Iech soen, Här Ausseminister, datt d'Ängschte grouss si bei ville Memberen, datt ënnert dem Drock vun den Amerikaner méi Länner riskéieren, ewech vu Multilateralismus a Richtung Bilateralismus ze schwenken. An hei musse mer eis alleguerte ganz gutt iwwerleeën, mat wat fir engen Argumenter mer déi Länner kënnen iwwerzeegen, weider am Boot vum Multilateralismus, an domadder och vun der Welthandelsorganisatioun, ze bleiwen.

Meng Zäit de Mëtte léisst et net zou, mech méi intensiv mat dëse wesentleche Froen ze beschäftegen, ech wëll dat awer am Kader vun enger Aktualitéitsdebatt an den nächste Woche virhuelen. An ech iwwerginn hei dem President déi Demande fir déi Aktualitéitsstonn.

(M. Laurent Mosar dépose une demande d'heure d'actualité.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech hat de Mëtten iwwer eng ganz Rei vu Sujete kënne schwätzen. Leider net iwwer se alleguer. Notamment konnt ech net iwwert de Konflikt tëschent Russland an der Ukrain schwätzen, wou ee leider muss feststellen, datt d'Accorde vu Minsk nach ëmmer net ëmgesat ginn. Ech deelen och do, Här Ausseminister, Är Aschätzung, wat d'Leed vu ganz ville Leit an deenen dote Regioune vun eisem Globus ugeet.

D'Situatioun an der Ukrain ass och weider ugespaant, souwuel wat déi wirtschaftlech Entwécklung wéi och d'Gouvernance vun dësem Land ubelaangt. Ech bleiwen och nohalteg der Meenung, datt d'Europäesch Unioun weider den Drock op Moskau, wéi awer och op Kiew muss héich halen, fir datt op béide Säiten déi respektiv Engagementer respektéiert ginn.

Ech hätt och nach kënnen, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Konflikter am südchineesesche Mier, virun allem tëschent China an dem Vietnam, an och zum Deel mat Japan, schwätzen. Hei ass och e Konflikt amgaangen erunzeschwielen, iwwert deen an den internationale Medie wéineg geschwat gëtt, deen awer riskéiert, och fir den internationalen Equiliber gefëierlech ze ginn.

Datselwecht gëllt och fir déi nach ëmmer schwiereg Lag an Nordkorea. An hei ass méi wéi jee de konstruktiven Dialog mat China noutwendeg, fir dës Situatioun ze entspanen. Et gëtt sécherlech nach eng ganz Rei vu geopolitesch schwierege Situatiounen, wéi déi notamment um Balkan, wou och nach ëmmer e Polverfaass ënnert dem Buedem läit, wat all Moment riskéiert ze explodéieren. Duerfir ass et och hei wichteg, net weider dorunner ze zündelen.

Ech wëll mech awer zum Schluss vu menger Interventioun erëm méi a Richtung Europa an Europäesch Unioun zréckbewegen, well och do si mer wäit ewech vun enger idealer Welt. Här President, ech hat a menger Aleedung scho vun Ungarn a Polen geschwat, zwee Länner, an deenen d'demokratesch Grondrechter amgaange sinn, massiv ofgebaut ze ginn. Besonnesch d'Situatioun a Polen, wat amgaangen ass sech komplett an der Unioun ze isoléieren, ass besuergniserreegend. An engem Land, wat emol eng Kéier mat Solidarność déi mächtegst Fräiheetsbewegung géint déi kommunistesch Ënnerdréckung kannt huet, ginn all Dag leider Gottes demokratesch Rechter ofgebaut. Sou ass de facto d'Verfassungsgeriicht lamgeluecht ginn an och d'Pressefräiheet ass an deem Land net méi garantéiert.

Wat mech awer am meeschte schockéiert huet, Dir Dammen an Dir Hären, ass, datt a verschiddenen nationalkonservative Kreesser a Polen Antisemitismus beschtefalls nach als Kavaléiersdelikt ugesi gëtt. A Polen, wéi iwwregens och an Ungarn, ginn europäesch Wäerter leider ëmmer manner respektéiert. An dat ass eppes, wat mir als Europäesch Unioun net kënnen an net dierfen esou akzeptéieren, mä mir mussen, an ech hunn et virdrun a menger Aleedung gesot, déi Kritik ënner EU-Partner a rouege Gespréicher an engem Dialog un de Mann oder un d'Fra bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vun Ungarn a Polen schwätzen, da sinn ech och erëm matten an der Europäescher Unioun. Mir vergiessen ze dacks, datt d'Mëtt net onbedéngt am Weste läit. An ech wëll dann och meng Interventioun ofschléisse mat der Zukunft vun dëser Europäescher Unioun. Well mer an deenen nächste Wochen eng méi fundamental Diskussioun iwwert dës Zukunft kréien, wäert ech mech haut op verschidde generell Observatioune beschränken a bewosst net am Detail an eng Post-Brexitzeenario-Debatt eraklammen.

Ech hat meng Ried ugefaangen, andeem ech drop higewisen hunn, datt d'Demokratie haut net selbstverständlech ass, mä datt all Dag erëm muss derfir gekämpft ginn. Fonctionnéiert se dann op eemol, da gëtt ee sech gär dem Alldag hin a léisst, aus verständleche Grënn, all Iddie vun Heroismus hannert sech.

An all EU-Sommet, Här Ausseminister, beweist ëmmer erëm, datt d'Europäesch Unioun eigentlech net drop ausgeluecht ass, fir an engem historesche Bewosstsäin Grousses an Ugréff ze huelen. Trotz engem stännege Krisemanagement feelt et der Unioun oft um Gespier fir d'Stonn vun der grousser Gefor an deem, wat dann onbedéngt muss gemaach ginn. Well Europa ebe virun allem e Friddensprojet ass, huet se net fir de Krich virgesuergt. Dat ass sécherlech sympathesch, awer och zum Deel naiv gewiescht. Elo an haut steet d'EU wahrscheinlech virun hirer, bis elo, gréisster Erausfuerderung. Si muss sech wiederfest maache fir eng Zäit vu cumuléierte Krisen, jo, souguer Katastrophen.

A leider Gottes ass et esou, datt all déi Gremien an déi divers Sommeten, déi mer kennen, duerfir eleng net méi duerginn. D'EU brauch einfach vläicht emol e Moment, fir Otem ze huelen an iwwer hir Zukunft nozedenken. An dat ass jo och richtegerweis amgaangen ze passéieren mam Pabeier vum EU-Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker.

A bei allem Otem, dee mer sollten huelen, muss ee sech awer ëmmer erëm bewosst sinn, léif Frëndinnen a Frënn, datt e Scheitere vun der Europäescher Unioun leider haut net méi ganz ondenkbar ass.

Zur Verantwortlechkeet gehéiert et awer och, nei Weeër fir e Post-EU-Europa ze entwerfen. Mä bei allen Diskussiounen iwwert dëst zukünftegt Europa musse mer ëmmer erëm zwou Uertschaften an eisem Gediechtnis behalen: Schengen a Maastricht. Déi Symboler fir déi zwee gréisste Projeten, déi d'EU sech jeemools virgeholl hat: d'Ofschafung vun de Grenzen an d'Aféierung vun enger gemeinsamer Wärung, wat haut nach ëmmer innovativ Iddie sinn a wat iwwregens am Kär och näischt aneschters war an ass wéi e sougenannte Käreuropa.

Mir mussen also just op der realpolitescher Pist weiderfueren, déi och scho fonctionnéiert. Awer mir mussen dat och mat ganz vill Diplomatie géintiwwer eisen osteuropäesche Partner maachen.

Allerdéngs, Dir Dammen an Dir Hären, fir datt dës Iddie fonctionnéieren, musse gewësse Regelen agehale ginn. An zwar, wann een eng gemeinsam Wärung huet, muss een och fir d'Stabilitéit vun där gemeinsamer Wärung suergen, ouni iwwregens de Wuesstum vun der Wirtschaft ze vergiessen. Duerfir heescht den entspriechende Pacte Stabilitéits- a Wuesstumspak.

A wie gemeinsam ouni Grenze wëllt liewen, muss zesumme seng Aussegrenzen esou schützen a bei der europawäiter bannenzegter Sécherheet zesummeschaffen. Mir mussen eis allerdéngs agestoen, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Regelen net ëmmer respektéiert gi sinn, dat souwuel wat d'Maastrichtkritäre wéi de Schutz vun den Aussegrenzen ugeet. Dëst ass laang gutt gaangen, allerdéngs och, well et ni zu engem Härtetest komm ass. Wéi de Maastrichtsystem an de Schengensystem ënner Drock komm sinn, ass Europa vun där enger an déi aner Kris gefall. D'Statsscholdekris hat bal d'Enn vum Euro bruecht an d'Flüchtlingskris bal d'Enn vu Schengen. Nach si jo leider Gottes béid Krisen net definitiv geléist an iwwerwonnen.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer bleiwen esouwuel de Schengen-Raum wéi den Euro Acquisen, déi musse bestoe bleiwen an ouni déi mir eis keen Europa kënnen a wëlle virstellen. Allerdéngs mussen dës op engem séchere Fundament gebaut sinn. Nämlech nëmmen da si se staark genuch, fir verdeedegt ze ginn; a verdeedegt musse se all Dag erëm ginn.

Här President, loosst mech awer ofschléisse mat deem, wat eigentlech den Haaptgrond vun eisem Zesummeliewen an Europa ausmécht: nämlech eis Wäerter. Mir sinn nämlech méi wéi e Bannemaart oder eng gemeinsam Wärung. An den Erfolleg vun Europa ass virun allem deen, datt dës Wäerter wéi Fräiheet, Fridden, Fortschrëtt, Gläichheet der sinn, vun deenen nach ëmmer weltwäit ganz vill Mënschen dreemen, wann och, leider Gottes, net méi ëmmer bei eis doheem. Awer dës Solidaritéit huet och eng aussepolitesch Dimensioun an Europa, well wéi wëllt eis Unioun eis gespléckte Welt beieneefréieren, wa se selwer gespléckt ass? Hei musse mer also weider intensiv dru schaffen, souwuel no bannen, awer och no baussen.

Ech mengen net, datt mir, Här Ausseminister, keng Dreem méi hunn. A bei aller berechtegter Kritik, déi ee kann un Europa a sengem Fonctionnement hunn, loosse mer net vergiessen, datt déi Wäerter dat Wäertvollst sinn, wat mer de kommende Generatioune kënne weiderginn.

Dir hutt gëscht, Här Ausseminister, mam Kafka opgehalen a mat him gesot, „datt d'Ligen eigentlech haut zur Weltuerdnung géife gehéieren". Ech wëll haut och mam Kafka schléissen, awer mat engem méi optimisteschen Zitat vun deemselwechten Auteur: „Die Träumenden und die Wünschenden halten den feineren Stoff des Lebens in den Händen." Et ass aus deem feine Stoff vun der Hoffnung, aus deem mir alleguer zesummen d'Zukunft zesummebitze mussen. An engem Europa, awer och an enger Welt, déi méi wéi jee Dreem a Perspektive brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann net all déi Felder uschwätzen, déi de Minister gëschter ugeschwat huet, ech hunn déi Zäit net. Mä als LSAP-Fraktioun kann ech soen, mir deelen alles, wat e gesot huet. Mir stinn hannert em. Mir diskutéieren dat jo mat him an der Fraktioun. An och ech selwer hunn e perséinlech gutt Verhältnis mat him, wou mer oft iwwert déi Problemer schwätzen. Dofir wäert ech e puer Punkten uschneiden, déi fir eis Fraktioun extrem wichteg sinn. A mäi Kolleeg, den Yves Cruchten, deen eise Vertrieder am Europarot ass, wäert och nach fir d'LSAP d'Wuert ergräifen, well et ass och wichteg, déi Aarbecht hei ervirzesträichen. Den Europarot ass jo schliisslech d'Festung vun de Mënscherechter. An dofir sinn ech frou, dass ech meng Riedezäit däerf mam Yves Cruchten deelen.

Ech wollt dem Här Mosar just soen, dass et net wouer ass, dass de Minister a mir heibannen ni iwwer ethnesch a reliéis Minoritéite geschwat hunn. Hie selwer hat eng Motioun hei deposéiert, wou mer zesummen an der Kommissioun an och heibanne mam Minister doriwwer diskutéiert hunn.

Ech wëll mech awer uschléissen un eppes, wat den Här Mosar gesot huet, déi Veruerteelungen, déi een um Internet konnt fannen, déi schrecklech Droungen an Haassparole géint eisen Ausseminister, och déi veruerteelt meng Fraktioun op dat Schäerfst.

Ech wollt ufänke mat engem kuerze Rapport iwwert d'Aarbechten an der aussepolitescher Kommissioun. D'lescht Woch, beim Debat iwwert d'Sécherheetspolitik, huet e Vertrieder vun där méi rietser Oppositioun hei fonnt, ech géif net midd ginn ze widderhuelen, dass déi dräi De vun der Lëtzebuerger Aussepolitik e Ganzt sinn. Da wëll ech mengem Ruff emol direkt gerecht ginn an och haut nees dorunner erënneren. Jo, d'Lëtzebuerger Aussepolitik gëtt geprägt vun der Politik vun den 3 Den: engem D fir Diplomatie, engem D fir Developpement an engem D fir Defense. A jo, esou en integralen Usaz ass wichteg, well mir kënnen e Problem, dee sech international stellt, nëmme ganz siele mat engem D eleng léisen. An neen, dat huet och näischt mat Neokolonialismus ze dinn, wéi en anere Vertrieder vun der méi lénker Oppositioun et bezeechent huet, mä et huet mat Effizienz ze dinn.

E Beispill: De Konflikt a Syrien ass weder reng diplomatesch nach reng militäresch dauerhaft ze léisen, mä béides gëtt gebraucht. A wann eng laangfristeg Perspektiv bestoe soll, da musse mer duerno och den Developpement beim Neesopbau erbäiruffen.

An dofir ass et esou wichteg, dass mir an der aussepolitescher Kommissioun, an där ech d'Éier hunn ze presidéieren, och alleguer dës Theme behandelen an esou eng integral an eng vernetzte Vue op dat Ganzt kréien.

Och 2016, dem Joer no der Lëtzebuerger EU-Presidence, ass et ons an der Kommissioun net langweileg ginn, am Géigendeel. Mir sinn an der leschter Sessiounsperiod 72-mol zesummekomm. Mir hunn insgesamt eelef Projet-deloien analyséiert a Rapporte gemaach. Dovunner waren der eng ganz Rei fir eng besser Kooperatioun mat onse Partnerstaten an der Defense, fir mat deene besser ze schaffen, mä och an der Immigratioun hu mer zwee wichteg Projete gestëmmt. Dëst war dann och eng vun den zwou Thematiken, déi am vergaangene Joer ons Aarbechten dominéiert hunn.

D'Situatioun vun de Flüchtlingen, déi a Griichenland an an Italien an iwwerall op der Balkan-Route a schreckleche Konditioune festsouzen, huet ons staark beschäftegt. A mir hu regelméisseg de Minister Asselborn an der Kommissioun getraff, fir ons iwwert de Fortschrëtt um europäeschen Niveau ze informéieren. Zum Beispill iwwert d'Installatioun vun den Hotspots a Griichenland an an Italien, mä awer och iwwert de Progrès bei der Relokalisatioun aus dëse Länner an nach iwwert den Accord, dee mat der Türkei ofgeschloss gouf. Virun allem war et ons awer och wichteg, mam Minister iwwert d'Efforte vu Lëtzebuerg selwer ze diskutéieren, fir onse Bäitrag an dëser schwiereger Situatioun ze leeschten, zum Beispill wat den Accueil vu Refugiéen zu Lëtzebuerg ugeet.

An ech si frou, dass Lëtzebuerg hei och „on track" ass, fir seng Quot an der Relokalisatioun an an der Reinstallatioun ze erfëllen, trotz alle Schwieregkeeten, fir déi mer amgaange sinn, intern Léisungen ze fannen.

Am Beräich vun der Defense hu mer regelméisseg iwwert déi aktuell Entwécklungen a strategesch Decisiounen an der EU an och an der NATO geschwat. Mir hunn ons ausserdeem mat der Participatioun vun onser Arméi an och vun Zivillpersonal un den internationale Missioune fir d'Friddenserhalung beschäftegt. An, wéi gesot, mir hunn eng ganz Rei wichteg Projet-de-loien an dësem Domän gestëmmt, dorënner och en Accord, fir d'Zesummenaarbecht mat der Belsch ze verbesseren, en zweeten Accord am Kader vum Benelux, fir de Loftraum besser ze schützen, oder nach de Bäitrëtt vu Montenegro an d'NATO.

Am Beräich vum Developpement hu mer mam Minister Romain Schneider och regelméisseg Reunioune gehat, nach zulescht dëse Méindeg, iwwert d'Zukunft vun der europäescher Entwécklungspolitik an och iwwert d'Post-Cotonou 2020.

Mir hunn och regelméisseg Entrevuë mat Representantë vun eise Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht, mat héije Vertrieder vun den UN-Organer a vun anere multilateralen Organisatiounen, déi dann hei op Lëtzebuerg op Besuch kommen. An ech soen dem Ausseminister Merci, dass en all Kéiers och e Rendez-vous mat der zoustänneger Chamberskommissioun organiséiert.

E weidere wichtegen Dossier, mat deem mer ons d'lescht Joer intensiv beschäftegt hunn, dat war och den Aussenhandel. An ech si frou, dass de Minister gëschter a senger Ried och dorop agaangen ass an och gesot huet, dass de fräien Handel fair muss sinn, an och iwwer aner Moossnamen do vill geschwat huet.

Ech wëll dem Ausseminister hei Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer am Dossier CETA haten. Hien ass wierklech zu all Moment bei eis an d'Kommissioun komm, souguer zweemol samschdes moies, fir ons ganz aktuell um Lafenden ze halen.

Mir hunn dunn an der Chamber och eng wichteg Motioun zu dësem Thema gestëmmt, wou mer nach eemol op de Caractère mixte vum CETA insistéiert hunn a wou mer ons Positioun zum neien ICS, der Investitiounsgeriichtsbarkeet, däitlech gemaach hunn. An zwar hu mer do festgehalen, dass d'Onofhängegkeet vun dëse Riichter muss garantéiert sinn an dass, ier se hir Aarbecht ophuelen, e ganz klore Code de conduite muss ausgeschafft ginn an opgestallt ginn.

Derniewent huet d'aussepolitesch Kommissioun 2016 awer och un engem Rapport en vue vun engem Débat d'orientation, dee vun déi Lénk ugefrot ginn ass, iwwert d'Zukunft vun der EU an der Eurozon geschafft. D'Aarbechte vun der Kommissioun hu sech virun allem op de Rapport des cinq présidents virun engem Joer baséiert.

De Livre blanc, d'Deklaratioun fir déi 60 Joer Traité de Rome, déi stinn de 7. Abrëll um Ordre du jour vun onser Chamberskommissioun, fir dass och déi Punkten a mäi Rapport, dee praktesch fäerdeg ass, kënnen erafléissen a fir dann am Mee natierlech och hei an der Plénière ulässlech vun deem Débat d'orientation behandelt kënnen ze ginn.

Dofir wäert ech och haut manner iwwert dëse Volet schwätzen, well mer zu deem Zäitpunkt dann d'Geleeënheet wäerten hunn, dësem Thema déi Opmierksamkeet ze widmen, déi et och verdéngt.

Ech wëll dann awer och nach eng Visitt, déi mer eréischt viru Kuerzem an der Kommissioun haten, besonnesch ervirsträichen. Et war den 3. Februar, do hate mer d'Madamm Tocci hei. Si ass d'Conseillère spéciale vun der Madamm Federica Mogherini, wat d'Global Strategy ugeet. Si war bei ons an der Kommissioun. A si huet an enger ganz engagéierter Ried dorun erënnert, dass et am Interessi vun der Europäescher Unioun läit, dass d'Sécherheet an d'Prosperitéit vun de Bierger garantéiert ginn, dass mer a staarken demokratesche Systemer liewen an dass d'Rechtsstaatlechkeet iwwerall op der Welt respektéiert gëtt.

Si huet ons ausserdeem och drun erënnert, dass d'europäesch Integratioun fir déi zukünfteg Generatiounen eng Necessitéit ass. Fir d'Grënnungsväter vun der Europäescher Unioun war et en Dram. Fir eis, déi mir haut liewen, ass et eng Selbstverständlechkeet. A fir déi nächst Generatiounen ass et eng Necessitéit.

An domat sinn ech elo gutt lancéiert, fir mech der EU zouzewenden. Dëst Joer, jo, dëse Weekend, gi jo zu Roum déi 60 Joer vun de Réimesche Verträg gefeiert. An dat gëtt och de Kader, fir iwwert d'Zukunft vun Europa ze diskutéiere fir d'Regierungs- an d'Statscheffen. Eng Zukunft, déi mer nach just zu 27 wäerte bestreiden, nom Brexit. Eng Zukunft an engem internationale Sécherheetsëmfeld, dat nees vill méi schwiereg ginn ass, an och wou rietspopulistesch Tendenzen an isolationistesch Politik nees u Bedeitung gewannen.

Dat mannst, wat een do ka soen, ass, dass 2016 fir d'Europäesch Unioun kee gutt Joer war. Stéchwuert Brexit. Wéi mer am Juni iwwert d'Resultat vum brittesche Referendum heibannen diskutéiert hunn, dunn hu mer missen zimlech an d'Blannt eran diskutéieren. Ze wéineg war gewosst doriwwer, wéi et elo soll weidergoen. A wa mer och éierlech sinn, ass dat haut och nach ëmmer esou an net vill besser ginn.

Och wann d'Madamm Theresa May zwar hir Virstellunge fir de Brexit virun enger Zäitche virgestallt huet, fanne mer och doranner keng richteg Detailer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Si huet, wéineg iwwerraschend, méi Souveränitéit versprach an awer och en Hiwennen zur globaliséierter Welt an internationalen Handelspartner. Awéifern hir dat an enger Welt, wou ee wichtege Partner wéi d'USA am Moment nees méi isolationistesch handelt, an dat ass jo dëse Weekend um G20-Treffe méi wéi däitlech ginn, gelénge wäert, dat steet nach op.

Bis et esou wäit ass, musse si emol fir d'Éischt aus der EU eraustrieden. An d'Verhandlunge fir den Austrëtt kënne jo eréischt lassgoen, wann elo geschwënn an e puer Deeg den Artikel 50 vum Lissabonner Vertrag declenchéiert gëtt.

An et ass richteg, dass de Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker genausou wéi Dir, Här Ausseminister, eis dovir gewarnt huet, dass sech d'Memberstaten an dëse Verhandlungen net dierfe vu Groussbritannien auserneendividéiere loossen. Dat ass richteg, well als Block ass d'EU e staarke Verhandlungspartner. Wa sech d'Länner awer géinteneen ausspille loossen, da schwäche si sech selwer.

Mir musse gëeent an d'Verhandlungen eragoen, an zwar mam Zil, déi beschtméiglech Zukunft fir ons alleguerten ze verhandelen. Dobäi musse mer ons Eegeninteressen an de Vierdergrond stellen. An dat heescht net, dass mer Groussbritannien bestrofe wëllen, well si aus der EU erausginn. D'Basis vun onse Verhandlunge muss heeschen, dass Groussbritannien fir méi eng staark Souveränitéit och méi héich Handelsbarrièrë muss akzeptéieren. Wat si manner EU-Normen a -regele wëllen akzeptéieren, wat hiren Zougang op den EU-Marché och manner gënschteg muss ginn. Dat ass kee Bestrofe vu Groussbritannien, mä nëmmen eng logesch Konsequenz.

D'EU-Memberschaft muss méi Virdeeler fir e Land hunn, wéi wann een erausgeet, soss ass d'EU net méi attraktiv. D'EU ass, och wa Groussbritannien dat ni richteg esou gesinn huet, nun awer eemol méi wéi just e grousse Wirtschaftsraum. Wann d'Britten zur Erhalung vun dësem awer näischt bäidroe wëllen, da kënne si och net zu honnert Prozent dovu profitéieren. Soss riskéiere mir wierklech, dass och nach aner EU-Länner vläicht d'EU verloosse wéilten.

Vu dass Groussbritannien et scho kloergemaach huet, dass si vun de véier Grondfräiheete vum Bannemaart wéinstens eng definitiv net méi wëllen akzeptéieren, nämlech déi vum fräie Persouneverkéier, heescht dat an der Konsequenz och, dass si de vollen Zougang zum Bannemaart och definitiv verléiere wäerten.

E wichtege Punkt, dee mer an der LSAP fir ganz zentral halen, ass, dass mir esou schnell wéi méiglech d'Zukunft vun den EU-Bierger a Groussbritannien gradesou wéi d'Zukunft vun de Britten an der EU klären, fir dëse Leit och Kloerheet iwwer hiert ganz perséinlecht Schicksal ze ginn. D'Liewe vun onse Bierger dierf net zum Verhandlungskapital ginn. Villes iwwert d'Zukunft vun der EU a vum Vereenegte Kinnekräich hänkt also vun deene Verhandlungen of.

Et ass awer ganz kloer, dass de Vott Konsequenze wäert hunn, negativ Konsequenzen, souwuel fir d'Europäesch Unioun ewéi och fir Groussbritannien.

Hei zu Lëtzebuerg ass den definitiven Impakt op ons Wirtschaft net definitiv ze bestëmmen. Eischt Firmen a Banken hu schonn ugekënnegt, hir Aktivitéite vu London op Lëtzebuerg ze verleeën, an dat d'ailleurs ouni dass mir ons zu London wéi Geieren opgefouert hätten. Verschidde Vertrieder vun der Oppositioun hate jo méi en aggressiivt Optriede vun der Regierung zu London gefuerdert. Mä ech kann onser Regierung nëmmen zu hirer diskreter a professioneller Method, fir Lëtzebuerg zu London ze promouvéieren, gratuléieren.

Politesch a strategesch, EU-intern wéi och op der internationaler Bün kann de Brexit awer souguer eng Chance bedeiten, wa mir näämlech de Courage fannen, dës och all ze notzen, well duerch de Brexit hu mer eng reell Chance, op Domäne weiderzekommen, wou ons brittesch Frënn traditionell ëmmer blockéiert hunn, sief dat an der Defense a sief dat virun allem och am soziale Beräich.

D'Sécherheetsunioun: Mir hunn d'lescht Woch eng ganz ausféierlech Debatt hei an der Chamber iwwert d'Defense am Allgemenge gefouert, an do war och d'europäesch Sécherheetsunioun Thema. Ech wëll duerfir net méi an den Detail vun dëser Debatt agoen, mä just e puer Punkten nach eemol ervirsträichen.

Mir als Sozialiste si prinzipiell domat averstanen, dass d'Europäesch Unioun eng Sécherheetsunioun opbaut, well et Sënn mécht, och an dësem Beräich nach méi enk zesummenzeschaffen, grad och an de manner traditionelle Beräicher vun der Defense wéi zum Beispill der Cyber Security.

Mir hunn d'lescht Woch virun allem vun der externer Dimensioun vun enger Sécherheetsunioun geschwat, mä si huet och e Volet, deen d'Sécherheet innerhalb vun der EU verbessere soll. An der Sécherheet no banne sinn an de leschte Jore schonn eng ganz Rei wichteg Initiative geholl ginn, déi ganz konkret dozou bäidroe kënnen, d'Sécherheet vun den europäesche Bierger ze verbesseren, an dëst a Beräicher, déi kee Land eleng ugoe kann a wou d'EU e reelle Plus ass, zum Beispill duerch e besseren

Austausch vun Donnéeën am Schengener Informatiounssystem oder eng nei Richtlinn iwwert d'strofrechtlech Verfolgung. Dëse Volet musse mer geziilt weiderdeveloppéieren, ouni awer dobäi d'Balance tëschent der Sécherheet an der individueller Fräiheet vun de Bierger aus den Aen ze verléieren.

Am Mäerz 2016 huet d'Europäesch Kommissioun dann och endlech domat ugefaangen, un der Ëmsetzung vun hirem Versprieche vun engem méi sozialen Europa ze schaffen, andeem se zumindest emol eng éischt Propos fir e Socle vun europäesche soziale Rechter presentéiert huet an och duerno eng breet Konsultatioun gestart huet.

E méi soziaalt Europa war och d'Thema vun der LSAP-Summerakademie am September 2016. Fir ons Sozialisten ass den Triple-A social eng Prioritéit. Mir hunn - ech mengen, als eenzeg Partei heibannen - ons laang an intensiv mat där Konsultatioun iwwert den europäesche Socle vu soziale Rechter befaasst a mir hunn och zesumme mat onse Ministeren a Parteimemberen an onser Europadeputéierter eng Äntwert op dës Konsultatioun geschriwwen an op Bréissel geschéckt.

Am Allgemenge muss ee soen, dass mer eng Rei vun de Proposen, déi d'Europäesch Kommissioun hei gemaach huet, duerchaus begréissen. Allerdéngs bleift villes ze vag an et ass ze fäerten, dass dës Initiativ en zahnlosen Tiger wäert bleiwen.

Mir als LSAP bleiwen op alle Fall drun a wäerten ons och an de weidere Prozess aktiv abréngen, wann d'Kommissioun dëst Joer, an dat soll jo elo geschwë geschéien, hir definitiv Propose virstellt.

Doriwwer eraus fuerdere mer als Sozialisten eng kloer Strategie, wann et engem mat engem sozialen Europa eescht ass. An deenen Domäner, wou d'Europäesch Unioun net d'gesetzlech Kompetenz huet, mussen awer gemeinsam Standarde fonnt ginn.

Am europäesche Semester musse verbindlech sozial Kritären agefouert ginn, déi niewent reng budgetäre Kritäre gëllen an esou d'Sozialpolitik net ënner e Spuerdiktat stellen. An deene Beräicher awer, wou d'EU och d'Kompetenz huet, gesetzgeberesch aktiv ze sinn, muss si dann dat och maachen, soss kann dat soziaalt Europa keng Realitéit ginn.

Erlaabt mer ee Wuert zur Benelux. Lëtzebuerg hat d'Presidence an der Benelux. An ech fannen et gutt, dass den Akzent drop geluecht gouf, d'Relatiounen an den Dialog mat anere regionale Gruppe wéi de Visegrád-Länner, de baltesche Staten an den nordesche Staten ze förderen. Besonnesch huet mech och gefreet ze gesinn, dass de Mark Rutte - Holland huet jo elo d'Presidence vun der Benelux iwwerholl - gesot huet, e géif domadder weiderfueren a besonnesch mat de Kolleege vun de Visegrád-Länner zesummeschaffen, fir si u Bord ze behalen an der Integratioun vun Europa. An ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen elo zu deem vläicht wichtegsten Thema, mat deem mer ons europäesch dëst Joer befaasst hunn, awer deen och national e wichtegt Thema bleift: déi dramatesch Situatioun vun de Flüchtlingen.

De Minister huet d'Zuele gëschter scho genannt. Laut UNO-Flüchtlingswierk goufen 2016 weltwäit 65,3 Millioune Flüchtlingen an intern deplacéiert Mënsche gezielt. Vun dëse 65,3 Millioune Flüchtlinge befanne sech der nëmme 6% an Europa. Ech mengen, dat muss een och ëmmer erëm an Erënnerung ruffen, wann een iwwert d'Flüchtlinge schwätzt. 90% vun alle Flüchtlingen op der Welt sinn an aarmen Entwécklungslänner opgeholl ginn.

Am vergaangene Joer ass an dësem Dossier, an de Minister ass gëschter schonn drop agaangen, um europäesche Plang an och hei zu Lëtzebuerg vill geschitt. Nodeems d'Balkan-Route vun dëse Länner sougutt wéi dicht gemaach gi war, ass et fir d'Éischt emol zu engem immense Chaos komm. Dausende vu Flüchtlinge waren a Griichenland quasi gestrant. Haut schwätze mer scho bal net méi driwwer, mä virun engem Joer gouf Idomeni zu engem Sënnbild vu Verzweifelter un där elo zouener Grenz vun Europa.

D'EU huet missen op déi Situatioun reagéieren an, nieft der wichteger finanzieller a materieller Hëllef fir Griichenland a fir Italien, fir dass d'Hotspots funktionéieren, an enger Verbesserung vun der Sécherung vun de Baussegrenze gouf och en Accord mat der Türkei fonnt. Den Accord mat der Türkei, an deem d'EU sech verflicht huet, der Türkei bei dem Ënnerbréngе vun de Flüchtlingen ze hëllefen, hat virun allem zum Zweck, déi geféierlech an déidlech Iwwergäng iwwert d'Mier ze ënnerbannen an de Schmuggler hire Businessmodell ze zerstéieren.

Dësen Accord ass bestëmmt net ideal. An ech verheemlechen Iech net, dass eng Léisung, an där all d'EU-Memberstate solidaresch matenee sech ëm d'Flüchtlinge gekëmmert hätten a mat där dësen Accord net néideg gewiescht wier, ons besser gefall hätt. Mä dat war an där deemoleger, mä och an där aktueller politescher Situatioun leider net machbar.

Zur Türkei wëll ech op dëser Plaz eng allgemeng Klammer opmaachen. Déi jéngste Kontroversen ëm d'Optriede vun türkesche Ministeren an Holland an an Däitschland an och dem Här Erdoğan seng horrend Aussoen, Provokatiounen an och Beleidegunge vis-à-vis vun eisen däitschen an hollännesche Frënn, dat ass just e weidere Schratt op engem laange Wee vun enger Eskalatioun vu Provokatiounen, déi ëmmer méi schaarf ginn. A se spillt an alle Länner virun allem den Nationalisten an d'Hänn.

D'Türkei befënnt sech am Moment an enger ganz schwiereger Situatioun. No dem gescheiterte Coup d'État am Juli 2016 beweisen déi schrecklech dorop folgend systematesch Politik vun Entloossungen, Zoumaache vu Presseorganer duerch d'Regierung Erdoğan an och déi geplangte Verfassungsreform, alles dat beweist, dass d'Türkei de Wee vun der Demokratie verlooss huet.

Net méi spéit wéi d'virlescht Woch ass och de Bericht vun der Commission de Venise, also de Verfassungsexperte vum Europarot, iwwert déi geplangte Verfassungsreform an der Türkei public ginn. Dëse warnt virun engem Eng-Persoun-Regimm an der Türkei. Duerch déi geplangte Verfassungsännerunge kënnt et zu engem weideren Ofbau vun allen néidege Kontrollmechanismen. Checks and balances gëtt et dann net méi. Dat entsprécht dann och guer net méi engem demokratesche Presidialmodell, deen op der Séparation des pouvoirs opgebaut wier.

De Risiko besteet also, dass sech en nach méi autoritäre Presidialsystem developpéiert. An net ze vergiessen: Déi ounihi schwaach Onofhängegkeet vun der Justiz gëtt duerch deen neie System nach méi geschwächt, fir net ze soen zerstéiert.

Derniewent huet d'Türkei och un hirer direkter Grenz mat deem erëmopgeflaamte regionale Konflikt mat de Kurden an dem Krich a Syrien ze kämpfen. Beim Festhuele vun den Deputéierte vun der prokurdescher Partei HDP steet dann och ganz kloer de Konflikt mat de Kurden am Hannergrond, e Konflikt, deen ëmmer méi eskaléiert. Dofir musse mer déi türkesch Regierung och ganz kloer dozou opruffen, nees Gespréicher, en demokrateschen Dialog mat de Kurden opzehuelen an d'Situatioun ze deeskaléieren.

An der Motioun, déi mer an dëser Chamber zu dësem Thema de 16. November 2016 verabschit hunn, erkläre mer ons och solidaresch net nëmme mat de Kurden, mä och mat de Bierger vun der Türkei. D'Biergerinnen an d'Bierger vun der Türkei an alleguerten d'demokratesch Parteien an Instanzen an der Türkei stoungen de 15. a 16. Juli 2016 an der Nuecht vum Putschversuch kloer op der Säit vun der Demokratie a vum Rechtsstat. Dat däerfe mer ni vergiessen. An dofir gëllt hinnen och weiderhin eis onageschränkte Solidaritéit a Frëndschaft.

An dofir musse mer awer bereet sinn, déi türkesch Regierung ze kritiséieren, schaarf ze kritiséieren, och ze attackéieren, wa si vum Wee vun der Demokratie erofkënnt, a mir musse se dozou opruffen, sech erëm op de Wee vun der Rechtsstaatlechkeet ze beginn.

Well, och wann d'Situatioun am Moment amgaangen ass, politesch ëmmer weider ze deeskaléieren (veuillez lire: ze eskaléieren), dierf och d'Regierung an der Türkei net vergiessen, dass och si vum Westen ofhängeg sinn. Si sinn net nëmmen, genau wéi vill anerer, als NATO-Partner duerch dëst Bündnis och militäresch geschützt, mä si sinn och vum Handel an Investissementer mat de westleche Partner ofhängeg. Et ass weder fir d'EU nach fir d'Türkei gutt, wann d'Türkei sech endgülteg vum Weste géif ofwennen.

Här President, erlaabt mer, nach eemol zréckzekomme bei d'Situatioun vun de Flüchtlingen, an dës Kéier méi speziell hei am Land. Ech deelen do iwwregens d'Analys vum Minister, dass Libyen net déi Plaz ass, wou mer kéinte Flüchtlingen zréckschécken oder wou Flüchtlinge kéinten opgefaange ginn. An ech deelen och d'Analys, dass een esou Schrëtt nëmme ka maachen am Zesummeschaffe mam UNHCR.

Ech deelen och seng Analys a säi Rappell, dass, wann een iwwert d'Flüchtlingsthematik schwätzt, een net den Dossier vun der legaler Migratioun ka komplett vergiessen.

Wa mer ons d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg vun den Demandeurs de protection internationale aus dem Joer 2016 ukucken, da stelle mer fest, dass sech d'Zesummesetzung no 2015 nees staark verännert huet. Koumen 2015 ronn d'Halschent vun den Demandeuren aus Syrien an aus dem Irak, sou waren dat 2016 nach eng 23%. Derbäi koumen 2016 3% aus Afghanistan. Et woren awer och 36% aus Länner vum Balkan, bal 10% aus de Maghrebstaten a 4,5% aus Eritrea, déi hei zu Lëtzebuerg Asyl gefrot hunn.

An, jo, vill vun dëse Leit hu keen Urecht op politeschen Asyl a vill vun hinne wäerten dowéinst am Kader vun de besteeënde Gesetzer a Prozeduren och erëm heemgeschéckt ginn, eng Rei vun hinnen och am Kader vun enger Procédure accélérée.

Et ass positiv ze gesinn, dass, wat d'Retouren ugeet, d'Retours volontaires nach ëmmer d'Regel bleiwen. 2016 hate mer 456 Retours volontaires an 113 Retours forcés. Vun dësen 113 Retours forcés waren 73 Persounen deboutéiert Demandeurs de protection internationale, also déi all Prozeduren duerchgelaf waren, an déi aner 40 Persounen hate keng Asyldemande hei gemaach, mä waren illegal hei um Territoire.

Mä ech géif an deem Kader haut vläicht gären e Schrack méi wäit goen. Et ass jo einfach ze soen, dass eng Persoun kee Recht op politeschen Asyl huet an dofir erëm fort muss. Mä heiansdo musse mer awer och op en Neits eis d'Fro stellen: Firwat kommen déi Leit dann iwwerhaapt bei eis? Et gëtt ëmmer e Grond, firwat e Mënsch aus senger Heemecht fortgeet, fir an engem anere Land Asyl ze froen. Nëmme wa mer eng detailléiert Analys vun deene Länner maachen a verstinn, firwat dës Mënsche bei ons Asyl froen, kënne mer och probéieren, laangfristeg Léisungen ze fannen.

Syrien bleift 2016 dat Land, aus deem mer och hei zu Lëtzebuerg déi meeschten Asyldemandë kritt hunn. Ech fannen et ëmmer besonnesch pervers, wa verschidde Politiker vum rietse Bord an Europa probéieren ze suggeréieren, dass dës Leit am Fong kee Recht op Asyl dierften hunn. Si schéngen ze vergiessen oder bewosst ze verdrängen, dass dës Mënschen zum Deel virun hirer eegener Regierung flüchte mussen, an zwar well si viru sechs Joer fir hir politesch Iwwerzeegungen antriede wollten.

De Minister huet gëschter drun erënnert, dass déi katastrophal Situatioun a Syrien un éischter Stell dowéinst entstanen ass, well en Diktator ursprénglech op friddlech Demonstrante fir Demokratie a Matsproocherechter op eng immens brutal Aart a Weis reagéiert huet.

Ech erënneren drun, dass de Chamberspresident an ech selwer d'lescht Woch hei eng Delegatioun vun Handicap International, déi fir Syrien schafft, empfaangen hunn. Si hu folgend Fakten aus Syrien geliwwert: 400.000 Syrer hunn an deem bluddege Krich hiert Liewe verluer an iwwer eng Millioun Syrer sinn doduerch physesch a psychesch schwéier verletzt. 4,9 Millioune Mënsche sinn aus Syrien geflücht a 6,5 Millioune Mënsche sinn innerhalb vu Syrien deplacéiert ginn. 13,5 Millioune Syrer sinn op humanitär Hëllef ugewisen. D'Bombardementer an d'Pilonnagë sinn d'Regel ginn an deem bluddege Krich. All 15 Minutte kënnt et a Syrien zu engem Bombardement, an dat haaptsächlech a staark bevëlkerte Géigenden. D'Zuel vun den zivile Victimmen ass erschreckend. De Gebrauch vun explosive Waffen a peupléierten Zone war am Joer 2012 d'Ursaach fir 42% vun zivillen Opfer. Am Joer 2016 huet dës Proportioun sech bal verduebelt op 83%.

Eng Léisung an dësem Krich ass leider nach ëmmer net a Siicht. Mat der Ënnerstëtzung vu Russland a vum Iran huet de Bashar al-Assad an dësem Krich weider u Buedem gewonnen an huet schliisslech mat Aleppo och déi symbolesch a strategesch wichteg Héichbuerg vun der Oppositioun ageholl. Militäresch duerch dës Victoirë gestäerkt, huet den Assad och däitlech gemaach, dass hien net un enger seriöer, diplomatescher Léisung interesséiert ass. Dofir hänkt elo vill vu Russland an dem Iran of, ob a wéini et dozou komme kann.

De Kampf géint d'Daesh mag iwwerdeems weidergoen a militäresch sur place vläicht erfollegräich sinn, mä fundamentalistescht Gedankegutt léisst sech net eleng mat Waffen ausrotten. Dat Ëmfeld, an deem eng ganz Generatioun elo opwiisst, déi näischt aneres kennt ewéi Krich a Misär, ass en idealen Närbuedem fir esou fundamentalistesch Iddien, déi mer op dat Schäerfst musse bekämpfen.

Soulaang mer déi katastrophal Situatioun a Syrien net an de Griff kréien, ass et wéinstens ons Flicht, deene Leit, déi virun dësem Krich fortlafen, Schutz ze bidden. Mä wa mer laangfristeg eppes un der Situatioun ännere wëllen, da brauche mer eng vill méi kloer a kohärent Strategie um internationale Plang fir Syrien, fir de Krich endgülteg op en Enn ze bréngen an duerno massiv beim Erëmopbau vun deem Land ze hëllefen. Nëmmen esou hu mer eng Chance, dass sech a Syrien net laangfristeg eng Situatioun wéi am Irak oder an Afganistan entwéckelt. An dëse Länner flüchten d'Leit ëmmer nach virun islamisteschen Terrorgruppen, déi si attackéieren an ënnerdrécken, déi hir Famillje bedroen, wa se sech wëlle politesch fir hir Zukunft asetzen.

Da kommen ech elo zu enger Regioun, wou d'Situatioun sech ganz aneschters duerstellt. 2016 koumen insgesamt 36% vun den Demandeurs de protection internationale hei am Land aus Länner vum Westbalkan: aus Albanien, dem Kosovo, Serbien a Bosnien-Herzegowina.

Et si meeschtens dës Leit, déi gemengt sinn, wa mer dobausse vun de Wirtschaftsflüchtlinge schwätzen. Mir sollten dës Leit awer vläicht besser als Aarmutsflüchtlinge bezeechnen. De Balkan ass näämlech mat déi äermste Regioun an Europa. Bosnien-Herzegowina a Kosovo gehéiere souguer zu den äermste Länner op der Welt. Am Kosovo liewen haut 10% vun de Leit an extremer Aarmut, dat heescht vu manner wéi engem Dollar den Dag, an d'ekonomesch Situatioun an dëse Länner ass souguer nach dobäi, sech weider ze verschlechteren.

Derbäi kënnt och, dass an enger Rei vun dëse Staten nationalistesch Parteien un der Muecht sinn a sech d'Situatioun an der Lescht och diplomatesch nees verschäerft huet. Et gëtt leider eng Rei däitlech Zeechen, dass sech d'Situatioun um Balkan wierklech net verbessert, mä éischter verschlechtert. Den Interessi vum neien amerikanesche President un där Regioun ass ganz kleng. An doduerch fille sech bestëmmte Kräften an dëser Regioun och nees gestäerkt, fir d'Tensiounen zumindest erëm méi staark ginn ze loossen.

D'Europäesch Unioun muss hiren Afloss an dëser Regioun stäerken. E stabillen an demokratesche Balkan ass am Interessi vun ons alleguer. Mir mussen déi sozial a wirtschaftlech Perspektive vun dëse Länner stäerken, ons bisheereg Hëllef an der Regioun iwwerpréiwen. Wat ass zum Beispill de Bilan vun den EUFOR- a KFOR-Missiounen an den Asaz vun den High Representatives?

Mir mussen ons als Europäer e richtege Marshallplang fir dës Regioun iwwerleeën. Dat mag ons och Sue kaschten, mä e weidert Ausbludde vum Balkan oder souguer en neie Krich an dëser Regioun géif ons definitiv méi deier kaschten.

Mir hunn och nach ëmmer 10% vun onsen Asyldemandeuren, déi aus Algerien, Marokko oder Tunesien kommen. Am beschten ass d'Situatioun nach an Tunesien, deem leider eenzege Land, deem eng Transitioun nom Arabesche Fréijoer gelongen ass an dat elo mat all de Problemer vun enger jonker Demokratie an engem onsécheren Ëmfeld an enger ekonomesch schwiereger Lag ze kämpfen huet.

Fir dëst Land ze ënnerstëtzen, hate mer schonn ënner eiser Presidence 2015 wichteg Initiative fir den Emploi vun de Jonke gestart, an dësen Engagement muss weidergefouert ginn, fir dëst Land ze ënnerstëtzen.

Mä mir dierfen dobäi net vergiessen, dass och an Tunesien zum Beispill d'Homosexualitéit nach ëmmer illegal ass an dës Leit verfollegt ginn an dofir fortlafen. Déi gréisser Zuel vun Demandeurs de protection internationale kënnt awer aus Algerien a Marokko, wou 2016 och d'Verfolgung vu Journalisten zougeholl huet, friddlech Demonstrante verhaft goufen an ëmmer nees Rapporte vu Human-rights-Organisatioune gemaach ginn, dass d'Leit am Prisong gefoltert ginn.

Op e lescht Land wëll ech nach agoen. 4,5% vun den Demandeurs de protection internationale zu Lëtzebuerg kommen aus Eritrea. Wann Der lech elo frot, aus wéi enge Grënn déi Leit aus Eritrea wuel fortgelaf sinn, well Der doriwwer näischt héieren hutt, dann ass dat net weider erstaunlech.

Laut enger Analys vu Care International ass d'Kris an Eritrea déi Kris, vun där 2016 am mannsten an der internationaler Press bericht gouf. Dat läit sécherlech och dorunner, dass Eritrea bal komplett vun der Aussewelt ofgeschnidden ass an international Journaliste grad wéi humanitär Aarbechter keen Zougang zu humanitären Daten am Land hunn.

International Hëllefsorganisatioune kréien et oft net erlaabt, fir der Bevëlkerung an iergendenger Form Ënnerstëtzung ze ginn. D'Leit an Eritrea leiden un enger extremer Hongersnout, well déi lescht Ernte schlecht ausgefall sinn a virun allem Fraen a Kanner sinn extrem dovu betraff.

D'Halschent vun de Kanner an dëser Regioun si geeschteg a kierperlech ënnerentwéckelt, well se u Mangelerscheinunge leiden. Derbäi kënnt, dass 2016 d'Tensioune mam Nopeschland Äthiopien nees méi staark gi sinn, mat deene si

ëmmer nach iwwert d'Festleeë vun de Grenze streiden.

Dee säit der Onofhängegkeet vun Eritrea undauernde Konflikt souwéi de Fait, dass et an Eritrea, dat musst Der Iech virstellen, e liewenslaangen obligatoresche Militärdéngscht gëtt, kombinéiert mat der desastréiser ekonomescher Situatioun vun deem Land, féieren dozou, dass vill Leit keng aner Léisung fannen, wéi sech op dee laangen a geféierleche Wee duerch d'Sahara iwwert d'Mëttelmier ze maachen, fir an Europa Asyl ze froen.

Déi ganz Sahelzon ass an enger ekonomesch desastréiser Situatioun, wou d'Leit vun Honger stierwen an op humanitär Ënnerstëtzung ugewise sinn, fir ze iwwerliewen, an och hei fanne Fundamentalisten en idealen Närbuedem fir hir Ideologien.

An dëser Regioun hu sech an de leschte Joren Imame verbreet, déi do onkontrolléiert fundamentalistescht Gedankegutt verbreeden a sech Jonker esou den Terrorgruppe vu Boko Haram uschléissen. Dëst ass eng Gefor, déi fréizäiteg muss analyséiert a bekämpft ginn, wa mer net wëllen, dass dës Regioun nach weider destabiliséiert gëtt.

Dofir sinn ech frou, dass Lëtzebuerg iwwert de Kooperatiounsministère eng Etüd iwwert dëse Phenomeen finanzéiert huet, déi vun International Crisis Group realiséiert gouf. A fir dass dës Etüd och e reellen Impakt kann hunn, gouf se och op enger Konferenz, déi zu Lëtzebuerg war, wou all Sahel-Representantë ware vu verschiddene multilateralen Organisatiounen, awer och vu ville Partnerlänner, virgestallt. Ech hunn och gefrot, dass mer se kréien, dass ech se kann un d'Deputéierte weiderschécken. Ech mengen, et ass wichteg, dass een esou Etüde mécht.

Eng aner wichteg Etüd, déi vum Lëtzebuerger Ausseministère mat 35.700 Euro finanzéiert gouf a vun Handicap International realiséiert gouf, ass d'Etüd „Qasef: Escaping the bombing", déi 2016 am September publizéiert gouf. An dës Studie analyséiert d'Korrelatioun tëschent dem Impakt vun explosive Waffen an dicht bevëlkerten Zonen an den Deplacementer vu Mënschen a Syrien an aus Syrien eraus; en Thema, wat ech jo virdrun ugeschwat hunn. Dës Etüd gouf am Dezember och vun eisem UN-Botschafter zu New York an de Vereenten Natioune presentéiert a mat villen Akteuren diskutéiert. Och dëst kann e Léisungsusaz sinn.

Am Kader vun dësem Debat haut kann ech nëmmen eng kuerz Analys vu ville Problemer probéieren. Iwwer all eenzel Problematik kéinte mer alleguer heibanne stonnelaang schwätzen. Wa mer also geziilt zu dëse Problemer a Phenomeener Etüden an Optrag ginn an och d'Resultater an d'Politik erabréngen, da kënne mer d'Problemer besser verstoen an och mathëllefen, Léisungen ze erschafen.

Här President, déi enk an erfollegräich Zesummenaarbecht tëschent dem Minister sengem Ministère an den ONGe gesäit ee beim Lëtzebuerger Engagement, besonnesch och wat all déi Initiative vum Desarmement ugeet um internationale Plang. Ech wëll Iech dofir, Här Minister, an all Ären Diplomate Merci soe fir dee laangjärege kontinuéierlechen Asaz.

D'LSAP-Fraktioun begréisst och déi vill Efforte vun der Lëtzebuerger Diplomatie um multilaterale Plang, wat d'Stäerkung, d'Promotioun an d'Diffusioun vum Droit international humanitaire ugeet, sief dat d'Kooperatioun mam Comité vum Internationale Roude Kräiz oder Roude Croissant oder ons Engagementer um Sommet humanitaire zu Istanbul am Mee 2016.

Diplomatie, Dialog, EU-/UN-zivill Missiounen, Reconciliatioun, Entwécklungshëllef: Dat sinn d'Wierder, déi den Ausseminister gëschter a senger Ried éfters benotzt huet. Hien huet däitlech gemaach, dass dorop de Schwéierpunkt muss leien an dass d'Konflikter am Oste vun Europa - Ukrain/Russland - an am Süden op där anerer Säit vum Mëttelmier net eleng militäresch ze gewanne sinn. De Minister huet ons ëmmer erëm drun erënnert, dass déijéineg, déi Crimë géint d'Mënschheet verursaachen, och virun hir Responsabilitéit gestallt musse ginn a fir hir onmënschlech a barbaresch Akte virun den internationale Geriichter veruerteelt musse ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP si mir stolz op dem Minister seng sëllech an engagéiert Plädoyere fir d'Mënscherechter a fir d'Rechtsstaatlechkeet, egal ob vis-à-vis vun Drëttstaten oder Partner an der Europäescher Unioun. Am Géigesaz zu den Oppositiounsparteie sti mer do ëmmer zu 100% hannert dem Minister. A mir ginn och bestëmmt als LSAP net hin, wéi d'CSV dat gemaach huet, an organiséieren eng Pressekonferenz, fir dem Ausseminister seng kloer Sprooch nach ze kritiséieren. Dat Ganzt war finalement e Schoss no hanne fir d'CSV, wann een d'Commentairen an de Medie gelies huet.

Ech war immens frou, wéi eng Woch no dëser Pressekonferenz den Här Zeid Ra'ad Al Hussein, en héichgeschatenen UN-Diplomat, an den Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme zu Besuch bei eis an der aussepolitescher Kommissioun war. Hien huet et begréisst, dass mer als Lëtzebuerg ëmmer op der richteger Säit stinn, wann et gëllt, de Multilateralismus, den Droit international an d'Mënscherechter ze verdeedegen.

Hien huet et begréisst, dass onsen Ausseminister Nationalismus a Populismus bekämpft. Op d'Remarque, dass et Länner gëtt, déi d'Fuerderunge fir de Schutz vu Mënscherechter als en Amëschen an hir innerstaatlech Affären ugesinn, huet den UN-Commissaire fir Mënscherechter ganz kloer geäntwert, dass et nach keng seriö juristesch Analys iwwert den Artikel 2.7 vun der Charte des Nations Unies géif ginn, déi oft an dësem Fall vu verschiddene Länner zitéiert gëtt an déi et erlabe géif ze beweisen, datt et en Amëschen duerstellt, wann een engem Land virwerft, et géif d'Mënscherechter mëssuechten.

Den Haut-Commissaire huet an deem Kontext bei ons an der Kommissioun de Franc-parler vu Lëtzebuerg begréisst an och, dass mer en Ausseminister hunn, deen - mir hunn Englesch geschwat -, en huet gesot, „very outspoken" ass.

Ech erlabe mer dofir als Konklusioun aus dem PV vun der Sëtzung ze zitéieren. Ech zitéieren: «Il…», also dat ass de Mënscherechtscommissaire, «…a salué le franc-parler du Grand-Duché et de son Ministre des Affaires étrangères à maintes occasions en faveur de la protection des droits de l'homme.» Fin de citation. An domat ass zu deem Thema alles gesot.

Zum Ofschluss wëll ech alle Mataarbechter vum Ausseministère, ob heiheem oder an der grousser Welt, e grousse Merci soe fir hir Professionalitéit, hiert Engagement, dat mer heibannen all ze schätze wëssen. Och dem Minister Merci fir seng Disponibilitéit, trotz senger gefëlltener Agenda ëmmer bei eis an d'Kommissioun ze kommen, no, viru wichtege Conseilssëtzungen oder anere wichtege Konferenzen. An et huet mech gefreet, gëschter a senger Ausso ze héieren, dass e gesot huet, wann e schwiereg Themen ugeschwat huet, dass en d'Chamber do an Zukunft och wëllt enk mat abannen.

Als allerleschte Punkt wëll ech engem jonke Mënsch Merci soen, dem Jonathan Ponchon, deen de leschte Sonndeg zu Lëtzebuerg ganz eleng „Pulse of Europe" organiséiert huet. An et hu sech Leit him ugeschloss. Dat ass e Mouvement, deen eis Hoffnung mécht, net nëmmen hei an Europa, mä a villen anere Stied. An dat ass e Liichtbléck. An ech hoffen, dass mer op dee Liichtbléck fir d'Zukunft kënnen opbauen.

Ech soen Iech Merci, fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. Dir kënnt dann och dem Här Cruchten nach Merci soen, dass hien elo mat sechs Minutten auskënnt.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Mir haten dat esou ofgemaach.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Voilà! Dat gesot, huet als Nächsten den Här Gusty Graas d'Wuert fir d'DP.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Ausseminister, Exzellenzen, an dräi Deeg sinn et 60 Joer hier, datt zu Roum en neit Kapitel an der europäescher Geschicht geschriwwe gouf. Et war e Kapitel, wat vu sechs Auteuren entworf gouf. An am Laf vu sechs Jorzéngten hu sech nach 22 zousätzlech Auteuren ugeschloss.

Eist Land stoung deemools an der éischter Rei, wéi et geheescht huet, fir Europa nei Perspektiven ze ginn. Et ass ouni Zweifel an der wieselvoller Geschicht vum Kontinent Europa dat flottsten an dat schéinste Kapitel, wat jee geschriwwe ginn ass. 60 Joer laang Fridden ënnert dëse Partner. 60 Joer laang goufe keng Bommen op hir Populatioun geworf. A wien hätt geduecht, datt nom Fall vum Warschauer Pakt Länner wéi Rumänien, Slowenien, Ungarn, Bulgarien, Polen, d'Slowakei an d'Tschechei eis direkt Nopere géife ginn, an datt mer eis direkt kéinten, ouni e Pass ze weisen, an hir Heemecht deplacéieren?

Et kann ee roueg behaapten, datt aus enger Illusioun eng Realitéit gouf. D'Mënschen haten et tatsächlech fäerdegbruecht, eng politesch Struktur opzebauen, déi och ëmmer méi zu engem homogene Ganzen eropgewuess ass. Europa ass, wéi gesot, haut ouni Zweifel e Raum vu Fridden, Wuelstand a Fräiheet.

Et ass schonn en historescht Ereegnes, wa Staten et fäerdegbréngen, Bezéiungen opzebauen, ouni duerfir musse Gewalt ze gebrauchen. Et gëtt jiddefalls net vill Regiounen op der Welt, fir net ze soe keng, wou esou vill Staten zesummen et fäerdegbruecht hunn, esou eng Harmonie ze kreéieren.

Och wann et net einfach ass, datt 28 verschidden Auteuren, leider elo gläich nëmme méi 27, sollen e gemeinsamt Dréibuch schreiwen. De Jean Monnet, an dee gouf gëschter och scho vum Här Ausseminister hei zitéiert, wëll ech och nach eng Kéier ganz gären zitéieren, ee vun de geeschtege Pappe vun dësem Europa, hat emol eng Kéier gesot: «Ce qu'il faut chercher, c'est une fusion des intérêts des peuples européens et non pas seulement le maintien de l'équilibre de ces intérêts.» Ech mengen, datt sech laang un dësem Leitsaz an Europa ouni Zweifel orientéiert ginn ass, soss hätte mer net dat opgebaut, wat u sech haut Europa duerstellt.

An trotzdeem huet een elo ëmmer méi d'Gefill, wéi wann d'Essenz vun deem Zesummeliewe géif zur Normalitéit ginn. Vläicht vill ze vill zur Normalitéit. Haut gesi mer leider och déi éischt Rëss am Haus Europa. An déi Éischt wëllen och auszéien. Dat Europa gëtt natierlech elo vill méi komplizéiert an et gëtt och manner vollstänneg.

Den 23. Juni 2016 war fir eis Lëtzebuerger e flotten Dag, e schéinen Dag. Mir hu gefeiert. Mir hunn eisen Nationalfeierdag queesch duerch d'Land gefeiert, mä op där anerer Säit gouf awer och déi Freed do gedréift vun engem Land nieft dem Ärmelkanal. Do ass mat enger knapper Majoritéit decidéiert ginn, fir Europa ze verloossen. Et war ee Schock, ouni Zweifel. An dee Schock, deen ass och haut nach do. De Brexit war tatsächlech Realitéit ginn. Mir hunn ni dru gegleeft. Mir hunn ëmmer gehofft, datt et net zu där Situatioun kéim, an trotzdeem ass se agetrueden. Zënter dem 23. Juni 2016 ass d'Welt eng aner an Europa. De Wee an en nach méi harmonescht Europa gouf leider brutal ënnerbrach.

Wéi geet et dann elo weider nom Brexit an der Europäescher Unioun? Natierlech ass d'Course op fir d'Finanzen, déi nach an der City sinn, an aner Stied ze zéien. Et mécht sech e gewëssene Konkurrenzkampf bemierkbar zwësche Paräis, zwësche Frankfurt, zwëschen Dublin, awer och zwësche Lëtzebuerg. Jiddefalls - an dat soll een elo schonn hei soen -, wann eng Kéier de Brexit bis definitiv ofgeschloss ass, da muss d'Europäesch Unioun och de Courage huelen an den Traité nach eng Kéier genee iwwerpréiwen, wéi ee kann an Zukunft esou Situatioune vläicht besser geréieren, och vläicht besser evitéieren.

Fir d'Éischt mussen natierlech d'Verhandlunge mam Leaver gefouert ginn. An nach virum Enn vun dësem Mount wäert jo dann d'Madamm May offiziell d'Demissioun vun hirem Land an der EU areechen. Da wäert e Verhandlungsmarathon vun iwwer zwee Joer asetzen. Mä et soll awer elo schonn hei kloer ënnerstrach ginn, datt d'Engländer net solle mengen, si kréichen en extrae Kaddo gemaach.

Selbstverständlech muss England och no dem Brexit e privilegéierte Partner vun der Europäescher Unioun bleiwen, mä d'Konditioune vun der Stee musse ganz kloer definéiert ginn. Et ass jiddefalls ze hoffen, datt déi 27 Memberstaten hei un engem Strang wäerten zéien an och eng Positioun vis-à-vis vun deem Problem do wäerte bezéien.

Interessant ass awer och ze gesinn, wat sech a Schottland deet. An net méi spéit wéi haut misst jo dann eng wichteg Decisioun falen, ob et elo zu engem zweete Referendum wäert kommen. Ech mengen op alle Fall, datt d'Europäesch Unioun soll an där ganzer Problematik eng lucide Positioun anhuelen an - firwat net? - net ausschléissen, datt emol eng Kéier England kéint duerch Schottland an der Europäescher Unioun ersat ginn.

De Brexit huet ouni Zweifel en Äerdbiewen an der Europäescher Unioun ausgeléist. Haut spiere mer nach ëmmer d'Nobiewen, well den Trend, fir sech aus där Gemeinschaft lasszeléisen, huet net ofgeholl; au contraire. Da musse sech awer virun allem Länner wéi Polen an Ungarn bewosst sinn, datt se sech un elementar Regelen ze halen hunn. Mir kënne jiddefalls an der Europäescher Unioun net akzeptéieren, datt elementar Wäerter, déi mer elo iwwer sechs Jorzéngten hei vertrueden hunn, op eemol net méi sollen esou gëllen. Natierlech musse virun allem um diplomateschen Niveau déi richteg Wierder fonnt ginn.

D'Fro, déi sech natierlech och an deem ganze Kontext stellt - an ech kucken hei nach eng Kéier op Polen, ech kucken nach eng Kéier op Ungarn -, ass, awéifern datt och d'Kopenhagen-Kritäre vun 1993 musse spillen. An ech wëll och nach eng Kéier hei op d'Kommissioun vu Venedeg ze schwätze kommen, déi jo och elo e Rapport erausginn huet, wou se ganz kloer festgehalen huet, datt mat enger Ännerung vum Verfassungsgeriicht a Polen d'Demokratie an deem Land awer géif a Gefor kommen. Dat heescht also ganz kloer, datt mer och am Traité musse verstäerkt Kritäre virgesinn, wéi mer mat esou Abtrünnigen, muss ee scho bal soen, an Zukunft wäerten ëmgoen.

Et ass sécher: Europa huet et de Moment net liicht. Et ass e fragillt Haus an et musse sech vill Gedanke gemaach ginn, wéi mer weiderfueren. D'Europäesch Kommissioun huet elo kierzlech e Wäissbuch virgeluecht mat fënnef Zeenarien. Positiv ass, datt d'Europäesch Kommissioun dës Kéier net de Memberstaten eppes vun uewen erof octroyéiert, mä datt hei d'Memberstaten u sech gefuerdert sinn, sech selwer mat deene Virschléi auserneenzesetzen. Duerfir sinn ech och der Meenung, datt och mir hei an der Chamber eis sollte méi intensiv domadder auserneesetzen an - firwat net? - an noer Zukunft eng Kéier méi en intensiven Debat doriwwer féieren.

Den Här Ausseminister huet gëschter kloer hei ze verstoe ginn, datt fir Lëtzebuerg u sech nëmmen zwou Optiounen a Fro kéimen. Mir kënnen déi Ausso hei als Demokratesch Partei nëmmen ënnerstëtzen. Mir kommen zwar dann op de Wee erëm vu l'Europe à plusieurs vitesses. Dat ass näischt Neies, dat ass schonn e puermol aus dem Tirang geholl ginn, wann et an Europa gekriselt huet. Mä ech ginn awer ganz gären zou, datt dat zu dësem Zäitpunkt wahrscheinlech déi beschte Léisung wär, fir dat Haus Europa net ganz an de Koup falen ze loossen.

2017 dierft jo ouni Zweifel e wichtegt Joer fir Europa ginn. Mir hu schonn e puer Méint hannerun eis. Ech denken do virun allem u véier wichteg Wahlen.

Eng Wahl ass geschloen: déi an Holland. Selbstverständlech si mer an enger éischter Reaktioun ganz frou gewiescht, datt den Här Wilders a seng Gesellen net dat Resultat erreecht hunn, wat hie sech erwaart hat, mä mir mussen dat Resultat awer och trotzdeem mat Nuancë gesinn. Well trotzdeem ass an dem Benelux-Stat de Rietsdrock nach ëmmer ganz grouss. An et däerf een net vergiessen, datt den Här Wilders awer nach ëmmerhi mat senger Trupp déi zweetstäerkste Kraaft an Holland ass.

Da kucke mer natierlech elo extrem gespaant op Frankräich. Et muss een haut vu Gléck soen, datt e Land wéi Frankräich en anere Wahlsystem huet, datt et en zweete Wahlgang gëtt. Well wann et nëmmen ee Wahlgang géif ginn, da wier natierlech grouss Gefor do, datt d'Madamm Le Pen géif vläicht souguer am éischten Tour déi Wahle wannen; wat och souwisou elo net auszeschléissen ass.

Wat sech natierlech och um Niveau de Moment vun der Republikanescher Partei ofspillt, wëll ech net weider kommentéieren, mä et gëtt awer ze denken. Et gëtt awer ze denken, awéiwäit datt awer och d'Politik op deem Niveau sech net onbedéngt positiv entwéckelt huet. All Dag kommen nei Revelatiounen un den Dag. Frankräich gëtt gebeidelt vun engem Skandal a vun anere Skandaler. Net méi spéit wéi haut ass jo erëm e Minister an der franséischer Regierung Hollande zréckgetrueden. Den Innenminister...

Une voix.- Dat war gëschter.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Gëschter. An och dat gëtt natierlech ze denken.

Den Här Fillon, mengen ech, huet den Zäitpunkt verpasst, fir zu deem richtege Moment aus der Course erauszeklammen. Well et däerf ee jo och net vergiessen, datt en och nach am Ufank wéi de grousse Gewënner u sech ausgesinn huet. Mir wëssen awer ganz kloer, wéi gesot, wa sollt de Front National a Frankräich d'Nues vir hunn nom zweete Wahltour, wat dat géif fir eis a fir Europa bedeiten, dat kann ee ganz kloer a ganz däitlech hei soen: Dat wier d'Enn vun der Europäescher Unioun! Dat géif e Brexit bis ginn. An ech mengen, dat géif och net iwwerliewen.

Elo scho gesäit een och op de Finanzmäert, datt eng méiglech Victoire vum Front National schonn hir negativ Auswierkunge mat sech bréngt. Esou sinn zum Beispill d'Zënsen op de Prêten ëm 0,5% an d'Luucht gaangen. Et kann een also nëmmen hoffen, datt europafrëndlech gesënnte Leit a Frankräich d'Renne wäerte maachen.

An ech wëll hei zum Beispill op eng Ausso vum Emmanuel Macron hiweisen, déi en de 17. Mäerz an engem „Figaro"-Interview gemaach huet. Jiddefalls eng Ausso, déi aus dem Mond vun enger Madamm Marine Le Pen onméiglech wär. Ech zitéieren: «Il n'y a pas une culture française, il y a une culture en France et

elle est diverse.» Ech mengen, e bessert Bekenntnis zu engem gemeinschaftlechen Zesummeliewe kann een net maachen. Diversitéit ass net eng Schwächt, wéi Verschiddener heiansdo mengen, mä Diversitéit ass eng Stäerkt. An dat soll ee sech och emol vläicht méi oft bewosst sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Manner problematesch wäerten d'Wahle sech an Däitschland entwéckelen. Egal wien do neie Bundeskanzler gëtt, eppes ass ganz kloer: Och wann en net aus menger politescher Famill kënnt, muss een awer hei ganz däitlech ënnersträichen, datt et sech hei ëm zwou Persounen handelt, déi eng proeuropäesch Gesënnung hunn, déi mat Sécherheet wäerten derzou bäidroen, datt dat Haus Europa an Zukunft wäert gutt gefleegt ginn.

Iwwerhaapt, an dat soll een och emol hei ënnersträichen, ass et bemierkenswäert, datt et an Däitschland ganz vill Spëtzepolitiker gëtt, déi eng gutt gesënnten europäesch Politik vertrieden. Däitschland, wat sech och net scheit, seng eege Vergaangenheet opzeschaffen. Mä et däerf een och do net vergiessen, datt et awer och Schietsäite gëtt.

Mir hunn eng AfD, obwuel ech perséinlech der Meenung sinn, datt et eng ephemer Partei ass. Ech si bal iwwerzeegt, wann e puer Joer erëm sinn, da gëtt et déi net méi. Wat awer net wëllt heeschen, datt dee bronge Sumpf dann ausgedréchent ass. Da wäerte vläicht erëm nei Kräften entstoen. Jiddefalls, mir musse vigilant sinn. A virun allem och eis däitsch Frënn musse vigilant sinn. Och bei hinnen ass Närbuedem do, fir datt sech esou Entwécklunge kënne leider breetmaachen.

An dann ass nach eng véiert Wahl, iwwert déi gëtt ganz wéineg geschwat. Déi ass an Tschechien. Do gëtt am Hierscht d'Parlament erneiert. Elo kann ee soen: „Tschechien, jo, e klengt, onbedeitend Land an der Europäescher Unioun." Neen, och dat soll een net ënnerschätzen. An och do hoffe mer jiddefalls, datt et awer zu verstännege Resultater wäert kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Ruck no riets ass, wéi gesot, a villen europäesche Länner erkennbar. An ech fannen et och duerfir immens gutt, datt den Här Ausseminister gëschter e wesentlechen Akzent vu senger Ried op deen Aspekt geluecht huet. Da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat sinn d'Ursaachen? Firwat ass elo u sech, kann ee bal soen, e gewëssenen Trend do, fir sech méi no riets ze entwéckelen a fir och méi e staarkt Nationalgefill ze entwéckelen? Et sinn, mengen ech, net méi eleng déi reng klassesch wirtschaftlech Grënn, déi do d'Ursaach duerstellen.

De Problem läit ouni Zweifel méi déif. Well dee gesellschaftleche Phenomeen do, deen huet eng aner Dimensioun kritt. Et spiert een e gewëssene Réckgang vun Toleranz an eiser Gesellschaft. Et gëtt haut ganz schnell geuerteelt an et gëtt nach vill méi schnell veruerteelt. An da si mer natierlech och bei de soziale Medien, déi eng ëmmer méi wichteg Roll spillen; et ass hei virdru schonn e puermol ernimmt ginn. Och mir als Demokratesch Partei ware schockéiert iwwert dat, wat vis-à-vis vum Här Ausseminister do iwwer Facebook gelaf ass. Dat ass inakzeptabel! A mir sinn och frou, datt do gewësse Konsequenze gezu goufen.

Dat bréngt natierlech och mat sech, datt op eemol Noriichten entstinn, déi der Wourecht net entspriechen. Dat bréngt natierlech och mat sech, datt u sech d'Kommunikatioun ëmmer méi komplizéiert gëtt. An dee schläichenden Toleranzofbau ass jiddefalls, mengen ech fir mech, eng vun den Ursaachen, firwat datt op eemol méi Haass präsent ass, méi Jalousie präsent ass. Se gëtt méi séier verbreet dobaussen, mat dem Resultat, datt dat gemeinschaftlecht Denke vu ville Leit ëmmer méi a Fro gestallt gëtt. An dat ass eng ganz geféierlech Entwécklung.

A fir mech läit virun allem eng Ursaach op der Hand, firwat datt mer musse ganz geziilt dergéint ugoen: Dat ass de Manko u Bildung. Et feelt eis - an ech soe bewosst „eis" - an der ganzer Gesellschaft vläicht un der néideger Bildung. Vläicht muss och munchmol um Schoulsystem gerëselt ginn, fir datt och vläicht aner Wäerter musse méi staark vertruede ginn. Wie keng Bildung huet jiddefalls, dee lieft laanscht d'Liewen. An dowéinst mussen och do nach vill méi Efforte gemaach ginn.

Et ass ganz kloer eng Welt vun der Veränderung, déi sech de Moment breetmécht. Et huet een och heiansdo d'Gefill, wéi wann d'Rezepter vu fréier net méi géife gräifen. Heiansdo huet een och e bëssen d'Gefill, et géif een an enger Zäit esou tëschent den Zäite liewen. Dat wëllt awer net heeschen, datt ee soll de Courage verléieren, datt ee soll ze vill pessimistesch an d'Zukunft kucken. An ech kommen herno och nach eng Kéier dorobber zréck.

Duerfir ganz kloer, ganz däitlech: Loosse mer eis dee Friddensplang Europa net zerstéiere loossen! Loosse mer net ze vill op dat lauschteren, wat dobaussen negativ iwwer Europa gesot gëtt! Natierlech heescht dat net, datt een dat soll ignoréieren. Natierlech muss een op déi Kriticken agoen, mä et muss een awer och wëssen, se richteg ze filtréieren.

A besonnesch mir als Lëtzebuerger hunn dach all Interêt, eis mat aller Kraaft fir e vereenegt Europa anzesetzen. Wat wier dëst Land dann, wann et net an engem vereenegten Europa wier? Wat wier dëst Land, wann et net géif ënnert dem Prabbeli vun enger Rei vu Muechte stoen? Ech mengen, déi Fro ass relativ einfach ze beäntwerten.

Wa mer eis, wéi gesot, Gedanken iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun maachen, da komme mer natierlech och net derlaanscht, fir iwwert d'gemeinsam Aussepolitik, d'gemeinsam Verteidegungspolitik ze schwätzen. Mir haten de leschten Dënschdeg hei Geleeënheet, dat e bësse méi am Fong ze diskutéieren, soudatt een dat haut net méi muss onbedéngt maachen. Mir bleiwen awer als Demokratesch Partei der Meenung, datt Europa vläicht nach muss méi e visibelt Gesiicht kréien, besonnesch an der gemeinsamer Aussepolitik.

A mir hunn och do eng Persoun, déi am Moment mat Sécherheet eng ganz gutt Aarbecht mécht: d'Madamm Federica Mogherini. Da kommen awer och Situatiounen op, ech denken zum Beispill un de Konflikt Ukrain/Russland, wou dann awer op eemol limitéiert Formatiounen entstinn, sief dat den Här Hollande mat der Madamm Merkel, mam Här Putin oder mam Här Poroschenko, déi dann eleng iwwert déi Problematik diskutéieren. Do ass natierlech awer d'Fro ze stellen: Muss net vläicht Europa sech méi am Ganzen ëm déi ganz Problematik do bekëmmeren, fir datt mer och méi homogen no baussen dostinn?

Eppes ass kloer: Europa muss och nach besser dobaussen erklläert ginn. Europa däerf sech op kee Fall zu engem Club vun Elitten entwéckelen, well och dann hu mer keng Chance fir d'Zukunft. An duerfir déi Initiativ, déi scho virdrun hei genannt ginn ass, „Pulse of Europe", ass ouni Zweifel ënnerstëtzenswäert. Et ass de Moment nëmmen e ganz klenge Kär vu Leit, déi do eppes declenchéiert hunn. Mir als Politik sollen ons ganz kloer do derhannert stellen. Et gëtt d'Méiglechkeet, fir och iwwert dee Wee no baussen op d'Wichtegkeet vun Europa hinzeweisen.

An ech soen dat ganz éierlech hei: Ech sinn der Meenung, et gëtt héich Zäit, datt mer den 9. Mee och als e Feierdag deklaréieren. En Dag, deen esou eng wichteg symbolesch Bedeitung huet, da loosse mer deen och an Zukunft nach vill méi héichhalen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Angscht ass mat Sécherheet kee gudde Kompass am Liewen. Wien Angscht huet, dee gëtt onsécher. Obwuel natierlech d'Angscht och ontrennbar ass mat der mënschlecher Existenz.

Eng Angscht mécht eis natierlech och den Terror. Dat, wat an deene leschte Wochen a Méint geschitt ass, dat ass natierlech eppes, wat eis ganz staark ze denke gëtt. A vu Lëtzebuerg ass et net wäit bis op Paräis, bis op Bréissel oder bis op Berlin. Wéi kënne mer dann elo an Zukunft mat där Gefor ëmgoen? Falsch wier et mat Sécherheet, wann een hei géif den Terror als eng Fatalitéit ugesinn. Falsch wier et och, wann een aus Angscht virun Terror géif kapituléieren, well da géife mat Sécherheet d'Auteure vun deene barbareschen Akten hir Ziler nach méi erreechen.

Jiddefalls, Terror muss ganz kloer bekämpft ginn; noutfalls, och wann dat déi ultime Léisung sollt sinn, och mat Gewalt. Et ass besonnesch schued, datt aus reliéise Motiver oft esou Akte vollzu ginn. Grad d'Relioun, déi u sech als Missioun misst hunn, fir Fridden ze stëften, fir Gemeinschafte mat géigesätzleche Meenunge beieneen ze bréngen. Mä mäi Gott, ech mengen, et ass eng Situatioun, déi ganz deplorabel ass, déi awer och net hei kann ignoréiert ginn.

Mir sollen natierlech och den Terror net iwwerbewäerten. An dowéinst wollt ech och nach eng Kéier de Volet Angscht hei ënnersträichen. Mir sollen net an der Angscht liewen, wéi wann all Minutt kéint erëm en Terrorakt geschéien. Dat soll elo net falsch verstan ginn, mä d'Gefor, am Stroosseverkéier leien ze bleiwen, ass natierlech vill méi grouss wéi an engem Terrorakt; wat awer natierlech net wëllt heeschen, datt mer musse mat aller Kraaft zesumme géint den Terrorismus virgoen. An haut kann ee kloer hei ënnersträichen, datt d'Mesurë géint den Terrorismus och e wesentlechen Aspekt vun enger Aussepolitik sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ee Land, wat zënter Méint fir vill Oprou suergt. E Land mat enger ganz grousser historescher Vergaangenheet, mat enger räicher Kultur. Dat ass d'Tierkei. Ech géif awer direkt hei ënnersträichen, datt et falsch wier, d'Equatioun opzestellen: d'Tierkei ass Erdoğan / Erdoğan ass d'Tierkei.

Natierlech, wann een elo d'Mutatioun vum Här Erdoğan kuckt, wéi en als Premier ugefaangen huet, Ufank den 2000er Joren, wou en am Fong geholl nach vun deene westleche Länner hofféiert ginn ass, wou en als dee grousse Reformer gesi ginn ass, a wann een en haut gesäit, zu wat e sech wierklech entwéckelt huet, da muss ee sech awer munch Froe stellen!

Jiddefalls dat, wat an der Tierkei de Moment vir sech geet, dat passt natierlech net an e Bild vun eiser Wäertegemeinschaft. An dat, wat den Här Erdoğan amgaangen ass de Moment opzeriichten - et kann ee roueg vun engem absolutte Presidialsystem schwätzen -, dat steet natierlech a Kontradiktioun zu deem, wat mir an Europa hei wëlle vertrieden.

Jiddefalls, spéitstens nom Putsch am Juli 2016 si Moossname geholl ginn, déi net vertrietbar sinn. An dann ass een natierlech och ganz séier bei deene geplangtene Propagandaoptrëtter, déi jo elo stattfonnt hätten. An do war ee Land, Holland, wat sech do dergéint gestäipt huet. Frankräich hat do eng aner Positioun.

Ech mengen, datt et awer wichteg ass, datt d'Europäesch Unioun sech och do op eng gemeinsam Positioun eenegt. An et gëtt jo awer och eng Regel - an den Här Minister weess dat vill besser wéi ech - an der Diplomatie, datt een innenpolitesch Themen, Ausenanersetzungen net soll an aner Länner transposéieren.

Déi Vergläicher, déi gemaach goufen déi lescht Wochen a Méint, besonnesch déi lescht Deeg och nach, wou Wierder wéi „Nazismus" gebraucht goufe vis-à-vis vun, a mengen Aen, awer quasi Musterdemokratië wéi Däitschland oder Holland, sinn inakzeptabel. Och de Fait, datt op eemol Holland soll responsabel si fir de Massaker vu Srebrenica, dat ass jiddefalls inakzeptabel!

Wann dann och nach den tierkeschen Ausseminister, den Här Çavuşoğlu, freet…

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Wéi heescht dee gudden Här?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Çavuşoğlu!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass mir ze vill komplizéiert. Jiddefalls, den tierkeschen Ausseminister - dat ass méi einfach -, wann en dann och nach seet: „Ma wou hutt Dir Europa higefouert?", an da mengt en, et géife gläich Reliounskricher an Europa ausbriechen, dat sinn natierlech Terminologien, Aussoen, déi ouni Zweifel alles anescht wéi derzou bäidroen, datt d'Relatioune mat deem Land solle verbessert ginn.

Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Europäesch Unioun soll sech allerdéngs hidden, an ech gleewen och drun, datt se dat net mécht, datt se an deemselwechten Toun soll déi grav Beleidegungen do zréckweisen.

Elo ass natierlech déi Fro ze stellen: Wéi solle mer mat der Tierkei an Zukunft ëmgoen? Soll e ganzt Vollek bestrooft ginn, well eben de Moment eng Regierung do ass, déi sech an eng Richtung entwéckelt, déi mir net kënnen akzeptéieren. Deen Debat ass net nei. Mir hunn och schonn hei an der Chamber doriwwer geschwat. Mir waren den 22. Dezember mat enger Motioun och vun der CSV hei befaasst ginn. D'Madamm Anne Brasseur hat deemools am Numm vun der Demokratescher Partei Stellung geholl. Dat sinn Aussoen, déi haut och nach hir Gültegkeet hunn. Obwuel natierlech elo villes am Laf vun deene leschte Woche geännert huet. An et gesäit ee jo och, datt déi Rechtsstaatlechkeet, déi jo an der Tierkei vläicht net déi Fundamenter hat wéi bei eis, ëmmer méi wackeleg gëtt.

Duerfir, an ech ginn dat gären zou, ass et schwéier, an där Fro hei richteg ze tranchéieren. An et gëtt jo ëmmer méi Stëmmen, déi ganz kloer soen, datt d'Tierkei op kee Fall eng Kéier an d'Europäesch Unioun komme kann. Ass dat Zoufall oder net? Ech zitéieren hei och nach eng Kéier den Hubert Védrine - et hat schonn ee Kolleeg virdrun dat gemaach -, deen elo kierzlech och an engem Interview gesot huet: «Un jour ou l'autre, il faudra dire à la Turquie qu'elle ne peut pas entrer dans l'Europe.»

Jiddefalls, eppes ass sécher: D'Europäesch Unioun huet och richteg gehandelt, wéi se elo decidéiert huet, déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Tierkei am Kader vun de Bäitrëttsverhandlungen erofzesetzen. A gëschter huet den Här Ausseminister eng dach, géif ech soen, ganz wichteg Ausso hei gemaach. Et war vläicht nëmmen en Niewesaz, mä deen awer eng Importenz huet: „D'Verhandlungsgespréicher sinn och de facto ënnerbrach." Et kann een ouni Zweifel soen, datt dat jo awer en neie Moment ass, wat awer och ze verstoen ass, well dat, wat sech an deene leschte Wochen a Méint zougedroen hat, kann esou net méi toleréiert ginn.

Derbäi kënnt natierlech och nach - wat d'Saach net vereinfacht -, datt d'Tierkei och nach Member vun der NATO ass, an net dee mannsten! Kënne mir eis et also erlaben, dee Partner ze verléieren? Ech wëll och do op d'Aussoe vum Jens Stoltenberg ze schwätze kommen, dem NATO-Generalsekretär, deen dovir gewarnt huet, datt mer awer elo och e gewëssene Broch (veuillez lire: kee Broch) riskéiere sollte mat der Tierkei an der NATO. Hie seet, mir sollten eis éischter op dat konzentréieren, wat eis eent. D'NATO-Präsenz an der Tierkei ass net nëmme fir d'Tierkei wichteg, mä och fir eis als Europa, well jo virun allem och do Iwwergrëffer vun der Gewalt aus Syrien an dem Irak kënnen dee Moment ënnerbonne ginn.

Dann däerf een awer och net vergiessen, datt d'Tierkei an der ganzer Flüchtlingsproblematik eng ganz wichteg Roll spillt. Sechs Milliarde goufen deem Land jo zougesprach fir hir Moossnamen, déi se scho geholl hunn. An datt dat awer och positiv Effeten hat, dat kann een un den Zuele feststellen. An de leschten zwielef Méint koumen zum Beispill nëmmen nach 27.711 Mënschen aus der Tierkei a Griichenland. Am selwechten Zäitraum am viregte Joer waren dat der 988.703. Dat sinn iwwregens offiziell Statistike vun der Europäescher Kommissioun.

Allerdéngs däerf een awer och net vergiessen - an ech beruffe mech hei och op Aussoe vun MSF-Griichenland -, datt déi Flüchtlingen, déi de Moment op de griicheschen Insele liewen, ënner extrem schlechte Konditiounen do bleiwe mussen.

Jiddefalls dreet Ankara elo dann awer dermat, fir de Krunn opzedréien - entschëllegt den Ausdrock „Krunn" -, mä fir dann nach méi Flüchtlingen hei an Europa eranzeloossen. An da kréie mer do Drounge vum Innenminister, vum Här Soylu, datt si wëlles hunn, elo dann zousätzlech nach 15.000 Flüchtlinge pro Mount op Europa zoukommen ze loossen. Ech fannen, dat ass jiddefalls en Dialog - wann et nach en Dialog ass -, deen ënner sougenannte Frënn net würdeg ass.

Als Fazit zum Problem Tierkei muss ee soen, datt mer elo sollten de Referendum vum 16. Abrëll ofwaarden. D'Europäesch Unioun soll sech elo schonn op eng gemeinsam Strategie preparéieren, wéi mer duerno mat der Tierkei weiderfueren. Dann däerf een hei natierlech och net d'Aussoe vun der Commission de Venise ignoréieren, déi ganz kloer gesot huet, datt dee Referendum do quasi an engem Ausnamezoustand géif stattfannen. A wann dee Referendum mat engem Jo ausgeet, da géif dat ganz kloer, u sech, d'Gewaltentrennung an deem Land a Fro stellen.

Ech wëll dann och nach e ganz kuerze Moment bei der Flüchtlingsproblematik bleiwen. No der Internationaler Organisatioun fir Migratioun sinn d'lescht Joer 7.763 Leit ëmkomm. Dat ware 27% méi wéi 2015. Déi meescht, wéi gesot, bei der Iwwerfaart vun Nordafrika an Italien.

D'Gestioun vun der Flüchtlingskris, do si mer eis ganz eens, weist nach wie vor natierlech eng Rei Defiziter op. Eppes ass kloer: Wa mer elo géifen ufänken, innerhalb vun Europa d'Grenzen zouzemaachen, wier dat fatal. Mir musse gemeinsam d'Baussegrenze kontrolléieren a verteidegen, an net de Contraire. Datt do natierlech all Land proportional och säin Obolus muss leeschten, ass jiddefalls ganz normal.

Et ass och hei schonn, zu Recht, ënnerstrach ginn, datt eis Zesummenaarbecht mat den afrikanesche Länner och nach méi verdéift muss ginn, well aus deene Länner wäert de Stroum net ofhuelen. Au contraire, e wäert nach zouhuelen. Ech denken do virun allem och un Zentralafrika. Do, wou et ganz vill Länner gëtt, an deene keng politesch Stabilitéit ass. Do, wou leider Terrororganisatioun wéi Boko Haram aktiv sinn. An da bréngt de Klimawandel et natierlech och mat sech, datt sech vill Leit an Zukunft wäerten op de Wee maachen, fir bei eis ze kommen.

Duerfir ass et net verwonnerlech, wann d'humanitär Hëllef net an deem Mooss gemaach gëtt, wéi et misst sinn, datt déi Leit keng Perspektiv méi hunn an datt se da selbstverständlech hiert Land wäerte verloossen.

De Moment gëtt et eng extrem grouss Hongersnout, déi jo an der internationaler Press, an

ech géif scho bal soen an der Politik, net schrecklech kommentéiert gëtt, kee schrecklechen Nidderschlag fënnt. An zwar am Südsudan, Nigeria a Somalia. Wat do cocasse ass, ass, datt dat och nach grad dräi Länner sinn, déi Uelech hunn. Mä grad do ass eng grouss Katastroph amgaangen ze entstoen. An d'UNO seet, datt et riskéiert, eng vun deene gréissten humanitäre Katastrophen nom Zweete Weltkrich ze ginn.

Duerfir ass et och bedauerlech, datt u sech déi nei amerikanesch Administratioun elo wëllt do de Geldkrunn zoudréien. Ech denken hei besonnesch un de Südsudan. An insgesamt sollen d'Amerikaner jo vir hunn, 10,1 Milliarden Dollar manner Depensen op deem Niveau ze maachen.

Am Südsudan - fir nach ee Moment do ze bleiwen - gëtt geschat, datt ronn 20 Millioune Leit ënner akutem Honger leiden. Et si scho 700.000 Leit, déi aus dem Südsudan an d'Nopeschland Uganda geflücht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 20. Januar hunn d'Vereenegt State vun Amerika jo en neie President. Déi éischt Schrëtt um diplomatesche Parkett ware vläicht net ëmmer ganz glécklech, fir net méi ze soen. Déi provokativ Aussoen droe jiddefalls och mat Sécherheet net onbedéngt zur Stabilitéit um internationalen Niveau bäi. Mir mussen eis do op gréisser Spannungen astellen. Ech denken och zum Beispill un déi Aussoen, déi den Här Trump vis-à-vis vun der NATO gemaach huet. En huet do gesot, déi wier obsolet. An doweinst réckelt natierlech och d'NATO elo méi an de Fokus vun der Opmierksamkeet. Gott sei Dank huet säi Verteidegungsminister James Mattis elo schonn e bëssen aner Téin vu sech ginn. Da waarde mer elo emol op de 25. Mee. Den Här Trump huet, mengen ech, gëschter confirméiert, datt en dann op deem NATO-Sommet zu Bréissel wäert deelhuelen. An dann hoffe mer, datt do Tacheles, awer am positive Sënn, wäert geschwat ginn.

Dee leschte Freideg war jo dann d'Bundeskanzlerin och fir d'Éischt mat hirem Homolog aus den USA zesummekomm. Et spiert een och als Aussestehende ganz kloer, wann een d'Press méi genee liest, datt déi Bezéiungen zwëschen Däitschland an Amerika mat Sécherheet schonn emol besser waren. D'Amerikaner maachen den Däitschen e ganz klore Reproche wéinst hirem Exportiwwerschoss. Dee géif sech vis-à-vis vun Amerika op iwwer 50 Milliarde chiffréieren. Ass do en neien Handelskonflikt am Entstoen? Mir hoffen et jo net. Den Drock op Däitschland, mä och op d'Europäesch Unioun, fir eng aner Wärungspolitik ze maachen, wäert net ofhuelen. Au contraire, e wäert méi grouss ginn. Et däerf een net vergiessen, datt den Exportiwwerschoss an der Eurozon bei 365 Milliounen Euro läit, an dat sinn 3,4% vum gemeinsame Sozialprodukt.

Den amerikanesche Kongress schwätzt souguer dervun, fir eng nei Importsteier festzeleeën a gläichzäiteg d'Exporter steierfräi ze gestalten. Da wësse mer jo alleguer gutt, wat dat ka bedeiten.

A wat dann awer an där ganzer Diskussioun interessant ass, dat ass d'Positioun vu China. Et ass net fir näischt, datt d'Madamm Merkel vläicht fir d'Éischt mam chineesesche Premier geschwat huet, ier se op Washington gefuer ass; mä China schwätzt sech ganz kloer géint deen nei geplangten amerikanesche Protektionismus aus. A China seet ganz kloer: „Bei eis ginn déi auslännesch Entreprisen och an Zukunft genausou behandelt wéi déi eenheemesch."

Den amerikanesche President gëtt jo net midd, ëmmer erëm ze soen: „America first". Dat sinn, wéi gesot, alles anescht wéi Téin, déi derzou bäidroen, datt mer solle méi no réckelen. Au contraire, d'Spannunge wäerten net ofhuelen. Datt en och kee grousse Frënd ass vun der Europäescher Unioun, hu mer och scho gemierkt. Haut liewe mer an enger Zäit, wou éischter solle Maueren ofgebaut ginn. Den amerikanesche President huet dann elo d'Decisioun geholl, fir eng Mauer vun 3.800 (veuillez lire: 3.200) Kilometer laanscht d'mexikanesch Grenz ze bauen, mat enger Héicht vu 5,4 bis iwwer 9 Meter. Och dat ass en Akt, deen an enger moderner Rechtsstaatlechkeet net sollt gemaach ginn.

Ech hunn et virdru scho gesot: Wat eis besonnesch och do irritéiert, dat ass, datt d'Depensë fir d'Entwécklungshëllef och solle gestrach ginn. Datselwecht gëllt och fir den Emweltschutz, deen an Amerika vill manner e Stellewäert (veuillez lire: vill méi ee klenge Stellewäert) wäert an deenen nächste Jore kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Ech wëll dann awer hei och däitlech ënnersträichen, datt all déi negativ Perspektiven, déi sech um Horizont elo opdinn, allerdéngs net sollten als Ursaach geholl ginn, fir eis dach gutt Relatioune mat Amerika elo hei a Fro ze stellen. Mir sollten och weiderhi mat deem wichtege Bündnis- an Handelspartner eng anstänneg a gutt Relatioun fleegen. Allerdéngs gëtt et och Grenzen. An Europa soll och net zécken, fir mam Fanger op déi nei Administratioun ze weisen, wa se amgaange sinn, e Weltbild ze entwerfen, wat net onbedéngt eisem entsprécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter sechs Joer beschäftegt eis jo och virun allem de Krich a Syrien. Dat ass entre-temps een internationale Konflikt. Vun engem Biergerkrich ass et ausgaangen, haut ass et e Konflikt, deen déi international Politik intensiv beschäftegt. A laut offizieller Statistik vun der UNO sinn do schonn iwwer 400.000 Leit ëmkomm. Do gëtt sech natierlech och d'Fro no der Europäescher Unioun gestallt: Wat ass hir Roll? Gesäit se net ze vill blatzeg aus um internationalen Niveau vis-à-vis vun anere Länner an och Staten?

Eppes ass kloer: D'Europäesch Unioun muss sech och elo d'Fro stellen: Wat soll den Outcome vu Syrien sinn? Wéi soll Syrien ausgesinn? Wann dat Land eng Kéier wéi e Mosaiksteen zesummefale sollt, iwwerhuelen dann d'Warlords de Regimm, ginn déi dann do Meeschter? Oder soll den Assad bleiwen? Soll deen ënnerstëtzt ginn? Jiddefalls, och do menge mer, datt misst méi eng gemeinsam Positioun entwéckelt ginn. Ech muss allerdéngs drop hiweisen, datt d'Madamm Mogherini jo elo den 3. Abrëll eng nei Syrien-Strategie wäert presentéieren. Si huet och entre-temps scho wichteg Gespréicher mat Akteure gefouert, déi an deem Konflikt eng wesentlech Roll spillen: mat dem Iran, Saudi-Arabien, dem Libanon an och der Tierkei.

D'Enn vum Kalifat a Syrien ass jiddefalls net onméiglech a réckelt hoffentlech och méi no. Wann een allerdéngs mengt, da wär de Problem vum IS geléist, huet ee sech geiert. Dee wäert nach esoubal net geléist ginn, well en ass amgaangen, sech eng nei Heemecht opzebauen, virun allem am Sahel. Et huet een d'Gefill, an d'Gefor ass do, datt d'Dschihadiste vum IS do en neie Som fannen, fir hir Iddien ze verbreeden. Sief dat vum Niger aus, wou se dann elo versichen, sech an Nigeria, dem Tschad, dem Mali, Burkina Faso an dem Benin nidderzeloossen.

Dann, ech hat et virdru scho gesot, de Boko Haram, deen, obwuel e gespléckt ass, trotzdeem nach ëmmer eng extrem Gefor duerstellt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo ee Stat, deen heescht Nordkorea. Et ass ganz schlëmm, datt ee sech iwwert dat Land hei och muss ausloossen. E Land, wat mat eent vun deenen äermste vun der Welt ass an deem senger Regierung, op där anerer Säit, hiren Hobby doranner besteet, mat Waffen ze spillen. D'Populatioun gëtt ënnerdréckt, déi ass zweetrangeg. Et kéint een iwwert déi Situatioun jo ewechgoen, wa se net awer esou dramatesch wär a wa se net och virun allem de Weltfridde géif bedroen. Et däerf een net vergiessen, 2016 haten d'Nordkoreaner zwee Atomwaffentester a 24 Rakéitentester gemaach. De 4. Mäerz vum selwechte Joer hat d'EU dunn eng Rei vu Sanktioune vis-à-vis vun nordkoreaneschen Entreprisen ausgesprach. Mam Resultat, datt sech net wesentlech eppes geännert huet. Et spiert een also ëmmer méi, datt den diplomatesche Wee esou lues u seng Grenze kënnt an datt Sanktiounen och anscheinend net vill zu Pjöngjang wäerte bewierken.

Experte schléissen och net méi aus, datt Pjöngjang elo (veuillez lire: an e puer Joer) Rakéite mat Atomsprengkäpp baue kann, déi eng Reechwäit bis schonn an Amerika hunn. An dat stellt dann also eng reell Gefor duer.

Et ass also an deem Sënn och ze verstoen, datt déi nei US-Regierung elo méi d'Muskele spille léisst. An den Här Rex Tillerson, den neien Ausseminister, huet souguer vun engem Präventivschlag géint Nordkorea geschwat. Dat schéngt jo, wéi wann dann och hien net méi vill Loscht hätt, diplomatesch Gespréicher ze féieren. D'Chineese wëllen dat allerdéngs. Dat Ganzt kann also eng ganz geféierlech Entwécklung do ginn.

An d'Amerikaner hu gesot, wann Nordkorea net bereet wier, hir Massevernichtungswaffen ze zerstéiere respektiv ofzerüsten, da géifen et keng Gespréicher méi ginn.

Jiddefalls ass de Weltfridden do ouni Zweifel menacéiert. Mä eppes ass kloer: Mir kënnen do net reagéieren, ouni och selbstverständlech mussen den Dialog mat de Chineesen ze fannen. An datt den Dialog zwësche Peking a Washington och ewell méi ugespaant ass, dat dokumentéiert och eng Ausso vum Här Trump sengem Chefberoder, dem Steve Bannon, deen am „Guardian" am Mäerz elo behaapt huet, d'USA a China géifen an deenen nächsten zéng Joer e Krich iwwert d'Inselen am südchineesesche Mier féieren. Dat sinn natierlech Aussoen, déi engem, jo, natierlech kënnen Angscht maachen. Et soll een esou Aussoen net iwwerbewäerten, awer et däerf ee se och net ënnerschätzen.

An dann à propos Atomprogramm. Och do ass ganz rezent elo - ech mengen, gëschter war déi Ried am Iran - e ganz neie méigleche Konflikt amgaange sech ze entwéckelen, an zwar zwësche Washington an dem Iran. Well Washington d'Wiener Ofkommes net wëllt ëmsetzen, huet den Iran elo gëschter gedreet, och do vläicht gewësse Konsequenzen ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, egal wéi, d'Welt ass, an do huet den Ausseminister gëschter recht gehat, net méi sécher ginn. Dat ass dat mannst, wat ee ka soen. D'Lëscht vun de Konflikter ass laang, vill ze vill laang. E puer sinn der hei thematiséiert ginn. E puer sinn der hei diskutéiert ginn. Et gëtt nach vill anerer, op déi ech och aus Zäitgrënn natierlech net kann agoen. Ech denke virun allem awer och un deen israelesch-palästinensesche Problem, d'Situatioun an Afghanistan a virun allem am Jemen, wou jo och schonn ee vu menge Virriedner drop agaangen ass. Och do gëtt et e Polverfaass. Och do ass d'Gefor grouss, datt eng Kéier eng richteg Lunt geluecht gëtt an datt do net nëmmen e lokalen, regionale Konflikt, mä och e gréissere Konflikt kann entstoen.

Et ass mer awer trotzdeem - an doweinst wëll ech awer mat enger positiver Nott ofschléissen, well ech awer mengen, datt mer, trotz all de Geforen, déi een um Horizont gesäit, ni däerfen de Courage verléieren, ni däerfen d'Hoffnung verléieren, datt sech awer och eppes zum Gudden an dëser Welt ka verbesseren - net méi spéit wéi gëscht eng kleng Notiz, eng Randnotiz an der internationaler Press opgefall. An zwar geet et do ëm d'ETA, déi baskesch Terrororganisatioun, déi ugekënnegt huet, den 8. Abrëll hir Waffen ofzeginn.

D'ETA huet zwar schonn zënter dem 20. Oktober 2011 d'Enn vun hire bewaffneten Aktivitéiten ugekënnegt. Et däerf een net vergiessen, datt an deene 40 Joer, wou d'ETA aktiv war, ronn 829 Mënschen offiziell ëm d'Liewe komm sinn. D'Tatsaach, datt déi barbaresch Akten allerdéngs elo definitiv der Vergaangenheet ugehéieren, ass awer zumindest, mengen ech, och eng kleng „lueur d'espoir", datt een duerch diplomatesch Gespréicher awer och eppes kann erreechen. An ech mengen, dat ganz klengt Beispill do - wat sech zwar elo éischter op déi nordspuenesch Regioun limitéiert, mä wat do ganz vill Misär an deene Jore mat sech bruecht huet - sollt een awer och vläicht als Beispill huelen, datt sech och eppes zum Gudden entwéckele kann.

An dëser Debatt, wéi gesot, kann een nach op vill aner Punkten agoen. Et ass eng wichteg Debatt. Et ass eng Debatt, déi all Joer hei soll gefouert ginn, déi eis och als klengt Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gëtt, eis Positioun no baussen ze brëngen. A mir sollen och ganz kloer hei ënnersträichen, datt Lëtzebuerg zwar eng kleng Stëmm dobaussen huet, mä awer eng Stëmm, déi och gehéiert gëtt.

D'Demokratesch Partei steet jiddefalls ganz kloer hannert dem Kurs vun der Regierung a vun hirer Aussepolitik, am Besonneschen och vum Ausseminister. Him ee Merci fir säin Engagement! Dat ass mat Sécherheet net ze iwwersinn. An doweinst si mer och ganz zefridden, datt déi lëtzebuergesch Aussepolitik déi Renommee huet, déi se och verdéngt huet a wat mat Sécherheet och zum Gudde fir eist Land ass. An d'Demokratesch Partei wäert och, wéi gesot, déi Wäerter, déi Weeër an Zukunft ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi alljäerlech aussepolitesch Debatt ass natierlech eng Reaktioun op d'Aussoe vun eisem Ausseminister, mä si erlaabt och all Riedner, also all Vertrieder vun de politesche Gruppéierungen hei am Haus, op Sujeten anzegoen a Schwéierpunkten ze setzen, déi senger eegener Partei wichteg sinn.

Den Här Mosar hat eigentlech een Zitat un den Ufank gesat, woumat e sech et selwer an eis alleguerte schwéier gemaach huet. Wann een eng aussepolitesch Ried ufänkt mam Saz: „Ee gudden Diplomat ass e Mann, deen zweemol nodenkt, ier en näischt seet", da misste mir jo eigentlech elo just e bësse meditéieren an eis sëtze goen.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Den Här Mosar huet dat awer selwer net gemaach, en huet relativ laang geschwat. Ob en zweemol nogeduecht huet? Här Mosar, dat wësst Dir eleng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien! Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech muss soen, Dir hutt verschidde Saache gesot, déi ech ganz interessant fonnt hunn an déi ech begréissen; déi ech aus Ärem Mond awer och erstaunlech fonnt hunn. Zum Beispill hutt Der gesot, datt mir am Beräich vum Noen Osten, an ech deelen Är Meenung, kënne vun enger komplett verfeeltener Aussepolitik vum Weste schwätzen. An Dir hutt gesot: „Si hätte misse soen, datt" an esou weider. An do froen ech mech just: Wien, si? Hätt Der net vläicht misse soen: „mir"?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- An Iech och matabezéien? Well et ass jo awer net esou, wéi wann Der net och laang vu Regierungssäit d'Politik matbestëmmt hätt an Ärem politesche Grupp.

D'selwecht hutt Der gesot: „D'europäesch Agrarpolitik misste mir ganz iwwerdenken." Och dat ass richteg. Mir soen et scho laang, Här Mosar. An „d'Handelspolitik misst nei orientéiert ginn". Och domat si mir selbstverständlech averstanen. Mir haten op eisem leschte Kongress laang driwwer geriet. Mir freeën eis dann op déi Debatt, déi Der hei ugereegt hutt.

Dem Här Angel wëll ech Merci soen, datt en als President vun der aussepolitescher Kommissioun drop higewisen huet, datt mir eng ganz gutt Relatioun hunn, souwuel mat de Leit vum Ausseministère wéi vum Kooperatiounsministère, mam Ausseminister a mam Kooperatiounsminister. An datt mir ganz oft och d'Méiglechkeet hunn, auslännesch Delegatiounen oder Institutiounen hei an der Chamber ze empfänken an och mat hinnen an d'Gespréich ze kommen. Dat ass richteg gesot an dat ass och wichteg. An dat ass, mengen ech, och eppes, wat eis politesch Aarbecht am Parlament einfach mécht.

„Mir liewen a villen Hisiichten an enger méi chaotescher a geféierlecher Welt wéi déi Jore virdrun", huet den Här Ausseminister gëschter gesot an en huet e relativ däischtert Bild vun der Welt gezeechent. Et ass och net einfach, sech mat deene villen dramateschen Evenementer, déi op der Welt geschéien, auserneenzesetzen, ouni sech vun där negativ-passiver Stëmmung néierdrécken ze loossen. An ech wëll duerfir och mat e puer ganz positiven, optimistesche Biller ufänken.

D'lescht Woch hat den Europadeputéierte Claude Turmes an de Kino invitéiert, op de Film „Solar impulse, l'impossible tour du monde". Dëse Film, en Documentaire vun 90 Minutten, erzielt d'Geschicht vun zwee Pionéier, dem Bertrand Piccard an dem André Borschberg an hirem Team, déi dat Onméiglecht méiglech gemaach hunn. Si hunn en Tour ronderëm d'Welt gemaach. Bal 40.000 Kilometer. Si sinn iwwer zwee Ozeane geflunn. An dat alles, ouni eng Drëps Bensinn oder Kerosène ze verbrauchen.

Dat war natierlech ee fantasteschen Exploit an der Geschicht vun der Aviatioun. Mä dat war nach méi en immens wichtegen Exploit an der Geschicht vun den erneierbaren Energien.

An ech mengen, datt esou Exploiten eis och Hoffnung ginn, datt mir d'Erausfuerderunge vun der Zukunft wäerte meeschteren. Mënsche mat Pionéiergeescht sinn zu Groussem fäeg. De Bertrand Piccard an den André Borschberg setze sech vehement fir d'Weiderentwécklung vun erneierbaren Energien an an hunn dës Botschaft duerch d'arabesch Welt, duerch Indien, China, Japan, d'USA a Südeuropa bruecht. A fir deen Engagement ze honoréieren, hunn ech se un den Ufank vu menger Ried gesat.

An et ass natierlech haut och eng gutt Geleeënheet, aner Mënsche mat groussem Pionéiergeescht ze éieren. Mir feieren de 60. Anniversaire vun dem Traité de Rome, deen de 25. Mäerz 1957 ënnerschriwwe ginn ass. D'lescht Woch war an der italienescher Chamber ee festlechen Akt vun de Chamberspresidente vun de Parlamenter aus der Europäescher Unioun. Ech hunn eisem Chamberspresident seng Ried mat Interessi gelies an ech ginn him och recht, wann hien de gemeinsamen europäesche Projet als „success story" bezeechent. Och wa mir eis haut eng Rei Suerge musse maachen, wéi et mat dësem Projet weidergeet.

Ech weess net, ob ech gradesou optimistesch si wéi eisen honorabele President. Ech soen awer gradesou wéi hien och a senger Ried gesot huet: „Je ne supporte plus le misérabilisme d'aucuns." An ech wëll och däitlech soen, wat ech domadder mengen.

Et ass scho vu menge Virriedner op déi onakzeptabel Haassmessagen op Facebook hi-

gewise ginn, déi och mir natierlech veruerteelen. Internet ass kee rechtsfräie Raum. Haass ass keng Meenung. An hei mussen och déi juristesch Schrëtt ënnerholl ginn, déi sech opdrängen. Mä et gëtt och Facebook-Messagen, déi ech miserabel fannen an déi kee Fall fir d'Justiz sinn. Ech ginn Iech e Beispill: „Esou en Europa, wéi mir et hunn, kann net klappen. Esou eng Groussregioun och net." „Wat soll ee soe bei där politesch manipuléierter, orchestréierter an dirigéierter Ligepress?" „Also d'EU, dat ass e politesche Kadaver, dee vu Fäulnis esou eppes vu sténkt." Dräi onkommentéiert Aussoen op der Facebook-Säit vun engem honorabele Kolleeg heibannen, dee bal guer näischt domadder ze dinn huet, d'Aussoe si jo net vun him selwer.

Här President, an Europa an och zu Lëtzebuerg gëtt et Zäit fir opzestoen an anzestoe fir dat, wat eis wichteg ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Eis demokratesch a rechtsstaatlech Uerdnung ass nëmmen dann a Gefor, wa mir dat zouloossen. Wa mir zouloossen, datt déi, déi eis Wäerter, Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra, Rechter fir d'Minoritéiten an Inklusioun, Déiereschutz, Friddenspolitik, Asaz géint de Klimawandel, Natur- an Emweltschutz, europäesch Integratioun, a Fro stellen a souguer zréckdréie wëllen, ongehënnert d'Demokratie mëssbrauchen, fir mat Demagogie hir Ziler ze erreechen. Do musse mir matzäit - dat heescht elo - a vehement genuch reagéieren.

Mir mussen all opstoen an däitlech maachen, datt mir dat net wëllen, besonnesch an de Länner vun der Europäescher Unioun. 75 Joer Fridden an Europa, héich Standarde beim Emweltschutz, stabill a staark Institutiounen, eng Garantie, datt d'Mënscherechter respektéiert ginn; wa mir och nëmmen e bëssen aus eiser Geschicht geléiert hunn, da setze mir dat net alles muttwëlleg op d'Spill.

De Botschafter vun der Republik Éisträich zu Lëtzebuerg ass an engem rezenten Interview an enger Lëtzebuerger Zeitung mat dëser flotter Aussо zitéiert ginn: „Mat der Rechtsstaatlechkeet ass et wéi mat der grousser Léift: Et mierkt een eréischt, wat een un hir hat, wann ee se net méi huet."

Dëst Joer sti wichteg Wahlen un. Eng hate mir schonn an Holland. Mir si frou, datt - ech erlabe mir, dat vu mengem Standpunkt aus ze soen - GroenLinks esou ee gutt Resultat gemaach huet. Si si vu 4 op 14 Sëtz eropgaangen. An dat Resultat freet eis ëmsou méi, well déi gréng Kolleegen an Holland sech kloer fir eng weltoffen, ekologesch a proeuropäesch Politik positionéiert hunn. A mir sinn och frou, datt d'Rietspopuliste vum Geert Wilders net déi stäerkste Partei gi sinn, och wa se mat 13% nach erschreckend vill Réckhalt bei de Wieler hunn.

Geschwënn hu mir Wahlen a Frankräich. A méi spéit an Däitschland, awer och a Bulgarien an an der Tschechescher Republik, fir nëmmen d'Legislativwahlen ze erwänen. An aneren aacht europäesche Länner sinn och nach Presidentschaftswahlen oder Gemengewahlen, wéi bei eis och. An an der Tierkei ass am Abrëll e Referendum.

D'Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa, an déi sech d'Europäesch Kommissioun elo och endlech ageschalt huet, muss gefouert ginn. D'Ambitioun muss bleiwen, zesummen an der Unioun virunzekommen. Mir hunn eis laang Zäit fir ee gemeinsamt Europa à vitesse unique ausgeschwat. Tatsaach ass awer, datt mir elo scho mat e puer Vitessë fueren. An de Brexit ass de Bewäis, datt d'Ausnamen net ëmmer zu engem glécklechen Enn féieren. Mä do, wou et net gemeinsam geet, do, wou dat nach net geet, däerfe mir net stoe bleiwen. Mir sinn der Meenung, datt den Tempo an d'Richtung net vun deenen diktéiert däerfe ginn, déi grad mengen, datt se bannent den nationale Grenze méi Zukunft hunn.

Mir hunn duerfir och d'Instrumenter an der Unioun, an déi heeschen Coopération renforcée. Zweemol hu mir dat zënter dem Traité vu Lissabon scho gemaach an dräi weiderer sinn ënnerwee. Dräi vun deenen am Ganze fënnef Beispiller vu Coopération renforcée betreffen den europäesche Justizconseil: En Ofschloss gouf et beim Scheedungsrecht; ënner Lëtzebuerger Presidence. 2015 sinn d'Régimes matrimoniaux, nom Widderstand vu Polen an Ungarn, decidéiert ginn. A mam Lead vu Lëtzebuerg, Frankräich a Spuenien leeft elo och eng Coopération renforcée, fir de Parquet européen, deen iwwregens och am Traité vu Lissabon virgesinn ass, ze realiséieren.

Mir kennen dat Instrument, an et mécht et méiglech, datt mir do, wou mir net zu nach 28 virukommen, awer zu 17, wéi beim Parquet européen, kënne schaffen. An déi aner Länner kënnen à tout moment derbäikommen, wat ee ganz wichtege Punkt ass.

D'Ambitioun muss héich bleiwen. Mä mir sollten net zécken, do vun der Coopération renforcée Gebrauch ze maachen, wou genuch Länner de Wëllen hunn, fir Europa no vir ze bréngen an eisen Zesummenhalt ze stäerken. Dat fënkt do un, wou vill Leit aus villen europäesche Länner zesummeliewen, wéi bei eis.

Här President, den Här Minister hat gëschter gesot, vun de fënnef Zeenarien, déi de Kommissiounspresident Juncker am Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun géif virschloen, wieren der nëmmen zwee, déi mir kéinte wëlle respektiv déi realistesch wieren. Een dovu wier en Europa, dat manner mécht, mä dat dat, wat et mécht, besser mécht.

Mä och dat ass fir eis schwéier virstellbar. Wou soll Europa manner maachen? Wou si reng national Léisunge besser wéi solidaresch europäesch Léisungen? Mir sinn da schonn noutgedrongen éischter fir en Europa mat verschiddene Vitessen. Dat däerf awer kee Réckschrëtt heeschen. Dat kann och net en Europa à la carte ginn, wou all Regierung dat erauspickt, wat se wëllt, a sech fir de Rescht desolidariséiert.

Här President, mir haten d'lescht Woch d'Geleeënheet, eis hei an der Chamber iwwer eis Defensepolitik auszedrécken, an ech wäert meng Ried vun der leschter Woch och net haut widderhuelen. Ech wëll awer just am Resumé déi Haaptmessagen nach eng Kéier soen, well se och an dës Debatt passen.

No der relativer Onsécherheet, déi den neien US-President mat sengen Aussoen zur NATO an d'Spill bruecht huet, no dem Brexit, dee laangfristeg Auswierkungen op d'Defensepolitik vun der EU dierft kréien, sinn déi gréng der Meenung, éischtens, datt mer an der Defense wéi a villen anere Beräicher méi Europa brauchen an net manner Europa, an zweetens, datt mer fir d'Alleréischt emol eng gemeinsam europäesch Aussepolitik musse fannen, déi formuléieren an ëmsetzen, ier dann eréischt eng gemeinsam Defensepolitik nozéie kann.

An och wann nëmme méi 27 Memberlänner iwwreg bleiwen, da bleiwen d'Differenzen nach ëmmer grouss. Mir mussen an Europa un dësen Differenze schaffen an net mengen, mir kéinte se mat enger gemeinsamer Defensepolitik iwwerdecken.

A wann am Moment am gudden alen Europa eng gewëssen Europamiddegkeet besteet, an och wa Bréissel vill kritiséiert gëtt, an och wann am Moment eng EU-Erweiderung keen aktuelle Sujet ass, d'EU ass a bleift nach ëmmer e Magnéit fir vill Mënschen an och fir eng Rei Natiounen, déi wëlle Member ginn. Mir sollten net vergiessen, datt en EU-Bäitrëtt fir vill Länner eng enorm Chance ass, fir sech weiderzëentwéckelen. Fir Bäitrëttskandidate geet et ëm méi wirtschaftlech Stabilitéit, méi Wuelstand, ëm d'Sécherung vun europäesche Wäerter, Mënscherechter a Rechtsstaatlechkeet. E Bäitrëtt an d'EU muss souwuel fir d'Land wéi fir d'EU Avantagë bréngen, fir datt e ka reusséieren.

Verhandlunge lafe mat Serbien, Montenegro an theoretesch mat der Tierkei. Op d'Tierkei kommen ech nach ze schwätzen. Albanien a Mazedonien hunn och eng Demande gemaach, mä do gëtt et nach keng Verhandlungen.

Här President, Europa huet am Moment aner Suerge wéi nei Memberlänner opzehuelen. Dës Suerge kënne sech zu enger nächster grousser Kris auswuessen, deemno wéi d'Wahlen a Frankräich ausginn. Et géif mech awer freeën, vun eisem Ausseminister gewuer ze ginn, ob et nach Gespréicher zum Beispill mat Montenegro, dat kierzlech NATO-Memberland ginn ass, an eventuell och mat Albanien gëtt. Firwat? Majo, dat sinn zwee Länner, déi an eise Statistike vun den Demandeurs de protection internationale ëmmer erëm mat héije Prozentsätz optauchen.

Mir wësse jo, datt e Memberland kann aus der EU austrieden a mir stellen den Artikel 50 vum EU-Vertrag och net a Fro. Och mir sinn, grad wéi eise Minister, Frënn vum Rechtsstat a mir ënnerstëtzen och d'Initiativ, fir e Peer-Review-Mechanismus am Rot vun der Europäescher Unioun ze schafen: Gewaltentrennung, Pressefräiheet an Onofhängegkeet vun der Justiz mussen zu 100 Prozent vun all EU-Land respektéiert ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Grad wéi meng Virriedner kommen ech och net derlaanscht, iwwert d'Tierkei hei ze schwätzen. D'Tierkei, NATO-Member zënter 1952, offiziell Kandidat fir EU-Member ze ginn zënter 1999, Member vun der Allianz vun de Konservativen a Reformer an Europa zënter 2013, kann als stolz an onofhängeg Natioun natierlech déi Politik maachen, déi se wëllt. Eis mécht déi aktuell tierkesch Politik virun allem Suergen, an dat aus ville Grënn an op ville Gebidder.

Am Numm vu menger Fraktioun hat ech viru Kuerzem gläich zweemol Stellung geholl, ob d'EU soll d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei stoppen. Ech hat gesot, mir sollten dat net maachen, fir dem Erdoğan keng Méiglechkeet ze ginn, sech als Märtyrer duerzestellen. Mir waren eis net alleguerten eens, ob d'EU soll d'Verhandlunge stoppen oder ob mer sollen drop waarden, datt d'Tierkei dat géif maachen. Mir waren eis awer alleguerten eens, datt déi Verhandlungen de facto gestoppt sinn. A mir Gréng sinn d'office der Meenung, datt mer sollen eng Politik vun der Deeskalatioun bedreiwen.

Den Här Mosar huet virdru gesot: „Mir sinn e klengt Land." Ech mengen, datt et eis gutt zu Gesiicht géif stoen, eng Politik vun der Deeskalatioun ze bedreiwen. Här Mosar, et gëtt och nach e Sproch, dee seet: „Et soll een den Hond esou laang heemelen, bis datt ee keng Léngt a kee Maulkuerf méi brauch." Och dat ass eng Aart a Weis, fir Politik unzegoen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Mä mam Här Erdoğan gëtt dat zwar näischt!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Do ginn ech Iech vollkomme recht. Do ginn ech Iech vollkomme recht, Här Mosar, mä ob Dir mat enger Eskalatiounspolitik mat der Tierkei wäit kommt, dat ass awer och eng Fro, déi soll an de Raum gestallt ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt mer konsequent sollen zu eise Wäerter stoen, a bei där ganzer Tierkei-Diskussioun hu mir och ni en Zweifel dru gelooss, datt mer musse bei der Tierkei dat gëlle loossen, wat bei all Land gëllt: Si mussen déi rechtsstaatlech Mesuren unhuelen, déi se brauchen, fir an d'EU eranzekommen, soss gëtt et keen Erakommen.

Och an enger Politik vun der Deeskalatioun schéngt et eis un der Zäit, iwwert d'Astelle vun de finanziellen Hëllefe vun der EU un d'Tierkei nozedenken an déi néideg Konsequenzen ze zéien. Natierlech musse mer weiderhin unerkennen, datt d'Tierkei beim Ophuele vun de Refugiéë Grousses geleescht huet, an déi Hëllefen un d'Tierkei, déi un deen Deal gebonne sinn, stelle mer natierlech och net a Fro.

Mir hunn elo den éischten Anniversaire vum Flüchtlingsaccord mat der Tierkei hanner eis. Ech hat virun engem Joer, wéi deen Deal nach ganz frësch war, hei an der Chamber gesot, datt deen Deal aus der Nout gebuer wier, mä datt kee Mënsch kéint frou driwwer sinn an datt et politesch, mënschlech a rechtlech douteux wier, fir Syrer, déi a Griichenland ukommen, erëm zréck an d'Tierkei ze féieren. Ech ginn och dovun aus, datt d'Ofkommes mat der Tierkei net méi éiweg wäert halen.

Mir mussen eis preparéieren op eng Situatioun, wou d'Migratiounspolitik (veuillez lire: d'Migratiounsproblematik) weider uwiisst. Déi lescht Chiffere vun den DPI, déi mer d'lescht Woch virgestallt kruten, soen eis, datt zwar d'Zuel vun den Demanden op Asyl vun 2.447 op 2.035 zréckgaangen ass, datt et awer keng Entwarnung gëtt. Mir mussen eis drop astellen, datt mer et net méi mat enger Flüchtlingswell ze dinn hunn, déi iwwer eis Käpp ewech eragebrach ass an da lues a lues verebbt. Mir mussen eis drop astellen, datt mer et an Europa mat engem Dauerphenomeen vu Migratioun ze dinn hunn.

Mir sinn domat averstanen, datt mer eis gemeinsam Baussegrenze musse besser a gemeinsam schützen. Mir sinn awer net der Meenung, datt de Migratiounsfloss an Europa mat Stacheldrot an héije Maueren ze reguléieren ass, éischtens, well mer alleguer Mënsche sinn, an zweetens, well dat och net géif funktionéieren.

Mir mussen op ville Pläng agéieren. Mir mussen do hëllefen, wou d'Leit net kënnen an net wëlle bleiwen. Dat sinn un éischter Stell d'Krichsgebidder, déi mer all kennen. Et ass bestëmmt richteg, mat enger Motioun de Bombardement vun Aleppo ze verdamen, de Leit op der Plaz hëlleft dat awer wéineg. Mir brauchen eng méi staark UNO, fir kënnen op diplomateschem Wee Fortschrëtter ze maachen.

Dat sinn awer och Gebidder op der Welt, wou d'wirtschaftlech Situatioun einfach esou schlecht ass, datt se de Leit keng Perspektiv bitt. Gutt een Drëttel vun den Demandë vun DPI kommen aus de Balkanlänner, potenziellen EU-Bäitrëttskandidaten. Déi Leit hu praktesch keng Aussiicht op eng Unerkennung bei eis. Hei géif et absolutt Sënn maachen, déi besteeënd Zesummenaarbecht an de Pays d'origine nach auszebauen.

Mir hunn et mam relativ neie Phenomeen ze dinn, de sougenannten „Dubliner", also Leit, déi schonn an engem aneren europäesche Land enregistréiert gi sinn, do eng Prozedur duerchlaf hunn, mat negativem Ausgang, an déi da probéieren, eng nei Prozedur bei eis ulafen ze loossen, wat net geet. Och hei muss Europa besser funktionéieren.

déi gréng si frou fir déi vill Efforten, déi eis Regierung mécht a gemaach huet, fir mat den Erausfuerderunge vun de Migratiounsstréim eens ze ginn. Näischt leeft perfekt, mä villes leeft gutt. Mir kënnen eis et och net erlaben, mat eise Beméiunge méi lues ze maachen. Mir hu vill provisoresch Léisungen a kuerzer Zäit fonnt: Monopol-Gebai, Logopädie, Cegedel zu Miersch. Dat war eng Leeschtung, mä dat geet leider net duer. Mir musse weider no méi laangfristege Léisunge sichen. Duerfir brauche mer Solidaritéit am ganze Land, an alle politesche Parteien an an alle Gemengen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir Gréng sinn iwwerzeegt, datt mir zu Lëtzebuerg déi Migratiounsstréim packen, wa mer solidaresch sinn. Mir wëssen och, datt et net einfach ass. Mir kréie Leit aus ville verschiddene Länner, vu verschiddene reliéisen Iwwerzeegungen, vun ënnerschiddlechen Ethnien, oft mat ganz traumatesche Bagagen, déi mir op enkem Raum zesummeleeën.

De plus däerfen déi Leit net schaffen, oft emol net selwer kachen. Et ass schwéier, méintelaang ze liewen, ouni een zum Beispill duerch eng Aarbecht geregelten Dagesoflaf ze hunn. Mir sinn hei mat enger Aufgab befaasst, där mir eis net kënnen entzéien. Mir kënnen d'Migratiounsstréim net opléisen. Jiddwereen, deen dat versprécht, läit falsch. Mir kënne se just méi oder manner gutt geréieren. A mir hunn all Interêt drun, fir se gutt ze geréieren.

Dozou gehéiert vun eiser Säit d'Bereetschaft, déi néideg Gelder an Infrastrukturen, déi néideg personell Ressourcen opzedreiwen. Dozou gehéiert awer och, datt déi Leit, déi bei eis kommen, akzeptéieren, datt se an e Land kommen, wou Gläichberechtegung fir all Awunner gëllt, wou Minoritéite vun allen Awunner respektéiert ginn, wou de Jugendschutz an d'Gewaltfräiheet fir all Mënsch gëllt a wou de Gewaltmonopol ausschliisslech beim Stat läit.

Mir hunn och d'Hoffnung, datt Europa lues a lues erëm ufänkt ze funktionéieren. Mir hunn den Androck, wéi wann déi Länner, déi eng Kéier en Engagement am Kader vun der Relokalisatioun geholl hunn, deen Engagement och géifen anhalen. An dat ass jo awer déi éischt Noutwendegkeet fir eng EU, déi funktionéiert: Engagementer, déi eng Kéier zougesot ginn, och anhalen.

Nach e leschte Gedanken zur Tierkei, oder besser zu der Politik vum Erdoğan an der AKP. Wéi solle mer ëmgoe mat engem Regimm wéi dem aktuelle Regimm an der Tierkei? Ech mengen och, Här Mosar, heemelen, bis datt den Erdoğan follegt, dat wäert net klappen. Prinzipiell si mer jo der Meenung, mir sollten eng Politik vun der Deeskalatioun maachen. Mir sollten net an déiselwecht Rhetorik verfale wéi déi, déi mer virgespillt kréien. Mir sollten eis net provozéiere loossen. Dat ass natierlech méi liicht gesot wéi gemaach. Déi aktuell däitsch an hollännesch Regierunge mat dem Naziregimm a Verbindung bréngen, dat ass schonn e staarkt Stéck an net ze toleréieren.

Et schéngt jo awer och eng regelrecht Strategie vu verschiddene Politiker ze sinn, Verleumdungen an d'Welt ze setzen a sech dann net méi ëm hir Aussoen ze këmmeren.

En anert Land, en anere President. Den aktuellen amerikanesche President ass e Meeschter vun där Disziplinn. Fake News waren e wichtegen Deel vu senger Strategie am Wahlkampf. An et schéngt och nach ëmmer e wichtegen Deel a senger Aart a Weis ze sinn, als President vun den USA Politik ze maachen. Esou huet hien zum Beispill nach kierzlech behaapt, d'Obama-Administratioun hätt hien ofgelauschtert. Hie bleift all Bewäis schëlleg. Mä dat këmmert hien net. A leider ass dat och engem groussen Deel vun de Leit, déi hie gewielt hunn, egal.

Mir sinn haut weltwäit mat engem Phenomeen konfrontéiert, enger Verlagerung vun der Meenungsbildung vun der véierter Sail vun der Muecht, der Press, zu der méi neier, der fënnefter Sail, de soziale Medien. Mir kréie jo geschwënn eng Mediendebatt hei am Haus. Do kënne mer jo dann e bësse méi déif op dëse Phenomeen agoen.

De Rutte hat am Debat op der hollännescher Tëlee zum Wilders gesot: „Op de bank Twitteren is iets anders dan het land besturen." Ech mengen, ech muss dat net iwwersetzen!

(Interruption)

Dach, ech iwwersetzen et awer: „Et ass méi einfach, vun der Fotell aus ze twitteren, wéi e Land ze regéieren." An ausser vläicht an Amerika, wou dat jo elo nach de Fall ass, mengen ech schonn, datt mer eis däers solle bewosst sinn an datt mer och hei am Land net sollen dee Wee goen, deen een heiansdo feststellt, datt dat eng Aart a Weis Politik ze maachen ass, déi zudéifst onéierlech ass. An et si grad just d'Leit, déi vun hirer eegener Gerechtegkeet esou iwwerzeegt sinn, datt se keng aner zouloossen, déi op dee Wee ginn.

Här President, op der Welt wibbelt et. Alles ass méiglech. Dat mécht eis natierlech Suergen. Villes, wou mer eis dru gewinnt hunn a wou mer gemengt hunn, et wier selbstverständlech, gëtt a Fro gestallt. Wann alles wibbelt op der Welt, dann ass et an eisen Ae besonnesch wichteg, datt d'Politik net hysteresch reagéiert, mä roueg an iwwerluecht.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Erausfuerderungen hunn engersäits e bedroleche Charakter. Si bidden awer och ëmmer d'Aussiicht op eng positiv Léisung, op en Iwwerwanne vun der Kris, op e Weiderkommen, op eng Konzentratioun op dat Wesentlecht, op en Zesummestoen, op e Bewosstmaache vun de Wäerter vun eiser Gesellschaft.

An deem Sënn hu mir eisen Ausseminister och ëmmer an der Vergaangenheet ënnerstëtzt a wäerten hien och an Zukunft ënnerstëtzen a sengem deeglechen Asaz am Interessi vu Lëtzebuerg a vun Europa. De Jean Asselborn ass bal ëmmer drop beduecht, fir de Konsens ze sichen an Deeskalatioun ze priedegen. Heiansdo setzt hien awer och engem de Punkt op den i, dat muss och emol sinn. Et ass awer wichteg, datt d'Prioritéit beim „Zesummen" läit.

An der Aussepolitik gi kaum Problemer esou geléist, datt ee se kéint ofhaken. Et gëtt déi onendlech an onglécklecs Geschicht vum Krich am Donbass, wou d'Verhandlungen an der Sakgaass stiechen a wou et schwéier ass festzestellen, wéi eng Säit déi onéierlechst an am mannsten un enger Solutioun interesséiert ass. Mir hunn nach ëmmer Sanktioune géint Russland, wou mer och eng Kéier mussen draus erauskommen. Mir sinn ëmmer géint den Opbau vu Feindbiller gewiescht. Mir wëllen och Russland net als Feindbild opbauen, mä de russesche Regimm bedreift zurzäit eng Politik, déi eis et schwéier mécht. Niewent der Krim denken ech virun allem och un déi Versich, Europa ze destabiliséieren, an un d'Cyberattacken, déi schéngen op de Kont vu Russland ze goen.

Nei Geforen zeechnen sech of. Nordkorea - de Kolleeg Gusty Graas huet och schonn drop higewisen -, eng Diktatur mat Atomwaffen, ass eng permanent Gefor fir de Fridden an der Welt. Elo wëllen d'USA hir Politik vis-à-vis vun Nordkorea änneren. A wat sinn dann d'Ziler vun der US-Regierung? Wéi ee Wee wëllt se goen? Wëllt den Trump e Krich gewannen? Dat sinn natierlech keng Decisioune vun der Lëtzebuerger Regierung. Ech wënsche mer awer, datt eis Regierung hire wann och vläicht bescheidenen Afloss an der EU, an der NATO, an der UNO derfir asetzt, datt mer hei keng onkontrolléierbar Eskalatioun kréien.

Här President, mir si rezent op eng Problematik opmierksam gemaach ginn, déi nach net op der éischter Säit vun den Noriichte steet, mä déi eis awer Suerge mécht. Här Minister, wësst Dir, wat am Moment am Kamerun lass ass? Eisen Informatiounen no gëtt et a Géigende vum anglofone Kamerun, dem Südkamerun, Spannungen, déi zu Verhaftungen a Folter gefouert hunn. A verschiddene Géigende funktionéiere scho méintelaang keng Schoule méi. Den Internet ass gespaart ginn. Dat ass e ganz gefäierlechen Indiz, datt e Gebitt soll vun der Ausewelt ofgeschnidde ginn an datt keng Transparenz a keng Informatioun méi méiglech ass.

Et geet ëm Bestriewunge vu Südkamerun a Richtung Onofhängegkeet oder wéinstens a Richtung vu manner Ofhängegkeet vum Rescht vum Land. Wivill Afloss huet Frankräich nach haut an der Géigend? Wat mécht d'EU? Wat mécht d'UN, fir ze vermëttelen, ier et zu enger Eskalatioun kënnt? Ech mengen, et ass och diplomatesch a Politik gemaach, wann een intervenéiert, ier e Konflikt voll ausbrécht, well do schéngt wierklech een um Entstoen ze sinn.

Här President, a ville Länner leiden d'Mënschen ënner Krich oder krichsäänlecher Gewalt. Et ass schwéier, fir sech vu Lëtzebuerg aus der Fotell eraus e Liewen a Krichsgebidder virzestellen: eng permanent Angscht viru Gewalt, Bommen, Iwwergréff, eng permanent Suerg, fir genuch Liewensmëttel ze kréie fir sech selwer a seng Famill, keng oder kaum medezinnesch Infrastrukturen, ganz oft keng Schoul méi fir d'Kanner.

Verschidden ONGen hu sech besuergt driwwer gewisen, datt mer d'Dauer, wou mer eng Famill, déi deboutéiert ass, am Centre de rétention kënne festhalen, vun dräi op siwen Deeg eropgesat hunn. Mir hu Verständnis fir dës Suerg. Mir hunn déi Mesure awer och matgedroen, well se d'Ausnam soll bleiwen an nëmmen ugewannt gëtt, wann et net anescht méiglech ass, eng decidéiert Réckféierung och ëmzesetzen.

Et ass zu Recht gesot ginn, dat wier eng Situatioun, déi kéint traumatesch fir Kanner sinn. Mä wéi traumatesch ass dann d'Situatioun fir Kanner am Krichsgebitt selwer? Niewent de kierperleche Problemer - iessen, drénken, wäschen, wiermen - kënnt d'psychesch Belaaschtung. D'Kanner erliewen Atrocitéiten, déi se traumatiséieren, déi se net verschafft kréien, déi se e Liewe laang begleeden. Esou Situatioune gëtt et op ville Plazen, am Noen Osten, wéi gesot, mä och a verschiddene Regioune vun Afrika an Asien.

Mir kënne bekanntlech net all Misär aus der Welt schafen. Mä mir sollen an aller Bescheidenheet eisen Deel bäidroen. Mir maachen dat jo och! Mir maachen eng gutt a grousszügeg Kooperatiounspolitik. Mir maachen dat zum Beispill och a Palästina. An dat ass dann och déi Géigend vun der Welt, wou ech meng Ausféierungen zu eiser Aussepolitik wëll ofschléissen.

De Comité pour une paix juste au Proche-Orient vu Lëtzebuerg huet e Projet mat enger palästinensescher ONG „Not to forget women society". D'Zilsetzung vun deem Projet ass, fir Kanner, Fraen a Jugendlechen an hirem Flüchtlingscamp ze hëllefen. An ech mengen, mir kéinten eis alleguerte mat deem hei ugeschwate Projet solidariséieren. An ech hoffen och, datt deen an eng drëtt Phas geet.

D'Realitéit haut a Palästina an an Israel ass eng komplizéiert, mä si entwéckelt sech weider. Dat heescht, d'Entwécklung gëtt geziilt weidergedriwwen. Mir hunn dëst Joer den traurege 50. Anniversaire vun der Guerre des Six Jours an de 50. Anniversaire vun der UNO-Resolutioun 242, déi eng Suite vun deem Krich ass an den 22. November 1967 am UNO-Sécherheetsrot votéiert gouf - a bis haut net ëmgesat gouf.

50 Joer Diplomatie, Oslo I an II an eng ganz Rei vun UNO-Resolutiounen hunn net zu enger Léisung vum Konflikt bäigedroen. Am Géigendeel: D'Situatioun ass haut nach genausou verfuer, fir net ze soe méi verfuer wéi viru 50 Joer!

D'Siidlungspolitik, toleréiert a pousséiert vun den israelesche Regierungen, ass eppes Brutales. An Héichsécherheetszone mat Stacheldrot ëmgi wunne reliéis Fanatiker a Leit, déi sech keen anere Wunnraum leeschte kënnen. D'Siidler gi vun der Arméi geschützt. D'Palästinenser mussen, wa se sech an hirem eegene Land iwwert déi dräi verschidden Zone bewegen, duerch permanent Kontrollpositioune goen, déi sech oft diskriminatoresch a mënschefeindlech behuelen. Eigentlech si mer nach alleguer fir déi Zweestateléisung. Mä d'Siidlungspolitik vun der israelescher Regierung mécht esou eng Zweestateléisung ëmmer méi schwiereg.

Här Minister, wéi gesitt Dir dat? Ass déi Zweestateléisung nach ëmmer awer d'Zil, wuer mer hischaffen? Dir hutt et ugedeit. Mä ass et nach ëmmer realistesch, doru festzehalen, wéi mer dat bis elo maachen?

D'EU an hir Memberstate leeschte vill humanitär Hëllef a Palästina. Dat ass och weiderhin eng Noutwendegkeet, well Palästina esou agëenkt ass a weder e Fluchhafen nach en eegenen Zougang zu engem Hafen huet, keen Accès zu Drénkwaasser, keng Kontroll iwwer e groussen Deel vum Territoire, soudatt dëse Stat net eleng kann iwwerliewen.

Wéi reagéiert Lëtzebuerg? Wéi reagéiert d'EU drop, datt eis humanitär Hëllef vun engem Stat futtigemaach gëtt? D'israelesch Regierung léisst regelméisseg Infrastrukturen zerstéieren, déi mat europäescher Hëllef opgebaut goufen.

An dobäi ass Israel e Stat, mat deem mir eigentlech nach ëmmer privilegéiert Handelsbezéiungen hunn, och wann et...

(Interruption par la présidence)

...2008 als Reaktioun...

Här President, Merci, ech hunn d'Auer am A, ech sinn direkt fäerdeg! Awer nach ee ganz wichtege Punkt, Här President: Mir hate virun engem gudde Joer eng Motioun hei votéiert, wou mer eng Unerkennung vum Stat Palästina gefuerdert hunn, an zwar «au moment qui sera jugé le plus opportun». Här President, déi gréng sinn der Meenung, datt de 50. Joresdag vun där Resolutioun vun der UNO e gudde Moment wier, fir erëm Bewegung an d'Situatioun ze bréngen. Mir wieren der Meenung, datt et e gudden Zäitpunkt wier, fir elo Palästina unzëerkennen an dee symbolesche Geste ze vollzéien.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, meng Zäit ass leider eriwwer. Et wier nach ganz villes ze soen, mä dat erlaabt mer meng Zäit net. Den Här Ausseminister huet däitlech méi Riedezäit. Dat ass och richteg esou, mä dat bréngt mech dann elo zum Sëtzegoen.

(Hilarité)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir hu gëschter, wéi et och richteg vu verschiddene Kolleege beschriwwe ginn ass, eng zimlech pessimistesch Ried vum Här Asselborn héieren. Dat huet eis awer net verwonnert, well wien d'Aktualitéit verfollegt, dee mierkt jo, datt eng ganz Rei Wahlresultater iwwert d'Welt net sengen Erwaardungen entspriechen, datt säi politesche Stil ëmmer méi international kritiséiert gëtt an datt déi Virstellungen, déi den Här Asselborn an der Politik vertrëtt, eigentlech ëmmer manner der Realitéit vun dëser Welt entspriechen. Wann ee mat esou Defie konfrontéiert ass, da wonnert et een net, datt ee ka pessimistesch ginn an dat och kann hei esou matdeelen.

Déi Ried wor gezeechent vun enger ganzer Rei vu Schwächten. Si hat emol fir d'Alleréischt eng gewëssen Naivitéit, fir et esou auszedrécken, bei der Beschreiwung an der Analys vu verschiddenen internationale Konflikter, wéi zum Beispill dem Syrien-Konflikt.

Den Här Asselborn huet d'Ursaach vum Syrien-Konflikt op ee Facteur reduzéiert, bal a Form vun enger Karikatur, andeem e seet: „Do ass e blutrünstegen Diktator, dee géint säin eegent Vollek do optrëtt", wat richteg ass, mä wat weder originär eleng d'Ursaach ass vum Konflikt nach wierklech dat kann alles erklären, wat do ass. Et ass virun allem e Krich och ëm d'Verdeelung vun Uelech, ëm Pipelinen, déi eventuell do kéinten an déi eng oder aner Richtung gebaut ginn. Et ass e Versuch gewiescht vun engem „regime change", deen och ënnert der Administratioun Obama laang bedriwwe gouf a mat enger Politik, mat där den Här President Trump iwwregens wëllt ophalen. Et ass e Stellvertriederkrich, e Krich ëm Militärbasen.

A mir mussen eis och als Lëtzebuerg ëmmer erëm froen: Wie sinn eis Alliéiert a Syrien? Et huet eis schockéiert, an et schockéiert eis nach ëmmer, datt mir als Lëtzebuerg Kontakter haten, Mouvementer ënnerstëtzt hunn, déi selwer ganz no bei terroristesche Bewegunge sinn. A mir fannen eis einfach net gär an enger Situatioun erëm, wou déi westlech Staten, also och mir, mat terroristeschen Organisatiounen zesummeschaffen. Mir brauchen en aneren Usaz an der Syrien-Politik.

Déi Ried wor net nëmme gezeechent vun deelweis enger Naivitéit, mä och vun enger grousser Eesäitegkeet. An als Beispill heifir wëll ech den Israel-Konflikt hei nach eng Kéier zitéieren. Ech hu mech och guer net erëmerkannt an deem, wat den Här Adam gesot huet. Den Här Adam huet sécher a guddem Wëlle geschwat, mä esou, wéi hien d'Situatioun an där Regioun beschriwwen huet, ass se net, weder beim Waasser nach bei villen anere Saachen. Ech kann elo net an den Detail agoen. An et ass och net esou, datt Israel eleng elo schëlleg wär un där Situatioun, wéi mer se do virfannen.

Déi Eesäitegkeet, déi ech hei dem Minister Asselborn wierklech muss reprochéieren, déi huet sech zum Deel a senger Ried deklinéiert an Initiativen, déi diplomatesch net ze vertriede sinn! Dir sidd Diplomat, Här Minister, Dir sidd Chef vun eiser Diplomatie. Wéi kënnt Der dann och nëmmen een Ableck unhuelen, datt eng Propositioun, wéi Dir se gëschter hei gemaach hutt, datt d'Verhandlunge sollten erliichtert ginn duerch eng Erweiderung vum Quartett ëm arabesch Staten, also ënnert dem Ausschloss vun Israel, kéint iergendeng Verbesserung an der Regioun bréngen? Natierlech net! Dir wëllt den arabesche State géintiwwer Israel e weidere Virdeel ginn!

Dir hutt un enger Konferenz deelgeholl - Här President, den Här Asselborn hat eis dat gëschter beschriwwen - zu Paräis iwwert den Noen Osten, ouni d'Präsenz vun den Israeli an ouni d'Präsenz vun de Palästinenser. Wat soll esou eng Konferenz bréngen?

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo, et interesséiert mech net, mat wiem Der lech alles do zesummegesat hutt! Dee wichtege Punkt,...

(Brouhaha)

...dee wichtege Punkt, an dee politesch a moralesch wichtegste Punkt, hunn ëmmer erëm eng ganz Rei Intellektueller ënnerstrach, Här Asselborn, a loosst lech déi hei Wierder soen a meditéiert se: Een Intellektuellen, en israeleschen Intellektuellen huet gesot: „Déi do Konferenz huet d'Judden erëm op deen Niveau, op Auschwitz-Format reduzéiert. Et gëtt iwwert d'Judde geschwat an net mat de Judden!"

(Exclamations et interruptions)

An ech mengen, dat ass wierklech eng fundamental Kritik: wann ee probéiert, iwwer Länner ze schwätzen an net mat de Länner!

Et ass eng Gefor och do, wann Dir elo d'nächst Joer - wat ech unhuelen an hoffen - ofgewielt gitt, datt Der vläicht higitt an en Obama-Syndrom entwéckelt, wéi de President Obama elo déi Resolutioun 2334 am Sécherheetsrot nach ugesinn huet, wuel wëssend, datt se näischt mécht, fir dem Fridden ze hëllefen, an datt Der da vläicht higitt an nach séier Palästina unerkennt.

Et kann een iwwert den Zäitpunkt schwätzen, mä ech wëll awer soen, datt an esou enger sensibeler Matière soll e breede Konsensus an der Lëtzebuerger Politik bestoen, wa méiglech eng Eestëmmegkeet. Mir hunn elo schonn zwou Parteien... D'ADR souwisou, déi seet: „Et ka keng Unerkennung ginn ouni eng Verhandlungsléisung an ouni Unerkennung vum Existenzrecht vun Israel." Och d'CSV huet an déi Richtung argumentéiert. Dat ass awer schonn e groussen Deel vun der Lëtzebuerger politescher Landschaft. A mir kënnen net higoen an do Gestë setzen, Akte setzen, déi dem Fridden net hëllefen, a kenger Weis, an e groussen Deel vun dem politesche Spektrum an der ëffentlecher Meenung hei am Land net géife respektéieren!

Är Ried ass och voller Kontradiktiounen. Dir hutt lech e puermol agesat fir d'Demokratie - wat mer ënnerstëtzen, selbstverständlech - an Europa. Mä ech wëll lech just zwee Beispiller nennen an Elementer, déi Dir genannt hutt, déi fundamental antidemokratesch sinn an den Euroskeptizismus an Europa nach éischter favoriséiere wéi eng Identifikatioun mat den europäeschen Iddien.

Dat éischt ass vläicht manner bekannt: Dat ass déi „global strategy" an der Baussepolitik - ech mengen, den Här Angel hat déi ernimmt -, wou eigentlech eng Strategie entwéckelt ginn ass vun Experten, och vun Diplomaten, laanscht déi meescht Parlamenter, och laanscht eist Parlament. Mir si just duerno informéiert ginn duerch eng Damm, déi hei laanschtkomm ass, wat do drasteet. Deen Text ass ni ratifizéiert ginn. Mä déi europäesch Baussepolitik soll elo vun uewen iwwert de Conseil européen op eemol duerchgesat ginn, laanscht d'Staten. Och dat ass en typescht Beispill, wéi Europa fonctionnéiert: wann een ufänkt, d'Leit ze fäerten.

An nach vill méi däitlech an déi Richtung geet dat, wat Der eis iwwert d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun gesot hutt. Dir sot: „Lëtzebuerg vertrëtt d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun." Doriwwer kann ee schwätzen. Och mir si fir eng Wärungsunioun. Mir wëssen, datt eis Finanzplaz dat brauch. Mir haten ëmmer eng. Mir kënne kee Lëtzebuerger Frang hunn, deen aus sech eleng besteet. Dat ass eng Vernonft, déi do schwätzt, an déi ënnerstëtze mir och.

Mä wann een elo higeet wéi Dir, an Dir sot, Dir sidd fir eng Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun, allerdéngs ouni Ännerung vun den Traitéen, dann ass do derhannert d'Fro: Wéi wëllt Der se verdéiwen? Wëllt Der erëm Rechtsinstrumenter huelen, déi emol net eng Direktiv oder e Reglement sinn, mä op engem Niveau nach drënner, wéi mer et beim „Twopack", beim „Sixpack" haten, wou Der d'Parlamenter wëllt ëmgoen, Referenden evitéieren, well - well! - ebe gewosst ass an Europa, datt vill Populatiounen dee Wee net méi wëllen, déi Verdéiwung net méi wëllen ouni méi e staarken Afloss vun de Staten oder eng besser Kontroll vun den europäeschen Institutiounen?

D'Europäesch Zentralbank gëtt vu kenger Instanz demokratesch kontrolléiert, vu kenger! Och net vum Europaparlament! An awer sinn déi Decisiounen, déi do geholl ginn, vu fundamentaler Wichtegkeet fir eis Zukunft vun eis alleguer.

Dir schwätzt - an ech ginn lech och do recht, et ass net, datt ech do fundamental enger anerer Usiicht wär - iwwert d'Gefore vum Populismus an Europa. Mä iwwerleet lech - iwwerleet lech! -, ob dee Populismus an Europa, deen Dir kritiséiert, an deelweis och zu Recht kritiséiert, wann en do extrem Formen unhëlt, ob deen net och entstanen ass aus dem demo-

krateschen Defizit, deen Europa huet, aus engem Mangel u Vertrauen, aus enger Frustratioun mat där Politik, déi Dir representéiert an esou vill anerer, an datt et eng Reaktioun ass, déi een awer muss verstoen a politesch opgräifen, fir se Meeschter ze ginn, amplaz se einfach nëmme global ze veruerteelen oder ze kritiséieren. Dat ass ze kuerz gegraff an domadder kritt Der esou Tendenzen einfach och net politesch opgeschafft an net an de Grëff.

Ausserdeem, an dat gëtt och ni gesot, gëtt et jo och net nëmmen e Rietspopulismus an Europa, et gëtt e Lénkspopulismus! An a wéi ville Länner hu mer deen! Et gëtt de Syriza, et gëtt de Podemos, et gëtt déi Fënnef-Stäre-Bewegung, loosst mer déi net vergiessen! Och déi destabiliséiere Länner. Déi sinn zum Deel vill méi grouss wéi déi Beispiller, déi Dir ëmmer erëm nennt.

An ech mengen, net nëmmen de Populismus ass an deem Sënn eng Fro, mä och radikal Parteie wéi a Griichenland, wou mer wierklech eng Nazipartei, wierklech eng faschistesch Partei hu mat de Golden Dawn do, an dat si wierklech geféierlech Entwécklungen.

Zwee Wierder iwwer Äre politesche Stil - well mir kritiséieren deen och, mir hunn en och schonn zejoert kritiséiert. Mir denken net, datt Dir esou sollt optrieden international, wéi Der et ëmmer erëm maacht. Et ass schued, ech soen dat hei ganz kloer, datt zwou Perséinlechkeeten an Europa sinn, déi ëmmer erëm och mat Nazivergläicher, mat Faschistevergläicher opfalen an déi doduerch vun anere Länner op d'Plaz gesat ginn. Den Här Erdoğan an Dir, Här Asselborn,...

(Protestations)

...sidd déi zwee, déi an Europa dowéinst opfalen. Dir hutt den Ausschloss vun Ungarn...

(Brouhaha)

...aus der Europäescher Unioun gefuerdert an Dir sidd vum ungaresche Minister - Wierder, déi ech matbruecht hunn - ëffentlech korrigéiert ginn!

A wat Polen an Ungarn ugeet, wëll ech Iech och soen, datt een do net plakativ däerf driwwer schwätzen. Et muss een an de Fong goen. Bei Polen sinn eng ganz Rei Veränneerunge virgeholl ginn am Dialog mat der Commission de Venise, mat der Europäescher Kommissioun. An déi Kritik, déi Dir u Polen virbréngt, déi ass einfach an där Form och net méi ubruecht!

Bei Ungarn, den Här Adam...

Pardon, ech mengen, den Här Asselborn schéngt eng Fro ze hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Wann Dir...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Pardon?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Wat ass déi Kritik, déi ech...?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo déi Kritik, déi Kritik, déi Dir ëmmer hutt zum Beispill beim Verfassungsgeriicht. Do si jo eng ganz Rei Amendementer geholl ginn, ech hu se och matbruecht, dat féiert mech elo ze wäit, fir déi virzeliesen, mä et sinn eng ganz Rei Amendementer geholl ginn, gesetzlech Veränneerungen iwwert de Fonctionnement vum Verfassungsgeriicht an d'Kooperatioun mat der Europäescher Kommissioun.

Ech fueren elo weider...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fuert weider, fuert weider...!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...mat Ungarn. Ech hat elo vum Ausschloss geschwat. Ech wëll och op déi Kritik kommen. Den Här Adam schéngt dat och net ze wëssen, datt e Bannemaart an eng fräi Zirkulatioun vu Persounen an Europa nëmme kënnen da fonctionnéieren, wann d'Baussegrenzen effikass kontrolléiert ginn. Ungarn huet eng ganz Rei Positioune geholl, do kann een da verschiddener Meenung sinn. Mä den Haaptkritikpunkt vun Ungarn un där Majoritéitsdecisioun, déi Dir 2015 imposéiert hutt, wéi mir d'Presidence haten, do sinn eng ganz Rei Kritikpunkten, déi si per se justifiéiert! An duerfir soe mir, et däerf een net einfach pauschal soen: „Hei d'Ungarn...!", als wär dat elo den Däiwel an Europa, mä et muss een och do kucken: Wéi eng Argumenter sinn do?

Wësst Dir, datt just virun der europäescher Presidence um Niveau vum Conseil européen a Präsenz vum Här Bettel decidéiert gouf, datt d'Verdeelung vun de Flüchtlinge soll par consensus an Europa geschéien, a säit 25., 26. Juni 2015? An am Dezember 2015 gitt Dir dat par majorité qualifiée anescht regelen. Dat ass eng Kontradiktioun mat enger Decisioun vum Conseil européen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Et ass och a Kontradiktioun mat dem Artikel 78 (3) vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dee seet, datt esou eng Decisioun, wa se par majorité qualifiée geholl gëtt, muss «dans l'intérêt de l'État membre concerné» sinn. Eppes, wat Ungarn aus verständleche Grënn natierlech contestéiert!

Ech mengen, den Här Asselborn huet nach eng Fro.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, ech hu keng Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah. Majo dann hutt Der keng...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wëll Iech just soen,...

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et geet net op Är Zäit.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...mir hunn natierlech am Juli 2015 probéiert, stonnelaang, dass mer op der volontärer Basis sollen zu enger Repartitioun kommen. Déi war net méiglech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Tjo!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- A mir hunn... Tjo! Mä et sinn...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, majo sécher!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et sinn 28 Länner an der Europäescher Unioun gewiescht dee Moment, an do ass mir als President vum Conseil gesot ginn: „Wa mer net volontär zu enger Decisioun kommen, da musse mer et deen anere Wee maachen a mir mussen ofstëmmen."

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wien huet Iech dat gesot?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- An do ware se all, do ware souguer Är Kolleegen aus Polen deemools nach derbäi, déi dat guttgeheescht hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- A mir hunn ofgestëmmt mat deem Resultat, dass dat, wat mer ofgestëmmt hunn, haut Gesetz ass,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...mat enger Exceptioun, dass, wéi Der wësst, zwee Länner virun der Cour de justice nach sinn. Da musse mer dat ofwaarden an da kucke mer!

Mä Dir kënnt mir dach net virwerfen, dass ech elo als klenge Männi do an Europa higaange wier an ech hätt gesot: „Ah neen, et geet net volontär, et muss decidéiert gi par vote!" Här Kartheiser, sidd e wéineg verstänneg! Ech mengen, Dir waart awer..., trotzdeem hutt Der Äert Liewe verdéngt wärend méi wéi 10 Joer oder 15 Joer an der Lëtzebuerger Diplomatie! Also wann ech gelift, geheit net alles op d'Kopp a fänkt net un...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, kee Fait personnel.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Bon, dach. Da maacht, wat Der wëllt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt.

(Hilarité et brouhaha)

Här Asselborn,...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also just d'Zwëschebemierkung, Här Kartheiser: Dat ass kee Fait personnel, wann ee feststellt, dass Dir...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also gutt, mä da gitt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...15 Joer an der diplomatescher Carrière waart.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Éischter 20 Joer, 20!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- À moins, dass Der dat als Beleidegung ugesitt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, neen,...

(Hilarité)

...mä déi Manéier, wéi den Här Asselborn hei äntwert, ass a méi wéi enger Hisiicht interessant. Ech wëll awer just déi Zäit, déi mer zousteet, fir him ze äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir wësst, wéi fair dass ech sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass wonnerbar.

Den éischte Punkt, Här Asselborn: Ebe well ech Diplomat sinn an 20 Joer Erfahrung an deem Beruff hunn, weess ech, datt et ganz wichteg ass, wann ee wëllt dauerhaft Léisunge fannen, datt ee muss d'Sensibilitéite vun de State kennen, hir Geschicht verstoen a wëssen, wat bannepolitesch fir si och laangfristeg duerchsetzbar ass. Wann een de Länner Decisiounen opzwéngt, wéi Dir et gemaach hutt,...

Une voix.- Oh!!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...dann hutt Der déi Reaktiounen.

Dir hutt selwer gesot: „Ech krut gesot...", „Ech als klenge Männchen..." - Dir probéiert Iech ze dedouanéieren, j'en prends acte -, mä wien huet Iech dat gesot? Dir hutt aus Solidaritéit mat anere Parteien, wéi déi grouss Koalitioun an Däitschland,...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...wou d'SPD eng Linn huet, mat der Madamm Merkel déi do Linn gestäipt huet, hutt Dir aus parteipolitesche Grënn an Europa Decisioune geholl...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...an Europa Decisioune geholl,...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...déi géint d'Interesse vu verschiddene Länner gaange sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Ausseminister, Dir hutt herno all Zäit, fir op alles ze äntwerten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà! Merci, Här President.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

An Dir hutt doduerch och eis bilateral national Interessen a Gefor bruecht. Wësst Dir, datt Lëtzebuerg deen zweetgréissten Investisseur an Ungarn ass? Wësst Dir, datt mir mat deem Land nach eng ganz Panoplie vun anere Relatiounen hunn, op déi een och muss Uecht ginn, amplaz just parteipolitesch déi däitsch SPD an d'Madamm Merkel wëllen ze ënnerstëtzen?! An dat géint eng Decisioun vum Conseil européen vu virdrun!

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ech kommen zréck op meng Ried.

(Hilarité)

Ech kommen zréck op meng Ried, wann Der et erlaabt.

Une voix.- Jo!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech wëll nach vläicht rappeléieren, Här President, datt den Här Minister Asselborn...

(Interruption par M. Jean Asselborn et hilarité)

Entschëllegt, ech hunn dat net verstanen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, den Här Asselborn huet ëm Hëllef geruff.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech ginn em all Hëllef, déi e brauch.

(Hilarité)

Dir kënnt mech ëmmer ëm Hëllef froen, Här Asselborn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Kartheiser, maacht dat, wat Der elo ugekënnegt hutt, a kommt op Är Ried zréck!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà. Ma da wéilt ech vläicht mat der Tierkei weiderfueren, d'Tierkei, wou ech nach eng Kéier eng Motioun wéilt deposéieren, well d'CSV schéngt jo hir Positioun geännert ze hunn iwwert den definitiven Ofbroch vun de Bezéiungen - net vun de Bezéiungen! -, vun de Verhandlungen, vun de Bäitrëttsverhandlunge mat der Europäescher Unioun.

Motion 1

D'Chamber

stellt fest:

- datt d'Verhältnis vun der Tierkei mat eenzelnen europäesche Länner ugespaant ass;

- datt d'Situatioun an der Tierkei no den Evenementer vun 2016 sech net verbessert huet;

- datt d'Pressefräiheet drastesch ageschränkt bleift;

- datt d'Onofhängegkeet vun der Justiz an der Tierkei net garantéiert ass;

- datt déi tierkesch Regierungskräften, no eegenen Aussoen, dobäi sinn, en „Kampf bis zum Schluss" ze féiere géint déi kurdesch Minoritéit;

- datt den tierkesche President deklaréiert huet, d'Gesetzer iwwert den Terrorismus net ze revidéieren, obschonns dëst en Deel vum Accord mat der Europäescher Unioun iwwert d'Erliichterung bei de Visaen ass;

- datt vill Observateuren, an der Tierkei an an der Welt, fäerten, datt d'Tierkei vum Wee vun der parlamentarescher Demokratie ofkënnt, fir an de Präsidentialsystem oder souguer an eng Diktatur ze rutschen;

verlaangt:

- datt d'Regierung vum Europäesche Conseil verlaangt, d'Baitrëttsverhandlungen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei definitiv ze stoppen;

- datt d'Regierung der Bedeitung vun der Tierkei fir Europa Rechnung dréit, andeems se sech derfir asetzt, datt dësem Land eng „privilegéiert Partnerschaft" ugebuede gëtt, dëst awer ouni Perspektiv fir e spéidere Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech kann net verstoen, Här Asselborn - ech kann et wierklech net verstoen! -, datt Dir Iech opreegt iwwer Faiten an Europa, wou Dir ganz grav Mënscherechtsproblemer gesitt - Dir wëllt Ungarn aus der Europäescher Unioun erausgeheien, mat Polen hutt Der äänlech Problemer, mat anere Länner vläicht och -, an datt Dir gläichzäiteg...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

...mat der Tierkei, déi jo awer ganz aner Mënscherechtsproblemer huet, d'Bäitrëttsverhandlungen net wëllt opginn. Dat ass net logesch! Mir sinn och fir gutt Bezéiunge mat der Tierkei, awer net op déi do Manéier!

Dir gitt op Kuba, mat Ärem Mënscherecht! Dir gitt op d'Begriefnis vum Fidel Castro, deen Dausende vu Mënschen exekutéiere gelooss huet, deen a Kricher an Afrika agegraff huet, deen zoustänneg ass fir d'Cuban Missile Crisis, deen eis bal an e Weltkrich gefouert huet! Do gitt Der op d'Begriefnis, wou en Ambassadeur Iech würdeg hätt kënne vertrieden, do zweifelen ech net drun. An hat Der do keng Mënscherechtsbedenken, wann Der op d'Begriefnis vun engem Fidel Castro gitt?

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Mat Russland..., loosst mech...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Entschëllegt, ech mengen, den Här Asselborn huet nach eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, dass et gutt wär, wann Dir dat elo géift maachen, wat jiddwereen hei mécht: Iech erëm un d'Chamber adresséieren. Ech sinn domat ganz large bis elo gewiescht, mä adresséiert Iech un d'Chamber a maacht net en Dialog mam Här Ausseminister! Voilà.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dann adresséieren ech mech un Iech, Här President, an ech wëll vläicht nach e Wuert iwwer Russland soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, ganz gutt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Zu Russland: D'Minsk-II-Ofkommes ass elo zwee Joer al a mir hunn eng grotesk, eng absurd Situatioun: nämlech datt Russland, dat net Vertragspartei vu Minsk II ass, eigentlech eng Geisel vun der Regierung zu Kiew ass, well soulaang Kiew seng Engagementer net ëmsetzt am Minsk II, bleiwen d'Sanktioune géint Russland bestoen. Eng absurd Situatioun!

An déi Sanktiounen, dat hu mir hei scho méi dacks gesot, déi si konterproduktiv, och wat déi russesch Bannepolitik ugeet, si schueden eisen ekonomeschen Interessen, virun allem deene vun eise Baueren, mä och deene vun eiser Industrie. An et gëtt Zäit, datt mer do e Schlussstréch zéien! Et kann net sinn, datt Länner wéi Polen a Litauen, mat allem Respekt fir deenen hir politesch Positiounen, eis Russlandpolitik diktéieren, déi net logesch ass! A mir kommen do an en Zeenario vum Kale Krich ëmmer méi eran, dee mir refuséieren!

Mir hunn 125 Joer diplomatesch Bezéiunge mat Russland, 90 Joer eng russesch Communautéit zu Lëtzebuerg. Mir hätte gär, datt déi Relatioune sech verbesseren, och wat d'Fluchverbindungen an aner Dossieren ugeet.

Ech hunn nach vläicht, well mer do déi Froen haten, eng Minutt, dofir wëll ech nach e Wuert zu der Flüchtlingspolitik soen. Dat ass e Sujet, deen eis kéint bis den Owend beschäftegen. Mir si selbstverständlech als ADR d'accord, datt mer am Kader vun der internationaler Legalitéit - d'Flüchtlingskonventioun vun 1951, d'Genfer Konventioun iwwert de Schutz vun Zivillpersounen a Krichssituatioune vun 1949 - déi Leit schützen. Mä Dir maacht eng ganz aner Politik! Dir hutt selwer viru Kuerzem nach gesot, datt Der Iech eng méi grouss Immigratioun legal virstelle kéint fir eng demografesch a kulturell Erneierung. Dat akzeptéiere mir net. Wann Dir gär eng demografesch Erneierung vun eisem Land hätt, da maacht eng Familljepolitik an dëser Regierung, déi den Numm verdéngt huet! An net eng antinatalistesch Familljepolitik, wéi dës Regierung et hei proklaméiert huet!

Mir sinn der Meenung, datt mer de Leit human hëllefe mussen. Mir maachen dat awer net, mä mer hunn haaptsächlech Wirtschaftsflüchtlingen, déi kommen; mir hu Leit aus Länner, déi net a Konfliktsituatioune sinn.

Mir hu säit 20 Joer e Problem mam Balkan wéinst illegaler Immigratioun an dem Mëssbrauch vum Asylsystem! Dat maache mir als ADR net mat! An do ënnerscheede mer eis fundamental (veuillez lire: vun der Regierung). Mir sinn d'accord, fir deene Leit ze hëllefen, déi Hëllef brauchen. Mir sinn net d'accord, fir eise Stat ze belaaschten - eis Sozialsystemer an aner Problemer, d'Akzeptanz vun der Integratioun an aner Problemer - doduerch, datt mer Leit d'Arees erlaben, ouni datt dofir wierklech eng kloer legal Basis oder eng Noutwendegkeet géif bestoen.

Mir hunn also do eng fundamental aner Approche. Ech soen Iech Merci, well ech mengen, Här President, Dir wollt mer soen, datt d'Zäit ofgelaf ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Ech hunn do och alles ugerechent.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà. Da soen ech Iech villmools Merci. A sollt den Här Asselborn nach äntwerten, da kann ech vläicht och nach reagéieren. Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Angel? Wat wëllt Dir nach soen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt den Här Kartheiser net ënnerbriechen, ech wollt him just eng Fro stellen. Ech wollt e just froen, ob et ass, well en hei alternativ Fakte wollt bréngen oder well e sech vläicht un eppes net erënnert. E seet, seng Partei, an en huet och gesot d'CSV, also déi vun der Oppositioun, géife fuerderen, bei der Reconnaissance vun den zwee Staten, Palästina (veuillez lire: an Israel), et wär eis, de Majoritéitsparteien, egal, mir géifen net drop pochen, dass d'Palästinenser och Israel unerkennen.

Ech wëll e just drun erënneren, dass mer hei am Dezember (veuillez lire: 2014) eng Motioun gestëmmt hunn, wou de Punkt K ass, dass «soulignant que la solution à deux États, promue avec constance par le Luxembourg et l'Union européenne comme la seule solution possible au conflit israélo-palestinien, suppose la coexistence et la reconnaissance mutuelle des deux États démocratiques et souverains, Israël et la Palestine.» Ech wollt e just froen, ob en dat vläicht vergiess hätt. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Eng Fro, eng Äntwert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. An och Merci fir dem Här Angel seng Fro. Ech freeë mech ëmmer, wann e mer eng Fro stellt.

Ech hunn dat och direkt gesot als Reaktioun op dem Här Adam säi Kommentar. Den Här Adam huet proposéiert, den Anniversaire vun enger UNO-Resolutioun ze huelen, fir eng Unerkennung vu Palästina ze envisagéieren. Den Här Adam huet a sengem Kommentar déi Konditioun do net méi ernimmt. An et ass mer dofir wierklech wichteg virkomm, fir ze soen: Et ass net den Anniversaire vun enger Resolutioun vum UNO-Sécherheetsrot, deen eng Unerkennung sollt ausléisen, mä eng Situatioun um Terrain, déi eis erlaabt, dat ze maachen, ouni all Sécherheetsrisiko fir de Stat Israel.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption)

An d'Wuert huet elo den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Den Ausseminister huet gëschter a senger Ried mat der Beschreiwung vun den däischteren Zäiten an enger ëmmer méi - Zitat - „chaotescher Welt" ugefaangen. An opgehalen huet en, konsequenterweis, mat engem Zitat vum Franz Kafka.

Hien huet déi negativ Entwécklungen an international Konflikter opgezielt, awer och d'Erausfuerderunge beschriwwen. An den Ausseminister huet appelléiert, en huet ganz vill appelléiert, virun allem un aner Staten. Begréffer wéi Solidaritéit, Kooperatioun, Fridden a Wäerter, a verschiddene Konstruktioune wéi Grondwäerter oder Wäertegemeinschaft, waren zentral Elementer vu senger Ried. Begréffer, déi och eis als Lénk wichteg sinn, jo, ech géif souguer soe konstitutiv si fir eis Konzeptioun vu politeschem Handelen.

An duerfir froe mer eis, ob déi lëtzebuergesch Aussepolitik deene Begréffer dann och entsprécht. Am Regierungsprogramm vun 2013 steet dozou: «Dans le monde nouveau en émergence le Luxembourg adapte son action internationale à la fois pour défendre ses propres intérêts et agir pour un ordre international mieux régulé et plus juste.» Et schéngt, wann een dee Saz liest, wéi wann et eng perfekt Komplementaritéit tëschent eisen eegenen Interessien, wat och ëmmer dat ass, an enger gerechter a méi reguléierter Welt géif ginn. Déi Komplementaritéit wier och vläicht ginn, wa mer ënner Interessien déi laangfristeg human, sozial an ökologesch Interessie vun de Lëtzebuerger géife verstoen, well et eigentlech déiselwecht Interessie vun de Mënschen iwwerall op der Welt misste sinn.

Vläicht wär déi Komplementaritéit och nach ginn, wann dem Här Asselborn seng Konviktiounen a Wäerter, déi e gëschter hei virgedroen huet, och géifen esou gelieft ginn. Mä mir mengen, datt d'Realitéit leider eng aner ass. Well wa mer eis déi Lëtzebuerger Aussepolitik ukucken, menge mer, datt mer eis se an hirer Integralitéit ukucke mussen. A mer mierken dann, datt den Ausseministère bäi Wäitem net deen eenzegen Akteur ass. Nieft anere Ministèren, wéi zum Beispill dem Finanz- oder dem Wirtschaftsministère, déi an deem Domän deelweis en Eegeliewen ze féiere schéngen, sinn et och nach eng sëlleche Wirtschaftslobbyen, déi no baussen hin d'Politik vu Lëtzebuerg gestalten. A bei all deenen Akteuren ass de Constat kloer: Et ginn an alleréischter Linn kuerzfristeg wirtschaftlech Interessie verdeedegt, mat zu Lëtzebuerg un der Spëtzt der Finanzplaz. An dës kuerzfristeg finanziell Interessie stinn eiser Meenung no a Kontradiktioun mat enger gerechter a geregelter Weltuerdnung. An dës kuerzfristeg Interessie priméieren awer ganz kloer iwwert déi aner Interessien.

Här President, net méi spéit wéi virgëschter war den Ekonomiesminister Etienne Schneider op Visitt an der Tierkei, mam Zil, déi wirtschaftlech Relatiounen ze fleegen an auszebauen. Wärend den Här Asselborn mat berechtegte Fuerderungen no Demokratie, Fridden an Anhalung vu Mënscherechter duerch d'Welt reest, gëtt hannert de moraleschen Appeller knallhaart Wirtschaftspolitik gemaach. Wärend den Ausseminister gëschter hei an der Chamber begréisst huet, datt d'EU déi finanziell Ënnerstëtzung vun der Tierkei am Kader vun de Bäitrëttsverhandlungen zréckféiert, gëtt um Bosporus Business gemaach. An dat ass net eréischt zënter gëschter oder virgëschter esou!

Zënter dem brutalen Néierschlag vun der Gezi-Park-Protestbewegung am Joer 2013 an der permanenter Verschlëmmerung bei der Mëssuechtung vun den demokratesche Prinzipien an de Mënscherechter geet den Echange ongestéiert weider. Fir d'Lescht gouf et esou eng bilateral Entrevue am September 2016, dräi Méint no deem kompletten Amoklaf vum President Erdoğan. Och hei gouf den tierkesche Vizepremier als Eischt vum Här Schneider empfaangen, fir iwwer Business ze schwätzen, duerno eréischt krut den Här Asselborn nach eng Kéier d'Geleeënheet, fir him an d'Gewëssen ze rieden.

En anert Beispill sinn déi jorelaang geheegten a gefleegte wirtschaftlech Relatiounen zu den Arabeschen Emirater, dem Qatar oder Saudi-Arabien, déi mat zu den Haaptfinanciere vum radikalen Islamismus gehéieren an déi och mat Ursaach sinn, firwat Milliounë Mënschen aus der arabescher Welt op der Flucht sinn.

A wéi ass et mam Israel-Palästina-Konflikt? Hei an der Chamber seet den Ausseminister, zu Recht, datt Israel amgaangen ass, d'Zweestateléisung ze torpedéieren an eng Eestaterealitéit aus Gewalt an Okkupatioun ze schafen. An duerfir menge mer och, äänlech wéi de Claude Adam dat gesot huet, datt et héich Zäit ass, datt effektiv d'Unerkennung vum Stat Palästina vun der lëtzebuergescher Regierung geschitt, esou wéi d'Motioun dat och gefuerdert huet.

Mä d'Fro ass: Wat mécht eise Premierminister? Dee schwätzt net dozou, dee schaaft Fakten. An zwar eng renforcéiert wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat deem Okkupator.

Här President, d'Duerchsetzung vun ekonomeschen Interessien als ieweschte Grondsaz vun der Lëtzebuerger Politik fënnt sech och an der neier wirtschaftlecher Promotiounsstrategie erëm, déi de Wirtschaftsminister virun e puer Woche virgestallt huet. Datt baussewirtschaftlech Bezéiungen en Deel vun der Aussepolitik sinn an datt an deem Kontext eng Strategie entwéckelt gëtt, stelle mir net a Fro. Wat mer awer bedenklech fannen, ass d'Feele vun all Verweis, vun all Kritär an dëser Strategie op demokratesch a rechtsstaatlech Prinzipien, op d'Mënscherechter, op d'Rücksicht op Emwelt a Klimaschutz. Déi Begréffer tauchen an där Strategie net op. Am Géigendeel. An där Strategie gëtt souguer d'Kooperatiounspolitik dem ekonomeschen Imperativ ënnerworf. Déi soll näämlech als eng Zort Reservoir gesi ginn, fir Kontakter an Opportunitéite fir ekonomesch Aktivitéiten ze developpéieren. Dat ass awer ganz wäit ewech vu Begréffer wéi Solidaritéit a Kooperatioun.

An och d'Diplomatie selwer, oder Deeler vun der Diplomatie sinn am Déngscht vum Wirtschaftsstanduert. Zum Beispill a Russland, do huet Lëtzebuerg, nieft der Ambassad, véier Honorarkonsuler. Déi meescht vun deene si Milliardären. An ee vun hinnen...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- An ee Museker.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Gelift?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass och ee Museker derbäi.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ah, ma ech wollt op den Dirigent zréckkommen. Deen Dirigent, dee Museker, deen Der genannt hutt, ass e bekannten Dirigent, effektiv. En ass Geschäftsmann a fervente Putin-Unhänger, deen déi vëlkerrechtswiddreg russesch Annexioun ënnerstëtzt an esou och scho méi wéi eng Kéier duerch déi international Press op sech opmierksam gemaach huet. Viru Kuerzem elo huet en nach e Concert zu Palmyra ginn, fir d'Assad-Truppen ze feieren. Här Asselborn, wann et ëm d'Kohärenz vun der Aussepolitik geet, mengen ech, datt deen Honorarkonsul do de Géigendeel vun deem vertrëtt, wat d'Lëtzebuerger Aussepolitik eigentlech wëllt maachen.

Här President, wéi ech schonn ufanks gesot hunn, wann d'Lëtzebuerger Regierung quasi exklusiv déi kuerzfristeg ekonomesch Interessie vum Land verteidegt, dann ass et net kohärent mat enger gerechter a geregelter Weltuerdnung a scho guer net mat nohalteger Entwécklung. Et ass souguer ganz oft a Kontradiktioun mat deenen Ziler an domadder och mat de laangfristegen Interessie vun de Leit hei am Land.

Eis Regierung, an natierlech och d'Virgänger-Regierungen ënnerstëtzen e Finanz- a Wirtschaftsmodell, dee bewisenermoossen am grousse Stil Inegalitéite schaaft. Inegalitéiten tëschent Länner a Regiounen, mä och Inegalitéiten tëschent de Mënschen innerhalb vun deene Länner. Et ass e Modell, deen och d'Emwelt zerstéiert, net nëmmen d'Klima, mä eis natierlech Ressourcen ausbeut. A wa mer awer mathëllefen, d'Liewensbedéngungen an d'Liewensgrondlag vu Milliounë vu Leit ze degradéieren, da fält dat fréier oder spéider op eis zréck. Konflikter, politesch Onstabilitéit, Fanatismus an Ënnerdréckung sinn d'Konsequenzen dovunner. An déi aktuell dramatesch Migratiounswell ass bedenklecherweis wahrscheinlech just e Virspill dovunner.

E groussen Deel vun de Multinationallen, deenen hir Finanzéierung via den Investmentfongen jo ee vun den Haaptpiliere vun eiser Ekonomie ass, suergen dobaussen an der Welt fir ganz vill Misär. Mënscherechtsverletzungen, Exploitatioun vun den Aarbechter oder Emweltzerstéierung si keng vereenzelt Phenomeener a Problemer méi. A wa mer deene Multinationallen an deenen Ultraräichen dann och nach hëllefen, op legal oder och heiansdo e bësse manner legal Manéier hir Steierlaascht ze minimiséieren, da si mer direkt mat responsabel un der Degradatioun vun de Liewensbedéngunge vu Leit.

Den Här Ausseminister sot gëschter am Kontext vun der Flüchtlingskris, mir misste méi Solidaritéit mat Griichenland beweisen. Mir mengen dat als Lénk och. Mä mir froen eis awer, wou d'Solidaritéit mat Griichenland virun zwee Joer war, wou am Eurogroup Griichenland niddergemaach ginn ass. Ware mer op der Säit vun deenen, déi d'europäesch Solidaritéit verteidegt hunn, oder bei deenen, déi d'griichescht Vollek am Interêt vun deene grousse Banke bludde gelooss hunn?

An ech froe mech, wat dës Regierung dann zu deenen inakzeptabelen, xenophoben a chauvinisteschen Aussoe vun engem Här Dijsselbloem seet, deen elo nach an engem Interview mat der FAZ gemengt huet, déi europäesch Südlänner kéinten net déi ganzen Zäit Alkohol drénken an hir Suen a Fraen investéieren an dann och nach vun eis Sue froen. Dat ass de Geeschteszoustand vun engem Deel vun der Féierung vun Europa. An et ass Ausdrock vun enger Kris, déi wesentlech méi déif ass a méi wäit geet wéi d'Scholdekris.

Här President, Eegennotz gesi mer awer och beim Brexit. Vierdergrënneg ënnersträicht d'Regierung hir Solidaritéit mat de 27 a weist sech besuergt iwwert den Impakt op d'Unioun. Hannert de Kulisse gëtt awer scho fläisseg manövréiert, och zesumme mam brittesche Kapital, fir e méiglechst grousst Stéck vum Kuch ze kréien. Déi lëtzebuergesch Regierung an den Här Ausseminister sinn och séier um Plang, fir aner Memberlänner oneuropäescht Verhale virzegeheien. Dacks zu Recht. Wann den Här Ausseminister d'Derivë vu munchen osteuropäesche Länner uprangert, dann huet en dobäi eis voll Ennerstëtzung.

Mä Lëtzebuerg selwer ass kee Musterschüler an Europa. Well wat ass méi oneuropäesch, wéi eng Fiskalpolitik ze bedreiwen, déi eise Partnerlänner systematesch d'Suen aus der Statskeess zitt? Well wat anescht war déi Steierreform, déi d'Steieren op de Benefisser erofgesat huet mam Argument, fir méi Kapital a méi Entreprisen op Lëtzebuerg ze zéien? An der CSV ass souguer dat nach net wäit genuch gaangen. Soulaang Lëtzebuerg de Motor vun enger geckeger Course no ënnen ass, wat d'Gewënnsteieren ugeet, soulaang den dominéierende wirtschaftspolitesche Paradigma dee vun der Kompetitivitéit a vun der Konkurrenz ass, soulaang si Begréffer wéi Kooperatioun a Solidaritéit am beschte Fall Wonschdenken, am schlëmmste Fall Zynismus.

E weidert Beispill ass d'Verteidegungspolitik. D'Oprüstung vun der NATO ass keng Necessitéit fir eis Sécherheet. De Budget vun der NATO ass elo schonn ëm e Villfaches méi grouss wéi dee vun de potenzielle Menacen. À propos Menacen oder den „enemy", wéi en heescht, wien ass dat dann? Ass domadder dem Putin säi Russland gemengt? Also dat Russland, wou Lëtzebuerg e belligeranten Dirigent als Honorarkonsul sëtzen huet? Déi wahnsinneg Erhéijung vun de Verteidegungsausgaben ass just eng Necessitéit fir d'Rüstungsindustrie!

Här President, an der Kooperatiounspolitik gëtt hei am Parlament ganz dacks iwwer Kohärenz vu Politik geschwat. Ech mengen, datt mer och mussen a Saachen Aussepolitik generell iwwer Kohärenz vu Politik schwätzen, well mir hunn den Androck, datt de Kär vun der Lëtzebuerger Aussepolitik net am Ausseministère gemaach gëtt, mä op ganz anere Plazen. An dës Politik provozéiert Evenementer an Entwécklungen, deenen den Ausseminister souguer mat deene beschten Absichten, déi en huet, just nach hannendrulafe ka wéi e plakege Pompjee hannert dem Pyroman.

Schlussendlech ass eis Diplomatie just domadder beschäftegt, d'Symptomer ze geréieren an eng Fassad oprechtzëerhalen. D'Fakte schafen anerer. Dat huet ee gëschter an der Deklaratioun vum Ausseminister och gemierkt. D'Flüchtlingskris, Populismus, Trump, Brexit, Syrien, Fanatismus a Migratioun, dat alles si Symptomer vun enger Feelentwécklung, déi vill méi déif gräift an un där eist Land net ganz onschëlleg ass. An iergendwann kréie mer déi Symptomer a Phenomeener net méi geréiert, well se en Ausmooss unhuelen, deen net méi gerabel ass.

Déi ekonomesch Promotioun kann duerchaus legitimm sinn a gehéiert sécher zur Aussepolitik vun all Land derzou. Mä et ass eng Fro vum Inhalt, vun der Verhältnismëissegkeet a virun allem, wéi eng Ziler schlussendlech priméieren. Zentral muss d'Fro sinn, wéi eis Politik sech op aner Länner, Regiounen a Populatiounen auswierkt. Wa mer dat aus den Ae verléieren, esou wéi dat am Moment de Fall awer ass, da gëtt d'Situatioun mat Sécherheet net besser.

Här President, den Här Ausseminister huet gëschter zum Schluss vu senger Ried, wéi gesot, de Franz Kafka zitéiert. Ech wéilt em just soen, datt mer oppasse mussen, wa mer esou virufuere wéi bis elo, datt mer net enges Dags moies waakreg ginn wéi de Gregor Samsa: um Réck leiend an net méi capabel, eis selwer ze bewegen. Als Lénke wëll ech awer net mam Franz Kafka ophalen, mä mam Bertold Brecht, deen a sengem Gedicht „An die Nachgeborenen" och déi däischter Zäite vun der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert beschreift. En

hält awer a sengem Gedicht op mat enger politescher Perspektiv, déi e bëssen ongewinnt ass, näämlech déi, datt e seet: „Daß der Mensch dem Menschen ein Helfer ist." Ein Helfer! Kee Frënd, kee Lover. En Helfer. A genee dat, mengen ech, géif och eisem Land ganz gutt zu Gesiicht stoen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Leschte Riedner ass den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. D'Zäit leeft. Ech muss e bësse kierzen.

(Hilarité)

Ech ka mech haut awer - well och scho villes gesot ginn ass, an och scho villes gesot ginn ass, wat ganz richteg ass - op een Aspekt konzentréieren, dee mech perséinlech an och a menger Aarbecht am Europarot dëst Joer vill beschäftegt huet: den Zouwuess vun extremisteschen a rietsnationale Bewegungen a Parteien.

2016 hu mer e stännegen Zouwuess zu dëse Bewegunge gesinn. D'Pegida ass an Däitschland marschéiert. D'AfD huet an de Sondagen ëmmer weider zougeluecht, genee wéi d'Marine Le Pen a Frankräich an de Geert Wilders an Holland. Am Juni hunn d'Populisten déi éischte Kéier gewonnen: beim Brexit-Vott.

Bei den US-Wahle ware méi Ligen, Falschmeldungen a Fake News op de sozialen Netzwierker ze liese wéi richteg Noriichten.

Et sinn iwwerall déiselwecht honnert Joer al Rezepter, mat deenen operéiert gëtt: géint de sougenannten „Establishment", géint d'Elitten, géint déi traditionell Parteien, géint d'Flüchtlingen, géint d'Auslänner, géint d'Press a géint d'Medien am Allgemengen. E gemeinsamen Nenner fanne se och an hirem „zréck zu deem Nationalen", „ewech vun der Vëlkergemeinschaft" an „géint Europa".

Et wär e Feeler, déi doten Tendenzen ze ënnerschätzen. An dat ass haut schonn e puermol gesot ginn. Ganz geschéckt ginn näämlech déi negativ Konsequenze vun der Globaliséierung ausgenotzt, fir Ängscht ze maachen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Dass Europa seng sozial Dimensioun nach ëmmer net fonnt huet, mécht eis et net méi liicht, fir dorobber ze äntwerten. Et ass dofir essenziell, dass dat soziaalt Europa iwwert d'Sonndesrieden eraus endlech zur Realitéit gëtt, dass mer sozial Standarde kréien, e soziale Mindestloun, gerecht Léin an eng gutt Ofsécherung vun eise Bierger. Dat sinn déi bescht Rezepter géint d'Extrême droite, déi hire Fonds de commerce op dem Misär vun de Leit opbaut.

Meng Partei, d'LSAP, huet dem Opruff vun der EU-Kommissioun gefollegt an huet hir Virstellunge vun engem sozialen Europa op Bréissel geschéckt. Et ass ze hoffen, dass vill Leit sech un dësem Debat bedeelegen a mir Europa esou dat Gesiicht kënne ginn, wat mer eis all erwënschen.

Mir vergiessen ze dacks, dass haut schonns déi Rietsnational a verschiddene Memberstate vun der Europäescher Unioun d'Regierung stellen. A mir erkennen ëmmer deeselwechte Modus Operandi: Als Éischt muss déi fräi Press ënner staatlech Kontroll gesat ginn, déi politesch Oppositioun an d'Zivillgesellschaft gi kalgestallt an da gëtt de Rechtsstat Stéck fir Stéck ofgebaut. Ouni eng fräi Press, ouni politesch Oppositioun an ouni Rechtsstat gëtt et keng Demokratie. Déi parlamentaresch Versammlung vum Europarot beschäftegt sech genee mat dëse Sujeten, mä och hei ginn d'Debatten torpedéiert vu riets an extrem riets.

Wa mir haut der Tierkei, berechtegterweis, de béise Fanger maachen, da musse mer eis awer och selwer de Spigel virhalen. Wat fir e Beispill gëtt d'Europäesch Unioun, wann ee vun hire Statscheffe verlaangt, dass d'Fro vun der Doudesstrof nees op den Ordre du jour muss kommen? Wat fir e Beispill gi mer, wann an engem anere Memberstat vun der EU d'Verfassungsgeriicht ënnert d'Kontroll vun der Regierung fält? Wat fir e Beispill gi mer, wa mer e pickegen Drot ronderëm eis Grenzen zéien? An d'Äntwert ass kloer: Et ass kee gutt Beispill. An dofir grad ass et esou wichteg, dass mer eisen europäesche Frënn soen, wou de Schong dréckt. Dass mer si drun erënneren, dass si ferm Engagementer geholl hunn, wéi si der Europäescher Unioun bäigetruede sinn. Dass si déi europäesch Mënscherechtskonventioun respektéiere mussen an d'Uerteeler vu Stroossbuerg och mussen ëmsetzen.

An dofir mécht et mech esou houfreg, dass eisen Ausseminister net zéckt, fir dat ze soen, wat ze soen ass. Jo, Här Mosar, natierlech gefält dat net jiddwerengem. Dat soll et och net. Hei zu Lëtzebuerg awer sollte mer him net an de Réck falen, mä mir sollten him de Réck stäipen. Alleguer. Ech géif mer wënschen, et géife méi Asselborns Jangen an Europa.

Une voix.- Ah!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Méi Politiker, déi de Courage hunn, sech staarkzemaache fir d'Rechtsstaatlechkeet, fir d'Mënscherechter an d'Demokratie...

Une voix.- Gutt esou.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- ...a manner där Politiker, déi de Kapp anzéien a léiwer näischt soen.

Une voix.- Bravo!

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Et gëtt och an deene Länner, vläicht souguer grad an deene Länner, Leit, déi esou e politescht Sproochrouer brauchen. Eisen Ausseminister mécht deene Courage, déi net averstane si mam Ofbau vun der Rechtsstaatlechkeet an hire Länner. Bierger, déi op hir Mënscherechter bestinn an derfir kämpfen. A Polen wollt d'PiS, op Initiativ vun enger extrem konservativer kathoulescher Organisatioun, d'Ofdreiwung a sämtleche Fäll verbidden an de Fraen domat e ganz fundamentaalt a laang erkämpftend Recht nees ewechhuelen. D'Black protests, Protester vun Dausende Fraen a Männer ganz a schwaarz, hunn esou laang gedauert, bis d'PiS hir Propos nees zréckgezunn huet.

An Ungarn wollt de Viktor Orbán seng onmënschlech Politik géint d'Flüchtlingen duerch e Referendum legitiméieren. Mä en huet Gott sei Dank dëse Referendum verluer.

A Rumänien wollt déi nei Regierung d'Bestrofung vun der Korruptioun massiv ofschwächen an domat d'Fortschrëtter aus de leschte Joren a Gefor bréngen. Am Januar an am Februar dëst Joer sinn dofir iwwer eng hallef Millioun Mënschen op d'Strooss gaangen, fir de Rechtsstat a Rumänien ze verdeedegen, a si hunn dobäi EU-Fändelen an d'Luucht gehalen.

Dobäi huet ee gesinn, dass d'EU nach ëmmer Mënsche ka begeeschteren, dass d'EU nach ëmmer als positivt Bollwierk géint Nationalismus, jo, souguer als Garant vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet och géint eng national Regierung empfonnt gëtt.

Lues a lues fänke méi Leit un, sech géint de Rietsruck an den Nationalismus ze positionéieren an nees aktiv fir Europa op d'Strooss ze goen. Leit, déi net bereet sinn, den Nationaliste kampflos d'Feld ze iwwerloossen, déi net bereet sinn, d'EU einfach opzeginn, déi net bereet sinn, d'Grondwäerter vun eiser Gemeinschaft iwwer Bord ze werfen.

An och decidéiert proeuropäesch Positioune gewannen nees un Zoulaf. A Frankräich steet de Macron zwar fir Erneierung, mä definitiv fir Europa. An Däitschland gewënnt de fréieren Europaparlamentspresident massiv un Ënnerstëtzung. An hei zu Lëtzebuerg ass a bleift en zudéifst iwwerzeegten Europäer dee mat Ofstand beléifste Politiker am Land. Hei zu Lëtzebuerg gleewe mer un d'Europäesch Unioun, och wann net alles perfekt ass. Si garantéiert eis zanter Jorzéngte Fridden a Wuelstand.

Mir däerfen dofir net dauernd op d'Unioun klappen. Mir däerfen dem Discours vun den Nationalisten net noginn, mä mir mussen dës Unioun verbesseren an erëm kloermaachen, dass se méi ass ewéi e gemeinsame Wirtschaftsraum, näämlech eng Unioun vun de Staten a vun de Bierger.

Dësen Optrag geet un d'Politik, selbstverständlech, mä e geet och doriwwer eraus. Et ass en Opruff un all d'Bierger hei am Land an an Europa, sech haut ze engagéieren, ob an ONGen, an der Politik oder soss an der Zivillgesellschaft. Kommt, mer waarden net, bis d'Kar am Dreck läit! Kommt, mer verdeedegen dat, wat mir Europäer an de leschte 60 Joer opgebaut hunn, well et brauch net vill, fir dat nees alles futti ze maachen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Cruchten. Mir sinn um Enn vum allgemengen Debat ukomm. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Wann Der erlaabt, Här President, ech wëll mech och kuerzfaassen, duerfir wëll ech vläicht hei stoe bleiwen. An ech géif meng Äntwert eigentlech abauen an dat, wat de Claude Adam gesot huet: D'Lëtzebuerger Diplomatie soll roueg sinn an iwwerluecht. Ech probéieren, dat dann ze maachen.

An dobäi wëll ech fir d'Alleréischt dem Här Marc Angel e grousse Merci soe fir seng Hëllef wärend dem ganze Joer. Ech mengen, e weist immens vill onopgereegtent Engagement an hien ass ee Lien tëschent dem Ministère des Affaires étrangères an der Chamber. An ech mengen, et ka kee sech iwwer seng Aarbecht bekloen, ob en an der Regierung oder an der Chamber ass, an der Oppositioun oder an der Koalitioun. Duerfir e grousse Merci op jidde Fall vu menger Säit un de Marc Angel.

En huet mech ze vill gelueft. Ech mengen, dass mer hei, vläicht mat enger Ausnam, vill Gemeinsames héieren hunn; vläicht e wéineg méi kritesch vun där enger oder där anerer Säit, mä et waren net nëmmen, an dat freet mech, Koalitiounssprecher, déi vill Konsens fonnt hunn an deem, wat mer aussepolitesch maachen.

Ech wëll vläicht awer soen, Här President, dass ech léiwer e falschen Diplomat sinn, am Sënn vum Churchill - wat jo hei zitéiert ginn ass -, deen dat, wat an de Memberlänner vun der Europäescher Unioun schifleeft - d'Pressefräiheet, Séparation des pouvoirs, d'Indépendance vun der Justice, an den Yves Cruchten huet dat ganz gutt elo ervirgestrach -, och konsequent uprangert, haart a kloer, wéi dann ee richtegen Diplomat, Här Mosar, deen ënnert sengem Mantel vun der Gläichgültegkeet wootlech buede geet.

Ech mengen, et gëtt Saachen an der Aussepolitik, déi net nëmmen Europa eppes uginn, mä déi eist Liewen hei zu Lëtzebuerg uginn. A wann déi op eng schif Bunn kommen, wann d'Press an engem Land net méi fräi ass, wann d'Justiz net méi fräi ass, wann d'Regierung muss un der Justiz oder un der Séparation des pouvoirs béien, da leeft et schif. Da si mir, wann esou eppes géif aräissen, net méi dat Land, och hei zu Lëtzebuerg, wat mer haut sinn.

An ech géif kengem vun deenen, déi gewësse Sympathië fir esou Regimmer fleegen, och hei op der Tribün, wënschen, dass se missten an esou engem Land liewen.

Ech wëll och vläicht direkt op dat agoen, wat zur Tierkei gesot ginn ass - ech mengen, mir brauchen net erëm den Debat unzefänken -, op d'Präsenz vum Ekonomiesminister gëschter an der Tierkei. Éischtens emol, fir dat kloerzestellen, et war keng Mission économique. Dat Ganzt heescht JETCO, dat heescht Joint Economic and Trade Commission. Déi gëtt all Joer ageruff, eng Kéier an der Tierkei, eng Kéier zu Lëtzebuerg. D'lescht Woch war Italien an der Tierkei. Déi Woch virdru war Frankräich do mat hirem Ekonomiesminister. Eise Minister war och do. An ëm wat geet et do? Et gëtt do kontrolléiert, ob Lëtzebuerger Betriber, déi an der Tierkei sinn, oder tierkesch Betriber, déi zu Lëtzebuerg sinn, keng Problemer hunn.

D'SES war derbäi, de Guardian war derbäi, De Nul war derbäi, d'Cargolux war derbäi, CFL Multimodal war derbäi, ArcelorMittal war derbäi. An déi waren immens frou, fir mat der tierkescher Säit schwätzen ze kënnen. Zum Beispill, dass Betriber, déi ënner Dumpingproblemer falen, kënnen evoquéiert ginn. Et si Betriber, déi administrativ Problemer hunn. Dat ass evoquéiert ginn a Präsenz vum Wirtschaftsminister. An duerfir musse mer e wéineg ausenanerhalen: De Minister an och déi Betriber waren net do, fir do Promotioun ze maachen, mä si waren do, fir deene Betriber, déi do sinn - ech soen dat nach eng Kéier -, ze hëllefen, wa Problemer sinn. An de Minister Schneider huet an alle Gespréicher - dat huet eisen Ambassadeur mer och, neutral wéi en ass, confirméiert - souwuel op der Televisioun an der Tierkei, also virun der Press, wéi och an de Reuniounen op déi rechtsstaatlech Verletzungen higewisen an déi staark condamnéiert.

Ech weess net, wéi et an der Europäescher Unioun genee elo virugeet zu dësem Moment. Ech weess, dass de 16.4., dat ass elo geschwënn, dee Referendum stattfënnt an der Tierkei. Et muss ee sech elo froen - an déi Diskussioun fënnt och statt an der Europäescher Unioun -, ob een do virdrun, zum Beispill am Conseil vun den Ausseministeren, deen den 3.4. ass, nach eng grouss Debatt driwwer féiert an erëm eng Kéier nach méi do vläicht hëlleft, an eng falsch Richtung ze goen. Mir hunn déi Analys gemaach. Dir hutt se alleguer gemaach, ech hu se gëschter gemaach, mir brauchen do net vill drop anzegoen.

Dat, wat geschitt ass, geet elo net spurlos un de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei eriwwer. A wat fir enger Form (veuillez lire: och ëmmer). Ech géif och do bieden, hei net mat Motiounen ze operéieren. Dat brauche mer alles net. Lëtzebuerg weess, wat et do ze maachen huet. Mä dat muss eng konzertéiert an eng eestëmmeg Decisioun sinn. Dir wësst, alles, wat geschitt a Saachen Debaten oder Weiderféiere vun Negociatiounsstrukturen, muss eestëmmeg decidéiert ginn, fir et op eng aner Schinn ze brëngen.

Sou! Ech wëll och soen, den Här Mosar, mengen ech, huet dat ugeschnidden, Éisträich. An dat ass och eppes, wat mech trotzdeem ganz staark geheit. Mir hunn an der Europäescher Unioun als Ausseministeren alleguerten, dat heescht 27 vun 28, eng kloer Positioun gehat. Et war een Ausseminister, de Kolleeg aus Éisträich, enger anerer Meenung, an duerfir konnte mer keng Konklusiounen unhuelen; och keng Konklusiounen iwwert dat, wat de Balkan ugeet. Bon, dat ass säi gutt Recht. Ech sinn net sécher, ob dat alles vun der éisträichescher Regierung gedroe gëtt, mä dat geet mech och näischt un. Wat ech weess, dat ass, dass den Ausseminister vun Éisträich sech Gedanke mécht, a scho méi laang, fir den australesche Modell hei an Europa och unzewenden. Dat heescht op Lëtzebuergesch, dass déi Flüchtlingen, déi wëllen an d'Europäesch Unioun erakommen, net erageloss ginn, mä op iergendeng Insel kommen - ech weess net wou, mä ausserhalb vun Europa - an dass déi dann do op där Insel solle kontrolléiert ginn a gekuckt gëtt, wie kann erakommen a wien net.

Meng Äntwert dorobber ass, dass esou ee Modell mat eiser Mënscherechtskultur, déi mer an Europa hunn, net ze verknäppen ass. An duerfir wollt ech och soen: Et geet mir net ëm den Här Kurz oder ëm Éisträich, et geet mir ëm dee Prinzip. An ech sinn immens frou, dass de President vun der Kommissioun zu Bréissel, dee jo och, wann ech richteg am Bild sinn, Éierepresident vun der CSV ass, grad wéi och den Här Avramopoulos total menger Meenung op deem Punkt do sinn.

Da komme mer vläicht nach an e puer Sätz zu Israel a Palästina. Bon, Här Mosar, Dir hutt hei, a vill aner Kolleegen och, de Gusty Graas zum Beispill, an och de Claude Adam grad wéi de Marc Angel natierlech och, vun de Wäerter geschwat. Mir musse wëssen, a wann een esou laang derbäi ass, wéi ech elo leider derbäi sinn, an ëmmer erëm dee Misär gesäit, och d'Palästinenser hu Recht op Wäerter an hu Recht op Dignitéit. An duerfir: Et ass falsch, Här Mosar. 1993, am Kader vun den Osloer Gespréicher, ass e Bréif zirkuléiert tëschent dem Jassir Arafat an dem Premierminister Rabin, an do ass vu palästinensescher Säit Israel als Land unerkannt ginn.

An ech géif hei warnen, wierklech warnen, dass mer net de Feeler maachen, déi, déi sech fir eng Léisung asetzen, wéi ech dat probéieren ze maachen - ech hunn net 100%eg recht, dat ass kloer -, wann een d'internationaalt Recht verteidegt an doduerch déi muss kritiséieren, déi géint d'internationaalt Recht ginn, dass een da gesot kritt: „Du bass propalästinensesch an du bass antiisraelesch." Passt op domadder! Ech verdroen dat als Persoun, mä wat de Fong dovunner ugeet, do leie mer falsch. Wierklech falsch!

Mir hunn elo eng Resolutioun vum Conseil de sécurité - dat ass internationaalt Recht - an do stinn d'Grenzen dra vun Israel an vu Palästina. A kommt, mer sichen dach eng Kéier och dat do emol an eise Kapp ze kréien, och wann dat elo net méi méiglech ass an der Europäescher Unioun! Ech soen Iech: Et ass net méi méiglech zënter dem Brexit. Zënter dem Brexit kréie mer d'Parameteren net méi op e Blat Pabeier geschriwwen. An dat ass en Hohn! Dat ass wierklech en Hohn! Wann déi Resolutioun aacht Deeg méi spéit zu New York um Ordre du jour gewiescht wier, no der Wahl vum President Trump, da wier de Conseil de sécurité héchstwahrscheinlech mat enger Géigestëmm aus Europa net capabel gewiescht, déi Resolutioun ze huelen.

Elo hu mer internationaalt Recht a mir sollten eis dorobber baséieren, fir virunzekommen. An ech mengen och, Här President, dass ee sech net däerf hannert dem Problem vun der Hamas an dem Problem vu Gaza, virun allem dem Problem vun der Hamas, verstoppen, fir bei der Siidlungspolitik vun den Israelien, déi katastrophal ass - et si 600.000 Leit, déi elo an de besate Gebidder wunnen -, net virunzekommen.

Ech géif mengen - an dat maache mer och -, mir si bei deenen - a mer sinn net do eleng -, déi wierklech wëllen no vir kommen. Ech hunn dat gëschter gesot an ech bleiwen derbäi: D'Fransouse ware fir eis eng Referenz 2014 um Conseil de sécurité an och elo fir déi international Konferenz. Ech sinn dohinner gaangen, well 68 Ausseministeren do waren; ech sinn net dohinner gaangen, well ech den Asselborn vu Lëtzebuerg sinn, mä fir matzehëllefen, zu enger Léisung ze kommen. An och dat ass no der Wahl vum President Trump alles elo an der Schwief. Dir hutt zwar gesinn, ech hunn dat och gëschter gesot, dass déi staark Aussoen, déi gemaach gi sinn, fir d'Ambassad vun Tel Aviv op Jerusalem ze deplacéieren, sech elo e wéineg geluecht hunn. Ech hoffen dat, well dat

géif wierklech eng drëtt Intifada do provozéieren. An dass och d'Zweestateléisung vun den Amerikaner elo ganz anescht gesi gëtt, soudass och den Trump héchstwahrscheinlech de President Abbas wäert empfänken.

An ech mengen, dass mer net däerfe lassloosse vun där Resolutioun, déi mer hunn, dass mer dat de concert mat anere Länner an der Europäescher Unioun maache sollten. An ech wäert op jidde Fall probéieren, alles ze maachen, fir an déi Richtung do weiderzegoen.

Ech wëll och hei nach zwou vläicht méi kleng Remarquë maachen, mä ech wëll se awer eescht huelen. Ech sinn hei gefrot ginn, firwat dass ech mech net fir d'Minoritéiten am Irak géif asetzen: d'Jesiden. Mä ech hunn de 15. Dezember d'Nadia Basee an och d'Lamija Adschi Bashar empfaangen. Dat si Laureate gewiescht vum Sacharow-Präis. Ech hu mech laang mat deene Leit ënnerhalen, och eis Diplomaten. A ech hunn - dat kënnt Der nokucken, dat steet an de Protokoller -, wéi mer zu Bagdad ware mam Benelux, dem Premierminister al-Abadi am Irak kloer gesot, dass se wierklech missten an der Regioun vu Sindschar, wou d'Jeside sinn, déi Cause vun deene Leit vertrieden an déi net do am Ree stoe loossen. Ech mengen, den Här Mosar ka jo net alles wëssen, mä Dir gesitt, dass ech awer probéieren, meng Aufgab esou gutt ze maachen, wéi et nëmme geet.

Une voix.- Ech weess.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- De Claude Adam huet nach de Kamerun ugeschwat. Ech muss soen, de Kamerun ass kee Land, dat mer permanent op dem Ordre du jour hunn an eisem Conseil. Mä Dir hutt total recht. Ech ginn Iech total recht. Hei ass eppes amgaangen, wou zwou Communautéiten, déi anglofon an déi franséisch, géintenaner virginn. Et gëtt zwou anglofon Communautéiten. An dann, déi frankofon, dat ass natierlech déi gréisst. Do si grouss Troublen, well Professeren net genuch Franséisch kënnen oder Professeren net genuch Englesch kënnen. An elo ass dat esou wäit gaangen, dass den Internet op der anglofoner Säit gespaart ginn ass.

Mä bon, et ass eng kleng Lueur do, de President huet elo eng Kommissioun designéiert vu 15 Leit, an déi sollen elo probéieren, dass eben de Kamerun zwou offiziell Sprooche kritt. Se kënne vläicht eng Kéier do an d'Belsch goen, fir e wéineg ze kucken, wéi een dat mécht.

Mä net am Geck, ech wollt soen, dass hei wierklech och vun der Europäescher Unioun (veuillez lire: eng Reaktioun komme muss). An ech wäert dat och, wat den Här Adam gesot huet, eescht huelen. Vläicht kënne mer och e klenge Bréif maachen als Lëtzebuerg un d'Federica Mogherini, fir op dee Problem opmierksam ze maachen, deen hei an eisem Parlament ugeschnidde ginn ass.

Fir ofzeschléissen, Här President: Ech hunn, wéi ëmmer, dem Claude Adam ganz opmierksam nogelauschtert. En huet de Brecht zitéiert. An en huet vun „Helfer" geschwat. Ech wëll just soen...

Plusieurs voix.- Dat war den Här Baum.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Den Här Baum, pardon. Wat hat ech gesot?

Plusieurs voix.- Den Här Adam.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen, den Här Marc Baum, entschëllegt.

En huet de Brecht zitéiert an dat Wuert „Helfer" an de Mond geholl. Lëtzebuerg, ech konnt dat gëschter e wéineg weisen, mir hunn 1% vum RNB fir d'Kooperatioun. Dat ass „Helfer". A mer maachen dat net eleng mat Suen. Mir sinn och bei den UNO-Missiounen a bei den europäesche Missiounen an deene Länner, wou de Fridde muss stabiliséiert ginn, derbäi. Mir probéieren, mat deene bescheidene Mëttelen, déi mer hunn, och déi Cause vum „Helfer" als Lëtzebuerg op dat gutt Gleis ze kréien.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn eng Demande fir Parole après ministre vum Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt just zwou kleng Bemierkunge maachen. Fir d'Éischt soen ech dem Här Minister Asselborn villmools Merci fir seng weider Erklärungen. Just zwou Bemierkungen.

D'Resolutioun 2334, déi den Här Minister Asselborn ugeschwat huet, déi am Dezember 2016 vum Sécherheetsrot ugeholl ginn ass, ass eng net rechtlech bannend Resolutioun. Si ass net ënnert dem Kapitel 7 vun der UNO ugeholl ginn. Et ass natierlech e politescht Instrument, et ass elo awer net Deel vum internationalen Droit, wat eis géif bannen.

Déi zweet Bemierkung betrëfft Éisträich. Ech schléisse mech do der Kritik vum Här Mosar am Groussen a Ganze gär un. Den Här Minister Asselborn hat de 6. Januar 2017 Éisträich kritiséiert a gesot: „Das ist rechtsnationales Gedankengut." Deemools hat den éisträichesche Minister, säin Homolog, eng Propositioun gemaach, fir Flüchtlinge baussent dem Territoire vun der Europäescher Unioun ze logéieren.

Dat huet eben déi Kritik ervirgeruff, déi elo hei rappeléiert gouf. Den 3. Februar 2017, dat heescht, net emol e Mount no dem Här Minister Asselborn senger Kritik, war e Sommet: Stats- a Regierungscheffe sinn op Malta zesummekomm a si hunn eng Strategie iwwert den Ëmgang mat de Flüchtlingen am Mëttelmier arrêtéiert. Do huet den Här Bettel deelgeholl un där Reunioun, huelen ech un. An de Punkt 4 vun de Konklusioune vun deem Conseil ass: den Opbau vu sécheren an ugemoossenen Opnaminstallatiounen a Libyen, zesumme mat dem Flüchtlingshëllefswierk vun de Vereenten Natiounen, UNHCR, an der Internationaler Organisatioun vu Migratioun. Do ass also, net emol e Mount méi spéit, eppes zréckbehale ginn, wat den Här Minister Asselborn e puer Deeg virdrun als „rechtsnationales Gedankengut" bezeechent huet. Ech huele jo un, datt en dat net wëllt dem Lëtzebuerger Premier och ënnerstellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn eng aner Demande de parole après ministre. Da kann de Minister vläicht op déi zwou zesummen äntwerten. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et um Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier op déi Thematik Israel/Palästina agoen, well de Minister mer eigentlech net op meng Fro geäntwert huet. An ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer och soen, wat d'CSV-Positioun an deem Dossier ass.

Mir condamnéieren, gradesou wéi den Här Ausseminister, d'Siidlungspolitik vun den Israelien. Ech mengen, do gëtt et absolument guer keen Zweifel drun. Mir plädéieren nach wie vor fir eng Zweestateléisung. Do, wou mir allerdéngs e Problem gesinn, Här Ausseminister, an do hutt Der eis net kloer drop geäntwert: Et muss ee wëssen, datt an der aktueller Palästinensescher Autoritéit d'Hamas een Deel dovun ass. An d'Hamas...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo dach, dach! ...ass ganz eleng zoustänneg zum Beispill fir den Territoire vum Gaza. Mir wëssen alleguerten, datt d'Hamas refuséiert, bis haut, d'Existenzrecht vun Israel unzëerkennen. An dat hu mer och d'lescht Kéier kloer hei gesot - wéi mer eng liicht aner Motioun erabruecht hu wéi déi vun der Majoritéit -, datt et fir eis net virstellbar ass, datt e wichtegen Deel, Här Minister - well d'Hamas ass net iergendwéi eng kleng Organisatioun -, haut nach d'Existenzrecht vun Israel net unerkennt! A fir eis ass dat eng kloer Conditio sine qua non, ier ee kann op de Wee vun enger Unerkennung goen.

Eng zweet Remarque - an et ass do, wou Der mer net drop geäntwert hutt. Ech hunn Iech déi deelweis katastrophal Beschreiwunge vun Amnesty International am Gazaträifen zitéiert. An dat si keng Kriticke par rapport zu den Israelien, mä dat si Kriticken, wéi d'Hamas an der Gazaträif mat hirer eegener Populatioun ëmgeet. A liest Iech dat emol duerch! Dat ass deelweis dramatesch. An ech wär frou, Här Minister, wann Der do awer och eng Kéier géift soen, datt dat esou net geet. An do wär ech frou, wann Der mer och, wann ech gelift, Är Äntwert zu där doter Thematik géift ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo. Déi éischt Fro... Et kann een alles verdréien, Här Kartheiser. Ëm wat geet et bei där Reunioun zu Malta? Do geet et drëm, dass ee versicht, an Zukunft mat Länner aus Nordafrika, ech soen dat elo, äänlech Accorden ze kréien, wéi mer der mat der Tierkei hunn. Dat heescht awer absolutt net - awer elo absolutt net! -, dass dat den australesche Modell ass.

Nodeem dass zu Malta déi Ouverture do gemaach ginn ass - ech ka mer dat och virstelle mat Tunesien, ech ka mer et virstelle mat Ägypten, ech ka mer et mat anere Länner virstellen -, si Biller komm vun de Campen a Libyen. Wann een déi Biller gesinn huet, an ech hat déi op enger däitscher Televisioun ze kommentéiere kritt, do gëtt et Tortur, Violatioun. Dat si Prisongen, wou et absolutt net méiglech ass, an dat huet d'UNHCR och direkt gesot, dass mer kéinten déi Strukturen, déi do a Libyen bestinn, wann een dat Strukture kann nennen, vun do aus ze versichen, e Resettlement an Europa ze maachen. Dat ass net de Punkt. De Punkt ass e ganz aneren.

De Punkt ass deen, dass an der Iddi vum australesche Modell, ech schwätzen elo net méi vu Persounen, Leit, déi am Mëttelmier gerett ginn, net an Europa kommen, well d'Mëttelmier ass Europa, mä dass se zréckgeschéckt ginn ausserhalb vun Europa, op eng Insel oder ech weess net wuer, an dann do sollen a Campe kommen. Dat ass d'Iddi vum australesche Modell. An ech soen Iech: Dat ass eppes, wat een net ka mat eiser Mënscherechtskultur verbannen. C'est tout! A glécklecherweis huet dat sech och ginn. Et ass kee méi, deen dovunner schwätzt.

Déi zweet Saach, dat ass, wat den Här Mosar gesot huet. Fir d'Éischt fänke mer emol u mat Gaza. Also, et muss ee Gaza eng Kéier gesinn hunn, fir ze verstoen, ënner welleche Konditiounen d'Leit do liewen a wéi hermetesch dass Gaza zou ass. Ech war schonn Ausseminister, wéi Rafah nach op war, dat heescht, wéi déi Säit zu Ägypten op war. Dat ass zou, hermetesch zou.

Op der israelescher Säit ass et zou. Do komme vläicht 20 Leit am Dag eriwwer, déi ganz, ganz schwéier Problemer mat der Gesondheet hunn oder soss iergendeppes hunn, wou se mussen erauskommen. Mä soss ass dat hermetesch zou. An esou enger Enclave... An ech soen et nach eng Kéier: Dat ass, mengen ech, dräimol den Territoire vum Kanton Clierf, ee Siwentel vum Territoire vu Lëtzebuerg, ganz, ganz kleng, mat Vue sur mer, mä ouni dass do iergendwéi eng Motivatioun ka sinn. Mat ganz ville jonke Leit. Dir wësst, wat d'Mënsche maachen, wa se ënner Drock sinn a wa se net fräi sinn. Dann ass natierlech d'Demografie, déi steigt. A si steigt.

An dann ass do d'Organisatioun vun der Hamas, effektiv, dat sinn déi gréng Fändelen. Déi si staark do, déi dominéieren do. Dat ass ganz, ganz evident. Mä dat geet nach ëmmer virun, nach ëmmer virun, nach ëmmer virun, wa keng Ouverture vu Gaza kënnt! An dat ass de Punkt. Mat Ärer Theorie, Här Mosar, bei allem Respekt, mä dann erkenne mer Palästina wierklech ni un, well ënnert deenen dote Konditioune gëtt dat ni e Fortgang. An dat muss ee maachen!

Dir maacht e Feeler: D'Autorité palestinienne huet näischt mat Hamas ze dinn. D'Autorité palestinienne ass de President Abbas. Ech soen elo net, dass och d'Fatah eppes ass, wat een total kann ënnerstëtzen, mä ech soen Iech: Wa mer keng Hoffnung maachen a wa mer eis hanner esou Saache verstoppen, wéi Dir se elo gesot hutt, dann erkenne mer Palästina ni un! An et geet net ëm d'Hamas! An et geet net ëm d'Fatah! Et geet ëm d'Realitéit!

Do ass en Territoire gedeelt ginn, deen ee fir d'Araber - dat sinn d'Palästinenser -, an deen anere fir d'Judden. Mir waren déi, déi déi jüddesch, ech mengen, 1946 - ech weess elo net de geneen Datum - direkt unerkannt hunn. Mä zënterhier huet Palästina kee Stat. Dat musse mer dach eng Kéier verhalen. An déi Onrou, déi do besteet, déi geet virun. An d'Sécherheet vun Israel, déi gëtt nëmme garantéiert an Zukunft, wann och d'Palästinenser e Stat hunn. D'Israelie sinn dach demografesch total an der Defensiv! Am Joer 2050 gëtt et dat net méi. Do ginn déi Explositivéit an och deen Drock jo nach vill méi grouss.

An duerfir géif ech mengen: Kommt, mer probéieren dach hei an dëser Chamber, eis net hanner Ritualer ze verstoppen! D'Palästinenser hunn ee Recht op hiert Land. A loosse mer kucken an der Europäescher Unioun, dat maachen ech op jidde Fall, dass mer op de Wee kommen, dass mer och eng Kéier e Land hu fir d'Palästinenser, wat ofgesécher ass, wat eng Zweestateléisung ass!

De Claude Adam huet mech gefrot: Jo, d'Zweestateléisung ass nach ëmmer deen eenzege Wee. Ech soen net gären alternativlos, mä wann et keng Zweestateléisung gëtt, wat hu mer dann? Dann hu mer ee Stat - ee Stat! - mat Apartheidssystem op deem Territoire, deen dann zum Deel Jordanien an zum Deel Israel ass. An dat musse mer verhënneren, well dat gëtt eng Oprou do op deem Territoire.

Ech géif och mengen, dass de Premierminister vun Israel Netanjahu an enger immens komfortabeler Situatioun ass. An duerfir hoffen ech, dass Amerika, nodeem dass de President Abbas beim President Trump war, e wéineg agesäit, och wann dat net ënnert dem Artikel 7 ass, wéi den Här Kartheiser richteg gesot huet, dass déi Resolutioun 2334 awer gesi gëtt an dass een déi kann ëmsetzen, an dass et falsch ass, dass d'Amerikaner opgrond vun där Resolutioun do all Moyene praktesch fir d'UNO sträichen. Dat geet widdert d'Mauer! Dat gëtt en neie Krich do, esou sécher wéi Amen am Gebiet ass. An duerfir muss ee probéieren, vernünfteg ze bleiwen. A loosse mer eng Kéier a Rou doriwwer schwätzen - a Rou! - an net eis hannert Dogme verstoppen.

Israel ass eise Frënd, d'Palästinenser sinn eis Frënn, a si sollen allen zwee iwwerliewen an net nëmmen een.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An da ginn ech d'Wuert un den Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Israel a Palästina, dat ass en Häerzensuleies vun eis, dat deele mer och mam Här Ausseminister. Ech mengen, mir mussen dem Här Ausseminister och felicitéieren, datt hien op dësem Punkt op jidde Fall - wa mer och op anere Punkte Meenungsverschiddenheeten hunn - wéinstens Kloertext schwätzt a gewëss Saachen erëm an dat richtegt Liicht réckelt, no deene falsche Fakten, déi vun der CSV an vun der ADR duergeluecht gi sinn. Mä ech hätt eng Fro...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat sinn dach keng falsch Fakten! Elo geet et awer duer!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech wäert...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Dir hutt d'Wuert net!

(Interruption)

Jo. Ech hunn Iech och virgeschloen, datt Der och musst Rapporten iwwer...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...Mënscherechtsverletzunge liesen iwwer Israel, Här Mosar. Mä dat wëllt Der net maachen, well Dir sidd eesäiteg. Mä ech hunn eng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner, formuléiert Är Fro ganz kuerz!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech sinn ënnerbrach ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn hei am Zeenario Parole après ministre.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- D'accord. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A mir fänken d'Debatt net nach eng Kéier nei un. Also formuléiert Är Fro ganz kuerz!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech formuléiere se ganz kuerz. Mir hu Motiounen ugeholl, virun zwee Joer, iwwert d'Unerkennung vum Stat Palästina. Et waren der zwou, déi zum groussen Deel an déiselwecht Richtung ginn.

Et gouf gefuerdert, datt d'Autorité palestinienne dann Israel unerkenne misst. A wa mer bis esou wäit wieren, da géif Lëtzebuerg Palästina och als Stat unerkennen. Ech wollt d'Fro just konkret nach eng Kéier stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also...

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma dach!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Et ass drop geäntwert ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et ass drop geäntwert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also et ass drop geäntwert. Also, wann ech gelift...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, wäert Lëtzebuerg dann elo... Neen, ausserhalb vun aneren, wäert Lëtzebuerg dann elo Palästina unerkennen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also...

Une voix.- Do gouf schonn drop geäntwert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wéini ass do eppes drop geäntwert ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wagner,...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

...Dir hutt e mandatéierte Spriecher gehat. Mir hunn anstänneg Äntwerte vum Minister kritt. Mir maachen d'Debatt elo net nach eng Kéier vu vir un.

Ech hunn hei nach eng Demande Parole après ministre vum Här Kartheiser, mat der Bitt, ganz

kuerz ze sinn, well dat Spill kann ee jo bis zum Enn dréie loossen. Maacht et ganz kuerz!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech maachen dat wierklech ganz kuerz. Et si just zwou Saachen, déi een net kann einfach am Raum stoe loossen. Ech bieden och den Här Minister dofir ëm Versteesdemech. An ech mengen, wann ech dat elo soen, gesäit en och firwat.

1947, Här Minister, jo, d'UNO hat e Plang fir d'Deelung vun deem Gebitt. An dat war opgedeelt an e Gebitt, wat sollt de Stat Israel ginn, an dat anert sollt de Palästinenserstat ginn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Arabesch!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Pardon?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Arabesch.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, neen.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Jo. Mä fir déi Populatioun - well de Begréff „Palästinenser"..., dat féiert elo ze wäit -, déi mer mengen. An et waren déi arabesch State ronderëm deen neie Stat Israel, déi dat net unerkannt hunn an direkt dann e Krich gefouert hu géint de Stat Israel. Wär dat net geschitt, wäre mer haut wahrscheinlech net an där Situatioun, an där mer sinn.

Gläichzäiteg ass et zu massiven, leider, Expulsioune vu jüddische Populatiounen an arabesche State komm. Dat ass vläicht eppes, wat een éischter als rassistesch oder als ethnesch oder reliéis Säuberung, wéi och ëmmer, oder als Apartheid ka bezeechnen; obschonn ech mengen, datt mer de Begréff „Apartheid" sollte fir dat reservéieren, wat et wierklech war, näämlech en onmënschleche Regimm a Südafrika. Ech mengen, et ass ëmmer falsch, esou Begréffer op aner Situatiounen ze iwwerdroen, well se dat dann net genau charakteriséieren, wat do ass.

Ech mengen och, datt et den Araber sielen, an där ganzer Géigend vum Moyen-Orient, esou gutt geet wéi deenen arabesche Bierger vum Stat Israel, déi onheemlech vill Rechter hunn, déiselwecht Rechter wéi d'Judden, an héich Funktiounen an deem Stat erfëllen. An ech mengen net, datt een engem Stat Israel, zemools mat deem Hannergrond an deem groussen Devouement fir Mënscherechter, deen dee Stat huet, kann eppes ënnerstellen, wat einfach net dem Fall entsprécht. Et ass e Land, wat leit ënnert där Situatioun a sécher keen Apartheidsstat.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech mengen, et ass alles gesot. An ech géif och mengen, dass mer Interêt hunn, fir eist Reglement ze präziséieren, wat d'Prozedure bei Parole après ministre ugeet, well mir kéinten am Prinzip dat hei elo dréie loosse bis zum Geht-nicht-mehr. Mä dat maache mer; mir sinn amgaangen dorun ze schaffen.

Merci.

Motion 1

Mir hunn dann nach d'Motioun vum Här Kartheiser. Ech mengen, den Här Kartheiser huet se explizéiert. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Den Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Zur Motioun vun de Kolleege vun der ADR muss ech soen, si hunn ëmmer en Talent, d'CSV eppes wëlle soen ze loossen, wat se net seet. Wann Der mer näämlech gutt nogelauschtert hätt - ech weess zwar, datt Der dat normalerweis maacht, Här Kartheiser, mä an dësem Fall schéngt dat net de Fall ze sinn -,...

(Brouhaha)

...hunn ech gesot - ech hunn elo nach eng Kéier selwer meng Ried hei -, „e virleefegt Enn vun de Bäitrëttsverhandlunge wär onauswäichlech". Dat heescht, dat ass eis Positioun. Dat ass allerdéngs eng aner wéi Är, wëll ech Iech soen, well Dir hätt gär en definitive Stopp vun de Bäitrëttsverhandlungen. Mir hunn eng Positioun, datt mer soen: Mir hätte gär, datt se elo op Äis geluecht ginn. Dat war eis Positioun an dat ass eis Positioun. An aus deem Grond verstitt Der, datt mer Är Motioun net kënne stëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur.*- Dir hutt dat wëlle kloerstellen, Här Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ginn et nach aner Wuertmeldungen? Den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Zur Motioun. Et ass esou, datt effektiv mir och schonn an der Vergaangenheet gesot hunn, datt et den ausdréckleche Wonsch vun de Leit, déi an der Tierkei persecutéiert ginn, de Membere vun der HDP, ass, fir déi diplomatesch Bezéiungen net ofzebriechen an och fir d'Bäitrëttsverhandlungen net ze stoppen. A mir si weiderhin op der Säit vun deene Leit. An net aus sturer ideologescher Haltung géint de Stopp vun de Bäitrëttsverhandlungen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ginn et weider Wuertmeldungen? Jo, den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Neen. Ech mengen, d'Regierung ass total op der Linn vum Marc Baum...

(Interruption et hilarité)

...a vun deenen, déi virdru geschwat hunn an där Saach do, souguer vun der CSV, vum Här Mosar. Mir sollten dat do net stëmmen. Fäerdeg.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da misste mer elo, ier mer fäerdeg sinn, ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

An ech lancéieren d'Ofstëmmung. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 57 Participatiounen, 3-mol Jo, 54-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf (par M. Marco Schank), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Lies), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler (par M. Gusty Graas), Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles (par M. Claude Lamberty), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens (par Mme Joëlle Elvinger) et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. A mir ginn eis Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer, fir de Rescht vun eisem Programm. E chargéierte Programm.

Merci. A gudden Owend.

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)

SÉANCE 30 JEUDI, 23 MARS 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat
- *Déclaration: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*
- *M. Eugène Berger*
- *Débat: Mme Diane Adehm, M. André Bauler (dépôt d'une motion), M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding (dépôt de deux motions), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Roy Reding, M. le Ministre Xavier Bettel (motion tenue en suspens)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

4. 6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes
- *Exposé: Mme Josée Lorsché*
- *Débat: M. Serge Wilmes (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Roy Reding (intervention de M. Alex Bodry)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

6. 7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»
- *Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Claude Lamberty, M. Frank Arndt, M. Roberto Traversini, M. Roy Reding, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *M. Marc Lies (parole après ministre), M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. François Bausch, M. Dan Kersch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Neen, Här President, zu dësem Moment net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da soen ech dem Här Innenminister Merci a mir géifen direkt zum normalen Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6915 betreffend d'Établissements classés. D'Wuert huet elo d'Madamm Rapporteur vum Projet, d'Madamm Taina Bofferding. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

2. 6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen Iech dann elo de Rapport vum Projet de loi 6915, och ënnert dem Numm „Seveso III" bekannt. Et ass virop e ganz technesche Projet, awer och en enorm wichtegen, well et geet ëm de Schutz vun der Gesondheet vun de Leit an et geet och ëm de Schutz vun der Ëmwelt. Méi genau geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Maîtrise vu Geforen am Zesummenhang mat gréisseren Accidenter mat geféierleche Substanzen. Éier ech elo op d'Beweeggrënn aginn, firwat dës Direktiv elo muss mat engem Gesetz ëmgesat ginn an net als Reglement, wëll ech kuerz erklären, wat iwwerhaapt den Objet vun esou Seveso-Richtlinnen ass.

D'Seveso-Direktive sinn dat europäescht Instrument fir eng eenheetlech juristesch Regelung zur Vermeidung vu Stéierfäll an Industrieanlagen, déi mat geféierleche Stoffer ëmginn. Si verfolgen d'Zil, schwéier Accidenter mat gréissere Quantitéite vu geféierleche Stoffer respektiv vum Mësche vu solchen ze evitéieren oder zumindest d'Suitte vun esou Accidenter fir de Mënsch an d'Ëmwelt ze reduzéieren.

Ongeféier 10.000 Betriber an Europa gi vun der Seveso-Gesetzgebung erfaasst. Fir Lëtzebuerg sinn et der 19.

Eng kuerz Erklärung awer vläicht nach, firwat et iwwerhaapt zu Seveso III komm ass. 2008 gouf eng ëmfaassend Iwwerpréiwung vun der Richtlinn Seveso II gemaach. Dorauser geet ervir, dass d'Regelungen am Wesentlechen effikass an appropriéiert sinn. Duerfir koum et och net zu gréisseren Ännerungen, mä zu Upassungen, fir Kloerstellungen ze maachen an d'Ëmsetzung an d'Duerchsetzung dovunner ze verbesseren.

Dës Elementer fanne sech och an de Grënn erëm, firwat d'Direktiv duerch e Gesetz elo muss ëmgesat ginn an net méi als Reglement. Fir ganz genau ze sinn, sinn et dräi Grënn, déi dozou gefouert hunn:

Éischtens wéinst der Gesondheet vun der Ëffentlechkeet. Bis elo sinn d'Bestëmmungen an d'Direktiven an dësem Beräich iwwer e Reglement ëmgesat ginn op Basis vum Gesetz iwwert d'Établissements classés vun '99. D'Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, geet awer méi wäit. Si huet zum Zil, d'Konsequenzen op déi mënschlech Gesondheet ze limitéieren. A well d'Gesondheet vun de Salariéen an och d'Gesondheet insgesamt vun der Ëffentlechkeet net ënnert d'Gesetzgebung vun den Établissements classés fält, muss duerfir en eegent Gesetz gemaach ginn, fir dës Direktiv da korrekt kënnen ëmzesetzen.

En zweete Grond ass wéinst der Dispens a Saachen Établissements classés. D'Gesetz vun '99 iwwert d'Evaluatioun vun den Aflëss vu bestëmmten Transporter betreffend d'Schinnen an de Fluch op déi mënschlech an déi natierlech Ëmwelt, kuerz d'Legislatioun „EIE Transport", gesäit fir verschidden Etablissementer Dispense vun der Gesetzgebung iwwert d'Établissements classés vir. Déi falen deemno net ënner Seveso a brauchen duerfir och kee Kommodo.

Ech versichen dat Ganzt, wat awer relativ technesch ass, da mat engem méi aktuelle Beispill ze illustréieren, dem Site Multimodal zu Beetebuerg, engem Fall, deen direkt dovunner betraff ass. Wann näämlech d'Seveso-Direktiv III duerch e Reglement géif ëmgesat ginn opgrond vum Gesetz iwwert d'Établissements classés, da géifen dës Projeten, déi um Site Multimodal zu Beetebuerg drunhänken, net ënnert d'Applikatioun vun der Seveso-III-Direktiv falen an domadder wär déi dann och net richteg ëmgesat.

Mat anere Wierder: Dëse Projet de loi suergt fir déi getrei Ëmsetzung vun der Richtlinn, wat bedeit, dass an Zukunft den Transport, den Triage an de Stockage intermédiaire net ënner Seveso an de Kommodo falen, dergéint awer de Stockage long terme, wat jo dann och eng gutt Saach ass.

Et sief och drop higewisen, dass opgrond vun dësem Projet de loi d'ITM wäert kënnen dem Site zu Beetebuerg déi néideg Autorisatiounen ausstelle fir de kuerzfristege Stockage an d'Ëmluede vu geféierleche Substanzen, déi dann och besser a méi sécher op de Schinnen transportéiert kënne gi wéi op der Strooss.

En drëtte Grond, firwat d'Direktiv Seveso III duerch e Gesetz an net als e Reglement kann ëmgesat ginn, ass wéinst der neier ëffentlecher Consultatioun. D'Legislatioun iwwert d'Établissements publics gesäit eng Consultatiounsprozedur fir d'Etablissementer vun der Klass 1 an der Klass 2 vir. Laut der neier Direktiv Seveso muss eng ëffentlech Consultatioun gemaach gi fir all Amenagement ronderëm d'Seveso-Etablissementer, wann déi d'Risiken oder d'Konsequenze vun engem gréisseren Accident erhéijen, dat awer onofhängeg dovun, zu wéi enger Klass se gehéieren, an onofhängeg vum Gesetz iwwert d'Établissements classés.

Wann een also d'Direktiv Seveso III iwwer e Reglement op Basis vum Gesetz iwwert d'Établissements classés géif ëmsetzen, géifen déi zwee am Widdersproch zuenee stoen, wat natierlech net dierft sinn. Fir dat ze evitéieren, gëtt d'Direktiv, wéi schonns e puermol gesot, iwwer en eegent Gesetz ëmgesat, mat deem dann och déi nei ëffentlech Consultatioun kann agefouert ginn.

Der Einfachheet halber sinn d'Prozeduren awer vu béide Consultatiounen déiselwecht, souwuel fir d'Établissements classés Klass 1 an 2 wéi och fir déi nei Consultatioun, déi mer jo elo domadder aféieren. Si kënnen deemno gläichzäiteg an an enger eenzeger Prozedur ofgehale ginn, wouduerch dann och fir den Exploitant nach kënne Käschte gespuert ginn.

Här President, wat déi legislativ Prozedur vum Projet de loi betrëfft, wëll ech drop hiweisen, dass de Statsrot 20 Opposition-formellen a sengem Avis opgelëscht hat. Déi konnte mer awer duerch eis Aarbecht an der zoustänneger Chamberskommissioun behiewen, an dat zesumme mat de Vertrieder vun de Ministèren an dem Sekretariat, deenen ech op dëser Plaz nach e grousse Merci wëll soe fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Zum Schluss wëll ech awer och nach erwänen, dass mer jo bekanntlech e grousse Retard bei der Transpositioun vun dëser Direktiv hunn. Mam Vott vun haut wäerte mer dëse Problem domadder léisen, wat awer sécherlech net verhënnert, sech nach fir d'Zukunft Gedanken iwwert d'Propos vum Statsrot ze maachen, fir eben e prozeduraalt Gesetz auszeschaffen, an deem all d'Prozeduren a Saache Seveso dee Moment dra wären.

Weider Detailer zu dësem ganz spannende Projet fannt Der a mengem schrëftleche Rapport. Dëst gesot, ginn ech dann direkt domadder den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo den Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut e ganz wichtegen a komplexe Projet, e Projet, deen op der sougenannter „Seveso-III-Direktiv" fousst, déi bis den 31. Mee 2015 hätt sollen transposéiert sinn. Et geet ëm geféierlech Substanzen, déi sech ënnert der Kontroll vun engem Betrib befannen an déi am Fall vun engem Feier, enger Explosioun oder äänlechen Evenementer Gefore fir Mënsch an Ëmwelt kënnen duerstellen.

Mat dësem Gesetzesprojet soll de legale Kader gestäerkt ginn, fir Mënsch an Ëmwelt viru gréisseren Accidenter besser ze beschützen. Op präventivem Plang bedeit dat, äänlech wéi dat de Fall bei den Établissements classés ass, dass déi betraffe Betriber ënner anerem iwwer eng Autorisatioun vun ëffentlecher Säit verfüge mussen an am Virfeld eng ganz Partie Informatiounen, zum Beispill iwwert d'Plaz, d'Natur vun den Aktivitéiten, déi projetéiert Quantitéiten u geféierleche Substanzen et cetera kommunizéiere mussen. Am Virfeld musse se och virdrun a virun allem e sougenannten „risk assessment" maachen. Och de breede Public also gëtt iwwer eng ëffentlech Enquête, äänlech wéi bei enger Kommodo-Inkommodo-Prozedur, mat an dëse Prozess agebonnen.

De Betrib muss sech och eng Politik ginn, wéi gréisser Accidenter sollen a kënne verhënnert ginn. Anescht wéi dat bei den Établissements classés virgesinn ass, sinn déi eenzel Betriber gehalen, intern Noutfallpläng auszeschaffen. Et ass also net de Minister, dee le cas échéant esou Pläng ka virschreiwen. All dës präventiv Mesurë sollen am Endeffekt derfir suergen, dass et net zu Accidenter kënnt, an am Noutfall hëllefen, d'Konsequenze vun engem awer méiglechen Accident besser ze geréiere respektiv ze limitéieren.

Mir als CSV, Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen dat. Ech hunn et awer och uganks gesot, mir transposéieren d'Seveso-Direktiv mat engem Retard vu bal zwee Joer. Mir geet et hei och elo net drëms, fir iergendengem Reprochen ze maachen. De Projet koum am November 2015 an d'Chamber an de Statsrot hat och eng ganz Partie juristesch Bedenken. D'Fro, wou den Dossier am Endeffekt ze laang geschleeft huet respektiv ob den Dossier vun Ufank un och uerdentlech preparéiert gouf, ass am Endeffekt och niewesächlech. Et ass awer elo esou, dass déi verspéiten Transpositioun Ongereimtheete mat sech bréngt.

Sou steet zum Beispill am Artikel 12 vun der Direktiv, wou et ëm d'Noutfallpläng geet, dass besteeënd Etablissementer „seuil haut", dat heescht Betriber, wou geféierlech Substanzen iwwer engem gewëssene Mooss virkommen, bis den 1. Juni 2016 en internen Noutfallplang missten opgestallt hunn. An der Gesetzesvirlag, déi mer awer elo haut stëmmen, steet awer am Artikel 20, dass sech déi Betriber eréischt ee Joer nom Akraafttriede vun dësem Gesetz missten un dës Bestëmmungen halen. Viraussiichtlech gëtt dat also dann Enn Mäerz, uganks Abrëll 2018, dat heescht bal zwee Joer méi spéit. Dat kann duerchaus problematesch si fir déi Leit, déi an esou engem Betrib schaffen! Si wëssen net, wéi se sech am Noutfall eventuell missten oder solle verhalen. De Risiko ass op jidde Fall emol ginn.

Déi virgenannt Delaie spillen awer net nëmmen, wat déi intern Noutfallpläng vun de Betriber ugeet, si spillen och, wat d'Informatiounsflichten ugeet, déi de Betrib vis-à-vis vun ëffentlechen Autoritéiten huet. An dat kéint och Repercussiounen op d'Ausschaffe vun externen Noutfallpläng hunn. Dës Pläng mussen näämlech vun der Verwaltung vum Rettungswiesen, also der Administratioun vun de Services de secours, op Basis ebe grad vun dësen Informatiounen opgestallt ginn. Dee Retard kéint also negativ Repercussiounen net nëmmen op d'Leit am Betrib hunn, mä och op d'Gestioun vun enger méiglecher Krisesituatioun.

Ëmmerhi si plus/minus 19 Betriber, esou steet et am Rapport vun der Rapportrice, méi oder manner vun den neie gesetzleche Regelunge betraff. Ech wier frou, wann de Minister eis eventuell heizou e puer zousätzlech Informatioune kéint ginn. Sinn d'Betriber eventuell scho konform? À voir!

Här President, d'Schwieregkeete bei der Ëmsetzung vun der Direktiv an hirer Artikulatioun mat der Legislatioun iwwert d'Établissements classés goufen zwar erkannt, an awer muss ee soen, dass d'Gesetz sécher net perfekt, mä perfektibel ass, sprëch et ass nach e bësselche Loft no uewen. Well och wann de Versuch gestart gouf, fir d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur mat där neier Seveso-Prozedur ofzestëmmen, esou muss een awer feststellen, dass dat Ganzt elo net immens gegléckt ass. Dat eigentlecht Zil war jo, derfir ze suergen, dass déi betraffe Betriber d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur zäitgläich mat der Seveso-III-Prozedur gestart hätten an am beschte Fall dann och zum Ofschloss bruecht hätten. Do ginn et awer elo Differenzen an den Delaien.

Mir sinn awer weider gudder Déng, dass de Minister eis herno eventuell soe wäert, wéi een dës zousätzlech Chargen, déi eventuell op d'Betriber an Zukunft kënnen duerkommen, minimiséiere kéint.

De Statsrot huet a sengem Avis eng eenzeg Loi de procédure gefuerdert, a mir wiere frou, wann de Minister seng Iddie kéint soen, iwwer wéi eng Zäitschinn dëst Gesetz dann eventuell op den Instanzewee kéint geschéckt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz eleng ass et awer nach net gedoen, et kënnt elo op d'Ëmsetzung an d'Uwendung vun dësem Gesetz un. Hei sinn net nëmmen d'Betriber gefuerdert, mä och de Stat ass gefrot. A mir hate schonn d'Geleeënheet, virun e puer Wochen iwwert d'ITM an hir Personaldecken ze schwätzen. Mat dësem Gesetz kommen op en Neits ganz wichteg an zousätzlech Missiounen op d'ITM duer. Et stellt sech also d'Fro, ob d'ITM och outilléiert ass, fir dëse supplementaren Aufgabe gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann ofschléissend och den Accord vun der CSV zu dësem Gesetzesprojet ginn. Et ass fir eis wichteg, dass d'Seveso-III-Direktiv a Lëtzebuerger Recht ëmgewandelt gëtt, am Interessi vum Mënsch an och vun der Ëmwelt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, wëll et awer net verpassen, der Rapportrice och nach Merci ze soe fir hire Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Eischen. Den Här Claude Lamberty huet d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, ech mengen, de Mëtten hu mer gewise kritt, dass een en technesch komplexe Projet ganz einfach a gutt kann erkläert kréien. Duerfir wëll ech der Rapportrice Merci soen an heimat den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lamberty. An d'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech géif mech och deene Mercien uschléissen un d'Rapportrice, déi dat ganz gutt gemaach huet. Vu dass der grénger Fraktioun natierlech Natur an Ëmwelt respektiv de Schutz vun de Mënschen och um Häerz leien, wäerte mir dëst Gesetz och stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Innenminister Dan Kersch a Vertriedung vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur (en remplacement de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol e Merci fir dat grousst Vertrauen och vun der Chamber hei fir dëse Projet. Ech wollt just soen, dass et eng Direktiv ass jo vun 2012, un där sech déi verschidden Administratiounen e bëssen d'Auer gebrach hunn. Dat ginn ech ganz gären zou. Et ass effektiv net einfach hei. Engersäits hu mer traditionell déi Administratiounen, déi sech och ëm d'Kommodosgesetz këmmeren, wéi d'ITM an och d'Administration de l'environnement. Allerdéngs waren nach eng ganz Rei vun aneren Administratiounen un dësem Projet de loi bedeelegt an et hu missen eng ganz Rei vu Concertatioune gemaach ginn.

Et ass och net gradesou einfach, wéi dat elo ee Moment hei ugedeit ginn ass, fir dat alles an engem Gesetz ënnerzebréngen. Dat war en Zil, sollt och nach en Zil sinn am Kader vun der administrativer Vereinfachung. Et muss een allerdéngs wëssen, dass nieft deenen traditionelle Gebidder vun der ITM an dem Environnement, wou et also drëms geet, d'Santé au travail ze garantéieren an anerersäits d'Protection de l'environnement ze garantéieren, et hei och ganz kloer ëm d'Santé vum Public geet.

Dat ass also en neit Element, wat derbäikënnt, wat muss berücksichtegt ginn. Et geet virun allem och drëms, fir d'Rechter vum Bierger och an Zukunft ze garantéieren an där ganzer Prozedur, déi mer hunn. An duerfir ass et och, mengen ech, ubruecht, fir an dësem Kontext ganz kloer eng Kéier ze soen, dass mer also méi wäit gi wéi dat, wat d'Direktiv vun eis verlaangt, wat d'Bedeelegung vum Bierger ugeet, näämlech doduerch, dass mer keen Ënnerscheed maachen tëschent Seuil bas a Seuil haut, wat also dem Bierger méi Matsproocherechter garantéiert, wéi mer dat u sech vun der Direktiv aus hätte misse maachen.

Duerfir mengen ech, dass dat heiten e ganz gudde Projet de loi ass, an duerfir sinn ech och frou, dass et sech undeit, dass d'Chamber deem mat enger grousser Majoritéit kéint zoustëmmen. E grousse Merci och un d'Rapportrice, déi mir et wesentlech méi einfach gemaach huet, hei Stellung ze huelen am Numm vum Aarbechtsminister.

Merci villmools!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister. A mir kënnen dann direkt zum Vott iwwert de Projet 6915 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6915 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6915 ass unanime mat 59 Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6915 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Cécile Hemmen), Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se bereet ass, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt vun der Dagesuerdnung gesäit d'Deklaratioun vum Premier- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel iwwert d'Konventioun vum Stat mat der CLT-UFA vir. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. An Dir wësst, dass d'Conférence des Présidents festgehalen huet, dass all Fraktioun a Sensibilitéit zéng Minutten huet.

D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister.

3. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat

Déclaration

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gefrot, fir haut eng Deklaratioun hei an der Chamber dierfen ze maachen iwwer eis Verhandlunge mat der CLT-UFA respektiv mam RTL Group, wat d'Verlängerung vun den Accorde betrëfft iwwert d'Prestatioun vun engem Service public an der Televisioun.

Den aktuellen Accord geet zréck op 1995 a gouf fir d'Lescht 2007 verlängert an ass gülteg bis Enn 2020. Et ass haut fir d'éischte Kéier, dass am Kader och vun esou Verhandlungen hei an der Chamber en Debat doriwwer ka stattfannen. An et ass och fir d'éischte Kéier, Här President, wou d'Chamber an och nach aner Akteuren an déi Negociatioun hei konnte matagebonne ginn. D'Regierung hält et och fir richteg a wichteg, dass mer dës Diskussioun oppen an och transparent féieren, well et geet hei ëm en ëffentlech-rechtlechen Optrag, also en Déngscht um Bierger, deen och mat ëffentleche Sue finanzéiert gëtt.

Ier ech awer elo an den Detail vun de Verhandlunge wäert agoen, wëll ech e puer Informatioune virausschécken, déi mer wichteg schéngen, fir de Kontext och méi kënne kloerzestellen.

Ganz am Ufank vun deem Prozess, wou mer a Verhandlungen och mat RTL gaange sinn, stoung d'Fro vun der Opportunitéit, eng national Tëleeschaîne ze finanzéieren. Déi Fro huet d'Regierung kloer mat Jo beäntwert, well d'Televisioun ëmmer nach eng ganz grouss Audience bei eis am Land huet. Laut där neister Plurimedia-Etüd kucken all Dag iwwer 146.000 Leit näämlech dee Programm hei zu Lëtzebuerg. Et ass an eisen Ae wichteg am Sënn och vun enger Medienpluralitéit an och am Gedanke vun enger sougenannter „Grundversorgung" am audiovisuelle Beräich, dass et och hei zu Lëtzebuerg eng national Televisioun gëtt.

Mir hunn och ganz am Ufank vun den Negociatiounen awer festgehalen, dass mer souwuel de Prozess vun de Verhandlunge wëllen aneschters gestalten, d'Konditiounen dovunner, an dass mer Ufuerderunge stellen, déi een als Conditio sine qua non och kéint bezeechnen. Sou hu mer vun Ufank u gesot, dass een hei e Kontrakt wéilt verhandelen, deen ëffentlech soll sinn an net an enger Black Box soll stattfannen.

Dann hu mer festgehalen, dass mer eis en eegent Bild wëllen och maachen iwwert de Fonctionnement, d'Käschtestruktur oder d'Gerance zum Beispill och vun der Entreprise, déi hei en ëffentlech-rechtlechen Optrag kritt. Duerfir gouf en externe Consultant an och en Auditeur beoptragt, fir eis bei dësem Prozess och kënnen ze begleeden.

Mir hu gesot, dass mer eng Verbesserung an och méi Efforte bei der Qualitéit verlaangen, also eng verbessert Mise en œuvre vun der Charte, un déi d'Journaliste sech hale mussen, a méi Präzisioun och zum Programm an dem Suivi.

Wat dernieft wichteg ass am Virfeld ze soen, ass, dass mer hei och an enger anerer Situatioun si wéi bei viregte Verhandlungen iwwert den Accord mat RTL. An der Vergaangenheet näämlech gouf et keen direkten Impakt jo op de Statsbudget. Dir wësst jo, well et do eng Zort Echange ginn ass tëschent RTL an dem Stat mat de Frequenzen, an dat huet deemools erlaabt, eng Tëlee..., et wor wéi gesot eng Zort Echange, deen erlaabt huet, RTL eng Tëlee mat enger Mission de service public ze offréieren, ouni dass et, wéi gesot, do an de Statsbudget grefféiert ginn ass.

Dee Modell konnt awer esou net méi weidergefouert ginn, well, sou wéi ech virdru gesot hunn, de Wäert vun den terrestresche Frequenzen net méi deen ass, deen e virun zéng, fofzéng oder souguer virun e puer Joer nach war. An d'Käschte vun de Frequenze si massiv erofgaangen a wäerten och nach massiv erofgoen, wa se net bis och eng Kéier carrément hire ganze Wäert verléieren an och hir Utilitéit.

Mir hunn och scho ganz fréi festgehalen, dass an dëser Konventioun de Finanzement net soll op zéng, fofzéng, zwanzeg Joer gemaach ginn, mä e soll sech jo op dräi Joer beschränken. D'Regierung ass näämlech och der Meenung, dass ee bei engem Medium, wat sech - an dat kënne mer alleguerte feststellen - esou rasant entwéckelt, net kann Engagementer bis 2030 huelen, mä wéi gesot bis 2023.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, just fir Iech de Kontext och ze zeechnen, dee mir als Virgab ginn hunn, ier mer an d'Verhandlunge gaange sinn. Duerfir ginn ech och elo op e puer Punkte méi am Detail an.

D'Relatiounen zum Beispill tëschent CLT-UFA op där enger an dem Stat op där anerer Säit ginn am Detail geregelt. Eng Konventioun, déi Der och alleguerte kritt hutt, also zur Verfügung gestallt kritt hutt, souwéi och déi extern Avisen zu verschiddene juristesche Froe woren och à disposition. Wann Der dat hei Dokument, also d'Konventioun, duerchgaange sidd, stellt Der fest, dass och rieds geet justement vun Elementer vun engem Service public fir de Radio. Dat wëllt net heeschen, dass en zweeten ëffentleche Radio geschafe gëtt. Dat hat och fir Froen an der Mediekommissioun gesuergt an duerfir wëll ech och hei e puer Erklärungen dozou ginn.

Mir hunn en Deel iwwert de Radio an der Konventioun näämlech fundamental geännert an deem ugepasst, wéi et sech och schonn haut am Fong an der Realitéit applizéiert. RTL Radio Lëtzebuerg ass keen ëffentlech-rechtleche Radio a soll dat och net ginn. Allerdéngs profitéiert dës Chaîne vun zwou nationale Frequenzen an huet duerfir och an hirer Permissioun verschidde Konditiounen drastoen, déi se muss och erfëllen. Dozou gehéiert zum Beispill d'Diffusioun vun nationalen Evenementer an och d'Obligatioun vun Noriichten ze hunn. Also et dierft kee pure Museksender zum Beispill sinn.

Déi Permissioun fir de Radio gëtt iwwregens fir zéng Joer och verlängert. Den Ënnerscheed, deen et gëtt tëschent deem, wat de Radio muss anhalen, an der Mission de service public vun der Tëlee, ass elo méi kloer an ass och an der Konventioun gezeechent.

Da gesitt Der och am Text e Kapitel iwwert d'Qualitéit. Et war der Regierung ganz wichteg, dass eng Tëleeschaîne, déi en ëffentlech-rechtlechen Optrag kritt, och den héchste Standarde vu Qualitéitsjournalismus gerecht gëtt. Mir hunn dat ganz laang mat hinnen diskutéiert. An ech brauch Iech net ze verstoppen, dass d'Evenementer ronderëm déi sougenannten „Affär Lunghi" och an deem Kontext diskutéiert goufen, well déi Diskussioun ass matzen an eis Gespréicher mam Grupp och nach gefall. Déi Gespréicher waren awer net schwéier. Am Contraire! De Wëlle war op béide Säiten do, fir alles ze maachen, fir d'Qualitéit weider ze garantéieren an do nach ze verbesseren, wou Verbesserungen och méiglech sinn.

D'Regelen, déi elo am Text stinn, decke sech mat grondsätzlechen deontologesche Prinzipien a ginn awer ergänzt duerch nei Elementer, déi eng gewësse Responsabiliséierung och mat garantéieren. Esou ass deen nei gegrënnte Comité éthique zum Beispill, dee bei RTL Group geschafe gouf an eng eege Kontroll garantéiere soll, och an der Konventioun ageschriwwen. E kann also och net esou einfach ofgeschaaft ginn.

Dernieft hu mer als Stat an Zukunft awer net nëmmen e Commissaire au Gouvernement, wéi dat am Moment de Fall ass, deen d'Anhale vun dëser Konventioun justement och iwwerwaacht, mä an Zukunft soll et och eng eege Kommissioun ginn, déi dat sécherstellt. Mir hunn also mat der CLT ofgemaach, dass eng Commission de suivi de la convention gegrënnt gëtt, déi zwou Haaptaufgaben huet, näämlech engersäits ze kucken, dass de Programm, wéi en opgestallt ass, och den Ufuerderunge gerecht gëtt, déi an der Konventioun beschriwwe sinn, an zweetens och géigenzepréiwen, dass dat, wat souzesoe fakturéiert gëtt, och dat ass, wat tatsächlech d'Käschten och sinn.

D'Regierung wäert sech ganz bestëmmt net an de Contenu vun de Programmer wëllen amëschen, an och fir Plaintë si mir net zoustänneg, well notamment d'ALIA déi Responsabilitéit och huet.

Allerdéngs soll séchergestallt sinn, dass eng Televisioun mat engem ëffentlech-rechtlechen Optrag Qualitéitsstandarden an der grondsätzlecher Ausriichtung och respektéiert. Dozou gehéieren och déi eenzel Emissiounen, déi an der Woch diffuséiert ginn. Hei ass déi nei Konventioun och méi präzis a mir hunn och e Minimum Plagen dragesat mat präzise Beschreiwunge justement vun deem, wat muss garantéiert ginn. Dozou gehéiert zum Beispill, dass et muss Emissioune gi mat engem educative Charakter oder och zum Beispill kulturell Emissiounen.

Mir hu mat RTL eng extra zousätzlech finanziell Marge och nach virgesinn, mä déi ka just genotzt ginn, wann et drëms geet, fir d'Qualitéit och ze verbesseren, an zwar och just duerfir.

Apropos Finanzen, dozou kann ech och déi Explikatioune ginn: De Stat gëtt kee Blankoscheck an deem heiten Dossier an et gëtt och kee Budget annuel fir RTL. Et fonctionnéiert deen anere Wee. Opgrond vun deem, wat mer vun eise Finanzexperten un Informatiounen hunn, kann ee soen, dass d'Käschte fir d'Televisioune sech bis 2021 wäerten op 23,2 Milliounen Euro chiffréieren, an duerno klamme se op ronn 24 Milliounen och erop. Dat sinn empiresch Donnéeën. Mä mir hunn RTL iwwerzeegt, dass si als Grupp och weider nach eng Géigeleeschtung an de Programm sollen investéieren, well de Wäert vun de Frequenzen erofgeet, awer net op null. Et ginn also fënnef Milliounen Euro pro Joer och vun RTL an de Programm investéiert.

Et kann ee mat Recettë vun esou ongeféier 8,6 Milliounen Euro rechnen am Joer 2021. An da bleiwen nach ronn 9,6 Milliounen Euro Käschten, déi misste vum Stat gedeckt ginn. De Modell, dee mer ausgehandelt hunn, gesäit vir, dass justement de Stat hei eng Garantie maximale gëtt. Dat heescht, wéi ech virdru gesot hunn, et gëtt net e Scheck, et gëtt kee Budget, mä et gëtt eng Garantie maximale. Also et kann net erausgoen iwwert dat, wat hei fixéiert ginn ass. An et bleift bis 2023 egal wéi op jidde Fall manner wéi zéng Millioune pro Joer. Bezuelt gëtt dann net am Virfeld an och net als integral Enveloppe, mä eréischt no Ofschloss vun de Konten no engem internen Audit vun hirer Säit an engem externen Audit vun eiser Säit. Au fait bezilt de Stat just dat, wat effektiv u Mission publique och realiséiert gëtt, just dat!

De Finanzement vum Stat däerf och just exklusiv fir d'Tëlee genotzt ginn an net fir aner Produiten ënnert dem Daach vun RTL. De Consultant, deen eis wärend der Verhandlung zur Säit stoung, huet do och eng ganz Rei vu Mechanisme virgeschloen an déi sinn och ugeholl ginn, fir dat och kënnen ze berechnen. Sou gëtt beispillsweis auditéiert, wivill Leit tatsächlech fir d'Produktioun vun Tëleesemissioune schaffen. An déi Käschte ginn dann och fakturéiert. Wann dann do och Elementer dra sinn, déi vun Internet genotzt ginn oder vum Radio zum Beispill genotzt ginn, da muss dat och eenzel ofgerechent ginn. Datselwecht gëllt fir technesch Equipementer.

Dann nach e Wuert zu engem Element, wat mir och um Häerz läit, quitte dass et an deem ganze Kontrakt hei keng ganz grouss Roll spillt, mä et ass fir mech eppes ganz, ganz Wichteges. Mir hunn och mat RTL ofgemaach, dass an Zukunft alles soll gemaach ginn, fir eng Iwwersetzung an Zeechesprooch ze erméiglechen, sief et, dass d'Neiegkeeten um Internet oder an der Rediff och mat enger Zeechesprooch ze gesi sinn, sief et och, dass eenzel Emissiounen iwwersat ginn. Och de Sous-titrage an de Resumé op Franséisch vun den Noriichte schéngt eis e wichtege Facteur ze sinn am Sënn vun der Inklusioun a vun der Integratioun.

An e lescht Wuert, Här President, géif ech nach soen zu deem, wat an dëser Konventioun net steet, wat awer och an dësem Kontext wichteg ass. Eise Partner ass e Mediegrupp, e Mediegrupp, deen zu Lëtzebuerg gehéiert an och eng laang Traditioun hei am Land huet. Et schaffen haut iwwer 550 Leit an deem Gebai um Kierchbierg an déi plënneren elo geschwënn an e fonkelneit, modernt Gebai just niewendrun. Et kann ee sech scho freeën, dass de Siège vun esou engem bedeitende Mediegrupp, internationale Mediegrupp hei am Land ass an och weider wäert bleiwen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statsminister. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert fir eng Präzisioun.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech schwätzen hei och am Numm vum Fraktiounschef vun der LSAP, dem Alex Bodry, an awer och de Claude Wiseler ass zwar dûment entschëllegt, mä hien hat dat awer och schonn am Virfeld präziséiert: Mir wäerten, vu datt mer allen dräi Member sinn am Conseil d'administration vun der CLT-UFA, hei nëmme passiv un deem Debat, also net aktiv un deem Debat deelhuelen. Wann herno eventuell e Vott wier - ech hat héieren, et kéint eventuell eng Motioun kommen -, da wäerte mer och net do matstëmmen, aus dem Sall goen an och froen, datt kee fir eis par procuration matstëmmt. A wéi gesot, de Claude Wiseler ass dûment entschëllegt, mä och fir hien also d'Demande, datt kee fir hie par procuration matstëmmt.

Ech wollt dat awer am Numm vun deenen dräi Concernéierten hei präziséieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Et ass notéiert. A mir géifen dann zur Diskussioun iwwergoen. Als Éischt huet d'Wuert d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dënschdeg den Owend hu mir d'Dokumenter kritt, iwwert déi mir haut diskutéieren. De Medien- a Kommunikatiounsminister huet elo grad nach eng Kéier d'Detailer vun der Konventioun erklärt, déi soll tëschent der CLT-UFA, dem RTL Group an der Lëtzebuerger Regierung ënnerschriwwe ginn. Mir begréissen als CSV-Fraktioun, dass mir dës Dokumenter am Virfeld kritt hunn. Mir ginn dovunner aus, dass, wann et sollt an dësem Dossier nei Momenter ginn, d'Chamber dann och déi nei Dokumenter wäert zur Verfügung gestallt kréien.

Fir eis stelle sech awer verschidde Froen am Zesummenhang vun dëser Konventioun...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen!

Mme Diane Adehm *(CSV).*- ...respektiv hu mir verschidde Bemierkungen ze maachen.

Éischte Punkt: Wéi de Medieminister et elo just gesot huet, stelle mir fest, dass dës Konventioun zwee Voleten huet. Et gëtt ee Kapitel iwwert de Fernseh an et gëtt e relativ kuerzt Kapitel iwwert de Radio. Laut dësem Kapitel soll d'CLT-UFA grad wéi an der Vergaangenheet Frequenzen zur Verfügung gestallt kréie respektiv eng Autorisatioun kréien, fir e Radioprogramm a Lëtzebuerger Sprooch ze maachen. Am Géigenzoch soll d'CLT-UFA weiderhin en deegleche Radioprogramm gréisstendeels op Lëtzebuergesch produzéieren an och senden. Dëse Programm soll dann och verschidden Aspekter vum Service public ofdecken.

An der Vergaangenheet huet RTL Radio a Lëtzebuerger Sprooch schonn ëmmer dës Mission de service public gehat. Mat dëser Konventioun ännert sech also näischt dorunner. Et ass awer fir eis wichteg, drop hinzeweisen, dass ausser der Bereetstellung vun de Frequenzen

de Lëtzebuerger Stat den RTL Radio a Lëtzebuerger Sprooch net finanziell ënnerstëtzt.

Den zweete Punkt: D'Kontabilitéit vun der CLT-UFA soll vun engem Réviseur aux comptes gepréift ginn. Fir eis als CSV ass et wichteg, dass op där enger Säit d'Kontabilitéit vun RTL Tëlee, Radio an Internet kloer getrennt gëtt an dass en Audit vun der Kontabilitéit diesbezüglech gemaach gëtt. Den Audit soll och an eisen Aen den Defizit vun der Televisioun kloer bezifferen.

Mir begréissen als CSV, dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, fir en externe Reviseur domadder ze beoptragen, fir eng Analys vun der Kontabilitéit vun der CLT-UFA ze maachen. Dëst soll sécherstellen, dass keng Quersubventioun innerhalb vun der CLT-UFA tëschent dem Fernseh, dem Radio an dem Internet gemaach gëtt. Et wier awer och an eisen Ae gutt, wann den externe Reviseur net nëmme géif d'Kontabilitéit en tant que tel iwwerpréiwen, mä wann hien och géif e System op d'Bee setzen, deen ebe kloer d'Kontabilitéit vun RTL Tëlee a Radio strikt getrennt géif erëmginn. Dat hätt ausserdeem de Virdeel, méi transparent ze sinn an och esou méi novollzéibar.

An der Dokumentatioun, déi mir kritt hunn, läit e Bréif vu KPMG dran. Aus dësem Bréif geet ervir, dass KPMG vum Stat mandatéiert gouf, fir déi intern Kontabilitéitsregele vun der CLT-UFA ze analyséieren. De Stat fuerdert och an dësem Kontext, dass d'CLT-UFA eng appropriéiert Kontabilitéitsstruktur kritt. Mir begréissen dëst, well dat eise Bedenke Rechnung dréit. Et geet aus dem Bréif vu KPMG och ervir, dass de Reviseur schonn eng Rei Recommandatioune gemaach huet, fir d'Transparenz an d'Traçabilitéit vun de Prozeduren ze garantéieren. D'CLT-UFA huet och schonn eng Rei vun dëse Recommandatiounen ëmgesat, anerer sinn nach um Wee, fir ëmgesat ze ginn.

Mir schéngen also hei um gudde Wee ze sinn an hoffen, dass all Recommandatiounen esou séier wéi méiglech ëmgesat ginn.

Den drëtte Punkt: Et muss séchergestallt ginn, dass de Stat kann ëffentlech Gelder zur Verfügung stelle fir e Service public via eng Kompensatioun, ouni déi europäesch Gesetzgebung ze iwwergoen an ouni dass en Appel à candidatures muss gemaach ginn.

Fir eis ass et wichteg, dass den europäesche Regele Rechnung gedroe gëtt. Et muss awer geneesou kloer sinn, dass d'Regelen iwwert de Marché public respektéiert ginn. Duerfir brauche mir eng juristesch Ofsécherung. D'Regierung huet en externen Avis ugefrot am Kontext vun der Erneierung vum Konzessiounsvertrag tëschent dem Stat an der CLT-UFA. Dem Jurist sinn zwou Froe gestallt ginn:

Éischtens: Zu wat fir Bedéngungen däerf de Stat eng finanziell Kontributioun fir e Service public fir d'Tëlee maachen am Aklang mam europäesche Recht iwwert d'Statshëllefen?

An zweetens: Kann déi finanziell Kompensatioun ouni en Appel à candidatures préalable stattfannen?

Den Avis vum Affekot ass generell formuléiert. Et ass also keen Avis zur Konformitéit vum virleiende Konzessiounsvertrag. D'Regierung muss sécherstellen, dass all Regelen am spezifesche Fall vum Konzessiounsvertrag op Basis vun deem, wat am Avis steet, och tatsächlech respektéiert ginn.

De véierte Punkt: Eng juristesch Ofsécherung, wat d'Basis vum Konzessiounsvertrag soll sinn, ass noutwendeg. Den Artikel 99 vun der Verfassung gesäit vir, an ech zitéieren: «Toute acquisition par l´État d´une propriété immobilière importante, toute réalisation au profit de l´État d´un grand projet d´infrastructure ou d´un bâtiment considérable, tout engagement financier important de l´État doivent être autorisés par une loi spéciale. Une loi générale détermine les seuils à partir desquels cette autorisation est requise. Aucune charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.»

Den Artikel 80 vum Gesetz iwwert d'Statskontabilitéit fixéiert d'Limitte fir eng Loi spéciale op 40 Milliounen Euro. D'Konventioun, iwwert déi mir haut diskutéieren, bezitt sech fir de Fernseh op d'Joren 2021 bis 2023. Domadder gi mer also wäit iwwer een Exercice budgétaire eraus. Mir bleiwen awer an dësem Fall ënnert der Limitt vu 40 Milliounen Euro, well de Lëtzebuerger Stat am Ganzen iwwert déi dräi Joer soll e bësse manner wéi 30 Milliounen Euro bezuelen.

D'Regierung geet op de Wee, fir hei kee Gesetzestext ze maachen. Mir huelen d'Erklärunge vun der Regierung zur Kenntnis. Mir wënschen eis awer am Kader vun der Verfassungsreform, dass d'Institutiounskommissioun sech mam Artikel 99 vun eiser Verfassung auserneesetzt. Hei soll eng fir alle Kéier gekläert ginn, wéi den Artikel 99 auszeleeën ass.

Fënnefte Punkt: d'Kontroll vun der Qualitéit vum Service public. Mir sinn der Meenung, dass eng neutral Kommissioun soll agesat ginn, an där och d'Chamber soll vertruede sinn. D'Konventioun gesäit eng Commission de suivi de la convention vir. Dës Kommissioun soll, vereinfacht gesot, kontrolléieren, ob de Service public beim Fernseh respektéiert gëtt. Mir begréissen d'Schafe vun dëser Kommissioun.

Mir sinn awer och der Meenung, dass dës Kommissioun regelméisseg soll der Chamber Rechenschaft ofleeën iwwer hir Aarbecht. Dëst kéint ënnert der Form vun engem jäerleche Rapport geschéien, deen un d'Chamber adresséiert gëtt.

An eisen Aen ass et wichteg, dass de Konzessiounsvertrag kloer soll festhalen, wat déi verschidden Obligatioune sinn, déi d'CLT-UFA soll erfëllen am Numm vum Service public.

E sechste Punkt: d'Schafe vun engem Comité éthique bei der CLT-UFA. D'Konventioun gesäit vir, dass innerhalb vun der CLT-UFA e Comité éthique op d'Bee gesat gëtt, fir eng gewëssen Autokontroll vun den Inhalter ze maachen, déi gesent ginn. Och d'Schafe vun dësem Comité begréisse mir.

Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wéilt ech soen, dass op Basis vun all den Erklärungen an de Bemierkungen, déi ech elo gemaach hunn, d'CSV kann de Wee vun der Regierung matgoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Adehm. Nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Tëlee zu Lëtzebuerg huet schonn eng laang Traditioun. Zënter 1969 iwwerdréit RTL Tëlee Lëtzebuerg oder den RTL Hei Elei, wéi e fréier geheescht huet, seng Sendungen direkt an d'Stuff vu ville Matbierger. Ervirzesträichen ass hei virun allem d'Tatsaach, datt RTL zënter senger Grënnung bis haut ëmmer zu 100% a privater Hand war. Ech wëll och direkt betounen, datt et haut ausschliisslech ëm den neie Konzessiounsvertrag mat CLT-UFA geet an net ëm eng allgemeng Diskussioun iwwert d'Medien oder d'Medielandschaft, iwwert d'Qualitéit vun de Medien oder hir finanziell Ënnerstëtzung duerch de Stat. Mir wäerte jo nach genuch Geleeënheete kréien, fir am Mee am Kader vun engem méi breeden Debat hei am Haus iwwer all dës Sujeten ze schwätzen.

Iwwer en neie Konzessiounsvertrag soll och an Zukunft ofgeséchert ginn, datt et zu Lëtzebuerg en Tëleessender gëtt, deen déi lëtzebuergesch Aktualitéit notamment an de Beräicher Politik a Gesellschaft, Kultur a Sport couvréiert. Mir hunn déi lescht Woche vill iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch an hire Stellewäert an eiser Gesellschaft debattéiert respektiv och iwwert d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. Dat ënnersträicht eemol méi, wéi wichteg ënner anerem och a grad e Fernsehprogramm op Lëtzebuergesch ass.

De Chiffer vun 111.000 Leit, déi all Dag RTL Lëtzebuerg géife kucken, ass impressionnant an e beweist eemol méi, datt nach ëmmer eng Demande do ass, eng grouss Demande do ass fir eng Tëlee, déi e lëtzebuergesche Contenu huet an a Lëtzebuerger Sprooch ofgewéckelt gëtt.

D'DP begréisst, datt an dësem Dossier eng gewëssse Kontinuitéit bäibehale gëtt. Et däerf een näämlech net aus den Ae verléieren, datt de Moment ronn 550 Leit fir d'CLT-UFA hei zu Lëtzebuerg schaffen. All Virstouss an déi eng oder aner Richtung kéint also och Konsequenze fir eisen Aarbechtsmaart mat sech bréngen. Mir felicitéieren dem Statsminister duerfir ausdrécklech, datt hien et fäerdegbruecht huet, d'Präsenz vun CLT-UFA an RTL Group hei zu Lëtzebuerg ofzesécheren.

Kontinuitéit ass awer net gläichzesetze mat Stëllstand! Technologesch Fortschrëtter bleiwen och net virun der Mediebranche stoen, grad net! Den Internet ass de Moment amgaangen, de Secteur kräfteg duerjerneenzerëselen, souwuel déi geschriwwe Press wéi och déi audiovisuell. D'Medienhaiser musse sech der neier Konkurrenz an och engem neie Konsumverhale stellen.

Et kann een duerfir nëmme begréissen, datt an dësem Kontext, wou een net weess, wat déi technologesch, digital oder numeresch Entwécklung an den nächste Joren nach alles mat sech bréngen wäert, den nächste Konzessiounsvertrag op 3 Joer limitéiert gëtt an net iwwer en Zäitintervall vun 10 bis 15 Joer leeft, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Dës méi kuerz Lafzäit erlaabt ebe méi Flexibilitéit, wat eventuell nei Ufuerderungen oder Upassungen un eng lëtzebuergesch Tëleeproduktioun, wat eng lëtzebuergesch Tëleeproduktioun ubelaangt.

Déi technologesch Entwécklung huet allerdéngs och dozou gefouert, datt d'Fernseh- an d'Radiofrequenzen, déi de Stat der CLT-UFA zur Verfügung gestallt huet, net méi esou vill wäert sinn, wéi dat emol fréier de Fall war. D'Produktiounen am Kader vun der lëtzebuergescher Tëleesoffer si gläichzäiteg net zréckgaangen, soudatt mir am Laf vun de Joren an e gewëssent Ongläichgewiicht gerode sinn, wat d'Prestatioun vun RTL an d'Géigeleeschtung vum Stat ubelaangt.

Zéng Milliounen Euro - et ass virdrunner gesot ginn -, dat ass de Montant, deen de Stat als Ausgläich fir méiglech Defiziter bei RTL maximal garantéiere wëllt. Dat kléngt op den éischte Bléck zimlech héich gegraff. Dës Zomm relativéiert sech awer, wann ee bedenkt, datt d'Gesamtausgabe fir déi geleeschte Produktioun am Kader vum Konzessiounsvertrag sech op tëschent 20 an 30 Milliounen Euro pro Joer chiffréieren dierften.

Dës Zomm vu ronn 30 Milliounen Euro misst de Stat also och all Joer opbréngen, wa mir eng ëffentlech-rechtlech Chaîne schafe wéilten, ouni eng Garantie ze hunn, datt dës Chaîne gradesou vill Leit géif erreechen, wéi den RTL dat de Moment fäerdegbréngt.

Qualitéit huet hire Präis. Dës Erkenntnis ass net nei. Fir datt d'Qualitéit awer och duerchgeeënd garantéiert ass, ass eng gewësse Kontroll noutwendeg. Mir als Demokratesch Partei begréissen duerfir d'Schafe vun enger neier Kontrollkommissioun, déi de Respekt vu Qualitéitsnormen an de Programmer vun RTL Tëlee Lëtzebuerg am Kader vum Konzessiounsvertrag iwwerpréift, ouni awer Afloss op d'Programmgestaltung vun RTL ze huelen. D'Anhale vu gewëssene Qualitéitskritären oder -normen a virun allem deontologesche Regelen ass vu grousser Wichtegkeet, wat d'Glafwierdegkeet vun der weiderer Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an der CLT-UFA ubelaangt.

De Programm, deen am direkten Zesummenhang mat der Mission de service public steet, muss objektiv, politesch neutral a gewëssenhaft gestalt ginn. E muss esou komplett an ausgeglachen informéieren, wéi et nëmme méiglech ass, an et soll am Prinzip derfir gesuergt sinn, datt all Beräicher vun der Gesellschaft kënnen ofgedeckt ginn.

An Zäite vu Fake News, alternative Fakten an ëmmer manner Vertrauen an d'Politik an an d'Institutiounen, awer och an d'Press, kënne weder de Stat nach RTL en Interêt drun hunn, datt Zweifel un der deontologesch korrekter journalistescher Aarbecht am Kader vum Konzessiounsvertrag opkommen. Och d'Tatsaach, datt dem RTL kee Blankoscheck ausgestallt gëtt, wann et ëm d'Notze vun ëffentleche Gelder geet, andeems en internen an en externen Audit d'Ausgabe vun RTL am Kader vum geleeschte Service public iwwerpréiwen, kann ee wierklech ausdrécklech nëmme guttheeschen.

Ech wëll elo net an den Detail goen, wat d'Medien am Allgemengen, hir Qualitéit an hir Diversitéit ubelaangt. Verschidden aner Medien hu sech jo schonn am Virfeld vun der haiteger Diskussioun bemierkbar gemaach. A mir wäerte jo an engem ausféierlechen Debat am Mee nach eemol op déi ganz Medielandschaft zréckkommen.

An dësem Debat awer soll et jo ausschliisslech just ëm d'Verlängere vum Konzessiounsvertrag tëschent dem Stat an der CLT-UFA goen. An do, Här President, si mir als Demokratesch Partei der Meenung, datt d'Propos vum Medieminister déi eenzeg richteg ass.

Mir hunn e groussen Interêt, datt och an Zukunft e lëtzebuergesche Programm op der Tëlee ugebuede gëtt, ouni sech déi néideg Flexibilitéit an enger schnellliweger Gesellschaft an domadder och an enger schnellliweger Medielandschaft ze huelen an ouni datt de Stat selwer Infrastrukturen op d'Bee stellen a vill Suen an d'Hand huele muss, fir eng eegen ëffentlech-rechtlech Chaîne an d'Liewen ze ruffen, bei aller Sympathie, déi een och nach duerfir entwéckele kéint. Ma mir hunn als klengt Land kee grousse Bannemaart, op deem méi Chaînë kéinten ouni staatlech Hëllef funktionéieren. A grousse Länner stellt sech dëse Problem anescht. Do, wou 80 a méi Millioune Leit liewen, esou zum Beispill bei eisen däitschen Noperen, do spille méi Akteuren an der Tëleeslandschaft mat, privater an ëffentlech-rechtlech Senderen.

Eis Ënnerstëtzung huet d'Regierung fir dës Demarche. An duerfir wëll ech am Numm vun der DP-Fraktioun dës Motioun areechen, Här President, an där d'Chamber d'Regierung dozou opfuerdere soll, hir Demarche, esou wéi se vum Stats- a Medieminister presentéiert gouf, virunzeféieren an en neie Konzessiounsvertrag no de virgestallten, no de presentéierte Modalitéite mat der CLT-UFA ze ënnerschreiwen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que les accords entre RTL Group/CLT-UFA et l'État luxembourgeois qui régissent les conditions auxquelles la société est autorisée à diffuser des programmes européens et luxembourgeois à l'aide de fréquences luxembourgeoises viendront à terme le 31 décembre 2020;

- que le programme portant sur la mission de service public de télévision en langue luxembourgeoise est également visé par cette échéance;

- qu'il y a lieu de prendre les dispositions pour que ce programme puisse également être produit et diffusé au-delà du terme des accords actuels;

après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias et après avoir pris connaissance du dossier transmis,

invite le Gouvernement

- à conclure l'accord de prolongation des concessions et permissions avec RTL Group/CLT-UFA afin d'assurer la production et la diffusion du programme portant sur la mission de service public de télévision en langue luxembourgeoise pour trois années supplémentaires à partir de 2021 et à plafonner la compensation financière à supporter le cas échéant par l'État à un maximum de 10 millions d'euros pour chaque année visée (2021, 2022, 2023).

(s.) André Bauler, Claude Adam, Diane Adehm, Yves Cruchten.

Domat schléissen ech a soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten fir d'LSAP.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eist Land gëtt dacks vun auslänneschen Observateure gelueft. A verschiddene Beräicher gëtt Lëtzebuerg souguer als Virbild genannt! Heiansdo gi mer och kritiséiert an - esou éierlech muss een och sinn - net ëmmer zu Onrecht.

Ee Beräich, op dee Lëtzebuerg awer zu Recht ka ganz houfreg sinn, dat ass seng Medielandschaft. Lëtzebuerg huet eng villfälteg, eng traditiounsräich, eng geschichtsträchteg Medielandschaft, virun allem am Verhältnis zu senger demografescher an och geografescher Gréisst. Eis Medielandschaft léisst sech quantitativ, virun allem awer och qualitativ weisen. Besonnesch eis Presselandschaft, also d'Lëtzebuerger Zeitungen, Zäitschréften a Magazinner, ginn ëmmer erëm vun auslännesche Gäscht wéinst hirer inhaltlecher an awer och formaler Qualitéit gelueft.

D'Lëtzebuerger Medien an hirer Gesamtheet an déi entspriechend Politik, déi sech dorunner uschléisst, mat ënner anerem och der finanzieller Ënnerstëtzung vu staatlecher Säit, sinn de Sujet vun enger Debatt hei an e puer Wochen. Haut geet et hei ëm deen neie Konzessiounsvertrag mat der CLT-UFA. Allerdéngs, an duerfir och meng e bësse méi allgemeng Einleitung, soll, jo, kann een deen audiovisuelle Medieberäich net lassgeléist vum Medieberäich a senger Gesamtheet betruechten.

„Crossmedia" ass zënter e puer Joer d'Schlagwuert, wat op gutt Lëtzebuergesch näischt anescht heescht, wéi dass hautdesdaags d'Medienhaiser sech net méi op ee Medium beschränken, sief et just de Pabeier, sief et just op d'Tëlee, sief et just op de Radio oder just den Internet. A ville Fäll vermësche sech déi verschidden Technologien, op d'mannst den Internet ass ëmmer mat am Spill. Kuerz gesot, wien hautdesdaags am Mediebusiness net déi Crossmedia-Schinn fiert, dee stierft relativ séier a relativ sécher de kommerziellen an domadder och dee journalisteschen Doud. Mä wéi gesot, am Mee kréie mer jo hei d'Geleeënheet, eis Iddien iwwert d'Lëtzebuerger Medielandschaft an hirer Gesamtheet duerzeleeën.

An elo da bei de Konzessiounsvertrag tëschent der CLT-UFA an dem Lëtzebuerger Stat, woubäi ech elo scho ka soen, dass ech bei verschiddene Punkten net drëm erëmkommen, fir eng Verbindung zu deenen anere Medien hierzestellen.

Als LSAP droe mir dëse Konzessiounsvertrag selbstverständlech mat. Mir sinn der Meenung, dass an enger diversifizéierter Medielandschaft, dass am Medienzäitalter an awer och am Zäitalter vun de sougenannten „fake news" net op de Medium Televisioun ka verzicht ginn. Wann ech soen „Televisioun", da mengen ech an dë-

sem Kontext e Programm, dee geziilt a virop d'Themen an d'Interessie vun an aus eisem Land behandelt, dat Ganzt am Kader vun engem ëffentlech-rechtleche Service an domadder idealerweis verbonne mat enger gewëssener Qualitéitsgarantie.

Parallell heizou, fir et aus engem anere Bléckwénkel ze kucken, gëtt deen neie Konzessiounsvertrag der CLT-UFA, also RTL Télé Lëtzebuerg, eng Planungssécherheet iwwert d'Joer 2020 eraus, d'Joer, an deem deen aktuelle Konzessiounsvertrag da bekanntlech erëm ausleeft. Gläichzäiteg gëtt dëse Kontrakt der Politik - ech mengen domadder d'Politik am breeden, nationale Sënn - d'Zäit an d'Geleeënheet, eng méi breet Debatt iwwert d'Medielandschaft hei zu Lëtzebuerg ze féieren. D'Medielandschaft insgesamt ass an engem Wandel. Changementer an deem Beräich komme séier, jo, ganz séier an hunn och dacks ganz déif gräifend Konsequenzen.

Mir brauchen duerfir e Gesamtkonzept, wat sécherlech, awer net nëmmen de finanzielle Volet behandele muss. D'Lafdauer vum Konzessiounsvertrag vun dräi Joer gesi mir als LSAP deemno och als adequat un. Alles, wat doriwwer erausgaange wier, wier opgrond vun der Schnellliewegkeet vun den heitege Medien net ugepasst. Virun allem awer wier et keng responsabel Decisioun gewiescht opgrond vum Feele vun engem neien, moderne mediepolitesche Gesamtkonzept. Dës Zäit bis 2023 muss onbedéngt - an ech betounen: onbedéngt! - genotzt ginn, fir de Service public a senger aktueller Funktiounsweis an an der Relatioun zu deenen aneren nationale Medien an deenen eenzelne finanziellen Ënnerstëtzungsmodeller ze hannerfroen.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Et muss ee sech also d'Fro stellen, wéi de Service public weiderentwéckelt ka ginn. Wéi kann de Service public all sengen Aufgabe gerecht ginn? Zu dësen Haaptaufgabe gehéiert an den Ae vun eis Sozialiste ganz kloer déi, d'Bierger ze informéieren. Gläichzäiteg soll de Service public d'Leit awer och kultivéieren. Dem Service kënnt deemno e gewëssene Bildungsoptrag zou, deen awer och nach muss méi genee definéiert a festgeluecht ginn.

Selbstverständlech soll de Programm och ënnerhalen an e muss och alle Bierger aus eisem Land zougänglech sinn. An dësem Kontext musse mir d'Roll vun de Medie bei eis am Land am Kader vun enger gesamtëffentlecher Visioun nei definéieren. Ech denken do zum Beispill un de Lien vu Medien a Schoul, also vu Medienerzéiung, awer och un de Gebrauch vun de verschiddene Sproochen hei am Land am Kontext vun der Informatioun vun eise Bierger.

Verschidde Punkten, esou wéi se elo am neie Konzessiounsvertrag festgeschriwwe solle ginn, geheie bei eis als LSAP awer nach e puer Froen op. Zu dëse Punkte gehéiert virop d'Iwwerhuele vum Defizit. Dëse gëtt op knapps zéng Milliounen d'Joer vun 2021 bis 2022 geschat. Dës Rechnung kënnt zustanen, wann ech dat och richteg verstanen hunn, andeems een de Wäert vun de Frequenzen, déi de Lëtzebuerger Stat RTL zur Verfügung stellt, plus d'Recettë vun de Reklamme mat de Käschte vum allgemenge Betrib verrechent.

Well elo awer dës Frequenze manner wäert sinn oder manner wäert solle sinn an d'Fonctionnementskäschte sécher net erofginn, klëmmt dësen Defizit - esou wäit och esou aliichtend. D'RTL-Frequenze goufe fréier ëmmer op e Wäert vun zéng bis zwielef Millioune pro Joer geschat. Haut sollen déi just nach fënnef Millioune wäert sinn. Hei stellt sech d'Fro, wien dës Aschätzung duerchgefouert huet. War dat en onofhängegen Expert? Wéi sinn déi detailléiert Iwwerleeungen, déi et erlaben, op dëst Resultat ze kommen? Vläicht kann eis den Här Medieminister hei Detailer ginn.

Eng zweet Fro, déi sech hei direkt hannendrunhänkt, ass déi, wéi realistesch déi Aschätzung vun de Recetten ass. Schliisslech ass och de Publicitéitsmarché e Marché, deen net fräi vu staarke Fluktuatiounen ass. Wat also, wann d'Recetten hannert deene geschatenen zréckbleiwen? Iwwerhëlt dann d'CLT-UFA dës Differenz? Besteet dann net de Risiko, dass de Mammekonzern sech weigert, den zousätzlechen Defizit ze iwwerhuelen a menacéiert, de Betrib anzestellen, soudass de Stat awer erëm misst asprangen? Vläicht kann den Här Minister eis opklären, wéi realistesch d'Estimatioune senger Meenung no sinn.

Elo ass et och esou, dass déi ugeschwate finanziell Ënnerstëtzung exklusiv dem Tëleesprogramm zegutt soll kommen. Synergië sollen, wéi et am Konzessiounsvertrag heescht, awer tëschent Radio an Tëlee méiglech sinn. Detailer zu dëse Synergië gëtt et awer keng. Duerfir meng Fro un de Premier- an och Medieminister: Wéi gëtt séchergestallt, dass journalistesch Bäiträg fir d'Tëlee, déi an de Beräich vum Service public falen an deemno vum Stat subventionéiert ginn, net och dem Radio zeguttkommen? Och wann dat elo net direkt eng Katastroph wier, mä esou wier et jo awer contraire zu der Erklärung, dass Tëlee a Radio onofhängeg vunenee fonctionnéieren.

A wéi gesäit et mam Internetsite vun RTL aus? Do ass momentan alles gemëscht. D'Informatioune maachen nëmmen e klengen Deel aus. Villes op deem Site, dem rtl.lu, ass Entertainment. Virun allem awer ginn d'Tëleesprogrammer deelweis am Streaming, zum Beispill d'Fussballsmatcher, deelweis am Videoarchiv op rtl.lu gewisen. Domadder ass also kloer, dass een attraktive Punkt vum Internetsite och den Tëleesprogramm ass.

Mam neie Konzessiounsvertrag: Muss den Tëleesprogramm dann elo vun deem Internetsite verschwannen? Muss d'Tëlee vläicht hiren eegenen Internetsite maachen?

Ech erlabe mer och, hei eng kleng perséinlech Remarque ze maachen: Ech hunn elo grad vum Streaming vu Fussballsmatcher geschwat. Flott wier et och emol, Streaming vu kulturellen Evenementer wéi Concerten oder Opféierungen ze gesinn. Dat sollt RTL eng Kéier seriö considéréieren.

Zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'LSAP sech fir e performante Service public ausschwätzt, fir esou de Mediepluralismus ze garantéieren an enger gréisstméiglecher Zuel vu Leit e beschtméiglech Programm ze bidden. A wa mer vu Mediepluralismus schwätzen, mussen awer gläichzäiteg all déi aner Medien, zum Beispill och d'Zeitungen, hei zu Lëtzebuerg mat an eng Diskussioun agebonne ginn.

An et muss een och d'Fro no engem integral ëffentlech-rechtleche Fernsehsender stellen, Här Bauler! Dëser Fro hunn de Premierminister an och Dir elo grad virun e puer Minutten eng kloer Ofso erdeelt, aus Käschtegrënn, wann ech Iech richteg verstanen hunn. Mir mengen awer, dass et derwäert wier, esou eng Diskussioun och am Hibléck op 2023 am Detail ze féieren a se net vu virera mam Verweis op net genee definéiert Käschten ofzeblocken.

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Et ass kloer, wa mir eng qualitativ héichwäerteg Press wëllen, ob Audio, Video, Online oder gedréckt, dann huet dat och säi Präis. Dat muss et eis och wäert sinn, well et déi bescht Äntwert ass op falsch Informatiounen, Fake News a Ligen. Dass dëse Präis net onbedéngt extrem héich muss sinn, beweist eis jo zum Beispill d'Beispill aus Island. Am Mee wäerte mer dann d'Geleeënheet kréien, dës Diskussioun ze verdéiwen.

Ech soen Iech elo Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Cruchten. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fanne villes gutt un där Konventioun, wéi mer se haut och virgestallt kritt hunn. Mir fanne gutt, datt d'Konventioun mat RTL Tëlee a Radio veröffentlecht ginn ass. Eis Fraktiounscheffin ass net Member am Verwaltungsrot. Mir sinn och net Demandeur, fir Member do ze ginn.

Déi Argumentatioun, déi eng Zäit gefouert ginn ass - dat kéint een eventuell net veröffentlechen, well RTL Group dat net wéilt -, huet sech also net duerchgesat. Dat ass gutt esou, well hei geet et jo éischtens ëm eng ëffentlech-rechtlech Aufgab, an net där mannster eng, ëm d'Informatioun vun eiser Populatioun. Mir hunn, well mer e klengt Land sinn, nëmmen eng beschränkten Unzuel vu Medien, déi um Marché iwwerliewensfäeg sinn. Ëmsou méi brauche mer Transparenz. An zweetens, dës Aufgab gëtt natierlech mat ëffentleche Suen, also mat Steiergelder bezuelt. Nach ee Grond méi fir eng absolutt Transparenz. Mir kréien déi Transparenz. Mir halen déi Transparenz bäi. An dat ass gutt esou!

Mir fannen och gutt, datt mer eng Missioun vu Service public definéieren. déi gréng sinn der Meenung, datt déi sozial Medien eng gutt Saach sinn, eng wichteg Roll an der Kommunikatioun fir eis alleguer hunn. Mir sinn awer och der Meenung, datt dës Medien, déi sougenannt „fënneft Sail vun der Muecht", déi traditionell Medien, déi fräi Press net iwwerflësseg maachen. An de soziale Medien däerf jiddwereen alles soen, soulaang wéi en net géint e Gesetz verstéisst. Déi Leit, déi vun der „Ligepress" schwätzen, sinn awer selwer oft Weltmeeschter an deem, wat een haut Fake News oder Alternative Facts nennt. Dobäi si sozial Medie guer net esou onschëlleg a fräi, wéi dat oft gemengt gëtt. Och si ënnerleien den Algorithme vun der Profittmaximéierung. Mä dozou dann deemnächst méi an eiser Mediendebatt.

Mir sinn der Meenung, datt et eng Aufgab ass vum Stat, fir eng gutt, ëmfaassend an onparteiesch Informatioun vu senge Bierger ze suergen. Dat muss net iwwer e Privatsender geschéien, dat kéint och iwwer eng ëffentlech-rechtlech Televisioun gemaach ginn. E gutt Beispill heifir ass, mengen ech, Däitschland, wou ëffentlech-rechtlech Senderen e gudde Ruff och bei der Populatioun hunn. Mä och dat kënne mer jo an der Mediendebatt verdéiwen. Haut just zwou Remarquen heizou:

Éischtens, staatlech Medie sinn net automatesch eng Garantie fir Onparteilechkeet!

An zweetens, mir hunn zu Lëtzebuerg e staarke Partner RTL mat vill Kompetenz, mat enger jorelaanger Expertise an dee seng Aarbecht eigentlech och scho laang gutt mécht. Geleeëntlech Ausrutscher solle mer weder verharmlosen nach diaboliséieren.

Mir sinn der Meenung, datt déi ëffentlech-rechtlech Missioun, esou wéi se an der Konventioun definéiert ass, gutt definéiert ass. Mir setzen e Kader, dee streng genuch ass, fir datt d'Programmer méiglechst pluralistesch an objektiv gestalt sinn. Mir respektéieren awer och déi journalistesch Fräiheet a loossen d'Responsabilitéit fir déi journalistesch Inhalter do, wou se muss sinn: an der Redaktioun. D'Charte vun den RTL-Journaliste respektéiert deem eenzelne Mënsch seng Dignitéit a säi Privatliewen. A wann dat emol eng Kéier net de Fall ass, wéi zum Beispill bei der Affär Lunghi, da musse Mechanismen do sinn, déi asprangen. A sollten déi ieren net funktionéieren, dann hu mir Politiker eppes falschgemaach a musse reagéieren.

Wichteg ass an eisen Aen och de Fait, datt all interesséierten a concernéierte Bierger sech iwwert den CNA kann Zougang zu den CLT-UFA-Archive froen, eng Mesure, déi am Kader vun Transparenz, am Kader vun der zäitgenëssescher Geschichtsfuerschung am Kader vun eisem neien Archivgesetz wichteg ass.

Wat de Programm vun der Tëlee ugeet, esou schéngen eis à première vue keng nei Momenter agefouert ze ginn. Wat d'Ëmsetzung vun der Rumm, déi d'ëffentlech Hand freet, betrëfft, do läit d'Gestaltungsfräiheet beim Sender. An ech mengen, dat kéint och net anescht sinn.

Och eng gutt Konventioun ass nëmmen da gutt, wann déi Concernéiert sech och drun halen. Duerfir huet RTL en internen Ethikcomité an duerfir gëtt et eng Commission de suivi de la convention. Dës Kommissioun kënnt mindestens zweemol am Joer zesummen, huet zwar just eng Fonction consultative, mä ech kéint mer net virstellen, datt Avise vun dëser Kommissioun ignoréiert kéinte ginn. D'Kommissioun kontrolléiert d'Konten, souwäit se den ëffentleche Service betreffen. Si kontrolléiert, ob d'Programmer den Usprëch vun der Konventioun gerecht ginn, wat engersäits den zäitleche Volume betrëfft - dat stellen ech mer relativ einfach vir -, awer och, wat d'Qualitéit vum Programm betrëfft - dat stellen ech mer e bësse méi komplizéiert vir.

Wat d'Finanzen ugeet: Mir si frou, datt den RTL Group bereet war, sech awer relativ déif an d'Finanzen erakucken ze loossen. Dat ass schonn eng Noutwendegkeet fir e Privatbetrib - an domat hu mer ze dinn -, awer net onbedéngt eng Selbstverständlechkeet.

Mir schafen hei en neie Modell vu Finanzéierung. Et ass net einfach e fixe Montant vu Suen - zum Beispill hätt ee jo och kënne soen, op d'Minutt Sendezäit -, deen hei vergi gëtt, mä mir kucken nom Resultat, wéi de Betrib schafft. Et ass e Subsid, dee gedeckelt ass. D'Finanzexperten, vum Stat bezuelt, huelen d'Finanzen auserneen a kontrolléiere se. De Montant soll just sécherstellen, datt de Betrib op dem Volet Service public keen Defizit mécht. Direkt fléisst och kee Geld. Dat gëllt eréischt fir d'Joren '21, '22 an '23. An och dat ass interessant: D'Sue fir d'Joer 2021 wäerten eréischt 2022 fléissen. A wahrscheinlech... - den Här Cruchten huet et opgeworf: Wéi kann ee sech drop verloossen, ob dat stëmmt? -, mir mengen, datt déi zéng Milliounen eventuell souguer ënnerschratt ginn. Mä dat huet natierlech och eppes mam Marché ze dinn, wéi d'Publicitéit sech entwéckelt.

Mir hätte gären eng Mission de service public a mir hätten och gären, datt d'Qualitéitskritären agehale ginn, an dat musse mer eis och Sue kaschte loossen. Mir sinn och frou, datt d'Europäesch Unioun sech Regele ginn huet, fir d'Onofhängegkeet vun der Press ze schützen. A mir sinn natierlech och frou, datt mer mat där Konventioun - esou war et op alle Fall aus dem Avis vun den Experten, deen ech den Dënschdeg vum Internetsite vun der Chamber erofgelueden hunn, ze liesen -, déi Regelen och anhalen a mat eiser Konventioun net dergéint verstoussen.

Mir subventionéiere jo och déi geschriwwe Press, souguer gläich dräifach: Pressehëllef, Annoncen a bis bei d'Distributioun. An et ass och gutt, datt mer hei bei der Hëllef fir d'Tëlee en anere Wee ginn. Vläicht mécht dee Wee jo och Schoul.

Déi nei Konventioun fir d'Tëlee leeft op dräi Joer. Dat ass eng kuerz Zäit, mä déi zwee Partner hu sech schlussendlech dorop gëeenegt. Fir de Radio sinn et jo awer nach zéng Joer. Dat ass ze verstoen, et ass och scho vun deem engen oder aneren hei gesot ginn: An der Mediewelt bougéiert a verännert sech villes.

RTL selwer stellt seng Redaktioun esou op, datt Tëlee, Radio an Internet redaktionell vill méi enk zesummeschaffen, och wa finanziell déi dräi Sparte propper getrennt musse bleiwen.

Eis schéngt dat logesch ze sinn. An dat wäert an Zukunft och bei anere Medien an déi Richtung goen. E Medienhaus wäert sech net méi op een Aspekt eleng kënne beschränken. Och déi geschriwwe Press brauch haut e performanten Internetsite a gräift op Filmmaterial zréck. Dat wäerte mer jo dann an der Mediendebatt nach kënnen diskutéieren, wéi an Zukunft d'Mediewelt ausgesäit.

D'Mediegesetz vun 1991 sollt d'Pluralitéit vun de Medie garantéieren. Haut hu mer ee grousse Player am audiovisuelle Beräich an zwee grouss Editiounshaiser. Et gëtt och nach déi kleng Sympathesch: de Radio ARA, „woxx", „forum" an esou weider, an trotzdeem musse mer eis och d'Fro stellen, ob déi Pluralitéit, wéi mer se 1991 gewollt hunn, haut nach esou ginn ass. Och dat ass e Sujet fir an déi Mediendebatt, wou ech mech drop freeën.

Fir den Accord hei fir d'Konventioun mam RTL kritt Der och de Support vun eiser Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren oder besser gesot kommentéieren haut an zéng Minutten en neie Konzessiounsvertrag, oder en Deel dovun, zum Konzessiounsvertrag vun 2007, dee mir net kennen.

Contrairement zu deem, wat hei gesot ginn ass: Jo, deen neien Text läit eis vir, mä deen alen Text läit eis net vir! Drëpserchersweis ass dee public ginn. En Dokument mat deem schéinen Numm «Règles de base concernant le service public» goung eréischt 2012, fënnef Joer no der Ënnerschrëft, un d'Deputéiert. Ech komme méi spéit op dëse Volet zréck.

Och eng Charte déontologique vun den RTL-Journaliste gouf publizéiert. An datt d'Membere vum Verwaltungsrot vun CLT-UFA Revenuen, dat heescht dann Tantièmen, vun 220.000 Euro d'Joer kréien, si mer eréischt duerch eng Äntwert vum deemolege Minister Biltgen op eng Question parlementaire vum Här Adam 2010 gewuer ginn. Och dee Volet muss nach méi genau beliicht ginn.

Elo, Här President, ginn ech Iech meng Motioun 1 of, wou ech froen, datt mir am Rame vun der Kontrollfunktioun vun dëser Chamber op d'Exekutiv eng Asiicht kréien an de komplette Konzessiounsvertrag vun 2007, deen tëscht der deemoleger Regierung, CLT-UFA, RTL Group a Bertelsmann ofgeschloss ginn ass.

Motion 2

D'Chamber stellt fest:

- datt d'Lëtzebuerger Regierung 2007 e Konzessiounsvertrag mat RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG ënnerschriwwen huet, dee bis d'Joer 2020 leeft;

- datt dëse Vertrag aus kommerzielle Grënn net ëffentlech ass;

- datt och d'Chamber, als Kontrollorgan vun der Regierung, dëse Kontrakt zu kengem Abléck gesinn huet an den Inhalt net kennt;

- datt d'Regierung Virschléi mécht, fir Klauselen aus dësem Kontrakt, notamment déi iwwert de Lëtzebuerger Televisiounsprogramm, ze änneren.

D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op:

- der Chamber Asiicht an de komplette Konzessiounsvertrag mat RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG ze ginn.

(s.) Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Zréck zum Verwaltungsrot. Anscheinend, well mir kennen dee Vertrag jo bis dato net, mir hunn en net zu Ge-

siicht kritt, gesäit dee Vertrag vir, datt dräi Administrateure musse Lëtzebuerger Personalitéite sinn, déi och hei wunnen an déi vun der Regierung mussen agreéiert ginn. Déi dräi Personalitéite sinn an hirem eegenen Numm genannt, dat heescht net als Vertrieder vum Stat, a bezéien natierlech och, wat ganz normal ass, an ech vergonnen hinnen dat, hir Tantièmë vun, wa meng Informatioune richteg sinn, zurzäit 17.500 Euro d'Joer pro Kapp fir véier Verwaltungsrotsëtzungen.

Dat wier jo och alles an der Rei, wann et sech net grad géif ëm dräi Fraktiounscheffen hei an der Chamber - vun CSV, DP an LSAP - handelen, déi déi Poste besetzen. Spéitstens elo, wann den Här Bettel seng Iddi duerchsetzt an de Steierzueler, mir all, den Defizit vun RTL Télé Lëtzebuerg soll droen, ass dat net méi akzeptabel.

Mä och haut scho muss d'Fro erlaabt sinn: Firwat dës massiv Präsenz vun der Politik am Verwaltungsrot vun enger privater Firma? Eleng de Fait, datt déi dräi Fraktiounscheffen, déi heibannen ëmmerhin 49 vu 60 Deputéierten ënner sech hunn - Fraktiounszwang -, ass wat een op Englesch géif en „bold fact" nennen. „Gesitt Der, mir hunn Iech am Grëff. Eis kann näischt geschéien." «Les politiciens, on les a à notre botte.» „Noutfalls dank dem Fraktiounszwang kréie mir déi Gesetzer oder déi Faveuren, déi mir wëllen." Ehemools gouf ëmmer gesot: „Mir liewen an engem CSV-Stat." Liewe mer an engem RTL-Stat?

An domat komme mer zu „des Pudels Kern". Déi Firma, déi 2015 e Benefiss vu 555 Milliounen hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, soll ab 2020 aus Steiergelder den Defizit vun hirem Televisiounsprogramm bannent dräi Joer mat estiméierten 30 Millioune subventionéiert kréien. Dat ass wichteg, et geet ëm Meenungsfräiheet! Et geet ëm Meenungspluralismus. Et geet ëm eng Lëtzebuerger Televisiounschaîne, dat ass wichteg! Nach besser wier et, mir hätte méi wéi eng. Da wier de Medien- an de Meenungspluralismus wahrscheinlech besser garantéiert.

Et ass och wichteg, an ech si frou, datt den Här Innenminister hei ass, datt mer Sozialwunnengen hunn. An trotzdeem stëmme mer net méi spéit wéi haut de Mëtten hei an der Chamber e Gesetz, wou mer soen: De Fonds du logement kritt seng Steierbefreiung opgehuewen. Dee muss an Zukunft Steiere bezuelen, «afin de ne pas encourir le risque de voir cette exemption qualifiée comme une aide d'État au sens de la réglementation européenne».

E Fluchhafen ass och wichteg fir eist klengt Ländchen. An awer däerfe mer weder eise Fluchhafen nach eis national Airline staatlech ënnerstëtzen. An esou kéinte mer ganz laang virufuere vun all deene Saachen, déi mer net däerfen aus Steiergelder subventionéieren, obwuel se wichteg wieren.

Fir RTL gëllt déi Regel net! Et geet jo ëm Journalismus an dem Journalismus seng wichteg Roll an der Meenungsbildung vum Vollek. An datt déi Meenung déi richteg ass, fir dat ze garantéieren, duerfir sëtze jo och dann dräi Fraktiounscheffe vun dräi grousse Parteie vun der Chamber am Verwaltungsrot.

Et geet eis mat RTL wéi mat der ARBED: Eng Bléi, e Fleuron vun eiser insgesamter Firmelandschaft kritt Ënnerstëtzung, kritt Konzessiounen, kritt gratis Frequenzen, kritt bëllegt Bauland. An iergendwa gehéiere se iergendenger megaräicher auslännescher Famill, egal ob déi elo Mittal oder Bertelsmann heescht, an déi räisst sech dann déi richteg Avoiren ënnert den Nol!

Bertelsmann realiséiert um Kierchbierg e Megaimmobilieprojet mat Honnertdausende Meter carré, mat 450 Wunnengen, an zwar duerch eng ontransparent Firmestruktur, a mécht do ganz vill Benefiss. An dee Benefiss läit um Schluss an enger SICAV mat deem schéinen Numm Cluster. Cluster heescht „partitionnement de données", oder hei Partitionnement vum Geld. „Die Guten" - den Immobilieprofitt - „ins Töpfchen", an déi Schlecht - den Tëleesdefizit - „ins Kröpfchen"!

Zum Steierzueler. Den Immobiliebenefiss gëtt fiskal neutraliséiert an de Steierzueler dréit den Defizit vun der Tëlee. Ech si frou, datt de Kolleeg Cruchten agaangen ass op déi Repartitioun tëscht Radio, Tëlee, Internet, déi jo bal net méiglech ass. Wéi soll ee kënnen ausenanerdividéieren, vu datt jo een deen aneren ënnerstëtzt - wat jo och gutt esou ass -, wat elo de Benefiss vum Radio, wat de Benefiss vum Internet a wat um Schluss den Defizit vun der Tëlee ass?

Aus all deenen Ursaache kënne mir als ADR natierlech dës Propositioun verständlecherweis net matdroen. Mir wiere fir Transparenz a mir wiere fir eng Ausschreiwung vun allen Tëleesfrequenzen. Dat mécht dës Regierung net, well si ass sech jo der CSV-Ënnerstëtzung an dësem Dossier sécher.

An duerfir verlaange mir, wann dat da kënnt, wéi Dir et wëlles hutt, zumindest dräi Saachen:

Éischtens, wa scho staatlech Gelder fléissen, da muss och séchergestallt ginn, datt déi Mission de service public eescht geholl gëtt. An der Annex 1 vun deem am Moment nach geheime Konzessiounsvertrag - déi Annex ass publizéiert - heescht et: «La société assure le pluralisme de l'expression des courants de pensées et d'opinion. Elle veille à ce que l'accès pluraliste des formations politiques à l'antenne soit assuré. Les journalistes (…) veillent à respecter une présentation honnête des questions prêtant à controverse et à assurer l'expression des différents points de vue.»

An och an der Annex 2, deem berüümte Code déontologique, heescht et, de Journalist hätt als Devoir, de présenter «l'information dans un esprit d'impartialité et d'objectivité et dans le respect du pluralisme d'idées».

An deem Kontext, Här President, ginn ech Iech eng Motioun 2 of, wou mer d'Regierung opfuerderen, derfir ze suergen, datt RTL dës Engagementer anhält an datt dat souwuel quantitativ wéi qualitativ kann iwwerpréift ginn.

Motion 3

D'Chamber stellt fest:

- datt de Konzessiounsvertrag tëschent der Regierung an RTL-Group, CLT-UFA a Bertelsmann AG anscheinend Klauselen enthält, duerch déi Programmer vun RTL Radio an RTL Televisioun als „éffentlechen Déngscht" (service public) betruecht ginn;

- datt fir dësen Déngscht Basisregelen an Engagementer festgeluecht sinn;

- datt d'Annex 1 - dei éffentlech ass - (Engagements généraux de CLT-UFA relatifs aux services publics luxembourgeois de télévision et de radio) am Artikel 3 de Pluralismus festhält an datt d'Gesellschaft muss fir den Accès vun alle politesche Formatiounen op d'Antenn suergen.

D'Chamber fuerdert dowéinst d'Regierung op:

- RTL opzefuerderen, dës Engagementer anzehalen;

- vun RTL ze fuerderen, all Joer e Rapport opzestellen, wou d'Präsenz vun de verschiddene Parteien - Regierungsmemberen abegraff - qualitativ a quantitativ opgezielt gëtt.

(s.) Roy Reding.

Elo kann natierlech en RTL-Journalist oder eng RTL-Journalistin mer virwerfen, ech géif nees iergendeppes behaapten, ouni e Beweis derfir ze erbréngen, datt de Respekt dovunner haut net existéiert. Mä kuckt einfach selwer. D'Leit wëssen et: Wien ass Invité, wien ass et manner, wien ass et seelen a wien ass et ni?

Am Kader vun der Affär Lunghi, an den Här Bettel huet dat zitéiert, huet de Verwaltungsrot mat de Stëmme vun eisen dräi Fraktiounscheffen heibannen decidéiert, datt e Groupe de travail dédié à l'éthique géif kreéiert ginn «afin de garantir un autocontrôle continu des qualités rédactionnelles». Dat war méi wéi iwwerfälleg.

Wa Statshëllefen, da fuerdere mer, zweetens, datt keng Politiker oder zumindest keng aktiv Politiker am Verwaltungsrot méi aktiv sinn. Datt de fréiere Statsminister Santer duerch de fréiere Minister Schiltz ersat gëtt, kann ee bedaueren, kann ee kritiséieren, mä et kann een nach dermat liewen, mä datt déi Häre Berger, Bodry a Wiseler sollten an deem Verwaltungsrot bleiwe vun enger privater Firma, déi mat steierleche Gelder finanzéiert gëtt, dat ass absolutt inakzeptabel! An ech an hirer Plaz géif aus deem Verwaltungsrot net méi spéit wéi haut demissionéieren.

Drëttens, mir brauchen e Gesetz, wéi d'Madamm Adehm et ganz richteg gesot huet, an net e Geheimvertrag. Den Artikel 99 vun eiser Verfassung gesäit ganz kloer vir, datt alles, wat de Budget chargéiert iwwer méi wéi een Exercice, nëmmen iwwer eng Loi spéciale ka gemaach ginn. An an deem Gesetz hätte mer gär eng prezis Definitioun vun den Obligatiounen en contrepartie vun der Statshëllef, zum Beispill och e Kannerprogramm a Lëtzebuerger Sprooch.

Dës kuerz Debatt war interessant a mir freeën eis als ADR schonns elo op déi méi breetgefächert Debatt am Rame vun de Medien an dem Emgang mat staatleche Subventiounen, dat heescht Steiergelder, dat, wat mir alleguerten als Bierger bezuelen, net nëmmen un dës Medien, mä och un d'Printmedien.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. 1991 krut Lëztebuerg e Mediegesetz, wat als Zil hat, d'Medielandschaft zu Lëtzebuerg opzebriechen a fir Pluralismus ze suergen. An haut schwätze mer awer, wéi gesot, méi prezis iwwert dee Konzessiounsvertrag tëscht dem Stat an der CLT-UFA. Noutgedronge komme mer awer net derlaanscht, fir iwwert d'Notioun vum Service public ze schwätzen, well mir sinn hei zu Lëtzebuerg an enger komescher Situatioun, well eng Privatfirma eng Mission de service public kritt. Vum ëffentlech-rechtleche Radiosender 100,7 ofgesinn, hu mer soss keen ëffentlech-rechtleche Sender, an dat och natierlech net am Tëleesberäich.

Ier ech mech awer nach méi genau mam Konzessiounsvertrag beschäftegen, wollt ech e puer Gedanke lassginn. A fir d'Alleréischt wollt ech emol soen, datt ee justement net… An ech bedaueren zudéifst, datt mer déi Diskussioun iwwert d'Medielandschaft am Mee féieren, respektiv ech bedaueren zudéifst, datt mer déi zwou Diskussioune lassgeléist vuneneen diskutéieren, well justement hei geet et ëm d'Tëlee, et geet ëm de Service public, et geet ëm d'Medielandschaft. An déi zwou Diskussioune misst een am Prinzip mateneen, zesummen diskutéieren.

Mir si schonn als déi Lénk an eisem leschte Wahlprogramm, och wéi anerer hei dat elo gesot hunn, agetruede fir d'Schafung vun enger ëffentlech-rechtlecher Televisioun. Dat huet zwou Haaptursaachen:

éischtens, well mer der Meenung sinn, datt eng Privatfirma noutgedrongen enger gewëssener kommerzieller Logik nokomme muss an duerfir och schwiereg mat enger Mission de service public kompatibel ass an datt se déi och schwiereg kann novollzéien;

zweetens, well ganz dovunner ofgesinn, ob deen eenzegen nationalen Televisiounssender, dee mer hunn, eng gutt Aarbecht mécht oder net… Dat ass elo net d'Diskussioun. Ech mengen, et ass ganz nuancéiert. An ech menge souguer, zurzäit hu mer Gléck, op jidde Fall op politeschem Niveau, datt do d'Berichterstattung relativ gutt equilibréiert ass, wann een et zemools mam Ausland géif vergläichen. Mä et ass awer ganz einfach ongesond, datt do eng Monopolstellung ass.

An de Medien ass Monopol ni gutt. Den Här Statsminister hat eng Kéier op enger Präisverleiung vum Journalistepräis gesot: „Et gouf Länner, wou et just eng Zeitung gouf. Dat waren totalitär Regimmer." Dat ass richteg. Mir sinn hei an engem Land, wou et och just eng Tëlee gëtt. An et ass problematesch, och wa se hir Aarbecht korrekt mécht.

Ech wollt och nach eng Saach kloerstellen: En ëffentlech-rechtleche Sender heescht jo net automatesch e Stats- oder e Regierungssender. An ech mengen, et kann een zum Beispill och beim 100,7 feststellen, datt een net deem Sender kéint virwerfen, e géif der Regierung oder souguer och net der Oppositioun Faveure maachen.

A wann ech schonn dat Wuert „Statssender" an de Mond geholl hunn: Selbstverständlech ass et inakzeptabel, wann e Sender als Sproochrouer vun enger Regierung oder vun engem Stat fungéiert. Dat wier och kee Journalismus, dat wier Propaganda. Mä et däerf een awer och net d'Aen zoumaache virun der Amëschung vu privaten Interessen an de Medien, wat hautdesdaags u sech déi gréisser Gefor ass weltwäit.

Dat ka justement genausou geféierlech sinn, deemno wéi souguer nach méi geféierlech sinn, well d'Amëschung ka méi subtill wierken a gewëssen Interesse kënne méi subtill duerchgesat ginn. A wéi de Romain Hilgert och am Januar am „Lëtzebuerger Land" geschriwwen huet, besteet déi éischt Fräiheet vun der Press doranner, kee Commerce ze sinn.

Mir mussen och iwwert d'Notioun vum Service public an de Medie schwätzen. An dat ass méi wéi eng Floskel. De Service public an de Medie soll engersäits sécherstellen, datt Meenungspluralismus garantéiert gëtt, e soll e Spigelbild si vun der kultureller a linguistescher Realitéit vum Land. E muss awer och d'Dynamiken an der Gesellschaft reflektéieren, zemools déi un der Basis vun der Gesellschaft, den Engagement vun de Bierger, och déi Engagementer, déi quantitativ méi marginal sinn. An et soll een och derfir suergen, datt déi Initiativen och matagebonne ginn an der Mission de service public.

Et soll och accessibel si fir Leit mat Behënnerungen, a ganz onofhängeg dovunner, ob et ekonomesch realisabel ass oder net. Ech soen dat, well et ass net ganz kloer am Konzessiounsvertrag.

De Service public vun de Medie riicht sech awer och méi direkt un d'Bevëlkerung a soll och derfir suergen, datt souwuel d'Journaliste wéi och d'Bierger en Zougank zur Medieformatioun sollen hunn.

Här President, et gi vill Interpretatioune vu Service public. Ech lueden och jiddwereen an, dee sech derfir interesséiert, den exzellenten Artikel am „forum" vun dëser Woch ze liese vum Romain Kohn, dem Direkter vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

Ech wollt nach eng kleng Klammer opmaachen a vläicht nach iwwerhaapt d'Fro opwerfen, ob een… Well wann een den Traité vun Amsterdam liest, dat kann een och erëm kucken am Avis vun der Etüd Thewes, do gëtt nach rappeléiert, datt esou eng Kontrollinstanz ënner anerem och muss déi néideg Ressourcen hunn, fir hir Missioun kënnen ze maachen. A wann een elo kuckt, wann ech mech net iren, gëtt et véier Posten à temps plein: den Direkter plus nach dräi Leit. An do stellt sech awer déi legitimm Fro, ob déi Ressourcen duer ginn, fir dat alles ze kontrolléieren, wat ze kontrolléieren ass. Dat ass jo alles, wat hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, an dat ass vill méi wéi just Tëlee a Radio. Klammer zou.

Also zréck zum „forum"-Artikel. Do gëtt e klenge Comparatif gemaach - ech luede wierklech jiddwereen an, dee sech derfir interesséiert, deen exzellenten Artikel ze liesen - tëscht dem britesche Modell vum Service public, dem däitschen, dem kanadeschen an dem Lëtzebuerger Modell. An dat, wat ee behaapte kann nom Här Kohn, dat ass, datt de Lëtzebuerger Modell ganz schlecht ewechkënnt.

An ech zitéiere just ee Saz dorauser, deen dat e bësse resüméiert: „Wir können auf ein kommerzielles Angebot setzen oder ein öffentlich-rechtliches veranschlagen. Beide Ansätze haben ihre Berechtigung. Aber wir sollten endlich aufhören, uns etwas vorzumachen und das Programm von RTL Télé Lëtzebuerg als PSB…", dat steet fir Public Service Broadcasting, „… darzustellen." Ech mengen, dat seet villes aus.

Dat ass och richteg. Well et ass net d'Missioun vun engem Privatsender, e Service public ze maachen. A wa mer trotzdeem an déi Richtung goe wëllen a souwisou dra sinn, da komme mer a Kontradiktiounen tëschent zwou u sech legitimmen Interessenssphären. A wann ech mer elo de Konzessiounsvertrag ukucken, da mengen ech, datt d'Regierung an den zoustännege Ministère wéineg Verständnis schéngen ze hu fir e moderne Service public.

Et ass zwar gutt, datt mer dee Konzessiounsvertrag och geschéckt kritt hunn. Ech muss awer soen: net op Initiativ vun der Regierung. Ech ka mech awer nach drun erënneren, datt ech an der Kommissioun selwer derno gefrot hunn, ob mer deen als Chamber géife geschéckt kréien. De Medieminister huet gesot, hien hätt kee Problem domadder, mä hie misst fir d'Éischt och nach deen anere Partner froen; wou e puer Deputéierter awer och komesch dragekuckt hunn, muss ech soen, well ëmmerhi geet et ëm Steiergelder. An datt ee fir esou eng Virgoensweis iwwerhaapt den Accord muss froen, wa Volleksvertrieder wëllen awer e bësse kucken, wat do leeft, ech mengen, dat ass keng korrekt Aart a Weis. Duerfir, ech géif dat e bësse relativiséieren, dee Voluntarismus vun der Regierung, fir do fir Transparenz ze suergen.

Mä an deem Konzessiounsvertrag, do stinn awer e puer Saachen dran, déi sinn e bësse komesch: Justement deen Ethikcomité, deen exklusiv aus Cheffen a Membere vun der Redaktioun bestoe soll, dat gëtt ganz dezent als „Autokontroll" bezeechent. Ech wëll franchement net de Professionalismus an d'Conscience professionnelle vun deene Leit a Fro stellen. Ech kennen der vill, ech war selwer an deem Beruff; net an där Firma. Et geet awer ganz einfach ëm de Prinzip vun der Autokontroll vun engem Medium, deen eng Mission de service public huet. An do geet Autokontroll ganz einfach net duer. Dat gëllt net nëmme fir Medien, dat gëllt fir vill Beräicher.

Et gëtt och vun der Charta vun de Journaliste vun RTL, déi och an der Rei ass, geschwat, déi sech och esou uleent un den Deontologieskodex, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Niewebäi gesot, et gëtt och nach déi Charta vu München vun '71. Dat ass wierklech déi richteg Charta, déi u sech fir d'Journaliste weltwäit gëllt a wou am Prinzip, wann déi géif respektéiert ginn, Journalisten net viru Geriicht a gewëssene Fäll misste gefouert ginn. Mä dat ass nach eng aner Saach.

Da gëtt et och nach déi Commission de suivi de la convention, déi derfir suerge soll, datt d'Konventioun respektéiert gëtt. An do steet dran: «Par ailleurs, la Commission peut périodiquement faire procéder, après avoir informé CLT-UFA, à des études relatives à la qualité du programme de service public.» De Problem läit am Verb „peut" an och am Term „périodiquement", wat strictement näischt heescht. Et

kann een natierlech soen: „Mir vertrauen“, mä ech mengen, datt an deem Fall misst den „peut“ duerch „doit“ ersat ginn an dee „périodique“ e bësse méi kloer definéiert ginn, wéi „eemol d'Joer“ zum Beispill. Ech mengen, dat Ganzt ass guer net seriö.

Ganz onofhängeg dovunner, mengen ech, muss een och derfir suergen, datt déi Persoun, de Commissaire de Gouvernement, deen drasëtzt, och net d'Regierung vertrëtt bei RTL. Dat ass just - ganz onofhängeg vun der Persoun, wou kee Problem soll sinn -, fir Interessenskonflikter ze vermeiden.

An och bei Personalfroen, wa mer schonn derbäi sinn: Ech mengen, datt et net ganz gesond ass an engem moderne Stat, ganz onofhängeg vun der Persoun och, datt de Statsminister de Medieminister an engems ass. Ech weess net, ob dat normal ass; vläicht an Zentralasien, awer net hei!

Duerno, ech sinn u sech scho fäerdeg. Ech mengen, den 100,7 huet nach just vum Ad'Report geschwat. Et wier interessant - ech muss elo ofschléissen -, wa mer och kéinten de ganzen Audit kréie vu KPMG. Ech mengen, dat wier e bëssen interessant. Ech mengen, Deputéierter hunn e Recht dorobber, fir dat nach ze kucken.

Mir sinn der Meenung, Här President, datt d'Regierung déi Konventioun schlecht verhandelt huet. Vläicht ass et och e bësse problematesch, datt se nëmmen op dräi Joer ass. Ech denken awer och un d'Personal, dat och vläicht e bëssen eng Planungssécherheet brauch. Dat ass awer och en anere Problem. An ech wier och frou, wa mer déi Konventioun awer serieusement kéinten diskutéieren, och an der Chamber. Well et ass net wouer, datt d'Chamber serieusement agebonne gouf! Ech mengen, dat kann een net hei behaapten.

Ech soen Iech Merci. Mä mir wäerten och d'Motioun vun der Regierung a vun der CSV net matdroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eisem allgemengen Debat ukomm. An d'Wuert huet de Medieminister, deen och nach Premier ass.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.*- Villmools Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech de verschiddenen Oratricen an Orateure Merci soe fir déi Aussoen, déi Zoustëmmung, déi Froen, déi nach do sinn, a wäert probéieren, dann och an deenen nächste Minutten Äntwerten drop ze ginn.

D'Madamm Adehm huet e puer Froe gestallt. Jo, Madamm Adehm, wa Changementer kommen an der Konventioun, selbstverständlech wäert d'Regierung déi och der Chamber matdeelen. De Finanzement ass e Maximalfinanzement, esou wéi et virdrun och gesot ginn ass. An deen ass wierklech geduecht fir den Tëleesservice.

An dann zu enger anerer Fro, déi och gestallt ginn ass: Jo, selbstverständlech, haut gëtt et de Crossmedia. Dat gëtt et. An dowéinst ass wierklech geduecht ginn, dass déi Kontabilitéit eenzel gekuckt gëtt. An deeselwechte Kontext fält am Fong jo och deen Avis juridique vum Affekot. Dee seet, dass, wann et net kloer ass, wann et net kloer getrennt ass, da riskéiert een, contraire ze sinn zur europäescher Dispositioun.

Dofir ass déi Trennung wierklech ganz, ganz wichteg. An et ass och fir d'Éischt, wou am Fong Schlëssele gemaach gi sinn, fir ze kucken, wéi a wat den Impakt ass vun deem engen a vun deem aneren, och mat wéi engem Coût da ka gerechent ginn, wann, wéi gesot, dat eng Repercussioun hätt vun deem engen an deem aneren. An dat soll och deen externe Reviseur maachen. Dat ass fir eis och ganz, ganz wichteg.

Déi nei Kommissioun, déi entsteet, do hu mer jo och proposéiert, dass d'Chamber soll, net elo en Deputéierten, mä och eng Persoun soll kënnen designéieren, fir eben och kënnen de Suivi vun där Konventioun ze maachen. Dat heescht, wann déi Kommissioun och e Rapport sollt maachen, domadder hu mer guer kee Problem, fir och heihinnerzekommen.

Den Avis vum Affekot - dowéinst och nach, well dat prezis gefrot ginn ass - ass am Fong respektéiert gi mat deene Punkten, déi en opgezielt huet.

Den Här Bauler sot, Här President, an ech muss em vollkomme recht ginn, an ech mengen, den Här Cruchten huet et och gesot: „Dat, wat haut modern ass, ass muer schonn al.“ Dat ass esou! Wien hätt virun 10 oder 15 Joer geduecht, dass d'Leit géife mat hirem iPad am Bett owes d'Noriichte kucken - an dann nach nëmme wa méiglech dat Eenzegt, wat se Loscht hunn ze kucken -, dann nach dropklicken an kucken, fir just déi kleng Sekonne Publicitéit esou séier wéi méiglech kënnen ofzebriechen, fir dann dat kënnen ze kucken? Wien hätt dat virun 10 oder 15 Joer geduecht?

Wien hätt geduecht, dass en iwwert den Handy géif net nëmmen telefonéieren, mä haut Suen iwwerweisen, d'Tëlee kucken, Radio lauschteren, allméigleches kënne maachen? Dat ass d'Realitéit vun haut! An dat, wat gëschter modern war, ass haut schonn net méi modern an ass muer schonn am Fong al Musek.

Dowéinst ass et immens wichteg, dass mer wierklech déi Evolutioun och kucken. An dowéinst ass deen Delai vu just dräi Joer och wichteg. Well mir schwätzen elo vis-à-vis vun 2020 bis 2023, net vun elo haut bis iwwermuer. A mir wëssen alleguerten, dass 2020 bis 2023 nach ganz vill Zäit ass, well do zielt all Dag an der Mediewelt, wou et nei Evolutioune ginn. An dat gesi mer och erëm alleguerten.

Et ass gesot ginn, Här Bauler, dass fir d'Lëtzebuerger Sprooch d'Tëlee ee vun deene wichtegste Facteuren ass. Jo, tatsächlech, et ass e Facteur fir d'Lëtzebuerger Sprooch, mä et ass och e Facteur vun Integratioun. Et ass ee Facteur vun Inklusioun. Et ass d'Méiglechkeet, dass een och als Netlëtzebuerger, eben duerch de Fait, dass och déi Traduktiounen do sinn - an an Zukunft wäerte mer wierklech och alles maachen, dass een och a Gebäerdesprooch kann an der Rediffusioun eppes nokucken -, dass all Mënsch hei d'Recht kritt op eng Informatioun, op e Journal télévisé owes, wou e sech dann och kann informéieren iwwert dat, wat et gëtt.

Et ass virdru gesot ginn, Här President - ech mengen, et war den Här Wagner -, mir hätte just eng Tëleeschaîne. Also, mir hunn „eng national“ Tëleeschaîne! Well ech kenne kee Lëtzebuerger, dee just ee Sender doheem huet. A fir de Verglach ze maache mat Diktaturen, wou ee just eng Noriicht ka kucken! Dat ass vläicht zu Pjöngjang de Fall, mä ech mengen, bei deene meeschte Lëtzebuerger gëtt gezappt tëschent siwen an aacht Auer. Um hallwer aacht gëtt dann eben de Journal gekuckt. Mä virdru gëtt ee Sender gekuckt an um aacht Auer gëtt en anere Sender gekuckt. Déi meescht hunn hautdesdaags méi wéi ee Sender doheem, fir dat och kënnen ze kucken.

D'Froe sinn och gestallt ginn, Här President, ech menge vum Här Cruchten, iwwert d'Frequenzen. D'Frequenze si vum ILR jugéiert ginn. Et ass net vun eis, wou jugéiert ginn ass. Déi Zuel ass och net vun RTL gemaach ginn. Et ass den ILR, deen eis dee Montant ginn huet an deen eis, ech muss Iech et och éierlech soen, souguer héich gerechent huet. De Fait ass, dass tatsächlech haut d'Frequenze bal näischt méi wäert sinn an dass nach mat 5 Milliounen - an och nees net haut, 2020, 2023 -...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.*- ...am Fong domadder héich gegraff gëtt.

Dir hutt vu kulturellen Evenementer geschwat. Selbstverständlech, als Kulturminister soen ech: „Super, wa se gestreamt ginn!“ Mä de Streaming fält nees net ënnert d'Konventioun. De Streaming ass näämlech den Internet. Dat heescht, dee fält net drënner. Mä wéi gesot, an den Diskussiounen, déi ee mat RTL huet, a selbstverständlech och als Kulturminister sinn ech och Demandeur, dass vill kulturell Evenementer iwwerdroe ginn.

An ech mengen, den Här Adam huet och vu klenge Radioe geschwat. Ech muss Iech soen: Ech wëll elo net enger Diskussioun virgräifen, déi mer elo an deenen nächste Woche wäerten hunn iwwert d'Medielandschaft, mä ech kéint mer zum Beispill virstellen - firwat net? -, dass de Kulturministère kéint e Subsid hu fir déi Radioen, déi kulturell Aktivitéiten och promouvéieren. Dat ass eng Pist zum Beispill, wou ech mengen, dass ee kéint och an der Regierung driwwer diskutéieren, ob dat net eng Méiglechkeet wier, fir dass ee fir méi kleng Radioen - well et gëtt net nëmmen ee Radio, et gëtt eng Rëtsch vu Radioen, et gëtt lokal Radioen, et gëtt regional Radioen - vläicht och eng Pist kéint ausschaffen.

Hei ass och virdru gesot ginn: „Jo, et gëtt publizéiert“, „Et gëtt net publizéiert.“ Hei ass e Privatbetrib, wou en Accord fonnt ginn ass - ech si ganz averstanen -, mä an der Kommissioun war net e Blocage vu mir! Mä et ass awer normal, wann een zu zwee eppes ënnerschreift, dass een d'Géigepartei am Respekt vun där Relatioun, déi een huet, awer op d'mannst consultéiert, fir ze froen: „Sidd Der averstanen, dass mer eppes ëffentlech maachen?“! Mä et war guer keng Diskussioun. Direkt hu se gesot: „Do ass guer kee Problem, fir dat doten ze maachen.“

Elo ass hei eng Demande, fir ze kucken, ob een do nach al Dokumenter ka public maachen. Et sinn net déi, déi ech deemools ënnerschriwwen hunn; et sinn déi, déi deemools vun enger anerer Regierung ënnerschriwwe gi sinn an och vun deem Betrib. Dat heescht, fir mech wier et op d'mannst de Minimum, dass ee vusäite vun der Regierung RTL géif froen, ob se averstane wieren, fir déi Dokumenter vun 2007 ze publizéieren, ier ee sech hei géif engagéieren, fir ze soen: „Jo, et gëtt gemaach“, oder: „Et gëtt net gemaach.“ Dat ass fir mech déi Saach, déi ee sollt hunn.

Ech kann net laang op d'ADR-Positioun agoen, well si hunn net vill iwwert d'Konventioun gesot, iwwert d'Konzessioun, ausser wéi gesot, dass och gesot ginn ass, dass de Conseil d'administration..., a laang Diskussiounen iwwert de Conseil d'administration. Ech wëll just soen, dass de Conseil d'administration net eleng eng Zoustännegkeet huet fir den Tëleesprogramm, et ass de Conseil d'administration vun der CLT-UFA!

Da wëll ech och nach dem Här Wagner soen, dass d'ALIA d'Moyene geheicht kritt huet. Dat heescht, déi Kontrollinstanz, déi mer och do vis-à-vis hunn als Stat, huet och dëst Joer méi Moyene kritt, wat fir eis och wichteg ass. A wann Infractioune komme vis-à-vis vun Incitation à la haine oder et cetera, et cetera, do sinn d'Geriichter och zoustänneg an déi sinn och dann ze saiséieren.

Mä wéi gesot: D'ALIA ass eppes, déi intern Kontroll ass en Engagement, deen RTL geholl huet, an eis Kontroll, déi mer elo maachen, fir ze kucken, ob de Konzessiounsvertrag och agehale gëtt, dat sinn eigentlech wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech soe Merci fir all déi, déi awer och hei gesot hunn, dass mer mat RTL e Partner hunn, mat deem mer an der Vergaangenheet gutt geschafft hunn. Et sinn heiansdo Couacken, dat geschitt. Mä mir hunn awer e Partner, a wa mer kucken, wéi professionell awer geschafft gëtt, a wa mer kucken, wat de Coût ass vun deem Service, dee mer mat deem dote kréien, mengen ech, dass et e Konzessiounsvertrag ass, deen am Interêt vun de Bierger ass, am Interêt vun der Medielandschaft. An et erlaabt, dass awer qualitativ Noriichten och zu Lëtzebuerg duergestallt ginn. Well wa mer missten dat Dräifacht oder bal dat Dräifacht bezuelen, fir datselwecht ze maachen..., hei hu mer e Prestataire de services, dee bereet ass, et ze maachen, a wou mir eis engagéieren, wann en Defizit do ass, fir deen ze decken.

Ech mengen, et ass eng Situatioun, wou hei op jidde Fall eppes gutt fonctionnéiert: Dat ass eis Medielandschaft. A wéi gesot, ech freeë mech schonn op den Debat, dee mer wäerten an den nächste Wochen hunn, fir insgesamt iwwert d'Medielandschaft zesummen zu Lëtzebuerg kënnen ze schwätzen. Well mir liewen an engem Land, wou et eng fräi Press gëtt an eng qualitativ Press.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Premier- a Medieminister. A mir géifen dann zu deene verschiddene Motiounen iwwergoen.

Motion 1

Déi éischt Motioun kënnt, wann ech dat gutt gesinn, vu véier Fraktiounen; wou d'Ënnerschréfte vu véier Fraktiounen drënnerstinn. An do geet et drëm, fir dat, wat exponéiert ass, ze ënnerstëtzen. Ginn et dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënne mer iwwert déi éischt Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

51-mol Jo, 5-mol Neen, 2 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée par 51 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Roger Negri), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

Mir géifen zu där zweeter Motioun iwwergoen, wou d'ADR fir d'Chamber komplett Asiicht an de Konzessiounsvertrag fuerdert. Den Här Reding als Auteur huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo. Merci, Här President. Et geet, wéi gesot, net ëm eng Publikatioun vun deem Vertrag, et geet ëm en Ableck vun der Chamber an dee Vertrag. Mä ech verstinn d'Argument vum Här Premier- a Medieminister, datt e seet: „Mir musse mam Partner dat dote kucken.“ An duerfir géif ech déi Motioun elo zrécksetzen en attendant, datt den Här Premierminister a Medieminister Zäit huet, mam Vertragspartner déi Fro do ze klären. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ginn et weider Wuertmeldungen dozou?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.*- Jo, Här President. Ech hu mech engagéiert, wéi gesot, déi Fro ze stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat heescht,...

M. Roy Reding *(ADR).*- Zu dësem Moment.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...zu dësem Moment... (veuillez lire: haalt Dir se en suspens).

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias.*- Den Auteur huet se jo zréckgezunn, Här President, dofir...

Motion 3

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay, gutt. Da géife mer zur zweeter Motioun kommen, déi vun der ADR abruecht ginn ass an déi, mengen ech, och presentéiert ginn ass. Ginn et dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

56 Participatiounen: 3-mol Jo, 53-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent. Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Anne Brasseur (par M. Gilles Baum), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann iwwergoen op deen nächste Projet de loi. Dat ass de Projet de loi 6932, wou et drëm geet, déi Moossnamen, déi beim Stat geholl gi sinn, bei d'Gemengebeamten ze

iwwerdroen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

4. 6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Villmools Merci. Dir hutt et elo grad gesot, Här President, den Objet vun dësem Projet de loi ass d'Ëmsetzung am Gemengesecteur vun de Reformen an der Fonction publique, déi mer de 24. Mäerz 2015 hei gestëmmt hunn an déi den 1. Oktober 2015 a Kraaft getruede sinn.

Am Kader vun dëser Reform sinn eng Rei Mesurë geholl ginn, déi och elo op de Gemengesecteur iwwerdroe ginn. Mir haten hei am Haus eng laang an och eng breet Debatt iwwert déi Reform am Joer 2015, duerfir brauch ech net méi op all eenzelne Punkt aus dësen Neierungen anzegoen.

Hei just als Rappell awer déi Haaptelementer vun der Reform:

- De Service provisoire gëtt vun zwee op dräi Joer eropgesat.

- Nei agefouert gëtt e Plan d'insertion professionnelle, wou e Beamten am Service provisoire eng Basisformatioun kritt, déi op déi Aarbecht zougeschnidden ass, déi e reell op sengem Poste maache muss.

- D'Gestion par objectifs gëtt agefouert. Dat beinhalt, dass all Gemeng an Zukunft en Organigramm muss hunn, Description des postes a Plan de travail individuel, grad ewéi déi individuell Bewäertung vun der Leeschtung an de Kompetenze vun de Gemengebeamten.

- An Zukunft gëtt d'Méiglechkeet ausgeweit, Leit mat héije Qualifikatiounen a besonnescher berufflecher Erfahrung ze rekrutéieren.

- Aféierung vun engem Congé linguistique, wou déi Leit, déi eng Dispens kruten, déi feelend Sproochekenntnisser kënnen nohuelen. Och aner Gemengebeamte kënnen dëse Congé linguistique notzen, fir hir Sproochekenntnisser ze verbesseren.

- Nei Bestëmmungen, déi et erlaben, e Gemengebeamten zum Beispill un e Syndikat oder un eng Gemeng ze detachéieren. Ech kommen awer herno op deen dote Punkt nach eng Kéier zréck.

- Méiglechkeet, fir en Employé vun der Gemeng no 15 Joer ënner bestëmmte Bedingungen ze fonctionnariséieren.

- Präzisiounen, wat d'Streikrecht am Gemengesecteur ugeet.

- A kleng Upassungen um Niveau vun der Terminologie, déi sech aus dem Statut unique erginn.

De Statsrot huet sech net méi generell zur Reform geäussert. A sengem éischten Avis vum 21. Juli 2016 huet hien Artikel fir Artikel iwwerpréift, ob d'Reform, déi bei de Statsbeamte gemaach gouf, korrekt op de Gemengesecteur iwwerdroe ginn ass, fir sécherzestellen, dass et eng Égalité de traitement gëtt tëscht deenen zwee Secteuren. Ënnerscheeder si just nach dann akzeptabel, wann et objektiv Argumenter gëtt, déi et onméiglech maachen, déi zwee Secteuren d'selwecht ze behandelen.

A sengem éischten Avis hat hien eng ganz Rei Virschléi a kritesch Remarquë gemaach, deenen d'Kommissioun dunn och Rechnung gedroen huet. Zu eenzelne Punkten hat hien och méi detailléiert Informatiounen nogefrot, déi d'Kommissioun du mat hiren Amendementer vum 27. Oktober 2016 nogeliwwert huet.

Ee Knackpunkt ass awer bliwwen, an dee betrëfft den Detachement vu Gemengebeamten. Den initialen Text vum Projet de loi huet eng Dispositioun virgesinn, dass de Schäfferot e Gemengebeamte ka fir maximal zwee Joer an eng aner Gemengeverwaltung, an e Gemengesyndikat oder en Établissement public communal oder soss nach an eng international Organisatioun detachéieren.

Wann et sech dobäi net ëm e Gemengesyndikat handelt, wou d'Gemeng selwer Member ass, da muss de Beamte säin Accord zu deem Detachement ginn. De Statsrot huet doranner eng Ongläichbehandlung gesinn, well d'Statsbeamten ouni hiren Accord ze gi kënnen detachéiert ginn. Hien huet op deem Punkt eng Opposition formelle gemaach.

D'Chamberskommissioun huet dozou Stellung geholl an erkläert, dass am Géigesaz zu engem Statsbeamten, deen an eng aner staatlech Administratioun detachéiert gëtt, de Gemengebeamten net nëmmen d'Plaz, mä och de Patron wiesselt an duerfir säin Accord gefrot gëtt. De Statsrot huet dat Argument awer net unerkannt, well a sengen Aen de Statsbeamten, deen an eng international Organisatioun detachéiert gëtt, am selwechte Fall wier.

Mir hunn dee Punkt nach eemol an der Kommissioun diskutéiert a sinn awer bei där Iwwerzeegung bliwwen, dass een e Gemengebeamten net géint säi Wëllen an eng aner Gemeng oder an e Syndikat, an deem d'Gemeng net Member ass, kann transferéieren. De Statsrot hat sech d'Méiglechkeet opgehalen, fir op deem Punkt d'Dispens vum zweete Vott eventuell net ze ginn. Mä mir hoffen awer, dass de Statsrot um Enn d'Argumenter vun der Chamberskommissioun kann novollzéien an déi Dispens trotzdeem gëtt.

De Statsrot hat nach en zweeten Avis complémentaire ofginn, den 28. Februar dëst Joer, wou e sech allerdéngs ausschliisslech op e Regierungsamendement bezitt, deen den Delai vun der Entrée en vigueur vun dësem Gesetzesprojet betrëfft. D'Amendement huet d'Zil, fir d'Ëmsetzung ze akzeleréieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et bleift nach eng generell Remarque, déi souwuel de Statsrot wéi och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach huet. Si betrëfft déi praktesch Ëmsetzung vun der Reform. Et gëtt do eng gewësse Suerg, dass grad d'Gestion par objectifs an déi individuell Bewäertung vun der Leeschtung vun de Leit an alle Gemengen d'selwecht sollte gemaach ginn, wat besonnesch am Ufank sécher net ganz einfach wäert sinn.

Fir déi, déi net esou kënneg si mam Gemengesecteur, sief nach gesot, dass all déi Elementer vun der Reform, déi d'Traitementer, d'Indemnitéiten oder d'Carrièren uginn am Gemengesecteur, iwwer Reglementer an net iwwert d'Gesetz geregelt sinn.

Den Innenministère huet och all dës Bestëmmungen aus der Reform beim Stat iwwerholl an a Reglementer dann transposéiert, soudass ee prett ass, nom Vott vun dësem Gesetz respektiv sengem Akraafttrieden dann de Gemengesecteur un déi nei Bestëmmunge vun der Fonction publique erunzeféieren. Dat Ganzt war eng laangwiereg an och eng komplizéiert Aarbecht. Et huet och 18 Méint gedauert no dem Akraafttriede vun der Reform beim Stat. Dat schéngt laang, ass awer am Verglach mat viregte Reformen nach zimlech séier gaangen. 1979 huet et sechs Joer an aacht Méint gedauert an am Joer 2003 huet et dräi Joer an dräi Méint gedauert, bis d'Reforme beim Stat endlech och bei de Gemengen ëmgesat waren.

Duerfir gehéiert et sech, mengen ech, am Numm vun der Kommissioun den Innenminister a seng Beamten ze luewe fir déi vill Aarbecht, déi si sech gemaach hunn. Besonnesch gutt gefält et engem ze gesinn, dass am Gemengesecteur selwer, wou - an dat muss ee wëssen - op all eenzelner vun deenen 105 Gemengen, de Syndikater an och Etablissementpublicken e Personalservice funktionéiert, sech concertéiert gouf a matgeschafft gouf. Datselwecht gëllt och fir d'Gewerkschaften aus dem Gemengesecteur vun de Gemengebeamten, déi Hand mat ugeluecht hu fir d'Gelénge vun dëser Reform.

All deenen, déi elo op deene verschiddene Gemengen a Syndikater d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz an de Reglementer musse garantéieren, wënschen ech vill Courage. Ech weess aus eegener Erfahrung - ech hunn dat zéng Joer laang gemaach -, wéi schwéier dat ass, zemools wann een, wéi an deenen allermeeschte Gemengen, d'Paien, d'Carrièren an och d'Personalaffären nach esou niewelaanscht muss behandelen an dat net als Haaptjob mécht, well d'Gréisst vun der Gemeng dat einfach net hiergëtt.

Dat alles gesot, erënneren ech drun, dass de Rapport eestëmmeg an der Kommissioun guttgeheescht gouf, an ech ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Yves Cruchten. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech soen och dem Yves Cruchten Merci fir säi schréftlechen an och mëndleche Bericht. Et ass richteg, dass e präziséiert huet, dass et hei ëm de Statut vun de Gemengebeamte geet an net dat, wat oft dobausse fälschlecherweis gemengt gëtt, dass hei och schonn déi Dispositiounen dra wieren, wat d'Avancementsméiglechkeete wieren, notamment vun de Gemengereceveure respektiv vun de Gemengesekretären. Dat kënnt an engem zweete Volet. Hei geet et also reng ëm de Statut. An duerfir, mengen ech, ass och jiddwereen dermat beflass, fir dass déi Dispositiounen, déi mer an der Fonction publique fir d'Statsbeamte guttgeheescht hunn, och hei fir d'Gemengebeamte kënne spillen.

De Knackpunkt, de Rapporteur huet dat gesot, ass effektiv eng Opposition formelle vun dem Statsrot, sous peine dass e seet: „Ech ginn net d'Dispens fir den zweete Vote constitutionnelle." Wann d'Oppositioun esou eng Virlag kritt a si kuckt en Text gäre kritesch, dann hélt se déi normalerweis gären op. Mä hei ass et esou, ech mengen, mir hunn dat Engagement geholl bei der Fonction publique, bei de Statsbeamten, dass mer dat wëlle mat ëmsetzen. An d'CSV wëllt dat hei och ganz kloer fir d'Gemengebeamte mat ëmsetzen.

Wann een den Detail kuckt, wat d'Argumentatioun vum Statsrot ass, dann ass déi a priori net vun der Hand ze weisen. De Statsrot seet, wéi de Rapporteur et richteg gesot huet: „Mä e Statsbeamte ka wärend zwee Joer vun enger Verwaltung an déi aner detachéiert ginn, vun engem Ministère an deen aneren detachéierte ginn, och esouguer an en Établissement public, deen de facto eng aner Personnalité juridique huet, ouni den Accord vun deem Statsbeamten."

Bei der Gemeng, an dat war och de Wonsch, mengen ech, vun dem Syvicol, wéi ech duerch de Mond vu sengem President, dem Emile Eicher, héieren hunn, soe se elo: „Mir kënnen net d'ganzt Land als ee gesamte kommunale Secteur huelen, well d'Befindlechkeeten anerer sinn, an duerfir wëlle mir dat net." Et ass och, mengen ech, e Schutz vun deem eenzelne Gemengebeamten, well wann esou en Detachement géif geschéien ouni den Accord vun dem Gemengebeamten, da kéint deen - ech weess net -, wann eng Zoustëmmung vun den zwee Schäfferéit respektiv vun zwou Gemenge wier, le cas échéant vu Rëmeleng douewen op Wäiswampech detachéiert ginn ouni säin Accord.

Duerfir menge mir och als CSV - duerfir hu mer de Rapport och matgestëmmt -, dass een dat aus pragmatescher Siicht sollt kucken, an och da si mer eis trei vun eiser strikter Lektür vun der Gemengenautonomie. Mir hunn dann awer och an der Kommissioun drop higewisen, wat de Risiko ass: De Statsrot huet en Avis ginn, wou e gesot huet, hei wier en indirekte Verstouss géint de Gläichheetsprinzip. De Risiko ass natierlech deen, wann herno eng Kéier ee bei dem Stat net d'accord wier mat engem Detachement, deen ouni säin Accord geschitt wier, kéint en natierlech a contrario déiselwecht Argumentatioun an den Avis vun dem Conseil d'État huelen.

Mir sinn einfach der Meenung, dass dat hei relativ rar wäert de Fall sinn, well dat an der Praxis, wann ee Gemengebeamte jo vun enger Gemeng op déi aner sollt oder muss detachéiert ginn, viraussetzt, dass den Accord nach ëmmer souwisou schonns muss si vun deenen zwee Schäfferéit, dat heescht, vun deenen zwee Patronen, wou en da wiesselt.

Aus all deene Grënn, Madamm Presidentin, obschonns hei eng Opposition formelle vun dem Statsrot ass, wëlle mir aus pragmatesche Grënn dësem Gesetzesprojet zoustëmmen. Datselwecht wäerte mer och maachen, wann dann eben d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnelle net sollt kommen, an engem zweete Vott, deen da gegebenenfalls unhängeg ass.

Fir de Rescht soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn d'Zoustëmmung selbstverständlech vun der CSV-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Roth. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Et ass jo näischt ganz Alldeegleches, wann een iwwer eng Opposition formelle vum Statsrot ewechgeet, wéi mir dat dann haut, denken ech, eestëmmeg maachen, esou wéi ech et zumindest aus der Chamberskommissioun eraushéieren hunn. À voir! Mir riskéieren domat, dass mer an dräi Méint heimat nach eng Kéier befaasst ginn.

Mir haten, an dofir wëll ech der Regierung felicitéieren, urspréinglech am Gesetzestext stoen, dass dat Ganzt sechs Méint nom Vott géif a Kraaft trieden. Do ass en Amendement gemaach ginn, dass dat ee Mount duerno wier, dat heescht, dass mer keng Zäit géife verléiere fir d'Akraafttrieden, souguer wa mer an dräi Méint fir d'Zweet wiele ginn, well dräi plus eent gëtt véier, wéi mer alleguer wëssen, also manner wéi sechs.

Deemno Felicitatioun der Regierung, awer och dem Rapporteur fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn heimat dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Et ass alles gesot. Den Accord vun der grénger Fraktioun hutt Der.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och lech. Dann als nächsten den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et kritt een emol keng Zäit, de Gummibäerche fäerdeg z'iessen.

(Hilarité)

Merci, Madamm Presidentin. Och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Yves Cruchten als Rapporteur. D'ADR wäert och dëse Projet stëmmen, esou wéi mer an der Kommissioun och de Rapport matgestëmmt hunn. Mir hu just eppes, wat mer wëllen hei ze bedenke ginn, dat ass den Artikel 2 vun dësem Gesetz, deen am Fong seet, datt exceptionnellement de Gemengerot Poste kreéiere kann - „hautement spécialisé" steet am Gesetz -, wou een net brauch zwou vun deenen dräi offizielle Sproochen hei am Land ze kennen. A wann de Posten zweemol ausgeschriwwen ass, da kann een och drop eriwwergoen, fir bei enger drëtter Ausschreiwung eng Persoun ze huelen, déi nëmmen eng vun deenen dräi Sprooche schwätzt, also net onbedéngt misst Lëtzebuergesch schwätzen, fir dee Poste bei der Gemeng ze kréien.

Quitte datt et hei déi drëtt Ausschreiwung dann ass, iwwert déi mer diskutéieren, stellt sech dach awer d'Fro hei, déi ech dem Här Minister wëll stellen, Madamm Presidentin: U wat fir eng Posten gëtt hei geduecht - well dat extra muss hei an d'Gesetz kommen -, wou ee muss héich spezialiséiert Leit hunn? Wat fir eng Leit sinn dat, déi ee mengt, net hei am Land ze fannen, déi Lëtzebuergesch kéinte schwätzen, datt een dat extra hei an e Gesetz aschreift, fir déi Méiglechkeet ze schafen? Et ass e bësse verwonnerlech, datt et esou Poste bei Gemenge solle ginn, wou een hei am Land dat net kéint fannen, soudatt een extra déi Méiglechkeet am Gesetz virgesäit.

Domadder hu mer effektiv e Problem, mä wéi gesot, mir stëmmen awer d'Gesetz. Wéi wäit datt dat ka féieren - an et ass dat, wou mer drop zréck wëlle féieren -, dat ass, wa mer kucken, wéi et elo beim LuxTram ass. Beim LuxTram huet mäi Frënd Fernand Kartheiser eng Fro gestallt, wéi et méiglech ass, datt do am Fong d'Franséischt als d'Haaptsprooch benotzt muss ginn. An d'Poste ginn och esou ausgeschriwwen, obschonn datt LuxTram 50% Stat a 50% Gemengen ass.

Elo kréie mer dann zréckgeschriwwen: Ma dat wier zréckbehale ginn, als operationell Sprooch Franséisch, well dat ebe mat de Mataarbechter, mat der Sécherheet, mat de Programmen a mat de Bestëmmungen ze dinn hätt, déi op Franséisch wieren. A fir de gudden Oflaf dovunner ze sécheren, wier dann eben d'franséisch Sprooch als operationell Sprooch zréckbehale ginn. An et ass och esou ausgeschriwwe ginn, dee Posten, also datt ee muss Franséisch kënnen, fir beim Tram ze fueren an „et kann een" och Lëtzebuergesch schwätzen. Mä „et muss een" Franséisch schwätzen. An ech fannen, datt dat extrem wäit geet! Da stellen ech mer d'Fro,...

(Interruption)

...wéi et da bei der Eisebunn ass.

(Interruption par M. François Bausch)

Ouh? Schreift d'Eisebunn Posten aus, Här Minister Bausch, wou drasteet, et misst ee Franséisch kënnen an et bräicht een net Lëtzebuergesch ze kënnen? Dat géif ech awer mol gäre gesinn!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, dat ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma esou sinn d'Posten awer beim Tram ausgeschriwwe ginn. Et ass gesot: Et muss ee Franséisch schwätzen an et kann een och nach derbäi Lëtzebuergesch schwätzen. Do gesäit een, wéi wäit dat geet. An et gesäit een och, Madamm Presidentin, wéi eescht datt et der Regierung mat der Lëtzebuerger Sprooch gemengt ass,...

(Brouhaha)

...wann hei an engem staatleche Gemengeservice elo als éischt Sprooch Franséisch muss geschwat ginn,...

(Interruption par la présidence)

...an datt een eventuell och nach ka Lëtzebuergesch schwätzen.

Mir hate proposéiert, datt een hätt kënne kucken, Leit vum Härebierg - wou mer jo Problemer hunn, fir déi Leit placéiert ze kréien, déi se do hunn, an déi sollte jo an den éffentlechen Déngscht kommen - beim LuxTram anzesetzen. Déi hätte sécherlech och déi Kompetenze gehat an hätten och sécherlech Lëtzebuergesch geschwat, dann hätte mer déi...

A mir hätten och doudsécher ënnert deenen 20.000 Leit, déi hei am Land nach eng Plaz sichen - an et kommen all Dag nei Leit op de Maart -, Leit fonnt, déi Lëtzebuergesch geschwat hätten an déi och genuch Franséisch kannt hätten. Mä um Tram muss een also elo fir d'Éischt Franséisch schwätzen - dat muss een! -, a wann ee Lëtzebuergesch schwätzt, dann ass et keng Schikan, da kann een dat derbäi hunn.

Do gesäit een - an duerfir hu mer e Problem dermat -, datt hei systematesch och elo versicht gëtt, an den éffentleche Verwaltungen d'Lëtzebuerger Sprooch auszeklénken. An duerfir hu mir och eise Problem mam Artikel 2, datt do kéint en Abus bedriwwe ginn, datt dann ebe Posten, jee nodeem, wéi se ausgeschriwwe ginn, déi éischt an déi zweet Kéier net vun engem besat ginn, deen d'Lëtzebuerger Sprooch kennt, an datt dann eben eng drëtte Kéier ausgeschriwwe gëtt an dann een dee Poste kritt, deen d'Lëtzebuerger Sprooch net kennt.

Et ass just signifikativ fir dës Regierung, déi no baussen ëmmer wëllt dokumentéieren, si géif sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, mä systematesch (veuillez lire: de Géigendeel mécht!) Esou war et beim Nationalitéitegesetz, esou ass et an der Éducation précoce, esou ass et beim Tram, an elo fäerte mer, geet et och bei de Gemengen esou, datt iwwert dee Wee Leit an d'Fonction publique an hei am Land op Posten agestallt ginn, déi net méi brauche Lëtzebuergesch ze schwätzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch. Neen, den...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dach, bis elo nach ëmmer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dach, den Innenminister.

(Hilarité)

Prises de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Och alle Kolleege Merci fir hir jeeweileg Riedebäiträg. Ech si virun allem ganz frou, dass mer dëst konnten an enger dach zimlech, jo, gudder Geschwindegkeet ëmsetzen, wuel wëssend, dass den Däiwel hei ganz oft am Detail geleeën huet.

Ech wëll mech och ganz besonnesch un all déi wennen, déi hei an iergendenger Form derzou bäigedroen hunn, dass mer déi Texter konnten ëmsetzen: engersäits natierlech déi Leit a mengem eegene Ministère, anerersäits awer och bei der Chamberskommissioun, mä virun allem och all déi Akteuren, déi zousätzlech dorunner matgeschafft hunn. An dat sinn nu selbstverständlech d'Vertrieder vum Syvicol an der Commission centrale an awer och vun deenen zwou Gewerkschaften, déi representativ fir de Gemengesecteur sinn: d'FGFC an de Landesverband. Mir hunn eng flott Form vun Zesummenaarbecht fonnt gehat. An Aarbechtsgruppen ass geschafft ginn. Ech mengen, et ware ronn 13 Aarbechtssitzungen insgesamt, doriwwer eraus zwou Plenièren, wou ech och selwer derbäi war, an dat huet derzou gefouert, dass mer an engem flotten Tempo dat heite konnte realiséieren.

Ech wéilt vläicht och nach eng Kéier op dee sougenannten "Knackpunkt" agoen an och e ganz besonnesche Merci haaptsächlech de Vertrieder vun der Oppositioun soen, dass se sech konnte mat op de Wee beginn, fir dës Opposition formelle dann awer net unzehuelen, well ech wierklech mengen, dass et e wesentlechen Ënnerscheed gëtt tëschent engem Patron Stat an deenen 105 Gemengepatrone respektiv och de Syndikater. Well et muss ee jo och wëssen, dass déi derzou musse gerechent ginn.

An da kommen ech och vläicht op déi Bemierkung, déi den Här Gibéryen gemaach huet: Firwat ass den Artikel 2 esou geschriwwe ginn, wéi en elo dosteet? Ma well dat tel quel och bei der Fonction publique esou geschriwwen ass a mer wollten de Gemengen u sech déi nämlecht Méiglechkeete gi vun Astellungen, wéi dat och beim Stat de Fall ass.

Et ass och esou, dass et selbstverständlech och am Gemengesecteur zouneemend héichspezialiséiert Emploie gëtt, déi mer sichen a wou mer och an der Konkurrenz si mam private Secteur. Ech huelen d'Beispill vun der Informatik, wou et praktesch onméiglech ass, Lëtzebuerger ze fanne respektiv Leit, déi Lëtzebuergesch schwätzen. Awer och am Beräich vum Architektewiesen oder vum Ingenieurswiese gëtt et zouneemend méi schwéier, fir Leit ze fannen, déi alleguerten zu deem Moment, wou ee se wëllt astellen, déi dote Konditiounen erfëllen, déi mer fréier haten.

Mir wëssen awer, dass mer op där anerer Säit amgaange sinn, eis technesch Servicer opzerüsten, op där anerer Säit och amgaange sinn, hinne méi Kompetenzen ze ginn. Am Kader vum Omnibusgesetz kënnen an Zukunft d'Gemenge selwer iwwer hir technesch Servicer Ofännerunge vu PAGe maachen, selwer PAPe maachen. An dofir mengen ech schonn, dass dat heiten eng Bestëmmung ass, déi de Gemengen an Zukunft d'Saach wesentlech méi einfach wäert maachen, wéi dat am Moment de Fall ass.

An deem Sënn nach eng Kéier e grousse Merci, virun allem och un de Rapporteur, deen et esou duergestallt huet, dass ech net op all Detail nach eng Kéier muss eenzel agoen. An e grousse Merci fir dat Vertrauen, wat sech bis elo hei ofgezeechent huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Innenminister. An den Här Minister fir nohalteg Entwécklung, den Här François Bausch, deen ugeschwat ginn ass, kritt selbstverständlech och d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt dat awer emol richtegstellen, well den Här Gibéryen huet et a senger fir hien typescher Akrobatik natierlech fäerdegbruecht - sproochlecher Akrobatik, wollt ech awer soen, selbstverständlech -, fir d'Saachen e bëssen ze verdréinen. An ech wollt awer soen, wéi se wierklech sinn. Et steet net bei der Ausschreiwung vun de Plazen dran, datt d'Lëtzebuergescht och nach quasi gedult ass. Et steet dran, datt, wann ee Lëtzebuergesch kann,...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...datt een dann, Här Gibéryen, e Virdeel huet par rapport zu deenen, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Also ass et donc scho kloer eng Bevirdeelegung vum Lëtzebuergeschen. Dat ass emol dat Éischt.

(Interruptions)

Jo. An da kommen ech bei deen zweeten...

Här President, gitt hinnen eng kleng Berouegungspëll, datt se sech packen!

(Brouhaha)

Da kommen ech bei deen zweete Punkt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, ech hu just homeopathesch Mëttelen.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Bon, déi wierken awer bei deenen do net, Här President. Dat ass de Problem.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann een dru gleeft!

(Hilarité)

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da kommen ech bei deen zweete Punkt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt keng...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da kommen ech bei deen zweete Punkt, dat ass mam Franséischen. Dat ass net aneschters wéi an anere Betriber, wou héichtechnesch Reglementatioune bestinn, déi natierlech vum Franséischen zum Beispill hierkommen. Datt een natierlech muss der franséischer Sprooch mächteg sinn, fir kënnen do ze schaffen, bei verschiddene Beruffer op alle Fall, zum Beispill d'Mecanicienen, déi do d'Instruktioune musse liese fir dat Material - dat jo bekanntlech net zu Lëtzebuerg gebaut gëtt, mä a Spuenien gebaut gëtt a wou och donc aus Spuenien d'Reglementatioun heihinnergeschéckt gëtt net op Lëtzebuergesch, mä an enger anerer Sprooch -, datt ee muss Franséisch kënnen, dat ass natierlech evident: Fir do ze schaffen, muss een och der franséischer Sprooch mächteg sinn!

Also et ass kloer, mat Lëtzebuergesch huet een e Virdeel, an en plus ass et wichteg, datt ee Franséisch muss kënnen. Dat ass iwwregens net aneschters...

(Interruptions)

...wéi bei anere Betriber, wou dat äänlech ass.

(Brouhaha)

Bei der Cargolux zum Beispill, do ass jo och de Stat e groussen Aktionär, do muss een zum Beispill haaptsächlech Englesch kënnen als Sprooch, soss kann een net agestallt ginn.

Da wëll ech dem Här Gibéryen awer och nach soen, datt LuxTram kee staatleche Betrib ass, et ass keng ëffentlech Verwaltung! Dat ass eng SA, déi zwar zu 100%...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...der ëffentlecher Hand gehéiert, iwwregens net 50:50, wéi Der et gesot hutt, mä 75:25.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...awer zu 100% ëffentlech ass.

Une voix.- ...100% franséisch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- 100% franséisch ass se.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an ech géif Iech bieden, iwwert de Projet 6932 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6932 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha et interruptions)

Madamm Loschetter, maacht mech net duerjerneen!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Sorry, sorry.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet 6932 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Sou, vu dass d'Hoffnung jo eigentlech déi ass, déi zum Schluss eréischt stierft, géif ech trotzdeem d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens ze froen. Och wa mer se vläicht net kréien, géif ech mengen, dass mer se zumindest sollte froen.

(Assentiment)

Une voix.- Mir ginn se. Mir ginn eis se.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also mir géife se jiddefalls froen. Wa mer se net kréien, da wësse mer, dass mer nach eng Kéier erëmkommen.

Voilà. Dat gesot, géife mer dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Evolutioun vum Chantier Tram. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Lorsché, där hir Fraktioun déi doten Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes

Exposé

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. November 1996, dat sinn iwwer 20 Joer hier, huet hei an der Chamber eng éischt Debatt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, et ass ganz schwéier fir d'Riednerin, wann eng Opbrochstëmmung hei ass. Ech géif da waarden, bis dass et erëm e bësse méi roueg am Sall ass, fir dass och jiddweree kann nolauschteren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Den Här Gibéryen, deen ass och gläich fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war wichteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat kann een dann och dobausse maachen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Gutt. Also ech fänken dann nach eng Kéier un.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fänkt nach eng Kéier un, Madamm Rapporteur.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, wéi gesot, den 20. November 1996,...

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift elo!

Une voix.- ...versteet en Direkter vu LuxTram net.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...Här Gibéryen, dat sinn iwwer 20 Joer, huet d'Chamber sech eng éischte Kéier mam Projet vum Tram auserneegesat. Dat wësst Der ganz bestëmmt. De 4. Juni 2014 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, fir déi éischt Phas vum Tram ze finanzéieren. Den 18. September 2015 ass den éischte Steen, de Grondstee vum neien Tramsschapp geluecht ginn. Den 9. Februar 2017 ass den éischten Tram vu Saragossa zu Lëtzebuerg ukomm. A virgëschter, den 21. Mäerz 2017 ass den éischte Funiculaire zu Lëtzebuerg agetraff, deen den Tram an enger nächster Phas da wäert mam Pafendall verbannen.

Eng weider Etapp an dëser laanger Geschicht ass dee Chantier, deen net gemittlech ass, deen awer onëmgänglech ass, fir datt den Tram duerch d'Stad ka fueren. Op wéi enger Streck déi éischt Faart wäert stattfannen, ass scho bekannt. Et ass d'Streck tëschent der Luxexpo an der Rouder Bréck, déi bis Enn des Joers a Betrib soll goen, jiddefalls den offiziellen Informatiounen no, grad wéi och d'Verbindung erof an de Pafendall, mam Funiculaire wuelgemierkt.

Manner bekannt ass awer, wéi et duerno weidergeet a virun allem, wéi séier datt et duerno weidergeet, éischtens a Richtung Gare, wou mir vun Iech wéilte wëssen, Här Minister, wéi déi Zäitschinn ausgesäit, an zweetens dann a Richtung Bouneweg, Houwald a Cloche d'Or respektiv a Richtung Héienhaff, als zweet Phas vum Projet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir soen et scho ganz laang: De Schlëssel vum Erfolleg vum Tram ass a bleift fir eis d'Vitesse, mat där de ganze Projet an net just e Stéck vum Projet ëmgesat gëtt. Dowéinst si mir frou, datt de Regierungsprogramm vun 2013-2018 net nëmme virgesäit, déi éischt Phas vum Tram integral ëmzesetzen, sou wéi dat och vum fréieren Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler geplangt war; mir sinn nach méi frou, datt de Regierungsprogramm och virgesäit, déi zweet Phas ze akzeleréieren an net bis 2030 ze waarden, wéi dat urspréinglech geduecht war.

Här President, fir dës Noutwendegkeet ze ënnersträichen, huet d'Chamber de 4. Juni 2014 beim Vott vum Gesetz eng Motioun ugeholl, wou se d'Regierung opgefuerdert huet, déi zweet Phas ze akzeleréieren, déi néideg Etüden ze realiséieren an esou séier wéi méiglech e Finanzéierungsgesetz fir déi zweet Phas op den Dësch ze leeën.

Leider hunn d'Kolleege vun der CSV déi Motioun net matgestëmmt, mä si hunn dergéint gestëmmt. Si waren der Meenung, datt eng Akzeleratioun zu deem Moment net sënnvoll wier. Ech zitéieren den Här Wiseler: „wou enorm Dépensen (…) op eis zoukommen an ech et net als sënnvoll oder net als méiglech empfannen, dat alles gemeinsam ze finanzéieren, a mer och net ka virstellen, datt elo aner Projete kéinten ewechgelooss ginn an deem ganze Finanzvolumen, dee muss fir dat Mobilitéitskonzept an deenen nächste Joren opbruecht ginn. Aus deem Grond mengen ech, datt mer déi hei Motioun net kënne stëmmen." Sou de Claude Wiseler am Joer 2014.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Ofwierhaltung vun der CSV hu mir deemools bedauert a mir hu se och net richteg verstanen. Ëmsou méi, well mir alleguer zesummen zur Konklusioun komm waren, datt eng Verspéidung vun iwwer zwanzeg Joer eigentlech déck duergeet...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...an datt e grousse Retard opzehuelen ass an datt et an Zukunft muss drëms goen, der Entwécklung standzehalen.

Ech zitéieren den Här Wiseler nach eemol, deen dozou gesot huet: „...datt en fin de compte déi Perspektiven, (…) déi s de (…) ze léisen hues, déi Froen, déi s de der ze stellen hues an ze léisen hues, an deemselwechte Rhythmus wäerte weidergoen."

Als Gréng ware mir schonn deemools iwwerzeegt a mir sinn et och nach haut, datt all weidere Retard, deen eist Land am Beräich vum ëffentlechen Transport kritt, eis en fin de compte méi deier gëtt wéi all Investissement, wat an den ëffentlechen Transport, inklusiv an den Tram, fléisst,...

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...deier a puncto Liewensqualitéit, Loftqualitéit a Gesondheet, mä och deier um Niveau vun der Kompetitivitéit an um Niveau vun der Attraktivitéit vun eisem Land. Net fir näischt ass Lëtzebuerg kierzlech am europäesche Ranking vun der Liewensqualitéit an de Stied vun der 21. Plaz op déi 23. Plaz ofgerëtscht, wärend Stied mat engem performanten ëffentlechen Transport a mat enger gutt entwéckelter Mobilité douce ganz uewen um Podium stinn. Ech zitéiere Wien an Zürich, fir nëmmen déi ze nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi zügeg d'Tramslinnen ausgebaut ginn a wéi zügeg d'Liewensqualitéit an eisem Land verbessert gëtt, ass keng Fro vu Finanzvolumen. Et ass eenzeg an eleng eng Fro vu politeschem Courage a vu politesche Prioritéiten. Dowéinst hoffe mir haut, datt och d'Kolleege vun der CSV d'Akzeleratioun vun der zweeter Phas ënnerstëtzen an net méi wëlle waarde bis 2030. A mir hoffen, datt si sech och mat der drëtter Phas kënnen ufrënnen.

Natierlech bedeit esou ee Megaprojet eng gutt Planifikatioun. An et ass do, wou ech dem Här Minister haut e puer Froe wéilt stellen.

Éischtens, ass den Tracé vun der zweeter Phas schonn definéiert ginn? A wou verleeft en, de Fall gesat? Zweetens dann, wéi gesäit et mat den Terrains- a Proprietéitsverhältnisser op deem Tracé aus?

Wéi gesäit et aus mat der Zesummenaarbecht tëschent Iech, Här Minister, an der Stad Lëtzebuerg respektiv och de Randgemengen, déi haaptsächlech vun der drëtter Phas wäerte betraff ginn?

Véiertens, ass de Finanzéierungsmodus, dat heescht d'Opdeelung vun de Käschte fir déi zweet Phas, schonn definéiert? Bei der éischter Phas war et jo esou, datt de Stat zwee Drëttel gedroen huet an d'Stad Lëtzebuerg deen aneren Drëttel, wou ee muss wëssen, datt dat dës Kéier nach eng Kéier muss diskutéiert ginn.

An zum Schluss déi wichtegst Fro: Wéini ass mam Finanzéierungsgesetz fir déi zweet Phas ze rechnen? Mir steieren ëmmerhin op 2018 zou.

Här President, ofschléissend kommen ech nach kuerz op déi éischt Phas zréck, déi amgaangen ass realiséiert ze ginn. Am Joer 2014, mä och scho laang virdrun, ass jo vill vum negativen Impakt geschwat ginn, deen de Chantier op d'Geschäftswelt an der Stad kéint hunn. An deem Kontext war virgesinn, e Comité de suivi op d'Been ze stellen a gemeinsam no Léisungen ze sichen, fir déi kommerziell Defiziter a Grenzen ze halen. Eis géif et haut interesséieren, wéi déi Diskussioune verlaf sinn a wéi eng Léisungen an deem Kontext och fonnt gi sinn.

Eng aner Fro betrëfft d'Kompenséierungsmoossnamen, iwwert déi scho relativ vill ze liese war. Mä mir wéilten awer e puer Wierder vun Iech doriwwer gewuer ginn.

An dann e leschte Punkt betrëfft nach Projeten, déi queesch duerch d'Land geplangt sinn, fir d'Mobilitéit net just an der Stad a ronderëm, mä iwwerall ze verbesseren. Evidenterweis geet et jo net duer, den Tram ze bauen an dann ze mengen, d'Welt wier duerno an Uerdnung. Wa mir wierklech wëllen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kënnt Der haart soen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...datt den ëffentlechen Transport...

Ech soen et ganz haart!

...datt den ëffentlechen Transport an d'Mobilité douce d'Prioritéit an eisem Land kréien, a wa mir wëllen, datt eng gutt Vernetzung vun alle Verkéiersmëttel stattfënnt, da mussen nach ganz vill aner Projete realiséiert an och finanzéiert ginn.

Duerfir meng Froen un Iech, Här Minister, ob all déi aner grouss Projeten, déi am MoDu virgesi waren, am geplangten Timing oflafen an ob net awer deen een oder anere Projet riskéiert gestrach oder retardéiert ze ginn, wann de Projet vum Tram beschleunegt gëtt, sou wéi d'Kolleege vun der CSV dat an der Debatt vun 2014 gefaart haten.

Mir hoffen net a mir sinn zouversiichtlech. Mir hoffe villméi, datt nach zousätzlech Projeten derbäikommen an datt och déi finanzéiert ginn.

Domat soen ech Iech am Viraus Merci fir Är Äntwerten, Här Minister, an Iech, déi Der heibanne sidd, Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Lorsché. An éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, villmools Merci. Merci och der grénger Fraktioun, datt se déi Aktualitéitsstonn hei gefrot huet. Déi Aktualitéitsstonn heescht „Evolutioun vum Projet Tram". D'Madamm Lorsché huet awer elo méi vun der Vergaangenheet geschwat wéi u sech vun der Zukunft, well si huet nees zréckgekuckt op d'Joer 2014, eng Debatt, déi längst eriwwer ass a wou se dann den Här Wiseler zitéiert huet, dee leider...

(Interruption)

...haut net do ass. Mä dat ass awer kee Problem, well ech hunn och nach eng Kéier nogekuckt, wat den Här Wiseler deemools gesot huet. A wann Der e schonn zitéiert, mengen ech, da géift Der gutt drun doen, e ganz ze zitéieren, well en huet näämlech ganz kloer gesot, Madamm Lorsché,...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

...datt et fir eis géif… Här President!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Jo, dann erklären ech Iech och elo, firwat. Dat steet och alles am Compte rendu dran. Wann ee sech géif d'Méi maachen, dat ganz ze liesen, net just déi Passagen erauszehuelen, déi engem gefalen, da géif een dat och mierken.

(Brouhaha général)

An ech soen Iech dowéinst, Madamm Lorsché,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà!

M. Serge Wilmes *(CSV).*- ...wann Der mech vläicht ausschwätze loosst, wat den Här Wiseler gesot huet, obwuel en net do ass. En hätt dat wahrscheinlech och besser selwer kënne maachen. Ech maachen et awer trotzdeem fir mäi Fraktiounspresident.

An zwar huet e gesot gehat, et géif fir hien a fir eis als CSV och Sënn maachen, d'Etappe weiderzemaachen. Mä en huet d'Fro gestallt vun der Finanzéierung! An dat ware wichteg Froen deemools, déi net gekläert waren zu deem Moment, well den Tram fiert jo net eleng just nëmmen iwwert den Territoire vun der Stad a gëtt och net eleng nëmme vun dem Stat bezuelt, mä et ass eng Bedeelegung derbäi vun der Stad Lëtzebuerg an deem éischte Projet. An déi Extensiounen, déi lafen nach iwwer anere Gemengen hiren Territoire, iwwer Nidderaanwen op Hesper, vläicht eng Kéier Richtung Leideleng.

An en huet just do d'Fro gestallt, deemools, wéi dat da gekläert wär mat deene Gemengen, inklusiv och nach eng Kéier mat der Stad Lëtzebuerg, well d'Extensioun jo och nach Richtung Ban de Gasperich geet. Dat huet en deemools gesot. An deemools huet e gesot gehat, soulaang déi Froe fir eis net gekläert wären, géife mer dobäi skeptesch bleiwen. An en plus huet en et an e gréissere Kontext gestallt gehat vun nach deenen anere Projeten, déi derbäikommen, näämlech den Ausbau nach vun der Tramsstreck Richtung Beetebuerg, den Arrêt Pont Rouge. En huet dat gesot an an e globale Kontext gestallt, wou e gesot huet, et wär en décke Batz Suen, an do just d'Fro gestallt huet, ob dat alles an deem Moment esou séier realiséierbar wär.

(Interruption)

En huet awer net am Grond a Fro gestallt, datt…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Just den Här Wilmes huet d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- …géif de Projet vun eis net ënnerstëtzt ginn! Well Dir kënnt - mir hunn hei virdru vun der Akrobatie geschwat - net permanent déi Akrobatie maachen, datt Der op där enger Säit dem Här Wiseler felicitéiert, datt hien et gewiescht wär, deen e Referenzkader mam MoDu gesat hätt fir déi ganz Mobilitéit am Land an dee wesentlech - an dat huet en - gehollef hätt, fir den Tram op d'Schinnen ze bréngen, an op där anerer Säit em dann déi ganzen Zäit erëm soen, mir wären awer skeptesch, mir hätten deen Tram net ënnerstëtzt. Mir ënnerstëtzen en, mir stinn dozou a mir hate just e puer Froe gestallt!

An da géif ech gären zu menge Froe kommen iwwert d'Zukunft, well dorëms geet et an dëser Aktualitéitsstonn, net ëm d'Vergaangenheet, wat Der awer gäre kënnt maachen. Mir beschäftegen eis awer gär mat der Zukunft. An zwar géif ech gär dem Transportminister déi heite Froe stellen:

Konkret, wéi geet et dann elo weider mat deem wichtege Projet, deen duerno nach kënnt, näämlech deen Tronçon, wou mer jo da vum Kierchbierg oder vum Glacis, besser gesot, fuere bis erof op d'Gare an dann nach eng Kéier weider, dee sensibelsten Deel jo u sech, wann et duerch d'Stad geet? Wéi ass do vun Iech aus geplangt, dee Projet do ze realiséieren? Dat heescht, wéi ass do d'Kommunikatioun? Wéi ass do och d'Koordinatioun mat der Stad Lëtzebuerg gemaach? A wéi ginn och do déi Leit informéiert, déi dovunner concernéiert sinn, dat heescht, déi laanscht den Tram do wunne respektiv hir Butteker hunn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass no de Wahlen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dann ass et jo och esou, datt eng Konventioun ënnerschriwwe gi war mat de Geschäftsleit, mat dem Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, fir ze kucken, déi negativ Konsequenzen, déi vun hinne gefaart ginn, op e Minimum ze reduzéieren. Kënnt Der eis nach eng Kéier soen, wat do virgesinn ass an där Kompensatioun?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- No de Wahlen.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Madamm Loschetter, ech hunn dem Här Transportminister déi Fro gestallt. Dir sidd jo am Schäfferot, Dir wësst, mengen ech, wat do ënnerschriwwe ginn ass, mä meng Fro riicht sech awer un den Här Minister.

Dann nach en zweete Punkt: Den Tram ass jo net nëmmen e Projet vun engem Transportmëttel, mä et gëtt jo och e groussen Impakt op déi ganz Urbaniséierung vun der Stad. Dat heescht, et ass och en Urbaniséierungsprojet. Do wäerte jo grouss Amenagementer kommen, och vun den ëffentleche Plazen. Kënnt Der eis do eng Kéier soen, wat do geplangt ass vun deene Plazen an der Stad a wéi eng Konzepter datt do ausgeschafft gi sinn, an ob och do déi Leit, déi do wunnen a concernéiert sinn, matagebonne gi sinn.

An dann hunn ech nach en drëtte Punkt, an zwar: De Park & Ride op der Kockelscheier, deen ass am Moment fir 2.000 Autoen ausgeluecht. Mir hu wëlles, och an der Gemeng nach eng Motioun ze deposéieren, fir ze froen, ob et net sënnvoll gewiescht wär, do direkt op 4.000 ze goen. Mä Dir kënnt jo eng Kéier erklären, firwat datt der do 2.000 virgesi ginn.

An dann nach en allerleschte Punkt: Wéi ass et mat de Gare-périphériquen, déi nach zu Hollerech respektiv zu Zéisseng geplangt sinn?

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci der Madamm Lorsché fir dës Heure d'actualité. Ech wollt dem Här Wilmes soen, dass déi Motioun, déi seng Kolleegen, déi am Stater Gemengerot gewielt gi sinn, erabréngen, grad am Contraire ass vun deem, wat am Här Wiseler sengem MoDu-Konzept steet, well d'Park-&-Ridë sollen esou wäit wéi méiglech vun den Zentren ewech sinn. Mä do kréie mer jo op enger anerer Plaz d'Geleeënheet, driwwer ze diskutéieren.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass den Ausbau vum ëffentlechen Transport säit Jorzéngten eng Prioritéit. A säit uganks den 90er Jore ware mir Sozialisten dervun iwwerzeegt, dass ee fir d'Stad an och fir ronderëm d'Stad en neit, schinnegebonnent Transportmëttel brauch. Zesumme mat menge Parteikolleeginnen a -kolleegen hu mir derfir gekämpft! déi gréng waren och vun Ufank un op där Schinn.

Et ass schued, dass mer iwwer zéng Joer verluer hunn, fir all Parteien, déi Responsabilitéit hei an der Chamber, an der Regierung haten, an och d'Parteien, déi Responsabilitéiten um Knuedler hunn an haten, op e gemeinsamen Nenner ze kréien. D'Politique politicienne a Streidereie waren dorunner schold. Déi eng hu Bussen an der Neier Avenue uneneestrécke gelooss, an déi aner hunn um Knuedler eppes aneschters gepriedegt, wéi se hei um...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie war dat dann?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Déi aner hunn hei um Krautmaart eppes aneschters gepriedegt, wéi se um Knuedler gepriedegt hunn,...

(Brouhaha)

Une voix.- Waart Dir de Mëtten zesummen iessen?

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...bis dunn endlech Mëtt den 2000er Joren de klore Mënscheverstand gesiigt huet. A firwat huet de klore Mënscheverstand gesiigt? Ma well mer gesinn hunn, dass mat deenen Dausende Leit, déi all moies mam Zuch op der Gare an zweestäckegen Zich ukommen, d'städtesch Bussen an aner Bussen dat net méi gepackt hunn, fir déi Leit duerch d'Stad ze verdeelen, an där polyzentrescher Stad, déi mer nun eben hunn.

An et ass och agesi ginn, dass ganz vill Leit mam Zuch laanscht hir Aarbechtsplaz fueren, d'Gebai, dat se aus dem Zuch eraus gesinn op der Cloche d'Or, dem Ban de Gasperich oder, wa se aus enger anerer Richtung kommen, dem Kierchbierg. Da gi se an der Stad erausgelooss a musse mam Bus erëm dee Wee zréckfueren, wou se laanschtgefuer sinn.

An dofir, mengen ech, ass et esou wichteg, dass mer den Tram kréien, dee zesumme mat deene Gare-périphériquen eng wichteg Roll spillt an och mat deenen anere Mesuren, déi an deene verschiddene Mobilitéitsstrategien - MoDu war déi lescht - virgesi ginn. D'Park-&-Ridë wann ech gelift esou wäit wéi méiglech ewech vum Zentrum, well et ass jo pervers, dass d'Leit den Auto huelen, fir mam Auto am Stau bis bei e Park & Ride ze kommen, an dann déi kleng Streck ëffentlech fueren. Et muss ëmgekéiert sinn: ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...schnell a praktesch mam Auto op e Park & Ride kommen, fir da mam ëffentlechen Transport schnell a confortabel op seng Aarbechtsplaz ze kommen.

Fir d'LSAP ass et och ganz wichteg, dass d'Kapital vu LuxTram zu 100% an ëffentlecher Hand ass: zwee Drëttel Stat an een Drëttel Stad Lëtzebuerg. Mir sinn och frou, dass do keng Privatinvestore matschwätzen.

Natierlech ass den Tram eleng gekuckt kee Wonnermëttel, mä et ass d'Kombinatioun vun all deene Moossnamen, vun de Gare-périphériquen, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi wichteg sinn.

D'LSAP begréisst et, dass d'Regierung fläisseg un de Pläng schafft, fir den Tram ze erweideren a Richtung Houwald, Ban de Gasperich. Dat ensprécht effektiv deene Fuerderungen an där Motioun, déi vun der DP, LSAP a vun deene Gréngen am Juni 2014 virgeluecht gouf. Dat entsprécht total deene Pläng. Doduerch kann och deen neie Stadion, dee mer viru Kuerzem gestëmmt hunn, ugebonne ginn un den Tram. Et ass effektiv schued, dass d'CSV déi Motioun deemools net matgedroen huet.

Ech wëll op d'Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kolleeg Roger Negri agoen, dee gefrot huet... An dem Plan sectoriel war jo och déi Extensioun Leideleng-Bartreng an dann déi iwwert d'Stäreplaz-Stroossen-Tossebierg bis op Mamer dran. An ech hu mech gefreet a mir si frou, dass an der Äntwert vum Minister steet, dass och am neie Projet vum Plan sectoriel dës zwou Linnen, Leideleng an eng Linn bis op Mamer, drastinn.

Ech freeë mech och, dass d'Aarbechte viruginn um Kierchbierg, dass déi zwou wichteg Brécke prett sinn, fir den Tram ze kréien. An ech freeë

mech och, dass dee Comité d'accompagnement gutt fonctionnéiert huet um Kierchbierg mat den Awunner a mat de professionelle Riverainen. Ech hunn nach haut mat der Union commerciale telefonéiert. Si hu gefrot, fir dass elo nach méi intensiv soll geschafft ginn, wann d'Bauaarbechten an den Zentrum vun der Stad, Nei Avenue an och Boulevard Royal, réckelen.

Ech wollt awer nach op ee Punkt agoen, dat ass fir eis e klenge Bemoll, fir d'Sozialisten: Dat ass, dass leider decidéiert ginn ass vun der Stad Lëtzebuerg a vum Stat zesumme mat LuxTram, de Projet vum Laureat vum Architekturconcours vun 2009, engem renomméierte Londoner Architekturbüro, fir dass de Mobilier urbain vun den Tramsstatiounen, den Éclairage public an eis urban Landschaft ugepasst kënne ginn, dass decidéiert ginn ass, dee Projet falen ze loossen.

(Interruption)

Ech krut als Äntwert, dass dee Projet a groussen Deeler duerch déi Oberleitungen, déi virgesi waren an déi jo elo net méi sinn, dass deen dofir net méi esou gutt war. En ass zréckgezu ginn. Dat kann ee bedaueren.

Et koum dunn zu enger neier Ausschreiwung fir de Mobilier urbain an déi derzougehéierend Régie publicitaire. A wann ech richteg informéiert sinn, huet eng kleng franséisch Firma mam Numm „mobilConcepts" am Partenariat zesumme mat IP, enger Lëtzebuerger Firma, Här Reding, déi zum RTL Group gehéiert, déi Ausschreiwung gewonnen. Dofir hoffen ech, dass et net zu den «solutions bricolées pour l'insertion urbaine du tram» kënnt, esou wéi d'Josée Hansen dat an engem gudden „Land"-Artikel am August 2016 geschriwwen huet!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst zur Konklusioun kommen, Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- An ech schléisse mech natierlech de Froe vun der Madamm Lorsché un. Si huet déi richteg Froe gestallt. An ech sinn och gespaant an ech freeë mech op d'Äntwert vum Här Minister.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et gëtt u sech zwou Saachen, wou d'Lëtzebuerger sech jo nawell gären driwwer opreegen: Déi eng ass iwwert d'Wieder an déi aner ass iwwert de Stroosseverkéier. E Stroosseverkéier effektiv, deen an deene leschte Joren extrem...

(Interruption)

...Moossen ugeholl huet: An de Stau ass omnipräsent, et kann ee soe bal 24 Stonnen. Virun allem an de Spëtzestonne sinn eis Haaptachsen, d'Autobunnen, och aner Haaptstroossen, immens iwwerlaascht, soudatt et evident war, datt d'Politik huet misse reagéieren. Besonnesch ënnert dëser Regierung si jo u sech do wichteg Akzenter gesat ginn. An et war och fir eis als Demokratesch Partei evident, datt mir de Projet Tram géife mat ënnerstëtzen.

Ech maache keen Heel draus, datt d'DP sech länger Zäit vläicht méi schwéier mat deem Projet gedoen huet, dat och aus berechtegte Grënn. Haut gesäit ee selbstverständlech an, datt och eng modern Stad net méi ouni en Tram kann auskommen. An et ass evident, datt mir och dat Gesetz de 4. Juni 2014 gestëmmt hunn.

Haut gëtt engem elo d'Méiglechkeet gebueden, eng Rei Froen ze stellen, déi natierlech hei scho vun de Virriedner och deementspriechend ënnerbreet goufen. Duerfir ass et och interessant, datt déi Heure d'actualité hei vun deene grénge Kolleegen ugefrot ginn ass, wat engem och erlaabt, sech vläicht zu dësem Zäitpunkt e bësselche méi intensiv mat dem Projet Tram auserneenzesetzen, wou ee jo och mierkt, datt e lues a lues konkret Formen unhëlt, wann ee gesäit, wéi dee Chantier do wiisst a wiisst a wéi en u sech och, mengen ech op alle Fall, ganz séier an effikass sech entwéckelt. Besonnesch, wann een elo iwwert de Kierchbierg fiert an et kënnt een iwwert d'Rout Bréck eran, da gesäit een, datt sech do ganz villes um Terrain awer deet.

Den Tram wäert natierlech net nëmmen um Niveau vun der Transportpolitik nei Akzenter setzen, mä dréit och dozou bäi, datt dat urbaant Bild vun der Stad zu engem gudden Deel ännert. An den Tram wäert natierlech och zu engem gudden Deel dozou bäidroen, datt och zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn.

Duerfir, wéi gesot, erlaabt mir, och nach e puer Froen hei ze stellen. Ech wëll och nach eng Kéier op déi ominös Motioun dann zréckkommen, déi deemools net nëmme vun der CSV net gestëmmt gi war, mä och vun der ADR, dat muss och vläicht nach eng Kéier hei rappeléiert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass jo selbstverständlech.

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat war och manner eng Iwwerraschung. Datt d'CSV se net gestëmmt huet, am Réckbléck muss ee sech effektiv do munch Froe stellen!

Haut ass natierlech déi kruzial Fro, déi een hei dem Minister ënnerbreede muss: Wou leien elo déi zukünfteg Prioritéiten?

Ech wëll hei och nach eng Kéier un d'Ausféierungen erënneren, déi meng Fraktiounskolleegin a Stater Buergermeeschtesch, d'Madamm Lydie Polfer, de 4. Juni 2014 hei op der Tribün gemaach huet, wou se e ganz kloert Bekenntnis net nëmmen zum Tram elo gemaach huet, mä och schonn deemools gesot huet, datt et wichteg wier, datt eng Rei vun Extensioune kéimen, sief dat wéi gesot Richtung Cloche d'Or, sief dat Richtung Hollerech, Porte de Hollerich virun allem, a sief dat den Héienhaff. Wann ech dat nach gutt an Erënnerung hunn, war dat eng vun den Haaptprioritéiten, déi deemools hei vun der Madamm Polfer ënnerbreet gi sinn.

Ee wesentleche Punkt, deen och hei schonn ugeschnidde ginn ass, dat ass de Kontakt, deen natierlech och muss mat der Geschäftswelt gefleegt ginn. Et weess een dat selwer aus vläicht méi bescheidener Erfahrung, datt dat ëmmer ganz delikat Diskussioune sinn, wa grouss Chantiere sinn, déi en direkten Impakt op d'Geschäftswelt hunn.

Déi aner Fro, déi een och hei muss stellen, ass: Wat sinn dann déi zukünfteg Ausriichtunge vum Gesamtkonzept vum Plang? Fuere mer a Richtung Leideleng, wéi gesot? Fuere mer a Richtung Mamer?

Wa mer natierlech iwwert den Tram hei schwätzen, dann däerfe mer dat net isoléiert gesinn. Den Tram ass ee Maillon, kann ee soen, vun engem gesamte Verkéierskonzept, wat jo och lues a lues ëmmer méi Konturen unhëlt. Den Haaptproblem kréie mer mat Sécherheet doduerch net geléist. Mir wäerte méi e Flux zwar duerch d'Stad kréien, mä den Zoustroum zur Stad wäert domadder net direkt ofhuelen. Mir mussen also weiderhin derfir suergen, datt mer besonnesch op de Grenzen d'Grenzgänger opfänken a se iwwert de Wee vu Park-&-Riden an da mëttels Busse kënne méi an d'Stad respektiv op aner Plazen drainéieren.

Ech wollt awer och nach eng kuerz Fro iwwert d'Kompensatiounsmoossnamen hei stellen. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi net onwesentlech ass. Leider muss ee jo soen, datt duerch d'Infrastrukturen och mussen eng Rei Beem dru gleewen. Dat ass nun eben esou. Ech weess awer, datt do Efforte gemaach ginn, fir Kompensatiounsmoossnamen ze maachen. Vläicht kann eis de Minister do informéieren, wéi wäit datt mer do dru sinn.

Jiddefalls, ech wëll mech och net hei an d'Diskussioun amëschen, wéi den Tram an Zukunft soll heeschen. Do si jo aner Leit, déi sech do de Moment vill Gedanke maachen. Et ass jo eng flott Diskussioun och.

An ofschléissend nach eng Kéier d'Bekenntnis vun der Demokratescher Partei fir de Projet Tram, an der Hoffnung, datt en, wéi gesot, net nëmmen an dëser Phas elo zügeg ëmgesat gëtt, mä datt e kloert Konzept ausgeschafft gëtt, fir datt och déi zweet, drëtt oder soss Phasen nach kënnen esou séier wéi méiglech hei d'Chamber passéieren an och esou séier wéi méiglech da kënnen attackéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, genau wéi de Gusty Graas e kloert Bekenntnis zum Tram bruecht huet, bréngen ech dann dat kloert Netbekenntnis vun der ADR zum Tram oder eis Oppositioun zum Tram.

Et gëtt ganz vill modern Stied, Här Graas, déi ouni Tram auskommen. Ech zitéieren hei nëmme Paräis a London, fir emol déi ze nennen, wou mer am noosten dobäi sinn.

(Interruptions et brouhaha général)

Ben, zumindest an der City.

Datt den Tracé vum Tram ëmmer méi erweidert gëtt, gëtt eis an eiser Positioun als ADR fundamental recht! Souguer d'Mobilitéitsschäffin vun der Stad Lëtzebuerg huet missen am „Background" zouginn, datt den Tram de Problem net léist. Quod erat demonstrandum,...

(Interruption)

...oder wéi eis franséisch Frënn soen, ce qu'il fallait démontrer! Richteg ass, fir méiglechst vill Leit…

(Interruptions)

…méiglechst wäit vun der Stad ewech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Komerodinnen, Kolleegen,…

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass fir den nächste Sonndeg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass fir den nächste Sonnden, jo!

Kolleeginnen a Kolleegen, och wann Der net mat eppes d'accord sidd: nolauschteren! Wann ech gelift!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech soen Iech Merci, Här President. Richteg ass, fir méiglechst vill Pendler méiglechst wäit vun der Stad ewech opzehuelen a mam ëffentlechen Transport an d'Stad ze kréien. A genau dat hätt eise Projet vum City-Tunnel bruecht: Pendler schonn am Grenzgebitt oder iwwert d'Grenzgebitt ewech an den ëffentlechen Transport bréngen an dann an der Stad do erausklamme loossen, wou se himussen, anstatt datt se mussen ëmklammen op d'Tramsschinnen.

Elo schonns si ganz vill Leit mam Bau vun deem Tram, fir et emol op Stater ze soen: „passablement emmerdéiert", mä dat déckt Enn kënnt eréischt, wann dee Schantje bis d'Nei Avenue, d'Stäreplaz, d'Avenue Emile Reuter an esou weider betrëfft.

Dir kënnt sécher sinn, datt dat virun de Gemengewahlen net geschitt. Mä déi, déi sech wëllen e Bild maachen, kënne jo elo schonn…

(Interruption)

…op Weimeschhaff zum Beispill kucke goen.

E weidere Virdeel vun eisem Projet vum City-Tunnel wier ebe just gewiescht, fir de Schantjen ënnert der Stad ze hunn, mat wesentlech manner Nuisancen uewen an natierlech am Endeffekt wesentlech méi Plaz am ëffentleche Stroosseraum fir Autoen, awer och fir Bussen, Vëloen a virun allem fir d'Leit.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Den Här Gibéryen huet schonns hei gesot, wat mir als ADR dovun halen, datt bei LuxTram déi franséisch Sprooch als „operationell" Sprooch festgehale gouf. D'Argumentatioun, well aktuell Reglementer, Autorisatiounen op Franséisch geschriwwe sinn, duerfir misst een do franséischsproocheg Mataarbechter hunn, ass ganz einfach falsch! All Reglementer zu Lëtzebuerg sinn op Franséisch, all Autorisatioune sinn op Franséisch, da misst een op all eenzelnem Emploi froen, datt ee muss kënne Franséisch schwätzen.

Mir wëlle weder mat Tramschaufferen nach mat Sécherheetsbeamten um Findel Franséisch schwätze mussen!

D'Madamm Loschetter huet hei virdrun en Tëscheruff gemaach. An ech weess net, ob all Mënsch en héieren huet. Ech widderhuelen en: „All Hännes léiert Franséisch an der Schoul."

Abee, mir als ADR halen op eng Chance fir all déi „Hännessen", déi kee Franséisch an der Schoul geléiert hunn! A mir sinn iwwerzeegt, datt se eng exzellent Aarbecht kéinte maachen a staatleche Betriber, a Gemengebetriber, an, Här Bausch, och, wann d'Käschten dovunner wieren, fir spuenesch Manuels d'utilisation op Däitsch anstatt op Franséisch ze iwwersetzen!

Merci.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Firwat op Däitsch an net op Lëtzebuergesch? Dat verstinn ech net!

Une voix.- Jo! Mir hätte se gär op Lëtzebuergesch.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et wëllt kee méi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Schinn ass fräi fir Iech, Här Minister.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Elo ginn d'Saachen emol erëm op d'Schinn gesat.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Setzt eis alles emol erëm op d'Schinn, Här Minister!

(Interruption)

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, fir all déi Bäiträg, déi zum Thema geschwat hunn. A Merci besonnesch der Madamm Lorsché, fir d'Initiativ geholl ze hunn, fir déi Heure d'actualité unzefroen. Dat erlaabt mer effektiv, eng Rei Präzisiounen ze ginn doriwwer, wou mer dru sinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat arrangéiert lech.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et arrangéiert mech e bëssen, dat ginn ech gär zou, Här Bodry.

Ech wëll och net méi op d'Vergaangenheet agoen. Ech wëll just dozou zwee Sätz soen.

Wësst Der, Madamm Lorsché, Dir hutt en Historique gemaach an et wär villes dozou ze soen, de part et d'autre, wat och dertëschent elo hei kommentéiert ginn ass. Mä ech erspuere mer dat, well souwisou bei esou engem Projet wéi deem heiten, vu datt ech dee laang begleet hunn op deene verschiddensten Instanzen, ass et ëmmer esou, datt, soulaang wéi jiddweree mengt, datt de Projet en Echec gëtt, soulaang ass et esou, datt jiddwereen dergéint ass. A wann dann de Projet op eemol zum Succès gëtt, da fënnt en herno méi Leit, déi e wollte bauen oder gebaut hunn oder hätte kënne bauen, wéi jeemools virdrun der dergéint waren. Dat ass esou. An domadder hunn ech mech längstens offonnt virdrun. Mä dat ass och net dramatesch.

Ech si frou, wann d'Leit hir Meenungen änneren. Ech si frou, wann d'Leit agesinn, datt e Projet zu engem Succès gëtt. An ech sinn iwerzeegt, datt dee Projet e Succès wäert ginn.

Elo awer zum Konkreten. Mir si bis elo ganz gutt weiderkomm mam Projet. Mir sinn och am Budget, dat heescht, mir sinn am Timing, mir sinn am Budget. Ech kommen nach op de Budget ze schwätzen.

Dir kënnt Iech erënneren, datt ech decidéiert hat oder respektiv d'Regierung decidéiert hat, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg - well et ass jo e gemeinsame Projet, d'Stad Lëtzebuerg mat dem Stat -, wéi mer de Projet ugaange sinn, eppes Wesentleches ze änneren. An zwar, wat hu mer geännert? Mir hunn, éischtens emol, natierlech derfir gesuergt, sougutt an der Gemeng wéi och hei an der Chamber, datt dee Projet sech net reduzéiert op Luxexpo-Gare, mä datt direkt dat Ganzt gebaut gëtt bis op d'Cloche d'Or respektiv iwwert de Findel.

A just nëmmen eng kleng Remarque: Stellt Iech emol nëmmen haut eng Sekonn vir, dat wär deemools net esou decidéiert ginn, dat heescht, ech hätt net den Optrag kritt, fir dorunner weiderzeschaffen, un deem Projet, mat deem, wat elo do gebaut gëtt op der Cloche d'Or, dat jo 2019 opgeet, wou mer jo elo schonn een, zwee Joer mat Verspéidung wäerte mam Tram, mat den Infrastrukturen dohinnerkommen!

Mä stellt Iech nëmmen eng Sekonn vir, mir géifen eréischt duerno ufänken, dat Ganzt ze plangen, zu wat fir engem Chaos datt dat wahrscheinlech an deem Eck do vun der Stad géif féieren!

Mir hunn duerfir awer och decidéiert, well mer de Projet séier wollte weiderkréien an och séier wollten un d'Rulle kréien, datt mer das Ganzt inverséierten. Dat heescht, ursprénglech war jo virgesinn, datt sollt op der Gare ugefaange gi mat bauen an dann erop op de Kierchbierg gefuer ginn. An do hu mer decidéiert zesummen, d'Stad Lëtzebuerg an de Stat, datt mer géife soen: „Majo, firwat fänke mer dann net um Kierchbierg un an da fuere mer Richtung Stad, an da kucke mer och, datt mer deen éischten Deel ebe mam Funiculaire, dee jo och dunn an der Diskussioun war, wou de Projet de loi och 2014 mam Tramsgesetz gestëmmt ginn ass, datt mer déi zwou Saachen zesumme kënnen opmaachen, well dat einfach wichteg ass, datt, wann de Funiculaire bis ukënnt, datt mer dann deementspriechend den Tram schonn do hunn?"! Doropshi sinn d'Aarbechten och esou geplangt ginn an och esou ugelaf. An, wéi gesot, mir komme gutt weider an ech si ganz optimistesch.

An ech wëll iwwregens emol haut dann offiziell den Datum ukënnegen: Den 10. Dezember 2017, also dëst Joer, wäert den Tram opgoen, zesumme mat der Gare Pafendall, zesumme mam Funiculaire an zesumme mam éischten Deel vun der Gare Houwald. Dat heescht, datt een den Accès huet direkt vum Süden erof, fir um Houwald erauszeklamme fir an d'Zone d'activité Houwald. Also, dat ass schonn e gewaltege Sprong, dee mer wäerte maachen am Ausbau vum ëffentlechen Transport am Dezember dëst Joer, wou ganzer véier Infrastrukture matenee wäerten opgoen.

A mir hate jo ëmmer gesot, déi éischt Phas wéilte mer hikréie vun der Luxexpo bis bei d'Gare Pafendall. De Chantier kënnt awer gutt weider, soudatt ech optimistesch sinn, datt mer

et wäerte packen, souguer bis op de Glacis ze kommen. Dat heescht, datt mer souguer schonn den Zentrum vun der Stad mat ugebonne kréien.

Also, d'Chancë sti ganz gutt, wann elo net eppes Gréisseres dertëschentkënnt an deene leschten zwee Méint bis de Summer, well dat ass haaptsächlech och am Zesummenhang mat deenen Aarbechten, déi ronderëm d'Bréck nach do sinn. Wann déi all normal weiderginn, da packe mer et, da wäerte mer den 10. Dezember, wéi gesot, direkt opmaache bis op de Glacis.

An dann ass natierlech d'Fro gestallt gi vu verschiddenen Deputéierten: „Wéi geet et da wieder?" Ma, de Chantier ass jo schonn amgaangen och, et gëtt jo och scho geschafft an der Stad. Duerfir, wa behaapt gëtt, an der Stad géif eréischt ugefaange gi méi spéit mat schaffen, dat ass Nonsens! Op der Stäreplaz gëtt scho geschafft, laanscht de Kierfecht ginn d'Leitunge scho verluecht. An der Allée Scheffer gëtt scho geschafft. Dat heescht, hannendru leeft den Tracé scho weider. An och do si mer ganz gutt weiderkomm bis elo. A wa beim Chantier do näischt Gréisseres méi dertëschtkënnt, da wäerte mer am Dezember, wéi gesot, deen éischten Deel opmaachen a souguer dann am Fréijoer '18 bis op d'Stäreplaz kommen an dee Pôle d'échange Stäreplaz scho kënnen ubannen, wou jo d'Busse vum Westen derbäikommen, wat dann e weidere Schratt ass.

An da geet et weider vun do...

(Interruption)

An d'Gleiser, jo, leien och. An da geet et weider vun der Stäreplaz direkt hannendru selbstverständlech nom Fréijoer 2018 Richtung Uewerstad, Richtung Gare. An déi nächst Etapp wäert da sinn d'Paräiser Plaz, wou mer direkt wëllen ebe maachen: Stäreplaz-Paräiser Plaz. Well dann hu mer näämlech direkt d'Uewerstad och mat ugebonnen, also den Hamilius, an och quasiment d'Gare, bei der Paräiser Plaz ass ee scho quasi op der Gare. A wann alles normal leeft, wéi den Timing et virgesäit, géif fir den Hierscht 2019 dann och deen Deel schonn opgoen.

Dann natierlech kënnt déi Phas hannendrun. Mir wollten et vermeiden, datt den Tram en Terminus op der Gare kritt, well dat méi komplizéiert gëtt a méi komplizéiert ze organiséieren ass, well ee jo dann natierlech d'Bussen do dann anescht muss organiséieren. Duerfir ass d'Iddi, fir dann direkt vun der Paräiser Plaz Richtung Houwald ze kommen.

An dann ass et natierlech esou, fir vun der Gare selwer Richtung Cloche d'Or ass d'Finanzéierungsgesetz jo awer nach net gestëmmt vun der Chamber. Den APS ass fäerdeg schonn eng länger Zäit. Mir sinn och de Moment an där sougenannter „EIE-Prozedur", dat heescht, de Moment leien d'Dossiere beim Ministère de l'Environnement a beim Ministère de l'Aménagement du territoire, fir datt déi hir Avise kënne ginn. Déi kréien ech Enn Abrëll. An Enn Abrëll gi mer dann an d'Consultation publique am Kader vun der EIE, wéi dat virgesinn ass bei esou engem Projet. An déi dauert zwee Méint. Dat heescht, dat geet da bis Enn Juni. An dann Enn Juni finaliséiere mer den Avant-projet détaillé. Also de Gesetzesprojet, dee wäert dann, wann alles normal geet, am Juli duerch de Regierungsrot goen an da wäert ech deen am Summer och hei deposéieren. Dat heescht, dat betrëfft déi zwou Extensioune vun der Gare op d'Cloche d'Or an awer och vun der Luxexpo bis op de Findel.

(Interruption)

An op d'Fro hin, ob aner Projeten doduerjer verkierzt ginn, ob net genuch Suen do wären, kann ech just soen: Neen! Just de Contraire hu mer gemaach. Mir hunn eng Rei Projeten, déi wichteg sinn natierlech am Zesummenhang mam Tram, a well ëmmer gesot gëtt, den Tram eleng wär keng Léisung - wat richteg ass, an dann ass et jo esou, datt den Tram nëmmen am Zesummenhang mam Zuch a mat aneren Infrastrukture richteg ass -, duerfir hu mer och eng Rei aner Saache beschleunegt.

Zum Beispill den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, wat en zentraalt Element ass fir d'Capacitéit vum Eisebunnsreseau, hunn ech decidéiert massiv virzezéien, soudatt mer 2018 an 2019 schonn de fënneften an de sechste Quai kënnen a Betrib huelen. Dat heescht, dat war e Projet, dee war virgesinn, soen ech lech, fir no 2023. Deen hu mer fënnef Joer virgezunn…

(Interruption)

…an net d'Projete méi spéit gemaach. Sou och nach eng Rei aner Projeten, déi mer beschleunegt hunn, amplaz se ze bremsen. Dat heescht, et ass näischt gebremst ginn, mä et sinn éischter Projeten no vir gezu ginn, wéi datt der, wéi gesot, gebremst gi wären.

Derbäi koumen eng Rei nei Projeten: Dat ass de Carsharing, dee wäert vun der CFL Enn des Joers lancéiert ginn. Dat ass e Projet, wou mer e Joer schonn dru schaffen. E Projet vum Carpooling, e ganz wichtege Projet, fir datt mer och méi Leit zesummen an en Auto kréien, wa se mam Auto musse fueren, wat d'Stroossen doduerch erliichtert. Dee Projet wäert och Enn des Joers lancéiert ginn. Da kënnt de ganze Bus à haut niveau de service, dee Projet, dee war och net virgesinn. Do si mer an der Planung ganz wäit schonn, och mat de Gemengen zesummen, fir déi zwou Strecken, déi fir de Süde vun eisem Land ganz wichteg sinn.

An da kann ech lech och soen, datt ech bis Enn des Joers oder Ufank d'nächst Joer e ganze Plang virstelle wäert vu Fortsetzungsprojeten, déi een onbedéngt muss maachen, menger Meenung no, an där Dynamik, wou mer elo dra sinn, wa mer wëllen déi Problemer, déi mer hunn an der Mobilitéit, an de Gréff kréien.

Dann hunn ech d'Plan-sectoriellen, déi si jo um Instanzewee. Déi sinn am Fong fäerdeg, mä mir sinn amgaangen, d'SUP dovunner ze maachen. Do sinn och dräi Extensioune vum Tram, neen, pardon, souguer véier Extensioune vum Tram hunn ech dran aschreiwe gelooss. Dat Eent ass d'Extensioun Richtung Leideleng. Dat Zweet ass d'Extensioun Richtung Hollerech. Dat Drëtt ass d'Extensioun Richtung Mamer. An dat Véiert ass ganz nei, dat ass eng Extensioun, am Fong eng zweet Antenn, déi iwwert de Boulevard Konrad Adenauer Richtung RTL hanne laanschtgoe géif, well do ginn onheemlech vill Wunnenge gebaut. Do entstinn déi gréisste Quartiere mat deene meeschten Aarbechtsplazen nach um Kierchbierg an Zukunft. Duerfir ass et och wichteg, datt dat eng Kéier ugebonne gëtt. Och deen Tracé hunn ech an e Plan sectoriel aschreiwe gelooss. Also och do kloer d'Dynamik, datt mer wëlle relativ séier weiderkommen, fir auszebauen.

Dann zu de Froen, déi nach gestallt gi sinn am Zesummenhang mat der Zesummenaarbecht mat de Gemengen, de Randgemengen. Ech hu Kontakter mat alle Randgemengen, sougutt mat der Gemeng Nidderaanwen wéi och mat der Gemeng Hesper, wat den Ausbau vum Tram an de Pôle-d'échangen ubelaangt.

De Stat, also d'Regierung, huet och decidéiert, datt, wat den Ausbau ubelaangt op de Findel, de Stat dat zu 100% finanzéiert. An och den Ausbau, deen um Territoire ass vun der Hesper Gemeng, gëtt zu 100% vum Stat finanzéiert.

Wat deen aneren Deel ubelaangt op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, sou huet d'Stad Lëtzebuerg sech bereet erkläert: Si finanzéieren net direkt mat um Tramstracé, mä si finanzéieren awer de Park & Ride uewen op der Cloche d'Or. Dat heescht, dee gëtt jo matgebaut an deem ganze Kontext. Dat ass och wichteg, fir datt dee Pôle d'échange fonctionnéiert.

Dat heescht, all déi Finanzementer sinn och ofgeséchert. An ech muss lech soen, all déi Montanten, déi virgesi sinn, fir déi Projeten ze realiséieren, déi stinn zënter annerhallwem Joer am Programme pluriannuel vun der Regierung dran, dat heescht, an deem, dee beim Budget ëmmer presentéiert gëtt. Dat heescht, dat ass de Moment alles an de Finanzéierungschiffere vum Stat virgesinn.

Nach e Wuert zum Park & Ride Kockelscheier, well den Här Wilmes dat gefrot hat. Ech mengen, d'Strategie muss sinn, fir méiglechst Park-&-Riden ausserhalb der Stater Agglomeratioun ze maachen. Mir wäerten der ganz vill op der Grenz bauen. D'Eisebunn eleng huet der de Moment siwen an der Aarbecht, wou se schonn um Niveau APD sinn, zum Beispill zu Bascharage, mä awer och zu Ëlwen ginn der gebaut, also vill méi wäit eraus, Rodange, all déi, déi Der och kennt, mengen ech, déi ech schonn e puermol virgestallt hunn. An hei géif et och kee Sënn maachen, deen do ze vergréisseren, well do de Problem ass vun der Accessibilitéit fir dohinner. Mir musse versichen, eben d'Autoe vill méi wäit virdrun opgefaangen ze kréien. Dat ass de Grond.

Mä et ass awer kee Problem, well mir gi bei de Park & Ride-Plaze vun haut 13.500 op 27.000 erop an deenen nächste fënnef Joer, wouvun de Gros awer gebaut gëtt, wéi gesot, wäit ausserhalb vun der Stad, och souguer op de Grenzgebidder oder op där anerer Säit vun der Grenz.

Dann ass ze soen, déi Zesummenaarbecht och mat dem Geschäftsverband leeft exzellent. Mir hunn och virun, ech mengen, annerhallwem Joer eng Konventioun ënnerschriwwe mat der Union commerciale vun der Stad Lëtzebuerg, wou mer festgehalen hunn, datt éischtens emol muss gekuckt ginn, datt natierlech beim Chantier d'Nuisancen esou niddreg wéi méiglech solle sinn, datt d'Kommunikatioun gutt soll lafen, an da wéi déi soll lafen.

A mir hunn och iwwert d'Kompensatiounsmesuren doranner eppes festgehalen, an och souguer op Demande hi vun de Geschäftsleit, wou net gefrot ginn ass, fir elo finanziell Kompensatiounen ze kréien, mä éischter Kompensatiounen a Form vun zum Beispill engem gratis Busdéngscht samschdes, wat mer jo och entretemps maachen, a vu verschiddene Parkingen, déi da bei verschiddene Geleeënheete gratis gemaach ginn.

Also dat heescht, dat war éischter och de Wonsch vun de Commerçanten, fir esou Kompensatiounsmesuren ze kréie wéi elo reng direkt finanzieller. Mä fir de Rescht leeft d'Zesummenaarbecht och do ganz gutt. Och d'Informatioun leeft exzellent, zum Beispill um Kierchbierg: Déi ganz Commercen, déi laanscht den Tracé sinn, si regelméisseg informéiert ginn a gi regelméisseg invitéiert och op Informatiounsversammlungen.

Och de Comité d'accompagnement huet insgesamt véiermol getaagt. Dat ass dee grousse Comité d'accompagnement, wou d'Syndicater vun der Stad Lëtzebuerg zum Beispill mat dra sinn an esou weider an esou fort. Dat heescht, déi waren dräimol zesummen a Reuniounen, eng Kéier an enger Visitt vum Centre de remisage, wou se alles erkläert kritt hunn an och de Fortgang vum Projet, wéi gesot, erkläert kritt hunn.

Zu de Kompensatiounsmesuren ass ze soen, datt am Ganze fir den Tracé vum Findel op d'Cloche d'Or mussen 9,2 ha Bësch kompenséiert ginn. Dovu sinn der 4,5 scho kompenséiert. Dat sinn déi, déi hu misse kompenséiert ginn, wéi mer deen éischten Tracé ugefaangen hunn. Dat ass haaptsächlech, wou de Centre de remisage gebaut ginn ass. A mir hunn et och esou gemaach, wéi et am Gesetz virgeschriwwen ass, dat ass, datt d'Kompensatiounsmesurë gemaach waren, ier mer ugefaangen hu mat schaffen. Deen aneren Deel, déi aner 4,5 ha, déi geschéien elo am Kader, déi ginn elo festgeluecht am Kader vun der EIE-Prozedur, déi elo amgaangen ass fir d'Extensiounen.

Do geet et haaptsächlech ëm d'Extensioun op de Findel. Woubäi een awer och muss wëssen, datt um Rand vum Gréngewald musse Beem ofgeholzt ginn, also wierklech um Rand niewent der Autobunn. Also et gëtt keng Schneis geschloen. Et ass net ze vergläichen, wéi wann een elo flatsch derduerch duerch de Bësch fiert! Mä et ass awer egal, ech mengen, et gi Beem ewechgeholl an duerfir mussen déi och kompenséiert ginn. An do gi Kompensatiounsmesurë vun der Ëmweltministesch am Kader vun der EIE-Prozedur festgeluecht. A soubal ech de Projet de loi.... oder deen Dag, wou ech en an der Chamber wäert deposéieren, da wäert och bekannt sinn, wou se wäerte gemaach ginn an a wéi enger Envergure se wäerte gemaach ginn.

Dann nach vläicht ee Wuert zu dem Mobilier urbain. Den Här Angel huet recht: Et ass effektiv an enger Ausschreiwung méi e klenge Büro, zesumme mat der IP, déi dee ganze Projet kritt hunn. Ech kann lech awer soen, Här Angel, an ech kann lech och berouegen, do ass och en Architekt-Designer, deen zoustänneg ass fir d'Entwerfe vun den Arrêten, also vun den Haisercher selwer. An do gëtt wierklech opgepasst och op den Design. Et ass e ganz flotten Design, mir hunn e scho gesinn, dee wäert zréckbehale ginn. Also ech mengen, do kënnt Der Äre Kapp a Rou leeën, dat gëtt schonn esou, wéi et sech gehéiert.

Also wéi gesot, ënnert dem Strëch, Här President, Merci fir d'Geleeënheet ze kréien, de Mëtteg éischtens unzekënnegen, wéi dann dee geneeën Timing ass, zweetens fir kënne matzedeelen, datt de Projet exzellent leeft, sougutt planeresch wéi finanziell. A Merci och fir déi breet Ënnerstëtzung vun der Chamber fir dee Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma Merci och. A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Mir bleiwe beim Tram mam Projet de loi 7034, an do geet et ënner anerem ëm d'Sécherheetsmoossname beim Tram. An d'Wuert huet direkt d'Rapporterin, d'Madamm Josée Lorsché.

6. 7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si beim Tram. Den Tram fiert gläich an duerfir ass et un der Zäit, déi néideg Sécherheetsbestëmmungen ze definéieren, dat Ganzt an engem Gesetz.

Dozou gehéieren d'Exigenzen a puncto Formatioun a Qualifikatioun vum Personal, mä och eng ganz Rei Exigenzen a puncto Gestioun vun der Infrastruktur a vum Trafic, grad wéi Virschrëften, déi sech op d'Kohärenz, op d'Technik, d'Energie, den Ëmweltschutz, d'Accessibilitéit, d'Kontroll an esou weider a sou fort bezéien.

All dës Punkten, et sinn der eng Hällewull, déi sinn am Detail an zwielef Annexe vum Projet de loi opgezielt a si fëlle ganzer 26 Säiten. Fir den Detail verweisen ech léiwer direkt op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn dovun aus, datt Der näischt dergéint hutt.

Responsabel fir dee ganze Beräich vun der Sécherheet ass d'Administration des chemins de fer, d'ACF. Um legislativen Niveau féiert dëse Projet de loi zu enger Rei Modifikatioune vu bestoende Gesetzer. Dat éischt Gesetz, wat muss geännert ginn, ass d'Gesetz um 29. Juni 2004 iwwert den ëffentlechen Transport, wou de System vum Tram muss integréiert ginn.

Déi zweet Modifikatioun betrëfft d'Gesetz vum 30. Abrëll 2008 iwwert d'Administration des enquêtes techniques. Dës Administratioun kritt zousätzlech Kompetenzen am Fall vu schwéieren Accidenter um ëffentleche Reseau, op de Voies publiques an notamment um Reseau vum Tram.

D'Zil vun dësen Enquêtë soll an Zukunft och net nëmmen dora bestoen, d'Ursaache vun Accidenter ze erfuerschen an ze analyséieren. Et soll och méiglech ginn, d'Sécherheet am ëffentleche Stroosseraum duerch eng optimal Präventioun vun Accidenter ze verstäerken.

Eng drëtt Ännerung betrëfft de Code du travail a méi speziell den Artikel 215-1, dee sech op d'Salariéë bezitt, déi am grenziwwerschreidende Beräich vum Eisebunnssecteur täteg sinn. Hei geet et drëms kloerzestellen, datt dësen Artikel sech net op d'Tramschauffere soll bezéien, well hir Aarbecht sech wesentlech vun där vun den Zuchführer ënnerscheet.

Et ass jo gewosst, grad wéi d'Camionen, d'Autoen, d'Motorrieder, d'Busser an d'Vëloen an all déi aner Gefierer, déi et nach esou ginn, fiert den Tram jo op der Strooss, ënnersteet dem Code de la route, an e fiert net op engem getrennte Reseau mat anere Regelen. An deem Sënn sinn och d'Aarbechtskonditiounen am Tramssecteur anerer wéi am Eisebunnssecteur. Dat bréngt da mat sech, datt Tramschaufferen am Code du travail net wäerte gläichgestallt gi mat den Zuchführer, mä ënnert de Régime général wäerte falen.

Dësen Detail gëtt am Artikel L. 215-1 geregelt, andeems d'Tramschaufferen aus deem Artikel explizitt ausgeschloss ginn, dëst op Basis vun enger EU-Direktiv aus dem Joer 2008, déi de Memberstaten et erlaabt, d'Metros- an d'Tramsreseauen an domat och d'Personal aus deem Secteur explizitt auszeschléissen - also aus dem Eisebunnssecteur.

Här President, ech kommen nach kuerz zu de verschiddenen Avisen, ugefaange bei den zwee Avise vum Statsrot vum 27. Oktober 2016 respektiv 19. Januar 2017. A sengem éischten Avis huet de Statsrot bedauert, datt dëse Projet de loi eigentlech aus enger Usammlung vu verschiddenen internationale Reglementer besteet an net aus engem kohärenten neien Text. Dës Inkohärenzen an aner kleng Mouken textueller Natur hunn de Statsrot dozou beweegt, ganzer 50 Opposions formelles ze formuléieren. Et waren der genuch! En huet awer och verschidden Textännerunge proposéiert.

D'Kommissioun ass deem nokomm, huet dem Statsrot an alle Punkte Rechnung gedroen, soudatt den Text schlussendlech dann transparent, strukturéiert a ganz lisibel ginn ass. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot doweinst

och sämtlech Oppositions formelles opgehuewen.

D'Chambre des Salariés huet sech prinzipiell mam Projet de loi averstane gewisen an hat just e puer kleng Remarquen ze formuléieren. Si hätt zum Beispill begréisst, wann d'Formatioun vun den Tramschauffere grad wéi déi vun den Zuchführer vun engem akkreditéierte Centre de formation géif realiséiert ginn, an net vun engem Formateur, dee vum Employeur designéiert gëtt.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet de Projet de loi a senger ganzer Gesamtheet begréisst.

D'Chamberskommissioun huet sech an dräi Sëtzunge mat dësem Projet de loi befaasst, dëst mat der Ënnerstëtzung vun der Madamm Félicie Weycker, déi mer hei begréissen an där ech och e grousse Merci wéilt ausdrécken, grad wéi dem Här Oestreicher an der Madamm Stéphanie Biava vun der ACF. E weidere Merci geet wéi ëmmer un eis Sekretärin Rachel Moris an dann nach un d'Kommissioun, déi den 9. Mäerz 2016 mäi Rapport eestëmmeg guttgeheescht huet.

Domat steet dem Vott vun dësem Projet de loi net méi ganz vill am Wee. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun natierlech och.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hoffen, dass kee Merci vergiess ginn ass. An da géif ech d'Wuert un den Här Serge Wilmes weiderginn.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. D'Madamm Rapportrice huet alles gesot an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. An och Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché. Mir ginn natierlech selbstverständlech den Accord.

Ech wëll just nach eng Kéier vläicht déi Suerg, déi den Här Minister och gedeelt huet mat der Formatioun vun de Chaufferen, déi um Tram fueren, opgräifen, déi eng Neuvième oder eng Cinquième mussen hunn, dass do och déi Psychotester jo gemaach ginn. Well och wann et richteg ass, dass et manner komplizéiert ass, mat engem Tram ze fuere wéi mat engem Zuch, ass trotzdeem jo beim Tram just de B-Führerschäi verlaangt an net wéi op engem Bus de grousse Führerschäin, an do mengen ech, ass et wichteg, dass betreffend Stresssituatiounen, wou en Tram jo awer ka mat bis zu 400 Leit voll sinn, dass een do och bei deene Leit wierklech déi Psychotester do ganz seriö mécht. An den Här Minister hat eis dat an der Kommissioun zougesot an duerfir wëll ech och dann direkt den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Wie freet d'Wuert nach? Den Här Graas, wann ech gelift.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gi ganz éierlech zou, datt dat hei en extrem komplext Gesetz ass, mä wat awer eng ganz grouss Wichtegkeet huet. Et geet virun allem hei ëm d'Securitéit vun engem neien Transportmëttel, wat mer jo gläich kënnen da benotzen, dem Tram.

D'Madamm Lorsché huet hei e ganz ausféierleche Rapport gemaach, soudatt een elo schonn e bësselche méi vun deem Gesetz versteet an och iwwerzeegt ass, fir et dann am Numm vun der Demokratescher Partei kënnen ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kolleegen och do dermat d'accord sinn an ech ginn dann dem Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Här President, ech kann et och kuerz maachen. Merci iwwregens fir déi breet Zoustëmmung. Ech wollt d'Madamm Rapportrice awer an engem Punkt korrigéieren.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech mengen, si huet d'Zuelen e bëssen duerjerneegehäit: Et ware keng 50 Opposition-formellen, mä et ware 50 Amendementen. 50 Amendementen, awer et ware 17 Opposition-formellen. Dat sinn der nach ëmmer genuch. Et sinn der nach ëmmer genuch, mä tëschent 17 a 50 (veuillez lire: ass nach en Ënnerscheed), just wéinst der Richtegkeet awer.

(Brouhaha et interruption par Mme Josée Lorsché)

Fir de Rescht soen ech, wéi gesot, Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci fir...

Une voix.- Gitt an d'Spillzëmmer!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Fir de Rescht soen ech Iech Merci fir déi breet Zoustëmmung, well et ass e wichtege Projet, fir datt mer kënnen, sou wéi et virgesinn ass, nach virum Summer ufänken, fir Testfaarten ze fueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da kéinte mer iwwert de Projet 7034 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7034 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo an der Gare.

Voilà, 60-mol Jo, mir hunn Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

Plusieurs voix.- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also elo ass d'Spillzëmmer awer wierklech fälleg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma ech däerf dach soen, wat ech wëll!

(Hilarité, exclamations et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Dir musst Iech awer konsequent bleiwen.

Voilà. Da géife mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtte kommen. Dat ass de Projet de loi iwwert de Fonds du logement, oder deen zukünftegen neie Fonds du logement. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, deen och scho prett ass, den Här Max Hahn.

7. 6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement»

Rapport de la Commission du Logement

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Wann d'Nofro no Wunnraum grouss ass, riskéiere virun allem déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft duerch de Kuerf ze falen, ob dat Elengerzéier sinn, déi Schwieregkeeten hunn, zum Schluss vum Mount déi zwee Enner zesummenzekréien, jonk Leit, déi nach um Ufank stinn a sech eppes an hirem Liewe leeschte wëllen, oder aner Leit mat klengem Akommes.

D'Politik huet dëse Leit géintiwwer eng Verantwortung. Et ass d'Aufgab vun der Politik, hinnen Zougang zu bezuelbarem Wunnen ze verschafen. Mir wëssen awer, dass den Drock op de Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg grouss ass. Ëmsou méi musse mir derfir suergen, dass déi wunnengspolitesch Instrumenter besser openeen ofgestëmmt sinn an nei Instrumenter en place gesat ginn, fir dëser Aufgab gerecht ze ginn.

Wunnengsbaupolitik fonctionnéiert net mam groussen Hummer, oder vläicht an dësem Kontext méi passend: mam grousse Bagger, ouni Rücksicht op landesplaneresch Prinzipien an ouni Rücksicht op eng harmonesch Entwécklung an eisen Dierfer a Stied. Et sinn éischter déi vill kleng Feinofstëmmungen un de richtege Stellschrauwen, déi méi bezuelbare Wunnraum fir eis Bierger schafe wäerten.

Ech denken un eng „subvention de loyer", déi säit méi wéi engem Joer a Kraaft ass a Leit hëlleft, déi sech e Loyer um fräie Marché nëmme schwéier leeschte kënnen. Ech denken awer och u Steiermesuren, déi mat der Mesure vum Quart de taux souwuel op der Säit vun der Offer wierken, mä awer och mat geziilten Abattementen direkt bei de Leit ukommen, déi sech en éischt Eegenheem kafe wëllen. Ech denken un de Baulückeprogramm an un déi geplangt Baulandverträg, déi gëschter am Regierungsrot op den Instanzewee geschéckt goufen. Dës Baulandverträg wäerte sécherstellen, dass nei Terrainen och fir d'Baue genotzt ginn an net als Spekulatiounsobjete broochleie gelooss ginn.

A genee an dës vill Initiative vun der Regierung reit sech och d'Reorganisatioun vum Fonds du logement an, iwwert déi mer dann haut hei zesumme schwätzen.

De Fonds ass en Établissement public an eng vun zwou staatleche Wunnengsbaugesellschaften. Déi aner ass d'SNHBM, d'Société nationale des habitations à bon marché. Alle béid hunn als Aufgab de soziale Wunnengsbau, an dat, fir dass och déi Leit zu erschwénglechem Wunnraum verhollef kréien, déi um normale Wunnengsmaart net vill Chancen hunn.

An all Struktur ass et nëtzlech, vun Zäit zu Zäit d'Organisatioun an d'Aarbechtsofleef kritesch ze hannerfroen. Ginn déi gesaten Ziler erreecht, entsprécht d'Gouvernance den haitegen Ufuerderunge vun der Zäit? Fonctionnéieren d'Kontrollmechanismen? A wéi gesäit et aus mat der Transparenz?

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Regierung huet sech kloer d'Zil gesat, d'Effikassitéit vum Fong an der SNHBM an d'Luucht ze setzen, dat heescht virun allem méi Wunnengen ze schafen. Der SNHBM ass dat am leschte Joer schonn exzellent gelongen. Ronn 230 Wunnenge sinn d'lescht Joer vun hir gebaut ginn. Si sinn um Wee, fir der dëst Joer 250 ze bauen, wat méi wéi eng Verdräifachung bannent zwee Joer ass, wat déi Saach nach méi eenzegaarteg mécht.

Fir d'Effikassitéit vum Fong awer ze erhéijen, huet d'Regierung eng genee Analys vu sengem Fonctionnement an Optrag ginn. D'Resultater vun dësem Audit hu sëlleche Schwaachstellen a Problemer opgedeckt, déi mir haut mat dësem Projet elo wäerte behiewen.

Ech wäert elo op dëser Plaz net an den Detail vun de Resultater an de Recommandatioune vun dësem Audit agoen. An awer ass et vläicht ganz nëtzlech, der e puer ze rappeléieren: Sou huet et zum Beispill u klore Prozedure gefeelt, beispillsweis fir d'Uschafung vun Terrainen an d'Wiel vun de Locataren. Net zäitgeméiss war och d'Organisatioun vum Fong, wou et beispillsweis kee Verwaltungsrot ginn ass, dee lassgeléist vum Dagesgeschäft déi grouss Linne konnt virginn. Och d'Tatsaach, dass de Fong am Joer 2014 nëmmen 30 Wunnenge fir d'Locatioun fäerdeggestallt huet, weist kloer, dass de Fong de politeschen Ufuerderunge vu méi erschwénglechem Wunnraum am locative Beräich net genuch konnt Rechnung droen.

Nieft dem Audit, deen d'Regierung an Optrag ginn huet, huet och d'Cour des comptes an hirem Rapport iwwert d'Gestioun vun de Finanze vum Fong an de Joren 2012 an 2013 op d'Noutwendegkeet vun enger grondleeënder Reform vun der Organisatioun, dem Fonctionnement an de Prozedure vum Fong higewisen. Ech ginn elo net op den Detail vun dësem Rapport an, mä e weist kloer, dass d'Gestioun vum Fong an der Vergaangenheet net eisen Usprëch vu klore Prozeduren an Transparenz entsprécht, déi mir un en Établissement public musse stellen.

Et ass an dësem Kontext, wou d'Reorganisatioun vum Fong ze verstoen ass. Et ass eng Reorganisatioun am Sënn vun enger besserer Gouvernance, engem bessere Contrôle an enger verstäerkter Transparenz.

Madamm Presidentin, de virleiende Gesetzesprojet setzt de geneeë Kader, deen et erméiglecht, den interne Fonctionnement vum Fong ze verbesseren, soudass hie senge Kärmissiounen am Intérêt public besser nokomme kann. Dëse Kader erméiglecht et och, dass de Recommandatioune vun der Cour des comptes a vum Audit Rechnung gedroe ka ginn.

Et konnten awer och eng Rei Verbesserungen an den Ofleef am Fong d'lescht Joer schonn entaméiert ginn, déi net dëst Gesetz hu misse betreffen. Dat si Facteure wéi e besseren Informatiounsfloss an d'Definitioun vu kloren Attributioune vun de Mataarbechter. An deem Sënn kann d'lescht Joer als en Transitiounsjoer ugesi ginn, wou de Fong huet missen e bëssen Ulaf huelen, fir an Zukunft kënne méi héich ze sprangen.

Madamm Presidentin, e wichtegt Uleies beim virleiende Gesetz war et, dass de Fong sech an Zukunft verschäerft op d'Schafe vu Locatiounswunnenge konzentréiert. Et ass do, wou mir hei am Land e grousse Bedarf hunn, an et ass och sënnvoll, dass de Stat sech e gréissere Pool vu Wunnengen zouleet, déi deene Leit, déi et brauchen, kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Gradesou wichteg ass awer och, dass e proppere Suivi social vun de Locatairë gemaach gëtt. Dësen ass dofir an Zukunft an de Missioune vum Fonds du logement abegraff.

Wat d'Dotatioun vum Fong betrëfft, war et onbedéngt noutwendeg, nei Transparenzregelen anzeféieren. De Montant ass den Ament op 200 Milliounen Euro festgeluecht. Et huet awer bis ewell un enger klorer Affektatioun vun dëser Dotatioun gefeelt, soudass et an der Praxis derzou komm ass, dass déi Suen deelweis och genotzt gi sinn, fir lafend Käschten ze bezuelen.

Dëse System ass onméiglech esou bäizebehalen, net zulescht och opgrond vum europäesche Regelwierk a Saache Statshëllefen, déi aus dem sougenannten „paquet SIEG" resultéieren. Ech wëll op dëser Plaz net an all déi technesch Detailer vun dëser Matière agoen. Et ass awer wichteg ze soen, dass d'Aktivitéite vum Fong an de Beräich vun den „Missions de service public" falen. De Stat kompenséiert de Fong deemno fir seng Aktivitéiten am Déngscht vun der Allgemengheet. Dëst muss no bestëmmte Regelen oflafen, wat dann och an Zukunft fir de Fong wäert gëllen.

Fir Detailer zu dësem Thema géif ech dann och op mäi schréftleche Rapport verweisen. Just nach eng Remarque dozou: An dësem Zesummenhang fält och déi steierlech Exemptioun um Benefiss fir de Fong ewech, dat erëm wéinst den europäesche Regelen an dëser Matière, fir deenen nozekommen.

Madamm Presidentin, ech war uganks schonns drop agaangen: De Fonds du logement huet an der Vergaangenheet net esou effikass geschafft, wéi et wënschenswäert ass a wéi mir dat eise Bierger bei engem Établissement public schëlleg sinn. Dat läit zu engem groussen Deel un de Verwaltungsstrukturen, déi net méi zäitgeméiss sinn.

Den aktuelle Comité-directeur gëtt ersat duerch e Verwaltungsrot, wou och d'Mandatszäit vun de Memberen op fënnef Joer begrenzt gëtt. Si kënne maximal eemol erneiert ginn. Bis elo war dëst Mandat net an der Zäit limitéiert. Dëst wäert derfir suergen, dass et regelméisseg zu personellen Erneierungen am Verwaltungsrot wäert kommen, wat hautdesdaags gängeg Praxis a Verwaltungsréit ass an e gesonde Roulement sécherstellt. Eng Neierung an deem Kontext kann een awer och nach ervirsträichen: D'Fonctionnairen, déi Member am Verwaltungsrot sinn, behalen dat Mandat just nach bis dee Moment, wou se an d'Pensioun ginn.

Nei ass, dass am Verwaltungsrot an Zukunft och e Vertrieder aus dem Syvicol wäert sëtzen. Dëst schéngt mir logesch, wann ee bedenkt, wat fir e wichtegen Akteur d'Gemenge besonnesch am Beräich vum locative Wunnengsbau sinn. Am Zäitraum tëscht 2013 an 2016 hunn d'Gemenge quasi zwee Drëttel vun dësem Typ vu Wunnengen hei am Land geschaaft. Et wäert dem Fong och guttdoen, e Gemengevertrieder am Verwaltungsrot ze hunn. Dëse ka seng praktesch Erfahrung aus der Gemeng matafléisse loossen an domadder och indirekt eng besser Zesummenaarbecht tëscht Fong a Gemenge bewierken.

D'Direktioun vum Fong gëtt net méi vun engem President vum Verwaltungsrot, mä vun engem Direkter a vun zwee bäigeuerdneten Direkteren assuréiert. Domadder gëtt et an Zukunft eng kloer Trennung tëscht Direktioun a Verwaltungsrot. D'Direktioun ka sech ëm d'Alldagsgeschäfter an déi intern Gestioun këmmeren an de Verwaltungsrot ass verantwortlech fir déi grouss strategesch Linnen an natierlech

och, fir eng gewësse Kontrollfunktioun auszeüben.

Iwwregens huet d'Regierung schonn d'lescht Joer op dës Recommandatioune vum Audit reagéiert, andeems se dem President e Coordinateur général zur Säit gestallt huet. An Zukunft spigelt sech dës Trennung vun Exekutiv a Verwaltungsrot dann och kloer an de Strukture vum Fong erëm.

Madamm Presidentin, et ass de politesche Wonsch, dass de Fong verstäerkt an der Locatioun aktiv gëtt. Fir dëst ze erméiglechen, gëtt déi staatlech Garantie däitlech an d'Luucht gesat. Bis elo konnt de Stat eng Garantie vu bis zu 25 Milliounë ginn, am Fall wou de Fong Prêten opgeholl huet. Dës Limitt gëtt elo op 120 Milliounen Euro ugehuewen. Dëst verschaaft dem Fong däitlech méi Flexibilitéit a spigelt de Wonsch vun der Regierung erëm, dass de Fong seng Aktivitéiten am locative Wunnengsbau däitlech verstäerkt.

Madamm Presidentin, e leschte wichtege Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Kontroll vum Fong. D'Vergaangenheet huet gewisen, dass bei der Gestioun vum Fong net ëmmer alles „selon les règles de l'art" ofgelaf ass. Et ass dofir de Wonsch, de Contrôle ze verstäerken. De Projet gesäit dofir vir, dass de Logementsminister an Zukunft e Commissaire de Gouvernement nennt, deen Informatiounen iwwert déi technesch, administrativ a finanziell Gestioun ufroe kann. Dëse Kommissär wäert och systematesch iwwerpréiwen, dass d'Konventioune mam Stat respektéiert ginn. Sollt et dann zu Divergenzen tëscht dem Logementsminister an dem Verwaltungsrot vum Fong kommen, zielt dem Minister seng Siichtweis, dee jo schliisslech och déi politesch Responsabilitéit muss droen.

Madamm Presidentin, déi professionell Chamberen hunn eng Rei konstruktiv Remarquen zum Projet gemaach. An ech si frou, dass si d'Positioun vun der Regierung ënnerstëtzen, fir dass de Fong sech verstäerkt op d'Locatioun konzentréiert. Ech verweisen do awer fir den Detail op mäi schréftleche Rapport.

Beim Avis vum Statsrot erlaben ech mer, besonnesch op zwee Punkten anzegoen. Dat ass engersäits d'Fro no der juristescher Form. D'Kommissioun war sech awer eens, dass den Établissement public hei déi richteg Form wier, well deen awer méi Fräiraum genéisst wéi eng einfach Verwaltung.

Deen anere Punkt ass d'Noutwendegkeet vun engem Commissaire de Gouvernement am Verwaltungsrot. Mä och hei war d'Kommissioun sech eens, dass et beim Fonds du logement vun enger grousser Wichtegkeet wier, e geneeën Iwwerbléck ze hunn an eng gewësse Kontrollfunktioun auszeüben. Fir de Rescht verweisen ech dann hei nach eemol op mäi schréftleche Rapport.

Madamm Presidentin, eng effikass Wunnengsbaupolitik besteet aus ganz ville Mesuren. An nëmmen déi vill Mesuren am Package kënne mëttelfristeg zu engem gudde Resultat féieren. Mat dësem Gesetz gëtt eng weider Tëschenetapp ofgeschloss, well de Fong moderniséiert a besser organisationell opgestallt gëtt.

De Fong huet awer net op dëst Gesetz gewaart, fir schonn Efforten ze maachen. Déi vill grouss a kleng Projeten, déi uechtert d'ganzt Land op de Wee bruecht wäerte ginn, weisen dat. Ech denken hei un dee grousse Projet „Laminoir" zu Diddeleng, awer och de grousse Projet „Wunne mat der Wooltz", wou zu Wolz e ganz neie Quartier mat enger ganz héijer Liewensqualitéit wäert entstoen.

Ech kéint nach vill anerer opzielen, sief dat zu Zolwer, Iechternach oder zu Esch-Sauer. Well am Endeffekt ass et dat, wat zielt: dass Wunnenge fir Leit entstinn, déi se dréngend brauchen, ob Studenten oder Pensionären, Familljen oder Elengstoender.

Domadder soen ech dem Logementsminister, awer och de Beruffskummere wéi dem Statsrot e grousse Merci, dat well mir all zesummegeschafft hunn, fir en Text ze kréien, dee kloer ass an deen de Fong fit mécht fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen, Dir Häre, virop wéilt ech dem Max Hahn gär Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Projet de loi N°6916 ass gläichbedeitend mat der Reorganisatioun vum Fonds du logement. De Projet de loi gouf de 26. November 2015 deposéiert. Am Historique gesi mer, datt am Kader vum Gesetz iwwert de Budget vum Joer 1973 e spezielle Fong mat der Denominatioun „Fonds pour le logement social" en place gesat ginn ass opgrond vu verschiddene Mesuren, déi vun der deemoleger Regierung am Beräich vum Logement social geholl gi sinn. An engem Rapport vum Conseil économique et social am Mee 1971 iwwert déiselwecht Problematik gouf dësen neie Fong am Kader vum Statsbudget kreéiert.

D'Gesetz vum Februar 1979 iwwert d'Aide au logement huet déi gesetzlech Basis geluecht, wat d'Promotioun vum subventionéierten oder soziale Wunnengsbau ugeet an natierlech wat déi jeeweileg Hëllefen am Beräich vum Logement sinn.

Eng vun deene sëlleche Mesuren, déi deemools geholl gi sinn, wor d'Kreatioun vun engem Établissement public mat der Denominatioun „Fonds pour le logement à coût modéré", och nach einfach „Fong" genannt. D'Vokatioun vum Fong war d'Viabilisatioun vu Bauland an natierlech de Bau vu Wunnenge fir d'Vente an de Bau vu Wunnenge fir sozial Mietzwecker.

D'Gesetz vum 23. Juli 1983 huet d'79er Gesetz iwwert d'Aide au logement an deem Sënn ugepasst, datt de Fong zum Promoteur public ginn ass an esou och vun den Hëllefen aus dem '79er Gesetz konnt profitéieren.

Mam Gesetz vum 8. November 2002 gouf den Numm vum Fong ëmgeännert an „Fonds pour le développement du logement et de l'habitat". De Gesetzgeber huet zu deem Zäitpunkt mam Ëmännere vum Numm awer och eng Dier opgelooss, fir an Zukunft dëser Struktur eng méi wäerteneutral Denominatioun ze ginn. Den Term „Fonds du logement", esou wéi en elo am Gesetz proposéiert an am Dagdeeglechen och als Numm ëmmer benotzt ginn ass, hat a wäert och an Zukunft en éischter pejorative Bäigeschmaach behalen.

Elo bei der Restrukturatioun ass d'Chance bei der Namensgebung verpasst ginn, ugefaange beim Numm dës Struktur vu Grond op ze reforméieren. Ech kommen e bësse méi spéit nach méi ausféierlech op dëse Punkt zréck.

2002 gouf awer och de Constat gemaach, datt d'Missioune vum Fong an awer och d'Missioune vum ëffentleche Sexteur..., Secteur net breet genuch gefächert wieren.

(Interruption)

Klenge Lapsus!

(Hilarité)

Une voix.- Net schlecht.

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Lies...

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, ech maache weider.

(Hilarité)

Am Gesetz...

(Interruption)

Neen, neen, neen! Elo bleiwe mer seriö, gediert!

Am Gesetz goufen opgrond vun dëser Feststellung nei Komponente mat ageschriwwen: réaliser l'acquisition et l'aménagement de terrains à bâtir, d'Réserves foncières, d'Schafung vun neie Quartieren, Reduktioun vum Coût d'aménagement vu Bauterrainen, Mise en place vum Bail emphytéotique bei der Vente vu Wunnengen, Ausbau vun der Zuel u Sozialwunnengen.

Mat de Joren ass ëmmer méi kloer ginn, datt d'ëffentlech Hand net genuch Baulandreserven hat. Mam Gesetz vum Pacte Logement am Joer 2008 hunn d'Gemengen, de Fong an de Stat e Virkafsrecht kritt. Dëst Gesetz huet de Wee fräi gemaach, fir am Interesse vun der Allgemengheet neit Bauland an awer Immobilien opzekafen, déi da fir sozial Zwecker oder subventionéierte Wunnengsbau sollte genotzt ginn. An ech mengen, datt dës Dispositioun am Gesetz an de leschte Joren dozou gefouert huet, datt eng sëllechen Terrainen a Gebaier an de Besëtz vun der Allgemengheet komm sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2009 gouf en éischen Audit vun Deloitte iwwert de Fonds du logement gemaach. An dësem Audit goufe verschidde Prioritéite festgehalen. Als eng éischt Prioritéit sollt eng Adaptatioun vun de Strukturen an dem Fonctionnement gemaach ginn. Mat der Separatioun vum Service Location an dem Service Vente am Joer 2011 ass deem Rechnung gedroe ginn. Ënner anerem sollt och den Organigramm ugepasst ginn. Am Joer 2010 goufen an dësem Sënn dräi nei Tableaux de carrière vum Comité-directeur en place gesat.

Iwwer eng Restrukturatioun vum Fong goufe sech deemools och scho Gedanke gemaach. Mat dem Depôt vun deenen zwou Sociétés nationales SNDU - Société nationale de développement urbain - a Fonds du logement national de 5. Dezember 2012 gouf op d'Fro vun der Restrukturatioun och eng Äntwert ginn.

Wat woren d'Ziler vun dësem Audit? «Une capacité de production arrivée à sa limite; optimiser l'organigramme; adaptation indispensable de la structure.»

A wat woren d'Ziler vun der SNDU? «Amélioration des processus d'exécution des différents projets d'aménagement», Opkaf vun Terrainen, Realisatioun vu Bauprojeten an esou weider, «support et assistance aux autorités communales», an dëst wéilt ech besonnesch ënnersträichen, well et wichteg ass, datt d'Gemenge verstäerkt och vusäite vun der ëffentlecher Hand ënnerstëtzt ginn, wann et drëm geet, fir subventionéierte Wunnengsbau oder soziale Mietwunnengsbau kënnen ze bedreiwen. «Création de synergies et d'économies d'échelle» wor en anere Punkt.

A wat woren d'Ziler vun der zweeter Entitéit, dem Fonds du logement national? «L'acquisition, la gestion et la location de biens immobiliers destinés au parc locatif social.» Also zwou verschidde Strukturen an och mat zwou verschiddene Missiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, datt eng Reform vum Fong noutwendeg ass, steet ausser Fro a beleeën dës puer Erläuterungen, déi ech Iech elo just ginn hunn. D'Aart a Weis, wéi dës Reform awer an Ugrëff geholl ginn ass, ass bedauerlech an deelweis och verwerflech.

Bei der Argumentatioun, firwat de Fong sollt reforméiert ginn, kann ee jo nach zoustëmmen, wann et ëm d'Offer an d'Präisspiral geet, eng Präisspiral, déi monter virugeet, wa mer beispillsweis d'Präisentwécklung bei der Vente an der Locatioun vu Wunnengen tëscht dem zweete Semester 2015 an dem zweete Semester 2016 kucken. Bei der Vente vu Wunnenge sinn dat 7,3% a bei dem Loyer moyen annoncé ass dat eng Hausse vu 4,1% iwwert d'Joer gesinn. D'Präisentwécklung bei de Loyeren dierft an deenen nächste Jore sécherlech nach weider kräfteg unzéien.

De Fonds du logement (veuillez lire: D'Restrukturatioun vum Fonds du logement) hätt iwwer en anere Wee wéi dee vun der Revokatioun vun hirem fréiere President missen ugefaange ginn. Viru knapps zwee Joer hunn ech dëst am Kader vun der Debatt iwwert de Logement hei op der Chamberstribün gesot: „Déi nei Presidentin, d'Madame Fernandes, dierft sécherlech keng einfach Aufgab mat der Succession vum Här Miltgen hunn. Bis datt de Fonds du logement no der Revokatioun vum Här Miltgen nees vollstänneg fonctionnel wäert sinn, dierft nach eng Zäitche vergoen. Dës Onrou an Onsécherheet dréit op kee Fall zur Produktivitéit bäi."

Ech fille mech zwee Joer no dëser Debatt méi wéi bestätegt an dëser Ausso, wann ech héieren, welch Problemer datt de Fong am operative Beräich huet, sief dëst aus eegener Erfahrung oder vusäite vu sëlleche Leit, déi mir dat rapportéiert hunn.

De 37. Bilan vum Fong mécht däitlech, datt am Actif circulant déi zukünfteg Produktivitéit par rapport zum Joer 2014 ëm 5 Milliounen zréckgaangen ass. Och ginn am Bilan 2015 Acquisitioune gefouert, déi awer effektiv am Joer 2014 realiséiert gi sinn. Dëst gëtt ferm ze bedenken, wat d'Transparenz ugeet.

Vun Transparenz wëll ech guer net schwätze bei der neier Form vu Venten iwwert d'„vente par soumission cachetée". Den Term „cacheté" dierft jo wuel alles aussoen.

Datt meng lescht Question parlementaire iwwert de Fonds du logement bis haut net beäntwert ass an iwwert den Délai de réponse erausgeet, verwonnert mech definitiv och net.

Iwwert d'Form, wéi de fréiere President aus sengem Amt erauskomplimentéiert ginn ass, wëll ech haut net ze vill Wierder verléieren, ausser deem, datt et eng Schan ass, wéi mat kompetente Leit verfuer gëtt, déi wärend Jorzéngten eng gutt Aarbecht fir d'Allgemengheet verriicht hunn.

Zum Fong vun der Reform, fir net ze soen, vun der „Reförmchen", do wier et besser gewiescht, wann dat alles méi geräuschlos a méi „smooth" iwwert d'Bün gaange wier.

De Wunnengsbaumaart gëtt ëmmer méi komplizéiert a komplex. Doduerch ass et wichteg, datt dës Struktur eng Marge de manœuvre behält, déi et hir erlaabt, um Maart kënnen aktiv ze ginn a schnell ze reagéieren. Wat ee sech méi Restriktioune gëtt, wat et méi schwiereg gëtt, am haart ëmkämpften Immobiliemaart dat ëmzesetzen, wat ee sech op de Fändel geschriwwen huet. Datt de Fong sech mat dëser „tutelle prononcée" en décken Hemmschung undeet, monéiert ënner anerem och de Statsrot.

Ze begréissen ass, datt de Syvicol an Zukunft och e Vertrieder am Conseil d'administration vum Fong soll kréien. Datt de President vum Conseil d'administration an Zukunft näischt méi mam operative Beräich ze dinn huet, ass eng sënnvoll Ännerung. Datt de Fonds du logement an Zukunft awer e Generaldirekter an zwee Directeurs adjoints soll kréien, ass definitiv net nozevollzéien.

Och de Statsrot konnt sech iwwert dës Dispositioun vun dräi Leit am Comité-directeur nëmme verwonneren. Op d'Fro, wat dann déi jeeweileg Aufgabeberäicher vun dësen dräi Leit solle sinn, konnt de Minister an der Chamberskommissioun och keng zefriddestellend Äntwert ginn. Hei gëtt e Waasserkapp en place gesat, deen eng Staang Geld wäert kaschten a vun deem d'Produktivitéit nach ofzewaarde bleift. Datt dës dräi Leit un der Spëtzt vum Fong net eng Mandatsfrist solle kréien, ass och extrem verwonnerlech. Bei aneren Institutiounen ass dat Flicht an et freet ee sech, firwat beim Fong net och eng Mandatsdauer agesat gëtt. Vläicht kann de Minister eis herno nach e puer Erläuterungen heizou ginn?

Mir sinn och net der Meenung, datt de Fong iwwer een oder méi Prêten ënnert der Garantie vum Stat sech bis zu maximal 120 Milliounë kéint refinanzéieren. Sollten an den nächste Jore sougenannt „Projets d'envergure" ëmgesat ginn, dann huet de Fonds du logement am Viraus genuch Zäit, fir dës Projeten iwwer en adequat Gesetz kënnen unzegoen. Dëst ass net alleng d'Meenung vun der CSV-Fraktioun, mä och d'Meenung vum Statsrot.

An der Chamberskommissioun woren och méi Stëmmen, déi dëser Propos éischter kritesch géigeniwwerstoungen, och vusäite vun der Majoritéit. Et dierft een also dorop schléissen, datt de Fong opgrond vun dëser Enveloppe an Zukunft just nach sozial Mietwunnenge sollt bauen. Dës Mesure wäert eng ganz staark Implikatioun op d'Funktiounsweis, awer och op d'Wirtschaftlechkeet vum Fong hunn.

Verwonnerlech ass, datt an de Missioune vum Fong näischt méi vu Réserves foncières steet. Meng Interpretatioun vun engem Bauvorhaben ass ëmmer nach déi, datt een am Viraus emol am Besëtz vu Bauland muss sinn. Op eng Question parlementaire vum Serge Wilmes a vu mir selwer, wou et genau ëm dëser Baulandreserven an der Stad Lëtzebuerg geet, hu mir vum Minister eng méi wéi auswäichend an deelweis inkohärent Äntwert kritt.

Dës Regierung wëllt eis zanter dräi an engem hallwe Joer wäissmaachen, datt de Wunnengsbau absolutt Prioritéit huet. Dann huet ee vun eise Promoteurs publics Baulandreserven, déi relativ einfach ze lotisséiere wieren, an da geet dëse Promoteur public net dohin a reklaméiert bei der Modifikatioun vum PAG, datt dës Terrainen an eng Zone économique ëmklasséiert gi sinn! Déi puer aner Proprietairen, déi an dëser Zon louchen, hu reklaméiert, just de Fong net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eiser Meenung no geet de Suivi social och net wäit genuch. De Fong sollt sech zur Aufgab maachen, eng gemeinsam Plattform mat den Offices sociaux uechtert d'Land opzebauen an en adequaten a konsequente Suivi social mat de Leit ze maachen, déi eng Sozialwunneng zur Verfügung gestallt kritt hunn. Et geet net eleng duer, duerno ze kucken, datt dës Leit dës Wunneng kritt hunn, respektiv duerno ze kucken, datt Recht an Uerdnung an dësen Immeublë sollen agehale ginn, et muss och mat den Nutznießer vun dëse Wunnenge geschafft ginn, soudatt och dës Leit no enger gewëssener Zäit an no enger Rei vun Efforten um fräie Maart nees kënnen ënnerbruecht ginn. Dëst géif dozou féieren, datt dës Sozialwunnengen nees vun anere Leit genotzt kéinte ginn.

Iwwert de Règlement grand-ducal vun 1998, wat d'Berechnung vum Loyer bei soziale Mietwunnengen ugeet, sollt de Minister sech och emol Gedanke maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech geet eis dës Reform vum Fonds du logement net wäit genuch. Wéi virdru scho gesot, huet deen deemolege Wunnengsbauminister, de Marco Schank, am Joer 2012 de Projet de loi iwwert d'SNDU, d'national Wunnengsbaugesellschaft, op den Instanzewee bruecht. Datt un der Form sécher nach hätt misse geschafft ginn, steet ausser Fro. Zu enger Fusioun mat der Société nationale des habitations à bon marché dierft et och net kommen. De Grondgedanke vun dëser Wunnengsbaugesellschaft war awer richteg an hätt zu enger richteger Reform vum subventionéierten a soziale Mietwunnengsbau gefouert.

D'CSV hält weider un hire Proposen aus dem Wahlprogramm fest, datt d'Schafung vun

enger Wunnengsbaugesellschaft, wou d'Gemenge verstäerkt matagebonne solle ginn, mëttel- bis laangfristeg zu enger Verbesserung vum subventionéierte Wunnengsbau a vum soziale Mietwunnengsbau géif féieren, dëst an enker Zesummenaarbecht tëscht Gemengen, Promoteur public an awer och dem private Constructeur.

Hei pour rappel nach eng Kéier genau dës Propos, déi mir och am Kader vum Débat logement viru ronn zwee Joer gemaach hunn:

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wéi kéint dës Kollaboratioun och mat engem private Constructeur, dee clé en main baut, ausgesinn? Terrainen, déi am Besëtz vun de Gemenge sinn, nodeems e PAP gemaach ginn ass, kënnen iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung, wat de Bau vu subventionéierten oder Mietwunnengen ugeet, un e private Constructeur an enger Entreprise générale vergi ginn. Dës Entreprise générale ass dann zoustänneg fir d'Emsetzung vun dëse Wunnengen. Am Bordereau de soumission muss e genaue Beschrieb sinn, wéi dës Wunnenge sollen ausgestatt ginn a wat den approximative Coût final toutes taxes comprises pro Meter carré BGF, also Bruttogeschossfläch, a Surface habitable soll sinn.

Den Terrain bleift virun am Besëtz vun de Gemengen, d'Vente fënnt zu deeneselwechte Konditiounen iwwer Erbpachtvertrag wéi bei de Promoteurs publics statt. An och d'Locatioun vu Wunnenge kéint iwwer eng Agence locale vun der Wunnengsbaugesellschaft geréiert ginn. D'Agence ass dann och responsabel fir de komplette Suivi an enker Zesummenaarbecht mat der jeeweileger Gemeng an dem Office social aus där Gemeng. De Suivi kann natierlech och iwwer Syndikater vu Gemengen an Offices sociaux goen.

Dës Approche reit sech an d'Iwwerleeunge vun der viregter Regierung an, déi mat enger Wunnengsbaugesellschaft d'Basis fir dës Form vu staatlecher, kommunaler a privater Kollaboratioun wollt leeën. Besonnesch déi grouss Gemenge wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Esch missten hirer Verantwortung hei nokommen.

Dës Form vun Zesummenaarbecht wier eng Win-win-Situatioun fir jiddwereen. Éischtens kéint d'Offer u Wunnengen ënnert dëser Form vun Zesummenaarbecht méi schnell an d'Luucht gedriwwe ginn. Zweetens wier assuréiert, datt de private Constructeur iwwert déi nächst Jore mat Aarbecht versuergt wier. Drëttens kënnen nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi an dëse kommunalen oder regionalen Zentre fir e reibungslosen Oflaf vun dësen Transaktioune suergen. Véiertens kënnen d'Präisser beim Wunnengsbau no ënne gedréckt ginn, wat dann och nees eng positiv Inzidenz op de Statsbudget hätt.

Zum Schluss wéilt ech dem Här Minister nach e puer Froen iwwert den zukünftege Fonctionnement vum Fonds du logement stellen:

Wat ass den Optrag an d'Visioun vum Fonctionnement an der Produktivitéit, déi de Minister der Direktioun vum Fong mat op de Wee gëtt? Kann de Minister eis hei Zuele ginn, wat hie sech mëttelfristeg virstellt, wat d'Produktivitéit pro Joer souwuel am subventionéierte Beräich wéi och am soziale Mietwunnengsbau soll sinn a wat de Ratio tëscht deem engen an deem anere Beräich soll sinn?

Eng lescht Fro: Gëtt eng Prozedur erstallt, wat d'Emsetzung an d'Zäitschinn vun deene jeeweilege Projeten ugeet, vun der Planifikatioun bis zur Fäerdegstellung?

Genau aus dëse Grënn, déi ech Iech elo just opgezielt hunn, wäert d'CSV-Fraktioun der Reform vum Fonds du logement net zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Lies. Nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty fir d'DP.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et ass luewenswäert, dass dës Regierung de Logement eescht hélt an och schonn eng ganz Rei u Mesuren agefouert huet, fir de Leit ze hëllefen, hire Loyer ze bezuelen oder sech e Prêt kënnen opzehuelen oder och sech kënnen en Eegenheem ze leeschten. Ech denken hei och un d'Subventioun de loyer, déi schonn e Joer a Kraaft ass, an un d'Steiermesuren, wou besonnesch déi Jonk elo méi vun hirem Prêt logement vun hiren Zënslaaschten ofhale kënnen.

De Baulückeprogramm zesumme mat der Mesure vum Quart de taux hëlleft, dass méi Terrain mobiliséiert gëtt. D'Agence immobilière sociale - oder AIS genannt - ass méi an de Fokus gesat ginn, andeems hir Moyenen an de leschte Joren eropgesat goufen, fir besonnesch an der Locatioun nach méi aktiv kënnen ze ginn.

Klimabank, Baulandverträg, Projete vun Norde bis Süden am Land: Am Logement goufen et eng ganz Rei un Dossieren, déi un d'Lafe bruecht gi sinn. Ee vun dësen Dossiere sinn déi staatlech Wunnengsbaugesellschaften. Bei der SNHBM hu mer gesinn, dass et méiglech ass, däitlech méi ze produzéiere wéi virdrun, wann ee gutt opgestallt ass an déi néideg Strukturen a Moyenen zur Verfügung gestallt kritt.

Elo gëllt et, den zweeten ëffentlechen Akteur, de Fonds du logement, och esou ze reforméieren, dass am Endeffekt méi Wunnenge fir d'Leit dobausse realiséiert kënne ginn, well dorëms geet et!

D'Reorganisatioun vum Fonds du logement, wéi se haut hei virläit, ass eng Reform, déi op stabille Féiss steet. Éischtens baséiert se op enger fundéierter Analys vu verschiddenen Akteuren, engem externen Audit, an der Cour des comptes. An et ass erfreelech ze gesinn, wéi d'Observatiounen an d'Recommandatioune vun dësen Instanzen an de Gesetzesprojet agefloss sinn. Dat weist, dass hei am Sënn vum Land geschafft gëtt.

Zweetens geet et eis drëm, eng besteeënd Struktur mat hirem Know-how bäizebehalen a se dann och esou ze konsolidéieren, andeems e puer duerchduecht Upassunge virgeholl ginn, fir dass se duerno nach méi staark an erfollegräich kann agéieren.

Ech mengen, dat mécht Sënn, méi Sënn wéi elo mordicus alles ofzeschafen, wat et gëtt, an dann eng ganz nei Struktur aus dem Buedem ze stampfen.

Här President, et ass hei vusäite vun der Oppositioun gemengt ginn, dass si dëse Projet net kënne matstëmmen, well si fir eng Fusioun tëscht SNHBM a Fonds du logement sinn, déi dann an enger eenzeger Société anonyme sollen opgoen, sou wéi de Projet effektiv an der viregter Legislaturperiod vum deemolege Logementsminister deposéiert gi war.

Ech begréissen et duerchaus, dass d'CSV de Constat matdréit, dass de Fong an der Vergaangenheet net esou effikass geschafft huet, wéi en dat hätt kënnen oder och vläicht missen. Par contre fannen ech et awer e bësse speziell, dass haut nach ëmmer un enger Struktur festgehale gëtt oder probéiert gëtt, se erëm zum Liewen ze erwächen, déi 2013 duerch en awer schonn desastréisen Avis vum Statsrot quasi begruewe gi war.

De Statsrot huet deemools a sengem Avis vun engem, an ech zitéieren „flou le plus absolu", wat de Projet ugeet, geschwat. De Statsrot huet och ganz grouss Zweifel dru gehat, dass esou eng nei Struktur Problemer am Logement léise géif. Am Géigendeel kéim et héchstens zu enger nach méi grousser „lourdeur administrative", mat anere Wierder, zu engem Waasserkapp, deen éischter nei Problemer schaaft, wéi aler ze léisen.

Déi vun der CSV proposéiert SNDU ass also vum Statsrot als näischt aneres wéi en „window dressing" definéiert ginn, dat heescht, d'Vitrinn no baussen ass zwar wuel méi schéi ginn an opgemotzt ginn, mä hannendru sollt et da monter esou weiderlafe wéi gehabt.

Ech weisen awer och nach eemol drop hin, dass de Statsrot selwer déi deemoleg Regierung opgefuerdert huet, als Éischt emol eng fundamental Analys vum Fong ze maachen, an dann eréischt Konklusiounen ze zéien. Am Géigendeel zu hire Virgänger huet dës Regierung dat 2014 gemaach a setzt haut zum gudden Deel d'Konklusiounen an d'Recommandatiounen aus dëser Analys ëm.

Ech wëll awer och betounen, datt ech frou sinn, datt d'Regierung de Fong a seng Struktur als Établissement public wëllt bäibehalen an un déi gleeft. Wann ech gesinn, wéi gutt de Fong a senger interner Restrukturéierung virukënnt a wat fir flott Projeten, Wunnengsbauprojeten, de Fong am Moment uechtert d'Land plangt - d'Beispiller vu Wolz oder Diddeleng si virdru genannt ginn -, da sinn ech iwwerzeegt, dass dëst genee déi richteg Decisioun ass.

Ech sinn zouversiichtlech, dass mer an Zukunft vill nei a flott Projete bestaune kënnen, bei deenen en transparenten an effiziente Fong d'Handschréft gedroen huet, Projeten, déi besonnesch de soziale Wunnengsbau ukuerbele wäerten.

Zum Schluss soen ech dem Rapporteur Max Hahn e grousse Merci fir säi Rapport a ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Fränk Arndt fir d'LSAP.

(Brouhaha)

Här Lamberty,...

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...Är Riedezäit ass eriwwer.

(Hilarité)

Une voix.- En huet eréischt ugefaangen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Net den Här Arndt! Den Här aus der zweeter Rei.

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Här President, ech wäert mech och kuerzfaassen, well dat meescht ass scho gesot ginn. Also duerfir virun allem awer emol dem Max Hahn als Rapporteur e grousse Merci fir dee mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech mengen, wann een iwwert d'Objektiver an d'Zil vun der Reform schwätzt, ass et kloer elo ginn, et ass definéiert ginn, fir näämlech d'Effizienz an d'Produktivitéit ze steigeren, wat ëmmer ee sech dorënner ka virstellen. Mä mir als LSAP sinn op jidde Fall och frou, datt den Établissement public als solche bestoe bleift.

Ech denken och, datt de Verwaltungsrot mat sengen 13 Leit - et ass schonn hei ugeklongen - an och engem Vertrieder vum Syvicol eis Zoustëmmung fënnt, well och do déi Kommunikatioun tëschent de Gemengen an dem Verwaltungsrot kann direkt lafen. Och d'Direktioun - wat elo a Fro gestallt gëtt -, mä ech gesinn déi Direktioun als en Team, soudatt ech denken, och do kënnen een deen anere sech „befruchten" an deem Sënn an hëllefen...

(Hilarité)

Bon, wa virdrun den Här Lies eppes aneres gesot huet, hunn ech alt gemengt, ech kéint dat heite Wuert och da gebrauchen, well et awer do erapasst. Duerfir, ech gesinn et als en Team, wéi déi Direktiounsmemberen do wäerte fonctionnéieren. A si solle jo déi lafend Geschäfter kontrolléieren a begleeden, déi de Verwaltungsrot dann och ëmsetzt.

Bon, ech mengen, ech hunn dann d'Chance, fir e ganz grousse Projet mat ze begleede vun Ufank un, jo, mam Minister Schank, deen ugefaangen huet, un d'Frichen ze gleewen, mä deen awer elo definitiv ëmgesat ginn ass duerch den Impuls vum Marc Hansen mat dem Fong hannendrun. An ech hu wierklech d'Chance, dat vun Ufank u mat ze begleeden, an ech wäert och herno nach eng Kéier méi dorop ze schwätze kommen. Wat eis och als LSAP wichteg ass, ass u sech, datt déi néideg finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt gi sinn, sou wéi mer dat och an eisem Programm gefuerdert hunn.

An ech denken och, datt et eis wichteg ass, datt d'Gemengevertrieder - et sëtzen der jo vill heibannen - sech hirer Verantwortung musse bewosst ginn, datt et net eleng eng Aufgab ass vum Stat, mä datt et un eise Gemenge läit, fir do Verantwortung ze iwwerhuele mat Partner. An där ginn et méi wéi just de Fong. Do ginn et der nach vill méi wéi de Fong, mä jiddweree muss kucken a soll kucken a senger Gemeng, wou e sech am beschten erëmfënnt. A fir eis Gemeng war et nun emol de Fong, well mer mat hinnen dat esou konnte plangen, wéi mer dat wollten. Mä dat ass natierlech eng Virgab gewiescht, déi mer haten, well mer och dru gegleeft hunn, fir esou e grousse Projet mam Fong ze maachen, wou jo jiddweree gemengt huet, datt dat net méiglech wär, dat ze maachen.

Wat mer alleguer jo och feststellen: datt et e Problem ass, fir datt jonk Leit nach en Eegenheem sech kënne leeschten! Do leie mer jo a Präisser, soen ech emol, bis 400.000 Euro, 450.000 Euro fënnt ee jo kee Promoteur méi, deen eppes kann opriichten, wann ee verschidde Saache sech undenkt. Doriwwer eraus, sécherlech, ginn et vill Méiglechkeete fir de Privaten, fir eppes ze bauen. An déi Diskrepanz, déi do ass, do ass et eben, fir déi Hëllefen elo hei eriwwerzebréngen. An ech sinn och der Iwwerzeegung do, datt de Stat an d'Gemenge vill do kënnen hëllefen, well déi Waardelëschte vum sozialen a subventionéierte Wunnengsbau, déi si jo oft esou laang, datt d'Leit an der Zwëschenzäit entweder an d'Locatioun gedriwwe gi respektiv an d'Ausland siche ginn, bis se da vläicht eppes hei fannen.

A wa mer de Leit d'Méiglechkeet huelen, fir hir Kafkraaft ze behalen, oder se an d'Aarmut ofdrifte looossen doduerch, datt déi Loyeren oder den Hausbau ze vill vun hiren Akommessen ewechhuelen, mengen ech, datt de Mietzuschuss, deen agefouert ginn ass a wou mer och der Meenung sinn, datt en nach vläicht e puer Stellschrauwe brauch, bis dann och jiddwereen vun deem am Sënn vum vollen Ëmfang ka profitéieren, awer dee richtege Wee ass, deen do ageschloe ginn ass.

Jo, d'Ugebuet an d'Nofro ginn nach ëmmer weider auserneen, well eben nach d'Präisser vun der Locatioun a vum Logement weider an d'Luucht ginn. Ech mengen och, datt mer kënnen als LSAP et droen, fir ze soen, déi ëffentlech Baulandreserven, déi mer solle schafen, datt et och wichteg ass, datt mer do net fäerten, eis PAGen ze erweideren. Si mussen an ëffentlecher Hand natierlech bleiwen. Et duerf och kee Raubbau un der Natur gemaach ginn. Mä wa mer et fäerdegbréngen, dat sënnvoll ëmzesetze mat dem Baulückeprogramm, deen an d'Liewe geruff ginn ass, da wäerte mer et och fäerdegbréngen, fir do nach Léisungen ze fannen.

Jo, dat setzt sech net vun engem Dag op deen aneren ëm. Här Lies, Dir wësst et selwer. Viru Jore war et Chefsaach, an et ass net esou einfach ëmzesetzen, well soss hätte mer d'Léisunge wahrscheinlech alleguerte schonn éischter fonnt.

Une voix.- Wien huet dann eppes aneres behaapt?

M. Frank Arndt *(LSAP).*- Do si mer eis alle 60 heibannen eens. Jiddwereen hat do esou gudde Wëllen, mä et ass eben net esou einfach, fir dann einfach den Hiewel ëmzeleeën an dat dann och ëmzesetzen.

Och den Erbpachtvertrag ass hei ugeklongen. Och dat ass eng sënnvoll Moossnam, fir eben och ze soen, d'Spekulatioune kënne mer ewechhuelen dovun, wann den Terrain no 99 Joer am Besëtz vun der ëffentlecher Hand herno erëm bleift, fir datt doriwwer och net eraus ka spekuléiert ginn.

An ech wëll dann eng Kéier kuerz op dat zréckkommen, wat hei ugeklongen ass: „Mam Fong eppes zesummen ze maachen, dat ass schwéier. Et weess een net, wou een erauskënnt." Dat gëtt oft dobaussen esou duergestallt. Ech kann lech just soen, mir hunn et zu Wooltz ugepaakt mat hire Leit zesummen. Mir hunn et fäerdegbruecht - an ech denken, den Här Minister wäert herno nach drop agoen -, mat sämtlechen Administratiounen, Ministèren eis zesummenzesetzen an op ganz kuerz Zäit, op ee Joer, d'Modification ponctuelle du PAG ze maache mam Masterplang parallell. Elo si mer an der Prozedur, fir dräi PAPen ze lancéieren. An ech si gudder Déng - bon, Datume soll een ni lancéieren als Politiker -, mä ech sinn awer gudder Déng, datt mer 2018/2019 de Bagger wäerte lafen hunn an deem Sënn, wéi mer eis et virgestallt hunn a mat deene Wunnengen, déi mer eis op deem Site kënne virstellen.

An do si vill grouss Projeten an der Pipeline an duerfir ginn och Sue gebraucht. Duerfir wëll ech dat och nach eng Kéier ophuelen an der Regierung mat op de Wee ginn: Eis Pensiounskeese sinn esou gutt gefëllt! Firwat net déi Sue mathuelen, fir mat an dat ze investéieren, wat eis esou bluttnéideg ass, fir eben ze bauen, fir dann och do eng geséchert Renditt zréckzebréngen an d'Pensiounskeesen? Awer et si Weeër, an ech denken, et sinn och Iwwerleeungen, déi an der Regierung scho lafen, mä ech wëll et hei nach eng Kéier widderhuelen. Ech fannen et e wichtege Message, deen d'LSAP lech do wëllt mat op de Wee ginn.

Bon, ech mengen, ech géif elo nach villes widderhuelen, wann ech dat alles géif nach eng Kéier hei soen, wat ech op mengem Ziedel stoen hunn. Mä mat der Hoffnung, datt mir d'Logementsproblematik an deenen nächste Joren an de Gréff kréien a mat dësem Gesetz een Deel vum Zuch zesummegesat hunn, deen elo op de Schinne steet a leeft, wou just nach déi richteg Vitesse de croisière erauszefannen ass, sinn ech iwwerzeegt dovun, datt mer um richtege Wee sinn. An duerfir ginn ech och hei d'Zoustëmmung vun der LSAP fir dëst Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Arndt. An den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- „Grazie Presidente."

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn hei net an der „Camera".

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Dir Dammen, Dir Hären, Merci, Här Rapporteur Max Hahn. Am Regierungsprogramm steet, datt dës Regierung d'Schafung vu sozialem a bezuelbarem Wunnraum wëllt dynamiséieren. Fir dat ze maachen, géifen déi zwee parastaatlech Akteuren, de Fonds du logement an d'Société nationale des habitations à bon marché, engem Audit ënnerzu ginn. Zil dovunner soll et sinn, hir aktiv Roll ze stäerken, fir méi Wunnenge wéi bis elo ze schafen an d'Gestioun vun

de Wunnengen an de Suivi vun hire Bewunner ze verbesseren.

Dëse Projet de loi ass d'Resultat vum Audit vum Fonds du logement. E geet an déi Richtung, fir den Akteur fit ze maache fir déi enorm Erausfuerderungen am Beräich bezuelbare Wunnraum, mat deene mir haut konfrontéiert sinn. Dat ass net nei an duerfir gëtt et héich Zäit, datt eppes geschitt. Esou gëllt et, de Réckstand am Beräich Sozialwunnengen opzehuelen, deen an de leschte Jorzéngten entstanen ass.

Ech wëll just drun erënneren, dass et zu Lëtzebuerg vill ze wéineg Sozialwunnenge gëtt an dass mir wäit hanner eisen Nopeschlänner leien. Et besteet en deemno enormen Nohuelbedarf, e risegen Nohuelbedarf. Dëse Réckstand ass awer net op een Akteur eleng zréckzeféieren, mä huet eng ganz Rei vun Ursaachen.

E kuerze Réckbléck: Ufanks de 70er Joren ass duerch d'Budgetsgesetz e Spezialfong „Fonds pour le logement social" ageriicht gi mam Zil, erschwéngleche Wunnengsbau ze schafen. De Fonds du logement ass duerch d'Gesetz vun 1979 iwwert d'Aide au logement erméiglecht ginn an huet als Établissement public eng staatlech Aufgab iwwerholl: d'Uschafe vu Bauland an d'Schafe vun erschwéngleche Wunnengen souwéi d'Gestioun vu sengem Parc locatif.

Aus sengem rezente 37. Bilan geet ervir, dass de Fonds du logement säit senger Grënnung 1979 am Ganzen 1.495 Wunnengen zum Verkaf ugebueden huet, 40 dovunner eleng am Joer 2015. Dat sinn der esou vill wéi an der Moyenne an deene 37 Joer vum Bestoen.

An 39 Gemenge bitt de Fong am Ganzen 1.830 Loyerswunnengen zu soziale Kritären un. Lauschtert gutt no, haaptsächlech déi Leit, wou eng Gemeng un der Spëtzt hunn: (veuillez lire: déi un der Spëtzt vun enger Gemeng stinn:) zwee Drëttel dovunner sinn an der Stad Lëtzebuerg, zu Déifferdeng - dat gëtt net gär genannt, et ass awer esou -, zu Esch an zu Diddeleng. Zwee Drëttel dovunner! Ech kommen herno awer erëm drop zréck, well déi Gemengen, déi véier Gemengen, hëllefen dem Wunnengsbau och nach an enger anerer Societéit.

Enn Dezember 2015 gouf et beim Fong eng Waardelëscht vun 1.917 Demandë fir eng Wunneng, déi net konnten erfëllt ginn. Et ass awer esou, dass déi Leit oft op méi Plazen eng Demande fir eng Wunneng stellen, soudass eng genau Zuel schwéier ze definéieren ass. An duerfir fuerdere vill vun den ONGen, datt an deem Beräich en Zentralregëster sollt geschafe ginn, dat wier vläicht gutt. Ech weess, datt dat mat Schwieregkeeten ze dinn huet, mä et wier awer vläicht derwäert, nach eng Kéier ze probéieren.

Mat dëser Reform gëtt de Fonds du logement als Établissement public gestäerkt a mat méi staatleche Garantië bis zu 120 Milliounen Euro versinn. Et ass deemno nëmme logesch, datt de Stat seng Kontroll iwwert dësen Établissement public iwwerschafft huet a strukturell Ännerunge bei den Organer vum Fong virhëlt. Den zoustännege Ministère kritt méi Verantwortung fir dat, wat am Fong geschitt. An dat ass och gutt esou.

Dir Dammen, Dir Häre, Här President, bei den Avisen zum Projet de loi ass et e puermol gesot ginn, an et ass kee Geheimnis, datt dëse Projet de loi iwwert d'Reform vum Fonds du logement eleng de Problem am Beräich bezuelbare Wunnraum zu Lëtzebuerg net wäert léisen. Mä et ass e Puzzlesteck vun engem Bild, dat lues a lues seng Konturen unhëlt. Jo, et huet een och no Jore vu Stëllstand endlech erëm d'Gefill, datt sech eppes deet um politesche Parkett vun der Wunnengspolitik.

Dem Minister Marc Hansen seng Projeten an Demarchë bréngen en Opschwong bei den Akteuren an deem Beräich. An et deet gutt ze gesinn, dass elo mat alle betreffenden Akteure geschwat gëtt an och politesch gehandelt gëtt. Dat ass kierzlech geschitt mat den Akteuren am soziale Beräich an dat geschitt ganz intensiv mat de Gemenge fir de Pacte Logement 2.0, wou net nëmmen d'Schwaachstelle vum éischte Pacte Logement analyséiert ginn, mä och Léisungsweeër fir den zweete Pacte Logement diskutéiert a konkretiséiert ginn.

Mä och mat de private Promoteure gëtt geschwat, fir si mat an d'Boot ze huelen, well si sinn a bleiwen e wichtege Pilier vum Wunnengsbau. Dës Regierung ass deemno amgaangen, de Problem vum Manktum u bezuelbarem Wunnraum unzepaken. An dat spiert een an et gesäit een och um Terrain.

Fir ze weisen, datt dëse Projet de loi dobäi nëmmen ee Puzzlesteck ass, wëll ech och aner Initiativen opzielen:

Och d'Société nationale des habitations à bon marché wäert an Zukunft verstäerkt, wéi et scho gesot ginn ass, um Wunnengsmaart aktiv ginn. Si sinn amgaangen, d'Kapitalerhéijung an d'Personalerhéijung ze maachen. Vun elo 80 Wunnengen am Joer sollen der 250 d'Joer realiséiert ginn. Mä och do, bei der Kapitalerhéijung, maachen och do erëm véier Gemenge mat: d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, d'Stad Diddeleng an d'Stad Déifferdeng. Do spillt och d'Solidaritéit, déi een hei soll ervirsträichen, well just d'Stad Déifferdeng kascht déi Kapitalerhéijung 250.000 Euro, déi se mat an en Dëppe geheit, wou se am Fong geholl net direkt eppes erauskritt, ausser enger Solidaritéit, fir méi Wunnengen ze bauen.

Gréisser Projeten, fir Wunnraum ze schafen, gëtt et mëttlerweil op ville Plazen am Land: um Kierchbierg, zu Ollem, an der Gemeng Kielen, op de Frichen zu Wolz, um Site Laminoir zu Diddeleng, zu Nidderkuer, zu Déifferdeng, fir déi net ze nennen. Esou entsti bis 2018 ronn 2.100 Wunnengen, 4.900 weider Wunnenge si geplangt. Bei all deene Projeten ass e gewëssenen Deel fir subventionéierte Wunnengsraum virgesinn; Mobiliséierung vu Wunnraum iwwert d'Agence immobilière sociale mat der Grënnung vu regionalen AISen iwwert d'Land entweder an Eegeregie, wéi d'AIS Kordall, déi bannent annerhallwem Joer iwwer 60 Wunnengen op de Maart kritt huet, de Kanton Réiden huet och seng Konventioun ënnerschriwwen, an natierlech eis national AIS.

E Schub ass natierlech och komm duerch d'Steierreform. Ech mengen, dat ass net genuch ënnerstrach ginn. Et sinn zënter Januar, an ech kann Iech et soen, ganz vill Leit, déi op d'AISen duerkommen, fir hinne Wunnengen zur Verfügung ze stellen, an net nëmme Wunnengen, déi eidel stoungen, mä och ganz nei Wunnengen. Dat ass doduerjer komm, duerch d'Steierreform, datt wierklech 50% vum Loyer kann ofgehale ginn. Dat soll och gesot ginn, an dat ass och extrem wichteg, datt dat wierklech esou gräift!

Aner Akteure wéi zum Beispill d'Gemengen zéien no, iwwerhuelen endlech méi aktiv eng Roll am Bauland. Soss ass ëmmer gesot ginn: „Kommt, kaaft net ze vill!" Et ass wierklech net eng grouss Ënnerstëtzung komm vum Ministère. Dat huet awer haut geännert. Sou ass gesot ginn: „Iwwerloosst dat de Promoteuren!" Haut muss ech awer soen, datt gefuerdert - et ass vläicht dat falscht Wuert -, datt awer gesot gëtt: „Hei wann ech gelift, kaaft, wann Der d'Méiglechkeet hutt, Bauland, loosst Iech dat net entgoen!"

Ëmmer méi Gemenge kafe selwer Terrainen innerhalb an ausserhalb vum Bauperimeter op, fir e Präis, deen opgrond vun objektive Kritären am Gemengerot festgeluecht ginn ass. D'Gemeng erschléisst selwer déi Terrainen a verkeeft d'Bauplazen zum Selbstkostepräis. Si kann esou eegen Iddie bei der Erschléissung verwierklechen a virun allem ass dat dee beschte Wee, fir der Präisspekulatioun entgéintzewierken a fir esou en erschwénglechen Terrainspräis unzebidden.

En anert Beispill - mäi Kolleeg ass haut net do, den Henri Kox -, d'Gemeng Réimech geet nei Weeër an iwwerhëlt eng aktiv Roll bei der Erschléissung vun engem gréisseren Areal mat ville Proprietairen, woubäi ganz vill Parzellen an der Indivisioun sinn. D'Gemeng huet duerfir eng Gesellschaftsform proposéiert, déi sech besonnesch am Energieberäich am Ausland scho bewäert huet an och hei zu Lëtzebuerg lues a lues erëm Fouss faasst, näämlech d'Gesellschaftsform vun de Kooperativen.

Niewent dem Remembrement urbain kéint dës Form eng interessant Méiglechkeet ginn, fir vill Proprietairen ze regruppéieren an zesummen an der Gemeng Terrainen ze erschléissen an nei Wunnengen ze schafen.

Dat gesot, mengen ech, datt mir um richtege Wee sinn, fir dem subventionéierte Wunnengsmaart de Schwong ze ginn, deen ee brauch, fir d'Problemer vläicht net all an och net direkt ze léisen, mä fir se wesentlech méi kleng ze maachen. Duerfir ginn ech natierlech och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an och dem Paul (veuillez lire: Paul Ruppert) soen ech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech wäert extrem kuerz sinn. Ech mengen, d'Virriedner hunn et scho gesot: Dëse Projet de loi ännert näischt fundamental un der Wunnengssituatioun. Et geet ëm administrativ Ännerungen am Fonctionnement vum Fonds du logement, zu deene mir keng fundamental Oppositioun unzebréngen hunn. «...créer d'avantage de logements à prix abordables.», wéi et am Resumé steet, ass selbstverständlech en Zil, wat mer mat zwou Hänn mat ënnerschreiwen. Mä nach eng Kéier, dat gëtt net duerch dëst Gesetz erfëllt, mä duerch konkret Aktioune vum Fonds du logement.

Et ass ugeschwat gi vum Kolleeg vun der LSAP: d'Waardelëschten op Sozialwunnechten. Dat ass effektiv en Thema, wat mech interesséiert. An do wär ech frou ze wëssen, ob de Minister eis do ka méi Genaues soen: Wéi vill Leit sinn op esou Waardelëschten? Wéi laang si se an der Moyenne op esou Waardelëschten? Geet et do chronologesch der Rei no? Ech mengen, ech ka mer virstellen, datt emol een iwwerspronge gëtt, wann en eng grouss Wunnecht brauch an et ass awer nëmmen eng kleng disponibel. Oder gëtt et och aner Ursaachen, firwat datt emol eng Kéier deen een Demandeur par rapport zu deem anere prioriséiert gëtt?

An dann ee Wuert just, eppes, wat mech immens erschreckt huet, war déi Iddi vum Frank Arndt - an ech hu gemengt ze gesinn, de Minister hätt do zoustëmmend genéckt -, déi Iddi, fir un d'Rentekeesen ze goen, fir Wunnengsbau ze finanzéieren. Ech mengen, d'Rentekeese sinn do, fir d'Renten ze sécheren. Renteklau hu mer leider Gottes schonn an der Vergaangenheet erlieft an dat wäert selbstverständlech op déi gréissten Ofleenung vun eiser Partei stoussen!

Fir de Rescht bréngen ech den Accord vun der ADR mat dësem Gesetzesprojet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech soen et elo schonn emol direkt - bon, déi an der Logementskommissioun sinn, wëssen dat -, mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen - ouni iwwerdriwwenen Enthusiasmus, muss ech zouginn. Ech kommen nach dorobber zréck.

Mir menge grosso modo, datt dee Projet de loi an datt déi Ännerungen net zu Verschlechterunge misste féieren. Mä anerersäits si mer eis nach weiderhi bewosst, datt a Wierklechkeet déi heite Regierung genausou wéi déi aner Regierung virdru kee richtegen „kopernikanesche Wandel", fir op „Gambistesch" ze schwätzen, an der Logementspolitik wäert duerchféieren. Wann een e puer Zuele gesäit: Vun 1979 u bis 2013 huet de Fonds 1.429 Wunnenge verkaaft, déi e gebaut huet oder sanéiert huet. Dat waren der ongefréier da 40 pro Joer, wat e reelle Witz ass a Wierklechkeet!

Et ass geschwat gi vun engem normale Wunnengsmarché, op deen d'Leit missten erëm zréckkommen. Zu Lëtzebuerg gëtt et scho jorelaang keen normale Wunnengsmarché méi! Den aktuelle Wunnengsmarché, de fräie Marché, deen ass delirant, deen ass net normal. Do gouf ni eppes dergéint gemaach. A fir e relativ normale Marché ze fannen, mussen immens vill Lëtzebuerger, Dausende vun Awunner hei sech u sech exportéieren. Dat ass praktesch, well de Problem gëtt exportéiert. Mir schafe Frontalieren, ëmgedréit Frontalieren, déi dann op engem e bësse méi normale Wunnengsmarché landen, wat natierlech och net ideal ass fir d'Bevëlkerung op dëser Plaz, well dann och do d'Präisspiral eropgeet.

A mir gleewen net dorunner, datt déi heite Regierung dat wäert änneren. Et gëtt vill dovunner geschwat, datt d'Regierung eng Politik vun de Muerte mécht an net déi vum Bengel. Ech weess net, wéini de Bengel erausgeholl gëtt. Et misst awer esou lues un der Zäit sinn. An et geet jo en plus net ëm Muerten. Ech hunn den Androck, datt mer hei voller Gäertner sinn, hei an dëser Chamber. Mä an deene leschte Jorzéngte si keng Muerte verdeelt ginn un de Promoteur oder un de grousse Besëtzer. Et ass Foie gras verdeelt ginn, et ass Kaviar verdeelt ginn, et ass Schampes verdeelt ginn! Ech weess net, iergendeng Kéier kréien déi eng Intoxikatioun, an dat wäert sech elo och net weider verbesseren. Ech hoffen och, datt d'Gesondheetsministesch sech ëm déi wäert bekëmmeren.

Bon, elo erëm e bësse méi seriö!

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, datt schlussendlech dee Projet de loi, bon, wann et ëm d'Kredittlinn geet, déi erhéicht gëtt, datt dat bei Wäitem net duer geet an eisen Aen. Mä mir gesinn do keng Ursaach, fir eis dergéint ze opposéieren.

Déi aner Fro, déi e bësse méi quokeleg ass, dat ass och déi vun der Autonomie vum Fonds du logement. Ech mengen, datt d'Kriticken och vun der CSV nozevollzéie sinn. Si sinn novollzéibar. Anerersäits ass déi Reform jo och an engem gewëssene Sënn tributaire och vum Logementsminister selwer a vun der Politik, déi d'Regierung selwer bedreift. Also mir hunn eis schwéiergedoen, mir hu vill intern an eiser Fraktioun och doriwwer geschwat, wéi mer eis dozou solle verhalen. Mir versichen emol, de bonne foi ze sinn, vu datt dat, wat virdru war, souwisou net richteg funktionéiert huet. Dat huet net onbedéngt mam Fonds du logement selwer ze dinn, muss een och soen. Et ass och eng Fro vu Volonté politique um Niveau vun der Regierung.

Mir ginn dovunner aus, datt u sech déi Saach vu manner oder méi Autonomie vun deem Établissement public duebelschneideg ka sinn an natierlech, wéi ech virdru gesot hunn, tributaire ass vun der Logementspolitik selwer vun der Regierung. Et kéint an engem gewëssene Sënn positiv sinn. Hätte mir zum Beispill de Logementsministère, da wier et positiv, oder vläicht souguer den Här Arndt, da wier et vläicht och positiv. Well ech hu gesinn, datt d'LSAP - mir freeën eis och doriwwer - och eng Fuerderung vun eis iwwerholl huet elo, fir och Sue vum Pensiounsfong... An ech ginn dovunner aus, datt mir de Copyright hunn. Do mussen d'Historiker sech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- ...dorëm bekëmmeren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen? Ass...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, et ass schonn an där viregter... Wann ech eng Kéier däerft intervenéieren?

(Assentiment)

(Hilarité et brouhaha)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dir hutt d'Wuert, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De President, steet am Reglement, soll d'Diskussioun rezentréieren. An an deem heite Fall wéilt ech soen, dass schonn an där viregter Regierung d'Demande un de Pensiounsfong gaangen ass, fir sech méi staark an dem Logement ze engagéieren. An de Pensiounsfong huet déi dote Propos och ugeholl. Et ass nach Loft no uewen. An duerfir deele mer eis déi doten...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Da kann et sinn, datt Dir Iech scho viru Joren un eiser Iddi - urspréngleche Iddi - orientéiert hutt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech entschëllege mech.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Also d'Historiker mussen dat klären. Mä et ass egal u sech, haaptsächlech, et ass egal, vu wiem et ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gutt Iddien hunn ëmmer vill Pappen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Et geet jo ëm déi Sue vum Pensiounsfong. Also mir proposéiere 5%, dann hätte mer 800 Milliounen. Do kéint ee schonn eppes domadder ufänken.

Duerno, also d'Fusionéiere vun de verschiddene Gesellschaften - Fonds du logement, SNHBM an esou weider -: Also mir sinn net onbedéngt der Meenung, datt een déi misst fusionéieren. Mä mir sinn awer der Meenung, datt ee misst an eng Richtung goen, fir eng Wunnengsbaugesellschaft ze grënnen - mir hate schonn d'Geleeënheet, fir dat eng Kéier hei duerzeleeën, et misst een eng Kéier méi an d'Detailer goen -, wou wierklech och d'ëffentlech Hand massiv keeft, baut a selwer och kéint bauen, net nëmmen, mä och selwer kéint bauen. Dat misst sech an engem gréissere Marshallplang u sech abetten.

Dat ass dat, wat misst gemaach ginn, nieft anere Mesuren um Plang vum Logement, fir iwwerhaapt d'Loyere staark anzeschränken, well déi Gesetzgebung misst een och nach änneren an och nach aner Saache wieren ze änneren, fir datt och déi Limitten, wa se bis geännert ginn - mä et gi jo scho Limitten -, fir datt se och kënnen agehale ginn. An do mussen och Kontrollinstanze geschafe ginn.

Dat heescht, dat sinn eng ganz Partie Saachen an där Richtung, wou ee misst goen an eisen Aen. Mir hunn dat schonn oft gesot: Et muss ee géint d'Logik vum Marché goen. Mir gleewen och net un d'Politik vun der Muert.

Mir gleewe schonn och un d'Politik vum Bengel. Eng richteg Taxatioun vu Frichen a vu Wunnenge muss hier. An et soll domadder opgehale ginn, fir permanent iergendeng Excuse ze fannen! Well d'Méiglechkeet besteet jo scho fir d'Gemengen, fir dat ze maachen. Déi eng, déi versichen, dat ze maachen. Datt se e puer Problemer kréie geriichtlecher Natur, kann een novollzéien. Mä trotzdeem! An déi aner, déi versichen, Excusen - wéi an der Stad zum Beispill - ze fannen, fir net dee Wee ze goen. An ech mengen, duerfir misst een awer e bësse méi streng virgoen. Mä dat hu mer schonn oft gesot a mir wäerte méi oft nach zu deem Sujet kommen.

Mir wäerten eis an deem Sënn net géint dëse Projet de loi wieren. Mir kucken emol, wat dat gëtt. Mir hoffen, datt et vläicht eng minimal Besserung brénge kéint. Mä Skepsis kann awer nach walten. An deem Sënn soen ech Iech awer nach Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo den Här Wunnengsbauminister, de Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn haut frou, dass mer hei kënnen iwwert d'Gesetz vum Fonds du logement schwätzen, well déi Debatt natierlech och erëm ganz séier, dat hu mer gemierkt, iwwert de Logement am Allgemengen amgaangen ass ze dréien.

„Dat ass eng Prioritéit schonn zënter Laangem", dat kann een zwar als Regierung ëmmer soen, mä et ass op där anerer Säit natierlech e Problem fir déi Leit, déi an där doter Situatioun sinn. A fir déi musse mer einfach alles maachen, wat mer an eisen Hänn hunn, wat eis als Méiglechkeete gebuede gëtt. An et ass an dësem Kontext, wou ech dat heiten natierlech och gesinn.

Ech hunn e Regierungsaccord, dee virgesäit, dass en Audit ze maachen ass vun dem Fonds du logement an eng Reform duerno. Dat ass, mengen ech, ganz kloer, dat ass no Prozesser, wou ech do virginn. Et soll een an deem dote Kontext natierlech och ganz logesch a rationell virgoen.

Wann eppes eng Zäitchen um Bockel huet, dann ass et net iwwerflësseg, fir eng Reform ze maachen a fir Saachen a Fro ze stellen. Dat ass dat Eenzegt, wat zielt. An dat ass och an deem heite Kontext geschitt. Dat geschitt net nëmmen - an duerfir gesinn ech dat och just institutionell - an dem Beräich vum Logement, dat geschitt och bei aneren Établissement-publicken oder an anere Geleeënheeten, dass, wann ee Saachen huet, déi eng laang Zäit fonctionnéieren, dass een déi eng Kéier a Fro stellt, fir dat eventuell op en anere Wee ze kréien. Dat ass an dësem Kontext geschitt. Et gouf en Audit mat engem ganze Koup u Recommandatiounen an doropshin ass e Gesetzestext ausgeschafft ginn, fir de Fonds du logement ze reforméieren.

Elo gëtt et natierlech deen een oder aneren, deen déi Reform anescht gemaach hätt, deen deen een oder aneren Detail vläicht op eng aner Saach getässelt hätt. Mä et ass awer, mengen ech, an dat hunn ech jo eraushéieren aus der Ried vum Här Lies, drëm gaangen, fir de Fonds du logement ze reforméieren. Do si mer eis eens. An dat geschitt natierlech och ganz genee haut.

Da kënne mer natierlech iwwer Detailer diskutéieren, wou deen een oder aneren eng aner Vue huet vläicht fir dee Projet, deen elo um Dësch läit. Ech gesinn dat Ganzt awer no vir an an d'Zukunft orientéiert. Ech si kee vun deenen, deen hei grouss Vergaangenheetsbewältegung géif maachen, well do hätte mer ganz vill wahrscheinlech ze schaffen, an dat ass dat, wat ech hei net wëll maachen. Mir mussen an d'Zukunft kucken, dass mer Outilen hunn, déi et fäerdegbréngen, fir soziale Wunnraum ze schafen an haaptsächlech och am Locatif e ganze Koup u Retarden opzehuelen, déi eben historesch ugefall sinn.

Dee Problem, dee mir haut diskutéieren, vun dem Fonds du logement, ass eent vun deene Puzzlestécker, wéi ech et ëmmer soen, vun dem „Logementspuzzle vun dausend Stécker". Ech hu viru Kuerzem den Tour gemaach och, fir mat de Bierger heiriwwer ze schwätzen. An do sinn déi Problemer natierlech och präsent. Dat war e ganz grousse Succès, well vill Leit sech heiriwwer Gedanke maachen, an do hu mer vill Echangë gehat, fir och hei driwwerzekucken.

Wann ech soen, dass ech no vir gedréit sinn, da kucken ech och net op déi al Projeten zréck, déi eng Kéier deposéiert waren, ob dat eng SNDU war oder aner Iwwerleeungen. Dat ware Projeten, den Här Lamberty huet dat hei ernimmt, déi waren deemools deposéiert ginn, déi haten och hir Problemer. Déi si vun deem engen esou gesi ginn, vun deem aneren esou. An do gouf et eng ganz kloer Ausso vun dem Conseil d'État, soudass hei eng ganz aner Reform entstanen ass.

Ech probéieren net méi, op déi allgemeng Linnen anzegoen, dat ass vill thematiséiert ginn. De Fonds du logement gëtt heimadder méi effizient. E gëtt heimadder méi effikass. Et kënnt eng aner Gouvernance mat eran. Et kënnt och ee Problem, dee vläicht net esou vill thematiséiert ginn ass, dat ass deen europäesche Kontext, wou mer op d'Surcompensation oppassen. Dat sinn alles Saachen, déi vläicht hei och technesch sinn, mat deene Koeffizienten. Et ass schonn en ausgeduechtene Gesetzesprojet, wou och gekuckt ginn ass, ob dee kann d'Strooss halen an dem Alldag. Dat ass alles kontrolléiert ginn. An ech mengen, et ass och dee Vott, dee mer haut maachen iwwert déi dote Voleten.

Et ass awer nieft méi ale Projeten, déi de Mëtteg thematiséiert gi sinn, gesot ginn: „Jo, de Support communal, dee muss wichteg sinn, an dee soll dat och bei dem Fonds du logement." Am Logementsministère maache mer ganz vill mat de Gemengen, an Dir wësst et selwer, wou mer proaktiv mat de Gemenge schaffen. Ech gi just eng Kéier op d'Aktualisatioune vun dem Programm vun der Construction d'ensembles an: Déi lescht véier Aktualisatiounen, dat sinn 3.800 Projeten. Wann een et kuckt: 60% dovunner si Gemengen. Dat och, well ech och, wéi e Minister viru mir, eng Kéier den Tour gemaach hunn duerch d'Gemengen, fir mat de Gemengeresponsabelen ze schaffen. Well mer mat dem Syvicol zesummen och un dem Pacte Logement schaffen, ass dat eppes, mengen ech, wat mer och maachen a wat och an deem heite Projet natierlech wäert stattfannen. Wa mer e Vertrieder drasetze vum Syvicol, mengen ech, geet dat och fir de Support, fir de Gemengen deen zur Verfügung ze stellen, soudass dat an déi dote Richtung wäert goen.

Den Här Lies - ech maachen et e bësse chronologesch elo hei, een nom anere vun den Orateuren -, Dir hutt iwwert d'Präisspiral um Marché geschwat. Dir hutt do Trimesterzuelen zitéiert vun deene leschten Trimesteren. Mir gesinn eis, mengen ech, d'nächst Woch nach eng Kéier an der Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen, mä esou wéi Dir d'Präisspiral elo entdeckt, kann ech Iech awer soen, dass dat historesch - an ech ginn Iech awer och e puer Zuelen - net eppes ass, wat elo op eemol opgetaucht ass tëschent dem Trimester 2015 an dem Trimester 2016!

An de Joren 1998 bis 2007 gouf et eng annuell Augmentatioun vu 6,9% - deeselwechte Problem. Vun 1984 bis 1992: 7,4%. Dann ass dat awer, mengen ech, elo déi falsch Zueleninterpretatioun, wann Dir elo e puer Zuelen hei eraushuelt tëschent dem Trimester '15 a '16, wann dat och schonn iwwer 30 Joer de Fall ass! Ech mengen, dat ass eng Zuelespillerei, wou jiddweree vun eis dat perfekt ka beherrschen an Zuele kann eraushuelen, wou een deem anere weist, wéini déi meescht Augmentatioune waren. Dat léist de Problem net an dat ass net meng Suerg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement*.- An deem Kontext wëll ech dann awer och soen, dass Dir an Ärer Interventioun zwou Question-parlementaires hei vun Iech selwer zitéiert hutt, wou Problemer solle si mat dem Fong, wou mer iwwer Detailer schwätzen. Dat ass och net meng Suerg. D'Suerg ass, dass mer hei en Akteur kréien, deen effizient ass. An ech wëll awer eng erauspicken, fir Iech dat awer och nach eng Kéier ze erklären.

Ech hunn Iech et an der Question parlamentaire erklärt - well dat awer elo erëm falsch hei duergestallt ginn ass; Dir schwätzt iwwert d'Soumission cachetée, wéi wann dat eppes Geheimnisvolles wär -, et sinn éischtens vill Gemengen, déi dat maachen, dat gëtt op ville Plaze gemaach. Dir gesitt regelméisseg an den Zeitungen, dass dat dorëmmer och passéiert. An ech erklären Iech et awer och nach eng Kéier:

Fréier si Steeë gemaach ginn. Wat ass eng Stee? Eng Stee ass, dass dee Meeschtbidden-den de Projet kritt. Sou si Wunnenge verkaaft ginn, eng Soumission cachetée. A wann Der d'Konditiounen, ech hunn Iech et an der Question parlementaire och nach eng Kéier erklärt, wann Der se gelies hätt, an duerfir soen ech se elo nach eng Kéier, dann hätt Der gesinn, dass dat eben net „au plus offrant" geet!

Et ass eng nei Aart a Weis, fir d'Saach unzegoen, wou d'Extremitéiten erausgeholl ginn a wou dann deejéinegen, deen am nooste bei der Moyenne vun den Offeren ass, dee kritt et. Dat ass net den „plus offrant"! Et steet souguer dran, wann et en ex æquo gëtt zwëschen zwee Leit mat enger Offer, da kritt dee mat deem ënneschte Revenu et. An et steet souguer dran, wann zwou Offeren dra sinn, da kritt deejéinegen et, deen déi déifsten Offer gemaach huet.

Also da ka jo awer keen heihinnerkommen a soen, dass dat e System wär, deen een net eng Kéier kéint probéieren! Par rapport zu Steeën, pardon, ass dat doten eng besser Approche! An dat ass net, fir hei ze maachen, wéi wann dat eppes Geheimnisvolles wär. Soumission cachetée ass e Procedere, deen esou fonctionnéiert an deen op där heiter Plaz natierlech och erausgeholl ass. Dat doten ass och... E puer Detailer natierlech eraushuelen, mir kënnen dat och maachen. Ech beäntwerten Iech gär déi Question-parlementairen. Heiansdo, well d'Zesummestellen e bësse méi laang dauert, ass et en Dag méi spéit oder en Dag manner. Mä dat do si kleng Sujeten, wou et awer net drëm geet, fir Dausende Wunnengen hei am Land ze schafen. An dat ass dat, wou mer solle bei dëser Reform natierlech driwwer schwätzen.

Dir hutt, wann ech e bësse virukucken, och gesot, wat dann d'Zil sollt sinn, oder Dir d'Fonctionnement wëllen huelen. Ech respektéieren natierlech och do de Prozess. Dat soen ech Iech awer och ganz kloer. Mir stëmmen haut d'Gesetz. Dann trëtt dat eng Kéier a Kraaft an dann hu mer natierlech och dorannerstoen, dass deen neie Conseil d'administration och strategesch soll mat dem Minister dee Moment an d'Diskussioun goen, fir de Pluriannuel festzeleeën. A fir déi Leit och seriö ze huelen an och deenen neie Memberen do eng Chance ze ginn, notamment dem Vertrieder vun dem Syvicol, wäert ech dat dann och respektéieren, an ech wëll net nëmmen, an ech soen dat och, dass mer d'Diskussioun féieren iwwer Zuelen a Ratioen!

Kommt, mir schwätzen och eng Kéier an der Debatt - an dat hunn ech dobaussen och festgestallt mat de Leit a wann ech mat de sozialen Akteure schwätzen -, kommt mir schwätzen och nieft der Quantitéit emol iwwer Qualitéit, net nëmmen iwwer Honnerte Wunnengen! Dat kënne mer alleguerten a mir fannen alleguerten immens Zuelen dofir**.** Kommt, mir schwätzen och iwwert d'Qualitéit!

Wéi soll soziale Wunnengsbau fonctionnéieren? Mir hunn Architekteconcourse lancéiert fir d'Baulücken, déi de Stat huet, ze besetzen, wou mer iwwer Qualitéit schwätzen, wou mer iwwer soziale Wunnengsraum vun der Zukunft schwätzen. An dat solle mer och maachen an dat wäert ech och mat deem neie Conseil d'administration maachen, wann deen da bis am Amt ass!

An da kënnt, mengen ech, dat, wat mir am wichtegsten ass, well mer wierklech sollen ophalen, op deem engen oder anere klenge Punkt Detailaarbecht ze maachen. Ech sinn näämlech am Moment ganz zefridden, wat geschitt bei dem Fonds du logement. Do sinn nei Leit bäikomm. Do sinn Equippen, déi ganz vill ze schaffen hunn. Déi schaffen un der Restrukturatioun. Déi schaffen drun, fir dat heite Gesetz ze preparéieren. Mir ginn op eng analytesch Konta mat neie Kritären, dat ass ganz vill Aarbecht. An donieft bréngen déi et fäerdeg, an dat wëll ech awer och ernimmen, fir zum Beispill e Masterplang fir „Wunne mat der Wooltz" hinzekréien. Dat ass bannent néng Méint geschitt ënnert dem Bauträger Fonds du logement! Dat ass eppes, wat immens Efforte kascht huet! Do hunn net nëmmen d'Leit aus dem Fonds du logement geschafft, mä dorunner schaffen och 70 Beamten aus, mengen ech, 20 Ministèren an Administratiounen. An dat ass eppes, wou immens Efforten dra gemaach gi sinn, fir dat och hinzekréien, fir duerno Wunnengen ze schafen, wou ee muss soen, dass dat alles Efforte sinn, déi am Alldag geschéien.

Duerfir och eng Kéier op dëser Plaz - well dat ass och net esou einfach, an enger Restrukturatioun nei Projeten unzegoen, nei Impulser vun der Regierung ze kréien, neie Wënsch vun de Gemengen nozekommen, déi alleguerten e Renouveau spieren -: Dat ass en Effort, deen ass considerabel! Dee kritt och net eng kleng Equipp gestemmt, an do ass all Dag Effort gefuerdert. An duerfir soen ech deene Leit och emol eng Kéier Merci! Dat geet net ëmmer einfach. Do wäert och nach deen een oder aneren Detail - an dat sollt ee jo als Deputéierten hannerfroen - emol eng Kéier schiflafen. Dozou sti mer dann och. Mä dat ass nun emol an esou engem Prozess net ze evitéieren.

Zwee Wierder dann och nach iwwer aner grouss Projeten, déi och an déi dote Kontexter falen. Mir schwätzen iwwer Diddeleng, wou mer et fäerdegbruecht hunn, neit Bauland ze mobiliséieren. Mir hu Friche-industriellë mobiliséiert a mir sinn amgaangen, an déi dote Richtung weider Efforten ze maachen.

Ech maachen e bëssen den Tour weider vun anere Froen, déi opkomm sinn.

Den Här Arndt: Wolz hunn ech, mengen ech, ernimmt; de Pensiounsfong hutt Der natierlech ernimmt. Do si mer an den Diskussioune mat dran. Ech mengen, de Minister Schneider huet dat och schonn an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier thematiséiert. Mir sinn och amgaangen, eis ze gesi mat dem Kompensatiounsfong, fir do Méiglechkeeten ze fannen, fir nach Moyenen zur Verfügung ze stellen. An ech kann awer och jiddwereen heibanne berouegen, do gëtt natierlech och - an dat sinn d'Hüter vun de Pensiounen, Här Reding, do ginn ech Iech och recht -, do gëtt opgepasst, dass do dann och e Modell entwéckelt gëtt, wou d'Pensioune garantéiert sinn.

Mä ech mengen, wann hei am Land ewell auslännesch Pensiounsfongen optrieden, fir hei am Land an den Immobilie ze investéieren, déi och mat Rendemente kënne rechnen, da fanne mer bestëmmt och Weeër, wa mer eis e bësse gescheit uleeën, dat mam Pensiounsfong ze maachen. Do si Méiglechkeeten an dorunner schaffe mer natierlech, fir do Weeër ze fannen, wéi een dat ka maachen. An déi passe schonn op hir Moyenen op.

Den Här Traversini huet d'AIS ernimmt. Do wëll ech awer och eppes soen, well och iwwert d'Privatakteure geschwat ginn ass: Déi Steierreform - an dat ass esou eng ënnerbewäert Mesure, déi 50% Exoneratioun vun de Loyeren -, dat rappt wierklech un, och wann ee mat der AIS schwätzt. Éischtens kréie mer domadder eidel stoend Wunnengen op de Marché. Dat ass amgaang ze geschéien. Déi Proprietairen, déi zwar wuel 30%-40% ënnert dem Präis verlounen, déi kréien duerfir awer nach en interessante Rendement heiduerjer. Mir kréien déi fräi stoend Wunnengen domadder mobiliséiert.

An et sinn och ewell Promoteuren, déi sech Gedanke maachen, wéi se nei Constructioune kënnen op deen dote Wee erabrénge mat Kontrakter, wou dann de Privatinvestisseur mat engem Kontrakt AIS kritt. An domadder kréie mer och neit Bauland mobiliséiert, wat natierlech och e Sënn mécht, fir Wunnengen hinzekréien. An dat ass en neie Wee, dee bestëmmt ganz interessant wäert sinn.

Et gouf nach eng Fro iwwert d'sozial Kritären an d'Lëschte bei dem Fong. Am Moment si ronn 2.200 Leit op der Waardelëscht vum Fong. Do ginn et ganz genee Kritären, no deenen dat vergi gëtt, déi sinn och festgehalen an Texter. Do kann ech Iech net ëmmer déi richteg Waardezäit elo soen, well dat hänkt natierlech och dovun of, wat fir eng Famill et ass, wéi d'Revenuen ausgesinn, wat fir eng Wunneng se och brauchen. Et ass natierlech deemno wéi méi schwéier, eng Wunneng ze fannen, wou véier Schlofkummeren dra sinn, wéi eng mat zwou. Mä do gëtt et e ganze Koup u Kritären.

An och do Respekt un d'Equipp vum Fonds du logement, well déi hunn och net op d'Gesetz gewaart, mä de Service social ass do ausgebaut ginn. Do ass gekuckt ginn, dass déi dote Kritären och elo alleguerte kënne respektéiert ginn, souwäit dat méiglech ass bei esou Waardelëschten. An do sinn och Efforte gemaach ginn, fir ebe grad och no deene Leit ze kucken, fir dass dat och no korrekte Weeër kann ofgoen.

Den Här Wagner huet natierlech och allgemeng iwwert d'Logementspolitik an -problematik geschwat. Déi ass do. An ech ginn och jiddwerengem heibanne recht, dee seet, dass dat heiten de Logementsproblem net léist. Dat heiten ass just ee Wee, wou mer probéieren, dee Promoteur public, dee mer hunn, méi effizient a méi effikass ze maachen. Dat ass net d'Léisung! Dat hei ass net d'Baguette magique, fir elo ze soen: „Déi bréngen et elo fäerdeg, vun engem Dag op deen anere méi Wunnengen ze bauen." Dat solle se natierlech maachen, och méi héich Ziler hunn.

An do ginn ech awer och ee Beispill - et ass zwar de Mëtteg schonn eng Kéier ernimmt ginn: D'SNHBM huet virun zwee Joer eng Produktioun gehat vun 80 Unitéiten. Mat deenen hu mer eis och dohinnergesat a mir hunn eben och de politeschen Impuls ginn, fir dat an d'Luucht ze fueren. Ënner enger dynamescher Equipp an Direktioun an enger Presidentin sinn déi op de Plang gaange fir 250 Wunnengen d'nächst Joer. Déi sinn elo scho bei 230 Unitéite gewiescht d'lescht Joer, oder 233! Ma dat muss een awer och emol eng Kéier soen, eng Verdräifachung vun der Produktioun! Da kann een natierlech och d'Fro stellen, wa mer wëlle Vergaangenheetsbewältegung maachen: Jo, firwat hu mer dat net virdru schonn eng Kéier

duerch de politeschen Impuls gemaach? An dann eng Verdräifachung vun dem Produit! Gitt emol bei iergende Privatbetrib a bréngt et emol do fäerdeg, dass de Produit verdräifacht gëtt!

(Interruption)

An zwee Joer, dat ass egal. Et ass awer impressionnant. Et sinn aner Betriber, déi dat natierlech..., sot dat emol, den Direkter vun där Entreprise, dee kritt herno en décke Bonus ausbezuelt. An dat ass bei der SNHBM geschitt: eng Verdräifachung vun der Unitéit vun deenen, déi gebaut gi sinn. Dat, mengen ech, muss een och soen! An dat soll och eist Zil sinn, dass mer deen heiten Akteur méi fit duerfir kréien. D'Zukunft wäert eis soen, ob dat mat deem heite Gesetz geschitt.

Et ass eng Reform, déi eng nei Equipp wäert hikréie vun engem Direkter an Directeur-adjointen. A just, wann Der Iech wonnert iwwert d'Directeur-adjointen: Dat gëtt et och bei aneren Établissements publics. Duerfir weess ech och net..., also mir reiden hei op Detailer, dat ass jo och alles an der Rei, mä mir geet et net drëm, déi Vergaangenheetsbewältegung hei ze maachen oder fir nach iwwer Saachen... Dat heiten ass e Projet, fir an d'Zukunft ze kucken, fir op d'mannst ze probéieren, méi effizient ze ginn. Dat ass deen Effort, dee mer solle maachen. Sou solle mer orientéiert sinn an net anescht!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen, dass vill Leit de Projet wäerten ënnerstëtzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Lies freet Parole après ministre, oder?

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà. Här President, ech soen Iech Merci fir d'Wuert. Ma ech mengen, de Constat, deen och de Minister elo gemaach huet, iwwert dee si mer eis, mengen ech, heibannen zu 60 eens, datt an Zukunft méi Offer muss geschafe ginn, souwuel wat de subventionéierte Wunnengsbau, awer och de soziale Mietwunnengsbau ugeet.

Et huet mech awer elo eppes e bëssen interpelléiert, dat ass, wéi de Minister gesot huet, datt d'Quantitéit net esou wichteg wär, datt et méi wichteg wär fir d'Qualitéit.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Neen, dat hunn ech net gesot. Ech hu gesot: „Mir vergiessen, iwwert d'Qualitéit ze schwätzen." Dat soll och emol eng Kéier an der Chamber ernimmt ginn, d'Qualitéit.

M. Marc Lies *(CSV).*- Jo, ech mengen, d'Qualitéit, datt déi effektiv muss viru behale bleiwen, dat steet oder sollt ausser Fro stoen.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Ech hat se just bis zu menger Ried net héieren, duerfir hunn ech dat eng Kéier ernimmt.

M. Marc Lies *(CSV).*- Ech wëll just op de Volet vun der Quantitéit zréckkommen, well ech hat Iech do e puer Froe gestallt, och wat de Ratio dann dee Moment ugeet vum Fonds du logement, vu datt mat där Augmentatioun op 120 Milliounen, datt awer, bon, ech mengen d'Volonté do ass oder sollt do sinn, datt méi an de Beräich vun dem Mietwunnengsbau, vum soziale Mietwunnengsbau sollt investéiert ginn, wou notamment sécherlech och eng grouss Penurie ass, wat sécherlech misst vonstattegoen.

Da stellt sech awer och d'Fro vun der Rentabilitéit oder vun der Wirtschaftlechkeet dee Moment vun engem Fonds du logement, wann ee méi an de soziale Mietwunnengsbau, also fir d'Locatioun, investéiert. Dat huet sécherlech mam Faktor Rentabilitéit och ze dinn.

Eng aneren Saach, déi ech just gär wëll riichtstellen, wat vläicht och vusäite vun der DP-Fraktioun gesot ginn ass, ass, datt d'CSV der Meenung wär - dat stoung vläicht an deem ale Gesetzesprojet iwwert d'SNDU -, datt sollt eng Fusioun gemaach gi vum Fonds du logement mat der Société nationale des habitations à bon marché. Ech hunn et awer klipp a kloer gesot, datt dat net d'Vue vun der CSV ass! Dat wor 2012, do stoung dat am Gesetzesprojet, mä hautzudaags ass dat definitiv net méi d'Vue dovun.

Ech mengen, eng Société nationale des habitations à bon marché, do ass och gesot ginn, datt déi iwwert déi lescht Joren eng Produktiounssteigerung huet, wat sécherlech eng Volonté ass vusäite vun der Société nationale des habitations à bon marché.

(Brouhaha)

Ech hätt awer verschidde Froen, well ech gesinn, datt verschidden Dammen an Hären elo ufänken nervös ze ginn, wat dann dee Moment...

(Interruption)

Neen, neen, neen, absolutt guer keng Questioun!

Ech hat de Minister och gefrot gehat, ben, ech mengen, wat mech e bëssen irritéiert huet, och op déi Question parlementaire hin, déi ech Iech gestallt hunn, a wat ech awer e bësse gelunge fannen, dat ass, datt Parzellen, déi hei an der Stad nach hannert dem Kierfecht zu Märel situéiert sinn, datt am Kader vun der Refonte vum PAG d'Stad Lëtzebuerg dës Terrainen ëmklasséiert huet, déi 2009 mat der Stad Lëtzebuerg echangéiert gi sinn, Terrainen, déi relativ einfach ze lotisséiere woren, firwat datt de Fong do net reklaméiert huet - déi éischt Fro.

An dann awer och nach eng Kéier, wat d'Funktiounsweis respektiv d'Fonctioune vun deene jeeweilegen Direkteren ugeet: wat dann elo de Generaldirekter, wat dee vu Fonctiounen huet, an dann awer och seng Sous-Direkteren, wat dann hir Tâchen an Zukunft solle sinn.

Ech mengen, dat sinn awer wichteg Aussoen, déi eis kënne weiderhëllefen: wéi dann déi ganz Equipp an Zukunft viruschafft, awer och dee Volet vun de Ratioen, wéi gesot. Gëtt an Zukunft méi notamment op de Mietwunnengsbau fokusséiert vusäite vum Fonds du logement? Oder wéi ass de Ratio zwësche Vente a Locatioun?

Ben, ech mengen, dat sinn och déi Froen, déi de Minister virun enger Rei..., deemools nach als Statssekretär, gestallt huet: wat dann d'Missioun ass vun engem Fonds du logement, a wat fir eng Richtung datt e soll higoen. An duerfir ass, mengen ech awer, e Ratio, wat d'Vente an d'Locatioun ugeet, extrem wichteg. An ech mengen, dat si Froen, respektiv hätte mer och gär Äntwerten dorop. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Also e puer Äntwerten, awer fir emol unzefänken dann dee Volet vun dem Ratio. Déi lescht Aktualisatioun vun dem Programm vun der Construction d'ensembles, deen huet zwee Drëttel fir d'Locatioun an een Drëttel fir d'Vente. Ech mengen, dat ass e Ratio, vun deem en emol soll ausgoen. Mä Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass dat ganz dacks eng Diskussioun ass, och zwëschen dem Fonds du logement oder iergendengem Akteur an der Gemeng.

An da musse mer déi Diskussiounen natierlech och dee Moment féieren an da kann ech Iech déi Fro och eng Kéier ëmdréien, wann eng Kéier de Fonds du logement bei Iech kënnt an déi soe bei Iech: „Ma kënne mer do 100% Locatif maachen?", dann hutt Dir natierlech och Är Iwwerleeunge wéinst der Mixité sociale, fir ze kucken, dass dat ka fonctionnéieren. An da soll dat dee Moment zesummen och (veuillez lire: gekuckt ginn), duerfir kann ech Iech elo keng absolutt Zuel soen. Ech ginn Iech déi Indikatioun vun dem Programm vun der Construction d'ensembles, dass dat en interessante Ratio ass.

Mä ech mengen, Dir als Buergermeeschter wësst jo selwer, dass dat net iwwerall de Fall ass an dass Dir och vläicht heiansdo als Buergermeeschter op deem engen oder anere Projet do, wann ee mat esou engem Ratio kënnt, deen emol vläicht ëmgedréit hutt. Ech kann dat net wëssen. Ech weess et och net. An ech géif och näischt esou soen iwwert déi eng oder aner Gemeng, well ech dat net kann aschätzen. Mä dat existéiert, och wann ee sech Ratioe setzt, soudass een och net do kann eng absolutt Zuel soen, déi anzehalen ass.

Da fannen ech dat jo och interessant, wann Der Question-parlementairë gestallt hutt, elo stellt Der se nach eng Kéier! Ech hunn Iech eng Äntwert dorobber ginn. Déi Terraine, vun deenen Dir schwätzt, also dass mer an där heiter Diskussioun, wou mer eng Reform maachen iwwert d'Effizienz an d'Zukunft vum Fonds du logement, elo ufänken, iwwer eng Parzell hannert dem Märeler Kierfecht ze schwätzen! Dat kënne mer gär maachen, mä da si mer natierlech eng Zäitchen...

M. Marc Lies *(CSV).*- Et geet och ëm d'Quantitéit vun deene Wunnengen, déi solle gebaut ginn. Wann dann Terrainen, déi ausgewise si fir Wunnengsbau...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Lies, wann ech gelift...

M. Marc Lies *(CSV).*- ...a si ginn herno ëmklasséiert a Zone économique.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...den Här Minister huet elo d'Wuert, just de Minister!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- An ech ginn Iech och nach eng Kéier do d'Äntwert, well Dir hutt se och an der Question parlementaire natierlech gelies. Déi Terraine sinn deemools... Da kënne mer nach eng Kéier den Historique och elo maachen, da sëtze mer..., dann zielen ech dat elo nach eng Kéier an erklären ech dat elo nach eng Kéier! Wéi déi Terrainen do kaaft gi sinn, an dat steet an der Question parlementaire dran, do steet an dem PV vun deemools, dass „membres réticents" do waren. Déi wollten dat net kafen, well se net woussten, wat iergendjee eng Kéier géif do erauskommen. Dunn ass gesot ginn als Argumentaire, fir déi ze iwwerzeegen: „Ma déi huele mer, déi Terrainen, als «monnaie d'échange»." Sou sinn déi Terraine kaaft ginn. Dat steet am PV! Dat hunn ech Iech geäntwert.

An dat ass et hautzudaags och nach ëmmer: eng Monnaie d'échange. Déi kommen, deemno wéi, aus enger Zone - ech kennen d'Zone elo net méi auswenneg -, elo an eng Zone économique. Do ass jo dann och eng Valeur domadder geschafen. An et ka jo awer och net nëmme sinn, dass mer just d'Terrainen hunn, fir d'Valeur ze kucken, mä dat kann och als Monnaie d'échange gekuckt ginn. An dat ass ee vun de Punkten, fir dat doten ze maachen.

An dann hunn ech net gesot hei, dass ech just iwwert d'Qualitéit géif schwätzen. Ech hu gesot: „Dat däerfe mer net vergiessen nieft der Quantitéit", wou mer haut de Mëtteg jo ganz vill driwwer geschwat hunn; iwwer Effizienz an iwwer Zuele soll een d'Qualitéit net vergiessen. An dat hunn ech haut de Mëtteg hei nach eng Kéier ernimmt, well dat Wuert bis dohinner nach net gefall war an dat awer och fir de Fonds du logement a fir aner Akteure ganz wichteg soll sinn.

D'Rentabilitéit vun engem Fong, do si mer natierlech amgaangen hei - an Dir hutt d'Koeffiziente gesinn, wéi dat Ganzt berechent gëtt -, fir dass dat esou transparent wéi méiglech ass, dass eng analytesch Kontabilitéit ka gefouert ginn, och kloer ka getrennt ginn zwëschen dem Subventionné an deem, wat et an der Vente libre gëtt, dass een dat och eng Kéier ganz gutt kann analyséieren. An dat sinn eben alles Elementer, fir dat esou transparent an esou effizient wéi méiglech ze maachen.

Ech soen awer: D'Zukunft wäert weisen, ob deen dote Modell dann d'Strooss hält. Mä et ass awer an déi dote Richtung geschafft ginn, fir eben déi Rentabilitéit ze maachen. Mä wann awer, an däers musse mer eis och bewosst sinn, d'ëffentlech Hand decidéiert, méi Locatif ze maachen, da kascht dat och méi Geld! Well Dir wësst et, ech weess et - Règlement grand-ducal -, dat, wat do als Recette erakënnt, da musse mer och wëssen, dass dat Geld kascht. An dann ass et entweder eng Diskussioun, déi mer elo reng ekonomesch féieren, da si mer op den Diskussioune vun dem Privatmarché, déi mer och haut de Mëtteg haten, dat mer net wëllen. Oder mir soen och: „Et kascht Geld."

A wa mer méi Locatif maachen - an ech verstinn Iech awer och ëmmer, dass Dir dat méi wëllt -, mir wëllen dat méi an dat heiten ass ee Wee, fir dat ze goen, mä dee kascht nun emol och méi Geld. An do gëtt et net nëmmen d'ekonomesch Rentabilitéit. Well Dir hutt recht: De Règlement grand-ducal soll een eng Kéier iwwerschaffen. Dat ass awer eng laang a Sysphusaarbecht, fir dat ze maachen. An do muss een awer och ëmmer duerno kucken, dass et eben no sozioekonomesche Kritäre gehalen ass, fir dass dobaussen d'Leit natierlech, déi do ënnerdaach solle kommen, kënnen ënnerdaach kommen.

Une voix.- Sidd Der fäerdeg?

Une autre voix.- A wat fir engem Zeenario si mer?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A wat fir engem Zeenario si mer?

(Interruption)

Mir hunn d'Parole après ministre. Dat hu mer gemaach. Mir hunn eist Reglement, dat seet, dass en Deputéierten net méi wéi zweemol intervenéiert an engem Debat. Och dat, mengen ech, hätte mer elo respektéiert. Ech géif mengen, dass mer elo um Enn vun der Diskussioun ukomm wären an dass mer net elo en Dialog maachen zwëschen dem Minister an engem Deputéierten. Ech géif mengen, dass dat korrekt bis elo ofgelaf wär.

(Brouhaha et interruptions diverses)

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Däerft ech d'Tribün verloossen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also Dir sidd - net definitiv, mä fir den Owend - entlooss. Merci. Merci och fir d'Versteesdemech.

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6916 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6916 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt...

(Brouhaha)

Vergiesst net ze stëmmen! D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

37-mol Jo, 21-mol Nee. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par M. Yves Cruchten), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Roberto Traversini) et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Lies), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Nächste Rendez-vous an ëffentlecher Sëtzung ass de 25., 26. a 27. Abrëll. An der Zwëschenzäit ginn d'Aarbechten an de Kommissioune weider. Merci gesot an e schéinen Owend!

(Fin de la séance publique à 18.38 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

SÉANCE 31

MARDI,
25 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interruption de la déclaration en raison d'un problème technique)*

5. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; M. Camille Gira et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech begréissen op der Tribün eisen Hofmarschall an och d'Membere vum Corps diplomatique. Ech kann dat jo op Lëtzebuergesch maachen, well déi meescht vun hinne sech ganz vill Méi ginn, fir Lëtzebuergesch ze léieren. Also wëllkomm op der Tribün!

An ech froen dann d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet ausser där grousser Kommunikatioun, déi gläich kënnt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Premier- a Statsminister.

2. Communications

Ech wollt der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro deponéiert ass an dass d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun deponéiert goufen, och un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verdeelt ginn ass.

Communications du Président - séance publique du 25 avril 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7124** - Projet de loi instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification: 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.03.2017

***7125** - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2017

***7126** - Projet de loi relative aux sanctions administratives communales modifiant*

1. le Code pénal;

2. le Code d'instruction criminelle;

3. la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 04.04.2017

Les projets de loi suivants ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

***1439** - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de métrologie, signée à Bruxelles, le 11 mars 1970*

Dépôt: M. Gaston Thorn, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.07.1970

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

***4160** - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux successions à cause de mort, signée à La Haye, le 1er août 1989*

Dépôt: M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, le 02.05.1996

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

***6152** - Projet de loi portant approbation du Protocole no. 3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC), fait à Utrecht, le 16 novembre 2009*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.06.2010

Retrait: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.04.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der fonnt hutt. Ech wollt Iech just als kleng Ännerung proposéiere fir den Donneschden, dass mer déi zwee Projeten, Modell 0, déi als zweeten an drëtten um Ordre du jour virgesi sinn, géifen inversëieren: Den 2 géif den 3 ginn an den 3 géif den 2 ginn, wann Der domat d'accord sidd a mam Rescht vum Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun dëser Woch ass d'Deklaratioun iwwert d'Lag vum Land virgesinn, déi elo gläich eise Premier- a Statsminister wäert virdroen. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an zwou Wochen ass den 150. Anniversaire vum Londoner Vertrag. Den 11. Mee 1867 gouf dee fir Lëtzebuerg esou wichtegen Traité ënnerschriwwen an domadder de Grondstee geluecht fir dat Land, an deem mir haut liewen, dat Land, dat eis um Häerz läit, dat mer gär hunn, op dat mer houfreg sinn. Et war eng Zäsur an eiser Geschicht. Déi gréisst Veränneru fir d'Bierger vun der Festung Lëtzebuerg am Joer 1867 war, dass déi Festung néiergerappt gouf. Virun 150 Joer hu mer eis opgemaach: Mauere si verschwonnen a mir sinn e Land ginn, wat oppe war an oppen ass fir den Handel, e Land, wat sech wirtschaftlech konnt entwéckelen a sech esou och konnt emanzipéieren.

Virun 150 Joer ass de Grondstee geluecht gi fir dat Lëtzebuerg, wat mer haut kennen.

Mir liewen haut an engem Land vu Fräiheet, vu Fridden a vu Gerechtegkeet. Mir liewen an engem séchere Land mat héijer Liewensqualitéit, mat engem gudde Sozial- a Gesondheetssystem. Eis Infrastruktur ass um neiste Stand. Eis Ekonomie ass staark an eis Statsfinanze si gesond. Mir kréien eng gutt Zensur vun deenen, déi eis vu bausse kucken a bewäerten. An och d'Vertraue vun de Bierger hei am Land an d'Zukunft ass haut esou héich wéi nach ni.

D'Leit hunn awer och Suergen a Bedenken. Am Alldag funktionéiert net alles, wéi et soll a wéi et muss - nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehalen, wou mer wëlle weiderkommen. Déi sozial Kohäsioun gëtt ëmmer nees op d'Prouf gestallt. D'Méisproochegkeet ass e groussen Atout, deen awer och Erausfuerderunge mat sech bréngt. Déi demografesch Entwécklung an de leschte Joren huet dozou gefouert, dass d'Liewen an d'Wunnen deier, dacks ze deier sinn. Eise Schoulsystem muss sech permanent upassen an et feelt un deene richtegen Aarbechtskräften, grad an deene Secteuren, déi eise Wuelstand sollen erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut wëll ech iwwer eist Land an iwwer seng Bierger, iwwert d'Mënschen, déi hei wunnen, liewen a schaffen, schwätzen. Haut an och déi nächst Deeg solle mer eis mat deem beschäftegen, wat eist gréisst Uleies ass: mam Zoustand vu Lëtzebuerg a senge Bierger, mat den Erausfuerderungen a mat de Weeër, déi mir an den nächste Jore wäerte goen.

Zu Lëtzebuerg liewen haut ronn 600.000 Leit. Bal d'Halschent dovunner hunn net de Lëtzebuerger Pass. An all Dag kommen nach eng Kéier 180.000 Fraen a Männer aus eisen Nopeschlänner bei eis schaffen. Si droen zu eisem Wuelstand bäi a garantéieren den Equilliber an eisem Gesondheets-, Sozial- a Pensiounssystem. Eis Populatioun ass divers a wéi an allen industrialiséierte Länner gëtt se och méi al. Zanter 1980 ass d'Liewenserwaardung ëm ronn zéng Joer eropgaangen. Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Populatioun am Grand-Duché ëm bal 20% gewuess. Tëschent Enn 2010 an Enn 2016, also bannent grad emol sechs Joer, sinn zu Lëtzebuerg 74.000 Leit bäikomm. Dat si 74.000 Mënschen, déi haut hei wunnen, déi hei akafen, bei den Dokter ginn, op der Strooss ënnerwee sinn, d'Schoulen, d'Spideeler an d'Sportsinfrastrukturen notzen a virdrun nach net do waren.

De Wuesstum huet säi Präis. Mä dee Wuesstum huet awer och mat sech bruecht, dass d'Paien an d'Renten héich an d'Chômagezuelen niddreg sinn. An de leschten dräi Joer ass de Chômagetaux vu 7,1% op elo 6% erofgaangen. An dem Statec no ass och ze erwaarden, dass déi Courbe weider no ënne wäert goen. Et ass ee vun de villen Indicateuren, déi weisen, dass mer eis an déi richteg Richtung bewegen. Et ass ee vun deene villen Indicateuren, déi eis och soen, dass mer mat Zouversiicht kënnen no vir kucken.

D'Land, dat huet sech entwéckelt an entwéckelt sech weider. Et ass en Deel vum Modell Lëtzebuerg, dass mer net stoe bleiwen, mä dass mer eis weider developpéieren. Dat bréngt och Erausfuerderunge mat sech, Erausfuerderungen, déi der Regierung ganz bewosst sinn a wou Léisunge proposéiert, geplangt an ëmgesat ginn. Mir hunn eng zentral Aufgab, an déi ass et, derfir ze suergen, dass d'Leit, déi hiren Alldag zu Lëtzebuerg hunn, déi hei liewen an déi hei schaffen, dass et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir hunn awer och d'Aufgab, derfir ze suergen, dass dat net nëmmen haut de Fall soll sinn, mä dass dat och esou an der Zukunft bleift.

De Modell fir Lëtzebuerg, dee mir haut zeechnen, muss kënnen iwwert d'Zäit bestoen an dierf dofir och net wackeleg ginn, wann emol de Wand nees eng Kéier méi rau bléist. D'Regierung huet also ganz bewosst Decisioune geholl, déi eng laangfristeg Inzidenz hunn an déi wichteg si fir onst Land a fir seng Bierger.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir investéiere mir an eis Géigewaart an an eis gemeinsam Zukunft. Et huet mussen investéiert ginn, well et eppes opzeschaffe gouf, an d'Regierung wollt investéieren, fir ze verhënneren, dass mer hannendrageroden, wat eis Infrastrukturen, eis Stroossen, eis Schinnen, Spideeler, Schoulen, Reseaue vu Stroum, Waasser an Ofwaasser, Gas an zum Beispill Datenautobunne betrëfft. Et huet mussen investéiert ginn an de Schutz vun natierleche Ressourcen, eng propper Loft, Waasserqualitéit, e gesonde Bësch, eng intakt Émwelt an eng nohalteg Landwirtschaft. Et gouf investéiert am Beräich vun Héichschoul a vu Recherche.

Dat si keng Depensen, dat sinn Investissementer, déi drëngend noutwendeg waren an och eropgeschrauft goufen. An deen héijen Invest ass weiderhin noutwendeg, well mer net kënne stoe bleiwen, wa mer eise Wuelstand an eis Liewensqualitéit wëllen erhalen.

Wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, dann dierfe mer net do stoe bleiwen, wou mer haut sinn.

Eng vun de gréissten Erausfuerderungen an eisem Alldag haut ass d'Mobilitéit, déi leider vill ze dacks zu enger Immobilitéit ginn ass. D'Ursaache sinn op den éischte Bléck séier fonnt: De Reseau vu Stroossen a Schinnen ass net esou séier gewuess wéi d'Populatioun an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag hei op Lëtzebuerg kommen. Eleng am Schinneberäich ass d'Zuel vun de Passagéier an de leschten zéng Joer ëm 60% an d'Luucht gaangen. Zejoert sinn iwwer 22,5 Millioune Leit mam Zuch gefuer. D'Regierung huet hei reagéiert, well et dréngend néideg war a well et eppes opzeschaffe gouf. Esou hu mer d'Investitiounen an de Schinnereseau tëschent 2014 an 2015 ëm 50% eropgesat an iwwer eng hallef Milliard Euro sinn hei an deenen zwee Joer installéiert a verbaut ginn.

Dee Budget ass zejoert nach eemol eropgaangen an e wäert och an Zukunft weider eropgoen. Mir ginn elo am Hierscht e grousse Schrack no vir an der Mobilitéit duerch eng nei wichteg Gare an der Stad. Am Dezember näämlech wäert den Arrêt Pafendall opgoen. De Reseau gëtt fundamental verännert an Dausende vu Leit spueren all Dag vill Zäit.

Duerch weider Elementer wéi en neien Arrêt um Houwald, duerch méi eng héich Kadenz op den Haaptachsen an duerch nei a modern Locomotricë gëtt den Zuch net nëmmen nach méi attraktiv, mä och nach besser a méi zouverlässeg, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hu méi massiv an d'Schinnen, mä och an d'Stroossen investéiert a wäerten dat och nach weider maachen. Mat Infrastrukturen am Sënn vun der Mobilitéit an neiem Material gëtt de Problem awer net geléist. Et muss och en Ëmdenke stattfannen. An do muss ee bei d'Ursaach vun der Immobilitéit siche goen, déi een eréischt op den zweete Bléck gesäit. Dozou gehéiert de Fait, dass net nëmme méi Leit op eise Stroossen a Schinnen ënnerwee sinn, mä dass se och zur selwechter Zäit op déi nämlecht Plaz wëlle fueren.

Fir dës Problemer an de Grëff ze kréien, muss ee méi wäitsiichteg an och méi couragéiert Decisiounen huelen. D'Regierung ass amgaangen, justement déi Elementer erauszefilteren an no Méiglechkeeten ze sichen, fir d'Verkéiersopkommes punktuell ze reduzéieren. Et geet hei ëm en Zesummespill vu verschiddene Mesuren.

Eng Mesure ass sécherlech e geziilt Ausbaue vum Tëleetravail. Et geet dobäi ëm Modeller, wou zum Beispill Betriber kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se hiren Employéen d'Méiglechkeet ginn, en Deel vun hirer Aarbecht vun doheem aus kënnen ze maachen. Dat soll net d'Regel ginn a muss och net d'Majoritéit vun de Leit an enger Firma betreffen. Mä et gi Modeller, wou et sënnvoll a produktiv ass fir de Salarié a fir de Patron.

Et muss awer och méi dezentral geduecht a geplangt ginn. D'Regierung geet dee Wee zanter dräi Joer an investéiert geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen, déi haut manner favoriséiert sinn. Sou hu mer zum Beispill speziell Hëllefen agefouert fir Betriber, déi Aktivitéiten enzwousch maachen, wou déi sozioekonomesch Situatioun manner gutt ass, dat heescht zum Beispill an enger Gemeng, wou de Chômagetaux méi héich ass wéi am Rescht vum Land. Dës Initiative wäerte mir dëst Joer weider verstäerken an intensiv dru schaffen, méi Aktivitéiten dohinnerzekréien, wou och Logementsprojete geplangt sinn a weiderer kënne geplangt ginn.

Mir mussen am Kader vun der Landesplanung och d'Aarbechtsplaze méi no bei d'Leit bréngen amplaz ëmgedréit.

De ländleche Raum, verschidde Regiounen am Osten, am Süden, am Westen an och uewen am Norde vum Land hunn et haut dacks schwéier, well zum Beispill den Tourismus do och zréckgeet oder well d'Leit ëmmer méi hiren Dag do verbréngen, wou se och schaffen. Dat ass ëmmer manner an der Regioun selwer, wou se wunnen. Mir wëllen dat entkräften an derfir suergen, dass och Aarbechtsplazen do entstinn, wou der an de leschte Joren och ganz vill ewechgefall sinn.

Esou si mer amgaangen, mat Partner an der Privatwirtschaft un engem Konzept ze schaffen, wou mer och zum Beispill flexibel „Co-working-Strukturen" an de véier Ecker vum Land no bei de Grenzen och kënne bauen. Mir plangen un engem Modell vu moderne Bürosgebaier, déi net enger Entreprise eleng gehéieren, mä vun Employéen aus verschiddene Betriber kënnen, fir eng bestëmmten Zäit zum Beispill am Dag, genotzt ginn. Esou soll zum Beispill e Frontalier, deen aus Frankräich kënnt, net onbedéngt musse queesch duerch d'ganz Land fueren, fir op säi Büro ze kommen, an dann e puer Stonne méi spéit nees op der Strooss ënnerwee sinn, fir bei säi Client ze fueren.

Duerch nei Aktivitéiten op méi dezentrale Plazen an onsem Land kënne mer verschidde Ballungsgebidder entlaaschten a suergen och fir eng Relance vun der Ekonomie um lokalen Niveau. Mir sinn amgaangen, eis Ekonomie grondsätzlech ze iwwerdenken, well d'Wirtschaft ass kee Selbstzweck.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass d'Ekonomie de Leit déngt an net ëmgedréit.

Mir brauchen eng gesond, eng kompetitiv, eng modern, eng flexibel, mä awer och eng gerecht Ekonomie, fir dass d'Zukunft vun eis a vun eise Kanner ofgeséchert ass. D'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, musse vun der ekonomescher Aktivitéit zu Lëtzebuerg kënne profitéieren. Dat bedeit, dass mer eis verstäerkt op Aktivitéite konzentréieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit, dass nach vill méi op d'Qualitéit wéi op Quantitéit gesat soll ginn.

Et si Betriber, déi besser op Lëtzebuerg passen wéi anerer. An d'Regierung konzentréiert sech op Entreprisen, wou de Flächeverbrauch an d'Nuisancë fir Mënsch an Ëmwelt am Verhältnis stinn zu deem, wat de Betrib eisem Land an der Ekonomie ka bréngen.

(Concertation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, ech mengen, mir musse kuerz ënnerbriechen, well mir hunn e Problem mam Toun! De Livestream an och d'Televisioun hu keen Toun. An ech géif awer mengen, dass et bei dëser Deklaratioun extrem schued wär, wa Chamber TV respektiv de Livestream net kéinten iwwerdroen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da maache mer eng Paus.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif Iech proposéieren, dass mer alles maachen, wat méiglech ass - si sinn amgaang drun ze schaffen -, an dass mer kuerz ënnerbriechen, fir och gewuer ze ginn, wat lass ass, ob mer et kënnen an d'Rei kréien.

(Brouhaha)

Sorry, ech géif dann d'Sëtzung kuerz ënnerbriechen.

(La séance publique est suspendue à 14.46 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.17 heures.)

5. Ordre du jour (suite)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

Léif Kolleegen an och Leit dobaussen, och eis Gäscht douewen, wéi de Premier richteg gesot huet, läit eis Zukunft am Digitalen. Mä dës Kéier huet dat Digitaalt, huet d'Technik eis am Stach gelooss. Mir kréie kee Signal bei d'Sendezentral erof. An duerfir, vu dass mer awer haut eng ganz wichteg Sëtzung hunn, den État de la nation - d'Erklärung vum Premier zur Lag vun der Natioun gehéiert zu deene wichtege Punkten, déi mer all Joer hunn -, a mer näischt Hallwes wëlle maachen, hu mer a Récksprooch mat der Presidentekonferenz decidéiert, eis Sëtzung fir de Mëtten ofzeschléissen, muer de Moien um hallwer néng d'Erklärung zur Lag vun der Natioun nozehuelen, dann d'Deklaratioune vun dem Wirtschaftsminister an dem Finanzminister muer op hallwer zwou festzeleeën an dann den Oflaf vun den Debatten erëm normal lafen ze loossen, quitte dass mer eis Sëtzunge musse verlängeren.

Et deet mer leed, mä bon, «à l'impossible nul n'est tenu»! Wann ech doheem gewiescht wär, hätt ech den Hummer an de Meessel erausgeholl. Hei kënnen anerer dat e gudde Krack besser. Mä ech mengen awer, dass mer eis e Gefale maachen, wa mer et richteg maachen amplaz nëmmen hallef.

Ech ginn Iech also Rendez-vous fir muer de Moien um hallwer néng. An ech kann dem Premier versécheren, dass dann d'Technik erëm an der Rei wäert sinn.

(Exclamations)

Sollt dat net de Fall sinn, da maache mer eng improviséiert Solutioun mat eiser nationaler Gesellschaft, déi eis jo och e bësse gehéiert.

Merci. Da bis muer de Moien!

(Assentiment)

Här Statsminister!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt - „séparation des pouvoirs oblige" - net kommentéieren, wéi, wat oder wou; ech wollt Iech awer just soen, dass d'Reseauen, déi de Stat organiséiert a leet, normalerweis och bis an d'Chamber missten ukomm sinn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, an der Rei. Mä bon, hei war et dës Kéier an der Chamber, wou d'Signal net weidergaangen ass. Merci fir déi Präzisioun.

(Fin de la séance publique à 15.19 heures)

SÉANCE 32 MERCREDI, 26 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 08.31 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a stellen déi klassesch Fro net.

Ech begréissen op der Tribün eisen Hofmarschall an d'Vertrieder vum Corps diplomatique - häerzlech wëllkomm! - a wëll nach eng Kéier mäi Bedaueren ausdrécken iwwert deen Tounausfall vu gëschter. Herno huet ee virdrun ëmmer alles besser gewosst. Dat stellen ech jiddefalls an eenzelne Commentairë fest.

Eis war dru geleeën, dass mer iwwert déi Kommunikatioun, déi mer zur Verfügung stellen, iwwer Chamber TV an och iwwert de Livestream, d'Leit dobaussen d'Deklaratioun materliewe loossen. Dofir hu mer alles gemaach, fir dat kënnen ze erméiglechen. Dat war gëschter net dran. A mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass jiddwereen, deen déi heiten Deklaratioun an aner Diskussiounen am Parlament wëllt live materliewen, dass en dat och kënne soll, an dofir hu mer dann eben decidéiert, fir haut nach eng Kéier vu vir unzefänken a jiddwerengem d'Méiglechkeet ze ginn, ongefiltert matzekréien, wat an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vun eisem Premier an och herno mat der Diskussioun hei am Haus geschitt.

Dofir bieden ech ëm Versteesdemech, dass mer gëschter alles gemaach hunn, fir dat ze erméiglechen. An ech soen all eise Mataarbechter Merci, dass et méiglech gemaach ginn ass.

Eng kleng Explikatioun, wat passéiert ass: Dat hu mer zum spéiden Owend erausfonnt. An dat konnt wierklech net a fënnef Minutte behuewe ginn an och net fonnt ginn. Et ass am Keller e Kabel, deen de Kontakt net méi gemaach huet. An eis Fachleit mengen, dass et duerch d'Vibratioune vum Chantier, deen an deene leschte Wochen hei war,…

(Brouhaha)

…geschitt ass. Jo, mir stiechen net an der Technik. Mä glécklecherweis ass d'Technik och eppes, wat, wann et emol eng Kéier e Problem huet, gefléckt ka ginn. An dat ass offensichtlech elo de Fall. An ech mengen och, dass all déi, déi de Moie matzäit opgestane sinn, fir dat heite matzëerliewen, kee Feeler gemaach hunn. An dofir ginn ech elo direkt dem Här Statsminister d'Wuert fir seng Erklärung.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll och Iech Merci soe fir déi Informatioun, déi Der ons elo matgedeelt hutt iwwert den Incident vu gëschter.

Et ass weder express, et ass weder e Komplott, et ass weder eng geplangten Aktioun, et ass en technesche Feeler gewiescht. A wann een da gesot kritt: „Jo, firwat hutt Der dann ugefaangen, net ugefaangen?" Ech krut déi Pann matgedeelt, wéi op eng Kéier den 100,7 an den RTL hei mat de Mikroen op dëser Tribün stoungen. Dunn hunn ech mer geduecht: Do ass iergendeppes, wat net fonctionnéiert. Dat heescht, d'Press huet mech opmierksam gemaach op en technesche Feeler, dee mer hei am Haus haten. An ech soen och Merci.

Esou eng Sitzung wéi déi heiten ass net méi wéi virun zéng, 20, 30 Joer, wou d'Leit den Dag drop gäre wëssen, wat hei geschitt ass. Mir liewen an enger Zäit, Här President, wou d'Leit wëllen och direkt matlauschteren, mat doheem kënnen diskutéieren, mat kënne kommentéieren. An dofir ass et wichteg, dass eng vun deene wichtegste Rieden, déi awer d'Regierung hei an dësem héijen Haus ka maachen, och transparent an, esou wéi Der et gesot hutt, och ongefiltert doheem bei de Leit ukënnt. An dofir soen ech och der Conférence des Présidents Merci fir déi Decisioun, déi se gëschter geholl huet, fir dann d'Sitzung op haut de Moien ze verleeën.

Dowéinst, et wor net e Wëllen, fir iergendeppes wëllen ze verstoppen, au contraire - au contraire! -, fir a ganzer Transparenz kënnen dës Ried och hei ze presentéiere fir déi Leit, déi scho gëschter heibanne waren, well den Debat ass selbstverständlech fir d'Deputéierten, och fir déi op der Tribün, mä och fir d'Leit dobaussen. Mä déi, déi et gëschter matkritt hunn, mussen eben déi éischt 20 Säiten de Moien nach eng Kéier nolauschteren, well selbstverständlech ass d'Ried zu der Lag vun der Natioun vun Ufank bis zum Schluss déi Positioun vun der Regierung, déi hei och ze erklären ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an zwou Wochen ass den 150. Anniversaire vum Londoner Vertrag. Den 11. Mee 1867 gouf dee fir Lëtzebuerg esou wichtegen Traité ënnerschriwwen an domadder de Grondstee geluecht fir dat Land, an deem mir haut liewen, dat Land, dat eis um Häerz läit, dat mer gär hunn an op dat mer och houfreg sinn. Et war eng Zäsur an eiser Geschicht. Déi gréisst Veränerung fir d'Bierger vun der Festung Lëtzebuerg am Joer 1867 war, dass déi Festung néiergerappt gouf. Virun 150 Joer hu mer eis opgemaach: Mauere si verschwonnen a mir sinn e Land ginn, wat oppe ginn ass fir den Handel, e Land, dat sech wirtschaftlech konnt entwéckelen a sech esou och konnt emanzipéieren.

Virun 150 Joer ass de Grondstee geluecht gi fir dat Lëtzebuerg, wat mir haut kennen.

Mir liewen haut an engem Land vu Fräiheet, engem Land vu Fridden, engem Land vu Gerechtegkeet. Mir liewen an engem séchere Land mat héijer Liewensqualitéit, mat engem gudde Sozial- a Gesondheetssystem. Eis Infrastrukture sinn um neiste Stand. Eis Ekonomie ass staark an eis Statsfinanze sinn och gesond. Mir kréien eng gutt Zensur vun deene Leit, déi eis vu bausse kucken an och bewäerten. An och d'Vertraue vun de Leit hei am Land an d'Zukunft ass haut esou héich wéi nach ni.

D'Leit hunn awer och Suergen, Här President, si hunn och Bedenken. Am Alldag funktionéiert

net alles, wéi et soll a wéi et muss. Nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehalen, wou mer wëlle weiderkommen. Déi sozial Kohäsioun gëtt ëmmer nees op d'Prouf gestallt. D'Méisproochegkeet ass e groussen Atout, deen awer och eng Rëtsch Erausfuerderunge mat sech bréngt. Déi demografesch Entwécklung an de leschte Joren huet dozou gefouert, dass d'Liewen an d'Wunnen deier, dacks ze deier gi sinn. Eise Schoulsystem muss sech permanent upassen an et feelt un deene richtegen Aarbechtskräften, grad an deene Secteuren, déi eise Wuelstand och sollen erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut wëll ech iwwer eist Land an iwwer seng Bierger, iwwert d'Mënschen, déi hei wunnen, liewen a schaffen, schwätzen. Haut an och déi nächst Deeg solle mer eis mat deem beschäftegen, wat eist gréisst Uleies ass: mam Zoustand vu Lëtzebuerg a senge Bierger, mat den Erausfuerderungen a mat de Weeër, déi mir an den nächste Jore wäerten zesumme goen.

Zu Lëtzebuerg liewen haut ronn 600.000 Leit. Bal d'Halschent dovunner hunn net déi lëtzebuergesch Nationalitéit. An all Dag kommen och nach eng 180.000 Fraen a Männer iwwert d'Grenz bei eis schaffen. Si droen zu eisem Wuelstand bäi a garantéieren den Equiliber am Gesondheets-, am Sozial- an am Pensiounssystem. Eis Populatioun ass divers. A wéi an all den industrialiséierte Länner gëtt se och all Joer méi al. Zanter 1980 ass d'Liewenserwaardung ëm ronn zéng Joer hei zu Lëtzebuerg eropgaangen. Eleng an de leschten zéng Joer ass d'Populatioun am Grand-Duché och ëm 20% gewuess. Tëschent Enn 2010 an Enn 2016, also bannent grad emol sechs Joer, sinn zu Lëtzebuerg 74.000 Leit bäikomm. Dat si 74.000 Mënschen, déi haut hei wunnen, déi hei akafen, déi hei bei den Dokter ginn, déi an d'Spidol ginn, déi an d'Schoule ginn, déi d'Stroosse benotzen, d'Stroosseninfrastrukturen an déi awer gëschter nach net hei waren.

Dee Wuesstum huet säi Präis, mä dee Wuesstum huet awer och mat sech bruecht, dass eis Paien, eis Renten héich sinn an d'Chômagezuelen niddreg bleiwen. An de leschten dräi Joer ass de Chômagetaux vu 7,1% op den Taux vu 6% erofgaangen, a wann een dem Statec och nach gleeft, wäert déi Zuel erofgoen. An do solle mer eis och alleguerten driwwer freeën. Et ass ee vun de villen Indicateuren, déi weisen, dass mer eis och an déi richteg Richtung bewegen. Et ass ee vun deene villen Indicateuren, déi eis soen, dass mer mat Zouversiicht kënnen no vir kucken.

D'Land huet sech entwéckelt an et entwéckelt sech weider. Et ass en Deel vum Modell Lëtzebuerg, dass mer net stoe bleiwen, mä dass mer eis weider developpéieren. Dat bréngt och Erausfuerderunge mat sech, Erausfuerderungen, déi der Regierung ganz bewosst sinn a fir déi Léisunge proposéiert, geplangt an och ëmgesat ginn. Mir hunn eng zentral Aufgab, Här President, an déi ass, derfir ze suergen, dass et de Leit, déi hiren Alldag zu Lëtzebuerg hunn, déi hei liewen an hei schaffen, dass et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Mir hunn awer och d'Aufgab, derfir ze suergen, dass dat net nëmmen haut de Fall soll sinn, mä dass dat och esou an der Zukunft bleiwe soll.

De Modell fir Lëtzebuerg, dee mer haut zeechnen, muss kënnen iwwert d'Zäit bestoen an dierf net wackeleg ginn, wann eng Kéier méi e raue Wand hei zu Lëtzebuerg bléist. D'Regierung huet also ganz bewosst Decisioune geholl, déi eng laangfristeg Inzidenz hunn an déi wichteg si fir d'Land a fir seng Bierger.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg och gutt geet. Dofir investéiere mir an eis Géigewaart an an eis gemeinsam Zukunft. Et huet mussen investéiert ginn, well et eppes opzeschaffe gouf. An d'Regierung wollt investéieren, fir ze verhënneren, dass mer hannendrageroden, wat eis Infrastrukturen, eis Stroossen, eis Schinnen, eis Spideeler, eis Schoulen, de Reseau vu Stroum, Waasser an Ofwaasser, Gas an zum Beispill och d'Datenautobunne concernéiert. Et huet mussen investéiert ginn an de Schutz vun natierleche Ressourcen, eng propper Loft, Waasserqualitéit, e gesonde Bësch, eng intakt Ëmwelt an eng nohalteg Landwirtschaft. Et gouf investéiert am Beräich Héichschoul a Recherche.

Jo, dat sinn Investissementer - an ech nennen dat keng Depensen -, déi dréngend noutwendeg waren an och eropgeschrauft goufen. An deen héijen Invest ass weiderhin noutwendeg, well mer net kënne stoe bleiwen, wa mer eise Wuelstand an eis Liewensqualitéit wëllen erhalen.

Wa mer wëlle bleiwen, wat mer sinn, dierfe mer do net stoe bleiwen, wou mer haut sinn.

Eng vun deene gréissten Erausfuerderungen an eisem Alldag ass d'Mobilitéit, déi leider vill ze dacks zu enger Immobilitéit mutéiert ass. D'Ursaache sinn op den éischte Bléck séier fonnt: De Reseau vu Stroossen a Schinnen ass net esou séier gewuess wéi d'Populatioun an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen. Eleng am Schinneberäich ass d'Zuel vun de Passagéier an de leschten zéng Joer ëm 60% an d'Luucht gaangen. Zejoert sinn iwwer 22,5 Millioune Leit mam Zuch gefuer. D'Regierung huet hei séier reagéiert, well et dréngend néideg war a well et och eppes opzeschaffe gouf. Esou hu mer d'Investitiounen an de Schinnereseau tëschent 2014 an 2015 ëm 50% eropgesat an iwwer eng hallef Milliard Euro sinn hei an deenen zwee Joer installéiert a verbaut ginn.

De Budget ass zejoert nach emol eropgaangen an e wäert weider eropgoen. Mir ginn elo am Hierscht e grousse Schrack och weider mat der Mobilitéit, andeem eng nei wichteg Gare an der Stad och opgeet. Am Dezember wäert näämlech den Arrêt Pafendall ageweit ginn. An de Reseau gëtt och fundamental verännert, an doduerjer wäerten och eng Dausenden an Dausende vu Leit Zäit spueren.

Duerch weider Elementer wéi en Arrêt um Houwald, duerch méi eng héich Kadenz op den Haaptachsen an duerch nei a modern Locomotricë gëtt den Zuch net nëmme méi attraktiv, mä och nach besser a virun allem och méi zouverlässeg, wéi dat haut de Fall ass.

Mir hu massiv an d'Schinnen, mä och an d'Stroossen investéiert a wäerten dat och weider maachen. Mat Infrastrukturen am Sënn vun der Mobilitéit an neiem Material gëtt de Problem awer net eleng geléist. Et muss och en Ëmdenke stattfannen. An do muss een och d'Ursaache vun der Immobilitéit siche goen, déi een eréischt op den zweete Bléck gesäit. Dozou gehéiert zum Beispill de Fait, dass net nëmme méi Leit op eise Stroossen a Schinnen ënnerwee sinn, mä och dass se all am selwechte Moment op déi nämlecht Plaz fuere wëllen.

Fir dëse Problem an de Grëff ze kréien, muss ee méi wäitsiichteg an och méi courageiert Decisiounen huelen. D'Regierung ass amgaangen, justement déi Elementer erauszefilteren an no Méiglechkeeten ze sichen, fir d'Verkéiersopkommes punktuell ze reduzéieren. Et geet hei ëm d'Zesummespill vu verschiddene Mesuren.

Eng Mesure ass sécherlech a geziilt den Ausbau vum Tëleetravail. Et geet dobäi ëm Modeller, wou zum Beispill Betriber kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se hiren Employéen d'Méiglechkeet ginn, en Deel vun hirer Aarbecht vun doheem aus ze maachen. Dat soll net d'Regel ginn a muss och net d'Majoritéit vun de Leit an enger Firma betreffen. Mä et gëtt Modeller, wou et sënnvoll a produktiv ass fir de Salarié sougutt wéi fir de Patron.

Et muss awer och méi dezentral geduecht a geplangt ginn. D'Regierung geet dee Wee zanter dräi Joer. Si investéiert geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen, déi haut manner favoriséiert sinn. Esou hu mer zum Beispill speziell Hëllefen agefouert fir Betriber, déi hir Aktivitéite maachen op deene Plazen, wou am Moment de Chômage zum Beispill méi héich läit. Dës Initiative wäerte mir och dëst Joer weider entwéckelen. A mir wäerten dru schaffen, méi Aktivitéiten dohinner ze kréien, wou och Logementsprojete geplangt sinn an och weiderer kënne geplangt ginn.

Mir mussen am Kader vun der Landesplanung nämlech och d'Aarbechtsplaze méi no bei d'Leit bréngen amplaz ëmgedréit.

De ländleche Raum, verschidde Regiounen am Osten, am Süden, am Westen an och uewen am Norde vum Land hunn et haut dacks schwéier, well zum Beispill den Tourismus do och zréckgeet oder well d'Leit ëmmer méi hiren Dag do verbréngen, wou se och schaffen. Dat ass ëmmer manner an der Regioun selwer, wou se selwer wunnen. Mir wëllen dat entkräften an derfir suergen, dass och Aarbechtsplazen do entstinn, wou an de leschte Joren der vill ewechgefall sinn.

Esou si mer amgaangen, mat Partner an der Privatwirtschaft un engem neie Konzept ze schaffen, wou mer flexibel „Co-working-Strukturen" géife schafen an deene véier Ecker vum Land no bei de Grenzen. Mir plangen un engem Modell vu moderne Bürosgebaier, déi net enger Entreprise eleng gehéieren, mä vun Employéen aus verschiddene Betriber kënnen, fir eng bestëmmten Zäit am Dag, genotzt ginn. Esou soll zum Beispill e Frontalier, deen aus Frankräich kënnt, net duerch d'ganz Land fueren, fir op de Büro ze kommen, an dann eng Stonn drop nees den Auto huelen, fir bei de Client ze fueren.

Duerch nei Aktivitéiten op méi dezentraliséierte Plazen an eisem Land kënne mer verschidde Ballungsgebidder entlaaschten a suergen och fir eng Relance vun der Ekonomie op lokalem Niveau. Mir sinn amgaangen, eis Ekonomie grondsätzlech ze iwwerdenken. D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass d'Ekonomie de Leit déngt an net ëmgedréit.

Mir brauchen eng gesond, kompetitiv, modern a flexibel, mä awer och gerecht Ekonomie, fir dass d'Zukunft vun eis a vun eise Kanner och ofgesécher ass. D'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, musse vun der ekonomescher Aktivitéit zu Lëtzebuerg och kënne profitéieren. Dat bedeit, dass mer eis verstäerkt op Aktivitéite konzentréieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit och, dass vill méi op Qualitéit ewéi op Quantitéit gesat gëtt.

Et si Betriber, déi besser op Lëtzebuerg passen ewéi anerer. An d'Regierung konzentréiert sech op Entreprisen, vun deenen de Flächeverbrauch an d'Nuisance fir Mënsch an Ëmwelt am Verhältnis stinn zu deem, wat de Betrib eisem Land an der Ekonomie awer och ka bréngen.

Virun e puer Woche gouf an deem Sënn och eng nei Promotiounsstrategie vun der Regierung virgestallt. Mir professionaliséieren a cibléieren domadder eis Aktivitéiten, fir nei Entreprisen op Lëtzebuerg ze zéien an Aarbechtsplazen ze schafen. Den Echange tëschent deene verschiddenen Akteure gouf fundamental verbessert. Et geet an Zukunft verstäerkt dorëms, Synergien ze schafen an eis Promotioun méi effikass ze maachen. Sou existéiert elo eng eenheetlech Strategie mat klore Prämissen, déi vun all den Akteure gedroen an och suivéiert gëtt.

D'Secteuren, op déi mer eis och weiderhi konzentréieren, sinn déi, wou mer eis Stäerkten hunn, wou mer gutt Experienze gemaach hunn an och e gudde Reseau opgebaut hunn, also natierlech och weiderhin de Finanzsecteur an déi Servicer, déi domadder verbonne sinn, mä dernieft och Eko- a Biotechnologien, den digitale Secteur am breede Sënn, den Automotiven an och weiderhin de Logistiksecteur, wou Lëtzebuerg eng Success Story ass, an dat net

eréischt zanter gëschter. A wann een d'Zuele kuckt vum Klassement vu Lëtzebuerg, gesi mer, dass mer souguer d'lescht Joer zweetbescht op Weltniveau vun der Weltbank klasséiert gi sinn.

D'Industrie, Här President, bleift e Pilier vun eiser Wirtschaft a spillt eng wesentlech Roll an eiser Diversifikatioun. Mir brauchen awer och nei Iddien. Mir brauchen nei Modeller an nei Beräicher, wou Lëtzebuerg eng Roll ka spillen a sech haut an och an den nächste Joren en Numm ka maachen.

Mir sinn amgaangen, eis zu enger Natioun ze entwéckelen, déi am Beräich vun de Weltraumtechnologien zu engem Virreider gëtt. Dat ass eng kloer Weiderentwécklung vun där Geschicht, déi mer mam Lancement vum éischten Astra-Satellitt virun 30 Joer ugefaangen hunn ze schreiwen. Et ass awer gläichzäiteg och en neit Kapitel, wat mer opschloen. Et ass eng laangfristeg Investitioun, an d'Regierung geet hei e Wee, dee positiv ass fir Lëtzebuerg, an dat net eleng, well mer der Meenung sinn, dass „space mining" eng Zukunft huet.

Dës Initiativ vun der Regierung huet en direkten Néierschlag fir eis Renommee a mir ënnerstréichen eise Ruff als Natioun vun Innovatioun. Schonn elo ass Lëtzebuerg eng Plaz fir all Betrib a Fuerschungsinstitut, déi sech mat Weltraumtechnologie beschäftegen, a mir verstäerken dat och nach däitlech.

Mir entwéckelen eis awer och zu engem ideale Land fir Betriber aus dem FinTech-Beräich, also déi Betriber, déi nei Technologië fir de Finanzsecteur developpéieren. Mam Schafen dës Woch vum Luxembourg House of FinTech hu mer eng wichteg Etapp gemaach um Wee, fir déi éischt Adress an Europa ze gi fir FinTech-Entreprisen.

Dernieft hu mer awer och massiv dru geschafft, fir d'Land op d'Weltkaart vun de Start-uppen ze setzen, also vu klengen, innovative Firmen aus ganz verschiddene Beräicher, déi nach am Ufank stinn. Mir konnten en Ekosystem opbauen, wou esou Start-uppe sech kënnen op hir Aktivitéite konzentréieren. Mam Schafe vum Digital Tech Fund oder mam Future-Fong hu mer eis Méiglechkeete ginn, fir esou Start-uppe finanziell ze ënnerstëtzen. Et sinn eng séllechen Incubateuren entstanen, wou deels de Stat selwer, deels a Kooperatioun mat externe Partner e Vivier geschafe gouf, wou jonk Entrepreneuren eng Plaz fonnt hunn an och an Zukunft wäerte fannen, fir d'Äerm eropzestréppen an och kënnen ze schaffen.

Lëtzebuerg entwéckelt sech zu enger Start-up-Natioun, déi och international esou wouergeholl gëtt. Wichteg Initiative si geholl ginn a weiderer kommen an den nächste Joren no. A vun deenen Initiative profitéieren net nëmmen déi Betriber, déi mer wëllen heihinner kréien, mä och déi, déi schonn hei sinn.

Mir sinn a bleiwen innovativ a kompetitiv. D'Regierung schafft dowéinst och un engem neie System iwwert d'Propriété intellectuelle, also engem neien IP-Regimm. D'Diskussioune mam Secteur hu schonn ugefaangen. Eist Zil ass et, fir spéitstens d'nächst Joer en neie Regimm ze hunn, deen d'Fuerschung zu Lëtzebuerg stäerkt an eis als Standuert fir Betriber, déi an d'Recherche investéieren, weider etabléiert. Mir wëllen den Entreprisen hei am Land d'Liewen esou einfach wéi méiglech maachen.

Mam sougenannten Omnibusgesetz, wat dëse Mount a Kraaft getrueden ass, gouf e wichtegen Ufank gemaach, an eng Rëtsch Prozedure sinn doduerch wesentlech méi einfach an och méi kuerz ginn. Dee Wee geet d'Regierung konsequent weider a schafft nom éischten Omnibusgesetz och schonn un engem weidere Pak vu Mesuren, mat deene mer administrativ Hürden ofbaue kënnen.

Am Kader vum Programm „Einfach Lëtzebuerg" sinn iwwer 200 Proposen aus der Populatioun erakomm, fir Verbesserunge virzeschloen. An e Véierel dovunner ass och effektiv als Projet zréckbehale ginn. Et sinn elo dräi Joer hier, dass d'Regierung dëse Projet lancéiert huet an eleng an deem Kader goufe schonn eng 30 Verbesserunge realiséiert. Dat geet vu Prozeduren, déi haut digitaliséiert gi sinn, bis zu Etappen, déi sech als iwwerflëssig oder net méi zäitgeméiss erausgestallt hunn an einfach ofgeschaaft gi sinn.

Mir hunn eng ganz Rëtsch vu Méiglechkeeten och geschafen, fir Demanden elo direkt online kënnen ze maachen, amplaz dass d'Leit sech mussen op e puer Plazen dann och nach deplacéieren, fir Formulairë sichen ze goen a se duerno och nees do ze deposéieren. An d'Servicer goufen zentraliséiert an double Emploien och ofgeschaaft. Déi administrativ Vereinfachung ass e permanente Prozess an d'Regierung geet dee Wee och konsequent weider, fir am Kader vun „Einfach Lëtzebuerg" d'Liewen och wierklech méi einfach ze maachen. Dat ass am Sënn vun de Bierger an dat ass am Sënn vun de Betriber.

Eis Ekonomie steet awer nach viru weideren Erausfuerderungen a mir wäerten eis och an den nächste Jore verstäerkt mat der Fro beschäftegen, wéi d'Aarbecht an Zukunft ausgesäit. Wéi gesäit d'Industrie an der Mëtt vum 21. Jorhonnert aus? Wat ass de Rôle vum Mënsch bei engem Produktiounsprozess? D'Regierung waart net, bis mer konkret mat dëse Froe befaasst ginn, mä schafft schonn haut u Konzepter, déi eréischt an Zukunft zum Droe kommen.

D'Recommandatiounen aus dem Rifkin-Rapport sinn do eng wichteg Hëllef. Mir notzen dës Feststellungen an Analysen, fir weider ze denken a fir Signaler ze ginn. Zesumme mat den Akteuren aus der Wirtschaft an aus der Wëssenschaft an zesumme mat de Sozialpartner entwéckele mer Projete fir d'Zukunft. Et ginn elo schonn eng Rëtsch Initiativen, déi op dës Virschléi aus dem Rifkin-Rapport zréckginn.

Ech nennen d'Beispill, Här President, vun innovativen Energiekonzepter, wéi mer se an de Wunnprojete vun der SNHBM zu Ollem amgaange sinn ze plangen. Hei soll en energetesch autonome Wunnquartier entstoen, wou all Stot net just Stroum konsuméiert, mä och produzéiert an och en eegene Reseau opbaut, also eng ekologesch an héich technologesch Entwécklung, déi haut mat der Ënnerstëtzung vun der Regierung ëmgesat gëtt. Mir investéieren an d'Géigewaart an an d'Zukunft, amplaz eis u Modeller festzehalen, déi an Zukunft iwwerhaapt net méi ze hale wäerte sinn.

Mir wëssen haut, dass d'Entwécklung am Beräich vun der Digitaliséierung eisen Alldag weider wäert beaflossen, esou wéi dat och déi lescht Jore war. Mir wëssen awer och, dass mer net passiv wëllen nokucken, mä matgestalten, fir dass mer déi Zukunft an eisen Hänn hunn an och déi Chance. D'Aarbecht verännert sech, d'Beruffer verännere sech, a mir hale Schratt mat dëser Entwécklung.

Déi gréisst Erausfuerderung an der Zukunft fir eis Wirtschaft, fir eis Gesellschaft a fir eist Land läit am Schoul- an am Bildungssystem. Mir waren alleguerten eng Kéier an der Schoul. Déi mannst vun eis sinn et haut nach all Dag. Et kann ee sech awer net wierklech virstellen, wéi den Alldag an de Lëtzebuerger Schoulen haut ausgesäit, wann een net all Dag dohinnergeet, fir eppes ze léieren oder fir eppes ze enseignéieren.

D'Schülerpopulatioun huet sech an de leschte Jore fundamental verännert. De Bagage, deen d'Kanner matbréngen, ier se an eise Schoulsystem integréiert ginn, ass net méi deeselwechten homogenen, wéi dat bei viregte Generatiounen nach de Fall war.

Eis Schoule sinn am Fong d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft. Am Joer 2003 hate knapp en Drëttel vun de Schüler e Migratiounshannergrond. Haut ass et praktesch d'Halschent an den Taux geet weider an d'Luucht. D'Ufuerderungen, déi mir als Gesellschaft un eis Kanner stellen, sinn net méi vergläichbar mat deem, wat hir Elteren an der Schoul erlieft hunn. Déi dausend Enseignanten, déi all Dag virun enger Klass stinn, sti scho laang net méi just virun enger Klass, mä an enger Klass.

Et sinn nei Schoulmodeller ausgeschafft ginn a mir hu wäertvoll Experienze gesammelt, fir eise Schoulsystem méi effikass ze maachen a méi no un d'Realitéiten ze bréngen. An d'Wierklechkeet huet sech an deene leschte Joren och fundamental geännert. An déi Verännerunge sinn nach net fäerdeg. Mir mussen déi Jonk op Beruffer virbereeden, déi et haut vläicht iwwerhaapt nach net gëtt!

Mir dierfen a kënnen also net mat enger Denkweis a mat enger Iwwerleeung vu gëschter un d'Erausfuerderungen an der Schoul vun haut erugoen. D'Regierung setzt sech dofir kloer an, dass ëmgeduecht gëtt an dass och bannent kierzester Zäit e Kader geschafe gëtt, deen de Schoulsystem och moderniséiert. Mir setzen op d'Diversitéit vun den Talenter. Et kann net all Schüler alles kënnen an et muss net all Schüler alles kënnen. Mir sinn um Wee vun enger Diversifiéierung vun der schoulescher Offer, wou mer op déi individuell Stäerkten an Talenter vun de Schüler setzen, amplaz se wéinst hire Schwächte wëllen ze bestrofen.

D'Regierung huet déi Reform am Secondaire, déi laang op sech waarde gelooss huet, elo esou wäit ofgeschloss, a se soll nach virun der Summervakanz gestëmmt ginn. Mir passen d'Schoul och de Realitéiten an der Aarbechtswelt un a ginn Äntwerten op déi Froen, déi souwuel vun deene Jonke selwer, awer och vun den Employeure gestallt ginn.

Mir féieren eng Section I am klassesche Lycée an, wou d'Schüler geziilt op e Studium am digitale Beräich preparéiert ginn. Am September ginn eng 50 Schüler an zwee Lycéeën op dës nei Sektioun a konzentréiere sech op d'Kompetenzen an der Informatik a Mediewëssenschaft. Aner Lycéeë sinn amgaangen, sech Profiller ze gi ronderëm d'Promotioun vum Entrepreneuriat, der nohalteger Entwécklung an den internationale Filièren. Esou entsteet an deenen nächste Joren eng Schouloffer, déi esou villfälteg ass wéi d'Talenter an d'Liewenspläng vun de Schüler.

Mir investéieren an den nächste Méint a Jore weider an d'Digitaliséierung vun der Schoul. Mir wëllen déi Jonk eruféieren un e Secteur, dee fir d'Zukunft vum Land vun enormer Bedeitung ass, a gläichzäiteg hiren Interessi verstäerken. Mir encouragéieren ausdrécklech en Enseignement, deen der Wierklechkeet gerecht gëtt an och op déi nei Medie setzt, fir Inhalter a Methoden ze vermëttelen. Vun der Rentrée u kréien dofir och all Schüler d'Méiglechkeet, am Secondaire en Tablet zu besonnesche Konditiounen ze kréien, fir dësen am Kader vun hirem Schouldag ze notzen.

Déi Jonk, déi de Parcours an der ëffentlecher Schoul haut duerchlafen an um Enn mat engem Ofschloss erausginn, sief dat mat enger professioneller Grondausbildung, mat engem Diplom am Enseignement technique oder mat enger Première, déi hunn déi beschte Chancen haut um Aarbechtsmaart. En Ofschloss ass eppes wäert. A mat engem Ofschloss brauch ee sech zu Lëtzebuerg wéineg Suergen ëm seng Zukunft ze maachen.

D'Zukunftschancë vun de Schüler ginn opgebaut, ier et Schüler sinn. Mir mussen d'Kanner Kanner si loossen. Mir musse si sech entwéckele loossen an derbäi och ënnerstëtzen, wa se sech entfalen an hir Stäerkten developpéieren. Dat fänkt fréi un. An d'Regierung suergt fir d'Chancëgläichheet. All Kand soll déiselwecht Viraussetzunge kréien an déiselwecht Méiglechkeeten och hunn.

Schonn an der viregter Legislaturperiod gouf richteg erkannt, dass et e Besoin gëtt, a mam Aféiere vum Chèque-service ass d'Zuel vun de Betreiungsstrukturen zu Lëtzebuerg enorm an d'Luucht gaangen. Un der Quantitéit vu Plazen an de Crèchen oder an de Maisons relais feelt et haut dacks net, mä d'Qualitéit muss awer och stëmmen.

Mir hunn dofir e Paradigmewiessel an der Kannerbetreiung agelaut. Mir hunn iwwer e Gesetz kloer Qualitéitskritäre festgehalen. Et muss haut garantéiert ginn, dass d'Kanner net an eng Crèche geparkt, mä kandgerecht encadréiert ginn. Et muss e Konzept existéieren an eng präzis Dokumentatioun vun deem, wat am Dag an enger Struktur geschitt. De Stat ass och zoustänneg fir d'Surveillance vun der Qualitéit a kontrolléiert haut regelméisseg.

Mir investéieren an d'Qualitéit. Fir dat nächst Joer ginn nach emol 81 Milliounen Euro zousätzlech an d'Klengkandfërderung investéiert. Et ass en Investissement, deen d'Familljen direkt entlaascht. Eng qualitativ héichwäerteg Betreiung vun de Kanner dierf keng Fro vun de finanzielle Moyene vun den Eltere sinn.

An dofir huet sech och en nächste Schrëtt imposéiert, deen och dëst Joer Realitéit gëtt: Fir d'Rentrée gi mer e weidere wichtege Schrëtt a Richtung vun enger gratis Kannerbetreiung. Tëschent engem a véier Joer kann all Kand vun 20 Stonne gratis Betreiung profitéieren, an dat wärend 46 Wochen am Joer. Fir d'Kanner aus sozial méi schwaache Famillje kënnen et bis zu 30 Stonne ginn. Déi weider Stonne ginn iwwer e sozial gestaffelten Tariff bezuelt, dee fir all Kand no ënnen ugepasst gëtt. Dat ass eng konkret Entlaaschtung fir d'Familljen, fir d'Mammen a fir d'Pappen, déi op engem Punkt an hirem Liewe stinn, wou et op all Sou ukënnt.

Eng Famill mat zwee Kanner, Här President, an der Crèche kann esou vun der Rentrée u mat tëschent 3.000 a 5.000 Euro pro Joer entlaascht ginn. Gläichzäiteg hiewe mir och d'Personalressource fir dës Strukturen ëm 10%. Mir garantéieren esou, dass all Kand zu Lëtzebuerg eng qualitativ héichwäerteg a professionell Betreiung kritt, dat op Basis vun engem pädagogesche Konzept.

Et ass e Konzept, wat wäit iwwert d'Förderunge vun der Méisproochegkeet erausgeet. An dat soll wärend op d'mannst 20 Stonnen an der Woch fir all Kand och gratis sinn. Wärend also haut an engem Wahl- oder Virwahlkampf an Nopeschlänner déi eenzel Parteien iwwer eng gratis Kannerbetreiung nodenken, setze mir déi dëst Joer ëm.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Iwwergang vun der Crèche an d'Schoul geet esou fléissend an ouni Broch, wéi dat haut oft de Fall ass. Dat gëllt fir d'Horairë vun der Gratuitéit, mä et gëllt och a virun allem fir déi pädagogesch Approche. D'Kanner sollen an dierfe Kanner sinn. Se solle sech kënnen entfalen, hir Stäerkten developpéieren, an net schonn am Ufank vun hirer Schoulcarrière duerch Barrièren eweí d'Sprooch, d'Léierverständnis an déi sozial Kompetenzen un hirer natierlecher Entwécklung gehënnert ginn. Mir schafe Chancëgläichheet fir all Kand zu Lëtzebuerg, Chancëgläichheet fir all Famill.

Et bleift awer eng Realitéit, dass net all Kand sech an engem generelle Schoulsystem zurechtfënnt, an net all Jonke bleift beim Parcours op der Spur. All Jonken, deen d'Schoul fréizäiteg verléisst, ouni en Ofschloss, ass engem gewëssene Risk ausgesat, wat seng berufflech Zukunft an och seng finanziell Onofhängegkeet betrëfft, an ass doduerch och dacks anere Risken ausgesat an ass méi ufälleg, fir den Uschloss un d'Gesellschaft ze verléieren. Mir hunn also alleguerten all Interêt drun, fir alles ze maachen, dass déi Jonk net fréizäiteg lassloossen, mä derbäibleiwen an och eng Perspektiv behalen.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir suerge mir och derfir, dass souwuel déi staark, awer och déi schwaach Schüler dat kréien, wat se och brauchen.

D'Regierung lancéiert an den nächste Méint a Joren eng regelrecht Offensiv, fir déi Schüler ze encadréieren, déi esou en Encadrement och brauchen, si ze begleeden a si och ze ënnerstëtzen. D'Schüler mat Léierschwieregkeeten a verhalensopfälleg Schüler ginn an de Fokus gestallt. Mir suergen derfir, dass déi bestoend Strukture méi Personal kréien a mir schafe wann néideg och nei Strukturen. Dat ass notamment de Fall fir Kanner mat sougenannten „Dys"-Problematiken.

De sozioeducative Secteur gouf an der Vergaangenheet oft vernoléissegt. Et feelt u Personal, Unerkennung a Konzepter. Dat soll sech fundamental änneren. Mir presentéieren an den nächste Wochen eng déif gräifend Reform och vun der Éducation différenciée, mat där de Stat sech och déi Moyenen, néideg Moyene gëtt, fir dësen Obligatiounen an deem Beräich endlech gerecht ze ginn.

An de Schoule selwer, an de staatleche Kannerheemer, an de sozioeducative souwéi awer och an den therapeuteschen Zentre fir Kanner a Jugendlecher an och an der Ediff selwer gëtt e Qualitéitsschlëssel agefouert.

D'Regierung gesäit e Rekrutementsplang fir déi nächst Jore vir, mat deem iwwer 350 nei Poste geschafe ginn. Mat dësem zousätzleche qualifizéierte Personal gëtt den Encadrement vu Kanner a Jugendlecher grondleeënd a laangfristeg verbessert. Et sinn 350 Leit méi, déi iwwert déi nächst Joren zur Verfügung stinn, fir do ze entlaaschten, wou d'Educateuren, d'Sozialaarbechter, d'Psychologen, d'Pädagogen an d'Therapeuten haut dacks iwwerlaascht a leider och zum Deel iwwerfuerdert sinn.

Am Zentrum vun eiser Gesellschaft steet d'Famill. Mir alleguerte si Kanner vun eisen Eltern. Mir sinn Enkelkanner, Bridder a Schwësteren. Mir selwer sinn Elteren oder Grousselteren. D'Famill an d'Zäit, déi mer mat deene verbréngen, déi eis am wichtegste sinn, soll och verstäerkt an den Zentrum vun onser Opmierksamkeet réckelen.

Mir alleguerten, egal wou mer hierkommen a wéi eng politesch Iwwerzeegung mer hunn, mir alleguerten hunn e gemeinsamt Zil: Mir hätte gären, dass et deene gutt geet, déi eis wichteg sinn. Elteren hätte gären, dass et hire Kanner gutt geet. E Kand huet e Recht op Zäit an Opmierksamkeet, op Léift, op e Gefill vu Gebuergenheet an op Rou. D'Eltere sinn an der Verantwortung. Si sinn déi éischt Bezuchsperson fir d'Kand. Si musse sech këmmeren ëm dee Mënsch, deem si d'Liewe geschenkt hunn. Si musse sech awer och kënne këmmeren, also d'Méiglechkeet hunn, hire Rôle ze erfëllen. Dat ass net ëmmer einfach. A mir als Gesellschaft hunn dofir d'Aufgab, deenen Elteren och déi Méiglechkeet kënnen ze ginn.

D'Familljepolitik vun der Regierung stellt d'Kand an de Mëttelpunkt an et ass net un eis, fir ze decidéieren, wat richteg oder falsch ass. Et steet eis net zou, e bestëmmte Familljemodell ze imposéieren. Mä mir mussen Äntwerte ginn op déi konkret Besoine vun den Elteren am Interêt vum Kand.

An de leschte Jore goufen et Changementer an och Adaptatiounen an der Familljepolitik, well se néideg waren. D'Realitéit huet gefuerdert, dass d'Familljepolitik der Realitéit ugepasst gëtt. Esou ass et haut zum Beispill d'Realitéit, dass dräi vu véier Frae schaffe ginn, well d'Frae mussen oder och well se et wëllen. Virun 30 Joer war et manner wéi d'Halschent. A virun allem ginn och d'Mammen haut schaffen.

De Fait, dass eng Koppel e Kand kritt, huet fréier oft fir d'Fra bedeit, dass si hir Aarbecht

opginn huet oder huet mussen opginn. Haut ass dat net méi de Fall! Et ass net un eis, dat ze bewäerten, mä et ass awer un der Politik, deem Rechnung ze droen. Geneesou wéi et un der Politik ass, ze realiséieren, dass et ëmmer méi sougenannte Patchworkfamillje ginn, och zu Lëtzebuerg, dass ëmmer méi Mariagen och nees gescheet ginn an d'Zuel vun den Elengerzéienden ëmmer weider an d'Luucht geet. Déi Realitéite verlaangen Äntwerten, an zwar am Interêt vum Kand. All Kand muss déiselwecht Rechter hunn an déiselwecht Chancen.

De reforméierte Congé parental ass en zentraalt Element vun enger Familljepolitik, déi et den Eltere méi einfach mécht, Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, an zwar net nëmmen de Mammen, mä och de Pappen. Sou stelle mer fest, dass et virun allem eng Hausse gëtt bei de Pappen am Moment, déi deen neie Congé parental ufroen. An allgemeng kann ee behaapten, dass an den éischte Méint déi Demande vu Pappe fir de Congé parental sech verduebelt huet.

Mir musse méi wäit denken a mir denken och méi wäit, Här President. Aarbecht a Famill soll an Zukunft kee Widdersproch an dësem Land méi bedeiten, mä sech ergänzen. Mir schaffen dofir och u Modeller, déi et den Elteren, déi schaffe ginn, erlabe sollen, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, wärend der Zäit, wou d'Kanner dat och fuerderen a wou et och wichteg ass fir d'Kanner. En éischte Schratt ass dee mam Congé parental, awer och mat der Reform vun de Congés extraordinaires, wou an Zukunft d'Eltere wärend där Zäit, wou d'Kanner kleng sinn, méi Congé hunn, fir de Fall wou d'Kand moies krank ass a mat Féiwer waakreg gëtt.

Den nächste Schrëtt wäert sinn, dass mer iwwer eng méi flexibel Opdeelung vun der Aarbechtszäit nodenken. Et ass net all Mataarbechter vun engem Betrib iwwer seng ganz Carrière d'selwecht disponibel. Et ginn Zäiten am Liewen, wou ee méi wëllt a méi ka schaffen, an et ginn Zäiten am Liewen, wou ee wëllt oder muss méi kuerztréppelen.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. An dozou gehéiert och, dass d'Leit Wunnengen hunn an dass se sech déi och leeschte kënnen. Mir wëllen, dass eis Kanner sech net musse finanziell iwwerhuelen an hir Gedanken op dat kënne konzentréieren, wat wierklech zielt.

De Problem vun den héije Präisser vum Logement ass net nei an ass net iwwerraschend an en ass och net einfach ze léisen, scho guer net kuerzfristeg. Eng vun den Haaptursaache vum Problem, well et ass e reelle Problem, läit doranner, dass eist Land attraktiv ass - ech hunn lech virdru jo d'„Land" och zitéiert -, dass ëmmer méi Leit heihinner schaffe kommen, dass ëmmer méi Leit wëllen heihinner wunne kommen. Dat heescht, d'Demande no Wunnraum ass an de leschte Joren och stänneg gewuess. D'Offer och, mä net am selwechte Rhythmus.

D'Regierung huet an de leschte Joren dofir och op dräi Haaptachsen agéiert. Mir hu virop d'Zuel vun de Projete fir Wunnengen, déi iwwer staatlech Akteure gebaut ginn, massiv an d'Luucht gesat, also un der Offer geschafft.

Dann hu mer, zweetens, als Regierung derfir gesuergt, dass Terraine fräi ginn, op deene ka gebaut ginn, awer an de leschte Joren oder Jorzéngten näischt konnt oder näischt duerft geschéien.

An drëttens huet d'Regierung eng Rëtsch vun Initiativen a Reforme gemaach, déi d'Leit finanziell entlaaschten, wa se sech eng Wunneng wëlle kafe respektiv wa se e Loyer musse bezuelen.

Esou ass d'Zuel vun de Projeten, déi vun der Société nationale des habitations à bon marché reell gebaut ginn, bannent zwee Joer carrément verdräifacht ginn. Et si mat 250 Projete pro Joer nach ëmmer net genuch Wunnengen. Mä eng Verdräifachung vun der Aktivitéit bannent zwee Joer ass eng enorm Leeschtung. Nach ni virdrun huet de Stat esou vill an de soziale Wunnengsbau investéiert ewéi an deene leschten dräi Joer. Mir hunn duerch Verhandlunge mat Proprietairen, wéi notamment duerch den Accord mat ArcelorMittal, grouss Surfacë kënne fir Wunnprojete gewannen. Konkret grouss Projeten, déi den Ament an der Planung sinn, sinn déi op de Sitte vu Wolz, Ollem an Diddeleng, wou an den nächste Joren elo iwwer 3.000 Wunnenge kënnen entstoen.

Um Niveau vun der konkreter Hëllef fir déi Leit, déi haut op der Sich no engem Doheem sinn, goufen et am Kader vun der Steierreform substanziell Verbesserungen. Et ass eng speziell Ënnerstëtzung fir déi, déi grad am Ufank vun hirem professionelle Liewe sinn an am Fong deen Dilemma hunn, deen ee ganz oft a Länner wéi Lëtzebuerg huet: Mir hu Sozialwunnengen, fir déi eng jonk Koppel, wa se grad vun der Uni kënnt, ze vill Pai verdéngt, fir se ze kréien, awer op där anerer Säit, wa se d'Annoncë kuckt, net genuch verdéngt, fir um normale Marché kënnen eng Wunneng ze fannen.

An dofir ass deen erschwéngleche Wunnraum och esou e wichtege Projet. An ech sinn och ganz frou, dass zum Beispill e Projet um Kierchbierg, wou den Terrain deemools engem Promoteur gi gouf, deen dat meescht ugebueden huet, dat heescht, mir selwer als Stat am Fong d'Präisser mat gedriwwen hunn, esou transforméiert ginn ass, dass de Promoteur gesot huet (veuillez lire: dass dem Promoteur gesot ginn ass): „Dir dierft net iwwert deen dote Präis de Meter carré duerno verkafen." An domadder ass et fäerdegbruecht ginn, bei engem Projet, deen awer scho fäerdeg war, deen awer vun der Regierung dunn annulléiert ginn ass, fir d'Halschent vum Präis um Kierchbierg Appartementer un d'Mëttelschichte weider kënnen ze ginn. Well dat wore ganz oft d'Oubliés vun der Logementspolitik: ze vill fir dat eent, net genuch fir dat anert.

Si ginn och zum Beispill am Kader vun der Steierreform entlaascht, andeems den Abattement fir d'Scholdzënsen um Eegenheem ëm ronn 30% an d'Luucht gesat gouf. De Plaffong vun deem, wat een als Jonke bis 40 Joer um Bauspuervertrag kann ofsetzen, gouf verduebelt, an d'Valeur locative um Eegenheem ass och ofgeschaaft ginn. Dës Mesurë si méi ewéi eng Drëps op de gliddege Steen, well se direkt bei deene Leit och ukommen, déi et och grad an deem Moment brauchen.

Duerch d'Steierreform ginn och Haiser a Wunnengen, déi eidel stinn, mobiliséiert, well déi Proprietairen, déi hiren Immeubel konventionéierten Akteure fir méi niddrege Loyer zur Verfügung stellen, dee Loyer bis zur Halschent vun de Steiere kënnen ofsetzen. Eng zousätzlech Dynamik koum och op de Marché duerch dat zäitlech limitéiert Erofsetze vum Taux op der Plus-value. Dës Mesure gëtt am Hierscht op hiren Impakt hin analyséiert. A wann et sech als sënnvoll erausstellt, kann déi Limitatioun och eng Kéier verlängert ginn.

Mir hunn eng nei Subvention de loyer agefouert, wou Haushalter mat bis zu 270 Euro all Mount kënne gehollef kréien. An d'Regierung huet och an de leschte Woche Mesurë geholl, fir dass déi Hëllef méi an Usproch geholl ka ginn, wéi dat haut de Fall ass.

All dës Mesurë sinn an der Logik, fir de Problem um Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg ze entkräften a fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi mat deem Problem geplot sinn. Et ass awer just den Ufank, an de Wee, fir Loft an dee stéckege Marché ze kréien, ass laang a stengeg. Mir sinn decidéiert, dat weider ze goen, an et kann nëmme goen, andeems de Wunnengsmaart weider dynamiséiert gëtt a Wunnengen och weider entstinn.

De Stat an d'Gemenge sinn haut scho wesentlech Akteuren um Wunnengsmaart. An déi ëffentlech Akteure schafe kontinuéierlech Wunnraum. Et duerf een de Problem dobäi net isoléiert upaken a just drop setzen, dass Bauland fräi gëtt. E Gesamtkonzept muss och am Kader vun enger intelligenter Landesplanung virgesinn, dass de rurale Raum besser a méi developpéiert ka ginn. Plazen, déi haut vläicht manner attraktiv si fir ze wunnen, well se schlecht un den ëffentlechen Transport ugebonne sinn, mussen opgewäert ginn.

Liewensqualitéit erhalen a Liewensqualitéit verbesseren ass eng vun den Haapthausaufgaben an deenen nächste Joren. Am ganze Land, souwuel an a ronderëm d'Stied, awer och an de ländleche Géigende musse mer kënne garantéieren, dass eis Kanner a Rou, gesond a sécher opwuessen.

Mir wëllen, dass déi, déi eis wichteg sinn, gesond sinn a gesond bleiwen, dass déi natierlech Ressourcë geschützt an eis Liewensmëttel héichwäerteg an am beschten och regional produzéiert sinn. Dat eent hänkt mat deem aneren zesummen an dofir ass et och just logesch, dass d'Regierung vill Initiative geholl huet am Sënn vun eiser Gesondheet an eiser Liewensqualitéit.

Esou setze mer eis derfir an, dass de Flächeverbrauch zu Lëtzebuerg minimiséiert a virun allem dem Kritär vun der Nohaltegkeet och gerecht gëtt.

Ee wichtege Partner dobäi ass déi Lëtzebuerger Landwirtschaft. D'Regierung ënnerstëtzt ausdrécklech déi regional Produktioun a promouvéiert zesumme mam landwirtschaftleche Secteur déi Produiten, déi vun eise Baueren a Wënzer produzéiert ginn. Mir wëllen awer och hei virun allem innovativ an net ideologesch virgoen. D'Demande no Produiten, déi de Bio-Label droen, ass an de leschte Jore stänneg gewuess an dee Secteur ka fir vill Baueren den Auswee sinn aus enger Spiral, wou ee soss ëmmer méi muss produzéieren, fir kënne vum Betrib ze liewen.

D'Ëmstellung op Bio ass allerdéngs zum Deel schwiereg. An dofir huet d'Regierung eng Rei Mesuren agefouert, fir deen Iwwergang ze erliichteren. Esou goufen am Kader vum neien Agrargesetz notamment Bioprimmen agesat, d'Berodung verstäerkt an d'Investitioun an d'Biolandwirtschaft krut Prioritéit.

Eng weider wichteg Initiativ kënnt elo derbäi: Wéi et schonn am Wäibau och de Fall ass, soll et an Zukunft och méiglech sinn, dass e Bauer zum Deel op Bio ëmstellt an esou ee méi duussen Iwwergank erméiglecht kritt. Mä esou eng Deelëmstellung muss zäitlech limitéiert sinn. De But ass jo, fir dass déi Ëmstellung duerno definitiv och an total ka ginn.

Esou kréien dann och d'Betriber fir eng Deelëmstellung d'Bioprimm op deem Deel, deen no biologesche Kritären och fonctionnéiert. Et gëllen dann eng Rei speziell Regelen ewéi zum Beispill, dass ee sech muss decidéieren, wéi eng Déierenaart op Bio ëmgestallt gëtt. D'Vertrauen, wat de Konsument an de Bio-Label huet, soll och weiderhin héichgehale ginn, an d'Leit dierfen net op eng Kéier en Doute kréien, wat dat eent oder dat anert ass.

Mir brauche gutt Liewensmëttel a mir brauche gesond Liewensmëttel an dofir och héich Standarden an der Produktioun.

Mir brauchen eng propper Ëmwelt an en effiziente Schutz vun den natierleche Ressourcen. Dat heescht zum Beispill eng verbessert Waasserqualitéit, wou d'Regierung grouss Retarden opgeholl huet a weider vill investéiert, fir dass och déi nächst Generatioune proppert a gutt Waasser zu Lëtzebuerg hunn, an de Baachen an an de Flëss, mä och aus dem Krunn. Mir setzen eis a fir héich Ëmweltstandarden, well se gutt si fir d'Mënschen, déi hei liewen. Mir wëllen, dass mir, awer och eis Kanner gesond opwuessen an eng propper Loft hunn, fir ze ootmen.

Här President, Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Dofir muss och jidderee séier a gutt gehollef kréien, wann en Hëllef brauch.

D'Regierung investéiert och weider intensiv an de Lëtzebuerger Gesondheetssystem, deen haut mat ee vun deene beschten op der Welt ass. Dat soll eis awer net duergoen a mir sollen net dobäi stoe bleiwen. Mir kënnen eis et och net erlaben, eis mat deem zefridden ze ginn, ewéi et ass, well et sti grouss Erausfuerderungen och virun eis.

D'Leit gi méi al. Se bleiwe méi laang aktiv a gläichzäiteg hélt och d'Zuel vun de chronesche Krankheete permanent zou. An déi beschte Gesondheetspolitik, déi mer iwwerhaapt kënne maachen, ass den Invest an d'Gesondheet amplaz an d'Heele vun de Krankheeten. Esou stellt d'OCDE beispillsweis fest, dass just 3% vun den Ausgaben am Gesondheetswiesen an d'Präventioun fléissen an déi aner 97% an d'Behandlung investéiert ginn.

Lëtzebuerg mécht eng Politik an eng aner Richtung. Mir brauchen e konsequent Emdenken. An d'Regierung wäert an den nächste Jore verstäerkt op där Achs schaffen a virun allem d'Leit opklären. Zesumme mat de Partner um Terrain, déi bei Sensibiliséierung a Präventioun eng wichteg a wäertvoll Aarbecht leeschten, wëlle mer hëllefen, dass d'Bierger Bescheed wëssen iwwert d'Risiken an awer och iwwer Symptomer. D'Fréierkennung ass beim Kriibs dacks de beschten Alliéierte vum Patient an och bei engem Schlag oder engem Häerzinfarkt entscheet déi direkt Prise en charge dacks iwwer Liewen oder Doud.

Mir hunn dofir e Konzept ausgeschafft an en neit Spidolsgesetz deposéiert, mat deem d'Prise en charge verbessert an och méi effizient gemaach ka ginn. Et gëtt an der Tëscht e Konsens, dass déi Reform am Sënn vum Patient ass, an de Bedenke vun den Dokteren ass och zum groussen Deel Rechnung gedroe ginn. Am Noutfall ass den Dokter responsabel fir d'Liewe vum Patient - den Dokter, d'Infirmière an d'Personal am Spidol. Déi Verantwortung muss unerkannt a valoriséiert ginn.

Eng éischt Zort Prise en charge vun engem Noutfallpatient geschitt awer och dacks nach ier en Dokter oder en Infirmier de Patient gesäit. Et si Leit, déi ronderëm sinn, vun deenen och a ville Fäll d'Schicksal vun engem Mënsch an Nout ofhänkt. Dofir wëlle mer och derfir suergen, dass den Taux vun deene Leit, déi Éischthëllefscoursë maachen, an d'Luucht geet. En éischte Schrëtt ass, dass mer d'Offer vum Éischthëllefscours an der Fonction publique och promouvéieren an de Leit, déi beim Stat schaffen, méi Méiglechkeete ginn, wärend der Aarbechtszäit esou e Cours ze suivéieren.

Zu esou engem Cours gehéiert och, dass méi Leit wëssen, mat engem Defibrillateur ëmzegoen, wéi en haut schonn op villen ëffentleche Plazen zougänglech ass an an Zukunft nach méi soll zum Standard an den ëffentleche Gebaier gehéieren.

Mir suergen och derfir, dass d'Rettungsdéngschter opgewäert a professionaliséiert ginn. Déi entspriechend Reform, mat där och en eegene Corps gegrënnt gëtt, ass am leschte Schlëff. An deem neie Corps sinn all déi ëffentlech Rettungsdéngschter zesummegefaasst a gi gemeinsam vu Stat a Gemenge finanzéiert. Et gëtt eng effizient Organisatioun, an d'Hëllef um Bierger gëtt domadder nach besser a méi effikass.

Et kënnt zu enger weiderer Professionaliséierung, mä och weiderhi sinn d'Rettungsdéngschter op déi Fräiwëlleg ugewisen. Si verdéngen eis Unerkennung. A mam Akraafttriede vun deem neie Gesetz gëtt dat och konkret ëmgesat. De Congé spécial fir d'Formatioun geet an d'Luucht. D'Indemnitéite fir d'Permanencë gi steierfräi an et gi Subside fir Zousazassurancen a Pensiounen agefouert.

Mir wëllen, dass eis Populatioun gesond ass, dass d'Fäll vun de chronesche Krankheeten erofginn a manner Mënschen an eiser Gesellschaft geplot si mat Problemer, déi vläicht ze evitéiere wieren.

Eng gesond Gesellschaft ass eng, déi sech beweegt, déi aktiv ass. D'Ernärung an de Sport si wichteg Facteuren an der Präventioun justement vun de Krankheeten, déi an den industrialiséierte Länner typesch a vill ze heefeg ze fanne sinn.

Am Beräich vum Sport huet d'Regierung an de leschte Méint vill kënnen ëmsetzen. Et sinn am Kader vum Fënnefjoresplang, deen Enn 2017 ausleeft, iwwer 500 Milliounen eleng an Infrastrukturen erageflo ss. Eleng iwwer 100 Milliounen och direkt iwwert de Statsbudget. Et geet drëms, de Sport als e wichtege Facteur fir d'Gesellschaft an och fir d'Ekonomie unzëerkennen, de Sport als präventiv Moossnam ze gesinn, fir Krankheeten ze verhënneren, de Sport als Integratiounsmoossnam, déi Kulturen an Nationalitéite matenee verbënnt, de Sport als educativ Moossnam, wou Kanner a Jonker léiere mateneen ëmzegoen, Equippegeescht kréien an och léieren, dass ee muss trainéieren, fir e Match ze wannen.

Deem gouf Rechnung gedroen, andeems zanter dem Ufank vum Joer en neit Reglement iwwert d'Subside fir d'Veräiner gëllt, déi jonk Sportler bis 15 Joer encadréieren. Dëse Subsid qualité+ ersetzt dat, wat d'Veräiner iwwert d'Chèques-services zegutt haten. Mä de Prozess ass och enorm vereinfacht ginn an et gëtt derfir gesuergt, dass d'Veräiner direkt ënnert d'Äerm gegraff kréien. Elo gëllt et awer, en neie Fënnefjoresplang fir d'Infrastrukturen auszeschaffen, an et gëllt och, de Federatiounen a Veräiner esou eng Previsibilitéit ze ginn.

E Punkt, deen eis an den nächste Jore wäert beschäftegen, ass d'Iddi vun engem nationalen Zenter fir olympesch Sportaarten, esou wéi mer et am Ausland kennen. Dat ass eng laangjäreg Fuerderung vum COSL an aneren Akteuren. An d'Regierung ass decidéiert, esou e Projet ëmzesetzen. Mir schaffen den Ament drun, de juristesch-administrative Kader ze schafen, fir en Olympiastützpunkt zu Lëtzebuerg ze realiséieren. Dat wäert net nëmmen d'Konditiounen am Leeschtungssport däitlech verbesseren, mä och en direkten Impakt hunn op de Stellewäert vum Sport zu Lëtzebuerg an e Geescht vun Ambitioun verbreeden, dee bis an déi eenzel Veräiner och wäert erawierken.

De Sport souwéi och vill ONGen, d'Scouten, d'Protex, d'Pompjeeën, Organisatiounen a Veräiner fonctionnéieren nëmmen eenzeg an eleng doduerjer, dass all Dag, all Weekend Dausende vu Leit hei am Land iergendwou eng Hand mat upaken an Aarbecht maachen, déi hinne Satisfaktioun gëtt, déi awer dacks als selbstverständlech ugesi gëtt. Dat ass se awer net! Dee fräiwëllegen Engagement verdéngt eng grouss Unerkennung a méi Unerkennung.

Esou wéi et bei de Fräiwëllege bei de Rettungsdéngschter geplangt ass, wëllt d'Regierung och de Benevolat am Allgemenge weider stäerken an den Engagement fir d'Gesellschaft, fir déi aner, fir deen anere valoriséieren. Mir huelen dofir eng Initiativ, wou d'Leit, déi sech fräiwëlleg engagéieren, vu verschiddene Virdeeler sollte profitéieren an hir wäertvoll Aarbecht nach besser unerkannt sollte kréien.

Mir wäerten zum Beispill mat de Federatiounen an Organisatiounen zesummen e Katalog vu Mesuren ausschaffen, déi de Leit direkt um Terrain zeguttkommen. Eng Mesure, déi mer esou an den nächste Méint konkretiséiere wëllen, ass, fir deene Benevollen, déi sech engagéieren,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ouni dofir bezuelt ze ginn - de Prinzip vum Benevolat: ouni dofir bezuelt ze ginn -, e gratis Accès op den ëffentlechen Transport ze ginn.

Mir kënnen eis awer och weider Mesurë virstellen, wéi zum Beispill eng méi breet Unerkennung vun de Kompetenzen, déi een am Kader vu sengem Engagement ka kréien.

Sport a Fräizäit sinn zentral Elementer vun der sozialer Kohäsioun, an dat gëllt och fir d'Kultur. An den nächste Méint starte mir eng regelrecht Offensiv, fir och d'Kultur, d'Musek, den Theater, d'Literatur an d'Konscht am Allgemenge méi no bei d'Leit ze brëngen. Am Kulturberäich si mer amgaangen, d'Konklusioune vun den Assises de la culture auszewäerten. Kloer schéngt eis, dass déi Kulturschafend zu Lëtzebuerg dacks virun allem eppes brauchen: eng Plaz, wou se kënne schaffen.

Als Kulturminister ass et mer wichteg, dass Lëtzebuerg net nëmmen als Kulturstanduert seng Renommee behält a bäigewënnt, mä och als Land, wou Kënschtler, Museker, Artisten e Kader hunn, deen et hinnen erlaabt, ze schaffen, a Projeten, wou et e Mix gëtt vun Atelieren, Kreativwirtschaft a Kulturraim, wéi et zu Déifferdeng fonctionnéiert, sollen e Modell si fir aner Plaze bei eis am Land.

Ech denken do virun allem och un de ländleche Raum, wou Konschtwerkstätte kënnen entstoen an esou eng lokal Ekonomie, Tourismus an dat gesellschaftlecht Liewe mat inspiréiere kënnen. Ech wäert an deem Sënn en Opruff un d'Gemenge maachen, fir méiglech Plazen ze identifizéieren, wou nei Projete realiséierbar an och sënnvoll sinn.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir brauche mir weiderhin e staarke Sozialsystem. Mir brauchen e System, deen et erlaabt, dass jiddwereen an Dignitéit liewen an op Hëllef zréckgräife kann, wann eng Situatioun am Liewe kënnt, wou een Hëllef brauch. Mir hunn haut e gudden a staarke Sozialsystem, an d'Regierung huet deen an de leschte Joren och kloer verstäerkt.

Mam neie REVIS, dem Revenu d'inclusion sociale, gëtt justement d'Inklusioun gefërdert. Et soll an et dierf keen aus der Gesellschaft ausgeschloss ginn, well en an enger méi schwiereger Situatioun am Liewe sech grad befënnt. De REVIS hëlleft souwuel deenen, déi duerch iergende Liewensëmstand kuerzfristeg drop ugewise sinn, wéi och deenen, déi vläicht ëmmer wäerten drop ugewise sinn, fir an Dignitéit ze liewen.

Mat der Reform gëtt bei de Berechnungen deen Deel vun de Kanner an d'Luucht gesat, virun allem bei de Famille-monoparentallen. Domadder geet d'Regierung konsequent géint d'Kanneraarmut vir. An Zukunft däerf an engem Stot, deen de REVIS kritt, och deen zweeten Erwuessenen an enger Beschäftegungsmesure sinn, wat den Ament net de Fall ka sinn. Domadder stäerke mir och virun allem d'Fraen an huele se mëttel- a laangfristeg aus der Ofhängegkeet eraus.

D'Zil vun der Politik, wou mer déi Erwuessen encouragéieren, nees aktiv ze ginn, ass am beschte Fall, dass se nees mat den eegene Flilleke fléie kënnen. Mä virun allem soll jiddweree sech zougehéiereg zu eiser Gesellschaft fillen. Dofir sinn och eis Partner esou wichteg, déi sech ëm déi Mënsche këmmeren, déi elo am RMG oder herno am REVIS sinn.

Mir wëllen, dass jiddwereen dozougehéiert a kee soll sech ausgeschloss fillen. Dofir schécke mir dëst Joer och en neit Gesetz op den Instanzewee iwwert d'Leit mat spezielle Besoinen. Haaptzil vun dëser Reform ass et, dass méi Leit mat enger Behënnerung eng Aarbecht um éischten Aarbechtsmaart fanne kënnen. De Statut vum Salarié handicapé gëtt wesentlech vereinfacht a besser zougänglech. Déi nei Mesure vun der Aide à l'inclusion dans l'emploi kritt eng gesetzlech Basis. D'Inklusioun muss Normalitéit ginn, geneesou wéi eng onkomplizéiert Accessibilitéit fir d'Leit mat spezielle Besoinen och eng Normalitéit muss sinn.

Mir schaffen un engem Gesetz, wat den „design for all" net nëmmen op d'Gebaier limitéiert, déi vum Stat oder de Gemenge gebaut ginn. Och Kinoen, Restauranten oder Gemeinschaftsraim a Residenze sollen an Zukunft behënnertegerecht ginn.

Den Accès fir jiddweree gëllt och fir d'Sprooch. An den nächste Woche gëtt e Gesetzesprojet deposéiert, fir d'Gebäerdesprooch als eegestänneg Sprooch unzëerkennen. Dat brëngt mat sech, dass gehörlos an héiergeschiedegt Leit Rechter kréien, déi et haut an där Form net gëtt zu Lëtzebuerg.

Mir wëlle mat Zouversiicht no vir kucken, haut an och am Alter. Mir brauchen dofir e staarke Pensiounssystem, an zwar nohalteg. E System, wou mer haut d'Schwächten identifizéieren, kann net lafe gelooss ginn, bis d'Schwächten op eemol vum Fong erop un d'Uewerfläch kommen.

D'Regierung ass amgaangen, e Screening vum Pensiounssystem ze maachen, wéi en och am Koalitiounsprogramm festgehalen ass. Ee speziellen Aarbechtsgrupp huet éischt Etüde gemaach a wäert déi an den nächste Méint och der Regierung presentéiere kënnen. Mir mussen a mir wëlle wëssen, wou Adaptatiounen néideg sinn, an dann och handelen. Duerch eng gutt a sënnvoll Finanz- a Wirtschaftspolitik, duerch Efforte vun eis alleguerte si mer haut net an der Situatioun, dass mer kuerzfristeg missten Adaptatiounen oder souguer Kierzunge virhuelen. Dat gëtt och an den nächste Joren net néideg, wa mer et fäerdegbréngen, eist Land weider no vir ze bréngen an d'Zukunft ofzesécheren.

Et gi verschidden Erausfuerderungen am Pensiounssystem, déi mer mussen eescht huelen. Dozou gehéiert zum Beispill, dass d'Liewenserwaardung eropgeet, d'Zuel vun de Cotisatiounsjore vun deem Eenzelnen awer erof. Mir brauchen an der Zukunft innovativ Modeller, fir eis Zukunft ofzesécheren, och am Alter. Jiddwereen huet e Recht op eng ideal Versuergung, an déi ass zu Lëtzebuerg vun héijer Qualitéit. Eise System vu Sozialversécherung gehéiert zu deene performantsten op der Welt an den Niveau vun de Leeschtungen ass zu Lëtzebuerg exceptionnel.

Mir hunn den Niveau vun de Leeschtungen an de leschte Jore kënnen ausbauen an och professionaliséieren, an zwar ouni d'Cotisatiounen an d'Luucht ze setzen. Deen eenzelne Bierger kritt haut méi Leeschtungen, ouni dass en dofir muss méi an de System abezuelen. Dat si punktuell Verbesserungen ewéi zum Beispill Remboursementer beim Zänndokter. Méi generell wëlle mer awer de System och weider grondsätzlech iwwerschaffen.

An deem Sënn gëtt den Ament hei an der Chamber eng Reform vun der Fleegeversécherung jo och diskutéiert. D'Zil ass et, e System ze schafen, deen no um Bierger ass. Konkret heescht dat zum Beispill, dass Leeschtunge méi flexibel kënne prestéiert ginn. Et geet also manner no engem Schema, mä méi individuell no de Bedierfnesser vun deem Mënsch, deen hannert dem Begréff „Bénéficiaire" steet. D'Leeschtunge sollen och an der Qualitéit verbessert ginn. A mir féiere Mechanismen an, fir dat och ze iwwerwaachen an, wann néideg, dann och ze ajustéieren.

Et ginn an den nächste Joren och zousätzlech Leit agestallt, déi speziell do sinn, fir Informatiounen ze ginn. Dacks kënne Problemer am System aus dem Wee geraumt ginn, wann d'Leit matzäiten déi richteg Äntwerten op hir Froe kréien. An dat wäert an Zukunft och garantéiert ginn.

Et mussen esou mann wéi méiglech Froen onbeäntwert bleiwen. Dat ass eng Prämiss, déi a ville Beräicher gëllt, an do musse mir och als Stat eis verbesseren. Onkloerheet suergt fir Onsécherheet. An dofir gi mir och weider de Wee vun der Informatioun, der Transparenz an der Offenheet.

Beschte Bewäis ass, dass meng Ried gëschter scho verdeelt ginn ass, wou ech se eréischt haut halen!

(Hilarité générale)

Als Bierger wëll ech wëssen, wat de Stat iwwer mech weess. Als Bierger wëll ech och kënnen novollzéien, wéi et zu Decisioune kënnt, déi mech direkt betreffen. An den nächste Méint wäert den Zougang zur Informatioun eng Realitéit ginn. All Bierger huet dann en erweiderten Accès op Informatiounen an Daten, déi haut eleng beim Stat leien. Dat Gesetz vun der offener an transparenter Administratioun ass e wesentleche Schrëtt no vir an et ass e Schrëtt, dee Jorzéngte gebraucht huet, ier dës Regierung e gemaach huet.

Et ass mer bewosst, dass eng Rei Akteuren der Meenung sinn, den Zougang zur Informatioun géif net wäit genuch goen. An ech schléissen net aus, dass mer och nach Adaptatioune kënne virhuelen, wann den éischte Schratt bis gemaach ass an deen éischten allgemengen Zougang zur Informatioun bis Realitéit ginn ass.

Informatiounen an Transparenz si positiv fir eis Gesellschaft an och fir de Stat, well Barrièren ofgebaut ginn a subjektiv Meenungen duerch objektiv Fakte kënnen ersat ginn.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet. Dofir musse mir och weider derfir suergen, dass d'Leit sech sécher fillen an onsem Land. Am Beräich vun der Sécherheet ass et an dësen Zäiten ëmmer méi schwéier, iwwer objektiv Fakten ze schwätzen. Mir wëllen a Sécherheet liewen an eist Land gehéiert zu deene séchersten op der ganzer Welt. All Abroch, all Kierperverletzung, all Crime ass awer ze vill. An dofir huet d'Regierung an de leschte Jore vill an d'Sécherheet investéiert an duerch eng breet Reform vun der Police och de Grondstee geluecht fir weider Verbesserungen.

Et ass schwéier ze chiffréieren, wéi sécher mer haut zu Lëtzebuerg liewen, well dat eben e ganz komplexen a subjektive Sujet ass. Et ass richteg, dass d'Zuel vun den Abréch zejoert op en Neits erofgaangen ass. Op zwee Joer gekuckt ass et eng Baisse bei de Privathaiser vun iwwer 25%.

Allgemeng ass den Taux u Kriminalitéit erof- an d'Zuel vun deenen opgeklärte Verbriechen eropgaangen. Och d'Zuele vun de Plaintë wéinst Kierperverletzunge goung 2016 erof, d'selwecht ewéi d'Fäll vu Gewalt am Stot.

Mä et gëtt och schlecht Nouvellen. An dat gëllt notamment fir d'Zuel vun de Plaintë wéinst Viol, déi zejoert däitlech eropgaangen ass.

Sécher ass, dass d'Regierung weider an d'Sécherheet investéiert. Mir wëllen, dass d'Bierger sech sécher fillen. D'Regierung huet och dofir decidéiert, iwwert déi nächst Joren d'Zuel vun de Polizisten an d'Luucht ze setzen. 2014 sinn 73 Leit bei der Police agestallt ginn. 2018 sollen et der 146 sinn, also duebel esou vill. De Budget vun der Police geet dëst Joer ëm 19 Milliounen Euro par rapport zum leschte Joer erop.

Eis Sécherheetsautoritéite mussen hir Aarbecht kënne maachen an och eis Justiz muss effikass kënne schaffen. Och an dësem Beräich sinn eng Rei Aarbechten amgaangen, déi als Zil hunn, eis Justiz der Zäit unzepassen. De Justizsystem ass do, fir de Rechtsstat ze garantéieren an dem Bierger eng Sécherheet ze ginn an och fir Gerechtegkeet ze suergen.

D'Justiz ass awer och am Service vum Bierger a soll verständlech an och accessibel sinn. D'Regierung mécht do wesentlech Schrëtt no vir, notamment duerch d'Schafe vun engem Familljeriichter. Amplaz déi verschidden Affäre fir d'Scheedung, fir d'Kannerrecht, fir d'Pensions alimentaires, etc., etc. all Kéiers bei en anere Riichter musse plädéieren ze goen, ass et wichteg, dass een een Interlocuteur huet, ee Riichter, deen och den Dossier vu vir bis hanne kennt. An dofir gëtt och deen dote Riichter geschafen. Et ass näämlech eng schwiereg Zäit fir d'Leit, wou en Divorce ass, wou eng Autorité parentale ass, wou et ëm d'Tutelle an äänlech Froe geet. An et soll een dat dann net nach méi komplizéiert maache mat verschiddene Prozeduren. Dofir och eng Simplification vun de Prozeduren an e Juge, dee sech duerno ëm d'Affaire-familialle këmmert.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet, an dat heescht och, dass mer eis Statsfinanzen am Gréff mussen hunn. Op d'Entwécklung, déi et an dësem Beräich an de leschten dräi Joer gouf, kënne mer houfreg sinn. A mir kënne mat aller Rou an Zouversiicht no vir kucken.

D'Situatioun, Här President, ass gutt! Egal wéi een et dréit a kéiert, egal wou een Elementer siche geet, d'Zuelen an d'Zensuren, déi mer vu bausse kréien, schwätze fir sech!

Mir hu vun all deene grousse Ratingagencen den Triple-A confirméiert kritt. An net nëmmen, dass eis Bonitéit haut als bescht agestuuft gëtt, och fir d'Zukunft geet een dovunner aus, dass Lëtzebuerg sech weider gutt entwéckelt. D'Mesuren, déi d'Regierung virun dräi Joer geholl huet, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren, geneesou wéi d'Steierreform vum leschte Joer ginn explizitt gelueft a ginn als richteg bewäert vun all den Instanzen, ob dat d'EU-Kommissioun ass, mat un hirer Spëtzt engem Lëtzebuerger; den FMI an d'OCDE gesinn déi aktuell Entwécklung äänlech positiv.

Et gëtt ëmmer Leit, déi mat aller Kraaft probéieren, eis Situatioun schlechtzerieden. Onofhängeg Akteuren, déi eis vu bausse kucken, gesinn dat awer regelméisseg an ëmmer méi esou, wéi och mir et als Regierung gesinn. Mir sti finanziell staark do, an zwar net just haut, mä och fir d'Zukunft, a kommt, mir freeën eis emol eng Kéier driwwer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Stand vun de Scholden ass haut relativ gesinn an och an absolutten Zuelen ënnert deem vun 2013, an och obschonn dat Lach vun enger Milliard vum Commerce électronique huet missen opgefaange ginn. Anescht wéi déi viregt Regierung et fir dëst Joer virgesinn hat, ass d'Statsschold also net weider geklommen.

Mir hunn awer virun allem haut och eng Croissance, wéi Lëtzebuerg se laang net méi kannt huet. Den neiste Previsioune vum Statec no läit de Wuesstum vun der Ekonomie dëst Joer bei 4,4% a soll dem Statec no fir d'nächst Joer souguer bei 5,2% leien. D'Situatioun bis 2021 gëtt och besser ageschat, wéi mer se nach zejoert am Pluriannuel ugeholl hunn. Dat weist, dass et och eng virsiichteg a realistesch Vue war, och wa mer gesot kritt hunn, mir géife vun Optimismus sprutzen. Et wor eng virsiichteg an eng realistesch Vue, a se wor net iwwerdriwwen, déi Zouversiicht vun dëser Regierung, esou wéi verschidde Leit et virdru vun e puer Säite gemengt hunn.

Mir schafen am Moment esou vill Aarbechtsplazen, Här President, ewéi nach ni. An de Joren 2014 bis 2016 sinn iwwer 32 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn. Kommt, mir freeën eis och doriwwer, Här President!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gläichzäiteg…

Une voix.- 32.000!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- 32.000. Also, 32.000 nei Aarbechtsplaze sinn an eisem Land geschafe ginn. Jo!

Gläichzäiteg geet de Chômage kontinuéierlech erof, Här President, a soll fir 2018 op 5,7% eroffalen. Kommt, mir freeën eis och doriwwer, Här President!

Zanter 27 Méint geet d'Chômagezuel konstant erof. Et muss ee wäit zréckgoen, fir esou en déiwe Chômage zu Lëtzebuerg ze fannen!

An, jo, et si weider Scholden do, an et ass och an de leschte Méint en Emprunt gemaach ginn. D'Konditioune vun esou engem Emprunt sinn awer justement wéinst dem Triple-A a wéinst eiser exzellenter Bonitéit haut esou gutt ewéi nach seele virdrun an der Geschicht vun onsem Land. Mir halen un engem exceptionnel héijen Investitiounsniveau fest a maachen eppes, fir eis Zukunft ofzesécheren. Esou wéi déi privat Stéit haut encouragéiert ginn, bei niddregen Zënsen an d'Zukunft ze investéieren, soll a muss de Stat dat och maachen an dee Wee goen an investéieren. Et gi keng Scholde gemaach, fir lafend Käschten ze decken, mä fir an eis Liewensqualitéit a fir an eis Zukunft ze investéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Taux vum Invest läit haut bei iwwer 4% zu Lëtzebuerg. Dat ass wäit iwwert der Moyenne an der EU, déi bei 2,8% läit, an

däitlech iwwert dem Niveau vun der Industrienatioun Däitschland, déi ëmmer als Beispill geholl gëtt, déi fir 2017 eng Investitioun hunn an Héicht vun 2,2% vun hirem PIB.

Déi Politik vun engem héijen Invest ass fir eis e kloert Bekenntnis zu enger Politik, déi sech net just mat gëschter an haut beschäftegt, mä virun allem mat muer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi Politik vun engem héijen Invest ass och déi Politik, déi vun der EU-Kommissioun an och vun hirem President preconiséiert gëtt. D'Memberstaten, déi Sputt hunn, sinn opgefuerdert ze investéieren. An dat maache mir!

A mir beschäftegen eis och mat muer, wann et ëm d'Fro geet, wéi mer mat de Recetten ëmginn, déi net rekurrent sinn. Dofir huet d'Regierung de Fonds souverain intergénérationnel geschafen. Eng Mouk, wann eng Kéier sollt eng Situatioun kommen, déi net virauszegesinn ass. An do sinn haut, zwee Joer nodeems e geschafe gouf, 185 Milliounen Euro dran.

Nieft dësem Fong huet de Stat och Participatioune bei verschiddene Societéiten, déi zesummen eng Envergure vu ronn 10% vun eisem PIB ausmaachen an all Joer eis iwwer 300 Milliounen Euro un Dividenden an d'Keess bréngen. Dat sinn 100 Milliounen Euro méi, wéi mer un Zënsen op eiser Statsschold musse bezuelen.

Déi Parten a private Societéite sinn awer och en Invest an d'Zukunft, deen nach dacks net optimal genotzt an agesat gëtt. D'Regierung ass dofir och amgaangen, Modeller auszeschaffen, wéi een déi Wirtschaftskraaft, déi de Stat huet, besser kann notzen, fir dass se der Allgemengheet méi direkt och kann déngen. Mir schaffen un enger méi intelligenter a strategescher Aart a Weis, fir d'Bedeelegunge vum Stat bei Société-commerciallen ze entwéckelen. D'Potenzial, wat de Stat als direkten Investisseur huet, gëtt haut nach net esou genotzt, wéi et kéint sinn. An dat wëlle mer verännere. Mir wëllen, dass de Besëtz vum Stat am Déngscht ass vun de Mënschen.

Mir musse weider innovativ bleiwen als Stat an als Land. Mir kënnen eis net ausrouen op deem, wat mer bis haut erreecht hunn. Mir brauche gesond Statsfinanzen an eng gutt Bonitéit. Mir sinn och méi wéi aner Länner drop ugewisen, well eis Finanzplaz staark dovunner ofhängeg ass.

An eiser Finanzplaz geet et haut och esou gutt wéi scho laang net méi, trotz oder grad wéinst engem groussen Embroch an deene leschte Joren. Mir kommen aus enger Situatioun eraus, wou Lëtzebuerg op all méigleche groen a schwaarze Lëschte stoung a wou mer éischter kritesch gekuckt gi sinn. Dat ass haut definitiv anescht.

Nach wärend mer regelméisseg mam Ierwe vu fréier, vu LuxLeaks, Panama Papers oder negativen Artikelen an der auslännescher Press geplot ginn, hu mer en enormen Effort gemaach, fir méi Transparenz ze schafen. Mir sinn haut op kenger groer oder schwaarzer Lëscht méi a mir kréien och hei international Unerkennung fir déi Entwécklung, zum Beispill vun der OCDE, a genau déi OCDE ass et, déi nach virun e puer Joren eis ganz schlecht Zensure ginn huet.

Transparenz heescht dobäi net, dass alles aus dem Beräich vun de Finanzen a Banken op d'Place publique gehéiert. Lëtzebuerg respektéiert och weider d'Privatsphär vu senge Bierger an d'Confidentialitéit vun de Betriber.

Transparenz heescht awer, dass d'Informatioune fir d'Autoritéiten zougänglech an Transaktiounen novollzéibar sinn. Et heescht, dass een internationalen Austausch tëschent Institutiounen erméiglecht gëtt an Abusen erkannt a bekämpft ginn.

Grad an enger Zäit, wou grouss Akteuren aus dem Beräich vu Finanzen an Assurancen no Alternative sichen, wa Groussbritannien net méi an der EU wäert sinn, ass esou e gudde Ruff vun enormer Bedeitung, soss géife se de Bou ronderëm Lëtzebuerg maachen, ier se iwwerhaapt ufänken ze analyséieren, ob se vläicht géifen heihinnerkommen.

Lëtzebuerg, Här President, geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Dofir wëlle mir och a virun allem d'Liewensqualitéit an eisem Land erhalen an och verbesseren.

Déi éischt Konditioune vu Liewensqualitéit si Fridden, Fräiheet a Gerechtegkeet, Solidaritéit an Toleranz. Dat sinn d'Fundamenter vun engem Liewen, wat liewenswäert ass, an et sinn d'Fundamenter vun der Europäescher Unioun. Mir brauchen déi Wäerter, esou wéi mer d'Europäesch Unioun als Garant fir d'Erhale vun dëse Wäerter brauchen. An de leschte Méint ass eis Solidaritéit op d'Prouf gestallt ginn. Den Zesummenhalt an der Europäescher Unioun ass keng Selbstverständlechkeet méi, esou wéi et dat iwwer Jorzéngten de Fall war.

Wann ee kuckt, wat an der Welt alles tëschent der Ried zur Lag vun der Natioun vum 26. Abrëll zejoert an dem Dag vun haut geschitt ass - a wat net geschitt ass -, da muss een eng Kéier déif Loft huelen. Groussbritannien huet fir den Austrëtt aus der EU gestëmmt. D'Tierkei ass amgaangen, sech vun der europäescher Famill ewechzebewegen. An den USA ass e President gewielt ginn, deem säi Fonds de commerce net den Zesummenhalt ass, mä d'Auserneendreiwen. Russland an d'USA sinn amgaangen, hir Relatiounen op en absolutten Déifpunkt ze bréngen. De Krich a Syrien ass net eriwwer, mä et stierwe weider all Dag onschëlleg Mënschen op eng grujelech Aart a Weis.

Un de Grenze vun der Europäescher Unioun, um Balkan, sinn nei Konflikter amgaangen opzekommen. An der Ukrain ass vläicht keen direkte Krich méi, awer och nach keen Enn vun der Gewalt a Siicht. Uechtert d'Welt ginn d'Leit duerch terroristesch Attacken aus dem Alldag gerappt. D'Welt ass an deene leschte Méint net méi sécher ginn, ganz bestëmmt net! D'Intensitéit, d'Kalbliddegkeet an d'Perversitéit vum Terrorismus sinn haut op engem trauregen Héichpunkt.

Et wier naiv ze soen, dass een déi Entwécklung kuerzfristeg kéint ëmdréien. Et ass awer geneesou naiv ze mengen, dass d'Extremisten an d'Populisten déi richteg Léisunge proposéieren. Mir mussen dofir dergéint argumentéieren an eis asetze géint den Nationalismus, géint d'Exklusioun a géint den Extremismus.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et dierf net verharmlost ginn, wann éischt Schrëtt an Direktioun Diskriminatioun vu Minoritéiten ënnerholl ginn. Et ass un eis, et ass un eis alleguerten, den Extremismus ze denoncéieren!

De Fait, dass virvirgëschter eng rietsextrem Kandidatin bei de Presidentiellen a Frankräich bal 22% vun de Stëmme konnt kréien, soll eis net kalloossen. Et soll eis net roueg loossen a mir sollen et och net ignoréieren. Mir mussen déi Kräften nees schwaach maachen.

De Wuelstand an d'Fräiheet vun eisem Kontinent a vun eisem Land foussen op deene Wäerter, déi vun de radikale Kräften attackéiert an als iwwerflësseg deklaréiert ginn. Eng Verharmlosung vun deem Gedankegutt ass deen éischte Schrëtt vun der Duldung, an dat dierf net a Fro kommen. Mënschen auszeschléissen ass net patriotesch an et passt net bei eis, esou wéi et och net bei aner Länner passt.

Eis Grousselteren hu fir Fräiheet a géint d'Diskriminatioun gekämpft an dofir och zu Dausende mam Liewe bezuelt. Loosst eis dat Ierwen net verspillen! Mir als Politik a mir als Gesellschaft hunn do e wichtege Rôle, geneesou wéi d'Medien.

Mir brauchen eng staark Press an e qualitativ héichwäertege Journalismus. D'Regierung hält dofir och decidéiert un enger finanzieller Ënnerstëtzung vun der Press hei am Land fest. Mir hunn dee Regimm dëst Joer ausgebaut an och eng speziell Hëllef fir Onlinemedien agefouert. Déi Pressehëllef ass e wichtege Garant vu Qualitéit a vu Pluralismus. Et ass eis wichteg, dass déi Jonk zu Lëtzebuerg opwuesse mat engem Choix u verschiddene Vuen. Et soll eis bewosst sinn, dass dat keng einfach Subside fir Paien, mä Investissementer an d'Demokratie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg steet haut op ville Pläng besser do wéi virun dräi Joer. Ech soen dat mat engem gewëssenen Houfert, well et confirméiert, dass et esou ass, wéi ech et viru genee zwee Joer hei gesot hunn: „Mir sinn um richtege Wee."

D'Regierung ass zum Deel e Wee gaangen, dee virgezeechent war. D'Weichen an der Ekonomie an och an der Bildungspolitik sinn och an der Vergaangenheet scho richteg gestallt ginn. Et goufen awer an deene leschten dräi Joer net just Weiche gestallt, mä och Schinne geluecht, a mir hunn nei Strecke gesicht, fonnt a befestegt.

D'Regierung geet net ideologesch an net idealistesch, mä innovativ a realistesch no vir. Mir kucke mat Zouversiicht no vir, mat Zouversiicht an engem gudde Gefill, well mer eis esou entwéckelen, dass d'Leit hei am Land och an Zukunft eng héich Liewensqualitéit hunn an och an engem moderne Land liewen.

Dat gëllt och op gesellschaftspoliteschem Plang. Ech hunn an der leschter Stonn iwwert d'Situatioun geschwat, wéi se haut ass a wéi se déi nächst Jore wäert sinn. Dozou gehéiert awer och d'Zesummeliewen, déi sozial Kohäsioun. D'Land huet sech an deene leschte Jore verännert an entwéckelt. Mir hunn Erausfuerderunge misse meeschteren, déi net einfach sinn an och net einfach ginn, wéi notamment d'Flüchtlingskris. D'Egalitéit tëschent Mann a Fra gouf gestäerkt, d'Avortementsgesetz gouf reforméiert, d'Nationalitéitegesetz, d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschafte sinn der Zäit ugepasst ginn.

Déi politesch Bildung ass e Begréff ginn an eisem Land. Mir stäerken d'Méisproochegkeet a wäerte gläichzäiteg d'Lëtzebuergesch am Alldag op. Mir hunn den Dialog mat de Sozialpartner relancéiert an Accorde mat Patronat a Gewerkschafte fonnt, déi mat dozou gefouert hunn, dass et dem Land haut och besser geet. Wien dat a Fro stellt, stellt de Fortschrëtt a Fro an déi positiv Entwécklung vun eisem Land.

Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet. Et ass der Regierung hir an et ass meng ganz perséinlech Motivatioun, all Dag derfir ze suergen, dass dat esou ass an esou bleift, haut, muer an och an Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister. Ech ginn Akt vu senger Deklaratioun a wëll Iech nach eng Kéier drun erënneren, dass mer eis de Mëtten um hallwer zwou erëmgesi fir d'Presentatioun duerch de Wirtschafts- an duerch de Finanzminister vun dem Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi vum nationale Reformprogramm. Duerno wäerten d'Debatten zu der Lag vun der Natioun ugoen.

Ech soen Iech an dem Statsminister Merci an hiewen heimat d'Sëtzung op.

(Fin de la séance publique à 9.53 heures)

Sommaire des séances publiques nos 29, 30, 31 et 32

29e séance

Ouverture de la séance publique p. 384

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 384-398

30e séance

Ouverture de la séance publique p. 399

6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés p. 399-400

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat p. 400-405

6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique p. 405-406

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes p. 406-409

7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail p. 409-410

6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement» p. 410-415

31e séance

Ouverture de la séance publique p. 416

Communications p. 416

Ordre du jour p. 416

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 416-417

Ordre du jour p. 417

32e séance

Ouverture de la séance publique p. 417

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État p. 417- 422

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2803	Claude Adam, Roberto Traversini	Autorisation d'occupation temporaire (AOT)
2804	Laurent Mosar	Création d'un registre public des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans
2805	David Wagner	Consultation des commissions communales d'intégration
2807	Henri Kox, Gérard Anzia	Interdiction des herbicides contenant du glyphosate dans la viticulture
2808	Martine Hansen	«Bildungsbericht Luxemburg 2015»
2811	Marc Angel	Reconstruction du kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles
2813	Gast Gibéryen	Ancien terrain d'ArcelorMittal à Dudelange
2816	Gilles Roth, Diane Adehm	Fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA
2817	Martine Hansen	Internat du Lycée technique agricole
2820	Gilles Roth, Diane Adehm	Abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004
2821	Françoise Hetto-Gaasch	Formation professionnelle
2823	Taina Bofferding	Responsabilité des fournisseurs d'accès à Internet à travers de bornes wi-fi
2825	Marc Baum, David Wagner	Accueil des femmes réfugiées
2826	Gilles Roth, Diane Adehm	Saisie d'argent appartenant à la Banque centrale iranienne
2827	Max Hahn, Claude Lamberty	Trains nocturnes
2828	Aly Kaes	Financement de l'enseignement musical
2829	Gilles Baum	Château de Bourglinster
2832	Gusty Graas	Référendum constitutionnel en Turquie
2834	Aly Kaes	Fermeture de l'agence de la BCEE à Vianden
2835	Claude Adam	Service à temps partiel dans la fonction publique
2836	Diane Adehm, Gilles Roth	Sécurité informatique des entreprises
2837 cf. 2838	Gusty Graas	Étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes
2838 cf. 2837	Roger Negri	Étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes
2840	Laurent Mosar	Bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial
2841	Laurent Mosar, Gilles Roth	«Platzverweis» dans les transports publics
2842	Françoise Hetto-Gaasch	Fermeture provisoire du CR119
2843	Cécile Hemmen	Assurance pension volontaire
2844	Claudia Dall'Agnol	«Platzverweis» dans les transports publics
2845	Françoise Hetto-Gaasch	Stationnement sur la voie publique
2846	Gusty Graas	Suppression de la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg
2847	Claudia Dall'Agnol	Postes à responsabilité particulière
2848	Laurent Mosar	Heures d'ouverture dominicales des commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute à Luxembourg
2850	Taina Bofferding	Taxe d'apprentissage
2851	Martine Hansen	Plan d'insertion professionnelle à l'enseignement fondamental
2853	Sylvie Andrich-Duval	Médecins sans autorisation
2855	Claudia Dall'Agnol	Revenu des nouveaux aspirants de police
2856	Aly Kaes	Dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel
2857	Henri Kox, Josée Lorsché	Démantèlement d'un réseau de trafic de viande avariée au Brésil
2861	Gusty Graas, Alexander Krieps	Port obligatoire d'un casque pour les enfants à vélo
2862	Félix Eischen	Fermeture de bureaux de poste
2864	Josée Lorsché, Henri Kox	Détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens
2865	Marc Angel	Remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie
2866	Marc Angel	Droits et libertés des personnes transgenres
2868	Taina Bofferding	Prise en charge de la contraception
2869	Gast Gibéryen	Dossier de soins partagé (DSP)
2870	Martine Hansen, Marco Schank	Chaînes de radio et de télévision régionales au Luxembourg
2871	Martine Hansen, Serge Wilmes	École Charlemagne
2873	Laurent Mosar	Futur siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE)
2874	Franz Fayot	Économie circulaire et de partage
2876	Gilles Roth, Diane Adehm	Implantation d'un «High Performance Computer»
2877	Marc Baum	Démocratie et autonomie de l'organisation de la recherche et de l'enseignement à l'Université du Luxembourg
2878	Taina Bofferding	Budget de l'Université du Luxembourg
2881	Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Gilles Roth	Représentations du personnel et organigrammes dans la fonction publique
2882	Martine Hansen	Prestations des kinésithérapeutes
2883	Fernand Kartheiser	Pénalités infligées au constructeur de l'A400M
2884	Jean-Marie Halsdorf	Liste d'agents pathogènes prioritaires de l'OMS
2885 cf. 2886	Marco Schank	Problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»
2886 cf. 2885	Roger Negri	Problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»
2887	Gilles Roth, Diane Adehm	Emploi pour les retraités
2888	Claude Adam, Josée Lorsché	Auxiliaires éducatifs
2889	André Bauler	Parcs naturels
2891	Léon Gloden	Réserve nationale en produits pétroliers
2893	Laurent Mosar	Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne
2894	André Bauler	Lycée Ermesinde
2895	Martine Hansen	Agriculture biologique
2897	Laurent Mosar	Représentation luxembourgeoise auprès de l'OCDE
2898	Fernand Kartheiser	Désavantages de carrière pour certains brigadiers de la Police grand-ducale
2900	Laurent Mosar, Léon Gloden	Communication entre la Police grand-ducale et les autorités judiciaires
2901	Taina Bofferding	Structures d'accueil pour enfants ouvertes pendant la nuit
2902	Marc Spautz	Garanties procédurales en matière pénale
2903	Serge Wilmes, Laurent Mosar	Répercussions du chantier du tram sur la «Schueberfouer»
2904	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente de carburants
2905	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Enseignement du portugais
2906	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Offre de l'enseignement précoce par une maison relais

Question 2803 (01.03.2017) de **MM. Claude Adam** et **Roberto Traversini** *(déi gréng)* concernant l'**autorisation d'occupation temporaire (AOT):**

Conformément à la loi du 18 décembre 2015 relative aux demandeurs de protection internationale, ces derniers n'ont pas accès au marché de l'emploi pendant une durée de six mois après le dépôt de leur demande de protection internationale.

Passé ce délai, le ministre ayant l'asile dans ses attributions peut délivrer une autorisation d'occupation temporaire (AOT) pour une durée de six mois renouvelable. Une AOT est valable pour un employeur déterminé et pour une seule profession.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Quel est le nombre de demandeurs de protection internationale actuellement en possession d'une AOT? Quelle est l'évolution de ce nombre depuis 2015? Quelle est la proportion de femmes parmi les détenteurs d'une AOT?

2. Combien de personnes en possession d'une AOT travaillent effectivement? Quelle en est la proportion des femmes?

3. Quels sont les secteurs qui occupent les demandeurs de protection internationale?

4. Quel est le pourcentage de renouvellement des autorisations d'occupation temporaires?

Réponse (03.04.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Depuis le 01.01.2015, une totalité d'onze autorisations d'occupation temporaire (AOT) a été délivrée par la Direction de l'immigration dont deux pour des femmes (18%).

Sept demandes ont été refusées étant donné que les conditions d'obtention de l'AOT n'étaient pas remplies.

ad 2. Des onze DPI auxquels une AOT a été délivrée:

- deux personnes travaillent encore actuellement dans le cadre de leur 1ère AOT (deux hommes);

- deux personnes ont obtenu un renouvellement de leur AOT (deux hommes);

- quatre personnes ont entre-temps obtenu le statut de protection internationale et ne sont par conséquent plus soumises à l'obligation de disposer d'une AOT;

- deux personnes ont obtenu une carte de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'Union et ne sont plus soumises à l'obligation de disposer d'une AOT;

- une personne a été déboutée de sa demande de protection internationale, est retournée volontairement dans son pays d'origine et a obtenu une autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié conformément à l'article 42 de la loi modifiée du 29 août 2008.

ad 3. Les DPI avec AOT sont employés dans des secteurs très divers (HORECA, secteur IT, ménages privés,...).

ad 4. Le pourcentage de renouvellement est de 36%.

Question 2804 (02.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **création d'un registre public des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans:**

En date du 28 février 2017, les commissions «Justice et affaires intérieures» et «Affaires économiques et monétaires» du Parlement européen ont voté pour la création d'un registre des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans ouvert au grand public. Le Parlement européen rejoint ainsi la position de la Commission européenne exprimée en juillet dernier.

Par contre, en décembre dernier, le Conseil européen s'est prononcé en faveur de la création d'un registre ouvert uniquement aux autorités compétentes.

Par ailleurs le Conseil constitutionnel français avait déjà soulevé en octobre dernier l'inconstitutionnalité d'un tel registre. En fait le registre public des trusts créé par une loi française porterait une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée en donnant un accès entièrement libre aux informations sur la manière dont une personne entend disposer de son patrimoine. La déclaration d'inconstitutionnalité s'est notamment référée sur le caractère public et l'absence d'une limitation du cercle des personnes ayant accès à ces données.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la création d'un tel registre public?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois opterait plutôt pour un registre ouvert au public ou un registre ouvert aux autorités compétentes?

- Est-ce qu'un tel registre serait compatible avec la Constitution luxembourgeoise?

Réponse (31.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement estime que l'accès au registre des bénéficiaires économiques de trusts et sociétés-écrans doit respecter les principes de la proportionnalité et de la protection de la vie privée tout en permettant aux autorités publiques d'exercer leurs missions.

La transposition de la directive européenne correspondante se fera en conformité avec le droit constitutionnel luxembourgeois.

Q180

Question 2805 (02.03.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **consultation des commissions communales d'intégration:**

Les commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) ont un rôle certain à jouer pour rapprocher les citoyens étrangers de la vie communale et pour les y impliquer notamment par des mécanismes de consultation. Si les commissions consultatives communales d'intégration peuvent se saisir de tout sujet, leurs relations avec les organes élus de la commune sont essentiels.

Il s'avère que le règlement grand-ducal du 22 novembre 2011, qui préside à leur fonctionnement, situe de façon précise les relations entre cette instance consultative et les élus du conseil communal puisqu'il stipule en son article 1 que:

«L'avis de la commission est demandé par le conseil communal sur:

- les mesures d'accueil et d'intégration dans la commune;

- la sensibilisation des étrangers en vue de leur participation aux élections communales;

- les règlements d'utilisation des infrastructures sportives et culturelles de la commune.»

Il ne s'agit pas d'un simple formalisme, mais d'un lien structurel qui donne une raison d'être et une visibilité aux CCCI.

Comme les CCCI sont appelées par l'article 10 à envoyer les procès-verbaux de leurs réunions au Ministère de la Famille et à l'OLAI, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) À l'exemple des plus grandes communes, dans quelle mesure celles-ci ont-elles demandé en 2016 de façon formelle des avis à leur CCCI?

2) Combien de communes ont satisfait en 2016 à l'obligation de l'article 7 du même règlement qui prescrit quatre réunions annuelles?

Réponse (29.03.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Selon le répertoire des commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), actualisé en août 2016, 91 des 105 communes du Grand-Duché de Luxembourg avaient une CCCI.

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration arrête, à son article 9, que: «La commission délibère, soit à la demande du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins, soit de sa propre initiative.»

Les réunions et les délibérations des CCCI sont donc des initiatives à l'échelle communale sur lesquelles ni le Ministère de la Famille et de l'Intégration, ni l'OLAI n'ont d'influence.

Par ailleurs, force est de constater que les modes de fonctionnement et la fréquence des réunions des CCCI varient fortement d'une commune à l'autre; par ailleurs, il n'y a pas nécessairement de corrélation entre la taille de la commune et le bon fonctionnement de la CCCI. Si certaines CCCI envoient systématiquement une copie du procès-verbal de leurs réunions au Ministère de la Famille et de l'Intégration et à l'OLAI, d'autres ne le font que sporadiquement ou pas du tout.

Il n'est dès lors pas possible de dire combien de communes satisfont à l'obligation des quatre réunions annuelles telles que prévues à l'article 7 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011.

Les rapports annuels d'activité transmis par les CCCI sont publiés sur le site Internet de l'OLAI.

Question 2807 (03.03.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant l'**interdiction des herbicides contenant du glyphosate dans la viticulture:**

Le consortium de l'appellation viticole italienne «Prosecco DOC» vient d'annoncer son engagement en faveur d'une viticulture plus durable et en ligne avec l'évolution déjà entamée il y a quelques années par la sous-région de l'appellation «Prosecco Superiore DOCG» avec l'interdiction de certains pesticides. Selon des articles de presse étrangers, le nouveau «Protocole Viticole 2017», le vade-mecum officiel de l'appellation «Prosecco DOC», interdirait l'utilisation de produits contenant du glyphosate (herbicide), ainsi que du folpet et du mancozèbe (fongicides). Le consortium a motivé cette approche d'abandon de ces pesticides aussi bien par la responsabilité sociale des entreprises et le bénéfice environnemental d'une gestion plus durable de la vigne, que par les soucis croissants des consommateurs face aux pesticides et le renforcement de l'image de marque qualitatif des vins «Prosecco».

Outre l'interdiction des substances visées, le vade-mecum 2017 expliquerait aussi en détail les pratiques agronomiques et viticoles alternatives pouvant être utilisées dans les vignes pour obtenir des résultats similaires voire meilleurs.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de cette démarche? Considéreriez-vous une telle interdiction pour les produits viticoles du terroir luxembourgeois?

2. Étant donné que le «Crémant de Luxembourg» (AOC) est un produit de qualité supérieure et jouissant d'une haute renommée nationale et internationale, la démarche susmentionnée ne serait-elle pas idéale afin de promouvoir le crémant luxembourgeois en renforçant son image de marque?

Réponse (06.04.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Le Ministre est au courant de cette démarche des viticulteurs italiens dans l'appellation «Prosecco DOC». En effet, la section viticulture de l'Institut viti-vinicole suit de très près les évolutions en matière de l'utilisation de produits phytosanitaires en viticulture, que ce soit au niveau national, européen ou mondial. Un fonctionnaire de l'Institut viti-vinicole est actuellement vice-président de la commission «protection de la vigne» de l'OIV (Organisation internationale de la vigne et du vin); organisme qui regroupe la majorité des pays producteurs de vins du monde entier.

En vertu de l'article 95 du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles, le Gouvernement n'a pas le droit d'imposer une pratique dans un cahier des charges d'une appellation d'origine protégée. Seuls les groupements de producteurs peuvent établir et modifier un tel cahier des charges. Le Gouvernement n'a donc pas la possibilité d'imposer une interdiction du glyphosate dans le cadre de l'appellation d'origine protégée «Moselle luxembourgeoise». Toutefois, il incombe au Gouvernement d'examiner toute demande en matière de changement d'un cahier des charges en appellation d'origine protégée et de contrôler le respect des conditions de productions inscrites dans ce cahier des charges. Le Ministre aviserait favorablement toute demande de la part de la profession viticole visant à introduire dans ce cahier des charges une interdiction ou réduction de l'utilisation du glyphosate, du folpet ou du mancozèbe.

ad 2. Le consommateur est de plus en plus sensible par rapport aux impacts de la production viticole sur l'environnement et la santé humaine. En conséquence, toute démarche visant à réduire cet impact améliorerait certainement l'image de marque de nos vins et crémants. Toutefois, il faut que de telles démarches soient établies de manière volontariste par les professionnels du secteur. Par contre, il revient à l'État de créer un cadre favorable au développement des nouveaux itinéraires techniques sans pesticides, que ce soit en matière de viticulture intégrée ou biologique.

À la lumière de ces considérations, il convient de rappeler le contexte global dans lequel se situent les efforts entrepris en matière de réduction de produits phytosanitaires dans la viticulture luxembourgeoise:

- Au niveau des insecticides, il était possible de réduire l'utilisation des insecticides en viticulture de pratiquement 100% grâce à l'aide financière visant à promouvoir la lutte biologique par confusion sexuelle contre le ver de la grappe. Le Comité directeur du Fonds de solidarité a également décidé d'interdire l'utilisation des insecticides contre ce ver dans la viticulture luxembourgeoise et de rendre cette lutte biologique obligatoire pour toutes les exploitations participant à l'appellation d'origine protégée «Moselle luxembourgeoise». Dorénavant, les insecticides ne pourront être utilisés que dans des cas exceptionnels et uniquement sur avis d'un conseiller viticole. En conséquence, l'AOP «Moselle luxembourgeoise» sera la première AOP viticole au niveau européen «sans insecticides».

- Au niveau des fongicides, le Gouvernement poursuit en viticulture une stratégie de substitution des matières actives les plus dangereuses avec des matières actives moins nocives. Une telle approche a été inscrite dans le nouveau programme instaurant la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et est activement promue par les conseillers de l'Institut viti-vinicole. À titre d'exemple, ce programme limite l'utilisation du mancozèbe et du glyphosate à deux applications au maximum par année.

- L'Institut viti-vinicole réalise depuis 1992 des essais avec des cépages tolérants voire résistants contre les maladies cryptogamiques. Ces cépages permettent de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires jusqu'à 80%. La profession viticole a décidé en 2014 d'ajouter les cépages résistants les plus intéressants d'un point de vue qualitatif dans le cahier des charges de notre appellation. Il s'agit du Cabernet Blanc; Cabernet Cortis; Cabernet Noir; Helios; Johanniter; Merzling; Pinotin; Regent; Rondo Solaris. À ce jour, l'AOP «Moselle luxembourgeoise» et les appellations allemandes sont les seules AOP viticoles à autoriser de tels cépages.

- Il convient de préciser que les herbicides sont communément utilisés dans la viticulture luxembourgeoise sur une bande étroite d'environ 30 cm sous la rangée avec une dose de 15 à 20% de la dose normale de glyphosate. Pour réduire davantage l'utilisation des herbicides dans les vignobles, le Gouvernement offre une indemnité financière aux viticulteurs qui souhaitent renoncer complètement aux herbicides. Cette aide varie entre 350 €/ha et 550 €/ha en fonction de la pente de la parcelle viticole et permet de couvrir les coûts supplémentaires induits.

L'Institut viti-vinicole organise en étroite coopération avec l'IBLA (Institut fir Biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur asbl) des séances d'information théoriques et pratiques en cette matière. Dans les vignobles exploités verticalement, la lutte contre les mauvaises herbes est techniquement faisable sans avoir recours aux herbicides. Toutefois, il n'existe actuellement pas encore de technologie rentable et fiable pour remplacer les herbicides sur les 200 hectares de vignobles aménagés horizontalement ou en terrasse.

En guise de conclusion, le Ministre est conscient du souci croissant des consommateurs en matière de protection de l'environnement et de la santé. Grâce aux mesures financières et réglementaires mises en place dans le cadre du plan de développement rural et de l'organisation commune des marchés des produits agricoles, le Gouvernement a pu créer un encadrement adapté permettant à la profession viticole de renoncer aux insecticides et de réduire l'utilisation des fongicides et herbicides.

Il est donc tout à fait possible que la profession viticole luxembourgeoise interdise les herbicides en viticulture pour l'élaboration d'un produit comme le «Crémant de Luxembourg». Dans ce cas, les raisins destinés à l'élaboration du «Crémant de Luxembourg» doivent provenir exclusivement de parcelles «sans herbicides».

Question 2808 (03.03.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **«Bildungsbericht Luxemburg 2015»:**

In Zukunft wird alle drei Jahre eine umfassende Bestandsaufnahme des luxemburgischen Bildungswesens vorgenommen.

Im Vorwort des Bildungsberichts von 2015 heißt es „Der Bildungsbericht soll eine verlässliche Grundlage für die öffentliche Diskussion über den Zustand und die Weiterentwicklung des Bildungswesens schaffen. Er ist eine wichtige Quelle datengestützter, systematischer Informationen über die Voraussetzungen, den Verlauf und die Wirkung von Bildungsprozessen."

Für den letzten Bildungsbericht von 2015 wurden unter anderem die Übergangsempfehlungen für das Enseignement secondaire (ES) analysiert. Es zeigte sich deutlich, dass die Übergangsquote von der Grundschule in das ES je nach Gemeinde und Region stark variiert. Eine Erklärung liefert die Berücksichtigung des sozioökonomischen und sprachlichen Hintergrundes der Familien in den jeweiligen Gemeinden.

Vor allem Schüler aus dem Norden des Landes wurden deutlich weniger ins klassische Lyzeum orientiert, was laut Bildungsbericht vor allem auf den sozioökonomischen Hintergrund zurückzuführen ist.

Der nächste Bildungsbericht ist bereits in Arbeit und soll 2018 veröffentlicht werden. Laut Presseinformationen vom „Lëtzebuerger Land" vom 3. März teilte das Bildungsministerium nun mit, künftig keine Orientierungsergebnisse nach Gemeinden aufgeschlüsselt zu veröffentlichen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Bildung, Kinder und Jugend richten:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Falls ja, warum sollen die Orientierungsergebnisse, trotz signifikanter Unterschiede, in Zukunft nicht mehr nach Gemeinden aufgeschlüsselt veröffentlicht werden?

- Welche Maßnahmen hat das Ministerium ergriffen, um die geringeren Bildungschancen, bedingt durch den sozioökonomischen Hintergrund der Familien, zu reduzieren?

Réponse (25.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Die Universität Luxemburg hat im Auftrag des Bildungsministeriums in dem Bildungsbericht 2015 eine Landkarte veröffentlicht, auf der die Orientierungsentscheidungen für die Sekundarschule geografisch dargestellt sind. Sinn und Zweck dieser Darstellung war es, die Bedeutung des sozioökonomischen Hintergrunds des Schülers für den schulischen Erfolg auf nationaler Ebene zu untermauern. Die statistische Grundlage, vor allem bei kleineren Stichproben im ländlichen Raum, ist jedoch nicht gegeben, um Aussagen über eventuelle Trends oder Vergleiche auf der Ebene einzelner Gemeinden oder sogar einzelner Schulen tätigen zu können. Aus wissenschaftlicher und bildungspolitischer Perspektive sind solche Aussagen demnach fragwürdig.

Die Erkenntnis, dass sich die Orientierungsergebnisse zwischen den Gemeinden signifikant unterscheiden, nimmt das Ministerium sehr ernst. Die Unterschiede sind ein Indiz dafür, dass es im Luxemburger Schulwesen Bildungsungerechtigkeiten gibt, dass also die Schülerleistungen durch soziale Faktoren wie Migrationshintergrund, sozioökonomischer Status und zu Hause gesprochene Sprache stark beeinflusst werden. Eine datengestützte, wissenschaftliche Analyse regionalspezifischer Unterschiede ermöglicht es, gesicherte Erkenntnisse über die wohl größte Herausforderung der Luxemburger Schule, den Umgang mit der Heterogenität, zu gewinnen.

Deshalb werden das Ministerium und die Universität Luxemburg auch in den kommenden Bildungsberichten an einer regionalspezifischen Analyse der Orientierungsergebnisse festhalten, ohne dabei jedoch die Resultate bis auf die Ebene von Gemeinden oder Schulen herabzubrechen. Auch weiterhin wird der „Service des statistiques" des Ministeriums den Institutionen, die mit dem Monitoring des Bildungssystems befasst sind, Informationen zukommen lassen, die eine regionalspezifische Analyse der Orientierungsergebnisse ermöglichen. Über diesen Weg stehen sie auch anderen Interessierten zur Verfügung.

Jedem Kind, jedem Schüler bestmögliche Zukunftschancen zu bieten, ist das Kernziel des Regierungsprogramms und somit der Bildungspolitik. Zu den wichtigsten Maßnahmen, die das Ministerium in diesem Zusammenhang ergriffen hat oder plant, zählen unter anderem die Einführung einer mehrsprachigen Frühförderung in den Betreuungsstrukturen, um alle Kinder, unabhängig von der zu Hause gesprochenen Sprache, bestmöglich auf unsere mehrsprachige Schule und multikulturelle Gesellschaft vorzubereiten; die schrittweise Anpassung des Sprachenunterrichts in der Grundschule; die kontinuierliche Diversifizierung des schulischen Angebots, um der immer größer werdenden Heterogenität an Schülerprofilen gerecht zu werden; eine verstärkte Autonomie, die es den Schulen ermöglicht, ihr Profil zu schärfen und so besser auf die Bedürfnisse der eigenen Schülerschaft eingehen zu können, oder auch noch das Erarbeiten moderner Unterrichtsmittel und -programme, die einen differenzierten Unterricht ermöglichen.

Question 2811 (06.03.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **reconstruction du kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles:**

La section luxembourgeoise de l'AICA (Association internationale des critiques d'art) a lancé en 2005 le projet «Kiosk». Ce projet a depuis donné lieu à une série d'expositions au cœur de l'espace public de la ville de Luxembourg, dans le kiosque à journaux désaffecté à la Place de Bruxelles. De jeunes artistes ont pu profiter de cet espace visible qui complète le paysage de l'art contemporain au Luxembourg. Le pavillon est par ailleurs d'une grande valeur architecturale historique, car typique des années soixante.

Dans le cadre de la réhabilitation du Pont Adolphe, le pavillon a dû être enlevé pour permettre l'accès au chantier. À ma question lors du vote du 19 décembre 2012 sur le projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe, l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait souligné que le pavillon devait être reconstruit à son emplacement habituel et retrouver sa fonction initiale après les travaux de réhabilitation: «...e ka wärend dem Chantier net gehale ginn, well u sech de Chantier och op där doter Plaz natierlech muss geleet ginn, muss gemaach ginn. Duerfir kann een en net wärend dem Chantier stoeloossen. E soll awer duerno erëm dohinner kommen, zu där doter Fonctioun...».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Le pavillon sera-t-il reconstruit à la Place de Bruxelles aux fins indiquées? Dans l'affirmative, quand ouvrira-t-il de nouveau ses portes?

- L'aspect architectural de l'ancien «Kiosk» sera-t-il préservé?

- Où est actuellement conservé le pavillon?

Réponse commune (04.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

En effet, dans le cadre de la réhabilitation du Pont Adolphe, le pavillon «Kiosk» a dû être enlevé afin de garantir un accès au chantier. Lors du démontage du pavillon «Kiosk», il s'est avéré que le «Kiosk» se trouvait dans un état de corrosion fortement avancé et qu'une conservation ou une remise en état n'étaient pas possibles.

Actuellement les discussions avec tous les acteurs concernés, y compris les représentants de l'AICA ainsi que de la Ville de Luxembourg quant à une future localisation et à l'aspect architectural du nouveau «Kiosk» sont encore en cours.

Nonobstant, nous sommes déterminés à soutenir l'AICA dans ses démarches afin de trouver un endroit approprié pour la mise en place d'un nouveau «Kiosk» qui donne satisfaction aux exigences du monde culturel luxembourgeois.

Question 2813 (07.03.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**ancien terrain d'ArcelorMittal à Dudelange:**

Mir ginn aus der Press gewuer, datt ArcelorMittal dem Fonds du logement déi al ARBEDs-Terrainen zu Diddeleng verkaf huet. Am nämlechten Artikel seet den Diddelenger Buergermeeschter, datt d'Sanéierung souwäit ofgeschloss wier. Zu deem Virgang hunn ech e puer Froen:

1) Ass deen alen ARBEDs-Terrain zu Diddeleng am Besëtz vum Fonds du logement, a wann neen, wien ass aktuell Proprietaire vun deem Terrain?

2) Wien ass bei der Transaktioun vun deem Terrain designéiert ginn, fir d'Sanéierung vum Industriekomplex, op deem soll e Wunnengs- a Geschäftsquartier entstoen, ze bezuelen?

3) Wat huet deen Terrain den aktuelle Proprietaire kascht?

4) Wat ass den Devis fir d'Sanéierung vun deem Terrain?

5) Wéi vill Sue si bis elo scho fir déi Sanéierung ausgi ginn an ass séchergestallt, datt deen Devis agehale gëtt?

6) Wie kontrolléiert no hirem Ofschloss, ob déi Sanéierung esou war, datt deen Terrain ouni Aschränkungen a gesondheetlech Risike ka fir e Wunn- a Geschäftsquartier genotzt ginn?

7) Wie muss opkomme fir weider Sanéierungsausgaben, déi vläicht net virauszegesi waren?

8) Kann de Minister, wann d'Sanéierung fäerdeg ass, der Chamber an der Ëffentlechkeet eng Tabell zoukomme loosse mat allen Ëmweltbelaaschtungen, déi um Site festgestallt gi sinn, de Grenzwäerter, déi zu Lëtzebuerg oder an Europa anzehale sinn, an de Wäerter, déi no der Sanéierung nach um Site gemooss gi sinn. Dat nämlecht wéilt ech am Eenzelne fir déi dräi aner Industriesitten, déi och am nämlechten Zäitraum vum Stat vun der ArcelorMittal kaf gi sinn, an zwar de Site Eucosider zu Péiteng, den Terrain zu Bieles an de Site Circuit Foil zu Wolz.

Réponse (25.04.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Wat d'Froe vum honorabelen Deputéierte Gast Gibéryen am Kader vum ale Laminoir zu Diddeleng ugeet, esou erlaben ech mer, op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°2799 vum 24. Februar 2017 ze verweisen, déi gestallt gouf vun den honorabelen Deputéierte Sylvie Andrich-Duval a Marc Lies.

Wat de Site zu Wolz-Haargarten betrëfft, esou ass den Notairesakt den 13. Dezember 2016 tëschent dem Stat an ArcelorMittal ënnerschriwwe ginn. No enger verdéifter Analys an Evaluatioun vun de Sanéierungskäschten ass de Verkafspräis vum symboleschen Euro festgehale ginn. Dëse Site ass just deelweis industriell genotzt ginn (5,5 ha vu 7,7 ha) an d'Sanéierung op Niveau „Logement" laut Arrêté ministériel am Kader vun der Cessation d'activités (1/12/0412/A vum 21. Dezember 2015) ass op 6,15 Mio. EUR chiffréiert ginn. D'Verschmotzungen, déi haaptsächlech festgestallt gi sinn, ware Schwéiermetaller, Hydrocarburen an HAP. D'Realisatioun vun der Sanéierung gëtt iwwer Exkavatioun gemaach.

Well d'Valeur vum Terrain déiselwecht war wéi d'Käschte vun der Sanéierung, huet ArcelorMittal den Terrain misse gratis cedéieren. Am Ganze kënnen op deem Site ronn 35.000 m² fir Wunnengsbau realiséiert ginn, mat am Ganzen 200 Unitéite fir ronn 500 nei Awunner.

De Site vu Péiteng gëtt am Moment sanéiert an dat ënnert der Responsabilitéit vun ArcelorMittal. De Präis fir dëse Site, sanéiert op Niveau „Logement" laut dem Arrêté ministériel (1/10/0485 vum 31. Mäerz 2011), läit bei 8,5 Mio. EUR. De gréissten Deel vun der Sanéierung sinn d'Demolitiounskäschten an e punktuellen, iwwerflächlechen Decapage op engem prezisen Deel vum Site. Et ass virgesinn, dass den Akt ënnerschriwwe gëtt, soubal d'Sanéierungsaarbechten ofgeschloss sinn. Op dësem Site vu 5,5 ha kënne ronn 28.000 m² Wunnengsbau realiséiert ginn, mat am Ganzen 210 Unitéite fir ronn 470 nei Awunner a ronn 16.600 m² Surfacë fir de Commerce.

De Site zu Bieles an der Rue de l'Usine mat ronn 5,15 ha ass ni exploitéiert ginn an et gëtt, laut Ëmweltverwaltung, op deem Terrain kee Risiko vun enger Verschmotzung. Dëse Site ass iwwer en Notairesakt den 21. Juli 2016 fir 5,25 Mio. EUR vum Stat iwwerholl ginn.

Question 2816 (07.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA:**

Selon les informations parues dans la presse nationale, la banque UniCredit Luxembourg SA fermera ses portes le 31 décembre 2018 dans le cadre d'un plan de restructuration international. 162 personnes devraient perdre leur emploi d'ici 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre était-il au courant d'une éventuelle fermeture totale de la banque en question?

- Dans l'affirmative, quelles démarches ont été faites pour éviter cette fermeture?

- Quelle est la position du Gouvernement face à cette décision?

- Quelles sont les raisons qui ont conduit à la fermeture de la banque UniCredit Luxembourg SA?

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre exact d'emplois touchés par cette fermeture?

Réponse (31.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La fermeture de la banque UniCredit, dont la presse s'est fait l'écho, relève d'un choix stratégique de l'actionnaire de la banque, qui n'est pas tenu d'en informer au préalable le Gouvernement. Le Ministre des Finances n'est donc pas en position de fournir de plus amples précisions à ce sujet.

Question 2817 (07.03.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**internat du Lycée technique agricole:**

À Gilsdorf sera construit un nouveau Lycée technique agricole. Dans la mesure où l'internat du lycée ne sera plus, comme initialement prévu, implanté sur le site de Gilsdorf, le Gouvernement a analysé trois autres sites potentiels. Selon la réponse à la question parlementaire n°2078 en date du 20 mai 2016, deux sites ont été écartés, à cause de la non-constructibilité du terrain et pour des raisons budgétaires. Toujours selon les Ministres, un troisième site pourrait se prêter pour la mise en place d'une infrastructure scolaire ou sportive y comprise l'implantation d'un internat, en l'occurrence le site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau sis route de Gilsdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres, est-ce que les études mentionnées concernant le troisième site sont achevées?

- Dans l'affirmative, est-ce que ce site est retenu pour la construction de l'internat?

- Quelles structures sportives et scolaires seront en outre implantées sur ce site?

Réponse commune (05.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En effet, le site actuel des ateliers de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau, sis route de Gilsdorf, pourrait se prêter pour la mise en place d'une infrastructure scolaire ou sportive y comprise l'implantation d'un internat en l'occurrence.

Considérant que les fonctions de l'Administration des ponts et chaussées et de l'Administration de la gestion de l'eau doivent d'abord être délocalisées pour faire place à une infrastructure tel qu'un internat, les études relatives au projet des nouveaux ateliers au Fridhaff sont prioritaires et vont débuter au printemps 2017.

Dans une deuxième phase, les études relatives à l'internat sont programmées de façon à ce que les travaux pourront commencer à partir du moment où le site sis route de Gilsdorf sera libéré. Mais ce n'est qu'après la finalisation du programme de construction de l'internat et l'achèvement des études relatives au site que l'Administration des bâtiments publics pourra s'exprimer plus en détail sur l'implantation d'autres structures éventuelles.

Question 2820 (08.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004:**

Selon le journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, n°207 du 21 février 2017, le Gouvernement en conseil a abrogé le 10 février 2017 l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004 ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre peut-il nous renseigner sur les motivations précises ayant conduit le Gouvernement en conseil à abroger ladite instruction?

Réponse (20.03.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement en conseil a, par décision du 10 février 2017, adopté de nouvelles lignes directrices pour la création d'établissements publics qui sont publiées sur le site Internet www.gouvernement.lu sous la rubrique du Ministère d'État.

La publication de ces lignes directrices a été suivie de l'abrogation de l'instruction du Gouvernement en conseil du 11 juin 2004 ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics.

Les nouvelles lignes directrices, qui remplacent l'ancienne instruction du Gouvernement en conseil de 2004, constituent un outil pratique destiné à fournir aux auteurs de projets de loi créant de nouveaux établissements publics ou modifiant des lois-cadres d'établissements existants une trame à suivre qui indique tous les éléments qui doivent figurer dans une telle loi.

Les dispositions y intégrées tiennent compte des critiques formulées par la Cour des comptes dans le passé à l'égard du fonctionnement des établissements publics. À titre d'exemple, il est prévu de fixer les indemnités des membres des conseils d'administration par règlement grand-ducal afin d'assurer la transparence de ce type de rémunérations.

Aux lignes directrices est encore annexé, conformément à la volonté exprimée en ce sens par la Commission de l'Exécution budgétaire de la Chambre des Députés, un modèle-type de règlement d'ordre intérieur proposant un jeu de règles qui régissent le fonctionnement d'un conseil d'administration d'un établissement public.

Question 2821 (08.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **formation professionnelle:**

Au niveau de la formation professionnelle, les différents modules sont actuellement évalués par une appréciation par mention et non pas par une note. Le résultat d'évaluation est exprimé selon les mentions «bien», «très bien» ou «excellent».

Ces types de mentions sont suffisamment clairs et lisibles et permettent de mesurer le degré d'acquisition des connaissances et des compétences de l'élève dans les différents modules.

Or, il existe aussi une mention dite «dispense». La notion «dispense» peut soit signifier que l'élève a réussi le module dans un autre régime de la formation technique respectivement dans une formation professionnelle d'un niveau d'apprentissage plus ou moins exigeant, soit que l'élève a suivi le module mais ne l'a pas réussi dans sa formation en cours.

La mention «dispense» fait ainsi exprimer trois différents résultats d'évaluation et différents niveaux de compétences acquis et prête donc à confusion.

Dans la mesure où la mention «dispense» ne permet ni au patron ni à l'élève lui-même de situer les compétences acquises avec assez de précision, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fait d'accorder la mention «dispense» pour un module où l'élève a échoué pourrait être considéré comme contradictoire?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de procéder à une adaptation de la mention «dispense»?

- Dans un souci de transparence, le Ministre ne juge-t-il pas qu'une mention du type «compensation» serait davantage appropriée pour évaluer un module que l'élève a suivi mais qu'il n'a pas réussi?

- Selon nos informations, la mention «dispense» se traduit dans le fichier électronique des résultats par la mention «dispense réussie». La mention «dispense» est utilisée dans la version imprimée, plus précisément dans le document «Relevé des modules réussis», ce qui semble compléter la confusion en la matière. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la certification des modules réussis de l'élève devrait être claire et compréhensible?

Réponse (25.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Des dispenses ont été accordées à des modules non réussis de certains élèves en formation professionnelle en application des dispositions transitoires de l'article 26, point 2 du règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle.

Ces dispositions ont été prévues afin de permettre aux élèves en classe de 11e du DAP ou du CCP, en classe de 12e du DAP ou du DT, ou en classe de 13e du DT de bénéficier également de la possibilité de ne plus devoir rattraper un certain nombre de modules non réussis avant le bilan intermédiaire.

Il s'agit donc d'une mesure ponctuelle mise en œuvre dans le cadre de la phase de transition vers les nouvelles dispositions concernant l'évaluation et la promotion dans la formation professionnelle.

À l'avenir les résultats des modules non réussis, que l'élève n'est pas tenu de rattraper après la réussite de son bilan intermédiaire, ne seront plus transformés en dispenses, mais seront affichés en tant que tel sur le bulletin et sur le relevé des compétences. Actuellement les modules attribués d'une dispense se distinguent des modules réussis au niveau de l'affichage sur le bulletin et sur le relevé des compétences.

Question 2823 (09.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **responsabilité des fournisseurs d'accès à Internet à travers de bornes wi-fi:**

En juin 2016, l'Allemagne a adopté une loi qui supprime la responsabilité pénale de ceux qui fournissent un accès à Internet sans fil à travers des hotspot wi-fi. Il s'agit d'une conséquence directe de l'«affaire McFadden» dans laquelle l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé le 16 mars 2016 qu'on ne pouvait retenir la responsabilité civile d'un commerçant dont l'accès wi-fi ouvert (sans mot de passe ni login) avait été utilisé pour partager illégalement un fichier MP3.

À l'instar de l'ancienne réglementation allemande, en France le particulier qui ouvre un accès wi-fi est présumé responsable de l'utilisation faite par les tiers. Les entreprises ou associations qui veulent être fournisseurs d'accès à Internet à travers un hotspot wi-fi sont, quant à elles, en principe tenues de conserver un registre des connexions et donc de demander une identification aux internautes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelle est la réglementation en vigueur au Luxembourg quant à la responsabilité pénale qui incombe aux titulaires d'accès à Internet lorsque leur accès est utilisé par des tiers à des fins illicites?

2) Dans le cas où la situation légale serait comparable à celle de la France, c'est-à-dire que les fournisseurs d'accès à Internet à travers un hotspot wi-fi sont en principe tenus de conserver un registre des connexions et donc de demander une identification aux internautes, Monsieur le Ministre envisage-t-il un changement de législation à l'instar de l'Allemagne afin de favoriser, dans un souci de développement économique et social, le développement de réseaux wi-fi «ouverts»?

3) Dans la négative, considérant toutefois les conclusions de l'avocat général de la CJUE citées ci-dessus, quelles sont les raisons de favoriser des réseaux wi-fi «fermés»?

Réponse (20.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Quant à la première question:

Le régime de responsabilité applicable aux fournisseurs d'accès à Internet est défini par l'article 60 de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique transposant la directive 2000/31/CE relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information.

Les dispositions de l'article 60 prévoient explicitement que le prestataire de service «qui fournit un accès au réseau de communications ne peut voir sa responsabilité engagée pour les informations transmises à condition:

a) qu'il ne soit pas à l'origine de la transmission;

b) qu'il ne sélectionne pas le destinataire de la transmission; et

c) qu'il ne sélectionne et ne modifie pas les informations faisant l'objet de la transmission[1].»

Quant à la deuxième et troisième questions prises ensemble:

La situation légale au Luxembourg n'est pas comparable à celle en France puisque le législateur luxembourgeois n'a pas introduit de disposition légale spécifique venant restreindre les dispositions de l'article 60.

Il n'y a pas lieu d'envisager une modification de la législation en vigueur à la lumière de la jurisprudence récente de la CJUE.

[1] Article 60, paragraphe 1, de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le Code civil, le Nouveau Code de procédure civile, le Code de commerce, le Code pénal et transposant la directive 1999/93 du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive 2000/31/CE relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers.

Question 2825 (09.03.2017) de **MM. Marc Baum** et **David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**accueil des femmes réfugiées:**

Le rapport le plus récent sur la migration internationale au Luxembourg réalisé en octobre 2016 par le Système d'observation permanente des migrations de l'OCDE a chiffré le nombre de personnes ayant déposé une demande de protection internationale auprès du Ministère des Affaires étrangères et étant hébergées à ce moment-là dans une structure gérée par l'OLAI à 3.107, dont 662 femmes.

La directive 2013/33/UE du 26 juin 2013 transposée par la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire stipule e. a. que tous les États membres doivent prendre les mesures nécessaires pour que les autorités et les autres organisations qui mettent en œuvre la présente directive bénéficient de la formation de base utile eu égard aux besoins des demandeurs des deux sexes.

Pourtant, une étude réalisée par le Parlement européen sur les conditions d'accueil des femmes réfugiées en Belgique et en Allemagne (2016) a montré que dans ces deux pays, certaines mesures visant à protéger les demandeurs de protection internationale, et telles que prévues par la directive précitée, ne sont pas toujours appliquées.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes relatives à la situation au Luxembourg à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils indiquer le nombre de femmes réfugiées actuellement dans les centres d'accueil gérés par l'OLAI?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils fournir des précisions concernant l'hébergement des réfugiées? Les réfugiées sont-elles majoritairement hébergées dans des structures mixtes ou existe-t-il des structures réservées exclusivement aux femmes réfugiées?

3) Dans l'affirmative à la seconde question, les femmes ont-elles le choix entre ces deux types de structures?

4) Les structures d'accueil gérées par l'OLAI disposent-elles de locaux séparés avec fermeture à clé et des installations sanitaires bien séparées permettant de garantir la sphère privée de toutes les personnes hébergées?

5) Le personnel des entreprises de sécurité présent dans les structures d'accueil a-t-il reçu une formation appropriée pour répondre aux besoins d'encadrement de personnes réfugiées des deux sexes?

6) Le personnel de sécurité dans les structures mixtes ou réservées exclusivement aux femmes se compose-t-il d'hommes et de femmes ou bien majoritairement, voire exclusivement de femmes?

Réponse (06.04.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) Le nombre de femmes qui ont fait une demande de protection internationale et qui sont logées et prises en charge par l'OLAI s'élevait à 737 en 2015 et à 559 en 2016.

ad 2) En principe, les structures d'hébergement sont mixtes, mais il existe une structure réservée exclusivement aux femmes seules, avec ou sans enfants. L'OLAI héberge les femmes dans cette structure séparée si le service social estime qu'il existe un besoin spécifique.

ad 3) Les personnes DPI n'ont pas la possibilité de choisir la structure d'hébergement dans laquelle elles seront logées. Le maintien de la cellule familiale, la scolarisation des enfants et la vulnérabilité des personnes sont des critères pris en compte lors de la procédure de logement.

ad 4) Dans les structures mixtes, les installations sanitaires pour hommes et pour femmes sont séparées.

Les structures mixtes de phase 1 et de phase 2, dans lesquelles les personnes DPI ne séjournent que pendant quelques semaines, offrent la possibilité de fermer à clé les dortoirs et les chambres, à condition que cela n'empiète pas sur les règles de sécurité et la vie privée des autres résidents. Dans les structures durables de phase 3, toutes les chambres peuvent être fermées à clé.

ad 5) Le personnel de sécurité présent dans les structures d'hébergement reçoit une formation de base (premiers secours, lutte contre l'incendie, gestion de conflits, etc.) pour assurer un encadrement digne et respectueux de toutes les personnes hébergées dans les structures, et ce indépendamment de leur sexe.

ad 6) Dans les structures mixtes, il est veillé à ce qu'il y ait au moins une femme parmi le personnel de sécurité. Dans la structure réservée aux femmes, l'ensemble du personnel encadrant et du personnel de sécurité est exclusivement féminin.

Question 2826 (09.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **saisie d'argent appartenant à la Banque centrale iranienne:**

Selon les informations parues dans la presse nationale, la Banque centrale iranienne souhaiterait récupérer 1,6 milliard de dollars bloqués au Luxembourg après une décision d'un tribunal américain de saisir cet argent pour indemniser les victimes des attentats du 11 septembre. Cette décision avait conduit un juge luxembourgeois à geler ces 1,6 milliard de dollars au Luxembourg. Suite à l'accord conclu avec l'Iran sur le nucléaire en juillet 2015 et la levée partielle des sanctions à l'encontre de ce pays, la Banque centrale iranienne souhaiterait maintenant récupérer cet argent. Le Vice-Ministre des Affaires étrangères aurait déclaré que les avocats de la Banque centrale iranienne étaient en contact avec les autorités luxembourgeoises afin de récupérer les 1,6 milliard de dollars.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- La Banque centrale iranienne est-elle en contact avec les autorités luxembourgeoises et, le cas échéant, lesquelles?

- La levée des sanctions à l'encontre de l'Iran justifie-t-elle une levée de la saisie?

Réponse commune (04.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Par exploit d'huissier de justice du 14 janvier 2016, 102 personnes physiques agissant en leur nom personnel à titre de parents et/ou héritiers des victimes décédées lors des attentats du 11 septembre 2001 et 50 personnes physiques agissant en tant que représentants et/ou héritiers des successions vacantes des victimes décédées lors des attentats du 11 décembre 2001 ont fait pratiquer saisie-arrêt entre les mains de la société anonyme CLEARSTREAM BANKING «sur toutes les sommes, deniers, effets, titres, créances, tous droits, garanties, privilèges, gages, nantissements, cautions, sûretés, crédits, actifs corporels ou incorporels, valeurs, que la société anonyme CLEARSTREAM BANKING redevrait aux parties défenderesses ou détiendrait, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, pour compte et/ou au nom des parties défenderesses, en particulier sur les comptes numéros 13061 et 13675, mais sinon sur tous comptes bancaires ouverts et comptes tenus à leur profit, notamment mais non exclusivement, par l'intermédiaire ou auprès de la banque MARKAZI (Banque Centrale de la République Islamique d'Iran), de la banque UBAE S.p.A., de la Banque JP Morgan Chase Bank ou de tout autre établissement financier, au nom et/ou pour le compte des parties débitrices défenderesses suivantes:

1) La République Islamique d'Iran, 2) l'Ayatollah Ali HOSSEINI-KHAMENEI, 3) le sieur Ali Akbar HASHEMI RAFSANJANI, ancien Président de la République Islamique d'Iran, 4) le Ministère Iranien de l'Information et de la Sécurité, 5) l'Organisation islamique Corps des Gardes Révolutionnaires, 6) le Hezbollah, 7) le Ministère Iranien du Pétrole, 8) la Corporation Nationale Iranienne des Pétroliers, 9) la Société Nationale Iranienne de Pétrole, 10) la Société Nationale de Gaz Iranien, 11) la Compagnie aérienne d'Iran, 12) la Compagnie Nationale Iranienne Pétrochimique, 13) le Ministère Iranien des Affaires économiques et des Finances, 14) le Ministère Iranien du Commerce, 15) le Ministère Iranien de la Défense et de la Logistique des Forces armées et 16) la Banque Centrale de la République Islamique d'Iran.»

Au titre de l'exploit du 14 janvier 2016, la saisie-arrêt a été pratiquée en vertu des jugements suivants:

«1. le jugement rendu par défaut le 22 décembre 2011 par l'United States Districts Court Southern District New York (ci-après le „Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York"), condamnant tous les défendeurs préqualifiés à indemniser les dommages subis par les requérants suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et en réservant le jugement final afin de permettre l'évaluation des dommages;

2. le jugement du 3 octobre 2012 rendu par le Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York, afin d'établir le montant des dommages et intérêts par catégorie de dommages et par catégorie de victimes, ainsi que celui des intérêts légaux;

3. le jugement définitif rendu le 12 octobre 2012 par le Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York dans le cadre des attaques terroristes du 11 septembre 2011 à New York aux ÉTATS-UNIS, condamnant les parties défenderesses préqualifiées au paiement de dommages et intérêts aux familles des victimes pour un montant total de 7.016.463.805,00 USD, soit 6.613.782.530,78 EUR;

4. le jugement du Tribunal de District des États-Unis du District Sud de l'État de New York du 12 septembre 2013, par lequel les jugements précédents furent rendus exécutoires aux États-Unis contre les parties défenderesses.»

La saisie-arrêt a ainsi été pratiquée en vertu de l'article 693 du nouveau code de procédure civile, qui dispose que «tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise» et non pas sur autorisation présidentielle, telle que prévue par l'article 694 du même code qui dispose que «s'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du débiteur et même celui du tiers-saisi pourront, sur requête, permettre la saisie-arrêt et opposition».

Il en suit que, contrairement à ce qui est reporté dans la presse, aucun juge luxembourgeois (ou américain) n'a gelé 1,6 milliard de dollars au Luxembourg au préjudice de la Banque centrale iranienne.

Suite à la saisie-arrêt pratiquée en date du 14 janvier 2016, trois procédures judiciaires sont actuellement pendantes devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg:

1. la dénonciation de la saisie-arrêt avec assignation en validité de la saisie-arrêt, introduite par assignation du 21 janvier 2016 à la requête des parties saisissantes, conformément à l'article 699 du nouveau code de procédure civile;

2. la demande introduite par assignation du 22 mars 2016 à la requête des parties saisissantes, tendant à voir dire et ordonner que les quatre jugements américains, en vertu desquels la saisie-arrêt a été pratiquée, sont exécutoires purement et simplement au Grand-Duché de Luxembourg et sortiront leurs pleins et entiers effets comme s'ils émanaient du tribunal luxembourgeois;

3. la demande introduite par la Banque Centrale de la République Islamique d'Iran suivant assignation en référé du 9 juin 2016, tendant à voir «constater l'illégalité de la saisie opérée aux torts de la demanderesse auprès de CLEARSTREAM BANKING SA, alors que la loi interdit expressément toute mesure de blocage, partant voir ordonner la mainlevée de la saisie pratiquée entre les mains de CLEARSTREAM BANKING par exploit du 14 janvier 2016», motif pris que l'illégalité de la saisie-arrêt du 14 janvier 2016 résulterait d'une violation de l'article 111(5) de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, portant interdiction de saisie de tout compte de règlement auprès d'un opérateur de système ou d'un organe de règlement, tel le système CLEARSTREAM.

Dans le cadre de l'instance en référé, toutes les autres parties débitrices saisies, à l'exclusion du Hezbollah, ont fait des interventions volontaires. L'affaire de référé a été plaidée et prise en délibéré à l'audience publique du 27 février 2017.

Par ordonnance du juge des référés du 22 mars 2017, le référé a été débouté.

Les deux instances pendantes devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg siégeant en matière civile dans le cadre des procédures de validation de la saisie-arrêt du 14 janvier 2016 et d'exequatur des quatre jugements américains sont en cours d'instruction.

Depuis la levée des sanctions contre la République iranienne, il y a eu des contacts entre les autorités luxembourgeoises et les autorités iraniennes, y compris la Banque centrale iranienne.

Il n'appartient pas au Ministère des Finances de commenter les incidences que pourrait avoir la levée des sanctions sur une procédure judiciaire en cours.

Question 2827 (09.03.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **trains nocturnes:**

À partir du 11 décembre 2016, des trains nocturnes circulent les week-ends et les jours fériés pendant la nuit du vendredi à samedi et pendant la nuit du samedi à dimanche (sauf pendant la nuit du 24 décembre 2016 au 25 décembre 2016) sur les lignes de Luxembourg-ville vers Troisvierges (ligne 10) et vers Esch-sur-Alzette (ligne 60). En outre, certaines correspondances avec des bus de nuit sont assurées (City Night Bus 1 de la Ville de Luxembourg et projet de PRO-SUD avec les communes du sud du pays).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il possible de dresser un premier bilan de la fréquentation des différents trains nocturnes?

- Au vu des données disponibles, Monsieur le Ministre estime-t-il introduire des trains nocturnes sur d'autres lignes du réseau ferroviaire?

- Est-ce que le nombre d'incidents avec le personnel accompagnant est plus élevé pour ces trains que pour ceux circulant en journée?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer quant au fonctionnement pratique des correspondances entre les trains nocturnes et le réseau des bus de nuit?

Réponse (03.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2827 du 9 mars 2017, les honorables Députés Messieurs Max Hahn et Claude Lamberty souhaitent s'informer au sujet des trains nocturnes circulant sur les lignes 10 et 60 pendant les nuits de vendredi à samedi et de samedi à dimanche.

Sur la totalité de 224 trains nocturnes ayant circulé entre décembre 2016 et mars 2017, 4.091 voyageurs ont profité de ces trains. L'occupation des quatre trains partant tous les weekends de Luxembourg à Troisvierges est en moyenne de 22,5 voyageurs par train. Les quatre trains vers le sud du pays s'élèvent en moyenne à 36,5 voyageurs par train. Le weekend du 28 janvier 2017 en direction de Troisvierges et le 29 janvier 2017 en direction de Rodange ont fait l'objet de «pics d'occupation» avec respectivement 88 et 121 voyageurs.

Actuellement, l'introduction de trains nocturnes sur les autres lignes du réseau ferroviaire n'est pas prévue.

Jusqu'à présent, aucun incident n'a été signalé par le personnel d'accompagnement des CFL sur les trains nocturnes. À noter dans ce contexte que le personnel des trains est accompagné sans exceptions par des équipes de sécurité.

Concernant le fonctionnement pratique des correspondances entre les trains nocturnes et le réseau des bus de nuit, on peut noter qu'au départ de Luxembourg, les horaires des trains nocturnes ont été conçus de manière à permettre la correspondance aux voyageurs de bus nocturnes, mis en place par la Ville de Luxembourg. Ainsi, les bus de la ligne CN1 de la Ville de Luxembourg, circulant entre Cents et Hollerich depuis des années avec une cadence de tous les quarts d'heure, font la correspondance sur les trains nocturnes des CFL. Sur cette ligne, 6,85 personnes en moyenne descendent à la gare de Luxembourg (novembre 2016: entre quatre personnes et 25 personnes, janvier 2017: entre cinq et 29 personnes). Reste à signaler un incident récent en avril 2017 sur la ligne CN1 avec des dégâts au bus et appel aux forces de l'ordre.

Le réseau des TICE assure également des services nocturnes depuis décembre 2016 et les voyageurs peuvent profiter des correspondances en gare d'Esch-sur-Alzette. Bien que des données concernant l'utilisation de correspondances trains-bus ne soient disponibles, des chiffres sur l'utilisation des autobus du TICE peuvent être fournis. Entre le 9 décembre 2016 jusqu'au 11 mars 2017, i. e. sur 27 journées concernées, l'on constate une utilisation moyenne de 11,7 personnes avec un minimum de cinq personnes et un maximum de 24 personnes. Pendant le week-end de mi-mars 2017, 1.003 personnes ont circulé sur les lignes du TICE pendant la nuit.

Question 2828 (09.03.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **financement de l'enseignement musical:**

La loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal définit entre autres les conditions et les limites relatives à la participation au financement de l'enseignement musical par l'État, d'un côté, et par les communes, de l'autre côté. Le financement public est plafonné et adapté annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'État.

Il me revient que les Ministres de la Culture et de l'Intérieur ont agréé comme «écoles de musique» trois nouvelles structures régionales. Par conséquent, ces structures peuvent bénéficier désormais d'une aide financière plus élevée de l'État et des communes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres précités:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les nouveaux agréments auront un impact financier sur les autres institutions d'enseignement musical, du fait que la part à rembourser est globalement plafonnée?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement serait-il disposé à hausser le plafonnement du financement public en question, de sorte qu'aucune institution ne soit confrontée à une réduction de la part remboursée?

Réponse commune (13.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En date du 28 juillet 2016, les structures d'enseignement musical des communes de Bertrange, Niederanven et Walferdange ont obtenu l'agrément comme écoles de musique par le Ministre de la Culture. C'est pourquoi les écoles de musique «Regionalmusékksschoul Westen», «Regionalmusékksschoul Syrdall» et «Regionalmusékksschoul Uelzechtdall» bénéficient à partir de la rentrée scolaire 2016-2017 du coefficient de pondération 1.0 réservé aux écoles de musique suivant les dispositions du règlement grand-ducal du 14 avril 1999 fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical.

Comme la participation de l'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical est plafonnée suivant les termes de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et pour ne pas léser les autres entités communales du fait de l'agrément évoqué ci-dessus, les Ministres de l'Intérieur et de la Culture sont entrés en négociations pour le cas échéant proposer prochainement au Conseil de Gouvernement une modification de ladite loi dans le sens d'un rehaussement du plafonnement de la participation publique.

Question 2829 (09.03.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **Château de Bourglinster:**

Le Château de Bourglinster, propriété de l'État depuis 1967, est l'un des châteaux les mieux restaurés et entretenus du Grand-Duché.

Outre ses maintes manifestations culturelles, il accueille également beaucoup de touristes et les amis de la bonne gastronomie. Des délégations officielles séjournent également régulièrement au Château de Bourglinster.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de délégations officielles accueillies au Château de Bourglinster pendant les années 2015 et 2016?

2) En quoi consistent les travaux en cours actuellement?

3) Quelle est l'envergure financière prévue pour les travaux?

4) Quand est-ce que les travaux toucheront à leur fin et quand les nouvelles installations pourront-elles être mises à disposition?

Réponse (02.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre de la Culture:*

ad 1) Le nombre de délégations officielles accueillies au Château de Bourglinster s'élevait à 34 en 2015 et à sept en 2016. En général, les salons du château ont été réservés par une centaine de clients en 2015 et par une soixantaine de clients en 2016.

ad 2) Les travaux actuellement en cours au Château de Bourglinster concernent le réaménagement du deuxième étage du bâtiment central. Ces travaux représentent la troisième et dernière phase des travaux de mise en valeur de l'architecture intérieure du Château de Bourglinster. Au cours des dernières années, deux phases ont déjà été réalisées. Il s'agit, d'une part, du réaménagement des anciennes écuries du château afin d'accueillir des ateliers et résidences d'artistes, complexe désormais connu sous la dénomination «Les Annexes», une salle polyvalente ainsi que des bureaux pour le Service d'animation culturelle régionale du Ministère de la Culture.

La deuxième phase se rapportait à des travaux de restructuration domotiques telles la modernisation et la mise en conformité de l'électricité, de la téléphonie, des conduites d'eau, du chauffage, de la détection incendie, de l'éclairage de secours, de la signalétique des sorties de secours, etc. au rez-de-chaussée, au premier étage ainsi qu'au sous-sol du château.

Dans le cadre de ces travaux infrastructurels, l'opportunité de réfléchir à la modernisation et au réaménagement du deuxième étage du château, respectueux des priorités gouvernementales en matière de développement et du soutien du milieu culturel, s'est également imposée.

Le nouveau concept prévoit la transformation des trois grandes pièces du deuxième étage en une salle de conférences entièrement équipée et en une salle de lecture au caractère plus intime qui pourra héberger des événements divers comme des lectures, des réunions nationales et internationales, de même que des expositions. Ces espaces seront prioritairement mis à disposition du milieu culturel tout comme ils pourront aussi être requis pour les besoins de l'État. Ils seront complémentaires aux autres activités qui ont lieu sur le site du Château de Bourglinster (restauration, réceptions, conférences, concerts, etc.).

Le cadre historique exceptionnel fera de ces salles un lieu propice au recueillement et à la réflexion qui se démarque clairement par rapport aux centres de conférence existants au Grand-Duché. Les futurs espaces de conférences du Château de Bourglinster seront donc complémentaires aux structures en place.

ad 3) Le coût des travaux du deuxième étage du château s'élève à 1.472.568,95 €, TVA comprise. Avec les travaux du premier étage, qui auront coûté 1.382.588,90 € au total, TVA comprise, l'ensemble des travaux du premier et deuxième étage du Château de Bourglinster se chiffre à 2.855.157,85 €.

ad 4) Selon les prévisions actuelles, les travaux se termineront au premier trimestre de l'année 2018. Les nouvelles installations pourront être mises à disposition dès la finalisation des travaux.

Question 2832 (13.03.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **référendum constitutionnel en Turquie:**

Dans le cadre de la campagne en faveur du «oui» lors du référendum constitutionnel du 16 avril prochain en Turquie ayant comme but le renforcement des pouvoirs présidentiels, le Gouvernement turc a prévu des manifestations adressées à sa diaspora dans une série de villes européennes.

Par contre, les manifestations prévues en Allemagne, en Suisse, en Suède et en Autriche ont été annulées par les gouvernements respectifs. Le Gouvernement néerlandais a même interdit l'atterrissage de l'avion du Ministre des Affaires étrangères turc sur son territoire, ce dernier étant en déplacement pour une telle réunion. Depuis, une réelle crise diplomatique se dessine entre certains pays de l'Union européenne et la Turquie, également membre de l'OTAN.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de cette polémique?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les positions divergentes prises par les capitales européennes risqueraient de générer davantage de tension avec la Turquie?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre considère réaliste une position commune au niveau de l'Union européenne quant à l'organisation des réunions par le Gouvernement turc?

Réponse (30.03.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

1) Le Ministre des Affaires étrangères et européennes regrette les récents développements et déclarations dans le cadre de la campagne pour le référendum constitutionnel du 16 avril en Turquie.

2) Les positions divergentes prises par les capitales européennes ne risquent guère de générer davantage de tension avec la Turquie. Les relations entre l'Union européenne et la Turquie restent difficiles, malgré le fait que le Gou-

vernement turc a décidé de renoncer à faire campagne en Allemagne.

3) Une position commune, au sens des dispositions du titre V du Traité sur l'Union européenne, quant à la réaction à l'organisation par le Gouvernement turc de réunions électorales dans les États membres de l'Union européenne aurait certes été souhaitable. Cependant, une telle approche n'était pas possible, compte tenu des différentes dispositions constitutionnelles et légales dans les États membres.

Question 2834 (14.03.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **fermeture de l'agence de la BCEE à Vianden:**

La ville de Vianden figure parmi les CDA (centres de développement et d'attraction) du pays. Il s'agit de centres urbains dans lesquels se concentrent les équipements et les services destinés à couvrir les besoins courants de la population. En tant que CDA, la ville de Vianden doit assurer la fonction de centre d'approvisionnement pour la région au niveau des services publics et développer l'offre économique et culturelle pour attirer une population nouvelle et diversifiée.

Il me revient dans ce contexte que l'agence BCEE à Vianden serait prochainement fermée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes questions à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Est-ce qu'il n'est pas contradictoire de promouvoir la ville de Vianden en tant que centre de développement et d'attraction, d'une part, et de supprimer certains services régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises, d'autre part?

- Comment le personnel des agences concernées serait-il affecté?

Réponse (29.03.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question, l'honorable Député indique qu'il lui revient que l'agence BCEE à Vianden serait prochainement fermée et demande la confirmation de cette information ainsi que certaines explications complémentaires.

À ce sujet, il convient de rappeler que déjà dans la réponse du 7 décembre 2016 à la question parlementaire n°2567 de l'honorable Député Léon Gloden, il a été confirmé que la BCEE procédera au cours de l'année 2017 à la fermeture d'un certain nombre d'agences, dont celle de Vianden. L'activité de chacune de ces agences sera intégrée dans un centre financier ou une agence géographiquement proche qui reprendra ainsi les clients concernés sans frais ni démarches pour eux. Par ailleurs, il convient de rappeler que de nouvelles agences seront ouvertes par ailleurs et que la BCEE travaille sur la mise en œuvre du concept d'une agence mobile.

Quant aux raisons à la base de la décision de la BCEE de fermer ces agences, il faut souligner que la BCEE est un établissement public autonome pleinement soumis à la concurrence ainsi qu'une banque systémique au sens de la réglementation européenne. Il appartient dès lors aux organes compétents de la banque de prendre en toute indépendance les décisions fondées sur des critères économiques et commerciaux.

L'évolution et les changements dans les flux démographiques et économiques, de même que les habitudes évolutives des clients (concentration dans les centres économiques et commerciaux du pays, transition vers des canaux électroniques) jouent à l'évidence un rôle important dans de telles décisions. Il n'y a dès lors aucune contradiction entre la politique de promotion culturelle et touristique d'un lieu, d'une part, et la décision de la banque, d'autre part, les deux étant fondées sur des critères différents.

Selon les informations recueillies auprès de la direction de la BCEE, chaque membre du personnel concerné par la fermeture d'une agence se verra offrir un nouveau poste de travail correspondant à son profil et ne l'obligeant pas à bouleverser sa vie en termes de trajets ou de disponibilité.

Q184

Question 2835 (14.03.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **service à temps partiel dans la fonction publique:**

Actuellement la fonction publique offre la possibilité de demander un service à temps partiel (STP) de 25%, 50% ou 75% d'une tâche complète. Avec l'entrée en vigueur du nouvel accord salarial, le STP actuel sera remplacé par un nouveau système permettant des paliers plus flexibles de 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète. La possibilité d'un STP de 25% a par contre été supprimée. Le futur système offrira plusieurs possibilités: d'un côté un STP à durée indéterminée et de l'autre côté un STP à durée déterminée avec des modalités variables selon la motivation du demandeur (pour l'éducation des enfants non encore admis au cycle 2 de l'enseignement fondamental, pour l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, pour raisons personnelles d'une durée maximale de dix années et enfin pour raisons professionnelles d'une durée maximale de quatre années).

Une mesure transitoire sera introduite afin de permettre aux bénéficiaires actuels d'un STP de 25%, de continuer à en bénéficier aussi longtemps qu'ils ne demandent pas de changement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Est-ce que les bénéficiaires du futur STP à durée indéterminée ne pourront plus demander, plus tard dans leur carrière, de réintégrer à nouveau une tâche complète ou un palier plus élevé si l'intérêt du service le justifie?

2. Est-ce que les nouvelles modalités relatives aux STP seront appliquées de manière similaire par toutes les administrations où est-ce que les services bénéficieront d'une certaine flexibilité liée à leur fonctionnement ou à leurs besoins spécifiques? Qu'en est-il par exemple des nouveaux paliers de 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% dans l'enseignement fondamental et secondaire?

3. Quelle sera la date limite pour demander encore des STP sous la réglementation actuelle et notamment le STP de 25% qui est voué à disparaître?

Réponse (07.04.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'accord salarial signé le 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) pour les années 2016 à 2018 prévoit en son point III.2 que:

«Le congé pour travail à mi-temps et le service à temps partiel actuels seront remplacés par un nouveau système organisé par paliers correspondant à 90%, 80%, 75%, 70%, 60%, 50% et 40% d'une tâche complète avec:

a. un service à temps partiel à durée indéterminée où seul l'intérêt du service est déterminant pour l'accorder ou non;

b. un droit au service à temps partiel à durée déterminée pour l'éducation des enfants non encore admis au 2e cycle de l'enseignement fondamental;

c. un service à temps partiel à durée déterminée:

- pour l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans;

- pour raisons personnelles d'une durée maximale de dix années;

- pour raisons professionnelles d'une durée maximale de quatre années, pouvant être prolongée en cas de circonstances exceptionnelles de deux années au maximum.»

Ces dispositions, à l'instar de tous les éléments de l'accord salarial, devront être mises en œuvre et détaillées dans le cadre d'un texte de loi ou de règlement grand-ducal à élaborer par mes services.

Comme lesdits textes sont actuellement encore en cours d'élaboration, je ne suis pas en mesure de vous informer davantage sur les modalités d'application concrètes des nouvelles mesures.

La réglementation actuelle sur le service à temps partiel et le congé pour travail à mi-temps restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau texte légal en la matière.

Question 2836 (14.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **sécurité informatique des entreprises:**

Au fil des années, l'État a lancé diverses initiatives visant à sensibiliser et assister des acteurs privés (particuliers et entreprises) face aux risques que comporte une digitalisation toujours accrue de notre vie quotidienne.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de fois les divers services de l'État ont été sollicités en la matière par des entreprises luxembourgeoises ces dernières années, (i) de manière préventive et (ii) après avoir subi une cyberattaque?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les services étatiques ont toujours été à la hauteur des attentes des entreprises, i. e. qu'ils ont pu fournir des réponses adéquates aux demandes desdites entreprises?

- Quels sont les problèmes majeurs auxquels sont confrontées les entreprises en termes de sécurité informatique?

- À combien de reprises les sites Internet des différents services étatiques sont-ils consultés par jour/mois par des acteurs implantés au Luxembourg respectivement depuis l'étranger?

Réponse (26.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La sécurité informatique des entreprises au Luxembourg est soutenue par le Ministère de l'Économie par le biais de cases.lu depuis 2003. Les différents moyens relatifs à la sécurité informatique, dont cases.lu ont été regroupés au sein de l'initiative securitymadein.lu depuis 2010.

Les initiatives de l'État en matière de cybersécurité ont souvent précédé les besoins des entreprises en les alertant sur des dangers qu'elles n'avaient pas encore perçus. En effet, de nombreuses entreprises n'ont pas conscience des risques liés aux technologies de l'information ni des moyens pour se protéger. Ainsi, les services de l'État ont répondu à leurs besoins à trois niveaux:

- en matière de prévention, d'information et de formation aux bonnes pratiques;

- en matière d'analyse et de gestion des risques;

- en matière d'analyse de la menace, de réaction et de réponse sur incident.

La qualité des méthodes et des approches utilisées a permis au Luxembourg de se distinguer à plusieurs reprises à l'étranger lors de visites officielles, de foires ou de conférences internationales.

Pour aider les entreprises à progresser en maturité et à adopter les bonnes pratiques, le Gouvernement est déterminé à démocratiser davantage l'accès à la sécurité de l'information, notamment en mutualisant certains services et en capitalisant sur les synergies existantes.

Depuis la création de securitymadein.lu, les équipes ont été en contact avec environ 6.000 entreprises au Luxembourg. Le plus grand nombre de ces contacts concerne des situations où un acteur a été victime d'une cyberattaque. Ces contacts se font avec le département CIRCL[1].

De plus, les équipes de securitymadein.lu ont contacté de manière proactive bien au-delà de 10.000 acteurs privés au Luxembourg et à l'étranger, suite à des informations sur des brèches ou d'autres soucis de sécurité obtenues via les réseaux de confiance spécialisés de la part d'homologues internationaux ou encore par le biais de services d'alerte et de veille («early-warning») du type MISP[2] ou AIL[3].

Les problèmes majeurs que les entreprises rencontrent en matière de sécurité informatique sont (top 5):

- Côté menaces:

1. Le «vol» et l'usurpation de mots de passe via des attaques dites de «phishing», qui sont facilitées par le manque de rigueur et de bonnes pratiques lié à la gestion et l'utilisation des mots de passe;

2. Les «malwares» (virus, trojans ou autres logiciels malicieux), en particulier des demandes de rançons après prise d'otage par chiffrement des données;

3. Les «fraudes au président» ou autres tentatives de type ingénierie sociale qui visent à obtenir des informations sensibles par des techniques de manipulation;

- Côté vulnérabilités:

4. Le manque de mise à jour des logiciels et systèmes utilisés;

5. Le manque de sauvegardes régulières, fonctionnelles et testées.

Sur un plan préventif, les axes de développement se concentrent sur la sensibilisation des acteurs via

- des conférences: plus de 70 participations de securitymadein.lu en tant qu'orateur et/ou organisateur au niveau national, mais aussi international;

- de campagnes d'information;

- de formations de type «sensibilisation de base»: une quarantaine de ces formations sont délivrées par cases.lu par an, ce qui correspond à environ 900 personnes formées par an;

- de formations spécialisées: pour MISP, 15 séances de formations ont été organisées depuis 2013 et pour MONARC, cinq séances depuis 2015. Ces formations ont atteint une audience de 530 personnes au total.

La formation sera d'ailleurs renforcée prochainement avec la mise en place, au sein de securitymadein.lu, d'un département dédié, à savoir le centre de compétences en cybersécurité C3. Le C3 offrira également un espace de test aux entreprises. Cette approche fait partie de la stratégie «TIRLUX» (Étude Rifkin) qui veut faire du Luxembourg une «Smart Nation».

En outre, le département cases.lu a accompagné depuis 2012 quelque 220 entreprises dans leurs démarches de cybersécurité en termes de diagnostic et d'analyse des risques, ceci en vue de les aider à identifier «les grands chantiers» et à trouver des prestataires du marché pour la mise en sécurité.

Finalement, les sites Internet www.securitymadein.lu, www.cases.lu et www.circl.lu reçoivent chaque mois plusieurs milliers de visiteurs. Or, ces chiffres ont peu d'intérêt, contrairement à ceux relatifs à l'utilisation des services en ligne offerts par cases.lu et circl.lu et qui améliore sensiblement l'état de la sécurité de l'information au Luxembourg:

- 720 organisations utilisent plusieurs fois par jour MISP (Malware Information Sharing Platform), dont 30% sont des entreprises luxembourgeoises. Ainsi plus de 2.000 «indicateurs de compromission (IOC[4])» sont échangés par jour;

- 288 organisations ont accès au service «Passive SSL[5]»;

- 299 organisations ont accès au service «Passive DNS[6]»;

- 36 organisations utilisent le service AIL[7];

- 68 organisations ont testé leur sécurité via l'auto-évaluation en ligne «start-up kit[8]»;

- 25 organisations utilisent la plateforme MONARC[9] pour analyser et gérer leurs risques. Parmi ces 25 organisations on compte 16 organismes publics et neuf entreprises privées dont cinq sont également des «providers».

Question 2837 (14.03.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes:**

Le 13 mars 2017, l'Association luxembourgeoise des pilotes de ligne a présenté une étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes. Le Luxembourg se place en dernière place sur cinq des onze catégories de questions posées. Plus spécifiquement, un résultat-clé de cette recherche précise que les pilotes des compagnies aériennes luxembourgeoises se voient souvent

[1] https://www.circl.lu/mission/

[2] MISP - Malware Information Sharing Platform - https://www.circl.lu/services/misp-malware-information-sharing-plat form/

[3] AIL - framework for Analysis of Information Leaks - https://github.com/CIRCL/AIL-framework

[4] Indicator of compromise (IOC) in computer forensics is an artifact observed on a network or in an operating System that with high confidence indicates a computer intrusion. (https://en.wikipedia.org/wiki/Indicator_of_compromise)

[5] https://www.circl.lu/services/passive-ssl/

[6] https://www.circl.lu/services/passive-dns/

[7] AIL - framework for Analysis of Information Leaks - https://github.com/CIRCL/AIL-framework

[8] https://eval.startup.cases.lu/

[9] Méthode optimisée d'analyse des risques (https://www.cases.lu/monarc.html), outil phare de la plateforme my.cases.lu qui d'ailleurs a gagné le prix «security solution of the year» en 2014 (https://securitymadein.lu/mycases_fr/)

confrontés à des situations de surmenage. Cette condition est surtout observable pour les pilotes des compagnies dites «low cost» et des entreprises de fret.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de tous les résultats de cette étude? Connaît-il plus de détails de ce sondage?

- Le cas échant, comment Monsieur le Ministre interprète-t-il les constats de cette recherche?

- Est-il à ce moment possible de tirer des conclusions en ce qui concerne la sécurité sur l'Aéroport de Findel?

- Monsieur le Ministre sera-t-il disposé à discuter les résultats avec l'Association luxembourgeoise des pilotes de ligne afin d'élaborer des mesures dans le domaine de la sécurité des pilotes?

Question 2838 (15.03.2017) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**étude européenne au sujet de la culture de sécurité auprès des compagnies aériennes:**

Selon un article de presse, une étude de la «London School of Economies and Politics» sur la culture de sécurité des pilotes de différentes compagnies aériennes en Europe aurait révélé qu'un pourcentage inquiétant de pilotes luxembourgeois travailleraient régulièrement en état de fatigue excessive.

Ce phénomène toucherait en premier lieu les compagnies de fret aérien et les compagnies «low cost». Ainsi, 83% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie de fret aérienne auraient indiqué d'avoir volé en état de fatigue excessive, comparé à 76% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie «low cost».

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude? Dans l'affirmative, quelle est son appréciation des conclusions de cette étude?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il des mesures concrètes afin d'améliorer la culture de sécurité au sein des compagnies aériennes au Luxembourg?

Réponse (04.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il est important de préciser que l'objet de cette étude est centré sur la perception des pilotes et ne prétend pas évaluer la qualité de la culture de sécurité des compagnies aériennes. Une enquête a été menée parmi les pilotes dans toute l'Union européenne, recevant 7.239 réponses valides ce qui représente environ 14% des pilotes européens. Les résultats de cette enquête sont par ailleurs librement accessibles sur le site Internet du projet de recherche «Future Sky - Safety».

Le danger de la fatigue excessive constitue un facteur qui est pris en compte sérieusement tant par les compagnies aériennes que par les autorités européennes et nationales. C'est pourquoi la réglementation européenne contient des barrières destinées à limiter la fatigue des pilotes lorsqu'ils sont en service. Les compagnies doivent mettre en place des systèmes de prévention, d'identification et de gestion de la fatigue. Néanmoins, la fatigue reste un facteur extrêmement variable d'un individu à un autre et peut également dépendre de facteurs exogènes aux compagnies (situation familiale, vie sociale, mobilité domicile-travail...).

En effet, il y a lieu de distinguer entre les notions anglaises qui peuvent mener en erreur: «être fatigué» (tired) et le phénomène de «fatigue excessive» (fatigue) sont deux notions différentes. L'affirmation selon laquelle «83% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie de fret aérien auraient indiqué d'avoir volé en état de fatigue excessive» n'est pas correcte. Dans le cadre de cette étude, 83% des pilotes travaillant pour une compagnie de fret aérien ont fourni une réponse négative à une question liée à la «tiredness» et non pas à la «fatigue». Il convient de préciser également que les constatations pour cette question ont été faites sans aucune distinction de nationalité ni de compagnie spécifique.

Par ailleurs, il n'existe aucune «compagnie de vol low cost» disposant d'une quelconque licence d'exploitation luxembourgeoise. Ainsi, l'affirmation «76% des pilotes luxembourgeois travaillant pour une compagnie „low cost"...» est donc difficilement vérifiable. Selon les informations de l'étude, les pilotes de nationalité luxembourgeoise représentent en total moins d'1% des 7.239 pilotes interrogés.

Il faut également remarquer que les pilotes travaillant pour des compagnies cargo desservent des destinations bien plus lointaines et font des trajets plus longs que les pilotes d'une compagnie de passagers avec un réseau régional et européen. Les circonstances de travail sont différentes dès le départ, ce qui se reflète également dans les résultats de cette étude. Cependant, le niveau de sécurité doit bien sûr être garanti dans toutes les circonstances.

Il apparaît que pour les compagnies aériennes luxembourgeoises, la culture de sécurité bénéficie d'une priorité absolue et que les mesures mises en place pour la soutenir répondent aux plus hauts critères d'exigence.

Ainsi, Cargolux a mis en œuvre entre autres un système de gestion de la sécurité basé sur les recommandations de l'OACI, qui inclut des éléments de gestion des risques proactifs et réactifs. De même, Cargolux a introduit un modèle biomathématique pour l'établissement et la mise en œuvre des plans de travail, servant à surveiller l'état d'alerte des membres de l'équipage et les pilotes. Cet outil permet à Cargolux de réagir immédiatement dans le cas où le niveau d'alerte exigé tomberait sous un niveau prédéfini. Le membre de l'équipage en question ne sera pas prévu pour un autre vol, ou son vol d'origine sera retardé jusqu'au moment où le problème pourra être résolu. Ce système non obligatoire va au-delà des prescriptions de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et a été autorisé par les autorités luxembourgeoises.

Enfin, tous les décideurs, direction, pilotes et représentants du département de la sécurité de Cargolux, se réunissent à des intervalles réguliers dans des groupes d'action dédiés, comme prévu dans le manuel du système de gestion de la société.

En ce qui concerne la compagnie Luxair, la culture de sécurité aérienne est présente tout au long de la carrière des pilotes et fait partie intégrante des différentes séances de formation continue, d'entraînement, etc. S'agissant de la fatigue des équipages, Luxair a instauré le «Fatigue Safety Action Group» qui s'occupe exclusivement des problèmes liés à ce phénomène, permettant de prendre des mesures en amont pour éviter que la fatigue ne s'installe auprès des équipages. Enfin, par son contrat collectif de travail en vigueur, Luxair applique des critères plus restrictifs que la réglementation européenne en ce qui concerne les temps de vol maximaux autorisés.

Les représentants de l'Association des pilotes de ligne ont présenté les résultats de cette étude aux représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et de la Direction de l'aviation civile. Au Grand-Duché de Luxembourg, la Direction de l'aviation civile est responsable pour la surveillance du niveau de conformité de chaque compagnie sous sa responsabilité et elle suit de près les rapports d'évènements et d'incidents.

Question 2840 (15.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial:**

Il résulte de l'article 5 de la loi du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État que les périodes passées avant la nomination définitive au service à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète au service d'une institution de l'Union européenne, d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à l'une de celles énumérées dans le texte de loi, voire d'une organisation internationale de droit public sont bonifiées au fonctionnaire pour le calcul de son traitement initial.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas où des périodes passées au service des institutions de l'Union européenne, voire d'un autre État membre de l'Union européenne n'ont pas été bonifiées, alors que les tâches visées n'auraient pas été considérées comme «identiques ou similaires»? Quelles ont été ces tâches pour lesquelles l'identité ou la similitude n'ont pas été reconnues?

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la différence de régime entre les institutions de l'Union européenne et les organisations internationales de droit public?

- Monsieur le Ministre entend-il modifier les règles applicables en la matière?

Réponse (07.04.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire dont question sous rubrique, je tiens à rappeler les dispositions de l'article 5 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État auxquelles l'honorable Député se réfère et qui prévoient que les périodes passées avant la nomination à une fonction auprès de l'État sont bonifiées selon les modalités suivantes:

«pour la totalité du temps passé au service de l'État à tâche complète ou en service à temps partiel avant la nomination définitive, pour autant que le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète.

(...) est assimilé au temps passé au service de l'État, le temps passé respectivement à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète, au service de la Couronne, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics et de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois, des périodes passées comme volontaire de police ou comme volontaire de l'armée. Il en est de même pour les périodes passées à tâche complète ou dont le degré d'occupation dépasse la moitié d'une tâche complète au service d'une institution de l'Union européenne, d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à l'une de celles énumérées ci-dessus. Est également assimilé au temps passé au service de l'État, le temps passé auprès d'une organisation internationale de droit public.»

Dans ce contexte, et concernant les institutions de l'Union européenne, voire d'un État membre de l'Union européenne, je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas, comme présumé par l'honorable Député, des tâches qui doivent être considérées comme identiques, mais des organismes en tant que tels qui doivent être identiques ou similaires à celles des institutions énumérées plus haut dans le paragraphe cité.

Dans cet ordre d'idées, et dans le cadre de l'application de l'article 5 précité, aucune distinction n'est faite entre, d'une part, les institutions de l'Union européenne, comme le Parlement européen ou la Cour de justice de l'Union européenne, et, d'autre part, des organisations internationales de droit public, comme par exemple l'Organisation de coopération et de développement économiques ou l'Organisation des Nations Unies.

Finalement, et comme mes services n'ont relevé aucun problème d'application ou d'interprétation relatif à l'article 5 susmentionné, j'estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à une modification quelconque des dispositions en question.

Question 2841 (16.03.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«Platzverweis» dans les transports publics:**

Il résulte de l'article 5 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics que les agents de service qui coopèrent au maintien de l'ordre et la sécurité dans les moyens de transports publics peuvent enjoindre aux usagers des transports, c'est-à-dire à toute personne qui se trouve dans un moyen de transports publics, dans une gare ferroviaire ou routière ou à un arrêt, de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux, s'ils n'obtempèrent pas à un rappel à l'ordre qui leur est fait par ces agents.

Ces mêmes pouvoirs sont accordés aux membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations détaillées concernant le recours à ce type d'injonctions par les agents de service, e. a. le nombre d'injonctions prononcées par an depuis l'entrée en vigueur de la loi, les raisons à la base de ces injonctions, etc.?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les mêmes informations concernant les membres de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises, étant donné qu'il reçoit également copie des rapports dressés en la matière?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2841 du 16 mars 2017, les honorables Députés souhaitent s'informer au sujet du «Platzverweis» dans les transports publics suivant l'application des articles 5 et 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

En référence aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée au 19 juin 2009 précitée, une interdiction d'accès et de séjour dans les moyens de transports publics, ainsi que dans les gares, haltes et arrêts est applicable au cas où une personne est connue comme récidiviste notoire au niveau des infractions tarifaires, si elle provoque des incidents relevant de la sûreté ou si elle est auteur d'une grave agression.

Tout en me référant pour les détails à ma réponse à la question parlementaire n°2844, introduite le même jour par Madame la Députée Claudia Dall'Agnol à ce sujet, je tiens à préciser que je ne dispose pas d'informations ou de statistiques de la part de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises à ce sujet.

À noter encore que les agents de contrôle des CFL font régulièrement des contrôles renforcés lors desquels ils sont accompagnés par plusieurs agents des douanes.

Question 2842 (16.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fermeture provisoire du CR119:**

En juillet 2014, Monsieur le Ministre avait annoncé que le CR119 serait fermé provisoirement pour une année après l'ouverture de l'A7 et la construction de la voie d'insertion sur la N11 au Waldhof et que cette période serait mise à profit pour analyser le trafic sur le CR126 et la N11 afin de décider par la suite de la fermeture définitive ou non du CR119.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner pour quand la fermeture provisoire du CR119 est-elle planifiée?

- Au vu de l'accident récent sur la N11, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le CR119 devrait rester ouvert afin de donner un meilleur accès aux services de secours et de dévier le trafic en cas de besoin?

Réponse (24.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée voudrait avoir des informations complémentaires concernant la fermeture annoncée du CR119 entre le lieu-dit Stafelter et sa bifurcation avec la route N11.

L'abandon du tronçon du CR119 avait initialement été prévu avec l'ouverture à la circulation de la dernière section Waldhaff-Lorentzweiler de la Route du Nord A7 en septembre 2015. Cependant, l'abandon devra être accompagné de mesures d'aménagement au carrefour Stafelter (CR119/CR126) et surtout au carrefour Waldhaff (N11/CR126), dont notamment l'extension de la voie d'insertion sur la N11.

Les travaux de la voie d'insertion sur la N11 n'ont pas encore commencé, étant donné que le projet initial a dû être modifié à plusieurs reprises. En plus, en considérant que pour la région Echternach/Junglinster le bus représente la seule alternative pour un déplacement moyennant les transports en commun, il a été décidé d'intégrer le projet de la voie d'insertion au carrefour Waldhaff dans un projet global étudiant l'aménagement d'une voie pour bus sur la route N11 entre Gonderange et l'échangeur Waldhaff.

L'avant-projet sommaire de ce projet global est actuellement en étude. Ainsi, il est programmé que les travaux d'aménagement d'une voie d'insertion sur la N11 à Waldhaff pourront se faire vers la fin 2018, de sorte qu'une fermeture provisoire du CR119 est envisageable pour la première moitié de l'année 2019.

L'abandon du CR119 entre Stafelter et la N11 permet de créer deux hectares de surfaces boisées et s'inscrit ainsi dans une série de mesures compensatoires de grands projets d'infrastructures exerçant des pressions sur le massif forestier du Grengewald. La suppression du CR119 permet alors d'augmenter la zone de quiétude ainsi que de diminuer les effets de coupure et le risque de pollution des eaux souterraines.

L'analyse de l'impact sur le trafic résultant d'une fermeture de certains tronçons routiers dans la zone du Grengewald n'entraîne pas de

conséquences ni pour les services de secours, ni sur le trafic en cas d'un barrage de la N11 suite à un accident ou incident sur le tronçon en question. Par contre, il n'y a aucun doute que le CR119 présente actuellement un bipasse si un accident semblable se produit. En cas d'un incident après l'abandon du CR119, une déviation dans un large rayon devra être installée, soit par le réseau des autoroutes A1 et A7, soit par les chemins CR125 et CR126.

Question 2843 (16.03.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant l'**assurance pension volontaire:**

La loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension, en réduisant le minimum cotisable de l'assurance volontaire de +/- 300 euros à 100 euros par mois, visait à encourager l'assurance continuée ou facultative en cas d'interruptions temporaires de la carrière professionnelle pour des raisons familiales.

À l'époque il a été souligné que cette mesure constitue un premier pas qui devra être accompagné d'une politique active et volontariste d'information et de sensibilisation pour encourager les femmes à se construire des carrières d'assurance complètes.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Depuis l'entrée en vigueur de ces dispositions de la loi du 21 décembre 2012, y a-t-il eu une augmentation du nombre d'assurances volontaires pour couvrir les interruptions de carrière pour raisons familiales? Si oui, existe-t-il des chiffres ou une étude pour illustrer l'effet de ces dispositions de cette loi?

2) Le nombre des demandes introduites justifie-t-il la limitation à une durée de cinq ans, laquelle avait été introduite pour limiter le coût, redouté cher, des droits sans contrepartie?

3) Une campagne d'information et de sensibilisation afin d'éviter le phénomène dit du «pension-gap» entre femmes et hommes et afin de développer les droits individuels notamment en cas d'interruption ou de réduction de l'activité professionnelle est-elle prévue?

Réponse (24.04.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Il convient de préciser que dans les statistiques, la raison d'interruption de carrière (raisons familiales ou autres) n'est pas répertoriée. Une assurance volontaire à assiette de cotisation réduite à un tiers du salaire social minimum (art 241. (2) CSS) est possible pour l'assurance continuée (art. 173. CSS) et l'assurance facultative (art. 173bis. CSS). Contrairement à l'assurance facultative, l'assurance continuée n'est pas limitée aux interruptions de carrière pour raisons familiales.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Comme le tableau ci-dessus le montre, le nombre de personnes ayant profité des nouvelles dispositions de l'article 241, paragraphe 2 du Code de la sécurité sociale a augmenté pendant les quatre premières années jusqu'à atteindre un total de 33% de l'ensemble des assurances volontaires en 2016. Au cours des quatre premiers mois de 2017 le total atteint déjà 34% d'assurance facultatives à base réduite, de sorte qu'il est à prévoir que le nombre total des assurances facultatives à base réduite pour 2017 va augmenter considérablement et on peut estimer que cette évolution va se confirmer dans les années à venir.

ad 2) Il n'y a cependant aucune relation de cause à effet entre le nombre de demandes introduites en vue d'une assurance facultative à base réduite et la limitation de la durée de cette affiliation à un tarif favorable à cinq ans. En effet, cette limite avait été introduite notamment pour inciter les personnes concernées à réintégrer le marché du travail après une période de réduction des heures de travail ou de congé sans solde pour ne pas tomber dans la trappe de l'inactivité.

ad 3) Après la mise en vigueur de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension qui a introduit la possibilité d'une affiliation facultative à base réduite, une campagne d'information et de sensibilisation avec l'intitulé «Pensez à votre avenir! Complétez votre carrière d'assurance pension!» avait été lancée pour informer toutes les personnes concernées sur les diverses possibilités de compléter leur carrière d'assurances. Il est d'ailleurs prévu de relancer cette campagne dès le vote du projet de loi sur le divorce.

Question 2844 (16.03.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **«Platzverweis» dans les transports publics:**

Le président du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) a récemment, dans le cadre des discussions sur le «Platzverweis», fait référence à l'article 5 de la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics. Cet article prévoit effectivement que les agents de service peuvent enjoindre aux usagers des transports publics, qui refusent d'obtempérer à un rappel à l'ordre, de quitter le véhicule ou de s'éloigner des lieux. L'article 7 de la loi précitée prévoit en plus que le ministre peut, par décision motivée, interdire, en tout ou en partie, pour une durée ne dépassant pas un an, aux usagers des transports publics qui contreviennent aux prescriptions en matière d'ordre et de sécurité dans les transports publics, l'accès et le séjour dans les moyens de transports publics, dans les gares ferroviaires et routières et aux arrêts.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me fournir, pour les années 2013 à 2016, les statistiques concernant les injonctions de quitter les véhicules ou de s'éloigner des lieux ainsi que les décisions motivées prises en application de l'article 7 par Monsieur le Ministre?

- Pour les décisions motivées prises en application de l'article 7, Monsieur le Ministre peut-il également me communiquer les raisons pour lesquelles ces décisions ont été prises?

- Selon Monsieur le Ministre, quelles expériences ont été faites avec ces deux types d'injonctions dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les transports publics?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°2844 du 16 mars 2017, l'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol souhaite s'informer au sujet du «Platzverweis» dans les transports publics suivant l'application des articles 5 et 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

En référence aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée au 19 juin 2009 précitée, une interdiction d'accès et de séjour dans les moyens de transports publics ainsi que dans les gares, haltes et arrêts est applicable au cas où une personne est connue comme récidiviste notoire au niveau des infractions tarifaires, si elle provoque des incidents relevant de la sûreté ou si elle est auteur d'une grave agression.

Les interdictions d'accès et de séjours demandées par la SN des CFL en application de l'article 7 de ladite loi pour les années 2013 à 2016 sont au nombre de quatre:

- 2013: 2 cas

- 2014: 0 cas

- 2015: 1 cas

- 2016: 1 cas

Les détails des décisions prises pour les interdictions d'accès et de séjour prononcées en application de l'article 7 de la loi modifiée du 19 juin 2009 sont énoncés ci-dessous.

10/04/13 - 09/10/13

L'auteur a provoqué des clients et les accompagnateurs de train au quai de gare d'Ettelbruck, suivi d'insultes, de menaces et d'agressions physiques d'un agent du personnel d'accompagnement des trains.

01/10/13 - 30/09/14

- L'auteur a fumé dans un train.

- L'auteur a uriné sur un siège dans le train.

- L'auteur a prononcé des insultes envers le personnel d'accompagnement des trains.

- 29 infractions tarifaires.

08/02/16 - 07/02/2017

- L'auteur a agressé physiquement un agent du personnel d'accompagnement des trains.

01/09/2016 jusqu'à présent

- L'auteur ne possédait pas de titre de transport valable et a refusé catégoriquement de se mettre en règle à la tarification fixée par règlement ministériel et de se procurer un titre de transport. En plus il a insulté et menacé un agent du personnel d'accompagnement des trains.

- Lors d'un contrôle des titres de transport, il a été constaté que l'auteur n'était pas en possession d'un titre de transport valable et il a refusé de nouveau de régulariser sa situation. Il a agressé verbalement l'agent du personnel d'accompagnement des trains et a formulé des menaces envers ce dernier. En outre, l'agent a dû appeler la Police grand-ducale en gare de Bettembourg suite à un harcèlement sexuel de l'auteur envers une cliente qu'il poursuivait.

Des demandes d'interdiction d'accès et de séjour ont également été introduites par des entreprises de bus «RGTR» ainsi que par la Ville de Luxembourg (AVL) pendant la période évoquée. En effet, trois demandes introduites par les AVL ont abouti à la prononciation d'une interdiction d'accès, tout comme une demande effectuée par une entreprise privée du «RGTR». Les raisons étaient des cas d'agressions physiques.

Neuf autres demandes n'ont pas eu de suites faute de pouvoir joindre les personnes concernées (non joignables, adresse incorrecte, parties sans adresse connue).

L'expulsion des voyageurs à comportement inconvenant s'avère cependant difficilement réalisable en pratique. Tandis qu'une injonction de quitter les véhicules ou de s'éloigner des lieux peut être prononcée sans difficultés, le contrôle du respect d'une telle injonction ne peut pas être garanti.

Question 2845 (16.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **stationnement sur la voie publique:**

On peut constater que les appartements dans les résidences sont de plus en plus souvent loués sans emplacement de parking respectivement les locataires ont choisi de se stationner gratuitement dans la rue plutôt que de supporter une charge locative supplémentaire. Ce phénomène de stationnement résidentiel dans la rue constitue un véritable problème notamment dans les petits villages où les emplacements publics pour des non-résidents deviennent de plus en plus rares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un logement avec un stationnement intérieur/extérieur dans une résidence doivent former un tout indissociable en cas de la mise en location?

- Dans l'affirmative Monsieur le Ministre entend-il légiférer en la matière?

- Les communes peuvent-elles intégrer une telle disposition dans leur règlement des bâtisses?

Réponse (12.04.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Je tiens à faire part à l'honorable Députée que le Ministère de l'Intérieur a connaissance de la problématique du stationnement résidentiel sur la voie publique. Toutefois, le problème semble concerner certains cas particuliers se manifestant principalement dans l'espace rural.

En matière de création d'un logement en exécution d'une autorisation de construire délivrée par le bourgmestre, des emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles doivent en principe être réalisés en vertu du plan d'aménagement général de la commune, le cas échéant précisé par le plan d'aménagement particulier, qui en détermine le nombre minimal. Aussi en cas de création de nouveaux quartiers, les communes peuvent exiger un certain nombre d'emplacements publics à aménager sur les fonds destinés à être cédés à la commune.

Si les communes sont donc habilitées à exiger des emplacements en nombre suffisant en cas de création de toute unité d'habitation, elles ne peuvent toutefois pas obliger le propriétaire de procéder à la location d'un logement ensemble avec l'emplacement de stationnement qui y est rattaché. Je tiens en effet à faire remarquer que l'objet et les conditions d'un contrat de bail relèvent de la liberté contractuelle des parties telle que définie par les articles 1101 et suivants du Code civil.

Je donne également à considérer que le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites a pour objet de déterminer les règles applicables à la solidité, la sécurité, la salubrité ainsi que la durabilité et la commodité du domaine public, des sites, des constructions, bâtiments et installations ainsi que leurs abords respectifs. Il ne peut cependant pas empiéter sur les droits civils de propriété et de la liberté contractuelle.

Le Gouvernement n'entend à l'heure actuelle pas légiférer en la matière, étant donné le risque de porter atteinte aux droits précités.

Question 2846 (16.03.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **suppression de la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg:**

Les horaires du trafic ferroviaire au Grand-Duché se verront adaptés pour le début de l'année 2018. Il semble qu'à partir de cette date les cinq trains assurant actuellement une liaison directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg (ligne ferroviaire 60a) seraient supprimés. Les voyageurs se verront par la suite obligés de changer de train en gare de Bettembourg en empruntant le passage souterrain.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la ligne directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg sera supprimée à partir de 2018?

- Le cas échant, combien de personnes seront approximativement concernées par ces suppressions et devront changer de train à Bettembourg?

- Quelle sera l'incidence de cette adaptation sur la durée de leur trajet?

- Pour quelles raisons cette liaison directe serait supprimée?

Réponse (28.04.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans le contexte du projet de refonte horaire pour 2018 il faut savoir que le nombre de voyageurs a augmenté d'environ 50% au cours des dix dernières années.

Or, la seule expansion significative de la capacité de l'infrastructure ferroviaire au courant de cette même période était la mise à double voie en 2012 de la ligne 70 entre Hollerich et Pétange.

Les principaux goulots du système ferroviaire actuel sont la gare de Luxembourg et le tronçon entre Luxembourg et Bettembourg. Les projets importants pour éliminer ces goulots sont en cours, à savoir l'agrandissement de la gare de Luxembourg et la construction de la nouvelle ligne entre Luxembourg et Bettembourg. Cependant, les premiers effets de ces projets ne se feront sentir qu'à partir de 2020, avec la mise en service d'un quai supplémentaire à Luxembourg.

Depuis trois ans, la ponctualité des trains est en baisse, avec un taux de ponctualité de 92,6% en 2014, de 90,9% en 2015 et de 89,8% en 2016. Parallèlement, le nombre de réclamations de clients au sujet de la non-ponctualité des trains a doublé, de 310 en 2014, à 360 en 2015 et 670 en 2016. C'est actuellement de loin le sujet le plus réclamé par la clientèle des CFL.

Finalement, la mise en service des arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald est prévue pour décembre 2017. Les adaptations horaires sont nécessaires pour pouvoir créer au moins quelques relations transversales entre la ligne 10 (ligne du Nord) et la ligne 60 (ligne vers Esch).

Devant ce contexte complexe, un projet de refonte de l'horaire pour 2018 a été lancé en juillet 2016, accompagné par des experts d'un bureau suisse qui sont spécialisés dans la planification des systèmes ferroviaires et dans l'optimisation de l'exploitation. Ce projet englobe l'analyse des causes des retards actuels des trains et propose un nouveau concept pour les horaires 2018.

Un des principaux constats lors de la phase de diagnostic était que les horaires actuels ne contiennent pas suffisamment de réserves, et ceci aussi bien au niveau des temps de parcours et des roulements du matériel roulant, qu'au niveau des capacités de l'infrastructure.

Une des principales recommandations du bureau est de réduire le nombre de trains qui circulent aux heures de pointe entre Bettembourg et Luxembourg. Dans le projet horaire 2018, cette recommandation se traduit par une transformation de la plupart des trains directs qui circulent aux heures de pointe entre Volme-

range-Luxembourg et Rumelange-Luxembourg en navettes Volmerange-Bettembourg et Rumelange-Noertzange.

Le projet de ces adaptations horaires prévoit aussi d'importantes adaptations des roulements du matériel roulant et du personnel, avec l'objectif de minimiser l'impact qu'une perturbation éventuelle sur une ligne peut avoir sur le reste du réseau.

Par conséquent, la refonte de l'horaire pour 2018, élaboré ensemble avec l'expert suisse, contribue à apporter sans doute des améliorations pour la grande majorité des clients du réseau ferroviaire.

Question 2847 (17.03.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **postes à responsabilité particulière:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) du 15 mars 2017, le président du SNPGL a rappelé que l'accord de conciliation signé avec Messieurs les Ministres il y a sept mois au sujet des postes à responsabilité particulière n'a toujours pas été mis en vigueur.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les faits reportés par le président du SNPGL?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons cette mise en vigueur a-t-elle pris un tel retard et quelle date est envisagée pour l'appliquer finalement?

- Qu'en est-il pour les postes à responsabilité particulière qui ne sont pas concernés par l'accord de conciliation entre le Gouvernement et le SNPGL?

Réponse commune (25.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Étant donné que les postes devant être attribués dans le cadre de la conciliation entre l'État et le SNPGL doivent également figurer sur l'organigramme de la police reprenant les postes à responsabilité des autres catégories de traitement du cadre policier et civil, il a été décidé de ne faire qu'un seul document reprenant tous les postes à responsabilité particulière, y inclus ceux devant être attribués dans le cadre de la conciliation.

La finalisation de ce document a pris un certain temps, compte tenu du nombre de personnes devant figurer sur cet organigramme.

Actuellement, la préparation des arrêtés de nomination en vue de l'attribution des postes à responsabilité particulière est en cours.

Question 2848 (17.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **heures d'ouverture dominicales des commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute à Luxembourg:**

Depuis le printemps 2015, les commerces des quartiers de la gare et de la ville-haute pouvaient ouvrir jusqu'à 19.00 heures le dimanche. Depuis le début de l'année 2017, ils sont de nouveau obligés de fermer à 13.00 heures. Selon la Secrétaire d'État à l'Économie, «[l]a grande majorité des commerçants n'a pas profité de cette dérogation».

Par contre, selon certaines enseignes, l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures ferait partie intégrante de la stratégie de développement et le dimanche serait un des jours les plus importants de vente de la semaine. Certains représentants regrettent d'ailleurs que l'abandon de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures s'est passé «du jour au lendemain» et a entraîné une réelle perte de dynamisme aux quartiers ainsi que des résiliations de contrats de travail. En outre, ils ajoutent que dans d'autres villes telle que Paris, l'ouverture dominicale «a mis dix ans avant que ces habitudes se prennent» et qu'«[u]ne capitale fermée en journée le dimanche, c'est triste».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Combien de commerces ont profité de l'ouverture dominicale?

2) Concernant le délai de notification, à quelle date Monsieur le Ministre a-t-il informé les commerçants de l'abolition des heures d'ouverture dominicales jusqu'à 19.00 heures, et quand est-ce que cette décision est entrée en vigueur?

3) Monsieur le Ministre a-t-il analysé les effets des heures d'ouverture dominicales jusqu'à 19.00 heures sur la vie dans les quartiers concernés avant sa prise de décision?

4) Monsieur le Ministre a-t-il des informations concernant le nombre de contrats de travail «week-end» résiliés suite à cette décision?

5) En outre, le président d'une grande chaîne de commerces affirme dans un article de presse que suite à cette décision, un projet d'ouverture à Esch-sur-Alzette (avec une quarantaine de recrutements) a été abandonné et que l'ouverture de deux autres filiales en ville a été gelée. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces décisions sont effectivement dues à l'abandon de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures? Monsieur le Ministre a-t-il été contacté par les responsables concernant ce dossier?

6) Quelle est la position du Ministre concernant l'attribution de statut de «ville touristique» à la capitale, réglant ainsi l'ouverture dominicale des commerces?

7) Quelle suite Monsieur le Ministre donnera-t-il aux propositions de l'Union commerciale de la ville de Luxembourg?

8) En date du 3 mars 2015, la Secrétaire d'État à l'Économie avait annoncé une étude, en collaboration avec d'autres acteurs, inventoriant notamment la sociologie ainsi que l'organisation et les conditions de travail des salariés concernés déjà actuellement par une dérogation aux heures de fermeture obligatoires. Est-ce que cette étude a été réalisée et, dans l'affirmative, quels sont les résultats?

9) Dans la négative, pourquoi cette étude, annoncée il y a deux ans, n'a toujours pas été réalisée?

10) Dans le budget de l'État pour 2017, le Ministre de l'Économie a aboli le poste de «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région», un poste doté en 2015 et 2016 d'environ 500.000 respectivement 300.000 euros. Quelles en sont les raisons?

11) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les abandons de l'ouverture dominicale jusqu'à 19.00 heures et de la «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région» ne rendent le Luxembourg moins attractif pour les escapades de week-end ainsi que le tourisme en général?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Il est vrai que depuis printemps 2015 les commerces de la ville-haute et de la gare profitaient d'une dérogation pour l'ouverture du dimanche accordée suite à la demande de la Ville de Luxembourg pour permettre l'ouverture dominicale aux commerçants en vue notamment du nombre important de touristes et visiteurs se rendant au Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne du second semestre 2015.

En effet, avant ladite dérogation de printemps 2015, les commerçants n'avaient d'autorisation pour ouvrir leurs commerces que le premier dimanche du mois, de Pâques à novembre, ainsi que huit autres dimanches qui étaient le «Fréijoersshopping», le «Mantelsonnden», le premier week-end des soldes (hiver et été) ainsi que les quatre dimanches qui précèdent Noël.

En cas de succès des ouvertures dominicales auprès du public et des commerçants, cette dérogation-ci aurait par ailleurs pu permettre à la Ville de Luxembourg de bénéficier des mêmes dérogations les années suivantes.

Une étude empirique de l'Union commerciale de la ville de Luxembourg (UCVL) révèle que seul 20 commerces, dont onze en ville-haute et heuf du quartier de la gare, ont systématiquement profité des ouvertures dominicales. Force est de constater que ceci ne constitue pas un succès et que les visiteurs de la ville de Luxembourg en pleine saison avaient le même ressenti que celui repris par l'honorable Député qu'«une capitale fermée en journée le dimanche, c'est triste». De surcroît, vu la faible participation aux ouvertures dominicales, il n'était pas opportun de lancer une campagne médiatique que Luxembourg-ville était une ville ouverte au niveau commercial le dimanche. Finalement, l'UCVL n'a pas livré de concept pour étendre ou promouvoir la participation de nouveaux commerçants aux ouvertures dominicales.

Le constat fut donc que certes une minorité de magasins étaient ouverts le dimanche, mais que les conditions n'étaient pas réunies pour continuer d'accorder une dérogation d'ouverture du dimanche. Pour cette raison, la dérogation n'a été accordée pour 2016 que jusqu'au 30 juin 2016, puis jusqu'au 30 septembre 2016. Finalement, et faute de concept de promotion des ouvertures dominicales, la dérogation pour ouverture dominicale n'a plus été prolongée. La raison de non-prolongation de l'autorisation pour ouvertures dominicales était clairement le manque de participation des commerçants et le défaut de concept en vue d'en faire un succès sur le plus long terme.

Tout au long de cette période, le Ministère de l'Économie était en contact avec les instances dirigeantes de l'UCVL, qui est en charge d'informer ses membres. En effet, tant la demande pour une ouverture dominicale qu'une autorisation ne peut être accordée qu'à une commune ou une union commerciale, et non pas à un commerçant individuel.

Vu qu'entre-temps la Ville de Luxembourg, conjointement avec l'UCVL, a réitéré sa demande de dérogation pour ouvertures dominicales pour 2017, cette fois-ci étoffée d'un concept pour motiver les commerçants à participer ainsi que de la mise en place d'un comité de suivi pour analyser l'évolution du succès des ouvertures dominicales, une nouvelle dérogation a été accordée du 2 avril jusqu'au 5 novembre 2017 pour les quartiers de la ville-haute ainsi que de la gare.

Pour ce qui est de l'étude sociologique d'organisation et de conditions de travail annoncée en 2015, elle se ventile en deux modules. Le module 1 qui est une analyse comparative des pratiques en matière d'ouvertures dominicales dans les pays limitrophes a été finalisé par l'Institut Liser en 2016. L'enquête auprès des employeurs et employés (module 2) est en cours de réalisation. Les résultats finaux de l'étude sont attendus à la rentrée 2017. Le Ministère de l'Économie ne dispose pas de chiffres en matière de contrats de travail «week-end».

Le programme «Promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région» (POC) a bien été aboli en 2017, même si selon le budget pluriannuel, il aurait dû être doté de 100.000 euros en 2017. Je tiens cependant à faire remarquer qu'un nouvel article budgétaire doté de 700.000 euros a été créé en 2017, visant la mise en place des mesures du Pakt pro Commerce en vue d'assister les commerçants à différents niveaux tels que la mise en place d'un véritable cadastre commercial ou la mise à disposition des commerçants de détail d'une plateforme de commerce électronique afin de se familiariser et d'apprendre à connaître les débouchés et les opportunités du monde digital, via cette plateforme mutualisée, pour laquelle la soumission est en cours. Un autre axe stratégique du Pakt pro Commerce vise à lancer une initiative en vue de mettre en place une approche service qui met le client au centre des préoccupations, afin que nos entreprises et commerces offrent un service de premier ordre à leur clients, résidents, frontaliers ou touristes de contrées lointaines.

Je suis persuadé que les efforts consentis ces dernières années aussi bien dans la professionnalisation touristique qu'au niveau du Pakt pro Commerce porteront leurs fruits et feront progresser l'attractivité de bon nombre d'agglomérations et surtout de la ville de Luxembourg.

Question 2850 (17.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **taxe d'apprentissage:**

D'après la Chambre des Salariés (CSL), chaque année environ 400 élèves ne trouveraient pas de poste d'apprentissage en entreprise. Afin de pallier à ce problème, la CSL propose notamment de s'inspirer de modèles ayant fait leur preuve à l'étranger et de créer de nouvelles formations pour aider les jeunes à trouver un premier emploi. Dans sa prise de position sur le dispositif de la formation professionnelle quant à la situation actuelle et aux défis futurs il est ainsi question de formations au niveau CCP d'aide concierge, assistant huissier, garçon de salle, etc.

Une piste à suivre pourrait également être l'introduction d'une taxe d'apprentissage, telle qu'elle existe en France depuis 1925, levée sur les entreprises du secteur privé. Cette taxe est due par des entreprises d'au moins 250 salariés qui emploient moins de 5% de jeunes en formation. Il s'agit d'une pénalité progressive. Moins l'entreprise emploie de jeunes en formation par rapport à son effectif total, plus elle paie de contributions. Les entreprises qui dépassent le seuil fixé sont par contre exonérées de la taxe d'apprentissage. Les ressources obtenues par le biais de cette taxe sont ensuite en partie utilisées pour organiser des formations pour jeunes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Un modèle similaire à celui pratiqué en France est-il envisageable au Luxembourg? Dans la négative, le Gouvernement réfléchit-il à d'autres mesures - contraignantes ou volontaires - d'incitation au recrutement de jeunes apprentis?

- Quelles mesures existent déjà aujourd'hui pour encourager les entreprises à mettre à disposition des postes d'apprentissage?

- Le Gouvernement compte-t-il créer de nouvelles formations telles que celles proposées par la Chambre des Salariés dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle?

Réponse commune (03.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Il y a lieu de noter tout d'abord qu'en moyenne 2.200 offres de poste d'apprentissage sont déclarées chaque année au sein du service d'orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) suite à l'action de prospection annuelle qui est effectuée fin février auprès des entreprises formatrices respectives en partenariat étroit avec les chambres professionnelles.

Au cours des trois dernières années scolaires, entre 261 et 302 jeunes demandeurs d'apprentissage n'ont pas réussi à conclure un contrat d'apprentissage par rapport à 160 jusqu'à 304 offres de poste d'apprentissage qui sont restées non satisfaites.

Cette inadéquation entre offre et demande d'apprentissage s'explique par:

1) des incompatibilités entre les intérêts et attentes des candidats à l'apprentissage et l'offre réelle et concrète de main-d'œuvre qui se présente à un stade précis sur le marché des places d'apprentissage,

2) un grand nombre d'élèves qui n'ont pas acquis le niveau de qualification requis pour l'accès à la voie de formation DAP.

En ce qui concerne les mesures étatiques prises pour encourager les entreprises à proposer des postes d'apprentissage, il faut relever que l'employeur formateur qui engage un apprenti peut bénéficier du remboursement d'une partie de l'indemnité d'apprentissage et du remboursement de la part patronale des charges sociales.

Dans le cadre des contrats d'apprentissage transfrontalier et des contrats d'apprentissage menant au diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) et au diplôme de technicien (DT), l'employeur formateur touche une aide correspondant à 27% de l'indemnité d'apprentissage.

Dans le cadre d'un contrat menant au certificat de capacité professionnelle (CCP), l'aide s'élève à 40% de l'indemnité d'apprentissage.

En 2016, les employeurs formateurs concernés ont introduit 3.234 demandes d'aide à l'apprentissage au sein du service d'orientation professionnelle de l'ADEM. Les dépenses liées à ces aides s'élevaient à 13.131.087 EUR.

Via des campagnes de sensibilisation, des plateformes comme p. ex. www.winwin.lu de la Chambre de Commerce, www.handsup.lu de la Chambre des Métiers et www.hellofuture.lu de la Fédération des industriels luxembourgeois, des actions de promotion et de placement comme le «RTL Léierplazendag» ainsi que par les compétitions «LuxSkills» organisées par «WorldSkills Luxembourg asbl», ayant comme objectif de promouvoir les métiers et les professions d'apprentissage au Grand-Duché, les acteurs nationaux compétents en matière de formation professionnelle font comprendre que les avantages et les atouts de la formation professionnelle concomitante au sein des entreprises formatrices sont indéniables.

En outre, le message de l'attractivité et la diversité des professions et métiers d'apprentissage est véhiculé en mettant à disposition des descriptifs et des visualisations de métiers par photos et vidéos téléchargeables respectivement en laissant intervenir pendant des journées pédagogiques des professionnels ou des jeunes en parcours d'apprentissage qui y pratiquent ou présentent leurs activités professionnelles.

À l'avenir il sera important de familiariser encore davantage les jeunes et leurs parents avec les réalités, exigences actuelles au niveau de l'apprentissage et des perspectives d'emploi et d'amplifier l'encouragement des jeunes étant une fois en possession du CCP à continuer en-

suite leur parcours en vue de l'obtention du DAP.

Actuellement, les postes d'apprentissage au niveau CCP sont offerts pour les deux tiers par la Chambre des Métiers, pour un quart par la Chambre de Commerce, le reste par la Chambre d'Agriculture.

Afin de valoriser les formations au niveau CCP, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- a proposé au Gouvernement d'engager annuellement 100 apprentis au niveau CCP;

- envisage de créer un CCP spécifique en administration publique;

- proposera à la Chambre de Commerce d'en faire de même pour le secteur privé;

- créera un CCP en matière d'aide aux personnes qui assistera l'aide-soignant, en présence et sous la responsabilité de celui-ci;

- planifie l'implémentation d'un ou de plusieurs «Berufs-Bildungs-Werke» calqués sur l'exemple allemand.

Par contre, l'introduction d'une taxe d'apprentissage, telle qu'appliquée en France, n'est pas envisagée pour l'instant.

Question 2851 (17.03.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **plan d'insertion professionnelle à l'enseignement fondamental:**

La réforme de la fonction publique a introduit l'obligation d'un stage suivant un «plan d'insertion professionnelle» d'une durée de trois ans pour tous les agents de l'État, y compris les enseignants et le personnel socio-éducatif. En mars 2013, le Gouvernement avait déjà conclu un accord avec les syndicats sur la transposition de cette réforme dans le secteur éducatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un premier bilan sur la réforme du stage des instituteurs-stagiaires a été effectué?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me communiquer les résultats des épreuves y relatives, ainsi que les éventuelles conclusions qu'il a pu en tirer?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, d'entamer des adaptations du plan d'insertion professionnelle telles que revendiquées par les syndicats?

4) Dans la mesure où les instituteurs-stagiaires disposent déjà d'une expérience pédagogique acquise pendant leur formation initiale, Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de dispenses ont été accordées dans les différents cours et épreuves?

Réponse (26.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Après les premiers mois de mise en œuvre du stage des enseignants fonctionnaires de l'enseignement fondamental, un bilan intermédiaire a été dressé à plusieurs niveaux:

a) En décembre 2016, la direction de l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) a adressé un message à tous les enseignants stagiaires de l'enseignement fondamental afin de les inviter à un échange sur leur vécu du premier trimestre de leur stage d'insertion professionnelle. Au total 24 entretiens avec 49 stagiaires, représentant en plus une cinquantaine de collègues avec leurs questions et suggestions, ont eu lieu entre le 13 décembre 2016 et le 16 janvier 2017.

b) Dans le cadre des regroupements entre pairs, une collecte de données en vue d'une évaluation plus globale est en cours par des entretiens compréhensifs avec des enseignants stagiaires et par une question posée à tous les enseignants stagiaires sur la mise en pratique d'éléments vus depuis l'entrée en stage.

c) L'IFEN a mené des réunions et entretiens avec les intervenants du stage (conseillers pédagogiques, formateurs, inspecteurs) et les syndicats.

Cette démarche de la part de l'IFEN a comme objectifs:

- de collecter des premières données en vue de la mise en œuvre de l'article 102 de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale, à savoir de procéder à une évaluation périodique du dispositif du stage dans le cadre d'une démarche qualité;

- de vivre les principes-clés définis dans le cadre conceptuel consigné sur le site Internet de l'IFEN https://ifen.lu/ifen/cadre-conceptuel3 ainsi que dans la brochure d'accueil à l'intention des enseignants stagiaires (chapitres 5.2. et 5.3.);

- d'intégrer les retours des enseignants stagiaires dans la planification de la deuxième année du stage de la promotion 2016 et dans celle de la nouvelle promotion à recruter en septembre 2017.

Les détails des points positifs, des points à améliorer et des suggestions formulées par les enseignants stagiaires dans les entretiens avec la direction de l'IFEN sont consignés dans la réponse aux parties 2 et 3 de la question parlementaire n°2741 du député David Wagner.

La réponse à la partie 4 de la même question parlementaire expose les vues des stagiaires sur les «mises en pratique» apprises depuis leur entrée en stage et qui ont eu un effet positif sur les élèves ou sur eux-mêmes.

Le premier bilan intermédiaire de la mise en œuvre du stage des enseignants fonctionnaires de l'enseignement fondamental révèle que la perception subjective des composantes du stage que peuvent avoir les enseignants stagiaires est très variée. Le facteur majeur dans cette perception est la peur de l'échec au stage. En étant à l'écoute et dans une attitude de soutien, l'IFEN encourage les enseignants stagiaires à prendre conscience de leurs forces et compétences, les soutient à mettre leurs priorités au service des élèves et les motive à s'impliquer activement dans le stage pour lui donner du sens.

ad 2) Les résultats des épreuves disponibles au moment actuel sont les suivants: sur les 182 enseignants stagiaires recrutés au 1er septembre 2016, 181 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à l'examen de législation, 175 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à la production écrite liée au module 3, et 180 ont une note supérieure ou égale à la moitié des points à l'inspection.

Les notes de la deuxième production écrite et du bilan du portfolio ne sont disponibles que partiellement pour le moment.

Les résultats globaux de la première session de l'évaluation de la première année de stage de la promotion 2016 ne seront connus que vers la mi-mai 2017.

ad 3) À l'issue du bilan intermédiaire évoqué dans la réponse à la question 1 ci-dessus, des aménagements ponctuels seront apportés au calendrier et à l'agencement des modules de formation dans la planification de la première année de stage de la promotion 2017, ceci afin d'améliorer les éléments perçus comme négatifs par les enseignants stagiaires:

- augmenter le nombre d'heures de formation à suivre entre le 1er septembre et la rentrée scolaire pour ensuite pouvoir diminuer le nombre d'heures lors des semaines d'école;

- laisser les 13 et 14 septembre libres de formations à l'IFEN pour éviter les interférences avec les réunions de prérentrée organisées par les écoles ou arrondissements d'inspection;

- répartir de façon équilibrée les plages de formation sur l'année scolaire, afin de réduire le nombre de demi-journées de formation à l'IFEN à deux par semaine au maximum dans des cas exceptionnels et de viser un maximum d'une séance de formation par semaine dans la mesure du possible;

- adapter le module 3 «Comprendre les principes pour concevoir et mettre en œuvre des situations d'apprentissage» en ciblant le volet de l'évaluation formative au premier trimestre (préparation aux bilans intermédiaires des élèves) et les questionnements individuels des enseignants stagiaires au deuxième trimestre;

- sélection du module au choix au mois de novembre seulement.

Complémentairement, il m'est parvenu un bilan sommaire dressé par les inspecteurs de l'enseignement fondamental qui, en général, confirme les constats énumérés ci-dessus et qui souligne les défis à relever au niveau de l'organisation scolaire.

ad 4) En application de l'article 64 de la loi du 30 juillet 2015, une dispense tant de la fréquentation de tout ou partie des cours de la formation générale, ainsi que de certaines épreuves peut être accordée au stagiaire qui en fait la demande et qui peut se prévaloir d'une formation telle que définie à l'article 24 de la loi.

Le tableau ci-dessous reprend la totalité des dispenses accordées aux 182 enseignants stagiaires de la promotion 2016 pour les différents modules de formation, les séances d'hospitation et de regroupement entre pairs *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

Dans le cadre des réductions de stage de quatre, huit ou douze mois, 20 personnes bénéficient d'une dispense d'un à trois regroupements entre pairs ainsi que d'une à deux séances d'hospitation.

Question 2853 (20.03.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **médecins sans autorisation:**

Il me revient qu'il y aurait des médecins sans autorisation qui exercent dans des cabinets de confrères autorisés. La facturation aurait lieu sous le nom du médecin ayant l'autorisation d'exercer.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement a-t-il connaissance de tels cas?

- Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

- De quels moyens de contrôle le Gouvernement dispose-t-il?

- Quelles sont les sanctions que les concernés et ceux qui mettent à disposition leurs cabinets médicaux encourent?

Réponse commune (07.04.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La Direction de la santé a eu connaissance d'un cas précis dans lequel des médecins sans autorisation d'exercer la médecine au Luxembourg pratiquent dans un cabinet d'un confrère disposant de l'autorisation requise. Ce dernier a facturé les actes des médecins non autorisés sous son nom. En l'occurrence, la Direction de la santé a effectué les contrôles appropriés et le dossier a été transmis au parquet.

D'après l'article 8 de la loi du 24 novembre 2015 modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique, les médecins de la Direction de la santé ont qualité d'officier de la police judiciaire pour constater les infractions aux lois et règlements en matière de santé publique.

L'article 1er de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire dispose que «l'accès aux activités de médecin et l'exercice de celles-ci au Grand-Duché de Luxembourg sont subordonnés à une autorisation du Ministre de la Santé». Les articles 39bis et suivants de cette loi sanctionnent pénalement l'exercice illégal de la médecine.

Il est également important de relever que lorsque la CNS prend connaissance de tels cas de figure, elle dépose plainte au pénal et se constitue partie civile étant donné que la prise en charge par l'assurance maladie ne vise que les prestations dispensées par des personnes ou des institutions admises à exercer leur art, leur profession ou leur industrie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2855 (21.03.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **revenu des nouveaux aspirants de police:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) du 15 mars 2017, le président du SNPGL a indiqué que le revenu des nouveaux aspirants de police, calculé sur les trois ans de stage, était sensiblement inférieur à celui de leurs homologues stagiaires-fonctionnaires.

Le projet de loi portant réforme de la Police grand-ducale prévoit dans l'article 79 que les aspirants de police aux catégories de traitement B et C perçoivent pendant la première année de la phase de formation policière théorique et pratique une indemnité mensuelle de 110 points indiciaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent expliquer les raisons pour lesquelles ils ont opté de créer le statut d'aspirant de police au lieu de confier le statut de stagiaire-fonctionnaire aux jeunes optant pour une carrière dans la Police grand-ducale?

2) Quelle sera la différence dans le revenu des aspirants de police par rapport aux volontaires de police actuels?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'affirmation du président du SNPGL et, dans l'affirmative, les raisons pour lesquelles une telle différence existe?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir de plus amples détails sur le revenu des nouveaux aspirants de police tel que prévu par la réforme sur la Police grand-ducale?

Réponse commune (25.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Nous tenons à préciser avant tout progrès en cause que les explications qui suivent sont basées sur le projet de loi n°7045 déposé à la Chambre des Députés le 31 août 2016 et sont faites sous réserve d'éventuels amendements à intervenir.

ad 1) Le maintien du système actuellement en place pour les aspirants de police des catégories de traitement B et C a une double raison.

Tout d'abord, les aspirants de police de ces catégories suivent pendant deux années entières des cours de formation à l'École de police et, par la suite, une année d'initiation pratique sur le terrain, tandis que les fonctionnaires-stagiaires suivent des cours à l'Institut national d'administration publique, mais, entre les périodes de cours, travaillent à temps plein au sein de leurs administrations. Par ailleurs, à la différence des fonctionnaires-stagiaires, les aspirants de police des catégories de traitement B et C sont logés à l'École de police et bénéficient de la libre prestation de nourriture au cours de la première année.

La seconde raison tient au fait que si les aspirants de police étaient engagés en tant que fonctionnaires-stagiaires, il faudrait prévoir chaque année un nombre important de postes «numerus clausus» supplémentaires pour la police. Or, 25 à 30% des candidats admis à la formation ne réussissent pas l'instruction tactique de base, de sorte que les postes «numerus clausus» occupés par eux seraient de nouveau libérés après trois mois.

ad 2) En 2016, au moment de l'élaboration du projet de loi sur la réforme de la police, le volontaire de police en première année de formation percevait une indemnité mensuelle de 2.022,57 euros bruts, correspondant à la solde revenant aux premiers soldats-chefs. Ce montant a simplement été converti en points indiciaires (en 2016, les 2.022,57 euros bruts mensuels correspondaient à 109,56 points indiciaires, qui ont été arrondis à 110).

Étant donné que la catégorie de traitement B n'existe pas encore au sein de la police, une comparaison ne peut être faite qu'entre les volontaires de police actuels et les futurs aspirants de police du groupe de traitement C1.

L'indemnité mensuelle actuelle du volontaire de police est de 2.073,11 euros bruts. L'aspirant de police en première année de formation percevra 110 points indiciaires, qui correspondraient actuellement à 2.081,52 euros bruts mensuels, soit 8,41 euros en plus.

Au cours de la deuxième année de formation, le volontaire de police perçoit 2.140,41 euros bruts auxquels s'ajoutent 110 euros d'allocation de repas pour arriver à une indemnité mensuelle de 2.250,41 euros. L'aspirant de police, quant à lui, aura à l'avenir droit à une indemnité correspondant à 140 points indiciaires, soit 2.649,21 euros bruts, à laquelle viendront s'ajouter 110 euros d'allocation de repas et une prime de risque de dix points indiciaires, soit 179,18 euros, pour arriver à une indemnité mensuelle de 2.938,39 euros.

Dès lors, l'aspirant de police du groupe de traitement C1 percevra 687,98 euros de plus que le volontaire de police actuel.

ad 3) Le revenu des aspirants de police diverge de celui des fonctionnaires-stagiaires au cours de la première année, notamment parce que les aspirants de police sont logés et nourris gratuitement pendant cette période.

Les aspirants des groupes de traitement C et B perçoivent ainsi au cours de la première année de leur formation professionnelle 110 points indiciaires alors que les fonctionnaires-stagiaires des groupes de traitement C1 et B1 perçoivent respectivement 140 (pour les C1) et 160 points (pour les B1).

En ce qui concerne les revenus perçus au cours des deuxième et troisième années, nous nous permettons de renvoyer à l'article 97, sub 11° du projet de loi n°7045 portant réforme de la Police qui vient compléter l'article 37 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État comme suit:

«(10) À partir de la deuxième année de formation professionnelle de base, les aspirants de police sont assimilés au sens du présent article aux fonctionnaires stagiaires du groupe de traitement auquel ils se préparent.

En dehors des indemnités prévues aux paragraphes 2, 3 et 4, les aspirants de police bénéficient par analogie aux fonctionnaires de l'État d'une allocation de famille, d'une allocation de repas, d'une allocation de fin d'année et d'une indemnité d'habillement et ce dans les conditions et selon les modalités prévues par la présente loi pour les fonctionnaires de l'État des catégories respectives.»

Il importe par ailleurs de noter que le projet de loi n°7045 innove en ce qu'il entend faire bénéficier les aspirants de police au cours des deuxième et troisième années de formation professionnelle d'une prime de risque de dix points indiciaires.

ad 4) L'indemnité mensuelle des futurs aspirants de police des catégories de traitement B et C sera répartie comme suit: *(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

Question 2856 (21.03.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel:**

Il me revient que le dépôt de l'Administration des ponts et chaussées à Bettel devrait prochainement être fermé. Les salariés concernés par cette fermeture devraient être transférés vers d'autres brigades.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Combien de salariés sont concernés par cette fermeture?

- Comment le personnel concerné sera-t-il réaffecté?

Réponse (09.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Je confirme que l'Administration des ponts et chaussées projette de fermer la brigade de Bettel, qui est la plus petite des quatre brigades actuelles du service régional de Diekirch/Vianden.

Les raisons à la base de cette décision de regroupement de brigades sont multiples, parmi elles une meilleure organisation, efficacité et flexibilisation des services d'entretien des routes étatiques. Pour pouvoir offrir aux usagers de la route de bons services d'entretien de la voirie de l'État et de ses dépendances, ceci tout au long de l'année et également en cas d'absence de l'un ou de l'autre agent, le regroupement des agents dans moins de brigades, mais de ce fait plus grandes et efficaces, est envisagé.

Comme autres avantages d'une relocalisation de brigades, on peut citer:

- réduction des frais courants se rapportant aux immeubles: entretien, électricité, chauffage, eau, etc.;

- réduction des outils de travail servant aux besoins des tâches d'entretien de la voirie (véhicules, machines, mobilier, appareils, ustensiles, etc.) et donc des frais y relatifs;

- synergies et un degré de capacité d'utilisation optimisé des outils de travail;

- plus grande efficacité de travail (comme une meilleure organisation de la répartition du travail).

La fermeture projetée concerne deux agents de la carrière de l'agent des domaines et cinq salariés, soit sept personnes en tout. Ces personnes seront réaffectées aux brigades de Diekirch et de Hoscheid, ceci dans une première phase, à titre d'essai, pour la durée d'une année.

Des réflexions pour le regroupement du personnel d'entretien de la voirie de l'État existent aussi auprès d'autres services régionaux de l'Administration des ponts et chaussées pour les mêmes raisons. Les conclusions de la phase d'essai auprès du service régional de Diekirch/Vianden avec moins de brigades s'avéreront certes utiles pour tous les autres services régionaux de l'administration.

Question 2857 (21.03.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **démantèlement d'un réseau de trafic de viande avariée au Brésil:**

Le vendredi 17 mars, les nouvelles sur le démantèlement d'un vaste réseau de trafic de viande avariée au Brésil a éclaté au grand jour. En date du 20 mars 2017, l'Union européenne ainsi que d'autres pays dont la Chine et le Chili ont décidé d'interrompre les importations de viande issue des entreprises mises en cause dans cette fraude économique et sanitaire. Une trentaine d'entreprises sont actuellement sous investigation par les autorités brésiliennes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quel est le volume annuel d'importation de viande et de produits de viande brésiliens?

2) Le marché de viande luxembourgeois importe-t-il des viandes et/ou des produits de viande commercialisés par des entreprises mises en cause lors de l'affaire décrite ci-dessus?

3) Dans l'affirmative, les produits en question ont-ils été retirés du marché?

4) L'Administration de la sécurité alimentaire a-t-elle communiqué ou projette-t-elle de communiquer des explications relatives à cette affaire aux consommateurs et vendeurs de viande luxembourgeois?

Réponse commune (10.04.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et le Ministère de la Santé ne disposent pas de chiffres quant au volume annuel d'importation de viande et de produits de viande brésiliens.

Le Brésil est un grand exportateur de viande et de produits d'origine animale qui sont exportés à destination de 150 pays dans le monde. Il existe 260 établissements au Brésil qui disposent d'une autorisation d'exporter vers l'Union européenne. Au niveau des produits exportés, il s'agit de viande de bœuf, de cheval et de volaille, de produits à base de viande ainsi que de miel.

ad 2) Au niveau du Luxembourg, il n'y a pas d'importation directe de viande en provenance du Brésil via notre seul poste d'inspection frontalier qui est l'aéroport. Certains établissements du secteur alimentaire s'approvisionnent en viande et produits à base de viande en provenance du Brésil auprès de fournisseurs situés dans d'autres États membres de l'UE.

ad 3) Après avoir pris connaissance de la fraude par voie de presse, la Commission européenne a averti les États membres d'appliquer un contrôle renforcé au niveau des postes d'inspection frontaliers en ce qui concerne les viandes et produits à base de viande importés en provenance du Brésil. D'après les informations reçues de la part des autorités brésiliennes, 21 établissements seraient impliqués dans cette fraude dont quatre établissements sont autorisés à exporter de la viande et des produits vers l'UE. Ces quatre établissements ont été aussitôt suspendus par la Commission européenne pour exporter vers l'UE. Cette dernière a en outre déclaré que les viandes en route vers l'UE ou celles arrivées sur le territoire de l'UE après l'interdiction d'importation sont à bloquer au niveau des postes d'inspection frontaliers et à renvoyer au Brésil.

Concernant les viandes détectées dans des établissements au Luxembourg et importées légalement via des postes d'inspection frontaliers dans d'autres États membres, des contrôles documentaires approfondis ont été réalisés et des échantillons ont été prélevés en vue de l'analyse au laboratoire. À ce jour tous les résultats d'analyses étaient favorables et par conséquent aucune mesure de retrait du marché n'a été nécessaire.

ad 4) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a fait un communiqué officiel en date du 24 mars 2017 stipulant que les contrôles sont réalisés et informant le consommateur que l'indication d'origine au niveau de l'étiquetage de la viande est obligatoire et permet ainsi le choix de la viande suivant son origine.

Concernant les établissements impliqués dans le commerce de la viande, nous n'avons pas transmis une communication écrite, mais les inspecteurs de l'Administration des services vétérinaires ont réalisé une enquête afin de détecter les stocks de viande brésilienne au Luxembourg.

Question 2861 (22.03.2017) **MM. Gusty Graas** et **Alexander Krieps** *(DP)* concernant le **port obligatoire d'un casque pour les enfants à vélo:**

Selon un décret publié au Journal officiel français, les enfants de moins de douze ans devront obligatoirement porter, à partir d'aujourd'hui, un casque s'ils sont conducteurs ou passagers d'un vélo. En cas de non-respect de cette obligation, les adultes transportant ou accompagnant les enfants pourront être sanctionnés par une amende. Cette réglementation donne suite à une recommandation d'octobre 2015 du Comité interministériel de la sécurité routière français.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Santé:

- Le crâne des enfants est particulièrement vulnérable vu que la fermeture des sutures du crâne humain n'est achevée qu'à l'âge de 16 ans environ. Partant, Madame la Ministre peut-elle nous indiquer le nombre annuel de cas de traumatismes crâniens suite à des accidents sur la voie publique impliquant des enfants en dessous de cette limite d'âge?

- Les ministres partagent-ils les vues du Comité français de la sécurité routière en ce qui concerne les effets protecteurs du port du casque pour les enfants de moins de douze ans?

- Ont-ils connaissance d'études spécifiques sur les effets protecteurs du port obligatoire du casque lors d'accidents? Ces effets sont-ils également applicables pour les enfants entre douze et 16 ans?

- Suivant le programme gouvernemental, les autorités sont en train d'intensifier leurs efforts de promotion de la mobilité douce (multiplication des pistes cyclables dans les milieux urbains et ruraux, mesure fiscale lors de l'achat d'un vélo). Dans ce contexte, les ministres jugent-ils qu'une obligation du port du casque pour les enfants - de moins de douze ou bien de moins de 16 ans - sera également envisageable dans le cadre luxembourgeois?

- D'autres activités récréatives comme le skateboard, le hoverboard et la trottinette peuvent également présenter des risques similaires à la pratique du vélo. Le port obligatoire du casque pourrait-il également être applicable à la pratique de ces activités?

Réponse commune (23.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent en particulier sur le port obligatoire d'un casque pour enfants se déplaçant à vélo.

Tout d'abord, nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés à la réponse à la question parlementaire n°1491 de l'honorable Monsieur Wilmes à ce sujet qui garde toujours sa valeur.

Le vélo est un moyen de transport efficace et populaire, pouvant avoir des bénéfices importants sur la santé. Il donne l'opportunité d'un exercice physique au quotidien et aide ainsi à lutter contre la sédentarité et l'obésité. Comme toute activité physique, qu'elle soit liée aux transports ou non, la pratique du vélo n'est pas dénuée de tout risque.

Le tableau ci-dessous reprend les données de blessés et de décès secondaires à un accident de la route impliquant la pratique du vélo chez les enfants en dessous de la limite d'âge de 16 ans et survenus dans les cinq dernières années au Luxembourg.

Données du Statec qui obtient communication des procès-verbaux dressés à l'occasion des accidents avec dégâts corporels:

Tableau 1: Usagers du vélo de moins de 16 ans tués ou blessés dans un accident de la route

Tableau 2: Usagers du vélo tués ou blessés dans un accident de la route, tous âges confondus

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Données du Registre des Traumatismes au Luxembourg (RETRACE)

Le Ministère de la Santé a pris l'initiative de mettre en œuvre un système de surveillance des accidents et traumatismes à partir des services d'urgence des établissements hospitaliers le Centre hospitalier de Luxembourg, le Centre Hospitalier Emile Mayrisch et le Centre Hospitalier du Nord utilisant les principes méthodologiques définis par le programme européen Injury Data Base.

En 2015, 14.368 cas de traumatismes ont été recensés chez les enfants de moins de 16 ans dont 242 (1,7%) provenaient d'un accident de vélo. Il y a proportionnellement plus de garçons blessés (69,4%) que de filles (30,6%). Parmi les usagers du vélo de moins de 16 ans blessés dans les accidents de la circulation, 46,3% étaient dans la classe d'âge des dix à 14 ans, 45,4% avaient moins de dix ans et 8,3% étaient âgés de 15 ans. Les lésions au niveau de la tête/crâne, du visage et de l'œil des usagers du vélo de moins de 16 ans blessés dans un accident de la route sont présentes dans 29,8% des cas de ces traumatismes (N=72). Ces-derniers représentent donc 0.5% de la totalité des traumatismes recensés, sans que les statistiques n'indiquent si les enfants concernés portaient ou non un casque au moment de l'accident.

Le tableau ci-dessous présente les différents types de lésions rencontrés au niveau de la tête/crâne, visage et œil.

Tableau 3: Types de lésions rencontrés au niveau de la tête

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il existe une différence au niveau des statistiques de blessés liés à la pratique du vélo dans les accidents de circulation en raison de la méthode de recueil de ces données. En effet, concernant les données du Statec, seuls les accidents corporels qui ont été déclarés à la Police grand-ducale sont repris dans ces statistiques et les données pour la base de données sont puisées dans les procès-verbaux des agents de la Force publique.

En ce qui concerne les effets protecteurs du port du casque pour les enfants de moins de douze ans et au vu des résultats des études actuellement publiées à ce sujet, le port du casque lors de la pratique du vélo réduit le risque de blessures à la tête suite à un accident. Ainsi, le Ministère de la Santé partage les vues du Comité français de la sécurité routière, d'ailleurs promue également par tout un nombre de pays qui ont introduit des dispositifs législatifs correspondants (Autriche-Suisse-Espagne...).

Toutefois il est important de souligner qu'une telle mesure ne peut être qu'un élément spécifique d'une stratégie interministérielle et multisectorielle en faveur de la protection des usagers de la voie publique, en mettant un accent particulier sur les usagers les plus vulnérables: les enfants, les personnes à mobilité réduite, les utilisateurs des moyens de transports exposés tels notamment les vélos.

De nombreuses études ont révélé que les casques de vélo sont efficaces pour réduire les blessures à la tête du cycliste. Une méta-analyse étudiant l'influence du port du casque sur les blessures à la tête a conclu que le risque de blessures à la tête est réduit de 60% (Attewell et al., 2001).

La même étude a conclu que le risque de lésions cérébrales est réduit de 58% et le risque de blessures faciales de 47% lorsqu'on porte un casque. Toutes ces réductions de risques sont statistiquement significatives.

Le but de l'introduction du port obligatoire du casque pour les enfants est d'augmenter l'utilisation du casque lors des activités à vélo et de réduire ainsi le nombre de traumatismes crâniens chez les enfants (Steiner M., Bauer R., Salamon B. und Robatsch K., 2011).

Ainsi, plusieurs pays européens ont introduit des réglementations concernant le port obligatoire du casque à vélo chez les enfants et adolescents. Depuis le 31 mai 2011, l'Autriche a introduit le port obligatoire du casque de vélo pour les enfants de moins de douze ans sur la voie publique, qu'ils soient conducteurs ou passagers d'un cycle. Ce règlement a été introduit comme mesure de sensibilisation et est principalement destiné à protéger les enfants

contre les blessures à la tête. Plusieurs campagnes de port de casque ont été annoncées pour garantir l'appui à cette réglementation. Aucune conséquence n'est prévue en cas de violation du règlement autrichien (Bauer R., Steiner M., Robatsch K. & Knowles D., 18-21 september 2016). Suite à cette nouvelle réglementation, une importante augmentation de l'utilisation du casque a été constatée chez les enfants et le nombre d'accidents de vélo avec des lésions cérébrales semble avoir diminué. Néanmoins en raison du manque d'études interventionnelles, il est difficile de conclure avec certitude d'un lien de cause à effet entre la nouvelle loi et la réduction des lésions cérébrales.

Parmi trois études réalisées en Amérique du Nord suite à l'introduction d'une législation sur le port du casque à vélo chez les enfants, deux ont noté une diminution significative des blessures à la tête grâce au port du casque et une à une diminution non significative.

D'autres pays européens ont instauré des directives similaires. Les conformités des réglementations ainsi que les limitations d'âge varient selon les différents pays.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Force est de constater que les pays qui ont de loin la plus grande expérience aussi bien en matière de pratique du vélo, particulièrement parmi les enfants, qu'en matière de sécurité routière cycliste, à savoir les Pays-Bas et le Danemark, n'imposent pas le port du casque. Pour contextualiser la discussion relative au port du casque au Grand-Duché, il est opportun de de rappeler que 98.3% des traumatismes (tous types confondus) recensés chez les enfants de moins de 16 ans sont dus à des situations autres que la pratique du vélo et que parmi les victimes d'accidents de circulation (tous âges confondus), les lésions à la tête sont presque aussi communes parmi les passagers de véhicules motorisés, voire quasiment le double parmi les piétons, par rapport aux cyclistes (tableau ci-dessous). Si donc obligation de porter un casque il devait y avoir, la question de l'appliquer à tous les modes de transport, à commencer par les piétons de tous âges, s'imposerait objectivement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, tenant compte des lignes directrices des pays qui ont le plus d'expertise en matière de vélo comme mode de transport sain et populaire, recommande le port du casque sans pour autant l'imposer. Le rôle des parents étant primordial dans l'éducation routière de leurs enfants, il est important de sensibiliser les adultes au port du casque de vélo.

La Direction de la santé en collaboration avec la sécurité rdoutière et le Ministère de l'Éducation nationale ont lancé en 2011 et 2012 une action de sensibilisation au port du casque de vélo chez tous les cyclistes, enfants et adultes.

Enfin, en ce qui concerne d'autres activités récréatives comme le skateboard, le hoverboard et la trottinette qui peuvent également présenter des risques similaires à la pratique du vélo, les données actuelles de la littérature suggèrent le port du casque pour la pratique de ces activités sans toutefois se prononcer sur l'obligation du port du casque pour ces activités.

Question 2862 (23.03.2017) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant la **fermeture de bureaux de poste:**

Den 11. Abrëll 2017 ass et ee Joer hier, dass d'Post 35 vun hire 97 Postbüroen zougemaach huet. Et ass deemno un der Zäit, een éischte Bilan ze zéien. Rezent stoung an der Press, dass nach méi Fermeturë vu Postbüroen op eis zoukomme wäerten. Laut Aussoe vun der Direktesch vu Post Courrier virum Personal aus dem Reseau Vente am Hierscht 2016 gëtt vun enger Reduktioun op just nach ongefeier 15 Postbüroe bis 2025 geschwat. Deemno wier et wichteg, dass den Här Wirtschaftsminister d'Zukunftspläng vun der Post duerleeën an erkläre géif, besonnesch fir net all déi betraffen Akteuren ze iwwerraschen.

An deem Kontext wéilt ech drun erënneren, dass d'Post sech 2008 verflicht hat, am Virfeld vun de Fermeturë mat de Gemengen ze schwätzen. Genau dat ass awer Enn 2015 net geschitt. Den 3. Dezember 2015 hat d'Post d'Decisioun geholl an eréischt de 7. Januar 2016 goufen d'Gemengen op eng Informatiounsversammlung invitéiert a virun de Fait accompli gesat.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Wat ass mat de Gebaier vun de betraffene 35 Postbüroe geschitt? Wéi vill vun deene Büroen hunn der Post gehéiert?

- Den 9. Dezember 2015 hat de Wirtschaftsminister der d'CSV an der Chamber geäntwert, d'Post géif sech mam Syvicol zesummesetzen, fir ze kucken, wat mat deene Büroen a Gebaier geschitt. Wat ass dobäi erauskomm?

- Den Här Minister hat versprach, et géif ee sech mam Wunnengsbauministère zesummesetzen, fir eventuell soziale Wunnengsbau an deene concernéierte Gebaier ze realiséieren. Ass dat geschitt? Falls jo, wéini a wéi vill där Reunioune goufen et? A wat ass d'Resultat vun deene Reuniounen?

- Kann den Här Minister déi genannten Aussoe vun der Direktesch vu Post Courrier confirméieren? Gëtt et effektiv Pläng, wou a wéini weider Büroe sollen zougemaach ginn?

- Grad dëst Joer ass et wichteg, dass sech d'Gemenge laangfristeg op déi zukünfteg Changementer astelle kënnen. Ass den Här Minister net der Meenung, dass et endlech un der Zäit wier, fir eng kloer Strategie virzeleeën, wei et an deenen nächsten zéng Joer mam Reseau vun de Postbüroe weidergeet?

- Wier et méiglech, dass den Här Minister eng Lëscht géif virleeë mat den aktuell nach bestoende Postbüroen an hire Proprietéitsverhältnisser souwéi mat de 35 Postbüroen, déi zougemaach goufen a wat mat deene geschitt ass?

Réponse (25.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

De Verwaltungsrot vu POST Luxembourg huet 2015 eng global Strategie ugeholl, fir de Verkafsreseau ze moderniséieren am Sënn vun engem bessere Service um Client, wat d'Accessibilitéit vun de Sitten an d'Effnungszäiten ugeet.

Dës Strategie baséiert op véier Pilieren, déi sech géigesäiteg verstäerken:

- D'Schafe vun den Espaces POST, wou de Client eng grouss Gamme u Produiten a Servicer aus alle Beräicher virfënnt mat engem innovative Konzept, dat d'Clientsexperienz an den Zentrum réckelt. Dës Espaces POST ginn no an no vum 3. Trimester 2017 un op.

- D'Points POST, an Zesummenaarbecht mat de verschiddene Partner vu POST Luxembourg, sinn iwwert d'Land verdeelt. 34 sinn der schonn operationell an hir Unzuel wäert och nach weider eropgoen.

- De Selfservice, ob via Internet oder via aner innovativ Solutioune wéi d'PackUP-Statiounen. D'Zuel vu PackUP-Statiounen huet sech säit 2016 verduebelt a wäert och nach dëst Joer substanziell klammen.

- D'Services de proximité mam Bréifdréier: E Konzept, dat Enn 2015 lancéiert gouf an erlaabt, beim Bréifdréier eng ganz Panoplie u Produiten a Servicer vu POST Luxembourg ze bestellen.

Dës Strategie gouf 2015 decidéiert a kommunizéiert. D'Emsetzung dovunner geet virun a beinhalt souwuel d'Opmaache vun neie wéi och d'Zoumaache vun ale Verkafsstellen. All Änneerung um Niveau vum Verkafsreseau vu POST Luxembourg ass direkt vun dëser Strategie ofzeleeden. Et bleift ze bemierken, dass d'Zoumaache vun enger Verkafsstell an der Kompetenz vum Verwaltungsrot vu POST Luxembourg läit, a bis haut ass dee Verwaltungsrot net mat der Ufro fir eng zousätzlech Fermeture befaasst ginn.

De Pressecommuniqué vum 3. Dezember 2015 (cf. Annex) zu dësem Sujet ass also nach ëmmer aktuell.

Den honorabelen Deputéierte freet des Weideren eng Lëscht mat den aktuell nach bestoende Postbüroen an hire Proprietéitsverhältnisser:

Tableau 1

21 vun de 35 Lokaler, wou Postbüroen dra waren, déi zougemaach goufen, hat POST Luxembourg gelount. Fir dës Lokaler ass de Bail opgeléist ginn.

POST Luxembourg ass Proprietaire vun den anere 14 Gebaier:

Tableau 2

11 vun dëse 14 Gebaier stinn zum Verkaf. Um Site vun de Gebaier zu Konsdref, Téiteng an um Kirchbierg ass och e Centre de télécommunications. Dofir kënnen dës dräi Gebaier am Ament net verkaf ginn.

All Site, dee ka verkaf ginn, ass vun engem assermentéierten Expert evaluéiert ginn. Dës Expertisë sinn am November 2016 ofgeschloss ginn.

POST Luxembourg hat 2016 och dräi Reunioune mam Wunnengsbauministère an eng ufanks des Joers. Des Weidere sinn zwou Visitte vun de verschiddene Gebailechkeeten organiséiert ginn. No dëse Visitten huet de Wunnengsbauministère POST Luxembourg déi Sitte matgedeelt, déi fir si potenziell kéinten interessant sinn.

Déi concernéiert Gemengen haten och d'Méiglechkeet, fir hiren Interessi ze manifestéieren, fir déi Gebailechkeeten, déi op hirem Territoire sinn, ze iwwerhuelen. D'Modalitéite vun enger eventueller Reprise gi säitdeem diskutéiert.

Säit Ufank 2017 sinn d'Diskussiounen amgaang mat interesséierte Gemengen, notamment Beefort, Betzder, Biissen, Conter, Fréiseng a Réiser.

Tableau 3

Biissen huet als eenzeg Gemeng bei de Visitte vun 2016 e fermen Interessi manifestéiert. Déi aner Gemengen hunn no de Visitten hiren Interessi matgedeelt, fir eventuell deen een oder anere Site ze iwwerhuelen. Et ass mam Wunnengsbauministère zesummen decidéiert ginn, als Eischt dës Diskussioune mat de Gemengen ofzeschléissen an duerno eng Lëscht opzestelle mat Sitten, déi definitiv vum Ministère iwwerholl ginn. Et bleift ze bemierken, dass verschidde Sitte souwuel d'Gemeng wéi de Ministère interesséieren.

Communiqué de presse

Réorganisation du réseau de vente de POST Luxembourg

Diversification de la présence, mieux accessible, plus disponible

Luxembourg, le 3 décembre 2015 - Au cours des prochains mois, la présence physique de POST Luxembourg va évoluer, sans pour autant diminuer. Au contraire, POST va amplifier sa présence grâce à une diversification de son réseau de vente. Avec celle-ci, l'entreprise s'adapte au mode de vie actuel et vise à satisfaire les clients qui demandent des sites facilement accessibles avec des horaires d'ouverture étendus. L'amélioration des services à la clientèle et la pérennité de nos 3 métiers «POST Telecom», «POST Courrier» et «POST Finance» sont au cœur de nos objectifs.

La situation actuelle du réseau de vente de POST est la suivante: actuellement, il y a une coexistence de deux réseaux qui sont, d'une part, celui de «POST Telecom» et, de l'autre part, celui de «POST Courrier» et «POST Finance». À l'échelle nationale, 97 bureaux de poste et plus de 20 POST-Shops sont exploités, dont un certain nombre ne sont que partiellement disponibles pour les clients, en raison d'horaires d'ouvertures contraignants, ou d'une situation géographique difficile. En outre, l'accueil et l'aménagement d'un certain nombre de bureaux de poste ne répondent plus aux exigences actuelles des clients.

Depuis la loi du 26 décembre 2012, le réseau de vente de POST n'est plus considéré comme faisant partie du service universel. De plus, le coût du réseau de vente ainsi que la situation économique de «POST Courrier» et «POST Finance» ont été pris en compte.

Comportements et attentes des clients

Une étude menée en mai 2015 par TNS ILReS, via un sondage représentatif, a montré que les critiques exprimées par les clients des services postaux concernent principalement les plages horaires d'ouverture jugées trop courtes, ainsi qu'une mauvaise accessibilité des bureaux de poste, un manque de places de stationnement, et de trop longues attentes aux guichets. Malgré l'importance exprimée du critère de proximité, la majorité des répondants ont indiqué privilégier un allongement des plages horaires d'ouverture.

Une autre constatation concerne la grande confiance de la population envers les facteurs. En effet, 82% de la totalité des répondants estiment avoir confiance dans leur facteur. Pour les clients qui le connaissent et qui le voient régulièrement, le chiffre passe à 99% des répondants.

En réponse à la question de l'alternative souhaitée au bureau de poste, 85% des répondants citent les centres commerciaux.

Les opérations les plus fréquentes pour lesquelles les personnes se rendent dans les bureaux de poste sont l'achat de timbres ou d'enveloppes préaffranchies, suivi par la récupération de colis, l'envoi de lettres ainsi que la remise ou la récupération d'envois recommandés.

Les raisons principales qui poussent un client à effectuer des opérations postales hors des bureaux de poste, c'est-à-dire dans les centres commerciaux ou les stations-services, sont: les horaires d'ouverture, la disponibilité («parce qu'on est déjà sur place») et les facilités de stationnement.

4 piliers qui constituent la stratégie du réseau de vente

Depuis avril 2013, POST Luxembourg travaille à une nouvelle stratégie de vente, adoptée en mai 2015 par le Conseil d'administration. Elle repose sur quatre piliers distincts: les «Espaces POST», les «Points POST» en partenariat avec d'autres entreprises, «le Self-POST» et les compétences étendues du facteur.

Les «Espaces POST», concept moderne et convivial en voie de développement, accueilleront la clientèle en proposant les produits et services de télécommunications, postaux et financiers dans une même structure.

Parallèlement, les «Points POST» proposent une large sélection de produits postaux usuels que l'on trouve dans des entreprises partenaires (Cactus, Shoppi, stations-service et petits commerces).

La consolidation du service «Self POST» sera poursuivie avec des guichets automatiques disponibles pour les clients 24/24. A l'heure actuelle, POST compte déjà 32 stations PackUp, dont le nombre sera doublé d'ici fin 2016.

En outre, les offres en ligne et mobiles sont en perpétuelle évolution, et conduisent au développement de services digitaux qui, jusqu'à présent, étaient assurés par le réseau de vente physique.

Depuis le 26 octobre de cette année, le rôle du facteur a évolué. En effet, il est possible de lui acheter des timbres, des enveloppes préaffranchies et des étiquettes Follow-me (pour le suivi d'un envoi postal). Il est également possible de s'adresser à lui pour retirer ou déposer de l'argent d'un compte chèque postal, pour poster des lettres normales et recommandées, pour demander la garde ou le réacheminement du courrier personnel et pour commander la livraison de rouleaux de monnaie.

La future forme du réseau de vente

Suite aux constatations mentionnées précédemment et dans la lignée des mesures déjà mises en place, le réseau de vente intégré de «POST Telecom», «POST Courrier» et «POST Finance» sera appuyé par le concept «Espace POST» qui accueillera le client dans un environnement professionnel, convivial et entièrement dédié au conseil.

Via les services offerts par les facteurs et via la diversification du réseau de vente proposant des horaires d'ouverture étendus, le critère de la proximité reste présent au niveau national.

Le développement de nouveaux services en ligne et le déploiement des automates accessibles 24/24 font partie intégrante de la future forme du réseau de vente de POST Luxembourg.

Cette réorganisation a pour objectif d'améliorer les services au client et d'assurer la pérennité des trois métiers «POST Telecom», «POST Courrier» et «POST Finance».

Concrètement, cela signifie la fermeture de 35 bureaux de poste de petite taille et aux horaires réduits. Les collaborateurs concernés viendront renforcer les équipes dans les bureaux les plus fréquentés afin d'améliorer le service et de diminuer les temps d'attente.

La mise en place de «Points POST» chez des partenaires (ex. Cactus/Shoppi) sera accélérée.

Le partenariat avec Banque Raiffeisen sera déployé.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2864 (24.03.2017) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens:**

Il y a deux semaines des messages inquiétants concernant la détection d'iode 131 dans l'air ambiant de plusieurs pays européens commençaient à circuler tant dans les réseaux sociaux que dans la presse. Rapidement différentes hypothèses furent développées qui se basaient parfois sur des informations contradictoires. Certaines sources mentionnent de premières mesures datant de janvier 2017, d'autres citent une détection d'iode 131 plus élevée depuis octobre 2016.

Ce qui est certain, c'est qu'il y a eu un incident plus ou moins sévère dans un réacteur de recherche nucléaire en Norvège en octobre 2016 et que celui-ci avait provoqué des rejets radioactifs dans l'atmosphère. Bien que cet incident, confirmé par l'autorité de contrôle nucléaire norvégienne, entraîne déjà à lui seul de nombreuses questions sur le plan de la sûreté et de la transparence, l'origine de l'iode 131 détecté en janvier 2017 n'aurait pas encore pu être déterminée avec certitude et ne serait pas forcément lié à l'incident norvégien.

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Madame la Ministre de la Santé:

1) Est-ce que les autorités luxembourgeoises ont été informées de l'incident nucléaire en Norvège? Possédez-vous des détails supplémentaires concernant cet incident, respectivement sur l'envergure, le contexte et les conséquences pour l'environnement?

2) Vu qu'il nous semble hautement improbable qu'une fuite radioactive soit limitée au seul isotope «iode 131», quels furent les autres isotopes radioactifs rejetés lors de l'incident norvégien et dans quelle quantité?

3) Existe-t-il un échange d'informations automatique en cas d'incident nucléaire entre les États membres de l'Union européenne et la Norvège?

4) Est-ce que depuis octobre 2016 une présence plus élevée d'iode 131 ou d'autres isotopes radioactifs a pu être mesurée dans l'air au Luxembourg?

5) Est-ce qu'une enquête a été lancée au niveau européen ou international afin de déterminer l'origine de la présence anormale d'iode 131?

Réponse commune (25.04.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Le réacteur de recherche de l'Institut pour la technologie énergétique, implanté en Norvège, est en arrêt depuis le 8 octobre 2016. Il y a eu des faibles rejets radioactifs dans la période d'octobre à novembre 2016. L'occurrence de ces rejets était liée à la manipulation d'un élément de combustible endommagé. L'autorité norvégienne de contrôle nucléaire en avait informé les autorités européennes, y compris celle du Luxembourg. La quantité rejetée en iode radioactif était inférieure à 10% de la limite autorisée.

ad 2) Suite aux rejets, l'autorité norvégienne avait réalisé des mesures dans l'environnement du réacteur. Selon l'autorité, aucune contamination radioactive n'a pu être détectée.

ad 3) La Norvège est associée au système européen d'échange d'informations en cas d'urgence radiologique.

ad 4) Une des stations luxembourgeoises avait détecté de manière sporadique en début de l'année 2017 des traces d'iode 131. Les quantités mesurées étaient extrêmement faibles, proches des limites de détection.

ad 5) Les autorités européennes, qui avaient détecté ce nucléide, ont partagé leurs résultats. Or, l'origine de l'iode 131 n'a pas été déterminée.

Question 2865 (24.03.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie:**

Dans sa résolution 2048, adoptée en 2015, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé notamment, appelle les États membres, dont le Luxembourg, «à rendre les procédures de conversion sexuelle, telles que les traitements hormonaux, les interventions chirurgicales et le soutien psychologique, accessibles aux personnes transgenres et à en garantir le remboursement par le régime public d'assurance maladie; les limitations du remboursement devraient être fixées par la loi et être objectives et proportionnées» et «à modifier les classifications des maladies utilisées au niveau national et à prôner la modification des classifications internationales afin de garantir que les personnes transgenres, y compris les enfants, ne sont pas considérées comme malades mentaux, tout en assurant un accès aux traitements médicaux nécessaires sans stigmatisation».

Or, il me revient qu'au Luxembourg les règles en matière de remboursement des traitements médicaux à l'étranger liés à la dysphorie du genre ne seraient pas appliquées systématiquement de la même manière. Notamment en ce qui concerne la nécessité de présenter le formulaire S2 (demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger) pour certaines prestations liées aux traitements hormonaux effectués à l'étranger.

Concernant les chirurgies de réassignation sexuelle, la CNS aurait demandé à plusieurs personnes, qui sollicitent une telle prise en charge à l'étranger pour motif de dysphorie de genre, d'obtenir un devis auprès de l'hôpital compétent, à joindre au formulaire S2. Or, l'annexe C, point 15, paragraphe 4 des statuts de la CNS sur la dysphorie de genre ne prévoit pas une telle obligation en cas de traitement chirurgical.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les règles à respecter pour obtenir le remboursement d'un traitement hormonal sollicité à l'étranger, respectivement d'une chirurgie en réassignation sexuelle effectuée dans un hôpital à l'étranger? Qu'en est-il également des frais de séjour et de transport occasionnés par ces prises en charge?

- Qu'en est-il du remboursement de médicaments prescrits à l'étranger dans le cadre d'un traitement lié à la dysphorie du genre?

- Un devis doit-il être joint au formulaire S2 envoyé à la CNS en cas de traitements par un médecin à l'étranger liée à la dysphorie du genre?

Réponse (11.04.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les statuts de la Caisse nationale de santé (CNS) prévoient sous le point 15 de l'annexe C plusieurs conditions pour pouvoir prétendre à la prise en charge des traitements liés à la dysphorie de genre.

Ces conditions s'appliquent pour les traitements au Luxembourg et à l'étranger. Une de ces conditions constitue le renseignement obligatoire sur les coûts du traitement chirurgical envisagé (point 15, sub 4) dernière phrase). Le but de cette disposition n'est pas d'empêcher l'assuré de subir un traitement déterminé, mais de renforcer sa protection par rapport à l'insécurité financière à laquelle il est confronté en tant qu'assuré luxembourgeois subissant un traitement à l'étranger.

Afin de pouvoir informer la personne de façon correcte sur les modalités de la prise en charge par l'assurance maladie, un devis est demandé. Ce devis est nécessaire afin de permettre à la CNS et au Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) de donner la décision relative à la prise en charge en connaissance de cause et de façon aussi complète que possible.

En effet, dans ce cas de figure l'assuré doit faire l'avance de l'intégralité des frais et est remboursé selon les taux et les tarifs luxembourgeois. Si dans ce cas de figure l'assuré dispose d'un devis et qu'il le remet à la CNS et au CMSS, les autorisations et les informations qui lui sont fournies peuvent être plus précises. Il en est ainsi notamment aussi parce que les soins à visée esthétique (épilation, chirurgie de féminisation ou de masculinisation du visage et du cou, sculpture du tronc et des membres) sont exclus de la prise en charge et que les demandes d'autorisation peuvent éventuellement ne pas être suffisamment précises pour permettre à la CNS et au CMSS de décider en connaissance de cause.

La prise en charge des frais de transport à l'étranger est subordonnée à une autorisation de prise en charge du traitement. En ce qui concerne les frais de séjour, ils sont pris en charge lorsque la personne en cause subit à l'étranger un traitement ambulatoire autorisé. Dans ce cas de figure les frais de séjour sont pris en charge intégralement aux tarifs applicables aux assurés sociaux de l'étranger ou, à défaut d'un tel tarif, jusqu'à concurrence de dix euros (10,00 €) au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.

En ce qui concerne les traitements hormonaux prescrits à l'étranger, il convient de distinguer selon la procédure applicable. Si le traitement est couvert par une autorisation de prise en charge via formulaire S2, la prise en charge des médicaments administrés à l'étranger se fait selon les dispositions de l'État membre de traitement. Si l'hormonosubstitution se fait à l'étranger, mais en dehors d'un traitement autorisé via formulaire S2, les modalités de la prise en charge se font selon les dispositions luxembourgeoises.

En principe, l'article 105 des statuts de la CNS dispose que:

«La prise en charge des médicaments est soumise à la condition que ceux-ci soient prescrits, délivrés et administrés en conformité avec le résumé des caractéristiques du produit tel que celui-ci a été approuvé lors de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché.»

Dans le cadre des traitements hormonaux en relation avec la dysphorie de genre, les statuts de la CNS prévoient une exception en ce sens que la CNS prend en charge les médicaments prescrits et délivrés en vue de l'hormonosubstitution en dehors du cadre couvert par l'autorisation de mise sur le marché. L'avis motivé du CMSS en vue de l'initialisation de l'hormonosubstitution fonde sur le rapport médical détaillé établi par un médecin spécialiste en psychiatrie et une prescription et un rapport endocrinien établis par un médecin spécialiste en endocrinologie.

Ici encore il convient de relever que les dispositions statutaires n'ont pas pour finalité d'empêcher une prise en charge par l'assurance maladie, mais de déterminer le cadre de la dispensation en dehors du strict cadre légal.

Par ailleurs, le Centre hospitalier de Luxembourg et les Hôpitaux Robert Schuman sont en contact avec le CMSS aux fins d'établir notamment pour les jeunes patients une possibilité de prise en charge et de guidance de proximité au Luxembourg combinée avec une collaboration étroite avec les centres universitaires de Münster, Francfort et Liège selon le modèle arrêté par les statuts de la CNS qui fonde sur les recommandations internationales.

Question 2866 (24.03.2017) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **droits et libertés des personnes transgenres:**

Lors d'une table ronde organisée sur le thème des droits et libertés des personnes transgenres le 6 juin 2016, Monsieur le Ministre de la Justice s'est engagé à transposer au niveau national les recommandations de la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, adoptée en 2015.

Dans sa résolution, l'Assemblée se dit préoccupée par les violations de droits fondamentaux, notamment du droit au respect de la vie privée et de l'intégrité physique, dont sont victimes les personnes transgenres.

En ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé notamment, la résolution lance ainsi un appel aux États membres, dont le Luxembourg, «à modifier les classifications des maladies utilisées au niveau national et à prôner la modification des classifications internationales afin de garantir que les personnes transgenres, y compris les enfants, ne sont pas considérées comme malades mentaux, tout en assurant un accès aux traitements médicaux nécessaires sans stigmatisation».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Sécurité sociale:

1) Le Gouvernement soutient-il, conformément à la résolution 2048 précitée, la suppression de la notion de «dysphorie du genre» de l'annexe C, point 15 des statuts de la CNS qui renvoie à une pathologie, ou alternativement la suppression de l'obligation de consulter un psychiatre avant toute Intervention médicale relevant actuellement de la «dysphorie du genre»?

2) Le Gouvernement soutient-il le retrait du «transsexualisme» de la liste des maladies mentales dans le cadre de la révision de la classification internationale des maladies par l'OMS et l'introduction d'un terme sans connotation médicale comme le terme anglais de «gender incongruence»?

3) Que compte faire le Gouvernement pour transposer la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, plus particulièrement concernant les points soulevés, en droit national?

Réponse commune (21.04.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La législation luxembourgeoise compte parmi les plus progressistes en Europe en ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes. Depuis la loi sur la réforme du mariage de 2014[1] le mariage est ouvert à toute personne. Ladite réforme a permis que les personnes transgenres peuvent demeurer mariées à la suite d'une modification du sexe à l'état civil, sans que leur conjoint et les enfants ne perdent leurs droits.

Le Gouvernement s'est engagé aux termes du programme gouvernemental de «se pencher sur les questions relatives à l'intersexualité et la transsexualité». Lors de la table ronde organisée sur le thème des droits et libertés des personnes transgenres le 6 juin 2016, le Ministre de la Justice a annoncé la création d'un cadre légal spécifique visant à renforcer davantage les droits des personnes transgenres, qui transposera plusieurs points de la résolution 2048 (2015) adoptée en 2015 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en droit national.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°2486 du 21 octobre 2016[2] au sujet de la modification de la mention du sexe à l'état civil, le Ministère de la Justice a élaboré un avant-projet de loi figurant très bientôt à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement qui a pour objectif de remplacer la procédure judiciaire, qui est actuellement applicable à la modification du sexe et du prénom à l'état civil, par une procédure administrative plus rapide et plus facilement accessible dans l'intérêt des personnes transgenres. Sont également concernées les personnes intersexes qui peuvent se trouver en inadéquation avec le sexe inscrit à l'acte de naissance.

En ce qui concerne la décision relative à la modification du sexe et du ou des prénoms à l'état civil, cet avant-projet propose une approche en ligne avec le point 6.2.1. de la Résolution 2048(2015) précitée.

De plus, l'avant-projet de loi en question prévoit que le fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut pas motiver le refus de faire droit à la demande de modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil. Ainsi, l'intégrité physique des personnes concernées est protégée. Ledit projet converge sur ce point également avec la résolution du Conseil de l'Europe et plus précisément avec le point 6.2.2.

ad 1) L'outil universellement utilisé de par le monde entier pour la notification des maladies, respectivement toute une série de problèmes de santé connexes, est la classification internationale des maladies (CIM, en anglais: International Statistical Classification of Diseases and Related Health Problems, ICD), élaboré et actualisé régulièrement par l'OMS.

La CNS utilise la CIM 10, introduite en 1998, pour la notification des maladies et la gestion des remboursements des traitements et soins de santé. Dans cette version, actuellement encore en vigueur, le code F64.0 fait référence à une rubrique définie par transsexualisme (Dysphorie de genre (transsexualisme)).

Pour l'actualisation de la version CIM 11, dont l'officialisation est prévue sous peu, un groupe de travail a été chargé d'étudier et de faire des recommandations concernant les catégories en lien avec des problèmes de santé liés à la sexualité. Le groupe de travail recommande de biffer entièrement la rubrique F64: Orientation sexuelle faisant partie du groupe: F 00-F 99 Troubles mentaux et du comportement. Les problèmes pouvant surgir en lien avec la sexualité peuvent mieux être classés dans d'autres groupes et codes existants.

Réf: Proposed declassification of disease categories related to sexual orientation in the ICD 11 - Bull WHO 2014; 92: 672-679

Le Grand-Duché de Luxembourg est en faveur des travaux d'actualisation en cours qui ne se limitent d'ailleurs pas à ce seul domaine.

ad 2) La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé précise à son article 6 (2) que «le refus de prester des soins de santé ne peut en aucun cas être lié à des considérations discriminatoires». C'est ainsi que l'accès aux soins de santé est garanti aux personnes transgenres et aux personnes transsexuelles.

Les soins de santé ne se restreignent d'ailleurs pas à des actions thérapeutiques de nature curative, mais incluent des services d'écoute, de soutien et d'aide psychologique, qui font partie intégrante d'un système de soins de qualité.

Au cours des dernières années, de grands efforts ont été réalisés pour garantir aux personnes des informations de haute qualité, pour qu'elles soient à même de faire des choix éclairés en ce qui concerne leur santé, y compris en ce qui concerne leur santé physique et psychique. Ce droit doit également valoir pour les personnes transgenres et inter-sexes.

[1] Loi du 4 juillet 2014 portant réforme du mariage

[2] Réponse à la question parlementaire n°2486 du 21 octobre 2016 des honorables Députées Sylvie Andrich-Duval et Françoise Hetto au sujet de la modification de la mention du sexe à l'état civil.

ad 3) En matière d'assurance maladie, les dispositions statutaires figurant à l'annexe C des statuts ont été introduites en 2014 par la Caisse nationale de santé (CNS) et le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), étant donné que le Luxembourg faisait état d'un vide juridique en ce qui concerne les droits des personnes en cause et en ce qui concerne ceux des professionnels de santé sollicités, ce tant au niveau de la prescription qu'en ce qui concerne la dispensation des soins. Les interrogations d'ordre éthique et d'ordre juridique étaient et restent réelles et les professionnels de santé au Luxembourg n'ont pas tous nécessairement l'expérience requise dans ce domaine. Avant l'introduction de ces dispositions statutaires les personnes en cause étaient confrontées à des refus de prise en charge des médicaments prescrits en dehors de l'autorisation de mise sur le marché et se trouvaient dans une insécurité totale concernant le principe et la hauteur de la prise en charge des frais médicaux et chirurgicaux subis dans les centres majoritairement non conventionnés à l'étranger.

La CNS et le CMSS ont fait de nombreuses démarches visant à reconnaître les droits des personnes concernées, à permettre la prise en charge des traitements sollicités et à en objectiver les conditions de prise en charge. Par ailleurs la CNS et le CMSS ont toujours confirmé leur disposition à suivre l'évolution juridique et médicale.

En ce qui concerne plus précisément la transposition du point 6.3.1. de la résolution 2048 de l'Assemblée parlementaire, qui dispose en ce qui concerne les traitements de conversion sexuelle et les soins de santé que:

«(...) 6.3.1. et rendre les procédures de conversion sexuelle, telles que les traitements hormonaux, les interventions chirurgicales et le soutien psychologique, accessibles aux personnes transgenres, et à en garantir le remboursement par le régime public d'assurance-maladie; les limitations du remboursement devraient être fixées par la loi, être objectives et proportionnées».

À part le soutien psychologique par un «psychologue», les traitements mentionnés sont accessibles aux personnes transgenres et remboursables par l'assurance maladie. À l'heure actuelle une des conditions est que la prise en charge du traitement chirurgical de réassignation est subordonnée à la demande d'un médecin spécialiste en psychiatrie documentant le suivi de la personne protégée au cours de son expérience en vie réelle pendant la durée d'au moins douze mois. Or, le psychologue ne figure pas parmi les professions de santé dont les prestations sont prises en charge par l'assurance maladie. Il en résulte que le suivi par un psychologue ne peut pas faire l'objet d'une prise en charge par l'assurance maladie, ni d'une condition à l'obtention d'une prise en charge.

Concernant les limitations du remboursement figurant dans les statuts, la CNS considère qu'ils sont objectifs et proportionnés.

Question 2868 (28.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **prise en charge de la contraception:**

Le programme gouvernemental stipule sous le chapitre «Information sexuelle, prévention de l'avortement et réglementation de l'IVG» que «La prise en charge s'étendra de manière ciblée à d'autres moyens de contraception que ceux actuellement visés.»

Or, à l'heure actuelle, seuls les moyens de contraception à courte durée (pilule, patch et anneau contraceptifs) sont remboursés et ce jusqu'à l'âge de 25 ans seulement.

Cependant, selon les chiffres du Planning familial Luxembourg (cf. rapport d'activité 2015), 68% des femmes qui ont eu recours à une interruption de grossesse en 2015 avaient plus de 25 ans.

Sur six années de collecte de données, ce pourcentage est de 62%. Sur la même période, la moyenne d'âge des femmes ayant eu recours à l'avortement s'établit ainsi à 27,5 ans. Le Planning familial a aussi constaté que 54% des femmes ayant eu recours à un avortement utilisaient un moyen de contraception, pour la quasi-totalité à court terme (pilule, patch, anneau).

Par ailleurs, des études récentes dénoncent les effets indésirables de la prise de contraceptifs hormonaux sur le long terme: sauts d'humeur, prise de poids, perte de libido, dépression et autres effets psychologiques.

En outre, le DIU ou «dispositif intra-utérin» (couramment appelé «stérilet», bien qu'il ne rende pas stérile) constitue indéniablement la méthode contraceptive temporaire la moins coûteuse pour une utilisation à long terme.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Sur base des chiffres données par le Planning familial, la limitation à l'âge de 25 ans de la prise en charge de la contraception peut-elle encore être justifiée au regard notamment des IVG qui auraient pu être évitées?

2) Pour quels motifs les dispositifs contraceptifs à longue action (implant ou DIU) ont-ils été écartés du remboursement?

3) Est-il prévu, conformément au programme gouvernemental, d'étendre la prise en charge à ces autres moyens de contraception?

4) Quelles suites ont été réservées aux résultats des études récentes sur les effets secondaires et les conséquences sur la santé mentale des femmes qui suivent une contraception hormonale?

Réponse (03.05.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) En comparaison avec d'autres pays européens, le Luxembourg se situe parmi les rares pays offrant une prise en charge de 80% des contraceptifs ne nécessitant pas d'acte médical et ce pour les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans, alors que la grande majorité des pays ciblent uniquement les femmes de moins de 20 ans ou même moins.

Un rapport européen de 2015 de l'International Planned Parenthood European Federation Network (IPPF), intitulé «Barometer of women's access to modern contraceptive choice in 16 EU countries», donne des précisions quant aux politiques et aux mesures d'accès aux contraceptifs dans certains pays européens.

De ce rapport européen nous pouvons déduire qu'aucun pays européen ne garantit le remboursement complet ou partiel des contraceptifs sans que ce remboursement ne soit lié à une limitation en fonction de l'âge de la femme. En Allemagne, la limite d'âge pour le remboursement complet des contraceptifs est de 18 ans, quant au remboursement partiel, l'âge limite est de 19 ans. Aux Pays-Bas, le remboursement complet des contraceptifs a lieu jusqu'à l'âge de 20 ans et en Suède jusqu'à l'âge de 25 ans.

Au Luxembourg toutes les femmes subissant des contraintes socioéconomiques peuvent accéder gratuitement aux contraceptifs dans les différents centres gérés par le Planning familial, conventionné avec le Ministère de la Santé.

En outre, il faut appeler à une interprétation prudente des données du rapport d'activité du Planning familial pour l'année 2015, vu que la grande majorité des femmes enceintes donnent naissance après avoir dépassé l'âge de 25 ans, il est évident que les femmes ayant recours à une IVG se retrouvent majoritairement dans ce groupe d'âge. Toutefois, ceci ne permet pas de conclure que le pourcentage des IVG pratiquées dans ce groupe d'âge soit plus élevé que pour d'autres groupes d'âge.

L'utilisation de contraceptifs par les femmes en âge de procréation s'élève en Europe à 79% (Europe du Sud 77%; Europe du Nord 84%). Le taux d'utilisation de contraceptifs au Luxembourg se situe fort probablement donc dans cette même fourchette. La situation constatée au Luxembourg quant au taux élevé des femmes ayant recours à l'IVG, qui affirment avoir utilisé un moyen de contraception, est similaire aux faits observés dans d'autres pays. Les raisons de défaillance peuvent être multiples et les mesures pour contrecarrer la situation doivent elles aussi être multiples.

De nombreuses études scientifiques permettent de conclure que la seule prise en charge financière des contraceptifs n'est pas suffisante pour réduire le taux des IVG. D'autres facteurs tels que les attitudes, l'éducation, les aspects religieux, les traditions, les différences culturelles jouent un rôle important et une approche plus innovatrice est nécessaire pour promouvoir la santé sexuelle, pour réduire le nombre des grossesses non désirées et des IVG.

ad 2) Le choix des contraceptifs remboursés s'est basé sur l'analyse des contraceptifs les plus utilisés par les femmes ciblées, ainsi que sur les statistiques concernant les moyens de contraception dans les pays voisins.

Des rapports récents confirment une nette préférence pour la pilule et le préservatif, en particulier chez les femmes de moins de 25 ans. Les autres méthodes contraceptives ne représentant qu'un taux très faible, surtout chez les femmes n'ayant pas encore accouché.

En outre, les actes médicaux en lien avec la contraception sont remboursés en partie par la CNS. En ce qui concerne le DIU en cuivre en vente libre dans les pharmacies, il s'agit d'un dispositif médical non repris dans la nomenclature de la CNS.

ad 3) La liste des contraceptifs à prise orale est révisée périodiquement. L'extension du programme contraception aux dispositifs contraceptifs à longue action (implants ou DIU) n'est à l'heure actuelle pas envisagée.

ad 4) Les études relatives aux effets secondaires de la contraception hormonale, tout comme des autres contraceptifs, sont suivies avec attention par le Ministère de la Santé. Toutefois, celui-ci n'intervient pas dans la relation thérapeutique du médecin et de sa patiente, ni dans le choix du moyen contraceptif, un choix de la femme.

La décision d'opter pour un moyen de contraception spécifique se base, suite à une consultation médicale, sur les indications médicales à savoir l'état de santé de la femme, sur les effets indésirables des moyens de contraception, mais la décision est prise en fonction du choix individuel de la femme.

Question 2869 (28.03.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **Dossier de soins partagé (DSP):**

Den Artikel 60 quater vum Code iwwert d'sozial Sécherheet huet den „gemeinsame Fleegedossier", no der franséischer Ofkierzung och nach DSP genannt, agefouert. Dës Dossiere gi vun der Agence eSanté, engem Gruppement fir ekonomesch Interessien (GIE), verwalt.

Am Ableck ginn d'Leit mat Bréiwer doriwwer informéiert, datt eng Pilotphas gestart ginn ass an datt hir gemeinsam Fleegedossieren accessibel sinn. Dëse Bréif, deen och un eeler Assurée geschéckt gëtt, ass awer exklusiv op Franséisch verfaasst (emol ofgesi vun e puer englesche Wierder). Et ginn zum Deel Fachausdréck gebraucht, wou och Leit, déi d'Sprooch vum Molière beherrschen, mussen en Dictionnaire zu Hand huelen, fir alles ze verstoen.

Dëst ass ëmsou méi ze bedaueren, well den Internetsite vun der Agence an e puer Sproochen ass, dorënner och Lëtzebuergesch. D'Ressourcen, fir och d'Matdeelungen iwwer Bréif an e puer Sproochen ze verschécken - dorënner Lëtzebuergesch -, bestinn also.

Doweinst wéilt ech dem Här Minister fir sozial Sécherheet dës Froe stellen:

1) Deelt d'Regierung d'Meenung, datt, besonnesch wann et ëm d'Gesondheet geet, d'Leit sollen an „hirer" Sprooch informéiert ginn?

2) Gëtt d'Informatiounsblat „Information clé - L'essentiel du DSP" nëmmen op Franséisch verschéckt? Wa jo, wéisou?

3) Ass den Här Minister gewëllt, d'Agence eSanté unzeweisen, dës Schlësselinformatiounen an e puer Sproochen, dorënner och Lëtzebuergesch, ze verschécken?

Réponse (04.05.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Als Éischt muss ee wëssen, datt d'Agence eSanté am Kader vun der Pilotphas vum Dossier de soins partagé (DSP) all Bréiwer un déi betraffe Patiente souwuel op Franséisch wéi op Däitsch erausschéckt. Rezent ass leider eng Pann an der gläichzäiteger Diffusioun vun dëse Bréiwer op deenen zwou Sprooche virkomm. Datt all Dokumenter nëmmen op dësen zwou Amtssproochen (DE an FR) ausgestallt ginn, war vum Ufank vun der Aféierung vun der Pilotphas u mat alle betraffenen Akteuren aus dem Gesondheetssecteur esou ofgeschwat ginn, well verschidde medezinnesch an technesch Terme schwéier op Lëtzebuergesch ze iwwersetze sinn.

D'Agence eSanté sougutt ewéi de Ministère si sech awer bewosst, datt d'Lëtzebuerger Sprooch hei am Land ganz wichteg ass, an et ass och aus dësem Grond, datt mir verschidden Dokumenter op Lëtzebuergesch (esou wéi och schonns op Portugisesch) iwwersat hunn, esou wéi de Flyer iwwert den DSP „Entdeckt dat Wesentlecht iwwer Ären elektroneschen, perséinlechen a gesécherte Gesondheetsdossier!" an „Déi meescht gestallte Froen", déi béid via eisen Internetsite zur Dispositioun vun allen Interesséierten online gesat goufen. Et ass och virgesinn, den Internetsite vun der Agence eSanté, niewent der däitscher a franséischer Ausféierung, an den nächste 14 Deeg och op Lëtzebuergesch online ze setzen, an an nächster Zukunft dann och nach op Portugisesch. Donieft ass schonns am Virfeld virgesinn, op Basis vun den Experienzen, déi bis elo an der Pilotphas um Terrain gemaach goufen, fir an Zukunft an der Generalisatiounsphas vum DSP all Bréiwer gläichzäiteg op dräi Sproochen erauszeschécken, an zwar op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch.

Question 2870 (29.03.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **chaînes de radio et de télévision régionales au Luxembourg:**

Depuis la libéralisation des médias au Grand-Duché, à côté des stations de radio locales et régionales, un certain nombre de chaînes de télévision ont également vu le jour, parmi lesquelles «Nordliicht TV», qui fêtera ses 20 ans d'existence et qui a au fil des années rencontré un certain succès auprès de la population.

Au-delà de ses objectifs principaux d'information et d'animation, elle contribue à la promotion et à la production d'œuvres culturelles et artistiques. Selon la législation en vigueur relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, aucune aide financière sélective ne peut être accordée aux œuvres destinées ou utilisées à des fins de publicité ni aux programmes d'information, aux débats d'actualité ou aux émissions sportives.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il nous dire si, sur la base de la législation en vigueur, une chaîne de radio ou de télévision régionale peut bénéficier d'une aide financière sélective et si d'autres moyens de soutien sont à leur disposition le cas échéant?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de proposer une modification de la législation en la matière afin d'inclure les acteurs concernés dans l'éligibilité d'une aide étatique et, si oui, sous quelles conditions?

Réponse (02.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Culture:*

Les aides financières sélectives ont pour but de développer et de promouvoir le secteur audiovisuel par la production d'œuvres créatives cinématographiques et audiovisuelles. Les aides financières sélectives attribuées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle sont accordées à des sociétés de capitaux dont l'objet social principal est la production audiovisuelle et qui produisent effectivement des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Toute société qui répond aux critères énumérés dans la loi du 22 septembre 2014 et son règlement grand-ducal du 4 novembre 2014 peut soumettre une demande au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Les œuvres produites et soutenues par le Fonds doivent répondre aux critères de la communication européenne en vigueur sur les aides d'État à l'industrie cinématographique.

Les œuvres destinées ou utilisées à des fins de publicité, les programmes d'information, les débats d'actualité et les émissions sportives ne sont pas couvertes par la législation européenne. Le législateur n'a pas prévu d'autre mécanisme de soutien spécifique pour les programmes de radio et de télévision régionales.

Le débat de consultation programmé dans les prochaines semaines à la Chambre des Députés au sujet de l'évolution des médias et de la qualité de la presse donnera l'occasion de recueillir des pistes de réflexion pour l'avenir.

Question 2871 (29.03.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**École Charlemagne:**

L'École Charlemagne est une école privée francophone, ayant obtenu son autorisation d'ouverture par le Conseil de Gouvernement le 17 juillet 2010. L'école en question compte une centaine d'élèves et une douzaine d'enseignants.

De 2010 à 2014, l'École Charlemagne a occupé des locaux dans l'enceinte de l'École Henri VII au Limpertsberg, locaux qui lui avaient été attribués par la Ville de Luxembourg.

Depuis 2015, l'École Charlemagne est hébergée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur son site edu-Pôle de Walferdange. Cependant il ne s'agit là

que d'un hébergement temporaire puisque vu leur état de vétusté, les locaux occupés par l'École Charlemagne à Walferdange seront bientôt démolis.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient d'ailleurs de le rappeler par courrier en date du 9 mars 2017 aux responsables de l'École Charlemagne. Dans cette même lettre, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse demande qu'on lui communique le plus rapidement possible les futurs locaux que l'École Charlemagne envisage d'occuper pour l'année scolaire 2017-2018.

Or, depuis plus de deux ans, les responsables de l'École Charlemagne sont à la recherche d'un terrain pour y construire des locaux pouvant accueillir jusqu'à 160 enfants. Néanmoins aucune des nombreuses démarches initiées par ces derniers n'a abouti à ce jour; la dernière en date envisageait un déménagement vers l'école primaire de Neudorf libérée par la construction d'une nouvelle école au Pfaffenthal. Entretemps, cette option a été rejetée définitivement par Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg.

Par conséquent, l'École Charlemagne se retrouve à l'heure actuelle dans la situation précaire de ne pas disposer de locaux pour la prochaine rentrée scolaire.

En tenant compte de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de Ja situation précaire dans laquelle se trouve l'École Charlemagne, qui pour l'heure ne dispose pas de locaux pour la prochaine rentrée scolaire?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il disposé à aider les responsables de l'École Charlemagne dans leurs démarches pour trouver un hébergement définitif à leur école et de cette manière rassurer les élèves et leurs parents?

Réponse (06.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquièrent de la situation relative aux infrastructures de l'École Charlemagne.

La convention de mise à disposition des locaux sur le site eduPôle, signée en novembre 2015, vient à échéance le 31 juillet 2017 et aucune tacite reconduction n'était prévue après cette date. Or, l'École Charlemagne vient de m'informer qu'elle n'a pas encore trouvé une solution pour la prochaine rentrée scolaire mais que plusieurs pistes pour louer un terrain afin d'y installer des bâtiments modulaires sont en train d'être étudiées. Vu la situation d'urgence et vu le fait que d'après les responsables de l'école une solution modulaire pourrait être trouvée à court terme, j'ai décidé de proposer à l'école que la convention de mise à disposition des locaux sur le site eduPôle soit exceptionnellement prolongée d'une année, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 2018.

Question 2873 (29.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **futur siège de l'Autorité bancaire européenne (ABE):**

Dans le sillage de la visite du Ministre des Finances français à Dublin lundi dernier, divers médias ont repris à leur compte l'hypothèse d'un déménagement de l'ABE - actuellement installée à Londres - à Francfort. D'après la presse, cela déplairait fortement aux autorités françaises plaidant pour une déconcentration du modèle de surveillance financier européen actuel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la position française quant au siège futur de l'ABE?

2) Monsieur le Ministre a-t-il déjà exprimé son souhait de voir déménager l'ABE au Luxembourg? Dans l'affirmative, comment juge-t-il les chances du Luxembourg pour accueillir l'ABE? À défaut, quelles en sont les raisons?

Réponse (24.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1) Le Gouvernement n'a pas été informé officiellement de la position française, la centralisation des candidatures et déclarations d'intérêt se faisant par les services du président Tusk.

ad 2) Le Gouvernement a fait part de son souhait de voir déménager l'ABE à Luxembourg, comme il fut d'ailleurs rapporté aussi dans les médias. Le Gouvernement est prêt à accueillir l'ABE, conformément notamment à l'article 10 de la décision des représentants des gouvernements des États membres sur l'installation provisoire des institutions du 8 avril 1965, décision rappelée par le protocole n°6 sur la fixation des sièges des institutions et certains organes, organismes et services de l'Union européenne.

L'écosystème qui existe à Luxembourg en tant que capitale européenne et place financière internationale, ainsi que l'environnement multilingue et multiculturel, avec l'accès aux écoles européennes et internationales, ainsi que la position géographique du Grand-Duché sont des facteurs qui plaident en faveur de Luxembourg et le Gouvernement défendra comme toujours avec détermination les intérêts du pays.

Question 2874 (29.03.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**économie circulaire et de partage:**

L'économie circulaire et de partage forme l'un des axes de la réflexion autour de la «Troisième révolution industrielle» entamée par le Gouvernement avec l'équipe de Jeremy Rifkin. L'économie circulaire, ainsi que les applications basées sur Internet favorisant le partage, en particulier dans les villes, sont considérées comme les clés d'une économie durable s'appuyant sur un meilleur emploi de ressources insuffisamment utilisées, notamment au moyen du troc ou de l'échange de services.

Dans leur étude «Sharing and the city», les auteurs Michèle Finck et Sofia Ranchordás constatent que les réglementations de secteurs se prêtant bien à l'économie circulaire et de partage sont aujourd'hui dépassées, car basées dans une large mesure sur des impératifs du passé: prééminence du droit de propriété, considérations sécuritaires, protection de corporations. Elles rendent difficile, voire impossible dans certains cas, le développement d'une vraie économie circulaire et de partage, comme en témoignent certaines initiatives de lutte contre le gaspillage alimentaire qui se heurtent à des lois sur la sécurité alimentaire et l'hygiène.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle est la stratégie du Gouvernement pour favoriser l'émergence d'une économie circulaire et de partage?

- Est-ce que, dans le cadre des réflexions autour de l'économie circulaire et de partage, le Gouvernement réfléchit à l'introduction de législations moins contraignantes, afin d'en favoriser l'émergence?

- Alternativement, est-ce que le Gouvernement réfléchit à l'introduction de législations expérimentales et temporaires dérogeant au droit commun, telles que pratiquées dans d'autres pays, dans le but de promouvoir et d'en apprécier les effets sur l'émergence de l'économie circulaire et de partage?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'étude stratégique de la 3e révolution industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg a permis de sensibiliser et de préparer l'économie et la société luxembourgeoise aux changements importants à venir, comme notamment la numérisation, l'automation, la décarbonisation, qui transformeront profondément le mode de fonctionnement de la société dans toutes ses formes. En outre, elle a permis de thématiser des nouveaux modèles économiques tels que l'économie circulaire et l'économie de partage.

L'étude stratégique constate que l'économie circulaire est conçue pour réduire les flux de matières et d'énergie dans les écosystèmes matures où les ressources sont continuellement extraites, utilisées, redistribuées et recyclées pour une utilisation future. L'économie circulaire va beaucoup plus loin que le recyclage et la restauration des matériaux utilisés, en visant le maintien des ressources en circulation aussi longtemps que possible. L'étude stratégique constate en outre que «dans l'économie mondiale, les économies de matériaux, de recyclage et de restauration seront probablement supérieures à 4,5 billions de dollars d'ici 2030, tout en augmentant la productivité, réduisant les coûts fixes et marginaux, créant de nouveaux emplois et en réduisant l'empreinte écologique».

Le modèle de gouvernance retenu pour l'étude stratégique de la 3e révolution industrielle repose sur des plateformes thématiques, existantes ou nouvellement créées, correspondant aux neuf piliers de l'étude stratégique. Ces plateformes permettront un échange et une compréhension commune des mesures et visions présentées dans l'étude ainsi que la discussion des aspects réglementaires, opérationnels et techniques liés à la transposition des mesures respectives et des projets à réaliser.

Dans ce contexte, le «groupe stratégique pour l'économie circulaire» (GSEC) surveille la stratégie nationale de l'économie circulaire. Les groupes de travail du GSEC traitent les sujets «Marchés publics», «Réglementation et fiscalité», «Éducation et sensibilisation à l'économie circulaire» ainsi que «Nouveaux produits, services et modèles d'affaires circulaires». Afin de garantir le caractère interdisciplinaire du sujet de l'économie circulaire, il est prévu que des représentants du GSEC participent aux travaux des autres plateformes thématiques concernées par les sujets de l'économie circulaire. Le GSEC permettra de donner de fortes impulsions au développement et à l'évolution de la stratégie du Gouvernement en matière de l'économie circulaire. Dans ce cadre, l'adaptation requise de la législation/réglementation existante ou à créer sera également adressée.

Pour ce qui est de l'économie de partage, l'étude stratégique constate qu'elle doit être vue comme un nouveau modèle économique et un nouveau modèle d'entreprise ayant un impact plus ou moins important sur tous les piliers verticaux et les axes horizontaux thématisés dans l'étude.

Ainsi, l'économie de partage a le potentiel de changer la façon d'organiser la vie économique et offre la possibilité de réduire considérablement les inégalités de revenu, de démocratiser l'économie mondiale et de créer une société plus écologique et durable. En outre, l'étude retient comme élément déclencheur de cette grande transformation économique le coût marginal zéro, engendré par la numérisation de la communication, de l'énergie et des transports et l'introduction de la plateforme de l'Internet des objets. Au cours de la dernière décennie, le phénomène des coûts marginaux presque nuls a en effet fait des ravages dans beaucoup d'industries des «biens d'information» ayant un caractère disruptif.

Finalement, l'étude stratégique conclut que la croissance de l'économie de partage soulève un certain nombre de questions politiques, économiques, fiscales, sociales et juridiques essentielles qui devront être abordées. Le cadre législatif et réglementaire devra être évalué dans l'optique d'assurer des règles de jeu équitables entre l'économie de marché et l'économie de partage. Ainsi, il conviendra d'étudier les conditions d'accès (droit d'établissement, qualifications professionnelles), d'exercice (droits des consommateurs, droit des contrats et responsabilités, fiscalité…) et d'activités économiques non salariées tant dans un contexte national que dans une perspective transfrontalière.

Dans le cadre du modèle de gouvernance de l'étude stratégique de la 3e révolution industrielle, le sujet de l'économie de partage sera abordé par toutes les plateformes thématiques concernées et, pour le volet du droit social, plus particulièrement par la plateforme «Travail, emploi et questions sociales». Cette plateforme fera principalement appel aux organes tripartites existants en matière de travail et d'emploi, tel que notamment le Comité permanent du travail et de l'emploi, impliquant ainsi fortement les partenaires sociaux et les Chambres professionnelles tout au long du processus. Elle traitera notamment les sujets de l'adaptation des compétences professionnelles existantes, l'acquisition des compétences numériques requises, l'analyse du cadre légal régissant les relations de travail «classiques» et elle mènera des réflexions sur la mise en place d'un cadre légal adapté aux nouvelles exigences, notamment en matière de formation professionnelle continue.

Dans ce contexte, une première conférence intitulée «Quelles compétences pour quels emplois à l'ère du numérique» a été organisée ensemble avec la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers et la Chambre des Salariés en mars 2017.

Question 2876 (29.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**implantation d'un «High Performance Computer»:**

Par voie de communiqué de presse, le Ministre de l'Économie a annoncé l'implantation d'un High Performance Computer (HPC) au Luxembourg d'ici 2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est le coût de ce supercalculateur?

- Le supercalculateur va-t-il être intégré dans un des datacenter existants ou est-ce qu'une nouvelle infrastructure est prévue à cet effet?

- Le secteur privé peut-il participer à cet investissement et le cas échéant comment?

- La Commission entend-elle soutenir ce projet et le cas échéant par quels moyens?

- Outre les investissements de départ, quels sont les frais de fonctionnement de ce High Performance Computer (maintenance, mises à jour, électricité, loyers du datacenter, etc.)?

- Quels sont les coûts relatifs à la campagne de promotion (vidéo de promotion) et quel est le public cible de cette campagne?

Réponse (02.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Il est envisagé d'installer au Luxembourg un supercalculateur (HPC) avec une puissance de calcul de plusieurs pétaflops. Cet ordinateur sera exploité par un centre de compétences et sera au service de tous les acteurs luxembourgeois: entreprises, administrations, université, recherche publique et privée. Le centre de compétences exercera une action de coordination entre les acteurs mentionnés ci-dessus et assurera aussi le transfert du savoir-faire HPC-Big Data vers le secteur privé et notamment vers les PME et PMI.

Le superordinateur en question fournira la capacité de calcul requise dans le cadre de la transformation digitale de l'économie luxembourgeoise. L'ordinateur sera à disposition des acteurs privés et publics et constituera ainsi une ressource essentielle dans le contexte des activités liées au développement et à la diversification de l'économie nationale.

Une participation active du secteur privé représente un élément essentiel dans la stratégie développée dans le cadre de ce projet. La mise en place d'un partenariat public-privé (PPP) pourrait représenter une option concrète pour la collaboration recherchée avec le secteur privé.

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose de plusieurs datacenter avec un niveau de sécurité Tier IV. La classe Tier IV représente le niveau de sécurité le plus élevé que peut offrir un centre de données. Cette classe de datacenter répond aux exigences de qualité requise pour accueillir un superordinateur avec le niveau de performance indiqué ci-dessus. Les capacités d'hébergement encore disponibles dans les centres de données existants devraient suffire pour accueillir l'ordinateur en question. En principe, il ne sera pas nécessaire de construire une nouvelle infrastructure uniquement pour héberger le superordinateur luxembourgeois.

Le coût exact du supercalculateur dépendra d'un certain nombre de paramètres techniques liés à la configuration et au mode d'utilisation de l'ordinateur (analyse de données de masse et/ou simulation numérique). Il est envisagé d'investir 50 millions d'euros dans ce projet au cours des cinq prochaines années.

Le projet en question est éligible pour obtenir un co-financement de la part de la Commission européenne. Au niveau de l'Europe, le développement d'un écosystème HPC-Big Data est devenu une priorité et occupe désormais une place prépondérante au sein du programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation H2020.

Cette prise de conscience a engendré deux initiatives concrètes: la signature de la déclaration EuroHPC le 23 mars 2017 à Rome par sept pays membres de l'Union européenne, respectivement le lancement de l'initiative IPCEI HPC-Big Data (Important Project of Common European Interest) par la France, l'Italie, l'Espagne et le Grand-Duché de Luxembourg. L'IPCEI représente un outil de co-financement particulièrement intéressant pour le projet en question.

Concernant la campagne de promotion (vidéo de promotion), les coûts de production de la vidéo s'élèvent à 7.260 euros (hors TVA). La vidéo a été préparée pour illustrer le projet HPC luxembourgeois et aussi l'initiative européenne IPCEI qui est coordonnée par le Grand-Duché de Luxembourg. Elle est utilisée lors d'événements de relations publiques et aussi pour la promotion de la place ICT luxembourgeoise.

Question 2877 (30.03.2017) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **démocratie et l'autonomie de l'organisation de la recherche et de l'enseignement à l'Université du Luxembourg:**

Depuis fin février 2017, deux rapports d'évaluation de l'Université du Luxembourg ont été rendus publics. Parmi lesquels, celui de l'Euro-

pean University Association, à renouveler tous les quatre ans, se focalise sur les questions de gouvernance et d'organisation de l'université. Le second, mené par l'entreprise de conseil suisse Interface, a été commandité par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche afin d'évaluer principalement les performances des différentes unités de recherche de l'Université du Luxembourg et de ses centres de recherche interdisciplinaires.

Il se trouve que ces deux rapports, bien qu'assez limités dans l'ensemble de leurs propos, donnent quelques pistes à interroger en la matière du fonctionnement démocratique de l'université et de l'autonomie de la recherche et de l'enseignement face au monde de l'entreprise et aux intérêts de l'État.

Plus précisément, certaines critiques et remarques émises par le rapport de l'Institutional Evaluation Programme sont alertantes pour la détermination autonome des programmes de recherche et le fonctionnement démocratique de l'université:

Premièrement, le manque de transparence concernant les processus d'allocations budgétaires des unités de recherche et des centres interdisciplinaires qui entrent en compte dans la détermination des possibles pour l'organisation de la recherche.

Ensuite, le manque de transparence concernant les acteurs externes siégeant dans les conseils et commissions de l'université qui ont leur mot à dire dans la définition de l'orientation de la recherche et de l'organisation de l'enseignement.

La mise en concurrence des unités de recherche entre elles et des facultés avec les CI que stipulent les rapports d'évaluation en recommandant la recherche de fonds de tiers aux facultés - pourtant gérées de manière autonome en coordination avec les doyens à l'inverse des CI soumis directement aux décisions du rectorat - remet en question le fonctionnement démocratique et l'autonomie de la recherche.

Enfin, comme le souligne le rapport d'évaluation de l'IEP, le manque de communication entre les différents organes de décision et les étudiants qui y sont faiblement représentés pose également un obstacle à la gestion démocratique de l'université, d'autant plus qu'il n'existe pas d'organisation étudiante représentant l'ensemble des étudiants inscrits à l'université.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre et l'affiliation professionnelle des acteurs externes à l'Université du Luxembourg siégeant dans son conseil de gouvernance?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant le nombre et l'affiliation professionnelle des parties prenantes externes qui siègent au sein des comités de pilotage du programme d'enseignement pour les facultés?

3) Concernant les allocations budgétaires des unités de recherche et des centres interdisciplinaires provenant de fonds de tiers, Monsieur le Ministre est-il dans la mesure d'identifier précisément ces sources financières et le montant alloué par ces financeurs externes aux différents organismes de recherche?

4) Ces ressources financières, dont notamment les chaires d'entreprises, sont-elles liées à des contreparties et, si oui, lesquelles?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une administration homogène des facultés et des centres interdisciplinaires sur le modèle de l'autogestion par les chercheurs des différents domaines et groupes de recherche sera plus bénéfique pour le processus de démocratisation et d'autonomisation de l'université?

6) Concernant ces fonds de tiers, ne serait-il pas plus judicieux que les financeurs externes des activités de recherche de l'Université du Luxembourg investissent directement dans le fonds budgétaire de l'université qui distribuera les moyens financiers équitablement entre les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires en fonction des besoins définis par les chercheurs?

7) En dernier point, Monsieur le Ministre peut-il assurer que les conditions nécessaires sont rassemblées pour légalement constituer une représentation démocratiquement élue par les étudiants représentant l'ensemble des étudiants de l'Université du Luxembourg pour qu'elle puisse enfin intégrer les processus de décision et de gestion de l'université et poser des revendications en vue de la nouvelle loi de l'université?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Selon l'article 1er de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Je tiens à préciser que selon l'article 19 de la même loi, le conseil de gouvernance comprend sept membres dont quatre au moins exercent ou ont exercé des responsabilités universitaires. La majorité des membres du conseil de gouvernance ne sont donc pas issus du secteur économique. Actuellement ces quatre membres exercent des responsabilités au sein des universités de Cambridge, d'Islande, de Nova Gorica (Slovénie) et de Paris 1 et les trois autres membres exercent des responsabilités au sein d'entreprises luxembourgeoises.

L'Université du Luxembourg offre, pendant l'année académique 2016-2017, onze programmes d'études menant au grade de bachelor, 39 programmes d'études menant au grade de master, 13 formations qualifiantes et formations continues ainsi que sept écoles doctorales. Ni la loi précitée, ni les deux règlements grand-ducaux du 22 mai 2006 relatifs à l'obtention des grades de bachelor, de master et de doctorat de l'Université du Luxembourg ne prévoient de comité de pilotage pour les programmes d'études.

D'après les informations fournies par l'Université du Luxembourg, les conventions de collaboration entre l'université et les entreprises privées sont élaborées et négociées par les doyens, les directeurs des centres interdisciplinaires et le rectorat avec l'appui du directeur administratif. En outre, il convient de souligner que ces conventions de collaboration avec les entreprises privées représentent quelque 2% des recettes totales de l'université. Ces conventions de collaboration sont souvent liées à des activités de recherche pour le compte de ces entreprises. Les chaires d'entreprises ne sont pas liées à une contrepartie pour ces dernières, mais elles déterminent en général le domaine de recherche. Ainsi, il y a lieu de souligner que quelque 98% des recettes de l'université proviennent de l'État (contributions financières de l'État et Fonds national de la recherche), de l'Union européenne et des frais d'inscription des étudiants.

Selon l'article 17 de la loi précitée, tous les organes de l'université, c'est-à-dire le conseil de gouvernance, le rectorat, le conseil universitaire et le décanat, et donc toutes les parties prenantes, assurent le bon fonctionnement de l'université et lui permettent de remplir en permanence les missions et les objectifs qui lui sont assignés par la loi. De même, selon l'article 23 de la loi précitée, le directeur administratif est plus particulièrement chargé de la direction des services administratifs et techniques et il veille à la bonne gestion des moyens mis à la disposition de l'université.

L'approche préconisée par l'honorable Député selon laquelle les financeurs externes des activités de recherche de l'université investiraient directement dans le fonds budgétaire de l'université qui distribuerait les moyens financiers équitablement entre les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires en fonction de leurs besoins est difficile à réaliser et aurait comme conséquence que les différentes unités de recherche et les centres interdisciplinaires ne seraient plus motivés à attirer des financements externes si ces derniers ne leur sont plus directement attribués. En outre, je tiens à souligner que ces financements externes, provenant en majorité du Fonds national de la recherche et de la Commission européenne, sont toujours liés à des projets de recherche des unités de recherche ou des centres interdisciplinaires et doivent être utilisés de manière ciblée pour ces projets.

Selon les articles 19 et 27 de la loi précitée, un étudiant élu par les étudiants assiste aux séances du conseil de gouvernance avec voix consultative et deux représentants des étudiants par faculté, élus par les étudiants, sont membres du conseil universitaire. Il est vrai toutefois que la loi actuellement en vigueur ne prévoit pas encore de délégation étudiante en vue de représenter les étudiants de l'université et de défendre et de promouvoir leurs intérêts, liés aux questions relatives à l'enseignement et à la gestion de l'université. Une telle délégation étudiante est prévue dans le projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, qui vient d'être adopté par le Gouvernement en conseil le 31 mars 2017.

Q194

Question 2878 (30.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **budget de l'Université du Luxembourg:**

Selon un reportage diffusé par la radio 100,7 le 30 mars 2017, l'Université du Luxembourg n'aurait pas encore transmis en cette date le projet de budget annuel pour l'exercice 2017 au ministre en charge. Or, d'après la loi du 12 août 2003 portant création de l'université, «le projet de budget annuel de l'université, arrêté par le conseil de gouvernance, est transmis et soumis pour avis par le rectorat au ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions avant le 1er avril de l'année précédant l'exercice en question. Ce dernier saisit le Gouvernement en conseil pour approbation.» Par conséquent, la date limite pour la soumission du projet de budget pour l'année 2017 fut le 1er avril 2016.

Interrogé dans le cadre du reportage cité ci-dessus, le commissaire du Gouvernement au sein du conseil de gouvernance de l'université explique que le budget de l'université n'aurait encore jamais été finalisé dans les délais prévus par la loi, mais qu'un retard aussi important que le retard actuel serait effectivement exceptionnel. Il souligne qu'un budget provisoire a été adopté pour le premier trimestre 2017.

Cette situation du recours à un budget provisoire s'était déjà présentée en 2014, due à l'époque au changement gouvernemental suite aux élections parlementaires avancées. D'après le reportage, la raison pour le retard de la soumission du projet de budget serait «fait maison».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations citées ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il donner de plus amples détails quant aux raisons ayant conduit au retard précité? Dans quelle mesure ce retard est-il imputable aux procédures décrites comme «opaques et floues» dans l'évaluation externe de l'université présentée en décembre 2016?

- Le cas échéant, la réforme de la loi universitaire permettra-t-elle d'apporter des améliorations dans ce domaine?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Lors de la séance du 1er octobre 2016, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un premier projet de budget pour 2017. Le conseil de gouvernance a demandé des informations plus élaborées et détaillées et il a demandé au rectorat que le processus budgétaire soit amélioré.

Lors de la séance du 10 décembre 2016, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un nouveau projet de budget révisé pour 2017. Le conseil de gouvernance a constaté des progrès dans la nouvelle version présentée, mais a de nouveau réitéré ses demandes afin de recevoir des informations plus transparentes. Le conseil de gouvernance a approuvé le projet de budget pour les mois de janvier à mars 2017 et a demandé qu'un budget amendé lui soit soumis lors de la séance du 1er avril 2017, en même temps que les comptes annuels 2016.

Finalement, lors de la séance du 1er avril 2017, le rectorat a soumis au conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg un nouveau projet de budget 2017. Le conseil de gouvernance, ayant reçu toutes les informations demandées, a arrêté le budget annuel 2017 tel que prévu à l'article 18 de la loi précitée.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, depuis 2004, le conseil de gouvernance n'a jamais arrêté le budget avant le 1er avril de l'année précédant l'exercice en question.

En vue d'optimiser la procédure budgétaire, le conseil de gouvernance a demandé, lors de sa séance du 1er avril 2017, de réorganiser le processus budgétaire, de mettre en place un outil de reporting budgétaire et un plan de communication interne. Par ailleurs, le conseil de gouvernance a demandé qu'il lui soit désormais soumis un rapport de gestion budgétaire à chaque séance de conseil.

Le projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, tel qu'adopté par le Gouvernement en conseil lors de sa séance du 31 mars 2017, prévoit, par analogie à la démarche retenue dans le cadre de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics, de renoncer à inscrire dans la loi l'obligation de soumettre le budget arrêté au ministre compétent en vue de simplifier la procédure budgétaire de l'université et de renforcer son autonomie financière.

Question 2881 (30.03.2017) de **Mmes Diane Adehm**, **Sylvie Andrich-Duval** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **représentations du personnel et organigrammes dans la fonction publique:**

La loi du 25 mars 2015 portant sur les réformes de la fonction publique, entrée en vigueur le 1er octobre 2015, prévoit la mise en place d'un système de gestion par objectifs qui détermine et assure le suivi de la performance générale de l'administration et de la performance individuelle des agents qui en font partie. Selon l'article 4 de la loi sous rubrique, le système de gestion par objectifs est mis en oeuvre sur base, entre autres, du programme de travail de l'administration et, s'il y a lieu, de ses différentes unités organisationnelles, ainsi que de l'organigramme et de la description de poste.

En outre, d'après l'article 36 de la même loi, la représentation du personnel a pour mission entre autres de se prononcer, dès le stade de l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elle représente ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal d'exécution du 30 septembre 2015 impose expressément, qu'en vertu de l'article 36 susmentionné, «(...) le comité doit être consulté dès le stade de l'élaboration du texte (...)».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il, un an et demi après la mise en vigueur des réformes de la fonction publique, nous renseigner sur l'état d'avancement de l'établissement des organigrammes dans les différents ministères et administrations publiques?

- Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que, conformément aux dispositions légales, toutes les représentations du personnel agréées au sein de l'administration gouvernementale ont été impliquées lors de l'établissement de ces organigrammes?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il en expliquer les raisons?

Réponse (03.05.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Concernant la mise en œuvre de la gestion par objectifs et plus particulièrement l'élaboration des organigrammes, l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État dispose que «le chef d'administration est responsable de la mise en œuvre de la gestion par objectifs dans son administration. Le programme de travail et l'organigramme de l'administration sont établis par le chef d'administration et soumis à l'approbation du ministre du ressort.»

En ce qui concerne l'administration gouvernementale la situation se présente comme suit:

Conformément à l'arrêté royal grand-ducal modifié du 9 juillet 1857 portant organisation du Gouvernement grand-ducal «chaque membre du Gouvernement a la direction d'un département ministériel». En d'autres termes, chaque ministre a la qualité de chef d'administration du ministère dont il est en charge. Ceci a d'ailleurs été relevé par le Conseil d'État dans son avis du 21 janvier 2014 concernant le projet de loi n°6457, dans lequel il s'était formellement opposé à attribuer la qualification de «chef d'administration» au «fonctionnaire chargé de la coordination d'un département ministériel», rappelant que d'après l'arrêté précité, c'est le ministre qui doit être considéré comme chef d'administration de son département ministériel.

Concernant plus particulièrement l'administration gouvernementale, force est de constater que contrairement aux autres administrations, elle ne dispose ni de structure administrative propre, ni de direction centrale, ni a fortiori de programme de travail ou d'organigramme spécifiques. L'administration gouvernementale regroupe, notamment pour des raisons de gestion administrative, formellement tous les ministères, mais cela n'empêche que ceux-ci sont également placés sous l'autorité directe des différents membres du Gouvernement. D'un point de vue formel, l'administration gouvernementale constitue donc certes une entité qui relève formellement de la compétence du Mi-

nistre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, mais en pratique, les différents départements ministériels fonctionnent et sont dirigés comme des entités à part.

C'est d'ailleurs dans cette logique que le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que le programme de travail et l'organigramme d'un département ministériel sont établis par le ministre dont relève ce dernier.

En effet, selon l'article 1 quinquies du statut général, il faut entendre par «ministre du ressort» «le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions le département ministériel ou l'administration dont relève le fonctionnaire». Il en découle que pour la mise en œuvre de la gestion par objectifs au sein des différents ministères, c'est à chaque fois au ministre du ressort que revient la charge du département respectif. Ce sont donc les ministres du ressort qui établissent et valident les organigrammes des ministères respectifs. Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'intervient pas dans ce contexte, ni pour aviser les programmes de travail et les organigrammes des ministères, et encore moins pour les approuver.

Ces explications préliminaires permettent de mieux comprendre la situation particulière de la représentation du personnel au sein de l'administration gouvernementale.

Conformément à l'article 36 du statut général et à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 5 mars 2004 relatif à la représentation du personnel au sein des administrations, services et établissements publics de l'État, la représentation du personnel est l'interlocuteur de la direction de l'administration pour toutes les questions relevant de son organisation et de son fonctionnement quotidiens, telles que la promotion de la formation et du perfectionnement professionnels, l'amélioration des conditions de travail, l'organisation, la restructuration et la rationalisation des services ou les mesures de sécurité et la prévention des accidents.

Au sein de l'administration gouvernementale, seule l'Association des cadres de l'administration gouvernementale (ACFAGouv) dispose d'un agrément émis le 28 septembre 1984 par le Premier Ministre Jacques Santer qui lui attribua le statut de représentation du personnel de l'administration gouvernementale.

La situation de la représentation du personnel au sein de l'administration gouvernementale est particulière puisque, d'une part, certains de ces membres ne sont plus en activité de service et, d'autre part, la plupart des départements ministériels ne comptent aucun représentant dans l'ACFAGouv. De ce fait, il est difficilement concevable qu'elle puisse, en tant qu'organe externe, être associée au dialogue entre les agents d'un ministère et leur direction au sujet de l'organisation et du fonctionnement quotidiens.

Finalement, le rôle de la représentation du personnel dans la vie de travail de tous les jours est corroboré par le fait que les dispositions relatives à la représentation du personnel, à savoir l'article 36, paragraphe 3, ne sont pas applicables aux fonctionnaires retraités.

Question 2882 (31.03.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **prestations des kinésithérapeutes:**

Selon mes informations, des problèmes techniques entraînent depuis janvier 2017 un retard de paiement des fichiers tiers-payant de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) pour les prestations des kinésithérapeutes. Toujours selon mes informations, la CNS aurait accepté de payer des avances pour les kinésithérapeutes en situation financière précaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du problème susmentionné?

- Le Ministre peut-il me confirmer que les kinésithérapeutes en difficulté financière reçoivent des avances de la part de la CNS?

- Dans la mesure où les retards de paiement surviennent régulièrement, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un système de remboursement d'avance permanent pour tous les kinésithérapeutes, permettant de remédier à cette situation?

Réponse (07.04.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La nouvelle convention conclue entre la Caisse nationale de santé (CNS) et l'Association luxembourgeoise des kinésithérapeutes (ALK) prévoit la dématérialisation des échanges entre les masseurs-kinésithérapeutes et la CNS, tant en ce qui concerne les autorisations des traitements que la facturation et le paiement des honoraires. Le déploiement de cette démarche innovatrice a fait surgir un certain nombre de difficultés pratiques et techniques qu'il fallait surmonter. Toujours est-il que la démarche n'est pas remise en question et permettra à la CNS et aux masseurs-kinésithérapeutes de bénéficier à terme d'une simplification administrative considérable.

Le Code de la sécurité sociale dispose que les conventions à conclure doivent prévoir obligatoirement les conditions et les modalités de la mise en compte des intérêts légaux en cas de paiement tardif par la Caisse nationale de santé. Cette disposition obligatoire figure à l'article 27 de la convention conclue avec l'ALK qui prévoit les modalités de paiement d'intérêts de retard en cas de paiement tardif.

En ce qui concerne le paiement d'avances, cette possibilité n'est pas prévue par la convention conclue entre la CNS et l'ALK. Une telle solution est prévue notamment au niveau de la convention conclue avec les pharmaciens et peut dans ce cas de figure être motivée par les frais importants que le pharmacien doit engager pour le paiement et la gestion du stock de médicaments. À défaut de base légale et conventionnelle et en l'absence de procédure permettant d'arbitrer la situation des masseurs-kinésithérapeutes sollicitant des avances et celle des masseurs-kinésithérapeutes prétendant au paiement des intérêts, il n'est pas recommandable de procéder au paiement d'avances.

Au vu de la situation réelle en matière de délais de paiement, la CNS est d'avis que les masseurs-kinésithérapeutes ont plutôt l'impression d'une tardiveté des paiements étant donné que la CNS procède aux paiements à la fin du délai conventionnel prévu. La convention conclue entre la CNS et l'ALK dispose que la CNS doit procéder au paiement au plus tard le dernier jour du mois qui suit la date de transmission de la facturation à la CNS. Cette disposition comporte des délais de paiement pouvant se situer entre un et deux mois à partir de la date de réception du fichier de facturation.

Question 2883 (31.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **pénalités infligées au constructeur de l'A400M:**

D'Problemer ronderëm de Militärfliger A400M sinn nach ëmmer net geléist. Och Lëtzebuerg huet esou e Fliger bestallt. Dëse sollt, no verschiddenen Äntwerten op parlamentaresch Froen, „fréistens 2017" (Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°1934 vum 5. Dezember 2002) oder am Februar 2009 (Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0732 vum 20 November 2014) geliwwert ginn.

En Donneschdeg, den 30. Mäerz, war en Treffen zu Madrid tëschent dem Fabrikant a Vertrieder vu Regierungen, déi den A400M bestallt hunn. Airbus soll dobäi gefrot hunn, fir déi „hefteg Penalitéiten", déi d'Firma wéinst de Verspéidungen an aner Problemer misst bezuelen, erofzesetzen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1) War Lëtzebuerg op der Reunioun zu Madrid vertrueden? Wa jo, mat wéi engem Verhandlungszil? Wann neen, wéisou net?

2) Gëtt Lëtzebuerg fir d'Verspéidung bei der Liwwerung entschiedegt? Wa jo, wéi héich ass dës Zomm an Euro an a Prozenter zum Präis vum Fliger? Wann neen, wéisou verzicht Lëtzebuerg op dës Penalitéit?

3) Gëtt et en definitiven Termin, wéini dësen A400M u Lëtzebuerg geliwwert gëtt?

4) Wéi gëtt d'TVA fir dëse Fliger bezuelt?

Réponse (28.04.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1) Lëtzebuerg war op der Reunioun zu Madrid vertrueden. Op der Dagesuerdnung vun der Reunioun stoung eng aktuell Bestandsopnam vum Programm, déi regelméisseg stattfënnt. Et gëtt nët tëschent Airbus an de Länner vum Programm direkt verhandelt. D'Verhandlunge lafen tëschent der Agence OCCAR am Numm vun de Länner mat Airbus. D'Diskussiounen am Kader vum Programm bezéie sech momentan op e méiglechen Ajustement vum Fuerplang betreffend Liwwerungen, Retrofiten, Weiderentwécklung a Fäerdegstellung vun den eenzelne Capacitéiten a Servicekontrakter.

ad 2) De Moment ass Lëtzebuerg net betraff. Et si keng Entschiedegunge virgesi fir Retarde bei enger Liwwerung, mä falls verschidden technesch Meilesteng bei der Liwwerung net agehale gi sinn, géifen Zommen zréckbehale gi vun de Länner. Dohier wieren an eisem Fall Aussoen iwwert d'Héicht vu méiglechen Zommen, déi géifen zréckbehale ginn, pur Spekulatioun.

ad 3) De Produktiounsprogramm gesäit fir de Moment weiderhin eng Liwwerung vum Fliger am Joer 2019 vir.

ad 4) D'TVA fält hei zu Lëtzebuerg un a gëtt un d'lëtzebuergesch Administratioun vum Enregistrement ausbezuelt.

Question 2884 (31.03.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **liste d'agents pathogènes prioritaires de l'OMS:**

Le lundi, 27 février 2017, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié une liste «d'agents pathogènes prioritaires» les plus menaçants pour la santé humaine. Cette liste énumère douze familles de bactéries résistantes même aux antibiotiques les plus récents. Jusqu'à présent, le marché pharmaceutique n'a pas encore réagi sous forme de nouveaux antidotes contre ces bactéries dont le groupe le plus critique comporte des bactéries multirésistantes capables de provoquer des infections sévères, souvent mortelles, telles que des infections sanguines et des pneumonies.

Dans ce contexte, l'OMS fait appel aux gouvernements à mettre en place des politiques incitant les agences financées par le public à investir dans la recherche-développement pour découvrir les nouveaux antibiotiques nécessaires d'urgence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant de l'appel lancé par l'OMS?

2) Comment le Gouvernement entend-il procéder pour inciter les agences financées par le public à investir dans la recherche-développement pour découvrir les nouveaux antibiotiques nécessaires?

3) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques quant à la situation actuelle au Luxembourg?

4) Quelles mesures préventives supplémentaires pourrait-on envisager afin de réduire le nombre d'infections nosocomiales multirésistantes ainsi que le nombre de bactéries multirésistantes?

Réponse commune (02.05.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

ad 1) Le Gouvernement soutient entièrement l'appel lancé par l'OMS pour un développement accéléré de nouveaux antibiotiques, ainsi que la liste d'agents pathogènes prioritaires nécessitant cette action.

ad 2) Cet aspect sera également à traiter dans le cadre de l'élaboration du plan national antibiotiques.

ad 3) Les laboratoires d'analyses médicales hospitaliers, ainsi que le Laboratoire national de santé, fournissent depuis plus de dix ans des données relatives aux résistances à certains antibiotiques de microorganismes-sentinelles diagnostiqués dans les hémocultures et autres prélèvements invasifs des patients hospitalisés.

Cette source importante d'informations peut être consultée notamment dans le «Surveillance report: Antimicrobial resistance surveillance in Europe 2015». Elle sera complétée par la transmission des données relatives aux microorganismes et résistances, pour une liste élargie de microorganismes, à partir de tous les laboratoires du pays.

Parallèlement depuis un certain nombre d'années la consommation d'antibiotiques en milieu hospitalier, d'un côté, en milieu ambulatoire, d'un autre côté, est suivie annuellement et communiquée au corps médical et à ECDC.

ad 4) Le travail pour la rédaction en 2017 d'un plan national de lutte contre les antibiorésistances, en collaboration avec tous les acteurs concernés, a débuté. Au-delà des actions des années antérieures du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs ainsi que des hôpitaux, ceci permettra de mieux formaliser, coordonner et augmenter les actions au niveau national pour préserver l'action des antibiotiques.

En ce qui concerne la prévention des infections nosocomiales à germes multirésistants, beaucoup d'efforts sont faits au niveau hospitalier sur un nombre de leviers d'action possibles, cela en suivant les recommandations internationales dans le domaine et en analysant, surveillant et adaptant les procédures internes. L'analyse de la surveillance interne des prescriptions antibiotiques montrera si l'«antibiotic stewardship» sera à renforcer.

Question 2885 (31.03.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»:**

Le rapport d'expertise préliminaire dans le contexte de l'accident ferroviaire du 14 février 2017 a entre autres conclu que le système d'aide à la conduite à bord appelé Memor II+ n'a pas correctement fonctionné.

Suivant les informations diffusées dans la presse internationale et notamment sur radio «France Bleu Lorraine», le problème susmentionné se serait reproduit à quatre reprises en une semaine sur des rames SNCF et ceci vers l'entrée de la ville de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il été contacté à ce sujet par les autorités françaises et, le cas échéant, quelles mesures sont envisagées respectivement entamées?

Question 2886 (31.03.2017) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **problèmes avec le système d'aide à la conduite à bord «Memor II»:**

Selon une information relayée par les médias, le même problème technique qui semble avoir été en partie responsable pour l'accident ferroviaire survenu le 14 février à Dudelange, serait survenu sur la même ligne du réseau luxembourgeois à quatre reprises en une seule semaine. Cette information serait issue d'un document interne de la SNCF.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce document interne? Peut-il confirmer que la défaillance du système de sécurité installé est un phénomène récurrent?

- Dans l'affirmative, quand exactement ces problèmes techniques ont-ils apparu?

- Le cas échéant, quelles mesures supplémentaires Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de garantir la sécurité sur la ligne ferroviaire en question?

Réponse (08.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les CFL peuvent confirmer les quatre cas de non-répétition de signaux sur les automotrices TER de la SNCF à l'entrée de la gare de Luxembourg cités dans la presse, dont trois en date du 17 mars 2017 et un le 20 mars 2017. Pour ces quatre cas particuliers, les CFL ont reçu l'information de la part de la SNCF que la brosse de l'automotrice française était à chaque fois hors tolérance.

Après des discussions avec les autorités françaises, les mesures suivantes sont entamées pour améliorer la sécurité ferroviaire sur la ligne ferroviaire concernée:

Le remplacement du système Memor II+ par le système de sécurité ETCS constitue le moyen le plus efficace pour prévenir toute défaillance éventuelle du système «crocodile/brosse». Les CFL ciblent fin de l'année 2017 pour équiper l'ensemble de leur matériel roulant voyageurs avec le système ETCS. Par ailleurs, les CFL ont adressé des courriers officiels à la SNCF pour accélérer de manière significative le programme d'équipement en ETCS du matériel roulant SNCF circulant sur le réseau ferré national.

En attendant la finalisation de l'équipement du matériel roulant en ETCS, plusieurs mesures de précaution relatives au système «crocodile/brosse» ont été retenues d'un commun accord avec la SNCF sous forme d'une adaptation du plan de contrôle et de réglage des brosses sur les automotrices des CFL et de la SNCF. Ainsi, une vérification des équipements du système d'aide à la conduite Memor II+ à bord de l'entièreté du matériel roulant voyageurs des CFL et des automotrices TER de la SNCF a été effectuée et la fréquence des vérifications du système brosse/crocodile a été doublée.

En plus, un renforcement du dialogue sécurité entre les CFL et la SNCF a été mis en place en

optimisant l'échange d'informations sur les systèmes de sécurité et sur les interfaces entre la conduite, le matériel roulant et l'infrastructure.

Question 2887 (31.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**emploi pour les retraités:**

Selon les informations parues dans la presse plus de 400.000 retraités continuent d'exercer une activité salariée en France.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si le phénomène susmentionné touche également des retraités au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quel est le pourcentage de retraités qui poursuivent une activité salariée et quelles en sont les raisons?

- Quels ont été les emplois antérieurs respectivement dans quels domaines d'activités ces gens ont-ils travaillé avant le départ à la retraite?

- Un retraité est-il autorisé à exercer une activité professionnelle rémunérée et le cas échéant existe-t-il un seuil de revenu?

- Quelles sont les cotisations sociales prélevées sur ces revenus?

- Les cotisations «assurance pension» sont-elles prises en compte dans le calcul de la pension actuelle du retraité?

- Existe-t-il des différences pour les retraités du secteur public et du secteur privé?

Réponse (02.05.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Actuellement les pourcentages des personnes qui cumulent une pension personnelle de la part du régime général (secteur privé) avec un revenu d'une activité professionnelle se présentent de la façon suivante:

Situation au 31.12.2016, données IGSS *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Il convient de noter que le nombre de bénéficiaires d'une pension de vieillesse inclut le nombre de bénéficiaires d'une pension d'invalidité reconduite en pension de vieillesse à l'âge de 65 ans.

Des données permettant de déterminer les domaines d'activité des concernés avant le bénéfice de la pension ou les motivations des concernés pour continuer une activité professionnelle ne sont pas disponibles.

Selon la législation en vigueur, le cumul d'une pension avec une activité professionnelle est possible et les conditions varient en fonction du type de pension et de la nature de l'activité professionnelle:

- le bénéficiaire d'une pension d'invalidité est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salariée jusqu'à un seuil ne dépassant pas un revenu, réparti sur une année civile, d'un tiers du salaire social minimum. Si l'activité salariée dépasse les limites d'un tiers du salaire social minimum, la pension d'invalidité est retirée.

- le bénéficiaire d'une pension de vieillesse anticipée est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salariée jusqu'à un seuil ne dépassant pas un revenu, réparti sur une année civile, d'un tiers du salaire social minimum. Si l'activité salariée dépasse les limites d'un tiers du salaire social minimum, la pension est réduite dans la mesure où les revenus dépassent ensemble avec la pension un plafond fixé à la moyenne des cinq salaires annuels cotisables les plus élevés de la carrière d'assurance.

- le bénéficiaire d'une pension de vieillesse à partir de 65 ans est autorisé à exercer une activité non salariée ou une activité salarié sans limitation de revenu.

Tout revenu d'une activité salariée, ainsi que tout revenu d'une activité non salariée dépassant le tiers du salaire social minimum réparti sur une année civile, est soumis aux cotisations sociales.

Les revenus cotisables en matière d'assurance pension pendant la période de jouissance d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse anticipée sont pris en compte pour le recalcul de la pension à l'âge de 65 ans.

En cas de bénéfice d'une pension de vieillesse, l'activité non salariée exercée après l'âge de 65 ans n'est plus soumise à l'assurance pension, alors que l'activité salariée continue à être soumise. Cependant, comme ces salaires ne sont plus pris en compte pour un recalcul de la pension, l'assuré a droit au remboursement de sa part de cotisation.

En principe, les règles de cumul applicables au régime spécial (secteur public) sont identiques. La réforme de 2015 dans la fonction publique a institutionnalisé le cumul d'une pension partielle avec une activité professionnelle par l'introduction de la retraite progressive.

Question 2888 (03.04.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **auxiliaires éducatifs:**

La circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée scolaire 2017-2018 fait lieu de plusieurs réformes structurelles qui s'imposent afin d'assurer à tous les enfants la meilleure qualité d'enseignement possible. Par ailleurs, elle informe que suite au remplacement des cours d'instruction religieuse et morale respectivement des cours d'éducation morale et sociale par le cours unique «vie et société» à partir de la rentrée scolaire 2017-2018, la réserve des auxiliaires éducatifs sera créée. Ces derniers pourront être chargés de l'accueil et de la surveillance des enfants avant, après et entre les cours.

Compte tenu de l'organisation scolaire qui se trouve actuellement en préparation dans les différentes communes, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quel est le nombre approximatif d'auxiliaires éducatifs prévus dans la réserve nationale?

2. Les auxiliaires éducatifs pourront-ils être chargés de la surveillance des élèves avant et après les cours de natation ou cette responsabilité incombera-t-elle dorénavant aux titulaires des classes, voire à leurs remplaçants?

3. Dans l'affirmative, les communes, ou syndicats de communes, seront-elles libres d'affecter les auxiliaires d'éducation qui leur seront attribués pendant des plages définies à la piscine dans laquelle la natation scolaire a lieu afin d'optimiser notamment la surveillance dans les vestiaires filles/garçons?

4. Les activités connexes de l'enseignement fondamental, telles que les séances LASEP, MUSEP et ARTEC, tomberont-elles également sous les dispositions concernant les auxiliaires éducatifs?

5. Suivant quels critères les auxiliaires éducatifs seront-ils affectés à un arrondissement et quelle sera leur répartition entre les écoles de l'arrondissement respectif?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1. Actuellement, 56 personnes suivent la formation habilitant les enseignants et chargés de cours à être admis dans la réserve nationale.

ad 2. Pour ce qui est du fond, la loi du 18 juillet 2013 concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental dispose en son article 33, qui introduit un article 45bis dans la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, que le cours de natation, d'ailleurs comme tous les cours qui font partie de l'enseignement obligatoire, doit être assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant, conformément aux dispositions de l'organisation scolaire communale. Il en ressort que la mission de surveillance des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ne peut s'exécuter que de concert avec et sous la responsabilité du titulaire de classe ou de son remplaçant et sous l'autorité du supérieur hiérarchique.

ad 3. cf. ad 2.

ad 4. La tâche des membres de la réserve des auxiliaires éducatifs ne comprend pas d'activités connexes telles que définies à l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

ad 5. Les affectations aux postes d'auxiliaires éducatifs à un arrondissement ou à un bureau régional de l'inspection se feront d'après l'ancienneté dans l'enseignement public des agents concernés et de manière à assurer la continuité et la stabilité dans les équipes dans lesquelles ils interviennent.

Conformément à l'article 61 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les affectations aux écoles seront effectuées par les inspecteurs d'arrondissement selon les besoins du service.

Question 2889 (03.04.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **parcs naturels:**

La loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels prévoit dans son article 2 que les parcs en question doivent contribuer à la conservation et à la restauration du patrimoine culturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Dans quelle mesure les parcs naturels interviennent-ils dans la conservation et la restauration du patrimoine culturel? Quelles sont les démarches en la matière? Quels sont ou ont été jusqu'à présent les projets concrets permettant de promouvoir la sauvegarde du patrimoine?

- Quels sont les moyens budgétaires réservés à cette fin?

- Les employés chargés à suivre les dossiers en ce domaine suivent-ils régulièrement des formations continues spécifiques?

- Les parcs naturels doivent-ils établir un rapport sur les projets concernant la protection du patrimoine culturel et le développement socio-culturel des localités appartenant aux parcs naturels?

Réponse (03.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

La loi modifiée du 10 août 1993 relative aux parcs naturels énumère dans son article 2 les objectifs d'un parc naturel:

- La conservation et la restauration du caractère et de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore indigènes;

- La sauvegarde de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols;

- La conservation et la restauration du patrimoine culturel;

- La promotion et l'orientation d'un développement économique et socio-culturel;

- La promotion et l'orientation d'activités de tourisme et de loisirs.

Les activités et actions des parcs naturels sont cadrées par leurs études détaillées constituant des plans décennaux. Les projets concrets et les budgets des parcs naturels dans le contexte de la conservation et la restauration du patrimoine culturel diffèrent en fonction des besoins de la région.

Un projet phare des communes du Parc naturel de la Haute-Sûre déclaré le 6 avril 1999 par règlement grand-ducal constitue l'ancienne draperie à Esch-sur-Sûre. Depuis sa remise en état, elle abrite le siège du Parc naturel, un centre d'information, une exposition interactive et un musée de la draperie. Le Parc naturel y présente régulièrement de l'artisanat moderne dans des espaces jadis réservés à la fabrication traditionnelle de textiles. En outre le Parc naturel s'engage dans l'organisation et la promotion d'événements culturels, comme par exemple le Maart & Musek, le Water-Art Festival ou le chemin des sculptures. Actuellement, le Parc naturel de la Haute-Sûre est partenaire dans le projet «Land of Memory» cofinancé par des fonds européens (Interreg Grande Région) qui vise à rassembler les versants de la Grande Région pour témoigner des événements de l'histoire qui ont mené à la construction de l'Union européenne et de faire perdurer le message d'unité véhiculé à l'issue des deux guerres mondiales. Dans le cadre de ce projet il est notamment prévu de valoriser les vestiges de guerre qui se trouvent au Schumans' Eck.

Deux projets récents du Parc naturel de l'Our, créé par le règlement grand-ducal du 9 juin 2005, sont:

- La valorisation du Sentier des Passeurs à Troisvierges (circuit thématique et film). Au centre de ce projet se trouvent les fuites des résistants luxembourgeois et des réfractaires à l'enrôlement de force vers la Belgique pendant les dernières années de guerre.

- La réanimation de la voie postale «Tour et Taxis» à Asselborn/Wincrange (visites guidées et offres touristiques). Le projet met en valeur la route postale qui traversait la région aux 16e et 17e siècles avec les anciens relais postaux à Asselborn et à Arzfeld (D).

Le Parc naturel du Mëllerdall, déclaré par règlement grand-ducal du 17 mars 2016 vient de s'engager dans le projet «Pierres sèches - les murs en pierres sèches dans la Grande Région, protection, restauration et valorisation d'un patrimoine à haute valeur naturelle et paysagère» (cofinancement par Interreg Grande Région). L'objectif du projet est de remettre en valeur et de sauvegarder la maçonnerie en pierre sèche qui consiste en l'assemblage de pierres naturelles, sans mortier ni d'autres liants, est utilisée pour la construction de murs de haute stabilité.

Les parcs naturels établissent annuellement un rapport sur leurs activités, lequel est distribué à grande échelle et publié sur leurs pages web respectives.

Question 2891 (03.04.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **réserve nationale en produits pétroliers:**

Dans un article paru dans le «Tageblatt» du 3 avril 2017, il est indiqué qu'un représentant du Ministère de l'Économie aurait dit qu'une partie des capacités supplémentaires que la société Tanklux SA souhaite installer dans le Port de Mertert, sur le territoire de la ville de Grevenmacher, serait à considérer comme des réserves nationales. Or, lors des dernières réunions à l'Administration de l'environnement les 15 février et 8 mars 2017, les responsables de Tanklux ont clairement indiqué que le projet d'extension n'est pas destiné à garantir des réserves nationales, mais qu'il s'agit d'un projet exclusivement d'intérêt commercial privé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les propos recueillis par le «Tageblatt», à savoir qu'un représentant du Ministère de l'Économie aurait confirmé que les capacités supplémentaires à projeter seront néanmoins partiellement destinées à des réserves nationales?

- Dans l'affirmative, quel pourcentage des capacités supplémentaires (à savoir que la capacité totale serait augmentée de 60.000 m^3 à 150.000 m^3) serait destiné à des réserves nationales et quelle sera alors l'emprise du Ministère de l'Économie sur le projet?

- Est-ce que le Ministère de l'Économie serait d'accord à ce que les réserves nationales luxembourgeoises pourraient être implantées sur le territoire allemand, tel que préconisé dans cet article, sachant qu'à ma connaissance, des grèves bloquant les autoroutes allemandes ou routes nationales sont beaucoup moins fréquentes, voire inexistantes par rapport au risque de grèves en Belgique ou en France?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

La directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers (ci-dessous «directive») prévoit qu'un État membre doit maintenir un niveau total de stocks pétroliers équivalant à au moins 90 jours d'importations journalières moyennes nettes en tant que stocks de sécurité. En cas de rupture majeure d'approvisionnement, de décision internationale effective de mise en circulation de stocks, d'urgence particulière ou pour faire face à des crises locales, ces stocks de sécurité peuvent être mis en circulation pour pallier au manque d'approvisionnement des marchés pétroliers.

La loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers (ci-dessous «loi») transpose cette directive en droit national et délègue, conformément à la directive, aux importateurs pétroliers l'obligation de constituer et de maintenir les stocks de sécurité proportionnellement à leurs importations. Conformément à la loi, et sous condition de respecter un certain mix produit minimal ainsi que des niveaux de stocks de sécurité minima pour le territoire national et le territoire régional, les importateurs pétroliers peuvent librement décider de la localisation de leurs stocks de sécurité. Dans ce contexte, il est du choix de l'importateur pétrolier de décider où il entend réaliser ses obligations légales et réglementaires. En effet, les importateurs pétroliers décident librement, par le biais de la conclusion de contrats avec les responsables des infrastructures pétrolières de stockage, sur le maintien de leurs stocks de sécurité respectifs et il n'est pas possible de prédire la part que pourraient éventuellement occuper des stocks de sécurité dans l'extension prévue du dépôt pétrolier de Tanklux dans l'accomplissement de ces obligations.

Comme esquissé ci-dessus, il y a lieu de souligner qu'à part le territoire national, les stocks de sécurité luxembourgeois sont déjà actuellement constitués et maintenus par les importateurs pétroliers pour partie en Belgique, aux Pays-Bas, en France et en Allemagne et ceci en

conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur. Dans ce contexte, et dans l'intérêt de la sécurité d'approvisionnement du pays, il y a cependant lieu de souligner qu'il est essentiel qu'en cas de crise d'approvisionnement une partie significative des stocks de sécurité puisse être mise sur le marché national endéans un délai rapproché. Compte tenu de la nature des stocks de sécurité constitués à l'étranger, des contraintes logistiques, des distances à parcourir ou d'autres imprévus, les stocks de sécurité situés sur le territoire national sont de toute évidence les mieux adaptés pour satisfaire à cette condition.

Question 2893 (04.04.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne:**

Il me revient que le Gouvernement ait commandité auprès de deux sociétés (une firme d'audit et une étude d'avocats) une étude quant à la stratégie à adopter par le Gouvernement dans le contexte des négociations du «Brexit».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il mettre à disposition des députés copie de cette étude, sachant que cela permettrait aux députés de préparer en connaissance de cause les débats ayant prochainement lieu en séance publique à ce sujet?

Réponse (02.05.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En vue de déterminer la stratégie de négociation du Luxembourg, le Conseil de Gouvernement a invité, le 17 novembre 2016, les membres du Gouvernement à faire le «screening» de l'acquis européen au sein de leurs départements respectifs, y compris le cas échéant en ayant recours à des experts externes, afin d'identifier les risques qui découlent du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, d'une part, et d'identifier les premières esquisses de positions luxembourgeoises, d'autre part.

Le Ministère des Finances s'est fait assister sur certains volets de cet examen par des experts externes, choisis suite à un appel d'offres. Sur base de leurs rapports préliminaires et des travaux d'analyse menés en interne, le Ministère des Finances a élaboré et transmis au Conseil de Gouvernement une note confidentielle sur les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne dans les domaines des services financiers et de la fiscalité, ainsi que sur les possibles options de positionnement stratégique du Luxembourg dans les négociations à venir.

Le Conseil de Gouvernement décidera de la mise en place d'une stratégie globale de négociation sur base des notes de «screening» de l'ensemble des ministères concernés, ainsi que des conclusions à tirer des débats à la Chambre des Députés.

Les rapports préliminaires préparés par des experts tiers dans les domaines des services financiers et de la fiscalité n'ont servi que de base de travail aux agents du Ministère des Finances pour l'examen entrepris et l'établissement de notes internes. Ils ne constituent donc pas une documentation complète et ne sont pas destinés à une diffusion quelconque.

Il convient de relever que d'autres exercices de «screening» ont été entrepris, notamment par les institutions européennes et qu'une volumineuse littérature de rapports compréhensifs et études préliminaires sur les conséquences du «Brexit» sont disponibles publiquement notamment sur le site Internet du Parlement européen.

Question 2894 (04.04.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée Ermesinde:**

Le Lycée Ermesinde est une école à plein temps subdivisée en deux cycles, le cycle d'orientation et le cycle de spécialisation. Les exigences à l'égard de chaque élève dépassent la participation passive, le lycée exigeant entre autres de chaque élève de contribuer activement à l'enseignement tout en fournissant des travaux de recherche et de réflexion personnels. L'apprentissage est ainsi différencié et mutuel. Différencié puisque chaque élève doit choisir les domaines dans lesquels il s'engage davantage que ses collègues. Mutuel parce que chaque élève a le devoir d'apporter des contributions personnelles, mais aussi de mettre en question, le cas échéant, celles des autres.

En raison de sa démarche pédagogique innovante et alternative, il va sans dire que le Lycée Ermesinde a connu un succès manifeste.

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution de la population scolaire de cet établissement postprimaire et du nombre d'enseignants?

2) Selon quels critères les élèves de ce lycée sont-ils admis en classe de septième? Combien d'élèves quittent tous les ans le lycée après avoir accompli le cycle inférieur avec succès?

3) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la provenance (région d'origine) des élèves du Lycée Ermesinde?

4) Actuellement le Lycée Ermesinde offre des classes de l'enseignement secondaire technique jusqu'en classe de 9e. Est-il prévu d'élargir l'offre scolaire jusqu'en classe de 13e dans un avenir proche?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Ci-après le tableau retraçant l'évolution de la population scolaire et du nombre d'enseignants du Lycée Ermesinde (LEM).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les critères d'admission au Lycée Ermesinde sont ceux en vigueur pour tous les établissements du secondaire. Toutefois les élèves intéressés à s'inscrire au LEM rédigent en plus une lettre de motivation et sont invités, dans la mesure du possible, à un entretien. Le Lycée Ermesinde n'étant pas un lycée de proximité, la direction veille avant tout à une bonne répartition géographique des élèves ainsi qu'à un équilibre entre filles et garçons. Depuis quelques années le nombre annuel d'admissions s'établit à environ 150 élèves, 75 dans le régime classique, 60 dans le régime technique et 15 dans le régime préparatoire.

Le tableau ci-dessous précise le nombre des élèves qui quittent le cycle inférieur avec succès chaque année.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Provenance géographique des élèves du Lycée Ermesinde

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Dans le contexte de la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire technique, une extension de l'offre scolaire est actuellement à l'étude au Lycée technique d'Ettelbruck, tandis que le programme de construction du Nordstad-Lycée prévoit également des classes supérieures supplémentaires. C'est pourquoi il n'est pas envisagé d'élargir l'offre scolaire du Lycée Ermesinde dans un avenir proche. Par ailleurs, en raison de la démarche pédagogique du Lycée Ermesinde telle qu'elle est décrite par l'honorable Député, cet établissement se prête moins à accueillir des classes supérieures de l'EST. Une extension de l'offre scolaire se heurterait finalement aux limites des capacités d'accueil du Lycée Ermesinde.

Question 2895 (05.04.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**agriculture biologique:**

Anlässlich der Eröffnung des „Bauerenhaff an der Stad" auf der Place de la Constitution hat der Herr Staatsminister Xavier Bettel auf die Wichtigkeit von sowohl Biolandwirtschaft als auch konventioneller Landwirtschaft hingewiesen. Ein Ausbau der Biolandwirtschaft wäre aber wünschenswert. In diesem Sinne befürwortete der Herr Staatsminister eine Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft, ohne dass der ganze landwirtschaftliche Betrieb auf Bio umgestellt werden muss.

Die diesbezügliche öffentliche Regierungsposition lautete bisher, dass man eine Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft nicht gezielt fördern wolle.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Staatsminister sowie an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Kann die Regierung bestätigen, dass in Zukunft die Umstellung einzelner Betriebszweige auf Biolandwirtschaft gezielt gefördert wird?

- Welche konkreten Maßnahmen sind dafür vorgesehen?

Réponse commune (09.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Die Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft ist bis dato in Luxemburg möglich gewesen, die Betriebe konnten bisher aber nicht in den Genuss der Bioprämie im Rahmen der diesbezüglichen Agrarumweltmaßnahme kommen.

Der Regierungsrat vom 5. Mai 2017 hat in der Tat beschlossen, so wie dies bereits jetzt im Weinbau die Praxis ist, auch den landwirtschaftlichen Betrieben, die den Weg einer Teilumstellung beschreiten, in Zukunft eine Bioprämie zu zahlen.

Dabei wird sichergestellt, dass eine klare Abtrennung zwischen konventioneller und biologischer Produktion bei den Primärproduzenten mittels anerkannter und zertifizierter Kontrollverfahren gewährleistet ist.

Wie bei allen Agrarumweltmaßnahmen, wird auch in diesem Fall eine Verpflichtung zwischen Staat und Landwirt über fünf bis sieben Jahre eingegangen, welche danach erneuerbar ist. Die Maßnahme muss des Weiteren, ebenfalls wie alle anderen Agrarumweltmaßnahmen, gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Verordnungen periodisch überprüft und gegebenenfalls angepasst werden.

Question 2897 (05.04.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **représentation luxembourgeoise auprès de l'OCDE:**

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes vient en effet d'annoncer pour l'été 2017 un mouvement diplomatique d'envergure sans toutefois préciser la succession du représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OCDE. Or, l'OCDE est aujourd'hui le forum à qui le G20 confie quasi systématiquement la transposition de ses orientations politiques ayant un impact direct sur la place financière luxembourgeoise et la fiscalité de notre pays. Il en est ainsi de la fiscalité de l'épargne où la norme commune d'échange automatique d'informations arrêtée le 23 février 2014 par les Ministres des Finances du G20 a fini par être reprise par plus de 65 juridictions dont tous les États membres de l'OCDE et de l'UE. Il en est de même pour ce qui est de la fiscalité des entreprises où la transposition des nouvelles normes en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) passera utilement par une convention multilatérale dans le cadre de l'OCDE. Quant au Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales dont l'appréciation est primordiale pour notre pays, il s'appuie logistiquement et conceptuellement également sur les travaux de l'OCDE.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse qu'au cours des dernières années les travaux à l'OCDE ont pris une importance croissante pour le Luxembourg et son économie?

2. Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le «level playing field», assurant que tous nos concurrents de par le monde appliquent les mêmes règles, est essentiel pour notre économie globalisée?

3. Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que cette exigence du «level playing field» est le plus efficacement assurée par les travaux à l'OCDE?

4. Messieurs les Ministres ne sont-ils ainsi pas d'avis que les intérêts politico-économiques du pays exigent à l'avenir une meilleure représentation du Luxembourg à l'OCDE que celle permise jusqu'à présent par une structure diplomatique unique à Paris mettant les affaires de l'OCDE en concurrence avec nos intérêts auprès de la République française, auprès de la Principauté de Monaco, auprès de l'Unesco et auprès de l'Organisation internationale de la francophonie?

Réponse commune (05.05.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. En réponse à la question de l'honorable Député Laurent Mosar, il est indéniable que, sous l'effet d'un leadership énergique, d'un contexte international de crise économique et financière propice à la recherche de réponses globales, ainsi que d'un rapprochement fonctionnel avec le G20, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a acquis, depuis quelques années déjà, une dimension nouvelle. C'est le cas aussi dans le domaine financier et fiscal, d'où l'importance particulière de l'OCDE pour le Luxembourg.

ad 2. Face à une concurrence accrue entre acteurs économiques privés et/ou publics, amplifiée par le phénomène de la mondialisation, l'établissement et le respect de règles de base qui garantissent une relative égalité d'opportunités et de d'obligations («level playing field») pour tous est effectivement d'une importance considérable pour un pays comme le Luxembourg. Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas cessé de le souligner depuis son entrée en fonction et d'agir en conséquence.

ad 3. Les instances multilatérales jouent un rôle-clé dans le développement et la consolidation du «level playing field». C'est vrai pour l'Union européenne et, a fortiori, au-delà, au plan d'organisations comme l'OCDE, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), voire l'ensemble des instances internationales de la constellation institutionnelle de l'ONU.

ad 4. Pour ce qui est de la représentation du Luxembourg auprès de ces fora internationaux, il faut savoir que tous les dossiers qui nous concernent et qui, à l'instar de la fiscalité, y font l'objet de discussions, voire de décisions, sont coordonnés et suivis par l'administration centrale luxembourgeoise à travers les ministères concernés. Cet ancrage centralisé est indispensable pour faire en sorte que l'ensemble de nos intérêts soit adéquatement pris en compte au plan international. Il s'avère, par ailleurs, indispensable pour assurer la transposition efficace des règles internationales, dont celles adoptées dans le cadre de l'UE et de l'OCDE, dans notre droit national.

Dans ce contexte, le réseau diplomatique luxembourgeois intervient auprès des organisations internationales en qualité de relais des ministères concernés afin d'y assurer, pour autant que de besoin, aux côtés des fonctionnaires basés à Luxembourg, la défense de nos intérêts.

Conformément à ceci, l'ambassade du Luxembourg en France, qui a pour tâches, entre autres, la représentation du Grand-Duché auprès de l'OCDE, n'est pas seule à y assurer la présence du Luxembourg. Ainsi, l'année 2016 aura vu pas moins de 160 fonctionnaires luxembourgeois, issus de nombreux ministères, six membres du Gouvernement et trois députés venir à Paris pour prendre part activement aux travaux de l'OCDE.

Il convient de souligner, par ailleurs, qu'une partie non négligeable des fonctionnaires luxembourgeois détachés auprès de nos missions diplomatiques à l'étranger ne font pas partie du Ministère des Affaires étrangères et européennes, mais proviennent directement des ministères concernés par les sujets traités dans les organisations internationales. Cela est vrai aussi pour notre ambassade à Paris.

Force est de constater que c'est à partir de la fin 2013 que l'effectif de l'ambassade du Luxembourg à Paris a été considérablement renforcé. Aujourd'hui, pas moins de quatre fonctionnaires, détachés en permanence à Paris, c'est-à-dire près de la moitié du personnel de l'ambassade, représentent le Luxembourg dans les principales instances de l'OCDE à Paris (Conseil, Conseil exécutif, Comité du budget, Comité des relations extérieures...). L'effectif total de l'ambassade, le deuxième plus important de l'ensemble de nos postes diplomatiques à l'étranger, tout comme sa structure, avec un seul chef de poste, permettent de suivre de façon adéquate tous les dossiers qui lui ont été assignés. L'excellente qualité des relations bilatérales entre la France et le Luxembourg et le relief de l'activité diplomatique dans les organisations internationales à Paris, comme l'OCDE, l'Unesco ou l'OIF, en témoignent.

Question 2898 (05.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **désavantages de carrière pour certains brigadiers de la Police grand-ducale:**

Duerch Onregelméissegkeete fäerten déi néng Brigadiere vun der Promotioun 27, déi den 13. Dezember 2016 vereedegt gi sinn, datt si finanziell an och wat hir Carrière ugeet hiert Liewe laang benodeelegt wäerte ginn. D'Polizisten hu sech dowéinst anscheinend och un eng Gewerkschaft gewant. Wat d'Detailer

ugeet, wollt ech dem Minister fir bannescht Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass de Minister sech bewosst, datt déi néng Brigadiere vun der Police vun der Promotioun 27 net zäitgerecht agestallt goufen an dowéinst en aneren Aarbechtsvertrag hu misse verlängeren?

2. Kann de Minister bestätegen, datt dee Retard, wat hir Vereedegung an och hir Astellung ugeet, op en administrative Feeler zréckzeféieren ass?

3. Wa jo, si Mesurë getraff ginn oder si Moossname geplangt, fir déi Ongerechtegkeet, wat d'Pai an d'Carrière vun deene Leit ugeet, integral a fair ze kompenséieren?

4. Huet de Minister berechne gelooss, wat fir Auswierkungen op d'Carrière vun deenen néng Leit deen administrative Feeler bedeit? Kann hien dee Betrag chiffréieren?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

D'Membere vun der Arméi, déi den Ofschlossexame fir d'Brigadierscarrière 2016 gepackt haten, sinn den 28. Oktober 2016 iwwert den Datum vun der „prestation de serment" informéiert ginn. An der betreffender Déngschtcirculaire stoung, datt d'„prestation de serment" vun de Kandidate vun der 27. Brigadierspromotioun den 13. Dezember 2016 um 9:00 Auer zu Dikrech géif stattfannen. Fir den 1. Januar 2017 si se dunn agestallt ginn.

Fir 2016 waren am Numerus clausus vun der Police net genuch Posten disponibel, fir dës Brigadiere scho virum 1. Januar 2017 anzestellen. Am Règlement grand-ducal vum 27. Abrëll 2007 «déterminant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel policier» ass am Artikel 38, Alinea 2 virgesinn: «Feront également partie de cette unité», (n. b.: d'Unité de garde et de réserve mobile), «ceux qui ayant réussi le cycle de formation mais qui ne peuvent être nommés au grade de brigadier faute de postes vacants. Ceux-ci gardent le statut de volontaire de l'armée.» Et ass dofir och falsch ze behaapten, et hätt en aneren Aarbechtsvertrag misse verlängert ginn, well d'Situatioun reglementaresch virgesinn ass.

Question 2900 (05.04.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **communication entre la Police grand-ducale et les autorités judiciaires:**

Le «Luxemburger Wort» avait révélé en date du 17 mars 2017 le nouvel organigramme de la Police grand-ducale, qui devrait être appliqué au moment de l'entrée en vigueur de la réforme de la police. Dans une interview donnée à «RTL Radio» le 1er avril 2017, Madame le Procureur général d'État a critiqué de manière générale «la politique du fait accompli» systématique de la Direction de la police et du Ministère de la Sécurité intérieure. Elle avait dénoncé que les autorités judiciaires aient régulièrement été mises à l'écart lors des travaux portant sur la réforme de la police, tout comme notamment lors de la préparation de l'organigramme mentionné ci-dessus.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Messieurs les Ministres partagent-ils les critiques de Madame le Procureur général d'État?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que l'avis des autorités judiciaires concernant l'organigramme en question n'ait effectivement pas été sollicité et nous en expliquer les raisons, le cas échéant?

3. Comment Messieurs les Ministres s'expliquent-ils qu'un organigramme précis ait déjà circulé dans la presse avant même que les textes de la réforme ne soient entrés en vigueur?

Réponse commune (08.05.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Nous nous permettons d'emblée d'apporter quelques précisions concernant les prétendus faits auxquels font référence les honorables Députés Mosar et Gloden.

Tout d'abord, il importe de souligner qu'il ne s'agit en l'occurrence pas du «nouvel organigramme» de la police qui a été publié dans le quotidien «Luxemburger Wort», mais d'un document de travail interne et provisoire qui s'inscrit dans le cadre des travaux préparatoires en vue de la mise en place de la réforme de la police. Ce document de travail interne provisoire a été établi notamment sous condition du vote des textes de la réforme par la Chambre des Députés ainsi que sous réserve de l'approbation par le ministre de tutelle et des décisions des autorités de nomination, y inclus les ministres compétents.

ad 1. Les Ministres n'ont pas à commenter ces déclarations, mais nous assurons les honorables Députés que la coordination entre les autorités policières et judiciaires est d'une importance cruciale et c'est pourquoi le futur comité d'accompagnement est si important.

ad 2. Le futur organigramme n'a pas à être soumis à l'avis de toutes les autorités judiciaires comme le suggèrent les honorables Députés dans leur question. Ce sera au futur comité d'accompagnement de se prononcer sur le projet d'organigramme définitif.

ad 3. Nous ne disposons à l'heure actuelle d'aucun renseignement pouvant expliquer le fait que ce document de travail interne que constitue le projet d'organigramme ait pu circuler dans la presse.

Question 2901 (06.04.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **structures d'accueil pour enfants ouvertes pendant la nuit:**

Au Luxembourg, il existe de nombreuses structures d'accueil pour enfants. Cette offre s'adresse principalement aux parents travaillant pendant la journée. Certains parents effectuent cependant leur travail pendant des horaires décalés, comme par exemple ceux travaillant la nuit. Ces derniers sont confrontés à de plus grandes difficultés pour faire garder leurs enfants.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Existe-t-il au Luxembourg des structures d'accueil permettant la garde des enfants à des horaires atypiques, comme par exemple «des crèches de nuit»? Dans l'affirmative, lesquelles sont conventionnées par l'État et où sont-elles situées? Combien d'enfants sont gardés par ces crèches?

2) Au cas où il n'existerait pas de telles structures d'accueil, le Ministère a-t-il connaissance de demandes dans ce sens de la part de certaines communes ou entreprises?

3) De l'avis du Ministre, y a-t-il une nécessité d'offrir de tels services aux parents au Luxembourg?

4) Existe-t-il éventuellement d'autres solutions pour aider les parents travaillant à des heures dites atypiques?

Réponse (16.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) + 2) Conformément au règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, il y a lieu de préciser que les horaires d'ouverture du service sont définis par le gestionnaire. Les prestations offertes par le service doivent être garanties pendant 46 semaines au moins par année civile. Les dispositions réglementaires relatives à l'accueil des enfants au sein de services d'éducation et d'accueil (privés et conventionnés) prévoient la possibilité pour le gestionnaire de proposer un horaire d'ouverture étendu, avec des plages horaires journalières comprises entre 05.00 heures du matin et 23.00 heures du soir.

Dans le cadre de leurs activités, les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil peuvent proposer, de façon exceptionnelle, des séjours avec hébergement qui ne peuvent cependant pas dépasser deux nuitées par année.

Il n'existe donc pas de structures-type «crèches de nuit» au Luxembourg qui puissent être agréées par le ministère, la base légale ne prévoyant pas un tel mode de fonctionnement.

ad 3) + 4) Il y a lieu de rappeler que lors de l'ouverture de la crèche du CHEM, il avait été tenu compte des heures de travail atypiques du personnel hospitalier. Les créneaux offerts avaient été calqués sur les horaires de travail en vigueur au CHEM et proposaient un accueil de nuit pour les enfants âgés de trois mois à quatre ans (accueil de l'enfant à 21.50 heures et reprise vers 09.00 heures ou plus tard le lendemain). Cette offre n'ayant pas trouvé de demande suffisante, ce créneau horaire n'est plus offert par la crèche.

Il y a certaines familles dont les horaires de travail atypiques les obligent à recourir de façon sporadique ou régulière à une offre d'encadrement en dehors des horaires des services d'éducation et d'accueil. Ce besoin d'encadrement semble couvert par les services qu'offrent les assistants parentaux. En effet, les parents qui ont besoin d'une telle prise en charge optent le plus souvent pour un accueil de leurs enfants auprès d'une assistante parentale qui peut offrir une prise en charge de jour et/ou de nuit. Les assistants parentaux peuvent également prendre en charge les enfants pendant le week-end.

Une période de prise en charge continue de jour et de nuit d'un enfant déterminé ne peut cependant excéder trois semaines.

Les assistants parentaux accueillent souvent des enfants au-delà des horaires d'accueil offerts en service d'éducation et d'accueil. Ils doivent pour cela disposer de locaux et du matériel appropriés pour le repos et le sommeil des enfants.

Vu la nécessité pour les parents de recourir à des solutions de garde le soir, la nuit ou le week-end et dans l'optique de soutenir les assistants parentaux qui offrent cet horaire d'accueil étendu, le projet de loi 7064 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse prévoit une augmentation de l'aide maximale de l'État dans le cadre du CSA pour l'accueil presté par un assistant parental pendant le weekend et pendant les plages horaires fixées entre 19.00 heures du soir et 7.00 heures du matin (pendant les jours ouvrables de la semaine).

Question 2902 (06.04.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **garanties procédurales en matière pénale:**

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale présente un énorme défi non seulement pour les autorités judiciaires, mais également pour les agents de police appelés à appliquer ladite loi.

Dans son avis du 2 juin 2015 relatif au projet de loi n°6875 (devenu la loi du 8 mars 2017 précitée), le Conseil d'État avait d'ailleurs relevé que:

«Si l'on veut éviter l'écueil de freiner, voire de bloquer, le déroulement des procédures pénales, l'application des nouvelles règles ne peut être assurée que par un respect scrupuleux à tous les stades de la procédure des nouvelles dispositions, un effort accru de formation des intervenants, la mise en place de mécanismes et de procédures internes aux services concernés et la coopération de bonne foi de tous les acteurs concernés.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que des formations en la matière ont été proposées aux agents de police?

- Qu'en est-il d'éventuelles formations au niveau de la magistrature?

Réponse commune (04.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale qui est entrée en vigueur en date du 3 avril 2017 comporte plusieurs modifications importantes au Code de procédure pénale portant notamment sur l'information et les droits des victimes et des prévenus.

Cette nouvelle loi est intégrée dans le contenu des formations offertes par l'INAP à l'attention des officiers de police judiciaire. Plusieurs formations ont lieu au courant de l'année 2017 (notamment le 4 mai 2017, le 5 octobre 2017 et le 19 octobre 2017).

En ce qui concerne la sensibilisation de la magistrature, il faut souligner que les nouvelles dispositions concernent essentiellement le cabinet d'instruction ainsi que les membres des parquets et du parquet général.

Or, ces derniers ont été associés étroitement aussi bien à l'élaboration du projet de loi en question qu'à la préparation des fiches et brochures d'information préparées à la suite de la loi du 8 mars 2017 et qui sont distribuées aux personnes concernées dans le cadre d'une procédure pénale.

Une note de service détaillée du parquet général a également été préparée lors de l'entrée en vigueur de la loi.

Question 2903 (06.04.2017) de **MM. Serge Wilmes** et **Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **répercussions du chantier du tram sur la «Schueberfouer»:**

La place du Glacis a radicalement changé de visage au cours des derniers mois pour faire place au tracé du Tram. Il avait été annoncé que les travaux en cours devraient être achevés à temps afin de permettre l'installation de la «Schueberfouer».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le planning prévu pour les travaux sur le Glacis pourra-t-il être respecté et l'installation des manèges de la «Schueberfouer» ne sera-t-elle pas perturbée?

- Dans quelle mesure d'éventuels imprévus sont-ils pris en compte?

- Quelles sont les répercussions prévisibles sur l'étendue et l'espace réservé à la «Fouer»?

Réponse (08.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est souligné que l'installation annuelle et le fonctionnement de la «Schueberfouer» sont pour LuxTram une priorité, tant en 2017 avec la réalisation des travaux du tramway qu'à partir de 2018 après la mise en service de son premier tronçon entre Luxexpo et la place de l'Étoile.

Actuellement les travaux du tramway se poursuivent avec l'objectif de terminer fin juillet les déviations et les renforcements de réseaux dans l'allée Scheffer et l'allée des Résistants et des déportés. Les rails seront également posés entre le Grand Théâtre de Luxembourg et la rue Pasteur. En toute circonstance, les travaux seront suspendus fin juillet, les installations de chantiers repliées et les surfaces nécessaires à la foire provisoirement revêtues d'enrobés pour permettre le montage des manèges, des restaurants et des boutiques.

Cette organisation est coordonnée de longue date avec les services de la ville afin que l'arrivée des forains se fasse dans les meilleures conditions possibles. Des moyens en hommes et matériels resteront mobilisés durant la première quinzaine d'août afin de pallier à tout problème. Il est d'ailleurs rappelé que ces travaux du tramway sont réalisés conjointement à ceux de la ville de Luxembourg qui visent la réfection et le renforcement des réseaux nécessaires au fonctionnement de la «Fouer» sur le Glacis.

L'on précise encore que la «Fouer 2017» accueillera un nombre constant de forains malgré une réduction d'environ 10% des 45.000 m² qui leur sont habituellement réservés. Pour cela, l'espace et la circulation des visiteurs ont été optimisés, de même pour le fonctionnement des attractions et la sécurité du site.

Cette nouvelle réorganisation est compatible avec le tracé du tram et sera reconduit à partir de 2018. L'on note encore que l'exploitation du tram sera alors chaque année provisoirement remaniée de fin juillet à mi-septembre pour permettre l'installation et le fonctionnement de la «Fouer» selon cette organisation. Le tramway circulera alors sur une seule voie entre les stations «Theater» et «Faïencerie» au lieu de deux voies le reste de l'année.

Question 2904 (06.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vente de carburants:**

Dans le cadre d'une conférence de presse qui s'est tenue le 5 avril 2017, les responsables du Groupement pétrolier luxembourgeois (GPL) ont présenté les récentes évolutions sur le marché pétrolier luxembourgeois. Selon les responsables du GPL, le marché des carburants est dégressif depuis des années. Cette baisse s'explique entre autres par l'introduction de la taxe kilométrique pour les poids lourds en Belgique depuis le 1er avril 2016 et le maintien du système «Eurovignette» au Luxembourg. Cette donne peut inciter les poids lourds à éviter le pays et à faire le plein ailleurs.

En outre, l'attractivité des produits vendus dans les shops tels le tabac, les alcools et le café a diminué vu les augmentations des taxes sur ces produits des dernières années. Chaque augmentation des accises sur une de ces catégories entraîne une baisse des ventes de carburants, et vice versa. Dans ce contexte, le GPL préconise un maintien des accises au niveau actuel pour les produits vendus en magasins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur les recettes fiscales liées à l'Eurovignette des cinq dernières années?

- Quel a été l'impact de l'introduction de la taxe kilométrique en Belgique avec en parallèle le maintien du système «Eurovignette» au Luxembourg sur la vente de diesel?

- Le Gouvernement envisage-t-il de ne plus augmenter les accises sur les produits tels le tabac, les alcools et le café et, le cas échéant, pour quel laps de temps?

Réponse (02.05.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les recettes de l'Eurovignette pour le Grand-Duché pour les cinq dernières années se chiffrent comme suit:

2012: 10.662.424 €

2013: 11.684.776 €

2014: 11.445.331 €

2015: 11.201.202 €

2016: 11.881.318 €

En ce qui concerne la question des honorables Députés de l'impact sur les ventes de diesel depuis l'application en avril 2016 en parallèle du système de péage kilométrique en Belgique et de l'Eurovignette au Luxembourg, une étude menée en 2016 a permis de conclure que l'Eurovignette n'est pour les transporteurs internationaux pas une raison pour contourner le Luxembourg. De plus, la baisse des ventes de diesel a considérablement ralenti en 2016 par rapport aux années précédentes: 2012-2013: -3,45%, 2013-2014: -3,34%, 2014-2015: -4,89%, 2015-2016: -2,75%, et ce nonobstant la coexistence des deux systèmes de taxation d'un point de vue transnational.

Sur la question des honorables Députés d'une éventuelle suspension de toute augmentation des accises sur les produits tels le tabac, les alcools et le café, il convient de préciser qu'il n'y a pas de droits d'accises sur le café au Luxembourg. Pour les autres produits soumis à accises, le Gouvernement doit respecter les taux d'imposition minima fixés par la législation européenne (comme cela a été exposé plus en détail dans la réponse à la question parlementaire n°2743 du 6 février 2017 de Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth), de sorte qu'il n'est pas possible, à ce stade, de répondre à la question des honorables Députés.

Question 2905 (06.04.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**enseignement du portugais:**

Selon la presse, le Premier Ministre du Portugal et son homologue luxembourgeois ont signé le mercredi, 5 avril 2017, un «mémorandum d'entente» pour développer la possibilité d'un encadrement respectivement d'une éducation bilingue en luxembourgeois et en portugais dès la petite enfance (cycle 1 du fondamental inclus), ainsi que des cours complémentaires en portugais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Selon Messieurs les Ministres, est-ce que la possibilité d'un enseignement bilingue en luxembourgeois et en portugais dès la petite enfance (cycle 1 du fondamental inclus) tombe sous le dispositif du régime d'exception tel que prévu par le projet de loi n°7064 («Le ministre peut à titre d'exception et pour des raisons dûment motivées accorder une dérogation à la condition de l'encadrement linguistique des jeunes enfants destinataires du programme d'éducation plurilingue quant à l'emploi de la langue française au bénéfice d'une autre langue pratiquée au sein dudit service d'éducation et d'accueil.»)?

- Dans la négative, l'enseignement bilingue en luxembourgeois et en portugais est-il compatible avec l'encadrement bilingue français-luxembourgeois tel que proposé par Monsieur le Ministre de l'Éducation?

- Dans l'affirmative, quels seront les modes de fonctionnement, de coopération et de concertation entre ces deux dispositifs d'enseignement bilingue? Seront-ils offerts sur l'ensemble du territoire luxembourgeois? Est-ce que les structures d'accueil et les écoles ont déjà été informées de cette offre?

- De quelle manière Messieurs les Ministres entendent-ils étendre l'offre de cours complémentaires en portugais? L'objectif est-il une offre généralisée sur tout le territoire du Luxembourg?

Réponse commune (02.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Depuis l'année scolaire 2012-2013, l'assistant lusophone s'adresse aux enfants lusophones du cycle 1 de l'enseignement fondamental (éducation précoce et enseignement préscolaire). Actuellement, dix écoles au Luxembourg, à forte proportion d'enfants parlant le portugais, disposent d'un tel assistant. L'objectif n'est pas de proposer un enseignement bilingue, mais l'assistant lusophone représente une personne ressource pour les enfants lusophones et leurs parents (deux à trois heures par semaine). Étant donné que cette offre est proposée au cycle 1 de l'enseignement fondamental, elle concerne le domaine de l'éducation formelle et ne tombe donc pas sous le dispositif du régime d'exception tel que prévu par le projet de loi n°7064 - mentionné dans la question posée par Mesdames les Députées.

L'éducation plurilingue au cycle 1 vise le développement des compétences en langue luxembourgeoise, une initiation à la langue française et la promotion des langues d'origine des enfants. L'approche plurilingue, dans laquelle est ancré l'apprentissage langagier, permet de prendre en compte l'ensemble des ressources des enfants, y compris leurs compétences en langue maternelle. Valoriser toutes les connaissances langagières des enfants, les activer et les rendre plus conscients de ce potentiel est complémentaire à l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, qui, sans conteste, reste la langue de scolarisation la plus importante au cycle 1.

Aujourd'hui, l'entrée à l'école fondamentale marque le premier contact avec la langue luxembourgeoise pour beaucoup d'enfants. Les langues sont des outils de communication - un moyen pour les enfants de participer à la vie quotidienne de l'école, de raconter ce qu'ils ont vécu, d'exprimer leurs besoins, etc. Comme dans le cadre du programme de l'éducation plurilingue, le développement des compétences communicatives des enfants est un des objectifs du projet de l'assistant lusophone, son rôle est d'utiliser la motivation que l'enfant a à s'exprimer ainsi que ses connaissances en langue maternelle comme ressources pour apprendre le luxembourgeois. La langue portugaise fait partie intégrante du répertoire langagier de l'enfant lusophone sur lequel il s'appuie pour apprendre les langues de scolarisation, elle n'a donc pas la fonction d'une discipline scolaire.

Dans ce sens, les parties portugaise et luxembourgeoise entendent maintenir le projet de l'assistant lusophone existant au cycle 1. La mise en œuvre se fait selon une approche impliquant tous les partenaires locaux directement concernés et le projet bénéficie d'un encadrement pédagogique commun entre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et le Service de coordination de l'enseignement portugais de l'Ambassade du Portugal au Luxembourg. Après une collaboration avec l'Université de Hambourg lors de l'élaboration et des premières étapes de mise en œuvre, le projet est actuellement suivi par l'Université du Luxembourg.

En plus des enseignants portugais, les enseignants luxembourgeois d'origine portugaise pourront s'impliquer dans cette offre.

Après l'offre au cycle 1, il importe d'assurer une continuité dans l'apprentissage de la langue maternelle. Cependant, les parties portugaise et luxembourgeoise reconnaissent la nécessité d'une offre alternative aux cours intégrés.

À partir de l'année scolaire 2017-2018 un cours de langue portugaise, complémentaire à l'offre scolaire régulière, sera donc proposé en dehors de l'horaire scolaire aux élèves lusophones des cycles 2 à 4. Il renforcera le lien affectif avec la langue et la culture portugaises en légitimant le sentiment d'appartenance.

Au-delà de la question de l'identité langagière, une bonne maîtrise de la langue maternelle favorise l'apprentissage d'autres langues enseignées au Luxembourg. Le programme de langue portugaise suivi dans les cours complémentaires sera défini selon le cadre du QuaRepe (Cadre de référence de l'enseignement portugais à l'étranger). Afin de contribuer à la réussite scolaire des élèves lusophones, ces cours se réfèreront au plan d'études officiel de l'enseignement fondamental et des mécanismes de concertation entre les enseignants portugais et les équipes de cycle luxembourgeoises seront développés, de façon à permettre un plus grand dialogue entre les différents acteurs qui s'occupent des mêmes élèves.

Cette offre complémentaire à l'offre scolaire régulière et aux cours intégrés représente une plus-value considérable, un instrument additionnel qui concourt à la formation globale de la personnalité de l'élève: la compétence plurilingue de l'élève devient légitime et gagne en visibilité.

Il ne s'agit pas d'une offre de langue portugaise généralisée sur tout le territoire du Luxembourg, mais d'une proposition s'adressant aux communes, et par ce fait aux écoles, à forte proportion d'enfants parlant le portugais. Au-delà du sentiment d'appartenance, légitimé par cette offre complémentaire, les compétences plurilingues des enfants gagnent en visibilité - une réalité sans conteste pour un grand nombre d'enfants (en 2014-2015, tel était le cas pour 65% des enfants qui fréquentaient une classe du cycle 1 préscolaire, dont 29% indiquaient parler le portugais comme première langue à domicile). Au vu des recherches scientifiques dans différents domaines, on n'est pas sans savoir qu'une attitude positive envers sa langue maternelle peut faciliter aux enfants l'apprentissage de toute(s) autre(s) langue(s).

Une lettre circulaire concernant l'offre en/de langue portugaise à l'enseignement fondamental a été adressée aux autorités communales, aux présidents des comités d'école et aux représentants des parents d'élèves en date du 6 avril 2017. En tenant compte des besoins et intérêts des enfants ainsi qu'en respectant l'autonomie des autorités communales dans l'organisation de l'enseignement fondamental la mise en œuvre desdites offres se fait progressivement selon une approche impliquant tous les partenaires directement concernés et surtout en tenant compte des besoins et des intérêts des enfants.

Afin de garantir le succès de cette nouvelle modalité, dont la responsabilité revient aux autorités portugaises avec le soutien des autorités luxembourgeoises, des mécanismes d'accompagnement et de contrôle pédagogiques sont en cours de développement.

Question 2906 (06.04.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**offre de l'enseignement précoce par une maison relais:**

Selon nos informations, la maison relais de Niederanven a adressé une lettre aux parents des enfants concernés concernant «l'inscription au précoce de la maison relais pour l'année scolaire 2017-2018».

Il est stipulé qu'«à partir de l'année scolaire 2017-2018, votre enfant peut fréquenter le groupe du précoce (trois à quatre ans) de la maison relais Niederanven. Suite à des changements au niveau de l'éducation non formelle (...) nous vous prions de contacter le secrétariat de la MR pour fixer un RV avec les responsables. La période d'inscription se déroulera du 27 février au 7 avril 2017 (...)».

Il est à noter que l'éducation précoce est la première année (facultative) et compose avec les deux prochaines années de l'éducation préscolaire le cycle 1 de l'enseignement fondamental. Les communes sont obligées d'offrir le cycle 1 de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette offre «précoce» de la maison relais en question?

2) Est-ce qu'il s'agit d'une offre parallèle au précoce du cycle 1?

3) Quelle est la position du Ministère face à cette initiative de la part de la maison relais?

4) Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cas similaires dans d'autres communes?

5) Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

6) D'une manière générale, Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une telle offre «précoce»?

Réponse (08.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, stipule qu'un tel service peut accueillir:

- des jeunes enfants âgés de moins de quatre ans ou

- des enfants scolarisés, âgés de plus de quatre ans et de moins de douze ans fréquentant l'enseignement fondamental ou l'éducation différenciée.

Les enfants inscrits en première année facultative du cycle 1 (précoce) de l'école fondamentale sont considérés comme enfants scolarisés.

Un service d'éducation et d'accueil qui accueille des enfants scolarisés peut donc accueillir des enfants âgés entre trois et douze ans et, par conséquent, offrir un encadrement pour des groupes d'enfants âgés de trois à quatre ans qui fréquentent l'éducation précoce.

L'éducation précoce n'étant pas obligatoire, un certain nombre d'enfants de la tranche d'âge des trois à quatre ans continuent à fréquenter un service d'éducation et d'accueil.

ad 2) L'offre des SEA relevant du domaine de l'éducation non formelle est une offre facultative pour les enfants et leurs familles. Leur objectif est d'offrir aux enfants un environnement éducatif de qualité et de permettre aux parents de concilier leur vie familiale et professionnelle dans de bonnes conditions. L'année «précoce» du cycle 1 n'étant pas obligatoire, les parents peuvent choisir soit de profiter de cette offre de l'école fondamentale, soit de choisir un encadrement en service d'éducation et d'accueil, ou bien soit de recourir à ces deux offres en cours de journée. Dans ce dernier cas de figure, il s'agit d'une offre complémentaire.

Il arrive fréquemment que les services d'éducation et d'accueil utilisent le terme «groupe précoce» pour désigner le groupe d'enfants âgés de trois à quatre ans qui fréquentent leur structure, sans pour autant prétendre à offrir l'éducation précoce qui fait partie du cycle 1 de l'enseignement fondamental et dont l'offre est strictement réservée à l'école publique luxembourgeoise et aux écoles privées qui disposent d'une autorisation délivrée par arrêté grand-ducal, pris sur proposition du ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions (loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé et portant abrogation des articles 83 à 87 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement fondamental, article 3 (1)).

Il ne s'agit donc en aucun cas d'une offre parallèle au précoce du cycle 1 ou d'une offre qui entend se substituer à l'éducation précoce.

ad 3) L'offre de places en SEA pour les enfants de trois à quatre ans n'est pas une nouveauté, les textes réglementaires permettent de créer une offre d'encadrement aux enfants âgés de trois à quatre ans au même titre que pour les enfants de toutes les autres tranches d'âge. L'initiative de la maison relais de Niederanven d'informer les parents au sujet de leur offre pour les enfants âgés de trois à quatre ans est donc légitime. Il semble cependant que le choix du nom «groupe précoce» puisse induire en erreur certains parents qui ne sont pas au courant de l'agencement du système de l'éducation formelle et non formelle tel que nous le connaissons à Luxembourg.

ad 4) 62 communes offrent un encadrement en service d'éducation et d'accueil pour les enfants qui fréquentent l'éducation précoce.

ad 5 et 6) Pour les enfants de trois à quatre ans le paysage éducatif luxembourgeois se caractérise par une offre éducative parallèle que je viens d'esquisser. Cette offre, qui est en partie complémentaire, signifie pour les parents qu'ils disposent de plusieurs options pour l'encadrement éducatif de leurs enfants.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

N°12
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et Programme national de réforme (PNR): présentation p. 423
Débat sur l'état de la nation et sur le PSC et le PNR p. 425
Sommaire des séances publiques nos33 et 34 p. 459
Sommaire des questions parlementaires p. Q200
33e séance Mercredi 26 avril 2017
34e séance Jeudi 27 avril 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Le Président du Parlement européen à la Chambre des Députés

«Reconnecter l'Union européenne avec ses citoyens»

«Aujourd'hui plus que jamais, l'Europe a besoin de pays qui, comme le Luxembourg, réussissent à intégrer le changement»: c'est par ces mots que le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, pendant sa première visite officielle le 27 juin 2017 au Luxembourg, s'est adressé aux députés luxembourgeois en séance plénière. Lors de sa déclaration sur l'avenir de l'Union européenne, le Président Tajani, qui s'est fixé comme priorité de son mandat de «reconnecter l'Union européenne avec ses citoyens», a évoqué trois grandes priorités pour l'Union: achever le marché unique, établir une politique industrielle cohérente et faciliter l'accès des entreprises européennes aux marchés internationaux.

Antonio Tajani: «Une Europe plus politique et plus courageuse!»

De manière générale, le Président du Parlement européen souhaite «une Europe plus politique et plus courageuse» dans certains dossiers comme notamment celui de la migration. À ses yeux, une volonté de changer l'Europe s'est clairement manifestée lors des dernières élections ayant eu lieu dans différents pays européens. Afin de mener de réels changements au sein de l'Union européenne, les institutions européennes, les gouvernements et les parlements nationaux devraient renforcer leur coopération de manière à ce que «l'Europe devienne un véritable protagoniste politique», a constaté M. Tajani. «L'Europe est bien plus qu'un marché et une monnaie uniques. Notre identité est caractérisée par des racines et des valeurs communes reposant sur une histoire partagée», a conclu le Président du Parlement européen.

Mars Di Bartolomeo: «Avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure.»

La responsabilité des décideurs européens de faire avancer et améliorer l'Europe ainsi que la volonté de reconnecter l'Union européenne (UE) avec ses citoyens sont également des opinions partagées par le Président du Parlement luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo. Lors de son allocution au début de la séance plénière, M. Di Bartolomeo a souligné que «soixante ans après le Traité de Rome, nous devons continuer à faire ce que l'UE sait faire le mieux: avancer et non pas reculer; inclure et non pas exclure».

Les questions des députés

À la suite de la déclaration de M. Antonio Tajani, tous les groupes et sensibilités politiques ont eu l'occasion de lui poser des questions. Celles-ci concernaient entre autres la création d'un parlement de la zone euro, les négociations avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit, le budget européen après une sortie du Royaume-Uni de l'UE, un éventuel changement de traités dans le contexte des discussions sur l'approfondissement de l'Union ou la question de savoir comment combler le sentiment de déficit démocratique.

Le Président du Parlement européen, M. Antonio Tajani, s'est adressé aux membres de la Chambre des Députés réunis en séance plénière.

«D'Zukunft zesumme mat deene Jonke virbereeden»

L'importance de combiner le devoir de mémoire et le devoir de préparer l'avenir en y associant la jeunesse était au cœur du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Fête nationale, le 23 juin 2017:

«Mär hunn en „devoir de mémoire", mä mär däerfen net doran hänke bleiwen. Mär hunn eng Verflichtung, fir d'Zukunft zesumme mat deene jonke Generatioune virzebereeden, déi mech ëmmer erëm mat hirer Spontaneitéit an hirem Kënnen impressionnéieren, esou wéi elo dëser Deeg bei engem gemeinsame Projet tëscht Chamber a Lycée des Arts et Métiers», a-t-il dit lors de la cérémonie officielle à la Philharmonie.

Des projets concrets pour l'Europe

L'avenir du Grand-Duché passe par l'Europe. Aux yeux de M. Mars Di Bartolomeo, il est important de créer des projets concrets proches des citoyens: «Mär mussen eis konkret Prioritéite ginn, déi no bei de Suerge vun eise Leit sinn, an déi solidaresch ugoen. Dobäi däerf kee vergiessen, datt Europa en Austausch vu Ginn a Kréien, also kee Sens unique ass.»

Une grande majorité pour plus de cohésion au Luxembourg

Dans son discours le Président de la Chambre est également revenu sur le vote de la loi sur la nationalité en début d'année: «Ech begréissen déi grouss Responsabilitéit, mat där d'Politik un d'Reform vum Nationalitéitegesetz erugaangen ass, dat Ufank vum Joer mat enger grousser Majoritéit gestëmmt gouf an dat zur Stäerkung vun der Kohäsioun hei am Land wäert bäidroen.»

Pour M. Mars Di Bartolomeo, la diversité des citoyens ainsi que de leurs élus fait partie intégrante du Grand-Duché: «Déi vill verschidden Originne gehéieren zu der Lëtzebuerger DNA, grad ewéi an der Tëschenzäit déi net Lëtzebuerger Nimm vu Buergermeeschteren, Ministeren a Chamberspresident.»

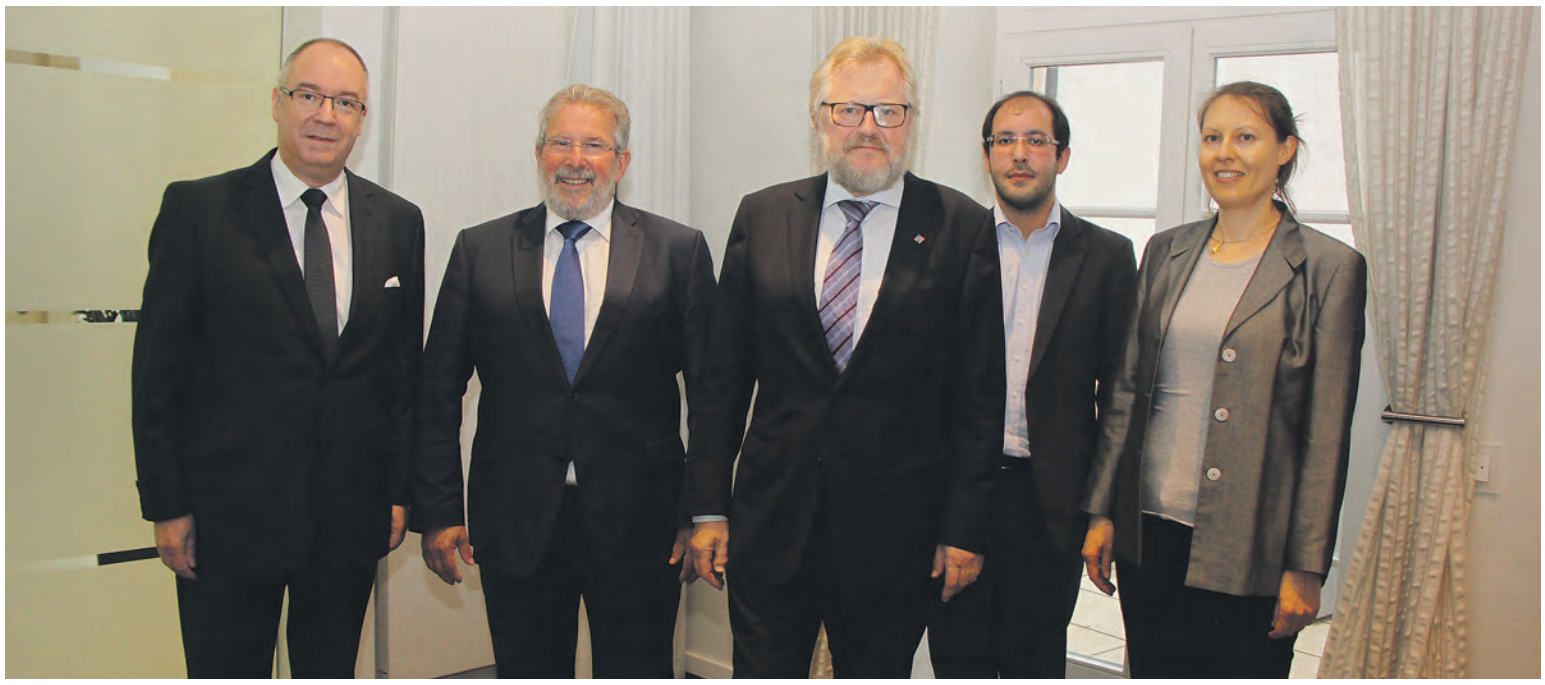
Répondre avec détermination à des dérapages verbaux

Plus généralement, le Président de la Chambre voit une tendance vers des dérapages sur la scène publique, une tendance à laquelle il faut répondre avec détermination, à son avis: «Ech war ëmmer der Meenung, datt eppes, wat iwwerdriwwen oder exzessiv ass, bedeitungslos wier. Well awer verbal an iwwerstierzt geschriwwen oder gezwitschert Entgleisungen ëmmer méi zouhuelen, hunn ech meng Meenung geännert. Esou „Stëmmen" an „Stëmmungen" mussen eescht geholl ginn an et muss een hinne widderspriechen. Wa rout Linnen iwwerschratt ginn, muss ee sech dogéint wieren: mat Argumenter, mat Determinatioun, mat enger gieler Kaart an, wann et si muss, mat enger rouder Kaart.»

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné la responsabilité des personnages publics: «Et muss ee mam gudde Beispill virgoen, a besonnesch och als éffentlech Persoun op seng Ausdrocksweis Uecht ginn. En nervöse Fanger kann e waakregt Gehir net ersetzen!»

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, lors de son discours à l'occasion de la Fête nationale.

Prioritéite vun der Lëtzebuerger Presidence an der Groussregioun



Eng besser Kooperatioun an der Groussregioun fir de Bierger, zum Beispill am Gesondheetswiesen oder beim Impakt vun der Digitaliséierung op d'Aarbechtskonditiounen, dat si Prioritéite fir déi nächst Méint, wou Lëtzebuerg d'Presidence a verschiddenen Organer vun der Groussregioun huet.

De 27. Juni 2017 hu sech déi Responsabel vun der Chamber a vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der Groussregioun (CESGR) gesinn, fir zesummen op deene Prioritéiten ze schaffen.

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo an de Generalsekretär Claude Frieseisen (2. respektiv 1. vu lénks) haten eng Entrevue mam President vum CESGR Jean-Claude Reding (an der Mëtt) a Begleedung vu senge Mataarbechter.

Visite d'un foyer pour DPI à Bettembourg

Sur invitation de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, les membres de la commission compétente de la Chambre des Députés se sont rendus le 26 juin 2017 à Bettembourg pour visiter les installations du nouveau foyer pour demandeurs de protection internationale (DPI).

Celui-ci sera inauguré sous peu et fera l'objet d'une journée «portes ouvertes» organisée par la commune de Bettembourg.

En présence de la Ministre, du bourgmestre, M. Laurent Zeimet, de la première échevine, Mme Josée Lorsché, et des responsables de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) ainsi que de l'Administration des bâtiments publics, les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration ont reçu toutes les informations nécessaires sur le nouveau foyer, érigé en un temps record de neuf mois.

De type modulaire, la nouvelle structure qui peut héberger 60 demandeurs de protection internationale est censée servir de modèle à la construction de tout futur foyer pour DPI au Grand-Duché.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis les distinctions honorifiques suivantes à des membres du Parlement européen, de la Chambre des Députés et de l'Administration parlementaire:

- Grand Officier de l'Ordre de Mérite: Mme Viviane Reding, députée européenne;

- Officier de l'Ordre de Mérite: M. Frank Engel, député européen; M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché et M. Serge Wilmes, députés;

- Médaille en vermeil de l'Ordre de Mérite: M. Franky Einhorn, fonctionnaire.

© Guy Jallay / Luxemburger Wort

Pacte de l'Union pour la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux

M. Franz Fayot et M. Alex Bodry (à droite)

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen a invité, le 22 juin 2017, les membres des parlements nationaux à une réunion sur «L'établissement d'un mécanisme de l'Union européenne (UE) sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux - le rôle des parlements nationaux». Les discussions portaient essentiellement sur l'opportunité d'organiser un débat annuel interparlementaire sur ces questions. La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry et Franz Fayot.

La rapportrice du Parlement européen, Mme Sophia in 't Veld, a proposé la nomination, au sein de tous les parlements de l'UE, d'un rapporteur pour la démocratie, la primauté du droit et des droits fondamentaux. Ces 28 députés de même que le représentant du Parlement européen pourraient ainsi former une commission semi-permanente pour faire avancer les propositions du Parlement européen sur cette question.

Saluant cette initiative, M. Alex Bodry a déclaré que les questions des droits fondamentaux, de la primauté du droit et de la démocratie étaient trop importantes pour les laisser aux seuls gouvernements. À son avis, un dialogue constant devrait être maintenu sur ces questions entre les membres des parlements de l'Union européenne. Il s'est néanmoins montré plus critique à l'égard de l'idée d'institutionnaliser ce dialogue, dès le départ, par le biais d'un accord formel, tout en n'écartant pas la possibilité qu'à la fin du processus ce dialogue pourra avoir lieu dans un cadre plus formel. Selon M. Alex Bodry, il faudra également éviter de créer des chevauchements avec les travaux du GRECO, de l'OSCE, de la Commission de Venise et du Conseil de l'Europe dans la matière.

Les participants ont déclaré vouloir soutenir les activités visant à améliorer la protection des valeurs sur lesquelles repose l'Union européenne, mais la majorité a néanmoins souligné qu'il faudrait, avant d'envisager la création d'un nouveau mécanisme, déployer tout le potentiel de ce qui existe déjà en la matière. Le débat a également été l'opportunité pour certains participants de s'exprimer en faveur d'une meilleure protection des minorités et sur la situation de l'État de droit en Hongrie et en Pologne.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Allégations de corruption, lutte contre la violence sexuelle et migrations

(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes-Gerbec de l'Administration parlementaire, M. Yves Cruchten, Mme Martine Mergen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Adam, membres de la délégation luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, M. Yves Carl de l'Administration parlementaire

À l'occasion de la session d'été qui a eu lieu du 26 au 30 juin 2017 à Strasbourg, les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont adopté une importante révision du règlement interne prévoyant la possibilité de démettre de ses fonctions le Président à une majorité des deux tiers des suffrages exprimés, suite à une motion de défiance déposée par un nombre minimum de membres issus de plusieurs groupes politiques et de plusieurs des 47 États membres.

Cette réforme intervient dans le contexte du refus du Président de l'APCE de démissionner en dépit des demandes en ce sens de tous les groupes politiques après un déplacement controversé en Syrie et les soupçons de corruption dont il fait l'objet.

La rapportrice suisse, Mme Liliane Maury Pasquier, a affirmé en plénière que la crédibilité de l'Assemblée parlementaire avait été ébranlée et que sa réputation et son image n'ont jamais été autant salies. Mme Anne Brasseur, députée luxembourgeoise, a ajouté que le Président devrait démissionner puisque tous les groupes politiques de l'Assemblée lui avaient retiré leur confiance.

Examen des allégations de corruption

Les membres de l'APCE ont également décidé de mettre en place un groupe d'enquête externe indépendant. Composé de Sir Nicolas Bratza (Royaume-Uni), ancien juge et ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme, M. Jean-Louis Bruguière (France), ancien magistrat en charge d'enquêtes en particulier dans des affaires liées au terrorisme, et Mme Elisabet Fura (Suède), ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme et ancienne Ombudsman parlementaire en chef de Suède, ce groupe d'experts a comme mission d'examiner les allégations de corruption au sein de l'Assemblée et de promotion d'intérêts portées à l'encontre de certains membres ou anciens membres de l'Assemblée.

La mise en place d'un groupe d'experts indépendant avait été soutenue par plusieurs délégations, parmi lesquelles figurait la délégation luxembourgeoise.

Condamner la violence sexuelle

Au cours de la session, Mme Françoise Hetto-Gaasch a présenté son rapport intitulé «Mettre fin aux violences sexuelles et au harcèlement des femmes dans l'espace public». Ce rapport s'inscrit dans la suite des événements de Cologne lors de la Saint-Sylvestre 2015 et montre la nécessité de faire entrer le sujet dans le débat public.

À l'issue d'un débat très consensuel - les orateurs ayant condamné toute forme de violence sexuelle et d'humiliation sexiste envers les femmes -, l'Assemblée a adopté à la quasi-unanimité une résolution invitant les pays membres du Conseil de l'Europe entre autres à mettre en œuvre la Convention d'Istanboul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, à mettre fin à l'impunité des auteurs de violences sexuelles, à soutenir des campagnes de sensibilisation et à mener des actions de prévention en la matière.

Questions liées à la migration

L'APCE a consacré une journée entière aux questions liées à la migration: au défi humanitaire et politique de la crise des migrations, aux répercussions sur les droits de l'homme de la réponse européenne aux migrations de transit, aux migrations en tant que chance à saisir pour le développement européen et à l'intégration des réfugiés en période de fortes pressions.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Anne Brasseur, présidente de la délégation, et Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten, Mme Martine Mergen et M. Claude Adam, membres.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Lutte contre le crime grave I

6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

Le projet de loi a comme objet d'approuver le «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», dénommé ci-après «MoU», signé à Luxembourg le 20 juin 2012.

Le MoU est étroitement lié à l'Accord entre le Gouvernement de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, dénommé ci-après «l'Accord», signé à Luxembourg le 3 février 2012 et dont le projet de loi d'approbation 6762 a été soumis au vote en séance publique en même temps que le présent projet de loi.

Les deux instruments font partie de toute une série de mesures prises par les États-Unis dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001 visant à protéger leurs territoire et population contre ce genre d'attaques. Ainsi, ils entendent contrôler plus étroitement l'entrée de personnes sur leur territoire à travers notamment une directive présidentielle du 16 septembre 2003, nommée «Homeland Security Presidential Directive 6». Dans ce contexte les conditions d'adhérence au «visa waiver program» ont été renforcées, notamment par des obligations d'échange d'informations. Le «visa waiver program» a été instauré en 1986 et prévoit que les ressortissants des États qui s'engagent à remplir certaines conditions sont dispensés de l'obligation de visa pour entrer sur le territoire des États-Unis.

Il existe déjà un accord sur l'entraide judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis. Cependant, les attributions et les pouvoirs des autorités judiciaires, d'une part, et ceux des instances policières, d'autre part, en matière de poursuite pénale divergent fortement entre les deux États.

Ainsi dans des États à tradition juridique anglo-saxonne, tels les États-Unis d'Amérique, la police travaille de façon relativement autonome et dispose des pouvoirs nécessaires afin de mener l'enquête et de remettre un dossier entièrement instruit au Parquet aux fins de poursuites pénales. Des autorités judiciaires - comparables à notre juge d'instruction - n'interviennent en principe que ponctuellement pour autoriser des mesures de nature coercitive, comme les perquisitions et les saisies d'objets.

Au Luxembourg, la police travaille, en matière judiciaire, sous la direction du Parquet ou du juge d'instruction. Il s'ensuit que, lorsque la police d'un État tel que les États-Unis s'adresse au Grand-Duché de Luxembourg, pays à tradition juridique continentale européenne, afin d'échanger des informations, les services de police de ce dernier n'ont pas compétence pour répondre favorablement à la demande, étant donné que, selon le droit luxembourgeois, une demande d'entraide judiciaire pénale serait indispensable pour obtenir les informations pénales sollicitées.

Le but du MoU en question est donc de permettre un échange accéléré d'informations concernant les personnes faisant l'objet d'enquêtes pénales en matière de terrorisme au Luxembourg ou aux États-Unis et de rendre ainsi plus efficaces et plus rapides les enquêtes en la matière.

La pierre angulaire du dispositif mis en place par le MoU est constituée par la désignation, de part et d'autre, d'un point de contact aux fins de l'échange d'informations accéléré. Il est prévu que ces points de contact pourront communiquer directement entre eux les informa-

tions couvertes par l'accord. Cette solution garantit à la fois la rapidité du flux des renseignements et leur caractère secret. Les échanges d'informations seront soumis à l'autorisation préalable du procureur général d'État.

Le procureur général d'État peut refuser la transmission de données si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à des intérêts essentiels similaires du Grand-Duché de Luxembourg, si elle est relative à une infraction aux lois militaires qui ne constitue pas une infraction de droit commun, ou si elle est relative à une infraction politique. Il refuse l'autorisation si la transmission se rapporte à un fait pour lequel celle-ci n'est pas prévue par le MoU ou si son objet dépasse le domaine d'application du MoU.

Les informations communiquées par le point de contact désigné par les États-Unis d'Amérique peuvent être utilisées par les autorités répressives luxembourgeoises de la même manière que celles obtenues par voie d'entraide judiciaire en matière pénale.

Il convient encore de relever que l'accord-cadre «EU-U.S. Umbrella Agreement» relatif à la protection des données dans les cas de transferts atlantiques de données dans le domaine des enquêtes, de la prévention, de la recherche et de la poursuite d'infractions pénales signé par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne à Amsterdam le 2 juin 2016 est entré en vigueur le 1er février 2017. Cet Accord-cadre du 2 juin 2016 est important pour l'application concrète du MoU alors qu'il prévoit des garanties en termes de protection des données personnelles qui vont bien au-delà de ce qui est directement prévu par le MoU. En raison de sa nature faîtière en matière de protection des données personnelles dans le cadre de la coopération pénale entre les États-Unis d'Amérique et les États membres de l'Union européenne, l'Accord-cadre du 2 juin 2016 s'applique également à l'Accord faisant l'objet du projet de loi 6762, de même qu'à l'Accord de Washington du 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, ainsi qu'au Traité bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique du 13 mars 1997.

Les dispositions proposées par le présent projet de loi visent donc à mettre en place une solution équilibrée pour tenir compte des exigences en matière d'échange d'informations pénales: assurer un échange d'informations rapide et efficace par les canaux de la coopération policière, tout en assurant que les règles protectrices applicables en matière d'entraide judiciaire pénale sont à observer.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

21.01.2015 Présentation des différents projets de loi

04.02.2015 Continuation de la présentation des deux projets de loi

11.03.2015 Explication de M. le Ministre de la Justice quant à la différenciation entre données dites judiciaires et policières

21.10.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

18.11.2015 Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données

05.04.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

21.10.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°504, page 1

Lutte contre le crime grave II

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

Le projet de loi sous examen a comme objet d'approuver l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave (dénommé ci-après «l'Accord»), signé à Luxembourg le 3 février 2012.

L'Accord est étroitement lié au Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information (dénommé ci-après «MoU»), signé à Luxembourg le 20 juin 2012, et dont le projet de loi d'approbation 6759 précité a été soumis au vote en séance publique en même temps que le présent projet de loi.

Les deux instruments font partie de toute une série de mesures prises par les États-Unis dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre 2001 visant à protéger leurs territoire et population contre ce genre d'attaques. Ainsi, ils entendent contrôler plus étroitement l'entrée de personnes sur leur territoire à travers notamment une directive présidentielle du 16 septembre 2003, nommée «Homeland Security Presidential Directive 6». Dans ce contexte, les conditions d'adhérence au visa waiver program, ont été renforcées, notamment par des obligations d'échange d'informations. Le «visa waiver program» a été instauré en 1986, et prévoit que les ressortissants des États qui s'engagent à remplir certaines conditions, sont dispensés de l'obligation de visa pour entrer sur le territoire des États-Unis

Il existe déjà un accord sur l'entraide judiciaire entre le Luxembourg et les États-Unis. Cependant, les attributions et les pouvoirs des autorités judiciaires, d'une part, et ceux des instances policières, d'autre part, en matière de poursuite pénale divergent fortement entre les deux États.

Ainsi dans des États à tradition juridique anglo-saxonne, tels les États-Unis d'Amérique, la police travaille de façon relativement autonome et dispose des pouvoirs nécessaires afin de mener l'enquête et de remettre un dossier entièrement instruit au Parquet aux fins de poursuites pénales. Des autorités judiciaires - comparables à notre juge d'instruction - n'interviennent en principe que ponctuellement pour autoriser des mesures de nature coercitive, comme les perquisitions et les saisies d'objets.

Au Luxembourg, la police travaille, en matière judiciaire, sous la direction du Parquet ou du juge d'instruction. Il s'ensuit que, lorsque la police d'un État tel que les États-Unis s'adresse au Grand-Duché de Luxembourg, pays à tradition juridique continentale européenne, afin d'échanger des informations, les services de police de ce dernier n'ont pas compétence pour répondre favorablement à la demande, étant donné que, selon le droit luxembourgeois, une demande d'entraide judiciaire pénale serait indispensable pour obtenir les informations pénales sollicitées.

L'objectif de l'Accord est de contribuer à une poursuite efficace de la criminalité grave en facilitant et en accélérant l'échange d'informations pénales entre les autorités de poursuites pénales des parties contractantes. De façon générale, l'Accord vise à approfondir la coopération entre les parties contractantes par les moyens suivants:

1. recherche et comparaison automatisées d'empreintes digitales et de profils d'ADN dans les bases de données de l'autre partie contractante, suivies d'un échange d'informations supplémentaires en cas de comparaison positive (système „hit/no-hit");

2. échange d'informations à caractère personnel et non personnel à des fins de prévention du terrorisme par les moyens traditionnels et de façon non automatisée.

À noter que l'Accord, en prévoyant ces procédés automatisés d'échange d'informations pénales, n'innove pas alors que les mêmes procédés fonctionnent déjà entre les États membres de l'Union européenne depuis 2006, d'abord sur base du Traité relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm le 27 mai 2005, et ensuite sur base de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, et de la décision 2008/616/JAI du Conseil du 23 juin 2008 concernant la mise en œuvre de la décision 2008/615/JAI relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.

Il convient encore de relever que l'accord-cadre «EU-U.S. Umbrella Agreement» relatif à la protection des données dans les cas de transferts atlantiques de données dans le domaine des enquêtes, de la prévention, de la recherche et de la poursuite d'infractions pénales signé par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne à Amsterdam le 2 juin 2016 est entré en vigueur le 1er février 2017. Cet Accord-cadre du 2 juin 2016 est important pour l'application concrète de l'Accord faisant l'objet du projet de loi sous examen alors qu'il prévoit des garanties en termes de protection des données personnelles qui vont bien au-delà de ce qui est directement prévu par l'Accord faisant l'objet du présent projet de loi. En raison de sa nature faîtière en matière de protection des données personnelles dans le cadre de la coopération pénale entre les États-Unis d'Amérique et les États membres de l'Union européenne, l'Accord-cadre du 2 juin 2016 s'applique également au Memorandum of Understanding faisant l'objet du projet de loi 6759, de même qu'à l'Accord de Washington du 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, ainsi qu'au Traité bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique du 13 mars 1997.

Les dispositions proposées par le présent projet de loi visent donc à mettre en place une solution équilibrée pour tenir compte des exigences en matière d'échange d'informations pénales: assurer un échange d'informations rapide et efficace par les canaux de la coopération policière, tout en assurant que les règles protectrices applicables en matière d'entraide judiciaire pénale sont à observer.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

21.01.2015 Présentation des différents projets de loi

04.02.2015 Continuation de la présentation des deux projets de loi

11.03.2015

21.10.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2015 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

05.04.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.04.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

21.10.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique: 27.04.2017

Loi du 17 mai 2017

Mémorial A: 2017, n°505, page 1

Fabrication et délivrance de médicaments

6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Le projet de loi a deux objectifs:

- d'une part, il s'agit d'adapter la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments afin d'y introduire la possibilité de vendre par Internet au public des médicaments non soumis à prescription (1);

- d'autre part, le projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments en vue de compléter la définition de la notion de fabrication de médicaments en y incluant l'opération de reconditionnement de médicaments et notamment l'activité de blistérisation de médicaments (2).

(1) La première modification de la législation s'impose compte tenu de la directive 2011/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés. Ladite directive européenne a été transposée, à l'exception du volet ayant trait à la vente par Internet de médicaments, en droit national par le biais du règlement grand-ducal du 9 avril 2013 modifiant: 1) le règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments; 2) le règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 concernant la fabrication de médicaments, les bonnes pratiques de fabrication de médicaments et les bonnes pratiques de fabrication de médicaments expérimentaux à usage humain.

En effet, en droit positif „la délivrance au public de médicaments ne peut se faire que dans les pharmacies".

L'introduction en droit national, conformément à ladite directive 2011/62/UE précitée, de la vente par Internet de médicaments présuppose de créer une exception au principe de la délivrance en officine des médicaments précités.

Dans le but d'assurer la santé et la sécurité du patient, le présent projet de loi prévoit une série de conditions à la vente de médicaments par Internet.

(2) Aussi, le projet de texte prévoit de modifier la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments afin de compléter la définition de la notion de

fabrication de médicaments pour y inclure les opérations de conditionnement, reconditionnement ou de division de médicaments.

En effet, le droit positif ne prévoit pas de règles de qualité et de sécurité encadrant les opérations de préparation de médicaments.

Afin de pallier cette lacune, le texte prévoit de créer une base légale en vue d'un règlement grand-ducal qui déterminera un cadre de principes généraux de qualité et de sécurité à observer par les pharmaciens qui préparent des médicaments dans leur officine.

Désormais, sur base de la nouvelle définition de la notion de fabrication, les opérations de division, conditionnement ou reconditionnement de médicaments effectuées hors d'une officine tomberont sous le régime de l'autorisation préalable prévu à l'article 3 de la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments.

Par ce biais, les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 19 novembre 2004 relatif à la fabrication, la distribution et le courtage de médicaments seront applicables pour garantir la qualité et la sécurité de ces opérations.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 11.02.2016
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

18.10.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.11.2016	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
29.11.2016	
06.12.2016	
21.03.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.04.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017
Loi du 7 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°572, page 1

Saisie de comptes bancaires

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Le règlement n°655/2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires qui fait l'objet du présent projet de loi est entré en vigueur le 18 janvier 2017.

Celui-ci est désormais applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne à l'exclusion du Royaume-Uni et du Danemark.

Ce règlement, en raison de son applicabilité directe, ne nécessite pas une transposition en droit national.

Le droit procédural national doit toutefois être adapté pour garantir l'application de ce texte sur le territoire national.

L'obtention d'une ordonnance permettant la saisie d'un compte bancaire dans le cadre de cette procédure est ouverte dès lors que sont remplies les conditions suivantes:

- existence d'une créance de nature civile ou commerciale (à l'exception des créances touchant aux régimes matrimoniaux ou patrimoniaux, les testaments ou successions, les créances sur un débiteur à l'encontre duquel une procédure de faillite ou liquidation est ouverte, la sécurité sociale et l'arbitrage);

- apparence certaine de la créance (si la demande n'est pas fondée sur un titre exécutoire);

- urgence, sinon existence de menaces pesant sur le recouvrement: l'exécution ultérieure risque d'être empêchée ou rendue sensiblement plus difficile;

- litige transfrontalier: le compte bancaire visé par l'ordonnance est ouvert dans un autre État membre que celui de la juridiction traitant de la demande ou la juridiction et le compte bancaire se trouvent dans un autre État membre que celui du domicile du créancier; et

- absence de demande parallèle devant les juridictions d'autres États membres.

Le règlement permet d'obtenir une saisie transfrontalière à tout stade de la procédure principale, c'est-à-dire qu'une ordonnance de saisie conservatoire est disponible avant, pendant et même après une procédure au fond.

La procédure pour obtenir l'ordonnance de saisie conservatoire européenne est unilatérale, c'est-à-dire qu'elle n'est pas contradictoire: le débiteur n'est informé que lorsque la mesure a déjà produit ses effets, ce qui a pour conséquence qu'il ne peut organiser la disparition des fonds.

Quant à la compétence, en l'absence de titre exécutoire (d'une décision de justice ou d'un acte authentique par exemple) la procédure est à introduire devant les juridictions qui ont compétence au fond selon le règlement Bruxelles Ibis, à noter que si le débiteur est un consommateur ayant conclu un contrat en dehors de son activité professionnelle, ce sont les juridictions de son État membre de résidence.

Si le créancier a déjà un titre exécutoire la procédure sera à introduire devant les juridictions de l'État membre dans lequel la décision a été rendue ou la transaction judiciaire a été approuvée ou conclue ou l'acte authentique a été établi.

L'ordonnance peut être demandée moyennant un formulaire-type multilingue.

La compétence «rationae valoris» est déterminée par analogie à la saisie nationale au Luxembourg: pour une créance inférieure ou égale à 10.000 euros, la demande d'ordonnance européenne de saisie conservatoire est portée par requête devant le juge de paix; pour une créance supérieure à 10.000 euros, la demande d'ordonnance de saisie conservatoire est portée par requête devant le président du tribunal d'arrondissement.

La juridiction saisie doit statuer sur la demande de saisie dans des délais très courts: cinq jours lorsqu'un titre au principal a déjà été obtenu, sinon dix jours.

En cas de refus par la juridiction, le créancier pourra faire appel de la décision dans les 30 jours suivant notification du refus et ce devant la juridiction compétente en matière d'appel dans l'État membre concerné.

Si le demandeur n'a pas connaissance du numéro de compte du débiteur ni de l'identification de la banque, il peut introduire une demande visant à obtenir des informations relatives aux comptes.

Une fois l'ordonnance émise, celle-ci sera interprétée comme identique à une mesure nationale équivalente et sera par conséquent directement exécutable.

Quant à la banque, elle dispose d'un délai de trois jours pour déclarer si et dans quelle mesure l'ordonnance a permis la saisie conservatoire de fonds du débiteur en utilisant le formulaire de déclaration.

Les recours en limitation, en révocation, en cessation et en modification de l'ordonnance de saisie sont portés devant le même juge que celui qui a pris la décision initiale.

Le créancier est tenu d'introduire son action au fond dans les 30 jours à compter de l'introduction de la demande ou dans les 14 jours de la date de délivrance de l'ordonnance, si cette date est postérieure.

Aussi il est tenu d'assurer la libération des fonds qui excèdent le montant précisé dans l'ordonnance en transmettant une demande de libération dans les trois jours suivant la déclaration de la banque.

Cette situation pourra créer des difficultés si les fonds détenus auprès de ladite banque ne sont pas liquides à ce moment-là (on peut imaginer un portefeuille de titres dont les obligations sous-jacentes ne sont pas évaluables aisément).

Le débiteur pourra contester la saisie opérée dans le cadre de l'instance au fond mais aussi directement auprès de la juridiction d'exécution en cas d'atteinte grave à ses droits (par exemple les biens saisis sont en réalité insaisissables ou la saisie opérée porte manifestement atteinte à l'ordre public de l'État membre d'exécution).

La saisie empêche non seulement le débiteur lui-même de disposer des avoirs détenus sur son compte, mais aussi les personnes qu'il a autorisées à effectuer des paiements par l'intermédiaire de ce compte, par exemple par ordre permanent ou par carte de crédit.

Enfin, il doit être noté que le règlement contient un ensemble de clauses de sauvegarde au bénéfice du débiteur et notamment celle consistant à l'exigence pour le créancier de constituer une garantie. À noter aussi que le créancier est responsable pour tout préjudice causé au débiteur par l'ordonnance de saisie conservatoire.

Le débiteur peut en outre arrêter les effets de l'ordonnance en fournissant lui-même une garantie de substitution appropriée selon le droit de l'État membre de la juridiction ayant délivré l'ordonnance.

L'ordonnance de saisie ne produit ses effets que pour une durée nécessairement limitée alors qu'une instance au fond devra statuer sur la régularité de celle-ci.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.10.2016
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.04.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017
Loi du 17 mai 2017
Mémorial A: 2017, n°502, page 1

Procédure pénale modernisée

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale

Ce projet de loi vise à adapter et à moderniser plusieurs dispositions ponctuelles en matière de procédure pénale.

L'article 1er a pour but de rendre possible, sur autorisation du procureur d'État, la transmission électronique sécurisée de procès-verbaux, d'actes et de documents sous la forme d'un document numérique, ayant la même valeur juridique que les versions sur papier. La signature apposée au document en question peut être soit une signature manuelle numérisée, soit une signature électronique.

Les articles 2 à 5 adaptent les règles de compétence territoriale. En matière pénale, ces règles sont d'ordre public et posent parfois problème dans la pratique lorsqu'une même personne a commis des infractions dans chacun des deux arrondissements ou lorsqu'il y a connexité entre infractions soumises à deux juges d'instruction différents. Les adaptations visent à la fois la saisine des juges d'instruction et le renvoi d'une affaire du tribunal d'un arrondissement judiciaire vers le tribunal de l'autre arrondissement judiciaire.

En vue de ne pas encombrer inutilement les audiences des compositions collégiales des deux tribunaux d'arrondissement, l'article 6 propose d'élargir le champ d'application du paragraphe 2 de l'article 179 du Code de procédure pénale, en prévoyant que les infractions visées à l'article 12 de la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés peuvent être jugées par juge unique.

L'article 7 vise à régler la question du port de menottes à l'audience. Le principe de la comparution libre à l'audience qui figurait au Code de procédure pénale a été abrogé en 1987. Il importe de créer une sécurité juridique et de prévoir des garanties claires avec un texte qui permet une application uniforme du principe de la comparution libre, sauf exceptions limitées.

L'article 8 a pour objectif de supprimer, en matière de notifications et de citations, l'envoi d'un courrier simple qui vient se rajouter au courrier recommandé avec accusé de réception. Ce double envoi n'apporte guère de plus-value en matière de preuve de remise d'acte et entraîne surtout un travail administratif considérable et des coûts supplémentaires inutiles

Avec l'article 9, la possibilité de recourir à la procédure de l'ordonnance pénale est étendue, et ce dans l'hypothèse où les dégâts matériels causés ne sont pas encore réglés. Cette adaptation permettra de décharger les tribunaux.

Les articles 10 à 12 proposent de simplifier la procédure de l'ordonnance pénale en mettant fin au principe du double envoi et en rajoutant la possibilité d'une notification par voie électronique sécurisée.

Enfin, l'article 13 a pour vocation de redresser une erreur matérielle qui figure actuellement dans l'article 646 du Code de procédure pénale tel que modifié par la loi du 23 juillet 2016.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.11.2016
Rapportrice: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

25.01.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017
Loi du 17 mai 2017
Mémorial A: 2017, n°503, page 1

SÉANCE 33

MERCREDI,
26 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

- *Déclarations: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- *Débat général: M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Nancy Arendt, Mme Octavie Modert, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Ministre Romain Schneider, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Michel Wolter, Mme Octavie Modert, M. le Ministre Etienne Schneider, M. Gast Gibéryen, M. le Premier Ministre Xavier Bettel, Mme Viviane Loschetter, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre Etienne Schneider, M. le Ministre Dan Kersch, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Etienne Schneider), M. Alex Bodry (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler), M. Eugène Berger (interventions de M. Marc Spautz, M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Nancy Arendt, M. Marc Spautz, M. Marc Lies, M. Félix Eischen, M. Marc Spautz et M. Félix Eischen), Mme Viviane Loschetter (intervention de M. Claude Wiseler), M. Gast Gibéryen (interventions de M. le Ministre Félix Braz, M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Alex Bodry, M. le Ministre Etienne Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. le Ministre Etienne Schneider), M. Marc Baum (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider et M. le Premier Ministre Xavier Bettel)*
- *Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»: M. Laurent Mosar (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Franz Fayot, M. André Bauler, Mme Martine Hansen (interventions de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, M. le Ministre Fernand Etgen, Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre Etienne Schneider), Mme Tess Burton*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen d'Sëtzung op.

An, wéi geplangt, Dir Dammen an Dir Hären, héiere mer haut de Mëtten d'Presentatioun vum Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna, an dem Wirtschaftsminister, dem Här Etienne Schneider, vum Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, PSC, souwéi vum nationale Reformprogramm. An d'Wuert huet direkt den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Här Premierminister, léif Kolleegen aus der Regierung, léif Deputéiert, ech freeë mech, haut déi 17. Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance hei virstellen ze kënnen. An ech freeë mech haaptsächlech dofir, well d'Ziffere ganz einfach gutt sinn.

De Premierminister huet dat och a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun ënnerstrach. An ech wäert haut a menger méi kuerzer Presentatioun dat nach eng Kéier ënnersträichen an ënnermolen.

Firwat sinn d'Ziffere gutt? Dofir gëtt et zwee Haaptgrënn: Deen éischte Grond ass, well d'Konjunktur gutt ass zu Lëtzebuerg, awer och an Europa, an zweetens, well d'Regierung déi richteg strukturell Mesurë geholl huet.

Ech fänken u mat der Konjunktur, relativ traditionell. Mir hunn eis do op d'Ziffere vum Statec gestäipt, esou wéi mer dat ëmmer maachen. An de Statec ass, wéi Der wësst, eng onofhängeg Institutioun, esou wéi dat och vun dem europäeschen Traité gefuerdert gëtt, soudass een och déi Ziffere schwiereg kann a Fro stellen.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass mer am nächste Conseil de Gouvernement wäerten e Comité économique et financier national schafen, deen den lerwe wäert si vum Comité de prévision, dee mer kennen. Mir wäerten also dee Comité institutionaliséieren an en ass ënnert der Autoritéit vum Finanzminister a vum Wirtschaftsminister. Dat wäert eis erlaben, an Zukunft d'Aarbechten nach besser ze koordinéieren.

Wat soen eis d'Donnéeën aus dem Statec? A wat soe se eis net nëmmen iwwer Lëtzebuerg, mä och iwwer Europa? Wéi Der wësst, reesen ech vill ronderëm d'Welt, fir Promotioun fir Lëtzebuerg ze maachen. An dat Éischt, wat ech meeschtens a menge Riede soen, dat ass: „Europe is back."

A firwat soen ech dat iwwerall an der Welt, wou ech higinn? Well Europa natierlech imageméisseg nach ëmmer no baussen ugesi gëtt, wéi wa mer nach ëmmer an enger Kris géife stiechen. An d'angelsächsesch Medie ginn net midd, dat ze ënnersträichen. An dobäi geet et awer an Europa wirtschaftlech vill besser an och eng Rëtsch Problemer si geléist ginn.

Ech denken do zum Beispill un d'Griichenlandkris, déi zum gréissten Deel geléist ass, woubäi vill Leit gemengt haten, d'ganz Eurozon géif doduerch explodéieren. Dat ass net geschitt. D'Indicateure ginn alleguerte besser. D'Confiance vun de Leit an Europa geet an d'Luucht, och déi vun den Investisseuren. An de Chômage geet an Europa erof.

D'Konjunktur an der Eurozon wäert an dësem Joer ronn 1,6%, 1,7% sinn. Äänlech wéi d'lescht Joer an ongeféier wéi d'nächst Joer. Dat ass e vill besseren Trend wéi an der Vergaangenheet. À long terme ass nëmmen 1,1% virgesinn, mä fir dës Joren à court terme ass et gutt.

D'Energiepräisser sinn déi lescht zwielef Méint erëm eropgaangen, mä sinn elo à court terme stabill. D'Inflatioun beweegt sech lues a lues op d'Zil vun 2% duer, wat jo och d'Zil vun der Europäescher Zentralbank ass.

D'Aktiecoursen hu sech an de leschte Méint ganz gutt erholl, wat en Zeechen ass, dass d'Investisseure Konfienz hunn an d'Zukunft an dass dat och d'konjunkturell Entwécklung an Europa wäert stäerken.

Lëtzebuerg profitéiert natierlech vun dësem gudden Emfeld a vun de Reformen, déi mer gemaach hunn. Wann Der d'Prognose kuckt vum Statec, wat de Wuesstum ubelaangt, wäerte mer och dëst Joer erëm ronn 4% Wuesstum hunn, soudass mer, wa mer zréckkucken, an de Joren 2014, 2015 an 2016 4% Wuesstum haten, 2017 wahrscheinlech och an 2018 souguer liicht iwwer 5% wäerte wuessen.

En Deel vun dëser Croissance kënnt natierlech och vun der wichteger Kontributioun vun eiser Finanzplaz. D'Fongenindustrie schreift an dëse Méint ëmmer nei Rekorder. Mir hunn iwwer 3.700 Milliarden Euro, déi an eise Fonge geréiert ginn. Mer sinn do d'Nummer eent an Europa an d'Nummer zwee an der Welt, hanner Amerika.

D'Geschäfter am Private Banking ginn och relativ gutt a wuessen, an dat trotzdeem mer de Secret bancaire elo net méi uwennen, fir den internationalen Austausch ze erméiglechen. A grad an deem Secteur war jo gefaart ginn, dass den Impakt ganz grouss wär, mer gesinn awer, dass et dem Private Banking gutt geet. Mer hunn och déi lescht Resultater vum leschte Joer elo kënnen analyséieren vun der CSSF, an déi soen eis, dass den Emsaz an de Banken ëm 15% d'lescht Joer geklommen ass an dass och d'Profitter an deem Secteur klammen, wat mech als Finanzminister an als Budgetsminister natierlech freet, well dat jo additionell Recettë ginn.

D'Bourse vu Lëtzebuerg, wou de Stat och Aktionär ass, ass haut eng Referenz fir gréng Obligatiounen, op Englesch: Green Bonds. Méi wéi 50% vun allen Green Bonds op der Welt ginn zu Lëtzebuerg cotéiert, an esou, dass sech d'Bourse wierklech entwéckelt huet als eng Plattform, déi weltwäit an deem Domän bekannt ass. An d'Bourse huet jo och en Green Exchange geschafen: Eng Plaz op der Bourse, wou exklusiv nohalteg Obligatioune cotéiert ginn.

Ech war d'lescht Woch zu Washington an hunn do am Kader vu mengen Diskussioune mat dem Fonds monétaire international a mat der Weltbank kënnen e Memorandum of Understanding ënnerzeechnen, woubäi Lëtzebuerg de strategesche Partner ass an der Initiativ vum „Green Cornerstone Bond Fund", déi den IFC, dat ass e verlängerten Aarm vun der Banque mondiale, elo wäert lancéieren. An dee Fong gëtt zu Lëtzebuerg lancéiert. Dat ass e Fong vun zwou Milliarden Dollar, déi wäerten an nohalteg Projeten investéiert ginn, an „emerging markets".

D'Reformen, grad am Beräich vun der Transparenz, déi dës Regierung an d'Weeër geleet huet an déi mer elo säit dräi Joer maachen, droen och hir Friichten an der Diversifikatiounspolitik an an der Promotioun, esou wéi dat de Premierminister och de Moien ënnerstrach huet.

Leschte Méinden hu mer d'Luxembourg House of FinTech inauguréiert. Och dat ass eng ganz wichteg Initiativ, fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz weider ze diversifizéieren. Et geet jo dorëm, d'Digitaliséierung vun der Finanzplaz an alleguerten déi nei Technologien, déi de ganze Businessmodell vun der Bankewelt a vun de Services financiers änneren, hei zu Lëtzebuerg floréieren ze doen, äänlech, wéi dat an anere Länner elo gemaach gëtt.

D'Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ass tëschent 2014 an 2016 ëm 8,4% gewuess. Dat si méi wéi 32.000 Aarbechtsplazen. Domat geet de Chômage weider erof a läit op dem niddregste Stand säit Laangem, ronderëm 6%. Ech freeë mech ganz besonnesch iwwert dës Ziffer vum Chômage, déi erofgeet. A kommt, mer maachen eis näischt vir: De Chômage kann nëmmen erofgoen, wa mer Croissance hunn! De Chômage kann nëmmen erofgoen, wa mer nei Aarbechtsplaze schafen. Wann also Leit mengen, se missten de Wuesstum kritiséieren, da musse se wëssen, dass se deene Leit, déi keng Aarbecht haut hunn, en fait soen: „Debrouilléiert Iech a fannt vläicht eng Aarbecht, mä mer maachen eis doriwwer keng Suergen." Dat ass net d'Attitüd, déi mer hei anhuelen.

Ech kommen dann elo zum zweeten Argument, firwat dass et eise Statsfinanze gutt geet. An dat ass, well mer konkret strukturell Mesurë geholl hunn. An zwar sinn déi 2015 a Kraaft getrueden an hunn eis erlaabt, 473 Milliounen (veuillez lire: Euro) am Joer 2015 ze mobiliséieren an am Joer 2016 hu mer 630 Milliounen esou kënne mobiliséieren.

Mä iwwert d'Mesuren ewech, déi mer geholl hunn, mengen ech, dass mer och e Mentalitéitswandel festgestallt hunn an alle Ministèren, well ech mierken, dass an der Politik vun den Depensë vun all Ministère eng gewësse Retenue agetrueden ass, déi eis elo weiderhëlleft, well net versicht gëtt, all Euro mordicus auszeginn. An och dee Mentalitéitswiessel wëll ech hei ganz kloer begréissen.

D'Fonctionnementskäschte beim Stat, déi am Jargon Consommations intermédiaires genannt ginn, sinn och ënner Kontroll. An der Period tëschent 2016 an 2021 géifen déi Käschten d'Joer an der Moyenne ëm 2,6% wuessen an nëmmen 1%, wann een dat mat der Inflatioun berengegt. Dat heescht: De Stat spuert bei sech selwer.

D'Steierreform - an dat bestätegen alleguerten d'Ratingagenturen, awer och d'OECD, den FMI an d'Europäesch Kommissioun - hëlleft den Entreprisen, hëlleft der Kompetitivitéit an hëlleft dem Wuesstum.

An dësem Kontext ass et dann och keen Zoufall, dass d'Vertraue vun de Konsumenten op dem héchsten Niveau säit ëmmer zu Lëtzebuerg ass. Ech hunn dat nokucke gelooss. Déi Miessunge gi säit 2002 gemaach an haut ass d'Confiance vun de Consommateuren zu Lëtzebuerg am héchsten an eiser Geschicht, esou wéi d'lëtzebuergesch Zentralbank dat miesst.

All dës Facteuren zesummegeholl brénge mat sech, dass d'ëffentlech Finanzen haut besser dostinn an dass och d'Perspektive fir déi nächst Jore vill méi roseg sinn, wéi een dat hätt kënnen 2013 unhuelen.

Ech wëll hei nach eemol drun erënneren, wat d'Perspektive waren, déi déi lescht Regierung 2013 am November virfonnt huet. Ech baséiere mech hei op d'Nott vum Formateur Enn 2013. Dat sinn also déi Zifferen, déi ech dohinner geluecht kritt hunn a wou mer gesot ginn ass: „Dat do muss an de Gréff geholl ginn." Am Joer 2014 war den Defizit an der Administration publique ugepeilt op 179 Milliounen oder minus 0,4% vum PIB.

A wat hu mir erausgeschafft? Eh bien, mir haten en Excedent vu 690 Milliounen oder 1,4% vum BIB. Am Joer 2015 hätt den Defizit beim Gesamtstat misse bei iwwer enger Milliard leien, iwwer minus 2% vum PIB. A wat hu mir draus gemaach? Mir haten en Iwwerschoss vu 741 Milliounen oder plus 1,4% vun eisem Räichtum.

An dann am Joer 2016, dat, wat elo just eriwwer ass, hätt den Defizit och nach solle ronderëm eng Milliard sinn, minus 1,9% vum BIB. An déi Zifferen, déi mer haut kennen, sinn, dass mer wäerten en Iwwerschoss hu vun 845 Milliounen (veuillez lire: Euro), plus 1,6% vun eisem Räichtum.

Dat ass, op dräi Joer gekuckt, eng Verbesserung vu 4,5 Milliarden oder 8,8% vun eisem PIB. Ech widderhuelen: Par rapport zu deem, wat 2013 virgesi war, ass et eng Verbesserung op dräi Joer vu 4,5 Milliarden Euro.

Sou konnt d'Regierung sech evidemment neie Spillraum schafen fir eng Steierreform, a fir d'Investissementer héich ze halen a grouss Innovatiounsprojeten ze maachen, wéi dee vun den „space resources", an dat trotz dem Verloscht vun der TVA électronique. Ech ginn net op den Detail an, dee Sujet ass bekannt, mä den Tableau, deen elo projezéiert gëtt, weist lech, dass mer am Joer 2016 doduerch, dass déi TVA elo verluer gaangen ass, 700 Milliounen net erakruten - 700 Milliounen -, an dëst Joer, 2017, eng Milliard net erakruten. Dat heescht, trotz deem Verloscht vun enger Milliard Euro schreiwe mer déi Zifferen, déi ech lech elo gläich wäert virstellen.

D'Rechnung geet also op. An d'Zuelen, déi mer lech presentéieren, si richteg Zifferen. Et sinn déi vum Statec. An ech kann lech och confirméieren, dass dat, wat mer am Oktober hei presentéiert haten, sech no sechs Méint och hei confirméiert. Dat bestätegt och, dass dee Modell, op deem de Statec schafft, e gudden ass. A mer hunn och eng Risikoanalys gemaach, fir ze wëssen, wat den Impakt vu verschiddenen externe Schocke wär. Ech kommen nach drop zréck.

Mä och wann eis Ziffere ganz gutt sinn, däerf een d'Risiken an der grousser Welt net ënnerschätzen. Ech zielen der e puer op: D'geopolitesch Risiken, déi mat Krich verbonne sinn, gesäit een natierlech a Syrien, am Irak an och an Nordkorea. D'politesch Risiken hu mer an Europa erlieft mam Brexit, a mam Bléck no vir hu mer aner Risiken am Bléckwénkel. Mä et däerf een awer och net iwwerpessimistesch sinn. Wann een elo déi ganz Debatte ronderëm déi dräi Wahlen an Europa - Holland, Frankräich, Däitschland - kuckt, huet een och an der angelsächsescher Press oft gemengt, d'Welt géif ënnergoen an Europa, an an Holland sinn d'Resultater guer net esou ginn, wéi vläicht Verschiddener sech dat gewënscht haten. Wat Frankräich ubelaangt, ass den éischten Tour ebe ginn, wéi e ginn ass. Mä et ass och do am éischten Tour keng Katastroph geschitt an den zweeten Tour musse mer elo nach ofwaarden.

An eng aner grouss Inconnue ass natierlech, wat an de Vereenegte State vun Amerika wäert

geschéien, well d'ekonomesch an d'Steierpolitik vum amerikanesche President nach net kloer determinéiert ass. An ech muss soen, a mengen Diskussiounen a bilaterale Reuniounen um FMI d'lescht Woch mat der Madamm Lagarde, mä och mat villen anere Länner, ass dat natierlech eng ganz grouss Incertitude fir jiddwereen.

Eng weider Suerg ass och d'Zënsentwécklung: D'Madamm Yellen vum „Federal Reserve Board" huet annoncéiert am Kader vum FMI d'lescht Woch, dass wahrscheinlech an Amerika dëst Joer dräi Zënserhéijunge wäerte geschéien, soudass een dovunner kann ausgoen, dass d'Zënse wäerte méi séier klammen.

An dann, leschtens, wat d'Risken ubelaangt, huet de Statec - an ech wëll em dofir och Merci soen -, zwee Zeenarie vu Schocken ausgerechent. Ee Schock wär, wann an der Eurozon de Wuesstum géif ëm 0,5% erofgoen. An do ass dann ausgerechent ginn, dass dat en Effet hätt op der Dette natierlech, mä d'Dette géif awer nach an der ganzer Period ënner 23% bleiwen.

En aneren Zeenario wär deen: Wann d'Zënse géifen 0,5% klammen. Dat hätt en Effet um Solde de l'administration publique vun 0,1%, an d'Dette géif nach ëmmer ënner 23% bleiwen.

Dofir soen ech: Et gëtt op Basis vun all deene Saachen absolutt kee Grond, fir Schwaarzmolerei ze maachen. Lëtzebuerg ass gutt opgestallt, fir eventuell extern Schocken ze verkraaften.

D'Regierung mécht och keng Politik à court terme, déi just drop aus wär, Wahle wëllen ze gewannen an d'Zuele schéin ze presentéieren. Mir denken och un déi nächst Generatiounen. Haut kann een net soen, dass an der Vergaangenheet un déi geduecht ginn ass, déi an 30 oder a 40 Joer wäerten an eisem Land liewen. Mir hunn dat awer gemaach, andeem mer de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg geschafen hunn. An dee Fong fonctionnéiert. En huet haut 185 Milliounen (veuillez lire: Euro). Dat ass souguer 35 Millioune méi Dotatioun, wéi déi normal annuell vu 50 Milliounen. An d'Regierung hält drop, dass dëse Fong seng Avoiren no ethesche Kritären investéiert.

D'lescht Woch sinn an der Press Bedenken doriwwer gemaach ginn, wat eenzel Investissementer ubelaangt. Mä d'Regierung wëllt do Kloerheet an ech hunn och dofir de Fong gefrot, der Cofibu déi néideg Erklärungen ze liwweren.

Déi gutt finanziell Situatioun vum Stat ass och dëst Joer vun de véier Ratingagenture confirméiert ginn: Mer hunn den Triple-A mat enger Perspektive stable. Dat heescht, dass een effektiv, am Fall vu Lëtzebuerg, ka vu grousser Sécherheet a Previsibilitéit schwätzen. Datselwecht soen och d'OCDE, d'EU-Kommissioun an den FMI.

No dësem Iwwerbléck kommen ech elo op den Detail vun den Zifferen, den Detail vun den Zuele vum Pacte de stabilité et de croissance. Dir wësst, dass de Gesamtstat, d'Administration publique, ënnerdeelt ass an d'Administration centrale, d'Administration locale an d'Sécurité sociale. Fänke mer mam Zentralstat, op Lëtzebuergesch genannt, der Administration centrale, un! D'Recetten entwéckele sech global gutt an en ligne mat de Previsiounen. Mer hu fir de Pacte de stabilité et de croissance fir dës Aktualisatioun nach verschidde kleng Ajustementer gemaach, mä global ass dat en ligne mat deem, wat mer viru sechs Méint ugepeilt haten.

Et ass och schwéier, no dräi Méint de genauen Impakt vun der Steierreform ze kennen an auszerechnen, mä näischt indiquéiert de Moment, dass mer do aus der Bunn wäre par rapport zu eise Previsiounen.

Wat d'Depensen ubelaangt, dann droen déi ganz däitlech d'Handschréft vun dëser Regierung. De Premier ass haut op eis Prioritéite fir déi nächst Joren am Detail agaangen, an dofir brauch ech dat elo net hei ze maachen. An dat fënnt een natierlech alles an Zifferen am Budget erëm.

Fir d'Land laangfristeg fit ze maachen, hu mer den Accent op Investissement gemaach an op qualitative Wuesstum. Dir gesitt, dass mer am Joer 2017 wäerten däitlech méi wéi zwou Milliarden Euro investéieren. Dat ass e Plus vu 14% par rapport zum leschte Joer. An och déi Joren duerno wiisst den Investissement ëm ronn 4% d'Joer. Domat leie mer an der Spëtzt vum Peloton vun den europäesche Länner, wou an der Eurozon d'Moyenne 2,6% ass a Lëtzebuerg ronn bei 4% vu sengem Räichtum läit.

Mir hunn et och domat fäerdegbruecht, dass eis Infrastrukture modern sinn an eise Liewensstandard an eis Liewensqualitéit ganz héich.

Ech wëll och nach eng Kéier ganz kloer ënnersträichen, dass mer an de Joren 2014, 2015, 2016 an 2017 op véier Joer liicht iwwer aacht Milliarden investéiert hunn oder wäerten investéieren. A mer finanzéieren dat mat engem eenzegen Emprunt vun zwou Milliarden. Dat heescht, dass d'Investissementer zu 25% duerch den Emprunt finanzéiert ginn an zu 75% mat lafende Recetten. All Privatpersoun, déi sech en Haus wëllt kafen, weess, dass et normalerweis ëmgekéiert ass, dass ee selwer e Véierel bréngt an dräi Véierel léint. D'Lëtzebuerger Regierung finanzéiert dräi Véierel selwer a geet nëmmen ee Véierel léinen.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- E besonnesche Schwéierpunkt läit - esou wéi de Premier dat haut och erklärt huet - am Investissement an de Beräicher vun der Mobilitéit, dem Logement, der Sécherheet an an den Investissementer fir eis Kanner.

Ech begréissen och op europäeschem Niveau ausdrécklech déi Diskussioun, déi momentan gemaach gëtt, fir ze wëssen, ob d'Depensen alleguerten am selwechte Mooss an op déiselwecht Aart a Weis musse consideréiert ginn. Ech fannen, dass eng Dépense de consommation, (veuillez lire: also) lafend Käschten e ganz aneren Traitement missten hu wéi e produktiven Invest. Ech hoffen, dass mer an den nächste Méint a Joren dës Debatt kënne positiv influenzéieren um europäeschen Niveau, well et ass ganz wichteg fir d'Länner, net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och all déi Länner, déi an d'Hannertreffe gerode sinn um europäeschen Niveau, fir kënne méi Flexibilitéit ze hunn, fir ze investéieren.

Wat gëtt dat am Sold vun der Administration centrale? Par rapport zu den Zifferen, déi mer viru sechs Méint gemellt haten, gëtt dat kee groussen Ënnerscheed. Den Defizit am Zentralstat bleift knapp iwwer enger Milliard, e bleift och knapp iwwer enger Milliard 2018: kee Changement do. Mä mer gesinn, dass d'Courbe herno no uewe weist an dass mer 2021 deen Defizit zur Halschent resorbéiert hunn.

Et wier ganz einfach gewiescht, en Equiliber oder en Iwwerschoss beim Zentralstat fäerdegzebréngen. Dat hätt ee kënne maachen, andeem een den Invest ëm 500 Millioune reduzéiert hätt an andeem een d'Steierreform net gemaach hätt, déi eng Steiererliichterung ass. Dann hätt ee 500 Millioune plus 400 Millioune gespuert an dann hätte mer och eng Null am Zentralstat. Mä mir wollten dat net maachen, well mer mengen, dass dat eng kuerzfristeg an onverantwortlech Politik wier.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Mer brauchen a wëlle keng Austeritéitspolitik zu Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dës Regierung plangt laangfristeg an ass och dofir am Asaz, fir dass mer déi Investissementer sollen héich halen. A mer mengen och, dass an enger Period, wou esou vill Wuesstum ass, een en Deel dovunner sollt mat de Leit deelen, amplaz dat an der Keess vum Stat ze halen.

Wat elo d'Administration locale ubelaangt, do hu mer natierlech den Impakt vun der neier Finanzéierung vun de Gemengen hei ageplangt. Dir gesitt, dass do eng grouss Stabilitéit besteet, an ech rappeléieren, dass déi Reform et mat sech bréngt, dass keng Gemeng eppes verléiert.

Déi Stabilitéit vun de Gemengefinanzen huele mer zu Lëtzebuerg als eng Selbstverständlechkeet un. Ech kann Iech just soen, well ech dat jo an deenen aneren europäesche State verfollegen, dass dat e risege Problem a verschiddene Länner ass. Mir si frou, dass dat hei net de Fall ass.

D'Sécurité sociale: Eis Sécurité sociale schreift weider ganz positiv Zifferen. Déi Zifferen, déi Der elo hei gesitt, sinn och nach e klenge Krack besser wéi déi, déi mer viru sechs Méint geplangt haten. 2018 wäert fir d'Alleréischt den Excedent vun der Sécurité sociale méi wéi eng Milliard Euro duerstellen.

Dat brénge mer effektiv fäerdeg, well mer eng gutt Croissance hunn an eiser Wirtschaft a well d'Aarbechtsplazen an d'Luucht ginn. Dat gëtt natierlech e lauter additionell Cotisatiounen.

Mir wëssen awer, dass de laangfristege Finanzement vun eisem Pensiounssystem eng grouss Erausfuerderung ass a bleift. An dofir huet d'Regierung och decidéiert, en Aarbechtsgrupp ze maachen, fir dat ze analyséieren.

(Interruption)

Wat gëtt dat elo am Total an der Administration publique? Mir hunn iwwert déi ganz Period vun 2017 bis 2021 e positive Solde nominal, an dee Solde nominal geet regelméisseg an d'Luucht, wéi een dat herno och op der Grafik gesäit. A par rapport zu den Zifferen, déi mer nach viru sechs Méint haten, gesäit een och hei eng konstant Verbesserung.

Op dësem Punkt géif ech awer och gären nach eng Kéier insistéieren, wéi dës Regierung d'Finanze sanéiert huet. An dofir huelen ech gären d'Joer 2016. Déi lescht Regierung hat 2016 (veuillez lire: 2013) e PSC op Bréissel geschéckt, wou fir 2016 e Solde négatif vu minus 684 Millioune virgesi war. An d'Resultat, wat mer elo haut schätzen, ass plus 844 Milliounen. Ech mengen, dës Zuele schwätze fir sech selwer.

Dësen Effet de base, wéi een dat am Jargon nennt, an déi gutt Konjunktur bréngen et mat sech, dass de Solde vun der Administration publique am Joer 2017 plus 0,2% vum PIB ass, d'selwecht 2018, 2019 op plus 0,3% an 2020 op plus 0,5% geet.

Elo kommen ech op dee fatidiquë Solde structurel ze schwätzen, dee gekuckt gëtt, fir erauszefannen, ob e Land säin Objectif à moyen terme anhält. D'lescht Joer ass d'Regierung heiansdo kritiséiert ginn, well se sech d'Propositioun vun der Kommissioun zu eege gemaach huet: mam Sold vu plus 0,5% vum PIB op minus 0,5% vum PIB ze goen.

Mä ech hunn deemools erklärt, an ech bleiwen dobäi, dass et keng gutt Iddi gewiescht wier, sech en Zil ze setzen, wat méi ambitiéis ass, wéi dat, wat ee wierklech muss erreechen, well wann een dat dann net géif erreechen, géif dat e Kredibilitéitsproblem stellen. An dat géif eis och bei den Notatiounagenture schueden. Ech mengen, mir hunn och do dat Richtegt gemaach.

Wa mer elo de Solde structurel op der ganzer Period kucken, gesi mer, dass mer 2017 wäerten op plus 0,4% sinn, 2018 op minus 0,1%, 2019 och op minus 0,1% an da geet et erop bis op plus 1,6%. Am Resumé heescht dat, dass Lëtzebuerg op der ganzer Period net nëmme säin Objectif à moyen terme anhält, mä wéi Der op der Courbe gesitt, däitlech driwwerläit. Dat huet och de Conseil national des finances publiques esou analyséiert.

Elo kommen ech, an ech kommen och elo op de Schluss, op d'Dette ze schwätzen, op eis Schold. Eis Schold, déi war, wéi ech als Finanzminister ugefaangen hunn an ugetruede sinn, 23,4% vum PIB. Am Plan de stabilité et de croissance vun 2013 war virgesinn, dass d'Dette 2016 sollt 27,9% sinn. 27,9% hätt se solle sinn, wéi ech ugefaangen hunn! Gutt, dass ech net ze vill erféiert war. No dräi Joer zolitter Aarbecht hu mir et fäerdegbruecht, dass se op den 31.12.2016 nach just ronn 20% ass.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass also en Ënnerscheed vu bal 8% vum PIB bei der Dette.

Une voix.- Lauschtert no!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Iwwert déi ganz Period…

Une voix.- Lauschtert no, Här Roth!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- …bis 2021 wäert d'Dette…

(Brouhaha)

Iwwert déi ganz Period bis 2021 wäert d'Dette ëmmer ënnert 23% leien, also ënnert deem, wat mir virfonnt hunn. A wéi ech virdrun erkläert hunn, hu mer jo och Schockanalyse gemaach. A souguer a verschiddenen Zeenarie vu Schocke géife mer ënner 23% Dette bleiwen par rapport zu eisem Räichtum.

Elo ënnersträichen ech awer och nach eng Kéier, dass 23% e gutt Resultat ass, wäit ënnert den 30%, déi sech d'Regierung am Koalitiounsprogramm als Zil gesat hat an nach vill méi wäit ewech vun de 60%, déi den Traité vu Maastricht virgesäit.

Wéi ass et dann an absolutten Zuelen? Och an absolutten Zuelen ass d'Schold op dem Enn vun 2016 méi kleng wéi déi, déi mer virfonnt hunn. Mir hunn eng Schold vun 10.853.000.000. A mir hate virfonnt: 10.889.000.000. Bref, ech mengen, mer hunn an deenen dräi Joer bis 2016, wat d'Dette ubelaangt, gutt geschafft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Wéi gesäit dann elo d'Zukunft aus?

(Interruption)

De Pacte de stabilité et de croissance weist eng mechanesch Héichrechnung vun der Dette op Basis vum Defizit, esou wéi e momentan angeplangt ass. Well d'Regierung awer virsiichteg ass mat hire Projektiounen, war den Defizit bis ewell ëmmer vill méi niddreg wéi dat, wat mer ugesat haten. Dat erkläert och, dass, entgéint deem, wat 2013 an de Raum gestallt ginn ass, d'Regierung weder 2014 nach 2015 nach 2016 huet missen en Emprunt obligataire maachen. Mir hu just e Sukuk gemaach vun 200 Milliounen, fir eng Diversifikatioun vun der Finanzplaz ze maachen.

Entspriechend muss een och déi Zuele verstoen, déi haut am Pacte de stabilité et de croissance stinn an déi dovunner ausginn, dass d'Schold bis 2021 op iwwer 15 Milliarde wuesse kéint. Ech ënnersträichen: wuesse kéint! Déi lescht dräi Joer hu gewisen, dass dat éischter e méiglechen Zeenario wéi eng Gewëssheet duerstellt. Anescht ausgedréckt: Wa mer natierlech dëst Joer besser wirtschafte wéi dat, wat mer virausgesinn hunn, da brauche mer manner léinen ze goen.

D'Zënslaascht läit haut ronderëm 200 Milliounen oder 0,3% vun eisem PIB. Den Emprunt, dee Lëtzebuerg Ufank des Joers opgeholl huet mat engem Taux vun 0,625%, ass deen niddregsten Zënssaz vun alle klasseschen Emprunten, déi mer jee gemaach hunn. Et wier also grad an Zäite vun esou niddregen Zënsen onsënneg, fir d'Investissementer erofzefueren an déi Suen dann ze huelen, fir Scholden zréckzebezuelen. Dat wier vläicht kuerzfristeg spektakulär, mä dat wier fir d'Land laangfristeg net gutt.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An eisen Nopeschlänner wéi Däitschland oder an den USA, wou laang ganz wéineg investéiert ginn ass, kënnt Dir jo selwer feststellen, wann Der an déi Länner gitt, wat dat heescht, wann net méi an d'Infrastruktur Geld gestach gëtt (veuillez lire: wann net méi genuch Geld an d'Infrastrukture gestach gëtt).

Dofir invitéiert d'Kommissioun jo och d'europäesch Länner, a ganz besonnesch déi wéi mir, déi Sputt hunn an hirem Budget, fir méi ze investéieren. De Juncker-Plang ass jo genau dat, a Lëtzebuerg setzt dat also ëm.

Mir hunn also all Grond, fir mat Optimismus an d'Zukunft ze kucken.

Dat weist och den europäesche Verglach. Dir gesitt, dass mer, mat Holland an Däitschland, dat eenzegt Land sinn, wat e positive Solde nominal huet. Mer si weider virbildlech am Invest. Mer sinn dat Land, wat am zweetmeeschten an der Eurozon investéiert. Mir sinn dat Land, wat déi zweetklengste Schold an der Eurozon huet, no Estland, mat, wéi gesot, 22% elo dëst Joer par rapport zum PIB. D'Moyenne vun Europa ass 90%. D'Charge vun der Dette ass och ganz kleng par rapport zum europäesche Verglach.

Als Konklusioun: D'Zuele léien net. An déi Zuelen, déi ech Iech hei virgestallt hunn, schwätzen am Fong fir sech. Mir hunn et fäerdegbruecht, iwwert déi lescht Joren d'Statsfinanzen nohalteg ze sanéieren an erëm op zolidd Féiss ze stellen. Lëtzebuerg erfëllt an iwwertrëfft d'europäesch Kritären. D'Europäesch Kommissioun, den FMI, d'OCDE, d'Ratingagencen, all Mënsch begréisst eis Budgetspolitik. Déi ass responsabel a laangfristeg ausgeriicht an huet als Zil, eist Land optimal op de Futur virzebereeden. Mir sinn amgaangen, dat Land hei tipptopp fit ze maachen.

Dat internationaalt Ëmfeld bleift schwiereg, mä mer hunn deen néidege Spillraum, fir och eng eventuell Kris ze meeschteren, ouni aus der Bunn ze geroden. D'Steierreform, déi mer gemaach hunn, kënnt de Leit zegutt, stäerkt hir Kafkraaft, stäerkt awer och d'Entreprisen a verbessert eis Kompetitivitéit.

Trotzdeem a grad dofir musse mer awer och an Zukunft virsiichteg bleiwen a Fouss bei Mol halen an der Exekutioun vum Budget. An dat musse mer esou maachen, wéi mer dat déi lescht dräi Joer gemaach hunn. Mir hunn also all Grond, fir Vertrauen ze hunn fir d'Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. An als nächsten huet de Wirtschaftsminister d'Wuert, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zuele sinn alleguerten negativ, wat Lëtzebuerg ugeet. Et ass e Minus am Defizit, fir net ze soen: Mir hunn en Iwwerschoss. Mir hunn e Minus am Chômage, mir si vu 7,4% op 6% erofgaangen an d'Tendenz gesäit aus, wéi wa mer nach e Krack méi wäerten erofgoen. Ech wëll hei ernimmen, dass keen internationale Gremium eis viru véier Joer virausgesot huet, dass mer de Chômage nach eng Kéier ënner 7% kéinte gedréckt kréien. A mir hunn och e Minus an der Kriminalitéit. Och do hunn der

vill gemengt, dat géif onendlech weider no uewe goen. Mir hu souguer eng Rentemauer, déi schmëlzt, déi quasi verschwonnen ass. Et gesäit ee se vun hei schonn net méi.

Wann ech kucken, wat d'Kommissioun eis fir dëst Joer vu Recommandatioune ginn huet, da sinn et der nach zwou. Et ass kee Land an der ganzer Europäescher Unioun, dat nëmme méi zwou Recommandatioune krut, aus deem einfache Grond, well d'Kommissioun grouss Problemer huet, fir iwwerhaapt nach Saachen ze fannen, déi se un der Lëtzebuerger Politik ka kritiséieren. A vun deenen zwou Recommandatioune kann ech Iech direkt soen, dass eng fir dës Regierung net a Fro kënnt. Déi Éischt ass näämlech déi, dass mer, wat eis Pensiounssystemer ugeet, missten eppes maachen. A wa se schwätze vun eppes maachen, da schwätze se dovunner, de Pensiounsalter an d'Luucht ze setzen oder d'Pensioun erofzesetze respektiv d'Cotisatiounen eropzesetzen. Ech kann Iech soen, dass dat mat dëser Regierung hei net a Fro kënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- An ech kann Iech och soen, dass mer eng ganz Rei Saache maachen, dass mer ganz wuel de Pensiounssystem ganz gutt am A behalen. Mir hunn eng Évaluation actuarielle gemaach, de Romain Schneider huet déi d'lescht Joer fäerdeg gemaach. Mir hunn do eng Rei Iddien, wéi ee punktuell ka Saache maachen, fir eis Pensioune laangfristeg ofzesécheren. Mir hunn e Groupe de pension agesat, mir hunn d'Reform gemaach vum Reclassement professionnel, mir hunn de Stage de professionnalisation agesat an de Contrat de réinsertion-emploi. Mä contrairement zu deem, wat d'Kommissioun fuerdert an och contrairement zu deem, wat scheinbar d'CSV gär hätt, wäerte mer net mam Pensiounsalter an d'Luucht goen a mir wäerten och net d'Pensiounsleeschtungen erofsetzen. Dat kënnt mat där heite Regierung net a Fro.

Déi zweet Recommandatioun, déi Bréissel eis mécht, ass déi, fir d'Obstacles à l'investissement erofzesetzen. Do muss ech Iech awer da soen, och do muss ech als Wirtschaftsminister awer e bësse laachen. E Land, dat bal 5% Wuesstum huet, dat dëst Joer oder d'nächst Joer nach driwwer wäert goen, deem virzewerfen, et hätt nach Hürden, fir ze investéieren, dat ass relativ wäithier geholl. D'autant plus, wann ech kucken, dass mer am vergaangene Joer nach eng ganz Rei Saache realiséiert hunn. D'Sàrl simplifiée, déi vum Justizminister proposéiert ginn ass an hei gestëmmt ginn ass, d'Omnibusgesetz, dat de Minister Kersch abruecht huet, dat leider laang ënnerwee war beim Statsrot, mä dat awer vill Obstakele wäert ewechhuelen, wat d'Investissementer ugeet. Dann d'Reform vum Immigratiounsgesetz, wat mer gemaach hunn, fir Investisseure besser kënnen hei unzezéie respektiv och fir Studenten, déi ausserhalb vun der EU hei studéieren (veuillez lire: déi vun ausserhalb vun der EU hei studéiere kommen), dass déi herno och hei schaffe kënnen. D'Reform vun der Promotioun vun de Rechercheprojeten, déi mer gemaach hunn.

An da gëtt et och eng Kritik, déi ech och net wierklech verstanen hunn, eng konkret, déi se eis gesot hunn, dass mer ze vill Konditioune géife setzen, wann een eng Grande surface oder e Supermarché wëllt bauen, dee méi grouss wéi 400 m^2 ass. Ech hunn an all deene Jore vu kengem eng Kritik kritt hei zu Lëtzebuerg, dass en do behënnert gewiescht wär. Mä mir ginn awer dann hin a mir wäerten dat nach weiderhi liberaliséieren.

En zweete Punkt, wat déi scheinbar Obstacles à l'investissement sinn, dat ass deen am Immobilieberäich. Och do, mengen ech, muss ee soen, dass de Finanzminister eng Propositioun gemaach huet an d'Regierung déi iwwerholl huet, wat de Quart taux ugeet bei der Plus-value immobilière, vun deem, wéi de Premierminister de Moie gesot huet, mer wäerten d'Effeten evaluéieren am Hierscht an dann decidéieren, ob mer dat nach eng Kéier wëlle verlängeren oder net.

D'Reforme vun de Finances communales, déi den Dan Kersch gemaach huet, de Baulückeprogramm, dee mer agesat hunn, de Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, dee mer reforméiert hunn. An dann hu mer en neie Pacte Logement elaboréiert. An de Baulandvertrag, deen och nach derbäi komm ass. Alles dat Moyenen, alles dat Hiewelen, déi mer eis ginn hunn, fir ebe just och am Beräich vum Investissement am Immobilieberäich kënne virunzegoen.

Souwäit zu deenen zwou Recommandatiounen, déi Bréissel eis gemaach huet. Mä mir haten eis och engagéiert, mir als Land, fir am Kader vun der EU 2020 fënnef Objektiver ze realiséieren. Deen éischte war deen, dass mer wéilten den Investissement an d'Recherche op 2,3% bis 2,6% vun eisem PIB erhéije bis d'Joer 2020. Do muss ee soen, dass mer leider nach ëmmer eréischt bei 1,3% leien. Mä dat läit net um Stat, well de Stat huet seng Rechercheprojeten immens an d'Luucht gesat, mä et läit um Secteur privé, deen ebe wärend deene méi kritesche Joren an der Lescht manner investéiert huet. A mir mierken awer elo, dass d'Tendenz erëm an déi aner Richtung geet.

Mir hunn op alle Fall vu staatlecher Säit d'budgetär Kreditter fir d'Recherche staark an d'Luucht gesat, mä d'Betriber musse se natierlech och dann notzen.

Mir hunn eng Konzentratioun gemaach vun de Programmer vum Fonds national de la recherche, mer hunn eng Optimisatioun vun der transnationaler Kooperatioun am Recherchedomän gemaach. Mir hunn en neit Gesetz iwwert d'Promotioun vun der RDI gemaach, mir hunn den „high performance computing"-Projet op Lëtzebuerg bruecht, e gemeinsame Projet tëschent Frankräich, Däitschland, Spuenien an Italien, wou Lëtzebuerg de Lead kritt, fir e Supercomputer mat enger Valeur vu ronn fënnef Milliarden Euro iwwer Lëtzebuerg kënnen ze organiséieren an deen dann hei och e Standbeen wäert hunn. Mer hunn den National Composite Center kreéiert a mer hunn den Automotive Campus kreéiert, wou eben all déi Entreprisen am Beräich vun dem Automobillberäich kënnen hir Recherche muer realiséieren.

Zweeten Objectif, dee mer eis ginn haten, dat war den Décrochage scolaire. Mer wëllen, dass manner wéi 10% d'Schoul ofbrieche bis d'Joer 2020. Mer sinn haut bei 13,5%. Mer mussen also och do nach e puer Efforte maachen, mä dofir fänke mer och direkt am jéngsten Alter un. Wa mer dovu schwätzen, dass mer d'Éducation plurilingue an de Crèchë fir Kanner vun 1 bis 4 Joer wëllen afeieren, e Projet, fir deen de Claude Meisch vill kritiséiert gëtt, mengen ech awer, dass et genee dat Richtegt ass, wa mer ebe just wëllen deene Jonken e Maximum u Chancë ginn, dass se herno hir Schoule packen an dass se net un der Hürd vun der Sprooch scheiteren, wa se bis an d'Primärschoul komme respektiv herno an de Lycée kommen. Dofir si mer iwwerzeegt als Regierung, dass dat dee richtege Wee ass, fir dat doten ze maachen, de Projet de réforme vun der École fondamentale vum Minister Meisch. An da wëll ech och drun erënneren, dass mer 2016 siwe Projet-de-loien an zwee Règlement-grand-ducallen am Regierungsrot ugeholl hunn an deposéiert hunn, fir de Lycée ze moderniséieren.

Den drëtten Objectif, dee mer eis ginn hunn, war dee vum Enseignement supérieur. Mir hu gesot, dass mer bis 2020 wëllen, dass mindestens zwee Drëttel vun alle Leit, déi hei an d'Schoul ginn, och en Diplôme universitaire solle fäerdegbréngen. Mir sinn elo bei engem Taux vu 54,1%, wat en extrem héijen Taux ass am Verglach mat deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun. Mer sinn also an déi richteg Richtung ënnerwee. Mä och hei huet d'Regierung eng ganz Rei Mesurë geholl, ënner anerem d'Aide-financièrë fir d'Studenten, déi an d'Luucht gesat gi sinn, d'Augmentatioun vun der Offer vu Programmer am Enseignement supérieur hei zu Lëtzebuerg an dann natierlech och d'Erhéijung vun de Moyene vun der Uni Lëtzebuerg, déi zënter 2009 méi wéi verduebelt gi sinn.

En nächsten Objectif, dee mer eis virgeholl hunn, war deen a Relatioun mam Klima. Mir hunn eis do dräi Ziler ginn. Éischtens emol, eis CO_2-Emissiounen ze senken ëm 20% bis 2020 an dat par rapport zu 2005. Mir sinn do amgaangen, an déi richteg Richtung ze goen a mir wäerten och eist Objectif fir d'Period 2013-2020 erfëllen.

Wat d'Énergie renouvelable ugeet, hu mer en Zil vun 11% bis 2020. Mir sinn elo bei eppes iwwer 5%. A mir sinn op där richteger Trajectoire, dat heescht, dass mer sécher sinn, dass mer bis 2020 dat doten Zil wäerte kënnen erreechen.

Mir hunn och en Zil, wat d'Efficacité énergétique ugeet. Och do läit Lëtzebuerg op senger Trajectoire, fir dat ze erreechen. A mir hunn eng ganz Panoplie vu Mesuren ergraff, fir ebe just dat doten hinzekréien. Den zweete Plang iwwert d'Emissioune vun den CO_2, deen eng ganz Rei eenzel Mesurë virgesäit wéi zum Beispill am Transport, am Beräich vum Bâtiment, am Beräich vun der Efficacité énergétique, vun der Énergie renouvelable, vun der Industrie, der Informatioun an der Sensibilisatioun vun de Bierger dobaussen, et cetera. Mir hunn awer och schonn en drëtten Aktiounsplang an der Ausschaffung, dee sech opdrängt fir eis, aus deem einfache Grond, well mer och den Accord de Paris ënnerschriwwen hunn an dofir nach eng ganz Rei weider Efforte wëlle maachen. An d'Madamm Dieschbourg schafft ganz intensiv do drun, fir dass mer deen dote Plang deemnächst wäerte kënnen unhuelen.

Mir hunn an der Mobilité durable eng ganz Rei Projete gemaach. Ech nenne just den Tram, deen amgaangen ass, gebaut ze ginn, de Funiculaire, d'Ausbaue vun eisem Schinnennetz zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Banque climatique an d'Weeër geleet. Mir hu scho méi Eoliennen - déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Renouvelable kënne virunzebréngen - an dëser Legislatur, déi nach net fäerdeg ass, gebaut wéi an all deene Legislature virdrun.

An och wat d'Performance énergétique vun de Gebaier ugeet, ass et esou, dass Lëtzebuerg dat Virreiderland an der Europäescher Unioun ass, dat ee Joer éischter wéi all anert EU-Land d'Leit obligéiert, Haiser ze bauen, Wunnengen ze bauen, déi quasi null Energie verbrauchen. Och do gi mer erëm eng Kéier och eisem Mëttelstand en Avantage, well se sech éischter drop konnte virbereeden - an och hu missen drop virbereeden - an dofir en Avantage compétitif hunn, wa se muer wëllen iwwert d'Grenzen eraus déi do Technologië verkafen.

Mir hunn eis Biocarburanten am Diesel an am Bensinn erhéicht. Deen Taux läit elo bei 5,15%. Mir hunn d'Elektromobilitéit ausgebaut; duerch d'Steierreform wäerte mer se nach massiv ënnerstëtzen. An Dir wäert gesinn, dass dat, speziell wat d'Leasingsautoen ugeet, ee ganz groussen Effet wäert hunn duerch déi heite Steierreform. A mir sinn amgaangen, iwwer 800 elektresch Bornen iwwert d'ganzt Land ze installéieren, fir dem Bierger d'Liewen einfach ze maachen, wann e sech decidéiert, dann op en Elektroauto muer zréckzegräifen.

Dann ass et esou, dass mer och hei en drëtten Aktiounsplang amgaange sinn auszeschaffen iwwert d'Efficacité énergétique. Mir hunn en neien Accord volontaire gemaach mat der Industrie, wat d'Reduktioun vun hiren Emissiounen ugeet. A mir hunn den „smart metering" agefouert. An en ass amgaangen, implementéiert ze ginn, fir ebe just och den Energie-Internet, dee mer am Kader vu Rifkin jo diskutéiert an decidéiert hunn, kënnen ze erreechen.

Ech kommen zu engem weidere Punkt vun eisen Objektiver, déi mer eis ginn hunn, näämlech dee vum Taux de l'emploi. Mir hunn eis gesot, dass mer eis d'Zil ginn, dass mer 73% vun eiser Populatioun wëllen an Aarbecht hunn bis d'Joer 2020. Mir leien haut scho bei 70,7%. Dat ass eng ganz positiv Evolutioun, déi domadder ze dinn huet, dass mer villes gemaach hunn, fir méi Fraen ze motivéieren, och schaffen ze goen, an dass mer villes gemaach hunn, fir d'Seniore méi laang an der Aarbecht ze halen. Mir hunn dat doduerch erreecht, dass mer zum Beispill e Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Égalité de salaire tëschent Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn awer och der ADEM all déi Moyene ginn, déi se brauch, fir d'Leit erëm an d'Aarbecht ze bréngen - an och speziell fir eeler Leit erëm an d'Aarbecht ze bréngen - iwwert de Parcours personnalisé oder déi Offre personnalisée, déi se vun der ADEM kréien. Mir hunn en JobBoard agefouert, dat et méi einfach mécht, fir déi, déi Aarbecht sichen, zesummenzebrénge mat deenen, déi Aarbechter sichen.

Mir hunn d'Garantie pour jeunes agefouert a mir hunn och mat der ADEM e Programm agefouert - an och hei erëm eng Kéier e ganz wichtege Punkt -, dass mer de Chômeuren hëllefen, Sproochen ze léieren, fir dass se déi Sproochen - déi, déi Sproochendefizienzen hunn -, kënnen ausgläichen, fir doduerjer méi Chancen nach eng Kéier ze hunn, fir op den Aarbechtsmarché kënnen ze kommen.

Dann dee leschten Objectif, dee mer eis ginn hunn, ass, fir de Risque de pauvreté ou d'exclusion (veuillez lire: sociale) erofzesetzen. Eist Zil ass et, fir 6.000 Leit aus der Pauvretéit erauszehuele bis 2020. Mir hunn haut schonn deen niddregsten Taux an der Europäescher Unioun mat 18,5% par rapport zu enger Moyenne vun 23,7%.

Ech muss Iech soen: Dat geet dëser Regierung net duer. Mir wäerten net soen, dass 18,5% wéineg ass an dass dat eis duergeet, mä mir wäerten alles drusetzen, fir ebe just déi Exclusion sociale an d'Pauvretéit hei am Land erofzesetzen.

An dofir hu mer, wéi de Statsminister virdru gesot huet, de Congé parental reforméiert a mir wäerten deen net zréckféieren, esou wéi d'CSV dat freet. Dofir hu mer de REVIS agefouert. D'Madamm Cahen huet vill misse streide mat der Oppositioun, fir dat do ze maachen. Mä de REVIS gëtt de Leit een Incentive, fir erëm schaffen ze goen, fir sech ze beméien, och erëm op den Aarbechtsmarché ze kommen. Dofir hu mer déi Structure d'accueil socio-éducatif fir Kanner agefouert - a gratis agefouert - a mir wäerten och net, wéi d'CSV dat freet, dat net méi generell gratis maachen, mä mir bleiwen do derbäi, dass dat fir all Kand soll gratis sinn. A mir hunn d'Aide sociale reforméiert, fir nei Sozialhëllefen anzeféieren.

Mir wäerten eis also net dermat zefridde ginn. Mir wäerten och weider nach u Mesurë schaffen, fir ebe just dee Risque de pauvreté erofzesetzen. An ech mengen, och d'Steierreform mam Crédit d'impôt huet derzou bäigedroen, dass eis dat ka gelengen.

Et ass elo esou, dass mer natierlech alles dat, wat mer hei diskutéiert hunn, wat ech Iech presentéiert hunn am Resumé, natierlech och mat de Sozialpartner des Laangen an des Breeden diskutéiert hunn. Mir schécken dat elo op Bréissel a mir sinn dann elo emol ganz gespaant, wat Bréissel eis dann elo als nei Recommandatioune fir d'Joren 2017 an 2018 wäert zoustellen. Wann et der déi Kéier nëmme méi zwou waren, kann ech mer net virstellen, dass mat deene Chifferen, déi de Pierre Gramegna elo just presentéiert huet, wat eise Wuesstum, wat eis Statsfinanzen ugeet, mer der do muer sollte méi kréie wéi zwou. Ech ginn éischter dervun aus, dass hinnen näischt méi wäert afalen. An dat ass och gutt esou.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Domat wäre mer um Enn vun de Presentatioune vun deene verschiddenen Elementer zur Lag vun der Nation vun der Regierung a mir géifen da mat der Debatt weiderfueren. Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

Débat général

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Politik maachen, ass net nëmmen d'Géigewaart, ass net nëmmen de Present geréieren, Politik maachen, ass zu engem ganz groussen Deel d'Zukunft gestalten. An d'Zukunft gestalten, ass net just eng Blo-Himmel-Visioun dohinzestellen an ze soen, et wier alles an der Rei an et wier néierens e Problem, mä konkret Schrëtt ze ënnerhuelen, wéi een déi Visiounen, déi ee wëllt erreechen, am Dagdeeglechen iwwert d'Joren, iwwert d'Jorzéngten och wëllt erreechen.

Den Antoine de Saint-Exupéry sot an engem Buch, wat «Terre des hommes» heescht: «Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible.» An et ass am Fong ganz genau dat, wat d'Leit och vun eis als Politiker erwaarden.

Den État de la nation ass jo net nëmmen eng Debatt iwwert de finanziellen an den ekonomeschen Zoustand vum Land, och wa se esou heescht, mä och eng Debatt iwwert dat, wat d'Leit fillen, spieren, iwwer hir Hoffnungen, iwwer hir Zukunftsperspektiven an och iwwer hir Suergen, hir Problemer.

Den Här Gramegna huet gesot, hie wier vill an der Welt ronderëm komm an deene leschte Joren. Ech sinn an deene leschte Méint och vill zu Lëtzebuerg ronderëm komm, a ville klenge Lokalitéiten, gréissere Lokalitéiten, hu mat ganz ville Leit geschwat, och fir déi kleng Suergen an déi sozial Problemer, déi mer hunn, kennenzeléieren, an iwwert d'Kenneléieren och genau ze situéieren an och ze wëssen, wou de Schong dréckt a wou d'Problemer sinn.

An am grousse Ganzen, niewent all deene Problemer, déi do sinn an déi ee muss upaken a léisen, hunn ech fonnt, datt d'Lëtzebuerger am grousse Ganzen am Fong wëssen, datt et hinnen net schlecht geet, se am Fong zefridde si mat deem, wat se hunn, haut, mä sech awer eng Rei Froe stellen iwwert déi laangfristeg Zukunft; Froe stellen an op eng aner Aart a Weis, wéi dat vläicht virun 10 oder 20 Joer de Fall war, Suergen ausdrécken, fir ze soen: Wéi ass eis laangfristeg Zukunft? Wéi ass d'Zukunft vun eise Kanner? Ass alles dat, wat mir elo hunn, gären hunn, och laangfristeg ofgeséchert?

Et ass vill iwwer Pensioune geschwat gi vun de Virriedner. Sinn déi Pensiounen, déi mer haut hunn, déi qualitativ héich sinn, iwwert d'Jorzéngten ofgeséchert? Si mer sécher, datt wa mer d'Pensioun kréien, mer nach kënnen dovunner benefissiéieren?

Awer och aner Suerge sinn ausgedréckt ginn. Suergen, déi anescht sinn, wéi dat vläicht a ville Jore virdrun de Fall war. Suergen iwwer Europa, wat elo 50, 60 Joer d'Hoffnung vu ville Lëtzebuerger war, Zukunftsperspektive vu ville Lëtzebuerger. De Statsminister huet iwwer 150

Joer Traité de Londres geschwat. Et war och 60 Joer Gebuertsdag vum Traité vu Roum elo. 60 Joer Hoffnung, wat Europa gebaut huet. An haut huet ee bei ville Leit awer eng ganz Rei Fragezeichen hannert där Zukunftsvisioun, déi eis iwwert d'Jore gedroen huet, d'Fro: Wéi geet dat weider? Wat heescht dee Brexit fir eis? Wat heeschen aner Suergen an Europa, wat heescht dee Changement an der Politik an Amerika fir Europa? Wéi gi mer domadder ëm? Wéi fuere mer weider? Suergen, déi een am Fong soss ni ausgedréckt krut, mä déi d'Leit sech wierklech maachen. An ech mengen, et ass och un eis, fir dorobber Äntwerten ze ginn.

Och Froen iwwert de Wuesstum. Wéi gesäit eist Land dann a 40, 50, 60 Joer aus? Wat heescht dee Wuesstum, dee mer elo hei beschreiwen? Ob et dann 900.000 oder 1,1 Milioun (veuillez lire: Awunner), oder wat och ëmmer, sinn, wat heescht dat fir eis? An ech mengen, datt mer gefuerdert sinn, Äntwerten dorobber ze ginn. Maache mer dat näämlech net an där Präzisioun, wéi mer et musse ginn, maache mer et net, da liwwere mer den Terrain deenen, déi déi einfach falsch Äntwerte ginn, och dat hu Virriedner gesot, dann iwwerliwwere (veuillez lire: iwwerloosse) mer deen Terrain de Populiste vu rechts oder de Populiste vu lénks, déi mat hire vereinfachte Konzepter u ganz komplex Froen eruginn an déi déi falsch Äntwerten op richteg Froe ginn.

Ech maachen e Plädoyer, fir och hei am Parlament iwwert déi Sujeten eng kloer Sprooch ze schwätzen. E Plädoyer, fir d'Problemer unzegoen, fir d'Léisungen, déi noutwendeg sinn, unzeschwätzen, op den Dësch ze leeën, och wann dat heiansdo problematesch ass. An och wann ee weess, datt, wann ee verschidde Problemer uschwätzt, ee sech net ëmmer beléift mécht an een och Oppositioun kritt, wann een d'Saachen op den Dësch leet. Ech mengen awer - an ech si fundamental dovunner iwwerzeegt -, datt et e Feeler ass, se net unzeschwätzen, se net op den Dësch ze leeën, se einfach ënnert den Dësch ze kieren.

Mir hu säit Joren eng Ausenanersetzung hei am Raum ronderëm d'Grondprinzipie vun der Finanzpolitik. Mer hunn déi elo erëm an dem PSC, an dem PNR, an deenen Erklärungen an och beim Statsminister de Moien an der Ried zu engem Deel kritt. D'Regierung seet: „Et geet eis gutt, mir hunn alles am Gréff a mir kënnen elo eng Politik vun den Ausgabe maachen." Ech mengen, datt d'Regierung hei systematesch probéiert, en Tableau ze molen, deen der Realitéit net vollkommen entsprécht. Jo!

Une voix.- Uah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech soen dat...

Une voix.- Dir bréngt eis och vläicht Gefor, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen dat elo emol, well Der direkt esou ufänkt. Ech hunn lech wärend dräi Riede schwätze gelooss.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt villes ze soe gehat. Ech erwaarden awer och, datt ech meng Gedanken hei normal entwéckele kann.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*-Eis Ekonomie dréit gutt. An et fält mer jo och keen Zack aus der Kroun, fir dat ze soen. Jo, déi ekonomesch Zuele si gutt. D'Zuele vum Chômage si gutt, d'Wirtschaftsresultater, d'Croissance ass gutt. An ech freeë mech och doriwwer. De Statsminister huet jo gesot, mir sollten eis doriwwer freeën. Mä ech soen lech: Ech freeë mech richteg doriwwer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif mech awer nach méi freeën, wann d'Regierung och géif eng Rei Konsequenzen draus zéien. An zwar eng vun deene Konsequenzen, déi mer säit Jore fuerderen, ass déi, fir, wann et der Wirtschaft gutt geet, dann och vun där Zäit ze profitéieren, fir ze kucken, datt mer eis laangfristeg a strukturell Problemer och an de Gréff kréien, da vun där Zäit, wou et eis richteg gutt geet, ze profitéieren, déi Zukunftsvirbereedung ze maachen, déi eis hëlleft, och iwwert d'Krisejoren ze kommen, déi an deenen nächsten 30 Joer oder 40 Joer sécherlech iergendwou eng Kéier wäerte kommen.

An et ka keen eis virmaachen, datt mer déi Croissance vun 3%, 4%, 5% iwwer 30 oder 40 Joer sécher garantéiert hunn. Ech soen Iech, ech si sécher, datt mer an där Zäit nach ganz schwiereg Evenementer, Krisen an Zäite wäerte kréien. Ech wier méi frou, wa mer déi an de gudden Zäiten och kéinten esou virbereeden, datt mer sécher wieren, datt mer genuch Polster, genuch „Buffer", wéi d'Amerikaner soen, hätten, fir déi kënne mat Serenitéit unzegoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass an eisen Aen net de Fall.

Éischtens, deen Zukunftspak, dee virun dräi Joer als Zil gesat ginn ass, ass an eisen Ae ganz kloer en Echec. Déi Politik vun der Konsolidatioun vun de Statsfinanzen ënner, jo, dem Impuls vum Wirtschaftsminister, dee se gebremst huet, existéiert iwwerhaapt net méi, just nach an de rhetoreschen Auslage vun dem Finanzminister. A si ass ersat ginn, an eisen Aen, duerch eng Ausgaben- an eng Verdeelungspolitik, wat genau de Contraire vun deem ass, wat virun zwee oder dräi Joer ugekënnegt ginn ass.

Et ass och an eisen Aen den Echec vun der Politik, fir den Defizit an de Gréff ze kréien. Dir hat 2016 en Defizit am Zentralstat vun 215 Milliounen, 2017 hutt Der en Defizit vun iwwer enger Milliard an dat wäert 2018 esou weidergoen.

An ech soen, wann een e Wuesstum vu 4% bis 5% huet, iwwert dee mer frou sinn, an op dee mer stolz sinn, da mengen ech, misst een et fäerdegbréngen, fir deen dote jäerlechen Defizit anescht an de Gréff ze kréien, wéi Dir dat maacht. Dir sot am selwechten Otemzuch: „D'Scholdespiral ass gestoppt." Bei enger Milliard Defizit d'Joer, dëst Joer, d'nächst Joer an och nach Defiziter an de Joren hannendrun - do kommen ech nach eng Kéier drop zréck - ass dat ganz einfach net richteg.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wou wëllt Dir déi Milliard da spueren, Här Wiseler?

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also wéi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, also...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dann äntwert! Dann äntwert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Maacht net Frechheeten, mä äntwert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Här President, dat do ka jo net sinn!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Net datt Der den Här Wiseler schonn an der Regierung gesitt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Maacht net Frechheeten, mä äntwert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee Moment, wéi de Wirtschaftsminister géif soen. Ech fannen, d'Chamber war ganz disziplinéiert bei deenen éischten dräi Rieden.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Chamber wäert och nach disziplinéiert bleiwe bei deenen anere Rieden. Ech géif mer wënschen, dass dat och op de Regierungsbänken de Fall ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- De Statsminister huet gesot, datt de Stand vun de Scholden haut - haut! - relativ gesinn an och an absoluten Zuelen ënnert deem ass vun 2013.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass awer net richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- 2013 war de Scholdestand 10,8 Milliarden. Ech schwätzen elo vun absolutten Zuelen. Haut ass en 12,8 Milliarden.

(Brouhaha)

20% méi. Dir musst mer just erklären, wéi Der dann op déi do Zuele kommt oder wéi Der op déi do Ausso kommt.

Den Här Gramegna huet virdrun datselwecht gesot. Hien huet just klugerweis gesot: Enn 2016, do war en effektiv ongeféier um selwechte Stand, liicht méi déif. Mä an Zwëschenzäit hutt Der awer en Emprunt vun zwou Milliarde gemaach. Dir kënnt awer net einfach soen: Deen ass net geschitt. Déi Ausso, déi Der gemaach hutt, haut wier dee Scholdestand méi kleng wéi 2013, an absolutten Zuelen, ass einfach falsch! Alternative Facts. Et ass net esou. Et ass net esou!

A wann ech kucken, wat och am PSC steet, da gëtt déi Croissance vun de Scholden och nach an deenen nächste Joren all Joers eng Milliard méi héich. Den Här Gramegna huet eis virdrun erkläert: „Dat muss net esou sinn." Mä d'Zuele vun der Regierung, déi op Bréissel geschéckt ginn, déi eis virleien, dat Zuelematerial, wat mer hunn, gesäit dat awer an aller Däitlechkeet vir. All Joers eng Milliard méi héich! Da kann een dat do awer einfach net esou behaapten. Dat, wat Der behaapt hutt, ass net richteg an deenen Zuelen, déi d'Regierung eis selwer liwwert.

An eisen Aen ass et een Echec vum Versuch, d'Ausgabespiral an de Gréff ze kréien. 2017 charakteriséiert sech duerch de Fait, datt d'Ausgabe méi schnell wuesse wéi d'Einnamen.

„Mir hunn zolidd Statsfinanzen", seet d'Regierung. Wéi ass et da mat de Reserven? Wéi ass et mat deene Suen, déi mer op d'Säit leeën, fir wann eng Kris kënnt? Ech hu virdrun dem Här Gramegna an dem Statsminister gutt nogelauschtert, wéi se soten: „Mir hunn dat alles am Gréff! Schlussendlech hu mer e Fonds souverain, dee mer maachen, wou mer Suen op d'Säit leeën." An Dir hutt souguer virun dräi Wochen, engem Mount, eng Pressekonferenz gemaach oder e Briefing nom Conseil, wou Der als haaptsächleche Sujet hat, fir ze soen: „Mir hunn elo e Fonds souverain gemaach - déizäit -, mir hunn 134 Milliounen an zwee Joer ewechgesat dofir." 134 Milliounen an zwee Joer: Wéi wëllt Der domat d'Zukunft virbereeden? An haut sot Der: „Et sinn 184 Milliounen an zwee Joer." Ech wëll just soen: An dräi Joer hutt Der 184 Millioune fir d'Zukunftsvirbereedung op d'Säit gesat an dem Fonds souverain! An Dir maacht nach eng extra Pressekonferenz...

(Brouhaha)

...doriwwer, fir eis dann ze erklären,...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wivill hat Dir der dann op d'Säit gesat, Här Wiseler?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir eis dann ze erklären, wat Der do amgaange sidd ze maachen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Wivill hat Dir der dann op d'Säit gesat?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi ass et dann...

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Da sot eis emol, wivill dass Dir der op d'Säit gesat hutt!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Här Kersch, wéi war dann dunn d'Konjunktur?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et ka jo net sinn, datt d'Regierung weider esou schwätze kann.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi ass et da mat de Reserven an den Investitiounsfongen?

Une voix.- Oh, si hätten och besser, si...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wéi ass et da mat deene Reserven? A wéi ass et da mam Fait, datt Der am Fong déi Suen, déi 184 Milliounen net an zwee, mä an dräi Joer, well Dir hutt 2017 derbäigezielt, ewechgesat hutt. Wou hutt Der déi dann hiergeholl? Mä Dir kënnt dach net soen, Dir hutt Suen op d'Säit gesat, wann Der déi Suen, déi Der op d'Säit gesat hutt, léine gaange sidd iwwer Emprunten, fir se dann op d'Säit ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat kann ee maachen, esou e Fong, wann een Iwwerschëss huet, fir seng Suen op d'Säit ze setzen. Mä wat fir ee Sënn mécht dat dann an dësem Fall? Wat fir ee Sënn mécht dat dann an dësem Fall?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Augenwischerei.

M. Roy Reding *(ADR).*- Gadget, Gimmick.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Virun e puer Deeg huet och de Finanzminister e stolze Communiqué erausginn - haut nach eng Kéier -: „Mir hunn elo véiermol en Triple-A kritt." Ech soen Iech nach eng Kéier, ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot, mä vu datt Dir och ëmmer Är Ausso vum Triple-A widderhuelt, soen ech Iech och nach eng Kéier: Mä lauschtert emol, Dir hutt 4% bis 5% Wuesstum. 4% bis 5% Wuesstum! A vill Länner hunn en Triple-A verluer tëschent 2007 an 2012, wou mer an enger schlëmmster Kris waren. An do ass et drëm gaangen, mat negativem Wuesstum den Triple-A ze halen. Standard & Poor's huet 45-mol an deene Joren d'Cotatiounen no ënnen agesat. An den Triple-A ass vun aacht Länner op véier erofgesat ginn an deene Joren. An trotzdeem hu mer en an deene schwierege Krisejoren ëmmer kënne behalen. An haut mat engem Wuesstum vu 4% bis 5%, et deet mer leed, mä ech ..., wann Der en haut géift verléieren, dann hätte mer awer e richtege Problem. Dann hätte mer awer e richtege Problem!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dee Wuesstum ass och net vum Himmel gefall.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A wann Der da sot, datt Fitch a Standard & Poor's, a wéi se och alleguer heeschen, eis den Triple-A ginn a soen, et wier alles gutt, mä wann Der och liest, wat se dann am Detail och soen, dann ass dat net vun hanne bis vir alles gutt. Da sinn et och eng ganz Rei Iwwerleeungen iwwer laangfristeg Problemer, déi eist Land huet. „The projected long-term increase in fiscal costs due to population ageing remains one of the highest across EU countries, despite reforms to the pension system in 2013" an esou weider an esou virun. An dat fannt Der bei all Cotatiounsinstitutioun hei erëm. Dat heescht, Dir kënnt net einfach soen: „Et ass alles am Botter a jiddweree behaapt dat."

An den Här Bettel huet och nach virdru gesot: „Jiddwer international Organisatioun gesäit ëmmer méi an, wéi gutt mer sinn a wéi recht mer hunn, an et ass kee méi, deen iergendeppes anescht seet."

(Interruption)

Déi Leit ware jo awer hei virun zwee, dräi Méint, an deene leschte Wochen. Souwuel den FMI wéi d'Europäesch Kommissioun. Déi hu jo Avise geschriwwen, déi kann ee jo noliesen. Déi hunn eis och erzielt, wat dann hir Meenung ass. An esou einfach, wéi Dir dat virstellt: „Et ass iwwerhaapt kee Problem" an „Mir sinn déi Bescht", esou ass et awer net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dach!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et ...

(Hilarité)

Här Schneider...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech sinn anerer Meenung wéi Dir, Här Wiseler.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gott sei Dank sidd Der anerer Meenung, Här Schneider. Den FMI-Report seet, datt et der Ekonomie gutt geet, op där enger Säit, mä e seet awer op där anerer Säit och, wat seng Risiko-Aschätzung ugeet, datt déi enorm héich ass zu Lëtzebuerg an datt et absolutt wichteg ass, fir sech op déi Risike virzebereeden, fir Reserven ze maachen a fir sech eng Marge de manœuvre ze ginn, fir an d'Krise vun deenen nächste Joren eranzegoen. An e seet dann awer och, datt mat där Politik, déi hei gemaach gëtt, déi ganz Marge-de-manoeuvren, déi ganz „Bufferen", wéi se se nennen, schonn total erschëpft sinn an datt dat riskant ass.

Et gëtt awer kloer gesot. Ech mengen, et muss een den Avis dann awer och bis zum Schluss liesen. An et ass iwwerhaapt näischt aneres wéi dat, wat mir och säit Méint hei widderhuelen. Genau dat do widderhuele mer säit Méint. Genau dat do ass dat, wat mer beanstanden un der Politik vun der Regierung.

D'ailleurs seet d'Europäesch Kommissioun am europäesche Semester datselwecht. Déi waren och virun e puer Wochen hei an d'Majoritéitsdeputéiert hunn en och nogelauschtert. Déi soen, ech zitéieren elo emol den Text: «Les préoccupations quant à la viabilité à long terme des finances publiques persistent, en raison de la hausse attendue du coût du vieillissement.» Entres autres, hei. Sou. Et ass awer net esou einfach, wéi Dir dat alles dohistellt. Et sinn eng Rei Risiken, déi an d'Fënster gestallt ginn an déi bei all deenen Institutiounen, déi e Bléck op d'Lëtzebuerger Finanze werfen, dann och ervirgestrach ginn.

De Statsminister seet dann: „Mir brauchen e staarken, nohaltege Pensiounssystem. Mir däerfen déi Schwächten, déi eise Pensiounssystem huet, net lafe loossen." Dat ass seng Ausdrucksaart a -weis. „An dofir maache mer e Screening an duerno maache mer eng Aarbechtsgrupp." Mä kuerzfristeg si mer net bereet, Adaptatiounen ze maachen a kuerzfristeg an och laangfristeg, wann ech den Ekonomiesminister elo zumindest an deem, wéi hie sech ausdréckt, verstanen hunn, ass dat absolutt iwwerhaapt a guer net noutwendeg. Punkt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Punkt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da weist en zréck op déi Etüden, déi e selwer, oder déi d'Regierung selwer gemaach huet, vun der IGSS virun zwee, dräi Méint. Jo, wann een déi Etüden awer kuckt a liest, wat do drasteet, da muss een awer bal zu anere Konklusioune kom-

men, wéi dat, wat Dir hei sot. D'IGSS geet vun engem Zeenario aus, wou de Wuesstum vun 1,1, 1,2 Milliounen deen ass, deen als normalen Zeenario dohigestallt gëtt. Elo si mer schonn an där Wuesstumsprognos. An trotz där Wuesstumsprognos seet d'IGSS an deem Avis, datt 2023 u sech de System an deem Sënn kippe wäert, datt dann d'Ausgabe méi héich si wéi d'Einnamen, datt mer 2035 déi Limitte vun de Reserven, déi d'Gesetz eis virgëtt, wäerten no ënnen ënnerschreiden an 2043 eis Reserven opgeschafft sinn. Ech liese just, wat dosteet. Ech hunn déi Rechnung net selwer gemaach. Ech liese se.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här Wiseler, eleng wann Der do liest, gesitt Der an deem Moment, datt dat sech zënter der leschter Pensiounsreform elo ewell ëm dräi Joer verschoben huet. Also Dir kënnt net soen, datt elo ewell keng Evolutioun do war.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen Iech, ëm dräi Joer verschoben, et ka sech och nach, wann Der nach méi Wuesstum hutt, méi verschieben, wann Der es manner hutt, wäert et méi no ënne goen. Ech mengen, datt mer wierklech d'Fro net esou kënne stellen. Ech mengen, datt mer haut, datt mer haut...

(Interruption par M. Romain Schneider)

Et ass eng seriö Fro, Här Schneider. Ech mengen, datt mer haut...

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ben, ech hu se och seriö gemengt, mä ech wollt Iech net ënnerbriechen, dofir hunn ech...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass léif.

(Interruption)

Ech mengen, datt mer haut an enger Situatioun sinn, wou et eis finanziell gutt geet. An ech mengen, datt ee genau vun där Situatioun sollt, misst profitéieren, fir do ze kucken, wou mer wëssen, datt an 10, 15 Joer Schwieregkeete kommen, wéi mer déi an de Grëff kréien. Dat muss awer elo eng Diskussioun ginn. De Sujet einfach ënnert den Teppech kieren a soen, et wier kee Problem, ass net d'Léisung.

Ech kéint mer et jo och einfach maachen a soen: Mä bis 2023, bis déi nächst Legislaturperiod ass kee Problem, bis déi iwwernächst brauche mer jo net driwwer ze schwätzen. Ech mengen ebe just net, datt dat d'Aart a Weis ass, wéi mer sollten drugoen. Mir hätte gär eng Diskussioun doriwwer a mir hätte gär zesumme mat de Sozialpartner an zesumme mat deene Parteien, déi wëlle mat eis driwwer diskutéieren, eng Diskussioun, wéi mer deen do Problem laangfristeg an de Grëff kréien. Elo léisen, erlaabt eis, ganz aner Moossnamen ze huelen, wéi déi, déi mer missten huelen, wa mer et nach 10, 15 Joer goe loossen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Da sot eis emol, wat Der wëllt maachen, Här Wiseler!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, datt näischt maachen...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Da sot eis wat!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...wierklech net d'Solutioun ass.

Dir sidd hei amgaangen, ze probéieren, de Problem, dee mer hunn, einfach ze ignoréieren, ze maachen, wéi wann en net do wier. Ech géif soen, mir mussen dee Problem do an de Grëff kréien. Et gëtt eng Rei Schrauwen, déi ee kann dréien, fir...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wéi eng?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...et an de Grëff ze kréien. Wann een et haut mécht, deet ee vill manner wéi, wéi wann een et misst a fënnef, zéng oder a fofzéng Joer maachen. Kommt, mer ignoréieren d'Problemer net! Kommt, mer diskutéieren driwwer! A kommt, mer probéieren, gemeinsam Solutiounen ze fannen!

Ech fannen, dat ass d'Basis vun der politescher Aktioun. De Kapp an de Sand stiechen, näischt wëlle wëssen, well et méi einfach ass, ass net menges.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, da sot eis, wat Der wëllt maachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä et ass dach awer...

(Brouhaha)

Entschëllegt, mä dat ass jo awer keng Debatt, wann een ëmmer nëmme seet: „Et muss een emol eng Kéier driwwer schwätzen." Mä da sot eis konkret, wat dann d'Propositioune vun der CSV am Beräich vun de Pensioune sinn!

Une voix.- Da sot där eis emol konkret…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir hunn Iech kloer gesot, wat mir mengen.

Une autre voix.- Esou kann dat dach net goen, wien...

Une troisième voix.- Der kënnt sécher sinn, Här Schneider, déi nächst Ried, déi Der haalt, gitt Der 43-mol ënnerbrach. Dat wonnert mech net...

Une autre voix.- D'Regierung schwätzt och... da soe mär och...

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- D'Regierung verlaangt méi Konkretes vum Oppositiounsféierer, wéi se vu sech selwer verlaangt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift, elo huet just den Här Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ginn dräi oder...

(Brouhaha)

Här Schneider, et ginn dräi oder véier Schrauwen, wou ee kann drun dréien. An déi musse mer diskutéieren, fir deen uerdentleche Mix ze fannen, dee méiglech ass, fir datt mer dat kënnen an de Grëff kréien.

Ech soen Iech just, datt, wann Der déi Diskussioun haut net féiert, wann Der haut weiderfuert, Verspriechen ze maachen, vun deenen Der elo wësst, datt Der se an 20, 30 Joer net kënnt halen - an dat wësst Der ganz genau, dat wësst Der ganz genau -, da schaaft Der méi Problemer, wéi et noutwendeg ass, an da kuckt Der, datt mer haut, wou mer kéinten eng Diskussioun féieren, d'Problemer net an de Grëff kréien, an datt mer kee Milimeter weiderkommen.

Ech wëll déi Politik net matmaachen. Ech liesen och...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt eis awer nach ëmmer net gesot...

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Entschëllegt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...nach net gesot, wéi dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech hätt...

(Brouhaha)

Wann ech gelift, wann d'Regierung sech zu Wuert wëllt mellen, ka se dat maachen. Mä dann, wann ech gelift, mellt se sech. A wann de Riedner do dermat d'accord ass, da kritt d'Regierung d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soe just dem Här Schneider, datt et dräi oder véier Moyene ginn. Mir hu keng definitiv Decisioune bei eis geholl, well mer gären eng Diskussioun mat de Sozialpartner doriwwer hätten.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir soen awer ganz kloer, datt et noutwendeg ass, datt déi do Problematik an der Diskussioun eng Solutioun kritt, an datt mer wëllen de Problem ugoen.

Dir sot ganz kloer, Dir wëllt en net ugoen. Dat ass den Ennerscheed.

(Brouhaha)

Ech liesen de PNR...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, erlaabt Der?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, ech wëll, ech géif net, ongär...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...vläicht eng Kéier bis zum Schluss kommen. Ech soen nach eng Kéier...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wollt Der eng Diskussioun, Här Wiseler?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hätt den Här Schneider honnertmol kënnen a senger Ried ënnerbriechen. Ech hunn et keng eng Kéier gemaach.

(Brouhaha)

Den Här Schneider huet eng Oplëschtung vun Dossieren hei gemaach, ouni iergendeng Explikatioun iwwer iergendeen Dossier ze ginn. Ech géif elo gär meng Ried fäerdeg maachen an net dauernd ënnerbrach ginn. Dir maacht et jo express a systematesch.

Une voix.- Ooh!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech akzeptéieren dat net.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Keng Manéieren.

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'ailleurs, wann ech d'Regierung kucken, wat an hirem PNR, dat heescht, dem Här Schneider sengem Dokument seet, da gesinn ech, datt do eng ganz Rei Zitatioune kommen, wou d'Regierung sech selbstverständlech beluewegt, mä et sinn e puer komescher. Ech liesen emol eng vir: «Par ailleurs, le Gouvernement continue à accorder une priorité aux investissements, et ce à un niveau supérieur à la moyenne de la zone euro, tout en respectant pleinement ses objectifs fixés dans le programme gouvernemental, à savoir: une dette publique inférieure à 30 % du PIB», domat si mer jo och d'accord, an dann: «et un objectif budgétaire à moyen terme (OMT).» Punkt!

«Tout en respectant pleinement ses objectifs fixés dans le programme gouvernemental», de Programme gouvernemental huet awer en total anert Objektiv gesat. De Programme gouvernemental huet den Objektiv vun engem OMT, un Objectif à moyen terme financier, vu plus 0,5% gesat.

Den Här Schneider schreift a sengem PNR, dat géif elo voll respektéiert ginn, an an der Zwëschenzäit huet d'Regierung awer den Objectif op minus 0,5% erofgesat. A wann ee kuckt, wat Är eegen Zuele sinn, da gesäit een, datt Der an deenen dräi Joer, déi kommen, dat Objektiv, wat Der Iech gesat hat am Ufank vun der Legislaturperiod, plus 0,5, a kengem Joer respektéiert. Dir sidd op 0,4 dëst Joer. Dir gitt d'nächst Joer op minus 0,1, an 2019 och op minus 0,1, wann dann Är Previsioune stëmmen. Dir haalt déi Zilsetzung, op déi Der selwer am PNR drop zréckkommt...

Une voix.- 2021 op 1,6 plus.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- .... net an. Dir ännert se ënnerwee.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- D'Kommissioun ännert se.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da mengt Der, d'Leit wieren alleguer...

(Interruption)

D'Leit ....

(Interruption)

D'Fro, déi ech mer stellen, an dat ass jo dat, wat ech aus dem Här Gramegna senger Ried erausgehéiert hunn, seng Courbe geet elo erof bis 2018, 2019, do si mer dann am Defizit. 2017, 2018 si mer am Defizit, minus 0,1. An duerno, an der nächster Legislaturperiod geet dann alles besser. Do gi mer erëm richteg an d'Luucht, an dat ass dann de Meritt vun där heiter Regierung, datt mer an der nächster Legislaturperiod erëm besser ginn.

Ech wëll Iech just soen: Et ass awer e wéineg einfach, dat elo ze verschieben op déi nächst Legislaturperiod, well déi Zuelen, déi Der an Är Previsiounen, an de PSC schreift, déi Zuelen, wou dann alles besser geet, déi gesinn awer eng ganz Rei Depensen, déi noutwendeg sinn, net vir!

Wann dat soll no Ären Zuele goen, esou wéi Dir se hei schreift, dann däerf awer eng nächst Regierung strictement keng zousätzlech Depense maachen; dann däerf awer eng nächst Regierung déi Investissementer, déi net proportionell an d'Luucht ginn an deene Joren 2020 an 2021, esou wéi Dir se ugitt, net vergréisseren.

An Dir schreift selwer, datt 2019, 2020, 2021 nach eng Rei zousätzlech Projete missten derbäikommen, wa mer d'Entwécklung wéilten uerdentlech maachen. Dat gesitt Der awer net vir an deene Joren 2019, 2020, 2021. Dann däerf zum Beispill kee Gehälteraccord méi gemaach ginn, deen awer 2019 ausleeft.

Dir verschiebt d'Bessergoe vun eise Scholden, eise Statsfinanzen op déi nächst Legislaturperiod. An ech fannen dat e wéineg einfach als Aart a Weis, un d'Finanzen erunzegoen op déi nächst Legislaturperiod; d'Léise vun deene Problemer, déi Der schaaft, hei einfach ze verschieben.

Déi Wuesstumsdebatt, déi mer amgaange sinn hei ze maachen, ass natierlech eng vun deene wesentlechen, déi eist Land wäert an deenen nächste Jore begleeden. An do, mengen ech, muss een och vun der Regierung eng Kéier klore Wäin ausgeschott kréien, an net nëmme just dat, wat hinnen an deem Dossier, wou se amgaange sinn driwwer ze schwätzen, an de Kapp kënnt. Mir haten en Debat declenchéiert, oder en ass declenchéiert gi vum „Working Group on Ageing Populations and Sustainability", wou gesot ginn ass, datt mer dann zu Lëtzebuerg 1,1 Milliounen Awunner hätten am Joer 2060. Dat ass da benotzt ginn, fir den OMT op minus 0,5 erofzesetzen.

Ech hunn dem Här Kox säi Rapport gelies. Dee warnt virun där doter Evolutioun vun eiser Gesellschaft; virun e puer Méint. Ech hunn dem Här Bausch nogelauschtert, dee vun enger Phantom-Debatt schwätzt, wa mer vun deem dote Wuesstum schwätzen. Ech hunn och den Här Bausch gutt gelies. Ech liesen Iech dat och gär vir, aus dem Caritas-Almanach, wou den Här Bausch dra schreift - et ass jo schonn erstaunlech, mä et ass awer gutt, wat e schreift -: „Eine quasi lineare Entwicklung von 12.000 Einwohnern oder 10.000 neuen Arbeitsplätzen pro Jahr über einen so langen Zeitraum zu prognostizieren, scheint gewagt. Im Grunde genommen sind die 1,1 Millionen Einwohner nichts Weiteres als die statistische Extrapolation einer Europop-Studie."

Dat heescht, dat ass u sech absolutt net d'Realitéit. An e proposéiert, eis op e Wuesstum vu 6.000 ze limitéieren, ouni awer ze soen, wat fir eng Konsequenzen dat dann huet op all déi Finanzsystemer, déi mer hei hunn, well d'Regierung sech an hire finanziellen Evolutiounen awer op ganz aner Wuesstumsprognose cibléiert (veuillez lire: baséiert).

Den Här Rifkin sengersäits geet dovunner aus, datt mer 20.000 nei Awunner d'Joer wäerten hunn, wa mer dat ëmsetzen, wat hie seet. Also, erëm eng aner Prognos wéi dat, wat gemaach gëtt.

De Minister fir d'Sécurité sociale hëlt den Zeenario 1,1 eriwwer, wann e seng Pensiounsprognose mécht. De Statec reviséiert deen Zeenario viru 14 Deeg, an e seet, elo wär en awer net esou héich. De PNR, dee schreift awer haut, oder dat, wat mer d'lescht Woch kruten: «A long terme, le Gouvernement aligne ses principales hypothèses économiques sur le scénario macro-économique utilisé pour le Luxembourg dans le cadre des travaux du "Working Group on Ageing Populations and Sustainability" du Comité de politique économique de l'UE, et de son plus récent rapport sur le vieillissement.» Dat heescht, dee seet: All eis Prognose sinn op deem doten Zeenario opgebaut; also dem Zeenario 1,1 Milliounen.

Ech muss Iech soen: Hei ass jo awer eng wesentlech Thematik vun deenen nächste Joren; e wesentlechen Diskussiounspunkt vun deenen nächste Joren! Wa mer dann awer op deem Diskussiounspunkt schonn esou vill Meenungen hunn, wéi mer Ministeren hunn, déi driwwer schwätzen, déi alleguer aner Prognose maachen, an da wëllt een dobausse seriö geholl ginn an eng Diskussioun starten, wou dann eist Land higeet a wéi eise Wuesstum ass an deenen nächste Joren... Ech soen: Wann een et esou upaakt, da verspillt ee sech awer all Kredibilitéit an da brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Leit net méi wëlle mat engem iwwert déi dote Saachen diskutéieren.

D'Politik vun der CSV ass, datt mer eis wëllen op eng Finanzpolitik baséieren, déi selbstverständlech d'Noutwendegkeet vum Wuesstum agesäit, mä déi sech awer net esou un e Wuesstum vun 1,1 Millioune Leit bënnt, datt mer e mussen hunn, ansonsten eis Finanzsystemer net opginn, an op där anerer Säit mer eis op e Wuesstum virbereeden, datt mer, egal wat kënnt, och à même sinn en ze geréieren. Fir dat ze maachen, mussen eis Grondlage stëmmen, mussen equilibréiert gesond Statsfinanzen do sinn a mussen ofgeséchert Sozialsystemer do sinn. Dat ass fir eis d'Basis, soss baue mer keng Politik op! Ass eis Basis morsch, baue mer keen uerdentlecht Haus an der Zukunft dorobber op.

Dat implizéiert natierlech och an eisen Iwwerleeungen, datt mer all déi Megatrends, wéi nei Kommunikatiounen, Digitalisatioun, aner Aarbechtsaart a -weisen, aner Mobilitéitsufroen, consideréieren, datt mer Zukunftsprinzipie wéi d'„Circle Economy" consideréieren, datt mer eis Energieproduktioun dekarboniséieren an ëmstellen, lokal Produktioun maachen, Individualproduktioun maachen, d'Klimaschutz-Necessitéite mataberechnen, selbstverständlech!

An dofir huet d'Regierung jo och probéiert, déi Rifkin-Studie ze maachen. An ech muss och soen, mir hunn och déi Initiativ gutt fonnt, just, mir hunn d'Resultat awer frustrant fonnt, wéi mer et bis héiere respektiv gelies hunn. An do gëtt et e puer Grënn derfir.

Mir hu fonnt, datt dat, wat an der Rifkin-Etüd beschriwwe gëtt, eng eventuell Visioun vun

enger Zukunft ass, déi a 40, 50 Joer do ass, mä keen eenzelne Schrëtt seet eis, wéi mer déi doten Zukunft da sollen erreechen, wéi mer se solle finanzéieren a wat déi nächst Punkte sinn, déi mer musse maachen, fir op deen dote Wee ze goen.

An déi Ziler, déi gesat sinn, muss ech awer soen, fanne mer awer absolutt an total irrealistesch! Da muss een eis awer nach soen, wéi een dohinner kënnt. Wann ech d'Mobilitéit kucken: Haut hu mer en ëffentlechen Transport vu 14,5%, a mir hunn en Zil an deenen nächsten zéng, 20 Joer op 19% eropzekommen.

Den Här Rifkin seet: „A 40 Joer si mer op 40% ëffentlechen Transport bei 1,1 Milliounen Awunner hei am Land." Dat heescht, datt mer d'Capacitéite vum ëffentlechen Transport verméier- oder verfënneffache mussen! Wann een dat seet, jo, da muss een awer och hallefweegs soen, wéi ee wëllt dohinner kommen, wéi een dat wëllt maachen.

Den Här Rifkin seet, datt mer no 2025 - an aacht Joer - nëmmen nach sollen elektresch Autoen hei immatrikuléieren. D'Zuelen, déi den Här Bausch publizéiert, déi soen, datt mer haut bei 0,18% elektresch Autoe sinn, oder 0,63% Hybrid. An e seet ganz optimistesch, datt d'Zuel vun de Verkeef sech an deenen éischten zwee Méint vun 2017 elo verduebelt huet, an zwar vun 9 op 24 Autoen, déi mer voll elektresch verkafen.

Do ass awer nach e wäite Wee an aacht Joer ze goen. Da muss den Här Rifkin oder d'Regierung eis awer soen, wann dat d'Zilsetzunge sinn, wéi een dohinner kënnt. Et kann een einfach Zuelen op e Pabeier setzen an dann optimistesch soen: „Mir sinn déi Gutt a mir maachen dat", wëssend, datt een et wahrscheinlech net méi muss maachen, mä emol einfach als Zil setzen, ouni iergendee Wee ze nennen, wéi een dann dohinner kënnt.

An all Kéiers, wann an deem Rapport ekonomesch wesentlech Froe gestallt ginn, da gëtt op „Shared Economy" zréckgewisen. An da wëll ech just froen, wéi dat da geet, wann Der wëllt „Shared Economy" hei maachen; well dat ass Airbnb, dat ass Uber, dat ass eBay, dat sinn äänlech Saachen, déi dann an d'Lëtzebuerger Ekonomie mussen ëmgesat ginn.

A wann ech awer gesinn, datt all Kéiers, wann driwwer geschwat gëtt, de Reflex vun der Regierung hei zu Lëtzebuerg ass, datt mer da musse méi reguléieren, fir et ze maachen, da maache mer genau de Contraire vun deem, wat am Fong am Rifkin gefrot gëtt.

Dofir soen ech: Wann een esou eng Studie an Auftrag gëtt, da muss dat awer och e wéineg realistesch sinn. A souguer d'EU-Kommissioun, déi dat Ganzt analyséiert huet, dréckt hir Skepsis zu de Resultater vun där doter Etüd aus, well se och seet, datt keng spezifesch Moossname geholl oder virgeschloe ginn, fir déi doten Zilsetzungen ze erreechen. An datselwecht mécht d'Chambre de Commerce, déi ufänkt, se just als eng Toolbox ze designéieren an näischt aneres méi domadder wëllt ufänken.

Ech soen, datt an dësem Fall... Ech fannen, datt ee sech misst eng ganz Rei Froe stellen, awéiwäit den Här Rifkin alles dat, wat déi positiv Folge vun der Digitalisatioun an der sougenannter „Shared Economy" sinn, net e gutt Stéck ze vill optimistesch gesäit an haaptsächlech, an dat ass eise gréisste Reproche, net ignoréiert oder komplett ignoréiert, wat déi problematesch Punkten an notamment déi sozial Punkte vun där Evolutioun sinn.

Setze mer dat do an d'Lëtzebuerger Ekonomie ëm, da géif ech gär wëssen, wéi de soziale Suivi gemaach gëtt, wat mat deene Leit geschitt, déi net onbedéngt matkommen an déi net kënnen an där Ekonomie do standhalen. Wéi maache mer et, datt mer déi net op der Strooss loossen? All déi Froe gi mat kengem Wuert an där Etüd, an där Zukunftsvisioun, déi d'Regierung fir sech zu engem groussen Deel iwwerholl huet, traitéiert. An dat ass an eisen Aen e grousse Problem.

Eist Land wiisst demografesch iwwer all déi Joren. An ob dat elo 750.000, 900.000 oder 1,1 Millioun gëtt, de Wuesstum musse mer kucken an de Gréff ze kréien. An d'Konzepter vun der Landesplanung sinn dofir wichteg, datt mer se esou kréien, datt mer dee Wuesstum och kënne gestalten.

Ech stellen awer haut fest, dräi an en halleft Joer nodeem datt déi Regierung am Amt ass, datt déi Gesetzesännerungen, déi d'Regierung gär hätt un dem Text vum Aménagement du territoire, net gemaach sinn, datt den Text da vläicht virun der Vakanz oder no der Vakanz kënnt, datt déi Plan-sectoriellen nach ëmmer net do sinn, notamment dee vum Logement, datt se nach ëmmer an der Prozedur sinn. A wann ech den Timing kucken, d'Gesetz muss fir d'Éischt kommen, et kënnt Enn des Joers, da soen ech mer: An dëser Legislaturperiod kommen déi Plan-sectoriellen, déi mer awer bräichten, awer och net; well déi brauchen awer eng Zäit, éier se duerch d'Prozedur ginn.

Mir haten eng Rei Debaten - zwee Stéck - iwwert d'Landesplanung an iwwer Wuesstum an där leschter Zäit. An ech hunn un engem deelgeholl. E war grouss opgezunn, mä et war am Fong kee richtegen Debat, well eis do dräi Zeenarie virgestallt ginn. Dräi Zeenarien, wéi eist Land sech soll entwéckelen. Deen een ass genannt ginn, de Scénario „Diffus et Désordonné". Deen aneren ass genannt ginn: de Scénario „Dirigé et Théorique". An deen drëtten ass genannt ginn: de Scénario „Organisé et Harmonieux". Wat fir ee Politiker seet dann do bei esou enger Diskussioun: „Ech si fir de Scénario Diffus et Désordonné."?

(Interruption)

Wat ass dat da fir eng Diskussioun, wann Der se esou ufänkt? An d'Resultater an d'Konklusioune vun där doter Diskussioun, déi, muss ech soen, bréngen eis och net weider, d'autant plus, datt dat, wat proposéiert ginn ass, näischt aneres ass wéi dat, wat souwisou scho 15 Joer virdru vum IVL proposéiert gi war. Dat heescht, och do si mer kee Stéck weiderkomm.

Dat Eenzegt, wat momentan amgaang ass ëmgesat ze ginn, dat ass de Programm vun der Mobilité durable, dat eenzegt Dokument, wou an der Realitéit Entwécklunge geschéien, obwuel et nach net an dem Plan sectoriel «Transports» ëmgesat gëtt. An elo si mer amgaang, eng nei Prozedur ze maachen, fir dann de Programm directeur vun der Landesplanung nei ze lancéieren. An dat u sech nodeem da wahrscheinlech d'Plan-sectoriellen an d'Prozedur gesat ginn. An de Plan directeur gëtt fäerdeg, wann d'Plan-sectorielle wahrscheinlech ofgeschloss ginn.

Dann ass meng Fro: Jo, fänke mer dann erëm vir u mat de Plan-sectoriellen, oder wéi soll dat Ganzt goen? Mir stelle just fest, datt den Timing vum Programme directeur an all deenen Diskussioune mat Laboratoiren a Bierger-Ambassadeuren esou geplangt ass, datt mer en och virum Enn vun dëser der Legislaturperiod selbstverständlech net fäerdegbréngen.

Ech versti jo, datt d'Landesplanung eppes Komplexes ass,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mä wann een dann higeet virun dräi Joer a seet: „Elo ass eng Regierung do. Déi huet endlech de Courage, Plan-sectoriellen ze deposéieren", an dräi Méint duerno seet een: „Hei ass eng Regierung, déi huet elo wierklech de Courage, fir déi Plan-sectoriellen erëm zréckzezéien, an hei ass eng Regierung...", drëtte Punkt, e puer Méint duerno, „...déi huet de Courage, fir alles frëschzemaache mat Gemengebedeelegung, a grondleeënd alles ze erneieren", mam Resultat, datt virum Enn vun der Legislaturperiod...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...strictement näischt do ass a mer net weiderkomm sinn an deem ganzen Dossier.

A gëschter huet de Statsminister sech dann och a sengem Discours zur Landesplanung gemellt, a sot...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war haut.

Haut, pardon. Et deet mer leed, Här Statsminister. Ech hunn d'Ried gëschter gelies, dofir war et gëschter fir mech.

(Hilarité)

Haut huet den Här Statsminister sech och zur Landesplanung gemellt a sot, fir dëse Problem an de Gréff ze kréien, muss ee méi wäitsiichteg an och méi couragéiert Decisiounen huelen. Do war ech gespaant, wat da géif kommen. Du sot de Statsminister: „Elo musse mer eng Mesure iwwert den Tëleetravail huelen." An du war et fäerdeg.

Et koum nach eppes hannendrun, do schwätzen ech ganz gär driwwer. Dat ass, fir ze soen: „Mir mussen elo flexibel Coworking-Strukturen an deene véier Ecke vun eisem Land op der Grenz opstellen, fir datt d'Grenzgänger net méi brauchen an d'Stad ze kommen."

Ech wëll Iech dann awer just froen: Wéi passt dat dote Konzept an dat Konzept eran, wat de Landesplanungsminister virun e puer Woche virgestallt huet, mat dräi zentralen Developpementsachsen: Belval, d'Stad Lëtzebuerg an d'Nordstad, mat deene verschiddene CDAe ronderëm?

A wann Dir da sot, datt all déi Gemengen, déi net un den ëffentlechen Transport ugeschloss sinn, sollen zolidd ënnerstëtzt ginn, fir och hiren Developpement esou kënnen ze maachen, da muss ech soen: Dat ass richteg oder falsch, awer zumindest contraire zu deem, wat de Landesplanungsminister seet!

Ech wëll just wëssen, wéi déi doten zwee Konzepter matenee ginn, wéi dat soll fonctionnéieren? Ech hunn hei d'Impressioun, datt d'Regierung mat zwou Sprooche schwätzt. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. An zum Schluss komme mer domat op kee Resultat.

(Interruption)

Bis auf Weiteres gëtt just de Programm vun der Mobilité durable ëmgesat, a Projeten ëmgesat, déi alleguer, ouni Ausnam, net nei sinn! Et gëtt zwar probéiert, déi elo ze verkafen, wéi wann et der vun der neier Regierung wieren. Dat ass awer net de Fall. Souwuel den Tram...

(Interruptions)

...wéi den Arrêt Pont Rouge, wéi d'Gare Howald, wéi déi dräispureg Autobunnen, wéi de Contournement Käerjeng, wéi d'Sécherheetsmoossnamen op der N7, wéi d'Beetebuerger Streck, wéi d'Streck an Däitschland, souguer wéi d'Problemer mam Parking Stackem, wou ech gelies hunn, datt den Här Bausch der hätt, souguer och déi Problemer sinn net nei, well déiselwecht Problemer mat der belscher Administratioun hu virun dräi, véier Joer schonn existéiert.

Alles dat...

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Loosst e schwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech verstinn Iech net.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Loosst en! Schwätzt Dir weider, Här Wiseler! Zielt weider alles op! Mir lauschteren no.

Une voix.- Soll ech der Madamm Loschetter...?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat Eenzegt, wat feelt, ass d'Tangente Ouest, de Contournement de Merl an äänlech Saachen, wou ech net weess, wou d'Evolutioun respektiv wou den Dossier haut drun ass.

Ech géif Iech just soen: Zumindest wa mer eng Wuesstumsprognos vun 1,1 Millioune Leit erausginn, dat d'Mobilitéitskonzept, wat entwéckelt war, ass e Mobilitéitskonzept fir 750.000 Leit. Net fir méi! Net fir méi! A wann den Här Bausch seet: „Ech weess net, wéi et no 15, 20 Joer erausgesäit, planen op 15, 20 Joer, oder méi wäit wéi 15, 20 Joer schéngt mer e wéineg illusoresch ze sinn", da soen ech: Mä an dem Stroossebau, an der Mobilitéitsplanung, an der Landesplanung sinn awer Entwécklunge vun 30, 40 Joer dat, wat ee muss virausgesinn!

Do muss een awer haut Konzepter ausschaffen, déi der dann hëllefen, an 20 Joer oder a 25 Joer d'Mobilitéit an de Gréff ze kréien. Dofir, just d'Suggestioun, obwuel dat Mobilitéitskonzept vu viru siwen, aacht Joer ass, mä et misst een haut schonn dohinner goen an dat Mobilitéitskonzept un déi Zuelen adaptéieren, déi awer elo am Raum stinn a vläicht och ugoen, oder wann Der et wëllt ëmgedréit maachen, d'Konzept vum ëffentlechen Transport elo schonn esou adaptéieren, datt et am Fong deenen Zuele kann entspriechen. Well ech soen Iech: D'Mobilitéitskonzept, wat ech jo nach selwer mat entwéckelt hunn, geet net duer fir déi Zuelen, déi Der elo an de Raum setzt. Also wär et gutt, wa mer eis déi Iwwerleeunge géife maachen, fir doranner weiderzekommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Lorsché?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kréie jo all déi Zäit bäi, well esou vill hunn ech der net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo, selbstverständlech.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et ass keng grouss Fro. Ech wollt Iech just froen, Här Wiseler, aus wéi engem Grond Dir géint déi zweet Phas vum Tram gestëmmt hutt, wann Der elo sot: „Et hätt misse virbereet ginn an et muss séier goen, et muss ganz séier goen." An da verstinn ech awer net Är Haltung, déi zweet Phas ze blockéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ma Dir sot dat elo scho sechs Méint,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Hat Der dat vergiess, Här Wiseler?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...an Dir gitt mer elo eng perfekt Geleeënheet, dat ze explizéieren, well et jo genau dat ass, wat Der probéiert ze maachen. Dir probéiert elo, mat där doter Explikatioun hinzegoen an ze soen, dee fréieren Transportminister respektiv d'CSV wär géint den Tram gewiescht. Ech soen Iech: Ech si fënnef Joer, an ech muss op 50, 60 Versammlungen higaange sinn, inklusiv bei Iech an d'Fraktioun d'ailleurs, fir dee Projet vum Tram ze erklären a weiderzedrécken. Fir dann ze soen: „Dat ass e grénge Projet an d'CSV wollt en net", wat jo dann ënnerschwelleg an all deene Remarquen do steet, muss ech Iech soen: Dat stëmmt nun awer sécherlech net! An et hëlt keen Iech et of!

(Interruption)

Firwat hu mer dergéint gestëmmt?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat war net d'Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Jo, jo, mä d'Fro, wann Der se esou stellt, dann ass eng Suggestioun hannendrun. Dofir hunn ech fir d'Éischt zur Suggestioun Stellung geholl, an elo stellen ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Hei gëtt op eng Fro geäntwert, da wär ech frou, wa jiddweree géif nolauschteren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An d'Äntwert op d'Fro, dat ass: Dir kënnt Iech erënneren, an där Diskussioun hate mer eng Diskussioun iwwert de Kofinanzement vun de Gemengen, wann een iwwert d'Extensioun vum Tram schwätzt. Déi Fro war an eisen Aen net beäntwert ginn!

An ech hunn dat och gesot an eiser Äntwert: Well déi Saachen net kloer sinn, well mer net wëssen, wéi dat soll goen, si mer net der Meenung, datt mer dat elo an deem dote Moment kënne stëmmen. Dat heescht awer net, datt mer géint d'Extensioune vum Tram sinn. Wann Der d'ailleurs d'Dokumenter vun där Zäit kuckt, wou ech responsabel vun deem Departement war, da fannt Der all déi Extensiounen och schonn dran. Dir fannt se souguer an dem Exposé des motifs vun dem Gesetzestext, wat ech nach deposéiert hunn, fir den Tram ze stëmmen. Do fannt Der dat alles dran!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, dofir fannen ech déi...

(Interruption)

Jo.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Mer fannen och dat Landesplanungsgesetz erëm, Här Wiseler, wat eis bis elo verhënnert huet, déi Plan-sectoriellen ëmzesetzen, déi Dir ni fäerdegbruecht hutt. Mir fannen och dat Gesetz nach haut erëm, dat Gesetz, wat Dir ofstëmme gelooss hutt a wat et onméiglech gemaach huet, fir d'Plan-sectoriellen ëmzesetzen.

Une voix.- Gutt Äntwert!

Une autre voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn d'Plan-sectoriellen net deposéiert an Dir hat en Uerteel vum Oktober 2013, wat eng Modifikatioun an der juristescher Interpretatioun dovu gemaach huet. An doropshin hutt Dir se deposéiert, net ech, dat wëll ech Iech just soen.

Der musst och ëmmer d'Geschicht...

(Brouhaha)

Der musst och ëmmer d'Geschicht ganz schreiwen.

(Brouhaha)

D'lescht Joer huet de Premier eis iwwert d'Logementspolitik gesot: „Ech deklaréieren dat hei net zur Chefsaach, mir schafen Tatsaachen."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Tatsaach ass, datt an deene leschten zwielef Méint d'Präisser vun den Haiser ëm 7% gestige sinn, d'Loyere vun den Appartementer ëm 4,9%.

Une voix.- Se wieren nach vill méi...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Tatsaach ass: Präisser plus 7% d'Joer. Ech hätt léiwer, de Statsminister hätt deen Dossier zur Chefsaach gemaach a sech drëm bekëmmert, wéi elo déi Diskussiounen hei esou féieren ze kommen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Dir hutt...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ... d'Logementspolitik dëser Regierung wierklech iergendé Reproche ze maachen,...

(Brouhaha)

...a virun allem als fréiere Bauteminister. Wierklech! Wierklech! Well en hat jo vill gehollef,

deen, deen et virdrun als Chefsache deklaréiert hat.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat hate mer schonn eng Kéier, datt et Chefsaach war.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An Dir waart dofir responsabel!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Deen ass elo zu Bréissel. Dee mécht do Immobiliepolitik.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- De Wunnengsbauminister ass do scho méi sachlech drugaangen. Hien huet alt gesot: „Ech hu keen Zauberstab." An ech weess, wéi schwéier et ass.

Une voix.- Voila!

Une autre voix.- Tipptopp!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech weess, wéi schwéier et ass, Logementspolitik ze maachen. Just, datt ech dann och gär gehat hätt, datt net déi grouss tonitruant Aussoen hei géife kommen, fir ze soen: „Mir hunn elo alles richteg gemaach. Mir hunn elo alles am Gréff. Elo geet et besser."

Une voix.- Neen, dat ass net gesot ginn. Neen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Esou ass et net.

(Brouhaha)

Une voix.- Dat huet kee gesot.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Liest Är Rieden eng Kéier no!

(Interruptions)

Ech hunn Ären État de la nation vum leschte Joer net do, mä grouss Deklaratiounen, déi hutt Der en masse gemaach. En masse hutt Der déi gemaach!

An ech muss da soen:...

(Interruption)

Une voix.- Dat ass jo onméiglech.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn hei eng Rei Saachen op den Dësch geluecht kritt, mat deene mer och d'accord kënne sinn. Dir hutt eng Rei Projeten hei och genannt, gëschter an Ärer Ried,…

Une voix.- Haut!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …haut de Moien an Ärer Ried. Dat si Projete vun Ollem, vun - wat hutt Der nach genannt? -, vu Woltz.

Une voix.- Diddeleng!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Diddeleng hutt Der nach genannt. Projeten, déi d'ailleurs och de Marco Schank schonn ugeleiert hat zu engem groussen Deel. Dir hutt och eng Klimabank an eng Subvention de loyer gemaach.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir haten d'Terrainen awer och kritt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Och dat si Projeten, déi scho vun der viregter Regierung ugeleiert goufen. Mir droen dat jo och mat. Mir droen dat jo och alles mat! Just soen ech Iech: Mat all deenen Zuelen, dat léist de Problem net. Ech mengen, mir kënnen elo nach vill soen a bauen a maachen, och am Subventionéieren, a mir ënnerstëtzen dat och alles, just, de Problem ass awer deen, datt mer mat enger Aktioun haaptsächlech op der Demande zwar de Leit hëllefen, an ech sinn och domat d'accord, datt een dat wierklech muss maachen, mä ob mer domat méi Logement bauen an d'Präisser erofkréien, woen ech awer ze bezweifelen.

Dofir mengen ech, datt een effektiv op d'Offer muss agéieren. Dat gëtt och probéiert vu staatlecher Säit. An ech hunn dem Här Bodry och gutt nogelauschtert, deen am Fong vun dëser Diskussioun gehofft hat, datt een eng grouss Diskussioun iwwert d'Logementspolitik kéint maachen, an datt ee mat der Keul kéint dorunner goen, deen dréckt jo awer och zu engem Deel seng Kritik dozou aus, datt mer haut net weiderkommen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

An, wéi gesot, ech mengen, datt mer eis dofir mussen ëm déi zwee Problemer bekëmmeren, déi richteg sinn. Dat Éischt, dat ass: De Stat muss kucken, datt Terrainen disponibel ginn an de Stat muss d'administrativ Prozedure vereinfachen. Dorobber hänkt et. Elo kënne mir eis villes virmaachen a mir kënnen och vill sozial Hëllef maachen. Mir ënnerstëtzen dat och alles, mä dorop dréit de Problem sech. Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt een do effektiv muss Moossnamen huelen, déi ee weiderbréngen. An de Plan sectoriel ass a mengen Aen déi Noutwendegkeet,...

(Interruption)

...déi mer brauchen, fir Terrainen ze determinéieren, wou an deenen nächste Jore ka gebaut ginn. An de Stat muss dann och iwwert déi Moyenen, déi deen neie Gesetzestext eis gëtt, kucken, un déi Terrainen ze kommen. Dat geet mat villen Negociatiounen an et geet och mat deem Drock, deen de Gesetzestext eis erméiglecht, op d'Leit ze maachen, fir deen Terrain ze kréien, dee mer brauchen, do, wou eben Entwécklung an deenen eenzelne Gemengen noutwendeg ass. Wa mer dat Instrument net hunn a wa mer et net systematesch benotzen, komme mer net weider. Well do hänkt de Punkt.

An da soen ech: Déi Simplification administrative, och dat ass e schwéieren Dossier. Och do hu mer keng Zauberformel, weder Dir nach mir, fir dat esou hinzekréien. Et ass eng Etapp gemaach gi mat dem Omnibusgesetz. Mir hunn déi och matgestëmmt, well mer déi Punkten och richteg fonnt hunn, déi do gemaach gi sinn. Ech waarden elo op déi nächst Etapp, déi awer komme muss, do, wou mer d'Naturschutzgesetz ëmänneren an do, wou eng ganz Rei substanziell Simplification-administrativen nach musse gemaach ginn. Do gëtt awer vun der Regierung erwaart, datt mer dat do kommen (veuillez lire: hikréien). An elo kucke mer, wéi deen Text, wa mer da fäerdeg sinn, ausgesäit, wann e bis gestëmmt ass, well et ass haaptsächlech do, mengen ech, wou d'Musek spillt.

Ech sinn der Meenung, datt et e Feeler war, déi TVA um zweete Logement vun 3% op 17% an d'Luucht ze hiewen. Ech mengen, datt et e Feeler war, quitte datt een ëmmer ka soen: „Déi, déi eng zweet Wunneng oder eng drëtt Wunneng hunn, kënnen dat bezuelen." Mä ech soen awer hannendrun: Ech sinn dach frou, wa privat Suen investéiert ginn an de Wunnengsbau, och wann et eng zweet, drëtt Wunneng ass, a wa mer do locative Wunnengsbau mat deene Sue kreéieren, datt de Stat net brauch alles ze maachen. Ech fannen, et ass e politesche Feeler, dat gemaach ze hunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat war an der viregter Regierung och scho proposéiert ginn vum deemolege CSV-Finanzminister. Ech wëll Iech just drun erënneren, falls Der dat vergiess sollt hunn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll Iech just soen, datt vum deemolege Finanzminister eng Rei Propositioune gemaach gi sinn, wéi ee kéint eng Rei Suen aspueren, ouni datt eng Diskussioun driwwer gefouert ginn ass, an datt d'Regierung sengerzäit eng Rei Saachen net festgehalen hat. Dës Regierung huet déi Decisioun do geholl. Déi viregt Regierung huet déi Decisioun do net geholl.

(Brouhaha)

Ech mengen...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- D'CSV huet also hir Meenung geännert.

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, datt ee fir dee bebaubaren Terrain, do, wou an enger Gemeng Terrain ass, deen immediat scho ka bebaut ginn, d'Besteierung och muss änneren. Et ass momentan méiglech, datt d'Gemenge se änneren.

Une voix.- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir mengen an der CSV, datt mer maache mussen, datt et eng staatlech Responsabilitéit ass, an datt mer dat musse staatlechersäits maachen.

Mir begréissen d'ailleurs och de Prinzip vun de Baulandverträg, déi d'Regierung virun e puer Deeg explizéiert huet. Mir waarden elo op de Gesetzestext, fir ze kucken, ob dee Gesetzestext och effikass ass an ob et net just e Pabeiertiger ass. Mä vum Prinzip hier begréisse mer déi do Initiativen, fir weiderzekommen.

An där heier Problematik an an där heier Fro kënne mer eis elo nach fënnef, zéng oder fofzéng Joer driwwer bekloen an deem engen oder deem aneren d'Schold zouweisen, firwat eppes geet oder net geet. Ech menge just, datt dat alles kee Sënn huet. Mir wëssen, wéi schwiereg de Problem ass a wéi schwéier en ze léisen ass. Ech mengen, datt een eng Rei Moossnamen hei muss huelen, och wa se op Widderstand stoussen.

Ech mengen, datt een eng Rei zolidd Moossname muss huelen, déi eis et erlaben, Terrainen ze degagéieren, fir ze bauen, datt mer déi Simplification-administrativen - och wa mer verschidde Saache gutt a richteg fannen, mä mir kommen domadder net weider - mussen an de Gréff kréien. Ansonste komme mer mat Aktioun op der Demande net zum Zil. Et ass d'Aktioun op der Offer, déi systematesch muss weidergedréckt ginn. Och wa vill Oppositioun kënnt, musse mer déi duerchstoen. Op jidde Fall sinn dat déi Propositiounen, déi mir maachen.

Dann hunn den IMF an d'Europäesch Unioun gesot, mir hätten eng grouss Dependenz vun der Finanzplaz. Dat wësse mer. Mir mussen eng Diversifikatioun vun der Ekonomie maachen, dat wësse mer och. Mir gesinn de Wirtschaftsminister quasiment op Dauermissioun beim „space mining", hie reest ronderëm d'Äerd vu Kalifornien op Japan an en ass u sech esou wéi e Satellitt am Orbit ronderëm d'Äerd, fir dat ze maachen. Et ass de Lëtzebuerger Sputnik, deen do ronderëmdréit.

(Hilarité et brouhaha)

Fir dat alles ze maachen an...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dir géift e gär op de Mound schéissen, mä mir hunn e léiwer hei bei eis.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- En ass awer oft fort, mä gutt. Et ass seng Missioun. Hie probéiert, deen Dossier vum „space mining" weiderzedreiwen. En huet och gesot, dat wier e laangfristegen Dossier an e wier frou, datt d'CSV en och géif matdroen, hunn ech iergendwou an engem Artikel gelies, well e misst op Laangfristegkeet bauen.

Ech wëll awer do trotzdeem, mat allem Respekt, eng Rei Kloerstellunge maachen. Éischtens, d'CSV huet kee Problem domat, wa mer en Dossier upaken, wou Risiko hannendrun ass, well hei ass Risiko hannendrun. Mir hu kee Problem domat, wa mer en Dossier upaken, deen innovativ ass. Dat hu mer an der ganzer Geschicht, notamment och an der Lëtzebuerger Weltraumgeschicht, déi mer matgestalt hunn, och bewisen. Just, datt ech wëll soen: Wann een dat mécht, da wier et awer och gutt, wann een all Detailer vun deem Dossier géif kennen a wann een net misst an deenen eenzelne Pressekonferenzen, déi de Minister dann zu Lëtzebuerg oder am Rescht vun der Welt gëtt, probéieren, sech e Reim op alles ze maachen, wat dat do dann elo heescht.

Wa meng Informatioune richteg sinn, dann ass d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Propositioun déi, datt mer eng Base légale schafen, wou mer eis eng Rei Rechtssécherheete ginn, notamment iwwert d'Proprietéit vun deem, wat da vun esou Asteroiden kann op d'Äerd zréckbruecht ginn. Ech hunn awer och den Avis vum Conseil d'État gelies, dee ganz retizent ass an dee seet, datt dat internationaalt Recht eis déi Méiglechkeet do net géif ginn, an deen am Fong déi Sécurité juridique do a Fro stellt.

Dofir eng ganz Rei Froen, déi sech do ronderëm stellen: Wéi ka Lëtzebuerg garantéieren, datt dat Gesetz, hin oder hier, ob mir et elo zu Lëtzebuerg maachen, och dem internationale Recht standhält? De Minister seet - ech liese jo seng Pressekonferenzen a seng Communiquéë ganz gutt - op där enger Säit: „Lëtzebuerg ka jo déi Gesetzer maachen, déi et wëllt, et geet keen eppes un, wat mir fir Gesetzer maachen." Dat ass emol gutt gesot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech soen ëmmer: Mir sinn e souveräänt Land.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Richteg! Dat ass och gutt gesot, tough gesot! Hie seet awer dann hannendrun: „Mir mussen awer drop awierken, datt d'international Traitéen, notamment dee vun 1967, iwwert de Weltraum geännert ginn." Wat mer awer seet, datt do vläicht net alles esou richteg ass.

Ech wëll am Fong just, well mer et net wëssen, déi Explikatioune kréien - d'Regierung huet jo do nach Zäit -: Wéi ass et domadder? Wat heescht dat do? Well et jo awer a mengen Aen, wann ech lech richteg verstanen hunn, en zentrale Punkt ass.

Et sinn eng Rei Start-uppen, déi op Lëtzebuerg kommen, dofir ze interesséieren. Et si 25 Milliounen a Planetary Resources bezuelt ginn. Wat ass d'Finalitéit? Wat sinn d'Zukunftsperspektiven? Och do wier ech frou, wa mer kéinten eng Analys driwwer kréien.

Et ass eng Kollaboratioun mat den Émirats arabes unis ugeschwat ginn. Ausser datt eng Diskussioun war, weess ech awer net, wat den Inhalt ass. Dann ass d'Annonce gemaach gi vun der Kreatioun vun enger Agence fir de Weltraum an duerno vum Schafe vun engem Fong fir de Weltraum. 100, 200 Millioune si virgesi ginn dofir.

Ass dat esou? Wat soll déi Agence maachen? Wat soll dee Fong maachen? Wat fir eng Investissementer sinn en fin de compte do geplangt? Dir proposéiert den auslänneschen Investisseuren dat schonn, ech ginn awer dovunner aus, datt déi zwou Kreatiounen hei nach eng Kéier duerch d'Chamber musse goen, well se eng legal Basis brauchen. Dir wëllt mat de Japaner kuerzfristeg e Roboter op de Mound schécken. Fir wat ze maachen? Zu welche Konditiounen?

Wéi gesot, ech liesen alles an der Zeitung a mir mussen eis dann e Reim drop maachen. Ech wëll wëssen: Wat sinn d'Retombéeën? Wat ass d'Kollaboratioun mat der Uni, mat der Recherche? Ass dat do rentabel? Wéini estiméiert Der, datt et eng Rentabilitéit ka ginn? Wat sinn d'Investissementer, déi op Lëtzebuerg duerkommen? A wat sinn d'Risike ronderëm esou e Projet?

An ech soen dat elo an aller Seriositéit, just eng Recommandatioun: Et ass e laangfristege Projet. Wann Der wëllt, datt dee laangfristege Projet dann och kann iwwert déi nächst Legislaturperiode matgedroe gëtt, ech weess jo net, wien d'nächste Kéier oder d'iwwernächste Kéier an der Regierung sëtzt, mä ech géif Iech just roden: Bannt déi aner Parteie mat an! Kuckt, datt Der Är Laangfristegkeet op de Konsens baséiert! Sot eis, wat lass ass a gitt eis d'Méiglechkeet, och ze estiméieren, ob dat do elo seriö ass, ob et en „business case" huet, dee sech dréit, an eis eis Meenung ze maachen, datt mer et ënnerstëtzen kënnen oder datt mer d'Realitéit hannert deem Projet gesinn! Déi Laangfristegkeet, déi Der braucht, kritt Der soss net hin. Dat ass e gutt gemengten, wuel gemengte Rotschlo.

Dir maacht domat souwisou wéi ëmmer genau dat, wat Der wëllt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir kritt all Explikatiounen, déi Der wëllt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Bannt eis mat an déi Saachen an, wa se laangfristeg sinn, dat ass besser!

An der Tëschenzäit, dat muss ech awer och soen, musse mer eng Wirtschaftspolitik maachen, déi op der Äerd heinidden ass. An ech soen: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Chancen do dran. Ech ginn elo net op all déi Digitalisatiounsfroen an, op déi ganz Modernisatioun vun eiser Industrie, Dir hutt déi scho virdrun ugeschwat an do fannt Der eis selbstverständlech, fir déi matzedroen.

Ech wëll just ee Wuert iwwert d'PME soen, iwwert déi 7.000 Entreprisen, iwwert déi 80.000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, well mer awer d'Impressioun hunn, datt dat do e wéineg vernoléissegt gëtt. Mir hätte gär e Kompetenzzentrum fir Digitalisatioun zesumme mat der Chambre des Métiers. Mir hätte gär, datt endlech déi Texter iwwert d'Formation professionnelle dann och esou ginn, datt ee sech definitiv kann drop verloossen. Mir hätte gär, datt am Dualsystem d'Betriber nach anescht responsabiliséiert ginn, wéi dat haut de Fall ass. D'Handwierksbetriber hunn eng ganz Rei interessant Iddien doriwwer.

Mir hätte gär déi Reform vun der Meeschterprüfung. Mir hätte gär, datt d'SNCI iwwerkuckt gëtt, hir Missiounen iwwerkuckt ginn. Mir hätte gär, datt an der Steierlandschaft d'Betriebsiwwernamen iwwert de betriibleche Patrimoine eraus bei de PMEen erliichtert ginn. Mir hätte gär eng Immunisation de fonds propres, dann, wann Investitioune vun deene Betriber gemaach ginn. Dofir hu mer eng Interpellatioun iwwert de Mëttelstand an e puer Wochen ugefrot.

Ech wëll soen, datt fir mech och am Mëttelstand déi ganz Froen iwwer Landwirtschaft a Wäibau wäerten dran erëmzefanne sinn. Mir fannen och, datt hei eng Politik gemaach gëtt, wou ..., a mir hunn dat nach haut gesinn un engem beschte Beispill, dofir loossen ech all déi aner Saachen, déi ech soe wollt, elo aus Zäitgrënn op der Säit, mä dat Beispill wëll ech awer trotzdeem soen: Mir si frou, datt de Statsminister gëschter ugekënnegt huet, datt och d'Ëmstellung op hallef biologesch Betriber dann an Zukunft méiglech wier. Mir fannen dat richteg,…

(Interruption)

…well déi biologesch -, loosst mech emol fäerdeg schwätzen! -, well déi biologesch an déi konventionell Landwirtschaft net däerfe géinteneen ausgespillt ginn an och déi konventionell net als déi schlecht an déi biologesch als déi gutt däerf dohigestallt ginn. Dat ass eng Approche, déi mer net deelen. An dofir fannen ech déi Ëmstellung, déi een hallef an engem Betrib ka maachen, och de richtege Wee.

Just a sengem Text steet dat esou, an deem geschriebenen Wort, mä das gesprochene Wort

zielt jo an dësem Fall. An der Ried, déi Der de Moie gehalen hutt, hutt Der nach eppes derbäigefüügt. Dir hutt derbäigefüügt, datt et just an der Zäit sollt limitéiert sinn. An dat, muss ech soen, ass e Bäifügen, wat eis net gefält. Mir hätte gär, datt Der dat vill méi präzis (veuillez lire: definéiert) an datt Der dat Niewenteneeliewe ganz anescht organiséiert hätt, mä do komme mer och an eisen Aussagen an der Diskussioun nach eng Kéier drop zréck.

Mir hunn d'Impressioun, datt hei eng Wäibaupolitik an eng Landwirtschaftspolitik gemaach gëtt, wou net de Landwirtschaftsminister, mä wou den Ëmweltminister seet, wéi et ze goen huet, an dat net an dem Respekt vun deem, wat déi normal Entwécklung vun der Landwirtschaft misst beinhalten.

D'Cohésion sociale ass fir eis och e ganz wesentleche Problem. Mir hunn e Wuesstum am Land, mä dee Wuesstum wäerte mer an der nächster Zäit net iwwert d'Gebuerte maachen, mä dee wäerte mer zu engem groussen Deel iwwert d'Immigratioun maachen. 46%, 47% Auslänner, déi momentan bei eis liewen, dat wäerten der an der Zukunft méi sinn. An ech hätt och gär, datt dofir kloer Wierder géife geschwat ginn.

Well kuckt, wat am Ausland iwwerall geschitt! A kuckt, wéi déi Situatiounen esou ongeschéckt ausgenotzt gi vu Parteien, déi eis alleguer net nostinn! Ech hätt gär, datt mer kloer géife soen, datt ouni Immigratioun zu Lëtzebuerg näischt géif goen. Ech hätt gär, datt mer géife soen, datt d'Immigranten eis gehollef hunn an deene leschte Joren, dëst Land opzebauen, an datt mer se och nach an Zukunft géife brauchen. Ech wëll awer och, datt mer hannendru soen, datt mer eis Identitéit wëllen halen, mä just, well eis Identitéit keng ausgrenzend Identitéit ass, well eis Identitéit eng Identitéit ass vun Oppenheet a vu Solidaritéit, hu mer eng Gewunnecht, mat deem Accueil ëmzegoen an ass jiddwereen an där Identitéit do wëllkomm, mat sengen Differenzen, mat sengen Nuancen a mat deem Zesummeliewen, wat mer kënne gemeinsam do organiséieren.

Mir wëllen och, datt déi Auslänner, déi hei wunnen, sech bei eis wuelfillen. Dofir hätte mer gär Integratioun. An Integratioun muss Realitéit ginn iwwert d'Schoul eraus, mä awer och am Ugebot vum Integrationsprozess vu Coursen, déi ugebuede ginn, vu Lëtzebuergesch respektiv vu Geschicht oder eis Institutiounen, esou wéi dat an der leschter Zäit jo gemaach ginn ass. Mir wonneren eis a mir sinn u sech just doriwwer enttäuscht, datt d'Subsidiatioun vun deene Coursen an de Betriber an deene leschte Joren ëm 50% gekierzt ginn ass. Do hu mer dee schlechte Wee fonnt.

Mir si frou, datt mer dat Nationalitéitegesetz konnte gemeinsam stëmmen, nodeem datt mer déi penibel Debatt hate ronderëm de Referendum. An op där anerer Säit menge mer, datt mer eis nach eng ganz Rei Gedanken iwwert d'Participatioun an Zukunft misste maachen. Notamment d'Ëmstellung an d'Iwwerleeungen, wat mam Conseil national des étrangers geschitt, ass eng Iwwerleeung, déi an där nächster Zäit geschéie muss.

Et sinn nach e puer Saachen, déi ech onbedéngt wëll uschwätzen, notamment e puer Wuert iwwert d'Familljepolitik. De Premierminister huet haut en Discours gehalen, wou e seet: „Et steet eis net zou, bestëmmte Familljemodeller ze imposéieren, mä mer mussen Äntwerte ginn op déi konkret Besoine vun den Elteren am Interêt vum Kand." Schéi gesot, an dat kéint eng Ausso vun der CSV sinn, wann ee se esou héiert. Mä op där anerer Säit muss déi Ausso do awer och dem Realitéitscheck gerecht ginn. Just, wann ee kuckt, wat an deene leschten zwee, dräi Joer gemaach ginn ass, dann ass dat awer net de Fall. Dir hutt d'Allocation d'éducation ofgeschaaft. Dir hutt d'Kannergeld fir kannerräich Famillje substanziell gekierzt. Dir hutt deen alen Congé parental duerch en neien ersat, wou déi Flexibilitéit, déi mer gär gehat hätten, net esou dran ass, wéi mer dat gär gehat hätten. An Dir sot, dat géif an engem nächste Schrëtt eréischt kommen.

Eng Famill, déi sech selwer wëllt iwwert de Congé parental ewech ëm d'Educatioun vun de Kanner wärend enger Zäit, sief dat och nëmmen zwee Joer, bekëmmeren, déi krut alles dat geholl, wat se virun enger Rei vu Jore kréie konnt, an Dir hutt domat d'Konditiounen, fir e fräie Choix ze huelen, vill méi schwéier gestalt. Et sinn also schéi Wierder, déi Der hei iwwer Elteren a Kanner sot, mä si halen dem Realitéitscheck einfach net stand. Dir hutt hei an där Politik eng ideologesch Approche gehat, déi de Choix absolutt net respektéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A puncto Sécherheet, och nach ee Punkt, deen ech wéilt soen, dat ass deen, datt mer viru bal zwee Joer - eppes manner, ee Joer an en halleft - e Gesetz iwwert d'Menace terroriste deposéiert hunn, 2015, déi Zäit no den Attentater, hu mer dat mat vill Energie hei deposéiert. An der Zwëschenzäit hu mer dat schonns dräimol op Basis vun Avisen, déi erakomm sinn, amendéiert, awer nach net an der Kommissioun diskutéiert.

Et ass och schwiereg, dee richtegen Equiliber tëschent Effikassitéit op där enger Säit a Protektioun vun der Privatsphär an de Grondfräiheeten op där anerer Säit ze fannen. Mä ech hunn awer hei d'Impressioun, datt tëschent de Koalitiounspartner net ëmmer déiselwecht Meenung herrscht, an datt mer dofir an deem Sujet net weiderkommen. An ech soen hei kloer: „Mir brauchen deen Text", well Dir gesitt jo alleguer an den Noriichten, wat ronderëm eis an anere Länner amgaangen ass ze geschéien. Dofir froe mer als Partei, datt deen esou schnell wéi méiglech an d'Chamberskommissioun muss kommen. Mir mussen doriwwer diskutéieren a mir musse kucken, datt en an d'Realitéit ëmgesat gëtt.

An ech hunn och d'Impressioun, datt dës Koalitioun sech a villen anere Punkten net ëmmer eens ass a probéiert, just an den Diskussiounen iwwert d'Ronnen ze kommen. D'Sécherheet ass nëmmen ee vun dëse Sujeten. D'Aarbechtszäitverkierzung ass en aneren. Ech hunn héieren, datt den Här Schneider doriwwer op hirem Kongress eng gréisser Diskussioun wollt lancéieren. Ech hunn den Här Bettel héieren, deen direkt reagéiert huet a gesot huet, datt d'Regierung net géif doriwwer nodenken. An d'Madamm Cahen, als Parteipresidentin, huet genau datselwecht gesot. Haut sot den Här Bettel, mir géifen awer iwwer nei Aarbechtszäitmodeller nodenken.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gesitt Der emol!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn en Zukunftspak, wou Dir sot, Här Schneider - et sidd bal ëmmer Dir an dësem Fall -, datt den Zukunftspak e Feeler war. Op där anerer Säit hu mer den Här Gramegna, dee seet: „Mä et ass genau deen Zukunftspak, deen eis déi Marge de manœuvre budgétaire ginn huet, fir dat, wat mer elo haut amgaange sinn ze maachen." Jo, wat ass dann elo d'Realitéit? Ass et deen een oder ass et deen aneren?

Mir hunn an der Ungarn-Politik en Här Asselborn, deen Aussoe mécht, déi den Här Bettel muss zréckpäifen. Wat net schéin ass, wa se international gemaach ginn. Mir hunn an dem Burkasgesetz fir d'Éischt eng Ausso vun der Regierung, datt dat misst iwwert d'Gemenge lafen, dann de Conseil-d'États-Avis, wou gesot gëtt, e géif soen, datt dat net méiglech wier, dofir géife mer elo eng national Solutioun maachen. Wa mer dann de Conseil-d'États-Avis liesen, ass dat awer guer net de Fall, datt dat esou gesot gëtt. An ech hunn elo d'Impressioun, wann ech de Justizminister héieren, datt mer och an deem Dossier net virukommen, well seng Begeeschterung extrem kleng ass, fir esou en Text ze maachen, oder e kann eis jo duerno nach aner Explikatioune ginn.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert de Platzverweis, wou eng Diskussioun doranner besteet, datt d'DP déi Moossnam säit Joren, inklusiv de fréiere Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, gefrot huet an dës Regierung se elo refuséiert.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Flüchtlingspolitik tëschent dem Här Schmit an dem Här Asselborn an den Zeitunge gehat. A mir hunn den Här Bodry, deen am Kader vun der Logementspolitik dann awer eng Rei Iwwerleeunge mécht, déi net onbedéngt deem entspriechen, wat d'Regierung haut als Politik amgaang ass ze maachen. Mir hunn e CETAs-Text gehat, wou déi gréng am Europaparlament eppes aneres soen, wéi d'Regierung hei zu Lëtzebuerg an der Realitéit ëmsetzt. A mir mierken, datt se dat mat Retizenz matstëmmen.

Ech soen, Här President: Dëst Land huet Zukunftsperspektiven an huet grouss Capacitéiten, fir d'Zukunft an deenen nächste Joren ze gestalten. Dëst Land huet d'Chance, datt haut déi ekonomesch Zuele stëmmen. Mä ech muss soen, dës Chance muss d'Regierung och ergräifen, fir eng laangfristeg, eng zukunftsorientéiert Politik ze gestalten. «Rendre l'avenir possible», sot de Saint-Exupéry.

Mir hunn d'Impressioun, datt d'Regierung dat net mécht an datt se domat eng grouss Chance verpasst, fir d'Zukunft ze gestalten. Ech sinn optimistesch fir dëst Land. Mä domat, just optimistesch ze sinn, geet et net duer. Et brauch een eng konsequent, et brauch een eng wäitsiichteg Politik, fir déi Zukunft och an der Realitéit an deenen nächste Joren ëmzesetzen. An déi hu mer haut net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Preparatioun vun dëser Interpretatioun hunn ech mer d'Fro gestallt, ob ech éischter sollt e Bilan zéie vun der Aarbecht, déi dës Koalitioun iwwer praktesch dräi Véierel vun hirer Mandatsperiod opzeweisen huet, oder ob ech soll en Ausbléck an d'Zukunft probéieren. Ech mengen, dass béides ganz gutt beienee passt, dass een duerchaus kann de Bilan zéie vun deem, wat zënter Enn 2013 vun dëser Regierung, vun dëser Majoritéit geleescht ginn ass, an d'Weeër geleet ginn ass, vun Diskussiounen ugetrëppelt ginn ass a gläichzäiteg awer och weisen, wéi déi Diskussiounen, déi Decisiounen, déi geholl gi sinn, déi Projeten, déi mer hei gestëmmt hunn, och d'Zukunft vum Land preparéieren.

Dës Koalitioun huet, vläicht méi wéi aner Koalitioune virdrun, elo scho praktesch déi wichtegst Reformen entweder ëmgesat oder awer a legislativ Prozeduren erabruecht. Ob dat gesellschaftlech Reforme sinn, ob dat d'Ofsécherung vun engem Sozialstat ass, ob dat den Equiliber ass vun den ëffentleche Finanzen, ob dat d'Schafe vun Aarbechtsplazen ass an de wirtschaftlechen Opschwong oder ob dat och d'Planung vun der Zukunft ass. An all deenen Domänen huet d'Regierung net nëmmen dat ëmgesat oder op de Wee bruecht, wat an hirem Programm steet, mä huet och nach hire Programm am Laf vun der politescher Diskussioun a vun der Erfahrung ugeräichert duerch déi eng oder déi aner zousätzlech Initiativ, déi se geholl huet. A si brauch domadder kee Verglach mat iergendenger anerer Regierung aus deene leschte Jorzéngten ze scheien.

Den Här Wiseler huet seng Interventioun opgehalen a gesot, dass e Vertrauen an dëst Land hätt, an e bëssen duerchblécke gelooss, wéi wann déi gutt Situatioun, déi en dëst Joer, anescht wéi an den anere Joren, emol net méi konnt ofstreiden, an där sech eigentlech eis gesamt Wirtschaft befënnt, mat alle Repercussiounen an aneren Domäner, déi dat mat sech bréngt, wéi wann dat eigentlech eppes ass, wat dëser Koalitioun - déi en an hirer Legitimitéit nach ëmmer liicht a Fro ze stelle schéngt - iergendwéi an de Schouss gefall wier.

Sécherlech spillt, wéi an aneren Zäiten, wou aner Leit d'Regierungsverantwortung haten, dat internationaalt an europäescht Emfeld eng ganz staark Roll, wat déi wirtschaftlech an déi sozial Entwécklung vu Lëtzebuerg ugeet, mä ech géif och bieden, hei unzëerkennen – an dat ass eng Fro vu politescher Éierlechkeet -, dass och déi Decisiounen, déi dës Regierung geholl huet an deenen éischten dräi an halleft Joer, wéi déi Diskussiounen, déi lassgetrëppelt gi sinn, och derzou bäigedroen hunn, déi positiv Resultater iwwerhaapt méiglech ze maachen an där Envergure, wéi mer se haut kennen.

Lëtzebuerg huet haut genau dee Rhythmus vu wirtschaftlechem Wuesstum, vun Erhéijung vun der Kafkraaft, vu Schafe vun Aarbechtsplazen erëmfonnt, wéi dat virun der Kris 2008 de Fall war. Mir si genau op där doter Linn a mir si genau konfrontéiert mat all deene Problemer, déi och déi doten Entwécklung laangfristeg ka mat sech bréngen.

Net ee vun deene Problemfelder, déi den Här Wiseler hei genannt huet, ass en neit Problemfeld, dat op eemol par miracle nom Dezember 2013 iwwert d'Lëtzebuerger Land hiergefall wier. All déi dote Problemer, de Wunnengsbau, d'Entwécklung an der Wirtschaft - wéi mer se wëllen ausriichten, wéi mer d'Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft kënnen ausbauen -, d'Fro vun der Zouwanderung, d'Fro vun der Integratioun, alles dat si Froen, déi net eréischt zënter dräi Joer entstane sinn, mä déi mer iwwer Jorzéngte matschleefen! A wa mer haut alleguerten der Meenung sinn, dass mer eis musse méi intensiv mat deene Problemfelder beschäftegen, ass dat vläicht och drop zréckzeféieren, dass mer dat net intensiv genuch an deene Jore virdru gemaach hunn. Dat ass vläicht och eng kollektiv Responsabilitéit!

Ech mengen och, dass et net duergeet, hei nëmme Froen ze stellen. Wéi huet den Här Wiseler et ausgedréckt? „Problemer unzestoussen." Et muss een Äntwerte ginn. Eng Regierung, eng Majoritéit ka sech et op jidde Fall net leeschten, sech nëmme Froe stellen ze loossen, mä si muss sech Äntwerte ginn. An ech hat eigentlech gemengt, dass dat och den Haaptspriecher vun der gréisster Oppositiounspartei...

(Interruption)

...hei misst maachen,...

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...net nëmmen hei als Champion vum Froestellen opzetrieden, mir si jo net an enger Quiz-Emissioun hei,...

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Mir sinn an der Chamber!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...mä och usazweis konkret Äntwerten ze ginn, déi iwwert dat erausginn, wat scho souwisou längstens bekannt ass. A mir brauchen hei och kee Remake vum CSV-Wahlprogramm 2013.

Wat mer brauchen, dat ass selbstverständlech de Wëllen, gemeinsam eng Rei vu ganz kriddelechen Dossieren unzegoen. Mä ass dee Wëllen do? Oder ass dee Wëllen ëmmer nëmme bei deenen do oder muss en do si bei deenen, déi direkt an der Responsabilitéit sinn, an déi aner, déi kucken no?

Si soen: „Jo, prinzipiell si mir och där Meenung." A wann de Projet kënnt, da reide se op deem klengsten Detail, fir de Projet futtizemaachen an en dobaussen onméiglech ze maachen, muedeg ze maachen. Esou kann een net un déi grouss Problemfelder erugoen. Et ass awer déi Aart a Weis, wéi mer allze laang - an dës Period mécht do leider keng Ausnam - och hei zu Lëtzebuerg un déi dote Problemfelder, déi mer alleguerte kennen, scho méi laang, erugaange sinn. Jiddweree wëllt hei, wann en an der Oppositioun ass, de Luusspätter spillen. An d'CSV mécht et hei net anescht.

Duerfir en Appell effektiv, fir dass an deenen dote Froen, wa jiddwereen hei éierlech ass, misst ufänken a soen: „Mir hunn eigentlech keng Patentléisung!" Mä et gëtt keng Patentléisung, fir de Problem vum bezuelbare Wunne vun haut op muer hei zu Lëtzebuerg ze regelen! Dat huet och ni ee behaapt, mä wann ech hei Leit héieren, mengen ech, déi aner missten d'Patentléisunge bréngen.

Duerfir soen ech hei nach eng Kéier, wat ech och schonn d'lescht Joer gesot hunn zu deem dote Problem: Loosse mer all déi gutt Iddien, déi do sinn, an et gëtt der eng Partie, loosse mer se zesummeféieren! Loosse mer och an der Déift vun deem, wat mer wëlle maachen, de Courage hunn, och wa mer do Partikularinteressen tangéieren, e Schrëtt méi wäit ze goen, wéi bis elo eng Majoritéit am Parlament bereet war, fir dat doten ze maachen!

Eegentum verflicht! Dat heescht also, dass och den Droit de propriété an den Droit de spéculer, dee leider allze oft domadder zesummenhänkt, net e Recht ass, wat virun dem allgemengen Interêt ass. An am allgemengen Interêt ass et e Gebuet vun der Politik, derfir ze suergen, dass hei all d'Leit zu Lëtzebuerg e Recht op eng dezent Wunneng hunn, ob dat eng Eegewunneng ass oder ob dat eng Mietwunneng ass.

Wa mer dat alleguerte wëllen, an dat erkennen ech an der Regel aus den Discourse vun deenen engen an deenen aneren, da musse mer och, mengen ech, hei d'Käpp zesummestrecken an net erëm waarden, bis deen anere op d'Nues fält mat deem Ganzen, a soen: Jo, kuerzfristeg sécherlech net ze léisen, mä mëttel- a laangfristeg, wa mer méi wäit ginn, wéi mer et bis elo bereet waren ze maachen, da komme mer och an där doter Fro e Stéck weider, a mir hu vläicht eng Chance, do de Problem an de Gréff ze kréien.

Wat net evident bleift, mat enger Attraktivitéit, déi Lëtzebuerg huet, an do solle mer eis nach wie vor awer driwwer freeën, déi derzou féiert, dass mer an deene leschte fënnef, sechs Joer am Schnëtt en Zouwuess vun der Gesamtbevëlkerung vun 12.000/13.000 Leit hei am Land haten.

Dat heescht also, dass mer och effektiv eis Organisatioun vum Wunnen, vum Schaffe ganz anescht mussen organiséieren, wéi dat nach haut de Fall ass. An effektiv do, wou och d'Aarbechtsplaze sinn, mussen och däitlech méi Wunnenge geschafe ginn. Well wa mer Aarbechtsplazen a wunnen net méi no beieneeféieren, wéi dat fréier emol eng Kéier de Fall war, da kréie mer deen dote Problem ni an de Gréff!

Dat ass also deen Appell, deen ech hei maachen; äänlech wéi mer et fäerdegbruecht hu bei dem Nationalitéitegesetz. Firwat soll dat net méiglech si bei esou wichtege Froen, déi den Alldag vun de Leit wierklech betreffen, wéi déi Wunnengsbauproblematik, dass mer eis do

zesummesetzen, probéieren, do gemeinsam Weeër ze goen, an net engem deem anere probéieren, hei de Fouss ze setzen an esou enger essenzieller Fro, déi vill Bierger hei vum Land ugeet?

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Bodry. Den Här Kartheiser wollt eng Zwëschefro stellen, wann Der erlaabt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, wann dat mech net ze vill aus der Bunn werft. Ech gleewen net, mä...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, ganz sécher net. Merci, Här President. Merci och Här Bodry, datt Der meng Fro unhuelt.

Dir hat Ärem Virriedner elo reprochéiert, wann ech Iech richteg verstanen hunn, a verschiddene Punkten net konkret genuch gewiescht ze sinn. Ech sinn also sécher, datt Dir op dës Fro...

Une voix.- Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...och wäert eng konkret Äntwert bréngen.

Dir hutt, mat Recht, gesot, datt d'Proprietéit eng Flicht mat sech bréngt, an datt ee verantwortlech mat sengem Gutt muss ëmgoen, mä eng Proprietéit an en Droit à la propriété ass och e Mënscherecht, wat multipel Juridiktiounen, och internationaler, ëmmer erëm confirméiert hunn, och den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter.

Ech wollt Iech also froen, wann Dir hei an Ärem Discours elo d'Impressioun gitt, datt Der wéinstens verschidden Attributer vun dem Proprietéitsrecht a Fro wëllt stellen: Kënnt Der dem Land wann ech gelift soen, wat dat fir Aspekter vun der Proprietéit sinn, déi Der wëllt a Fro stellen? A wéi engem Delai, mat wéi enge Konsequenzen an op wéi enger rechtlecher Basis?

Ech soen Iech Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, selbstverständlech plädéieren ech hei net derfir, dass Leit solle kënnen enteegent ginn, ouni eng Entschiedegung ze kréien. Ech mengen awer, dass een awer muss Enteegnunge ganz däitlech an d'A faassen. Et ass jo och erstaunlech, an dat beweist eben de Manktem vu Courage, dee mer alleguerten hunn, dass dat Gesetz iwwert de Pacte Logement, wat eigentlech déi Expropriatiounsméiglechkeete jo méiglech mécht, wann ee bestëmmt Zonen definéiert, dass weder esou eng Zone de réserve foncière praktesch hei zu Lëtzebuerg iergendwou am Laf vun esou vill Joer deklaréiert ginn ass, nodeem mer alleguerte kräischen, et misst eppes am Wunnengsbau geschéien, an natierlech keen dann och de Courage hat, vläicht huet en dat duerfir och net gemaach, fir op eng Expropriatioun am Noutfall mussen zréckzegräifen.

Mir mussen eis alleguerten hei mat der Nues huelen, well hei ass jiddwereen an der Verantwortung. Et ass eng Verantwortung selbstverständlech vum Stat, mä et ass awer och eng Verantwortung vun de Gemengen. A mir sinn alleguerten hei zu engem ganz groussen Deel, an ech war och nach bis viru Kuerzem Gemengeverantwortlechen... An ech mengen, dass eng grouss Chance besteet, dass, wa mer a Richtung Pacte Logement ginn, vun deem neie Pacte Logement, dass dee qualitativ eppes aneres gëtt wéi deen ale Pacte Logement.

Deemools an der Majoritéit sinn ech net midd ginn hei ze soen, dass de Pacte Logement, wéi mer en agefouert hunn, e Pabeiertiger bliwwen ass, wou eng Kéier - eng Kéier! - am Ufank vun där Period eng Reunioun war tëschent de jeeweilege Gemengeverantwortlechen an de Verantwortleche vum Ministère. Duerno sinn éischt Zuelen ausgetosch ginn. Et ass feierlech e Pakt ënnerschriwwe ginn. An da sinn just nach iwwer Courrier dann Zuelen ausgetosch gi vu Joer zu Joer.

Dat heescht, reng eng statistesch Approche, eng technokratesch Approche am schlëmmste Sënn vun deem Instrument vum Pacte Logement, wat jo eigentlech misst eng permanent Kooperatioun a Concertatioun si vun den zoustännege staatleche Stellen an den zoustännege Gemengestellen, wou ech och mengen, dass et ouni eng Zesummenaarbecht mam Privatsecteur och net geet. Dee brauche mer och an deem doten Domän!

Ech mengen awer gradesou, fir konkret ze ginn, dass een och hei zu Lëtzebuerg däerf méi konkret nodenken iwwer eng Loyersbrems, eng aner wéi déi, déi mer haut an eisem Loyersgesetz hunn, déi guer net méi spillt; dass mer musse kënne schwätzen iwwer eng Präisbrems, och wat d'Terrainen ugeet; dass mer musse redefinéieren, dat war sengerzäit leider mat der CSV net méiglech, méi wäit ze goen an deem Text, dass den Droit de préemption, deen d'ëffentlech Hand op Terrainen huet, och op Immeublen ausgedeent gëtt, an dass do net e spekulative Präis herno muss bezuelt gi vun der ëffentlecher Hand, mä dass eng neutral Stell de reelle Präis vun deem Terrain feststellt.

Dat war an der Vergaangenheet net méiglech. Et ass och haut nach schwéier, kann ech mer virstellen, wa mer déi dote Fro diskutéieren. Mä dat sinn ënner anerem, nieft all deenen Instrumenter, déi eis d'Landesplanung gëtt, déi eis d'Steierrecht gëtt, Méiglechkeeten, fir virunzekommen.

Et muss een also Incitatioune schafen, et muss een och Sanktioune schafen. Mä déi Sanktioune mussen intelligent sinn! Déi mussen esou sinn, dass se net herno erëm eng Kéier zu enger Verdeierung vun den Terraine féieren. Wat do méi drop geschloe gëtt, wat de Risiko méi grouss ass, dass dat herno erëm eng Kéier repercutéiert gëtt op de Baupräis, an am Endeffekt dann déi nei Proprietairen dat dote wäerte matbezuelen.

Also den Appell vun eiser Säit aus hei, sech zesummenzesetzen. Den Här Wiseler huet jo och an aneren Domäner en Appell gemaach, hie war nach am „outer space" do. Mä ech mengen, wa mer wierklech wëllen hei reell virukommen, ass dat doten en Domän, wa mer éierlech sinn, wou eng Kooperatioun och vun alle politesche Kräften néideg wär, dass mer de Problem léisen, an net jiddwereen, wéi gesot, probéiert, déi dote waarm Gromper erëm weiderzeginn un deen aneren, well eleng sinn esou Moossnamen, déi och net all wäerte populär sinn, net ëmzesetzen. Déi kann een nëmme gemeinsam ëmsetzen. Duerfir vun eiser Säit hei wierklech d'Offer, fir dat doten ze maachen.

Mir hunn et fäerdegbruecht mam Nationalitéitegesetz. Dës Koalitioun hätt et sech do och kënnen einfach maachen; iwwregens wéi et sech aner Koalitiounen an der Vergaangenheet mam Nationalitéitegesetz gemaach hunn, déi am Fong ni dohi gaange sinn a si hu probéiert, d'Oppositioun mat an d'Boot ze kréien, bei deem heite Fall. Dës Regierung huet et gemaach. Si huet et gemaach, och well vun enger vun der Oppositiounsparteien, där gréisster, och selwer Iddien an déi Debatt virun een, zwee Joer erabruecht gi waren, wat et eigentlech méi einfach gemaach huet, sech dann och un en Dësch ze sëtzen.

An ech soen Iech och: Ouni deen Accord tëschent de Parteien hätte mer kee modernt grosszügegt Nationalitéitegesetz, wat mer elo hunn, a wou ech houfreg drop sinn, dass mer dat parteiiwwergräifend fäerdegbruecht hunn.

Dat kënne mer och an aneren Domäner maachen. D'Regierung hat ugefaangen, dat doten eigentlech och ze offréiere bei der Steierreform. D'CSV wollt net. An den Här Roth, deen Eenzegen, deen nach... dee leschte Mohikaner, deen nach probéiert huet, matzediskutéiere mat der Regierung, deen ass zréckgepaff ginn an huet sech net méi däerfe mat de Regierungsvertrieder un en Dësch sëtzen. Och d'Steierreform...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Net bei der Steierreform; bei der Grondsteier just. Just bei der Grondsteier!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Och d'Steierreform... D'Grondsteierreform ass en Domän gewiescht, wou een dat doten hätt kënne maachen. Et ass natierlech schwéier, wann natierlech e puer Parteie soen: „Mir sinn iwwerhaapt der Meenung, et soll keng Steierreform gemaach ginn!", dann ass et natierlech schwéier, mateneen ze diskutéieren. Mä och dat wär wichteg gewiescht.

Elo ass et esou, dass déi Steierreform, déi dem Land wäert guttdoen an déi de Leit wäert hei zu Lëtzebuerg gutt doen, d'Steierreform vun LSAP, DP an déi gréng ass. An déi aner Parteien hunn null Meritt un där doter Steierreform. Eng Steierreform, déi néideg war, eng Steierreform, déi och finanzéierbar war.

An ech komme gären op ee Kritikpunkt hei zréck, deen och den Här Wiseler am Numm vun der CSV-Fraktioun hei geäussert huet. En ass net nei, mä leider muss een dann heiansdo hei och Äntwerte widderhuelen.

Et gëtt sech opgereegt, dass mer elo an dësen Zäiten am Statsbudget - den ëffentleche Budget ass nach wie vor grosso modo am Equiliber - en Defizit hu vun 900 Milliounen / 1 Milliard. Ech soen hei nach eng Kéier, wat ech och scho virdru gesot hunn: Mir hätten eis et kënnen einfach maachen, wéi et déi deemoleg Regierung, Faute de mieux, 2013 gemaach huet. Well se et net ronnbruecht huet, sech op Spuermoossnamen ze eenegen, wat huet se gemaach? Si huet d'Investitiounen erofgesat. Mir haten deemools ronn 1,5 Milliarden Investissement. Mir leien elo bei 2,5 Milliarden Investissementer. Hätte mer et op deem Niveau gehalen, wéi et deemools déi deemoleg Regierung gemengt huet, et mussen ze halen, näämlech 1,5 Milliarden, dann hätte mir am Statsbudget, trotz Steierreform, keen Defizit méi!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Esou einfach wär et gewiescht. Esou einfach mécht dës Regierung et sech allerdéngs net, well se der Meenung ass, dass mer grad bei den Investissementer éischter méi nach musse maachen, wéi dass mer manner misste maachen, well mer do eigentlech déi reell Zukunftsplanung maachen. Net um Pabeier, net an theoreteschen Diskussiounen, mä mat den Infrastrukturen!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Am ëffentlechen Transport, an de Sozialberäicher, an de Schoulen, do gëtt Lëtzebuerg vu muer eigentlech preparéiert. An duerfir däerf een op kee Fall op deem dote Punkt spueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Premierminister huet a senger Ried net nëmmen alles positiv duergestallt. Et ass eeng falsch, eng karikatural Duerstellung, déi den Här Wiseler elo grad hei gemaach huet. En huet gesot, dass vill Eckdate gutt sinn, dass se all besser si wéi virun dräi, véier Joer, dass se all besser sinn, wéi virun dräi, véier Joer gemengt gi war, dass se an dësem Moment wären, mä en huet awer däitlech och gesot: Et si Problemer do!

En huet net gesot, wéi den Här Wiseler grad behaapt huet: „Et sinn néierens Problemer." En huet just de Contraire gesot, an en huet se genannt! En huet jo déi Themeberäicher konkret ugeschwat, an deenen d'Regierung seet: „Do si Problemer! Do si Problemer, déi och mam Alldag vun de Lëtzebuerger ze dinn hunn. An hei sinn déi Projeten, déi Iddien, déi dës Regierung, dës Majoritéit zu deene Punkte bis elo ausgeschafft huet."

Et ass also eng falsch Duerstellung, hei wëllen ze behaapten, d'Regierung hätt nëmmen dat Positivt gesot an déi Problemer, déi mer an eenzelne Beräicher konkret hunn, wéi och an deem vun der Mobilitéit, déi wären net ugeschwat ginn. De Contraire ass de Fall.

Wou ech, wéi gesot, nach ëmmer eigentlech net zefridde sinn, dat ass, wat jo hei och sollt awer iwwer Alternativen zur Regierungspolitik diskutéiert ginn. Et si bis elo vun der Säit vun der CSV zumindest - ech weess net, ob déi aner Spriecher dat maachen, wat hiren Haaptspriecher net gemaach huet - net konkret Usätz gemaach ginn, wéi et da soll anescht goen.

Mir wëssen, dass vun der CSV zënter e puer Méint ëmmer erëm betount gëtt, et misst méi gespuert ginn. Wann ech hir Zilsetzung kucken an den ëffentleche Finanzen, misst dat jo praktesch esou ëm eng Milliard sinn, déi se wëlle pro Joer zousätzlech spueren. Ech hunn net héieren, dass se wéilten d'Steieren eropsetzen. Wou wëlle se da spueren? Wou gi se déi Milliard do sichen? Et wär net schlecht, wann awer bis den Oktober 2018 gewuer wär, wou eng CSV-gefouert Regierung géif da wärend där nächster Period all Joers eng Milliard am Statsbudget siche goen. Et ass jo do, wou se mengen, dass onbedéngt nach misst gespuert ginn.

Si soen och an deenen Themeberäicher, déi se opgeworf hunn, net da schlussendlech, wat dat géif anescht goen an der Landesplanung. A mäi Virriedner ass jo wierklech gutt gestiwwelt als fréiere Responsabele vun der Landesplanung. Hien huet jorelaang also d'Verantwortung gedroen op deem dote Punkt. An dann ze soen, wou hien da wëllt higoen, wat en da wéilt anescht maachen, kloer Konzepter entgéintstellen.

Entre-temps, an och mat deem Fachwëssen, wat sech do iwwer Joren ugehäuft huet, hätt dat doten awer misse méiglech sinn. Dat hu mer och haut net héieren. Och do wär et net schlecht, wann een do bis Oktober 2018, vläicht schonn e bëssen éischter, da kéint ee vläicht nach zesummen dat eent oder dat anert maachen, dat géif gewuer ginn. An esou kéint een déi dote Lëscht weiderschreiwen.

Fir eis als Sozialisten ass essenziell, dass mer a ville Beräicher Reforme konnte maachen, déi ënner anere Konstellatiounen net méiglech gewiescht wären. Ech soen dat net aus Béiswëllegkeet, mä einfach well ech d'Positioune vun deenen eenzelne Parteie kennen. Dat rechtfertegt fir mech an alle Fäll, dass déi dräi Parteie sech hei an enger Majoritéit zesummefonnt hunn.

Dat gëllt besonnesch fir dee gesellschaftspolitesche Beräich. Et gëllt fir d'Reform vum Bestietnis mat der Adoptioun, déi d'CSV bal eestëmmeg, mengen ech, matgestëmmt huet. Et gëllt fir déi Reform vun der Ofdreiwungsgesetzgebung, déi d'CSV net matgestëmmt huet. Et gëllt fir déi Reform, déi mer amgaang sinn ze preparéieren iwwert d'Filiatioun, d'Scheedungsgesetz; wou ech hoffen, dass do net nëmmen d'Majoritéitsparteien déi dote Reforme wäerten droen. Et gëllt awer virun allem natierlech och fir déi nei Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat mat der Emgestaltung vum Nationalfeierdag, mat de Reforme ronderëm de Finanzement, ronderëm de Wäerteunterrecht a ronderëm d'Kierchefabricken.

Dat si wesentlech Punkten, déi dës Period wäerten nohalteg markéieren. An ech si frou, dass et méiglech war, sou wäit ze kommen. Dës Koalitioun wollt an anere Punkte méi wäit goen. Duerfir hu mer de Referendum organiséiert a mir hu festgestallt: Neen, do mécht d'Majoritéit vun de Lëtzebuerger net mat.

Also gehéiert et och, mengen ech, zum politeschen Anstand, dat unzeerkennen, ouni fir sech selwer déi doten Iddien opzeginn. Et muss een esou realistesch sinn a soen: „Neen, do geet een net mam Kapp duerch d'Mauer. Mir respektéieren dat, wat am Referendum erauskomm ass, a mir reorientéieren op deem dote Punkt eis Politik."

D'Regierung huet och sécherlech an der Ufanksperiod deen een oder deen anere Kommunikatiounsfeeler gemaach, och vläicht emol deen een oder deen aneren inhaltleche Feeler gemaach, mä ech muss soen: Dës Regierung huet zënter zwee Joer hire Rhythmus fonnt. A si hält Kurs. An d'Succèse sinn do. D'Succèse sinn déi, déi och mat der Regierungspolitik ze dinn hunn, net nëmme mat der Regierungspolitik ze dinn hunn. Si baut natierlech och op dat op, wat iwwert déi lescht Jorzéngten an deenen eenzelne Beräicher gemaach ginn ass ënner verschiddene politesche Responsabelen!

Mä dat gëllt och fir d'Finanzpolitik! An do muss ech jo awer soen, hunn ech den Androck, dass d'CSV e bësse la mémoire très courte huet, wat eenzel Saachen ugeet. Et bleift nach ëmmer, dass dat Joer, wou mer hei zu Lëtzebuerg dee gréissten Defizit beim Stat haten, d'Joer 2004 war. Dat Joer also, dat lescht Joer, et war zoufälleg e Wahljoer, wou d'CSV an d'DP zesumme ware mat de grousse Finanzspezialiste vun der CSV un der Spëtzt vun deem Ganzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Nu kuck!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ass do dat gemaach ginn, wat d'CSV haut aklot vun dëser Majoritéit? Sinn do Reserven ugeluecht ginn? D'Reserve si massiv ugezaapt ginn. Wéi d'Bulle informatique internationale geplatzt ass mat de Repercussiounen, déi mir an deenen dote Joren haten, du si massiv déi okkult Reserven, dat heescht d'Steieren, déi zréckstoungen, agedriwwe ginn an d'Reserven an d'Fonge sinn däitlech ugezaapt ginn. An et ass net eng Strukturreform an där Period do gemaach ginn!

Dir wësst nach, wat fir Accorden an deier Accorde wärend där Period do ausgehandelt gi sinn.

(Interruption et hilarité)

Rentemauer hin an hier. An duerfir, mengen ech, soll een hei och bescheide bleiwen. Et kann een Deeler vu Politicken ëmmer kritiséieren, mä et muss ee sech dann och gefale loossen, dass een de Spigel virgehale kritt vun der eegener Politik, déi ee selwer gemaach huet an déi net ëmmer esou couragéiert war, wéi se hei duergestallt gëtt.

Ech wollt och e Wuert soen zu eise Sozialsystemer, wou eng Reform nach aussteet, déi gutt engagéiert, dat ass déi vun der Fleegeversécherung. Et war jo jiddwereen hei d'accord, mir hate jo hei en Débat de consultation gemaach. Jiddweree war begeeschtert: Et muss eng Reform kommen. Ech sinn u sech ganz virwëtzeg, wat derbäi erauskënnt, wann déi Reform dann heihinner kënnt, an ob da jiddwereen och bereet ass, nodeem en A gesot huet, och B ze soe bei esou enger Reform.

Mir sinn der Meenung, dass hei keen Ofbau vu Leeschtung gemaach gëtt, dass hei méi Uerdnung erakënnt, dass hei ka méi op individuell Besoine reagéiert ginn, an dass mer domadder och finanziell eis Fleegeversécherung och nohalteg ofsécheren.

E Wuert zu eisem Pensiounssystem, notamment da private Pensiounssystem. Et ass jo deen, deen d'CSV eigentlech elo erëm entdeckt huet, a wou ech awer Problemer hunn, hir Logik ze verstoen.

Mir hunn zesummen an enger Koalitioun 2012 eng Rentereform gemaach, ënner gewëssene Viraussetzungen. Eng Reform, déi erstmaleg - et ass déi éischte Kéier, wou dat geschitt; meeschtens si jo d'Rentereformen hei ëmmer a Richtung gaangen, nach méi drop - ech wëll hei net un de Rentendësch erënneren -, wou derbäi geklappt ginn ass, mä wou awer, well dee System laangfristeg riskéiert, eng Kéier ze

kippen, Elementer vu Modulatioun matagebaut si ginn, fir u sech nohalteg ze hëllefen, dee ganze System ofzesécheren, ouni d'Leeschtungen erofzeféieren an ouni och den eigentleche gesetzleche Pensiounsalter eropzesetzen.

Dat hu mer all zesumme gestëmmt, zumindest déi deemoleg Majoritéit, op der Basis vu Berechnungen, déi ausgaange si vun engem Schnëttwuesstum jäerlech vun 3% a vun engem Uwuesse vun der aktiver Bevëlkerung am Schnëtt vun 1,5% pro Joer.

Elo no deene leschten Zuele leie mer bei engem Wirtschaftswuesstum vun ëm 4%, a mir leie bei engem Wuesstum vun der aktiver Bevëlkerung pro Joer vun 2% bis hin elo op 3%, no deene leschten Zuelen. Eng Verdueblung praktesch vun deem, wat d'Aarbechtshypothees ass fir déi Reform, déi gemaach ginn ass!

Dat huet derzou gefouert, de Sozialminister huet dat virdrun an enger kuerzer Interjektioun hei ervirgehuewen, dass sech déi Echeancen déi an deem ganze System dra sinn - wéi laang bleift nach de System am Equiliber; wéi laang halen d'Reserven duer? -, dass déi sech eigentlech elo ëm ronn dräi Joer - an, ech mengen, no deene leschten Zuele misst sech dat souguer nach weider no hanne verréckelen, ëm dräi bis fënnef Joer wahrscheinlech - no hanne verréckelen.

Elo, nodeem sech also d'Aarbechtshypotheesen an engem positive Sënn verännert hunn, well zumindest déi mëttelfristeg Ofsécherung vum System do ass, elo erkennt d'CSV op eemol en akuten Handlungsbedarf! Ech kann dat net novollzéien.

Mä och hei ass jo ee vun deene Punkten, déi se nëmmen opwerfen. Si stousse jo d'Problemer nëmmen un. Si gi jo keng Äntwerten op d'Problemer. Den Här Spautz huet vun engem ganz neie Rentesystem geschwat. Da gi mer sécherlech haut gewuer, ob se wëlle vum Repartitiounssystem ewechkommen an an e Kapitalisatiounssystem erakommen, wat viregt CSV-Regierunge mat der LSAP ëmmer kategoresch refuséiert hunn. Wëlle se dat elo maachen? Bis elo hu se op eemol eng aner Meenung an där doter Fro a si wëllen de Solidaritéitsgedanke briechen an eisem Pensiounssystem.

(Interruption)

Wëlle se den...

(Interruption)

Et ass esou schwéier mat deem vagen Hin an Hier vun der CSV an där doter Fro, an enger kruzialer Fro, sech wierklech Gedanken ze maachen, wéi dann esou e komplett neie Rentesystem ausgesäit. Wann deen op deeneselwechte Prämissen opbaut, dann ass et kee komplett neie Rentesystem. Dann ass et en Etiketteschwindel - wat mech och vläicht net géif wonneren -, deen hei probéiert gëtt ze maachen. Oder awer et muss een haut soen, wat ass.

An ech denken, dass den Här Spautz wäert haut, oder muer spéitstens, d'Kaz aus dem Sak loossen, dass mer endlech wëssen,...

(Interruptions diverses)

...wat d'CSV wëllt, wat hir Gedankegäng - well si denke jo nach no iwwert déi dote Fro - bewierkt hunn. An da kënne mer oppen driwwer diskutéieren. An ech soen Iech: Mir si prett, iwwer all déi Saachen ze diskutéieren! Mir wëlle just wëssen, iwwer wat mer sollen diskutéieren, well d'Hypotheesen, déi si bekannt. Déi ginn all puer Joer erëm eng Kéier frësch opgestallt. An doriwwer brauche mer also net eng gréisser Diskussioun ze féieren, héchstens iwwert d'Konklusiounen, déi mer dorauser zéien.

Wat fir eis och schrecklech wichteg ass, dat ass, dass et fäerdegbruecht ginn ass, 2016 a besonnesch elo ab dem 1. Januar 2017 duerch eng total Ofkéierung vun enger restriktiver Budgetspolitik ze erreechen, dass d'Kafkraaft erëm eropgeet. 2016 ass dat Joer, wou d'Lëtzebuerger erëm - et huet laang gedauert - déi Kafkraaft kritt hunn, déi se eigentlech virun der Kris 2008 haten. 2017 duerch de Cumul vum Ausbezuele vun der Indextranche, besonnesch och vun der Steierreform, vum Accord salarial an der Fonction publique, déi och Repercussiounen huet op all déi aner Secteuren, wou mer eng Signalwierkung gären hätten op de Privatsecteur.

Doduerjer, dass mer deen Accord am ëffentleche Secteur fonnt hunn, wëlle mer och ganz kloer soen: Mir sinn och der Meenung, dass, wann eng Wirtschaft reell wiisst ëm vläicht 5%, dass sech dee Wuesstum dann och do muss och repercutéieren, net nëmmen an de Paie vun de Cheffen oder an den Dividenden, mä sech och muss repercutéieren am Loun vun de Leit, déi an deene Betriber schaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat erkläert, firwat mir och d'accord waren, fir esou e relativ grosszügegen Accord an der Fonction publique ze schafen.

Als LSAP versti mir net, firwat nach elo, bis haut, d'Reform vun der Fonction publique mat deenen neie Carrièren nach ëmmer net ëmgesat ass an de Sozialberäicher, an den Diskussioune mat der COPAS, an Diskussioune mat de Spideeler. D'Regierung huet hir Aufgab gemaach! D'Regierung huet de finanzielle Rumm ginn, hiert Engagement ginn, fir dass och dat, wat fir d'Fonction publique gëllt an de Carrièren, kann eent zu eent ëmgesat ginn an deenen dote soziale Secteuren. A mir hätten elo gären, dass d'Patronen hir Responsabilitéit an deem dote Beräich iwwerhuele sollen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E Wuert wëll ech och nach féieren zu engem Thema, wat net ugeschwat ginn ass, mä wat eigentlech eng Urkompetenz vun der Chamber ass: Dat ass d'Verfassungsreform, wou mer, mengen ech, de Verhältnisser entspriechend gutt virukommen, wou ech mengen, dass mer, wa mer nach eng hallef Dose Sitzungen hunn, dann u sech och als Kommissioun esou wäit eis op een Text gëeenegt hunn, eng kleng Navette nach sécherlech musse maache mam Stat (veuillez lire: mam Statsrot), da sinn déi véier Rapporteuren, véier Rapporteure vun deene véier Parteie mat Fraktiounsstäerkt hei an dësem Parlament, da si mer prett.

Dat ass e kollektiivt Wierk, déi nei Verfassung, ugefaange ginn elo praktesch virun 13 Joer ënner verschiddene Presidenten an där Kommissioun, mä ëmmer gemeinsam gedroe vun zumindest deene véier Fraktiounen an dësem Parlament, deelweis och gedroe vun de Sensibilitéiten.

An et wär immens schued, wann déi Aarbecht géif futtigoen doduerjer, dass mer, wa mer prett si mat engem Text, da soen - wou ech ka Versteesdemech derfir hunn, wann ech wëll -: Et ass elo net de Moment, fir e Referendum ze maachen iwwert deen doten Text, et ass schonn alles achséiert a fixéiert op déi nächst politesch Schluechten, national Schluechten, déi solle manner konsensuell verlafen, wéi d'Debatt ronderëm deen dach zimlech breet gedroene Verfassungstext.

Mir mussen do e Wee fannen, wéi mer déi dote Fro kënnen esou ugoen, dass mer schonn an dëser Period gemeinsam - et ass keen Akt vun dëser Majoritéit, et ass en Akt vun enger Verfassungsmajoritéit - dee politeschen Akt setzen, dee mer brauchen, fir gewësse Garantien ze hunn, dass no deenen nächste Wahlen dee Konsensus net erëm no an no, vu wiem och ëmmer, a Fro gestallt gëtt, an dann d'Diskussioun erëm eng Kéier lassgeet. Dat ass dat, wat ech offréieren hei, dass mer eis also do zesummesetzen a kucken: Wéi kënne mer iwwer e politeschen Akt hei an der Chamber deen dote Punkt setzen, fir dass mer net erëm eng Kéier bei null ufänken no deenen nächste Wahlen?

Et ass, mengen ech, awer e wichtege politesche Punkt och, well et hei ëm d'Organisatioun vum Stat geet. Et geet ëm eis Grondfräiheeten, eis Grondrechter.

Ech sinn domadder op engem anere Punkt ukomm, deen ech kuerz wéilt sträifen - ech hu mech elo total eigentlech lassgeléist vu menger Ried, ech wäert mech och net méi an de Pabeieren erëmfannen -, dat ass dee vun der Sécherheet. Den CSV-Spriecher huet dat, mat Recht, mengen ech, hei och ugeschnidden. Mä maacht Iech keng Gedanken: Eis Koalitioun zerstreit sech net a Sécherheetsfroen! Ech hu bis elo op jidde Fall, dat kann ech Iech éierlech soen, vun deem dote Sträit nach näischt matkritt. Dir wësst vläicht do Saachen, déi ech net weess, Dir sëtzt jo och an der Kontrollkommissioun vum SREL, mä...

(Hilarité)

...ech allerdéngs och. Dir hutt nach vläicht méi intim Sëtzungen, wou ech net derbäi sinn.

(Hilarité)

Op jidde Fall kann ech Iech hei soen, dass an deenen dote Froe kee Problem an der Koalitioun ass.

Ech stelle mer awer heiansdo d'Fro - wann den Här Wiseler déi Fro schonn opgeworf huet, däerf ech dee Ball hei direkt opgräifen -, wann ech hei eenzel CSV-Deputéierten héieren, déi eng, déi besonnesch de Poids op d'Sécherheet leeën, an anerer, déi total den Dateschutz als dat iwwergeuerdnet Zil gesinn, weess ech net, ob net vläicht méi Differenzen innerhalb vun der CSV sinn ewéi innerhalb vun der Koalitioun.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dobäi si mir nach dräi verschidde Parteien, dann däerfe mer och dräi verschidde Meenungen hunn. Bei der CSV ass et e bësse méi kriddelech, wann een ze vill verschidde Meenungen huet, wann ee bal géif mengen, dass do verschidde Parteie wären. Iwwregens bei der Steierreform, dat war jo en Exempel, wou mer och gesinn hunn, wou een net esou richteg wousst, wat dann elo d'Positioun vun der CSV war.

Nodeem ech dem Här Spautz nogelauschtert, dem Här Roth nogelauschtert, dem Här Mosar nogelauschtert an dem Här Wiseler nogelauschtert hunn, hoffen ech alt emol fir den Här Wiseler, dass seng Positioun déi ass vun der CSV. Mä et huet gewisen, dass also Sträit an Oneenegkeet och an enger Partei näischt Aussergewéinleches ass, souguer wa se an der Oppositioun ass, wou dat normalerweis misst méi einfach sinn.

Une voix.- Hutt Dir jo och scho matgemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hunn ech schonn alles matgemaach!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Elo kommt Der emol zum Sujet!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn alles matgemaach.

(Interruption)

Zur Fro: Sécherheet a Fräiheet, dat ass e stännegt Ofweien, wat mer alleguerten eigentlech musse maachen an deene sämtlechen Texter, déi eis virleien. Ob dat elo den 32.(4) ass an der Verfassung, dee mer wëllen änneren, Krisesituatiounen, ob dat elo déi spezifesch Texter sinn, Code pénal oder och de Code de procédure pénale, déi solle punktuell ëmgeännert ginn, bei allem do ass e stännegt Ofweien ze maachen.

Ech hu kee Problem, dass ee seet - ech hunn et selwer schonn a Riede gesot -: „Ouni Sécherheet gëtt et keng Fräiheet." Allerdéngs géif ech awer och ze bedenke ginn, dass, wat eise Gesellschaftsmodell vun anere Gesellschaftsmodeller, autoritäre Gesellschaftsmodeller ënnerscheet, dat ass net den Niveau vu Sécherheet, mä dat ass den Niveau vu Fräiheet a vu Grondrechter. Mir sollten also am Zweifelsfall - dat ass d'Positioun vun der LSAP -, am Zweifelsfall beim Ofweien ëmmer schlussendlech Prioritéit ginn de Grondrechter, de Fräiheete par rapport zum Siche vun enger absolutter Sécherheet, déi et net ka ginn an enger halbweegs fräier Gesellschaft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat muss de Miessstaf sinn, mat deem mer un déi dote Punkten eruginn. An ech spieren, dass dat doten och déi Approche ass, déi d'Regierung huet, mat hiren Amendementen zu deenen eenzelnen Texter, wou se probéiert, déi Gratwanderung do ze maachen: op där enger Säit dem Stat seng Haaptaufgab, déi et bleift, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen, dat ass eng vun de Käraufgabe vun engem Stat, awer gläichzäiteg och d'Grondfräiheeten an d'Grondrechter héichzehale bei deem Ganzen.

Et däerf net dozou kommen, dass Ausnametexter op eemol Droit commun ginn, wéi et amgaangen ass a Frankräich zum Deel ze geschéien! Et ass eng extrem gefäierlech Entwécklung, déi sech do mécht, a wou mer gutt berode sinn, déi net matzemaachen.

Wann ech kucken, wat do vu farfelu, verréckten Iddien elo an enger leschter Phas nach vun der Campagne a Frankräich - ech fäerten, dat wäert och elo am zweeten Tour net anescht sinn - lancéiert gi sinn, wou e Vertrieder vun enger eigentlech ganz traditioneller Partei, den Här Fillon, fir et net ze soen, zum Schluss gemengt huet, dass jiddwereen, dee vum Geheimdéngscht op enger Fiche S steet, misst emprisonnéiert ginn! Et muss ee sech dat emol virstellen! Dat heescht also, et geet duer, dass de vum Noriichtendéngscht op enger Fiche stees, dass de suspekt bass an da kanns de emprisonnéiert ginn, da solls de emprisonnéiert ginn. Da froen ech, wéi wäit dass mer amgaange sinn, déi Diskussioun do ze féieren.

Ech si frou, dass mer hei zu Lëtzebuerg, bis elo, dat gëllt praktesch fir all Partei, Fouss bei Mol gehalen hunn an där doter Fro. Mir mussen eis sécher en Arsenal ginn, fir ze reagéieren, et muscléieren, eis zousätzlech Mëttele ginn, mussen et awer a ganz vertrietbare Moosse maachen. Dat geschitt och duerch dës Regierung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun.

Wat mer besonnesch gefall huet dëst Joer bei der Deklaratioun vun der Regierung, dat war, dass déi Deklaratioun, entgéint deem, wéi dat versicht ginn ass elo duerzestellen, gepräägt war vum Wëllen, de Mënsch an d'Leit, déi hei liewen a wunnen, an de Mëttelpunkt vun där Deklaratioun an domadder och an de Mëttelpunkt vun der Regierungspolitik ze stellen. Dofir si mer eigentlech do. Mir sinn do, fir ze suergen, dass et de Leit hei zu Lëtzebuerg gutt geet. Do kënnen d'Aschätzungen, jee nodeem wéi een dat politesch kuckt, verschidde sinn, mä dat muss awer eist gemeinsamt Zil bleiwen.

An deem Sënn géif ech mer wënschen, dass d'Regierung och dee leschte Véierel vun hirer Mandatsperiod dat doten ni aus den Ae verléiert, an dass mer et vläicht souguer fäerdegbréngen, op deem engen oder anere Punkt iwwert d'Grenze vun dëser Koalitioun eraus Accorden ze fannen, fir déi Problemer gemeinsam unzegoen, déi mer nëmme kënne léisen, wa mer gemeinsam stinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Bodry. An eisen nächste Riedner ass schonn ënnerwee an déi zwee komme laanschteneen.

Une voix.- Wéi ëmmer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Eugène Berger fir d'DP huet elo d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Här President, d'Zukunft kann een net viraussoen, mä et kann ee se preparéieren, andeems een déi richteg politesch Decisiounen hëlt, andeems ee konsequent an d'Zukunft investéiert. An et ass genau dat, wat dës Regierung säit gutt dräi Joer konsequent Schrëtt fir Schrëtt mécht.

D'Koalitioun, déi huet sech e Programm gi virun dräi Joer, an dës Regierung, déi setzt dee Koalitiounsprogramm ëm. An duerfir muss een och net all Joers nei, grouss Deklaratioune bei enger Ried zum État de la nation erwaarden. Mir kennen dat zwar aus der Vergaangenheet. Do si méi wéi eng Kéier bei esou Exercicer dann, ech géif scho bal soen, schubkareweis Annoncë gemaach ginn, mä e gudden Deel vun all deenen Annoncë sinn ni realiséiert ginn.

Ee Beispill: 2008 huet den deemolege Premier, CSV-Premier annoncéiert, datt d'Kannerbetreiung géif gratis ginn. Sechs Joer duerno, 2013, war nach ëmmer näischt geschitt. An haut ass souguer déi Partei vun deem deemolege Premier géint eng gratis Kannerbetreiung! - Einfach nëmme fir ze soen, datt et näischt bréngt, wann ee grouss Annoncë mécht. Et geet drëms, datt een Annoncë mécht, déi een och wierklech konkret ëmsetzt. An esou ass et, wéi dës Regierung schafft.

Op där anerer Säit ass och den État de la nation eng gutt Geleeënheet, ech géif soen en Thermometer, fir ze kucken, wou een drun ass an der Virbereedung vun der Zukunft, well dat ass eigentlech d'Aufgab vun alle Regierungen, fir d'Zukunft virzebereeden. An do gëtt et dann eng ganz Rei Aspekter, déi ee muss kucken, déi ee moosse muss.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zum Beispill: Wéi ass d'Finanzgestioun vun den ëffentleche Keesen? Wéi huet sech d'Wirtschaft entwéckelt? Wéi huet sech de Chômage entwéckelt? Wat fir eng sozial- a familljepolitesch Fortschrëtter ginn et ze verzeechnen? Wéi gesäit d'Liewensqualitéit vun eise Bierger aus? Wéi ass d'Situatioun um Wunnengsmaart? Wéi organiséiere mer d'Mobilitéit? Wat sinn d'Perspektive fir déi Jonk, d'Zukunftschancen? Wéi ass d'sozial Kohäsioun? An esou weider.

Ech mengen, mat all deenen Themefelder muss ee sech beschäftegen, muss ee kucken, wou een drun ass. An ech muss soen, datt mer an all deene Felder, an all deenen Theme gutt virukomm sinn an datt mer keng Angscht virun der Zukunft brauchen ze hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir haten a mir hu keng Angscht virun der Zukunft. Am Géigesaz zu där gréisster Oppositiounspartei, wou mer eis jo kënnen erënneren, wou d'lescht Joer hire Spriecher bal eng Dose Mol, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, vun Angscht geschwat huet.

Ech sinn awer och elo frou, en ass zwar elo de Moment net hei, datt ech dëst Joer net eng Kéier vum Spriecher vun der CSV héieren hunn, datt se Angscht hunn. Mä dës Kéier huet en awer dann d'Situatioun vum Land, déi jo awer eigentlech..., wou eigentlech jiddwereen eis drëms beneit, déi huet en dës Kéier permanent a Fro gestallt. An duerfir wéilt ech eigentlech awer en Opruff maachen: Här Wiseler, maacht d'Land net méi schlecht, wéi et ass! Kommt, mir freeën eis zesummen, wann et gutt leeft! Dat ass eigentlech eng exzellent Basis, fir d'Zukunft ze preparéieren.

De Spriecher vun der CSV, dee stellt alles a Fro. E stellt vill Froen, sécherlech och déi eng oder aner berechtegt, an ech wäert och nach eng

Kéier dorobber zréckkommen, wou mir do eis Äntwerten hunn. Mä wann ee Froe stellt, da kann een awer och erwaarden, zu Recht erwaarde vun der gréisster Oppositiounspartei, datt si och Äntwerten op déi Froe ginn, déi se stellen.

Mä ech muss soen, mir hunn haut keng eenzeg Äntwert presentéiert kritt vun der gréisster Oppositiounspartei, keng eenzeg! An et ass jo scho bal bosseg, wann een - mir maachen dat jo alleguerten - esou déi Tweete suivéiert. Dat war zum Schluss vum Här Wiseler senger Ried, wou dann de President vun der CSV en Tweet mécht:...

(Interruptions)

...„Konkret soen..."

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...wéi ech op der Toilett war?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

(Hilarité générale et coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Wann ech gelift!

(Brouhaha général)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gitt Dir zesummen op d'Toilett, Här Spautz?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Waart ee Moment, Här Berger!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dat do ass nei!

M. Eugène Berger *(DP).*- Effektiv hat ech dem Här Spautz schonn do d'Fro gestallt. Dat war also praktesch zum Schluss,...

(Brouhaha)

...zum Schluss vun der Ried vum Här Wiseler hunn ech den Här Spautz gefrot, wat en dann eigentlech,...

Une voix.- Ah!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...u wien dat adresséiert wier. Wat hat den Här Spautz getweet? „Konkret soen, wou de Wee higoe soll", hat e getweet. Jo, dat ass déi Fro effektiv, déi d'CSV sech muss selwer stellen, dat ass eigentlech eng Opfuerderung u säi Fraktiounskolleeg, säi Fraktiounschef, fir dat konkret ze soen, well mir hunn haut wierklech keng eenzeg Äntwert op wichteg Froe vun der CSV kritt.

An de Premier haut de Moien, au contraire, huet net nëmmen Äntwerte geliwwert, mä en huet och gesot, wou mer an eisen Äntwerten dru sinn. Mir hunn an deene leschte Joren eis Äntwerte geliwwert a mir sinn einfach amgaangen, déi ëmzesetzen. Dat ass eis Aart a Weis, fir Politik ze maachen. Dat ënnerscheet eis vun Iech.

Madamm Presidentin, den Zoustand vum Land besteet aus ville Felder, mä déi eenzel Politikfelder dierfen awer kee Selbstzweck sinn. Et geet net duer, positiv Zuelen ze schreiwen, wann d'Leit, déi fir de wirtschaftlechen Erfolleg schaffen, net och vum Opschwong profitéiere kënnen. Et geet net duer, nei Aarbechtsplazen ze schafen, wann net eis Jonk och eng Qualifikatioun kréien, déi et hinnen erlaabt, op déi Plazen ze kommen. Et geet net duer, iwwer Logement oder Mobilitéit ze schwätzen, mä et muss ee kucken, wéi ee Schema vu Landesplanung sech deem afüügt, fir datt am Endeffekt dann och de Bierger méi Liewensqualitéit huet.

Bref, déi eenzel Politicke mussen duerfir ofgestëmmt ginn an zu engem Ganzen zesummegesat ginn, fir letztendlech am Interessi vum Eenzelnen, vu jiddwerengem ze stoen. An et ass jo och genau dat, wat de Premier mat sengem Leitmotiv op de Punkt bréngt: „Geet et dem Land gutt, geet et eis an all deenen eenzelnen Themefelder gutt, da geet et och de Mënschen, den eenzelne Mënsche gutt." An dat ass dat, wat wichteg ass.

An et ass och genau dat, wat d'Regierung an deene leschten dräi Joer mat Succès an d'Wee geleet huet, well haut geet et dem Land besser wéi virun dräi Joer. An duerfir kënne mer och haut optimistesch no vir kucken. An duerfir kënne mer och haut soen, datt d'Zukunftschancë vu jiddwerengem haut besser si wéi virun dräi Joer. Dat soe mir, mä dat sinn awer och all d'Zuelen, all Thermometeren, fir et emol esou ze soen, déi dat ënnersträichen oder bestätegen. Och déi europäesch Zensuren, Zensure vun internationale Gremie wéi dem FMI an aneren ënnersträichen dëst.

Mir kucke jo och - an dat ass och interessant an dat bréngt och eng Plus-value, mengen ech, fir dës Debatt -, mir kucke scho säit leschtem Joer zesummen, wa mer den État de la nation maachen, d'Chifferen an d'Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun, hunn also och e Bléck vu baussen, e bëssen ofgehuewe vum innenpolitesche Kader. An och do kréie mer bonne Notte vu Bréissel ausgedeelt.

Bonne Notten, besonnesch wat d'Gestioun vun den ëffentleche Finanzen ubelaangt. Do sti mer exzellent do. Do respektéiere mer eisen..., mir respektéieren net nëmmen eise Solde structurel, mä mir leien eigentlech iwwert deem, wat mer missten anhalen. Ech kommen herno och nach eng Kéier dorobber zréck. Mä datselwecht gëllt och fir d'Dette publique, wou mer quasi an Europa haut - haut de Mëtten hu mer jo och nach déi Grafike gesinn -, wou mer quasi Klassebescht an Europa sinn.

Madamm Presidentin, ech hat am Ufank vun engem positive Gesamtbild vum État de la nation geschwat, dat aus villen Elementer zesummegesat ass. Ech wäert elo op eng Rei vun deenen Elementer agoen, net op alleguerten, mä op eng Rei vun Elementer, déi mer besonnesch wichteg schéngen. Wéi déi, déi och an deene leschte Stonnen, géif ech soen, méi an der Diskussioun waren, déi och vläicht méi polariséieren oder wou méi ënnerschiddlech Meenunge sinn.

En éischt Themefeld ass dat vun der Wirtschaft. Firwat d'Wirtschaft? Majo, well dat nun eemol d'Basis ass, fir datt e Land sech kann entwéckelen, fir datt e Land sech kann op gutt Féiss setzen. Et ass emol eng Kéier een, dee gesot huet, och hei an der Chamber: „Et muss ee fir d'Éischt de Kuch baken, ier een e ka verdeelen." An ech mengen, och haut ass dat nach ëmmer richteg. „Kuch baken" heescht, datt mer eng Wirtschaft hunn, déi gutt dréit.

Wann een elo dann d'Wirtschaftszuele kuckt - si si scho presentéiert ginn, mä ech widderhuelen awer gären nach eng Kéier e puer wichteg Punkten -, da gesäit een éischtens, datt de Wirtschaftsmotor erëm dréit. Den Tiger ass am Tank. De Statec huet och kierzlech de Wirtschaftswuesstum vum leschte Joer - mir kruten dat och presentéiert - nach eng Kéier revidéiert vun 3,7% op 4,2%, an déi neiste Previsioune fir dëst Joer leie jo bei 4,4%, Tendenz fir d'nächst Joer op 5%.

Wat mech an all deenen Zuelen och besonnesch erfreelech stëmmt, dat ass, datt den ICT-Beräich, d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien, en Zouwuess am leschte Quartal 2016 vun 18,6% Opweises hunn. Dat weist, datt also d'Investitiounen an deem Beräich hir Friichten droen. An et ass och e Bewäis, datt eist Land sech wirtschaftlech diversifiéiert an datt dat e wichtege Beräich ass.

D'Konjunktur zu Lëtzebuerg ass also exzellent. Säit 2014 hu mer all Joers e Wuesstum vun iwwer 4%. An d'Prognose fir d'nächst Joer si gutt. A mir mierken op där anerer Säit awer och, datt d'Vertraue vun de Consommateuren erëm zréckkënnt. Mir hunn do elo an dësem Mäerz den héchste Stand säit 2002 gehat. Dat ass awer och e wichtegen Indicateur. Et gesäit een, datt d'Leit sech erëm trauen, Suen auszeginn, wat jo och am Endeffekt herno erëm der Konjunktur zeguttkënnt.

An duerfir menge mer och, wann d'Konjunktur gutt ass, wann et gutt dréit, datt dann och duerfir d'Steiererliichterunge fir d'Bierger, fir d'Betriber d'lescht Joer zum richtege Moment komm sinn. An ech mengen, och wann dat net gäre gehéiert gëtt vun der Oppositioun, vun der CSV, mä mir kréien op ville Plaze bestätegt, datt mer déi richteg Decisioune geholl hunn, datt mer eng Steierreform gemaach hunn, datt mer massiv investéieren an d'Zukunft. Dat seet d'Europäesch Kommissioun, den FMI, d'OECD, d'Ratingagencen an esou weider. Déi soen eis, datt dat eigentlech déi richteg Demarche ass.

Vläicht ee Wuert zur Steierreform. Mir hu mat enger, et muss ee soen enger sozial selektiv gerechter Steierreform de Leit, besonnesch der Mëttelschicht, däitlech méi Kafkraaft ginn. An déi Sue komme jo och letztendlech der nationaler Ekonomie erëm zegutt: Wann d'Leit méi Suen an der Täsch hunn, gi se och méi aus. Dat kënnt herno bei d'Betriber, dat kënnt bei d'Geschäfter, dat bréngt jiddwerengem eppes.

An, ech muss dat awer och nach eng Kéier soen, mäi Virspriecher hat dat och schonn ugeschnidden: Ech, bon, mir kënnen haut nach ëmmer net verstoen, firwat datt d'CSV déi Steierreform net matgestëmmt huet! Net nëmmen, well jo awer international Gremien eis bestätegen an där Demarche, mä ech mengen awer och, well mer jo awer hei wierklech de Leit am Land wierklech Kafkraaft ginn hunn, firwat datt do d'CSV net konnt mat op dee Wee goen.

Ech hat do d'Impressioun, datt awer do d'CSV gespléckt war. Ech kucken elo méi präzis och op de Spriecher, den Expert vun der CSV an deem Beräich. Also wann ech nach eng Kéier d'Ried vun him an Erënnerung hunn, huet en awer eng ganz Rei Elementer gesot, wou ech mer gesot hunn: „Ah, haut wäert den Här Roth awer dann dës Reform stëmmen, zu Recht stëmmen."

Ech war awer, net ech, mir waren enttäuscht, datt Der se net gestëmmt hutt an datt eigentlech och d'CSV se net gestëmmt huet. Do sinn et, mengen ech, méi Meenunge ginn, wéi et heiansdo Meenunge gëtt an enger Koalitioun mat dräi Parteien. Et ass einfach schued, datt d'CSV net konnt mat op dee Wee goen, fir do wichteg Weichen ze stellen.

Madamm Presidentin, d'Ramebedéngunge sinn also gutt zu Lëtzebuerg. An duerfir ass et och de Moment, fir déi richteg Weichen ze stellen. Dat mécht dës Regierung mat enger proaktiver Wirtschaftspolitik, mat héijen Investitiounen.

Op där anerer Säit huet awer och d'Regierung an deene leschten dräi Joer eng Rei Mesurë geholl, fir de Budget ze equilibréieren. Dës Mesurë si vill diskutéiert ginn, waren heiansdo vläicht och net ëmmer einfach, politesch net ëmmer einfach, mä si waren néideg a si sinn et och haut nach ëmmer. A mir gesi jo d'Resultater awer trotzdeem vun där gudder Gestioun vun eisen ëffentleche Finanzen. An dat kréie mer och bestätegt vum CNFP, vun der Europäescher Kommissioun, datt mer elo eis Depensen am Gréff hunn. D'Entwécklunge vun de Fonctionnementskäschte beim Stat sinn däitlech no ënne revidéiert ginn.

All déi Efforten, déi mer do gemaach hunn, déi waren also néideg, well ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, wou mer 2013 gestart si respektiv wat mer 2013 virfonnt hunn! An de Joren tëschent 2009 an 2013, also virun dëser Legislaturperiod, hate mer eng Verdräifachung vun der ëffentlecher Schold. Eise Scholdebierg, dee war a manner wéi zéng Joer vun enger op zéng Milliarden oder eppes iwwer zéng Milliarden ugewuess. An op där anerer Säit hate mer awer och 2013 déi Situatioun, datt mer hu misse mat engem enormen Ausfall vu Recetten iwwert de Bierg kommen. Iwwer eng hallef Milliard, mëttlerweil huet sech dat praktesch op eng Milliard oder ass an d'Richtung eng Milliard gaangen, hu mer elo ze assuméieren duerch eben d'Ewechfale vun dem Commerce électronique.

Mä bon, mat all deene Schwieregkeeten - Uwuesse vum Scholdebierg, Recetten, déi ausfalen - hu mer et awer fäerdegbruecht, datt mer haut eng ganz aner Situatioun hunn. Mir hunn déi lescht dräi Joer eis Budgetsziler all Joers iwwertraff. 2014 hate mer eigentlech en uviséierten Defizit vun 179 Milliounen; herno hate mer en Iwwerschoss vu 690 Milliounen. 2015 hate mer gerechent, datt mer en Defizit vun 1,04 Milliarden hätten; mir haten herno en Iwwerschoss vu 714 Milliounen. 2016 och erëm eng Kéier, eng Milliard Defizit war ugeduecht an herno hate mer en Iwwerschoss vun 845 Milliounen. Soudatt mer all Kéiers vill besser ofgeschloss hunn, well mer eng gutt Gestioun vun den ëffentleche Finanze gemaach hunn.

Datselwecht bei der ëffentlecher Schold. Ech ginn elo net méi op all déi Diskussiounen an, wéi et an de Chiffren absolutt ass, ech wëll einfach awer och nëmme rappeléieren, datt iwwerall, iwwerall an Europa, an och no den europäeschen Normen ëmmer a Prozenter vum PIB gekuckt gëtt, an do gesäit een awer ganz kloer an däitlech, datt eis Schold, déi 2013 bei iwwer 23% vun eisem Räichtum louch, 2016 bei knapp 20% läit, datt also d'Schold doduerjer prozentméisseg zréckgaangen ass an datt dat awer och ëmmer déi Norme sinn, no deene gekuckt gëtt.

Sécherlech wäert elo an deenen nächste Méint a Jore vläicht dat eng Kéier liicht an d'Luucht goen. Dat gesäit ee jo och am Pluriannuel. Mä awer muss ee festhalen, datt mer ëmmer wäit ewech bleiwe vun där Limitt vun 30%, déi am Regierungsprogramm festgehale gi sinn.

Komme mer och eng Kéier kuerz zréck op de Solde structurel. Jo, d'Regierung huet d'lescht Joer net decidéiert, mä se huet eigentlech d'Europäesch Kommissioun suivéiert, wéi déi en neie Solde structurel festgeschriwwen huet. Ech muss nach eng Kéier soen, nach eng Kéier ënnersträichen, datt net dës Regierung de Solde structurel no ënne revidéiert huet, et ass d'Europäesch Kommissioun mam President Juncker, déi dat gemaach huet!

Aus verschiddenen Ursaachen. Éischtens, well se aner demografesch an och aner Pronosticke maachen am Beräich vun der Altersvirsuerg, awer och, well d'Europäesch Kommissioun wëllt, datt ee méi investéiert, datt d'Memberstate méi investéieren, an hinnen duerfir och méi Spillraum derfir gëtt. An duerfir hu mer also d'Europäesch Kommissioun doranner suivéiert.

Mä nach muss ee soen, och wa mer dat suivéiert hunn, wann dat eisen neien OMT, eisen neie Solde structurel ass, reize mer en awer net voll aus. D'lescht Joer hate mer e Solde structurel vu plus 2,1%. Dëst Joer kéinte mer also op minus 0,5% goen, mir bleiwen awer dëst Joer bei 0,4%. A mir wäerten och mëttelfristeg iwwer 0 bleiwen. E wäert eng Kéier liicht erofgoen, mä egal. Mir gesinn, datt mer also och Spillraum hunn. Dat wëll ech awer och domadder soen, datt mer hei gesinn, datt mer Spillraum haten an och hu fir Steiererliichterungen a fir Investissementer an d'Zukunft, ouni eis ze iwwerfuerderen.

A jiddweree sollt sech jo eigentlech freeën iwwert dee gudde Wirtschaftswuesstum, déi Wirtschaftslat. Dat si gutt Noriichte fir e Land. An dat gëtt jo awer och elo esou gären als bal selbstverständlech duergestallt. Haut de Moien, oder virdrun, huet de Claude Wiseler gesot „bloen Himmel". Jo, et ass eng Faarf, déi jiddwerengem, oder mir op alle Fall och gefält. Dat ass gutt. Mä dat ass awer net einfach esou vum Himmel erofgefall, dee gudde Wuesstum. Och do hu mer eis awer missen ustrengen.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- An ech mengen, wann dat esou einfach wier, wann d'Konjunktur dréit, datt dann och alles am Land gutt geet, da misste jo eigentlech all déi aner Länner eise Modell kopéieren. Wann dat esou einfach wier!

Neen, de Lëtzebuerger Modell, fir dat emol eng Kéier esou ze nennen, deen ass awer net esou einfach ze kopéieren, well een awer muss derniewent eng Rei Efforte maachen, fir dann herno aus där gudder Konjunktur och konkret dat um Terrain kënnen ëmzesetzen, konkret kënne Mesuren ze huelen, déi da jiddwerengem och zeguttkommen. An ech wéilt eigentlech hei nach eng Kéier vläicht dat Bild, dat ech d'lescht Joer bei menger Ried zum Budget hat, erwänen: „Et ass eben dann, wann d'Konjunktur gutt ass, datt ee muss Wandmillen opstellen, datt déi dréien an datt déi dann och kënne produzéieren." An dat hu mer gemaach.

Wat sinn dat fir konkret Mesuren?

Mir hunn d'Entreprisen ënnerstëtzt, mir hunn eis Infrastrukture verbessert, mir hunn nei Entwécklungen opgegraff, zum Beispill an der FinTech, well mer do wëllen, wéi een dat esou schéin nennt, „first mover" sinn an esou e Schrëtt méi schnell wëlle si wéi eis Noperen, well mer och an deem Beräich eng ganz Rei Atouten hunn. Mir hunn d'Bankeplaz hei mat dem Know-how, mir hunn eis Datazentren, mir hu gutt Reseauen, besserer wéi hei an der Chamber normalerweis. An all dat, wann een dat dann alles zesummekritt, da kann ee wierklech aus där FinTech en Zukunftscreneau maachen.

Mir hunn, fir datt d'Wirtschaft besser dréit, eis Prozedure vereinfacht, méi effizient gemaach. Mir hunn en Omnibusgesetz gestëmmt. Ech mengen, dat ass gradesou wichteg, wéi datt een einfach seet: „Et ass elo eng schéi Konjunktur an den Himmel ass schéi blo."

Wann d'Konjunktur gutt dréit,...

(Interruption)

Wann d'Konjunktur gutt dréit, Madamm Presidentin, da muss dat och jiddwerengem zeguttkommen. An dat gesi mer jo awer och, datt dat de Fall ass, zum Beispill beim Chômage.

De Chômagetaux geet kontinuéierlech zréck. Mat 6%, wou mer elo sinn, si mer esou déif, wéi mer scho ganz laang net méi louchen. An et ass jo nach net fäerdeg. Wa mer den Zuele vum Statec kënne gleewen, da wäert déi Baisse jo nach weidergoe bis op 5,3%. An dat weist, datt et eis jo dann och geléngt, Aarbechtsplazen ze schafen, déi och net nëmme vu bausse besat ginn, mä datt mer och Aarbechtsplaze schafen, wou Leit, déi hei am Chômage waren, déi kënne besetzen.

An dat ass jo genau dat, wat een och soll erreechen, datt een déi Leit, déi hei keng Aarbecht hunn, datt mer duerch déi gutt Konjunktur déi Leit emol fir d'Éischt och op d'Aarbechtsplaze kréien, ier mer dann erëm anerer heihinnerkomme loossen, fir déi ze besetzen.

Firwat ass dat esou? Dat ass eis och net einfach esou an de Schouss gefall. Dat ass, well mer eng nei opgestallten ADEM hunn, déi méi effikass schafft, déi sech och un d'Entwécklung vun der Zäit ugepasst huet, déi kuckt op d'Formation continue vun de Leit, déi d'Leit konkret begleet.

An an deem ganze Prozess vum Ofbau vun der Aarbechtslosegkeet spillen och d'Patronen an d'Entreprisen eng wichteg Roll. Dat solle mer och net vergiessen. A si si sech, mengen ech, awer och hirer sozialer Verantwortung bewosst. Ech erënnere gär eng Kéier un de sougenannten Jobpak, deen d'UEL jo mat der Regierung

ënnerschriwwen huet, fir grad Leit, déi scho méi laang am Chômage sinn, an och déi Jonk, datt mer déi an d'Aarbecht kréien. A wann een d'Chômagezuelen elo kuckt, da kann een also och kloer vun engem Succès vun dësem Pak schwätzen.

Et kann een also och soen, datt d'Patronat oder déi Säit och Hiert derzou bäigedroen huet. Et sinn also vill Efforte gemaach ginn, zesumme vun der Regierung mam Patronat, fir datt ebe Leit eng Chance kréien, fir um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An deem Kontext vläicht och e Wuert zu dem neie REVIS, deen deen alen RMG ersetzt. Mir sinn der Meenung, datt e Méi un Eegeverantwortung déi sozial Ofsécherung vun de Bierger wäert verbesseren. Amplaz datt d'Leit am RMG nëmme geréiert ginn, solle se gefërdert ginn. Si sollen Ureizer kréien, fir sech erëm schrëttweis an den Aarbechtsmarché anzeglidderen oder, falls dat net méiglech ass, awer un der Gesellschaft kënnen deelzehuelen.

An ee Punkt schéngt mer awer och hei an der Demarche vun der Regierung ganz wichteg an dat ass, datt d'Regierung hei gradesou mécht beim REVIS wéi bei der Steierreform, datt och besonnesch op d'Elengerzéier gekuckt ginn ass. D'Familles monoparentales - dat muss een ëmmer erëm leider widderhuelen - sinn an eiser Gesellschaft déi, déi dem gréissten Aarmutsrisiko ausgesat sinn. An dat musse mer also änneren op alle Plazen, wou mer et kënnen. An och de REVIS ass no de Steiererliichterungen e weidere Schrëtt, fir eben och de Monoparentallen hei entgéintzekommen.

Bon, wann ech esou kucken d'Pressekonferenzen oder och déi eng oder aner Tweeten oder Communiquée vun der CSV, da géif ech awer soen, datt d'CSV de Moment déi Eenzeg ass, déi dee REVIS kritiséiert. Dat ass e bësse bedauerlech. Ech huelen elo nëmmen, fir net nach anerer ze zitéieren, déi et da gutt fannen, mä zum Beispill den Här Urbé, deen ass jo an der Caritas täteg. Ech mengen, an der Caritas ass och eng Presidentin, déi emol eng Kéier fréier och hei an der Chamber bei der CSV war. Ech kann nëmmen op alle Fall den Här Urbé aus der Caritas zitéieren, dee seet: „Allgemeng kann ee sécher soen, datt dëst eng positiv Reform ass." Dat ass op alle Fall d'Meenung dovunner.

Une voix.- A wann ee weiderliest, dann...

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo.

Här President,...

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Loosst lech net beieren, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, ech mengen, d'CSV bleift weiderhin eleng an där Positioun, datt se net esou zefridden domadder ass. Mä mir wäerte sécherlech nach Geleeënheet kréien, fir dann hei doriwwer ze diskutéieren.

Här President, nach e kuerzt lescht Wuert zur Wirtschaft. Ech schwätze relativ laang dervunner, mä wéi gesot, et ass awer e wichtege Pilier, deen d'Basis ass, fir datt et am Land hei de Leit gutt geet. Wat wichteg ass, dat ass, datt eng Wirtschaft eigentlech sech muss all Dag nei erfannen.

Et ass nach net laang hier, dunn ass zum Beispill hei am Land gefaart ginn, opgrond vun all de Veränneerungen an der internationaler Finanzwelt, datt eis Finanzplaz deem net kéint standhalen, datt eigentlech eis Finanzplaz géif ënnergoen. Wa mer haut awer kucken, mir hunn de Géigendeel bewisen. Eis Finanzplaz ass haut esou gutt opgestallt wéi scho ganz laang net méi. Mir haten d'Bankgeheimnis, dat ass gefall. Mir hunn eis misse mat den Altlaste vu LuxLeaks a Panama Papers erëmploen. An nawell ass d'Stäerkt vun eiser Plaz, vun eiser Finanzplaz, eiser Bankeplaz haut net méi a Fro gestallt.

Ech mengen, dat ass och net einfach esou vum Himmel gefall. Dat ass och net wéinst engem bloen Himmel, mä dat ass virun allem, well d'Regierung an och besonnesch de Finanzminister, deen onermiddlech am Asaz ass, well déi e regelrechte Paradigmewiessel vollbruecht hunn. Aus wat besteet dee Paradigmewiessel?

Ma well mer resolutt, wierklech resolutt op Transparenz a Kooperatioun gesat hunn. Mir hunn hei och an der Chamber an deene leschten zwee an en halleft, dräi Joer eng ganz Rei vu Gesetzer an Direktiven an dem Beräich vun Transparenz a Kooperatioun ëmgesat. Mir sinn, jo, mir sinn zum Musterschüler avancéiert! An et ass jo och esou, datt déi Efforten international unerkannt gi sinn. Mir sinn op kenger groer, mir sinn op kenger schwaarzer Lëscht méi ze fannen.

An, jo, mir hunn eng Finanzplaz, déi elo wierklech erëm ka weltwäit konkurréiere mat all deenen anere gudden, staarke Plazen op der Welt, well mir hunn eng Rei Stäerkten, déi mer och weiderhi kënnen ausspillen, déi mer ëmmer vläicht elo souguer méi kënnen ausspillen. Transparenz ass eigentlech elo e Pluspunkt, dee mer kënnen an d'Vitrinn stellen. Mir hunn den Know-how, dee jorelaangen Know-how, déi Expertise, déi ëmmer hei sur place war. Mir hu kuerz Weeër hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn d'Méisproochegkeet an esou weider an esou fort. Also, d'Lëtzebuerger Finanzplaz huet eng ganz Rei Atouten, déi se elo erëm ka voll ausspillen, well se och voll op Transparenz setzt.

An duerfir si mer och gutt opgestallt, wa sech déi eng oder aner Opportunitéit aus dem Brexit wäert erginn. Mir hunn duerfir och net missen, wéi dat alt emol déi eng oder aner Kéier vun dem finanzpolitesche Spriecher vun der CSV gefrot war, eis an déi éischt Rei stellen an haart jäizen: „Kommt op Lëtzebuerg!" Mir hunn net misse waarden op en Tëlefon den 23. Juni d'lescht Joer, fir datt do direkt géife verzweifelt Entreprisë vu London uruffen. Mir waren, mir si méi diskret. Ech hu scho gesot, de Finanzminister ass iwwerall op der Welt ënnerwee, fir d'Atouten hei ze presentéieren. An ech maache mer keng Suergen, datt déi eng oder aner Entreprise elo, wann de Brexit bis vollzunn ass, wäert hei op Lëtzebuerg kommen, well mer ebe gutt opgestallt sinn.

An ech mengen, och mat deem Atout si mer eigentlech gutt opgestallt, fir déi europäesch Bankenopsiicht op Lëtzebuerg ze kréien. Dir wësst jo, datt déi och elo net méi kann zu London bleiwen. An ouni all déi Efforte vun Transparenz hätte mer och, trotz all deene Verträg, déi eigentlech dat eis scho säit Jorzéngten zousoen, wa mer net déi Transparenz elo opgebaut hätten, dann hätte mer guer net brauchen de Griffel an d'Hand ze huelen, dann hätt de Premier guer net brauchen de Griffel an d'Hand ze huelen, fir eng Demande ze stellen. Mä elo, wou mer esou opgestallt sinn, ech mengen, do gëtt et schwéier fir déi aner europäesch Partner, fir eis Demande einfach esou ofzeweisen. An ech mengen, mir hunn awer duerfir gutt Chancen, fir do herno se eventuell op Lëtzebuerg ze kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir sinn eis awer och bewosst, Här President, datt ee muss diversifiéieren am Beräich vun der Wirtschaft, datt een net nëmmen dierf op ee Pilier, net nëmmen dierf op d'Fundament vun der Bankeplaz setzen. Mir mussen also eis Wirtschaft diversifiéieren.

Ech mengen, duerfir setze mer jo och verstäerkt op Zukunftsbranchen. Ech hat virdru scho vun de FinTech geschwat. Ech mengen, do muss et einfach d'Zil sinn, datt mer do déi Éischt sinn. Mir mussen och weider Innovatioun ënnerstëtzen, musse kucken, datt mer en uerdentlecht Emfeld - an dat ass amgaange gemaach ze ginn -, en uerdentlecht Emfeld schafe fir d'Start-uppen. Mir hu jo och schonn an der Steierreform, déi leider d'CSV net matgestëmmt huet, eng Rei Incentivë gesat fir d'Entreprisen, d'Start-uppen, fir deenen de Wee méi einfach ze maachen.

Mä bei all deem wëll ech awer och soen, datt mer eis klassesch Betriber hei zu Lëtzebuerg - klassesch Betriber: Kleederbuttek, Schräinerei, Bäcker, Restaurantsbetriber -, datt mer déi och net vergiessen. Dat sinn och Betriber, déi vill Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen. Och do musse mer weider kucken, datt mer deenen esou gutt wéi méiglech hëllefen. Ech denken do un d'Simplification administrative virun allem, well ech mengen, kleng Betriber, deenen hire Metier et ass, fir Bréidercher ze baken oder gutt ze kachen, mä déi wëlle sech net erëmploe mat ville Paperassen. An ech mengen, och bei der Steierreform, och do hu mer jo gekuckt, fir datt mer deene klenge Betriber d'Liewe méi einfach maachen.

An dann nach e leschte Punkt bei der Wirtschaft, dat ass deen, datt mer och net derlaanschtkommen, d'Digitalisatioun an dee ganzen Impakt vun ICT an der Wirtschaft, fir dovunner ze schwätze respektiv dat opzegräifen an dat och mat eranzedenken an d'Zukunftsmodeller. Et gëtt jo elo eigentlech - dat ass e bëssen d'Analogie zu der véierter industrieller Revolutioun - vun Aarbecht 4.0 geschwat, dat heescht, wou et eigentlech ëm Diskussioune geet, wéi d'Aarbechtsformen an Zukunft wäerte sinn. An et ass kloer, datt den digitalen Zäitalter, datt dat en Impakt huet op déi Aart a Weis, wéi mer wäerte schaffen, ouni Zweifel.

Gëschter hate mer jo och schonn den Impakt gesi vun deenen Techniken hei an der Chamber. Mä ech mengen, et ass jo och, wann een da vun neien Aarbechtsweise schwätzt, dann denkt een och natierlech, an de Premier huet och haut de Moien an deem Kontext vum Rifkin-Prozess geschwat. De Rifkin ass jo och, dee Rapport ass e weidert Beispill, datt d'Regierung et sech zur Prioritéit gemaach huet, fir ze kucken d'Zukunft ze preparéieren, net einfach waart, bis datt et kënnt. Duerfir ass dat eng konkret Aktioun gewiescht.

Mir hunn déi Pläng oder dee Rapport diskutéiert. Mir hunn eis mateneen ausenanergesat. An et geet awer elo drëms, fir och do konkret Handlungspisten erauszeschielen. Et sinn eng ganz Rei interessant Iddien do. Et sinn der och, déi net onbedéngt ëmmer nei sinn. Mä et geet elo eigentlech drëms, fir ze kucken: Wat fir eng Elementer sinn déi, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen effizient a schnell ëmsetzen, déi och op Lëtzebuerg passen? Sécherlech muss een do déi eng oder aner fale loossen, mä ech ka mer awer virstellen, Circular Economy ënner anerem, datt do e gewëssent Potenzial besteet.

Här President, da kommen ech awer elo vun der Ekonomie op en anere wichtege Punkt vun engem État de la nation ze schwätzen an dat ass dee vun der Mobilitéit. D'Mobilitéit ass net nëmmen e Kompetitivitéitsfacteur fir eis Wirtschaft; schnell Verbindunge si wichteg, datt d'Betriber kënne gutt schaffen, datt jiddwereen dohinnerkënnt. Mä wann de Verkéier steet, heescht dat net nëmmen, datt d'Entreprisë Schwieregkeeten hunn, mä dat ass virun allem fir jiddwereen einfach e Verloscht vun Zäit, e Verloscht vu Liewensqualitéit!

Mir erliewen dat all Dag. Déi Zäit, déi een am Stau verbréngt, dat ass déi Zäit, déi een net - ech soen elo emol - op der Aarbecht ka verbréngen, mä déi muss een dann herno op der Aarbecht nohuelen. Et ass eng Zäit, déi een net ka mat der Famill verbréngen, mat de Frënn, eventuell fir d'Fräizäit. Et ass einfach verlueren Zäit an et ass oft nëmme Stress a Genervs.

Dat ass also eng Ursaach, firwat datt mer musse kucken, eis Mobilitéitspolitik nach ze affinéieren. D'Mobilitéitspolitik ass awer och e wichtege Punkt, eng wichteg Prioritéit, wa mer wëllen nei Akzenter setzen am Beräich vum Klimaschutz respektiv vun der Nohaltegkeet. An et muss een och soen, datt och hei d'Regierung an deene leschten dräi Joer net nëmme geschwat huet, mä wierklech d'Saache konkret ëmgesat huet, datt mer konkret investéiert hunn.

Mir sinn op engem Rekordniveau an den Investissementer am ëffentlechen Transport, an der Schinneninfrastruktur an esou weider. Eleng dëst Joer iwwer 400 Milliounen, déi natierlech eise Budget belaaschten, mä wa mer awer déi Investissementer net géife maachen, da géife mer wierklech net déi richteg Prioritéite fir eist Land setzen, fir eist Land fit fir d'Zukunft ze maachen.

All déi Suen, déi mer an d'Verkéiersinfrastrukturen, an den ëffentlechen Transport stiechen, dat si gutt investéiert Suen. An um Terrain geet et och konkret schnell virun. Dat ass jo den Ënnerscheed zu deem, wat eis ënnerscheet vu viregte Regierungen, datt mir net nëmmen dervu schwätzen, mä datt mir och konkret d'Saachen ëmsetzen.

De Chantier Tram um Kierchbierg, dee geet konsequent virun. Mir sinn amgaangen, kënnen dat jo praktesch all Dag verfollegen, datt de Chantier bei der neier Pafendaller Gare, dee geet viru mam Funiculaire erop op de Kierchbierg. Ech mengen, dat ass eigentlech e Projet, wou ee ka soen, dat ass eigentlech exemplaresch. Wann ee weess, wéi heiansdo an der Vergaangenheet hei bei - ech soen elo emol - Infrastrukturbauten am Beräich vum Verkéier geschafft ginn ass, ass dat do eigentlech exemplaresch, wat den Zäitplanning ugeet. An och wat de Budget ugeet, si mer do wierklech an de Limitten.

D'Regierung steet och fir eng konsequent Investitioun an d'Mobilité douce. Et soll net a Stroossen oder nëmmen a Stroossen investéiert ginn am ëffentlechen Transport, och an d'Mobilité douce. An och do nëmmen ee Beispill, wat dat ka konkret sinn, dat ass d'Vëlosbréck ënnert der Neier Bréck, ënnert dem Pont Adolphe. Déi war eigentlech guer net virgesinn ënnert der viregter Regierung. Mä ech mengen, et ass awer e flott Beispill, wéi een da kuerzfristeg kann d'Mobilité douce an e flotte Projet mat erandenken an ëmsetzen.

Et ass also wichteg, an Infrastrukturen ze investéieren, mä awer musse mer och wëssen, wann een iwwer Mobilitéit schwätzt, muss een och an nei Mobilitéitskonzepter investéieren an déi erandenken. Wat mengen ech domadder? Elektroauto, Carsharing an esou weider. Ech mengen, dat brauch een och, wann ee vu Mobilitéit schwätzt.

An, wann ee vu Mobilitéit schwätzt, brauche mer och eng kohärent Landesplanung, wou déi ganz Mobilitéit da kann ëmgesat ginn. An ech mengen do och nach eng Kéier, d'Regierung féiert hei en Debat ronderëm d'Landesplanung. Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement du territoire ass um Instanzewee. An ech mengen, de Programme directeur gëtt jo och an engem participative Biergerprozess iwwerschafft.

An ech muss soen, datt ech awer virdrun dach zimlech erstaunt war, wéi ech vun engem fréiere Responsabelen an de Beräicher vu Landesplanung oder vun Transport héieren hunn oder d'Kritik hu misse lauschteren, onberechtegt Kritik, datt mir hei géife lues maachen an datt mir hei d'Saachen net géifen op d'Rei kréien.

Ech wëll nëmmen drun erënneren, datt eigentlech d'Plans sectoriels praktesch vun 2004 un zéng Joer an der Dunkelkammer diskutéiert gi sinn an datt do näischt geschitt ass, datt eigentlech wärend iwwer fënnef Joer praktesch gekaut ginn ass un engem neien Aménagement-du-territoires-Gesetz, wat mir du virfonnt hunn a wat awer elo net méi passt zu deem, wat hätt missen un d'Plans sectoriels ugepasst ginn. Also eigentlech och hei kann een eis net Saache virwerfen. Mir sinn am Fong geholl amgaangen, hei och Altlasten oder al Feeler ze redresséieren. A virun allem wëlle mir och hei komplett Transparenz doranner erabréngen.

An da muss een och kucken, an dat ass och dee richtege Wee, datt een op d'Dezentraliséierung geet. Ech begréissen duerfir, datt och eng Rei Initiative si vun der Regierung, fir zum Beispill d'Schoulinfrastrukture méi duerch d'Land ze verdeelen: eng op Wolz, eng op Déifferdeng, Munneref an esou weider. Dat ass och wichteg,...

Une voix.- Dat steet scho méi laang.

M. Eugène Berger *(DP)*.- ...datt een...

(Interruption)

Dat ass och wichteg, datt een also...

Une voix.- Munneref steet scho méi laang.

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo.

Neen, mä einfach fir ze soen, datt awer déi Saachen iwwer Land verdeelt ginn.

(Brouhaha)

Et sinn der effektiv, déi scho stinn, mä datt awer dat weidergedriwwe gëtt. Datt och zum Beispill d'Unisaktivitéiten, datt déi um Belval weidergedriwwe ginn, an datt och de Premier jo ugekënnegt huet, datt nei - ech nennen et emol - Bürosinfrastrukturen, Aarbechtsinfrastrukture méi no un de Grenze solle verdeelt ginn. Ech mengen, dat ass och eng interessant Iwwerleeung eben, fir datt dann een net muss vun A op B queesch duerch d'Land fueren, fir op seng Aarbechtsplaz ze kommen.

A wat ech och begréissen an där ganzer Diskussioun, ass, datt och de Premier vum Tëleetravail geschwat huet, deen d'Regierung stäerke wëllt. Mir wëssen och, datt eng grouss Barrière vum Tëleetravail hautdesdaags d'Fro vun der Besteierung vun de Frontalieren am Fall vum Homeoffice ass. Also déi Froen do musse mer natierlech kucken a kucken, wéi mer déi och kënne schnell an effizient léisen.

Här President, zu engem anere Volet kommen ech dann, dat ass deen, dee fir mech, fir d'DP op alle Fall, mä ech mengen, och fir d'Leit hei am Land ganz wichteg ass, dat ass dee vun der Educatioun a vun den Zukunftschancë vun eise Kanner.

Ech hat schonn ufanks gesot: „Et bréngt näischt, Aarbechtsplazen ze schafen, wann et eis net geléngt, eis Kanner an eise Schoulen esou ze preparéieren, datt si och op déi Aarbechtsplaze kënne kommen, datt si en priorité emol déi Aarbechtsplaze kënne besetzen." Mir wëssen, och den Aarbechtsmarché, deen entwéckelt sech permanent weider. An duerfir mussen eis Jonk drop virbereet ginn, fir an där verännerter Aarbechtswelt kënnen ze bestoen. An ech mengen, et gëtt wierklech kaum e Land - wierklech kaum e Land! -, wou d'Erausfuerderungen un d'Enseignanten, un de Schoulsystem esou grouss si wéi bei eis!

De Premier huet haut de Moien d'Zuel genannt: Bal d'Halschent vun eise Schüler hunn net eis Mammesprooch, hunn eng aner Sprooch. Bal d'Halschent vun de Schüler kommen aus anere Kulturen, hunn aner Sproochenëmfelder. An ech mengen, dësen ënnerschiddleche Biografië vun all deene Kanner, déi bei eis dann an d'Schoul kommen, deene musse mer awer gerecht ginn, musse kucken, déi op en Nenner ze bréngen a jiddweree mat senge Stäerkte förderen. Jiddweree muss déiselwecht Startchancen an d'Liewe kréien.

A fir dat kënnen ze maachen, fir jiddwerengem déiselwecht Startchancen an d'Liewen ze ginn, duerfir setze mer och de Fokus op déi éischt

dräi Joer, déi Zäit virun der Aschoulung, well déi éischt dräi Joer, Liewensjoer, do deet sech immens vill bei de Kanner! Mir wëssen, jiddwereen, dee Kanner hat, huet, weess dat ganz genau.

Ech brauch elo net grouss Theorien aus der Entwécklungspsychologie ze zitéieren. Och muss ech net onbedéngt all meng Kenntnisser aus mengem fréiere Beruff huelen, mä mir wëssen alleguerten, dat ass einfach eng Erkenntnis, datt an deenen éischten dräi Joer bei der Entwécklung vum Mënsch, bei deene klenge Kanner immens vill wichteg Schaltere kënne geluecht ginn, an datt d'Kanner do och immens op sinn, fir kënnen ze léieren. Duerfir setze mer och den Akzent op d'Förderung bei deene Jéngsten.

Ech si jo och ëmmer erëm iwwerrascht, muss ech wierklech soen, wa Kriticken un der sougenanntener méisproocheger Kannerbetreiung kommen, aus e puer Ursaachen.

Déi Leit, déi dat elo kritiséieren, hu sech eigentlech virdru guer net dru gestéiert, wann een an d'Realitéit kucke gaangen ass, datt eigentlech do ganz oft méi Franséisch geschwat ginn ass wéi Lëtzebuergesch. A wat maache mir elo eigentlech? Mir soen: Elo muss och an de Crèchë Lëtzebuergesch geschwat ginn. Dat ass eigentlech dat, wat mer och wëllen.

Mä awer op där anerer Säit, doduerjer, datt mer do eng bilingual Kannerbetreiung maachen, gi mer de Kanner Chancen. Mir gi Chancen, mir notzen déi Facilitéiten, déi d'Kanner hunn, wa se ganz jonk sinn, fir d'Sproochen intuitiv, spillerësch opzehuelen. Mir notzen dat, fir datt d'Kanner eigentlech mat zwou Sproochen da kënne praktesch opwuessen, datt se an deenen zwou Sprooche sech doheem fillen. Dat ass eng Chance fir d'Kanner! Do verbaut een de Kanner eng Chance, wann een dat net wëllt akzeptéieren.

An ech kann och net akzeptéieren, wann dann hei - dat ass och schonn hei am Eescht ausgemaach ginn -, entgéint alle wëssenschaftlechen Erkenntnisser an awer och entgéint allen empireschen Erkenntnisser gesot gëtt, d'Kanner wieren net fäeg, am klengen Alter méi Sproochen opzehuelen. Dat ass einfach grondfalsch!

Eppes aneres, wat ech wéilt kloerstellen - well dat och elo déi eng oder aner Kéier dobausse scho gefaart gëtt -, dat ass, datt een elo dann, well mer soen, mir maache Fréifërderung vun de Kanner, do géif regelrechte Schoulunterrecht maachen, datt een d'Kanner géif iwwerfuerderen. Neen, dat ass et net, wat mer do wëlle maachen! Mir wëllen einfach d'Kanner lues un d'Schoul eruféieren, op eng spillerësch Aart a Weis, fir et emol esou ze soen, do déi Chancen notzen, wann d'Kanner ganz op si fir alles, fir datt dann, wa se an de Fondamental kommen, jiddwereen optimal Chancen huet, fir seng Schoulcarrière mat Erfolleg ze gestalten.

Et ass och richteg, datt mir dat net nei erfonnt hunn. Dat muss een unerkennen. Och ënnert der viregter Regierung, wou d'CSV responsabel war fir - ech soen emol - d'Kannerbetreiung, sinn eng ganz Rei Kannerbetreiungsplazen entstanen, ass dat gefërdert ginn. Den Ënnerscheed ass awer, datt do net ëmmer, oder datt eigentlech do net besonnesch op den Aspekt vun der Qualitéit gekuckt ginn ass. Et ass éischter d'Quantitéit gekuckt ginn. An dat ass jo eigentlech och do, wou mir elo aner Akzenter setzen, wou mer soen: Et ass wichteg, datt bei esou enger Fréifërderung och déi qualitativ Aspekter, déi pädagogesch Aspekter berücksichtegt ginn, datt déi am Vierdergrond musse stoen an datt d'Kanner also net nëmme versuergt ginn, mä datt se wierklech och gefërdert ginn.

Duerfir hu mer jo eng ganz Rei Initiative geholl. Den SNJ, dee wäert jo elo zweemol am Joer d'Crèchë kontrolléiere goen, fir ze kucken, wéi et mat der Qualitéit steet. Aus deem Grond wäert och d'Regierung nach eng Kéier 81 Milliounen an d'Kannerbetreiung investéieren. Si wäert och d'Ressourcë fir d'Personal, d'Zuel hunn ech elo net méi genau am Kapp, mä et ginn eng ganz, 10% geet d'Personal an deem Beräich erop, well mer wëllen, datt mer gutt Leit hunn, datt mer Educateuren, Educatricen hunn, déi genuch Zäit hunn, fir op déi individuell Besoine vun de Kanner anzegoen, fir eng optimal Betreiung kënnen ze garantéieren.

An ab Hierscht wäert jo dann och d'Kannerbetreiung, wärend de Schoulstonnen - datt do keng Konfusioun ass! - gratis sinn. Dat ass net nëmmen eng finanziell Entlaaschtung fir d'Kanner (veuillez lire: bei der Kannererzéiung), mä dat vereinfacht och sécherlech den Elteren hir Organisatioun vun hirem Alldag. An et muss ee jo soen, et ass jo eigentlech schéin ze gesinn, datt e Modell, deen et wéineg an Europa gëtt, datt déi Iddi vun der gratis Kannerbetreiung entre-temps och am Ausland, souguer a konservative Kreesser wéi der CSU, op gudde Buedem fält.

An ech mengen, Här Spautz, ech kucken elo op lech, vläicht inspiréiert dat d'CSV, déi sech jo nach ënnert dem Jean-Claude Juncker eigentlech wesentlech méi fortschrëttlech an dëser Fro gewisen hat. An ech hat virdrun och zitéiert, datt eigentlech 2008 dat schonn den deemolege Premier annoncéiert hat. Also d'CSU a Bayern, déi fënnt dat eigentlech och eng gutt Demarche, an ech wier frou, wann Dir eigentlech och géift do erëm op de richtege Wee kommen an dat och ënnerstëtzen.

Här President, ech ginn elo net weider op dee ganze Volet vun der Schoul an, well mäi Kolleeg, de Lex Delles, dee wäert muer do nach méi en détail op eng ganz Rei Saachen agoen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Eugène Berger *(DP).*- En anere Volet, Här President, dat ass dee vun der Familljepolitik, dee schléisst sech natierlech un d'Educatiounspolitik un. Ech mengen, och do hu mer eng ganz Rei Decisioune geholl, déi am Sënn vun de Famillje sinn, am Sënn, datt ee Famill a Beruff besser kann ënner en Hutt bréngen. De Congé parental ass méi flexibel ginn, ass finanziell besser opgestallt, wat jo och grad soll d'Pappen encouragéieren, fir och méi Zäit de Kanner ze widmen. An haut de Moien hunn ech jo och héieren, datt sech praktesch d'Zuel vun de Congé-parentalle bei de Pappe verduebelt huet. Dat ass gutt. An ech mengen, d'Kannererzéiung ass jo eben och net just den Job vun der Mamm.

Mir hunn also och grouss Investitiounen an d'Kannerbetreiung gemaach. Firwat? Mä well mer einfach och eis Familljepolitik un déi gesellschaftlech Realitéite wëllen upassen. Mir wëssen haut, datt dräi vu véier Fraen aus hirem eegene Choix beruffstäteg sinn. Also soll een och déi Méiglechkeet schafen, fir dat awer kënnen zesumme mat der Famill ze kombinéieren.

An, wéi gesot, och elo wéi mat der Fréierzéiung: Ech bleiwen och hei an der Familljepolitik ëmmer erëm verwonnert iwwert d'Positioune vun der gréisster Oppositiounspartei an der Familljepolitik. D'CSV, déi fënnt, de Montant vum Congé parental wier ze héich; si wëllt dat erëm réckgängeg maachen, wann ech dat richteg verstinn. Si seet, d'gratis Kannerbetreiung wier schlecht, a wëllt dat och réckgängeg maachen. Si huet hei an der Chamber d'Qualitéitskritären an der Kannerbetreiung net matgestëmmt. Si huet d'Steiererliichterunge fir d'Privatstéit an och, wou mer bei der Steiererliichterung besonnesch fir d'Monoparentallen eppes gemaach hunn a fir déi jonk Familljen, net matgestëmmt. Dat si jo eigentlech alles Positioune géint d'Famill!

An ech wier frou, dann ze héieren, vläicht méi spéit héiere mer dat da muer, wat d'CSV dann eigentlech fir d'Famill wéilt maachen. Bis elo huet se an hire Votten an an hirer Positioun eigentlech ëmmer nëmme géint d'Famill geschwat.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da musst Der d'Madamm Hetto liesen!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Wann ech Familljen...

Genau, genau, Här Spautz, ech kann nach eng Kéier einfach nëmmen dat opzielen, wat Der bis elo net matgestëmmt hutt an der Familljepolitik oder wou Der gesot hutt, wat Der alles nees géift réckgängeg maachen, wou Der géift e Gank no hanne goen. Mä Dir hutt awer net gesot, wat Der géift Positives fir d'Famillje maachen.

Wann Der och vun der Madamm Hetto schwätzt, ech kann drun erënneren, wat se gesot huet, ech mengen, et war d'lescht Joer am Kader vun der Fréibetreiung, datt do d'Kanner eigentlech éischter géife riskéieren traumatiséiert ze ginn, wéi datt se do gefërdert géife ginn. Dat kann ee jo och alles noliesen.

(Interruptions diverses)

Här President, wann ech vu familljefrëndlecher Politik schwätzen, da muss ee sech och Gedanke maachen zur Aarbechtspolitik, well ee jo haut ëmmer méi kuckt, Familljepolitik an Aarbecht oder Famill an Aarbecht kënnen ënner een Hutt ze bréngen. An duerfir musse mer nodenken iwwer flexibel Aarbechtszäiten, den Homeoffice - hat ech scho gesot - an all aner Méiglechkeeten. An do bleift sécherlech nach Sputt no uewen. Ech mengen, do solle mer zesumme mat de Sozialpartner kucken iwwer nei Modeller nozedenken.

Bon, Här President, ech kommen natierlech och net derlaanscht, iwwert de Logement ze schwätzen, ee vun deene Sujeten, déi jo och e wichtegen Deel vun der Ried vum Premier waren, mä deen awer net nëmmen haut, mä och an deene leschten Deeg, wann een esou gelies huet, dann nach eng Kéier vill diskutéiert ginn ass.

Et ass kloer: Bezuelbare Wunnraum ass a bleift eng vun deene gréissten Erausfuerderungen hei am Land! Si ass och net nei. A mir hunn och net gesot, datt mer dat an engem Dag géife mat engem Zauberstaf kënnen alles guttmaachen, wat an deene leschten 20, 30 Joer net richteg gelaf ass. Dat hu mer guer net gesot!

Mä wat hu mer gemaach? Mir hunn d'Äerm héichgestréppt - de Logementsminister, d'Regierung - a gekuckt, fir awer emol konkret mat enger Rei Mesuren unzefänken! Et ass jo awer scho speziell, datt d'CSV, déi jo awer, ech mengen, wärend Jorzéngten do och deen Dossier an hire Kompetenzen hat, datt déi bis dohinner oder bis 2013 eigentlech - ech géif scho bal soen - d'Rou ewech hat. A knapps si se elo an der Oppositioun, kritiséiere se da ganz vill.

Dat ass jo schéin a gutt. Ech mengen, dat ass d'normaalt Spill vun der Oppositioun. Mä da wann ech gelift net nëmme kritiséieren, mä och soe konkret, wat een da géif aneschters maachen! Ech mengen och…

M. Marc Lies *(CSV).*- Wou bleift déi Wunnengsbauoffensiv dann?

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Do hunn ech haut, wéi bei villen aneren Dossieren, guer keng konkret Äntwerten héieren.

Nach eng Kéier, ech hu gesot, et kann een net vun haut op muer do alles nei maachen a wierklech d'Solution miracle hunn. Mä mir beméien eis! Mir beméien eis. Mir maache konkret,...

Une voix.- Wéi déi aner virdrun!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...mir maache konkret, eng ganz Rei konkret Mesuren. Ech wëll se net nach eng Kéier all widderhuelen.

M. Félix Eischen *(CSV).*- Dat huet dach näischt mat Regierungspolitik ze dinn!

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Dach, dat huet eppes mat enger Politik a mat enger Regierung ze dinn, wann ee konkret Mesuren hëlt! Wat fir eng Mesuren hu mer geholl, déi mer elo versichen ëmzesetzen? Subvention de loyer ass eng. D'accord, déi war scho virdrun ugeduecht, mä dat ass awer net déi eenzeg, déi mer...

Une voix.- Aah!

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, dat ass net déi eenzeg, déi mer gemaach hunn! Wann ech gelift, mir hunn...

(Interruption)

Mir hunn eng Rei Mesuren am Beräich vun der Steierreform geholl, obschonn Dir déi net matgestëmmt hutt, de quart Taux, fir d'Offer...

(Interruptions diverses)

M. Félix Eischen *(CSV).*- D'TVA an d'Luucht gesat fir d'Wunnengen!

M. Eugène Berger *(DP).*- …ze erhéijen, d'Abattementer, wann ee wëllt en Eegenheem hunn. Mir hunn elo de Baulückeprogramm an de Baulandvertrag gekuckt, fir deen ze finaliséieren, fir sécherzestellen, datt, wann een nei Terrainen huet, déi och esou schnell wéi méiglech ënner ganz präzise Konditioune kënne valoriséiert ginn.

Mir hunn eng ganz Rei Projeten - et ass rieds gaange vum Kierchbierg plus all deenen op de Friches industrielles -, déi mer ugeleiert hunn. Mir sinn eis bewosst, datt dat net vun engem Dag op deen anere kann ëmgesat ginn. Et sinn eng ganz Rei Akteuren, déi do musse matspillen, mä mir hunn awer d'Rad un d'Rulle bruecht.

Mir hunn de Fonds du logement reorganiséiert, dee jo grad am Beräich vun de locativë Wunnenge soll méi bauen. Mir hunn och d'Effikasitéit vun der SNHBM kënnen an d'Luucht setzen. Ronn 230 Wunnengen hunn déi d'lescht Joer gebaut, a fir dëst Joer si se amgaangen, der 250 ze bauen. Dat ass awer trotzdeem eng Verdräifachung bannent zwee Joer. Dat sinn awer konkret Aktiounen, konkret Emsetzungen, déi gemaach ginn. Ech hu vu grousse Wunnprojete geschwat am Süden, Laminoir Diddeleng, wou 700 bis 800 Wunnunitéite solle kommen.

M. Marc Spautz *(CSV).*-...zéng Joer laang, zéng Joer!

M. Eugène Berger *(DP).*- Am Norden...

(Interruption par M. Marc Spautz)

Jo, an duerfir si mir amgaangen elo ëmzesetzen! Dir hutt zéng Joer laang dovunner vläicht geschwat, mir setzen et elo ëm.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wou ass de PAP?

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Et ass richteg, Här President, dat soen ech och nach eng Kéier, datt do eng ganz Rei Akteure sinn, déi ee muss zesummekréien, an dat ass dat, wat mir elo maachen. A wann een d'Zuel ebe vun deene Wunnenge kuckt, déi awer elo schonn ënnert der Regie vun der Regierung mat hiren Akteure gemaach ginn ass, dann ass do awer wierklech schonn e groussen...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Här Berger, dat sinn d'Gemengen, pardon!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech mengen, den Här Eischen wëllt sech androen, fir och zur Logementspolitik ze schwätzen.

Une voix.- Besonnesch iwwert d'TVA, déi Der am Wahlprogramm hat, besonnesch iwwert d'TVA!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Da kann en eis Solutioune presentéieren, déi d'CSV déi lescht 20 Joer net...

M. Félix Eischen *(CSV).*- Entschëllegt, Här Berger, dat sinn d'Gemengen!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, elo geet et erëm ziviliséiert hei zou!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A just den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, e brauch keng Echoen.

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, ech hunn einfach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst lech elo net méi beieren, Här Berger, fuert derduerch!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech loosse mech net beieren. Ech hu just gemierkt, datt déi gréisst Oppositiounspartei ganz nervös ginn ass, wéi ech gesot hunn, datt mir endlech géifen eppes am Logement maachen!

Här President, nach vläicht kuerz een, zwee aner Voleten. Ech mengen, een Aspekt, dat ass elo en anere Beräich, dat ass dee vun der sozialer Kohäsioun, vun der Integratioun. Ech wéilt vläicht kuerz drun erënneren, et ass nach net esou laang hier, datt mer hei an der Chamber en Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch presentéiert hunn, dee jo awer och vun enger Rei vun Experte wéi dem Lex Roth vill Luef krut.

Ech mengen eben, datt mer och do, wou d'Regierung kuckt, datt mer de Stellewäert vun eiser Sprooch verstäerken, d'Norméierung, de Gebrauch iwwer eis Sprooch virundreiwen, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur förderen. Bref, datt also och d'Lëtzebuerger Sprooch eis wichteg ass an datt mer doduerjer en Aktiounsplang gemaach hunn an datt deen och wäert zur Integratioun an zur sozialer Kohäsioun bäidroen.

Zum Schluss vläicht och nach kuerz e Wuert, wann ech bei Kohäsioun sinn, net nëmmen där nationaler Kohäsioun, mä där europäescher, där internationaler Kohäsioun. Ech mengen, grad als e Land, ech soen, jo, e klengt Land, wat international, esou wéi Lëtzebuerg sech heterogen zesummesetzt an dat awer och ganz vill vu sengen Nopeschlänner, net ofhänkt, awer ganz vill a Relatioun ass mat sengen Nopeschlänner, ass et wichteg, datt ee kuckt, wéi een an der Regioun, an der Groussregioun, an Europa weider fonctionnéiert, besonnesch an dëse politesch mouvementéierten Zäiten.

Mir wëllen nëmmen nach eng Kéier drun erënneren, leschte Sonnden hate mer jo an engem vun eise wichtegen Nopeschlänner eng éischt Ronn bei de Presidentschaftswahlen. An deen Ausgang do ass jo eigentlech awer historesch.

Firwat? Well do zwou grouss etabléiert Parteien oder Mouvementer, déi eng konservativ, déi aner sozialistesch, nom éischten Tour net méi an der Course sinn. Ech mengen, dat ass schonn eppes, wou sech déi grouss etabléiert Parteie musse Froe stellen, firwat datt se de Bierger net méi erreeche kënnen, firwat datt se keng Rezepter hunn oder ubidde kënne fir déi grouss Erausfuerderungen. Ech mengen, wann ech zesummerechnen, 40% vun de Wieler hunn a Frankräich extrem, lénks- oder rietsextrem populistesch Kandidate gewielt. Ech mengen, dat muss awer schonn, 40%, eng Zuel sinn, déi Suerge muss maachen.

An et muss ee soen, d'Wahlen hunn elo mat engem sozialliberale Kandidat, dem Emmanuel Macron, awer och e Liichtbléck ervirbruecht. An ech hoffen, mir hoffen alleguerten, datt en dann de 7. Mee net nëmme gewielt gëtt, mä datt en et dann awer och fäerdegbréngt, fir e gespléckt Land erëm zesummenzeféieren, an datt och da kënnen déi néideg Reforme gemaach ginn. Ech wënschen op alle Fall dem Emmanuel Macron vill Succès an datt dat dann och de 7. Mee wäert klappen.

Wat ech einfach wëll awer soen, Här President, zum Ofschloss vun deem Volet: D'Regierung ass sech bewosst, datt mer op villen Niveauen op déi international Partner ugewise sinn, sief dat an der Groussregioun, sief dat an der EU oder awer op dem internationale Parkett. Dat sinn net nëmmen Handelspartner, mä dat sinn och Partner a ganz vill aneren Aspekter. An ech mengen, et muss eis dru geleeë sinn als ee vun de sechs Grënnungsmembere vun der Europäescher Unioun, datt mer net alles elo an den nächste Jore verléieren, wat mer a 60 Joer zesummen opgebaut hunn, all déi Wäerter virun allem, déi mer och do opgebaut hunn.

Duerfir ass et och wichteg, datt mer eis seriö a konstruktiv mat deene Froen ausenanersetze respektiv Äntwerte ginn op déi Froen, déi d'Europäesch Kommissioun gestallt huet an hirem Wäissbuch.

An ech mengen och, et ass esou, datt mer als Akteur op der internationaler Zeen och net nëmme solle kucken no Benefisser ze sichen, ëmmer nëmme kucken, wat mer dovunner hunn, mä als Akteur op enger internationaler Zeen hu mer och Flichten. An ech mengen, och dëse Rôle hëlt d'Regierung ganz eescht, sief et duerch Ophuele vun Demandeurs de protection internationale, sief et duerch eis Kooperatiounspolitik, sief et nach, datt mer versichen, Afloss a wichtegen Organisatioune wéi dem Conseil de l'Europa oder der UNO ze huelen.

Einfach nëmme fir ze soen, wann ee vun engem État de la nation schwätzt, kucke mer natierlech ëmmer, hu mer de Bléckwénkel op déi Aspekter hei zu Lëtzebuerg. Ech wollt awer och drun erënneren, datt een och muss bei esou engem État de la nation de Bléck doriwwer eraus hunn, well awer déi Relatiounen an déi Aufgaben a Flichten och ganz wichteg sinn, fir datt dat e Ganzt ausmécht.

Här President, ech kommen dann zum Schluss. Ech hunn elo sécher net all Aspekter abordéiert. Meng Fraktiounskolleege wäerten nach op déi eng oder aner Aspekter agoen. Ech hunn der e puer ervirgestrach, déi eis besonnesch wichteg schénge beim Zoustand vum État de la nation, besonnesch och an dësen Zäiten. Dat waren d'Educatioun, d'Mobilitéit, d'Förderung vun de Kanner, d'Diversifikatioun vun der Ekonomie.

Ech mengen hei awer, wéi a villen anere wichtege Fäll, kann een eent feststellen, dat ass, datt d'Regierung net nëmme kuckt, fir datt et haut fonctionnéiert, fir datt et haut dem Land a jiddwerengem am Land gutt oder besser geet, mä déi Politik ass drop ausgeriicht - an dat gesäit ee jo och bei der Finanzpolitik, bei der Wirtschaftspolitik -, fir datt jiddwereen och Zukunftschancë gebuede kritt.

Eis Politik ass also drop ausgeriicht, datt et eis och nach muer an iwwermuer gutt wäert a soll goen. An dat ass duerfir fir eis eng wäitsiichteg, eng nohalteg Politik fir haut a fir déi zukünfteg Generatiounen. An duerfir kann ech soen, datt mir, datt d'Demokratesch Partei op alle Fall voll a ganz hannert dëser Politik steet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà, ech traue mech bal net drunzegoen, Här President.

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, firwat mir am Dezember 2013 ugetruede sinn, dat fanne mer haut zu engem gudden Deel an onsem Alldag an dësem Land schonns erëm. D'Bild vum Land verännert sech, engersäits duerch déi strukturell Reformen an anerersäits awer och duerch déi gesellschaftspolitesch Reformen; strukturell Reformen duerch déi héich wirtschaftlech Investitiounen, duerch eng konsequent an ofgestëmmte Landesplanung, duerch d'Entwécklung an der Mobilitéitsoffer, duerch déi héich Investissementer a klima- an ëmweltpolitesch Projeten - d'Zuelen, déi de Moien an de Mëtteg presentéiert gi si vun de Membere vun der Regierung, beweisen dat onmëssverständlech: eng Verduebelung, voire souguer eng Verdräifachung par rapport zu 2013.

Gesellschaftspolitesch Reformen, fir der just nëmmen e puer ze nennen, wéi dat neit Nationalitéitegesetz; d'Depenaliséierung vum Avortement; de Mariage an d'Adoptioun pour tous; de Congé parental; den Dialogue social; de REVIS; eng Reform vum Kannergeld gekoppelt un eng ambitiéis a qualitativ héichwäerteg Offer en nature fir all Kand, déi fir eng effektiv Förderung vun der Chancëgläichheet wäert suergen; de Juge aux affaires familiales; eng méi sozial gerecht Verdeelung vun den Transfert-sociallen; eng Steierreform, déi de gesellschaftspolitesche a wirtschaftlechen Erausfuerderunge Rechnung dréit an en Ufank vun enger neier Approche duerstellt mat hiren ekologesche Lenkungsmoossnamen; Green Finance; wirtschaftlech Aspekter wéi Ënnerstëtzung vu Startuppen an eng reell Förderung vun der Representativitéit vun de Fraen an der Politik duerch eng verbindlech Quoteregelung; eng Trennung respektiv eng méi gerecht a méi representativ nei Relatioun tëschent Kierch a Stat.

Dir gesitt, Här President, ech hu scho bal iwwer eng Minutt gebraucht, fir just nëmmen e puer Beispiller ze nenne vun de geleeschte Reformen, vun der geleeschter Regierungsaarbecht.

Dat, firwat mir, déi dräi Koalitiounsparteien, am Dezember 2013 stoungen, gëtt ëmgesat, konsequent a mat Engagement an och mat politeschem Courage, well politesch Reforme brauche politesche Courage. A politesch Reformen, et kann ee se approuvéieren oder et kann ee se och manner approuvéieren, mä politesch Reformen huet dës Majoritéit säit ufanks 2014 eng ganz Rei konsequent ëmgesat; ëmgesat, wéi gesot, wéi mir et zesummen am Koalitiounsprogramm festgehalen hunn.

Ech kommen e bësse méi spéit a méi am Detail nach op eise Koalitiounsprogramm zréck an op dat, wat bis elo geschitt ass a wat nach wäert geschéien. Dat ass e bëssen dat, wat mer haut a muer sollte maachen. Mä ech denken, fir komplett ze sinn, muss ech kuerz op virun 2013 zréckgoen. Eendeiteg a kloer formuléiert vun der Zivillgesellschaft, vu Patronat bis Salariat ass d'Erkenntnis, datt mer ufanks 2014, wéi déi blo-rout-gréng Majoritéit ugetrueden ass, an engem enorme Reformstau stoungen. An dat soen net ech, dat soen net mir, dat soen d'Force-viven!

(Interruption)

An dësen onrouegen Zäiten, déi definitiv bei der Finanzkris 2008 ugefaangen hunn, war et kloer, datt net méi alles esou kéint bleiwen, wéi et ëmmer war, an datt och net méi alles erëm géif ginn, wéi et ëmmer war. An et wier genau do de Moment gewiescht, 2009 spéitstens, fir sech och finanziell nohalteg ze organiséieren an iwwert den Tellerrand vun enger Legislaturperiod eraus ze denken.

Ënner anerem wier spéitstens schonn de Moment gewiescht am Joer 2009 - jo, an engem Wahljoer -, fir aner Weeër anzeschloen, fir sech der neier an irremediabeler Situatioun unzepassen an d'Zukunft virzebereeden. Verschiddener hunn dat „de séchere Wee" genannt am Joer 2009. E Slogan, deen iwwregens Gehéier fonnt huet, well d'Leit zu deem Zäitpunkt Sécherheet gebraucht hunn, zu Lëtzebuerg an iwwregens och an der ganzer EU an doriwwer eraus.

Wann d'Welt ännert, wann d'Ëmfeld ännert, an domadder och den Alldag an och déi gewinnte Gebuergenheet gerëselt gëtt, wann ee konfrontéiert gëtt mat enger Finanzkris, déi duerno zu enger Wirtschaftskris a schliisslech zu enger Sozialkris an Europa féiert, jo, da gëtt et Ursaach, fir sech net nëmme Gedanken ze maachen, mä och Suergen ze maachen!

Grad an esou engem Moment ass et wichteg, fir eng éierlech Duerstellung vun der Situatioun ze skizzéieren, fir sech den Erausfuerderungen ze stellen, fir ze erklären a fir Alternativen ze proposéieren, fir déi ze diskutéiere mat de Leit, mat de Forces vives, fir no vir ze kucken an ze anticipéieren, jo, fir souguer d'Pretentioun ze hunn, kënnen als klengt Land Virreider ze sinn oder ze ginn.

Wat ännert sech? A wéi kënne mer drop reagéieren? Wéi kënne mer ons opstellen, fir op déi wirtschaftlech, déi sozial, awer och déi ëmweltpolitesch riseg Erausfuerderungen eng Äntwert ze entwéckelen? „De séchere Wee" wier an onsen Aen en neie Wee gewiescht, e Wee an d'Zukunft, e Wee fir déi nächst Generatioune vun onsem Land.

Et ass awer anescht gaangen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Brouhaha)

Ech maache just eng kleng Paus, well et stéiert mech e bëssen.

Et ass awer anescht gaangen...

(Interruption par la présidence)

Jo!

(Hilarité générale)

Une voix.- Mir hunn eis zréckgehalen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir hunn eis zréckgehalen. Et ass awer anescht gaangen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well vun 2009 bis 2013 war hei am Land an der politescher Majoritéit „business as usual", wann iwwerhaapt „business" war. D'Situatioun ass verkannt ginn. De Réckstand vun den noutwendege Reformen ass gewuess. Déi soi-disant Tiräng, déi voll waren ufanks 2014, esou behaapten et jo déi fréier Verantwortlech notamment vun der CSV, sinn de beschte Bewäis derfir.

De Leit am Land ass e séchere Wee versprach ginn. Mä wat d'Land kritt huet, wärend véier an engem hallwe Joer, war e Status quo a ville wichtege Beräicher, ebe wéi Landesplanung, Budgetspolitik, Familljepolitik, Logementspolitik, Innenpolitik, fir nëmmen déi wichteg Schlësselressorten ze nennen, a mat deem Status quo eng onverzeilech verpasste Chance an eng Zäitverschwendung, déi, an dat musse mer wuel haut och zouginn - vläicht alleguerten -, déi schwiereg ass - haut nach! - eranzehuelen.

Elo kann ee mat dem Regierungsprogramm oder engem Deel dovunner averstane sinn oder och net. Mir Gréng kennen dës kritesch Approche aus der Oppositioun zu engem Regierungsprogramm.

Ech muss awer éierlech zouginn, datt et eis als Gréng an der Oppositioun nach ni virkomm ass, en bloc alles schlecht ze fannen! Duerfir hate mir och ëmmer eng differenzéiert Approche an hunn eis mat der Thematik beschäftegt a gegebenenfalls Politicke matgedroen, déi mir sënnvoll, déi mir richteg oder akzeptabel fonnt hunn. A wann net, hu mir eis ëmmer verflicht gefillt, ons eegen Alternativen ze ënnerbreeden. An duerfir versti mir och, elo wou d'Rollen inverséiert sinn, datt déi nei Oppositiounspartei, déi jorzéngtelaang d'Regierung ugefouert huet, ka kritesch zu eise Politicke sinn, voire net d'accord ka si mat onse Virschléi.

Et ass jo och esou, datt d'Majoritéit automatesch d'Richtegkeet jo och net gepacht huet, deemools net, an haut och net. Mir verstinn allerdéngs vill manner, datt se systematesch alles schlecht fënnt. A mir versti guer net, datt si allen Eeschts verkënnegt, si géif, wa se dann erëm zréck an d'Regierung kënnt, - entre guillemets - „alles réckgängeg" maachen.

Datt et aus onser Siicht esou wéineg...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wou hu mer dat da gesot?

Une voix.- An der Familljepolitik.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst awer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A méi wéi der Familljepolitik, méi wéi der Familljepolitik!

(Interruption)

Datt et esou wéineg Asiicht gëtt op deem Punkt, datt dëst Land Reforme brauch, fir kënne fir d'Zukunft sech nohalteg ze entwéckelen, ass eigentlech onverständlech!

A wat eis am meeschte feelt, an ech ralliéiere mech e bëssen der Demande vu mengem Kolleeg Bodry, wat eis am meeschte feelt, och heibannen an der Chamber bei onse politeschen Debatten, dat sinn d'Alternativen, konkret an ëmsetzbar Alternative vun der Oppositioun.

Setzt ons déi, wann ech gelift, géigeniwwer, fir datt mer endlech hei kënnen eng interessant an eng kontrovers Debatt féieren, eng inhaltlech Debatt! Well d'Bierger an d'Biergerinnen, déi brauchen déi Debatt, fir sech weiderhin nach un der Politik ze interesséieren. Et ginn eng Rei Politicken, an de Premier huet et de Moien och kloer skizzéiert, déi schwiereg sinn oder déi nach ëmmer schwiereg sinn, wéi zum Beispill de Logement oder d'Bekämpfung vun der Aarmut respektiv vum Aarmutsrisiko.

Fir awer dann, ouni mat der Wimper ze zucken, dëser Majoritéit alles a säi Contraire ze reprochéieren, do, wou ee selwer jorzéngtelaang Schwieregkeeten hat, wou et schwéier war, ass d'Wourecht engersäits an d'Erausfuerderungen anerersäits vun dësem Land bewosst verkennen ze wëllen. D'Alternativ ka sech net resümiéieren, fir alles oder villes réckgängeg ze maachen.

Kommt, mir schwätzen emol iwwert d'Reforme vun dësen dräi leschte Joren! An ech géif ganz gären ufänke bei der Aart a Weis vum Zesummeschaffe vun dëser Majoritéit, déi iwwregens ganz gutt nach ëmmer zesummeschafft.

(Interruption)

Ech nennen nëmmen dräi Beispiller, dräi vu ville Beispiller, an dann eben och stellvertriedend fir dës Majoritéit, iwwert d'Aart a Weis vum Zesummeschaffen, an déi virun 2013 ondenkbar waren.

Éischtens, dës Regierung huet et dunn endlech fäerdegbruecht, en RMGs-Gesetz ze reforméieren, andeem interministeriell tëschent Aarbechts- a Familljeministère respektiv Aarbechts- a Familljeministeren zesummegeschafft ginn ass, op Initiativ vun dësen zwee Ministeren, a mir hunn duerfir elo haut e Projet de loi, genannt REVIS, virleien, wou déi riets Hand weess, wat déi lénks mécht!

Zweet Beispill, datt eng eminent, an dat ass schonn hei e puermol gelueft ginn, eminent wichteg gesellschaftspolitesch Reform, wéi d'Nationalitéitegesetz eng ass, am Virfeld mat alle Fraktiounen a Sensibilitéiten zesummen diskutéiert an am Konsens ausgeschafft konnt ginn. An duerfir sollte mer eis alleguerte Merci soen!

Drëtte Punkt, d'Planung vun eisem Land mam Programme directeur Landesplanung. Nieft den Aarbechtsgruppen, wou déi üüblech Forces vives dra wäerte vertruede sinn, ginn am Hierscht nach zousätzlech Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff, wou d'Bierger an d'Biergerinnen - 200 Stéck - wäerte kënnen aktiv mat participéieren op véier verschiddene Plazen hei am Land. Hei gëtt sech déi Zäit geholl, déi et erméiglecht, am Dialog mat de Leit un der Zukunft vun hirem Land ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, där Beispiller iwwert déi nei Form vun Zesummenaarbecht ginn et der vill. Et gëtt just net driwwer geschwat. Dat ass eng Form vun - ech zitéieren - „d'Fënstere grouss oprappen", eng Ausso, déi dës Majoritéit jo oft an de Mond geluecht kritt huet.

Abee, dat do gehéiert dozou.

(Interruption)

Genau, dat do gehéiert dozou.

Mä zum Inhalt vun de Reformen. Et ass kloer, datt mer Zäit verluer hunn, an déi hu mer verluer, well ebe contrairement zu deem, wat ëmmer an der Oppositiounsbänk behaapt gëtt, bäi Wäitem net alles prett war. Heizou och e puer Beispiller. An ech komme gären nach eemol op d'Landesplanung an d'Mobilitéit ze schwätzen, well dat ass vläicht deen offensichtlechste Reformstau.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En total iwwerschaffte Landesplanungsprojet an total iwwerschaffte Plan-sectoriellen, kohärent openeen an ënnereneen ofgestëmmt an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Ressortministèren, mat de Gemengen, sprëch Syvicol, sinn um Instanzewee a wäerten och nach dëst Joer verschafft ginn. Dëst ass eng Schlëssselreform, fir d'Organisatioun vun dësem Land iwwerhaapt ze gestalten a mat Inhalt ze fëllen. De Raster steet elo.

Jo, et huet eben dann dräi Joer gebraucht. Souwuel d'Landesplanung wéi och d'Plan-sectoriellen, déi sech drop praffen, hu missen nei iwwerschafft ginn, well esou wéi se virloungen, esou wéi se eigentlech do waren, ware se net ëmsetzbar.

An, jo, sech mat de Leit a mat de Gemengeresponsabel zesummenzesetzen an hir Doleancen a Suggestiounen eescht ze huelen, kascht och Zäit, gutt investéiert Zäit am Virfeld, wat schlecht investéiert Zäit duerno vermeit.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- D'Diskussioun ronderëm, wou a wéi eng Regioun oder Gemeng soll wuessen oder net wuessen, ass keng einfach. Eng effikass Dezentraliséierung vun den ekonomeschen Zentren ze gestalten, huet als Zweck an Zil, fir d'Wunnen an d'Schaffe méi no oder erëm méi no beieneen ze bréngen an d'Liewensqualitéit ze förderen.

D'Diskussioun an duerno d'Konklusiounen zéien an Decisiounen huele geet net ouni Iwwerzeegung a politesche Courage. A virun allem: Esou wichteg Decisioune kënne mer nëmmen, kënnen och nëmme geholl ginn, wann een iwwert den Tellerrand vun der nächster Legislaturperiod kuckt. Anescht ass dëst iwwerhaapt net méiglech. D'Landesplanung an d'Plan-sectoriellen «Transports», «Logement», «Paysages» an «Activités économiques» sinn awer och d'Viraussetzung, fir d'Organisatioun vun dëser Gesellschaft fir déi nächst Generatiounen ze gestalten.

Mir sinn nääämlech an enger Ära ukomm, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer ons vun enger Gesellschaftsorganisatioun, ewéi se bis elo bestanen huet, lues awer sécher verabschiden. Ob mer dat gutt fannen oder manner gutt fannen, musse mir och hei zu Lëtze-

buerg ons mat deenen neie Phenomeene vu Globaliséierung, vun Digitaliséierung, neie Forme vun Aarbecht an Aarbechtsgestaltung, neie sozial- mä och klimapoliteschen Erausfuerderungen net nëmme beschäftegen, mä och aktiv a kreativ dës Gesellschaftswandlung politesch begleeden a souguer anticipéieren.

De Raster, deen d'Etüd genannt Rifkin duerstellt an deen notamment mat de Forces vives, mat de Leit och erstallt ginn ass, ass an eisen Aen zumindest e wonnerbaren Ausgangspunkt. Mä et ass effektiv just en Ausgangspunkt. D'Erausfuerderunge sti kloer do. Eigentlech ware se scho bekannt, mä net benannt oder net genuch benannt. De Premier huet et de Moien a senger Ried gutt skizzéiert.

Dësen Ausgangspunkt gëtt elo, zesumme mat de Bierger a Biergerinnen, mat Inhalt gefëllt, mat Iddie gefëllt, mat Revendicatioune gefëllt - vläicht och! -, aus deenen dann d'Politicken erstallt ginn. An do ass mat Sécherheet, vu datt d'Leit mat dru bedeelegt ginn, d'Forces de la nation dru bedeelegt sinn, do ass keng Plaz méi fir Tabuen an och keng Méiglechkeet, méi schwiereg Themen ze ignoréieren, an dat ass och gutt esou.

Mir op alle Fall, mir erwaarden eis e konstruktiven a breet gefächerten Input aus dësem Exercice. Dat ass fir ons de séchere Wee, dee Wee, dee mer net passiv erdroen, mä dee mer aktiv gestalten. An dat mécht dës Majoritéit, dës Regierung roueg, effikass a konsequent.

Här President, am Kontext vun der Analys vum Semestre européen hate mer och dëst Joer erëm d'Geleeënheet, mat de Vertrieder vun der Kommissioun zesummenzekommen. Den Här Paquet, Directeur adjoint (veuillez lire: Secrétaire général adjoint) vun der Kommissioun en charge vun der Analys a vun der Evaluatioun vum Semestre européen, huet eis e ganz interessante Feedback gi vun der Lëtzebuerger Initiativ ronderëm dëse Rifkin-Rapport an dat, wat d'Regierung elo domadder wëllt maachen.

Et stëmmt och, dat gi mir jo och éierlech zou, et stëmmt och, datt ons Finanze gesond sinn. Déi éischt Mesuren, déi dës Regierung a Saache Budget geholl huet, ware vläicht net esou populär, mä noutwendeg a richteg, wéi et sech elo erausgestallt huet, net nëmme fir den Zukunftspak, mä och fir den Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire.

Dësen Exercice huet dozou notamment genotzt, fir e Screening duerch d'Ausgaben ze maachen, fir sech nei ze orientéieren, fir differenzéiert mam Budget ëmzegoen. Et huet eiser Regierung erlaabt, de Budget ze konsolidéieren,...

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- ... andeems virprogramméiert déck Lächer am Budget konnten assuméiert ginn. Datt ons Finanze gutt sinn, seet eigentlech dës Majoritéit am mannsten oft. Et si spezialiséiert Institutioune wéi d'OECD, wéi den FMI oder d'Europäesch Kommissioun, déi dat soen, iwwert de Biais vum Semestre européen notamment, déi ons dat bestätegen. An doriwwer schwätze mer jo och haut, mat de Chiffres à l'appui. An net zulescht och d'Investisseuren, déi soss net hei wieren.

Datt mer eng Schold hunn, déi wuel an absolutten Zuele liicht uwiisst, mä am Kontext kaum variéiert, doduerch, datt mer e PIB hunn, deen iwwert déi nächst Jore stabill bleift, doduerch, datt mer onsen OMT, onsen Objectif à moyen terme anhalen, doduerch, datt mer onse Prozentsaz bei der Schold tëschent 22% a 24% halen, also wäit ënnert där ons vun ons selwer virgeschriwwener Limitt vun 30%, a vun där vun der EU-virgeschriwwener Limitt vu 60% guer net ze schwätzen.

An duerfir, Här President, mir hunn eng gutt Finanzlag a mir hunn eng gutt Wirtschaftssituatioun, déi onse PIB ganz gutt placéiert notamment am europäeschen Ëmfeld. A mir schafen Aarbechtsplazen, well den Emploi geet kontinuéierlech erop.

Mir hunn also all Instrument an der Hand, fir onst Land gutt a gesond ze strukturéieren, fir an dat ze investéieren, wat onst Land brauch, fir sech sozial, fir sech ekonomesch an ekologesch fir déi nächst Generatiounen opzestellen.

An d'Investissementer sinn enorm! E Plus vun 13% fir 2017 ass virgesinn. A bis 2021 geet de Montant vun den Investissements publics kontinuéierlech an d'Luucht. Et ass also net esou, datt keen Investissement fir déi Joren 2020 an 2021 programméiert wär. Deen ass do matprogramméiert.

Mir investéieren an onst Land. Mir huelen de Retard op an alle Beräicher. A mir investéieren elo emol virun allem an déi Beräicher, wou den Nachholbedarf am gréissten ass. Vun 241 Milliounen am Joer 2013 op 617 Milliounen haut geet an den nächste Joren de Budget fir d'Ëmwelt- a Klimaprojeten erop.

(Interruption)

Mir hunn an deene leschte Joren esou vill Wandmillen opgeriicht, wéi déi zéng lescht Joer zesummen net geschitt ass. Mir kënnen haut fir d'Éischt emol soen, datt mer eis Klimaverflichtunge wäerte kënnen anhalen. D'CO_2-Reduktioune ginn erof (veuillez lire: Den CO_2-Ausstouss geet erof) a mir wäerten 2020 e Minus vun 20% hunn. Bei den erneierbaren Energië si mer ewell iwwer 5% a mir wäerte bis 2020 11% erreechen.

A bei der Energieeffizienz si mer ganz gutt opgestallt. Mir hunn en drëtten Aktiounsplang net nëmmen ausgeschafft, mä ëmgesat, deen notamment ons Klimaobligatioune vum Paräiser Accord ëmsetzt. Nach ni konnt een esou eppes hei op der Chamberstribün soen. Dëst Joer kënne mer et soen!

An dësem Kontext soll d'Diskussioun, menge mir, ronderëm onse Wuesstum weidergefouert ginn an och konkretiséiert ginn, wéi: Wéi vill wëlle mer wuessen? Wéi e Wuesstum packe mir an onsem klenge Land? Wat konkret heescht dat, d'Qualitéit vum Wuesstum ze förderen? Wéi kënne mer den Equiliber erhalen tëschent sozialen, ekologeschen an ekonomeschen Erausfuerderungen an dem Kontext vum Wuesstum?

An déi Diskussioun, déi solle mer féieren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well mir wëllen haut suerge fir ons Kanner an Enkelkanner muer, well mer eist Land wëllen opstellen haut, fir den Erausfuerderunge vu muer gerecht ze ginn, a well mer an der Situatioun sinn haut, datt mer d'Suen derfir hunn. An alles aneres wär onverantwortlech.

Mir investéieren an d'Mobilitéit. De Budget pluriannuel weist e Montant vun 146 Milliounen am Joer 2013 an e Montant vu bal 400 Milliounen dëst Joer. Dat ass méi wéi eng Verduebelung am ëffentlechen Transport, am Schinnentransport.

D'Mobilitéit, mä virun allem d'Multimodalitéit vun der Mobilitéit ass d'Léisung zum Stau, zum Stau op de Stroossen an zum Stau an der Mobilitéitsreform. Den Tram a seng geplangten Extensiounen, déi elo net méi 2030 kommen, mä 2022, den Arrêt Pont-Rouge, d'Gares périphériques als Wirbelsail vun enger ganzer Rei vun zousätzleche Mobilitéitsprojete bréngen endlech erëm Bewegung an dëst Land.

Innovativ nei Projeten - nei Projeten! -, déi mer iwwregens och schonn am Ausland fannen, stinn endlech och hei zu Lëtzebuerg op der Dagesuerdnung. Infrastrukture fir d'Elektromobilitéit, de Carsharing, d'Mobilité douce an hir Vëlospisten iwwer 400 Kilometer kréien och hei am Land Gestalt an ziele mëttlerweil zu evidente positive Standuertfaktore vun eisem Land.

Här President, wann ech vu Mobilitéit schwätzen, da wëll ech hei och emol ganz kuerz awer trotzdeem déi Konsequenz ervirsträichen, mat där säit dräi Joer systematesch an d'Verkéierssécherheet investéiert gëtt, vu couragéisen Entscheedungen, fir Radaren a Zones 30 an „shared space" anzeféieren, bis zu pädagogesche Moossnamen, fir op d'Gefore vun der Vitesse a vum Alkohol hannert dem Steierrad ze verweisen. Et ass héich Zäit ginn, datt d'Politik sech dëser Saach ugeholl huet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten och der Suggestioun vun der Kommissioun, fir ons an der Finanzindustrie weider ze diversifiéieren, nokommen. Mir hunn am Kader vun de leschte Budgetsdebatten ervirgestrach, datt mir zu Lëtzebuerg a Saache Green Finance mëttlerweil Virreider sinn. Et ass dëst ganz sécher eng Marktlücke, déi mer roueg sollte weider fëllen. Gréng Finanze sinn nohalteg a si sinn zukunftsorientéiert. Et weist och, datt mer beméit sinn, der Finanzplaz Lëtzebuerg eng nei, eng aner Form ze ginn.

Mir sinn duerfir och besuergt, datt all ons Fongen no klimapoliteschen an ethesche Kritäre gescannt ginn, esou wéi mer et mat onsem Rentefong gemaach hunn. Et geet hei ëm eng Prinzipiesaach, déi eigentlech keng Ausnamen zouléisst.

Mir sinn och besuergt, awer och interesséiert ze wëssen, wéi d'Regierung gedenkt, mat den „stock-options" ëmzegoen. Mir kréie matgedeelt, datt den Déchet fiscal sech ëm déi 200 Milliounen dréit. D'„stock-options", déi vläicht als Coup de pouce geduecht woren deemools fir Start-uppen oder Kleng- a Mëttelentreprisen, hu sech awer zu eppes ganz anerem entwéckelt, zu eppes, wat net méi vertrietbar ass a wou mir mengen, datt d'Regierung muss intervenéieren.

Här President, mir denken, datt dës Regierung sech och virun allem auszeechent duerch gesellschaftspolitesch Reformen a Reformen, déi e gesellschaftspoliteschen Impakt hunn.

Eng Rei vu Grafiken, déi mir de Moie vum Premier gewise kritt hunn, weisen op eng onverkennbar Manéier, viru wat fir enge spezifeschen Erausfuerderunge mir stinn. 2010 hate mer zu Lëtzebuerg ronn 360.000 Leit beschäftegt. Haut si mer zu 446.500, déi hei am Land schaffen. D'Frontaliere waren am Joer 2000 zu 88.000, haut sinn et der 100.000 méi. Mir hunn eng Populatioun vu 590.000 Awunner, a wann een esou e Pourcentage kuckt, da géifen eigentlech vun deene 590.000 Awunner 76% vun der Bevëlkerung aus dësem Land schaffen. A virun allem sinn an eisem Land 70% vun de schaffende Leit Netlëtzebuerger. Dat heescht, datt et haaptsächlech d'Netlëtzebuerger sinn, déi zum Räichtum an zum Wuelsënn vun dësem Land bäidroen.

Duerfir ass et an eisen Ae wichteg, datt déi Leit, déi zum Räichtum an zum Wuelstand vum Land bäidroen, och kënne matentscheeden, wat mat deem Räichtum geschitt. Et ass fir ons ganz einfach eng Saach vun der Gerechtegkeet. An et ass awer och eng Saach vu versuerge vun der Cohésion sociale.

Mir erwaarden eis vun der Reform vum Nationalitéitegesetz, datt mer vill Leit beweegt kréien, och déi lëtzebuergesch Nationalitéit unzehuelen. A mir wënschen ons, datt si et alleguerte ronnkréien, sech mat eiser Lëtzebuerger Sprooch ausenanerzesetzen. Mir hunn nämlech eng immens Chance an eisem Land, datt mer kënnen esou friddlech an esou gutt zesummeliewen. Dat ass onsen allerbeschten Atout an dee solle mer richteg gutt versuergen.

Zur Cohésion sociale gehéiert fir ons och, datt d'ëffentlech Hand derfir suergt, datt wirtschaftlech a sozial Politicke kënne mateneen oder méi matenee verknüpft ginn. D'Société d'impact sociétal oder souguer d'Sàrl simplifiée, déi Eng-Euro-Gesellschaft, oder d'Marchépublics-Gesetz oder d'Reform vum Faillittegesetz, un deem mer an der Chamber fläisseg schaffen, loossen dës Verknüpfung oder zum Deel dës Verknüpfung elo endlech zou.

Mir schwätze vill manner iwwer eng aner Form vu sozialer Gesellschaftspolitik, déi näämlech, ëm déi d'Justiz sech muss këmmeren. D'Reform vum SCAS, wat eigentlech e politesche Skandal hätt kënne ginn, d'Reform vum SCAS, wat och elo d'Reform vum Jugendschutz wäert erlaben, d'Aféiere vun engem Juge des affaires familiales, wat och elo d'Reform vum Divorce wäert erlaben, oder d'Reform vum Strofvollzuch, wou sech net méi eleng mam Ofsëtze vun der Prisongsstrof beschäftegt gëtt, mä virun allem mat dem Projet de vie no dem Ofsëtzen, d'Opferambulanz an den Exitprogramm fir prostituéiert Fraen a Männer sinn e puer Beispiller derfir. Et si Beräicher mat wéineg Lobby, mä si gehéieren zu onser Gesellschaft an déi Leit gehéieren och zu de vulnerabelsten. Duerfir ass et fir ons vu besonnescher Bedeitung, an dës Reforme wäerten e wichtegen a positiven Impakt op d'Fonctionnéiere vun eiser Gesellschaft hannerloossen.

An Zukunft, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zukunft wäerte mir méi, méi oft an och méi konsequent mat der Immigratiounspolitik ons mussen ausenanersetzen, zu Lëtzebuerg an och, als Memberstat, an der Europäescher Unioun. Mir sinn der Meenung, datt mir zu Lëtzebuerg bis elo eng gutt Gestioun vun der Flüchtlingswell konnte maachen, an dëst net zulescht duerch en optimaalt Zesummeschaffe vu verschiddene Ministèren a virun allem, erëm eng Kéier, vu verschiddene Ministeren. Den Innenminister an den Infrastrukturminister hunn zesumme mat der Familljeministesch vum éischte Moment un intensiv zesummegeschafft. D'Zesummenaarbecht mat den ONGe gëtt op eng onkomplizéiert a virun allem eng onbürokratesch Manéier gemaach. Esou och mat de Gemengen, déi eng Hand mat ugepaakt hunn, an ech kann do aus eegener Erfahrung dat bestätegen.

An da ginn et och nach déi ganz vill Honnerte Leit, Bierger a Biergerinnen, déi eng Hand mat upaken an déi weisen, datt mir en oppent Land sinn an datt mir keng Angscht virun Neiem brauchen ze hunn.

Mä déi nohalteg Erausfuerderung fänkt eréischt un, well dës Leit, déi elo heibleiwen, dat ginn eis Bierger a Biergerinnen, an deenen hir Kanner ons gemeinsam nächst Generatioun. Mir denken, datt mer vläicht misste méi spezifesch Uecht ginn, a mir froen eis, ob dës nei Bierger a Biergerinnen an enger Iwwergangsphas méi spezifesch Programmer a Politicke brauchen, fir eng effektiv a gelongen Integratioun ze garantéieren. Dat hëlt kengem aneren eppes ewech, mä et hëlleft dëse Leit mat enger dramatescher Biografie, richteg hei unzekommen an hiert Doheem ze gestalten. An dovunner profitéiere mir alleguerten.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Brauche mir net vläicht eng Task force, fir déi generell Gestioun vun dëser zweeter Phas vum Ukomme vun dëse Leit nach besser ze encadréieren?

A schlussendlech si mer houfreg, an engem Land ze liewen - ech schwätze fir meng Kolleegen aus der grénger Fraktioun -, an engem Land ze liewen, wou mer iwwer ons Grenzen eraus ons Wäerter verteidegen an eng human Politik vun der Immigratioun vertrieden, notamment och duerch onsen Ausseminister, dee sech an Europa weiderhi staarkmécht fir déi konkret Ëmsetzung vun der Relokatioun, „relocation", ewéi se am Conseil zréckbehale gouf.

Mä d'Ursaach vun dëser Flüchtlingswell musse mer weider a méi haart thematiséieren. Terror, Terrorismus, Flüchtlingen an de populisteschen, voire nationalistesche Mëssbrauch vun dëse Situatiounen hänken zesummen a ginn ons alleguerten eppes un.

Mir brauchen haut Leit, déi eng Meenung hunn an déi de Courage hunn, se auszedrécken. Et bewierkt an et beweegt een nëmmen eppes, wann ee fir eng Meenung sech asetzt an net gewäerde léisst.

Mir denken, datt et haut méi wéi jee wichteg ass, sech ze äusseren a sech auszetauschen, nozelauschteren an ze erklären. Den Zoulaf vun deene Leit, déi keng Äntwert méi fannen, bei Bewegunge vum Antisystem engersäits a vun nationalisteschen, voire ultranationalistesche Parteien anerersäits sinn de beschte Bewäis derfir.

Dës Suerg, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gehéiert och an onse politeschen Alldag. Och wann Europa haut kränkelt a vläicht net oder nach net dat Europa ass, wat mir ons virstellen oder wat mir ons wënschen, esou sollte mer oppassen op déi, déi mat einfachen, antieuropäesche Rezepter dëse Leit wëllen d'Léisung vun allem Iwwel virschreiwen.

Europa ass en Deel vun onser Nationalpolitik. Ouni Europäesch Unioun géife mir haut ganz aner Saachen hei beschwätzen an dann eréischt wieren eis Zukunftsperspektive richteg beängschtegend. Wat mir brauchen, alleguerten an Europa, ass méi Europa an net manner Europa. Mä mir brauchen zum Deel och en anert Europa.

Europa, dat si mir alleguerten. Et ass un ons, den Ënnerscheed ze bewierken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Loschetter. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Deklaratioun, déi den Här Statsminister eis haut de Moie gemaach huet zur Lag vun der Natioun, war eng Erklärung, wou ee ka soen, déi vu vir bis hannen op e stramme Wuesstum opgebaut ass.

De Statsminister huet a senger Deklaratioun versicht, esou ze maachen, wéi wann dëse Rekordwuesstum d'Léisung vun alle Problemer wier, wéi wann dëse stramme Wuesstum d'Viraussetzung wier, fir datt et de Leit hei am Land gutt geet.

Als ADR si mir der Iwwerzeegung, datt de stramme Wuesstum net d'Léisung vum Problem ass, mä ëmmer méi de Problem gëtt. Duerfir wäerte meng Kolleege Fernand Kartheiser, Roy Reding an ech am Kader vun dëser Debatt iwwert d'Konsequenze vum stramme Wuesstum op déi eenzel Politicke kucken, wéi dee sech dorobber auswierkt.

De Statsminister huet mat kengem Wuert iwwert d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum geschwat. En huet net vun deenen 1,1 Milliounen Awunner geschwat, déi mer 2060 sollen hunn. En huet net iwwert d'Konsequenze vun deem Wuesstum geschwat, wat den Nohaltegkeetsprinzip ubelaangt an déi sozial Kohäsioun vum Land.

D'Fro, déi mer eis musse stellen: Wëlle mer als Land, wëlle mer als Gesellschaft déi Entwécklung weider esou lafe loossen an iergendwann op enger Millioun ukommen? A konsequenterweis hält et jo dann net bei der Millioun op, mä da muss een 1,5 Milliounen upeilen an esou weider. Wa mir an enger Croissance bleiwe vu 4% bis 5% d'Joer, da wuesse mer automatesch dohinner.

D'Äntwert op déi Fro ass net einfach, ob mer sollen esou wuessen oder net. Mä mir mussen déi Diskussioun awer am Land féieren! An dat setzt viraus, wa mer déi Diskussioun wëllen am Land féieren, datt virun allem d'Politik wëllt déi Diskussioun féieren. An opgrond vun den Dis-

kussioune vun haut kann ee feststellen, datt d'Regierung an hir Majoritéit déi Diskussioun net wëlle féieren. Mä mir musse se féieren, fir eben an der Gesellschaft en Ëmdenken ze kréien, datt d'Leit sech bewosst ginn: Wëlle mer dat oder wëlle mer et net? A wa mer et wëllen, wat sinn d'Konsequenzen? A wa mer et net wëllen, wat sinn dann och d'Konsequenzen? Duerfir musse mer mat der Zivillgesellschaft schwätzen. Mir musse mat den Entreprisen, mat de Gewerkschafte schwätzen, jiddweree muss an déi Diskussioun materagezu ginn.

D'Regierung wëllt awer déi Diskussioun net. Si setzt weider op Rekordwuesstum, mat alle Konsequenzen, déi dorauser entstinn, ouni driwwer ze schwätzen. D'lescht Joer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister hei deklaréiert: „Mir brauche keen Zukunftsdësch, keng Orientéierungsdebatt, keng Workshoppen", dat, nodeem mir - an an der leschter Legislaturperiod och eis gréng Kolleegen - ëmmer en Zukunftsdësch verlaangt hunn, do huet d'Regierung d'lescht Joer hei deklaréiert, mir bräichten dat net.

Awer gläichzäiteg huet d'Regierung den Här Rifkin mat enger Zukunftsetüd beoptragt. An de Minister vun der nohalteger Entwécklung huet elo am Hierscht regional Workshoppe fir dëst Joer ugereegt. Also ee Joer virun de Wahle gi mer dann d'Leit froen, wat mer solle maachen, nodeem datt mer véier Joer d'Land zoubëtonéiert an op e stramme Wuesstum getrimmt hunn!

Wéi ass déi aktuell Situatioun, wéi sinn d'Previsioune fir Lëtzebuerg? Laut dem Programme de stabilité et de croissance, dee mer vum Minister gëschter virgestallt kritt hunn, géif Lëtzebuerg wuessen 2016 mat 4,2%, 2017 4,4% an 2018 25,2%.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- 5,2%.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift? Wat hat ech da gesot?

Plusieurs voix.- 25,2%.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, do hat ech e bëssen iwwerdriwwen. Also 5,2%. Merci, Här Braz, datt Der dat korrigéiert hutt.

(Interruptions)

5,2%! Mä trotz dësem staarke Wuesstum vu 4%, 5% an den nächste Jore geet den Defizit am Zentralstat - also den Zentralstat, dat ass de Budget vum Stat - am Joer 2017 op iwwer 1 Milliard an 42 Milliounen an 2018 op 1 Milliard an 62 Milliounen an d'Luucht. An d'Schold, déi klëmmt och weider.

An, Här President, dës Regierung, wa se hei schwätzt, wëll ech kloer soen, déi seet net d'Onwourecht, si litt net! Neen, si seet d'Wourecht, awer se seet d'Wourecht net ganz. Sou huet den Här Gramegna - deen elo grad erakënnt - de Mëtten hei gesot, datt d'Schold net an d'Luucht gaange wier an datt den 31. Dezember d'Schold nach ëmmer bei 10,8 Milliarde wier. Dat ass net falsch, dat ass richteg. Mä vum 31. Dezember op den 1. Januar oder an de Januar ass et net ganz wäit! An am Januar huet deeselwechte Finanzminister awer en Emprunt vun 2 Milliarden opgeholl. An dat huet en awer vergiess ze soen! En hätt also kënnen...

(Interruption)

Vill méi spéit, vill méi spéit!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Ech hunn awer gesot...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir hutt..., nee, nee! Ech kennen..., Här Gramegna, ech wäert lech haut schonn erklären, wéi Dir dat hei de Leit erkläert!

(Brouhaha)

An deem Zesummenhang, wou Der gesot hutt, datt d'Schold den 31. Dezember op 10,8 Milliarde war, hutt Der net vun deenen 2 Milliarde geschwat! Do hutt Der opgehalen. An Dir hutt vill méi spéit eng Kéier gesot: „A mir hunn dëst Joer 2 Milliarden opgeholl."

(Interruption)

Jo! Jo, mä dat ass awer d'Leit irgefouert! Fairerweis, wann ee seet vun der Finanzsituatioun vum Stat an et nennt een e Chiffer vun 10,8 Milliarden, da misst ee soen: „An haut ass dee Chiffer 12,8 Milliarden." An dat hutt Der net gemaach! An och déi nächst Jore kënnt all Joers 1 Milliard derbäi!

En zweete Punkt, wéi d'Leit irgefouert gi sinn, wat och net falsch ass, mä wat d'Leit awer irféiert, dat ass, wann d'Regierung, wa se vun der Schold schwätzt, ëmmer vum Prozentsaz zum PIB schwätzt, wou da gesot gëtt: „Ma eis Schold geet net prozentual zum PIB an d'Luucht, mir sinn nach ëmmer bei 20%", an awer erëm gläichzäiteg vergiess gëtt ze soen, datt se reell an Euroen awer an d'Luucht geet! Et ass also net falsch, wat se seet, mä si seet ëmmer nëmmen d'Halschent. Si seet net d'ganz Wourecht an domadder ass et eng Irleedung, eng Irleedung vun de Leit!

E vergësst och ëmmer ze soen, de Finanzminister, datt déi Schold net zréckgeet.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

Här President, ech wëll net ënnerbrach ginn, well meng Zäit ass ganz kuerz an duerfir, wéi gesot, muss ech virufueren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kënnt herno jidderzäit Stellung huelen, wann den Här Gibéryen da fäerdeg ass, Här Gramegna, well den Här Gibéryen net wëllt ënnerbrach ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech ka wierklech net, zäitlech, well ech hunn nach eppes. Mir sinn e bëssen a Retard komm...

(Interruption)

Mir sinn e bëssen a Retard komm an duerfir hunn ech net déi Zäit, déi ech mer wollt huelen, duerfir muss ech méi kuerz sinn haut.

Wat och net gesot gëtt, dat ass, datt de Stat seng Scholden net zréckbezilt. Dat misst de Statsminister jo och fairerweis soen, datt mer Emprunten ophuelen, wou mer d'Kapital net zréckbezuelen an dee ganze Remboursement op déi kommend Generatioune vertagen. An och, da gëtt hei gesot: „Mir maachen eng Politik fir déi zukünfteg Generatiounen." Ma mir hypothekéiere mat där doter Finanzpolitik déi zukünfteg Generatiounen, well déi mussen déi Schold iergendwann eng Kéier zréckbezuelen!

Den 10. Dezember 2013 huet den Här Statsminister hei op dëser Plaz, wéi en d'Regierungserklärung virgedroen huet, gesot: „Déi heite Koalitioun ass decidéiert, déi schlecht finanziell Situatioun vum Stat net als Fatalitéit unzegesinn. Mir wëllen a si bereet, déi Verantwortung ze huelen, haut a fir déi zukünfteg Generatiounen."

Deemools, wéi de Statsminister dat gesot huet, war den Defizit, laut dem Konto, vun dem Stat 2013 742 Milliounen. Dat war also déi schlecht finanziell Situatioun, déi dës Regierung fonnt huet. D'lescht Joer huet den Här Statsminister hei am Kader vun der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun gesot, bei de Statsfinanze wier der Regierung eng Sanéierung gelongen. De Budget 2017 huet iwwer eng Milliard Defizit, mir hunn en Emprunt gemaach vun zwou Milliarden an d'Resultat ass also e Rekorddefizit dëst Joer vun enger Milliard.

Dat ass eng gelunge Sanéierung, wann ech en Defizit hat vu 742 Milliounen an et ass mer gelongen, d'Finanzen ze sanéieren, an ech hunn dann en Defizit vun enger Milliard! Mä d'Regierung seet, et wier hir gelongen, d'Finanzen ze sanéieren!

An och den Här Gramegna sot de Mëtten: „An eise Statsfinanze geet et esou gutt wéi nach ni." Dat heescht, den Defizit ass méi grouss wéi virdrun, wat eng schlecht finanziell Situatioun war, mä d'Finanzsituatioun vum Stat, déi ass haut besser! A wa mer da kucken, datt mer eng Milliard, iwwer eng Milliard Defizit hunn! Trotz TVA-Erhéijung vun 2%, trotz dem Spuerpak, trotz der Krisesteier, trotz Rekordwuesstum hu mer awer en Defizit vun iwwer enger Milliard! Eng Regierung misst sech dach d'Fro stellen: Wéi ass et méiglech, datt mer bei engem Rekordwuesstum vu 4%, 5% - praktesch dat Duebelt wéi den Duerchschnëtt an der Europäescher Unioun - gläichzäiteg e Rekorddefizit hunn?

Aner Länner, déi manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, vill manner Wuesstum hu wéi Lëtzebuerg, schreiwe schwaarz Zuelen. Mir hei zu Lëtzebuerg, mir maache mat deem Wuesstum hei Defizit!

Une voix.- Wéi eng sinn dat?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Däitschland zum Beispill!

En anere Punkt, wéi d'Ëffentlechkeet irgeleet gëtt, dat ass den Zukunftsfong. Och dat ass net falsch, wat gesot ginn ass, mä et ass net alles gesot ginn: Wann do gesot gëtt, mir hunn en Zukunftsfong, wou elo 185 Milliounen drop sinn a wou mer duerch d'Gesetz all Joers gesot hunn, mir setze 50 Milliounen do drop „fir déi kommend Generatiounen!", a mir ginn déi Suen awer léinen!

Mir ginn also all Joers 50 Millioune léinen a mir setzen déi op e Fong fir déi kommend Generatiounen. A wa mer dat 20 Joer maachen, dann hu mer eng Milliard gespuert. Da kënne mer zu de kommende Generatioune soen: „Ma an 20 Joer, gesitt der, elo hu mir fir iech eng Milliard gespuert!" Awer da musse mer gläichzäiteg och soen: „Mä mir hunn awer och eng Milliard Schold gemaach, fir kënnen déi Milliard do ze spueren." Wat hu mer da geleescht? Mir hunn eng Milliard geléint, mir hu se op d'Säit gesat a si hu muer eng Milliard, fir déi Milliard erëm zréckzebezuelen!

Et ass also eng Augenwischerei, déi hei gemaach gëtt. An et ass de Mëtteg scho gesot ginn: D'Regierung, den Här Gramegna hat dat souguer extra an enger Pressekonferenz... - deen Trick, deen do gemaach gëtt, fir de Leit Sand an d'Aen ze streeën -, eng Pressekonferenz doriwwer gemaach, iwwert deen Zukunftsfong, wat am Fong eng Verlagerung vun der Schold ass op déi kommend Generatiounen.

Mir gesinn also, wa mer déi ganz Situatioun kucken, d'Finanze kréie mer duerch dee stramme Wuesstum net an de Gréff, mä mir hunn e Rekorddefizit.

Mä wéi ass et da beim Aarbechtsmaart? Do gëtt permanent gesot: „De Chômage, dee geet erof." Wa mer 13.000, 14.000 Aarbechtsplaze pro Joer schafen an dëser Legislaturperiod, ginn ongeféier 65.000 nei Aarbechtsplazen op. An da seet den Här Bettel: „Ma da loosse mer eis dach doriwwer freeën!" E seet awer net, wat d'Konsequenze si vu 65.000 neien Aarbechtsplazen a fënnef Joer, wa mer déi schafen.

Ech weess net, wann een iwwert d'Konsequenzen nodenkt, ob ee sech dann nach ka freeën. 80% vun deene Plaze besetze mer mat Frontalieren. Mir steieren also lues a lues op iwwer 500.000 Emploien hei am Land hin. Mä ass dann de Chômage zréckgaangen, well mer dee Wuesstum do hunn? Neen, en ass net zréckgaangen! Och do geet d'Regierung erëm hin a se schwätzt vu Prozenter. A wann ech also massiv nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage bleift un Zuelen d'selwecht, da geet e wuel prozentual zréck, mä awer un Zuelen, un effektiven Zuele geet en net zréck.

(Interruption)

Vun 2004 bis haut hu mer 130.000 Aarbechtsplaze geschaaft - vun 2004 bis haut 130.000 Aarbechtsplazen! - an de Chômage ass vun 2004 bis haut vun 13.000 op 22.000 eropgaangen. 130.000 Plaze geschaaft an de Chômage ass der 10.000 an d'Luucht gaangen!

(Interruption par M. Alex Bodry)

An dëser...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Am Mäerz vun dësem Joer waren der 800 manner am Chômage wéi am Mäerz d'lescht Joer. Et ass 800...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bodry, ech kommen elo op deen dote Chiffer. An dëser Legislaturperiod hu mer bis elo 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft; an dëser Legislaturperiod. Den Oktober 2013, wéi dës Regierung ugetratt ass, am Chômage vum Oktober 2013, wéi dës Regierung ugetratt ass, hate mer 22.061 Leit bei der ADEM gemellt. Dat ware Leit, déi am Chômage waren, an d'Beschäftegungsinitiativen: 22.061. Haut - dat sinn elo déi lescht Chifferen, wou den Här Bodry gesot huet - hu mer der am Chômage an an de Beschäftegungsinitiativen 22.424. Mir hunn also nach 350 Leit méi am Chômage wéi viru véier Joer, obscho mer 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft hunn.

Do kann een also net higoen an da soen: „Duerch dee stramme Wuesstum, duerch déi Aarbechtsplaze schafe mer, duerch dee Wuesstum vun Aarbechtsplaze schafe mer Aarbechtsplazen!" Neen! Prozentual gesinn! Duerfir schwätzen d'Regierung an den Här Bettel jo och vu Prozenter!

(Interruption par M. Alex Bodry et protestations)

Mä et sinn nach eemol esou vill Leit am Chômage wéi virdrun!

(Brouhaha)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir vergläicht Äppel mat Biren, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt elo mat Äre Prozenter spille wéi Der wëllt, et sinn nach eemol esou vill Leit am Chômage wéi virdrun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Chômage geet scho säit iwwer dräi Joer erof!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Logement...

Jo, e geet erof, mä et sinn der nach ëmmer méi wéi dës...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Här Bodry, ech hunn Iech jo d'Zuele genannt. Déi sinn net gefuddelt. Am Oktober 2013...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...am Vergläich zum leschte Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech schwätze vun un datt dës Regierung am Amt ass, do hutt Der 40.000 Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage ass 350 Leit an d'Luucht gaangen an deemselwechten Zäitraum. Dat si Chiffere vun der ADEM, déi sinn net erfonnt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net éierlech, Dir wësst et selwer!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, si hu ganz vill Problemer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass net éierlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dës Regierung huet ganz vill Problemer, an den Här Bodry, wann een deenen de Spigel virun d'Gesiicht hält!

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Äre Spigel ass dréif, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zum Logement: Hei bleift den Drock op de Wunnengsmaart grouss, et ass kloer. A wa mir esou weider wuessen, datt mer 14.000 Aarbechtsplaze schafen, dann ass dat jo och kloer, datt mer och weider Drock op de Wunnengsmaart ginn. Wa mer soen, datt 80% vun deene Leit aus der Grenzregioun kommen, datt déi, déi all Dag eng Stonn a méi am Stau sti moies an owes, datt déi dann och versichen, méi no bei d'Aarbecht wunnen ze kommen, well se sech et kënne leeschten - a bei de Frontaliere sinn och Leit, déi sech dat kënne leeschten -, da kucke se, hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze kréien. Also bleift den Drock ganz héich op dem Wunnengsmaart.

An duerfir brauche mer eis net ze wonneren, wann den Drock esou héich bleift. Do huet dës Regierung, musse mer wëssen, datt mer hei gesot kritt hu vun där neier Regierung, wéi se ugetratt ass, an an der Regierungserklärung huet se dat och geschriwwen: «Le premier objectif du Gouvernement sera de maîtriser l'évolution des prix sur le marché immobilier (...).»

A wat ass geschitt? Wat ass geschitt? Mir haten nach ni esou eng héich Hausse op de Wunnengspräisser, wéi mer se elo am Ableck hunn! Dat heescht, dat, wat d'Regierung sech als Zil gesat huet, ass net erreecht ginn, mä au contraire, se sinn nach méi deier ginn. An dozou huet d'Regierung gehollef! Si huet näämlech eng TVA-Erhéijung op dem zweete Logement gemaach. Do ass hei gesot ginn, wéi mer driwwer ofgestëmmt hunn: „Dat huet keng Repercussiounen op d'Präisser." Wann eppes 2% méi deier gëtt - et huet keng Repercussioun op d'Präisser! Et ass verwonnerlech dat, an datt et keng Repercussiounen op d'Loyeren huet! Well jiddwereen, dee baut, dee mécht säi Präis, passt och herno de Loyer un. An duerfir sinn d'Loyere jo och deementspriechend an d'Luucht gaangen. Also d'Regierung huet nach gehollef dreiwen, fir datt d'Präisser sollen um Logement an d'Luucht goen.

A wa mer dem Statec nolauschteren, wat dee seet, da seet deen am Fong, datt mer bis 2030 nach 130.000 zousätzlech Wunnengen hei am Land misste maachen. Dat heescht an anere Wierder, mir missten 10.000 Wunnengen d'Joer bauen, fir iwwerhaapt déi Evolutioun kënnen opzefänken, seet de Statec a senge Chifferen. A wa mer gesinn, wat all Joers realiséiert gëtt, da gesi mer, datt de Problem Wunnengsnout nach ëmmer méi grouss gëtt an d'Präisser och an deenen nächste Jore wäerte méi héich ginn.

Konkret huet dës Regierung am Wunnengsbau Gepiddels Opweises an awer näischt Konkretes, näischt Konkretes um Terrain. Konkret ass, datt se d'TVA gehéicht hunn, a konkret ass och, datt se déi fréier Wunnengsbauministesch am Sënn vum Wuert „an d'Wüst" geschéckt hunn!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wat proposéiert Dir da konkret?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat d'Stauen ubelaangt, Här President, duerch dee stramme Wuesstum ginn déi Staue vun Dag zu Dag méi grouss.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wat proposéiert Dir dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Soss hate mer d'Staue moies an owes. Mä mëttlerweil hu mer d'Stauen iwwert de ganzen Dag.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Gibéryen, wat sinn dann Är Rezepter?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wa mer nach all Joer 14.000 Leit astellen, 80% dovu Frontalieren, dat sinn 10.000 Frontaliere pro Joer, déi mer astellen, dat sinn och e puer Dausend Autoen den Dag weider op eise Stroossen. Also ginn d'Staue mat där doter Politik vun Dag zu Dag méi grouss. A mir wäerten och do net nokommen, egal wéi mer den ëffentlechen Trans-

port ausbauen - dat fänkt op -, egal wéi mer d'Stroossen ausbauen - dat fänkt op -, mä déi Progressioun, déi dat un neie Salariéë mat sech bréngt, déi all Dag nach erëm an d'Land erakommen, kréie mer net opgefaange mat där Politik, wéi se elo gemaach gëtt, mä déi gëtt vu Joer zu Joer méi grouss.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Da sot...

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Infrastrukturen: Mir investéiere Rekordzommen an Infrastrukturen. Jo! Mä mir si condamnéiert - mir si condamnéiert! -, Rekordinvestitiounen an d'Infrastrukturen ze maachen, well eben dee stramme Wuesstum verlaangt, datt eis Infrastrukturen esou mussen ugepasst ginn, soss kréie mer den totale Kollaps.

Mir hunn also e Retard. Net datt mer dat aus Guttgleewegkeet maachen oder wéi dat hei vill gesot gëtt; et ass zum Deel richteg, datt dat fir d'Zukunft ass, mä de Gros ass e Retard! Fir datt mer eben déi Problemer an de Grëff kréien, déi mer hunn, fir datt mer iwwerhaapt nach kënne fonctionnéieren, fir datt d'Leit iwwerhaapt nach op d'Aarbecht kommen an erëm heemkommen, si mer condamnéiert!

A wa souguer e grénge Bauteminister elo der Chamber e Projet de loi hei deponéiert, fir eng Autobunn op dräi Spuren auszebauen, da gesäit een, wéi grouss datt d'Noutsituatioun muss am Land sinn, fir datt e grénge Bauteminister, déi géint all Autobunn bis haut waren, elo souguer e Projet de loi mécht, wou e seet: „Mir mussen elo eng dräispureg Autobunn vun Diddeleng maachen." Wat mir begréissen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ass d'ADR dann dergéint?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wat mir an eisem Wahlprogramm och stoen haten, déi dräispureg Strooss do. Dach, mir begréissen dat, mä mir wëlle just soen, wéi dramatesch d'Situatioun ass, datt e grénge Minister elo schonn Autobunnen op dräi Spuren ausbaut.

D'Land gëtt momentan... an et ass och jiddwereen am Land, deen dat Gefill huet, datt mat enger ongewëssener Vitesse versicht gëtt, awer wierklech alles zouzebauen. Wann ee kuckt, wat vun Industriezonen entstinn a wéi doranner gebaut gëtt. Déi sinn an zwee, dräi Joer voll! Da sinn déi voll! A wat maache mer dann? Dann ass déi nächst Regierung do, déi erfënnt en aneren Eck, wou dann eben erëm muss zoubëtonéiert ginn, wa se wëllt esou viru wuessen, wéi dat de Fall ass. An esou bëtonéiere mer d'Land lues a lues awer sécher zou. An dat alles mat eise grénge Kolleegen an der Regierung!

D'Pensiounen. Och do gëtt gesot... An der Finanzkommissioun huet den Här Finanzminister gesot, dee stramme Wuesstum vu 14.000-15.000 Aarbechtsplaze géif eise President als fréiere Sozialminister freeën, well dat jo och Recetten an d'Pensiounskeess ginn. Jo, d'Pensiounskeese maachen elo an deenen nächste Joren eng Milliard Iwwerschoss aus; oder d'Sécurité sociale am Ganzen am Privatsecteur, mä de Gros ass aus de Pensiounskeesen.

Mä mir wëssen awer, datt doduerch awer och d'Obligatioune vun der Pensiounskeess op déi kommend Generatiounen deementspriechend méi grouss ginn. Et ass eng Etüd gemaach ginn, déi seet: Wa mer an eisem System genausou bleiwen, da musse mer 2030 ongeféier 600.000 Cotiseuren, also Aarbechtsplazen, hunn. A mir mussen am Joer 2060, wa mer am System bleiwen, 1.300.000 Aktiver hunn, fir dann de System ze finanzéieren.

An da si mer jo nach net fäerdeg, well duerno geet et jo weider! Dat heescht, mir sinn am Schnéiballeffekt. A wa mer net aus deem System erauskommen, da wiere mer jo condamnéiert, fir esou ze wuessen. A mir wëssen alleguer, datt et och eng Grenz hei am Land gëtt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir sidd dach d'Rentnerpartei!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Eist Land gëtt net méi grouss, eis Populatioun gëtt net méi grouss, eis Aarbechtskräfte ginn net méi grouss. A mir kënnen net herno d'Leit 200, 300 Kilometer ronderëm d'Grenz siche goen a mengen, se géifen heihinner schaffe kommen.

Dat heescht, alles, dee stramme Wuesstum huet an enger éischter Hisiicht... Kuerzfristeg gesinn, ginn d'Reserve méi grouss, mä mëttel- a laangfristeg gëtt et fir déi kommend Generatioune vill, vill méi schlëmm, fir mat deem Rekordwuesstum a mat deem System do vun de Renten auszekommen.

Den Här Bettel huet och gesot, d'Liewensqualitéit wier wichteg. An da seet den Här Bettel a senger Ried haut de Moien, „d'Paien an d'Rente sinn héich". Dat heescht, et gesäit een direkt, wou d'Regierung hispillt: Dat heescht, déi Zefriddenheet gëtt un engem materiellen, un engem finanzielle Wäert gemooss, awer net un anere Wäerter. An dat ass am Fong och dat, wat d'Regierung elo mécht. Nodeem datt hir Ëmfrowäerter esou schlecht waren, ass dës Regierung eben elo higaangen a seet: Ma elo verdeele mer, egal wat et kascht!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech mengen, Är waren net besser, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Egal wat et kascht, ob dat elo d'Steierreform ass, ob dat den Accord salarial ass: Et gëtt Geld verdeelt an der Hoffnung, fir dann ebe Stëmmen erëmzekréien, quitte datt mer all déi Sue musse léine goen, quitte datt de Stat an den Defizit kënnt a quitte datt déi aner Generatioune musse méi wäit goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de stramme Wuesstum - a meng Kolleege wäerten nach op aner Politicken agoen -, dee beweist, datt deen net eis Problemer léist. De Statsbudget ass trotz strammem Wuesstum defizitär an e bleift defizitär!

De Chômage geet duerch de stramme Wuesstum prozentual erof, mä u reelle Chifferen, verglach mat virun dräi Joer oder verglach mat viru 14 Joer, ass en net erofgaangen.

D'Pensioune ginn duerch dee stramme Wuesstum net méi sécher, mä laangfristeg gëtt de Risiko, datt de System platzt an datt et eng Katastroph gëtt, ëmmer méi grouss.

D'Mobilitéit kréie mer net mat deem stramme Wuesstum geléist. Au contraire, d'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss.

De Logement kréie mer net geléist, mä d'Präisser gi vu Joer zu Joer weider an d'Luucht an et mussen ëmmer méi jonk Leit, Leit aus der Mëttelschicht, an d'Grenzregioun wunne goen, well se sech hei am Land keng Wunneng méi baue kënnen.

Bei den Infrastrukturen investéiere mer Rekordzommen, Investitiounen an Infrastrukturen, an awer komme mer net no mat den Infrastrukturen, déi esou séier ze realiséieren, wéi de Wuesstum se op där anerer Säit brauch.

Den Enseignement: Doduerch, datt mer eng staark Immigratioun kréien duerch de stramme Wuesstum, setze mer permanent den Niveau an eisem Enseignement erof. A mer kréien duerfir herno Diplomer, mat deenen et ëmmer méi schwéier gëtt, fir datt d'Leit mat deenen Diplomer am Ausland op Universitéite kommen, oder wa se mat deenen Diplomer a Konkurrenz mat der Groussregioun sinn, kréie se Problemer, fir Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

An d'Liewensqualitéit, Här President, déi gëtt och net méi grouss doduerjer, datt mer dee Wuesstum hei am Land hunn. Well Liewensqualitéit ass net an engem Stau stoen. Liewensqualitéit ass net, wann eng Mamm muss moies um sechs Auer opstoen an d'Kand mam Auto fir d'Éischt duerch de Stau an d'Crèche féieren an dann erëm duerch de Stau op d'Aarbechtsplaz fueren an owes datselwecht ëmgedréit. Liewensqualitéit maache mer net, wann d'Leit fir ëmmer méi Geld a manner Meter carréë musse wunnen. Liewensqualitéit maache mer net, wa mer eiser Jugend soen, se soll an d'Grenzregioun wunne goen, selwer Grenzgänger ginn an all Dag annerhallef Stonn am Stau stoen.

Mir stellen eis ënner Liewensqualitéit eppes aneschters vir. An de Statsminister huet och nach gesot, datt d'Ekonomie misst am Déngscht vum Bierger stoen. Mat dëser Politik steet d'Ekonomie net am Déngscht vum Bierger, mä wa mer d'Familljepolitik kucken, déi dës Regierung mécht, dann huet d'Famill an de Mënsch am Interessi vun der Ekonomie ze stoen. Dat ass eng falsch Politik! Dat ass d'Politik vun dëser Regierung, déi als eenzegt Zil huet: stramme Wuesstum. Dat ass eng kuerzfristeg Politik, déi eis awer vläicht an eisem Bléck arrangéiert, mä mëttel- a laangfristeg féiert déi d'Land an eng Katastroph.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wat sinn dann elo Är Virschléi, Här Gibéryen?

Une voix.- Ma null.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu Stellung zu der Regierung hirer Erklärung geholl. Duerfir si mer haut do.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Kee Virschlag?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, duerfir sidd Der net do, net nëmmen duerfir!

Une voix.- Keen ee Virschlag! Bravo!

Une autre voix.- Exzellent!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hu jo nach Zäit. Ech wëll just soen: Hei ass eng Deklaratioun vum Statsminister gemaach ginn. D'Regierung huet hei eng Deklaratioun gemaach a mir bezéien haut Stellung zu där Deklaratioun. A wann d'Regierung an d'Majoritéit net verdroen, datt een hinnen de Spigel virhält, ma da maacht keng Deklaratioun!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä da sot eis, wat Der anescht maacht, Här Gibéryen!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn... Et ass net eng Debatt,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Kritiséieren ass einfach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wou d'Oppositioun oder eng aner Partei eng Erklärung soll maachen. Et ass eng Regierungserklärung gewiescht, zu där mir Stellung bezunn hunn, ob dat Iech gefält oder net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir maacht Iech d'Liewen einfach! Dir maacht Iech et einfach!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et kann een och e puer Iddie bréngen.

Une voix.- Wann ee keng huet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou! Ech mengen, den Här Gibéryen huet sech elo bal gesat. Da kënne mer elo den Här Marc Baum druloossen. Den Här Marc Baum vun déi Lénk un de Mikro!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, de Premier huet eis de Moien a senger Deklaratioun gesot, datt mer eis freeë sollen. An ech hunn e bëssen driwwer nogeduecht, iwwer wat ech mech dann esou spontan freeë kéint. An do ass mer eppes agefall: Ech freeë mech tatsächlech a wierklech doriwwer, datt den Zoustand vun engem Land, vun eisem Land net gemooss gëtt un der Qualitéit vun de Riede vu sengem Premier!

Ech mengen näämlech, datt mer haut de Moien eng iwwerflächlech Ried héieren hunn. Eng Ried mat wéineg Inhalter, ganz wéineg Neiem, duerfir awer méi Allgemengheeten a Sätz, déi mech méi un de Werbekatalog vum Ikea erënnert hu wéi un d'Virstellung vum Premier vun eisem Land.

Déi brennendst Problemer hei am Land, wéi d'Wunnengsnout oder wéi déi sozial Entwécklung, hu bal anekdotesch gewierkt. An duerfir hu mer och ganz wéineg doriwwer héieren, wéi dës Regierung da gedenkt, dës Problemer unzegoen, souwuel kuerz-, mëttelwéi och laangfristeg. Mä natierlech, wann ee wéineg Inhalter ze presentéieren huet, dann ass d'Form ëmsou méi wichteg. An duerfir huet de Premier wéi e Mantra de Kalennersproch virgedroen, datt et dem Land gutt geet, wann et de Mënschen am Land gutt geet.

A wéi bei engem Mantra, Här Premier, hutt Dir op d'suggestiv Kraaft vun där Formel gehofft an och wuel geduecht, datt et duergeet, eppes dacks genuch ze soen, fir datt et och Wierklechkeet gëtt. Et war e ganz geblimmelt, an Deeler souguer scho bal kitschegt Bild vun eisem Land a senge Mënschen, deenen et scheinbar gutt geet an an Zukunft souguer nach besser goe soll. A genau do hält eiser Meenung no dem Premier seng Ried d'Riicht net méi. Genau do trëfft se op eng aner Realitéit hei am Land, déi där Duerstellung widdersprécht!

Well d'Fro muss awer erlaabt sinn: Ass dat dann och esou? Geet et de Mënschen hei am Land dann esou dichteg gutt? An ech mengen, datt et nieft den objektiven Zuelen, déi ech nach uschwätze wäert, och nach aner Indicateure gëtt, déi een opziele kann, zum Beispill dee vun der Mobiliséierung vun de Leit, fir hir gesellschaftlech a sozial Acquisen ze verteidegen, fir hir sozial Fuerderungen an Erwaardungen duerchzesetzen. Well effektiv sinn d'Leit zënter der leschter Ried vum Premier virun engem Joer méi wéi eng Kéier op d'Strooss gaangen, fir ze protestéieren; protestéieren zum Beispill géint déi sëllech Schléissunge vu Betriber oder dem ongenéierten Aarbechtsplazofbau a Betriber, déi Benefisser maachen; nach gëscht zu Diddeleng.

An där Beispiller sinn et an deene leschten zwielef Méint leider ganz vill ginn!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dann nennt eis déi emol!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Oder och déi bal 10.000 Leit aus dem Gesondheets- oder Educatiounssecteur, déi déi längst iwwerfälleg Unerkennung vun hire Carrière revendiquéieren. Oder och déi beandrockend Manifestatioun vu 5.000 Leit, déi viru fënnef Méint virum Statsministère war, déi géint d'Fräihandelsaccorde CETA an TTIP demonstréiert hunn.

Et ass net esou, datt de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg elo a beschten Dicher wier, an et ass schonn erstaunlech, datt de Premier genee doriwwer kee Wuert verluer huet, näischt gesot huet iwwert déi Uleiesse vun de Mënschen hei am Land, fir déi si am leschte Joer zu Dausenden an Dausenden op d'Strooss gaange sinn. An d'Leit ginn zu Lëtzebuerg op d'Strooss, fir sech fir d'Verbesserung vun hirer sozialer Situatioun a vun hirer Liewensqualitéit anzesetzen. Se setze sech fir hir sozial Rechter an, fir hir Aarbechtsplazen, fir hir Léin an, an dat ass nei, fir d'Aart a Weis, wéi hei am Land d'Wirtschaft an den Handel sollen organiséiert ginn.

A läit net genau doranner ee vun deene grousse Paradoxen hei am Land? Well formal hu mer jo gutt Zuelen, déi eis de Moien och presentéiert goufen: D'Statsschold ass effektiv niddreg an de Wirtschaftswuesstum ass enorm grouss. Mä wat bedeiten déi Zuelen da wierklech fir d'Liewensqualitéit vun de Mënschen hei am Land?

Här President, wärend Joren ass eis ëmmer erëm erzielt ginn, datt eist Land onbedéngt eng ganz héich Croissance bräicht, well just déi derfir suerge kéint, datt mer d'Problemer an d'Erausfuerderunge meeschtere kéinten. Just wa mer e Wuesstum vun iwwer 3% hunn, esou heescht et entspriechend der liberaler Doxa, kann een derfir suergen, datt mer zum Beispill de Wee zur Vollbeschäftegung zréckfannen. Just mat engem Wuesstum vun iwwer 3% kéint et de Leit nees besser goen a wier soziale Fortschrëtt iwwerhaapt erëischt denkbar. An effektiv, an deene leschte Joren ass de PIB hei am Land enorm gewuess, par contre sinn d'Léin - inflatiounsberengegt - just ganz moderat geklommen.

De Chômage ass zwar zréckgaangen, mä effektiv just ganz lues. An insgesamt ass déi sozial Schéier hei am Land och trotz deem impressionnante Wirtschaftswuesstum an deene leschte Jore weider auserneegaangen. Och huet sech mam dichtege Wuesstum d'Situatioun um Wunnengsmaart net berouegt, ganz am Géigendeel: Wunne gëtt ëmmer méi zum Luxus a verschäerft déi sozial Inegalitéite weider. Dee Wuesstum huet och net gehollef, fir eis natierlech Ressourcen ze schützen, an trotz grousser ekonomescher Croissance si mer am europäesche Verglach ganz hannen, wann et drëms geet, den Energiewandel virunzedreiwen, also ewech vun atomaren a fossille Ressourcen.

An anere Wierder: Mir hunn zwar eng enorm wirtschaftlech Croissance, un där sech d'ailleurs eng ganz Rëtsch Firmen a Kapitalbesëtzer och eng gëllen Nues verdéngen, mä d'Leit an eisem Land ginn ëmmer méi erschloe vun deem desorganiséierte Wuessen, jo, leide souguer drënner, well esou e Wuesstum eng enorm Erausfuerderung un d'Planungscapacitéit vun der ëffentlecher Hand stellt, fir Infrastrukturen ze schafen, ze erhalen an ze erneieren. Eng Erausfuerderung, där eiser Meenung no weder dës an nach vill manner déi viregt Regierunge wierklech nokomm sinn, vläicht och nokomme konnten. Dobäi läit de Problem net doranner, datt eis Populatioun wiisst, mä doranner, wéi se wiisst. An do läit eiser Meenung no d'Kromm an der Heck.

Här President, de Lien, dat Band tëschent Wuesstum a Wuelstand ass gerass an eisem Land. De Wuesstum produzéiert als Offallprodukt oder Kollateralschued net nëmme verstoppte Stroossen, Zich a Busser, mä scho méi laang wuessend Ongläichheeten an der Populatioun. Derbäi kënnt, datt eist Land ëmmer méi ofhängeg gëtt vun deem Secteur, deen zum gréissten Deel fir d'Croissance responsabel ass, näämlech der Finanzplaz, déi och ëmmer weider expandéiert. An och d'Perspektiv vum Brexit, wat eng Katastroph fir Europa ass, riskéiert, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg nach weider opgeblät gëtt an domadder déi Ofhängegkeete vun där Finanzplaz nach weider an d'Luucht ginn.

Als Lénk si mir der Iwwerzeegung, datt et véier kruzial Erausfuerderunge ginn, déi eigentlech hätte missen am Zentrum vum Premier senger Ried stoen: éischtens, d'Stäerkung vun der sozialer Gerechtegkeet; zweetens, d'Bekämpfung vun der Wunnengsnout; drëttens, déi ekologesch Zukunftsplanung, a véiertens, den nohaltegen Ëmbau vun der Ekonomie vun eisem Land. An alle véier hu se mateneen ze dinn an alle véier hu se eppes gemeinsam: dee momentan onkoordinéierte Wuesstum vun eiser Ekonomie. Egal wéi eng Regierung dëst ugoe wëllt, si kënnt an Zukunft net derlaanscht, dee Wuesstum ze reguléieren an net méi alles blann de Kräfte vum Maart ze iwwerloossen, ugefaange bei deem Maart an deene Maartkräften,

déi offensichtlech versot hunn, näämlech dem Wunnengsmaart.

Dee gréisste Kollateralschued vun där eesäiteger, op Wuesstum fixéierter wirtschaftlecher Entwécklung vum Land ass d'Wunnengsnout. Heibäi handelt et sech an éischter Linn emol ëm e sozialen a mënschleche Schued, wat een un den Zuele vum Observatoire de l'habitat ervirsträiche (veuillez lire: erkenne) kann.

D'Wunnengspräisser zu Lëtzebuerg sinn an deene leschten zéng Joer ëm bal 42% geklommen. An deene leschten zwielef Méint, am leschte Joer war dës Hausse mat 5,6% nach méi akzeleréiert wéi virdrun. Ganz dramatesch ass dat bei den Appartementer, déi sech nach a Planung oder Bau befannen, mat plus 11,9%.

Bei de Loyeren ass d'Hausse äänlech staark: Hei gouf et an de leschten zéng Joer e Plus vu bal 30% an och hei klammen déi Montanten, déi e Locataire am Schnëtt fir en Daach iwwert dem Kapp berappe muss, an deene leschten zwielef Méint méi schnell wéi déi Jore virdrun: näämlech ëm bal 5%. D'Situatioun ass also wäit dovunner ewech, sech ze entspanen, mä se gëtt am Contraire ëmmer méi schlëmm.

Déi Entwécklung wier eventuell nëmmen hallef esou schlëmm, wann d'Léin och mat deene Präisser géife matklammen. Mä dat ass natierlech absolutt net de Fall, wat däitlech mécht, datt de Logement zu Lëtzebuerg op engem ausser Kontroll gerodene Maart zu engem Luxusprodukt ginn ass. Déi Situatioun ass net vum Himmel gefall an ass och net eleng der aktueller Regierung unzelaaschten.

An der Virgängerregierung war et jo bekanntlech d'CSV, déi dëse Ministère gefouert huet, mä och deemools haten déi zoustänneg Ministeren un der Spëtzt vun dësem Miniministère eigentlech net vill ze soen. De Stellewäert vun der Logementspolitik an och hir Budgeten, déi domadder verbonne sinn, waren, sinn a bleiwen immens kleng an net op der Héicht vun dësen Erausfuerderungen. Esou verwonnert et dann och net, datt d'Grënn fir d'Wunnengsnout an d'politescht Versoe vun de verschiddene Regierungen och ëmmer déiselwecht waren. An éischter Linn läit et natierlech dorunner, datt ze wéineg gebaut gëtt.

Wann ee bis an d'Joer 2000 zréckkuckt, do fält op, datt d'Zuel vun den ofgeschlossene Wunnenge pro Joer zu Lëtzebuerg ëmmer tëschent 2.000 an 3.000 gependelt huet, et also keng wierklech substanziell Steigerung bis elo ginn huet. De LISER seet awer säit längerer Zäit, datt all Joer mindestens 6.500 Wunnenge gebraucht géife ginn, also méi wéi dat Duebelt, an datt bis 2030 110.000 Wunnenge gebaut misste ginn. All Joer feelen also iwwer 3.000 Wunnengen, an déi komme jo nach bei dee schonn accumuléierte Retard aus deene leschte Jorzéngten derbäi.

An duerfir versti mer net, datt de Premier esou ausser Rand a Band vu Freed war, datt d'SNHBM elo 250 Unitéite baut, well de Besoin wesentlech méi grouss ass, e Multipel vun där Zuel. Och d'Efforte vun dëser Regierung ginn also bäi Wäitem net duer. An ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg verscholde sech, geroden an d'Aarmut oder plënneren einfach iwwert d'Grenz. Dat ass ëmsou méi bedenklech, well all déi Regierungen d'Politik, déi zu dëser Schiflag gefouert huet, voluntaristesch weidergedriwwen hunn.

Wouduerjer zeechent sech dës Politik aus? Justement duerch eng eesäiteg Wirtschaftspolitik, déi, baséierend op Souveränitéitsnischen a Fiskaldumping, virun allem Finanzdéngschtleeschtungsbetriber op Lëtzebuerg zitt, inklusiv der Nofro u Logementer „haut standing" an zentraler Lag fir héich bezuelte Finanzspezialisten an dem risege Bedarf un zentralgeleeëne Bürosflächen oder déi riseg Luxusimmobilien, déi sech elo schonn all déi High Net Worth Individuals reservéieren an ënnert den Nol räissen, déi de Wirtschaftsminister esou gär unzéie wëllt.

Iwwerléisst een dës Entwécklung engem fräie Maart a refuséiert een och nach, an dëse Maart anzegräifen, andeem een d'Notioun vu Privatbesëtz der Utilité publique iwweruerdnet, da kritt een e gefëierleche Cocktail; gefëierlech an éischter Linn fir d'Leit, déi an dësem Kontext eng Wunneng sichen. An eng Konsequenz vun där Politik ass och de Verdrängungseffekt vum Wunnengsbau zugonschte vun ëmmer méi Bürosflächen.

D'Privatkapital, dat an Immobilien investéiert, wëllt natierlech eng Renditt, an déi ass éischter mat der Verlounung vu Bürosflächen ze realiséieren. Renditt ass och éischter mat luxuriéisen Appartementer fir den décke Portmonni ze verdénge wéi mat anstännegen, abordabele Wunnenge fir Normalverdénger. A well et eben de Privatmarché ass, deen hei déi zentral Roll spillt an deem seng Logik sech dann och duerchsetzt, ginn d'Stadkären entweder zu Geeschterquartieren oder se bidde just nach räiche Leit Wunnraum.

Leider ass et awer net esou, datt d'ëffentlech Hand net och scho géif kräfteg an deem Business matmëschen. Um Boulevard Royal zum Beispill ginn de Moment zwee grouss Bürosgebaier gebaut, finanzéiert vum Fonds de compensation, also vun der Rentereserv. An et ass schonn interessant, wann ee sech den Internetsite vun deem Projet ukucke geet. Do gëtt dee Projet als „new royal business spot" ugekënnegt, déi „panoramic view" gëtt ugeprisen an d'High Net Worth Individuals gi mat „spacious parking spaces" fir hir déck SUVen ugelackelt. Dat ass scho bal makaber.

Wat denkt sech do eng Persoun, déi do virdru steet an déi sech keng anstänneg Wunneng leeschte kann an déi da gesäit, datt hir Rentecotisatioun an esou e Bürosprojet investéiert gëtt? An dat ass en trauregt Beispill fir d'Feelentwécklung vun der Immobiliepolitik zu Lëtzebuerg an dem Versoe vun der ëffentlecher Hand!

Déi eenzeg wierklech nei ugekënnegt Mesure vun der Regierung, fir Bauterrainen ze mobiliséieren, ass de Baulandvertrag. Mä och dës Mesure verléisst net dee politesche Kader, deen ech virdrun opgezeechent hunn. Well de Problem ass a bleift, datt de Proprietär ëmmer um laangen Hiewel sëtzt. De Stellewäert vum Privatbesëtz gëtt eben net a Fro gestallt. Den Terrain bleift also eng Wuer wéi eng aner, déi zu Maartpräisser kaaft, verkaaft oder verlount ka ginn. Duerfir hat ech mer eigentlech erwaart, datt, och no rezenten Aussoe vum Fraktiounsspriecher vun der LSAP, d'Regierung vläicht endlech emol wierklech géif d'Keul eraushuelen an den abusive Privatbesëtz an d'Utilisatioun dovunner a Fro stellen. Mä dovunner hu mer de Moie vum Premier leider näischt héieren, emol net undeitungsweis!

An ech si frou, ze héieren, datt den Här Bodry quasi e Mea culpa gemaach huet fir eng Politik aus der Vergaangenheet, un där hien an d'LSAP och mat bedeelegt waren, déi genau déi dote Froe vill ze spéit gestallt huet, well déi Reflexioune missten onbedéngt an dréngend gefouert ginn. Am Moment gi se emol net an enger méi fundamentaler Iwwerleeung an där zënter empfonnten Éiwegkeeten diskutéierter Verfassungsreform diskutéiert. Och hei ännert sech bis elo näischt um sakrosankte Privateegentum, woubäi aner Forme wéi ëffentlechen oder gesellschaftlechen Eegentum oder d'Utilité publique nach ëmmer ënnerbewäert bleiwen. Vun deem ugekënnegten neie Wand an der Wunnengspolitik ass just „ein laues Lüftchen" iwwreg bliwwen.

An ech wëll och drun erënneren, datt mir als déi Lénk och eng Proposition de loi gemaach haten, datt zumindest d'Agencekäschten net méi misste vum Locataire gedroe ginn, mä vun deem, deen dee Service och eigentlech an Usproch hélt, vum Proprietär.

Här President, trotz engem Wuesstum vun iwwer 4% sinn zu Lëtzebuerg déi sozial Inegalitéiten net erofgaangen, well Wuesstum eleng seet näischt iwwert déi ongläich Verdeelung vum geschafene Räichtum aus. Trotz groussem Wirtschaftswuesstum ass zu Lëtzebuerg déi sozial Schéier net méi kleng, mä méi grouss ginn an de vergaangene Joren a Jorzéngten. Déi zentral Fro misst also net sinn: Wéi schafe mer op Däiwel komm eraus méi Wuesstum?, mä: Wéi verdeele mer de Wuesstum esou, datt en och jiddwerengem an der Gesellschaft zegutt kënnt?

An do si mer alt erëm hei zu Lëtzebuerg an enger eigentlech komplett schizophrener Situatioun. Engersäits gi Joer fir Joer mam Wuesstum bis zu 15.000 nei Aarbechtsplaze geschafen an awer bleift de Chômage op engem héijen Niveau. An duerfir, Här President, hunn ech et wierklech deplacéiert fonnt vum Premier, deen opgeruff huet, sech ze freeën, datt mer zu Lëtzebuerg trotz deem Wuesstum nach ëmmer e Chômage vu 6% hunn. An dann och nach ze soen, datt, an ech zitéieren, „ee wäit misst zréckgoen, fir esou en déiwe Chômage zu Lëtzebuerg ze fannen"! Ech hu gekuckt, wéi wäit ee muss zréckgoen, näämlech zimlech genau fënnef Joer. Viru fënnef Joer hate mer manner Chômage. An do virdru Joren a Joren a Jorzéngten a Jorzéngte manner Chômage. Duerfir ka mech deen dote Chômagetaux vu 6% net freeën an och net déi Leit, déi dovunner betraff sinn, am Besonneschen och ganz vill Jonker.

Mä et gëtt nach besser! An de Projektioune vum Stabilitéitsprogramm fir d'Joren 2018, 2019, 2020 an 2021, déi op Bréissel geschéckt ginn, gesäit et esou aus, datt effektiv viraussiichtlech 2018 mat 5,7% deen niddregste Chômagetaux erreecht gëtt, wat de Premier jo och nach eng Kéier zur allgemenger Freed Ulass gelooss huet (veuillez lire: zur allgemenger Freed betount huet).

Mä wéi geet et da virun? Da geet et erëm monter an d'Luucht mat de Previsioune vum Chômage. 2019 soll en op 5,8% klammen, 2020 op 6,3%, an da fir 2021 solle mer bei 6,9% Chômage leien. Dat sinn d'Projektioune vun der Regierung. An do derhannert stécht souguer eppes a mengen Ae politesch nach méi Wesentleches: Wann also bei esou Wirtschaftswuesstumszuele vu 4%, 5% de Chômage net erofgeet, dann huet d'Regierung sech indirekt och vun engem anere wichtegen Aarbechtsmaartkonzept verabschit, näämlech deem vun der Vollbeschäftegung! An dat ass déi eigentlech Ausso vun deenen Zuelen! An et ass eng schrecklech Ausso, well mat deene Projektioune geet et de Leit am Land also net besser!

An et muss een och nach eng aner Konklusioun zéien: Wann all Joer esou vill Aarbechtsplaze geschafe ginn an de Chômage geet net massiv zréck, mä klëmmt mëttelfristeg souguer, da leeft eppes méi Fundamentales schif an der Wirtschaftspolitik vun der Regierung. Da schafe mer zwar lauter Aarbechtsplazen, mä déi hunn eigentlech näischt mat de Besoine vun eiser Bevëlkerung ze dinn. Dann déngt d'Ekonomie eben net de Leit, wéi de Premier et de Moien als Wonsch duergestallt huet. An et ass e weidert Zeechen derfir, datt dee Lien, dat Band tëschent Wuesstum a Wuelstand esou net méi zu Lëtzebuerg existéiert.

Här President, an der Realitéit vun der Aarbechtswelt sinn haut d'Salariéen an d'Gewerkschaften ëmmer méi mam Phenomeen vun de Licenciement-économiquë konfrontéiert, also der Tatsaach, datt d'Betriber Leit entloossen, obwuel hir ekonomesch Situatioun ganz gesond ass, just fir nach méi Benefiss aus dem Betrib erauszequëtschen an hiren Aktionären nach méi déck Dividenden auszeschëdden. An déi Betraffe vun deene Licenciement-économiquë sinn dacks Leit, déi deels jorelaang enzwousch geschafft hunn an op eemol op der Strooss sëtzen.

Wat mécht d'Regierung, esou wéi d'Gewerkschaften dat fuerderen, fir deem abusive Verhale vun ëmmer méi engem groussen Deel vum Patronat entgéintzetrieden? Dovun hu mer näischt héieren! 2009 hu mir schonn eng Proposition de loi gemaach, déi nach ëmmer um Instanzewee iergendwou erëmknëchelt, well d'Regierung dozou keng Stellung hélt. An da stellt sech awer och d'Fro, ob d'Aarbecht dann hei am Land iwwerhaapt nach virun Aarmut schützt.

Wéi geet et viru mat der Entwécklung vun den „working poor", also deene Leit, déi, obwuel se eng Aarbecht hunn, dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn? Zu Lëtzebuerg ass deen Taux mat iwwer 10% wesentlech méi héich wéi an eisen Nopeschlänner. Doriwwer ass och net geschwat ginn. Mir hunn d'Regierung dozou scho viru Méint interpelléiert an nach ëmmer keng Äntwert. Och de Moien net. A generell muss ee sech awer d'Fro stellen, datt, wann an engem Land iwwer 15% vun der Populatioun dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, da kann et deene Leit an deem Land guer net esou gutt goen. An et kann dann och deem Land guer net esou gutt goen.

Dat Eenzegt zur Aarmutsbekämpfung, wat de Premier erwäänt huet, war d'Reform vum RMG, deen elo zum REVIS ëmgedeeft gëtt. An och wann do verschidde positiv Elementer dra sinn, esou stellen ech awer fest, datt souwuel d'Gewerkschafte wéi och d'Sozialverbänn wéi och Oppositiouns- a Majoritéitsparteien nawell zolidd Kritik dorunner üben an zu Recht Onzoulänglechkeete beanstanden.

Här President, Wuesstum eleng schaaft keng sozial Gerechtegkeet, Wuesstum eleng mécht déi sozial Schéier tëschent Aarm a Räich net méi kleng. An dee Wuesstum bitt och keng Äntwert op déi ekologesch Kris, an där net nëmme mir, mä déi ganz Welt dran ass, well deen dote Wuesstum hëlleft eigentlech éischter dem Klimawandel wéi dem Energiewandel, dee mer esou dréngend noutwendeg hätten. Iwwert déi Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung wäert den David Wagner muer de Moien och nach eng Kéier intervenéieren.

Deen demesuréierte Wuesstum brëngt, wéi ech dat scho beschriwwen hunn, eng ganz Rei vu Problemer a Käschte mat sech. An duerfir gëtt dës Entwécklung och vun ëmmer méi Leit hei am Land a Fro gestallt. Leit, déi sech keng Wunneng méi kënne leeschten a gezwonge sinn, an d'Ausland ze goen; Leit, déi besuergt sinn ëm d'Zerstéierung vun eiser Ëmwelt; Leit, déi och gesinn, datt dee ville Wuesstum eigentlech net bei hinnen ukënnt, datt se zwar mat den negative Konsequenze musse liewen, hir eege finanziell Situatioun sech awer just kaum mierkbar, wann iwwerhaapt verbessert huet.

All dës Leit froe sech, ob dat da wierklech dee richtege Wee ass, op deem d'Regierung am Moment ënnerwee ass. All dës Leit froe sech, ob et net besser wier, fort ze komme vun deem „esou vill mer kréien", hin zu engem „esou vill mer brauchen". All dës Leit froe sech och, op d'Liewensqualitéit vun den Awunner net méi wichteg ass wéi déi dichteg makroekonomesch Zuelen, déi mer all Joer op Bréissel schécken.

Nëmmen, och si hunn de Moie wéineg Äntwerte kritt op hir berechtegt Froen! Si kruten net en Auswee proposéiert, au contraire: Se kréien nawell ëmmer erëm erzielt, datt et ebe keng Alternativ gëtt, datt mer souzesoe verdaamt sinn, weider ze wuessen, bis, jo, bis iergendwann eng Kéier näischt méi geet. Datt nëmmen d'Croissance vum PIB eist Iwwerliewe séchere kann, well soss eise ganze Statsapparat eis ëm d'Ouere fléie géif.

Mä mir mengen, datt et keng Fatalitéit ass! Et ass näämlech méiglech a virun allem néideg, alternativ Weeër anzeschloen. An et ass méiglech, eng méi nohalteg an harmonesch Entwécklung unzestriewen, déi och Wuesstum schaaft, mä Wuesstum, dee mer meeschtere kënnen an dee méi gerecht verdeelt ass. An dat ass eng Fro vu politeschem Wëllen!

Wa mer iwwer Weeër schwätzen, wéi mer déi iwwerhëtzten Entwécklung kéinten ofbremsen, da komme mer net derlaanscht, iwwert deen Elefant ze schwätzen, deen och elo nach ëmmer am Raum steet. An deen Elefant heescht Finanzplaz. Zënter 30 Joer kréie mer gesot, d'Schicksal vum Land géif un der Finanzplaz hänken. Mä wie profitéiert eigentlech wierklech vun deene Geschäfter? A wéi eng Käschte sinn domadder verbonnen? An zemools, wéi eng Secteure vun der Finanzplaz bréngen a wéi eng kaschten d'Land wéi vill?

Fir eis ass kloer, datt, wa mer ee wirtschaftleche Secteur bewosst an iwwerluecht ofbremse mussen, fir dem Wuesstum erëm Meeschter ze ginn, dann ass et de Finanzsecteur! Dobäi geet et natierlech net drëms, vun haut op muer alles ze zerschloen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann ech gelift, e bësse méi roueg am Sall!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et geet drëms, sech eng mëttel- a laangfristeg Strategie ze ginn, fir aus deene Finanzsecteuren erauszeklammen, fir déi mer och am Ausland zu Recht kritiséiert ginn, näämlech aus deem ganze Beräich vun de Steiertricksereien. Eng Exitstrategie aus de kromme Geschäfter, net well eis Noperen eis mat der Kavallerie droen, mä aus fräie Stécker, well mer eis Suen net op d'Käschte vun anere Länner wëlle verdéngen. An et heescht och,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ass dat Är Meenung, dass mer dat maachen?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...an et heescht och, ophale mat Fiskaldumping an net an der geckeger Konkurrenz vun deenen niddregsten Tauxe probéieren, ëmmer méiglechst méi heihinnerzezéien.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Baum, dierf ech lech eng Fro stellen?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An Der kënnt d'Fro stellen, ob dat net...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dierf ech lech eng Fro stellen, Här Baum?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Wann ech gelift!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hat gëschter, wann ech dat richteg gesinn hunn op RTL, op der Télee, de Gregor Gysi op Besuch bei Iech an der Fraktioun, huelen ech un, well ech hunn emol Är Pancarte hannendru gesinn. An den Här Gysi huet an engem Interview do bei RTL behaapt, Lëtzebuerg war nach ëmmer e Steierparadies. Hutt Dir dorop reagéiert? Sidd Dir och där Meenung? Oder hutt Der em do wéinstens zu Recht gewisen, dass dat net de Fall ass?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här Schneider, Lëtzebuerg huet fir Multinationallen an Entreprisë paradisesch Verhältnisser, wat d'Steierpolitik, wat d'Fiskalpolitik ugeet. An ech si ganz frou - ganz frou! - doriwwer, datt Der lech esou intensiv mat Pressekonferenze vu Membere vun Nopesch- a Schwësterparteien ofgitt.

D'Fro ass awer berechtegt, ob een, wann een esou eng Politik géif aschloen, oder zumindest emol esou Strategië géif entwéckelen, dann net eventuell riskéiert, deen een oder anere Prozentpunkt Wuesstum ze verléieren. An dat kann duerchaus sinn! Mä d'Fro ass awer, ob dee Wuesstum net vläicht dee knaschtege Wuesstum ass, dee mer souwisou eigentlech sollte wëlle lassginn a mer duerfir awer op där anerer Säit eng Chance kriten, eng Opportunitéit, fir eng méi harmonesch Entwécklung anzeleeden a fir de Retard bei den Infrastruktu-

ren opzehuelen. An dat géif dernieft och déi néideg politesch Energie fräi maachen, fir endlech déi wirtschaftlech Diversifikatioun seriö unzegoen, vun där jiddweree schwätzt.

Well d'Regierung schwätzt jo ganz vill vu Kompetenznischen, déi mer musse besetzen. Tatsaach ass awer, datt se weiderhin op Souveränitéitsnische setzt. An dat neiste Beispill dovunner ass den „space mining". Do geet et eben net oder kaum ëm spezifesch lëtzebuergesch Kompetenzen, mä et geet ëm riskant Souveränitéitsnischen, fir datt international Investisseuren d'Leit als Plattform benotzen, fir hir Geschäfter kënnen ze maachen. Well den „space mining" ass a Wierklechkeet keng Ingénierie spatiale, mä am Fong eng Ingénierie juridique, mat där versicht gëtt, internationaalt Recht ze ëmgoen, an dëst souguer op d'Gefor hin, datt mer zu engem Akteur vu groussen internationale Konflikter ginn, déi eis definitiv iwwert de Kapp wuessen.

An och nieft der Tatsaach, datt mer mat deem Space-Mining-Projet d'Privatiséierung vum Weltall amorcéieren, steet dat och am flagrante Widdersproch zu enger anerer Initiativ vum Wirtschaftsminister, nämlech där vun der Économie circulaire, dat heescht dem Recycling. Well beim „space mining" geet et jo ebe justement net drëms, e responsabelen Emgang mat de Ressourcen ze promouvéieren, mä au contraire derfir ze suergen, datt mer Ressourcë weiderhi kënne verbëtzen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir liest ze vill Science-Fiction, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, ech hu virun allem Äre Projet de loi gelies, Här Schneider. An do sti Saachen dran, datt engem, an net nëmme mir, mä och dem Statsrot deelweis d'Dronkenelle kënnen ausgoen.

An d'Fro stellt sech, firwat mer net a méi nohaltegen, zukunftsweisende Beräicher probéieren, d'Weltspëtzt ze ginn. Ech recommandéieren duerfir dem Här Wirtschaftsminister, amplaz vun de Stären ze dreemen, eng Kéier e Bléck a seng Poubelle ze geheien, well do géif en nämlech och ganz vill Ressourcë fannen, déi nëmmen drop waarden, fir exploitéiert ze ginn. An dat wier och vläicht wesentlech méi am Sënn vum Här Rifkin, deem Futurolog, deen d'Regierung jo agestallt huet, fir d'Zukunft ze plangen, ze gestalten, unzedenken an deen d'Regierung jo quasi als neie spirituelle Leader auserwielt huet.

Här President, mir mengen, datt déi grouss Erausfuerderunge vun eisem Land, déi ech opgezielt hunn, an där doter Ried net an deem Mooss traitéiert gi sinn, wéi et néideg gewiescht wier, fir eist Land wierklech ze preparéieren op d'Zukunft a virun allem de Mënschen an dësem Land reell Perspektive fir d'Zukunft ze bidden.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et mengt een, mir géifen an Albanien liewen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir wieren domat um Enn vun eisem allgemengen Debat ukomm.

Wéi d'lescht Joer, hu mer jo no deem allgemengen Debat eng Rei vu sektoriellen Debate virgesinn, a mir géifen den Owend nach dee Volet Ekonomie a Kompetitivitéit maachen. An do ass als Éischten den Här Laurent Mosar fir d'CSV ageschriwwen. Fir dass d'Kolleegen ongeféier wëssen, wou mer den Owend landen: Den éischte Volet ass plus/minus 50 Minutten, eng Stonn.

Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité»

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet", mat deene Wierder huet den Här Statsminister de Moie seng Ried zur Lag vun der Natioun ofgeschloss. An ech géif mer vläicht erlaben, dee Saz nach virunzeféieren, andeem ech soen: De Mënsche geet et gutt, wann et der Wirtschaft gutt geet, well et d'Wirtschaft ass, déi dee Räichtum schaaft, deen et eis an dësem Land erlaabt, deen héije Liewensniveau mëttel- a laangfristeg ofzesécheren.

Ech wäert den Owend a menger Interventioun mech haaptsächlech mat eenzelnen Aspekter vun der Diversifikatioun vun eiser Wirtschaftspolitik befaassen.

Doduerch, datt mer gëschter e puer kleng technesch Problemer hei haten, hat ech d'Geleeënheet, wéi déi aner Kolleegen och, fir mech fir d'Éischt um Internetsite vun der Regierung mat der virtueller Versioun vun der Deklaratioun vum Här Statsminister auserneenzesetzen. An de Moie konnt ech dann därselwechter Deklaratioun och nach eng Kéier haut live an in Farbe am Plenum nolauschteren.

An ech muss Iech soen, Här President, datt weder déi schréftlech nach déi mëndlech Versioun vun dëser Ried mech a menger dach scho ganz ageschränkter Erwaardungshaltung iwwertraff huet.

An dach, Här President, an dat ass, wat vläicht e bëssen iwwerraschend war, si mer zwee Punkten de Moie besonnesch opgefall. An ech weess net, ob et Iech d'selwecht gaangen ass, mä mir haten eigentlech haut fir d'Éischt zwou Deklaratiounen zur Lag vun der Natioun, an domadder mengen ech net, datt den Här Statsminister leider Gottes huet missen zweemol ufänken, mä och den Här Vizepremier huet quasiment a senger Interventioun eng zweet Deklaratioun zur Lag vun der Natioun virgeluecht.

A wa fir d'Éischt vum Här Bettel haaptsächlech duerch de bloe Brëll an déi blo Ministèrë gekuckt ginn ass, sou huet den Här Schneider natierlech virun allem duerch de roude Brëll, an awer haaptsächlech och duerch säin eegene Brëll gekuckt.

(Hilarité)

Deen eenzege Brëll, deen ech vermësst hunn, ass dee gréngen! Mä wie weess, dee kënnt da vläicht nach muer no.

(Interruption)

An dat Zweet, Här President, ass: Ech hu selten eng Regierung erlieft, déi sech esou vill op d'Schëllere geklappt huet! An ech mengen, datt den Owend verschidde vun de Kolleege vum ville Schëllerklappen e kräftegen Torticolis wäerten hunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Maacht Iech keng Gedanken!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Wat d'Aussoe vum Premier zu der Diversifikatiounspolitik vun der Regierung betrëfft, sou erschëpfe se sech an zwar gutt kléngende Generalitéiten a Plattitüden, ouni awer op eng eenzeg nei Propositioun anzegoen,…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.* A wat ass da vun Iech bis ewell komm, Här Mosar?

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …well déi eenzeg konkret Propositioun, nämlech d'Schafe vun der sougenannter IP-Box, u sech schonn en alen Hutt ass, deen de gesamte Secteur an d'ailleurs och mir an der Chamber schonn iwwregens säit méi wéi zwee Joer an Aussiicht gestallt kritt hunn.

D'Aussoe vum Premier sinn dann och e bëssselche symptomatesch fir d'Politik vun dëser Regierung: Et gëtt vill waarm Loft geblosen a konkret um Terrain geschitt räichlech wéineg.

De Moien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hat ech awer ee Moment d'Illusioun, ech géif haut eppes Neits gewuer ginn, wéi de Premier a ganz schéinen, héichtrabende Wierder, an ech zitéieren en, gesot huet: „Dat bedeit, dass mer eis verstäerkt op Aktivitéite konzentréieren, déi bei d'Land passen, an et bedeit och, dass vill méi op Qualitéit eréi op Quantitéit gesat gëtt."

Ech hunn du mat Spannung geduecht: Elo lies de emol virun an du lauschters haaptsächlech muer ganz genau, fir dann ze héieren, wat déi grouss nei Aktivitéitsberäicher mat deem héije Qualitéitslevel do sinn!

A grouss war du mäin Erstaunen, Här President, wéi ech d'Oplëschtung vun deenen Aktivitéitsberäicher gelies hunn, wou dann ugefaange gëtt mam Finanz- a Bankesecteur, mat de Secteure vun der Logistik, der „automotive" Industrie, der Industrie am Generellen, alles Beräicher, an deenen dëst Land natierlech ganz gutt opgestallt ass, an dat dank awer och der virauskuckender Politik vun deene ville viregte Regierungen, praktesch all mat CSV-Bedeelegung.

Duerno - an dunn hunn ech geduecht, elo gëtt et richteg spannend! - fiert de Premier virun a kënnt dann op déi zwee grouss nei Aktivitéitsberäicher, an deenen dës Regierung da wëllt Prioritéite setzen: d'Weltraumtechnologien, déi sougenannten „space resources" an „space mining", an d'Entwécklung vun de Start-uppen, ganz besonnesch am Beräich vun de FinTechen.

Dës, Här President, zwee Aktivitéitsberäicher hunn awer eppes gemeinsam, nämlech datt mer hei vun absolutten Zukunftstechnologië schwätzen, déi, wann - an dat hoffe mer alleguerten - sech déi héich Erwaardungen da wäerten erfëllen, fréistens an 20, 25 Joer richteg konsistent Steierrecettë wäerten ofwerfen.

Déi Fro, déi also fir eis wesentlech bleift, Här President, an op déi hu mer emol am Usaz de Moie keng Äntwert kritt, ass, wat ausserhalb vun deenen doten Zukunftstechnologien dann nach geplangt ass, fir ganz besonnesch de Verloscht vun awer deene ganz villen Aarbechtsplazen, déi duerch d'Digitalisatioun vun eiser Wirtschaft, an notamment och am Finanzsecteur, riskéieren ewechzefalen, opzefänken.

Här President, „space resources" oder den Ofbau vu Ressourcen am Weltall si wéi all Weltraumtechnologië virun allem Technologië vun der Zukunft. Och wa fir vill vun eis dës Aktivitéiten nach an de Beräich vun der Science-Fiction gehéieren, sou muss een dach dat Potenzial erkennen, wat an deenen nächste Joren an dëse Weltraumtechnologië läit.

A mir fannen et, a mäi Fraktiounschef Claude Wiseler huet et de Moien och schonn ënnerstrach, mir fannen et duerfir richteg, datt d'Regierung versicht, sech an dëser Zukunftsindustrie ze positionéieren, a mir ënnerstëtzen duerfir och prinzipiell d'Demarche vun der Regierung.

Une voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Fir eis stelle sech allerdéngs, Här Statsminister, Här Wirtschaftsminister, virun allem dräi prinzipiell Froen, déi och schonn zum Deel de Moie vum Claude Wiseler oder de Mëtteg vum Claude Wiseler thematiséiert gi sinn. Déi éischt, dat ass natierlech déi vun der legaler Basis, op där de lëtzebuergesche Projet sech wäert bewegen. De Statsrot huet hei a sengem Avis eng ganz Rei vun awer net onsubstanzielle Froen opgeworf, op déi eiser Meenung no d'Regierung muss op eng detailléiert Manéier Äntwerte liwweren.

Eng zweet Fro ass déi vum mëttel- a laangfristegen Engagement vum lëtzebuergesche Stat, wou mir och d'Regierung opfuerderen, eis e kloren an detailléierte Businessplang op déi nächst zéng bis fofzéng Joer virzeleeën.

Eng drëtt Fro, an déi ass bis elo nach ganz wéineg behandelt ginn,…

Et ass elo schued, datt den Här Wirtschaftsminister dat net matkritt, mä den Här Statsminister wäert em dat viruginn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech sinn erëm do!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir sidd erëm do, Här Wirtschaftsminister, an ech si frou, datt Der och hei ganz besonnesch nolauschtert.

Eng Fro, déi fir eis oder och fir mech selwer eng extrem grouss Bedeitung an där ganzer Diskussioun huet, dat ass déi vun der eventueller Haftung vun eisem Land an engem Secteur, wou mir dann, wann dat gutt fonctionnéiert, an Zukunft wäerten Industriebetriber hei zu Lëtzebuerg domiciliéieren, déi Aktivitéiten am Weltraum wäerten exercéieren, mat alle Risken, déi dat comportéiert.

Dëst ass fir eis eng ganz, ganz wichteg a wesentlech Fro. An ech ginn dovun aus, datt Der eis muer och dozou wäert eng Rei Äntwerte ginn.

Här President, och wa mir also prinzipiell d'Regierung an dësem Projet kënnen ënnerstëtzen, sou bleiwen dach extrem vill Froen op, an ouni datt mir déi am Detail beäntwert wäerte kréien, wäerte mir och eisen „go" net dozou kënne ginn.

Erlaabt mer awer heizou e lescht Wuert! De Wirtschaftsminister huet et fäerdegbruecht, an dat éiert en, datt e Lëtzebuerg mat dësem innovative Projet op d'Weltkaart gesat kritt huet.

Allerdéngs ass dës Präsenz op der Weltkaart awer net ouni Geforen, well - an ech mengen, et ass schued, datt den Här Wirtschaftsminister elo muss erausgoen - d'Erwaardungshaltung u Lëtzebuerg an dësem héich technologesche Beräich dach extrem grouss ass a vill Leit déi doten Initiativ mat Argusae wäerte betruechten a wäerte leider Gottes nëmmen drop waarden, datt mir do e Feeler maachen.

Mir mussen eis also bewosst sinn, Här Statsminister, datt mer an dësem Dossier keen Droit à l'erreur hunn, mä datt mer hei riskéieren, och eis Reputatioun op d'Spill ze setzen, wat da kéint och emol negativ Konsequenze fir de Finanzsecteur hunn.

Här President, d'Start-uppen an d'FinTeche sinn do schonn e wesentlech manner glëtschegen Terrain. Och hei ënnerstëtze mir prinzipiell d'Demarche vun der Regierung, fir Lëtzebuerg och op de Radar vun de Start-uppen ze setzen.

Allerdéngs, och hei deelen ech net gradesou den Optimismus, deen hei vun de Ministere verbreet gëtt, well net méi spéit wéi d'lescht Woch hat ech d'Chance, mat enger Rei Leit aus deem Secteur do oder aus deene Secteuren ze schwätzen, déi mer gesot hunn, datt am Moment leider Gottes Lëtzebuerg nach net attraktiv genuch wär, fir esou Start-uppen unzezéien, an datt déi allermeescht am Moment éischter d'Tendenz hätten, an Irland ze goen, an dat haaptsächlech, Här Wirtschaftsminister, aus zwee Grënn, déi Dir och kennt, näämlech éischtens deem, datt mer leider Gottes nach ebe bis elo keng Regelung hunn, wat déi sougenannten IP-Box, also den Artikel 50bis vum Steiergesetz betrëfft. Mir hunn déi dann elo endlech an Aussiicht gestallt kritt. Allerdéngs musst Der wëssen, datt do souwuel d'Holländer wéi d'Belsch wéi d'Irlänner eis wäit viraus sinn, well déi scho säit enger Zäitchen en IP-Regimm adoptéiert hunn.

An derniewent, an dat hunn ech och schonn, Här Wirtschaftsminister, e puermol op dëser Tribün ënnerstrach, misste mir onbedéngt och steierlech Incentivë schafe fir privat Investisseuren, déi an esou Start-uppe géifen investéieren. An do gëtt et an den angelsächsesche Länner e ganz flotte Modell, deen Iech sécherlech net onbekannt ass, dee vun dem „Seed Enterprise Investment Scheme", wat e System ass vu Privatleit, déi iwwer Risikokapital an esou Entreprisen investéieren an dat kënne steierlech wärend enger begrenzter Zäit ofsetzen. Ech fannen, dat ass eng ganz flott Initiativ.

(Interruption)

An Dir sot jo ëmmer, d'Oppositioun hätt näischt ze proposéieren. Hei ass zum Beispill eng Propositioun, déi ech schonn eng Kéier gemaach hunn, déi ech nach eng Kéier widderhuelen, well ech mengen, si ass am Interêt vun de Start-uppen. Mir hunn...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä, Här Mosar, Dir waart dach géint d'Steierreform. Dir hutt alles ofgeleent. Dir sot souguer, se wär ze deier,…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- …se wär ze deier a mir kéinten eis se net leeschten. Elo frot Der se!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, Här Schneider, ech wëll Iech elo äntwerten. Mat allem Respekt, ech héieren dat elo de ganze Mëtten, d'Oppositioun,…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et ass leider esou.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Neen!

…d'Oppositioun hätt keng Propositioun. Ech erënneren Iech drun, datt mir am Dezember hei eng Debatt haten, en Débat de consultation mat enger Interpellatioun, wou meng Fraktioun zwielef Motiounen - zwielef Motiounen! - proposéiert huet mat eenzelne Propositiounen. Leider huet dës Majoritéit vun deenen zwielef Motiounen der zéng ofgeleent!

Dir hutt der zwou...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt wärend all deene Méint keen een Amendement gemaach.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Minister, Dir hutt der zwou zréckbehalen. A leider Gottes ass och nach mat deenen zwou net vill an der Zwëschenzäit geschitt. Duerfir haalt op! Ech kann dat net méi héieren, permanent der Oppositioun Reprochen ze maachen, si hätt keng Propositioun ze maachen! Mir hunn der gemaach! An déi Propositioune leien och nach ëmmer...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt dergéint gestëmmt, Här Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo huet just den Här Mosar d'Wuert. D'Regierung huet muer ganz vill Zäit, fir ze äntwerten op all eenzelne Punkt. A si kritt och zu all eenzelne Punkt d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- A si kann nach muer eis Motiounen unhuelen, Här President.

(Interruption)

Si kann nach déi Motiounen unhuelen, déi se d'leschte Kéier net gestëmmt huet. Ech brénge se gären nach eng Kéier eran, Här Minister.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Här President, Här Statsminister,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Sou, elo huet just den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech hoffe just, datt ech déi verlueren Zäit wierklech guttgeschriwwe kréien, well ech sinn elo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt nach ganz vill Zäit, Här Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech weess dat. Mä ech hätt och gär, datt mer déi Zäit do guttgeschriwwe gëtt.

(Brouhaha général)

Här President, souwuel de Premier wéi och de Wirtschaftsminister - lauschtert wann ech gelift no! - hu wéineg, fir net ze soe guer näischt iwwert de Mëttelstand an déi ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber an eisem Land gesot, déi u sech d'Gerüst vun eiser Wirtschaft duerstellen an déi zu engem ganz gudden Deel och un deene gudden Zuele mat schëlleg sinn, vun deenen d'Regierung ëmmer esou gär schwätzt, an déi haaptsächlech och zu engem groussen Deel responsabel sinn, datt nach ëmmer Dausende vun Aarbechtsplazen an deem Land hei geschaaft ginn.

Och hei, Här Wirtschaftsminister, schléift zum Deel en enorme Potenzial, wat een nëmme bräicht e bësselchen ze erwächen, an ech widderhuelen och do erëm eng Kéier dat, wat ech schonn e puermol op dëser Tribün gesot hunn: datt mir onbedéngt mussen d'Successiounen an d'Reprisë vu Betriber besser legal a steierlech encadréieren. Do ass, an dat ginn ech lech gär zou, en éischte Schrëtt bei Geleeënheet vun der Steierreform gemaach ginn, deen awer eiser Meenung no leider Gottes bäi Wäitem net duergeet.

Am selwechte Kontext wëll ech dann och nach op e Problem agoen, dee sech a ganz ville Gemengen och am Norden an och am Oste vum Land stellt, wat d'Industrie an d'Aktivitéitszonen ugeet, well fir eis a fir eis Fraktioun ass et och wichteg, datt am Norden an am Osten eng Rei vun Aktivitéitszonen hikommen, well d'Aktivitéite kënnen och net nëmmen am Süden oder am Zentrum vun dësem Land implantéiert sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Den Här Wirtschaftsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ass am Moment vill am Weltall zwësche Mount a Mars ënnerwee. A wann een all Dag de Weltall virun Aen huet, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass heiansdo d'Landung um Buedem vun eiser gudder Äerd e bësselchen haart!

(Brouhaha)

A wann och, Här Wirtschaftsminister, an dat gesäit een lech un, Dir lech an Ärer Roll vum lëtzebuergeschen „Captain Kirk" richteg…

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass éischter den „Mister Spock".

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …richteg, richteg wuelfillt, wat ech mer, Här President, domadder erklären, datt den Här Schneider awer e bësselche frustréiert ass, datt hien net d'Captainsroll an der Regierung huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir wäert da ganz gär den „Major Tom"!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Bei all Ärer Begeeschterung awer, Här Schneider, vergiesst net, datt och de Captain Kirk heiansdo mam Raumschëff erëm op d'Äerd zréckkomm ass, fir sech och mat den terrestresche Suerge vun de Betriber ze beschäftegen, well, Här Wirtschaftsminister, d'Zukunft vun eisem Land wäert sech trotzdeem och net am Weltall decidéieren, mä och an den nächste Jore wäert den iwwergroussen Deel vun eisem Räichtum an Zukunft an eisem Land haaptsächlech vu sengem Mëttelstand a vu sengem Finanz- a Bankesecteur erwirtschaft ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, ech kommen da kuerz zu der Situatioun am Bankesecteur. Och do kann ech déi Heile-Welt-Stëmmung, déi ganz besonnesch vum Här Finanzminister verbreet gëtt, absolutt net novollzéien. Wann ech mer näämlech de Finanzsecteur ukucken, Här Finanzminister, ass et richteg, datt mer op där enger Säit d'Fongenindustrie hunn, déi gutt fonctionnéiert, déi och gutt opgestallt ass. Mir hunn op där anerer Säit den Assurancësecteur, dee sech och an engem internationalen Ëmfeld net schlecht schléit.

Dëst ass awer nëmme bedéngt richteg, wat de Bankesecteur betrëfft. An ech wëll elo hei kee groussen Exkurs an de Bankesecteur maachen. Ech wëll trotzdeem Iech soen, an dat soll een net ënnerschätzen, datt an de leschte Wochen zwou gréisser Banken hei zu Lëtzebuerg decidéiert hunn, hir Dieren zouzemaachen a fortzegoen, aus verschiddenen Ursaachen, op déi mer elo net d'Zäit hunn anzegoen, dorënner déi eenzeg türkesch Bank, déi op dëser Finanzplaz war.

Wann ech da virun e bësselche kucken, da beonrouegt mech eigentlech nach méi wéi dee Fait, datt elo Banke fortginn an anerer kommen, datt an enger Rei vu Banken eenzel Déngschtleeschtungen an d'Ausland outgesourct ginn, wat natierlech dann och eng Konsequenz op d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an deem Secteur huet.

Derbäi kënnt, an Dir kënnt mir dat och elo confirméieren, Här Finanzminister, datt mengen Informatiounen no och net méi ganz vill Demandë fir nei Banken an der Pipeline bei der CSSF sinn.

Ech bedaueren duerfir och nach eng Kéier, an och do, wann ëmmer gesot gëtt, d'CSV hätt keng Propositiounen, datt ech scho virun zwee Joer bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz gesot hunn, d'Regierung sollt eng Etüd maachen, iwwregens an enger Motioun, déi vun der Regierung deemools ugeholl ginn ass, fir ze kucken, wat ee misst maachen, fir méi interessant fir d'Installatioun vun Headquartere vu grousse Banken hei zu Lëtzebuerg ze ginn.

Well, ech mengen, do si mer eis alleguer eens, Dir gesitt, wat fir ee Succès de Standuert Lëtzebuerg bei grousse chineesesche Banken huet. An déi hu jo och domadder gewisen, datt eigentlech hei zu Lëtzebuerg en enorme Potenzial och fir esou Headquartere besteet.

Wat mir haut, Här President, einfach vermëssen an der aktueller Politik vun dëser Regierung, ass, datt souzesoen an deene leschte Méint a Jore quasiment keng nei Produkter méi fir d'Banke geschaaft gi sinn.

An ech hu mat Interêt, Här Finanzminister, dem Här Mackel nogelauschtert, deen elo virun e puer Deeg eng Kéier moies um Radio geschwat huet. Den Här Mackel hat eppes gesot, wat ech mat zwou Hänn géif wëllen ënnerschreiwen, wou e gesot huet, datt d'Bankeplaz an de leschte Joren an och elo nach zu engem ganz groussen Deel trotzdeem op den Acquise vun deene leschte Joren hei géif fonctionnéieren a liewen, wat sécher u sech ass.

Ech weess, Här Statsminister, datt dat do Iech net gefält, wat ech hei soen. Duerfir ass et awer…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Neen, dat ass… Ech hunn den Här Mackel héieren, deen dat esou gesot huet.

Mir hunn, an aus verständleche Grënn, Här President, an de leschte Méint a Jore mussen eng Rei vun Nischen zoumaachen. An do si mir och mat der Regierung d'accord gewiescht. Mir vermëssen awer gradesou, datt net gekuckt ginn ass, wou een awer eng Rei vun neien Opportunitéite kéint schafen. An ech hu virdrun déi vun den Headquartere genannt. Mir bedaueren dat a mir fannen dat schued, ganz besonnesch och virum Hannergrond vun der Ëmsetzung vun de BEPS-Mesuren, déi sécherlech och, an do si mer eis wahrscheinlech och eens, Här Finanzminister, net ganz ouni Konsequenze fir eis Finanzplaz hei wäerte bleiwen.

Här President, e lescht Wuert zu enger Thematik, déi dem Här Roth a mir ganz besonnesch um Häerz läit an déi Der kennt, näämlech déi vun de SOPARFIen.

Une voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Stock options.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- An ech bieden Iech, Här Finanzminister, do nozelauschteren, well dat ass och eng Suerg, déi mer hunn. Eisen Informatiounen…

(Interruption)

Et schéngt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Eisen Informatiounen no schéngen an de leschte Wochen a Méint e puer honnert wann net méi SOPARFIen einfach liquidéiert ginn ze sinn. Dat ass eng Tendenz, wou een elo net muss a Panik verfalen, wou een awer soll seriö kucken, wat d'Ursaachen dovunner sinn, Här Finanzminister.

Den Här Roth an ech selwer hu schonn déi eng oder aner parlamentaresch Ufro dozou gestallt. A vu datt haut souwisou dat neit Gesetz iwwert den Droit des sociétés, wou den Här Gloden ganz vill Meritter dran hat, jo virgesäit, datt all Gesellschaft, déi liquidéiert gëtt, e Certificat de liquidation muss vun der Administratioun kréien. Et ass also haut onproblematesch, datt och eng Chamber d'Zuele vun deene Liquidatioune géif kréien. Wéi gesot, et ass eppes, wat eis ganz vill Suerge mécht. A mir wäre wierklech frou, Här Finanzminister, wa mer där doter Saach géife ganz genau nokucken.

Als Konklusioun, Här Finanzminister, ass den Himmel iwwert dem Bankesecteur net méi gradesou blo. Eng ganz Rei vun donkle Wolleke sinn amgaangen opzezéien. Déi riskéieren an den nächste Méint a Joren e puer kräfteg Donnerwiederen och hei am Land mat sech ze bréngen. Mir vermëssen duerfir als CSV-Fraktioun ganz besonnesch am Finanzsecteur eng kloer definéiert Strategie a Visioun iwwert déi nächst puer Joer, dat souwuel um Niveau vun der Steierpolitik wéi och op deem vun der Regulatioun. Esou Strategien, Här Finanzminister, gëtt et zum Beispill an England an der City of London, gëtt et zu Dublin. An ech mengen, mir sollen eis do wierklech drun orientéieren, fir an Zukunft och op deen dote Wee ze goen.

(Interruption)

De Premier huet de Moien och a senger Ried ënnerstrach, datt mer net dierfte stoe bleiwen. Ech deelen dës Ausso an ech géif souguer nach derbäifügen, datt déi, déi stoe bleiwen, eigentlech zréckginn. Mir stelle fest, datt et net nëmmen, mä och am Finanzsecteur, wéi d'ailleurs a ganz villen anere Beräicher, am Moment en „Stand still" gëtt a sech just eigentlech nach domadder beschäftegt gëtt, fir deenen normalen Dagesgeschäfter nozegoen, an der Hoffnung, fir méiglechst onbeschiedegt bis zum Wahltermin 2018 ze kommen.

Dëse Stëllstand, Dir Dammen an Dir Hären, bedauere mir, well en ass net am Interessi vun der lëtzebuergescher Wirtschaft an domat och net an deem vun de Bierger vun dësem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo. Deen nächste Riedner ass scho prett. Et ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, et ass vu verschiddene Säiten hei wärend dësem Debat e bësse gespëttelt ginn an ironiséiert ginn iwwert de Rifkin-Rapport an iwwert dee ganze Prozess, deen do lassgetrëppelt ginn ass vun der Regierung.

Bon, mir hu relativ regelméisseg a leschter Zäit Kompetitivitéitsdebatten. Et huet ee bal d'Impressioun, dass mer an engem permanenten Zukunftsdebat sinn, an enger permanenter Zukunftsdiskussioun. Mir haten nach deslescht am Dezember eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, an ech sinn och do intervenéiert. An ech hunn och elo net wëlles, haut nach eng Kéier dat ze widderhuelen, wat ech deemools gesot hunn.

Ech géif just gäre soen: Ech gehéiere sécher net zum Fanclub vum Jeremy Rifkin, mä ech muss soen, dass ech dee Rapport an déi Demarche, déi do gemaach ginn ass, och als President vun der Ekonomieskommissioun vun dëser Chamber, eng immens wäertvoll Demarche fannen. Et ass do e liewegen a spannenden Debat lassgetrëppelt ginn, wou mëttlerweil ganz vill Leit aus der Zivillgesellschaft, ONGe mat intervenéieren.

D'Caritas huet dat thematiséiert an hirem Sozialalmanach. De Mouvement écologique ass amgaangen, eng Partie Konferenzen driwwer ze organiséieren. D'Gewerkschafte beschäftege sech domadder, d'Chambre des Salariés, d'Beruffskummeren. An dat ass, fannen ech, eng extrem flott a wichteg Diskussioun.

An och an der Chamber schwätze mer regelméisseg driwwer. An ech mengen och, dass mer wierklech déi Chance och sollen notzen, parteiiwwergräifend eis Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft an iwwert d'Ausriichtung vun der Wirtschaft vun eisem Land, awer doriwwer eraus och iwwer en nohaltege Wuesstum.

Et ass kritiséiert ginn, dass mer ze vill ofhängeg wiere vu verschiddene Secteuren, en particulier vum Finanzsecteur. An ech mengen, dass justement déi Rifkin-Debatt a Rifkin-Diskussioun deen Ustouss, eng grouss Chance ass, fir sech ze diversifiéieren a fir sech op eng Aart a Weis ze diversifiéieren, wou mer net just erëm nei Secteuren opbauen, ouni eis Gedanken ze maachen iwwert den Impakt op den Environnement, ouni eis Gedanken ze maachen iwwert den Impakt op den Trafic, op d'Mobilitéit, op den Urbanismus, mä dass mer dat als eng holistesch Approche ugesinn. An dat ass, mengen ech, eng éischte Kéier, wou mer dat maachen an dësem Land.

An ech mengen, do kann een driwwer spotten an et kann een den Här Rifkin nennen, wat ee wëllt, mä dat ass eng Demarche, déi wierklech zimlech novatrice ass an déi, mengen ech, och international esou ugesi gëtt, gradesou wéi de Space Mining, iwwert deen een och nach ëmmer ka spëttelen, mä deen awer mëttlerweil och eng international Reconnaissance huet, déi net ze leugnen ass.

Iwwer wat ech am Fong haut wollt schwätzen, net allze laang, dat ass den technologeschen Aspekt vun där drëtter industrieller Revolutioun. Am Zentrum vun dësen Iwwerleeungen zu dem Mouvement zu enger Smart Nation steet d'Technologie: den Internet, d'Robotik, artifiziell Intelligenz. Dat sinn alles Saachen, déi weisen, dass eist Land, wéi munch anerer, am digitale Wandel ass. A mir hunn decidéiert als Land, fir dee Wandel do ze accompagnéieren a fir dat als Chance unzegesinn an net als Risiko.

De Premier huet de Moie ganz zu Recht gesot, dass, wann et de Mënsche gutt geet, et dann och dem Land gutt geet. An ech mengen, dat ass ganz richteg. Et kéint een derbäifügen, dass mer eis och mussen drëm këmmeren, dass et de Mënsche gutt an engem digitaliséierte Lëtzebuerg geet.

Wat mengen ech domat? Ech mengen domat, dass mer eis, mat Ausnam vun der Diskussioun iwwert d'Aarbechtszäit, op déi mäi Kolleeg Georges Engel muer nach méi wäert agoen, bis elo nach net immens vill beschäftegt hu mat den Effekter vun där technologescher Revolutioun op eis Gesellschaft. Well och dat gehéiert natierlech zu der Diskussioun.

Oft gëtt dësen digitale Wandel als e quasi Naturgesetz duergestallt, als eng Well, eng digital Well, déi iwwer eis rullt a wou mer net vill Moyenen hunn, eis dergéint ze wieren. An dat ass och e bëssen d'Impressioun, déi ee beim Rifkin-Rapport kritt, dass hei esou eng Aart „Brave new smart world" entsteet an dass alles, wat Hightech ass, och a priori emol positiv ass.

Mä et ass eben net nëmme just eng wirtschaftlech Fro. Wann een et dorobber reduzéiert, da riskéiert een de Bléck op d'Gesellschaft an op d'Mënschen ze verléieren.

An eng Fro, déi ech mer stellen als Jurist an als Legislateur, dat ass déi vun der Reguléierung vun dësen neien Technologien. Mir mussen eis froen, ob mer den technologeschen Disruptioune muechtlos géigeniwwer stoe wëllen, oder awer ob mer se wëllen encadréieren oder souguer verbidden, wa se net kompatibel mat eise Wäerter sinn, sief dat d'Mënscherechter, wéi d'Recht op Privatsphär, op den Dateschutz, d'sozial Ofsécherung an Aarbecht fir jiddwereen an eng gutt fonctionnéierend Demokratie.

Dëst sinn natierlech alleguerten eminent politesch Froen. A mir dierfen hei net naiv sinn! Hightech ass och d'Spillwiss vu munche Start-up-Billionären an Tycoonen, déi enger ultraliberaler, jo souguer libertärer Ideologie nostinn. Oft geet et deene Leit dorëm, hir Reussite, déi individuell ass, déi phenomenal ass an déi mat enger Destruktioun vu besteeënde Modeller verbonnen ass, op d'Gesellschaft ze projezéieren.

An engem rezenten Artikel am „Guardian" gëtt d'Ayn Rand als Virbild vu munchem Tech-Entrepreneur genannt. Ech weess net, ob Der alleguerte wësst, wien dat ass, mä d'Ayn Rand ass eng russesch-amerikanesch Schréftstellerin, déi 1982 verstuerwen ass an déi den Egoismus an den Individualismus als iewescht Tugend preist an all Form vun Altruismus als Schwächt verdäiwelt. Déi Fra ass Auteur vu wahrscheinlech deem eenzege Buch, dat den aktuelle President vun den USA gelies huet, oder wat en op d'mannst erzielt krut. An dat ass apparemment säin „livre de chevet".

Déi Madamm ass och säit Generatiounen d'Heldin vun ultrakonservative Milieuen an den USA an a Groussbritannien, vun Thatcher a Reagan bis zum Republikaner Paul Ryan, an der Majoritéit vum Trump senger Regierung an och sengem Haaptfinancier, engem gewëssene Robert Mercer, dee Milliounen an a Super-PAC ginn huet, deen d'Trump-Presidence ganz staark ënnerstëtzt huet. Dat sinn alles Leit, déi de Stat am léifste géifen an enger Buedbidden ersaufen.

Firwat soen ech dat? Ech soen dat, fir ze weisen, dass munch Geschäftsmodeller an déi Leit, déi dohannert stinn, net dorop hinzilen, fir Verbesserunge fir d'Mënsche mat sech ze bréngen, och wann dat vläicht heiansdo accessoirement de Fall ass, mä an der Haaptsaach dass et deene Leit dorëm geet, eben al Modeller ze zerstéieren, ze disruptéieren. An et geet och ganz vill ëm Big Business, ouni Rücksicht op d'Konsequenze fir eis Gesellschaften. Et ass also net alles gutt, wat aus deem Eck kënnt, wat technologesch ass a wat disruptiv ass.

Mir mussen eis duerfir froen, wéi mer eis als Gesellschaft géint Exzesser an Nieweneffekter vun neien Technologië schütze wëllen. Mir mussen eis froen, wat mer wëllen a wat mer net wëllen. Mir mussen eis froen, wat kompatibel ass mat eise Wäerter, mat eiser Virstellung vun enger intakter Gesellschaft a wéi mer dës Phenomeener reguléieren.

Beispiller vun esou Froe gëtt et elo schonn esou muncher. E ganz bekannt Beispill si Plattforme wéi Uber an Airbnb, déi schonn haut eng Kéier genannt gi sinn. Et muss ee sech froen: Ass et richteg, dass ee ka mat enger App d'Taxissecteuren zerstéieren an de Länner? Wat ass de Schutz fir déi Leit, déi fir Uber Taxi fueren? Bei Airbnb kann ee sech froen, ob dat eng Concurrence déloyale ass fir den Hotelsecteur, ob dat gutt ass fir d'Immobiliepräisser an enger Stad, an engem Land.

Eng aner Fro, dat ass déi, wéi een un d'Économie du partage erugeet, well all déi Plattforme sinn net onbedéngt richteg Économie du partage. Dat si kommerziell Plattformen, déi Elementer hu vun Économie du partage, mä déi richteg Économie du partage ass eppes aneschters. Hei geet et wierklech ëm deelen. An dee Präis, dee bezuelt gëtt, ass am Fong méi eng Indemnisatioun wéi e kommerzielle Präis, deen een un eng Plattform bezilt.

An hei stellt och sech d'Fro, wéi mer als Land a wéi mer als Stied un dës Phenomeener eruginn. Wëlle mer dat facilitéieren, well mer dat gutt fannen, well een do ka géint de Gaspillage alimentaire virgoen, well ee kann de Carsharing weiderbréngen, also den Trafic erofkréien an de Stied, well ee ka Saache maachen am Beräich vum Wunnen, am Toolsharing, all méiglech Saachen, déi am Fong positiv sinn, och an enger Gesellschaft, a wou mer hikommen op manner Verbrauch, manner Konsum an eben eng Transitioun op eng aner Gesellschaft?

E weidert Beispill, wou sech e politesche Choix stellt, ass dee vun den „self-driving cars", Autoen, déi selwer fueren. Och hei gëtt dat oft esou duergestallt als eppes, wat kënnt, wat ineluctabel ass. Mä trotzdeem gëtt et och hei Choixen, déi ee ka maachen. An engem „Zeit"-Artikel am Abrëll huet de Maschinnenethiker Oliver Bendel gesot, dass ee soll d'Fangeren ewechloosse vum autonome Fueren am Stadverkéier. Firwat? Majo well sech do oft Situatioune presentéieren, wou den Auto - d'Maschinn - viru kriddeleche moralesche Froe steet.

Heiansdo presentéiere sech Situatiounen, wou dann esou e Robotor muss decidéieren, ob en eng al Fra iwwerrennt oder e Kand oder ob en an e Bam fiert.

(Hilarité)

An dat si Situatiounen... Jo, do kann ee laachen, mä dat si reell Situatiounen, wou ee sech freet... wou e Mënsch intuitiv reagéiert a wou deen Expert op alle Fall der Meenung ass, dass Maschinnen net outilléiert sinn, fir esou moralesch an ethesch Froen op eng satisfaisant Aart a Weis ze beäntwerten a wou e seet: Schéckt déi „self-driving cars" op Autobunnen, mä schéckt se net an d'Stied!

En anert Beispill, wat sech stellt, ass dat vum virtuelle Geld: Bitcoins, virtuell Wärungen. D'CSSF huet schonn 2014 e Communiqué doriwwer erausginn, wou se hir Interpretatioun vun deem Geld an hir Approche zu deem Geld duerstellt. Do stellt sech d'Fro vum Risiko vun esou enger Wärung, wou keng Zentralbank derhannert steet. Et stellt sech och d'Fro vum Geldwäscherisiko, deen héich ass. An dat ass och esou e Phenomeen, deen aus der digitaler Welt kënnt a wou ee sech freet, wéi mer eis als Gesellschaft dozou stelle wëllen zu esou engem Phenomeen.

E lescht Beispill ass dat vum Ëmgang mat illegale Contenuen um Internet. D'Beispill vu YouTube. Wat maache mer als Land, wat mécht och d'Justiz, wann illegal Contenuen op deene Medie sinn, op YouTube, op Snapchat, déi jiddweree ka consultéieren? A wa mer wëssen, dass eis Jugend, eis Jonk méi YouTube a Snapchat kucke wéi d'Tëlee, dann ass dat eng berechtegt Fro.

Dat sinn international Phenomeener, wou de Contenu net zu Lëtzebuerg en ligne gesat gëtt, wou de Contenu och net hei produzéiert gëtt, mä wou mer eis awer trotzdeem musse froen, wéi mer dat reglementéieren. Do gëtt et Modeller vun „Sandbox"-Reglementatioun, wou een deenen Operateure Befugnisser gëtt, fir sech selwer ze reguléiere mat enger periodescher Kontroll vum Stat. Mä, ech mengen, och do: Dat ass e Beispill vun engem Defi fir d'Politik, deen duerch déi digital Revolutioun duergestallt gëtt.

Här President, dat si just e puer Beispiller, wou sech d'Fro vun der Vereinbarkeet vun Technologie a Rechtsnorme stellt. An all deene Froen ass natierlech eng ganz wichteg europäesch Dimensioun derbäi. Et ass illusoresch ze mengen, dass mer als klengt oppent Land an enger globaliséierter Wirtschaft hei kënnen international Moossstäb setzen.

D'EU ass amgaangen, de Marché unique numérique virzebereeden. Mir hate viru Kuerzem hei eng ganz interessant Entrevue mam Andrus Ansip, mam Kommissär fir Digitales, an der Chamber. D'Thema Big Data. Den Dateschutz an d'Privatsphär vun de Leit ass eng vun de Prioritéite vun der EU-Kommissioun an dat ass och gutt esou.

Här President, zu all dëse Froen ass d'Politik gefuerdert. Mir dierfen net de Feeler maachen, dës Choixen der Wirtschaft oder den Experten ze iwwerloossen. Den Challenge fir d'Politik haut a muer ass, sech op ganz technesch a spezialiséiert Terrainen ze trauen, ouni an de Populismus oder an d'Vereinfachung ze verfalen. Mir mussen eis alleguerten heibannen an déi Froen eraschaffen, fir glaubhaft ze sinn a fir Guruen a Profiteuren op den Zant ze fillen.

Wa mer dës Froe stellen, wëlle mer eis als Gewielten net eleng op Europa, op d'Regierung an op Spezialiste beschränken, fir Äntwerten ze fannen. Neen, ech mengen, d'Chamber selwer, d'Vertrieder vum Vollek mussen aktiv ginn, musse sech dofir selwer Mëttele ginn, fir op deem Terrain ze schaffen.

An ech gesinn hei zwou konkret Méiglechkeeten.

Déi eng, déi gëtt et schonn a munche Parlamenter. Dat ass en eegenen Déngscht fir d'Veille scientifique et technique ze maachen. Dat heescht, e Service an der Chamber, deen déi Entwécklunge vu Wëssenschaft an Technik verfollegt an d'Deputéierten doriwwer informéiert an alertéiert.

An, Här President, wa mer kënnen e bësse Mëttele fräimaache fir esou e Service, da ka mengetwegen och nach e puermol d'Sono hei ausfale bei engem ministeriellen Discours, well ech mengen, dat wär wierklech en extrem wichtege Beräich vun eiser Aarbecht, deem mer eis och sollte consacréieren. Do musse mer d'Rad och net nei erfannen. Mir kënnen eis zum Beispill mat Parlamenter kuerzschalten, déi dat scho maachen, wéi zum Beispill d'Europaparlament.

An déi zweet Méiglechkeet wär et, an der Chamber selwer eng Spezialkommissioun anzeberuffen, an där interesséiert Deputéierte sech interdisziplinär dorëmmer bekëmmere kéinten, amplaz dass déi eenzel Fachkommissioune just an hirem oft dach zimlech enke Beräich stéckweis doriwwer schwätzen. Also eng Aart Zukunftskommissioun, déi sech virhuele kéint, e parlamentaresche Rapport iwwer all déi Developpementer opzestellen. Dat wär kee kompletten Novum. Ufank 80er Jore vum leschte Jorhonnert ass et esou eng Kommissioun ginn, fir nei Strukturen an der Fuerschung opzebauen. Datselwecht misste mer haut maachen, fir als Politik op dee Wandel, deen amgaangen ass, deen digitale Wandel kënnen ze reagéieren an d'Primat vun de Mënschen- a Sozialrechter ze affirméieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Fayot. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn de Mëtteg vill iwwert den 1,1-Milliounen-Awunnerstat geschwat ginn. Wéi soll dës Bevëlkerungszuel erreecht ginn? Wat géif dat konkret fir eis bedeiten? Wat sinn also d'Konsequenzen dovunner?

Datt et schwéier ass, d'Entwécklung vun eiser Bevëlkerung genee virauszegesinn, dat beweist eis net nëmmen d'Vergaangenheet, wou Projektioune schonn emol kräfteg dernieftlouchen, mä och déi rezent Projektioun vun Eurostat, déi elo virausgesäit, datt den 1,1-Milliounen-Awunnerstat eréischt 2080 an net, wéi vun der Caritas a villen anere gefaart, schonn 2060 erreecht kéint ginn. Bis dohinner ass et nach e laange Wee. An op deem Wee kann nach ganz vill geschéien, wat kee Mënsch virausgesi konnt.

Wa mer demografesch Projektioune woen, däerf een engersäits de Leit keng Angscht maachen, andeems een den Däiwel un d'Mauer moolt a sech dorobber fixéiert. Et soll een awer och anerersäits net dosëtzen an d'Hänn an de Schouss leeën.

Den Debat, dee mer zanter e puer Joren hei am Land iwwert de Wuesstum oder de sougenannte qualitative Wuesstum féieren, beweist ganz kloer, datt mer bereet sinn, eis op d'Zukunft virzebereeden, datt mer bereet sinn, de Wuesstumsprozess méi verantwortlech a koordinéiert ze begleeden. D'Erausfuerderungen, déi eise Wuesstum mat sech bréngt, sinn identifizéiert. Elo gëllt et, déi richteg Hiewelen ëmzeleeën, fir datt mer prett si fir en anere Wuesstum.

Et soll direkt viraus präziséiert sinn, datt de Wuesstum u sech kee Selbstzweck ka sinn. De Wuesstum däerf kee gëllent Kallef sinn, ronderëm dat mer danzen. Wuesstum muss Sënn maachen. E muss d'Liewensqualitéit an d'Aarbechtsbedéngunge vun de Leit verbesseren. E muss technologesch Verbesserungen erbäiféieren, déi eise Wirtschaftssystem esou ëmbauen, datt e manner Ressourcë verbraucht an d'Ëmwelt net nach weider belaascht.

Jo, da mécht Wuesstum Sënn! A fir datt dat méiglech ass, musse mer Mëttel a Weeër fannen, fir dëse Wuesstum a geuerdnet Bunnen ze féieren. Dat Wuert „Wuesstum" ass fir eng ganz Partie Leit positiv besat. Wat fir ee Patron wéilt net, datt säin Ëmsaz wuesse géif? Wat fir ee Salarié wéilt net, datt säi reelle Loun am Laf vun der Zäit wiisst? Dat stäerkt jo schliisslech seng Kafkraaft a seng Handlungsméiglechkeeten.

Fir anerer ass Wuesstum en negativt Wuert. Fir si gëtt Wuesstum mat Zerstéierung vun der Natur oder engem stäerkere Landverbrauch gläichgesat. Wuesstum muss awer mam Wuelbefanne vun de Leit zesummegoen. Wuesstum beschränkt sech net just op eng Erhéijung vun der Kafkraaft. Wuesstum bedeit eben net gläich Wuesstum. Dofir gëtt jo zu Recht vun engem qualitativen, intelligenten an inklusive Wuesstum oder gesteierte Wuesstum geschwat.

Qualitativ Verbesserungen un eisem Produktiounsapparat, technologesch Neierungen, déi ressourcëschounend sinn, dat ass och e Wuesstum, et ass e verantwortleche Wuesstum. Mir sollen also wuessen, jo, mir musse wuessen, wa mer eise Sozialstat an deem Ëmfang oprechterhale wëllen, wéi mer e bis ewell kennen.

D'Fro ass ebe just déi heiten: Wéi kënne mer, besonnesch an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, esou wuessen, datt mer eis natierlech Ressourcë schounen, datt mer eist schéint Land a seng Landschaften net zoubauen, datt mer de Buedem net méi a méi versigelen an datt mer net nach weider Mobilitéitsproblemer schafen?

Déi digital an déi technologesch Entwécklung - Dir kënnt et mengetwegen och Revolutioun nennen - bitt an deem Kontext nei Méiglechkeeten. Wëssenschaft an Technologie, Innovatioun a Kreativitéit, dat si Viraussetzunge fir Wuesstum, grad och fir e qualitative Wuesstum. Ouni dës Croissance géif et kee medezinnesche Fortschrëtt, géif et keng ekologesch Erneierung, géif et keng Entwécklung an der Mobilitéit, géif et keng Verbesserung vun den Aarbechts- a Liewensbedéngunge vu ville Mënschen.

Ech kenne keen heibannen, ech denken emol, dee sech als Wuesstumsfetischist bezeechne géif. Ech denken awer, datt mir all de Sënn an d'Noutwendegkeet vun engem intelligente Wuesstum guttheeschen.

Verantwortlech handelen heescht also, datt mir de Prozess vun der Croissance kënne begleeden. Mir kënnen e beaflossen. Wat fir ee Wuesstum brauche mer? A wat fir e Wuesstum wëlle mer? D'Äntwert steet ganz kloer am PNR vun 2017, dee mer virgestallt kruten. Mir brauchen en intelligenten an inklusive Wuesstum. „Intelligent" steet, wéi schonn d'éinescht gesot, fir ressourcëschounend. E steet fir eng Steigerung vun deem, wat ee Salarié, eng Aarbechtskraaft u Wäert ka schafen. E steet och fir e vernetzt Denken.

„Inklusiv" steet fir déi sozial Komponent, eng méi gerecht Verdeelung vun de Friichte vun dësem Wuesstum. D'Steierreform huet do Akzenter gesat, virun allem bei den Elengverdénger mat Kanner. De Wuesstumsprozess begleede bedeit och, sech de sozialen a gesellschaftleche Froen a Konsequenze vun esou enger Croissance ze stellen. Mir kënnen de wirtschaftleche Wuesstum net trenne vu sozialen an ekologesche Froen, well et ass schliisslech gewosst, datt et kee Sozialstat gëtt, deen op engem wirtschaftleche Kierfecht opgebaut wier.

Mir wëllen also e Wuesstum, vun deem jiddweree profitéiere kann. Wa Lëtzebuerg wëllt prett si fir eng intelligent Croissance, da muss e gewëssent Ëmdenke kommen, en Ëmdenken an der Aart a Weis, wéi mer eis fortbeweegen, en Ëmdenken an der Manéier, wéi mer schaffen, Stéchwuert Téleetravail an Organisatioun vun den Aarbechtszäiten, an en Ëmdenken an der Aart a Weis, wéi mer eis Ressourcë verbrauchen, och hei d'Stéchwuert vun der Landesplanung.

De Rifkin-Rapport weist Pisten a Perspektiven op, wéi mer kënnen intelligent a ressourcëschounend wuessen. Mä misst een déi ganz Wuesstumsdebatt net vill méi nach an engem Kader vun enger Standuertdiskussioun gesinn, déi och iwwert d'Denkustéiss vum Här Rifkin erausgeet? Well, wéi virdrunner gesot, wann ee Standuert schlecht opgestallt ass, dann hu mer kaum Wuesstum. Well Lëtzebuerg e klengt Land ass an duerch eng héich Ressourcëknappheet gekennzeechent ass, brauche mer eben eng innovativ Standuertpolitik.

De Standuert Lëtzebuerg, an de Finanzminister huet et de Moie scho präziséiert, ass attraktiv. Mir sinn attraktiv. Mä mir mussen och attraktiv bleiwen, attraktiv fir déi Entreprisen, déi momentan hei am Land de PIB mathëllefen erwirtschaften an d'Statskeese fëllen, mä och fir Entreprisen, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen.

An deem Kontext ass et absolutt begréissenswäert, datt d'Strategie, wéi Lëtzebuerg op de Wirtschaftsmissiounen no neie Firme kuckt, verbessert gëtt. Et ass wichteg a wesentlech, datt et net nëmmen un der Quantitéit vun neien Entreprisen hänkt, déi mer op Lëtzebuerg ruffen an déi heihinner investéiere kommen, mä och un hirer qualitativer Ausriichtung.

Et stellt ee sech elo nei an essenziell Froen, Froe fir erauszefannen, ob dës Entreprisen zum gewënschte Wuesstum bäidroen. Et gëtt net nëmme gekuckt, wéi vill Aarbechtsplazen eng nei Entreprise schaaft, mä och ob eisen Aarbechtsmaart déi Leit huet, déi gesicht ginn. Esou kënne mer näämlech verhënneren, datt déi nei Firme Salariéë musse bis hanner Metz oder Tréier siche goen, fir iwwerhaapt kënnen ze fonctionnéieren.

Ech sot et d'éinescht, datt et gutt wier, fir eis méi op eng Standuertdiskussioun ze fokusséieren. De sougenannte Rifkin-Prozess beschäftegt sech mat de Konsequenze vun der digitaler Revolutioun oder Entwécklung. Dat ass sécherlech en noutwendegen Exercice. Dës prospektiv Analys muss ëm de Volet vum Standuert a senger Entwécklung erweidert ginn.

Ech froe mech, ob mer net eng formaliséiert Plattform bräichten, déi ënner wëssenschaftlecher Begleedung eng stänneg Analys vun eise Standuertvirdeeler géif maachen. An esou engem Gremium kéinten d'Risiken an d'Opportunitéite festgestallt ginn an eventuell Optimiséierungen an Adaptatioune virgeschloe ginn. Ech fannen, datt d'Standuertfro esou eng wesentlech Fro fir eis Wirtschaft ass, datt ee konkret iwwert d'Schafe vun esou enger Plattform misst oder kéint nodenken.

Här President, ob mir eng Debatt iwwer eis Kompetitivitéit oder iwwer eise Wuesstum féieren, mir befaassen eis um Enn ëmmer mat de Stäerkten a Schwächte vum Site Lëtzebuerg, engem Standuert, dee sech an de leschte véier Jorzéngten op eng erstaunlech Manéier, eng impressionnant Manéier entwéckelt huet, besonnesch am Finanzberäich a ronderëm dësen.

D'Efforte vun eisem Finanzminister Pierre Gramegna, fir eist Land vun alle groen a schwaarze Lëschten ze kréien an esou op Transparenz ze setzen, déi kommen eiser Finanzplaz zegutt. De Standuert Lëtzebuerg attraktiv erhalen, dat ass eigentlech den zentralen Debat, dee mer musse féieren. Ouni dës Attraktivitéit kënne mer eis sozial Errungenschaften net halen.

An eiser globaliséierter Welt kann een net soen, datt d'Kompetitivitéit vun engem Standuert virun allem vu bëllegen Aarbechtskräften a vun niddrege Betribs- a Lounsteieren ofhänkt. Wier deem esou, jo, da kéinte sech déi gelungenst Staten zum attraktive Standuert entwéckelen. Wier deem esou, da wier Irland, déi ëmmer nees probéieren, eis am Fongeberäich staark ze konkurrenzéieren, jo ze iwwerhuelen, mat enger Betribsbesteierung vun 12,5% e féierende Wirtschaftsstanduert a Westeuropa. Et ass awer gewosst, datt et grad d'Diversitéit u Standuertvirdeeler ass, déi d'Unzéiungskraaft vun esou engem Site wéi Lëtzebuerg ausmécht. Lëtzebuerg verfüügt nun eemol iwwer eng ganz Rëtsch där Trëmp.

Jo, mir sinn attraktiv. Ech hu schonn op dëser Tribün hei betount, datt ee Standuert ouni e villsäitege Schoulsystem, ouni eng diversifizéiert kulturell Offer, ouni e performante Fuerschungssystem, ouni sozial Sécherheet, déi deen Numm verdéngt, a Sécherheet am Allgemengen, datt dat keen attraktive Standuert wier. Et ass eben dat glécklecht Zesummespill vu ville Facteuren, wat ee Site fit mécht an attraktiv hält.

Mir kënnen d'Entwécklungsperspektive vu Lëtzebuerg net denken, wa mer et net fäerdegbréngen, eise Standuert mat senge Schwächten a Stäerkte genee ze kennen. Sou kënne mer eis ënner anerem och zum Beispill d'Fro stellen, ënner wat fir enge Bedéngungen d'Multikulturalitéit eng Komponent vun der Standuertattraktivitéit ass. Dës Fro musse mer eis besonnesch stellen, well se fir e ganz klengt Land wéi eist eben héich relevant ass.

Wëlle mer iwwer eise Standuert fuersche loossen, da lande mer onweigerlech och bei der Fro: Wéi gräift eise Stat an de wirtschaftlechen a soziale System an? Dës Fro ass fir d'Lescht am Joer 2001 vum Wirtschafts- a Sozialrot behandelt ginn. Et wier vläicht un der Zäit, se an enger komplett verännerter Welt nei ze stellen a se dann zum Beispill vun eiser Uni beliichten an analyséieren ze loossen.

Wéi wäit soll déi Roll vum Stat eigentlech haut nach goen? Wou lount et sech, de Stat investéieren ze loossen? Wéi muss de Stat investéieren, fir datt bestëmmten Ziler erreecht kënne ginn? Wéi ass d'Zesummespill tëschent Stat a Wirtschaft hei am Land organiséiert? Kann een dat verbesseren? Misst een dat iwwerdenken? Eventuell méi straffen? Wat fir en Impakt kënne verschidden Entscheedunge staatlechersäits op

bestëmmte Branchen hunn? Ass déi aktuell statistesch Analys instruktiv genuch? Liwwert se eis genügend Zuelen, fir ze verstoen, wéi eis Wirtschaft am Ënnerste vun hirem Wiesen eigentlech funktionéiert? Dat heescht: Féiert si zu enger wierklecher Erkenntnis, zu deem, wat een nennt e richtegt Verstoe vun eisem Wirtschaftssystem, dat nun eemol dat vun engem klengen, engem ganz klenge Land ass?

Wëlle mer wierklech verstoen, wéi eise Site funktionéiert, musse mer och erausfannen, wéi verschidde Variabele matenee verbonne sinn, wéi se aneneegräifen. Wat hänkt mat wiem eigentlech zesummen? Wësse mer dat ganz genee, da léisst et sech séier erausfannen, wou mer eventuell kontraproduktiv Entscheedunge riskéieren ze huelen. An et léisst sech och erausfannen, wou a wéi mer eis Produktivitéit steigere kënnen, well et si grad d'Produktivitéitsgewënner an d'Steigerunge vun der Plusvalue pro Aarbechtskraaft, déi et erméiglechen, datt mer manner Aarbechtskräften an d'Ausland siche musse goen an esou eis Mobilitéitsproblemer entschäerft kréien.

De Brexit kann dozou féieren, datt héich spezialiséiert Betriber sech bei eis néierloossen, besonnesch am Finanzsecteur. Och hei wäerte mer eise gudde Ruff a Saachen Transparenz monnayéiere kënnen oder vun em profitéiere kënnen. Et ass essenziell, datt mer dës Situatioun notzen, fir esou eng Finanzplaz nach méi attraktiv a méi breet opzestellen.

Loosse sech Betriber aus Groussbritannien och bei eis néier, wäerte mer ouni Weideres vun hirem Know-how léieren an och vun hirer Produktpalett profitéieren. Do besteet keen Zweifel. Et wäerten also nei Leit kommen, mä d'Plus-value, déi si pro Aarbechtskraaft realiséieren, wäert iwwert dem Duerchschnëtt leien. D'Unzéie vun esou spezialiséierten Entreprisen ass vun elementarer Wichtegkeet, wa mer méi produktiv wëlle ginn.

Här President, mir sinn amgaangen, eis op d'Zukunft virzebereeden. E gutt Beispill sinn eis Lycéeën, wou mer eis ënner villem anerem och der digitaler Erausfuerderung musse stellen. D'Schafung, fir nëmmen ee Beispill ze nennen, vun engem ICT-Lycée zu Clierf ass e pertinent Beispill. Iwwregens gi mat dësem Lycée honnert nei Aarbechtsplaze geschafen, wat sécherlech dem ländleche Raum zeguttkënnt. E positiven Impuls fir d'Nordregioun!

Wa mer Leit fir den ICT-Secteur wëlle fannen, da musse mer se awer massiv heiheem ausbilden, well dës Leit sinn och am Ausland gesicht an et feelt an allen Ennen a Ecker u Spezialisten.

D'digital Entwécklung betrëfft och eist Handwierk, hei änneren d'Aarbechtsprozesser. Dat ass eng Erausfuerderung, mä et ass och eng Chance, eng immens Chance! Et weist, datt d'Handwierk attraktiv ass, datt een do héich interessant Beruffsperspektive fanne kann. Déi nei BTSen am Handwierk maachen d'Dieren op d'Zukunft op. Dofir soll och méi e grousse Wäert op déi dual Ausbildung geluecht ginn. Educatiounsministère an Handwierkerfederatioun schaffen dorunner.

Och d'Méiglechkeet, fir no der Première oder Treizième en Handwierk ze léieren, ass eng positiv Alternativ zu universitäre Studien. Firwat huet kee vun den Honnerte Jonken, déi Geschicht studéieren, dru geduecht, fir e BTS oder e Bachelor am Handwierk ze léieren? Dat wier allzäit eng sécher Aarbechtsperspektiv. Dofir ass et och wichteg, datt mer déi néideg Energie a Suergfalt an d'Orientéierung vun deene Jonke stiechen, well ass e Schüler eng Kéier um falsche Wee, dann huet en e puer Joer vu sengem Liewen an eppes investéiert, wat em ënnert dem Strëch näischt bréngt.

Här President, mir kënnen net nëmmen un de wirtschaftleche Wuesstum denken, mir mussen och déi sozial Komponent fest am A behalen. Et géif hei ze wäit féieren, fir an all déi Detailer ze goen. Mech perséinlech freet et, datt Regierung a Parlament virun e puer Wochen déi iwwerschafften Direktiv iwwert den Detachement an nationaalt Recht ëmgesat hunn. De wierksame Kampf géint de Sozialdumping ass noutwendeg, fir déi schaffend Leit an eis Betriber ze schützen a fir méi eng fair Konkurrenz ze suergen. Et gëtt wéineg Punkten, wou Patronat a Gewerkschafte sech esou eens si wéi bei dëser Problematik. De sozialen Dumping schuet eis alleguer: de Salariéen, de Patronen, dem Steierzueler, dem soziale Sécherheetssystem, dem ganze Stat.

De Respekt vun de soziale Standarden an de Kollektivléin ass d'Conditio sine qua non fir fair Konkurrenzbedéngungen. Besonnesch d'Handwierksbetriber, déi op qualifizéiert a motivéiert Mataarbechter ugewise sinn, hunn e groussen Interessi u fairen a stabillen Aarbechtsbedéngungen. Dat huet d'Fédération des artisans ënner anerem präziséiert.

Fir d'DP ass kloer, datt ee fir déi gläich Aarbecht och de gläiche Loun muss bezuelt kréien. Mat alle Mëttel mussen all Forme vu sozialem Mëssbrauch a Gefuddels bei soziale Cotisatioune bekämpft an ënnerbonne ginn. Mir begréissen, datt d'Gewerbeinspektioun an deem Sënn nei opgestallt gëtt an nei Mëttel kritt.

Betriber, déi e puermol géint d'Aarbechtsrecht verstouss hunn, misste fir eng bestëmmten Zäit vun ëffentlechen Ausschreiwungen ausgeschloss ginn an an e Sënneregëster stoe kommen.

Zur sozialer Komponent gehéiert och d'Économie solidaire. Mir wëssen, datt et eis ni gelénge wäert, fir all déi Leit, déi Aarbecht sichen, an en éischten Aarbechtsmarché integréiert ze kréien. Beschäftegungsinitiative maachen dofir Sënn, soulaang se all Ustrengungen ënnerhuelen, fir Leit aus- a weiderzebilden, se ze aktivéieren. Betriber, déi sech dem Prinzip vun der Solidaritéit verschriwwen hunn an de Profitt net als dat éischt Zil gesinn, mussen och weiderhin an eiser Wirtschaft eng Plaz behalen an a Beräicher schaffen, déi komplementär zu der traditioneller Ekonomie wierken.

Nach just e puer Wuert zur Aarbechtszäitreduktioun, déi an de leschte Méint op eemol am Raum stoung. Och d'DP ass sech sécher, datt eng Aarbechtszäitreduktioun op 35 Stonne (veuillez lire: pro Woch) mat gläicher Pai eiser Wirtschaft an eisem Sozialsystem keen Déngscht leescht, am Géigendeel: Esou eng Moossnam ass eng Brems fir de Wuesstum! Déi franséisch Wirtschaft leit haut nach un den Nowéie vun der 35-Stonnen-Woch mat vollem Lounausgläich. Wou géife mer och all déi Leit hierhuelen, déi da missten ersat ginn? Elo scho feelt et a ville Beräicher u spezialiséierte Fachkräften.

Mir als DP plädéiere fir eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten: eng méi flexibel Gestaltung vun der Aarbechtszäit, där wéchentlecher an och där ganzjäreger. Déi kann op jidde Fall, jee no Secteur, Virdeeler souwuel fir d'Entreprisë wéi och fir d'Salariéë mat sech bréngen.

Här President, et wier nach esou vill ze bemierken. Mir bewegen eis ëmmer méi a Richtung Mëtternuecht.

(Hilarité)

Ech erënnere just un déi exzellent Cotatioun vun der Agence Fitch. Si si mëttlerweil déi véiert Agence - et ass och d'éinescht gesot ginn -, déi Lëtzebuerg positiv aschätzt an eis een Triple-A verpasst. Fitch huet seng gutt Bewäertung mat de positive Konsequenze vun der Steierreform begrënnt, déi souwuel de Stéit wéi och de Betriber zeguttkënnt.

Zum Schluss wëll ech nach eemol e puer Zuele widderhuelen, déi eis de Finanzminister de Moie matgedeelt huet. Dës sollen eis Courage maachen a weisen eis däitlech, datt de finanziellen Handlungsspillraum do ass, fir elo an an den nächste Joren d'Jalone richteg ze setzen.

De Wuesstum louch 2016, wuelgemierkt de Wuesstum vum PIB, bei 4,2%; fir 2017 gëtt eng Croissance vu 4,4% virausgesinn a fir 2018 souguer eng vun 5,2% erwaart. Eis Statsschold louch Enn 2016 just bei 20% vum PIB a wäert sech bis 2021 stabiliséieren an tëschent 22% an 23% leien. Dernieft soll de Chômage weider zréckgoen. 2018 gëtt ,wéi gesot, een Taux vu 5,7% erwaart.

Här President, dat sinn Zuelen, ëm déi eis bal all Länner op dëser Welt beneiden. Dat sinn Zuelen, déi eis een Triple-A garantéieren. Dat sinn Zuelen, déi eise Sozialstat ofsécheren. Dat sinn Zuelen, déi et eisem Stat erlaben, fir iwwer 4% vum PIB - oder an absolutten Zuelen iwwer 2 Milliarden Euro - an d'Land ze investéieren. Dat sinn Zuelen, déi et eis erlaabt hunn, eng sozial gerecht Steierreform an d'Weeër ze leeden. Dat sinn Zuelen, déi eis ermonteren an déi eis weisen, datt mir an d'Zukunft vun de kommende Generatiounen investéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. Nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen fir d'CSV. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass zwar scho spéit, et ass awer nach net grad...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass nach net zwielef Auer.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...et ass nach net grad Mëtternuecht, neen. Mä eng nohalteg Landwirtschaft ass fir eis wichteg an dofir wëll ech och hei nach op eenzel Punkten agoen.

Wann Der Iech dobaussen e bëssen ëmlauschtert, dann ass trotzdeem nach ëmmer eng Onzefriddenheet - well d'Zäite sinn och nach ëmmer net roseg -, awer och eng Onsécherheet ze spieren. Mir waren zum Beispill déi lescht Woch op d'Musel. Do krute mer ëmmer erëm gesot: „Dës Regierung wëllt jo nëmme Bio, dës Regierung seet jo, nëmme Bio wier gutt." Datt esou ee Gefill do ass, ass net gutt, mä datt déi betraffe Leit dëst Gefill hunn, kënnt net vun ongefäier.

De Rifkin-Bericht, déi drëtt industriell Revolutioun vu Lëtzebuerg hält als Zil fir 2050 fest, datt eis Landwirtschaft zu 100% Bio produzéiere soll. Eis Meenung als CSV kennt Der an ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt déi wesentlech méi realistesch ass. Ech widderhuele mech aus der Interpellatioun vun 2015 (veuillez lire: vum Mee 2015): Mir brauche souwuel eng biologesch wéi eng konventionell integréiert Landwirtschaft! Mir sollen den Undeel vun der biologescher Landwirtschaft nach erhéijen. Ech sot och: Mir brauchen ee Matenee vun all eise Betriber, mir brauchen also déi zwee. An däers muss sech d'Politik bewosst sinn. Ech hoffen, si ass sech däers bewosst; ech si mer däers net ëmmer esou sécher!

An elo, zwee Joer méi spéit, sinn ech mer däers nach vill manner sécher, well d'Zil soll jo schliisslech 100% Bio sinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech soen et nach eemol: Mir brauchen ee Mantenee vu Bio a konventionell (veuillez lire: konventioneller Landwirtschaft), an d'Regierung muss déi zwee ënnerstëtzen.

Als CSV soe mir awer och, datt mir méi Bio brauchen, d'Nofro ass do. An da muss awer och gekuckt ginn, wéi een dat kann erreechen. Fir dat Zil vun 100% ze erreechen - d'Madamm Loschetter huet et nach eng Kéier ënnerstrach elo grad -, ass rose wéineg ze fannen an der Rifkin-Etüd: Et sinn an der drëtter industrieller Revolutiounsbroschür fënnef strategesch Moossnamen definéiert. Dir Dammen an Dir Hären, keng vun deene fënnef Moossnamen, déi eenzel gekuckt ganz an der Rei sinn, bewierkt, datt sech méi Bauerebetriber wäerten ëmstellen! Et gëtt also hei mat Visiounen hantéiert, onrealistesche Visiounen, ouni iergendee konkreten Usaz ze weisen, wéi een och nëmme kéint a Richtung vun dëser Visioun kommen.

Ech rappeléieren: Am Moment hu mer ronn 4.000 Hektar Biofläch, dat si gutt 3% vun eiser Produktioun, also nach wäit ewech vun 100%.

Dir Dammen an Dir Hären, souguer de Bioweltmeeschter Éisträich huet sech net 100% als Zil gesat. Déi wäerte wëssen, firwat!

Ech weess, fir kreativ Iddien ze kréien, muss een d'Leit emol einfach fräi - ënner Gänseféisschen - „spanne" loossen. Mä wa bis gesponnen ass, da missten awer och konkret Schrëtt festgehale ginn, fir déi ugepeilten Ziler ze erreechen, oder falls d'Ziler sech als irrealistesch erweisen, da musse se un d'Realitéit ugepasst ginn. Béides ass awer net geschitt!

Dofir meng Froen dann un d'Regierung: Wat wëllt Der konkret maachen, fir dëst Zil vun 100% Bio a gutt 30 Joer ze erreechen? Den Här Etgen sot eis an der Agrarkommissioun, datt déi erhofften Dynamik, fir méi Biobetriber ze kréien, tatsächlech nach net agetruede wär, mä datt déi nei, méi héich a mat der Bioprimm cumulabel Agrarëmweltprimmen d'Dynamik kéinten ukuerbelen.

Als CSV soe mir ganz kloer, datt eleng mat méi héije Primmen net vill méi Betriber wäerten op Bio ëmstellen. Firwat gëtt net eemol konkret ënnersicht, firwat datt mer hei zu Lëtzebuerg vill manner Bio hu wéi an eisen Nopeschlänner, ronn d'Halschent? Den Aktiounsplang „biologesch Landwirtschaft" ass sécher e gutt Instrument a soll och weiderhin ënnerstëtzt ginn, mä huet bis elo och nach net den néidegen Erfolleg bruecht.

Mir begréissen awer ausdrécklech, datt d'Regierung elo dat virgesäit, wat d'CSV schonns zënter Jore freet: näämlech de Betriber et ze erméiglechen, fir mat verschiddene Produktiounssparten e Betribszweig unzefänken, fir biologesch ze produzéieren.

Den Här Minister Etgen sot 2015 nach an der Interpellatioun, datt hien dës Iddi, fir op engem Betrib biologesch a konventionell ze schaffen, ganz kritesch géif gesinn.

Als CSV si mir dovunner iwwerzeegt, datt mir domadder mëttelfristeg eng Rei vun zousätzleche Biobetriber kréien. Wéi ech mer gëschter Owend dunn d'Ried vum Här Bettel duerchgelies hunn, du war ech natierlech frou, datt hien am Prinzip eise Virschlag iwwerholl hat, an ech hu mech awer gefrot: „Wéi konnt hien dann elo déi gréng, säi Koalitiounspartner, dovunner iwwerzeegen?" Well wéi den Här Bettel op der Ouverture vum Bauerenhaff an der Stad dëst schonns annoncéiert hat, ware verschidde Gesiichtsausdréck net falsch ze interpretéieren, an Eenzelner, déi bei mer stoungen, sote souguer, si géifen dann hire Veto aleeën.

Majo, Dir Dammen an Dir Hären, meng Freed huet sech de Moien dann erëm e bësse geluecht, well, esou schéngt et mer, déi gréng hire Veto dann elo iwwer Nuecht ageluecht hunn. D'Madamm Loschetter huet an deem Kontext getwittert „Wann s de eppes kanns." Der hutt et verstanen! D'Madamm Loschetter huet also getweet: „Wann s de eppes kanns." Den Här Bettel huet seng Ried näämlech ugepasst a gesot: „Dëst muss natierlech kloer zäitlech begrenzt sinn."

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Sammelt Dir déi Texter?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo keng Zäit méi, fir am Detail heirobber anzegoen.

(Brouhaha)

Mä duerch ganz restriktiv Bestëmmunge wäert den Här Landwirtschaftsminister nach laang op d'Dynamik bei den Ëmstellunge musse waarden.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass op siwe Joer limitéiert. Et ginn elo Tester nach gemaach!

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir hutt lech nach net konkret a präzis geäussert, wat déi zäitlech Begrenzunge wieren. An Dir hutt et de Moie gesot, wat net schréftlech an Ärer Ried war.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

An d'Madamm Loschetter huet getweet, wéi e Journalist gefrot huet: „Wie soll sech dann do engagéiert hunn, fir dat ze änneren?" - „Wann s de eppes kanns."

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Madame Hansen, als Präzisioun: Bio…

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech fueren awer elo virun. Wann Der elo dat Zil vun 100% gäre wëllt erreechen,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just d'Madamm Hansen huet d'Wuert!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...wat hätt dat da fir Konsequenzen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da ka se besser schlofen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech schlofe gutt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hat gesot, Dir wiert de Moie besser opgestanen, well Der dat gelies hutt. Da wëll ech och präziséieren...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo, ech hätt léiwer gehat, Dir hätt et net de Moien nach missen extra präziséieren.

Sou! Ech sinn elo amgaangen ze schwätzen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Setzt lech duerch, Madamm Hansen! An Dir hutt eleng d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...iwwert d'Zil vum Här Rifkin a vum Rifkin-Bericht, datt 100% Bio soll 2050 erreecht ginn. Wat hätt dat fir Konsequenzen?

Éischtens, och eis Biolandwirtschaft ass laut Rifkin trotz relativ héijer Bäihëllefen net konkurrenzfäeg vis-à-vis vun engem Groussdeel vun anere Länner. Wann also misst exportéiert ginn, wat sécherlech wäert de Fall sinn, dann ass d'Konkurrenzfäegkeet vis-à-vis vum Ausland ganz beschränkt. Mir däerfen och net vergiessen, datt méi bëlleg Importwuer aus dem Ausland wäert op eise Maart kommen. Wéi kënne mer dann d'Rentabilitéit vun eise Betriber, déi jo alleguer misste Bio maachen, garantéieren? Nohalteg geet am Bio och nëmmen, wann den ekonomeschen Deel klappt! Nach zousätzlech Bäihëllefen? Ech denken, dat wär weder realistesch nach d'Léisung.

An zweetens, mir géifen eise Konsumenten hei zu Lëtzebuerg als regional Produkter ganz bewosst just nach Biowuer ubidden. Dir Dammen an Hären, Bioprodukter sinn awer d'office méi deier. Dës kënne sech also nëmmen e klengen Deel vun eiser Bevëlkerung regelméisseg leeschten. Eis Regierung géif also ganz bewosst a Kaf huelen, datt hei zu Lëtzebuerg just fir ee klengen Deel vu besserverdéngende Leit géif produzéiert ginn. Ass et der Regierung egal, wou déi aner Leit hir Liewensmëttel hierkréien?

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ass dat dann déi drëtt industriell Revolutioun?

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An op déi kommen ech dann nach eemol zréck. Hei steet am Rapport, datt mer, fir ee sécheren, qualitativ héichwäertegen, transparenten an nohaltege Liewensmëttelsektor ze kréien, 100% Bio bräichten. Wat heescht dat? Heescht dat, datt, wa mer net 100% Bio produzéieren, mer da keng qualitativ héichwäerteg, nohalteg Produkter hunn? Heescht dat, datt der Meenung vun der Regierung no eis konventionell integréiert Landwirtschaft keng qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel produzéiert?

Als CSV kënne mer esou eng Ausso net akzeptéieren. An ech hoffen, si sinn net esou gemengt! Als CSV si mer, ech soen et nach eemol, dovunner iwwerzeegt, datt mer weiderhin eis konventionell integréiert Landwirtschaft brauchen an datt och si eis Qualitéit liwwert. A wa mer déi regional Produktioun am Allgemenge förderen, da brauche mer net oder zumindest manner op anonym Produkter aus dem Ausland zréckzegräifen. An dofir wëll ech nach kuerz op d'Regionalitéit agoen.

Den 13. Januar hate mer hei an der Chamber een ëffentlechen Debat zur Petitioun 668 „Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun!". Als Konklusioun ass festgehale ginn, dat huet den Här Minister Etgen eis och an enger Question parlementaire oder an der Äntwert esou bestätegt, datt sollt an der Landwirtschaftskammer eng Plattform gegrënnt ginn, wou Responsabeler aus der Landwirtschaft, der Veraarbechtung, der Vermaartung, der kollektiver Restauratioun an esou weider sollten zesumme kucken, wou Problemer wären, a sollte gemeinsam no Léisunge sichen, fir kënne méi regional Produkter anzesetzen.

Mä den Här Minister schreift awer och nach a senger Äntwert, an do war ech e bëssen erstaunt: «Or, étant donné que plusieurs intervenants du débat public avaient souligné le risque de non-représentativité des secteurs concernés par le fait de localiser cette structure auprès de la Chambre d'Agriculture, j'ai demandé à mes services de faire un benchmark de toutes les formes juridiques possibles d'une telle plateforme.»

Dir Dammen an Dir Hären, wärend der Konklusiounsdiskussioun war zwar driwwer diskutéiert ginn, datt onbedéngt misst derfir gesuergt ginn, datt déi verschidde Secteure representéiert géife ginn, an et war och Konsens doriwwer, mä et hat, an do sinn ech zimlech sécher, ganz genau een, an zwar de Vertrieder vun deene Gréngen, gefrot, fir d'Plattform net bei d'Landwirtschaftskammer unzeglidderen, mä bei de Landwirtschaftsministère.

An obschonns dëse Vertrieder dat gefrot hat, hat den Här Minister dunn nach gesot, datt hien et géif besser fannen, fir dës Plattform bei d'Landwirtschaftskammer unzesidelen, fir d'Onofhängegkeet vun dëser Struktur ze ënnersträichen. An obschonns de Minister dat deemools gesot hat an obschonns dat festgehale gi war, schéngt hien dann elo méi op dee grénge Vertrieder wéi op sech an op de Rescht vun der Kommissioun ze lauschteren.

(Interruption)

Wien diktéiert hei, wou et an der Landwirtschaft higeet?

(Brouhaha)

Elo gëtt emol ee Benchmarking gemaach.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir ginn eens.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Maacht lech dach keng Suergen ëm eis!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech maache mer keng Suergen ëm Iech, ech maache mer Suergen ëm d'Landwirtschaft!

Als CSV fanne mer et einfach nëmmen traureg, datt hei nach näischt Konkretes geschitt ass! Et deet mer leed: Et ass net ze verstoen, firwat hei net Neel mat Käpp gemaach ginn. Et kéint een ouni vill administrativ Hürden, ouni Benchmarking, wann een et wëllt, déi verantwortlech Leit relativ séier un een Dësch kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir brauchen hei Léisungen. An ech wéisst wierklech gären, wou de Problem an den Ae vun der Regierung wär.

Dir Dammen an Hären, eis Landwirtschaft huet villfälteg Aufgaben ze erfëllen. Nieft deene klasseschen - der Liewensmëttelproduktioun, der Landschaftsfleeg, dem Schafen an Erhale vun Aarbechtsplazen an esou weider - kann d'Landwirtschaft och nach aner Aufgaben iwwerhuelen, wéi zum Beispill Energieproduzent, d'Bereetstelle vu verschiddenen Déngschtleeschtungen, d'Produktioun vun ënnerschiddleche Matière-premièren an esou weider. Eng Diversifizéierung vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit ka fir verschidde Betriber immens wichteg sinn a ginn.

Den drëtten industrielle Revolutiounsbericht fir Lëtzebuerg geet ganz konkret op de Bauer als Energiewiert an. D'Zil ass et laut Bericht, fir bis 2050 70% vun eisem Gesamtverbrauch iwwer erneierbar Energien ze produzéieren. Den Haaptdeel soll vun der Wand- a Solarenergie kommen. De Bauer soll d'Energieproduktioun als Alternativ gesinn. Dat héiert sech gutt un. Och d'Biogasproduktioun soll laut Rifkin-Bericht weiderhin hiren Undeel un erneierbarer Energie liwweren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg schonns eng Partie esou Anlagen, déi eng méi, déi aner manner rentabel.

Wëllt d'Regierung d'Biogasanlagen an Zukunft méi geziilt förderen? Wa jo, wéi wëllt si dat konkret maachen? Wéi vill Energie soll an Zukunft iwwer Biogasanlage produzéiert ginn? Wéi eng méiglech Konsequenzen hätt dëst zum Beispill op den Undeel vu Maisubau op eiser Fläch? Sinn hei schonns konkret Simulatioune gemaach ginn?

Den Haaptdeel, Dir Dammen an Dir Hären, soll awer, wéi gesot, vun der Wand- an der Solarenergie kommen. Ee Chercheursteam vun der Stanford University an der University of California, Berkeley huet laut Rifkin-Bericht och festgehalen, datt et méiglech wär, fir 22% vum gesamten Energieverbrauch iwwer Wandmillen a 67% iwwer Solarenergie ze produzéieren.

Lëtzebuerg bräicht dofir 20.200 Hektar, fir déi noutwendeg Wandmillen opzeriichten. Ee gudden Deel dovunner kéint natierlech nach landwirtschaftlech genotzt ginn, mä wéi gesäit et mat den noutwendege Kompensatiounen aus? Bei engem Wandpark am Norde vum Land, wou siwe Wandmillen op zwielef Hektar opgeriicht gi sinn, ass fir d'Kompensatioun e Bauerenhaff vun 21 Hektar kaaft ginn, fir d'Vigel, an dësem Fall de Rotmilan, op eng aner Fudderplaz ze lackelen.

Dës Fläch mat komplizéierte Méin- a Flächennotzungspläng ass sécherlech net méi voll asetzbar fir d'Landwirtschaft. An de Kaf vun esou grousse Kompensatiounsfläche verstäerkt zousätzlech den Drock op d'landwirtschaftlech Fläch an dréckt domadder de Präis zousätzlech an d'Luucht, wat d'Wettbewerbsfäegkeet vun eise Betriber natierlech staark reduzéiert.

Dir kënnt elo selwer ausrechnen, wéi vill Kompensatiounsfläche fir 20.200 Hektar kéinten noutwendeg sinn. Duerfir meng Froen: Wéi vill Hektar Wandmille gesäit d'Regierung als realistesch respektiv als Zil un? Bleiwen d'Kompensatiounsmoossnamen an Zukunft déiselwecht oder ass d'Regierung eventuell bereet, fir an dësem Punkt Upassungen ze maachen? Wéi wëllt d'Regierung ee Kompromëss tëschent der Ëmwelt, der Energie an dem Bauer als Liewensmëttelproduzent fannen?

Fir dann déi erfuerderlech Energie mat Solarpanneaue kënnen ze produzéieren...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Madamm Hansen, d'erneierbar Energiestrategie vun der Regierung, déi steet, déi ass der Chamber scho presentéiert ginn, mat genee der Opdeelung, wéi eng Energieform mer wivill wëllen ausbauen iwwert déi nächst Joren, mat engem Kalenner. Dat ass alles der Chamber bekannt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech froe jo hei, wéi eng Konsequenzen dat fir d'Landwirtschaft huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Och dat ass bekannt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An de Rifkin-Rapport stellt dat heiten als eng Méiglechkeet vir.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Neen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dir kënnt mer jo da muer dorop äntwerten. Sou!

(Brouhaha)

Ech hunn de ganze Classeur gelies.

(Interruption)

Fir dann déi erfuerderlech Energie iwwert d'Solarpanneaue kënnen ze produzéieren: Laut Rifkin-Bericht missten op 12.900 Hektar sougenannte Solarfarms opgeriicht ginn. Dëst ass sécherlech eng effizient Aart a Weis, fir Energie ze produzéieren, werft hirersäits awer erëm eng Partie Froen op fir d'Landwirtschaft. Wëllt d'Regierung an dës Richtung goen? Wéi vill Fläch wëllt se eventuell fir dës Fräilandflächefotovoltaikanlage gebrauchen? Wëllt se hei och nach Geneemegungsprozedure virgesinn?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Madamm Hansen, mir haten déi doten Diskussioun schonn am Parlament a mir hu gesot, dass mer dat net maachen, dass mer d'Felder voll esou...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da sinn ech och frou.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Majo, Dir frot dat, wéi wann dat eppes ganz Neies wär! Am Parlament wësst Der dat.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da kënnt Der mer dat jo soen. Ech soe just, datt dat am Rifkin-Rapport esou steet. An ech wëll gäre schwaarz op wäiss da vun der Regierung héieren, datt si net wëllt an déi dote Richtung goen. Da si meng Froe jo beäntwert.

(Interruption)

Sou! Op jidde Fall misst ee sech och hei froen, wéi d'Kompensatiounsmoossnamen ausgesinn. An am Allgemenge muss ee soen: Jee nodeem wéi vill Kompensatioune firwat noutwendeg sinn, stellt sech wierklech d'Fro, wéi vill Fläch an Zukunft nach fir déi ganz normal Landwirtschaft iwwreg bleift. An ech mengen, an deem Sënn gëtt déi vum fréieren Ëmwelt- a Landwirtschaftsminister, dem Marco Schank an dem Romain Schneider, geplangten, mä vun dëser Regierung net méi erwënschten Zone agricole, fir déi landwirtschaftlech Fläch ze schützen, ëmmer méi wichteg.

Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn hei.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...Dir Dammen an Dir Hären, zesummefaassend wëll ech soen, datt Visioune gutt a wichteg sinn, datt Visiounen awer zilorientéiert Moossnamen erfuerderen an datt Visiounen d'Realitéit, an dozou gehéiert eis gesamt Gesellschaft, dozou gehéiert och den EU-Maart, de Weltmaart, dozou gehéiert och eis gemeinsam Agrarpolitik, net aus den Aen däerfe verléieren. An ech freeë mech dofir op den Debat zum Rifkin-Rapport am Hierscht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Hansen. An als lescht Riednerin fir den Owend huet d'Madamm Tess Burton d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci. Sou, Dir hutt et geschwë gepackt fir haut. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass haut vill iwwer Digitaliséierung geschwat ginn. Mäi Virriedner, de Franz Fayot, ass och a senger Ried op dee Sujet agaangen. Ech fir mäin Deel wëll nach eng Kéier op dee Sujet zréckkommen,...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, wann ech gelift, e bësse méi lues!

Mme Tess Burton *(LSAP).*- ...mä dat virun allem aus Siicht vun de klengen a mëttelstännesche Betriber, well si och dovunner betraff sinn. A grad si hunn eng grouss Verantwortung géigeniwwer vun eisem Land, well si ganz vill Aarbechtsplazen an eisem Land schafen an e groussen Deel zum Wuelstand vun eisem Land bäidroen.

Et ass wichteg, dass déi kleng a mëttelstännesch Betriber mat der Zäit ginn, dat heescht, sech un nei digital Techniken upassen, sech weiderentwéckelen a sech neien Erausfuerderunge stellen. Duerfir ass et fir eis als LSAP kloer, dass et eng Prioritéit vun der Regierung muss sinn, fir dës Betriber beschtméiglech ze ënnerstëtzen an ze begleeden, fir sech op déi nei Erausfuerderunge vun haut a muer virzebereeden.

Duerfir begréisse mir, dass d'Regierung schonn amgaangen ass, dës Entreprisen ze ënnerstëtzen. Et si schonn eng ganz Rei Moossname lancéiert ginn, fir zum Beispill d'PMEe fit fir d'Digitaliséierung ze maachen. Zum Beispill d'Initiativ Fit 4 Digital vu Luxinnovation ass eng konkret Moossnam, déi vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt gëtt an déi als Zil huet, deene klengen a mëttelstännesche Betriber ze hëllefen, kompetitiv ze bleiwen an déi heiteg ICT-Méiglechkeeten ze notzen.

Zum Beispill solle mat ICT-Optimiséierungen oder -Upassungen d'Entreprisë méi einfach hir administrativ Aarbechten erleedege kënnen. Hir Clientë sollen online akafe souwéi och online bezuele kënnen. Och soll de Stock duerch d'Digitaliséierung besser geréierbar ginn an doduerch soll eng besser Vue op d'Rentabilitéit vun der Entreprise entstoen.

Eng weider Moossnam ass den Aktiounsplang fir d'PMEen. D'lescht Joer am Fréijoer huet de Wirtschaftsministère de véierten Aktiounsplang fir d'PMEe virgestallt, deen 32.000 Betriber aus Handwierk a Commerce zeguttkënnt an zesumme mat Vertrieder vun deene Secteuren ausgeschafft gouf. Déi 99 Moossname vun deem Plang sinn zu engem gudden Deel schonn ëmgesat oder an der Ëmsetzung.

An deem Aktiounsplang spillt och d'Digitaliséierung eng wichteg Roll. Eng Moossnam aus deem Aktiounsplang fir d'PMEen ass déi vum „Pakt PRO Commerce", deen d'lescht Joer an d'Liewe geruff ginn ass. Grad den Eenzelhandel huet haut scho mam Impakt vun der Digitaliséierung ze kämpfen, well d'Kafverhale vun de Leit sech doduerch verännert huet.

Bal jiddwereen hei zu Lëtzebuerg benotzt a sengem Alldag den Internet, sief dat fir ze kommunizéieren, fir sech ze informéieren oder eben och anzekafen. Dëse Phenomeen wäert sech ouni Zweifel nach verstäerken. A wann eis Entreprisen net wëllen ënnergoen, musse si sech upassen an aktiv ginn, fir kënnen d'Zukunft matzegestalten.

Vill Commerçantë sinn nach net online präsent. Dëst ass eng Erausfuerderung, un déi deen traditionelle Commerce sech muss adaptéieren, sief dat online präsent ze sinn oder online ze verkafen. De Moment verkafen näämlech just 7% vun eise Commerçanten hei zu Lëtzebuerg hir Wuer och online.

De Wirtschaftsministère versicht, ebe genau bei dëser Erausfuerderung de Commerce ze ënnerstëtzen. D'Zil ass et, eng national E-Commerce-Plattform opzebauen, op där all Commerçant seng perséinlech Online-Vitrinn kritt a wou de Client dann och verschidde Produiten direkt iwwer Internet ka kafen. De Projet ass komplex a verlaangt eng Ëmsetzung an e puer Phasen.

Grad an de Stadzentren ass den Eenzelhandel staark betraff vun deem Wandel, wat d'Kafgewunnechte betrëfft. Eng Rei Foussgängerzonen, an domat d'Häerzstéck vun eise Stied, sinn amgaangen auszestierwen; grad déi Plaz, wou all d'Awunner vun enger Stad sech treffen, sech begéinen, zesumme liewen, eng Plaz, déi déi sozial Kohäsioun tëschent den Awunner fërdert. Duerfir ass dëse Projet vun der Regierung e Schratt an déi richteg Richtung, well d'Digitaliséierung ass net méi opzehalen. Den Eenzelhandel muss d'Digitaliséierung als Chance gesinn an dierf net zouloossen, dass en doduerch aus der Gesellschaft verschwënnt.

Äänlech wéi dem Handel geet et och dem Handwierk. Hei allerdéngs e bëssen an engem anere Beräich. Esou gëtt am Handwierk d'Aarbecht nach ëmmer op därselwechter Plaz verriicht, mä hei ass et wichteg, dass d'Handwierk seng Aarbechtsprozesser optimiséiert, andeems et d'Prozesser digitaliséiert. Zum Beispill kënne verschidden Aarbechte grad hei vu Roboteren duerchgefouert ginn, woubäi mer da bei där Diskussioun sinn, ob Aarbechtsplazen duerch d'Digitalisatioun an d'Robotisatioun verschwannen. Dëst wäert sécherlech de Fall sinn, och wann nach keen haut ka soen, wou an a wéi engem Mooss dëst wäert geschéien. Déi positiv Auswierkunge kann d'Digitaliséierung zum Beispill do hunn, wou Roboteren Aarbechte verriichten, déi zum Beispill gesondheetlech schiedegend fir d'Aarbechter sinn.

Fir Iech zwee konkret Beispiller ze nennen:

Et ass e groussen Handwierksbetrib hei am Land, deen e Roboter fir seng Lackéierung benotzt. Dat ass e groussen Avantage fir d'Aarbechter, well grad dës Aarbecht eng net allze gesond Aarbecht ass. Mä doduerch, dass elo e Roboter dosteet, gëtt awer och eng nei Persoun gebraucht, déi dës Maschinn betätege kann.

E weidert Beispill ass eng Bäckerei hei bei eis am Land, déi hire ganzen Informatiksystem digitaliséiert huet an esou all hir Geschäfter matenee verbonnen huet. Déi Bäckerei kritt duerch hiren neie System all Dag Informatiounen iwwert de Verkaf vun hire Filiale geliwwert. Doduerch kann de Betrib seng Produktioun optiméieren an den Dag drop ebe méi effizient produzéieren.

Dëst ass e Beispill, wou d'Digitaliséierung zur Rentabilitéit vun engem Betrib bäidréit an dëst kloer d'Kompetitivitéit vun dësem Betrib stäerkt. Mä net nëmmen d'Digitalisatioun ass eng Erausfuerderung fir d'Handwierk, mä och d'Reprise vun den Entreprisen. D'Personal souwéi d'Image vum Handwierk si Suergen, déi dëse Secteur huet, wou vill Efforten néideg sinn, fir dass dës Betriber weider bestoe bleiwe kënnen a virun allem och flexibel a kompetitiv bleiwen.

Net méi spéit wéi de leschte Mount huet d'Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère zesumme mat der Chambre des Métiers an der Fédération des artisans den „Pakt PRO Artisanat" presentéiert. Nom „Pakt PRO Commerce" ass dann elo och e Pakt mam Handwierk ofgeschloss ginn. Dëst Ofkommes reit sech an de véierten Aktiounsplang en faveur vun deene klengen a mëttelstännesche Betriber an an och an d'Iwwerleeung vun der Rifkin-Etüd.

D'Handwierk ass hei zu Lëtzebuerg dee gréissten Arbeitgeber. Mir wëssen dat. De Moment schaffen an deem Beräich 90.000 Leit a méi wéi 7.000 Entreprisen. Den „Pakt PRO Artisanat" gesäit vir, a verschiddene Beräicher aktiv ze ginn, fir esou laangfristeg d'Aarbechtsplazen am Handwierk ze sécheren, fir méi eng dynamesch Entwécklung vun de Betriber souwéi d'Kreatioun an d'Reprise vun den Entreprisen am Handwierk ze vereinfachen.

An deem Ofkommes geet et zum engen drëms, dass d'Image vum Handwierk opgewäert gëtt, zum anere soll de System vun den Aiden a Garantië bei enger Reprise vun enger Entreprise verbessert ginn. Dës Aiden a Garantië sollen d'Leit, déi dëse Schrëtt maache wëllen, favoriséieren an encouragéieren. Duerfir mussen dës Aiden och esou effikass wéi méiglech sinn. An en anere Volet, deen am „Pakt PRO Artisanat" behandelt gëtt, ass dee vun der Digitaliséierung, well och d'Handwierk ass schonn haut a wäert och an Zukunft domat konfrontéiert sinn a ginn.

Här President, ech wëll awer och haut vun der Geleeënheet profitéieren an niewent dem Handwierk an dem Commerce och op de Beräich Tourismus agoen. Rezent gouf näämlech de Bilan vun der Statssekretärin aus dem Wirtschaftsministère iwwert den Tourismus hei zu Lëtzebuerg presentéiert. De Bilan vum Tourismus vum Joer 2016 reit sech an an déi positiv Entwécklung vun de Jore virdrun, näämlech 2,97 Milliounen Iwwernuechtunge konnten 2016 hei zu Lëtzebuerg erziilt ginn. Dat war eng Rekordzuel fir d'véierte Kéier hannereneen.

Et ass och wichteg, dass eis Regierung weider Efforte mécht, fir Touristen op Lëtzebuerg ze zéien, besonnesch och an déi eenzel Regiounen, well mer domat och en anere Problem bei eis am Land léise kënnen. Eise Statsminister huet de Moien a senger Ried gesot, dass eng vun deene gréissten Erausfuerderungen an eisem Alldag d'Mobilitéit ass, dass mer eis Gedanke musse maachen, wéi mer de Verkéier hei an eisem Land reduzéiere kënnen. An d'Regierung, huet en och gesot, wëllt weider op dee Wee goen, fir geziilt an déi wirtschaftlech Entwécklung vu Regiounen ze investéieren, fir am Kader vun der Landesplanung och Aarbechtsplaze méi no bei de Leit ze schafen, amplaz ëmgedréit. An dat ass och gutt esou.

D'Initiativ Luxembourg for Tourism ass eng weider Moossnam vun der Regierung, déi den Tourismus hei am Land soll förderen. Privat an ëffentlech Akteuren hu sech hei zesummegedoen, fir no bausse kohärent als attraktiv Touristendestinatioune professionell opzetrieden an no bannen déi touristesch Offer besser ze koordinéieren.

Och déi eenzel Offices régionaux du tourisme sëtzen elo mat um Dësch, an zanter datt virum Summer de fënneften ORT fir de Westen an den Zentrum gegrënnt ginn ass, gëtt et kee wäisse Fleck méi op der touristescher Landkaart zu Lëtzebuerg.

Den Tourismussecteur ass a bleift e wichtege Bestanddeel vun eiser Wirtschaft. En dréit gradesou vill zu eisem PIB bäi wéi d'Industrie an e schaaft Aarbechtsplazen, déi een net kann delokaliséieren. An de leschte Joren ass d'Zuel vun den Iwwernuechtunge konstant an d'Luucht gaangen. A fir déi weider Entwécklung vum Secteur ass et natierlech wichteg, dass mer och genuch Capacitéiten hunn.

An den nächste véier Joer kommen dausend Hotelszëmmeren derbäi; net all, mä déi meescht an a ronderëm d'Stad. Iwwer Land bleift d'Erausfuerderung, Modeller ze fannen, fir och do d'Offer ze erweideren. Et ass gewosst, dass iwwer Land an de leschten 30 Joer bal 40% vun den Hotelszëmmere verschwonne sinn. Oft ass kee Successeur do, fir de Betrib ze iwwerhuelen. E Problem, fir deen d'Regierung Léisungen zesumme mam Secteur ausschaffe muss, fir deen Trend ze stoppen. D'Zil muss et näämlech sinn, d'Hotelscapacitéiten op strategesch wichtege Plazen ze stabiliséieren an nei Impulser ze ginn, fir esou Investisseuren unzezéien.

De fënnefte Joresplang vum Tourismus wäert an deenen nächste Woche presentéiert ginn, wou eben och grad nei Impulser gesat ginn an alle Regiounen, fir den Tourismus hei zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv ze maachen.

Mä och d'Akteuren am Beräich vum Tourismus bleiwen net vun der Digitaliséierung verschount. Zum Beispill eleng de Wee vum Tourist, wéi hie sech hautzudaags uleet, fir en Hoteliszëmmer ze buchen, fuerdert den Hotelier oder de Restaurateur op, och digital präsent ze sinn. Duerfir ass et wichteg, dass Lëtzebuerg sech en neie Klassifikatiounssystem fir seng Hoteller gëtt, deen europawäit unerkannt ass. De Client soll sech op en eenheetleche Klassifikatiounssystem kënne verloossen.

Deen neie Klassifikatiounssystem hei zu Lëtzebuerg berout op fräiwëlleger Basis, ass modern an zouverlässeg fir d'Clienten an ass ugepasst un déi aktuell Situatioun um Marché a virun allem un d'Erwaardunge vum Client. Dës nei Klassifikatioun gouf zesumme mat der Horesca, der Federatioun vun den Hotelieren, de Restaurateuren an de Cafetieren hei zu Lëtzebuerg ausgeschafft.

Da wëll ech nach ganz kuerz op e Sujet agoen, bei deem Lëtzebuerg oft vu villen Organer gesot kritt, dass mer nach Nachholbedarf hunn. An dat ass am Beräich vum Entrepreneuriat. Lëtzebuerg ass zwar um gudde Wee, sech zu enger Start-up-Natioun ze entwéckelen, déi och international wouergeholl gëtt. Wichteg Initiative si vun der Regierung ëmgesat ginn a weiderer kommen an den nächste Joren no, fir hei am Land d'Entrepreneuriat nach méi ze ënnerstëtzen.

Eng Initiativ zum Beispill, déi d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass d'Société à responsabilité limitée simplifiée, eng vereinfacht Variant vun enger Sàrl-Gesellschaft, déi deenen zukünftegen Entrepreneure sollen hëllefen, méi séier hir wirtschaftlech Aktivitéit opzehuelen.

Eng aner Initiativ vun der Regierung, déi an de leschte Méint vum Educatiouns- a vum Wirtschaftsministère lancéiert ginn ass, ass de Projet, deen den Entrepreneursgeescht schonn an de Lycéeë férdere soll. Entrepreneurial Schools sollen entstoen, dat heescht Lycéeën, déi sech besonnesch op d'Entrepreneuriat konzentréieren. Hei si Kollaboratioune mat dräi Lycéeën an d'Liewe geruff ginn, e véierte Lycée steet an de Startlächer.

Den Entrepreneursgeescht ass eng Kompetenz, déi iwwerall an eiser Wirtschaft gebraucht gëtt. Duerfir geet et hei net nëmmen drëms, herno lauter Patronen ze formëieren, mä de Schüler déi Kompetenze vum Entrepreneuriat mat op de Wee ze ginn.

An nach eng weider Initiativ, fir zukünfteg Entrepreneuren ze ënnerstëtzen, ass d'House of Entrepreneurship, dat virun e puer Méint seng Dieren opgemaach huet. Dëst Haus ass eng gemeinsam Initiativ vun der Regierung, de Beruffskummeren, de staatleche Verwaltungen an dem Privatsecteur. Et ass eng Ulafstell fir aktuell an zukünfteg Entrepreneuren, fir all déi néideg Servicer, déi si fir de Lancement vun hirer Entreprise brauchen, op enger Plaz ze fannen.

D'Entrepreneuriat spillt eng wichteg Roll an eisem Land. Mir brauchen nei an innovativ Entreprisen. Mir mussen eis Wirtschaft weider diversifizéieren, eis breet opstellen, fir dass mer eise Wuelstand vu muer och ofséchere kënnen.

Mir brauchen awer och haut a muer gutt qualifizéiert Personal, dat an eisen Entreprisë schafft, souwuel Männer wéi och Fraen. Eüde beleeën, dass d'Rentabilitéit vun enger Entreprise ëm 60% an d'Luucht geet, wa Männer zesumme mat Fraen op Direktiounsposte schaffen. Fir dass dëst awer de Fall an eise Betriber ass, brauche mer virun allem familljefrëndlech Betriber. An do sinn Initiative wéi den neie Congé parental, deen d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, d'Reform vun de Congé-spéciallen, déi um Wee ass, Initiativen, déi d'Aarbecht an d'Famill besser zesummebréngen.

Eis Regierung muss weider eis kleng a mëttelstännesch Betriber ënnerstëtzen, well mir brauchen och an Zukunft kompetitiv Betriber, déi den Erausfuerderunge vun haut a muer gerecht ginn an eis weider eis Aarbechtsplazen an eise Wuelstand hei am Land garantéieren.

An domat wëll ech ofschléissen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci lech och.

Domat si mer um Enn vun den Aarbechte vun haut ukomm. Ech ginn Iech Rendez-vous muer um hallwer néng fir d'Fortsetzung vun deene sektoriellen Diskussiounen. An da muer am Nomëtten huele mer déi Gesetzesprojeten, déi mer nach zréckbehalen hunn.

Merci villmools a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 20.44 heures)

SÉANCE 34

JEUDI,
27 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)
- *Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»: M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre François Bausch, Mme la Ministre Corinne Cahen, M. le Ministre Dan Kersch, M. Alex Bodry et M. le Ministre Dan Kersch), M. Georges Engel, M. Lex Delles, M. Gérard Anzia, Mme Cécile Hemmen, Mme Taina Bofferding*
- *Débats sectoriels - Volet «Développement durable»: M. Marco Schank (interventions de M. le Ministre François Bausch, M. le Ministre Etienne Schneider, M. le Ministre François Bausch et Mme la Ministre Carole Dieschbourg), M. Roger Negri, M. Gusty Graas (intervention de Mme Martine Hansen), M. Roy Reding (interventions de M. Georges Engel et M. le Ministre Dan Kersch), M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Aly Kaes*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 08.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien! Ech maachen d'Sëtzung op.

Mir géife weiderfuere mat eisen Debatten zur Lag vun der Natioun. De Moien ass de Volet sozial Kohäsioun a Wuelbefanne virgesinn an den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être»

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt mer erlaben, direkt am Ufank op verschidden Äusserungen anzegoen, déi am Laf vum gëschtregen Dag gemaach gi sinn. De Problem, deen ech awer hunn, ass: Wéi d'Regierungsparteie jo mat der Oppositioun gedeelt hunn, wat d'Riedezäit ubelaangt, dat ass wéi d'Pissinger mat de Kueben! Sou ass et awer e bësse schwéier, op alles kënnen anzegoen, wat gëschter opgeworf ginn ass.

D'Majoritéitsparteien hunn 372 Minutte Riedezäit an d'Regierung huet der 120. Wann een dat zesummerechent, kënnt een op 492, an d'Oppositioun huet der 293. A wann ech de Modell…

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech ginn dem Här Spautz nach gär eng Stonn derbäi!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wa mer awer dann de Modell huelen…

(Brouhaha)

Ech hat gëschter den Här Bausch héieren - an dat hat mer gefall -, e wier fir d'Trennung vun de Pouvoiren. Haut schéngt dat net méi esou ze sinn.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wéi dann? Ech si just fei mat Iech. Ech wëll Iech vill Riedezäit ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat war anscheinend just gëschter de Fall.

(Interruptions)

Et geet haut lass.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Auer leeft, Här Spautz.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech weess, dass d'Auer leeft.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Auer leeft an Dir hutt nach net…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech weess, dass d'Auer leeft. Et sinn och nach aner Aueren, déi lafen, déi lafe vläicht nach e puer Méint, awer och da leeft d'Auer of.

Ech wëll fir d'Éischt op de Saz agoe vum Sprecher vun der DP vu gëschter, wou e sech mat mir beschäftegt hat, betreffend dass ech jo deen Eenzegen hei am Land wier, deen e Problem hätt mam REVIS, wat och den Här Wirtschaftsminister gesot huet. An ech muss awer do nach eng Kéier verschidde Saachen an Erënnerung ruffen.

Also, dass ech verschidde Problemer hu mam REVIS, dat ass richteg. Dat hunn ech och gesot. Ech hunn hei héieren, ech hätt e Sträitgespréich mat der Madamm Cahen gehat. Ech hat scho mat der Madamm Cahen vill Sträitgespréicher, mä iwwert de REVIS bis elo awer net. Mir haten e gemeinsamen Optrëtt bei enger Radiosemissioun. A mir hunn eng Kéier an der Kommissioun driwwer geschwat, well méi ass nach net an der Chamber iwwert de REVIS geschwat ginn. An deen Dag hunn ech gesot: „Beim REVIS läit den Däiwel am Detail."

Ech kann Iech awer dann nach eng Kéier all déi soen, Här Berger, déi sech geäussert hu beim REVIS, dass se net domat averstane wieren. Et ass ënner anerem eng Gewerkschaft, déi den Här Arndt ganz gutt kennt, déi huet nach eng Kéier drun erënnert, dass se net averstanen ass mam REVIS. Ech muss och soen: Mir haten d'Chance als CSV, mir hunn eis getraff mam OGB-L, mam LCGB, mat der CGFP, mat den Assistant-sociallen, mir hunn eis getraff mat der Caritas, mir hunn eis getraff mat verschiddenen aneren ONGen, déi mam REVIS ze dinn hunn, ier mer eis Remarquë gemaach hunn, well mer soen, dass et ganz wichteg ass, dass den Terrain informéiert ass. Do war et den OGB-L, fir nëmmen deen ze nennen, deen huet och Problemer, Här Berger. Ech liese just vir, wat hiren Nationalpresident gesot huet: „Wat de Reformprojet RMG/REVIS ubelaangt, do muss dat Konzept komplett iwwerschafft ginn." Dat war net ech, dat war den Här Roeltgen, menges Wëssens net Member vun der CSV.

Dann hunn ech nach eppes aneres fonnt - well Der och do nach eng Kéier gefrot hutt - an do war ech awer e bësse paff, awer ganz paff: Do hunn ech näämlech eppes fonnt, wou d'Madamm Taina Bofferding, menges Wëssens och net Member vun der CSV,…

Une voix.- …vun der LSAP!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Also ech muss Iech soen: Wa se awer wëllt kommen, da muss een driwwer diskutéieren.

(Brouhaha et hilarité)

…mä menges Wëssens net Member vun der CSV, an déi huet kritiséiert, dass beim REVIS Verschlechterunge géife kommen an dass Leit kéinte manner hu wéi dat bis elo de Fall war.

Doropshin huet d'Madamm Minister geäntwert, et géif bei deem bleiwen, wat et ass, Regierungsamendementer bei der RMG-Reform géif et net ginn an elo géif een emol ofwaarden, wat de Statsrot géif soen. An dat huet d'Madamm Minister geäntwert de 7. Mäerz op der Antenn vum „100,7".

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- An ech hu gesot, d'Chamber dierft och Amendementer erabréngen, Här Spautz. Da sot och alles!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, wa mir anscheinend also déi Eenzeg sinn, Här Berger, entweder hat Der dat dann net matkritt, dass alleguerten déi do…

(Interruption par M. Eugène Berger)

…an Dir hat soss kee matkritt, da muss ech soen: Da musst Der Iech vläicht déi nächste Kéier besser informéieren, ier Der sot, dass mir déi Eenzeg gewiescht wieren.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn - ech fannen et esou gutt heibannen, mir si jo all frou mateneen, da kann ee roueg „Frënn" heibanne soen -, ech wëll dann och op aner Punkten agoen.

Et ass och hei gesot gi vum Fraktiounschef vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, et géif drëm goen, fir konstruktiv un den Dossier erunzegoen. Mir wëllen als CSV konstruktiv matschaffen. Et ass och nach eng Kéier hei d'Beispill vun der Fleegeversécherung genannt ginn. Och an der Fleegeversécherung wier hie gespaant - ah, elo kënnt den Här Bodry -, wéi dann do d'Oppositiounspartei, d'CSV, sech géif zu där Reform stellen.

Ma ech kann Iech soen, Här Bodry: D'CSV huet konstruktiv an deem Dossier matgeschafft. Den Här Minister ass hei, de President vun där Kommissioun ass hei, a mir hunn nach all Kéiers, wa mer eppes ze soen haten, bei de jeeweilege Punkten dat gesot. An ech hu bis elo fonnt - bis elo! -, et sief dann, dat géif sech nach änneren, dass mer ganz konstruktiv Gespréicher haten, dass mer bei deem engen oder anere Punkt emol eng aner Vue hunn, mä dass et drëm gaangen ass, fir konstruktiv am Interesse vum Land a vun de Leit do virunzekommen.

Mir schéngt et och evident ze sinn, dass mer an där Fleegeversécherung mussen déi Reforme maachen, déi noutwendeg sinn. An dass mer do vläicht am Detail herno déi eng oder déi aner Interpretatiounsschwieregkeeten hunn, do ginn ech dovun aus, dass dat duerchaus kann de Fall sinn. Mä ech mengen, bis elo ass op alle Fall an deem Dossier - esou hunn ech et op alle Fall empfonnt -, weder zwëschen Oppositioun a Majoritéitsparteien… Et ass emol déi eng oder déi aner Divergence de vue, wéi een en Artikel formuléiert, mä fir de Rescht ass dat awer bis elo konstruktiv erofgaangen. An ech ka mer och net virstellen, et sief dann, de Wonsch wier op enger anerer Säit, dass dat sech elo sollt an deenen nächste Wochen oder Méint änneren.

Ech wëll awer soen dozou: Mir haten och eng grouss Diskussioun mam Minister Romain Schneider iwwer ee Beispill, wat och am Fleegesecteur ass. Dat ass näämlech iwwert d'Beispill Beetebuerg; Beetebuerg, en Haus, wat jo ville Leit heibannen aus familiären Ursaachen och bekannt war, wou et jo zu engem Sozialkonflikt sollt kommen, zu Beetebuerg, wou mer och dem Här Schneider duerno gesot hunn, e sollt eis soen, wéi en déi - pardon, wann ech dat Wuert elo soen -, déi Kou vum Äis kritt huet, dass et do net zu engem Sozialkonflikt fir dëse Moment komm ass an dass do d'Sozialpartner zesumme mam Minister sech getraff hunn, fir en Arrangement ze fannen.

Dat Arrangement ass nach net definitiv fonnt. Dat soll jo nach kommen. Mä do muss ech awer soen: Och dat fannen ech e konstruktiven Dialog, deen do gemaach ginn ass tëschent der Majoritéit an der Oppositioun, fir déi Informatiounen ze kréien. An dofir war ech dach awer e bëssen iwwerrascht, wéi et geheescht huet, mir géifen hei all nëmmen destruktiv a guer net konstruktiv matschaffen, fir nëmmen deen dote Volet ze huelen.

Et ass och fir eis wichteg, dass dat am SAS-Kollektivvertrag endlech kënnt. Ech hat d'Chance, selwer derbäi ze si virum Ministère, wéi manifestéiert ginn ass virun annerhallwem Joer, wéi d'Leit do stoungen, wou se hiren Onmut fräie Laf gelooss hunn. Och mir sinn där Meenung, dass et wichteg ass, dee Kollektivvertrag, well dat ass eng Grondviraussetzung, dass mer Rou an dee Secteur kréien, wat d'Personal ubelaangt, e Personal, wat eng exzellent Aarbecht mécht queesch duerch d'Land fir déi Leit an der Fleeg, fir deenen ze hëllefen.

Dofir ass et och fir eis wichteg, dass et do zu engem Accord kënnt. A mir soen: D'Regierung seet jo, si géif sech nach eng Kéier mat de Sozialpartner gesinn an nach eng Kéier soen - et si jo och scho Ministeren, déi sech dozou geäussert hunn, déi direkt näischt mam Dossier ze dinn hunn -, dass d'Regierung géif déi Enveloppe zur Verfügung stellen, fir dass deen Accord kann ëmgesat ginn, fir dass et iwwerhaapt keng Schwieregkeete méi am SAS-Vertrag kënne ginn.

Wann dat esou ass an d'Regierung stellt dat alles zur Verfügung, da verstinn och ech net, deen emol fréier an deem Milieu awer doheem war, wou dann de Problem ass, well normalerweis ass ëmmer d'Gestreits mat der Enveloppe. Wat ass d'Ëmsetzung? D'Regierung seet: „D'Enveloppe ass do, et ass iwwerhaapt kee Problem, fir déi Ëmsetzung ze maachen."

Da géif ech d'Regierung nach eng Kéier opfuerderen, d'Sozialpartner ze ruffen an nach eng Kéier ganz haart drun ze erënneren, dass d'Enveloppe bereet ass vun der Regierung fir dee leschten Accord salarial, an deen allerleschten, deen ass jo nach net an deenen Diskussiounen do mat dran, fir dass do guer kee Problem ass, fir am SAS-Kollektivvertrag déi Saachen ze maachen, well et ass wichteg, dass mer an deem Secteur Rou kréien, well vill Leit sech Gedanken driwwer maachen: Wat geschitt am Fleegesecteur? Wéi ass et mat der Fleeg? An dofir wier dat eng ganz gutt Saach. An ech kann do just soen, och do si mir der Meenung, dass dat misst kommen an dass mer et och misste fäerdegbréngen, deen Dossier vum Äis ze kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sidd Der d'accord, dass de Minister Kersch eng Fro stellt?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann dat net op meng Zäit, mä op seng Zäit geet, dann ass et gutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Spautz, hunn ech Iech elo richteg verstanen, dass Der der Meenung sidd, dass d'Regierung sech sollt an d'Tariffautonomie zu dësem Moment aklénken? Oder sidd Der der Meenung, dass dat doten eng Saach ass, déi tëschent de Sozialpartner muss ausgehandelt ginn?

A wann ech Iech richteg verstanen hunn, sidd Der der Meenung, dass der Regierung hir Aarbecht gemaach gëtt, andeem dass se déi finanziell Mëttelen zur Verfügung stellt, fir dass et kann zu engem Accord kommen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci fir déi Fro, Här Kersch. Wann ech mech da schlecht ausgedréckt hat, kann ech dat dann elo nach eng Kéier an Erënnerung ruffen: An der Tariffautonomie ass et ëmmer üüblech, dass déi zwee Partner sech un den Dësch setzen, an dat ass an dësem Fall d'Patronat an d'Salariat.

Mä et ass awer e Saz hannendrun: Wann en Drëtten alles soll bezuelen, da muss een deen Drëtten awer och op d'mannst informéieren a vun deem Drëtten den „go" hunn, well grad an der Fleegeversécherung a grad an der Ëmsetzung vum SAS oder dem Kollektivvertrag vun der Entente des hôpitaux ass et jo awer en Drëtten, d'Keess, eng Kéier déi eng Keess, eng Kéier déi aner Keess, déi d'Fraisen iwwerhëlt. Dann ass et awer och un deenen, eng Kéier ganz kloer zum Ausdrock ze bréngen, dass kee Problem ass an dass d'Finanzen dozou do sinn. Et ass dat, wat ech wëll soen.

D'Enveloppe kann d'Regierung definéieren als deen drëtte Partner. Wéi si d'Enveloppe opdeelen, dat muss een de Sozialpartner iwwerloossen. Awer d'Enveloppe, d'Definitioun vun der Enveloppe, dat ass awer ganz kloer, dass déi muss komme säitens der Regierung an dass d'Regierung muss soen, wa kee Problem ass, fir déi zwee Accorden ëmzesetzen, da misst… De Premierminister ka jo herno nach eng Kéier soen, do wier iwwerhaapt kee Problem, wann e seng Schlussdeklaratioun mécht, dat nach eng Kéier bekräftegen, wat da jo scho vun deenen aneren Häre gemaach ginn ass. Well wann et esou e minimale Problem ass, majo dann, mengen ech, wier jo dee Problem ganz séier geléist.

Ech wëll dann op en anert Beispill agoen. Dat ass, wa mer schwätzen nach vum Sozialen, dat ass dann dat vun de Pensiounen. Den Här Bodry hat mech dat gëschter gefrot. Ech sinn och frou, dass hien dann där Emissioun nogelauschtert hat, wou ech dat expriméiert hunn, dass et fir eis wichteg ass, souwuel d'Pensioune wéi och d'Aarbechtszäitorganisatioun als ee Volet ze kucken.

Well wa mer schwätzen, mir géife gären eng nei Aarbechtszäitorganisatioun maachen, wou ech jo deelweis och héieren hunn, dass an der Familljeministesch hirer an och dem Premierminister senger Ried virgëschter - nee gëschter, déi e gëschter gehalen huet, mä déi virgëschter doloung - dat jo och drasteet, dass mer mussen aner Aarbechtszäitmodeller maachen, wa mer iwwer Aarbechtszäitmodeller schwätzen, do hänkt jo ëmmer hannendrun: Wéi ass ee sozialverséchert? Wéi ass ee krankeverséchert? Wéi ass ee pensiounsverséchert?

Wann Der de Moment zwee Méint net schaffe gitt, da kommen an deenen zwee Méint an der Pensioun déi 64 Stonnen net zesummen an da kënnt wärend deenen zwee Méint näischt an de Fong vun de Pensiounen. An et ass dofir, wou mer soen, dass mer mussen nei Weeër goen, well fir näämlech an engem Mount sozialverséchert ze sinn an de Pensiounen, muss ee 64 Stonnen an deem Mount geschafft hunn, soss bass de dee Mount an der Pensiounskeess net verséchert.

A wa mer schwätzen iwwer aner Aarbechtszäitorganisatioun, wa mer gären eng aner Aarbechtszäitorganisatioun maachen, wou mer soen: Mir maache méi Flexibilitéit, du kanns zwee, dräi Méint näischt schaffen - also net näischt schaffen, mä net enger remuneréierter Aarbecht nogoen - an du kanns dofir an anere Méint vum Joer vill méi schaffen, da musse mer et awer och pensiounstechnesch fäerdegbréngen, dass mer déi Méint ofrechnen. Well wann déi Leit näämlech soss soen: „Mir sinn nëmmen aacht Méint verséchert gewiescht", feelt hinnen dat herno zum Schluss vun hirer Carrière.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Et ass een Deel, et ass een Deel vun de Reformen, déi ee muss maachen. An, Här Bodry, e Mann mat Ärer politescher Erfahrung: säit 1984 hei am Parlament, zéng Joer an der Regierung, zéng Joer als Buergermeeschter, wësst Der, wann Der gären…

(Interruption par M. Alex Bodry et hilarité générale)

Dat seet de Wieler. Dat kucke mer. Dat seet de Wieler! Ech wënschen Iech et!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Do si mer am selwechte Boot, Här Spautz!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wënschen Iech et. Ech wënschen Iech et, Här Bodry! Mä do ass et awer ganz kloer: Wann Der gären eng aner Reform maacht an de Pensiounen - an Dir hutt jo eng, ech mengen, do waart Der just kuerz heibannen, Dir hutt jo schonn déi éischt Pensiounsreform, déi gemaach ginn ass, wat eng ganz grouss Pensiounsreform war, matgemaach -, wann Der do keng Rou hutt an der Gesellschaft a wann do sech vill Froe gestallt ginn: „Wat bedeit dat? Kréien ech manner oder kréien ech méi?", dann ass et vläicht besser ze soen - an dat ass dat, wat ech gesot hunn, an dozou stinn ech -: Fir déi Leit, déi bis elo an dem Versécherungssystem sinn, dee mer kennen, bleift et integral, wéi et ass. An da muss een driwwer nodenken, wat een aneschters mécht!

Domadder hunn ech net déi 65 Joer…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Da lauschtert! Loosst mech schwätzen, wann ech gelift!

Domadder hunn ech net déi 65 Joer a Fro gestallt, déi den Här Schneider och nach eng Kéier op enger Konferenz gesot huet, déi 65 Joer, wat nach ëmmer de legale Pensiounsalter hei am Land ass. Domadder hunn ech net a Fro gestallt…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Äre Fraktiounspresident awer!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …de Prinzip vun de Versécherungen: een Drëttel Patron, een Drëttel Salariéen an een Drëttel de Stat.

Ech ka mech net erënneren, Här Bodry - op alle Fall, ech hunn dat nach eng Kéier gëschter nogelauschtert, Dir kënnt et och nach eng Kéier nolauschteren -, dass ech dee Prinzip mat deenen dräi Drëttel - een Drëttel, een Drëttel, een Drëttel - an de Pensiounsalter vu 65 Joer a Fro gestallt hätt! Et ass no 36 Minutten a 15 Sekonnen, Dir kënnt d'Band nach eng Kéier nolauschteren, wou Der mech do zitéiert hutt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Da lauschtert emol Äre Fraktiounspresident a sengem éischten „Background"!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do muss ech Iech ganz kloer soen: Den Här Bodry hat mat mir eng Diskussioun gëschter, en huet mech gëschter gefrot, wat ech domadder gemengt hätt. Ech hunn em et domadder…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo e ganz neie Pensiounssystem…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …ganz anere Regelen, däitlech!

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hunn ech gesot, mir géifen…? Ech hu gesot, mir sollen iwwer en anere Pensiounssystem nodenken…

Une voix.- Mir lauschteren em no, mir versti just net, wat e seet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …a mir sollen elo domat ufänken a mir sollen net waarde bis 2023! An et ass elo net méi 2023, de Minister huet gëschter gesot, mir wieren elo bei 2026 ukomm, bis dem Här Mars Di Bartolomeo seng Parametere vun der Reform géife gräifen.

Mä kommt, mir schwätzen elo driwwer! An net mir heibannen alleng, mä d'Sozialpartner! Dir hutt eis jo gesot, de Sozialdialog géif erëm esou gutt fonctionnéieren…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä wat hate mer dann eréischt viru véier, fënnef Joer?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Gitt mer eng Chance, wann ech gelift, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Gitt där Reform och eng Chance!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei, wann ech gelift! Wann ech gelift, lauschtert no! Den Här Spautz ass amgaangen ze erklären, wat hie sech ënnert der…

(Interruption par M. Alex Bodry)

Da frot Der Iech zumindest d'Wuert, Här Bodry!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Do ass et awer ganz kloer,…

(Interruption par M. Alex Bodry)

…de Wirtschafts-…

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An enger vun deene leschte Presidentekonferenzen hu mer driwwer diskutéiert, dass ech net dauernd soll d'Deputéiert zréckruffen, wa se sech…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Eng Kéier wär vläicht net schlecht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da rufft mech zréck, da braucht Der net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, fuert elo virun! Loosst Iech net oflenken!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da wollt ech soen, vu dass de Sozialdialog jo erëm esou gutt fonctionnéiert a mer hei am Land jo bei esou grousse Projeten emol an der Zäit eng Tugend haten, och wou doiwwer Leit souzen, wéi se nach net op der Regierungsbänk souzen, sief et op der Majoritéits- oder Oppositiounsbänk oder als Fraktiounssekretären, do hate mer eng Coutume, an dat war de Wirtschafts- a Sozialrot, dee Wirtschafts- a Sozialrot, dee sech jo zesummesetzt aus de Sozialpartner, wou och Regierungsvertrieder dobäi sinn, wou een am Virfeld vu gréissere Sujeten, gréissere Projeten dee ka chargéieren an em soen, fir do emol eng

Etüd ze maachen. Well eng Pensiounsreform géint d'Patronat a géint d'Gewerkschaften ass net duerchzesetzen! Mä dass een elo déi Diskussioune féiert an net waart, bis déi Parameteren och deklinéiert ginn, déi mer eis alleguerte selwer zesumme gesat hunn, dass mer elo déi Diskussiounen ufänken an dass mer elo derfir suergen, dass mer dann d'Léisungen um Dësch hunn, wann de Clignotant ugeet, fir dann direkt kënnen ze äntwerten an net eréischt dann unzefänken, am Dialog ze diskutéieren - dat ass de Punkt!

Ech wollt awer och soen, mä do ginn ech net am Detail drop an: Och am Spidolsplang kéint ee vill soen, mä mat där Riedezäit, déi mer hunn, ass dat mer net méiglech.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, mir hunn awer nach Kolleegen, déi kommen hannendrun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Minister huet ze laang geschwat!

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bodry, Dir musst lech d'Wuert froe beim President.

(Hilarité et interruption par M. Eugène Berger)

Oh, Här Berger, da géif et mir jo bal goe wéi lech. Da géif et mir jo bal goe wéi lech!

Da wëll ech nach…

(Interruption par M. Eugène Berger)

Da wëll ech nach op aner Punkten agoen, déi mer gefeelt hunn a wou gëschter och näischt dozou gesot ginn ass, wou ech awer gär géif preziséieren: Dat ass och dat, wat d'Flüchtlingspolitik ubelaangt.

Ech mengen, mir missten och eng Diskussioun féieren iwwert d'Flüchtlingspolitik, wou et wichteg ass, dass mer eis jo alleguerten eens sinn, dass mer deene Leit mussen hëllefen, déi aus Krichsgebidder kommen, an dass et och wichteg ass, do Léisungen ze fannen. Mä et sinn ëmmer méi Leit, wat jo och gutt ass, déi de Statut zouerkannt kréien, wou mer et awer net fäerdegbréngen, déi aus de Strukturen erauszekréien, déi vum Familljeministère normalerweis mat engem Partner zesumme geréiert ginn, wou et net méiglech ass, déi Leit do erauszekréien, wat dann och heiansdo kann - ech betounen „kann", net muss - zu Spannunge féieren, well deen een den RMG schonn huet, deen aneren huet nach näischt, an deen ee gëtt nach betreit vun deenen zoustännege Stellen an deen aneren net. Do ass et och wichteg, dass mer alles géifen drusetzen, fir déi Leit erauszekréien aus deene Strukturen.

An ech géif do nach eng Kéier eppes maachen, wat ech schonn eng Kéier gesot hunn: dass mer do géifen en Appell maachen, dass een et do misst fäerdegbréngen, fir déi Leit, déi da schonn den definitive Statut hunn, dass se däerfen hei am Land bleiwen, dass mer eis do fir e Verdeelungsschlëssel géifen eens ginn zwëschen de Gemengen, well et näämlech wichteg ass! Dat si keng 800 beieneen, mä wann do all Uertschaft een, zwee oder dräi Haiser hëlt an zur Verfügung stellt, fir déi Leit ënnerdaach ze bréngen, sinn dat keng grouss Strukturen, a gläichzäiteg brénge mer et fäerdeg, déi Plaze fräi ze maache fir déi, déi nach an der Prozedur sinn. An déi Leit, déi sëtzen do - an do sëtzen der plazeweis iwwer ee Joer, dass se schonn de Statut hunn - a si kommen einfach net eraus. An dat féiert jo och zu deene Spannungen an deenen Haiser, soudass ech do géif en Appell maachen.

Ech hat et schonn eng Kéier gesot och an der Debatt iwwert d'Flüchtlingen, déi mer heibanne gefouert hunn, dass mer do géife soen, mir sollen eis e Schlëssel ginn, wéi mer opdeele fir déi Leit alleguerten, déi de Statut hunn, dass mer do géife kucken an de Gemengen, mat de Gemengen zesumme selbstverständlech, fir dann am Prorata vun de Gemengen dat opzedeelen, well dat nëmmen de Wee ass, dass mer et och fäerdegbréngen, déi Spannungen erauszekréien, déi heiansdo a verschiddenen där Foyere sinn, well där enger an där anerer beienee sinn, déi definitiv agestallt sinn oder net.

Ech wëll dann och nach eppes Leschtes soen…

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Spautz, Dir wësst jo awer schonn, dass d'Madamm Jacobs eng Fro un de Statsrot gestallt hat, ob een déi Fro do vun der Verdeelung iwwer e Schlëssel kéint hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen oder net. An Dir wësst och, wat de Statsrot der Madamm Jacobs op déi Fro geäntwert huet, näämlech, dass dat ganz schwéier méiglech ass.

Ech begréissen awer Äre concilianten Toun an deem doten Dossier, och déi Ausso, wou Der gesot hutt, dass mer dat doten nëmme kënne gemeinsam léisen. An ech sinn och frou, dass d'CSV sech dem Opruff vun der Regierung ugeschloss huet, dass all Gemengen hei mussen en Effort maachen. Dofir an deem Sënn e Merci. Mä de Verdeelungsschlëssel ass net esou einfach ze realiséieren. Et ass eng gutt Iddi, mä si ass net politesch einfach ze realiséieren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här Kersch. Dat war mer och bewosst. Mir si jo elo schonn an aneren Dossieren, wou mer soen: „Mir huelen den éischte Vott an da kréie mer den zweete Vott net, da musse mer den zweete Vott no dräi Méint maachen", an engem Dossier, deen Iech jo gutt bekannt ass. D'Méiglechkeet besteet jo awer och, wann de politesche Wëllen do ass, och emol eng Kéier dann ze soen zum Statsrot: „Et ass ganz gutt gemengt", mä et kann ee sech awer driwwer ewechsetzen, fir et elo emol da méi pejorativ ze soen.

(Interruptions)

Da wollt ech awer nach eng lescht Remarque maachen, dat ass déi: Gëschter huet d'Europäesch Kommissioun de Sozialpakt virgestallt. An ech wollt do en Appell maachen - ech hunn haut de Moie schonn d'Kommentare vum Här Aarbechtsminister gelies -, mä dass et vläicht net schlecht wier, wa mer eng Debatt géifen an der Chamber doriwwer féieren, oder ob do vun der Regierung geplangt ass, dat fir d'Éischt a Chamberskommissiounen ze maachen. Mä et wier wichteg, dass mer dat Thema vum sozialen Europa, wat awer beim Imageschued, deen Europa huet, vläicht kann dozou bäidroen, dass den Imageschued manner grouss ass, dass mer och do eng Debatt, sief et hei an der Chamber, sief et och nach, wann et erwënscht ass, fir d'Éischt virbereet an enger Kommissioun, duerno en Debat heibanne féieren, wéi et soll mat de Sozialschlëssele virugoen.

An elo ginn ech ganz rose gekuckt vu mengem Kolleeg, deem ech d'Riedezäit elo erëm ferm diminuéiert hunn. An dofir géif ech nach eng Kéier Merci soen an en Appell maachen, dass mer awer wierklech nodenken iwwert d'Riedezäit beim Débat sur l'état de la nation - ech weess, wéi dat geet mat de Modeller -, mä ob mer bei esou Saachen do net nach verschidden Ännerunge misste maachen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. Ech wollt just vläicht op déi lescht Suggestioun hin, déi den Här Spautz gemaach huet, Iech informéieren, dass mer de Moie schonn d'Initiativ geholl hu bei der Maison de l'Europe, fir d'Madamm Thyssen, déi zoustänneg Kommissärin, an d'Chamber ze invitéieren, fir dee Programm vun der Kommissioun virzestellen. Well d'Kommissioun jo de Kontakt mat de Parlamenter sicht, mengen ech, wär dat eng sënnvoll Initiativ. Ech hunn och an deem Sënn mam Aarbechtsminister geschwat, fir dass mer deen Echange hei kënne kréien.

Merci.

Voilà, dann huet d'Wuert elo direkt deen zweeten ageschriwwene Riedner: den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht eng allgemeng Remarque, ier ech zu mengen zwee Sujete kommen, déi ech nach wéilt méi breet diskutéieren, näämlech d'Aarbechtsbedéngungen an der Digitaliséierung an de Logement.

De Premier huet et gesot: Lëtzebuerg ass en attraktiivt Land. An ech loosse mer déi Meenung, déi ech och deelen, net hei futtimaachen, weder vu Commentairen, déi een an de soziale Medien, nach vu Commentairen, déi ee bei verschiddene Mediegesellschafte ka liesen, wou ee mengt, wann een dat liest, dass déi Leit an engem anere Land wunne wéi dat Land, wou ech dra wunnen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Et kritt een heiansdo d'Impressioun, dass hei an dësem Land wierklech alles, alles schlecht wär, dass et hei iwwerhaapt näischt Guddes méi géif ginn an dass een hei géif liewe wéi an engem Drëttweltstat. Ech fannen, dat ass absolutt net de Fall. A wann een e bësse ronderëm kucke geet an e bësse ronderëm lauschtere geet an déi aner Länner, da gi mir als e ganz gutt an e ganz attraktiivt Land, als e Land, an deem et sech gutt liewe léisst, ugesinn. An ech fannen dat och gutt esou.

Ech wär och frou, wa mer hei an dësem Plenum géifen ophale mat der Schwaarzmolerei a mat deenen Diskussiounen, fir alles hei schlechtzerieden.

Jo, et kann een hei och kritiséieren. Dat dierf een. Dat ass och d'Recht a souguer d'Flicht vun enger Oppositioun. Mä et soll een awer och dat soen, wat awer och richteg ass. Et soll een awer och soen, dass, wann et eis hei gutt geet… An ech muss och soen: All Respekt fir den Här Wiseler, deen huet dat och e puermol gesot, dass et an eisem Land och gutt Saache gëtt, dass et eis och gutt geet! Et soll een dat awer, mengen ech, och ervirhiewen, dass et an eisem Land wierklech sech gutt…

(Interruption)

…liewe léisst an dass et hei net d'Diskussioun, ob d'Glas hallef voll oder hallef eidel ass, mä d'Glas ass dräi Véierels voll an ee Véierels kéint een nach besser maachen. Domat ginn ech lech alleguerte ganz gär recht. Dee Véierels, deen, mengen ech, gëtt och probéiert esou vill wéi méiglech (veuillez lire: ze verbesseren), duerch all déi Initiativen, déi d'Regierung hëlt an déi och vun der Majoritéit ënnerstëtzt ginn. Mä kommt, mir halen dach op mat där Schwaarzmolerei!

„Die Geister, die ich rief", wëll ech just dobäi ernimmen. Déi, déi déi Schwaarzmolerei hei ëmmer matdroen an och mat ënnerstëtzen, déi si bei all Majoritéit do, ech wëll Iech dat just soen, egal wéi eng Säit dass d'Politik hei mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu menge richtegen Themen: Liewen, fir ze schaffen, oder schaffen, fir ze liewen? Fir mech ass et kloer, dass et éischter an d'Tendenz muss goen: Ech schaffen, fir ze liewen. Well d'Zil vun engem sengem Liewe kann net sinn, nëmme mussen ze schaffen.

D'Tendenz geet och kloer an der leschter Zäit, an och scho virdrun, op Aarbechtszäitverkierzungen, fir dass d'Leit manner schaffen a méi Fräizäit hunn. Dat ass eng logesch Fuerderung. A wann ee gesäit, dass d'Produktivitéit an d'Luucht geet, ass et och wichteg, dass een en contrepartie d'Bedierfnis muss stëllen, fir och do méi Liewensqualitéit ze assuréieren.

D'Gläichgewiicht tëschent dem Beruff an dem Privatliewe spillt och ëmmer méi eng grouss Roll. An duerch d'Globaliséierung hunn d'Ufuerderungen un d'Entreprisë sech geännert. Déi musse kuerzfristeg méi séier a méi performant reagéieren op Demanden. Do ass eng méi grouss Reaktivitéit gefrot an och méi eng grouss Flexibiliséierung. An déi Flexibiliséierung, déi däerf net nëmmen an eng Richtung goen, an dat huet d'Regierung an deene leschte Gesetzer, déi dorëms sech gehandelt hunn, och ganz kloer gesot an och ganz kloer gemaach.

D'Digitaliséierung, déi kann natierlech mat sech bréngen, dass Aarbecht a Fräizäit net ëmmer méi kloer ze trenne sinn, well d'Grenze verwëschen hei. Computer a Smartphone maachen, dass ee praktesch ëmmer an iwwerall erreechbar ass. An d'Bestriewunge vun der LSAP, déi ginn an déi Richtung, dass déi Entwécklung vun der Digitalisatioun a vun der Robotisatioun muss begleet ginn. Si ass kaum méi opzehalen an duerfir musse mer suergen, dass d'Rechter vun de Salariéen, hiert Privatliewen, hir sozial Ofsécherung garantéiert ginn a mat dëser Entwécklung Schrëtt halen. Déi Rechter mussen dann och ugepasst ginn, jee nodeem wéi sech déi Digitaliséierung dann och entwéckelt.

An ech si frou, dass de Premier gesot huet: „Mir wëllen net passiv nokucken an dësem Domän, mä matgestalten, fir dass mir eis Zukunft an eisen Hänn hunn." Dat ass absolutt genau a ganz richteg. An duerfir kann ech do der Regierung och nëmme felicitéieren.

Op där enger Säit hu mer e Spannungsfeld tëschent techneschem a wirtschaftlechem Fortschrëtt an op där anerer Säit hu mer d'Aarbechtskonditiounen. D'Digitaliséierung ass also Chance a Risiko gläichzäiteg. Wichteg ass, dass mer dee Prozess, dee längst ugefaangen huet, richteg begleeden. D'Regierung an d'Sozialpartner musse sech zesummendinn an zesumme kucken, wat d'Erausfuerderunge sinn, a sech dann ebe Strategië gi fir eben d'Virbereedung op déi Weiderentwécklung an d'Begleedung vun dëser Entwécklung.

D'Globaliséierung an d'Digitaliséierung, dat ass jo kee Selbstzweck. Et dierf op alle Fall net reng au service vun der Ekonomie sinn a muss au service vun de Salariéen, de Familljen an dem Gemengwuel sinn. Manner schaffen an net manner verdéngen, manner schaffen zum selwechte Salaire, dat ass d'Chance, déi mer hei kréien. An déi Chance solle mer och nëtzen. Déi sozial Facteuren, déi muss een natierlech hei onbedéngt berücksichtegen. An et kann ee sech bal net virstellen: manner schaffen a grad datselwecht verdéngen. Dat kléngt vläicht fir deen een oder deen aneren e bësse komesch, et kann ee sech dat net richteg virstellen - das ist aber so.

Ech si frou, dass d'Regierung dee Prozess do ugefaangen huet an deen och wëllt mat begleeden.

Kloer ass, dass d'Digitaliséierung d'Aarbechtswelt weider wäert veränneren. Eng ganz Partie Aarbechtsplaze wäerten ewechfalen. Et wäerten awer eng ganz Partie neier entstoen. An do mussen d'Schoul an eise Schoulsystem deem Rechnung droen an déi néideg Kompetenze méi staark an de Vierdergrond stellen. Eng Section I, wéi vum Premier hei gesot ginn ass, dass se géif kommen, ass u sech e richtege Wee, kënnt vläicht e puer Joer ze spéit, mä ëmmerhi kënnt se elo. An dës Regierung huet déi Initiativ geholl, fir dat ze maachen. Dat ass och gutt.

D'Fro ass awer, ob eise Schoul- an eisen Educatiounssystem, eis Enseignanten an eis Educateuren op déi nei Erausfuerderung och esou preparéiert sinn, wéi se dat misste sinn. Si se sech däers bewosst, wat do alles op se duerkënnt? Dat ass à voir. An et ass och, fir do déi Leit da richteg ze encadréieren an och d'Weiderbildung op deem Punkt do ze erméiglechen. D'Weiderbildung an e liewelaangt Léieren, déi spillen eng essenziell Roll. All Beruffsbiller musse sech bestänneg virunentwéckelen. Déi schaffend Leit mussen d'Méiglechkeet kréien, sech un déi nei Entwécklung unzepassen.

Et ass net méi esou, dass een, wéi dat fréier war, an d'Schoul gaangen ass an duerno 40 Joer a sengem Beruff geschafft huet, ouni eng Weiderbildung ze maachen. Dat geet haut net méi. An dat wäert an Zukunft och ëmmer manner goen, wou d'Delaien tëschent der Formatioun an der Weiderbildung ëmmer méi kuerz wäerte musse ginn, well d'Entwécklung ëmmer méi séier ass. Duerfir mussen och d'Enseignanten oder déi, déi eben eppes enseignéieren, sech och do upassen.

Berodung, Begleedung, Weiderbildung, Ëmschoulung, och dat sinn alles Saachen, déi ëmmer, ëmmer méi wichteg ginn.

Do kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob een net misst sech Gedanke maachen iwwert d'Aféierung vun engem allgemenge Recht op Weiderbildung, op Berodung. Misst dat net gesetzlech verankert ginn? Et gëtt do verschidde gesetzlech Mesuren, mä en allgemengt Recht op Weiderbildung gëtt et net. An dat kéint een an engem Compte Formation continue am Laf vu senger Carrière dann och esou festhalen.

Ganz besonnesch am A muss een dann déi sozial Aspekter halen am Kader vun der Digitaliséierung. D'Aarbecht fonctionnéiert haut schonn net méi esou wéi nach virun enger Rei vu Joren. A mat der Digitaliséierung wäert se an engem aneren Aarbechtsverhältnis oflafen.

Eng vun deene Konklusioune vun der Digitaliséierung kéint sinn, dass et méi Selbstständegkeet kéint ginn. An et muss een duerfir awer oppassen, dass mer net an eng Scheinselbstständegkeet kommen. D'Konditioune vun der Selbstständegkeet mussen deemno verbessert ginn, mussen eng besser sozial Ofsécherung fir déi Leit schafen an och méi Rechter schafen. Mir mussen awer oppassen, dass mer do net op de Wee gi vun engem Opweeche vum Aarbechtsrecht. Dat gëtt eng Gratwanderung, déi ee muss gutt hikréien, ëmmer wann ee sech d'Recht vun de Salariéen an de Vierdergrond muss stellen.

D'Fro vun enger Tax op Robotere muss och duerfir gestallt ginn. An do huet d'Mady Delvaux jo och en exzellente Rapport gemaach. Et ass och eiser Meenung no richteg, dass een net d'Aarbecht nëmme vun de Salariéë muss besteieren. Mat de Suen, déi een also bei der Taxe robots kéint mat eranhuelen, kéint een zum Beispill weider d'Weiderbildung an d'Ëmschoulung finanzéieren.

An ech wéilt och ganz kuerz op dat, wat den Här Spautz gesot huet, op deen europäesche Volet agoen, op dat, wat gëschter virgestallt ginn ass vun de soziale Pilieren. Ech kann och nëmme fir d'Initiativ felicitéieren, dass mer d'Madamm Thyssen wäerten heihinnerruffen, fir iwwert déi sozial Pilieren hei kënnen ze diskutéieren an dann och am Parlament doriwwer da kënnen ze schwätzen.

Mäin zweeten Thema, dat ass de Logement. Eise Succès vun eisem Land ass och en Deel vun eisem gréisste Problem, näämlech dem Wunnengsbau an de Wunnengspräisser, an dat besonnesch fir déi kleng an déi mëttel Revenuen. Den Emploi, dee geet an d'Luucht. All Joer kommen 10.000 Leit méi an eist Land wunnen. Alleng an de leschte sechs Joer waren et 74.000 Leit. Dat mécht, dass d'Demande vu Wunnenge klëmmt an dass d'Offer leider awer net nokënnt. Den Nachholbedarf ass do enorm grouss.

Ech wëll och heimadder soen, dass dat net e Phenomeen ass, deen eréischt säit 2013 esou de Fall ass, mä dass mer schonn eng Progressioun vu 14,3% haten an de Joren 1991 bis 2001. Do hate mer eng Progressioun vu 14,3%. Mir haten eng Progressioun vun 2001 op 2011 vu 16,6%. A vun 2011 bis 2017 elo hu mer eng Progressioun vu 15,2%. Et ass also

kee Phenomeen, deen eréischt mat där neier Regierung opgetaucht wär, mä et ass e Phenomeen, dee scho säit 20, 30 Joer an dësem Land ass. An déi Evolutioun, déi ass leider net richteg gedeit ginn, an elo musse mer der Entwécklung hannendrulafen. Dës Regierung probéiert, dat esou gutt ze maachen, wéi et méiglech ass. Mä den Alex Bodry huet et gesot: Mir hunn hei keng Patentléisung, fir der Problematik vum Wunnengsbau entgéintzewierken. An et muss een de Leit do och d'Wourecht soen.

An all zesumme misste mer iwwert déi Proposen, déi den Alex Bodry gëschter gemaach huet, hei nodenken: iwwert d'Loyersbrems, iwwert d'Präisbrems vun den Terrainen, fir d'Spekulatioun ze ënnerbannen, an awer och fir Sanktiounen ze schafen, déi vläicht wéidinn, déi vläicht net esou populär sinn, déi awer sécherlech hir Wierkung hätten. An hei muss ee jo och net d'Partikularinteressen an de Vierdergrond stellen, mä d'Allgemengwuel. Dat ass d'Roll vun dësem Haus an et ass och d'Roll vun der Regierung.

Méi radikal Mesurë géife wahrscheinlech méi Resultater bréngen. Mä kréie mer hei an dësem Haus e Konsens? Déi Fro, déi muss awer emol nach gestallt ginn. Mir mussen näämlech an eise Käpp da verschidden Hiewelen ëmleeën, fir dass mer nei Weeër kënne goen an dësem Domän.

U sech misst d'Diskussioun iwwert de Logement sech mat eisem Liewensstil befaassen. Lëtzebuerg ass e Land vun Eegentumsbesëtzer. Op 75% vun eisem Bauland - op 75% vun eisem Bauland! - stinn Eefamilljenhaiser mat enger Moyenne vu 5,6 Ar den Terrain. An der Moyenne huet e Stot 52 m^2 pro Persoun zu senger Dispositioun. Eis Gewunnechten, eis Virstellunge vum Wunnen hu sech an deene leschte Joren op ëmmer méi grouss an ëmmer manner zesummen entwéckelt. Dës Entwécklung muss een och kënnen a Fro stellen.

Misst een net aner Wunnformen ënnerstëtzen, déi d'Zesummeliewe méi förderen, wéi Wunngemeinschafte fir jonk Leit, mä och fir Leit, déi am Alter sinn? Den Alex Bodry huet do eng Question élargie am Dezember 2016 gestallt. An de Minister Hansen hat am Januar gesot, si géifen och kucken, ob mer dat Gesetz vun der Locatioun vun 2006 net kéinte punktuell veränneren, wat d'Colocatioun ugeet. An ech wär och frou, wa mer déi Aarbechten eng Kéier zur Konklusioun hei am Parlament kréichen.

Misst een net och Promotioun maache fir Leit, déi alleng oder zu zwee an engem Haus wunnen, dat hinnen, wéi si selwer soen, vill ze vill grouss ass, fir deenen eng Méiglechkeet ze ginn, eng nei Wunneng ze kafen, an dat vläicht iwwer steierlech Mesuren oder d'Reduktioun beim Enregistrement beim Kaf vun enger Zweetwunneng, a soumadder neie Wunnraum schafe fir Leit, déi zu méi an engem Stot sinn?

Ausserdeem si mer der Meenung, dass d'Subvention loyer nach net dee gewinnten (veuillez lire: gewënschten) Erfolleg huet, dee mer eis virgestallt hunn. Et misst een éischtens, menge mer, méi Promotioun maachen, an zweetens och - an dat ass mengen ech dat méi Wichtegt an ech géif dat och dem Här Hansen gär mat op de Wee ginn - d'Berechnungsmethodologie vun der Subvention loyer nach eng Kéier iwwerkucken, fir dass och méi Leit a virun allem déi richteg Leit, déi, fir déi dës Mesure geduecht ass, kënnen dovunner profitéieren.

Den Alex Bodry huet och nach gesot, de Pacte Logement dierft net nëmmen eng finanziell Mesure sinn, mä dat misst e richtege Pakt tëschent der Gemeng an dem Stat sinn, fir dat richtegt Bauland ze erschléissen. Dat, wat Sënn mécht: dat, wat Sënn mécht no der Landesplanung, an dat, wat Sënn mécht an Hisiicht op eng reell Dezentralisatioun.

Den Droit de superficie, d'Emphyteose, och dat si Weeër, déi misste méi promouvéiert ginn, virun allem, fir d'Spekulatioun op den Terrain esou vill wéi méiglech ewechzehuelen. An do bräichten d'Gemengen dann awer och méi Moyenen, fir kënnen op dee Wee do ze goen.

Soulaang de Logement 30% bis 50% an heiansdo, wéi bei deene klenge Revenuen, nach méi Prozent vum Loun ewechhëlt, bleiwen an dësem Land vill aner Diskussiounen ëmsoss, well d'Wunnen einfach ee vill ze vill predominante Facteur an eng vill ze vill predominant Preoccupatioun fir eis Bierger ass a vill ze vill vum Revenu doranner verluer geet. Do ass wierklech menger Meenung no ee vun deene gréissten Hiewelen, déi mer musse bewegen, fir dass et an dësem Land e ganzt Stéck besser geet, fir hei ze wunnen.

Ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles *(DP).*- Merci villmools, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, egal ob ekonomesch Erausfuerderungen ewéi d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, d'Digitalisatioun oder gesellschaftlech Erausfuerderungen ewéi d'Integratiounsaarbecht oder d'Bekämpfung vum Jugendchômage, eis Schoule spillen iwwerall, an alle Beräicher eng wichteg Roll. Et ass oft an der Schoul, wou d'Kanner eng éischte Kéier openeentreffen, wou si zesumme spillen, sech austauschen, mateneen a vunenee léieren. Et ass an der Schoul, wou si Interesse fir sech entdecken an déi och verdéiwe wëllen. Et ass och do, wou si sech duerch eng Ausbildung op d'Aarbechtswelt an domat op hir berufflech Zukunft virbereeden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Schoulpopulatioun huet sech an deene leschte Jore staark verännert. Eise Schoulhaff gläicht kaum méi deem vu fréier, op deem nach bal all Kand scho vun doheem aus Lëtzebuergesch konnt. Dat stellt natierlech net nëmmen immens Usprëch un eis Schoul, mä virun allem och un eis Enseignanten, déi et musse fäerdegbréngen, Kanner mat ganz verschiddene Kulturen an Hierkonften zesummenzebréngen an an eis Gesellschaft ze integréieren.

Jo, eis Schoule si méi heterogen ginn a si soumat e Spigelbild vun eiser Gesellschaft. De Premierminister huet et ugeschwat: Haut sinn et praktesch d'Halschent vun de Kanner, déi e Migratiounshannergrond hunn, 2003 war dëst just en Drëttel. Dat ass keen neie Constat, d'Fro ass vill méi, wéi mer dorop reagéieren. Maache mer zwee Aen zou a fueren esou weider wéi bis elo? Oder probéiere mer, duerch nei Bildungskonzepter eise Schoulen en neie Wand ze ginn a geziilt do unzepaken, wou de Schong dréckt?

Leider ass näämlech genau déi Diversitéit, déi eis Gesellschaft esou auszeechent, nach ëmmer Ursprong vun enger ganzer Rei Differenzen an der Schoul. Besonnesch d'Sproochebarrièrë bereede ville Schüler nach ëmmer Problemer. Bei verschiddene Kanner ginn dës Problemer souguer heiansdo esou wäit, dass se an Ängschten an Zweifel iwwerginn, déi si duerno bis an d'Beruffsliewe begleeden. Et kann een et och verstoen: Wann ee bis richteg de Latz oder d'Flemm mat enger Saach huet, da gëtt et mat de Joren ëmmer méi schwéier, sech duerfir ze begeeschteren an et kann zu engem regelrechte Blockage féieren. Dat ass bei de Sproochen och net anescht.

D'Regierung wëllt dee Problem ab dem Hierscht nach vill méi geziilt un der Wuerzel upaken an d'Aart a Weis, wéi d'Kanner un d'Sproochen erugefouert ginn, änneren. Mir wëlle keng Schoul méi, an där Kanner wéinst verschiddene Mammesprooche vu virera benodeelegt ginn. Mir wëllen eng Schoul, déi esou séier wéi méiglech integréiert, amplaz duerch d'Sproochebarrièren ze separéieren. Mir wëllen déi nämlecht Startchancë fir all Kand.

Madamm Presidentin, dat bréngt mech bei déi nei qualitativ, méisproocheg Kannerbetreiung. Et gëtt am Moment kaum e schoulescht Thema, iwwert dat méi an de soziale Medien a Fore geschwat gëtt wéi iwwert d'Kannerbetreiung. Déi eng kënnen et kaum erwaarden, bis et lassgeet, déi aner ginn dat Ganzt méi skeptesch un. Ech wéilt duerfir am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier e puer Saache kloerstellen:

Éischtens, déi méisproocheg Kannerbetreiung ass keng Virbereedung op eng zukünfteg Alphabetisatioun op Franséisch. Dat gëtt zwar vu ville Säiten ëmmer behaapt, et ass awer falsch.

Et stellt een allerdéngs fest, dass, soubal een d'Stéchwuert franséisch Alphabetisatioun an de Mond hëlt, d'Leit oft zesummenzucken. Dat ass a mengen Ae ganz interessant, well et ass genau dat Gefill an d'Gefill vun der Onsécherheet an och vläicht vun der Angscht, dat de Minister Claude Meisch behiewe wëllt. D'Kanner vun engem bis véier Joer sollen näämlech deemnächst spilleresch, ouni Drock an Zwang un eist méisproochegt Émfeld gewinnt ginn. Si sollen en natierlechen an entspaanten Ëmgang mam Franséischen a mam Lëtzebuergeschen entwéckelen, ier se riskéieren, Sproochebarrièren ze entwéckelen, déi si wärend hirer ganzer Schoulcarrière wäerte begleeden.

Zweetens: D'Kanner ginn net iwwerfuerdert. Et liest een oft, dass d'Kanner mat der neier Offer keng Kanner méi dierfte sinn, dass si schonn an der fréister Kandheet mat Friemsproochen iwwerfuerdert géifen. Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass net wouer.

D'Kanner léieren an de Crèchë keng Sproochen, si entdecke se. Et geet drëm, d'Kanner op eng spilleresch a kandgerecht Aart a Weis duerch kuerz a geziilt Aktivitéiten un déi zwou Sproochen erunzeféieren, ouni Drock an no hirem Rhythmus.

Madamm Presidentin, ech wëll drop hiweisen, dass och haut schonn emol en „Frère Jacques" oder en „Alouette, gentille alouette" an der Crèche gesonge gëtt. Souwäit ech weess, huet dat bis ewell nach kee gestéiert. Dat Eenzegt, wat elo ännert, ass vläicht, dass dat elo bei de verschiddenen Aktivitéite méi systematesch geschitt, mä nach ëmmer op eng spilleresch a kandgerecht Manéier,…

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- …net méi an net manner.

„Méi Franséisch heescht manner Lëtzebuergesch", och dat liest een an héiert een ëmmer erëm, mä och dat ass falsch.

Am Géigendeel, d'Kannerbetreiung funktionéiert an déi zwou Richtungen: Net nëmme kréien d'Kanner, déi Lëtzebuergesch doheem schwätzen, méi fréi e Gefill an d'Ouer fir d'Franséischt, och kënnt déi Lëtzebuerger Sprooch a Crèchen eran, wou bis elo nëmme Franséisch geschwat ginn ass. De Stellewäert vum Lëtzebuergeschen als Integratiounssprooch gëtt also nach eng Kéier verstäerkt. Dëst mécht et fir vill Kanner duerno méi einfach, sech an eiser Gesellschaft ze integréieren a spéider am Cycle 2 op Däitsch liesen a schreiwen ze léieren.

Véiertens, ech kommen op dat zréck, wat d'CSV schonn eng Kéier hei op der Tribün behaapt huet: d'Regierung géif mat dësem Sproochekonzept e gesellschaftlecht Experiment op Käschte vun de Kanner maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech fannen dat schonn erstaunlech. Ech froe mech, wéi een dat dann nennt, wat aktuell sproochentechnesch an eise Betreiungsstrukturen ugebuede gëtt, a wien d'Méiglechkeet gehat hätt, eppes dorun ze änneren. Wa kee Franséisch an eng Crèche gehéiert, firwat héiert een dat dann haut nach ëmmer? A verschiddene Crèchë gëtt souguer nëmme Franséisch geschwat, kee Wuert Lëtzebuergesch. Dat ass fir mech schwéier novollzéibar, op där enger Säit vu gesellschaftlechen Experimenter ze schwätzen an op där anerer Säit awer kee Sproochekonzept um Dësch leie gehat ze hunn an nach ëmmer net ze hunn. De Minister Claude Meisch huet an deem Kontext schonn eng Kéier vun engem „Wildwuchs" an de Crèchë geschwat, an ech mengen, dat trëfft et och hei op de Punkt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Kannerbetreiung ugeet, wéilt ech nach ee leschte Punkt uschwätzen a mech op dat bezéien, wat e grousse Virdenker, jo, quasi e Pionéier an der Matière schonn 2008 gesot huet, an ech zitéieren: „À terme ass et fir mech souwisou kloer, dass d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg muss gratis ginn." Voilà! Dat war kee Geréngere wéi de Jean-Claude Juncker, den deemolege Premier, genau op dëser Plaz a senger Ried zur Lag vun der Natioun.

(Brouhaha)

Ech hu mer och nach eng Kéier hire Wahlprogramm erausgeprint, an do steet dran am Kapitel „Kanner kréien ass eng Freed, eng Beräicherung", dass: „Eine Gratisbetreuung und -erziehung aller Kinder bleibt unser langfristiges Ziel." Dat war 2009.

Une voix.- Ah, très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- CSV-Wahlprogramm.

(Brouhaha)

Elo kann een…

(Interruptions)

Et muss ee soen, et war en „langfristiges Ziel". An dorop kommen ech: Genau 2009 war et an hirem Wahlprogramm; do kann ee soen, dass bal zéng Joer drop net laangfristeg genuch ass! Vläicht hu se sech dat anescht virgestallt. Den CSV-President huet am leschten „Background", wann ech et richteg verstanen hunn, an deem Dossier eng 180-Grad-Kéier gemaach. D'Fro stellt sech just: Firwat? Vläicht ass et eng Fro vu Majoritéit/Oppositioun oder d'Fro, wéi laang dass „laangfristeg" eigentlech dauert. A wann et hinnen no géif goen, misste mer dann nach méi laang domadder waarden.

D'DP stoung a steet op alle Fall nach ëmmer fir eng Politik am Sënn vun de Bierger, fir eng Politik, déi de gesellschaftleche Realitéite vun haut Rechnung dréit. Wann ëmmer méi Eltere wëllen, wann net souguer mussen zu zwee schaffe goen, da muss d'Politik hinnen dobäi hëllefen an eng qualitativ Offer schafen, déi hire Besoinen entgéintkënnt. Dat ass beim neien, méi flexibele Congé parental geschitt, deen et villen Elteren erlaabt, méi Zäit mat hirer Famill ze verbréngen, an dat geschitt och elo mat der méisproocheger Kannerbetreiung.

D'Caritas gesäit dat an hirem leschte Sozialalmanach iwwregens genau esou. Si leet grousse Wäert drop, d'Elementer vu Gratisbetreiung weider auszebaue mat dem Zil, dass enges Daags déi ganz Kannerbetreiung als een Deel vun eisem Educatiounssystem genausou gratis ass wéi haut déi traditionell Schoul.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- Anerersäits wier d'Noutwendegkeet vun enger héich qualitativer Kannerbetreiung nach ëmmer wichteg. An anere Wierder, et ass eent zu eent dat, wat mat dëser Reform geschitt: Minimum 20 Stonnen d'Woch fir all Kand tëschent engem a véier Joer, an dat iwwregens 46 Wochen am Joer. Fir Kanner aus méi sozial schwaache Famillje kënnen dëst bis zu 30 Stonne ginn.

Konkret bedeit dat fir eng Famill mat zwee Kanner an der Crèche eng Entlaaschtung tëschent 3.000 a 5.000 Euro d'Joer, also ëmmerhi mindestens 250 Euro Entlaaschtung de Mount. Dat ass eng héich qualitativ Offer, en Invest an d'Zukunft, wou ee spéider dat Villfacht vun Zënsen erëmkritt.

Ech widderhuelen et och ganz gären: Mir sinn der Meenung, dass d'Kanner sollte méiglechst fréi un eis natierlech Méisproochegkeet an domat un eis Gesellschaft erugefouert ginn. Mir si fir eng kandgerecht Virbereedung op eis Schoul, an där familiär, kulturell a sproochlech ënnerschiddlech Hannergrënn keen Ënnerscheed méi dierfe maachen. Wéi gesot, mir wëllen déi nämlecht Startchancë fir all Kand.

Här President, zur sozialer Kohäsioun gehéiert och, wéi mer mat de Kanner ëmginn, déi et duerch verschidden Ursaachen an eise Schoule méi schwéier hunn. Dëst ass eppes, wat dem Educatiounsminister besonnesch um Häerz läit, well et einfach eng Fro vu Gerechtegkeet ass. Egal ob Kanner mat spezifeschen oder ouni spezifesch Besoinen, eis Schoul muss sech kënnen upassen un all Kand an em d'Méiglechkeete ginn, sech an deene beschte Konditiounen ze entwéckelen.

An Zukunft wäert d'Reform vun der Ediff et erlaben, Kanner mat spezifesche Besoine besser an de Schoulen ze betreien. Dëst soll individuell an dem Kand senge spezifesche Besoinen ugepasst souwuel op lokalem, regionalem wéi och op nationalem Niveau kënne geschéien. Zudeem gesäit d'Regierung e Rekrutementsprogramm vir, fir dee ganze sozioeducative Secteur opzewäerten. Ganzer 350 nei Poste sollen an deem Secteur geschafe ginn. Eleng dës Zuel, zesumme mat de strukturelle Verbesserungen, weist, dass de sozioeducative Beräich eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung ass.

Une voix.- Très bien!

M. Lex Delles *(DP).*- Här President, de Premier huet gëschter och d'Modernisatioun vum Lycée ugeschwat. Duerch d'Konzept vun ënnerschiddleche Schoule fir ënnerschiddlech Schüler solle méi geziilt Potenzialer fräigesat an Talenter gefërdert ginn. D'Lycéeë sollen duerfir an Zukunft selwer hire pädagogesche Programm ausschaffen, deen hirer Meenung no am beschten op hiert Schülerprofill passt. D'Schüler solle sech net méi der Schoul upassen, mä d'Schoule sech den Talenter an den Interesse vun de Schüler upassen. Méi Autonomie fir d'Schoulen ass heibäi d'Stéchwuert.

Eppes, wat fir d'DP och op kee Fall méi kann esou bleiwen, wéi et ass, ass, dass mer versichen, déi schoulesch Erausfuerderunge vu muer mat de Léisunge vu gëschter ze léisen, dass mer versichen, d'Schüler op eis Vergaangenheet amplaz op hir Zukunft virzebereeden, dass mer probéieren, mat jorzéngtenale Bildungskonzepter, déi wuel hiren Déngscht geleescht hunn, d'Erausfuerderungen an d'Chancë vu muer wëllen unzegoen.

Mä, Här President, mir brauchen eng modern Schouloffer, déi un d'Realitéite vun eiser heiteger Gesellschaft ugepasst ass, déi der Wierklechkeet entsprécht an déi op d'Beruffer vu muer virbereet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäite vu Griffel a Schifertafel si scho laang eriwwer, innovativ an intuitiv Léiermethode sinn d'Zukunft. D'Schouloffer op déi zukünfteg Demande vum Aarbechtsmarché auszeriichten, heescht, op Beräicher ze setzen, déi eng Zukunft hunn. Abee den digitale Beräich huet net nëmmen eng Zukunft, et ass d'Zukunft. An dat ass gewëss.

D'Regierung huet et net verpasst, och d'Schoul op den Zuch vun der digitaler Welt ze setzen. Nei technesch Léiermethode sollen d'Coursë méi innovativ an och lieweg gestalten, d'Schüler motivéieren a gläichzäiteg eng Bréck

zu eiser ëmmer méi digitaler Aarbechtswelt bauen. Heibäi steet déi nei Sectioun I, wéi se scho vu mengem Virriedner ugeschwat ginn ass, natierlech am Mëttelpunkt, wou d'Schüler geziilt op e Studium am digitale Beräich preparéiert ginn. Am September wäerte scho ronn 50 Schüler vun dëser Offer profitéieren.

Mä och soss deet sech an eise Schoule vill an deem Beräich. Jo, eis Schoulen a Klassesäll ginn ëmmer méi zum „2.0". Net zulescht, well d'Regierung de Schüler eng Offer bitt. Zum Beispill hunn de Moment ronn 93.000 Schüler fräien Zougang zu allen Office-365-Programmer. Et sinn 30 Terabyte an der OneDrive Cloud gespäichert, op déi d'Schüler vun iwwerall kënnen zougräifen. 7 Lycéeën hunn am Ganzen 48 sougenannt „Ipad-Klassen" mat 833 ageschriwwene Schüler. 32 Lycéeë benotze mëttlerweil Onlineklassebicher. A 4.831 Schüler aus der Grondschoul a 426 Schüler aus dem Lycée benotzen d'App MathemaTIC.

Dat sinn e puer Zuelen, déi weisen, dass d'Regierung op déi nei an zäitgeméiss Medie setzt, fir Léierinhalter a Wëssen ze vermëttelen. Wéi gëschter ugekënnegt, wëll d'Regierung dat Engagement jo nach eng Kéier verstäerken. D'Schüler aus dem Secondaire sollen d'Méiglechkeet kréien, en Tablet zu besonnesche Konditiounen ze kréien, fir dësen am Schoulalldag ze gebrauchen. Dat ass keen „nice to have", fir an der Schoul op Facebook ze goen oder „Angry Birds" ze spillen. Neen, et ass de Schoulsak vu muer, e Schoulsak vu 500 Gramm mat alle wichtegen Informatiounen, Stonnepläng, Bicher a schoulesche Projeten. D'Regierung setzt a mengen Aen heimat e kloert Zeechen a puncto innovativ, modern a vernetzt Léiermethoden. An dat begréisse mir ausdrécklech.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Punkt, op deen ech am Volet Cohésion sociale wéilt agoen, ass den neie REVIS an d'Bekämpfe vun der Kanneraarmut. 2015 louch de Risiko, an d'Kanneraarmut ze rutschen, bei Kanner vun 0 bis 17 Joer bei 21,5%. Bei monoparentalle Familljen ass de Risiko nach eng Kéier méi héich, näämlech bei 44,9%. Dat sinn Zuelen, déi fir kee Land zefriddestellend kënne sinn, a besonnesch net fir e Land wéi Lëtzebuerg. Deen neie REVIS gouf duerfir esou ausgeriicht, dass dës Familljen an Zukunft méi ënnert d'Aerm gegraff kréien. Dëst wäert besonnesch de Monoparentallen an de Groussfamilljen zeguttkommen.

De Sënn vum RMG däerf et net sinn, déi betraffe Leit dauerhaft dovun ofhängeg ze maachen. Duerfir schafe mer mam REVIS positiv Incentiver, dass d'Schaffegoe sech och nees lount. Domadder stellt d'DP awer natierlech net de Prinzip vun der Solidaritéit a Fro, mä wëllt de betraffene Leit hëllefen, nees op eegene Been ze stoen.

Natierlech packt et awer net jiddwereen direkt op den éischten Aarbechtsmarché. Vill Leit sinn nach wäit dovunner ewech a mussen an enger éischter Phas emol stabiliséiert oder duerch sozial Mesuren ënnerstëtzt ginn. Hei wäert den Office national de l'inclusion sociale, den ONIS, gefuerdert ginn. Grad fir d'sozial Kohäsioun ass et wichteg, dass déi Leit gehollef kréien, fir sech an der Gesellschaft nees erëmzefannen. Et geet och drëms, en Deel vun eppes ze sinn, sozial Kontakter ze fleegen, och nees e geregelten Alldag ze kréien.

Här President, d'Erausfuerderungen, déi an der leschter Zäit un eis Gesellschaft gestallt goufen, sinn immens grouss. Et ass der Politik hir Aufgab, dorobber ze reagéieren an Ongläichheeten, sief et finanzieller oder sozialer Natur, esou gutt wéi méiglech auszegläichen. D'sozial Kohäsioun ass kee Resultat, mä e permanente Prozess, fir d'Leit beieneenzeréckelen, se ze integréieren an hinnen ze hëllefen, erëm Fouss an der Gesellschaft ze faassen. Wéi sot de Premier: „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet."? D'DP wäert de Prozess an deem Sënn weider ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Delles. D'Wuert huet elo den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Cohésion sociale et bien-être, do maachen déi gréng och zesumme wunnen, zesumme schaffen an zesumme liewen dru fest. E gesond Ëmfeld, doru mécht de Mënsch seng Liewensqualitéit fest, an zwar all Mënsch, onofhängeg vu senger Nationalitéit an onofhängeg vu sengem Verdéngscht. A ganz sécher - virdrun ass et och scho gesot ginn - kënne mer d'Problemer vun haut net mat Léisunge vu gëschter meeschteren.

Ech wëll ergänzend zu der Interventioun vu menger Fraktiounspresidentin, dem Viviane Loschetter, vu gëschter e bësse méi spezifesch op de soziale Volet vun der Erausfuerderung vun der Politik agoen, där mir eis hei musse stellen. Am Sozialalmanach 2017 vun der Caritas ginn eng ganz Hällewull Themen opgeworf a grondleeënd Froe gestallt, vun deenen ech der e puer hei wëll opgräifen. Véier Punkten hunn ech mer erausgepickt, an zwar sinn dat déi folgend:

Wéi ass dann d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg? Wouru maachen ech se fest?

Wéi sollen a kënnen all déi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen oder Wunnraum fannen?

Wéi kann een d'Zesummeliewe verbesseren?

Wat fir Piste gëtt et, fir méi nohalteg ze wirtschafte respektiv wat fir nei Wirtschaftsmodeller gëtt et an Zukunft?

Deen éischte Punkt wëll ech méi ausféierlech hei maachen an déi dräi lescht e bësse méi kuerz, well mer dozou nach wäerten deen een oder deen aneren Debat hei an dëser Chamber hunn, wou een da méi am Detail kann drop agoen.

Wouru maache mir zu Lëtzebuerg Liewensqualitéit fest? Eng natierlech Ëmwelt, eng propper Loft a Waasser a gesond Liewensmëttel sti fir héich Liewensqualitéit. Duerfir ass et och ganz wichteg, eis Ëmwelt ze schützen an ze erhalen. An et ass och eng grouss Erausfuerderung, zemools fir Lëtzebuerg, wann een e Wirtschaftswuesstum vu bal 5% huet an all Joer ëm déi 12.000 Aarbechtsplaze bäikommen an all Joer ëm déi 13.000, 14.000 Leit zousätzlech op Lëtzebuerg schaffe (veuillez lire: wunne) kommen. Duerfir brauche mer och ganz kloer déi Plansectoriellen, fir dës Entwécklungen ze guidéieren an d'Entscheedung net ganz einfach op de Gemengeschëlleren ze loossen. Zu wat dat gefouert huet, dat kënne mer jo haut all Dag feststellen an domat si mer alleguerten net zefridden. Duerfir ass et och gutt, dass dës Regierung mat dëse Plan-sectoriellen elo an der leschter Ligne droite ass, fir dass se op den Instanzewee wäerte kommen.

Gutt ass och, dass mir d'Waasser schützen iwwert dat neit Waassergesetz, wou mer och déi Drénkwaasserschutzzone festleeën, déi scho laang am Raum stinn. Well Waasser ass och ee Facteur, dee mat der Populatioun ze dinn huet, wou mer mussen dat grondsätzlecht Gutt ebe sécheren an och déi Waasserversuergung sécherstellen.

Wann ee propper Loft wëllt, da muss een och an den ëffentlechen Transport, de Bus, d'Schinn, den Tram investéieren. Dat ass net nëmme gutt fir d'Ëmwelt, dat ass och e Facteur vu sozialer Kohäsioun, vu sozialer Gerechtegkeet. Well gënschteg Transportmëttel an den ëffentlechen Transport sinn ëmmer méi bëlleg wéi den Auto, gi Famillje mat manner finanzielle Mëttelen och d'Méiglechkeet, schaffen ze goen, u Sport- a Kulturveranstaltungen deelzehuelen an d'Käschte vum Familljebudget méi niddreg ze halen. Duerfir ass et och ganz gutt, dass ee sech dat ambitiéist Zil gëtt, den „modal split" ze erhéijen. Och wann dat dem Här Wiseler no utopesch ass, fir 40% ëffentlechen Transport bis 2060 ze erreechen, dann ass dat awer och eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet an net nëmmen eng Fro vu Klima a Mobilitéit.

Zu Lëtzebuerg ass den Auto eben nach vill ze dacks e Statussymbol. Mä fir ëmmer méi Leit, fir ëmmer méi Stéit hei zu Lëtzebuerg gëtt en eng Belaaschtung an duerfir musse mer, wéi virdru gesot, eben dës Alternative schafen, fir eis fir d'Zukunft fit ze maachen.

Vun enger gesonder Ëmwelt profitéiert all Mënsch indirekt oder och direkt, wann en Erhuelung an Entspanung an der Natur sicht. A souwäit ech weess, krut do nach ni een eng Rechnung geschéckt, an dat onofhängeg vum Verdéngscht, do gi keng sozial Ënnerscheeder gemaach!

Zur Liewensqualitéit gehéieren awer och gesond Liewensmëttel. An duerfir huelen ech ganz kuerz aus op d'Remarquë vum Claude Wiseler gëschter hei zur Deelëmstellung vum Bio an der Landwirtschaft.

Une voix.- ...d'Madamm Hansen.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Jo, a vun der Madamm Hansen, déi dat gëschter och gemaach huet.

Wa mer d'Zuele kucke vun de landwirtschaftleche Betriber zu Lëtzebuerg, da brauch ee just déi vum leschte Joer ze kucken, déi publizéiert gi sinn: Dat sinn der nach 1.965, dat ass e Réckgang ëm 2,8% op d'Joer virdrun. Duerfir ass et, mengen ech, wichteg a sënnvoll, dass een an deem Secteur probéiert, d'Aarbechtsplazen ze erhalen.

An, „Realitéitscheck", wéi den Här Wiseler gesot huet: De Konsument ass prett, nohalteg a regional Produkter ze ënnerstëtzen an och ze kafen. Mir hunn zu Lëtzebuerg vill méi eng grouss Demande no Bioprodukter, wéi mer der hei zu Lëtzebuerg produzéieren. Dat ass e wirtschaftlecht Potenzial an et wär net sënnvoll, fir dat Potenzial net ze notzen. Duerfir begréisse mer och ausdrécklech, dass méi Fläche solle biologesch bewirtschaft ginn. An et gëtt och ganz kloer e soziale Problem an der Landwirtschaft, an och do kann d'Biolandwirtschaft derzou bäidroen, deen ze verminderen.

Reell ass näämlech, dass an der Landwirtschaft d'Bewirtschafter sécherlech no bei 60 Stonnen d'Woch schaffen an dass se sech am Duerchschnëtt knapps de Mindestloun kënnen all Mount ausschëdden. Reell ass, dass mer zu Lëtzebuerg en enormen Drock op d'Waasser hunn, siefen et Baachen, Flëss a schlussendlech och eist Drénkwaasser. Reell ass, dass mer och zu Lëtzebuerg en enormen Drock op d'Biodiversitéit, also op d'Natur an domadder och op de Mënsch hunn. An duerfir begréisse mir als Gréng ausdrécklech all Moossnamen, nach eng Kéier, déi zu méi biologesch bewirtschafte Flächen zu Lëtzebuerg féieren.

An eng Mesure vun deenen ass eben déi ugekënnegt Mesure vun der Deelëmstellung vu konventionelle Betriber op Biolandwirtschaft. Dat ass och eng Méiglechkeet, déi et elo schonn ënner anerem an Éisträich gëtt, déi och zu méi Biolandwirtschaft gefouert huet. Dëse Prozess ass an eisen Aen awer ganz kloer just en Ufank. Dee gëtt dem konventionelle Betrib d'Méiglechkeet, fir sech um Maart ze positionéieren a fir Erfahrungen ze sammelen, well do sinn am Moment an der konventioneller Landwirtschaft nach ganz vill Bedenken. Biologesch bewirtschaften ass awer e ganz anere Modell, wéi et bis elo de Fall ass vun dëse Bewirtschafter, an duerfir ass dat eng grouss Ëmstellung.

Si brauchen also Zäit, an déi solle se sech och huelen. An eiser Meenung no kann dat natierlech och eng Zäit si vu fënnef Joer, wou ee seet: „De Betrib stellt sech an engem Deel ëm, e mécht säi Bilan, e kuckt, ob déi Bewirtschaftungsaart a -weis op säi Betribsmodell passt." An da soll en onbedéngt kucken, ob en net als Ganzes iwwergeet op biologesch Landwirtschaft, well ganz einfach de Maart do ass, well de Méiwäert do ass a well dat och Aarbechtsplaze séchert, déi a sech am Moment amgaange sinn ze verschwannen.

Wichteg an eisen Iwwerleeungen ass no baussen awer ganz kloer eng Kommunikatioun: dass an all Produkt, wat zu Lëtzebuerg hiergestallt gëtt a wou „Bio" dropsteet, och „Bio" dran ass. Well et ass dem Bierger dobaussen am Supermarché ganz egal, wou d'Bioprodukt hierkënnt. E kuckt vläicht nach no der Regionalitéit an dat solle mer och dropsetzen. Och d'Gemengen interesséiert et net, wa si kucken, ob et elo regional respektiv Bioprodukter sinn, ob se aus engem deelëmgestallte Betrib hierkommen, mä si sinn drun interesséiert, dass déi streng Biorichtlinnen agehale ginn, wa se dee Label an hir Cahier-de-chargë fir hir Maison-relaisen aschreiwen. Duerfir ass et wichteg, dass hei op deem Produkt, wat erwirtschaft gëtt, och genau dat, wat dropsteet, och dran ass.

Ech war gëschter kuerz dertëschent - ech hat mer déi Zäit geholl op engem beluechte Mëtteg - nach op der Informatiounsvirstellung vu „Meng Landwirtschaft" op der Kockelscheier, wou den Här Massart aus der Wallonie hire Bioaktiounsplang virgestallt huet a wou si och deeselwechte Problem wéi hei zu Lëtzebuerg hunn, an zwar, dass d'Nofro no Bioprodukter vill méi grouss ass wéi d'Produktioun. A si hunn déi ekonomesch Chance erkannt a si hu se ergraff. Si hu sech e Plang ginn, eng Strategie, finanziell Mëttelen, fir a Concertatioun mam Secteur dëse Wirtschaftszweig weiderzebréngen. A si hu ganz ambitiéis Zilwäerter, déi se elo souguer no uewen revidéiert hunn: vun initial 14% fir 2020 op elo, nodeems eng „midterm review" gemaach ginn ass, op 17,4%. Duerfir mengen ech, dass d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg net nëmme gutt fir d'Ëmwelt ass, mä si ass gutt fir de Mënsch a si ass och gutt fir de Bauer.

Ech kommen op en zweete Volet, wouru mer d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg festmaache respektiv wou Liewensqualitéit am Alldag entsteet. An zwar: Wou a wéi wëlle mer zu Lëtzebuerg wunnen? Ech wëll d'Fro zwar e bëssen anescht stellen: Wéi kënne mer zu Lëtzebuerg wunnen? Wat fir eng Offer brauche mir zu Lëtzebuerg? Wat feelt? Wou passt d'Offer net op d'Demande? A wat huet d'Wunne mam Aarmutsrisiko ze dinn?

Majo, als déi gréng si mer der Iwwerzeegung, dass de Problem vum Logement och e gesellschaftspolitesche Problem ass, an deen huet ganz kloer eng Aarmutskomponent a sech. Ech erkläre mech: Firwat ass et - an et ass keen Zoufall -, dass d'Monoparentallen dee Grupp zu Lëtzebuerg sinn, deen am stäerkste vum Aarmutsrisiko betraff ass? Ma ganz einfach: Well d'Offer um Wunnengsmaart net zur Demande passt. Och hei kënne mir d'Problemer vun haut net mat de Léisungsusätz vu gëschter an de Grëff kréien. Wa mir Bauterraine mobiliséieren, fir méi gënschteg Eegentumswunnengen ze schafen, da wäert déi elo grad genannte ganz vulnerabel Grupp vu Monoparentallen dovun net kënne profitéieren.

A firwat ass dat esou? Ma ganz einfach: Ganz dacks hu mir nach zu Lëtzebuerg de Familljemodell als Ideal, deen et esou ëmmer manner gëtt: Fra a Mann an zwee Kanner. Fra a Mann bestuede sech, jonk am beschten, ginn zu zwee schaffen, huelen e Prêt op, bauen en Haus oder kafen en Appartement, bezuelen deen iwwer e Prêt op 20, 25 Joer zréck a schaffen ëmmer beim selwechte Patron.

Och hei de Realitéitscheck: Ben, dee Modell, deen huet e Realitéitsproblem! De Prêt muss haut ganz dacks iwwer 30, 35, voire 40 Joer lafen. D'Koppele gi méi spéit bestuet, gepacst oder liewen an enger Partnerschaft zesummen, an da leeft de Prêt quasi ganz sécher bis an d'Pensioun eran.

An en anere Fakt - Realitéitscheck - ass deen, dass d'Koppelen, d'Familljen zu méi wéi 50% erëm auserneeginn, entpacst ginn, ouni dass u sech déi lescht Tranche vum Prêt bezuelt ginn ass. An da ginn op eemol zwou Wunnenge gebraucht, déi net onbedéngt musse vill méi kleng sinn, well d'Kanner jo och e Recht hunn, fir bei hiren zwee Elterendeeler ze wunne respektiv mat hiren Elterendeeler a Kontakt ze sinn. A spéitstens do brauch ee vun deene Partner eng Locatiounswunneng. Also, den Aarmutsrisiko gëtt do ganz reell, an zemools, wann ee vun deene Partner sech zréckgezunn huet, net méi schaffe gaangen ass a fir d'Kannererzéiung eng Auszäit gemaach huet an dann ouni geregelt Akommes dosteet.

Ech ginn elo hei net weider op d'gratis Kannerbetreiung an, op de Volet, de Choix ze hunn, ob ee schaffe geet oder net schaffe geet an der Koppel. Ech menge ganz sécher, dass mer ee Volet mussen ugoen, wa mer wëllen den Aarmutsrisiko erofsetzen, an dat ass: Locatiounswunnenge schafen, bezuelbar Locatiounswunnengen, déi energetesch gutt opgestallt sinn. An do happert et um privaten Immobiliemaart.

Dat geet och ganz kloer aus dem Rapport vum Dezember vum leschte Joer ervir, wou de Modell vum Budget de référence ënnersicht ginn ass. Dee Budget de référence, deen ënnersicht d'Besoine vu Lëtzebuerger Stéit, wat d'Wunnen ugeet, wat d'Liewen ugeet, wat de sozialen a kulturellen Impakt ugeet. De Rapport, dee geet drop an, wat ee brauch, fir kënnen zu Lëtzebuerg um alldeegleche Liewen deelzehuelen.

Och ouni dëse Rapport brauch ee just bei sengem Office social nozefroen, wou dann de Schong bei deene vulnerabelste Clienten dréckt. An dat ass an der Reiefolleg eent, zwee, dräi: wunnen an Energie, den zweete Volet ass den Auto respektiv d'Mobilitéit, an den drëtten ass dee vun den Informatiounstechnologien, Handy, Internet an esou weider.

Am Office social wäerte se Iech och ganz kloer op déi Fro äntwerten, wat um Wunnengsmaart feelt. An dat sinn zwou Aarte vu Wunnengen: eng Kéier méi kleng Wunnenge fir Monopartentallen, an dat si méi grouss Wunnenge fir och Familles nombreuses. An dat stellt sech ganz speziell fir déi Bénéficiaires de protection internationale, déi elo heihinnerkommen, well déi, anescht wéi mir, ganz dacks nach a méi engem grousse Familljeverbond zesumme sinn. An do feelen där Wunnengen um Locatiounsmaart.

Duerfir begréisse mer ausdrécklech de Modell vun dëser Regierung, vum Logementsminister, fir, äänlech wéi de Modell vun der AIS nationale, um private Wunnengsmaart Logement social ze fanne mat Präisser ënner 10 Euro de Meter carré an der Locatioun, wou jo een Ureiz duerfir och d'Steierreform ass, wou eben do Steiererliichterunge fir Privatpersoune fonnt gi sinn, déi do Wunnengen um soziale Locatiounsmaart zur Verfügung stellen.

Mir begréissen - ech muss awer eng Schlippchen huelen - als déi gréng och ausdrécklech d'Beméiunge vum Ministère, fir iwwert de Fonds du logement Sozialwunnengen ze bauen. An ech froe mech, ob déi Pist, déi d'Caritas an hirem Almanach undeit, ee Wee ka sinn, wou de Fong sech géif méi staark respektiv exklusiv konzentréieren op sozial Locatiounswunnengen, well de Besoin ganz einfach, wéi elo virdrun duergestallt, um Maart enorm ass.

An do gëtt jo och keen Ënnerscheed um Maart gemaach, ob dat elo Leit si mat niddregem Verdéngscht oder ob dat Leit sinn, déi eben als unerkannte Flüchtlingen, déi also de Statut vum Bénéficiaire de protection internationale kritt hunn, hei zu Lëtzebuerg wëlle Wunnraum

fannen. Ech ginn herno nach eng Kéier e bësse méi spéit a menger Interventioun dorop an.

Mä et ass awer och un de Gemengen, déi hei gefuerdert sinn, an zwar am Kader vun de PAPen, wou jo och virgesinn ass am Gesetz, 10% soziale Wunnengsraum ze schafen, fir dass dat och agehale gëtt an ze kucken, ob et net méiglech ass, mat de Promoteuren op de Wee ze goen, dass déi 10% soziale Wunnengsraum och kënne Locatiounswunnenge ginn.

An d'Gemenge sinn och eng zweete Kéier gefuerdert a si responsabel, wann et drëm geet, nei Sozialwunnenge selwer ze bauen, well de Subsid vu 75%, deen de Ministère jo zur Verfügung stellt, säit Jore schonn, extrem héich ass a well - och nach eng Kéier, wéi virdru gesot - de Besoin um Maart do ass an de privaten Immobiliemaart eben net dee Besoin deckt.

Erschwéngleche Wunnengsraum ass also ganz kloer eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet.

Ech kommen op en anere Volet: Wéi kënne mer unerkannte Flüchtlingen zu Lëtzebuerg hëllefen? Wéi kënne mer déi besser ophuelen zu Lëtzebuerg? Wéi kënne mer ganz allgemeng d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg verbesseren? Bon, do fannen ech d'Pist, déi d'Caritas a sech am Moment ugeet, ganz flott, an dat ass dee Programm, dee se hunn: „Neien Ufank", an dee schafft op dräi Niveauen:

Dee schafft eng Kéier um Accès au logement. Virdrun hunn ech dat schonn ausgefouert. Dat ass e Problem. Dee kann iwwert de Modell AIS nationale, also um private Maart, deelweis geléist ginn; dat ass richteg. An et ass ganz no dem Motto: „Ouni Wunneng keng Aarbecht." An ouni Wunneng hunn ech och guer kee Been hei zu Lëtzebuerg, wou ech och kann eben an d'soziaalt Liewen agräifen.

Déi zweet Saach ass d'Insertion professionnelle. Do geet et a sech drëm, Leit ze begleeden, ze stäerken duerch Formatiounen, duerch Sproochecoursen, och vläicht ze kucken: Wat fir Diplomer hunn déi Leit? Wéi kann ech deene Leit weiderhëllefen? Wéi kann ech eventuell Deeler oder wéi kann ech déi Diplomer unerkenne loossen, déi se aus anere Länner hunn? Dat ass extrem schwiereg, well déi Formatiounen extrem ënnerschiddlech sinn, well se vläicht op aneren Technike schaffen, a well et awer ganz kloer ee Wee ass, fir Leit och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze valoriséieren.

An deen drëtte Volet, dat ass en Accompagnement social, eng Begleedung, fir ze probéieren, déi Leit an der Noperschaft, an de Gemengen ze integréieren, se opzehuelen, se anzeféieren an dat soziaalt Liewen, an d'Veräiner an esou weider.

Ech sinn der Meenung, oder mir sinn der Meenung, dass dat wierklech e flotte Programm ass mat Modellcharakter, fir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg ze stäerken, an dass dësen drëtte Volet, dat heescht den Accompagnement social, och een ass, deen ee sech ganz allgemeng an all Gemeng gutt ka virstellen, fir einfach déi vill nei Matbewunner, déi an d'Gemenge kommen, besser an d'Gemeinschaft kënnen ze integréieren am Sënn vun enger sozialer Kohäsioun an engem besseren Zesummeliewen an de Gemengen, do, wou d'Leit wunnen, an och do, wou d'Leit schaffen.

En nächsten a leschte Punkt, deen ech hei wéilt opgräifen, dat ass de Problem: Wéi kënne mer eis zu Lëtzebuerg d'nohaltegt Wirtschafte virstellen? Wat fir Wirtschaftsmodeller proposéiere mer fir Lëtzebuerg? Ben, ech wëll elo net laang an ausféierlech op déi nei Pisten aus dem Rifkin-Rapport agoen, déi do wären eben: Sharing Economy, Kreeslafwirtschaft, Télétravail, Zesummespill Mënsch a Maschinn, och duerch eng Robotiséierung vun den Aarbechtsprozesser an der Industrie an dann am Handwierk.

Och dat wëll ech just awer kuerz soen - dat ass et scho wäert, déi Zäit hei -: Et ass alles keng Utopie. Dat ass zu Lëtzebuerg och eng Realitéit - „Realitéitscheck" -, well zu Lëtzebuerg gëtt do ganz intensiv gefuerscht op der Uni um Campus Kierchbierg ënnert der Leedung vum Professer Peter Plapper, deen am Beräich vun der Digitaliséierung an der Robotik schafft, fir d'Industrie mat der Industrie an der Plattform „Digital 4 Industry", an dat an Zesummenaarbecht mat der Fedil, a Kooperatioun mat Luxinnovation a mam Wirtschaftsministère.

An do ginn ech dem Här Wiseler ganz recht a senger Interventioun. An als Gréng wëlle mer eis där Iwwerleeung och uschléissen, dass ee sécherlech soll dës Initiativ ausdeene vun der Digitaliséierung op d'Handwierk, op d'PMEen, nom Motto vun „Digital 4 PME". Ech mengen, dass dat eng Initiativ ass, déi sécherlech Méiwäert wäert hunn a wou mer a sech eist Handwierk wäerte fit maachen. Mä och do hu mer d'Méiglechkeet, an engem nächsten Debat zu de PMEen am Detail dorop anzegoen.

Ganz kuerz nach e Wuert zu Sharing Economy, zu Uber an Airbnb. Déi Problemer, déi domat verbonne sinn, déi eis um Häerz leien an déi mir och do gesinn, dat sinn déi Scheinselbstständegkeet, déi „Ëmmer-Ofberuffbarkeet", déi muss do sinn, d'Aarbechtszäiten, déi sozial Ofsécherung, déi net garantéiert ass, a voire och dee steierleche Bäitrag, deen esou Entreprisë mussen zu eisem Sozialsystem liweren. Et mécht also Sënn, an am Géigesaz zu deem, wat den Här Wiseler gëschter hei gesot huet, dass d'Regierung sech elo schonns Gedanke mécht a Spillregelen definéiert an do net de Maart fräi walten a schalte léisst.

Ech wëll am Zesummenhang mam nohaltege Wirtschaften op ee Modell agoen, dee mer am Dezember d'lescht Joer hei an der Chamber zesumme gestëmmt hunn. An dat ass dee Modell vun der Société d'impact sociétal, kuerz SIS. Et ass eng nei Gesellschaftsform, déi sech op eppes Besteeëndes implementéiert - dat sinn d'Gesellschaftsformen SA, Sàrl oder Kooperativ -, Entreprise oder Modèle d'entreprise, deen am sozialen, Ëmwelt-, kulturelle Beräich schafft, aktiv gëtt an d'Stäerkung vun deene méi Schwaachen aus eiser Gesellschaft als Zil huet.

Dës Initiativ begréisse mir als déi gréng ausdrécklech, well et ass eng Initiativ, déi an déi richteg Richtung geet, een anere Wirtschaftsmodell ukierpt, wou och zu Lëtzebuerg e grousst Potenzial ass. De Gewënn bei esou Gesellschafte gëtt am Géigesaz zu enger klassescher Gesellschaft erëm reinvestéiert, oder zum groussen Deel reinvestéiert, respektiv, wa se zu 100% d'impact sociétal ass, gëtt en zu 100% reinvestéiert an de Fonctionnement, an de Projet de vie vun där Entreprise. An da kënnen déi Entreprisen eben och vu Steierentlaaschtunge profitéieren.

Et ass also eng Gesellschaftsform, déi am Intérêt général schafft, déi also der Gesellschaft eppes brëngt an déi och eng aner Approche huet an der Gestioun vun hirem Personal. An déi gëtt deene méi Schwaachen an eiser Gesellschaft och eng Chance. Ech denken un de Salarié handicapé, ech denken awer och un déi Leit à capacité de travail réduite, déi aus engem Reklassement kommen. Deene Leit ginn esou Gesellschaften och eng Chance op Aarbecht, op eng Valoriséierung. Well Aarbecht ass ganz kloer eng vun deene wichtegste Forme vun der Valoriséierung, déi mer am Moment hunn, well ouni Aarbecht kann ee sech zu Lëtzebuerg an och soss net duerstellen. Et kann een net fir säi Liewen opkommen an dann ass een ëmmer op Aiden ugewisen.

Duerfir ass dës Gesellschaftsform eng Chance, net nëmme fir Start-uppen, wou nei an héichqualifizéiert Leit mat neien Iddie sech wëllen zu Lëtzebuerg implementéieren a schaffen, mä dat ass och eng Méiglechkeet, fir deene sëllechen Asblen eng Chance ze ginn, sech nei opzestellen. Eng ugepasste Gesellschaftsform, wou awer elo och schonn am Moment ee ganz grousst Potenzial ass, wou iwwer 25.000 Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen. Ech denken do un de Sozialsecteur an äänlecher.

Ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Kéier: D'Problemer vun haut kënne mir net mat Léisunge vu gëschter meeschteren. Duerfir musse mir zu Lëtzebuerg och nei Weeër aschloen, wéi ugedeit hei: am Wunnen, am Schaffen, och an der Mobilitéit. Dës Regierung huet schonn eng ganz Partie konkret Moossnamen ergraff, fir dës Problemer unzegoen. An natierlech geet dat nach laang net duer.

déi gréng sinn der Iwwerzeegung, dass zukünfteg d'Léisunge laangfristeg nëmme kënnen am Aklang mat eisem natierleche Liewensraum geschéien, mat eise Ressourcë kënne fonnt ginn, well soss schneide mir eis deen Aascht of, op deem mer sëtzen. Oder, wéi de Premier et gëschter a senger Ried zur Lag vun der Natioun formuléiert huet - e bëssen anescht, awer äänlech am Sënn -: „Wann et dem Mënsch an der Ëmwelt zu Lëtzebuerg gutt geet, da geet et Lëtzebuerg gutt."

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Anzia. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm...

(Interruption)

Ah, da kommt Dir vir. D'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, wat ass de Räichtum vun engem Land wäert, wann de Gesondheetssystem géif ze wënschen iwwreg loossen? Näischt, guer näischt! „Dem Land geet et gutt, wann et de Mënsche gutt geet", huet de Statsminister e puermol gëschter gesot. Jo, an ech widderhuelen dofir ganz gären op dëser Plaz, dass et och eisem Gesondheetssystem hei am Land gutt geet, esou gutt, dass en zu deene beschte vun der Welt gehéiert. Eppes, wou mer eis och sollen driwwer freeën, Här Statsminister, a wou mer och sollen a kënnen houfreg driwwer sinn!

Fir dohinnerzekommen, sinn d'Käschten net gescheit ginn. An och hei schwätze mer net vun Ausgaben, mä mir schwätze vun Investissementer. Investissementer, déi Hand an Hand gi mat den Erausfuerderungen, déi de medezinnesche Beräich mat sech brëngt. An dat sinn Erausfuerderungen am Domän vun der Behandlung, mä et sinn awer och vill Erausfuerderungen am Domän vun der Preventioun.

D'Gesellschaft ännert. De Bierger ass méi a méi selwer interesséiert, wat mat senger Ëmwelt geschitt. E mécht sech Gedanken iwwer seng Ernärung. E mécht sech Gedanken iwwert d'Bewegung, bref, ëm alles, wat en direkten oder awer och en indirekten Impakt op säi Kierper an op seng Gesondheet huet. Dofir ass et wichteg, dass och eise Gesondheetssystem dat wouerhélt an och scho verstäerkt derfir suergt, dass de Bierger e gudden Accès kritt op d'Informatiounen an och op d'Moyenen, wéi en no an no seng Krankheeten eventuell autonom ka geréieren an en domadder och zu engem aktive Bestanddeel vun eisem Gesondheetssystem gëtt.

A grad am Beräich vun de Kriibskrankheeten, wann een déi elo emol erausschielt, huet eisen Nationalplang, deen 2014 lancéiert gouf, schonn esou munches opzeweisen. Ganz vill Projete goufen zanterhier an d'Liewe geruff, esou zum Beispill den Institut national du cancer, wou déi rar an déi ganz komplex Kriibszorte repertoriéiert ginn a wou an Zesummenaarbecht mat de Lëtzebuerger an och den auslännesche Spezialisten an hire Referenzzentren natierlech déi bescht Therapiestrategien ausgeschafft ginn an och Kanner a jonk Kriibspatiente kënne méi a méi hei zu Lëtzebuerg op gutt Traitementer zréckgräifen, an och hei natierlech mat der Ënnerstëtzung vun auslänneschen Experten.

Haut sinn awer leider ëmmer nach ronn 30% vun de Stierffäll op déi Kriibskrankheeten zréckzeféieren an de finanziellen Impakt ass extrem héich. Dofir ass et méi wéi jee wichteg, dass mir an eng besser Preventioun an och an eng Fréierkennung investéieren. An dat huet eise Gesondheetsministère och esou gesinn.

Hei wëll ech de Succès vum Daarmkriibs-Preventiounsprogramm uschwätzen, deen aus deem nationale Kriibsplang fléisst. Den Depistage gëtt all Bierger tëschent 55 a 74 Joer proposéiert. A säit dem Lancement vun dësem Programm Enn 2016 hu bis ewell 8.609 Leit matgemaach. Et muss een allerdéngs jo och wëssen, dass ronn 110 Leit all Joers un Daarmkriibs stierwen, mä et muss een awer och wëssen, dass den Daarmkriibs an néng vun zéng Fäll ka geheelt ginn, wann e mat Zäit detektéiert gëtt.

Ech wéilt awer op dëser Plaz och nach un de Programme Mammographie erënneren oder awer un den Depistage respektiv d'Impfunge géint de Papillomavirus a Relatioun mam Gebärmutterhalskriibs. Dat si jo scho fest Bestanddeeler an eisem Preventiounsprogramm. An eleng heiduerch kënne bis zu 75% vun dëser Kriibskrankheet verhënnert ginn.

Longekriibs steet an 90% vun de Fäll an direkter Relatioun mam Fëmmen. An dofir huet eis Gesondheetsministesch d'lescht Joer den nationalen Tubaksplang lancéiert mam Akzent op der Preventioun vum Fëmme bei Kanner a Jugendlechen, den Hëllefsmoossname fir Fëmmerten, déi wëllen ophalen, an op der Protektioun vun de Bierger géint d'Passivfëmmen. Et si sécher keng populär Moossnamen. Et si Moossnamen, déi vill a ganz kontrovers diskutéiert ginn, an awer hunn eis Memberen an der Santéskommissioun sech derfir ausgeschwat, fir déi europäesch Direktiv mat enger Serie vun Amendementer am neie Fëmmgesetz nach ze verschäerfen.

Den Aktiounsplang géint den Abus vum Alkohol ass amgaange finaliséiert ze ginn an och haaptsächlech op déi Jonk ausgeriicht. Iwwregens bedeelegt eist Land sech dëst Joer fir d'Éischt un der Semaine d'action contre le mésusage vum Alkohol, an dat an der Woch vum 13. bis den 21. Mee. Mir sinn dann och heimadder eent vun deene fënnef Länner, zesumme mat Däitschland, der Schwäiz, Liechtenstein an Éisträich, déi dëse Problem ganz eescht gesinn an och ganz eescht huelen.

D'Drogen en général bleiwe weiderhin e Problem fir eis Gesellschaft, esou wéi dat iwwregens och an anere Länner de Fall ass. Mä et ass eis 2016 hei zu Lëtzebuerg ëmmerhi gelongen, d'Zuel vun den Drogenofhängegen ze stabiliséieren. Zënter der Ouverture vun der éischter superviséierter Drogeconsommatiounsstruktur an der Stad virun zéng Joer goufen et ronn 2.100 Incidenten duerch Iwwerdosen. Dovunner war awer keng déidlech, eenzeg an eleng well bannent där Struktur séier an och ganz richteg konnt gehandelt ginn.

Zesumme mat der Stad Esch ass iwwregens och elo den éischte Spuetestéch fir déi zweet Fixerstuff hei am Land gemaach ginn. De Programm fir eng kontrolléiert Heroinadministratioun ass och ugelaf. Haaptzil ass et, fir och an Zukunft sécherzestellen, dass et keng Drogendoudeger méi hei am Land gëtt. Et gëtt zudeem och gepréift, fir Cannabis zu medezinneschen Zwecker zouzeloossen, grad wéi d'Palett vu cannabinoïde Medikamenter zugonschte vu schwéierkranke Leit a Schmäerzpatienten ze vergréisseren.

D'Aussiicht an och d'Zukunft vun eisem Land gi ganz kloer a Richtung Digitalisatioun. An och hei ass de Gesondheetsberäich e wichtegen Akteur. Zu Lëtzebuerg gëtt et ganz konkret Entwécklungen, an dat ugefaange mam elektronesche Patientendossier zum Beispill, deen a senger Testphas elo scho ganz vill Succès hat, mat iwwer 22.000 Patientendossieren, déi opgemaach goufen. An elo an deenen nächste Méint wäert et lues a lues an déi generell Ëmsetzung iwwergoen.

An dëse Patientendossier, erënneren ech drun, kéinten dann och d'Dispositions de fin de vie ageschriwwe ginn, an et soll och preziséiert ginn, an dat ass extrem wichteg, ob de Patient Organspender ass oder net.

Och an der Tëleemedezinn ass Lëtzebuerg Virreider. Säit Kuerzem ass et hei am Land méiglech, dass wärend enger Operatioun den Diagnostic iwwer eng Biopsie innerhalb vun 30 Minutte vun engem Patholog ka gemaach ginn, an dat Dank der Tëleepathologie.

Haut am Laf vum Nomëtteg ginn ech dervun aus, dass mer och d'Gesetz iwwert den Internetverkaf vun net verschreiwungsflichtege Medikamenter an dëser Chamber kënnen a wäerte votéieren, och dat e weidere Punkt, dee richteg a Richtung Zukunft an Digitalisatioun geet.

D'Regierung ass awer och ëm déi affektiv a sexuell Gesondheet vun eise jonke Matbierger beméit. De Centre national de référence en matière de santé affective et sexuelle ënnert der Leedung vum Planning Familial spillt hei eng ganz wichteg Roll, wichteg och, sou gesinn ech et, fir net nëmmen deene jonke Leit hire Kierper u sech méi no ze brëngen, mä hinnen awer och de Respekt virum Kierper ze vermëttelen.

D'Zukunft ass awer och, dass mer eng konsequent Evaluatioun vun den Donnéeën iwwert d'Gesondheet vun eise Bierger an iwwert den allgemenge Gesondheetssystem musse maachen. Dëst gëtt d'Aufgab vum Observatoire de la santé, deen de Gesondheetsministère amgaangen ass op d'Been ze setzen. An nëmme wa mir déi politesch Aktiounen auswäerten, kënne mir och wierksam Aktioune fir d'Zukunft plangen.

D'lescht Joer sinn d'Weiche geluecht gi fir dat neit Spidolsgesetz. Mam neie Spidolsgesetz gëtt eis Spidolslandschaft moderniséiert. Et gëtt der demografescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft an et gëtt dem medezinnesche Fortschrëtt Rechnung gedroen.

Dëst geschitt duerch d'Schafe vun engem neien Zentrum, zum Beispill fir d'Diagnostik am Beräich vun der Genetik. Et geschitt duerch méi Rehabilitatiounsbetter fir eeler Leit, duerch d'Schafe vu Kompetenzreseauen, duerch eng besser Gouvernance an de Spideeler. Mam neie Spidolsgesetz wëlle mer awer och eng verbessert Zesummenaarbecht vun deene verschiddensten Akteuren erbäiféieren. An dozou gehéiert och eng besser Zesummenaarbecht bannent de Spidolsstrukturen.

Am allerwichtegsten ass awer, dass mer weiderhin déi beschtméiglech Qualitéit vun de Soine kënnen ubidden am Interessi vum Patient. An dat wäert dat neit Spidolsgesetz eis erméiglechen.

En anere wichtegen Dossier, deen och un d'Spidolswiese gebonnen ass, sinn d'Urgencen. De Gesondheetsminister, an Zesummenaarbecht mam Sozialminister, schafft engagéiert un dëser Verbesserung vun den Urgencen, an dat och erëm an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Akteuren: mat de Spideeler, mat den Dokteren, mat dem Fleegepersonal an och mat de Sozialpartner.

Dëst ass eng politesch Prioritéit fir d'Regierung. Am Moment leeft eng Etüd iwwert de Funktionement vun den Urgencen. An dësen Exercice soll op Recommandatiounen erauslafen, déi eis et mëttelfristeg erméigleche wäerten, pragmatesch an ëmsetzbar Léisungen op den Dësch ze leeën, fir dass alleguerten eis Patienten an den Urgencen optimal en charge geholl kënne ginn. An och d'Spideeler sollen d'Moyene kréien, fir sech domadder beschtens opzestellen.

Dozou gehéiert natierlech, déi ominéis Waardezäiten ze verkierzen an den Tri an den Haiser ze verbesseren. An deem Sënn huet d'Santé Enn 2016 och eng breet gefächert Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne lancéiert, fir dass d'Bierger solle wëssen, dass si bei engem Schnapp absolutt hir Plaz net an der Urgence hunn, mä dass et dofir eng Maison médicale gëtt.

Bei der Behandlung vun de Krankheete gëtt an Zukunft och weiderhin nach Wäert op e verbesserten Zougang zu neien an och leider dacks ganz extrem deiere Medikamenter geluecht, déi virun allem bei raren oder komplexe Krankheete mussen agesat ginn. Mir mussen och derfir suergen, dass d'Patiente vun der personaliséierter Medezinn profitéiere kënnen, well dës Medezinn Behandlunge sur mesure erlaabt an och doduerch ganz vill Nieweneffekter verhënnert a soumat alles an allem zu enger méi effizienter Gesondheetspolitik an engem bessere Gesondheetssystem bäidréit.

Den nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice am Gesondheetsberäich huet och säin éischte Rapport publizéiert. An de Bilan vum éischte Joer vum Mediateur ass ganz positiv. Et sief drun erënnert, dass et d'Zil sollt sinn, fir de Patient gutt a besser iwwer seng Rechter an och seng Flichten ze informéieren, fir esou Plainten an och Konflikter ze verhënneren. Dat Zil ass ugestrieft an dat Zil ass laut dem éischte Bilan, dee gemaach ginn ass, och schonn zum Deel erreecht.

D'Gesondheet geet awer och Hand an Hand mat Bewegung, wéi ech gesot hunn, geet Hand an Hand mam Sport. D'Wichtegkeet vun der Bewegung beim Kand ass unerkannt. An zesumme mam Erzéiungsminister gëtt d'Entwécklung vun der Motricitéit systematesch am A behalen, fir vu klengem un de Spaass un der Bewegung ze ënnerstëtzen an och ze entwéckelen.

De Bilan vun de fënnef verschiddene Pilotprojeten an de Maison-relaisen ass méi wéi positiv. Déi global Approche zu de verschiddenste Sportaarten, déi de Kanner do gebuede gouf, huet genee dat bruecht, wat d'Objektiv och vum Sportsministère war: De Frust vis-à-vis vum Sport konnt spilleresch ofgebaut ginn a ganz vill Kanner hunn de Wee mat Freed a sëllech Sportsveräiner fonnt. Dass de Sport villes bäidréit a puncto Educatioun, Integratioun, sozial Kohäsioun ass eng Evidenz. An et ass méi wéi berechtegt, dass de Sport an eiser Gesellschaft eng gréisser Unerkennung an och dee passende Stellewäert verdéngt.

Am Suivi vun der Presidence huet de Sportsministère sech zum Beispill an der Tëschenzäit och mat engem Expert - fir en net ze nennen: de Laurent Carnol - verstäerkt, deen am Beräich vun der dualer Carrière de Spëtzenathleten an de jonken Talenter zur Säit steet an hinnen eng Hëllefstellung offréiert, fir Sport a Beruff respektiv Sport a Studium beschtméiglech mateneen ze verbannen an och ënner een Hutt ze kréien.

Jo, de Sport kascht eppes! An dat ass och gutt esou. A kucke mer den 10. Fënnefjoresplang, sou kann ee soen, dass dee mëttlerweil komplett engagéiert ass fir en Invest vu ronn 500 Milliounen Euro, dovunner 100 Milliounen als Kontributioun vum Stat. Mä net onwichteg ass natierlech och an deem Kontext ze wëssen, dass dëse Programm ronn 2.200 Aarbechtsplaze mat sech bruecht huet. De Subsid Qualité+ ass eng zolidd finanziell Hëllef fir d'Sportsveräiner. Et ass net nëmmen en Ersatz fir déi fréier Chèque-servicen, mä heimat kënnen d'Strukture vun de Veräiner an den Encadrement vun de Kanner wäitaus verbessert ginn.

D'Pronkstéck vun den Investissementer ass natierlech den neie Fussball- a Rugbystadion op der Cloche d'Or, deen nach bis Enn vun dëser Legislaturperiod soll realiséiert ginn.

Et leien och scho genuch Projeten do, fir dass elo 2017 den 11. Fënnefjoresplang kann ausgeschafft ginn. An dee laang erwaarte Vëlodrom gëtt dann am Kader vum Lycée Mondorf gebaut.

Um grousse Chantier am Sportsberäich stinn awer nach dräi grouss Pilieren. Zum engen ass et d'Stäerkung vum Comité olympique, wou Hëllef gebuede gëtt, fir de groussen Aarbechtsopwand kënnen ze meeschteren am Hibléck op d'Extensioun vun de Missioune vum COSL. De Sportsministère kënnt och der Demande vun de Federatiounen no, fir hinne bei der Gestioun an der Ausaarbechtung vun de Konzepter eng Stäip ze bidden. Esou gëtt zum engen den administrative Volet gestäerkt, voll ausgebilt Trainere solle méi a méi an den Asaz kommen, an natierlech ginn och d'Strukture bei Bedarf verbessert.

Drëtte Pilier, de Statsminister ass schonn drop agaangen, ass d'Kreatioun vum sougenannten Olympiastützpunkt. An d'Repercussiounen natierlech vun all dësen Aktioune wäerte sech jo och am Sportsbudget vun 2018 erëmfannen.

Wou soss wéi am Sport ginn déi véier grouss fundamental Wäerter vun eiser Gesellschaft erëmfonnt? D'Fräiheet, am Sënn vun Emanzipatioun vu Kierper a Geescht, d'Solidaritéit, am Sënn vum Equippegeescht, d'Sécherheet, mat all de Virdeeler, déi de Sport ze bidden huet a puncto Liewensqualitéit, an dann awer net zulescht d'Gläichberechtegtkeet, well fir jiddwereen d'Leeschtung soll zielen, an net d'Hautfaarf oder de Sex, deem en ugehéiert. A jiddwereen, ob Mann oder Fra, soll déiselwecht Unerkennung fir seng Leeschtung kréien.

An dat alles natierlech mécht eng fortschrëttlech a modern Gesellschaft aus. Eng Gesellschaft, an där d'Chancëgläichheet an awer och d'Paritéit hir Plaz hunn. Ech kann Iech soen, dass ech op deene verschiddene Plazen, wou ech am Ausland war, fir ebe just grad zu där Thematik och mäi Wiertche bäizedroen, all Kéiers houfreg war, fir kënne matzdeelen, dass Lëtzebuerg mat sengem Chancëgläichheetsministère a mat senger ganz engagéierter Chancëgläichheetsministesch derfir suergt, dass hei zu Lëtzebuerg d'Fra hir Plaz an all Domän vun der Gesellschaft soll kréien: bei der Beruffswiel, wou mer eng genderneutral Beruffsorientatioun brauchen a wou d'Jalone scho gesat ginn, fir géint Stereotypen unzekämpfen, um Aarbechtsmaart, wou nei Modeller vun Aarbechtsorganisatiounen diskutéiert a scho méi a méi ëmgesat ginn, an an der Prise de décisioun, wou mat der verstäerkter Präsenz vu Fraen a Verwaltungsréit natierlech muss an d'Zukunft gekuckt ginn, an dann och natierlech selbstverständlech um Niveau vun der Politik.

Am Dezember d'lescht Joer ass d'Gesetz gestëmmt ginn, wat gemengerhand bei eis als „Quotegesetz" ofgestempelt an och bekannt ass. Hei geet et zum enge wuel ëm d'Égalité salariale, mä zum aneren huet Lëtzebuerg sech och elo mat dësem Gesetz e gutt Instrument ginn, fir dem Sexe sous-représenté de Sprong op d'Wahllëschten ze vereinfachen. D'Parteiefinanzéierungsgesetz ass modifizéiert ginn, andeems finanziell Sanktiounen applizéiert ginn, wa bei de Lëschte fir d'National- an d'Europawahlen net de virgeschriwwene Quota erreecht ass.

Et goufe ganz vill Diskussiounen am Virfeld vun dësem Gesetz. An och elo, an dëser preelektoraler Zäit, ass dës Mesure ëmmer nach en Thema, och wann d'Gemengewahlen natierlech heivunner net betraff sinn.

De Chancëgläichheetsministère hat de Courage, dat waarmt, jo, loosse mer souguer soen, dat gliddegt Eisen unzepaken. An et bleift ze hoffen, dass och bei eis, wéi an anere Länner och, de Quotesystem just als Iwwergangsléisung ze betruechten ass an dass e ganz, ganz séier, wéi et an anere Länner de Fall war, seng Friichte wäert droen.

Jo, d'Frae gehéieren op eng Lëscht. Mä d'Frae sollen och gewielt ginn. D'Fraen hunn d'Vertraue verdéngt gradesou gutt wéi hir männlech Kolleegen, och wa si sech ganz dacks net trauen, fir eng politesch Verantwortung ze iwwerhuelen.

D'Campagne vum Chancëgläichheetsministère ass drop ausgeriicht, fir dëse Message un d'Wieler weiderzeginn an och en Incitatif ze bidde fir jiddwereen, dee mat gudden Iddie kënnt, fir dës Sensibilisatiounscampagne ze ënnerstëtzen.

Eng Campagne kritiséieren eleng geet net duer. Et heescht de Courage hunn, fir esou eng Motivatiounsiddi och ëmzesetzen, sech bewosst sinn, dass een, wann ee mat sengen Iddie wëllt derduerchgoen, muss Zäit investéieren. Et muss een Zäit investéieren an Iwwerzeegungsaarbecht leeschten. A wann ee sech da mat enger Poschecampagne op de Wee mécht bei d'Fraen, fir déi Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten, da kann een och dermat rechnen, dass ee stiermesch Reaktioune riskéiert. An och déi soll een a kann een dann assuméieren. Mä de Wee ass bekanntlech d'Zil.

Ech woen ze soen, Här Statsminister, dass et eisem Land gutt geet, wann et de Fraen am Land och gutt geet. An op ville Plazen op der Welt…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Selbstverständlech!

Op ville Plazen op der Welt ass dat awer leider net de Fall. Dofir ass et wichteg, dass ons Regierung d'Chancëgläichheet net nëmmen duerch e gudden Aktiounsplang an och legislativ Mesuren hei am Land fërdert, mä dass och ons Kooperatiounspolitik mat hirer transversaler Genderdimensioun vill Projeten ënnerstëtzt, mat deenen de Stellewäert vun der Fra an alles an allem den Empowerment vun der Fra an der Gesellschaft gestäerkt ginn.

No vir kucken heescht, net stoe bleiwen, wou mer haut sinn. No vir kucken heescht, no alle Säite kucken a keen am Ree stoe loossen. No vir kucken heescht och, eis gutt Erfahrunge mat aneren deelen, an no vir kucke verhënnert net, eng Hand auszestrecken do, wou Hëllef gebraucht gëtt. An an deem Sënn sinn ech frou, dass ech heimadder och vläicht d'Iddi vun der LSAP vertrueden hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wirtschaftlech gesi geet et eisem Land gutt, an zwar esou gutt, dass de Wirtschaftsminister jo mat - wéi soll ech soen? - engem „clin d'œil" gemengt huet, d'Kommissioun hätt Problemer, fir Lëtzebuerg herno iwwerhaapt nach Recommandatiounen ze maachen.

Effektiv, eis Ekonomie, déi dréit. Eis Wuesstumsprognose goufe kierzlech no uewe korrigéiert. De Chômagetaux geet permanent erof, an eise Statsbudget ass am grénge Beräich.

Leider profitéiert awer net jiddweree vun deene positiven Entwécklungen. A fir deene klammenden Ongläichheeten entgéintzewierken, huet dës Regierung vun Ufank u gesot, dass d'sozial Gerechtegkeet an d'Aarmutsbekämpfung zu de Prioritéite solle gehéieren. D'Lutte géint d'Pauvretéit gouf jo och als eent vun den Ziler am PNR definéiert. A besonnesch déi Elengerzéiend sinn an de Fokus vun der Politik gerëckelt.

Fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken a fir méi sozial Gerechtegkeet, goufen eng Rëtsch Initiative geholl. Ech erënneren un d'Steierreform, de rezente Reajustement vun de Pensiounen, d'Hausse vum Mindestloun, d'Indexéierung zum Beispill nach vun de Studiebäihëllefen an d'Subvention de loyer, woubäi, an dat huet de Georges Engel och scho virdrun a richteg gesot, dës Mesure onbedéngt muss nogebessert ginn.

E weidert wichtegt Instrument an der Lutte géint d'Aarmut ass den RMG, dee jo elo reforméiert gëtt. Den neie REVIS ass a sengem Grondsaz richteg. E wäert eng Partie Verbesserunge mat sech bréngen, notamment fir kannerräich Familljen, awer och fir déi Elengerzéiend. Si wäerte geziilt ënnert d'Äerm gegraff kréien, an den Accent soll op d'Inklusioun gesat ginn, fir dass déi Betraffe wa méiglech herno erëm kënne selwer op eegene Féiss stoen.

Eis Aufgab als Politiker ass et, derfir ze suergen, dass déi Menagen, déi wierklech Hëllef brauchen, se och herno kréien an dass besonnesch zukünfteg REVIS-Bezéier mam System herno net manner erauskréien, wéi se aktuell zegutt hätten.

D'Avisen zum Projet de loi kommen elo lues a lues eran. Dat ass och wichteg, fir dass déi zoustänneg Chamberskommissioun an hirer Aarbecht ënnerstëtzt ka ginn, fir dass mer dann och herno e System kréien, deen ëmsetzbar ass an dann och herno wierklech deene concernéierte Leit hëlleft.

Bei där Geleeënheet géif ech awer och nach gären op de System vun der Obligation alimentaire agoen, well ech der Meenung sinn, dass mer deen och kéinten op de Leescht huelen. Mir kéinten eis zum Beispill do un der Belsch inspiréieren. Do ass et esou, dass, wann deen een Elterendeel den Ënnerhalt net bezilt, sech e bestëmmte Service drëms këmmert, fir eben déi feelend Alimenter anzedreiwen. A bei deene Persounen ënner enger gewëssener Akommesgrenz ass et och esou, dass de Service carrément d'Avancë bezilt.

An Däitschland gëtt et och esou en „Unterhaltsvorschussgesetz", dat elo reforméiert gouf, fir dass de Stat aspréngt, wann eben deen aneren Elterendeel net bezilt.

Bei eis am Land gëtt et och esou eng Regelung, awer mam groussen Ënnerscheed, dass do am Virfeld all d'Rechtsweeër mussen ausgeschëpft sinn. A beim RMG an och dem zukünftege REVIS ass et souguer esou, dass en theoretesche Montant un Alimenter mat verrechent gëtt, wéi wann een déi Sue kritt hätt, och wann ee se vläicht herno guer net kritt.

Dacks ass et awer esou, dass d'Elengerzéier net d'Moyenen an och net d'Zäit hunn, fir all déi juristesch Schrëtt duerchzegoen. An ech denken, dass mer hei am Land och kéinten e Schratt méi wäit goen an eise System sollten deementspriechend verbesseren. Och domadder géife mer ganz villen elengerzéiende Familljen hëllefen.

Virun engem Joer, mengen ech, muss et gewiescht sinn, wou mer hei d'Gesetz vun de Familljeprestatioune gestëmmt haten. An deem Kontext wëll ech och nach eng Kéier un d'Aféierung vum Mechanismus erënneren, deen ënner anerem virgesäit, d'Familljeprestatiounen all zwee Joer ze adaptéieren, geméiss der Entwécklung vum Salaire médian hei am Land.

Do stellt sech natierlech d'Fro: Wéi geet et elo mat deem Accord mat de Gewerkschafte weider? De Projet de loi läit um Dësch. De Conseil d'État huet deen och schonn aviséiert. Do muss ee soen, dass deen net esou ganz positiv ass. An dofir eben hei d'Fro, ob d'Regierung nach ëmmer un dësem Berechnungsmodus festhält oder ob iwwerluecht gëtt, sech mat de Sozialpartner nach eng Kéier zréck un den Dësch ze setzen.

Ech hu virdru gesot, dass et eisem Land jo net allze schlecht geet. Dofir ass d'LSAP der Meenung, dass mer solle weider Initiativen huelen, fir besonnesch de Familljen ze hëllefen. Fir zum Beispill eng méi staark a selektiv Ënnerstëtzung kéint de Stat bei de Familljen ënner enger gewëssener Akommesgrenz an och bei Eltere mat ville Kanner hëllefen, d'Käschte bei de Schoulbicher fir de Secondaire ze iwwerhuelen. Domadder géife mer och konkret deene finanziell méi schwaache Menagen hëllefen.

An enger Froestonn hat ech och schonn eng Kéier d'Thema ugeschwat a proposéiert, esou eng Hëllef zum Beispill un d'Allocation de vie chère ze bannen. Den Educatiounsminister war, mengen ech, deemools net ganz ofgeneigt an huet geäntwert, dass do nach eng Partie Froen ze kläre wären. Dofir hoffen ech, dass d'Regierung weiderhi mam Gedanke spillt, an déi Richtung ze goen. An et géif mech och hei interesséieren, ob dann elo eng Rei Froe gekläert gi sinn a gekuckt ginn ass, wéi eng Pisten een dann do kéint goen.

Bleiwe mer bei der Familljepolitik, well ech mengen, et ass keen anere Ressort, deen esou grouss Ënnerscheeder tëschent de Parteien opweist wéi eben d'Familljepolitik.

Och wann aus den haaptsächlech konservative Lageren ëmmer erëm behaapt gëtt, dass déi Fraen, déi doheem bleiwen an net beruffstäteg sinn, „alles ewechgeholl" kréien, gëtt déi Ausso domadder net méi richteg. Dee Choix, vun deem ëmmer nees geschwat gëtt, ass kee wierkleche Choix. Et war an et bleift e Choix, dee sech haaptsächlech déi finanziell gutt gestallte Familllje konnte leeschten an och haut nach kënne leeschten. Dee Choix war fréier keen aneren ewéi haut.

An am Géigesaz zu deem, wat oft gemengt gëtt, subventionéiert och de Stat nach haut dëse Familljemodell, zum Beispill iwwert d'Droits dérivés, iwwert de Steiersystem an iwwer eise Sozialsystem. Dat gëtt leider ëmmer an den Debatten ausgeblent, vläicht bewosst, well dëse Modell vill negativ Konsequenze mat sech bréngt an notamment dat schéint Bild vum fräiwëllege Choix demontéiert.

De Realitéitscheck - genau, ech mengen, et war en „Realitéitscheck", dat war dat Wuert, wat gëschter de Sprecher vun der CSV benotzt huet, deen deen domadder wollt fuerderen - gëtt och scho längst gemaach. Dass mer um richtege Wee näämlech sinn, geet ënner anerem kloer aus de Konklusioune vun der Europäescher Kommissioun ervir, déi si am Rapport fir Lëtzebuerg am Kader vum Semestre européen zitt. Mir kréie recht, dass mer verschidde Prestatiounen a Mesuren op de Leescht geholl hunn, fir se entweder ze verbesseren, wéi de Congé parental, oder carrément ofzeschafen, wéi d'Allocation d'éducation. Et ass also domadder genau de Géigendeel vun deem, wat eigentlech déi gréissten Oppositiounspartei hei am Land verteidegt.

E weidere Punkt, op deen ech nach gäre wëll agoen, ass bei de Pensiounen den Ecart tëschent de Geschlechter. Dee läit bei eis hei am Land bei 40% an ass domadder ee vun deenen héchsten a ganz Europa. Dat geet doraus ervir, dass vill Frae modest Pensioune kréien an anerer bal guer keng Pensiounsrechter iwwert d'Joren opgebaut hunn. Net ganz onschëlleg ass sécherlech dorunner deen traditionelle Familljemodell an de System vun den Droits dérivés, dee jo Verschiddener dann als fräie Choix gären duerstellen.

Duerch déi Entwécklungen, déi mer hunn, wäerten déi méi jonk Generatiounen hoffentlech spéider de Problem manner hunn. Dat wär gutt. Mä domadder ass deene ville Fraen net gehollef, déi haut an hirer eegener Altersvirsuerg Versécherungslücken hunn a sech a finanziell prekäre Situatiounen erëmfannen, wa si dann nach méi spéit gescheet ginn.

Do ass menger Meenung no d'Politik gefuerdert. An et ass och wichteg, dass mer endlech dat Scheedungsgesetz kréien, wou verschidden Elementer virgesi sinn, déi direkt beim Divorce

festzeleeë sinn, fir eben domadder kënne spéider fatal Folgen ze evitéieren.

Weider muss d'Politik awer och oppassen, dass se keng falsch Ureizer schaaft oder oprechterhält, déi besonnesch Fraen drun hënneren, an der Aarbecht ze bleiwen oder hir Aarbechtsstonnen ze erhéijen. Ech schwätzen hei geziilt vu finanzielle Bremsen. D'Niddreglounfal fir en Zweetverdénger am Stot läit bei 41% an ass domadder relativ héich. De fiskale System spillt sécherlech hei eng bedeitend Roll. D'Steierreform gëtt de Koppelen elo d'Méiglechkeet, tëschent enger individueller Besteierung oder der conjointer ze wielen.

Op dësem Punkt denken ech, dass mer trotz natierlech enger gudder Steierreform awer an Zukunft musse weider diskutéieren iwwer e méi gerechte System an zum Beispill iwwer eng Gläichbehandlung, onofhängeg vum Zivillstand.

Här President, fir meng Partei ass kloer, dass mer Fraen eng existenzsécherend Aarbecht wëllen erméiglechen a si virun Altersaarmut schützen. E wichtege Schratt war sécherlech hei, fir d'Égalité salariale an d'Aarbechtsrecht anzeschreiwen, eng absolutt néideg Initiativ vun eiser Chancëgläichheetsministesch. Mat der Inscriptioun alleng ass et awer net gedoen. Mir mussen derfir suergen, dass d'Loungerechtegkeet och wierklech ëmgesat gëtt, realiséiert gëtt. An dofir: Wie sech net drun hält, muss och herno wierklech sanktionéiert ginn!

Et gëllt awer och, weider Erausfuerderungen nach ze meeschteren. Wéi wëlle mer zum Beispill fir d'Fraen den Accès op den Aarbechtsmarché, besonnesch fir d'Mammen, déi eng länger Zäit net méi aktiv waren, oder fir déi Elengerzéiend, verbesseren?

Wéi wëlle mer Mammen doranner ënnerstëtzen, eng qualifizéiert, méiglechst Vollzäitbeschäftegung ze kréien an och derfir suergen, dass se do bleiwen?

Och wann den Taux d'emploi iwwert déi lescht Jore sech verbessert huet, ass d'Potenzial, dat d'Frae fir den Aarbechtsmarché duerstellen, net ausgelaascht. Deen Taux ergëtt sech haaptsächlech doraus, dass vill Fraen an Deelzäit schaffen. Mir sinn als Land op der siwenter Plaz. A virun allem stellt sech hei d'Fro, wéi d'Fraen aus der Deelzäit de Sprong an d'Vollzäitbeschäftegung herno packen.

D'Viraussetzung ass natierlech, dass de Kader stëmmt. Eltere brauche Mesuren, déi hinnen hëllefen, fir hiert Privat- an hiert Beruffsliewe besser mateneen ofzestëmmen. Eng wichteg Viraussetzung ass natierlech dobäi och d'Kannerbetreiung.

Doniewent, an dat ass och haut schonn e puermol gesot ginn, brauchen Elteren Zäit. Déi Zäit erméigleche mer hinnen zum Beispill elo iwwert d'Reform vum Congé parental. Weider wichteg Reforme stinn awer och nach un, déi de Premier gëschter genannt huet. Do leien d'Projet-de-loien och schonn um Dësch. Mä leider dauert dat jo ëmmer alles e bësse méi laang. Dobäi wär et awer wichteg, dass d'Elteren, wann hiert Kand krank ass, sech besser kënnen eben organiséieren, fir doheem bei hirem Kand ze bleiwen. Ech schwätzen hei vun der Reform vun dem Congé pour raisons familiales.

Verbesserunge gesi mer awer och ganz kloer an der Neistrukturéierung vun de Congés spéciaux, wou Pappe solle bei der Gebuert vun hirem Kand méi Congésdeeg kréien. Dat zeechent fir eis sécherlech eng ganz gutt an och virun allem eng fortschrëttlech Familljepolitik aus.

Iwwert déi aner ugeduechte Changementer, déi virgesi sinn, muss spéider déi zoustänneg Chamberskommissioun am Detail klären an tranchéieren, wat dann herno deenen heitegen Zäite muss ugepasst ginn a wat net.

Méi wéi iwwerfälleg ass an deem Kontext awer och nach d'Verlängerung vum Congé postnatal. Dat sinn déi véier Woche Congé d'allaitement, déi an Zukunft all Mamm soll kréien, onofhängeg dovun, ob si niert oder net. Si soll dat eben dann d'office zegutt hunn.

Kolleeginnen a Kolleegen, en nächste Schrëtt soll sinn, fir jiddwerengem, also deenen zwee Elterendeeler, e Recht op Aarbechtszäitreduktioun ze erméiglechen, an dat mat der Garantie, zu engem spéideren Zäitpunkt nees kënne Vollzäit ze schaffen, iwwregens och eng Initiativ, iwwert déi am Moment d'Europäesch Kommissioun nodenkt, déi och wëllt op dëse Wee goen.

Do ass net nëmmen eng Reduzéierung vu 50% gemengt, mä vill méi flexibel Modeller. Ideal wär et, wann déi zwee Elterendeeler e bësse manner géife schaffen, zum Beispill 20% oder 25%. Dat hätt zum Virdeel, dass kee vun deenen zwee allze grouss Aschnëtter bei senger Pai, senger Carrière oder herno bei de Pensiounsrechter misst a Kaf huelen an déi zwee och méi präsent an der Kannererzéiung wären.

Wéi meng Virriedner vun der sozialistescher Fraktioun wëll och ech e Wuert zur Digitaliséierung soen, Stéchwuert Tëleetravail, Home Office. Ech warne virdrun - ech wëll elo net falsch verstane ginn, dat sinn alles ganz gutt ugeduechte Modeller, déi eng gewësse Flexibilitéit wäerte matbréngen -, ech warnen awer virdrun ze mengen, dass dat elo déi perfekt Léisung wär fir haaptsächlech schaffend Mammen, well si dann an der Regel méi oft doheem sinn. Kloer ass awer, dass och an engem Home Office professionell Standarde gëllen, wéi Erreechbarkeet an déi ongedeelt Konzentratioun op déi berufflech Aufgaben.

Dat nach ëmmer existéierend Bild vum Home Office vum mam Bëbee um Schouss doheem virum Laptop schaffenden Elterendeel ass net nëmmen onrealistesch, mä schüürt och Viruerteeler, dass doheem net richteg géif geschafft ginn. Virun allem kann den Home Office keng feelend Betreiungsoffer ersetzen, mä soll villméi d'Elteren an hirem Wonsch ënnerstëtzen, ebe méi fräi Zäit ze hunn, Zäit fir d'Famill, an hinnen och vläicht eng Alternativ bidden, fir kënnen hir Deelzäit opzestocken.

Wat d'Aarbecht ugeet, geet et net ëmmer just ëm e gutt Akommes ëm all Präis, mä ëm eng gutt Balance am Liewen. Dëst ass och erëm viru Kuerzem kloer ginn, wéi mer hei den Echange mat de Petitionären hate fir fënnef Deeg méi Congé. Ob allerdéngs déi fënnef Deeg méi Vakanz déi psychosozial Belaaschtung bekämpft kréien, woen ech ze bezweifelen. Dofir ass och d'LSAP der Meenung, dass u villen eenzelne Schrauwe muss gedréit gi fir eben déi eenzel Reformen zur Vereenbarkeet vu Beruff a Famill, déi ech virdrun opgezielt hunn. Weider verweisen ech awer nach eemol op d'Wichtegkeet vun engem Mobbingsgesetz fir am Privatsecteur.

Här President, eis Systemer wéi eis Gesellschaft insgesamt si stännegen Entwécklungsprozesser ënnerworf, soudass eis Sécurité sociale vun haut net onbedéngt op all d'Besoine vu muer zougeschnidden ass. Et geet drëms, an alle Beräicher qualitativ héichwäerteg Leeschtungen ze garantéieren a gläichzäiteg de System ofzesécheren. D'Weiderentwécklung vun der Fleegeversécherung ass esou e Beispill. Dës Reform soll als Chance gesi ginn, d'Fleegeversécherung un déi nei Ufuerderungen unzepassen, fir se eben un nei Krankheetsbiller och mat deenen techneschen Hëllefsmëttelen ze adaptéieren. Hei huet déi zoustänneg Chamberskommissioun scho vill geschafft. D'Amendementer goufen elo zréck un de Statsrot geschéckt, fir enger ganzer Partie vu Kriticken a Bedenken domadder kënne Rechnung ze droen.

Zum Schluss halen ech fest, dass eng Rëtsch gutt Reforme komm sinn an dass och nach eng ganz Rëtsch u gudde Reforme bevirstinn. Sozial Ofsécherung a sozial Gerechtegkeet sinn d'Basis fir eise sozialen Zesummenhalt hei am Land. Dat betrëfft - an et misst een et eigentlech net méi widderhuelen - all Mënsch, deen hei am Land lieft, wunnt a schafft, onofhängeg dovunner, ob deen d'Chance hat, hei gebuer ze sinn oder net oder ob en iwwer méi oder manner dramatesch Ëmstänn de Wee heihinner fonnt huet. Sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit zesumme mat Informatiounen, Erklärungen a Sensibiliséierung sinn iwwregens dat bescht Mëttel, fir géint extrem Tendenzen a géint de Populismus virzegoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Bofferding, mam Appell, ëmmer de Compteur am A ze behalen. Deen heiten, dee geet elo esou lues op rout zou, bon, wat jo dann net weider schlëmm ass.

(Hilarité et interruptions)

A mir géifen dann zum nächsten Departement iwwergoen, den Développement durable. An do ass als éischte Riedner den Här Marco Schank ageschriwwen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Vläicht zu dem Oflaf vun den Aarbechten: Mir géifen de Moie respektiv de Mëtte bis hallwer eng fueren an dann um hallwer zwou eis Aarbechten erëm ophuelen. Mir fueren also esou wäit, wéi mer kommen, bis hallwer eng. An d'Regierung géif am fréie Mëtten äntwerten.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir sinn à votre disposition, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech hunn näischt aneschters erwaart, Här Premierminister.

Débats sectoriels - Volet «Développement durable»

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Premierminister sot an deene puer éischte Sätz vu sengem État de la nation - en hat och d'Geleeënheet, et zweemol ze soen -, ech zitéieren: „Am Alldag funktionéiert net alles, wéi et soll a wéi et muss. Nach net! D'Mobilitéit ass e Problem. Mir stinn am Stau a ginn opgehalen, wou mer wëlle weiderkommen." Duerfir wollt ech mech a menger Interventioun haut mat enger Partie Aspekter vun der Mobilitéit beschäftegen, an hei awer net mam Stroosseverkéier, mä mam ëffentlechen Transport.

Elo ass et leider esou, datt de Minister eraus ass. E war dee ganze Moien do. Ech hätt awer nawell gär gehat..., wann e vläicht iergendwou ass, well ech eng ganz Partie Froen un en hunn!

Une voix.- En ass iergendwou.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Richteg, en ass iergendwou!

Ech wollt a menger Interventioun dann och soen, datt ech selwer aus Iwwerzeegung Zuch fueren, Zuch a Bus, an dat net fir d'Lescht, fir stressfräi op der Aarbecht unzekommen. Wann awer d'Zuchfueren ufänkt stresseg ze ginn, dann ass dee But net méi erreecht. A wann ee mam Zuch fiert, begéint ee ganz vill Leit, an ëmmer erëm kritt ee gesot: „Dat gëtt schlëmmer." Vill Leit si frustréiert, wann alt nees den Zuch Retard huet an een doduerch ze spéit op d'Schaff kënnt respektiv de Bus net kritt, wann den Zuch iwwerfëllt ass, oder schlëmmer, wann ee guer net an den Zuch erakënnt oder wann d'Zich musse virun der Stater Gare waarden, well déiselwecht saturéiert respektiv encombréiert ass, wéi mer dann um Haut-parleur gesot kréien.

Den honorabele Kolleeg Gusty Graas huet viru Kuerzem an der zoustänneger Chamberskommissioun déi Problematik vun den hoffnungslos iwwerfëllten Zich op der Streck vun Nanzeg erop an d'Stad skizzéiert an der Rushhour, mat all deene Geforen, déi dat mat sech bréngt fir d'Clienten an deeneselwechten Zich, déi dann iwwerall Plaz geholl hu wéi d'Hierken an der Konservendous. An dat ass jo net de But, dee mer wëllen erreechen. Hie wäert awer selwer, denken ech, a senger Interventioun dorobber zréckkommen.

Mä eng vun de Konklusiounen dovunner ass awer déi, datt hien da vläicht, mä och aner Leit op deem Deel vum Lëtzebuerger Reseau zu där Zäit den Zuch net méi huelen an dann - wéi kann et anescht sinn? - op den Auto ëmklammen. Och dat wëlle mer jo eigentlech net erreechen.

Bleiwe mer ee Moment bei der Onpénktlechkeet respektiv Pénktlechkeet vun den Zich! An der Äntwert op eng Question parlementaire vun der Kolleegin Josée Lorsché am Dezember d'lescht Joer si mer gewuer ginn, datt statistesch gesinn d'Pénktlechkeet 2016 par rapport zu 2015 an der Moyenne vun 90,9% op 89,8% erofgaangen ass. Elo kann ee soen: Dat ass net immens vill! Ben, gutt: 11% Onpénktlechkeet. An da muss ee jo wëssen, datt an deenen Onpénktlechkeeten, déi do gemooss ginn, jo déi ënner sechs Minutten net agerechent ginn, déi awer derfir kënne suergen, datt een de Bus net kritt respektiv den Anschluss da verpasst.

Op der Linn 90 beispillsweis, Lëtzebuerg-Beetebuerg-Grenz, läit déi Onpénktlechkeet bei 85,2%.

De Minister gouf an därselwechter Äntwert op déi Question parlementaire vun der Madamm Lorsché zou, datt zum Beispill d'Informatioun vun de Clienten „en situation perturbée", wéi et esou schéin heescht, verbessert muss ginn. Stéchwuert: automatiséiert Informatiounssystemer, nei App, dynameschen Affichage, Tracking oder och den Temps réel, wou d'Variatioun tëschent dem geplangten Horaire an dem reellen Horaire präziséiert gëtt.

Et ass awer genee dat, wat mech, awer och aner Clientë vun der Bunn dacks frustréiert, näämlech den Ëmstand, datt een näischt oder net vill gewuer gëtt, wat dann d'Ursaache vun deene Problemer respektiv Retarden am Eenzelfall sinn, an dann - wat, mengen ech, nach méi wichteg ass - respektiv wéini een dann elo definitiv um Zil ukënnt.

Et wier interessant gewuer ze ginn - an hien huet eng Rei Saachen och da genannt an därselwechter Äntwert -, wéini déi versprache Verbesserunge kommen. De Minister huet zum Beispill gesot, et wier eng Etüd amgaangen, fir d'Organisatioun vun der Bunn ze kucken duerch en externe Consultant. Dat géif am éischte Semester 2017 realiséiert ginn, dëst also innerhalb vun der CFL, fir d'Fluxen an d'Informatiounsprozedure fir d'Clienten ze verbesseren. A meng Fro, mir sinn elo Enn Abrëll 2017: Wéini kann ee mat éischte Resultater rechnen? Wat géif dann elo an deem Kontext mat där Etüd dann och u Verbesserunge kommen?

Déiselwecht „date limite" - sou nennen ech dat dann emol -, éischt Semester 2017, huet de Minister och op eng Question parlementaire geäntwert am Zesummenhang mat dem Equipéiere vum Wi-Fi an enger Partie Garen, néng Garen am Ganzen. An dat soll och dann am Laf vum éischte Semester 2017 geschéien, dorënner Ettelbréck a Beetebuerg. Ech denken elo un déi zwou, well ech zu Ettelbréck selwer regelméisseg duerchginn, an u Beetebuerg, well ech dat vum Kolleeg Gusty Graas weess; do ass zumindest de Moment nach näischt geschitt.

An deem Kontext wëll ech dann och nach déi Fro drunhänken, wéini datt d'Equipéieren, d'systematescht Equipéiere vun den Zich mat Wi-Fi soll ufänken - an enger vun den Äntwerten, Här Minister, hutt Der och do gesot, do missten awer nach Tester an d'Sammele vun Erfahrunge gemaach ginn -, wéi séier dat ka goen, well dat och e wichtegen Aspekt, fannen ech, vun der Attraktivitéit awer vum Zuch respektiv vum ëffentlechen Transport ass.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President!

M. Marco Schank *(CSV)*.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo. Wann Der erlaabt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Wann den Här Schank erlaabt, ech kann em déi Äntwerte gär ginn, an zwar direkt.

Wat d'Informatioun vum Client ubelaangt, bis Enn des Joers ass dat alles en place. Dat heescht, deen neien...

M. Marco Schank *(CSV)*.- Dat, wat ech elo genannt hunn, ass alles en place?

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo. Also dat heescht, innerhalb vun den Zich, dat heescht, den Zuchreseau gëtt jo mat deem ARAMIS-System equipéiert, wat en äänleche wéi den Telematiksystem ass. Dat ass bis Enn des Joers fäerdeg. An da solle mam Fahrplanwiessel den 10. Dezember, wou jo souwisou e grousse Fahrplanwiessel wäert kommen, och e ganze Koup Neierunge kommen an der Informatioun.

Wat de Wi-Fi ubelaangt: Déi nei KISS-Automotricen, vun deene mer de Moment jo schonn eng kritt hunn - déi ginn elo geliwwert, relativ zügeg, eelef Stéck bis de Summer -, déi si schonn d'office mam Wi-Fi equipéiert an déi solle genotzt gi fir déi éischt Tester. Dat heescht, do ass de Wi-Fi dran an den Zich, an de Garen. Do geet de Programm zügeg weider. Och am Laf vun dësem Joer ginn d'Garen, déi grouss Garen, equipéiert mat gratis Wi-Fi.

Also ech géif soen, bis Enn des Joers mam Fahrplanwiessel wäerte mer do, wat d'Informatiounspolitik ubelaangt an d'Méiglechkeeten, fir digital Techniken ze notze bei der CFL, ganz grouss Ännerungen hunn.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Merci fir déi Äntwerten.

Ech wollt da weiderfueren an och an deem Kontext, wou de Minister jo versprach huet, datt, wann déi Horairen elo am Dezember changéiert ginn, dat dann alles do matagerechent géif ginn. Ech wënsche mer dann, datt mer och spieren, d'Leit, déi mam Zuch fueren, datt dat dann eng Verbesserung definitiv soll ginn, well ech e bëssen Angscht hunn, och mat dem Arrêt Pont Rouge, wa mer vun der Linn 10 schwätzen, wou och Eisebunner mer gesot hunn, datt dat eventuell awer net esou einfach gëtt, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen. Soit!

Ech wollt dann awer nach ee wichtegen Aspekt uschwätzen, dat ass dee vun der Sécherheet op der Bunn. Op den Accident wëll ech net ze vill zréckkommen. Déi genee Ursaach wësse mer och zwee Méint an en hallwen duerno nach ëmmer net. D'Enquête leeft. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, soen ech dann emol, ass déi onglécklech Verkettung vu Feeler, wou Mënsch a Maschinn solle versot hunn. Den europäesche Kontrollsystem, deen ETCS, ass um Buedem installéiert, dat wësse mer scho méi laang, zënter 2014. Ech géif mer och do wënschen, datt dat geschitt, wat de Minister versprach huet, datt dat och bis Enn des Joers dann an der Rei ass, näämlech d'Equipéiere vun de Maschinne mat deemselwechten ETCS, fir datt de Client weess: Hei, wann ech op Lëtzebuerger Buedem fuere mam Zuch, da sinn och d'Maschinnen, nieft dem Buedem, alleguerten equipéiert.

Speziell war op jidde Fall, wéi déi franséisch Eisebunner net méi wollten op Lëtzebuerg fueren - ech wollt dat awer nach eng Kéier ernimmen -, an dat wéinst eise vermeintlech schlechte Sécherheetsstandarden, well se sech „net géife sécher spieren"! Ech muss awer soen, datt een dann de Kapp rëselt - wann et

net esou eescht wier -, wann ee gewuer gëtt, datt et nom Accident virun der Stater Gare véiermol zu äänleche Sécherheetsproblemer koum, a wou d'Ursaachen, hu mer jo gesot kritt, eendeiteg bei franséische Maschinne solle geleeën hunn!

Da wollt ech awer a puncto Sécherheet och nach eng Kéier op déi Problematik vun den Tunnelen agoen. Dat ass eppes, wat meng Fraktioun scho méi dacks gemaach huet. Déi meescht Tunnelen, déi sinn nun eemol am Norde vun eisem Land. Eng ganz wesentlech Problematik.

Fir déi fënnef Tunnelen, déi méi laang si wéi 400 Meter, do sollten, entspriechend enger Äntwert op eng Question parlementaire vum Januar 2016, d'Aarbechten Enn 2016 ofgeschloss ginn! Laut mengen Informatiounen ass dat awer net de Fall, datt déi ofgeschloss sinn. Duerfir meng Fro och hei: Wann et esou ass, datt se net ofgeschloss sinn, wéi geet dat da virun? Besonnesch wann ee weess, datt kee sech wëllt a kann ausmolen, wann een Zuchaccident wéi zu Zoufftgen respektiv Beetebuerg an engem Tunnel oder tëschent zwéin Tunnelen an deenen enken Éislecker Däller géif passéieren, wou d'Asazgefierer wéi Ambulanzen an esou weider nëmme bedéngt, extrem bedéngt Zougang hunn. Esou een Eeschtfall géif d'Sauveteuren definitiv virun enorm Erausfuerderunge stellen!

Dann nach een Aspekt beim Thema Sécherheet. Ech kommen op eng Suerg zréck, a sidd mer net béis, datt ech dat als Ceterum censeo maachen, eppes och, wat meng Fraktioun schonn emol méi dacks artikuléiert huet, an eng Suerg, déi mer och zesumme mat der Eisebunnergewerkschaft, dem Syprolux, deelen, dat ass déi vun der Gewalt a vun den Iwwergréffer an den Zich, de Busser respektiv op de Gären. Där Incidente gëtt et ëmmer nach vill ze vill. Dat war viru Joren esou, dat ass och nach haut esou. A wann een déi Statistiken ukuckt, déi lescht Statistiken 2014 bis 2016 vum Comité de pilotage de sûreté dans les transports publics, da gesäit een, datt d'Zuel vun den Iwwergréffer net nëmmen op engem héijen Niveau ass, mä datt se an Deeler souguer eropgeet!

Ëmmerhin, am Ganzen 212 Aggressiounen 2016 vis-à-vis vun Agente vum öffentlechen Transport par rapport vun 220 respektiv 188 an de Joren 2014 an 2015! D'Zuel vun den Incidenten an de Busser vun der Stad Lëtzebuerg ass par rapport zu 2014-2015 d'lescht Joer vun 28 op 37 eropgaangen. Beim RGTR huet d'Zuel sech carrément verduebelt, vu 6 op 12. Bei der Eisebunn sinn d'Aggressioune vis-à-vis vun Drëttpersoune vun 39 op 45 eropgaangen. A kierperlech Aggressioune vis-à-vis vu Mataarbechter bei der Bunn si vun 31 op 37 geklommen. Vun den Insultë schwätzen ech emol net. Dann, d'Actes de vandalisme sinn och an d'Luucht gaangen, vun 48 am Joer 2015 op 66 d'lescht Joer.

Ëmmerhin, dat soen ech dann als positive Saz och, ass d'Präsenz vun externe Sécherheetsequippen an den Zich zënter Dezember 2016, dat ass also nach net ganz laang, vu 4% op 10% gehuewe ginn. Also och do gëtt awer gespiert, datt Besoine sinn!

Net fir näischt hat sech dann och verständlecherweis de Minister Bausch schonn am Juli 2015 fir d'Kreatioun vun enger spezieller Unité de police fir den öffentlechen Transport ausgeschwat! Hien huet dat net einfach esou gemaach, mä op enger Reunioun - mir erënneren eis dorunner -, déi en deemools convoquéiert huet, ass mat allen Akteuren - CFL, Gewerkschaften a Police - iwwer Sécherheetsproblemer an den Zich a Busser geschwat ginn. An no där Reunioun sot de Minister, hien hätt dem Ministerkolleeg, deen och hei bei eis ass, dem Etienne Schneider, zoustänneg fir d'bannenzeg Sécherheet, e Bréif geschéckt en vue vun enger gemeinsamer Reunioun, fir zesummen ee Projet pilote auszeschaffen.

An déi Iddi ass, fanne mir, och haut nach gutt! Firwat net e Projet pilote? Do mécht ee jo näischt falsch! Do kann ee jo ëmmer nach kucken, ob et eppes bréngt oder net. Ëmmerhi fonctionnéiert d'Police des chemins de fer an der Belsch mat nobäi 600 Agenten, bei enger Bevëlkerung vun iwwer eelef Milliounen, ganz gutt a suergt op eng effikass Manéier derfir, datt d'Iwwergréffer an engem erträägleche Mooss bleiwen.

Oder ass et effektiv esou, datt d'Police, d'Policedirektioun mordicus keng esou eng Struktur wëllt? Wann ee wéi ech mam Zuch op d'Schaff fiert, da gëtt ee jo dacks ugeschwat. A besonnesch d'Sécherheet ass ëmmer erëm e Sujet, deen d'Leit engem soen. Ech kréien dacks gesot vun Elteren, datt se hir Kanner owes fir erauszegoe mam Auto féieren an dat net zouloossen, datt se den Zuch huele respektiv de Bus, well se fäerten, datt eppes geschitt, entweder am ëffentlechen Transport selwer, op de Garen a wéi och ëmmer.

Wéi ech am Februar 2016 eng mëndlech Fro hei an der Chamber un de Minister Schneider gestallt hunn, krut ech ënner anerem gesot, datt wéinst engem grousse Mangel u Polizisten esou eng Police spéciale net méiglech wier. An do sot de Minister weider, ech zitéieren,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Entschëllegt. Entschëllegt, Här Schank!

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech wollt Iech just zitéieren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo. Gutt, da soen ech Iech eppes duerno, wann Der erlaabt.

M. Marco Schank *(CSV).*- „Dofir mengen ech, wann een d'Envergure kuckt vun deem ganzen ëffentlechen Transport, dass et am Moment esou, wéi d'Situatioun ass, onméiglech wäert sinn, eng Unité spéciale anzeféieren, déi permanent dann an all deenen Zich, an all deene Busser wäert ënnerwee sinn, fir do fir méi Sécherheet ze suergen."

Ech hätt jo gären deemools Iech scho geäntwert, Här Minister, datt et jo net dorëms geet, datt an all Zuch oder an all Bus e Polizist matfiert, mä datt an deenen Zich, wou et noutwendeg ass, wann do no 22 Auer Poliziste matfueren, datt déi Signalwierkung enorm wierkt. An ech wëll och de Minister Bausch dann nach eng Kéier zitéieren. 2015 huet en dat dann, denken ech, gesot: «Il nous faudrait une quinzaine de policiers» pour créer cette entité et répondre au «besoin de plus de sécurité dans les trains et les gares».

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Schank...

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech maachen de Saz fäerdeg...

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo.

M. Marco Schank *(CSV).*- ...an da sinn ech frou, wann Der mer äntwert.

Wann dës Regierung esou eng Police net wëllt, da wollt ech froen, ob da geplangt ass, datt vun der CFL verstäerkt Sécherheetsagenten entspriechend dem Gesetz vum Juni 2009 - Employé sous statut de droit public - agesat ginn, respektiv ob, wéi et elo ass, da weider op extern Sécherheetsleit zréckgegraff gëtt, wann Der dat wierklech net wëllt. Nach mengen ech, datt et besser wier wéinst der Signalwierkung, wann d'Police dat géif maachen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Här Schank, ech wollt Iech just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass et strictement kee Sënn mécht, dat dote wëllen ze maachen! Dir sot, mir solle punktuell an déi Zich da Police setzen. Mä Dir wësst jo ganz genee, dass dat jo dann näischt hëlleft. Do, wou een ass, sinn ech mat Iech d'accord, dass dann an deem Waggon grad keen op d'Iddi kënnt, fir iergendeen aneren ze belästegen. Mä wann Der wësst, an et ass gëschter vum Premier gesot ginn, dass eleng an eisen Zich 22 Milliioune Passagéier fueren - 22 Milliounen! -, rechent Iech dat emol ëm, wivill Waggonen dat sinn! An da rechent Der Iech dat ëm, wivill Polizisten dass mer missten hunn, fir déi dann all ze observéieren, fir e Minimum vu Verbesserung an dee System eranzekréien!

Ouni vum Bus ze schwätzen! Ouni vum Bus ze schwätzen! Ouni vun deene ronn 40.000 Schüler ze schwätzen, déi all Dag mussen an d'Schoule gefouert ginn. An dann hunn ech nach net vun all deenen anere Busse geschwat! Wivill Leit misst Der dann do opbréngen, fir vernünfteg kënnen ze behaapten, dass doduerjer eng Situatioun sech verbessert?

Ech mengen, déi aktuell Situatioun, déi mer hunn, ass déi, dass d'CFL mat der Police ganz gutt zesummeschafft, dass, wann et Radau an engem Zuch gëtt, d'Police meeschtens schonn op der nächster Gare steet, fir deen an Empfang ze huelen. An dass mer och als Police deene Leit, déi fir d'Sécherheet an den Zich suerge respektiv déi Schaffner sinn, hëllefen eng Ausbildung ze ginn, wéi se mat deene Leit sollen ëmgoen.

Dovun ofgesi wëll ech just drop opmierksam maachen, dass den Taux vun der Kriminalitéit am ëffentlechen Transport extrem geréng ass par rapport zu anere Plazen! Eleng op der Stater Gare geschéien an enger Woch esou vill Strofdote wéi d'ganzt Joer am ëffentlechen Transport! Elo sot mer just: Wat ass dann elo méi wichteg, fir déi limitéiert Ressourcen, déi mer hunn, anzesetzen? Ech gesinn eis net, eis Polizisten alleguerten an d'Zich setzen!

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Gutt. Ech denken, datt genau dat, wat Der mer elo geäntwert hutt, Här Minister, datt och de François Bausch datselwecht am Kapp hat, wéi e gefuerdert huet, fir esou eng Unitéit ze kréien! An ech widderhuelen, wann e vun enger «quinzaine de policiers» schwätzt, wou ech mengen, wou scho vill gemaach wier genau zu deenen doten Dageszäiten, owes, wou et wesentlech ass - wat ech virdru gesot hunn -, datt d'Police an den Zich wier. Déi Signalwierkung ass net ze ënnerschätzen! - Gutt, ech hunn eng begrenzten Zäit. Ech wollt dat awer nach eng Kéier däitlech gesot hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank *(CSV).*- Dann, Här President, just och nach ee Wuert an eng Fro zum Bustransport. Ech muss mech hei a menger Zäit elo begrenzen. Am Kader vun enger Kommissiounssëtzung, wou mer iwwert de Rapport spécial vun der Cour des comptes geschwat hunn am Zesummenhang vum RGTR, huet meng Fraktioun d'Problematik vum Bustransport am ländleche Raum nach eemol ugeschwat, Stéchwuert Ruffbus. An do huet den Nohaltegkeetsminister geäntwert, datt en Aarbechtsgrupp d'Méiglechkeet géif analyséieren, fir e System Ruffbus en place ze setzen, an datt besteeënd Initiative géifen an de System integréiert ginn. Ech erënneren drun, datt et esou eng Initiativ gëtt: de Bummelbus vum FPE, wou eise Kolleeg Aly Kaes Responsabilitéit huet, deen e ganz grousse Succès am ländleche Raum kennt. Déi Gefierer bewegen net manner wéi 160.000 Leit d'Joer! A meng Fro un de Minister: Gëtt deen Aarbechtsgrupp eréischt agesat oder gëtt et e schonn? A wa jo: Wéini ass do mat éischte Resultater ze rechnen?

Da wollt ech am...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, also wann d'Zäit ofgerechent gëtt, ass alles gutt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Just zu deem Aarbechtsgrupp, als Äntwert direkt. Dir wësst jo, datt mer am Kader vun engem Konsultatiounsprozess och mat de Bierger si fir déi Reform vum RGTR fir 2019. An do gëtt et ee vun den Aarbechtsgruppen eben, an deen déi Fro vum Bus am ländleche Raum drakënnt. Do kënne Bierger sech mellen, fir matzeschaffen. Dat wäerte mer nach virum Summer lancéieren, fir en Aarbechtsgrupp en place ze setzen.

M. Marco Schank *(CSV).*- Très bien!

Här President, ech wollt dann och am Kontext vun der Mobilitéit vu Leit mat enger Behënnerung nach ee Sujet uschwätzen, wou ech och e bëssen d'Gefill vum Ceterum censeo hunn, mä ech soen et awer: An enger Froestonn ufanks Februar hunn ech d'Problematik opgeworf gehat vum Adapto-Bus. An ech hunn an der Tëschenzäit eng ganz Partie Leit, déi u mech erugetruede sinn, fir och hir Problemer do ze soen. An zwar ass de Problem deen, well déi Leit ganz dacks de Führerschäin nach hunn, an dann ass déi strikt Trennung da schwéier novollzéibar.

Ech erkläre mech: D'Ofgi vum Führerschäin steet net däitlech an de Konditiounen, fir vum Adapto ze profitéieren. An dat zu Recht, a mengen Aen, an eisen Aen! Mä den zoustännege Service handhabt dat awer esou. De Minister Bausch huet deemools gesot, ech zitéieren, et wier „relativ kloer, wann natierlech eng Persoun de Führerschäin nach huet a per se kann Auto fueren, da ka se «par ses propres moyens» jo sech nach deplacéieren". Mä esou einfach ass et awer net an eisen Aen! Et gëtt jo awer Leit, Här Minister, déi apte si fir Auto ze fueren, respektiv eeler Leit mat enger Géibehënnerung, déi nach kuerz Strecke kënnen, däerfe fueren! Zum Beispill um Land, fir anzekafen, do ass de Bäcker net an der Strooss. Do muss een dann zwee oder dräi Kilometer fueren.

D'Resultat ass elo dat, datt eeler Leit, déi den Adapto refuséiert kruten, dann en Taxi huelen, fir méi wäit ze fueren, an den Auto huelen, fir méi no Kommissiounen ze maachen. An eis Meenung, an do sti mer och net eleng, eis Meenung ass, si gëtt iwwregens och vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand gedeelt, ech zitéieren aus dem Rapport vum ORK: „Chronesch krank Leit sinn op bestëmmten Deeg capabel, fir Auto ze fueren, an op aneren Deeg iwwerhaapt net." Alles hänkt vun deem bestëmmten Dag of, also vun der Condition du jour, vun der Destinatioun - wäit, Klinik, Dokter oder nëmme bei de Bäcker? - a vun der Meteo, ob et glat ass, ob Schnéi läit a wéi och ëmmer.

Datt déi Reform vum Novabus néideg war, do ginn eis Meenungen net auserneen, well dacks de Service genotzt gouf vu Leit, déi keng Mobilité réduite haten, konnten noweisen. An dat stellt och kee Mënsch a Fro. Mä esou, wéi et elo gehandhabt gëtt, ass et net fair!

Dann... Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Direkt eng Äntwert...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech sinn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Är Zäit gëtt gestoppt.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, mä ech muss awer soen, entweder maache mer en Debat hei oder mir maache keen Debat hei!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...d'Zäit ass ëmmer gestoppt!

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Soss brauch ee jo net hei ze sëtzen.

Also ech muss soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert dem Här Schank seng Ausso, well an där Fro vun der Definitioun an ënner wéi enge Konditiounen een den Adapto kann hu respektiv virun allem an där Fro vum Führerschäin huet sech an der Regel par rapport zu deem, wéi et ënner mengem Virgänger war, dat heescht, wéi den Här Wiseler nach am Ministère war, net wesentlech vill, fir net ze soen näischt geännert!

An et ass och esou, datt, wa mer soen, wann een de Führerschäin huet, donc nach kann Auto fueren, a wann dann dee Fall antrëtt, wéi den Här Schank seet, datt en Dag Glatäis ass an en duerfir da vläicht den Auto net hëlt: Et gëtt och nach den ëffentlechen Transport! Dat si jo dann awer Leit, déi net esou e groussen Handicap hunn, datt se net kéinten den ëffentlechen Transport huelen!

An ech mengen, den Här Schank weess och genausou gutt wéi ech, datt entre-temps déi ganz Fro Adapto/Novabus vum Käschtepunkt hier onwahrscheinlech explodéiert ass an deene leschten zéng Joer an datt mer einfach de Risiko lafen, datt, wa mer net kloer Regelen hunn - an de Führerschäin hunn oder net hunn, ass eng kloer Regel; wann een awer nach ka selbststänneg eng Rei Saache maachen, donc och selbststänneg en öffentlechen Transport huelen -, da soen ech Iech, dann ufert dat hei komplett aus!

An dann, ee leschte Saz wëll ech awer och soen: Mir hu genuch Flexibilitéit! Ech kann Iech soen, ech kann Iech och genuch Beispiller liwwere vu Fäll, déi ganz spezifesch sinn an da war ëmmer genuch Flexibilitéit do, fir ze soen: „Okay, do maache mer dann eng Ausnambestëmmung", wa konnt mat Certificat dann nogewise ginn, datt et eng ganz spezifesch Situatioun war. Also et huet sech eigentlech net wesentlech vill geännert par rapport zu där Zäit, wéi den Här Wiseler respektiv den Här Schank selwer an deem Ministère do waren, an deem dote Punkt.

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci derfir. Just fir ze soen, wann déi Flexibilitéit an Zukunft ginn ass, dann ass dat och gutt esou. Mä ech kennen awer Fäll, wou déi eben net war, wou ech awer gemengt hätt, datt et fair gewiescht wier, fir déi Flexibilitéit...

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et gëtt ëmmer eenzel Grenzfäll.

M. Marco Schank *(CSV).*- Gutt. Zum Schluss e leschte Ceterum censeo. D'Emweltministesch ass och hei. Ech hunn an deene leschten dräi Joer e puermol nogefrot gehat nom Nohaltegkeetscheck fir Gesetzesprojeten, fir Reglementer, fir Decisioune vun der Regierung. Op der Säit 71 am Koalitiounsprogramm ass dat festgeschriwwen, datt et géif kommen. An der Plenière hunn ech dacks keng Äntwert kritt, mä ech hunn awer dunn de leschte Méindeg gefrot gehat, an du sot d'Ministesch mer, si wieren amgaangen dorunner ze schaffen.

Madamm Ministesch, meng lescht Informatioune ginn an déi Richtung, wéi wann d'Majoritéit sech net eens wier, datt deen Nohaltegkeetscheck géif kommen. An duerfir hunn ech e bëssen Angscht, et géif näischt geschéien. Mä wa wierklech dru geschafft gëtt - mir wäerten dat observéieren -, wier ech frou, géif ech mech freeën, wann deen Nohaltegkeetscheck géif kommen. Virun allem, well och de President vu Fairtrade Lëtzebuerg viru Kuerzem an engem offene Bréif an enger Dageszeitung déi Fro gestallt huet a geschriwwen huet, „vläicht eng wesentlech Méiglechkeet fir Lëtzebuerg, sech am Kader vun der Agenda 2030 mat hire 17 Nohaltegkeetsziler als Musterschüler ze profiléieren". Duerfir hoffen ech, datt net nëmmen dru geschafft gëtt, mä datt et och zu enger Emsetzung kënnt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Schank.

Mir sinn e bëssen an enger spezieller Situatioun. Vu dass eng ganz Rei vu Froen hannereneen un d'Regierungsmembere gestallt ginn, géif ech och mengen, dass mer dru wannen, wann ee kann och direkt d'Äntwert ginn, wa se do ass.

D'Madamm Ëmweltministesch huet d'Wuert.

Selbstverständlech, déi Ënnerbriechunge kritt Dir net ugerechent. An déi Äntwerten, déi d'Regierung ginn huet, déi gi bei der Zäit vun der Regierung ugerechent. Dat ass evident!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo natierlech - an do soen ech dem Här Schank näischt Neies, well ech em dat elo eréischt rezent, et ass nach net eng Woch hier, geäntwert hunn -, en huet ganz recht an dat hunn ech ëmmer vun Ufank u gesot: „Mir verbannen den Nohaltegkeetscheck", deen ass net vergiess, „mat der Agenda 2030."

Ech hunn och d'Iescht Woch nach eng Kéier den Timing widderholl. Mir setzen elo gären d'Agenda 2030 ëm, wou d'ganz Regierung dru geschafft huet, da kënnt en ëffentleche Prozess an duerno gëtt natierlech den Nohaltegkeetscheck, deen net vergiess ass - deen zu Recht erwäänt gëtt, well en am Regierungsprogramm steet -, da gëtt dee beschafft, mä an där Chronologie, wou et och logesch ass. An dofir widderhuelen ech dat dann och nach eng Kéier heibannen. Ech soen Iech awer Merci, fir drun ze erënneren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, aus Zäitgrënn wëll ech elo net op d'Landesplanung, d'Buedemversigelung, d'Kläranlagen an d'erneierbar Energien agoen. Ech wëll just vläicht eng Kéier ënnersträichen, dass mir als LSAP d'Regierung ënnerstëtzen am Kampf géint d'Atomreakteren zu Cattenom an zu Tihange. Well déi verlängert Lafzäiten, wéi mer se elo gesinn, déi si jo schonn erëm am Gespréich, fir och doriwwer, iwwer 40 Joer ze goen. An ech mengen, et ass elo de Moment, fir matzäit domat unzefänken. Wann ee jo och gesäit, dass an Däitschland grouss Efforte gemaach ginn, fir an déi Richtung do ze goen, da mengen ech, hätte mer do Alliéierter, wou eis an der LSAP immens wichteg ass.

Ech géif mech dofir just drop beschränken, de Beräich vum Transport unzeschwätzen, well wéi gesot, Buedem, Waasser, Loft an Energie si grondleeënd Ressourcen, déi eise Wuesstumspotenzial limitéieren.

Wat bedeit dat fir eis politesch Prioritéiten? Et gëtt zwee Beräicher, déi e ganz besonnesch staarke Lien zum Wirtschaftswuesstum hunn: Dat sinn de Wunnengsbau an den Transport. Zum Wunnengsbau, do huet mäi Fraktiounskolleeg, de Georges Engel, schonn alles a gutt gesot.

Wann eis Capacitéiten um Wunnengsmarché net mam Wuesstum vun den Aarbechtsplaze Schrëtt hale kënnen, wäert domadder och de Pendlerverkéier vun de Frontaliere weider zouhuelen. Deen effizientste Wee, fir d'Leit mueres op d'Aarbecht ze brëngen an och erëm heemzebréngen, ouni dass alles zesummebrécht, ass de kollektiven ëffentlechen Transport. Et ass positiv, dass mer zënter enger Rei vu Jore massiv an den Ausbau vum ëffentlechen Transport a besonnesch vum Schinnennetz investéieren an hei bleiwen och nach vill Efforten ze maachen, wéi mer wëssen.

Iwwert déi verschidde Legislaturperioden ewech hu mer e Plang fir en etappeweisen Ausbau vun eisem Transportreseau, dee jo, vun eenzelnen Ännerungen ofgesinn, no an no ëmgesat gëtt. Dëse Plang muss natierlech weider evoluéieren. Et geet jo drëm, an der Landesplanung Couloire frai ze hale fir Projeten, déi net haut an net muer kënne realiséiert ginn, mä wou ee sech awer Optioune fir d'Zukunft muss erhalen.

E gutt Beispill dofir ass den Tram: De Minister huet dat jo virgestallt, dass ausser vun der Gare bis bei d'Foireshalen et jo och virugeet Richtung Kierchbierg a Richtung Bouneweg, mä dass een och do nach Iwwerleeunge ka weidermaachen - an de Minister huet dat jo och schonn a respektive parlamentareschen Ufroe gemaach -, fir dat weiderzeféieren op Leideleng, vun der Place de l'Étoile iwwert d'Arelerstrooss bis op Mamer, Mamer Lycée - Stéchwuert Europaschoul -, Park and Ride eventuell am Westen an esou weider. Och dat si Projeten, déi mer an deem Sënn ënnerstëtzen an déi eis Mobilitéit kënnen erhalen.

Datselwecht gëllt natierlech och fir d'Busspuren, fir Couloiren do ze halen. Ech verkierzen dat elo e bëssen. Weider ass et awer natierlech wichteg, de Schinnereseau auszebauen. Mir als LSAP sinn nach ëmmer der Meenung, dass iergendwann och eng Verbindung vun Esch an d'Stad géif Sënn maachen. Zu Beetebuerg wësse mer, dass dee groussen Hub gebaut gëtt. Et geet jo net nëmmen drëm, fir d'Leit ze transportéieren, mä och Wueren.

An do war emol an der Zäit eng Iddi, déi ee sech vläicht och an Zukunft iwwerleeë muss. Ech mengen, dat ass net fir elo, mä am nächste Jorzéngt muss ee sech déi iwwerleeën: Do war emol sengerzäit e Contournement geplangt tëschent Thionville, iwwert d'Grenz ewech, laanscht den Zoufftgener Tunnel op Beetebuerg, ob een domat net och kéint dee Goulot d'étranglement, dee Fläschenhals opléisen. An och, do kritt ee jo vill Kreditter iwwert d'Europäesch Kommissioun, déi notamment och hei zu Lëtzebuerg vun der Banque européenne d'investissement, der BEI, kéinte finanzéiert ginn, well dat am grenznoe Beräich geschitt.

Fir d'LSAP bleift nach ëmmer déi Iddi vun enger direkter Verbindung vun der Gare aus iwwer Hamm op de Fluchhafen e wichtege Projet. Och Iwwerleeungen a Richtung Saarbrécken, mengen ech, sollte mer eng Kéier maachen.

Dann, ech mengen, de Minister huet dat jo och schonn e puermol gesot, wat eis ëmmer méi wichteg ass, wou mer an Zukunft missten dru plangen, dat si Parkhaiser, souwuel grenzno op eiser Säit, der Lëtzebuerger Säit, awer och am grenznoe Beräich an der Belsch, Däitschland a Frankräich.

Et ass ganz richteg, dass bei deenen Investitiounen an d'Infrastruktur de Schinneverkéier Prioritéit genéisst. Trotzdeem wäerte mer als Land net derlaanscht kommen, och um Stroossereseau Verbesserunge virzehuelen. Als LSAP begréisse mer dofir och den Ausbau zweemol op dräi Spure vun der Diddelenger Autobunn. De Minister huet dat jo ugekënnegt. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer fréier oder spéider dësen Ausbau um Contournement iwwert d'Helfenter Bréck ewech musse weiderféiere bis op d'belsch Grenz. Mä wéi gesot, dat sinn Zukunftssaachen. Et ass jo elo emol gesot ginn. Ech hat zwar eng Question parlementaire un de Minister gestallt, ob dann och elo an deem Projet oder an engem zweete Projet den Ausbau vun der Helfenter Bréck kënnt, wéi mer schonn ëmmer geschwat hunn.

Da sinn natierlech duerchgeeënd Busspuren ze maachen. Et gëtt vill vu Covoiturage geschwat. Ech mengen dat, déi zweemol dräi Spuren, wier jo och eng Méiglechkeet, fir dann eventuell a Spëtzenzäiten do reservéiert Busspuren ze maachen. Ob elo d'Iddi, fir d'Noutspuren als Busspuren ze gebrauchen, déi richteg Iddi ass, dat muss ee kucken. Well dee beschte Covoiturage, vun deem jo vill geschwat gëtt, mengen ech, ass ganz einfach de Bus!

Wat mer och natierlech musse förderen, dat ass d'Mobilité douce. Do musse mer och weider Efforte maachen an do ass et och ganz wichteg - an dat huet een och gëschter gesinn un enger Reaktioun vun der Stater Verkéiersschäffin, der Madamm Tanson, dass et och wichteg ass -, dass een ëmmer méi versicht, separat, geséchert Couloiren ze kréien. Do war iwwregens dës Woch e ganz interessanten Artikel am „Spiegel Online", dass dat Anzeechne vu Vëlosspure relativ gefèierlech ass, well se am Fong de Raum tëschent dem Autosfuerer an dem Vëlosfuerer méi reduzéiert, wéi wann dat op separate Pisten ass, déi normalerweis zwee Meter sinn. Mä dat kann ee gär noliesen, et kann een dat och eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren.

Eppes anescht, wat ech nach wëll uspriechen, ass natierlech d'Verkéierssécherheet. Ech mengen, de Minister huet do vun der „Vision Zéro" geschwat. All Verkéiersdoudegen ass een Doudegen ze vill an dofir wëlle mer dat natierlech absolutt ënnerstëtzen, dass mer do an där Richtung grouss Efforte maachen. Well wann e Mënsch säi Liewen am Verkéier verléiert oder ganz schwéier blesséiert gëtt, dat ass, mengen ech, dat Schlëmmst, wat him a senger Famill ka passéieren.

Dofir wëll ech vläicht eng Fro, oder eng Iwwerleeung abréngen, net onbedéngt eng Fro: Dass een op besonnesche Plazen… Ech mengen, mir si jo mat de Radaren amgaangen, si sinn elo ee Joer a Betrib, mä si sinn awer nëmmen ausserhalb vun den Uertschaften. Wann een elo e bëssen an der Belsch kuckt, do ginn et am Ëmfeld vu Schoulen och schonn déi automatesch Radaren. An do ass d'Iwwerleeung, ob een dat net och kéint eng Kéier bei eis aféiere wéinst der Sécherheet vun de Kanner, wou jo de Minister elo fräiginn huet, fir net nëmmen (veuillez lire: fir net nëmmen automatesch Radaren) op Statsstroossen, mä déi och emol eng Kéier op esou sensibele Plaze bei 30 Stonnekilometer anzeféieren.

Aus Zäitgrënn, Här President, géif ech dann zu der Konklusioun kommen. Dir gesitt, dass eis d'Aarbecht an deene kommende Joren net wäert ausgoen. D'Zil vun all dësen Investitioune muss et sinn, dauerhaft en héije Liewensstandard fir déi Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze garantéieren. Dee Mentalitéitswandel an déi Veränderunge vu Gewunnechten, déi mer vun de Leit verlaangen, dierfen insgesamt net als eng Verschlechterung vun der Liewensqualitéit empfonnt ginn, dofir ass an alle Beräicher en direkten Dialog mat de Bierger enorm wichteg. Mat klengen Adaptatiounen a mat enger verbesserter Organisatioun loosse sech vill potenziell Konflikter vermeiden. E Fallbeispill heifir ass de Fluchhafen an de Kaméidi, woubäi natierlech besonnesch d'Nuetsflich ëmmer erëm an der Kritik stinn.

Ech wëll drun erënneren, dass all déi Mesuren, déi ech opgefouert hunn, solle vermeiden, dass de Wuesstum zu Lëtzebuerg automatesch zu ëmmer méi Stau, Wunnengsnout, Bëtonswüsten a Kaméidi féiert. Wann dat net geléngt, wäert de Widderstand géint eng Wuesstumspolitik méi grouss ginn. Wann d'Leit d'Gefill hunn, dass sech eis Gesellschaft an déi falsch Richtung entwéckelt, geet dat ënner anerem zu Laaschte vun eisem sozialen Zesummenhalt. Et ass richteg, dass mer Wirtschaftswuesstum brauchen, fir eise Liewensstandard ze erhalen, mä Liewensqualitéit léisst sech net nëmmen a Suen an un der Héicht vum PIB bemoossen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. Dann huet als Nächsten elo den Här Gusty Graas d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Vertrieder vun der Regierung, den Term „Nohaltegkeet", dee gëtt jo nawell gären iwwerstrapazéiert. Dee gëtt gären ëmmer benotzt, fir villes positiv duerzestellen. Dowéinst ass et och gutt, wann ee sech vläicht emol eng Kéier e bësse méi am Detail domadder auserneesetzt an och seet, wat ee wierklech ënner Nohaltegkeet versteet. Selbstverständlech ass dat an éischter Linn en ekologeschen Aspekt, mä op där anerer Säit awer och dee wirtschaftlechen an dee sozialen, deen awer och eng ganz grouss Roll spillt.

Et huet mech duerfir och gefreet gëschter, och am Numm vu menger Partei dat hei kënnen ze soen, datt de Statsminister (veuillez lire: Et huet mech duerfir och gefreet an ech soen dat och hei am Numm vu menger Partei, datt de Statsminister gëschter) e relativ groussen Akzent vu senger Ried op den Développement durable geluecht huet. A mir kënnen dat nëmme begréissen. Dowéinst wollt ech och de Moien a menger kuerzer Interventioun hei op véier Aspekter hiweisen, déi direkt mat der Nohaltegkeet a Kontakt sinn. Dat si ganz kloer d'Landwirtschaft, de Gewässerschutz, den Transport an och d'Energie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Zuele vum Statec beleeën u sech, wat fir en héije Stellewäert datt d'Landwirtschaft awer nach wie vor hei zu Lëtzebuerg huet. Mir haten 2015 131.384 ha landwirtschaftlech genotzt Fläch. Dovunner waren 62.798 ha Akerland a 66.293 ha Wisen a Weeden.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Aus Respekt virum Riedner wann ech gelift e bëssen den Toun zréckhuelen! Merci.

M. Gusty Graas *(DP).*- Mat 13.648 ha stoung de grénge Mais bei de Kulturen op der éischter Plaz. Mir haten iwwregens 1.295 ha Wéngerten an 163 ha Uebstgäert. Dat Ganzt gëtt bewirtschaft…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- … wann ech gelift e bësse méi lues!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat Ganzt gëtt bewirtschaft vun 2.022 Betriber. 1990 waren dat der awer nach 3.803. Do gesäit een also trotzdeem och de leider gréissere Réckgang vun der Landwirtschaft an deene leschte Jorzéngten.

Viru bal engem Joer, et war ganz genee den 12. Mee 2016, hu mer hei en neit Agrargesetz gestëmmt. Et war iwwregens dat siwent Gesetz an deem Sënn. An och do huet ee jo awer scho gemierkt, datt den Akzent méi op d'Nohaltegkeet géif geluecht ginn. An eppes ass ganz kloer: Eng modern Landwirtschaft ass haut och net méi ze trenne vun engem Schaffen am Aklang mat der Natur.

D'Agrargesetz, wat jo u sech «Loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales» heescht, ass e Gesetz, wat sech wéi gesot och an den Esprit vun enger nohalteger Landwirtschaft ganz kloer areit. Ech verweisen och virun allem hei op d'Kapitel 20 vun deem Gesetz, wou et méi spezifesch ëm d'Biodiversitéit an ëm d'biologesch Landwirtschaft geet. Mir hunn och do festgehalen, datt jo eng Commission écologique géif geschafe ginn an och eng Kommissioun fir d'biologesch Diversitéit.

Jiddefalls, datt en neit Denken op deem Niveau agetrueden ass, konnt een och deemools scho feststellen, duerch den Avis vun der Chambre d'Agriculture vum 19. Oktober 2015, déi vun engem Prioritéitewiessel geschwat hat, an datt u sech den Ëmweltschutz do méi staark géif respektéiert ginn.

An dat stëmmt och! 2016 goufen zum Beispill ronn zéng Millioune fir landwirtschaftlech Praktiken ausbezuelt, déi am Interêt vum Klimaschutz an och vun der Ëmwelt waren; déi sougenannt „greenings". Dat waren u sech 33% vu sämtleche Primmen, déi an deem Joer ausbezuelt goufen. Dës Primme baséiere jo u sech op dräi Kritären: op der Diversifikatioun vun de Kulturen, dem Erhalt vun de besteeënde sensibele Wisen an och op dem Besëtz vu landwirtschaftleche Flächen, déi en ekologeschen Interêt hunn. 2016 si schonn 1.323 Demandë gestallt ginn an dovunner louchen och 837 Wisen an Natura 2000-Zonen.

Wa mer natierlech iwwert déi biologesch Landwirtschaft hei schwätzen, da si mer och ganz séier bei der Rifkin-Etüd, iwwert déi mer eis jo wäerten am Hierscht op dëser Plaz vläicht nach méi am Detail ënnerhalen. Do gëtt den Horizont 2050 ugedeit, datt u sech da sämtlech Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg vun der Landwirtschaft hiergestallt ginn, sollen aus biologeschem Ubau kommen.

Jiddefalls, et ass nach e Christusliewe bis 2050. Et kann een allerdéngs och elo scho soen, datt et net einfach wäert sinn, dat Zil ze erreechen. Mä, wat wichteg ass, ass, datt mer eis esou en ambitiéist Objektiv setzen an datt een och soll eng Politik developpéieren, fir dohinnerzekommen.

Eppes ass evident: Mir musse versichen, vill méi Liewensmëttelen aus eegener Produktioun hei zu Lëtzebuerg ze consomméieren an och natierlech hierzestellen. Duerfir ass et och ze begréissen, datt deen nationale Promotiounsplang fir déi biologesch Landwirtschaft och e sougenannten „Bio-Agrar-Präis" virgesäit. Dëst Joer ass deen an zwou Kategorien opgedeelt. Dat ass engersäits dee Präis vun der Jury, an et ass anerersäits och dee Präis vum Public. Bon, datt en elo mat 2.000 Euro dotéiert ass, doriwwer kann ee sech natierlech awer och d'Fro stellen, ob dee Präis net sollt nach méi attraktiv an Zukunft gestalt ginn.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech wëll dann awer och an deem Kontext op eng wichteg Ausso hiweisen, déi de Statsminister gëschter gemaach huet: datt et eben elo och an Zukunft méiglech ass, datt d'Landwirtschaft kann deelweis, wéi gesot, dann op Bioproduktioun ëmstellen.

Um Niveau vum Wäibau ass och d'Nofro no Biowäi rasant an d'Luucht gaangen. Et däerf ee jo net vergiessen, datt d'Basis u sech vum Ökowäin an der EU duerch zwee Reglementer festgehalen ass: 834/2007 an 889/2008. Mir haten 2016 ronn néng Wënzerbetriber mat plus ou moins 50 ha, déi entweder an der Ëmstellung scho ganz op Bio waren oder déi zertifizéiert sinn. Dat si ronn 4% vun der gesamter Wäibaufläch. Dat ass natierlech nach relativ bescheiden, mä do besteet allerdéngs nach ganz vill Potenzial no uewen.

Déi gréisst Erausfuerderung ass natierlech de Moment och de Pilz Peronospora. A wa mer en interessanten Artikel als Basis huelen, fir iwwert de Biowäin ze schwätzen hei, da kann een do op dee vum Här Serge Fischer vum IVV hiweisen, an der Abrëll/Mee-Nummer 470 vum „Alcovit", an hien huet do eng Rei Explikatioune ginn.

Hien huet och bedauert, wéi gesot, datt et zum Beispill elo net méi méiglech ass, déi phosphorhalteg Seier däerfen ze benotzen. Jiddefalls, hien huet awer ganz kloer ënnerstrach, datt hei vill Potenzial ass an datt d'Méiglechkeet besteet, fir de Biowäibau nach weider auszebauen. Datt et natierlech technesch net ganz einfach ass, ass evident, mä trotzdeem: Et wier rentabel. A mir begréissen och, wéi gesot, déi Efforten, déi gemaach gi vun der Regierung, fir de Biowäibau ze ënnerstëtzen.

Ëmsou méi huet et mech awer iwwerrascht, datt d'CSV, déi jo elo där Deeg en Ausfluch do an d'Wäibierger gemaach huet, op eemol awer a Fro gestallt huet, datt de Biowäibau géif esou ënnerstëtzt ginn. Bon!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat hu mer net a Fro gestallt!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass dann eben... Jo, dach, dach. Dat stoung an Ärem... Den Här Wiseler war jo derbäi. An do ass dat ganz kloer awer monéiert ginn, datt do déi Proportioun zwëschen Ënnerstëtzung fir de klassesche Wäibau an de Biowäibau net géif richteg stëmmen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...gären dee klasseschen...

M. Gusty Graas *(DP).*- Den Här Landwirtschaftsminister huet jo och den Dag drop reagéiert an en huet dat och emol an dat richtegt Liicht gestallt.

Eppes ass ganz kloer: Wa mer iwwert d'Erausfuerderunge vun enger moderner Landwirtschaft schwätzen, dann ass et evident, datt jiddweree sech ugesprach fillt, fir do och matzediskutéieren. Et ass awer falsch, fir eng Antibauerestëmmung hei am Land ze kreéieren, well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt d'Landwirtschaft nach wie vor e ganz groussen Undeel huet un den ekonomesche Produiten, déi hei zu Lëtzebuerg hiergestallt ginn, un de Liewensmëttelproduiten, déi hiergestallt ginn; an, wéi gesot, och am Interêt vun der Fleeg vun der Natur dobaussen. Dowéinst och den Appell, dee soll awer iwwert d'Haus hei erausgoen u verschidde Leit aus der Zivillgesellschaft, fir vläicht e bësse méi sachlech bei hirer Kritik mat der Landwirtschaft an Zukunft ëmzegoen.

Ech wéilt dann och e kuerzt Wuert iwwert d'PAC soen, also d'Politique agricole commune um europäeschen Niveau. Do ass jo an der Strategie 2020 och eng méi nohalteg Gestioun virgesinn. De Moment leeft jo eng ëffentlech Consultatioun, wou also d'Bierger, wou d'Associatiounen d'Méiglechkeet hunn, sech anzebrénge, hir Iddien do och ze ënnerbreeden. Wann ee bedenkt, datt u sech 40% vun den EU-Mëttelen, also aus dem Budget vun der EU, an d'Landwirtschaft fléissen, op där anerer Säit awer d'Landwirtschaft insgesamt um europäesche Plang nëmmen 0,4% vum BIP ausmécht, da gesäit ee jo och do déi grouss Diskrepanz, déi besteet.

Natierlech ass d'PAC och net ganz onëmstridden. Och do mussen an Zukunft gewësse Kurskorrekture virgeholl ginn. Ech wëll awer hei ënnersträichen: Wann et d'PAC net géif ginn, da géif et awer och hei zu Lëtzebuerg vläicht keng Familljebetriber méi ginn an dann hätte mer vläicht och net méi déi héich Standarden, déi awer nach ëmmer vun der Landwirtschaft bei eis hei vertruede ginn.

An datt - wat jo och nawell gären dobausse gesot gëtt - duerch d'intensiv Landwirtschaft, déi een awer mat Sécherheet net hei zu 100% ëmmer kann ënnerstëtzen, do gëtt et och eng Rei Defiziter, déi musse behuewe ginn... Mä datt se awer net ëmmer esou schlecht ass, wéi se gären duergestallt gëtt, beweist awer och elo e rezente Rapport vun der EFSA, dat ass d'Europäescht Amt vun der Liewensmëttelsécherheet.

Si hunn den 11. Abrëll elo e Bericht virgeluecht an do hu se zum Beispill festgestallt, datt a 97,2% vun de Prouwen d'Pestizidréckstänn nach ënnert deenen normalen, erlaabte Wäerter louchen. An interessant ass och, datt an 99,3% vu biologesche Liewensmëttele fir Babyen a kleng Kanner iwwerhaapt keng Pestizidréckstänn festgestallt goufen. Dat kann een also nëmmen erfreeën. Dat ass awer och de Beweis, datt et wichteg ass, datt mer op deem Wee musse weiderfueren, fir d'Biolandwirtschaft an Zukunft nach méi ze ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, da si mer och ganz séier nach bei engem anere Sujet, deen an direkter Relatioun mat der Agrikultur steet. Dat ass d'Waasser, d'Qualitéit vum Waasser, iwwert déi mer hei scho méi wéi eng Kéier diskutéiert hunn. Och déi huet de Premier gëschter hei ugeschnidden.

Sécher, ech mengen, et kann een et net ignoréieren: Mat der Qualitéit vun eise Baachen a Flëss steet et net zum Allerbeschten. Iwwert d'Grondwaasser wëll ech guer net schwätzen, well do kann een nëmmen Negatives soen. Et ass also nach ganz villes op deem Gebitt ze maachen.

Et muss een awer hei ënnersträichen, datt ënnert dëser Regierung elo scho villes geschitt ass. Ech denke virun allem och un de Quelleschutz. „Do brauche mer eis net ze bretzen, wat déi lescht 100 Joer ugeet", kann ee soen, mä datt do awer emol eng nei Bewegung elo an deen Dossier erakomm ass, kann ee jiddefalls nëmme begréissen. An et muss een och drop hiweisen, datt et jo awer wichteg ass, datt mer sensibel Plaze wierklech an Zukunft méi schützen, datt do net méi kann eng intensiv Düngung virgeholl ginn, well schlussendlech geet et jo awer och op d'Käschte vun der Qualitéit vun dem Drénkwaasser.

An do gëtt et awer och flott Initiativen, déi een de Moment sech ëmmer besser entwéckele gesäit. Ech weisen zum Beispill op d'LAKU hin, déi Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer, zesumme mam SEBES, wou da ronderëm den Uewersauer-Stauséi - dat ass jo awer eisen Drénkwaasserreservoir - ebe wéi gesot elo Initiative geschafe ginn. Eng ronn 70 Betriber bedeelege sech drun, fir an Zukunft manner Pestiziden anzesetzen. Eng flott Initiativ, déi och ouni Zweifel soll Schoul hei zu Lëtzebuerg maachen!

Wat natierlech de Volet vun de Kläranlagen ubelaangt, och do wësse mer, datt mer nach ganz vill Defiziter hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech denken un déi vill mechanesch Anlagen, déi et iwwerhaapt net méi dierft ginn. Ech denken awer och un déi vereelzt biologesch Anlagen. Mir hunn der vill, déi schonn iwwer 20 Joer al sinn. Hei mussen Adaptatioune virgeholl ginn. Ech denken natierlech och un nei Problemer, déi sech ëmmer méi bemierkbar maachen: Medikamentereckstänn an den Ofwässer. Och do gëtt jo versicht, iwwert de Wee vun engem Pilotprojet ze kucken: Wéi kënne mer hei zu Lëtzebuerg déi Problematik nach besser an de Gréff kréien?

De Moment si mer jo an der Ëmweltkommissioun amgaang, iwwer en neit Waasserschutzgesetz ze diskutéieren. Ech wëll net drop agoen, mir kréien nach Geleeënheet, fir dat méi am Detail hei ze diskutéieren. Mä virun allem een Aspekt, dat ass d'Renaturéierung, wou jo och nei Weeër beschratt ginn, wou versicht gëtt, och Privatleit mat erunzehuelen, och si deementspriechend ze ënnerstëtzen, wa se bereet sinn, esou Projeten ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en drëtte Volet vum klasseschen Développement durable ass jo ouni Zweifel den Transport. Dat ass de Moie scho ganz vill hei beschwat ginn. Ech wäert mech och kuerz dermat ofginn.

Och hei muss een der Regierung awer wierklech e grousse Luef ausprieche fir déi Initiativen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, déi héich Investitiounen, déi gemaach gi sinn. Ech wëll net erëm déi eenzel Projeten opzielen, mä besonnesch op zwee Stéck hiweisen, déi natierlech och e groussen Impakt op de Budget, net nëmmen dee lafenden, hunn, mä och op déi vun deenen nächste Joren: sief dat déi nei Streck, déi gebaut gëtt zwëschen der Stad a Beetebuerg, déi iwwregens relativ gutt avancéiert, sief dat natierlech den Tramprojet, wou de politesche Courage do war an do ass, fir déi wichteg Projeten esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Well ech mengen, et ass evident, an do si mer eis och all eens: Den ëffentlechen Transport ass nun eben de Schlëssel zur Léisung, kann ee soen, vun der grousser Problematik, déi jo oft op de Stroosse virherrscht. An ech gräifen och nach eng Kéier dat hei op, wat mäi Kolleeg Marco Schank hei richteg bemierkt huet: Dat ass natierlech och, datt - et ass op eng Manéier e gutt Zeechen -, datt d'Zich ëmmer méi iwwerfëllt ginn, mä et beweist awer och, datt mer och do e Sättegungsgrad erreecht hunn. En huet e puer punktuell Beispiller hei genannt, déi ech nëmme kann ënnersträichen. Effektiv hu mer zu Spëtzestonne gewësse Situatiounen, déi net méi tolerabel sinn an den Zich, wou also muss ganz schnell gehandelt ginn, fir datt de Reseau verbessert an och méi grouss gëtt.

Mir haten 2016 hei zu Lëtzebuerg 11.675 nei Aarbechtsplaze geschafen. Dat waren 3,1% méi wéi 2015. Och dat beweist d'Dynamik vun eisem Aarbechtsmaart, et beweist awer och d'Dynamik vun eiser Ekonomie. Dann hu mer natierlech och den Aspekt, de Phenomeen, kann ee scho bal soen, vun de Frontalieren. De Moment läit dee bei plus ou moins 176.600.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat sinn 42% vun de Leit, déi um Aarbechtsmarché sinn. Zu 2015 ass dat eng Hausse vu 4%. Dat brëngt natierlech net nëmmen eng Verbesserung vun eiser Ekonomie mat sech, mä et brëngt natierlech awer och eng Rei negativ Auswierkunge mat sech. Da si mer erëm ganz kloer beim Trafic an da si mer ganz séier och virun allem bei eisem Stroossereseau. An do ass jo dann och elo d'Initiativ geholl ginn - de Projet de loi ass jo deposéiert ginn, menges Wëssens -, fir d'Autobunn A3, déi sougenannt „Diddelenger Autobunn", dann op dräi Bunnen auszebauen.

Jo, do kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Ass dat nohalteg? Déi Fro misst ee vläicht mat „Jein" beäntwerten. Nohalteg ass et mat Sécherheet an deem Sënn, datt manner Stauen, zumindest kuerzfristeg bis mëttelfristeg, entstoe wäerten. Manner nohalteg ass awer wahrscheinlech de Fait, datt mer riskéieren, doduerch méi Verkéier ze generéieren, sous condition - sous condition! -, datt keen Ëmdenke kënnt an der Notzung vun dem Raum a virun allem an de Fuergewunnechten.

Dowéinst wëll ech och elo schonn, mengen ech, ouni elo dee Punkt hei ze vill ze verdéiwen - mir kréien do, wéi gesot, wann d'Gesetz hei diskutéiert gëtt, nach déi Méiglechkeet -, awer op zwee Aspekter hiweisen:

Dat Éischt, dat ass déi sougenannt „drëtt Spur" oder souguer och déi sougenannt „véiert Spur", d'Standspur, datt déi an Zukunft och muss anescht genotzt ginn, virun allem an de Spëtzestonnen. Ech mengen, de Roger Negri hat och schonn drop higewisen. Effektiv bleiwen ech och der Meenung, datt d'Busser, datt d'Taxien an datt Autoen, wou mindestens zwee Leit drasëtzen, mussen an Zukunft och eng Prioritéit kréien. Firwat? Mä ganz einfach, fir en Zeechen ze setzen, datt een och muss, wéi gesot, ëmmer méi versichen, zesumme méi Leit ze transportéieren, an datt eben dat massiivt Opkomme vun Autoen ouni Zweifel nei Problemer an zousätzlech Problemer wäert schafen.

Wéi gesot, wa mer hei dee Sujet diskutéieren, kann een dat nach méi verdéiwen. Ech wëll allerdéngs elo scho soen, mir sollten eis net ze vill vun deem Ausbau hei erwaarden, well et däerf een net vergiessen: Wann no der Fäerdegstellung vun dem Ausbau fënnef bis zéng Joer vergaange sinn a wann net, wéi gesot, dee Mentalitéitswiessel kënnt, da fäerten ech, datt déi Autobunn lues a lues och erëm e Saturéierungsgrad erreecht.

An dat, wat de Roger Negri hei gesot huet, mengen ech, soll een och hei nach eng Kéier opgräifen: Et muss elo schonn driwwer nogeduecht ginn, ob net sollt déi Verlängerung, also deen Ausbau, bis op d'belsch Grenz natierlech och virgeholl ginn.

Iwwerhaapt mussen och Initiativen, déi méi e gemeinschaftlechen Transport ënnerstëtzen, an Zukunft och méi an d'Viséier geholl ginn. Ech denken zum Beispill u BlaBlaCar, Carsharing, Carloh an esou weider. Dat sinn awer flott Initiativen, déi kënnen deelweis derzou bäidroen, datt d'Problematik an Zukunft op alle Fall net méi grouss wäert ginn.

Et däerf ee jo och net vergiessen, datt den Transport och zu engem héijen Undeel zum CO_2-Ausstouss bäidréit. An der EU sinn dat zum Beispill 17%. Da si mer och ganz séier bei der Klimaerwäermung, enger vun deene gréissten, wann net där gréisster Erausfuerderung vun der Mënschheet insgesamt fir déi nächst Joren. An och do mussen natierlech dann nach ganz vill Initiativen ënnerholl ginn. D'EU wëllt jo bis 2050 d'Klimagasen aus dem Verkéier ëm 60% reduzéieren. Dat ass natierlech en nobelt Zil, an der Hoffnung, datt dann och an deem Sënn wäert reagéiert ginn!

Et kommen awer och heiansdo gutt Noriichten. An eng ass mer elo där Deeg och an der Press opgefall. An zwar geet et do ëm d'International Finance Corporation. Do gëtt jo elo en „Green Cornerstone Bond Fund" geschafen. A wat besonnesch fir eis als Lëtzebuerg ganz interessant ass: Dee gëtt hei zu Lëtzebuerg an Zukunft geréiert. Deen huet e Volume vun zwou Milliarden US-Dollar. An ech mengen, et soll een awer net vergiessen, datt virun allem eise Finanzminister, de Pierre Gramegna, do eng aktiv, eng positiv Roll gespillt huet, wat och beweist, wat säin Afloss och schonn op deem Niveau ass, an datt et eis als Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet, wa mer, wéi gesot, esou Fongen hei op Lëtzebuerg kréien.

Wa mer, wéi gesot, scho beim Ausstouss vun CO_2 sinn, da kënnt een net derlaanscht, och e Wuert iwwert dee sougenannten Dieselskandal ze verléieren, déi Autosmark vu Wolfsburg, déi sech do alles aneschters wéi eng gutt Renommée geschafen huet; obwuel mat Sécherheet déi eng oder déi aner aner Autosmark och net ganz propper wäert dostoen. Mä eppes ass kloer: Esou eppes däerf net méi virkommen. Elo huet een natierlech nach nei Hiobsbotschafte kritt, an zwar ass et elo esou, datt déi Ofgasen u sech nach vill méi schlëmm sinn, hunn ech elo där Deeg an der Press gelies, wéi dat bis dato duergestallt ginn ass.

Eppes ass evident: D'Automobillindustrie muss verstoen, datt se an Zukunft net méi kann op déi klassesch Verbrennungsmotore setzen, mä datt an Zukunft evidenterweis musse vill méi schuedstoffaarm Autoe produzéiert ginn, Stéchwuert zum Beispill elektresch Autoen, Stéchwuert och Hybridauto. Wa mer, wéi gesot, virun allem bei den elektreschen Autoe sinn, muss een och drop hiweisen, datt d'Europäesch Kommissioun jo wëlles huet, do vill méi verstäerkt Ënnerstëtzunge fir Opluedestatiounen ze ginn. An och do ass eis Regierung um richtege Wee ënnerwee, well jo eng Rei Bornen, ëm déi 800, elo virgesi sinn, fir hei zu Lëtzebuerg amenagéiertze ginn, soudatt och deen elektreschen Auto méi attraktiv gëtt. An iwwert d'Steierreform ass jo och do d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir e Montant ofzesetzen, wann ee sech en Elektroauto uschaaft.

Bei der Produktioun vun alternativer Energie muss een natierlech och drop hiweisen, datt do immens vill Potenzial nach besteet. An Däitschland zum Beispill hu se bis 2030 geplangt, fir 50% vum Elektreschen iwwert de Wee vun alternativen Energien ze produzéieren. Do muss ee ganz kloer soen, datt eisen Undeel de Moment einfach nach ze vill geréng ass. An dobäi hu mer awer Potenzial: Mir hu Potenzial mat der Sonn, mir hu Potenzial mat der Loft, mir hunn och zum Deel Potenzial mam Waasser, woubäi ech do allerdéngs méi virsiichteg sinn an och wëll awer eng gewësse Warnung ausspriechen, datt mer net sollen ze vill Mikrozentrale förderen, déi u Gewässerleef leien, well dat awer och ekologesch Nodeeler ka mat sech bréngen.

Mir solle jo bis 2020 eisen Undeel un alternativer Energie op 11% eropschrauwen. Dat ass en ambitiéist Zil, mä mir mussen drop hischaffen, mir mussen dat och ouni Zweifel erreechen.

Sécher, wat d'Wandmillen ubelaangt, do ginn oft kontradiktoresch Diskussioune gefouert. Et si Leit, déi mengen, dat géif esthetesch an der Landschaft e bësse stéieren. Mä do muss een awer och dann ofweien, wat et der Gesellschaft awer och bréngt, wa mer, wéi gesot, d'Eoliennen an Zukunft nach méi wäerte förderen.

Et däerf een och net vergiessen, déi fix Käschte fir alternativ Energië si schrecklech zréckgaangen. 1977 huet zum Beispill e Watt Stroum 76 US-Dollar kascht an haut kascht en nach 55 Cent. Do gesäit een also och, wat fir eng positiv Entwécklung virgaangen ass, an et soll een dat och verstäerkt vum ekonomesche Standpunkt hier da gesinn.

Wéi gesot, iwwert d'Rifkin-Etüd kann een och an deem Kontext hei e puer Wuert verléieren. Ech wëll dat awer elo net hei maachen. Sécher sinn do eng ganz Rei gutt Iddien opgegraff ginn, mä - ouni déi Etüd och elo hei da wëllen ze schmäleren - et sinn awer och eng ganz Rei Saachen dran, déi jo net onbedéngt schrecklech nei sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, „Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg", esou war dem Premier seng exzellent Ried - muss ee soen - vu gëschter hei iwwerschriwwen.

(Brouhaha et interruptions)

Dir hutt net nogelauschtert! Dir musst nolauschteren. Dir musst nolauschteren!

(Brouhaha et interruptions)

Also et huet een an der Zäit awer scho Rieden hei héieren, virun 2013, déi awer... Naja!

Une voix.- Déi besser waren!

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, neen, besser awer op kee Fall!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, e bëssen Disziplinn! Här Graas, kommt erëm wann ech gelift zréck op Är Ried!

(Brouhaha général)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...huet seng eege Riede gär.

(Interruption par la présidence)

M. Gusty Graas *(DP).*- Här Gibéryen, et ass schued, datt Dir ni eng hei ze hale kritt, well soss...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Allez, neen, neen, neen!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Gusty Graas *(DP).*- ...géif d'Qualitéit an d'Luucht goen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, keng Zwiegespréicher! Här Graas, wann Der wéilt virufueren!

M. Gusty Graas *(DP).*- Wéi gesot, „Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg", sou war dem Premier seng Ried hei iwwerschriwwen. Dat ass ouni Zweifel dat iewescht Zil an der Politik, dowéinst maache mer Politik. Natierlech ass et en deenbare Begréff: Wat heescht Liewensqualitéit? Wann een elo géif e Sondage heibanne maachen, da krite mer mat Sécherheet net onbedéngt e Konsens op alle Pläng. Fir deen ee bedeit Liewensqualitéit dat eent, fir deen anere bedeit Liewensqualitéit dat anert. Ech mengen, et gëtt awer eng Rei Felder, wou mer eis eens sinn, déi einfach zur Liewensqualitéit gehéieren, sief dat proppert Waasser, sief dat manner Stau, sief dat keng belaaschte Loft. Et sinn also nobel Ziler. Et ass also dorop, wou mer musse weider hischaffen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Duerch déi Deklaratioun, déi mer gëschter hei héieren hunn, krute mer de Beweis geliwwert, datt dës Regierung en bloc, wëll ech soen, hei awer wëllt dorobber hischaffen. Mir als Demokratesch Partei si ganz zefridden, datt dat eng Haaptzilsetzung ass. Mir wäerten duerfir d'Regierung och an Zukunft an hire Beméiungen ënnerstëtzen, fir datt d'Liewensqualitéit hei zu Lëtzebuerg net nëmme geséchert gëtt, mä och nach ausgebaut gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Et ass diskutéiert ginn, ob deen Exercice hei valabel wier oder net. Ech fannen et immens flott, well mer eis iwwer extrem vill extrem wichteg Themeberäicher kënnen echangéieren. Et ass natierlech bei enger ganz kuerzer Riedezäit schwéier, op all déi Saachen anzegoe vun all deene Kommissiounen, an deene mer sinn. Ech wëll mech duerfir op zwee Beräicher konzentréieren: Dat eent ass d'Wuelbefanne vum Selbststännegen a vun de Geschäftsleit an dat anert ass - ech mengen, do si mer eis heibanne wierklech emol eng Kéier alleguerten eens - dee vläicht wichtegste Volet: de bezuelbare Wunnraum, well ouni dee gëtt et keng Cohésion sociale, ouni dee gëtt et kee Wuelbefannen an ouni dee gëtt et schlussendlech och keen Développement durable.

De Premierminister sot plakativ a senger Ried: „Mir wëllen den Entreprisen hei am Land d'Liewen esou einfach wéi méiglech maachen." Dozou ass mir agefall: „Anspruch und Wirklichkeit". Wéi ëmmer mécht de Xavier Bettel e bëssen Zuelespillerei, e seet, 29 Projete vun „Einfach Lëtzebuerg" wiere realiséiert. Ech kann lech nëmme soen, datt dobaussen d'Wierklechkeet eng aner ass. Nach ëmmer brauch e jonke Mënsch, dee wëllt muer e ganz banale Commerce opmaachen, eng Autorisation d'établissement vum Ministère des Classes moyennes. Souguer bei engem Een-Euro-Start-up! Erkläert dat emol engem däitsche Client, dee gewinnt ass, datt een do e Gewerbe op der Gemeng einfach umellt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann Der e Selbststännegen, en Independant zwéngt, elo eng komplett kommerziell Kontabilitéit ze maachen amplaz eng einfach Comptabilité de caisse, maacht Der him d'Liewe méi schwéier a méi deier wéi bis elo. Wann e klenge Geschäftsmann seng TVA-Deklaratioun net méi däerf schrëftlech erareechen, mä se muss digital erareechen, maacht Der em säi Liewe méi schwéier a méi deier. Wann d'Administratioun esou engem Commerçant dann op d'Deklaratioun, déi se am Delai schrëftlech krut a wou d'TVA ofgefouert gouf, eng Amende gëtt vun 250 Euro, well se net digital erakoum, da maacht Der em d'Liewe méi schwéier an éierlech gesot och méi batter.

Wivill Gesellschafte goufe liquidéiert a fusionéiert wéinst der Mindestbesteierung, déi Der agefouert hutt? Ass dat d'Liewe méi einfach gemaach, wann eng Firma, déi Verlescht mécht, muss Steiere bezuelen op enger Bilanszomm? Zu deem Thema hunn d'Kolleege Laurent Mosar a Gilles Roth eng interessant Question parlementaire gestallt. Ech si gespaant, wat dobäi erauskënnt, wivill Firme mer doduerch verluer hunn!

Ass d'Liewe vun den Investmentfongen hei am Land méi einfach ginn? Ech héiere genau de Contraire. Ech héiere vun Delaien, déi onméiglech laang gi sinn, vun engem risege Stau bei der CSSF, an dat bei enger Branche, dat kann ee mat Fug a Recht soen, déi d'Mëllechkou ass vun eisem Budget. An esou kéint een eng Stonn laang weiderfueren, mat allen neie Schikanen, Kontrollen, iwwerflëssege Bürokratien, déi duerchgefouert ginn.

Derbäi kommen d'Risike vum Entrepreneuriat. Strofrechtlech Poursuitte sinn a bal all Gesetz, wat mer hei stëmmen. Ech hunn elo ganz kierzlech, gëschter, de Fall héiere vun engem Garagist, dee poursuivéiert gëtt wéinst enger Infraction routière, déi geschitt ass mat enger Voiture de remplacement, engem Ersatzauto, deen en engem Client zur Verfügung gestallt huet. Ass dat normal? Ech fannen dat net.

Perséinlech haftbar ze sinn an enger Société à responsabilité limitée fir Steieren, fir d'TVA a muer vläicht fir dee gesamte Passiv, wann eng Faute de gestion agefouert gëtt, dat ass net dat, wat mer brauchen, fir d'Liewe méi einfach ze maache vun de Geschäftsleit.

Domat stellt sech déi fundamental Fro, wann e jonke Mënsch mech haut freet: „Soll ech mech zu Lëtzebuerg selbststänneg maachen? Soll ech eng Firma grënnen oder iwwerhuelen?": Kann ech, kënnt Dir deem mat guddem Gewëssen dozou roden? D'Fro ze stellen ass d'Äntwert ze ginn! Mir sinn amgaang, net eng „start-up nation" ze ginn, mä eng „no start nation"!

Zum Logement wëll ech fir d'Éischt emol e Luef lassginn un de Logementsminister, deen et ganz bestëmmt net einfach huet an dee ganz vill ugestouss huet an dee ganz vill ënnerhélt an enger ganz schwiereger Matière. Mä datt säi Chef dann hei steet a sech bretzt a Schönfärberei bedreift, grad an esou engem wichtege Punkt, dat fannen ech net an der Rei! An do seet ee Bild méi wéi Wierder. Hei ass d'Grafik aus der Deklaratioun vum Premierminister, wou e seet, wéi de Budget vum Logementsministère eropgeet.

(M. Roy Reding montre une documentation.)

Do gesi mer da lénks, 2014, 136 Milliounen; et ass wéi beim Monopoly, et ass e ganz klengt, gréngt Haischen.

(Interruption)

An 2017: 209 Milliounen, dat ass net emol dat Duebelt, do ass aus deem klengen Haische schonn e Schlass ginn! Dat ass Schönfärberei.

(Interruption)

Ech verstinn, datt ee wëllt glänzen, Här Bettel, besonnesch an engem Wahljoer, mä d'Leit dobausse kennen d'Fakten. Leider Gottes hu mer jo keng Liste unique dovun, wéi vill Leit op Sozialwunnechte waarden. Mä 2012 stounge 686 Leit bei der Fondation pour l'accès au logement. 1.500 Famillje stinn op der Liste d'attente vum Fonds du logement. 1.100 Dossiere sinn op bei der Agence immobilière sociale. An 23.000 Lëtzebuerger sinn zu Grenzgänger am eegene Land ginn, well se sech hei d'Wunnen net méi kënnen erlaben. Dat si Fakten!

Wat maachen a wat net maachen? Dir hutt mat Recht gesot: „D'Oppositioun kritiséiert ëmmer einfach, mä si soll och emol soen, wat ee soll maachen." Mä ech soen Iech fir d'Éischt, wat een net soll maachen!

(Interruption)

Et soll een net maachen, wat den Här Bodry ugestouss huet. Scho virun der Deklaratioun sot en, et misst eng „Keule" erausgeholl ginn - en huet dat Wuert benotzt: „Keule" - géint privat Eegentum.

(Brouhaha)

Gëschter huet en dunn op Nofro... Gëschter huet en dunn... Keule!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Gëschter huet en dunn op Nofro vum Här Kartheiser gesot, wat en domadder mengt: Enteegnungen, Droit de préemption op all Immeubel, Droit de préemption zu Präisser, déi ënnert deene sinn, déi an de Compromise stinn, Mietbremsen, Terrainpräisbremsen an esou weider.

Ech soen Iech klipp a kloer: An eisen Aen, fir d'ADR ass d'Enteegnung keng Léisung! Net nëmmen, mä och, well mer wëllen d'Privateegentum verdeedegen. Et ass all Mënsch säi legitimmen Dram, Eegentum ze besëtzen! Et ass all Mënsch säi legitimmen Dram, en Eegenheem ze besëtzen. An zwar net op Bail emphytéotique, mä wierklech!

Une voix.- Oder e Schlass!

M. Roy Reding *(ADR).*- Wivill Jonker... Oder e Schlass, och dat ass e legitimmen Dram, wëllen e Schlass ze besëtzen.

(Interruption)

Wivill Jonker kënne sech haut eppes leeschten, well hir Elteren,...

(Interruption)

...well hir Grousselteren eppes opgebaut hunn! Well déi haut kënnen eppes verkafen, en Terrain oder en Haus, an hinnen domadder dat Startkapital ginn, wat se brauchen. Dat ass gutt an dat ass richteg esou!

Une voix.- An déi aner?

M. Roy Reding *(ADR).*- Et spullt jo och genuch Suen an d'Statskeess iwwert d'Besteierung vun der Plus-value.

Enteegnung däerf an eisen Aen ëmmer nëmmen dat allerallerlescht Mëttel sinn, wa soss guer näischt méi funktionéiert. An et muss ëmmer, ëmmer, ëmmer mat enger juste et préalable Indemnisatioun geschéien. A genau do ass de Punkt! Wa mer Enteegnung maachen zu Präisser,...

(Brouhaha et interruptions)

…déi ënnert dem Compromispräis leien, dann ass dat eng injuste an net eng juste Entschiedegung.

Et däerf net méi zu engem „Kierchbierg bis" kommen, wou Leit fir en Apel an e Stéck Brout enteegent ginn, wou haut Firme wéi RTL Citye bauen. Dat däerf net méi geschéien!

An datselwecht gëllt och fir den Droit de préemption, deen eis ugekënnegt gëtt,...

(Brouhaha)

…deen an Zukunft op all Immeubel an och zu Präisser ënnert de Compromispräisser soll stattfannen.

Virun allem awer sinn Enteegnung an Droit de préemption duerfir keng Léisung, well de Stat ganz einfach méi lues a méi deier baut wéi de Privatsecteur. D'Wunnechte gi méi deier an d'Terrainen…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

…ginn dem Maart entzunn. Mir kommen drop, Här Bettel. Sidd e bësse gedélleg!

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Eng Mietbrems wier kontraproduktiv, well se géif keen Incentive ginn. Am Contraire, et géif manner investéiert ginn a Mietraum. Wa manner investéiert gëtt a Mietraum, ass manner Mietraum do! Et ass awer genau dat, wat mer brauchen.

Une voix.- ...manner Loyer.

M. Roy Reding *(ADR).*- D'Terrainspräisbrems fannen ech och en absolutt onvirstellbaren an onanneembaren Agréff an d'Eegentumsrechter.

All déi Mesuren do, Enteegnungen, Droit de préemption, Agréffer an d'Maartpräisser an an d'Eegentumsrechter sinn an eisen Ae ganz einfach modernt Raubrittertum oder Kommunismus.

(Brouhaha)

Den Député-Maire Goerges Engel huet an déiselwecht Kar geschloe wéi de sozialistesche Fraktiounschef an huet nach eng dropgeluecht, e sot: „Firwat wunne Leit an Haiser, déi eigentlech vill ze grouss sinn? Mir leie bei 50 m² an der Moyenne…"

M. Georges Engel *(LSAP).*- 52!

M. Roy Reding *(ADR).*- „Solle mer déi net dozou bewegen ze verkafen, mat engem..."

Une voix.- Déi et selwer wëllen.

M. Roy Reding *(ADR).*- ...mat engem Incentive."

M. Georges Engel *(LSAP).*- Déi dat wëllen…

M. Roy Reding *(ADR).*- Ma déi Incentiven hu se schonn haut...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, kënnt Der net derfir suergen, dass den Här Reding kann a Rou weiderschwätzen?

M. Roy Reding *(ADR).*- ... op d'Plus-value.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- En ass näämlech amgaang sech ze entlarwen, wiem seng Interêten dass en a Wierklechkeet vertrëtt: näämlech déi vun de Grousgrondbesëtzer hei zu Lëtzebuerg!

M. Roy Reding *(ADR).*- Hei wann ech gelift, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei wann ech gelift!

M. Roy Reding *(ADR).*- …ënnerbrach ze gi vum kommunistesche Minister!

(Hilarité et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech suergen derfir, dass den Här Reding weiderschwätzt, a jiddwereen, deen d'Wuert gär hätt, freet sech et!

(Brouhaha et interruptions)

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech soen Iech Merci, Här President.

Dat dote geet an eng Richtung, (veuillez lire: dass ech mech froen,) wéini e Gesetz kënnt, wat virschreift, op wivill Meter carré e Mënsch däerf liewen. Haut ass et en Incentive, muer gëtt et eng Flicht!

Da komme mer bei d'Emphytéose: Déi ass an eisen Aen déi gréisste Gängsterei, déi jeemools gemaach ginn ass. Firwat wëllt de Mënsch Eegentum? Ma ebe just, fir sech eppes opzebauen. Ebe just, fir kënne senge Kanner a Kandskanner eppes virunzeginn. Wann ech awer mäin Eegentum verléieren...

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Hei schwätzt de Vertrieder vun de Großgrundbesitzer!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...nom Oflaf vun der Emphytéose, no 49 oder 99 Joer, dann hunn ech dat jo net opgebaut. An do muss een dach éierlech si mat de Leit a soen: „Ma da gitt léiwer lounen. Da lount Der dat, wat Der wëllt a wou Der wëllt, an Dir plënnert, wéini Der wëllt, an Dir hutt keng Contrainten." Wann ech souwisou näischt hu vun enger Plus-value, wann ech verkafen, firwat soll ech da kafen? Dat ass keng Léisung!

Komme mer dann zu Léisungen! Kommt, mir kommen zu Léisungen! Déi éischt Léisung ass emol eng Transparenz! Mir hunn et gesi bei de Sozialwunnechten: Do gëtt et keng Liste unique. Dat misst onbedéngt doleien, fir datt mer kënnen e besseren Iwwerbléck hunn iwwert d'Besoinen, déi do sinn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat Zweet wier e Mietspiegel, dee publizéiert gëtt, datt déi Donnéeën erhuewe ginn: Wat kascht wierklech e Loyer? Transparenz! Bréngt d'Maartpräisser!

Datselwecht gëllt bei de Präisser, wéi verkaaft gëtt. Et gëtt Länner, déi bréngen et fäerdeg, eng Internetsäit ze hunn, wou een all Transaktioun kann nokucken. Singapur zum Beispill huet dat, mat e bësselche méi Awunner wéi mir. Do gëss de eng Adress an an da kriss de sämtlech Transaktiounen an deem Immeubel vun deene leschte Joren: wivill Meter carré a fir wat fir ee Präis. Dat wier wichteg.

Et wier wichteg ze wëssen: Wivill hu Gemenge preemptéiert bis elo a wivill hu se dodrop gebaut? Och dat wier eng Donnée, déi wichteg wier, fir hei kënnen ze evaluéieren, wat deen Droit de préemption bréngt oder wat en net bréngt.

A wéi de Logementsminister d'Initiativ geholl huet, e Plang hei virzeleeën, sot ech schonn den 30. Juni 2015 an ech widderhuelen et: „Et soll ee verstäerkt op private soziale Wunnengsbau setzen." De Kolleeg Traversini huet deemools d'Zuel genannt, datt d'Agence immobilière sociale tëschent 6 an 10 Euro/m² verlount. An ech sot deemools an ech widderhuelen et haut: „De Privatsecteur bréngt et fäerdeg, ënnert der Konditioun, datt dat fest Kontrakter sinn, fir 10 bis 12 Euro/m² fonkelfuschnei Wunnechten ze verlounen." Et muss een em just d'Chance ginn, dat ze maachen! An do géif et mech interesséieren, ob de Logementsminister an deem Sënn am Dialog ass mam Privatsecteur oder net.

An da kënnt déi éiweg Leier, mä et ass keng Leier, et ass keng Litanei: Mir brauchen eng Vereinfachung vu Prozeduren! De Logementsminister huet mat Recht gesot, säi Ministère géif elo iwwerwaachen, datt keng méi derbäikommen. An ech sot deemools schonn an ech

soen et haut nach eng Kéier: „Dat geet net duer. Si mussen ofgebaut ginn!“

Fakt ass: All zousätzlech Studie, all zousätzlech Contrainte dreift d'Dauer an d'Luucht, entzitt Wunnraum a setzt d'Präisser erop. Dat ass ganz einfach eng Wourecht.

(Interruption)

Firwat muss ech an engem Duerf, op enger Haaptstrooss am Duerfkär, wou eng Scheier ofgerappt gëtt, e PAP maache fir dräi Jumeléeën? Dat ass ganz einfach kompletten Nonsens!

Mäi Fin mot dozou ass:…

(Interruption)

Mir brauchen eng „Keule“, mä mir brauche se géint d'Prozeduren an administrativ Hemmnësser a géint sozialistesch Iddien, mä ganz bestëmmt net géint d'Eegentumsrechter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Leschte Riedner zu dësem Block ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. An de 70er, 80er Joren huet déi politesch Ekologie ugefaangen, seriö Formen ze kréien. A si gouf och staark belächelt. Do sinn der vläicht och hei am Haus, déi wëssen dat. A si ass deelweis och als extremistesch bezeechent ginn. Do ass den Zesummenhang och gemaach ginn tëschent Ekologie an awer och der Fro vun der Ëmverdeelung vum Räichtum, an net just vun technologesche Verbesserungen.

Dat ass eng al Erkenntnis. Ech menge souguer, et ass eng Erkenntnis, déi och op den Ufank vum Industriezäitalter zréckgeet. Ee vun den éischten Ëmwelt- a Sozial-Whistlebloweren op der Welt, dat war e Japaner, den Här Shōzō Tanaka. E war Deputéierten an der éischter Chamber, 1890, et ass scho laang hier. An e koum aus enger Géigend, wou Kofferminne waren an d'Aarbechter sinn an onméigleche Konditiounen do ausgebeut ginn. Japan huet sech moderniséiert a militariséiert, mä och: Déi Kofferminnen hunn d'Flëss verpescht, d'Waasser huet natierlech de Buedem onfruchtbar gemaach an Honnertdausende vu Baueren hunn do hir Existenz verluer.

Dat war e gréissere Kampf, an duerno ass et zu enger gréisserer a wahrscheinlech éischter moderner sozialer Bewegung a Japan komm. Dat war um Enn vum 19. Jorhonnert. Hei ass dee Mann natierlech net bekannt, mä bis haut ass en nach a Japan eng Referenz fir Ëmwelt- a sozial Bewegungen.

Ech mengen, dat ass ebe schonn eng Erkenntnis gewiescht. Am 19. Jorhonnert ass verstane ginn, datt sech de Privatprofitt u sech ganz schnell zum gréisste Feind vu sozialen a Mënscherechter entwéckele kann. An den Zesummenhang tëscht Ausbeutung vu Mënsch an Natur an der Sich nom Privatprofitt, dee gouf och scho gemaach.

Da kann een natierlech soen: „Dat war am 19. Jorhonnert.“ Firwat soen ech dat? Well ech wollt awer och déi ganz Saach mat der Digitaliséierung vläicht e bësse relativiséieren am Kontext och vun enger nohalteger Politik. Et ass jo net esou, wéi wa mir géife soen, et misst een dergéintgoen. Ech mengen, mir benotzen dat all. Mä mir wësse jo och all, datt déi Tablets, déi mer benotzen, déi Smartphones, déi mer benotzen, déi Computeren, déi mer benotzen an déi net méi aus eisem Alldag ewechzedenke sinn, datt déi zum Beispill och mat engem gewëssene Mineral nëmme kënne funktionéieren. Dat ass de Coltan, aus deem sech och aner Materialen erausschaffe loossen. Ouni Coltan gëtt et keen Tablet, gëtt et kee Smartphone.

Dee Coltan, wou gëtt et deen? Dee fënnt een am Kongo. Do sinn tëschent 60% bis 80% vun de weltwäite Reserven. Also, de Kongo, deen huet jo quasi alles. Dofir ass e jo och esou aarm, oder seng Leit sinn dofir esou aarm. An dee gëtt ausgebeut, bis haut natierlech och, ouni Rücksicht op sozial Rechter, natierlech net op d'Ëmwelt an natierlech och net op d'Mënscherechter. Et huet jo souguer Biergerkricher provozéiert. A verschidde Leit mengen och, datt den ehemolege President Kabila, de Papp, ëmbruecht gouf, well dat och en Zesummenhang hat mat de Minne vum Coltan, déi e versicht hat oder déi e sech wollt iwwerleeën ze nationaliséieren. Bon, soit! Do mengt een, wat do fir en Zesummenhang besteet.

Ech mengen, wann ee vun nohalteger Politik schwätzt, muss ee sech all Kéiers bewosst sinn, datt, wa mir och an der industrialiséierter an entwéckelter Welt eisen Alldag fir eng gewësse Kategorie vun der Bevëlkerung kënne vläicht verbesseren oder souguer ëmweltfrëndlech verbesseren, datt dat trotzdeem nach ëmmer weider op anere Plaze Konsequenzen huet.

An datselwecht kéint een natierlech och vun Elektroautoe soen. Do kann een natierlech dervun ausgoen, datt den CO_2-Ausstouss hei zu Lëtzebuerg dann erofgeet, mä et däerf een net vergiessen, datt een trotzdeem herno dee Stroum brauch, dee produzéiert gëtt, an datt den CO_2-Ausstouss fir an dee Stroum, deen deemno wéi aus Kuelekraaftwierker kënnt oder aus Nuklearenergie kënnt, dann op anere Plaze méi grouss gëtt; an Däitschland vläicht oder um afrikanesche Kontinent. An dat ass da schlussendlech en Nullsummespill, vu datt Lëtzebuerg jo…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här Wagner, 99% vun eisem Stroum si gréng.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- …net op engem Asteroid ass, mä op der Welt. Dann huet dat natierlech eng Auswierkung. Dofir, den Elektroauto, den Numm seet et schonn, dee brauch Stroum. An do muss een natierlech och ëmmer ganz genau wëssen, wou déi Stroumquellen hierkommen.

An et ass net ëmmer evident ze wëssen, vu wou déi propper Energiequelle kommen, well do gëtt et jo nach en aneren Zesummenhang. Dat ass dee vun der Liberaliséierung vun der Stroumversuergung, wou een net ëmmer bis an de leschten Detail ganz genau kann alles kontrolléieren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här Wagner, mir wëssen dat am leschten Detail.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- An dofir muss natierlech d'Energieversuergung an d'Organisatioun vun der Energie ganz éffentlech organiséiert ginn. An dat erméiglecht natierlech och, datt d'ëffentlech Hand besser kann duerno op propper Energiequelle goen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Här Wagner, et gëtt kloer Rapporten, déi genee soen, wou eise Stroum hierkënnt.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, Dir kënnt duerno äntwerten.

Well et muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, wou och all déi Äerde kommen (veuillez lire: wou och all déi rar Äerden hierkommen), wou all déi Servere sinn, déi Informatioune späicheren an esou weider, déi massiv Stroum verbrauchen. Ech mengen, dat alles ass eng Fro vun der Kohärenz.

Ech soe jo net hei elo - well ech héieren, den Här Etienne Schneider ass äusserst nervös…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ech si guer net nervös. Ech hu just net gär, wann ee Saache behaapt, déi net richteg sinn.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, ech maachen e Virschlag: D'nächst Joer, vläicht bei der Debatt vun der Lag vun der Natioun, wier et vläicht interessant, wann d'Regierung eis géif am Virfeld soen, wat mir als Oppositioun kënne soen, wat kritiséieren, op wat fir enge Punkte mer kënne schwätzen.

(Exclamations)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Ooh! Sot näischt, wat falsch ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wagner, loosst Dir Iech guer net beiren! Dir hutt ganz eleng d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci.

Mä et ass emol net onbedéngt eng Kritik un der Regierung. Ech mengen, dat däerf een net vergiessen, et ass och eng global. Et kann ee jo och heiansdo e bëssen eng méi global Analys maachen. A mir soe jo och net, datt d'Regierung guer keen Effort mécht an deem Zesummenhang.

Mä ech soe just: A leschter Zäit kann ee kee Regierungsvertrieder… oder an deene leschten Debatten gëtt dat Wuert „Digitaliséierung“ all fënnef Minutte gebraucht fir alles. Fir alles! Fir Ekologie, fir Transport, fir Aarbecht souguer, well da brauch een och net méi iwwer Aarbechtsverhältnisser ze schwätzen, well elo kënnt d'Digitaliséierung an esou weider. Dofir wollt ech dat awer e bësse relativiséieren.

Mir hunn duerno och nach d'Fro vun der Energiespuersamkeet, well do ass jo och eng Initiativ ergraff gi vun der Regierung an do hu mer jo och nach iwwert d'Klimabank geschwat, an déi ass jo awer och… Well do geet et jo ëm Energiespueren. Well mir kommen net derlaanscht, och wa mer wëllen aner Energien, renouvelabel Energien developpéieren, fir och Energie ze spueren. An d'Fro vun der Klimabank…, déi jo keng Bank ass - do waren aner Projeten, déi wahrscheinlech nach méi wäit gaange wieren -, déi u sech just e Projet ass, deen encadréiert, fir datt de Stat d'Zënsen iwwerhëlt, a wou och souguer de Mouvement écologique jo gesot huet: „Mir wëssen net, ob dat ganz effikass wäert sinn an ob d'Ziler wäerten erreecht ginn.“

Dofir och den Elektroauto, mir soen net, datt dat onbedéngt eppes Schlechtes ass. Mir soe jo och net, datt déi heite Regierung guer näischt mécht, fir dee ganze Retard opzehuelen. Et ass richteg, datt dat net einfach ass, mä ech mengen, datt mer awer nach ganz wäit hannendra sinn, wat den Ausbau ugeet vum kollektiven ëffentlechen Transport, vun deem den Här Negri och virdru geschwat huet, deen esou vill wéi méiglech Regiounen desservéiert.

An e soll och gratis ginn, menge mir, fir jiddwereen, net just fir gewësse Kategorië vun der Bevëlkerung. Et ass net just eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet, et ass jo och eng Fro vum Reflex, deen ee kann hunn, datt ee schnell kann eppes benotzen, fir méi mobill ze ginn. An d'Leit gi jo och opgefuerdert, fir ëmmer méi mobill ze ginn. Mä vläicht wier d'Gratuitéit fir all Schichte vun der Bevëlkerung e Problem duerno, well dat géif dann d'Konzept vun der Ënnerstëtzung vum Benevolat vun dëser Regierung vläicht minéieren.

An duerno, mengen ech, musse mer awer och nach - an elo muss ech ganz schnell maachen - gewëssen Dogmen a Fro stellen. D'Landwirtschaft, mengen ech, déi ass geprägt och hei a ganz Europa vun der fräier Wuerenzirkulatioun an och vun der PAC, vun der Politique agricole commune, vun där och geschwat ginn ass. An ech mengen, déi muss ee kritiséieren, well déi huet u sech net onbedéngt d'Landwirtschaft ënnerstëtzt, mä vill méi den Agrobusiness ënnerstëtzt, an net onbedéngt d'kleng Baueren ënnerstëtzt, mä grouss Baueren ënnerstëtzt. Mir wëssen dat. Et si jo och Betriber, déi verschwannen. Et ass jo eng ganz Logik do derhannert.

An anerersäits huet si och gezwongen, well da gëtt et jo och en Imperativ: fir ze exportéieren, fir intensiv ze produzéieren, Saachen ze exportéieren, déi mer duerno och erëm importéieren aus enger anerer Géigend an déi och natierlech d'Biedem futtimaachen, well déi hu jo e richtege Problem, wat d'Pestiziden ugeet an esou weider an esou virun. Ech mengen, deen Zesummenhang muss ee kënne maachen.

Ech hätt nach vill méi ze soen, mä ech hu schonn e bëssen ze laang geschwat. Dofir wéilt ech just nach soen, datt mer och mussen… Vläicht och nach ganz kuerz zu de Bioprodukter, well dat ass jo de Problem: déi Ëmstellung vun de Bioprodukter.

Mir wësse jo ganz genau, datt d'Consommateuren „normal“ Produkter wëllen, well Bioprodukter sinn a Wierklechkeet jo normal Produkter. Et ass jo iwwerhaapt scho komesch, datt ee muss „Bioprodukter“ soen. Am Prinzip misst ee soen „Tomaten“, a fir déi aner Tomaten „chemesch Tomaten“ oder „Mutantentomaten“.

(Hilarité)

Dat misst jo och am Supermarché esou sinn: „Hei kënnt Der Tomate kréien, an do sinn déi chemesch, déi Mutanten. Wann Der gären Nitraten ze vill hutt, da bäisst emol eng Kéier dran.“

Et ginn Initiativen ergraff, fir opmierksam ze maachen, datt et net gutt ass ze fëmmen. Op deene Päck, do huet ee souguer elle Biller. An dat ass och richteg. Ech si ganz domadder averstanen. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Et wier net schlecht, wann een och esou Saache géif maachen - ech mengen dat eescht, et ass net ironesch - op de Produkter, déi een an de Supermarchéë gesäit, well déi si genausou kriibserreegend. An dat huet justement och mat enger falscher Landwirtschaft ze dinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Bravo!

Une autre voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An an Zukunft maache mer dann och

op d'Auer en Doudekapp, wann d'Zäit iwwerschratt ass.

(Hilarité)

Als nächste Riedner ass den Här Aly Kaes ageschriwwen. An den Här Kaes huet d'Wuert.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Voilà! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a sech hunn ech zwee Themen. Dat eent ass de Klimapakt an dat anert ass a sech d'Liewensmëttelverschwendung respektiv et sinn d'Liewensmëttel, déi onnëtz an den Dreckseemer gehäit ginn. Wann ech Liewensmëttel soen, dann ass dat jo, wann ech d'Auerzäit kucken, grad just in time.

104 vun 105 Gemenge sinn aktuell am Kader vum Klimapakt engagéiert. Zënter dem Aféiere vun där Gesetzgebung am Joer 2013 ënnert dem deemolege Minister Marco Schank gëtt um lokalen Niveau eng ganz aktiv Klimapolitik an nohalteg Energiepolitik bedriwwen. An et gouf duerch geziilt Investissementer op lokalem a regionalem Niveau an där Zäit scho méi wéi eng Tonn CO_2 agespuert. Vill vun dëse Gemengen hunn an de leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir eng Rei vu ganz wichtegen Ëmweltprojeten an hire respektive Gemengen ëmzesetzen.

Niewent dem Stat hunn d'Gemengen am Beräich vum Klimaschutz Verantwortung ze droen, eng Verantwortung, déi och vun hire Bierger agefuerdert gëtt. Eis Gemenge si predestinéiert, fir kënne Klimaschutz ze maachen, andeem se d'Leit sensibiliséieren a mobiliséieren, mä awer och andeem se der Populatioun ganz einfach Alternativen opweisen.

A mir stelle fest, datt vill Leit a Matbierger bereet sinn, sech an der nohalteger Entwécklung ze engagéieren. Jo, no fënnef Joer Klimapakt kann ee jiddefalls feststellen, datt et richteg war, esou en Instrument vu staatlecher Säit op d'Been ze stellen, wat d'Gemenge souwuel um technesche wéi och um finanzielle Plang begleet. An där Zäit huet sech eng ureegend Dynamik entwéckelt, dat kann ee roueg esou soen. A souguer ass eng gesond - ech betounen „eng gesond" - Konkurrenz tëschent de Gemengen entstanen, wat a sech am Sënn vun der Saach ass.

Ben, d'Madamm Ministesch Carole Dieschbourg konnt sech jo viru Kuerzem bei enger regionaler Bilanz, déi am Naturpark Our gezu ginn ass, iwwerzeegen, datt d'Motivatioun an de Gemenge ganz grouss ass. Déi ganz Dynamik huet dann och derzou gefouert, datt schonn am November 2015 zu Leipzig véier Gemenge mat dem gëllenen europäeschen Ofzeechen ausgezeechent gi sinn. Et waren dat Biekerech, de Park Housen, Schëffleng an Tandel.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Woubäi, an huelt mer dat net iwwel, ech natierlech perséinlech ganz stolz drop sinn an houfreg, datt mer als Gemeng Tandel, jo, d'Nues vir hu vun alle Gemengen hei am Land. Mä…

(Brouhaha)

Voilà! Et geet awer net duer, sech op deene Lorbeeren auszerouen. Dat wëlle mer och net. Duerfir fanne mer et och richteg, datt a sech d'Schrauwen ugezu ginn, fir nach Punkte bäizekréien. Et muss een also ganz kloer Efforte brëngen.

Duerch de Klimapakt konnt den Energieverbrauch, virun allem dee vu fossillen Energien, reduzéiert ginn, an domadder och d'CO_2-Emissiounen. Et ass deemno eng Success Story mat enger Win-win-Situatioun fir d'Gemengen a besonnesch awer och fir d'Bierger vun de Gemengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn do.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Et ass nach ëmmer richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sinn do.

(Hilarité)

M. Aly Kaes *(CSV).*- Heiansdo changéiert dat jo hannendrun.

(Hilarité)

Dës Ausso, déi ech elo grad gemaach hunn, brëngt mech awer zu engem Beräich - an da sinn ech bei dem Noper vun der Madamm Dieschbourg, wou mer leider net esou wäit wéi am Klimapakt sinn -, näämlech zu der Liewensmëttelverschwendung. Ob Handel, privat Haushalter, Restauratioun, Landwirtschaft oder bei der Veraarbechtung a Produktioun, iwwerall do gi Liewensmëttel a sech verschwent respektiv verluer.

Laut der Ernärungs- a Landwirtschaftsorganisatioun vun de Vereenten Natiounen FAO landen esou 1,3 Milliarden Tonnen un onverbrauchte Liewensmëttel an den Dreckskëschten, an dovunner e ganz groussen Deel, leider Gottes, och nach an der Originalverpackung.

Den CO_2-Ausstouss, dee mat der Hierstellung vun dësen ongenotzte Liewensmëttel entsteet, géif, als Land gesinn, duergoen, fir déi drëtt Plaz hanner Amerika a China ze kréien. Dat muss een natierlech relativ gesinn, mä et ass awer e Fait. D'EU-Kommissioun hirersäits schätzt, datt innerhalb vun der EU 89 Milliounen Tonne Liewensmëttel all Joer verluer ginn; Tendenz steigend. Dëst entsprécht 180 kg pro Kapp.

Laut enger Energiestudie vun der EU-Kommissioun iwwert d'Liewensmëttelverschwendung an de 27 Mitgliedstaten am Joer 2010 ginn 42% vun alle weggeworfene Liewensmëttel op de Konto vun de Privatstéit, 39% landen direkt bei de Produzenten um Tipp, 14% an der Gastronomie an nëmme 5%, laut mengen Informatiounen, am Eenzelhandel.

Ech hu gelies, datt hei zu Lëtzebuerg eng Etüd vun der Ëmweltverwaltung erginn huet, datt a sech all Stot bis zu engem Kilo Liewensmëttel pro Dag ewechgehäit, dat heescht 365 kg pro Joer, wann een dat ëmrechent. Laut Date vun dem Landwirtschaftsministère sinn et all Joer 140 kg pro Kapp un iessbare Liewensmëttel, déi ewechgehäit ginn.

Ben, dat sinn ënnerschiddlech Zuelen, déi schwéier ze vergläiche sinn. Egal wéi: Et ass op jidde Fall ze vill! Dat ass eng enorm Energie- a Ressourcëverschwendung, déi ganz kloer zulaaschte vun der Ëmwelt geet an där hir Käschte vun der ganzer Gesellschaft gedroe ginn, haaptsächlech ënnert der Form vun der Verknappung vun eisen natierleche Ressourcen.

Jo, anstatt se onnëtz ze verschwenden, musse mer eis Ressourcë wéi Energie, Waasser, mä awer och de landwirtschaftleche Buedem besser schützen. D'Liewensmëttelverschwendung geet awer net nëmmen zulaaschte vun der Ëmwelt: Niewent deem enorme moralesche Schued, deen domadder geschitt, huet awer och eis Wirtschaft domadder ze kämpfen, well eben enorm Käschten entstinn, sougutt an der Produktioun wéi an der Entsuergung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech ass net all Liewensmëtteloffall aus Ëmweltsiicht an an der CO_2-Bilanz gläichgestallt. Et besteet schonn en Ënnerscheed, ob een elo higeet an en Heet Zalot oder Geméis aus dem eegene Gaart ewechgehäit oder ob dat Äppel sinn, déi aus Neuseeland importéiert gi sinn. D'Ewechgeheie vu Fleesch belaascht eis Ëmwelt natierlech vill méi, well d'Produktioun besonnesch vill Ressourcë verbraucht.

D'Liewensmëttelverschwendung ass e komplext a facettëräicht Thema an et gëtt net nëmmen eng eenzeg Léisung. Zu Verloschter kënnt et näämlech ganz kloer op allen Niveauen: bei der Produktioun vun de Matières premières, weider iwwert d'Veraarbechtung, den Handel an natierlech och beim Endkonsument.

D'Regierung huet ganz kloer - an dat begréisse mir - de Kampf géint d'Verschwendung vun de Liewensmëttel zu enger vun hire Prioritéite gemaach. An de Landwirtschaftsminister huet och an deem Kontext schonn déi eng oder déi aner Sensibiliséierungscampagne, sougutt beim Konsument wéi bei de Gemengen an den ëffentlechen Ariichtungen, gemaach. Ech kann nëmmen nach eng Kéier soen: Mir ënnerstëtzen dat, an dat misst nach verstäerkt gemaach ginn!

Ech wollt awer hei dës Plaz notzen, fir e puer Iddien an Iwwerleeunge weiderzeginn, wou a wéi een d'Liewensmëttelverschwendung ka reduzéieren an domadder eis Ressourcë schounen an zousätzlech CO_2-Emissioune kënne verhënnert an agespuert ginn.

Eng vun de wesentlechen Ursaache fir Liewensmëtteloffäll bei Uebst a Geméis si ganz einfach - jo, esou wéi mir sinn - d'Ausgesinn an d'Gréisst. Kromm Kornischongen oder kromm Muerten oder kleng Äppel begéint ee ganz einfach am Commerce net. Déi ginn effektiv net an den Handel, mä déi gi scho ganz séier an der Produktioun direkt entsuergt. Do musse mer eis ganz einfach och als Konsument a Fro stellen an hannerfroen, well mir verlaange jo schlussendlech all Dag, an dat ass vläicht iwwerdriwwen, no perfektem Uebst a Geméis. Do muss wierklech en Ëmdenken an eiser Gesellschaft kommen.

An deem Kontext misst een och méi dat Regionaalt an dat Saisonaalt promouvéieren. Mir hunn an eiser schnellliewege Konsumgesellschaft verléiert, mat de Saisonen ze liewen, esou wéi eis Virfahren dat gemaach hunn. Op dee Wee musse mer awer versichen zréckzekommen. An dann ass et och normal, datt een net zu all Joreszäit alles kritt, mä datt ee vläicht den Dezember keng Ierpelen oder keng „Äerdbieren", wéi anerer soen, kritt, well se ganz einfach hei an deem Land net wuessen an et awer och net onbedéngt am Sënn vun der Saach ass, wa se da vu ganz wäit importéiert ginn.

Sommaire des séances publiques nos 33 et 34

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 423

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 423-425

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 425-441

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» p. 441-446

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 446

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 446-453

- Débats sectoriels - Volet «Développement durable» p. 453-459

À propos regional Produkter: Duerch verschidden Oplagen, wéi Hygiènesvirschréften, ass et net rentabel respektiv ganz schwéier bis onméiglech, verschidde Liewensmëttel regional ze produzéieren. Esou Oplage kënnen nëmmen an der Masseproduktioun agehale ginn. Do muss ee sech einfach froen, ob et ëmmer néideg ass, esou extrem Virschréften dach awer ze hunn.

Et gëtt awer och nach aner Ursaache fir Liewensmëtteloffäll oder -verloschter, wéi zum Beispill bei der Etikettéierung, bei der Beschiedegung beim Transport, beim Verpaken oder duerch eng falsch Lagerung, och duerch Sortimentwiessel oder bei sougenannte Saisonsartikelen, wéi elo zum Beispill fir Ouschterdag den Ouschterhues. Dee Schokelasouschterhues, deen ze vill ass, dee gëtt ewechgehäit an et kënnt also zu engem onnëtze Verloscht vu Liewensmëttel.

De Mindesthaltbarkeetsdatum, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ass och heefeg de Grond, firwat nach iessbar a genéissbar Liewensmëttel ewechgehäit ginn. Deen Datum gëtt vum Konsument als Wegwerf- oder Ewechgeheidatum wouergeholl. Och de Sënn vun engem Mindesthaltbarkeetsdatum op enger ganzer Rei vu Produkter, wéi zum Beispill Salz oder Mineralwaasser, gehéiert ganz einfach hannerfrot, ob dat wierklech an där Form néideg ass.

Bei de Liewensmëttelproduzente missten a sech folgend Moossnamen zur Vermeidung vu Liewensmëtteloffäll ëmgesat ginn:

- keng XXL-Produktiounen oder -Verpackungen, an dat och nach dacks zu méi engem gënschtege Präis, wéi wann een a sech just dat akeeft, wat ee wierklech brauch;

- méi Flexibilitéit an den Handelsklassen an -normen; e klengen Apel mat engem bronge Fleck ass nach ëmmer e gudden Apel, och wa mir dat heiansdo net esou gesinn;

- méi Opklärung iwwert de Mindesthaltbarkeetsdatum respektiv eng eenheetlech Kennzeechnung.

Och mir als Konsumenten, Dir Dammen an Dir Hären, si gefuerdert. Mir solle vill méi bewosst akafen. Sech am Viraus iwwerleeën, wéi eng Liewensmëttel ee wierklech brauch: Dee gudden alen Akafsziedel ass en einfache Moyen, fir dat ze realiséieren, fir ze vermeiden, datt een ze vill akeeft oder nach Saachen akeeft, déi een nach doheem huet oder déi een iwwerhaapt net brauch. Och soll ee bei grousse Verpackungen oder Reklammen nom Prinzip „1 + 1 gratis" nodenken, ob dee Kaf a sech iwwerhaapt Sënn mécht. Wann een eng Baguette kafe geet an et kritt een eng gratis, da muss ee sech d'Fro stellen: Mécht dat Sënn? Gewéinlech gehäit een déi zweet jo dann ewech, well et wollt ee jo nëmmen eng kafe goen.

Dann d'Geschicht vun der Haltbarkeet vun de Liewensmëttel: Et ass esou, datt Liewensmëttel, deenen hire Mindesthaltbarkeetsdatum ofgelaf ass, nach ouni Problem kënne giess ginn. Duerfir: Als Éischt kucken, ob déi Liewensmëttel wierklech net méi ze genéisse sinn, bevir se dann an d'Dreckskëscht gehäit ginn. Op dësem konkrete Punkt misst den Handel, awer och d'Politik nach vill méi Opklärungsaarbecht maachen, well ganz einfach d'Leit keen Ënnerscheed maachen tëschent, wéi gesot, dem Mindesthaltbarkeetsdatum an dem Verbrauchsdatum, also dem „consommer avant le…".

En anere Punkt ass d'Verwäertung vun Iessensreschter oder ale Liewensmëttel. Mat e bësse Kreativitéit loosse sech domadder nach nei a ganz gutt schmaachend Saache maachen. Iwwerzeideg brong Bananne kann een nach zu engem Smoothie oder Brout zum Beispill zu engem „aarme Ritter" oder „Pain perdu" - oder wéi een och alles wëllt nennen - ganz sënnvoll verschaffen.

(Interruption)

Ech erkläre jiddwerengem herno, wat dat ass.

Mir mussen och kucken, wéi Leit hir Liewensmëttel, déi se ewechwerfen, a sech entsuergen. Dacks flitt alles an déi normal Dreckskëscht. Et muss dach awer Méiglechkeete ginn, dës Ressourcë ganz einfach méi sënnvoll ze verwäerten. Dobäi kéinten dës biologesch Offäll reng theoretesch zum Beispill an enger Biogasanlag weiderverwäert ginn.

An de Kantinnen, Maison-relaisen, Spideeler gëtt och Dag fir Dag lessen, wat ongenotzt an onberéiert ass, einfach erëm eng Kéier duerch eis Virschréften ewechgehäit. Firwat kann eng gekachte Boun vun deem engen Dag deen aneren Dag net als Bounenzalot sënnvoll verwäert ginn? Si mer net awer do e bëssen iwwervirsiichteg? Musse mer net e Gang zréckschalten?

Här President, et gëtt menger Meenung no héich Zäit, datt mer déi Thematik vun der Liewensmëttelverschwendung méi energesch upaken. Ech wollt an deem Kontext soen, datt et vläicht gutt wier, wa mer och hei géife legiferéieren, esou wéi d'Fransousen, déi a sech d'lescht Joer am Februar jo esou e Gesetz gestëmmt hunn. Flott wier et och emol, no engem Joer de Bilan vun deem Gesetz ze kreien.

Dës an aner Froe wëll ech awer elo net hei weider diskutéieren. Ech wëll awer soen, datt mir als CSV virun engem Joer hei an der Chamber en Débat d'orientation concernant le gaspillage alimentaire ugefrot hunn, dat awer bis haut a kenger vun deene Kommissioune behandelt ginn ass, och net hei an der Plenière. An ech wier natierlech frou, wann dat esou séier wéi méiglech kéint geschéien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

3. Ordre du jour

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hate vir, um 12.30 Auer opzehalen. Ech géif Iech proposéieren, dass mer elo ophalen an dass mer déi puer Minutten, déi mer eis elo ginn, da recuperéieren, dass mer esou géint 13.20 Auer hei sinn an dann erëm duerfueren. Et ass och eng SMS un eis Kolleege gaangen, dass se sollen e bëssen éischter hei sinn.

Une voix.- 13.15 Auer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, 13.15 Auer, 13.20 Auer fänke mer erëm u mat dem Schluss, mat deem leschte Volet an den Äntwerte vun der Regierung. An da kommen d'Projet-de-loien drun.

Merci.

(Fin de la séance publique à 12.22 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2771	Marc Lies	Fonds du logement
2806	Taina Bofferding	Santé affective et sexuelle
2810	Françoise Hetto-Gaasch	Repas aux foyers d'accueil
2815	David Wagner	Collaboration avec la commission d'enquête PANA du Parlement européen
2818	Gilles Roth, Diane Adehm	Circulaire Relibi en matière d'impôt libératoire retenu à la source sur certains produits par l'épargne mobilière
2819	Diane Adehm, Gilles Roth	Rétroactivité des lois
2822	Diane Adehm, Gilles Roth	Augmentation de capital de la Banque centrale du Luxembourg
2833	Claude Wiseler, Gilles Roth	Échange de courriels entre le Ministère des Finances et une personne citée par la commission d'enquête Panama Papers du Parlement européen (commission PANA)
2839	Gilles Roth, Marc Spautz	Article paru ce matin dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung»
2849	David Wagner	Invitation de deux fonctionnaires de l'ACD devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen
2852	Fernand Kartheiser	Procédure à suivre dans le cadre du décès d'un demandeur de protection internationale
2854	Gast Gibéryen	Écoutes réalisées de manière illégale par le Service de renseignement de l'État
2859	Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf	Maisons médicales
2860	Nancy Arendt	Coordinateur sportif dans les maisons relais communales
2863	Franz Fayot	Enquête de l'Administration des contributions directes au sujet des Panama Papers
2867	Gilles Roth, Diane Adehm	Rapport «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux» de l'ONG Oxfam et du réseau Fair Finance Guide International
2872	Laurent Mosar	Soutien du Luxembourg dans l'affaire opposant l'Irlande à la Commission européenne ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux
2879	Diane Adehm, Gilles Roth	Nomination des ambassadeurs
2880	Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth	Propos tenus lors d'une conférence organisée par le Conseil national des femmes
2890	Gusty Graas	Frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute
2892	Taina Bofferding	Harcèlement scolaire
2896	Aly Kaes, Marc Spautz	Fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie et cessation de plein droit du contrat de travail
2907	Franz Fayot	Intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises
2908	Gusty Graas	Décret remettant en cause le «Clean Power Act»
2910	Gilles Roth, Diane Adehm	Problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale et interventions policières dans les structures d'accueil
2912	Diane Adehm, Gilles Roth	Capital de la Banque centrale du Luxembourg (BCL)
2913	Roger Negri	Élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck
2914	Gilles Roth	Élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg)
2915	Fernand Kartheiser	Accords bilatéraux avec le Portugal signés le 5 avril 2017
2916	Gusty Graas	Pollution de la «Kaylbach»
2917	Alexander Krieps, Gusty Graas, Edy Mertens	Lutte contre le viol
2918	Gilles Roth, Diane Adehm	Aide financière de la Commission européenne pour le renvoi de demandeurs d'asile qui ont été déboutés
2919	Sylvie Andrich-Duval	Patrimoine industriel
2920	Franz Fayot	Procédure applicable au 113
2921	Serge Wilmes	Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg
2922	Gilles Baum, Claude Lamberty	Formation dans les établissements pénitentiaires
2923	David Wagner	Organisation de l'examen de fin d'études secondaires
2924	Fernand Kartheiser	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
2925	André Bauler	Culture des asperges
2927	Fernand Kartheiser	Référendum en Turquie
2928	Léon Gloden	Heures d'ouverture des magasins
2929	Gusty Graas	Introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation
2930	Françoise Hetto-Gaasch	Emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles dans le cadre de création d'une unité d'habitation
2931	Diane Adehm, Gilles Roth	Création d'un Fonds monétaire européen
2932	Diane Adehm, Gilles Roth	Production dans le bâtiment
2933	Laurent Mosar	«Roaming»
2934	Sylvie Andrich-Duval	Protection des «arbres remarquables»
2935	Claude Adam, Josée Lorsché	Offre pédagogique du «Sportlycée»
2936	Laurent Mosar, Gilles Roth	Sociétés de participation financières (SOPARFI)
2937	Françoise Hetto-Gaasch	Familles d'accueil
2938	Françoise Hetto-Gaasch	Cours de langue
2942	Gilles Baum	«Cité Syrdall»
2943	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale
2947	Henri Kox, Josée Lorsché	Responsabilité dans le cas d'un accident nucléaire
2948	Gusty Graas	Sondage dans la fonction publique
2951	Diane Adehm, Gilles Roth	Récente alerte à la bombe
2952	Claudia Dall'Agnol	Méga-camions
2953	Laurent Mosar, Marc Spautz	Redistribution des sièges britanniques dans le Parlement européen
2954	Laurent Mosar	Esquisse de réforme fiscale présentée mercredi dernier par le président américain
2955	Henri Kox, Gérard Anzia	Production de crémant biologique par l'Institut viti-vinicole
2956	Jean-Marie Halsdorf, Martine Mergen	Recherche de personnes disparues
2957	Taina Bofferding	Audit sur le budget de l'Université du Luxembourg
2958	Jean-Marie Halsdorf	Vol d'endoscopes au Centre hospitalier de Luxembourg
2959	Marc Spautz	Emploi de personnes affectées à des travaux de ménage
2960	Diane Adehm, Gilles Roth	Loi dite «Omnibus»
2961	Diane Adehm, Gilles Roth	Nouvelles infractions à inscrire dans le Code pénal
2962	Laurent Mosar	Groupement autonome de personnes
2963	Diane Adehm, Gilles Roth	Obligation de tenir une comptabilité en partie double
2965	Martine Hansen	Réorganisation fonctionnelle d'administrations
2968	Fernand Kartheiser	Référendum sur la peine de mort en Turquie
2970 cf. 2971	Josée Lorsché	Problème d'extrême maigreur des mannequins
2971 cf. 2970	Sylvie Andrich-Duval	Problème d'extrême maigreur des mannequins
2977	André Bauler	Inspection du travail et de mines
2979	Jean-Marie Halsdorf	Nouveaux retards du programme A400M
2980	Claude Lamberty, Gilles Baum	Promotion de la langue luxembourgeoise
2988	Martine Hansen	Promotion de l'agriculture biologique
2989	Claude Adam	Conflit au Cameroun
2990	Gusty Graas	Réforme du stage des fonctionnaires
2991	Max Hahn	Musée des sapeurs-pompiers
3016	David Wagner	Propos du secrétaire régional des finances de Madère devant la commission PANA

Question 2771 (20.02.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

En réponse à ma question parlementaire n°2658 du 9 janvier 2017, Monsieur le Ministre du Logement a fourni un certain nombre de détails et données aux questions posées. Or, sur un certain nombre de points Monsieur le Ministre n'a que partiellement répondu. Ainsi je me permets de répéter et de préciser ces questions et de profiter de l'occasion de poser quelques questions supplémentaires y relatives.

Monsieur le Ministre a indiqué que 14 autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement ont été délivrées depuis 2015. Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel est le nombre total de logements qui sont actuellement en construction par commune selon ces autorisations respectivement qui seraient éventuellement déjà achevés?

Monsieur le Ministre a précisé que dix PAP ont été entamés par le Fonds du logement depuis 2015 pour un total de 1.083 logements. Il reste cependant muet quant au nombre de procédures qui ont été finalisées depuis 2015.

C'est pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de projets d'aménagement particulier «nouveau quartier» du Fonds du logement qui ont été officiellement approuvés par le Ministère de l'Intérieur en 2015 et en 2016? Combien de logements pourront être construits suivant ces PAP?

Monsieur le Ministre a fourni le nombre de terrains et immeubles acquis, respectivement échangés par le Fonds du logement, au cours des années 2015 et 2016. Or, ma question se rapportait seulement au nombre d'actes d'achat ou d'échange de terrains et non à des immeubles. Le soussigné voulait en fait savoir si le Fonds du logement a constitué une réserve foncière en 2015 et 2016 ou non.

C'est pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Fonds du logement a-t-il constitué des réserves foncières en 2015 et 2016?

- Dans l'affirmative, dans quelles communes et quand est-ce que l'acte relatif a été signé?

- Quelle est la superficie exacte par terrain acquis et par commune?

- Quel a été le prix d'achat par hectare/are?

Réponse (18.04.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Suite aux renseignements fournis dans le cadre de la question parlementaire n°2658 au niveau du nombre d'autorisations de bâtir établies en faveur du Fonds du logement depuis 2015 et ceci par commune, l'honorable Député souhaite maintenant une ventilation des logements autorisés par commune. En outre, il souhaite savoir lesquels de ces projets sont en construction, voire seraient déjà achevés.

Il s'avère que parmi les autorisations énumérées dans la question parlementaire n°2658, les logements suivants sont en construction:

Commune	Nombre de logements
Bettembourg	14
Colmar-Berg	8
Diekirch	16
Differdange (2 autorisations)	75 + 55
Esch-sur-Alzette (4 autorisations)	17 + 9 + 9 + 36
Niederanven	10
Mondorf-les-Bains	17
	264

et que les chantiers pour les logements suivants sont en préparation:

Echternach	30
Kopstal	10
Luxembourg	7
	47

Il s'agit donc d'un total de 311 logements. Aucun des logements autorisés depuis 2015 n'est à ce jour achevé.

L'honorable Député précise ensuite sa demande au niveau des PAP et souhaite savoir quels PAP ont été approuvés en 2015 et en 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En dernier lieu, l'honorable Député m'interroge sur le nombre d'actes d'achat ou d'échange de terrains signés en 2015 et 2016: Au total, 15 actes ont été signés pour acquérir 4.206,99 ares. Voici le résumé pour les deux années en question.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En tant que réserve foncière peuvent entre autres être qualifiées les transactions à Hesperange (58,10 ares), Esch-sur-Alzette (50,40 ares) et Bettembourg (70,69 ares).

En excluant les transactions de Dudelange et de Wiltz en raison des frais d'assainissement considérés dans le prix des transactions respectives, ainsi que les transactions de Rosport, Grevenmacher et Beckerich en raison de leur surface négligeable, le prix moyen par are payé par le Fonds est de 17.821 EUR, en passant de 7.500 EUR pour des terrains dédiés au logement social, vendu par la commune de Mondorf-les-Bains à 21.000 EUR à Hesperange pour se situer à près de 90.000 EUR pour un terrain viabilisé avec projet existant autorisé, racheté à la commune de Steinsel.

Question 2806 (03.03.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **santé affective et sexuelle:**

Madame et Monsieur les Ministres ont récemment présenté le concept du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, qui constitue un élément important du «Programme national - promotion de la santé affective et sexuelle».

Comme indiqué sur le site du Gouvernement, la santé affective et sexuelle ne se limite pas aux relations sexuelles, mais inclut l'affectivité, le respect de soi et de l'autre, les spécificités du genre et des identités sexuelles. Il s'agit de la promotion des relations sexuelles sans risque et de la promotion d'une santé sexuelle démunie de toute forme de violence et de toute forme de discrimination.

Ainsi, le Centre national de référence est une plateforme pour compiler, harmoniser et mettre en réseaux les connaissances, les compétences et expertises nationales en matière de sexualité au niveau du pays.

Le centre interviendra aussi bien au niveau de l'éducation non formelle que de l'éducation formelle et ciblera avant tout un public jeune.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Le Gouvernement est-il d'avis que les mesures prises actuellement dans le cadre de l'éducation sexuelle et affective sont suffisantes?

2) Suite au lancement du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, ne serait-il pas judicieux d'adapter les programmes scolaires en matière d'éducation sexuelle? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes envisagées par le Gouvernement?

3) Comment se fera la coopération entre le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle et les écoles?

4) Quels autres organismes, conventionnés ou non, interviennent dans l'éducation sexuelle et affective?

Réponse commune (03.04.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) L'analyse approfondie «Bestandsaufnahme und Bedarfsanalyse der affektiven und sexuellen Bildung in Luxemburg», réalisée en 2013 par le Planning familial, fut mandatée par le groupe interministériel élaborant le Programme national pour la «Promotion de la santé affective et sexuelle». Cette étude a permis d'identifier les lacunes dans le domaine de l'éducation affective et sexuelle au Grand-Duché.

Toutes les activités en lien avec l'information, la sensibilisation et l'éducation des enfants et des adolescents, notamment dans l'enseignement formel et non formel, sont d'importance primordiale selon le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle. Cette priorité est aussi entérinée à travers le programme national «Santé affective et sexuelle pour les années 2013-2016» et constituera une primauté dans le cadre de la rédaction du prochain programme national.

Aux niveaux de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire et des services de la médecine scolaire et de la santé des enfants et adolescents, les missions en matière d'éducation sexuelle et affective sont déterminées par les curriculums scolaires. Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) intervient à travers les antennes locales des Services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) au sein des établissements secondaires par des activités de sensibilisation et d'éducation sexuelle et affective.

Des organisations conventionnées par le Ministère de la Santé, dont le Planning familial et «HIV Berodung» ainsi que les crèches, maisons relais et maisons de jeunes conventionnées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à travers l'introduction du cadre de référence de l'éducation non formelle, détiennent également une mission en matière d'éducation sexuelle et affective. Pour ce qui est de l'Enseignement fondamental, le sujet figure au plan d'études officiel.

ad 2) L'adaptation des programmes scolaires, des formations initiales et continues des enseignants et éducateurs, tout comme la promotion d'un environnement scolaire et extrascolaire promouvant et protégeant la santé affective et sexuelle sont d'actualité, et font partie des objectifs poursuivis par le Centre national de référence.

La Convention portant création du Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle qui a été signée récemment, à savoir le 5 décembre 2016, débutera ses activités dès le 1er avril 2017.

Les détails des stratégies d'intervention ne sont pas encore connus, mais ce Centre national de référence va porter une analyse sur les populations à toucher, leurs caractéristiques spécifiques et leurs besoins spécifiques. En outre, le Centre national de référence va identifier les formations existantes afin de détecter les lacunes actuelles dans les programmes d'apprentissage pour ensuite élaborer un guide avec des recommandations sur les méthodes et méthodologies de transmission du savoir en matière de santé affective et sexuelle.

Suite à cette analyse, les programmes scolaires qui traitent de l'éducation sexuelle et affective pourront être revus.

ad 3) La coopération entre le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle et les écoles est garantie à travers l'existence du Comité scientifique interdisciplinaire d'accompagnement se composant notamment d'un membre de chaque ministère ayant signé la déclaration d'intention du 17 juillet 2013, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de l'Égalité des chances, le Ministère de la Famille et le Ministère de la Santé.

Les enseignants en tant qu'acteurs de l'éducation formelle seront des partenaires privilégiés du Centre pour la promotion de la santé affective et sexuelle qui vise notamment le renforcement des capacités des multiplicateurs éducatifs.

Par ailleurs, les services intermédiaires dont les services ministériels du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques, l'Institut de formation de l'Éducation nationale et le Service national de la jeunesse pour le volet du suivi de la qualité dans les institutions de l'éducation non formelle, seront des partenaires tout aussi importants dont la coopération et la collaboration avec le Centre de référence seront à développer et à structurer.

ad 4) Dans le cadre du Comité scientifique interdisciplinaire d'accompagnement les acteurs du terrain sont impliqués, tels que le Planning familial en tant que gestionnaire du Centre national de référence, mais aussi la «HIV Berodung» ou encore le CPOS (Centre de psychologie et d'orientation scolaires).

Une des tâches principales du Centre national de référence sera d'identifier précisément les différents intervenants auprès des enfants et des adolescents dans le domaine de la santé affective et sexuelle, ainsi que d'analyser le contenu des interventions et d'en garantir la concordance avec les lignes directrices du programme national «Promotion de la santé affective et sexuelle».

Le Centre national de référence s'est engagé à organiser des plateformes d'échange ainsi qu'à la mise en place d'un réseau des acteurs du terrain, afin de veiller à la cohérence des messages véhiculés. Le Centre national de référence va garantir l'homogénéité des enseignements en matière de santé affective et sexuelle, dans le but d'améliorer l'offre et l'accès de ces enseignements au niveau national. L'accès de ces enseignements doit être accessible à la population entière, mais aussi à des groupes de personnes ayant des besoins spécifiques en la matière.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a signé en novembre 2016 un appel à actions de l'Unesco pour une meilleure information des enseignants et des élèves dans les lycées sur les sujets de l'homosexualité, de la bisexualité, de l'intersexualité et de la transsexualité afin de lever les tabous, faciliter un climat de respect au sein de la communauté scolaire et de renforcer ainsi la santé mentale des jeunes LGBTI et pour qu'ils puissent bénéficier des mêmes droits et être acceptés par leurs pairs et la société en général sans être discriminés et stigmatisés.

Le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle sera chargé de créer des collaborations avec les acteurs et organisations luxembourgeoises travaillant sur la thématique spécifique LGBTI et le groupe interministériel LGBTI présidé par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région afin de sensibiliser davantage aux droits des personnes LGBTI dans le cadre de sa mission d'information et de sensibilisation.

Question 2810 (06.03.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **repas aux foyers d'accueil:**

Selon le rapport d'activité de l'Ombudsman pour l'année 2016, les occupants de foyers d'accueil expriment un mécontentement général concernant les repas servis au foyer. Dans la mesure où la plupart des structures d'hébergement ne disposent pas de cuisines, les personnes ne peuvent pas préparer leur propre repas selon leurs habitudes alimentaires. Les repas sont alors livrés sous forme de plats préparés par diverses firmes de restauration collective. Dans certaines structures à l'étranger, les occupants cuisinent et distribuent eux-mêmes les repas. Ceci permet aux réfugiés de préparer des repas «traditionnels», de les occuper et de leur donner un certain sentiment d'indépendance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer cette information?

2) Combien de foyers sont dotés d'une cuisine?

3) Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun d'installer des cuisines dans les structures d'hébergement qui n'en ont pas?

4) Les nouvelles structures d'accueil en construction seraient-elles équipées de cuisines pour remédier au problème?

5) Selon mes informations, dans l'une des structures d'hébergement, les personnes ont la possibilité de s'approvisionner dans un supermarché par le biais de bons alimentaires. De quelle structure s'agit-il?

6) Dans la mesure où la fréquentation de magasins renforce le sentiment d'appartenance et d'intégration à la ville d'accueil, la Ministre envisage-t-elle de généraliser le système des bons alimentaires permettant de faire des achats dans des supermarchés?

Réponse (05.04.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) Il est vrai que certains occupants des foyers pour demandeurs de protection internationale expriment leur mécontentement par rapport aux repas qui leur sont servis dans les structures d'hébergement. Ce mécontentement n'a, le plus souvent, pas trait à la qualité des repas mais au type de plats servis, qui sont inconnus dans les pays et dans les cultures d'origine des personnes hébergées. Aussi, ce mécontentement diminue-t-il après une période d'adaptation à la nourriture servie. Par ailleurs, un mal-être et une frustration dus aux longues périodes d'attente et d'incertitude accentuent le mécontentement.

ad 2) À ce jour, sur les 86 structures d'hébergement gérées par l'OLAI, 32 offrent la possibilité de cuisiner.

ad 3) Le Gouvernement est conscient de l'importance que revêt, pour les personnes DPI, le fait de pouvoir faire «leur» cuisine et il essaie de faire en sorte que cela devienne possible dans certaines structures. Une analyse des structures existantes a cependant conclu à l'impossibilité technique d'équiper de cuisines les 54 structures non encore équipées. Ainsi, dans les bâtiments les plus anciens, la configuration des locaux ne le permet pas; dans d'autres structures, la durée limitée de la mise à disposition

ne peut justifier l'investissement inhérent à l'installation de cuisines.

Si certaines personnes se plaignent de ne pas pouvoir faire la cuisine elles-mêmes, d'autres personnes, et notamment les hommes seuls, les personnes à mobilité réduite et les personnes vivant dans des foyers éloignés, apprécient le service de livraison de repas ou le fait de bénéficier d'une cantine sur place. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'un système de restauration avait été mis en place.

ad 4) Toutes les futures structures modulaires seront équipées de cuisines.

ad 5) Il s'agit là d'une petite structure d'une soixantaine de lits située à Luxembourg-ville. La solution des bons alimentaires pour les occupants de cette structure a été mise en place exceptionnellement en raison de considérations purement logistiques. En effet, le camion de l'épicerie sur roues ne peut que difficilement desservir cette structure pour des raisons de sécurité et de stationnement. Une solution pour que les occupants de cette structure puissent s'approvisionner a donc dû être trouvée.

ad 6) Les services compétents sont en train de réfléchir à un système de ce genre, tout en prenant en considération, et les besoins divers des personnes, et les éventuels risques de mauvaise utilisation et d'abus.

Question 2815 (07.03.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **collaboration avec la commission d'enquête PANA du Parlement européen:**

Le caractère urgent de la question se justifie par les dommages occasionnés par l'information sous-mentionnée et par la nécessité de clarifier d'urgence cette affaire. Il convient également de prendre en compte l'impact potentiel des réponses sur l'organisation de la suite des travaux de la commission d'enquête PANA du Parlement européen (dont le mandat est limité dans le temps) et à laquelle le Luxembourg est tenu de faciliter les travaux en vertu de l'article 4(3) du Traité sur l'Union européenne.

La radio de service public 100,7 a rapporté le vendredi 3 mars que le Ministère des Finances aurait, par courrier électronique dont la rédaction de la radio dispose une copie, conseillé à un avocat d'affaires de ne pas apparaître devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen en visite à Luxembourg le 2 et 3 mars 2017, bien que la personne en question ait reçu une invitation de ladite commission. Ceci, alors que Monsieur le Ministre a déclaré publiquement que ce n'était pas le rôle du Gouvernement d'intervenir à ce sujet.

Partant, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les questions suivantes:

1) Pouvez-vous confirmer qu'un courrier électronique a été envoyé depuis le Ministère des Finances à un des avocats invités par la commission d'enquête PANA dans lequel l'expéditeur aurait conseillé ou suggéré, directement ou indirectement, à l'avocat en question de ne pas paraître devant la commission d'enquête?

2) Est-ce que des responsables ou des fonctionnaires du Ministère des Finances ont fait parvenir, que ce soit par courrier électronique, par téléphone ou oralement, à d'autres personnes invitées par la commission d'enquête PANA, que ce soit des avocats, des représentants du secteur privé ou d'anciens fonctionnaires d'État, une recommandation allant dans le sens de ne pas accepter l'invitation de la commission d'enquête PANA? Si oui, à combien de personnes une telle recommandation a-t-elle été transmise et quelles sont ces personnes?

3) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2), est-ce que cette ou ces recommandation(s) ont été transmises sur initiative de Monsieur le Ministre?

4) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2) et/ou de la question 3), pouvez-vous nous expliquer les raisons pour lesquelles une telle recommandation a été transmise à une ou plusieurs personnes invitées par la commission d'enquête PANA?

5) Dans l'affirmative de la question 1) et/ou de la question 2) et/ou de la question 3), Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle attitude est en contradiction avec l'acquis communautaire de l'Union européenne et notamment avec l'article 4(3) du Traité sur l'Union européenne qui stipule que «les États membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union»?

6) Dans le cas où les personnes en question sont à nouveau invitées à paraître devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen, le Gouvernement compte-t-il recommander aux personnes une réponse positive, respectivement un refus, à cette nouvelle invitation?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

De prime abord, il convient de rappeler que la commission d'enquête PANA du Parlement européen (ci-après «commission PANA»), lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, a eu des échanges, non seulement avec deux membres du Gouvernement, accompagnés notamment par le comité de direction de l'Administration des contributions directes et le procureur général d'État adjoint, mais également avec les membres de la COFIBU, la direction de la CSSF, le bâtonnier du Barreau de Luxembourg ainsi que des représentants d'entreprises privées. La qualité des interlocuteurs prouve la résolution, notamment des autorités concernées, à pleinement coopérer avec la commission PANA. Par ailleurs, les avancées faites par le Luxembourg au cours de l'actuelle période de législature en matière de transparence et de lutte contre la fraude fiscale sont indéniables et ont d'ailleurs été reconnues par les membres de la commission PANA.

Lors de l'entrevue avec les Ministres Braz et Gramegna le 2 mars 2017, un membre de la commission PANA a demandé au Gouvernement luxembourgeois son appui pour convaincre des personnes qui n'avaient pas accordé une suite favorable aux invitations de la commission PANA de paraître lors d'une prochaine audition à Bruxelles. Le Ministre des Finances y a répondu, en substance, qu'il n'appartenait pas au Gouvernement de donner des instructions à des acteurs privés et que ceux-ci restaient libres d'accepter ou non une telle invitation.

Ce n'est qu'au point presse suivant cette session de la commission PANA que le Ministre des Finances s'est vu une première fois confronté, de la part d'un journaliste, avec une question relative à l'existence alléguée d'un échange email entre le Ministère des Finances et un avocat luxembourgeois.

À l'issue des recherches diligentées par la suite, les faits suivants ont pu être établis et portés à la connaissance du Ministre:

En date du 19 janvier 2017, un fonctionnaire du Parlement européen a envoyé à la réception d'une étude d'avocats un email de la teneur suivante:

«Dear Madam, Dear Sir,

As you may be aware, the European Parliament has set up an inquiry committee (PANA) into money laundering, tax avoidance and tax evasion following the revelations which become known as „Panama Papers".

You can find more information on this committee, including the committee mandate, here:

http://www.europarl.europa.eu/committees/en/pana/home.html

In the framework of its works, the committee has decided to conduct fact-finding missions to several Member States (Malta, UK, Luxembourg and the USA). These fact-finding missions are designed to take place in full cooperation with the national legislators, and PANA members wish to hold constructive and forward-looking dialogues with their counterparts of the national parliaments, the Minister of Finance and other relevant Ministers, representatives of tax and anti-money laundering authorities and relevant stakeholders from businesses and civil society.

The committee has planned to hold a mission to Luxembourg on 2 and 3 March 2017. The committee would be represented by a delegation of 11 members led by the Chair of the committee Dr Werner Langen and would also comprise the two corapporteurs, Mr Jeppe Kofod (Denmark, Group of Socialists and Democrats/S&D) and Mr Peter Jezek (Czech Republic, Alliance of Liberals and Democrats for Europe/ALDE) and one representative of each of the 8 political groups in the European Parliament. They would be accompanied by staff.

At this stage, I would like to enquire about the availability of your CEO or one of your high level representatives to meet with the PANA delegation on 3 March 2017.»

Il ressort de la lecture de cet email du Parlement européen, standardisé et sans destinataire précis, que l'étude d'avocats dans son ensemble était adressée et non pas un avocat spécifique. Par ailleurs, l'email du Parlement européen ne fait aucune allusion à l'existence éventuelle d'une société panaméenne liée directement ou indirectement à l'étude, ni à un avocat en particulier.

Le même jour, un des avocats de cette étude, qui traite pour l'État un nombre de dossiers relatifs à certaines matières couvertes par le mandat de la commission PANA, a adressé une copie de cet email au département de la fiscalité du Ministère des Finances, en demandant une opinion quant à son éventuelle participation à une telle audition.

Le fonctionnaire destinataire de l'email - qui est l'interlocuteur habituel de cet avocat sur les dossiers qu'il traite pour l'État - lui a alors répondu, également par email, qu'il «serait préférable» qu'il n'y participe pas. Partant, le 22 janvier 2017, l'avocat lui répond par email qu'il «laissera le soin à d'autres».

Il s'agit d'un échange confidentiel dans le cadre d'une relation entre un avocat et son client. L'avocat en question se trouve par rapport au Ministère des Finances dans une situation particulière, à savoir celle d'un mandataire qui s'adresse à son mandant. Suivant l'appréciation du fonctionnaire, par sa participation à l'audition de la commission PANA, l'avocat aurait pu se retrouver dans une situation de conflit d'intérêts.

La réponse du fonctionnaire ne constitue pas une instruction, mais un commentaire qui s'insère dans le contexte particulier de la relation qui existe entre un avocat et son client et se limite à ce cas de figure très spécifique. Il s'agit d'un simple échange au niveau technique, sans considération d'éventuelles implications politiques. D'ailleurs, la réponse de l'avocat ne préjugeait en rien la suite accordée par son étude à la demande de la commission PANA au-delà de ce cas précis.

Dans le même sens, la radio 100,7, en date du 2 mars 2017, rapportait les propos suivants:

«Hie participéiert net, well hien een Interessekonflikt wéinst senge Clientë gesäit, fir déi hien agéiert huet. Vun der Regierung hätt hien an engem Email gesot kritt, datt him net kéint verbuede gi mat der Enquêtëkommissioun ze schwätzen, et wier awer net déi beschte Method. Den [xxxx] sot dem 100,7 weider, hie wéilt sech awer och net vis-à-vis vun der Enquêtëkommissioun äusseren, well hie mengt, et wier eng generell Politik viséiert an hie wier net sécher, datt seng Äusserungen objektiv vun der Kommissioun benotzt ginn.»

Outre cet échange spécifique entre cet avocat et le fonctionnaire, il n'y a pas eu d'échange de ce type entre le Ministère des Finances et une personne ou entité éventuellement invitée par la commission PANA. Le Ministre des Finances n'a donné en la matière aucune instruction ou recommandation, sous quelque forme que ce soit, à une personne ou entité concernée le cas échéant.

D'une manière générale, on peut estimer qu'un avocat, en tout état de cause, doit être en parfaite mesure d'évaluer la suite qu'il voudra accorder à une demande telle que celle formulée par la commission PANA, en prenant en compte notamment sa situation particulière ainsi que les règles nationales et européennes applicables le cas échéant. Il n'aura donc pas à demander un avis correspondant à un membre du Gouvernement ou représentant d'un ministère.

Question 2818 (08.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **circulaire Relibi en matière d'impôt libératoire retenu à la source sur certains produits par l'épargne mobilière:**

En date du 27 février 2017, le directeur de l'Administration des contributions directes a émis la circulaire Relibi n°1 concernant la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière. Le point 2.1 intitulé «Définition du bénéficiaire effectif» de la rubrique 2. «Le bénéficiaire effectif (art. 2 de la loi Relibi)» précise entre autres que:

«... Les structures sans personnalité morale sont aussi hors du champ d'application de la Relibi. Sont visées dans ce dernier cas de figure les associations momentanées ou les associations en participation.

Lorsqu'une structure avec ou sans personnalité morale est interposée entre l'agent payeur et le bénéficiaire effectif afin d'éviter la retenue à la source, le paiement d'intérêts est couvert par la loi en application de la règle de primauté du fond sur la forme.»

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la portée exacte de cette stipulation?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser cette disposition par voie d'exemples concrets?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette lecture est conforme aux dispositions légales en vigueur?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le point 2.1. de la circulaire Relibi n°1 du 27 février 2017 (ci-après « la circulaire»), à laquelle les honorables Députés font référence, tend à apporter des précisions quant à la portée de la définition du bénéficiaire effectif.

Tandis qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction de la retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (ci-après «la loi Relibi»), les personnes morales sont expressément exclues de la définition du bénéficiaire effectif, le traitement d'un paiement d'intérêts à une entité ou à une structure juridique sans personnalité juridique propre, mérite en revanche d'être précisé via la circulaire.

En effet, le traitement des structures sans personnalité morale résulte de la combinaison de deux dispositions légales. D'une part, l'article 3 de la loi Relibi définit la notion de l'agent payeur et dispose explicitement que le paiement d'intérêt doit s'effectuer au profit immédiat du bénéficiaire effectif et, d'autre part, l'article 2, alinéa 1, lettre b de la loi Relibi dispose qu'une personne physique n'est pas à considérer comme bénéficiaire effectif, si elle agit pour le compte d'une personne morale ou d'une autre entité.

Il en résulte que pour être assujetti à la retenue à la source, le paiement d'intérêt doit avoir été effectué directement pour le propre compte du bénéficiaire effectif. Des paiements d'intérêts effectués par l'intermédiaire de structures juridiques sans personnalité juridique ne rentrent donc pas dans le champ d'application de la loi Relibi.

À titre d'exemples concrets, la circulaire indique les associations momentanées et les associations en participation. L'on pourrait encore mentionner les associations (clubs) qui ne sont pas constituées sous forme d'asbl ou bien les fonds communs de placement.

En ce qui concerne l'interposition d'une structure avec ou sans personnalité morale aux seules fins d'échapper à la retenue à la source, la circulaire rappelle les principes de l'appréciation économique des faits (§ 5 de la loi d'adaptation fiscale) et de l'abus de droit (§ 6 de la loi d'adaptation fiscale), appliqués le cas échéant par l'Administration des contributions directes.

Question 2819 (08.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **rétroactivité des lois:**

Le projet de loi n°6867 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, voté en séance plénière en date du 8 février 2017, prévoit dans son article 8 l'introduction d'une obligation rétroactive pour les citoyens.

En général la rétroactivité d'une norme juridique est une mesure exceptionnelle car contraire à la sécurité juridique. Ce principe de non-rétroactivité se voit énoncé par l'article 2 du Code civil: «La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.»

En ce qui concerne les lois transposant les directives européennes, la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) permet à un citoyen de se prévaloir des dispositions d'une directive dont la date de transposition a expiré mais qui n'est pas encore transposée en droit interne. Cela vaut dans sa relation avec l'administration et à condition que les dispositions de la directive soient inconditionnelles et suffisamment précises.

En l'espèce par contre une norme juridique est créée ayant un effet rétroactif et créant une obligation à charge des citoyens, pouvant donc éventuellement leur porter préjudice.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que le Gouvernement entend établir une pratique courante de donner un effet rétroactif aux lois transposant des directives?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun de publier directement au Mémorial les directives non transposées et dont la date de transposition a expiré?

Réponse commune (06.04.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

La question parlementaire des honorables Députés donne lieu aux observations suivantes:

1) L'article 8 de la loi du 22 mars 2016 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1075 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis prévoit que les bâtiments neufs et les bâtiments ayant fait l'objet d'une rénovation de grande ampleur pour lesquels la demande d'autorisation de construire a été introduite après le 31 décembre 2016 doivent être équipés d'une infrastructure adaptée au haut débit à l'intérieur du bâtiment et d'une infrastructure d'accueil.

Cette disposition n'a aucun effet rétroactif car l'obligation ne s'applique qu'à partir de l'entrée en vigueur de la loi. La date du 31 décembre 2016 ne sert qu'à déterminer à quels immeubles l'obligation s'applique. Cette date figure à l'article 8 de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit. Elle a par conséquent été reprise dans la loi luxembourgeoise transposant cette directive.

2) Les règlements de l'Union européenne sont directement applicables dans les États membres et ce dans leur entièreté. Ils sont publiés uniquement dans le Journal officiel de l'Union européenne et non pas dans le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg sans que pour autant cela n'empêche leur application ou les citoyens de s'en prévaloir.

L'effet direct potentiel des directives est beaucoup plus limité que celui des règlements. Par ailleurs, les directives sont également publiées au Journal officiel de l'Union européenne. Le Gouvernement n'estime dès lors pas opportun de publier les directives dans le JOGDL, à l'instar des règlements.

Question 2822 (08.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**augmentation de capital de la Banque centrale du Luxembourg:**

Début 2015, Monsieur le Ministre des Finances a indiqué qu'une solution pour doter la Banque centrale du Luxembourg (BCL) de capitaux adéquats sera encore trouvée en 2015. Deux ans plus tard, l'augmentation n'est toujours pas en vue.

Alors que Monsieur le Ministre a, en réponse à une question parlementaire, indiqué en novembre 2015 que:

«… Le fait que l'augmentation de capital de la BCL n'est pas expressément mentionnée dans le projet de budget 2016 ni dans le projet de budget pluriannuel 2016-2019 ne signifie pas pour autant qu'elle ne soit pas prise en compte dans les budgets ni qu'elle n'ait pas lieu. En effet, elle pourra se faire le cas échéant via un article budgétaire approprié… »,

il a changé d'attitude en juin 2016 en précisant que:

«… La trajectoire de la dette figurant dans le programme de stabilité et de croissance ne prend pas en compte d'éventuelles opérations financières visant à renforcer le capital de la Banque centrale du Luxembourg. (…)»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est l'état des négociations entre l'État et la BCL en ce qui concerne la recapitalisation de celle-ci?

- À combien se chiffrera approximativement cette augmentation de capital afin de garantir la solidité financière de la BCL?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés s'enquièrent de l'état des négociations entre l'État et la BCL en ce qui concerne une potentielle recapitalisation de celle-ci. Eu égard à la solidité financière du Grand-Duché de Luxembourg, qui trouve son expression dans la notation AAA, encore récemment confirmée avec perspective stable par les agences de notation Standard & Poor's et DBRS, ainsi que de la Banque centrale du Luxembourg, il n'y a pas de nécessité de finaliser les analyses et discussions correspondantes à brève échéance.

Question 2833 (13.03.2017) de **MM. Claude Wiseler** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**échange de courriels entre le Ministère des Finances et une personne citée par la commission d'enquête Panama Papers du Parlement européen (commission PANA):**

Devant les membres de la Commission des Finances et du Budget, Monsieur le Ministre des Finances s'est retranché derrière le secret professionnel pour ne pas dévoiler le contenu d'un courriel que son Ministère a adressé à un de ses conseillers juridiques.

À cet égard, nous notons tout d'abord que le Ministère n'est pas lié par le secret professionnel. Monsieur le Ministre ne saurait donc pas invoquer le secret professionnel pour refuser la communication d'un courriel rédigé par son Ministère, notamment à la Chambre des Députés.

Qui plus est, et d'après les informations parues dans la presse, le mandataire du Gouvernement n'aurait pas agi en tant qu'avocat. Ladite personne aurait, au contraire, sollicité l'avis du Ministère - alors que dans le cadre des Panama Papers son nom apparaissait comme actionnaire de différentes sociétés panaméennes - quant à l'invitation que les membres de la commission PANA lui ont adressée.

- Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre peut-il enfin nous communiquer l'échange de courriels entre son Ministère et la partie invitée par la commission PANA? À défaut, Monsieur le Ministre peut-il au moins nous communiquer la teneur exacte de la réponse de son Ministère?

Nous souhaitons également revenir aux dernières déclarations de Monsieur Werner Langen, président de la commission PANA, dont voici la teneur:

«In unserem Gespräch in Luxemburg selbst mit dem Finanzminister und dem Justizminister ist der Finanzminister gefragt worden, ob es stimmt, dass ein Beamter des Finanzministeriums einem Anwalt geraten hätte, nicht der Untersuchungskommission zur Verfügung zu stehen. Das hat der Finanzminister Pierre Gramegna verneint. Offensichtlich ist ihm aber doch noch eingefallen, oder er hat noch Unterlagen bekommen darüber, dass das offensichtlich doch der Fall war und er hat dann vor dem Ausschuss des Luxemburger Parlaments das Gegenteil gesagt. Ich bin mir nicht sicher, wie viele Anwälte und Banken dort diesen Rat bekommen haben. Ich bin mir auch nicht sicher heute, nachdem das fest behauptet wurde, man hätte keine Kenntnis davon, ob der Finanzminister nicht selbst involviert war.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment Monsieur le Ministre a-t-il pu, en réponse à une question très précise, catégoriquement nier le fait qu'un fonctionnaire de son Ministère ait adressé une recommandation à un avocat d'affaires, et, d'après la presse, actionnaire de plusieurs sociétés panaméennes, de ne pas donner suite à l'invitation de la commission PANA?

2. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer à quel moment précis il a eu connaissance de l'envoi du courriel en question de la part de l'un de ses fonctionnaires à l'attention du mandataire du Gouvernement?

3. À part le fonctionnaire ayant rédigé le courriel, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si d'autres fonctionnaires étaient en copie dudit mail? Dans l'affirmative, s'agit-il de hauts fonctionnaires?

4. Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer comment une question aussi fondamentale, i. e. la présence ou l'absence de personnes invitées par la commission PANA, puisse être tranchée par un fonctionnaire, à l'insu du Ministre, et éventuellement de ses hauts fonctionnaires?

5. Monsieur le Ministre peut-il exclure que son ministère ait adressé des recommandations similaires à d'autres personnes invitées par la commission PANA?

6. Monsieur le Ministre juge-t-il normal qu'un fonctionnaire de son ministère fasse une déclaration qui se trouve être en opposition flagrante avec la politique de transparence prônée depuis trois ans par le Gouvernement?

7. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les changements organisationnels qu'il a ordonnés au sein de son ministère pour que des situations, telle la présente, ne se reproduisent à l'avenir?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Sur la question des honorables Députés Claude Wiseler et Gilles Roth de savoir si enfin le Ministre communiquera l'échange email entre un fonctionnaire du Ministère des Finances et l'avocat d'une étude invitée par la commission d'enquête PANA du Parlement européen (ci-après «commission PANA») à une audition le 3 mars 2017, il convient de noter qu'il n'appartient pas au ministre de dévoiler publiquement le contenu d'un échange confidentiel entre un avocat et son client.

Par ailleurs, il mérite d'être souligné que les fonctionnaires et leurs familles ont le droit, en vertu de l'article 32 du statut du fonctionnaire, de voir leurs intérêts légitimes respectés et défendus, ceci devant être «la préoccupation de l'autorité supérieure», à savoir du ministre. Ce droit, combiné notamment au secret des correspondances, s'oppose à ce que le ministre publie une copie intégrale des emails, dans la mesure où ceci permettrait d'identifier les personnes concernées et porterait par conséquent atteinte à leur vie privée.

Ceci étant dit, l'essentiel du contenu des échanges entre le fonctionnaire du Ministère des Finances et l'avocat a été cité lors du débat du 8 mars 2017 à la Cofibu. Il est également repris dans la réponse à la question parlementaire n°2815 du 7 mars 2017 de l'honorable Député David Wagner.

Il ressort des statistiques établies par le CTIE que les agents du Ministère des Finances, pris ensemble, reçoivent en moyenne 2.429 emails par jour et qu'ils en envoient 502, sans compter les lettres papier. Dans ces circonstances, il est évident que le ministre ne peut avoir connaissance de tous les échanges et que les responsables hiérarchiques ne peuvent raisonnablement vérifier chaque email envoyé par les membres de leurs équipes.

Les débats et la couverture médiatique entourant le présent cas de figure ont certainement contribué à une sensibilisation accrue des fonctionnaires de tous les ministères quant aux implications politiques possibles de certains actes considérés a priori comme purement techniques. De plus, des mesures ont été prises, notamment au niveau de l'étude d'avocats concernée, pour renforcer la sécurité des informations et échanges confidentiels.

Quant aux déclarations de Monsieur Werner Langen auxquelles font référence les honorables Députés, sans en mentionner la source, elles ne peuvent être confirmées en l'état. En effet, tel qu'il est indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°2815 du 7 mars 2017 de l'honorable Député David Wagner, une telle question relative à l'existence d'un email du ministère à un avocat a seulement été posée lors du point presse postérieur à l'audition. Monsieur Langen a également confirmé ceci par écrit au Ministre des Finances.

D'ailleurs, selon les informations recueillies par le ministère, une telle question n'a pas non plus été soulevée lors des échanges de la commission PANA avec la Cofibu, ni lors de ceux avec le bâtonnier du barreau de Luxembourg.

Enfin, le 22 mars 2017, Monsieur Werner Langen a envoyé au Ministre des Finances un courrier dans lequel il indique:

«I would like to thank you for having hosted the delegation (…) Your intervention, the discussion that followed and the time you made for us in your tight schedule were very appreciated by all the members of the delegation.»

Le courrier comporte également une annexe avec une série de questions complémentaires. L'une d'elles se lit ainsi:

«According to the „Tageblatt", Mr Widgren [sic] (veuillez lire: Wildgen) said that the Government has advised him not to participate in the PANA hearing. On the other side, the Government (MoF/MoJ) said during the meeting with them that they cannot influence whether invited guests participate or not. Did the Government speak with Mr Wildgen or not? Did they advise him not to participate?»

Ce courrier confirme donc également que la question d'un éventuel échange entre le ministère et un avocat donné n'a pas été soulevée durant l'audition du 2 mars 2017. En effet, si la commission PANA ne cite pas sa source exacte, on peut estimer qu'elle fait référence à un article paru dans le «Tageblatt» du 3 mars 2017, qui se réfère lui-même à un reportage de la radio 100,7 du 2 mars 2017.

À ce sujet, il est également à noter que les rumeurs relayées par la presse concernaient dans un premier temps un avocat avec lequel le ministère n'a pas de relation, et que c'est seulement en date du 3 mars 2017, soit après l'entrevue entre la commission d'enquête PANA et les Ministres Braz et Gramegna, que cette information fut corrigée par la radio 100,7.

Enfin, il est à noter qu'au travers d'une délégation du barreau de Luxembourg, des avocats ont bien participé aux auditions de la commission PANA.

Question 2839 (15.03.2017) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**article paru ce matin dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung»:**

Le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» revient aujourd'hui sur l'affaire des Panama Papers. Dans ledit article, il est précisé que le directeur actuel de la CSSF serait bien plus impliqué dans l'affaire dite Panama Papers que ce qui n'était connu jusqu'à présent. D'après le média allemand, le directeur de la CSSF aurait au cours de sa carrière professionnelle précédente et en ses diverses qualités travaillé à partir des années '90 avec le cabinet Mossack Fonseca.

Il est rappelé que le quotidien belge «Le Soir» avait déjà en avril 2016 formulé une hypothèse analogue. D'après «Le Soir», il aurait supervisé la création de plusieurs dizaines de sociétés écrans et même représenté un établissement bancaire comme actionnaire dans plusieurs de ces sociétés offshore. Au mois de mai 2016, Monsieur le Ministre a affirmé dans un article paru dans le «Luxemburger Wort» soutenir le directeur de la CSSF, alors que ce dernier aurait clairement indiqué n'avoir jamais été actionnaire ou mandataire d'une société offshore. Pour le ministre, le rôle joué par le directeur de la CSSF aurait été au plus passif et «son engagement en faveur du respect des plus hauts standards dans la supervision du secteur financier» ne ferait le moindre doute.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Comment Monsieur le Ministre entend-il réagir aux révélations récentes de la «Süddeutsche Zeitung» selon lesquelles «Aus den vielen Emails ging hervor, dass sich Marx über den Kauf, den Unterhalt, die Bezahlung und die Abwicklung von Offshorefirmen für Kunden der (…) informierte und mindestens einmal einen Angestellten der Kanzlei traf.» respectivement «Außerdem kommt hinzu, dass Marx offensichtlich jahrelang selbst Offshorefirmen bei Mossack Fonseca betreute.»?

2. Monsieur le Ministre maintient-il les affirmations faites en 2016 selon lesquelles l'actuel directeur de la CSSF ne serait tout au plus impliqué que de manière passive?

3. Le Ministère des Finances a-t-il procédé à des recherches préalables sur les candidats au poste de directeur de la CSSF? Monsieur le Ministre pense-t-il au vu des nouvelles révélations que celles-ci ont été complètes?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article publié dans la «Süddeutsche Zeitung» du 15 mars 2017 ne contient aucun élément nouveau par rapport à ce qu'avait déjà été rapporté par «Le Soir» en avril 2016. Ni ces articles, ni les documents publiés à l'appui de leurs allégations par les journalistes de la «Süddeutsche Zeitung» ne permettent de remettre en cause le fait que Claude Marx n'a jamais été directeur ou actionnaire d'une société panaméenne. Il n'a eu des contacts avec le cabinet Mossack Fonseca que dans le cadre de ses activités professionnelles, pour le compte et à la demande de clients de la banque qui l'employait à l'époque.

Depuis son entrée en fonctions comme directeur général de la CSSF, Claude Marx fait preuve de rigueur dans la mise en œuvre des plus hauts standards dans la supervision prudentielle. Ceci est d'ailleurs souligné par l'enquête lancée par la CSSF suite à la publication des Panama Papers.

Tel que relaté par le communiqué de presse émis par le Ministère des Finances au moment de sa nomination en 2015, Claude Marx a commencé sa carrière en 1990 en tant qu'avocat à la Cour et conseiller fiscal, avant de rejoindre en 1994 Safra Republic Holding sa en tant que secrétaire général. Il a ensuite été directeur général adjoint de HSBC Private Bank (Luxembourg) sa de 2000 à 2011, avant de devenir administrateur-délégué de Lombard International Assurance sa de 2012 à 2015. C'est précisément cette riche expérience dans le secteur privé qui a constitué un atout de son dossier.

Les contacts que Monsieur Marx a pu avoir avec Mossack Fonseca n'ont pas fait l'objet d'un examen particulier en amont de sa nomination, étant donné que d'une part, ces faits ne constituaient pas un élément déterminant

de son activité professionnelle et que, d'autre part, ils ne représentent aucune illégalité.

D'une manière générale, il est à noter qu'il n'est pas illégal en soi pour un contribuable d'un autre pays de créer une société au Panama. Aussi, dans le contexte de l'échange automatique d'informations au niveau de l'Union européenne et de l'OCDE, les banques établies au Luxembourg collectent et transmettent aux autorités compétentes des données qui couvrent aussi bien les clients particuliers que les bénéficiaires économiques d'entités juridiques, y compris de sociétés panaméennes.

Les documents publiés par la «Süddeutsche Zeitung» le 15 mars 2017 ne relatent aucun fait de nature à remettre en question l'aptitude de Monsieur Marx à mener à bien sa mission au sein de la CSSF.

Question 2849 (20.03.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**invitation de deux fonctionnaires de l'ACD devant la commission d'enquête PANA du Parlement européen:**

Selon les informations du vice-président de la commission d'enquête du Parlement européen sur le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale et la fraude fiscale (PANA), Fabio de Masi, cette commission avait invité à paraître, lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, outre le fonctionnaire retraité, ancien préposé du bureau d'imposition sociétés 6, également deux autres fonctionnaires, dont le préposé adjoint du bureau d'imposition sociétés 6 sous l'ancien préposé, et l'actuel préposé du bureau d'imposition sociétés 6 et collaborateur de l'ancien préposé pendant de longues années. Toutefois, aucun des trois fonctionnaires ne se seraient présentés.

Partant, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Les deux fonctionnaires encore en service ont-ils informé leurs supérieurs hiérarchiques ou bien directement le Ministère des Finances de cette invitation?

2) Dans l'affirmative, le supérieur hiérarchique ou bien le Ministère des Finances a-t-il donné une instruction ou une quelconque recommandation à ces deux fonctionnaires en activité de service?

3) Monsieur le Ministre était-il au courant de cette invitation de fonctionnaires en activité de service au moment de la visite de la commission au Luxembourg? Si non, à partir de quel moment Monsieur le Ministre en a-t-il été informé?

4) Monsieur le Ministre peut-il me remettre, le cas échéant, une copie des recommandations ou instructions transmises par le ministère ou le supérieur hiérarchique à ces deux fonctionnaires?

5) Étant donné que la commission PANA compte inviter les deux fonctionnaires sous peu à Bruxelles afin de paraître devant la commission PANA, quelles sont les instructions ou recommandations que le Ministre compte transmettre à ces fonctionnaires?

6) Monsieur le Ministre compte-t-il veiller à ce que toute la transparence nécessaire soit assurée afin que la commission PANA puisse éclaircir tout ce qui s'est passé au Luxembourg en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député se réfère à une information de Monsieur Fabio de Masi, selon lequel la commission d'enquête PANA du Parlement européen aurait invité à paraître, lors de sa visite au Luxembourg les 2 et 3 mars 2017, notamment deux fonctionnaires actifs de l'Administration des contributions directes (ACD).

De prime abord, il convient de noter que lors de l'entrevue entre la commission PANA et les ministres Braz et Gramegna le 2 mars 2017, les trois membres du Comité de direction de l'ACD étaient présents, de manière à ce qu'il était possible pour les membres de la commission PANA d'obtenir une réponse à toute question qu'ils auraient voulu poser au sujet du fonctionnement de ladite administration et de ses services. On peut dès lors s'interroger sur la pertinence d'une hypothétique audition complémentaire d'autres fonctionnaires de cette administration.

Après vérification auprès des deux personnes auxquelles fait référence l'honorable Député, il apparaît qu'elles n'ont reçu aucune invitation de la part de la commission PANA. Ceci semble également être corroboré par un document préparatoire établi par le secrétariat de la commission PANA, dont le ministère a pu obtenir copie, et qui reprend la liste des personnes et entités invitées. Leur nom n'y apparaît pas.

Il convient de souligner enfin que les actions concrètes mises en œuvre tant par le Gouvernement que par l'ACD et la CSSF témoignent de l'engagement conséquent du Luxembourg en faveur de la transparence et de la lutte contre le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Question 2852 (20.03.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **procédure à suivre dans le cadre du décès d'un demandeur de protection internationale:**

Et kënnt vir, datt Persounen, déi zu Lëtzebuerg ugefrot hunn, fir vun der internationaler Protektioun ze benefisséieren (DPIen), nach wärend der Dauer vun der Prozedur stierwen.

An dësem Kontext wéilt ech der Madamm Minister fir Integratioun dës Froe stellen:

1. Gëtt et bannent dem OLAI eng Prozedur, wéi d'Begriefnes respektiv d'Anäscherung organiséiert gëtt a wien dës Onkäschten iwwerhëlt?

2. Wa jo, kann d'Madamm Minister der Chamber dës Prozedur matdeelen?

3. Wann neen, wéi sinn dës Fäll bis elo traitéiert ginn?

4. Wéi gëtt probéiert d'Famill vum Betraffenen, wann déi net och zu Lëtzebuerg ass, ze lokaliséieren an ze informéieren?

5. Wéi wäit ginn d'Wënsch vun der Famill, wann do nach Relatioune bestinn, respektéiert, respektiv gëtt op d'Praktike vun der Relioun vum Verstuerwene Rücksicht geholl?

Réponse (14.04.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Et gëtt keng festgeschriwwe Prozedur, wéi verschidde Stierffäll geréiert ginn, well all Situatioun anescht ass.

ad 2. /

ad 3. Den OLAI traitéiert Stierffäll au cas par cas, jee no de Méiglechkeeten a Regelunge vun der Gemeng, wou eng Persoun logéiert war, an ofhängeg vun der familiärer Situatioun an dem Glawe vum Verstuerwenen.

D'Konditiounen, an deenen d'Leit bäigesat ginn, si vu Gemeng zu Gemeng verschidden. Déi Leit, déi keng Famill zu Lëtzebuerg hunn a wou keng Famill ka kontaktéiert gi virum Begriefnis, ginn esou begruewen, datt d'Famill hire Verstuerwenen erëmfanne kann.

Wann de Verstuerwene Famill zu Lëtzebuerg huet, dann decidéiert dës, ob de Verstuerwenen an d'Heemechtsland rapatriéiert, zu Lëtzebuerg begruewen oder ageäschert soll ginn.

Ee Forfait vun der CNS deckt d'Käschten, wann eng Persoun an engem Gemeinschaftsgraf begruewe gëtt. Fir e Begriefnis an engem perséinleche Graf (concession), am Fall vun engem Rapatriement an d'Heemechtsland oder bei engem Begriefnis no bestëmmte reliéise Virschrëften, fale weider Onkäschten un.

An esou Fäll gëtt mat der betraffener Gemeng eng Léisung gesicht. Oft ginn dës Onkäschte vun der Famill, vun de Bekannten oder der Glawensgemeinschaft gedroen.

Den OLAI kann eng finanziell Hëllef, maximal esou héich wei de Forfait vun der CNS, gi fir d'Käschte vum Begriefnis, der Verbrennung oder dem Rapatriement ze decken. Reliéis Zeremonië ginn net vum OLAI iwwerholl.

ad 4. Wann d'Kontaktdate vun der Famill net bekannt sinn, da gëtt eng Recherche gemaach an der Zesummenaarbecht tëschent dem OLAI, der Direction de l'immigration, der Police an der zoustänneger Ambassade, wann d'Situatioun vun der Famill an dem Verstuerwenen et erlaabt.

ad 5. Wënsch vun der Famill, ewéi zum Beispill e Rapatriement, gi gehandhabt wéi fir all aner Persoun. Déiselwecht Regelen applizéiere sech.

Question 2854 (20.03.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **écoutes réalisées de manière illégale par le Service de renseignement de l'État:**

Duerch en Artikel am Tageblatt ass bekannt ginn, datt de Geheimdéngscht eng Tëlefonsiwwerwaachung duerchgefouert huet, ouni dofir déi néideg Autorisatiounen ze hunn. Dëse Virfall ass an engem Communiqué vun der Regierung bestätegt ginn.

Dowéinst wéilt ech dem Här Statsminister dës Froe stellen:

- Huet de Statsminister, en anere Minister, e Member vun der Kontrollkommissioun, d'Madamm Direkter vum Geheimdéngscht oder e Fonctionnaire de Parquet mat dësem Virfall saiséiert?

- Wa jo, wéini?

- Wann neen, wéi sou net?

Réponse (18.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

De Parquet gouf net mat dem Virfall vun enger net autoriséierter Tëlefonsinterceptioun saiséiert, well et sech hei ëm een administrativen an net intentionnelle Feeler handelt.

Wéi schonns am Communiqué vum 19. Mäerz vum Ministère d'État preziséiert, goufen all noutwendeg Mesuren an d'Wee geleet, wéi de Feeler festgestallt gouf (Destruktioun vun de concernéierten Écoutten, Affectatioun vun der Persoun, där de Feeler ënnerlaf war, op een anere Posten).

Des Weidere goufen all concernéiert Instanzen iwwert de Feeler informéiert.

Question 2859 (22.03.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **maisons médicales:**

Da die Gesundheitsministerin mitgeteilt hat, dass sie definitiv nicht gedenkt, weitere „Maisons médicales" einrichten zu wollen, möchten wir folgende Frage an die Regierung stellen:

- Wissend, dass die „Maisons médicales" vom Staat finanziert werden, gedenkt die Regierung Gemeinden, die in Eigeninitiative und im Sinne ihrer Einwohner die ambulante Behandlung durch die Einrichtung von Ärztezentren oder größeren Gemeinschaftspraxen fördern und finanziell unterstützen, in irgendeiner Art und Weise in diesem Vorhaben zu unterstützen?

Réponse (19.04.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Betreffend die parlamentarische Anfrage der ehrenwerten Abgeordneten, möchte ich als erstes mitteilen, dass in den letzten Jahren keine formelle Anfrage einer finanziellen Unterstützung von Seiten einer Gemeinde an das Gesundheitsministerium gerichtet wurde.

Ich habe in diesem Zusammenhang die Vertreter des „Cercle des médecins généralistes" informiert, dass ich Gruppenpraxen befürworte und ein finanzieller Anreiz in diesem Sinne möglich ist, vorrangig mit dem Ziel, ausgedehntere Öffnungszeiten, vor allem im ländlichen Raum, anbieten zu können.

Ein entsprechendes Abkommen mit oben genannter Organisation ist angedacht.

Unsere Gesundheitsdirektion arbeitet zurzeit an den Modalitäten und Grundvoraussetzungen, unter denen eine solche Subvention in Frage käme.

Question 2860 (22.03.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **coordinateur sportif dans les maisons relais communales:**

Le samedi, 18 mars 2017, le commissaire aux sports vient de rendre public à l'assemblée générale du COSL la volonté du Ministre des Sports de créer un poste de coordinateur sportif au sein des maisons relais communales pour permettre un meilleur accès des enfants aux clubs sportifs et de coordonner les possibilités disponibles pour supporter et motiver les enfants à l'activité motrice ainsi qu'au mouvement sportif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle serait la formation nécessaire pour occuper un tel poste?

- Quelles seront les missions concrètes du coordinateur sportif?

- La charge de coordinateur sportif sera-t-elle déléguée au personnel existant dans les maisons relais ou seront-ils créés des postes supplémentaires?

- Est-ce que la formation actuelle des éducateurs au Luxembourg met assez en valeur la motricité et le sport pour leur desservir une telle responsabilité?

- Est-ce que chaque maison relais disposera d'un tel coordinateur sportif?

- À quel ordre estimeriez-vous les charges incombant à l'État pour la création de ce service supplémentaire?

- Le ministre peut-il nous fournir des informations sur l'offre d'équipements sportifs dans des régions à population moins dense?

- Comment est organisé le transport des enfants des maisons relais vers les activités sportives?

- Lors de l'assemblée générale, le commissaire a également évoqué des subventions financières pour les maisons relais pour l'installation de «zones de motricité». Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations supplémentaires sur ces «zones de motricité»?

- Y aurait-il un contrôle de la bonne installation et du fonctionnement efficace de ces zones d'activités ainsi que de l'utilisation effective de ces dernières? Qui s'occupera de ce contrôle?

Réponse commune (28.04.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La question de Madame la Députée a trait à une intervention lors de l'assemblée générale du COSL en date du 18 mars 2017 de Monsieur le Commissaire aux sports relative notamment au coordinateur sportif et des zones de motricité.

D'emblée il y a lieu de rappeler l'importance accordée aussi bien par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse que par le Ministre des Sports à la promotion de la motricité dès le plus jeune âge.

L'intervention en question faisait notamment référence au règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants. Ce règlement détermine les conditions pour l'obtention d'un agrément en tant que gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil pour enfants, dont notamment les qualifications requises pour le personnel d'encadrement.

Ainsi l'article 7. (1) 2. dudit règlement prévoit la possibilité pour un service d'éducation et d'accueil de recruter du personnel d'encadrement pouvant faire valoir une qualification professionnelle respectivement un titre d'enseignement supérieur dans le domaine de la motricité.

Il va sans dire que le Ministre des Sports ne peut qu'encourager les autorités responsables de l'engagement du personnel de ces structures de recourir à cette possibilité lui offerte par le règlement en question. Cette personne faisant partie du personnel de la structure pourra entre autres avoir comme mission de coordonner les activités sportives, mais avant tout elle pourra apporter son expertise au développement d'un concept durable de soutien à la motricité au sein de son service. Ses missions vont donc bien au-delà de la simple fonction de coordinateur sportif. Pour cette raison il n'est pas tout à fait dans la logique de la législation en vigueur de parler d'un poste de coordinateur sportif à créer au sein des maisons relais.

Un coordinateur sportif au sens strict du terme est cependant prévu dans le cadre de différents projets pilote entre le Ministère des Sports et certaines communes voire services d'éducation et d'accueil.

En ce qui concerne l'offre d'équipements sportifs dans des régions à population moins dense, il y a lieu de renvoyer à la cartographie jointe à la loi du 11 février 2014 autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif. La mise à jour de cette cartographie est en cours en vue du dépôt du projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme.

Le transport des enfants des services d'éducation et d'accueil vers les activités sportives doit être organisé par un effort commun de tous les acteurs impliqués, dont le personnel des structures, les autorités communales, les responsables des activités sportives ainsi que des parents selon le besoin et les ressources disponibles.

La loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse instaure un cadre de référence national qui comprend un descriptif des objectifs généraux et des principes pédagogiques fondamentaux pour l'action des services d'éducation et d'accueil pour enfants, dont un des champs d'action concerne la motricité, le mouvement, la

conscience corporelle et la santé. Les services d'éducation et d'accueil sont également amenés à prévoir des zones fonctionnelles librement accessibles aux enfants dont notamment une zone de motricité. Le Ministère des Sports participera au financement de telles zones dans le cadre du onzième programme quinquennal d'équipement sportif (2018-2022).

À côté des infrastructures sportives proprement dites, les zones de motricité doivent être aménagées de sorte à ce que les enfants puissent y accéder à tout moment et pratiquer librement sans instructions plus poussées et selon leur propre envie des mouvements, des jeux... ayant une influence positive sur la motricité. Une telle zone de motricité pourrait par exemple être équipée d'air tramp, d'une structure à grimper, de balançoires...

Les 25 agents régionaux prévus par le dispositif qualité de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ont notamment pour mission de vérifier l'adéquation de la pratique éducative avec les concepts d'actions généraux, ainsi ils assisteront les services d'éducation et d'accueil dans le développement de la qualité.

La vérification de l'impact positif de ces efforts ne pourra se faire qu'après une évaluation à moyen terme, comme cela se fait pour tout projet dont les résultats positifs ne sont pas visibles directement mais seulement à moyen, voire même à long terme.

Question 2863 (23.03.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**enquête de l'Administration des contributions directes au sujet des Panama Papers:**

Il me revient que l'Administration des contributions directes (ACD) aurait très récemment adressé une nouvelle injonction à un certain nombre d'avocats en rapport avec les révélations publiées dans les Panama Papers en avril 2016. Il s'agirait d'après mes informations d'avocats ayant fait l'objet d'une première injonction de l'ACD à fournir des informations sur des clients et sociétés ayant eu recours à des sociétés panaméennes et qui auraient décidé de ne pas y donner suite.

Ces injonctions se situeraient dans le contexte de l'enquête diligentée par l'ACD suite aux révélations des Panama Papers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ACD a envoyé de nouvelles injonctions à des avocats en rapport avec les Panama Papers?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien d'avocats sont visés par ces injonctions?

3. Sur base de quels critères ces avocats ont-ils été visés par une injonction?

4. S'agit-il des mêmes avocats qui ont été conviés par la commission PANA du Parlement européen lors de sa récente visite au Luxembourg?

En rapport avec l'enquête menée par la Commission de surveillance du secteur financier je voudrais également poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état de l'enquête de la CSSF?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien d'entités surveillées sont visées par l'enquête de la CSSF?

3. Monsieur le Ministre a-t-il été informé des suites que la CSSF entend donner aux conclusions de son enquête?

Réponse (05.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les Panama Papers constituent une base de données de plus de 11,5 millions de documents, issus du cabinet Mossack Fonseca, relatifs à plus de 300.000 sociétés et entités, couvrant une période de 1977 à 2015.

Dès le 5 avril 2016, soit trois jours seulement après la publication de la base de données par l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists), la CSSF a annoncé l'ouverture d'une enquête auprès des entités qu'elle surveille et qui sont cités dans les documents.

En l'occurrence, la CSSF a initié des contrôles auprès de trois catégories d'entités surveillées, à savoir les banques, les entreprises d'investissement et certains types de PSFs spécialisés: domiciliataires, professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés et family offices. Partant d'une approche basée sur le risque, priorité a été donnée au contrôle des comptes en banque auprès des banques offrant des services de banque privée.

De son côté, l'Administration des contributions directes (ACD) a également aussitôt lancé une analyse des données publiées. En effet, dans le cadre de l'exécution de la mission de service public lui confiée, en l'occurrence celle d'administrer les cas d'imposition de tous les contribuables, l'ACD doit veiller à la juste imposition et perception de l'impôt dans le respect de la législation applicable. C'est sur cette base qu'elle a intensifié, dès juillet 2016, ses démarches visant à s'assurer de l'exactitude des revenus déclarés par les personnes qui tombent dans la souveraineté fiscale du Grand-Duché de Luxembourg. En s'appuyant sur les paragraphes 175 et 201(1) de la loi générale des impôts, l'ACD a ainsi envoyé une centaine de demandes d'informations auprès d'intermédiaires cités dans les Panama Papers.

L'objet de ces demandes est d'identifier notamment les sociétés créées par le concours des intermédiaires concernés en ayant recours au cabinet d'avocats Mossack Fonseca ou une de ses sociétés partenaires, ainsi que l'identification des bénéficiaires économiques ultimes de ces sociétés créées si ceux-ci sont des résidents ou non-résidents ayant une implication sur l'imposition au Luxembourg.

Les réponses des intermédiaires ont fait l'objet d'une analyse par l'administration et les bureaux d'imposition compétents des contribuables d'ores et déjà identifiés ont été notifiés pour suivi.

Certains intermédiaires, dont des avocats, ont toutefois jugé utile ne pas répondre de manière satisfaisante aux demandes d'information, notamment en se référant à leur secret professionnel, que l'administration estime par ailleurs ne pas lui être opposable de manière absolue dans ce contexte. Ces intermédiaires ont reçu récemment une sommation-astreinte afin qu'ils transmettent les renseignements demandés.

On voit dès lors que les autorités luxembourgeoises compétentes ont agi de manière proactive et conséquente, et ce même avant la mise en place de la commission d'enquête PANA du Parlement européen, dont la réunion constitutive n'a eu lieu qu'en date du 12 juillet 2016.

En ce qui concerne la visite de la commission PANA au Luxembourg, le Gouvernement n'est pas en mesure de déterminer les critères selon lesquels ont été désignés les avocats ou études invités à comparaître. Si le secret fiscal s'oppose à ce que l'ACD communique les noms des personnes concernées par les démarches qu'elle a enclenchées et qu'il est donc impossible de confirmer à l'honorable Député si cette liste inclut les personnes invitées par la commission PANA, on peut toutefois retenir que la démarche de l'ACD, basée sur des critères objectifs, a une portée bien plus large que celle entreprise par la commission.

Il en va de même de l'enquête menée par la CSSF. En effet, à ce stade, la CSSF a:

Pour les banques:

- envoyé un questionnaire à toutes les banques offrant des services de banque privée (73);

- exploité ces questionnaires et sélectionné les 30 banques détenant 80% des comptes de structures dites «offshore» (c'est-à-dire de sociétés non luxembourgeoises);

- sélectionné un échantillon correspondant à un total de 20% du nombre total de ces comptes, soit 1.889 comptes;

- procédé à un contrôle sur place pour tester les aspects connaissance du client et connaissance des transactions des comptes sélectionnés;

- procédé à un suivi pour les banques où des faiblesses ont été constatées, en respectant le principe du contradictoire. Ce suivi peut prendre différentes formes: contrôle additionnel sur place, lettre d'observation, voire lettre d'injonction.

Pour les entreprises d'investissement:

- envoyé un questionnaire à toutes les entreprises d'investissement (95 sociétés luxembourgeoises et neuf succursales d'entreprises d'investissement communautaires, soit au total 104 entreprises d'investissement);

- effectué un contrôle «desk based» sur base des réponses et données fournies;

- identifié onze entreprises d'investissement où un suivi particulier est nécessaire. Ce suivi prendra la forme de demandes de renseignement supplémentaires et de contrôles sur place, en utilisant la même méthodologie que pour les banques.

Pour les domiciliataires, professionnels effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés et family offices:

- envoyé une demande de renseignement à tous les PSF concernés (98);

- exploité les réponses reçues et identifié 30 PSF pour lesquels des renseignements supplémentaires doivent être demandés.

À noter que si les sociétés créées, domiciliées auprès de ou gérées par ces PSF ont des comptes auprès de banques luxembourgeoises, ces comptes seront dans le champ d'application du contrôle mentionné ci-dessus pour les banques, pour autant qu'il s'agisse de sociétés non luxembourgeoises.

Il convient de rappeler que tant l'enquête de l'ACD que celle de la CSSF sont toujours en cours et que les éléments indiqués ci-devant ne constituent que ces résultats intermédiaires.

Pour les contribuables concernés, l'enquête de l'ACD est susceptible d'aboutir au recouvrement de l'impôt éludé ainsi qu'aux sanctions qui s'imposent le cas échéant. Eu égard à la démarche de la CSSF, pour plusieurs banques filiales de groupes étrangers, des rapports de contrôle ont d'ores et déjà été transmis à l'autorité de surveillance prudentielle du siège. Pour les banques et autres entités surveillées où des faiblesses graves restent établies, la CSSF entamera une procédure administrative non contentieuse qui pourra aboutir à des sanctions.

En conclusion, les démarches exposées ci-dessus montrent que les autorités luxembourgeoises compétentes font leur travail en toute indépendance et soulignent ainsi la bonne gouvernance de la place financière du Luxembourg.

Question 2867 (27.03.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **rapport «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux» de l'ONG Oxfam et du réseau Fair Finance Guide International:**

Selon une étude publiée par l'ONG britannique Oxfam et le réseau Fair Finance Guide International, les 20 plus grandes banques européennes déclarent 26% de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux, soit 25 milliards d'euros en 2015, mais seulement 12% de leur chiffre d'affaires et 7% de leurs employés. Selon les auteurs de l'étude, le Luxembourg, l'Irlande et Hong Kong font partie des paradis fiscaux privilégiés par ces établissements bancaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de l'étude susmentionnée?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés se réfèrent à un rapport publié par l'ONG Oxfam en date du 27 mars 2017, intitulé: «Banques en exil: comment les grandes banques européennes profitent des paradis fiscaux». Ce rapport se base notamment sur des données issues du «reporting pays par pays public», soit une mesure de transparence qui découle de l'application de la directive européenne sur les fonds propres réglementaires.

À la lecture de ce rapport, il apparaît que la méthodologie retenue par l'ONG, tout comme les conclusions qu'elle tire de son analyse, doivent être remises en question.

C'est en ce sens que le Ministre des Finances a envoyé, en date du 30 mars 2017, un courrier à Monsieur Juan Alberto Fuentes, directeur d'Oxfam. Une copie en est jointe en annexe.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2872 (29.03.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **soutien du Luxembourg dans l'affaire opposant l'Irlande à la Commission européenne ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux:**

Le journal en ligne wort.lu a relayé hier une information de l'Irish Times d'après laquelle le Luxembourg aurait décidé de soutenir l'Irlande dans une affaire l'opposant à la Commission européenne et ayant trait à l'octroi d'avantages fiscaux prétendument illégaux à la société Apple.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons ayant amené le Gouvernement à procéder à cette intervention volontaire?

- Est-ce que cette intervention volontaire ne risque pas d'être perçue à l'étranger comme étant en contradiction avec la politique de transparence fiscale prônée par le Gouvernement?

Réponse (03.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le 9 novembre 2016, l'Irlande a introduit un recours en annulation à l'encontre de la décision du 30 août 2016 de la Commission européenne dans le dossier Apple. Le résumé de ce recours a fait l'objet d'une publication au journal officiel le 6 février dernier (affaire T-778/16, Irlande v Commission européenne), faisant courir un délai de six semaines, pour le dépôt d'éventuelles interventions de tiers.

En date du 20 mars 2017, le Luxembourg a soumis au tribunal de l'Union européenne une demande d'intervention correspondante. Aux termes de l'article 142 du règlement de procédure du tribunal, l'intervention ne peut avoir d'autre objet que le soutien, en tout ou en partie, des conclusions de l'une des parties principales au litige.

Ce que souhaite le Luxembourg au travers de cette démarche, c'est d'attirer l'attention du tribunal sur un certain nombre de questions de principe que soulève la décision de la commission. En effet, tout comme dans l'affaire Fiat qui concerne le Luxembourg, la commission a eu recours à des critères inédits pour l'établissement de l'aide d'État alléguée, mettant ainsi en doute le principe de la sécurité juridique.

Or, comme indiqué au moment de l'annonce de l'appel dans l'affaire Fiat (affaire T-755/15 Luxembourg v Commission européenne), le but du Luxembourg est d'obtenir de la clarté juridique et de la prévisibilité quant à la pratique des rescrits fiscaux, surtout dans la mesure où celle-ci est utilisée par la grande majorité des États membres de l'Union européenne.

Partant, la démarche du Luxembourg est en parfaite cohérence avec la politique du Gouvernement en faveur de la transparence, de la prévisibilité et de la sécurité juridique, dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie européenne dans son ensemble.

Question 2879 (30.03.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **nomination des ambassadeurs:**

D'après un article paru dans la presse, le Gouvernement aurait en août 2016 donné son feu vert à la nomination d'au moins un ambassadeur et ce malgré les réserves émises par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) dans son enquête de sécurité quant à la délivrance d'une habilitation de sécurité.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, et sachant que d'après la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité (la «loi ANS»), «l'enquête de sécurité a pour but de déterminer si la personne physique [i. e. l'ambassadeur] présente des garanties suffisantes, quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées», quelles sont les raisons ayant amené Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à se départir des résultats de l'enquête de sécurité?

Réponse commune (18.04.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Les honorables Députés posent une question concernant un article paru dans la presse selon lequel le Gouvernement aurait donné son feu vert à la nomination d'un ambassadeur et ce malgré les réserves émises par l'Autorité nationale de sécurité (ANS) dans son enquête de sécurité quant à la délivrance d'une habilitation de sécurité.

À ce propos, nous aimerions rappeler que l'article 27, alinéa 2 de la loi modifiée du 15 juin

2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, concernant la procédure d'octroi et de retrait de l'habilitation de sécurité, prévoit que:

«Toute décision de refus ou de retrait d'une habilitation de sécurité est prise sur avis motivé d'une commission composée de trois fonctionnaires désignés respectivement par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Justice.»

Au regard des observations émises par l'ANS à l'issue de l'enquête de sécurité concernant le membre en question du corps diplomatique, les dispositions légales susvisées ont été mises en œuvre et la commission précitée (ci-après: «la commission») s'est réunie afin de formuler un avis permettant au Premier Ministre, Ministre d'État, de décider de l'octroi ou du refus de l'habilitation de sécurité en question.

L'examen du dossier par la commission a amené cette dernière à recommander au Premier Ministre, Ministre d'État, d'octroyer l'habilitation de sécurité en question. Le Premier Ministre, Ministre d'État, a décidé de suivre intégralement l'avis de la commission et a octroyé l'habilitation de sécurité demandée au membre du corps diplomatique en question.

Nous aimerions ajouter qu'il ressort des alinéas 4 et 9 (dernière phrase) de l'article 27 de la loi précitée du 15 juin 2004 que l'avis de la commission ne peut pas être rendu public.

Question 2880 (30.03.2017) de **M. Laurent Mosar**, **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **propos tenus lors d'une conférence organisée par le Conseil national des femmes:**

D'après un article paru dans le journal «Le Quotidien», l'imam du Centre culturel islamique de Mamer aurait, à la fin de la conférence ayant eu pour objet la compatibilité entre la liberté de religion et l'égalité des sexes, déclaré que la condamnation de l'homosexualité était selon lui présente dans le Coran, contredisant ainsi les propos tenus antérieurement par un autre imam.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance des propos tenus par l'imam du Centre culturel islamique de Mamer lors de ladite conférence?

- De tels propos sont-ils compatibles avec la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg aux termes de laquelle «le respect des droits et libertés constitutionnels, de l'ordre public et des valeurs démocratiques, la promotion des droits de l'homme et de l'égalité de traitement ainsi que de l'égalité entre hommes et femmes doivent être garantis par les communautés signataires de la présente convention»?

- Sachant qu'aux termes de l'article 2 de la convention précitée, la communauté musulmane du Luxembourg s'est engagée à écarter de son organisation tout membre qui agirait ou appellerait à agir en violation des principes y énumérés, Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès de ladite communauté pour leur rappeler le respect de la convention?

Réponse (18.04.2017) de **M, Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Cultes:*

Les honorables Députés posent la question à Monsieur le Ministre des Cultes s'il a connaissance des propos qui auraient été tenus, d'après le journal «Le Quotidien», par l'imam du Centre culturel islamique de Mamer à la fin d'une conférence ayant eu pour objet la compatibilité entre la liberté de religion et l'égalité des sexes en déclarant que la condamnation de l'homosexualité serait, selon lui, présente dans le Coran, contredisant en cela des propos tenus antérieurement par un autre imam.

Le Ministre des Cultes n'a pas autrement connaissance des propos tenus par les deux imams au sujet de la condamnation ou de la non-condamnation de l'homosexualité dans le Coran que par l'article auquel les honorables Députés font référence.

Les députés veulent encore savoir si ces propos sont compatibles avec la convention du 26 janvier 2015 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la communauté musulmane du Luxembourg.

Une divergence de vues en matière théologique entre deux imams concernant la présence ou non de la condamnation de l'homosexualité dans le Coran n'est pas de nature à porter atteinte aux stipulations de la convention du 26 janvier 2015 précitée.

Question 2890 (03.04.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute:**

Les frais d'épuration des eaux usées en provenance des aires d'autoroute indigènes, contenant d'ailleurs de fortes concentrations en matières organiques, azotées et phosphorées, donnent régulièrement lieu à des interprétations diverses. En principe une redevance spécifique de forte pollution doit être perçue pour les eaux dont les concentrations excèdent d'un facteur 10 celles d'une eau usée usuelle. Les syndicats STEP et SIDERO adressent une facture aux communes concernées (Roeser et Mamer) qui ne peuvent que récupérer 1/10 des frais réellement encourus par leur taxe de canalisation. Au sujet de l'aire de Wasserbillig, les factures sont adressées à l'Administration des ponts & chaussées qui refuse toutefois de prendre en charge ces frais tout en demandant que le SIDEST doit facturer les frais aux différents concessionnaires. Or, une telle procédure n'est pas conforme aux statuts du SIDEST.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre ne partage pas l'avis qu'il est inadmissible que les communes, par ricochet leurs citoyens, doivent participer aux frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute?

2. Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'il y a lieu d'appliquer une approche cohérente afin de mieux responsabiliser les exploitants des aires d'autoroute?

3. Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas que des toilettes chimiques équipées d'une fosse étanche devraient être installées sur les aires d'autoroute afin de pouvoir transporter ces eaux usées vers une station d'épuration adéquate?

Réponse (11.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. De prime abord, rappelons que chaque commune gère de façon autonome ses infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des eaux usées. Partant il est évident que chaque commune présente des coûts différents.

En conséquence chaque commune fixe le prix de l'eau comprenant une redevance eau potable et une redevance assainissement pour les trois secteurs des ménages de l'industrie et de l'agriculture en application du principe du pollueur-payeur, du principe de l'utilisateur-payeur et du principe de la récupération des coûts. Par conséquent il n'est pas correct que les communes ou leurs citoyens participent aux frais d'épuration d'eau en provenance d'aires d'autoroute. Conformément aux dispositions de la loi relative à l'eau, il incombe aux communes de facturer la consommation d'eau potable et l'assainissement aux exploitants des aires d'autoroute de la même façon qu'à tous les autres utilisateurs des services liés à l'utilisation de l'eau. En relation avec leur charge polluante élevée en termes d'équivalents-habitants, les aires d'autoroute tombent sous le secteur industriel.

Le coût de revient de l'eau est une donnée technique non négociable calculée au niveau communal, en revanche le prix de vente lui est basé sur les considérations politiques suivantes:

À l'aide d'un tableur de calcul des coûts de revient du prix de l'eau usée, mis à disposition par l'Administration de la gestion de l'eau, les communes résument l'ensemble de leurs coûts (directs et indirects), y compris les charges d'amortissement. Ceci permet de déterminer une redevance assainissement et une redevance eau potable au profit des prestataires des services liés à l'utilisation de l'eau, en distinguant le secteur des ménages, le secteur industriel et le secteur agricole.

Pour reproduire au mieux la structure des coûts, la tarification de l'eau applique une facturation binôme avec une part fixe et une part variable. L'articulation entre la part fixe et la part variable du prix de l'eau est un moyen équitable pour encourager les économies d'eau tout en ne pénalisant pas outre mesure les différents groupes de consommateurs.

La loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau introduit précisément ces différents secteurs pour tenir compte des coûts spécifiques que leurs activités génèrent. Ainsi, dans l'absolu, la collecte et le traitement des eaux usées du secteur industriel nécessite des investissements certes considérables, mais ce secteur engendre, ramenés au mètre cube d'eau traité, des coûts de fonctionnement moins importants que les innombrables consommateurs particuliers du secteur des ménages.

L'analyse des tableurs des coûts de revient reçus par les communes a démontré des frais fixes entre 80% et 90%.

L'Administration de la gestion de l'eau préconise la répartition de 70% de coûts fixes et de 30% de coûts variables au niveau du secteur industriel.

Notons que le paragraphe (2) b) de l'article 14 de la loi modifiée relative à l'eau dispose pour la partie fixe de la redevance assainissement ce qui suit:

«la partie fixe est proportionnelle au nombre d'équivalents-habitants moyens (...)».

Alors que l'Administration de la gestion de l'eau a émis un tableau des EHm (en annexe) qui adopte une approche conséquente au niveau des charges polluantes moyennes annuelles des consommateurs et propose une catégorisation simplifiée, elle y a prévu que la détermination de la charge polluante moyenne propre aux divers acteurs du secteur industriel se fasse suivant une convention. La charge polluante moyenne retenue dans une telle convention se basera sur des mesures effectuées sur les sites concernés.

Au vu de ce qui précède, et vu que les aires de service visées par la présente QP sont soumises à la tarification du secteur de l'industrie (EHm ≥ 300/an), une facturation sur base du prix harmonisé devra permettre de couvrir les frais générés par ces aires, sans que ces coûts ne doivent être couverts par «ricochet» des citoyens.

Toutefois est-il que les communes sont libres de délibérer un prix de l'eau selon leur volonté. Ces délibérations sont soumises à l'Administration de la gestion de l'eau pour avis, et seront transmises avec cet avis pour approbation au Ministre de l'Intérieur.

ad 2. Une approche cohérente en vue de responsabiliser les exploitants des aires d'autoroute sera appliquée moyennant les contrats de concession établis entre l'État luxembourgeois et le concessionnaire et ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'État autorise un concessionnaire à occuper une aire de service du réseau autoroutier.

L'eau de pluie des surfaces non affectées aux aires de service et appartenant à l'État ne coule pas dans la canalisation d'eaux usées et n'est pas traitée par une station d'épuration, donc ne fait pas l'objet d'une taxe de canalisation.

ad 3. Il est bien sûr évident que les eaux usées issues des toilettes chimiques présentant une charge polluante élevée (camping-cars, camions, etc.) ne peuvent être vidangées que dans des stations de réception conçues à cet effet (fosses étanches sans trop-plein), et qu'elles doivent par après être amenées à une station d'épuration biologique adéquate de capacité réservée de plus de 10.000 équivalents-habitants. Aucun déversement direct dans le réseau public n'est autorisable.

L'installation de toilettes relève de la compétence du concessionnaire de l'aire de service et les toilettes chimiques devront constituer une solution techniquement viable.

Question 2892 (04.04.2017) **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant le **harcèlement scolaire:**

Le rapport d'Unicef Luxembourg sur la violence à l'égard des enfants, publié en novembre 2016, souligne qu'un tiers des jeunes âgés entre onze et 15 ans signalent avoir été victimes de harcèlement dans le cadre scolaire au moins une fois au cours des derniers mois.

Le rapport précise encore qu'un grand nombre d'enfants passent sous silence les violences, dont le harcèlement, le cyberharcèlement ou les bagarres, qui leur sont infligées. Les auteurs du rapport plaident partant pour le développement d'une stratégie nationale contre toutes les formes de violence à l'égard des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Que compte faire le Gouvernement pour éviter que les enfants à l'école aient à subir ces formes de violence de la part de leurs camarades?

2) Le Gouvernement est-il en train de définir une stratégie nationale contre la violence à l'égard des enfants qui engloberait la lutte contre le harcèlement à l'école?

3) Dans l'affirmative où en sont les travaux relatifs à cette stratégie?

Réponse (02.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) En considérant les résultats de tous les pays qui participent à l'étude PISA, l'analyse spécifique de l'environnement d'apprentissage de jeunes de 15 ans dans le monde entier montre qu'en moyenne presqu'un jeune de 15 ans sur cinq (18,7%) est touché par le harcèlement, sous forme de taquineries, de piques cachées, d'exclusion ou de bagarres. Le Luxembourg, comme l'Allemagne, se situe en dessous de cette moyenne, avec moins d'un jeune sur six (15,7%) qui rapporte être victime de harcèlement plus d'une fois par mois.

Le harcèlement n'est certes pas un phénomène nouveau, mais il fait malheureusement partie de la vie quotidienne des enfants et des jeunes dans l'éducation formelle et non formelle. Les résultats de l'étude «Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)», réalisée par l'OMS en 2013-2014 et publiée en 2016, conviennent également qu'il y a un besoin d'action imminent à ce niveau. Ceci a aussi été reconnu par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse qui a initié de nombreux projets visant la prévention du harcèlement ainsi que la résolution de situations de conflit pareils.

Plusieurs écoles fondamentales ont mis au point un concept de prévention de la violence, adapté à l'âge des élèves des cycles 1 à 4. Certaines de ces écoles transmettent leur expertise à d'autres enseignants, ceci sous forme de visites et d'accompagnement («hospitation»). L'Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN) sert d'intermédiaire entre les écoles concernées.

À la demande des écoles, le Service prévention de la police offre des séances d'information et de formation pour la prévention de la violence dans les cycles 2.2, 3.2 et 4.2 des écoles fondamentales tout comme pour les classes de 7e/6e/8e de l'enseignement secondaire.

BEE SECURE a élaboré des programmes de sensibilisation de base en matière de l'utilisation d'Internet et de sécurité de l'information pour tous les âges et cycles ainsi qu'une formation obligatoire pour les classes de 7e de l'enseignement secondaire. La prévention du cyberharcèlement y est un des sujets abordés.

Dans les lycées, les membres des SPOS et des Services socio-éducatifs participent régulièrement à l'organisation d'ateliers de prévention, de sensibilisation et d'information sur la violence en générale et sur le harcèlement en particulier et proposent des interventions en classe pour gérer des situations conflictuelles entre élèves.

Le CPOS et les SPOS accueillent souvent des jeunes fragilisés qui ont été ou qui sont susceptibles d'être victimes de toutes sortes de violence. L'accompagnement psychosocial consiste à prendre des actions appropriées pour accompagner ces jeunes dans la souffrance de leur vécu.

Il incombe également aux parents de servir d'exemple aux enfants et de leur transmettre des valeurs telles que la tolérance, la solidarité et le respect d'autrui. L'attitude du personnel dans l'éducation formelle et non formelle ainsi qu'une approche respectueuse et reconnaissante face aux élèves sont des facteurs tout aussi essentiels.

ad 2) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'engage depuis plusieurs années dans la prévention de la violence et du harcèlement, et ce à divers niveaux, à savoir:

- au niveau de la formation initiale du bachelor en sciences de l'éducation et du bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg;

- au niveau de la formation continue avec une multitude d'offres pour les enseignants, le personnel psychoéducatif et les membres du SPOS; (https://ssl.education.lu/ifen/liste-formations?dispDomaine=9&idSsDomaine=905).

Les personnels du CPOS et des SPOS organisent et participent régulièrement à des formations qui traitent de la prise en charge de jeunes victimes de transgressions physiques ou psychiques graves et qui présentent des troubles de stress aigu.

Afin de se doter d'une méthode d'intervention à l'égard du harcèlement scolaire, une quinzaine de membres du CPOS et des SPOS ont suivi une formation basée sur la méthode d'intérêt commun d'Anatol Pikas (Shared Concern method) qui constitue une démarche stratégique d'intervention auprès des intimidateurs

et de leurs victimes. L'objectif de cette méthode est de développer de l'empathie chez les élèves intimidateurs envers leurs victimes et de développer des habiletés de résolution de conflits. Pour ce faire, cette méthode cherche à briser la dynamique du groupe d'intimidateurs et à faire émerger une préoccupation partagée au sujet de l'intimidation par des échanges individuels en vue de les préparer à une résolution de conflit avec la victime.

- au niveau des écoles fondamentales et des lycées (surtout au cycle inférieur) avec de nombreux projets tels que:

- les conseils de classe dans les écoles fondamentales (voir aussi point 3);

- le programme «Stop Mobbing» dans les écoles fondamentales, proposant une intervention concrète en cas de harcèlement entre élèves et visant à les encourager à participer activement pour trouver des solutions;

- le programme «Peer-mediation», où des jeunes prennent le rôle de médiateur en cas de différends, fonctionne actuellement dans deux écoles fondamentales et 16 lycées;

- dans les lycées, la violence à l'égard des jeunes est également abordée dans des projets de prévention globale, de promotion d'une vie saine et d'amélioration du climat scolaire: les ateliers «Code de vie»; le dossier pédagogique avec le film «Et si c'était toi?» où deux adolescentes sont victimes de violence physique ou d'harcèlement en classe et cherchent des solutions pour sortir de leur détresse;

- la formation d'élèves comme «Pausen-Buddys» et «Pausen-Engelen», une sorte de médiateurs qui peuvent être sollicités en cas de litiges pendant les récréations dans les écoles fondamentales;

- la formation d'élèves en tant qu'accompagnateurs dans les autobus scolaires du fondamental;

- des formations «Deeskalations-Training, Coolness-Training», pour rester décontracté dans des situations de conflit (fondamental et lycées);

- des projets comme «Meng Klass, en Team», «Klasse fanne sech» ou

«Staark Schüler a staark Klassen», visant à permettre aux élèves des classes de 7e des lycées de mieux connaître leurs nouveaux camarades pour ainsi favoriser la cohésion et le développement d'un climat de classe agréable;

- des semaines de prévention contre la violence avec différentes actions spécifiques dans les lycées;

- des représentations de théâtre interactif au sujet de la prévention du harcèlement et du suicide dans les lycées;

- des projets visant à renforcer l'identité, à promouvoir la confiance en soi, la compétence, la concentration et la communication et à construire une attitude confiante, positive et reconnaissante (p. ex. «Stop & Go», «Act! Jeunes») pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Au niveau des élèves, tous ces projets œuvrent en faveur des objectifs suivants:

- développement des capacités d'empathie;

- aide au développement du sentiment de se sentir bien en groupe;

- développement du sentiment d'appartenance au groupe;

- développement d'une personnalité forte;

- amélioration du climat au sein de la classe;

- amélioration de la communication et de la coopération au sein de la classe.

Au niveau du personnel enseignant et psycho-éducatif, des activités de sensibilisation et de formation portant sur l'intimidation et le harcèlement dans les milieux éducatifs formels et non formels (maisons relais) sont offertes dans le cadre du projet «Stop Mobbing». Ce projet prévoit également des soirées d'information pour parents, afin de leur fournir des informations sur les phénomènes du harcèlement ainsi que sur la prévention et les contre-mesures.

ad 3) Dans le cadre de la promotion de la participation active des élèves et du développement de leur sens de la démocratie, la fondation «Zentrum fir politesch Bildung» s'exprime en faveur de l'introduction systématique du conseil de classe dans les écoles fondamentales. Cet outil aide les élèves à grandir ensemble, à acquérir de l'empathie et à vivre les valeurs de solidarité, de tolérance et de respect. En communiquant activement et en développant une attitude courageuse animée par un esprit civique, les enfants apprennent à anticiper des conflits au sein de la classe et à les résoudre de façon satisfaisante et sans violence pour toutes les parties concernées.

En collaboration avec le Service prévention de la police et le Lycée Aline Mayrisch, une campagne nationale «Together against mobbing (TAM)» sera lancée à la rentrée scolaire 2017-2018. Dans ce contexte, des clips et du matériel didactique sur le sujet de l'intimidation, du cyberharcèlement et du racket sera mis à disposition de tous les lycées.

Pour les écoles fondamentales, une campagne similaire est prévue pour fin 2017.

Toutes les autres mesures énumérées au point 2 seront maintenues voire même étendues.

Question 2896 (05.04.2017) de **MM. Aly Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie et cessation de plein droit du contrat de travail:**

Dans le contexte de la fin du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie prévue à l'article 14 du Code de la Sécurité sociale et de la cessation de plein droit du contrat de travail en vertu de l'article L. 125-4 du Code du travail, nous nous permettons de reproduire notre exposé des motifs de la question parlementaire n°1558 du 10 novembre 2015:

«Il existe des situations où des personnes atteintes d'une maladie grave (p. ex. cancer) dépassent la limite des 52 semaines (sur un total de 104 semaines) durant lesquelles elles ont droit à l'indemnité pécuniaire de maladie. Non seulement ces personnes arrivent alors à la fin de leurs droits, mais en plus leur contrat de travail cesse de plein droit en vertu de l'article L125-4 du Code du travail.

Dans le cadre des discussions se rapportant au projet de loi n°6555 [du 9 juillet 2015], Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire s'est félicité de ce que le Gouvernement ait réussi à mettre ledit sujet à l'ordre du jour des réunions avec les partenaires sociaux et qu'une solution puisse être trouvée dans les semaines à venir. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a quant à lui déclaré qu'une solution serait présentée à l'occasion de la tripartite prévue pour octobre 2015, laquelle a récemment été reportée à l'année prochaine.»

Dans leur réponse commune du 9 décembre 2015, Messieurs les Ministres ont relativisé les déclarations faites en séance publique de la Chambre des Députés. Ils ont indiqué premièrement que:

«Jusqu'ici un consensus concernant les conditions à la base de cette prolongation de l'indemnisation des salariés en congé de maladie de longue durée n'a pas pu être trouvé par les partenaires sociaux représentés au sein de la Caisse nationale de santé.»

et que deuxièmement:

«Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministre de la Sécurité sociale ont demandé aux partenaires sociaux de trouver dans un délai rapproché un consensus sur la façon de procéder, afin de permettre aux personnes concernées de bénéficier au plus vite de cette prolongation possible du bénéfice de l'indemnité pécuniaire, qui leur permettra par ailleurs en même temps de conserver leur emploi et afin qu'un projet de loi puisse être présenté.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Alors que, d'après nos informations, un consensus entre partenaires sociaux en la matière fait toujours défaut, Messieurs les Ministres entendent-ils tout de même légiférer?

- Si oui, dans quel délai?

Réponse commune (10.05.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En réponse à la question parlementaire n°2896, nous avons l'honneur d'informer les honorables Députés Aly Kaes et Marc Spautz que, après l'échec des démarches faites au cours du premier semestre de l'année 2015, la Caisse nationale de santé (CNS) a de nouveau essayé de relancer les discussions entre tous les acteurs concernés dans le cadre d'un groupe de travail chargé de préparer l'élaboration de diverses modifications statutaires en matière de prestations en espèces. Les travaux correspondants ont été repris sans qu'à ce stade une solution ne soit déjà en vue. Comme ce point figure dans un accord entre le Gouvernement et les syndicats, le Gouvernement reste attaché à une solution viable, dégagée en concertation avec les partenaires sociaux, permettant de dépasser la limite des 52 semaines d'absence dans des cas de maladie grave avec une vraie perspective de reprise du travail dans un délai prévisible.

Question 2907 (07.04.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises:**

Publié chaque année par la Commission européenne, l'indice relatif à l'économie et à la société numérique (Digital Economy and Society Index - DESI) mesure la performance et la compétitivité numérique des États membres de l'Union européenne. Ce rapport est basé sur cinq indicateurs principaux: la connectivité, le capital humain, les usages d'Internet, l'intégration du numérique dans les activités économiques et la numérisation des services publics.

Selon l'indice DESI 2017, le Luxembourg se classe cinquième, alors qu'il n'était que septième en 2016. C'est l'un des pays de tête pour la connectivité, les compétences numériques et l'utilisation d'Internet. Par contre, l'intégration des technologies numériques par les entreprises (22e rang) et les services publics (19e rang) constituent ses points faibles.

Le rapport a constaté un tassement du nombre d'utilisateurs de l'administration en ligne et dans la fourniture de services, même si le Luxembourg a accompli des progrès par rapport à l'année dernière en matière de données ouvertes et de fourniture de formulaires préremplis. Les entreprises au Luxembourg ont quant à elles un niveau moyen d'intégration des technologies numériques (partage d'informations, factures électroniques et informatique en nuage). Cependant, les PME ne pratiquent pas beaucoup le commerce en ligne, y compris transfrontière.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Au vu de son ambition de faire du Luxembourg un «pôle numérique» en Europe, que compte faire le Gouvernement pour améliorer l'intégration des technologies numériques dans les services publics et les entreprises de petite et moyenne taille?

- Quelle est la stratégie poursuivie à cet effet dans le cadre de «Digital Luxembourg» lancé en 2014?

Réponse commune (09.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le Luxembourg se classe en cinquième position parmi les 28 États membres de l'Union européenne selon le plus récent indice relatif à l'économie et à la société numérique 2017 (Digital Economy and Society Index - DESI). Le pays gagne ainsi deux places par rapport à l'étude réalisée l'année dernière et avance parmi les pays dans le peloton de tête de l'UE.

À l'aide de cinq composantes thématiques, l'indice DESI entend mesurer les progrès des États membres par rapport à leur performance et compétitivité numériques. Ainsi, le Luxembourg atteint un niveau très élevé en termes de connectivité, grâce notamment au taux de couverture quasi intégral en haut débit fixe et mobile. Dans le domaine des compétences numériques, le Luxembourg figure également en tête du classement européen, tout comme pour l'utilisation d'Internet par les internautes luxembourgeois. En revanche, des efforts supplémentaires s'avèrent nécessaires en vue de réaliser davantage de progrès dans le domaine de l'intégration des technologies numériques par les entreprises luxembourgeoises ainsi que dans les services publics numériques.

Depuis son lancement en octobre 2014, l'initiative gouvernementale «Digital Lëtzebuerg» déploie des efforts considérables pour rendre le pays compétitif grâce aux nouvelles technologies et préparer le Luxembourg et ses acteurs aux défis liés à la numérisation grandissante de nombreux aspects de notre société. Plusieurs domaines prioritaires ont été identifiés pour faire avancer le pays, dont le déploiement des infrastructures à la pointe de l'évolution technologique, le développement des compétences numériques (à tous les niveaux de publics cibles), le développement de nouvelles opportunités économiques (telles que les FinTech et le renforcement de l'écosystème d'innovation) ou encore la multiplication des services publics en ligne et la mise en place et la promotion d'une politique de l'Open Data pour les données publiques.

Il est ainsi motivant de constater que ces efforts - collaboratifs, puisque venant tant de la part de différents ministères, d'instances publiques ou d'acteurs privés - portent indéniablement leurs fruits, puisqu'ils se traduisent par la progression du positionnement du Luxembourg selon l'indice DESI, et ceci malgré un environnement extrêmement compétitif. Ces efforts et cette mobilisation doivent toutefois, malgré les résultats encourageants, rester continus et sans relâche à l'avenir, puisque l'accélération de la transformation numérique nécessite une dynamique et une capacité d'adaptation et d'anticipation sans précédent.

Pour ce qui est des deux composantes pour lesquelles le Luxembourg n'affiche certes pas encore des résultats de peloton de tête, des efforts considérables ont néanmoins été fournis depuis le lancement de «Digital Lëtzebuerg»:

- Intégration des technologies numériques dans les services publics

Le Luxembourg affiche des progrès tangibles par rapport à l'année 2016, notamment en matière de données ouvertes (Open Data) et de la mise en production constante de nouveaux assistants web préremplissables, qui permettent aux citoyens et aux entreprises de réaliser leurs démarches en ligne en toute facilité, via MyGuichet. En 2017, 14 nouvelles démarches ont pu être mises en ligne, dont une majorité s'adressant aux entreprises (p. ex. la réalisation de démarches auprès de l'ITM). Pour ce qui est des démarches s'adressant aux citoyens, l'offre d'assistants web permettant de réaliser ses démarches en ligne a su être considérablement élargie. Par exemple, les nouvelles démarches en relation avec la SNCA et mises en ligne fin 2016 ont rencontré un franc succès auprès des utilisateurs. De manière générale, on peut constater que le nombre de démarches transmises via MyGuichet dans les quatre premiers mois de 2017 a augmenté de 57% par rapport à la même période en 2016.

De plus, le nouveau programme interministériel «Einfach Lëtzebuerg», sous la direction du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, envisage une modernisation de l'État à travers la simplification des démarches administratives. Les services publics numériques y jouent un rôle crucial, d'où la préconisation d'une réorientation de la législation pour mettre en œuvre davantage le principe du «digital-by-default». Ce principe impose dorénavant que la base légale de chaque démarche administrative prenne en compte dès sa conception la possibilité de réaliser celle-ci par la voie électronique.

La modernisation de l'État devra en outre se faire en dotant les différentes administrations des outils informatiques adéquats; c'est pourquoi le programme «Einfach Lëtzebuerg» prévoit également le développement de maintes applications dites «back office». Les initiatives prises dans le cadre de ce programme ont également su sensibiliser davantage les administrations publiques à l'indispensabilité d'offrir aux citoyens et aux entreprises des démarches en ligne.

L'offre de démarches en ligne qui s'adressent aux citoyens s'élargira davantage en 2017 avec, par exemple, la demande de vote par correspondance pour les élections ou encore le dépôt de plaintes dans le cadre de faire valoir ses droits en tant que passager aérien. En ce qui concerne l'offre pour les entreprises, un nouveau mécanisme sera mis en place dans MyGuichet, permettant aux entreprises de déléguer la réalisation d'une démarche à leur fiduciaire qui pourra la remplir en tant que mandataire. Ce mécanisme devrait surtout aussi s'adresser et bénéficier aux PME.

Enfin, l'État vient de se doter d'une plateforme de facturation électronique, qui lui permet de réceptionner de manière électronique des factures via les réseaux européens dédiés à cette fin. Cette plateforme est actuellement utilisée par quatre grandes administrations et sera élargie aux autres au cours de l'année 2017.

- Intégration des technologies numériques dans les entreprises de petite et moyenne taille

Le Gouvernement, avec ses partenaires institutionnels, œuvre également en faveur d'une plus grande intégration des technologies numériques par les PME. Ainsi, les moyens pour les soutenir ont été sensiblement accrus depuis le lancement de la stratégie «Digital Lëtzebuerg»:

- La Chambre de Commerce a lancé l'«Atelier Digital», qui propose une formation de commerce électronique pour attirer de nouveaux clients en optimisant l'utilisation du numérique. Cette initiative a été lancée en collaboration avec le House of Training, Google, Luxinnovation et le LIST.

- Luxinnovation a lancé un nouveau programme d'accompagnement, dénommé «Fit4Digital», qui vise les petites entreprises et leur propose de réaliser un diagnostic opéré par un consultant externe, afin de déterminer, au cas par cas, comment l'intégration de technologies numériques peut améliorer les performances de l'entreprise. Les PME peuvent profiter d'un cofinancement via le régime d'aides du Ministère de l'Économie pour conseil externe.

- Bien que dépassant le cadre de la numérisation, le programme «Fit4Innovation», qui vise des entreprises de taille moyenne, peut également favoriser une plus forte utilisation des technologies numériques par ces entreprises.

- Un programme spécifiquement dédié à la sécurité informatique a été lancé par CASES. Le diagnostic est entièrement gratuit. Si un renforcement de la sécurité informatique s'avère nécessaire, la PME peut également faire appel à un conseiller externe afin de définir une solution sur mesure. Comme pour «Fit4Digital», un cofinancement via le régime d'aides du Ministère de l'Économie pour conseil externe peut être demandé.

- Le Pakt PRO Commerce vise également à sensibiliser les commerçants aux défis et opportunités qu'offrent aujourd'hui les outils des TIC dans le développement de leurs concepts commerciaux. Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie est en train d'élaborer pour le secteur du commerce de détail une stratégie et une présence digitale nationale commune. Cette plateforme devra constituer à terme la vitrine du commerce de détail national ainsi que d'autres secteurs intéressés.

- Pareillement, le Pakt PRO Artisanat prévoit des mesures d'accompagnement pour les entreprises artisanales dans la transition numérique, qui concerne aussi bien les processus internes que les relations externes. Des workshops et des formations seront organisés par la Chambre des Métiers et par la Fédération des artisans. Une cellule digitalisation dans l'artisanat sera mise en place afin d'offrir une guidance et des conseils concrets aux entreprises. Il s'agira également de promouvoir les programmes déjà disponibles comme «Fit4Digital» ou «Fit4Innovation». Par ailleurs, une plateforme Internet sera mise en place comprenant un répertoire des entreprises artisanales, des fonctionnalités et services pour les entreprises, notamment une place de marché avec des fonctionnalités «e-commerce» et «e-marketing» B2B et B2C.

Question 2908 (07.04.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **décret remettant en cause le «Clean Power Act»:**

Récemment Monsieur Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, a signé un décret visant à remettre en cause le «Clean Power Act» et à favoriser d'une manière plus offensive l'exploitation du charbon à des fins énergétiques. Cette décision aura sans doute des conséquences néfastes pour l'engagement planétaire contre le réchauffement climatique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant ce décret?

- De quelle manière cette décision du Président Trump pourrait affecter la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat?

- Est-ce que ce revirement des États-Unis d'Amérique au sujet de la politique climatique ne risque pas d'entraver les bonnes relations existant entre ce pays et l'Union européenne?

- Quelle sera la stratégie de l'Union européenne et du Luxembourg en particulier afin de continuer efficacement la lutte contre le réchauffement climatique en dépit d'un manque d'engagement nécessaire des États-Unis d'Amérique?

Réponse (09.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

D'emblée, il y a lieu de noter qu'une politique nationale n'influe en rien sur les lois des sciences naturelles, et que les conséquences du changement climatique telles qu'identifiées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la nécessité d'y faire face par une politique globale de protection du climat ne peuvent être mises en question par un seul acteur. Il est évident que le Gouvernement luxembourgeois regrette que le Président des États-Unis d'Amérique ait annulé une partie des réglementations contre le réchauffement climatique mises en place par son prédécesseur.

Or, même si les États-Unis représentent avec 17,9% des émissions mondiales de gaz à effet de serre le deuxième émetteur derrière la Chine et que la décision du Président Donald Trump risque d'influencer les États les moins progressistes en la matière, l'accord de Paris sur le climat conclu en décembre 2015 a déjà été ratifié par 144 des 195 parties signataires, représentant au total pas moins de 83% des émissions mondiales. À l'exception de la Russie et de la Turquie, l'ensemble des membres du G20 ont ratifié l'accord, reconnaissant ainsi la nécessité d'une action commune, rapide et efficace contre le changement climatique. L'élan de la COP21, partagé aux États-Unis par de nombreux acteurs non étatiques, ne semble donc pas remis en cause.

Pour ce qui est des bonnes relations entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, elles ne sont pas déterminées que par un seul dossier, en l'occurrence celui du climat.

L'Union européenne, et le Luxembourg en particulier, continueront d'œuvrer vers le respect des objectifs de l'accord de Paris. Dans le cadre de la contribution européenne à l'accord de Paris, laquelle prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 d'au moins 40% par rapport à 1990 (contribution des secteurs «ETS»: -43% en 2030 par rapport à 2005, contribution des autres secteurs: -30% en 2030 par rapport à 2005), le Luxembourg sera amené à réduire ses émissions d'au moins 40% à l'horizon 2030 par rapport à l'année de référence 2005. À cette fin un troisième plan d'action de réduction des émissions de CO_2 sera élaboré.

Or, le Luxembourg ne se limite pas à apporter sa part à la décarbonisation de l'économie à atteindre au plus tard au cours de la deuxième moitié du siècle. Il reconnaît également le besoin d'une solidarité renforcée envers les pays et régions les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. C'est pourquoi le Luxembourg a décidé dès 2015 de mettre à disposition un montant global de 120 millions d'euros pour la période 2014-2020 pour le financement climatique international.

Question 2910 (10.04.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale et interventions policières dans les structures d'accueil:**

Si la problématique de la délinquance des réfugiés et demandeurs de protection internationale est certes marginale et qu'il ne faut surtout pas stigmatiser les réfugiés et les demandeurs de protection internationale, il n'en demeure pas moins que ce phénomène existe. Monsieur le Ministre de la Force publique (veuillez lire: de la Sécurité intérieure) a reconnu lui-même lors de la présentation du bilan des forces de l'ordre qu'il existait un réel problème dans certaines structures d'accueil.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Cette délinquance, quoique minoritaire, entraîne un certain nombre d'interventions de la part des forces de l'ordre. Combien d'interventions policières y a-t-il eu au cours de l'année dernière respectivement au cours des trois premiers mois de cette année et relatives à des actes de délinquance commis par des réfugiés et autres demandeurs de protection internationale?

2. Combien d'affaires ont été dénoncées auprès des autorités judiciaires?

3. Lors des interventions, y a-t-il eu des policiers blessés ou agressés physiquement? Si oui, dans combien de cas? Toujours dans l'affirmative, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer une plus grande sécurité des agents des forces de l'ordre intervenant dans les structures d'accueil?

4. En tout état de cause, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin d'améliorer la sécurité des structures d'accueil dans l'intérêt des habitants des quartiers jouxtant les structures d'accueil, mais surtout aussi des personnes qui résident dans les structures d'accueil?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Il y a eu une centaine d'interventions dans les différentes structures d'accueil pour la période demandée. De manière générale, ce sont les structures d'accueil primaires où les services de police interviennent plus fréquemment par rapport aux autres structures d'accueil réparties sur le Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2. En principe, toute constatation d'infraction qui fait naître un procès-verbal est dénoncée aux autorités judiciaires, qui elles décideront de la suite de l'affaire.

ad 3. Jusqu'à présent, la Police grand-ducale ne déplore pas d'agents grièvement agressés ou blessés par des réfugiés ou des demandeurs de protection internationale, mais le risque probable d'une atteinte à l'intégrité physique n'est pas à exclure, surtout lors des interventions dans les structures les plus fréquentées. La Police grand-ducale s'est ainsi dotée d'un concept d'intervention 24/7 réduisant le risque pour les policiers intervenant dans de telles structures, en faisant, le cas échéant, appel à des équipes de renfort immédiatement disponibles ou de réserve.

ad 4. Le maintien de la sécurité des structures d'accueil constitue un processus permanent dont s'occupent les départements ministériels et administrations en charge, le cas échéant en collaboration avec la Police grand-ducale.

Question 2912 (10.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **capital de la Banque centrale du Luxembourg (BCL):**

Dans sa réponse à notre question parlementaire n°2822, Monsieur le Ministre des Finances omet de répondre à toutes nos questions, dont notamment celle relative aux besoins de financement de la BCL.

Aux antipodes des déclarations de Monsieur le Ministre qui, dans sa réponse souligne la solidité financière de la BCL, le directeur général de la BCL soutenait encore à la mi-juin 2016 que «la très faible capitalisation de la BCL est incompatible avec la nécessité de couvrir de manière adéquate l'ensemble de ses engagements».

Par ailleurs, dans sa notation du pays d'octobre 2016, Fitch Ratings note:

«The potential recapitalisation of the central bank, which currently has the lowest capital ratio amongst Eurosystem central banks, is still in discussions and Fitch estimates this could cost the government 1% of GDP.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les changements intervenus dans la capitalisation de la BCL depuis la mi-juin 2016 qui l'amènent à déceler une situation financière solide de celle-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la BCL dispose du ratio de fonds propres le plus faible de la zone euro?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les besoins de financement de la BCL, tels que projetés par Fitch Ratings? Dans la négative, sur quelles estimations table-t-il?

Réponse (24.04.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il est un fait que le ratio de fonds propres de la BCL compte, ensemble notamment avec celui de la Deutsche Bundesbank, parmi les plus faibles de la zone euro. Il s'agit des banques centrales des seuls pays de la zone euro qui disposent encore d'une notation triple A des trois principales agences de notation de crédit.

Cette situation n'est pas nouvelle, tel qu'il en ressort par exemple des statistiques publiées dans le rapport annuel de la BCL pour l'année 2012.

Le fait qu'une banque centrale est faiblement ou fortement capitalisée ne permet pas de tirer des conclusions sur la stabilité financière du pays correspondant. Cette vue est d'ailleurs corroborée par les agences de notation de crédit qui accordent toutes au Luxembourg la notation AAA avec perspective stable, qui est la plus favorable.

Contrairement à ce que semblent suggérer les questions répétées des honorables Députés, il n'y a dès lors aucune urgence à procéder à une augmentation du capital de la BCL. Les modalités et le moment opportun d'un renforcement des fonds propres de la BCL seront déterminés par le Gouvernement après conclusion des consultations avec la BCL. Dans cet esprit, il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter publiquement les déclarations que Monsieur le Directeur général de la BCL a faites vers la mi-juin 2016.

Par ailleurs, le Ministère des Finances n'a pas connaissance de la méthodologie utilisée par Fitch Ratings pour estimer les prétendus besoins de financement. Il tirera ses propres conclusions des consultations actuellement en cours avec la BCL.

Question 2913 (11.04.2017) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck:**

Monsieur le Ministre vient de présenter le projet pour la mise à 2×3 voies de l'autoroute A3 entre la frontière française et la Croix de Gasperich. Or, en 2015, dans sa réponse à une question parlementaire, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement entendait élargir à 2×3 voies l'autoroute entre Dudelange (A3) et l'échangeur Helfenterbruck (A6).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre entend-il déposer un deuxième projet de loi concernant le financement de l'élargissement de l'autoroute entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck? Dans l'affirmative, est-ce qu'il existe un échéancier pour la réalisation de ces travaux?

- Sinon, est-ce que le projet de la mise 2×3 voies du tronçon entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck a été abandonné? Le cas échéant, quelles en sont les raisons?

Réponse (19.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet de la mise à 2×3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur de Helfenterbruck, qui comporte le réaménagement de la Croix de Cessange et l'élargissement et la réhabilitation du Viaduc de Helfenterbruck, est actuellement en étude et la section courante de ce projet fera l'objet d'une loi de financement séparée; l'échéancier de la réalisation des travaux en question n'est pas encore fixé.

Or, une première phase du projet consiste en le réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, dont les travaux débuteront dans les prochaines semaines; ces travaux ont été autorisés par la loi du 12 juin 2004.

Les activités économiques autour de l'autoroute A3, dont notamment le nouveau terminal intermodal et le parc logistique à Bettembourg-Dudelange, justifient une mise à 2×3 voies de l'autoroute A3/A6 (E25) de la frontière française jusqu'à l'échangeur Helfenterbruck; le projet de la mise à 2×3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck n'a donc pas été abandonné.

En effet, l'autoroute A6 au-delà de l'échangeur Helfenterbruck n'est principalement chargée qu'aux heures de pointe et la politique sur cette section d'autoroute est plutôt accentuée sur la mobilité durable en vue de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers les centres d'activités et de développement (CDA) autour de la capitale. Ainsi, dans le cadre du Schéma de mobilité transfrontalière SMOT Luxembourg-Wallonie, plusieurs actions sont prévues d'être mises en œuvre. Parmi elles, je cite la planification de parkings relais P&R à Stockem, Windhof et Mamer. Du côté luxembourgeois, le parking P&R à Windhof est au stade d'une étude de faisabilité tandis que le P&R à la hauteur de l'échangeur Mamer-Capellen se trouve au stade de l'avant-projet détaillé. Ces projets de construction de P&R visent à recueillir les véhicules avant qu'ils n'accèdent à l'autoroute, le transport en commun pouvant alors assurer le transport de et vers les centres CDA.

D'autres mesures prévues sont une amélioration de la tarification transfrontalière ensemble avec les instances belges, allant de pair avec une modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen-Arlon-Namur, ainsi qu'une amélioration et la coordination des lignes de bus. En outre, je souligne que l'expansion des lignes de tramway constitue une priorité absolue de la politique de mobilité. C'est ainsi qu'une ligne de tramway allant du pôle d'échange Place de l'étoile à Luxembourg-ville jusqu'à Mamer sera inscrite dans le projet de règlement grand-ducal en élabora-

tion dans le cadre du Plan directeur sectoriel «Transports» (PST).

Question 2914 (11.04.2017) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**élargissement de deux à trois voies de l'autoroute A6 (Arlon-Luxembourg):**

D'après le résumé des travaux du Gouvernement réuni en conseil du 5 avril 2017, le Gouvernement a avalisé le projet de loi relatif à la mise à 2×3 voies de l'autoroute A3 entre la frontière française et la Croix de Gasperich, avec notamment l'ajout d'une voie de chaque côté et l'aménagement d'une bande d'arrêt d'urgence.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre songe-t-il également à élargir à 2×3 voies l'autoroute A6 entre Sterpenich et Helfenterbruck afin d'y augmenter la capacité de circulation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la moyenne journalière de véhicules enregistrée en 2015 et 2016 à la hauteur de la frontière belge?

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il entre-temps renoncé à procéder à la mise à 2×3 voies de l'autoroute E25 entre la Croix de Gasperich et Helfenterbruck?

- À quel stade se trouve la planification des autres mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer la mobilité transfrontalière dans le corridor Arlon-Luxembourg?

Réponse (19.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme déjà mentionné dans ma réponse à la question parlementaire n°0446 du 7 août 2014, un élargissement de l'autoroute A6 à 2×3 voies au-delà de l'échangeur Helfenterbruck en direction d'Arlon ne fait actuellement pas partie du programme du Gouvernement. Tandis que les activités économiques autour de l'autoroute A3, dont notamment le nouveau terminal intermodal et le parc logistique à Bettembourg-Dudelange, justifient une mise à 2×3 voies de l'autoroute A3/A6 (E25) de la frontière française jusqu'à l'échangeur Helfenterbruck, l'autoroute A6 au-delà de l'échangeur Helfenterbruck n'est principalement chargée qu'aux heures de pointe et la politique sur cette section d'autoroute est plutôt accentuée sur la mobilité durable en vue de réduire le trafic individuel des travailleurs frontaliers vers les centres d'activités et de développement (CDA) autour de la capitale.

Pour connaître les charges de trafic sur le réseau routier et autoroutier, l'Administration des ponts et chaussées gère tout un système de comptage de trafic. Sur la voirie normale, environ 130 compteurs sont installés et le centre de Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA) exploite une batterie de l'ordre de 230 compteurs sur le réseau autoroutier. À base des données brutes produites par les compteurs, une modélisation de trafic, couvrant le réseau entier, est élaborée. En ce qui concerne le tronçon Sterpenich-Windhof (frontière), la moyenne était de 44.023 véhicules en 2015 et de 43.835 en 2016, les deux sens de circulation confondus (selon les comptages du CITA). On observe donc une légère diminution de 2015 à 2016 qui est due à une régression des véhicules utilitaires, le trafic de voitures particulières ayant toutefois augmenté.

Il n'est donc pas renoncé à l'élargissement de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck. Le projet de la mise à 2×3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur de Helfenterbruck est actuellement en étude et la section courante de ce projet fera l'objet d'une loi de financement séparée dont l'échéancier des travaux n'est pas encore fixé. Une première phase du projet consiste en le réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck dont les travaux ont été autorisés par la loi du 12 juin 2004 et qui débuteront dans les prochaines semaines.

Pour assurer la mobilité transfrontalière dans le corridor Arlon-Luxembourg, mon ministère coordonne actuellement la planification de plusieurs mesures.

Dans le cadre du Schéma de mobilité transfrontalière SMOT Luxembourg-Wallonie plusieurs actions sont prévues d'être mises en œuvre. Parmi elles, je cite la planification de parkings relais P&R à Stockem/Viville, Windhof et Mamer. Du côté luxembourgeois, le parking P&R à Windhof est au stade d'une étude de faisabilité tandis que le P&R à la hauteur de l'échangeur Mamer-Capellen se trouve au stade de l'avant-projet détaillé. Ces projets de construction de P&R visent à recueillir les véhicules avant qu'ils n'accèdent à l'autoroute, le transport en commun pouvant alors assurer le transport de et vers les centres CDA.

D'autres mesures prévues sont une amélioration de la tarification transfrontalière ensemble avec les instances belges, allant de pair avec une modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen-Arlon-Namur, ainsi qu'une amélioration et la coordination des lignes de bus dans le corridor Arlon-Luxembourg.

D'autant plus, en collaboration avec le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges, Monsieur Bellot, des mesures supplémentaires seront sous peu mises en œuvre pour promouvoir le transport en commun entre la Belgique et le Luxembourg. Ainsi, il est prévu qu'environ 1.000 emplacements de stationnement situés sur les P&R entre Namur et Arlon seront mis à disposition gratuitement aux abonnés de la SNCB et que le prix des abonnements transfrontaliers sera réduit. En plus, le P&R à Viville (Stockem) est prévu d'être mis en service pour 2020. Les détails devront encore être définis entre les opérateurs ferroviaires, à savoir la SNCB et les CFL.

En outre, je souligne que l'expansion des lignes de tramway constitue une priorité absolue de la politique de mobilité. C'est ainsi qu'une ligne de tramway allant du pôle d'échange Place de l'étoile à Luxembourg-ville jusqu'à Mamer sera inscrite dans le projet de règlement grand-ducal en élaboration dans le cadre du Plan directeur sectoriel «Transports» (PST).

Question 2915 (11.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **accords bilatéraux avec le Portugal signés le 5 avril 2017:**

De 5. Abrëll 2017 war de portugisesche Premierminister António Costa mat enger grousser Delegatioun op enger offizieller Visitt zu Lëtzebuerg. Bei där Geleeënheet sinn eises Wëssens fënnef bilateral Ofkommessen ënnerschriwwe ginn, dorënner och en „mémorandum d'entente" iwwert d'Promotioun vun der portugisescher Sprooch a Kultur, wéi an der Press ze liese war.

An deem Zesummenhank wollt ech dem Här Statsminister an deenen anere concernéierte Membere vun der Regierung dës Froe stellen:

1. Kënnen déi concernéiert Ministeren der Chamber - an der Äntwert op dës Fro - all bilateral Ofkommessen zoukomme loossen, déi bei där Geleeënheet ënnerschriwwe goufen?

2. Ginn dës Dokumenter, an engem zweete Schrack, der Chamber zur Ratifizéierung virgeluecht, esou wéi den Artikel 37 vun der Verfassung et verlaangt?

Réponse commune (12.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Culture,* de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Wéi vum honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, handelt et sech bei den Dokumenter, déi de 5. Abrëll ënnerschriwwe goufen, ëm Ofkommessen. Dës Accorde si vum Inhalt a vun der Form hier net als „Traité" ze consideréieren a mussen deemno net nom Artikel 37 vun der Verfassung vun der Chamber ratifizéiert ginn.

D'Regierung ass awer selbstverständlech bereet, dës Accorden der Chamber, zum Beispill den zoustännege Chamberskommissiounen, ze presentéieren a se do ze diskutéieren.

Question 2916 (11.04.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **pollution de la «Kaylbach»:**

Par voie de presse on apprend que lors de la dernière réunion du conseil communal de Kayl il a été question d'une pollution éventuelle du «Kaylbach» causée par une ancienne entreprise située sur le territoire de la commune française d'Ottange. Dans ce contexte, le conseil communal de Kayl a arrêté unanimement une motion invitant le Gouvernement français à entreprendre toutes les mesures nécessaires afin d'assainir le terrain industriel concerné. En outre, un appel a été lancé au Gouvernement luxembourgeois pour soutenir les démarches des élus de la commune de Kayl.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Est-ce que Madame la Ministre a été informée de la décision du conseil communal de Kayl?

2. Est-ce que le «Kaylbach» a effectivement été pollué par une ancienne entreprise française?

3. Dans l'affirmative, quelles mesures Madame la Ministre entend-elle entreprendre afin de remédier à la situation?

Réponse (15.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. En date du 19 avril 2017, le Département de l'environnement a reçu une copie de la délibération du conseil communal de Kayl qui a appelé «le Gouvernement luxembourgeois de prêter main-forte aux communes luxembourgeoises potentiellement concernées par une pollution du „Kaylbach" en invitant le Gouvernement français, par la voie diplomatique, à faire dépolluer le site en conformité avec la législation européenne et française».

Il est à noter qu'en cas de pollution accidentelle des eaux, les autorités françaises auraient dû en informer le Luxembourg via la plateforme Internet «INFOPOL MS» (INFO = information, POL = pollution, MS = Moselle-Sarre), mise en place en 2013 par les Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS).

ad 2. L'Administration de la gestion de l'eau procède actuellement à une campagne de surveillance sur le «Kaylbach» afin de pouvoir juger de la situation. À ce stade, les résultats ne permettent pas de définir l'ampleur d'une éventuelle pollution.

ad 3. Les mesures éventuelles que l'Administration de la gestion de l'eau proposera de mettre en œuvre dépendront des résultats de la campagne de surveillance prémentionnée. Il reste à noter qu'en application de la directive cadre sur l'eau (DIR 2000/60/CE), il existe une obligation d'une coopération entre les États membres d'un bassin versant international. En cas de pollution avérée et significative, les autorités françaises auraient ainsi dû informer l'Administration de la gestion de l'eau d'un risque potentiel pour le «Kaylbach» sur le territoire luxembourgeois. Les autorités françaises seront contactées afin d'établir les raisons qui ont contribué au manquement de communication.

Question 2917 (12.04.2017) de **MM. Alexander Krieps**, **Gusty Graas** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant la **lutte contre le viol:**

La Police grand-ducale vient de présenter les chiffres de la délinquance de l'année 2016. Bien que la délinquance générale ait diminué de 4,5% au Grand-Duché, le nombre de plaintes pour viols est passé de 68 en 2015 à 106 en 2016, soit une augmentation de 56%.

En France, les conclusions d'un récent rapport de Madame Flavie Flament et de Monsieur Jacques Calmettes ont d'ailleurs permis de réitérer publiquement la question de la prescription pénale des viols commis sur mineurs. Selon ce rapport, le délai actuellement en vigueur (20 ans à compter de la majorité de la victime) ne prendrait pas suffisamment en compte le fait que la victime mineure tarde souvent à dénoncer l'auteur de l'infraction, et que les victimes sont souvent muselées par la honte, la peur ou développent même une «amnésie traumatique».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Après la publication des chiffres de la délinquance de l'année 2016, quelles conclusions ont été tirées par Messieurs les Ministres? S'ils sont prouvés, comment lutter contre cette hausse significative du nombre de viols?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils se rallier aux conclusions du rapport susmentionné, notamment à une prolongation du délai de prescription pour viols à 30 ans après la majorité?

3. D'une manière générale, quelle est l'expérience des autorités judiciaires en ce qui concerne l'amnésie traumatique chez les victimes d'abus sexuels?

Réponse commune (11.05.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Les chiffres énoncés dans la question parlementaire correspondent à ceux publiés par la Police grand-ducale à l'occasion de la présentation des chiffres de la délinquance en 2016. Ces chiffres reflètent une hausse du nombre de plaintes déposées en matière de viols auprès des unités de police.

Les autorités prennent ce phénomène très au sérieux et ces enquêtes sont menées par des enquêteurs spécialisés issus des services de recherche et d'enquête régionaux respectivement du service de police judiciaire.

Une lutte efficace contre cette infraction grave passe également par une adaptation régulière et une formulation adéquate de l'infraction de viol.

Le Luxembourg a ainsi modernisé en 2011 les différentes infractions à connotation sexuelle.

Les principales dispositions concernées sont:

1) l'attentat à la pudeur commis sans violence ni menaces et l'attentat à la pudeur commis avec violence ou menaces (articles 372 et 373 du Code pénal);

2) une formulation plus générale de l'infraction de viol (articles 375 et 376 du Code pénal);

3) l'exploitation sexuelle des mineurs (article 379 du Code pénal);

4) le commerce, la distribution ou l'exhibition publique de supports à caractère pornographique et la diffusion de messages à caractère violent et de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine (articles 383 et 385bis du Code pénal);

5) une nouvelle incrimination de la consultation sur Internet de contenus pédopornographiques (article 384 du Code pénal);

6) l'incrimination du fait de solliciter des enfants à des fins sexuelles (article 358-2 nouveau).

L'article 375 relatif au viol prévoyait avant 2011 trois situations qui représentent des cas de non-consentement. Un viol était en effet défini comme étant un acte de pénétration sexuelle commis soit à l'aide de violences ou de menaces graves, soit par ruse ou artifice, soit en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance.

Une des difficultés majeures résidait dans l'administration de la preuve par la victime de l'absence de consentement exprimée selon un des trois modes énumérés à l'alinéa 1er de l'article 375.

Le nouveau libellé de l'article 375 érige l'absence de consentement en élément constitutif de l'infraction de viol. Les trois cas de figure de non-consentement qui figuraient auparavant à l'article 375 sont maintenus à titre purement indicatif. Il s'ensuit que tous les cas de rapport sexuel non consenti tombent désormais sous le coup de l'article 375 du Code pénal.

ad 2. Il est renvoyé à la réponse donnée en date du 17 février 2017 à la question parlementaire de l'honorable Députée Nancy Arendt ayant le même objet.

Les chiffres communiqués par les autorités judiciaires et versés à l'appui de cette réponse renseignent que le nombre de prescriptions était réduit.

Il faut souligner que la situation a encore évolué suite à la modification de l'article 637 du CIC introduite par la loi du 27 février 2012. Depuis cette réforme, le délai de prescription de l'action publique de certains faits commis contre des mineurs ne commence à courir qu'à partir de la majorité de ces derniers.

Compte tenu de cette modification récente et des changements qu'elle a apportés, il n'est pas envisagé à ce stade de modifier l'actuel délai de prescription.

ad 3. Amnésie traumatique (partielle ou complète) ou amnésie dissociative sont des façons de protection logiques et des réflexes de survie face à de tels traumatismes d'enfance. Ces mécanismes de protection psychique agissent sur la mémoire et sur la perception de la réalité. Les souvenirs ne se connectent pas entre eux et ne sont pas reliés à la réalité de l'adulte. Des trous de mémoire (en ce qui concerne les amnésies partielles) et l'absence totale de mémoire (amnésique traumatique complète) face aux souvenirs traumatiques auront comme conséquence des lacunes d'éléments concrets, de dates, de lieux et de repères en tant qu'adulte. Le déni peut donc aller de l'oubli partiel à l'oubli total des faits (amnésie traumatique complète). Des travaux neurobiologiques

ont montré que cette amnésie traumatique est liée à une dissociation produite par des mécanismes neurobiologiques de sauvegarde qui ont été mis en place par le cerveau pour échapper au risque vital du stress intense produit par les violences. En effet, le stress intense entraîne une disjonction (au niveau limbique du cerveau) du circuit émotionnel et par conséquence une anesthésie émotionnelle et physique. À l'âge adulte, le contexte de l'agression et le mécanisme de sauvegarde restent activés et la dissociation continue. La mémoire traumatique pourra parfois être activée, mais elle sera anesthésiée et donc pas ressentie. La victime n'a pas accès aux événements traumatiques qui seront flous, indifférenciés comme irréels, sans connotation émotionnelle, ou soit même inaccessible, suivant l'intensité de la dissociation.

L'amnésie dissociative (traumatique) se trouve catégorisée dans le DSM: troubles dissociatifs (F44.0) du DSM (version actuelle DSM 5: Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux) et est reconnue comme trouble psychiatrique. Les victimes souffrant de troubles dissociatifs (comme p. ex. le trouble dissociatif de l'identité, F44.81 du DSM 5) sont amenées à faire face à une fragmentation de leur personnalité et souvent elles sont quasi dans l'impossibilité de pouvoir dénoncer les viols subis durant leur enfance durant un délai de dix à 20 ans après les faits.

Il importe de préciser, dans le cadre des faits où la victime porte plainte pour viol après échéance d'un délai prolongé, que les enquêteurs établissent malgré tout un rapport destiné aux autorités judiciaires indépendamment d'une éventuelle prescription de l'action publique pour des faits dénoncés.

Question 2918 (13.04.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**aide financière de la Commission européenne pour le renvoi de demandeurs d'asile qui ont été déboutés:**

Selon une émission diffusée hier sur la radio 100,7, suite à l'attentat au camion bélier survenu à Stockholm le 7 avril, la Commission européenne s'engage à ce que les États membres puissent appliquer de manière conséquente le renvoi de demandeurs d'asile dont le droit à l'asile a été refusé. Pour ce faire, la Commission propose d'augmenter l'enveloppe budgétaire à un milliard d'euros prévue entre les années 2014 et 2020. Actuellement, le taux de retour des demandeurs d'asile, qui ont été déboutés de leur demande, s'affiche à environ 40%.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous dire si le Gouvernement luxembourgeois a déjà fait usage de ladite aide financière de la Commission européenne et, le cas échéant, à quelle hauteur s'élève le montant?

2. Monsieur le Ministre entend-il solliciter davantage cette aide financière à l'avenir?

3. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le taux de retour des demandeurs d'asile qui ont été déboutés de leur demande au Luxembourg au cours des douze derniers mois?

Réponse (09.05.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. L'aide financière à laquelle les honorables Députés font référence concerne l'enveloppe budgétaire mise à disposition des États membres dans le cadre du fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF). Au Luxembourg, l'AMIF est géré par deux entités qui sont, d'une part, l'Office luxembourgeois pour l'accueil et l'intégration, agissant en tant qu'autorité responsable et qui met en œuvre des actions ayant trait à l'encadrement des demandeurs de protection internationale et à l'intégration des bénéficiaires du statut de réfugié et des ressortissants de pays tiers et, d'autre part, la Direction de l'immigration qui assure le rôle d'autorité déléguée et met en œuvre les actions concernant le traitement des demandes de protection internationale, de la migration légale et du retour.

Lors de la mise en place du programme national 2014-2020, l'enveloppe totale allouée au Luxembourg s'élevait à 7.160.577 €, dont 2.057.548 € pour le volet retour. L'augmentation de l'enveloppe budgétaire pour le fonds AMIF en 2017 porte le montant alloué au volet retour à 2.398.813 € et le total du programme national à 7.938.900 €. À cette enveloppe s'ajoute d'ailleurs un montant de 5.677.000 € pour «cas spéciaux», montants forfaitaires alloués aux États membres dans le cadre des missions de réinstallation et de relocalisation.

En ce qui concerne l'utilisation du fonds AMIF dans le cadre d'actions relevant du volet retour, la Direction de l'immigration a pris jusqu'à ce jour des engagements à hauteur de 1.523.216 € et a dépensé 850.508 € en raison des cofinancements communautaires disponibles.

ad 2. L'enveloppe totale ayant été allouée au Luxembourg pour la période de 2014 à 2020, le Grand-Duché continuera à utiliser cette aide financière selon l'évolution des besoins nationaux en matière de retours.

ad 3. 430 personnes ont été déboutées de leur demande de protection internationale entre le 1er mai 2016 et le 30 avril 2017. En parallèle, sur la même période, 311 retours ont eu lieu, dont 93 forcés et 218 volontaires. Il est néanmoins important de signaler que les personnes déboutées sur cette période ne correspondent pas forcément aux personnes retournées sur cette même période. En effet, les personnes disposent d'un délai de retour volontaire qui est en principe de 30 jours. Si le retour volontaire n'a pas lieu endéans ce délai, les démarches sont lancées en vue d'un retour forcé. Or, l'organisation de retours forcés, y inclus la coordination avec les pays d'origine, nécessite le plus souvent un travail en amont étalé sur des semaines, voire des mois, ce qui engendre un décalage entre l'ordre de quitter le territoire et l'exécution du retour.

Question 2919 (13.04.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **patrimoine industriel:**

Aus einem Pressebericht der gestrigen Ausgabe der Zeitung „Tageblatt" ergibt sich, dass die „Amicale des hauts-fourneaux A et B de Profil-Arbed Esch-Belval" sich anlässlich ihrer Jahresversammlung vergangener Woche äußerst kritisch gegenüber des anscheinend immer wieder in Betracht gezogenen Abrisses der Gebläsehalle und der Dynamozentrale ebenso wie der Wand- und Gasleitungen zwischen der Gebläsezentrale und dem Hochofen A auf Belval ausgesprochen hat.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Herren Minister für Kultur und für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Können die Herren Minister bestätigen, dass die Gebläsehalle und die Dynamozentrale sowie die genannten Leitungen auf Belval nach dem 8. Oktober 2017, also nach den Gemeindewahlen, abgerissen werden?

- Wenn nein, was gedenken die Herren Minister ggf. zu unternehmen, um die erwähnten industriellen Anlagen angemessen zu schützen? Werden die Vorschläge der Amicale, die sie dem Kulturministerium im Rahmen einer Unterredung im Jahre 2016 unterbreitet haben, zurückbehalten?

- Wenn ja, können die Herren Minister reell stichhaltige Argumente zu diesem eventuellen Abriss anführen, da, vergleichsweise, das Weltkulturerbe der Völklinger Hütte eine identische Gebläsehalle aufzuweisen hat? Wurde eine detaillierte Analyse seitens der Luxemburger Denkmalschutzbehörde erstellt?

- Sind die Herren Minister nicht der Ansicht, dass mit dem Abriss dieses Zeugnisses der Hochofenkultur ein wichtiges Kulturgut für die kommenden Generationen für immer zugrunde gerichtet würde? Würde die Zerstörung dieses industriellen Erbes der Luxemburger Geschichte sich nicht zudem negativ auf das Projekt Kulturhauptstadt Esch 2022 auswirken?

Réponse commune (10.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Von Seiten der Regierung wurde noch keine Entscheidung iiber den Erhalt oder Abriss der Gebläsehalle und der Dynamozentrale gefällt.

Entsprechend ist aktuell kein Abriss durch den Fonds Belval vorgesehen und müsste jedes Erhaltungs-, Restaurierungs- oder Neubauprojekt im Rahmen einer ganzheitlichen und kohärenten Gesamtbetrachtung des neuen funktionellen Stadtviertels, welches in Belval entsteht und in dem die schon restaurierten Elemente eine wichtige Rolle spielen, bedacht werden.

Die jetzige Regierung, so wie ihre Vorgängerinnen, haben sich entscheidend für den Erhalt der Industrieanlagen eingesetzt, davon zeugt die Instandsetzung der Hochofenanlage und dessen Zugänglichkeit, integriert in ein komplexes zukunftsorientiertes Urbanisationskonzept.

Zu diesem Zeitpunkt sind wir nicht mit einer Anfrage hinsichtlich der Kulturhauptstadt Esch 2022 und der Gebläsehalle befasst.

Question 2920 (13.04.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant la **procédure applicable au 113:**

Récemment, le soussigné a été le témoin d'une violente altercation à Luxembourg-gare entre un jeune homme, qui se prétendait victime d'un vol de son téléphone portable, et une femme, la prétendue auteure du vol.

Ayant pris l'initiative d'appeler le 113 pour alerter la police, et après avoir clairement dit mon nom et fourni une description succincte de la situation, j'ai dû donner ma date de naissance, répéter l'adresse de l'altercation (que j'avais déjà donnée) et répondre à certaines questions auxquelles je n'étais évidemment pas en mesure de répondre (les personnes se connaissent-elles, depuis combien de temps dure l'altercation, de quelle nature est la dispute...).

Devant mon étonnement, il me fut répondu que cette manière de procéder était conforme aux instructions de la direction de la Police grand-ducale.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de la procédure applicable au 113, qui peut absorber un temps précieux, alors qu'une infraction est en cours ou imminente?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que de telles questions sont conformes aux instructions de la direction de la Police grand-ducale et en expliquer la raison?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Tous les appels téléphoniques au n°113 sont reçus au Centre d'intervention national (CIN) de la Police grand-ducale. Lors de chaque appel nécessitant une intervention policière, le «calltaker» (CT) crée un incident au journal des incidents de la PGD et y enregistre, lors de sa communication téléphonique avec l'appelant, tous les faits portés à sa connaissance, ainsi que tous les renseignements nécessaires, dont notamment le numéro de téléphone, la date, l'heure, l'identité et l'adresse de l'appelant, sa position lors de l'appel ainsi que la nature des faits, le titre, une description détaillée du fait, la localisation et l'ambiance de l'intervention immédiate.

Pour qu'une intervention policière soit efficace, il est impératif que les CT du CIN recensent lors d'un appel d'urgence un maximum d'informations. Cette façon de travailler est d'application dans toute police moderne et garantit une intervention rapide et ciblée et donc un service optimal au citoyen.

ad 2. Cette procédure est conforme aux instructions de la direction de la Police grand-ducale. Les informations recueillies par le biais de ces questions permettent non seulement de confirmer plus facilement l'identité de l'appelant et ainsi d'écarter des abus, mais également de mieux évaluer la situation afin de diligenter une intervention adéquate de même que d'éviter des confusions. Dans le cas précis, la communication aurait duré environ trois minutes, ce qui ne dépasse pas les normes usuelles.

Question 2921 (13.04.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**Institut d'histoire de l'Université du Luxembourg:**

Laut engem Interview gëschter um „Radio 100,7" fäerten d'Historiker vum Geschichtsinstitut vun der Uni Lëtzebuerg, datt wéinst Budgetskierzungen op der Uni zwee vu fënnef Léierstill an Zukunft net méi ersat ginn: ee fir déi Fréier Neizäit an ee fir d'Lëtzebuerger Transnational Geschicht. D'Geschicht géif domadder net méi komplett op der Uni Lëtzebuerg ofgedeckt ginn, wat net den internationale Standarden entsprécht.

Dofir wëll ech dem Här Minister fir Héichschoul a Recherche dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister déi Situatioun confirméieren?

- Wa jo, a wëssend, datt d'Regierung ëmmer betount huet, datt d'Schafung vun engem Institut fir Zäitgeschicht net op d'Käschte vum historeschen Institut vun der Uni géif goen, mä béides komplementar wier, misst senger Meenung no d'Regierung net hir Verantwortung iwwerhuelen a sech am Conseil vun der Uni Lëtzebuerg derfir asetzen, datt d'Geschicht weider komplett ofgedeckt gëtt an noutfalls déi Suen dofir op den Dësch leeën?

Réponse (08.05.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Präzisiounen, déi sech gréisstendeels op Informatioune vun der Uni Lëtzebuerg baséieren.

Als Éischt wëll ech kloerstellen, dass de globale Budget vun der Uni tëschent 2016 an 2017 vu ronn 212 op 224 Milliounen Euro eropgeet. Zielt een och nach dozou déi 10,5 Milliounen Euro Reserven, déi kënne genotzt ginn, da sinn dat 2017 10% méi Ausgabe par rapport zum Joer 2016.

Den Informatioune vun der Uni Lëtzebuerg no gëtt déi intern Propositioun fir de Véierjoresplang 2018-2021 eréischt ausgeschafft, an dofir sinn och nach keng Decisioune gefall, wat déi geplangten Evolutioun vun deene verschiddenen Domäner betrëfft. Hei ass och ze bemierken, dass am „contrat d'établissement pluriannuel" tëschent dem Stat an der Universitéit déi generell Politik, strategesch Choixen, Objektiver, Aktivitéiten am Héichschoul- a Fuerschungsberäich, finanziell Mëttelen an Effektiver festgeluecht ginn, awer keng Eenzelposten an deene verschiddenen Domäner.

Wat déi vum honorabelen Deputéierten ugeschwate Situatioun a puncto Léierstill a Posten an de Geschichtswëssenschaften ubelaangt, esou muss een ënnerscheeden zwëschent Professeren, déi vum Geschichtsinstitut vun der FLSHASE an den nei geschafene Centre interdisciplinaire IHTP wiesselen, engersäits, a Professeren, déi hir Pensiounsusprécher geltend maachen, anerersäits.

Wat d'Professeren, déi hir Pensiounsusprécher geltend maachen, ubelaangt, esou ass et un dem Rektorat an dem Conseil de gouvernance vun der Uni ze decidéieren, ob si ersat ginn oder net, an dëst gëllt fir all d'Professersposten, onofhängeg dovun, ob et sech ëm e Professer mat Beamtestatut handelt oder ëm e Professer, deen nom Privatrecht agestallt gouf.

Ouni dass ech an déi pädagogesch a wëssenschaftlech Autonomie vun der Universitéit wëll agräifen a scho guer net mech ëm de Rekrutement vun eenzelne Proffe këmmere wëll, kann ech awer bemierken, dass et am Prinzip weiderhi méiglech ass, dass Historiker, déi de Statut vun engem Fonctionnaire hunn an also an de Grënnungsjoren aus dem Enseignement secondaire op d'Uni gewiesselt woren, duerch Historiker mat Beamtestatut ersat ginn, déi eng Decharge kréien, fir op der Uni zur Léier a Fuerschung bäizedroen.

Question 2922 (13.04.2017) de **MM. Gilles Baum** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **formation dans les établissements pénitentiaires:**

La formation générale et professionnelle joue un rôle essentiel en vue de la libération et de la resocialisation des détenus. En effet, il est communément admis qu'une formation accomplie en milieu pénitentiaire est souvent un premier pas vers une participation plus active au sein de la société, améliore les perspectives pour l'avenir et contribue ainsi à la prévention de la récidive des personnes incarcérées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Combien de personnes détenues se trouvent actuellement sous surveillance électronique (FSE) leur permettant de suivre une formation?

2) Quelles formations sont actuellement offertes en milieu pénitentiaire?

3) Est-ce que l'offre est régulièrement adaptée en fonction de l'offre et de la demande du marché de travail luxembourgeois?

4) Combien d'enseignants dispensent actuellement ces cours? Est-ce que l'IFEN offre des formations continues spécifiques adaptées aux enseignants employés dans le milieu carcéral?

5) Qu'en est-il des cours à distance pour personnes détenues?

6) Combien de personnes détenues ont accompli avec succès leur formation au cours des cinq dernières années?

Réponse commune (02.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Personnes sous surveillance électronique

Actuellement, 26 personnes se trouvent sous surveillance électronique (17 hommes et 9 femmes). Parmi ces personnes, une seule personne suit un apprentissage adulte dans le cadre de son inscription en tant que chômeur à l'ADEM.

ad 2) Offre de formation

Le Service enseignement et formation des centres pénitentiaires de l'État (SEF) offre des cours d'enseignement général (de base) et des cours permettant de préparer les détenus à une formation de l'enseignement secondaire technique.

Des formations professionnelles conduisant à un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) ou à un certificat de capacité professionnelle (CCP) ne peuvent être offertes actuellement au centre pénitentiaire de Luxembourg. Néanmoins le centre pénitentiaire de Luxembourg s'efforce à offrir aux détenus des cours de base dans les ateliers. Ainsi, douze détenus du centre pénitentiaire de Luxembourg ont obtenu les cinq dernières années un certificat d'initiation au métier de cuisinier ou ont suivi avec succès des cours de base en hygiène alimentaire. Au centre pénitentiaire de Givenich, 36 détenus ont été sanctionnés par un certificat d'initiation dans les ateliers cuisine, agriculture, peinture et nettoyage.

ad 3) Adaptation de l'offre

L'offre du SEF s'adapte en premier lieu aux apprenants qui ont prioritairement des besoins au niveau de la formation de base. La plupart des apprenants n'ont pas les compétences nécessaires pour entamer une formation professionnelle.

Concernant la formation dans les ateliers, il est difficile de l'adapter, vu l'infrastructure existante. Cette situation est une des raisons pour lesquelles le centre pénitentiaire de Luxembourg fera l'objet de travaux de restructuration et de rénovations importantes qui sont actuellement en cours de préparation.

ad 4) Enseignants et maîtres d'enseignement

Neuf enseignants sont détachés du Lycée technique du centre (LTC) respectivement du Lycée technique Joseph Bech (LTJB) pour les besoins du Service enseignement et formation des centres pénitentiaires. S'y ajoutent cinq enseignants venant de l'extérieur dans le cadre de la formation des adultes. Tous ces enseignants ont accès aux formations de l'IFEN.

Dans les ateliers du centre pénitentiaire de Luxembourg travaillent neuf maîtres d'enseignement, quatre travaillent au centre pénitentiaire de Givenich. Ceux-ci ne suivent actuellement pas de cours auprès de l'IFEN.

Il est pourtant envisagé d'ouvrir les formations de l'IFEN pour les maîtres d'enseignement des deux centres pénitentiaires et d'organiser également des formations spécifiques pour l'ensemble des intervenants ci-dessus.

ad 5) Enseignement à distance

Toute personne détenue peut avoir recours à des systèmes d'enseignement à distance. Le SEF peut être sollicité lors de problèmes spécifiques rencontrés en cours de formation et pour des séances de soutien pédagogique. L'offre se limite à des cours imprimés et des échanges par courrier conventionnel. Force est de constater que de plus en plus d'offres de formations à distance requièrent une connexion Internet et des échanges par voie électroniques. Ce volet sera également analysé dans le cadre de la réforme pénitentiaire afin de déterminer les modalités adéquates à mettre en œuvre, compatibles avec les contraintes d'un centre pénitentiaire.

Les détenus ont profité les dernières années des offres de formation à distance des prestataires suivants:

- Auxilia
- Chambre de commerce (CC)
- Chambre des salariés (CSL)
- Université de Franche-Comté à Besançon
- Université de Lille
- Université de Lorraine: DAEU

ad 6) Inscriptions aux formations et certifications

CPL: Centre pénitentiaire de Luxembourg

CPG: Centre pénitentiaire de Givenich

2011-2012

15 mineurs: 13 garçons et 2 filles

CPL: 325 hommes et 36 femmes

50 certificats

CPG: 89 hommes et 7 femmes

33 certificats

16 candidats pour la 9e dont 6 accès CCP et 4 accès DAP

45 inscriptions CSL (enseignement à distance avec la chambre des salariés)

Formation Professionnelle: 1 CITP cuisine, 1 CITP garage, 1 CATP cuisine

2012-2013

14 mineurs: 9 garçons et 5 filles

CPL: 337 hommes et 19 femmes

107 certificats

CPG: 90 hommes et 9 femmes

26 certificats

12 candidats pour la 9e dont 6 accès CCP et 1 accès DAP

1 inscription au DAEU à Metz, 17 inscriptions CSL

2013-2014

20 mineurs: 15 garçons et 5 filles

CPL: 370 hommes et 30 femmes

83 certificats

CPG: 110 hommes et 7 femmes

19 certificats

15 candidats pour la 9e dont 7 accès CCP et 1 accès DAP

6 inscriptions Auxilia, 1 inscription CC (Chambre de commerce), 11 inscriptions CSL, 1 inscription à l'Université de Lille

2014-2015

7 mineurs: 6 garçons et 1 fille

CPL: 329 hommes et 17 femmes

103 certificats

CPG: 103 hommes et 7 femmes

42 certificats

11 candidats pour la 9e dont 4 accès CCP et 3 accès DAP

2 inscriptions Auxilia, 4 inscriptions CC, 18 inscriptions CSL, 1 inscription Université de Franche-Comté à Besançon

2015-2016

8 mineurs: 8 garçons

CPL: 320 hommes et 25 femmes

132 certificats

CPG: 121 hommes et 11 femmes

54 certificats

10 candidats pour la 9e dont 5 accès CCP

2 inscriptions Auxilia, 2 inscriptions CC, 9 inscriptions CSL, 1 inscription Université de Franche-Comté à Besançon

Question 2923 (14.04.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**organisation de l'examen de fin d'études secondaires:**

Comme l'indique la brochure portant sur l'organisation de l'examen de fin d'études secondaires de 2017, les épreuves orales devront désormais avoir lieu avant les épreuves écrites. Ainsi, il est prévu que les examens oraux se déroulent du lundi 24 avril 2017 au samedi 6 mai 2017 pour les épreuves linguistiques hormis le français et le latin en section A, alors que la fin des enseignements et l'arrêt des devoirs en classe n'est prévue que pour le 19 mai 2017. Le calendrier des épreuves écrites débute le 24 mai 2017 jusqu'au 12 juin 2017, comprenant une période de congé entre les 3 et 11 juin 2017.

Cette modification du calendrier des épreuves semble contraire à la réglementation exposée dans la brochure mentionnée, laquelle indique que «L'épreuve orale est une épreuve à part qui dans certaines branches vient s'ajouter aux épreuves écrites.» (p. 23). De plus, elle s'oppose au point 9 de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006, en ne permettant probablement pas aux élèves de composer dans toutes les branches prévues au programme avant le commencement des épreuves orales.

Selon des informations obtenues de la part d'enseignants de l'enseignement secondaire, le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 modifiant le calendrier des épreuves du secondaire serait un acte de violation du principe de la non-rétroactivité. Ainsi, les élèves de la promotion 2017 courraient le risque d'obtenir un diplôme non-valable, car en cas de recours juridique par des élèves et/ou parents désabusés, le tribunal d'administration pourrait exprimer une annulation du règlement du 8 mars 2017. Dans sa réponse à une question parlementaire posée par la fraction CSV, Monsieur le Ministre a réfuté ces hypothèses, sans donner une véritable preuve du contraire.

En conséquence, je demande à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse de s'expliquer sur plusieurs points:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quand et pour quelle(s) raison(s) la décision d'une modification du calendrier des épreuves a été prise?

2) Monsieur le Ministre peut-il préciser quels ont été les avis des syndicats compétents, de la délégation des enseignants, de la confédération nationale des étudiants et du collège des directeurs, voire d'autres partenaires engagés dans les discussions?

3) Existe-t-il des procès-verbaux de ces discussions avec les différents partenaires?

4) Le fait de choisir les dispenses après avoir passé toutes les épreuves orales n'engendrera-t-il pas un surplus de travail par rapport au calendrier précédent?

5) Les résultats à l'oral pouvant, selon le point 2 de l'article 12 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006, être «ajustés à la moyenne arithmétique des notes obtenues lors des devoirs du semestre (...) en comptant pour 25 pour cent de la note semestrielle.», Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les élèves devront disposer d'un temps adéquat à la préparation de ces épreuves et bénéficier d'ores et déjà de leur note semestrielle?

Réponse (03.05.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Dans le cadre des accords de médiation intervenus le 31 juillet 2015 entre l'Intersyndicale et le Gouvernement, il a été convenu que mon Ministère «s'engage dans une démarche visant à allonger la durée des cours en classes terminales d'une à deux semaines de plus par rapport au 15 mai en classes de 1re et 13e», ceci afin d'éviter l'application d'un coefficient correcteur à partir de la rentrée 2016-2017. C'est dans cette optique que mes services ont revu les procédures et la planification des examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques.

Le calendrier de l'examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques de la session 2017 est le résultat d'une vaste concertation. Plusieurs réunions ont eu lieu avec les organes représentatifs des principaux partenaires scolaires:

- Collèges des directeurs: 21/07/2016 (ES/EST), 05/10/2016 (ES/EST), 18/10/2016 (ES);
- Intersyndicale: 13/09/2016;
- Conférence nationale des élèves (CNEL): 30/09/2016.

Elles ont permis de trouver un consensus entre les parties concernées.

Le choix des oraux dans l'enseignement secondaire a traditionnellement lieu à la fin du 1er semestre. Il n'y a donc pas de changement pour cet ordre d'enseignement.

Le choix définitif des épreuves orales et des dispenses dans l'enseignement secondaire technique a été avancé au 4 avril 2017 afin de permettre aux lycées de planifier les épreuves qui ont lieu immédiatement après les vacances de Pâques.

Comme l'élève ne peut passer une épreuve orale que dans une branche dont il n'est pas dispensé, le délai pour le choix des dispenses a été fixé à la même date. Il est un fait que la majorité des élèves choisissent leurs dispenses bien avant la période des examens, de sorte que les nouveaux délais ne posent pas problème et ne constituent guère de contrainte, ni pour les élèves ni pour les directions.

Dans le but de laisser une latitude optimale aux élèves, mes services ont cependant rappelé le 22/03/2017 aux directions des lycées que «dans l'intérêt des élèves, [...] des modifications de ces choix peuvent encore être autorisées jusqu'au 19 mai 2017, ceci dans la mesure où elles sont compatibles avec le choix des épreuves orales de la première période».

Quant au point 5 de la demande de l'honorable Député, il a été retenu que seules les épreuves ne nécessitant pas de préparation spéciale de la part des élèves auraient lieu avant le début des épreuves écrites. L'évaluation, dans ces branches, porte sur des compétences et connaissances développées au cours de la scolarité. C'est à dessein que les épreuves nécessitant une préparation ont été placées à la suite des épreuves écrites. J'estime que le fait de ne pas connaître la note semestrielle n'a pas d'incidence sur le résultat final.

Question 2924 (14.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale:**

Ech wëll dem Här Minister fir dauerhaft Entwécklung an Infrastrukturen, dem Här Minister fir Immigratioun an der Madamm Minister fir Integratioun eng Rëtsch Froe stellen, wat d'Entwécklung bei Containerdierfer fir Migranten zu Stengefort, zu Jonglënster an zu Mamer ugeet.

- Wat sinn d'Intentioune vun der Regierung, wat d'Containerduerf zu Stengefort ugeet? Plangt si nach ëmmer un engem Containerduerf op der Plaz hannert dem „Park & Ride" zu Stengefort, fir do Migranten (DPI oder BPI) ënnerzebréngen? Wa jo, ënner wéi enger Form a mat wéi enger Prozedur? Wat soll genee mat dem Terrain geschéien? Ass eventuell och nach un eng aner Plaz an der Gemeng Stengefort geduecht ginn, fir e Containerduerf oder aner Opnamstrukture fir Migranten anzeriichten?

- Am Laf vun den Diskussiounen, fir e Containerduerf zu Stengefort opzeriichten, huet d'Regierung ëmmer nees ënnerschiddlech Ukënnegunge gemaach. Am Ufank sollte 600 Container op Stengefort kommen, eng Zuel, déi am Laf vun der Zäit ëmmer nees revidéiert gouf. Wat sinn déi aktuell Virstellungen? Wéi wëllt d'Regierung hir Kommunikatiounspolitik géintiwwer de Stengeforter Leit verbesseren?

- Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dem, fir dat Containerduerf relevanten, POS zu Stengefort? Wëllt si e bäibehalen, trotz engem Geriichtsuerteel, dat festgehalen huet, datt, fir datt de POS hätt kënnen a Konformitéit zur Legislatioun sinn, den zoustännegen Autoritéite vum Ufank vun der Prozedur un hätt missen en Dossier mat enger déif gräifender Ëmweltstudie virgeluecht ginn?

- Ass et richteg, datt elo, nodeems d'Regierung de Prozess géint eng Stengeforter Biergerinitiativ verluer huet, si zwar de POS wëllt zréckzéien, awer net de Reklassement vun dem betraffenen Terrain? Ass d'Regierung net där Meenung, datt si misst, ënnert deenen aktuelle Konditiounen, souwuel de POS wéi och de Reklassement vun dem Terrain zréckzéien?

- Ass et richteg, datt d'Regierung e Reglement iwwer e POS ugeholl huet, ouni e Geriichtsuerteel an enger lafender Prozedur ofzewaarden, déi d'Legalitéit vun där rechtlecher Basis, op där dat Reglement baséiert, iwwerpréift? Kann esou e Virgoen net zu engem Domino-Effekt féieren, dee sukzessiv d'Illegalitéit vun allen Decisiounen erbäiféiert, op deenen de Bau vun engem Containerduerf zu Stengefort baséiert? Wär et dowéinst net méi richteg gewiescht, dat Uerteel ofzewaarden?

- Opgrond vu rezenten Aussoe vun engem Regierungsmember um Radio, déi zu ënnerschiddlechen Interpretatioune kënne féieren, wéilt ech froen, wéi vill Leit, déi BPI oder DPI sinn, am Ableck schonn zu Stengefort ënnerbruecht sinn, onofhängeg vun der rechtlecher Natur vun där Struktur, an där si wunnen? Kann d'Regierung ofschätzen, wéi sech déi Zuelen duerch d'Familljenzesummeféierung kënnen entwéckelen?

- Wéi positionéiert sech d'Regierung aktuell zu de Containerdierfer zu Mamer an zu Jonglënster? A wéi engem Stadium sinn déi respektiv Prozedure vun deenen op deene Plaze geplangten Infrastrukturen?

Réponse commune (22.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

Iwwert de Wee vun enger parlamentarescher Fro freet den Deputéierte Fernand Kartheiser Informatiounen iwwert d'Opfangstrukture fir Demandeurs de protection internationale (DPI) zu Stengefort, Jonglënster a Mamer.

Am Ufank sollten all déi Opfangstrukturen fir DPI, déi iwwert de Wee vun engem „Plan d'occupation du sol" (POS) gebaut sollte ginn, bis zu 300 Persounen ophuele kënnen. D'Regierung huet sech awer deemools d'Méiglechkeet virbehalen, fir - am Fall vun absolutter Drénglechkeet an op Basis vun enger Decisioun vun der Regierung - d'Unzuel u Better hiewen ze kënnen.

Zu kengem Zäitpunkt ass vu 600 Container geschwat ginn, mä vu Strukturen déi 300, an a Fäll vun engem Enkpass, bis zu 600 DPI kënnen ophuelen.

Wat d'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung ugeet, sou huet am September 2015 eng éischt Informatiounsversammlung an der Gemeng mam Innenminister Dan Kersch stattfonnt. An där Reuniouun goufen d'Leit informéiert, dass op hirem Territoire, um Site südlech vum P&R, ugeduecht wier, eng Opfangstruktur iwwert de Wee vun engem POS opzeriichten. Am Oktober krut d'Gemeng ee Courrier an et gouf a véier verschiddenen Dageszeitunge publizéiert, dass d'Regierung amgaange wier, ee POS fir de Bau vun enger Opfangstruktur auszeschaffen. Am November gouf doropshin eng Enquête publique lancéiert, wärend där d'Pläng an hirer Integralitéit vun interesséierte Bierger gekuckt konnte ginn a si hir Observatioune konnten erareechen. An deem Kontext huet am Dezember 2015 eng Informatiounsversammlung mat de Ministere Corinne Cahen, François Bausch a Claude Meisch stattfonnt. Am Mäerz 2016 war d'Enquête publique ofgeschloss. Déi op d'Observatioune vun der Gemeng an hire Bierger ugepasste Pläng goufen dunn am Juli 2016 an déi reglementaresch Prozedur ginn. Well d'Urgence am Kader vun der reglementarescher Prozedur decidéiert gouf, konnt de POS schonn Enn August als obligatoresch erkläert ginn. Wéinst der reduzéierter Unzuel u Wunnraum an engem relativ konstanten Afflux vun DPI huet d'Regierung misse sou séier wéi méiglech d'Méiglechkeet schafen, nei Strukturen opzeriichten.

Nodeems am September dunn d'Verwaltungsgeriicht d'Decisioun, keng weider Emweltstudien ze maachen, annulléiert huet - wouduerch de POS net méi ëmgesat ka ginn - sollt d'Reglement vum POS als logesch Konsequenz abrogéiert ginn. Dëst ass awer net noutwendeg, well d'Verwaltungsgeriicht souwisou d'Reglement bannent kierzester Zäit wäert annulléieren. Dee Moment trëtt erëm den initiale PAG a Kraaft.

Am Oktober 2016 hu mir eis du mat der Gemeng zesummegesat, fir ze kucken, wat mir fir Méiglechkeeten hunn a wéi mir déi Situatioun kënne léisen.

Wat de POS zu Stengefort ugeet, sou waarde mir d'Uerteeler vum POS Jonglënster a Mamer of, bis weider reglementaresch Schrëtt ënnerholl ginn. An der Tëschenzäit hu mir awer den urspréngleche Projet un d'Requêtë vun der Gemeng ugepasst, dat heescht, dass elo eng méi durabel Struktur fir bis zu 100 Leit geplangt ass. D'Ëmweltstudie fir den adaptéierte Projet sinn och schonn ofgeschloss.

Parallell zu dësen Upassunge sinn och Gespréicher mat der Gemeng gelaf, fir den Terrain eventuell iwwer Modification ponctuelle vum PAG ëmzeklasséieren.

Bis elo ass nach keng aner Plaz an der Gemeng Stengefort ugeduecht fir Opfangstrukture fir DPI.

D'POS DPI zu Jonglënster an zu Mamer sinn den 23. Mäerz 2016 respektiv de 5. Abrëll 2016 per Règlement grand-ducal obligatoresch erkläert ginn. Och do waarde mir, bis an de lafende Geriichtsaffäre Gewëssheet besteet, ier mir mam Bau vun den eenzelen Infrastrukturen ufänken.

Momentan sinn an der Gemeng Stengefort 26 „Demandeurs de protection internationale" (DPI) an „Bénéficiaires de protection internationale" (BPI) a Strukture vum OLAI ënnerbruecht.

Et ass generell net méiglech ofzeschätzen, wéi d'Zuele sech entwéckelen, dofir ass och d'Zuel vun Demandë fir Familljenzesummeféierung net méiglech virauszegesinn.

Question 2925 (18.04.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **culture des asperges:**

Il va sans dire que la culture des asperges constitue une chance pour diversifier l'offre de produits agricoles venant de nos contrées tout en générant des revenus complémentaires pour les entreprises agricoles qui sont prêtes à varier davantage leur production.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter des statistiques concernant le développement de la culture des asperges au Luxembourg?

2) Combien de producteurs ont décidé de s'investir dans ce domaine? Combien d'emplois en dépendent et quel est le chiffre d'affaires total en la matière? Quelles sont les régions préférées pour cultiver des asperges au Luxembourg?

3) Par quels instruments les pouvoirs publics soutiennent-ils la production d'asperges?

Réponse (26.05.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) La culture d'asperges blanches n'est pas très répandue au Luxembourg.

Il faut noter que ce n'est que dans les dernières années que la production commerciale s'est développée dans notre pays, et elle continue d'augmenter progressivement d'année en année.

En 2016 la surface totale déclarée cultivée en asperges a atteint environ huit hectares et au cours de ce printemps trois hectares d'asperges supplémentaires viennent d'être plantés.

ad 2) Actuellement ce sont essentiellement deux entreprises agricoles qui se sont lancées dans cette culture.

En 2006, la famille Hoffman s'est lancée en installant un premier champ d'asperges dans les sols sableux du plateau de Hunsdorf.

L'Oesling n'est certainement pas une région traditionnelle pour la culture des asperges. Ceci n'a cependant pas empêché deux agriculteurs, Luc Hoffmann et Berny Schroeder, associés de la société Legulux, de relever le défi de produire des asperges sur les plateaux ardennais.

Il est difficile de préciser combien d'emplois sont générés par cette culture. Mise à part la saison de récolte, les travaux culturaux peuvent s'intégrer dans les autres activités agricoles des exploitants. Le besoin intense en main-d'œuvre se situe au moment de la récolte. Si pour un hectare de culture d'asperges il faut consacrer grossièrement 200 heures par an pour la conduite de la culture, le besoin en main-d'œuvre pour la récolte arrive au triple, c'est-à-dire environ 600 heures. Une fois que la surface de production devient plus importante, il s'avère nécessaire de recourir à des travailleurs saisonniers pour assurer la récolte.

Par rapport aux grandes régions de production européennes, la production nationale a de sérieux désavantages liés aux facteurs suivants: les conditions climatiques ne sont pas optimales, les sols sont moins favorables et le coût de la main-d'œuvre est élevé. Ceci résulte dans un début de saison plus tardif, un rendement en asperges par hectare nettement inférieur et finalement à des coûts de production plus élevés.

Mais la production nationale a aussi des atouts qu'il faut mettre en évidence.

Il va sans dire que les rendements maxima en quantité à l'hectare ne sont guère synonyme d'une meilleure qualité, que ce soit au niveau de la consistance ou au niveau de la saveur. Dans ce contexte, il faut aussi souligner qu'un des facteurs majeurs intervenant dans la qualité de ce produit est la fraîcheur. Sur ce point, les asperges luxembourgeoises sont imbattables: récoltées aujourd'hui, les asperges peuvent être disponibles dans les restaurants ou les supermarchés le lendemain. Seul l'achat directement auprès du producteur pourrait encore raccourcir ce délai.

Un facteur clé pour la réussite commerciale en matière de production d'asperges à plus grande échelle au Luxembourg est un partenariat loyal et durable entre le producteur et le distributeur, que ce soit une chaîne de supermarchés ou un grossiste. Ce dernier doit être à même de valoriser au mieux ces asperges luxembourgeoises de haute qualité.

Il n'appartient pas au Ministre de l'Agriculture de divulguer des chiffres commerciaux confidentiels tels que le chiffre d'affaires de deux entreprises individuelles. Mais le fait que nos producteurs agrandissent continuellement leurs surfaces de production est probablement un bon indicateur sur la rentabilité de cette culture pour ces agriculteurs. Il faut noter que de tels résultats positifs n'étaient pas évidents au début de cette aventure.

Il est difficile de parler de régions préférées pour cultiver les asperges au Luxembourg. Cependant il est essentiel de cultiver ces plantes sur des sols assez profonds, avec peu de cailloux, pas trop lourds et bien drainés.

ad 3) En ce qui concerne le soutien des pouvoirs publics, la production d'asperges peut bénéficier des aides à l'investissement que ce soit pour l'achat de machines utilisées dans la production dans les champs ou pour les investissements relatifs au conditionnement de ces légumes. La prime pour l'entretien du paysage et de l'espace naturel pour les productions maraîchères est accordée aux producteurs d'asperges qui s'engagent notamment à respecter une fumure azotée raisonnée dans leur culture.

Question 2927 (18.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **référendum en Turquie:**

Déi tierkesch Zeitung „Hürriyet" mellt, datt méi wéi 9.000 tierkesch Statsbierger hir Stëmm op der tierkescher Ambassade zu Lëtzebuerg ofginn hätten. Well awer nëmme 571 wahlberechtegt tierkesch Bierger zu Lëtzebuerg registréiert wären, kéim déi héich Zuel doduerch zustanen, datt Tierken aus den Nopeschregiounen op Lëtzebuerg wiele komm wären.

No Artikel 7 vun der Wiener Konsularrechtskonventioun vun 1963 ass dat problematesch. Et géif bedéngen, datt d'„Circonscription consulaire" vun de konsularesche Funktioune vun der tierkescher Ambassade zu Lëtzebuerg mam Accord vu Lëtzebuerg an deene betraffene Staten ausgedeent gi wär, an dat no enger formeller Notifikatioun duerch déi tierkesch Ambassade.

Hei ass den Artikel 7 vun der Wiener Konsularrechtskonventioun vun 1963:

«Exercice de fonctions consulaires dans un État tiers

L'État d'envoi peut, après notification aux États intéressés, et à moins que l'un d'eux ne s'y oppose expressément, charger un poste consulaire établi dans un État d'assumer l'exercice de fonctions consulaires dans un autre État.»

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister dës Froe stellen:

1. Huet déi lëtzebuergesch Regierung Erkenntnisser doriwwer, wéi vill tierkesch Statsbierger zu Lëtzebuerg ofgestëmmt hunn a vu wou déi Leit koumen?

2. Huet déi tierkesch Ambassade eng Notifikatioun no Artikel 7 vun der Konsularrechtskonventioun offiziell virgeholl an, wa jo, wéini an a wéi enger Form?

3. Wéi huet Lëtzebuerg dorop reagéiert?

4. Wéi hunn eis concernéiert Nopeschstaten dorop reagéiert?

Réponse (04.05.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Neen, d'Regierung huet déi Informatiounen net.

ad 2. An der Note verbale, déi d'tierkesch Ambassade de 24. Februar un den Ausseministère geriicht huet, fir déi néideg Sécherheetsmoossnamen unzefroen, fir de gudde Verlaf vum Referendum zu Lëtzebuerg ze garantéieren, war keng explizitt Indikatioun enthalen iwwert d'Residenz vun den tierkesche Wieler. Hei sief och ze bemierken, dass d'Opstelle vun de Wahlurnen am enke Sënn net onbedéngt eng formell Ausdeenung vum Konsularbezierk erfuerdert fir sämtlech konsularesch Fonctiounen, déi ënnert den Artikel 5 vun der Konsularrechtskonventioun falen. Esou Operatioune kënne plazeweis och an net konsularesche Lokaler ofgehale ginn. Zudeem sinn an dësem Fall keng konsularesch Fonctiounen an Drëttlänner exercéiert ginn.

ad 3. D'lëtzebuergesch Regierung huet deemno net op esou eng Notifikatioun reagéiert.

ad 4. D'Nopeschstaten hunn deemno och net reagéiert.

Question 2928 (19.04.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **heures d'ouverture des magasins:**

En date du 17 mars 2017, la Cour constitutionnelle a rendu l'arrêt n°128/17 dans lequel elle a dit pour droit que:

«Par ces motifs,

dit que les articles 2.h) et 3 de la loi du 19 juin 1995, telle que modifiée par la loi du 21 juillet 2012, réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat, pour autant qu'ils concernent la vente de produits de boulangerie-pâtisserie par l'artisan boulanger et les stations de service, ne sont pas conformes à l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution;»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Endéans quel délai Monsieur le Ministre de l'Économie entend-il réagir à cet arrêt en procédant à la modification de la loi en question?

- Quelles sont les propositions concrètes de Monsieur le Ministre?

- Est-ce que parmi ces propositions, Monsieur le Ministre procédera aussi à une analyse plus générale de la législation en cause pour, le cas échéant, permettre à d'autres branches commerciales de bénéficier des mêmes heures d'ouverture?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la première question posée, concernant une modification de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat en réaction à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 17 mars 2017, je souhaite rappeler que la Cour constitutionnelle s'est prononcée sur la constitutionnalité de certaines dispositions de cette loi, à la demande du tribunal administratif, afin que ce dernier puisse régler un litige précis.

En conséquence, l'affaire sera renvoyée devant le tribunal administratif, qui sera maintenant amené à se prononcer sur le fond, après avoir invité les parties à présenter leurs arguments à la lumière de cet arrêt de la Cour constitutionnelle.

Le Ministère de l'Économie attend donc le jugement du tribunal administratif pour ce qui est du cas d'espèce dont il est saisi afin de tirer tous les enseignements. Il s'agit ensuite de décider dans une première phase s'il convient d'interjeter appel, ce d'autant que la législation actuelle permet de régler ce cas par le biais d'une demande de dérogation sectorielle aux heures de fermeture prévue par la loi. En effet, le requérant n'a pas effectué cette démarche alors qu'elle a précisément pour objectif de placer toutes les personnes concernées d'un secteur d'activité - en l'occurrence les boulangers pâtissiers - sur un pied d'égalité pour ce qui est des heures de fermeture à respecter.

Cependant, comme toute jurisprudence, et même s'il s'agit de la résolution d'un cas d'espèce, cet arrêt de la Cour constitutionnelle va demeurer et aura vocation à s'appliquer pour l'avenir et par analogie à toutes les situations similaires en matière d'heures de fermeture.

Ceci m'amène à répondre à la seconde et à la troisième question, tenant aux propositions concrètes envisagées et à l'éventualité d'un alignement des heures d'ouverture à d'autres secteurs, en ce que je prends acte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle et de ses implications sur la différenciation actuellement opérée dans notre régime des heures de fermeture, et, qu'à minima, la question désormais saillante de la constitutionnalité entraînera sans doute le besoin de revoir et d'aménager au moins certaines plages d'ouverture et modalités de la loi.

Dans ce contexte et conformément au programme gouvernemental, le Ministère de l'Économie a entrepris un examen de l'ensemble du régime des heures d'ouverture, puisqu'une étude confiée au LISER afin d'étudier de manière complète la question des heures d'ouverture et ses implications, y compris sociales, est en cours de réalisation et permettra d'éclairer la discussion subséquente.

Au-delà de la question de la constitutionnalité et du besoin d'aligner au moins certaines plages d'ouverture, les enseignements de l'étude LISER guideront, après concertation avec toutes les parties concernées, la marche à suivre en ce qui concerne l'ensemble de notre régime d'heures de fermeture.

Question 2929 (20.04.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation:**

La presse allemande (voir «Die Welt» du 11 avril 2017) s'est fait l'écho d'une certaine inquiétude auprès d'experts de l'industrie du bâtiment nationale en ce qui concerne l'abaissement de certains seuils techniques pour des nouveaux matériaux de construction et d'isolation. En effet, depuis le 16 octobre 2016, certains isolants thermiques ne sont plus soumis à des tests de qualité concernant le dégagement de substances nocives. Cette modification est due à des dispositions moins contraignantes émises par l'Union européenne. Par la suite les experts craignent que l'utilisation non contrôlée des isolants comme le polystyrène puisse provoquer des incendies très virulents. En outre des installations d'eau potable ne seraient plus contrôlées adéquatement concernant l'émission de substances toxiques. Il en serait de

même pour les sols en bois et des équipements de plafonds.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre est-elle consciente de l'introduction de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation?

- Alors que l'industrie de la construction allemande juge que les adaptations techniques pourraient augmenter les risques pour les usagers, Madame la Ministre a-t-elle pu avoir des discussions avec les représentants de l'industrie de construction luxembourgeoise à ce sujet?

- Madame la Ministre partage-t-elle les vues énoncées par les experts allemands? Le cas échéant, quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle de mettre en place au Grand-Duché?

Réponse (31.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'article publié dans «Die Welt» auquel fait référence la question de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, il n'y a pas eu d'introduction récente de dispositions moins contraignantes pour certains matériaux de construction et d'isolation.

Les produits de construction sont soumis aux règles de libre circulation des marchandises dans l'Union européenne. Depuis le 1er juillet 2013, le règlement (UE) 305/2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil est d'application. Il se base sur l'établissement de spécifications techniques harmonisées permettant l'évaluation des performances des produits de construction, le développement d'un langage commun pour la déclaration de ces performances et l'apposition d'un marquage (marquage CE) indiquant la conformité du produit aux performances déclarées et aux exigences applicables en vertu de la législation européenne.

Il s'avère que l'Allemagne a été contrainte, suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne d'octobre 2014, de renoncer aux exigences supplémentaires pour l'accès de certains produits de construction au marché allemand et leur utilisation sur le territoire allemand. L'Allemagne disposait par la suite d'un délai de deux années pour appliquer les méthodes et les critères d'évaluation prévus dans le cadre des normes européennes harmonisées.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le paquet «Klimabank an nohaltegt Wunnen» vise à promouvoir la construction et l'habitat durables de même que la rénovation énergétique durable de logements anciens. C'est ainsi que le régime d'aides financières «prime house» se base dorénavant, pour les nouveaux bâtiments d'habitation, sur une sélection de critères du système de certification de durabilité LENOZ, dont le critère «évaluation environnementale des matériaux de construction». Pour ce qui est de l'assainissement énergétique durable de logements existants, le régime d'aides prend en compte la qualité écologique des matériaux d'isolation (impacts environnementaux et besoin en énergie primaire) et la capacité d'un démontage facile de ces matériaux en vue de leur réutilisation ou recyclage ultérieur.

Question 2930 (24.04.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **emplacements privatifs de stationnement pour véhicules automobiles dans le cadre de création d'une unité d'habitation:**

En réponse à la question parlementaire n°2845 au sujet du stationnement sur la voie publique, Monsieur le Ministre confirme avoir connaissance de cette problématique et informe ne pas vouloir légiférer en la matière étant donné que les solutions préconisées par la soussignée risquent de porter atteinte aux droits civils de propriété et de la liberté contractuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quels conseils respectivement solutions le Gouvernement proposerait-il aux communes afin d'endiguer le phénomène de stationnement résidentiel dans la rue sans porter atteinte aux droits civils de propriété et de la liberté contractuelle?

Réponse (30.05.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire n°2845 au sujet du stationnement sur la voie publique, j'ai informé l'honorable Députée qu'en matière de création d'un logement en exécution d'une autorisation de construire délivrée par le bourgmestre, les communes sont habilitées à exiger des emplacements en nombre suffisant en cas de création de toute unité d'habitation.

Force est donc de constater que toute création d'un logement, notamment dans l'espace rural, est accompagné par l'aménagement d'emplacements en nombre suffisant. Le stationnement résidentiel sur la voie publique semble donc souvent résulter de la commodité de certains automobilistes qui préfèrent stationner le long de la voie publique plutôt que de faire usage d'emplacements de stationnement privatifs réellement créés et existants. Ce comportement s'explique notamment par le fait que les emplacements privatifs sont souvent peu attrayants et difficiles d'accès, notamment ceux prévus dans les sous-sols des maisons plurifamiliales.

Le ministère ne peut donc qu'encourager les communes à veiller à ce que des prescriptions dimensionnelles soient fixées dans le cadre de l'élaboration des projets d'aménagement particulier respectivement du règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, afin d'assurer que les emplacements créés soient d'une certaine attractivité et puissent de ce fait effectivement être affectés à leur destination.

Toutefois, cette approche ne doit en aucun cas se heurter au principe d'une urbanisation harmonieuse en mettant en avant le développement individuel et collectif et en promouvant la mobilité douce.

Dans le cadre des travaux de révision du règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, en collaboration avec l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils (OAI), j'ai avisé mes services à proposer des réponses adéquates.

Finalement, je tiens également à rappeler qu'en application de l'article 5 du Code de la route, les communes peuvent également, d'une manière générale, réglementer ou interdire la circulation, le stationnement et le parcage sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements concernent la circulation sur la «voirie communale» ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations:

L'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose en effet que: «Les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parcage dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route ainsi que dans l'intérêt de la qualité de vie des riverains et du développement ordonné des agglomérations. Elles peuvent, notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels, prévoir des modalités particulières d'utilisation des emplacements de stationnement et de parcage en faveur des résidents.»

Question 2931 (25.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **création d'un Fonds monétaire européen:**

D'après la presse, le Ministre des Finances allemand a réitéré sa revendication de création d'un Fonds monétaire européen.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Cette proposition a-t-elle déjà été évoquée lors des réunions des ministres des Finances de la zone euro?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la création d'un tel Fonds monétaire européen, voire l'extension des missions de l'ESM? Quelles seraient les attributions de cette institution?

Réponse (26.05.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'Eurogroup n'a pas discuté de la création d'un éventuel Fonds monétaire européen ni d'une éventuelle extension du mandat du Mécanisme européen de stabilité (MES).

L'idée d'un Fonds monétaire européen n'est pas nouvelle et a été avancée dès 2010 lors de la mise en place des mesures de sauvetage et de stabilisation de la zone euro. Le président de l'Eurogroup Jeroen Dijsselbloem a également évoqué par le passé la création d'un Fonds monétaire européen qui remplacerait le Fonds monétaire international pour les futurs plans de sauvetage de pays de la zone euro en difficulté. Plus récemment, le ministre Wolfgang Schäuble et le candidat à la présidence Emmanuel Macron se sont entretenus de ce sujet à l'occasion d'une rencontre début mai 2017, en évoquant une éventuelle transformation du MES.

Une extension des missions du MES devrait nécessairement passer par une modification du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité. Il n'existe pas à ce jour de proposition concrète relative à la création d'un Fonds monétaire européen.

Le Luxembourg est disposé à examiner le moment venu une telle proposition et à considérer dans ce contexte les idées novatrices visant à renforcer l'intégration de la zone euro.

Question 2932 (25.04.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **production dans le bâtiment:**

D'après un article paru dans la presse vendredi dernier, la production dans le bâtiment viendrait de chuter de 19,4% en janvier 2017 par rapport à janvier 2016.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces chiffres?

- Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette évolution?

Réponse (09.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Les données mensuelles de l'activité dans la construction reprises par la presse et par les honorables Députés dans leur question et qui font état d'une baisse de la production de 19,4% sur un an en janvier 2017 sont les chiffres élaborés et publiés par le Statec.

Il convient de préciser que cette baisse ne relève cependant pas uniquement du domaine du bâtiment, comme indiqué dans la question: elle concerne l'ensemble du secteur de la construction, qui inclut les domaines du bâtiment, du génie civil et des travaux spécialisés (installation et parachèvement).

Concernant la nature de cette baisse, elle relève a priori de facteurs non conjoncturels, liés à la fois au calendrier des congés collectifs et aux aléas climatiques.

D'une part, les congés collectifs d'hiver du bâtiment et génie civil ont eu lieu du 24 décembre 2016 au 11 janvier 2017, soit plus tard que l'année précédente (du 19 décembre 2015 au 06 janvier 2016). De ce fait, cela représente pour les bénéficiaires de ces congés une baisse de trois jours ouvrables en janvier 2017, soit -15% environ par rapport à janvier 2016. Pour les mêmes raisons, et de manière symétrique, la production du mois de décembre 2016 a bénéficié d'un nombre de jours ouvrables plus important que l'année précédente et affiche ainsi une hausse de plus de 11% sur un an.

D'autre part, les températures de janvier 2017 ont été plus froides que d'accoutumée. La température moyenne relevée à la station de Merl en janvier 2017 a été de -1,5°, soit le mois de janvier le plus froid enregistré depuis 1997 (la température normale saisonnière pour un mois de janvier est proche de +2°, et elle était de 2,5° en janvier 2016). Or, des températures aussi faibles constituent toujours un frein pour l'activité du bâtiment et du génie civil, car elles ne permettent pas toujours (cela dépend des technologies employées) une prise optimale du ciment pour les ouvrages en béton. En effet, cette vague de grand froid en janvier 2017 a touché bien d'autres pays d'Europe que le Luxembourg. Ainsi, la production de la construction pour l'ensemble de la zone euro affiche une baisse de plus de 5% sur un an en janvier 2017. Elle rebondit nettement en février 2017 (+7,1% sur un an), un mouvement que l'on devrait également observer pour le Luxembourg (les données de production du mois de février ne sont pas encore disponibles).

La forte baisse de la production dans le secteur de la construction observée en janvier 2017 s'explique donc avant tout par des facteurs climatiques et de calendrier plutôt que par des facteurs conjoncturels (i. e. liés à une baisse de l'offre ou de la demande). Cette idée est corroborée par le niveau de confiance historiquement élevé des entrepreneurs de la construction au Luxembourg au début de 2017, tel qu'il ressort des enquêtes d'opinion mensuelles effectuées par le Statec.

Question 2933 (25.04.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **«roaming»:**

Dans un communiqué de presse du 10 avril 2017, l'ULC prévient les opérateurs de téléphonie mobile à ne pas compenser par la petite porte la suppression des frais d'itinérance par de nouveaux contrats avec des prix plus élevés.

C'est par la suite et en réaction à des informations parues dans la presse que l'IRL a tenu à préciser via communiqué que de telles pratiques ne seraient pas conformes à la réglementation en question.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quels sont les moyens à disposition de l'IRL pour lutter contre des pratiques jugées illégales de différents opérateurs mobiles? Le Gouvernement juge-t-il que ces moyens soient suffisants?

- Dans la négative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour prévenir de telles pratiques illégales?

- Quels conseils le Gouvernement peut-il donner aux consommateurs pour réagir à d'éventuelles hausses de prix?

- Où se trouvent les travaux concernant l'introduction des actions de groupe prévue dans le programme gouvernemental?

Réponse commune (24.05.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

À partir du 15 juin 2017, les nouvelles règles européennes en matière de roaming seront d'application. À partir de ce moment, les communications effectuées par les clients des opérateurs mobiles luxembourgeois dans un autre État membre de l'Union européenne ne pourront en principe plus être grevées d'une surcharge. Ce sera le «roam like at home»: Le tarif sera le même que s'ils effectuaient la même communication au Luxembourg.

Il n'appartient pas au ministre, mais au régulateur, donc à l'ILR, de constater d'éventuelles violations du cadre légal en vigueur. L'ILR dispose des moyens de sanction adéquats puisque l'article 83 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, après entrée en vigueur de la modification y apportée pour un projet de loi que la Chambre des Députés vient d'adopter en date du 9 mai 2017, prévoit que l'ILR peut, en cas de violation de la loi en question ou du règlement européen directement applicable, prononcer des sanctions, dont des amendes. Il peut même fixer une astreinte.

En cas de hausse de prix imposée à un abonné en cours de contrat, l'abonné a le droit de résilier sans frais le contrat, et l'opérateur a d'ailleurs l'obligation d'informer les abonnés concernés au moins un mois avant l'application des nouvelles conditions et de leur rappeler leur droit de résilier. Les abonnés subissant une hausse de prix ont donc intérêt, avant l'expiration du délai de résiliation, de comparer les différentes offres des opérateurs avant de décider de poursuivre avec leur abonnement ou de résilier. Ainsi, dans le cas où l'abonné opterait pour signer un nouveau contrat auprès d'un autre opérateur avant de résilier son contrat existant, il pourra néanmoins garder son numéro par application des règles sur la portabilité des numéros mobiles.

Il est utile de noter que l'ILR n'a pas de compétence pour fixer ou valider les prix des abonnements proposés. L'ILR régule les prix de gros (à régler entre opérateurs notamment pour l'utilisation réciproque des réseaux) et non pas les prix de détail (c'est-à-dire le prix des services proposés aux clients).

Pour ce qui est de la question relative au recours collectif, une analyse comparative des législations y relatives en vigueur dans nos pays voisins est actuellement en cours. Cette analyse permettra de prendre ensuite une décision quant à l'opportunité d'introduire un régime d'actions de groupe en droit luxembourgeois.

Question 2934 (25.04.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **protection des «arbres remarquables»:**

Au Luxembourg, il existe plusieurs niveaux de protection des «arbres remarquables». Certains arbres sont classés comme monument national (liste A) ou sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux (liste B). D'autres arbres peuvent être classés sur une

«liste des arbres remarquables» actualisée par l'Administration de la nature et des forêts.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement.

1) Quelle est la procédure de classement d'un arbre en tant que «monument national»?

2) Combien d'arbres figurent actuellement sur la liste des immeubles et objets bénéficiant d'une protection nationale?

3) Qui est responsable de l'entretien des arbres classés comme monument national (listes A et B) respectivement des arbres classés sur la «liste des arbres remarquables»?

4) Sous quelles conditions l'abattage de tels arbres peut-il avoir lieu?

Réponse (31.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Cette procédure est définie par la loi du 18 juillet 1983 «concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux» (art. 2-8). Cette question relève par ailleurs de la compétence du Service des sites et monuments nationaux.

ad 2) Cette question relève de la compétence du Service des sites et monuments nationaux.

ad 3) Le Service des sites et monuments nationaux a pour mission d'assurer l'étude et l'exécution des mesures et des travaux de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine culturel immobilier (art. 2 de la loi du 19 septembre 1977 portant création d'un service des sites et monuments nationaux). D'après l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 septembre 1980 fixant les compétences du Service des sites et monuments nationaux créé par la loi du 19 septembre 1977, le Service des sites et monuments nationaux «prête son concours au ministre compétent pour l'exécution des lois qui ont pour objet la conservation et la protection des sites, des ensembles architecturaux, du patrimoine historique immobilier et des monuments nationaux. À cet effet, il est chargé d'études relatives aux objets prévus à l'alinéa qui précède et constitue l'organe d'exécution pour les décisions prises».

En application de l'article 53 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et du règlement concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel, les travaux d'entretien ou de restauration «d'arbres remarquables» peuvent être subventionnés. À ce moment, ces travaux sont avisés et supervisés par l'Administration de la nature et des forêts.

ad 4)

- La destruction d'un arbre classé «monument national» conformément à l'article 1er de loi du 18 juillet 1983 «concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux» doit être autorisée par le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles. L'abattage d'un arbre inscrit sur «l'inventaire supplémentaire» conformément à l'article 17 de la loi précitée doit être notifié trente jours auparavant au Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles, qui peut par la suite informer le propriétaire de l'arbre de son intention d'engager la procédure de classement.

- À côté de la législation sur les sites et monuments nationaux, la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit également des mesures de protection pour les «arbres remarquables»:

art. 14: une autorisation du Ministre est requise pour:

c.) l'abattage ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres bordant les chemins et routes formant limite entre parcelles cadastrales;

e.) l'abattage ou la destruction d'un ou de plusieurs arbres sur les places publiques et sur les fonds constituant des dépendances d'un édifice public ou d'un monument public ou privé;

art. 17: Il est interdit de réduire, de détruire ou de changer les biotopes tels que mares, marécages, marais, sources, pelouses sèches, landes, tourbières, couvertures végétales constituées par des roseaux ou des joncs, haies, broussailles ou bosquets.

Question 2935 (26.04.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**offre pédagogique du «Sportlycée»:**

Q214

Le «Sportlycée» est une institution qui a comme but de mettre en place des conditions privilégiées aux jeunes sportives et sportifs talentueux afin de les préparer à des performances de haut niveau tout en leur garantissant l'égalité des chances vis-à-vis de leur formation scolaire et professionnelle.

Selon nos informations, l'offre pédagogique du «Sportlycée» se présente comme suit: Au cycle inférieur, le lycée offre des classes de 7e, 6e et 5e moderne en secondaire classique et des classes de 7e ST et 8e et 9e TE en secondaire technique. Le lycée offre aussi les sections B, C, D et G au cycle supérieur en secondaire classique. Pour les classes du cycle supérieur dans l'enseignement technique, le lycée a mis en place une coopération avec le Lycée technique de Bonnevoie (LTB). Les élèves du régime préparatoire n'ont cependant pas de possibilité de poursuivre des études dans le «Sportlycée».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre des Sports:

1. Pour quelles raisons l'offre pédagogique du «Sportlycée» n'inclut-elle pas de classes de l'enseignement modulaire?

2. Messieurs les Ministres partagent-ils notre avis que cette absence dans l'offre pédagogique du «Sportlycée» est contraire à l'idée de l'égalité des chances pour tous les élèves?

3. Est-ce que la coopération entre le «Sportlycée» et le LTB pourrait être élargie à l'enseignement modulaire du régime préparatoire?

Réponse commune (02.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Le Ministre des Sports et moi-même rejoignons les honorables Députés dans leur appréciation que l'offre du «Sportlycée» devrait également répondre aux besoins des élèves de l'enseignement modulaire.

Force est de constater que le «Sportlycée» connaît actuellement un succès considérable et qu'il nécessiterait un agrandissement.

Pour cette raison, nous allons conjointement saisir le Conseil de Gouvernement quant au futur développement dudit lycée. Dans ce contexte, l'élargissement de la coopération entre le «Sportlycée» et une école comprenant l'enseignement modulaire sera considéré.

Question 2936 (26.04.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **sociétés de participation financières (SOPARFI):**

Dans leur réponse à notre question parlementaire n°2673, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de la Justice confirment une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relèvent les SOPARFI, avec une progression de l'ordre de 358 unités entre 2014 et 2015, contre 195 entre 2013 et 2014, et 189 entre 2013 et 2012. Ils constatent par ailleurs depuis 2015 une tendance baissière de création de telles sociétés. Ils indiquent enfin que des analyses plus poussées seraient nécessaires pour mesurer l'ampleur exacte et l'impact éventuel au niveau des recettes fiscales correspondantes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les informations relatives aux dissolutions et liquidations, voire aux créations de SOPARFI par année civile pour les années 2012 à 2017?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les recettes fiscales engendrées par le secteur des SOPARFI pour les années 2014 à 2017 en distinguant par année civile et en fonction de l'impôt concerné (IRC, IF, IS, etc.)?

- Sur base des analyses du Gouvernement, quel est l'impact des restructurations constatées dans le secteur des SOPARFI sur les recettes fiscales par an pour les années 2014 à 2017? Quels sont les effets induits par ces restructurations sur le secteur financier dans son ensemble?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin nous indiquer les projections du Gouvernement en termes de recettes fiscales supplémentaires engendrées par l'augmentation de l'impôt minimum sur la fortune des SOPARFI au moment du dépôt du projet de loi relatif à la réforme fiscale et l'impact des dissolutions/liquidations précitées sur ces projections?

Réponse (26.05.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En complément des points évoqués dans leur question parlementaire n°2673, les honorables Députés posent des questions supplémentaires concernant l'évolution des sociétés de participations financières (SOPARFI) et des recettes fiscales correspondantes.

Tel qu'indiqué dans la réponse du 10 février 2017 à la question parlementaire n°2673, il convient de rappeler que les SOPARFI ne constituent pas une forme particulière de société commerciale, mais des sociétés pouvant revêtir diverses formes juridiques (notamment société anonyme et société à responsabilité limitée).

Même s'il est possible de confirmer une certaine accélération du nombre des dissolutions ou liquidations dans la catégorie des sociétés dont relèvent les SOPARFI, les premières analyses par rapport à l'impact éventuel au niveau de l'évolution des recettes fiscales correspondantes ont mis en exergue une variation positive en général de ces recettes sur la période de 2014 à 2016. Par ailleurs, les chiffres présentés à la Cofibu/Comexbu en date du 12 mai 2017 font apparaître une évolution favorable de ces recettes pour l'année en cours.

Pour autant que de besoin, je me tiens à la disposition des honorables Députés pour une discussion plus poussée de ces éléments dans le cadre d'une prochaine réunion de la Commission des Finances et du Budget.

Question 2937 (27.04.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **familles d'accueil:**

En mai 2016, le Gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation afin de trouver davantage de familles d'accueil.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°2326, Monsieur le Ministre fait souligner en date du 21 octobre 2016 que: «Pour promouvoir l'accueil en famille et pour mieux encadrer les différentes situations d'accueil en famille, le Gouvernement entend déposer au cours des prochains mois un projet de loi spécifique.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer le projet de loi au sujet des familles d'accueil?

2) Quels critères les familles intéressées doivent-elles remplir pour devenir une famille d'accueil?

3) Existe-t-il une liste d'attente pour les familles intéressées?

4) Dans l'affirmative, combien de familles se trouvent actuellement sur la liste d'attente pour devenir famille d'accueil?

5) Combien de temps en moyenne prend le processus pour devenir famille d'accueil?

6) Combien de temps les familles doivent-elles attendre avant de pouvoir accueillir un enfant?

7) De quelles aides financières les familles d'accueil peuvent-elles bénéficier?

Réponse (02.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Il est prévu de déposer le projet de loi précisant l'exercice de l'accueil en famille au cours de l'année.

ad 2) Toute personne majeure résidant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui est prête à offrir un lieu de vie adéquat et des soins appropriés à un enfant en détresse, peut se porter candidate pour devenir famille d'accueil.

Suite à une «procédure de sélection-préparation-formation de maximum 30 heures» à passer dans un des trois services d'accompagnement agréés en matière «d'assistance psychique, sociale ou éducative en famille» de leur choix, les parents d'accueil doivent demander un agrément au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur base d'un certificat de sélection qui leur est délivré à la fin de la procédure et d'une visite du logement dans lequel s'effectuera l'accueil.

Les familles intéressées doivent pouvoir s'exprimer dans au moins une des trois langues (allemand, français ou luxembourgeois) prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Elles doivent répondre aux conditions d'honorabilité et ne pas avoir fait l'objet de condamnations pénales incompatibles avec l'exercice de l'accueil en famille.

Conformément à l'article 20 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse, la personne ayant la principale responsabilité de l'accueil en famille doit participer à une formation continue si elle ne dispose pas déjà d'une qualification professionnelle dans le domaine psychosocial ou socio-éducatif la dispensant des conditions de formation.

ad 3) Les familles d'accueil intéressées sont invitées à remplir un dossier de candidature pour l'activité d'accueil socio-éducatif en famille d'accueil et à l'envoyer au Service de l'aide à l'enfance du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce service fait parvenir un accusé de réception à la famille concernée et l'oriente de suite vers les services d'accompagnement de l'accueil en famille.

Toute personne intéressée à devenir famille d'accueil doit être reçue pour un premier entretien endéans les deux semaines par le service d'accompagnement auprès duquel elle s'adresse. Ce service se concerte alors avec la famille d'accueil potentielle quant à la date de début de la procédure de sélection.

Suite à la campagne de sensibilisation lancée par mon département, les services d'accompagnement ont commencé à gérer des listes pour mieux répondre à l'afflux de nouvelles demandes et faciliter la mise à jour régulière des nouvelles candidatures et procédures de sélection en cours.

ad 4) Actuellement, 57 familles d'accueil potentielles ont déposé leur candidature ou doivent encore entamer la procédure de sélection.

ad 5) Le processus en question s'étend en moyenne sur six mois.

ad 6) Les familles d'accueil peuvent entamer concrètement le projet d'accueil d'un enfant en détresse, avec le soutien de leur service d'accompagnement, dès qu'elles sont en possession d'un agrément soit conditionné, soit non conditionné et d'une reconnaissance comme service d'aide sociale à l'enfance, délivrés par mon Ministère.

ad 7) Les parents d'accueil agréés touchent un montant mensuel versé par l'Office national de l'enfance. Le montant est composé d'une part de frais d'entretien concernant l'enfant accueilli et d'autre part de frais d'indemnisation concernant le travail fourni par les parents d'accueil. Les frais d'entretien sont progressifs par trois tranches d'âge. Les montants des forfaits sont fixés par le règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 précisant le financement des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille.

Si la prise en charge de l'enfant en famille d'accueil occasionne certains frais spéciaux (médicaux, scolaires, paramédicaux et parascolaires), ils peuvent être pris en charge moyennant une procédure de remboursement par le service d'accompagnement.

Question 2938 (27.04.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **cours de langue:**

La nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise est entrée en vigueur le 1er avril. Parmi les nouvelles dispositions figure le cas des citoyens qui résident depuis 20 ans au Luxembourg. Ceux-ci obtiennent la nationalité après avoir suivi 24 heures de cours de luxembourgeois. Selon l'article 28 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, «le cours est organisé par l'Institut national des langues ou un prestataire dont le programme du cours est agréé par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions».

Selon nos informations, le nombre de résidents désirant obtenir la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 28 est assez nombreux, résultant dans des listes d'attente auprès de l'INL.

En tenant compte de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Dans le cadre de l'article 28 de la loi susmentionnée, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de faire valider les certificats attestant la participation au cours de langue luxembourgeoise, émis par d'autres prestataires non agréés, voire des communes?

Réponse (02.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Les trois questions de l'honorable Députée concernent l'acquisition de la nationalité par option selon l'article 28 de la loi sur la nationalité du 8 mars 2017.

Les services de mon Ministère confirment que le nombre de personnes désirant obtenir la nationalité luxembourgeoise par option sur base de l'article 28 est très élevé. Parmi le groupe cible, beaucoup de personnes résidant depuis plus de 20 ans au Luxembourg, ont déjà suivi une formation de langue luxembourgeoise.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le Ministère, par le biais de l'Institut national des langues (INL) et du Service de la formation des adultes (SFA), a mis en place une procédure pour valider des cours fréquentés à l'INL respectivement dans les lycées et les communes et associations conventionnées.

L'INL valide les certificats émis à l'issue de cours d'une durée de plus de 35 heures (les certificats sont émis sur base d'une présence de 70%).

Comme, depuis 1991, le programme de chaque cours dispensé par un lycée respectivement par une commune ou association conventionnée est agréé par le Ministère (label de qualité), le Service de la formation des adultes valide les certificats de ces cours en attestant leur conformité par rapport aux exigences de l'article 28 de la loi y relative.

C'est ainsi que des centaines de personnes ont pu se faire valider leurs apprentissages de la langue luxembourgeoise et remplissent ainsi la condition requise par ledit article.

Concernant les personnes qui n'ont pas encore fréquenté des cours, le Ministère a pris plusieurs mesures pour garantir à court terme une offre appropriée:

1. Les personnes concernées sont invitées à profiter de la vaste offre de cours dispensés par l'INL, les lycées et les communes et associations conventionnées.

2. Le SFA a fait appel aux communes et associations conventionnées pour mettre en place des offres supplémentaires pour ceux qui maîtrisent déjà notre langue (offre axée sur l'expression écrite, des éléments de culture luxembourgeoise et la conversation) et pour ceux qui ne maîtrisent pas notre langue (une offre axée sur l'expression orale et qui motive la poursuite de l'apprentissage du luxembourgeois).

3. Le SFA est en train d'élaborer une procédure pour les prestataires non agréés, qui lui permettra d'agréer les programmes de cours de luxembourgeois dans le cadre de la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise. Les personnes ayant fréquenté un tel cours auprès d'un prestataire non agréé jusqu'à présent, pourront dorénavant se faire valider leur certificat par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Question 2942 (28.04.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **«Cité Syrdall»:**

Le projet immobilier «Cité Syrdall» à Wecker déferle la chronique depuis des années, sinon des décennies. À intervalles réguliers, la presse nationale remet le sujet en avant.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel est le pourcentage de parcelles appartenant en ce moment au Fonds du logement?

- Y a-t-il eu des changements de propriétaires ces dernières années?

- Quelles sont les dernières nouvelles dans ce dossier?

Réponse (29.05.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Le Fonds d'assainissement de la «Cité Syrdall» est un établissement public créé par la loi du 10 décembre 1998 et constitue en effet un héritage complexe puisqu'à ce jour le Fonds n'a pas pu s'emparer de l'ensemble des lots nécessaires qui lui permettrait d'accomplir son objectif initial. Vous n'êtes pas sans savoir que l'historique dudit site a pris son origine longtemps avant la création du Fonds d'assainissement et vous pouvez bien vous imaginer que ces longues années avec une multitude d'épisodes et de revirements n'ont pas aidé à faciliter la tâche.

L'ensemble immobilier à acquérir dans la «Cité Syrdall» représentait à l'origine 39 immeubles avec 220 unités de logement et 26 parcelles non bâties, le tout réparti sur 120 propriétaires différents.

À ce jour, le Fonds d'assainissement de la Cité Sydrall est propriétaire de 181 unités de logement sur 220, soit 82% de l'ensemble des unités, et 81% des surfaces bâties.

Les terrains non bâtis et les infrastructures existantes d'une surface totale de 6,52 ha sont à l'heure actuelle classés en une zone à restructurer. Sur la prédite surface, le Fonds d'assainissement est entre-temps propriétaire de 2,33 ha, ce qui représente près de 36% de la totalité.

Durant la période de 2010 à 2016, le Fonds d'assainissement a acquis 59 unités et six terrains d'une contenance de 93,93 ares, provenant de 15 propriétaires différents. Au cours des deux dernières années, 15 unités ont pu être acquises.

Les négociations avec les propriétaires restants se poursuivent en vue de trouver des accords pour l'acquisition de leurs biens.

En parallèle, les dernières unités acquises seront soumises à des travaux de désamiantage. Ainsi 14 immeubles seront prévisiblement démolis d'ici la fin de l'année 2017. À la fin de ces travaux, 21 des 39 immeubles auront été détruits.

Question 2943 (28.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **demandeurs de protection internationale:**

Déi rezent Statistiken iwwert d'Ufroe fir den internationale Schutz weisen drop hin, datt nach ëmmer vill Leit dëse Statut zu Lëtzebuerg ufroen.

An dësem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng medezinnesch Tester gi routinnemëisseg mat deene Migrante gemaach, déi op Lëtzebuerg kommen? Sinn do och Tester op ustiechend Krankheeten derbäi, wéi z. B. Tuberkulos, HIV oder Hepatitis? Ginn d'Migranten iwwer hir Testresultater esou informéiert, datt si se kënne verstoen?

2. Vill Migrante bekloe sech iwwert d'Längt vun de Prozeduren. Denkt d'Regierung un nei Schrëtt, fir d'Längt vun de Prozedure weider ze verkierzen?

3. Wéi transparent sinn déi administrativ Asylprozedure fir déi Betraffen? Hu si d'Méiglechkeet, gewuer ze ginn, wou hiren Dossier drun ass? Wann net, denkt d'Regierung drun, déi Prozedure méi transparent ze maachen?

4. Ass d'Regierung zu all Ableck esou gutt iwwert d'Lag an den Hierkonftslänner informéiert, z. B. wat d'Sécherheetslag ugeet oder d'Situatioun vu verschiddene Minoritéiten, datt si no beschtem Wëssen a Gewësse kann hir Decisiounen an den Asylprozeduren huelen?

5. Gi Facteure wéi bewisen Integratiounsfäegkeet, zum Beispill duerch d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch oder d'Präsenz vun anere Membere vun der Famill vun deene betraffene Migranten zu Lëtzebuerg, an deenen administrative Prozedure mat berücksichtegt?

6. Wëllt d'Regierung op europäeschem Niveau Initiativen huelen, fir d'Réckféierung vun deene sougenannten „Dublin-Fäll" an déi zoustänneg Länner ze akzeleréieren? Wa jo, wéi eng?

Réponse commune (16.05.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 18. Dezember 2016 iwwert den Accueil vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg international Protektioun froen, mécht eng medezinnesch Ënnersichung fir dës Persounen obligatoresch. Dës Ënnersichung gëtt vun engem Dokter vun der Direction de la santé duerchgefouert am Hibléck op d'ëffentlech Gesondheet. Tester op Krankheete wéi z. B. Tuberkulos, HIV an Hepatitt sinn ënner anerem och virgesinn. Wann d'Testresultater op eppes hiweisen, wat muss behandelt ginn, gëtt dat dem Betraffene mat Hëllef vun engem Interpret matgedeelt.

ad 2. Déi verschidden Etappe vun der Prozedur sinn an engem europäeschen a gesetzleche Kader festgehalen, soudass keng vun den Etappe kann iwwerspronge ginn. D'Dauer vun der Prozedur gëtt engersäits vum Volume vun den Dossieren an anerersäits vun der Komplexitéit vun all eenzelnen Dossiere bestëmmt. An de leschten zwee Joer si béid Facteuren an d'Luucht gaangen. Fir deem entgéintzewierken, sinn d'Ressourcë vun der Direction de l'immigration verstäerkt ginn. Dës Verstäerkung ass amgaangen, hir Friichten ze droen.

ad 3. Wat d'Obligatioun ubelaangt, d'Leit, déi international Protektioun ugefrot hunn, ze informéieren, hält d'Direction de l'immigration sech un dat nationaalt Gesetz, dat virschreift, dass all Persoun informéiert muss ginn, wann den Delai vun der Instruktioun vun der Demande iwwer sechs Méint erausgeet. Op Ufro vum Demandeur oder sengem Mandataire gëtt d'Persoun iwwert d'Grënn vun dem Retard informéiert.

ad 4. De Service „Réfugiés" vun der Direction de l'immigration gräift op e forméiert a spezialiséiert Personal zréck, dat et erméiglecht, no beschtem Wëssen a Gewëssen Decisiounen an der Asylprozedur ze huelen. Déi eenzel Membere vum Service si spezialiséiert op spezifesch geografesch Regiounen. Si maachen déifgrënneg Recherchen iwwert déi eenzel Länner a Regiounen. Si hunn dobäi Zougréff op verschidde spezialiséiert Datebanken a ginn dobäi ënnerstëtzt vu Leit, déi speziell forméiert sinn, fir Country of Origin Information (COI) ze sammeln.

ad 5. An dësem Kontext muss een d'Asylprozedur an d'Immigratiounsgesetz onofhängeg vunenee kucken.

Bei der Asylprozedur si Facteure wéi d'Integratiounsfäegkeet oder d'Präsenz vun anere Membere vun der Famill vun deenen betraffene Migranten zu Lëtzebuerg net bei der Decisioun ze berücksichtegen. Hei gi reng d'Kritären, déi fir d'international Protektioun virgesi sinn, applizéiert.

Am Kader vum Immigratiounsgesetz kënnen allerdéngs verschidde Facteure berücksichtegt ginn. Den Artikel 89 schwätzt zum Beispill vun engem reellen Integratiounswëllen („réelle volonté d'intégration").

ad 6. Um europäeschen Niveau läit d'Recht vun der Initiativ bei der Europäescher Kommissioun, soudass d'Memberstaten hei limitéiert sinn. De Moment gëtt eng Reform vun den Dublin- an Eurodacsystemer um Niveau vun der Europäescher Union verhandelt. Un dëse Verhandlungen hëlt de Grand-Duché aktiv deel, fir d'Transfere vun den Dublin-Fäll ze verbesseren.

Question 2947 (02.05.2017) de **M. Henri Kox** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **responsabilité dans le cas d'un accident nucléaire:**

Une étude récente de l'organisation allemande «Forum ökologisch-soziale Marktwirtschaft (FÖS)» conclut qu'une catastrophe nucléaire coûte entre 100 et 430 milliards d'euros, mais que les dispositions légales en matière de responsabilité civile et de dommages et intérêts sont largement insuffisantes pour permettre le dédommagement réel des victimes et la réparation des dégâts causés. Les règles internationales en matière de responsabilité du fait d'un accident nucléaire existent depuis le début des années 1960 (Convention de Paris) et furent adaptées et complétées plusieurs fois. Or, ce régime international limite toujours la réparation/le dédommagement des dégâts pouvant atteindre plusieurs centaines de milliards à maximum plusieurs centaines de millions d'euros, variant en fonction des conventions ou protocoles ratifiés par le pays concerné.

Considérant que la centrale nucléaire de Cattenom se trouve à seulement 9 km de notre frontière, et vu la proximité d'autres centrales telles que Tihange ou Chooz et rappelant le risque énorme pour notre petit pays en cas d'accident nucléaire, la question de la responsabilité civile et du dédommagement sont évidemment cruciales pour le Luxembourg.

Nous soutenons donc pleinement la décision du Luxembourg de ne pas signer les conventions et protocoles internationaux en question pour que la forte limitation des montants maximaux ne soit pas applicable au Luxembourg. Cependant, la situation juridique pour le Luxembourg en tant qu'État ainsi que pour ses personnes physiques et morales en tant que victimes potentielles, ne serait pas claire pour autant.

Nous aimerions donc avoir les renseignements suivants de la part Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

- Quelles démarches est-ce que le Gouvernement entreprend en la matière? Est-ce qu'une législation nationale spécifique serait utile?

Réponse commune (31.05.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg, tout comme l'Autriche, l'Irlande et d'autres pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire, n'ont pas ratifié la convention précitée pour les raisons principales suivantes:

- l´incompétence absolue des tribunaux luxembourgeoise pour connaître des litiges en cas d´accident;

- les montants des indemnités ne satisferont qu'une fraction minime des demandes en réparation par rapport à l'ampleur d'un accident nucléaire d'importance;

- le protocole de 2004 portant modification de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (adopté en 2004 mais pas encore en vigueur) prévoit une mutualisation des risques des accidents nucléaires. Les pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire devraient supporter quand même les risques.

La question du dédommagement des victimes d'un accident nucléaire fait partie des préoccupations du Gouvernement et les représentants du Département de l'environnement ont participé à des réunions d'experts internationaux et se sont concertés avec des représentants du Gouvernement autrichien. La Ministre de l'Environnement a commandité une étude juridique afin d'analyser le contexte juridique européen et international et de déterminer l'opportunité de légiférer au niveau national. Toute initiative en la matière sera guidée par l'exigence d'une responsabilisation substantiellement renforcée des opérateurs de centrales nucléaires ainsi qu'une meilleure protection juridique et matérielle des citoyens luxembourgeois en cas d'accident nucléaire.

Question 2948 (02.05.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **sondage dans la fonction publique:**

Depuis le 26 avril, chaque agent de la fonction publique a la possibilité de répondre à un questionnaire dans le cadre d'une enquête sur le bien-être et la motivation au travail. Selon la présentation du ministre liée à cette enquête, ce sondage servirait entre autres à dresser un état des lieux sur le ressenti des agents et à «élaborer des politiques dans le domaine de la gestion des ressources humaines qui sont davantage adaptées aux réalités». Suite à l'annonce de cette enquête, la Fédération générale de la fonction communale (FGFC) a communiqué son souhait à ce que les fonctionnaires, agents et employés des communes et des syndicats intercommunaux soient également interrogés. Selon la FGFC, leur participation permettrait à obtenir un état des lieux complet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage le point de vue de la FGFC?

- Monsieur le Ministre entend-il également soumettre ce questionnaire aux fonctionnaires, agents et employés des communes et des syndicats intercommunaux?

Réponse (01.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'objectif de l'enquête sur la qualité de vie et la motivation au travail est d'établir un état des lieux sur le ressenti actuel des agents par rapport à leur lieu et leur environnement de travail et dont les conclusions serviront de point de départ à l'élaboration d'un plan d'action promouvant les différents aspects de la qualité de vie au travail. La condition préalable à la mise en œuvre d'un tel plan d'action est, d'une part, d'avoir une vue complète et exhaustive sur l'ensemble des agents travaillant auprès d'une entité et, d'autre part, de disposer des moyens nécessaires à sa réalisation. Or, dans la mesure où l'organisation et la gestion du personnel des communes, tout comme d'ailleurs celles des établissements publics, sont différentes de celles de la fonction publique étatique au sens propre et ne relèvent pas du ressort du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le questionnaire n'a pas été adressé aux agents de ces entités.

Je tiens toutefois à préciser qu'en cas d'intérêt de la part de responsables communaux ou d'établissements publics, je suis tout à fait disposé à mettre à leur disposition le questionnaire que j'ai fait élaborer dans ce contexte par mes services avec la collaboration scientifique de l'Institute for Health and Behaviour de l'Université du Luxembourg et de TNS ILReS.

Question 2951 (02.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **récente alerte à la bombe:**

Dans le cadre de la plus récente alerte à la bombe dans un centre commercial au Luxembourg, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure semble publiquement avoir pris position sur des éléments de l'enquête pénale en avan-

çant que des éléments seraient en train d'être recherchés au-delà des frontières.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas qu'il y ait en l'espèce immixtion dans le cadre d'une enquête judiciaire qui relève de la direction du parquet?

- N'aurait-il pas appartenu au parquet de communiquer s'il l'avait jugé utile en application de l'article 8 (3) du Code de procédure pénale?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le comportement de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure qui indiquait notamment à la presse que l'enquête se déroulerait au-delà des frontières soit susceptible de constituer une violation du secret de l'instruction? De telles déclarations ne risquent-elles pas de compromettre les travaux des enquêteurs?

Réponse (19.05.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question des honorables Députés se rapporte à l'alerte à la bombe au Centre commercial City Concorde en date du 27 avril dernier.

L'enquête sous la direction d'un juge d'instruction et en collaboration avec la police judiciaire française a permis de rassembler des éléments de preuve concordants que les cinq fausses alertes téléphoniques à la bombe (4) respectivement à l'empoisonnement (1) - 23 mars Utopolis et Auchan au Kirchberg - 8 avril City Concorde à Bertrange (menace d'empoisonnement) - 20 avril Globus à Bettembourg - 27 avril City Concorde à Bertrange - 30 avril gare CFL à Luxembourg, sont le fait d'un seul auteur.

L'auteur présumé de ces appels est un homme, âgé de 56 ans, de nationalité luxembourgeoise, déjà condamné au Luxembourg. Il est en train de purger en France, une peine de prison jusqu'au courant de l'année 2019.

Le Ministre de la Sécurité intérieure, en raison de ses fonctions, peut légitimement fournir au public des informations portant sur des faits qui ont troublé l'ordre public au Luxembourg.

En ce qui concerne la question d'une éventuelle violation du secret de l'instruction, il n'appartient pas au Ministre de la Justice d'apprécier si des faits précis relèvent d'une éventuelle qualification pénale alors que cette mission incombe aux seules autorités judiciaires.

Question 2952 (03.05.2017) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **méga-camions:**

Le Gouvernement allemand vient d'autoriser la circulation de méga-camions sur de nouveaux tronçons d'autoroute. Par conséquent, ces méga-camions pourront utiliser à peu près la moitié du réseau autoroutier en Allemagne. Une évolution favorable au méga-camions peut également être constatée dans nos pays voisins.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me dire s'il y a des demandes concrètes adressées au Luxembourg de permettre la circulation de méga-camions sur nos autoroutes? Dans l'affirmative, existe-t-il au niveau européen de nouvelles initiatives visant à contraindre les pays membres à accepter le transit de tels camions?

Le réseau routier luxembourgeois est-il adapté à la circulation de véhicules d'une longueur de 25 m? Quel serait, selon Monsieur le Ministre, l'impact sur la sécurité routière de la circulation de méga-camions sur nos autoroutes?

Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg pourrait être contraint à accepter le passage de méga-camions sur son territoire à moyen terme?

Réponse (23.05.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La circulation des véhicules longs et lourds (VLL) a été sujet de discussion au niveau européen dans le cadre de l'élaboration de la directive 2015/719 du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Bien que dans une première version il avait été proposé par la Commission européenne d'autoriser la circulation de ces camions pour les transports transfrontaliers, cette proposition n'a cependant pas trouvée de majorité au sein du Conseil et partant la circulation internationale de VLL reste interdite.

Dans le cadre des discussions, le Luxembourg s'est toujours opposé à une circulation de VLL sur son territoire. En considérant les aspects de la sécurité routière et des infrastructures, la présence de VLL aura en effet des répercussions négatives sur la sécurité des autres usagers de la route et, en particuliers, des usagers vulnérables, surtout lorsque les VLL évoluent en milieu urbain. Finalement, une analyse détaillée de l'infrastructure routière en place serait requise afin de vérifier si le réseau routier satisfait aux exigences découlant de la circulation de ces véhicules. À titre d'exemple, un rond-point standard ne satisfait actuellement pas aux exigences des VLL.

Jusqu'à ce jour, le Département des transports a été saisi, à ma connaissance, que d'une seule demande de faire circuler des VLL sur son territoire.

Finalement, il y a lieu de souligner que la mise en circulation de ce type de véhicule risque d'augmenter encore davantage la circulation de poids lourd sur nos routes. Le Gouvernement intente cependant continuer ses efforts de transférer le transport de marchandises de la route vers le rail voire la navigation fluviale, modes de transport plus écologiques.

Question 2953 (03.05.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **redistribution des sièges britanniques dans le Parlement européen:**

Selon un article du quotidien anglais «The Telegraph» publié le 28 avril 2017, l'Italie aurait suggéré dans le cadre du Conseil affaires générales du 27 avril de réattribuer les 73 sièges britanniques au Parlement européen, suite au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, sur la base d'une liste de candidats transnationale à élire dans une circonscription européenne unique.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'idée proposée par l'Italie concernant l'attribution des 73 sièges au Parlement européen après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois?

3) Comment le Gouvernement se positionne-t-il, le cas échéant, par rapport à une liste de candidats transnationale à élire dans une circonscription européenne unique?

Réponse (01.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) L'Italie a présenté ses idées concernant l'attribution des 73 sièges du Parlement européen après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au «Conseil affaires générales - Article 50» du 27 avril 2017 à Luxembourg. La proposition italienne comprend trois scénarios: la redistribution des 73 sièges du Royaume-Uni, la réduction du nombre total des sièges du Parlement européen et l'assignation des 73 sièges du Royaume-Uni a une circonscription européenne unique.

La décision 2013/312/UE du Conseil européen du 28 juin 2013 fixant la composition du Parlement européen prévoit dans son article 4 la révision «suffisamment longtemps avant le début de la législature 2019-2024 sur la base d'une initiative du Parlement européen, présentée avant la fin 2016». Selon les informations à disposition, les travaux sont en cours au sein du Parlement européen et il est dès lors prématuré de prendre position par rapport à toutes les idées qui sont évoquées dans ce contexte en attendant la proposition adoptée par le Parlement.

ad 2) et 3) Le Gouvernement luxembourgeois examinera le détail des propositions le moment venu. Une concertation avec la Chambre des Députés suivant les modalités en vigueur sera mise en place.

Question 2954 (03.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**esquisse de réforme fiscale présentée mercredi dernier par le président américain:**

Parmi les mesures fiscales annoncées du côté américain, il convient de citer:

- la baisse du taux d'imposition des entreprises américaines de 35% à 15%,

- la réduction des tranches d'imposition des ménages de 7 à 3 avec un taux maximal à 35%, et

- un impôt unique (dont le taux est actuellement encore inconnu) sur le rapatriement de liquidités actuellement détenues par les entreprises à l'étranger.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel serait, d'après Monsieur le Ministre, l'impact de telles mesures sur la compétitivité des entreprises européennes en général et sur les entreprises luxembourgeoises en particulier?

- Quel serait l'impact de telles mesures sur le plan d'action BEPS et les actes de transposition de ces mesures au niveau européen? Quid de l'instrument multilatéral fiscal de l'OCDE?

- Ce sujet a-t-il déjà fait l'objet de discussions au niveau européen, sinon au sein du Conseil de Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (02.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il y a lieu de préciser que ce qui a été présenté fin avril ne constitue pas un projet de loi sur une réforme fiscale, mais davantage une présentation sommaire de quelques idées et d'un certain nombre de principes. Tant que les équipes dirigeantes au Treasury ne seront pas en place, il est peu probable qu'un texte se concrétise rapidement.

À noter d'ailleurs que lors d'un premier «hearing» à la Chambre des Représentants, les messages sont restés très généraux.

Partant, il est impossible de se prononcer à l'heure actuelle sur l'impact éventuel de certains changements législatifs en matière fiscale aux États-Unis sur les entreprises européennes et luxembourgeoises.

Par ailleurs, le calendrier pour l'adoption de cette réforme fiscale reste incertain et une entrée en vigueur pour 2018 reste à ce stade purement hypothétique.

À la lumière de ce qui précède, il est prématuré de mener des discussions sur le fond du sujet tant au niveau européen qu'au sein du Conseil de Gouvernement.

Question 2955 (04.05.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant la **production de crémant biologique par l'Institut viti-vinicole:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2807, Monsieur le Ministre s'est exprimé en faveur d'une interdiction des herbicides dans la viticulture et pour l'élaboration d'un produit biologique phare comme le crémant de Luxembourg. Toujours selon la réponse à la question parlementaire n°2807, l'Institut viti-vinicole (IVV) organiserait, en étroite coopération avec l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur asbl), des séances d'information théoriques et pratiques en cette matière.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'État, respectivement l'IVV, devrait donner l'exemple dans ce domaine en produisant exclusivement des crémants biologiques?

- Existe-t-il éventuellement déjà une démarche concrète afin de mettre en place une certification biologique pour le crémant de Luxembourg produit par l'IVV?

Réponse (02.06.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

L'Institut viti-vinicole renonce complètement à l'utilisation d'herbicides et d'insecticides sur l'intégralité de ses parcelles. Des méthodes culturales et biotechniques permettent d'atteindre ces objectifs.

Le traitement des maladies cryptogamiques sur les parcelles du Domaine de l'État se fait avec des produits autorisés en agriculture biologique et avec le produit phytopharmaceutique «Veriphos», produit sans mention de danger (phrase H) qui permet de réduire les doses de cuivre de moitié par rapport à la culture biologique.

Toutefois, une bonne partie des parcelles de l'État est réservée à des fins de recherche. Il s'agit ici d'essais pluriannuels, effectués selon des schémas précis et destinés à mieux connaître les cycles biologiques des maladies cryptogamiques principales et de nouveaux ravageurs ou d'insectes. Différentes méthodes de lutte ou de prévention sont expérimentées. Il s'agit ici à la fois de méthodes techniques ou de stratégies adaptées afin de réduire et de mieux cibler les traitements phytosanitaires nécessaires. Une partie des essais est menée en coopération avec le Centre de recherche public LIST. Les besoins et les souhaits de la profession viticole sont bien sûr également incorporés dans la planification de ces essais.

Comme les essais traitent des problèmes de la profession viticole entière, le recours à une certaine panoplie de produits phytosanitaires, parfois non biologiques, est nécessaire. Or, comme les parcelles d'essai se trouvent réparties au sein des parcelles du Domaine de l'État, il est très difficile de procéder à une certification biologique. Une production biologique certifiée «crémant de Luxembourg» par l'Institut viti-vinicole n'est donc pas réalisable dans le cadre de sa mission de recherche.

Ces réalités n'ont jamais empêché l'Institut viti-vinicole de travailler en étroite collaboration avec le secteur biologique comme p. ex. l'IBLA, afin de contribuer par l'intermédiaire de séminaires ou de séances d'information, à la progression de la viticulture biologique au Luxembourg.

Question 2956 (04.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **recherche de personnes disparues:**

En cas de disparition inquiétante d'une personne, il faut essayer de la retrouver le plus vite possible, en recourant à tous les moyens disponibles.

Une possibilité pour retrouver des personnes disparues consiste à recourir au pistage. Il s'agit d'une action qui consiste pour un chien à trouver et à suivre une suite de traces olfactives au sol sur ordre d'une personne conductrice.

Au Luxembourg, il y a plusieurs acteurs publics (Police grand-ducale, Administration des services de secours) et privés (Société de la Croix-Rouge luxembourgeoise, «Search Dogs» asbl) disposant de chiens formés au pistage.

Selon nos informations, la Police grand-ducale ne disposait pas de chiens formés spécifiquement au pistage en 2016. Par contre elle avait trois chiens qui étaient en voie de formation dans le domaine de la recherche de personnes disparues.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous informer si les trois chiens de sauvetage susmentionnés ont achevé avec succès leur formation au pistage et si la Police grand-ducale dispose donc actuellement de chiens formés au pistage?

2) Est-ce que la Police grand-ducale recourt aux ressources des autres acteurs publics dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues?

3) Est-ce que la Police grand-ducale recourt à la technicité et aux capacités spéciales des acteurs privés dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues?

4) Dans l'affirmative, à quels acteurs privés la Police grand-ducale recourt-elle?

5) Est-ce qu'il y a des offres de collaboration de certains acteurs que la Police grand-ducale refuse et, dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

6) Existe-t-il une stratégie globale, des critères et des conditions clairs et transparents concernant les synergies et collaborations entre la Police grand-ducale et les acteurs publics et privés?

Réponse (24.05.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) La Police grand-ducale ne dispose pas de chiens spécifiques pour le pistage en général, mais de chiens pour le pistage d'acteurs d'infractions ou de fugitifs. Ce type de recherches est de l'attribution exclusive de la Police grand-ducale et il est évident que des personnes privées ou bénévoles ne peuvent y participer vu le danger inhérent à ces missions. Ces chiens de service de la Police grand-ducale sont au nombre de 13.

La Police grand-ducale ne dispose partant pas de chiens de sauvetage, mais de chiens de détection de drogues, d'explosifs, de pistage, de détection d'incendie et de défense.

ad 2) Oui, la Police grand-ducale recourt aux ressources des autres acteurs publics dans le cadre des missions de recherche des personnes disparues.

ad 3) Oui, la Police grand-ducale recourt à la technicité et aux capacités spéciales des acteurs privés dans le cadre des missions de recherche de personnes disparues.

ad 4) La Police grand-ducale a signé le 1er août 2016 une convention de coopération avec l'Administration des services de secours et la Croix-Rouge afin de collaborer au niveau des interventions d'unités cynotechniques en cas de recherches de personnes physiques suite à une disparition inquiétante.

ad 5) L'on me rapporte que pour des raisons opérationnelles, il est indispensable que les équipements des maîtres-chiens et ceux des chiens soient compatibles, que ce soit au niveau des équipements radio, des équipements spécifiques de traçage des chiens ou des procédures de recherche. Les équipes cynophiles se sont engagées dans la convention susmentionnée à effectuer des entraînements communs et il est évident que la Police grand-ducale ne peut avoir recours à des particuliers, mais seulement à des administrations ou associations qui peuvent garantir un service continu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Aussi bien la mise à disposition de radios que la participation à des entraînements communs ne posent donc pas de problème. La convention entre l'Administration des services de secours et la Croix-Rouge ne comporte pas de volet pécuniaire. Les services rendus par ces deux partenaires conventionnés se font via des bénévoles.

ad 6) Il n'existe pas de stratégie globale concernant les synergies et collaborations entre la Police grand-ducale et les acteurs publics et privés, toute personne qui désire mettre ses services à disposition est libre de le faire, pour autant que ce soit dans le cadre de la coopération avec l'Administration des services de secours, voire la Croix-Rouge.

Question 2957 (04.05.2017) **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant l'**audit sur le budget de l'Université du Luxembourg:**

D'après différents rapports des médias et dans le contexte des dissensions en matière budgétaire au sein de l'Université du Luxembourg, le conseil de gouvernance de l'université aurait recours depuis le 1er avril dernier à un «Chief Transformation Officer» (CTO) afin de mettre sur pied sur base d'un audit commandité par le même conseil de gouvernance auprès du cabinet de conseil McKinsey, «un plan d'action relatif au budget 2017 et en vue de réorganiser les procédures budgétaires...».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des informations sur la date d'achèvement de l'audit par McKinsey?

- Dans le contexte des problèmes internes manifestes actuels à l'Université du Luxembourg et dans le but d'éviter au maximum les dommages d'image pour cet établissement en pleine évolution, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait judicieux de rendre public l'audit mentionné et d'en discuter les conclusions et conséquences en toute transparence?

Réponse (12.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Selon l'article 1er de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, l'université jouit de l'autonomie financière. Selon l'article 18 de la loi précitée, le conseil de gouvernance exerce le contrôle sur les activités de l'université, il arrête le projet de budget et le budget annuel et saisit le rectorat de toutes les questions concernant notamment la gestion et le développement de l'université.

Selon les informations fournies par l'Université du Luxembourg, le recteur de l'université a demandé en décembre 2016 dans une lettre adressée au président du conseil de gouvernance de mandater formellement le cabinet McKinsey Luxembourg afin de faire une analyse critique du processus budgétaire et du contrôle de gestion au sein de l'université. De même le recteur a proposé de mettre en place un groupe de travail commun composé de membres du conseil de gouvernance et du rectorat afin d'étudier les questions budgétaires de l'université.

Depuis décembre 2016 le cabinet McKinsey Luxembourg a assisté le rectorat de l'université dans sa démarche de rendre le processus budgétaire plus transparent et le contrôle de la gestion financière plus efficace, l'objet du mandat attribué à McKinsey étant d'assister le rectorat dans ses efforts et non d'établir un audit proprement dit.

Question 2958 (04.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **vol d'endoscopes au Centre hospitalier de Luxembourg:**

Récemment des endoscopes d'une valeur évaluée à 800.000 euros ont été volés au sein du service de gastroentérologie du CHL. Selon les responsables de l'hôpital il s'agirait d'un acte professionnel. En effet, le vol d'un matériel de pointe d'une telle envergure cible plus que probablement un marché contrôlé par le crime organisé. Cette piste est renforcée par le fait qu'un hôpital belge a été victime d'un vol similaire le même week-end.

À noter que l'achat de tel matériel médical est prévu dans l'enveloppe budgétaire des hôpitaux. En effet, c'est le Gouvernement qui fixe dans les années paires, au premier octobre au plus tard, une enveloppe budgétaire globale des dépenses du secteur hospitalier pour les deux exercices à venir.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé et à M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres ont-ils connaissance d'autres cas de vols similaires qui laissent indiquer des liens avec le crime organisé? Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

- Quelles sont les recommandations de sécurité que le Gouvernement donne aux hôpitaux en ce qui concerne la sécurité du matériel médical et d'ailleurs aussi pour celle des médicaments dont certains sont catégorisés comme stupéfiants? Les dispositifs de sécurité seront-ils dorénavant renforcés?

- Est-ce qu'une telle perte sera compensée pour l'hôpital concerné?

Réponse commune (31.05.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Le Ministère de la Sécurité sociale, le Ministère de la Santé, la Caisse nationale de santé (CNS) et les services de la Direction de la santé n'ont pas eu connaissance de vols similaires; des vols de matériel informatique et de bureau ont déjà eu lieu, mais de manière isolée, laissant plutôt évoquer des vols «opportunistes».

La Direction de la santé n'a pas connaissance d'un recensement de tels vols au niveau national. Ces vols constituant des infractions, leur enregistrement et leur recensement éventuel relève de la Police grand-ducale.

ad 2) Le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère de la Santé ne participent pas à l'élaboration des mesures de sécurité dans les établissements hospitaliers et n'émettent aucune recommandation à ce titre.

La sécurité du matériel et des médicaments dans les hôpitaux relève de leur organisation propre, sous la responsabilité de leur département administratif.

ad 3) Cette question ne relève ni des compétences du Ministère de la Sécurité sociale, ni du Ministère de la Santé.

Le Département de la sécurité sociale n'a été informé du sinistre que par la voie de la presse, il ne détient dès lors pas d'autres informations que celles y ayant figurées. À l'heure actuelle, la CNS ignore si l'hôpital compte émettre des revendications à l'encontre de l'assurance maladie.

Il y a lieu de préciser que les hôpitaux peuvent contracter des assurances pour se prémunir du risque opérationnel et financier lié à de tels incidents.

Question 2959 (05.05.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**emploi de personnes affectées à des travaux de ménage:**

Il ressort d'un article paru hier sur wort.lu qu'en 2015, 18.000 ménages ont affilié, via la procédure simplifiée, en tout 7.875 de personnes affectées à des travaux de ménage. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec le nombre de ménages recensés en 2011, i. e. 208.565 ménages, mais ne semblent pas tenir compte du nombre de ménages ayant signé des contrats de prestation de services avec des entreprises de nettoyage.

Même si nous ne disposons pas d'autres chiffres officiels sur le nombre de ménages, on peut estimer qu'en 2015, moins de 9% des ménages ont déclaré occuper directement des personnes en charge de travaux ménagers. Il ne peut donc être exclu qu'un nombre important de personnes employées dans ces secteurs ne sont pas déclarées, i. e. ne paient pas de cotisations sociales notamment en matière d'assurance-pension et risquent de ce fait d'être exclues du bénéfice d'une retraite le moment venu.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse susmentionnée?

- Dispose-t-il de données statistiques plus actuelles et détaillées? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre pour inciter les ménages à déclarer leur personnel? Des actions de sensibilisation sont-elles prévues?

- Quelles sont les sanctions que risquent les ménages s'ils omettent de déclarer leur personnel? À combien de reprises ces sanctions ont-elles été prononcées dans le passé? Ces sanctions sont-elles, de l'appréciation de Monsieur le Ministre, suffisamment dissuasives?

Réponse (29.05.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Centre commun de la sécurité sociale dispose de statistiques récentes relatives aux affiliations à la sécurité sociale dans le cadre des ménages privés ayant opté pour la procédure simplifiée. Ces statistiques sont publiées sur le site Internet du Centre commun sous www.ccss.lu/menages/statistiques.

À la fin de l'année 2016, quelque 19.000 ménages occupent en tout 8.077 aides ménage affiliées à la sécurité sociale. Cette donnée ne tient néanmoins pas compte des ménages ayant recours à des sociétés prestant des services de nettoyage pour ménages privés, ni par ailleurs des ménages de personnes dépendantes occupant un proche en tant qu'aidant informel, ni des familles ayant accueilli un jeune au pair. La forte croissance du nombre de ménages privés déclarant des aides ménage est indiquée dans le tableau ci-après et excède largement la croissance liée à la démographie du pays.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le nombre de ménages privés ayant déclaré du personnel suivant la méthode simplifiée peut donc difficilement être mis en relation avec le nombre total de ménages au Luxembourg.

Par ailleurs, il faut également prendre en considération les ressources financières dont disposent les ménages. Bien que le Centre commun ait recensé quelque 220.000 ménages en 2016, la distribution du nombre de ménages en fonction de leur revenu annuel brut repris dans le graphe ci-après montre qu'une majorité de ménages ne dispose pas nécessairement des ressources financières pour engager du personnel.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'introduction d'une procédure simplifiée en 1999 a permis aux ménages privés d'affilier à la sécurité sociale le personnel avec lequel ils ont convenu un salaire net et qui est engagé pour les travaux de ménage, pour la garde d'enfants ainsi que pour assurer des aides et soins nécessaires à une personne dépendante moyennant une déclaration unique au début de l'activité du salarié. En outre, le Centre commun se charge tout aussi bien du calcul des cotisations sociales que de l'impôt forfaitaire dus dans le cadre de la relation entre le ménage privé et son salarié, liquide le crédit d'impôts au salarié occupé exclusivement auprès d'un ménage privé et édite les certificats de paiement de salaires, cotisations, contribution dépendance et impôts qui peuvent être présentés auprès de l'Administration des contributions directes dans le cadre du calcul ou de la régularisation des impôts payés du chef du ménage privé ou de la personne engagée.

À ce titre et afin d'encourager les ménages privés à régulariser l'emploi de leur personnel, le Gouvernement avait mis en place un abattement forfaitaire pour frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance ainsi que pour frais de garde d'enfants à hauteur de 3.600 EUR. Cet abattement est porté à 5.400 EUR à partir de l'année fiscale 2017. Les frais de l'impôt forfaitaire et des cotisations sociales à charge de l'employeur en surplus de la rémunération nette convenue avec le salarié dans le cadre d'une activité d'aide ménage peuvent donc être compensés par cet abattement forfaitaire.

À titre d'exemple: l'engagement d'une aide ménage typiquement à raison de quatre heures hebdomadaires avec un salaire net horaire de 13 EUR au sein d'un ménage privé disposant d'un certain revenu imposable (avant déduction des frais de domesticité) engendre des cotisations et un impôt forfaitaire suivant le tableau ci-après.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le Centre commun de la sécurité sociale dispose par ailleurs d'un service pour détecter d'éventuelles irrégularités commises de la part des employeurs, indépendants ou assurés en matière d'affiliation et de cotisations sociales. Dans ce cadre, bien qu'il ne soit pas dans les habitudes du Centre commun de contrôler les ménages privés en particulier, le service peut être sollicité en cas de dénonciation de la part d'une autre administration publique, de l'assuré lui-même ou d'une autre personne concernée. Le cas échéant, le Centre commun procède à une affiliation rétroactive du salarié entraînant un recalcul de cotisations sur une longue période. Il prononce en outre des amendes administratives à l'encontre des employeurs qui affichent des retards considérables en matière de déclaration de leurs salariés, mais ces amendes ne représentent point de véritable sanction à l'encontre d'une tentative d'abus ou de fraude, mais constituent plutôt un moyen de sanctionner l'absence de discipline surtout des employeurs recrutant un nombre important de salariés. De telles amendes ne sont actuellement pas prononcées à l'encontre de ménages privés. La mise en compte d'amendes plus significatives pour sanctionner des tentatives d'abus et de fraude ainsi qu'une optimisation des ressources à mettre à la disposition du service de contrôle du Centre commun pour détecter de telles situations sont actuellement en voie de développement.

Question 2960 (05.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **loi dite «Omnibus»:**

L'article 38 de la loi du 3 mars 2017 dite «Omnibus» prévoit désormais un droit de préemption en faveur des communes pour toutes les parcelles non construites situées dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées.

Sous l'ancienne législation, un tel droit de préemption avait déjà été accordé aux communes notamment pour l'acquisition de terrains adjacents au périmètre d'agglomération.

Dans ce contexte, les notaires ont adressé dans la pratique aux communes une copie du projet d'acte en vue de leur permettre l'exercice ou non du droit de préemption, la décision finale revenant en fin de compte au conseil communal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que les notaires sont désormais obligés de notifier tout projet d'acte se rapportant à un terrain à bâtir situé à l'intérieur d'un PAG à la commune afin que celle-ci puisse exercer un éventuel droit de préemption?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement confirme que la décision d'exercer ou non le droit de préemption relève en fin de compte du conseil communal?

- Est-ce que le Gouvernement entend préciser la marche à suivre par voie de circulaire?

Réponse (16.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

L'article 38 de la loi du 3 mars 2017 dite «Omnibus» qui définit les personnes publiques disposant d'un droit de préemption, ainsi que les catégories de terrains qui peuvent faire l'objet de ce droit modifie en effet l'article 3 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes. Les nouvelles dispositions élargissent notamment l'assiette du droit de préemption des communes tout en remplaçant

des notions désuètes par une terminologie actuelle en phase notamment avec celle qui figure dans la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain tout en précisant la finalité du droit de préemption accordé aux communes.

En revanche, les dispositions qui ont trait aux obligations des notaires, instituées, à l'époque, par la loi du 22 octobre 2008 précitée demeurent inchangées. Ainsi, les notaires, qui sont en charge d'une aliénation de gré à gré portant sur une parcelle soumise au droit de préemption, sont tenus de notifier par envoi recommandé à l'ensemble des pouvoirs éventuellement préemptant, au plus tard deux mois avant la passation de l'acte authentique d'aliénation, copie du compromis ou du projet d'acte d'aliénation, à moins que les pouvoirs préemptant n'aient renoncé à l'exercice de leur droit de préemption. À défaut, le notaire est passible d'une des peines disciplinaires prévues par l'article 87 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Le collège des bourgmestre et échevins étant chargé, d'après les dispositions de l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, de l'instruction des affaires à soumettre au conseil communal ainsi que de l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, la décision définitive d'acquisition de biens immobiliers appartient au conseil communal sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur dans les conditions déterminées par l'article 106 de la loi communale.

Je tiens à informer les honorables Députés que des séances d'information, voire de formation pour élus et agents communaux au sujet de la loi dite «Omnibus» ont eu lieu les 14, 22 et 28 mars et le 4 avril 2017.

Finalement, je me permets d'ajouter que ma circulaire n°3476 du 5 mai 2017 adressée à toutes les administrations communales a détaillé les nouvelles dispositions de la loi dite «Omnibus».

Question 2961 (05.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **nouvelles infractions à inscrire dans le Code pénal:**

Avant-hier, en plein débat télévisé, la candidate aux présidentielles du Front national a insinué que le candidat du mouvement «En Marche!» a un compte offshore au Bahamas. Cette insinuation a tout de suite été réfutée par le second, qui par la suite a porté plainte contre X pour «faux» et «propagation de fausse nouvelle».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si notre Code pénal ou d'autres textes de loi luxembourgeois connaissent de telles infractions pénales?

- À défaut, le Gouvernement compte-t-il compléter le Code pénal par celles-ci?

Réponse (29.05.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Suivant communiqué du 4 mai 2017 de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle (CNCCEP) française, ladite commission ayant été saisie par Monsieur Emmanuel Macron d'éléments circulant sur Internet et les réseaux sociaux depuis le 3 mai dans la soirée, et susceptibles de constituer, au préjudice de ce candidat, des faux et usages de faux, des diffamations et des fausses nouvelles pouvant avoir une influence sur la sincérité du scrutin, elle en a donné avis au procureur de la République en application de l'article 40 du Code de procédure pénale français.

En premier lieu, bien que la diffamation ne soit pas visée dans la question posée par les honorables Députés, il est opportun de rappeler que les atteintes portées à l'honneur ou à la considération des personnes sont sanctionnées pénalement par le droit luxembourgeois au travers des dispositions du Chapitre V du Titre VIII.- Des crimes et délits contre les personnes au Livre II du Code pénal.

En ce qui concerne le faux et l'usage de faux, le droit pénal français les incrimine au Chapitre Ier du Titre IV: Des atteintes à la confiance publique qui figure au Livre IV: Des crimes et délits contre la nation, l'État et la paix publique de la partie législative du Code pénal français. La notion de «faux» est ainsi définie comme suit à l'article 441-1 du Code pénal français:

«Article 441-1

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende.»

Bien qu'une conception générique du faux comme le prévoit l'article 441-1 du Code pénal français ne se retrouve pas dans le Code pénal luxembourgeois, il ne paraît, a priori, pas nécessaire de modifier ce dernier.

En effet, des infractions de faux variées sont prévues au Livre II du Code pénal luxembourgeois, sous le Titre III.- Des crimes et des délits contre la foi publique. Il en est ainsi notamment des faux commis en écritures, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, qui sont susceptibles d'être pénalement sanctionnés dans les cas spécifiés aux articles 194 et suivants du Code pénal. Aussi, les écritures authentiques et publiques, les écritures de commerce, de banque ainsi que les écritures privées, en ce compris également les actes sous seing privé électroniques, peuvent faire l'objet d'un faux punissable de peines de réclusion. En ce qui concerne l'usage de tel faux, en vertu de l'article 197 du Code pénal, celui qui aura fait usage du faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

Par ailleurs, certaines fraudes en matière informatique sont spécifiquement réprimées aux articles 509-1 et suivants du Code pénal luxembourgeois. Ainsi, notamment, en vertu de l'article 509-3, l'introduction, la suppression ou la modification de données dans un système de traitement ou de transmission automatisé de données, faite intentionnellement et au mépris des droits d'autrui, sont punissables d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende.

Une modification du Code pénal ne paraît donc, a priori, pas nécessaire.

En ce qui concerne les fausses nouvelles pouvant avoir une influence sur un scrutin électoral, le Code électoral français, en son article L97 dispose que:

«Article L97

Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages, déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15.000 euros.»

Une disposition analogue n'existant pas, actuellement, dans la législation luxembourgeoise, le Gouvernement examinera s'il y a lieu de compléter la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ou le Code pénal par l'insertion d'une telle disposition.

Question 2962 (05.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **groupement autonome de personnes:**

Dans un arrêt du 4 mai 2017 (affaire C-274/15), la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a retenu un manquement de la part du Luxembourg quant aux obligations qui lui incombent en vertu de divers articles de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée par la directive 2010/45/UE du Conseil du 13 juillet 2010 en prévoyant un régime de la taxe sur la valeur ajoutée relatif aux groupements autonomes de personnes (GAP). Déjà, le 6 octobre 2016, l'avocat général avait tranché en défaveur du Luxembourg.

Il paraît toutefois que la CJUE s'est limitée à analyser le cadre légal luxembourgeois en ne tenant pas compte des modifications intervenues en août 2012. En effet, lors de l'examen du premier grief soulevé par la Commission européenne, la Cour note que «la modification de l'article 1er du règlement grand-ducal par le règlement grand-ducal du 7 août 2012 n'est intervenue qu'à une date ultérieure. Partant, cette modification n'est pas pertinente pour l'analyse du premier grief», sachant toutefois que dans la phase précontentieuse, la Commission européenne avait considéré que le règlement du 7 août 2012 n'avait pas rendu la législation luxembourgeoise conforme à la directive 2006/112 précitée.

À noter également que, déjà en décembre 2016, nous avions invité Monsieur le Ministre à étudier la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que le cadre légal luxembourgeois actuel, tel qu'il se présente depuis le règlement grand-ducal du 7 août 2012, est conforme à la législation européenne?

- Dans l'affirmative, ne craint-il pas que la Commission européenne pourrait, malgré cela, de nouveau citer le Luxembourg devant la CJUE?

- Dans la négative, quelles sont les modifications légales envisagées par Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre a-t-il entre-temps étudié la mise en place d'un régime d'unité TVA sur l'échange de services intragroupe? Dans l'affirmative, quel serait le déchet fiscal d'une telle mesure? Quel a été le déchet fiscal annuel du régime de la taxe sur la valeur ajoutée relatif aux groupements autonomes de personnes?

Réponse (02.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a pris bonne note de l'arrêt du 4 mai 2017 de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les modifications réglementaires ou législatives à entreprendre sont à l'étude.

Des réflexions sont en cours ayant trait à l'opportunité d'introduire un régime d'intégration fiscale en matière de TVA dans la législation luxembourgeoise. Le déchet fiscal d'une telle mesure n'est à ce stade pas chiffrable en raison du champ d'application et des modalités d'exécution qui resteraient à être définies conformément au droit communautaire.

Question 2963 (05.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**obligation de tenir une comptabilité en partie double:**

Le paragraphe 161 de l'«Abgabenordnung» (AO) soumet les exploitants commerciaux, agricoles et forestiers, de même que certaines professions libérales dont le chiffre d'affaires dépasse un certain seuil, à l'obligation fiscale de tenir une comptabilité en partie double.

Son alinéa 2 prévoyait toutefois que le bureau d'imposition est toujours habilité à accorder dans des cas particuliers des dérogations à cette obligation.

Il se trouve toutefois qu'une circulaire du directeur des contributions directes du 15 mai 1970 est venu dispenser tous les membres des professions libérales de cette obligation, leur permettant de déterminer leur bénéfice imposable selon le mode simplifié de la comparaison des recettes et dépenses d'exploitation (régime dont bénéficient en effet les exploitants agricoles et forestiers en vertu d'un règlement grand-ducal adopté sur base de l'article 64bis L.I.R.).

De la sorte, les titulaires d'une profession libérale se trouvent, malgré des seuils largement dépassés, constamment déchargés de l'obligation de tenir une comptabilité en partie double.

Dans le but d'aboutir à un parallélisme entre le régime applicable aux exploitants commerciaux et celui applicable aux membres des professions libérales, il a été décidé dans la réforme fiscale adoptée en décembre dernier d'abolir ces différences de traitement fiscal, en abrogeant l'alinéa 2 précité. Il a en même temps été décidé d'augmenter le seuil de 50.000 euros à 100.000 euros.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les modifications opérées en décembre dernier ont abouti à une charge de travail supérieure pour les bureaux d'imposition?

- Ces bureaux d'imposition sont-ils en mesure de traiter les dossiers fiscaux dans des délais raisonnables? À défaut, comment le Gouvernement entend-il solutionner les problèmes posés par ce nouveau régime?

Réponse (02.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Parmi les nouveautés apportées par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 figure notamment celle visée au paragraphe 161 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée «Abgabenordnung» (AO), qui impose, entre autres, aux titulaires d'une profession libérale de tenir dorénavant une comptabilité régulière en partie double à partir d'un chiffre d'affaires supérieur à 100.000 euros.

Pour les titulaires d'une profession libérale qui tenaient déjà une comptabilité régulière en partie double, cette nouvelle réglementation n'a aucun impact. En revanche, la refonte du paragraphe 161 AO a avant tout un impact sur ceux qui par le passé pouvaient se prévaloir de la dispense qui leur était donnée conformément au paragraphe 161, alinéa 2 AO. Avec l'abrogation de cet alinéa 2, il est mis fin à la possibilité pour certains contribuables, notamment pour les titulaires d'une profession libérale, de pouvoir être libérés de l'obligation de tenue d'une comptabilité en partie double. Partant, tous les exploitants commerciaux, agricoles ou forestiers ainsi que les titulaires d'une profession libérale qui entreront dans le champ d'application du paragraphe 161 AO ne seront, sauf dérogation légale expresse, plus autorisés à appliquer le mode simplifié de détermination de bénéfice, ce qui revient à tenir une comptabilité de trésorerie (encaissements - décaissements), mais devront dès lors adopter la méthode de la comptabilité en partie double et établir, chaque année, un bilan complet.

Pour conclure, il convient de souligner que les modifications législatives apportées au paragraphe 161 AO n'exigent, pour les bureaux d'imposition de l'Administration des contributions directes, que peu, voire aucune charge de travail supplémentaire dans la mise en œuvre de leur pouvoir de vérification.

Question 2965 (08.05.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **réorganisation fonctionnelle d'administrations:**

Au cours de la Commission de l'agriculture, de la viticulture, du développement rural et de la protection des consommateurs du 18 novembre 2016, Monsieur le Ministre a réaffirmé sa conviction quant à l'utilité de fusions et réorganisations d'administrations relevant de son ressort. Le principe principal, compte tenu également d'exigences communautaires, est de regrouper tous les organismes payeurs et de les séparer clairement d'autres organismes notamment de contrôle. Le ministre a précisé que la mise en œuvre pratique de ce principe s'avère toutefois être assez complexe. Selon le ministre, une étude afférente commanditée auprès d'un prestataire de services audit et consulting est en voie de finalisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Est-ce que cette étude a été finalisée et dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Quelles conclusions le Gouvernement entend-il tirer de cette étude?

Réponse (01.06.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

J'aimerais en premier lieu rappeler que le programme gouvernemental prévoit, dans le chapitre consacré à l'agriculture, la viticulture, le développement rural et la protection des consommateurs, que:

«…le Gouvernement entend:

- …

- analyser de façon approfondie les attributions des administrations dans le but de leur réorganisation permettant de mieux répondre aux nouveaux défis de la politique agricole nationale et communautaire. Les tâches de conseil, d'un côté, et celles de gestion et de contrôle, de l'autre, devront être mieux séparées.»

L'analyse précitée, qui a été menée avec l'aide d'un consultant externe, a pu être finalisée entre-temps et a permis de confirmer qu'une séparation entre les fonctions d'organisme payeur (y compris les contrôles administratifs et sur place) d'un côté et celles de conseil et de vulgarisation d'un autre côté doit être effectuée. Dans ce contexte, je tiens à préciser que le Luxembourg ne dispose actuellement, comme à l'avenir, que d'un seul organisme payeur pour les fonds communautaires agricoles, à savoir le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, et que les tâches de contrôle en font déjà partie intégrante.

Le ministère entend mettre en œuvre ces conclusions, en étroite concertation avec toutes les personnes impliquées, dans les meilleurs délais.

Question 2968 (09.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **référendum sur la peine de mort en Turquie:**

Déi tierkesch Regierung denkt anscheinend drun, fir e Referendum iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof ofzehalen. Géif et zu esou engem Referendum kommen, wären déi tierkesch Statsbierger, déi hei am Land liewen, opgefuerdert, hir Stëmm ofzeginn.

D'Regierunge vun eisen Nopeschlänner Däitschland, der Belsch a Frankräich esou wéi och Éisträich an Holland hu sech elo scho kloer géint d'Ofhale vun deem Referendum op hirem Territoire ausgeschwat.

An deem Zesummenhang wéilt ech folgend Froen un den Här Bausseminister stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun eiser Regierung, géif et zu esou engem Referendum kommen? Géing si et der tierkescher Ambassade, respektiv engem tierkesche Konsulat erlaben, fir sech hei am Land un esou engem Referendum organisatoresch ze bedeelegen?

- Géing si et erlaben, datt Tierken, déi net zu Lëtzebuerg wunnen, kéinten op Lëtzebuerg kommen, fir hei un esou engem Referendum deelzehuelen?

Réponse (02.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

D'Tierkei huet bis haut nach keng Decisioun geholl iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof.

D'Regierung huet net wëlles esou en eventuelle Referendum vun der Tierkei iwwert d'Neesaféiere vun der Doudesstrof op Lëtzebuerger Territoire zouzeloossen.

Question 2970 (09.05.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **problème d'extrême maigreur des mannequins:**

Selon le Guide familial des maladies du Dr André-H. Dandavino, l'anorexie mentale est un trouble de la conduite alimentaire qui se rencontre le plus souvent chez les adolescentes de 14 à 17 ans, alors qu'on compte seulement 5% des cas chez les garçons.

L'anorexie peut également survenir chez les adultes, tout comme chez les jeunes prépubères, âgées de dix à douze ans. Elle peut être la conséquence d'une image de minceur privilégiée par la société. Dans les dernières décennies, le nombre de personnes souffrant d'anorexie a augmenté de façon importante, (www.sante.public.lu).

Afin de lutter contre l'anorexie, en particulier celle des jeunes filles, un arrêté et un décret permettant l'entrée en vigueur des deux amendements mannequins à la loi santé française, ont été publiés au Journal officiel en date du vendredi 5 mai 2017.

Le premier oblige à mentionner les termes «photographie retouchée» sur les images de mannequins dont la silhouette a été affinée ou épaissie, sous peine d'une amende de 37.500 euros.

Le deuxième veut combattre l'extrême maigreur des modèles qui devront désormais fournir un certificat médical attestant qu'ils ne sont pas excessivement maigres. Employer une personne ne respectant pas cette obligation sera passible de six mois de prison et de 75.000 euros d'amende.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de prendre des mesures similaires à celles mentionnées ci-dessus afin de minimiser l'impact et les effets négatifs des images non réalistes du corps humain dans les publications luxembourgeoises ainsi que dans la branche de la mode?

Question 2971 (09.05.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **problème d'extrême maigreur des mannequins:**

Nos voisins français viennent d'insérer dans leur législation des mesures visant à combattre l'extrême maigreur des mannequins. L'objectif est de lutter contre l'anorexie, en particulier chez les jeunes filles.

En effet, à partir du 1er octobre 2017, l'on devra clairement indiquer «photographie retouchée» sur des images de mannequins dont la silhouette a été affinée.

Une deuxième mesure, qui est d'ailleurs d'application immédiate, est l'obligation de présenter un certificat médical, qui a une validité de deux ans, établi par un médecin du travail ou un médecin libéral conventionné qui doit attester de l'état de santé global des jeunes femmes mannequins. L'indice de masse corporel est notamment pris en compte.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- De tels problèmes d'extrême maigreur sont-ils connus au Luxembourg pour des mannequins?

- Existe-t-il une législation similaire au Luxembourg? Dans la négative, le Gouvernement entend-il légiférer à l'instar de nos voisins français?

Réponse commune (14.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Les modèles empiriques de la pathogenèse des troubles alimentaires mettent l'accent sur le rôle de la pression sociale à la minceur, celle-ci étant transmise par les médias, les pairs et l'environnement familial. Les limitations méthodologiques continuent à poser un défi dans l'interprétation de la modulation par les facteurs socioculturels des voies étiologiques de l'anorexie mentale. Une étiologie multifactorielle complexe est envisagée, impliquant l'interaction de la prédisposition génétique et de certains facteurs de risque environnementaux spécifiques, en particulier les facteurs sociaux.

Le monde de la mode, mais aussi certains médias, ont pu promouvoir une extrême maigreur comme idéal de «beauté». Cette importante insuffisance pondérale, ce comportement alimentaire induit comportent de graves risques pour la santé physique et psychique des adolescentes.

Des problèmes d'extrême maigreur ne nous sont pas connus chez des mannequins au Luxembourg.

Le Luxembourg n'a pas de réglementation analogue à celle adoptée en France et à laquelle font référence les honorables Députées.

S'il existe bien des agences de mannequins au Luxembourg, des défilés de mode sont très rares au Luxembourg. Se pose la question de l'applicabilité et donc de l'impact d'une disposition législative interdisant l'activité au Luxembourg de mannequins ayant un indice de masse corporelle trop bas, alors que le champ d'activité des mannequins originaires du Luxembourg se situe avant tout en dehors du territoire national.

Les autorités sanitaires sont d'avis qu'il serait plus utile de véhiculer, voire de promouvoir une image plus réaliste et plus saine de la beauté.

Question 2977 (10.05.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**Inspection du travail et de mines:**

La presse nationale a annoncé que des perquisitions ont eu lieu dans une entreprise de transport établie dans le nord du pays. En outre, il a été relaté aujourd'hui que l'Inspection du travail et des mines (ITM) aurait porté plainte pour faux décomptes de salaires.

Voilà pourquoi, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Comment l'ITM a-t-elle pu prendre connaissance de ces faits?

- Dans ce contexte, le syndicat LCGB a formulé le commentaire suivant: «L'ITM a à nouveau cruellement fait défaut quant aux contrôles des conditions de travail des salariés concernés». Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis?

- Est-ce que les activités de l'ITM se concentrent actuellement davantage sur les domaines plus exposés au dumping social tels la construction, la branche de l'Horesca ou la logistique?

- Comment l'effectif de l'ITM et, plus spécifiquement celui des inspecteurs de travail, a-t-il évolué ces derniers mois? Est-ce que l'ITM est en mesure d'attirer assez de personnel qualifié pour répondre à ses besoins de service?

Réponse (12.06.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Suite au constat par le syndicat LCGB d'une nette multiplication des plaintes qui lui avaient été signalées par des salariés de l'entreprise de transport concernée, le LCGB avait par courrier du 11 mai 2015 demandé à l'ITM d'intervenir auprès de l'entreprise de transport précitée.

Une première entrevue entre un membre de l'inspectorat du travail et les représentants de la société concernée avait pu avoir eu lieu en date du 5 juin 2015.

Après plusieurs courriers de mise en conformité par rapport aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles qui avaient été adressés par l'ITM à la société concernée et après plusieurs nouvelles réunions avec les représentants de l'entreprise de transport concernée qui s'obstinaient à régulariser la situation de leurs salariés, l'ITM avait finalement en date du 27 mai 2016 déposé, conformément à l'article L.614-12 du Code du travail, un procès-verbal entre les mains du procureur d'État en vue d'éventuelles poursuites pénales à l'encontre des représentants de la société précitée.

À noter que les informations relatives au contenu du dossier et aux infractions qui ont pu être constatées par l'ITM ne peuvent être relatées étant donné que le dossier a été soumis au Ministère public et que l'article 8 du Code d'instruction criminelle dispose que: «Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.»

À noter également que par courrier du 30 mai 2016, l'ITM avait informé le LCGB sur le dépôt du procès-verbal précité entre les mains du procureur d'État.

Par conséquent, vu les efforts entrepris par l'ITM dans l'affaire sous rubrique, je ne partage pas les critiques du LCGB qui estime que «l'ITM a à nouveau cruellement fait défaut quant aux contrôles des conditions de travail des salariés concernés».

En ce qui concerne les activités de l'ITM, ces dernières ne se concentrent pas davantage sur les domaines de la construction, de l'Horesca ou de la logistique étant donné que les autres secteurs économiques sont tout aussi concernés par le dumping social.

Les contrôles de l'ITM sont effectués régulièrement dans tous les secteurs économiques confondus et ne se limitent pas non plus à combattre le seul dumping social; ils sont exécutés afin de faire respecter toutes les dispositions relatives aux conditions de travail et celles relatives à la sécurité et à la santé au travail relevant des compétences de l'ITM.

Quant à la question concernant l'effectif de l'ITM, et plus spécifiquement celui des inspecteurs du travail, le service «Inspections, contrôle et enquêtes (ICE)» a pu, suite au départ en retraite de quatre inspecteurs du travail au courant de l'année 2016, être renforcé au cours de l'année 2017 par cinq inspecteurs du travail et compte actuellement 15 membres de l'inspectorat du travail, qui ont principalement pour mission de mener des enquêtes en entreprise ou d'effectuer des contrôles sur un lieu de travail suite à une communication d'une plainte en matière de conditions de travail ou en matière de sécurité et de santé au travail.

Une des principales missions de ce service consiste à devoir passer du système d'inspection réactif actuel en un système d'inspection proactif moderne incluant des actions à court, moyen et long terme.

Les actions à court terme consistent en des actions sporadiques bien définies en fonction des informations et des réclamations communiquées par le service «Help Center» qui s'occupe notamment de réceptionner les réclamations des salariés et des entreprises.

Les actions à moyen terme consistent en des actions ciblées, structurées et préparées à l'avance, résultant d'une évaluation des données recueillies par le service «Help Center» et les actions à long terme consistent à effectuer des contrôles réguliers et ciblés par secteurs économiques sur base de ces mêmes données.

En vue de promouvoir l'efficacité et l'efficience de ses services permettant ainsi de garantir l'exécution de ses multiples missions, l'ITM est tenue de continuer à recruter, au moins jusqu'en 2025, davantage de personnel dédié aux inspections et contrôles pour faire face au nombre subséquent de départs en retraite. Ce processus de recrutement de nouveaux inspecteurs et de formation intense est en cours selon un programme agréé.

Il sera par ailleurs nécessaire à brève échéance, compte tenu des difficultés de recrutement et de la spécificité de la fonction, de revoir les modalités et le niveau de recrutement, ainsi que la carrière de l'inspecteur du travail.

Cette mesure s'impose encore plus pertinemment en tenant compte du nombre croissant de missions qui lui ont été dernièrement et qui lui seront encore prochainement confiées en vertu des nouvelles dispositions légales ou réglementaires, ainsi qu'en raison de l'accroissement constant du nombre de salariés et d'entreprises qui relèvent de son champ d'application.

Question 2979 (11.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **nouveaux retards du programme A400M:**

Selon les conclusions d'un rapport confidentiel du Ministère allemand de la Défense révélées lundi dernier par l'agence Reuters, Airbus pourrait avoir besoin de douze à 18 mois supplémentaires afin de résoudre les problèmes constatés avec l'avion de transport militaire A400M.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Messieurs les Ministres disposent-ils des mêmes informations?

- Dans l'affirmative, ces retards ont-ils un impact sur le moment de la comptabilisation budgétaire conforme au SEC du coût d'acquisition de l'avion militaire, actuellement prévu pour l'exercice budgétaire 2019?

Réponse commune (14.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Le Luxembourg dispose des mêmes informations que l'Allemagne et les autres partenaires du programme A400M. Les difficultés évoquées concernant le développement de certaines capacités techniques nous sont connues.

L'échéance de livraison actuelle de l'avion A400M luxembourgeois inscrite dans le plan de production industrielle reste inchangée. Pour le moment, la livraison est toujours fixée au mois de septembre 2019.

Suivant les règles du SEC 2010 et conformément à la décision communiquée par Eurostat dans sa note du 9 mars 2006[1], le coût d'acquisition intégral de l'avion militaire doit être comptabilisé au moment de la livraison effective. Comme précisé dans le commentaire des articles des projets de loi relatifs à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2015-2019 de même que pour la période 2016-2020, les «prévisions ne tiennent pas compte des répercussions de l'acquisition de l'avion militaire dont les dépenses d'un montant total de 197 millions doivent être comptabilisées intégralement en 2019 suivant les règles du SEC 2010, c'est-à-dire au moment de la livraison de l'avion. Ces dépenses affectent donc intégralement l'équilibre comptable de l'exercice 2019 alors que les paiements sont effectués au cours des années 2005 à 2021 à charge du Fonds d'équipement militaire». Ces paiements annuels successifs ainsi que les montants à payer sur les exercices ultérieurs ont toutefois été comptabilisés à charge des budgets respectifs suivant les règles de comptabilisation nationale définies par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et les paiements effectifs sur les exercices budgétaires écoulés figurent dans les comptes du Fonds d'équipement militaire, tels que publiés à l'annexe des lois annuelles respectives portant règlement du compte général.

Les retards dont il est fait référence dans l'article de presse de l'agence Reuters concernent le développement de certaines capacités techniques de l'avion pour lesquelles il existe un risque qu'elles ne soient pas encore à maturité finale lors de la livraison de l'avion luxembourgeois. Vu le plan de développement capacitaire et l'échéancier de l'A400M tel qu'il est connu, un tel risque pour l'avion luxembourgeois d'ici fin 2019 est pour l'instant mitigé et il est trop tôt pour tirer des conclusions. Toutefois, dans un tel cas l'industrie doit garantir un «rétrofit» (post-équipement) à sa charge, qui peut faire l'objet d'une compensation financière ou en nature.

Question 2980 (11.05.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant la **promotion de la langue luxembourgeoise:**

Am Mäerz 2017 hunn den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an den Här Stats-

[1] «Nouvelle décision d'Eurostat sur le déficit et la dette, Enregistrement des dépenses d'équipement militaire», Eurostat, 9 mars 2006. http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5232246/2-09032006-A P-FR.PDF/e5b58a37-38b2-4127-b775-06472f1da044?version=1.0

sekretär am Kulturministère ee 40-Punkteplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch virgestallt.

Dernieft ginn et säit laangem och vill privat Initiativen an Asblen, déi duerch hiert luewenswäert Engagement, sief dat iwwer Literatur, Konscht, Recherchen oder Korrekturprogrammer, d'lëtzebuergesch Sprooch förderen a fleegen.

An deem Kontext wéilte mir folgend Froen un den Här Kulturminister an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

- Wéi ugekënnegt soll déi laangfristeg Strategie an Zesummenaarbecht mat allen Akteuren aus der Gesellschaft definéiert ginn. A wéi enger Form gi privat Initiativen an Asblen agebonnen? Wéini soll dës Zesummenaarbecht ufänken?

- Ginn den Ament esou Initiativen oder Asblen ënner iergendenger Form ënnerstëtzt? Wann neen, ass et ugeduecht, dëst an Zukunft ze maachen?

Réponse commune (19.06.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Am Mäerz 2017 huet d'Regierung eng Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch ugeholl, déi och d'Wichtegkeet vun der Villsproochegkeet ënnersträicht. D'Regierung ass der Meenung, datt et muss eng eenheetlech Strategie ginn, déi vun alle Concernéierte gedroen an op déi konsequent higeschafft gëtt. D'Festhale vu gemeinsamen an iwwergräifende Richtlinne soll e kohärente Suivi vun der Lëtzebuerger Sprooch erméiglechen. Dës Strategie fir d'Fördere vun der Lëtzebuerger Sprooch wäert zesumme mat allen Akteure vun eiser Gesellschaft ausgeschafft ginn an an engem 20-Joresplang fir d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch festgehale ginn.

Fir dësen 20-Joresplang auszeschaffen an der Regierung hiren Engagement, fir d'Lëtzebuergescht nach weider ze stäerken, gëtt de Poste vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch geschafen. Seng Missioun wäert et sinn, d'Ministere vun der Educatioun an der Kultur am Hibléck op d'Promotioun vum Lëtzebuergeschen ze beroden an d'Efforten an deem Beräich vun alle Ministèren an Administratiounen ze koordinéieren. De Kommissär soll ënner anerem e Kader fir déi aktuell Mesuren an Efforte ginn, d'Kohärenz vun de sproochlechen Iwwerleeungen assuréieren, de Suivi vun de Mesuren institutionaliséieren an den Dialog tëschent deenen eenzelen Interessenten, déi sech mam Sproochgebrauch respektiv der Kultur zu Lëtzebuerg beschäftegen, opbauen, koordinéieren an um Liewen halen. De Kommissär gëtt a senger Aarbecht vun engem interministerielle Comité begleet a kann iwwert dee Wee och mat Missioune beoptraagt ginn.

Déi verschidde Mesuren, déi dee Strategiepabeier virgesäit (wéi d'Schafe vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuergescht), ginn an e Gesetzesprojet ageschriwwen, deen nach dëst Joer soll vun der Regierung approuvéiert an deposéiert ginn. Soubal d'Gesetz an der Chamber gestëmmt a publizéiert an de Kommissär nominéiert ass, definéiert hien d'Modalitéite vun der Zesummenaarbecht mat den Akteuren aus der Gesellschaft an déi vu privaten Initiativen ewéi Asblen an deem Beräich.

Et gëtt eng ganz Rëtsch vun Associatiounen, déi sech fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, an d'Efforten, déi si an deem Kontext leeschten, sinn e wichtege Bäitrag fir d'Erhalen an d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch. Déi zwee Ministèrë si regelméisseg am Kontakt mat deenen Associatiounen an eenzel Vertrieder dovunner sinn och Member am Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch (CPLL). Den ugekënnegte Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch wäert am Kader vu senger Aarbecht och am enke Kontakt mat deenen Associatioune stoen.

Initiativen, déi vun deenen Associatioune lancéiert ginn, gi regelméisseg ënnerstëtzt, zum Beispill iwwer Subventioune vum Kulturministère. All privat Initiativ an Asbl, déi duerch hiert kulturellt Engagement, sief dat iwwer Literatur, Musek, Konscht oder Theater, d'Lëtzebuerger Sprooch förderen a fleegt, ka beim Kulturministère e Subsid ufroen. An deem Sënn gi regelméisseg Projeten, déi mat der Lëtzebuerger Sprooch verknäppt sinn, vum Kulturministère ënnerstëtzt, z. B. literaresch Wierker, Theaterstécker oder Kompositiounen op Lëtzebuergesch.

Déi Initiativen an Asblen, déi sech reng fir d'Lëtzebuerger Sprooch asetzen, ginn net zousätzlech vum Educatiounsministère ënnerstëtzt. Dat ass anescht, wann e pädagogescht Zil ugepeilt gëtt, dat an eise Schoule kann ëmgesat ginn. Dofir huet de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) eng Konventioun mat „Freed um Liesen Asbl" fir verschidde Projeten an de Schoulen, wou och Bicher op Lëtzebuergesch concernéiert sinn.

Question 2988 (12.05.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **promotion de l'agriculture biologique:**

Seit dem Inkrafttreten des nationalen Aktionsplans zur Förderung der Biolandwirtschaft im Jahre 2009 arbeitet eine Taskforce an der Umsetzung dieses staatlichen Aktionsplans. Die hiesigen vorgesehenen Maßnahmen werden zu 100% vom Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz übernommen. Wie aus der Presse zu erfahren war, konnte in der benachbarten Wallonie mit Inkrafttreten eines solchen Aktionsplans, bei in etwa vergleichbarer Situation mit Luxemburg, der Anteil an Biolandwirtschaft seit 2012 innerhalb von fünf Jahren substanziell auf über 10% gesteigert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

1. Welche Bilanz zieht der Herr Minister aus dem nationalen Aktionsplan zur Förderung der Biolandwirtschaft?

2. Wurden die vorgegebenen Zielsetzungen erfüllt?

3. Wie beurteilt der Herr Minister die Rolle der oben genannten Taskforce?

Die Beratung der Landwirte über Beratungsmodule im Bereich der Biolandwirtschaft wird zu 100% subventioniert.

4. Wird diese Bestimmung auch für landwirtschaftliche Betriebe in Teilumstellung auf Biolandwirtschaft gültig sein?

5. Wird die Beratung für landwirtschaftliche Betriebe in Teilumstellung weiterhin auf eine einzelne spezialisierte Beratungsstruktur beschränkt sein oder etwa demnächst auf andere Beratungsstrukturen ausgeweitet?

Réponse (26.05.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Die Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft, gekoppelt mit einer flächenbezogenen Bioprämie, war bis dato in Luxemburg nicht gegeben. Es liegt auf der Hand, dass somit der Bioaktionsplan in Wallonien eine andere Entwicklung nehmen konnte als das in Luxemburg der Fall gewesen ist. Mit der Möglichkeit einer Teilumstellung auf biologische Landwirtschaft, gekoppelt mit einer flächenbezogenen Bioprämie, haben wir jetzt in Luxemburg neue Rahmenbedingungen geschaffen. Ich erhoffe mir, dass die biologische Primärproduktion sich dadurch in einzelnen Segmenten weiterentwickeln wird.

Dabei ist jedoch zu beachten, dass die Landwirtschaft sowie die Bioaktionspläne in Wallonien und Luxemburg nicht so ohne Weiteres, wie von der Frau Abgeordneten behauptet, zu vergleichen sind.

Wallonien besteht aus fünf Provinzen, die landwirtschaftlich als sehr heterogen zu bewerten sind. Die biologische Landwirtschaft, und somit auch die Umsetzung des Bioaktionsplanes, greifen überwiegend in den Provinzen Luxemburg und Lüttich. Hier ist der Anteil an Dauergrünland bzw. der Anteil an reinen Grünlandbetrieben sehr hoch und die Rinderhaltung ist vorherrschend.

In den anderen drei Provinzen hat die Rinderhaltung eine sehr viel geringere Bedeutung, der Ackerbau mit Zuckerrüben und Kartoffeln ist dagegen weit verbreitet. Vor allem in diesen Provinzen finden sich teilumgestellte Betriebe, z. B. in Verbindung mit konventionellem Ackerbau und einer biologischen Geflügelhaltung. Mehr als ein Drittel der Geflügelproduktion hat in Wallonien ihren Ursprung aus der biologischen Landwirtschaft.

In Luxemburg ist der Anteil an Gemischtbetrieben sehr hoch. Oft sind die Standbeine Milchvieh, Fleischvieh und Ackerbau in einem Betrieb vereint. Dies macht sowohl die gesamtbetriebliche Umstellung auf biologische Produktion als auch eine Teilumstellung, die an die Bewirtschaftung von größeren Flächen gebunden ist, ziemlich schwierig. So ist es laut der EU-Bio-Verordnung nicht möglich, innerhalb eines Betriebes die Rinderhaltung in biologisch oder konventionell (Fleischvieh, Milchvieh) aufzuteilen. Ein großer Anteil der Ackerflächen wird in der tierischen Veredlung genutzt, d. h. wird dem Feldfutterbau zugeordnet.

Die Abschaffung der Milchquoten und der damit verbundene Strukturwandel, der stetige technische Fortschritt oder beispielsweise die wachsenden Arbeitsbelastungen junger Landwirte haben in vielen landwirtschaftlichen Betrieben zu hohen Investitionen geführt.

Diese Investitionen binden langfristig Kapital und engen sowohl den Handlungsspielraum als auch die Risikobereitschaft der Betriebsleiter ein. Zudem ist eine leistungsfähige Verarbeitungsebene für viele Bioprodukte (noch) nicht in Luxemburg vorhanden und stellt somit das fehlende Glied in der Produktionskette dar. Der Aufbau dieser Verarbeitungskette ist in einem kleinen Land wie Luxemburg natürlich sehr viel schwieriger als z. B. in Wallonien.

Diese einleitenden Erklärungen sind wichtig, um die Unterschiede zwischen der Landwirtschaft von Wallonien und der von Luxemburg besser zu verstehen.

ad 1.+2.+3. Die Rolle der Taskforce „Biolandwirtschaft" besteht in der Unterstützung bei der Ausarbeitung und Umsetzung des nationalen Aktionsplans für die Förderung der biologischen Landwirtschaft.

Da bei der Ausarbeitung des Aktionsplanes keine quantifizierbaren Indikatoren und Zielsetzungen definiert wurden, ist es nicht möglich, eine diesbezügliche Bewertung vorzunehmen.

Folgende Aktionen wurden hingegen festgelegt:

- die Biolandwirtschaft den Landwirten näherbringen durch Broschüren, Informationsversammlungen, Demonstrationsbetriebe, Teilnahme an der Foire agricole;

- Aufklärung der Konsumenten durch Broschüren und Teilnahme an der Oekofoire;

- Unterstützung beim Aufbau einer Struktur zur Verarbeitung und Vermarktung von Biorindfleisch;

- Förderung des Einsatzes von Bioprodukten in der Außer-Haus-Verpflegung;

- Verleihung des Bio-Agrar-Preises zur Anerkennung von Innovationen in der biologischen Landwirtschaft;

- Optimierung der Beratung bei der Sortenwahl durch Ausführung von Sortenversuchen.

Folgende Bilanz kann aus diesen Aktionen gezogen werden:

1. Eine Umstellung auf die biologische Landwirtschaft ist ein langwieriger Prozess. Folgende Hauptfaktoren beeinflussen die Entscheidung:

- die familiäre Situation im Betrieb, z. B. Generationskonflikt;

- bestehende Ausrichtung und Infrastruktur des Betriebes: eventuell sind Investitionen nötig, um biokonform zu werden; hohe Land-/Pachtpreise; Mangel an verfügbaren Flächen;

- aktuelle Situation auf dem Markt der Biolandwirtschaft:

• Nachfrage ist höher als das Angebot: Es werden viele Bioprodukte importiert, davon auch viele, die nicht in Luxemburg produziert werden können

• Fehlende nationale Verarbeitungsstrukturen: Es muss oft auf ausländische Anlagen zurückgegriffen werden, dabei geht der Heimvorteil verloren

- die Bioprämie steht in Konkurrenz zu den übrigen Umweltprämien, welche je nach betrieblicher Situation für den Landwirt einfacher umsetzbar sind;

- es besteht leider immer noch ein Konkurrenzdenken zwischen dem konventionellen und dem biologischen Sektor in der Landwirtschaft;

- Ausbildung; Wissens-und Kenntnisstand.

2. Der Aktionsplan hat keinen direkten Einfluss auf die Entwicklung des Marktes. Er dient vor allem zu Aktionen im Bereich der Analyse und der Aufzeichnung von Handlungsansätzen.

3. Es wurden sehr viele Aktionen in vielerlei Bereichen ausgeführt (Marktanalyse; Kommunikation an Verbraucher; diversifizierte Infoveranstaltungen für Produzenten, Verarbeiter, Kollektivverpflegung und Verbraucher; Forschungsprojekte; Mitarbeit an der Einführung von Biomodulen im landwirtschaftlichen Unterricht im LTA...), welche beim Sektor auf positive Resonanz gestoßen sind.

Aus der folgenden Tabelle kann abgeleitet werden, dass ein kontinuierlicher Anstieg der Bioproduktion erreicht wurde, der sich je nach Produktionsrichtung unterschiedlich gestaltet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Seit 2016 wird mit den Daten aus dem Flächenantrag gearbeitet, mit Stand vom 01.04., und nur für solche Betriebe, die in den Erhebungskreis zur Struktur der landwirtschaftlichen Betriebe fallen.

Am 31.12.2016 gab es demnach noch weitere 45 Betriebe (mit insgesamt >=300 ha), die entweder nicht in den Erhebungskreis fallen (z. B. Imker) oder sich erst nach dem 1. April 2016 angemeldet haben.

Bei den Verarbeitern werden nur jene zurückbehalten, die auch bei EUROSTAT erfasst werden, wie z. B. Molkereien, Schlachthäuser, Bäcker, Metzger und so weiter.

Es gibt aber noch 31 weitere Betriebe wie Händler, Großhändler oder Verkaufsstellen, die unter die Kontrollpflicht fallen.

ad 4.+5. Es gibt Beratungsmodule im Bereich der Biolandwirtschaft, die bis zu 100% mit öffentlichen Mitteln subventioniert werden (Vorumstellung und Umstellung für Landwirtschaft und Weinbau), aber auch Module, die eine finanzielle Beteiligung seitens der Landwirte vorsehen (Fördersatz 80%).

Bei der Teilumstellungsberatung auf Biolandwirtschaft gelten bereits heute wie in Zukunft die gleichen Bestimmungen wie bei einer gesamtbetrieblichen Umstellungsberatung.

Je nach Betriebsausrichtung und Beratungsbedarf nehmen Biobetriebe bereits heute das Beratungsangebot von verschiedenen Beratungsanbietern in Anspruch. Dabei obliegt es der Entscheidung des Landwirtes, welchen Beratungsanbieter er zu Rate zieht.

Question 2989 (12.05.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **conflit au Cameroun:**

Avant son indépendance, la République du Cameroun était, entre 1919 et 1961, divisée en un territoire français et un territoire de mandat britannique. Depuis l'indépendance du pays, de nombreux Camerounais anglophones se sentent marginalisés dans un pays où aujourd'hui, la majorité de la population est francophone.

Vers la fin de l'année 2016, les tensions dans le pays ont escalé et lors des manifestations, plusieurs personnes ont perdu leur vie à Bamenda. Une centaine de manifestants ont été détenus et le Gouvernement a bloqué l'accès à l'internet dans les régions anglophones du pays.

En vue de cette situation précaire, Monsieur le Ministre avait, lors du débat sur la politique européenne et étrangère à la Chambre des Députés en mars 2017, promis d'envoyer un courrier à Madame Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Par le biais de cette lettre. Monsieur le Ministre voulait se renseigner sur des efforts de l'Union européenne qui pourraient être faits afin de contribuer à la prévention d'un conflit encore plus sanglant au Cameroun.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà pris contact avec Madame Mogherini?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse de la Haute Représentante et est-ce qu'il y a eu un suivi du ministère dans ce dossier?

Réponse (13.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le 31 mars dernier, j'ai adressé une lettre à la Haute Représentante Federica Mogherini, pour inviter l'Union européenne à suivre de près la situation dans le sud-ouest et le nord-ouest du Cameroun. Je me suis montré préoccupé par la recrudescence des tensions dans les régions concernées. Mentionnant les rapports relatifs aux actes de violence commis par certains manifestants et l'usage disproportionné de la force par les services de sécurité, j'ai tenu à souligner que tous les actes de violence allégués devraient faire l'objet d'une enquête indépendante. Enfin, j'ai suggéré que par des démarches auprès des autorités, il serait nécessaire de faire prévaloir l'importance d'un dialogue pacifique, ainsi que de la recherche d'une solution négociée permettant de tenir compte des revendications des anglophones,

tout en respectant l'État de droit et les libertés fondamentales de tous les citoyens.

ad 2. Dans sa réponse datée du 10 mai, la Haute Représentante a apporté son soutien aux lignes proposées par ma lettre et a informé des démarches effectuées par ses services à Bruxelles, ainsi que par la délégation de l'Union européenne à Yaoundé, y compris celles au niveau ministériel, depuis le début des manifestations.

Plusieurs contacts ont eu lieu au cours desquels l'UE a appelé les autorités à faire preuve d'ouverture et à donner la priorité au dialogue, ainsi qu'à une solution négociée. La mise en œuvre de la décentralisation prévue dans la Constitution pourrait être de nature à répondre à certaines des aspirations des populations anglophones.

La Haute Représentante a assuré que depuis le début des événements, l'UE avait appelé tous les acteurs à la retenue, aussi bien dans l'exercice du droit à la liberté d'expression et de manifestations pacifiques, que dans la gestion des opérations de maintien de l'ordre et de sécurité publics. L'État camerounais demeure le garant de la sécurité, ainsi que des droits et libertés fondamentaux des citoyens (y compris le droit à l'éducation) tel que consacrés par la Constitution du Cameroun et les traités internationaux auxquels le pays a adhéré. Si le maintien de l'ordre et la sécurité est légitime, la réponse aux troubles doit être proportionnée et en accord avec la législation en vigueur.

Enfin, l'UE a encouragé les autorités à exploiter le potentiel que représente la richesse linguistique et culturelle du Cameroun, et à mettre fin à la suspension du réseau Internet dans les régions anglophones. Entre-temps, la connexion Internet a été rétablie dans les régions anglophones. La Haute Représentante a assuré que les Chefs de mission de l'UE à Yaoundé continueraient, dans le cadre de contacts bilatéraux, à encourager tous les efforts visant à un dialogue constructif, au respect des libertés fondamentales et à la mise en œuvre effective de la décentralisation, notamment dans le contexte du dialogue politique prévu sous l'article 8 de l'Accord de Cotonou.

Le ministère continue à collaborer étroitement avec le service d'action extérieure de l'Union européenne et les partenaires européens pour assurer le suivi dans ce dossier.

Question 2990 (12.05.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **réforme du stage des fonctionnaires:**

Lors de sa conférence de presse du 10 mai, la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) a exprimé son désaccord par rapport aux conditions de stage en vigueur depuis la dernière réforme de la fonction publique. Actuellement, les traitements des fonctionnaires stagiaires s'élèvent à 80% du traitement de base pour les deux premières années de stage, et 90% lors de la troisième année. La CGFP se dit avoir été d'accord avec ces dispositions à condition de réformer le stage.

Or, comme une révision n'a pas encore eu lieu, la confédération revendique le paiement du traitement à 100%. Elle estime que les fonctionnaires-stagiaires travailleraient comme des fonctionnaires à part entière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le stage n'a pas encore été réformé?

- Dans l'affirmative, en quoi consisterait une telle réforme et dans quel délai elle pourrait être achevée?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de la CGFP que la règle «80, 80, 90» devrait être abolie?

Réponse (26.05.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Tout d'abord, je tiens à rejeter fermement l'affirmation faite par la CGFP dans son communiqué de presse du 10 mai dernier selon laquelle il n'y aurait pas eu de réorganisation fondamentale du stage dans le cadre des réformes dans la fonction publique et que les stagiaires seraient considérés dès leur premier jour de travail comme des fonctionnaires pleinement opérationnels, affirmation laissant sous-entendre que le Gouvernement n'aurait pas respecté les engagements pris lors de l'accord sur les réformes dans la fonction publique signé le 15 juillet 2011.

Les modalités relatives à la réforme du stage telles que retenues dans l'accord de 2011 et précisées dans l'accord de conciliation signé le 30 mars 2012 entre le Gouvernement et la CGFP, sont reprises dans le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 octobre 2000 déterminant l'organisation à l'Institut national d'administration publique de la division de la formation pendant le stage du personnel de l'État et des établissements publics de l'État ainsi que du cycle de formation de début de carrière pour les employés de l'État.

De manière générale, et contrairement à l'affirmation de la CGFP, les modifications apportées au stage ont pour objectif de faire de cette période une période de formation et d'initiation progressive au travail. Le stagiaire est donc un agent dont les compétences de base doivent être développées et qui doit se familiariser avec le secteur public en général et sa nouvelle administration en particulier. La structure du stage se divise ainsi en trois parties, à savoir:

- une formation générale à l'Institut national d'administration publique pendant la première année de stage et ayant pour objectif de familiariser le stagiaire avec les différentes institutions politiques et administratives, de l'initier à l'organisation, à la structure et au fonctionnement du système administratif et de le sensibiliser aux techniques administratives;

- une formation spéciale dans les administrations destinée à initier le stagiaire aux missions et à l'organisation de son administration avec une durée minimale obligatoire pour tous les groupes de traitement;

- une phase d'initiation pratique (learning by doing) dans son travail quotidien.

Par ailleurs, le principe du plan d'insertion professionnelle, accompagnant le stagiaire tout au long de son stage a été rendu applicable à tous les stagiaires de tous les groupes de traitement. En même temps les éléments composant le plan d'insertion professionnelle ont été formalisés. Chaque stagiaire devrait ainsi être encadré par un patron de stage, recevoir un livret d'accueil présentant l'organisation et les missions de l'administration et se voir remettre un carnet de stage qui reprend ses performances et ses résultats au fil de sa progression pendant le stage.

Concernant plus particulièrement la durée de formation, il importe de souligner qu'une nouvelle formation a été introduite pour le groupe de traitement A2 et qu'un minimum légal d'heures de formation spéciale qui varie en fonction du groupe de traitement a été fixé, de sorte que celle-ci se décline désormais comme suit:

- A1: 90 heures

- A2: 100 heures

- B1: 110 heures

- C: 90 heures

- D: 60 heures

Par ailleurs, l'organisation et l'agencement des différents cours ont été revus et la formation des employés en période de stage est passée de 72 à 128 heures.

Pour ce qui est de la règle «80, 80, 90» , il importe de souligner que les indemnités de stage sont fonction des différentes carrières. Elles correspondent pour chaque groupe de traitement à un montant fixe de points indiciaires définis à l'article 37 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Par ailleurs, et dans la mesure où l'indemnité de stage n'est jamais fixée en deçà du salaire social minimum qualifié, la réduction de l'indemnité de stage ne s'applique que de façon très restreinte aux groupes de traitement D3 à D1.

La prise de position récente de la CGFP me semble d'autant plus surprenante que la question de l'adaptation des indemnités de stage n'a à aucun moment été évoquée par la CGFP lors des récentes négociations ayant abouti à l'accord salarial dans la fonction publique du 5 décembre 2016, alors que j'avais pourtant clairement fait part de ma disposition à en discuter. Même ma proposition de procéder à l'adaptation de quelques indemnités de stage se situant actuellement en dessous des seuils précités, qui a finalement été retenue au point I.5. de l'accord salarial, n'a pas suscité davantage de réaction de la part de la CGFP.

Au cas où la CGFP voudrait relancer les discussions au sujet des indemnités de stage, il faudrait rediscuter l'ensemble de l'accord salarial signé le 5 décembre dernier, tout en maintenant l'enveloppe financière globale, mais modifiant la répartition actuelle prévue (augmentation linéaire de 1,5% de la valeur du point indiciaire).

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2991 (12.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **musée des sapeurs-pompiers:**

Actuellement les sapeurs-pompiers stockent des pièces de collection (anciens véhicules et divers objets relatifs an métier) retraçant l'histoire des pompiers luxembourgeois dans des halls à Colmar-Berg et à Leudelange. Or, il m'a été rapporté que le Gouvernement serait en train de chercher des locaux pour mettre en place un musée pouvant accueillir cette collection.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Les locaux actuellement utilisés pour le stockage des pièces de collection devront-ils être libérés dans un futur proche?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de la surface nécessaire pour pouvoir exposer de façon adéquate ces pièces de collection?

- Est-ce que Monsieur le Ministre envisage la construction d'un futur musée ou le cas échéant, louer des locaux pour y abriter un tel musée?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en place un musée exclusivement pour les besoins des sapeurs-pompiers ou envisage-t-il de regrouper plusieurs services publics comme les P&T, la police et gendarmerie, la douane et les services de secours dans un seul musée?

Réponse (14.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

De prime abord, il est important de préciser que la collection d'anciens véhicules et de divers objets relatifs au métier de sapeur-pompier dans les halls à Colmar-Berg et à Leudelange est le mérite de bénévoles engagés.

Les locaux actuellement utilisés pour le stockage restent disponibles. Le stockage de la collection des objets retraçant l'histoire de nos sapeurs-pompiers n'est cependant pas une fin en soi, le but étant de rendre cette collection accessible au grand public, ce qui nécessite une structure et un concept adaptés.

Un futur musée permettrait de regrouper sur un site le patrimoine et l'histoire des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et de reconnaître le travail, l'engagement et le dévouement de ces derniers. Il s'agirait de mettre en place une infrastructure qui constituerait un lieu de rencontre, de mémoire et d'échanges rassemblant la mémoire collective et constituant une vitrine du savoir-faire technique et humain.

L'idée de regrouper les collections et la mémoire d'un ensemble d'acteurs du service public dans une même enceinte fait l'objet de réflexions et de discussions avec les associations, ministères et administrations concernés. Je tiens à rappeler que l'adhésion des associations de bénévoles, dont notamment la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers, à ces idées est essentielle. Il est donc à ce stade trop tôt pour se prononcer sur la teneur finale des projets à mettre en œuvre.

Question 3016 (22.05.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant les **propos du secrétaire régional des finances de Madère devant la commission PANA:**

La commission PANA du Parlement européen, qui enquête actuellement sur les questions de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale, a entendu lors de sa séance du 9 mai 2017 le secrétaire régional des finances de la région autonome portugaise de Madère. Celui-ci expliquait devant la commission PANA qu'en raison d'un changement de la législation fiscale de la région autonome de Madère adopté à la fin de l'année 2011, beaucoup d'entreprises et de banques avaient quitté l'île pour d'autres juridictions:

«À cette époque, les nouveaux régimes sont entrés en vigueur en obligeant les entreprises à payer l'IRC [impôt sur le revenu des personnes collectives] à un taux de trois pour cent, avec des plafonds de création de postes de travail. C'était en raison de l'obligation de création de postes de travail que beaucoup d'entreprises sont sorties de la région de Madère. Nous sommes passés de 6.000 entreprises, en 2000, à environ 1.500 entreprises plus récemment, en lien direct avec cette modification du régime et l'exigence accrue au niveau de la création de postes de travail. Comme je l'ai dit, ces entreprises sont sorties de Madère pour d'autres juridictions en Europe, notamment le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche, mais aussi, pour ce qui est banques, les transferts ont été faits pour d'autres places comme Hong Kong et Luxembourg.»

Et Monsieur le Secrétaire régional des finances de poursuivre: «Je peux même vous raconter un épisode: en janvier 2012, l'ambassadeur du Luxembourg s'est déplacé à Madère pour obtenir de la part de la région la liste des entreprises qui voulaient sortir de Madère, exactement pour essayer que ces entreprises aillent au Luxembourg.»

Considérant ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal s'est rendu en janvier 2012, ou à un moment proche de cette date, sur l'île de Madère? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre, respectivement le Ministère des Affaires étrangères (MAE), a été à l'initiative de cette visite et quel était l'objet officiel de cette visite?

1bis) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal s'est procuré en janvier 2012, ou à un moment proche de cette date, une liste des entreprises et des banques installées à Madère avec l'objectif de les attirer, d'une manière ou d'une autre, au Luxembourg? Si oui, est-ce que cette démarche a été menée sur initiative de Monsieur le Ministre, respectivement du Ministère des Affaires étrangères (MAE)?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal a activement engagé des démarches auprès des entreprises et banques installées à Madère, afin de les attirer d'une manière ou d'une autre au Luxembourg, respectivement que l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal a facilité des contacts avec d'autres services de l'État du Luxembourg et des entreprises et des banques de Madère avec ce même objectif?

3) Dans l'affirmative des questions précédentes, est-ce que les entreprises et banques installées à Madère ont été encouragées par l'ambassadeur du Luxembourg au Portugal, ou par d'autres représentants du Luxembourg, de s'installer au Luxembourg, avec, notamment ou exclusivement, des arguments fiscaux? Si oui, est-ce que ces arguments fiscaux incluaient la possibilité pour les entreprises et banques de se voir accorder un rescrit fiscal (décision anticipée des autorités fiscales) à des conditions plus avantageuses que celles mises en place par le nouveau cadre fiscal de Madère?

4) Partant du principe que les propos du secrétaire régional des finances de la région autonome de Madère correspondent entièrement ou en partie à la réalité, est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'une telle démarche est conciliable avec le principe de solidarité entre pays membres de l'UE qui devrait également guider les actions de la diplomatie luxembourgeoise, d'autant plus que le Portugal se trouvait à cette époque dans une grave crise économique et financière et que l'île de Madère est particulièrement vulnérable en raison de sa situation géographique ultrapériphérique?

Réponse (30.05.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) L'ambassadeur du Luxembourg au Portugal ne s'est pas rendu à Madère en 2012.

L'unique visite de l'ambassadeur à Madère qui pourrait être qualifiée de proche de cette date est la traditionnelle visite d'entrée en fonction effectuée les 28 et 29 novembre 2011. Cette visite auprès des autorités régionales a eu lieu selon les us et coutumes diplomatiques et le Ministère portugais des Affaires étrangères en était donc dûment informé. Une instruction spécifique du département pour ce genre de visites n'est pas usuelle. L'objectif de la visite consistait à établir un premier contact entre le nouvel ambassadeur et les autorités locales.

ad 1bis) Non.

ad 2) Non.

Notre ambassadeur au Portugal n'a à aucun moment effectué de telles démarches auprès d'entreprises ou banques installées à Madère, ni cherché à établir des contacts directs entre ces dernières et d'autres services de l'État au Luxembourg.

ad 3) Voir supra.

ad 4) Voir supra.

N°13
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Débat sur l'état de la nation & sur le PSC et le PNR (suite)	p. 460	Sommaire des séances publiques nos35 à 37	p. 506	35e séance	Jeudi 27 avril 2017
Débat sur l'évolution des médias	p. 480	Sommaire des questions parlementaires	p. Q222	36e séance	Mardi 9 mai 2017
Politique à mener dans le domaine des PME	p. 495			37e séance	Mercredi 10 mai 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

50e anniversaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Le Grand-Duché de Luxembourg accueille la Francophonie

Du 6 au 11 juillet 2017, la Francophonie s'est donné rendez-vous à Luxembourg: près de 600 participants de 72 pays issus de la communauté francophone de quatre continents - parmi eux 23 Présidents de parlement - se sont réunis au Grand-Duché de Luxembourg pour la 43e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

La délégation luxembourgeoise se composait de M. Mars Di Bartolomeo, Président, ainsi que de M. Alex Bodry, Mme Anne Brasseur et Mme Octavie Modert, membres effectifs.

La rencontre placée sous le thème principal «Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)» marquait le 50e anniversaire de l'APF créée en 1967 à Luxembourg.

Assistaient à la cérémonie officielle d'ouverture de la 43e session qui s'est tenue à la Philharmonie: (de gauche à droite) M. Xavier Bettel, Premier Ministre, S.A.R. le Grand-Duc, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, Mme Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie, et M. Aubin Minaku, Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

(de gauche à droite) M. Mars Di Bartolomeo, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, ainsi que M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert et Mme Anne Brasseur, membres effectifs, ont représenté la Chambre à la 43e session;

Mme Tania Tennina, responsable du Service des relations internationales de l'Administration parlementaire (à droite).

La Francophonie à l'honneur au Ban de Gasperich

Pour fêter l'occasion, une «rue de la Francophonie» a été inaugurée, le 9 juillet, au Ban de Gasperich à Luxembourg-ville par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, la bourgmestre de la ville de Luxembourg, Mme Lydie Polfer, le Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, M. Aubin Minaku, et la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Michaëlle Jean.

Lors de l'inauguration dans le futur quartier du Ban de Gasperich, le Président du Parlement luxembourgeois a rappelé l'importance de la communauté francophone, qui représente la majorité de la population étrangère de la ville de Luxembourg.

La rue de la Francophonie est pour le Président de la Chambre des Députés un signe pour «l'identité du Luxembourg qui réside dans la diversité».

«Cette rue devra mener vers l'inclusion», a-t-il précisé. Une vingtaine de Présidents des Assemblées parlementaires de la communauté francophone et les députés luxembourgeois membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie Octavie Modert et Laurent Mosar étaient présents à l'inauguration.

Inauguration de la «rue de la Francophonie» au Ban de Gasperich à Luxembourg-ville

«Unis dans la diversité!»

Suite à la réunion du Bureau, du Réseau des femmes parlementaires et des quatre commissions de l'APF, les délégations ont assisté le 10 juillet à la cérémonie officielle d'ouverture de la 43e session qui s'est tenue à la Philharmonie en présence de S.A.R. le Grand-Duc.

M. Mars Di Bartolomeo lors de son discours de bienvenue

Dans son discours de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait que «le Luxembourg est un pays dont les citoyens parlent notre langue nationale, le luxembourgeois, et aussi le français, l'allemand, le portugais, l'anglais, l'italien, etc.

La plupart des habitants sont plurilingues et c'est sans doute l'une des spécificités de notre pays (…) et l'un de ses atouts».

Il a décrit la Francophonie comme «une famille unie dans sa diversité, une communauté de valeurs». Ce message fut repris par M. Aubin Minaku, Président sortant de l'APF, qui

S.A.R. le Grand-Duc s'est adressé à l'assemblée.

l'a placé dans un contexte actuel: «Dans ces temps sombres, où, de toutes parts, nos valeurs de tolérance et de partage sont mises à mal par le terrorisme, sans foi ni frontières, nous devons plus que jamais nous unir pour faire de notre espace un lieu de paix et de respect des croyances de chacun.»

Dans son allocution, S.A.R. le Grand-Duc a souligné qu'un demi-siècle après sa création, les objectifs de la Francophonie et de son assemblée parlementaire conservent toute leur validité: «L'engagement pour la Francophonie dépasse l'aspect linguistique et culturel pour recouvrir d'autres dimensions, comme la lutte pour la démocratie ou les droits de l'homme.» Le Premier Ministre luxembourgeois, M. Xavier Bettel, quant à lui a détaillé l'importance de la solidarité et de la tolérance dans la lutte pour des valeurs qui ne sont pas acquises dans tous les pays membres

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, à l'occasion de son discours

comme par exemple le respect pour des orientations sexuelles différentes.

Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie réunie en plénière au Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg.

Les travaux en plénière se sont déroulés les 11 et 12 juillet au *European Convention Center* (ECCL) à Luxembourg-Kirchberg. Ils étaient placés sous le thème principal «Diversité linguistique, diversité culturelle, identité(s)».

Les délégués ont notamment entendu un exposé de M. Louis Chauvel, sociologue et professeur à l'Université du Luxembourg, qui a expliqué que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le français n'est pas du tout destiné à disparaître: «La Francophonie connaît une dynamique démographique remarquable», a-t-il souligné.

D'après le professeur Chauvel, la population francophone est jeune, surtout en Afrique, et le vrai défi consiste à affronter la répartition des richesses très inégale.

En matière de richesses, les pays multilingues s'en sortiraient mieux que les pays uniquement francophones.

La richesse de la diversité de langues a été soulevée lors du débat général entre les membres des différentes sections francophones. D'autres interventions ont concerné l'exigence de solidarité, un accès à Internet pour tous, la protection de langues minoritaires, le combat contre la pauvreté ou encore la pacification de pays en guerre.

Renforcer la lutte contre le terrorisme

Suite au débat général, les parlementaires francophones ont adopté une vingtaine de résolutions dont plusieurs portent sur les conflits armés comme par exemple l'attaque au gaz sarin en République arabe syrienne ou encore les actes terroristes perpétrés au Sahel. La conciliation entre l'État de droit et la lutte contre le terrorisme, ainsi que le rôle de l'éducation dans la prévention de la radicalisation étaient d'autres sujets de résolutions adoptées en session plénière.

Élection par acclamation

Pendant l'après-midi, le Président de l'Assemblée nationale du Québec a été élu Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie pour les deux années à venir. Dans son discours d'investiture, M. Jacques Chagnon a annoncé qu'il voulait faire du numérique une priorité de sa présidence.

M. Alex Bodry, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF, a été réélu trésorier de l'APF. Dans le même contexte, les parlementaires francophones ont également donné leur accord pour un commissaire aux comptes qui assurera la transparence des finances de l'APF.

Le dernier mot revient aux jeunes

En guise de clôture, les parlementaires ont pu entendre les résolutions prises par les commissions et l'Assemblée plénière de la huitième édition du Parlement francophone des Jeunes, qui s'est déroulée aux mêmes dates à Luxembourg. Ils ont également pu assister à la grande finale du concours de joutes oratoires à l'issue duquel la représentante luxembourgeoise Clémentine Rixhon a été désignée meilleure oratrice.

* * *

La session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a aussi donné lieu à deux autres événements:

- une réunion de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF).

Après une présentation du système politique luxembourgeois par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, les secrétaires généraux se sont penchés pendant deux jours sur le sujet de la «sécurité des parlements: un devoir à multiples facettes»;

- une conférence académique sur le parlementarisme dans l'espace francophone, organisée par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg.

Cette conférence était placée sous le sujet «Les dynamiques parlementaires au XXIe siècle dans l'espace francophone».

Au cours d'une journée académique, des professeurs d'université et chercheurs venant de plusieurs pays ont procédé à une analyse comparée des attitudes vis-à-vis de la démocratie représentative des États membres de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Les membres de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Commune Rosport-Mompach

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

Le projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Mompach et de Rosport en une nouvelle commune dénommée «Rosport-Mompach».

Les conseils communaux des communes de Mompach et de Rosport ont entamé dès l'automne 2015 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les communes de Mompach et de Rosport collaborent déjà au niveau de certains syndicats de communes (Internationales Abwasserklärwerk Mompach/Trier-Land, SIAEE, SICEC, SIGRE et Syvicol).

Le projet de loi prévoit certaines mesures transitoires: le collège des bourgmestre et échevins se composera jusqu'aux élections communales de 2023 de quatre élus, à savoir un bourgmestre et trois échevins, dont deux sont issus du conseil communal respectivement de la section de Mompach et de celle de Rosport. Le conseil communal se composera de treize conseillers, ce nombre étant ensuite réduit à onze conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Les élections se feront jusqu'à celles qui auront lieu en 2023 au système de la majorité relative.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

09.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2017
Loi du 16 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°591, page 1

Communications électroniques

7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, afin d'y insérer l'obligation pour les entreprises fournissant des services à prépaiement, de saisir certaines données relatives à l'identification de la personne à laquelle le service est fourni. Le projet de loi met donc fin au caractère anonyme des cartes d'abonnement téléphoniques prépayées.

Actuellement, la formule de la téléphonie mobile avec prépaiement permet au fournisseur du service de communications électroniques d'attribuer une carte SIM et un numéro d'appel, sans que le client ne soit légalement obligé de déclarer son identité.

Il est évident qu'une situation dans laquelle une entreprise de communication ne sait pas nécessairement à qui une carte SIM et le numéro d'appel correspondant sont alloués, représente de sérieux inconvénients au niveau de la prévention et la lutte contre la criminalité, y compris la lutte contre le terrorisme.

Suite aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris, les entreprises concernées ont volontairement accepté de ne plus mettre en circulation des cartes SIM sans que l'identité de l'utilisateur ne soit connue. Il reste cependant encore un grand nombre de cartes SIM en service qui avaient déjà été activées préalablement.

Afin de pallier cette situation, le présent projet de loi se propose de créer une obligation légale, pour toute entreprise fournissant des services à prépaiement, de saisir l'identité de la personne à laquelle le service est fourni, et ceci préalablement à la fourniture du service.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 02.09.2016
Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel):

12.12.2016	Présentation du projet de loi
13.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
08.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.05.2017
Loi du 7 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°557, page 1

Service aux jeunes

7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale

Le projet de loi sous rubrique vise à intégrer les activités du service Action locale pour jeunes (ci-après «ALJ») dans le Service national de la Jeunesse (ci-après «SNJ»). Un tel regroupement vise à intensifier les synergies au niveau des services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ceci en vue d'une meilleure coordination des efforts dans les domaines de la garantie pour la jeunesse et de l'amélioration du service aux jeunes qui sont, ou risquent d'être, concernés par un décrochage scolaire.

Alors qu'il existe plusieurs différences au niveau de l'offre (accompagnement individuel vers l'insertion socio-professionnelle pour l'ALJ, et activation moyennant des programmes de service volontaire et les ateliers pratiques pour le SNJ), les missions des deux services présentent quelques points similaires. En effet, ils ont non seulement le même public cible, à savoir les jeunes les plus vulnérables, mais disposent également d'antennes régionales agissant en dehors du milieu scolaire. À souligner que les services coopèrent déjà aujourd'hui tant au niveau régional qu'au niveau national et que leur approche éducative est très similaire.

Concrètement, le projet de loi sous rubrique prévoit que les éducateurs gradués, qui sont actuellement au service de l'ALJ, seront dorénavant affectés au Service national de la Jeunesse, où ils feront partie de la division «Soutien à la transition vers la vie active». Cette division sera organisée en bureaux régionaux, appelés «antennes locales pour jeunes», qui auront comme double mission de proposer, d'une part, information, conseil et accompagnement individuel et, d'autre part, des mesures d'activation concrètes aux jeunes ayant des difficultés au niveau de la transition vers la vie active. Le volet «information, conseil et accompagnement individuel» correspond aux tâches actuelles des bureaux de l'ALJ, externes aux lycées. Le volet «proposition de mesures d'activation» correspond aux tâches actuelles des antennes régionales du SNJ.

Le regroupement de ces deux services présente un certain nombre d'avantages, à savoir:

- une amélioration du service pour jeunes;
- une visibilité accrue;
- une meilleure défense des jeunes en difficulté;
- une coordination facilitée avec d'autres services;
- la création de synergies.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016
Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

15.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
01.03.2017	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'Etat
15.03.2017	Présentation d'un projet de lettre d'amendement
03.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2017
Loi du 22 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°602, page 1

Identification des personnes physiques

7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Le projet de loi a pour objet de compléter l'article 25 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques. Cet article 25 contient actuellement deux cas de figure où des personnes peuvent bénéficier d'une adresse de référence. Il s'agit, d'une part, des personnes dites sans domicile fixe ayant la nationalité luxembourgeoise ou, à condition d'avoir résidé pendant cinq ans au Grand-Duché, des ressortissants d'un autre État de l'Union européenne, d'un des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, et, d'autre part, des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le projet de loi propose d'ajouter un troisième cas de figure permettant de solliciter une adresse de référence. Il s'agit des personnes à qui le statut de réfugié a été octroyé par une décision du ministre ayant l'Asile dans ses attributions. Celles-ci auront l'obligation de demander une inscription sur le registre principal à leur résidence habituelle pour autant que cette adresse permette une telle inscription. La modification proposée ouvre la possibilité à ces personnes de profiter des mécanismes relatifs à l'adresse de référence si leur adresse habituelle ne se prête pas à une inscription sur le registre principal.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.01.2017
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

14.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.04.2017

SÉANCE 35

JEUDI,
27 AVRIL 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

- *Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»: M. Gilles Roth (interventions de MM. les Ministres Félix Braz et Dan Kersch) (dépôt de quatre motions), M. Claude Wiseler, Mme Simone Beissel (interventions de M. le Ministre Félix Braz), M. Fernand Kartheiser (interventions de M. le Ministre Dan Kersch, Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar et Mme Octavie Modert, questions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Claude Wiseler et M. Laurent Mosar), M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Gast Gibéryen, M. le Ministre Romain Schneider, M. Claude Wiseler, M. Marc Baum, Mme Nancy Arendt, M. le Ministre Pierre Gramegna)*
- *M. Michel Wolter (parole après ministre) (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. le Ministre Dan Kersch) M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Motions: M. Gilles Roth (renvoi de la motion 2 à la discussion sur les projets de loi n°6759 et n°6762), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

3. 7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen (en remplacement de M. Yves Cruchten)*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et
2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats

- *M. Roy Reding - M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

6. 6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et Mme Viviane Loschetter), M. Alex Bodry (intervention de M. Gilles Roth), M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Motion: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Gilles Roth (renvoi en commission de la motion 2 déposée sub 2.)*
- *Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*

7. 7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- *Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Eugène Berger*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *M. Gilles Roth (parole après ministre), Mme Viviane Loschetter, M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.23 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung dann erëm op.

A mer géifen zu deem leschte Volet vun den Debatten iwwert den État de la nation iwwergoen. Dat ass de Volet Institutiounen an d'Reform vum Stat. Den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État»

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e klengt Land a mir halen och zerguttst den Usproch drop, eng modern Demokratie ze sinn. An d'Lag vun der Natioun, mengen ech, verflicht eis och duerfir als gewielte Volleksvertrieder, sech mat dem Fonctionnement vun eisem Rechtsstat ausenanerzesetzen. An dat solle mir och objektiv maachen, mä gradesou ouni Tabu.

Virop: Dat meescht, mengen ech, klappt gutt. An dat deet dem Land och gutt. An et gëtt awer eng Rei vu Quacken! An ech mengen, déi solle mer och hei an dësem Haus kloer uschwätzen. An d'CSV ass gewëllt, dëst konstruktiv matzehëllefen aus dem Wee ze raumen.

Éischtens, Här President, déi rezent an erneit Diskussiounen ëm de SREL, eise Geheimdéngscht, déi dinn dem Image vum Land dach awer net gutt. Als vollwäertege Memberstat vun europäeschen an internationalen Institutioune brauch eist Land ee Geheimdéngscht. Mir hunn och do eis Verflichtungen, an d'CSV steet och kloer dozou.

Mä vill Matbierger, dat héiert een awer déi lescht Wochen dobaussen, déi stelle sech mat deene regelméissege SREL-Affären dach net zu Onrecht d'Fro iwwert de Sënn an Zweck vun esou engem Geheimdéngscht. D'Leit wëllen eigentlech ee séchere Stat, mä d'Leit wëllen awer duerfir keen Iwwerwaachungsstat.

Dir Dammen an Dir Hären, et muss duerfir och kloer sinn, dass grad an deem sensibele Beräich vun dem Geheimdéngscht d'Prinzipie vun dem Rechtsstat a vollem Ëmfang och zum Droe kommen. An dozou zielt natierlech och d'Denonciatiounsflicht vu Strofdoten opgrond vun dem Artikel 23 vun eiser Strofprozessuerdnung. Dës kann esou oder esou, jee no Interesselag, ausgeluecht ginn.

Här President, d'CSV fuerdert duerfir generell de Justizminister op, direkt eng ëmfaassend Circulaire un all betraffen Autoritéiten a Beamten ze ginn, wou d'Denonciatiounsflicht vun dem Artikel 23 vun eiser Strofprozessuerdnung kloer präziséiert gëtt.

D'Elementer, déi leien och kloer um Dësch. D'Gesetz aus dem Joer 2011, wat mir hei gestëmmt hunn, dat ass och kloer! De Statsrot huet a sengem Avis iwwert d'Reform vun dem Statsbeamtestatut dat Ganzt och nach eng Kéier kloer iwwert de Leescht geholl. Et mussen einfach materiell Elementer vun enger méiglecher Infraktioun matgedeelt ginn. Dat muss de Beamte selwer maachen. Hie muss een Dossier à charge et à décharge, also en objektiven Dossier zesummestellen. An de Beamte muss dat selwer, an net iwwer seng Hierarchie, direkt dem Parquet matdeelen, an net dann, wann et hien oder anerer arrangéiert.

D'Appreciatioun vun dem strofrechtleche Charakter, déi obläit eenzeg an eleng dem Parquet. Deen huet hei am Land d'Opportunitéit vun de Poursuitten a soss keen aneren.

Dës Meldeflicht, déi jo bekanntlech net nëmme fir d'Beamte spillt, däerf awer och net mëssbraucht ginn. Mir si keen Denunziantestat a mir wëllen dat och net ginn. D'Affer vun esou enger onberechtegter Denonciatioun huet och d'Méiglechkeet, fir eng Plainte wéinst Dénonciation calomnieuse ze maachen.

D'CSV fuerdert awer zousätzlech de Justizminister op, iwwer eng Gesetzesupassung nozedenken, déi sech un déi franséisch Strofprozessuerdnung uleent, näämlech dass de Parquet selwer an ouni Plainte vun dem Affer ka Poursuitte maache géint deejéinegen, deen d'Denonciatiounsflicht zum Beispill mat falsche Fakten oder engem onkompletten Dossier mëssbraucht. Am franséischen Text geet do vun enger Dénonciation mensongère rieds an déi ass och mat enger Prisongsstrof a souguer och mat enger Geldstrof beluecht. Dat ass den Artikel 41 vun dem franséische Code de procédure pénale.

Här President, zweetens, d'CSV begréisst d'Efforte vum Parquet, vun dem Justizminister - soe mer kloer - an och dem Justizministère, fir dass ufanks des Joers konnten déi sougenannten europäesch ABC-Direktiven an eis Strofprozessuerdnung agefouert ginn. Si hunn de Lëtzebuerger Code d'instruction criminelle wesentlech moderniséiert. Den Ëmsetzungsdelai, also den Transpositiounsdelai vun dësen Direktive war zwar verstrach, mä léiwer spéit wéi ni. Et war och eng komplex Operatioun.

Et zielt awer elo gradesou kloer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës nei Bestëmmungen am Liicht vun den Direktiven an och am Sënn vun de Rechter vun dem Beschëllegten an der Praxis och applizéiert ginn, an dat souwuel vun eiser Justiz, mä virun allem och vun eiser Police.

Et wier begréissenswäert, Här President, wann zousätzlech zu den Neierunge vun dem Code de procédure pénale, wéi en elo heescht, d'Ausleeung vun dëse Bestëmmunge géifen duerch eng Circulaire präziséiert ginn. A Frankräich gëtt et esou Circulairë vun de Justizautoritéiten. Si si souguer iwwert den Internet éffentlech zougänglech.

Wann eist Land sech zu Recht wëllt recommandéieren als Sëtz vu weideren EU-Institutiounen am Beräich vun der Justiz, zum Beispill den neie Parquet européen, da musse mir och e Musterschüler ginn am zäitlechen Ëmsetze vun EU-Direktiven, besonnesch an dem Justizberäich. An dozou zielt, Dir Dammen an Dir Hären, ënner anerem och déi sougenannten Direktiv „présomption d'innocence".

Den Délai de transposition - et ass kee Witz -, dee leeft den 1. Abrëll 2018 aus. Dëst ass ee weidere Meilesteen a puncto Moderniséiere vun eiser Strofprozessuerdnung. Et sollt ee sech der Tragweit vun dëser Direktiv bewosst ginn, notamment am Kontext vun enger Affär, déi eis Justiz zënter iwwer 32 Joer an, ech mengen, déi gesamt Mediewelt zu Lëtzebuerg zënter Längerem beschäftegt. Ech soen dozou net méi, well och déi Direktiv, Här President, déi ass a wesentleche Bestëmmungen elo schonns directement applikabel.

An et wier duerfir och am Sënn vum Rechtsstat an am Sënn vun der Rechtssécherheet gutt, wa Lëtzebuerg hei zu de First Movers géif zielen a wann dës Direktiv séier an eng national Legislatioun kéint ëmgesat ginn.

Här President, drëttens, de Rechtsstat verlaangt och ee Schutz vun de Privatsphären. Dozou gehéiert de Schutz vun de perséinlechen Daten, de Schutz vun dem Hausfriddensbroch, de Schutz vun dem perséinlechen Eegentum a virun allem och de Schutz vun der perséinlecher Intimitéit. An dem Regierungsprojet iwwert déi sougenannte Mesures de sécurité - dat sinn déi Sécherheetsmoossnamen, wou de Projet de loi am Kontext vun den Attentater vum Bataclan zu Paräis 2015 am November deposéiert gouf - goufen dës Prinzipie vun dem Schutz vun der Privatsphär dach nawell staark strapazéiert. An dat hate mir deemools - fir d'CSV e bëssen onüüblech an hirer Positioun, mengen ech - op dëser Plaz och kloer kritiséiert.

De Statsrot, grad wéi déi national Mënscherechtskommissioun, huet den CSV-Bedenken eigentlech mat sengen Avisen eent zu eent an op voller Linn recht ginn. Elo wier et, mengen ech a mir, endlech un der Zäit, dass och d'Chamberskommissioun an deem Dossier méi voll géif mat agebonne ginn. Grad elo, nodeems de Justizminister, dee sech am Dezember 2015 - als grénge Justizminister - eigentlech géint säi Wiesen dach e bëssen als Law-and-order-Minister dohinnergestallt huet, elo schonns dee Projet awer huet missen dräimol nobesseren, fir d'Lescht no dem ganz kriteschen Avis vun dem Statsrot.

Déi international Rechtsprinzipien a Saache Schutz vun der Privatsphär mussen och hei zu Lëtzebuerg spillen. Dëst gëllt virun allem beim Asetze vun dem sougenannte Statstrojaner. Den Zweck hellegt och hei net all Mëttelen. Wann eng Poursuite an e Statstrojaner géint e potenziellen Terrorist ut singuli - dat heescht, fir hie selwer - néideg an och justifiéiert ass, Dir Dammen an Dir Hären, dann heescht dat awer net, dass ipso facto d'Privatsphär vun anere Leit doduerch däerf drënner leiden.

D'Upassungen um SREL-Gesetz aus dem Joer 2015 gesinn d'Méiglechkeet elo vun dem Asetze vu sougenannte Statstrojaner a bestëmmte Fäll vir. De Gesetzestext, deen hält de Kriticken, déi de Statsrot mat Recht gemaach huet, am Kontext vum Gesetzesprojet iwwer grad déi Mesures de sécurité awer net stand.

An aus Grënn vu Rechtssécherheet fuerdert d'CSV d'Regierung och haut op, de Gesetzestext, dee mer am Juni/Juli d'lescht Joer gestëmmt hunn iwwert de SREL, op deem Punkt ze amendéieren, dass en de Kritäre vun dem Schutz vun der Privatsphär, esou wéi se vun dem Statsrot präziséiert goufen, och voll a ganz Rechnung dréit.

Véiertens, eis Polizeidatebanke sti rechtlech, fir et da vläicht galant ze soen, op wackelege Féiss. Praktesch oder realpolitesch ausgedréckt hält de Stockage vu perséinlechen Donnéeë vun engem Bierger an de Polizeidaten hei zu Lëtzebuerg engem Recours viru Geriicht net stand.

An d'Regierung weess dat och! Zu hirer Decharge: Fréier war dat och gewosst. Eis national Dateschutzkommissioun CNPD, jo souguer de Rapport vun der SREL-Enquêtëkommissioun aus dem Joer 2013, déi halen dat direkt oder indirekt och souguer schréftlech fest. Mä d'CSV fuerdert awer elo d'Regierung op, hire Wierder vun Transparenz no bal véier Joer Amtszäit op deem Plang genau vun dem Polizeidateschutz endlech Folleg ze leeschten an duerfir virun der Rentrée parlementaire 2017 en deementspriechende Gesetzesprojet ze deponéieren. An ech erlabe mer, Här President, Iech och herno eng Motioun an deem Sënn virzeleeën.

Ech soen och, firwat: Well mir stëmmen haut de Mëtten nach iwwer en anere Gesetzesprojet of, d'Ëmsetze vun engem Memorandum of Understanding, e sougenannte Geheimtraité mat den USA - mir kommen herno nach drop, fir dat ze bespriechen -, dee grad den Austausch vu Polizei- a Justizdaten zum Zil huet an dee mer haut sollen ofstëmmen. Rechtlech gesinn - dat kënne mer och elo scho soen - ass dee Gesetzesprojet a senger ganzer Tragweit eigentlech net méi wäert wéi de Pabeier, wou en dropsteet.

Et ass, fir et op Amerikanesch oder Englesch ze soen, eigentlech e Window Dressing, well et ginn zu Lëtzebuerg, eiser Verfassung no, nun ebe keng Geheimtraitéen. A wa mir sollen iwwer Ausféierungsbestëmmungen ofstëmme vun eppes, wat dem Parlament aus geheime Grënn net däerf virgeluecht ginn, jo, da bleift dat Ganzt eng politesch Absicht vun enger Regierung ouni Konsequenzen a Verflichtungen am Endeffekt fir de Bierger.

Fënneftens, ee méi ideologesche Grond, firwat sech dann dës Dräierkoalitioun wollt formëieren, war ufanks gesot deen, dass mat der CSV keng gesellschaftspolitesch Reformen ze maache wieren.

De Mariage pour tous ass eng Initiativ, dat solle mer nach eng Kéier kloer soen, vun dem fréiere Justizminister François Biltgen.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Roth, Här Roth?!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Net mat der ganzer CSV. Mat Iech schonn.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech schwätzen awer elo als Vertrieder vun der CSV, Här Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass awer elo domm gaangen dann.

(Interruption)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Den definitiven Text...

(Brouhaha)

Mir sinn eng Vollekspartei.

Den definitiven Text vun dem Mariage pour tous, muss ee soen - an dat éiert en -, dee staamt vun deem Eelste bei eis aus dem Haus, dem Paul-Henri Meyers. An ech géif soen: Ouni säi perséinlecht Zutun hätt de Projet, trotzdeem dass 2013 déi Problemer mat der Regierungsëmbildung waren, vläicht haut nach net op dem Dësch geleeën.

D'Nationalitéitegesetz - dat soll een och kloer soen -, dat berout - a mir si frou doriwwer, den Alex Bodry huet dat gëschter och ënnerstrach, et ass gutt am Sënn vun der Cohésion sociale zu Lëtzebuerg - definitiv op enger Proposition de loi vun dem Claude Wiseler, nodeems net d'Chamber, mä - ech mengen, dat solle mer och eng Kéier éierlech soen - d'Leit am Land, aus Grënn, déi hir eege waren, dach der Regierung hir Initiativ, fir d'Wahlrecht fir d'Ausländer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, d'rout Kaart gewisen hu bei dem Referendum vum Juni 2015.

Bei dem Avortementsgesetz, do gouf et och bei der CSV kee Fraktiounszwang. Den Avortement, dat ass keng politesch Fro, Dir Dammen an Dir Hären, mä et ass eenzeg an eleng eng Gewëssensfro vun deem eenzelnen Deputéierten. A keen - a keen! - soll op deem Terrain deem aneren d'Moral maachen. An ech soen et och haut grad an däitlech: Dat zielt och fir d'CSV!

Abee, d'Reform vun dem Divorce, d'Aféierung vun engem Juge aux affaires familiales, d'Reform vun der Autorité parentale, d'Reform vun dem Jugendschutz als gesellschaftspolitesch Reform duerzestellen, schéngt eis dach e bëssen ambitiéis.

Grotesk, muss ech soen, ass et dobäi awer schonn, fir ze behaapten, dass ouni CSV een den Divorce pour faute net hätt kënnen ofschafen. Grotesk ass et och an deem Kontext, mengen ech, fir ze behaapten, dass et am Divorce pour faute net virugaange wier, well d'CSV sech an där Fro net eens gewiescht wier. Iwwregens ginn et och, an dat respektéiere mir, an de Majoritéitsparteie Leit aus der Justizkommissioun an anerer, déi schonns ganz laang an der Chamber sinn, déi zu där Fro hir eegen a kloer Meenung hunn.

An och mat der neier Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass no bal véier Joer - no bal véier Joer! - keen Text ofgestëmmt, bis elo net emol an der Justizkommissioun am Detail analyséiert ginn iwwert de ganze Paquet familial.

Mä mir sollen de Leit dobaussen awer op deem Punkt och d'Wourecht soen. Firwat ass dat net de Fall? Mä well dat, wat um Dësch läit a louch, einfach technesch net d'Strooss gehalen huet.

En Divorce pour faute, fir dee sech iwwregens zu Recht och ënner anerem de Conseil national des femmes breetmécht a gemaach huet, och eng ganz Rei vu Praktiker op dem Terrain, déi dovunner vläicht e bësse méi Anung hu wéi een, deen nach ni en Divorce plädéiert huet.

En Divorce pour faute, deen eigentlech - an dat wëssen eng ganz Rei vu Leit heibannen - erlaabt, wann déi zwee Partner sech eens sinn, fir méi schnell gescheet ze gi wéi mat all aner Moossnam, näämlech no geschloene sechs Wochen.

En Divorce pour faute, deen och als Damoklesschwäert heiansdo kann derzou féieren, dass et herno zu engem Consentement mutuel, dat heescht zu enger güteger Scheedung kënnt.

En Divorce pour faute, dee mécht, dass ee ka sougenannten Avantages matrimoniaux, dat heescht Virdeeler aus engem Mariage, verléieren. An dat ass eng richteg Sanktioun. Fënnt dann een et normal, dass, wann et Streech an enger Koppel gëtt, an där ginn et der nawell oft - leider, och zu Lëtzebuerg, och an deene feinste Milieuen -, d'Affer och nach grousszügeg am Fall vun dem Divorce säi Patrimoine oder dat, wat d'Elteren him ginn hunn, wat et wärend dem Mariage geschenkt kritt huet, dass et dat och nach muss mat dem Expartner deelen?

Wann zwou vun dräi Koppelen hei zu Lëtzebuerg gescheet ginn, dann ass deenen allermeeschten, Dir Dammen an Dir Hären, an hirem Rousekrich déi ideologesch Diskussioun, Zerrüttungsprinzip hin oder hier, total egal! Si hätte gäre virun allem pragmatesch Léisungen, well et sinn en fin de compte déi zwee, déi de Rousekrich féieren, déi decidéieren, ënner wat fir enger Form se wëllen hire Mariage opléisen.

Wann zwee Leit sech streiden, Dir Dammen an Dir Hären, kritt een doduerch net onbedéngt eng Pacificatioun - wéi dat esou schéin a geschwollen heescht -, wann en Divorce pour faute ofgeschaaft gëtt. Abee, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV wäert sech an d'Diskussiounen ëm d'Reform vun dem Familljerecht konstruktiv mat abréngen. Fir d'CSV geet et virun allem ëm pragmatesch Léisungen.

Den Divorce pour faute ënner senger jëtzeger Form, dat ass fir eis och do keen Tabu. Ech soen et kloer an däitlech. Et sollt ee sech eiser Meenung no awer un der Notioun vun der Faute lourde, esou wéi se an Nopeschlänner och besteet, orientéieren.

Mä haalt wann ech gelift op, no véier Joer, wou dës Regierung eleng d'Verantwortung huet, d'CSV nach ëmmer verantwortlech wëllen ze maache fir ee Retard, deen - ech soen et nach eng Kéier - haaptsächlech un der Schwieregkeet besteet, technesch Léisungen ze fannen. An dat ass net nëmmen dat Rengt, wat den zivillrechtleche Kader ass, mä dat ass och nach dat, wat hannendrunhänkt, näämlech alles dat, wat d'Pensiounssystemer vu gescheetene Leit ubelaangt, well deen Text bis elo net konnt an technescher Geräiftheet op den Dësch geluecht ginn an duerfir och bis elo an der Praxis d'Strooss net hält.

Här President, sechste Punkt. De Rechtsstat zielt och fir déi, déi um Rand vun eiser Gesellschaft liewen. Dozou zielen d'Leit och, déi am Prisong sëtzen. D'CSV ënnerstëtzt d'Prisongsreform, wéi se elo um Dësch läit, well se weicht an hire Grondausleeungen och net vun dem Reformprojet vum fréiere Justizminister Biltgen of. Och ee Prisonnéier, Dir Dammen an Dir Hären, deen huet Rechter. En huet e Recht op de Schutz vu senger Persoun, en huet e Recht op seng Dignitéit an en huet och e Recht op seng perséinlech Hygien.

D'Recommandatioune vun der fréierer Ombudsfra, der Madamm Lydie Err, iwwert de Prisong kann d'CSV mat wéinegen Ofstrécher, zu deenen zielen och hir Iwwerleeungen iwwert d'Isolatiounshaft, matdroen. Maassgebend ass virun allem eng Resozialiséierung vun deemjéinegen, deen eng Strofdot begaangen huet.

Iwwerfëllte Prisongen, Dir Dammen an Dir Hären, notze kengem eppes. Fräiheetsentzuch am Milieu carcéral muss d'Ausnam bleiwen. Net eng Ausnam, mä ofgeschaaft muss an den Ae vun der CSV d'Méiglechkeet vun enger Rétention administrative duerch d'Police ginn, wa kee Recours a Kontroll vun engem Geriicht agefouert gëtt. Dëst steet aktuell am Polizeigesetz zënter dem Joer 2009. D'Rétention administrative gouf bis elo awer anscheinend, den Aussoe vun der Justiz a vun der Police no, nach net um Terrain applizéiert.

Mä d'Regierung wëllt hiren eegenen Aussoen no elo d'Rétention administrative huelen als Alternativ fir de Platzverweis, deen an hiren Aen näischt géif bréngen. Eng administrativ Circulaire gouf duerfir un d'Police verschéckt. Hei gëtt festgeluecht, wéini ee Verstouss géint déi ëffentlech Uerdnung virläit, deen et erlaabt, op dës Moossnam zréckzegräifen. Abee, d'CSV huet léiwer ee Platzverweis wéi e Fräiheetsentzuch op Basis vun enger einfacher administrativer Circulaire an enger Uweisung vun engem Polizist, dee sech op dës Circulaire berifft.

Dës Circulaire, Dir Dammen an Dir Hären, ass emol net public. D'Deputéiert kruten eréischt op widderhuelte schréftlech Nofro dës Circulaire zur Asiicht a si kruten net emol eng Kopie dovun. Dës Circulaire ass och verfassungsrechtlech eng Häresie. «Nul ne peut être arrêté ou placé que dans les cas prévus par la loi...» - net par une circulaire administrative - «...et dans la forme qu'elle prescrit.» Esou heescht et kloer an eisem Grondgesetz an dem Artikel 12. «Toute personne doit être informée sans délai des moyens de recours légaux dont elle dispose pour recouvrer sa liberté.»

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, am Rechtsstat Lëtzebuerg hält eng administrativ Circulaire fest, wéini ee Verstouss géint déi ëffentlech Uerdnung virläit, deen eng Rétention administrative erméiglecht, an e Recours gëtt et emol net.

D'CSV fuerdert duerfir och d'Regierung op, dës Circulaire réckgängeg ze maachen a fir déi néideg gesetzlech Kloerheeten ze suergen. Fir d'CSV däerf hei am Land...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Roth, erlaabt Der...

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...kee seng Fräiheet...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...erlaabt Der...

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...ouni klore Gesetzestext, ouni riichterlech Kontroll...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Erlaabt Der eng Fro, Här Roth?

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...an ouni Rekursrecht entzu kréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Loosst den Här Roth ausschwätzen, an dann...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Dir kënnt awer elo Ar Fro stellen oder Ar Bemierkung maachen, Här Braz.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci. Ech lauschteren Iech ganz opmierksam no an och plazeweis mat e bësse Gedold, net elo just beim leschte Punkt, och scho virdrun. Mä doriwwer kënne mer eng aner Kéier diskutéieren, fir onnëtz Mythenbildung hei am Land net och nach ze ënnerstëtzen.

Op deem do präzise Punkt: Dir hutt d'Verfassung virgelies an da sot Der, d'Circulaire, wéi Dir dat nennt, d'Circulaire wier d'Grondlag, fir Leit kënnen an de Prisong ze stellen, an dat wier och nach d'Alternativ zum Platzverweis!

Ech soen Iech ganz kloer meng Meenung: Dat do ass keng Alternativ fir de Platzverweis, dat do ass just de Beleeg, dass et genuch Grondlage gëtt, fir kënnen normal polizeilech Aarbecht ze maachen. De Platzverweis bréngt näischt, daacht näischt, brauche mer net, onofhängeg vun deem doten Artikel vum Polizeigesetz. Mä d'Grondlag dovunner ass net déi Circulaire. D'Grondlag ass, wéi d'Verfassung et verlaangt, d'Polizeigesetz. Do steet en Artikel dran.

An Dir misst wëssen, vu dass Der Iech derfir interesséiert, dass am aktuelle Projet de loi vun der Polizeireform deen Artikel nach soll däitlech komplettéiert ginn, dass genau drastoe kënnt, wéi déi Mesurë mussen exekutéiert ginn. An déi Circulaire, wéi Dir se nennt, dat ass näischt anescht wéi dat, wat permanent - an ech soen dat ënnert der Kontroll vum Polizeiminister - an der Polizeiaarbecht geschitt, näämlech dass d'Agente vun der Polizei gesot kréien, wéi se all d'Artikelen, déi et gëtt vum Code pénal a vun anere Reglementer, sollen uwenden.

Dat ass net d'Grondlag vun der Aktioun, et ass d'Erklärung fir déi, déi um Terrain schaffen. D'Grondlag ass selbstverständlech, wéi d'Verfassung et virgesäit, e Gesetz. An dat Gesetz wäert nach däitlech komplettéiert ginn am Kader vun der Polizeireform.

Dir musst dat net richteg fannen, wann Dir gären dee Platzverweis, deen näischt daacht, hätt, mä baut awer keng legal Argumenter, wou keng sinn!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech weess, dass elo meng Riedezäit dropgeet, mä ech äntwerten dem Justizminister dorobber.

Am Text, esou wéi dës Regierung e virgeluecht huet, do ass eng Rétention administrative - ech hunn den Text leider net viru mer, mä ech weess et awer -, dat heescht, wou Der ee kënnt alachen als Polizist, virgesinn, wann e Verstouss géint den Ordre public do ass.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dat ass haut Gesetz.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo. Dat ass haut Gesetz an dat ass och dat, wat an dem Projet de loi op deem Punkt net geännert ass. Dat, wat de Problem ass, dat ass, dass déi Notion vun Ordre public, dat ass en deenbare Begréff. Wann ech Torse nu hei iwwert d'Place d'Armes lafen, dann ass dat e Verstouss géint den Ordre public vun der Stad Lëtzebuerg.

(Brouhaha)

Jo. Dann ass dat e Verstouss géint den Ordre public vun der Stad Lëtzebuerg an da kéint op Base vun där Circulaire e Polizist mech alachen.

An duerfir sti mir och derzou - an dat ass jo dat, wat ech gesot hunn, Dir hutt mech ausschwätze gelooss -, dass mir gären hätten, dass, wann déi Rétention administrative bestoe bleift, een da kloer am Gesetz an net iwwert de Wee vun enger Circulaire festleet, wéini dass déi Rétention administrative ka spillen. An, Dir Dammen an Dir Hären, da muss och, esou wéi eis Verfassung dat verlaangt, eng kloer Rekursméiglechkeet an deem Gesetz virgesi ginn. Wann dat dee Wee ass, deen Dir wëllt goen, da gi mer mat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, siwente Punkt: nach e puer Wuert zu der Innenpolitik. Mir hunn uganks dëses Joers dat sougenannten Omnibusgesetz fir administrativ Vereinfachung hei an der Chamber mat grousser Majoritéit gestëmmt. Als CSV hu mer eis do konstruktiv, géif ech soen, abruecht. Eng ganz Rei Virschléi vun eis hunn och an deem Gesetzestext hiren Néierschlag fonnt.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Eng!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir kënnen och d'Procès-verballen noliesen, Här Innenminister, vun där jeeweileger Chamberssitzung.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, kënne mer gär.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Eng gutt Kooperatioun tëschent Majoritéit an Oppositioun an eisen Aen, och wann et fir Iech eng aner ass; Dir hutt dat jo elo gesot.

Mä nach stelle mer fest, dass wéineg Gemengen, Här Innenminister, wann Der Iech schonn ugesprach fillt, bis elo hir PAGen no der neier Generatioun ënnerdaach hunn. Den Delai vum 8. August 2018, dee mer verlängert hunn an un deen d'Gemengen och gehale sinn, fir dat do ze erreechen, deen däerft wuel nach eng Kéier musse verlängert ginn. An et wier gutt, wann den Innenminister bei Geleeënheet eng Kéier géif kloer soen, wivill PAGe vun der neier Generatioun da bis elo definitiv d'Prozedur duerchlaf hunn a bei wivill Gemengen ee PAG den éischte Vott vun engem Gemengerot passéiert huet. Well mir wëssen alleguerten, dass mer am Oktober 2017 elo Wahlen hunn an dass déi Prozedure vun de PAGe wahrscheinlech net esou séier wäerte virugedriwwe ginn an deenen nächste sechs bis aacht Méint, wéi dat eigentlech sollt sinn.

Mat dem Omnibusgesetz, Dir Dammen an Dir Hären, huet de Legislateur, an ech zielen awer do nach eng Kéier d'Regierung an d'Chamber derzou, a puncto Gemengenamenagéierung verantwortungsvoll reagéiert.

Mä dat Ganzt, Dir Dammen an Dir Hären, muss awer och elo vun den Akteuren op dem Terrain wouergeholl ginn. An do klappt - an ech soen et nach eng Kéier, et sinn ëmmerhin 18 Joer, wou ech déi Verantwortung an enger Gemeng iwwerhuelen - dat Zesummespill - an et si vill Kolleegen, déi dat deelen - tëschent dem Stat oder eenzelne Servicer vun dem Stat an de Gemengen net.

Et gëtt vill ze oft do eigentlech, esou hunn ech op jidde Fall d'Impressioun, dat berüümtend Aarmbéien an et gëtt do net ëmmer no de Realitéite vun den Terraine gekuckt. An et kann och net sinn, dass, wann déi urbanistesch Vuë vun enger Gemeng an hire gewielte Vertrieder aus welleche Grënn och ëmmer deem engen oder aneren net passen, dann den Dossier einfach schleefe gedoe (veuillez lire: gelooss) gëtt. Et kann och net sinn, Dir Dammen an Dir Hären, wann net déi eng oder déi aner Haiser an enger Gemeng als Patrimoine culturel communal klasséiert ginn, et vu staatlecher Säit vermeintlech keng Geneemegung fir e PAG gëtt. Et kann och net sinn, dass eng Gemeng, fir hire PAG approuvéiert ze kréien, forcéiert gëtt, ënner anerem - an ech soen dat hei - Scheieren ze klasséieren als Patrimoine culturel communal, well dat soll Maria-Theresia-Stil sinn, an d'Scheier 1984 vum Proprietär, engem landbekannte Kriibsdokter aus dem Josy-Barthel-Heemechtsduerf - an et sinn Zeien hei am Sall! - mat Ytongsbléck nogebaut gouf!

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee wuel politesch korrekt sinn an dat hei net soen. Et wier vläicht da méi statstragend, méi roueg, méi besënnen an och vläicht méi fein, mä et ass awer eng Realitéit op dem Terrain!

Mä d'Bierger soll een och op deem Punkt net fir domm halen. Jiddwereen iergert sech, an ech maachen hei wierklech keng Scholdzouweisung, well Dir kéint der un déi fréier Regierunge maachen an dës Oppositioun kéint der un déi aktuell Regierung maachen. De Wunnengsbauproblem ass e Problem a jiddwereen iergert sech iwwert déi deier Wunnengspräisser. Zu Recht iwwregens, well vill Jonker kënne sech eng Wunneng hei an der Stad oder am direkten Ëmfeld vun der Stad iwwerhaapt net leeschten, wa se net vun doheem aus kräfteg ënnert d'Aerm gegraff kréien.

Mä d'Responsabilitéit vun der Politik ass et an deem Punkt och, derfir ze suergen, dass am Endeffekt et ee richtegen Equiliber gëtt - ech ënnersträichen: e richtegen Equiliber gëtt! - tëschent Urbanismus vun engem Land, wat awer 3% Wuesstum vun der Populatioun all Joers kennt, engersäits, an dem Schutz vun der Natur a vun der Ëmwelt grad wéi dem Schutz vun dem Patrimoine culturel op där anerer Säit.

Mä et geet virun allem ëm de richtegen Equiliber. Et däerf net sinn, dass, an ech soen dat och esou kloer, d'Verfechter vum Schwaarzen oder dem Roude Milan a vun dem Maria-Theresia-Stil hannert virgehalener Hand am Endeffekt déi beschten Alliéiert vun den Immobiliespekulante sinn.

Här President, als Chamber kënne mir nëmmen op engem legislative Plang schaffen. Wann een de Patrimoine culturel op Gemengenniveau wëllt stäerken, da muss d'Gesetz iwwert den Aménagement communal ofgeännert ginn, well dat an eisen Ae verfassungsrechtlech d'Strooss de Moment net hält.

Eng Formulatioun, wéi se haut am Artikel 2 vum Gesetz vun 2011 iwwert den Aménagement communal steet: «L'aménagement communal et le respect du développement urbain a comme objectif le respect du patrimoine culturel naturel national et communal», Dir Dammen an Dir Hären, schéngt awer e bëssen ze vill vag ze sinn, fir engem Bierger eng Servitude op seng Proprietéit ze leeën.

Mir brauchen duerfir kloer a gesetzlech verankert Kritären, wéini een Immeubel als Patrimoine culturel communal klasséiert gëtt oder net. Generell sinn déi allermeeschte Gemenge souguer guer net outilléiert, fir ze soen, ob eppes nohalteg e lokale Patrimoine culturel ass oder net. Dat schéngt an eisen Aen eng Statsaufgab ze sinn, net déi eleng vun engagéierte Fräizäitaktivisten.

A wann - an ech soen et ganz kloer un d'Adress och, fir dass mer do Kloerheet hunn, vun dem Logementsminister, dem Här Hansen - am Intérêt général soll en Immeubel als Patrimoine culturel klasséiert ginn, dann däerf d'Eegentum vun dem Proprietär awer doduerch net beanträchtegt ginn. Wann den Intérêt général verlaangt, dass eng individuell Proprietéit soll als Patrimoine culturel gëllen, jo, da soll se dat och sinn, mä da verlaangt verfassungsrechtlech de Schutz vun dem Privateegentum duerfir awer och eng ugemoossen Entschiedegung säitens vun der Allgemengheet. Wann ech gesot hunn: eng ugemoossen Entschiedegung, dann ass et eng appropriéiert Entschiedegung!

Mir brauchen duerfir och generell Kritären, wéini d'Fliedermais, de Schwaarzen oder de Roude Milan Virfaart hu viru Bauprojeten. Et kann net sinn, dass de Schwaarze Milan an d'Fliedermais ee Gebitt dat engt Joer onbebaubar maachen, souguer fir en Aussiidlerhaff vun engem Biobauer an, oh Wonner!, dat Joer drop iwwert de Weekend decidéiert gëtt - an ech widderhuelen: iwwert de Weekend decidéiert gëtt! -, dass et op deemselwechte Gebitt keng Incidence notable fir d'Emwelt gëtt, fir do e Containerduerf fir Flüchtlingen opzeriichten!

Dir Dammen an Dir Hären, dat dréit natierlech net onbedéngt zur nohalteger Kredibilitéit vu staatlechem Handele bäi. A wann dann am Endeffekt d'Verwaltungsgeriichter vun de Bierger beméit ginn, fir dat ze préiwen, da muss ee sech doriwwer net onbedéngt wonneren.

Zum Schluss, Här President, aachten a leschte Punkt: Ech hunn zum Ufank vu menger Ried gesot, dass een objektiv sollt soen, wat klappt, mä et och keen Tabu däerf sinn, bei dem Etat de la nation ze soen, wou de Schong dréckt. Bei der Reform vun de Rettungsdéngschter leeft et gutt. Den Text misst kënnen ufanks dëst Joer a Kraaft sinn. Mir stëmmen dat och mat. Sous réserve, hu mer natierlech Problemer bei dem Finanzement.

Bei de Gemengefinanzen hu mer en Alternativmodell proposéiert. D'Spill vun der Demokratie mécht, dass de Regierungsmodell spillt. Mä och do sollte mer a Rou eng Kéier eng Evaluatioun dervu maachen. Zu der Tutelle, dat steet am Regierungsprogramm. D'Tutelle ass net schlecht, souguer, an dat soen ech och kloer, fir déi Gemengeresponsabel, well et ass e Schutz fir si. Wann do sollten Upassunge kommen, mir gi gäre konstruktiv mat op dee Wee.

Ee leschte Punkt, d'Approche vun der Regierung am Dossier vun de Kierchefabricken ass awer an eisen Aen, Dir Dammen an Dir Hären, defizitär. De Stats- a Kultusminister ass fir eis do de groussen Absent aus dem Dossier. Keng Féierungs- nach Vermëttlerroll sengersäits, kee statsmännescht, och kee statsministerlecht Behuelen, ee Minister an eisen Aen, deen definitiv net bereet ass, den ideologesche Kulturkampf an deem Dossier ofzeleeën. Ee Gesetzesprojet mat enger gudder Dosen Artikelen, iwwert deen no geschloenen néng Méint de Statsrot dach seng léif Méi ze hu schéngt, een Avis ofzeginn. Abee, wann de Statsrot däerf déiselwecht Iwwerleeunge bei de Kierchefabricken ustellen a puncto Gemengenautonomie wéi a rezenten aneren Dossieren, da misst et eigentlech eng Opposition formelle ginn, zumindest wat de Verbuet fir eng Gemeng ubelaangt, Renovéierungsaarbechten un enger Kierch aus dem staatleche Fong ze bezuschussen.

D'CSV, ofschléissend, Här President, huet eng Positioun, déi an deem Dossier ganz kloer ass. Nach eng Kéier: Mir wëllen eng Kierchefabrik pro Gemeng. Mir wëllen een nationale Kierchefong, deen als Mutuelle fir d'ganzt Land funktionéiert an dann aspréngt, wann op kommunalem Plang d'Sue feelen. Mir wëllen, dass am Sënn vun der kommunaler Autonomie eng Gemeng kann - kann! - d'Instandsetzunge vun de Kierchegebaier op hirem Territoire kofinanzéieren. Mir fuerderen de Stats- a Kultusminister op, den Dossier Kierchefabricken zur Chefsaach ze maachen an am Sënn vun dem Konsens eng aktiv Vermëttlungsroll ze iwwerhuelen. An ech soen och ganz kloer, un der CSV sollt am Interessi vun der Saach esou ee Konsens net scheiteren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Här President, an ech erlabe mer, Iech véier Motiounen ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu l'article 2 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui dispose que

«les communes ont pour mission de garantir le respect de l'intérêt général en assurant à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal par [...] (e) le respect du patrimoine culturel»

Vu l'article 16 de la Constitution qui dispose que

«Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

invite le Gouvernement

à fixer les critères de classement des immeubles à valeur historique par voie législative.

(s.) Gilles Roth.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant que le règlement grand-ducal relatif à la création et à l'exploitation d'une banque de données nominatives de police générale date du 2 octobre 1992 et a depuis été renouvelé à de multiples reprises sans demander l'avis du Conseil d'État, i. e. sous le couvert de l'urgence,

que cette urgence n'a plus lieu d'être et ne saurait résister à un recours en justice,

que ce règlement repose toujours sur une loi du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques, qui a été abrogée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des données à caractère personnel,

qu'au-delà, le règlement précité repose toujours sur une loi du 31 mars 1979 réglementant l'utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques abrogée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des données à caractère personnel,

que, dans un État de droit, le traitement de données nominatives de personnes doit se faire conformément à la loi,

qu'il résulte d'un avis de la Commission consultative des droits de l'homme relatif au projet de loi n°6976 que

«La loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel requiert dans son article 17 l'adoption d'un règlement grand-ducal qui déterminera „le responsable du traitement, la condition de légitimité du traitement, la ou les finalités du traitement, la ou les catégories de personnes concernées et les données ou les catégories de données s'y rapportant, l'origine de ces données, les tiers ou les catégories de tiers auxquels ces données peuvent être communiquées et les mesures à prendre pour assurer la sécurité du traitement". Or, ce règlement n'a toujours pas été adopté et l'exploitation de la base de données de la Police grand-ducale continue à être basée sur le règlement précité du 2 octobre 1992.»

rappelant l'autorité de contrôle chargée de contrôler les traitements de données effectués par la Police a de façon itérative rappelée que

«L'article 17 de la loi de 2002 requiert l'adoption d'un règlement dont l'objectif est de mettre en œuvre toutes les exigences de licéité et de légitimité prévues dans la loi et de garantir la sécurité du traitement et les droits individuels. Il est, par ailleurs, discutable que l'articulation des catégories de données, les types de données et le système de traitement envisagé dans le règlement de 1992 réponde à la réalité du traitement des données par la Police grand-ducale en 2012.»

qu'en réponse à une question orale du 10 mai 2016, le Gouvernement a annoncé la réforme dudit règlement grand-ducal dans les mois à venir. A été souligné que le but de cette réforme en était de retravailler les banques de données de la Police grand-ducale et ceci dans le sens d'assurer une meilleure protection des données, notamment en prévoyant de mieux encadrer leur exploitation et de garantir les droits des personnes concernées.

qu'à ce jour, la Chambre des Députés n'a pas été informée de l'adoption d'un tel règlement grand-ducal,

invite le Gouvernement

à asseoir la banque de données de la Police grand-ducale sur une base légale solide d'ici la fin de l'année,

à informer la Chambre des Députés de l'avancement des travaux y relatifs.

(s.) Gilles Roth.

Motion 3

La Chambre des Députés,

vu la loi du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État,

vu les moyens opérationnels de surveillance mis à disposition de ce service,

vu notamment l'avis critique du Conseil d'État relatif au projet de loi n°6921 et aux moyens opérationnels mis à disposition des autorités de poursuite en matière de lutte contre le terrorisme et de sécurité de l'État,

vu qu'il y a un certain nombre de parallèles entre les deux textes de loi,

invite le Gouvernement

à modifier la loi du 5 juillet 2016 précitée dans le sens des observations et remarques du Conseil d'État dans son avis susmentionné.

(s.) Gilles Roth.

Motion 4

La Chambre des Députés,

considérant que l'article 23 du Code d'instruction a été modifié à de multiples reprises au cours des dernières années,

que l'interprétation de cet article, et notamment de l'obligation de dénonciation y contenue, ne semble pas toujours faire l'unanimité,

que l'ampleur de l'obligation de dénonciation y contenue diverge par ailleurs de celle inscrite dans les législations de nos pays limitrophes,

invite le Gouvernement

à communiquer aux administrations et services de l'État l'interprétation à donner à cet article,

à compléter la législation en s'inspirant des législations étrangères notamment en ce qui concerne d'éventuelles dénonciations mensongères.

(s.) Gilles Roth.

Déi éischt Motioun geet ëm eng gesetzlech Bestëmmung am Gesetz iwwert den Aménagement communal, fir dem Patrimoine culturel och eng gesetzlech Basis ze ginn, déi fir eis onzoulänglech de Moment ass.

Déi zweet Motioun geet ëm den Artikel 23 aus der Strofprozessuerdnung, fir dee gegebenenfalls ze kucken.

Déi drëtt Motioun geet drëms, fir d'Dispositiounen an dem aktuelle SREL-Gesetz iwwert de Statstrojaner unzepassen dem Avis vum Conseil d'État, deen e gemaach huet am Kontext vun de Mesures de sécurité.

An déi lescht Motioun geet ëm eng gesetzlech Basis fir d'Polizeidatebanken.

Doropshin, Här President, huet d'CSV 20 Minutte méi Riedezäit.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Do muss ech Iech leider korrigéieren, Här Roth. D'Motiounen - ech hunn dat an eisem Reglement nogekuckt - kënnen net mat den Zäite vun den Orateure cumuléiert ginn. Et huet selbstverständlech jiddweree fir d'Diskussioun a fir d'Introduktioun eng Riedezäit vu fënnef Minutten zegutt, mä et ass awer net esou, dass déi Riedezäit vun de Motiounen automatesch un d'Riedezäit vun deenen eenzelne Fraktiounen hannendrugesat ka ginn. D'Diskussioun muss also en Zesummenhang mat de Motiounen hunn.

Dir hutt déi Riedezäit zegutt, mä zu de Motiounen. Ech gi ganz gär zou, dass mer heiansdo, wann en Orateur eng Minutt iwwerzunn huet oder zwou Minutten iwwerzunn huet, da gesot hunn: „Gutt, e stellt d'Motiounen net méi vir, mir ginn em dann dat en plus", mä mir kënnen et net esou applizéieren, dass mer elo soen: „D'CSV huet 198 Minutte Riedezäit an dann hänke mer nach eng Kéier 20 Minutten drun." Dat ëmsou méi, Kolleegen a Kolleeginnen, well mer hei och an engem Fall sinn, wou een Orateur vun der Majoritéit elo vun der LSAP verzicht huet op d'Wuert, well keng Riedezäit méi do ass, well déi verschidde Riedner sech net un hir Riedezäit, wou se ageschriwwe waren oder wou ofgemaach war, gehalen hunn.

Ech gi ganz gär zou, dass och deen een oder deen aneren Deputéierte vun der Oppositioun ënnerbrach ginn ass. Ech hunn dat awer nach eng Kéier nokucke gelooss. An deenen allermeeschte Fäll ass et esou, dass da gestoppt ginn ass, wann d'Regierung ënnerbrach huet, an dass erëm weiderlafe gelooss ginn ass, wann den Deputéierte geschwat huet.

Also et ass esou, mir hunn elo véier Motiounen, d'CSV ka selbstverständlech nach zu deene verschiddene Motioune schwätzen. Mä ech géif awer mengen, dass ech hei net elo kann enger Fraktioun 20 oder méi Minutten zur normaler Riedezäit bäiginn, et deet mer leed. Dir kënnt och d'Referenzen am Reglement nokucken. Ech gesinn hei wierklech keng schlecht Intentioun vum Kolleeg Roth, mä ech muss hei leider d'Reglement applizéieren. Wa se herno diskutéiert ginn, da ka selbstverständlech vun der CSV dozou Stellung geholl ginn.

D'Chamber muss mer soen, wa se der Meenung wär, dass ech mech géif iren. Mä ech mengen net, dass ech mech hei iren.

Une voix.- Et ass richteg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, ech géif dann d'Motioune weiderginn. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wëll just bemierken: Ech mengen net, datt Der Iech iert par rapport zum Reglement. Mä dat, wat mäi Kolleeg Marc Spautz de Moie gesot huet mat der Disproportioun vun der Zäit, déi op där enger Säit d'Regierung huet, op där anerer Säit déi verschidden Oppositiounsparteie respektiv d'Majoritéit an d'Oppositioun ass an dësen Diskussiounen awer relativ disproportionéiert a relativ schwiereg fir ze maachen.

Ech fuerderen Iech op jidde Fall op, datt mer dat doten, wa mer déi Diskussiounen d'nächst Joer féieren, vläicht awer eng Kéier an de Riedezäiten dann iwwerkucken. Dir sot: „Et war

ëmmer esou." Mä mir hunn an deene leschten an an deene Jore virdrun ni den État de la nation, de PSC an de PNR zesummegeholl, wou déi dräi Ministeren all Kéiers da gemeinsam konnte schwätzen. Dat ass elo kee Reproche u keen. Dat ass just eng Konstatatioun, datt een awer da wierklech muss fir déi Joren duerno déi Zäiten do iwwerkucken. Well dat heiten, dat léisst eis awer relativ frustréiert, wat d'Riedezäit ugeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Wiseler. Ech mengen, et ass eng Opfuerderung fir d'Conférence des Présidents, fir de Bilan vun deem heiten Debat ze zéien, esou wéi mer de Bilan vun deem leschte gezunn hunn. An da sinn ech selbstverständlech Wuess an Ären Hänn, fir matzehëllefen, fir déi richteg Solutiounen oder Konklusiounen doraus ze zéien. Mä am Moment kann ech näischt aneschters maachen, wéi d'Reglement ze applizéieren.

An ech ginn dee Moment deem Nächsten d'Wuert. Vu dass den Här Haagen Affer ginn ass vun dem Zäitlimitt, géif ech d'Wuert un d'Madamm Beissel ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo gëtt et e bësse méi gemittlech. Wéi eise Premier Xavier Bettel et gëschter gesot huet, an ech wëll him Merci soe fir seng breet gefächert Ried, feiere mer den 11. Mee 2017, dat heescht a gutt 14 Deeg, den 150. Gebuertsdag vum Londoner Vertrag. Den 11. Mee 1867 sinn d'Jalone gesat gi fir déizäit en neit Lëtzebuerg. En neit Lëtzebuerg wéinst dräi Saachen:

Éischtens krute mer dunn, no villem Gerangels mat de Groussmächten, déi sech ronderëm ëmmer zerstridden hunn, permanent Neutralitéit, déi mer bis 1948 gehalen hunn.

Zweetens ass déi grouss a staark Festung geschleeft ginn. Déi Festung, déi de geniale Militäringenieur Sébastien Le Prestre de Vauban vu 1689 un op Wonsch vum Ludwig XIV. hei zu Lëtzebuerg opgeriicht huet mat deenen déckste Steng, déi een an der Groussregioun fonnt huet, an dee wierklech Gibraltar vum Norden hei gemaach huet. Et hat praktesch d'Faillite vum Lëtzebuerger Stat mat sech bruecht, wéi se geschleeft ginn ass.

Déi drëtt Neiegkeet, déi do war, dat ass, dass déiselwecht Groussmächte, well se es awer e bësse genuch haten, well se sech ëmmer bekricht hunn, fir eben de Gibraltar des Nordens ze kréien, zu London de Wëllem III. vun Oranien-Nassau, Kinnek-Groussherzog, dee Lëtzebuerg iwwerhaapt net gär hat an ëmmer mat der Chamber gestridden huet, quasiment forcéiert hunn, fir de Lëtzebuerger eng nei Verfassung ze ginn.

Dat ass eis Verfassung vum 17. Oktober 1868, déi haut nach leeft. Eng Verfassung, déi zolidd redigéiert war mat flexibelen Institutiounen, déi net nëmmen d'Grondrechter, mä och d'politesch Rechter vun all de Lëtzebuerger Bierger ofgeséchert hunn, déi d'Contrainten op der Wirtschaft gehuewen hunn à tel point, dass d'Stolindustrie, déi och profitéiert huet vum verfeinerte Procedé vun den Thomas-Schlacken, ugefaangen huet, vill bessere Stol ze kachen an en immensen Opschwong vum Lëtzebuerger Land mat sech bruecht huet.

Dat war virun 150 Joer. Eis Verfassung huet der elo 149. D'nächst Joer kënne mer dann do och 150 Joer feieren. Si war gutt, mä elo si mer amgaangen, eng nei ze maachen. Et freet ee sech: Firwat eng nei Verfassung? Säithier ass ganz vill geschitt. Vun no dem Krich un, haaptsächlech vun 1948 un hunn d'europäesch Démocratieparlementairen en immensen Opschwong fonnt.

Mir hunn déi europäesch Institutioune kritt, ugefaange mat der CECA iwwert d'EWG bis zur haiteger Europäescher Unioun. Mir hunn 1950 d'Mënscherechtskonventioun kritt an den Europäesche Geriichtshaff vu Stroossbuerg, 2001 d'Charte des droits fondamentaux. Lauter Regelwierker, déi mat sech bruecht hunn, dass d'Erkenntnisser komm sinn, dass eis Verfassung misst ugepasst ginn. D'Demokratien hunn evoluéiert, d'Monarchie constitutionnelle huet evoluéiert. Mir kruten Ufroen: Wann ech gelift passt déi Verfassung de Lëtzebuerger Gegebenheeten un!

Viru 14 Joer - a wann ech elo kucken, ech muss wierklech all Mënsch Merci soen, deen an deene respektiven a successive Verfassungskommissioune war, an och de Presidenten - ass du grousse Courage an zwou Hänn geholl ginn an et sinn 115 vun deenen 121 Artikele vun der Verfassung op de Metier geholl ginn. An elo hu mer en Text, deen ongeféier prett ass, fir an d'Prozedur vum Artikel 114 eranzegoen - Spezialprozedur -, fir dass mer eng nei Verfassung kréien.

Wat awer geännert huet: Mir hunn alleguerte gemierkt, dass vill vun eise Statsbierger Skepsis, Politikverdrossenheet oder heiansdo Mësstraue vis-à-vis vun den Institutiounen a vum Stat hunn, well se ganz oft de Statssystem net ganz gutt kennen, well se en dofir net richteg verstinn, mat Momenter falsch Informatioune kréien. An dofir kënnt eng Politikverdrossenheet op, déi mer musse bekämpfen, well dat kann dem Land an den Institutiounen nëmme méi schueden.

Dofir, an dat ass schonn am Koalitiounsprogramm an ass vun der Regierung, mä och vun der Chamber gesot ginn - an ech soen och dem Chamberspresident en häerzleche Merci -: Paradigmewiessel; d'Biergerparticipatioun gëtt elo effektiv a reell gemaach. Et gëtt net nëmmen e schéint Wuert.

An dunn hu mer ugefaangen, fir déi nei Verfassung an d'Finitioun ze bréngen. Et si Forumcitoyene gemaach ginn. Zesumme mat der Uni si Seminäre gemaach ginn, fir ebe just de Leit déi Verfassung méi no ze bréngen, fir se hinnen ze erklären, dass, wa se bis wierklech soll an d'Prozedur goen, d'Leit op d'mannst d'Basiselementer kenne vun deem, wat ënnert den Deckele vun der Verfassung ass.

An ech hoffen, dass mer eis awer alleguerten heibannen, vun all de Bänken an independamment wéi konstruktiv oder kritesch mer sinn, zesummerappen, fir dass déi Verfassung iergendwéi geschwënn an d'Realitéit kann iwwergoen.

Den zweete Punkt vun deene sechs, déi ech hunn, dat ass, dass d'Grondwäerter, d'Fräiheeten an, wéi gesot, d'ganz demokratesch Institutioune mussen all Dag geschützt ginn.

Vill vu menge Virriedner, an dofir wäert ech mech elo net ze vill do veräusseren, hu schonn erausgeschielt, wat momentan a ronderëm eis lass ass. Wann ee kuckt, da sinn et u sech scho mouvementéiert Zäite fir d'Institutiounen, manner hei zu Lëtzebuerg, mä éischter an de Länner ronderëm an iwwerhaapt an Europa an och nach méi wäit. Wéi schnell d'Zäite kënnen änneren a wéi geféierlech ultranationalistesch a populistesch Mouvementer kënne fir d'Demokratie a fir demokratesch Institutioune sinn, gesi mer mat deem, wat momentan leeft.

Mir brauchen nëmmen d'Ried vun der Lag vun der Natioun vun de leschte Joren ze kucken. Am Abrëll 2015 ass hei am Haus vun alle Bänke gewarnt ginn: „Oh, là, là, et dierf net zu engem Brexit kommen! Dat gëtt eng finanziell Katastroph fir Europa, finanziell Katastroph fir d'Land, fir d'Finanzplaz an esou weider!" Et huet ee Referendum gebraucht, an elo hu mer de Brexit. An elo ass den Artikel 50 aktivéiert ginn. An elo geet et lass mat den haarde Verhandlungen, fir ze kucken: Wie kritt wat a wie kritt wat net? Ech fäerten, dass et eng duebel Veraarmung gëtt, sougutt vun Europa wéi och vu Groussbritannien, wat kengem kann notzen.

Déiselwecht Attitüd hate mer, wéi gesot ginn ass: „Oh, là, là, mir dierfe keen Donald Trump als amerikanesche President kréien!" Elo hu mer en! E sëtzt am Wäissen Haus, en huet ganz vill Muecht. An Dir wësst, wat lass ass: Ongewëssheet, wéi e reagéiert op internationalem Plang a wat dat fir eis alleguerte bedeit. Ee Referendum, eng US-Wahl an e Changement op ganz ville Pläng an der Weltpolitik.

Drëtt elektoraalt Beispill. Ech brauch Iech net vun eisem franséischen Noper ze schwätzen. Ech hoffen, dass den europafrëndlechen a progressistesche Kandidat am zweeten Tour de Match wënnt géint d'Madamm, déi extrem rechts an total populistesch ass.

Déi dräi Exempele wollt ech einfach nëmmen zitéieren, fir Iech ze weisen, dass mer ëmmer mussen drun denken - all Dag praktesch -, souguer an enger Demokratie, déi ofgeséchert ass wéi Lëtzebuerg, dass eis Institutioune musse soignéiert gi wéi eng Fleur rare, dass se ëmmer kënnen attackéiert ginn an dass mer mussen oppassen, dass hinnen näischt geschitt.

Den drëtte Punkt: d'Reform vum Statsrot. Dir wësst, déi Reform, déi ass ongeféier prett. Ech hunn d'Éier, fir dovu Rapporteur ze sinn. Mir wäerte se d'iwwernächst Woch hei an de Plenum kréien, fir ze diskutéieren an dann, hoffen ech och, fir ze stëmmen.

De Statsrot, wat och eng „elder Lady" ass, deen datéiert jo vun 1856. An 1989 krut en u sech seng konstitutionell Independance, well vun deem Moment un ass et nëmme méi berodend Organ, an déi zwee... Also, de juristesche Volet, deen ass an d'Cour administrative an an den Tribunal administratif eriwwergewiesselt ginn. En huet eng extrem wichteg Roll hei an eisem Stat, als berodend Organ vun der Regierung a vun der Chamber.

D'Avise vum Statsrot sinn net méi ewechzedenken an der legislativer Prozedur, well de Statsrot passt net nëmmen ëmmer op als Gardien vun de Grondrechter, mä och als Gardien vum Rechtsstat, dass den Droit positif, dat heescht d'gängegt Recht, mä och international Texter consideréiert ginn, dass mer net Texter maachen, déi ganz schnell attakabel sinn, dass déi Legistik an der Rei ass. An dofir: D'Avise vum Statsrot sinn néideg, dass mer eng exzellent Legislatioun kënne maachen, déi net, soubal wann Texter gestëmmt sinn, direkt zu Prozesser Ulass gëtt, well Interpretatiounsdifferenze méiglech sinn an den Text net kloer ass.

Mir sinn zwar ëfters generft, wa mer eng Serie vun Opposition-formellë vum Statsrot kréien, mä de Statsrot gëtt ganz oft mat den Opposition-formellen Denkustéiss, wou en einfach d'Deputéierten oprifft, fir sech nach eng Kéier de Kapp driwwer ze zerbriechen, ob wierklech d'Formulatioun an der Rei ass, ob den Objet wierklech konform ass zu de Vuë vum Projet, mä och zu de Vuë vum gängege Recht.

Et ass awer scho länger Zäit, wéi gesot 1989, wou déi lescht Reform war. Elo sti mer virun där drëtter. Et ass awer dobaussen diskutéiert ginn a souguer ugeprangert ginn, wéi de Statsrot zesummegesat gëtt, wéi e funktionéiert. An haaptsächlech, well déi Prozeduren dann nach op déi gutt al Manéier gefouert ginn, ass gesot ginn: „Déi Institutioun ass net transparent genuch. Maacht wann ech gelift iergendeppes, wou mir als Bierger nach e bësselche méi d'Méiglechkeet hunn, fir ze wëssen, wat genau do leeft!"

An et si genau déi do zwee Pfeiler, déi mer an der Reform wäerten upaken a wou mer och de Statsrot moderniséieren, ouni awer seng Essenz an d'Qualitéit vu senger Aarbecht an d'Manéier, wéi en awer zu engem gudde Resultat kënnt, wierklech a Fro ze stellen.

De véierte Punkt zur Justiz. Ech hunn et ganz begréisst, wéi eise Justizminister virun e puer Wochen am Kader och vun der geplangter Verfassungsreform eis eng nei Institutioun, en neie System virgestallt huet. Dat ass de Conseil suprême de la justice. Et soll méi Kohärenz an d'Justiz erabruecht ginn a Saachen Nominatioun, Formatioun vun der Magistratur, a Saachen Observéierung vun den deontologesche Regelen. Et ass ganz wichteg, dass d'Justiz esou e Gremium kritt, fir nach eng besser Justiz ze maachen. An, wéi gesot, d'Regierung ass do um richtege Wee. An d'DP ënnerstëtzt dat voll.

Wat de Parquet général ugeet, deen elo méi Independenz kritt an der Ausübung vun der Action publique, begréisse mer dat och, quitte dass dat éischter méi symbolesch ass, well dat u sech... Dat gëtt elo formaliséiert, mä an der Praxis leeft dat jo schonn.

Ech hunn et och immens begréisst, well ech en immense Verfechter si vun der Cour constitutionnelle, dass d'Verfassungsgeriicht weiderhi wäert „Cour constitutionnelle" heeschen. An ech fannen et och gutt, wann ee weess, wat fir ee Pensum d'Cour constitutionnelle dauernd muss bewältegen, dass se elo am Plenum kënne fonctionnéieren, och zu néng, an dass se och Suppleantë kréien, well se mat Momenter net méi wëssen, wéi se d'Aarbecht solle bewältegen.

Zu de Prozeduren. Déi Saachen, déi elo kommen, déi si gutt, mä frot d'Leit dobaussen: „Sidd Der zefridde mat der Justiz?" Et ass ni e Mënsch zefridde mat der Justiz, a kengem Land, well d'Justiz ass eppes immens Subjektives. „Et dauert all Prozess ze laang." „Et kascht ze vill." „Den Affekot ass net gutt." „D'Riichter hunn net nogelauschtert." Dat héiere mer esou laang, wéi mer an deem Metier sinn!

D'Realitéit ass awer hei zu Lëtzebuerg, dass mir am Peloton de tête sinn, wat de System ass vun eiser Justiz. Zu Lëtzebuerg - wat jo dann elo eng Referenz ass, do ka jiddweree sech säi Rëndelchen ofschneiden - dauert an der Moyenne e Prozess 86 Deeg. Dat ass net vill! Wann ee kuckt, wat am Ausland ass, da si mer do wierklech gutt. An dann derniewent hu mer, an do si mer wierklech am Peloton de tête, 46 Riichter pro 100.000 Leit. Dovunner dreemen déi aner Länner alleguerte ronderëm eis, wéi se eis dat kéinten nomaachen.

Wéi gesot...

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Madamm Beissel,...

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ja?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- ...erlaabt Der just eng kleng Zwëschefro? Dat hëlleft Iech vläicht och elo, déi dräi Sekonnen.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ja?

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Just eng kleng Remarque awer zu där Zuel. Dir verweist op déi europäesch Etüd, wou effektiv d'Lëtzebuerger Justiz déi séierst ass, net nëmmen am Peloton de tête, mä mir sinn d'Spëtzt, wat dat betrëfft, wat net heescht, dass mer dofir keng Problemer hätten. Mir wëssen dat.

Mä par rapport zu där Zuel vu 46, do muss ech awer soen: Do gëtt wéi ëmmer an deene Statistike just d'Zuel vu Riichtere gekuckt an da par rapport zu der Population résidente gerechent. Dat ass awer net eis Realitéit. Dofir ass déi Zuel esou spektakulär héich; d'Zuel vu Riichteren zu Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner. Do gëtt awer ignoréiert, dass all Dag 180.000 Leit iwwert d'Grenz kommen, déi jo och iergendwou Affären op de Geriichter generéieren, och wa se net hei wunnen. Déi dauchen an där Rechnung do net op.

An et gëtt och an där Rechnung do net berücksichtegt, wéi grouss den Impakt vun de Geriichtsaffären ass, déi generéiert ginn duerch Societéiten. Och do si mer wäit iwwerproportional präsent, plus d'Frontalieren. A wann een dat géif berücksichtegen an net nëmmen eng Per-capita-Rechnung géif maachen, da wär bei eis och de Ratio vun de Riichtere par rapport zu der Populatioun wesentlech méi déif. An nawell si mer déi Séierst.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci fir déi Richtegstellung. Ech mengen, ech wollt Iech als Justizminister u sech schonn e Pleséier maache mat deene gudden Zuelen. Ech weess och, dass mer Rekrutementsproblemer hu mat der Magistratur.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt Iech hëllefen, dass Der Iech an Ären Notten erëmfannt.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, neen, et ass gutt, mä de toute façon mat de Rekrutementsproblemer geet et jo elo besser. A wa mer méi Magistrate kréien, kréie mer dat hin.

Ech gesinn, dass d'Zäit mer fortleeft. Ech wollt awer nach ee Wuert soen, wou ech d'Regierung wierklech wollt...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee Wuert!

Mme Simone Beissel *(DP).*- ...felicitéieren. Dat ass, dass se de Sozialdialog erëm eng Kéier ugekuerbelt huet, nodeem wou d'Tripartite 2012 praktesch explodéiert ass. Dir wësst, d'Demokratesch Partei ass enk mat dem Lëtzebuerger Modell verbonnen, well eise liberale Minister Gaston Thorn huet d'Tripartite 1977 an d'Liewe geruff. An dofir sinn ech frou, dass e liberale Minister elo erëm eng Kéier den Dialogue social ugekënnegt huet.

Ech kéint nach véier Stonne schwätzen, mä mir huelen dat da spéider no. Ech soen Iech villmools Merci. Ech mengen, mir schaffe virun, fir dass mer eise Stat modern, effikass an transparent halen, am Interessi vun eise Bierger, am Interessi vun eisem Land.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Beissel. An den nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Vertrieder vun der Regierung, mir hate gëschter déi Ried vum Här Statsminister héieren. An ech mengen, wann een et sech dann e bësse verdéift, da freet ee sech: Wat ass dat fir eng Ried? Ass dat elo de Versuch vun engem Regierungschef, de Bilan ze maachen no véier Joer Regierungszäit? Ass et de Versuch, sech e bësse virzebereeden op e Wahlkampf? Ass et eng Analys vun deem, wat seng Regierung elo gemaach huet? Ass et eng Visioun fir Lëtzebuerg?

Et wor eigentlech näischt dovunner. Et wor e bëssen e platten, muss ech soen, Resumé. E bëssen: „Hei hu mer do, an engem anere Rayon hu mer dës Iddi oder dat nach wëlles." Mä et wor eng Ried ouni Envergure. An et wor heiansdo souguer eng Verwiesselung. Et wor net d'Ried, déi e Statsminister soll halen an engem Parlament, mä et wor eng Ried bal wéi op engem Parteikongress.

Et ass zum Beispill net normal, datt e Lëtzebuerger Statsminister heihinnerkënnt an een eenzegen auslännesche Statschef kritiséiert, näämlech dee vun eisem Haaptalliéierten: dee vun den USA. Dat kann ee maachen op engem Parteikongress. Et ass awer net d'Aufgab vun engem Lëtzebuerger Statsminister hei am Parlament. Mir hunn esou vill aner Statscheffen op der Welt, leider, déi eng Kritik géife verdéngen. Fir ausgerechent dee vun eisem Haaptalliéierten erauszesichen, ass sécher net dee richtege Wee!

Erstaunlech an dëser Ried... Eigentlech deen erstaunlechste Punkt an där ganzer Ried wor ganz zum Schluss, wou den Här Statsminister seet, déi Equipp do, déi hie leet, déi wär net

ideologesch. An ech wëll dofir a menger Ried dorobber äntwerten. Ech wëll Iech weisen, wéi ideologesch dës Regierung ass, datt se eigentlech näischt anescht ass wéi ideologesch an eng Politik opgrond vun Iddie mécht, déi aus engem Lager kommen an dacks net am Interessi vum Land a vun eise Bierger sinn.

Déi eenzeg kuerz Referenz, déi de Statsminister gemaach huet op Lëtzebuerg als Land, op seng Existenz wor e kuerze Verweis op de Vertrag vu London vun 1867. Mä feiere mer deen? Wat mécht d'Regierung? Wat mécht d'Land, fir dat ze kommemoréieren? An ech stellen déi Fro ganz bewosst, net nëmmen am Kontext vum Brexit, wou eng Geleeënheet gewiescht wär, op eis Verbindunge mam Vereenegte Kinnekräich hinzeweisen, op eng historesch an eng bleiwend Verantwortung vum Vereenegte Kinnekräich fir Lëtzebuerg a fir Europa, mä och well mer jo Erfahrungen hu mat där Manéier, wéi dës Regierung mat eiser Geschicht ëmgeet.

Mir hate keng Feier fir 200 Joer Wiener Vertrag. Do hate mer näischt. Mir haten eng relativ kuerz Feier fir den 175. Joresdag vun der Trennung vun eisem Land, vun der Spléckung 1839, en anere Londoner Vertrag, wou d'Rieden deemools haaptsächlech derfir benotzt goufen, fir Reklamm ze maache fir d'Auslännerwahlrecht a fir eis eng reduktionistesch Visioun vun der Lëtzebuerger Geschicht ze imposéieren, fir esou ze maachen, als hätt Lëtzebuerg, eis Lëtzebuerger Kultur, eis Geschicht 1839 ugefaangen a mir missten Abstraktioun maache vun enger laanger Geschicht, déi bis an d'Mëttelalter zréckreecht.

Eng Approche, déi a kengem anere Land vun der Welt esou existéiert, déi et net a Frankräich gëtt, net an Däitschland, néierens, well jiddweree referéiert sech och op seng wäit Wuerzelen. A mir hei sollten dann dorobber léieren ze verzichten.

Dat ass keng Approche, déi mir deelen. Mir soen: Dës Regierung huet e gestéiert Verhältnis zu eisem Land an zu eiser Natioun! Et ass och net vun ongeféier, datt déi Ried, déi den Här Statsminister hei hält, heescht: „D'Situatioun vum Land". Mir ginn op dat zréck a mir hu guer keng Komplexer, fir ze soen: Mir schwätzen iwwer eng Ried zur Lag vun der Natioun. Nach virun e puer Joer ass deen Ausdrock och hei am Haus ganz normal gebraucht ginn. An et ass och esou, wéi mer déi Ried sollte verstoen.

Wann et dëser Regierung no gaange wär - an et ass dee schwäerzeste Punkt an der Bilanz vun dëser Regierung, dee Referendum 2015, Gott sei Dank e schrecklechen Echec fir dës Regierung! -, da wär haut kee Parlament méi do... also, haut schonn nach, mä an abseebarer Zäit géif et kee Parlament méi vun der Lëtzebuerger Natioun ginn, kee Parlament méi, wou d'Lëtzebuerger als Natioun kéinten e politesche Wëlle fir hir Zukunft formuléieren.

D'Madamm Loschetter huet gëschter eng Ried hei gehalen, wou se dat erëm a Fro gestallt huet, d'Resultat vum Referendum. déi gréng soen: „Jo, ma d'Auslänner schafe jo eise Räichtum." A si huet do Iwwerleeungen ugestallt, „et kéint een net akzeptéieren, datt si net kéinte mat decidéieren". An da froen ech mech: Sinn dann déi gréng esou demokratesch, datt se d'Resultat vum Referendum akzeptéieren oder net?

A wat wëllen eis Kolleege vun der CSV? Wéi stellen déi sech an Zukunft dat Verhältnis zu den Auslänner hei am Land vir? Ech liese mat Erstaunen, muss ech soen, datt d'CSV sech virstellt, de Conseil national pour étrangers an direkter Wahl vun den Auslänner hei am Land wielen ze loossen.

No deem Konzept hätte mer also e Parlament vun den Auslänner hei am Land an e Parlament vun de Lëtzebuerger hei am Land. Amplaz d'Land ze eenegen, amplaz ze integréieren, géife mer zwee Parlamenter hei hunn. Mir géifen dividéieren, wou mer sollen zesummeféieren. Dat wär d'Resultat vun der Politik, déi d'CSV eis hei proposéiert. Dat ass kee Wee, deen ech als iergendwéi fruchtbar ka gesinn.

Mir mussen och soen, datt dës Politik vun dëser Regierung eigentlech e Krich ass op ville Fronten.

E Krich géint d'Relioun: Den Här Minister Kersch ass do spezialiséiert, mä och den Här Minister Meisch mam Reliounsunterrecht; d'Kierchefabricken.

E Krich géint eis Traditiounen. Mir haten dach laang um Nationalfeierdag den Te Deum, eng Zeremonie, déi an der Eenheet, an der Harmonie verlaf ass. A mir hunn elo eng Zivillfeier agefouert, an där mer vu Joer zu Joer méi gesinn, op där Zivillfeier vum Nationalfeierdag, datt déi Rieden, déi gehale ginn, ëmmer manner ze dinn hu mat dem offizielle Gebuertsdag vun eisem Grand-Duc an ëmmer méi politiséiert ginn, fir d'politesch Absichte vun dëser Gambia-Koalitioun ze justifiéieren an ze verkafen. Dofir ass den Nationalfeierdag net do! Et ass eng Verletzung vun der Dignitéit a vun der Absicht vun där Zeremonie!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech fannen et affrontéiert, fir dem Grand-Duc esou eppes ze ënnerstellen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dës Regierung, sot Dir, Här Bettel, wär net ideologesch. Dir sot an Ärer Ried, dës Regierung wär net ideologesch. A kengem Domän weist sech Är Ideologie méi wéi an Ärem Kampf géint d'Famill! An dës Regierung huet just a konsequent een eenzege Familljemodell verdeedegt. Een eenzegen! Deen anere bewosst a konsequent benodeelegt.

D'Madamm Bofferding huet gesot, et wär ni e richtege Choix ginn. Mir als ADR hu säit Joren hei an der Chamber e Familljemodell proposéiert, fir wierklech e materielle Choix ze erméigleche fir d'Familljen, fir et de Mammen oder de Pappen, déi dat wëllen, och kënnen ze erméiglechen, a materieller Sécherheet doheem ze bleiwen a sech ëm hir Kanner ze këmmeren. Mir bleiwe bei eisem Modell a mir hoffen, datt mer e geschwënn och hei kënnen ëmsetzen.

(Interruption)

A wa mer iwwer Famill schwätzen: Den Här Bodry, d'Madamm Beissel an anerer maache Reklamm fir déi nei Constitutioun, eis Verfassung, déi jo soll esou gutt sinn an déi mer onbedéngt brauchen. Déi Verfassung, déi eis hei soll verkaaft ginn, ass géint d'Famill! An där aktueller Verfassung - an där aktueller - am Artikel 11, do schwätze mer nach vun dem Droit naturel de la famille. Mir gesinn d'Famill als en Dréier vu Rechter, als eng Entitéit, eng Institutioun an der Gesellschaft, déi hir Rechter huet.

An där neier Verfassung, déi eis hei soll verkaaft ginn, gëtt et en Artikel 38, wou d'Famill net méi mat Rechter ugeféiert ass. Par contre steet dran, de Stat muss drop oppassen, datt jiddwereen d'Recht huet, eng Famill ze grënnen. Abee, wie seet jiddwereen, dee seet och: egal wien.

An do musse mer awer wierklech oppassen, wou mer higinn, well mir maache mat där doter Politik, datt mer jiddwerengem verfassungsméisseg d'Recht solle ginn, eng Famill ze grënnen, d'Dier wäit op, fir d'Kanner nach ze kommerzialiséieren, e Recht op d'Kand anzeféieren, constitutionnel fir egal wien, fir jiddwereen. A mir féieren dobäi näischt anescht a wéi eng weider Kommerzialiséierung vum Kand! D'Kand gëtt zur Handelswuer. D'Kand huet net méi seng eege Rechter, mä et gëtt zum Objet vun deenen Erwuessenen, déi aus hiren Interessen eraus ebe gär Usproch op e Kand erhiewen. Och dat ass net eise Wee!

Da steet nach hannendrun: Mä de Stat agéiert am iwwergeuerdneten Interessi vum Kand. Dat ass eng Farce, well wann een am éischten Abschnitt dat eent seet an am zweete säi Contraire, dann ass dat Zweet just e Feigenblat, fir eng Politik ze verstoppen.

An dann, d'CSV wëllt sech hei als Familljepartei profiléieren. Da verstinn ech awer och munches net. An dëst Parlament, ënnert der Leedung vun der grénger Partei, ass amgaangen, eng Legislatioun auszeschafen iwwer JPA a PMA. Dat versteet net jiddwereen: d'Procréation médicalement assistée; respektiv d'JPA ass d'Leihmutterschaft, dat heescht, datt eng Mamm gelount gëtt, fir e Kand auszedroen.

Dat ass eppes, wat an där ganzer ziviliséierter Gesellschaft, an där ganzer ziviliséierter Welt veruerteelt gëtt, well et ass: d'Ausbeutung vun der Fra als Gebärmaschinn. Et ass eng Erofsetzung vum Wäert vun der Fra a vun hirem Kierper a vun hirer Autonomie.

An et ass déi gréng Partei, déi hei jorelaang nëmme vun de Rechter vun der Fra schwätzt,...

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech hoffen, datt Der da bei der Prostitutioun déi nämlecht Astellung hutt!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...déi elo op dee Wee geet, fir hei am Parlament eng Legislatioun duerchzesetzen oder auszeschaffen, déi ebe just d'JPA iwwer Ëmweeër wëllt legaliséieren.

(Brouhaha)

Iwwer Ëmweeër! Hei am Land soll se verbuede bleiwen, mä et geet duer, datt een an d'Ausland geet an dann zréckgeet, an da soll alles an der Rei sinn.

(Interruptions diverses)

Dat ass eng Realitéit.

(Interruptions)

An iwwert d'PMA an deemselwechten... Iwwert d'PMA ass hei am Gesetz, erëm ënner Leedung vun der grénger Partei, e Projet an der Ausschafung, dee souguer, mat der Hëllef vun der CSV - mat der Hëllef vun der CSV, déi sech hei wëllt als Familljepartei profiléieren! -, Weesekanner virsätzlech erméiglecht iwwer eng Procréation médicalement assistée. Wou mer also higinn an am Viraus virsätzlech a bewosst de Papp aus der Biografie vun engem Kand eraushuelen, well vu virera soll e Weesekand gemaach ginn. Ass dat eng Politik mat Moral?

Den Här Roth huet hei gesot, den Avortement oder allgemeng, dat wär eng Fro vum Gewëssen, dat wär keng politesch Fro. Dat kann een declinéieren, dat kann een ausbreeden op esou vill politesch Froen. Neen! Et ass eng elementar Aufgab vum Stat, eng elementar politesch Fro fir all Gesellschaft, fir de Schutz vun deene Schwaachen an der Gesellschaft anzestoen! Well déi Staark, déi brauche kee Schutz, déi kucken no sech selwer.

Mä et ass wéi eng Gesellschaft ëmgeet mat deene Schwaachen, mat deenen Ongebuerenen, mat deene Kranken, mat deenen eelere Leit, déi an Nout sinn, et ass dat, wat eis moralesch Qualitéit als Gesellschaft qualifizéiert! An et kann een net soen: „Et ass alles eng individuell Entscheedung." Well mir kommen dann an en Dschungel vu Gefiller eran, déi mer hei elo weider net wëllen ausféieren oder qualifizéieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn hei eng Situatioun. A loosst mech dat ofschléisse mat enger méi grondsätzlecher Iwwerleeung zu deem, wat hei am Ableck geschitt.

Wann een als Gesellschaft wëssenschaftlech Mëttelen an d'Hand kritt, domadder kann een d'Liewe verbesseren. Et kann een awer och Wëssenschaft méssbrauchen. Et kann ee Wëssenschaft huelen a se ouni Moral asetzen, fir politesch Ziler oder elektoral Ziler ze erreechen.

An ech verweisen hei - an dat ass mer ëmmer erëm opgefall an där Koalitioun - op eng exzellent Analys vun enger brittescher Schrëftstellerin, d'Mary Shelley. Et ass d'Auteurin vum Frankenstein. De Frankenstein ass u sech kee Grujelroman. Et ass eng intelligent Analys iwwert déi Manéier, wéi d'Mënschheet ëmgeet mat enger Wëssenschaft, déi se net méi beherrscht. Dat ass eigentlech déi Grondfro.

An eng Wëssenschaft, déi een hélt, déi engem onheemlech Mëttele gëtt an et huet een déi moralesch Dimensioun net méi dran, dat ass dee Frankenstein-Zeenario. An déi Gambia-Koalitioun, déi mer elo hunn, a mat Hëllef vun der CSV, dat ass eng Frankenstein-Koalitioun an deem, wat hei gemaach gëtt fir déi Gesetzgebung an der Prokreatioun an an der Leihmutterschaft.

A mir wäerten eis als ADR och dergéint wieren, well Moral, de Mënsch, deen huet eng Dignitéit. A mir wäerten déi Dignitéit vum Mënsch verdeedegen. Fir eis ass de Mënsch keng Handelswuer!

An datselwecht gëllt, wa mer elo iwwert d'Fleeg oder aner Secteure schwätzen. Mir halen et fir ganz wichteg, datt dee kranke Mënsch net an eng Situatioun kënnt, wou d'Euthanasie herno dee Wee ass, dee soll hëllefen, seng Angscht virun engem schwéieren Doud ze erspueren. An dofir hätte mer gär, wa mer en neit Fleegegesetz kréien, datt mer och kloer Kritäre kréien, wéi eng Qualitéit, wéi eng Kritären, wéi vill Leit sech mussen ëm déi Leit këmmeren, datt se wierklech wëssen, datt se versuergt ginn. An och hei musse mer oppassen, datt de Commerce an deem Beräich net zulaaschte geet vun deene Schwächsten.

Ech wëll nach e puer Wuert iwwert d'Schoul soen, well vill Zäit hunn ech leider net méi.

Mä d'Schoul: D'Schoul ass, wéi den Här Delles et (veuillez lire: Wat den Här Delles iwwert d'Schoul) gesot huet, dat war eng Kapitulatioun vun dëser Regierung, eng Kapitulatioun viru gesellschaftleche Faiten, well si verzicht op zwou Grondastellungen, déi eng Regierung muss hunn. Si muss éischtens wëllen integréieren. Hei ass den Integratiounswëllen net méi do. Mir gi just hin, wann dës Regierung recht kritt, a mir droen enger Pluralitéit vu Situatiounen ëmmer méi Rechnung, mä d'Gesellschaftszil vun der Integratioun, vum Zesummeféieren, dat ass net méi ze héiere vun dëser Regierung.

An dat Zweet ass, datt all Qualitéitskritäre fort sinn. D'Schoul soll sech un all Méigleches upassen, awer nëmmen näischt méi verlaangen, och net vun de Schüler. Ech soen Iech, well hei ass jo vill vu Populismus geschwat ginn, wat déi schlëmmste Form vu Populismus ass, déi mer am Ableck am Land hunn. An et ass net d'ADR oder eng aner Partei vun der Oppositioun, déi se bedreift, et ass dës Regierung! Déi schlëmmste Form vu Populismus, déi een am Ableck huet, dat ass, fir all deenen Dausende vu jonke Leit, déi all Joer eis Schoule verloossen - ëmmer méi an ëmmer méi gi mer an déi Richtung -, Diplomer ze ginn, déi net méi dee Wäert hunn, dee se um Aarbechtsmaart brauchen, mat deene se net méi op Universitéiten ugeholl ginn, wou se am Statsexamen net méi kënnen déi Resultater kréien, déi awer de Stat brauch a si selwer, fir kënnen eng Carrière opzebauen.

Et ass einfach den Nivellement vers le bas - elo dat neiste Beispill, d'Erofsetze vum Premièresexamen -, deen zu enger Situatioun féiert, wou herno déi einfach Leit, déi sech keng deier Privatschoule kënne leeschten, an enger Situatioun sinn, wou se duerch e Schoulsystem ginn, dee se net méi qualifizéiert fir eng Carrière am Liewen. An doduerch hu se e sozialen Nodeel. Eisen traditionelle Schoulsystem war e sozial gerechte System, e gudde System, well en all Mënsch, egal wéi seng finanziell Situatioun war, op engem gudden Niveau qualifizéiert huet. An et ass ausgerechent eng lénks Regierung, déi dat elo wëllt opginn, an et ass ausgerechent eis Partei als méi konservativ Partei, déi dat wëllt a muss redresséieren, soubal se eng Geleeënheet kritt.

Dir schwätzt vu politescher Bildung. Dir schwätzt vu politescher Bildung an Dir felicitéiert Iech derfir. Mir soen: „Dat ass eng politesch Indoktrinatioun!" Wann een da kuckt, wat de Schüler do soll presentéiert ginn, da gëtt hei alt erëm eng Kéier d'Schoul méssbraucht, fir dëse Schüler verschidden inhaltlech lénk Vuen iwwert d'Welt ze presentéieren.

Dir sot: „D'Kanner solle Kanner bleiwen." Ma firwat maacht Der dann eng fréi Sexualiséierung scho vun der Crèche un? Loosst se Kanner bleiwen!

Dir sot vun der Informatiksektioun, den Här Meisch huet dat gëschter hei gesot, d'Informatiksektioun an de Schoule wier esou wichteg an esou gutt. Jo! Mä et ass dach nëmmen en Instrument! An ass et dach net méi wichteg, datt d'Schüler, wa se kënne mat engem Instrument ëmgoen, emol fir d'Éischt déi Wëssensbasis hunn, dat Versteesdemech vun der Gesellschaft an der Déift vun de Problemer hunn, fir en Instrument kënnen ze benotzen? Mir kënnen net ëmmer nei Instrumenter schafen. Et ass awer wichteg, datt emol d'Bildungsbasis, d'Wëssensbasis vun de Schoulen op en Niveau erëm bruecht gëtt, deen et erlaabt, eis zukünfteg Generatiounen als eclairéiert Bierger un dës Gesellschaft erunzeféieren.

Eis Schoule sinn an engem Bildungsmisär, an dat hu mer zënter dem kompetenzorientéierten Unterrecht, zënter der Kompensatioun.

(Interruption par la présidence)

A wa mer eis Kanner wëllen erëm kompetitiv maachen, och géintiwwer der Konkurrenz aus dem Ausland, se fir den Aarbechtsmaart qualifizéieren, da musse mir dat réckgängeg maachen, wat an der Vergaangenheet u Feeler an deem Beräich geschitt ass.

Mir hunn ëmmer méi Verhalensopfällegkeeten an de Schoulen. Vill Leit vum Léierpersonal sinn um Enn mat hiren Nerven. Mir mussen als Gesellschaft dorobber reagéieren an net einfach de Kapp an de Sand stiechen a soen: „D'Schoul muss sech upassen." Dat geet net duer, fir dësem Land eng Zukunft an dësem Beräich ze ginn.

An ech halen op, Här President, well ech gesinn, datt meng Zäit ofgelaf ass.

(Brouhaha)

Loosst mech nach ee Saz soen, zum Bedauere vun dësem Sall, gesinn ech. Mä dës Regierung huet nach eppes anescht matbruecht an der Schoulpolitik: e systematescht Mësstraue géint d'Elteren. Dir hutt vun Ufank un, genausou wéi an anere Beräicher, probéiert, den Eltere Stéck fir Stéck d'Autoritéit iwwer hir Kanner ewechzehuelen, mat enger Arroganz, wou Der sot: „De Stat huet d'Qualitéitskritären a senge Strukturen, dee weess besser, wéi d'Kanner sollen erzu ginn, wéi se sollen opgekläert gi wéi d'Elteren."

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Kartheiser, dat war elo scho méi wéi ee Saz.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo neen, dat ware lauter Kommaen, Här President.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Är Zäit ass ofgelaf, ech hunn Iech annerhallef Minutt, zwou...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Roth huet fënnef Minutten iwwerzunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma deen huet eng Motioun presentéiert.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da schwätzt en herno net méi…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Zu där net, e kann awer nach zu dräi anere schwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Gutt. Da maachen ech nëmmen nach zwee Kommata.

(Interruption)

An dat, wat ech Iech wollt soen, ass, datt dës Regierung mat där Attitüd géintiwwer den Elteren eigentlech op eng Educatiounspolitik zréckgeet, wéi se an der DDR bestanen huet. An dee Stat ass gescheitert an Är Politik wäert genausou scheiteren!

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Une voix.- Dat ass total falsch, wat Der sot!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vum Debat ukomm an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Statsminister, fir ze äntwerten.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech Merci fir déi heiansdo flott a konstruktiv Debatt, déi mer haten. D'Propositioune sinn vun nëtzlech, déi ee selbstverständlech sollt diskutéieren, bis zur Feststellung gaangen, dass ee mat Bounen Zalot, mat Bananne Smoothie a mat Brout Pain perdu ka maache vun der CSV. D'Leit hu sech gefreet, d'Debaten matzelauschteren, wou se och en toute transparence matkritt hunn, wéi deen een oder deen aneren d'Lag vun der Natioun och hei zu Lëtzebuerg gesäit.

Ech ginn net méi an den Detail vun Zuelen an, wéi de Chômage ass, wéi d'Finanzsituatioun ass, well, an ech hunn et schonn déi lescht Deeg gesot, d'Zuele fir sech schwätzen. Verschidde Leit hu gemengt, mir géifen eis ze vill op d'Schëller klappen. Ech hunn a menger Ried express net gesot, mir géifen eis op d'Schëller klappen, mä Avise vun Aussesteeënden zitéiert, vun internationale Gremien, vun Agencen, vu Kommissiounen, vun internationale Leit, déi bei eis kucke komm sinn an eis soen, dass eis Statsfinanzen an der Rei sinn.

Dat heescht, hei ass keng Regierung, déi selwer seet: „Mir si super an et ass alles super." Mä mir gesinn, dass déi Moossnamen, déi mer virun dräi Joer geholl hunn, néideg waren an och hir Friichten droen, a wéinst deem Resultat, wéi et haut ass, kann ee just soen, dass mer haut besser dosti wéi virun dräi Joer.

Et ass de Reproche gemaach ginn, mir géifen nëmme positiv Messagë ginn. Ech mengen, déi, déi jo d'Méiglechkeet haten, eng Kéier meng Ried hei nozelauschteren an den Dag virdru jo eng Kéier doheem ze liesen, misste jo awer kloer verstanen hunn, dass ech au contraire an dëser Ried dès le départ gesot hunn, dass verschidde Leit, enger Rëtsch vu Leit villes geet, awer och verschidde Saachen net ginn an dass ech net probéiert hunn, Saache schéinzemolen am Transport, wann ech souguer vun Immobilitéit schwätzen. Ech hunn net probéiert, ze soen, dass alles an der Rei wier an deem engen oder anere Sujet. Neen, ech hunn op d'Problemer higewisen, och an der Logementspolitik. Ech hunn au contraire probéiert, e Bild ze molen esou, wéi d'Zuelen et matginn (veuillez lire: erëmginn). A wann ee vu Suerge schwätzt: Jo, et hunn och eng Rei vu Leit Froen, Suergen, déi se sech maachen. An den internationale Kontext ass een, deen och Suerge mécht.

Ech hunn e Samschdeg elo nach e Conseil européen zu Bréissel, fir iwwert de Brexit (veuillez lire: ze schwätzen), wéi mer do eis Positioun als 27 EU-Länner wëlle vereinbaren. Jo, et si Leit, déi Froen hunn, wéi et weidergeet mam amerikanesche President, wéi et weidergeet an der Türkei, wéi et weidergeet a Russland. Dat si berechtegt Froen. Mä do kann awer kee vun eis verlaangen, dass mir als Lëtzebuerger Regierung Iech kënne soen, wat do d'Positioun vun deem engen a vun deem aneren ass. Mä mir wäerte mat eisen Diplomaten, mat eisem Ausseminister an de Regierungsmemberen och nach eng Kéier - zum Beispill de Wirtschaftsminister, dee selwer an d'Türkei war - dat prôméieren, wat mer ëmmer gemaach hunn, dat heescht, net nëmmen iwwert d'Leit ze schwätzen, mä mat de Leit ze schwätzen an net nëmmen een iwwert deen aneren ze diskutéieren.

Mir hunn Zuelen, an ech hunn et virdru scho gesot, déi positiv waren. Mir kréie bal de Reproche gemaach, dass mer keng Austeritéitspolitik wëlle maachen. Mir kréie bal de Reproche gemaach, dass mer net wéilte méi spueren, wéi iwwerhaapt néideg ass. Ech muss Iech froen: Wou géife se dann déi Milliard - an ech mengen, et ass e puermol hei d'Fro gestallt ginn -, vun där déi gréisst Oppositiounspartei hei mengt, dass ee se misst spueren, spueren? Ech waarden elo nach op en Début de commencement vun iergendenger Informatioun, fir eis matzedeelen, wou se dat da géife maachen.

Mir gesinn, dass et datselwecht ass, wat elo iwwert d'Pensioune gesot ginn ass. An ech muss Iech éierlech soen, Här President, ech si mat där Rentemauer, mengen ech, grouss ginn, well ech mengen, ech héiere schonn drësseg Joer, dass déi Rentemauer an deenen nächste Méint oder a maximum deenen nächste fënnef Joer op eis duerkënnt!

Mir hunn eng Etüd, déi gemaach ginn ass. Mir waarden do op Avisen. A selbstverständlech wäerte mer, wann all d'Avisen do sinn - an de Minister Schneider verstoppt sech do net hannert den Avisen -, och eis Positioun hunn (veuillez lire: presentéieren). Mä kommt, mir waarden emol of, bis d'Avisen do sinn, fir kënnen och zesummen driwwer ze diskutéieren! Mä et sollt een ophalen, esou ze maachen, wéi wann dat Gespenst vun där Rentemauer all Joer nees dat Thema wär, wat elo géif kommen.

An ech hu viru Kuerzem nach en Interview héieren, ech brauch d'Persoun elo net ze zitéieren, mä dee war drësseg Joer al, deen Interview. An deen huet kloer gesot - an dës Regierung ass net responsabel -: „Déi Rentemauer ass maximal a fënnef Joer do." Dat si 25 Joer hier! Mir sinn eis eens, d'Leit ginn ëmmer méi al, et si Froen do a mir si selbstverständlech als Regierung och bereet, eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Mä wa mer vu Pensioun, wa mer vun Zukunft schwätzen, muss ech soen, Här President, dass ech vun Oppositiounssäit wierklech eppes vermësst hunn. Dat ass am Fong deen héijen Invest, deen dës Regierung mécht, awer ze soulevéieren. Well wann ee vun Zukunft schwätzt, dann ass déi gréisste Mauer, déi ee kann hunn - an déi ass verstoppt -, d'Investissementer an d'Zukunft. Well wann ee vu Scholde schwätzt, an dës Regierung huet esou en héijen Invest wéi nach ni gemaach, dann ass eng verstoppte Schold déi vun den Infrastrukturen. Et gi Länner, déi haut um Pabeier ganz gutt dostinn, mä déi awer eng verstoppte Schold hunn, well se an den Infrastrukturen esou e Retard hunn, dass, wa se déi muer misste maachen, op eng Kéier de Budget guer net méi esou gutt géif ausgesinn.

Jo, mir hu keng Politik vun der Austeritéit gemaach. Jo, mir hunn eng Steierreform gemaach. Mir hunn eng Steierreform gemaach, déi mer gären hätten, déi geziilt de Bierger méi Suen am Portefeuille léisst. An haut huet de Bierger méi Suen a sengem Portefeuille, wéi dat virun dräi Joer de Fall war. Dat ass dat, wat international Agencen eis soen. Et soll een d'Consommatioun relancéieren an et soll een evitéieren, wann ee sech et erlabe kann, eng Austeritéitspolitik ze maachen. Dat huet dës Regierung gemaach.

An de Bierger ass deen, deen de grand Bénéficiaire ass vun dëser Steierreform. An esou, wéi de Finanzminister et gëschter gesot huet, jo, mir hätte kënne soen, fir dass elo d'Zuele besser ausgesinn, maache mer keng Steierreform. Mä mir hu gemengt, dass et wichteg wier, eng geziilten, cibléiert Steierreform ze maachen, fir deenen, déi et och am néidegsten hunn, kënnen entgéintzekommen.

Ech hunn d'Beispill geholl vun den Infrastrukturen: Schoulen, Schinnen, Spideeler. Dat sinn alles Saachen, do kéint ee soen: „Mir maachen dat spéider." Wann ech zum Beispill den Transport kucken, dozou ass gesot ginn, dass hei net villes gelaf wier. Mä ech mengen, d'Dynamik, déi an dëser Regierung am Transport geschitt ass, wann ech déi vergläiche mat deenen zéng Joer virdrun, da ka jiddweree sech säin eegene Bilan maachen.

An ech géif Iech froen, Här President, dass mer nach virun der grousser Vakanz en Débat de consultation organiséiert kriten iwwert deen dote Punkt. D'Regierung freet Iech deen, dass mer kënnen hei an der Chamber iwwert déi Transportléisungen, déi deen een oder deen anere virzeschloen huet, ëffentlech diskutéieren, fir ze weisen, wat deen een oder deen aneren dozou ze soen huet.

Mir hunn eis net ze verstoppe wéinst deem, wat mer gemaach hunn. A mir sollen den Istzoustand maache (veuillez lire: analyséiere) vun deem, wou mer dru sinn. A mir sollen dann eben och déi Perspektiven an deem dote Beräich kënnen diskutéieren.

D'selwecht fir d'Landesplanung, Här President. Ech froen och nach en zweeten Débat de consultation vun der Regierung hei iwwert d'Landesplanung, fir dass mer kënne vun de Parteien, déi jo soen, dass se esou vill Positiounen, esou vill Léisunge fir dëst Land hunn, och emol eng Kéier héieren, wat dës Léisungen da solle sinn.

Mir hu vu Gesellschaftspolitik geschwat. Fir verschidde Leit war et eng Revolutioun. Fir eis, muss ech soen, Här President, war et eng néideg Evolutioun. Et si verschidde Sujeten, déi ech net wollt abordéieren, mä well verschidde Riedner se awer abordéiert hunn, kommen ech awer net derlaanscht.

Den Avortementstext war fir mech eng vun den éischte Prioritéiten. Mir hunn an engem Land gelieft, Här President, wou eng Fra déi schwéierst Decisioun, déi se an hirem Liewen ze huelen huet, eng vun deene schwéiersten Decisiounen, firwat se ofdreiwe wollt, virun eng friem Persoun huet mussen erkläre goen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et huet keen - keen! - enger Fra ze soen, wat se ze maachen huet an esou enger Situatioun. An ech sinn houfreg, dass dës Regierung bei esou enger Fraude et direkt fäerdegbruecht huet, dat doten ewechzehuelen. An dat wier mat enger CSV net méiglech gewiescht.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Genau esou ass et!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass gesot ginn, ech hätt mech an de Kierchefroen net agemëscht. Dat ass net wouer! Als Premier an als Kultusminister hunn ech een Uspriechpartner. Dat ass net d'CSV, dat ass de Bëschof. An ech hu mam Bëschof en Accord fonnt a mir halen eis un deen Accord.

Mir hunn diskutéiert, also an den… Wann ech mer dee leschte Block kann huelen, vun deem mer diskutéiert hunn, do ass och elo zum Beispill en Text vum Geheimdéngscht komm. Mir hunn eis alleguerten engagéiert, dass mer géifen no engem Joer e Bilan zéien iwwert de Geheimdéngscht. An deen ass elo am Oktober. An, ech mengen, doweinst sollt een elo net scho virgräifen, andeems ee seet, dass mer d'Texter elo géifen änneren, esou wéi et och an der Motioun vum Här Roth virgesinn ass, mä et sollt een einfach no deem Joer dat och zesummen diskutéieren.

De Logement ass nees wéi ëmmer en Dauerbrenner. Ech si frou, wa mer et fäerdegbrénge, am Logement och zesumme konstruktiv ze sinn. An ech muss Iech soen, dass hei de Logementsminister pertinemment weess: Ech schaffe mat all Partei all Dag op deem doten Dossier. Op de Gemenge si Schäfferéit vun alle Fuerwen an d'Gemenge sinn eis Partner an der Logementspolitik. Et ass net deen ee géint deen aneren.

Mä wann een hei jo vun Zuele schwätzt a wann ee seet, et misst een d'Etüde richteg zitéieren an d'Zuele richteg zitéieren, wëll ech mech awer och hei bei där Präisetüd, déi vum Observatoire de l'habitat gemaach ginn ass, net limitéieren op dat, wat den Haaptspriecher a Fraktiounschef vun der gréisster Oppositiounspartei hei an dësem Haus gesot huet. En huet näämlech gesot, an zwar op eng zimlech erféiert Aart a Weis - erschreckt -, dass d'Immobiliepräisser 7% geklomme wieren. 7% geklommen! En huet déi puer Zeilen do gelies, mä en huet awer déi aner drësseg Säite vun der Etüd net gelies, déi näämlech soen, dass tëschent 1984 an 1992 déi Präisser an der Moyenne ëm 7,4% an d'Luucht gaange sinn. Dat heescht, iwwert déi 7%, déi en esou erschreckt hunn.

(Brouhaha)

A vun 1998 bis 2007 war et eng Hausse vu 6,9%. Da kommt, mir kucken d'Zuelen och ganz! Ech si ganz domat averstanen, dass 6,9% och ze vill ass, mä wat wier, wa mer déi Mesuren net geholl hätten, déi mer geholl hunn?

Et ass vu Mietbrems geschwat ginn. Mir hunn eng nei Mietbrems am Fong kritt an deene Steiermesuren, dass d'Loyere vun eidel stoenden Haiser oder Wunnenge kënnen zu 50% erofgesat ginn, wann dee Proprietär se engem konventionéierte Partner zur Verfügung stellt. Dat féiert dozou, dass och a gewëssene Fäll Loyere vu ronn zéng Euro de m² gefrot gi sinn. An dat si Wunnengen duerch d'ganzt Land. Dat ass net zu Ëlwen oder iergendzwousch am Norden, am Osten oder am Westen, och an der Stad fanne mer ewell esou Präisser.

A wat fir mech och wichteg ass, dat ass nees eng Kéier de Rappell ze maache vun deenen Ustensilen, déi et awer ginn. Et gëtt am Moment eng Taxe spécifique op onbebautem Bauland respektiv op onbewunnte Wunnengen. Et gëtt de Remembrement, et gëtt d'Obligation de construire, et gëtt d'Virkafsrecht op onbebauten Terrainen, et gëtt Gemengen, déi vun héije finanziellen Hëllefe vu bis zu 75% vum Wunnengsbauminister profitéiere kënnen, deen dat bäileet fir Projete fir de Locatif. Et gëtt e Steiervirdeel fir d'Proprietären, wa se hiren Terrain un d'Gemeng verkafen, andeems se op der Plus-value keng Steiere bezuelen.

Den Impôt foncier B6 kann elo schonn ugepasst gi fir onbebauten Terrainen. Hei ass gëschter och vum CSV-Spriecher vun Expropriatioun geschwat ginn. Ech muss Iech éierlech gesot soen, dass d'Expropriatioun net déi Léisung ass, déi ech preconiséieren, dass ee sollt au contraire mat Taxen, mat aner Méiglechkeete fueren. Ech weess, dass et och vun anere Riedner hei gesot ginn ass, mä ech war awer e bëssen iwwerrascht, Här President, muss ech Iech awer soen, dass esou eng Propositioun och vun der CSV komm ass.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wier méi iwwerrascht gewiescht, wa se vu menger eegener Majoritéit komm wier, esou wéi se gëschter an engem ganz aneren Toun wéi bei mir komm ass.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech héieren,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da misst Der vläicht och Stellung dozou huelen.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …ech zitéiere just. Et ass och en Artikel am „Paperjam", Här President, wou den Här Wiseler datselwecht seet, dass si fir d'Expropriatioun sinn. Ech soe just,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst awer de ganze Kader vu mengen Aussoe soen, éier Der dat do elo einfach esou behaapt.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass d'Expropriatioun hei wierklech net d'Léisung ass an au contraire (veuillez lire: sollte mer) d'Leit incitéieren, dat och ze maachen.

Här President, ech wollt och soen, an den Här Gramegna an den Här Schneider intervenéieren och duerno, dass mer eis och sollten iwwert d'Zuele freeën, déi mer iwwert d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen hunn. Hei ass gesot ginn: „Jo, mä d'Zuelen insgesamt, wann ee kuckt, wéi vill Chômeure mer haut hunn, sinn awer vläicht ze diskutéieren." Eis Populatioun ass stänneg gewuess, stänneg gewuess! A wa mer e Chômagetaux hunn, deen, an deen zielt ee par rapport zu enger Populatioun, erofgeet, da sollte mer eis alleguerten driwwer freeën. An dat, wëll ech awer och soen, ass och duerch d'Aktivitéit, d'Energie an den Devouement vun der Equipp ronderëm d'Direktesch an der ADEM, déi wierklech do eng Aarbecht mécht, wou se Partner gi si vum Patronat, vun deene Leit, déi Leit astellen, a wou et fäerdegbruecht ginn ass, eng Vertrauensrelatioun opzebauen tëschent deene wichtegen Akteuren.

Et huet och e Riedner, Här President, vun der CSV gesot, dës Regierung géif ze vill an d'Zukunftstechnologien investéieren. Ma ech si frou, dass dës Regierung an d'Zukunftstechnologien investéiert an net,…

(Brouhaha)

…an net a Vergaangenheetstechnologien, wéi een dat da kéint vun hirer Säit verstoen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hu gesot, Dir sollt Iech och ëm d'PMEe bekëmmeren. Dat ass dat, wat mir gesot hunn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat Wuert Zukunftssecteur an Zukunftstechnologien ass gëschter hei zitéiert ginn. Liest de Verbatim, da kënnt Der dat liesen!

(Brouhaha)

Et ass…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Wann Der dem Här Statsminister eng Fro…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätte gär präzis Aussoen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann Der dem Här Statsminister wëllt eng Fro stellen, da stellt se!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Mosar, wëllt Der mer d'Fro stellen, ob Dir et waart?

(Hilarité)

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Statsminister, wann Der esou Behaaptungen opstellt, da sot eis konkret, nennt Ross und Reiter: Wien huet esou eppes an der CSV gesot?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir, gëschter Owend!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Majo, dann hutt Der eng Onwourecht gesot, ech hunn dat do zu kengem Moment gesot. Ech hu contrairement zu deem, wat Der behaapt, gesot, mir stéingen hannert dem Projet vum Här Schneider, mä mir géifen eis eng ganz Rei vu Froe stellen, juristescher Aart, finanztechne-

scher Aart um Niveau vun der Responsabilitéit. An ier déi Froen, déi vun enger extremer Wichtegkeet sinn, Här Statsminister, an ech huelen un, datt se lech gradesou wichteg si wéi eis,...

Une voix.- Neen, mä dat ass ganz komplizéiert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...datt nëmmen dann d'CSV bereet ass, op dee Wee ze goen (veuillez lire: net beäntwert sinn, ass d'CSV net bereet, op dee Wee ze goen). Duerfir, wann ech gelift, haalt op, hei permanent Behaaptungen an d'Welt ze setzen, déi net richteg sinn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hat Gott sei Dank déi gutt Iddi, gëschter opzeschreiwen, wat den Här Mosar gesot huet.

(Brouhaha)

An den Här Mosar sot gëschter, dass dës Regierung sech awer op d'Zukunftstechnologien an d'Zukunftssecteure géif baséieren, an dat wier net garantéiert, dat wier net sécher, a patati a patata. Ech soen lech nach eng Kéier, ech hu léiwer eng Regierung,...

(Exclamations)

...ech hu léiwer eng Regierung,...

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Wow, wéi präzis!

Une voix.- Den Här Wiseler huet et dach och hei gesot; den Här Wiseler huet dach déi Froen och hei gestallt. Maacht dach elo net, wéi wann et net esou gewiescht wier!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, also...

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, den Här Wolter ass jo ganz konstruktiv haut an e géif sech nach gären aschreiwen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wa mer alleguer zesumme schwätzen a wa mer alleguer Echo spillen, dann ass dat net ganz schéin unzekucken.

Ech wëll Iech drop opmierksam maachen, dass Chamber-TV fonctionnéiert.

(Hilarité et brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech sinn, Här President, frou,...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

...ech si frou, Här President, ech si frou,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hu kee Problem dermat, dass ënnerbrach gëtt, mä da wann ech gelift net alleguer mateneen, well soss versti mer kee Wuert.

Une voix.- Mir schwätzen eis elo of!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, nach eng Kéier, wéi gesot, am Verbatim kann een dat méi kloer liesen.

An deemselwechte Kontext muss ech awer soen, soss kréien ech elo nees vläicht de Reproche gemaach, ech hätt iergendeppes falsch verstanen, et gëtt vun deem enge gesot: „Dir musst kucken, esou vill Betriber wéi méiglech op Lëtzebuerg ze kréien", a vun deem anere gëtt gesot: „Wann awer ze vill Awunner kommen, dann ass et awer komplizéiert." Ech hu wierklech drop insistéiert, Här President: Dës Regierung hätt gäre Qualitéit an net Quantitéit. Mir brauche keng Betriber hei zu Lëtzebuerg ze hunn, déi méi polluéieren, déi keng Aarbechtsplaze schafen, déi mer hei kënne besetzen, déi och nach keng Steieren hei bezuelen. Mir hätte gäre Qualitéit a keng Quantitéit.

A wa vun engem Riedner och vun donkele Wolleke geschwat ginn ass, da muss ech Iech soen, déi gréissten donkel Wollek - well et ass och geschwat ginn, dass deen een oder aneren der regelméisseg begéint -, déi de Finanzminister an ech an déi meescht Regierungsmemberen am Ausland begéinen, heescht LuxLeaks. Déi heescht LuxLeaks! Do kréie mer awer all Kéiers, wann et ëm d'Lëtzebuerger Finanzplaz geet, gesot: „Wéi ass et da mat LuxLeaks?!" Ech muss Iech soen, Här President, ech si frou, dass mer vun all deene groen a schwaarze Lëschten erofgeholl gi sinn. An dat kënnt net vun näischt.

A wa mer elo fir „compliant" erklärt gi sinn, och vun der OCDE, dann ass dat och, well dës Regierung d'Efforte gemaach huet, déi néideg waren.

Et sinn nach e puer Punkten, op déi ech wollt agoen, Här President. Een dovun ass deen, deen och kloer gefrot ginn ass, well et geet jo och ëm d'Liewensqualitéit vun de Leit zu Lëtzebuerg, an do si mer der Meenung, dass eng Agrikultur tëschent Bio oder net Bio ophale soll, do Krich ze hunn (veuillez lire: dass de Krich tëschent Bio- an net Bioagrikultur ophale soll). Mir sinn der Meenung, dass een dat eent an dat anert brauch, mä mir gesinn awer och, dass de Marché ëmmer méi no Bioproduite rifft an dass ëmmer méi Bioproduite gefrot ginn.

Ech gesinn och regelméisseg Leit, déi hei zu Lëtzebuerg Produite verkafen, Supermachéen, an déi mer soen, dass se et net fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg selwer d'Demande vu Bioproduite kënnen ze deckelen. An déi Bioprimm fir déi deelweis Ëmstellung ass och eng vun de sougenannte Mesure-agri-environnementallen. An dowéinster hunn ech, Här President, fir der Madamm Hansen da präzis ze soen, well déi an der Zäit op fënnef oder op siwe Joer limitéiert sinn, och deen dote Punkt ginn. An dowéinster ass dat doten och applikabel. An de But ass, d'Leit ze iwwerzeegen - well ob een 100% oder net 100% Bio ass, ass e perséinleche Choix -, dass een et da fäerdegbréngt, deelweis kënnen op Bio ëmzestellen, fir déi Primmen dann och wärend deene Jore kënnen ze kréien, an dann eben de Bilan ze maachen an déi nei Primme kënne frësch unzefroen, wann nach ee Projet an déi dote Richtung géif goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Statsminister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madamm Hansen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, selbstverständlech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech hunn eng Fro, well gëschter huet den Här Bettel mer gesot, datt déi zäitlech Begrenzung u sech eng EU-Virschrëft wier. D'Madamm Loschetter huet och gesot, ech soll meng Texter liesen. Ech hu se dann och nach eemol duerchgelies an ech hunn éischtens emol en Text fonnt, wou „Bio Lëtzebuerg" selwer seet, d'Deelëmstellunge si grondsätzlech méiglech. Et steet näischt vun enger zäitlecher Begrenzung dran. An der EU-Veruerdnung, déi u sech an der Broschür vun den Agrarëmweltprimmen dran ass - mä dee Règlement grand-ducal ass nach net do, dat heescht, do konnt ech net nokucken, do gëtt op eng EU-Veruerdnung verwisen -, do hunn ech och nogekuckt. Dat ass d'EU-Veruerdnung 834/2007 den Artikel 11, dee seet, et ass méiglech, fir op däitlech getrennte Produktiounseenheeten ëmzestellen. Dat heescht, ouni datt een dee ganze Betrib muss ëmstellen. Och do ass keng zäitlech Begrenzung dran.

Dat heescht, ech géif mengen, datt déi Ausso, datt déi zäitlech Begrenzung wierklech eng EU-Virschrëft ass, esou net stëmmt. Et ass op Landesniveau, wou d'Bioprimmen decidéiert ginn, wou ee ka soen, déi decidéiere mer elo fir een Agrargesetz, fir ee PDR, déi ginn duerno net méi verlängert. Mä dat ass eng national Decisioun an dat ass keng EU-Decisioun.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Okay. Wéi gesot, am Moment si se limitéiert op fënnef an op siwe Joer, wann et agri-environnemental Mesurë sinn. Mir sinn der Meenung, dass mir sollen d'Moyene fannen, an ech mengen, do wäert jiddwereen heibanne sech jo dann och eens sinn, dass een dem Bauer soll Initiateure ginn am Fong (veuillez lire: fir dem Bauer Initiateuren ze ginn am Fong), fir eng Deelëmstellung kënnen ze maachen, fir kënnen ze kucken, ob e wierklech dee Produit da mat dëser Deelëmstellung och besser verkafe kann. An ech freeë mech, dass Der déi Diskussiounen an der Agrarkommissioun da mam Här Etgen kënnt weiderféieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wëllt Der se dann zäitlech begrenzen oder net?

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wëllt Der se dann zäitlech begrenzen oder net?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...et sinn am Moment fënnef bis siwe Joer virgesinn. Ech probéieren, Iech nach eng Kéier ze erklären, wat d'Texter virgesinn. An déi Texter sinn am Moment déi, déi priméieren, an do hale mer eis och drun.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer national an net EU.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann Der erlaabt, géif ech zum Schluss kommen, well wéi gesot den Här Gramegna an den Här Schneider och nach d'Wuert ergräifen. Ech gesi just, dass et muss iergendwéi verschidde Leit heibannen nervös maachen.

(Brouhaha)

A wann ee kuckt, a wann ee kuckt...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat sot Der zwar gutt!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ganz nervös!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A wann ee kuckt, Här President,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schwätzt nach e bëssen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech mierken, Här President, dass verschidde Leit heibanne sech ugesprach fillen, wann ech soen, dass se, wa se eng Lektür vun Zuele maachen, net objektiv sinn. Wann ech heibanne ka soen, dass et eis zu Lëtzebuerg, a mir sollten et alleguerte jo awer wëssen, gutt geet, an dass mir als Regierung alles wëlle maachen, fir dass et deem, deem et haut manner gutt geet, muer besser ka goen. Mir wëlle keen duerch de Filet fale loossen, mir wëllen au contraire deem Schwächsten haut den Trampolin ginn, fir muer besser ze sprangen. Dass et verschidde Leit stéiert an dass mer bal de Reproche gemaach kréien, dass den internationale Kontext an déi Mesuren, déi mer geholl hunn, déi richteg waren, fannen ech schued.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wéi ech unhuelen, géif als Nächsten de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna schwätzen. Ass dat esou? Merci. Här Gramegna, Dir hutt d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif gären ufänke mat enger positiver Nott, déi ech aus dem Debat zéien, an dat ass, dass mer en fait dat Wuert „Angscht" net méi héieren hu par rapport zum leschte Joer. Dat ass beroue-gend.

An et gëtt jo och objektiv Grënn, firwat dat de Fall ass, dass mer dat Wuert net méi vill héieren hunn oder bal net héieren hunn. An ech wëll elo hei kengem ze no trieden. Ech mengen, dass et ëmmer schwéier ass, fir d'Zukunft ze plangen oder ze erkennen. Gott sei Dank ass alles e bësse besser gaangen, wéi mer geduecht haten op ville Pläng, um politeschen, um internationalen a verschiddene Saachen an och an der Wirtschaft.

Et ass gesot ginn, gëschter hei op der rietser Säit, dass mir nëmmen eng Strategie hätten, an zwar d'Strategie vum Wuesstum. An dat wär eng Katastroph. Et ass natierlech paradoxal, dass een dat Wuert „Wuesstum" op eemol esou negativ charakteriséiert. Duerch déi vill Reesen an an der EU den Eurogroup, wou ech all Mount dohinnerginn, kann ech Iech soen: All europäescht Land seent sech no Wuesstum!

Ech kennen Italien particulièrement gutt. Do gëtt et säit 17 Joer kee Wuesstum. Kee Wuesstum op 17 Joer! All Italiener, deen Der frot - awer all! -, déi soen Iech: „Dat ass esou dramatesch, well keng Croissance méi do ass, dass kee méi wëllt do investéieren, dass kee Geschäft méi wëllt opmaachen, well keng Confiance méi do ass." An ëmgekéiert, zu Lëtzebuerg hu mer däers alles in Hülle und Fülle. A wat maache mir? Mir soen: „Dat ass schlecht." Oder Verschiddener soen: „Dat ass schlecht." Wann ech gelift, ganz e bësse Mooss, wann een iwwert de Wuesstum schwätzt!

Eis Strategie ass net de Wuesstum absolutt; de Premierminister huet dat a senger Ried ganz gutt gesot. Wuesstum bréngt natierlech gutt ekonomesch Resultater, bréngt de Chômage erof. Dat ass alles ganz gutt. An de Chômage, deen erofgeet, ass jo eppes, wou mer eis jo all driwwer freeën. Mä eis Wuesstumsstrategie ass eng vun der Qualitéit. A wann ee seet Qualitéit, da seet een Invest. Dofir, dass mer déi Investissementer héich halen, dat ass en iwwergeuerdnet Zil, fir sécherzestellen, dass mer fit si fir d'Zukunft.

Mir hunn e Wuesstum säit dräi Joer vun ongeféier 4%. Och dat renouéiert mat eppes, wat mer gewinnt ware virun der Weltwirtschaftskris. Mä all Mënsch hat gemengt an hat eis gesot, och d'international Organisatiounen, dat géif ni méi erëmkommen. Déi Zäite wären dout. Gott sei Dank war dat falsch. Mä fir dee Qualitéitswuesstum do ze sécheren, musse mer weider ganz héich investéieren. Dat ass de Schlëssel.

Wann e Land 4% Wuesstum huet, kann een dorauser zéien, dass dat Land kompetitiv ass? Ech mengen, do kann ee ganz einfach drop äntwerten: jo! E Land, wat 4% all Joer wiisst, ass kompetitiv. An doriwwer kënne mer eis natierlech och alleguerte freeën.

An ech muss soen, deen Deel vun der Debatt iwwert d'Kompetitivitéit, dee méi am Kader vun der Ried zu der Lag vun der Natioun gëschter hei gemaach ginn ass, huet awer natierlech och en Impakt drop, wéi een de Pacte de stabilité et de croissance gesäit. Déi Debatt huet mech e bësse verblüfft, well, wéi den Deputéierte Mosar doriwwer geschwat huet, hunn ech ee Moment geduecht, e géif net iwwer Lëtzebuerg schwätzen, well ech hunn eist Land a senger Deskriptioun einfach net erëmerkannt.

Jo, eist Land ass kompetitiv fir seng Wirtschaft en général. An ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister Etienne Schneider och nach dorop zréckkënnt. An ech muss soen, mir schaffe jo super zesummen, allen zwee. Mir maachen d'Promotioun zesummen „la main dans la main" a complementaire a mir hunn och super Resultater dozou.

Ech wëll e puer Wuert iwwert d'Kompetitivitéit vum Finanzsecteur soen, och well vu Verschiddenen, net ganz villen, a Fro gestallt ginn ass, ob mer da wierklech nach esou e Finanzsecteur bräichten. Ech hunn och do geduecht, ech géif mengen Oueren net kënne gleewen. De Finanzsecteur stellt 25% vun eisem Räichtum duer. De Finanzsecteur ass dee gréisste Contributeur zu eise Recetten. De Finanzsecteur ass 11% vun den Emploien. Dat si 45.000 Leit. An déi Ziffer ass stabel; d'Tendance liicht erop. Ech mengen, dat schwätzt fir sech.

Si mir dann nach ëmmer attraktiv als Finanzsecteur? Ma éischtens, déi Ziffere weise jo, dass mer am Emploi nach ëmmer e bësse wuessen.

Wat ass an der Pipeline? Mir hunn additionell chineesesch Banken, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen. Déi hunn hir Demande an der CSSF deponéiert. Mir hu Schwäizer Banken, déi schonn hei sinn, déi Lëtzebuerg erausgesicht hunn als Headquarter fir den EU-Marché, fir de Marché unique, déi ganz grouss Investissementer amgaange sinn ze maachen, fir alleguerten hir Datae vu Lëtzebuerg aus ze geréieren. Mir hunn also Saachen an der Pipeline.

De Kontext Brexit gëtt eis eng ganz flott Demonstratioun, fir ze kucken, ob Lëtzebuerg attraktiv ass oder net. An do hu mer jo schonn e konkret Beispill: Déi gréissten Assurance vun der Welt AIG huet schonn annoncéiert, dass se sech géif zu Lëtzebuerg nidderloossen.

Haut, ech hu virun enger Stonn op Twitter gesinn - dat ass eng utile Saach, Twitter, jo -, dass FM Global aus Amerika och Lëtzebuerg erausgesicht huet, en zweeten Assureur. An ech kann Iech soen: Et sinn der och do nach anerer an der Pipeline.

Am Asset Management huet schonn M&G, dat ass de verlängerten Aarm vu Prudential, virun e puer Méint annoncéiert, dass se sech op Lëtzebuerg géifen installéieren; si, déi nach guer net hei sinn.

An am Secteur FinTech hu mer der och an der Pipeline mat 50 Kandidaten, déi wëllen an eisem Luxembourg House of FinTech Plaz fannen.

Mir rouen eis net op de Lorbeeren aus. Den Nicolas Mackel an Luxembourg for Finance maachen eng super Aarbecht. Mir hunn, den Nicolas Mackel an ech, am leschte Joer méi wéi 100 Banke besicht, am Kontext Brexit an en dehors vun deem Kontext, well mer nach weider wëllen attraktiv sinn an Akteuren heihinnerzéien. Ech gesinn awer eng Kontradiktioun zwëschent deenen, déi eis soen, mir missten do nach méi maachen, an déi awer an engems soen, dass mer ze séier wuessen.

Mir kënnen net dat eent an dat anert wëllen. Wëlle mer dat eent? Oder wëlle mer dat anert? Mir sinn do kohärent. Mir wëlle weider attraktiv bleiwen a mir sinn et.

A wéi de Premierminister ganz richteg gesot huet, mir wären haut net méi esou attraktiv, wa mer net déi Transparenzpolitik agefouert hätte virun dräi Joer an eisen Image poléiert hätten. Eisen Image ass amgaangen, gutt ze ginn, mä mir hunn nach ganz vill ze schaffen, fir d'Vergaangenheetsbewältegung fäerdegzebréngen.

D'Diversifikatioun vun der Place financière souwéi d'Diversifikatioun vun der ganzer Ekonomie ass och nach ëmmer eng Prioritéit. An och do hu mer eppes Opweises. Och do hunn ech d'Duerstellung wierklech net equilibréiert fonnt. Mir hunn en neit Instrument am Fongegeschäft geschaaft: Reserved Alternative Investment Fund. Mir waren dat Land 2014, wat als alleréischt Virtual Currencies, Bitcoins, Monnaie-virtuellen autoriséiert huet; keng einfach Decisioun, mä mir hunn et gemaach. Dat huet d'CSSF gemaach a ganz gutt gemaach.

Mir sinn an den Top 3 vun den Investissements alternatifs an Europa. Mir sinn an der Green Economy, also an all deenen Domäner, déi mat den Développements durables ze dinn hunn, Nummer 1 an der Welt a verschiddene Saachen. Eis Bourse ass Nummer 1 am Listing vun deene Green Bonds, wéi se genannt ginn. Mir hunn zesumme mat der Madamm Dieschbourg, Minister vum Environnement, en Accord gemaach mat der BEI, fir eng Plattform ze maachen, déi prioritär gréng Projeten ën-

nerstëtzt op de Modell vum EFSI, dem European Fund for Strategic Investments, vun der EU vum Juncker-Plang.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech hunn a menger Ried gesot, dass mer mam Fonds monétaire international eng strategesch Partnerschaft ugekuerbelt hunn, soudass e grousse Fong vun zwou Milliarden heihinnerkënnt. Et ass also net richteg, ze soen, dass mer net amgaange sinn, dës Finanzplaz ze diversifiéieren. An dat, wat mer grad am Beräich vun der Green Economy maachen, ass jo 100%eg en ligne mat deem, wat de Rifkin-Rapport recommandéiert.

Leschtens géif ech gäre soen, fir déi, déi eis Finanzplaz hei am Land net gären hunn, dat ass och hiert gutt Recht, wär ech awer frou, wa géif unerkannt ginn, wat an deene leschte Joren un Ännerunge gemaach gi sinn, fir eise Ruff ze verbesseren. An ech erënneren drun, dass de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Fiskalitéit zu Bréissel, de Pierre Moscovici, an engem Interview hei zu Lëtzebuerg virun e puer Méint gesot huet, op eng Fro vun engem Journalist, dee seet: „Wat haalt Der da vu Lëtzebuerg als Paradis fiscal, wéi déi sech behuelen an Europa?" Deen éischte Saz, deen de Pierre Moscovici gesot huet: «Le Luxembourg n'est pas un paradis fiscal.» Ech hoffen, dass Der alleguerten deen Artikel gesinn hutt. Wann Der en net gesinn hutt, ech muss soen, dat war eng grouss Satisfaktioun, net fir mech a fir d'Regierung, mä fir eist Land.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech wëll just e puer Saachen zu den Ziffere soen. De Premierminister huet déi meescht Punkte scho gemaach.

Zum Objectif à moyen terme, fir de Solde structurel auszerechnen. Et ass net d'Lëtzebuerger Regierung, déi eng Initiativ geholl huet, fir dee Sold erofzesetzen; et ass d'Kommissioun. An et ass am Reglement vun der Kommissioun virgesinn, dass dee Solde structurel an deen Objectif à moyen terme all dräi Joer muss nei gerechent ginn, an net erstaunlecherweis, wann eis Rentemauer no riets réckelt, dat heescht wa se méi wäit ewech geet. Jo, da gesäit alles finanziell besser aus an da geet de Solde structurel erof. Dat ass eben esou.

An an zwee an engem hallwe Joer gëtt erëm en neie Calcul gemaach an da gesi mer jo, wat do geschitt. An dorauser e Politikum ze maache fir eppes, wat reng faktuell ass, schéngt mer net korrekt. A mir hunn als Regierung gesot, mir wäerten alles drusetzen, fir iwwert de Minimum vun haut - minus 0,5% - ze sinn. A mir maachen dat och op der ganzer Period.

Den Triple-A. Och do ass e bësse versicht ginn - ech hunn dat och net ganz konstruktiv fonnt - ze soen: „Den Triple-A ass eng Selbstverständlechkeet, wann ee Croissance huet." Neen, den Triple-A ass wierklech keng Selbstverständlechkeet! A mir Lëtzebuerg, tëschent Juli 2012 a Februar 2014, waren nach ëmmer Triple-A, mä mat enger Tendance négative. A vu Februar 2014 u si mer erëm Triple-A mat Tendance stable, wat de Maximum ass.

Do gesäit een, dass déi Schwankunge méiglech sinn. Do brauch een net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen. Mir hunn deen Triple-A mat enger stabeler Tendance. Dat ass super an dat ass en Zeeche vu Kredibilitéit op de Marchéen a Kredibilitéit vun eisem Land.

En général vläicht e Saz am Kontext vum Pacte de stabilité et de croissance. Wa mer zréckkucken op déi dräi lescht Joren, dann hunn ech ganz oft gesot kritt vun der Oppositioun, dass déi Zifferen, déi mer op den Dësch leeën, net richteg sinn, net kredibel sinn. An elo sinn et jo schonn dräi Joer, wou mer a posteriori kënne gesinn, dass déi Ziffere richteg waren, dass se vläicht heiansdo e bësse virsiichteg waren an dass mer besser ofgeschloss hu wéi virgesinn.

An da leschtens, zu deem Punkt vun der Kredibilitéit vun den Zifferen: D'Europäesch Kommissioun huet eng Responsabilitéit fir Lëtzebuerg, esou wéi fir déi aner 18 Länner aus der Eurozon, fir eise Pacte de stabilité et de croissance an eise Budget ze bewäerten. Dir wäert jo net mengen... Et wäert jo net een heibanne mengen, dass een an der Kommissioun oder zu Bréissel géif Lëtzebuerg - zwësche Guillemeten - oder engem anere Land „Kaddoe maachen", wa se Doutten hätten iwwert déi Zifferen, déi mer dohinnerschécken. Dofir kommt, mir halen deen Disput iwwert d'Zifferen, deen absolutt onproduktiv ass, op der Säit!

Zur Dette. Ech muss nach eng Kéier rappeléieren, dass dës Regierung gesot huet, dass se wéilt ënner 30% par rapport zu eisem Räichtum bleiwen an der Dette. An dat si mer op der ganzer Period. Mir bleiwe souguer ënner 23%. An dat ass manner wéi dat, wat 2013 de Fall war.

Mir hu keen Engagement par rapport zu eis selwer a mir hu keen Engagement par rapport zur Oppositioun a par rapport zum Lëtzebuerger Vollek geholl en termes absolus. Dat hu mer ni gemaach, well et och sënnlos ass, an absolutten Termen ze schwätzen. Eist Liewen, eis Ekonomie wiisst jo déi ganzen Zäit. Dat kann ee jo net statesch kucken. An dofir sinn alleguerten déi Kritäre vun der Kommissioun jo och a Prozentsätz ausgedréckt. Et ass jo de bon sens même, dass dat esou ass.

Tëschent 2014 an 2016 par rapport zur Note au formateur vum Hierscht 2013 hu mir 4,5 Milliarden op dräi Joer gespuert. 4,5 Milliarden! Dat ass Geld! An dofir brauche mir...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Par rapport zur Nott vum Formateur, wat nu wierklech an enger anerer Finanzsituatioun, an enger anerer Wirtschaftssituatioun hir Aussiichte waren,...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Dat ass richteg.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...déi einfach eng... Dat ass also net gespuert par rapport zu enger Nott vum Formateur, sérieusement.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, mä mir kënnen och kucke par rapport zum Pacte de stabilité et de croissance, deen am Abrëll vun der Regierung erageschéckt ginn ass. Do ass d'Ziffer e bësse méi kleng, mä dat sinn nach ëmmer Milliarden. An Dir hutt recht, dass dat eng Period war, wou...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An enger Prévision économique, déi total anescht war sengerzäit.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, déi anescht war. Mä n'empêche, n'empêche. Mir hunn dat awer fäerdegbruecht. An dann: Et waren awer net nëmmen d'Prévision-économiquen, Här Wiseler, déi hei um Spill stinn. Et war och eng aner Saach: vum Commerce électronique. Et ass gutt, dass Der elo intervenéiert sidd. Elo hat ech dat bal vergiess.

(Hilarité)

Jo, dat war ganz gutt.

Commerce électronique. Ech ginn net an den Detail. Ech hu gesot: 2017 feelen eis doduerch, dass déi Gesetzgebung geännert huet an dass mir beim Commerce électronique déi Recettë vun der TVA net kënnen halen... Doduerch ass eis 2017 eng Milliard verluer gaangen. Dass dat géif geschéien, wousste mer säit 2007 oder 2008. Mir haten... Also Dir hat, déi fréier Regierung, hat gutt verhandelt. Se hat et nääm-lech fäerdegbruecht, en Delai vu sechs, siwe Joer auszehandelen, ier dat Damoklesschwäert do gefall ass.

A wat huet déi viregt Regierung gemaach, obwuel bekannt war, wéini dat Damoklesschwäert, déi Guillotine géif kommen? Ma näischt! An dann, muss ech soen, de Reproche gemaach ze kréien, mir géifen a Saache vu Pensiounen elo net direkt agéieren, woubäi d'Damoklesschwäert oder d'Guillotine ëmmer méi wäit réckelt, ass awer dann net ganz kredibel.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Ech mengen, dass eis Statsfinanzen effektiv gutt sinn a gesond sinn. An dofir hu mer d'Steierreform gemaach an dofir investéiere mer ganz héich.

Nach just ee Wuert e bëssen iwwert d'Konsequenze vun eiser Politik vum Invest, deen héich ass, a vun deem Geld, wat mer de Leit zréckginn iwwert d'Steierreform, an och den Entreprisen. Et gëtt iwwregens net genuch gesot, dass mer de generelle Steiersaz vun den Entreprisë vun 21% op 19% dëst Joer gesat hunn, an d'nächst Joer op 18%. Leider schéngen d'Entreprisen an hirer Kommunikatioun esou schwaach ze sinn, dass se dat ni erzielen.

Mä eng Reduktioun vun 21% op 18% ass eng Reduktioun vu 15% vun de Steieren! 15% sinn d'Steiere fir d'Entreprisen erofgaangen! Bei wivill Leit... Also déi kleg Verdénger, déi hunn eng Reduktioun vun de Steiere kritt, déi ass méi wéi 15%. Dofir hu mer dat och gemaach, de Crédit d'impôt pour salariés. Mä wivill Leit hunn da 15% Reduktioun vu Steiere gehat à la fin? Net vill! Ech hunn awer vill Leit héieren, Privatleit, déi sech gefreet hunn. Leider, bei den Entreprisë schéngt dat eng Selbstverständlechkeet ze sinn, wann ee mat de Steieren erofgeet. Dat ass awer schued.

Mä wat ech wëll soen, ass Folgendes: Eis Politik vum Invest an eis Politik vu Kafkraaft stäerke bréngt mat sech, dass mir natierlech de Wirtschaftszyklus ënnerstëtzen. Esou huet de Keynes dat bewisen; esou huet de Schumpeter dat a senger Théorie de l'innovation och scho virdru gesot. Mir sinn Tenant vun deenen, vum Schumpeter a vum Keynes; net vum Malthus. De Malthus, deen huet ëmmer nëmme schwaarzgesinn. Deen huet previséiert, dass mer ëmmer géife méi aarm ginn, well ëmmer méi Leit op der Äerd wären.

Une voix.- Där sëtzen der awer och hei, Här Gramegna!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- An de Malthus huet sech dramatesch geiert. Firwat? Well en net mat der Innovatioun gerechent hat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Jo, Här Mosar. Dir wollt eng Fro stellen. Un den Här Gramegna?

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, un den Här Finanzminister. Ech mengen, e kann och vun der Plaz drop äntwerten.

Fir d'Alleréischt Merci dem Här Finanzminister fir seng ganz vill Äntwerten. Ech hunn allerdéngs nach zwou Froen, déi ech och am Kader vu menger Interventioun gestallt hat, déi net beäntwert gi sinn. An déi wollt ech awer nach eng Kéier stellen, Madamm Presidentin. An do awer vläicht nach eng Kéier ganz kuerz e Rappell vun deem, wat ech gesot hunn, well ech mengen, datt de Finanzminister mer do net ganz richteg nogelauschtert hat.

An et geet hei u sech ëm de Volet vum Bankesecteur, wou ech ausgefouert hunn, datt dat mer géif e bësselche Suerge maachen, well zwou gréisser Banken hir Dieren hei zougemaach hunn, ganz fort ginn, eenzel aner Banken en Deel vu Servicer an d'Ausland transféréieren, och laut Zuelen, déi gëschter nach genannt gi sinn, 350 Aarbechtsplazen op der Bankeplaz ofgebaut gi sinn. Do hunn ech gefrot, wat fir eng nei - nei! - Banken an der Pipeline stinn.

Ech hunn awer direkt präziséiert, mir wéisste jo, datt et e grousse Succès wär, wat déi chineesesch Banke betrëfft. Ech hunn dat begréisst. Ech hu gesot, dat wär eng ganz gutt Saach. An ech hunn dunn de Minister gefrot: Wat fir eng nei Banke sinn am Moment an der Pipeline, elo?

An ech wollt just resuméieren, wat Der gesot hutt. Da kënnt Der mer soen, ob ech dat richteg verstanen hunn. Ech hu verstanen, datt just eng Schwäizer Bank, déi awer schonn hei ass, zum Deel nei Servicer hei transferéiert. Ech zéien awer och aus där Äntwert eraus, datt keng zousätzlech nei Bank am Moment eng Demande bei der CSSF unhänglech hätt. Dat ass déi éischt Fro.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dann déi zweet Fro, déi ech och net beäntwert kritt hunn, Här President, dat ass déi, déi och dem Kolleeg Gilles Roth a mir ganz vill Suerge mécht, iwwert d'SOPARFIen, wou ech gefrot hunn, ob dat richteg wär, datt e puer Honnert SOPARFIen an de leschte Méint liquidéiert gi wären. Do wär ech also frou, wann de Minister eis eng kloer Äntwert géif drop ginn an eis eventuell dann och kéint soen, ob de Finanzministère am Moment amgaangen ass ze kucken, wat déi déiwer Ursaachen dovunner sinn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Finanzminister!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Jo, Här President, zur éischter Fro. Ech mengen, ech hat relativ komplett geäntwert. Vun neie Banke sinn nei chineesesch Banken an der Pipeline.

(Interruption)

Majo, dat ass net eng Selbstverständlechkeet, et ass wichteg, dass een dat seet.

(Interruption)

Jo. An da sinn eng Rëtsch Banken am Kontext Brexit, déi schonn hei sinn, déi consideréieren am Kontext Brexit, zu Lëtzebuerg sech vill méi staark anzesetzen. Ech kann awer natierlech net méi driwwer soen, d'autant plus dass bei verschiddenen d'Decisiounen nach net definitiv sinn a bei verschiddener souguer gesot gëtt, dass dat net däerf gesot ginn. Ech mengen, dat musst Der verstoen. Mä ech sinn och, wat d'Banken ubelaangt, zouversiichtlech, dass mer am Kontext Brexit op jidde Fall Verstäerkungen, wann net och neier wäerte kréien.

Zur Problematik SOPARFI: E puer Honnert SOPARFIen, dat kléngt, wéi wann dat immens vill wier. Mä Dir wësst jo, dass mer Zénggdausende SOPARFIen zu Lëtzebuerg hunn. Do kann ech net all honnert oder all eenzel SOPARFI verfollegen. Ech wäert awer meng Servicer froen, dat méi am Detail ze kucken. An ech sinn och, wéi Dir, interesséiert ze wëssen, wann et en Trend gëtt, fir ze verstoen, wou deen hierkënnt.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat wär den Tour um Wirtschaftsminister, dem Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President. Ech muss als Alleréischt hei feststellen oder Iech matdeelen, dass ech gëschter awer extrem verwonnert war ze héieren, wéi d'Oppositioun an hei am Spezialen den Här Gibéryen an den Här Wiseler, wéi si et fäerdegbréngen, andeem se permanent probéieren, Prozenter an absolutt Zuelen ze vermëschen, bis se dann dohinner kommen, dass se kënnen d'Finanz- an d'Wirtschaftssituatioun vum Land schlechtrieden.

Dat wonnert mech, wéi een dat fäerdegbréngt. Mä de Mark Twain huet schonn eng Kéier gesot: „Et muss een d'Fakte gutt kennen, fir se duerno kënnen ze verdréien." Dofir ginn ech dovun aus, dass Der wësst, dass d'Situatioun besser ass, wéi Dir dat gëschter hei virgestallt an duergestallt hutt.

Ech verstinn natierlech, dass et fir eng Oppositioun schwéier ass, en Aveu ze maachen, dass dës Regierung, déi 2013 mat schlechte Resultater ugefaangen huet, mat schlechte Finanzen ugefaangen huet, mat enger quasi inexistenter Croissance ugefaangen huet, dass et natierlech schwéier ass, en Aveu ze maachen, dass d'Regierung awer - awer - verschidde Saachen...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- No enger vun deene schwéierste Krisenzäiten, déi mer an Europa an deene leschte Jore kannt hunn! Ech hunn ëmmer gär, datt een d'Situatioun komplett gesäit.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- ...awer verschidde Saache muss richteg gemaach hunn, fir haut bei enger Croissance vun tëschent 4 a 5% a bei engem Chômage vu 6% a gläich ënner 6% ze landen. Also musse mer net alles falsch gemaach hunn.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ah, ech ginn dovun aus, dass den...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Selbstverständlech wär ech dee Leschten, deen Iech keng Fro géif stelle loossen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wollt Iech just froen, Här Schneider, wien an der leschter Regierung Wirtschaftsminister war.

(Hilarité générale)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Dat war ee formidabelen, dat war ee formidabele Kärel, e formidabele Kärel,...

(Hilarité générale)

...deem säin Numm mer am Moment net afält. Mä ech kann Iech awer soen, dass e gutt war. Pardon, et waren zwee formidabel Kärelen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dee gëtt och all Joer besser.

(Hilarité générale)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Et waren zwee formidabel Kärelen.

Mä fir awer, an de Finanzminister ass virdrun drop agaangen, un engem ganz klore Beispill wierklech ze weisen, wéi malsain awer déi Diskussioun ass, dat huet den Här Wiseler ganz gutt gewisen, andeem e wierklech gëschter géint bessert Wësse behaapt huet, dass d'Regierung hiren Objectif à moyen terme vu plus 0,5% op minus 0,5% korrigéiert huet, fir méi Sputt ze kréien, wou Der ganz genee wësst, dass et den Här Juncker a seng Kommissioun ass, déi deen Objectif à moyen terme festleeën, an net d'Lëtzebuerger Regierung. An et ass och…

Här Wiseler, selbstverständlech!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här Schneider, Dir wësst gradesou gutt wéi ech, datt eng ganz Rei Länner, wou en Objectif à moyen terme anescht vun der Kommissioun gerechent ass, deen Objectif à moyen terme net ugeholl hunn, mä sech en anere gesat hu wéi dee Minimalobjectif, deen d'Kommissioun akzeptéiert huet. Dir hutt de Minimalobjectif akzeptéiert, contrairement zu anere Regierungen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Mir hunn dat nach ëmmer esou gemaach, Här Wiseler. Mir hunn dat nach ëmmer esou gemaach.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat war och nach ni en Objectif, deen am Minus louch.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie*.- Jo, mä, lauschtert emol, just well dat Iech

da besser arrangéiert, solle mir dat esou maachen. Ass dat esou?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, datt et e politesche Feeler ass, fir et ze maachen, jo.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Majo, mä wann Der d'Zuelen an den Ausbléck vum Här Gramegna gesitt, da gesitt Der, dass mer iwwert d'Zäit am Positive bleiwen. Dofir verstinn ech Är Opreegung net.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech gesi bei den Zuelen, datt se op minus 0,1% déi nächst Jore wäerte sinn.

(Interruption)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir wësst, dass mer zum Enn vun der Legislaturperiod op positiv Zuele kommen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat sinn net meng Zuelen, dat sinn Är Zuelen.

(Interruption)

Zum Enn vun der Legislatur, an där nächster Legislaturperiod gitt Der erop. Mä ech hu gëschter erkläert och, firwat Der kënnt eropgoen, well do eng ganz Rei Investissementer an deenen Zuelen nach net dra sinn, well eng ganz Rei Depensen, déi wahrscheinlech noutwendeg sinn, einfach net an deenen Zuele vum nächste Joer derbäigerechent sinn. Ech géif och...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir gitt mer e gutt Stéchwuert, Här Wiseler, fir lech op eppes aneres opmierksam ze maachen.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Dir hutt gëschter behaapt oder gesot oder gefuerdert, d'Regierung misst d'Zukunft preparéieren. Dir hutt awer och gefuerdert, deen Defizit am Zentralstat vun enger Milliard, deen dierft net sinn. Dat heescht, Dir fuerdert op där enger Säit, dass mer all Joer - all Joer - eng Milliard manner ausginn, ouni an engem Saz ze soen, wou mer déi solle spuere goen. An Dir sot, mir sollen d'Zukunft preparéieren! Mä mat wat dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Stabill Statsfinanze sinn och en Deel vun der Zukunftsvirbereedung.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Gelift? Gelift?

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Statsfinanzen am Zentralstat sinn och en Deel vun Zukunftswäerter.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat heescht, d'CSV plädéiert derfir, net méi ze investéieren, well den Här Gramegna huet lech...

(Brouhaha général et interruption)

Jo, mä…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass e wéineg lächerlech. Dat do gleewen lech d'Leit dobaussen net. Dat gleeft keen lech!

(Interruptions)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- De deux choses l'une. De deux choses l'une! Entweder mir investéieren...

(Interruptions diverses)

Dat do ass lamentabel! Da sot eis et!

Entweder mir investéieren oder mir spueren. Mä mir kënnen net d'Sue spueren a se ausginn. Dat geet net, sorry!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et hänkt ëmmer dovun of, wat Dir investéieren nennt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat geet leider net. An ech soen lech, an dat ass nach en Argument, firwat mer richtegleien: Dës Regierung investéiert 4% vun hirem PIB an nei Infrastrukturen, ebe just fir d'Zukunft ze preparéieren, a fir dat ze investéieren, bezilt se 80% vun all deenen Investitioune cash an 20% dovu gi geléint a fir soss guer näischt. An Dir wësst ganz genee, dass dat esou ass. Mä Dir wëllt et net wouerhunn, well et net dierf wouer sinn.

Mir preparéieren d'Zukunft awer net nëmmen iwwer Investissementer. Mir preparéiere se och, andeem mer eis an deenen Zäiten, wou et elo gutt geet, Gedanke maachen, wéi mer eise Wirtschaftsmodell ëmbauen op en nohaltege Wirtschaftsmodell. Dofir hu mer jo déi Rifkin-Studie gemaach, fir ze kucken: Wat sinn d'Alternativen zum aktuelle Wirtschaftsmodell, deen och op fossille Brennstoffer baséiert, deen drop baséiert, ëmmer méi Aarbechtsplazen ze schafen?

Alles dat hu mer jo mat 300 Experten elo wärend zwee Joer diskutéiert! A mir diskutéieren et nach weider! Do geet et jo just drëm ze kucken: Wat soll dann deen neie Wirtschaftsmodell vu Lëtzebuerg sinn, dee méi nohalteg ass an deen net alleguerten déi Nodeeler mat sech bréngt, déi och deen heiten huet? An ech mengen, den Trafic ass ee vun deenen, déi de Leit am meeschte Suerge maachen.

An dann och d'Madamm Hansen, déi gëschter da behaapt, oder se huet an hirem Interview am „Background" behaapt, Rifkin, do wier iwwerhaapt näischt fir den Norden dran. Ech wëll lech just soen, et sinn x Mesuren am Rifkin fir den urbane Raum. Dir hutt gëschter och d'Fro...

(Interruption)

Fir deländleche Raum.

Dir hutt gëschter och d'Fro hei opgeworf, ob d'Regierung iergende Plang hätt, wat den Ausbau vun den erneierbaren Energien ugeet. Mä dat ass e Plang, deen heescht Plan national en matière d'énergies renouvelables, dee gëtt et scho längst, deen ass d'ailleurs, an dat muss ech der viregter Regierung zegutthalen,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...vu mir proposéiert ginn an der viregter Regierung,…

(Interruptions)

…vum Wirtschaftsminister aus der leschter Regierung an ass also mat de Stëmme vun der...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Rifkin war jo awer eréischt duerno.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...mat de Stëmme vun der CSV ugeholl ginn. Dofir wär et awer…

(Interruption)

…dofir wär et awer unzehuele gewiescht, dass d'Madamm Hansen wéinstens wéisst, dass et esou eppes gëtt. Entweder si huet weder de Rifkin gelies nach dee Plan national, oder et ass alt erëm eng Kéier mauvaise Volonté, fir d'Regierung schlecht duerzestellen.

Une voix.- Oh! Dat kritt Der selwer am beschten hin.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä dat mécht eis awer näischt aus. Mir sinn dat gewinnt.

Une voix.- Dir hutt lech dru gewinnt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, jo, jo, zemools mat lech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der eng Fro?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo, jo, alles! Alles!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just nach eemol soen, datt déi do Zuelen esou am Rifkin-Rapport stinn. An ech hunn einfach konkret Froe gestallt, ob d'Regierung wëllt an déi Richtung goe respektiv wéi vill Wandmillen an esou viru se wëllt opriichten, ob sech do vläicht eppes geännert hätt, nodeems déi nei Erkenntnisser vum Rifkin do sinn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mir hu Plattformen agesat, nodeem de Rifkin-Rapport fäerdeggestallt ginn ass. An deene Plattforme ginn déi verschidde Sujeten diskutéiert, dont deen doten. Mä bis op Weideres gëtt et e Plang, dee vun der Regierung mat Ärer Stëmm - neen, Dir waart deemools nach net dran, ech muss lech a Schutz huelen - ugeholl ginn ass. An dee gëllt och bis op Weideres.

Ech kommen zu engem anere Sujet, dee mer gëschter jo och hei undiskutéiert hunn, an och haut ass en nach eng Kéier ugeklongen, nääm-lech dee vun de Pensiounen. Gëschter huet den Här Wiseler gesot, dass mer, oder dass hien, dass d'CSV d'Pensioune wëllt modifizéieren, reforméieren, et cetera.

Haut de Moien hunn ech dem Här Spautz nogelauschtert, dee war awer schonn erëm vill méi flou an immens vag an deem, wat e gesot huet zu de Pensiounen. Da wëll ech awer och den Här Spautz hei zitéieren. Ech hunn hei e Blat a menger Boîte gehat, wou den Här Spautz seet: „Wir wollen, dass die Bürgerinnen und Bürger wissen, wo sie mit uns dran sind."

Or, ech kann lech soen, ech weess et net! Elo hu mer hei Stonnen a Stonnen diskutéiert an ech weess net, wou Der hiwëllt mat de Pensiounen. Allerdéngs hunn ech mer d'Méi gemaach, eng Kéier nozelauschteren, wat den Här Wiseler, wéi e Spëtzekandidat ginn ass, an engem „Riicht eraus" um „100,7" zu de Pensioune gesot huet do, well deemools war en nach vill méi couragéiert.

Ech huelen un, dass den Här Spautz en entretemps e bëssen zréckgepaff huet. Mä deemools huet e kloer gesot, dass et kloer eng Reform wäert gi vum Pensiounssystem, dass hien derfir plädéiert an dass déi Reform och mat Sécherheet am CSV-Wahlprogramm wäert stoen an dass déi Reform soll bestoen aus engem Mix vun dräi Mesuren - an ech zitéieren lech se: enger Hausse vun de Cotisatiounen, enger Hausse vum Pensiounsalter an enger Kierzung vun de Renteleeschtungen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir hutt dee Courage entre-temps verluer, well ech hunn lech gëschter dräimol gefrot: Da sot eis emol konkret, wat dat dann elo heescht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn lech gëschter...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wann ech Är Reform… Dir hutt de Courage verluer. Dat verstinn ech. Dir kommt ëmmer méi no bei d'Wahlen. Mä Dir hutt jo versprach, et an de Wahlprogramm ze schreiwen. Ech kann lech just soen: Mat dëser Regierung kënnt dat net a Fro. Mir ginn net un de Leit hir Renten. An ech kann lech och soen als LSAP-Member: Et kënnt mat Sécherheet och net an den LSAP-Wahlprogramm, och wann et dann an Ärem sollt stoen. Mä ech zweifelen ëmmer méi drun, no deem, wat Der gëschter gesot hutt, an och wat den Här Spautz haut de Moie gesot huet.

Dir wëllt mer eng Fro stellen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Här Schneider, ech wëll lech just soen, datt ee vläicht an där Diskussioun e wéineg méi seriö muss si wéi Dir elo hei. Dir sot einfach Neen,...

(Interruption)

...an Dir wësst ganz genau, datt laangfristeg eng Reform eng absolutt Noutwendegkeet ass. Ech proposéieren hei, datt eng Diskussioun,…

(Interruption)

…datt eng Reform fir d'Laangfristegkeet vun eise Pensiounen eng Noutwendegkeet - eng Noutwendegkeet - ass. Mir wëssen dat alleguer heibannen.

Ech plädéieren, datt mer déi Diskussioun kënnen op eng korrekt Aart a Weis féieren. Am Interview, deen Der zitéiert hutt, do ass gesot ginn, datt mer eng Rei Méiglechkeeten hunn, iwwert déi kënnen diskutéiert ginn. Et ginn där do, et ginn nach eng Rei anerer. Mä zum Schluss musse mer et awer fäerdegbréngen, e gemeinsame Pensiounssystem ze hunn, wou mer de Leit kënne garantéieren, datt e laangfristeg duerhält, datt e standfest ass an datt se och nach an zéng, zwanzeg oder drësseg Joer hir Pensioune kréien. Dat ass dat, wat mer soen. Dozou stinn ech. An ech fannen, dat gehéiert zu enger responsabeler Politik. Elo kann een dozou Nee soen, wann een dat wëllt. Mir mengen, datt een där Realitéit och muss an d'A kucken, fir weiderzekommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, Dir hutt an Ärem Interview gesot, et géif e Mix ginn aus deenen dräi Saachen, déi ech lech opgezielt hunn: Hausse vun de Cotisatiounen, Hausse vum Pensiounsalter an Erofsetze vun de Pensiounsleeschtungen. Dat ass dat, wat Dir gesot hutt. An Dir hutt souguer gesot, dat géife ganz tough, ganz tough Diskussioune mat de Sozialpartner ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu gesot: Dat sinn eng Rei Méiglechkeeten, déi mer hunn. Et ginn och nach eng Rei aner Méiglechkeeten.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Mä Dir hutt eis se net genannt, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et muss een iwwer all Méiglechkeeten diskutéieren, fir ze kucken, wéi een dee System do hikritt, Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, ech probéieren...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech wéilt och, datt déi Diskussioun kéint korrekt gefouert ginn.

(Interruptions)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, ech probéieren hei zënter zwee Deeg, mat lech an Ärer Fraktioun ebe just iwwert déi Mesuren ze schwätzen. Mä Dir sot eis ni, wéi eng et sinn. Dat ass dee ganze Problem.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir sot eis, wann Der wëllt mat eis driwwer schwätzen, datt mat lech strictement näischt a Fro kënnt. Da fänkt den Dialog schonn direkt un.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Maja, ech soen lech ganz kloer: Loosst d'Fangeren ewech vun de Renten a vun de Pensiounen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Sou, an duerfir soll ech da mat lech diskutéieren driwwer!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Well genee dofir hu mer jo dee Wuesstum. D'Leit stelle sech jo ëmmer d'Fro: Firwat brauche mir dee Wuesstum? A soen dann: Maja, mir hunn deen...

Dir kritt direkt erëm d'Wuert. Dir wësst, dass ech net fäerten, fir lech d'Wuert ze ginn.

(Hilarité)

Also ech ginn lech et iwwerhaapt net, mä de President, fir dem President et ze erlaben, mir eng Fro ze stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma ech hunn deem Spill e bëssen nogekuckt.

(Hilarité)

Mä ech sinn awer frou, dass Der elo selwer agesitt, dass Der besser hutt,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech hunn et gemierkt, ech hunn et gemierkt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... wann Der mir dat iwwerloosst, well soss si mer herno nach an zwou Stonnen an deem Dialog.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn dat och léiwer, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech géif och elo mengen, deen Nächsten, deen d'Wuert gefrot huet, vu dass Der jo jiddwerengem…

Ah jo, mä elo maachen ech dat, wat eigentlech meng Missioun ass, elo ginn ech dem Här...

(Interruptions diverses)

Une voix.- De Minister schwätzt!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wollt dat, wann Der mer dee Gedanken nach erlaabt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech. An da kritt den Här Gibéryen d'Wuert an dann den Här Wiseler.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dobausse reegen d'Leit sech op oder Dir spillt och, Verschiddener vun der Oppositioun zumindest spillen dat Spill a soen: „Mir brauchen dee Wuesstum net. Kuckt emol all déi Nodeeler, déi mer duerch de Wuesstum hunn!" An da geet ëmmer rieds vum Trafic, vun der Ëmweltverschmotzung, et cetera, et cetera, wat jo och alles net falsch ass.

Mä et muss een awer och emol eng Kéier soen: Wat hu mer dann duerch de Wuesstum? Mä et ass ebe just duerch dee Wuesstum, wou mer eis kënnen erlaben, déi héchste Pensiounen ze hunn an der ganzer Europäescher Unioun. Et ass ebe just duerch dee Wuesstum, dee mer hunn, dass mer eng Duerchschnëttspensioun zu Lëtzebuerg hu vun iwwer 2.600 Euro. Et ass just duerch dee Wuesstum, wou mir eng Mindestpensioun hu vu 1.770 Euro, woubäi Däitschland dat emol guer net kennt. Déi hunn dat net. Eisen Nopeschlänner hir Pensioune si wäit méi niddreg wéi eis. Firwat kënnt dat dann?

Eis si jo net méi héich, well mir méi schéi Leit sinn! Eis si méi héich, well mer et fäerdegbréngen, Wuesstum ze generéieren!

Ech géif och dem Här Baum an dem Här Gibéryen, déi jo och gëschter hei eng Ried géint d'Croissance gehalen hunn - beim Här Baum ass et souguer ëm ee Prix vis-à-vis vun der Finanzplaz a vum Kapital gaangen -, ech géif hinnen emol eng Kéier roden, eng Studierees ze maachen, eng Studierees! Dir kënnt zesumme fueren, Dir sidd jo zu fënnef, Dir kënnt lech an een Auto setzen.

(Hilarité)

Da fuert Der eng Kéier op Mont-Saint-Martin. Dat läit hannert Rodange, dat ass net ganz wäit. Da gitt Der do d'Spidol kucken an da gesitt Der, wéi e Service e Bierger kritt an engem Land, wou kee Wuesstum méi ass.

An den Här Gramegna huet Italien…

(Interruption)

Den Här Gramegna huet Italien genannt mat 16 Joer ouni Wuesstum. Ech weess net, wéi vill Joer Frankräich kee Wuesstum huet. Mä gitt op Mont-Saint-Martin d'Spidol kucken, da wësst Der, wéi ee Service e Bierger kritt!

Mme Octavie Modert *(CSV).*- Do maache se en IRM an dräi Wochen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- A wann Der nach e bësse Bensinn hutt, well Der hutt jo zu Lëtzebuerg getankt, da fuert e bësse méi wäit nach bis a Louthrengen, da gesitt Der eng ganz Regioun, déi säit 15 Joer kee Wuesstum méi huet! An da kuckt Der, wéi d'Leit do wunnen! An da kuckt Der, wéi d'Stroossen do ausgesinn a wéi d'Trottoiren do ausgesinn, wéi d'Schoulen do ausgesinn an d'ëffentlech Infrastrukturen ausgesinn!

Une voix.- A wat se wielen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- A wat se wielen! An da gesitt Der, firwat…

(Brouhaha général)

An da gesitt Der, firwat de Wuesstum gutt ass!

De Wuesstum, Dir Dammen an Dir Hären, huet Nodeeler. Mir wëssen dat. Mä dofir schaffe mer jo drun, ze investéieren an den ëffentlechen Transport. Keng Regierung virun där hei huet esou vill an den ëffentlechen Transport investéiert wéi déi hei.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dofir baue mer d'Stroossennetz aus. Dofir schwätzt de Premierminister dovun, dass mer Aktivitéitszone méi no un d'Grenze kréien, fir déi Frontalieren net mussen onnéideg duerch d'Land ze féieren. Dofir schwätze mer vun neie Modeller vun Tëleetravail. Dofir schwätze mer vu Rifkin, fir eben en nohaltege Wuesstum ze hunn, fir d'Économie circulaire anzeféieren, fir d'Économie partagée auszebreeden hei am Land.

Dir Dammen an Dir Hären, Wuesstum ass mat Sécherheet net alles. Mä ouni Wuesstum ass alles näischt. An da veraarme mer als Land a mir veraarmen als Bierger. An dat wëlle mer net. An dozou steet déi heite Koalitioun, dass mer dee Wuesstum brauchen, mä dass mer e wëllen esou guidéieren, dass en esou mann wéi méiglech Nodeeler fir d'Biergerinnen an d'Bierger hei am Land huet.

A vläicht ee leschte Saz dozou, da ginn ech Iech direkt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen! Neen!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ah neen, pardon, da ginn ech Iech d'Wuert zréck, Här President.

Ee leschte Saz. Et gëtt kee Kleesche méi, Här Spautz. An et kënnt kee Kleeschen de 6. Dezember bei den Här Gramegna mat engem Scheck vun 23 Milliarden a seet: „Sou, hei sinn deng Suen, déi s de brauchs, fir d'nächst Joer d'Land um Fonctionnéieren ze halen." Dat gëtt et net. An duerfir wäerte mir weider duerch d'Welt rennen, fir Betriber unzeéien, fir de Wuesstum hei zu Lëtzebuerg ze assuréieren a virun allem fir de Wuelstand hei zu Lëtzebuerg ze assuréieren.

Voilà, elo ginn ech Iech d'Wuert zréck, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. An ech ginn et da weider un den Här Gaston Gibéryen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...an duerno den Här Claude Wiseler an den Här Marc Baum. An da géif ech mengen, dass mer dem Minister d'Geleeënheet emol ginn, fir zum Schluss ze kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- En ass fäerdeg!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Neen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President.

Ech wëll elo déi ganz Diskussioun iwwert de Wuesstum hei net méi erëm ufänken. Ech hat virun zwee Joer eng Interpellatioun gemaach, wou mer iwwert de qualitative Wuesstum geschwat hunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An ënnert deem qualitativen… Et ass also net, datt mir géint de Wuesstum sinn; ech wéilt dat hei kloer soen. Mä mir schwätze vun engem qualitative Wuesstum, wou mer och kënne Gelder geréieren a wou mer vläicht net déi Dausende vun Aarbechtsplaze musse schafen, déi mer am Ableck schafen, mat all deene Konsequenzen, déi se kréien.

An et ass elo dacks vun der Regierung gesot ginn, se géif an déi Richtung schaffen, mä da kann ech awer net gläichzäiteg als Regierung higoen a soen: „Mir si frou, wa mer dëst Joer 15.000 Aarbechtsplaze schafen." Da schafe se net dee qualitative Wuesstum, iwwert dee mer diskutéiert hunn. Dat just elo, well Der nach eng Interventioun gemaach hutt, ier ech d'Fro gestallt hunn.

Wat ech wollt froen oder soen, dat ass mat der Erhéijung. Dir hutt gesot, mat der heiter Regierung géif et keng Erhéijung vum Pensiounsalter an och keng Kierzungen. Dat kann ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dat wëlle mir och net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass jo gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä ech wéilt just drun erënneren, datt mer an der leschter Legislaturperiod awer eng Pensiounsreform gestëmmt hunn. An an där Pensiounsreform - an duerfir war eng breet Zoustëmmung, mir hunn et och matgestëmmt - hu mer de Pensiounsalter awer géhéicht. A mir hunn och Moossnamen dragesat, jee nodeem wéi d'Reserve sech entwéckelen, Automatisme souguer dragesat, wou och d'Pensiounen, zum Beispill den 13. Mount, d'Allocation de fin d'année, wou déi gestrach gëtt!

Also et soll een elo net heihinnerkommen a soen: „Mat eis Sozialiste gëtt et dat net", well an der leschter Legislaturperiod hu mer e Gesetz gestëmmt, wat souwuel de Pensiounsalter gehuewen huet wéi och Moossnamen agesat huet, datt, deemno wéi d'Pensiounsreserve sech entwéckelen, och Kierzunge kënne méiglech sinn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat eiser Zoustëmmung!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Gibéryen, Dir hutt jo vollkomme recht. Mä dofir soe mir jo: Mir hunn déi Reform gemaach 2012, an déi Reform, déi adaptéiert sech jo automatesch. Déi Reform - an de Romain Schneider, deen huet et virdrun och gesot -, déi Reform, déi weist jo, dass et Resultater ginn. Déi weist jo, dass d'Rentemauer sech weider verréckelt. An déi weist, dass eise Pensiounssystem sech automatesch adaptéiert op d'Situatioun.

An dofir soe mir, dass mer dergéint sinn, fir d'Leeschtunge fir d'Rentnerinnen an d'Rentner erofzesetzen. Et ass genee dat. Vun dohier hu mer eis iwwerhaapt net falsch verstanen oder sinn op deem Punkt zumindest net op enger anerer Linn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Den Här Schneider seet a senger Reflexioun, wat ech jo och logesch kann novollzéien, datt, well mer dee Wuesstum hunn a well mer dee Wuesstum brauchen, mer och duerno all déi Reflexiounen iwwer eis Pensiounssystemer kënne vergiessen, well de Wuesstum kompenséiert eis jo a gëtt eis keng Obligatioun, fir drunzegoen.

Wann dat esou wär - wann dat esou wär! -, kéint ech dat verstoen, kéint ech och domat d'accord sinn! Mä Är eegen Zuele weisen, datt et bei engem Wuesstum, esou wéi Dir en an deenen héijen Zeenarioen och elo virgesinn hutt, mat 1,1 Millioune Leit op 2060, an all där Croissance, déi dat au fur et à mesure vun de Jore bedeit, awer an de Reserven, déi een am Pensiounssystem huet, net duergeet, och wann een d'Croissance huet, och wann een déi do Croissance huet, fir iwwert déi nächst Jore mëttel- a laangfristeg de System performant ze halen.

2023 oder 2025, ech weess et net, wäert de System an deem Sënn kippen, datt da manner Recetten do si wéi Ausgaben. 2035 si mer op der Limitt vun 1,5 an 2000 eppes an déi 40 sinn dann d'Keesen eidel. Elo kann ee soen: Dat ass schrecklech wäit ewech, dat brauch eis net ze concernéieren! Dat do sinn Zuele mat deem ganz héije Wuesstum, wéi Der et virgesitt. Déi stellen eis awer eng Rei Froen.

A mir soen: Dat do musse mer kucken, dat do musse mer analyséieren an do musse mer Solutioune fannen. A mir soen hannendrun: Et ass besser, mir fannen déi Solutiounen elo, wéi wa mer an zéng Joer eréischt duerno kucken, well elo hu mer Méiglechkeeten, well et eise Pensiounssystemer gutt geet, fir se esou ze gestalten, datt d'Leit, déi haut a Pensioun sinn, datt déi kee Problem hunn, datt hinnen näischt geschitt.

Ech fannen, datt dat eng räsonabel Aart a Weis ass, fir et unzegoen. An ech plädéieren nach eng Kéier derfir, déi Diskussioun do seriö ze féieren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, Dir sot - ech hunn Iech just zitéiert -, Dir sot, Är dräi Mesurë wären d'Cotisatioun erop, de Rentenalter erop an d'Pensiounsleeschtungen erof.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dann hunn ech Iech elo erkläert, wat mäi ganze Gedanken ass.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir wësst, an ech hunn et virdru gesot, an den Här Gibéryen huet et d'ailleurs och gesot, dass et eng Rentereform gëtt vun 2012, déi sech adaptéiert un d'Situatioun. A mir gesinn de Moment, dass een do punktuell Adaptatioune mécht, dat ass evident. Och dat huet de Romain Schneider gesot. Mä déi dräi Punkten, déi Dir an d'Feld gefouert hutt, déi komme fir eis net a Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech géif da gär mat Iech eng Diskussioun iwwert déi ganz Situatioun do féieren, datt mer déi...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat, wat ech zwee Deeg probéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...en long et en large…

Jo, mä mir féieren déi net an engem État de la nation. Da féiere mer se uerdentlech zesummen an deene Gremien, an deene Kommissiounen, déi dofir do sinn,…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ganz gär!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- …well hei am Plenum geet dat wierklech net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Da schécken ech Iech awer deen anere Schneider.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- De Problem ass vill ze vill seriö, fir driwwer ze polemiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. De Moment, wou de Minister Schneider drénkt, géif ech gär dem ugesprachene Sozialminister d'Wuert fir eng kleng, eng kuerz Reaktioun ginn.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Voilà, ech wollt effektiv dem Här Minister Schneider Zäit ginn, eng Schlupp ze drénken, datt en e bësse Force kritt, fir déi lescht Froen ze beäntwerten. Mä ech mengen, kuerz eng Kéier e puer Reaktiounen op dat, wat hei gesot gouf.

Ech mengen, dat ass eigentlech och eis Suerg, effektiv och no deenen Zäiten, déi Der genannt hutt, souwuel den Här Wiseler wéi och den Här Schneider wéi och den Här Gibéryen, datt mer eis doriwwer Suerge maachen. An dofir hu mer jo och dee Bilan, vun deem eigentlech geduecht war, dee mer sollten eréischt ee Joer méi spéit maachen, als Regierung no vir gezunn, fir Zäit ze kréien, an engem Aarbechtsgrupp, an dat maache mer tëschent deenen eenzelne Ministèren awer och mat alle Chambre-professionnellen, fir eis Gedanken ze maachen doriwwer, wat d'Solutioune kënne sinn.

An dësem Joer, 2017 (veuillez lire: Enn 2017), wäerten d'Aarbechte vun dësem Aarbechtsgrupp ofgeschloss sinn, an déi Resultater, déi dann dobäi erauskommen, déi wäerte mer diskutéieren, an da wäerte mer zesummen, wéi ech et richteg fannen, och déi néideg Solutioune fannen. An ech mengen, dat ass eben dat, fir ze weisen, datt d'Regierung sech domadder auserneegesat huet an datt se effektiv no enger Reform vun 2012 och weess, datt an Zukunft dee Pensiounssystem och iwwer 2040 muss garantéiert sinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen dem Här Romain Schneider villmools Merci fir déi Aussoen. Ech soen em just: Plangt, wann ech gelift, d'Oppositioun mat an, well et ass e laangfristege Problem, an déi do Diskussioun!

Ech soen Iech villmools Merci fir déi do Ausso, well se weist, datt den Diskussiounsbedarf do ass op deem Sujet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géif ech nach dem ugesprachene Marc Baum d'Wuert ginn. An dann… Jo, gutt, fuert emol duer!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ma Merci, Här President. Den Ugesprachenen hélt och d'Wuert, well ech feststellen, datt d'Nolauschteren anscheinend net zu deene grousse Qualitéite vum Här Schneider gehéiert, wann e seet, datt ech gëschter gesot hätt, datt mir géint de Wuesstum wieren. Ech hunn de Contraire gesot. Ech hu festgestallt, datt hei zu Lëtzebuerg dat Band, dee Lien tëschent Wuesstum a Wuelstand amgaangen ass, ze zerräisse respektiv schonn zerrass ass. Wann et esou ass, datt ee Rekordwuesstumszuele schreift a gläichzäiteg d'Aarbechtslosegkeet net signifikativ erofgeet, bedeit dat, datt ee sech vun engem Modell vu Vollbeschäftegung distanzéiert huet.

An ech fannen dat ganz, ganz bedenklech. An dat stellt deen dote Wuesstumsmodell, fir deen Dir antrëtt, a mengen Aen a Fro. An net méi hunn ech gesot. Well natierlech brauche mer Wuesstum. Just deen dote Wuesstum, deen eesäiteg vun engem, virun allem vun engem eenzegen Akteur kënnt, dee bréngt eis an Ofhängegkeeten, an et féiert net dozou, datt mer de soziale Fortschrëtt domadder weidergedriwwe kréien. Näischt aneres hunn ech gesot.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Baum, ech froe mech awer elo, a wéi engem Land dass Dir lieft! Wéi dës Regierung ugefaangen huet, war de Chômage bei 7,4%, en ass elo bei 6% an e geet d'nächst Joer nach erof ënner 6%. Ass dat dann net soziale Fortschrëtt?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- An Dir sot, duerno 2019 geet en erëm an d'Luucht an 2020 geet en an d'Luucht an 2021. Dat steet am Programme de stabilité. Dat sinn d'Prognosen op deem dote Wuesstumsmodell, deen Dir presentéiert. Dat sinn d'Statistiken, dat sinn d'Zuelen, d'Prognose vum Chômage hei am Land no Ärem Wuesstumsmodell. Also klappt eppes un Ärem Wuesstumsmodell net!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll Iech just…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- 3,5% wéi den Här Juncker Aarbechtsminister war.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Jo, well ech déi Ziffere jo gutt auswenneg kennen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also! Also!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Pardon!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, éischtens emol den Här Baum freet sech och an Zukunft d'Wuert, wann en et gär hätt. An den Här Finanzminister huet sech et ganz fei gefrot a kritt et och.

(Brouhaha général)

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. De Grond, firwat de Chômage 2020 an 2021 eropgeet, ass, well de Wuesstum an deenen zwee Joer erofgeet, mathematesch, well e Lien natierlech besteet zwëschent dem Taux de chômage an dem Taux de croissance.

Ech soen dofir net, dass den Taux de croissance, deen do virgesinn ass vum Statec fir 2020 an 2021, richteg ass. Fir mech sinn d'Statistiken hautdesdaags mat der Imprevisioun, mat der Onsécherheet, déi mer an der Welt hunn, si Statistiken, déi iwwer zwee Joer ewechginn, héchst, héchst douteux. Mä et muss een der maachen. Mir mussen de Plan pluriannuel maachen. Dofir ass dat relativ mechanesch, dass dann de Chômage erëm eropgeet. Dat heescht, dat beweist genau dat, wat d'Regierung seet: Fir de Chômage erofzekréien, brauche mer en héije Wuesstum.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Klingt komisch, ist aber so.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, et war nach ee leschte Punkt, deen d'CSV mech gefrot huet. Dat ass dee ganze Beräich „space resources".

Ech kann Iech elo ganz gären alles am Detail erklären, mä ech weess, dass ech de 4. Mee an der Wirtschaftskommissiounssitzung sinn, fir Iech all déi Detailer ze ginn. An ech weess och, dass Der nach e laange Programm haut hutt. Duerfir musst Dir elo decidéieren, ob ech Iech dat elo erzielen oder an der Kommissioun.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- An der Kommissioun!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Okay, dann huelen ech dat esou un a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir soen och Merci. Ah, Parole après ministre, ginn ech dovun aus, Här Wolter. Ass dat esou?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Här President, ech froen d'Parole après ministre, well d'Madamm Loschetter der Meenung war, dass, wann ech eppes ze soen hätt, da sollt ech op d'Tribün kommen. Dat maachen ech,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Da sinn ech frou!

M. Michel Wolter *(CSV).*- …fir ze soen,...

(Hilarité et interruption)

...dass, och no den Aussoen nees vum Här Schneider, et eng grondsätzlech Differenz gëtt an der Aart a Weis, wéi mer de Budgetsequiliber gesinn, tëschent der Majoritéit an der Oppositioun. An déi Aart a Weis, fir alt nees esou ze maachen, dass, wann ee mat där Aart a Weis, wéi d'Regierung et gesäit, (veuillez lire: net averstanen ass), een dann eigentlech näischt verstanen hätt oder géint verschidden Aspekter vun der Politik eppes hätt, déi ass ze reng. Déi ass op deem do Punkt ze reng, esou wéi se bei de Pensiounen elo an där leschter hallwer Stonn ze reng war.

Et geet net ëmmer nëmmen duer, fir e Problem vun 100% op 5% ze reduzéieren an dann ze mengen, deen anere missten ze provozéieren,

fir dass een doduerch recht an der Diskussioun kritt.

Dir maacht esou, wéi wann, wann een aner Vuen huet an der Aart e Weis, wéi een e Budget an den Equiliber ze kréien huet, ee géint d'Investissementspolitik wier vun der Regierung.

Ech wëll emol kloer an däitlech soen, dass d'Investissementspolitik zu Lëtzebuerg net op der Mëscht vun dëser Regierung gewuess ass! Et ass eng permanent Erausfuerderung vun allen - vun allen! - Regierungen, säit ech Politik maachen, hei zu Lëtzebuerg, fir mat enger héijer Investitiounsquot d'Moderniséierung vun eisem Land virunzedreiwen.

An et ass net, Här Schneider, eréischt säit Dir Wirtschaftsminister sidd, dass sech Politiker hei zu Lëtzebuerg ëm d'Moderniséierung vun dësem Land bekëmmeren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Hunn ech dat da behaapt?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, Dir sidd amgaangen, dat eigentlech permanent an all Saz, deen Der hei sot, ënnerschwelleg ze behaapten.

Une voix.- Ooh!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass eng permanent Politik ëmmer gewiescht vun alle Politiker, och vun der CSV, déi de Finanzministère haten, fir mat enger héijer Investitiounsquot zu enger Moderniséierung vum Land bäizedroen.

Allerdéngs, wann een de Budget vum Stat huet, geet et net nëmmen duer, fir iwwert den Investissement ze kucken, mä et muss ee kucken, alleguerten d'Komponente vun engem Statsbudget am Equiliber ze behalen, fir ze kucken a fir ze gesinn a fir kënnen ze beuerteelen, ob déi Politik, déi ee mécht, an déi richteg Richtung geet. An et ass do, wou déi ganz grouss Differenz ass tëschent Iech an eis.

Eis Politik war, ass a wäert och an Zukunft déi sinn, dass, wann een a wirtschaftlech gudden Zäiten ass, wéi mer elo sinn, ech géif souguer behaapten, a wirtschaftlech exzellenten Zäiten, wéi mer se scho säit enger Dose Joren an dësem Land net méi kannt hunn, dass et dann d'Flicht ass vun enger Regierung, fir Suen op d'Säit ze leeën, fir dass net nëmmen dës Generatioun kann investéieren, fir dass och déi nächst Generatioun nach kann investéieren.

An dat hunn ënnert der CSV iwwregens d'LSAP an d'DP iwwer zwanzeg Joer ëmmer matgemaach: wa wirtschaftlech schlecht Zäite waren, gekuckt, dass een a wirtschaftlech gudden Zäite Suen op d'Säit geluecht huet, Fonge gespeist huet, déi net méi gespeist ginn, Fonge gespeist huet, fir dass een a schlechten Zäite Suen hat, fir Investissementspolitik kënnen ze maachen.

Dir sot: „Mir maachen a wonnerbaren Zäite 4% Wirtschaftswuesstum an investéieren 80% aus der Täsch an 20%, déi gi mer friemfinanzéieren." Et sinn Zäiten an dësem Land ginn, do sinn a gudden Zäite méi wéi 100% vun den Investissementer op d'Säit geluecht ginn. Et sinn 120 an et sinn 130 an et sinn 140% vun den Investissementer vun den nächste Joren op d'Säit geluecht ginn, fir dass nach 30 a 40% vun den Investissementer do wieren, wa véier oder fënnef Joer duerno de wirtschaftlechen Zyklus nees méi schlecht wier, an dass een dann nach déi Suen hätt, fir den Investissement ze maachen.

Ech kennen den Här Malthus och, Här Gramegna, dee 1700 an esou gewunnt a gelieft huet, also relativ wéineg mat där Aart a Weis eppes ze dinn hat, wéi sech d'Wirtschaft an och d'Finanzen haut entwéckelen.

Ech weess awer, dass eng keynesianesch Politik, wéi Dir se och elo nees eng Kéier ugeschwat hutt, à terme keng Solutioun ass fir de wirtschaftlechen Equiliber a fir de budgetären Equiliber vun engem Land. Et kann een iwwer Keynes, an dat hu mer no 2008 iwwer Jore gemaach, de l'accord de la Chambre 2009…

Et ass eng vun deene weidere Legenden, fir ze soen, d'CSV hätt 2013 e schlechte wirtschaftlechen a virun allem e budgetäre Kader hannerlooss. Dat war de l'accord à l'unanimité hei an der Chamber, souguer mat der Oppositioun ass dat festgeluecht ginn, datt mer a wirtschaftlech schlechten Zäiten, 2009 bis 2012, géifen eng antizyklesch Politik maachen - do hu mer Keynes gemaach -, fir ze kucken, iwwert den ëffentleche Maart eng Politik ze maache vun der Demande, fir ze kucken, an deen Equiliber ze kommen. Wëssend, dass mer awer och gesot hunn, no 2012, falls sech d'wirtschaftlech Situatioun net verbessert, an déi hat sech bis 2013 net verbessert, dass mer da missten ëmschwenken nees, fir am Equiliber ze bleiwen.

Dir hutt elo d'Chance, a gleeft mir et, ech si frou doriwwer…

(Hilarité générale)

Dir hutt d'Chance, neen, Dir hutt d'Chance, dass mer wirtschaftlech an engem Emfeld sinn, wou sech net den Zeenario vun 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 weidergeschriwwen huet. Well ech froe mech, a wat fir enger Situatioun mer an eisem Land da wieren, wa se sech weidergeschriwwen hätt. Mir haten d'Chance, d'Chance, dat mag Äre Verdéngscht sinn, zum Deel, well all Regierung huet ëmmer e gewëssene Verdéngscht; dat huet awer och vill ze di mat enger europäescher an enger weltwirtschaftlecher Lag.

Mä d'Differenz, déi mer hunn, dat ass, dass mir der Meenung sinn an der Meenung bleiwen, dass en Deel vun deem, wat elo erwirtschaft gëtt, op d'Säit hätt misse geluecht gi fir déi nächst Generatioun. An Dir verdeelt alles an et bleift näischt méi rescht fir déi nächst Generatioun.

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Et ass richteg, wat Dir sot, Här Wolter. An dofir wëllt Der d'Steierreform net. An dofir wëllt Der och d'Renten erofsetzen. Do ënnerscheede mer eis, allerdéngs!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech hätt gär dem Här Wolter eng Fro gestallt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- A wat fir engem Zeenario si mer?

(Brouhaha)

D'Madamm Loschetter wollt dem Här Wolter eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass vläicht net d'Prozedur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat mengen ech och. Ech géif duerfir dem Minister d'Wuert ginn, fir drop ze reagéieren.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Also, ech wëll net méi op alles reagéieren. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech wëll just dem Här Wolter an Erënnerung ruffen, wann e seet, dass d'Regierung a wirtschaftlech gudden Zäiten da misst Sue spueren, da wëll ech e just drun erënneren, dass a wirtschaftlech gudden Zäiten déi lescht Regierung och wosst, dass de Commerce électronique géif ewechfalen an dass dat d'Land géif all Joer 800 Milliounе kaschten, an nawell sinn eng Mammerent an aner Saachen decidéiert ginn, fir Sue weider auszeginn.

Also, wann Der esou vorausschauend ëmmer wëllt gewiescht sinn, da muss ech dat awer hei a Fro stellen, soen Iech awer och, dass mir selwer an där Koalitioun dra waren. Ech mengen, dat wësst Der.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Majo, mä mir maachen et jo och anescht. Mir investéieren d'Suen. Mir investéieren, an ech mengen, mir hunn elo de ganze Mëtten hei erkläert, dass mer d'Zukunft doduerch virbereeden, dass mer investéieren, fir eis nei Chancen ze gi fir d'Zukunft, an dass et näischt bréngt, einfach d'Infrastrukturen op deem Stand ze loossen, op deem se sinn. Domat kréie mer kee Fortschrëtt, domat kréie mer kee Wuesstum an Zukunft. A mir sinn nun emol als Regierung do, fir dat ze assuréieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Motions

Mir si saiséiert mat véier Motiounen, wou ech dem Auteur, dem Här Gilles Roth, géif d'Wuert ginn.

(Interruption)

Ech hunn Iech schonn d'Wuert ginn, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Dir wësst, dass ech déi Motiounen deposéiert hunn, well et einfach Elementer ware vun deene Prises de position, déi ech geholl hunn zu der Justiz an der Innenpolitik. Ech hunn Iech awer och matgedeelt, dass dat och war, fir eisem leschten ageschriwwene Riedner, dem Här Gloden, nach déi Zäit ze ginn.

D'Chambersreglement hutt Dir gelies; ech mengen, Är Lektür ass och richteg. Ech insistéieren net drop, dass déi sektoriell gebonne Motiounen elo haut hei zur Ofstëmmung kommen. Ech hu kee Problem domat, aus deene Grënn, déi ech Iech gesot hunn, dass déi Sujeten do an den zoustännege Kommissiounen traitéiert ginn,…

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt also proposéiert, se alle véier…

M. Gilles Roth *(CSV).*- …mat Ausnam vun där, wou mer nach hikommen, iwwert d'gesetzlech Basis fir d'Polizeidatebanken, well dat ass en Deel och vun deem Projet iwwert de Memorandum of Understanding, wou mer herno nach driwwer schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Dat heescht, eng iwwerweist Der an deen aneren Debat a bei deenen aneren dräi ass Är Demande, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen?

(La motion n°2 de M. Gilles Roth est renvoyée à la discussion sur les projets de loi n°6759 et n°6762, qui sont à l'ordre du jour de la séance publique en cours.)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Wuert huet de Premierminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech mengen, d'Chamber ass souverän, fir ze decidéieren, wéi se wëllt. Mä mir géife proposéieren, dass déi zweet Motioun, well déi och an der Kommissioun am Kader vum Projet de loi iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'Data Protection soll traitéiert ginn, an d'Kommissioun sollt renvoyéiert ginn. A mir gesi keng Ursaach, firwat een déi dräi aner sollt an d'Kommissioun renvoyéieren. Da kéint een de Vott huelen, a mir géifen als Regierung suggeréieren, dergéint ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Reaktioune vun deene verschiddene Fraktiounen? Dat heescht, fir elo kloer ze gesinn…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, vläicht als Argumentatioun, firwat ech dat elo soen:

Bei där éischter ass en Text am Moment ënnerwee iwwert d'ganz Preservatioun an de Patrimoine; dat hunn ech jo och schonn ugekënnegt.

Déi zweet, wéi gesot, an d'Kommissioun.

Déi drëtt, well mer gesot hunn, a mir sinn eis eens, dass e Bilan sollt gezu ginn.

An déi véiert, well selbstverständlech: Nul n'est censé ignorer la loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wëll just elo emol d'Präzisioun hunn, wat d'Numerotatioun ugeet. Wat fir eng kënnt an den nächsten Debat?

Une voix.- Dat ass d'Nummer 2.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass d'Nummer 2. Dat ass d'Motioun 2. Gutt. Déi hu mer dann emol.

An dann déi aner Motioun, ass dat déi, déi de Premier och gemengt huet, déi an der Kommissioun? Gutt. Da stëmme mer of iwwert d'Motiounen 1, 3 a 4. Ass dat richteg?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gutt, da géife mer bei der Motioun 1 ufänken.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 26-mol Jo, 31-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 32 voix contre, 25 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mme Octavie Modert;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Vote sur la motion 3

Da géife mer zur Motioun 3 kommen. D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 25-mol Jo, 31-mol Neen, 3 Abstentiounen. D'Motioun 3 ass ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies (par M. Marco Schank), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann direkt zur Motioun 4 iwwergoen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 25-mol Jo, 32-mol Neen, 2 Abstentiounen. Domat ass déi lescht Motioun och ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zum État de la nation ukomm a mer géifen zu dem Rescht vun eisem Programm iwwergoen.

Als éischte Punkt hu mer de Projet de loi 7114 iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Personne programméiert, Modèle de base. Fir de Rapporteur, den Här Cruchten, dréit den Här Claude Haagen de Rapport vir. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. 7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Claude Haagen *(LSAP), en remplacement de M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären de Rapporteur, den Här Cruchten, entschëllegen. Deen ass fir d'Chamber zu Stroossbuerg.

Wéi scho gesot, bei dësem Projet de loi geet et ëm eng kleng awer wichteg Adaptatioun vum Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physesche Persounen, déi den Artikel 25 vun deem Gesetz betrëfft. Dëse leet d'Modalitéite vun enger Referenzadress fest. Et sief drun erënnert, dass eng Inscriptioun am nationale Register vun de physesche Persounen net automatesch en Urecht op iergendwellech Sozialhëllefe gëtt. Ëmgedréit ass et awer och esou, dass eng Rei vu Sozialhëllefen als Konditioun hunn, dass ee säin Haaptwunnsëtz zu Lëtzebuerg huet.

De Register, deen am Gesetz vun 2013 virgesinn ass, sollt engersäits jiddwereen erfaassen, dee sech tatsächlech um Territoire vum Lëtzebuerger Land ophält.

Anerersäits wëlle mer awer verhënneren, dass Leit sech definitiv op Plaze kéinten installéieren an aschreiwen, déi net zu Wunnzwecker ausgewise sinn, wéi zum Beispill op Campingplazen oder a Weekendhaiser.

Fir eng Rei vu Situatioune gouf dunn e sougenannte Registre d'attente geschafen, wou ënner anerem déi Leit dropkommen, déi sech wëllen an enger Gemeng umellen a wou et nach net ganz kloer ass, ob se eng fest Wunnadress hunn, déi fir Wunnengszwecker ausgewisen ass.

Dës Opdeelung stellt awer ee Problem duer fir d'Leit, déi op der Strooss liewen, well se nun emol keng fest Wunnadress hunn an awer op Sozialhëllef ugewise sinn. Fir deem Problem Rechnung ze droen, gouf d'Méiglechkeet vun enger Referenzadress agefouert. Ënner bestëmmte Bedéngunge kënnen d'Sans-abrie sech bei enger agreéierter Hëllefsorganisatioun mellen, wou si eng Referenzadress kréien, mat där se am Registre principal kënnen ugemellt ginn. Dat gëllt fir Lëtzebuerger, déi weder zu Lëtzebuerg nach am Ausland ee feste Wunnsëtz hunn a sech hei am Land ophalen. Eng Referenzadress kënnen doriwwer eraus Leit kréien, déi am Prisong sinn.

Ee Recht op eng Referenzadress hunn awer och EU-Bierger, Bierger aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz, wa se virdru mindestens fënnef Joer zu Lëtzebuerg sozialverséchert waren. Déi zousätzlech Fënnefjoreskonditioun soll verhënneren, dass EU-Bierger, déi ni hei gelieft a geschafft hunn, einfach esou zu Lëtzebuerg kënne Sozialhëllef an Usproch huelen, well eis Hëllefen, an dat wësse mer alleguerten, méi generéis si wéi déi vun hirem Heemechtsland.

Här President, an der Praxis huet sech erausgestallt, dass ee Grupp vu Leit vergiess ginn ass, deen ebenfalls misst kënnen op eng Referenzadress zréckgräifen. Et handelt sech dobäi ëm Benefissären vum Asylstatut, als Ofkierzung DPI, déi nach keng eege Wunneng fonnt hunn. Soulaang d'Demandeure fir Asyl an der Prozedur sinn, dat heescht déi sougenannten DPIen, Demandeurs de protection internationale, ass hir Situatioun kloer: Si sinn um Registre d'attente ageschriwwen. Wann hir Prozedur awer ofgeschloss ass a si de Statut vun der Protection internationale unerkannt kréien, si si am Prinzip de Lëtzebuerger gläichgestallt, wat hir Rechter an hir Flichten ubelaangt.

Wa si awer zu deem Moment oft nach keng Aarbecht hunn a well se och an deem Moment gréisstendeels nach ëmmer keng eege Wunneng fonnt hunn, wunne si zum Deel weider a Strukture vum OLAI, also vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'integration, wou eigentlech déi Plazen net derfir virgesi sinn, well se soss och den Demandeurs de protection internationale eben déi néideg Plazen ewechhuelen.

Et gëtt eenzel Situatiounen, wou dee Foyer net als regulär Wunnadress kann deklaréiert ginn, wat de Benefissär vun der internationaler Protektioun an eng schwiereg Situatioun wäert bréngen. Hëllefe fir Demandeur-d'asillen, also déi normal Sozialhëllefen, déi d'Lëtzebuerger kréien, sinn, wéi Der alleguerte wësst, un eng fest Wunnadress gebonnen.

Nodeems mer eis där Problematik - an aus der aktueller Situatioun wësse mer, vu wat dass mer schwätzen - bewosst gi sinn, huet den Innenminister um Niveau vun der Regierung schnell reagéiert a mat dësem Projet de loi eng kleng Ergänzung vum Gesetz vun 2013 proposéiert, mat där dëse Problem ka geléist ginn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 7. Februar vun dësem Joer virgeschloen, éischter déi Gesetzer ze adaptéieren, an deene bestëmmte Sozialhëllefen un d'Aschreiwung am Registre principal gebonne ginn. An déiselwecht Richtung goung den Avis vum Syvicol vum 13. Februar. D'Kommissioun huet dëse Virschlag awer net ugeholl.

Och eng aner Suerg vum Syvicol schéngt eis net begrënnt, eis, an dësem Fall der Interieurskommissioun. De Syvicol huet ee Risiko vum Abus gesinn, wou Leit mam Flüchtlingsstatut sech awer fest op enger Campingplaz kéinten installéieren an op éiweg mat Hëllef vun enger Referenzadress do wunne géife bleiwen.

D'Referenzadress ass normalerweis beim OLAI, deen dofir säin Accord muss ginn. Par défaut ass et den Office social, deen d'Referenzadress wäert stellen. Et gëtt also duerchaus eng Kontroll, ëm wat fir eng Leit et sech handelt a wou se sech ophalen.

Mat dësem Projet de loi stelle mir Leit mam Flüchtlingsstatut de Lëtzebuerger ganz einfach gläich, net méi an net manner. Dofir géif ech lech ganz gären ëm Är Zoustëmmung bieden, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Emile Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Claude Haagen Merci soe fir de Rapport. En huet dat ganz gutt a Vertriedung vum Yves Cruchten gemaach.

Wéi gesot ass et an dësem Gesetzesprojet virgesinn, datt déi Persounen, déi de Statut vum Flüchtling unerkannt kruten, eng Rei Rechter hei zu Lëtzebuerg kënnen an Usproch huelen, wa se eng Referenzadress kréien an deem Fall, wou et net méiglech ass, fir se op de Registre principal anzedroen.

De Problem hautdesdaags ass deen, datt d'Benefissäre vun der Protection internationale, also déi Persounen, déi de Flüchtlingsstatut unerkannt kruten, ëmmer méi oft an hiren Opfangstrukturen hänke bleiwen, well si op dem fräie Maart keng aner Wunneng fannen.

D'Konsequenz dovunner ass, datt si sech net um Registre principal vun der Gemeng androe kënnen. Eng Rëtsch vun de Wunnstrukture fir d'Demandeurs de protection internationale näämlech leien net onbedéngt an de Zones d'habitation vun engem PAG. Deemno bleiwen déi Persounen um Registre d'attente vun der Gemeng hänken a kënnen net vun alle Sozialleeschtunge profitéieren, déi hinnen awer zoustinn, wéi zum Beispill de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale.

Dëse Gesetzesprojet erlaabt et dëse Persounen an Zukunft, och wa si an enger Opfangstruktur wunne bleiwen, eng Referenzadress bei der jeeweileger Gemeng ze kréien, andeems si dann och vun alle Rechter profitéiere kënnen. Wa si dann hoffentlech séier déi Opfangstrukture verloosse kënnen, fale se natierlech ënnert déi normal Modalitéite wéi all Awunner a Lëtzebuerg och.

De Statsrot wéi de Syvicol haten an hiren Avisen drop higewisen, datt et besser wier, déi néideg Upassung an der Sozialgesetzgebung ze maachen, amplaz dëst iwwert den RNPP ze regelen.

D'CSV stëmmt dëse Projet trotzdeem mat, well et eng pragmatesch Reaktioun ass op en akute Problem, deen eng schnell Léisung brauch.

Den eigentleche Problem ass awer de Wunnengsmangel a besonnesch den akute Wunnengsmangel am soziale Wunnengsbau. Wéi soll en unerkannte Flüchtling eng Wunneng zu Lëtzebuerg fannen, wa schonn enorm vill Residenten - an et ass de Moien x-mol gesot ginn - op de Waardelëschte stinn an drop waarden, ënnerdaach ze kommen?

Dofir ruffen ech nach emol d'Gemengen zesumme mam Stat op, fir méi proaktiv a Sozialwunnengen ze investéieren. Nëmmen esou kënne mir souwuel den unerkannte Flüchtlinge wéi och deene Schwaachsten an eiser Gesellschaft schnell an effikass hëllefen, eng dezent Wunneng ze fannen an domadder och e grousse Schrëtt fir e bessert Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Eicher. Dann huet d'Wuert den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech maachen et ganz kuerz, Här President. Ech géif dem Claude Haagen Merci soen, deen da stellvertriedend fir de Rapporteur Yves Cruchten hei de Rapport gemaach huet. An ech géif den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei heimat ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Traversini huet d'Wuert.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir, eis gréng Fraktioun, ginn och den Accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gast Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech menge Virriedner uschléissen an och den Accord vun eis bréngen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet de Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Ech wollt der Chamber Merci soen, dass mer dëse Projet esou séier konnten evakuéieren. Et geet hei wierklech just drëms, fir deene Leit, déi de Flüchtlingsstatut unerkannt kritt hunn, déi nämlecht Rechter zouzegestoen, wéi eis auslännesch Matbierger se hei zu Lëtzebuerg souwisou schonn hunn a selbstverständlech och d'Lëtzebuerger.

An et kënnt net ganz oft vir, dass ech dat hei an dëser Chamber ka soen, mä all Wuert, wat de Vertrieder vun der CSV-Fraktioun gesot huet, esou wéi en et och gesot huet, kéint ech esou ënnerschreiwen! An ech soen him Merci fir deen Opruff, deen en och gemaach huet vis-à-vis vun de Gemengen. Mir brauchen d'Gemengen, wa mer de grousse Problem vun der Wunnengsnout zu Lëtzebuerg wëlle léisen a speziell och de Problem vun der Wunnengsnout vun de Flüchtlingen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

Ech ginn dann dovun aus, dass mer kënnen ofstëmmen iwwert de Projet de loi 7114.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7114 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 57-mol Jo, keng Abstentiounen a keen Neen. Domat ass de Projet 7114 eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6943 betreffend d'Commercialiséierung vu Medikamenter respektiv d'Delivrance vu Medikamenter un de Public. D'Wuert huet d'Madamm Rapportrice Cécile Hemmen. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgehalen.

4. 6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dat Gesetz, wat ech lech hei presentéieren, baséiert eigentlech op zwee Gesetzer vun 1975, wou et zum engen ëm d'Fabrikatioun an d'Importatioun vun de Medikamenter geet an zum aneren ëm d'Aushännegen, also d'Delivrance vun de Medikamenter.

Et gëtt deemno d'Méiglechkeet elo hei zu Lëtzebuerg gebueden, fir de Verkaf iwwer Internet ze erlabe fir Medikamenter, déi net verschreiwungsflichteg sinn. A mir kréien och eng legal Basis fir e reglementäre Kader, wat d'Qualitéit an och d'Sécherheet ubelaangt, wann d'Medikamenter verblistert ginn, also preparéiert, opgedeelt, konditionéiert oder ëmkonditionéiert.

De Projet ass am Februar 2016 an der Chamber deposéiert ginn. An zum Avant-projet koum schonn am Juli 2015 en Avis vum Collège médical, dee sech haaptsächlech op de Code de déontologie berifft vun den Apdikter vun 2011, och am Zesummenhang mat der Vente à distance vun de Medikamenter.

De Statsrot huet e puer Reformulatiounen am Text gefuerdert an huet och eng Opposition formelle ausgedréckt, well d'Lëscht vun de Medikamenter, déi d'Veterinäre stockéieren dierfen, an engem Arrêté ministériel an net an engem Règlement ministériel däerf festgehale ginn. D'Santéskommissioun huet sech a ronn fënnef Sëtzunge mat dësem Projet de loi beschäftegt. An de 4. Abrëll ass de Rapport elo ugeholl ginn.

Am éischte Volet vun eisem Gesetz geet et dorëms, fir endlech eng Base légale ze schafe vun engem reglementaresche Kader, wat d'Qualitéit an och d'Sécherheet ugeet, déi d'Apdikter an hirer Officine oder an der Spidolsapdikt ze respektéieren hu bei der Preparatioun, der Opdeelung, dem Conditionnement respektiv dem Ëmverpake vu Medikamenter.

Dës Prozeduren, déi bestinn dodran, dass iwwer e pharmazeuteschen Akt, deen aus enger oder e puer Manipulatioune ka bestoen, Medikamenter aus hirer originaler Packung erausgeholl ginn an aneschters konditionéiert ginn, respektiv dass och d'Beschréftung, den Étiquetage geännert an nei adaptéiert gëtt.

Et si Medikamenter, déi fest sinn, also sous forme galénique orale sèche, wéi zum Beispill Pëllen, Kapselen, Gelullen, Granuléen oder Pudder. An den agreéierten Apdikter brauch keng weider Autorisatioun fir dës sougenannte Fabrikatioun, well et e Bestanddeel ass vu senge legalen Tâchen. Den ieweschte Contrôle ënnerläit awer ganz kloer dem Gesondheetsminister.

Fir de Fall, wou d'Medikamenter sollte beschiedegt gi wärend dem Verblisterungsprozess, ass et den Apdikter, deen awer heifir d'Responsabilitéit muss droen.

D'Prinzipien, no deenen d'Aarbechte gemaach ginn, sinn an engem Manuel de bonnes pratiques festgehalen, dee vum Apdikter ausgeschafft gëtt an och vun der Direction de la santé muss guttgeheescht ginn. Heiranner gëtt zum Beispill och definéiert, wien den Apdikter ass, deen d'Verantwortung dréit, respektiv wien den Ersatzapdikter ass. Duerfir ass d'Prezisioun am Gesetz och wichteg, dass et net noutgedrongen den Apdikter-Proprietaire oder -Gerant ass, deen d'Verblisterunge ka virhuelen, mä eigentlech all agreéierten Apdikter, deen an der Officine schafft.

Wichteg ass och nach ze wëssen, dass dee ganze gesetzleche Volet vun der Verblisterung sech souwuel op verschreiwungsflichteg wéi op fräi verkeeflech Medikamenter applizéiert.

Medikamenter dierfen iwwregens net direkt importéiert ginn. Si mussen iwwert de Grossist erakommen an dee selwer muss och e sougenannte Pharmacien responsable agestallt hunn.

Déi verblistert Medikamenter kënnen eigentlech och nëmmen aus der Apdikt eraus verdeelt ginn, ausser am Fall, wou se fir Patiente geduecht sinn, déi an Zentren, Foyeren oder awer och soss Servicer, wou eeler Leit ënnerbruecht sinn, an och Organismen, déi an de Gesetzer vum September respektiv Dezember 1998 definéiert sinn als sozial, familial oder awer therapeutesch Strukturen.

Déi fäerdeg verblistert Medikamenter ginn an engem zouene Pli duerch eng delegéiert Persoun, déi ënnert der Responsabilitéit vum agreéierten Apdikter schafft, un déi jeeweileg Strukturen ausgeliwwert.

Wat elo de Verkaf iwwer Internet ugeet, sou huet eng europäesch Direktiv schonn definéiert, wéi déi Ausnam eigentlech soll gehandhabt ginn, déi et erméiglecht, fir iwwert den traditionelle Verkaf iwwert d'Téik vun den etabléierten Apdikten eraus d'Medikamenter, déi elo net verschreiwungsflichteg sinn, online kënnen ze verkafen.

Internetverkaf entsprécht hautdesdaags dem neie Kafverhale vum Client, deen zum enge vläicht den ekonomeschen Avantage, eng gewëssen Diskretioun oder awer och ganz einfach de Confort vun der Liwwerung à domicile sicht. Wichteg ass et awer, dass dem Client zougeséchert gëtt, dass all Sécherheetsmoossname getraff sinn, dass dat gefrotent Medikament qualitativ total reglementéiert ass an dass kee Risiko besteet, fir eng gefälschten oder eng illegal Wuer ze kafen.

Och muss de Client wëssen, dass en et mat engem legale Site ze dinn huet. An duerfir huet dat Gesetz déi néideg Virkéierunge getraff, wat d'Identifikatioun vun der Apdikt mat engem harmoniséierte Logo ugeet. All Apdikt, déi den Internetverkaf wëllt ubidden, muss dem Santésministère dëst matdeelen. A sollt et keng Beanstandung gi bannent engem Mount, da kann de concernéierten Apdikter mat senger Aktivitéit ufänken. Och huet de Minister eng Lëscht mat sämtlechen Apdikten, déi den Internetverkaf ubidden.

Wat alles um Internetsite selwer muss stoen, ass iwwer e Règlement grand-ducal definéiert an och den eenheetleche Logo fir d'Europäesch Unioun, deen op der éischter Säit, der sougenannter Page d'accueil soll sinn. Et handelt sech hei ëm e Piktogramm mat engem wäisse Kräiz a véier grénge Sträife mam Fändel vun deem europäesche Land, wou d'Apdikt etabléiert ass, an en Text, dee seet, dass een hei soll drop klicken, fir d'Legalitéit vum Site ze iwwerpréiwen. Vun hei aus gëtt de Client dann op d'Lëscht vun all deenen Apdikten dirigéiert, déi konform sinn zu de gesetzleche Bestëmmungen, fir déi erlaabte Medikamenter ze verkafen.

Dee berüümten einfache Klick geet allerdéngs net duer, fir op Internet seng Medikatioun unzefroen. De Client gëtt schonn en bonne et due forme iwwer e perséinlechen Account enregistréiert an d'Informatioune wäerten no an no aktualiséiert ginn. E groussherzoglecht Reglement definéiert d'Donnéeën, déi a Fro kommen. Nieft dem Numm, dem Virnumm, der Matricule ginn och d'Durée, den Historique an och soss d'Modalitéite vun der Liwwerung agedroen. Dëst soll ënner anerem dozou déngen, fir a Kontakt mam Client ze kommen a fir him Recommandatiounen zu de bestallte Medikamenter ze ginn, sou zum Beispill am Fall vun Allergien oder awer och soss Interaktioune mat anere Medikamenter, déi hien als Patient nach anhëlt.

Bleift awer och nach ervirzehiewen, dass den Apdikter responsabel ass, wat den Traitement vun de perséinlechen Donnéeën ugeet, an dass e gehalen ass, d'Regele vun der Protection des données à caractère personnel ze respektéieren, an dat laut dem Gesetz vum 2. August 2002.

De Client selwer huet Accès op säi privaten Account a ka sech och jiddwer Moment vun dësem Account ofmellen. Déi perséinlech Date bleiwen nach anonymiséiert iwwer eng Period vun zwee Joer am System, an dat weinst der Inspektioun vun den Apdikten, déi an engem Zweejoresrhythmus gemaach gëtt.

D'Preparatioun vun de Commandë kann nëmmen ënner Opsiicht vum Apdikter gemaach ginn a senger etabléierter Apdikt respektiv an enger Annex, déi vun der Direktioun vun der Santé och agreéiert ass a wou och just d'Personal vun der Apdikt zougelooss ass.

Wat d'Prozedur vun der Kontroll ubelaangt, sou sinn all dës Detailer an engem Règlement grand-ducal festgehalen. Och wann e Member vun der Kommissioun gemengt huet, dass mer hei zu Lëtzebuerg an noer Zukunft méi a méi mat der Demande wäerte konfrontéiert ginn, fir och Medikamenter, déi verschriwwe musse ginn, iwwer Internet unzebidden, sou limitéiert dëst Gesetz sech op den Internetverkaf vu Medikamenter, déi net verschreiwungsflichteg sinn.

Wichteg ass an deem Kontext och nach ze präziséieren, dass dës national Gesetzgebung mat sech bréngt, dass d'Lëtzebuerger Clienten och keng verschreiwungsflichteg Medikamenter deemno weder op engem Lëtzebuerger Site nach op engem auslänneschen Internetsite däerfe kafen.

An domat soen ech Iech e grousse Merci fir Ären Interessi an d'Opmierksamkeet a ginn natierlech och heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. D'Wuert huet dann elo den éischte Riedner, den Här Jean-Marie Halsdorf, deen eppes vu Medikamenter kennt.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Rapportrice fir d'Éischt Merci fir hiren effektive Rapport, dee ganz am Detail war. Duerfir brauch ech och net drop anzegoen.

Ech wollt awer e puer Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque, déi betrëfft dann deen ee Volet vum Gesetz, deen deen ass eben, dass Medikamenter iwwer Internet kënnen erworbe gi vun de Biergerinnen a Bierger. Do begréisse mer, dass d'Regierung op de Wee gaangen ass, fir effektiv nëmmen déi recettefräi Medikamenter zum Internetverkaf fräi ze maachen. Mir sinn der Meenung, dass, wann een déi Rezeptmedikamenter och kéint iwwer Internet kréien, dat géif verschidde Risike mat sech bréngen, notamment wat déi sougenannte Compliance ugeet.

Compliance ass e Begréff, dee soll erklären, dass, wann e Bierger oder e Patient Medikamenter hélt, en och dat richtegt Medikament hélt an dass en dat richteg anhélt. An dat ass nëmme méiglech, wann dat iwwer eng Apdikt geschitt, well do den Apdikter de Garant ass, dass en de Patient richteg beréit, dat an der Komplementaritéit - an der Komplementaritéit - mam Dokter. Well e Medikament ass nun emol keng Spillsaach! An duerfir fanne mer déi Decisioun, déi politesch Decisioun, fir dat esou ze regelen, richteg.

Quant à la forme, wéi dat elo ofgeséchert ass, déi ganz Prozeduren iwwer Internet, do wëll ech net an den Detail agoen. Dat ass esou am Gesetz.

Dat Eenzegt, wat ech mer do géif wënschen, dat wär, dass dee Règlement grand-ducal, deen dëse Volet betrëfft, oder déi zwee Règlement-grand-ducallen, dass déi gläich sollte kommen. Well d'Ministesch hat och gesot am Kader vun de Chambersaarbechten, mer géife souguer d'Règlement-grand-ducalle virleie kréien, dass mer kéinte kucken, wéi dat Gesetz da sollt fonctionnéieren. Wéi gesot, et ass am Interêt vun der Saach, wann dat géif schnellstens kommen.

Da kommen ech zum zweete Volet vum Gesetz, dat ass dann dee vun där sougenannter Blisteriséierung, oder anescht kann een et ausdrécken, dass d'Medikamenter, déi an enger Verpackung sinn, eenzel verpaakt ginn an dann nominativ mat engem Numm drop. Dat ass och am Sënn vun der Compliance an och am Sënn vun der Sécherheet vum Patient.

De Patient kritt hei eng Plus-value, well e kritt da Medikamenter, vun deenen en am Fong geholl weess, déi si fir hien an net fir en aneren. A wann en eent hélt, da weess en, dass en et geholl huet, soudass do keng Dommheete geschéien - loosse mer dat emol esou soen. Oder de Risiko, dass et schifgeet, dee gëtt vill méi kleng gesat. Et ass also wierklech eng Plus-value fir de Bierger, fir den Apdikter, fir jiddwereen. An duerfir kann een dat nëmme begréissen.

Et ass nun emol esou, dass am Fong geholl, et war eng Base légale do, Madamm Rapportrice, u sech fir an der Apdikt kënnen d'Medikamenter ze preparéieren, opzedeelen an esou weider, mä et war keng do, wann een déiselwecht Medikamenter notamment an Altersheimer gëtt oder a Strukture gëtt, wa se aus der Apdikt erausginn. An dat Gesetz hei bréngt am Fong geholl eng Base légale, dass, wa Medikamenter d'Apdikt verloossen, se dann och eng Garantie hunn, dass dat dann an engem legislative Kader sech beweegt. Dat ass dee groussen Ënnerscheed zu virdrun.

An et ass wichteg, et ass een Ënnerscheed zwësche manueller an industrieller Blisteriséierung! An do war am Ufank de Gesetzestext, dee mer virleien haten, net ganz kloer. Mir hu jo a fënnef Sitzungen doriwwer diskutéiert a mir hunn elo en Text, dee gutt ass, a mir wäerten deen Text och stëmmen, well en an déi richteg Richtung geet.

Wéi gesot, déi manuel Blisteriséierung, dat ass den Apdikter a senger Apdikt, an déi professionell oder déi industriell, nennen ech se nach éischter, déi soll an Zukunft an enger sougenannter, an engem Centre, an engem richtegen Zentrum fir d'ganzt Land gemaach ginn. D'Apdikter setze sech zesummen, se maachen eng Kooperativ an do ginn dann déi Verblisterunge gemaach. An déi kritt een an allen Apdikte vum Land, soudass een herno an Zukunft kann effektiv de Patienten hir Medikamenter gi mat hirem Numm drop, wat eng grouss, wierklech eng grouss Plus-value ass!

Dat kascht natierlech och eppes, Madamm Minister. Duerfir, mengen ech, sollt Der Iech emol duerch de Kapp goe loossen, ob een net misst en Tariff maachen, well dat jo Méiausgabe gëtt fir den Apdikter. Et musse Leit agestallt ginn. Wann en Center kënnt, do ginn et Aarbechtsplazen, déi bäikommen. Also ech mengen, do misst een an där Richtung denken a kucken, ob een do net géif e Moyen fanne fir déi Zäit an dat Personal, dass een déi iergendwéi géif remuneréieren op iergendeng Aart a Weis.

Et gëtt eng besser Prise en charge vum Patient. An do wëll ech gären eng Klammer opmaachen, och zum Beispill wa mer am Kontext Apdikte schwätzen: d'Garden. D'Garden ass och en Element vun der Apdikteschaarbecht, an déi geschitt jo de Moment an engem Kader och 24 Stonnen op 24, wou en Apdikter do ass. An do misst een och iwwerleeën, ob een net och do sollt dat méi professionaliséieren, och vläicht eng Konventioun maachen, wéi et se haut scho gëtt mat den Dokteren a mat de Maison-médicallen, dass och d'Apdikter d'Méiglechkeet kréien, sech do besser ze organiséieren.

Sou, summa summarum wëll ech soen, ee Gesetz, wat mer wäerte stëmmen. Mir hätten natierlech nach gutt fonnt an e Wonsch gehat, wann effektiv déi ganz Veterinärsmedikamenter och iergendwéi en neie Kader kritt hätten. Dat soll an Zukunft kommen.

Mir hätten et och gutt fonnt, wann en nationale Code fir Medikamenter vläicht kéint och legislativ kadréiert ginn, respektiv de Code de déontologie och legislativ ugepaakt ginn oder op d'mannst an Ugréff geholl ginn. Dat hätte mer eis gewënscht. Ech huelen un, dass dat och an der nächster Zäit wäert gemaach ginn.

D'CSV wäert dëse Projet de loi stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Halsdorf. Dann huet d'Wuert den Här Edy Mertens, deen och eppes vu Medikamenter kennt.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Merci, Här President. Vläicht net esou vill wéi den Här Halsdorf. Den Här Halsdorf huet awer praktesch alles gesot, wat et dozou ze soe gëtt.

Ech wëll der Rapportrice virop emol villmools Merci soe fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz. An ech erlabe mer als Medezinner vläicht e puer Saachen dozou ze soen.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Medezinn, do gëtt et esou e schéint Spréchwuert, dat seet „a pill for every ill, and an ill from every pill".

(Hilarité)

An ech mengen, dat Spréchwuert, dat kéint een heiansdo uwennen, wann een an der Praxis aktiv ass. Do wësst Der jo, datt ganz vill Leit erakommen an d'Praxis mat esou engem Bobbo, wou se da soen: „Stellt Iech vir, elo huet d'Kand dann och nach de Schnapp! An dofir kann et net an d'Schoul goen." Ech äntweren ëmmer drop: „Et soll an d'Schoul goen! Et soll am Schwammunterrecht dann de Kapp eng Kéier ënner Waasser halen, dann ass de Schnapp fort." Well bis haut gëtt et nach kee Medikament géint de Schnapp. Sou einfach ass dat!

Mä d'Leit setzen dann awer immens grouss Hoffnung eben an all déi Pillercher, an all déi Zousazstoffen an déi Ernärungsergänzungsstoffen a wéi et heescht. Ech kann Iech soen: Dir kënnt op all Kongress goen, op all Uni vun dëser Welt, egal wou op der Welt, do gitt Der gewuer vu grousse Spezialisten, datt et dat iwwerhaapt net misst ginn. De Mënsch bräicht dat iwwerhaapt net.

(Interruption)

Also dofir, et ass awer tatsächlech wouer. Mä mir sinn awer esou als Mënschen!

Ech mengen, mir wëssen dat och, wann ech elo… Ech hat déi Deeg nach gelies iwwer eist Häerz. Well mer wëssen, mir hunn en Häerz, dat schléit 80.000-mol den Dag ongeféier, 80.000-mol den Dag! An dann ass dat och nach zimlech arrogant, wann een d'Häerz géif froen: „Wat sinn ech der da schëlleg, wat häss de gär?" Da géif dat soen: „Ma hal emol endlech mat deem topesche Fëmmen op, schneit mer de Sauerstoff net of!" An et géif soen: „Ma du kanns mech dräimol an der Woch zwanzeg Minutten op d'Palm dreiwen - op d'Palm dreiwen! -, datt ech mat 150 ka schloen, da sinn ech der ewell dankbar, méi brauch ech net."

Also all dat Gepëllches an dat Gedréppches an dat Getéis, dat ass jo dat Schlëmmst, wat et gëtt!

(Hilarité générale)

Wann Der gesitt an den Apdikten…

(Hilarite générale)

Neen, an den Apdikten, do sti jo déi ganz Regaler voll mat Téie fir alles: Téien, wann de Pilz um lénksen Zéiwennol ass, um rietsen Zéiwennol, …

(Hilarité générale)

… fir den Duerchfall, géint den Duerchfall, fir d'Depressioun, géint eng Depressioun, well da kritt een eng, wann et näischt hëlleft. Also mir haten ëmmer en Dokter zu Cliärref, deen net méi do ass, deen dout ass, mä e Mann mat grousser Erfahrung, Hausdokter a Chirurg, deen huet ëmmer gesot, et hat eng Fra e gefrot: „Wat fir en Téi ass dann dee beschten?" Du sot en ëmmer: „Ma ech hunn eng gutt Iddi: Looss e ganz gutt zéien an da schëtts de en direkt an de Lavabo!"

(Hilarité générale)

Dir Dammen an Dir Hären, egal ob batter Pëllen oder séiss Pëllen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat gëtt eng Klo!

M. Edy Mertens *(DP)*.- ob se verschreiwungsflichteg sinn oder net, all Medikament huet awer seng Indikatiounen a Kontraindikatiounen, op déi ee muss oppassen an déi sech da vu Persoun zu Persoun ënnerscheeden. Dat soll ee bei dësem Projet de loi awer ëmmer am Hinterstübchen hunn!

Ech hat a menger Praxis ewell dacks Patienten, do hunn ech mech wierklech gefrot: Ma ass e wierklech krank oder ass en net krank vun deem, wat e geschléckt huet? Iwwermedikatioun ass ewell wierklech wesentlech méi laang och op de Kongresser e groussen Thema an der Medezinn, genausou wéi selwer gemixte Medikamenter, Cocktailer vu Patienten; ee Problem, deen natierlech riskéiert, duerch d'Opmaache vum Marché vergréissert ze ginn.

Här President, mat dësem Gesetzesprojet ännere mer haaptsächlech d'Gesetz vun 1975 a schafe fir d'Apdikten d'Méiglechkeet, Medikamenter online ze verkafen. Mir hunn et dës Woch ewell dacks héieren: D'Digitalisatioun, Internet an alles, wat drunhänkt, bitt immens Chancë fir eist Land a fir eise Commerce. D'Fro, ob mir dat och elo hei am Land ubidden, ass also keng vun derfir oder dergéint, mä villméi ënner wéi enge Konditiounen. D'Vente vu Marchandisen ass näämlech dacks een zweeschneidegt Schwäert. Dacks huet een zwar um Internet e risegt, risegt Angebot, et kann ee méi Saache matenee vergläichen a ka sech esoumat déi beschten Affären eraussichen.

Leider sinn awer grad am Internet och ganz vill Onéierlecher ënnerwee! D'Produite sinn dacks gefälscht, d'Produiten, déi ugebuede ginn, entspriechen net deem, wat de Patient - an dësem Fall jo de Patient - sech dovun erwaart.

Une voix.- Très bien!

M. Edy Mertens *(DP)*.- Wann dat ebe bei Medikamenter geschitt, ass dat ëmsou vill méi gefëierlech! Souwuel ënner- wéi och iwwerdoséiert Produite kënne bannent kuerzer Zäit e grousse Schued uriichten. A wann ee bedenkt, datt an Europa ronn d'Halschent vun de Medikamenter, déi op dubiéisen Onlinesitten ugebuede ginn, solle Fälschunge sinn, da versteet een, wéi wichteg et ass, kloer Qualitéitskontrolle festzeleeën!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kontroll, Transparenz a kloer Regele spillen also hei eng ganz grouss Roll. D'Direktiv, op déi sech dëse Projet bezitt, huet ewell munch Virgabe ginn, un déi sech d'Memberlänner mussen halen, fir den illegale Flux vu Medikamenter ze ënnerbannen. Mir fannen dat als DP natierlech gutt an och immens wichteg.

Eng Autorisatioun vum Ministère, kloer Informatiounen iwwert de Produit, de Versand aus den Apdikten, d'Qualitéitskontroll duerch en Apdikter, dee jo de Fachmann ass, wéi den Här Halsdorf et richteg och gesot huet, sinn nëmmen e puer vun deene verschiddene Konditiounen, déi et an Zukunft de Patienten erlaben, mat rouegem Gewëssen an eisen Apdikten hir net verschreiwungsflichteg Medikamenter online ze kafen.

Aner Länner sinn ewell vläicht e bësselche méi wäit gaangen, bidden online méi Medikamenter mat manner Oplagen un. Ech fannen awer, d'Regierung huet hei mat dësem Projet de loi a Saachen Onlineverkaf de richtege Kompromëss fonnt tëschent op där enger Säit de Marché opmaachen an op där anerer Säit dës Ouverture strikt zum Wuel vum Patient ze reglementéieren ebe mat Fachleit.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei, eh Fraktioun. Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ma Merci och dem…

M. Edy Mertens *(DP)*.- Ech kann Iech awer och nach eng Geschicht erzielen.

(Hilarité générale et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dat kënnt Der beim nächste Projet maachen. Voilà.

(Interruption)

An dann… Jo, Dir vertriet da wahrscheinlech d'Patienten.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech wollt elo grad soen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Jo, ech sinn net Dokter an och net Apdiktesch, mä gehéieren zu der Kategorie vun de Patienten, déi awer heizou och eppes wéilte soen.

Dir wësst, Akafe vu Wueren iwwer Internet ass ganz populär an et huet och vill Virdeeler: De Präisvergläich ass einfach, d'Geschäft ass ëmmer op, d'Wuere ginn heemgeliwwert an et ass och keng gréisser Gefor domat verbonnen, jiddefalls keng Gefor fir d'Gesondheet vum Mënsch. Well mir wëssen: Un engem schlechte Buch, wat ee vun Amazon geliwwert kritt, ass nach kee gestuerwen.

Anescht ass et awer bei de Medikamenter a bei de chemesche Substanzen, déi iwwer Internet geliwwert ginn. Hei spillt d'Gesondheet natierlech eng zentral Roll, mä se geréit séier a Gefor, ganz einfach, well et ëmmer méi perfid Methode gëtt, fir verfälscht oder carrement verseucht Medikamenter, Wierkstoffer an Hormoner iwwer Internet ze verbreeden. Laut der Weltgesondheetsorganisatioun stellen déi illegal Substanzen 10% vum pharmazeutesche Marché weltwäit duer, mat allen negative Konsequenzen, déi dat op de Mënsch huet.

Fir d'Bevëlkerung besser ze schützen an ze verhënneren, datt eng Persoun souzesoe per Mausklick e gefälscht Medikament heemgeliwwert kritt, brauche mir net nëmmen eng besser Opklärung vun der Bevëlkerung, mä och eng besser Kooperatioun um internationalen Niveau. Mir brauchen och e strenge Kader, fir d'Vente en ligne ze regelen an ze kontrolléieren. An et ass dee Kader, dee mat dësem Projet de loi geschafe gëtt.

Duerfir och e grousse Merci der Madamm Hemmen, déi d'Detailer vun dësem Projet dann och hei duergeluecht huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mir besonnesch begréissen, ass, wéi d'Virgänger och, meng Virriedner och, datt nëmme rezeptfräi Medikamenter kënnen iwwer Internet bestallt ginn, esou wéi dat och a Frankräich, der Belsch, Italien, Éisträich a Spuenien de Fall ass.

Mir ënnerstëtzen dës restriktiv, et kann ee scho bal soe konservativ Approche a si frou, datt d'verschreiwungsflichteg Medikamenter zu Lëtzebuerg weiderhin an den Apdikte musse verkaaft ginn, ganz einfach, well et bei deene Medikamenter oft ëm Liewen an Doud geet. Medikamenter si keng Spillsaach, den Här Mertens huet et gesot. An och wa mir d'Vente en ligne vu rezeptfräie Medikamenter heimat guttheeschen an domat eng EU-Direktiv ëmsetzen, da gesi mir doran net méi wéi eng Noutléisung fir gewësse Fäll, beispillsweis am Fall vun Immobilitéit vun engem Patient, mä net d'Regel.

Mir sinn nääмlech der Meenung, datt de Kontakt vum Patient zum Apdikter enorm wichteg ass an och d'Dräiecksverhältnis tëschent dem Dokter, dem Apdikter an dem Patient, an datt dat Dräiecksverhältnis net däerf zerstéiert ginn, egal ob et sech ëm de Kaf vu verschreiwungsflichtegen oder rezeptfräie Medikamenter handelt. Ech erënneren un de Code de déontologie vun den Apdikter, wou drasteet, datt den Apdikter sech ëm d'Wuel an ëm d'Gesondheet vun de Patienten ze këmmeren huet, e Vertrauensverhältnis zu de Patiente muss opbauen, Patiente muss déif gräifend beroden, och ganzheetlech beroden an och op Iwwermedikamentatioun opmierksam maachen.

En anonymt Internetportal kann dës wäertvoll Missioune vum Apdikter net ersetzen. An duerfir muss den Apdikter ebe seng Roll weiderhin erfëllen. A wie mengt, e kënnt um Kaf vun Internetsubstanze Geld spueren, dee verléiert op der Gesondheet.

Ech kommen dann zum zweete Volet, Här President, an zwar zu deem vun der Verblisterung vun de Medikamenter, déi et am Fong zu Lëtzebuerg scho méi laang gëtt, mä ouni legal Basis bei der Verdeelung.

Mat dësem Projet de loi schafe mir dës Basis, wat eng gutt Saach ass. Dee gréisste Virdeel läit fir eis doran, datt de Medikamentemanagement, wéi et an der Fachsprooch och genannt gëtt, d'Ausgabe fir d'Medikamenter generell erofsetzt, an zwar doduerch, datt nach just déi Medikamenter un d'Patiente verdeelt ginn, déi och reell consomméiert ginn an net einfach um Nuetsdësch leie bleiwen.

Parallell dozou hëlleft d'Verblisterung och, géint de Gaspillage vu Medikamenter virzegoen an ze verhënneren, datt kiloweis Medikamenter an der SuperDrecksKëscht landen. A schlussendlech geet et och ëm d'Sécherheet vum Patient.

E leschte Punkt dann nach, deen ech wéilt opwerfen, ass dee vum Finanzement respektiv dem Tariff, dee fir d'Verblisterung bezuelt sollt ginn. Och den Här Halsdorf huet dee Punkt schonn ugeschnidden. Et weess een, datt d'Verblisterung mat vill Aarbecht, vill Zäitopwand, mä och mat Personal- a Materialkäschte verbonnen ass.

Duerfir wéilt ech froen, ob et scho konkret Piste ginn, Madamm Minister, wéi déi Aarbecht soll remuneréiert ginn, quitte datt déi Fro och de Minister vun der Sécurité sociale betrëfft. Jiddefalls wier et net am Sënn vun der Santé publique, wann d'Patienten derfir missten opkommen oder wann d'Haiser déi Käschten un d'Patiente géife weidertransferéieren. An et ass och schlecht virstellbar, datt d'Apdikter dës Méikäschten eleng op hiren eegene Schëllere wëllen droen.

Wichteg ass d'Fro vum Tariff och am Fall, wou eng Rei méi kleng Apdikte sech zu enger Form Kooperativ zesummendinn an d'Verblisterung vun hire Medikamenter un eng agreéiert méi grouss Officine delegéieren. Hei stellt sech och d'Fro, wéi de Finanzement vun esou enger Auslagerung soll ausgesinn. Mir wiere frou, Madamm Minister, wann Der eis e puer Erklärunge kéint dozou ginn, wann et der scho ginn.

An da soen ech Iech scho Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun an der Hoffnung, net ze vill iwwerzunn ze hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Lorsché. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. No deene kompetenten an exzellenten Ausféierunge vun der Rapportrice, dem Kolleeg Apdikter, dem Kolleeg Dokter an der Kolleegin Patientin ass ganz, ganz wéineg ze soen. Mir stëmmen deem Projet hei zou.

D'Leit solle sech einfach bewosst sinn, datt och netverschreiwungsflichteg Medikamenter kënnen déidlech sinn. Paracetamol ass an Däitschland, hu se an enger Studie festgestallt, déi zweetheefegst Ursaach vu Vergëftungen. An dat kann zum Doud féieren oder muss eng Liewertransplantatioun mat sech féieren. Et muss een dat einfach wëssen, och um Internet. Déi Berodung, déi fënnt vläicht och net ëmmer an den Apdikten esou statt, wéi se misst stattfannen, egal wou an Europa. Dat do ass eent vun de Medikamenter, wat mer an anere Länner kënnen a Supermarchée praktesch kafen. Et muss een einfach op déi Gefor opmierksam maachen.

Fir de Rescht bréngen ech den Accord vun der ADR.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An dann huet d'Madamm Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport vun der Madamm Hemmen an hirer Eegeschaft als Presidentin vun der Kommissioun an och déi pertinent Interventioune vun allen Intervenanten haut erlabe mer et, ganz kuerz ze sinn.

Et ass mer awer wichteg, hei nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass et eis a mengen Ae gelongen ass, fir souwuel am Beräich vun der Qualitéit an der Sécherheet vun de Medikamenter wéi och an der Versuergung vun de Patiente wéi och an der Berücksichtegung vun de Besoine vum Terrain déi richteg Brécken ze schloen. An dat ass am Zesummenhang mat der Medikamentesécherheet e ganz wichtegen Imperativ.

Dir hutt et och vläicht gemierkt un den Interventiounen, déi elo just hei waren, dass dat heite Gesetz praktesch an enger concertéierter Approche vun allen, déi an der Gesondheetskommissioun matgeschafft hunn, zustane komm ass. An deen, wéi et sech ukënnegt, breede Konsens ass och an esou enger delikater Matière, wéi et hei vu jiddwerengem ervirgestrach ginn ass, besonnesch wichteg. Well effektiv d'Feele vun enger Regelung an deenen zwee Beräicher, déi hei reglementéiert ginn, also souwuel den Internetverkaf wéi och d'Verblisterung géif nääмlech ganz kloer eng Gefor fir d'Sécherheet vum Patient an eng Onsécherheet fir d'Responsabilitéit vum Apdikter um Terrain heeschen. A béid Elementer leien eis natierlech um Häerz.

Et ass hei richteg gesot ginn: Den Internetkaf ass vläicht ëmmer behaft mat enger Suerg, mat Bedenken, wat d'Sécherheet ubelaangt, mä et ass nun awer eben ee Kafverhale vun der Popularisation, wat am Trend läit. An dat kënne mer och net ofbremsen. An dofir ass et besonnesch wichteg, dass mer hei all Sekuritéitsmesurë respektéieren a virun allem och all Dateschutzobligatiounen, déi dorunner hänken, mat ganz héijen Oplagen hei an d'Gesetz integréieren. An dat läit mer besonnesch um Häerz.

An et ass och hei ganz richteg gesot ginn: „Et ass gutt, dass mer hei eng virsiichteg Approche hunn a mam Hannergedanke vum Schutz vun der Santé publique dee Wee ginn, deen och eis Nopeschlänner gaange sinn, fir nëmmen den Internetverkaf vu Medikamenter ze autoriséieren, déi net verschreiwungsflichteg sinn." Ech mengen, dat ass e Virsiichtsrigel, deen an esou engem delikate Beräich wéi de Medikamenter déi richteg Virgoensweis bedeit.

Well auslännesch Apdikten, an dat kënnt nach derbäi an dofir wëll ech dat och ënnersträichen, déi Medikamenter op Lëtzebuerg verkafe wëllen, mussen och elo déi Qualitéits- a Sécherheetsstandarde vu Lëtzebuerg respektéieren a si kënnen och nëmmen netverschreiwungsflichteg Medikamenter op Lëtzebuerg schécken, och wann de Pays d'origine vun der Apdikt de Verkaf vu verschreiwungsflichtege Medikamenter eventuell zouléisst. Dat ass vläicht och eng wichteg Ajoute, déi hei ze maachen ass.

An da vläicht just eng Äntwert op déi Froen, déi e puer vun de Kolleegen hei gestallt hunn. Effektiv, wa mer vun der Verblisterung schwätzen, wou de Rôle vun den Apdikten nëmme positiv hei kann ënnerstrach ginn, da wësse mer, dass dat an deene Strukturen, wou virun allem vill eeler Leit betreit ginn, eng wäertvoll zousätzlech Zäit fir d'Prise en charge an d'Soine vun deene Persoune bedeit. An deem musse mer dann natierlech och Rechnung droen, well dës Zäit kann eng méi individuell a méi intensiv Fleeg vun de Patiente bedeiten. An do musse mer, wéi ech dat mat mengem Kolleeg Sozialminister och scho mat den Apdikter beschwat hunn, eng Bilanzéierung maache vun deem Zousazopwand a vun deem Engagement, deen d'Apdikter hei op sech huelen, fir dat ze maachen, an dann och kucken, deem Rechnung ze droen an eng Kompensatiounsméiglechkeet virzegesinn, déi natierlech d'un commun accord mam Sozialminister muss zustane kommen.

Mä déi Pourparlersen, déi si schonn, ier mer op de Wee vun deem Gesetz gaange sinn, mat den Apdikter beschwat ginn. Si waren och hei agebonnen, fir dëst Gesetz ze maachen. An ech sinn absolutt zouverlässlech (veuillez lire: zouversiichtlech), dass mer hei och mat guddem Mënscheverstand eng Formule fannen, déi den Terrain arrangéiert, mä wou mer awer mam Hannergedanke vun enger pragmatescher Léisung zugonschte vum Patient, vum Demandeur vu Medikamenter déi richteg Virgeeënsweis wäerte fannen.

Ech wollt nach eng Kéier alle Membere vun der Kommissioun Merci soen an ech freeë mech, wa mer hei eng breet Zoustëmmung fir dëst wichtegt Gesetz kréien. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. An da wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 6943 ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6943 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo, Unanimitéit. De Projet de loi 6943 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (oar M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer zu deem nächste Punkt iwwergoen. Dat ass d'Question élargie Nummer 23 vum Här Roy Reding, betreffend d'Honorairë vun den Affekoten.

5. Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass jo nach net ze spéit haut no där laanger Sëtzung, fir déi spannend Fro hei unzegoen. D'Affekotenhonorairë sinn an der Praxis en Hindernis fir e fairen a gerechten Accès vun de Bierger op d'Justiz. Hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu anere Länner, déi ronderëm eis leien, muss effektiv ëmmer all Partei säin Affekot bezuelen, egal, ob se e Prozess gewënnt oder verléiert.

De Riichter kann - dat ass en Artikel vum Code de procédure -, muss awer net, eng vun de Parteien zu enger Indemnité de procédure veruerteelen. Dat ass e Bäitrag zu deenen Affekotekäschten. Fakt ass, an der Praxis, datt esou eng Indemnité de procédure seele gesprach gëtt. Et gëtt oft keng gesprach a Fäll, wou een et net kann novollzéien. Wann eng gesprach gëtt, kann een oft net novollzéien, firwat dee Betrag an net een anere Betrag. A virun allem geet déi Indemnité de procédure an der Praxis, esouzesoen, ni duer, fir déi Affekotekäschten ze decken.

Et muss een einfach emol kucken, wéi vill Zäitopwand mat esou Prozedure verbonnen ass. Ech denken u ganz banal alldeeglech Affären: De Masuttshändler, dee seng Facture muss akloen, deen op d'Friddensgeriicht muss goen, dee sech muss zweemol deplacéieren, deen zweemol zwou oder dräi Stonnen do verbréngt, oder eben en Affekot dohinner schéckt, deen dat fir e mécht, net bezuelte Loyeren, oncontestéiert Affären, wou een dann awer, wéi gesot, entweder seng Zäit oder seng Sue verléiert.

Haut ginn d'Affekotenhonorairen zu Lëtzebuerg no véier Kritäre berechent: Dat eent ass den Zäitopwand, dat anert ass d'Renommee vum Affekot, dat Drëtt ass d'Resultat an dat Véiert ass d'Fortune vum Client, déi matgerechent gëtt. An dat ass genau d'Ursaach, genau dee komplexe System do ass d'Ursaach, firwat datt dee System vun där Indemnité de procédure agefouert ginn ass, déi einfach engem Riichter discrétionnairement, ech soen arbitrairement, erlaabt, fir eng Indemnité de procédure ze spriechen oder net.

Elo ass et awer esou an der Praxis, wann de Conseil de l'ordre vum Barreau Honorairen taxéiert, baséiert e sech ëmmer méi oft reng op déi Zäit, déi e mat engem Dossier verbruecht huet, also reng op d'Stonnen, déi geschafft gi sinn. Et kann ee sech also froen, ob et net méi richteg wier, en Tariff anzeféieren, genau wéi och aneren Independanten hir Prestatiounen tarifféiert sinn, notamment den Dokteren hir, an ze soen: Mir maache wéi an Däitschland eng Aart Gebührenordnung, déi zum engen eventuell e Fix virgesäit fir gewësse Prozeduren, zum anere laut Sträitwäert d'Honorairen (veuillez lire: festleet), déi kënne verrechent ginn. Dat géif eis erlaben, de Code de procédure dohigeeënd ze änneren, datt ee seet: Ma, et gëtt net méi eng arbitraire Indemnité de procédure, mä et gëtt eng Regel, datt eng Partei, déi e Prozess verléiert, muss där anerer Partei, där obsiegender Partei hir Affekotekäschte bezuelen.

Wat wier d'Konsequenz? Ma fir d'Éischt emol hätte mer eng grouss Entlaaschtung a mengen Ae vun der Justiz, well ganz vill farfelu Prozesser net méi géife gefouert ginn, wann ee misst fäerten, et misst ee fir d'Honorairë vun deem anere sengem Affekot opkommen, besonnesch an deene Fäll, wou deen, deen usicht, eng Assistance judiciaire huet, dat heescht, den Affekot selwer vum Stat gestallt kritt, also selwer kee Risiko huet, seng eegen Affekotenhonorairë mussen ze bezuelen.

Zweetens géif de Stat Sue recuperéieren, nääмlech genau an deenen dote Fäll, wou de Stat den Affekot bezilt iwwert d'Assistance judiciaire, kréich e jo dann, wann déi Partei gewënnt, iwwert déi Gebührenordnung do déi

Honorairen zréck, anstatt datt se géifen zulaaschte vum Steierzueler bleiwen. An et dividéiert een och Fäll vun Abusen, déi bekannt si bei der Assistance judiciaire, wou verschidden Affekote fir recurant Prozedure Risenzommen an der Vergaangenheet factureiert hunn. Do si Fäll bekannt, wou Zéngdausende vun Euroen de Mount fir recurant Prozedure wéi zum Beispill Refugiésrecourse factureiert goufen.

Virun allem awer, an et ass dat, wat wichteg ass, géif den Accès op d'Justiz an eisen Ae méi gerecht a méi fair ginn, grad och fir déi Leit, déi grad just ze vill verdéngen, fir eng Assistance judiciaire kënnen ze kréien, déi awer musse ganz staark bludden, wa se en Affekot no der heiteger Politik vun der Fixatioun vun den Honorairen engagéieren. Et ass dozou, wou mer wollten als ADR dem Justizminister seng Meenung a seng Gefiller héieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Reding. An d'Wuert huet den Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Den Här Reding huet a senger mëndlecher Introduktioun wéi och a senger schréftlecher Demande d'Behaaptung opgestallt, dass d'Affekotekäschten en général de fräien a gerechten Zougang zu der Justiz géife behënneren. An Dir schwätzt dobäi vun engem Obstacle majeur. Dozou ass awer ze bemierken, wann dat an där Absolutheet richteg wier, dann dierft een de Leit iwwerhaapt keng Affekotekäschte factureieren. Da misst am Fong de Stat déi Käschten ëmmer iwwerhuelen.

Ech mengen net, dass mer an deem System do wëlle sinn, well zu Lëtzebuerg all déi Leit, déi sech en Affekot kënne leeschten, deen och sollte bezuelen. Et ass net dem Stat seng Aufgab, jiddwerengem all Fraisen ze rembourséieren, déi e géif anticipéiert opbréngen, fir op d'Geriicht ze goen, soudass déi Leit, déi sech en Affekot kënne leeschten, dat och sollte grondsätzlech op hirer eegener Täsch maachen (veuillez lire: grondsätzlech aus hirer eegener Täsch bezuelen).

Mir hu jo och keng aner Fraise fir den Accès op d'Justiz, a mir hu jo och op där anerer Säit, op deem aneren extrem de System vun der Assistance judiciaire, fir déi Leit, déi sech tatsächlech den Affekot net kënne leeschten. Do muss selbstverständlech de Stat asprangen, an e mécht dat och zu Lëtzebuerg. An déi Fraisen, déi do all Joers engagéiert sinn, déi si jo net geréng. Dat ass wierklech en zolitte Käschtepunkt, mä en ass a mengen Aen absolutt justifiéiert fir déi Leit, déi domadder den Zougang zu der Justiz jo doduerch garantéiert kréien, dass se net finanziell dorunner scheiteren.

Da schwätze mer iwwer - ech hätt elo bal gesot, deen intermediairen Deel vu Leit – déi - dat sinn déi, déi den Här Reding uschwätzt -, déi hire Prozess gewannen an d'Affekotekäschten droen, bei deenen et awer vläicht richteg wier, dass se déi net bräichten ze droen oder nëmmen zum Deel bräichten ze droen.

An d'Fro ass, wéi een dat am beschten erreecht. Et ass jo net esou, dass mer op deem Punkt hei zu Lëtzebuerg bei null wieren. Mir hunn e System, dee funktionéiert, an den Här Reding huet selwer drop verwisen, dass de Riichter kann eng Indemnité de procédure spriechen, Dir sot: „de façon arbitraire", dat weisen ech zréck. De Riichter ass an dëser Matière net méi an net manner arbitraire wéi soss iwwerall, wou en eng Decisioun muss huelen. E mécht dat en son âme et conscience als Professionellen an opgrond vun den Texter souwéi de Fakte vum Dossier, déi e bei senger Decisiounsfindung guidéieren.

Et ass natierlech esou, dass eng Partei, déi eng Indemnité de procédure wëllt, dat och muss kënnen „pièces à l'appui" begrënnen. A wann dat natierlech net de Fall ass, da kann och de Riichter keng Indemnité de procédure spriechen. Et ass och en Deel vum Affekot senger Aarbecht, fir dat ze maachen. Et kënnt och derbäi, dass een och kann en Deel vun där Indemnité de procédure, déi een zougesprach kritt, a wann een de Prozess gewonnen huet, dass een och en Deel vun deenen Affekotekäschte weider ka viru Geriicht duerno akloen.

Den Här Reding erwäänt dann och nach schlussendlech de System vun der Taxatioun, wéi mer en zu Lëtzebuerg kennen. An dat ass effektiv hei de Fall. Et kann een, wann ee fënnt, dass den Affekot eng exzessiv Rechnung ausgestallt huet, dat contestéiere virum Conseil de l'ordre vum Barreau, deen dann och kann an engem Avis eng Taxatioun proposéieren. An dat gëtt dann och an aller Regel poursuivéiert.

Mir hunn also e System, deen op verschiddene Prinzipien an Elementer baséiert an deen a mengen Aen net schlecht funktionéiert. Déi Kritären, déi do bei der Taxatioun ugewannt ginn, sinn och net nëmmen deen een, deen Der an Ärer schréftlecher Demande erwäänt hat, mä et gëtt der och méi, zum Deel hutt Der se haut och an Ärer mëndlecher Interventioun erwäänt. Dozou gehéieren niewent der Ancienneteit awer och eng Rei méi seriö Kritären, wéi de Sträitwäert vun der Affär, de Schwieregkeetsgrad, d'Resultat vum Prozess, och dat ass en Element, wat den Affekot muss guidéieren, an natierlech och déi finanziell Situatioun vum Client, esou wéi den Artikel 38 vum Gesetz iwwert den Affekoteberuff vun 1991 dat virgesäit. Dat gëtt also trotzdeem mat villen Elementer an Nuancen encadréiert.

Bon, Dir verweist dann op dat, wat et am Ausland ronderëm eis zum Deel gëtt. Ech war scho virun zwee Joer eng Kéier drop agaangen. Deemools gouf et eng Petitioun hei an der Chamber, déi datselwecht proposéiert hat wéi den Här Reding haut. Déi hat deemools nëmmen 23 Ënnerschréfte kritt, dat ware se net all. Mä a menger schréftlecher Reaktioun hat ech och deemools schonn eng Rei Elementer souligniéiert.

Wann Der vun Däitschland schwätzt, dann ass dozou ze soen, dass et och an Däitschland keen offizielle Barème gëtt, wou all d'Prestatioune vum Affekot geregelt wieren an op deen ee sech kéint beruffen, fir Affekotekäschten zréckzefuerderen. An Däitschland gëtt et wuel e gesetzleche Kader fir d'Affekotekäschten, hiert Rechtsanwaltsvergütungsgesetz. An deem Gesetz gëtt awer virun allem fir verschidden Akte vum Affekot e Minimaltariff festgeluecht, net e Maximaltariff. Well dat kéint een aus deem, wat Dir sot, eraushéieren an da géif een dat flott fannen, well da wéist een ëmmer, wou ee maximal géif landen. Dat ass net de Fall. Dat Gesetz regelt an der Haaptsaach de Minimaltariff, deen ee ka fir Prestatioune fuerderen. A wat d'Festleeë vun den Affekotekäschten ugeet, esou ass och an Däitschland den Affekot fräi, ze froen, wat e fir richteg fënnt, well et jo och do e fräien a liberale Beruff ass.

Däitschland gëtt also do net déi Assurancen, déi ee vläicht konnt eraushéieren oder och vläicht falsch verstoen - well Dir hutt jo net de Contraire behaapt - aus deem, wat Der gesot hutt. Et gëtt wuel e Barème an Däitschland, mä dee spillt effektiv just fir de Client, dee gären Affekotekäschte vun der Géigepartei zréck hätt, an e fixéiert do par contre e Maximum, deen net däerf iwwerschratt ginnfir dat, wat een däerf zréckfroen. Do gëtt et also och eng Limitt, och dat ass an Däitschland plafonéiert, wat bei eis net de Fall ass. Bei eis kann de Riichter do mat méi Fräiheet, der Situatioun vum Justiciabel ugepasst, eng Decisioun huelen. Mir hu méi Flexibilitéit wéi an Däitschland a mir hu kee Plaffong no uewen.

Deen eenzege Maximaltariff, deen an Däitschland gesetzlech geregelt ass, ass dee vum éischten Entretien mam Affekot. Do däerf een net méi wéi 190 Euro froen. Dat ass an Däitschland tatsächlech geregelt, mä et ass deen eenzegen, wou dat doten de Fall ass.

Et ass net ugeduecht, fir hei zu Lëtzebuerg op deen dote Wee ze goen, well ech mengen, dass eise System, wéi en elo besteet, net esou schlecht funktionéiert an ee genuch Méiglechkeeten huet, fir dogéint Recoursen ze maachen, ob dat beim Barreau ass oder bei aneren Instanzen. An ech mengen, dass dat Garantië genuch ka bidden.

Et dierf ee jo net och aus den Ae verléieren, dass den Affekot e fräie Beruff ausüübt an all Festleeung vun den Tariffer duerch de Legislateur natierlech och ëmmer schwiereg ass aus enger Perspektiv vun der libre prestation des services, well den Ënnerscheed zum Beispill zu den Dokteren, deen Dir jo erwäänt hutt, ass, dass d'Dokteren vun der ëffentlecher Hand remuneréiert ginn. Do gëtt et eng Nomenklatur an déi gi vun der ëffentlecher Hand remuneréiert. Hei si mer am Fall, wou zwou Parteie matenee streiden an do muss och jiddweree seng eege Verantwortung assuméieren. Dofir mengen ech, ass dee Verglach mat den Dokteren, wat d'Fixatioun vun den Tariffer betrëfft, net pertinent.

Déi Iddi, dass déi Partei, déi e Prozess verléiert, soll d'Integralitéit vum Géigner sengen Affekotekäschten iwwerhuelen, ass jo och net wierklech nei an et ass och elo schonn esou, dass dat via den Artikel 240 vum Nouveau Code de procédure civile méiglech ass, iwwregens och am Administratif. A wéi gesot, ech mengen net, dass dee System arbitraire ass, a mengen, dass en och keen Obstakel duerstellt fir de fräien Zougang zu der Justiz.

Et kënnt derbäi, dass een Är Argumentatioun och kann ëmdréien, wann Der sot: „Majo, wann ee fäert, dass ee seng Fraisen net erëmkritt, da wier dat fir deen en Omen, fir sech net an enger Affär ze engagéieren", ben, ech mengen, dass et ëmgedréit genausou richteg ass, wann ee seet, wann een elo am Zweifel wär, et mengt een zwar, et géif ee richteg leien, mä et weess ee jo awer net, wéi de Prozess ausgeet, well dat awer vu méi Elementer ofhänkt, an een da muss fäerten, nieft sengen eegene Prozesskäschten och an all de Fäll déi vun der Géigepartei mussen ze droen, dann ass dat fir Leit, déi do eng finanziell Erwägung matmaachen, mengen ech, mindestens potenziell genausou dissuasiv wéi dat anert.

Dofir, mengen ech, ass dat Argument a béide Richtunge genausou richteg, wéi et falsch ass, an et ass sécher keen Argument, wat nëmmen Är Thees géif ënnermaueren. An aus all deenen dote Grënn, mengen ech, dass de System, deen haut dem Riichter et iwwerléisst, deen Deel vun den Affekotekäschten, deen, wéi den Text et seet: „Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie" festzeleeën, zu Lëtzebuerg net brauch fundamental ze änneren. Déi Beispiller, déi et am Ausland gëtt, ronderëm eis, déi hu Systemer, déi net honnert Prozent iwwerzeegend sinn, déi och hir Schwächten a Lacunnen hunn. An ech mengen net, dass mer dofir zu Lëtzebuerg eise System op deem dote Punkt missten änneren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Dann huet den Här Reding nach d'Geleeënheet, fir eng Kéier nozehaken.

M. Roy Reding *(ADR).*- Just ganz kuerz. Ech mengen, ech huelen Akt dovun, datt de Minister net drun denkt, an iergendeng Reformrichtung ze goen, fir datt déi Partei, déi e Prozess gewënnt, kann hir Affekotekäschte recuperéieren. Mir sinn en désaccord op dem faktesche Punkt vum Artikel 240, wat fir eng Indemnité-de-procédurë gesprach ginn. Do wier et da vläicht emol eng Iddi, fir en Audit ze maache vun den Uerteeler, da gesitt Der selwer, wéi inequitabel dat gehandhabt gëtt, wéi Leit, déi zum Beispill eng Masuttsrechnung akloen, also e ganz klore Prozess, keng Indemnité de procédure kréien, an aner Justiciabelen, wou zum Beispill den Dierwiechter just e Feeler gemaach huet mat enger Zoustellung, zu dausend Euro Indemnité de procédure veruerteelt ginn. Ech kéint Iech elo hei wärend enger Stonn Beispiller opzielen. Ech mengen, do wier wierklech, wéi a ganz ville Saachen, en Audit qualitatif vun der Justiz néideg.

Et geet net duer, fir sech ëmmer nëmmen hanner Prinzipien ze verstoppen an ze soen: „Ma, do hu mer en onofhängege Gremium, deen do eppes fixéiert." Et muss een och kënnen hannerfroen, wat do decidéiert gëtt. An dat ass an der Praxis fir ganz vill Leit hei am Land en Hindernis zum fräien Accès op d'Justiz.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech diskutéieren, Här Reding, net mat Iech elo eenzel Geriichtsdecisiounen, well da misst een de ganze Fall kucken an all d'Elementer dovunner, da géif een dat vläicht och anescht kënne kommentéieren.

Dat gesot, mengen ech, eise System grondsätzlech - an Dir gitt elo Beispiller, déi ganz disparat sinn - ass eben esou opgestallt, dass en dem Riichter, ënner anerem, och en fonction vun der Situation économique vun där Persoun, déi de Prozess verluer huet, déi Appreciatioun iwwerléisst, fir kënnen eppes Nuancéiertes ze maachen, wat och reell ass am Kader vun engem Prozess a wat ebe justement dofir de Leit d'Méiglechkeet net ewechhëlt, op d'Geriicht ze goen, well se do awer iergendwou och eng Garantie hunn, dass et eng reell Decisioun ass, déi hirer perséinlecher ekonomescher Situatioun ka Rechnung droen. Dass dann natierlech ganz ënnerschiddlech Appreciatiounen dobäi erauskomme vun enger Affär op déi aner, ass keng onlogesch Saach, vu dass déi Leit, déi engem Prozess involvéiert sinn, notamment vläicht deen ekonomesch Schwaachen, och net kënnen zu enger Indemnitéit an enger méi grousser Héicht condamnéiert ginn.

Dofir de Fait, dass et ganz ënnerschiddlech Decisioune gëtt, berout dorop, dass de Riichter d'Méiglechkeet huet, dat unzepassen un d'Situatioun vun de Leit. An ech mengen nach ëmmer, dass dat net falsch ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hu mer déi erweidert Fro evakuéiert a mir géifen zu deenen nächste Projeten iwwergoen, d'Projete 6759 a 6762, wou d'Madamm Rapporteur scho prett ass a wou et ëm en Accord mat den USA iwwert den Echange vun Informatiounen a Saachen Terrorismus a grouss Kriminalitéit geet. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

6. 6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Déi zwee Projeten hänken och allen zwee ganz enk zesummen, dofir presentéieren ech se och zesummen. Se ginn herno allerdéngs eenzel ofgestëmmt. Déi zwee Projete sinn am Januar 2015 vun eisem Justizminister Braz deposéiert ginn.

Ëm wat geet et an deene Projeten? An deem éischte Projet 6759 geet et drëm, fir de Raster kloer ze setzen, deen dat Ofkommes, dat mer mat den Amerikaner ënnerschriwwen hunn - an zwar ënnerschriwwen hunn am Juni 2012, also vun der viregter Regierung -, an de Kader vun eiser Justiz a vun eisen Obligatioune setzt.

Déi zwee Ofkommessen, déi mer mat Amerika hei virleien hunn, déi ginn eigentlech zréck op Reaktiounen, woen ech bal ze soen, vum 11. September 2001, wou duerno decidéiert ginn ass, fir effektiv e bësse méi streng virzegoen an och den Echange vun Informatioune méi effektiv a méi séier kënnen ze maachen.

Mir missten haut déi Projeten och stëmmen, well dorunner ass eigentlech och de Fait gekoppelt, datt mir als Lëtzebuerger Residenten, als Lëtzebuerger net mussen e Visa ufroen, wa mer wëllen an Amerika, an d'Vereenegt State fléien, eriwwergoen. An dofir hei dann och dëse Projet de loi.

De Memorandum of Understanding ass u sech eng Gebrauchsanweisung, wou festgehale ginn ass, wéi d'Prozeduren oflafen, souwuel an Amerika wéi och hei zu Lëtzebuerg. Et ass e bilateraalt Ofkommes, dat iwwregens mat allen EU-Memberstate gemaach ginn ass. An doranner ass dann eben och fixéiert, no wéi enge Procedéen déi Informatioune solle lafen, well eben den Droit an iwwerhaapt déi Trennung tëschent Police a Justiz an Amerika anerer si wéi hei.

Hei ass et esou, an dofir huet och de Minister drop gehalen, fir e Projet de loi draus ze maachen, datt mer fir d'Informatiounen, déi kënnen op Ufro am Kader vun deem Memorandum eriwwer an Amerika goen, do Point-de-contacten hei festgehalen hunn - zu Lëtzebuerg sinn d'Point-de-contacte bei der Police judiciaire -, an all Informatioun, déi dann eriwwergeet, nodeems se ugefrot ginn ass, muss och ëmmer d'Autorisation préalable vum Procureur général d'État hunn.

De Procureur général d'État kann och Donnéeën, déi ugefrot gi sinn an déi sollte weidergeleet ginn, refuséieren, wann déi Donnéeën oder d'Transmissioun vun den Donnéeën eng Atteinte à la souveraineté ka sinn oder wann et eng Atteinte à la sécurité fir eist Land ass, à l'ordre public ou à des intérêts essentiels similaires du Grand-Duché de Luxembourg, awer och, wann d'Transmissioun Donnéeë sinn, déi mat Loi-militairen (veuillez lire: ze dinn hunn) oder déi eben net eng Infraction de droit commun sinn oder wa se eng Infraction politique sinn oder och, wann dat, wat ugefrot ass, iwwert dat, wat am Memorandum festgehale ginn ass, weider ewech geet.

Den zweete Projet de loi betrëfft effektiv en Accord contre le crime grave. Dat ass, wéi gesot, och en Accord tëschent de Vereenegte Staten a Lëtzebuerg. En ass ënnerschriwwe ginn den 3. Februar 2012, also och vun der viregter Regierung. An do geet et och ëm ee méi effikassen a méi séieren Austausch vun Donnéeën a méi präzis d'Recherche an d'Comparaison automatisée d'empruntes digitales oder vum Profil ADN, an et kënnen awer och Échanges d'informations à titre personnel oder non personnel à des fins de prévention du terrorisme par les moyens traditionnels et de façon non automatisée geschéien.

Deen Austausch vun Informatiounen, wéi e beschriwwen ass am Projet de loi 6762, dee gëtt et schonn tëschent Lëtzebuerg an deenen aneren EU-Memberstaten, an dat scho säit 2006. Dat ass also e bilateralen Austausch, dee mer och elo no deeneselwechte Prinzipien erweide-

ren op d'Vereenegt Staten. Och do zielen déiselwecht Restriktiounen oder deeselwechten Encadrement, datt all Autorisatioun eng Autorisation préalable vum Procureur général d'État muss hunn.

Dir wäert a mengem schréftleche Rapport och all d'Avise fannen, déi dozou gemaach gi sinn, souwéi d'Amendements gouvernementaux, wéi den Avis vum Statsrot, an dann och all Kéiers den Avis complémentaire vum Statsrot.

Eng Saach wëll ech awer hei nach ënnersträichen. Dat ass, datt mer och den Avis vun der Mënscherechtskommissioun a vun der Dateschutzkommissioun kritt haten an datt mer doduerch, datt mer entre-temps, dat heescht tëschent deem Moment, wou de Projet de loi deposéiert ginn ass, an do, wou mer am Fong geholl de Rapport ugeholl hunn, en „Umbrella Agreement" ënnerschriwwen hu mat de Vereenegte Staten. Ech ginn dorobber net an. Dat fannt Der och alles an den Explikatiounen.

Mä deen „Umbrella Agreement" am Fong geholl séchert all Dateschutzdonnée, déi muss geséchert ginn, net nëmme wat eis Gesetzer ubelaangt, net nëmmen och wat d'bilateral Accorden ubelaangt, mä den „Umbrella Agreement" geet wäit doriwwer eraus a gëtt also all Sécherheet, déi mer brauchen, wat den Dateschutz ubelaangt, a fënnt dann och den Accord positif oder d'Zoustëmmung vun der Dateschutzkommissioun a vun der Mënscherechtskommissioun.

An doduerch, datt mer deen „Umbrella Agreement" hunn, deen iwwregens den 1. Februar 2017 a Kraaft getrueden ass, kënne mer dee richtegen Equiliber fannen, engersäits tëschent enger méi effikasser a séierer Informatioun vun Donnéeën, wann et ëm Terrorismus geet, an anerersäits dem Dateschutz, dee mer awer hei och nach ëmmer wëlle ganz héichhalen. An dofir kann ech Iech zum Schluss och nach soen, datt déi gréng Fraktioun och wäert kënnen déi zwee Projet-de-loie stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice, der Madamm Loschetter, Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, de Stat huet - an all Rechtsstat - d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren. A wann d'Forme vun der Kriminalitéit, a besonnesch déi vun der Schwéierkriminalitéit, an den Terrorismus zielt do derzou, nei Formen unhuelen, da muss och de Stat sech déi Mëttele ginn, fir dass d'Police an d'Justiz déi Forme vu Kriminalitéit kënne bekämpfen. An dozou zielt och d'Kooperatioun mat anere Partnerstaten.

Duerfir steet d'CSV och ganz kloer zum Prinzip vun dësen zwou Konventiounen. Mir fannen et och an der Rei, dass déi Informatiounen, déi ausgetosch ginn op Basis von deenen zwee Instrumenter zwësche Lëtzebuerg an Amerika, déi Polizeidate beinhalten grad wéi Justizdaten, nëmme kënnen ausgetosch ginn ënnert dem ausdrécklechen Accord vun dem Procureur général. Et ass dat, wat nogebessert ginn ass an dësem Gesetzesprojet.

D'Madamm Loschetter huet d'Portée vun deenen zwee Accorden erkläert. Si ass just op eppes - an dat bedaueren ech, an dat ass och d'Ursaach, firwat dass d'CSV sech beim Rapport enthalen huet, well de Rapport déi Prezisiounen och net beinhalt - net agaangen, näämlech dee juristesche Problem, deen awer besteet an der Aart a Weis, wéi déi zwee Accorden an der Chamber traitéiert ginn.

An et brauch een do net laang ronderëm de Bräi ze schwätzen. Et muss ee just d'Konklusioune vun der Justizkommissioun aus der Chamber vum 18. November 2015 kucken, déi Folgendes festhalen: «L'Accord sous examen, ensemble avec ses annexes, dont le document contenant les procédures de mise en œuvre qui en fait partie intégrante, doit être formellement approuvé par la Chambre des Députés. La publication, qui doit porter sur l'ensemble des dispositions formelles de l'Accord, en est une condition légale préalable.» Wéi gesot, dat ass de formelle Procès-verbal vun der Chamberskommissioun vun der Justizkommissioun.

Mir hunn also hei e Memorandum of Understanding, deen deen Échange d'informations virgesäit. An dee Memorandum of Understanding gesäit nach en zweeten Accord vir. En Accord, deen awer net public ass. An et ass eis gesot gi vum Justizminister, et ass op Nofro bei den Amerikaner - well dat war näämlech d'Demande vun der Justizkommissioun -, dass d'Amerikaner net d'accord sinn, fir dass deen Accord public gëtt.

Soudass mer eigentlech zu Lëtzebuerg an enger Situatioun sinn, wou mer en Accord hunn, deen direkt oder indirekt d'Rechter vun de Bierger betrëfft, deen awer net déi formell Prozedur vun engem Traité am Sënn vun der Wiener Konventioun iwwert d'Traitéen duerchleeft, dass deen nämlech muss duerch d'Chamber goen, public sinn, fir dass en d'Rechter vun de Bierger ka corroboréieren. Dat ass dee konkrete Punkt, wou de Problem ass, deen d'CSV och opgeworf huet.

Elo ass de Punkt: Wéi komme mer doriwwer eraus? D'Madamm Loschetter huet gesot, deen Accord oder déi zwee Accorde sinn ënnert der viregter Regierung ënnerschriwwe ginn. Dat ass richteg, mä déi rechtlech Ëmsetzung vun deenen Accorden obleit der jëtzeger Regierung mat deem besonnesche Problem, op deen ech hei opmierksam gemaach hunn.

Mir verstinn och, an d'Madamm Loschetter huet dat ënnerstrach, dass hei d'Amerikaner e sougenannt Visa-Waiver-System domat verbannen, soudass ënner Ëmstänn d'Amerikaner kéinte soen: „Majo, mir loossen d'Lëtzebuerger oder d'Leit aus deem Stat net méi areesen ouni Visa." Et ass natierlech keen, deen dat wëllt.

Vu dass hei, loosse mer soen, déi zwee Projete sech beweegt hunn zwëschent deenen zwou Legislaturperioden, stëmmt d'CSV sécherlech net géint deen Accord. Mir hunn eis bei deem Rapport enthalen. Mir géifen dat och elo maachen, et sief, dass de Justizminister seet oder dass e sech engagéiert am Numm vun der Regierung, dass déi Polizeidatebanken, op déi ech virdrun an der Ried iwwert d'Lag vun der Natioun higewisen hunn, endlech a kuerzfristeg och op enger zolitter legaler Basis wäerte fundéieren.

Ech mengen, mir sollen do net laang ronderëm de Bräi schwätzen. Souwuel d'Chamber wéi och d'Autorité de surveillance vum Artikel 17, déi am Dateschutzgesetz virgesinn ass, hunn dorobber opmierksam gemaach, dass bei eis zu Lëtzebuerg d'Polizeidatebanken net op enger adequater rechtlecher Basis foussen an dass een dat muss séier behiewen.

Wa mer also Polizeidaten echangéiere mat auslännesche Memberstaten, mengen ech, da wier et gutt, wann d'Chamber och géif drop pochen, dass déi Polizeidaten, esou wéi se traitéiert ginn, esou wéi se stockéiert ginn a wéi se och d'Rechter vun de Bierger betreffen, dass se och an deem Sënn op enger rechtlecher Basis foussen.

An deem Sënn war dat och de Sënn an Zweck vun där Motioun, déi mer an deem viregten Debat deposéiert hunn. An ob mer dëse Projet de loi matstëmmen oder ob mer eis dann enthalen, dat hänkt vun der Äntwert vun dem Justizminister a vun den Engagementer vun der Regierung op deem Punkt of.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Roth. An als Nächsten huet den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll och der Rapportrice Merci soe fir hir Rapporten. Bei deenen zwee Accorden hei, do geet et jo ëm den Informatiounsaustausch, haaptsächlech am Kader vun Terrorismusbekämpfung, am Kader vun dem Kampf géint Schwéierverbriechen. An et ass och scho gesot gi vun der Rapportrice, datt och hei eng Rei Obligatioune sinn, déi d'Amerikaner froen, fir datt och weiderhin d'Lëtzebuerger kënnen ouni Visa an d'Vereenegt Staten areesen. Bon, wéi gesot, d'Géigeleeschtung dofir ass awer, datt een hei an engem gewëssene Mooss Informatiounsaustausch da mat den Amerikaner, mat den USA organiséiert.

Ech wëll einfach soen: Vum Prinzip hier begréisse mir, datt deen Informatiounsaustausch ass, well et gesäit ee jo och an der Terrorismusbekämpfung besonnesch, datt d'Kooperatioun an och den Informatiounsaustausch e preventive Charakter kënnen hunn an datt doduerjer och an deene leschte Méint oder Joren déi eng oder aner Aktioune konnte verhënnert ginn.

Mir wëssen awer och, datt et hei ëm dat Sensibelt geet vun de perséinlechen Date vun de Biergerinnen a Bierger an datt een also och do trotzdeem muss kucken, ofweien: Wat fir eng Informatioune gëtt ee weider? Wéi gëtt ee se weider? U wie gëtt ee se weider? Einfach fir ze soen, datt och fir eis egal wéi och bei der Terrorismusbekämpfung d'Protection des données personnelles ëmmer wichteg bleift.

Et ass och scho gesot ginn: Mir hu jo och elo en Accord gemaach respektiv dee sougenannten „Umbrella Agreement" zwëschent der Europäeschen Unioun an den USA, wou also ganz héich Standarden an deem Austausch vun den Donnéeë garantéiert sinn, fir eis ze berouegen.

Vläicht just nach eng Remarque, opgrond och vun deem, wat de Virspriecher respektiv de Spriecher vun der CSV, de Gilles Roth, gesot huet, wou ech elo och net esou richteg eraushéieren hunn, wat dann definitiv hir Meenung ass. Si maachen dat nach ofhängeg vun där enger oder anerer Informatioun.

Et kann ee just soen oder et konnt ee just do feststellen, an dat war jo och am „Lëtzebuerger Wort" de 7. Abrëll elo dëst Joer - et ass schued, datt de Paul-Henri Meyers net do ass vläicht, well deen hätt och déi eng oder aner Remarque gemaach -, datt een d'Impressioun hat, datt do net onbedéngt déiselwecht Appreciatioun vun deem ganzen Dossier ass, wou eigentlech éischter de Paul-Henri Meyers seet, well och schonn do de Gilles Roth op eng Rei Problemer opmierksam gemaach hat, ech zitéieren einfach, datt dat sech éischter als en „Sturm im Wasserglas" géif erausstellen, datt eigentlech de Paul-Henri Meyers och gesot huet, datt do den Zousazprotokoll, eigentlech souwuel den Accord wéi de Memorandum, datt déi ëffentlech sinn, an datt eigentlech deen Zousazprotokoll och an der Kommissioun presentéiert gi wär, datt souwuel d'Kommissioun wéi awer och de Statsrot gesot hunn, datt dat net d'Rechter vun de Bierger tangéiert.

Mä wann ech dat richteg verstinn, ass dat elo net méi de Problem. Elo ass et en anere Problem. Da ginn ech dovunner aus, datt dann de Justizminister nach eng Kéier dorobber wäert agoen.

Wéi gesot: Mir als Demokratesch Partei, als Fraktioun vun der Demokratescher Partei sinn awer iwwerzeegt, datt hei héich Standarde sinn, och am Sënn vun der Protektioun vun den Donnéeë vun de Leit an datt mir also eisen Accord kënnen zu deenen zwee Projete ginn.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo, ech mengen, Dir hutt den Här Roth direkt ugeschwat. Ech géif em d'Wuert direkt gi fir eng Prezisioun.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wier frou, wann de Paul-Henri Meyers hei wier, well dann hätt en dem Här Berger eigentlech dat gesot, wat en och schonns an der Justizkommissioun gesot huet, nämlech: „Et gi keng Geheimverträg." «Un membre du groupe politique CSV renvoie à l'article 37, alinéa 3 de la Constitution qui dispose que les traités secrets sont abolis.»

(Interruption par M. Eugène Berger)

Neen, neen, neen. An da liese mer dat, wat och an der Déngen zréckbehale ginn ass: «L'Accord sous examen, ensemble avec ses annexes, dont le document contenant les procédures de mise en œuvre (…)» - an dat, wat net der Chamber haut pour approbation virgeluecht ass -...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Dat hunn ech gesot, Här Roth…

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...«(…) qui en fait partie intégrante, doit être formellement approuvé par la Chambre des Députés.» An d'Chambre des Députés, dat ass net eng Asiicht vun engem Dokument, wat een herno erëm ofgëtt, wat just d'Membere vun der Justizkommissioun hunn. Kommt, mir sollen elo net weider driwwer diskutéieren! Mä Dir wësst ganz genee, wou de Schong dréckt. An op deem Punkt do dréckt en.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An elo huet den Här Alex Bodry d'Wuert, bei deem ech mech entschëllegen, well ech hat en e bësse recaléiert, zu Onrecht.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci. Dat ass net schlëmm. Jo, et ass net schlëmm. Ech ka mech jo hei nach an d'Diskussioun amëschen, fir dann och e puer Pefferkärecher hei bäizeleeën zu deem dote Volet vun der Diskussioun.

Fir d'Éischt wëll ech soen, dass mer et och hei mat zwee Accorden ze dinn hunn, déi als Ursaach Nine-Eleven hunn, déi awer och weisen, wann Amerika gären eppes hätt, wéi Amerika sech kann duerchsetzen. Mir hu jo schonn an engem aneren Domän gesinn, dass wann d'USA Drock maachen, se duerchaus kënne liicht esou Accorde kréien, méi liicht op jidde Fall, wéi all aner Länner op dësem Planéit. An hei ass e Beispill dovunner.

Elo menge mir awer och als LSAP-Fraktioun, dass et Sënn mécht, fir esou en Accord hei ofzeschléissen, quitte dass mer déi al Diskussiounen nach wäerten erëm féieren. Ech denken, wann d'Vertrieder vun déi Lénk erauskommen, da wäerte mer déi laang Diskussioun hunn: Wat ass Terrorismus? Wat sinn déi Infraktiounen, déi drënner falen?

Mä mir falen hei op all déi prinzipiell Debatten zréck, déi mer schonn an deem Zesummenhang iwwert déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg gefouert hunn. Nach hu mer elo eng national Legislatioun an deem dote Beräich. Mir hunn europäesch Texter an deem dote Beräich. An hei kënnt also e bilateralen Text mat derbäi, deen an äänlecher Form jo och an anere Länner elo guttgeheescht ginn ass mat Amerika, well d'Amerikaner do natierlech direkt och d'Méiglechkeet vu Visafräiheet un d'Zoustëmmung vun deem Accord hei gekoppelt hunn.

Mir sinn der Meenung, dass opgrond vun deenen Avisen, déi erakomm sinn, opgrond vun deenen Amendementen, déi d'Regierung proposéiert huet, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, dass deen Text u sech als Text an der Rei ass. Ech fannen et och sécherlech gutt, dass op där enger Säit kloergestallt ass, dass am Prinzip all d'Informatioune wäerten zentraliséiert weidergereecht ginn, nodeem kontrolléiert ginn ass, ob mer an den Hypotheese vun deem heiten Accord dra sinn, dass also iwwert de Procureur général dat Ganzt gemaach gëtt, an net, wéi dat am Ufank virgesi war, dass dat soll iwwert déi eenzel Justizinstanze ka geschéien.

Et ass, mengen ech, eng gutt Saach, dass mer och eng eenheetlech Interpretatioun dann och vun den Texter kréien iwwer eng Stell. Dat vereinfacht och, mengen ech, deen Informatiounsfloss, deen duerchaus ka vu béidsäitegem Notze sinn: fir d'USA wéi och fir déi Lëtzebuerger Säit.

Op där anerer Säit ass et, mengen ech, och positiv, dass mer eng Rei berechtegt Kriticken oder Ängschten, déi ee konnt formuléieren, wat den Dateschutz ugeet, elo mat deem „Umbrella Agreement", wat d'EU ofgeschloss huet, mat Amerika ofgedeckt hunn, an deen elo schonn zënter dem 1. Februar 2017 hei och a Kraaft ass. Soudass mer also do och eng juristesch zousätzlech Ofsécherung kritt hunn, déi och dann hei spillt bei deem heiten Accord respektiv dem Memorandum of Understanding, déi mer haut wäerte guttheeschen.

D'LSAP-Fraktioun wäert déi zwee Texter hei stëmmen. Ech wëll awer och e puer Wuert soen zu där Diskussioun, déi vun CSV-Säit elo erëm eng Kéier hei opgeworf ginn ass, déi eis och eng Zäitche beschäftegt huet an der Commission juridique, mä net nëmmen an der Commission juridique. Mir haten och an der Conférence des Présidents rieds iwwert déi dote Fro.

An du hu mer jo och - dat huet den Här Roth elo net gesot - en Avis gefrot gehat beim Ausseministère, dee jo och komm ass. An deen huet esou vill Wäert wéi eng Diskussioun, déi mer an der Commission juridique hei hunn. D'Commission juridique ass jo kee Geriicht, wat e Recht sprécht. Dat si mir alleguerten! Dat sinn déi 13 Membere vun der Chamber, déi Member vun deem Gremium sinn. An déi Diskussioun, déi ass jo weidergaangen.

Hei ass elo zitéiert gi vun engem Procès-verbal, wou ech awer weess, dass duerno awer nach aner Diskussioune gefouert gi sinn. Notamment ass duerno och deen Avis vun den zoustännege Stelle vun dem Ministère des Affaires étrangères komm, deen awer, mengen ech, richtegläit, andeem e seet, dass Accord politique net Accord politique ass, an dass u sech, wat selbstverständlech muss engem Parlament virleien, wou e Parlament muss driwwer ofstëmmen, dat ass, wann et sech ëm en normativen Text handelt.

Wann et also en Text ass, deen Norme festleet, ass et normal, dass deen nëmme kann a Kraaft trieden, wann en och vum Parlament guttgeheescht ass. Wann et awer nëmmen eng reng technesch Fro ass oder eng politesch Absichtserklärung ass... Nach viru Kuerzem huet d'Regierung - ech gesinn, et ass och eng Question parlementaire, mengen ech, do eragaangen - mat Portugal eng Rei vu politeschen Accorde gemaach, wéi et där politesch Accorden am Beräich vun der Arméi - wéi laang schonn? - mat der Belsch gëtt, déi ni duerch e Parlament gaange sinn, wou mer einfach politesch eng Absichtserklärung maachen, ze kooperéieren an eenzelne Beräicher, wou dat awer u sech keng aklobar Rechter sinn, déi eng aner Säit kéint elo viru Geriicht geltend maachen, respektiv Norme sinn, déi ee festleet, wou Drëttpersoune sech missten drun halen. Wann et alles dat net ass, mengen ech, da si mer hei am Beräich vum méi Politeschen oder vum Technneschen, Administrativen, wou et net néideg ass, dass e Parlament zoustëmmt.

A wann ech kucken, ëm wat et hei geet, well et ass jo keen absolutt Geheimnis, dass awer och deen Text eis ee Moment bekannt war an d'Regierung eis och nach eng Kéier affirméiert huet, dass si och d'Interpretatioun huet, dass dat heiten u sech keen normativen Text ass, dee muss duerch d'Parlament goen, mengen ech, dass fir mech déi dote Fro geléist ass. Sou-

dass ech also mengen, dass een do duerchaus ka berouegt den Accord stëmmen, ouni dass ee muss nach aner Texter hei formal guttheeschen, well déi vum Inhalt hier net brauchen d'Sanktioun vum Parlament ze hunn.

Wat ech just net esou richteg verstanen hu bei der Interventioun vum Här Roth, dat war: D'CSV huet dat dote kritiséiert an dann awer eng Konditioun zur Ofstëmmung gestallt, déi eigentlech mat deem doten näischt ze dinn huet. Do wär ech vläicht frou, wann een do kéint dee Gedankegang méi kloer gemaach kréien, wéisou en d'Fro vun engem Netguttheesche vun engem Deel vun deem Accord duerch d'Parlament opwërft, an e seet jo: „Wa mer elo déi néideg Assurancë kréien, dass d'Regierung d'Efforte mécht, fir dat Reglement bei der Police ze kréien, wat d'Datebanken ugeet, un deem schonn zënter zwanzeg Joer gedoktert gëtt, da si mer d'accord, deen heiten Text ze stëmmen." Ech hunn dee Lien net richteg verstanen.

(Interruption par la présidence)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech äntwerte kuerz dodrobber. Mä, Här Bodry, ech hunn dat virdrun och gesot: Dat, wat jo hei echangéiert gëtt, dat si jo Donnéeën, déi entweder d'Police oder d'Justiz huet. A wann et Polizeidonnéeë sinn, déi echangéiert ginn, da sollte mer, mengen ech, wéinstens emol zu Lëtzebuerg kucken, dass déi Donnéeën, déi eventuell da vu Bierger echangéiert ginn, zumindest op enger zolitter juristescher Basis kollektéiert goufen. Et ass dat, wat ech domadder wollt soen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Roy Reding elo d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Also mir als ADR wäerten d'Approbatioun ginn zu deenen zwee Accorden. Ech ginn dem Här Bodry absolutt recht, et geet hei ëm eng technesch Annex zu engem Traité, deen net muss der Ratifikatioun ënnerleien. Genau datselwecht hu mer an anere Fäll. Dat kënne militäresch Traitée sinn, wou Donnéeën dra sinn, déi net fir de Public bestëmmt sinn. Hei geet et ëm Adressen, ëm Kontaktpunkten, et ass eng technesch Annex.

Par contre, wou ech em net recht ginn, dat ass d'Iwwerinterpretatioun, ab wéini en Traité normativ ass an ab wéini et just eng politesch Absichtserklärung ass. Mir sinn der Meenung, all Traité, egal wéi en heescht, och wann e Memorandum heescht, ass der Ratifikatioun ënnerworf, soubal wéi Obligatiounen agaange ginn. Dat eent ass eng Absichtserklärung oder technescht Ofkommes, do ginn ech lech recht. Mä soubal wéi wierklech bannend Engagementer agaange ginn, muss dat dem Parlament soumettéiert ginn. An dat ass haut net ëmmer de Fall.

Ech erënneren do notamment un d'Programmes indicatifs de coopération zum Beispill, wou mer Engagementer aginn, an déi haut net der Ratifikatioun ënnerleien. An do, denken ech, leie mer falsch par rapport zu eiser Verfassung.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Reding. An als leschte Riedner huet den Här Marc Baum d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn zwee Problemer mat deenen zwee Accorden hei, sur la forme et sur le fond. Sur la forme, den Här Bodry huet et ugeschwat: Et gëtt en Annextext, e sougenannten Zousazprotokoll iwwert d'„implementing procedures" vun deeen doten Accorden, vun deem den Här Bodry seet, dat wier net normativ, wou eng länger Diskussioun war an der Justizkommissioun. An ech sinn net Member, ech gehéieren net zu deenen 13 Membere vun der Justizkommissioun. Deen Text läit mir net vir. Ech hunn och keen Zougang dozou, well ech eben net Member vun där Kommissioun sinn. An domat ass et fir mech faktesch onméiglech als Deputéierten, den Zougang zu deem Text, deen eigentlech implizitt mat an deenen Accorden dran ass, ze kréien. Dat ass dat Eent.

Dat Zweet ass sur le fond. Effektiv, den Här Bodry huet et och ugeschwat, et bleift déi éiweg Problematik ronderëm de Begréff Terrorismus, deen net konkret Infraktioune viséiert, mä einfach nëmmen e Seuil vu maximum engem Joer. Alles, wat iwwer e Joer punissabel ass, kann zu deem Begréff gehéieren. Dat kënne ganz villsäiteg Faiten, Fait-de-sociétéen oder Infraktioune sinn. A mir mengen, datt et grad an dësen Zäiten, wou een och vläicht op amerikanescher Säit gesäit, datt e President mat ganz komeschen Zorte vun Dekreten zumindest probéiert, d'Arees vu Leit ze verhënneren, ëmsou méi gefäierlech ass, esou Accorde wéi deem heiten einfach esou seng Zoustëmmung ze ginn. An dat wäerte mir net maachen a stëmmen och dergéint.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Et ass schonn drop verwise ginn: No den Attentater vum 11. September 2001 hunn d'USA hire Visa-Waiver-Programm iwwerschaft an hunn nei Konditioune festgeluecht fir Leit, déi an d'USA wëlle reesen. Lëtzebuerg als Memberstat vun der Europäescher Unioun ass an deem Programm mat dran an et war dofir an et ass dofir och wichteg, dass Lëtzebuerg déi néideg Efforte mécht, fir och an Zukunft an deem Visa-Waiver-Programm kënnen dranzebleiwen.

Dat Zweet ass, dass mer eng verbessert Kooperatioun mat den USA doduerch ustriewen fir den Informatiounsaustausch, net nëmmen an der Lutte géint den Terrorissem, mä vill méi oft a vill méi am Beräich vun der Lutte géint aner Forme vu schwéierer Kriminalitéit, wat wäert wesentlech méi oft do de Fall sinn.

Am Ufank sollt och en Accord gemaach ginn - dat, wat ech perséinlech och vill léiwer gehat hätt - tëschent der EU an den USA als Ganzt an net (veuillez lire: an et war net geplangt), dass mer op de Wee gi vu bilateralen Accorden. Mir hunn dat zum Beispill zënter 2003 am Beräich vun Entraide judiciaire pénale tëschent der Europäescher Unioun an den USA. An dat wär och definitiv dee bessere Wee gewiescht. Bon!

Et ass esou, dass am polizeileche Beräich vum Informatiounsaustausch awer d'Regimmer an den eenzelne Memberlänner ganz ënnerschiddlech sinn, ganz verschidde sinn an dass et dofir grouss Schwieregkeete gouf, op ee gemeinsamen Nenner bannent den EU-Länner ze kommen en vue vun där Negociatioun mat den USA an dass dofir schlussendlech déi Pist fale gelooss ginn ass an dass d'USA mat den eenzelnen EU-Länner deen doten Accord ofgeschloss huet. Woubäi Lëtzebuerg, wann eis Informatioune stëmmen, dat lescht Land elo ass, wat deen Accord do ëmsetzt. Mir hunn eis net ze vill presséiert, fir deen Accord do ze realiséieren.

Déi zwee Texter sinn, et ass scho gesot ginn, vum François Biltgen negociéiert a fir Lëtzebuerg och ënnerschriwwe ginn. Dozou gehéiert och, dass d'„implementing procedures" net solle public gemaach ginn. Ech kommen nach herno eng Kéier dozou. Do huet de François Biltgen am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung a vum Lëtzebuerger Land säi Wuert ginn, dass dat net géif public gemaach ginn. Dat kann ee kritiséieren, mä ech mengen, et steet der heiteger Regierung gutt zu Gesiicht, wa se d'Kontinuitéit tëschent Regierungen assuréiert, och op Texter, déi si net selwer negociéiert huet, an och wa Saachen dra sinn, déi ee vläicht, well een net all d'Informatiounen huet, ka kritiséieren. Op jidde Fall sti mir zum Här Biltgen sengen Texter, wéi e se negociéiert huet.

Mir wäerten also haut de Mëtten zwee Projet-de-loien zur Ofstëmmung bréngen. Deen éischten, de sougenannte Memorandum of Understanding, erlaabt et, dass tëschent Lëtzebuerg an den USA Informatiounen ausgetosch ginn iwwer Leit, déi an enger Enquête géint terroristesch Infraktiounen implizéiert sinn. Op béide Säite gëtt et dofir eng sougenannte Kontaktstell, déi designéiert gëtt. Op Lëtzebuerger Säit ass dat natierlech am Prinzip d'Police judiciaire, op der amerikanescher Säit de sougenannten Terrorist Screening Center, eng spezifesch US-Antiterrorismusagence.

Wichteg ass awer, an deem Kontext ze ënnersträichen, dass vu Lëtzebuerger Säit aus nëmme kënnen Informatiounen ausgetosch ginn, wann de Procureur général d'État et erlaabt. Et ass och am Artikel 3 vum Projet de loi esou virgesinn. An et schéngt mir relativ evident, dass de Procureur général an dësem Kontext déi entscheedend Roll soll iwwerhuelen, well hien et och ass, dee bei der Konventioun iwwert d'Entraide judiciaire an der Extraditioun haut, a leschter Instanz, decidéiert, ob Rechtshëllef accordéiert gëtt oder net, respektiv ob eng Persoun un en anere Stat ausgeliwwert gëtt oder net.

Wichteg ass och nach ze wëssen, dass d'Fro, wéini eng Persoun als Terrorismusverdächtege gëllt, net vum Memorandum selwer decidéiert gëtt, mä nom jeeweilegen nationale Recht. Zu Lëtzebuerg also, wa mir d'Demande ze beäntwerten hunn, gëtt dat no Lëtzebuerger Recht beäntwert an net no amerikaneschem Recht. Ëmgedréit, wa Lëtzebuerg eng Demande géif maachen un d'Adress vun den USA, da géifen eis d'Amerikaner eis Demande beäntwerten no de Regele vum amerikanesche Recht an net vum Lëtzebuerger Recht. Mir iwwerhuelen also iwwert dësen Ëmwee hei keng Elementer vum amerikanesche Recht an eis Prozeduren. Et bleift d'Lëtzebuerger Recht.

Ee Punkt, deen dann och virdrun hei scho fir Diskussioune gesuergt huet, dat ass dee vun de sougenannten „implementing procedures". Fir hei all Damp aus dem Sall erauszehuelen: Et ass ganz kloer, haut kommen hei déi zwee Projet-de-loien zum Vott, den Accord an de Memorandum of Understanding. D'„implementing procedures" ginn haut net dem Vott vun der Chamber ënnerluecht. Do ass iwwerhaapt keng Diskussioun. D'Diskussioune si gefouert ginn an d'Konklusioune sinn och geholl ginn. Et kommen nëmmen zwou Saachen zum Vott: den eigentleche Memorandum an den eigentlechen Accord. Dat anert huet also net de Charakter vun engem Vott vun der Chamber.

Déi „implementing procedures" hätt een och duerchaus kënnen elo eréischt mat den USA negociéieren. Et hätt ee kënnen en Accord maachen an e Memorandum of Understanding, wéi dat ganz oft ass bei Gesetzestexter, a soubal déi hei an och op där anerer Säit gestëmmt wieren, hätt ee sech dann zesummegesat, fir ze soen: „Okay, a wéi setze mer dat elo konkret ëm? Wéi ee Service mécht dat bei Iech? Wéi heescht déi Persoun? Wat ass deem seng Tëlefonsnummer? Wat ass seng E-Mail-Adress?" Dat ass de Géigestand vun deem Dokument. Méi steet do net dran. Méi steet an deem Dokument basically net dran. A wa mer dat dann duerno verhandelt hätte mat der amerikanescher Säit, dann hätte mer hei am Land net eng eenzeg Sekonn doriwwer geschwat. Et ass eng ganz normal Geschicht, dat hu mer och an aneren Texter scho gemaach. An de Contenu ass net méi. Ech hunn trotzdeem - trotzdeem! - an der Commission juridique, obwuel de François Biltgen der amerikanescher Säit d'Zouso gemaach hat, dass dat géif e rengt Regierungsdokument bleiwen, dat Dokument verdeelt. All Member vun der Commission juridique huet deen Text am Grapp.

Ech verstinn den Här Baum, deen net Member ass. Wann Der awer méi oft komm wiert fir d'Debatt vun deem Projet, ech hätt absolutt kee Problem gehat, dass Dir och do wéi all déi aner e Bléck dierft drop geheien. Do steet iwwerhaapt näischt dran, vun deem ech mengen, dass et eng speziell Geheimhaltung misst hunn. Mä dat ass esou ofgemaach ginn, an dat, wat drasteet, ass wierklech net problematesch. Mä d'Dokument ass der Kommissioun bekannt.

Ech hunn och der CNPD dat Dokument geschéckt. An d'CNPD huet eis och en Avis doriwwer geschriwwen. An déi Froen, déi se soulevéiert hunn, sinn all am „Umbrella Agreement" beäntwert ginn. Ech hunn och mam Statsrot doriwwer geschwat. An de Statsrot war der Meenung, wann en Text keng Obligation-juridiquë schaaft, da brauch och de Statsrot keen Avis doriwwer ze schreiwen. De Statsrot mécht Avisen zu Texter mat normativem Charakter, déi Obligation-juridiquë generéieren. Dat ass hei net de Fall. Da brauch de Statsrot deen Text emol net ze kréien, fir en Avis ze schreiwen.

Ech hoffen, dass domadder all Damp aus dem Sall eraus ass, well soss huet een d'Impressioun, do stéinge Saachen dran. Och déi Argumentatioun, déi do gemaach ginn ass iwwert den Artikel 37 vun eiser Verfassung, iwwer: „Les traités secrets sont abolis."

Dir hutt dat hei erwäänt, Här Roth, Äre Fraktiounskolleeg, den Här Meyers huet Iech dat beäntwert. Dat hei erfëllt ni de près, ni de loin de Charakter vun engem Traité. Dat hei betréfft deen Artikel net, well et ass keen Traité secret. Et ass en techneschen Attendum, esou wéi dat permanent gemaach gëtt. Den Här Meyers huet selwer an der Kommissioun d'Beispill genannt aus där Zäit, wou hie sech nach méi am Land och mat de Froe vun de Pensiounen ofginn huet, dass do och tëschent de Verwaltungen Accorden dann ofgeschloss ginn, wéi een iwwert d'Grenz eraus am Renteberäich Exekutioune vun der nationaler Legislatioun mécht, well do ganz oft Leit an zwee oder souguer dräi Länner Rechter erworben hunn. Dat ass dofir keen Traité secret.

Dofir kommt, mir halen op hei, ech weess net wat, an de Raum ze setzen, wéi wann hei géifen héich brisant Saache geschéien. Dat ass absolutt net de Fall. An da sollte mer dat och dofir net esou duerstellen. Dat heite fält net drënner. Mir haten et och beim Renegade-Gesetz genau d'selwecht gemaach. An ech mengen och, dass dat kee Problem ass.

Mir hunn also hei als Regierung probéiert, maximal Transparenz gëllen ze loosse vis-à-vis vun der Chamber, vis-à-vis vun der CNPD, vis-à-vis vum Statsrot. Dofir de grâce, maacht eis do keng Ënnerstellungen!

Wat den Accord selwer betréfft, do geet et, wéi gesot, ëm den Austausch, och vun ADN-Profiller a vu Fangerofdréck. Do gëtt et e System, deen iwwer Computer funktionéiert mat „hit/no-hit", dat heescht, wann eng Demande kënnt, da fënnt déi Demande tëschent Computere statt. A wann déi hei net bekannt ass, da seet de Computer: „Dat kenne mer net!" Sollt de Computer dat kennen, dann ass de System net méi an den Hänn vun de Computeren, mä da geet et och hei erëm eng Kéier eriwwer bei déi zoustänneg Plazen. Dat ass dann de Procureur général d'État, deen dann och do erëm eng Kéier muss den Accord ginn, fir dass dat dote kann ausgetosch ginn. Et ass also e System, wou mer weiderhin och eng Kontroll maache vun deem, wat ausgetosch gëtt. An zum Beispill, wann zu Lëtzebuerg e Schwéierverbriche géif stattfannen, wou mer DNA-Spuere oder Fangerofdréck fannen, da schécke mer dat haut un alleguerten eis Partner an der Europäescher Unioun an an Zukunft och un d'USA, déi mer genau d'selwecht behandelen, wéi all eis Partner bannent der Europäescher Unioun, net anescht.

Dat, wat mer elo mat Amerika ufänken, gëtt et an der Europäescher Unioun schonn zënter enger Rei Joren an dat fënnt all Mënsch komplett normal, wéi dat do organiséiert ass, zu Recht. Hei huele mer si just mat an deen dote Circuit eran an ëmgedréit och. Et kéint also e Verbriechen zu Lëtzebuerg begaange gi vun engem amerikanesche Bierger, deem mer kéinte mat dësem Instrument op d'Spuer kommen, well an Amerika an enger Datebank deem seng DNA-Spueren oder Fangerofdréck wieren. Dat hëlleft hei och, Verbriechen opzeklären. Et ass also keng Einbahn, wou mir elo géifen den Amerikaner Donnéeë vu Lëtzebuerger Bierger oder Residentë ginn. Dat ass absolutt net de Fall. An dat soll een och dofir net esou duerstellen.

A wat déi generell Regele vum Dateschutz betreffen, Här President, wëll ech och kloer soen, wat den Alex Bodry scho gesot huet: Mir sinn zënter dem 1. Februar ënnert dem Schutz vum „Umbrella Agreement". Dat ass en Accord tëschent den USA an der Europäescher Unioun, wou et ëm eng relativ vast Approche zum Thema Dateschutz geet. Dat ass e ganz gudden Accord. Deen ass am Europaparlament vun all de Fraktioune vu lénks bis riets guttgeheescht ginn an deen erlaabt, dass mer hei eng wesentlech besser Situatioun elo hunn, wéi mer duerch eist nationaalt Dateschutzgesetz vun 2002 hätten. Dofir mengen ech, kënne mer haut roueg dësem Text zoustëmmen. Hei geschitt rechtsstaatlech näischt, wat net honnert Prozent en ligne wier mat eiser Verfassung an eise Gesetzer. An dofir wier ech frou, wa mer deen Text kéinte stëmmen, och d'Kolleege vun der CSV.

Zu der Motioun, soll ech dat direkt maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, maacht et direkt.

Motion

[La motion n°2 de M. Gilles Roth fut déposée en début de séance publique dans le cadre du débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) et renvoyée à la discussion sur les projets de loi n°6759 et n°6762.]

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Jo, just zu der Motioun. Den Här Bodry huet komplett recht, dat eent huet mat deem aneren direkt näischt ze dinn. Dat ass keng spezifesch Fro aus deem heite Gesetz.

Dir wësst awer, Här Roth, dass mer an deenen nächste Méint scho wäerten e Projet de loi deposéieren, well mer jo den europäeschen Dateschutzpaquet mussen zu Lëtzebuerg och ëmsetzen. D'Reglement, kloer, mä besonnesch d'Direktiv, déi mussen alle béid bis Enn Mee 2018 en vigueur sinn. Dee Projet wäert also relativ séier kommen an do wäerte mer genau déi dote Problematik, déi Dir an Ärer Motioun opwerft, diskutéieren.

D'Gesetz vun 2002 verlaangt no engem Reglement, mä bei der Ëmsetzung vun der Direktiv, do geet et jo nëmmen ëm Donnée-policièren a -judiciairen. Et si jo genau déi, déi Dir viséiert. Bei där Transpositioun vun der Direktiv kann et duerchaus sinn, dass Saachen, déi mer haut vläicht an e Reglement géife schreiwen, duerno am Gesetz wäerte stoen, bei der Transpositioun.

Dofir mengen ech, huet et elo net méi vill Sënn, an den nächste Méint nach onbedéngt dat Reglement, dat zënter 2002 fälleg ass, ze schreiwen. Mä mir sollten déi do Diskussioun féieren am Kader vum Gesetz iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv. Wann Der domat d'accord sidd, dass mer Är Motioun dohinner verweisen an déi Diskussioun, da wier ech ganz frou, wa mer haut eestëmmeg dat heite kéinten unhuelen, mis à part den Här Baum.

Merci.

M. Gilles Roth *(CSV).-* Dat ass kee Problem, Här Minister.

(La motion 2 est renvoyée à la Commission juridique.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Den Här Roth signaliséiert, dass dat okay ass. An da kéinte mer fir d'Éischt zum Vott iwwert de Projet 6759 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6759 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 6759 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum Vott iwwert de Projet 6762 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6762 et dispense du second vote constitutionnel

An och do ass d'Ofstëmmung elo amgaangen. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo gläich eriwwer.

58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass och de Projet 6762 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum)

An och do froen ech, ob d'Dispens vum zweete Vott an der Rei ass.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7083, en EU-Reglement am Beräich vun de Bankesaisien op Konten. Dann huet den honorabele Rapporteur, den Här Franz Fayot, d'Wuert.

7. 7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission juridique

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, dëse Gesetzesprojet ass no der consacréierter Formel en techneschen awer wichtege Projet. En adaptéiert eisen Nouveau Code de procédure civile, fir d'Emsetzung vun engem europäesche Reglement an eist Recht ze erméiglechen. Et ass dëst d'EU-Reglement mat der Nummer 655/2014 vum 15. Mee 2014.

Dëst Reglement gesäit eng uniform europäesch Saisiesprozedur op Bankkonte vun Debiteure vir a schaaft also eng Prozedur, wou Gläubeger wëlle vermeiden, dass Avoire vun hiren Debiteure verschwannen, bis d'Prozedur zu Enn ass. Dëst Reglement ass eng vun de Mesuren, déi am Programme de Stockholm virgesi sinn. Dat ass e Programm vun 2009, deen de Conseil européen verabschit huet a wou en déi Europäesch Kommissioun gefrot huet, fir verschidde Mesures provisoires virzegesinn, y compris Mesures conservatoires, fir eben ze vermeiden, dass Aktive verschwannen am Kader vun der Exekutioun vu Creancen, a wou en eben och da freet, dass d'Exekutioun vu Justizdecisiounen amelioréiert gëtt en rapport mat Bankkonten an den Avoire vun Debiteuren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wéi Der wësst, muss een en europäescht Reglement net formell an nationaalt Recht ëmsetzen. Dat ass direkt applikabel. An dëst Reglement ass och ab dem 18. Januar 2017 vun dësem Joer a Kraaft. An duerfir ass et urgent, dass mer dëse Projet de loi haut adaptéieren. Dëst Reglement ass applikabel an der ganzer Europäescher Unioun mat der Exceptioun vu Groussbritannien an och Dänemark. Et huet also och dat Gutt u sech, dass een am Brexit net muss en Exit vun dësem Reglement hei negociéieren. Dat mécht de Brexit e ganz, ganz wéineg méi einfach.

Mir mussen awer eis Zivillprozedur adaptéieren, fir dass dëst Reglement ka Wierkung hunn. Duerfir féiere mer an eist Recht en neien Artikel 685-5 an den Nouveau Code de procédure civile an, fir d'automatesch Unerkennung vun Ordonnances européennes de saisie conservatoire ze encadréieren an och d'Recoursë géint esou Ordonnancen, wann d'Prozedur da bis contradictoire ass.

Wat déi parlamentaresch Prozedur ugeet, do hu mer hei ganz schnell geschafft. De Gilles Roth huet elo d'éineschters a senger Ried zum État de la nation de Wonsch geäussert, dass mer solle schnell Direktiven am Beräich vun der Justiz ëmsetzen. Hei ass keng Direktiv, et ass e Reglement, mä mir sinn awer nawell hei ganz schnell. Dee Projet de loi ass deposéiert ginn de 27. Oktober 2016. De Statsrot huet säin éischten Avis den 13. Dezember 2016 ofginn. Dunn huet d'Regierung nach Amendemente gemaach zum Projet Enn Februar dëst Joer. Déi geriichtlech Autoritéiten hunn och eng Partie Avisen ofginn, déi och gréisstendeels befollegt gi sinn an den Amendements gouvernementaux, soudass dëse Projet konnt presentéiert gi bei der Commission juridique den 22. Mäerz.

De Rapport ass de 5. Abrëll adoptéiert ginn a mir sinn also haut da mat dësem Projet am Plenum. Dat ass schnell an ech mengen, dat ass och gutt, dass mer hei an dëser Matière esou schnell geschafft hunn.

Wourëms geet et bei dësem Projet?

Majo, et geet ëm, wéi gesot, eng Schafung vun enger „Procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires". Hei ass et esou, dass, wann en EU-Bierger eng Creance huet op en aneren EU-Bierger - dat ass ëmmer eng Situation transfrontalière - a wou Avoiren op engem Bankkonto sinn, en an engem anere Land an der EU déi ka saiséiere loossen, fir ze garantéieren, dass déi Suen eben net verschwannen. E kann dat maachen op all Niveau vun der Prozedur, dat heescht souwuel virun, wärend oder nodeem e Jugement au fond virläit, dat dann dem Gläubeger en Titre exécutoire gëtt.

Dëst Reglement wennt sech u bei Scholden am zivillen a kommerzielle Beräich. Et ass also e weidert europäescht Instrument, fir d'Effikassitéit am Recouvrement vu Creancen a fir d'Sécherheet ebe vu Kapitalfluxen an deem europäeschen integréierte Marché ze garantéieren.

Dir wësst, dass all Land äänlech Dispositiounen huet. Mir hunn och bei eis eng Saisie conservatoire, déi ganz äänlech fonctionnéiert wéi elo déi Saisie européenne, déi mer haut hei dann elo bei eis aféieren. Mä wann ee bis elo wollt eng Saisie maachen an engem anere Land, dann huet een dat misse maachen opgrond vun engem Titre exécutoire an am Kader vun den europäeschen Texter, notamment dem Règlement Bruxelles I bis, wou een dann huet fir d'Éischt missen eng Reconnaissance vun deem Titre kréien. Dat war och ëmmer - an ech weess dat och aus der Praxis - komplizéiert, well et huet ee missen, wann een eng Saisie am Ausland gemaach huet, all Kéiers bei en aneren Affekot goen. En auslänneschen Affekot ass all Kéiers eng liicht aner Prozedur. Dat heescht, dat ass mat ville Käschte verbonnen a mat enger gewëssener Lourdeur also, fir esou eng Saisie ze maachen.

Also ass dat heite wierklech en Instrument, wat et elo considérablement méi einfach mécht, fir esou Saisien ze maachen, transfrontière an engem aneren europäesche Land. Et kann een dat opgrond vun engem einfache Formulaire elo ufroen an dann eng Ordonnance kréien an dann zimlech einfach an anere Länner Bankkonte saiséieren. Déi national Prozedure bleiwen natierlech parallell bestoen.

Madamm Presidentin, just ganz kuerz, ech géif just gär ganz kuerz agoen op déi verschidde Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir déi europäesch Prozedur hei kënnen ze beusprochen.

Éischtens muss et sech, wéi gesot, ëm eng zivill oder kommerziell Creance handelen. Creancen aus Ierfschaften, Rechter, déi aus Régimes matrimoniaux, dat heescht Bestietnisregimmen, a Régimes patrimoniaux kommen, Rechter aus Faillitten, vu Sozialversécherung an aus dem Arbitrage sinn ausgeschloss aus dësem Reglement.

Zweetens muss et sech ëm e Litige transfrontalier handelen. Wat heescht dat? Ma dat heescht, dass entweder de Kont muss an engem anere Memberstat si wéi deen, wou d'Demande gemaach gouf, oder deen, wou de Creancier domiciliéiert ass. Reng national Creancë sinn also weider just vun der nationaler Prozedur viséiert.

Da muss et drëttens eng sougenannten „apparence certaine" vun der Creance ginn. Dat heescht, all Kéiers wa keen Titre exécutoire virläit, dat heescht, wann ee kee Jugement huet, muss ee beweisen, dass et op d'mannst offensichtlech oder dass et op d'mannst en apparence e seriöe Rechtsusproch gëtt.

Da muss, véiertens, eng gewëssen Urgenz virleien. Dat heescht, et muss e Risiko do sinn, dass déi Avoiren, déi ee gär saiséiert, drop an dru sinn ze verschwannen.

A leschtens dierf och keng parallell Demande virleie virun anere Geriichter en rapport mat där Creance.

Madamm Presidentin, ech wëll elo hei net an ze vill technesch Detailer vum Gesetz agoen, wëll awer ervirhiewen, an dat ass wichteg, dass an dëser europäescher Prozedur, gradesou wéi an eiser nationaler Saisiesprozedur, déi elementar Rechter vun all de Parteie garantéiert bleiwen. D'Gesetz suergt derfir, dass et net zu Abuse komme kann an dass souguer, ier eng Prozedur kann an d'Weeër geleet ginn, eng Rei Konditioune mussen erfëllt sinn.

Wéi gesot, an dat hunn ech schonn erwäänt, wien d'Saisie freet, muss beweisen, dass eng Schold besteet an dass déi Saisie noutwendeg ass. An dann huet deen, dee vun där Saisie betraff ass, natierlech och d'Recht, e Recours ze maache géint déi Ordonnance de saisie, déi dann aus engem anere Stat, aus engem anere Memberstat kënnt.

Et ass awer esou, dass, wéi dat bei Saisien üüblech ass, och bei eis, an enger éischter Phas déi Prozedur unilateral ass. Dat heescht, dass de Scholdner näischt dovunner weess, wat üüblech ass an ouni wat eng Saisie net kéint richteg fonctionnéieren.

Wat d'Kompetenz ratione valoris ugeet, esou hu mer einfach déi aktuell national Prozedur kopéiert, dat heescht, dass Scholden ënner 10.000 Euro ënnert d'Kompetenz vum Juge de paix falen, déi driwwer vum President vum Tribunal d'arrondissement traitéiert ginn. D'Riichter hu fënnef Deeg, fir ze tranchéieren am Fall, wou et en Titre exécutoire gëtt vun enger anerer Autorité judiciaire, soss muss bannent zéng Deeg eng Decisioun geholl ginn. An de Creancier huet dann 30 Deeg Zäit, fir Appell ze maachen.

Här President... Madamm Presidentin, pardon - den Här President ass dohannen, sorry -, zwee Punkten nach ganz schnell, fir op eis Aarbechten an der Kommissioun anzegoen. Et ass esou, dass, wann de Creancier Detailer huet vun der Bank, wann en d'Kontosnummer kennt, dann ass et zimlech einfach, dann ass et einfach an eisen nationale Prozeduren...

Madamm Presidentin, ech weess, dass ech iwwer meng Zäit sinn. Kann ech Zäit beusproche vu menger Fraktioun, fir fäerdeg ze maachen?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Jo, Här Fayot, erkläert dat, well et ass esou schwéier,...

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Jo, d'accord.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* ...well soss hunn d'Leit Schwieregkeeten ze verstoen, an et ass ganz wichteg. Ech ginn Iech Zäit.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Et ass effektiv e Punkt...

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Okay, Här Fayot, et ass un Iech!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.-* Et ass effektiv e Punkt, deen net onwichteg ass, dat heescht, wann de Creancier - an dat wëssen d'Confrèren hei am Raum -, wann een als Creancier Detailer huet vum Bankkonto, wann ee weess, wou en Debiteur säi Konto huet, dann ass et einfach, eng Saisie ze maachen. Da geet een do dohinner an da kritt een eng Déclaration affirmative gemaach vun der Bank an da weess een, dass eppes do ass.

Wann een dat net weess, da muss een u sech eng „fishing expedition" maachen. Da mécht ee Saisië bei all den Haaptbanke vun der Plaz an et hofft een, dass een iergendeng trëfft. D'Confrèrë wëssen och, Dir wësst vläicht och alleguerten, dass et schwiereg ass wéinst dem Secret bancaire, fir Déclaration-affirmativen ze kréie bei de Banken. Déi di sech ëmmer schwéier domat.

Dëst Reglement awer mécht et do méi einfach, well et gesäit vir, dass d'Creance, an dat ass am Artikel 14 Paragraf 1, do seet et: «que le créancier [qui] a des raisons de croire que le débiteur détient un ou plusieurs comptes auprès d'une banque dans un État membre déterminé,» - wann e guer näischt kennt - «mais qu'il ne connaît pas le nom ou/ni l'adresse de la banque, ni le code IBAN», et cetera, dat heescht, wann e keng Informatiounen huet, kann en nawell higoen an dann déi Autoritéit, an dësem Fall d'CSSF, déi mat där Saisie da befaasst ass oder mat der Collecte d'informations, opfuerderen, fir un déi Informatiounen do ze kommen. Dat ass en Avantage, deen national Creancieren net hunn. An hei bei eise Saisien, do kann een effektiv eng gewëssen Discrimination à rebours dra gesinn.

E leschte Punkt, dee mer och diskutéiert hunn an der Kommissioun a wou ech och a mengem Rapport eng liicht kritesch Observatioun dozou verfaasst hunn, dat ass de Fait, dass mer hei d'CSSF mat där Missioun mandatéieren, fir eben d'Kollekt vun deenen Informatiounen ze maache bei de Banken a fir déi och weiderzeginn un d'Autoritéit, déi se gefrot huet. An deem initiale Projet de loi war et esou, dass d'CSSF responsabel war fir d'Kollekt, mä dass mer dem Parquet général d'Missioun ginn hate fir d'Weiderleedung vun den Informatiounen. Dat ass awer op eng Opposition formelle vum Statsrot getraff, dee fonnt huet, dass d'europäescht Reglement dat net géif hierginn. Du si mer op en Dispositif iwwergaangen, wou eben elo d'CSSF souwuel d'Kollekt vun den Informatioune mécht wéi och d'Weidergab vun deeneselwechten Informatiounen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et kann een der Meenung sinn, dass dat net der CSSF hir Käraufgab ass. D'CSSF ass eng Autorité de surveillance prudentielle. Mir ginn hir hei duerch eng Ofännerung vun hirer Loi organique dës nei Missioun, déi am Beräich vun enger Procédure judiciaire ass. Bon, dat ass eng vun dräi méiglechen Optioune gewiescht,

woubäi keng entièrement satisfaisant ass. Et muss een, mengen ech, just drop oppassen, dass de Mode de financement vun dëser Missioun esou gestalt gëtt, dass der CSSF hir Independenz vis-à-vis vum Ministère des Finances net beréiert gëtt an net menacéiert gëtt.

Ech mengen, dat wär e wichtege Punkt, op dee mer hei missten oppassen, dass, egal wéi mer dat hei finanzéieren - well do muss wahrscheinlech elo een agestallt gi bei der CSSF, dat huet e gewëssene Käschtepunkt, fir déi Missioun do ze assuréieren -, mer dat esou maachen, dass d'CSSF weider ka wierklech hir staark Independenz par rapport zu der Regierung bewahren.

Voilà! Dat gesot géif ech dann hei ophalen. Ech géif natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Gloden.

(Concertation interne)

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Dëse Projet ass e konkret Beispill, datt Europa Avantagë fir seng Bierger matbréngt. An ech mengen, an enger Zäit wéi dëser ass dat net onwichteg ze ënnersträichen.

Dëse Projet de loi schreift sech am Fong an déiselwecht Perspektiv a wéi zum Beispill d'Reglement vum 12. Dezember 2006 iwwert d'europäesch Procédure d'injonction de payer. De But ass, d'Prozeduren ze vereinfachen, datt e Creancier am Kader vun engem Litige transfrontalier méi einfach u seng Sue ka kommen. Huet e Creancier Suen ze kréien, oder e mengt, en hätt Suen ze kréie vun enger Drëttpersoun, mä e fäert, datt d'Sue fort sinn, bis d'Affär um Fong toiséiert ass, kann en eng Saisie maachen. Hei ass elo datselwecht op europäeschem Niveau, dat heescht, wann et ee Litige transfrontalier gëtt en matière civile oder commerciale.

De Rapporteur ass op d'Detailer agaangen. Ech wëll déi elo net hei nach eng Kéier rappeléieren. Ech wéilt awer vläicht e konkret Beispill ginn.

Zum Beispill, een, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt an deen eng Creance bis zu 10.000 Euro en matière civile oder commerciale vis-à-vis vun enger Drëttpersoun huet, déi an Däitschland géif wunnen an déi och do e Konto huet, mécht eng Requête heiheem bei der Justice de paix a freet dann eng Saisie conservatoire européenne un. De Riichter gëtt eng Ordonnanz, déi dann zougestallt gëtt an Däitschland un déi relevant Autoritéit, fir eben do d'Suen um Konto ze saiséieren.

Een anere Wee erëm: Een, deen an Däitschland wunnt an eng Creance vis-à-vis vun enger Drëttpersoun huet, déi zu Lëtzebuerg wunnt, kann d'Prozedur an Däitschland declenchéieren, wann déi applikabel Kompetenzregelen dat do esou virgesinn. Huet een an Däitschland eng Ordonnanz, fir Sue bei enger Lëtzebuerger Bank ze saiséieren, da gëtt dës Ordonnanz un d'CSSF geschéckt, déi dann déi betraffe Persoun informéiert, op wat fir enger Bank den Debiteur, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt, d'Suen huet.

De Rapporteur ass op déi Diskussioun agaangen, wien da soll als Autoritéit zoustänneg sinn. Ech wëll dat elo zu dëser spéider Stonn net nach eng Kéier widderhuelen, wëll awer eng Kéier kuerz ënnersträichen, datt am Fong den Auslänner, deen hei dann zu Lëtzebuerg wëllt Suen op engem Kont saiséieren, e Virdeel huet par rapport zu engem Litige purement national, well d'Kolleegen heibannen, déi dann emol musse Saisië fir Clientë maachen, wëssen, datt dat awer eng „mer à boire" ass. Da muss een eng zéng, fofzéng Banken uschreiwen, well ee jo net weess, wou de Creancier forcement säi Bankkonto huet. An hei am Kader vun engem Litige transfrontalier kritt am Fong de Creancier vun der CSSF eng Hëllefstellung, déi de Creancier an engem Litige purement national net kritt.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet de loi selbstverständlech och matstëmmen. An erlaabt mer awer, och dem Franz Fayot Merci ze soen, datt e sech dëses Projet ugeholl huet, well et ass e Projet, deen extrem technesch ass. An hie war mat Sécherheet dee Richtegen derfir, fir sech där Saach unzehuelen.

Duerfir Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Reding huet d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech sinn extrem frou, datt de Rapporteur Franz Fayot an d'Verlängerung gaangen ass. Wéi esou oft ass et an der Verlängerung, wou et wierklech spannend ginn ass, well et ass näämlech de Knackpunkt. Hei gëtt net iergendwelchen auslännesche Creancieren eng Hëllefstellung geleescht, wéi de Kolleeg Gloden seet, hei gëtt ganz einfach d'Lëtzebuerger Bankgeheimnis ausgehiewelt. Dee Moment, wou ech e Lëtzebuerger Creancier sinn, muss ech, wéi de Franz Fayot richteg sot, entweder d'Bank kennen oder eng „fishing expedition" maachen. Sinn ech awer elo en auslännesche Creancier, da wenden ech mech un d'CSSF, an déi seet mer dann, wou mäin Debiteur Konten huet.

Dat ass fir eis absolutt inakzeptabel! Dat ass e Reglement, deem mir als ADR zu kengem Moment zougestëmmt hätten. Et ass eng kloer Diskriminatioun vun de Lëtzebuerger. Et ass en Aushiewele vun eisem Bankgeheimnis. An och déi Déclaration affirmative, dat ass dat, wann d'Saisie bis validéiert ass, datt ee gewuer gëtt: Sinn dann elo wierklech Suen do? Dat ass zu Lëtzebuerg, wéi de Franz Fayot (veuillez lire: de Léon Gloden) ganz richteg sot, eng „mer à boire". Ganz oft muss een et souguer usichen an d'Déclaration affirmative.

Hei muss d'Bank bannent dräi Deeg deklaréieren, ob Suen do sinn oder net. Et ass eng klipp a kloer Diskriminatioun vun de Lëtzebuerger Creancieren. An duerfir stëmme mir géint dësen Text.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wäert och ganz kuerz sinn. Effektiv ass et eng technesch komplex Matière, déi de Rapporteur awer hei exzellent exposéiert huet. Et gesäit een, datt en eppes vun där Matière versteet. Duerfir wéilt ech em och Merci soen, souwuel fir säi mëndleche wéi fir säi schréftleche Rapport. A mir bleift dann och nach just, den Accord vu menger Fraktioun hei anzebréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Keng weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall. Dann huet de Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech hunn deem, wat de Franz Fayot geschriwwen a gesot huet, och näischt bäizefügen. Den Här Gloden huet och nach eng Rei utile, méi praktesch Ergänzunge gemaach. Merci fir de mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech mengen, um Fong ass domat och alles gesot.

Ech wëll awer mat engem Wuert reagéieren op dat, wat den Här Reding gesot huet. Dir schwätzt vu Lëtzebuerger. De Pass spillt an dëser Diskussioun keng Roll. Hei ass e Reglement, dat gëllt fir sämtlech EU-Länner. Dat applizéiert sech op all déi Leit, déi hei wunnen, ob déi e Lëtzebuerger Pass hunn oder kee Lëtzebuerger Pass hunn. Hei ass de Kritär vum Resident, dee gëllt.

Zweet Remarque: Heivunner profitéieren och Lëtzebuerger Residenten, wa si selwer e Problem hu mat engem, deen an Däitschland, der Belsch oder a Frankräich ass. Hei gi mir net just eppes, hei kréien och déi Leit, déi hei wunnen, wann eng Lëtzebuerger Firma am Ausland schafft...

(Interruption par M. Roy Reding)

Jo, mä dat ass jo awer dat, wat... Mir hätte jo och vill méi Liichtegkeet mat dëse Reglementer, wa mer d'Bankgeheimnis net hätten. Mä d'Bankgeheimnis bleift awer zu Lëtzebuerg bestoen. Et gëllt just net an deenen transfrontalièrë Relatiounen. Mä dat, wat mer ginn, kréie mer och, well all Lëtzebuerger Firma oder Handwierksbetrieb, deen an der Belsch oder a Frankräich oder an Däitschland schafft, an do e Mauvais payeur huet, wäert opgrond och vun dësem europäesche Reglement an Zukunft och besser u seng Sue kommen. Dat ass also och eppes, wat ganz villen Handwierksbetriber wäert hëllefen, déi sech iwwert d'Grenz eraus kënnen exportéieren, fir dass och déi un hir Sue kommen. Dat soll een dann awer och vläicht fairerweis komplett duerstellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci fir déi Prezisiounen.

An da géife mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7083 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7083 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Prokuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 3-mol Neen. Dat heescht, de Projet 7083 ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Marc Angel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps (par M. Gilles Baum), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par Mme Josée Lorschée), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Gutt. Dann ass dat och esou decidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 7087. An ëm wat et geet, seet eis direkt d'Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter. Dir hutt d'Wuert.

8. 7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale

Rapport de la Commission juridique

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Dëse Projet de loi ass am November 2016 deposéiert ginn. Et ass e Projet de loi, deen am Ufank geheescht huet „portant adaptation de plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle"; deen elo heescht „Code de procédure pénale", an dee fréier geheescht huet „Code d'instruction criminelle".

Mir hunn dësen Titel vun deem Code am Februar 2017 geännert, wéi mer d'ABC-Gesetz hei an der Chamber gestëmmt hunn. Dat ass och d'Ursaach, firwat mer och elo eréischt mat dësem Projet de loi an d'Chamber kommen.

An am Fong geholl, dee Projet de loi, deen huet siwe kleng Adaptatioune vun deem Code de procédure pénale an ee Redressement vun enger Erreur matérielle. Et si kleng Saachen, déi et awer trotzdeem a sech hunn. Ech géif Iech gäre froen, fir all déi Avisen a mengem schréftleche Rapport nozeliesen, wann dat nach net geschitt ass. An ech géif Iech gäre just kuerz enumeréieren, wat dann déi Ännerungen oder déi Adaptatiounen duerstellen.

Éischtens kann de Procureur d'État sur autorisation... Also, wann de Procureur d'État seng Erlaabnis gëtt, kann een neierdéngs dann och elo d'Transmissioun vu Procès-verballen, vun Dokumenter iwwer Documents numériques sécurisés weiderginn. Déi Documents numériques sécurisés hunn dann och eng Valeur juridique.

Den zweete Punkt ass eigentlech e ganz wichtege Punkt. Neierdéngs wäert een och kënnen de Renvoi vun enger Affär vun engem Tribunal d'arrondissement bei en aneren Tribunal d'arrondissement eriwwerginn.

Drëtte Punkt; och e wichtege Punkt an e bësse méi en aktuelle Punkt. Mir féieren eigentlech de Juge unique a fir déi Infraktiounen, déi eigentlech mat de Sanctions automatisées vun de Radare vun deem Gesetz - den Artikel 12 vum Gesetz vum 25. Juli 2015 -, an dat ebe fir déi Stauen, déi Encombrementer, déi bei den Audienzen do sinn, wann eben dann eng Composition collégiale do ass. An Zukunft wäert dann e Juge unique dat kënnen iwwert d'Bün bréngen.

Véierte Punkt, dat ass de Port de menottes à l'audience. Dat gëtt kloer an deem neien Text elo zréckbehalen. An an Zukunft wäert et esou sinn, datt och eng Persoun, déi nach net inculpéiert ass, déi op d'Geriicht gefouert gëtt, do muss untrieden, datt se net méi muss oder net muss mat Menotten dohinner gefouert ginn an och do mat Menottë sëtzen, ausser et géif eng spezifesch Ursaach dofir ginn, déi dann och misst argumentéiert a gerechtfertegt sinn.

Fënnefte Punkt - dat gehéiert och zu der Moderniséierung vun der Justiz -: d'Suppression vum Courrier simple, well deen double Emploi eigentlech weiderhi keng Plus-value bréngt an trotzdeem eppes kascht. Also gëtt deen ewechgelooss.

Sechste Punkt. Dat ass eng Extensioun, datt ee kann „recourir à la procédure de l'ordonnance pénale (...), et ce dans l'hypothèse où les dégâts matériels causés ne sont pas encore réglés".

Dat heescht, déi Adaptatioun, déi erméiglecht dann och, fir den Tribunal ze dechargéieren a senger kollegialer Zesummesetzung.

Siwente Punkt... Dat war de siwente Punkt, pardon.

An da kënnt de Redressement vun enger Erreur matérielle, näämlech enger Réhabilitation de droit, wéi een dat am Droit nennt, iwwert den Delai, wärenddeem een net däerf erëm condamnéiert ginn. An dat ass näämlech deen, datt „le délai (...) peut uniquement commencer à courir à partir du jour de l'expiration de la peine...", dat heescht, wann d'Strof fäerdeg ofgesat ass, „...ou de la prescription accomplie".

Voilà, dat gesot, wéi gesot, eng Rutsch Adaptatiounen, déi awer wichteg Konsequenzen hunn, virun allem fir eng méi human Justiz. An net nëmmen, mä och aus deem Grond, wäert déi gréng Fraktioun sécherlech och dëse Projet matstëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapporteur. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen och der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht. D'CSV wäert dat hei matstëmmen. Ech wëll just awer op ee Problem, deen de Maître Gloden mer och signaléiert...

(Interruption)

Jo, Neen. Dat ass de Problem vun där sougenannter „Lettre simple". Wann ech richteg informéiert sinn, ass dat grad, wann d'Leit hir Protokolle kréie vun de Radaren. Déi kréie se jo de Moment nëmmen duerch Lettre recommandée. Dat heescht, wann ech...

(Interruption)

Jo, jo, mä wann ech mat engem Radar geblëtzt ginn, da ginn ech op d'Post an ech huelen da mäi Recommandé do of, dass ech ze schnell gefuer sinn. Wann ech gutt informéiert sinn, ass et eng Demande, fir zousätzlech zu där Lettre recommandée de Leit dat och duerch Courrier simple heemzeschécken.

(Interruption)

Jo.

(Interruption)

D'Associatioun vun de Huissiers de justice, déi seet och an deem Kontext hei, dass, wann ech eng Convocatioun fir op en Tribunal kréien, de Recommandé, dee bleift, dee muss ech also siche goen, mä d'Lettre simple, déi gëtt ofgeschaaft. An de Problem ass jo deen, wann d'Leit de Recommandé net siche ginn, da si se de facto net touchéiert. An ech wollt op dee Problem hiweisen. Ech ginn dervun aus, dass deen am Justizministère zesumme mat de Justizautoritéiten och gepréift ginn ass an dass de Justizminister och dozou Stellung hëlt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Roth. Dann huet den Här Bodry d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, och eis Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir hiren ausféierleche Rapport.

Et ass en Text, an deem e gemeinsame Punkt doranner besteet, dass sech alles ëm Ofännerungen handelt vum Code de procédure pénale, mä natierlech sinn et verschidde Sujeten, déi eigentlech behandelt ginn, déi awer an déi richteg Richtung ginn, an zwar an déi vun enger Vereinfachung vun de Prozeduren, a Richtung och vun enger Beschleunegung vun de

Prozeduren, wat, mengen ech, och zu enger moderner Justiz gehéiert.

Dat geet vun der Regelung fir d'territorial Kompetenze vum Untersuchungsriichter bis effektiv hin zu dem Zoustellungsmodus oder der Ausweidung vum System vun de Juge-uniquen. Dat ass gutt.

Ech ka mech erënneren, wat dee leschte Punkt ugeet oder deen zweetleschte Punkt ugeet, dee vun den Notificatioune vun den Decisiounen, dass et net allze laang hier war, ech ka mech nach drun erënneren, dass mer hei déi Ännerung agefouert haten, dass bei Zoustellungen och misst eng Lettre simple derbäikommen. Well ech weess, et war fréier nëmmen de Recommandé, well mer gesot hunn: „Dann ass wéinstens eng gewësse Garantie ginn. Se ginn e meeschtens net sichen." Et ass eng gewësse Garantie, dass d'Leit en awer zumindest kréien.

Elo schéngt jo awer déi Iddi, déi mer séngerzäit haten, vläicht net an der Praxis revolutionär gutt Effete gehat ze hunn. An ech denken, dass déi Leit, déi mat där Matière do ze dinn hunn, éischter zur Konklusioun kommen, dass den administrativen Opwand, dee muss gemaach ginn doduerjer, dass och nach en einfache Bréif zougestallt gëtt, eigentlech méi grouss ass, wéi déi Effeten, déi d'Regelung, vun där mer gemengt hunn, dass se gutt wär, elo bruecht huet, soudass se elo proposéieren, fir dat doten erëm ofzeschafen.

Also, ech akzeptéieren dat. Ech kann dat net iwwerpréiwen, mä ech denken, dass déi Demande jo dann net vum Himmel gefall ass an dass déi Leit, déi dagdeeglech mat deenen doten ze dinn hunn, eigentlech zur Konklusioun komm sinn, dass et net vill bréngt, zemools... Dat liesen ech hei an der Motivatioun och no, well si soen: „Dat bréngt eis bei der Preuve, ob mer d'Leit touchéiert hunn, bei enger Konvokatioun zum Beispill, net weider." Well d'Preuve bréngt eleng de Fait, dass d'Leit de Recommandé siche gaange sinn an de Beweis do ass, dass se e wierklech siche gaange sinn. Dann ass d'Preuve do, dass de Beschëllegte wierklech och erreecht ginn ass.

Mat enger Lettre simple huet zwar de Beschëllegten eng Informatioun kritt, wann en d'Boîte opgemaach huet an d'Adress gestëmmt huet, mä par contre ass et awer net kloer. Wann en dann net kënnt, weess d'Geriicht awer net méi, ob et ka soen, dass en erreecht ginn ass vun der Konvokatioun, oder och net.

An dat erkläert wahrscheinlech, dass si soen: „Dat hei ass kee Moyen de preuve fir eis, deen eis iergendwéi weiderbréngt." An duerfir si mir der Meenung, dass ee sollt deen dote System ofschafen. Ech denken, dass dat e bëssen d'Motivatioun ass, déi hei hannendrustécht, an déi kann een och akzeptéieren. Duerfr gesi mir eigentlech keng Schwieregkeeten, fir deen heiten Text ze stëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. An dann huet d'Madamm Beissel d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och der Madamm Loschetter Merci fir hire Rapport. Wéi virdrun hei ugeklongen ass: Et sinn eng ganz Serie vu Punkten, déi hei solle reforméiert ginn.

Just ee Wuert nach zu där Zoustellungsgeschicht. Ech mengen, mir sinn alleguerten an der Praxis mat deene Saache betraff gewiescht. Et ass ëmmer eng minimal Konditioun gewiescht wéinst der Sécurité juridique, an notamment wéinst der Date certaine, dass et huet mussen iwwer Recommandé gemaach ginn. Well et ass kee Riichter, deen am Prinzip eng Affär an den Deliberé geholl huet, wann net eppes duerch Recommandé zougestallt ginn ass, well en net sécher war, dass déi Partie, déi citéiert oder convoquéiert war, wierklech eng Méiglechkeet hat, fir dat ze kréien a fir sech kënnen ze verteidegen.

Dat sinn u sech d'elementar Regele vum Rechtssystem a vun der Defense. An duerfir war dat esou streng.

Et ass awer entre-temps och erauskomm, an duerfir ass och dee ganze System vun de Lettres simples komm: Et sinn e ganze Koup Débiteurs de mauvaise foi oder Leit, déi där Konvokatiounen en série kréien, déi gi systematesch, wann en Ziedel an der Boîte läit, se net méi sichen! Si hunn awer erausfonnt mat psychologeschen Etüden, vu dass de Mënsch dauernd virwëtzeg ass, dass se sech dann awer op eemol verroden hunn an der Sitzung a ganz genau woussten, wat an der Konvokatioun stoung, well iergendwéi bewisen ass, dass de Mënsch dann awer all seng Bréiwer opmécht. An da ware se informéiert, och wa se offiziell d'Recommandéen net kritt hunn.

An dat huet sech eigentlech u sech als Begleiterscheinung vun de Recommandéen elo agebiergert. Dat heescht, reng rechtlech, mengen ech, misst de Ministère kucken: De Recommandé muss op alle Fall bleiwen. Dat ass eng Saach vun der Sécurité juridique vun der Date certaine.

A bei deem anere kann ee kucken, wann effektiv eng Monsterserien do vu Bréiwer mussen erausgoe mat där Radarsgeschicht, hunn ech prinzipiell, soulaang wéi de Recommandé derbäi ass - bon, Lettre simple oder net -, domat hunn ech keng Etat-d'âmen, an, ech mengen, meng Fraktioun och net. Mir wäerten dat doten de toute façon stëmmen. Et misst ee vläicht kucken um Ministère, wéi d'Erfahrungswäerter sinn. An dat sinn och esou Saachen, do kann een nach ëmmer nobesseren.

Jiddefalls emol Merci fir de Moment.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Beissel. Ech mengen, et si keng weider Wuertmeldungen do. Dann huet de Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll als Éischt der Madamm Loschetter Merci soe fir hire Rapport, och fir dee Rapport vu virdrun, fir deen ech hir nach net Merci gesot hat. Awer och Merci all deenen, déi un dësem Projet de loi matgeschafft hunn. Do ware jo och nach Experte mat derbäi an der Kommissioun, notamment de viregte Procureur général d'État, deen eis bei dësen Aarbechten hei begleet huet.

Dat heiten ass ee vun deene Projeten, déi net ganz vill ëffentlech Beuechtung wäerte kréien. Et ass wéi oft an der Commission juridique, dass do Saache gemaach ginn, déi vu ganz gudder Qualitéit sinn an déi dann net an der ëffentlecher Duerstellung déi Plaz kréien, déi se eigentlech géife verdéngen. Dat ass eben esou. Domat gi mer jo och alleguerten eens.

De Projet ass och schwéier ze resuméieren, well e betrëfft eben eng ganz Rei vu Mesuren, déi méi breet opgestallt sinn. Et ass à la fois eng Kéier eng Moderniséierung. Wann zum Beispill Dokumenter an digitaler Form déiselwecht Valeur légale sollen hunn, ass dat definitiv eng Moderniséierung. Et huet awer och mat praktesche Iwwerleeungen ze dinn, wéi zum Beispill der Lettre simple, déi ofgeschaaft gëtt, awer och méi prinzipiell Iwwerleeunge wéi déi Fro vun den Handschellen an der Sëtzung.

Dat ass eng Fro, déi ass scho laang diskutéiert ginn. Et ass och bemängelt ginn, dass do déi Leit, déi do sëtzen, an aller Regel, wann et Prevenuë sinn, an Handschelle mussen do sëtzen. Et ass an Zukunft anescht. De Prinzip an och d'Rechtssécherheet ginn elo méi grouss. De Prinzip gëtt kloer. Et huet een do ze sëtzen ouni Handschellen, ausser de Riichter hätt e Grond, fir dat ze maachen. An dann däerf en dat och esou verfügen. An et huet awer och organisatoresch Elementer, wéi de Fait, dass mer wëlle bei de Verkéiersverstousser éischter an Zukunft op de Wee vum Juge unique goen.

Duerfir ass dat heiten, mengen ech, e ganz wichtege Projet, deen e groussen Impakt och huet, och wann e sech schwéier resuméieren an erkläre léisst fir eng Persoun, déi net am Alldag domadder schafft.

Wat déi Lettre simple betrëfft: Ech mengen, den Alex Bodry an d'Madamm Beissel hunn alles gesot. Déi Lettre simple huet eigentlech an der Praxis kee reellen Impakt gehat. Well déi Leit, déi de mauvaise foi waren, déi esou eng Lettre simple en plus vum Recommandé an hirer Boîte erëmfonnt hunn, déi hu ganz oft gesot: „Ma da ginn ech de Recommandé net sichen." Soudass déi Lettre simple en fait keng legal Wierkung hat.

Dat Eenzegt, wat wierklech funktionéiert, dat ass de Recommandésbréif. Da mussen d'Prozeduren eben duerno lafen, wéi mer se kennen, ob déi Persoun de Recommandésbréif da siche geet bei der éischte Kéier oder net. Mä Fakt ass: D'Lettre simple huet d'Leit informéiert, si hunn dat gelies, an dann hu se ganz oft decidéiert: „Ah, wann dat esou ass, da ginn ech déi Lettre recommandée guer net ofhuelen."

Si huet also, ausser datt se administrativen Opwand produzéiert huet, ausser dass se Fraise produzéiert huet, an de Prozedure bei deenen, déi de mauvaise foi waren, en fait guer keen Impakt a guer kee Wäert gehat. Duerfir menge mer, dass een dat soll ofschafen. Dat ass och d'Meenung vun all de Praticienen, déi heirobber geschafft hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth huet d'Wuert fir eng Präzisioun.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, ech eterniséiere mech net. Ech wëll just soen, am Kontext vun de Protokoller, déi ee kritt bei de Radaren, dass mengen Informatiounen no do just den ëmgedréite Wee gemaach gëtt, näämlech dass do de Recommandé ofgeschaaft gëtt an ersat gëtt…

(Interruption)

Jo dach! Do sinn d'Kolleegen aus der - wat ass et? - zoustänneger Kommissioun vun der Mobilitéit, Développement durable, déi nécke mat hire Käpp, déi confirméieren dat, dass eigentlech de Stat do den ëmgedréite Wee geet. Dat heescht, do kréien d'Leit net méi… Si kréie just... Wann een e Recommandé kritt, da kritt ee jo just den Avis de passage.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Et ass jo dat, wat mer hei änneren. Par rapport zu deene Saache mat de Radaren ass...

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen, neen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), rapportrice.*- Majo dach!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Neen. D'Zoustellung, wann Dir ze schnell gefuer sidd, duerch e Radar geblëtzt gitt, da kritt Der bis elo en Avis de passage oder kritt Der e Recommandé. An dat soll ofgeschaaft ginn, an dat gëtt ersat duerch eng Lettre simple. Dat heescht, hei geet d'Regierung fir déi eng Prozedur just eigentlech den ëmgedréite Wee wéi fir déi aner.

Mä soit, et ass elo diskutéiert. Mer stëmmen driwwer of. An da muss d'Zukunft weisen, wat an der Praxis dee beschte Punkt ass.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Här Roth?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, Här Justizminister.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Do gëtt et e Projet de loi, dee gëtt do diskutéiert mat all deenen doten Erwägungen. Mä et gëtt effektiv fir dee spezifesche Fall, vu de Volumen, deen do ukënnt, eng spezifesch Prozedur fir dee spezifesche Fall am Moment an der Chamber diskutéiert.

An et ass iwwerhaapt keng gelunge Situatioun, wann ee fir verschidde Situatioune verschidde Prozeduren huet. Déi heite mécht aus deene Grënn, déi scho genannt gi sinn, Sënn, dass mer déi Lettre simple an der Regel ofschafen. Wat d'Prozedure betrëfft vun den Délits de vitesse, dat diskutéiere mer am Kader vun deem Projet de loi. An et ass eng spezifesch Prozedur fir e spezifesche Problem. An dat kann ee ganz gutt auserneenhalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7087 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57-mol Jo vu 57. Unanimitéit!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marcel Oberweis), Mmes Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Aly Kaes (par M. Marco Schank), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorschée), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner (par M. Marc Baum).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte fir dës Woch ukomm. Rendez-vous am Prinzip an der Woch vum 9. bis den 11. Mee.

Merci. E schéine Weekend an e konstruktiven 1. Mee!

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 36

MARDI,
9 MAI 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse
- *Exposé: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Débat: Mme Diane Adehm (dépôt de deux motions), M. Eugène Berger, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam, M. Roy Reding (interventions de M. Eugène Berger), M. David Wagner*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Roy Reding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Parole après ministre: M. David Wagner (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel), Mme Diane Adehm (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel), M. Fernand Kartheiser (réponse de M. le Ministre Xavier Bettel et intervention de M. Gast Gibéryen)*
- *Motions: Mme Diane Adehm, M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

5. 7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtten haut um Europadag, deem Dag, wou de Robert Schuman am Joer 1950 seng Deklaratioun ofginn huet, mat där dat europäescht Abenteuer ugefaangen huet. Ech maachen also haut um Europadag eis Sëtzung offiziell op a froen de Premier- a Statsminister, ob e Matdeelungen ze maachen huet.

(Négation)

Neen, d'Matdeelunge kommen herno. Merci.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen - och do si mer dru gewinnt - un d'Chamber ze maachen. D'Lëscht vun de parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte gouf hei deponéiert. D'Lëscht vun den neie Projeten an deenen, déi säit der leschter Sëtzung vum Rôle gestrach gi sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen. An d'Lëscht vun de Petitiounen, déi zënter der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 mai 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7124** - Projet de loi instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales et portant modification: 1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif; 2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.03.2017

***7127** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 25.04.2017

***7128** - Projet de loi portant*

1. transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux pouvoirs des autorités de contrôle;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/ 847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

b) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

c) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

d) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

e) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

f) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

g) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.04.2017

***7129** - Projet de loi portant ratification de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.05.2017

***7130** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 50, alinéa a)], signé à Montréal le 6 octobre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2017

***7131** - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale [article 56], signé à Montréal le 6 octobre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.05.2017

***7132** - Projet de loi ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg*

Dépôt: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 08.05.2017

***7133** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques*

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 08.05.2017

Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés:

***6283** - Projet de loi:*

- modifiant la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg;

- modifiant le Code de la sécurité sociale;

- modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.05.2011

Retrait: M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***790** - Demande de pétition publique: Réforme sur l'âge légal pour la rentrée à l'enseignement fondamental*

Dépôt: Mme Francesca Ganino, le 01.03.2017

***791** - Demande de pétition publique: Support par l'État en matière de formation continue pour les chauffeurs professionnels pour le transport de personnes*

Dépôt: M. Gilles Wenner, le 12.03.2017

***792** - Demande de pétition publique: Non à la Turquie en CE*

Dépôt: M. Alain Lorang, le 13.03.2017

***793** - Demande de pétition publique: Adapter le formulaire de la déclaration d'impôts aux données apportées par le contribuable*

Dépôt: M. Rolando Chou Rivero, le 15.03.2017

***794** - Demande de pétition publique: Taux d'imposition sur la deuxième et la troisième carte d'impôt pour les couples salariés et pensionnés avec ou sans enfants percevant de faibles revenus*

Dépôt: Mme Béatrice Denis, le 22.03.2017

***795** - Demande de pétition publique: Stadt Luxemburg Nord Umgehungsstraße A1 zur A6 bauen*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 27.03.2017

***796** - Demande de pétition publique: Subventionierung der PKW Sicherheits- und Fahrerassistenz-Systeme*

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 27.03.2017

***797** - Demande de pétition publique: Caméra pour tous les policiers*

Dépôt: M. Damien Szerszinski, le 30.03.2017

***798** - Demande de pétition publique: Gazon de Merl (Parc de Merl)*

Dépôt: M. Fabio Condorelli, le 06.04.2017

***799** - Demande de pétition publique: Promenade en toute sécurité*

Dépôt: M. Jérémy Masson, le 08.04.2017

***800** - Demande de pétition publique: Demande de révision de la Loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité*

Dépôt: Mme Karin Langumier, le 12.04.2017

***801** - Demande de pétition publique: Interdiction de plan social lorsque la société fait de larges bénéfices*

Dépôt: M. Franck Duvot, le 17.04.2017

***802** - Demande de pétition publique: Pour la reconnaissance effective du vote blanc aux élections législatives*

Dépôt: M. Edouard Kayser, le 21.04.2017

***803** - Demande de pétition publique: Présence d'un psychologue dans les maisons de retraite pour le soutien des aidants et accompagnants des personnes atteintes par la maladie d'Alzheimer*

Dépôt: M. Marcel Lalmant, le 24.04.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Ech kommen dann zum Ordre du jour, wou zwou Ännerunge vun der Presidentekonferenz proposéiert gi vis-à-vis vun deem Ordre du jour, dee mir urspréinglech proposéiert haten. Déi punktuell Ännerung vun der Verfassung gëtt op e spéideren Datum vertaagt, well de Rapporteur vun der Gripp gepaakt ginn ass an de Mëtten net kann derbäi sinn. Duerfir wäerte mer de Mëtte mat der Konsultatiounsdebatt iwwert d'Medien ufänken. An et ass och proposéiert ginn, fir um Schluss vun der Sëtzung nach de Projet de loi 7052 ze evakuéieren, dee fir den nächsten Donneschdeg virgesi war. Et handelt sech heibäi ëm e Projet, deen nom Modell 0 diskutéiert gëtt.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Ech géif dann d'Wuert un de Premierminister fir d'Stellungnam vun der Regierung zu der haiteger Konsultatiounsdebatt iwwert d'Lëtzebuerger Medielandschaft ginn. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

4. Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse

Exposé

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre...

Et fonctionnéiert jo alles?

Une voix.- Jo. Bis elo nach. Séier, séier!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Okay.

(Brouhaha)

Ech hunn...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn näischt héieren, Här Statsminister.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech hunn déi lescht Deeg vill gelies, Här President, gelauschtert, gesinn iwwert den Debat, dee mer haut de Mëtteg hei an dësem Haus féieren. All méiglech Akteuren aus der Mediewelt, Editeuren, Journalisten hu sech zu Wuert gemellt, fir de gewënschten Oflaf vun dësem Échange vun haut de Mëtteg hei virauszesoen oder virauszeschreiwen, wéi dat sollt sinn oder wéi dat misst sinn.

Villes vun deem, wat ech gelies hunn an och vill vun de Kommentaren aus dem Secteur respektiv och vu politeschen Akteuren, dat, wat proposéiert gëtt, deelen ech voll a ganz an ech wëll och e puer Punkten de Mëtten hei uschwätzen.

Eppes ass just ganz kloer an evident an ech wëll dat och hei soen: Hei geet et net just ëm Blabla, wat eis haut hei beschäftegt! De Secteur vun de Medien a vun der Press huet déi lescht Joren enorm changéiert. D'Konditiounen, d'Erausfuerderung, de Public, déi technesch Moyenen an dat allgemengt wirtschaftlecht Émfeld sinn haut komplett anescht wéi viru fënnef Joer. An deemools war et scho komplett anescht wéi déi fënnef Joer virdrun. Déi digital Evolutioun ass am Mediesecteur eng richteg an eng tatsächlech Revolutioun. Déi meescht Beruffer an de Medien an och besonnesch de Beruff vum Journalist hu sech an de leschte Jore fundamental verännert, sou wéi och d'Medie selwer, den Émgang mat Medien an de Pu-

blic sech hautdesdaags komplett verännert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, e puer méi generell Remarquen ze maachen, fir de Kader ze definéieren, an deem mer eis haut bewegen. Déi meescht vun eis kënne sech kaum nach virstellen, en Dag ouni Internet ze verbréngen, och heibannen. Déi meescht vun eis kënne sech awer nach gutt drun erënneren, wéi se moies op de Bréifdréier gewaart hunn, dass deen d'Zeitung laanschtbruecht huet, fir dann ze wëssen, wat geschitt ass, fir gewuer ze ginn, wat zu Lëtzebuerg, wat an hirer Stad, an hirem Duerf oder och an der Welt geschitt ass. Et war normal, dass ee moies, mëttes an/oder owes de Radio ugemaach huet an do d'Noriichten nogelauschtert huet, dass ee wärend dem Iessen net geschwat huet, wann de Radio amgaange war, well ee selwer an d'Elteren d'Neiegkeete gelauschtert hunn. Et huet een am Fong missen drop waarden, dass een den Accès op e Medium hat, fir Informatiounen ze kréien.

Dat ass haut net méi de Fall. Mir sinn et net gewinnt ze waarden, a mir waarden och net. Mir hunn den Internet an do gëtt net gewaart, mä do gëtt gegoogelt, do gëtt gefacebooked an do gëtt getwittert. Wat heescht dat fir déi klassesch Medie wéi d'Radioen, wéi d'Zeitungen oder wéi d'Televisioun? Si existéiere weider an dat och mat Succès. Et gëtt keen drameteschen Abroch vun der Zuel vun de Lecteuren, vun den Auditeuren oder vun de Spectateure vun de klassesche Medien.

Wann een e Bléck op Lëtzebuerg werft a sech och d'Evolutioun am Fong vun de Resultater vun der Etüd Plurimedia an de leschte Joren ukuckt, gesäit ee Folgendes: Et si wuel ëmmer méi Leit, déi all Dag hir Informatiounen op d'Internetsäite vun den Haaptakteuren an eiser Presselandschaft siche ginn. An den Undeel vu Consommateure vu Radio an Tëlee hélt och of, awer net deementspriechend, wéi den Internet zouhélt, bäi Wäitem net.

Fir e puer Zuelen ze nennen: Eng Zeitung wéi d'„Lëtzebuerger Wort" gëtt haut laut Etüd Plurimedia all Dag vun 32% vun der Bevëlkerung gelies. Wann een den E-Paper derbäizielt, sinn et der 35%. Virun zéng Joer waren et nach iwwer 46%. Beim „Tageblatt" ass dat am selwechten Zäitraum vun iwwer 15% op ongeféier 10% zréckgaangen. Bei RTL ass et eng Hausse vu ronn 25% op ronn 30%. A beim Radio ass et an deem Zäitraum zu engem Recul vun iwwer 46% op ronn 37% Ecoute komm.

Wann een den Zougréff op déi divers Internetmedien awer géif bei de klassesche Medien derbäizielen, stellt een awer fest, dass d'Consommatioun vun der Informatioun, déi e journalisteschen Inhalt traitéiert huet, däitlech an iwwerproportional an d'Luucht gaangen ass. D'Internetsäite vun deeneselwechte Medie goufen d'lescht Joer zesummen zum Beispill zu Lëtzebuerg vun 246.800 Leit consultéiert. Dat, wat zu Lëtzebuerg vu Journaliste verschafft, geschriwwen a geschwat gëtt, gëtt haut esou vill suivéiert wéi ni virdrun. Dat heescht, déi éischt Zuele sinn déi vun der klassescher Mediewelt, esou wéi mir se gëschter kannt hunn, an haut mat deenen Zuele gesi mer, dass au contraire méi Leit un d'Informatioun kommen, wéi dat nach virdrun iwwert de klassesche Wee de Fall war.

Et gëtt awer och eng kloer Weiderentwécklung. Et ginn zentral Changementer an de leschte Joren op zwee Niveauen. De Contenu an d'Aart a Weis vun der Presentatioun vum Contenu op de klassesche Medien huet changéiert. Och de Finanzement vun de klassesche Medien ass an de leschte Jore méi schwiereg ginn, well de Consommateur vill Informatioune an och presuméiert Informatiounen - ech kommen duerno dorop zréck - gratis zur Verfügung huet an doduerch och méi schwéier ze iwwerzeegen ass, wann e gesot kritt: „Fir dësen Artikel komplett ze liesen oder fir dës Informatioun ze kréien, muss de och eppes bezuelen."

De Changement um Niveau vum Contenu ass deen, dass déi klassesch Medien ëmmer manner den Atout hunn, d'Leit mat enger brutaler Informatioun ze versuergen. Fir et einfach auszedrécken: Wann de Bréifdréier moies kënnt, da weess meeschtens deen, deen d'Zeitung liest, schonn d'Nouvellen, well e se den Owend virdrun iergendwou gelies hat oder matgedeelt kritt, matkritt, getwittert, gefacebooked, gegoogelt huet, mä iergendwéi scho wousst, ëm wat et géif goen. An dat heescht, de Lieser weess schonn am Fong, wat den Dag virdrun oder owes virdru geschitt ass. An dat gëllt och fir den Nolauschterer um Radio, deen net bis 9 Auer waarde muss, fir ze wëssen, wat um 8.30 Auer geschitt ass oder um 7 Auer, well en et schonn an deenen nächste fënnef Minutten duerch eng „push news", wéi een dat esou schéin haut nennt, matgedeelt kritt huet an dunn direkt weider op e Site kucke gaangen ass, wann e méi Informatiounen och sicht.

D'Editeure sinn also encouragéiert an, wann ech mer dat erlabe kann, quasi forcéiert, eng Plus-value ze offréieren, a si maachen dat och. D'Valeur an d'Wichtegkeet vun enger Analys vun Hannergrondinformatiounen an och vu Commentairen huet zougeholl. Et ass dat, wat déi klassesch Medie méi ze bidden hu wéi den „push message" um Handy. Dat ass de Changement, deen evident an och novollzéibar ass.

Deen zweeten Ënnerscheed, dee besonnesch d'Editeuren an de leschte Joren ze spiere kruten, ass deen, dass de Marché sech effektiv dramatesch verännert huet. Ech hat nach gëschter e Grupp vun Editeure bei mir am Büro, déi mer gezielt hunn, dass virun e puer Joren nach Supermarchéskette bei si froe komm sinn: „Hei wann ech gelift, wann ech gelift, kuckt, dass dës Annonce nach mat dëse Publicitéite muer an der Zeitung ass! Et ass ganz wichteg fir eise Supermarché." Déi Zäiten, déi Situatioune gëtt et och net méi, dat ass haut eriwwer. De Marché ass haart erkämpft an ëmkämpft an d'Annonceuren hu méi Weeër, fir de Client ze erreechen a sinn am Fong manner ofhängeg vun de klassesche Medien, wéi dat d'Realitéit war virun e puer Joren.

Et gëtt dernieft eng weider Evolutioun, déi net just d'Medien an d'Press, mä eis Gesellschaft insgesamt betrëfft. D'Schoul, d'Aarbecht, d'Kultur, d'Zesummeliewen, d'Ekonomie an och d'Politik goufen an de leschte Joren enorm bestëmmt duerch déi Digitaliséierung. Et huet sech net nëmmen e bësse verännert, mä et huet sech bal alles verännert. Den Alldag ass anescht wéi virun zéng oder zwanzeg Joer. Eist Verhalen ass anescht an eis Perceptioun huet sech och grondleeënd verännert.

Dat betrëfft, wéi gesot, villes, wann net alles, wat mir am Dag erliewen, an et betrëfft eben och eisen Ëmgang mat den Informatiounen. Duerch eng méi globaliséiert Welt an duerch déi gläichzäiteg Digitaliséierung ass d'Welt enorm zesummegeréckelt an d'Ofleef hunn u Vitesse gewonnen. Wann haut iergendwou an der Welt eppes Schlëmmes geschitt, hu mer déi Informatioun ganz no bei eis. A mir hu se och ganz direkt no bei eis, esou no an esou séier, dass d'Distanzen am Fong verschwannen tëschent der Noriicht an der Plaz, wou se stattfënnt, an der Perceptioun vum Bierger, dee se liest. Alles ass wichteg, alles betrëfft eis iergendwou an iergendwéi.

Dëst Ëmfeld an déi Entwécklung an de leschte Jore muss ee kloer präsent hunn, wann ee sech mat de Medien zu Lëtzebuerg, mat der Qualitéit a mam Kader beschäftegt, an deem mir eis haut bewegen. Déi nei Méiglechkeeten, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt, sinn eng Chance a gläichzäiteg awer och eng riseg Erausfuerderung.

Op där enger Säit ass d'Betätegungsfeld vun de Medien an d'Luucht gaangen an d'Méiglechkeeten, fir d'Leit ze erreechen, hu sech och multiplizéiert. En Zeitungsverlag ass haut net méi eleng op Pabeier an Drockfaarf ugewisen, esou wéi e Radio net forcement op Frequenzen an eng Tëlee net méi exklusiv op e stateschen Apparat an der Stuff vum Public cible ugewisen ass. Dat ass duerchaus positiv an ech mengen, dass haut och praktesch all déi professionell Akteuren an der Lëtzebuerger Presselandschaft grouss Efforte gemaach hunn a maachen, fir sech ze adaptéieren an déi technesch Méiglechkeeten och auszeschëpfen, déi et haut gëtt. Dat war de Computer, deen doheem ass, dat war dunn de Laptop, dat war dunn den iPad, den iPhone an ass haut scho bei verschiddene Leit souguer d'Auer, déi hinnen d'Informatioune matdeelen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och eng nei Konkurrenz, déi ëmmer nees an ëmmer méi fir Kappzerbrieches an de Redaktioune suergt. De Bierger ass haut net méi just Consommateur vun Informatioun, mä ganz oft ass en och selwer Produzent, en ass Diffuseur, en ass selwer deen, deen eppes ëffentlech bréngt, eppes diffuséiert, deen eng nei Roll am Fong huet als Bierger. Mir kennen alleguerte Beispiller, wou eng Story, eng Nouvelle, eppes, wat geschitt ass, den Tour op de soziale Reseaue mécht a ganz séier ka ronderëmgoen a ganz rapid och e breede Public kann erreechen, laang ier et vun de klassesche Medien iwwerhaapt identifizéiert konnt ginn.

Mir kennen dernieft och de Phenomeen vun der Blogosphär, wat a villen Domänen eng grouss Beräicherung ass an och de politeschen Debat fërdert. Gläichzäiteg verschwannen awer dacks d'Grenzen tëschent Journalismus, tëschent Fiktioun an tëschent Realitéit an och propagandistesche Contenuen.

Dee Sujet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, verdéngt et, dass ee sech méi genee domadder beschäftegt an och iwwerleet, wou eventuell d'Gefore leien a wéi mer dat an de Grëff kréien.

Et ass kee Blabla, Här President, wa mir, déi Responsabel fir d'Zukunft vun onsem Land, eis all mat der Fro beschäftegen, wéi mer assuréieren, dass d'Bierger hei zu Lëtzebuerg net nëmmen Accès hunn op eng breet an och eng professionell Press, mä och, dass mer kënnen assuréieren, dass d'Leit den Ënnerscheed ze maache wëssen tëschent professioneller Berichterstattung, Informatioun an Analys, an allem, wat et ebe soss nach esou ronderëm gëtt. D'Regierung huet e kloert Zil an en Haaptdefi: Mir musse kënne garantéieren, dass déi professionell Press an onsem Land staark bleift a souguer gestäerkt gëtt, fir de Pluralismus ze garantéieren an domadder am Fong och e Grondpilier vun eiser Demokratie kënnen ze erhalen.

Zu Lëtzebuerg gëtt nëmmen doduerch, dass de Stat seng Verantwortung iwwerhélt an och Support financier gëtt, fir Meenungsvillfalt och kënnen ze garantéieren, dës Villfalt garantéiert. D'Promotioun vun der geschriwwener Press, déi sougenannt „aide à la presse", de Service public fir de Radio an d'Tëlee si keng „nice to have", esou wéi verschidde Leit dat probéieren ze soen. An et ass och keng Optioun, mä et ass eng Noutwendegkeet! An et huet näischt mat der Gréisst vun engem Land ze dinn!

D'Regierung huet sech kloer an däitlech hannert de System gestallt an en och erweidert duerch d'Aféiere vun enger zousätzlecher Ënnerstëtzung fir déi professionell Press och um Internet. Mir wëllen déi Pressehëllef net nëmmen erhalen, mä de System och weider reforméieren an adaptéieren, soudass en och deenen neien Erausfuerderunge gerecht gëtt. Mir schaffen un enger Reform, déi als Zil huet, fir déi klassesch Pressehëllef an d'Aide à la presse en ligne zesummenzefëieren.

Haut läit de Montant, deen de Stat all Joer direkt un d'Editeure vun den Dages- a Wochenzeitungen bezuelt, bei iwwer 7,4 Milliounen Euro. Mir hunn am Budget fir dëst Joer zousätzlech 450.000 Euro virgesinn, fir d'Onlinepress och kënnen ze ënnerstëtzen. Donieft existéiert eng indirekt Hëllef bei der Distributioun vun den Zeitungen, déi sech op ronn 14 Millioune pro Joer chiffréiert, soudass ee ka soen, dass ee vun insgesamt ronn 22 Milliounen Euro kann ausgoen, déi mir all Joer an den Zeitungsmarché investéieren.

Dernieft gëllt fir déi geschriwwe Press och e reduzéierten TVAs-Taux vun 3%. Dat hëlleft, de Präis vun de Presseprodukter niddreg an also och accessibel ze halen. Dësen Taux ass awer de Moment nach net op den digitale Presseprodukter applikabel, well déi europäesch Legislatioun dat net vereinfacht an net erlaabt. D'Regierung huet sech awer och konsequent fir eng Gläichstellung agesat, fir dass dat geännert gëtt. Wahrscheinlech am Summer dëst Joer gëtt och eng Direktiv adoptéiert, an där déi Gläichstellung festgehale gëtt. Ech engagéiere mech och hei, Här President, dass den Taux vun 3% agefouert gëtt, soubal dat europäescht Recht eis dat erlaabt, a méiglecherweis schonn 2018.

De Radio 100,7 huet aktuell eng Konventioun, déi hinne Moyene vu ronn sechs Milliounen Euro pro Joer gëtt. A vum Joer 2021 un hu mer der CLT-UFA eng annuell Garantie ginn iwwer maximal zéng Milliounen Euro pro Joer fir eng Mission de service public och op der Tëlee. De Stat investéiert also insgesamt ab 2021 ronn 38 Milliounen Euro d'Joer an déi professionell Berichterstattung. Et si gutt investéiert Suen a mir sti ganz kloer derzou, dass een dee Montant net soll reduzéieren.

Eppes ass awer geneesou kloer, an dat ass eng vun den Haaptaufgaben, déi eis déi nächst Jore beschäftege wäert: Mir mussen derfir suergen, dass d'Bierger vun dësem Land, dass d'Consommateure vun dëser professioneller Press och kloer erkennen, dass et sech ëm eng qualitativ héichwäerteg Berichterstattung handelt. Den Ënnerscheed tëschent deem, wat deontologesche Kritären ënnersteet an u Konditioune gebonnen ass, an deem, wat fräi an onreguléiert verbreet gëtt, muss erkennbar sinn.

Mir wëllen eng national Strategie lancéiere fir d'Medieverständnis an och fir d'Stäerkte vun der professioneller Press. Mir als Politik op där enger Säit an d'Editeuren an d'Medienhaiser op där anerer Säit hunn d'Aufgab, derfir ze suergen, dass d'Leit zu Lëtzebuerg kënnen aschätzen, wéi engen Informatiounen een och ka vertrauen. Net alles, wat publizéiert gëtt, an net alles, wat een an engem Zeitungsbuttek fënnt, hält deontologesche Kritäre stand.

Ech hat den éischten Echange mam Conseil de presse a mat den Editeuren iwwer esou en Aktiounsplang, wou een op deene verschiddenen Niveaue kann agéieren, justement fir d'Medieverständnis, besonnesch bei deene Jonken, och ze verbesseren. Et existéieren eng Rei Iddien, fir notamment an de Schoulen eng gewësse Medienerzéiung an de Vierdergrond ze stellen. Mä et soll an et dierf ee sech net eleng op d'Schoul an och net eleng op déi Jonk konzentréieren. Mir wëllen d'Société civile matabannen, mir wëllen d'Gewerkschaften, d'ONGen, d'Federatiounen an och d'Fuerscher an dësem Domän mat de Medienhaiser gemeinsam dru schaffe loossen, dass de Stellewäert vun der professioneller Press och an d'Luucht geet. Ech wëll mech als Medieminister, mä och als Premier an den nächste Woche mat deene verschiddenen Akteuren zesummesetzen an esou un engem Aktiounsplang schaffen, fir deen och hei kënnen der Chamber ze presentéieren.

Mir wëllen dernieft d'Qualitéit an d'Pluralitéit net nëmme weider garantéieren, mä och ausbauen an dobäi och bis erofgoe bei déi méi regional a méi lokal Medien, déi och eng wichteg Roll hunn. Vum nächste Joer u soll et duerfir och eng nei, zousätzlech finanziell Ënnerstëtzung gi fir déi Akteuren, déi op regionalem an op lokalem Niveau de Bierger informéieren an dobäi och professionelle Kritäre gerecht ginn. Mir hunn Akteuren hei am Land wéi notamment de Radio ARA hei am Zentrum oder Nordliicht TV am Norde vum Land, déi net vu grousse Mediegruppe gestäipt ginn an awer zënter Joren eis Medien- a Kulturlandschaft och beräicheren. Hir Aarbecht ass wichteg a si gëtt och vum Bierger unerkannt a valoriséiert.

Den Engagement, deen op lokalem Niveau dacks op fräiwëlleger Basis geleescht gëtt, wëlle mir méi staark ënnerstëtzen. Mir wëlle se och finanziell ënnerstëtzen, woubäi de Schwéierpunkt op déi kulturell a sozial Beräicherung geluecht soll ginn.

Eng deementspriechend Initiativ soll och an den nächste Woche finaliséiert ginn a vum nächste Joer u schonns gëllen. De gesetzleche Kader vun den audiovisuelle Medien ass 1991 an dëser Chamber gestëmmt ginn, du ware mer nach an engem analogen Zäitalter. An dat Gesetz muss elo och entstëbst ginn an endlech un den digitalen Zäitalter ugepasst ginn. Virun allem mussen d'Prozedure vereinfacht ginn, fir dass d'Liberté d'expression sech an de Medie méi einfach entfale kann an och déi Saachen iwwert d'Egalitéit garantéiert ginn. Et ass net, well et dann net an de Printmedien ass, dass zum Beispill eng Liberté d'expression anescht ers misst behandelt ginn an der Onlinepress.

An dat misst och heeschen, dass een net onbedéngt muss eng Erlaabnis vun der Regierung hunn, fir Radio an Televisioun ze offréieren, wat bei der geschriwwener Press schonn ëmmer de Fall war. Och op EU-Niveau gëtt de Moment iwwert d'Upassung vu Legislatioune fir grenziwwerschreidend Medie verhandelt. Mir setzen eis derfir an, dass vu Lëtzebuerg aus och an der Zukunft Radios- an Tëleesprogrammer a ganz Europa verdeelt kënne ginn.

Op europäeschem Niveau gëtt den Ament och nach iwwer eppes aneschters diskutéiert, nämlech den Ëmgang mat de soziale Reseauen an och d'Verantwortung vun deene Konzerner, déi hannert deene soziale Reseaue stinn. Si droen eng Verantwortung, déi den Ament nach net richteg gefaasst an erfaasst ass. Et stelle sech fir eis zwou Froen: Déi éischt ass déi vun enger Zort Responsabilité éditoriale: Muss deen, deen eng Plattform zur Dispositioun stellt, net och en An drop hunn, wat op senger Plattform geschitt? Et kann net sinn, wann ech diffuséieren, dass et mer egal ass, wat diffuséiert gëtt!

An déi zweet Fro ass déi vun den Algorithmen: Awéiwäit hélt e Provider vun engem Réseau social en Afloss op d'Meenungsbildung doduerjer? Dat sinn och Froen, déi ee sech muss stellen! Dass een dem Utilisateur am Fong carrement bal virun d'Nues setzt, wat den Algorithmus mengt, dass en ze interesséieren hätt. Dir wësst, dass, wann Der elo op Google eng Recherche maache gitt, ob eis Aerd net awer eng Scheif wier, dann hutt Der duerno op Facebook Säiten, déi sech affichéieren, wou Leit sech äusseren, dass se iwwerzeegt sinn, dass déi Ausserierdesch am Nevada an der Wüüst liewen an dass d'Amerikaner zum Beispill och d'Landung um Mound an engem Studio enregistréiert hunn.

Ganz vill Leit stelle sech och d'Fro net iwwert d'Daten, déi se iwwerhaapt ginn! Mir reegen eis jo op: Een, deen haut op Booking eppes kucke geet an awer net bestellt, wonnert sech, dass en duerno deeglaang Promotioune geschéckt kritt, dass d'Präisser nach ni esou bëlleg ware grad fir déi Period, wou e wëllt goen! A wann e säi Facebook opmécht, dass eng Säit dosteet mat deenen Hotellen a mat den Ausflich, déi e kann op där Plaz, wou e grad gekuckt huet op Booking, maachen! Déi Fro muss ee sech och eng Kéier, wann een iwwert d'ganz sozial Medie wëllt schwätzen, stellen, wat mat all deenen Informatioune geschitt.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, dass een esou eng Diskussioun op europäeschem Ni-

veau muss féieren, wéi mer an Zukunft mat soziale Reseaue justement ëmginn a wou d'Verantwortung läit, fir ze verhënneren, Här President, dass d'Grenzen tëschent Wourecht a Ligen, tëschent Realitéiten a Fiktioun weider verschwannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net op Fake News agoen - Dir hutt jo elo gesinn, wéi a Frankräich elo nach probéiert ginn ass, deen een oder deen anere Kandidat ze destabiliséieren -, mä dat ass awer och e Sujet, deen ee misst eng Kéier kënnen an der Mediekommissioun diskutéieren, wat dat do awer och fir en Impakt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Konklusioun mat deene Wierder opzehalen, mat deenen Dir ugefaangen hutt, Här President. Haut ass Europadag, wou mer eis un d'Valeure vun der Europäescher Unioun erënneren. Zu deene Valeure gehéiert ganz sécher och d'Meenungs- an d'Pressefräiheet.

Et gëtt Länner, um Bord awer vun der Europäescher Unioun, wou déi Pressefräiheet net eng Selbstverständlechkeet ass an eng Rëtsch vu Journaliste mat Prisongsstrofen ze rechnen hunn, wa se dat schreiwen, wat hir Conscience professionnelle hinne seet, dass se solle schreiwen, a souguer an dem Prisong landen oder zougemaach ginn! Dat gëtt et a verschiddene Länner.

Et gëtt och an europäesche Länner Journalisten, déi all Dag musse kämpfen, fir iwwerhaapt hir Aarbecht kënnen auszeüben. Mir sollen ni vergiessen, dass et fir eis an och fir déi aner wichteg ass, dass mer déi Fräiheeten an déi europäesch Valeure weider verteidegen an och d'Meenungsvillfalt stäerken. Dat soll eis gemeinsam Motivatioun vun eis alleguerten heibannen och sinn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Premier- a Medieminister. Als éischt ageschriwwe Riednerin huet d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net ëmsoss ginn d'Medien oft als de véierte Pouvoir hei am Land benannt. Schliisslech stoung jo eppes an der Zeitung! Ob dës awer eng seriö Zeitung oder eng manner seriö Zeitung war, dat gëtt oft vergiess ze soen. An deem Sënn hat den Jim Morrison scho recht, wéi hie gesot huet: „Whoever controls the media, controls the mind."

Här President, dës Debatt iwwert d'Medien ass vun der Regierung an der Suite vun der Affär RTL/Lunghi ugefrot ginn. D'Mediendebatt vun haut soll awer méi wäit goen. Eng éischt Nott koum vum Medieminister am Mäerz an eng zweet Nott koum dann dunn de leschten Donneschdeg den Owend. An dëser zweeter Nott ëmräisst d'Regierung vill méi genee, wat si sech vum Debat vun haut erwaart.

Als CSV bedauere mir, dass net am Virfeld an der zoustänneger Chamberskommissioun iwwert dës Debatt geschwat ginn ass. Hei hätt ee kënnen an aller Rou kucken, wéi d'Medien am Ausland fonctionnéieren. Mir hätte kënnen d'gesetzlech Grondlage kucken, mir hätte kënnen de Finanzéierungsmodell kucken a mir hätten eventuell kënnen als Kommissioun eng eenheetlech Propos maachen. Leider war dat awer net esou vun der Regierung gewollt, mam Resultat, dass haut dann all Partei hei hir eegen Zëppche presentéiert an dat wuel wëssend, dass een hei net alles ofdecke kann.

Här President, haaptsächlech an de leschten Deeg war d'Debatt vun haut e grousst Thema an der geschriwwener Press. Dat wonnert och keen heibannen, well et geet jo ëm d'Press selwer. A wéi soen d'Fransousen esou schéin: «On n'est jamais mieux servi que par soi-même.»

Dobäi ass et haaptsächlech ëm d'Finanzéierung vun der Press gaangen. Ier ech awer op dëse Punkt aginn, sinn ech der Meenung, dass ee sech fir d'Éischt emol soll kloer Kritäre ginn, wat soll finanzéiert ginn an op wéi enger Basis soll finanzéiert ginn.

Duerfir géif ech a menger Ried de Mëtteg och fënnef grouss Punkten uschwätzen: Den éischte wier d'Mission de service public an tant que telle; en zweete Punkt wier, wéi eng Medien da solle finanzéiert ginn; als drëtt Kapitel stellt sech d'Fro vun der Form vum Journalismus; e véierte Punkt ass d'Roll vum Konsument an de Medien, an da géif ech ofschléissen, wéi ee sech eventuell kéint en neie Finanzéierungsmodell vun de Medie virstellen.

Här President, ech fänken u mat der Mission de service public, an erlaabt mer, hei e klenge Réckbléck ze maachen.

Am Joer 1929 gouf dat éischt Gesetz iwwert den Audiovisuel gestëmmt. E privaten Operateur huet d'Recht kritt, fir Programmer ze senden an duerfir an der Konterpartie Missiounen am Interessi vum Land ze assuréieren. Bis haut huet sech dorunner näischt geännert, och net an deem neie Konzessiounsvertrag. RTL huet eng Rei vu Missions de service public an dës sinn Informatiounen, och fir aner Communautéiten, déi hei am Land wunnen, Emissiounen iwwer Kultur, Sport an Erzéiung, Emissiounen iwwer exzeptionell Evenementer, déi am Interessi vun eise Matbierger sinn, d'Diffusioun vu Communiquéen an Informatiounen, déi mat der Sécherheet vun eise Matbierger zesummenhänken, an an de Wahlperiode politesch Emissiounen a Campagnë vun de jeeweilege Parteien. Zu dësem Modell, dee bal honnert Joer al ass, sti mir als CSV. Mir hunn dëse Modell ëmmer ënnerstëtzt. A grad dëse Modell huet erlaabt, dass d'CLT an RTL zu engem Global Player gi sinn.

Am Joer 1991, am Kader vum Gesetz vum 27. Juni 1991 iwwert d'elektronesch Medien, ass de soziokulturelle Radio geschaaft ginn. Hien huet ënner anerem als Missioun: «promouvoir la vie culturelle, favoriser la création artistique, contribuer à la communication sociale, y compris la vie interculturelle et la coopération transfrontalière, participer à l'information libre et pluraliste et fournir un large accès à l'antenne aux organisations sociales et culturelles du pays.»

Evidenterweis gëtt et am Beräich vun der geschriwwener Press kee Service de mission public, wat awer net bedeit, dass et keng Spillregele gëtt, fir ëffentlech Hëllefen ze kréien. Am Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotion de la presse écrite gi Kritäre festgehalen, no deenen d'geschriwwe Press finanziell Hëllefe kritt. D'Medienhaiser mussen ënner anerem national an international Informatioune bréngen aus der Politik, der Wirtschaft, dem sozialen an dem kulturelle Beräich a si mussen eng Mindestunzuel u professionelle Journalisten hunn. Wann de Stat Hëllefe fir Medie virgesäit oder hinnen d'Notze vu Frequenzen erlaabt, gëtt et ëmmer Spillregele respektiv eng Géigeleeschtung fir de Stat.

Den zweete Punkt vun haut: Wéi eng Medie solle finanzéiert ginn?

Hei musse mir, wéi gesot, den Ënnerscheed maachen tëschent der geschriwwener Press an den audiovisuelle Medien. Nei ass och d'Fro vun der Onlinepress, déi och an Zukunft soll ënnerstëtzt ginn. Als CSV begréisse mir, dass d'Onlinepress ënnerstëtzt gëtt. Domadder komme mir mat eiser staatlecher Hëllef enger Entwécklung no, déi et an der Realitéit scho vill méi laang gëtt.

Dat heescht awer net, dass mir d'accord si mam Règlement du Gouvernement en conseil vum 13. Januar 2017. Mir begréissen de Prinzip, awer net d'Ausféierungsbestëmmungen. An eisen Ae wier et sënnvoll gewiescht, wann ee vun der Geleeënheet profitéiert hätt, fir déi ganz Pressehëllef op de Leescht ze huelen an an engem eenzegen Text ze regelen. Duerfir proposéieren ech och eng Motioun, fir eng gemeinsam legal Basis fir d'Pressehëllef ze schafen, egal ob dat fir déi gedréckte Press ass oder fir d'Onlinepress.

Wann ech gelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la promotion de la diversité de la presse d'opinion constitue un pilier fondamental d'un État démocratique et qu'il convient d'y veiller continuellement;

- que les médias contribuent non seulement à la formation d'opinions mais jouent également un rôle important dans l'intégration et la cohésion sociale;

- qu'il est important qu'un État démocratique offre les moyens adéquats pour que la pluralité de la presse soit garantie;

- la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite telle qu'elle a été modifiée;

- les critères qu'un organe de presse écrite doit remplir afin d'entrer dans le bénéfice d'une aide financière de l'État tels que définis par les articles 1 & 2 de ladite loi;

- l'apparition de nouvelles formes médiatiques et l'évolution des supports de communication au cours des dernières années;

- le règlement du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 concernant l'introduction d'un régime de promotion transitoire de la presse en ligne;

- les critères qu'un organe de presse en ligne doit remplir afin d'entrer dans le bénéfice d'une aide financière de l'État tels que définis par les articles 1 & 2 dudit règlement;

- qu'il n'y a pas de cohérence entre les dispositions de la presse écrite et de la presse en ligne;

invite le Gouvernement

- à intégrer, pour davantage de cohérence et de clarté, les différents régimes d'aide à la presse et les critères y relatifs dans un cadre légal général.

(s.) Diane Adehm.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mir hätten eis och méi Kohärenz gewënscht. Ech stellen hei e puer Froen an de Raum: Muss een all Aktivitéitsberäicher ofdecken, fir eng Hëllef ze kréien? Kënnen och Presseproduite mat enger Periodicitéit vu méi wéi enger Woch dorënnerfalen, zum Beispill déi, déi all Mount erauskommen? Wéi ass et mat de Sproochen? Firwat kritt d'Onlinepress eng Hëllef a si muss net déiselwecht sproochlech Kritären erfëlle wéi déi gedréckte Press? Kann de Medieminister eis vläicht erklären, firwat de sproochleche Kritär net an der finanzieller Hëllef fir d'Onlinepress virgesinn ass? Kann zum Beispill eng Zeitung, déi op Portugisesch geschriwwen ass, an Zukunft och vun der Onlinepressehëllef profitéieren?

Fir eis si ganz besonnesch zwee Kritäre wichteg, an zwar dee vum professionelle Journalismus an dass nëmme richteg Zeitunge mat generellen Informatiounen Ënnerstëtzung fannen. Ech erkläre mech: Fir eis si richteg Zeitungen déi, wéi et och am Gesetz steet, déi sech aus der Vente finanzéieren an déi net zu méi wéi der Halschent aus Annoncë bestinn.

Niewent RTL an dem soziokulturelle Radio gëtt et och nach aner audiovisuell Medien hei am Land. Sollen déi och méi ënnerstëtzt ginn? Mir sinn hei net am Domän vun der Pressehëllef. Mir sinn awer der Meenung, dass punktuell a fir bestëmmte Projeten, déi zum Beispill e kulturellen, en educativen oder e regionale Méiwäert hunn, déi aner Medie kéinten ënnert d'Äerm gegraff kréien. Mir begréissen och, dass de Premier virdru gesot huet, dass e géif eng Léisung fanne fir Nordliicht TV an deem heiten Zesummenhang.

Ech präziséieren, dass dat mat der Pressehëllef awer näischt ze dinn huet. Fir eis soll ee sech hei reng op de Projet konzentréieren. Ofschléissend zu dësem Punkt wéilt ech nach soen, dass fir d'CSV eng Pressehëllef oder eng punktuell Ënnerstëtzung nëmme fir Medien a Fro kënnt, déi d'Grondrechter vun eiser Demokratie respektéieren.

Da kommen ech op den drëtte Punkt, d'Fro vun der Form vum Journalismus.

Här President, et ass net un der Politik ze definéieren, wat fir e Journalismus dass si gären hätt! D'Politik muss d'Rumm setzen, fir dass d'Meenungsfräiheet an de Pluralismus garantéiert sinn. Dëst sinn d'Grondlage vun der Demokratie. Wann d'Politiker de Journalisten Zensuren ausstellen, da si mir an engem anere System.

Perséinlech fannen ech héichwäertegen, qualitative Journalismus gutt. Dëse Journalismus kënnt awer net vun näischt. Duerfir brauche mir fir d'Alleréischt gutt ausgebilte Journalisten. Dës mussen net alleguerte Journalismus studéiert hunn op enger Universitéit. Gutt Journaliste bréngen oft d'Basiswësse mat aus fréiere Beruffserfahrungen, dat hinnen hëlleft, sech mat ëmmer méi komplexe Sujeten auserneenzesetzen. Dës Sujete ginn dann och richteg analyséiert an den Artikel gëtt esou geschriwwen oder de Film gëtt esou gemaach, dass e säin Zilpublikum erreecht. Mä, et ass nach kee Meeschter vum Himmel gefall!

Zu Lëtzebuerg maachen d'Journalisten e Stage vun zwee Joer, ier si hir Pressekaart kréien. Wärend dëser Zäit musse si och obligatoresch Coursë maachen iwwer eis Institutiounen, de Code de déontologie, d'Droits d'auteur an den Droit de la presse. Dës Coursë gi vum Conseil de presse organiséiert an och ofgehalen. An de Conseil de presse huet dat iwwregens och a senge gesetzlech verankerte Missioune stoen. De Gremium soll seng Roll als Autoregulateur voll spillen, fir dass d'Qualitéit garantéiert gëtt. Et ass dowéinst wichteg, de Conseil de presse bei all senge Beméiungen am Beräich vu Formatioun a Weiderbildung vun de Journalisten ze ënnerstëtzen.

De Conseil de presse muss, wéi gesot, autonom schaffen. An dat gëllt och fir de Code de déontologie, dee sech d'Journaliste selwer ginn. Erlaabt mer, ee Moment op dëse Code de déontologie anzegoen.

D'Bestëmmunge kommen aus dem Joer 2006 a si vum Conseil de presse an enger Séance plénière ugeholl ginn. Mat dësem Code verflichte sech d'Journalisten, eng ganz Rei vu Regelen anzehalen, zum Beispill d'Veracitéit vun den Noriichten nozepréiwen, an dozou gehéiert och d'Présomption d'innocence oder d'Exactitude vun deem, wat geschriwwe gëtt, ze respektéieren oder och ganz allgemeng de Respekt vun de fundamentale Rechter vun der Persoun.

Hält jiddweree sech un dee Code, dierft et kaum Problemer ginn. Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob de Code de déontologie ugepasst ass oder net, haaptsächlech an der digitaler Welt, an där mir haut liewen. Mä et ass un der Professioun selwer, fir eis dat ze soen.

Iwwregens gëllt och fir all Journalist d'Gesetz; ech mengen domadder d'Zivillrecht an d'Strofrecht. Dëst bedéngt e verantwortlecht Handelen.

Här President, e weidere Punkt, deen et derwäert ass, driwwer nozedenken, ass d'Kreatioun vun enger Lëtzebuerger Presseagence. An der Schwäiz gëtt et zum Beispill esou eng onofhängeg „Schweizerische Depeschenagentur". Dat ass eng national Presseagence, déi Informatioune fir d'ganz Schwäiz ubitt an dëst direkt an dräi Sproochen. D'Informatioune gi vu Journalisten opbereet a betreffe Politik, Wirtschaft, Sport a Kultur. Dës Informatioune ginn dann un déi verschidde Presseorganer verkaaft.

De Chefredakter vun enger grousser Lëtzebuerger Dageszeitung huet och an engem Analyse- und Meinungsartikel vum leschte Samschdeg dëst Thema ugeschnidden. Hei ass awer d'Press selwer gefuerdert, fir iwwer esou eng Agence nozedenken.

Wat ass d'Roll vum Konsument vun de Medien? Dat nächst Kapitel.

Här President, de Konsument vun de Medien huet am digitalen Zäitalter geännert. Fréier haten d'Leit en Abonnement op eng oder méi Dageszeitungen an hunn dës och gelies. Sonndes mëttes gouf nom Iessen de Fernseh ugemaach an et gouf „Hei Elei Kuck Elei" gekuckt.

Haut kucken déi Jonk...

(Interruptions diverses)

Voilà! Haut kucken awer déi Jonk oder Jonkbliwwen hiren Handy oder Tablet a liesen dorobber, wat an der Welt lass ass. Dëst si beschtefalls Noriichten, awer meeschtens sinn et nëmmen Iwwerschréften, well et muss jo séier goen a verschidden Internetsitte gi gekuckt. Do dernieft informéieren d'Leit sech och iwwert déi sozial Medie wéi Facebook oder Twitter. De Konsument muss sech bewosst sinn, dass hien do souwuel Konsument wéi och Produzent ass. D'Spillregele vun den „traditionellen" Medie gëllen hei net.

An den Ëmgang mat dëse Medie setzt eng Erzéiung an de soziale Medie viraus, notamment bei deene Jonken, mä net nëmmen. Aus deem Grond si mir der Meenung, dass de Familljeministère an den Educatiounsministère sollen eng gemeinsam Strategie ausschaffen, fir d'„Digitaalt Léieren" vun de Kanner scho ganz fréi unzefänken.

Aktuell huet de Radio ARA eng Konventioun mam Familljeministère an Educatiounsministère fir de Projet „Graffiti". Duerch dëse Projet ginn déi Jonk geziilt un d'Medien erugefouert. Et wier wënschenswäert, wann esou Projete kéinten ausgedeent ginn, well nëmmen duerch esou Projeten oder wéi dee vum Uelzechtkanal léieren déi Jonk, wéi audiovisuell Medie fonctionnéieren.

Mä net nëmme Kanner mussen den Ëmgang mat de Medie léieren. Och mir Erwuessener sinn alleguerte betraff, well mir sinn net mat den neie Medie grouss ginn. Mir hunn déi oft eréischt wärend eiser berufflecher Carrière kennegeléiert. Mä grad am Zäitalter vu Fake News ass et wichteg, dass och mir Erwuessener eis dermadder auserneesetzen an den Informatiounsfloss, deem mir ausgesat sinn, kritesch analyséieren. Mir brauchen e kohärente Plang vu Medienerzéiung, dee bei deene Klengen ufänkt an deen déi Erwuessen och matabënnt.

An an deem Sënn wéilt ech dann och eng zweet Motioun haut de Mëtteg deposéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication fait aujourd'hui partie intégrante de la vie sociale, culturelle et politique;

- que les nouveaux médias ont influencé considérablement le mode de consommation de ces derniers;

- les risques liés à cette consommation accrue des nouveaux médias, notamment des médias sociaux;

- qu'il est plus que jamais important de nos jours que notamment les plus jeunes générations apprennent à utiliser les médias de manière intelligente et responsable;

- que les utilisateurs des médias sociaux peuvent à la fois être consommateurs et producteurs d'informations;

invite le Gouvernement

- à revoir de manière régulière l'éducation aux médias au niveau de l'école dans le sens d'une révision adaptée aux évolutions et aux dangers constatés sur le terrain;

- à élaborer une stratégie globale afin d'asseoir l'éducation à une utilisation responsable des médias qui s'adresse tant aux enfants, et ce dès le plus jeune âge, qu'aux adultes, et non seulement dans la formation initiale et continue des professionnels du secteur éducatif et socio-éducatif, et de promouvoir leur vigilance par rapport aux contenus des médias, afin de leur permettre d'affiner leur jugement.

(s.) Diane Adehm.

Här President, bei der geschriwwener Press, an haaptsächlech bei der Dagespress gëtt et gratis Internetsitten, awer och Artikelen, déi een nëmme géint Bezuelung liese kann. D'Pabeierversioun ass ze bezuelen. Mä wat si mir als Konsument bereet ze bezuelen? An enger Zäit vun „Geiz-ist-geil"-Mentalitéit a wou alles gratis ass, muss ee sech als Konsument och heiansdo op de gudden ale Sproch zréckbesënnen: „Deemno Geld, deemno Wuer." Jo, och mir alleguerten als Konsument hunn eng Verantwortung a kënnen net verlaangen, dass mer héichwäerteg Noriichten an Hannergrondinformatiounen zum Nulltariff kréien! Als Konsument musse mir bereet sinn, fir qualitativ héichwäertege Journalismus erëm ze bezuelen.

Op auslännesche Sitte gëtt et Beispiller, wou ee mat e puer Klicke kann en Artikel kafe fir e puer Cent, ouni all Kéiers mussen d'Kreditkaart auszepaken an all d'Donnéeën anzeginn. Mä och d'Medienhaiser si gefrot, fir en einfache Bezuelsystem op d'Been ze setzen. Firwat solle si sech net zesummendinn an e gemeinsame Logiciel fir Lëtzebuerg entwéckele loossen? Et kéint ee sech och virstellen, dass d'Medienhaiser gemeinsam Dossieren zu verschiddenen Themen zesummesetzen, déi de Konsument dann en bloc keeft, ouni musse bei jiddwerengem eenzel Artikelen zu engem bestëmmten Thema ze kafen. Och Artikele vun auslännesche Medienhaiser kéinten an dësen thematesche Dossieren dra sinn.

Här President, da kéim ech op de leschte Punkt: Wéi kéint en neie Finanzéierungsmodell vun de Medien ausgesinn?

Meng Fraktioun, déi steet fir e generelle Kader, deen d'Onofhängegkeet vun de Medie garantéiert. Nëmmen esou ka séchergestallt ginn, dass d'Meenungsfräiheet an enger Demokratie respektéiert gëtt. D'Medie solle garantéieren, dass jiddweree ka seng Meenung virbréngen an och verdeedegen. D'Medie sollen Analyse maachen an d'Informatioun op eng villfälteg Aart a Weis verschaffen. D'Medie sollen zur ëffentlecher Debatt bäidroen an dëst op alle Pläng, sief et politescher Natur, sozialer, wirtschaftlecher oder kultureller Natur. Dëst soll zur ëffentlecher Meenungsbildung bäidroen, déi an all Gesellschaft stattfënnt.

D'Medie spillen eng wichteg Roll an den Decisiounen, déi vun enger Gesellschaft geholl ginn, an dëst op alle Pläng. D'Medien iwwerhuelen och an der Integratioun eng wichteg Roll. Si bréngen eng Gesellschaft zesummen, déi sech ëmmer erëm verännert. Wa mir wëlle Medien hunn, déi eng qualitativ gutt Aarbecht maache kënnen, soll a muss de Stat dat ënnerstëtzen. Mir sinn der Meenung, dass souwuel déi traditionell gedréckte Press wéi och d'Onlinepress sollen ënnerstëtzt ginn. Si sollen och eng gemeinsam legal Basis kréien. Mir hätte gäre bei der staatlecher Hëllef en eenzege kohärenten Text.

Als CSV-Fraktioun si mir der Meenung, dass, wéi bis elo virgesinn am Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotion de la presse écrite, de Stat soll weiderhin d'Press finanziell ënnerstëtzen op der Basis vun enger Part fondamentale an enger Part proportionnelle. Dës finanziell Hëllef soll och weider u verschidde Konditioune gebonne ginn.

Mir hunn eng Rei vu Froen opgeworf, wat d'Kritäre betrëfft. Mir bräichten eng fundamental Debatt iwwert déi Kritären, vun deenen ech virdru geschwat hunn. Fir Onlinemedien ass et zum Beispill schwéier, eng Säitenzuel ze definéieren, fir d'Part proportionnelle auszerechnen. Hei misst en neie quantitative Kritär fonnt ginn. Déi aktuell Hëllef fir d'Ausdroe vun der geschriwwener Press soll weiderhi bestoe bleiwen. De superreduzéierten TVA-Taux vun 3% soll och weiderhi bestoe bleiwen.

Ech géif och nach drun erënneren, dass nieft dëse Virdeeler och d'Recettë vun den ëffentlechen Ausschreiwungen der Press zeguttkommen. Mir kënnen eis als CSV och virstellen, geziilt Start-uppen ze ënnerstëtzen, déi am Medieberäich aktiv sinn an hei zum Beispill nei Plattformen entwéckelen, och am Beräich vun der Archivéierung oder grad am Beräich Big Data, wou ee kann nei an innovativ Solutiounen entwéckelen.

Mir sinn och der Meenung, dass vill méi verstäerkt misst eng Bestandsopnam vun der Press hei am Land gemaach ginn. Wa mir eng ëffentlech Debatt wëlle féieren iwwert d'Hëllef, d'Pressehëllef hei am Land, sinn dës Donnéeën an eisen Aen absolutt noutwendeg.

Wat d'Finanzéierung vun den audiovisuelle Medien ugeet, do soll ee punktuell, wann e Méiwäert do ass, e Projet subventionéieren, wéi ech dat scho virdrun ugeschnidden hunn. Mir brauche Regelen an Hëllefen, déi den Zougang vu méiglechst ville Leit zu héichwäertege qualitative Medien erlaben.

Ofschléisse wéilt ech mam Romain Hilgert sengem Artikel vum „Tageblatt" vun der leschter Woch, deen eigentlech zum Schluss déi richteg Fro stellt. Hie freet, ob d'demokratesch Revolutioun vun der Press op en Enn geet. Kréie mer eng Spléckung vun engersäits enger gratis Press, déi fir déi breet Majoritéit ass, a kréie mir anerersäits eng deier Press, déi kritesch an informativ ass, mä enger Minoritéit virbehalen ass, déi bereet ass, derfir ze bezuelen? D'Zukunft wäert eis weisen, wéi e Wee dass mir ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Adehm. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- „Mat Schlagzeilen eruewert ee Lieser, mat Informatioune behält ee se." Här President, dëst ass en Zitat vum englesche Journalist an Editeur Alfred Harmsworth. Wien e vläicht net kennt: Den Alfred Harmsworth war de Grënner vum „Daily Mail" a fir vill Leit ass hien eigentlech och de Matbegrënner vum Boulevardjournalismus. Hien huet et also selwer vläicht net ëmmer esou genau mat de Fakte gehalen. Mä ech mengen dach, datt dat en Zitat ass, dat och haut an de Kader vun dëser Debatt hei erapasst.

Här President, mir liewen an enger Zäit, déi vu rasanten technologeschen Entwécklunge gepräägt gëtt. Am Joer 1922, wéi dunn den Alfred Harmsworth gestuerwen ass, gouf et nach keng ëffentlech Televisiounsiwwerdroung, kee Chamber TV, kaum, wéineg Radiosemissiounen, keng sozial Medien. An deemools waren d'Noriichten oder och d'Schlagzeilen awer eng Zäit ënnerwee, bis datt se bei de Leit ukomm sinn. Si sinn och bei manner Leit ukomm. Et waren och deemools net esou vill Leit, déi vläicht d'Zeitung gelies hunn, och Zäit haten, d'Zeitung kënnen ze liesen.

Haut ass dat ganz anescht. Haut mécht den Internet et méiglech, datt Millioune Leit innerhalb vun e puer Sekonnen Inhalter vermëttelt kréien an d'Leit déi dann och nach kënne weiderverdeelen. A wann et vläicht d'Schlagzeilen am fréien 20. Jorhonnert waren, déi d'Medien deemools verännert hunn, haaptsächlech déi gedréckten Zeitungen, sou kann een awer soen, datt haut den Internet eigentlech d'Medielandschaft revolutionéiert huet, net nëmmen d'Medielandschaft, ech géif soen eigentlech déi ganz Kommunikatiounsgesellschaft, déi mer mëttlerweil sinn, mä awer och duerfir ëmsou méi d'Medielandschaft.

A wat jo eben och ee wichtegen Ënnerscheed ass zu deemools: Haut ass et wierklech d'Vitesse, déi den Ënnerscheed mécht zu deemools. Haut ass et d'Schnellegkeet vum Internet, déi et eben och mécht, datt ee sech oft keng Zäit, oder datt den Internet selwer, déi Medie sech keng Zäit huelen, fir Inhalter dann och ze verdéiwen.

Déi rasant Entwécklung vum Internet huet d'Medielandschaft radikal verännert an déi klassesch Printpress an och de Radio, och d'Televisioun hu sech missen dorunner adaptéieren. Dat ass net ëmmer evident gewiescht. Déi Entwécklung ass relativ schnell gaangen, mä praktesch all déi - géif ech soen - bekannt „klassesch" Medien hu sech haut en zweet Standbeen - mëttlerweil ass et ganz oft dat éischt Standbeen - zougeluecht mat Onlinepräsenz.

Et gëtt natierlech och nach vill Leit, déi déi klassesch Printmedie liesen. Ech gehéieren do derzou, datt ech dat eigentlech och nach ëmmer léiwer hunn, och wann een e Buch liest. Ech hunn och haut iergendwou op de soziale Medie gelies, datt och de Chamberspresident eigentlech nach léiwer géif moies Pabeier am Grapp hunn. Sécherlech, dat ass de Fall.

Mä dernieft hunn d'Leit, och wa se dat gären hunn, awer dee Reflex, fir eben awer dernieft och ëmmer nach parallell praktesch op Onlineinformatiounen, -medien, sozial Medien zréckzegräifen. An et kann een einfach feststellen, och wann et weiderhin déi Printmedie gëtt, déi och nach weider vill an de Grapp geholl ginn, gelies ginn, datt awer bei ville klassesche Medienhaiser d'Onlineversioun mëttlerweil vill méi Succès huet. Dat kann ee jo och un de Klicken erkennen, datt ee gesäit, datt do vill méi Leit dat consultéiere wéi d'Printmedien.

Dat huet och sécherlech positiv Aspekter, déi Online-instantané-Versiounen, well een do wierklech e séieren, en onkomplizéierten Accès zu Noriichten huet, 24 Stonnen op 24. Et muss een net moies waarden, bis datt de Bréifdréier laanscht ass. Siwen Deeg op siwen huet een eng Berichterstattung. Et huet ee live Kommentaren, et kann ee Biller eraschécken a vläicht huet een och iergendwéini eng Fonctioun, wou ee souguer kann d'Gerëcher vläicht matkréien.

Et kommen awer och nei Elementer eran an d'Spill an d'Medielandschaft, déi ee virdrun net esou gewinnt war. Ech nenne se emol: De Consommateur, dee fréier eigentlech éischter passiv war, och emol eng Kéier, wann e sech ganz vill opgereegt huet, de Pabeier an d'Hand geholl huet an dann e Lieserbréif geschriwwen huet; mä haut sinn déi Consommateuren eigentlech Akteure ginn, déi och kënne praktesch instantanément reagéieren. Si kënnen eigentlech och dann an d'Medien agräifen, selwer News produzéieren, zum Beispill op Twitter oder op Facebook, awer eben och bei Kommentaren, déi se online maachen, wa se iergendwou dann och seriö Artikelen oder Noriichten um Internet liesen.

An dat sinn eng Rei Entwécklungen, déi awer och Problemer opwerfen an eiser haiteger Gesellschaft, well et ass eben esou, datt déi Schnellegkeet vun de sozialen Netzwierker an och déi Dynamik, déi do entstanen ass, einfach ganz wéineg oder keng Plaz méi loosse fir de Faktencheck. Do geet et dann éischter drëms, fir Sensatiounen ze kreéieren, mä net onbedéngt, fir d'Wourecht ze vermëttelen. An dat ass awer natierlech och eppes, mat deem sech déi klassesch Medie mussen ausenanersetzen, well déi sozial Medie wierklech eng ganz seriö Konkurrenz gi si fir de Consommateur, deen dat och schnell eigentlech praktesch verbraucht.

De Premier huet virdrun och schonn dorobber higewisen. An dat heescht och, datt do eng Rei Elementer oder eng Rei nei Saachen opkomm sinn, mat deene mer eis musse seriö ausenanersetzen. Dat ass zum Beispill déi ganz Geschicht vun de Fake News. Dat ass eppes vu falschen Informatiounen - fréier hätt een et vläicht Rumeure genannt -, déi da ganz schnell, dausendfach oder milliounefach ënnert d'Leit bruecht ginn, op den Netzwierker gedeelt ginn, a wou Leit herno dann och wierklech gleewen, datt dat esou ass. Soudatt dat also awer eppes ass, wat och heiansdo benotzt gëtt, fir aner Leit ze diskreditéieren, fir hinnen ze schueden.

An dat ass e Problem, mat deem mer eis wierklech musse seriö ausenanersetzen, well dat eigentlech och am Endeffekt kann, ech géif soen, praktesch demokratesch Prozesser a Fro stellen! Prozesser vu Wahle kënne manipuléiert ginn, carrement Wahle kënne praktesch manipuléiert ginn, wéi mer dat jo och usazweis gesinn hunn an den USA an och rezent elo a Frankräich bei de Wahlen, wou och nach kuerz virum leschte Sonnden da Fake News - waren et Fake News oder net?, mä dat war schwiereg, déi reell Fakten ze iwwerpréiwen - an d'Welt gesat gi sinn, déi schnell gedeelt gi sinn an déi natierlech kënnen eng Influenz hunn dann op de Wieler an der Kabinn. Dat sinn also wierklech Saachen, déi gi praktesch bis an d'Demokratien eran, déi do un d'Wackele kënne kommen.

A mir wësse jo och, déi Fake News, dat gëtt jo praktesch industriell, kéint ee soen, och heiansdo an d'Welt gesat, produzéiert, mat deenen Algorithmen, déi da kucken, déi gesinn, wann een eppes uklickt, wann een dat een-, zweemol uklickt, datt een dann duerch déi Algorithme bei all deene Plattformen ëmmer déi Contenue kritt, déi an déi Kategorie passen. Et ass och scho virdru vum Premier ganz flott illustréiert ginn.

Mä wou musse mer do usetzen? Ech mengen, do musse mer natierlech och usetze bei deene Plattforme wéi Facebook, wéi Twitter, fir datt déi méi an d'Responsabilitéit geholl ginn. Ech mengen, et dierf net sinn, datt d'sozial Medien eigentlech da Komplize gi vu Leit, vu Gruppen, déi wëlle Fake News verdeelen. Et ass do sécherlech net einfach, fir déi richteg Handhab ze fannen, fir kënnen zum Beispill direkt anzegräifen, legislativ anzegräifen, fir eppes ze verbidden. Do ass et jo dann och ganz schnell esou, wann ee géif bei esou Plattformen, wann ee keng aner Handhab hätt, einfach soen: „Mir verbidden et!", datt een do jo awer dann och géif eng komplett Zensur duerchféieren. Dat wëllt een net. Mä ech mengen, do muss een einfach kucken, déi grouss Plattformen an d'Flicht ze huelen, fir datt si selwer besser Kontrollmechanismen installéieren.

Mir haten dat jo och schonn. Mir hunn dat gesinn ënner anerem an Däitschland. Et kann ee sech erënneren un déi Diskussioun, déi mer do haten - virun, ech mengen, et si mëttlerweil zwee Joer hier -, fir awer do och vun der Politik hier Drock ze maachen op déi Plattformen, fir datt si selwer do besser Kontrollmechanismen installéieren.

Datselwecht gëllt och fir déi sougenannten Haasskommentaren, där een der och ëmmer méi fënnt, leider och hei zu Lëtzebuerg. A mir haten an deene leschte Méint, géif ech soen, schonn e puermol dann awer och Fäll, déi bis virun d'Geriichter komm sinn, glécklecherweis. Ech mengen, net méi spéit wéi virun enger oder zwou Woche war nach esou eng Affär um Geriicht, wou Leit zu Mord u Flüchtlingen opgeruff haten oder op d'mannst dat verherrlecht haten. Hei kann ee soen, do hu mir awer hei zu Lëtzebuerg eng relativ kloer Gesetzgebung. Mir hunn do eng Rei Moyenen, Instanzen, Kontrollgremien, déi da fonctionnéieren an déi och an deene leschte Méint do gutt fonctionnéiert hunn.

An ech muss och soen, datt och bei den - ech soen elo emol - Printmedien, déi och online sinn, awer d'Kontrollmechanisme gutt fonctionnéieren. Et kann ee jo bei deene meeschten Onlineversioune vun den Zeitungen och relativ schnell, praktesch op der Sekonn e Kommentar dann hannerloossen als Lieser. An do ass et awer an de Redaktioune geméinlech esou, datt do awer déi Saachen, déi wierklech ze wäit ginn, déi mat Haass ze dinn hunn an esou weider, datt déi do guer net publizéiert ginn. Dat ass sécherlech scho ganz gutt, wéi dat hei fonctionnéiert.

Bon, et geet awer net duer, nëmmen de Problem vun de Fake News oder den Haasskommentaren ze kontrolléieren, et muss een och do präventiv wierken. Wann ech soen „präventiv wierken", dat heescht virun allem a mengen Aen, datt een den Esprit critique zu de soziale Medien an zu de Medien insgesamt - hei schléissen ech awer all d'Medie mat an -, datt een deen Esprit critique muss férderen. An do soll een natierlech bei deene Jonken ufänken. Do musse mer nach méi Efforte maachen an de Schoule fir déi sougenannt „kritesch Medienerzéiung". Dat kann an engem Cours gemaach gi wéi „Vie et Société", dat kann zum Beispill am Sproochenunterrecht gemaach ginn, wou dat systematesch säin Agank ka fannen.

Et kéint een och iwwer eng speziell Optioun „Medien" oder „kritesch Medienerzéiung" - oder wéi een et da wëllt nennen - nodenke bei der Reform vum Lycée. Ech mengen einfach, datt et hei drëms geet, datt d'Enseignanten deene Jonke solle vermëttelen, wéi ee kritesch mat de Medien ëmgeet, wéi ee kritesch mat Informatiounen ëmgeet, ob dat Printmedie sinn oder ob dat Onlinemedie sinn, ob dat Fake News sinn an esou weider.

An do gëtt et och flott Beispiller. Elo ganz rezent hate se zum Beispill am Lycée Aline Mayrisch e Projet gemaach iwwert den Trump an och e bësse seng Aart a Weis, wéi e mat de Medien ëmgeet. An do hate se du selwer, déi, déi an deem Grupp dee Projet gemaach hunn, esou eng Fake News lancéiert, wou ënner anerem da gesot ginn ass, datt elo an Zukunft missten all d'Handyen am Ufank moies an eng Black Box geluecht ginn an dann herno zum Schluss, um véier Auer oder wann d'Schoul eriwwer ass, géife se dann eben erausgeholl ginn.

An do huet ee gesinn, dat war esou eng Fake News, déi awer iwwer all méiglech Kanäl wéi e Laffeier sech verbreet huet. Herno an der Proffekonferenz ass scho kontrovers diskutéiert ginn: „Et ass eng Sauerei!", oder hei oder do, oder: „Dat ass gutt!" An herno hu se dunn och awer kloer gesot: „Hei, dat do war eng Fake News, et ass keen Déngen, et ass elo net eppes, wat reell decidéiert ginn ass vun der Direktioun." Dëst nëmmen als Beispill, wéi awer dann natierlech d'Schüler och do flott kënnen op eng praktesch Aart a Weis erugefouert ginn, fir kritesch mat Medien oder mat Noriichten ëmzegoen.

Dat ass awer och scho fréier - vläicht méi punktuell - gewiescht, dat huet heiansdo vun de Proffen ofgehaangen. Ech ka mech erënneren, wéi ech am Lycée war, am LGL, hat ech e Proff - ech kann och roueg den Numm nennen, well dat soll een och ervirsträichen, ech mengen, den Här ass mëttlerweil an der Pensioun -, den Här Mergen, Franséischproff, dat war op Troi-

sième, deen hat am Franséischcours gesot: „Voilà, elo huelt der eng Noriicht dës Woch an da liest der dat an dräi franséischen Zeitungen!“, ech mengen, et war „Figaro“, „Libération“ an „Le Monde“. Éischtens huet een dann emol eng Kéier franséisch Zeitunge gelies, dann huet ee sech eng spezifesch Noriicht, déi an deenen dräi Zeitunge war, erausgeholl an da verglach. An do konnt een och ganz gutt dann herno gesinn, datt awer och eng soi-disant objektiv Noriicht verschiddentlech, vläicht och wéinst der politescher Ausriichtung oder wéinst dem Journalist, dee se geschriwwen huet, aneschters duergestallt ginn ass.

Ech kéint och drun erënneren, wann een am Däitschunterrecht „Die verlorene Ehre der Katharina Blum“ gelies huet, ech mengen, och dat war eppes, wou een awer da sech Gedanke gemaach huet iwwert dat, wat an de Medie steet, an datt een dat net einfach soll esou hinhuelen.

Mediebildung, kritesch Medienerzéiung soll sech net nëmmen op déi Jonk beschränken. Ech mengen, och bei den Erwuessene soll een do upaken. Et kéint ee sech do och vläicht virstellen, datt een am Zentrum fir politesch Bildung do esou Elementer kéint materabréngen.

Här President, jo, och déi richteg Journalisten, déi schaffen emol mat méi räissereschen Iwwerschréften, fir d'Lieser iwwerhaapt haut nach beweegt ze kréien, hire Contenu ze liese. Mä den Ënnerscheed bei deenen Artikelen ass, datt no der Iwwerschréft awer da geméinlech e Contenu kënnt, en Inhalt kënnt mat Fakten, eventuell och emol mat enger Meenung, wou awer da kloer ze identifizéieren ass, datt et eng Meenung ass. An dat ass dat, wat awer haut och nach weiderhin e gudde Journalismus ausmécht, d'Qualitéitskritären, déi dat maachen am Géigesaz zu all deene schnellen Noriichten op de soziale Medien. An et ass och dat, wat ee muss weiderhin hei héichhalen an och weiderhin ënnerstëtzen.

Et ass jo och esou, datt d'Journalisten hei zu Lëtzebuerg insgesamt do eng gutt Aarbecht maachen. Et war emol e klengen Ausrutscher, ech mengen, ech wëll net méi weider drop agoen - dat war vläicht och e bëssen den Ausléiser vun dëser Debatt -, mä an deem Kontext och nach vläicht eng Kéier un den Deontologiekodex, deen d'Press sech selwer operluecht huet, erënneren an dorun, datt also och hei eng Rei Kontrollmechanisme fonctionnéieren.

An hei wëll ech och dat widderhuelen, wat scho meng Virriednerin oder och déi zwee Virriedner gesot hunn: Journaliste spillen eng immens wichteg Roll an der Demokratie. Et ass ee vläicht als Politiker net ëmmer begeeschtert iwwert dat eent oder dat anert, wat een dann emol liest, wat een héiert, wat an de Mikro geschwat gëtt, mä ech mengen, et muss een awer déi Aarbecht vun de Journaliste respektéieren.

Si spillen eng wichteg Roll. Si stellen den Equiliber hier. A well jo och eng Pluralitéit hei zu Lëtzebuerg an der Medielandschaft ass, erméigleche si et dann de Leit dobaussen, sech hir eege Meenung ze bilden. An et muss een einfach déi Offer behalen, datt d'Leit eng Pluralitéit vun Zeitungen hunn, wou se da kënnen iwwerall e bëssen eraliese goen, fir sech dann hir eege Meenung ze bilden.

Duerfir ass et jo och evident, op alle Fall wat de Contenu ubelaangt, datt do de Stat, datt d'Politik sech guer net doran anzemëschen huet, och wann engem, wéi gesot, vläicht heiansdo den Inhalt net ëmmer esou gefält. D'Medien oder d'Zeitungen, d'Journalisten, dat ass eng Aart véierte Pouvoir. An dee kann och nëmmen erhale bleiwen, wann do d'Politik sech net amëscht.

Dat ass awer net ëmmer - et muss een och soen, hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert dat gutt - eng Selbstverständlechkeet, och souguer an deene sougenannte westleche Länner. Wann ee kuckt, wat awer déi eng oder aner Derapagen emol ware beim neien amerikanesche President, dann ass dat net ëmmer ideal. An anere Länner gi Journalisten agespaart - ech denken do un d'Tierkei -, déi dann ëm hiert Liewe musse fäerten. Och dat dierft et wierklech net ginn an et muss ee kucken, op allen Ebenen do dergéint unzekämpfen!

Ech mengen, fir eis ass d'Pluralitéit an d'Onofhängegkeet vun de Medien, besonnesch an där verännerter Kommunikatiounsgesellschaft, méi wéi jee wichteg. An duerfir muss se och an deem Sënn ënnerstëtzt ginn. D'Onofhängegkeet an d'Pluralitéit vun der Press huet e Präis, jo, besonnesch an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, mä mir mussen eis einfach bewosst sinn, ech mengen, besonnesch an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, datt mer eng grouss Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg esou vill Zeitungen ze hunn, esou vill ënnerschiddlech Ausriichtungen, Meenungen ze hunn.

Dat ass eigentlech eppes, wou awer Leit aus villen anere Länner, déi emol hei op Lëtzebuerg kommen, heiansdo erstaunt sinn, wann ee mat hinne schwätzt: „Dir sidd esou e klengt Land“, an da gesi se do am Kiosk, oder doheem huet ee jo dann... Mir anerer, mir hunn alt jo méi Zeitungen. Da sinn d'Leit ëmmer erstaunt, datt een do dräi, véier, fënnef lëtzebuergesch Zeitungen leien huet. Mä ech mengen, dat ass wierklech eppes, wat wichteg ass. An natierlech wësse mer och - mir wëllen d'Zeitungen alleguerten also fir d'Pluralitéit -, datt awer och déi Pluralitéit besteet, well mer hei zu Lëtzebuerg e System vun der Pressehëllef hunn, dee gutt fonctionnéiert.

Et ass vläicht net eng Particularitéit vu Lëtzebuerg. Ech hunn eng Kéier kuerz nogekuckt. Ech mengen, dat war och an engem Dossier, dee mer geschéckt kruten, datt et nach a verschiddenen anere Länner gewësse Forme vun Ënnerstëtzunge gëtt. Mä et ass trotzdeem schonn eng kleng Particularitéit vu Lëtzebuerg, déi aus de 70er Jore vum leschte Jorhonnert staamt. Ech mengen, ënnert dem liberale Premier Gaston Thorn ass dat deemools agefouert ginn.

Mä haut ass dat einfach net méi ewechzedenken. An dat gëtt och vu kengem a Fro gestallt. Ech géif op alle Fall mengen, och wann elo déi nächst Riedner kommen, datt sécherlech keen dat wäert a Fro stellen. Och de Premier war a sengen Aussoe ganz kloer, datt dat net de Fall ass, au contraire, datt een dat wäert an Zukunft nach eventuell an déi eng oder aner Richtung ausbauen.

Einfach fir et awer och mat e puer Zifferen hei ze illustréieren: 2017 ass en Total vu 7,4 Millioune fir Pressehëllef am Budget virgesinn, fir eben d'Onofhängegkeet an d'Villfalt vun der Press ze garantéieren. An, wann ech awer - ech hunn dat virdrun och scho versicht ze soen - déi nei Medielandschaft misst mat engem Charakterzuch beschreiwen, da géif ech soen: permanent Verännerung oder konstant Verännerung. Dat ass dat, wat se charakteriséiert.

Duerfir muss eigentlech och dann déi, ech soen „Ënnerstëtzungspolitik“, déi mer maachen, méi flexibel ginn. Wat haut nach vläicht richteg ass, ass muer scho vläicht net ganz iwwerlieft, mä awer, datt da muer nei Elementer do sinn, déi een och muss consideréieren. Heiansdo geet et ze schnell oder et brauch een eng gewëssen Zäit, fir sech dorunner ze adaptéieren.

De Jean-Lou Siweck hat och rezent an engem Artikel gesot, dat war zwar am „Paperjam“, wou en da seet: «Or, chaque fois que de nouveaux médias apparaissent,...», e mengt domadder och all déi nei Elementer vun de soziale Medien, «…il faut un certain temps pour comprendre et assimiler ces nouveautés.» Jo, mir musse just oppassen, datt mer net ze vill schnell iwwerrullt ginn.

Mir mussen also flexibel bleiwen, ëmmer kucken, eis do dann ze adaptéieren. A grad duerfir gi jo och elo 2017 déi éischte Kéier separat Hëllefe fir Onlineredaktiounen ausbezuelt, well dat eben eng nei Erscheinung ass, déi awer eng gewëssen Importenz huet, déi een och wëllt ënnerstëtzen, well se och, wa se sënnvoll vun den Zeitunge benotzt gëtt, fir d'Pluralitéit gutt ass.

An déi reng Onlineoffere kënnen also elo dëst Joer maximal 100.000 Euro am Joer vum Stat kréien. Et gëtt awer och e puer Konditiounen. Et musse reng Informatiounsoffere sinn, déi d'Dagesaktualitéit couvréieren. Et dierfen elo net zum Beispill Reklamme sinn. Et musse mindestens zwee Journalisten do schaffen, déi exklusiv online schreiwen. Et dierf een och net einfach Artikelen aus de Printmedien iwwerhuelen. Den Droit de réponse muss garantéiert sinn. Voilà! Also, et gëllen do och déiselwecht Qualitéitsusprécher wéi bei dem Print.

An déi Flexibilitéit, vun där ech grad geschwat hunn, dat war awer och en Hannergedanke vun deem, wéi mer elo virun net allze laanger Zäit de Konzessiounsvertrag mat CLT-UFA, mat RTL verlängert hunn. Do hu mer et net méi op zéng Joer gemaach, mä nach just op dräi Joer, fir ebe kënnen ze kucken, wéi dat Ganzt evoluéiert.

De Moment ass et jo nach esou, datt do keng Vermëschung dierf sinn zwëschen dem Audiovisuellen an dem Online. Et muss ee kucken, wéi dat sech elo an der Praxis bewäert, ob do awer herno vläicht méi vermëscht gëtt. De Moment ass eng strikt Trennung. Voilà, et muss een einfach an dräi Joer e Bilan maachen a kucken, ob eventuell a Fonctioun dovunner dann Hëllefen adaptéiert ginn, aneschters modelléiert ginn.

Well ech da bei CLT war a bei RTL war, nach vläicht, Här President, ganz schnell e puer Wuert zu den audiovisuelle Medien. Ech hu scho gesot: Virun e puer Wochen hu mer hei de Konzessiounsvertrag guttgeheescht. Et muss ee soen, RTL ass jo keng ëffentlech-rechtlech Tëlee am klassesche Sënn. Et gëtt awer trotzdeem garantéiert, datt zu Lëtzebuerg e qualitativ héichwäertege Fernsehsprogramm ass, wou d'politesch, kulturell a sportlech Dagesaktualitéit couvréiert gëtt. Dernieft hu mer de Radio 100,7. Dat, kéint een eigentlech soen, ass zu 100%, oder 100,7%, en ëffentlech-rechtleche Radiosender, dee komplett onofhängeg vu wirtschaftlechen Interessen iwwert d'Aktualitéit zu Lëtzebuerg berichte kann.

An ech mengen, do hu mer zwou staatlech finanziell Interventiounen, fir et emol esou ze nennen, déi richteg a wichteg sinn, wou jiddweree seng Roll ka spillen. Et soll eis awer net drun hënneren, datt een awer kann iwwerleeën, wéi een am Audiovisuellen nach fir méi Pluralitéit suerge kann. Ech muss awer soen, datt ech elo net konkret do eng kloer Propositioun hei um Dësch leien hunn. Mä egal wéi, ech mengen, och do muss ee sech bewosst sinn, datt do nach wäerten Evolutioune kommen, mat Netflix, Amazon Prime an esou weider. Et wäert nach just eng Fro vun der Zäit sinn, bis datt och an Tëlee a Radio vläicht esou Onlinecontenuen Iwwerhand huelen, op alle Fall méi Importenz unhuelen.

Voilà! Här President, déi puer Remarquë gemaach. Ech hunn net all Aspekter vun deem, wat ee kann zu der Mediendiskussioun soen, hei behandelt. Ech muss och soen, datt awer och hei net elo geduecht war... Well et war bei menger Virriednerin vläicht e bësse bedauert ginn, datt mer dat an der Kommissioun net méi diskutéiert hunn.

Ech hat et emol esou verstanen - meng Fraktioun hat et esou verstanen -, datt et en Débat de consultation wär, net en Débat d'orientation. Dat heescht, datt dat eigentlech hei fir d'Éischt, ier mer da vläicht an der Kommissioun duerno all déi Saachen opschaffen, eng Consultatioun ass, wou déi eenzel Fraktioune sollen hir Iddien, hir Punkten erabréngen, déi se vläicht méi wëllen diskutéieren an Zukunft, an datt dann de Prozess natierlech weidergeet.

Ech mengen also sécherlech, datt dat hei sécher keen Ofschloss ass, mä datt dat en Ufank oder e Weiderféieren ass vun enger Debatt iwwert d'Medien, d'Medieférderung an all déi aner Aspekter, déi ech och virdrun ugeschwat hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. An d'Wuert huet elo den Här Yves Cruchten fir d'LSAP. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten *(LSAP).*- Merci, Här President. Anescht wéi de Medieminister wäert ech awer op de Phenomeen vun de Fake News agoen, an zwar laang a breet, well ech dat vun enger iwwergeuerdneter Wichtegkeet empfannen. Wie bis elo gemengt huet, de Phenomeen vun dëse Fake News, zu deem een och dee schéine Begréff „Alternative Facts“ ziele kann, wier haaptsächlech op Amerika limitéiert, a wie gemengt huet, Europa géif zumindest an där Form dovunner verschount bleiwen, deem sief geroden, den Debat vun der leschter Woch a Frankräich tëscht dem Marine Le Pen an dem Emanuel Macron nozekucken.

D'Kandidatin vum Front National huet do e Freedefeier vu Fake News repsektiv alternative Fakten ofgeschoss. Seriö Medie si kaum nokomm, fir all déi falsch Behaaptungen opzeziele respektiv se mat de richtege Fakten ze widderleeën. An elo kéint een doriwwer laachen, well et surreal a grotesk war, wéi déi rietsextrem Politikerin ouni mat der Wimper ze zucken ëmmer erëm Saache behaapt huet, grad wéi se hir an de Krom gepasst hunn.

Dat huet hir glécklecherweis näischt genotzt, mä déi eng oder déi aner Kéier huet si Tatsaache verdréit, Geschichten erfonnt, also de facto gelunn. Fake News oder Alternative Facts sinn näämlech näischt aneschters: Fake News sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, näischt aneschters wéi Ligen!

Fake News si keng falsch Informatiounen, déi dowéinst falsch wieren, well den Auteur sech net richteg informéiert huet oder well den Auteur net richteg recherchéiert huet oder ganz naiv eppes behaapt, vun deem en eigentlech keng Anung huet. Neen, Fake News sinn Informatiounen, déi bewosst a ganz geziilt agesat ginn, fir e bestëmmten Zweck ze erfëllen. An den allermeeschte Fäll hunn dës Fake News eng negativ Konnotatioun an déngen derzou, eng Persoun, eng Associatioun, eng Iddi oder e Grupp vu Mënschen zu Onrecht oder iwwerdriwwe schlecht duerzestellen.

Fake News respektiv d'Auteure vu Fake News verfollegen nëmmen een Zweck, an dat ass d'Manipulatioun vun der ëffentlecher Meenung. An deem Sënn sinn d'Fake News zwar keen neie Phenomeen. Fake News, also bewosst gestreete Falschinformatiounen, sinn et quasi schonn ëmmer ginn, virun allem an de Beräicher, déi mir gutt kennen, déi vun de Medien an déi vun der Politik. Nei ass awer, dass duerch den Internet an déi sozial Medien d'Vitesse, mat deene se verbreet kënne ginn, a virun allem och d'Zuel vun de Leit, déi se erreeche kënnen, méi wéi exponentiell an d'Luucht geet.

Derbäi kënnt, dass eng Fake News, wa se eng Kéier bis am Internet ënnerwee ass, net méi ka gestoppt ginn. An all Erklärung, all Richtegstellung, dee sougenannten „debunking“, ass duerno ganz schwéier an erreecht quasi an alle Fäll ëmmer nëmmen eng begrenzten Zuel vu Leit. E gudden Deel vun deem Bulli, mat deem gehäit gouf, bleift deemno hänken.

Fake News sinn dann och méi wéi en harmlose Witz. Fake News an Alternative Facts sinn eng Gefor fir eis Demokratie, virun allem, wa se systematesch an am grousse Stil agesat ginn, zum Beispill, wéi mer elo just héieren hu vum Här Berger, fir d'Beaflosse bei de Wahlen an Amerika oder och nach zulescht a Frankräich.

Awer och de soziale Fridde kann direkt menacéiert ginn. Zum Beispill kënne Falschmeldungen iwwer Flüchtlingen an hir vermeintlech kriminell Akte séier derzou féieren, dass déi souwisou scho fragill Stëmmung kippt vis-à-vis vun u sech onschëllege Leit, mat der Konsequenz, dass Haass a Gewalt generéiert ginn an d'direkt Sécherheet an de soziale Fridde vun enger Gesellschaft menacéiert sinn.

Fake News mussen dofir mat alle Mëttelen ënnerbonne ginn, respektiv et muss alles drugesat ginn, fir de kritesche Geescht bei de Bierger ze förderen a se ze animéieren, ëmmer erëm Fakten ze kontrolléieren a Quellen ze iwwerpréiwen. Einfach ass dëst net. Däers si mer eis, mengen ech, heibannen alleguer bewosst.

Ee Beräich, wou ee preventiv a gläichzäiteg proaktiv usetze kann a muss, an dat gouf och scho gesot, ass d'Educatioun. Déi Jonk, eis Kanner, mussen an der Schoul dee richtegen Émgang mat Medien - Stéchwuert „Medienerzéiung“ - geléiert ginn. Wéi an alle Beräicher musse si speziell am Émgang mat de Medien zu responsabelen a kritesche Bierger erzu ginn. Dofir si mir als LSAP der Meenung, dass d'Ausschaffen an d'Aféiere vu geziilter a systematescher Medienerzéiung an eise Schoule eng vun de bildungspolitesche Prioritéite muss sinn.

Et gouf ënner anerem och vum Medieminister ugeschwat, dass e sougenannte Referenzkader iwwert d'Medienerzéiung an d'Mediebildung säit 2010 virläit. Och gëtt et verschidde Projeten, fir d'Kanner un den Émgang mat der digitaler Technik an den Émgang mat net nëmmen digitale Medien erunzeféieren. Aner Projete gëtt et ënnert der Form vu Weiderbildungscourse fir Enseignanten, iwwert d'Notze vu moderne Medien am Unterrecht an esou weider.

Allerdéngs, och wa se ze begréisse sinn, sinn dës Projete vereenzelt Aktiounen oder Initiativen. Eng breet a konsistent Medienerzéiung gëtt et den Ablack zu Lëtzebuerg awer net. De Premier huet virdrun en entspriechenden Aktiounsplang an Aussiicht gestallt, an dat begréisse mir als LSAP ausdrécklech.

E grousse Bäitrag kënnt also sécherlech der Schoul zou. Mä d'Roll vun den Eltere soll an däerf hei awer net vergiess ginn. Schliisslech si si déi éischt Uspriechpartner fir d'Kanner an och déi éischt Responsabel fir dësen hir Erzéiung. Eltere musse Virbild an Ënnerstëtzung fir hir Kanner sinn, och am Émgang mat Medien. Fir dëser Aufgab kënne gerecht ze ginn, ass et wichteg, dass och si, wann néideg, an dësem Beräich Hëllef an Informatioun kënne kréien. Dëst gëtt et zum Deel schonn. An ech denken do un d'Initiativ BEE SECURE vun de Ministèrë fir Wirtschaft, Famill a Bildung, wou Elteren Hëllef fannen a sech informéiere kënnen, zum Beispill a Saache Jugendschutz.

Well de Sujet awer komplex ass an domadder d'Froe vun Eltere wäit iwwert dee Beräich eraus kënne goen, musse mer d'Elteren anstänneg informéieren a si beim Encadrement vun hire Kanner am Kontext vun de Medie verstäerkt ënnerstëtzen. De Medie kënnt eng zentral Roll zou am Kampf géint d'Fake News, an domat och eng zentral Roll fir de korrekte Fonctionnement vun eiser Demokratie, fir de gesellschaftlechen Zesummenhalt an och fir de soziale Fridden.

D'gesellschaftlech Positioun, den Émgang vun enger Regierung, vun der Politik mat senge Medien, seet deemno vill aus iwwert den Zoustand vun engem Land oder engem Stat. E Bléck an d'Welt vun haut geet duer, fir dat ze erkennen. D'Roll vun de Medien an all demokrateschem Stat soll an éischter Instanz eng méiglechst allgemeng Informatioun vu méiglechst alle Bierger sinn. D'Aufgab vun de Me-

dien ass et, no professionellen an deontologesche Kritären eng Hierarchiséierung, deemno eng Selektioun vun den Informatiounen ze maachen an déi dann ze erklären an ze kommentéieren.

D'Medie stellen am Idealfall eng Orientéierungshëllef fir d'Bierger duer, déi sech esou iwwert de Wee vum Fernseh, vum Radio, vun den Zeitungen oder och vum Internet besser am Dschungel vun Informatiounen erëmfannen, fir sech dann eng eege Meenung kënnen ze maachen.

Dëst setzt awer verschidde Konditioune viraus, un éischter Stell d'Pressefräiheet. D'Medie musse kënne fräi an onofhängeg hir Aarbecht maachen. D'Medie solle méiglechst villfälteg sinn, fir dass den interesséierte Bierger sech aus verschiddene Quelle kann informéieren. A virun allem mussen d'Medien hir Aarbecht professionell, also entspriechend enger Rei vun techneschen an och deontologesch feste Kritäre maachen, also eng méiglechst héichwäerteg Informatioun liwweren.

All dës Kritären, d'Onofhängegkeet vun de Medien, de Mediepluralismus an d'Qualitéit vun der Informatioun, mussen an engem Debat iwwer eng Mediestrategie beliicht ginn, diskutéiert an och kritesch hannerfrot ginn. D'Onofhängegkeet, de Pluralismus an d'Qualitéit si bei de Medien och a vläicht virun allem zu Lëtzebuerg net vuneneen ze trennen. De Premier huet et a senger Interventioun schonn duergeluecht an erklärt, dofir wëll ech op dëser Plaz net méi vill am Detail dorop agoen.

D'Medielandschaft, national wéi international, huet sech an de leschte Jore staark verännert. Dës Veränneru ng - Stéchwuert „digital Revolutioun" - wäert nach a ganz rasant weidergoen. D'Bierger musse sech dorobber astellen. Déi Professionell aus deem Beräich musse sech dorobber astellen. An eis Roll als Volleksvertrieder, als Politiker ass et, de gesetzleche Kader ze setzen an de Wandel ze begleeden an am Sënn vun der Allgemengheet och ze ënnerstëtzen.

Här President, den zoustännege Medieminister huet bei senger Interventioun iwwert d'Erneierung vum Konzessiounsvertrag tëscht dem Lëtzebuerger Stat an der CLT-UFA d'Wichtegkeet vum Mediepluralismus hei am Land ënnerstrach an de Wëlle vun dëser Regierung betount, déi néideg Ënnerstëtzung ze ginn, fir dëse Mediepluralismus ze garantéieren an ze erhalen. E ganz praktesche Beweis, fir dëse Wëllen ze dokumentéieren, ass d'Aféiere per Reglement den 13. Januar vun engem Régime de promotion transitoire fir d'Onlinepress.

Selbstverständlech sinn och mir als LSAP fir de Mediepluralismus mat all deene positiven Auswierkungen, déi dësen op d'Politik an op d'gesellschaftlecht Zesummeliewen huet. Allerdéngs erlaben ech mer bei dëser Geleeënheet, déi eng oder aner Fro ze stellen:

Wat versti mir, wat versteet d'Regierung ënner Mediepluralismus? Heescht dat, eng méiglechst grouss Zuel u Medien ze hunn? Eng Zuel, déi beschtefalls no uewen op ass? Wann deem esou ass: Riskéiere mer am Extremfall net, dass mer iergendwann d'Qualitéit um Altor vum Pluralismus géifen afferen? Oder anescht gefrot: Wivill Medie verdréit eist Land? Wier manner heiansdo vläicht net méi?

Ech froen dëst ganz bewosst e bësse provokativ, an ech muss och zouginn, dass ech selwer och keng fäerdeg Äntwert dorop hunn, mä ech sinn awer der Meenung, dass een an deenen nächste Méint am Kader vun enger Gesamtstrategie op d'mannst probéiere muss, eng Äntwert op dës Fro ze fannen, well vun dëser Äntwert hänkt jo och d'Ausriichtung vun der zukünfteger Pressehëllef of.

An dës Hëllef soll Ënnerstëtzung sinn an net zu enger Zersplitterung vun der Medielandschaft féieren, woumat mir bei engem wichtegen Thema wieren, wéi een och aus de ganz ville Presseberichter am Virfeld vun dësem Debat konnt erausliesen. Iwwregens, net vill Debatte genéissen am Virfeld an de Medien esou eng ausféierlech Couverture wéi dës.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Här President, den Debat vun haut soll keen Debat nëmmen iwwert d'Pressehëllef sinn. Laanscht dat Thema kënnt een awer net. Mir alleguerte wëllen eng esou qualitativ an héichwäerteg Medielandschaft wéi nëmme méiglech. A Qualitéit huet och bei de Medien nun emol hire Präis; woubäi ech elo mir hei net wäert umoossen, fir prezis festzeleeën, wat Qualitéit ass a wat net.

An engem Land mat der Gréisst respektiv mat der Awunnerzuel vu Lëtzebuerg kënnt dann derbäi, dass d'Méiglechkeeten extrem begrenzt sinn, fir eleng iwwert de Verkaf vu sengem Produit de Gros vun de Käschten ze decken. Oder, fir et anescht ze soen: Eleng aus ekonomescher Siicht, ouni staatlech Ënnerstëtzung wier de Mediepluralismus, wéi mer en haut kennen, net oprechtzëerhalen.

Eng éischt Fro, déi sech da stellt, ass déi, ob déi haiteg staatlech Ënnerstëtzung vun der Form hier ugepasst ass, fir de kuerz- a mëttelfristege gesellschaftlechen, techneschen an och wirtschaftlechen Entwécklungen ze begéinen. Mir als LSAP mengen net. Mir leie mat dëser Meenung wuel op enger Linn mat der Regierung, déi soss dësen Debat wuel och net gefrot hätt, a wuel och op enger Linn, op d'mannst bis heihin, mat deene meeschte Medieresponsabelen.

Vun der Pressehëllef - ech schwätzen deemno vun der Hëllef fir déi geschriwwe Press -, déi 2015 ronn 7,5 Milliounen Euro ausgemaach huet, profitéieren haut eng zéng Titelen. Dës Pressehëllef gouf an de 70er Jore vum vergaangene Jorhonnert aus politeschen a wirtschaftlechen Iwwerleeungen eraus agefouert.

Nieft der direkter Pressehëllef profitéieren déi meescht Printproduiten awer och vun enger sougenannter „indirekter Pressehëllef". Zu dëser zielen déi speziell Posttariffer fir d'Zoustellung vun Zeitungen a Magazinnen, mä awer och d'Recetten duerch d'Publikatioun vun ëffentlechen Avisen an offizielle Mediecampagnen.

Et ass kee Geheimnis, dass dës leschtgenannten Akommesquell eng ganz wichteg fir vill Printmedien ass. Fir déi meescht vun dëse Produiten, vläicht souguer fir se alleguer, ass déi staatlech Hëllef iwwerliewenswichteg. Elo kann ee souwuel d'Héicht wéi och de Berechnungsmodus vun dësen Hëllefen a Fro stellen.

D'Madamm Adehm huet virdrun eng Neiregelung vun der Pressehëllef an Aussiicht gestallt. An ech war och ganz gespaant, Iech bis zum Schluss nozelauschteren. Allerdéngs hutt Der kaum Virschléi gemaach an Dir hutt Iech drop beschränkt, déi Hëllefen opzezielen, déi et haut scho gëtt.

Dat ass, Madamm Adehm, keng Kritik, well ech war genau op deemselwechte Wee wéi Dir, bis gëschter. Ech hu mer och alleguerten déi gutt Rotschléi, déi mir Deputéiert an de leschten Deeg alleguerte vun de Medien a vun de Medievertrieder kritt hunn, ugelauschtert. An all déi koume jo natierlech ëmmer aus der Perspektiv an aus der Vue vun deem Eenzelnen.

Allerdéngs, fannen ech, si mir Deputéiert net outilléiert, fir haut eng definitiv Äntwert op déi dote Froen ze ginn. Et feelen eis einfach verlässlech Zuelen a virun allem och d'Repercussiounen, déi et huet, wann een un där enger oder un där anerer Schrauf dréie geet. Et wier dofir ubruecht, dass d'Regierung eng komplett an detailléiert Etüd maache léisst iwwert déi eenzel Hëllefen, wat se bedéngen a wat se bréngen.

(Interruption)

Ech soen dem Minister dat herno nach eng Kéier. Dat ass kee Problem.

An ech schécke viraus, dass mir als LSAP och bereet sinn, iwwert de Gesamtbetrag fir déi geschriwwe Press ze diskutéieren, well mir fannen et vu grousser Wichtegkeet, dass et och an Zukunft nach ganz a komplett Zeitunge gëtt, egal ob op Pabeier oder digital.

Eng Zeitung vermëttelt méi wéi e spezifesche Blog zu engem bestëmmten Thema. Si gëtt et Gesamtbild vun der Aktualitéit. Eng Zeitung mécht och net nëmme Berichterstattung, mä schafft Informatiounen op zu ganz villfältegen Themen. Si mécht eng Analys a si férdert den Debat. Si dréit zur Gesamtkultur vun eiser Gesellschaft bäi an esou och zu eiser nationaler Identitéit. Si ass och déi bescht Äntwert op d'Fro vum Premierminister iwwert d'Algorithmen, déi hie virdru gestallt huet.

Jee no Konklusioune vun dëser Etüd misst da vläicht och d'Gesamtenveloppe fir déi geschriwwe Press eng Kéier direkt am Verhältnis zu den Hëllefe fir déi audiovisuell Medie gekuckt ginn. Ech mengen hei konkret RTL a virun allem deen neie Konzessiounsvertrag, deen d'Regierung mat der CLT ofgeschloss huet.

Ech wëll elo hei net de Montant vun 10 Milliounen diskutéieren, deen d'Regierung bereet ass ze iwwerhuelen, fir en eventuellen Defizit ze decken. Ech wëll och net meng eenzel Remarquë widderhuelen, déi ech bei der Presentatioun vum Vertrag op dëser Plaz scho gemaach hunn. Ech wëll awer drop hiweisen, dass mir hei vun der gesamter Pressehëllef ronn e Véierel eleng un een eenzegen, wann och - dat musse mer wëssen - käschtenintensive Medium ginn.

Natierlech mécht RTL Télee e qualitativ gudde Programm an och eng seriö Berichterstattung. Dat freet eis, an dat muss eis och eppes wäert sinn. Et geet mir awer hei just nach eng Kéier ëm dee prinzipielle Punkt, dass RTL - an dësem Fall schwätze mer vun der Télee - engem héich profitabele Konzern gehéiert.

Dëse Konzern wäert, egal wéi, ëmmer un éischter Plaz wirtschaftlech Interessen hunn. Dat ass och normal. Sécherlech huet d'Regierung mat der CLT-UFA e Konzessiounsvertrag ofgeschloss a sécherlech wäert RTL deen no beschtem Wëssen a Gewëssen erfëllen, an awer wäert RTL, ëffentlechen Optrag hin oder hier, ëmmer de kommerzielle Volet an de Vierdergrond stellen.

An deem Sënn wëll ech op dëser Plaz nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir et bedaueren, dass dësen Debat iwwert d'Medie stattfënnt, nodeems deen neie Konzessiounsvertrag schonn ofgeschloss gouf.

Dofir nach eng Kéier mäin Appell: D'Zäit bis 2023, dat Joer, wou deen ugeschwatene Konzessiounsvertrag ofleeft, muss onbedéngt genotzt ginn, fir eng méi breet Diskussioun ze féieren. An an dëser Diskussioun muss fir eis als LSAP och d'Fro no engem ëffentlech-rechtleche Fernsehsender op den Ordre du jour kommen, genee wéi d'Fro muss beäntwert ginn iwwert d'Roll an d'Missioun vum ëffentlech-rechtleche Radiosender.

Dozou gehéiert och d'Fro, ob dëse Radio haut d'Moyenen huet, fir senger Roll gerecht ze ginn. Dat kann ee kucken am Verhältnis zu anere Medien hei am Land oder nach am Verhältnis zu de Budgete vu vergläichbare Radioen am europäeschen Ausland.

Dës Fro, genee wéi d'Fro no enger ëffentlech-rechtlecher Télee, ass sécherlech eng budgetär Fro. An och wann et net 1:1 op Lëtzebuerg ze iwwerdroen ass, weist eis awer d'Beispill vun Island, dass een och mat enger - ech soen emol - bescheidener Enveloppe villes ka maachen. D'Fro vun ëffentlech-rechtleche Medien ass dofir haaptsächlech eng Fro vu politeschem Wëllen. Virun allem awer ass et eng Fro, déi een net einfach sollt mat vagen Indikatiounen iwwert d'Käschten ecartéieren.

Zum Schluss bleift dann nach de Medium Internet. Der Regierung hire Virstouss, eng éischte Kéier Onlinemedien ze ënnerstëtzen an esou hir Existenz respektiv hir Wichtegkeet ze ënnersträichen, begréisse mir als LSAP ausdrécklech. Wichteg ervirzeträichen ass an dësem Kontext, dass et sech ëm eng Promotion transitoire handelt, dass also eng zukünfteg Ënnerstëtzung anescht ausgesäit respektiv anescht ausgesi muss. Déi festgeluecht Konditioune géifen näämlech, wann ee verschiddenen Akteuren nolauschtert, virun allem opgrond vum néidegen eegene finanziellen Apport, och erëm déi Medienhaiser vun enger gewëssener Gréisst bevirdeelegen.

Bedauerlech ass awer virun allem dee Punkt, dass déi nei Ënnerstëtzung d'Internetmedie lassgeléist vun allen anere Medie betruecht. Dat an Zäiten, wou vill Medien, och hei zu Lëtzebuerg, hir Redaktiounen esou opgestallt hunn, dass se crossmedial, also fir verschidde Supporten, zum Beispill Zeitung an Internet oder Radio an Internet, kënne schaffen. Deem gëtt mat der neier Regelung net Rechnung gedroen an dat kéint verschidde Medien elo erëm dozou bréngen, fir op d'mannst deelweis hir Strategie respektiv hir nei Aarbechtsmethode réckgängeg ze maachen.

Wa mir vum Internet schwätzen, da musse mer och e puer Wuert iwwert den Internetsite vun RTL verléieren. Hei misst gekläert ginn, wat d'Kontributioun vun der Télee ass respektiv wat fir Recettë si hei erauszéien.

Eiser Opfaassung no kann näämlech net ausgeschloss ginn, dass duerch d'staatlech Ënnerstëtzung fir d'Télee net och indirekt den Internetsite mat subventionéiert gëtt, zemools an Zäiten, wou déi klassesch Téleesprogrammer haut anescht consomméiert gi wéi fréier. An d'Madamm Adehm hat et virdru schonn erwäänt: Haut sëtzt net méi déi ganz Famill um Punkt zwou Auer sonndes mëttes an der Stuff virum Fernseh a kuckt den „Heielei". Haut ginn d'Noriichte gekuckt à la demande, zu deem Ament, wou de Spectateur dat wëllt. An dat geschitt natierlech um Internet iwwer Handy, Tablet oder PC.

D'Mediekonvergenz bréngt mat sech, dass sech haut verschidde Medien, déi soss aus der Siicht vum Support näischt mateneen ze dinn haten, elo um Internet géintiwwerstinn. Si stinn do an enger neier Konkurrenz een zu deem aneren, virun allem op deem haart ëmstriddene Marché vun der Publicitéit. Am Secteur gëtt gefaart, dass mir riskéieren, mat der Ënnerstëtzung fir RTL Télé an deemno indirekt och rtl.lu aner Medien an domadder och eis Medielandschaft staark ze schiedegen. Zemools wou rtl.lu och net en exklusiven Informatiounssite ass, mä éischter, géif ech soen, e Site, bei deem och Entertainment ganz groussgeschriwwe gëtt.

Ech erlabe mer hei, un de sougenannten „Media Pluralism Monitor" aus dem Joer 2015 vun der Uni Florenz ze erënneren, dee Lëtzebuerg eng schlecht Zensur ausgestallt huet, ënner anerem opgrond vu Schwaachpunkten am Konkurrenzrecht, méi speziell, well et kaum Regele fir de Mediesecteur gëtt. Wa mir elo an den nächste Méint iwwer eng Mediestrategie diskutéieren, da solle mer och am A behalen, dass et nieft de kommerziellen an ëffentleche Senderen, nieft de grousse Medienhaiser och nach vill kleng Zeitungen, Radiosenderen oder regional Téleesemissioune gëtt. Och si droen, wann net onbedéngt zur renger Informatioun bäi, dofir awer zum gesellschaftleche Liewen an zu eiser Kultur.

Am Resumé kann ee festhalen, dass eng breet opgestallte Presselandschaft, déi een och qualitativ nohalteg wëllt ofsécheren an opstellen, Efforten op enger ganzer Rei Pläng viraussetzt. Zentral Elementer mussen an den Ae vun der LSAP dobäi eng breet opgestallten a konsistent Medienerzéiung an eng zilgeriicht, effizient, transparent a passend staatlech Pressehëllef sinn.

Wichteg wier och bei allen Diskussiounen ëm d'Medien, d'Fro vun de Sproochen net ausser Uecht ze loossen. Bei allem Pluralismus muss séchergestallt ginn, dass och sproochlech méiglechst vill Bierger am Land d'Méiglechkeet kréien, sech gutt ze informéieren, well dorëms geet et jo schliisslech!

A last but not least wëll ech en Appell un eis als Politiker riichten, fir vläicht heiansdo zweemol ze iwwerleeën, ier mer eng Noriicht oder eng Meenung digital an d'Welt schécken, well allze séier huet een do d'Grenze vum Populismus - an ech wëll net soe vun de Fake News - iwwerschratt.

An de Medien, virun allem den Internetmedie wëll ech soen, dass d'Vitesse an d'Zuel vun de Klicken net alles sinn. Heirun hänkt dann och d'Fro, déi fir eis als LSAP och muss thematiséiert ginn: Missten d'Administrateure vun Internetsitten hei zu Lëtzebuerg net méi streng géint onseriö a populistesch Commentairë virgoen? Respektiv missten d'Commentairen am Netz net mat vollem a richtegem Numm veröffentlecht ginn?

Une voix.- Très bien!

M. Yves Cruchten *(LSAP)*.- Och dat géif sécherlech zu engem Méi u Qualitéit féieren a vläicht och zu manner Haass, manner Beschass a manner Erniddregung bäidroen.

De Lomperang, och nach den „Stillchen" genannt, gouf zu Lëtzebuerg Enn vum 19. Jorhonnert ofgeschaaft. Loosst eis net en neien digitale Pranger schafen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Cruchten. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Medielandschaft huet geännert. Den Afloss an d'Wichtegkeet vun de Medien huet allerdéngs net ofgeholl, mä am Géigendeel éischter zougeholl. E rezent gutt Beispill fir déi Veränneruнge war d'Ried zur Lag vun der Natioun vun eisem Premier de 25. Abrëll, reportéiert op de 26. Abrëll. De Mann mat deem wichtegsten Amt hei am Land - eventuell no Ärem, Här Chamberspresident - wollt seng wichtegst Ried vum Joer halen an dee Mann huet dat awer net gemaach, well eng Pann eng live Iwwerdroung onméiglech gemaach hat! Wat virun 10, 20 Joer ondenkbar war, war an eisen Aen awer déi eenzeg richteg Decisioun.

Esou wichteg Momenter wéi d'Ried zur Lag vun der Natioun mussen haut live iwwerdroe ginn, musse live vun der Press ofgedeckt ginn, musse live vun de Bierger a Biergerinnen, déi dat wëllen, suivéiert kënne ginn. Et geet net méi duer, muer an der Zeitung ze liesen, wat haut geschitt!

Et ass gutt, datt mer déi wichteg Debatt iwwert d'Entwécklung an d'Qualitéit vun der Press haut féieren. Merci eisem Premier fir déi Initiativ, fir en Débat de consultation hei ze féieren! Merci senge Servicer fir déi puer Dokumenter, déi mer gemaach kritt hunn. Merci awer och deene ville Vertrieder vu ganz ville Lëtzebuerger Presseorganer, déi sech am Virfeld vun dëser Debatt zu Wuert gemellt hunn. Et war fir eis eng Beräicherung, fir hir Gedanken ze liesen, souwuel doriwwer, wéi den aktuelle System vun der Pressehëllef entstanen ass, wéi och d'Duerstellung vun den aktuelle Problemer, déi verschidde Presseorganer haut hunn, wéi och konkret Proposen, wat an Zukunft anescht, besser ka gemaach ginn.

Här President, d'Meenungs- a Pressefräiheet stinn am Artikel 24 vun eiser Verfassung. Selbstverständlech bleift dat och de Fall, wa mer

dann eng Kéier sollten eis Verfassungsreform zu engem glécklechen Enn féieren. Da gëtt et den Artikel 23. De Wording ännert liicht, mä um Inhalt ännert näischt. Et ass gutt, datt dat esou ass. An dat stellt keen a Fro.

Op där anerer Säit muss sech och d'Press un d'Gesetz halen; och an engem fräie Land ass d'Fräiheet vun der Press net absolutt. De Fait, datt d'Presse- a Meenungsfräiheet an enger Verfassung stinn, ass wichteg, mä dat eleng geet net duer! Och an der Verfassung vun der Tierkei steet - hei ass et den Artikel 28 -, datt d'Press fräi ass an net zensuréiert ka ginn. An dobäi gehéiert d'Tierkei zu deene Länner mat deene meeschten inhaftéierte Journaliste weltwäit! Nom Putschversuch vum Juli 2016 sinn iwwer honnert Journaliste verhaft ginn, 150 Medien zougemaach ginn, méi wéi 700 Presseausweiser annulléiert ginn. Kritesch Journaliste stinn an deem Land ënner Generalverdacht an déi wéineg onofhängeg Medien, déi nach bliwwe sinn, schaffen ënner stänneger Angscht.

Et ass mer wichteg drop hinzeweisen, datt d'Journalisten e gefäierleche Beruff ausüben an datt och an net autoritär geféierte Staten oder Diktaturen d'Medie vun der Zensur verfollegt ginn. Och an demokratesche Länner sti Journalisten ëmmer méi ënner Drock. A Länner wéi den USA, Polen, deelweis och Groussbritannien drécke sech Spëtzepolitiker ongenéiert negativ an offälleg der fräier Press géintiwwer aus.

Zu Lëtzebuerg ass dat glécklecherweis anescht. Och wann eis Journalisten nach ëmmer op e Gesetz iwwert den Zougang zu Informatioune waarden, wat hinne Satisfaktioun gëtt, mengen ech awer kënnen ze soen, datt d'Relatiounen tëschent Press a Politik gutt sinn.

Et gëtt och eng laang Rei vun Interventiounen duerch de Stat op eis Presselandschaft. An ech mengen, si si schonn alleguerten hei ernimmt ginn: De Monopol vum RTL Group op Radiosfrequenze bis 1991; d'Pressehëllef vun 1976 un déi geschriwwe Press, déi ënner anerem derzou gefouert huet, datt et haut nach déiselwecht véier Dageszeitunge gëtt, déi et du scho gi sinn. Zënter 1991 gëtt et en ëffentleche Radio. Zënter 2001 gëtt et eng Chamber TV. Zënter 2017 gëtt et eng Hëllef fir Onlinejournalismus. An ab 2021 gëtt et eng direkt staatlech Subventionéierung vun engem privaten nationale Fernsehsender, deem seng Monopolstellung domat nach méi gefestegt gëtt.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng zimlech speziell Relatioun tëschent Politik a Journalismus, tëschent Politiker a Journalisten. Et kënnt oft vir, datt Journalisten an d'Politik wiesselen. Mir fannen der souwuel op der Regierungsbänk wéi ënner eisen Deputéiertekolleegen. An et gëtt och ëmmer erëm Politiker, déi sech journalistesch betätegen.

Schonn 2004 hat sech déi Lëtzebuerger Journalistin Anne Elsen, déi am Ausland schafft, an enger Publikatioun mat dem Phenomeen vun der Interdependenz oder der „Interpenetratioun" vu Press a Politik zu Lëtzebuerg beschäftegt. Esou eng Interdependenz ass net ganz ongeféierlech. Och déi fräi Press brauch finanziell Hëllef duerch de Stat, déi also duerch d'Politik decidéiert gëtt. D'Pressefräiheet brauch awer och Onofhängegkeet vun der Politik. Dat heescht, d'Politik däerf keen Afloss kréien op de redaktionellen Inhalt.

Am Moment fërdere mer déi verschidde Presseorganer ënnerschiddlech, jee nodeem, ob se Informatiounen op Pabeier, iwwert de Radio, d'Tëlee oder den Internet verbreeden. Dat huet Vir- an Nodeeler.

Déi geschriwwe Press oder d'Pabeierpress: Mat den Hëllefe sinn eigentlech déi Ziler, déi viséiert waren, erreecht ginn. Déi klassesch Zeitungen an Zäitschréfte sinn eis erhale bliwwen. Déi eng an déi aner nei Zeitung, Zäitschréft huet et och gepackt, sech nei um Maart ze etabléieren. Natierlech kann ee kritiséieren, datt 75% vun der Pressehëllef fir dës Press un déi zwee grouss Editiounshaiser Saint-Paul an Editpress ginn. Anerersäits, wéi grouss sinn dann dës grouss Lëtzebuerger Editiounshaiser op engem globaliséierte Marché? An anerersäits huet och eng „woxx", déi aner Wochenzeitung, sech um Marché etabléiert, och wann et bestëmmt net einfach war an ass. An anerersäits gëtt et och dank Pressehëllef eng „Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek".

Well awer elo duerch déi sougenannt sozial Medien nach eng Kéier en nohaltegen Abroch vun de Recettë souwuel duerch d'Publicitéit wéi och duerch d'Aboen usteet, ass d'Zukunft vun der aktueller Villfalt um Zeitungsmaart net garantéiert.

Wat d'Radioslandschaft ugeet, esou hu sech an eisen Aen d'Hoffnungen, déi mat der Liberaliséierung vun 1991 entstane sinn, net ganz erfëllt. Am Gesetz vun 1991 war op eng Pressehëllef fir de Radio verzicht ginn. Et war een dervun ausgaangen, datt d'Liberaliséierung an en - wéi een deemools gemengt hat - onendlech grousse Kuch vu Gelder aus der Werbung et scho géife maachen.

De fréiere gréngen Deputéierte Robert Garcia huet an engem flotten Artikel, deen 2014 am Magazinn „Ons Stad" publizéiert gouf, d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Radioszeen beschriwwen a koum zur Konklusioun, datt een haut net ka vun enger richteger Radiosvillfalt schwätzen.

De kathouleschen DNR-Sender huet den 31. Mäerz 2014 seng Sendungen agestallt. Den Eldoradio ass no bei de CLT-Group geréckelt. Gutt, datt et dem 100,7 haut besser geet wéi jee virdrun. Den 100,7 weist eis och, datt Qualitéit eben hire Präis huet. Gutt, datt och de Radio ARA bis haut iwwerlieft huet. Mir sinn der Meenung, datt och musse Weeër gesicht a fonnt ginn, wéi en net kommerzielle Radio kann ënnerstëtzt ginn a wéi een och engem associative Radio, oder vläicht nach besser engem associative Mediendéngscht kann eng Perspektiv bidden.

Am Beräich vum Radio huet sech och gewisen, wéi wichteg en onofhängege Regulateur ass! D'ALIA hat engem franséische Radiossender vu Saint-Paul a CLT kee Feu vert ginn, a mir mengen, zu Recht. Déi technesch Entwécklung wäert et mat sech bréngen, datt d'Crossmedia-Strategien och an der Lëtzebuerger Medielandschaft eng ëmmer méi grouss Bedeitung wäerte kréien. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Et gëtt Entwécklungen, wou een deen zukünftegen Impakt haut nëmme schwéier aschätze kann. E Beispill sinn d'Entwécklungen, wat d'Radiosfrequenzen ubelaangt.

Zanter der Mëtt 90er Jore gëtt et nieft de klassesche Laang-, Mëttel- a Kuerzwellefrequenze jo och Entwécklungen am DAB- (Digital Audio Broadcasting) an am DAB+-Beräich. Dës Entwécklunge sinn elo amgaangen, sech op d'Radioslandschaft a verschiddene Länner auszewierken. Norwegen ass Virreider, Groussbritannien an d'Schwäiz zéien no. Et ass schwéier virauszesoen, ob déi Techniken e Succès wäerten hunn. Sécher ass allerdéngs, datt, wann esou e Wiessel kënnt - an déi technesch Viraussetzungen, déi domadder zesummenhänken -, datt déi finanziell Contraintë brénge fir kleng Radiossenderen a fir Radios communautaires, déi bal net ze iwwerwanne sinn.

Wat d'Televisioun ugeet, kann ee jo nëmme feststellen, datt den RTL-Monopol praktesch intakt ass. Jo, et gëtt Nordliicht TV an e puer regional Senderen, mä et gëtt just eng Chaîne, déi regelméisseg an all Dag Noriichte sent, an et gëtt just eng Chaîne, déi elo och eng Unerkennung fir eng Mission publique kritt huet a sech déi Missioun mat ronn zéng Milliounen d'Joer ab 2021 bezuele léisst. Mir hunn eisen Accord zu dëser Regelung ginn an och betount, datt dat eng Regelung fir dräi Joer ass, déi relativ transparent ass a fir Planungssécherheet suergt. Deen Arrangement kann awer net déi allerleschte Konklusioun an der Mediendebatt bleiwen. An do deelen ech och d'Aussoe vum Här Cruchten.

Ass Lëtzebuerg ze kleng fir méi wéi eng Tëleeschaîne? Ass dat esou?

Engersäits hate mer jo déi spannend Aventure vun Tango TV, duerno TTV, wou probéiert ginn ass, en zweete Lëtzebuerger Fernsehsender, deen och d'Groussregioun matabezunn hätt, niewent RTL ze installéieren. Déi Aventure ass an engem finanziellen Debakel zu Enn gaangen. No fënnef Joer ass festgestallt ginn, datt dës Tëleessocietéit ni rentabel geschafft hat a mat engem Defizit vun 18 Milliounen Euro ass de Betrib agestallt ginn. Ob dat allerdéngs de Bewäis ass, datt eise Marché ze kleng ass fir eng zweet privat Tëleeschaîne? Dat ass schwéier soen, well bis elo huet nach keen de Contraire bewisen.

Wa mer awer a vergläichbar Länner kucke ginn, da misst dat net onbedéngt eng noutwendeg Konsequenz sinn. An Island an op Malta, zwee europäesche Länner mat manner Awunner wéi Lëtzebuerg a mat engem anere Medienhistorique wéi eisem, ass d'Villfalt am Beräich Tëlee méi grouss wéi bei eis. déi gréng sinn der Meenung, datt mer den Dram vun enger ëffentlech-rechtlecher Tëlee eng Kéier sollten duerchrechnen. Mir kënnen eis virstellen, datt et Synergië gëtt, fir en ëffentlech-rechtleche Radiossender an en ëffentlech-rechtlechen Tëleessender ze realiséieren a mat Succès funktionéieren ze loossen.

Här President, déi lescht Mesure, déi eis Regierung ergraff huet, fir der Press ze hëllefen, ass e Règlement gouvernemental vum Januar 2017, fir d'Onlinepress ze ënnerstëtzen. Déi meescht Player um Pressemaart hu sech selwer en Onlinedéngscht ginn an dat bis viru Kuerzem ganz ouni staatlech Hëllef. Well mer der Meenung sinn, datt och d'Onlinepress eng wichteg Missioun huet an och hei d'Qualitéit hire Präis huet, begréisse mer déi Mesure, sinn awer och frou, datt et e Régime transitoire ass. Mir ënnerstëtzen hei Redaktiounsequippe vu minimal zwee Leit, wat eng Rei Froen opwerft. Den Inhalt muss sech däitlech vun deem vun der geschriwwener Press ënnerscheeden, wat mer verstinn - mir wëlle jo net deeselwechten Text zweemol subventionéieren -, wat awer och liicht onsënneg ass, well mer eigentlech domat Synergien, déi noleien, ausschléissen.

Souwäit dann elo d'Ausenanersetzung mat den aktuellen Aiden, wéi se elo bestinn. Natierlech kann een déi besteeënd Hëllefe kritiséieren oder a Fro stellen.

Déi éischt Fro, déi ee sech och muss stellen: Brauche mer och an Zukunft eng Pressehëllef?

D'Medie funktionéieren och no wirtschaftlechen Interessien. Och e Presseorgan muss sech froen: Wéi kréien ech mäi Produit am beschte verkaaft? Wivill Gewënn maachen ech? Wie bezilt, fir bei mir kënne Reklamm ze maachen? Wéi kréien ech meng Clientèle fideliséiert? Qualitéitsjournalismus léisst sech net eleng duerch Publicitéit an Abonnementer finanzéieren. Liberaliséierung eleng féiert éischter zu enger Konzentratioun vu wéinege Produiten a wéinegen Hänn wéi zu enger Medievillfalt. Well qualitativ gudde Journalismus, Onofhängegkeet a Villfalt vun der Press wichteg si fir en demokratesche Stat, brauche mer och an Zukunft hei am Land eng staatlech Pressehëllef. Iwwert de Montant musse mer dann zesummen diskutéieren.

Wéi zukunftsfäeg ass eisen aktuelle Modell vun der Pressehëllef?

Ass d'Vue vu getrennte Redaktioune fir verschidde Medien, déi mer dann alleguer jee no hirem spezifesche Fonctionnement - Pabeier, Radio, Tëlee, online -subventionéieren, zukunftsfäeg? Mir mengen éischter net. An d'Debatt huet jo och gewisen de Mëtteg, datt mer net déi Eenzeg sinn, déi dorunner zweifelen. Mir mengen, datt mer et ëmmer méi mat crossmediale Redaktiounen ze di kréien. Subventiounen, déi sech um Präis vum Pabeier an un der Säitenzuel orientéieren, hunn den Avantage, datt se transparent sinn a sech net an de redaktionellen Inhalt amëschen, zwee Kritären, déi och an Zukunft onersetzlech sinn.

D'Entwécklung a Richtung crossmedial Redaktiounen, also Redaktiounen, déi méi Kanäl bedéngen, déi gëtt et haut schonn, souwuel bei RTL wéi bei den Zeitungen. A mir mengen, datt et an déi Richtung weidergeet. Dat heescht dann och, datt mer méi grouss Redaktioune kréien a manner kleng Redaktiounen. Domat wieren dann awer och déi kleng Editiounshaiser par rapport zu deene grousse benodeelegt. An dat ass eppes, wat mir eigentlech net wëllen. Also werfe mer do eng Rei Froen op. D'Äntwerten, déi hu mer och, wéi all meng Virriedner, net parat an der Täsch, kënne mer net direkt mat op den Dësch leeën. Mä ech mengen, et ass schonn emol wichteg, wa mer déi richteg Froe stellen.

Den Här Jean-Lou Siweck vum „Wort" stellt d'Fro vun enger nationaler Presseagentur. D'Madamm Adehm huet se nach eng Kéier hei och opgeworf. Dat ass eng interessant a wichteg Fro, déi awer un éischter Stell mat den Editeuren a Journaliste sollt diskutéiert ginn.

Brauche mer eng ëffentlech-rechtlech Tëlee?

Déi traditionell Medie stinn a Konkurrenz zu de soziale Medien, op déi ech nach wäert ze schwätze kommen. Besonnesch zënter der Pegida-Bewegung schléit den traditionelle Medien och e gewëssent Mësstrauen entgéint. Bei hire Veranstaltunge gouf de Begréff „Lügenpresse" an d'Welt gesat. Dobäi gëtt et Studien, déi soen, datt haut méi Leit de Medie vertraue wéi virun zéng Joer! A bei eisen däitschen Nopere sinn et virun allem déi ëffentlech-rechtlech Tëlees- a Radiosstatiounen, deenen allgemeng méi en héicht Vertrauen entgéintbruecht gëtt.

Eis Medielandschaft ass eng aner wéi déi an Däitschland. Fir eis ass eng ëffentlech-rechtlech Tëlee net eng Noutwendegkeet, mä en interessante Projet, deen et verdéngt, datt mer eis domat beschäftegen. An domadder sinn ech därselwechter Meenung wéi den Här Cruchten.

Medien a Méisproochegkeet, dat ass en Aspekt, dee mer am Kader vun dëser Debatt net kënnen ausdiskutéieren. Et ass mer awer wichteg, et wéinstens eng Kéier ze ernimmen.

An der Konventioun mam RTL Radio heescht et am Kader vum Service public, d'Sendunge missten haaptsächlech a Lëtzebuerger Sprooch sinn a si misste sech un e méiglechst breede Public vu Residentë riichten. Dat gëtt e Spagat: Mir wëllen d'Lëtzebuerger Sprooch förderen, mir mussen awer och d'Populatioun vum Lëtzebuerger Land informéieren. RTL Télé huet mat enger Kuerzfaassung op Franséisch op déi aktuell Sproochesituatioun reagéiert. Eis Chamber bréngt et fäerdeg, e puer ganz wichteg Debatte synchron an d'Gebäerdesprooch ze iwwersetzen. Mä mir bréngen et awer net fäerdeg, däitsch oder franséisch Ënnertitele bei esou Debatten anzeblenden.

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt, deen da leider e bësse kuerz geréit: Wéi musse mer mat de soziale Medien ëmgoen?

Déi sozial Medie veränneren de Mediekonsum op eng spektakulär Aart a Weis. D'Algorithmen déngen der Profittmaximéierung a wierke sech op d'Inhalter aus, déi de Usere gewise ginn. Wat eng Persoun sech méi laang op engem Site ophält, wat et fir d'Plattform méi lukrativ ass. De Surfer soll sech wuelfillen an duerfir gëtt hie prioritär mat Inhalter versuergt, déi sengen eegenen nostinn. Esou entstinn Informatiounsblosen, Echoraim, wou dem User och déi krommsten, déi verwonnerlechsten Aussoe bestätegt a geliked ginn.

Jo, et ass vu ville gesot ginn: D'Medienerzéiung ass eng wichteg, transversal Aufgab vun der Schoul! Mä ech wëll awer drun erënneren, datt déi Leit, déi wéinst rassisteschen Äusserungen op Facebook viru Geriicht stoungen hei zu Lëtzebuerg, keng Jugendlech waren an och keng jonk Erwuessener. Et ass also net, fir alles un d'Schoul ze delegéieren! Mir wëlle keng staatlech Filteren. Jiddweree ka sech abréngen, andeems e falsch Behaaptungen net duerchgoe léisst a richtegstellt. Haass ass keng Meenung. Jiddwer Bierger a Biergerin soll Haassmessagë signaliséieren.

A schlussendlech kënne mer Facebook, Twitter a Konsorten och net komplett deresponsabiliséieren. Si musse schnell reagéieren, wat illegal Inhalter op hire Reseaue betrëfft.

An ech soen dem Här President Merci fir seng Gedold, déi e mat mer hat. Et gëtt nach vill iwwert d'sozial Medien ze soen, mä dat wier dann eng Debatt fir sech. Merci fir Är Opmierksamkeet an Är Gedold, Här President!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och, Här Adam. Ech ginn de Merci vun Iech un d'Kolleegen op deenen anere Bänke weider, déi net dozwëschegefunkt hunn. Mä ech mengen, dat gëllt och fir aner Kolleegen, wa se mëtten an engem Developpement sinn an net ze vill iwwerzéien.

Dat gesot, huet d'Wuert elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Et si Wierder gefall wéi Digitaliséierung, Deontologie - Themeberäicher, déi wichteg sinn an op déi ech wäert zréckkommen. Mä, de Kärpunkt ass d'Geld! D'Geld ass den «nerf de la guerre». An och am Virfeld vun dëser Debatt ass doriwwer am meeschte geschriwwen a kommentéiert ginn.

Et gouf oft gesot am Virfeld: „D'Pressehëllef steet fir Meenungspluralismus." Erlaabt mer, deem ze widderspriechen! D'Pressehëllef steet fir Status quo vum aktuelle Pressepluralismus, an dat ass eng Parteipress. Et geet net drëm, e wierkleche Pluralismus ze schützen oder ze preservéieren, wéi den Här Statsminister et gesot huet, «préserver la pluralité», mä et geet drëm, de Status quo ofzesécheren.

Et ass kee Geheimnis, datt ganz vill Produkter hei am Land - „Journal", d'„Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek", „woxx" an esou weider - net liewensfäeg wieren ouni Steiergelder. D'LSAP warnt hei virun Zersplitterung. Dat versteet een, wann ee weess, datt Editpress mat „Tageblatt", „Quotidien", „Revue" an „Jeudi" ëmmerhi fir 2017 3,6 Millioune kasséiert! Dat si 50% vun der gesamter Pressehëllef fir Printmedien! A well eis Press largement eng Parteipress ass, gëtt et nieft dësen transparente 7,5 Millioune fir d'Printmedien nach ganz vill méi oder manner verstoppte Subventiounen.

An da fänke mer emol un, eis mat der eegener Nues ze huelen hei am Haus. Eist Chamberblietche gëtt nëmmen nach iwwer Dageszeitunge verdeelt. Dat ass eng indirekt Subventionéierung vun deenen Dageszeitungen. Net méi all Bierger kritt et. Een, deen net op eng Dageszeitung abonnéiert ass, kritt et net! An do ass eben d'Fro: Ass et net un eis als Chamber, ass et net eis Flicht, all Bierger déi Informatioun zoukommen ze loossen, an net nëmmen deenen, déi op eng Parteidageszeitung abonnéiert sinn?

Déiselwecht indirekt Subventioun gëtt et duerch d'Publikatioun, déi obligatoresch Publikatioun vu Soumissiounen duerch de Stat, duerch d'Gemengen, duerch Établissements publics. Déi nächst ass d'Publication judiciaire: all Faillitten, Liquidatiounen, Zwangssteeën, Immobiliesteeën, déi an der Dagespress publizéiert ginn.

Eis konkret Propositiounen heizou si folgend: Éischtens, wat d'Chamberblat ugeet, si mir der Meenung, datt et nees un all Haushalt sollt verdeelt ginn, onofhängeg vun Dageszeitungen.

Déi zweet wier, datt en Amtsblat geschaaft gëtt, sief et a Print- oder Digitalform - dorëmmer geet et net -, wou all éffentlech a judiciaire Publikatiounen dra sinn. Et ass net verbueden, et an der Dagespress ze publizéieren, mä dat soll net méi obligatoresch sinn.

An da sot den Här Berger: „Ech ka mer net virstellen, datt hei ee fundamental géint d'Pressehëllef ass." Ech denken, e Liberale muss grondsätzlech, aus senger Grondphilosophie hier dergéint sinn, datt de Steierzueler Privatbetriber ënnerstëtzt. Firwat soll ech als Steierzueler zum Beispill der KP hiert Parteiblat matfinanzéieren?

Aus deemselwechte Grond si mer och net fir éffentlech Medien oder Statsmedien, well och déi garantéiere keng Meenungsvillfalt. Am Konträr! Et ass och keng staatlech Aufgab. Mir kommen dozou.

Wa mer dann awer Pressehëllef hunn, da si mir do derfir nëmmen ënner gewëssene Konditiounen:

Déi éischt Konditioun ass, datt mer eis net däerfen zefridde gi mam Status quo vun der aktueller Situatioun. Anstatt also ze soen: „Mir wëlle keng Zersplitterung", musse mer soen: „Mir wëlle méi Villfalt." An da mussen déi Kritären, fir kënnen an de Genoss vu Pressehëllef ze kommen, méi erliichtert ginn.

Ech mengen, mir erënneren eis alleguerten drun, wat fir eng grouss Schwieregkeeten eis gréng Kolleege mat „woxx" haten, fir dat opzebauen. Et muss ee wärend engem Joer fënnef Journaliste beschäftegen. Duerno goufe se nach an d'Längt gezu mat hirem Agrement a si kruten natierlech d'Pressehëllef och net retroaktiv. Dat ass eppes, wat extrem schwiereg ass, esou en Organ opzebauen!

Dat Zweet ass, datt d'Kritäre musse ganz kloer geännert ginn. Ech mengen, och do misste mer d'accord sinn, datt et net méi ka sinn, datt een d'Pressehëllef als Pabeierhändler kritt, datt also d'Zentimetere gemooss ginn an datt doduerch d'Zeitunge säiteweis Agence-France-Presse-, DPA- an esou weider -Meldunge publizéieren, just fir hir Pressehëllef eropzesetzen.

An dann drëttens, an dat ass dat Entscheedendst, si mir fir eng staatlech Subventioun nëmmen dann, wann e wierkleche Meenungspluralismus garantéiert gëtt. Dat heescht, datt an deene subventionéierte Medien dann och en Espace ass, wou de Parteien hir Communiquéë publizéiert ginn. Net onkommentéiert, et däerf roueg eng Ligne journalistique ginn! D'Journaliste sollen dat kommentéieren, mä si sollen et awer och publizéieren an net doutschweigen.

E ganz einfacht Beispill ass eis Positioun zur RTL-Subventioun, RTL Télé Lëtzebuerg. Do gouf weder an der Onlineversioun nach um Radio nach op der Tëlee vun deem betraffenen Institut och nëmmen ee Wuert doriwwer bericht. Souwäit zum Meenungspluralismus!

Ouni also wëlle Sekonnen ze zielen an ouni journalistesch Fräiheeten iergendwéi ze hannerfroen, muss et zu enger iergendwéi ausgewogener Berichterstattung kommen an zur Méiglechkeet, datt all Courant sech kann ausdrécken, och Couranten, déi net iwwer eng eege Parteipress verfügen.

Wéi sech heiansdo hanner enger Ligne journalistique verstoppt gëtt, gesäit ee bei RTL ganz gutt mat der „Carte Blanche". Do kann e Psycholog an enger „Carte Blanche" iwwer eis hierfalen, da soe se: „Mir hunn dorobber keen Afloss. Dat ass deem seng Meenung." E Journalist kann et maachen, an da gëtt gesot: „Ma dat ass eis Ligne journalistique." An eng „Carte Blanche" - ech hunn elo keng Statistik derzou, ech kann et net beweisen, mä et ass keng Fake News! -, eng „Carte Blanche" gëtt emol net an engem Prozent vun de Fäll un iergende Mënsch verginn, deen op enger Skala vun null bis zéng och nëmmen ee Millimeter méi riets ass wéi d'Fënnef.

D'Lag vun der Natioun ass en anert Beispill. D'Regierung hat wärend zwee Deeg de ganze Podium fir sech. Dem Här Bettel seng Ried gouf live iwwerdroen, duerno dem Pierre Gramegna seng. An owes konnt de Gast Gibéryen op RTL 15 Sekonnen derzou schwätzen. Dat ass net Meenungspluralismus! Dat ass ganz einfach eng Partei ofgekanzelt! An dat gëllt net nëmme fir eis, dat gëllt och fir d'gesamt Oppositioun, wann ee kuckt, wivill Zäit deem gewidmet gouf, wat d'Oppositioun zur Deklaratioun ze soen hat.

En anert Beispill ass déi Table ronde, déi dann owes organiséiert gouf op der Tëlee, mat allen nationale Jugendorganisatioune vun deenen am Parlament vertruedene Parteien ausser eiser - ausser eiser! Et ass dann op eise Protest hin, wou RTL zréckgeruddert ass, wat mer begréissen. Mä do gesäit een, wéi mat Meenungsvillfalt ëmgaange gëtt.

Ech wëll och eppes Positives soen. Ech fannen et ganz gutt, wann och Pressehëllef un Onlinemedie geet. Domadder si mer ganz d'accord. Dat ass eng gutt Saach. Firwat sollen nëmmen d'Printmedien ënnerstëtzt ginn?

Wat mer och ganz positiv fannen, ass de Volet vun der Deontologie. D'Diane Adehm huet ganz richteg gesot: „Et gëtt zurzäit schonn hei am Land eng ganz Rei vu Moyenen, wéi ee sech ka wiere géint falsch Aussoen an der Press." Penal, Zivill, Droit de réponse a schlussendlech Plainte beim Conseil de presse. Mir mussen awer kucken, wat a Wierklechkeet geschitt!

Eng Plainte pénale zum Beispill, wa behaapt gëtt, bei engem Deputéierte wier eng Perquisitioun gewiescht, well e wier mêléiert an d'Affär Miltgen, Fonds du logement, déi gëtt klasséiert! Déi gëtt net poursuivéiert. Um Zivill kréie Leit, deenen hir Éier an den Dreck gezu gouf, 2.000 Euro Schuedensersaz.

En Droit de réponse, e rezent Beispill: D'„Lëtzebuerger Wort" publizéiert en Droit de réponse op en Artikel am „Quotidien" a widderhëlt dann dräi Wochen drop genau deeselwechten Artikel vum „Quotidien" nach eng Kéier! Plainte beim Conseil de presse. Ech weess net, wéini deen éischten Arrêt gesprach ginn ass; dat muss ongeféier zéng Joer hier sinn. Et gouf der entre-temps ganz genau 38, dat heescht, ganz, ganz wéineg. An et muss ee sech d'Fro stellen: firwat?

Et gëtt jo e Code de déontologie a genau par analogie zu deem, wat jo och geschitt bei den Affekoten oder bei den Architekten oder bei den Ingenieuren oder bei de Medezinner, sollt de Conseil de presse seng Aufgab do eescht huelen an och wierklech Sanktioune verhänken oder verhänke kënnen, souwuel géint Journaliste wéi géint Blieder, déi klipp a kloer géint de Code de déontologie verstoussen.

Da goung rieds iwwer Meenungsfräiheet an Zensur, Fake News an esou weider. D'Diane Adehm sot ganz richteg: „Whoever controls the media, controls the mind." Et muss een einfach oppassen, datt een net op eemol alles Fake News nennt, wat eng Meenung duerstellt, déi engem net gefält. Et ass richteg, datt Opruff zum Haass penal poursuivéiert gëtt. Genausou falsch ass et awer och, jiddwereen ze poursuivéieren, just well en eng Meenung vertrëtt, déi net mainstream ass!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Dat ass e ganz wichtegen Debat, dee mer hei an der Chamber féiere mussen an dee mer och wäerte féieren: de Schutz vun der Meenungsfräiheet. An ech freeë mech op deen Debat, dee vun eisem Kolleeg Fernand Kartheiser ugestouss gouf.

An, Här President, ech bleiwen ënner menger Zäit. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Exzellent! Den Här Berger huet souguer de Portabel vergiess.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Schell war iwwregens net fir Iech.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt net de Riedner ënnerbriechen; mä well e mech awer zitéiert huet, wéi e gefrot huet, wéi et kéint sinn, datt e Liberalen hei derfir wier, fir staatlech Gelder ze benotzen, fir d'Pressevillfalt ze ënnerstëtzen: Mä ebe grad, well déi Liberal fir d'Pressevillfalt sinn! An eben och duerfir si mir weiderhin derfir, datt mer d'Press hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen, jiddwereen, fir datt net „la loi du plus fort" gëllt, mä datt och déi Kleng eng Chance hunn. Voilà. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech notéieren, datt den Här Berger also d'accord ass, datt d'Kritäre geännert ginn, datt mer net bei engem Status quo vu renger Parteipress bleiwen. A fir de Rescht hunn ech vun enger Grondphilosophie vum Liberalismus geschwat, datt staatlech Gelder - an dat sinn ëmmer Steiergelder!; mir schwätzen ëmmer vun „staatleche Gelder", et sinn „Steiergelder"! - net sollten a privat Betriber fléissen.

(Interruption par Mme Simone Beissel)

M. Eugène Berger *(DP).*- Déi Liberal si fir Pressevillfalt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner fir déi Lénk.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Absolutt. Merci, Här President. Ech si seele mam Här Berger, oder net oft mam Här Berger averstanen, mä dës Kéier kann ech och mam Här Berger averstane sinn.

(Interruptions)

Et freet mech e bëssen: Ech mengen, haut an der Debatt ass d'„woxx" am meeschten ernimmt ginn, wat net ëmmer de Fall ass, an dat freet mech, well ech do e schéinen Deel vu mengem Liewe konnt verbréngen.

Ech mengen, dofir ass mir déi Debatt jo och e bësse wichteg. Et ass schwéier, iwwert d'Qualitéit vun der Press oder vun de Medien ze diskutéieren, wann een dat wéilt op eng gewëssen Aart a Weis wëssenschaftlech aschätzen. Et gëtt natierlech Kritären, Kritäre wéi d'Richtegkeet vu Fakten, virausgesat, datt een och nach duerno déi Fakten an engem gewëssenen Zesummenhang an an enger gewëssener Relatioun muss kënnen interpretéieren. An do gëtt et jo och verschidden Aart a Weisen, fir déi ze interpretéieren.

Et ass ëmmer déi grouss Diskussioun am Journalismus: d'Diskussioun vun der Neutralitéit, d'Diskussioun vun der Objektivitéit. D'Objektivitéit, wann een ebe vu Fakten an hirer Interaktioun mateneen diskutéiert. An duerno natierlech och d'Neutralitéit, dat heescht d'Interpretatioun. An dat fänkt schonn mat der Hierarchiséierung vu gewëssenen Evenementer un: Wat fënnt ee richteg? Wat fënnt ee manner wichteg oder erwänenswäert? An esou weider an esou virun.

Och wa Fakte kënnen enger gewëssener Objektivitéit ënnerleien, kann een awer net dovunner ausgoen, datt e Journalist onbedéngt enger Neutralitéit misst ënnerleien. Ech mengen, prinzipiell ass Neutralitéit jo eppes, wat... E Journalist ass e Mënsch a kann an deem Sënn och net neutral sinn. Hie schwieft jo net iergendwéi am Äther, hien huet jo och gewëssen Iwwerzeegungen, en ass an engem gewëssene Kontext gebuer ginn, e muss Saachen analyséieren. Ech mengen, dat ass eng aner Saach.

An ech mengen, dat ass jo och net onbedéngt de gréissere Problem. De Problem ass jo oft d'bonne Foi. Dat ass dat, wat wichteg ass, d'Éierlechkeet, déi wichteg ass. An ech mengen och, datt de Lectorat meeschtens domadder kann ëmgoen. Ech mengen, wann een d'„Wort" keeft, da weess een, datt ee mat enger Zeitung konfrontéiert ass, déi éischter „on va dire" chrëschtdemokratesch gepräägt ass, wärend d'„Tageblatt" éischter sozialdemokratesch gepräägt ass an esou weider an esou virun. An da weess de Lieser jo och plus ou moins, a wat fir eng Richtung d'Analys geet, an en erwënscht sech dat wahrscheinlech och.

De Lieser erwënscht sech awer net onbedéngt eng komplett - souguer wann e vläicht mat der Grondausriichtung averstanen ass -, eng komplett biaiséiert Approche. Ech mengen, dat kritt een ëmmer mat. Ech hunn dat och als Journalist deemno wéi - well et ass jo kee perfekt - heiansdo vläicht e bësse schnell analyséiert a kommentéiert. An och Lieser, trei Lieser hunn heiansdo gesot: „Hei, du muss e bëssen oppassen!" Ech mengen, et muss een och op d'Intelligenz setze vum Lectorat, déi net wierklech ze ënnerschätzen ass.

Ech mengen, wat awer wichteg ass, wat de Stat muss maachen a wat de Legislateur muss maachen - an dofir si mer do -, dat ass, op kee Fall anzesprangen, fir iergendwéi eng Aart vu redaktionellem Afloss ze huelen. Mä de Legislateur an de Stat, déi mussen derfir suergen, datt engersäits d'Onofhängegkeet garantéiert gëtt an anerersäits de Meenungspluralismus garantéiert gëtt.

De Meenungspluralismus wuelverstanen ass net onbedéngt gläichzesetze mat der Pluralitéit vun de Presseorganer! Et kann een immens vill Presseorganer hunn a wéineg Meenungspluralismus hunn, an ëmgedréit. Et kann een och béides hunn, wat natierlech u sech wënschenswäert ass.

Ech mengen, ech géif och do virdru warnen, wann een iwwert déi Saach diskutéiert vun de Fake News, wat jo souwisou och „Newspeak" ass an esou weider. Den Här Cruchten huet et jo och scho gesot: Fake News, dat ass jo och en anert Wuert fir Ligen. Ech mengen, dorop muss een och oppassen, well och qualitative Journalismus ka jo och deemno wéi, bewosst oder onbewosst, eng Informatioun net onbedéngt esou matdeelen oder anescht oder falsch interpretéieren oder wat och ëmmer; et ass jo och e bëssen eng subjektiv Saach.

An dat huet jo awer och e bëssen ze di mat den Aarbechtskonditioune vun der Press a mat den Aarbechtskonditioune vun de Journalisten! Wann e Journalist muss iwwer een, zwee, bis dräi Themen den Dag, iwwer verschidden Theme berichten - schnell! -, wann en och nach gesot kritt, e misst den Éischte sinn: Virausgesat dee Journalist ass keen Universalgenie - an Universalgenië gëtt et néierens! -, da muss een domadder rechnen, datt herno och d'Qualitéit prekär gëtt. An d'Prekaritéit vun der Qualitéit am Journalismus huet eppes ze di mat der Prekaritéit vun den Aarbechtskonditioune am Journalismus.

Dofir muss de Stat asprangen, fir d'Onofhängegkeet vis-à-vis vun den éffentlechen Institutioune natierlech, mä och vis-à-vis vun den ekonomeschen, de Wirtschaftsinteressen ze garantéieren. Dat däerf een net ënnerschätzen. Déi zwou Saache si genausou perniziös déi eng wéi déi aner. An dat huet och mat Pressehëllef ze dinn a mat Aarbechtskonditioune innerhalb vun de Redaktiounen.

Wann een iwwer Pressehëllef schwätzt - et soll een natierlech net Print- an Online-, méi al oder méi nei Medie géinteneen ausspillen, a souwisou hu se nach ëmmer eng komplementär Funktioun -, mengen ech, soll een och net an déi Richtung goen, fir ze soen, de Kuch misst ee plafonéieren an opdeelen. Ech mengen, et muss een einfach vun der Perspektiv ausgoen, datt haaptsächlech d'Pressehëllef derfir wäert suergen, datt de Meenungspluralismus gewäerleescht bleift. An dat heescht natierlech och, datt méi marginal Medie vläicht, datt Medien, déi sech net vum selwen droen - an dat si bal all Medien u sech oder ganz vill Medien, déi sech net vum selwe kënnen droen -, mä zemools déi, déi nach méi Schwieregkeeten hunn, well se och manner Annonceure fannen, well se och vläicht e bësse méi marginal oder minoritär Tendenzen duerstellen, datt déi och musse gefërdert ginn, well et ass eng Form vu Service public.

Ech mengen, et geet jo net nëmmen ëm d'Journalisten. Eng qualitativ Press ass jo net just eng Fro, déi d'Journalisten interesséiert. Et ass eng Fro, déi d'ganz Bevëlkerung interesséiert, well mir leiden all dorënner, wa mer kee Meenungspluralismus hunn. An dofir muss een dovunner ausgoen, datt u sech Journalismus relativ inkompatibel ass oder schwéier ze realiséieren ass, wann e just de Kritäre vum Marché misst entspriechen, wéi esou vill aner Saachen och an der Gesellschaft, déi jo och engem Service public entspriechen, wéi d'Educatioun, wéi d'Santé an esou weider an esou virun.

Ech mengen, et muss een och iwwert de Problem diskutéieren, deen och d'Konzentratioun vun de Medien an enger oder an e puer Hänn duerstellt. Zu Lëtzebuerg ass dat net esou richteg de Fall, mä et ass net auszeschléissen, datt et an déi Richtung geet. An anere Länner ass et ganz staark de Fall. A Frankräich oder an Däitschland weess een, datt immens vill Titelen an e puer Hänn sinn. Dat heescht, do kann een erëm Pluralitéit hunn, mä kee Meenungspluralismus, oder e ganz frelatéierte Meenungspluralismus.

An ech mengen, mir mussen och eng Gesetzgebung hunn, déi derfir suergt - an dat ass elo ganz wichteg -, datt d'Journaliste kënnen hir Aarbecht maachen. An do muss ech awer soen: Do maachen ech mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Suergen! Mir hunn do wierklech Problemer!

Éischtens, wann een dee Projet de loi kuckt, deen nach ëmmer do virläit, wat den Accès un Informatiounen ugeet, mat den Ausnamelëschten, déi dodra virgesi sinn, mat arbiträren Decisiounsrechter vun der Administratioun, mat Delaien, déi de Journalisten d'Aarbecht ganz schwéier maachen, mat Recoursméiglechkeeten, déi och d'Journaliste wäerten decouragéieren, wa se wëlle kloen, well se net direkt eng Informatioun kréien; ech mengen, do hu mer wierklech e richtege Problem!

An um 100,7 huet de Generalsekretär vum Europäesche Journalisteverbond gesot, datt Lëtzebuerg do wierklech ganz hannendran ass. An en huet och dee Gesetzesprojet do ganz staark kritiséiert!

Datselwecht huet e jo och gemaach mat der sougenannter „Circulaire Bettel". Här President, ech mengen, ech ruffen hei de Medieminister op, déi Circulaire einfach zréckzehuelen. Wéi huet den Här Gutiérrez gesot: Déi „Circulaire Bettel", dat wier en „souci de cadenasser l'information". E war selwer ganz erstaunt, datt esou eppes hei zu Lëtzebuerg ka gesi ginn.

Ech mengen, mir schwätzen elo hei iwwer ganz konkret Saachen, iwwert d'Legislatioun hei zu Lëtzebuerg, dat heescht dat, wat en cours ass, an dat, wat scho geschitt ass. An do däerfe mer eis wierklech franchement net bretzen! Wat och d'Reform vum Service informa-

tion et presse ugeet, deen eng Aart Plattform gëtt fir d'Communicantë vun der Regierung, do huet ee wierklech den Androck a Wierklechkeet que le Gouvernement file un mauvais coton, wat d'Pressefräiheet ugeet.

Et war vläicht net ganz gutt virdrun, mä vill besser gëtt et elo net! Mir hunn nach ëmmer kee spezifescht Gesetz fir Journalisten. Ech mengen, esou eppes brauche mer. An dann hu mer och nach ëmmer kee gutt Gesetz iwwert d'Whistleblower. Den Här Braz schwätzt ëmmer dovunner. Et ass nach näischt komm. Ech mengen, och d'Europäesch Kommissioun sot, et wier eng Violation grave, de Procès Perrin, an der Geschicht vu LuxLeaks.

An ech mengen, schlussendlech muss een och nach iwwert de Service public - ech hunn natierlech keng Zäit méi -, iwwert d'Notioun vum Service public diskutéieren. De Problem ass deen, datt mer wierklech hei..., d'Regierung huet e Problem mat der Notioun vum Service public. Mir musse wierklech kloer definéieren, wat dat ass!

Et gëtt scho Medien, déi eng Mission de service public erfëllen, wéi de Radio Ara zum Beispill, communautaire Medien. Et gouf gesot: „Déi kréien iergendeng Hëllef." Mä ech mengen, dat, wat déi verschidde Medie maachen, wéi zum Beispill d'Société civile matabannen, d'Communautéite matabannen, d'Diversitéit vun der Gesellschaft mat betruechten an och Éducatioun maachen, datt een dat an d'Notioun och vum Service public matabënnt an datt een dorunner och ekonomesch Ënnerstëtzung drubënnt.

An ech mengen och duerno schlussendlech: Mir brauchen och eng ëffentlech-rechtlech Tëlee hei zu Lëtzebuerg. Et misst een och vläicht Chamber TV ausbauen. Dat wier och interessant. Mä et ass net normal: Et gëtt ëmmer geschwat, datt ee Pluralitéit brauch an allem, Kompetitioun an esou weider an esou virun, mä mir hunn hei eng Monopolstellung! Ganz onofhängeg vun der Qualitéit vum Fernseh, dorëms geet et net. Et ass einfach ongesond, eng Monopolstellung ze hunn an der Medielandschaft. An dat hu mer, op jidde Fall, wat den nationale Sender ugeet.

D'lescht Kéier hat den Här Bettel gesot, mir hätte méi wéi een, well mir géife jo och franséisch oder däitsch Tëlee kucken. Mä déi berichten awer net iwwer Lëtzebuerg, an et sinn och keng Lëtzebuerger Journalisten, déi dra schaffen. Ech mengen, ech sinn awer frou, datt vill aner Virriedner an déi Richtung gaange sinn. An ech hoffen an ech mengen, datt mer iergendeng Kéier deen „Dram", wéi gesot gouf, wäerten erfëllen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Wagner.

An dann eng Duerchso an eegener Saach, just ganz kuerz: De Kolleeg Reding huet gesot, dass déi Leit, déi keng Zeitung hätten, d'Chamberblietchen net kéinte kréien. Dat ass net de Fall. Mir hunn eng Regelung an et sinn eng ganz Rei vu Kolleegen, notamment och de Premier, déi sech kënnen drun erënneren, dass mer dat deemools agefouert hunn, fir et flächendeckend ze maachen. Et sinn och eng zirka 150 Stéit, déi dovu profitéieren. Déi, déi et dann net sollte wëssen, déi wëssen et dann elo.

An ech wëll och nach eng Kéier insistéieren, dass, wat d'Retransmissioun ugeet vun deene verschiddenen Interventiounen, ob dat d'Regierung oder Deputéierter waren, dass alleguer déi, déi hei geschwat hunn, direkt an d'selwecht iwwerdroe gi sinn.

Dir hat wahrscheinlech zwou Saache matenee verwiesselt: RTL a Chamber TV. Op Chamber TV ass hei d'Regierung voll iwwerdroe ginn an och déi Deputéiert, déi geschwat hunn.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo also, Chamber TV war absolutt net en cause. Wat d'Chamberblietchen ugeet, huelen ech Akt, datt een dat ka bestellen. Da misst ee vläicht emol de Leit soen, wat fir eng Prozedur datt dat ass. Mä dat ännert näischt un eiser Fuerderung, datt d'office d'Chamberblat nees an all Haushalt soll kommen, onofhängeg vun iergendenger Press.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Bon, dont acte. Wat Chamber TV ugeet, ech mengen, mir hate bei der Diskussioun, wéi eisen Toun ausgefall ass, driwwer diskutéiert, ob et déi richteg oder déi falsch Decisioun war, fir ze ënnerbriechen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Liest nach vläicht eng Kéier d'Verfassung no! D'Verfassung seet, dass d'Chambersëtzunge public sinn, a public ass haut eppes aneschters wéi virun 100 Joer. Dozou gehéiert vläicht d'Villfalt vun den Iwwerdrounge respektiv vun de Berichterstattungen.

Dat gesot, huet elo den Här Premier- a Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Merci, Här Chamberspresident. Ech wëll Iech och soen, dass deemools déi Decisioun, déi geholl ginn ass, virun allem wéinst Pabeierverschwendung geholl ginn ass, zweetens, fir dass d'Leit och méi cibléiert géife mat der Press dat matgedeelt kréien, dat heescht, wa se d'Zeitung liesen, dass se dat och dann nach derbäi hunn. An ech mengen, dass deen, dee et wëllt liesen, et selbstverständlech och gratis, sauf erreur de ma part, wann ech mech gutt erënnere kann, vun der Chamber gestallt kritt.

Mä et wor elo net de But vun eiser Diskussioun vun haut. Ech wëll de Riedner Merci soe fir déi konstruktiv Debatten, och déi konstruktiv Virschléi, déi hei gemaach gi si vu ville Säiten.

Fir just iwwert d'Hëllefen e puer Sätz ze soen. Déi Suen, déi Hëllef, dat ass net d'Paien, déi bezuelt ginn! Dat ass fir d'Villfalt vun der Meenungsfräiheet! An dass eben... An hei gëtt gesot, e wier e Lien vläicht, dass een éischter lénksorientéiert ass oder rietsorientéiert ass. Ma ech si frou, dass mer an dësem Land en Artikel kënne liesen, deen duerch verschidde Leit gekuckt gëtt: eng Kéier vun enger Perspektiv éischter vun engem, deen de gauche ass, an eng Kéier vun enger Perspektiv, déi vläicht de droite ass! Mä dat ass d'Villfalt! An net, dass mer eng Zeitung hunn, wou mer just mengen, dass dat, wat se seet, dann ëmmer dat Richtegt ass. An dofir ass d'Pluralitéit vun der Press eppes, fir dat mir wëlle kämpfen an dat mer och sollen hunn.

Bei der Tëleeschaîne sinn ech frou och iwwert déi Decisioun, déi mer jo awer hei geholl hunn, fir dee Konzessiounsvertrag vun 2021 un dann ze verlängeren. Et ass wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Tëleeschaîne hunn. A mir hunn et analyséiere gelooss! Mir hu gekuckt, wat déi verschidde Méiglechkeete sinn: d'Erfahrung, d'Potenzial, d'Technik, d'Material, d'Diffusiounsméiglechkeeten.

An dunn ass d'Konklusioun komm, dass déi Vertrauensrelatioun, déi mer och hu mam Grupp vun der CLT, an och déi Experienz, déi se hunn, a wéi do och geschafft gëtt, mat deene Regelen... An ech wëll nach eng Kéier erënneren un dat, wat mer hei diskutéiert hunn: déi intern Regelen, déi se sech souguer selwer ginn hunn, an déi Deontologie interne, déi se sech fixéiert hunn, plus nach eng Kéier deen Aarbechtsgrupp, deen do ass, fir ze kucken, ob de Konzessiounsvertrag à la lettre oder applizéiert gëtt. An et ass net, wéi wann do einfach e Blankoscheck géif gemaach ginn.

Hei ass och vun anere Länner geschwat ginn. Ech bleiwen als Medieminister, Här President, der Meenung, dass ee keng Redevance soll schafen. An deene meeschte Länner, wou et e puer ëffentlech Sendere ginn, also Televisioune ginn, bezuelen d'Leit Zommen, déi souguer bis 130 Euro oder iwwer 130 Euro ginn, zum Beispill a Frankräich, déi d'Leit d'Joer musse bezuelen, fir kënnen eng ëffentlech Tëlee ze hunn.

Ech mengen, dass et net opportun wier, fir elo nach de Leit ze soen: „Elo bezuelt Der och nach eng Steier, 10 Euro de Mount, fir nach kënnen eng zousätzlech Televisioun ze hunn." Wou mer jo schonn - an ech erënneren nach eng Kéier un deen Debat, dee mer schonn hei haten - awer eng Villfalt vu Programmer hunn, déi een awer wierklech ka kucken, déi awer zu Lëtzebuerg och do sinn.

Et ass iwwert d'„Circulaire Bettel" geschwat ginn. Ech mengen, hei si verschidde Saachen net verstane ginn. Hei gëtt gesot, dass am Fong e Journalist sech misst un de Presseattaché wenden: „Esou gëtt den Här zitéiert." Ech wëll awer just drun erënneren, dass d'„Circulaire Bettel" dat net virgesäit! D'„Circulaire Bettel" - et ass zwar komesch, déi elo musse selwer ze zitéieren, mä soe mer alt „déi Circulaire, déi do erauskomm ass" - seet am Fong, dass de Beamten - de Beamten! - dem Presseattaché all Informatioun muss ginn, fir dass deen dem Journalist och kann äntweren. An der Zäit war de Prinzip: Et kënnt keng Informatioun eraus ouni Erlaabnis vum Minister! Duerch déi Circulaire ass dat elo ëmgedréit ginn, dat heescht, dass au contraire de Journalist soll un Informatioune kommen, mä dass et awer och eng Ulafstell gëtt, wou een als Beamte muss - ech insistéieren: net kann, mä muss! - all Informatiounen och ginn.

Déi aner Punkten, déi och hei zitéiert gi sinn, iwwert d'Schoul an och fir... - ech kann net all meng Riede schonn am Viraus ginn, an ech weess, dass déi Motioune jo am Viraus virbereet ginn -, fir d'Madamm Adehm: Déi zwou Stéck, déi si superfetatoire! Ech hunn déi zwou Saachen a menger Ried och annoncéiert. Dat heescht, dass ech eng Kéier dee Punkt a souguer méi wäit ginn, Här President, wéi just mech wëllen op d'Schoul ze limitéieren. Ech hu jo gesot, mir sollen och d'Société civile, mir sollen d'ONGen, mir sollen d'Gewerkschaften an d'Uni Lëtzebuerg matabannen an dee Prozess. An dowéinst ass se fir mech superfetatoire, well mer datselwecht och wëlle maachen.

Datselwecht zielt och - well ech hunn och ugekënnegt, dass mer wëllen en neien Text maachen - fir déi ganz finanziell Hëllefen an d'Aide à la presse. Dofir si se fir mech superfetatoire. Ech weess net, ob d'CSV se wëllt hei ofstëmme loossen oder net, mä mir hunn eis engagéiert, ier ech geschwat hunn, dass mer dat doten och wéilte maachen. Dowéinst sinn dat oppen Dieren, déi hei ageschloe ginn.

(Brouhaha)

An dann, last but not least, Här President, géif ech awer wierklech proposéieren, well ech mengen, dass et awer wichteg ass: Haut ass en Débat de „consultation"! Haut war et fir eis wichteg als Regierung, dass mer en Echange konnten hu mat den Deputéierten iwwert d'Situatioun, wéi se am Moment ass. An ech mierken, dass jo awer keen d'Aarbecht vun der Press a Fro stellt. An dass keen a Fro stellt, dass déi nei Pressehëllef fir elektronesch Medien och wichteg ass, also d'Onlinepress et cetera an et cetera.

Ech mengen, dass et net onwichteg wier, dass ech Kontakt ophuele mat der Presidentin vun der Medien- a Kommunikatiounskommissioun, fir dass mer och kucken, wéi mer eben iwwert déi verschidde Punkten, déi mer elo kënnen hunn, vläicht den Debat kënne verdéiwen, awer och an der Kommissioun, fir dass een do och mat deem engen oder deem anere kann zesummekommen, fir ze kucken, wéi mer eben déi Verbesserungen, déi hei och soulevéiert gi sinn, kënne maachen.

Mä, wéi gesot, ech wëll Merci soe fir déi konstruktiv Debatten. An ech sinn houfreg, als Medieminister kënnen an engem Land ze liewen, wou d'Press fräi ass, wou d'Press ënnerstëtzt gëtt a wou mir net der Press ze soen hunn, wat se ze schreiwen huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wagner, Dir wëllt Parole après ministre?

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Okay.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wollt dann op déi Saach vun der „Circulaire Bettel" - tëschent Guillemeten - zréckkommen.

Dat illustréiert jo genau de Problem: Mir brauchen zu Lëtzebuerg eng speziell Gesetzgebung fir den Informatiounszougang fir d'Bierger, an awer och eng fir d'Journalisten! Well dat Gekniwwels do mat där Circulaire! Dir musst Iech awer e bëssen d'Fro stellen, firwat esou vill Journalisten u sech unanimement quasi soen: „Dat doten ass äusserst problematesch!". Well et war net ëmmer einfach, fir un Informatiounen ze kommen zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg ass do wierklech an der Prehistoire! Dat ass net onbedéngt Âre Feeler, mä de Problem ass: Fir iergendeng Kéier an der Géigewaart unzekommen, wéi aner Länner och, brauche mer e speziellt Gesetz, wat regelt, wéi d'Journalisten un d'Informatioune kommen.

Zurzäit hu mer e Projet de loi, deen net an déi gutt Richtung geet, well immens vill Exceptioune virgesi sinn. Ech hoffen, datt mer dat nach wäerte kënnen änneren, well de Presserot ass jo och schonn net ganz zefridden. Mä dovunner ofgesi muss een nach d'Rechter vun de Journaliste sécheren an da parallell och déi Circulaire weiderhin, mengen ech, ofschafen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Medieminister huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Ech verstinn hei d'Suergen an ech mengen, mir hu jo en Text, do ass den Avis vum Statsrot jo och komm; dat wäert dee sinn, deen Der och zitéiert hutt.

Ech wëll awer och just soen, dass mer awer verschidde Punkten hunn, wéi de Respect de la vie privée, wéi zum Beispill och de Secret fiscal an déi Saachen, de Secret défense, et si verschidde Matièren, wou mer mussen am Interêt vum Land handelen. An hei geet et net drëm, dass mer Saache wëlle verstoppen. Hei geet et just drëm, dass et Saache sinn, wou een net Informatioune „kann" ginn! Et ass net, well ee se net wëllt ginn, mä well ee se net ka ginn. An déi Lëscht ass keng exhaustive Lëscht. Et ass wierklech eng Lëscht, déi limitativ ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Jo, d'Madamm Adehm wëllt nach eppes soen.

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Ech hunn hei eng Fro un de Medieminister: Ech hat d'Fro gestallt, firwat dass de Sproochekritär net am Règlement du Gouvernement en conseil drasteet fir d'Onlinepressehëllef.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Well mer der Meenung sinn, dass de Projet sech muss finanzéiere kënnen. Et steet am Text, dat ass de Kritär, dass e sech muss finanzéiere kënnen.

Dat heescht, mir kënnen net 100% vun enger Onlinepress ënnerstëtzen, gleeft mer et, wa muer iergendeng Zeitung, Onlinemedien, mat deenen Obligatiounen, déi se hunn du point de vue Journalisten, du point de vue Informatiounen et cetera an et cetera, kaum Chancen huet, fir op Griichesch oder op iergendeng aner Sprooch hei eng Chance ze hunn. A mir wollten awer och net deen een oder deen aneren ausschléissen! Mir liewen an engem Land, wou mer awer och Communautéiten hunn, wou mer der Meenung sinn, dass se och solle gefuerdert ginn, eis national Sproochen ze léieren, mä awer och d'Recht hunn op Informatioun.

Mä, wéi gesot, dofir muss schonn eng gewëssen Zuel vu Populatioun hei sinn, fir dass se iwwerhaapt gedroe ka ginn. Dowéinst, kleng isoléiert Sproochen, déi wierklech wéineg hei zu Lëtzebuerg vertruede sinn, wäerte ganz wéineg Chance hunn, fir sech och kënne finanziell drobar ze maachen, mat Pub, déi se da sollte kréien, mat Journalisten, déi se da kéinten astellen.

An de Kritär vun der Sprooch soll fir eis net ausschléissen an där doter Fro. Et war eng laang Diskussioun! Deen een ass der Meenung, et sollt ee just déi national Sproochen hunn (veuillez lire: ënnerstëtzen), déi mer hei hunn. Ech sinn och zum Beispill der Meenung, dass een, deen eng Onlineplattform mécht - dat kann ech hei soen - op Portugisesch, deen eng Communautéit huet, déi hei zu Lëtzebuerg präsent ass an deen eng transparent - no deenen Obligatiounen, déi mer hunn - regulär Informatioun mat Journaliste mécht, och soll kënne mat senger Onlinepräsenz als Journalist unerkannt ginn. Et sinn ëmmer déi, déi hannendrustinn, déi de Kritär erfëlle vum Journalist an dann och déi Deontologie ze respektéieren hunn an och de Contenu ze kontrolléieren hunn. An eis portugisesch Matbierger solle gradesou gutt informéiert ginn iwwert dat, wat hei zu Lëtzebuerg lass ass, wéi déi aner!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Mir sinn dann…

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et wier fir Parole après ministre.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt elo net op d'Debatt iwwert d'Medien zréckkommen, mä ech wëll awer eng Bemierkung maachen: Ech mengen, datt den Här Statsminister a senger Funktioun och ugehalen ass, sech un d'Gesetzer ze halen. An dozou gehéiert och d'Sproochegesetz vun 1984. D'Sproochegesetz vun 1984 seet, datt mer „eng" Nationalsprooch hei am Land hunn, dat ass Lëtzebuergesch, an datt mer do derniewent selbstverständlech dräi Amtssproochen hunn: Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch. Et ass mir bis haut net bekannt gewiescht an ech huelen och un, datt d'Regierung net der Meenung ass, datt mer hei am Land elo méi Nationalsproochen hunn, wéi nëmmen d'Lëtzebuerger Sprooch.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här...

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias*.- …ça se passe de commentaire! Lëtzebuerg ass e Land, wou dräi Sproochen offiziell oder administrativ oder national Sprooche sinn. Mir hunn awer och eng Realitéit. Hei geet et drëms, fir Informatioun un d'Leit weiderzeginn! Hei geet et net drëm, eng Sprooch unerkannt ze kréien oder net.

(Interruption)

Mir hunn national Sproochen, mir hunn offiziell Sproochen,…

(Interruption)

…an dës Regierung huet net wëlles, déi opzemaachen! Mä den Droit à l'information ass fir mech en Droit universel an net en Droit sélectif!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dräi offizieller an eng Nationalsprooch!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, et ass genee dat…

(Brouhaha)

Ech mengen, et ass genee dat, wat gemengt war: Mir hunn eng Nationalsprooch a mir hunn dräi administrativ Sproochen, do si mer eis ausnamsweis alleguer eens.

Si mer um Enn vum Debat ukomm? D'Fro stellt sech: Wat geschitt mat de Motiounen? Wie wëllt zu de Motioune Stellung huelen?

Motions

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Also ech hat den Inhalt vun de Motioune jo erkläert gehat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- De Medieminister huet elo just gesot, dass d'Regierung souwisou wëlles huet, déi dote Saachen ze maachen. Da sinn ech der Meenung, dass d'Majoritéit se och roueg matstëmme kéint!

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, ech géif verstoen, wann d'Madamm Adehm eppes géif froen, wat ech net annoncéiert hunn. Mä wann ech all Kéiers, nodeem ech eng Ried gemaach hunn, da vun den Deputéierte Motioune kréien, fir Saachen ze fuerderen, déi ech selwer gefrot hunn, dann… Ech verstinn, meng Ried ass dës Kéier net 24 Stonnen am Viraus ausgedeelt ginn. Ech wier awer frou, wa mer haut kéinten dat, wat de Minister selwer ukënnegt, dann och respektéieren an der Regierung awer d'Initiativ loossen, amplaz elo hei wierklech just politescht Spill wëllen ze maachen, fir duerno ze soen, dass hei eng aner Partei Initiativen hëlt!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha et interruptions)

Une autre voix.- Renvoi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ginn et keng zousätzlech Stellungnamen zu de Motiounen?

D'Regierung huet Stellung geholl. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen, vu dass keng aner Propos virläit.

Vote sur la motion 1

Da géif ech de Vott lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motioun 1 krut 28 Jo-Stëmmen, bei 32 Nee-Stëmmen. Si ass also net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marco Schank), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Tess Burton), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen dann zum Vott iwwert déi nächst Motioun, d'Motioun 2, iwwergoen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An och déi hei Ofstëmmung ass elo eriwwer.

D'Motioun 2 krut 25 Jo-Stëmmen, bei 35 Nee-Stëmmen an ass also och net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Tess Burton), Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7052, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi elektronesch Kommunikatioun. An de Rapporteur, den Här Eugène Berger, huet d'Wuert.

5. 7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

M. Eugène Berger *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Och Merci, datt mer dann dee Projet haut kënnen evakuéieren, well dat den Donneschde wéinst verschiddenen Ursaache soss net méiglech gewiescht wär an dann no hannen hätt misse geréckelt ginn.

Ech géif kuerz de Kontext vun dësem Projet de loi 7052 an engem Saz soen: d'Lutte géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit. Mir hunn effektiv an deene ganzen Ustrengungen am Kader vun der Lutte géint d'Kriminalitéit an den Terrorismus e Problem, ech géif soen, vun Transparenz an Effizienz, ënner anerem wann ee versicht, Verdächteger ze retracéieren oder wann een och wëllt kucken, fir zum Beispill Verdächteger kënne festzehuelen. Dat, well ee feststellt, datt awer nach zum Deel, ebe well et anonym Prepaidkaarte ginn, och am Beräich vum Terrorismus mat Handy kommunizéiert gëtt, well eben da mat deene Prepaidkaarten d'Anonymitéit méiglech ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A ganz konkret war et esou, datt no den Attentater den 13. November 2015 zu Paräis och déi lëtzebuergesch Operateuren - dat ass och am Ausland schonn zum Deel de Fall gewiescht - akzeptéiert hunn, proposéiert hunn, fir keng anonym Prepaid-SIM-Kaarte méi un d'Clienten ze verkafen. Dëst war u sech op fräiwëlleger Basis, si hunn et awer alleguerte gemaach. Mä mat dësem Gesetz schafe mer dann och elo déi legal Basis, fir datt all Besëtzer vun enger Prepaidkaart sech muss identifizéiere kënnen. Ech mengen, op där enger Säit gëtt dat bei deenen neie Keefer dann elo direkt gemaach, bei besteeënde Kaarte muss dat nogeholl ginn, soss ginn d'SIM-Kaarten no engem gewëssenen Delai desaktivéiert.

Bon, wat steet an deem Projet de loi? Dat ass kee ganz grousse Projet de loi. Ech mengen, et ass och relativ kloer, wat do geschriwwen ass: Zum engen definéiere mer och, wat de Service après paiement ass. Da leeë mer fest, wéi eng Donneeën en Operateur muss ebe beim Kaf oder Verkaf vun esou enger SIM-Kaart froen. Dat sinn den Numm, Virnumm, wou ee wunnt, also d'Adress, d'Nummer vun der Identitéitskaart, de Gebuertsdatum an och, wou ee gebuer ass, an da gewéinlech och nach an der Praxis eng Kopie vun der Carte d'identité, wann dat méiglech ass.

Et ass awer och méiglech, an dat hate mer och an der Kommissioun diskutéiert, bei Demandeurs de protection internationale - bedéngt doduerjer, well mer där jo och eng Rei hei am Land hunn -, datt déi also och esou eng Attestatioun virleeë kënnen, well déi jo awer och wëllen am Alldag emol kënnen telefonéieren, Kontakt ophuele mat hire Familljen an heiansdo Schwieregkeeten hunn, fir e komplett Abonnement ze hunn, mä eng Prepaidkaart dann awer kënnen huelen.

Et ass och méiglech, esou eng Demande iwwer Internet respektiv d'Dokumenter iwwer Internet ze produzéieren. Da muss een déi natierlech ascannen an iwwermëttelen.

En anere Punkt ass deen: Vun deem Dag un, wou d'Prepaidkaart dann ofgelaf ass, wou se desaktivéiert gëtt, muss den Operateur déi Donnéeën nach dräi Joer halen. Ech mengen, dësen Delai ass virun allem och geduecht eben am Kader, wann nach géif eventuell eng Enquête oder eng Procédure judiciaire kommen. No deem Delai vun dräi Joer muss den Operateur awer dann all d'Donnéeën direkt läschen. Dat ass och konform dann zu engem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff vun 2014.

Dann nach zum Schluss, fir ze soen, salopp formuléiert: Wie kontrolléiert dat, oder wie ka Sanktiounen ausschwätzen? Ma mat dësem Projet de loi gi mer, wéi dat hei, géif ech scho bal soen, Usus ass, dem ILR, dem Institut luxembourgeois de régulation, explizitt de Pouvoir de sanction, och konform zum europäesche Reglement iwwert den oppenen Internet vun 2015.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Voilà, ech mengen, dat sinn déi Haaptakzenter. Weider Detailer kënnt Der dann natierlech am schréftleche Rapport noliesen.

An ech géif an engems, Här President, dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi hei abréngen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Berger. Éischt Riednerin ass d'Madamm Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech soen dem Här Berger villmools Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da wier et un der Madamm Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, den Eugène Berger ass op all Detailer agaangen. Erlaabt mer vläicht, nach just ze ënnersträichen, dass et fir eis als LSAP wichteg ass, dass mer eng fräi a privat Kommunikatioun hunn, dass et awer kee Recht op Anonymitéit gëtt, virun allem net dann, wa se mëssbraucht gëtt, fir terroristesch Attacken duerchzeféieren.

Ech mengen, mir als Politiker hunn d'Flicht, de gesetzleche Kader ze schafen, fir d'Sécherheet vun eise Bierger ze garantéieren. An domadder ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ginn et soss nach Wuertmeldungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann huet den Här Stats- a Medieminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Wéi gesot, fir eis ass et wichteg, dass deen Text gestëmmt gëtt. Dee gëtt gestëmmt, musst Der wëssen, an engem Kontext, wou och d'Informatioun komm ass, dass mer zu Lëtzebuerg 200.000 - 200.000! - Prepaidkaarten haten, de Gros anonym. 200.000 Prepaidkaarten!

Mir sinn elo ongeféier bei 10.000 Prepaidkaarten, déi alleguerten identifizéiert gi sinn. Et si verschidden Acteur-publicken, wéi d'Post, déi hunn et direkt gemaach a per SMS deem engen an deem anere geschriwwen: „Dir hutt den Delai bis dann an dann, soss kritt Der Äre Kontrakt annulléiert, Äre Kontrakt ass da fäerdeg." Anerer, privat Operateuren, waarden eben op eng Base légale, fir dem Client dat och kënnen ze imposéieren.

Fir eis ass et einfach wichteg, dass dat dote geschitt. Ab Januar 2016 ass awer keng anonym Prepaidkaart méi erausgaangen. Elo ginn dann eben nach déi lescht, wann dat hei de Fall ass, dann eben och regulariséiert.

Ech si frou, wa mer deen doten Text stëmmen. Ech hu keng Loscht, dass Lëtzebuerger Prepaidkaarten duerno eng Porte d'ouverture sinn, fir Kommunikatiounen ze maachen, wou een duerno keng Anung huet, wien et ass, vu wou e kënnt, mä just weess, dass en eng Prepaidkaart vu Lëtzebuerg huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Premierminister. Da géif ech zum Vott iwwert de Projet de loi 7052 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7052 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir schléissen d'Sëtzung mat Unanimitéit of: De Projet de loi 7052 ass mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding (par M. Georges Engel), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel , Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci.

An dann, wann Der just nach eng Sekonn hutt, ech wollt Iech nach eng gutt Nouvelle matdeelen. D'Nouvelle ass elo just gefall, dass de Bob Jungels de rosaen Trikot am Giro d'Italia huet.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, och an Ärem Numm kann ech soen: „Felicitatiounen!" An d'Sëtzung ass eriwwer. Den nächste Rendez-vous ass muer um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

SÉANCE 37

MERCREDI,
10 MAI 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture

- *M. Laurent Zeimet - M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture*

Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- *M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- *Mme Martine Hansen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*

Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- *Mme Taina Bofferding - M. Marc Hansen, Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- *M. Gilles Roth - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale

- *M. Fernand Kartheiser - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure*

4. Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine

- *Exposé: M. Félix Eischen (dépôt de quatre motions)*
- *Débat: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Tess Burton, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia (interventions de M. Félix Eischen), M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie (interventions de M. Aly Kaes et M. le Ministre Dan Kersch)*
- *Motions: M. Félix Eischen, Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie*
- *Votes sur les motions 1 à 4 (rejetées)*

5. 7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, M. Gilles Baum, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. André Bauler*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Dan Kersch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener et M. Guy Arendt, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op an hu keen Zeeche gesinn, dass d'Regierung wëllt eng Matdeelung maachen.

Da kënne mer direkt zu eisem normalen Ordre du jour iwwergoen. Dir wësst, dass haut de Mëtten eng Froestonn un d'Regierung virgesinn ass. Dir wësst och, wéi de System fonctionnéiert: Den Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir d'Fro ze stellen, an de Regierungsmember huet véier Minutten, fir ze äntwerten. Vu dass mer zéng Froen hunn, géif ech Iech bieden, Iech ganz strikt un d'Riedezäit ze halen, well soss déi eng oder déi aner Fro der Zäit géif zum Affer falen.

Dat gesot, wësst Der jo, dass ofwiesselnd eng Fro vun der Majoritéit an eng vun der Oppositioun kënnt. An déi éischt Fro kënnt vum Här Gusty Graas an dréit ëm e „wäisst Joer". Wat sech hannert där „année blanche" verstoppt, wäert eis den Här Graas elo direkt soen.

2. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

M. Gusty Graas *(DP).*- Richteg, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass en oppent Geheimnis, datt et eiser Landwirtschaft net zum Allerbeschten de Moment geet. Et ass en neie Problem och derbäikomm, dat si virun allem och déi Konditioune vum Wieder, déi et de Moment der Landwirtschaft alles aneres wéi liicht maachen. Ech renvoyéieren och op d'Problemer, déi am Wäibau bestinn.

Duerfir ass et gutt, datt d'Regierung eng ganz Rei Moossnamen hëlt a scho geholl huet, fir d'Landwirtschaft beschtméiglech ze ënnerstëtzen, ënner anerem d'Iddi vun der Année blanche. Dat heescht, do kënnen d'Baueren e Moratoire op hirem Prêt kréien zwësche sechs Méint an engem Joer. Dat heescht, dat sinn awer Prêten, déi musse produktiounsbezu sinn, an de Stat iwwerhëlt dann an där Period, wéi gesot, d'Fraise vun den Zënse respektiv dann natierlech och d'Fraise vun de Banken, dat bis zu engem Maximum vu 15.000 Euro pro Betrib.

An deem Sënn wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister da véier Froe stellen:

Éischtens, wéi vill Betriber hu bis haut esou eng Demande gestallt? A kann de Minister eis vläicht och Detailer ginn, wat fir eng Betriber dat genee sinn?

Zweetens vläicht och nach e puer Informatiounen, wat déi genee Prozedur ubelaangt. Ech géif soen, et ass jo net onwichteg, datt een och de Baueren dobaussen nach eng Kéier erkläert, wéi ee sech muss uleeën, fir an de Genoss vun där Subventioun ze kommen.

Dann: Wéi eng Zomm vun Zënse gouf am Duerchschnëtt pro Betrib bis elo ugefrot?

An dann nach eng lescht Fro ass: Kann een zu dësem Zäitpunkt schonn ofschätzen, wéi eng Gesamtzomm datt de Stat fir déi Année blanche do ausbezilt?

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo direkt de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Année blanche war eng néideg Mesure, déi ech d'lescht Joer geholl hat, well d'Mëllechbetriber an d'Schwéngsbetriber besonnesch betraff ware vun der Kris op de Mäert. Dës Kris huet bewierkt, datt et wesentlech u Liquiditéit an de Betriber feelt, och elo nach. Duerfir hu mir d'Année blanche an d'Liewe geruff, déi de Bauere genau op deem Punkt soll hëllefen. D'Année blanche erméiglecht et dëse Betriber vum Juli 2017 un, de Remboursement vun hire produktiounsbezunnene Prête fir maximal zwielef Méint auszesetzen. Dobäi ginn d'Zënsen an d'Bankfraise vum Stat iwwerholl fir maximal 15.000 Euro pro Joer pro Betrib.

Duerch dëst Instrument stinn dann de Betriber, ofhängeg natierlech vun der Envergure vun hire Prêten, insgesamt bis zu ronn 60.000 Euro méi Liquiditéiten zur Verfügung. Ech wëll och betounen, dass dës Aide, zumindest an dëser Form, eemoleg an der EU ass.

Datt et batter néideg war, fir dës Decisioun ze huelen, gesäit een dorunner, datt 164 vu 750 eligibele Betriber fir dës Mesure eng Demande gestallt hunn. Dovu sinn de Gros Mëllechbetriber: 148, de Rescht si Schwéngsbetriber. Déi meescht hunn de Moratoire fir zwielef Méint gemaach, verschiddener awer och fir méi e kuerzen Zäitraum: sechs, aacht, néng, eelef Méint.

Wéi geet et elo weider? Elo ginn am SER déi eenzel Dossieren iwwerpréift a bis spéitstens den 30. Juni kréie souwuel d'Bauere wéi d'Banke Bescheed gesot, datt den Dossier an der Rei ass. Ech ginn awer net dovunner aus, datt mer gréisser Komplikatiounen an deenen Dossieren hunn, soudatt dës Analys éischter wäert fäerdeg sinn an d'Betriber nach éischter eng Réckmeldung kréien. Duerno kann zum Enn vum Moratoire, also 2018, bezuelt ginn.

Déi definitiv Zomm vu Suen, déi de Landwirtschaftsministère engagéiere wäert, ass jo eréischt gewosst, wann d'Période de moratoire ofgelaf ass an de reelle Montant un Zënsen ugefall ass. Mä op der Basis vun den Demanden, déi erakomm sinn, wäert de Gesamtmontant iwwer annerhallef Millioun Euro sinn. Dat ass, wéi Der gesitt, eng substanziell Hëllef fir de Mëllech- a Schwéngssecteur. D'Aide wier deemno am Duerchschnëtt pro Demande ronn 9.500 Euro pro Betrib Zënsen a Bankfraisen.

Ausbezuelt gëtt, sou sinn och d'Betriber informéiert ginn, no dem Enn vum jeeweilege Moratoire, andeems mer vun de Banken de Certificat de fin de moratoire kréien, deen iwwert d'reell ugefallen Zënse renseignéiert. Dat ass also ofhängeg vun der Lafzäit vum Moratoire a vun dem entspriechenden Zënstaux. Déi éischt Ausbezuelung wäert dann tëschent Januar a Mäerz 2018 sinn, dëst un déi Baueren, déi fir sechs Méint hir Prêten ausgesat hunn.

Wéi gesot, ech sinn iwwerzeegt, datt dës Mesure wäert de Baueren hëllefen an dëse schwieregen Zäiten an datt hinnen domat ënnert d'Äerm gegraff ka ginn. Dëse Betriber ass et och elo méiglech, mat dëser zousätzlecher Liquiditéit, déi se duerch dës Mesure kruten, Loft an hire Betrib ze kréien, fir sech kënne vun der Kris ze erhuelen.

Eis Mäert ginn ëmmer méi volatill, dat wäert sech och an Zukunft net änneren. Dir gesitt awer, datt dës Regierung net einfach dës Evolutioun als e Fait accompli hinhëlt, mä probéiert, de Betriber nei Instrumenter zur Verfügung ze stellen, déi et hinnen erméiglechen, sech dëse Maartschwankungen unzepassen.

An deem Sënn wollt ech och nach eng kéier d'Ännerungen am Kader vun der Steiergesetzgebung ernimmen, déi et de Baueren elo besser erméiglecht, d'Akommesschwankungen zwëschen deenen eenzelne Jore steierlech auszegläichen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. Dat war eng Punktlandung.

Da kënnt déi nächst Fro vum Här Laurent Zeimet an dréit sech ronderëm de finanziellen Engagement vum Stat am Zesummenhang mat der Kandidatur vun Esch, stellvertriedend fir d'Südregioun, fir de Statut vun der Europäescher Kulturhaaptstad 2022. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här President an Här Ambassadeur fir d'Kulturhaaptstad Esch 2022. Effektiv, Esch - a mat der Ënnerstëtzung vun de Südgemengen - huet d'Kandidatur gestallt, fir am Joer 2022 Europäesch Kulturhaaptstad ze ginn. Dat ass a wär eng Chance fir eis Regioun, fir d'Südregioun, awer doriwwer eraus natierlech och fir d'Land, fir nei kulturell Impulser ze ginn an och fir d'Zesummeliewen an der Regioun an am Land ze stäerken.

Déi Kandidatur, déi geet elo am Hierscht an eng decisiv Phas an et war e bëssen Nervositéit opkomm, well bis viru Kuerzem nach kee kloert, fermt Engagement vun der Regierung schréftlech virlouch, wéi d'Regierung déi Kandidatur wéilt finanziell och ënnerstëtzen.

Wann awer elo mäi Kenntnisstand richteg ass, ass dat fermt Engagement entre-temps do a soll plafonéiert gi bei 40 Milliounen Euro. Mir wäre frou, wann d'Regierung och d'Chamber kéint elo informéieren iwwert dat Engagement, wat se bereet ass anzegoen, bezéiungsweis wa se dat och kéint confirméieren.

Da wär nach eng Fro, wéi dat sech verhält par rapport zum Engagement vun der Regierung beim Kulturjoer 2007. Ass et méi, ass et manner, ass et méi oder wéineger d'selwecht?

Da wéilt ech och nach froen, wéi d'Regierung d'Koordinatioun vum Projet an der Zukunft gesäit. Wëllt d'Regierung sech selwer do méi

abréngen? Wëllt se de Lead iwwerhuelen? Oder soll de Lead bei Esch a bei de Partnergemenge bleiwe fir d'Organisatioun vun Esch 2022?

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. An d'Wuert huet elo direkt de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

M. Guy Arendt, *Secrétaire d'État à la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn erstaunt ze héieren, den Engagement vun der Regierung wär net ganz kloer gewiescht! E war vläicht net schréftlech, louch e vläicht net do, mä en ass vun Ufank u gesot ginn. D'Stad Esch ass näämlech den 22. Februar 2016 an eng Entrevue komm am Ministère, fir ebe justement d'Kandidatur unzekënnegen. An direkt huet de Minister gesot: „Ma mir participéieren zu deemselwechte Mooss, wéi mer 2007 bei der Stad Lëtzebuerg participéiert hunn, dat heescht mat 67% vum Gesamtbudget." Dat war vun Ufank u ganz kloer gesot ginn an et ass ëmmer respektéiert ginn.

67% vum Gesamtbudget, dat ass an der Sitzung vum Regierungsrot vum 26. Februar 2016 confirméiert ginn, mat engem Plafonnement, wéi gesot, vu 40 Milliounen. De previsionnelle Budget, dee mer virgestallt kruten, dat waren der 62. Déi Zomm, déi 40 Millioune ginn ab dem Joer 2018 op verschidde Joren opgedeelt, fir dann an de Budget eranzekommen. Fir 2018 ass och schonn am Projet de budget en Artikel virgesinn, fir eben déi Zomm kënnen an de Budget eranzesetzen, natierlech dat ënnert der Konditioun, dass, an et ass och ugeklongen, am Hierscht tatsächlech d'Stad Esch mat de Partnergemengen den Titre vun der Kulturhaaptstad kréien.

Dat ass Mëtt November 2017, wou de Jury dann definitiv op den Dossier, deen de Moment amgaangen ass preparéiert ze ginn, seng Decisioun wäert huelen. A wann déi Decisioun bis geholl ass, dass d'Stad Esch, wéi gesot mat de Partnergemengen, den Titel kritt, da mécht natierlech de Ministère direkt eng Konventioun mat der Asbl, déi do gegrënnt ginn ass.

Ech kann och nach derbäiflécken, dass mer 2016 scho via Subsid 65.000 Euro iwwerwisen hunn, an dëst Joer och scho 25.000 Euro, fir eben der Associatioun ze erméiglechen, uerdentlech ze funktionéieren. Dat gëtt natierlech alles herno verrechent.

Fir 2018 am Projet de budget hu mer 10 Milloune virgesinn. Et muss een natierlech och wëssen, dass dat finanziellt Engagement, wat mir hei agaange si fir d'Kulturhaaptstad Esch, dat gréisst Engagement ass, wat eng aner Stad jeemools geholl huet. Also mir hunn esou wierklech e groussen Invest do gemaach. Mir rechnen natierlech och domadder, dass de Rescht vun där Zomm, déi nach iwwreg bleift, déi 32% oder 33%, dass déi mussen natierlech vun der Stad Esch, vun de Partnergemengen an natierlech och vu Sponsore gesicht ginn.

Et stëmmt, dass mir den 2. Mee dann definitiv schréftlech confirméiert hunn an enger Lettre d'intention, dass mer do wëllen esou vill wéi méiglech d'Stad Esch ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtzen d'Gemeng och vun Ufank u mat engem Suivi, dee mer regelméisseg maachen. An net méi spéit wéi den 1. Juni, an e puer Wochen, also a 14 Deeg, dräi Wochen, gesi mer nach eng Kéier déi Responsabel vun der Stad Esch, fir kënnen en Austausch ze maachen, a mer wäerten dann och deen Dossier, dee se sollen ofginn, och mat hinnen zesumme finaliséieren. An da si mer gespaant, ob den Titel hinne gestatt gëtt oder net.

Mä ech mengen, et wär, wéi den Här Zeimet gesot huet, exzellent fir d'Lëtzebuerger, fir Esch, fir de Süden a fir d'Lëtzebuerger Land. Duerfir maache mer alles, dass dat klappt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statssekretär. Déi nächst Fro kënnt vum Här Roger Negri, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm de Bilan 2016 iwwert d'Verkéiersaccidenter. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. D'lescht Joer gouf et op eise Stroossen 32 Doudeger, véier manner wéi 2015, an och nach ëmmer vill Blesséierter. En héijen Undeel dovun hunn nach ëmmer d'Vitess an den Alkohol an oft déi zwee zesummen. An der Nohaltegkeetskommissioun sot eis de Minister, dass déi kloer erwise Suiciden an dee Bilan net mat erafléissen. De Minister kann eis dat vläicht herno hei confirméieren.

Aacht Foussgänger hunn d'lescht Joer den Doud um Foussgängersträife fonnt an och ëmmer méi Vëlosfuerer sinn an Accidenter implizéiert. Dat sinn déi zwee vulnerabelst Verkéiersteilnehmer, déi mer besonnesch schütze mussen.

Als LSAP ënnerstëtze mir d'„Vision Zéro" voll a ganz. Heizou wollt ech de Minister froen, ob en eis nach e puer Haaptakzenter dovunner fir d'Zukunft kann ernimmen, wéi d'Aktioun „Keen Handy op der Strooss", déi mer absolutt begréissen.

Eng lescht Fro geet iwwert déi automatesch Radaren. Elo kann een dovunner halen, wat ee wëllt. Ech si jiddefalls dovun iwwerzeegt, dass se no engem Joer hiert Zil erreecht hunn, näämlech dass op de besonnesch geféierleche Plazen op de Landstroossen net méi esou séier gerannt gëtt.

Déi Fro, déi ech dem Minister stelle wollt, ass, ob et à terme net och Sënn maache géif, innerorts op besonnesch sensibele Plaze wéi bei Schoulen, wou et jo ëm d'Sécherheet vun eise Kanner geet, och fix Radaren opzestellen, sief et fir 50, respektiv an 30er Zonen automatesch d'Vitess kontrolléieren ze loossen am Sënn vu manner Accidenter.

Fir déi, déi elo vläicht erféieren, sief gesot, dass dëst an der Belsch op ville Plaze gängeg Praxis ass, an a Frankräich zu Calais ginn et elo Radars de passage piéton, wou kontrolléiert gëtt, ob den Autofuerer net stoe bliwwen ass respektiv de Foussgänger sech engagéiert huet op d'Strooss, ouni ze kucken. Iwwregens ass dat Ganzt entwéckelt gi vun enger Start-up vu jonke Leit vu Lyon.

Ech géif dem Här Minister am Viraus Merci soe fir seng Äntwert. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Negri. An d'Wuert huet direkt den Här Nohaltegkeetsminister, de François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech soen dem Här Negri Merci fir déi Froen. Vläicht nach eng Kéier zréck zu den Zuelen: Mir hunn 2016 eng staark Verbesserung gemaach an eisem Bilan vun de Stroossenaccidenter. Et muss ee kucken, datt mer insgesamt staark erofgaange si bei de schwéier Blesséierten, ëm 22%, dat ass eng wesentlech Reduktioun, a bei den Doudegen ëm 11%. Och do, mir sinn elo bei den Doudegen op deem Joer zréck, wou mer eng Kéier dat bescht Joer haten, dat war 2010. Do ware mer schonn eng Kéier do ukomm.

Dat heescht, mir hunn et fäerdegbruecht an deene leschte puer Joer - wou Der jo wësst, datt mäin éischte Bilan, deen ech hu misse maachen, do ware mer bei 45 Doudegen! -, datt mer wierklech ganz staark zréckgaange sinn entre-temps. Dat heescht, datt déi Mesurë gräifen an och d'Radare gräifen. Et muss ee scho soen, wéi et ass.

Well virun allem, wann Der d'Statistike kuckt, wat d'Ursaache ware vun den Accidenter... Et sinn der nach ëmmer vill ze vill! Ech mengen, mir sollen eis elo net hei mengen, dat wär elo tipptopp. Au contraire, et sinn der nach ëmmer vill ze vill. Mä virun allem bei den Ursaachen ass d'Vitess bei den Accidents mortels vu 45% op 35% erofgaangen, also 10% manner ass d'Vitess d'Ursaach gewiescht, a bei den Accidents graves - schwéier Blesséierter - e bësse manner, mä ëmmerhin och do vu 37% op 33%. An dat confirméiert och dat, wat d'Police mer seet, déi allgemeng Observatiounen, déi se mécht, wa se heiansdo preventiv einfach Moossunge mécht, wou se seet, datt d'Vitesse wierklech ufänken erofzegoen. An dat ass ganz kloer de Fall.

Dat Zweet, och bei enger anerer Ursaach, dem Alkohol, wou jo vun der Police ganz vill Kontrolle gemaach ginn, do ass bei den Accidents mortels d'Ursaach, datt den Alkohol d'Ursaach war, vun 30% op 14% erofgaangen, bei den Accidents graves vun 19% op 17%. Also och do eng staark Reduktioun generell.

Also dee ganzen Aktiounsprogramm, dee mer elo zënter zwee Joer maachen, wéi gesot, wou d'Radaren och e wichtegen Deel dovunner sinn, dat fänkt un ze gräifen. A mir sinn elo amgaangen dëst Joer, zwee Schwéiergewiichter ze leeën: Dat eent ass den Handy, d'Notze vum Handy am Verkéier, wou elo eng grouss Campagne leeft. An dat Zweet ass de Foussgänger an iwwerhaapt d'Verkéierssécherheet innerhalb vun de Stied, wou ech amgaange sinn, en Tour ze maachen duerch d'ganzt Land.

Do geet et mer drëms, och d'Gemengen ze sensibiliséieren, datt mer, wa mer gär méi Verkéierssécherheet hätten an den Uertschaften, musse verstoen, datt mer mussen eis Stroossen an den Uertschaften anescht designen. Dat heescht wierklech ze kucken, datt eng Strooss, wou soll mat 50 gefuer ginn, net engem Automobilist d'Gefill gëtt, wéi wann e kéint mat 100 drop fueren, dat heescht, datt d'Strooss poulriicht ass an esou weider an esou fort. Dat heescht, datt e ganze Koup Mesurë getraff solle ginn, wou d'Gemengen natierlech och musse mathëllefen innerhalb vun den Uertschaften.

Well mir haten d'lescht Joer, an dat ass e bëssen d'Tragik Et huet sech, wéi gesot, insgesamt bei der Vitess verbessert, mä wa mer net de Pech gehat hätten d'lescht Joer, bei de Foussgänger eropzegoen - also innerorts si mer eropgaange mat schwéier Blesséierten an Doudegen -, dann hätte mer e super Bilan gehat d'lescht Joer, ëmmer am Verhältnis, wéi gesot, zu deene Jore virdrun. An duerfir wëlle mer wierklech elo do usetzen, well do ganz vill Potenzial ass, fir nach Besserungen ze kréien duerch ganz villfälteg Mesuren innerhalb vun den Uertschaften.

Zu Äre Froe mat de Radaren innerhalb vun enger Zon 30, engem fixen: Dir musst awer och wëssen, datt mer eréischt zënter dem August d'lescht Joer déi sechs mobill Radaren am Asaz hunn. An do huet d'Police elo e System, dat heescht si wanderen. All Regioun huet jo een e bësse ronderëm, en fonction dovunner, wou se och gesot kréien, gemellt kréie vun de Buergermeeschteren, vun de Leit, wou ze vill séier gefuer gëtt, dat heescht, och virun allem innerhalb vun den Uertschaften. An déi (veuillez lire: déi Plazen) ginn och kontrolléiert.

Dat heescht, déi mobill Radare ginn agesat, ob et 30 oder 50 ass, dat ass egal. Ech weess dat vun deem Programm, dee se hunn, datt se dat systematesch maachen. An duerfir mäi Rotschlag nach ëmmer u jiddwereen: Haalt Iech un d'Vitess! A virun allem an den Uertschaften ass et esou essenziell, datt sech un d'Vitesse gehale gëtt a kee Kilometer driwwer gefuer gëtt, well de Bremswee an de Siichtwee an d'Chance ze hunn, e Kand oder eng eeler Persoun ze entdecken, déi vläicht onvirsiichtegerweis an d'Strooss ginn, déi ass extrem vill besser a grouss, jee nodeem, wat fir eng Vitess dass ech fueren. Do kënnt et op all Kilometer, deen ech ze séier fueren, un!

A wéi gesot, duerfir ass d'Sensibilisatioun an déi Richtung am Laf vun dësem Joer.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Gast Gibéryen an dréit ronderëm d'Ofschafung vun enger Rei vun Direktverbindungen tëschent Wuelmereng, Diddeleng an der Stad an ëmgekéiert.

- Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir sot et, et handelt sech hei ëm eng Ofschafung vun enger direkter Zuchverbindung tëschent Wuelmereng a Lëtzebuerg respektiv Rëmeleng a Lëtzebuerg. De Kolleeg Gusty Graas huet de 16. Mäerz dëst Joer schonn eng deementspriechend parlamentaresch Fro gestallt, wou en déi Problematik opgeworf huet, wou en och gefrot huet, ob dat esou wier.

De Minister huet a senger Äntwert gesot, datt opgrond vun enger Iwwerlaaschtung vun der Zuchstreck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg respektiv der Gare hei an der Stad sech Gedanke gemaach wiere ginn, wéi een dogéint kéint virgoen, an datt mat Hëllef vun engem Schwäizer Expertebüro eng Recommandatioun komm wier, fir dann eben op där Streck déi direkt Zuchverbindunge vu Wuelmereng an d'Stad respektiv Rëmeleng an d'Stad ze supprimëieren. Déi sollen ersat ginn duerch zwou Navetten, vun deenen déi eng vu Wuelmereng op Beetebuerg geet an déi aner vu Rëmeleng op Näerzeng.

Déi Äntwert op d'Fro vum Kolleeg Gusty Graas beäntwert eng ganz Rei vu Froen, mä et ass net ganz kloer, ob déi Decisioun definitiv ass. Et gëtt geschwat vun enger Recommandatioun vum Schwäizer Büro. Et soll en neie Fahrplan am Joer 2018 erauskommen. Et freet sech, ob dat eng definitiv Decisioun wier an ob een net kéint awer déi Decisioun, wann et eng wier, och nach eng Kéier iwwerdenken, well et ass näämlech hei déi eenzeg direkt Zuchverbindung, déi et vu Wuelmereng an d'Stad gëtt, dat heescht also och automatesch vun Diddeleng an d'Stad.

A wann dat net méi de Fall wier, da missten am Fong och all déi Diddelenger Leit zu Beetebuerg ëmklammen, wat dann als Konsequenzen hätt, datt dat méi laang géif daueren. Et ass och net einfach, do ëmzeklammen: Et muss een duerch e Souterrain goen a fir behënnert Leit ass et ganz schwéier, fir do ëmzeklammen. Duerfir, wat géif dat dann un zousätzlecher Zäit bedeiten? A wéi vill Leit wiere vun där dote Moossnam betraff?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An et ass erëm um Nohaltegkeetsminister.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Och dem Här Gibéryen Merci fir déi Fro. Dee Schwäizer Büro, dee fir d'CFL de Reseau iwwerschafft huet, iwwer e Joer gekuckt huet, deen huet dat gemaach um Hannergrond, datt d'Eisebunn an deene leschten zwee Joer an iwwert d'Joer gekuckt an hirer Pünktlechkeet ënner 90% gefall ass. Ënner 90% fir eng Eisebunnsgesellschaft, dat ass net akzeptabel. En Zuch soll am beschte jo 100%eg pünktlech sinn. Mä ënner 90% Verspéidungen (veuillez lire: Mä iwwer 10% Verspéidungen), dat ass wierklech dramatesch vill.

An do gëtt et eng Rei Ursaachen. Déi éischt Ursaach, also éischtens ass emol ze soen, dee Schwäizer Büro, ech mengen, Dir wësst, déi bescht Eisebunn hutt Der an der Schwäiz an d'Schwäizer si wierklech déi, déi déi décksten Experte sinn, wann et ëm Eisebunnsfroe geet. Duerfir huet d'CFL och ganz bewosst op e Schwäizer Büro zréckgegraff.

Dat Zweet ass, Dir musst wëssen, datt d'Eisebunn déi lescht véier Joer en Zouwuess hat vu 50% u Reesender, dat heescht eng Croissance vu 6% ongefëier d'Joer an déi geet och nach weider. Dat ass jo eng gutt Noriicht natierlech, datt d'Leit ëmmer méi den Zuch huelen. De Problem ass awer, datt de Reseau selwer en Investitiounsréckstand huet, ech géif soe vu 15 bis 20 Joer. An dat ass d'Realitéit, mat där mer konfrontéiert sinn!

Dës Regierung huet e giganteschen Investitiounsprogramm arrêtéiert an ass amgaangen, en ëmzesetzen. Mir investéieren a fënnef Joer ronn zwou Milliarden Euro an den Eisebunnsreseau. D'Verduebelung vun der Beetebuerger Streck, den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, dat war virgesinn eréischt no 2024 ze maachen. Ech hunn dat siwe Joer virgezunn! Deen éischte Quai ass fir 2020, da soll dee fäerdeg sinn.

Den Ausbau vun der Beetebuerger Streck, dat hunn ech gesot, mä doriwwer eraus sinn och eng ganz Rei nei Garen, déi mer decidéiert hunn. D'Eisebunn huet och vu mir de Feu vert kritt, fir 2019 massiv Zuchmaterial zousätzlech ze bestellen, eng nei, eng europäesch Ausschreiwung ze maachen. Mir kréien dëst Joer op Decisioun vun dëser Regierung eelef nei Automotricen, där KISSen, zousätzlech geliwwert. Déi sollen agesat ginn elo wärend der nächster Zäit, fir Renforten ze maachen. Dat ass d'Realitéit.

A wat erauskomm ass, dat ass en neie Fahrplan. Dee wäert am Dezember kommen. An deen neie Fahrplan wäert, géif ech soen, grosso modo wesentlech Verbesserunge bréngen. Mir wäerten deen och..., e gëtt definitiv arrêtéiert, fir op Är Fro direkt ze äntwerten, Enn Juni - et ass nach net alles definitiv - an da wäert en och virgestallt ginn. An dee soll den 10. Dezember a Kraaft trieden. An natierlech, wann een e Fahrplan iwwerschafft, gëtt et provisoresch, intermediaire, zum Beispill fir d'Diddelenger Linn, liicht Verschlechterungen, ganz kloer, an dat sinn d'direkt Linnen.

Et ass awer net esou, datt se all ofgeschaaft ginn. Zum Beispill moies, et ass gekuckt ginn, et ass eng Zielung gemaach ginn: Wou sinn déi meeschte Leit dran, déi wierklech och duerchfueren an d'Stad? An deen Zuch, deen elo bestoe bleift, dat ass dee just viru siwen Auer. Do waren déi meeschte Leit dran, iwwer 200, déi direkt an d'Stad weidergefuer sinn. Dee bleift bestoen an dee gëtt souguer massiv verstäerkt. Dat heescht, dee gëtt vergréissert, fir datt méi Leit kënnen op dee goen direkt. An et war geduecht, dee vun Dudelange-Usine fueren ze loossen. Mä mir hunn awer elo entre-temps zum Beispill schonn decidéiert, deen awer vu Volmerange fueren ze loossen. Dat heescht, da bleift och do moies een direkte bestoe fir de Beruffsverkéier, ëm deen et geet.

Deen zweeten direkten Zuch moies, deen ofgeschaaft gëtt, do dréit et sech ëm 140 Leit, déi duerchgefuer wären. Mä wéi gesot, deen éischte gëtt verstäerkt; do hu mer da vill méi Plaz drop. An zu Beetebuerg ginn d'Korrespondenzen och ugepasst. Dat heescht, datt d'Leit méi Zäit hunn, fir op d'Zich eriwwerzegoen. Haut hu se, mengen ech, knapp fënnef Minutten, soudatt se dann aacht Minutten disponibel hunn, fir eriwwerzegoen.

A wat mer och nach amgaang sinn ze kucken, dat ass, ob mer net zousätzlech nei Busverbindungen aféiere vun Diddeleng op Näerzeng, well et do vill méi einfach ass, op en Zuch

ëmzeklammen, do souwisou eng ganz gutt Verbindung ass, wou ee keng Zäit verléiert, an et brauch een net erofzegoen an eropzegoen. Dat kucke mer an dat ass och zimlech secher, datt mer dat wäerte maachen.

An da kucke mer och nach, ob mer net Expressbuslinnen aféiere vun Diddeleng an d'Stad. Mir hunn de Moment eng Buslinn, déi wäert elo an engem Mount verlängert ginn. Déi geet haut nëmme bis op Beetebuerg, dat heescht iwwert d'Kockelscheier op Beetebuerg, déi soll op Diddeleng verlängert ginn an da wäerte moies ee bis zwee Bussen direkt dann agesat ginn a Richtung Stad.

Dat heescht, et ginn eng ganz Rei Saache gekuckt. Mä de Grondproblem ass deen, datt mer an enger Transitiounsphas vun dräi, véier Joer sinn d'nächst Joer op der Eisebunn, wou enorm vill investéiert gëtt, wou enorm vill sech wäert verbesseren. A mir musse kucken, mat där Phas eens ze ginn an awer kënnen e Fahrplan ze presentéieren, dee stabill ass, wou d'Leit sech kënnen drop verloossen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Da komme mer un d'Fro N°264. Déi kënnt vun der Madamm Josée Lorsché, riicht sech erëm un den Nohaltegkeetsminister an dréit sech ronderëm déi zukünfteg Organisatioun vun der Administration de la navigation aérienne. D'Madamm Lorsché huet d'Wuert.

- Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ganz richteg, Här President. Här Minister, meng Fro bezitt sech effektiv op déi zukünfteg Organisatioun vun der Administration de la navigation aérienne, der ANA, a méi speziell op déi rezent Virwërf, déi souwuel d'Personalvertriedung, d'RPAA, wéi och d'Fluchlotsevereenegung, déi sougenannt „Guilde luxembourgeoise des contrôleurs de la circulation aérienne" an deem Kontext géint Iech erhuewen hunn.

Et ass bekannt, an engem oppene Bréif un d'Regierung hunn déi zwou Organisatiounen Iech de leschte Méindeg virgehäit, Dir wéilt d'Exploitatioun vum Fluchhafe komplett op déi staatlech Bedreiwergesellschaft lux-Airport iwwerdroen, woumat d'ANA déi Missioun géif verléieren. D'Personalvertriedung behaapt och, datt Dir d'Conciliatiounsprozedur, déi am Kontext vun der Reform an d'Wee geleet gi war, „usurpéiert" hätt, wéi si dat ausdrécken, amplaz datt Dir weiderhi mam Personal hätt wëlle verhandelen.

Meng Froen un Iech, Här Minister, sinn an deem Kontext folgend:

- Wéi stitt Dir zu deene ganze Virwërf, déi déi zwou Organisatiounen an hirem Schreiwes géint Iech formuléiert hunn?

- Ass d'Angscht vum Personal effektiv berechtegt, datt Dir aus der Fluchhafeverwaltung en Établissement public wëllt maachen an datt d'Déngschter vun der ANA lues a lues privatiséiert ginn?

- Dann awer och: Kënnt fir Iech iergendeng Form vu Privatiséierung vun der ANA a Fro oder net?

Mir wäre frou, wa mer dorop eng Äntwert géife kréien. Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Lorsché. An ech schwätzen e bësse méi lues, fir datt den Här Nohaltegkeetsminister erëm eng Kéier eropkomme kann. Voilà! An Dir sidd elo hei an Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Merci och der Madamm Lorsché fir déi Froen.

Ech äntwerte fir d'Éischt ganz kloer zu deenen zwou leschte Froen.

Éischtens, huet de Minister oder d'Regierung wëlles, d'ANA ze privatiséieren? Neen!

Zweet Fro: Huet de Minister wëlles, aus der ANA en Établissement public ze maachen? Neen! D'ANA bleift eng staatlech Verwaltung, déi zu 100% dem Ministère ënnersteet, mengem Ministère als Ministère de tutelle, déi zu 100% vum Stat soll finanzéiert ginn. A well ech gären hätt, datt dat esou bleift an datt déi Beamten, déi do schaffen, an där wichteger Fonctioun bleiwen, déi se droen, fir zur Fluchsécherheet bäizedroen, datt d'Fliger sécher starten a lande kënnen, grad dowéinst maache mer dat, wat ech gemaach hunn, näämlech datt mer gekuckt hunn, datt mer de Fluchhafen esou opdeelen, datt de Stat och an Zukunft kann ouni Problem zu 100% déi Verwaltung an hire Käraufgabe finanzéieren. Dat heescht, datt mer net a Konflikt gerode mat europäeschen oder internationale Regelen, déi e bësse méi komplizéiert sinn.

Dem Minister seng Roll ass et, fir derfir ze suergen, datt de Fluchhafen ekonomesch fonctionnéiert, datt eng Konnektivitéit garantéiert ass, datt e sécher ass an datt jiddweree seng Fonctiounen a seng Aufgabe ka wouerhuelen um Fluchhafen, wéi dat sech gehéiert. Dem Minister seng Aufgab ass et net, fir leider musse jiddwerengem vu moies bis owes ëmmer recht ze ginn, deen all méiglech partikular Fuerderungen huet. Dat ass eng aner Diskussioun.

An et ass och net richteg, datt de Minister mat kengem wollt diskutéieren, Här President. An ech wëll och duerfir hei um Chambersbüro dräi Dokumenter deposéieren, déi ech am Kader vun der Conciliatioun ofginn hunn.

Dat Éischt ass e Gesamtargumentaire, wou mer heizou Stellung geholl hunn. D'Deputéierte kënnen dat selbstverständlech kréien.

(M. François Bausch dépose une documentation.)

Dat Zweet ass eng Propos, déi ech gemaach hu konkret, wou ech der ANA, also dem Personalvertrieder, schrëftlech garantéiert hunn, datt se, genau wéi se haut eng staatlech Verwaltung sinn, dat och wäerte bleiwen, mat all hire statutaresche Rechter, mat hire Fonctiounen, déi se haut hunn. Dat ass dat zweet Dokument, Här President.

(M. François Bausch dépose une deuxième documentation.)

An dat Drëtt ass, wou ech hinne garantéiert hunn, datt dat, wat mer hei maachen, grad eben de Finanzement vun där wichteger Statsverwaltung, ofgeséchert ass.

(M. François Bausch dépose une troisième documentation.)

An duerfir wëll ech dat och hei hannerleeën, just fir ze beweisen, datt de Minister seng Hausaufgabe gemaach huet a selbstverständlech éischtens dialogéiert huet an och schrëftlech Propose gemaach huet, iwwert déi leider awer keng Bereetschaft méi war, fir doriwwer herno ze schwätzen. Well net de Minister huet d'Non-conciliatioun ugefrot, mä déi aner Säit. Ech hätt wëllen doriwwer diskutéieren. Do war awer leider kee Wëllen do.

Firwat ass et esou wichteg, datt mer dee Schrëtt gemaach hunn, fir datt mer den Exploitant de l'aérodrome - wat ass den Exploitant de l'aérodrome? - eriwwergedroen hunn op lux-Airport? lux-Airport, wat iwwregens eng 100%eg staatlech Gesellschaft ass. Déi gehéiert zu 100% dem Stat. Den l'Exploitant de l'aérodrome, dat ass laut der internationaler Bestëmmung déi Instanz, déi mir der EASA, dat heescht dem internationalen Organismus, dee fir d'Sécherheet op de Fluchhäfen zoustänneg ass, musse mellen als deejéinegen, dee fir de Gesamtfluchhafe responsabel ass, dat heescht, deen am Fong just d'Responsabilitéit dréit herno fir de Gesamtfluchhafen.

Dann ass awer esou, datt et do eng ganz Rei Ënnerregele gëtt, déi natierlech och da mat Regele vun der Europäescher Unioun ze dinn hunn. Déi beleeën zum Beispill, datt den Exploitant de l'aérodrome jo och eng kommerziell Fonctioun huet. Well do geet et jo drëms, fir datt d'Fligere landen a starten. Do geet et ëm d'Passagéier. Dat ass eng kommerziell Fonctioun. D'Fluchhäfen an Europa, an der Welt, déi sti kommerziell a Konkurrenz ënnereneen.

A wa mir natierlech elo gesot hätten: „Mir loossen oder mir ginn der ANA déi Fonctioun", dann hätte mer misse bei der ANA, déi huet mussen déi ganz Responsabilitéiten iwwerhuelen, immens oppassen, wéi mer alles do finanzéieren, well mer dat natierlech zu Bréissel mussen notifizéieren. An da wär gesot ginn: „Jo, dat do geet net. Dir kënnt net déi dote Saache staatlech subventionéieren." Dat sinn am Fong staatlech Subventionnementer. Dat geet aus kommerzielle Regelen net.

An dowéinst ass et esou wichteg, datt mer ebe lux-Airport d'Responsabilitéit heivunner ginn hunn, wat awer an der Fonctioun um Fluchhafen tëschent deenen eenzelnen Entitéite guer näischt ännert, fir datt mer eben déi dote propper Trennung kréien. An da soen ech: Dat ass am Interêt vun där Administratioun! Et ass am Interêt vun der ANA, datt si sech konzentréieren op hir Käraufgaben, wat ass d'Fluchsécherung, wierklech als ANSP kënnen ze schaffen, an datt mer kënnen deementspriechend si 100%eg iwwert de staatleche Budget weider finanzéieren.

Also dat heescht, dee Schrëtt, deen d'Regierung hei mécht, déi propper Trennung, déi mer hei maachen, dat ass am Fong am Interêt vun deenen Aarbechtsplazen. An et gi keng Aarbechtsplazen doduerjer verluer, au contraire. Si ginn doduerjer ofgeséchert. A virun allem gëtt och déi staatlech Administratioun do ofgeséchert.

Dem Minister, Här President, an domadder schléissen ech of, seng Diere waren ni zou. Se sinn och haut net zou, se stinn ëmmer op. Et sinn anerer, déi de Verhandlungsdësch verlooss hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech mengen, de Minister huet haut säi Marathon hanneru sech. Mä fir d'nächste Kéier: Wann ech gelift e bësse méi genee op d'Auer kucken! Dat gesot, riicht sech déi nächst Fro vum Här Spautz un d'Familljeministesch an dréit ronderëm d'Astelle vu regionalen Agente fir déi sozial Inklusioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt d'Fro un d'Madamm Familljeminister stellen. D'Madamm Familljeminister huet Bréiwer erausgeschéckt un d'Office-sociallen hei zu Lëtzebuerg, dass se sech solle mat der Commissaire du Gouvernement vum SNAS a Verbindung setzen, betreffend d'Personal an den Office-sociallen, wou déi sollen iwwerholl ginn, wat jo och eppes ass, wat am Projet de loi iwwert de REVIS drasteet.

Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert dat Ganzt, well normalerweis üüblech ass, dass een net schonn iwwer e Gesetz diskutéiere geet, wou d'Madamm Minister seet: „Ech schwätzen net mat der Chamber driwwer an der Kommissioun, bis den Avis vum Statsrot virläit", mä dass d'Madamm Minister awer elo schonn amgaangen ass, d'Office-sociallen driwwer ze informéieren, wéi dat soll goen, dass dat Personal soll iwwerholl ginn an den Office-socialle vun de Regiounen oder vun de Gemengen, deemno wat fir ee Statut et huet. D'autant plus, well jo e Gesetzesprojet virläit, wou och d'Regierung en Engagement ageholl huet, fir Personal ze iwwerhuelen, wou elo de Statsrot eng Opposition formelle an esou engem Projet gemaach huet.

Dofir wollt ech d'Fro stellen, firwat elo schonn, ier d'Gesetz gestëmmt ass, ier an der Chamberskommissioun eng Kéier doriwwer geschwat ginn ass, elo schonn d'Office-sociallen opgefuerdert ginn, déi Saachen ëmzesetzen, déi an engem Projet de loi stinn a wou bis elo nach keng Base légale do ass.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Madamm Familljeminister, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Et ass effektiv onüüblech, eng Fro ze stellen an enger Froestonn iwwer e Gesetzesprojet, deen ënnerwee ass. An et ass och net richteg, dass mer net schonn an der Chamberskommissioun driwwer geschwat hätten, well ech war natierlech, esou wéi ech dat och versprach hat a wéi ech dat systematesch maachen, dat Gesetz scho virstelle komm an d'Chamberskommissioun, éier dass et iwwerhaapt bei de Statsrot gaangen ass. Mir waarden awer am Moment effektiv op den Avis vum Statsrot.

Ech géif awer gären trotzdeem op déi Fro äntwerten. Et ass näämlech esou, dass e Gesetz op där enger Säit natierlech ënnerwee ass, op där anerer Säit muss een och déi ganz Organisatioun hannendru maachen. A mir maachen dat zesumme mat de Leit um Terrain. Mir maachen dat net iwwert d'Käpp ewech. Mir si gewinnt, mat de Leit zesummenzeschaffen. An duerfir gesi mer déi och regelméisseg. Mir hunn och dat Gesetz hei net an engem zouene Büro geschriwwen. Mir hunn dat mat eisen Akteuren um Terrain geschriwwen, mat all den Associatiounen, mat all de Partner, déi um Terrain schaffen, fir d'Leit eben ze begleeden, eng sozial Aarbecht ze maachen oder eng aner Aarbecht.

D'Personal, dat bis elo net an de SRASen ass, wäert eben d'Konditioune behalen, wéi si se am Moment hunn. Et ass menger Meenung no extrem wichteg, dass den Office social an d'SRASen, wéi se am Moment existéieren, méi no beienee réckelen. A mir gesinn dat och an der Praxis.

Ech wëll just eng Kéier soen: Hei erfanne mer d'Rad net nei, mä et gëtt schonn Office-sociallen, wou dat formidabel gutt fonctionnéiert, deels schonn zanter 20 Joer. Ech wëll Iech se awer och eng Kéier soen: Dat ass zu Esch, zu Déifferdeng, zu Diddeleng, zu Beetebuerg, zu Péiteng an an der Nordstad. An do hu mer gesinn, dass et wierklech Sënn mécht, well et dacks genau déi nämlecht Clientë sinn, souwuel beim Office social wéi och ebe beim SRAS.

Dat wëlle mer eben elo generaliséieren. Mir maachen dat, wéi gesot, an engem Dialog mat de Partner zesummen. Mir hunn e permanente Kontakt mat den Office-sociallen. D'Commissaire, hutt Der gesot, déi gesäit am Moment déi Office-sociallen. Ech hunn och net méi spéit wéi d'lescht Woch d'Entente vun den Office-socialle gesinn, well mer wëllen zesumme mat hinne kucken, wéi mer dat eben optimal organiséiere kënnen. Well et ass just mat den Akteuren um Terrain, wou een d'Saachen organiséiere kann, fir dass et och wierklech herno fir jiddweree gutt ass, souwuel fir déi Leit, déi musse bei en Office social oder bei e SRAS goen, wéi och fir d'Office-sociallen an d'SRASen, déi selwer um Terrain schaffen.

An duerfir wollt ech awer hei op déi Fro äntwerten, obwuel de Gesetzesprojet am Moment ënnerwee ass. Ech mengen, dat liicht och jiddwerengem an.

(Interruption par M. Marc Spautz)

Jo, mä mir si jo net amgaangen, e Gesetz ëmzesetzen, mir sinn amgaangen, d'Emsetzung ze plangen, fir dass et prett ass, fir wann d'Gesetz dann eng Kéier eventuell gestëmmt ass. Dat ass dat, wat mer am Moment maachen. Et ass awer dat Normaalst vun der Welt, dass ee sech virbereet. Ech mengen, dat soll een an all Hisiicht ëmmer maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Déi nächst Fro kënnt vum Här Max Hahn, riicht sech un den Innenminister an dréit ronderëm d'Astellung vu 50 Beruffspompjeeën.

- Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

M. Max Hahn *(DP).*- Gutt! Merci, Här President. Ech mengen, d'Devise, déi gëllen Devise aus dem Rettungswiesen, dass et op all Sekonn ukënnt, dass all Sekonn Liewe ka retten, ech denken, déi ass Iech alleguerten heibanne bekannt. Dës Regierung verléiert keng Zäit, wann et drëms geet, d'Rettungswiesen och opzestellen, dass d'Rettungswiesen och de Leit dobaussen hëllefe kann.

Dofir wëll ech Iech meng Fro stellen, vläicht der Regierung, awer och der Stad Lëtzebuerg felicitéiere fir dee Choix, fir 50…

Plusieurs voix.- Aah!

M. Max Hahn *(DP).*- ...haaptberufflech, also Beruffspompjeeën anzestellen. Ech denken, dat ass eppes an der Unzuel, wat mer bis haut nach net kannt hunn, fir der esou vill gläichzäiteg anzestellen. Dofir Felicitatioun.

Et stelle sech awer eng ganz Rei Froen. An déi géif ech da gären un den Innenminister Dan Kersch stellen.

Bon, zum engen, 50 nei Leit ze fannen, do wäert sécherlech eng Rekrutéierungscampagne gestart ginn. Do kann den Innenminister eis vläicht e Wuert derzou soen. Mech géif och interesséieren, ab wéini déi Leit dann agestallt solle ginn. Wéi gëtt dat Ganzt ausgeschriwwen? Ginn déi 50 Leit zesummen ausgeschriwwen? Oder gëtt dat an engem Phasage gemaach? Wat sinn d'Astellungskonditiounen? Sinn dat déi, déi mer bis haut kannt hunn? Oder wéi gesäit et haaptsächlech och aus fir d'Astellung vun Netlëtzebuerger? Wou ginn déi 50 Leit forméiert? Ginn déi bei der Stad Lëtzebuerg op der Areler Strooss forméiert?

An déi 50 Leit, déi solle jo herno am CGDIS agestallt ginn, also am Corps grand-ducal d'incendie et de secours, an - Der wësst et heibannen -, deen et nach net gëtt. Mech géif just interesséieren: Vu wiem gi se dann an där Tëscheperiod agestallt? Ass dat d'Stad Lëtzebuerg? Ass dat d'Verwaltung vum Rettungswiesen?

Dann déi allerlescht Fro. Mëttelfristeg soll de CGDIS jo 600 bis 800 haaptberufflech Akteuren hunn. An do ass einfach meng Fro, fir vläicht vum Minister seng Aschätzung ze kréien allgemeng, wat hien iwwert d'Potenzial denkt, wat mer dobaussen hunn, fir Leit fir deen dote Beruff ze motivéieren, wa mer wëssen, dass mer an äänleche Servicer wéi der Police oder och der Arméi, Problemer hunn, Leit ze fannen.

Dëst gesot, soen ech Iech scho Merci fir d'Äntwerten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch, deen och schonn hei ass.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Effektiv ass et esou, dass ech d'Zouso vun der Regierung hunn, fir dëst Joer 50 nei Leit bei der ASS ze rekrutéieren als Agent professionnel.

Ech wëll och soen, dass dat natierlech, wat d'Zuel ugeet, eng exceptionnel Mesure ass. An déi exceptionnel Mesure hu mer och a Consultatioun mat der Stad Lëtzebuerg, esou wéi et virdrun hei ugeklongen ass, natierlech dann och geholl.

D'Campagne fir dat Ganzt soll nach virun der grousser Vakanz starten. Si soll sech also haaptsächlech och un déi nei Schoulofgänger riichten. A fir d'Leit anzestellen, rechne mer dermat, dass mer dat nach dëst Joer wäerte fäerdegbréngen, am Oktober respektiv November.

D'Ausbildung soll, esou wéi dat och schonn an der jéngster Vergaangenheet geschitt ass, zesumme vun der ASS mat de Beruffspompjeeë gemaach ginn. Ech mengen, et ass esou, dass mer fir déi operativ Agenten, déi mer bei der ASS haten, respektiv och fir déi nei Beruffspompjeeën, schonns Synergië fonnt haten, an zwar an deem Sënn, dass d'ASS fir alleguerten déi Leit, sief et vun der ASS, sief et vun de Beruffspompjeeën, dee sougenanntene wäisse Beräich, also dee vum Infirmiersberäich, iwwerholl hunn. An d'Beruffspompjeeën hu fir eis Agent-professionnellen, souwéi och fir hir Agent-professionnellen, dee roude Beräich, also dee vun de Pompjeeën, iwwerholl.

Ech mengen, dass déi Synergien an der Vergaangenheet extrem gutt geklappt hunn. Mäi Merci geet och un alleguer d'Akteuren, déi do drun deelgeholl hunn. Leider war et oft esou, dass vill Leit, déi am operative Beräich aktiv waren, déi am Ambulancedéngscht waren, déi bei der ASS ugestallt waren, leider net alleguerten déi Formatiounen haten, déi u sech wënschenswäert waren. Mir hunn et awer fäerdegbruecht, an enger kierzester Zäit alleguerten déi Leit op dee Stand ze bréngen, dee mir als Minimum ugesinn, fir kënnen dobaussen och mat de Leit ze schaffen.

Ech wëll och e grousse Merci soen un déi Leit, déi an deem Beräich do aktiv waren. Wéi gesot: 50 Leit, déi iwwert den Numerus clausus 2017 elo sollen am operative Beräich agestallt ginn, dat gëtt eng grouss Erausfuerderung fir all eis Servicer, fir eis Ausbildungscapacitéiten, déi hei, mengen ech, awer un hir Limitte kommen. An duerfir ass et och wichteg, dass mer op déi Synergien tëschent engersäits der ASS, wat mir ubidden, an anerersäits de Beruffspompjeeën, wat si ubidden, kënnen zréckgräifen.

Ech wëll vläicht an deem Kader dann awer och nach eng Kéier rappeléieren, dass net nëmmen 2017 50 Leit agestallt ginn, mä dass mer och schonn 2016 20 Leit agestallt hu fir den operative Beräich, also Agent-professionnellen, an och 2015 12 Leit, genausou wéi 2014.

Doriwwer eraus hu mer awer, mengen ech, d'Zäit genotzt, fir an deene vergaangene Joren net nëmme Leit am operative Beräich anzestellen, mä a Virbereedunge vum CGDIS och probéiert, eis esou opzestellen, dass, wann de CGDIS dann 2018 sollt operationell sinn, dass deen, mengen ech, kann direkt mat där Basis ufänken, déi mer brauchen, datt dat ka räsonabel fonctionnéieren. Duerfir sinn 2015 een Ingénieur informatique, zwee Ingenieuren am ICT-Beräich agestallt ginn, een Technicien informatique, dräi Operateuren um 112, een Ekonomist, an een administrative Redakter, 2016 iwwert den Numerus clausus: ee Responsabele fir d'Gestioun vun de Ressource-humainen, ee Kontabel, zwee Chef-de-zonen, ee Coordinateur agent professionnel an zwee Operateuren am 112.

An da fir 2017, ausserhalb vun deene 50 Agent-professionnellen, och do wëlle mer eis, mengen ech, ganz gutt opstellen, fir dass de CGDIS déi Basis kritt, déi mer gären hätten. Et sinn zwee Posten als Dokter ausgeschriwwen, een Apdikter, een Instructeur secours en personne, een Instructeur incendie-sauvetage, sechs Technicien-informatiquen, een A2-Posten an der Informatik, ee Gestion informatique géographique, ee Service communication, ee Responsabelen am Volontariat, een Employé comptable, an annerhallwe Posten am administrative Beräich.

Dir gesitt also: Mir si gutt virbereet, fir dass de CGDIS e ganz gudde Start ka kréien.

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Innenminister.

Mir kommen dann zu där nächster Fro. Si kënnt vun der Madamm Martine Hansen, riicht sech un d'Ëmweltministesch an dréit ëm den Impakt vun der Dréchent op d'Gäertnereien. Ech wëll just an deem Zesummenhang drop hiweisen, dass gëschter respektiv virgëschter eng Fro erakomm ass vun de Kolleegen Hahn a Graas. Ech hätt perséinlech kee Problem, wann déi hannendrugehaange géife ginn, wann d'Madamm Minister wëllt iwwert déi méi allgemeng Problematik äntwerten. Soss gëtt se schréftlech beäntwert.

(Interruption)

Léiwer schréftlech?

(Interruption)

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, mir maachen dat esou.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Dann huet d'Madamm Hansen direkt d'Wuert.

- Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Gaardebaufederatioun huet sech zu Wuert gemellt mat der Iwwerschréft: „Hëllef, mir brauche Waasser!" Ouni Waasser, ouni netze kréie respektiv behale mer hei zu Lëtzebuerg kee Geméisbau. Dat schéngt kloer.

Froen, déi sech vill Betribsleeder opgrond vun der Dréchent stellen, si folgend: Entweder si netzen, bezuelen deiert Waasser, behalen hir Kulturen, mä verdéngen näischt. Oder: Si netzen net, loossen d'Kulture futtigoen a verdéngen och näischt. A leider stelle sech dës Froen elo schonns am drëtte Joer hannereneen. Dat geet un d'Substanz.

D'Méiglechkeeten, fir d'Grondwaasser ze notzen, si staark begrenzt. D'Méiglechkeeten, fir vum Uewerflächewaasser ze profitéieren, sinn ebenfalls begrenzt. Wann d'Reservoiren dann opgebraucht sinn, da bleift ganz dacks just nach - ech soen et elo emol - d'Krunnewaasser.

An dëst Waasser ass vu Gemeng zu Gemeng ënnerschiddlech deier, wat net onbedéngt positiv fir d'Konkurrenzfäegkeet vun dëse Betriber ass. Esou schwankt de Präis ganz dacks tëschent engem an 1,5 Euro; schonn e groussen Ënnerscheed. Dat kann awer eropgoe bis zu 3,30 Euro de Meter Kibb, wat ech gëschter nach confirméiert krut. Dat sinn u sech inakzeptabel Ënnerscheeder.

Als CSV hate mer e Virschlag gemaach, fir dëse Problem ze léisen, ouni d'Gemengen iwwerméisseg ze belaaschten. Do wär e bësse Solidaritéit gefrot gewiescht. D'Madamm Ëmweltministesch war awer hei dergéint.

Duerfir da meng véier Froen un d'Madamm Dieschbourg:

Éischtens, wat sot Der zum Virworf vun der Gaardebaufederatioun, Dir géift d'Produzenten a puncto Waasserversuergung wuertwiertlech am Reen, dee jo a Realitéit leider net do ass, stoeloossen?

Zweetens, sidd Der Iech der Problematik am Geméisbau bewosst?

Drëttens, wëllt d'Madamm Minister derfir suergen, datt eis Geméisgäertner eng Sécherheet kréien, esou wéi si dat froen, datt si op bezuelbart Waasser kënnen zréckgräifen, an dëst ouni ze vill administrativen Opwand?

An dann déi lescht Fro: Wa jo, wéi wëllt si dat maachen?

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Villmools Merci och der Madamm Hansen fir déi Froen, well, ech mengen, hei wërft se e Problem op, deen eis alleguerten interesséiert, an zwar de Problem vun enger Landwirtschaft, déi u sech ënnert dem Klimawandel an den Auswierkungen dovunner leit. Well mir beobachten an deene leschte Joren zusehends, an dëst Joer ass dat extreemst zanter 1947, dass mer ëmmer méi Dréchent kréien, och an de Wanterméint, dann, wou eigentlech eist Drénkwaasserreservoire sech sollten opfëllen.

Et ass esou, dass mer dësen Abrëll grad emol 3,9 Millimeter Reen haten, wat en neie Minimalwäert duerstellt. An duerfir ass dat, an domat beäntwerten ech Iech Är éischt Fro, eng Suerg, déi mer deelen.

Déi Suerg muss een awer strategesch ugoen an net nëmme just iwwer eng Diskussioun iwwer e Präis. Déi Suerg do muss een… An ech mengen, dass de ganze Waasserberäich, sief et d'Drénkwaasser, sief et awer och d'Preventioun vum Héichwaasser, déi jo um Klimawandel mat drun hänkt, Haaptelementer vun enger Strategie sinn am Beräich vun der Adaptatiounsstrategie oder Bildung vun der Resilienz hei zu Lëtzebuerg, wat wäert verdéift thematiséiert ginn, well et gëllt hei geziilt - an do brauche mer d'Gemenge mat am Boot -, Spuerstrategien auszebilden, ze designen, zesumme mat de Gemengen, wéi mer zum Beispill och an der Landwirtschaft esou effizient wéi méiglech déi wäertvoll Ressource Waasser notzen a wéi mer eis Drénkwaasserinfrastrukture wëllen nohalteg gestalten.

Duerfir hu mer jo och Mesuren am neie Waassergesetz virgesinn, wou mer grad an dem Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, deen eis alleguerten eppes ugeet, net nëmme just d'Landwirtschaft, hikomme sollen. Mam Adaptatiounsplang wäert dat also och vill méi generell thematiséiert ginn.

Da wëll ech awer drop hiweisen, dass, wa mer vum Waasserpräis schwätzen, dass mer am Kader vum Waassergesetz jo och nach eng Gemengenautonomie hunn, déi spillt, wann et ëm de Waasserpräis geet. A mir schwätze vun engem käschtendeckende Waasserpräis.

An dann ass et awer haut schonn esou, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, dräi Secteuren ze definéieren, wou och e landwirtschaftlechen dran ass, deen haut schonn e wesentlech méi gënschtege Präis huet, well mer wëssen, dass d'Landwirtschaft vill Waasser verbraucht. Do sinn also Méiglechkeeten. An déi Méiglechkeete gi jo och, an Dir wësst et, well Der sidd an der Kommissioun, wou mer driwwer geschwat hunn, am Kader vum neie Waassergesetz nach eng Kéier ausgeweit op en nächste Beräich.

Dat heescht, et gëllt hei net, Polemik ze maachen. Et gëllt, déi Suergen eescht ze huelen. Et gëllt, zesumme Strategien ze entwéckelen, fir Waasser ze spueren, effizient anzesetzen, dat zesumme mat der Landwirtschaft. An da gëllt et natierlech och fir déi Gemengeresponsabel, d'Waasserpräisser ze applizéieren an der Landwirtschaft, déi den drëtte Präis huet, och deen entspriechende Präis ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Minister. Eis nächst Fro kënnt vun der Madamm Taina Bofferding, riicht sech un den Héichschoulminister an dréit ronderëm d'Delaie beim Ausbezuele vun de Studiebäihëllefen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Dir hutt et richteg gesot: Ech géif gäre wëssen, ob et aktuell Problemer gi beim Ausbezuele vun der Studentebourse. D'Studente berichten, dass et am Moment zimlech laang géif daueren, bis se hir Studentebourse iwwerwise kréien. Kierzlech gouf och an engem Artikel an der Zeitung drop opmierksam gemaach.

Nun ass gewosst, dass eng Rëtsch Studenten hir Demande op de leschte Stëppel eraginn, mä soulaang si sech, mengen ech, awer un en Délai halen, dierft dat kee gréissere Problem duerstellen. Virun allem erklärt et awer net, datt et anscheinend a verschiddene Fäll bis zu engem hallwe Joer kann daueren, bis si d'Bourse iwwerwise kréien.

Dofir meng Froen un de Minister:

Éischtens, sinn Iech Retarde beim Ausbezuele vun de Studenteboursse bekannt?

Zweetens, wa jo, wësst Der, wat d'Ursaache sinn?

Drëttens, wéi laang dauert et iwwerhaapt am Duerchschnëtt, bis e Student seng Bourse iwwerwise kritt?

A véiertens, ass de CEDIES gutt opgestallt oder brauch dee vläicht nach zousätzlech Moyenen oder zousätzlech Aarbechtskräften, fir, ech mengen, et sinn ongeféier 30.000 Dossieren am Joer ze traitéieren?

E weidere Problem, dee sech awer nach stellt, ass bei de Frontalierskanner an der Belsch. Den Delai, fir hir Demande eranzeginn, ass den 30. Abrëll ofgelaf. Allerdéngs huet Enn Abrëll eng Gewerkschaft drop opmierksam gemaach, dass eng Partie Studenten déi erfuerderlech Attestatioune vun hiren Administratiounen net mat Zäiten ausgehännegt kritt hunn. Rieds ass vun Demanden, déi virum 31. Oktober an der Belsch awer schonn agereecht goufen.

Dofir meng nächst Fro nach un de Minister, ob och dëst bekannt ass. Besteet dee Problem nach weiderhin, wuel wëssend, dass hei de Problem bei de belschen Administratioune läit an net bei eis? Mä trotzdeem besteet vläicht d'Méiglechkeet, dass de CEDIES hei kéint nach eng zousätzlech Frist, also eng Verlängerungsfrist aféieren.

Dëst gesot, soen ech Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding. An d'Wuert huet den Héichschoulminister, den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Deputéiert Merci soe fir déi dote Fro. An ech kann direkt dorobber äntwerten, dass et keng Retarde gëtt. Et gëtt awer eng Explikatioun fir do, wou et déi eng oder aner Ausbezuelungsdelaie gëtt.

Et goufen am Wantersemester 29.000 Dossieren. Am August, fir dat eng Kéier ze soen, d'lescht Joer goufen et der 2.086, am September 5.667, am Oktober 7.000. An dann, well et Schluss November ausleeft, am November kënnt natierlech dann dee ganze Pak vun 13.694.

Et kann ee soen, dass déi, déi am August erareechen, dass déi bannent siwen Deeg beschafft sinn. Dat geet och nach esou weider bis an den Oktober.

An dann, wat Dir, mengen ech, als Informatioun hutt, dat ass, dass op deenen doten Dossieren… Se sinn alleguerte vum CEDIES beschafft, just sinn der nach ronn 2.500 net komplett. Dat heescht, déi si vun eis gekuckt ginn, awer do feele Pièce vun de Studenten. An da gëtt dat natierlech bei de Studenten nogefrot, an da waarde mir natierlech op déi Piècen, bis se erakommen.

Mä déi 28.500, déi erakoumen am Wanter, sinn alleguerten eng éischte Kéier vun eis beschafft. Et gëtt natierlech dann eng Kéier nogefrot, an da waarde mir eben drop, dass eppes erakënnt. An ier natierlech den Dossier komplett ass, kann en net ofgeschloss ginn. Dat ass, mengen ech, plazeweis fir deen een oder aneren de Problem.

Ech kann Iech awer och nach soen, dass ronn 1.800 Dossiere refuséiert goufen, an déi aner eben alleguerte positiv ofgeschloss sinn, ausser déi, wou nach Dossiere feelen.

Et kann een och ee Wuert soen, well Der dat och ugeschwat hutt, vun deenen, déi beschafft, ofgeschloss a bezuelt sinn. D'Residenten, d'Lëtzebuerger, déi sinn alleguerte bezuelt. Do ass iwwerhaapt keng Diskussioun. Déi sinn och an deenen Delaien, wéi ech elo gesot hunn, iwwerwise ginn.

Déi Delaien hutt Der gefrot. Ech sot et: Am August dauert dat e puer Deeg, bis dat bezuelt ass. Et muss een natierlech soen, zum Schluss, am November, dat dauert dann zwësche sechs an aacht Wochen, bis dat beschafft ass, wat awer, mengen ech, och normal ass. An do ass et ëmmer erëm den Opruff un d'Studenten, dass se dat natierlech esou fréi wéi méiglech eraginn.

Dann hutt Der eng Fro gestallt, wat elo d'Summersemester ugeet, well Dir hutt den 30.4. ernimmt, wann ech dat richteg gesinn. Dat ass den Datum, bis dohin hu mussen d'Dokumenter dobanne si fir d'Summersemester. Déi sinn natierlech dëser Deeg elo eréischt amgaangen, beschafft ze ginn.

Mä do sinn awer och Leit, déi hunn dat och schonn erëm den 10. Januar agereecht, well se do alleguerten erëm d'Saachen zesummenhaten. Mä do kommen der natierlech och erëm op dem Schlussspurt, déi dann eréischt bei eis deposéiert ginn. Un deene gëtt geschafft. Wann déi net komplett sinn, an, ech mengen, dat war dee Communiqué, deen Der ugeschwat hutt, do ass gesot ginn: „Ma do sinn der, déi hunn den 30. ofginn, mä si hunn nach net all d'Dokumenter derbäi", da ginn déi eben en Dossier of, deen net komplett ass. An dann, wa mer eng Kéier bei Dossiere kommen, froe mir do erëm eng Kéier d'Piècen no. An da mussen déi natierlech eng Kéier geliwwert ginn.

Mä mir mussen awer och net aus dem Kapp verléieren, dass mer Delaien an eisen Texter stoen hunn. Déi ziele fir jiddwereen. Wann d'Residentë sech drun halen, an dat ass de Fall, da mussen och déi aner sech drun halen. Wann do intern Problemer an der Belsch sinn, dann ass dat natierlech de Constat, an do kënne mir natierlech net ëmmer derfir, wann déi Delaien op där Säit problematesch sinn, mä, an dorop musse mer awer och oppassen, et sinn awer och vill Belsch, well et si jo déi, déi Der uschwätzt, déi hunn déi Dokumenter och schonn eraginn. Déi hunn all d'Dokumenter

zesummen. Dat heescht, da si se jo net an der Impossibilitéit, fir se ze kréien, well mir hunn och e ganze Koup u belschen Dossieren, déi awer ofgeschloss sinn a kënne ginn, well déi Piècen do sinn.

An da muss een natierlech och oppassen, dass een dann net deen ee Belsch par rapport zu deem aneren dann op eemol géif anescht behandelen, well do kommen der mat den Dokumenter, anerer kommen net mat den Dokumenter. Dat ass natierlech eng Problematik, déi eis bewosst ass, mä mir hunn awer och hei am Land Delaien, déi mer ze respektéieren hunn. D'Dossieren, wéi gesot, sinn awer all beschafft, mä et feelt meeschtens un der Pièce da vun där anerer Säit.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Mir kommen dann zur leschter Fro am Rumm vun der Froestonn. Déi kënnt vum Gilles Roth an dréit ëm de Steierregimm vun den Optiounen op Aktie fir Salariéen.

- Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, de Wirtschaftsminister, deen huet de Samschdeg um Radio 100,7 an der Emissioun „Riicht eraus" ugekënnegt, nieft senger Ausso, dass hien och wëllt Premier ginn, nach 2017 eng Reform respektiv en Ajustement, wéi e sot, a Saache „stock-options" virzehuelen; dëst no Gespréicher mam Här Finanzminister. Duerno huet hien zouginn, dass mat dëser Mesure vu verschiddene Säite Schindluder gedriwwer gi wier. Gläichzäiteg huet hien awer och betount, datt déi intern Etüd iwwert d'„stock-options" am Finanzministère nach e puer Méint Zäit bräicht.

Mir begréissen eigentlech dëse Sënneswandel bei der Regierung, stellen eis an domadder och Iech awer gläichzäiteg e puer Froen:

D'Regierung kann also och der Chamber haut, an net just der Press, confirméieren, datt et zu enger Reform bei den „stock-options" 2017 komme wäert. Wéi wäert dësen „ajustement", wéi de Wirtschaftsminister dat genannt huet, da konkret an der Praxis ausgesinn? Anescht gefrot: Wat ënnerhëlt d'Regierung, fir deen och elo vun dem Wirtschaftsminister diagnostizéierten „Schindluder" ze ënnerbannen?

Drëtt Fro doriwwer eraus: Wéi kann de Wirtschaftsminister dat awer elo schonns soen, obschonns dem Finanzminister seng Etüd nach net ofgeschloss ass? Anescht gefrot: De Wirtschaftsminister, dee confirméiert also och haut schonns d'Diagnos vun dem „Schindluder", an op Basis vu wat fir engem Zuelematerial?

Véiertens a last but not least: Firwat hunn dann d'Regierungsparteien an d'Regierung selwer, wann dat esou kloer schéngt ze sinn, net déi entspriechend CSV-Motioun matgedroen, déi mer bei der Steierreform als CSV presentéiert haten an déi mir deemools och virgeluecht hunn?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. An de Premier- a Statsminister huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech soe Merci fir déi Fro, déi ech gestallt kritt hunn, och wann de Finanzminister normalerweis jo responsabel ass fir den Dossier, an deem hei jo dann déi Fro provozéiert ginn ass duerch eng Ausso vum Vizepremier de Samschdeg um Radio.

Also e puer Saachen, an déi éischt Saach ass: Ech sinn e bëssen iwwerrascht iwwert d'Positioun vun der CSV, well dës Majoritéit huet déi lescht Méint gesot, an dès le départ, mir géifen déi Abusen, déi mat „stock-options" geschitt sinn, wëlle stoppen! Dat hu mer gesot. Dofir hu mer och eng Etüd gemaach.

Mir hu bei deene leschten Diskussiounen, déi mer haten, wou op eng Kéier... An ech wëll drun erënneren, dass awer déi „stock-options" 2002 vun engem Finanzminister Luc Frieden vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei introduzéiert gi sinn, dass 2013 e Finanzminister Luc Frieden den 9., 8. Februar geäntwert huet op eng Fro, dass et keng Statistike gi sinn - keng Statistiken! -, et ass néierens kollektéiert ginn, wéi vill, wat, wou bei „stock-options" geschitt ass. Dat heescht, vun 2002 bis 2013 huet et déi Partei, déi sech haut elo esou opreegt, dass et d'„stock-options" hei zu Lëtzebuerg ginn, awer selwer wärend eelef Joer emol kee Piipcheswuert interesséiert, wéi vill, wat a wien dovunner géif profitéieren! Soudass dann eben dës Majoritéit decidéiert huet, dass et tatsächlech bei den „stock-options" Abuse gi sinn, déi mir net méi géifen akzeptéieren.

Mir wëllen awer och kee Pilotage à vue maachen, andeem mer och wëssen, dass et „stock-options" an enger ganzer Rëtsch vu Länner ginn, a kucken awer, wann der hei sinn, dass déi och dat erfëllen, firwat se geplangt gi sinn, an net méi do sinn, fir just Steiervermeidung ze maachen.

Dofir hu mir, dës Majoritéit, Här President - et j'insiste, dës Majoritéit! -, gefrot, fir Etüden ze kréien. Mir krute matgedeelt, dass et der 617 am Joer 2016 gi sinn. Mir sinn amgaangen, elo d'Etüden ze maachen eben, wien, wou, wéi dat geschitt ass. An ech ka mech engagéieren, Här President, dass de Finanzminister wäert an den Diskussioune vum Budget Enn des Joers Propositioune maache fir eng Reform vun den „stock-options" mat Previsibilitéit, fir dass d'Leit wëssen haut, wéi et muer ausgesäit, awer net, wéi hei vu verschidde Leit bal gefrot gëtt, dass d'Leit solle scho muer wëssen, wat gëschter geschitt ass. Dat geet net!

Dowéinst ass et wichteg, dass d'Leit Previsibilitéit hunn an dass se... - ech hu mech elo just geiert mat mengem Futur a mat mengem Präsent, mä Dir wësst, wat ech mengen! -, dat heescht, dass et wichteg ass, dass d'Leit wëssen, wéi d'Zukunft ausgesäit an net am Fong viru Fait-accomplie gesat ginn. Abuse ginn erausgeholl, dat ass keng Neiegkeet. An dat, wat de Vizepremier um Radio de Samschdeg gesot huet, ass totalement konform mat der Positioun, déi de Premier, de Finanzminister an all déi aner Kolleegen aus der Regierung a souguer d'Fraktiounscheffen déi lescht Méint hei gesot hunn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Premierminister. Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm an ech géif proposéieren, dass mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwerginn. Dat ass déi erweidert Fro vum Deputéierte Fernand Kartheiser iwwert de Musée vun der Police grand-ducale. An den Auteur weess, en huet fënnef Minutten Zäit, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

3. Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken deenen Häre Bauler a Lies hei Merci soen, déi sech schonn an der Vergaangenheet och fir de Policemusée iwwert de Wee vu Questions parlementaires interesséiert hunn.

Net jiddweree kennt dee Musée um Verluerekascht. Et geet awer hei net nëmmen ëm e Gebai. Et geet ëm eng Haltung vun der Regierung, ëm e Respekt géintiwwer den Administratioune vun der Gendarmerie fréier an der Police. Et geet ëm de Respekt vun de Leit, déi an deene Corpsen déngen an och dacks hiert Liewe fir d'Allgemengheet, also fir jiddweree vun eis, riskéieren.

E Policemusée grënnen, ënnerhalen, ënnerstëtze wär also eiser Meenung no jiddefalls eng Aufgab fir de Stat, eng selbstverständlech Aufgab fir de Stat. Mä d'Realitéit ass eng ganz aner. De Policemusée ass keng staatlech Institutioun, keng offiziell Institutioun. Et gëtt do vill Defiziter am Funktionement, an dat ass net nëmmen, géif ech soen, e Feeler vun dëser Regierung, mä och scho vu Regierunge virdrun, déi sech dorëmmer net vill gekëmmert hunn. An ech wëll all deenen, déi sech benevoll asetze fir dee Policemusée, e ganz häerzleche Merci soen! Si leeschten eng fantastesch Aarbecht, fir d'Erënnerung un d'Methoden, un d'Aarbecht vun deene Polizisten a Gendaarmen aus der Vergaangenheet lieweg ze halen.

Et ass fir eis och ganz wichteg, fir ze ënnerstréichen, datt dee Musée och eng Erënnerungsfunktioun ënnerhält an deem Sënn, datt och do d'Fotoen hänke vun deenen, déi am Déngscht gestuerwe sinn. An alleng dat schonn ënnerstréicht, wéi wichteg et wär, datt de Stat sech selwer géif ëm déi Aufgabe këmmeren an de Policemusée och wierdeg behandelen. Well dat, wat am Ableck geschitt, ass eigentlech onwierdeg. De Musée kritt keng nennenswäert staatlech Ënnerstëtzung. E kritt weder e Subsid vum Kulturministère iwwert dee Wee vun dem Reseau Musées de Luxembourg nach iwwert d'Stad Lëtzebuerg, déi der Meenung ass, dat wär eng Associatioun, déi weder lokal wär - et ass ëmmerhin um Verluerekascht -, nach géif se sech un d'Awunner vun der Stad Lëtzebuerg adresséieren. Och dat schéngt eis eng Gedankekonstruktioun ze sinn, déi schwéier nozevollzéien ass.

Et gëtt och kee pädagogescht Konzept. Et kéint ee jo dovun ausgoen, datt dës Regierung, déi jo selwer e Rekrutementsproblem huet bei der Police a bei der Arméi, géif e pädagogescht Konzept ausschaffen, fir méi systematesch Schoulklassen dohinnerzebréngen, fir deene Jonke méi d'Policeaarbecht ze erklären, méi no ze bréngen, net nëmmen aus Bildungsgrënn, mä eben och, fir de Rekrutement eventuell ze erliichteren. Esou e pädagogescht Konzept gëtt et och net.

An dann heescht et elo, d'Gebai wär baufälleg. Gutt, et gëtt Avisen, déi dat vläicht ënnerstréichen. Et gëtt awer och Avisen, déi de Contraire soen. Ech selwer war mer et ukucken. Ech hunn net den Androck, datt do iergendeng Situatioun wär, déi net sanéierungsfäeg wär, ganz am Géigendeel. Et gëtt Kommissioune wéi d'Commission des sites et monuments, déi et sech och ugekuckt huet, an déi eestëmmeg zur Konklusioun komm ass, datt d'Erhale vum Gebai wënschenswäert ass.

Et muss ee wëssen, de Policemusée ass en architektonesch, historesch wäertvollt Gebai. Et ass dat eenzegt Gebai aus de 50er Joren - 1954 fir genee ze sinn - an deem Stil, wat eis erhalen ass. Et huet en Zougang zu de Kasematten, an, wat vläicht och derwäert ass, fir ze soen: Am leschte Krich, 1944, hu sech do Leit refugiéiert, fir sech viru Bombardementer ze schützen a sinn do gestuerwen duerch Bombardementer. A wann een da gesäit, wat och am Ausland ass, da sinn dat Plazen, wou Leit gestuerwe sinn, wou Bombardementer waren, wou net méi drop gebaut gëtt, wou e Monument gemaach gëtt, eng Erënnerungsplack, mä awer och wou do eng Kultur vun enger Würdegung vun där Vergaangenheet awer existéiert.

De Stater PAG, deen elo gestëmmt ginn ass, huet dat Gebai net klasséiert. An et muss ee sech och do froe firwat. Et ass eng wäertvoll Plaz vum Terrain hier. Deeler vun de Gendarmeriekasären, déi an där Géigend leien, si klasséiert ginn. Dat do ass net klasséiert ginn. A wann ee weess eben ëm déi architektonesch Geschicht vun deem Gebai, muss ee sech froe firwat.

Fir eis als ADR ass de Policemusée op jidde Fall wichteg. Et ass eng wichteg Funktioun, un d'Geschicht vun deenen Administratioune Gendarmerie a Police ëmmer ze erënneren. Fir eis ass et eng Unerkennung wäert fir déi Leit, déi sech benevoll engagéieren. An et ass, wat dat Gebai ugeet, an eisen Aen och derwäert, et ze erhalen.

Elo ass natierlech d'Fro: Wéi eng Optiounen huet de Policemusée? Wéi eng Optioun faasst d'Regierung an d'A, fir dem Policemusée eng Zukunft ze ginn?

Am Ableck schéngt et esou ze sinn, wann een déi verschidden Echoen héiert, datt vun der Regierungssäit iwwerhaapt kee Konzept do ass, fir dem Policemusée eng Zukunft ze assuréieren, weder wat dat Gebai ugeet, nach d'Institutioun.

Mä et gëtt fir eis zwou Grondoptiounen, op jiddefalls als ADR:

Entweder mir behalen dee Musée op där Plaz, mir ginn em e Statut a mir ënnerstëtzen e vum Stat, fir datt e seng Funktioun kann op eng wierdeg an effikass Manéier weider ausfëllen. Oder et geet een hin an et mécht een en op eng ganz aner Plaz an et mécht een dee Musée méi grouss, fir och aner Sécherheetsdéngschter an d'Post mat anzeschléissen, wéi och zum Beispill d'Pompjeeën, d'Protection civile, d'Douane an d'Fligerei, déi alleguer och ganz flott Exponater hunn, an et mécht een e grousse Musée, deen och deen Ableck kéint wierklech als Tourismusmagnéit wierken.

Op jidde Fall, et schéngt eis selbstverständlech ze sinn, datt d'Regierung muss e Konzept, e glafwierdegt Konzept fir e Policemusée presentéieren, an dofir dës Fro un d'Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den zoustännege Minister, den Här Etienne Schneider, huet d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Voilà. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi Fro vum honorabelen Deputéierten Här Kartheiser kann ech natierlech ganz kloer äntwerten, dass d'Geschicht vun der Police an der Gendarmerie natierlech wichteg ass fir dëst Land an och interessant ass an ee se och soll weider vermëttelen un déi kommend Generatiounen, mä net nëmmen déi vun der Police a vun der Gendarmerie, och déi vun aneren ëffentleche Servicer, de Service de secours an de Pompjeeën, Dir hutt et och virdrun ugeschwat.

Duefir si mer och der Meenung als Regierung, mä net nëmmen aus deem Grond, ech kommen awer nach op aner Grënn zréck, dass et wichteg ass, een integréierte Musée fir se alleguerten ze bauen an eis déi Moyenen ze ginn, fir e Musée ze bauen, deen e Konzept huet, deen e pädagogescht Konzept huet, Dir hutt dat och ugeschwat, deen op där enger Säit attraktiv muss sinn, fir Leit kënnen unzezéien, fir och wierklech d'Leit ze begeeschteren, dohin ze goen. Duerfir brauch een e museaalt Konzept an e pädagogescht Konzept. Et soll awer och educativ si fir déi jonk Leit, fir Schoulklassen unzezéien, fir jonk Leit eventuell iwwert deen dote Wee och méi no un déi dote Beruffer alleguerten erunzeféieren. Well mir hunn an all deenen dote Beruffer jo och Problemer mam Rekrutement. Duerfir mengen ech, dass et och aus deem dote Grond wichteg wier, dat doten ze maachen.

An da kënnt awer nach en drëtte Volet derbäi, dat ass den Tourismus. Dat do kann eng ganz interessant Attraktioun sinn am Kader vun eisem Developpement vun den touristesche Konzepter hei zu Lëtzebuerg.

Wa mir dat do wëlle realiséieren, da brauche mer eng attraktiv an eng funktionell Infrastruktur. An dat ass déi Infrastruktur, vun där Dir elo schwätzt, wou de Policemusée dran ass, nun emol definitiv net, aus deem einfache Grond, well se ni als dat ausgeluecht ginn ass. Ech mengen, do ass aus engem Provisoire e Provisoire ginn, dee leider vill ze laang ugehalen huet. An duerfir mengen ech, dass mer eis mussen zesummesetzen - a mir hunn dat d'ailleurs och ugefaangen -, fir e Konzept fir esou e Musée auszeschaffen.

Duerfir hate mer den 2. Mee eng éischt Reunioun tëschent dem Ministère de la Sécurité intérieure, dem Ministère de l'Intérieur selwer, dem MDDI, de Vertrieder vun der Asbl vum Policemusée an och de Vertrieder vun der Pompjeesfederatioun, fir ze kucken, ob ee sech da kann eens ginn, fir zesummen eppes ze maachen, zesummen e Konzept auszeschaffen. A mir ass gesot ginn, dass déi Reunioun awer positiv verlaf ass. An de 15. Mee kommen déiselwecht Leit nach eng Kéier zesummen, fir dann ebe gegebenenfalls eng Positioun festzeleeën, wou mer hiwëllen.

Ech mengen och, dass den Accès, d'Accessibilitéit vum Site wichteg ass. An déi ass hei definitiv net ginn. Wann ee wierklech wëllt e Konzept hunn, dat Leit unzitt, dann ass dat do definitiv keng gutt Situatioun.

Ech wëll an deem heite Kontext och de Benevollen e grousse Merci soen, déi sech wierklech déi Méi maachen, fir déi Erënnerung do oprechtzëerhalen an duerfir wëlle mer och wierklech drop halen, fir mat deenen aktuelle Benevollen deen dote Projet an Zukunft auszebauen.

Et si schonn zwou Question-parlementairen an deemselwechte Kontext gestallt ginn, duerfir ginn ech net méi drop an. Ech wëll just eent soen: D'Gebai ass effektiv net placéiert, net als denkmalwürdeg klasséiert ginn. Et ass och esou, dass den MDDI eng Analys gemaach huet iwwert d'Struktur vum Gebai an iwwert d'Renovatioun, déi néideg wier, déi leider och zu deem negativen Avis kënnt, dass d'Gebai einfach u sengem Liewensenn ass an dass et vill ze deier gëtt, fir dat doten ze renovéieren. Derbäi kënnt, dass mer jo op där anerer Säit nach en anere Sujet hunn, nämlech dee vu Logementer, an dass et eventuell méi Sënn géif maachen, op där doter Plaz, déi wierklech zentral an der Stad läit, ze probéieren, Logementer hinzekréien an da wierklech, wéi gesot, op enger anerer Plaz, déi méi accessibel ass, en integréiert Konzept fir e komplett neie Musée, deen och wierklech der Zäit vun haut ugepasst ass an och ebe museal esou kann opgeschafft ginn, wéi dat muss sinn, fir e modernen, flotten an interessante Musée kënnen ze bauen.

Voilà. Dat gesot, hoffen ech, dass ech op all Är Froe geäntwert hunn. Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister fir déi bannenzeg Sécherheet. Huet de Froesteller keng zousätzlech Fro méi ze formuléieren?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir eng komplett Äntwert, an där e jo op déi Aspekter all agaangen ass. An ech wëll dat ausdrécklech ënnerstréichen, datt ech dat net a Fro gestallt hunn. Et ass just eng eenzeg Fro, déi fir mech wichteg ass elo am Ableck, dat ass, datt mer déi Diskussiounen, déi och elo ugefaangen hunn, déi ech och begréissen, net au „calendes grecques", näischt géint Griichenland oder soss iergendwéi eppes an deem Zesummenhang, mä datt mer dat elo net verschieben, bis et net méi aktuell ass.

Dat heescht, ech wier scho frou, wann den Här Minister eis kéint Assurancë ginn, datt en d'Chamber awer regelméisseg informéiert iw-

wert de Progrès an deem doten Dossier, fir datt mer och gesinn, datt e Suivi ass an datt et virugeet.

Merci.

M. Etienne Schneider, *Ministre de la Sécurité intérieure.*- Jo, Merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert. Also et ass ganz kloer esou, dass d'Regierung, an ech hunn Iech déi verschidde Ministèren opgezielt: den Intérieur, den MDDI, den MSI, also de Ministère de la Sécurité intérieure an natierlech och den Tourismus, dass mer alleguerten hei un engem Strang zéien, well mer alleguerten der Meenung sinn, dass et wichteg an interessant wier fir d'Land, aus deene verschiddene Perspektive gekuckt, fir esou e Musée ze maachen. An eis Intentioun ass et, dass mer eis awer an dëser Legislatur nach op d'Konzept kënnen eenegen an dass mer da kënnen esou schnell wéi méiglech ufänke mat der Realiséierung vun esou engem Musée.

Mä wichteg ass et elo emol, dass mer eis mat de Benevollen zesummen eenegen, wéi dat soll ausgesinn, wou mer dat wëlle maachen, an dann déi Decisiounen huelen an dann ebe probéieren, esou schnell wéi méiglech domadder lasszefueren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Domat hu mer och déi hei erweidert Fro evakuéiert an ech géif dann zum nächste Punkt iwwergoen. Den Interpellateur, den Här Félix Eischen, ass scho prett, fir seng Propositiounen a Fuerderungen iwwert déi kleng a mëttel Entreprisen hei ze formuléieren.

4. Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine

Exposé

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vu menger Partei sinn ech ganz frou, sinn ech wierklech frou, hei op dëser Plaz kënnen d'Wuert ze ergräifen, fir iwwer e Secteur ze interpelléieren, dee ganz sécher eng vun de Schlagodere vun eisem Land ass, vun eiser Ekonomie ass.

Ech schwätze vum Mëttelstand. Wat versti mer ënner Mëttelstand? Dat si virun allem emol d'Leit aus der Mëtt, aus eiser Mëtt, eng zolidd Mass, déi net ze vill no riets oder lénks ausschléit an d'Réckgrat vun der Gesellschaft ass, d'Garantie vum Zesummenhalt net zulescht an och vum soziale Fridden.

Et ass aus dëser Gesellschaft eraus, wou sech d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Land gebilt huet, assuréiert vu schaffende Leit mat engem oppenen, innovativen a kreative Geescht.

Iwwer 30.000 Betriber hei zu Lëtzebuerg falen ënnert d'Bezeechnung PME, dovunner der iwwer 7.000 am Handwierk. 87% ass de Part vun de PMEen an der Lëtzebuerger Ekonomie, an dat sinn ëm déi 200.000 Aarbechtsplazen. Déi Lëtzebuerger Ekonomie gëtt och zu engem Fënneftel vum Handwierk gedroen, wou iwwer 70.000 Leit schaffen. Vu Schlagoder ze schwätzen, ass also definitiv net iwwerdriwwen.

Enttäuscht, Dir Dammen an Dir Hären, enttäuscht kann a muss ee sinn, dass am Premier senger Ried zur Lag vun der Natioun séier wéineg iwwert de Mëttelstand rieds goung. D'Wuert Handwierk oder Artisanat ass guer net dra virkomm an dat ass schued.

Well mir an dëser Interpellatioun iwwert den Istzoustand vun dem Mëttelstand wëlle schwätzen, ass dat heiten als kleng Illustratioun, wann Der erlaabt, och d'Geschicht vun dem Här X a senger Madamm Y. Si sinn allen zwee Patron an der drëtter Generatioun vun engem Schräinerbetrib. Si schaffen allen zwee vu moies bis owes. Am Atelier schaffen 13 Leit, dat ass d'Moyenne hei zu Lëtzebuerg, den Här X och, also de Patron selwer och. D'Sprooch, déi hei haaptsächlech geschwat gëtt, ass Franséisch an den X kënnt och e bësse mam Portugiseschen derduerch. D'Madamm Y huet de Büro ënner sech a mécht zesumme mat enger weiderer Persoun d'Kontabilitéit. X an Y hunn zwee Kanner: Dat eelst ass op der Uni, mécht Droit, dee Jéngste grad op Deuxième, weess awer nach net, wat en herno soll maachen.

Dëse Betrib steet also fir Dausenden anerer, déi sech gradesou wéi dësen och derduerchschloen, wëssend, dass et ëmmer méi schwéier ass, sech géint déi globaliséiert Konkurrenz ze behaapten. D'Erausfuerderunge sinn immens, net nëmmen direkt um Terrain, an der direkter Noperschaft, mä och haut ëmmer méi online um Netz. De Client ass haut en aneren. De Client huet haut aner Uspréch.

Deslescht, ech kommen erëm zréck bei eist Beispill, koum dann de Bouf bei de Papp a sot, dass hien eng aner Präsenz um Netz mat sengem Betrib misst hunn, wëllt soen, via Internet kéint schaffen a verkafen, via déi sougenannten Digitaliséierung misst eng aner an eng nei Clientèle gesicht an och fonnt ginn.

Den X huet awer 53 Joer a freet sech, ob en iwwerhaapt nach soll investéieren a freet sech och, wou en eventuell e Repreneur soll fannen, well et gesäit awer net esou aus, wéi wann de Jéngsten dat wéilt maachen. Hie mécht sech also seng Gedanken.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech elo dëst Beispill geholl? Ma dat, wat den X an den Y an hirem klenge Schräinerbetrib erliewen, ass Alldag fir Honnerten aner Betriber: Bäcker, Garagisten, Hoteliéren, kleng Industriebetriber an esou weider. Si schafen awer all Joer iwwer 12.000 nei Aarbechtsplazen. Wat sinn also elo déi konkret Erausfuerderungen, iwwert déi mer haut dann hei och wëlle schwätzen an iwwert déi ech dankbar sinn, duerfen ze schwätzen?

Eise Modell huet dat schonn zum Deel resuméiert: Dausende Leit schaffen am Secteur, bréngen hiren Apport zum PIB. Et ass also eppes, wat op zolitte Féiss steet. Fakt ass awer: Ze wéineg Leit an och ze wéineg Lëtzebuerger interesséiere sech duerfir. An eisem Betrib vu virdru gëtt scho laang kee Lëtzebuergesch méi geschwat. 85% vun den nei kreéierte Plaze gi vun Netlëtzebuerger besat. Dräi Véierel vun de Créateurs d'entreprises sinn Auslänner.

Firwat geet de Lëtzebuerger elo net méi an déi Ausbildung? Domadder wëll ech elo net soen - a verstitt mech net falsch! -, dass ee muss Lëtzebuergesch schwätzen, fir eng gutt Aarbecht ze maachen, beileiwen net, mä mir riskéieren awer, Rëss an eis Gesellschaft ze kréien, tëschent deenen, déi d'Plus-value schafen, an deenen, déi d'Land verwalten. Ech wëll dat elo e bësse simplistesch hei esou soen.

Firwat dëst? Firwat ass d'Situatioun esou? Well et nach ëmmer eng Onéier ass, sech d'Hänn knaschteg ze maachen? Well den Image vun engem technesche Beruff net dee beschten ass? Well nach ëmmer net genuch geziilt vu Klengem un dohinner orientéiert gëtt, wou dann herno och Leit um Maart gebraucht ginn? Et ass ganz sécher, Dir Dammen an Dir Hären, e gesellschaftleche Problem.

Mir stellen awer och fest, am Small Business Act fir Europa steet geschriwwen, ech zitéieren: «(...) le Luxembourg manque toujours d'une culture de l'entrepreneuriat.» De Plan d'action PME klasséiert de Grand-Duché op der 14. Plaz ënner 28 EU-Länner, wat den Entrepreneursgeescht ugeet. Et ass also nach e bësse Loft no uewen, fir et emol salopp ze soen.

Mir stelle weider fest: Den Ament sinn ze wéineg Leit an der praktescher Ausbildung ënnerwee. Et feelt un Ingenieuren, Techniker, Mathematiker, Informatiker an natierlech dann herno och u gutt ausgebilten Handwierker.

An deem Leschtgenannten, erlaabt mer, dass ech déi Klammer och opmaachen, feelt et och u jonke Fraen, déi an dës Richtung wëlle goen. Dat muss analyséiert ginn. Ass d'Ausbildung net flott an attraktiv genuch? D'Méisproochegkeet, do si mer eis ganz dacks och heibannen eens, ass gutt. Dat ass sécher en Attrait fir de Lëtzebuerger Site, mä et däerf keng Barrière sinn. Duerfir musse mer eise Sproochenunterrecht reforméieren. Zu Lëtzebuerg scheiteren d'Leit un der Sprooch. Do komme Leit duerch d'Sproochen net einfach esou an eng technesch Ausbildung eran. Déi Leit feelen dem Marché an da gi mer se an d'Ausland rekrutéieren, an déi schwätze just hir Mammesprooch, an dat kann et jo awer net sinn.

Da behale mer d'Leit, an dat ass och e Constat, deen ee maache muss, net laang genuch an de Beruffer dran, souguer och no enger fäerdeger Ausbildung, souguer wa se da bis am Beruff schaffen. Et kann net sinn, an dat ass och hei schonn e puermol gesot ginn, wann iwwer esou Sujete rieds goung, dass dee jonke Mënsch, deen Talenter am Manuellen huet, just am Kapp huet, eng Plaz bei der Gemeng oder beim Stat ze kréien. Bei allem Respekt fir jiddwereen, deen do schafft, den ëffentleche Secteur brauch exzellent Leit an huet déi en général och. Mä och am Privatsecteur brauche mer exzellent Leit, an do hu mer der ganz einfach net genuch.

Mir froen, jonk Leit méi fréi mat der Aarbechtswelt a Kontakt ze bréngen, Schüler, Proffen a virun allem och emol Elteren un een Dësch ze kréien. D'Reform vun der Meeschterprüfung ass iwwerfälleg, mir ënnerstëtzen déi Beméiungen, déi do ënnerwee sinn. Mir sinn eis, mengen ech, heibannen eens, dass d'Motivatioun fréi muss ugoen an dass d'Handwierk net nëmmen de leschten Auswee däerf sinn. Duerfir ass eng fréi Motivatioun onëmgänglech.

Mir froen des Weideren eng Approche positive, an dat ass déi, déi eis hei weiderbréngt, an net d'Orientation par échec. Muer stëmme mer d'Gesetz vun der Maison de l'orientation a mir hoffen, dass hei op dësem Punkt op d'mannst eng Deelremedur ka geschafe ginn. De Pakt PRO Artisanat mat de véier Achsen, wou eng dovun d'Image de marque ass mat ënner anerem Hands Up an Hello Future, ass sécher begréissenswäert.

D'Formation continue an d'Formation des adultes ruffen och zum Deel no Reformen. Dacks sinn et jo jonk Erwuessener, déi iwwert d'Reconversioun erëm zréck zum Beispill an en Handwierksberuff kommen. An dacks sinn dës Leit och extrem motivéiert. Mir froen, dës Formatioun méi attraktiv ze maachen, well ech mengen, et kann net sinn, wann dee mat 25, 26 Joer seet: „Hei, ech ginn erëm zréck an eng aner Richtung", oder „Ech wëll eppes aneres léieren, ech hunn awer Motivatioun," dass dee sech da mat engem vu 16, 17 Joer muss an d'Schoulbänk sëtzen.

An duerfir géif ech dann, Här President, eng éischt Motioun deposéieren am Numm vu menger Partei, wou mir op d'Wichtegkeet vun der praxisorientéierter Formatioun wëlle Wäert leeën. Wann ech gelift!

Motion 1

«Formation et reconversion professionnelle»

La Chambre des Députés,

- considérant que l'éducation et la formation, à la fois des jeunes et des adultes, relèvent d'une importance capitale dans un pays dont les ressources naturelles principales sont les compétences intellectuelles, techniques et manuelles de sa population;

- considérant qu'il est d'une importance cruciale pour un pays d'investir dans son «capital humain» et de se doter du cadre légal ainsi que des structures et des infrastructures nécessaires pour permettre à l'éducation et à la formation de répondre au triple défi de la compétitivité, de l'intégration sociale et de la cohésion sociale;

- considérant que le paysage de la formation ainsi que les attentes et carrières des jeunes et adultes sont en train de connaître des bouleversements profonds et que des changements de carrière tout au long de la vie deviennent de plus en plus fréquents;

- considérant que toute personne a le droit, tout au long de la vie, de développer ses connaissances et compétences, d'améliorer sa qualification professionnelle et de se réorienter au vu de ses besoins personnels ou du changement de son environnement économique, technologique et social;

- considérant qu'il y a actuellement de nombreuses campagnes de promotion et de valorisation de l'artisanat, telles que «L'Artisanat, les mains de demain» ou «Hands Up»;

- notant qu'il y a un vrai effort de repositionner l'artisanat à sa juste valeur, de révéler la richesse et la diversité de ses métiers et de démontrer qu'il regorge de domaines innovants, techniques, précis et pointus;

- considérant qu'il y a de nombreuses personnes intéressées, ayant déjà atteint un certain âge, avec le désir de se réorienter vers un métier de l'artisanat;

- considérant que d'autres pays tels que la France ou l'Allemagne disposent, contrairement au Luxembourg, d'une multitude d'offres adaptées aux formations envisagées et aux situations personnelles des personnes envisageant une telle reconversion professionnelle,

invite le Gouvernement

à étudier la mise en place d'un système de formation adapté aux besoins des personnes avec un projet de reconversion professionnelle vers un métier de l'artisanat.

(s.) Félix Eischen, Diane Adehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei d'Reprisen, well eise Patron X aus dem Beispill vu virdrun denkt jo haart driwwer no mat sengen 53 Joer. Wa mir also d'Situatioun géife verbesseren, also méi an d'Ausbildung vun de Ressourcë géife stiechen a gutt ausgebilte Leit hätten, da kréiche mer och de Problem vun de Reprisen am Prinzip besser an de Grëff, wëllt soen, da wiere méi Leit mat Entrepreneursgeescht do. An den nächste Joren, dat muss ee wëssen, soll een och ënnersträichen, siche ronn 3.000 Handwierksbetriber mat ronn 47.000 Salariéen e Repreneur. 3.000 Betriber! Dat weist déi immens Erausfuerderung fir den Iwwergang selwer an awer och fir de Repreneur.

De Mëttelstand huet e grousse Problem bei den Transmissioune bis dato. Dat geet bei der Motivatioun an der Formatioun un, wéi elo grad gesot, an et hält awer och bei der Finanzéierung op. Mir stelle fest: Et ginn net genuch potenziell Repreneuren, et gëtt gezéckt.

D'CSV hat am Dezember d'lescht Joer eng Motioun presentéiert, an där mir gefrot hunn, de Régime fiscal vun de Reprisen ze analyséieren an eventuell steierlech Avantagen oder Ureizer en place ze setzen. Dës Motioun war ugeholl ginn, an et wier elo gutt ze wëssen, wou déi Aarbechten dru sinn. Am Pakt PRO Artisanat elo am Mäerz gouf gesot: «(…) les partenaires étudient des mesures législatives (...).» Kann een, dat ass meng Fro, Madamm Statssekretärin, do scho konkret haut eppes soen? Ech géif mech do op eng Äntwert freeën.

D'Reprisë ginn dann Hand an Hand mam Finanzement, dat schéngt evident ze sinn. All Betrib muss mat der Zäit goen, soss riskéiert en, matzäiten zouzegoen. Dat kascht. Ech schwätze vum Invest, a fir den Erausfuerderungen entgéintzekommen, ass et iwwerliewenswichteg, u Geld an dacks och u frëscht Geld ze kommen.

Ee Wuert an deem Kontext iwwert d'SNCI. 2015 huet d'SNCI 100 Milliounen an de Grapp geholl. Dovunner waren iwwer 80 Milliounen Direktparticipatiounen an den Entreprisen. Et muss ee sech d'Fro stellen: Wou bleiwen d'Kreditter un dat klassescht Handwierk? Mir sinn der Meenung, dass d'SNCI bei der Finanzéierung eng méi aktiv Roll kéint a misst spillen. Si ka schonn haut bis 75% vun den Investissementer bei den Entreprisen, Handwierk, Commerce, Horeca, et cetera matfinanzéieren. An der Praxis gesi mer awer eng Tendenz ewech vun de Prêten un den traditionelle Mëttelstand hin zu Direktparticipatiounen a sougenannten IT-Boîten.

Dat ass interessant, dat wëlle mer och elo net hei verwerfen, mä am Rapport annuel vun der SNCI steet och geschriwwen, dass an de leschte Jore fënnef bis néng Milliounen u Crédits d'équipements vergi goufe fir d'Création d'entreprise u jeune Artisanen zum Beispill. An ugangs der 2000er Jore waren et awer tëschent 20 an 29 Milliounen d'Joer.

Wéi ass dat méiglech? An ech wéilt och do nofroen, wat d'Grënn heifir sinn. Et ass sécher, ech hunn dat och elo grad gesot, ze begréissen, dass d'SNCI am IT-Beräich eng Roll wëllt spillen, mä eng wéineg manner restriktiv Politik beim Prêt fir de jonken Handwierker wier awer och net vu Muttwëll. Dat kéint op jidde Fall d'Lecture vun dëser Analys sinn. Et ass op jidde Fall d'Missioun als staatleche Betrib, hei méi Risiko ze droen.

Am Kontext vun der Finanzéierung, Här President, géif ech da gären eng zweet Motioun presentéieren, an zwar geet et ëm de Finanzement vun den Entreprisen. De Finanzement vun den Entreprisen, dat si jo am Prinzip d'Prête bei der Bank respektiv d'Hëllef vum Stat oder och dann nach privat (veuillez lire: vum Stat oder vu privater Säit). Wat eis awer feelt, wat eis feelt, dat gesäit een am Verglach mam Ausland, mat den typeschen Entrepreneursläner, an ech zitéieren do ënner anerem England an och d'USA, dat ass d'Tatsaach, dass hei manner Privatleit mat a Betriber investéieren. Et feelt an deem Suivi un Erfahrung an och un engem Netzwierk. Dat hu mer och schonn an der Kompetitivitéitsdebatt hei am Dezember gesot. An d'Regierung huet deemools eise Constat u sech gedeelt. Dozou och eng Motioun, wou mir an deem Kontext froen, fir hei iwwer steierlech Ureizer nozedenken. Wann ech gelift.

Motion 2

«Capital-risque»

La Chambre des Députés,

- considérant que les petites et moyennes entreprises (PME) sont des acteurs clés de notre économie;

- considérant que les PME représentent 99,8% de toutes les entreprises et 69,73% des emplois en Europe;

- soulignant que l'artisanat représente le «premier employeur» au Luxembourg, occupant actuellement environ 90.000 salariés dans plus de 7.000 entreprises;

- considérant que l'accès au financement pour les PME, notamment auprès des banques, peut s'avérer difficile, voire impossible;

- soulignant à titre d'exemple qu'à travers les dix dernières années, un tiers des PME dans l'Union européenne n'a pas reçu l'aide financière sollicitée auprès des banques et nécessaire pour financer leur développement;

- considérant que le capital-risque joue un rôle particulier et grandissant dans le processus d'innovation et de développement économique des PME en tant qu'investissement de long terme;

- considérant que les États-Unis et le Royaume-Uni sont reconnus comme des pays d'innovation avec une forte culture entrepreneuriale et une multitude de moyens de financement;

- notant que le rôle du capital-risque est bien plus faible en Europe continentale que dans les pays anglo-saxons alors qu'il s'agit d'un facteur important pour le développement économique et l'innovation, en apportant de l'expérience, de la compétence et des réseaux professionnels;

- notant que l'incitation publique en faveur du capital-risque dans les pays anglo-saxons est favorable avec des mesures telles que le Small Business Act aux États-Unis ou le Seed Enterprise Investment Scheme au Royaume-Uni, un système de défiscalisation qui permet à l'investisseur de récupérer 50% de son investissement dans une start-up en réduction d'impôts, plaçant Londres comme capitale européenne des créateurs d'entreprise;

- soulignant que le secteur du capital-risque au Luxembourg connaît des difficultés à lever des fonds alors qu'il constitue un enjeu fondamental pour favoriser la compétitivité des PME et l'apparition de jeunes entreprises innovantes, qui seront la croissance du Luxembourg,

invite le Gouvernement

à étudier la mise en place d'incitations fiscales en faveur des investisseurs privés de capital-risque afin de créer petit à petit une nouvelle culture de l'investissement et de transformer le Luxembourg en pays à fort esprit d'entreprise.

(s.) Félix Eischen, Diane Adehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der neier Steierreform ass de Steiersaz fir déi kleng Betriber mat manner wéi 25.000 Euro Benefiss vu 17% op 15% erofgesat ginn. Okay!

Elo kann ee sech awer d'Fro stellen: Wéi wäit mécht dat der Kaz e Bockel? Ech géif gäre wëssen, wéi wäit dass dës Mesure dobausse gräift, well et jo och nach ganz vill aner PME-Betriber ginn, déi iwwert deem Seuil vum Benefiss leien.

Eppes aneres ganz Wichteges wëll ech awer och hei ernimmen: An der weiderer Diskussioun ronderëm de liewenswichtegen Invest an de Betriber stelle mer fest, dass déi ugeduechte Steierimmunisatioun op engem gewëssene Kapital, also op der Reserv, déi jo op d'Säit geluecht gëtt, fir spéider dann ze investéieren, kee Sujet méi bei dëser Regierung ze si schéngt. Et ass op jidde Fall näischt méi driwwer gesot ginn an et kann a muss ee sech hei froen, firwat.

D'Beruffskummeren an d'UEL froen dat ganz kloer. De Finanzminister ass awer net méi dorobber zréckkomm. Och hei wéilt ech eng Motioun deposéieren, déi dës Immunisatioun kloer erëmfreet. Wann ech gelift, Här President.

Motion 3

«Réserve immunisée d'impôt pour investissement»

La Chambre des Députés,

- considérant qu'une entreprise doit pouvoir se repositionner, de façon continue, par rapport à la concurrence et s'assurer de ce que ses installations, son personnel et ses infrastructures en général permettent d'atteindre cet objectif, d'où la nécessité de réaliser régulièrement des investissements de remplacement;

- considérant qu'en même temps, les entreprises doivent, à tout moment, être en mesure de répondre aux besoins exprimés par leurs clients et prévoir en temps utile, la nécessité de procéder à des investissements d'extension;

- considérant que l'accès des PME artisanales, commerciales et industrielles aux marchés de capitaux est plus difficile que pour les entreprises de taille plus importante;

- considérant que les PME sont handicapées dans leur pourvoi en capitaux propres par rapport aux entreprises de taille importante, ce qui rend le financement de leurs investissements plus difficile d'autant plus que l'autofinancement de leurs investissements est entravé par le fait que leurs besoins en investissements ne sont pas continus dans le temps, mais se font par à-coups;

- considérant que l'introduction d'une réserve immunisée pour investissement est un moyen efficace d'éliminer ou de réduire les handicaps inhérents au financement des PME et de permettre une certaine constance dans leurs investissements;

- notant que l'atout d'une telle réserve réside dans le fait qu'elle augmente la part des fonds propres de l'entreprise, et que, par conséquent, elle permet une amélioration de la liquidité et facilite le financement externe des investissements futurs;

- considérant que les investissements sont à considérer comme le moteur de toute économie dynamique et déterminent d'une façon directe l'évolution macro-économique;

- considérant que la réalisation des investissements engendre des charges financières très importantes et qu'il incombe dès lors au pouvoir public de créer l'environnement propice au développement des entreprises;

- considérant que le programme gouvernemental statue que «[l]e Gouvernement veillera à soutenir des investissements permettant un développement et une croissance économiques durables, notamment par le biais d'une réserve immunisée pour investissement pour les PME»,

invite le Gouvernement

à introduire le régime d'une réserve immunisée pour investissement pour les PME afin de stimuler l'autofinancement, c'est-à-dire le financement des investissements par les bénéfices mis en réserve,

à prévoir des critères précis afin d'éviter d'éventuels abus, tels que la définition des investissements éligibles, un pourcentage et un plafonnement annuel éligible du bénéfice, un délai de réalisation et un mécanisme de report de l'imposition, toujours dans le but final de promouvoir le développement et la croissance économiques durables des PME.

(s.) Félix Eischen, Diane Adehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

Ech kéim da bei d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung ass dat Schlagwuert an de leschte Wochen a Méint, an de leschte Joren och. A mir mussen de Constat maachen: Mir hänken hei zu Lëtzebuerg hannendran, Dir Dammen an Dir Hären!

Ech kommen op eist Beispill vum Betrib mat eisem X do zréck. Do koum jo de Bouf bei säi Papp an huet gesot: „Du muss mat denge Produiten online goen, eventuell op d'Mooss produzéieren an dann eraus an d'Welt verschécken." Eng vun de ville gudden Iddien, déi haut gefrot sinn.

Wann natierlech elo de Patron a seng Madamm vu moies bis owes am Rad sinn, mam Kapp am Guidon, feelt hinne vläicht ze dacks d'Rou, fir sech Gedanken ze maachen a sech frësch ze orientéieren. Mir sinn eis awer eens, d'Digitaliséierung ass d'Zukunft, bréngt grouss Chancen, enorm Erausfuerderungen, freet och no ausgebilte Leit, an do mécht sech och de Krees erëm zou zu deem, wat ech virdru gesot hunn, biergt awer och d'Gefor, ganz kloer den Zuch ze verpassen, wann hei net reagéiert gëtt.

Fakt ass haut: De Grand-Duché hänkt am europäesche Peloton vun der Digitaliséierung nach ëmmer ze wäit hannendran. Et gëtt villes ugeduecht, d'Plattform Digital Lëtzebuerg (veuillez lire: Digital Luxembourg), et cetera agéieren op villen Niveauen. Och am Pakt PRO Artisanat ass driwwer geschwat ginn. Mir stellen awer fest, dass d'Leit um Terrain ganz kloer reklaméieren, fir ënner anerem en Itineraire ze kréie vun deem, wat en place ass, fir dass se sech och kënnen erëmfannen. Et feelt hei un enger ganz klorer Koordinatioun. A mir froen dann och, fir de Betriber den Accès méi einfach ze maachen, eng richteg Cellule Digitalisation.

D'lescht Woch huet d'Madamm Statssekretärin dëst och ugekënnegt. Maacht et Madamm! Dréckt drop! Maacht et! Mir ënnerstëtzen lech dobäi. Opgrond vu Besoinen an Erfahrungen, nationalen an internationalen Tendenze muss déi Zentralstell effektiv kommen. Et ass eng Referenz, aus där eis Betriber um Terrain kënne begleet ginn a wat ganz wichteg ass: Déi Begleedung um Terrain muss och qualitativ héichwäerteg sinn a ginn. Et kann net sinn, dass einfach een do an de Betrib kënnt an dann dem X, deen dat schonn 30 Joer mécht, seet, wéi en dat op eemol esou soll maachen, well soss ass deen erëm méi séier dobaussen, wéi en dobanne war. Also och déi Begleedung ass vu ganz héijem qualitativem Niveau oder soll op jidde Fall vun héijem qualitativem Niveau sinn.

D'Digitalisation freet a bréngt nei Forme vun Aarbecht, vu Beruffer, vu Marchéen. Hei muss ee sech da froen, ob d'Gesetzgebung a Froe vun Aarbechtsrecht, Sécurité sociale, Fiskalitéit vum Droit d'établissement an och vun den Assurancen net och frësch misst ugepasst ginn.

Ee Wuert iwwert d'Start-uppen, wann Der erlaabt. An der Lescht héiert ee ganz vill, dass de Grand-Duché e ganz favorabelen Terrain fir nei Start-uppe wier. Start-uppe si wichteg fir eis Diversification économique. Mir verkafen eis och dobaussen als solch, als esou eng Plattform hei zu Lëtzebuerg.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Dat ass gutt, mä an enger internationaler Statistik oder an engem internationale Ranking war deslescht ze liesen, dass vun den dausend wichtegste Start-uppen op der Welt elo keng Lëtzebuerger derbäi ass. Also do kann a muss nach dru geschafft ginn, mengen ech emol.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet awer froen, wéi dynamesch dee ganze Start-up-Mouvement dann ass a wéi vill Emploien hei generéiert ginn.

Da kënnt een an dësen Deeg och ganz schwéier laanscht den Space Mining, de Space Mining, iwwert dee mer net schrecklech vill wëssen. De Minister huet eis wuel seng Visiounen déi lescht Woch an der Kommissioun gesot. Mir komme jo och muer an der Kommissiounssitzung nach eng Kéier drop zréck. Vill méi kann ee jo och nach net driwwer zielen, well et leeft jo nach net. An déi Space-Mining-Saach soll jo an éischter Phas emol hei am Land ëm déi 60, 70 nei Aarbechtsplaze kreéieren. Dat ass gutt, dat ass ze begréissen. Et ass en hallwe Prozent vun deem, wat all Joer am Mëttelstand un Aarbechtsplaze kreéiert gëtt. Nach eng Kéier, déi 60, 70 Aarbechtsplaze si gutt, mä kommt, mir konzentréieren eis bei allem Hipp (veuillez lire: Hype), deen den Ament e bëssen ze héieren ass dobausse ronderëm all Start-up, ronderëm nei ICT, wat wierklech wichteg ass a wat ech hei wierklech net, net, net wëll denigréieren, op de klassesche Betrib, op de klassesche Secteur. Dee freet och no méi Lobby. Dee freet no méi Lobby, a kommt, mir konzentréieren eis op déi Honnerten an Dausende Betriber, déi do sinn an déi, wéi gesot, iwwer 10.000, 12.000 Aarbechtsplazen d'Joer schafen!

Dat ass kee Reproche. Dat ass einfach en Opruff fir de klassesche Secteur, dee ganz einfach virun immensen Erausfuerderunge steet. Et geet drëm, all dës Akteuren e bësse méi an d'Fënster ze stellen, woubäi, wann een iwwer Space Mining schwätzt, een awer och do eventuell kéint d'Fro opwerfen, ob et à la longue net kéint oder misst och ugeduecht ginn, fir hei op der Äerd eng intelligent Recyclingspolitik am Kader vun der Économie circulaire unzekierpen, fir dat emol am Kontext vum Circulaire ze soen, eppes fir d'Kreeslafwirtschaft global ze maache mat seltenen Äerdmetaller an esou weider, amplaz fir deiert Geld a mat schrecklech vill Energie eppes dobaussen am Weltall op Asteroiden oprafen ze goen.

D'ailleurs hunn ech mer d'Fro gestallt, ech weess net, ech sinn elo kee Spezialist, mä ech hu mer d'Fro gestallt: Wann ech do esou e Kran hunn, an ech schécken deen dann elo an de Weltall, da muss ech dee jo op en Asteroid placéieren. Deen Asteroid hänkt jo awer net einfach do, dee flitt mat 20 Kilometer an der Sekonn. Wéi bréngen ech et fäerdeg, fir esou e Rover emol esou op den Asteroid dropzekréien? En ass jo da scho fort. A wéi schafft deen? A wéi bréngen ech et da fäerdeg, déi puer Gramm Seltene Erden herno erëm zréckzekréien?

Elo hunn ech wéini an engem Bericht vun der NASA gelies - de Marcel Oberweis, de Frënd Marcel, dee vill méi dovunner kennt wéi ech -, do stoung drageschriwwen: „100 Gramm kaschte 400 Milliounen Dollar." 100 Gramm, 400 Milliounen Dollar!

E Lancement vun enger Rakéit jummt wéi vill CO_2 an de Weltall? Wéi mir wéini an der Kommissioun driwwer geschwat hunn, hunn ech vun de grénge Kolleegen näischt héieren. Näischt! Économie circulaire näischt, CO_2 näischt, guer näischt, keen do, näischt driwwer rieds!

(Brouhaha)

E Weltkonzern, deen all Mënsch kennt, huet a senger Ausriichtung stoen, elo just nach Handye wëllen ze produzéiere mat Recyclingwuer.

Ech komme bei d'Emplacementer, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei d'Emplacementer. Elo hätte mer gären, dass vill nei Betriber heihinner komme respektiv mir hätte gär, dass se hei bleiwen. Mir ënnerstëtze se och beim Ausbau. Elo wëllt awer keen e Betrib am Duerf, och scho guer keen, dee Knascht a Kaméidi mécht. D'Fro: Wou kënnen déi Betriber sech néierloossen? Ee Start-up mat engem PC geet jo nach. Déi Co-work-Büroe si jo och zum Deel vläicht eng Äntwert dodrop.

Mä dee klengen Industrieatelier, wou geet deen hin? E jonke Schräiner, dem X säi Bouf, wann en dann awer de Betrib wéilt iwwerhuelen, wou geet en hin? Eleng am Handwierk, Dir Dammen an Dir Hären, ginn et 149 Betriber, déi eng Plaz sichen, wou se kënnen higoen. Dat si ronn 100 Hektar! Déi sinn net do! Déi regional Zonen affichéiere knapp 5 Hektar. 5 Hektar! An Dir wësst, dass bei den nationalen Zonen e groussen Deel nach fir méiglech auslännesch Betriber reservéiert ass.

Et wier elo emol interessant, ze wëssen, wéi vill Hektar dat iwwerhaapt sinn, fir hei en Iwwerbléck ze kréien. Dee gëtt et net. Mir stelle fest, dass mer d'urgence Terraine fir de Mëttelstand a fir d'Handwierk brauchen an dass d'Madamm Closener, bei allem Respekt, dorëmmer hausséiere geet, fir et emol esou ze soen, bei d'Gemengen.

Mir stellen awer och fest, an da kommen ech erëm zréck bei déi gréng Kolleegen, dass déi d'Madamm Closener ausbremsen, dass op där enger Säit d'Ekonomie freet: „Mir hätte gär Terrainen, mir hätte gär den Ausbau vun de Zone-d'activitéen", an op där anerer Säit gi Steng an d'Féiss geluecht, wat mer enorm bedaueren. Mir constatéieren op jidde Fall, dass do verschidde Leit aus der Regierung net mateneen harmonéieren an dat ass schued, dat ass schued. Et gëtt e Besoin, fir et ze maachen an et gëtt net un engem Strang gezunn.

Ech kéint lech Beispiller nennen, ech wëll dat awer net maachen. Ech wëll och net ze vill iwwer meng Gemeng schwätzen, dat ass ganz kloer de Fait, dass dat do esou ass. Ech kéint och iwwer Fléiber schwätzen, ech soen dat ënnert der Kontroll...

Une voix.- Meng Heemecht!

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- ... vun de Kolleegen aus dem Norden, do wou e Projet op Äis geluecht ginn ass vun dëser Regierung an do war schonn Aktivitéit drop. Do war schonn Aktivitéit drop! Dat wier och kee risegroussen Agréff an d'Natur ginn. Bon, et läit op Äis. Déi do Politik widdersprécht op jidde Fall deem, wat de Moment dobausse gefrot gëtt, Dir Dammen an Dir Hären.

Mir froen also, dass dem Handwierk méi Terrain reservéiert gëtt, spezifesch Léisungen och fir d'Konstruktiounsbranche. A wann een da vun dëse Betriber schwätzt, da sollt een och ënnersträichen - dat stoung ënner anerem och haut nach an der Zeitung, et ass gëschter gesot ginn -, dass grad och am Bau akut no neien Deponieplaze gesicht gëtt. A wann ee weess, dass de Bau d'Ekonomie zitt, da weess een och, wéi wichteg dass dat ass.

Mir froen, iwwer Restriktiounen nozedenken, déi bestinn, wat de Stockage an de Zone-d'activitéen ugeet. Et gëtt kee Kadaster, keen nationale Plang Zone d'activités. Wou sinn d'Plansectoriellen drun? Dat ass wichteg. A mir géifen och gäre wëssen, wat fir eng Stratégie globale dës Regierung do huet, wëssend awer och, dass een haut net ka wëssen, wat genee an zéng Joer gebraucht gëtt. Mä et wier awer emol net schlecht, ze wëssen, wat fir eng Disponibilitéiten de Moment um Lëtzebuerger Territoire wieren.

An dësem Kontext dann, Madamm Presidentin, eng véiert Motioun, wou mir ganz kloer déi do Revendicatioun nach eng Kéier schréftlech wëlle festhalen oder festgehalen hunn.

Motion 4

«Sites d'implantation»

La Chambre des Députés,

- considérant qu'un des freins majeurs à l'investissement dans l'artisanat consiste en la pénurie de sites d'implantation;

- soulignant que notamment pour les créateurs d'entreprises, l'acquisition ou la location d'ateliers ou de sites de production, à des conditions soutenables, constituent une barrière non négligeable;

- notant que ce même constat vaut pour les entreprises existantes qui souhaitent investir dans leurs infrastructures pour s'agrandir, adapter leur chaîne de production ou qui sont contraintes à délocaliser leur production;

- considérant que le plan sectoriel «zones d'activité», qui devrait définir à l'échelle nationale des surfaces supplémentaires de zones d'activité, n'a toujours pas été présenté;

- notant que la mise en vigueur du plan sectoriel ne résoudra pas immédiatement le problème de la pénurie de terrains en vue des procédures lentes et multiples;

- considérant que le Ministère de l'Économie, qui gère les zones d'activité nationales, garde en réserve d'importantes surfaces pour des entreprises industrielles souhaitant s'implanter au Luxembourg;

- notant qu'en l'absence de demande par des entreprises de l'étranger, une partie de ces terrains devrait être davantage mise à disposition de l'économie régionale et locale,

invite le Gouvernement

à mettre en place des zones d'activité accessibles aux PME artisanales,

à reclasser davantage de terrains situés dans les zones d'activité nationales pour les rendre accessibles aux entreprises artisanales.

(s.) Félix Eischen, Diane Adehm, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Mosar.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.-* An dann dauert et wéinst den Oplagen, ech mengen, dat kann een och roueg an dësem Kontext nach eng Kéier hei soen, nach ëmmer vill ze vill laang. Mir regulariséieren eis dacks krank. An dat sinn dacks Reglementer oder meeschtens, déi dann hei net duerch d'Chamber ginn, wouvunner hei net geschwat gëtt. Fakt ass, dass wann s de eppes wëlls maachen, da bass de am Endeffekt no zwou SUPen, enger Fliedermaus an eventuell och nach enger réimescher Schierbel dräi bis véier Joer méi laang ënnerwee, an dat ass net gutt.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn elo net méi allze vill Zäit rescht. Eng Rëtsch Sujete kéinten a missten nach ugeschwat ginn. D'Iwwerreglementéierung ass ugeschwat ginn. Zum Beispill vill Betriber am Horeca-Secteur kloe ganz kloer doriwwer.

D'Energie, wéi ass et mat der Energiesécherheet? Mir importéiere ganz vill Energie. Den Defizit vun der Balance commerciale ass 3,3% vum PIB. Dat ass wäit iwwert där vun der EU.

Mir kéinten iwwert d'Faillittegesetz schwätzen. E Betrib zum Beispill, deen nach Suen vun enger Faillite ze kréien huet, muss vill ze vill laang dorobber waarden, bis dass e seng Suen huet. Ech weess awer och, an dat weess d'Madamm Statssekretärin och, dass eng Ënnerkommissioun amgaangen ass, sech mat der Reform vum Faillittegesetz ze beschäftegen, an amgaangen ass, drun ze schaffen. Dofir wëll ech net weider dorop agoen. Et ass awer och wichteg, dass dës Reform endlech kënnt.

Ech kéint nach iwwert d'Organisatioun vun der Aarbechtszäit schwätzen, iwwert d'Schwaarzaarbecht. Op d'Simplification administrative ginn ech hei elo net méi an, och net méi op den Omnibus, dat hu mer virun e puer Méint hei gemaach. Omnibus ass gutt mat deem, wat um Dësch läit. Et geet eis awer net duer, dat hu mer gesot. An dofir musse mer dann och ofwaarden a mir si gespaant, wat dat neit, ugekënnegt Naturschutzgesetz an deem Punkt hiergëtt.

Fazit, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz: De Mëttelstand mat ënner anerem dem Handwierk huet d'Land zu deem gemaach, wat et ass. Déi ugeschwat industriell Revolutioun gräift iwwerall eran. Dat heite sollt just en Ustouss sinn, all dës Aktivitéiten, déi aus der Mëtt vun eisem Vollek kommen, net aus den Aen ze verléieren, hire Wäert ze respektéieren an d'Erausfuerderungen, déi sech dësem vitale Stéck Lëtzebuerg stellen, zesummen unzegoen.

Domadder dann och mäi waarmen Appell, dësen Exercice hei am Haus méi dacks ze maachen. Well net zulescht sinn d'PMEen och mat engem Wuesstum a wa méiglech och mat engem gescheite Wuesstum konfrontéiert. Mat 5% Wuesstum - mat 5% Wuesstum! - verduebele mer eis a 14 bis 15 Joer. Denkt drun, wat dat heescht! Also déi Betriber musse Wuesstum hunn, si mussen en op där enger Säit hunn, den Invest an de Betrib, an d'Ressourcen sinn awer och deen Challenge fir d'Zukunft.

An domadder soen ech Iech villmools Merci, dass Der mer esou gutt nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci dem Interpellant Félix Eischen. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).-* Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, nach e puer Wuert just ergänzend zu deem, wat de Kolleeg Félix Eischen gesot huet. De Suivi vum Plan d'action, sou war et bei der Presentatioun vun der Madamm Statssekretärin gesot ginn, soll jo vum Haut comité PME begleet ginn. Iwwert d'Aarbechte vun dësem Haut comité ass awer bis haut nach net ganz vill gewosst an e konkreten Zwëschebilan iwwert d'Emsetzung vum Plang gëtt et bis haut och nach net.

Dee Plang, sou gouf gesot, sollt net staatlech sinn, mä a Fonctioun vun de Besoine vun de PMEen, also Horeca, Handwierk an Handel, evoluéieren. An deem Kontext, Madamm Statssekretärin, muss een awer leider feststellen, dass eise Wirtschaftsministère an engem Dossier, dee fir de Mëttelstand, am Besonneschen d'Handwierk, awer och fir Ingenieur- an Architektebetriber extrem wichteg ass, seng Chance verpasst huet, um europäeschen Niveau ze intervenéieren. Ech schwätze vum Paquet Services, deen déi Europäesch Kommissioun den 10. Januar dëst Joer lancéiert huet a wou elo schonn den nächste Mount op Malta soll en Accord fonnt ginn.

Bréissel huet do argumentéiert, dass den europäesche Bannemaart net géif esou fonctionnéieren, wéi e misst, wéinst nationale Reglementéierungen ënner anerem, awer net nëmmen, am Beräich vun de reglementéierte Beruffer an doduerch géif ganz vill Potenzial fir Wuesstum a Beschäftegung verluer goen. A wann ech gelift, aus där Ursaach sollen d'Länner dann elo all déi sougenannten Hürden ofbauen, fir harmoniséiert Zougangsméiglechkeete fir Déngschtleeschtungsbetriber ze schafen.

D'Kommissioun berifft sech dobäi op wirtschaftlech Untersuchungen a Prognose wéi zum Beispill déi vun der OECD. Mä leider ginn déi national Spezifissitéiten iwwerhaapt net berücksichtegt. D'OECD, déi kuckt zwar ganz genee déi verschidden Texter, awer si kuckt net, wéi d'Länner se applizéieren. An et ass einfach falsch ze behaapten, de Bannemaart géif net fonctionnéieren, well den Accès à la profession ze komplizéiert respektiv iwwerreglementéiert wier. Dat stëmmt näämlech fir Lëtzebuerg iwwerhaapt net an ech ginn Iech herno och e puer Beispiller.

Konkret bréngt dee Paquet Services näämlech mat sech, dass sämtlech Qualifikatiounsstandarden a wichteg Ufuerderungen, fir iwwerhaapt dierfen e Beruff auszeüben, no ënne wäerten ugepasst ginn. An domadder gëtt à terme de Meeschterbréif, dee jo awer fir Erfolleg a Qualitéit steet, a Fro gestallt. Mir sinn eis jo alleguer heibannen eens, géif ech emol mengen, dass mat enger seriöer Beruffsqualifikatioun och d'Qualitéit vu Produkter a Servicer a gläichzäiteg awer och an net manner wichteg de Verbraucherschutz séchergestallt sinn.

Lëtzebuerg fonctionnéiert nom Modell vun der dualer Beruffsausbildung, genee wéi Däitschland an Éisträich, béides Länner, wou d'Handwierk en héije Stellewäert huet a wou de Konsument ganz genee weess, dass en do kann op Qualitéit an der Ausféierung zielen. Et ass also e Modell, dee Succès huet.

Firwat solle mer dann elo higoen duerch dee Paquet Services an eisen Niveau no ënnen adaptéieren? Firwat solle grad déi niddregst Standarden harmoniséiert ginn? Firwat maache mer net just de Contraire a soen: „Ma deen Erfollegsmodell mat der dualer Ausbildung an dem Meeschterbréif, dee soll eigentlech nach op vill méi eng breet Basis gestallt ginn, fir dass all d'Länner den héchstméiglechen Niveau u Qualitéit kënnen offréieren." Mir brauche Mindestufuerderungen, soss ass och kee Konsumenteschutz am wuertwiertleche Sënn méiglech. Et kann net jiddwereen alles, wann en et net richteg geléiert huet!

Un déi Europäesch Kommissioun, awer och un d'Regierung kann ech nëmmen appeléieren, déi gesellschaftlech a wirtschaftlech Virdeeler vun engem u Qualifikatioun gebonnenen Accès à la profession unzëerkennen an dat net als e Wettbewerbsproblem ze gesinn. Déi grouss Zuel vun auslännesche Betriber, déi zu Lëtzebuerg temporär Servicer offréieren oder sech hei néierloossen, weisen näämlech ganz kloer, dass de Bannemaart hei bei eis ganz gutt fonctionnéiert.

Mir hunn zum Beispill hei am Land eng 3.500 etabléiert Baubetriber, lëtzebuergescher an auslännescher, an dobäi kommen der och nach all Joers eng ronn 6.000 als Prestataire de service aus dem Ausland heihinner schaffen. Wat wëlle mer da méi?

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, de Problem ass, dass Bréissel sech hei iwwer eng Hannerdierchen an eise Schoulsystem amëscht, an zwar an d'Formation professionnelle. An dat geet net! Well do hunn d'Nationalstate Kompetenz. Däitschland huet an deem Kontext och direkt reagéiert a Bréissel eng Subsidiaritéitsrüg erdeelt. D'Bundeskanzlerin héchstperséinlech huet sech fir d'Erhale vun héije Qualitéitsstandarden a fir déi dual Ausbildung am Handwierk staarkgemaach.

Eis Regierung huet sech zwar iwwert de Pakt PRO Artisanat fir de gesetzleche Kader vum Droit d'établissement engagéiert. Mä wisou hutt Der net an dësem prezise Fall reagéiert? Grad elo, wou Bréissel wëllt d'Ufuerderungen, fir en Handwierk kënnen auszeüben, erofsetzen, wou war do eise Minister? A Kalifornien? Oder a Japan? Sinn dës Problemer him eventuell ze vill buedemstänneg?

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, konkret bedeit dee Paquet Services, dee säit Januar um europäeschen Dësch läit, dass, éier e Land an Zukunft iergendeng Reglementatioun fir seng Entreprisen trëfft, et déi fir d'Alleréischt muss op Bréissel notifiéieren an da muss op gréng Luucht waarden.

E Land muss näämlech e sougenannten „test de proportionnalité" iwwer sech ergoen loossen, deen net dierf diskriminatoresch fir Betriber sinn, déi sech an engem Pays d'accueil wëllen etabléieren. Do stinn 21 Kritären dran an déi sinn och nach kumulativ. Wann dat a Kraaft trëtt, heescht dat, dass mir keen eenzegt Gesetz méi wäerten duerchkréien, wat de loin ou de près eisen Droit d'établissement wëllt weider reglementéieren. Mä esou e schaarfen Test de proportionnalité ass iwwerhaapt net noutwendeg. Duerch d'Direktiv „services" vun 2006, duerch d'Direktiv iwwert d'Unerkennung vun de Beruffsqualifikatioune vun 2005 an duerch d'Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff gëtt haut schonn d'Proportionalitéit vun nationale Reglementéierunge genuch iwwerpréift.

Des Weidere gëtt och nach eng Carte service agefouert, déi awer an deem Land erstallt gëtt, vu wou de Betrib hierkënnt. Do gëtt also decidéiert, ob de Betrib déi Kaart kritt oder net. An d'Zilland wäert do de facto ganz wéineg Afloss hunn, och wann d'Kommissioun de Géigendeel behaapt. D'Zilland, wou de Betrib sech da wëllt néierloossen oder just eng temporär Prestation de service wëllt maachen, kann do net méi ganz vill matentscheeden, mä muss au contraire bannent kierzester Zäit Bescheed ginn.

An do entsteet déi reell Gefor, dass de Prinzip vum Pays d'origine agefouert géif ginn. Dëst Land, wou de Betrib hierkënnt, géif da bescheinegen, dass e Service, deen no sengen Ufuerderunge geleescht ginn ass, an der ganzer EU dierf ugebuede ginn. Dat ass e Réckschratt par rapport zu haut, wou bei temporäre Prestations de service d'Zilland zumindest am Virfeld muss informéiert ginn an och iwwer eng elektronesch Plattform, den IMI, Informatioune kann am Pays d'origine nofroen. Den Austausch fonctionnéiert leider net iwwerall. Mä duerch d'Carte service entsteet awer d'Gefor, dass bewäerte Standarden a Virgabe vum Zilland carrement ënnerlaf ginn.

Fir d'Ingenieursbetriber géif dat zum Beispill mat sech bréngen, dass Entreprisen aus dem Ausland heihinnerkommen, déi net déiselwecht Konditiounen erfëlle musse wéi eis eege Betriber. Eis Betriber mussen zum Beispill beim OAI affiliéiert sinn. Si mussen hir Diplomer virweisen, éier se iwwerhaapt dierfe Pläng bei enger Gemeng oder beim Stat areechen. En Ingenieursbüro aus dem Ausland, deen heihinner wëllt eng occasionnell Prestation de service maache kommen, brauch just nozeweisen, dass hien a sengem Land dozou autoriséiert ass, e brauch eng TVAs-Nummer an e brauch eng Assurance.

Vill Leit stelle sech dofir déi berechtegt Fro, ob dat do alles net zu Qualitéits- an och zu Präisdumping wäert féieren. Anstatt ze versichen, Problemer ze léisen, déi et a villen europäesche Länner esou net gëtt, wier et ubruecht, sech mat deene richtege Problemer, déi et am europäesche Bannemaart fir Betriber gëtt, ze befaassen. Ech denken do zum Beispill u Regelungen an de Länner, déi den Accès zu Marchépublicken erschwéieren, schwiereg Prozedure vu Prequalifikatioun, an ech ginn Iech och do e Beispill.

Wat d'Prestations de service vun Architekten an Ingenieuren ubelaangt, sou ass et esou, dass bis zu 30% Architekten an Ingenieuren aus der Grenzregioun hei bei eis op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat sinn der immens vill par rapport zu anere Länner. Do sinn et héchstens emol 0,3%. Also fonctionnéiert eise Marché jo guer net esou schlecht.

Ëmgedréit ass et awer esou, dass, wa mir als Architekten oder Ingenieuren an d'Ausland wëlle schaffe goen, een zwar wuel de Marché kritt, mä wann een da wëllt bis schaffen, da muss een eng Adress am Ausland hunn an den Assureur freet och nach no engem lokale Partner.

Dat si reell Problemer vum europäesche Bannemaart! Dofir wier et vill besser, wann d'Regele vu virera kloer wieren, also nom System ex ante, an net dem ex post.

All dës Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, wäerten den Drock op d'Regierungen an d'Fräiberuffler erhéijen an hinnen d'Liewe sécher net méi einfach maachen: Drock sech mussen ze rechtfertegen an Drock mussen ze dereguléieren.

Voilà, dëst gesot, sinn ech gespaant, Madamm Statssekretärin, wat Dir dozou wëllt soen, ob Der dee Paquet Services gutt fannt, wéi Der Iech zu deem Paquet Services wëllt positionéieren, ob Der eventuell wëlles hutt och, wéi aner Länner dat gemaach hunn, Amendementen anzebréngen, éier mer hei mat eppes ze dinn hunn, wat eis ganz vill Suerge wäert maachen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.-* Merci der Madamm Hetto-Gaasch. Als nächst Riednerin hunn ech ageschriwwen: d'Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).-* Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt wéilt ech dem Interpellant Merci soe fir seng Initiativ, déi en hei lancéiert huet, fir iwwer eis PMEen hei am Plenum ze diskutéieren. Et ass näämlech grad e ganz gudde Moment, fir iwwer eis PMEen, eis kleng a mëttelstänneg Betriber, ze schwätzen, well grad de Moment e ganze Koup Initiative vun eiser Regierung geholl ginn, fir eis PMEen ze ënnerstëtzen.

Et handelt sech ëm Mesuren, déi gréisstendeels net iwwer Gesetz geregelt ginn an domat ouni dës Interpellatioun an dësem Plenum wahrscheinlech net zur Sprooch komm wieren. Dobäi sinn et eis PMEen, déi e ganz wichtegt Standbee vun eiser Ekonomie sinn. Eis PMEe spillen eng wichteg Roll, wat eise wirtschaftleche Wuesstum an d'Schafung vun Aarbechtsplaze betrëfft.

De Secteur vun deene klengen a mëttelstännesche Betriber zielt haut 32.000 Handwierksbetriber, Commercen, y compris den Horeca-Secteur, an och eng Rei liberal Beruffer a beschäftegt haut bis zu 210.000 Leit, dat heescht méi wéi 55% vun eisem ganzen Emploi hei zu Lëtzebuerg.

Duerfir ass et och esou wichteg fir eis Wirtschaft, dass mer d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg promouvéieren, dat net nëmme mat Efforten, fir nei Investisseuren am Ausland ze fannen, déi op Lëtzebuerg wëlle kommen, mä gradesou och eise lokalen Entrepreneuriat, deen eigentlech nach méi wichteg ass fir eis lëtzebuergesch Wirtschaft. Et sinn näämlech grad déi kleng a mëttelgrouss Betriber, déi Aarbechtsplaze schafen a mat hirer Villfalt zur Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäidroen.

Dat ass awer keen Automatismus. PMEe musse sech permanent un en Ëmfeld upassen, wat evoluéiert. De Stat kann a muss si dobäi ënnerstëtzen. D'Regierung huet eng Rei Initiativen ergraff, déi genau dat maachen. Duerfir, a menger Ried wëll ech déi Punkten opgräifen, déi an der Interpellatioun opgelëscht gi sinn. Ech wëll awer net nëmme vun den Erausfuerderunge schwätzen, virun deenen d'PMEe stinn, mä och op déi verschidden Initiative vun der Regierung agoen, déi hinnen hëllefen, dës Erausfuerderungen ze meeschteren.

Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass mer d'Entrepreneuriat hei zu Lëtzebuerg förderen, an dat aus gläich méi Grënn: Zum engen ass et wichteg, dass mir eis Wirtschaft weider diversifizéieren, dass mer nei Weeër sichen, fir eise Wuelstand ze erhalen, well duerch nei an innovativ Betriber schafe mer hei am Land neie Räichtum, wat eis Wirtschaft betrëfft.

Duerfir ass et wichteg, dass mer nei, innovativ Betriber hei zu Lëtzebuerg grënnen. Mä dat mussen net ëmmer Leit aus dem Ausland sinn, déi sech hei zu Lëtzebuerg néierloossen, fir hir Entreprise ze grënnen, mä dat kënnen och eis eege Leit sinn.

An och brauche mer Leit, déi hei bei eis am Land Entreprisen, déi existéieren, iwwerhuelen a weiderentwéckelen. Duerfir brauche mer Leit mat Courage, déi bereet sinn, sech voll ze engagéieren an e gewëssent Mooss u Risiko anzegoen an awer och d'Kompetenzen dofir hunn.

Fir dass mir Leit an d'Entrepreneuriat kënnen orientéieren, muss schonn an de Schoulen ugefaange ginn, hinnen dës Kompetenzen ze vermëttelen. Et si schonn eng ganz Rei Projeten, déi scho säit Joren an de Lycéeën d'Entrepreneuriat bei deene Jonke förderen. Mä den Educatiouns- an de Wirtschaftsministère hunn nach rezent an de leschte Méint eng nei Initiativ an deem Sënn lancéiert. Et geet hei ëm e Projet, deen den Entrepreneursgeescht an de Lycéeë fördere soll. Entrepreneurial Schools sollen entstoen, dat heescht Lycéeën, déi sech besonnesch op d'Entrepreneuriat konzentréieren. Hei si Kollaboratioune mat Lycéeën an d'Liewe geruff ginn, e véierte Lycée steet an de Startlächer fir dëse Projet.

Et geet drëm, dass d'Schüler sech fréi bewosst ginn, dass d'Schafe vun enger Entreprise eng berufflech Optioun ass, an dass se eng méi konkret Virstellung dovunner kréien, wat et bedeit, eng Entreprise opzebauen an ze geréieren. Si erwerben dobäi Kompetenzen, déi iwwerall an eiser Wirtschaft gebraucht ginn. Et geet also net nëmmen drëms, herno lauter Patronen ze forméieren, mä de Schüler déi Kompetenze vum Entrepreneuriat mat op de Wee ze ginn.

Iwwert dëse Projet eraus spillt d'Formatioun eng Schlësselroll fir d'Betriber. Ugefaange bei der Basisformatioun vun de Schüler iwwert d'Beruffsausbildung bis hin zur Weiderbildung vun Erwuessenen am Beruff muss et eng enk Ofstëmmung ginn zwëschen eisem Bildungs-

system an de Kompetenzen, déi an de Betriber gebraucht ginn.

Domat wär ech beim zweete Punkt vum Interpellant, deen d'Educatioun an d'Formation professionnelle initiale a continue betrëfft. All Betrib ass näämlech drop ugewisen, gutt qualifizéiert Personal ze hunn, well schlussendlech den Erfolleg vun engem Betrib och ofhängeg ass vu sengem Personal.

Duerfir ass et fir eis als LSAP wichteg, dass d'Aus- a Weiderbildung mat der Entwécklung vun de Betriber Schratt hält. Duerfir ass et un eiser Regierung ze suergen, dass d'Ausbildung dem technologesche Wandel nokënnt an d'Schoul net eng Welt fir sech ass, wäit fort vun de Realitéiten. Beruffsbiller verännere sech am Laf vun der Zäit an d'Ausbildung muss sech dorun upassen. Dat muss méiglechst schnell passéieren an duerfir brauch et e regelméissegen Echange zwëschen der Schoul an de Betriber.

Betriber brauchen awer och Mataarbechter, déi motivéiert sinn a sech asetzen, fir dass hire Betrib sech gutt entwéckele kann. Dat setzt viraus, dass Jonker richteg orientéiert ginn, dass se fréi verschidde Beruffer kenneléieren an hir Talenter an Interessen hiren Ausbildungswee bestëmmen.

Grad am Handwierk muss do nach méi Promotioun gemaach ginn, well vill Schüler d'Carrièreschancen an d'Entwécklungsméiglechkeeten do net kennen. Well eng Orientatioun par l'échec ass fir keen eng Beräicherung, net fir eis Gesellschaft, net fir eis Betriber a virun allem net fir de Schüler, deen herno an engem Beräich schaffe muss, deen awer guer net sengen Talenter entsprécht. Och ass et keng Beräicherung, wann déi Schüler mat Talent anescht orientéiert ginn an herno, wann et ze spéit ass, feststelle mussen, dass si am Handwierk wuel awer ganz glécklech gi wären.

Well d'Handwierk huet Potenzial fir jonk Leit a bitt Carrièresméiglechkeete vum Apprentissage iwwert d'Meeschterprüfung an d'Independance. Viraussetzung ass awer eng gutt initial Beruffsausbildung. Scho virum leschte Summer goufen eng Rei gesetzlech Ännerunge virgeholl, fir den Oflaf vun dësen Ausbildungen ze verbesseren. Nach weider Ännerunge sinn elo um Instanzewee. Ech wëll hei net am Detail dorop agoen, mä ech wéilt awer ënnerstreichen, dass et dobäi eng Zesummenaarbecht vum Educatiounsministère mat de Beruffskummeren, de Schouldirektiounen an de Léiergewerkschafte gëtt.

Besonnesch begréissenswäert ass a mengen Aen, dass e Stufemodell soll agefouert ginn, deen den Iwwergang zu deene verschiddenen Niveaue vun den Ausbildungen erlaabt. Wat nei ass, ass d'Schafung vun enger Cellule de développement circulaire (veuillez lire: curriculaire), déi d'Aufgab huet, d'Équipes curriculaires bei der Iwwerschaffung vun de Programmer ze ënnerstëtzen. De SCRIPT spillt do eng wichteg Roll, fir dës nei Cellule ze schafen. Am Mäerz sollt dës Cellule hir Aarbechten ophuelen a bis zum Enn vum Joer d'Halschent vun den Ausbildungsprogrammer iwwerschafft hunn. D'Joer drop sollen déi reschtlech Ausbildungsprogrammer dann iwwerschafft ginn.

D'Beruffsbildung hält awer net mat der Schoulzäit op. Wéi virdru schonn ugedeit, verännere sech d'Kompetenzen, déi an de Betriber gebraucht ginn, mat der Zäit, an et ass wichteg, dass déi Leit, déi schonn am Beruff sinn, den Uschloss un déi Entwécklungen net verpassen. E wichtege Bäitrag heizou leeschten déi sougenannt Kompetenzzentren, wou zum Beispill déi zwou Handwierksorganisatiounen am leschte Joer am Beräich vun der Formatioun eng bedeitend Kooperatioun agaange sinn. Et goufe Synergië geschaaft zwëschen der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans an hire Centres de compétence. De Moment gëtt och, souvill ech weess, un engem Centre de compétence fir d'Digitalisatioun geschafft.

Mir begréissen duerfir, dass d'Regierung och op dee Wee geet, fir d'Entreprisen ze ënnerstëtzen, fir se fir d'Digitaliséierung fit ze maachen, an duerfir eng ganz Rei Moossname lancéiert a mat ënnerstëtzt.

Erwäne wéilt ech hei d'Initiativ Fit 4 Digital vu Luxinnovation. Dat ass eng konkret Moossnam, déi vum Wirtschaftsministère ënnerstëtzt gëtt an déi als Zil huet, deene klengen a mëttelstännesche Betriber ze hëllefen, kompetitiv ze bleiwen an déi haiteg ICT-Méiglechkeeten ze notzen. Zum Beispill solle mat ICT-Optimiséierungen oder -Upassungen d'Entreprisë méi einfach hir administrativ Aarbechten erleedege kënnen. Hir Clientë sollen online akafe souwéi och online bezuele kënnen. Och de Stockage duerch d'Digitaliséierung soll besser geréierbar ginn an doduerch soll eng besser Vue op d'Rentabilitéit vun der Entreprise entstoen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Eng weider Moossnam, wou d'Digitaliséierung eng wichteg Roll spillt, ass den Aktiounsplang fir d'PMEen. D'lescht Joer am Fréijoer huet de Wirtschaftsministère de 4. Aktiounsplang fir d'PMEe virgestallt, deen 32.000 Betriber aus Handwierk a Commerce zeguttkënnt an zesumme mat de Vertrieder vun deene Secteuren ausgeschafft gouf. Déi 99 Moossname vun deem Plang sinn zu engem gudden Deel schonn ëmgesat oder an der Ëmsetzung.

Dozou gehéiert ënner anerem de Pakt PRO Commerce, deen d'lescht Joer an d'Liewe geruff ginn ass, well grad den Eenzelhandel huet haut scho mam Impakt vun der Digitaliséierung ze kämpfen, well d'Kafverhale vun de Leit sech doduerch verännert huet. D'Zil ass et, eng national E-Commerce-Plattform opzebauen, op där all Commerçant seng perséinlech Onlinevitrinn kritt a wou de Client dann och verschidde Produiten direkt iwwer Internet ka kafen.

E weidere Schrëtt an déi Richtung ass de Pakt PRO Artisanat, dee soll dozou bäidroen, fir laangfristeg d'Aarbechtsplazen am Handwierk ze secheren, fir méi eng dynamesch Entwécklung vun de Betriber souwéi d'Kreatioun an d'Reprise vun den Entreprisen am Handwierk ze vereinfachen. An deem Ofkommes geet et zum engen drëms, den Image vum Handwierk opzewäerten, zum anere soll de System vun den Aiden a Garantië bei enger Reprise vun enger Entreprise verbessert ginn. An en anere Volet, deen am Pakt PRO Artisanat behandelt gëtt, ass dee vun der Digitaliséierung, well och d'Handwierk ass schonn haut a wäert och an Zukunft domat konfrontéiert sinn a ginn.

Et ass doriwwer eraus am Interessi vum Stat, dass eis Entreprisë sech net nëmmen u Veränerunge vu baussen upassen, mä dass si selwer den Ustouss fir Innovatioune ginn. Wa mer un d'Diskussiounen denken, déi mer am Zesummenhang mat der Rifkin-Etüd féieren, da brauche mer Entreprisen, déi eng Virreiderroll iwwerhuelen, déi innovativ sinn an de Risiko aginn, fir nei Weeër anzeschloen. Wann een d'Verännerunge virun Aen huet, déi eng Energiewend oder d'Digitaliséierung mat sech bréngen, da gëtt ee sech bewosst, dass et hei grad fir d'PMEen en immenst Potenzial fir nei Aktivitéite gëtt.

Grad an dëser Startphas brauchen awer Entreprisen Hëllef, an do gëtt et eng ganz Rei vun Initiative vun der Regierung, fir dat ze maachen. Zum Beispill eng wichteg Initiativ, fir d'zukünfteg Entrepreneuren ze ënnerstëtzen, ass d'House of Entrepreneurship, dat virun e puer Méint seng Dieren opgemaach huet. Dëst Haus ass eng gemeinsam Initiativ vun der Regierung, de Beruffskummeren, de staatleche Verwaltungen an dem Privatsecteur. Et ass eng Ulafstell fir aktuell an zukünfteg Entrepreneuren, fir all déi néideg Servicer, déi si fir de Lancement vun hirer Entreprise brauchen, op enger Plaz ze fannen.

Et soll awer och méi einfach ginn, eng Entreprise ze grënnen. Duerfir hu mer d'lescht Joer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, dat d'Schafe vun enger Société à responsabilité limitée simplifiée erlaabt, eng vereinfacht Variant vun enger Sàrl-Gesellschaft, déi deenen zukünftegen Entrepreneure soll hëllefen, méi séier hir wirtschaftlech Aktivitéit opzehuelen.

Nieft deem legale Kader kann och déi intern Organisatioun mat doriwwer entscheeden, wéi innovativ a performant eng Entreprise ass. D'Betribskultur bestëmmt mat doriwwer, wéi attraktiv deen eenzelne Betrib fir gutt qualifizéiert Mataarbechter ass a wéi gutt d'Potenzial vun dëse Leit genotzt ka ginn. Etüde weisen, dass ënner anerem eng gewësse Balance vu männlechem a weiblechem Personal op allen Niveauen e positiven Impakt huet. A bestëmmte Beräicher ass et fir Betriber net ganz einfach, genuch gutt qualifizéiert Fraen ze fannen, déi dësen Equiliber hierstellen. A si di sech zum Deel och schwéier, d'Frae laangfristeg un hire Betrib ze bannen, soudass se spéider kënnen an eng Féierungspositioun kommen. An anere Länner ginn et scho Modeller a Pisten, wéi een dësen Trend ka stoppen an deem entgéintwierken.

Mir begréissen et duerfir als LSAP, dass elo eng Initiativ vum Wirtschaftsministère an dësem Beräich lancéiert ginn ass, an zwar déi nei Plattform equiliber.lu, déi vum Ministère finanzéiert gëtt. D'Plattform déngt dozou, dass all Associatioun, déi sech mat der Gender Equality beschäftegt, sech soll bedeelegen an Iddien an Denkustéiss ginn, wéi mir hei zu Lëtzebuerg d'Roll vun der Fra an der Beruffswelt kënne stäerken.

En anere Problem, mat deem besonnesch Leit ze kämpfen hunn, déi eng Entreprise grënnen, oder awer Entreprisen, déi sech weiderentwéckele wëllen, ass de Finanzement. Eng Betribsgrënnung oder Ëmstrukturéierung ass ëmmer mat engem finanzielle Risiko verbonnen an d'Banke sinn haut méi retizent an zécken oft, fir de Betriber d'Kreditter fir hir Investitiounen ze ginn. Aus Siicht vun de Banken ass dat novollzéibar. Ëmsou méi wichteg ass et, dass d'Regierung hir Responsabilitéit hëlt.

An dat mécht se och: Well net méi spéit wéi d'lescht Woch ass en neie Projet de loi vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn, deen d'Entreprisë genau bei dësem Problem soll ënnerstëtzen. De Projet de loi, deen deposéiert ginn ass, soll d'Gesetz vun de staatlechen Hëllefe fir Entreprisë grad fir kleng a mëttelstännesch Betriber verbesseren. De Stat dréit dobäi en Deel vum Risiko, fir dass Betriber, déi investéieren, eng Chance kréien an ënnerstëtzt ginn.

Am Gesetzestext ginn dräi nei Moossname proposéiert: eng Hëllef fir Entreprisë mat groussem Entwécklungspotenzial, déi manner wéi sechs Joer al sinn an déi en interessante Businessplang opstellen. Da gëtt et och an Zukunft eng Hëllef am Beräich vun der Risikofinanzéierung. Do stinn d'Mutualitéite vun Handels- respektiv Beruffskummere bei Prête Bierg an am Fall vun enger Faillite wäert de Stat an Zukunft 80% vun der Perte iwwerhuelen. An dréttens kréien Entreprisen, déi Affer vun enger Naturkatastroph ginn, de Materialschued an Zukunft bis zu 100% vum Stat remboursëiert. Wat d'Form ubelaangt, ass nei, dass nieft Subsiden an Zënsguttschréften elo och Avancen ausbezuelt ginn.

Dat heescht, de Stat gëtt den Alliéierte vun enger Firma. De Partnerbetrib an de Ministère ënnerschreiwen zesummen eng Konventioun an déi leet fest, dass déi finanziell Hëllef muss remboursëiert ginn, wann de Projet en Erfolleg ass. Sou soll d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft, also déi kleng a mëttelstännesch Betriber, gestäerkt ginn.

Dat aktuellt Gesetz iwwert de Regimm vun den Aiden ass e wichtegt Instrument, fir d'Kreatioun an d'Weiderentwécklung vun den Entreprisen ze encouragéieren. De Régime d'aide dréit och zur Stärkung vun der Kompetitivitéit vun eise PMEen um lëtzebuergesche Marché bäi. A mat dëser Stäerkt geléngt et eise PMEen och, sech Clientë méi wäit sichen ze goen, op den europäesche Marché an iwwert d'Grenze vun Europa eraus.

An niewent deene verschiddene Forme vu finanziellen Hëllefe goufen d'Entreprisen awer och net bei der Steierreform vergiess. Zumools déi kleng a mëttelstännesch Entreprisë profitéieren elo scho vun der Steierreform. Ech wëll do elo net am Detail drop agoen, mä ech wëll awer kuerz un déi Haaptelementer vun der Steierreform betreffend d'PMEen erënneren:

Decidéiert gouf e progressiivt Erofsetze vum IRC, vun der Kollektivitéitssteier, vun 21% op 19% an ab 2018 op 18%. Fir Start-uppen oder kleng Entreprisen ass den IRC op 15% erofgesat ginn, dëst wann hire jäerleche Revenu imposable net 25.000 Euro iwwerschreit. A Familljenierfschafte vun Entreprisen op déi nächst Generatioun gi wesentlech vereinfacht, andeem d'Plus-valuen op Terrainen oder Gebaier immuniséiert ginn. Fir landwirtschaftlech Betriber ass eng Verbesserung virgesinn, andeems si hir Investissementer steierlech verstäerkt ofsetze kënnen. An och ass am Allgemengen d'Bonification d'impôt fir d'Entreprisen am Beräich vun den Investissementer fir Innovatioun an d'Luucht gesat ginn.

Wat d'Zukunftschancë vun eise PMEen ugeet, sou ass d'Situatioun haut eng aner wéi virun zéng Joer. Lëtzebuerg ass amgaangen, sech zu enger Start-up-Natioun ze entwéckelen, déi och international wouergeholl gëtt. Dëst ass en Avantage fir eis Diversifikatioun vun eiser Ekonomie an dréit zum Wuelstand vun eisem Land bäi.

Virun zéng Joer gouf et just een Incubator hei zu Lëtzebuerg, den Technoport zu Esch, deen d'Start-uppen encadréiert huet, fir sech ze entwéckelen. Mä an deene leschte Jore sinn eng ganz Rei Privatinitiativen entstanen, wéi zum Beispill de Lux Future Lab, den nyuco, 1535° zu Déifferdeng oder och Initiative vu Paul Wurth oder vu Banken. An den Hannergrond fir dës Entwécklung si sécher eng Rei Aidë vum Stat, mä awer och d'Bewosstsinn vu ville Firmen, fir neit Wëssen ze schafen an enger Welt, déi sech ëmmer méi séier verännert a wou den technologesche Fortschrëtt net méi opzehalen ass.

Eis Regierung verfollegt scho säit Längerem dat Zil, aus Lëtzebuerg eng Start-up-Natioun ze maachen a schafft all Dag drun, fir dëse Start-up-Entreprisen den néidege Kader hei zu Lëtzebuerg ze bidden. Zum engen zielen do d'Subsiden derzou, déi de Ministère fir d'Start-uppen ausgezuelt, mä och grad d'Subsiden am Beräich vun der Recherche, fir esou e Lien zwëschen der Privatwirtschaft an der ëffentlecher Hand am Beräich vun der Recherche ze förderen.

D'Recherche & Innovatioun ass ee vun deene véier Beräicher, wou d'EU Hëllefe vum Stat zouléisst, an dat soll zu Lëtzebuerg verstäerkt genotzt ginn. An deem Sënn hu mer eréischt viru Kuerzem hei e Gesetz iwwert de Régime d'aide fir d'Recherche gestëmmt. Mat deem Gesetz sollen näämlech all d'Méiglechkeeten, déi den europäesche Kader hiergëtt, ausgeschëpft ginn, fir der Recherche, der Fuerschung an der Innovatioun finanziell Hëllefen zoukommen ze loossen a virun allem d'Ausgaben am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung vun de private Betriber ze héijen.

Mat dësem Gesetz sollen och d'Betriber weiderhin encouragéiert ginn, fir souwuel an d'Entwécklung vun neie Servicer a Produiten, wéi och an d'verbessert Produktiounsmethoden ze investéieren. Weider soll och déi multisektoriell Spezialisatioun a verschiddene Beräicher initiéiert ginn.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, alles, wat ech elo opgezielt hunn, weist, dass d'Regierung op allen Niveauen Efforte mécht an zousätzlech Mëttel zur Verfügung stellt, fir dass eis kleng a mëttelstännesch Betriber sech kënne weiderentwéckelen. Och nei Betriber, déi entstinn, fannen en Ëmfeld vir, wou de Stat a seng Administratiounen enk mam Privatsecteur zesummeschaffen, fir hinnen déi beschtméiglech Startchancen ze ginn.

Als LSAP si mir dofir dervun iwwerzeegt, dass d'PMEen zu Lëtzebuerg gutt opgestallt sinn an déi néideg Ënnerstëtzung kréien, fir an enger Welt, déi sech verännert, innovativ a wettbewerbsfäeg Léisunge kënnen unzebidden.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Burton. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann ee vun de Lëtzebuerger Betriber schwätzt, ginn oft déiselwecht grouss Betriber an d'Vitrinn gestallt: deen, deen de Stol hierstellt; deen, deen d'Satellitten an de Weltall schéckt; deen, deen d'Pneue produzéiert; deen, dee mat de grousse Fligeren d'Fracht an d'ganz Welt flitt; ouni elo eis sëlleche Banken ze vergiessen.

Dëst sinn ouni Zweifel Success Stories aus der Lëtzebuerger Wirtschaft, mä eis Ekonomie besteet och aus 32.000 klengen a mëttelgrousse Betriber. Si all zesumme ginn 210.000 Leit hei zu Lëtzebuerg eng Aarbecht. Dat heescht, praktesch all Zweeten hei zu Lëtzebuerg schafft fir eng PME. Dës Betriber sinn d'Réckgrat vun eiser Ekonomie. An dofir ass et wichteg, dass et hinne gutt geet a mir hinnen e Kader setzen, an deem si an hir eegen Zukunft investéiere kënnen.

Et ass och momentan e gudde Moment, fir iwwert d'PMEen ze schwätzen, well et ass an der Lescht vill geschitt. D'lescht Woch gouf de Projet de loi zu den Hëllefe fir d'PMEe virgestallt, deen den 28. Abrëll vum Regierungsrot validéiert gouf. Domadder ginn nei Mesurë geschaaft, déi den Developpement vun de klengen a mëttelgroussen Entreprisë wäerte förderen, ob bei der Kreatioun, beim Ausbau oder bei der Ëmstellung.

Ënner anerem gëtt hei e besseren Encadrement vun den Entreprisë garantéiert. Zwou besteeënd Aidë wäerte fusionéiert ginn a véier nei Aidë wäerten derbäikommen. 89 Milliounen Euro sollen de PMEen esou fir den Zäitraum 2017 bis 2021 zur Verfügung stoen. Dat si 27% méi wéi fir d'Period vun 2012 bis 2016. Dës nei Mesurë beweisen, dass et der Regierung wichteg ass, dass et eise PMEe gutt geet an dass si sech weiderentwéckele kënnen.

Här President, wann ech awer elo d'Sujete kucken, déi an dëser Interpellatioun ugeschwat gi sinn, dann erënnert dat mech dach staark un de véierte Plan d'action national fir eis PMEen, deen d'Statssekretärin Francine Closener d'lescht Joer zesumme mam Michel Reckinger vun der Fédération des artisans, dem Fernand Ernster vun der CLC an dem François Koepp vun der Horesca, der Effentlechkeet virgestallt hunn.

An deem 30-säitegen Dokument ginn 99 konkret Mesurë proposéiert, fir eis PMEen ze ënnerstëtzen. An et gi souguer nach aner Domäner abordéiert, op déi den Här Eischen net a senger Interpellatioun agaangen ass, wéi zum Beispill d'Evolutioun vum Aarbechtsmaart. An an deem Kontext wëll ech just den Job-Pakt erwänen, an deem d'Patronat sech engagéiert huet, méi Chômeuren anzestellen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn. A wann een d'Baisse vum Chômage kuckt, da kann ee kloer soen, dass dëse Pakt seng Friichten dréit.

Dann och nach d'Simplification administrative. An ech denken do un d'Omnibusgesetz an un

d'Initiativ „Einfach Lëtzebuerg", déi viru Kuerzem vun der Regierung virgestallt gouf.

An dann nieft den neien Technologien zu gudder Lescht och nach, wat een an dësem Aktiounsplang fënnt: E Kapitel mat Pisten, wéi een eise PMEen hëllefe kann, sech am noen an am wäiten Ausland ze installéieren an do Fouss ze faassen.

Här President, ech wäert elo net hei de véierte Plan d'action national fir eis PMEen nach eemol virstellen, mä ech wäert awer verschidde Mesuren a sechs Beräicher ervirsträichen, déi der Demokratescher Partei besonnesch um Häerz leien: näämlech d'Promotioun vum Entrepreneuriat, d'Bildung an d'Weiderbildung, de Finanzement, d'Digitalisatioun, d'Opportunitéite vum Artisanat an dann nach d'Recherche an d'Innovatioun.

Den Entrepreneuriat ze ënnerstëtzen, ass immens wichteg. Europäesch Statistike weisen, dass zu Lëtzebuerg den Interêt, fir selwer eppes an d'Hand ze huelen an Entrepreneur ze ginn, och besonnesch bei Jonken net immens héich ass. Wéi de Félix Eischen et scho sot, leie mir do just op der 14. Plaz vun den 28 EU-Länner. Et ass jo gewosst, dass d'Fonction publique zu Lëtzebuerg eng héich Pai an eng sécher Plaz offréiert an esou natierlech vill Leit unzitt. Dës Leit sinn dann natierlech net zur Verfügung, fir sech am Privatsecteur selbstständeg ze maachen.

Wien huet net schonn emol dovunner gedreemt, säin eegene Chef ze sinn, Dag fir Dag enger Aktivitéit nozegoen, déi ee passionéiert a fir déi ee gäre moies opsteet? Wann ee selwer eppes op d'Bee stellt, eppes, wat d'Leit interesséiert a wat herno vill Erfolleg huet, soudass ee muss ufänken anzestellen, da kann een houfreg dorobber sinn. Fir dëst Gefill un anerer weiderzevermëttelen, ginn et Initiative wéi d'Asbl Jonk Entrepreneuren, den „BusinessMentoring", „Un jour un patron", d'Mini-Entreprisen oder d'FUSE, déi sech alleguerten op de Fändel geschriwwen hunn, den Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg ze stäerken.

Dass de Stat dës Initiativen deelweis finanziell ënnerstëtzt, ass wichteg, an dat soll och an Zukunft esou sinn. Och d'Initiativ „Hands Up" vun der Chambre des Métiers promouvéiert den Entrepreneuriat an d'Diversitéit um Handwierk, well e Schräiner, e Schlässer oder e Pâtissier ass och en Entrepreneur. Am Handwierk gëtt et bis zu 80 Metieren, Metieren, déi Zukunft hunn a wou dringend Leit gebraucht ginn.

Här President, et muss een och net onbedéngt seng eegen Entreprise grënnen. Et gëtt och d'Méiglechkeet, e bestoende Betrib ze iwwerhuelen. Et gëtt näämlech geschat, dass hei zu Lëtzebuerg an den nächsten zéng Joer 3.000 Betriber e Repreneur sichen. Heibäi geet et ëm 47.000 Aarbechtsplazen, déi um Spill stinn. An deem Kader ass et wichteg, dass ee proaktiv de Patrone vun dëse Betriber un d'Häerz leet, sech Gedanken ze maachen, wat si mat hirem Betrib wëlle maachen a wat mat hirem Betrib geschitt, wa si enges Daags an d'Pensioun ginn. Ech sinn och frou, dass mir mat der Steierreform agefouert hunn, dass, wann déi nächst Generatioun e Familljebetrib iwwerhëlt, dës net brauch d'Plus-value op den Immobilien ze bezuelen, soulaang wéi d'Aktivitéit vum Betrib do weidergefouert gëtt.

Och déi deier Loyerspräisser hei zu Lëtzebuerg sinn oft en Hindernis, fir sech selbstständeg ze maachen. Dofir begréissen ech d'Initiativ, dezentral Coworking-Plazen uechtert d'Land ze schafen, soudass ee fir manner Geld och eng Plaz fënnt, fir senger Aktivitéit nozegoen.

Här President, wann ee vu Bildung a Weiderbildung schwätze wëllt, kann een och net ignoréieren, dass Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vill Schoulofbriecher huet. An enger Zäit, wou et ëmmer méi wichteg ass, eng gutt Ausbildung ze hunn, kënne mir eis et net erlaben, dass esou vill Jonker eise Schoulsystem verloossen, ouni eppes an der Hand ze hunn. Dëst sinn éischtens emol Eenzelschicksaler, déi et gëllt ze verhënneren, an et sinn awer och Talenter, déi eisen Entreprisë laangfristeg feelen.

Duerfir sinn ech frou, dass den Educatiounsminister Claude Meisch och an dësem Beräich ugesat huet a verschidde Mesurë fir d'Bekämpfe vum Décrochage scolaire agefouert huet. Besonnesch an der Educatioun muss een näämlech déi rezent Entwécklungen ënnersträichen, déi all als Zil hunn, eiser heterogener Schülerschaft eng qualitativ Educatioun kënnen unzebidden, mam iwwergeuerdneten Zil, dass si herno eng Aarbecht fannen.

Mir mussen also de Schoulsystem un d'Schüler, awer och un d'Aarbechtswelt upassen. A genau dat geschitt am Moment. Ee Beispill heifir ass déi nei Sektioun I an de Lycéeën, déi ab der Rentrée 2017 agefouert gëtt. Informatiker ginn haut méi gesicht wéi jee, dat och a besonnesch an de PMEen. Dann ass et nëmme responsabel, dass d'Politik och esou Coursen ubitt, fir eis Jonker op den Aarbechtsmaart vu muer virzebereeden.

An deem Sënn ass et och ze begréissen, dass den Educatiounsminister méi Autonomie fir d'Lycéeën aféiere wäert, dat, fir eng méi divers Schouloffer ubidden ze kënnen. Op där enger Säit kënne sech d'Schüler esou op hir Stäerkte konzentréieren, op där anerer Säit gi si awer och op Beruffer virbereet, déi um aktuellen Aarbechtsmaart gesicht ginn.

Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler, fir esou méi geziilt d'Talenter vun de Schüler ze förderen. Mir brauchen näämlech Schoulen, esou ënnerschiddlech wéi d'Talenter vun eise Schüler. A wann ee vun Educatioun schwätzt, dann däerf een och d'Formation professionnelle net vergiessen.

Här President, ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass mir hei e schlecht Gesetz geierft hunn, mat deenen de betraffene Schüler net gehollef ass. Fir dës Schoulrentrée goufen dofir verschidde Mesurë getraff, déi de Schüler sollen d'Liewen erliichteren.

Fir d'DP muss an Zukunft d'Beruffsausbildung esou ausgeriicht ginn, dass, éischtens, d'Formatioune méi attraktiv ginn an, zweetens, dass d'Offer u qualifizéiertem Personal och duerno op d'Demande passt. An anere Wierder musse mer méi geziilt an deene Secteuren ausbilden, wou och duerno Debouchéen entstinn, an den Usprëch vum 21. Jorhonnert gerecht ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- An deem Kontext ass et och immens wichteg, déi verschidde Formatiounen eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi eng Kompetenzen erfuerderlech sinn, fir an engem bestëmmte Beruff kënnen ze schaffen. An hei muss d'Qualitéit am Vierdergrond stoen, amplaz d'Quantitéit.

Leider ass et och oft esou, dass eng Léier, ob dat an enger handwierklecher, industrieller oder kommerzieller Filière ass, de Choix par défaut ass, well een eppes aneres net gepackt huet. Hei gi besonnesch vusäite vun der Handwierkerkummer vill Efforte gemaach, fir dës Formatioun méi attraktiv ze maachen, fir dass et och Schüler gëtt, déi geziilt esou eng Ausbildung maachen, well si Loscht dorobber hunn a wëllen en Handwierk ausüben.

An deem Sënn gëllt et och, den dualen Apprentissage vun dëser Filière méi attraktiv ze gestalten. Wat d'Léierplazen zu Lëtzebuerg ugeet, ass et ze bedaueren, dass d'Offer an d'Demande oft net openeen ofgestëmmt sinn. 2.200 Léierplaze ginn an der Moyenne d'Joer ugebueden. Tëschent 261 an 302 Jugendlecher hunn trotzdeem an deene leschte Jore keng Léierplaz krut, woubäi der 160 bis 304 an deemselwechten Zäitraum net besat goufen. An, Här President, hei gëllt et ganz kloer, nach Efforten ze maachen.

Ech sinn och der Meenung, dass een déi Jonk verstäerkt encouragéiere muss, nom CCP och nach en DAP ze decrochéieren. An e ganz wichtege Punkt fir eis PMEen ass och d'Weiderbildung. Mat Strukture wéi dem House of Training, dem IFSB an dem Centre de compétences génie technique a Parachèvement hu mir ewell Weiderbildungscoursen, déi sech spezifesch op d'Besoine vum Terrain ugepasst hunn.

Här President, de Finanzement, dat heescht genuch Kapital zur Verfügung ze hunn, ass elementar fir all Entreprise, besonnesch awer fir kleng Entreprisen. Dës Regierung hat sech dofir virgeholl, d'Aidë fir d'PMEen an d'Aidë fir d'Innovatioun an d'Recherche ze adaptéieren, fir dass méi Entreprisen, mä awer och méi PMEe vun dësen Aidë Gebrauch maache kënnen.

De Projet fir d'Adaptatioun vun den Aidë fir d'PMEen ass elo um Instanzewee. An d'Gesetz iwwert d'Aiden, fir d'Innovatioun an d'Recherche ze förderen, hu mir hei an der Chamber den 21. Mäerz vun dësem Joer gestëmmt. Wann et ëm d'Ënnerstëtzung vum Finanzement geet, muss ee sécherlech och nei alternativ Piste fir de Crowdfunding oder de Capital risque weider förderen. D'Kreatioun vum Seed Fund ass do sécherlech e gudden Ufank.

Déi verschidden Instrumenter, déi et am Kader vun de Garanties bancaires gëtt, missten och weider promouvéiert ginn. Vill Betriber wëssen näämlech net, dass et dës Instrumenter gëtt, an dofir soll d'SNCI jo och d'Banken un d'Existenz vum Fonds de garantie du crédit d'équipement erënneren. Dëse wéi och aner Instrumenter vun der SNCI ginn nach net genuch an Usproch geholl. Ech denken do un de Prêt indirect développement, de Prêt entreprises novatrices an och de Prêt direct (bäigesat) recherche, développement et innovation, dee sech grad un d'PMEe riicht.

Här President, ech kommen dann zu den Erausfuerderunge vun der Digitalisatioun. De Félix Eischen huet gemengt, zu Lëtzebuerg wiere mer hannendran, wann et ëm d'Digitalisatioun geet. Ech sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg awer grad mat der Initiativ „Digital Lëtzebuerg" e Kader geschafen huet, deen et eis erlaabt, den Zuch a Saachen ICT net ze vepassen.

Une voix.- Très bien!

Mme Joëlle Elvinger *(DP)*.- A fir dass mir am Beräich vun den ICTe gutt opgestallt sinn, brauchen eis Entreprisen och gutt forméiert Informatiker. An domadder si mer erëm bei deem, wat ech virdrunner gesot hunn iwwert d'Efforten, déi de Claude Meisch an dësem Beräich fir eis Schoule gemaach huet.

De Jeremy Rifkin schwätzt vun enger Révolution industrielle. Am Kader vu sengem Rapport, deen hie mat de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Ekonomie ausgeschafft huet, ginn och vill interessant Piste proposéiert, wou et elo drëms geet ze kucken, wéi eng een haut, muer oder iwwermuer kann ëmsetzen. Wat jiddefalls kloer ass, ass, dass de Stat, d'Bierger, mä genausou eis Entreprisë weiderhin den technologesche Fortschrëtt notze mussen, fir méi ressourcëschounend a méi energieeffizient ze bauen, ze liewen an ze schaffen. Dat kënnt net nëmmen der Natur zegutt, mä mir spueren doduerjer och nach Geld.

Duerch d'Digitalisatioun vum Commerce ass et och wichteg fir eis PMEen, dass si den Zuch vum Internet net verpassen. Besonnesch fir kleng Entreprisen ass et immens wichteg, eng Präsenz um Netz ze hunn, a wann et sënnvoll ass, hir Produiten oder Servicer och online ze bidden. D'Konsumente vun haut erwaarden dat näämlech. Hautdesdaags geet kee méi säi Schräiner oder Gäertner an d'Télefonsbuch sichen. Hien hëlt seng Entscheedung um Internet. An dofir gëllt et och fir kleng Entreprisen, e flotten an effikassen Optrëtt um Internet ze hunn, wou si séier ze fanne sinn. An ech denken do och un d'Search Engine Optimization.

Här President, wat d'Opportunitéiten am Handwierk ugeet, esou läit do de Schlëssel, wéi ech dat scho virdrunner gesot hunn, an der Ausbildung. Wa mir erreechen, dass déi Jonk sech bewosst derfir entscheeden, en Handwierk ze léieren, well se doranner e Beruff gesinn, deen hinne Freed mécht, dann hu mer de Problem scho bal geléist.

D'Handwierk muss erëm attraktiv ginn. Ech denken, dass d'Campagne „Hands Up" vun der Chambre des Métiers do de richtegen Usaz ass. Mir mussen einfach dovunner ewechkommen, dass d'Ausbildung zum Handwierker e Choix par défaut ass, mä dass dës Ausbildung gewollt gemaach gëtt.

Ech wëll an deem Kader awer och un de Pakt PRO Artisanat erënneren, deen och scho virdrun hei ugeschwat ginn ass an deen d'Regierung mat der Chambre des Métiers an der Fédération des artisans ofgeschloss huet. D'Haaptziler vun dësem Pakt sinn, d'Handwierk erëm méi attraktiv ze gestalten, de Problem vun der Transmission d'entreprise konkret unzegoen, an de Betriber ze hëllefen am Beräich vun der Digitalisatioun, Stéchwuert Artisanat 4.0.

Wann ee vun Opportunitéite fir d'Handwierk schwätzt, dann denken ech och un déi vun der Demokratescher Partei agefouert Klimabank. Duerch si wäert d'Albausanéierung en neien Opschwong erliewen, an d'Optragsbicher vun eise Betriber wäerte gutt gefëllt sinn. Well mir am Beräich energetescht Bauen a Sanéieren e Virreider an Europa sinn, kënnen eis Betriber an deem Beräich e groussen Know-how opbauen an hunn domadder e Virdeel par rapport zu Betriber aus der Groussregioun. D'Betriber kënnen awer och selwer vun der Klimabank profitéieren an och e Prêt à taux réduit ufroe fir Sanéierungen.

Här President, et ass gewosst, dass eis Betriber relativ wéineg an d'Recherche an an d'Innovatioun investéieren, och wann déi ëffentlech Hand jo weiderhin d'Investissementer op ganz héijem Niveau hält. Et ass och evident, dass d'Recherche an den Developpement vun haut de Gewënn vu muer ass, well fir eng héich Qualitéit u Produiten ze halen, mussen d'Betriber sech ëmmer weider entwéckelen, fir mat der staarker internationaler Konkurrenz mathalen ze kënnen.

Dofir ass et wichteg gewiescht, dass mir am Mäerz hei an der Chamber mat 58 Jo-Stëmmen dat neit Gesetz iwwert d'Aiden am Beräich vun der Innovatioun a Recherche gestëmmt hunn, well eng performant Recherche an eng stänneg Innovatioun si wesentlech an onverzichtbar, fir kënnen nei Produiten ze entwéckelen, fir seng Produktiounsmethoden ze verbesseren, fir d'Qualitéit, d'Eegeschafte vun engem Produit ze optimiséieren.

Här President, de Premier Xavier Bettel sot a senger Ried zur Lag vun der Natioun: „Lëtzebuerg ass eng Start-up-Nation, déi och international esou wouergeholl gëtt." D'Regierung huet vill Initiative geholl a weiderer wäerten nokommen. Dës wäerten net nëmmen deene Betriber zeguttkommen, déi mer wëllen heihinner kréien, mä och deenen, déi schonn hei zu Lëtzebuerg sinn.

Och d'Steierreform, an d'Madamm Burton huet et ugeschwat, setzt déi richteg Akzenter, fir d'Recherche an d'Innovatioun ze förderen. Gläich dräi verschidde Bonifications d'impôt pour investissement goufen eropgesat. Doduerjer stäerke mer weider d'Innovatiounspotenzial vun eise Betriber, wat och eiser gesamter Ekonomie zeguttkomme wäert.

D'Demokratesch Partei ass sech bewosst, dass déi kleng a mëttelgrouss Entreprisen hei am Land de Motor vun der Croissance an domadder och vum Wuelstand vun eisem Land sinn.

De 4. Aktiounsplang fir d'PMEen ass e gudden Usaz mat Pisten, wéi een de Kader verbessere kann, fir dass si sech weiderentwéckele kënnen. Dat neit Gesetz iwwert d'Aidë fir d'PMEen, wat elo um Instanzewee ass, deblockéiert déi néideg Fongen, fir eise PMEen ze hëllefen. Dat neit Gesetz iwwert d'Aidë fir d'Innovatioun erméiglecht ville PMEen, zu bessere Konditiounen un Hëllefen ze kommen.

Dir gesitt, et gëtt vill fir eis PMEe gemaach. Dat heescht awer net, dass mir net weider observéieren an evaluéiere mussen, well déi nei Technologien entwéckele sech rasant. An dofir muss d'Politik och stänneg nobesseren, fir sech un déi nei Donnéeën unzepassen. Dofir ass et wichteg, regelméisseg am Kontakt mat den Akteure vum Terrain ze sinn an dës Adaptatioun a konkret Mesuren ëmzewandelen. Dat ass dee richtege Wee.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Elvinger. Den nächste Redner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, Merci un den honorabele Félix Eischen, deen dës Interpellatioun u sech ugestiwwelt huet oder deen eis hei als Optrag ginn huet, fir u sech iwwer e ganz wichtege Wirtschaftsfacteur hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen.

E puer Froen, déi ech mer awer direkt do gestallt hunn, zemools wéi ech e bëssen d'Publireportage um RTL de Méindeg nogelauschtert hat, dat waren u sech dann emol folgend.

Huet d'CSV elo de Mëttelstand nei entdeckt? Et war eng Fro. Oder huet, anescht gesot, dës Regierung e vergiess? Setzt si just nach op Start-uppen an op ICT, well dat „hipp" ass, dixit Félix Eischen op RTL? Neen, ech si guer net der Meenung, dass dat de Fall ass.

Och ass do gesot ginn, de Mëttelstand, dat wäre Leit, déi immens vill schaffen. Dat ass och sécher richteg. Och wann dat d'Halschent vun eisen Aarbechtsplazen ass, da ginn ech awer och dervun aus, dass dat net esou gemengt war oder esou ze verstoe war, dass déi aner Halschent vun de Leit, déi hei schaffen, näischt géife schaffen.

Une voix.- Dir hutt eng gutt Fantasie, Här Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Neen, neen. Dat ass eng Suggestioun, déi mir do ebe komm ass, wéi ech dat gelauschtert hunn.

Une voix.- ...Suggestioun.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Ah ben! Brauche mir - eng aner Fro, déi sech mir dann ebe stellt -...

(Interruption)

Brauche mir fir eis Betriber, wéi et am Plang fir Lëtzebuerg vun der CSV geschriwwe steet, e Steierëmfeld mat engem Taux d'affichage vu 15%? Muss de Steiersystem vun de PMEen ëmgebaut ginn, fir dass d'Schlagoder vun eiser Ekonomie weider gesond bleift? Ech weess et net. Oder ass et net schonn esou, dass iwwert de Kader vun der Steierreform eng Partie Saachen an déi dote Richtung an d'Wee geleet gi sinn?

Eng aner Fro, mat där ech net ganz averstane sinn: Hu mir zu Lëtzebuerg en enormen Nohuelbedarf vis-à-vis vum Ausland am Beräich Digitaliséierung? Verléieren eis Betriber hei d'Schlappen? Feelt dëse Volet an eise Formatioune vun de Schüler? Och do, mengen ech, hunn d'Virriedner schonn eng Partie Initiative vun dëser Regierung genannt, déi weisen, dass deem net esou ass.

Wat ech elo extra fannen, bon, dat ass awer okay, dat ass, dass elo och hei gefuerdert gëtt,

dass déi Cellule „Digitalisation dans l'artisanat" soll geschafe ginn. Bon, elo ass et jo awer grad esou, dass den 10. Mäerz dëst Joer de Pakt PRO Artisanat ënnerschriwwe ginn ass, an zwar vun dräi Partenairen: dem Ministère de l'Économie, der Chambre des Métiers, der Fédération des artisans, a wou ënnert dem Punkt 3.4 ganz genau drasteet, dass dës Cellule elo geschafe gëtt. Bon, ech mengen, dann huet déi Opfuerderung u sech kee Bestand méi.

Den Orateur hat nach eng Iwwerleeung, déi ech och elo net ganz verstanen hunn. Déi ass da méi rezent vun elo grad, mat rechts, lénks, an der Mëtt, vum Mëttelstand. Ech hu se net verstanen. Soll dat elo eng Ausso si fir déi nächst Wahlen?

Ech mengen, eis PMEen hei zu Lëtzebuerg, déi si weder dat eent nach dat anert. Déi si ganz kreativ an déi gi mat den Entwécklunge vum Maart mat. An déi bleiwe virun allem net stoen.

Meng Interventioun: Et ass esou vast, dat Gebitt, datt ech dat just wëll op dräi Facteure festmaachen a virun allem just op d'Handwierk agoen. Et ass och scho gesot ginn: Dat si bal 7.000 Betriber an an déi 80.000 Leit, déi an deem Beräich schaffen. Eleng an der Constructioun sinn an déi 50.000 Leit, déi do schaffen, an duerfir ass d'Constructioun am Artisanat u sech ee wichtege Facteur, bréngt also vill Aarbechtsplazen.

Dräi Saachen, déi eiser Meenung no, der grénger Meenung no, eben d'Lëtzebuerger Handwierk brauch, dat sinn: éischtens, motivéiert jonk Leit mat gudder Qualifikatioun, well et feele ganz kloer - do huet mäi Virriedner sécherlech recht gehat - Fachaarbechter zu Lëtzebuerg. An duerfir musse mer och déi Plazen zu 48% mat Leit aus dem noen Ausland besetzen.

Dat Zweet: Déi Betriber brauchen en ekonomescht Ëmfeld, fir e Betrib kënnen ze grënnen, e Betrib kënne weiderzeféieren, ze entwéckele respektiv ze iwwerhuelen. An der Finanzwelt schwätze mer ëmmer vum Triple-A, an hei, géif ech soen, brauche mer den dräifache B: Berodung, Begleedung a Bäihëllefen. Déi si probat Mëttel, fir esou en Ëmfeld ze schafen.

An deen drëtte Punkt, deen ech wollt e bëssen ausféieren - ech kucken, ob dat mat der Zäit erausgeet -, dat ass: D'Betriber brauchen natierlech Plaz, fir sech ze entwéckelen. Do si schonn elo d'Zones d'activités économiques ugeschwat ginn. Do ass gesot ginn, an déi 140 Betriber sichen 100 Hektar zu Lëtzebuerg. An ech mengen, dass do déi sektoriell Leitpläng, déi an der Aarbecht sinn, eng Äntwert dorop wäerte ginn.

An ech fannen et och gutt a richteg, an et ass och Konsens an der Regierung, dass déi véier sektoriell Leitpläng matenee wäerten op den Instanzewee goen an net een onofhängeg vun deem aneren. Zu wat dat an der Vergaangenheet gefouert huet, fir punktuell ee Besoin ofzedecken, dat kenne mer alleguerten. Dat huet mat Mobilitéit oder mat Stau ze dinn. An duerfir mussen déi véier sektoriell Pläng mateneen evakuéiert ginn. An déi ginn eng Äntwert op déi dote Besoinen, och fir eis Handwierksbetriber.

Ech fänken nach eng Kéier u mat eise motivéierte jonke Leit, déi mer brauchen. D'Formation professionnelle ass hei scho ganz dacks schlecht duergestallt ginn.

Éischtens emol muss ee soen, dass déi Reform vun der Formation professionnelle op d'mannst e puer gutt Saache mat sech bruecht huet.

Dat Éischt ass, déi Programmer, Rahmenlehrpläng si komplett op de Leescht geholl ginn. D'Programmer si komplett nei opgestallt ginn. Zemools an der technescher Formatioun ass eng Mise à jour gemaach ginn. An do sinn déi Volete vun der Digitaliséierung absolutt dran erëmzefannen. Duerfir mengen ech, dass déi Suerg net berechtegt ass.

Dass awer elo net genuch Leit eng Reussite do maachen, dat ass eng aner Saach. An do ass jo och schonn nogesteiert ginn, wat d'Promotioun ugeet an der Formation professionnelle, wat e reale Problem mat sech bruecht huet. Dat wësst Der alleguerten. Déi Leit, déi awer erauskomm sinn aus där neier Formatioun, do hunn ech nach keng Patronen héieren, déi soten, dass déi Leit hiert Handwierk net géife kënnen, bien au contraire.

A wann een och kuckt, déi Leit, déi erauskommen, an do gëtt et jo och eng Dokumentatioun, déi ëmmer erëm erauskënnt, dat ass den „Transition École - Vie active". Wann ee kuckt, déi Leit, déi mat engem DAP, mat engem Diplôme de technicien erauskommen, da gesäit een, dass déi schnell um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg Plaze fannen. An zwar sinn et déi, déi eng Gesellepréfung maachen, déi am schnellsten zu enger Aarbecht kommen an och déi am längsten an engem éischten Aarbechtskontrakt bleiwen. Och dat muss een no bausse publizéieren, an eise jonke Leit soen: „Gitt an déi dote Richtung eran, dann hutt Der eng geséchert Aarbechtsplaz an Dir fannt och sécherlech do Äre Liewensverdéngscht."

Dat Zweet, wat ech do wollt soen, ass: Natierlech ginn ech em recht, dass déi Orientation par échec absolutt net déi richteg ass, mä dass et eng Orientation par motivation muss ginn. D'Beruffsbild muss opgewäert ginn, dat ass kloer. Déi Initiativ, ënner anerem, mat verschiddene Partnere vum IFSB, déi Journée découverte ënnert dem Titel „Building Generation", wou jo och 600 Leit - d'Reportage war d'lescht Woch op den Antennen an an den Zeitungen -, wou 600 Schüler do matgemaach hunn, fir u sech d'Metieren oder d'Handwierk vun der Construction méi no bruecht ze kréien, wäert do schonn, mengen ech, seng Friichte laangfristeg droen.

Een anere Volet ass u sech d'Formation en entreprise. Do ass et dacks e Manktum un Apprentisplazen, wou och eng Kéier eis Betriber erëm mussen hir Verantwortung mat droen. Dat waren der 2015 - et ass ëmmer steigend, all déi lescht Joren - iwwer 1.700. Mä Dir wësst alleguerten, dass soss emol d'Léierbud, d'CFL, d'ARBED, an esou weider, och Ausbildunge gemaach hunn, an dat feelt. Do musse mer och eng betriblech Ausbildung nach eng Kéier ukierpen.

Dann ass et am Betrib selwer d'Transmission des connaissances. Ech mengen, eppes, wat ech wëll hei probéieren unzeschwätzen, dat ass, dass et soll spezifesch Programmer gi fir erfuere Leit an de Betriber, dass déi kënnen den Transfert vun hirem Wësse maachen op jonk Leit, déi an de Betrib erakommen. À voir, ob dat dann eben de System ass, wa Leit kuerz virun der Pensioun sinn, dass u sech do d'Betriber ënnert d'Äerm gegraff kréien, fir déi Leit fräizestellen, fir dass se kënne Formatioun am Betrib maachen.

Richteg ass natierlech och ganz kloer, dass mer zu Lëtzebuerg och am Handwierk héich Niveaue vu Formatioune brauchen. Dat sinn och Ekonomisten, fir u sech Entreprisen ze féieren, dat sinn och Informatiker an dat sinn och Ingenieuren. Déi ginn net nëmmen an der Industrie an an den Administratioune gebraucht.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zum ekonomeschen Ëmfeld. Wat brauch een do, fir kënnen e Betrib ze grënnen, ze entwéckelen, ze iwwerhuelen? Dat sinn déi dräi „B"en, déi ech do sot. An do muss ech soen, dass de SICLER am Norden u sech ee ganz flotte Volet ugestouss huet: dat ass de Guichet unique PME fir d'Entreprisë säit 2004. Dat war déizäit e Pilotprojet zu Munzen, wou grad ebe sech dee Service conseil économique, juridique an technique gemaach gëtt, an och en Deel Formatioun fir d'Betriber. An dat bréngt eis do weider, sief et fir Leit, déi u sech e Betrib wëlle grënnen, sief et fir Leit, déi sech wëllen erweideren oder eben de Betrib wëllen iwwerhuelen.

Bei der Betribsgrënnung ass et sécherlech den Droit d'établissement, wou ee sech dat nach eng Kéier soll iwwerleeën, well et ka jo elo net sinn, dass Leit, och Lëtzebuerger Nationalitéiten oder och anerer, déi Erfahrung hunn aus dem Ausland, bei eis gerode kréien, de Betrib op de Grenzen opzemaachen an dann op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. Ech mengen net, dass dat dee richtege Wee ass. Och wann ech déi ganz Mobilitéit am Hannerkapp hunn, dann, mengen ech, dass een do eng Kéier misst driwwer kucken. Well déi gréng si ganz sécherlech der Meenung, dass een d'Wunnen an d'Schaffen an d'Mobilitéit méi no muss beienee kréien. An dat doten ass net dee Vektor, deen dat vereinfacht.

D'Begleedung vu Start-uppen ass scho gesot ginn: privat Initiativen oder ënnerstëtzt Initiativen, Technoport, 1535°. Dee leschte 6zero1 fir d'Société d'impact sociétal, fir do Start-uppen ze begleeden, ass sécherlech do e wichtegen Ulafpartner, deen huet musse gegrënnt ginn an en place gesat ginn. A wichteg ass awer och ze soen: D'Neigrënnunge vu Betriber si ganz stabill, an no fënnef Joer fanne mer nach iwwer 50% vun deenen um Maart erëm. An d'Zuel vun de Mataarbechter, déi u sech an deene Betriber schaffen, ass an där Zäit och vun zwee op sechs eropgaangen, soudass dat ganz kloer ee positive Volet zu Lëtzebuerg ass.

Da muss een awer och soen: Déi Leit brauche Méiglechkeeten, fir kënnen ze schaffen. Déi kënne sech am Ufank net deier Loyere leeschten. Déi hunn och meeschtens net selwer d'Kapital, fir kënnen ze kafen, sief et och iwwert den Droit de superficie. Duerfir ass jo och ee Projet vun der Mutualité des PME ee ganz interessanten. Dat ass dee rezenten Handwierkerhaff zu Kehlen vun 2014, sief et awer och deen zu Mondorf vun 2006. Och am Kanton Réiden ass eng Pépinière d'entreprises schonn 2006 en place gesat ginn, fir a klengen Unitéiten u sech esou Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer e Locatiounskontrakt vun dräi bis sechs Joer e Standbeen ze fannen, fir sech duerno awer da kënnen definitiv ze etabléieren.

Ganz kuerz: Betribsentwécklung oder Ausbau vu Betriber. Do hu mer ganz vill Familljebetriber, déi nach - zum Gléck - deelweis an eisen Dierfer sinn. Déi hunn natierlech dann Problemer. Do war virdrun d'Beispill vun engem Virriedner vun enger Schräinerei ugeschwat ginn, wou awer d'Oplage sécherlech anerer sinn, wéi virun 20 oder 30 Joer, sief et e Kommodo, sief et eben d'Emissioun vu Stëbs, vu Kaméidi.

An do ass et een Challenge, fir esou e Betrib erauszehuelen an eng Zone d'activité, well dee jo natierlech muss zäitgläich souwuel produzéieren, wéi u sech plangen, wéi u sech eben dann deen neie Betrib opbauen. Ganz dacks haften esou Betriber mat privatem Kapital, mat privaten Immobilien. An ech ech mengen, dass zum Deel d'Instrumenter vum SNCI net genuch bekannt sinn an och déi, déi u sech de Ministère de l'Économie an esou Fäll zur Verfügung stellen. An do, mengen ech, soll ee sécherlech eng Promotioun maachen, fir do anzewierken.

D'Reprise d'entreprise ass u sech een extrem wichtege Problem. En ass jo och nach eng Kéier gesot ginn. 3.000 Betriber an zéng Joer mat virun allem 47.000 Leit, déi sti virun esou engem Choix. An ech mengen, dat ass e reale Problem, deen huet ze di mat Kompetenz vu Leit, déi esou ee Betrib sollen iwwerhuelen, mat Kapital, mat awer och Firmestrukturen. An do, mengen ech, ass et sécherlech wichteg, dass een déi Plattform schaaft. An déi ass och ugeduecht am Pakt PRO Artisanat. Et ass ganz, ganz wichteg, dass do elo am Virfeld geschafft gëtt an dass déi Leit, déi Chef a Chef d'entreprise ab 50 Joer solle sinn, sensibiliséiert ginn, fir u sech un der Nofolleg ze schaffen. An dofir gëtt et och spezifesch Bäihëllefen an der Loi-cadre vun der Classe moyenne och am Budget 2017.

Bon, ech hat scho ganz kuerz gesot: Plaz, fir sech ze erweiteren. Ech ginn elo net méi grouss dorop an. Ech wëll just nach eng Kéier verdäitlechen, dass fir déi gréng déi véier Plan-sectorielle musse matenee kommen, well mer net méi onkoordinéiert wëlle wuessen, well dat op d'Liewensqualitéit vun de Leit geet.

An ech mengen, ee Punkt, deen elo scho machbar ass, dat ass, an de besteeënde Zones d'activités économiques am Kader vun den Initiative vun der Économie circulaire ze iwwerleeën, Aktivitéiten zesummenzeleeën, dat heescht gemeinsam Strukturen ze notzen an domat och manner Impakt um Buedem ze hunn an domat och u sech déi verfügbar Fläch fir d'Betriber ze erhéijen. An och do leeft e Pilotprojet vum SICLER, an zwar an der Économie circulaire. An och am Kanton Réiden gi se op dee Wee. An do gëtt et jo och Luxinnovation, „Fit 4 Circularity", deen u sech e ganze Programm opstellt, fir de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech kommen zum Schluss, fir dass et eng Punktlandung gëtt. Am Handwierk ass et evident: Mir brauchen, wéi soss och, vill motivéiert jonk Leit an dëse ganz villfältege Beruffer. Mir mussen derfir suergen, dass se wëllen doranner eraklammen. Et ass e grousst Potenzial un Aarbechtsplazen do, u sécheren Aarbechtsplazen.

Mir brauchen och ganz vill a gutt motivéiert Leit, déi virun allem wëlle Verantwortung iwwerhuelen, wa se sollen e Betrib iwwerhuelen. D'Betribsiwwerhuelung ass ee vun den Challengen, deem sech d'Betriber elo mussen an den nächste Jore stellen. An duerfir ass et elo un deenen haitege Chefs a Chefs d'entreprise, fir dësen Transfert virzebereeden a mat op de Wee ze goen, well net ëmmer fënnt een an der Famill selwer een, deen dat iwwerhëlt, deen dat wëllt iwwerhuelen, deen dat kann iwwerhuelen.

déi gréng sinn der Meenung, dass ënner anerem mat der Steierreform a mam Pakt PRO Artisanat fir vill verschidde vun dëse Problematiken e gudde Grondstee geluecht ginn ass, fir de PMEen an dem Handwierk ënnert d'Äerm ze gräifen.

An zum Schluss nach eng Kéier: déi gréng si ganz kloer der Meenung, dass déi véier sektoriell Leitpläng zesumme mussen evakuéiert ginn - an déi wäerten och um Enn vum Joer evakuéiert ginn -, fir Wunnen, Schaffen, Mobilitéit ënner een Hutt ze kréien, am Respekt vu Mënsch an Natur, a fir eng gutt Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Anzia, wann Der ee Moment wëllt waarden. Ech gesinn hei, den Här Eischen wëllt lech eppes froen.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ganz gär.

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Merci, Madamm Presidentin. Et ass elo keng Fro, et ass Fait personnel. Här Anzia, Dir hutt mech virdrun ugeschwat a gemengt, ech hätt do eppes an d'Welt gesat vun der Digitalisatioun. Ech wëll Iech just preziséieren, dass ech dat net erfonnt hunn. Ech war virun zwee Joer bei der Chambre des Métiers, wou auslännesch Betriber sech presentéiert hu mat hirer digitaler Ausriichtung. An dat war ganz interessant. An eng logesch Fro duerno war déi: Wou si mir hei zu Lëtzebuerg drun? An do krut ech gesot: „Do hu mir nach e wäite Wee ze maachen." A mir hate jo och am Virfeld vun dëser Debatt Leit aus de Chambere gesinn, Leit vum Secteur gesinn. Déi hu gesot: „Jo, mir hunn nach e grousse Wee ze maachen."

Ech hu just dat erëmginn, wat um Terrain lass ass. An ech wëll ausdrécklech begréissen an ausdrécklech dat nach eng Kéier soen, dass mer déi Efforte begréissen, déi gemaach sinn, déi och déck néideg sinn, fir an der Digitalisatioun virunzekommen.

An da wëll ech och nach eng Kéier preziséieren, dass ech scho guer net gesot hunn, dass déi Leit, déi net am Handwierk schaffen, net äerdeg sinn, net aktiv sinn an net kreativ sinn. Leet mer wann ech gelift keng Wierder an de Mond, déi ech hei net gesot hunn! Ech weisen dat ausdrécklech vu mir, Här Anzia!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här Eischen - dont acte -, ech huele ganz gär op, dass Dir dat hei net gesot hutt. Dat do ass dat, wat ech de Méindeg..., an dat war jo elo keng Chambersried...

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Do hunn ech et och net gesot, Här Anzia.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, keng Zwigespréicher!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech wollt just soen...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Elo ass et um Här Anzia, an dann à la limite kënnt Der dann... Wann ech gelift!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Ech wollt just erwideren, dass ech mech gefrot hunn, firwat spezifesch betount ginn ass, dass déi Leit an de PMEen an am Handwierk schaffen, vill schaffen.

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Ass dat da falsch?

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Neen, mä déi aner Leit, do ginn ech och dovun aus, dass déi och schaffen a vill schaffen. A méi wollt ech net soen.

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gérard Anzia (*déi gréng).*- C'est tout. Merci.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, allez, e bësselche Rou am Sall, wann ech gelift! An elo kënnt den nächste Riedner, an dat ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. D'Konklusioun vum Virriedner, op déi kommen ech och a menger Konklusioun zréck. Et geet ëm Liewensmodeller, déi ee géintiwwerstellt a wou een net soll déi eng géint déi aner ausspillen.

Dem Félix Eischen seng Constate sinn insgesamt alleguerte richteg: de Bäitrag vu klengen a mëttlere Betriber zum PIB, d'Suerge vu Repreneuren, Dausende vu Betriber, déi e Repreneur sichen. D'Léisunge si vläicht net onbedéngt ëmmer déi richteg. Et geet net nëmmen duer mat gesetzleche Reformen, mat Finanzementer, sief et privat oder iwwert d'SNCI, et geet net duer mat Terrainen. Effektiv ass dat e Problem. Ëmmer méi kleng Hale verschwannen an den Duerfkären, Scheiere ginn ofgerappt a kleng Betriber fanne keng Hale méi, fir a 50 m² hire Stockage ze maachen. Alles dat si ganz richteg Usätz, och der Françoise Hetto hiren Usaz vun der Erliichterung vum Accès zu de Marché-publicken.

Mä wat a Wierklechkeet Betriber, egal ob Handwierk oder Handel, Selbstständeger, Baueren a Wënzer, brauchen, ass fir d'Alleréischt emol Unerkennung a Respekt fir dat, wat se leeschten, fir sech, jo, mä net nëmme fir sech, och fir d'Gesellschaft: all déi Aarbechtsplazen, déi se schafen! A gëschter si jo d'Zuele bekannt ginn aus dem Handwierk, wou vun engem Rekord geschwat gëtt vun 90.000 Aarbechtsplazen. Insgesamt sinn et der jo nach vill méi, am Handel, an de Bauerebetriber an esou weider, bei de Selbstständegen. Fir déi Steieren, déi si

bezuelen, fir hire Bäitrag zum PIB! Wéi oft steet d'Regierung hei a seet stolz: „Mir hunn en Triple-A!" Ma mir hunn en Triple-A wéinst eisem PIB! An dee PIB gëtt absolutt maassgeebend matgedroen duerch kleng a mëttel Betriber, duerch Selbststänneger an esou weider.

Déi TVA, déi si gratis fir de Stat andreiwen, ënner hirem eegene Risiko, wann e Client se net bezilt, déi Lounsteier, déi se gratis andreiwe fir de Stat an an hirem eegene Risiko mussen ofginn, déi Leeschtung, déi se brénge fir de Stat, egal wéi kleng oder wéi grouss de Betrib ass! Kleng Betriber ginn oft iwwerschott mat bürokratesche Flichten. Eng däitsch Unternehmerin huet an engem Artikel, ech mengen, et war an der „Zeit", gesot, d'Nancy Nielsen: „Manchmal fühle ich mich mit einem Bein im Knast, weil ich merke, dass ich das gar nicht mehr alles überblicken kann. Ich bin Betriebswirt und nicht Rechtsanwalt und Steuerfachwirt."

„Selbst a ständeg" schaffen, wéi vill Weekender verbréngt e Selbststännegen doheem, fir Rechnungen ze schreiwen, a Rou, well en an der Woch zu där Rou net kënnt, well d'ADEM em nees eng Circulaire geschéckt huet, well de Statec nees eng Erhiewung mécht?

Wéi oft musse kleng Betriber d'TVA, déi se net kasséiert hunn, ofliwweren a kommen domat a Bedrängnes? Do wier eng wierklech Reform méiglech, datt mer géife soen: „Ma liwwert déi TVA of, déi Der effektiv kasséiert hutt!", anstatt datt mer Betriber an de Ruin dreiwen, just well ee Client net bezilt. Dat wier eng wierklech Reform, wa mer wëlle legislativ eng Reform maachen.

Wéi wëll ech ouni Sécherheet mäi Liewe gestalten? Mir schwätzen hei vu Repreneuren, vum „Wéi kënne mer Entrepreneuriat förderen?". Bedenkt dach emol, a wat fir engem Kontext déi Leit liewen, déi Betriber hunn, déi owes an d'Bett gi mat Suergen, mat Angscht, well se Contrainten zougestallt kruten, well se Kontrollen hu vu Steieren, vu Revisioun, vum Service antifraude vun der TVA, well se Stonne verbrénge mat esou Saachen, anstatt sech kënnen op hire Betrib ze konzentréieren!

Wéi schnell hunn ech e Reglement, e Gesetz - mir erloossen hei jo Gesetzer à la chaîne an an all Gesetz si strofrechtlech Dispositiounen dran -, wéi séier hunn ech eng Obligatioun iwwersinn! Wéi séier maachen ech mech strofbar mat eppes a mengem Betrib, well ech eng Regel net kannt hunn oder se falsch applizéiert hunn! Wéi villen administrative Schikanen - dat ass elo net eppes géint dëse Fonctionnaire oder déi Administratioun, mä insgesamt -, wéi villen administrative Schikane si kleng Betriber oft ausgesat?

D'Nancy seet an deem Artikel: „Alles, was ich mir wünsche, ist, dass wir den Unternehmer und den Selbstständigen nicht immer nur als reichen Fettsack", - Här Wagner, lauschtert roueg no!, „nicht immer nur als reichen Fettsack sehen, ...

(Brouhaha et hilarité)

... der auf Kosten seiner Mitarbeiter lebt und sich ein schönes Leben macht. Das trifft auf die wenigsten zu. Das trifft auf die wenigsten zu. Ich wünsche mir...", an da kommen ech zur Konklusioun, déi praktesch gezu ginn ass virdrun,...

(Interruption)

Majo, Dir musst mir guer net nolauschteren, gellt!

(Interruptions)

„Das trifft auf die wenigsten zu. Ich wünsche mir, dass unsere Arbeit", - Här Anzia! -, „dass unsere Arbeit, unsere Gesundheit und unsere Lebensqualität genauso wertgeschätzt werden, wie die von Arbeitnehmern." A méi ass et net: Dee Respekt, déi Wäertschätzung a praxisno Reforme fir kleng a mëttel Betriber, fir Selbststänneger, fir Baueren, fir Wënzer, an da si mer um richtege Wee!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. No dëser Interventioun, wou den Tissu économique vu Lëtzebuerg jo duergestallt ginn ass, wéi wann déi 32.000 Entrepreneure just géifen doheem bibberen, zidderen an Angscht hunn an eigentlech just administrativ Contraintë géint d'Entrepreneuriat géife geschéien, kann ech soen als een, deen an enger Entrepreneursfamill grouss ginn ass, datt dat zu Lëtzebuerg net de Fall ass an och ni zu Lëtzebuerg de Fall war.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin, d'Madamm Statssekretärin Francine Closener huet virun enger knapper Woch, also e puer Deeg virun dëser Debatt iwwert d'PMEen oder vläicht och grad wéinst dëser Debatt iwwert d'PMEen, e puer nei Mesurë presentéiert en faveur vu ganz klengen, klengen a mëttleren Entreprisen. Ech ginn hei direkt ganz kuerz drop an, well déi Mesuren awer iergendwéi sënnbildlech duerfir sinn, wat mir un der Wirtschaftspolitik vun der Regierung kritiséieren.

Hei ginn alt nees eng Kéier iwwergräifend, quasi wéi mat der Strenz verschidden Hëllefen an Ureizer fir Betriber agefouert, ouni datt dobäi eng kohärent a kloer definéiert Strategie fir d'Steierung vun der ekonomescher Entwécklung ze erkenne wier. Dëse Constat drängt sech direkt op, wann een d'Reglement 651 vun der Europäescher Kommissioun kuckt, dat Reglement, wat déi eenzel staatlech Hëllefen, déi laut den EU-Traitéen erlaabt sinn, oplëscht an dat de legale Kader vun deem Gesetzesprojet schaaft.

Engersäits ass dat Reglement schonns 2014 a Kraaft getrueden an deen Text, deen d'Madamm Closener presentéiert huet, ass a groussen Deeler och e Copy-paste dovunner. Et ass also net esou, wéi wann d'Regierung hei immens schnell an innovativ gehandelt hätt.

Anerersäits, an dat ass méi interessant, bitt dëst Reglement awer eng ganz Panoplie vu vill méi interessanten Hëllefe fir kleng a mëttel Entreprisen, op déi d'Regierung hätt kënnen zréckgräifen, wa se eben net just mat der Strenz hätt wëllen driwwerfueren, mä zum Beispill Entreprisen hätt wëlle geziilt ënnerstëtzen, déi verschidde sozial an ekologesch Kritären erfëllen.

Madamm Presidentin, mir mengen, datt ee Problem vun dëser Debatt d'Kategorie vun de PMEen an d'Definitioun vun de PMEen ass, dat heescht: all déi Entreprisen, déi bis zu 250 Salariéen hunn. Dat ass immens vast, eng immens breet Kategorie vun Entreprisen an et sinn esou vill verschidde wirtschaftlech Akteuren, déi do drënnerfalen, datt eng méi geziilt Politik am Beräich vun de staatlechen Hëllefen doduerch immens schwéier gëtt. Well wéi wëllt eng Een-Euro-Gesellschaft mat engem eenzegen Associé-salarié sech mat enger Bauentreprise vun 230 Aarbechter vergläichen? Wat huet e Bistro mat enger Coiffeurschaîne ze dinn? A wéi kann eng Internet-Start-up och déiselwecht Besoinen hu wéi eng Quartiersepicerie oder eng Gäertnerei?

Hei duerch déi Kategorie gëtt awer ganz villes an een Dëppe gehäit an zesummen eraus kënnt an eisen Aen awer en éischter schwéier verdauleche Bräi. Dat gëtt nach méi däitlech, wann ee sech d'Zuelen ukuckt. Vun all deenen Entreprisen zu Lëtzebuerg, déi an net finanzielle Beräicher täteg sinn, entfalen 99,5% op PMEen. Déi 99,5% vun Entreprisë beschäftege méi wéi zwee Drëttel vun de Salariéen. Soumadder kommen dës Hëllefen, déi aktuell an an Zukunft Betriber an der Kategorie PME kënne bezuelt kréien, potenziell fir bal all bestoend Entreprise a Fro.

Aus deem Grond menge mir, datt een hei éischter fir sektoriell Léisungen hätt sollen optéieren, fir de reelle Besoine vun Entreprisen an engem bestëmmte Secteur besser kënne Rechnung ze droen, an déi gläichzäiteg och eng gewollten Diversifikatioun vum Tissu économique méi geziilt hätte kënne steieren. Dat kéint heeschen, datt verschidde Secteure méi Hëllefe kréie wéi anerer. Mä et kéint awer och bedeiten, datt d'Kritären, fir déi verschidden Hëllefen ze kréien, jee no Secteur evoluéieren, jee nodeem wéi e Secteur sech entwéckelt huet a wat déi zukünfteg Erausfuerderunge vun engem bestëmmte Wirtschaftszweig sinn, mä virun allem en vue vun der gesamtgesellschaftlecher Entwécklung an den ekonomesche Besoine vum Land, fir datt ebe justement d'Ekonomie de Mënschen déngt an net ëmgekéiert, wéi de Premierminister hei nach virun zwou Wochen de façon solennelle gesot huet.

Fir dat ze erreechen, bräichte mer awer eng méi cibléiert Approche an eng Wirtschaftspolitik, déi sech kloer Ziler setzt. Als Beispill, fir dëst ze illustréieren, kéint een zum Beispill d'Économie circulaire nennen, also e Konzept, wat d'Regierung zumindest virgestallt huet, mä dat bis op déi eng oder aner Initiativ bis elo op jidde Fall nach keng gréisser Friichte gedroen huet. An deem Kontext kéint een zum Beispill soen, datt fir industriell an eventuell och veraarbechtend Betriber de Ressourcëverbrauch an d'Produktioun oder d'Beschafung vu Matière première Kritäre sinn, déi e Betrib fir Hëllefe qualifizéiere kënnen oder eben och disqualifizéiere kënnen.

An engem anere Beräich wéi dem Horeca-Secteur, wou ganz vill Leit ënner prekären Aarbechtsbedéngunge schaffe mussen, kéint een d'Hëllefen dru bannen, wéi vill fest Aarbechtsplazen, also CDIen, e Betrib schaaft, an also domadder och deene Betriber bewosst entgéintkommen, déi hir sozial Verantwortung och wierklech iwwerhuelen.

Madamm Presidentin, wann een iwwert d'Entsteeungs- an d'Entwécklungspotenzial vu klenge Betriber diskutéiert an d'ekonomesch Entwécklung vum Land steiere wëllt, da muss een och iwwert de Kader vun dëser Debatt erauskucken an eng transversal Approche entwéckelen. An een Element dovunner, an dat hu mir ëmmer erëm gesot, ass d'Situatioun um Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg, well och fir ganz vill Entreprisen sinn déi ganz héich Präisser vu Bauterrainen an Immobilien e massive Problem.

D'Locatiounskäschte vun engem klenge Geschäftslokal an engem Statkär oder och vu Bürosfläche si pro Meter carré nach méi héich wéi bei de Logementer an dat féiert natierlech dozou, datt ganz héich Ëmsätz erfuerdert sinn, fir déi Locatioun iwwerhaapt ze finanzéieren.

Heiduerch si verschidden Zorte vu Betriber, déi vläicht net déi riseg Ëmsätz kënnen erzilen, direkt disqualifizéiert. An da wiere mer erëm bei der sektorieller Ënnerstëtzung a méi geziilten Hëllefskritären. De Coût immobilier ass net fir all Betrib gläich problematesch. Verschidden Typpe vun Entreprisë brauche vläicht guer kee Geschäftslokal, anerer a ganz dacks déi, déi vill Personal astellen, brauchen awer eent. Un deem Beispill léisst sech erkennen, datt et an der Wirtschaftspolitik net duergeet, fir just um Niveau vum Ministère de l'Économie Mesuren ze ergräifen, mä datt immens vill verschidde Facteuren zugläich matspillen.

Hei missten dann och méi Ministèren zugläich involvéiert sinn, zum Beispill den Nohaltegkeets- an Infrastrukturministère, wann et zum Beispill ëm Raumplanung, Ressourcenekonomie oder Transportweeër geet, de Finanzministère, dee mat senger Steierpolitik, op déi ech nach eng Kéier zréckkomme wäert, de Kader setzt, deen driwwer matbestëmmt, wéi eng Zort vu Betriber hei entstinn an ob Konzentratiounen eventuell amgaang sinn ze entstoen, oder den Innenministère oder d'Gemengen, déi en Afloss drop hunn, wéi deier de Buedem ass a wéi eng Entreprisen d'Méiglechkeet hunn, sech op där enger oder op där anerer Plaz ze implantéieren.

An dann natierlech, an dat ass och hei schonn e puermol ugeklongen, misst een d'Debatt iwwert d'Schoul an d'Formation professionnelle féieren.

Wann een esou eng transversal Approche wierklech eescht géif huelen, da kéint eng Regierung op déi wirtschaftlech Entwécklung awierken a klengen a mëttlere Betriber entgéintkommen.

Et brauch een awer zu Lëtzebuerg net wäit sichen ze goen, fir ze gesinn, datt dat zu Lëtzebuerg awer net an deem Mooss geschitt. An da wiere mer bei der Steierpolitik. Well zu Lëtzebuerg ass déi näämlech virun allem en faveur vun décke Multinationalle konzipéiert, déi opgrond vun enger Panoplie vu Steieroptimiséierungsinstrumenter eigentlech lächerlech wéineg Steiere bezuele mussen an esou massiv Wettbewerbsvirdeeler par rapport zu deene méi klengen Entreprisen hunn, déi hir Steieren am Regelfall bezuelen.

Eng Konsequenz vun dëser Politik ass eng ëmmer méi staark Konzentratioun vu Betriber a verschiddene Beräicher, wou grouss Multinationallen hir Finanzkraaft notze kënnen, fir kleng, regional Konkurrenten ze schlécken, an esou mächteg Positiounen anhuele kënnen, déi deene klengen an neie Konkurrenten eventuell den Teppech ënnert dem Buedem (veuillez lire: de Féiss) ewechzéien.

De Conseil de la concurrence huet och viru Kuerzem drop opmierksam gemaach, datt et an enger ganzer Rëtsch Secteuren zu enorme Konzentratiounsprozesser amgaang ass ze féieren.

Madamm Presidentin, et sinn dann och dës multinational Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg nieft de Betriber am Finanzdéngschtleeschtungsberäich Geschäftslokaler, Büroen a gudder Lag kënne bezuelen an all d'Konkurrenz am Keim erstécken. Et brauch ee sech duerfir just d'Groussgaass an der Stad oder d'Uelzechtstrooss zu Esch unzekucken, fir ze gesinn, datt déi kleng Geschäfter ëmmer méi verdrängt ginn zugonschte vu grousse Chaînen.

Madamm Presidentin, et feelt an eisen Aen zu Lëtzebuerg net un Entrepreneursgeescht, wéi dat e puermol virdrun ernimmt ginn ass. Bei 32.000 Entreprisen aus dem Beräich vu PMEe komme mer op en Taux vun 1 zu 18, also eng Entreprise pro 18 Awunner. An eisem Nopeschland Däitschland, wat a villen anere Beräicher esou dacks genannt gëtt als Virbild, ass deen Taux bei 1 zu 41.

Dat, wat mer bräichten zu Lëtzebuerg, dat ass eng voluntaristesch a cibléiert Wirtschaftspolitik, déi d'Jalonen esou setzt, datt mer eis eisen ekonomesche Wuesstum reappropriéiere kënnen, datt mer Wuesstum guidéiere kënnen duerch selektiv Hëllefen an datt mer de Wuesstum esou gestalte kënnen, datt en dem Land a virun allem senge Leit déngt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Ech hunn elo keen aneren Deputéierte méi op der Lëscht ageschriwwen. Da géif ech elo der Regierung d'Wuert ginn, an domat eiser Statssekretärin, der Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Villmools Merci. Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, et ass kee méi frou wéi ech, dass mer d'Debatt haut hei féieren, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, iwwert d'Politik zugonschte vun deene klengen a mëttelgrousse Betriber ze féieren (veuillez lire: schwätzen). An ech sinn och der Meenung, dass mer dat vill méi dacks sollte maachen, well et ass, mengen ech, wierklech en zentraalt Thema an eiser Wirtschaftspolitik. Also ech si gär bereet, esou eng Debatt méi oft ze féieren; dat emol virausgesat. Déi kleng an déi mëttelgrouss Betriber si schliisslech d'Basis, d'Fundament vun eiser Gesellschaft, vun eiser Ekonomie, an dat Fundament ass ganz zolidd.

An och wann et natierlech Defie ginn - do besteet jo guer keen Zweifel, dass et där ginn -, mä da steet awer gradesou wéineg an Zweifel, dass et dem Mëttelstand einfach emol ganz gutt geet, an zwar exzellent! A mir hunn et gëschter jo nach héieren: D'Chiffere vum Handwierk vun 2016, déi waren eigentlech seele besser. Nach ni sinn esou vill Aarbechtsplaze geschafe gi wéi d'lescht Joer, duebel esou vill wéi an der Moyenne vun deene leschten zéng Joer.

An dass et dem Handwierk esou gutt geet, dass d'Carneten esou struppevoll sinn, dat ass natierlech och op d'Investitiounspolitik vun der Regierung zréckzeféieren. Dat ass och gëschter ganz kloer esou gesot ginn. Et war an et ass richteg an néideg, fir an éffentlech Infrastrukturen ze investéieren duerch déi vill Moossnamen, déi d'Regierung geholl huet, fir d'Kafkraaft och ze stäerken, duerch d'Steierreform notamment. Doduerch sinn och d'Perspektive fir déi nächst Méint a Joren exzellent.

Mä kloer, de Mëttelstand huet Defien, d'Digitaliséierung virop, d'Fro vun der Finanzéierung natierlech vun de Projeten an och d'Fro vum nohaltege Wuesstum. Do muss een innovativ an onkomplizéiert Léisunge sichen. Eng proaktiv Approche ass néideg, fir de Betriber ze hëllefen, fir fit ze gi respektiv fit ze bleiwen.

An ech wëll Iech soen, well vläicht hutt Der et net matkritt: Genee dat maache mer intensiv a konsequent an zwar vun Ufank un, vum Ufank vun dëser Legislaturperiod un.

Déi éischt, déi ganz wichteg an iwwerfälleg Moossnam zugonschte vum Mëttelstand huet dës Regierung näämlech direkt vu virera geholl, näämlech scho bei der Regierungsbildung. Mir hunn endlech an engem Ministère zesummebruecht, wat zesummegehéiert: Ee Wirtschaftsministère fir alles, wat d'Betriber betrëfft, egal wéi grouss se sinn, egal aus wéi engem Secteur se kommen, natierlech ofgesi vun der Finanzplaz. Mä déi artificiell Trennung vun de Betriber an zwou Kategorien gëtt et zum Gléck net méi, an doduerjer ass d'Politik fir déi kleng an déi mëttelgrouss Betriber elo och fir zerguttst op Aenhéicht mat där fir déi grouss Entreprisen.

Déi Politik, déi Logik vun enger eenzeger Dier als Zougang zur Informatioun, zur Berodung an Ënnerstëtzung fir all Betrib ass de roude Fuedem vun eiser Politik zugonschte vum Mëttelstand, vum ganze Mëttelstand. Well et ass jo effektiv esou, datt den Term PME fir ganz vill ënnerschiddlech Branchen a Secteure gëllt. Et ka sech souwuel ëm e Betrib aus dem Handel oder dem Handwierk handelen, mä och ëm eng IT-Firma oder eng Fiduciaire, e Coiffeur, eng Botzerei an anerersäits hu mer effektiv och ganz vill technologesch Start-uppen, dat sinn och PMEen, an net ze vergiessen den Tourismus mat senge villen Hotellen, Restauranten a Bistroen.

Alles PMEen, alles ënnerschiddlech Situatiounen, an esou ënnerschiddlech sinn eben och hir Besoinen, an awer eng Dier fir jiddwereen, fir se ze beroden an ze ënnerstëtzen.

Stéchwuert Berodung, an et ass schonn ugeschwat ginn: Mir hunn et fäerdegbruecht, d'House of Entrepreneurship opzemaachen: een One-Stop Shop, wou d'Betriber aus alle Secteure Berodung kréien, Hëllef kréie bei der

Kreatioun an der Entwécklung an och den administrative Prozeduren. Beruffschamberen, Ministèren, Verwaltungen, alles op enger Plaz an et ass eréischt den Ufank, eis Ambitioune ginn do vill méi wäit. Mir komme ganz séier an déi nächst Phas, wou d'Offer méi breet wäert ginn an och méi déif.

Op därselwechter Linn ass natierlech och de guichet.lu: Op engem eenzegen Internetportal fënnt den Entrepreneur all d'Informatiounen, déi e brauch fir säi Betrib, sief et en relation mat de Steieren, de Bäihëllefen oder den Autorisatiounsprozeduren.

Dann eng aner Mesure, och eng vun den éischte Mesuren, déi ganz eendeiteg weisen, wéi eng wichteg Roll de Mëttelstand fir dës Regierung a besonnesch fir de Wirtschaftsministère spillt, fir de Mëttelstand endlech op e Pied d'égalité ze stelle mat der Industrie, mat der Finanzplaz, an dat war eben d'Grënne vum Haut comité PME (veuillez lire: Haut comité pour le soutien des PME). D'Industrie an d'Finanzplaz hate scho laang hiren dediéierten Haut comité an et war einfach allerhéchsten Zäit ginn, fir dem Mëttelstand deeselwechte Stellewäert ze ginn.

Dee Comité an dee regelméissegen Echange mat senge Vertrieder ass extrem wäertvoll, en ass eigentlech scho guer net méi ewechzedenken. Do maache mer de Suivi vum Aktiounsplang PME an et ass esou, datt natierlech en Tëschebilan gezu gëtt, ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zréck.

E weidert Beispill awer vum Modell „eng eenzeg Dier" ass och d'Reform vun eisem Régime d'aides. Ufanks Juni trëtt dat Gesetz iwwert deen neie Regimm fir d'Fuerschungs- an d'Innovatiounshëllefen a Kraaft, dat Dir hei viru kuerzer Zäit gestëmmt hutt. Dee Regimm applizéiert sech och fir alleguerten d'Entreprisen. Datselwecht gëllt fir de Régime d'aides vun den Hëllefe fir den Émweltschutz an erneierbar Energien. Dee Projet de loi ass jo scho méi laang um Instanzewee, an dann natierlech de Régime général vun den Aidë fir PMEen, deen d'lescht Woch deposéiert gouf, sonner Zweifel ee vun de wichtegste Gesetzesprojeten an dëser Legislaturperiod.

Dat war och dee leschten, wou nach en Ënnerscheed ze erkenne war tëschent der Wirtschaft a Classe moyenne. An ech si wierklech frou, datt mir och hei elo eng Simplification administrative duerchgesat hunn an nëmme just nach een eenzege Regimm hunn. Ech sinn och frou, ze héieren, datt zum Beispill d'Fédération des artisans dee Projet begréisst.

Dir gesitt also d'Kohärenz an den Iwwerleeungen, an der Strategie, an der Émsetzung.

Dann d'Thema Entrepreneursgeescht: Jo, ech mengen, et ass kloer, datt mir dee méi waakreg këddele mussen. Do ass Nachholbedarf, net zulescht och bedéngt duerch d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz. Dowéinst war et jo jorzéngtelaang esou, datt vill Jonker sech d'office dorunner dirigéiert hunn an net onbedéngt u Selbststännegkeet geduecht hunn. Anererséits ginn et awer zeg Beispiller vu jonken, dynamesche Leit, déi zu Lëtzebuerg eng Entreprise féieren.

Mä fir datt mir där awer och nach an Zukunft hunn, déi wëllen Entrepreneur ginn, déi sech wëlle selbststänneg maachen, gëtt et à terme just eng richteg an och just eng nohalteg Léisung: Mir musse bei deene Jonken usetzen, well wa jonk Leit wärend hirer schoulescher Carrière bis Première oder Treizième net emol eng Kéier eng Méiglechkeet gewise kréien, datt et Alternative gëtt zu engem Job mat Kaskoversécherung, dann ass et och kee Wonner, datt se de Wee vum Entrepreneuriat net aschloen.

Duerfir brauche mer Initiative wéi d'„Jonk Entrepreneuren", déi eng ganz Panoplie vun Aktivitéiten ubidden an der Primärschoul an am Lycée. Doriwwer eraus ass „Mini-Entreprises" e Projet, dee mech ëmmer erëm begeeschtert. Dat ass eng formidabel Saach, mä awer och vill aner Programmer, den „Innovation Camp", zum Beispill. Iwwer 10.000 Jonker hunn d'lescht Schouljoer bei engem vun deene Programmer matgemaach an et war fir mech och en Uleies, datt deen nächsten „Innovation Camp" ronderëm d'Thema vun der Rifkin-Etüd an der drëtter industrieller Revolutioun dréit.

Ech si frou, datt jonk Entrepreneuren dat och esou gesinn hunn an ech si sécher, datt mir do vun deene Jonken e ganz konstruktiven an interessanten Input wäerte kréien. Een anere fuschneie Projet am Beräich vum Entrepreneuriat, deen och schonn ernimmt gouf, deen dës Regierung lancéiert huet, ass eben dee vun der École entrepreneuriale, a bei der Rentrée am September geet et lass. An et geet eis do net drëm, fir scho vu Septième ons kleng Entrepreneuren ze zillen, mä et geet vill méi drëm, fir déi Kompetenzen, déi ëmmer méi an iwwerall gefrot ginn, fir déi besser ze entwéckelen, zum Beispill Teamwork, zum Beispill ëffentlech schwätzen, Problemer léisen, nei Weeër aschloen, kreativ sinn. Wéi gesot, lauter Fäegkeeten, déi natierlech och en Entrepreneur brauch, fir Succès ze hunn, mä net nëmmen hien.

Wa mir iwwert d'Schoul schwätzen, da si mer natierlech ganz séier bei der Formatioun vun de Mataarbechter. Effektiv fält et de Betriber dacks net liicht, fir qualifizéiert an och motivéiert Mataarbechter ze fannen a se och am Betrib ze halen. Dat ass de Revers vun der Medail, déi do heescht: Wirtschaftswuesstum vu 4% bis 5%. Forcement sicht bei esou engem Wuesstum all Secteur gutt Leit. Mir kucken deem awer trotzdeem net no. Ech huele mer d'Remarquë vun deene klenge Betriber zu Häerz, an och do fänken d'Mesuren, fir deem entgéintzewierken, erëm direkt an der Schoul un. Muer stëmmt Dir hei iwwert d'Gesetz of, dat der Maison de l'orientation en offizielle Statut gëtt. Domadder gëtt d'Orientatioun besser opgestallt. Orientatioun ass awer dat eent, Formation professionnelle dat anert, an déi ass ganz besonnesch wichteg fir d'Handwierk, ouni Zweifel.

Den Educatiounsminister Claude Meisch huet jo eng ganz Rei vu Mesuren ugekënnegt fir déi iwwernächst Rentrée an d'Chambre des Métiers an d'Fédération des artisans schaffe mat un där Reform. Hiren Input ass do ganz wichteg a gëtt och berücksichtegt.

Nieft der Formation initiale ass et awer och d'Weiderbildung, d'Formation professionnelle continue, déi wichteg ass fir PMEen. D'Betriber mussen net nëmme selwer fit ginn, mä natierlech mussen och hir Mataarbechter sech upassen un nei Entwécklungen, un nei Technologien. De Beispill Bau: Hei sinn Niddreg-Energie-Haiser elo Standard, also muss och anescht gebaut gi mat anere Materialien, no anere Prozeduren. Duerfir mussen d'Betriber hir Mataarbechter natierlech och fir déi nei Bauweis ausbilden.

Initiativen an deem Sënn ginn et der méi, den IFSB zum Beispill. Zwee aner Kompetenzzentre sinn déi am Génie technique an am Parachèvement an et sinn awer och nach aner Projeten ënnerwee am ICT-Beräich zum Beispill oder am Automobillsecteur.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wa mir vu Formatioun schwätzen, direkt e Wuert zu der éischter Motioun iwwert d'Formatioun. Et gi scho ganz vill Mesuren, sief et beim INFPC, sief et bei der ADEM, soudatt e weidere System an nach weider nei Outilen eigentlech net néideg sinn. Et wier vill méi sënnvoll, wa mer dat, wat mer hunn, weider verbesseren, an dat si mer och amgaangen ze maachen. Duerfir géif ech der Chamber proposéieren, déi Motioun net unzehuelen.

Dann een Thema, wat vill negligéiert gëtt an dobäi esou eng wichteg Roll spillt: d'Qualitéit vum Service um Client. Et ass och wichteg, datt e Betrib seng Mataarbechter fir d'Qualitéit vum Service a vum Accueil forméiert a sensibiliséiert. Natierlech ëmmer ënnert der Viraussetzung, datt de Chef och wierklech mam gudde Beispill virgeet. Grad fir e klenge Betrib, deen en enke Kontakt huet, e perséinleche Kontakt mat senge Clienten, deen dovunner ofhänkt, datt e recommandéiert gëtt vu bouche à l'oreille, spillt de Service eng Roll, déi een net seriö genuch kann huelen.

An där haiteger konnectéierter an oppener Welt vum Internet ass e gudde Service fir de Client decisiv, soss ass en näämlech ganz séier fort. An der Fachliteratur gëtt gesot, datt 70% vun de Clienten, déi engem Betrib de Réck dréien, dat net maachen aus Onzefriddenheet mam Produit, aus Onzefriddenheet mam Präis, neen, se gi fort, well se mam Accueil net zefridde waren, well se sech schlecht behandelt fillen, wéi wa se dem Betrib net wichteg wieren.

Duerfir muss ee sech zwou Saache virun Aen halen:

Éischtens, eng Entreprise ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi hire schlechtste Mataarbechter, dee mam Client Kontakt huet, an zweetens, deen einfachsten an och dee bëllegste Wee, fir et besser ze maachen, ass et, d'Kriticke vun de Cliente seriö ze huelen, amplaz se ze ignoréieren. Am Fong ass et ganz einfach: De Client ass Kinnek. A souwuel de Commerce wéi och d'Handwierk sinn hei a ganz schaarfer Konkurrenz mat der Groussregioun. D'Qualitéit vum Service ass also net ze ënnerschätzen.

Do kënne vill Betriber zu Lëtzebuerg nach eng Schëpp bäileeën. Si hunn net nëmmen ze gewannen, mä och vill ze verléieren, wa se deen Aspekt eben net seriö huelen. A fir si ze incitéieren, doriwwer nozedenken, sech selwer ze hannerfroen, lancéiere mer elo eng Serviceoffensiv.

Een neie Programm mam Numm „Fit 4 Service" ass prett. Et geet drëm, datt een en Diagnostique vun de Clientsrelatiounen an dem Service vum Betrib gemaach ka kréien, Recommandatioune kritt, wéi ee sech besser kann opstellen. D'Käschte fir déi Diagnos ginn integral vum Wirtschaftsministère iwwerholl. An der Regel dauert dat fënnef Deeg. A fir dat an der Praxis ëmzesetzen, féiere mer ee System an, deen zu Lëtzebuerg ganz nei ass, näämlech ee Vouchersystem, eng Zort Chèque-service fir Betriber.

Anescht wéi bis elo muss de Betrib also net méi am Virfeld eng Demande maachen. Au contraire, de Ministère kontaktéiert d'Betriber a si kréien de Voucher zum Beispill direkt matgeschéckt. Wa se eng Autorisation d'établissement ufroen, da kënne se och de Voucher op engem anere Wee, näämlech elektronesch um guichet.lu eroflueden. Mat deem Chèque kann de Betrib ee Consultant chargéieren, fir e „Fit 4 Service"-Diagnostique ze maachen.

Mir fänken elo un domadder, et ass e Pilotprojet. A wann dee Vouchersystem mengen Erwaardungen entsprécht an och bei de Betriber Succès huet, da gëtt en ausgebaut an och fir aner Hëllefe benotzt. Esou mann Pabeierkrom wéi méiglech fir d'Betriber, esou effikass wéi méiglech hëllefen, dat ass hei d'Devise.

Mir wëlle wierklech de Betriber, déi sech wëlle verbesseren, eng Ënnerstëtzung ginn. Mir stellen d'Outile bereet, mä et ass awer un de Betriber, déi Hëllef och unzehuelen an ëmzesetzen.

Insgesamt huet de Ministère de l'Économie, well mir vun Hëllefe schwätzen, jo seng ganz Aiden op de Leescht geholl an iwwerschafft. An d'Statshëllefe fir Entreprisë sinn, wéi Der wësst, op europäeschem Plang ganz staark reglementéiert a limitéiert wéinst den EU-Regele vum fräie Bannemaart, wéinst der méiglecher Konkurrenzverzerrung.

Dat neit Gesetz iwwert d'Hëllefe fir Recherche an Innovatioun trëtt Enn Juni a Kraaft. De Prinzip „think small first" gouf do respektéiert a wéi gesot, och déi aner Regimmer sinn ënnerwee.

Ech wëll just een Aspekt erausgräifen oder eng Mesure, an zwar fir jonk Entreprisë mat groussem Entwécklungspotenzial, eng nei Mesure am PME-Gesetz. Do geet et drëm, wann eng kleng Entreprise, déi et zanter manner wéi sechs Joer gëtt an déi Ënnerstëtzung brauch, en interessante Businessplang virleet, datt déi d'Méiglechkeet huet, fir bis zu 400.000 Euro ze kréien. Dës Hëllef gouf et schonn an engem äänleche Kader fir all Zort vun technologesche Start-uppen an ech hu wierklech drop gehalen, datt et se och elo fir aner Zorte vun Aktivitéite wäert ginn, also och fir déi sougenannten traditionell Secteuren. A grad och bei deene kreative Beruffer wéi Design, Moud, gesinn ech do interessant Méiglechkeeten, fir genau dat doten Hëllefsinstrument unzewennen.

Fir all déi Mesurë vum neie Régime d'aide général PME gesi mer bis d'Joer 2021 ee Gesamtbudget vun 89 Milliounen Euro vir. Dat ass also e Plus vu 27% par rapport zu deene leschte fënnef Joer. Dir gesitt also, mir ënnerstëtzen de Mëttelstand an Zukunft nach vill méi staark wéi bis elo.

Wa mir vu Finanzéierung schwätzen, da si mer ganz schnell bei der SNCI an déi spillt natierlech eng wichteg Roll. D'SNCI huet dräi nei Outilen, déi d'Offer u Prête completéieren. D'Tauxen op deene verschiddene Prête sinn och iwwert d'Joren 2015 an 2016 sukzessiv erofgesat ginn. A grad déi lescht Baisse vun den Tauxen op 1,5% zejoert am September huet vill Succès.

2016 goufen am ganze 16 Crédit-d'équipementen accordéiert an dëst Joer waren et der an deenen éischten dräi Méint schonn eelef. Wuel ass et richteg, datt d'Zuel vun den Dossieren zréckgaange war, relativ staark och zréckgaange war, mä dat war natierlech krisebedéngt. Et ass evident, no 2008 ass laang net méi sou vill investéiert ginn. Dat hu mer och bei der Zuel vun den Demandë fir Subside gemierkt. Mä d'SNCI huet, wéi gesot, reagéiert an d'Tauxe vun den Zënsen erofgesat. Zanter engem décke Joer geet et besser, et kommen erëm vill méi Dossieren eran. An et goufen der virdrun och net méi refuséiert, et waren der ebe just manner, déi erakoumen - eng wichteg Nuance, déi ech awer nach hei wollt erwänen.

Fir dobäi ze bleiwen: d'Regierung huet jo och zwee Fongen an d'Liewe geruff, fir Start-uppen ze ënnerstëtzen. Och do schafft jo d'SNCI mam Lux Future Fund (veuillez lire: Luxembourg Future Fund) an dem Digital Tech Fund zesummen. Et gëtt also villes vun eiser Säit gemaach, fir déi kleng Entreprisen an der Finanzéierung vun hire Projeten ze ënnerstëtzen. Mä alles soll a kann de Stat net maachen.

Duerfir riichten ech hei och en Appell un d'Banken, hir Responsabilitéit ze huelen. D'Betriber, mat deenen ech schwätzen, an ech gesinn der ganz vill, bekloe sech dacks, datt et schwiereg ass, fir Banke mat op de Wee ze kréien, besonnesch wann et ëm d'Thema Transmission d'entreprise geet oder eben och d'Grënne vun engem Betrib. Quitte, datt d'Banken natierlech och net ze vill Risiko sollen agoen, ass et awer wichteg, datt si hiren Deel zur Finanzéierung vum Entrepreneuriat zu Lëtzebuerg bäidroen. De Wirtschaftsministère gleeft jiddefalls un de Businessmodell Lëtzebuerg a stellt duerfir esou vill Hëllef an Ënnerstëtzung wéi nëmme méiglech zur Verfügung fir d'PMEen. An un de Banken ass et also, datselwecht ze maachen.

Ee Wuert nach zu de steierlechen Incitatioune fir Privatinvestisseure mat Risikokapital, d'Motioun 2 also. Ech kann déi Motioun an deem Sënn net guttheeschen, ganz einfach, well de Finanzministère schonn amgaangen ass, esou e Regimm ze préiwen an ze analyséieren. Do stelle sech awer eng ganz Rei vu méi substanzielle Froen op EU-Niveau, well mir bei esou engem Regimm keen Ënnerscheed méi kënne maachen tëschent esou Investissementer hei zu Lëtzebuerg a soss an Europa.

(Brouhaha)

Dat gëllt och fir d'Motioun 3, fir de Regimm vun enger Réserve immunisée. Och hei diskutéiert...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Bauler!

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- ...de Finanzminister scho mam Secteur iwwer divers Pisten. Am Resumé: Well dat schonn alles leeft a vum Pierre Gramegna analyséiert gëtt, proposéieren ech, d'Motiounen 2 an 3 ze verwerfen.

Transmission d'entreprise dann, ganz speziell e wichtegt Thema am Handwierk, well et effektiv an den nächsten zéng Joer Dausende vu Betriber gëtt, déi ee brauchen, dee se iwwerhëlt. Et ass also kruzial fir dee Secteur a fir déi Leit, déi do schaffen - et sinn der 50.000, déi concernéiert wieren -, datt een déi Problematik do ugeet.

Et ginn e puer Aspekter, wou mir aktiv ginn: Éischtens, d'Sensibiliséierung vun de Patronen. Vill Patrone maache sech näämlech vill ze spéit op d'Sich no engem Successeur. Si rechnen net dermat, datt et e jorelaange Prozess ka sinn. An dann heiansdo ass et einfach ze spéit, da geet et e Strapp ze séier. Mir gesinn also eng Campagne vir, déi sech u Patronen an engem gewëssenen Alter riicht a se usprnt, dee Prozess vun der Transmissioun ze lancéieren.

Dernieft verweist de Pakt PRO Artisanat och dorobber, fir d'Bäihëllefen am Fall vun enger Transmissioun unzepassen, de Garantiesystem ze erweideren. An dat si mer voll amgaangen ëmzesetze mat deem neie Projet de loi, deen ech jo scho virdrun ernimmt hunn. D'Mutualitéiten, déi vum Handwierk an déi vum Commerce, kënnen nëmme bis zu engem begrenzte Budget Garantië ginn, well se selwer natierlech eng Planungssécherheet mussen anhalen. Se dierfen net direkt an d'Struewele kommen, wann ee vun de Betriber, fir déi si Bierg sinn, géif Faillite maachen. Duerfir och déi nei Aide zur Risikofinanzéierung, déi et eis erlaabt, der Mutualitéit eng Garantie ze ginn, wou de Stat bis zu 80% vun der Casse iwwerhuele kann. Et ass en Outil, dee ganz speziell och bei den Transmission-d'entreprisen asetzbar ass. Heiduerch kënnen d'Mutualitéiten also méi Dossiere maachen an och méi grouss Dossiere maachen, well se eben d'Sécherheet hunn, datt se eng Réckendeckung duerch de Stat kréien.

Dat, mengen ech, ass e ganz wichtegt Instrument an ech si frou, datt mir dat elo hikréien.

De Wirtschaftsministère ka villes maachen, awer net alles, fir dat generellt Émfeld fir d'PMEen ze verbesseren. Do sinn och aner Ministèren, aner Partner gefrot an an deem Sënn huet jo och d'Regierung den Aktiounsplang PME d'lescht Joer ugeholl. Dat ass nu wierklech kee Pabeiertiger, well et sinn 99 Moossnamen dra virgesinn an no engem Joer hu mer der schonn iwwer 30 ëmgesat oder lancéiert. Dorënner sinn ebe Projeten, déi ech schonn ernimmt hunn: d'entrepreneurial Schools, den Digital Tech Fund, d'Verschmëlze vun de PME-Aide-Regimmer an déi zwee Pakte fir de Commerce an d'Handwierk.

Anerer hunn och hir Bedeitung, sief et eben an der Sensibiliséierung vum Entrepreneuriat, an der Vereinfachung vun de Prozeduren, d'Schafe vun der Sàrl simplifiée an ech kéint der nach e gudde Strapp méi nennen.

Dann d'Thema Digitaliséierung. Dat ass ein weites Feld a munch ee Patron gesäit do e Risebierg viru sech an e weess eigentlech net, wou

en ufänke soll. Anerer mengen, et géif awer iergendwéi nach dersonner goen, dat ass awer falsch. Mä et ginn awer verschidden Niveauen och nach derbäi, wou ee muss handelen. A jee no Branche sinn d'Besoinen natierlech och ënnerschiddlech. Fir unzefänken, muss all PME effektiv eng professionell a userfrëndlech Internetpräsenz hunn. Ech mengen, do si mer eis all eens.

Anerersäits ass et awer och esou, datt d'Digitaliséierung d'Aarbecht am Betrib selwer kann änneren a verbesseren. Et ginn aner Méiglechkeete geschaaft. D'Prozesser kënne méi dynamesch automatiséiert ginn, Produite personaliséiert, d'Stocken anescht geréiert ginn an esou weider. Ob mer wëllen oder net, eis Aart a Weis, fir ze liewen, eis Aart a Weis, fir ze schaffen, fir ze konsommëieren, gëtt ëmmer méi digital. Dorunner besteet keen Zweifel.

An natierlech hunn och déi grouss Betriber et hei ganz oft vill méi einfach, well se déi finanziell an technesch Moyenen hunn, fir sech ëmzestellen, fir Spezialisten anzestellen an esou dee leschten Trend natierlech och ze suivéieren. D'Patrone vun de PMEen hunn dat par contre alles ganz dacks net. En plus si se esou mam Kapp am Guidon, fir de Betrib ze féieren, datt se dacks keng Zäit hunn, fir sech iwwer méiglech gréisser innovativ Iddien a Projete Gedanken ze maachen.

Duerfir wëlle mer d'PMEe mat der Hand huelen, hinnen d'Moyene ginn, déi se brauchen, a se an där Entwécklung begleeden, eng Entwécklung, déi iwwregens net onbedéngt expansiv muss sinn, mä éischter qualitativ an d'Déift geet, am Sënn eben och vun engem qualitative Wuesstum. Duerfir ass d'Digitaliséierung e ganz wichtegt Element an deenen zwee Pakte vum Handel an Handwierk.

Déi Cellule, vun där den Här Eischen geschwat huet, déi kënnt. Mä mir ginn awer och nach aner Weeër, fir méi proaktiv op d'Entreprisen duerzegoen, an d'Entreprisen ze goen a vu Fall zu Fall ze kucken, wat an hirem Interêt ass, wat een am beschte vu Mesurë soll ergräifen.

Och bei der Luxinnovation dréit sech elo villes ëm d'Digitaliséierung bei de klengen a mëttelgrousse Betriber, mat Programmer, déi schonn hir Preuvë gemaach hunn.

Am Handel hunn eis Commercë vill Konkurrenz vun de groussen Internetplattformen. Dee klengen Handel huet kaum Moyenen, fir eege Solutiounen am Internethandel unzebidden. Duerfir gëtt et elo geschwënn, an Zesummenaarbecht mat de grousse Gemengen, eng E-Plattform, eng digital Maartplaz, déi mer opstellen, wou Lëtzebuerger Geschäfter a virun allem déi kleng Geschäfter an den Uertschafte hir Produiten ubidde kënnen, esou datt de Client um Internet bestelle kann a seng Commande entweder an de Buttek ka siche goen oder sech se awer och ka liwwere loossen, jee nodeem. Dat ass eng iwwerliewenswichteg Moossnam fir den Eenzelhandel.

Haut offréieren hei zu Lëtzebuerg grad emol 7% vun de Commercen Onlineshopping an anerersäits sinn d'Lëtzebuerger awer quasi Weltmeeschter, wann et drëms geet, fir via Internet anzekafen. Wie sech elo net hei beweegt a beméit, dee riskéiert, zimlech séier op der Streck ze bleiwen.

Och hei gräifen natierlech eis Aiden, fir sech beroden ze loossen an och fir ze investéieren.

D'Lëtzebuerger Handwierk, an doriwwer sinn ech ganz frou, steet der Digitaliséierung positiv géigeniwwer. Bal 70% gesinn doranner eng Opportunitéit. Vill Betriber hu schonn e Fouss an der digitaler Dier, mä mir mussen hinnen hëllefen, fir do nach ganz eranzekommen.

Da ginn natierlech och spezifesch fir Firmen aus dem digitale Secteur ganz vill Efforte gemaach. Si profitéiere vun eiser exzellenter ICT-Infrastruktur zu Lëtzebuerg a mir hunn och e Programm „Fit 4 Start" opgeluecht, dee schonn no annerhallwem Joer amgaangen ass, sech zu engem richtege Succès ze entwéckelen. 2016 hu mer iwwer 230 Projeten aus 23 Länner gesinn, déi fir dee Programm, e Concours, hir Kandidatur gestallt hunn. Dat leeft also och richteg gutt.

Dann d'Disponibilitéit vun den Terrainen. Do kann ech Iech confirméieren, datt mer ëmmer méi an eng Situatioun kommen, wou d'Aktivitéitszone feelen an déi regional Zone wierklech quasi ganz voll sinn. D'lescht Joer si wuel e puer nei Zonen ausgewise ginn, erschloss ginn: Fridhaff, wou d'Aarbechten ugefaangen hunn, déi vu Grass gouf ageweit, zu Ëlwen, Réiden a fir den Triangle Vert zu Elleng si jo Extensioune geplangt. Mä et geet sécherlech awer net duer.

Fir d'Zersplitterung vun der Landschaft ze verhënneren an esou rationell wéi méiglech ze plangen, ass d'Erweiderung vu sechs regionalen Zone virgesinn am Kader vum Plan sectoriel «Zone d'activités». Mir wëlle mat 600 Hektar fir national a regional Zonen an d'Prozedur goen. D'Zil ass kloer eng equilibréiert regional Verdeelung a mir wëllen och a ländleche Regiounen, zum Beispill an den Naturparken, d'Méiglechkeet schafen, fir déi wirtschaftlech Entwécklung weiderzedreiwen.

Den Drock op d'Terrainen ass awer wierklech ganz grouss an déi nei erschlossen Terraine gi ganz, ganz séier besat, dacks schonn an der Planungsphas. Dacks geet et drëm, eben d'Betriber och aus den Uertschaften erauszekréien, se ze relokaliséieren, ier een da Plaz huet, fir neier ze implantéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Statssekretärin, erlaabt Der, datt den Här Kaes eng Zwëschebemierkung mécht oder eng Fro stellt?

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Selbstverständlech. Här Kaes.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt u sech dach awer d'Erklärung vun der Madamm Statssekretärin als Ulass huelen, fir eng Fro ze stellen: Fannt Dir, datt dat eng Zersplitterung vun der Landschaft ass, wann op der Fléiber schonn 8 Hektar beluecht sinn, sämtlech Infrastrukture präsent sinn, an do u sech véier Gemengen e regionale Projet wollte realiséieren, wou ech weess, datt Dir u sech selwer méi positiv derzou stoungt, datt awer vun Ärem Koalitiounspartner dann awer do d'Brems ageluecht ginn ass? Fannt Dir, datt dat eng Zersplitterung ass, wann Creos an och eng Busentreprise schonn do um Site sinn?

Merci.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Ech wollt dozou eppes soen, wat ech och dem Här Eischen eigentlech scho wollt soen: Et ass ganz kloer, datt et hei absolutt guer keng Differenze gëtt tëschent dem Wirtschaftsministère an dem Environnement respektiv der Landesplanung.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Et ass jo kloer, datt jiddweree seng Prioritéiten huet a sech natierlech och fir seng Sujeten asetzt. Mä dat ass jo grad de Virdeel vun dëser Regierung, datt mer zesummeschaffen an datt mer d'Projeten zesummen uginn an datt mer net eng Zon plangen, wou et herno vläicht Problemer gëtt, ob dat elo Fléiber ass oder eng aner, fir den Uschloss un eng Autobunn ze kréien. Dat ass vläicht an dësem Fall net de Fall, mä hei hu mer awer ganz aner Problemer.

An ech wëll just soen, datt dat hei eng Politik aus enger Hand vun dëser Regierung ass an dat loossen ech mer och net vun Iech anescht schwätzen.

(Brouhaha)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Madamm Closener, Dir musst verstoen, datt d'CSV...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Esou, wann ech gelift!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- ... dat net gewinnt ass an net weess, wéi dat geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dofir si se och elo esou erstaunt, datt mir dat fäerdegbréngen.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just d'Statssekretärin huet elo d'Wuert.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie.*- Merci.

Den 1. Abrëll ass een neit Reglement a Kraaft getrueden, fir bei deene positiven Nouvellen ze bleiwen, iwwert de Contenu vun de PAGe vun de Gemengen, dat déi verschidden Typpe vun Aktivitéitszonen definéiert an dat och festleet, wéi eng Aktivitéiten zougelooss sinn. Do gëtt den Akzent nach vill méi staark wéi bis elo op d'Handwierk an d'PMEe geluecht, fir datt si prioritär Accès kréien eben zu deene regionalen Aktivitéitszonen.

D'Zesummenaarbecht, den Dialog mat de Gemengen a mat de Gemengesyndikater gëtt intensivéiert, well mir brauchen eng eenheetlech Linn an harmoniséiert séier Prozeduren, fir datt déi interesséiert Entreprisë séier Bescheed wëssen, ob se an eng Zon erakommen a wa jo, wéi eng Demarchë se da musse maachen. Do sinn de Stat an d'Gemenge gefuerdert. Och do si mer um richtege Wee.

Mir sinn dann och direkt bei der Motioun 4 iwwert d'Sitten. An do géif ech der Chamber proposéieren, déi Motioun net unzehuelen, well eben de Plan sectoriel «Zones d'activités» Extensioune virgesäit an d'Äntwerte gëtt op déi opgeworfe Punkten. Et ass kloer, datt d'Terraine fir Handwierk a PMEen eng Prioritéit hunn a vill vun deene 600 Hektar, dat sinn der jo awer vill, fir si reservéiert sinn.

Ofschléissend nach ee Wuert zu der Kreativwirtschaft. Här Eischen, Dir hutt déi haut net erwäänt a se läit mer awer ganz staark um Häerz. De Weekend war ech zu Paräis um Salon „Révélations", wou fir d'éischte Kéier Konschthandwierker an Designer vu Lëtzebuerg hir Wierker hu kënnen ausstellen an der Kontinuitéit vun der Expositioun „De Mains de Maîtres", déi jo e ganz grousse Succès war am Dezember zejoert. An elo haten eben och néng Artisten, Konschthandwierker d'Chance, zu Paräis hir Wierker ze weisen. 50.000 Visiteure waren am Grand Palais, d'Präsenz vun der ierfgroussherzoglecher Koppel an och e ganze Promotiounsprogramm hunn d'Kompetenz an d'Exzellenz vun eisem Konschthandwierk nach eng Kéier an de Vierdergrond gestallt. Dat ass Nation Branding, wéi et net besser kéint sinn.

Dat musse mer weidermaachen, onbedéngt. D'Kreativindustrie zu Lëtzebuerg mécht haut schonn eng Milliard Euro Ëmsaz. De Potenzial ass enorm an d'Leit aus deene verschiddene Branchë waarden och nëmmen drop, datt si hir Produkter a Servicer am Ausland kënne weisen. Si si ganz oft Eenzelkämpfer a brauchen eng Hëllefstellung. An duerfir hu mer och deen neie Cluster gegrënnt, dee bitt déi Hëllefstellung, awer net nëmmen doranner. E wäert och de Link maache mat deene méi traditionelle Secteuren an och neie Partnerschaften op d'Spréng hëllefen.

Wéi Der gesitt, et gëtt wierklech ganz vill gemaach, fir grad déi kleng a mëttelgrouss Betriber ze ënnerstëtzen, fir se um Wee an eng nohalteg an digitaliséiert Zukunft ze begleeden.

Ah jo, nach de Paquet Services, elo hat ech dee bal vergiess! Ech wëll Iech an ech kann Iech soen, datt mir absolutt um Lëtzebuerger Modell hänken, wou de Meeschterbréif jo awer eng ganz grouss Valeur huet an och dem Konsument eng gewësse Protektioun gëtt. An den Diskussiounen zu Bréissel, do sëtzt Lëtzebuerg mat um Dësch, do muss ee sech keng Suerge maachen.

An de Verhandlunge sinn Ännerungen erauskomm, déi eis Sécherheete ginn an eise Modell net a Fro stellen. Mir leien do op enger Linn mat Däitschland. Mir hunn hir Kriticken och absolutt gedeelt. Déi Kriticke waren a si berechtegt. Déi Lëtzebuerger Versioun vun der Qualifikatioun ass nach net ganz fäerdeg, mir sinn do nach an der Ausschaffung. Mä ech ka scho soen, datt de Brevet de maîtrise op kee Fall a Fro gestallt ass an och op kee Fall a Fro gestallt gëtt.

Här President, de Wirtschaftsministère kuckt no de Problemer vun haut a vu muer. Mir këmmeren eis ëm déi Kleng an ëm déi Grouss! Mir maachen „space" a mir sinn„terre à terre", well dat alles ass Wirtschaftspolitik, sou wéi ech se verstinn.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Statssekretärin. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. Den Här Eischen zu de Motiounen?

Motions

M. Félix Eischen *(CSV), interpellateur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wollt eng Präzisioun virewech soen. Do soen ech dem Här Kolleeg Marc Baum Merci, dass en eis ganz séier drop higewisen huet: Déi Kopien, déi ausgedeelt gi sinn, do war eng kleng Huddel dran an de Säiten, also d'Säit 4 gëtt d'Säit 6 an d'Säit 6 gëtt d'Säit 4. Ech weess elo net, ob dat groussaarteg elo eppes changéiert bei der Meenung vun der Madamm Ministesch.

Ech wollt awer vläicht ganz kuerz nach zwou Präzisiounen nofroe bei der éischter Motioun. Ech mengen, mir waren eis och eens an den Discoursen, dass et wichteg ass, an de Capital humain ze investéieren, gradesou wéi mer

awer och fannen, dass et Modeller a Frankräich an an Däitschland ginn, déi op deen do Wee gi vun der Rekonversioun.

Ass d'Madamm Statssekretärin net der Meenung, dass trotzdeem a Saache Quereinsteiger, déi wierklech d'Rekonversioun wëlle maachen - dann hu se schonn e gewëssenen Alter, 24, 25 Joer, si hu scho vläicht eng Famill an esou weider, si hunn eng Ausbildung, si hunn Uni gemaach, si hunn Erfahrung -, dass déi awer anescht missten ënnerdaach kommen, wéi sech elo klassesch an d'Schoul musse setzen ze goe bei Leit vu 16, 17 Joer, och mat der dualer Ausbildung, dass déi méi direkt an d'Betriber solle komme respektiv och eng aner Unerkennung solle kréien, och mat der Experienz, wann déi och vläicht net ëmmer relevant ass?

Bei de Motiounen 2 an 3 erlaben ech mer vläicht awer ze soen, dass ech der Meenung sinn, wou ech elo net den ausgewisene Finanzexpert sinn, mä dass d'Madamm Statssekretärin do vläicht e bëssen eppes duerjerneegeheit, an zwar dass de Capital-risque awer vum Wirtschaftsminister hei am État de la nation éischter favorabel ugeduecht ginn ass. An da wär et wichteg bei der Motioun vum Capital immunisé, dass Der dem Secteur dat awer och géift soen, dass Der intensiv géift dorunner schaffen, well de Secteur freet et an dee seet: „Mir héieren do näischt."

Bei der Motioun 4, dat huelen ech dann esou zur Kenntnis. Et ass gutt, wa sollten do Hektaren op de Marché kommen, dat ass ze begréissen. An erlaabt mer just ze soen, dass, wann Dir sot, Dir géift do wéi aus engem Goss schaffen, dass ech Iech dat awer net esou direkt gleewen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Madamm Statssekretärin, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener, *Secrétaire d'État à l'Économie*.- Jo, villmools Merci. Dat maacht Dir, wéi Dir wëllt! Dir kënnt dat gleewen oder net. Vläicht sidd Der dat net gewinnt gewiescht virdrun, mä mir maachen dat awer. Natierlech muss een heiansdo Kompromësser sichen, dat ass ganz kloer. Ech denken, dat wier jo awer och am Sënn vun eisem Land, dass mer net op e Wee ginn, wou radikal Politicke gemaach ginn. Ech ka mer dat och net virstellen, dass d'CSV eng radikal an eesäiteg Politik géif mat engem eventuelle Koalitiounspartner maachen!

(Interruption)

Dozou wollt ech nach soen, zu der Formatioun: Am Prinzip fannen ech dat richteg, wat Der sot. Ech denken awer just, well mer elo schonn an den Diskussioune sinn, wou de Claude Meisch jo schonn amgaang ass mat der Chambre des Métiers, mat der Fédération des artisans ze diskutéieren, wa mer elo nach erëm eppes Neits do dropsetzen, ech denken, dass mer dat kéinten an deenen Diskussiounen do, wéi soll ech soen, integréieren. Ech ginn och staark dovun aus, dass dat gemaach gëtt.

Fir de Rescht geheien ech do guer näischt duerjerneen. Ech hunn och net gesot, ech wier dergéint. Ech hu just gesot, dass et net einfach ass, fir déi Pisten do ze..., fir do eng Léisung ze fannen, fir eng gutt Pist ze fannen, déi an eisem Interêt ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gutt. Gëtt et keng Wuertmeldunge méi zu de Motiounen?

Dat ass net de Fall. Da géife mer iwwer eng no där anerer ofstëmmen, fir d'Éischt d'Motioun 1.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass déi éischt Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Dann d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat ass déi zweet Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'Motioun Nummer 3.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 34-mol Neen. Déi drëtt Motioun ass ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An dann déi lescht Motioun.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass och déi lescht Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn also um Enn vun der Diskussioun iwwert d'Interpellatioun ukomm a mir kommen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Fusioun zwëschen de Gemenge Mompech a Rouspert, de Projet de loi 7035. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Tess Burton.

5. 7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir stëmmen haut iwwert de Gesetzesprojet fir d'Fusioun vun de Gemenge Mompech a Rouspert of. Dat ass fir déi zwou Gemengen e wichtegen an noutwendege Schrëtt, deen et hinnen erméiglecht zesummenzewuessen. Obwuel déi legislativ Aarbecht an der Chamber am Verglach zu den Efforten, déi an deene betraffene Gemenge musse gemaach ginn, éischter kleng ass, wëll ech kuerz dorobber agoen.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

De Projet de loi gouf den 29. August 2016 deposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 7. Februar 2017 ofginn. Hien huet de Projet allgemeng begréisst, huet awer eng kleng Änderung proposéiert an der Formuléierung vum Text. D'Interieurskommissioun huet de Projet an den Avis zwee Deeg méi spéit gekuckt a mech bei där Geleeënheet als Rapportrice genannt. Fir der Remarque vum Statsrot Rechnung ze droen, huet d'Kommissioun den 3. Mäerz en Amendement proposéiert, deen de Statsrot an engem zousätzlechen Avis vum 28. Mäerz akzeptéiert huet. D'Kommissioun huet de Rapport de 4. Mee eestëmmeg ugeholl.

Et gëtt zënter Joren iwwert d'Parteien ewech souwuel an der Chamber wéi och an deene successive Regierungen e Konsens, dass déi ganz kleng Gemengen hei am Land sollte fusionéieren, fir méi effizient kënnen ze schaffen. Dës Fusiounen, déi sech an de Kontext vun enger schrëttweiser Territorialreform aschreiwen, si kee Selbstzweck. Iwwert d'Jorzéngte sinn d'Aufgaben, déi d'Gemengen ze erfëllen hunn, ëmmer méi grouss a komplex ginn. Och d'Usprëch vun de Bierger un d'Gemengeservicer si méi grouss ginn. Dobäi sollten d'Bierger kënnen iwwerall op vergläichbar gutt Servicer zréckgräifen, egal a wat fir enger Gemeng si wunnen.

Fir kleng Gemengen ass dat awer oft schwéier ze realiséieren. Dofir ënnerstëtzt de Stat d'Kooperatioun tëscht de Gemengen, déi meeschtens an de Gemengesyndikater stattfënnt, awer och d'Gemengefusiounen. Wichteg ass dobäi, dass de Prinzip vun der Autonomie communale respektéiert gëtt an dass d'Bierger aus deene jeeweilege Gemengen a leschter Instanz entscheeden, ob se eng Fusioun wëllen oder net.

Wann d'Bierger iwwerzeegt si vun de Virdeeler vun enger Fusioun, ass garantéiert, dass déi Efforte bei der Preparatioun an der Ëmsetzung vun esou enger Decisioun mat Erfolleg an Zefriddenheet vun alle Bedeelegte kënnen ofgeschloss ginn.

Zu Mompech an zu Rouspert ass genau dat geschitt. Béid Gemengen hu scho laang a verschiddene Syndikater zesummegeschafft. Am Oktober 2014 ass de Startschoss gefall, wéi d'Gemengeréit vun deenen zwou Gemengen hire jeeweilege Buergermeeschter a Schäfferot beoptragt hunn, éischt Gespréicher ze féieren, fir e Fusiounsprojet auszeschaffen. Wärend ronn engem Joer goufen zesummen d'Modalitéite vun enger méiglecher Fusioun ausgeschafft. D'Resultat dovunner hunn d'Gemengeréit dem Innenminister de 16. September 2015 virgeluecht.

Am Dezember 2016 hunn déi zwee Gemengeréit beschloss, hir Bierger an engem Referendum iwwert de Fusiounsprojet ofstëmmen ze loossen. Mat Hëllef vun enger Broschür an zwou Informatiounsversammlunge sinn d'Bierger iwwert d'Virdeeler an d'Konsequenze vun enger Fusioun informéiert ginn. Bei béide Versammlunge war den Innenminister dobäi, fir de Bierger kënnen Erklärungen zur Fusioun am Allgemengen ze ginn an zur Ënnerstëtzung, déi de Stat heifir ubitt.

De 24. Abrëll 2016 hunn d'Bierger vun deenen zwou Gemenge mat grousser Majoritéit fir d'Fusioun gestëmmt. Zu Rouspert hu liicht iwwer 80% vun de Leit fir d'Fusioun gestëmmt, zu Mompech war et eng Majoritéit vu 65,18%. Opgrond vun deem Resultat hunn d'Gemengeréit den 11. Mee definitiv beschloss ze fusionéieren, an zwar mat Wierkung op den 1. Januar 2018.

Déi nei Gemeng wäert den Numm Rouspert-Mompech droen. Wa mer vun de Chiffere vum Statec vum 1. Januar 2017 ausginn, huet déi nei Gemeng 3.594 Awunner. Wat de Wahlsystem betrëfft, gëtt domat aus zwou Majorzgemengen eng Proporzgemeng.

Dës Verännerung fënnt, wéi bei fréiere Fusiounen och, an Etappe statt. Déi Transitiounsphas geet 2023 mat de Gemengewahlen op en Enn. Fir d'Gemengewahlen 2017 gëtt déi nei Gemeng an zwou Sektiounen ënnerdeelt, déi dem Territoire vun den heitege Gemenge Rouspert a Mompech entspriechen. An der Iwwergangszäit wäert Mompech mat sechs a Rouspert mat siwe Conseilleren am Gemengerot vertruede sinn. De Schäfferot wäert aus véier Leit bestoen, engem Buergermeeschter an dräi Schäffen. Zwee vun dëse Leit wäerten aus der Sektioun Mompech kommen an zwee aus der Sektioun Rouspert. No 2023 wäert an där neier Gemeng Rouspert-Mompech d'selwecht wéi an allen anere Gemengen iwwer 3.000 Awunner nom Proporzsystem gewielt ginn. Et wäert dann och nach just eelef Leit am Gemengerot ginn.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gëtt der Fusioun déi néideg legal Basis. Et regelt d'Iwwergangsbestëmmungen, sou wéi se zwëschen de Gemengen ausgeschafft goufen, an déi finanziell Ënnerstëtzung vum Stat, déi dëse Prozess begleet. Konkret sinn dat 6,896 Milliounen Euro. Mompech a Rouspert hu beschloss, dës Suen ze investéieren an eng Rei vu Projeten, déi scho geplangt sinn oder amgaang si realiséiert ze ginn. An dës Sue sollen och genotzt ginn, fir d'Scholde vun deenen zwou Gemengen ze reduzéieren. Domat steet déi nei Fusiounsgemeng dann och op ganz zolitte finanzielle Féiss.

D'Sue sinn awer net dat eenzegt Argument, wat d'Gemengen dozou beweegt huet, fir sech zesummenzedinn. Si hu sech zu dësem Schrëtt entschloss zu engem Zäitpunkt, wou de Stat säi finanzielle Beitrag am Verglach mat de Jore virdru scho reduzéiert hat. D'Haaptargument war sécher d'Méiglechkeet, fir méi eng effizient Verwaltung kënnen opzebauen, wou net alles duebel muss besat sinn, a fir de Bierger allgemeng méi attraktiv Servicer kënnen ze bidden.

Dat betrëfft ganz ënnerschiddlech Beräicher wéi d'Mobilitéit, de Sport an d'Kultur, mä och um wirtschaftleche Plang sinn nei Synergië méiglech. Rouspert-Mompech wäert vum Territoire hier déi gréisst Gemeng am Bezierk Oste ginn, mat deene gréisste Bëscher am Land. Dorauser ergi sech Chancë fir eng nohalteg Notzung vun de Bëscher an entspriechenden ekonomeschen Aktivitéiten. Dee rurale Charakter an déi kuerz Distanzen zu méi urbanen Zentre maachen d'Gemeng Rouspert-Mompech och fir den Tourismus ganz attraktiv.

Kuerz gesot, Rouspert a Mompech hu vill gemeinsam Pläng, déi sécher positiv Auswierkungen op d'Liewensqualitéit vun hire Bierger wäerten hunn. Vu dass d'Kommissioun de Rapport eestëmmeg ugeholl huet, hoffen ech, dass dës Fusioun och hei am Plenum d'Zoustëmmung kritt. D'LSAP wäert dat op alle Fall maachen.

An ech felicitéieren deene Responsabelen an de Gemenge Rouspert a Mompech fir hire Courage a fir déi vill gutt Aarbecht, déi si geleescht hunn an och sécher nach wäerte leeschten, fir dass dës Fusioun e grousse Succès gëtt.

Da wëll ech zum Schluss och nach de Buergermeeschter vun der Gemeng Mompech hei bei eis begréissen. An domadder ginn ech den Accord zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Rapportrice. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt der Rapportrice, dem Tess Burton, e ganz grousse Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, wou et ëm de Projet 7035 geet, d'Fusioun vun de Gemenge Mompech a Rouspert. Elo frot Dir Iech vläicht, firwat en Zentrumsdeputéierten iwwert dës Fusioun hei schwätzt. Ma dat ass ganz einfach: Mäi Cousin, dee sëtzt douewen, dat ass de Buergermeeschter vun der Gemeng Mompech.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha et interruption)

M. Marc Lies *(CSV).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da misst ee vun Iech zwee de Sall verloossen.

(Hilarité)

M. Marc Lies *(CSV).*- An ech hu bis zum Alter vu siwe Joer och zu Hierber gewunnt a si mam heitege Buergermeeschter, wéi gesot, och familiär verbonnen. Zu groussen Deeler sinn ech och an der Gemeng Mompech an zu Hierber wärend de Schoulvakanze grouss ginn an hu mat mengem Cousin do vill Zäit verbruecht.

Ech wéilt elo net méi op de Referendum agoen. Ech mengen, d'Tess Burton huet dat ganz ausféierlech gemaach. Et kann ee wierklech soen, datt dës Fusioun an déi jeeweileg Gespréicher tëschent deenen zwee Partner souwuel vusäite vun deene Mompecher an och vun deene Rousperter gutt preparéiert woren an datt alles harmonesch op Aenhéicht tëscht zwee gläichwäertege Partner ofgelaf ass.

D'Gemeng Mompech huet op de 7. Juli eng Populatioun vun 1.274 Awunner an d'Gemeng Rouspert 2.272 Awunner. Ufank 2017 louch d'Awunnerzuel vun deenen zwou Gemengen also iwwer 3.500 Leit. Et ass definitiv sënnvoll, datt d'Gemenge sech zesummendinn, soudatt de Service um Bierger doduerch verbessert ka ginn.

Déi nei Gemeng soll an Zukunft Rouspert-Mompech heeschen an de Siège ass dann zu Rouspert. Elo geet et drëm, d'Beamten an och d'Aarbechter an deenen zwou Gemengen op déi gemeinsam Aufgaben ze preparéieren an hinnen déi eventuell Angscht virun deem Neien ze huelen.

Et bleift bei dëser Fusioun ervirzehiewen, datt couragéiert Kommunalpolitiker de Bléck no vir geriicht hunn an d'Allgemengwuel vun hire Bierger an de Vierdergrond gestallt hunn. Esou Decisioune si sécherlech net einfach. Mat vill Courage an Engagement hunn de Jos an de Romain mat hire Schäffen- a Gemengeréit et fäerdegbruecht, dës Fusioun op d'Schinn ze setzen. Et ass sécherlech de richtege Wee, fir senge Bierger déiselwecht Déngschtleeschtunge kënnen unzebidden, wéi et an anere méi grousse Gemenge schonn de Fall ass. Heimat wëll ech d'Leeschtung vun dem Personal, dat an deenen zwou verschiddene méi klenge Strukture geschafft huet, awer sécherlech net schmäleren. Just au contraire, hei war den Opwand a spezifesche Funktioune sécherlech méi héich, wéi dat an Zukunft de Fall dierft sinn.

Ab dem Zäitpunkt, wou d'Servicer zesummegeluecht ginn, kënne Synergië geschafe ginn an et gi Méiglechkeete vu Back-uppen, wat heesche wëllt, datt nach eng zweet Persoun do ass, fir eng Hand matunzepaken. Esou kann eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten an och de Congészäiten erbäigefouert ginn, wat e Motivatiounsschub fir d'Personal sollt duerstellen.

De Bierger dierft ënnert dësem Ëmstand och vun enger Erweiderung vun den Déngschtleeschtunge profitéieren. Well eng Fusioun och mat neien Investissementer an Infrastrukturen ze dinn huet, kritt déi nei Gemeng mat 6.820.000 Euro ënnert d'Äerm gegraff.

Ech wënschen deenen zukünftege Gemengeréit, dem Gemengepersonal an natierlech deenen iwwer 3.500 Bierger vun der neier Gemeng Rouspert-Mompech eng erfollegräich a gutt Zukunft, wou d'Liewensqualitéit an déi erbruechten Déngschtleeschtungen un hire Bierger sollen am Zentrum stoen.

An heimat ginn ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Lies. Nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci, Här President. 1979 sinn ech zu Jonglënster an d'éischt Schouljoer komm.

Plusieurs voix.- Aah!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer net mam Koseng!

M. Gilles Baum *(DP).*- Awer net mam Koseng.

(Hilarité et interruptions)

Wann dat elo vläicht am Kader vun der Fusioun vu Rouspert...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Just den Här Baum huet d'Wuert.

M. Gilles Baum *(DP).*- Wann dat elo am Kader vun der Fusioun vu Rouspert a Mompech irrelevant schéngt, muss ech awer soen, dass genau an deem Joer d'Gemeng Jonglënster mat der Gemeng Roudemer fusionéiert huet. Voilà.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Baum *(DP).*- A well ech mech scho laang fir meng Gemeng an hir Entwécklung interesséieren, kann ech Iech soen, dass déi Fusioun, déi 1979 gemaach ginn ass, absolutt richteg war. Et gouf scho virun 1979 eng ganz Rei Synergien tëscht deenen zwou Gemengen. An duerch d'Fusioun huet d'Gemeng Jonglënster eng rasant Entwécklung erlieft am Beräich vun den Infrastrukturen, am Beräich vum Wunnengsbau an am Beräich vun der Ekonomie. Mat ronn 7.500 Awunner haut, e sëllechen Aarbechtsplazen, engem Lycée an awer och der Kategorisatioun als CDA-Gemeng spillt Jonglënster sonner Zweiwel eng wichteg an eng zentral Roll am Osten.

D'Gemengepolitik huet ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng wichteg Roll gespillt a fir d'DP ass et kloer, dass d'Gemengen e Service de proximité fir d'Bierger musse sinn. An dës Bierger, dat wësse mer alleguer heibannen, ginn ëmmer méi usprochsvoll. Wëllt een dem Bierger dee beschtméigleche Service ubidden, da brauch een d'Moyenen, an duerch eng Fusioun klammen d'Moyenen, fir dem Bierger besser Servicer ubidden ze kënnen.

Eng Fusioun ass d'Geleeënheet, fir Synergien ze schafen an ze notzen, do, wou Synergië sënnvoll sinn. Dat reduzéiert d'Käschte fir d'Gemengen an erhéicht d'Qualitéit vum Service um Bierger.

D'DP ass der Meenung, dass déi regional Kooperatiounen um Gemengenniveau gradesou sënnvoll kënne si wéi Fusiounen, déi d'Bierger net wëlle matdroen. Mir erkennen awer och, dass d'Gemenge sech nei orientéiere mussen, sech nei opstelle mussen, fir deenen neien Erausfuerderunge vun eiser Zäit gerecht ze ginn a fir e Kader ze schafen, an deem d'Famillje sech kënnen nidderloossen a wuelfillen.

Fusioune musse vun ënnen erop wuessen a kënnen net vun uewen erof diktéiert ginn. Wichteg ass, dass d'Awunner gefrot ginn a sech och fir eng Fusioun ausschwätzen. An duerfir ass d'Demokratesch Partei fir de Prinzip vun de Gemengefusiounen, awer just verbonne mat engem verbindleche Referendum.

M. André Bauler *(DP).*- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Här President, déi nei Gemeng Rouspert-Mompech wäert no der Fusioun mat 3.500 Awunner eng vun deene gréisseren am Oste sinn a sech aus eelef Uertschaften zesummesetzen. Ech wëll déi eng Kéier ernimmen, well déi ginn och net grad all Dag hei an der Chamber genannt. Dat si Buer, Hierber, Méischdref, Mompech, Giwenech, Dickweiler, Giischt, Hénkel, Uesweller, Rouspert a Steenem. An déi Gemengeresponsabel si schonn amgaangen, d'Zukunft ze preparéieren, well se si schonn amgaangen, zesummen eng Sportshal mat Maison relais zu Rouspert ze bauen.

Ech wëll op dëser Plaz den Hutt zéie virum Joseph Schoellen, dem Buergermeeschter vu Mompech, mat sengem Schäffen- a Gemengerot, awer och virum Romain Osweiler, dem Buergermeeschter vu Rouspert, mat sengem Schäffen- a Gemengerot fir hiren Asaz fir dës Fusioun, net nëmme well si ganz engagéiert Politiker sinn, mä besonnesch well et zwee ganz gutt Kolleege vu mir sinn.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gilles Baum *(DP).*- Respekt fir Ären Engagement! Dir gitt elo mat 58 km² och nach déi flächeméisseg gréisst Gemeng am Osten, an dat ass en Challenge. Wa mer wëssen, dass an deene ländleche Gemengen d'Infrastrukturen awer méi wäit auserneeleien, wësse mer, dass mer an Zukunft och do mussen d'Finanzsituatioun am Bléck behalen.

(Brouhaha)

Ech sinn iwwerzeegt, dass déi nei Gemeng sech gutt entwéckele wäert, an ech si sécher,

Rouspert-Mompech, dat gëtt e staarkt Stéck Osten.

Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn an natierlech och der charmanter Rapportrice Merci ze soe fir hire Rapport.

Plusieurs voix.- Ooh!

(Exclamations)

M. Gilles Baum *(DP)*.- Wa schonn, da schonn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Also Här Kox, als nächste Riedner: D'Lat läit héich.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Et bleift net méi vill bäizefügen. Fir d'Eischt wëll ech der Rapportrice Merci soe fir dee mëndlechen a schréftleche Rapport, dee si hei gemaach huet zu der Fusioun vu Rouspert a Mompech.

Selbstverständlech wéilt ech, als een aus der klengster Gemeng aus dem Osten, souguer der klengster Gemeng aus dem Land, hinnen alles Guddes wënschen. Ech mengen, mir hu selwer scho vill zesummegeschafft. Insbesonders mat Rouspert hate mer an der Vergaangenheet eng ganz gutt Zesummenaarbecht an dofir wëll ech op eng sympathesch Feier hiweisen, de Buergermeeschter weess et vläicht, se hunn näämlech e Jonggesellenabschid virgesinn, soudass där Hochzäit, déi elo bevirsteet, näischt méi am Wee steet. An ech freeë mech, op déi Feier ze kommen, déi bei Iech an der Gemeng ass, an dann hoffen ech awer och op eng flott Hochzäitsrees. Allez, vill Spaass an eng gutt Zukunft fir Är Gemengefusioun.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dann den Här Gibéryen. Et gëtt ganz schwéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech gëtt ganz schwéier. Merci, Här President.

(Brouhaha)

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech hunn den Accord vun eiser Fraktioun vergiess.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wëll och vun eiser Säit aus der charmanter a sympathescher Rapportrice Merci soe...

(Brouhaha et hilarité)

...fir dee formidabele Rapport, dee se eis hei iwwert déi Fusioun gemaach huet, déi mer sécherlech heibannen alleguer begréissen.

Dir frot Iech och sécherlech, firwat datt dann och elo nach een aus dem Süden iwwer eng Fusioun aus dem Oste schwätzt.

(Brouhaha)

Maja, Här President, dat geet relativ wäit zréck. Et war näämlech den 29. Juni 1950, et war e ganz schéinen, sonnegen Dag,...

(Hilarité)

...hunn ech mer soe gelooss, do sinn ech an der Gemeng Mompech, näämlech zu Buer, op d'Welt komm.

(Brouhaha et hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- En historescht Ereegnis!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An d'Kiischt um Kuch: Et war zu Buer am Schlass.

(Exclamations)

Ech sinn awer elo net adeleg, mä nom Krich, mäi Papp war Douanier, hunn d'Douanieren zu Buer am Schlass gewunnt an duerfir sinn ech eben do op d'Welt komm. An duerfir hoffen ech, Här President, datt duerch déi Fusioun, där mer selbstverständlech zoustëmmen, wann elo geplënnert gëtt, de Gebuerteregëster net verluer geet.

(Hilarité)

Well et wier awer schued, wa keng Trace géif bleiwen, datt ech och eng Kéier op d'Welt komm sinn.

Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. No dëser Diskussioun gesinn ech an, dass ech dem Här Bauler onrecht gedoen hunn.

Une voix.- Aah!

M. André Bauler *(DP)*.- Ech soen Iech Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech géif dann d'Wuert direkt un den Här Innenminister weiderginn. Den Här Bauler huet selbstverständlech eng zegutt.

(Brouhaha)

An den Här Kersch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Ech verspriechen och, dass ech weder eng Cousine zu Mompech hunn an och net do gebuer sinn. Duerfir komme mer vläicht direkt zu deem Wesentlechen, dat ass näämlech, der Rapportrice ze gratuléiere fir wierklech en exzellente Rapport, deen alles opgezielt huet, vervollstännegt och nach duerch déi Donnéeën, déi den Här Lies bäigefüügt huet.

Ech wëll soen, dass dat fir mech dee véierten erfollegräiche Fusiounsprozess war, deen ech konnt begleeden. Leider war e fënnefte Versuch net gradesou erfollegräich. An esou, wéi et hei virdrun och schonn ugeschwat ginn ass, mengen ech, gëtt et iwwerparteilech e Konsens, dass mer dee Fusiounsprozess vun de Gemenge wëllen zesumme weiderdreiwen.

Ech perséinlech ginn och dervunner aus, dass mer no de Gemengewahlen deen een oder anere Projet, deen elo blockéiert gëtt opgrond vun Decisioune vun eenzelne Politiker, erëm kënnen nei undreiwen. Op jidde Fall erwaarden ech mer, dass mer zesummen dee Wee kéinte bestreiden.

Doriwwer eraus wëll ech just soen, dass wierklech eng gewësse Portioun Courage derzou gehéiert, fir seng Biergerinnen a Bierger ze iwwerzeegen, dëse Fusiounsprozess anzegoen. Hei zu Rouspert an zu Mompech ass dat, mengen ech, à l'excellence gelongen. An duerfir all meng Felicitatiounen. Dir hutt alles richteg gemaach.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Innenminister. An da wëlle mer dat Ganzt elo zu engem perfekten Ofschloss brénge mat der Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7035 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Besser kéint et net goen: D'Fusioun huet 60 Pätteren a Giedelen, unanime. Also ass de Projet 7035 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Cécile Hemmen), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Hilarité)

An ech froen d'Chamber dann nach just, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Den nächste Rendez-vous ass muer um zwou Auer fir de Rescht vum Ordre du jour.

Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 18.11 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os}35, 36 et 37

35^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 460

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

- Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 460-470

7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques p. 471

6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments p. 471-473

Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats p. 473-474

6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

et

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012 p. 474-477

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 477-478

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale p. 478-479

36^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 480

Communications p. 480

Ordre du jour p. 480

Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse p. 480-489

7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques p. 489

37^{e} séance

Ouverture de la séance publique p. 490

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 490

- Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture p. 490-491

- Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 491

- Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 491-492

- Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 492

- Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 492

- Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 492-493

- Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 493

- Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 493-494

- Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État p. 494

Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale p. 494-495

Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine p. 495-504

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport p. 504-506

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2911	Aly Kaes, Marc Spautz	Rapports collectifs du travail
2939	Claude Lamberty, Max Hahn	Travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie
2940	Léon Gloden, Emile Eicher	Structures d'accueil pour enfants
2941	Marc Angel, Franz Fayot	Nuisances sonores générées par les vols de nuit
2944	Serge Wilmes, Marc Lies	Fermeture de la rue Christoph Willibald Gluck
2945	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Groupe de travail «langues»
2949	Claude Adam	Diversité des rythmes scolaires
2950	Gilles Baum	«Blue Whale Challenge»
2964	Max Hahn	Pistes cyclables
2966	Fernand Kartheiser	Campagne de la station de radio 100,7
2967	Max Hahn, Gusty Graas	Sécheresse
2969	Marc Spautz	Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette
2972	Marcel Oberweis	Projet du Fonds du logement à Steinsel
2973	Laurent Mosar	Échange automatique d'informations
2974	Fernand Kartheiser	Situation des langues dans le système judiciaire
2975	Gusty Graas	Autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg
2976	Martine Hansen	Mise à disposition de tablettes tactiles aux lycéens
2978	Sylvie Andrich-Duval, Jean-Marie Halsdorf	Agence immobilière sociale
2981	Max Hahn, Claude Lamberty	Pistes cyclables autoéclairantes
2982	Marc Spautz	Offices sociaux
2983	Martine Mergen	Offre de services transfrontalière
2984	Léon Gloden	Simplification administrative
2985	Fernand Kartheiser	Couloir de bus
2987	Martine Mergen	Inventaire scientifique du Service des sites et monuments nationaux
2992	Octavie Modert	Commande musicale pour la Fête nationale 2017
2993	David Wagner	Élection des membres du Conseil national pour étrangers
2994	Henri Kox, Gérard Anzia	Production de lait au Luxembourg
2995	Max Hahn	Formation des sapeurs-pompiers
2996	Nancy Arendt	Internat du «Sportlycée»
2997	Jean-Marie Halsdorf	Permanences et urgences pédiatriques
2998	Laurent Mosar	Éligibilité pour les élections communales
2999	Lex Delles	Taux d'intérêts négatifs appliqués à partir du 1er juillet 2017 par POST Luxembourg
3000	Aly Kaes	Énergie solaire
3001	Félix Eischen	Logements précaires
3002	Laurent Mosar, Gilles Roth	Arrêt C-682/15 de la Cour de justice de l'Union européenne
3003	Marc Baum	Demandeurs d'asile LGBTI
3005	Claude Lamberty	Internat du «Sportlycée»
3006	Fernand Kartheiser	Cours de langue luxembourgeoise dans le cadre de la loi sur la nationalité luxembourgeoise
3007	Alexander Krieps, Gusty Graas, Edy Mertens	Utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de la santé
3010	Laurent Mosar	Position du Gouvernement relative à un embargo européen sur les ventes d'armes au Royaume d'Arabie saoudite
3011	Diane Adehm, Gilles Roth	Nationalité luxembourgeoise
3034	Marc Lies	Fonds du logement
3038	Marco Schank, Martine Hansen	Réserves en eau potable

Question 2911 (10.04.2017) de **MM. Aly Kaes** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **rapports collectifs du travail:**

Dans le contexte des discussions en cours sur l'organisation future du temps de travail, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Combien de conventions collectives en vigueur accordent aux salariés concernés plus de 25 jours de congé annuel payé? Combien de conventions collectives comportent des jours additionnels par rapport aux dix jours fériés légaux? Combien de conventions collectives prévoient plus de 25 jours de congé annuel payé et des jours en sus des jours fériés légaux? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations par branche? Combien de salariés (féminin et masculin) profitent à chaque fois de ces jours de congé supplémentaires?

2. Combien de conventions collectives stipulent une durée hebdomadaire de travail en dessous de 40 heures? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations par branche? Combien de salariés (féminin et masculin) bénéficient d'une durée hebdomadaire de travail inférieure à 40 heures?

3. Combien de conventions collectives prévoient la conclusion d'accords subordonnés portant sur l'aménagement de la durée de travail? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le contenu de ces accords subordonnés en termes d'aménagement du temps de travail? Combien de salariés (féminin et masculin) sont concernés par ces accords subordonnés?

4. Qu'en est-il des accords en matière de dialogue social interprofessionnel ou des accords d'entreprise?

5. Combien de conventions collectives stipulent des périodes de référence au-delà d'un mois? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir ces informations par branche et le nombre de salariés (féminin et masculin) concernés à chaque fois?

6. Combien d'accords (hors conventions collectives) contiennent actuellement déjà des périodes de référence? Quels sont ces accords et quelles sont les périodes de référence y prévues?

Q222

Réponse (22.06.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Suite à la procédure de dépôt des conventions collectives de travail nouvellement introduite par la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail et l'introduction d'un processus de numérisation, mes services disposent des conventions collectives de travail et avenants y relatifs déposés au cours de la période 2005-2017.

Partant, les informations qui suivent se rapportent uniquement aux secteurs et aux entreprises pour lesquelles une convention collective de base a été déposée au cours de la période 2005-2017:

- conventions collectives déclarées d'obligation générale: 29;

- conventions collectives d'entreprise: 178.

Cependant, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas de données relatives à l'effectif des entreprises ou branches concernées et les réponses ne peuvent donc pas être ventilées en fonction du nombre de salariés (h/f) qui sont concernés par les dispositions conventionnelles respectives.

ad 1.

- Onze conventions collectives déclarées d'obligation générale et

- 169 conventions collectives individuelles accordent aux salariés plus de 25 jours de congé annuel payé.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- Six conventions collectives déclarées d'obligation générale prévoient des jours fériés ou chômés additionnels par rapport aux dix jours fériés légaux et trois CCT prévoient à la fois des jours fériés additionnels et plus de 25 jours de congé légal (salariés du secteur «Bâtiment et génie civil», les salariés permanents des entreprises de travail intérimaire, ainsi que les ouvriers de l'État);

- 55 conventions collectives individuelles d'entreprise accordent aux salariés des jours fériés ou chômés additionnels et 42 entreprises accordent aux salariés et des jours fériés additionnels et plus de 25 jours de congé annuel payé.

Conventions collectives d'entreprises individuelles

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2.

- Une convention collective déclarée d'obligation générale et

- 14 conventions collectives individuelles d'entreprise stipulent une durée hebdomadaire de travail en dessous de 40 heures.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. La convention collective des salariés des garages prévoit dans son article 7.3. la conclusion de tels accords subordonnés:

„...7.3. In diesem Fall besteht die Möglichkeit über eine Betriebsvereinbarung mit der Personalvertretung oder den betroffenen Arbeitnehmern die Arbeitszeitenregelung laut Artikel L.211-6. des Arbeitsgesetzbuches einzuführen. Alle über diese Arbeitszeit der Betriebsvereinbarung hinaus geleisteten Stunden und angefangene Stunden gelten als Überstunden."

Toutefois, mes services ne disposent pas de tels accords d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail.

ad 5.

- Dix conventions collectives déclarées d'obligation générale et

- 64 conventions collectives individuelles prévoient un période de référence au-delà d'un mois.

Conventions collectives déclarées d'obligation générale

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Conventions collectives individuelles d'entreprise

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4.+6. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire ne dispose pas d'informations concernant les accords d'entreprise.

En ce qui concerne les accords en matière de dialogue social interprofessionnel, quatre textes prévoient des dispositions en matière d'organisation du temps de travail, y compris des périodes de référence:

- accord interprofessionnel du 22 mars 2017 relatif à l'aménagement du temps de travail dans le secteur de la navigation intérieure conclu entre Fedil Barging, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part:

«Le temps de travail peut être prolongé conformément à la clause 4 tant que, sur une période de douze mois (période de référence), une moyenne de 48 heures par semaine n'est pas dépassée»;

- accord interprofessionnel dans le domaine des transports professionnels de marchandises par route conclu entre le Groupement des Entrepreneurs du Transport asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur une période de référence de quatre mois, sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures»;

- accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre le Groupement des entrepreneurs de transport asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur une période de référence de quatre mois, sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence de quatre mois peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures»;

- accord interprofessionnel réglant certains aspects en matière d'organisation du temps de travail conclu entre la Fédération luxembourgeoise des exploitants d'autobus et d'autocars asbl, d'une part, et les syndicats LCGB, OGB-L/ACAL, d'autre part:

«La durée hebdomadaire de travail est limitée à 48 heures en moyenne, calculée sur:

- une première période de référence d'un mois courant du 1er mars au 31 mars 2008,

- de deux périodes de référence de quatre mois courant respectivement du 1er avril au 31 juillet 2008 et du 1er août au 30 novembre 2008,

sans que pour autant la durée hebdomadaire prise isolément ne puisse dépasser 60 heures. La durée de la période de référence peut être réduite sur décision de l'entreprise, la délégation du personnel entendue dans son avis, sans que pour autant la durée hebdomadaire moyenne de travail et la durée de travail hebdomadaire prise isolément ne puissent excéder les limites de respectivement 48 et 60 heures.»

Question 2939 (27.04.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie:**

Après plus de 25 ans dans des locaux datant de la fin des années 80, il a été décidé de procéder à la construction d'un nouveau bâtiment scolaire pour les besoins du Lycée technique de Bonnevoie, notamment sous forme d'un partenariat public-privé, dit «PPP».

Or, il me revient que les travaux de construction ont été interrompus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'interruption des travaux de construction?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur les causes de cet arrêt de travaux?

- Est-ce que le Gouvernement entend toujours faire réaliser les travaux via un partenariat public-privé?

- Les ministres peuvent-ils déjà se prononcer sur une date approximative de reprise des travaux?

- Est-ce que la mise en service des nouvelles infrastructures est toujours prévue pour la rentrée scolaire 2020-2021?

Réponse commune (03.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'emblée, il convient de souligner que les travaux de construction du nouveau Lycée technique de Bonnevoie n'ont pas encore débuté.

Nonobstant, il s'est avéré lors de la procédure d'appel d'offres qu'aucune des candidatures remises n'a été conforme aux exigences stipulées dans l'avis de marché publié en janvier 2017. En effet, une nouvelle procédure d'appel d'offres sera lancée dans les semaines à venir, ce qui retardera le projet d'au moins trois mois.

Par conséquent, la mise en service des nouvelles infrastructures du Lycée technique de Bonnevoie, initialement prévue pour la rentrée scolaire 2020-2021, se décalera probablement également de trois mois.

Question 2940 (27.04.2017) de **MM. Léon Gloden** et **Emile Eicher** *(CSV)* concernant les **structures d'accueil pour enfants:**

À partir de la rentrée 2017-2018, tous les enfants âgés de un à quatre ans bénéficieront d'un encadrement gratuit de 20 heures par semaine (au maximum pendant 46 semaines par an) dans le cadre du programme d'éducation plurilingue. La formation du personnel débutera en septembre 2017. Ensuite le personnel sera augmenté en nombre de l'ordre de 10% par rapport à la clé de répartition actuelle.

Dans la mesure où une telle gratuité partielle de l'encadrement risque d'engendrer une pénurie de places dans les structures d'accueil, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que la gratuité partielle conduise à une hausse de la demande de places dans les structures, obligeant les structures à augmenter leur capacité d'accueil?

- Dans le cadre des structures conventionnées, quels impacts cette mesure aura-t-elle sur le budget des communes et leurs plans pluriannuels en termes d'investissements en infrastructures?

- Monsieur le Ministre a-t-il informé les communes sur le coût supplémentaire à prévoir pour réaliser ces changements futurs?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'augmenter l'aide financière de l'État allouée aux communes pour couvrir les investissements futurs en infrastructures d'accueil?

Réponse (03.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Au niveau de l'éducation non formelle, l'accent est mis sur la qualité de l'encadrement des enfants. Les services d'éducation et d'accueil se voient investis d'une mission de service public. Par leur action éducative ils contribuent à la cohésion de la société et à préparer les enfants au système scolaire luxembourgeois, en offrant ainsi une plus grande égalité des chances pour tous. La mission de service public qui leur est conférée consiste également à contribuer à l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale dans la société luxembourgeoise.

Dans ce contexte et pour atteindre ces objectifs, le programme d'éducation plurilingue sera accessible à tous les enfants inscrits dans un service d'éducation et d'accueil et âgés de un an jusqu'à leur âge de scolarisation. Les enfants bénéficieront d'un encadrement gratuit de 20 heures par semaine, pendant un maximum de 46 semaines par an.

Actuellement et au niveau national, l'encadrement des jeunes enfants est assuré par 112 services d'éducation et d'accueil, bénéficiant d'une convention financière avec l'État, et par 298 services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale.

La population totale des enfants âgés de un à trois ans (révolus) est estimée à 18.800 enfants[1]. Actuellement 9.571 enfants[2] fréquentent un service d'éducation et d'accueil, soit 51% de la population totale.

Parmi eux, 3.430 fréquentent un service d'éducation et d'accueil conventionné par l'État et 6.141 enfants un service d'éducation et d'accueil à vocation commerciale. À ceux-ci s'ajoutent 935 enfants qui sont accueillis par une assistante parentale. Au total 56% des enfants au Luxembourg bénéficient d'un mode d'accueil payant de l'éducation non formelle.

L'éducation précoce représente une autre offre éducative pour le groupe d'âge des enfants âgés de trois à quatre ans; 4.370 enfants en profitent. On peut en conclure que le nombre de jeunes enfants bénéficiant d'une mesure éducative est bien supérieur à 56%.

Dès la mise en place du chèque-service accueil en 2009, offrant une gratuité partielle de l'accueil, on a pu observer que le secteur a toujours su s'adapter à une demande croissante de places d'accueil.

Des chiffres présentés ci-devant il ressort que 36% des enfants âgés de un à trois ans sont accueillis dans un service d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État et 64% dans un service à vocation commerciale. Cette diversité de l'offre permet aux parents de choisir le mode d'accueil qu'ils jugent le mieux adapté pour leurs enfants.

Pour les gestionnaires de services d'éducation et d'accueil de la petite enfance conventionnés par l'État, le ministère prévoit actuellement, au choix du gestionnaire, soit une aide au niveau des frais d'infrastructures et un taux de subventionnement de la participation étatique de 75% aux frais de fonctionnement, soit aucune aide en termes d'infrastructures, mais une participation étatique de 100% aux frais de fonctionnement. Les frais de personnel sont inclus dans les frais de fonctionnement.

Afin de soutenir les services d'éducation et d'accueil dans l'implémentation du programme d'éducation plurilingue au niveau de ces frais, l'État augmente de 10% le nombre d'heures d'encadrement des enfants éligibles au programme d'éducation plurilingue. Cette augmentation constitue un «contingent d'heures tampon» pouvant être utilisé comme temps de présence auprès des enfants, ou comme temps de préparation et de réalisation de tâches diverses liées à l'implémentation du programme. Ces heures seront entièrement subventionnées par l'État et donc pas à charge des communes.

Le ministère se concerte de manière continue avec les représentants des secteurs conventionnés, communaux et commerciaux et s'échange avec ses partenaires sur les différents aspects d'ordre pédagogique, administratif et financier liés à la mise en œuvre du projet de loi 7064.

Question 2941 (28.04.2017) de **MM. Marc Angel** et **Franz Fayot** *(LSAP)* concernant les **nuisances sonores générées par les vols de nuit:**

L'aéroport international de Luxembourg dispose d'une piste de décollage et d'atterrissage sur laquelle le trafic aérien s'opère, soit en direction sud-ouest > nord-est (piste 06), soit en sens inverse (piste 24). Pour des raisons de sécurité notamment, et afin de garantir un bon déroulement des opérations aéroportuaires, la piste n'est en principe ouverte que dans un seul sens. L'ouverture de la piste dans l'un ou dans l'autre sens est en général fonction des conditions météorologiques.

Or, il est de notoriété publique dans les quartiers et localités dans les environs immédiats de l'aéroport que surtout pendant la nuit, à partir de 23.00 heures ou de minuit, le principe de l'ouverture de la piste dans un seul sens est abandonné au profit d'une ouverture alternante, voire «au cas par cas».

Concrètement, cela signifie que souvent, les avions atterrissent sur la piste 06 et décollent sur la piste 24. Il paraît que cette pratique arrange plus particulièrement les compagnies de fret aérien, alors que le principal centre de fret se situe à l'extrémité orientale de la zone aéroportuaire. Or, cette pratique a pour conséquence que tant les atterrissages que les décollages s'opèrent au-dessus des zones densément peuplées de la ville de Luxembourg et des communes et localités limitrophes.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il décrire de façon plus détaillée les procédures qui régissent les opérations aéroportuaires et plus particulièrement les critères qui déterminent le choix des pistes d'atterrissage et de décollage après 23.00 heures notamment?

- La pratique évoquée ci-dessus est-elle tolérable du point de vue de la sécurité aérienne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que cette pratique se justifie au vu des nuisances qu'elle génère pour les zones d'habitation densément peuplées du sud de la ville de Luxembourg et des communes avoisinantes?

- Les statistiques sur les mouvements aéroportuaires respectivement le journal tenu par la tour de contrôle («Hauptflugbuch») renseignent-ils sur les pistes empruntées par les avions au décollage et à l'atterrissage? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il marquer son accord avec une publication (du moins partielle et anonymisée) de ce journal? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de compléter à l'avenir ledit journal en y intégrant les informations sur la piste empruntée par un avion au décollage et à l'atterrissage?

Réponse (26.06.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Renseignements pris auprès des services responsables de l'Administration de la navigation aérienne, il s'avère que les faits relatés par les honorables Députés se présentent différemment sur le terrain.

En effet, les critères qui définissent l'utilisation de la piste en usage sont de deux types:

1) La direction du vent, puisque les avions atterrissent et décollent face au vent. Chaque type d'appareil a ses propres limitations opérationnelles déterminées par les composantes de vent arrière et transversal qu'il peut accepter lors de l'atterrissage et du décollage;

2) Les conditions de visibilité. Si la piste 24 est équipée d'un système d'atterrissage aux instruments (ILS) permettant d'atterrir dans des conditions de visibilité très réduite (200 pieds de plafond et 175 mètres de portée visuelle de piste, condition CAT III), la piste 06 ne permet l'atterrissage que jusqu'aux conditions de visibilité CAT I (hauteur de décision d'au moins 200 pieds et portée visuelle de piste d'au moins 550 mètres).

C'est l'application de ces deux critères qui garantit la sécurité aérienne. Il convient de préciser que les critères précités s'appliquent, quelles que soient les heures d'utilisation de l'aéroport.

En principe, un équipage d'avion peut toujours demander une autre piste que celle en usage. Dans ce cas, les contrôleurs aériens de la tour de contrôle peuvent l'autoriser en fonction des conditions de trafic. Pourtant, ces demandes restent exceptionnelles.

Pour ce qui est des statistiques, la piste en service est enregistrée dans le système FDP (flight data processing system). Comme la décision sur la sélection d'une piste doit prendre en compte toutes les circonstances et évaluations de risques décrites ci-dessus, une publication partielle de ces données n'est pas indiquée en l'occurrence.

Question 2944 (28.04.2017) de **MM. Serge Wilmes** et **Marc Lies** *(CSV)* concernant la **fermeture de la rue Christoph Willibald Gluck:**

Il nous revient que dans le cadre du réaménagement du Ban de Gasperich et du lotissement de la Cloche d'Or, la rue Christoph Willibald Gluck risquerait d'être fermée à la circulation.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons exactes?

Réponse (07.06.20117) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans l'état actuel de la planification constructive du nouveau carrefour Gluck et du lot 1 du Ban de Gasperich, il est prévu que la rue Ch. W. Gluck reste accessible à partir de ce nouveau carrefour Gluck en tournant à droite depuis le nouveau boulevard Kockelscheuer qui traversera le Ban de Gasperich jusqu'au pôle d'échange Cloche d'Or. L'accès à la rue depuis le boulevard Kockelscheuer, en provenance du Ban de Gasperich et en tournant à gauche, ne serait pas possible. En provenance de la rue Ch. W. Gluck, le tourne-à-droite sur le boulevard Kockelscheuer vers le Ban de Gasperich est obligatoire, tandis que le tourne-à-gauche vers le carrefour Gluck ne sera pas possible.

[1] Source Statec, 01/01/2017

[2] Source MENJE, période de facturation CSA d'avril 2017

La réglementation de la circulation dans la rue Ch. W. Gluck ne relève pas de la compétence de mes services, mais des autorités communales de la ville de Luxembourg. En effet, la rue Ch. W. Gluck ne relève pas de la voirie de l'État, mais de la voirie communale. Or, en application de l'art. 5, paragraphe 3 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, «[...] les autorités communales peuvent réglementer ou interdire en tout ou en partie, temporairement ou de façon permanente la circulation sur les voies publiques du territoire de la commune pour autant que ces règlements communaux concernent la circulation sur la voirie communale [...]».

Question 2945 (28.04.2017) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **groupe de travail «langues»:**

Selon un article du «Land» en date du 17 mars 2017, un groupe de travail «langues» aurait été chargé au niveau de l'enseignement secondaire d'élaborer un concept linguistique qui englobe l'aménagement de l'enseignement des langues depuis l'enseignement fondamental jusqu'à la fin de la scolarité.

En tenant compte de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur la composition du groupe de travail?

3) Quelles en sont les missions?

4) Dans quels délais le groupe en question devrait-il présenter ses conclusions?

Réponse (03.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) et 2) Je confirme qu'un groupe de travail «langues» a été chargé de réfléchir sur l'enseignement et l'apprentissage des langues de l'enseignement non formel à l'enseignement secondaire en passant par l'enseignement fondamental. Ce groupe de travail est composé de collaborateurs de différents services représentant tous les secteurs de l'éducation, niveaux d'études et ordres d'enseignement. Il s'agit donc d'un groupe transversal qui peut ainsi développer une vision et un concept global et durable de la politique éducative linguistique à mettre en œuvre, et se concentrer notamment sur les problématiques des transitions entre les différents moments de la scolarité de nos jeunes, que ce soit au niveau des contenus, des méthodologies ou du statut des langues de l'école.

ad 3) La mission principale de ce groupe de travail est de permettre un échange entre les différents acteurs en charge de dossiers relatifs à l'enseignement des langues dans les secteurs de la petite enfance jusqu'au secondaire dans un souci de garantir une cohérence du système et de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, des lignes directrices communes. La question du plurilinguisme, de sa signification et concrétisation dans les différentes étapes du parcours scolaire de l'élève en est un exemple.

ad 4) Les conclusions fournies par le groupe de travail trouvent leur effet dans les différents concepts élaborés et projets menés. Il s'agit de porter les conclusions auxquelles a abouti le groupe de travail sur le terrain et de réaliser en coopération avec les enseignants une politique éducative linguistique réaliste et durable.

Au secondaire en particulier, l'élaboration d'un concept participe à la fois d'une démarche institutionnelle en cohérence avec l'approche de l'enseignement fondamental et d'une démarche participative avec une implication concrète des enseignants grâce à des manifestations comme la journée des langues où des discussions concernant des pistes concrètes de mise en œuvre de la politique ont lieu entre des collaborateurs de mon Ministère et les enseignants.

Q224

Question 2949 (02.05.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **diversité des rythmes scolaires:**

Au Luxembourg, l'État et les communes se partagent la responsabilité de l'école fondamentale et œuvrent ensemble à l'enseignement et à l'encadrement des enfants âgés en principe de trois à douze ans. Les communes sont compétentes, entre autres, pour l'organisation scolaire. La gestion pratique de l'organisation du cycle appartient aux écoles. Chaque commune dispose du droit de décider sur l'horaire appliqué dans ses écoles fondamentales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre dispose d'un tableau permettant un aperçu des différents rythmes scolaires pratiqués dans les écoles fondamentales du Grand-Duché? Par exemple, dans combien de communes

- les cours commencent-ils avant 8.00 heures le matin,

- y a-t-il toujours des cours le samedi matin,

- n'y a-t-il pas de cours les après-midi?

2. Quel est l'horaire le plus souvent pratiqué?

3. Est-ce qu'il y a des rythmes «best practice» que le Gouvernement pourrait recommander? Dans l'affirmative, quels sont ces rythmes?

Réponse (03.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

L'horaire général de l'enseignement fondamental est déterminé par le règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

Selon l'horaire le plus pratiqué à travers les écoles fondamentales du pays, les classes commencent à 8h00 du matin. Des décalages par rapport à cet horaire sont, dans la majorité des cas, motivés par l'organisation du transport scolaire.

Le tableau suivant renseigne sur la répartition des débuts des cours:

Heure début					
7h30	7h35	7h40	7h45	7h50	7h55
Nombre de classes					
9	2	36	109	861	559
Heure début					
7h58	8h00	8h05	8h10	8h12	8h15
Nombre de classes					
28	1386	72	45	4	58

Remarque: Les indications se font sur le nombre de classes concernées; comme dans certaines communes les horaires diffèrent en fonction du bâtiment concerné, les indications fournies par commune induiraient en erreur.

Le plan d'études dispose que l'horaire des cycles 2 à 4 comprend 28 unités hebdomadaires d'enseignement direct. Comme l'horaire type comportant quatre unités le matin et deux unités l'après-midi ne couvre que 26 unités, il faut répartir les deux leçons restantes sur les cinq jours du lundi au vendredi:

- soit en ajoutant une cinquième leçon les mardis et jeudis matin;

- soit en insérant une leçon partielle dans l'horaire de tous les jours du lundi au vendredi, la somme de ces leçons partielles revenant à deux unités.

Certaines grandes communes (Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Differdange, Dudelange, Sanem notamment) ont opté pour l'ajout d'une cinquième leçon les mardis et jeudis en fin de matinée alors que beaucoup des petites ou moyennes communes ont opté pour l'ajout de leçons partielles en cours de matinée chaque jour de classe.

Quelques exceptions subsistent:

- deux communes et un syndicat scolaire intercommunal ont cours le samedi ou certains samedis, en total 42 classes. Le début de l'enseignement dans ces classes est à 7h45, respectivement à 7h55.

- une commune et un syndicat scolaire n'ont pas de cours l'après-midi, 31 classes sont concernées par cet horaire qui tient compte des longs chemins scolaires des élèves.

L'école à journée continue Jean Jaurès à Esch-sur-Alzette accueille les enfants dès 7h00 du matin et intègre plages d'apprentissage avec plages à dessein éducatif.

Il y a également lieu de signaler le début retardé d'un grand nombre de classes du cycle 1 pour que la fin des cours coïncide avec celle des autres cycles, compte tenu du fait que le cycle 1 ne comprend que 26 unités hebdomadaires et les cycles 2 à 4 en comptent 28.

Question 2950 (02.05.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant le **«Blue Whale Challenge»:**

Le «Blue Whale Challenge» est une pratique qui s'est répandue à travers les réseaux sociaux à partir de la Russie avant d'arriver en Occident.

Enrôlés par un «parrain» ou «tuteur», ce jeu macabre incite les victimes à se soumettre à une série de défis de risque croissant dont l'ultime étape conduit au suicide.

En France, le Ministère de l'Éducation nationale a demandé à tous les membres de la communauté éducative d'adopter «la plus grande vigilance face à ce jeu qui peut attirer des jeunes vulnérables, en pleine construction de leur identité, face à la pression du groupe». La Police nationale a également lancé une campagne de prévention.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de l'Économie, de la Sécurité intérieure et de la Défense:

1) Messieurs les Ministres sont-ils au courant de cette pratique malsaine?

2) Messieurs les Ministres ont-ils des informations concernant une éventuelle propagation de ce challenge au Luxembourg?

3) Est-ce qu'une campagne de prévention est prévue?

Réponse commune (22.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Le phénomène du «Blue Whale Challenge» n'est pas un phénomène nouveau. Depuis l'utilisation des nouveaux médias, du contenu illicite et du contenu déviant existent. Ils sont propagés par des utilisateurs qui prônent la violence ou le racisme via ces nouveaux médias. Il s'agit de phénomènes qui ont pour but de présenter par des blogs, des vidéos ou des jeux du contenu qui promeut la violence à l'égard de l'autre ou vis-à-vis de soi-même et à inciter l'utilisateur à participer à son tour à la propagation du contenu en y prenant un rôle actif.

Dans le cas concret du «Blue Whale Challenge», il s'agit d'une fausse information relative à un «jeu» suicidaire, fictif et non réel, né dans les réseaux sociaux. Le soi-disant «jeu» consiste à relever cinquante défis violents vis-à-vis de soi et promeut la déstabilisation psychique voire le suicide de l'utilisateur.

Les ministres sont au courant de la problématique et de ce phénomène spécifique et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en contact régulier avec les acteurs pédagogiques et socio-éducatifs de ses services, ainsi qu'avec ses experts techniques afin d'observer la situation et de suivre son évolution.

ad 2) Jusqu'à l'heure actuelle, les départements ministériels ainsi que la police, les acteurs du secteur de la jeunesse et les experts des programmes «BEE SECURE» et «Kanner-Jugendtelefon - Helpline BEE SECURE», n'ont pas connaissance d'une propagation spécifique au Luxembourg. D'après le réseau européen «Insafe» des acteurs d'assistance et d'aide en matière d'un usage sûr de l'internet «Safer Internet», le phénomène est connu dans l'ensemble des pays européens et les services d'assistance ont élaboré des informations spécifiques et renforcé la sensibilisation afin d'informer le grand public.

ad 3) Afin de mettre en place un système d'information et de prévention d'un usage malsain sur Internet et opposé aux droits de l'enfant, le programme «BEE SECURE», un projet interministériel du Ministère de l'Économie, du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère à la Grande Région et du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a été lancé en 2009. Il a comme mission de sensibiliser les enfants, les jeunes ainsi que les multiplicateurs socio-éducatifs et de l'enseignement aux risques et aux mauvais usages de l'internet.

Afin de mieux informer sur le phénomène spécifique du «Blue Whale Challenge» et afin d'emporter les comportements à adopter, les partenaires du programme «BEE SECURE», à savoir le Service national de la jeunesse, le «Kanner-Jugendtelefon» et le service «Security made in Lëtzebuerg», ont élaboré des informations spécifiques sur le «Blue Whale Challenge» qui sont actuellement présentées sur la page web www.beesecure.lu et qui font partie des formations prestées par «BEE SECURE», notamment dans les écoles de l'enseignement secondaire. À travers ces formations, des conseils plus spécifiques sont relayés.

Question 2964 (05.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **pistes cyclables:**

En date du 24 février 2015, la Chambre des Députés a voté de manière unanime le projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux. La nouvelle loi prévoit 500 kilomètres de pistes cyclables supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de kilomètres de pistes cyclables (nationaux et régionaux) existent-ils actuellement?

- Combien de kilomètres additionnels ont été construits depuis le vote de la nouvelle loi? De quelles pistes s'agit-il?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser une liste des travaux futurs en cette manière?

- Afin de mettre en place un tissu complet de pistes cyclables, la loi de 2015 prévoit un subside à hauteur de 30% pour les raccordements des réseaux cyclables communaux au réseau cyclable national. Combien de subsides de ce type ont été accordés?

- Est-ce que l'Administration des ponts et chaussées effectue des contrôles réguliers quant à l'état des pistes cyclables nationales?

- Serait-il approprié de mettre en place une application pour téléphone portable à travers laquelle l'utilisateur pourrait signaliser des dommages éventuels?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le réseau national de pistes cyclables compte actuellement environ 600 kilomètres d'itinéraires cyclables.

Parallèlement, il existe des initiatives au niveau de syndicats intercommunaux ayant pour but d'installer des pistes cyclables et d'améliorer des trajets existants en vue de relier les localités entre elles au niveau de la mobilité active et du tourisme cycliste par la création d'un réseau cyclable régional. En outre, de plus en plus de communes établissent leur propre réseau local, afin de promouvoir la mobilité active au sein de leurs localités ou pour raccorder leur réseau cyclable communal à des réseaux d'hiérarchie supérieure. Ainsi, la Ville de Luxembourg est en train d'améliorer et de compléter continuellement son réseau cyclable. Avec la mise en service, prévue pour l'été 2017, de la nouvelle piste cyclable reliant le Parc Pescatore au boulevard Robert Schuman et la mise en service d'un nouvel itinéraire cyclable d'environ 850 mètres reliant le boulevard Schuman à la Place de l'Étoile dans le cadre du projet du tram prévue pour le printemps 2018, le réseau cyclable sur le territoire de la capitale aura une étendue d'environ 160 kilomètres. Cependant ces réseaux ne sont pas de la compétence de l'Administration des ponts et chaussées et je ne suis donc pas en mesure de fournir des données fiables sur ces réseaux.

Il convient de préciser qu'un projet de piste cyclable doit respecter les mêmes procédures que tout autre projet infrastructurel. La durée pour la réalisation d'un tel projet, à savoir de la planification jusqu'au début du chantier, varie en fonction du degré de complexité du projet lié, entre autres, à l'acquisition des emprises nécessaires et aux autorisations, voire procédures environnementales spécifiques (par exemple Natura 2000).

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux en 2015, 10,9 kilomètres de pistes cyclables ont été construites. Il s'agit notamment de tronçons des pistes cyclables

suivantes: PC1, PC2, PC3, PC15, PC27, PC28, PC30.

Actuellement, 30,8 kilomètres de pistes cyclables nationales sont en cours de construction. Ces travaux concernent les pistes cyclables suivantes: PC3, PC5, PC6, PC8, PC15, PC16, PC20, PC21, PC23, PC27, PC31b.

En outre, 66,4 kilomètres de pistes cyclables nationales sont en cours de planification détaillée. Ces pistes cyclables se trouvent soit dans la phase d'un avant-projet (44,5 km), soit dans la phase de préparation du dossier de soumission (21,9 km). Il s'agit des pistes cyclables PC1, PC2, PC3, PC5, PC6, PC8, PC9, PC14, PC15, PC17, PC20, PC21, PC22, PC23, PC27, PC28, PC31a et PC31b.

196,2 kilomètres de pistes cyclables nationales font actuellement l'objet d'études de faisabilité pour déterminer leur faisabilité technique (tracé, configurations sections, traversées de route, profil en long, emprises et coûts) et environnementale (études FFH, espèces protégées et bilan écologique) suivant les dispositions de la législation en la matière.

La nouvelle loi relative au réseau cyclable national permet au Département des travaux publics de subventionner des projets communaux ayant pour but de réaliser un raccord entre le réseau cyclable national et le réseau cyclable communal respectif. Ces projets doivent, suivant l'article 7, être conformes aux prescriptions techniques du Règlement grand-ducal susmentionné et renforcer la cohérence du réseau national afin qu'ils soient éligibles pour une subvention jusqu'à 30% du coût de l'investissement suivant les crédits disponibles.

Un comité interministériel a été créé sous la présidence de la Division de la mobilité durable auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin d'aviser les demandes respectives au niveau de leur compatibilité ainsi que du montant du subside à allouer tout en respectant les limites budgétaires disponibles et en garantissant une promotion cohérente et efficace des différentes initiatives communales dans le domaine de la mobilité douce.

Actuellement, neuf demandes de subsides ont été introduites et sont en cours de traitement par le comité.

Sur base de la loi du 28 avril 2015, l'Administration des ponts et chaussées est en charge de l'entretien constructif des itinéraires cyclables nationaux, à l'exception des tronçons empruntant la voirie communale à l'intérieur d'une agglomération, ainsi que de la signalisation verticale. En conséquence, des contrôles réguliers concernant l'état du réseau national de pistes cyclables sont effectués dans la mesure du possible.

Aujourd'hui, toute suggestion, remarque ou réclamation se rapportant au réseau cyclable national peut être adressée à l'Administration des ponts et chaussées par le biais de l'adresse courriel pistescyclables@pch.etat.lu; la Division de la mobilité durable est en charge de la coordination et du suivi de ces dossiers. Les doléances relatives au réseau cyclable communal doivent être adressées à la commune compétente.

Question 2966 (08.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **campagne de la station de radio 100,7:**

Op ville Plazen ass am Ableck eng Reklammscampagne vum ëffentlech-rechtleche Radio 100Komma7 ze gesinn. An där Campagne gëtt och mat de Portraite vun zwee aktive Majoritéitspolitiker geschafft. Dës Initiativ vun engem Pressorgan, dat u Prinzipie wéi de Respekt vum politesche Pluralismus gebonnen ass, an, wann et d'Vertraue vu sengen Nolauschterer net wëllt verléieren, och eng gewëssen Neutralitéit an Objektivitéit muss fleegen, féiert mech dozou, dem Här Kommunikatiounsminister dës Froen ze stellen:

1. Ass den Här Kommunikatiounsminister der Meenung, datt en ëffentlech-rechtlecht Pressorgan zu gréisster politescher Objektivitéit an Ausgewogenheet verflicht ass, an dat souwuel a senger Berichterstattung wéi och an deem Bild, dat et an der Ëffentlechkeet weist?

2. Gesäit den Här Kommunikatiounsminister an där aktueller Plakatcampagne vum 100Komma7, déi mat de Fotoe vun zwee aktive Politiker aus der Majoritéit operéiert, dee Prinzip respektéiert? Besteet net de Risiko, datt mat esou Campagnen éischter Reklamm fir verschidde Politiker gemaach gëtt wéi fir de soziokulturelle Radio?

3. Gedenkt den Här Kommunikatiounsminister, bei der Direktioun vum Radio 100Komma7 ze intervenéieren, z. B. iwwert de Regierungskommissär bei dem Radio, fir datt dat Pressorgan de Prinzip vun der politescher Ausgewogenheet och a senge Reklammscampagnë respektéiert?

4. Wär der Regierung hir Positioun an där Fro déiselwecht oder anescht, wann esou eng Plakatcampagne och nach géif zäitlech an eng Wahlcampagne falen?

Réponse (07.06.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

ad 1. De soziokulturelle Radio fonctionnéiert op Basis vun engem Cahier des charges, deen ënner anerem eng objektiv a politesch onofhängeg Berichterstattung virschreift. D'Journalisten, déi am Déngscht vum soziokulturelle Radio schaffen, ënnerleien de Flichten, wéi se am Text vum 30. Abrëll 2010 vum Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Meenungsfräiheet an de Medie festgehale sinn. Dozou gehéiert och de Respekt vum Code de déontologie, deen ënner anerem virgesäit, dass all professionelle Journalist beim Ausübe vu sengem Beruff eng Onofhängegkeet muss respektéieren. De Medieminister huet keng Kenntnis dovun, dass déi Onofhängegkeet net respektéiert gi wier oder eng deementspriechend Plainte beim zoustännegen Organ, also dem Presserot, deposéiert gi wier.

ad 2. Wat déi Campagne betrëfft, déi den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschwätzt, ass dëst eng Campagne, déi dem Minister sengen Informatiounen no d'Kompetenz vum Radio 100,7 a verschiddene Beräicher soll illustréieren, an dat iwwert de Wee vu Perséinlechkeeten, déi en Deel vun deene Secteure sinn. Dat si Museker fir d'Musek an Akteure fir den Theater, Politiker fir d'Politik an esou weider. Wat de Beräich vun der Politik betrëfft, sinn dat souwuel Perséinlechkeeten, déi de Parteien zougehéieren, déi d'Majoritéit stellen, wéi awer och Politiker, déi Member vun enger Partei sinn, déi op nationalem Plang an der Oppositioun ass.

ad 3. De soziokulturelle Radio ass een Établissement public a säin alldeegleche Fonctionnement gëtt vun enger Direktioun assuréiert a vun engem Conseil d'administration begleet. De Medieminister ass net verantwortlech an och net zoustänneg fir den Detail vun enger Publicitéitscampagne.

ad 4. De Medieminister kann e Lien zu enger Wahlcampagne an dësem Fall net erkennen, weder zäitlech nach wat de Contenu vun der Campagne vum 100,7 betrëfft.

Question 2967 (08.05.2017) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **sécheresse:**

Selon les informations de MeteoLux, le mois d'avril 2017 a présenté un cumul mensuel de précipitations le plus faible jamais enregistré pour ce mois. En effet, seulement 3,9 l/m^2 ont été mesurés à la station météorologique de Findel-aéroport par rapport à une moyenne à long terme de 58,2 l/m^2 (1981-2010).

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Les ministres peuvent-ils fournir des statistiques sur l'évolution des niveaux des différents cours d'eaux du pays et sur celle des réserves du Lac de la Haute-Sûre depuis janvier 2017?

2. Peuvent-ils confirmer que ces derniers mois ont été particulièrement secs?

3. Quelles sont les conséquences pour les activités des agriculteurs et des vignerons?

4. Au vu des données, est-il nécessaire de mettre en place des mesures de sensibilisation auprès du public quant à cette thématique?

Réponse commune (08.06.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Considérant la situation météorologique extraordinaire de ce printemps les honorables Députés s'interrogent sur les conséquences de la sécheresse actuelle et de ses conséquences potentielles sur les activités des agriculteurs et des vignerons ainsi que sur l'alimentation en eau potable en général.

ad 1. Lac de la Haute-Sûre

Le niveau du lac est soumis à une régulation anthropique visant à garantir au mieux les fonctions de réservoir pour la production d'eau potable, la production d'énergie hydroélectrique et la protection contre les inondations. Cette régulation est gérée par une convention entre l'État et l'exploitant de la centrale hydroélectrique. La consigne de gestion du niveau du Lac de la Haute-Sûre qui fait partie de la convention susmentionnée prévoit qu'au début de chaque hiver hydrologique (la période entre début octobre 2016 et fin mars 2017), le niveau du lac est abaissé à une cote inférieure ou égale à 317 m sur mer afin de garantir une protection contre les inondations. L'absence de précipitations notables durant la fin de l'année 2016 a entraîné un abaissement de la cote jusqu'à 313 m. Les précipitations en fin de janvier 2017 et début février ont suffi en peu de temps pour relever le niveau du barrage à une cote de 316 m, confirmant la tendance à la hausse mentionnée dans la réponse commune aux questions parlementaires n°2670 de l'honorable Député Monsieur Gérard Anzia et n°2686 de l'honorable Député Monsieur André Bauler. Finalement, l'Administration de la gestion de l'eau a accordé une dérogation à la consigne de la gestion du niveau permettant un relèvement du niveau par étapes à partir du 15 février. Par conséquent et suite aux précipitations survenues entre la mi-février et la fin mars, le niveau du lac a ainsi pu être ramené à une cote de 318 m.

Or, la consigne de la gestion du niveau du Lac de la Haute-Sûre prévoit que la cote est relevée à 319,5 m lors du passage de l'hiver hydrologique à l'été hydrologique, soit pour le 1er avril de chaque année, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable. Le déficit de 1,5 m par rapport au niveau prévu n'aura probablement pas d'influence substantielle sur les réserves pour l'approvisionnement en eau potable retenues dans le lac, qui sont suffisantes pour couvrir les besoins de l'année, sous condition d'un été avec une météorologie normale. Cependant, en cas de pluviométrie défaillante, cette situation pourrait engendrer des situations appelant une gestion plus surveillée des réserves d'approvisionnement.

Il est évident qu'en période de végétation, la grande majorité des précipitations est absorbée par la végétation et ne contribue qu'à moindre mesure au relèvement du niveau du lac. Par conséquent, le déficit de 1,5 m par rapport à la cote optimale en début de l'été hydrologique ne pourra pas être compensé durant l'été.

En guise d'exemple, on peut citer l'année 2014, lorsque la cote présentait un déficit de 3,5 m par rapport à la cote prescrite en date du 1er avril, lorsque le déficit n'a pas pu être comblé au cours de l'été sans que ceci n'ait eu une influence sur la situation d'approvisionnement en eau potable.

Cours d'eau

Contrairement au Lac de la Haute-Sûre, les niveaux des cours d'eau sont régis directement par les précipitations, c'est-à-dire les cours d'eau reflètent les précipitations des derniers jours. Vu les très faibles quantités de précipitations qu'il y a eu entre le 1er décembre 2016 et le 30 avril 2017, les niveaux de tous les cours d'eau sont exceptionnellement bas. L'ensemble des données des stations hydrométriques servant à surveiller les niveaux des cours d'eau, représenté sur le site www.inondations.lu, montre que les niveaux d'eau se situent en dessous du niveau d'étiage moyen. Ceci correspond à une situation qui, jusqu'à présent, ne se présentait qu'en pleine période estivale. Les faibles débits et la présence des effluents constants des stations d'épuration entraînent une dilution moins importante du restant de nutriments, qui n'ont pas été éliminés par les étapes de traitement. Ceci provoque par endroits une croissance plus rapide des algues ou autres végétaux dans les lits de rivière - également un phénomène plus fréquemment observé en été. Les pluies de début mai 2017 n'étaient pas suffisantes pour soulager cette situation.

ad 2. À part le mois de novembre 2016, l'hiver hydrologique était particulièrement sec. Ainsi, le cumul de précipitations pour l'hiver hydrologique 2016-2017 n'est que de 251 mm, ce qui ne correspond qu'à 55% de la moyenne à long terme. Avec un déficit de 127 mm ou 34%, il peut donc être confirmé qu'on se trouve dans une situation de sécheresse avérée. S'y ajoute que les mois d'avril avec une précipitation de 3,9 mm et de mai 2017 avec une précipitation de 39,7 mm étaient particulièrement secs par rapport aux moyennes annuelles qui se situent respectivement à 58,1 mm et à 77,3 mm pour les mois d'avril et de mai.

ad 3. Le stress hydrique est significatif et concerne certaines cultures agricoles en fonction de la situation géographique et pédologique. La gravité en est considérablement accrue suite aux basses températures et surtout aux gelées sévères et répétées en avril et début mai 2017.

Agriculture

- prairies permanentes: les pertes sont très importantes. La première coupe représentant 40% de la production annuelle est retardée et nettement diminuée suite à la sécheresse combinée au froid. Dans les champs d'essais de l'Administration des services techniques de l'agriculture, les pertes s'élèvent à environ 30%. La mise en pâture du bétail a été retardée entraînant une consommation prolongée d'ensilage et une diminution des réserves fourragères pour l'hiver prochain. La qualité est cependant très bonne en raison du rayonnement solaire important et de la maturation retardée;

- céréales d'hiver: il y a des pertes à craindre à cause du stress hydrique et du froid. En plus, il peut y avoir une carence en azote «induite» par le manque de pluie nécessaire pour dissoudre et faire absorber l'azote apporté par les engrais. Le stress hydrique est surtout marqué sur les sols sablonneux ou superficiels. Pour les orges, des épis raccourcis sont à craindre pour l'ensemble des céréales, une réduction du nombre de talles et donc du nombre d'épis à l'hectare. Les blés sont chétifs et le tallage a été insuffisant. Le gel risque d'avoir détruit des épis ou parts d'épis. Il est encore trop tôt pour estimer les dégâts qui seront certainement très variables selon les conditions pédoclimatiques et selon la variété. Les fonds de vallées, les zones ombragées et les cuvettes ont été nettement plus exposés;

- céréales de printemps: la levée est irrégulière par endroits, la situation est à suivre. L'orge de printemps a visiblement souffert du froid, mais il est trop tôt pour voir des dégâts;

- colza: le gel risque d'avoir détruit des fleurs, mais il faut suivre le développement dans les semaines à venir. La floraison prolongée a probablement permis de compenser les dégâts. Il y a cependant dans certaines parcelles des dégâts dus à la sécheresse en automne qui a conduit à une levée irrégulière et à un développement insuffisant avant l'hiver visible jusqu'à maintenant;

- maïs: les conditions de semis sont très bonnes, des dégâts ne sont pas encore constatés;

- pommes de terre: les conditions de plantation sont très bonnes, le développement est freiné voire stoppé, mais des dégâts ne sont pas à craindre pour l'instant;

Arboriculture (dégâts surtout dus au gel)

- fruits à noyaux: les dégâts sont très importants voire totaux;

- fruits à pépins: les dégâts sont essentiellement dans les vergers intensifs, l'importance des dégâts varie selon les régions et les variétés. Les dégâts dépassent probablement partout les 30%, des pertes beaucoup plus graves (-70%) sont à craindre par endroits. Les fleurs sont gelées et les vols d'insectes pollinisateurs sont insuffisants. Il faut attendre les semaines à venir pour faire une estimation plus concrète. La sécheresse a probablement accru les dégâts de gel au niveau de l'écorce des arbres, créant des fissures et par conséquent des portes d'entrée pour des maladies fongiques (p. ex. chancre);

Horticulture et maraîchage

Les coûts d'arrosage sont exceptionnels suite à la sécheresse persistante depuis l'automne.

- asperges: il y a des dégâts de gel et les rendements sont diminués;

- fraises: les fleurs sont gelées et les rendements sont nettement diminués. Il faut attendre les semaines à venir, car la floraison tardive pourra compenser une partie des pertes.

Viticulture

Une irrigation manuelle est actuellement nécessaire pour éviter le dépérissement des jeunes vignes plantées cette année. Les vignes en deuxième et troisième année de plantation n'ont pas encore montré de symptômes graves à ce jour. Le problème s'aggraverait rapidement si la sécheresse persistait. Des pertes de récoltes importantes en seraient la conséquence dans les jeunes vignes inférieures à dix ans d'âge, ce qui correspond à une superficie d'environ 200 ha de vignobles.

ad 4. Considérant que l'hiver hydrologique est également la période de recharge des nappes d'eaux souterraines, la sécheresse des mois de cette période peut avoir un effet à moyen terme sur les débits des sources captées pour l'alimentation en eau potable. De plus, les fournisseurs d'eau potable registrent une demande plus élevée que d'habitude en printemps. Par conséquent, il est important de sensibiliser le public afin d'encourager à une utilisation judicieuse de la ressource vitale que représente l'eau potable. Ceci s'applique non seulement aux habitudes en cas de sécheresse et de pénurie potentielle, mais également à toutes les acti-

vités humaines pendant toute l'année. Dans cet aspect, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Aluseau, en tant que représentante des fournisseurs d'eau, ont récemment lancé une telle campagne de sensibilisation. Néanmoins, en fonction des conditions météorologiques, de l'évolution des débits des sources et de la demande, il pourra s'avérer nécessaire de mettre en place des interdictions d'utilisation d'eau potable pour certaines activités non essentielles afin de maintenir une alimentation en eau potable d'une bonne qualité.

Le 30 mai 2017, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau et des majeurs fournisseurs d'eau potable, ont décidé de déclencher une «phase de vigilance» nationale, invitant les communes et citoyens à réduire la consommation en eau potable. C'est dans ce sens qu'une circulaire a été envoyée aux communes le 31 mai 2017.

Question 2969 (09.05.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette:**

Selon un article du «Luxemburger Wort» en date du 08 mai 2017, la réouverture du Lycée Hubert Clément, prévue pour la rentrée 2017-2018, sera de nouveau retardée de plusieurs mois.

Dans la mesure où les travaux de rénovation du lycée devront alors seulement être achevés pour décembre 2017, le retard aura des conséquences sur l'organisation du premier trimestre de la prochaine rentrée scolaire. Les élèves du LHCE devront encore rester un trimestre dans le bâtiment Victor Hugo. Or, il est à rappeler que des classes supplémentaires de l'École internationale de Differdange (EIDD) devraient fonctionner dès 2017-2018 dans le même bâtiment Victor Hugo.

Selon nos informations, la direction et les enseignants du LHCE n'ont pas été informés ni du report de l'ouverture du lycée, ni de l'organisation du premier trimestre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer ces informations?

- Pourquoi les travaux de rénovation du lycée ont-ils autant de retard?

- Les ministères concernés ont-ils informé la direction du lycée du retard de la réouverture du lycée?

- Monsieur le Ministre de l'Éducation a-t-il informé la direction et les enseignants du lycée sur le déroulement de l'organisation du premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 pour les élèves du LHCE?

- Comment sera organisé le premier trimestre en question?

Réponse commune (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les informations parues dans le «Luxemburger Wort» sont exactes, le chantier du LHCE ne sera pas terminé pour septembre 2017 et la mise en service du lycée est reportée au mois de décembre 2017.

Dès le début de l'année 2017, les deux écoles concernées, le LHCE et l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette (EIDE), ont été informées d'un retard éventuel du chantier du LHCE. À partir de février, des solutions pour le premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 ont été mises au point, au cas où le retard se confirmerait.

En effet, vu qu'il s'agit d'une rénovation de bâtiments existants des années 50 et 70, de nombreux imprévus sur chantier ont provoqué une prolongation des travaux.

Par ailleurs, des problèmes avec la planification technique se sont manifestés, de sorte qu'il ne sera plus possible de maintenir le délai d'achèvement initialement prévu pour la rentrée scolaire de septembre 2017.

L'Administration des bâtiments publics a mis en œuvre toutes les mesures en vue de pouvoir respecter le délai prévu. Or, ce n'est que lors des dernières semaines qu'il s'est avéré que la mise en service de la deuxième phase du LHCE devra définitivement être reportée au mois de décembre 2017. La direction du LHCE en a été informée début mai 2017.

Une solution pour l'organisation scolaire 2017-2018 a été trouvée pour le LHCE ainsi que pour l'EIDE. Le LHCE libérera en septembre 2017 une partie du bâtiment Victor Hugo et ces classes seront logées dans la partie du LHCE actuellement en fonction. Les classes de l'EIDE occuperont le bâtiment Victor Hugo ainsi libéré. Trois modules préfabriqués seront installés dans la cour de récréation pour combler le déficit en salles de classe.

Ainsi, l'organisation du premier trimestre de l'année scolaire 2017-2018 sera assurée de la façon suivante:

- les classes de 1ère, 2e et 7e ainsi qu'une partie des 3es du LHCE fonctionneront dans le bâtiment «Lycée Hubert Clément», sis rue Général Patton,

- onze classes (huit classes du primaire et trois classes du secondaire dont une classe voie préparatoire) ainsi que le service d'éducation et d'accueil de l'EIDE cohabiteront avec les classes de 4e, 5e et 6e et une partie des classes de 3e du LHCE sur le site «Victor Hugo».

À partir du deuxième trimestre, les deux écoles fonctionneront à Esch-sur-Alzette dans leurs infrastructures respectives, c'est-à-dire le LHCE dans son bâtiment rénové et l'EIDE dans le bâtiment Victor Hugo.

Question 2972 (09.05.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **projet du Fonds du logement à Steinsel:**

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat a réalisé à Steinsel un projet comprenant 14 appartements, le tout destiné à la location subventionnée.

Il me revient dans ce contexte que les logements en question, inaugurés le 16 février 2017, ne sont pas encore occupés par des locataires.

Sachant que la demande de logements locatifs à prix abordables ne cesse de croître, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer le fait susmentionné?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons les appartements en question ne sont pas encore occupés?

- Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat accuse-t-il des retards au niveau du traitement des dossiers?

- Dans l'affirmative, quelles sont les causes et origines de ces retards éventuels?

Réponse (09.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En tant que membre du conseil communal de la commune de Steinsel, l'honorable Député est au courant que six des 14 logements réalisés par le Fonds du logement seront repris par la commune et que l'attribution de ces six unités sera organisée par l'administration communale.

Six des huit lots du Fonds du logement ont entre-temps pu être attribués et les baux ont commencé le 1er juin (trois unités), ou commenceront le 15 juin (une unité), le 1er juillet (une unité) et le 15 juillet (une unité). Pour les deux lots restants, la procédure d'attribution est encore en cours.

Lors de l'attribution, il s'avère que souvent les futurs locataires de logements du fonds ont à respecter des conditions de résiliation de baux antérieurs et ont à clarifier des questions de scolarisation de leurs enfants, avant de pouvoir emménager dans leurs nouveaux logements, ce qui entraîne logiquement des transitions qui s'étalent sur plusieurs semaines.

Concernant la question générale de l'honorable Député, s'il y a des retards au niveau du traitement des dossiers du Fonds du logement, il convient de noter que tous les dossiers sont traités et finalisés dans un délai raisonnable, mais que leur durée de traitement pourra prendre des retards en cas de la transmission de documents incomplets, respectivement en cas de communication lente de pièces et/ou renseignements demandés par le fonds auprès des requérants d'un logement social.

À côté de toutes les considérations administratives, l'on doit également considérer que tout occupant potentiel effectue, comme sur le marché privé, au moins une visite des lieux et bénéficie d'un court temps de réflexion. Suite à cette visite et à sa décision, le futur locataire doit, comme décrit, résilier son contrat de bail et respecter le préavis y relatif.

Toutefois, dans le cadre de la restructuration du Fonds du logement, lors de laquelle toutes les procédures sont soumises à une analyse critique, la procédure d'attribution sera revue et intégrée dans la gestion des projets de construction afin de mieux anticiper la date d'achèvement, ceci pour pouvoir commencer la procédure d'attribution lors de la dernière phase des travaux et d'éviter des durées de vacance trop longues.

Question 2973 (10.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**échange automatique d'informations:**

La loi du 18 décembre 2015 relative à la norme commune de déclaration (NCD) ou common reporting standard (ORS) a introduit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers détenus par une personne résidant à l'étranger. Cet échange doit se faire avec les États membres de l'Union européenne et d'autres juridictions partenaires du Luxembourg («juridictions soumises à déclaration»).

La NCD oblige les institutions financières à identifier leurs clients et à transmettre à l'administration fiscale les informations concernant l'identité, le compte, le solde de compte et les revenus financiers y relatifs de chaque personne fiscalement résidente d'une juridiction soumise à déclaration jusqu'au 30 juin 2017 au plus tard.

Or, d'après un article paru hier dans le Luxemburger Wort, les institutions financières en question auraient du mal à respecter la date limite. Il se trouve en effet que la liste des pays concernés (48 pays) n'a été mise à jour que fin mars 2017, ce qui ne laisserait aux institutions concernées que deux mois pour identifier les clients et transmettre les informations correspondantes. Les tests techniques pour la transmission des informations à l'administration fiscale n'auraient débuté que fin avril 2017, de sorte que des centaines d'institutions financières ont soumis des points à clarifier à l'administration fiscale.

Il se trouve par ailleurs que la législation sur la protection des données obligerait les institutions concernées à informer leurs clients des informations qui seront échangées. Ces clients devraient disposer d'un délai approprié pour demander accès auxdites informations et éventuellement leur rectification.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons la dernière liste des juridictions concernées par l'échange automatique d'informations n'a été arrêtée que fin mars 2017? Pour quelles raisons les tests techniques de transmission des informations à l'administration fiscale n'ont débuté que fin avril 2017?

- Le retard pris dans ce dossier ne risque-t-il pas d'aboutir à la transmission d'informations erronées ou incomplètes à l'administration fiscale? Dans l'affirmative, cela ne risque-t-il pas de nuire à la réputation de la place financière?

- Quelles seraient les conséquences pour une institution financière qui transmettrait des informations d'un client qu'elle croirait résider à l'étranger, mais qui en réalité réside au Luxembourg?

- Quelles sont les sanctions auxquelles s'exposent les institutions financières en cas de non-respect de la législation sur la protection des données?

- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de l'administration fiscale pour repousser la date limite de transmission des informations concernées?

Réponse (09.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les informations recueillies auprès de l'Administration des contributions directes (ci-après «ACD») ne permettent pas de confirmer les dires de l'article de presse auquel se réfère l'honorable Député.

Même en l'absence d'une publication officielle de la liste des juridictions soumises à déclaration, les institutions financières étaient en mesure d'identifier leurs clients selon les procédures de diligence raisonnable prévues par la loi du 18 décembre 2015 relative à la norme commune de déclaration (NCD) (ci-après «la loi»). Le Luxembourg a en effet opté pour l'approche plus globale («wider approach») et impose à ses institutions financières d'identifier tous leurs clients et de déterminer leur résidence fiscale indépendamment du fait si ceux-ci résident dans une juridiction soumise à déclaration ou non.

Ainsi, les institutions financières étaient en mesure de déterminer les juridictions soumises à déclaration, ou du moins la plupart d'entre elles, même en l'absence d'une liste officielle publiée par voie de règlement grand-ducal. En effet, la loi définit le terme de «juridiction soumise à déclaration» (annexe I, section VIII D.4.). Il s'agit de tous les États membres de l'Union européenne ainsi que d'autres juridictions avec lesquelles un accord est conclu qui prévoit l'obligation pour le Luxembourg de communiquer des informations, en l'occurrence l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé en date du 29 octobre 2014.

Le Luxembourg ne disposait pas de la liste définitive des juridictions soumises à déclaration au titre de l'année 2017 avant la fin de l'année 2016. La publication de la liste était principalement liée à des considérations échappant à l'influence du Luxembourg:

- les relations d'échange engagées sur base de l'accord multilatéral doivent d'abord être activées. Ce processus d'activation est mené par le secrétariat du «Co-ordinating Body» de l'OCDE et du Forum mondial et n'a été achevé qu'à la fin de l'année 2016;

- certaines juridictions ne répondaient pas aux critères exigés en matière de confidentialité et de sauvegarde des données. Leur statut n'a pas pu être clarifié avant la fin de l'année 2016;

- les juridictions non réciproques, donc non soumises à déclaration du point de vue du Luxembourg, ont notifié leur statut seulement à la fin de l'année 2016.

L'ACD a publié le format d'échange automatique d'informations (format XSD) ainsi que la circulaire technique ECHA n°4 en date du 6 février 2017. Dans une newsletter, publiée le même jour, il était annoncé qu'une plateforme de test (prévalidation) des fichiers XML serait mise à disposition en avril 2017. La disponibilité des environnements de production et prévalidation était assurée à partir du 24 avril 2017.

Le format XSD se base sur celui établi par l'OCDE et était, en grande partie, connu aux institutions financières avant la publication par l'ACD. Les spécifications techniques et fonctionnelles élaborées en collaboration avec la Commission européenne n'ont été livrées que début 2017, ce qui a légèrement retardé la publication par l'ACD.

Par ailleurs, l'ACD a répondu à toutes les questions techniques et fonctionnelles qui lui ont été posées par les institutions financières en relation avec l'échange automatique selon la norme commune de déclaration.

Ainsi, l'ACD estime qu'il n'y a pas eu de retard dans le dossier ayant une incidence sur la complétude et la qualité des informations à communiquer par les institutions financières.

Les institutions financières auront d'ailleurs l'obligation d'envoyer des fichiers de correction à l'ACD dans la mesure où elles constateraient, après la date limite du 30 juin 2017, que les informations communiquées seraient erronées ou incomplètes.

Tant que l'institution financière a appliqué les règles de diligence raisonnable telles que prévues par la loi et a, sur cette base, déterminé que le titulaire de compte réside dans une juridiction soumise à déclaration, l'institution financière a agi conformément à ladite loi et n'encourt pas de sanctions de la part de l'ACD, même si en réalité le titulaire de compte se trouve au Luxembourg.

Néanmoins, en cas de défaut du respect des règles en matière de diligence raisonnable ou en cas de défaut de mise en place de mécanismes en vue de la communication d'informations, l'institution financière peut encourir une amende d'un maximum de 250.000 euros. En cas de défaut de communication, de communication tardive, incomplète ou inexacte d'informations, l'institution financière peut encourir une amende d'un maximum de 0,5 pour cent des montants qui auraient dû être communiqués sans pouvoir être inférieure à 1.500 euros.

Il n'y a dès lors pas lieu pour le Ministre des Finances d'intervenir auprès de l'administration fiscale, comme le demande l'honorable Député.

Enfin, il y a lieu de préciser que les sanctions auxquelles sont susceptibles de s'exposer les institutions financières en cas de non-respect de la législation sur la protection des données relèvent de l'appréciation non pas du Ministère

des Finances ou de l'ACD, mais de la Commission nationale pour la protection des données.

Question 2974 (10.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **situation des langues dans le système judiciaire:**

Den neie Gesetzesprojet Nummer 7100, dee Modifikatioune fir de Beruff vum Affekot virgesäit, behandelt och de sproochlechen Aspekt. Et ass wichteg, datt de Bierger weess, wat fir Sproochen ee viru Geriicht benotze kann, an datt him keng Nodeeler aus sproochleche Grënn entstinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech folgend Froen un den Här Justizminister stellen:

- Kann d'Regierung zesummefaassend erklären, wéi den aktuelle Stand vun der Sproocheregelung am Justizwiesen a besonnesch fir d'Affekoten ausgesäit?

- Ännert den neie Gesetzesprojet Nummer 7100 déi aktuell sproochlech Situatioun am Justizwiesen? Wa jo, wéi?

- Setzt d'Regierung sech fir eis Nationalsprooch am Justizwiesen an, obwuel de Justizvolet an där vun der Regierung veröffentlechter Strategie fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch net behandelt gëtt? Wa jo, wéi? Encouragéiert d'Regierung d'Magistrate Lëtzebuergesch ze schwätzen?

- Gëtt bei der Assistance judiciaire duerno gekuckt, ob de Beneficiaire d'Sprooch vum Affekot versteet? Ass et also engem Lëtzebuerger Beneficiaire vun der Assistance méiglech, ze verlaangen, datt säi juristesche Bäistand Lëtzebuergesch schwätzt?

- Firwat ginn déi sproochlech Tester fir d'Affekoten um Barreau gemaach an net op enger méi neutraler Plaz, wéi z. B. am INL (Institut national des langues)?

- Wéi eng Sproochenniveaue gi fir d'Affekoten op deene verschiddene Lëschte gefuerdert a wéi gëtt séchergestallt, datt d'Exigenzen an deene Sproochentester, déi um Barreau gemaach ginn, deene gefuerderten Niveauen effektiv entspriechen?

- Wéi eng Persoune sinn habilitéiert, fir als Examinateur déi Sproochenexamen um Barreau ze maachen, an opgrond vu wéi enge Qualifikatiounen? Wéi gëtt séchergestallt, datt déi Konditioune respektéiert ginn?

- Wéi vill nei Affekote gi pro Joer zu Lëtzebuerg zougelooss?

- Wéi vill vun deenen op der Lëscht 1 vum Ordre des avocats zougeloossenen Affekote kënne Lëtzebuergesch? Wéi vill auslännesch Affekote sinn duerchschnëttlech pro Joer vum lëtzebuergesche Sproochentest entbonnen?

- Si schonn auslännesch Affekoten eleng duerch den Echec am lëtzebuergesche Sproochentest net op d'Lëscht 1 vum Ordre des avocats komm?

- Huet de Stat Statistiken doriwwer, wéi vill Affekote Lëtzebuergesch kënnen a wéi vill net an op wéi engem Niveau?

- Sollt de Gesetzesprojet Nummer 7100 gestëmmt ginn, wat géif sech dann un den Zuele vun deene virausgoende Froen änneren?

- Wéi huet sech déi sproochlech Praxis viru Geriicht iwwert d'Joren entwéckelt? Gëtt méi oder manner Lëtzebuergesch geschwat? Schwätzen d'Magistraten direkt a vu sech aus Lëtzebuergesch, soubal si mierken, datt e Lëtzebuerger Schwieregkeete mat der franséischer Sprooch huet?

Réponse (13.06.201) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Den Artikel 3 vum Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sprooche regimm seet Folgendes, wat de Sproochegebrauch am Justizwiese betrëfft:

«Langues administratives et judiciaires

En matière administrative, contentieuse ou non contentieuse, et en matière judiciaire, il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise, sans préjudice des dispositions spéciales concernant certaines matières.»

Et ass also méiglech, déi dräi Sproochen am Kader vun enger Justizprozedur ze benotzen, mä d'Prioritéit gëllt am Prinzip der Lëtzebuerger Sprooch bei alle mëndleche Prozeduren. Déi eleng gëtt benotzt, wann all d'Akteure Lëtzebuergesch verstinn a speziell den Ugekloten. D'Zeie kënnen an där administrativer Sprooch aussoen, déi si wielen.

Wat de Beruff vum Affekot betrëfft, ass den Artikel 6 (1) d) vum Gesetz vum 10. August 1991 iwwert den Affekoteberuff ausschlaggebend:

«…maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues sans préjudice de l'article 31-1. Le niveau de compétences à atteindre pour les langues luxembourgeoise et allemande est celui du niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour la compréhension orale et du niveau B1 pour l'expression orale et pour la langue allemande le niveau B2 pour la compréhension écrite. Pour la langue française le niveau B2 du même cadre est exigé tant pour la compréhension que pour l'expression écrite et orale.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les avocats européens visés à l'article 10 de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, au moment de leur admission à la liste I du tableau d'un Ordre des avocats doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la mesure où ils limitent leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des autres langues au sens de la loi du 24 février 1984. Le niveau de connaissances des langues exigé est celui indiqué à l'alinéa qui précède.»

An dësem Artikel ass och den Sproochenniveau festgehalen.

Den Artikel 31-1 vum uewen zitéierte Gesetz seet des Weidere Folgendes:

«L'avocat qui accepte de se charger d'une affaire doit avoir les compétences professionnelles et linguistiques nécessaires sous peine de s'exposer aux sanctions disciplinaires prévues.»

De Prinzip ass also d'Maîtrise vun den dräi Sproochen (Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch) mat der Ausnam, déi am 2. Abschnitt virgesinn ass, fir déi Affekoten, déi iwwert de Wee vun der Direktiv 98/5/CE, der sougenannter Direktiv „Home title" op e lëtzebuergesche Barreau kommen. Déi Ausnam gesäit vir, dass en Affekot, deen op der Lëscht 4 ageschriwwen ass, bei sengem Wiessel op d'Lëscht 1 just déi franséisch Sprooch maîtriséiere muss, mat der Konsequenz, dass hie just Dossieren unhuelen däerf, fir déi hien déi néideg Sproochekenntnisser huet.

Wa se déi net hätten, da setze si sech disziplinaresche Konsequenzen aus.

Den Artikel 2.4.4.1 vum Règlement intérieur de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg vum 9. Januar 2013 präziséiert:

«L'avocat ne doit pas se charger d'une affaire s'il sait ou devrait savoir qu'il n'a pas les compétences, y compris les connaissances linguistiques, nécessaires pour la traiter, à moins de coopérer avec un avocat ayant ces compétences.»

De Gesetzesprojet 7100 huet als Zil, déi europäesch Direktiv 2013/55/UE vum 20. November 2013, déi d'Directiv 2005/36/CE iwwert d'Unerkennung vun de berufflechen Ausbildungen ëmännert, ëmzesetzen.

D'Derogatioun, déi am 2. Abschnitt vum Artikel 6 (1) d) vum 10. August 1991 iwwert den Affekoteberuff steet, gesäit de Projet 7100 vir, (veuillez lire: iwwert den Affekoteberuff am Projet 7100 drasteet, gesäit vir), dass déi sech och applizéiere soll fir déi Affekoten, déi iwwert de Wee vun der Unerkennung vun hirer Beruffsausbildung an engem Memberstat vun der Europäescher Unioun op e Lëtzebuerger Barreau zougelooss ginn an déi sech dann direkt op d'Lëscht 1 aschreiwe loosse kënnen.

Den Uerder vun den Affekoten huet a senger Reunioun vum 8. Juni 2016 e Règlement d'ordre intérieur ugeholl, dat d'Regelunge fir d'Kontroll vun de Sprooche virgesäit. Doraus geet ervir, dass den Uerder déi Tester net selwer mécht, mä, wa se néideg sinn, en onofhängegen Institut dat mécht.

Ech zitéiere folgend Punkten aus dem Reglement, dat um Internetsite vum Barreau publizéiert ass:

«3.3 Les autres candidats devront produire un certificat attestant du niveau de maîtrise de la langue luxembourgeoise et/ou allemande requis par la loi délivré soit par un institut de langue agréé, soit par une personne habilitée par la loi ou par une autorité nationale, à évaluer, entre autres, les compétences en langue luxembourgeoise et/ou allemande.

3.4 Le Conseil de l'Ordre pourra, à sa discrétion, également accepter un certificat émis par un centre ou une école de langues généralement reconnu attestant du niveau requis par la loi.»

Et gi keng Statistiken doriwwer, ob am Ausland forméiert Affekoten oder auslännesch Affekoten, déi hir Formatioun hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, eleng duerch den Echec am lëtzebuergesche Sproochentest net op d'Lëscht 1 komm sinn, well de Barreau eréischt mat den Dossiere fir d'Inscriptioun befaasst gëtt, wa si déi néideg Certificate vun de Sproochentester virweise kënnen.

Wat elo d'Assistance judiciaire betrëfft, ass et esou, dass déi meeschte Leit bei hirer Ufro schonns en Numm vun engem Affekot uginn, dat heescht, si hu sech hiren Affekot selwer erausgesicht. An deenen anere Fäll gëtt berücksichtegt, en Affekot ze fannen, deen de Sproochekenntnisser vun där Persoun entsprécht.

Am Moment sinn 2.403 Affekoten ageschriwwen an der Stad Lëtzebuerg um Barreau, 2016 waren et der 2.330 an 2015 waren am Total 2.247 Affekoten ageschriwwen.

Zu Dikrech waren 2014 44 Affekoten ageschriwwen, 2015 waren et 47 Affekoten, 2016 waren et am Total 48 Affekoten an aktuell si 47 Affekoten ageschriwwen.

Question 2975 (10.05.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg:**

Ces jours, une chaîne de télévision belge a fait état d'une récente réunion entre les autorités luxembourgeoises et wallonnes pour étudier l'idée de désengorger l'autoroute E411 grâce au covoiturage sur la bande d'arrêt d'urgence. Elle a également relaté qu'un renouvellement du revêtement de la E411 entre Arlon et Luxembourg serait prochainement prévu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre pourrait-il informer sur les sujets débattus et les décisions prises lors de cette réunion?

2) Est-ce qu'il peut confirmer que l'autoroute E411 entre Arlon et Luxembourg sera aménagée d'un nouveau revêtement dans un futur proche?

3) Est-ce que le cas échéant la bande d'arrêt d'urgence sur la A6 entre la frontière belge et la Croix de Gasperich, dont une extension à trois voies n'est pas prévue, pourrait, à l'instar de la E411, également être réservée au covoiturage?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) En date du 9 février 2017, une réunion entre des représentants du Gouvernement wallon et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures a eu lieu. Le contexte de cette réunion était la mobilité wallonne et transfrontalière, à savoir les sujets du covoiturage, du transport public et de la mobilité rurale. En ce qui concerne plus précisément le covoiturage, les projets d'une application de mobilité, de parkings de covoiturage et de bandes de covoiturage sur l'autoroute A4 (E25) entre l'échangeur n°31 «Stockem-Arlon» et la frontière belgo-luxembourgeoise, sur une longueur d'environ onze kilomètres, ont été discutés.

ad 2) Selon les informations reçues de la Direction des routes de la Province de Luxembourg, l'autoroute E25 entre Arlon et Luxembourg sera aménagée d'un nouveau revêtement dans un futur proche.

Sur le territoire grand-ducal, des travaux de renouvellement de l'enrobé sur l'autoroute A6 ont été réalisés entre 2010 et 2013 depuis la frontière belgo-luxembourgeoise jusqu'à l'échangeur Bridel. Une nouvelle réfection n'est pas envisagée à court terme, vu la réfection récente de la couche de roulement.

ad 3) Je rappelle que le projet de la mise à 2×3 voies de l'autoroute A6 entre la Croix de Gasperich et l'échangeur Helfenterbruck est actuellement en étude et qu'un élargissement de l'autoroute au-delà de l'échangeur Helfenterbruck en direction d'Arlon ne fait pas partie du programme du Gouvernement.

Actuellement, mes services ne disposent pas d'informations concrètes de la part des autorités belges quant à l'aptitude de la section transversale pour l'utilisation de la BAU (bande d'arrêt d'urgence) comme voie de covoiturage, notamment au vu des problèmes de géométrie et de portance. Cependant, des échanges de points de vue entre les autorités belges et luxembourgeoises ont régulièrement lieu et le sujet du covoiturage figurera sur l'ordre de jour d'une prochaine entrevue.

Au Luxembourg, une telle idée nécessiterait des aménagements conséquents notamment au niveau des échangeurs et des ouvrages d'art.

Question 2976 (10.05.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant la **mise à disposition de tablettes tactiles aux lycéens:**

Lors de la déclaration de politique générale sur l'état de la nation à la Chambre des Députés le 26 avril 2017, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État a annoncé qu'à la prochaine rentrée scolaire en septembre 2017, tous les élèves des lycées auront droit à leur propre tablette électronique. Selon le Ministre de l'Éducation nationale, sur les ondes du 100,7, en date du 4 mai 2017, 1.000 tablettes sont disponibles pour la rentrée scolaire 2017-2018. Environ 6.000 autres sont commandées pour l'année prochaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Dans quels lycées les projets pilotes «classe iPad», lancés il y a un certain temps, ont-ils été mis en place?

2) Est-ce qu'une évaluation de ces projets pilotes a déjà été menée?

3) Dans l'affirmative quels en sont les résultats?

4) Monsieur le Ministre peut-il fournir de plus amples informations concernant le concept pédagogique se basant sur les tablettes électroniques?

5) Dans la mesure où le ministère a commandé un nombre limité de tablettes pour la rentrée, selon quels critères de distribution seront-elles mises à disposition aux lycées?

6) Le ministère a-t-il fait un appel officiel aux lycées voulant postuler à cette initiative?

Réponse (06.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur les lycées pilotes qui participent au programme «Digital Classroom Lëtzebuerg (DCL)», le nombre de «classes iPad» par lycée ainsi que le nombre de dispositifs mobiles utilisés.

Lycée	Nombre de «classes iPad»	Nombre d'élèves
Lycée des Arts et Métiers	14	243
Lycée classique de Diekirch	7	145
Lycée Josy Barthel Mamer	2	35
Lycée Michel Lucius Luxembourg	7	145
Lycée technique de Bonnevoie	6	90
Lycée technique du Centre	11	157
Maacher Lycée, Grevenmacher	1	18
TOTAL	48	833

ad 2), 3) et 4) Le projet des «classes iPad» ne se formule pas autour d'un concept ou d'une approche pédagogique unique. L'introduction des nouvelles technologies dans l'enseignement n'est pas une fin en soi. Les technologies sont au service de l'enseignement et de l'apprentissage et créent des nouvelles perspectives que les écoles saisissent différemment, en fonction de leur approche pédagogique et de leur offre scolaire.

Le ministère entend soutenir les écoles dans leurs démarches respectives. Un accompagnement didactique et un encadrement des enseignants des «classes iPad» est déjà assuré aujourd'hui par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN).

Dans le cadre du Plan de développement scolaire (PDS), chaque lycée devra se doter d'une démarche cohérente pour l'intégration des nouvelles technologies dans leur établissement. Le PDS devra être élaboré au cours de l'année scolaire 2017-2018 et entrera en vigueur à partir de la rentrée scolaire 2018-2019.

Dans ce contexte, un cadre de référence pour l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement secondaire sera élaboré par le SCRIPT et le CGIE.

ad 5) et 6) La distribution de 1.000 iPads au cours de l'année scolaire 2017-2018 précède la procédure PDS susmentionnée. Le choix des lycées se fera ainsi sur base des projets introduits par les écoles.

En guise de préparation des différents projets pédagogiques pour classes mobiles et connectées, les membres des directions d'une trentaine de lycées ont déjà suivi en date du mardi, 23 mai 2017 un workshop organisé par le SCRIPT, le CGIE et l'IFEN.

Lors de ce workshop, les collaborateurs du CGIE, de l'IFEN et du SCRIPT ont présenté entre autres les huit piliers du succès d'une mise en œuvre de classes à tablettes, à savoir: (1) la vision, (2) l'équipe, (3) la communication, (4) l'évaluation, (5) la méthodologie d'apprentissage, (6) la formation professionnelle continue, (7) la conception de l'environnement scolaire et (8) la faisabilité d'un point de vue financier. Afin d'aider les lycées à finaliser leurs dossiers de candidature, un deuxième workshop a eu lieu en date du mercredi, 21 juin 2017.

La volonté politique vise à généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type iPad dans les établissements secondaires et secondaires techniques au cours des prochaines années scolaires et d'en faire un outil d'enseignement et d'apprentissage au service de la pédagogie.

Question 2978 (10.05.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant l'**Agence immobilière sociale:**

L'Agence immobilière sociale (AIS), instrument de lutte contre l'exclusion sociale, joue un rôle d'intermédiaire entre des propriétaires de biens immobiliers et des ménages à revenu modeste. Cet organisme loue des logements adaptés au ménage du demandeur et paie ensuite le loyer au propriétaire du bien.

L'AIS vient d'ouvrir une nouvelle antenne «Antenne Sud» (AIS-Sud) à Rodange. Or, une Agence immobilière sociale (AIS Kordall) fonctionne déjà depuis plusieurs années dans la même commune au niveau du Syndicat intercommunal des communes du Kordall (SIKOR), regroupant les communes de Differdange, Käerjeng, Pétange et Sanem. Elle est également soutenue par le Gouvernement et a la même finalité que l'AIS-Sud, à savoir la viabilisation sociale de logements vides.

Lors de l'inauguration de l'Antenne Sud de l'AIS, le Ministre du Logement a d'ailleurs mis en évidence l'importance du partenariat du Gouvernement avec l'AIS et les communes ainsi que la complémentarité dans leurs actions.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Le Syndicat intercommunal des communes du Kordall (SIKOR) a-t-il été informé et consulté au préalable de l'intention de l'installation d'une AIS supplémentaire à Rodange?

- Selon quels critères le choix du site s'est fait et, dans ce contexte, sachant que l'État est propriétaire de l'immeuble, le Gouvernement a-t-il une stratégie de réaffectation des immeubles étatiques?

- Quels autres sites avaient été envisagés?

- Quelle plus-value Madame et Monsieur le Ministre entrevoient-ils dans le fait d'établir les deux initiatives à même objet dans une même commune, tant pour les propriétaires que pour les locataires?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'engager des pourparlers en vue d'une fusion éventuelle des deux agences immobilières sociales installées à Rodange, tel que rapporté par voie de presse?

- Le Gouvernement entend-il soutenir la création d'antennes supplémentaires AIS dans d'autres régions du pays?

Réponse commune (09.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En premier lieu, nous tenons à saluer les efforts entrepris aussi bien par l'AIS Kordall que par l'AIS en matière de mise à disposition de logements abordables et nous soulignons que la collaboration avec ces deux acteurs est plus que fructueuse.

Ensuite, il y a lieu de préciser d'emblée que l'AIS-Sud qui vient d'ouvrir à Rodange ne constitue pas une nouvelle agence immobilière sociale à part entière, mais qu'il s'agit d'une antenne décentralisée couvrant ses activités du sud du pays. L'objectif de cette décentralisation est d'être au plus près des bénéficiaires, aussi bien des propriétaires que des ménages louant les biens auprès de l'AIS. L'AIS, qui est active sur l'ensemble du territoire, disposait déjà de logements dans la région Sud du pays avant la création de l'AIS Kordall.

Établir deux initiatives à même objet dans une commune constitue une plus-value; en effet, le problème du manque de logements à des prix abordables nécessite l'intervention d'une multitude d'acteurs différents. Ainsi, à côté de l'AIS, il existe encore d'autres associations qui sont actives dans cette région, telle que l'asbl «Ennerdach» qui a son siège à Differdange. Celle-ci loue également des biens à des ménages se trouvant dans le besoin.

Dans d'autres régions du pays, des institutions qui font un travail similaire sont en train de voir le jour, à l'image de «house care» dans le canton de Redange ou encore une initiative prise par la commune de Diekirch. Ces initiatives contribuent toutes à assouplir la situation tendue sur le marché du logement locatif et le Gouvernement ne peut qu'encourager chacune d'entre elles qui desservent souvent des clientèles bien spécifiques. Cette complémentarité entre les différentes actions est sans aucun doute bénéfique, comme le mentionnait entre autres le président de la Fondation pour l'accès au logement lors de son discours d'inauguration de l'AIS-Sud. À cette occasion, il qualifiait même d'incompréhensible la polémique autour d'une concurrence éventuelle entre les différents acteurs.

Il est en outre surprenant de constater que les honorables Députés s'enquièrent auprès de deux ministres s'ils envisageraient d'engager des pourparlers en vue d'une fusion éventuelle des deux agences immobilières. Les honorables Députés ne sont quand même pas sans savoir qu'au Luxembourg, l'autonomie communale est un acquis bien ancré et qu'il n'appartient pas aux membres du Gouvernement de pousser un syndicat intercommunal vers une fusion. Il en est de même pour la Fondation pour l'accès au logement, qui est un établissement d'utilité publique et qui, à part des conventions qui la lie à l'État et des obligations et droits qui en résultent, est libre et responsable de prendre en toute autonomie ses décisions et ne peut pas être forcé par le Gouvernement à fusionner ses activités avec celles d'un autre acteur. Pour les raisons de compétence exposées ci-dessus, il nous est également impossible de vous fournir les informations si les deux acteurs se sont parlés préalablement à l'implantation et nous recommandons aux honorables Députés de s'adresser directement aux responsables communaux et aux responsables de l'AIS pour pouvoir obtenir les informations demandées.

En général, il reste à mentionner que le Gouvernement est très satisfait du partenariat qu'il entretient avec l'AIS, qui est un acteur dynamique entre autres en raison de son autonomie qui lui est allouée, et nous accompagnerons de façon constructive les prochaines démarches, aussi bien de l'AIS que de l'AIS Kordall que celles de tout autre acteur actif dans ce domaine.

Question 2981 (11.05.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **pistes cyclables autoéclairantes:**

Des ingénieurs ont développé un moyen de rendre les pistes cyclables autoéclairantes. En effet, une couche de particules anorganiques appliquée sur la surface en question absorbe l'énergie solaire durant la journée et la fait rayonner en couleur bleue en soirée. Alors que les villes de Cambridge et d'Eindhoven ont déjà recours à cette technologie, la ville de Cologne est actuellement en train de planifier des projets pilotes afin d'identifier les pistes cyclables où un tel revêtement pourrait être utile. Dans un tel scénario, des installations d'éclairage à part ne seraient plus nécessaires.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce nouveau système d'autoéclairage?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ce revêtement présente des avantages financiers et sécuritaires?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à installer des projets pilotes au Luxembourg utilisant cette nouvelle technologie?

- Dans le contexte de l'extension progressive du réseau des pistes cyclables au Grand-Duché, Monsieur le Ministre estime-t-il que les nouvelles pistes pourront bénéficier de ce nouveau type de revêtement?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Mes services ont connaissance de ce type de réalisation et le Service du laboratoire de l'Administration des ponts et chaussées a réalisé une recherche sommaire sur les matériaux utilisés dans les projets pilotes mentionnés par Messieurs les Députés.

Aux Pays-Bas, un projet artistique a été réalisé avec un coût de plus de 100.000 euros par cent mètres de piste. Tous les projets et solutions trouvés semblent relativement onéreux. Par conséquent, j'estime justifiable une application ponctuelle tout au plus à des lieux à haut potentiel touristique, notamment en centre urbain. En ce qui concerne l'aspect sécuritaire, il y a lieu de respecter la norme européenne EN 13201 qui demande des valeurs minimales pour l'éclairement vertical demi-cylindrique. Les premiers résultats de la recherche réalisée par le Service du laboratoire des Ponts et chaussées montrent que les matériaux mis en œuvre ne permettent pas une illumination complète de la chaussée et ne peuvent donc pas remplacer un éclairage classique.

En effet, ceux-ci correspondent plutôt à un «marquage luminescent». Les systèmes appliqués pour les projets pilotes à Cambridge et Eindhoven se présentent sous forme de granulats à intégrer dans une nouvelle couche de roulement ou sous forme d'enduisage à appliquer sur un revêtement déjà existant. Les coûts de mise en œuvre ne sont en aucune relation avec les coûts pour la réalisation d'un enrobé classique.

Comme à l'étranger les essais se font sur des bouts de route qui varient entre 100 m et 720 m, il faut conclure que cette technologie est toujours au stade expérimental et qu'il serait judicieux d'attendre le développement futur de ce revêtement. Le Service du laboratoire est disposé à procéder à des analyses plus détaillées.

L'aspect environnemental du produit mis en place doit être analysé pour éviter des effets nocifs lors de la mise en place et de l'enlèvement par rabotage ou autre procédé. Avant de pouvoir s'exprimer sur un éventuel projet pilote, l'Administration des ponts et chaussées envisage de se procurer les matériaux nécessaires afin de réaliser des essais à petite échelle. Aussi, les pistes cyclables autoéclairantes doivent être évaluées dans le contexte d'une pollution lumineuse de plus en plus abondante, ayant des impacts négatifs aussi bien sur les animaux nocturnes que sur la santé des hommes.

Question 2982 (11.05.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **offices sociaux:**

Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a adressé une lettre aux offices sociaux demandant des réunions avec le commissaire du Gouvernement à l'action sociale afin de préparer les modalités de mise en œuvre de différentes dispositions du projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale. Dans cette lettre il est précisé que les agents exerçant au moment de l'entrée en vigueur de la loi relatif au revenu d'inclusion sociale la tâche de service régional d'action sociale telle que prévue à l'article 38 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et qui ne sont pas déjà engagés auprès d'un office social, bénéficient d'une priorité d'embauche en tant qu'agents régionaux d'inclusion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la procédure et les conditions que les agents des services régionaux d'action sociale doivent remplir pour accéder à la fonction d'agent régional d'inclusion?

- Qui devra supporter les frais supplémentaires au niveau du personnel? Est-ce qu'ils seront à charge des communes ou est-ce que l'État assumera les coûts afférents?

- Les dispositions susmentionnées engagent-elles une demande supplémentaire en surface de bureau et, le cas échéant, qui doit supporter les coûts afférents?

Réponse (09.06.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'honorable Député fait état d'une lettre adressée aux offices sociaux et qui précise que les agents exerçant, au moment de l'entrée en vigueur de la loi relative au revenu d'inclusion sociale, la tâche de service régional d'action sociale telle que prévue à l'article 38 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti et qui ne sont pas déjà engagés auprès d'un office social, bénéficient d'une priorité d'embauche en tant qu'agents régionaux d'inclusion sociale.

La précision en question a trait à l'article 44 du projet de loi n°7113 relatif au revenu d'inclusion sociale, déposé à la Chambre des Députés le 27 janvier 2017, qui prévoit en effet une telle priorité d'embauche.

La procédure et les conditions à remplir par les agents visés par cette priorité d'embauche pour accéder à la fonction d'agent régional d'inclusion sociale se résument à une simple candidature au moment de la publication des annonces de postes d'agent régional d'inclusion sociale à pourvoir.

Quant à la prise en charge du coût de ces agents nouveaux, l'article 14 du projet de loi n°7113 prévoit que «l'État participe à leur financement».

Les agents en question devront avoir à leur disposition un bureau dans la région où ils exerceront leur mission. La prise en charge du coût afférent sera réglée par la convention prévue à l'article 14 précité.

Question 2983 (11.05.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**offre de services transfrontalière:**

Des entreprises établies à l'étranger offrent via des annonces publiées dans diverses publications au Luxembourg des services de soins à domicile. Elles proposent aux intéressés la mise à disposition de soi-disant aides-soignantes pour personnes dans le besoin (personnes âgées, malades ou dépendantes). Il se trouve que le personnel ainsi mis à disposition est loin d'être payé le salaire social minimum applicable au Luxembourg. Les entreprises concernées demandent par contre aux clients des tarifs tout à fait concurrentiels pour leurs services. Les salariées ne sont pas inscrites à la sécurité sociale, mais seraient assurées dans leurs pays d'origine. Les clients ne peuvent pas négocier directement avec les personnes occupées, même s'ils désirent les occuper directement. Afin de prévenir tout contact approfondi avec le pays et les clients, les personnes sont remplacées régulièrement après des périodes de quelques mois, ce qui va à l'encontre du principe que les personnes âgées et dépendantes se trouvent mieux dans un environnement familier. Ils prennent ainsi en otage des personnes dépendantes nécessitant rapidement une assistance domestique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de telles pratiques?

- Ces pratiques sont-elles compatibles avec le droit luxembourgeois, voire la législation européenne?

- À défaut, ces pratiques n'aboutissent-elles pas à faire de la concurrence déloyale aux prestataires établis au Luxembourg?

- Comment Messieurs les Ministres entendent-ils mettre un terme à de telles pratiques, dans la mesure où elles seraient entachées d'illégalité?

Réponse commune (22.06.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les entreprises offrant des services de soins à domicile auprès de personnes dépendantes au Grand-Duché peuvent soit être établies au Luxembourg, soit être établies à l'étranger.

Au cas où les entreprises précitées sont établies à l'étranger, les salariés de ces dernières peuvent, conformément aux articles L.141-1 à L.144-10 du Code du travail, être détachés temporairement sur le territoire luxembourgeois en vue de pouvoir y effectuer des prestations de services pour autant qu'il existe une

relation de travail entre l'entreprise d'envoi et le salarié pendant toute la période de détachement.

Les détachements doivent avoir lieu dans le cadre d'un contrat de prestations de services portant sur un objet ou une activité précise limitée dans le temps et prenant fin avec l'exécution de l'objet du contrat.

Par ailleurs, l'entreprise détachante doit exercer une activité économique réelle et substantielle dans son pays d'origine.

Aussi, l'entreprise détachante est tenue de respecter diverses obligations visant à déclarer le détachement et à communiquer certains documents à l'ITM, et les salariés détachés doivent détenir un badge social.

L'application des dispositions légales sur le détachement aux salariés détachés vise à protéger ceux-ci contre toute discrimination en matière d'emploi, de rémunération et de conditions de travail et d'emploi par rapport aux ressortissants de l'État membre où ils sont détachés.

Les dispositions légales sur le détachement établissent un socle de conditions de travail et d'emploi clairement définies, garantissant une protection minimale de ces salariés, qui doivent être respectées par le prestataire de services dans l'État membre d'accueil.

Ainsi, les dispositions légales sur le détachement ont pour effet l'application territoriale du droit du travail luxembourgeois et de la législation sur la sécurité et la santé à l'égard de tous les salariés, à l'exclusion des règles relatives:

1) à l'exigence d'un contrat de travail écrit ou le document établi en vertu de la directive 91/533/CEE du 14 octobre 1991 relative à l'obligation de l'employeur d'informer le salarié des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail;

2) à la réglementation du travail à temps partiel et à durée déterminée;

3) aux conventions collectives de travail.

Pour la période du détachement, tout salarié détaché doit toucher au moins le salaire social minimum légal ou conventionnel s'il s'agit d'un secteur couvert par une convention collective déclarée d'obligation générale.

À noter que la méconnaissance par l'entreprise détachante des obligations relatives à la déclaration de détachement (article L.142-2), à la communication des documents requis (article L.142-3) ainsi qu'au non-paiement partiel ou total du salaire légal ou conventionnel dû aux salariés détachés ou de toute autre infraction aux dispositions d'ordre public visées à l'article L.010-1 du Code du travail (article L.281-1) est passible d'une amende administrative d'un montant compris entre 1.000 et 5.000 euros par salarié détaché et entre 2.000 et 10.000 euros en cas de récidive commise dans le délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 50.000 euros.

Par conséquent, ces pratiques des entreprises offrant des services de soins à domicile auprès de personnes dépendantes du Grand-Duché sont compatibles avec le droit luxembourgeois, voire la législation européenne, pour autant que ces entreprises précitées respectent les dispositions y relatives.

À défaut de respect des dispositions précitées, ces pratiques aboutissent à faire de la concurrence déloyale aux prestataires établis au Grand-Duché de Luxembourg, concurrence déloyale qui est notamment combattue par l'ITM.

À noter toutefois qu'en ce qui concerne les contrôles de l'ITM dans les locaux destinés à l'habitation, il ne peut, conformément à l'article L.614-3 du Code du travail, être procédé à une visite domiciliaire qu'entre six heures et demie et vingt heures par au moins deux inspecteurs du travail et uniquement en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

En ce qui concerne la lutte contre le dumping social en général, l'Administration des douanes et accises et l'ITM se sont accordées, au début de l'année 2016, à renforcer leur coopération contribuant à l'élaboration d'un système de contrôle efficace et efficient ayant pour objectif d'intensifier les contrôles notamment en matière de détachement de salariés afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le dumping social, de favoriser ainsi la concurrence loyale et de protéger en même temps les droits des salariés détachés.

Compte tenu des ressources humaines disponibles, le nombre total de contrôles réalisés en 2016 ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 285 contrôles d'entreprises étrangères. Par suite des différents contrôles effectués, 148 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 96 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 52 amendes administratives pour un montant total de 219.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites endéans le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 28 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions endéans un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement d'un montant total de 49.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 24 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2017, le nombre total de contrôles ciblant spécifiquement des situations de détachement s'élevait à 747 contrôles, dont 304 contrôles ont permis de constater la présence de salariés détachés sur le territoire luxembourgeois. Sur les 304 contrôles en matière de détachement de salariés, 272 injonctions de mise en conformité ont été notifiées à l'encontre des entreprises étrangères.

Suite aux injonctions précitées, 167 entreprises étrangères ont régularisé leur situation en matière de détachement et 105 amendes administratives pour un montant total de 468.500 euros ont été infligées à l'encontre d'entreprises détachantes n'ayant pas donné de suites endéans le délai imparti aux injonctions qui leur ont été notifiées par l'ITM conformément à l'article L.614-13 du Code du travail.

Suite à la notification des amendes administratives, 81 entreprises étrangères ont formé opposition à l'encontre desdites décisions endéans un délai de 15 jours conformément à l'article L.614-13, ce qui a eu pour effet de décharger les entreprises étrangères du paiement un montant total de 192.000 euros.

Par ailleurs, il a été procédé à 154 régularisations salariales en vue d'aligner les salaires versés aux salariés détachés aux tarifs minimaux légaux et conventionnels en vigueur au Luxembourg.

L'entrée en vigueur de la loi du 14 mars 2017 portant modification du Code du travail permet de renforcer considérablement les moyens de contrôle en matière de détachement de salariés et de sanction des autorités de contrôle concernées, à savoir les agents de l'Administration des douanes et accises, les officiers et agents de la Police grand-ducale et les membres de l'Inspection du travail et des mines.

Actuellement, les actions communes entre l'ITM, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ont donc pour effet de générer des résultats concrets en matière de prévention et de contrôles, mais également en matière de sanctions à l'encontre des entreprises qui ne respectent pas les dispositions légales relevant du champ de compétences des différentes administrations concernées.

Question 2984 (11.05.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **simplification administrative:**

Il me revient que lors d'un changement d'une société d'une forme juridique en une autre forme juridique nécessitant partant une nouvelle autorisation d'établissement, les personnes doivent encore faire des démarches spécifiques auprès des différentes administrations (Centre commun, TVA, etc.) pour les informer du changement de la forme juridique.

Dans l'optique d'une simplification administrative, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que dans une perspective de simplification administrative et de la politique du guichet unique prônée par le Gouvernement, il n'y a pas lieu de simplifier les procédures dans le sens qu'une fois la procédure ayant abouti auprès d'une administration, celle-ci devra informer automatiquement les autres administrations pour que les démarches administratives successives à accomplir se fassent automatiquement?

Réponse (26.06.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Je demande régulièrement à mes services de procéder à une revue des procédures administratives afin de pouvoir les simplifier au bénéfice tant de l'administré que de mes propres services. Ainsi, le Ministère de l'Économie participe activement à l'initiative «Einfach Lëtzebuerg» lancée par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative avec neuf projets (http://www.fonction-publique.public.lu/fr/modernisation-etat/einfach/index.html). Dans ce cadre, la publication de l'ensemble des autorisations d'établissement a été une des premières mesures qui a été mise en œuvre via le guichet entreprises (http://www.guichet.public.lu/entreprises/fr/index.html).

La suggestion de simplification administrative faite par l'honorable Député dans sa question parlementaire va dans le sens d'une information des autres administrations par le Ministère de l'Économie et non par la société lorsque celle-ci change de forme juridique. Cette suggestion s'inscrit parfaitement dans l'initiative «Einfach Lëtzebuerg».

Je partage entièrement l'approche préconisée par l'honorable Député. Mes services sont d'ores et déjà en train de déterminer la meilleure façon de mettre en œuvre cette mesure d'un point de vue pratique et d'évaluer si cette mise en œuvre nécessite des changements législatifs ou réglementaires.

Question 2985 (11.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **couloir de bus:**

Anscheinend ass Busspur net gläich Busspur. Et hänkt vun engem klengen Zousazschëld (6aa), wat ee liicht kann iwwersinn, of, ob nieft regelméissege Bussen a Schoulbussen och aner Gefierer (Taxien, Ambulanzen, Dokteren am Asaz, Bussen an Autocare vu Fuerschoulen a fir Führerschäinsexamen a Chauffeursformatiounen, Panzerween vum Geldtransport an hir Escortegefierer) dës dierfe benotzen. An deem Kontext wéilt ech dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Wär et net méi onkomplizéiert, d'Busspureschëld (D10) fir de gesamte motoriséierten ëffentlechen Transport gëllen ze loossen, also Bussen, Schoulbussen, Touristebussen, Navetten, Taxien am Déngscht?

2. Ginn et am Ableck Busspuren, bei deenen den Zousaz vum Schëld 6aa am betreffende Reglement just vergiess ginn ass, wéi anscheinend schonn op Nofro beim Ministère argumentéiert gouf?

3. Wären am Artikel 107 vum Code de la route bei déi Lëscht vun de Gefierer, déi an där éischter Fro uewen opgezielt sinn, net op d'mannst och Policegefierer, déi net am Eildéngscht sinn, derbäizesetzen, wat sécher déi dënn Personaldecke vun eisen Uerdnungskräfte géing e bëssen entlaaschten, wa si manner géingen am Stau stoen?

4. Ass de Minister net der Meenung, datt esou eng eenheetlech Regelung méi Rechtssécherheet géing schafen, eng administrativ Vereinfachung géing duerstellen an de Leit am Verkéier d'Liewe géing erliichteren?

5. Gesäit de Minister net grad bei den Taxien och de Virdeel, datt de Fuerpräis méi clientsfrëndlech ka ginn, wann déi Gefierer manner Zäit tëschent a wärend hire bezuelten Trajete géingen am Stau stoen?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Busspur erfëllt den Zweck, den ëffentlechen Transport ze bevirdeelegen an dofir dierfen nëmme Gefierer, déi am Kader vum ëffentlechen Transport ënnerwee sinn, dës Spur benotzen.

D'Busspure sinn duerch den Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route) an d'Loi du 29 juillet 2004 portant sur les transports publics eenheetlech geregelt.

Speziell den ëffentlechen Transport an doduerch déi entspriechend Gefierer, wéi Linnena Schoulbusser, sinn am Gesetz vun 2004 iwwert den ëffentlechen Transport genau definéiert. Kommerziell Geleeënheetsservicer, wéi se vun Taxien, privaten Navetten oder Touristebussen ugebuede ginn, falen net ënnert d'Definitioun vum ëffentlechen Transport.

Dës Servicer generell zouzeloosse géif bedeiten, d'Busspure méi ze belaaschten, zuongonschte vum ëffentlechen Transport, deen der Allgemengheet vum Stat, vun de Gemengen oder Gemengesyndikater ugebuede gëtt.

Ënner verschiddene Konditiounen ass et méiglech, dass och aner Gefierer op der Busspur fueren dierfen.

D'Police kann, duerch den Artikel 39 vum Code de la route, zu all Moment d'Busspure benotzen, wa si am Eildéngscht ass.

D'Taxie sinn e kommerziellen Déngscht an net generell mam ëffentlechen Transport gläichzesetzen. Dem Fait, dass den Taxi keen Individualtransport ass, gëtt duerch d'Méiglechkeet, verschidden Tronçonen, déi sech ubidden, fir den Taxi ze autoriséieren, Rechnung gedroen.

Busspuren, wou d'Zousazschëld 6aa net reglementéiert ass, sinn dem Ministère ablécklech net bekannt.

Question 2987 (12.05.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**inventaire scientifique du Service des sites et monuments nationaux:**

Le rapport d'activités 2016 du Service des sites et monuments nationaux (SSMN) fait mention du lancement de l'inventaire scientifique du patrimoine bâti digne de protection nationale. Selon ce rapport, 130 objets ont été inventoriés par des experts dans la commune de Larochette, dont 67 ont une valeur patrimoniale nationale. Il y est également mentionné la publication portant le titre suivant: «Nationale Inventarisierung der Baukultur im Großherzogtum Luxemburg - Kanton Mersch/Gemeinde Larochette». Or, il me revient que ladite publication n'a pas été publiée à ce jour.

Le Directeur du SSMN et le Secrétaire d'État à la Culture avaient déjà cité ledit inventaire lors d'une interview accordée à la «Radio 100,7» le 11 janvier 2017. Le directeur parlait cependant de 230 maisons qui seront protégées dans le PAG de la commune de Larochette, dont 64 présentent un «intérêt national de protection» selon les experts. Le Secrétaire d'État à la Culture n'a cependant pas pu confirmer qui de la commune ou de l'État sera responsable de la mise en œuvre des conclusions de cet inventaire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser le nombre exact d'objets inventoriés dans la commune de Larochette et combien parmi eux présentent une valeur patrimoniale nationale?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la publication concernant l'inventaire scientifique de la commune de Larochette n'a pas encore été publiée et me renseigner, si tel n'est pas le cas, sur la forme et la date de parution de celle-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il affirmer que l'inventaire scientifique a déjà été mis en pratique par l'administration communale de Larochette? Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, me préciser les conséquences juridiques impliquées par l'inventaire en question?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de préciser qui, entre les communes et l'État, sera responsable de la mise en œuvre de l'inventaire scientifique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des inventaires scientifiques ont déjà été entamés voire réalisés dans d'autres communes?

Réponse (06.06.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Le Ministère de la Culture et le Service des sites et monuments nationaux ont lancé les travaux en relation avec l'inventaire scientifique du patrimoine architectural digne de protection au regard de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Ainsi sur base des données issues du repérage effectué dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement communal (PAG) et suite à de nombreuses visites de terrain et de recherches approfondies 67 objets ont été inventoriés pour la commune de Larochette.

Une présentation publique avec une publication subséquente de l'inventaire scientifique de la commune de Larochette est prévue d'ici l'automne.

D'après nos informations, 55 objets repris à l'inventaire scientifique bénéficient d'une protection au niveau de la commune de Larochette. Par ailleurs 13 objets inventoriés bénéficient d'ores et déjà d'une protection au regard de ladite loi de 1983.

Quant aux effets juridiques attachés à l'inventaire scientifique, il convient de préciser qu'actuellement la loi ne prévoit pas de tels effets juridiques. L'inventaire scientifique constitue donc un «instrument de reconnaissance» des

objets dignes de protection et qui permet au Ministère de la Culture de procéder, le cas échéant, à la protection juridique de ces objets selon les dispositions prévues par ladite loi de 1983.

À l'heure actuelle, l'inventaire scientifique se poursuit dans le canton de Mersch. Ainsi, le patrimoine bâti de la commune de Fischbach sera sous peu entièrement inventorié et documenté.

Question 2992 (15.05.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **commande musicale pour la Fête nationale 2017:**

La Fédération luxembourgeoise des auteurs et compositeurs (FLAC) s'est, dans une lettre ouverte, insurgée contre la commande musicale que Monsieur le Premier Ministre et Ministre de la Culture aurait passé à une entreprise établie au Luxembourg, qui commercialise un logiciel de composition musicale robotisée, et ce alors qu'il s'agit d'une commande du Gouvernement pour les festivités de l'acte officiel de la Fête nationale du 23 juin 2017 à la Philharmonie.

Considérant qu'il s'agit d'une commande officielle à l'occasion de la cérémonie solennelle de la Fête nationale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations de la FLAC?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené Monsieur le Ministre à confier une telle œuvre compositrice officielle à une intelligence artificielle?

- Est-il correct que cette composition est destinée à être interprétée lors de l'acte officiel de la Fête nationale à la Philharmonie? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que pour les cérémonies de la Fête nationale, il faille passer une commande à une compositrice ou un compositeur du Luxembourg, non seulement parce qu'il y a association d'un être humain, mais aussi parce qu'il s'agit d'une occasion parfaite de promotion de nos talents artistiques et musicaux, mission qui incombe au Gouvernement entier et plus particulièrement encore au Ministre de la Culture?

- Monsieur le Ministre estime-t-il adéquat de faire interpréter une composition générée de façon automatisée par l'OPL, que ce soit à l'occasion d'un acte solennel ou de façon générale?

- Quelles sont les raisons qui ont incité Monsieur le Ministre à donner priorité à ses attributions de Ministre des Communications et des Médias au détriment de celles de Ministre de la Culture?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le coût associé à la passation de la commande à un logiciel de composition musicale robotisée?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser comment les auteurs-compositeurs furent choisis l'année passée et selon quels critères? Quelle sera la procédure applicable pour les années à venir?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la musique du futur sera composée par l'intelligence artificielle?

Réponse (08.06.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Une œuvre musicale a été commandée auprès de AIVA (Artificial intelligence virtual artist) et la représentation musicale de cette œuvre est prévue dans l'avant-programme de la cérémonie à l'occasion de la Fête nationale à la Philharmonie. AIVA est une start-up luxembourgeoise qui a développé un programme de composition algorithmique et un des fondateurs est reconnu comme compositeur auprès de la SACEM sous le pseudonyme AIVA. Le coût de cette commande s'élève à 1.500 euros.

Le Luxembourg étant un pays de la création artistique et en même temps un pays innovateur et une référence mondiale au niveau des nouvelles technologies, il est clair que ces deux caractéristiques peuvent parfaitement coexister. Les festivités organisées à l'occasion de la Fête nationale se prêtent particulièrement bien à mettre en évidence la richesse de l'esprit créateur que notre pays promeut dans tous les secteurs. La musique du futur ne sera certainement pas composée en exclusivité par l'intelligence artificielle, mais elle peut être un complément intéressant.

Lorsque le Gouvernement a introduit, en 2014, la cérémonie officielle à l'occasion de la Fête nationale, il lui tenait à cœur de réserver une place importante à la scène musicale luxembourgeoise, notamment en réservant une place particulière au patrimoine musical luxembourgeois. Dès le début, des arrangements qui mettent en valeur le répertoire des chansons traditionnelles ont été commandés, l'OPL et des solistes luxembourgeois ont joué un rôle central. La programmation musicale de la cérémonie est élaborée sur proposition du directeur du Conservatoire de musique de la ville de Luxembourg, en collaboration avec le Ministère de la Culture et la Philharmonie. Un critère primordial est la combinaison des styles et des formes. Cette année, une place importante sera à nouveau réservée à la création luxembourgeoise. Le programme prévoit notamment une composition originale de Pascal Schumacher et un arrangement de la part de Ivan Boumans qui rendra hommage à Edmond de la Fontaine.

De manière plus générale, il est à souligner que le Ministère de la Culture a substantiellement développé sa politique de commandes musicales ces dernières années.

Année	Commandes publiques œuvres musicales
2012	2
2013	4
2014	5
2015	14
2016	7
2017 (janvier - mai)	10

Récemment, une entrevue a eu lieu entre mes services et la Fédération luxembourgeoise des auteurs et compositeurs (FLAC) lors de laquelle a été abordé le sujet des commandes publiques.

Question 2993 (16.05.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant l'**élection des membres du Conseil national pour étrangers:**

Le Conseil national pour étrangers (CNE) est un organe de consultation du Gouvernement créé par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers. Les 34 membres effectifs que compte le CNE ainsi que les 34 membres suppléants sont élus tous les cinq ans sur base d'un règlement grand-ducal de 1995 et modifié en 2007. Conformément à l'article 12 de ce règlement l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est obligé de faire un appel aux candidatures au moins 40 jours avant la date fixée pour le scrutin. Or, la prochaine élection du CNE est fixée au 12 juin 2017, mais un appel aux candidatures n'a toujours pas été publié par l'OLAI.

Dès lors j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Pourquoi cet appel aux candidatures pour le Conseil national pour étrangers n'a-t-il pas été lancé dans les délais imposés par le règlement grand-ducal précité?

Réponse (13.06.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La date du scrutin pour l'élection des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers a été fixée au 8 juillet 2017.

Tel que prévu par l'article 9 du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités, l'appel aux candidatures a été publié, à partir du 27 mai 2017, dans les quotidiens (Tageblatt, Le Quotidien, Luxemburger Wort, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek, l'Essentiel) et dans les hebdomadaires (Woxx, Lëtzebuerger Land, Le Jeudi, Contacto).

Le délai de publication d'au moins 40 jours avant la date du scrutin a donc été respecté.

Question 2994 (16.05.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant la **production de lait au Luxembourg:**

L'agriculture luxembourgeoise est une agriculture qui dépend largement de la production de viande et de produits laitiers. Environ 50% de notre production agricole est d'origine animale. Selon les rapports du Service d'économie rurale (SER), 346.300 tonnes de lait ont été produites au Luxembourg en 2015, dont 0,68% de lait issu de l'agriculture biologique. En 2016, plus de 370.000 tonnes de lait ont été produites.

Étant donné que la production de lait ne cesse de croître, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Quel pourcentage de la production nationale de lait a été exporté en 2014, en 2015 et en 2016? Veuillez également ventiler le tonnage exporté par type de produit (lait, lait en poudre, yaourts, fromages...).

- Quelle fut pour ces mêmes années la proportion de lait et de produits laitiers «conventionnels» par rapport à la quantité totale exportée?

- Combien de lait a été importé en 2014, en 2015 et en 2016 et quelle fut pour ces mêmes années la proportion de lait et de produits laitiers bio par rapport à la quantité totale importée?

Réponse (16.06.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Les statistiques relatives à la production de lait de vache au stade de production primaire sont établies par le Service d'économie rurale et publiées sur son site Internet http://www.ser.public.lu/statistik/tier_produktion/index.html. En 2016, la part de la production de lait de vache biologique par rapport à la production totale de lait de vache au Luxembourg est de 0,69%.

En ce qui concerne les exportations des produits laitiers, les statistiques du commerce extérieur sont établies par le Statec à partir des données fournies par les opérateurs des secteurs secondaire (transformation) et tertiaire (distribution). Elles se rapportent à des produits ayant subi au moins une étape de transformation (stades ultérieurs au stade de production agricole primaire).

Une mise en relation des données sur la production agricole primaire de lait avec les données sur les exportations de lait et produits laitiers issues des statistiques du commerce extérieur n'est pas possible. Les deux séries de données se rapportent à des produits qui ne se trouvent pas au même stade dans la chaîne de valorisation du lait (produit primaire d'une part, produits transformés d'autre part). Les données relatives aux exportations des différents produits laitiers devraient donc être converties en équivalents lait pour être comparables avec les données de la production primaire de lait. Or, il n'existe pas de méthode harmonisée pour établir ces équivalences. Par ailleurs, les importations de lait et produits laitiers empêchent la comparaison directe des exportations de lait et produits laitiers avec la production agricole primaire de lait.

Une grande partie de la production agricole de lait du Luxembourg est destinée à être exportée en vrac sous forme de produit non transformé (lait cru) ou de produits ayant subi seulement une première transformation (lait concentré, crème, lait écrémé). Une estimation à partir des informations des laiteries sur la collecte et l'utilisation du lait montre que les exportations de lait et crème en gros s'élèvent à 53,6% en 2014, à 57,7% en 2015 et à 63,5% en 2016 par rapport à la production agricole primaire de lait. Une estimation séparée pour le lait cru biologique et les produits laitiers biologiques ne peut pas être réalisée, car les données font objet de clause de confidentialité, puisque le nombre d'opérateurs concernés est inférieur à trois. Toutefois, le lait cru biologique a aussi bien été exporté en dehors du Grand-Duché qu'importé vers le Grand-Duché de Luxembourg.

En ce qui concerne la deuxième et troisième question relative aux proportions de lait et de produits laitiers conventionnels et biologiques parmi les quantités exportées et importées, une distinction entre les produits du mode de production biologique et les produits dits «conventionnels» n'est pas opérée au niveau de la nomenclature combinée (NC) de l'Union européenne applicable pour le classement des échanges intracommunautaires et des échanges avec les pays tiers de marchandises. Il n'est donc pas possible de ventiler les exportations et importations de produits agricoles et alimentaires en produits biologiques d'une part et produits dits «conventionnels» d'autre part.

Les tableaux ci-dessous fournis par le Statec renseignent sur les exportations et importations totales des principales catégories de lait et produits laitiers au cours des années 2014 à 2016. À noter, qu'il n'est pas exclu, que des importations de produits laitiers ne soient pas destinées à la consommation, mais à la réexportation vers des autres pays de l'Union européenne ou des pays tiers.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2995 (16.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **formation des sapeurs-pompiers:**

Il est évident que l'émergence des véhicules à énergies alternatives (électriques, hybrides, gaz) et l'augmentation des installations de panneaux photovoltaïques ou de biogaz ont diversifié, voire renforcé les exigences auxquelles les intervenants doivent répondre en cas d'incendie.

Partant, il devient de plus en plus important que les services de secours puissent suivre régulièrement des formations spécifiques afin d'adapter les procédés d'extinction d'incendies et de connaître les risques qui y sont associés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- D'une manière générale, existe-t-il des formations spécifiques aux nouvelles technologies pour les sapeurs-pompiers volontaires?

- Dans l'affirmative, combien de fois par année cette formation est-elle offerte? S'agit-il d'une formation obligatoire?

- Combien de sapeurs-pompiers volontaires y ont déjà assisté?

- Qu'en est-il de la demande? Y a-t-il éventuellement une liste d'attente? Est-ce que les chefs de groupes et les chefs de groupe adjoints bénéficient d'un traitement prioritaire?

- Monsieur le Ministre entend-il diversifier davantage l'offre de formation des sapeurs-pompiers volontaires?

Réponse (21.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Comme le fait remarquer à juste titre l'honorable Député, l'émergence de nouvelles technologies n'est pas toujours sans problème pour les agents des services de secours qui doivent assurer leurs missions dans des conditions de sécurité optimales.

Les problématiques liées aux installations de panneaux photovoltaïques, de biogaz ou encore aux matériaux utilisés lors de la construction de maisons à basse consommation d'énergie sont thématisées dans le cadre des différentes formations en matière de lutte contre les incendies.

En ce qui concerne les véhicules à énergies alternatives, la thématique est intégrée dans le cours de formation préparant au brevet d'aptitude de secouriste-sauveteur.

Les cours susmentionnés sont organisés trois à quatre fois par an dans les écoles respectives. Par ailleurs, les sujets sont également abordés dans le cadre des formations continues au niveau des centres d'incendie et de secours.

Le brevet d'aptitude du deuxième degré portant sur les techniques de lutte contre l'incendie (BAT2) est nécessaire pour tout pompier qui souhaite occuper la fonction de chef de section. Le brevet d'aptitude de secouriste-sauveteur est obligatoire pour tout secouriste-sauveteur.

Il existe une forte demande de la part des membres des services de secours de pouvoir participer aux formations offertes par l'École nationale du service d'incendie et de sauvetage et l'École nationale de la protection civile, qui en général, peut être satisfaite.

Concernant la diversification de l'offre de formation, il y a lieu de remarquer que de nombreuses initiatives ont déjà vu le jour au cours des deux dernières années (formations concernant la chaîne de commandement, inondations, feux de forêts et de broussailles, first responder, etc.). La formation des membres des services de secours est un des éléments clés de la réforme des services de secours. La création de l'Institut national de formation des secours (INFS) et la mise en place d'un corps d'instructeurs professionnels et volontaires permettra de préparer les pompiers aux multiples missions qui les attendent. La diversification de la formation va bien évidemment être poursuivie avec

de nouvelles possibilités dès la mise en service du plateau technique au Centre national d'incendie et de secours.

Question 2996 (16.05.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**internat du «Sportlycée»:**

Das Sportlycée in Fetschenhof/Cents bietet in seinem Internat momentan 24 Schülern Platz. Aufgrund des erhöhten Trainingspensums der Schüler des Sportlycée wäre eine gute Internatinfrastruktur für viele Schüler angebracht. Wegen der direkten Nähe würde der Bau eines solchen Internats nur auf dem Gelände des INS Sinn ergeben. Laut den Verantwortlichen der Verwaltung für öffentliche Bauten ist es aktuellen Studien zufolge jedoch nicht möglich, ein solches Gebäude auf dem Standort INS zu errichten.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Regierung stellen:

- Können die Minister die Aussagen der Verwaltung für öffentliche Bauten bestätigen?

- Wenn ja, was heißt dies für den Standort des Sportlycée auf Fetschenhof/Cents?

- Hat die Regierung eine Vision bezüglich eines anderen Standorts für das Sportlycée mitsamt Internat?

- Wie ist die aktuelle Belegung des Internats?

- Wie wird festgelegt, welche Schüler einen Platz im Internat bekommen?

Réponse commune (21.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Was den Bau eines Internatsgebäudes in der Nähe des „Institut National des Sports (INS)" betrifft, so lässt sich nach jetzigem Stand ein den Bedürfnissen entsprechendes Internatsgebäude nicht auf diesem Gelände errichten, weil sich auf den noch freistehenden Flächen denkmalgeschützte Festungsüberreste befinden.

Um dennoch eine möglichst gute Lösung für den Standort des Internats zu finden, ist die Verwaltung für öffentliche Bauten in Kontakt mit der Stadt Luxemburg zwecks Ausweichmöglichkeiten in der Nähe des INS.

Darüber hinaus wird der Standort des Sportlycée nicht in Frage gestellt, weil davon auszugehen ist, dass ein passendes Grundstück für das Internat in der Nähe gefunden wird.

Die aktuelle Belegung des Internats ist mit 24 Plätzen maximal ausgeschöpft, so wie das jedes Jahr der Fall ist. Letztes Jahr mussten 8 Schüler abgelehnt werden, da die maximale Kapazität bereits erreicht war. Für das kommende Schuljahr befürchten wir eine noch größere Anzahl von Schülern ablehnen zu müssen.

Kriterien zur Festlegung eines Platzes im Internat sind unter anderem die Entfernung zum Wohnort, beziehungsweise die Anbindung an den öffentlichen Transport, das sportliche Niveau des Schülers, die Trainingssituation und der Trainingsaufwand sowie aber auch die persönliche Situation des Sportlers und seiner Familie. Des Weiteren wird versucht, das Internat die ganze Woche über maximal zu belegen und somit haben im Prinzip auch jene Schüler Vorrang, welche die ganze Woche das Internat benutzen, gegenüber Sportlern, welche bloß ein oder zwei Nächte pro Woche dort verbleiben.

Question 2997 (16.05.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **permanences et urgences pédiatriques:**

Depuis juillet 2015 une maison médicale pédiatrique fonctionne dans l'enceinte de la Kannerklinik à Luxembourg. La maison médicale pédiatrique offre un service de continuité des soins primaires pédiatriques. Ce service est assuré par l'ensemble des pédiatres libéraux du territoire, selon le modèle des maisons médicales. La maison médicale pédiatrique garantit un accès à des consultations pédiatriques en dehors des plages horaires des cabinets des pédiatres pour les enfants dont la situation ne requiert pas une prise en charge dans un environnement hospitalier. Les locaux de la maison médicale pédiatrique sont ouverts au public de 19.00 h à 22.00 h pendant la semaine et de 9.00 h à 21.00 h pendant le week-end et les jours fériés.

L'accueil de la Kannerklinik et de la maison médicale pédiatrique ont lieu au même guichet et les patients sont orientés selon le degré de gravité vers les urgences de la Kannerklinik ou vers un pédiatre de la maison médicale.

Selon un reportage télévisé diffusé hier soir, les temps d'attente pour la prise en charge sont énormément longs et l'organisation entre Kannerklinik et maison médicale pédiatrique semble compliquée et chaotique. Selon une responsable de la Kannerklinik, ce fait serait dû à un manque de personnel soignant et médical.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la situation telle que décrite ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de cette situation intolérable?

3. Le Gouvernement entend-il intervenir afin de remédier au manque de personnel médical et soignant à la Kannerklinik?

Réponse (15.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. La Kannerklinik héberge en son sein le service d'urgence pédiatrique, qui est un service hospitalier prenant en charge les cas d'urgence graves tout comme les cas moins graves concernant les enfants, et ce 24h/24 et 7j/7. Ce service hospitalier fonctionne avec du personnel hospitalier, c'est-à-dire des médecins hospitaliers ainsi que des professionnels de santé hospitaliers.

Pour des raisons pratiques, la Kannerklinik héberge, depuis juillet 2015, également en son sein une maison médicale pédiatrique (qui est n'est pas un service hospitalier mais un cabinet médical pédiatrique) ouverte uniquement de 19.00 h à 22.00 h pendant la semaine et de 9.00 h à 21.00 h pendant le week-end et les jours fériés. Cette maison médicale pédiatrique ne fonctionne ni avec des médecins hospitaliers ni avec du personnel hospitalier, mais avec la majorité des médecins pédiatriques libéraux du pays qui, à tour de rôle, y prennent en charge, les soirées, les week-ends et les jours fériés, des enfants ne relevant pas réellement des urgences hospitalières.

Tous les patients accueillis à la Kannerklinik sont vus et évalués par une infirmière d'accueil et d'orientation qui, en fonction du degré de gravité présenté par le jeune patient et des disponibilités de la maison médicale pédiatrique, l'oriente vers celle-ci ou vers les urgences pédiatriques. Cette infirmière fait partie du personnel soignant de la Kannerklinik.

La maison médicale pédiatrique établie dans les locaux de la Kannerklinik a accueilli 9.424 patients en 2016. La durée d'attente des patients dans les locaux de consultation de la maison médicale pédiatrique n'est pas connue.

De son côté, le service d'urgences pédiatriques de la Kannerklinik a accueilli 32.419 patients en 2016. Les délais d'attente et les temps de séjour dans le service d'urgence pédiatrique sont systématiquement mesurés. L'analyse de ces délais doit tenir compte du degré d'urgence, mesuré selon une échelle de tri qui permet de différencier les urgences en cinq catégories allant de l'urgence absolue (classée U1 selon l'échelle de triage internationale utilisée) à la demande de consultation non urgente (classée U5 selon cette même échelle), cette dernière catégorie y étant uniquement prise en charge lorsque la maison médicale pédiatrique est fermée.

Concernant le temps d'attente, en 2016, les urgences classées U1 ont toutes été prises en charge sans délai, le temps d'attente moyen a été de 40 minutes pour les urgences classées U3 et de 1 heure 12 minutes pour les urgences classées U5.

Le temps de séjour moyen dans le service (incluant le temps d'attente, de l'examen clinique, de la réalisation, si nécessaire, d'examens complémentaires, de l'attente des résultats et du compte rendu) a été de 2 heures 34 minutes en 2016.

Ces chiffres moyens permettent de réfuter l'affirmation selon laquelle les temps d'attente au service d'urgence pédiatrique de la Kannerklinik sont trop longs; la réalité du reportage pour le patient concerné n'est pas le reflet de la situation moyenne, objectivement et systématiquement mesurée.

Au contraire, le Ministère de la Santé considère que la proximité de la maison médicale pédiatrique et du service d'urgence pédiatrique au sein d'une même enceinte architecturale constitue un avantage pour les patients en permettant complémentarité et continuité des soins. Les patients peuvent ainsi sans risque ni perte de temps passer d'une structure à l'autre et bénéficier de la prise en charge la plus adaptée à leur cas.

ad 2. Dans une volonté permanente d'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients dans les services d'urgence des établissements hospitaliers, une étude conjointe du Ministère de la Santé et de la Caisse nationale de santé concernant les urgences, dont celles de la Kannerklinik, est en cours de réalisation. Cette étude a pour objectif de déterminer s'il existe des difficultés avérées identifiables dans les services d'urgence et de rechercher des solutions efficaces à ces difficultés.

ad 3. Il n'existe actuellement pas de norme nationale réglementant le nombre de médecins nécessaires dans un service d'urgence, adulte ou pédiatrique, en fonction du nombre de patients qui y sont pris en charge.

Question 2998 (16.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**éligibilité pour les élections communales:**

L'article 192 de la loi électorale stipule que, pour être éligible, il faut «3° avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est à dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature».

Dans son arrêt n°20835 du 23 novembre 2006, la Cour administrative statue que «les conditions d'éligibilité tiennent à des droits démocratiques fondamentaux dans un État de droit où la liberté d'être élu est le principe, emportant que les restrictions à cette liberté, dont les incompatibilités sont l'exception. [...] L'État de droit n'existe que si le citoyen peut se fier à la lettre du texte de la loi, dans la mesure où celui-ci est clair et précis, cette règle générale, protectrice des droits et intérêts du citoyen, doit trouver sa limite lorsque l'application littérale du texte de loi aboutirait à une situation absurde ou lorsque des termes différents se trouvent être synonymes sinon recouvrent une situation de fait identique, voire essentiellement analogue.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle est la définition de la notion «résidence habituelle» dans le cadre des conditions d'éligibilité pour les élections communales?

- Quels sont les moyens de preuve admissibles de la résidence habituelle?

- Est-ce que la date figurant sur la déclaration d'arrivée auprès de la commune est le seul moyen de preuve, à l'exclusion d'autres moyens de preuve, pour la détermination du délai des six mois de résidence habituelle?

Réponse (15.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Dans le cadre de sa question au sujet des conditions d'éligibilité pour les élections communales, l'honorable Député indique que l'article 192-3° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 prévoit que pour être éligible, il faut «avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire; cette condition doit être remplie depuis six mois au moins lors du dépôt de la candidature».

Je tiens à ajouter dans ce contexte que l'article 10 de la loi précitée établit le domicile électoral de chaque citoyen au lieu de sa résidence habituelle en précisant que ce lieu est celui où il habite d'ordinaire. Partant, la notion de résidence habituelle dans le sens de la loi électorale s'entend comme le lieu géographique où la personne concernée habite. L'habitation est une notion de fait portant sur la résidence effective et continue du citoyen. Cette résidence peut être déduite de l'inscription sur les registres national et communaux des personnes physiques suite à une déclaration d'arrivée effectuée par l'administré.

Toutefois, l'article 10 de la loi électorale admet que pour la détermination du domicile électoral, la preuve de la résidence habituelle peut être apportée par tous les moyens tels que des factures d'électricité, d'eau et d'abonnement à des services de télécommunication ainsi que des contrats de bail, des attestations testimoniales, etc.

Je tiens finalement à rappeler que les déclarations de candidatures sont reçues par le président du bureau principal de chaque commune.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Question 2999 (16.05.2017) de **M. Lex Delles** *(DP)* concernant les **taux d'intérêts négatifs appliqués à partir du 1er juillet 2017 par POST Luxembourg:**

Ces jours, les communes ont été informées par POST Luxembourg qu'à partir du juillet 2017 des taux d'intérêts négatifs seront appliqués pour les soldes créditeurs au-delà d'un million d'euros. Le taux en question sera de -0,40% dans un premier temps.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Les ministres ont-ils connaissance de ces faits?

- À ce moment, toute dotation financière de la part de l'État doit être versée sur un compte auprès de l'entreprise en question. Au vu des changements annoncés, les ministres estiment-ils qu'il serait opportun de lever cette obligation afin d'éviter des frais inutiles aux communes?

Réponse commune (12.06.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur*:

Les dotations financières de l'État au bénéfice des administrations communales continueront à être versées par le biais du CCP. Selon des informations reçues de la part de POST Luxembourg, une solution a été trouvée permettant aux administrations communales d'être exemptées de taux d'intérêts négatifs pour des soldes créditeurs supérieurs à un million d'euros auprès du CCP.

Question 3000 (16.05.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**énergie solaire:**

Afin de développer davantage les énergies vertes au Luxembourg, on pourrait bien s'imaginer l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden, qui du fait de son exposition sur les collines du Mont Saint-Nicolas présente un grand potentiel pour générer ce type d'électricité. On pourrait y exploiter de l'énergie solaire à grande échelle. Un éventuel surplus d'énergie produite pourrait entre autres être stocké en tant que réserve ou être utilisé pour pomper l'eau du bassin inférieur vers le bassin supérieur. De plus, le site en question dispose de toutes les infrastructures et capacités nécessaires au niveau du réseau électrique afin de garantir une évacuation et injection rapide et fiable de l'énergie produite par les panneaux photovoltaïques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden pourrait se prêter à la production d'énergie solaire?

- Dans l'affirmative, quel en serait le potentiel solaire?

Réponse (26.06.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Aly Kaes concernant l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden, je peux vous communiquer les informations reprises ci-après:

Comme de nombreux autres sites au Grand-Duché de Luxembourg, le bassin supérieur (constitué de deux réservoirs artificiels) de la centrale hydroélectrique de Vianden pourrait se prêter à la production d'énergie solaire. Les responsables de la centrale hydroélectrique de l'Our (SEO) sa sont actuellement en train d'analyser la faisabilité et la rentabilité de l'implantation de telles installations sur la digue autour du bassin. Une installation de panneaux flottants sur la surface du bassin (0,55 km^2) n'est pas réalisable en raison des contraintes d'exploitation.

Le potentiel solaire qui serait théoriquement possible à Vianden n'a pas encore été déterminé, mais en fonction de la longueur de la digue du bassin supérieur (4 km), la capacité maximale théorique pouvant y être installée serait de l'ordre de 500 kWp (0,5 MWp), abstraction faite des contraintes techniques liées au site.

Question 3001 (17.05.2017) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant les **logements précaires:**

Pour illustrer la précarité de certains logements, il est courant de se servir de l'image de chambres mises à disposition dans des cafés. C'est une réalité au Grand-Duché de Luxembourg. Or, la précarité des logements et des personnes qui y habitent devrait nous interpeller.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Santé:

1. Alors que la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (la «loi de 1979») renvoie à un règlement grand-ducal pour fixer avec précision les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements destinés à la location ou mis à la disposition aux fins d'habitation, elle oblige toute personne ou organisation qui donne en location ou met à disposition des logements garnis et collectifs de le déclarer préalablement au bourgmestre de la commune, à charge pour ce dernier de procéder au contrôle du respect des critères précités par ces logements.

- Le Gouvernement peut-il me communiquer le nombre de logements garnis, d'une part, et de logements collectifs, d'autre part, déclarés aux bourgmestres par commune conformément à l'article 33 de la loi de 1979?

- Le Gouvernement peut-il par ailleurs m'indiquer le nombre de contrôles de ces logements effectués par les bourgmestres par an sur les cinq dernières années? Combien de fermetures de locaux ont été prononcées sur la même période? Combien de locataires ont dû, à la suite de ces fermetures, être relogés par la commune?

- Le Gouvernement est-il d'avis que la loi de 1979 fournit des outils appropriés aux bourgmestres pour accomplir leurs missions légales?

2. La loi modifiée du 25 février 1979 définit les surfaces au sol minimales auxquelles les logements doivent répondre pour être mis à disposition des locataires (9 m^2 pour une personne, 18 m^2 pour deux personnes, 24 m^2 pour trois personnes et 30 m^2 pour quatre personnes). Le règlement grand-ducal d'exécution de la loi, i. e. le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location (le «règlement grand-ducal de 1979»), comporte pourtant d'autres mesures de référence (12 m^2 pour une personne et 9 m^2 pour tout occupant additionnel). De même, le règlement grand-ducal de 1979 définit des hauteurs des pièces d'habitation (2,20 m), absentes du texte de loi.

Qui plus est, le règlement grand-ducal de 1979, sans que la loi ne contienne des précisions à cet égard, définit les «garnis», de même que les logements collectifs (i. e. des garnis hébergeant au moins six personnes), de même que les normes à respecter pour ces logements.

- Le Gouvernement est-il d'avis que le texte de loi constitue une base légale suffisante pour les règles définies par le règlement de 1979?

- Dans la négative, cela ne profite-t-il pas au final aux bailleurs ou aux locataires procédant à des sous-locations?

- Le Gouvernement considère-t-il que la définition des logements en question de même que les normes y applicables soient encore d'actualité?

- Combien de sanctions ont été prononcées sur base de l'article 35 de la loi de 1979, disposition qui punit «les infractions et les tentatives d'infraction aux dispositions des articles 32 [critères de location de logements] et 33 [obligation de déclaration des logements] de la présente loi et aux dispositions des règlements d'exécution prévus à ces articles d'une amende de soixante-trois euros à cent vingt-cinq mille euros et d'un emprisonnement de huit jours à trois ans ou d'une de ces peines seulement» au cours des dix dernières années?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter la législation en question? À quels niveaux et dans quel délai?

3. La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer à usage d'habitation (la «loi de 2006») plafonne également les niveaux de loyer applicables aux logements meublés.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si cette loi s'applique aux logements garnis et collectifs prévus par la loi de 1979?

- Le Gouvernement peut-il me fournir des statistiques relatives au nombre de saisines des commissions des loyers ayant eu lieu sur les dix dernières années par an et par commune de 6.000 habitants et plus? Qu'en est-il des autres commissions des loyers? Ces commissions ont-elles déjà été saisies en vue d'une augmentation de loyer? Dans l'affirmative, à combien de reprises?

4. Il ressort du rapport d'activité du Ministère de la Santé pour l'année 2015 que l'Inspection sanitaire aurait, en collaboration avec les communes, procédé à l'inspection de bon nombre de logements insalubres afin d'émettre un avis à ce sujet. Cette activité aurait par ailleurs connu une nette augmentation.

- À combien de reprises l'Inspection sanitaire est-elle intervenue dans des logements insalubres en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 relative à l'organisation de la Direction de la santé (la «loi de 1980»)? À combien de reprises est-elle intervenue à la demande de locataires de logements garnis ou collectifs? À combien de reprises est-elle intervenue à la demande des communes?

- La Division de l'inspection sanitaire dispose-t-elle de suffisamment de ressources humaines pour procéder aux contrôles des logements dont elle est investie?

- Le Gouvernement peut-il m'indiquer si le non-respect des dispositions du règlement de 1979 suffit à lui seul pour motiver une intervention des médecins de la Direction de la santé, i. e. de la Division de l'inspection sanitaire dans les locaux d'habitation? À combien de reprises une telle intervention qui, aux termes de l'article 5 (2) de la loi de 1980, nécessite l'accord explicite du président du tribunal d'arrondissement du lieu de situation de l'habitation a-t-elle eu lieu dans le passé?

- Comment le Gouvernement entend-il améliorer la collaboration des communes et des services et administrations étatiques en matière de contrôle de logements garnis et collectifs?

Réponse commune (26.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le chapitre 4 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit actuellement les dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements destinés à la location ou mis à disposition aux fins d'habitation et permet au bourgmestre d'accomplir ses missions légales en la matière.

Ainsi, le bourgmestre peut ordonner la fermeture des locaux si les logements ne correspondent pas aux critères définis par le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location. L'Inspection sanitaire de la Direction de la santé intervient comme expert pour contrôler ces critères. Cette intervention se fait sur demande de la commune, ceci souvent par l'intermédiaire des offices sociaux. Une demande de la part de la commune suffit pour motiver cette intervention.

Le nombre des contrôles effectués sur demande des communes, des offices sociaux et de la Police grand-ducale de 2008 à 2016 se détaille comme suit:

2008:	25
2009:	45
2010:	50
2011:	89
2012:	94
2013:	115
2014:	95
2015:	125
2016:	95
Total:	733

Ces contrôles sont effectués par les inspecteurs sanitaires. Toutes les demandes des communes ont pu être satisfaites.

Dans trois cas seulement, une demande d'accord a dû être adressée au tribunal d'arrondissement. Dans la majorité des cas, le locataire est lui-même à l'origine de la demande d'une visite de contrôle.

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques relatives au nombre de logements garnis respectivement collectifs que les personnes ou organisations concernées sont tenues à déclarer préalablement au bourgmestre de la commune en indiquant le nombre maximum de personnes logées, le montant du loyer et en joignant à la déclaration un état détaillé des locaux.

Se basant sur les travaux d'un groupe de travail interministériel - composé de représentants des Ministères de l'Intérieur, du Logement et de la Santé, ainsi que du Syvicol et des villes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette -, le Gouvernement en conseil sera saisi sous peu de la révision de la loi modifiée du 25 février 1979 et de son règlement d'exécution en vue de leurs adaptations aux nouvelles réalités.

Concernant la surface à prendre en considération, la loi modifiée du 25 février 1979 prévoit en effet une surface au sol minimale par occupant différente de celle prévue dans le règlement d'exécution. Cette incohérence sera effacée avec la refonte prochaine des textes avec les précisions et définitions nécessaires.

Le Gouvernement n'a pas d'information sur le nombre de sanctions prononcées sur base de l'article 35 de la loi de 1979.

Les logements garnis et collectifs loués ou mis à disposition par des propriétaires privés visés par les articles 32 et 33 de la loi de 1979 sont en principe soumis aux dispositions de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, à moins d'être exclus par l'article 1er, paragraphe (3) de la loi de 2006, comme c'est par exemple le cas pour les logements meublés dans des structures d'hébergement réservées au logement provisoire d'étrangers respectivement dans celles tombant sous la loi ASFT, ou pour les logements meublés, mis à disposition de personnes à titre d'aide sociale par une association ou fondation œuvrant dans le domaine du logement.

Concernant le nombre de saisines des douze commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, il convient de noter que - sur base des dossiers transmis au Ministère du Logement après l'abolition des districts - 70 requêtes avaient été traitées par les trois commissariats de district entre 2008 et 2015. Dix de ces affaires concernaient une augmentation de loyer demandée de la part du bailleur. Entre octobre 2015 (date d'abolition des districts) et le 1er juin 2017, le Ministère du Logement a été saisi de 14 affaires, dont six dossiers relatifs à une augmentation du loyer demandée par le bailleur.

Question 3002 (17.05.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**arrêt C-682/15 de la Cour de justice de l'Union européenne:**

Dans sa réponse à notre question parlementaire du 11 janvier 2017 lui soumise à la suite des conclusions de l'avocat général dans l'affaire précitée, Monsieur le Ministre n'a pas voulu commenter ces conclusions. Il s'est limité à mettre en exergue les efforts du Gouvernement en matière de transparence fiscale, tout en n'accordant que très peu de crédit à la question des droits fondamentaux en jeu.

Cependant, le 4 novembre 2014, lors des débats ayant abouti à l'adoption du projet de loi n°6680, devenu la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale, notre groupe politique avait déjà mis en cause la légalité de l'absence de toute voie de recours contre l'injonction du directeur des contributions directes adressée, consécutivement à une demande d'échange de renseignements en provenance d'une autorité étrangère, à tout détenteur de renseignements de fournir ceux-ci:

«Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit eigentlech vereinfacht vir, dass op Ufro vun enger auslännescher Steierverwaltung de Lëtzebuerger Steierdirekter eng Bank, een Affekot, een Notaire, eng Fiduciaire kann opfuerderen, Dokumenter iwwer e Client erauszeréckelen, ouni dass géint dës Decisioun iergendwelche Recours zu Lëtzebuerg méiglech ass. Am Contraire! D'Gesetz verbitt souguer ausdrécklech de Recours, an d'Bank däerf, wann dat vun der auslännescher Autoritéit verlaangt gëtt, de Client net emol iwwert d'Opfuerderung, fir d'Dokumenter erauszeréckelen, informéieren.

A fir eis, Här President, steet dat am Widdersproch zu allen elementare grondrechtleche Prinzipie vun engem Rechtsstat. Eng Lëtzebuerger Verwaltungsautoritéit hëlt eng Decisioun, géint déi keen Asproch bei engem Geriicht méiglech ass. Null Kontroll. Keng Méiglechkeet, fir sech ze wieren.»

La majorité gouvernementale avait décidé (i) de passer outre les arguments développés dans le cadre de l'instruction parlementaire notamment par l'Ordre des avocats de Luxembourg, la Chambre de Commerce, et même un avis précédent contraire de la Cour administrative au sujet d'une loi du 31 mars 2010, et (ii) de supprimer toute voie de recours en la matière.

Saisie d'une décision préjudicielle dans une affaire lui soumise par la Cour administrative, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) vient de décider dans l'arrêt sous rubrique «qu'un administré peut se prévaloir de l'article 47 de la Charte (droit à un recours juridictionnel effectif) lorsqu'il estime que la sanction administrative pécuniaire qui lui est infligée se fonde sur une demande d'informations dont il met en doute la validité dès lors que cette demande est effectuée dans le cadre d'une procédure qui est la mise en œuvre du droit de l'Union». Autrement dit, la Cour considère que le juge doit pouvoir examiner la légalité d'une décision d'injonction du directeur des contributions directes.

La Cour poursuit en rappelant qu'une telle décision d'injonction ne peut être légale que si les informations demandées sont «vraisemblablement pertinentes» pour les besoins de l'enquête fiscale dans l'État membre qui les sollicite. Sont en premier lieu visées les autorités fiscales luxembourgeoises qui ne doivent pas se limiter à une vérification sommaire et formelle de la régularité de la demande d'informations, mais doivent également s'assurer que les informations demandées ne sont pas dépourvues de toute pertinence vraisemblable pour les besoins de l'enquête fiscale compte tenu de l'identité du contribuable visé par l'enquête et de la finalité de celle-ci. Il appartient par la suite au juge luxembourgeois, saisi d'un recours de procéder aux vérifications qui s'imposent, i. e. que la décision d'injonction se fonde sur une demande d'informations suffisamment motivée portant sur des informations qui n'apparaissent pas, de manière manifeste, dépourvues de toute pertinence vraisemblable avec l'enquête fiscale concernée.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre entend-il enfin faire marche arrière et réinstituer un droit de recours contre la décision d'injonction du directeur des contributions directes?

- Monsieur le Ministre entend-il dès à présent rappeler à l'administration fiscale qu'il lui appartient de vérifier la pertinence vraisemblable des renseignements demandés?

Réponse (16.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il convient de rappeler aux honorables Députés qu'en novembre 2013, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales avait classé le Luxembourg parmi les pays «non conformes» avec les normes internationales en vigueur en la matière. Cette classification engendrait des risques certains pour la place financière et mettait le Luxembourg en défaut avec ses engagements internationaux.

Dès son entrée en fonctions, le Gouvernement a dès lors œuvré à adapter le cadre légal luxembourgeois pour le rendre sans délai conforme aux exigences du Forum mondial. Grâce aux mesures prises, le Luxembourg a ainsi réussi à sortir de la «liste noire» dans un temps record.

À l'appui de son évaluation de 2013, le Forum mondial avait estimé notamment que la législation luxembourgeoise, trop protectrice, faisait obstacle au bon fonctionnement du système d'échange de renseignements.

En effet, en ce qui concerne les recours en matière d'échange de renseignements, il convient de noter que sous l'empire de l'ancienne loi modifiée du 31 mars 2010, deux recours coexistaient, à savoir:

- un recours en annulation à l'encontre de la décision portant injonction de fournir les renseignements demandés au détenteur des renseignements;

- un recours en réformation à l'encontre de l'amende administrative fiscale, sanctionnant le défaut d'obtempérer à la demande d'injonction.

Or, le recours en annulation contre la décision d'injonction afin de vérifier la pertinence vraisemblable des renseignements demandés a eu comme conséquence que seulement un certain nombre de demandes d'échange de renseignements aboutissaient à un réel échange d'informations. Cette situation a été fortement critiquée aux niveaux européen et international.

Le Luxembourg n'a donc pas eu d'autre choix que de modifier son ordonnancement juridique en supprimant en 2014 le droit de recours en annulation à l'encontre de la décision d'injonction et en ne gardant que le recours à l'encontre de l'amende administrative fiscale.

Cette modification législative ayant abouti à l'adoption de la nouvelle loi du 25 novembre 2014 a été accueillie favorablement par le Forum mondial et a tangiblement contribué au résultat positif de la réévaluation du Luxembourg effectuée en 2015.

Suite à l'arrêt C-682/15 du 16 mai 2017 de la Cour de justice de l'Union européenne («arrêt Berlioz»), le Luxembourg est désormais tenu de modifier la loi du 25 novembre 2014 afin de prévoir un recours à l'administré permettant au juge d'examiner la légalité d'une décision d'injonction rendue dans le cadre de la procédure relative à l'échange de renseignements sur demande.

La décision précitée de la Cour souligne le bien-fondé des démarches du Gouvernement visant à assurer un «level playing field» au niveau de la réglementation internationale et européenne relative aux matières liées à la transparence fiscale.

Question 3003 (17.05.2017) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant les **demandeurs d'asile LGBTI:**

Comme le note l'UNHCR dans un rapport de décembre 2015, la discrimination légale, sociale et culturelle à l'encontre de personnes LGBTI (lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex) est omniprésente sur une échelle planétaire. Ainsi, l'institution onusienne insiste sur le fait que même dans les pays où il n'existe pas de lois criminalisant les personnes LGBTI, des préoccupations importantes en matière de protection peuvent exister. Parmi les réfugiés et demandeurs d'asile, les personnes LGBTI sont considérées comme étant particulièrement vulnérables.

Ce constat a également été établi par le Parlement européen, qui a adopté le 8 mars 2016 un rapport sur la situation des femmes réfugiées et demandeuses d'asile, lequel porte également une attention particulière à la situation des personnes LGBTI. Selon le rapport, ces dernières sont «victimes de formes particulières de persécution fondée sur le genre, qui sont encore trop souvent non reconnues dans les procédures d'asile».

Ce même rapport souligne d'ailleurs que même dans les pays jugés sûrs, les personnes LGBTI peuvent être victimes d'abus et ont donc des raisons légitimes de demander une protection. Il invite tous les États membres à adopter des procédures d'asile et à élaborer des programmes de formation tenant compte des besoins spécifiques des personnes LGBTI et insiste sur la nécessité de mettre en place des installations d'accueil sensibles à leurs besoins.

Le rapport du Parlement européen soulève aussi des questions quant au concept des «pays sûrs» entraînant des procédures d'asile accélérées. Dans ce contexte, il appelle à tenir «pleinement compte de la situation des femmes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) et des autres groupes vulnérables, en prévoyant le cas échéant des dérogations spécifiques».

Considérant ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) Pouvez-vous m'informer du nombre de demandes d'asile qui ont été déposées ces dernières années - exclusivement ou entre autres - au motif de discriminations sexuelles ou de genre dans un contexte LGBTI? Quel est le taux de reconnaissance du statut de ces demandes?

2) À l'aide de quels critères les autorités luxembourgeoises évaluent elles la situation sécuritaire dans les pays d'origine pour les personnes LGBTI, sachant que la situation légale dans ces pays n'est souvent pas un indicateur suffisant pour exclure tout risque de persécution ou de répression?

3) Est-ce que la procédure d'asile accélérée, appliquée pour des demandeurs d'asile originaires de pays considérés comme sûrs par le Luxembourg, prend en compte la situation vulnérable des personnes LGBTI et prévoit des dérogations spécifiques?

4) Est-ce que les fonctionnaires de la Direction de l'immigration (Service des réfugiés), ainsi que le personnel encadrant des centres d'accueil, ont bénéficié d'une formation spécifique sur la question des demandeurs d'asile LGBTI?

5) Monsieur le Ministre est-il au courant d'éventuelles situations d'harcèlement ou de violence envers des personnes LGBTI dans les centres d'accueil?

6) Est-ce que les centres d'accueil prévoient des installations ou des procédures sensibles aux besoins des personnes LGBTI?

Réponse (13.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1) La Direction de l'immigration ne dispose pas d'indicateurs statistiques en la matière.

ad 2) L'analyse de la situation sécuritaire des pays d'origine pour les personnes LGBTI, comme toute autre analyse, est basée sur des recherches approfondies en matière de COI (Country of origin information). Les sources consultées par l'équipe de recherche du Service des réfugiés ne se limitent, en effet, pas seulement à la situation légale d'un pays, mais couvrent également la vie quotidienne des LGBTI dans leur pays d'origine respectif, sur base de rapports publiquement accessibles, publiés par des sources crédibles et objectives et émanant entre autres de l'UNHCR, de l'European Asylum Support Office (EASO) et d'organisations non gouvernementales comme par exemple l'ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association). L'équipe de recherche du Service des réfugiés a établi des rapports ciblés à usage interne sur la situation des LGBTI; ces rapports sont accessibles à tous les agents en charge des entretiens et décideurs du service.

ad 3) L'article 19 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire dispose que le demandeur qui a été identifié comme nécessitant des garanties procédurales spéciales (qui peuvent s'avérer nécessaires pour certains demandeurs du fait entre autres de leur orientation sexuelle ou leur identité de genre), se voit accorder un soutien adéquat, et notamment du temps suffisant, afin de créer les conditions nécessaires pour qu'elle ait effectivement accès aux procédures et pour qu'elle puisse présenter les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

Chaque dossier, indépendamment de l'origine du demandeur, fait l'objet d'une analyse individuelle et d'une analyse de la situation dans le pays d'origine du demandeur. Le fait qu'un pays figure sur la liste nationale des pays d'origine sûrs n'exclut pas que le demandeur LGBTI puisse passer par la procédure normale et bénéficier d'une protection internationale.

ad 4) Actuellement, le Service des réfugiés dispose d'un agent qui a suivi le module de formation «Gender, Gender Identity and Sexual Orientation» offert par EASO. Au second semestre de cette année, une formation nationale sera dispensée aux agents en charge des entretiens et décideurs du Service des réfugiés. Il convient de signaler que tous les entreteneurs ont suivi les modules de formation EASO «Interviewing techniques» et «Interviewing vulnerable persons».

Au niveau de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), des formations sont proposées par un prestataire spécialisé et ont déjà été suivies par la majorité du personnel encadrant (75% des assistants sociaux et 83% des éducateurs). Cette formation sera proposée, de manière régulière, aux nouveaux agents de l'OLAI et à tout le personnel intéressé.

ad 5) L'OLAI, responsable des structures d'hébergement pour DPI, n'a encore été saisi d'aucune plainte pour harcèlement ou violence envers des personnes LGBTI. Les incidents et les conflits sont gérés par le personnel encadrant dans un souci de confidentialité et de respect de la vie privée des personnes concernées.

ad 6) Les structures d'hébergement sont aménagées de façon à garantir la protection et le respect de la sphère privée de tout résident et particulièrement de toutes les personnes considérées comme vulnérables. Le principe de la mixité prévaut dans les structures d'hébergement, principe qui va de pair avec le respect d'autrui, la dignité et la liberté de chacun.

Aucune menace, ni aucun signe de violence ou de discrimination ne sont tolérés dans les structures et s'ils ont lieu, ils sont passibles de sanctions. En cas de besoin et de demande de la part d'un résident, le personnel encadrant l'oriente vers les centres d'information et de soutien spécialisés.

Question 3005 (18.05.2017) de **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**internat du «Sportlycée»:**

La presse nationale a récemment cité des responsables de l'Administration des ponts et chaussées au sujet d'une éventuelle implantation d'un internat proche des localités de l'Institut national des sports (INS) au Fetschenhof/Cents. Selon elle, l'aménagement d'un tel internat ne serait pas possible aux alentours de l'INS à cause des remparts historiques.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les ministres peuvent-ils confirmer cette information?

- Quels sont les plans actuels du Gouvernement en ce qui concerne l'implantation d'un internat pour jeunes sportifs?

- Si l'internat ne sera pas implanté sur le site de l'INS, quelles en seraient les conséquences pour le futur centre olympique du Grand-Duché?

Réponse commune (19.06.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

En ce qui concerne les informations relatées récemment par la presse nationale au sujet d'une éventuelle implantation d'un internat proche des locaux de l'Institut national des sports (INS) au Fetschenhof/Cents, il est à souligner qu'il n'est pas possible d'implanter cet internat sur le site même de l'INS étant donné que les terrains disponibles renferment des remparts historiques classés comme monument national.

Dans l'optique de trouver un site alternatif pour l'implantation d'un internat pour jeunes sportifs, l'Administration des bâtiments publics est en concertation avec les services de la Ville de Luxembourg pour trouver un terrain aux alentours de l'INS.

Comme le principe pour la construction d'un internat pour les besoins du «Sportlycée» n'est pas remis en cause, le choix du site n'aura pas de conséquences sur le futur centre olympique du Grand-Duché.

Question 3006 (18.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **cours de langue luxembourgeoise dans le cadre de la loi sur la nationalité luxembourgeoise:**

Den Artikel 28 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017 (Nationalitéitegesetz) gesäit vir, datt eng Persoun, déi schonn 20 Joer am Land wunnt, d'Méiglechkeet huet, d'Lëtzebuerger Nationalitéit unzefroen an ze kréien. Dobäi gëtt d'Konditioun gestallt, datt de Kandidat un engem lëtzebuergesche Sproochecours vu 24 Stonnen deelhuele muss.

Dowéinst wéilt ech dës Froen un den Här Justizminister an den Här Educatiounsminister stellen:

- Ass en offizielle Programm vun deene Sproochecoursen ausgeschafft ginn, a wa jo, vu wéi enger Institutioun? Huet d'Regierung dee Programm offiziell guttgeheescht?

- Kënnen déi Häre Ministeren zesummefaassen, wéi dëse Programm an déi eenzel Coursen opgebaut sinn? Wat sollen d'Kandidate fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit zum Schluss vun deene 24 Coursstonne geléiert hunn? Wéi gëtt dat iwwerpréift?

- Ass ee beim Opbau vun de Coursen dovun ausgaangen, datt déi Leit, déi dorun deelhuelen, sech no 20 Joer schonn eng Basis am Lëtzebuergeschen ugëeegent hunn, oder sinn d'Coursë fir absolutt Ufänger ausgeluecht?

- Wann et sech bei dëse Coursen ëm eng Flicht handelt, wéi vill Feelstonnen, wann iwwerhaapt, ginn dann toleréiert?

- Wéi vill Leit hunn zënter dem neie Gesetz hir Kandidatur gestallt, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit op dës Manéier ze kréien? Mat wéi engem Resultat?

- Wéi eng Erfahrunge goufen an deenen éischte Coursë gesammelt? Wéi motivéiert sinn déi Leit, déi schonn op d'mannst 20 Joer am Land wunnen, ouni Lëtzebuergesch geléiert ze hunn, fir elo musse 24 Stonne Sproochecoursen ze maachen, fir d'Nationalitéit ze kréien?

- Ass dru geduecht ginn, fir nieft dem Institut national des langues (INL) nach weider Institutiounen oder Gremien ze berechtegen, fir dës Coursen ze halen an ze zertifiéieren? Wat sinn d'Konditioune fir esou eng Berechtegung?

- Wéi eng Persoune sinn, niewent de Professere vum INL, nach eventuell berechtegt, dës Coursen ze halen an ze zertifiéieren? Den Artikel 13 vum Gesetz vum 22. Mee 2009 gëtt zum Beispill deene Leit, déi en „Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur" hunn, dat Recht, ënner gewëssene Konditiounen de Sproochenniveau vun de Leit ze evaluéieren. Ass dru geduecht, deene Leit och d'Méiglechkeet ze ginn, déi Sproochecoursen no Artikel 28 vum Nationalitéitegesetz ze halen oder den Niveau vun de Kandidaten ze evaluéieren?

Réponse commune (20.06.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Virewech wëlle mer Iech matdeelen, datt mer opgrond vun den Ufroe betreffend den Artikel 28 vum Nationalitéitegesetz vum 8. Mäerz 2017 bei de Gemengen, der Justiz an der Educatioun feststellen, datt vill vun de Leit, déi fir dës Dispositioun a Fro kommen, ganz gutt Lëtzebuergesch schwätzen an anerer schonns wäit méi wéi 24 Stonnen a Lëtzebuergeschcoursë waren aus perséinleche Grënn oder am Kontext vun hirer Aarbecht. Mir ginn de Moment dovunner aus, datt dat méi wéi 50% vun deene sinn, déi bei eis nofroen.

Mir waren eis vun Ufank u bewosst, datt déi Leit, déi fir den Artikel 28 a Fro kommen, keng homogen Grupp si par rapport zu hire Lëtzebuergeschkenntnisser. Duerfir hu mer och drop verzicht, een eenzegen an eenheetleche Programm auszeschaffen.

Den Institut national des langues huet zënter dem 1. Abrëll fënnef där Coursen organiséiert, wou sech insgesamt 125 Leit ugemellt hunn. Vu datt ganz vill verschidden Niveauen am Cours präsent sinn, gëtt no engem Kaderprogramm op eng interaktiv Manéier geschafft, fir déi, déi e gudde Lëtzebuerger Background hunn, mat deenen, déi wéineg oder kee Lëtzebuergesch kënnen, schaffen ze dinn.

D'Programmer vun de konventionéierten Träger vun der Erwuessenebildung (Service de la formation des adultes), déi vum Minister guttgeheescht ginn, „programmes agréés par le ministre", mussen dëse Kritären entspriechen:

- D'Zilgrupp ass definéiert (Ufänger oder Persounen, déi scho gutt schwätze kënnen).

- E Programm mat Léierziler (wat d'Leit um Enn kënnen) a Formatiounsinhalter ass festgeluecht.

- Um Enn vum Cours gëtt en „Certificat de participation" vum Träger ausgestallt, dee garantéiert, datt d'Leit effektiv 24 Stonne präsent waren.

- De Cours huet mindestens 30 Stonnen, fir mat anzerechnen, datt d'Leit emol déi eng oder aner Sessioun verpasst hunn.

- Eng formell Iwwerpréiwung vun de Participanten ass net obligatoresch an och am Kader vum Artikel 28 vum Nationalitéitegesetz net virgesinn.

Deenen do Kritären entspriechen d'office d'Coursen, déi a Lycéeën ofgehale ginn, an d'Coursë vun de Gemengen a Veräiner, déi zënter Joren eng Konventioun mam Ministère hunn, an deenen hir Coursen all Joer erëm den „Label de qualité" vun der Erwuessenebildung kréien.

Opgrond vum Nationalitéitegesetz gi mer och kommerzielle Formatiounsträger a Firmaen d'Méiglechkeet, no deenen uewe genannte Kritäre Coursë vum Minister agreéieren ze loossen.

Wat mer net kënnen akzeptéieren, si Coursen, déi vu Privatpersoune baussent engem geregelte Kader gehale ginn, oder wann een e Cours, mat engem Programm, deen op 50 Stonne festgeluecht war, no 24 Stonne verléisst an dann eng „Attestation de participation" virleet.

Wat Attestatioune vun engem Sproochenniveau ugeet, do akzeptéiere mer den offizielle Sproochentest vum INL an och d'Attestatiounen, déi vum Stat ausgestallt ginn am Kader vun de Sproochenexame fir d'Kandidate vun der Fonction publique. A béide Fäll ass jo, duerch eng offiziell Examensprozedur, garantéiert, datt déi Leit e wäit méi héijen Niveau hunn, wéi een duerch e 24-Stonnen-Cours kéint erreechen.

Wéi schonns am Ufank gesot, ass d'Zuel vun de Leit, déi scho Lëtzebuergesch geléiert hunn, ganz héich. Hir Zertifikater gi vum INL resp. vun der Erwuessenebildung validéiert, wa se de virdru genannte Kritären entspriechen. Da kënne si den Zertifikat mat den anere Pabeieren direkt op hirer Gemeng erareechen.

Zënter ufanks Abrëll hunn den INL an d'Erwuessenebildung e puer Honnert Zertifikater validéiert.

Wat elo déi Leit ugeet, déi nach kee Lëtzebuergesch geléiert hunn, an déi, déi keen Zertifikat kënne virleeën, stelle mer fest, datt d'Leit motivéiert sinn ze léieren an datt se dacks souguer bereet sinn, e bësse méi Stonnen ze maachen, wa se séier e Cours fannen, deen an hirer Géigend ugebuede gëtt. Virun allem wat eeler Leit ugeet, hu mer en Appell gemaach un d'Gemengen, fir do lokal Coursen unzebidden.

Zënter Abrëll ënnerstëtzen a beroden d'Mataarbechter vun der Educatioun déi Bierger, déi ënnert d'Dispositioune vum Artikel 28 falen, wat de Sproochecours ugeet. Dat sinn Honnerte vun Uriff an E-Mailen an och vill Leit, déi mat hiren Zertifikater laanschtkommen.

Déi Leit ginn net registréiert, well déi offiziell Prozedur jo eréischt mam Depot vun der Demande op der Gemeng ufänkt.

Op de Gemenge si bis dato 253 Optiounen op Basis vum Artikel 28 aktéiert ginn.

Question 3007 (18.05.2017) de **MM. Alexander Krieps**, **Gusty Graas** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant l'**utilisation des nouvelles technologies dans le secteur de la santé:**

Avec l'émergence des nouvelles technologies de communication et de documentation, le patient est en droit d'espérer un système de santé transparent, efficace et personnalisé.

Dans le contexte d'un excédent budgétaire de la CNS, et tout en nous référant aux conclusions du rapport «Lenz», nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. À l'ère du numérique, les ministres accordent-ils une priorité à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée?

2. Dans l'affirmative, ne serait-il pas opportun, à l'instar de l'exemple allemand, d'encourager les médecins, les médecins-dentistes et autres prestataires de santé, tant hospitaliers que libéraux, de se connecter à un réseau collectif afin de recourir systématiquement aux données nécessaires à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée?

3. Le cas échéant, dans quel délai une telle carte sanitaire pourrait-elle être mise en place?

4. Les ministres envisagent-ils de subventionner, par le biais de la CNS, les investissements nécessaires?

Réponse commune (22.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La carte sanitaire résulte de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dont l'article 3 dispose que cette dernière constitue un ensemble de documents d'information et de prospective établi et mis à jour par le Ministre de la Santé. Elle comprend l'inventaire de tous les établissements hospitaliers avec les services et le taux d'utilisation, le relevé du personnel médical, soignant, administratif et technique des hôpitaux et l'inventaire des équipements et appareils médicaux.

La loi susmentionnée comprend, par ailleurs, une obligation générale pour tous les établissements hospitaliers de fournir les renseignements nécessaires à l'élaboration et la mise à jour annuelle de la carte sanitaire, voire même des sanctions en cas de non-communication de ces données. La carte sanitaire peut être alimentée entre autres moyennant le recours aux données anonymisées des institutions et administrations de sécurité sociale.

Afin de disposer de données chiffrées actualisées régulièrement, Madame la Ministre de la Santé, en suivant en cela l'avis formulé par le Conseil d'État[1], a inscrit dans le projet de loi 7056 relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (PL 7056) la mise à jour de la carte sanitaire tous les deux ans. Les données qu'elle contient obligatoirement sont complétées notamment par l'ajout d'informations relatives au niveau de la qualité des prestations, aux motifs d'hospitalisation, aux modalités de prise en charge dans les services médicaux d'urgence et aux délais d'attente pour les prestations hospitalières.

La conceptualisation et la réalisation de la carte sanitaire reprenant les données afférentes des professionnels de santé, médecins, médecins-dentistes et autres professionnels du secteur hospitalier et extrahospitalier, le cas échéant, sous une forme informatisée, s'inscrit dans la compétence du Département de la santé. Sa réalisation pourrait se concevoir dans le cadre de l'Observatoire de la santé dont la mise en place est prévue par le programme gouvernemental 2013-2018.

[1] Avis du Conseil d'État n°51.037 du 19 mai 2015

Les questions posées concernent deux points importants qu'il y a lieu de distinguer: le recueil des données servant à l'établissement de la carte sanitaire (qui est lié à l'architecture du système d'information dans son ensemble) et les modalités de présentation et de diffusion de ces données.

En ce qui concerne le recueil des données, le relevé de la carte sanitaire comporte un volet structurel (inventaire des ressources structurelles et humaines du secteur hospitalier et leur organisation) et un volet fonctionnel (relevé des activités, du taux d'utilisation et du niveau de qualité).

La collecte de données du premier volet s'opère par requête adressée aux établissements hospitaliers; ces données, recueillies sous format électronique, sont ensuite agencées selon le format de la carte sanitaire.

Pour le volet fonctionnel, les données sont actuellement issues, pour la plupart, des fichiers de facturation hospitalière, transmis sous format électronique depuis l'Inspection générale de la sécurité sociale. Ces données font l'objet d'un traitement statistique informatisé avant présentation, sous forme agrégée, dans la carte sanitaire.

L'objectif premier des données de facturation est le financement des activités et non leur description dans un objectif de planification. Afin de permettre à l'avenir une description plus précise des activités hospitalières, la commission consultative de la documentation hospitalière a été instituée par règlement grand-ducal du 26 décembre 2012[1]. Par ailleurs, des ressources humaines ont été affectées au codage des séjours hospitaliers grâce au financement, dans le cadre du budget hospitalier, de services de documentation médicale dans les hôpitaux aigus. Ces services collectent et traitent les informations codifiées relatives aux diagnostics ainsi qu'aux actes et prestations réalisées pour tout séjour hospitalier. Ces services d'information médicale sont inscrits dans le PL 7056.

Grâce à ces dispositions, la mise à jour des données d'activité de la carte sanitaire reposeront ultérieurement sur la transmission de fichiers hospitaliers constitués de données structurées indépendantes des données de facturation.

En ce qui concerne les modalités de présentation et de diffusion de ces données, Madame la Ministre de la Santé convient que les technologies de l'information et de la communication peuvent apporter un bénéfice en termes d'accès, d'ergonomie et d'interactivité.

La carte sanitaire, dans sa version «Mise à jour 2015», est diffusée sous un format électronique (PDF) sur le Portail Santé.

(http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2016/09/loi-hospitaliere/index.html)

La mise à jour 2017 sera également disponible sous ce format.

Une réflexion pourrait toutefois être engagée pour disposer d'une version électronique permettant un accès plus ergonomique, voire interactif, des informations contenues dans la carte sanitaire.

La Caisse nationale de santé (CNS) pourrait participer à l'établissement de cette carte en fournissant des données anonymisées se basant sur les données de facturation des seules professions de santé conventionnées et uniquement pour ce qui est de leur activité opposable.

Les données dont dispose la CNS ne sont, en effet, que des données de facturation, éventuellement forfaitaires, se basant sur des nomenclatures qui ne sont globalement plus d'actualité et qui ne permettent souvent pas d'identifier l'activité réellement prestée.

Aussi, une grande partie de l'activité médicale spécialisée se fait sous forme d'association, ce qui a comme conséquence que les données de facturation dont dispose la CNS ne permettent pas d'identifier l'activité individuelle.

La CNS se rallie à l'objectif de mettre à la disposition des patients un système de santé transparent, efficace et personnalisé.

Concernant le financement d'un projet de carte sanitaire informatisée au moyen des fonds de la CNS, il convient de rappeler que l'établissement de la carte sanitaire relève de la compétence du Département de la santé et qu'en vertu de l'article 8 du Code de la sécurité sociale (CSS), l'objet de l'assurance maladie consiste dans le paiement d'une prestation en espèces sous forme d'indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité, la prise en charge des soins de santé, l'organisation et la prise en charge de mesures de médecine préventive et la participation à celles-ci et le paiement d'une indemnité funéraire. L'objet de l'assurance maladie-maternité est réalisé par le biais de la prise en charge concernant les soins de santé des prestations limitativement énumérées à l'article 17 du CSS.

[1] Règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 instituant une Commission consultative de la documentation hospitalière et déterminant le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place

Si la CNS contribue ponctuellement au financement d'autres projets tels que le dossier de soins partagé (DSP) ou certaines mesures informatiques dans le cadre des conventions conclues avec les prestataires visés à l'article 61 du CSS, ces interventions résultent soit d'une disposition légale spéciale, soit d'une disposition conventionnelle et, dans ce cas de figure, ont comme finalité primaire la réalisation d'objectifs s'inscrivant directement dans l'objet de l'assurance maladie-maternité et de ses missions légales.

Pour permettre à la CNS de se prononcer en toute connaissance de cause au sujet d'une contribution de l'organisme à l'établissement d'une carte sanitaire informatisée, le concept de cette dernière devrait tout d'abord être défini et arrêté.

En conclusion, les technologies de l'information et de la communication sont déjà largement utilisées pour l'élaboration et la mise à jour de la carte sanitaire. En matière de recueil des données, des améliorations sont prévues par des dispositions inscrites au PL 7056 et par des dispositions conventionnelles entre la Caisse nationale de santé et les prestataires. La présentation et la diffusion des mises à jour de la carte sanitaire ultérieures à 2017 pourront faire l'objet d'une réflexion afin de proposer au citoyen un accès plus ergonomique aux informations relatives au secteur hospitalier.

Question 3010 (18.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **position du Gouvernement relative à un embargo européen sur les ventes d'armes au Royaume d'Arabie saoudite:**

Après la polémique sur l'entrée de l'Arabie saoudite dans la Commission de la condition de la femme de l'ONU, la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants de Belgique vient en effet d'approuver une proposition de résolution demandant de cesser les ventes d'armes à l'Arabie saoudite. Il s'agit à la base d'une résolution «visant à reconsidérer la politique étrangère à l'égard du royaume d'Arabie saoudite» déposée par «Ecolo-Groen» en septembre 2016, amendée aujourd'hui par la majorité. À noter aussi que la précitée proposition de résolution amendée invite le Gouvernement belge également à soumettre les relations diplomatiques et commerciales avec Riyad «à une réflexion approfondie».

Dans un contexte plus élargi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il, quant au principe, la position de la Commission des relations extérieures de la Chambre belge relative à un embargo sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir auprès de ses homologues du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne afin d'arriver à un embargo européen sur les ventes d'armes à Riyad?

3. Monsieur le Ministre pourrait-il également partager avec la Chambre son analyse sur l'avenir des relations diplomatiques et commerciales de l'Union européenne avec l'Arabie saoudite en général?

Réponse (16.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Le Luxembourg a toujours plaidé activement pour empêcher toute course aux armements dans et vers les régions instables ou subissant des tensions importantes, raison pour laquelle le Luxembourg est un défenseur infatigable du traité sur le commerce des armes (Arms Trade Treaty), ratifié par notre Chambre des Députés en juin 2014.

Le Luxembourg appuie les initiatives qui ont pour objectif le désarmement et la non-prolifération des armements conventionnels et de destruction massive tout comme des vecteurs de cette dernière catégorie, des domaines d'action prioritaires pour le Luxembourg en termes de prévention de conflit. En effet, le Luxembourg œuvre en faveur d'une recherche constante de la sécurité internationale au plus bas niveau possible d'armement et est partie à tous les traités et conventions régionaux et internationaux dans ce domaine.

C'est aussi pourquoi le Luxembourg applique une politique restrictive concernant l'exportation et le transit d'équipements militaires à destination de telles régions.

ad 2. Au sein de l'Union européenne, la position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008, définit des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires, en établissant huit critères de contrôle. Cette position commune vise à harmoniser les contrôles des exportations (ventes) de technologies et d'équipements militaires (armes) au sein de l'Union européenne.

Les contrôles sont néanmoins effectués par chaque État membre, et les décisions portant sur les autorisations d'exportations relèvent de la compétence nationale de chaque État membre. Au sein d'un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne dédié à la mise en œuvre de la position commune 2008/944/PESC, les États membres se concertent régulièrement pour évaluer les pays destinataires de leurs exportations, et ce en prenant en compte les huit critères de contrôle. Or, les politiques nationales de contrôle relatives à ce pays sont très diverses. Il serait donc difficile d'aboutir à un consensus au niveau européen, au vu des positions de certains États membres.

ad 3. Nonobstant les différends diplomatiques actuels dans la région, l'Union européenne veille à maintenir de bonnes relations avec tous les pays du Golfe, au niveau bilatéral, mais également au niveau multilatéral, notamment avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Question 3011 (22.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **nationalité luxembourgeoise:**

Le 17 mars 2017, la nouvelle loi sur la nationalité luxembourgeoise dont la date d'entrée en vigueur a été fixée au 1er avril 2017 a été publiée au Mémorial. À ce jour, certains éléments permettant l'application effective de cette loi font cependant défaut.

Ainsi, le règlement grand-ducal devant préciser les conditions suivant lesquelles l'Institut national des langues (INL) est chargé de l'organisation de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise et de la vérification et de la certification du niveau de compétence exigé fait toujours défaut. Nous notons à cet égard qu'un premier projet de règlement grand-ducal n'a été soumis au Conseil d'État que le 14 mars 2017 avec la demande de réserver un traitement prioritaire audit projet de règlement grand-ducal dont l'entrée en vigueur serait prévue au 1er avril 2017. Le Conseil d'État relève d'ailleurs dans son avis du 28 mars 2017 que «Le Conseil d'État donne suite à cette demande, mais note que les délais très serrés risquent de rendre impossible toute prise en compte de ses observations et de réduire à une pure formalité sa saisine aux fins d'avis.» Il formule également un certain nombre d'interrogations par rapport au texte proposé par le Gouvernement.

Une deuxième difficulté réside dans l'application dans le temps de la nouvelle loi. En effet, les personnes ayant suivi et réussi les épreuves de langue en application de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, mais qui n'ont soumis leur demande de naturalisation qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi risque de devoir se réinscrire à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise et de devoir réussir une nouvelle fois les épreuves d'expression orale et de compréhension de l'oral, faute d'équivalence instituée par le nouveau texte de loi. Cela vaut également pour les cours d'instruction civique suivis sous l'ancien régime et le cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg» institué par le nouveau régime.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il nous expliquer les retards dans la mise en exécution du texte de loi? Endéans quel délai le règlement grand-ducal susmentionné sera-t-il mis en vigueur?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des difficultés d'application dans le temps de la nouvelle loi? D'après les informations à la disposition de Monsieur le Ministre, combien de personnes sont concernées par l'absence de régime transitoire suffisamment long?

- Monsieur le Ministre entend-il accorder aux certificats de réussite des épreuves de langue luxembourgeoise, voire aux certificats de participation aux cours d'instruction civique ancien régime le même traitement qu'aux certificats émis en application de la loi du 17 mars 2017?

Dans l'affirmative, sur quelle base? Dans la négative, comment entend-il résoudre ces problèmes?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'autres difficultés rencontrées par les personnes souhaitant adopter la nationalité luxembourgeoise (difficultés de se procurer une copie intégrale des actes de naissance requis, un extrait du casier judiciaire étranger ou document similaire couvrant les quinze années précédant immédiatement l'introduction de la procédure de naturalisation, etc.)? Lesquelles? Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ces problèmes?

Réponse (19.06.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

C'est à bon escient que les auteurs de la question parlementaire relèvent l'urgence du projet de règlement grand-ducal relatif à l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise, organisé dans le cadre des procédures d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, et le souci y afférent du Conseil d'État «que les délais très serrés risquent de rendre impossible toute prise en compte de ses observations et de réduire à une pure formalité sa saisine aux fins d'avis». Afin de donner une suite appropriée aux observations du Conseil d'État, l'Institut national des langues (INL) et les services concernés du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministère de la Justice se sont concertés à ce sujet. Le texte sera soumis au courant de ce mois de juin à la signature du Grand-Duc.

Les certificats de réussite de l'épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise, délivrés par l'Institut national des langues avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise, restent valables après le 1er avril 2017. L'article 15 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit que l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise comprend l'épreuve d'expression orale portant sur le niveau A2 du cadre européen commun de référence pour les langues et l'épreuve de compréhension de l'oral portant sur le niveau B1 du cadre européen commun de référence pour les langues. Ceci correspond au niveau linguistique exigé par la loi du 13 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise; les candidats ayant réussi l'examen visé par cette législation se sont vu attester le niveau A2 en expression orale et le niveau B1 pour la compréhension de l'oral, de sorte qu'ils remplissent la condition linguistique de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

La situation est différente pour le nouveau cours «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg», puisqu'il n'y a aucune équivalence directe avec l'ancien «certificat de participation aux cours d'instruction civique luxembourgeoise». Le Service de la formation des adultes organise néanmoins des sessions d'examen spécifiques au profit des personnes détentrices de l'ancien «certificat de participation aux cours d'instruction civique luxembourgeoise», avec des questions à choix multiples, afin de leur permettre d'obtenir le certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg». Quelque 800 personnes ont été concernées et la grande majorité a d'ores et déjà profité de ces sessions d'examen spécifiques en vue d'obtenir le certificat «Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg».

Les personnes bénéficiaires de la protection internationale sont souvent dans l'impossibilité de se procurer leur acte de naissance auprès de l'autorité compétente de leur pays d'origine. En outre, il y a eu quelques cas où des candidats à la nationalité luxembourgeoise n'ont pas pu se procurer les extraits du casier judiciaire auprès de certains pays étrangers. L'article 19, paragraphe 3 de la loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise habilite le Ministre de la Justice à dispenser les personnes concernées de la remise à l'officier de l'état civil des pièces pour lesquelles celles-ci justifient d'une impossibilité matérielle de les produire. En cas de dispense, les intéressés peuvent rapporter la preuve des conditions légales par tous moyens.

Question 3034 (29.05.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Fonds du logement:**

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, la présidente du comité directeur serait sur le point de licencier le coordinateur du fonds qui avait été débauché du Fonds Belval en octobre 2015. Ce licenciement serait la conséquence de profondes dissensions entre la présidente et le coordinateur du Fonds du logement.

L'article en question parle également d'un dysfonctionnement total au sein du Fonds du logement et de pressions sur le personnel, d'une véritable omerta à laquelle le personnel dans son ensemble serait soumis.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer des actes de harcèlement moral au sein du Fonds du logement et notamment de la part du comité directeur envers les collaborateurs les plus anciens de l'établissement public?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce mécontentement manifeste du personnel au sein du Fonds du logement?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette atmosphère tendue puisse avoir des conséquences négatives sur le fonctionnement du Fonds du logement?

Réponse (20.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Le Fonds du logement est actuellement en train de se préparer à l'échéance du 1er juillet 2017, date à laquelle entre en vigueur la nouvelle loi qui règle le fonctionnement de cet établissement public.

Cette échéance signifiera un événement pivot dans l'histoire du Fonds du logement et impose une multitude d'ajustements au niveau du fonctionnement opérationnel.

Parmi ces ajustements citons la préparation de multiples nominations au niveau du conseil d'administration, la direction et d'autres organes de contrôle, la réorganisation de la gestion journalière du fonds en raison de la séparation des pouvoirs entre le conseil d'administration et la direction, la redistribution des responsabilités opérationnelles en raison de l'instauration d'une direction tricéphale, la restructuration du système comptable et informatique en raison de l'introduction d'une comptabilité analytique et un nouveau mode de détermination de la dotation étatique.

L'énumération non exhaustive des tâches prémentionnées laisse entrevoir l'envergure de la réorganisation que subit actuellement le Fonds du logement avant la mise en vigueur de sa nouvelle base légale.

L'honorable Député s'enquiert dans ce contexte sur l'existence d'actes de harcèlement moral de la part du «comité directeur envers les collaborateurs les plus anciens». Or, l'honorable Député n'est pas sans savoir que dans le texte légal actuellement à la base du fonctionnement du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement), et plus précisément son article 63, les missions du comité directeur ne donnent pas de caractère opérationnel au comité directeur, qu'il n'est donc pas en contact avec le personnel même du fonds.

Dans le cadre de la nouvelle organisation du Fonds du logement ont été engagés plusieurs nouveaux collaborateurs qui se sont bien intégrés. Toute l'équipe du Fonds du logement a récemment été informée des changements à venir et je suis convaincu que tous les collaborateurs attaqueront avec motivation le nouveau défi.

Cette réorganisation, certes intensive, en vue de la mise en place de la nouvelle loi au 1er juillet, a été accomplie dans les délais et permettra au Fonds du logement de se relancer avec de nouvelles bases solides, ceci pour l'accomplissement de sa mission principale qui est la production de logements sociaux.

Question 3038 (30.05.2017) de **M. Marco Schank** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **réserves en eau potable:**

Monsieur le Directeur du SEBES a précisé sur les ondes de la radio 100komma7 que le niveau de la nappe phréatique est très bas et que les eaux pluviales des derniers mois n'ont pas permis de rétablir les réserves hydrologiques de manière substantielle. De plus il a expliqué que la croissance de la population ne va pas améliorer la situation mais plutôt augmenter la demande en eau potable. Dans ce contexte, il n'a pas exclu que des mesures de rationalisation de l'eau potable devraient être prises au cours des mois d'été.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les niveaux actuels des réserves d'eau potable et de la nappe phréatique?

2. La situation est-elle déjà tellement préoccupante que des mesures préventives doivent d'ores et déjà être prises?

3. Est-il prévu d'économiser voire de rationaliser l'eau potable pendant la période d'été et, le cas échéant, par quels moyens?

Réponse (27.06.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Les périodes hivernales de 2014 à 2017 étaient caractérisées par des taux de précipitations faibles par rapport à la moyenne à long terme avec un déficit très important pendant la période hivernale 2016-2017. Comme ces périodes hivernales sont très importantes pour le rechargement des nappes d'eaux souterraines et en raison du manque important de pluie pendant l'hiver 2016-2017, un grand nombre de sources présentent des débits plus faibles que la moyenne pluriannuelle.

L'analyse de la situation actuelle permet la comparaison avec les périodes estivales de 2006 et de 2012, qui présentaient également des débits de sources particulièrement bas. À l'heure actuelle, les débits de la plupart des sources restent pourtant supérieurs aux débits mesurés pendant les années 2006 et 2012. Il faut préciser que chaque masse d'eau souterraine réagit différemment à une période de sécheresse et que le niveau des nappes évolue également de façon inégale. Cette année on a pu observer pour la majorité des sources une évolution des débits atypique indiquant une recharge anormale. Ainsi dans certains cas, les débits ont commencé à diminuer à partir du mois d'avril. Or, une diminution des débits ne se produit en général que plus tard dans l'année. Ces observations concernent principalement les sources des masses d'eau du trias faciès de bordure, du grès bigarré et du grès coquillier. Les sources qui resurgissent de la masse d'eau du grès de Luxembourg, masse d'eau souterraine la plus importante pour la production d'eau potable au Luxembourg, réagissent en général plus lentement à une période de recharge insuffisante. La sécheresse de ces derniers mois pourra avoir un effet à moyen terme sur les débits de ces sources.

Bien que les débits des sources soient majoritairement encore supérieurs aux débits mesurés en 2006 et 2012, la situation risquera de s'aggraver l'année prochaine si les précipitations hivernales manquaient pour la période de recharge à venir.

Concernant le lac de la Haute-Sûre, le niveau d'eau est également inférieur à la moyenne pluriannuelle. Comme mentionné dans la réponse à la question parlementaire n°2967 du 8 mai 2017 des honorables Députés Messieurs Max Hahn et Gusty Graas, la consigne de gestion du niveau du lac de la Haute-Sûre prévoit qu'au début de chaque hiver hydrologique le niveau du lac soit abaissé à une cote inférieure ou égale à 317 m sur mer afin de garantir une protection contre les inondations et que la cote soit relevée à 319,50 m lors du passage de l'hiver hydrologique à l'été hydrologique, soit pour le 1er avril de chaque année. L'absence de précipitations notables durant la fin de l'année 2016 a entraîné un abaissement de la cote jusqu'à 313 m. Les précipitations en fin de janvier et début février 2017 ont suffi en peu de temps pour relever le niveau du barrage à une cote de 316 m. L'Administration de la gestion de l'eau a accordé une dérogation à la consigne de la gestion du niveau permettant un relèvement du niveau par étapes à partir du 15 février. Suite aux précipitations survenues entre la mi-février et la fin mars, le niveau du lac a ainsi pu être ramené à une cote de 318 m. Le déficit de 1,5 m par rapport au niveau prévu n'aura probablement pas d'influence substantielle sur les réserves pour l'approvisionnement en eau potable retenues dans le lac. Ces réserves sont suffisantes pour couvrir les besoins de l'année, sous condition d'un été présentant une météorologie normale.

ad 2. Après les années 2006 et 2012 présentant des débits particulièrement bas et suite au manque de pluie pendant les périodes de recharge entre 2014 et 2017, les débits de nombreuses sources n'ont pas pu se rétablir entièrement jusqu'à ce jour. La tendance à la baisse du débit des sources est d'autant plus importante que la chaleur actuelle incite la population à consommer davantage d'eau.

La sécheresse lors de la dernière période de recharge peut avoir un effet à moyen terme sur les débits des sources captées pour l'alimentation en eau potable. De plus, les fournisseurs d'eau potable enregistrent actuellement une demande plus élevée que lors des années précédentes aux mêmes dates. Par conséquent, il est important de sensibiliser le public afin d'encourager à une utilisation judicieuse de la ressource vitale que représente l'eau potable. Ceci s'applique non seulement aux habitudes en cas de sécheresse et de pénurie potentielle, mais également à toutes les activités humaines pendant toute l'année. Dans cet aspect le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Aluseau, en tant que représentante des fournisseurs d'eau, ont récemment lancé une telle campagne de sensibilisation. En date du 30 mai 2017, une «phase de vigilance» nationale, visant à réduire la consommation en eau potable, a été entamée et une circulaire ministérielle a été adressée à toutes les communes afin de les renseigner sur la situation et les démarches potentiellement nécessaires. En fonction des conditions météorologiques, de l'évolution des débits des sources et de la demande, il pourra s'avérer nécessaire de mettre en place des interdictions d'utilisation d'eau potable pour certaines activités non essentielles afin de maintenir une alimentation en eau potable d'une bonne qualité. À cause du faible niveau des eaux de surface pouvant être critique pour certains organismes aquatiques, le Département de l'environnement a en date du 21 juin 2017 en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau également attiré l'attention de la population à ne pas prélever de l'eau dans les eaux de surface, afin de ne pas compromettre la survie des organismes aquatiques et engendrer une dégradation partiellement irréversible de la qualité des eaux de surface.

ad 3. Comme l'eau est une ressource précieuse, il convient à tout instant d'économiser et d'utiliser l'eau potable de façon responsable et rationnelle.

Vu les conditions météorologiques et la forte consommation le 30 mai 2017, le Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en concertation avec l'Administration de la gestion de l'eau et des majeurs fournisseurs d'eau potable, a décidé de déclencher une «phase de vigilance» nationale, invitant les communes et citoyens à réduire la consommation en eau potable. C'est dans ce sens que la circulaire précitée a été envoyée aux communes. Les mesures liées à la phase de vigilance sont volontaires et font appel au bon sens de chaque citoyen. Une liste-type de ces mesures pourra être consultée sur le site de l'Administration de la gestion de l'eau.

La phase de vigilance sera maintenue dans un premier temps jusqu'au début des congés collectifs. Par expérience les consommations en eau potable vont baisser de manière significative au début du mois d'août.

Les communes qui se verront quand même livrées à une pénurie d'eau peuvent déclencher, sur base d'un règlement communal, une «phase orange» pendant laquelle les mesures énumérées pour la phase de vigilance deviennent obligatoires. Au-delà, les communes peuvent imposer à leurs citoyens toutes autres mesures qu'elles jugent nécessaires.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

N°14
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°14 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Réforme du Conseil d'État p. 516
«Working poor» p. 522
État de crise p. 538

Sommaire des séances publiques nos 38 à 40 p. 554
Sommaire des questions parlementaires p. Q236

38e séance Jeudi 11 mai 2017
39e séance Mercredi 31 mai 2017
40e séance Jeudi 1er juin 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder in Winterthur

(von links nach rechts) Mars Di Bartolomeo aus Luxemburg, Christa Markwalder, Nationalrätin und Vorgängerin von Jürg Stahl als Nationalratspräsidentin der Schweiz, Jürg Stahl, Doris Bures aus Österreich, Josef Lisibach, Stadtrat von Winterthur, Albert Frick aus Liechtenstein, Alexander Miesen aus Belgien und Norbert Lammert aus Deutschland

Am 14. und 15. Juli 2017 nahm der Präsident der Abgeordnetenkammer Mars Di Bartolomeo gemeinsam mit Generalsekretär Claude Frieseisen am Treffen der Parlamentspräsidentinnen und Parlamentspräsidenten der deutschsprachigen Länder in Winterthur teil.

Auf Einladung des Nationalratspräsidenten der Schweizerischen Eidgenossenschaft Jürg Stahl diskutierten die Parlamentspräsidenten aus Deutschland, Norbert Lammert, Österreich, Doris Bures, Liechtenstein, Albert Frick, der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Alexander Miesen, und Luxemburg, Mars Di Bartolomeo, über die Chancen und Herausforderungen des Strukturwandels und der damit verbundenen parlamentarischen Fragestellungen.

Nachdem die verschiedenen Teilnehmer den Strukturwandel ihrer jeweiligen Länder hatten Revue passieren lassen, wandten sie sich den bevorstehenden gesellschaftlichen Veränderungen zu. Mit Vertretern aus Bildungsinstituten und Wirtschaft erfolgte ein Austausch unter anderem über neue Arbeitsmodelle, neue Wohnmodelle, neue Mobilitätskonzepte und die zu erwartenden technischen Neuentwicklungen dank künstlicher Intelligenz. Sämtliche Teilnehmer waren sich anschließend darüber einig, dass man diesen in Zukunft sehr rasanten Entwicklungen nicht mit den alten Mechanismen und Funktionsmodi entgegentreten kann.

Präsident Mars Di Bartolomeo stellte seinerseits mit Genugtuung fest, dass Luxemburg, unter anderem über die durch den Rifkin-Bericht angestoßenen Diskussionen, vorausschauend auf die auf das Land zukommenden Herausforderungen reagiert hat.

Angesichts der Tatsache, dass diese gegenwärtigen und zukünftigen Entwicklungen auch nicht spurlos an den demokratischen Institutionen vorbeigehen werden, hat der Präsident der Abgeordnetenkammer seine Kollegen zum nächsten Treffen nach Luxemburg eingeladen, um mit ihnen über Formwandel der Demokratie und E-Democracy im weitesten Sinne des Wortes zu diskutieren.

La parole aux jeunes à la Chambre des Députés

Une vingtaine de membres du Parlement des jeunes ont eu un échange de vues, le lundi 17 juillet 2017, avec les députés membres de plusieurs commissions parlementaires sur six résolutions. Ces textes avaient été adoptés lors de la séance plénière du Parlement des jeunes le 13 juillet 2017 et portent sur différents thèmes de l'actualité politique nationale et internationale, à savoir:

- l'intervention russe dans les élections présidentielles françaises et américaines;
- le don du sang;
- la surveillance par *bodycams*;
- le futur de l'Union européenne;
- l'écart de rémunération entre hommes et femmes;
- le système scolaire luxembourgeois.

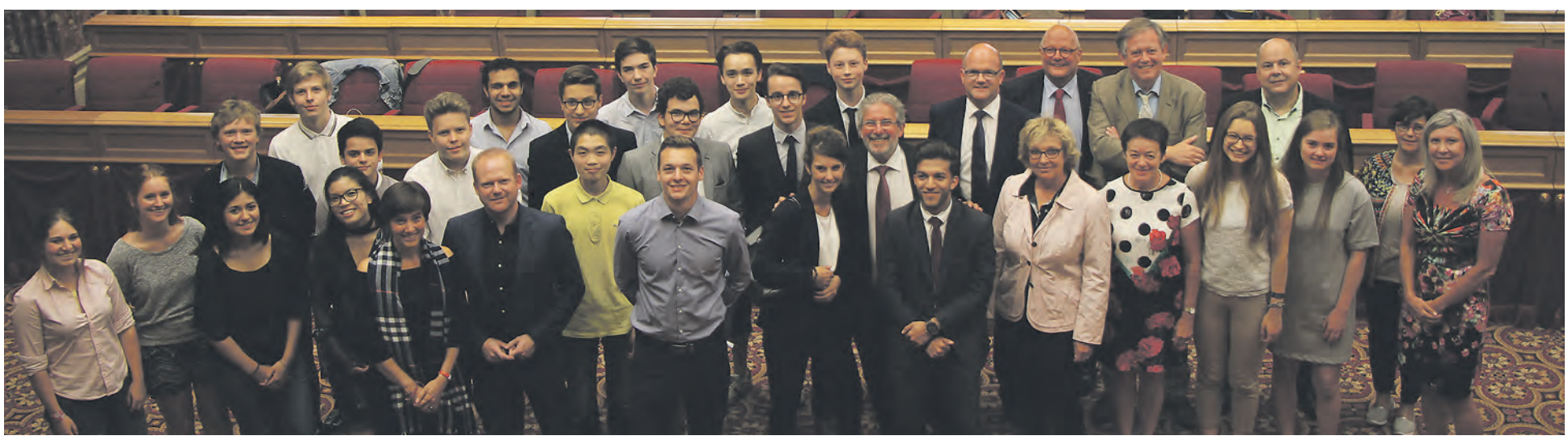
Vers un échange avec les jeunes wallons

Dans le cadre de sa visite officielle à Luxembourg, le Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Philippe Courard, a eu une entrevue avec les représentants du Parlement des jeunes et a également participé au *hearing* en salle plénière. L'objectif, fixé récemment lors d'une rencontre à Bruxelles entre M. Courard et M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés, est de développer des échanges réguliers entre les Parlements des jeunes luxembourgeois et wallon.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes?

Le Parlement des jeunes («Jugendparlament») est une plateforme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et de débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie quotidienne.

Le Parlement des jeunes a vu le jour dans la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008. Il a comme objectif principal de favoriser l'engagement des jeunes dans notre société et de les rapprocher du monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis aux acteurs politiques concernés. La Chambre des Députés est un des partenaires du Parlement des jeunes.



À l'échange de vues avec les membres du Parlement des jeunes participaient, outre des députés luxembourgeois, le Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Philippe Courard, et le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo (2e rangée, 4e respectivement 5e de droite).

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Minsk

Un appel à la confiance mutuelle et la coopération entre les pays

Réunis en session annuelle à Minsk (Bélarus) du 5 au 9 juillet 2017 en tant que tribune parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) pour dresser un bilan des évolutions et des défis dans le domaine de la sécurité et de la coopération, quelque 260 députés des pays européens, de l'Amérique du Nord et de l'Asie centrale ont adopté la «Déclaration de Minsk».

Cette déclaration, accessible sur le site Internet www.oscepa.org, rassemble les résolutions adoptées par les trois commissions «Affaires politiques et sécurité», «Affaires économiques, science, technologie et environnement» et «Démocratie, droits de l'homme et questions humanitaires». La session annuelle a été placée sous le thème «Renforcer la confiance mutuelle et la coopération pour la paix et la prospérité dans l'espace de l'OSCE».

Dans son allocution, la Présidente de l'Assemblée parlementaire, Madame Christine Muttonen, a rappelé que la paix et la prospérité sont les buts à atteindre, mais qu'il ne faut pas oublier que la confiance mutuelle et la coopération sont les principaux moyens pour achever ces buts. Dans une époque marquée par un rebondissement de l'insécurité et de conflits, ce serait le seul chemin à poursuivre. Ancrée dans le processus de détente des années 1970 et basée sur les valeurs de l'acte final d'Helsinki adopté en 1975, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE se doit de poursuivre le dialogue et de créer la base pour la coopération et l'échange de meilleures pratiques pour affronter les défis de notre époque, a souligné la Présidente de l'Assemblée parlementaire.

La Chambre des Députés était représentée par M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

(de gauche à droite) Mme Josée Lorsché, M. Eugène Berger, M. Gusty Graas

Séance plénière du Parlement Benelux à La Haye

Soutenir la durabilité de nos sociétés

Les participants luxembourgeois à la séance plénière du Parlement Benelux

La deuxième séance plénière du Parlement Benelux sous présidence néerlandaise s'est tenue à La Haye les 16 et 17 juin 2017 en présence des députés luxembourgeois M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis, M. Gilles Roth, Mme Diane Adehm, M. Frank Arndt, M. Gusty Graas et Mme Josée Lorsché.

La mobilité durable figurait au cœur des travaux des membres du Parlement Benelux. Un débat thématique introduit par M. Marcel Oberweis, en sa qualité de Vice-Président du Parlement Benelux, a été lancé par M. Hans Bruyninckx, directeur exécutif de l'Agence européenne pour l'environnement de l'Union européenne, avec la participation d'autres experts, parmi lesquels M. Guy Besch, Conseiller de Gouvernement pour la planification de la mobilité au Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Dans ce contexte, il fut retenu que, s'il faut se féliciter du nombre croissant de voitures électriques, celui-ci ne résoudra pas pour autant le problème des files et des embouteillages. Au-delà du débat sur les modalités de transport, il faudra agir aussi sur l'aménagement du territoire. L'augmentation du covoiturage intelligent, l'utilisation du vélo pour une partie des trajets et la bicyclette électrique sont des signaux positifs. Il est tout aussi important de pouvoir utiliser tous les transports en commun avec un même titre de transport partout dans le pays.

Il reste beaucoup à faire dans le Benelux à cet égard, ont estimé les parlementaires présents, malgré des avancées ponctuelles. En conclusion, les parlementaires ont affirmé qu'il faut à présent un pacte environnemental qui puisse être poursuivi au-delà des échéances électorales.

Deux recommandations sur la mobilité des patients et les soins transfrontaliers respectivement sur la coopération en matière de contrôle du transport aérien ont également été adoptées. Au sujet de la dernière question, le président de la délégation luxembourgeoise, M. Roger Negri, a insisté sur l'importance d'une coopération transnationale tenant compte de l'autonomie du Luxembourg pour gérer son espace aérien. De même, M. Negri a souligné qu'il est impératif de veiller au respect des droits sociaux des professionnels du contrôle aérien.

Un texte en relation avec l'énergie nucléaire n'a pas été adopté, la délégation luxembourgeoise ayant affiché clairement la position de la Chambre des Députés consistant à privilégier des modes de production d'énergie différents, tout en prônant une sortie du nucléaire.

Par ailleurs, la problématique du transport de marchandises dans le Benelux a été débattue, de même que celle des voitures électriques, de l'agriculture transfrontalière, du transport ferroviaire de marchandises ainsi que celle de la coopération portuaire dans le Benelux.

L'économie circulaire a fait l'objet d'un rapport commun de la députée luxembourgeoise Josée Lorsché et de la parlementaire belge Patricia Creutz sur les travaux en cours dans le cadre de la Commission «Économie, Agriculture et Énergie», présidée par M. Gusty Graas.

Dans ce contexte, Mme Lorsché a notamment souligné qu'en s'inscrivant dans la logique de la durabilité et de la responsabilité, l'économie circulaire implique en effet l'inversion des modes de gestion des ressources, chaque acteur pouvant devenir un agent du changement et d'une économie durable. En même temps, l'enthousiasme qui entoure ce concept fait parfois oublier que pour dégager des effets concrets, il est indispensable de passer au stade de la réalisation à travers l'implication de toutes les parties prenantes, des pouvoirs publics aux citoyens en passant par la société civile et l'industrie. Il ne se réalisera pas non plus sans une meilleure éducation à l'environnement, a conclu Mme Lorsché.

Maison de l'orientation

6787 - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail

Le présent projet de loi se propose, d'une part, de doter la Maison de l'orientation d'une base

légale et d'un cadre organisationnel adapté aux réalités et contraintes du terrain, et, d'autre part, d'assurer la cohérence de l'orientation professionnelle et scolaire en délimitant et en précisant les missions du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (ci-après «CPOS»).

Le projet de loi sous rubrique vise à:

1. définir la Maison de l'orientation comme guichet unique et plateforme commune des principaux acteurs de l'orientation scolaire et professionnelle,

2. créer un service de coordination pour la Maison de l'orientation dont la mission est d'assurer la coordination et la concertation des missions qui lui étaient confiées,

3. instaurer un Conseil national, baptisé Forum orientation, chargé de définir une stratégie nationale de l'information et de l'orientation scolaire et professionnelle et de suivre sa mise en œuvre,

4. obliger les lycées de se doter d'une démarche d'orientation correspondant à certains standards de qualité décrits dans un cadre de référence,

5. définir *a minima* des obligations pour les agents intervenant dans l'orientation scolaire et professionnelle en matière de formation continue.

Par ailleurs, il est procédé à une révision des missions de l'ancien CPOS, qui devient le «Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires». Les missions du centre se développent désormais autour de trois piliers, à savoir:

- être un centre de ressources psychosociales pour les lycées,

- compléter l'offre de soutien psychosocial des lycées,

- faire office de médiateur scolaire.

Suite à l'adaptation des missions et du nom du CPOS, il est nécessaire d'opérer aussi un changement au niveau de la désignation des services de psychologie et d'orientation scolaires, qui seront désormais désignés «services psychosociaux et d'accompagnement scolaires».

À noter que le Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires garde sa fonction de centre de ressources pour les services psychosociaux et d'accompagnement scolaires des lycées et continuera à assurer sa mission complémentaire pour recevoir les jeunes non scolarisés ou en voie de réintégrer le parcours scolaire. Les missions du centre au niveau de la résolution des conflits, plus précisément au niveau de la médiation, sont maintenues.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.03.2015

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

04.03.2015	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
11.03.2015	Présentation du projet de loi
15.06.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.06.2016	Suite des travaux
15.12.2016	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
01.02.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
15.02.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport
15.03.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire
05.04.2017	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un rapport complémentaire

Vote en séance publique: 11.05.2017

Loi du 22 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°605, page 1

Réforme du Conseil d'État

6875 - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Le projet de loi sous rubrique vise à réformer l'organisation du Conseil d'État en modifiant certains aspects concernant notamment la procédure de composition et de nomination, la durée des mandats, la publicité des votes, ainsi que l'introduction de règles déontologiques.

Attributions du Conseil d'État

Le projet de loi 6875 entend légitimer le dépôt simultané des projets de loi à la saisine du Conseil d'État, procédure devenue pratique courante, en abandonnant la procédure de la loi du 12 juillet 1996, selon laquelle les projets de loi élaborés par le Gouvernement font l'objet du dépôt à la Chambre des Députés seulement après que le Conseil d'État ait émis son avis. La disposition relative à l'urgence pour la présentation d'un projet de loi est abandonnée pour être superfétatoire.

Procédure de composition du Conseil d'État

Une très grande majorité des partis politiques a exprimé la volonté, à l'occasion de la consultation sur la réforme du Conseil d'État, de doter le Conseil d'État d'une représentativité accrue au niveau politique. Le projet de loi a pour objectif de configurer la procédure de composition du Conseil d'État de manière à assurer une représentativité équitable des courants politiques siégeant à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

Sur proposition du Conseil d'État et en respect de la volonté de certains partis politiques d'introduire une représentation paritaire entre femmes et hommes, le projet de loi prévoit qu'au moins un tiers des conseillers doit appartenir au sexe sous-représenté, sans que cette nouvelle disposition puisse empêcher le Conseil d'État de continuer à remplir ses missions constitutionnelles si, pendant une vacance de siège, la composition ne comprenait pas le nombre requis de membres du sexe sous-représenté.

Procédure de nomination des candidats aux fonctions de conseiller d'État

Le système actuel de nomination des candidats aux fonctions de conseiller d'État prévoit que le remplacement d'un conseiller se fait alternativement et dans l'ordre, par nomination directe du Grand-Duc, par nomination d'un des trois candidats présentés par la Chambre des Députés et par nomination d'un des trois candidats présentés par le Conseil d'État. Le projet de loi reprend le système actuel de nomination tout en y apportant deux modifications: la nomination directe du Grand-Duc est remplacée par la nomination sur proposition du Gouvernement et la liste des trois candidats présentée par la Chambre des Députés et par le Conseil d'État est remplacée par la proposition d'un seul candidat au Grand-Duc.

Le projet de loi prend encore soin de préciser que la mission dévolue au Grand-Duc consiste à nommer le candidat lui proposé par l'autorité investie du pouvoir de désignation sans disposer à cet égard d'un quelconque pouvoir d'appréciation.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit l'introduction de deux profils élaborés par le Conseil d'État qui indiquent à l'autorité investie du pouvoir de proposition les qualifications du candidat à proposer. La Commission est en effet d'avis que l'indication d'un seul profil est trop restrictive.

Durée de mandat des conseillers d'État

La loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État a introduit une durée du mandat de conseiller de quinze ans correspondant à trois législatures. Le projet de loi limite la durée du mandat de conseiller à une période continue ou discontinue de douze ans. Cette innovation vise à garantir un renouveau au niveau des membres du Conseil d'État en adéquation avec l'évolution sociale et dans le but d'assurer davantage de roulement.

Présidence du Conseil d'État

Les fonctions de président et de vice-président du Conseil d'État sont exercées pour une période maximale et non renouvelable de trois ans ou jusqu'à la date à laquelle les fonctions de membre du Conseil d'État prennent fin, si cette date se situe avant l'expiration de trois ans. Le Grand-Duc et le Grand-Duc héritier n'auront plus la possibilité de présider le Conseil d'État.

Publicité anonyme des votes

À l'occasion de la consultation sur la réforme du Conseil d'État, une majorité des partis politiques a exprimé la volonté d'apporter plus de transparence dans les prises de position du Conseil d'État en indiquant le nombre des membres ayant participé au vote sur les résolutions prises par le Conseil d'État, celui des membres ayant voté en faveur ou à l'encontre d'une résolution.

Code de déontologie

Le projet de loi confère au Conseil d'État le pouvoir de se doter de son propre règlement d'ordre intérieur et de fixer les règles déontologiques de ses membres en toute autonomie, sans devoir se soumettre à la tutelle de l'exécutif.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 10.09.2015

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Alex Bodry):

27.01.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de la proposition de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
02.02.2016	Continuation des travaux
03.02.2016	Continuation des travaux
22.02.2016	Continuation des travaux
24.02.2016	Continuation des travaux
09.03.2016	Continuation des travaux
14.03.2016	Continuation des travaux
16.03.2016	Continuation des travaux
17.03.2016	Continuation des travaux
23.03.2016	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
08.02.2017	Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.02.2017	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
15.03.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
05.04.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.05.2017

Loi du 16 juin 2017

Mémorial A: 2017, n°592, page 1

Dualité des fautes pénale et civile

6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale

L'article unique du projet de loi sous rubrique vise à compléter l'article 3 du titre préliminaire du Code de procédure pénale par un alinéa 6 nouveau libellé comme suit: «L'absence de faute pénale de défaut de prévoyance ou de précaution au sens des articles 418 à 422 du Code pénal et des lois spéciales sanctionnant l'homicide ou les lésions corporelles involontaires ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action devant les juridictions civiles afin d'obtenir la réparation du dommage en application des règles de droit civil».

La théorie de l'unicité des fautes pénale et civile est le fondement d'une construction jurisprudentielle qui conduit au fait que la faute pénale des articles 418 à 420 du Code pénal (homicide et coups et blessures involontaires) est identique à la faute civile de l'article 1382 du Code civil. Il s'ensuit que le défaut de prévoyance et de précaution, élément constitutif des infractions visées à l'article 418 et suivants du Code pénal, correspond à la négligence ou à l'imprudence à l'article 1382 du Code civil. L'absence d'une faute pénale entraîne donc, a contrario, l'absence d'une faute civile.

Or, une telle application, en combinaison avec le principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil, prive la victime de coups et blessures involontaires d'un dédommagement civil, quand le juge pénal, compte tenu de son appréciation in concreto, estime que l'auteur ne mérite pas les stigmates d'une sanction pénale.

Aux termes de l'exposé des motifs, les auteurs du présent projet de loi entendent pallier à cette situation en insérant notamment dans la législation nationale une disposition qui précise que l'absence de faute pénale ne préjudicie pas son caractère fautif sur le plan civil et, partant, la condamnation à des dommages et intérêts au plan civil.

Notons encore, à titre de dernière considération générale, qu'en France la loi du 10 juillet 2000, dite loi Fauchon, a déjà rompu avec le principe de l'unicité des fautes pénale et civile pour rejoindre la théorie de la dualité des fautes pénale et civile. L'Autriche, la Suède, la Grèce, la Hongrie, la Bulgarie et la Pologne sont d'autres pays européens qui appliquent la même théorie en la matière.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.10.2015

Rapportrice: Mme Simone Beissel

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

01.03.2017	Désignation d'un rapporteur

	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
29.03.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une série de propositions d'amendements
17.05.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.06.2017
Loi du 27 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°603, page 1

Lutte antitabac

7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 11 août 2006 relative à «la lutte antitabac».

Les nouvelles dispositions concernant notamment la cigarette électronique, les environnements sans tabac et l'étiquetage.

1) Transposition de la directive tabac

Une modification de la législation s'impose compte tenu de la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil sur les produits du tabac, qui remplace la directive 2001/37/CE.

La directive fixe les règles concernant la fabrication, la présentation et la vente du tabac et de ses produits dérivés.

2) Interdiction de la vente et la distribution séparée des papiers et des filtres aromatisés ou contenant tout dispositif technique permettant de modifier l'odeur ou le goût

Les directives de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) concernant la réglementation des ingrédients appellent à la suppression des ingrédients utilisés pour améliorer le goût, pour créer l'impression erronée d'effets bénéfiques sur la santé, ou associés à l'énergie et à la vitalité, ou ayant des propriétés colorantes, ou augmentant l'effet de dépendance, ou encore qui présentent une toxicité spécifique par des effets cancérogènes, mutagènes ou délétères pour la reproduction humaine.

Pour protéger la santé des consommateurs, de même que pour éviter de créer une porte d'entrée vers le tabagisme pour les jeunes, ainsi que pour prévenir l'aggravation de la dépendance à la nicotine, la présente disposition vise à lutter contre la toxicité spécifique de certains additifs, ceci par l'interdiction et de certains additifs et des dispositifs qui modifient le goût, l'odeur ou l'intensité de la combustion.

Les cigarettes mentholées, concernées par l'interdiction de la mise sur le marché de produits à arômes caractérisants, seront interdites avec effet au 20 mai 2020.

3) Interdiction de la vente du tabac et des produits du tabac aux mineurs

La grande majorité des États membres de l'Union européenne interdisent la vente de produits du tabac à des mineurs de moins de 18 ans, ainsi les auteurs du projet de loi se proposent de fixer à 18 ans (au lieu de 16 actuellement) l'âge à partir duquel des produits du tabac peuvent être vendus ou offerts à des clients; ceci en se basant sur la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (CCLAT).

Le même raisonnement vaut d'ailleurs pour la cigarette électronique. Il est impératif de veiller à ce que l'e-cigarette soit difficile d'accès pour les jeunes, car elle est source potentielle d'incitation à commencer à fumer alors qu'elle est susceptible de rendre les mineurs dépendants à la nicotine.

4) Interdiction de fumer dans tout moyen collectif de transport de personnes, dans tout véhicule en présence d'un enfant de moins de douze ans accomplis, dans les aires de jeux et dans toutes les enceintes sportives accueillant des mineurs de moins de 16 ans accomplis, y exerçant une activité sportive:

- Dans tout moyen collectif de transport de personnes:

Cette interdiction englobera tous les véhicules de transport pouvant accueillir des voyageurs ou passagers, y compris le tramway et le funiculaire en tant que futurs moyens de transport urbain.

- Dans tout véhicule en présence d'un enfant de moins de douze ans:

Un certain nombre d'États ont d'ores et déjà adopté une interdiction de fumer dans les véhicules transportant des mineurs d'âge (France, Italie, Finlande, Slovénie, Irlande, Chypre).

Le choix a été fait d'aller dans ce sens et d'introduire l'interdiction de fumer dans les véhicules où prennent place des enfants n'ayant pas atteint l'âge de douze ans accomplis.

- Dans les aires de jeux:

Cette mesure s'inscrit dans un objectif de renforcer la protection des non-fumeurs, et particulièrement des enfants.

Elle constitue dès lors une mesure de prévention qui s'adresse à ceux qui sont particulièrement vulnérables face au tabac, elle vise aussi à réduire la part d'enfants qui vont s'engager plus tard dans une consommation régulière de tabac.

- Dans les enceintes sportives accueillant des mineurs de moins de 16 ans accomplis, y exerçant une activité sportive:

Cette disposition n'était pas prévue initialement par les auteurs du projet de loi. C'est à la suite du premier avis du Conseil d'État que la Commission est tombée d'accord sur le texte actuellement proposé (pour le détail, voir ci-dessous).

Il ne s'agit pas d'interdire de façon générale le tabac dans toutes les enceintes sportives, mais uniquement lorsque enfants de moins de 16 ans y pratiquent leur sport.

5) Avertissements sanitaires

Les dispositions en matière d'étiquetage visent à transposer les articles 8, 9 et 10 de la directive qui met en place un système d'avertissements combinés; à savoir des avertissements sanitaires associant un message d'avertissement et une photographie ou une illustration couvrant 65% de la surface.

Si en vertu de la directive 2001/37/CE, les messages de mise en garde sont obligatoires, alors que les avertissements sous forme d'image sont facultatifs, ce type d'avertissements devient désormais obligatoire.

6) Sanctions pénales

Les sanctions pénales prévues par la loi sont les suivantes:

- vente aux mineurs de 18 ans: (article 9 de la loi), les infractions sont punies d'une amende de 251 à 50.000 euros;

- les infractions aux dispositions de l'article 6 de la loi «lutte antitabac» sont punies d'une amende de 25 à 250 euros.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 02.08.2016
Rapportrice: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

21.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.03.2017	Adoption d'une lettre d'amendement
27.04.2017	Adoption d'une deuxième série d'amendements
16.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
23.05.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.06.2017
Loi du 13 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°560, page 1

Comptes de paiement

7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base, ci-après désignée «directive 2014/92/UE». Elle procède à une harmonisation des règles concernant a) la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, b) la mobilité bancaire et c) le droit d'accès à un compte de paiement de base.

Alors que la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil a défini des exigences de base en matière de transparence des frais facturés par les prestataires de services de paiement pour les services proposés dans le cadre de comptes de paiement, le manque actuel de transparence et de comparabilité des frais et les difficultés liées au changement de compte de paiement continuent de faire obstacle au déploiement d'un marché des services bancaires de détail pleinement intégré. En outre, afin de lutter contre l'exclusion financière, tout consommateur devrait avoir droit à un compte de paiement de base.

C'est ainsi que la directive 2014/92/UE fixe

a) des règles relatives à la transparence et à la comparabilité des frais facturés aux consommateurs pour les comptes de paiement qu'ils détiennent dans l'Union européenne,

b) des règles concernant le changement de compte de paiement dans un État membre, des règles visant à faciliter l'ouverture transfrontalière d'un compte de paiement, et

c) des règles visant à assurer aux consommateurs l'accès à 'un compte de paiement assorti de prestations de base.

a) Transparence et comparabilité des frais

Grâce à une transparence accrue favorisée par l'emploi d'une **terminologie standardisée** désignant certains services de base en relation avec le compte de paiement et la fourniture d'informations ciblées sur les frais liés à ces services, le consommateur sera mieux informé et par conséquent en mesure de choisir en toute connaissance de cause le compte de paiement le mieux adapté à ses besoins.

Le projet de loi prévoit au stade précontractuel la mise à disposition d'un **document d'information tarifaire** qui comporte les services les plus représentatifs rattachés à un compte de paiement et la fourniture d'un glossaire qui expliquera dans un langage clair et dénué d'ambiguïté les services en question et les frais y liés afin de faciliter ainsi la comparaison et la compréhension de la tarification appliquée.

En ce qui concerne la fiche standardisée des principaux services rattachés à un compte de paiement et d'une indication de leur coût, il existe à l'heure actuelle une liste provisoire au niveau national, mais il faudra y inclure les termes standardisés qui doivent encore être coordonnés au niveau européen. La fiche standardisée sera introduite par un règlement grand-ducal.

En sus, la loi en projet exige la fourniture en aval d'informations au consommateur au moyen d'un **relevé de frais** qui vise à donner un aperçu global des principaux frais encourus en relation avec l'utilisation du compte de paiement.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) est désignée autorité compétente et sera dotée des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions aux fins de l'application du présent projet de loi.

Elle est également chargée de mettre en place et de gérer un **site Internet** comparateur permettant aux consommateurs de comparer gratuitement les principaux frais facturés en lien avec le compte de paiement.

b) Mobilité bancaire

Dans un souci d'encourager la mobilité bancaire des consommateurs, le projet de loi reprend les **règles uniformes en matière de changement de compte de paiement** établies par la directive 2014/92/UE.

Les dispositions afférentes qui visent à faciliter le changement de compte de paiement à l'échelle nationale devraient permettre aux consommateurs de bénéficier des offres du marché bancaire de détail les plus adaptées à leurs besoins et de passer facilement de leur compte de paiement existant à un autre compte susceptible de mieux leur convenir.

Le service rendu par les établissements bancaires lors d'un changement de compte de paiement n'est pas gratuit mais peut être facturé à un tarif adapté qui vise à couvrir les frais de l'opération encourus par les établissements bancaires.

En sus, les prestataires de services de paiement devront fournir sur demande une assistance aux consommateurs qui souhaitent ouvrir un compte auprès d'un prestataire de services de paiement situé dans un autre État membre.

c) Droit d'accès à un compte de paiement de base

L'inclusion financière fait également objet du projet sous rubrique. Le législateur luxembourgeois a souhaité prévenir l'exclusion financière en instaurant le droit au compte de base par le compte chèque postal dans l'article 3 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux.

Au vu des exigences additionnelles imposées par la directive 2014/92/UE, la loi en projet étend le cercle des **établissements luxembourgeois qui sont obligés de proposer et de permettre l'utilisation de comptes de paiement de base** aux principales banques actives dans le segment de la clientèle de détail, conformément au principe de proportionnalité.

Pour éviter des distorsions de concurrence et pour assurer une large couverture du marché des comptes de paiement, deux conditions à satisfaire cumulativement sont retenues dans la loi en projet pour identifier ces établissements.

Il s'agit du nombre d'agences que l'établissement dispose sur le territoire luxembourgeois et du pourcentage de dépôts garantis que l'établissement détient par rapport au total des dépôts garantis au Luxembourg.

Les établissements qui tombent actuellement au Luxembourg sous ces critères sont: la BCEE, la Banque Raiffeisen, la BGL BNP Paribas, la BIL et l'**entreprise des postes et télécommunications.**

Le projet de loi s'applique également à cette dernière en vue d'unifier le droit à l'accès à un compte de paiement de base. En conséquence, le projet de loi abroge l'article 3 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux.

Il est à relever que le droit d'accès au compte de paiement est introduit sous réserve de l'observation de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la **lutte contre le blanchiment** et contre le financement du terrorisme.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 16.12.2016
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):
31.01.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
02.05.2017 Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.06.2017
Loi du 13 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°559, page 1

Directions de l'enseignement fondamental

7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Le présent projet de loi prévoit la création de quinze directions de région ayant pour objectif de remplacer les structures actuelles de l'inspection de l'enseignement fondamental. Les directions seront composées de quinze directeurs de région et soutenues par des directeurs de région adjoints, dont le nombre peut varier de deux à quatre selon la région. Comme le fait actuellement l'inspectorat de l'enseignement fondamental, les directions de région vont assurer la gestion et l'inspection journalière des écoles fondamentales.

Parmi les missions qui sont confiées aux directions de régions dans le cadre du présent projet de loi, figurent par ailleurs la consultation et l'accompagnement des professionnels, l'insertion professionnelle des jeunes enseignants et éducateurs, la gestion des relations entre le personnel enseignant à l'intérieur des écoles et les relations des domaines école-élève et école-parent.

En concertation avec les présidents des comités d'écoles, les directions de région déterminent également les grands axes des mesures de développement scolaire, organisent les mesures d'inclusion scolaire, suivent la mise en œuvre des plans de développement scolaire et déterminent les priorités en matière de développement professionnel des acteurs, notamment en vue de l'établissement d'une collaboration effective et confiante entre les écoles et les structures d'éducation et d'accueil du secteur non formel.

En englobant tous les acteurs impliqués dans l'éducation et l'enseignement des enfants d'une région, les directions de région font également fonction de guichet unique pour toutes les questions y liées.

Par ailleurs, le présent projet de loi vise à consolider le rôle des présidents des comités d'écoles en les impliquant davantage dans le processus du développement scolaire des écoles. Dans le même ordre d'idées, les écoles sauront solliciter l'aide d'un instituteur spécialisé en développement scolaire, affecté auprès du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques. Il sera l'interlocuteur du président du comité d'école au sujet du plan de développement scolaire ainsi que des enseignants en matière d'organisation et de gestion journalière des apprentissages.

Finalement, le projet de loi a comme objectif de réorganiser la prise en charge et l'encadrement des enfants à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques aux niveaux local et régional. Ainsi, il est prévu de recruter 150 instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques qui seront affectés, au niveau local, à une ou plusieurs écoles. Au niveau régional, les équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques remplacent en partie les équipes multi-professionnelles actuelles. Leurs missions consistent à assurer le diagnostic et le suivi de la prise en charge des élèves concernés, sous la responsabilité directe de la direction de région nouvellement créée, et en collaboration avec les intervenants scolaires, à savoir les instituteurs spécialisés et, le cas échéant, avec l'équipe médico-socio-scolaire et les instituts spécialisés.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 23.12.2016
Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):
25.01.2017 Présentation du projet de loi
22.03.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.05.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.05.2017
Loi du 29 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°617, page 1

Recrutement dans la magistrature

7108 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

1) Procédure de nomination des magistrats

La Constitution garantit l'indépendance des membres de la magistrature du siège par rapport au pouvoir politique, ils sont impartiaux et astreints au secret professionnel.

Les magistrats sont inamovibles: aucun d'entre eux ne peut être privé de sa place ni être suspendu que par un jugement.

Leur déplacement ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle et de leur consentement.

Toutefois, en cas d'infirmité ou d'inconduite, ils peuvent être suspendus, révoqués ou déplacés, suivant les conditions déterminées par la loi.

La fonction de magistrat est incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement, avec les mandats de député, de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal, avec toute fonction salariée publique ou privée, avec les fonctions de notaire, d'huissier, avec l'état militaire et l'état ecclésiastique ainsi qu'avec la profession d'avocat.

Le Grand-Duché de Luxembourg ne dispose pas d'une école de la magistrature proprement dite pour la formation de ses magistrats.

Le recrutement se fait en principe par examen-concours après avoir suivi le stage judiciaire ou notarial pendant au moins douze mois.

Il faut être de nationalité luxembourgeoise, jouir des droits civils et politiques et présenter les garanties d'honorabilité requises, être titulaire d'un diplôme universitaire en droit correspondant au grade de master, avoir une connaissance adéquate des langues luxembourgeoise, française et allemande et satisfaire aux conditions d'aptitude physique et psychique requises, qui sont vérifiées dans le cadre d'un examen médical et d'un examen psychologique.

L'examen-concours comporte trois épreuves écrites qui portent sur le droit civil et la procédure civile, le droit pénal et la procédure pénale ainsi que le droit administratif et le contentieux administratif.

Les épreuves consistent essentiellement dans la rédaction d'un projet de jugement ou d'arrêt. Pour réussir à l'examen-concours, les candidats doivent obtenir au moins les trois cinquièmes de l'ensemble des points de toutes les épreuves et au moins la moitié du maximum des points dans chacune des épreuves. Le classement des candidats est effectué par la commission dans l'ordre des notes finales. Les candidats classés en rang utile sont recrutés.

Pour le cas où le nombre d'attachés de justice n'est pas atteint à la suite de l'examen-concours, le recrutement subsidiaire sur dossier est organisé.

Pour se présenter au recrutement sur dossier, il faut outre les conditions pour l'admission à l'examen-concours, être titulaire du diplôme de fin de stage judiciaire (c'est-à-dire être avocat à la Cour) et avoir exercé la profession d'avocat pendant une durée totale d'au moins cinq années.

Les candidats sélectionnés par la commission reçoivent une nomination provisoire comme attaché de justice, qui vaut admission au service provisoire pour une durée de douze mois. La durée initiale du service provisoire peut être prorogée pour une durée maximale de douze mois.

La nomination provisoire et la prorogation de la durée du service provisoire ont lieu par arrêté grand-ducal rendu sur proposition motivée de la commission.

La commission organise et surveille la formation professionnelle des attachés de justice, qui comprend deux parties: La première partie de la formation professionnelle, qui a une durée minimale de quatre mois, comprend un enseignement, des épreuves écrites et orales ainsi que des visites d'études. La deuxième partie de la formation professionnelle consiste dans un service pratique auprès d'une juridiction ou d'un parquet.

Pour pouvoir obtenir une nomination définitive, les attachés de justice doivent avoir:

1) au moins la moitié du maximum des points dans chacune des épreuves écrites et des épreuves orales;

2) au moins la moitié du maximum des points lors de l'appréciation des compétences professionnelles et qualités humaines;

3) au moins les trois cinquièmes de l'ensemble des points des branches visées aux points 1) et 2).

La commission détermine les notes finales du service provisoire. Elle arrête, dans l'ordre des notes finales, le classement des attachés de justice.

En cas de vacance de poste, les attachés de justice peuvent être nommés aux fonctions de juge du tribunal d'arrondissement, de substitut ou de juge du tribunal administratif. À défaut de nomination aux fonctions de juge ou de substitut, les intéressés sont nommés attaché de justice à titre définitif.

2) Un 3e programme pluriannuel de recrutement et la création d'un «pool de complément de magistrat du siège» et d'un «pool de complément de magistrat du ministère public»

Le présent projet de loi porte sur un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et modifie ainsi la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire.

Il est proposé de créer un nombre total de 32 postes supplémentaires de magistrats pour les besoins des juridictions de l'ordre judiciaire et du ministère public, renforcement qui sera étalé sur les années judiciaires 2017-2018 à 2020-2021.

Les programmes pluriannuels antérieurs avaient créé 37 (1999-2004), respectivement 21 (2005-2009) postes de magistrat.

La création des postes est justifiée par l'augmentation du nombre des litiges due notamment par l'accroissement de la population du Grand-Duché de Luxembourg au cours de la dernière décennie, mais également par une complexité croissante des affaires dans les matières civiles, commerciales et pénales.

Aussi selon l'exposé des motifs, de manière régulière, une dizaine de postes de magistrats ne sont pas effectivement occupés, parce que leurs titulaires bénéficient d'un congé de maternité, d'un congé parental, d'un congé pour travail à mi-temps ou encore d'un congé de maladie prolongé.

Pour organiser les remplacements temporaires, le projet de loi innove par la création d'un «pool de complément de magistrat du siège», rattaché au président de la Cour supérieure de justice, ainsi que d'un «pool de complément de magistrat du ministère public», rattaché au procureur général d'État.

Jusqu'à présent, en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de poste, les attachés de justice en service provisoire pouvaient être délégués pour remplacer un magistrat.

Par ailleurs, deux nouvelles chambres seront créées auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg afin de traiter les affaires pénales ainsi que les affaires civiles et commerciales.

Ce programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature n'englobe pas les renforcements proposés dans le cadre du projet de loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce, (document parlementaire n°6996) qui prévoit la création de sept nouveaux postes de magistrats.

Le programme pluriannuel n'inclut pas non plus le personnel de justice pour répondre au besoin de recrutement pour le personnel de justice.

La fiche financière annexée au projet de loi ne renseigne en termes de «coût» que les rémunérations des dits magistrats à l'indice actuel. Il n'est pas fait mention des frais annexes du recrutement (ordinateurs, bureaux, etc.).

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 19.01.2017
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):
01.02.2017 Présentation du projet de loi
02.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
17.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.06.2017
Loi du 27 juin 2017
Mémorial A: 2017, n°604, page 1

SÉANCE 38

JEUDI,
11 MAI 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Henri Kox, Président*

2. Discours à l'occasion de la commémoration du 150e anniversaire du traité de Londres

- *M. Henri Kox, Président*

3. 6787 - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (M. Lex Delles pose une question), Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Meisch)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (Mme Sylvie Andrich-Duval pose des questions), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Claude Meisch et M. Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Neen, Här President.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Ech ginn Akt dovun, Merci, Här Minister. Soudass ech direkt un den éischte Punkt wëll kommen.

2. Discours à l'occasion de la commémoration du 150e anniversaire du traité de Londres

Dir wësst, dass haut e bedeitenden Dag fir Lëtzebuerg ass an dofir erlaabt mer am Numm vun der Chamber, vun Iech alleguerten, dozou e puer Wierder wëllen hei un Iech ze riichten an och un d'Lëtzebuerger alleguerten, déi hei am Land doheem sinn.

Viru genee 150 Joer, den 11. Mee 1867, ass e Vertrag ënnerschriwwe ginn, ouni deen et dat Lëtzebuerg vun haut net géif ginn. Et ass e wichtegen Datum fir eist Land. Déi politesch Zukunft vu Lëtzebuerg war 1866 nom Krich tëschent Preussen an Éisträich ongewëss. Eist Land, mat senger mächteger Festung, ass an den Zentrum vun europäesche Streidereie geroden. Duerch d'Konferenz an den Traité vu London vun 1867 sinn d'Rechter vum Haus Oranien-Nassau zu Lëtzebuerg an den Neutralitéitsstatut festgehale ginn. Déi preisesch Garnisoun gouf ofgezunn an d'Mauere vun der Festung bis 1883 ofgerappt.

Vun do un huet d'Stad Lëtzebuerg, mä och d'Land sech no baussen opgemaach. De Grand-Duché ass en oppent Land ginn an huet sech entwéckelt. Déi oppe Grenzen hunn eis guttgedoen a sinn och haut gutt fir eis an eist Land. An dofir solle mer eis och an Zukunft fir dëse wichtege Grondprinzip staarkmaachen.

Fir sech e konkret Bild vun deem Traité a senge Konsequenze fir Lëtzebuerg kënnen ze maachen, fannen am Moment zwou interessant Ausstellungen am Lëtzebuerger City Museum an am Musée Dräi Eechelen statt, wou Der natierlech all häerzlech invitéiert sidd, fir do deelzehuelen.

Domadder kommen ech dann op den eigentlechen Ordre du jour vun haut. Mir hunn nach zwee Gesetzer haut ze debattéieren. Eisen éischte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 6787 iwwert d'Organisatioun vun der Maison de l'orientation. D'Riedezäit ass festgeluecht ginn op de Modell 1. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Sylvie Andrich-Duval, d'Tess Burton, de Claude Adam an de Fernand Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

3. 6787 - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi schoulesch a professionell Organisatioun ass oft e wichtegt Tëschesteck, dat zwou Etappen am Liewe vun engem Mënsch matenee verbënnt. Et ass oft e Jugendlechen, dee wärend senger Schoulzäit net ëmmer direkt weess, wat hien no sengem Ofschloss soll maachen a sech vill Froe stellt: Soll ech direkt schaffe goen? A wa jo, wat? Soll ech éischter en Handwierk léieren? Soll ech op eng Bank goen? Oder soll ech vläicht nach weider studéiere goen?

Dat si Froen, déi ganz vill Jugendlecher sech stellen. A fréier war et net anescht. Mä hautdesdaags, wou d'Offer u Formatiounen ëmmer méi spezifesch a méi diversifizéiert gëtt, riskéiert een, heiansdo den Iwwerbléck ze verléieren. Et sinn immens wichteg Froen, well wann ee bis seng Richtung fonnt huet, schléit een oft e Liewenskapitel op a geet nei Weeër, ob dat elo am Beruff ass oder weider an der Schoul.

D'Orientatiounsservicer op deene verschiddenen Niveaue kënnen an där Zäit dem Jugendlechen hëllefen, seng Interêten ze entdecken, hie beroden an hien awer och iwwer seng Méiglechkeeten opklären. Déi ganz Orientatioun muss awer an engem gudden Zesummespill vun deene verschiddenen Akteure fonctionnéieren. Mir brauchen net nëmmen eng gutt Koordinatioun a Kooperatioun tëschent de Servicer, mä mir brauchen och eng kloer definéiert Strategie, a wéi enge Beräicher mir orientéieren.

Et geet eben net duer, an eise Schoulen ëmmer méi spezifesch op d'Talenter vun eise Schüler anzegoen an déi ze förderen, wa mir net gläichzäiteg derfir suergen, dass dës geziilt Förderung dem Schüler spéider am Beruff oder op der Uni zeguttkënnt. Dëst ass wichteg, fir engem spéideren Echec an och dem Décrochage scolaire entgéintzewierken.

Déi schoulesch a berufflech Orientatioun betrëfft awer net nëmmen déi Jugendlech, neen, och Erwuessener kënnen oder si musse souguer heiansdo sech anescht orientéieren a weiderbilden. Och si kënnen an deem Fall selbstverständlech vun de Servicer profitéieren, fir Informatiounen iwwer hir Méiglechkeeten ze kréien. Dee sougenannten „Lifelong-Learning-Prozess" spillt bei dësem Gesetz och eng wichteg Roll.

Här President, d'Wichtegkeet vun enger performanter Orientatioun ass net eréischt elo erkannt ginn, an awer wäert dëse Projet de loi dozou bäidroen, eis Ustrengungen an deem Beräich ze bündelen an eis domadder besser fir d'Zukunft opzestellen. Wann ech soen, dass d'Iddi vun enger gelongener Orientatioun net nei ass, dann denken ech virun allem un d'Resolutioun vum Conseil européen vun 2005, déi am Kader vun der Lissabonner Strategie d'Memberlänner dozou opgefuerdert huet, sech Gedanken ze maachen iwwer eng gelongen Orientatioun op allen Niveauen.

2007 huet den Educatiounsministère dofir de Forum Orientation chargéiert, ee Konzept an eng national Strategie auszeschaffen. Och d'Maison de l'orientation, iwwert déi mer de Mëtte schwätzen, fousst op deenen Iwwerleeungen an ass sécherlech e Schratt an déi richteg Richtung gewiescht.

Här President, 2012 huet d'Maison de l'orientation an der Stad op der Stäreplaz hir Dieren opgemaach. Zënterhier sinn ënner engem Daach verschidde Servicer ënnerbruecht, déi eppes mat Orientatioun vun de Jugendlechen an Erwuessenen ze dinn hunn. Et sinn dëst d'ADEM, d'Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants - CASNA ofgekierzt -, de Centre de psychologie et d'orientation scolaires - de CPOS -, eng Antenn vun der Action locale pour jeunes an och eng Antenn vum Service national de la jeunesse, vum SNJ.

Mat dem Projet de loi 6787 iwwert d'Maison de l'orientation setze mir gréisstendeels dat ëm, wat am Rapport vum Forum Orientation festgehale ginn ass. Dësen Text gëtt näämlech der schoulescher a berufflecher Orientéierung e legale Kader. En definéiert d'Maison de l'orientation als Guichet unique an als gemeinsam Plattform fir déi vill verschidden Akteuren.

Soumat soll d'Maison de l'orientation dann an Zukunft déi alleréischt Ulafstell gi fir alles, wat déi schoulesch a berufflech Orientatioun ugeet, dëst souwuel fir eenzel Persoune wéi och fir Institutiounen, Servicer oder Associatiounen. Dëst erlaabt eng méi eenheetlech a méi eng

kohärent Kommunikatioun a vermeit domadder, dass divergent Messagen no bausse gedroe ginn. Et wäert och gemeinsam standardiséiert Informatiounsmaterial ausgeschafft an ugebuede ginn, dëst baséierend op Etüde vun der Aarbechtswelt. Och wäert ee Programm fir Aktivitéite fir Informatiounen a Sensibilisatioun vun der Aarbechtswelt op d'Bee gesat ginn.

D'Maison de l'orientation wäert och de Leit, déi am Beräich vun der Orientatioun schaffen, Modullen ubidden, fir sech an deem Beräich weiderzebilden. Zudeem soll d'Maison de l'orientation och beim Ausschaffe vum Cadre de référence fir d'Schoulen hëllefen.

De Projet de loi gesäit och d'Schafe vun engem Service de coordination vir, deen, wéi den Numm et seet, d'Missioune vun der Maison de l'orientation mat den Akteure soll koordinéieren, fir eng Kohärenz an der Demarche ze assuréieren. Dëse Service representéiert zugläich d'Maison de l'orientation no baussen a këmmert sech ëm d'Publikatiounen an Informatiounscampagnen. Dëse Service geréiert awer och d'Lokalitéite vun der Maison de l'orientation, en organiséiert den Empfang vun de Leit, déi an d'Maison de l'orientation kommen, e suergt fir eng Concertatioun tëschent de privaten an den ëffentlechen Akteuren, e koordinéiert d'Participatioun un internationalen an europäesche Projeten an e schaaft de Referenzkader, un dee sech alleguerten d'Akteuren um Terrain mussen halen.

Responsabel fir dee korrekte Fonctionnement vun dësem Service ass en Direkter, deen op Propositioun vum Conseil de Gouvernement vum Grand-Duc genannt gëtt. Hie vertrëtt dann zugläich de Service géintiwwer vun den Akteure vun der Maison de l'orientation wéi och an der Relatioun mat deenen aneren Akteure vun dobaussen.

De Projet de loi gesäit och d'Schafe vum Forum Orientation vir, deen d'Commission nationale de l'information et d'orientation ersetzt. Dëse Forum soll am Fong d'Aarbechte vum Groupe de travail vun 2007 weiderféieren a verdéiwen. Dee Forum huet u sech méi eng strategesch Approche a soll d'Regierung a Saachen Orientatioun beroden a si och op Lacunnen an der Offer opmierksam maachen.

An d'Kompositioun vun deem Forum Orientation ass ongeféier déiselwecht wéi 2007, mat deem Ënnerscheed, dass nach ee Representant vun der Elterevertriedung, ee vun der Conférence nationale des élèves, ee vun der Studentevertriedung an den Direkter vum Service de coordination dobäi sinn. Et sinn also ganz ënnerschiddlech Leit, mat ganz verschiddene beruffleche Backgrounden an Erfahrungen, déi hei sëtzen, fir mat un enger nationaler Orientatiounsstrategie ze feilen an hiren Avis dozou bäizedroen.

Här President, ech komme bei e weidere Punkt vun dësem Projet de loi, nämlech d'Modifikatioun vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën. D'Iddi, fir de Schoulen, de Lycéeë méi Autonomie ze ginn, fënnt sech och am Beräich vun der schoulescher a berufflecher Orientatioun erëm. D'Schoule sollen an Zukunft eegen Orientatiounsdemarchen entwéckelen, déi hirer Schoulpopulatioun ugepasst sinn an deene spezifesche Besoine vun der Schoul entspriechen.

De Lycéesdirekter wäert dofir eng Cellule d'orientation an d'Liewe ruffen, déi déi definéiert Orientatiounsdemarche vum Lycée soll an d'Realitéit ëmsetzen an natierlech och suivéieren.

Fir eng Kohärenz um nationale Plang ze behalen, muss dës Demarche allerdéngs dem Cadre de référence entspriechen. Dëse gëtt, wéi gesot, an Zesummenaarbecht vu verschiddene Servicer ausgeschafft a schliisslech vum Minister arrêtéiert.

E weidere Punkt betrëfft de CPOS, de Centre de psychologie et d'orientation scolaires. Duerch d'Missioune vun der Maison de l'orientation an duerch d'Schafe vum Service de coordination änneren d'Missioune vum CPOS. An dëse gëtt dann och dofir an „Centre psychosocial et d'accompagnement scolaires" ëmbenannt. Hie behält allerdéngs seng Roll als Zentrum fir psychosozial Ressourcë fir de Lycée a komplettéiert natierlech weiderhin d'Betreiungsoffer. Och d'Roll vum Médiateur scolaire bleift bestoen.

De CPSAS setzt den nationale Referenzkader op déi reell Begebenheete vum jeeweilege Lycée ëm. En assuréiert och d'Zesummeschaffe vun deene verschiddene Servicer am psychosoziale Beräich, an de CPSAS suergt derfir, dass ee kann eng optimal Prise en charge vun de Kanner leeschten, wa se Léierschwieregkeeten hunn oder wa se psychesch Schwieregkeeten hunn, a virun allem schafft de CPSAS och am Beräich vun der Präventioun.

Dëse Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires geréiert och d'Demanden, fir verschidde Bourssen an Usproch huelen ze kënnen. Déi éischt Bourse ass eng Bourse fir Stéit mat manner Suen, déi een oder méi Kanner an de Lëtzebuerger Lycéeën hunn. Dës Subventioun ass haaptsächlech dofir geduecht, fir Schoulmaterial ze kafen a verschidde Fraisen ze decke fir Aktivitéiten, déi ausserhalb vun der Schoulzäit stattfannen. De Montant gëtt unhand vu verschiddene Kritäre gerechent, wéi zum Beispill d'Zesummesetzung vum Stot, d'Unzuel vun de Kanner an natierlech och d'Akommes vum Stot. De Maximum läit hei bei 1.500 Euro d'Joer.

Eng zweet Subventioun, dat ass d'Subvention de maintien scolaire. Si betrëfft erwuesse Schüler, déi eleng wunnen a Loyer bezuelen. Si mussen awer zudeem vun engem Service betreit ginn, deen am psychosoziale Beräich täteg ass. Fir si finanziell ze ënnerstëtzen, fir d'Schoul net ofzebriechen, kënne si do bis zu 1.500 Euro de Mount zougesprach kréien.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat do war elo e kuerzen Iwwerbléck iwwert dëse Projet de loi. Fir weider Detailer wéilt ech lech gären op de schréftleche Rapport verweisen.

Mir kruten och eng ganz Rei Avisen eran: den Avis vun der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Métiers, der Chambre de Commerce. Déi verschidde Chambres professionnelles hu sech gréisstendeels zefridde gewise mat dësem Gesetz, och wann et verschidde Reserve goufen. Fir weider Informatioune roden ech lech, wéi gesot, e graffe Resumé vum Rapport ze liesen.

Da wéilt ech awer net ofschléissen, Kolleeginnen a Kolleegen, ouni eiser ganz, ganz äerdeger Sekretärin aus der Educatiounskommissioun, der Madamm Joëlle Merges, Merci ze soe fir hir ganz gutt Aarbecht an hir Ënnerstëtzung, an och dem Här Metz vum Educatiounsministère.

Ech wëll awer och hei déi ganz gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun ervirsträichen. Op Urode vun der Madamm Sylvie Andrich, déi elo wahrscheinlech no mir wäert schwätzen, hu mir, och wann et juristesch net onbedéngt noutwendeg gewiescht wär, an alleguerten den Texter, an alleguerten de Gesetzestexter, wou de CPOS nach drastoung, dësen Text ersat duerch Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech muss lech soen, ech si frou, dass de legislative Prozess vun dësem Gesetz elo op en Enn kënnt. An ech géif mech iwwer eng breet Zoustëmmung vun Ärer Säit freeën. An ech ginn elo schonn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Rapporteur Gilles Baum. An effektiv, als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madamm Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. „Jiddwereen ass e Genie, mä wann Der e Fësch op seng Capacitéite jugéiert, fir op e Bam ze klammen, mengt e säi ganzt Liewe laang, e wier domm." En iwwersat Zitat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vu kengem anere wéi vum Albert Einstein!

Dat beschreift ganz gutt d'Ausgangssituatioun an der Schoul- a Beruffsorientatioun a wisou Handlungsbedarf an dësem Beräich besteet. Zënter 2000 hunn d'OECD - déi europäesch Organisatioun fir wirtschaftlech Kooperatioun an Entwécklung - an d'Europäesch Kommissioun Iwwerleeungen do ronderëm lancéiert, mam Akzent op enger Strategie vun der liewenslaanger Orientéierung an dem Lifelong Learning. Dat an engem Kontext vun engem ëmmer méi schnell wiesselnden Aarbechts- a Wirtschaftsëmfeld. Och de Statsrot huet a sengem Avis vum 21. Dezember 2007 zur Reform vun 2008 vun der Beruffsausbildung fir en eegent Gesetz mat enger globaler Reform plädéiert.

Ënnert dësen Impulsen huet den Aarbechtsgrupp Forum Orientation, wéi scho gesot, 2010 eng national Strategie ausgeschafft. Esou ass ënnert der viregter CSV/LSAP-Regierung 2012 d'Haus vun der Orientatioun an d'Liewe geruff ginn, ee Guichet unique fir déi schoulesch a berufflech Orientatioun, deen elo eng legal Basis kritt.

De Rapporteur, deem ech e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, huet eis och elo alles am Detail erkläert.

Leider läit eis keng Evaluatioun vum Fonctionnement vun der jëtzeger Maison de l'orientation vir, wat dem Projet de loi eng aner Assise ginn hätt. D'CSV begréisst awer deen neie gesetzleche Kader an huet, wéi ëmmer, kriteschkonstruktiv matgeschafft. Och am CSV-Wahlprogramm ass ënner anerem virgesinn, fir der Maison de l'orientation eng legal Basis ze ginn, mam Wonsch, d'Schoul- an d'Beruffsorientatioun, d'Berodung vun de Jonken an Erwuessene verstäerkt ze regionaliséieren, wat jo heimat méiglech gëtt.

Och d'CSV hat geplangt, fir de CPOS an d'SPOSen, also de Centre an d'Services de psychologie et d'orientation scolaires ze reforméieren.

Mir ginn eis eng Definitioun vun enger liewenslaanger Orientatioun, déi also ëmmer nees soll un d'Evolutioun vun dem jonke Mënsch, deem seng Perséinlechkeet eruwiisst, ugepasst ginn. Och bleift haut kaum ee säi ganzt Liewe laang op därselwechter Aarbechtsplaz, well dat wirtschaftlecht Émfeld evoluéiert schnell a fuerdert Flexibilitéit.

Wéi orientéiere respektiv ausbilde fir d'Besoine vun der Wirtschaft, dobäi d'Kompetenze förderen an déi perséinlech Liewenserfëllung erméiglechen? Wéi d'Schoulversoen an d'Schoulofbriechen an de Grëff kréien? Wéi d'Leeschtungsmotivatioun steigeren?

Fir dës Challengen unzegoen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hätt d'CSV sech eigentlech eng méi konsequent Reform erwaart. Mä et ass e Schratt an déi richteg Richtung.

Dofir eng Rei Remarquen a Froen, éischtens zu der Demarche vun der Orientatioun, zweetens zur Ëmstrukturéierung vun dem jëtzegen CPOS an de SPOSen an drëttens zum Konzept vum Haus vun der Orientéierung.

Éischtens zur Orientatioun. D'CSV deelt d'Meenung, dass méi op d'Stäerkte vun de Schüler an den Erwuessene muss opgebaut ginn. Hir Orientéierung soll duerch eng besser Profillerstellung méi geziilt organiséiert ginn, ewech also vun der Orientatioun no ënnen. D'Joer doubléieren, e Beruff net kënne léiere weinst engem Fach gëtt en zolitte Krack an d'Selbstvertrauen an och an d'Motivatioun vun dem Betraffenen.

D'Orientéierung, déi mer haut wëlle verbesseren, ass Deel vun enger Gesamtorientéierungsdemarche, déi bekanntlech schonn am Fondamental ufänkt. D'Orientéierungsprozedur beim Iwwergang vum Fondamental zum Secondaire gouf viru Kuerzem reforméiert. Dat éischt Gespréich iwwert d'Orientéierung vum Kand gëtt virverluecht. Beim individuelle Gespréich mat den Elteren am drëtten Trimester um Enn vum Cycle 4.1 schwätzt den Enseignant schonn eng éischte Kéier iwwert déi verschidden Orientatiounsméiglechkeete fir de Schüler. En informéiert och iwwert déi divers Schoulofferen nom Fondamental. Um Enn vum Cycle 4.2 decidéieren d'Elteren dann zesumme mam Enseignant, wouhin d'Kand orientéiert gëtt.

Kann den Här Minister mer vläicht soen, ob do déi Professeur-orienteuren, déi am Cycle 4.1 sollen déi verschidde Schoulofferen do presentéieren, schonn dëst Joer aktiv waren?

An eng weider Fro ass, ob een net sollt och d'Orientatioun fir d'Kanner, also ORICA, och nach méi praxisno kënne gestalten a reelle Betribsatelieren, net nëmmen an de Lycéeën, esou wéi zum Beispill bei der Handwierkerkummer zu Tréier.

Bei der Preparatioun vun der Orientatiounsdecisioun behält de Psycholog vum CPOS, wa gewënscht, nieft dem Titulaire seng Wichtegkeet. Och wann d'Eltere sech net eens si mam Enseignant, huet en neutrale Psycholog vum CPOS eng berodend Roll um Niveau vun där neier Orientatiounskommissioun. D'CSV fënnt et jo scho bekanntlech net gutt, dass de Recoursexamen ofgeschaaft ginn ass. D'Elteren hunn nach just d'Méiglechkeet vun engem direkte Recours beim Verwaltungsgeriicht, wat an eisen Aen ze vill Nodeeler huet.

Här President, d'Zuele weisen, dass an de leschte Joren ëmmer manner Schüler an de Classique orientéiert ginn. Si leien nach bei engem gudden Drëttel. Do gëtt et och regional Ënnerscheeder, esou de Bildungsbericht vun 2015. D'Chancë fir d'Schüler aus den Nordgemengen, fir an de klassesche Lycée orientéiert ze ginn, leien däitlech méi niddreg, ënner anerem bedéngt duerch de sozioökonomeschen Hannergrond, eng Analys, déi muss verdéift ginn.

D'Orientatioun um Niveau vum Secondaire, déi haut och reforméiert gëtt, ass schonn an déi geplangte Reform vum Secondaire matagebett ginn. Dat heescht, dass all Lycée net nëmme seng eege Schoul- a Beruffsorientéierung muss ab der Rentrée 2017 definéieren, mä si soll och am zukünftege Schoulentwécklungsplang festgehale ginn. All Lycée kritt do seng Orientéierungsunitéit. Dëst ouni d'Kompetenze vum Conseil de classe ze beréieren, dee jo och en Orientéierungsavis ofgëtt.

Haaptsächlech am ënneschten Zyklus vum Technique soll laut Reform eng méi differenzéiert Approche agefouert ginn: e gemeinsame Cours op Septième, op Huitième, Neuvième Coursen an den Haaptfächer um Basisniveau an um fortgeschrattenen Niveau, déi de Stäerkten an de Schwächte vun de Schüler besser Rechnung droen, äänlech wéi de PROCI-System, dee sech an den „Projet Cycle-inférieur"-Klasse bewäert huet.

Am Classique soll sech net vill änneren. D'Fro ass, ob dat och gutt esou ass. An den Ae vun der CSV dierf de jonke Mënsch op jidde Fall net irreversibel un der Orientatiounsdecisioun um Enn vum Fondamental festgeneelt bleiwen. Brécke musse gebaut ginn tëschent de verschiddenen Unterrechtsformen, dem Secondaire technique an dem Classique an och dem Régime préparatoire. Et ass dëst net nëmmen eng Encadrementsfro, mä och eng Mentalitéitsfro par rapport zu de Schüler. Dozou gëtt et jo och verschidde gutt Initiativen an den technesche Lycéeën.

An do wëll ech als besonnesch modellhaft zitéieren: de Projet vum LTE, dem Lycée technique vun Esch, an en äänleche gëtt et och am Lallenger Lycée technique LTL. Et ass näämlech am schwieregsten, fir vum Technique an de Classique ze wiesselen. Duerfir filtert den LTE zënter dem Schouljoer 2015-2016 mat Succès déi méi staark Schüler eraus. Si schaffe verschidde Schwéierpunkten op am drëtten Trimester vu Septième a ginn dann extra encadréiert, fir op eng méi héich Unterrechtsstuf orientéiert ze ginn. D'Eltere gradesou wéi och de Klasserot ginn enk do matabezunn an d'Schüler si vill méi motivéiert, well se valoriséiert ginn an net duerch d'Schoulversoen no ënnen orientéiert ginn.

D'Orientéierung op der Neuvième technique an der Quatrième classique bleift awer weider e kruziale Moment fir déi jonk Schüler. De Schüler muss sech eng ganz Rei Froe stellen: Wat fir ee Wee ass dee richtege fir mech? Passt dee Beruff zu mer? Wat fir eng Zukunftschancen huet e bestëmmte Beruff oder eng Beruffsspart? Als Entscheedungshëllef gëtt et elo schonn a ville Lycéeë flott Initiative wéi d'Jobdeeg, d'Beruffsinformatiounsdeeg oder d'Jobfoiren.

Interessen- respektiv Soft-Skills-Tester mussen d'Lycéeë sech awer selwer beschafen. Wier et net um Ministère, fir esou Material zur Verfügung ze stellen? Well am Beruffsliewe sinn och d'Liewenskompetenzen, also d'„life skills", wichteg an net nëmmen déi fachlech Kompetenzen, „career management skills".

Fir et mam franséische Philosoph a Soziolog Edgar Morin ze soen: «L'intelligence, ce n'est pas seulement ce que mesurent les tests, c'est aussi ce qui leur échappe.»

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den nationale Referenzkader an der Schoul- a Beruffsorientéierung vun dem Secondaire kritt haut och eng legal Basis. D'CSV hat méi wéi eng Kéier no deem Konzept gefrot, dee mer awer du jo nach virun der haiteger Ofstëmmung an der Chamberskommissioun presentéiert kruten.

Domat ginn d'Standarde gesat, fir déi Orientéierungsdemarche an all Lycée inhaltlech a qualitéitsméisseg ze verbesseren. Ech felicitéieren och all deene Lycéeën, déi zesumme mat der Maison de l'orientation an dem SCRIPT an och de SPOSen an dem CPOS aus engem Pilotprojet eraus dëse Referenzkader op d'Bee gestallt hunn. D'Evaluatioun a fënnef Joer soll genotzt ginn, fir déi néideg Upassungen ze maachen.

Et ass ze hoffen, dass déi méi grouss Autonomie vun de Lycéeën, wat hir schoulesch Offer ugeet, d'Chancëgläichheet fir d'Schüler garantéiert, egal a wéi enger Regioun vum Land. Et wier zum Beispill net gutt, wa se an Ausbildungsberäicher vun hirer eegener Schoul géifen orientéiert ginn, fir d'Klassen do ze fëllen, well jo net all Schoul all Beruff léiert. De Schüler muss am Mëttelpunkt stoen.

Fir d'CSV ass et och kloer, dass déi optimal Vermëttlung vun de Betraffenen no baussen an d'Betribswelt zesumme mat privaten oder ëffentleche Partner duerch Betribsbesichtegungen a Stagen net dierf ofhängeg si vum Site vun der Schoul. Besonnesch Schüler aus Lycéeën am ländleche Raum riskéieren, vu kenger esou enger grousser Offer ze profitéieren, fir a Betriber schnupperen ze goen, wéi déi zum Beispill ronderëm d'Stad. Hei läit d'Entscheedung bei der Schoul, vu wéi engen Offere si

Gebrauch mécht. D'Uleies vun der CSV ass jiddefalls, dass all Schüler am Sënn vun der Chancëgläichheet dee gläichen Zougang garantéiert kritt zu enger diversifiéierter Orientatioun, egal a wéi enger Géigend e wunnt.

Et mécht Sënn, WorldSkills Luxembourg do matanzebannen. Begréissenswäert fir d'Elteren an d'Schüler aus dem Norden ass, dass bei de LuxSkills, den nationale Beruffsmeeschterschaften aus Industrie, Handwierk an Handel, eng regelrecht Beruffsorientéierungsfoire am Kader vun der Foire agricole an Aussiicht gestallt ass.

Den direkte Kontakt mat de Betriber erlaabt e wichtege Feedback, a wéi enge Sparten et u qualifizéierte Leit feelt a wéi eng Sparte sech also och zukünfteg opdinn, duerch zum Beispill d'Digitaliséierung.

Net ze vergiessen déi atypesch Beruffer. Wéi motivéiere mer méi Jonker, besonnesch och jonk Fraen, fir déi digital an technesch Beruffer, fir Mathematik a Wëssenschaften? Wéi interesséiere mer méi jonk Männer un de Beruffer aus dem educative Beräich an aus dem Schoulwiesen?

Diversitéit an eng besser Gläichstellungspolitik an de Betriber sinn entre-temps duerch Studien als eng wirtschaftlech Plus-value erwisen, rezent bestätegt och an der makroekonomescher Etüd vum European Institute for Gender Equality. Eng Orientatiounsdemarche, wou de Genre dauerhaft integréiert ass, fir d'Stereotypen ofzebauen, ass besonnesch effikass, och wann de Girls' a Boys' Day sécherlech seng Daseinsberechtegung behält.

Wéi kann een also verschidde Beruffer méi attraktiv maachen? Wéi d'Handwierk méi valoriséieren? Do sinn nach besonnesch vill Steng aus dem Wee ze rafen. An dat hu mer jo gëschter héiere bei der Interpellatioun vun der CSV iwwert d'Kleng- a Mëttelbetriber.

Net nëmmen déi schwaach Schüler dierfe schlussendlech do landen, well ebe fir si soss näischt méi bleift. Projete wéi de Luxembourg Science Center fir déi wëssenschaftlech Beruffer, d'Wanderausstellung Hello Future fir industriell Beruffer mat Méiglechkeet vu Schnupperstagen, d'Initiative vun der Handwierkerkummer oder den Talent Check vun der Chambre de Commerce si flott Initiativen, déi och kéinten an de Referenzkader matafléissen.

Beim Projet Schülermentoring M-ProJ ginn déi meeschtens ondecidéiert Schüler vun den ieweschte Klasse mat Succès begleet vun engem Mentor aus dem Wirtschaftsliewen. Si kréie gehollef fir de Choix an hirer Beruffsausbildung. Mä och d'Eltere spillen eng wichteg Roll, fir déi Jonk ze motivéieren, hiren eegene Wonschberuff ze fannen, an net onbedéngt deen, dee si sech selwer vläicht géife wënschen. D'Elteren, mengen ech.

Wat dann déi nei Cellule d'orientation ugeet, zwou Bemierkungen. Éischtens, wat Klärung brauch - d'CSV hat och drop higewisen -, ass den Aspekt vun den Dechargen, souwuel beim Koordinator vun der Cellule wéi beim Orienteur.

Zweetens begréisst d'CSV, dass, entgéint dem initialen Text, d'Zesummesetzung vun der Orientéierungszell erweidert gouf, well et ass e Must, dass deen neie SPOS an der Cellule d'orientation vertratt ass, och wann d'Lycéesdirektioun géif decidéieren am Kader vun der Lycéesautonomie, fir déi Orientatiounsunitéit net an de SPOS-Lokaler fonctionnéieren ze loossen.

Engersäits kann een déi Orientatiounsdemarche um Terrain net einfach esou kënschtlech trenne vun enger psychosozialer an educativer Betreiung a Begleedung, an anerersäits hunn d'SPOS-Equippen en immensen Know-how a vill Kontakter mat der Beruffswelt an all deene Joren opgebaut.

An domat, Här President, kommen ech op deen zweete Schwéierpunkt vu menger Interventioun: der Émstrukturéierung vun dem CPOS an de SPOSen. Ech erënnere kuerz drun. De CPOS gouf hei zu Lëtzebuerg instituéiert am Kader vum Mëttelschoulsgesetz vun 1965 zesumme mat der Fonctioun vum Psycholog, déi do éischtmoleg diskret Agang an d'Texter fonnt huet. De Beruff vum Psycholog ass historesch enk mat der Beruffsorientéierung verbonnen. De Gesetzgeber hat awer schonn 1929 erkannt, dass eng adequat Beruffsorientéierung no der Schoulflicht néideg wier. An den Institut Emile Metz war nach do virdru Virreider op deem Gebitt.

1973, duerch d'Gesetz vun der Ediff, dem differenzéierten Unterrecht, dee jo och grad amgaangen ass reforméiert ze ginn, koumen nei pädagogesch Beruffer derbäi: dee vum haitegen Éducateur gradué an Educateur, déi haut net nëmmen an der Schoul bei de SPOSen a beim Service socio-éducatif wichteg Missiounen erfëllen. Och Assistant-socialle sinn Deel vun den Equippen, grad ewéi d'Enseignanten.

D'Aufgabe vum CPOS an de SPOS ginn elo beschnidden, andeems hir bis dato Missioun vun Orientéierung un déi zukünfteg Cellule d'orientation fält an domat jo déi ganz Schoulcommunautéit agebonne gëtt. Mä si behalen, laut Gesetz, nach ëmmer eng Partie Orientéierungsaufgaben.

Wisou muss d'Wuert „Orientation" awer aus dem neien Numm gestrach ginn?, hat d'CSV hannerfrot. Wéi kann deen neien Numm dem Aspekt vun der educativer Begleedung och Rechnung droen? Froen, déi sech de Forum Orientation an d'Mataarbechter vum CPOS an de SPOSen och gestallt hunn.

D'Regierung war just mam Kompromiss „Centre oder Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires" d'accord. D'Wuert „Accompagnement" koum also bäi. Engersäits goufen awer an dëse Servicer an de leschte Joren an enger Autoevaluatiounsdemarche immens Efforte gemaach, fir regelrecht Qualitéitsstandarden an der Orientatioun ze definéieren, mat Leitlinnen a Best-Practice-Approchen.

Anerersäits gouf d'Orientatioun op den Niveau vun enger klinescher Disziplinn gehuewen, wou de Schüler a senger Globalitéit als Persoun an der Interaktioun mat sengem Émfeld gekuckt gëtt. Ech verweisen och do op déi exzellent global Joresqualitéitsberichter vum CPOS.

Bal een Drëttel vun de Schüler, ronn 11.000, wende sech un d'SPOS an de CPOS. D'Orientatioun ass oft eng méi einfach Entréesdier, fir eng psychosozial Hëllef a Begleedung unzefroen. Dat gëllt fir en Drëttel vun de Jonken. Riskéiert de Schüler elo net, an der Schoul als Problemfall ofgestempelt ze ginn, wann en den Ophänker vun der Schoul- a Beruffsorientéierung net méi huet, fir de SPOS opzesichen?

Ausserdeem hunn déi vill psychosozial Aktivitéite vun de SPOS an dem CPOS och e positiven Effekt op d'Orientéierung vun de Schüler. Dausend Schüler, dat heescht 3%, ginn an d'Berodung bei de CPOS. Bei der Halschecht vun dëse psychosoziale Berodungsgespréicher si psychesch Problemer d'Ursaach. Mä de Schüler huet elo net méi de fräie Choix, fir sech direkt un de CPOS ze wenden, ausser a senger Schoul gëtt et kee SPOS. Dat ass just nach méiglech op Demande vun deem jeeweilege SPOS an am Fall, wou eng spezialiséiert psychosozial Énnerstëtzung gebraucht gëtt.

De CPOS gëllt awer als onofhängeg vum Schüler senger Schoul. Besonnesch am Fall, wou een e Problem hätt mat sengem eegene SPOS, ass dat eng wichteg Saach. D'Personal vun de jëtzege SPOS gëtt elo ënnert d'Autoritéit vum Lycéesdirekter gestallt. D'SPOS-Equippe baangen deelweis wéinst der Vertraulechkeet vun de Gespréicher mam Schüler zum Beispill am Fall vun engem Litige mat der Direktioun. D'Beruffsgeheimnis wier awer net a Fro gestallt, huet den Här Minister bestätegt, op Nofro vun der CSV.

Laut SPOS-Gesetz kënnen do effektiv jo Konklusioune vun engem Dossier weidergereecht ginn. An am héijeren Interesse vun deem Jonke muss och an der Schoul, grad wéi mat den externe Partner, zum Beispill mam ONE, dem Office national de l'enfance, vernetzt a koordinéiert geschafft ginn.

Opgrond vun der rezenter parlamentarescher Ufro Nummer 2641 vun der CSV huet sech erausgestallt, dass d'SPOSe leider net an all Lycée iwwert dat néidegt Personal verfügen, besonnesch an deene méi ale Lycéeën. Et gëtt och net ëmmer rigouréis opgefouert, wie fir de SPOS oder wie fir den educative Service schafft. Där gëtt et och net genuch. D'Chiffre stëmmen net mat deene vum Joresqualitéitsbericht vum CPOS iwwereneen. En plus gëtt d'SPOS-Personal net an den nationale Statistike vum Ministère gefouert, wat net ganz transparent ass.

Duerch d'Reform vum Secondaire ginn elo zousätzlech Posten accordéiert, awer nëmmen, wann d'Schoul eng kohärent Demarche fir déi psychosozial an educativ Aarbecht presentéiert. Dat geet an déi richteg Richtung. De CPOS ass amgaang, e Referenzkader fir déi psychosozial Begleedung auszeschaffen, ënnert deem d'SPOS-Leit dem CPOS weisungsgebonne bleiwen.

Ech wollt vum Här Minister wëssen, ënner wat fir engem Referenzkader awer elo déi Educateuren an Éducateur gradués vun dem Service éducatif géife schaffen. A wat geschitt och mat dem Personal aus dem CPOS, wat op de Volet Orientatioun spezialiséiert ass?

Och net kloer ass, wéi et mat der Missioun vum CPOS als Médiateur scolaire par rapport zum Projet de loi mam geplangte schoulesche Mediatiounsservice steet. Do geet rieds vun dräi Mediateuren: dee fir de Schoulverbleif, dee fir d'Inklusioun an dee fir d'Integratioun. Kann den Här Minister eis vläicht dozou eppes méi soen?

Déi sozial Missioun vum CPOS trëtt elo méi an de Vierdergrond duerch déi gesetzlech verankert finanziell Hëllefe fir sozial schwaach Familljen a fir erwuesse Schüler an Nout, déi riskéieren d'Schoul ofzebriechen. D'Bichergeld ass do mat dran. Vu dass d'Demande fir d'Subventioun vun de sozial schwaache Famillje mam Schouljoer agereecht gëtt, wollt ech awer wëssen, ob déi Familljen, wéi bis elo, eng Avance kéinte kréien, fir Schoulbicher ze kafen, fir eventuell finanziell Enkpäss ze vermeiden.

Wéi a vu wiem kréien d'Schüler, déi am Ausland an d'Schoul ginn, gehollef? Wéi a wou fannen déi erwuesse Schüler an Nout eng Wunneng? Wichteg jiddefalls ass, dass d'Konditioune vun den Hëllefen ofgestëmmt si par rapport zu deene vun aneren Énnerstëtzungen, zum Beispill der Loyersubventioun oder där vum ONE.

Bei der Lycéesreform kënnt deemnächst eng weider Missioun ënner anerem op d'SPOSen duer, mat der Schafung vun enger Commission d'inclusion scolaire an all Lycée. Si soll sech ëm Schüler mat speziellen a besonneschen educative Besoine këmmeren.

Wie këmmert sech dann, Här Minister, ëm deene Schüler hir Schoul- a Beruffsorientéierung? Dat schéngt mer nach net esou kloer. Déi ass aktuell net zefriddestellend, an och si dierf keen „way of no return" sinn, ouni Brécken tëschent de Schoulregimmer. Dat Ganzt gëtt jiddefalls e regelrechte Koordinatiounschallenge.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Remarquen zum Konzept an der Struktur vun der Maison de l'orientation. Do ass och elo schonn eng ganz gutt Aarbecht geleescht ginn, mä et huet u Koordinatioun gefeelt. An elo? Elo ginn d'Partner offiziell geografesch zesummegefouert, hu mer héieren. Awer net fonctionnel. Den Direkter ass just Chef hiérarchique vum Personal vum Service de coordination vum Haus vun der Orientéierung. En huet keng Autoritéit iwwert déi aner Partner. Bleift et net, wéi ee seet, en zahnlosen Tiger?

Am ofgekuckte Konzept vun der Cité des métiers fonctionnéieren déi Leit als regelrecht pluridisziplinär Equipp. Wichteg ass do e personaliséierten Accueil, dee besonnesch deene Jonke Loscht mécht, e beruffleche Wee ze wielen an opzebauen. Net ze vill Bürokratie also mat an der Schlaang stoen, kontaktfreedegt Personal an och en didaktesch gutt opgebauten Internetaccès. Hei ass de Moment nach Loft no uewen.

An deem Sënn si lokal Antenne vun der Maison de l'orientation ze begréissen. Mä wou Maison de l'orientation dropsteet, muss och Maison de l'orientation dra sinn! Dat ass zum Beispill net de Fall zu Dikrech, wou en Haus esou genannt gëtt, wou awer kee Service dran ass, dee mat Schoul- a Beruffsorientéierung ze dinn huet, wéi d'Geriicht, Führerschäin, Inspektorat a Jugendhausstruktur. Dëst entsprécht awer net der Definitioun vum virleienden Artikel 1,…

(Interruption)

…wat dann de Chef vun der Gemeng…

Une voix.- Net de Chef, de Buergermeeschter!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Jo!

(Interruption et hilarité)

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Wann ech gelift! Wann Der eng Fro stellt, da frot de President!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Da kënne mer herno drop zréckkommen. Dofir wollt ech da froen, wéi dat ze gesinn ass.

Op der Finanzfiche vum Gesetzesprojet sti véier Mataarbechter, nei Mataarbechter, zwou Carrières supérieures an zwou Carrières moyennes. Ginn déi effektiv duer? An ass dee Budget och schonn ugefrot?

D'CSV war erstaunt, dass de Ministère schonn zënter 2015 eng Coordinatrice agestallt huet, ouni Ausschreiwung an ier d'Gesetz gestëmmt war. Si war esou diskret, dass een net weess, wat si konkret op d'Schinne gesat huet. Den Här Minister huet gemengt, dat misst och net déi zukünfteg Directrice ginn. An de Rekrutement géif zesumme mat der ADEM gemaach ginn.

Dofir wollt ech eigentlech froen: Ass entre-temps e Profill erstallt fir dee Posten? Wéi steet et do mat der Ausschreiwung? A wien ass konkret chargéiert mat dem Rekrutement an der Auswiel vun de Kandidaturen?

Dass d'ALJ, d'Action locale pour jeunes, haut am Kader vun engem anere Gesetzesprojet an den SNJ soll integréiert ginn, wërft an den Ae vun der CSV awer eng ganz Rei Froen op. Hir Bezéiunge mat der Beruffsausbildung gi gekappt a si verléiert hir Plaz an der zukünfteger Maison de l'orientation. De koordinéierten an individuellen Encadrement vun de Schüler an de Schoulofbriecher an an ausserhalb vum Lycée a virun allem wärend an ausserhalb vun de Schoulzäite riskéiert, zu engem Spagat ze ginn.

De CEDIES, de Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur, dee fir d'Héichschoul an d'Unistudien zoustänneg ass, misst och am selwechten Haus sinn, an net op enger anerer Adress. Och fält de Volet vun der Beruffsorientéierung, also dee Volet, dee vum Gesetz vum 18. Januar 2012 ofgedeckt ass, bekanntlech net ënnert de virleiende Gesetzesprojet. An d'Missioun vum Guichet unique ass heimat, sou och de Statsrot, deelweis a Fro gestallt.

Gëtt also den Zougang fir d'Schüler an d'Bierger zur Informatioun elo wierklech besser? Huet d'Regierung net och dru geduecht, fir den Infobüro vun der Arméi an d'Maison de l'orientation eranzehuelen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- An ass net och den Anschluss verpasst ginn, fir d'Initiative vun de Beruffschamberen, déi ech virdru genannt hunn, matanzebauen, anstatt dass se parallell lafen?

Schued, dass déi initial proposéiert Strategie vum Forum Orientation, deen och elo eng legal Basis kritt, zimlech verwässert gëtt. Éischtens hunn d'Erwuessenenorientéierung an den Apprentissage pour adultes net déi néideg Plaz am Konzept vun dem Haus vun der Orientéierung. Et besti keng Direktive fir si. Et ass kee Portfolio „Orientation" virgesinn, wou sämtlech Portfolioe vun där Persoun kéinte matafléissen.

Zweetens d'Formatioun. Och déi bescht Offeren an de Schoulen an an de Betriber notzen näischt, wann net all d'Akteuren, déi an der Orientatioun eng Roll ze spillen hunn, permanent um leschte Stand sinn. Mir hu verschidden Zorte vun Orienteuren, mat verschiddene Basisausbildungen: den Orienteur SPOS, den Enseignant orienteur, en plus de Conseiller en orientation vun der Beruffsorientatioun an dee vum CEDIES. Hir Formatioun a Weiderbildung ass awer net harmoniséiert an definéiert. Fir d'Orienteuren aus dem Haus vun der Orientatioun fale 16 Stonnen d'Joer un, fir d'Memberen aus der Cellule d'orientation aacht Stonnen, an de Koordinator vun der Cellule brauch net de Profill vum Orienteur.

Firwat net, wéi proposéiert, e professionellen Orienteursposte schafen an de Lycéeën, mat enger Definitioun vu senger Formatioun a sengen Aufgaben?

De Forum freet e Bachelor an enger Spezialisatioun an de Sozialwëssenschaften als Basisformatioun fir d'Vollzäitorienteuren. E proposéiert fir d'Enseignanten, déi dat deelzäit maachen, dat méi souple unzegoe mat Iwwergangsbestëmmunge fir déi aktuell Conseilleren. Ech verweisen och op deen däitsche Berodungsqualitéitsmodell BeQu-Konzept mat sengen interessanten Instrumenter fir eng Qualitéitsentwécklung vun der Beruffs-, Bildungs- a Beschäftegungsberodung. Et feelt also u Qualitéitsstandarden an engem Kompetenzprofill fir d'Orienteuren.

Drëttens, de fréizäitegen Encadrement vun de Schüler, déi an der Schoul versoen a riskéieren, d'Schoul ofzebriechen, grad wéi vun den diplomëierte Jonken, déi hire Beruffsstart verfeelen, ass net ginn. D'Zuel vun den Decrocheuren ass erschreckend héich. 2014-2015 waren et 13,5%. Dat heescht ronn 1.000 Schüler ouni Schoulofschloss, dorënner besonnesch vill Portugisen. Schüler mat Migratiounshannergrond stellen, nieft deene mat engem schwaache sozioökonomeschen Hannergrond, nach eng ëmmer méi grouss Erausfuerderung duer, net nëmmen um Niveau vum Unterrecht, mä och fir d'Orientatioun.

Beim Schoulofbroch intervenéieren eng ganz Rei Akteuren: De CPOS a bis an enger Stonn nach d'ALJ, den SNJ an och d'ADEM, d'Aarbechtsamt, mä entre-temps goufen och Projet-de-loien deposéiert ënner anerem fir d'Afëierung vun engem Mediateur, hat ech scho gesot, an och vun engem Observateur scolaire.

Mä wéini leet den Här Minister eis eng global an differenzéiert Strategie vir, no sengem Motto: „Eng Schoul, déi sech këmmert"? Gëtt déi gesetzlech verankert? A wéi steet et mat där scho fir Oktober 2016 ugekënnegter NEET-Etüd iwwer Jonk „not in employment, education or training"? Engem Zweschestand no wiere 5,8% vun de Jonken tëschent 15 bis 24 Joer betraff. Wéi steet et mat der Orientatioun vun de Jonken, déi hire Start an d'Beruffsliewe verpasst hunn?

Véiertens, a last but not least, si keng Experten aus dem wëssenschaftleche Milieu an de Strukture vertratt, déi de konzeptuelle Kader ausschaffen, zum Beispill am Forum Orientation. Ass eng Zesummenaarbecht mat Instituter vun der Uni an dësem Fall net ze vill minimalistesch?

Fazit: Et geet net duer, Här President, fir d'Stroossen all mateneen opzerappen an d'Stroossennimm ze änneren. D'Leit, déi op deene Chantiere schaffen, mussen dat och nach packen, an d'Leit, déi d'Stroosse benotzen, musse sech och nach an deem Labyrinth erëmfannen.

De Beweis, dass dat zum Chaos féiert, hu mer beim virleiende Gesetzesprojet gesinn. D'Regierung hat effektiv en onkomplette Projet de loi deposéiert, wou se net manner wéi zéng Gesetzesännerunge vergiess hat. Et war schlussendlech, de Rapporteur huet et gesot, d'CSV, déi op de Mëssel higewisen huet. De Projet huet awer doweinst nees eng Kéier misse vum Ordre du jour vun der Chamber erofgeholl ginn. An dat einfach als „administrative Feeler" duerzestellen, ass zwar och e bëssen einfach.

De Statsrot huet dat jiddefalls net esou gesinn. Mä „administrativ Feeler" sinn nun eemol Moud an der Gambia-Koalitioun.

Plusieurs voix.- Oh!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- D'Gesetz vun der Maison de l'orientation ass wuel…

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Madamm Andrich, erlaabt Der eng Zwëschefro?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Neen, de Moment net, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen, wann Der erlaabt, Här President.

D'Gesetz vun der Maison de l'orientation ass wuel e Schrack no vir. An den Ae vun der CSV hätt d'Regierung awer e puer Schrëtt méi wäit kënne goen. Et muss sech elo um Terrain erweisen, ob d'Regierung sech déi néideg Mëttel ginn huet. Anerefalls muss nogebessert ginn, am Sënn selbstverständlech vun eise Schüler a Schülerinnen. An domat ginn ech, Här President, den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir dëst Gesetz matzestëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Madamm Andrich, erlaabt Der elo eng Zwëschefro, wann ech gelift, vum Lex Delles?

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Jo, Här Delles.

M. Lex Delles *(DP)*.- Merci villmools, Här President. Ech wollt just d'Madamm Andrich froen, ob se net Bescheed weess. Ech mengen, an der Kommissioun ass driwwer geschwat ginn. An natierlech och e Merci, dass et do opgefall ass. Et ass awer mat de Juriste ganz kloer ofgekläert ginn, dass et net néideg gewiescht wier, et op all deene Plazen ze änneren. Ech mengen, dat hu mer en long et en large mat de Juristen ofgekläert. Also, mengen ech, ass déi Remarque e bësse speziell.

(Brouhaha)

An der Kommissioun, d'Juriste waren do!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Ech ka jo äntwerten?

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Selbstverständlech, Dir hutt nach e puer Riedeminutten.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Jo. Ech wëll dem Här Delles dorop äntwerten, dass dat awer sécherlech keng gutt legistesch Aarbecht war. An ech mengen, et muss een awer eng Linn hu bei dem Ausschaffe vu Gesetzer. An do muss d'Chamber jo awer eng anstänneg Aarbecht leeschten. Da muss een eng Kéier virun allem festhalen, dass dat op all deene Plaze geännert ass, an am Virfeld eng Kéier soen. Mä dat do féiert zu engem Wirrwarr vu koordinéierten Texter, déi herno net klappen.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Domadder soen ech Merci der Madamm Sylvie Andrich-Duval. Als nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton ageschriwwen. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och ufänken an dem Rapporteur, dem Gilles Baum, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Sech um Aarbechtsmaart richteg orientéieren, ass net ëmmer einfach, virun allem déi Jonk wëssen net ëmmer, wat si no der Schoul am Liewe maache wëllen. Mä och Erwuessener decidéieren heiansdo fräiwëlleg, hir Carrière nei ze orientéieren, oder si leider dozou gezwongen, dat aus verschiddene Grënn.

Andeems mir haut der Maison de l'orientation eng gesetzlech Basis ginn an hir Missioune méi kloer definéieren, schafe mer eng Ulafstell, wou dës Leit kënne gehollef kréien, eng Ulafstell, déi d'Akteuren am Beräich vun der schoulescher professioneller Orientéierung op enger Plaz regruppéiert a wou déi Concernéiert souwuel Informatioune wéi awer och Rotschléi an e bessert Verständnis vun hiren eegene Kompetenzen offréiert kréien.

Mir wëllen natierlech kengem virschreiwen, wéi eng Aarbecht hie spéider am Liewe wëllt oder soll maachen. Fir eis als LSAP ass et wichteg, dass jiddweree selwer decidéiere kann, wat e fir eng Aarbecht wëllt maachen. Mir wëlle just, dass d'Leit hire Choix en toute connaissance de cause huelen. Wie sech op eng Aarbecht orientéiert, déi him Spaass mécht a fir déi hie Kompetenzen huet, wäert sech souwuel professionell wéi och perséinlech besser verwierkleche kënnen.

D'Welt vun haut ass näämlech méi komplex wéi d'Welt vu gëschter, an och d'Aarbechte ginn ëmmer méi komplex. Ëmsou méi wichteg ass et deemno, dass mer Méiglechkeete schafen, fir sech e kloert Bild vu senger berufflecher Zukunft maachen ze kënnen. Dat gëllt och virun allem am aktuelle Kontext, näämlech deem vun enger Aarbechtswelt am Wandel.

Duerch d'Digitaliséierung an d'Robotiséierung ännert sech d'Aarbecht vu muer. Mir musse virun allem déi Jonk dodrop opmierksam maachen an hinne Méiglechkeeten haut scho ginn, fir sech op dee Wandel ze preparéieren.

Här President, mir begréissen dofir d'Schafung vum Service de coordination an der Maison de l'orientation. Wéi de Rapporteur et scho gesot huet, garantéiere mer domat eng concertéiert a kohärent Approche am Beräich vun der schoulescher a professioneller Orientatioun. Virun allem erreeche mer domat, dass all d'Akteuren, déi an der Maison de l'orientation vertruede sinn, besser zesummeschaffen, zum Beispill, wann et drëm geet, fir hir Aktiounen ze koordinéieren an och fir Informatiounsmaterial openeen ofzestëmmen.

Och d'Schafung vum Forum Orientation, deen als Missioun huet, fir eng national Strategie auszeschaffen an d'Regierung ze beroden, wäert zu där Kohärenz am Beräich vun der schoulescher professioneller Orientatioun bäidroen.

Här President, mir begréissen och virun allem d'Schafung vun deene sougenannte Cellules d'orientation an de Lycéeën. Et sinn näämlech d'Leit um Terrain, déi am beschte wëssen an aschätze kënnen, wat d'Interessen an d'Kompetenze vun hire Schüler sinn. Hir Aarbecht ass ausschlaggebend, dat op all Niveau vun der schoulescher Lafbunn.

Wann déi Cellules d'orientation gutt fonctionnéieren, da bedeit dat eng konkret Verbesserung. Dës Strukture solle jo dem Lycée seng Demarchen am Beräich vun der Orientatioun festleeën a se un d'Schülerpopulatioun upassen. Dat mécht Sënn, well net all Lycée eng nämlecht homogen Schülerpopulatioun huet.

De Ministère huet dofir zesumme mat de concernéierten Akteuren e Referenzkader ausgeschafft, bannent deem d'Lycéeë sech bewege sollen an dee minimal Standarde fir d'Orientatiounsdemarchë vun de Lycéeë virgesäit. D'Membere vun deene Cellules d'orientation mussen dann och all Joer Formatioune maachen, fir d'Evolutioun um Niveau vun der Orientatioun ze suivéieren. Eis Hoffnung ass natierlech, dass mir et och fäerdegbréngen, mat deenen neie Cellules d'orientation den Décrochage scolaire erofzedrécken.

Här President, déi richteg Orientatioun ass och en Deel vun enger gelongener Integratioun. D'Schoul muss och deenen, déi nei am Land sinn, déi nämlecht Chancen a Perspektive garantéieren. An et ass gewosst, dass vill nei Schüler all Joer aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen. Déi grouss Erausfuerderung ass, fir all dës Jonker an ee fir si oft komplexe Schoulsystem ze integréieren, virun allem jo wéinst der Sproocheproblematik. Op wéi eng Schoulen a Sektioune mir dës Jonker orientéieren, spillt deemno eng wichteg, eng wesentlech Roll, fir hinnen déi beschtméiglech Formatiounen an och déi beschtméiglech Chancen am Liewen ze garantéieren.

An deem Kontext ass et immens wichteg, dass d'Familljen, déi hei am Land ukommen, iwwert déi verschidde schoulesch Offeren informéiert ginn, virun allem wat de Régime linguistique vun de verschiddene Schoulen zu Lëtzebuerg ugeet.

Här President, d'LSAP hat sech an hirem Wahlprogramm dofir agesat, dass och regional Antenne vun der Maison de l'orientation sollen an d'Liewe geruff ginn. Mir wollten dofir vum Minister héieren, wat an Zukunft op deem Niveau virgesinn ass.

An da wollt ech och dem Minister nach eng zweet Fro stellen. An zwar hat ech an enger Question parlementaire, déi ech 2014 un den Educatiounsminister gestallt hat, gefrot, wéi d'Zesummenaarbecht tëschent der Maison de l'orientation an den Associatioune vun Entrepreneure kéint verstäerkt ginn. Well grad gëscht hu mer nach heibanne vill iwwert den Entrepreneuriat geschwat, dass dëse promouvéiert an ënnerstëtzt misst ginn. Dofir wollt ech an deem Kontext de Minister froen, ob do an Zukunft nach weider Projeten zesumme mam Entrepreneuriat an der Maison de l'orientation geplangt sinn.

Här President, d'Orientatioun mécht sech awer net nëmmen an der Schoul, an der Schoul a fir Schüler, si ass och fir Erwuessener wichteg. Et war dofir déi richteg Decisioun viru fënnef Joer, fir och d'ADEM als Service an der Maison de l'orientation unzesidelen. Deemools hat de Minister Nicolas Schmit sech dofir agesat. Och an Zukunft wäert d'ADEM eng fundamental Roll spillen, fir d'Orientatioun vun den Erwuessenen an der Maison de l'orientation ze begleeden.

Ee Problem, deen de Moment nach besteet, ass, dass de Bekanntheetsgrad vun der Maison de l'orientation nach net esou grouss ass. Mir sinn der Meenung, dass nach Efforte kënne gemaach ginn, fir d'Visibilitéit vun der Maison de l'orientation ze verbesseren. Virun allem och den Internetsite vun der Maison de l'orientation soll ausgebaut ginn. Deen aktuelle Site ass net ganz iwwersiichtlech a misst mat Informatioune completéiert ginn.

E Wuert nach zum Schluss iwwert d'Subventiounen, déi am Kader vun dësem Gesetz agefouert ginn. Dat heite Gesetz gëtt der aktueller Praxis e klore legale Kader a schaaft deemno Transparenz. Mir hëllefen domat weider de Stéit, déi niddreg Revenuen hunn, andeems mer hinne bis zu 1.500 Euro d'Joer u Subventioune ginn, fir Schoulmaterial ze kafen an och fir u schouleschen an extraschouleschen Aktivitéiten deelzehuelen.

Mir hunn de Montant also liicht no uewen adaptéiert. Ëmmerhi profitéieren haut bal 5.000 Schüler vun där Hëllef.

D'nämlecht begréisse mer och den neie legale Kader fir d'Subvention de maintien scolaire fir Jonker iwwer 18 Joer, déi eleng liewen an déi mat psychosoziale Problemer konfrontéiert sinn. Hei mer souguer de Montant substanziell gehuewen.

Voilà, dëst gesot, Här President, ginn ech natierlech d'Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance*.- Merci der Madamm Tess Burton. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam. Här Claude Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wollt virun allem no den Aussoen och vun der CSV-Spriecherin drun erënneren, datt mer awer hei iwwert de Projet 6787 de Mëtteg debattéieren an och ofstëmmen. Do geet et haaptsächlech drëm, datt mer enger Maison de l'orientation, déi et scho laang gëtt, endlech déi gesetzlech noutwendeg Basis ginn.

Mir hunn och de Centre de psychologie et d'orientation scolaires, deen nenne mer anescht, Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires, well mer do och e puer Änneerungen, déi d'Maison de l'orientation mat sech bréngt, dann och zur Kenntnis huelen. A mer hunn och, wéi d'Tess Burton och gesot huet, schonn zum Schluss elo nach eng Rei Subventioune gehuewen an och méi transparent gestalt.

Zu der Maison de l'orientation. D'Maison de l'orientation ass eng ganz laang Fuerderung vun der grénger Partei.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir waren a sinn der Meenung, datt d'Orientatioun vun eise Kanner a Jugendlechen ee vun deene ganz wichtege Pilieren an der Schoulpolitik duerstellt. Mir hunn natierlech och unerkannt, datt et eng ganz Rei Initiative ginn a gi sinn, déi sech mat der Orientatioun vun de Jugendlechen an der Schoul an an der Beruffsausbildung befaasst hunn.

Mir hunn - ech ziele just déi gréissten op - de Service d'orientation professionnelle vun der ADEM. Mir hunn de CPOS, op deen ech nach wäert ze schwätze kommen. Mir hunn de Service national de la jeunesse, deem seng Kompetenzen ëmmer méi ausgeweit ginn. Mir hunn, wéinstens nach bis de Mëtteg, d'Action locale pour jeunes, iwwert déi mer jo am Projet de loi 7079 haut nach ze schwätze kommen, déi mer an de Service national de la jeunesse integréieren. A mir hunn eng Agence nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie „Anefore", ech mengen, ënnert dem kuerzen Numm ass dat méi bekannt.

A wann Der nach gären Detailer wéisst, wat mer schonn alles u villfältegen Initiativen duerch d'ganzt Land organiséiert hunn, ech mengen, da liest nach eng Kéier d'Ried vun der Madamm Andrich no, déi war ganz detailléiert, vun alle méigleche Strukture vun Esch bis uewen an d'Éislek, déi mer am Beräich vun der Orientatioun hunn.

Wéi gesot, dës Strukture sinn eis all bekannt a mir sinn net méi wéi frou, datt elo endlech déi Maison de l'orientation de 27. Februar 2012 hir Dieren op der Stäreplaz opgemaach huet. Mir hunn also hei an engem Haus all déi gréisser Servicer regruppéiert, déi sech ëm d'berufflech Orientatioun vun deene Jonke këmmeren. Mä dat ass och schonn ze kuerz gegraff, well et geet jo hei och net nëmmen ëm déi berufflech Orientatioun, et geet nach doriwwer eraus. An och wann d'Offer sech un éischter Linn un déi Jugendlech wennt, da sollen awer och jonk Erwuessener an Erwuessener tout court hei net ausgeschloss ginn.

Dat hat dräi Avis complémentaires vum Statsrot gebraucht. Dat hat och dräimol en Ulaf gebraucht, bis datt mer d'Gesetz hei um Ordre du jour vun der Chamber haten. Mir haten och alleguerten an der Kommissioun der Madamm Andrich Merci gesot, datt se eng Ongereimtheet entdeckt hat. Dat hu mer alleguerte gemaach. An do ware mer och gudde Wëllens. Wann een da seet: „Dat ass d'Aart a Weis, wéi Gambia Gesetzer mécht", da fannen ech dat awer eng ganz schwaach Ausso vun enger CSV-Oppositiounspartei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Eng gutt schoulesch a berufflech Orientatioun ass wichteg. Do schénge mer eis jo alleguerten heibannen eens ze sinn, fir datt éischtens all Eenzelnen eng Plaz an der Aarbechtswelt fënnt, an zweetens sech och ka wuelfillen op där Plaz, déi e fonnt huet. Eng gutt Orientatioun hëlleft also, den Echec an den Décrochage scolaire, zwee Phenomeener, déi oft Hand an Hand ginn, ze reduzéieren.

Och wann et eis Zil muss sinn a bleiwen, den Echec an den Décrochage scolaire ganz aus der Welt ze schafen, wësse mer, datt mer dat Zil net wäerten zu 100% erreechen. Ze vill Facteure spillen do mat, fir datt eleng staatlech a parastaatlech Institutiounen alles kënne riichten. An der real existéierender schoulescher Welt ass een heiansdo mat esou schwierege Situatioune vun Netmotivatioun, Netrespekt, Netfläiss konfrontéiert, datt, wann dann och nach keng Ënnerstëtzung a keng positiv Hëllef vum Elterenhaus kënnt, eng Integratioun an d'Aarbechtswelt extrem schwéier ass.

Dat soll eis awer net dervun ofhalen, eis Beméiunge genausou oder nach méi intensiv weiderzefëieren. Dat ass d'Aufgab vun der Politik, an alle Beräicher. E Beispill aus dem Stroosseverkéier: De Minister Bausch muss sech als Zil setzen, null Verkéiersaccidenter ze hunn, och wann e weess, datt dat Zil, zumindest a senger Legislaturperiod, net ze erreechen ass. An de Minister Meisch muss sech och als Zil setzen, fir op null Schoulofbriecher hinzeschaffen, och wann dat eventuell net a senger Legislatur ze realiséieren ass.

An duerfir ass et och gutt, datt de Minister Meisch sech intensiv och mat der Orientatioun op alle Gebidder am schoulesche System befaasst. An dat huet dann och eng ganz Rei Froe vun der Madamm Andrich an zum Deel och vun der Madamm Burton mat sech bruecht. An och den Här Minister Schmit ass an deem ganze Kampf mat integréiert. Ech mengen, mer sollen och wierklech…, et ass och wichteg, ech entschëllege mech, datt ech Iech net mat genannt hunn, et ass eng gemeinsam Aufgab souwuel vu Schoul wéi och vun Emploi, fir hei nach besser ze schaffen, wéi mer dat bis elo gemaach hunn.

Eng gutt Orientatioun muss och hëllefen, datt ee Jonken an och ee manner Jonke sech wuelfillt op der Plaz, déi en huet. Et ass eng ganz brutal Erfahrung fir e jonke Mënsch, deen zum Beispill seng Schoul mat Succès ofgeschloss huet, datt den Aarbechtsmarché hien net wouerhëlt, net un him interesséiert ass.

An eng ganz aner oder äänlech schwéier Erfahrung fir e jonke Mënsch ass, datt hien zwar eng Plaz um Aarbechtsmarché fonnt huet, sech awer net op där Plaz erëmfënnt an net wuelfillt.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Ech war scho bei Diskussiounen derbäi, wou vu Krankmeldungen opgrond vu Burnout rieds gaangen ass. An déi Mënschen, ëm déi et do gaangen ass, déi ware knapp 30 Joer al. Dat huet virun allem Männer a mengem Alter zu iwwerhieflechen an domme Kommentare verleet. Dat huet mech traureg a rose gemaach. An ech mengen, mir sollten och dës Problemer vu Leit, déi sech net wuelfillen op hirer Aarbechtsplaz, eescht huelen an och hei déi néideg Hëllefstellungen ausbauen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).-* An och dofir si mir frou, datt déi Maison de l'orientation, déi 2012 hir Dieren opgemaach huet, elo endlech am Joer 2017 dee gesetzleche Kader kritt, dee se brauch. D'Zilsetzungen, esou wéi se am Rapport stinn, sinn déi richteg. Merci dem honorabele Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport! Mir kréien e Guichet unique. Mir kréien e Service de coordination. D'Lycéeë ginn obligéiert, fir sech eng konkret Demarche ze ginn, wat d'Orientatioun betrëfft. An och e Minimum vu Formation continue fir all Intervenantë schreiwe mer hei fest.

Mir begréissen och d'Schafung vun engem Forum Orientation an och d'Zesummesetzung vun deem Forum, wéi se am Artikel 10 vum Gesetz opgelëscht ass. Dës Zesummesetzung berout jo, an dat ass och scho gesot ginn, op den Erfahrungen, déi den Aarbechtsgrupp Forum, deen 2007 geschafe gouf, 2010 an engem Rapport festgehalen huet. Fir mech hätt och kënnen de Ministère de la Santé hei vertruede sinn.

Ech gi just kuerz op d'Ännerungen, déi de CPOS betreffen, an. Eng Rei vun de klasseschen Aufgabe vum CPOS, wat d'Koordinatioun vun der schoulescher a berufflecher Orientatioun betrëfft, ginn elo vum Service de coordination vun der Maison de l'orientation iwwerholl. Déi nei Denominatioun vun dësem Service weist jo och schonn den neie Schwéierpunkt vun den Aktivitéiten. De Volet Orientation scolaire gëtt vun anere Servicer wouergeholl. Et bleift de Volet psychosocial an den Accompagnement scolaire. Dësen neien ale Service soll och eng Zort vu Mediateur ginn am schoulesche Milieu.

Här President, ech mengen, datt déi psychologesch Komponent an der Orientation scolaire ganz wichteg ass. Bei senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun huet eise Premier de Saz „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet" scho bal mantrahaft widderholl. Mir mengen, datt dës Iwwerleeung och a vläicht souguer un éischter Stell fir de Mënsch a senger Aarbechtswelt gëllt.

De Vertrieder vun der CSV hat bei dësem Debat gesot: „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et der Wirtschaft gutt geet." Dat ass net falsch. Dat ass mir awer ze kuerz gegraff.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).-* Natierlech ass d'Pai ee wichtegen Aspekt vun der Aarbecht, awer net deen eenzegen.

Ech kommen zum Schluss, Här President, a betounen nach eng Kéier, datt d'Maison de l'orientation an eisen Aen eng gutt an noutwendeg Saach ass. Leit beieneesetzen heescht, zumindest am Prinzip, datt déi Leit sech och gesinn. Et heescht net onbedéngt, datt déi Leit dann och alleguerten zesummeschaffen. Et besteet de Risiko, datt jiddwereen e bësse fir sech schafft, awer keen zesummen. E besteet e Risiko, datt mer zwar vill Leit beieneen an e Gebai setzen an datt déi dann awer näischt mateneen ze dinn hunn. Dat si reell Geforen, op déi och de Minister Meisch selwer an der Kommissioun higewisen huet.

Mir hunn elo eng gesetzlech Rumm geschafen, fir datt d'Maison de l'orientation ka gutt funktionéieren. Wichteg ass schonn, wéi an all Betrib an all Administratioun, den Empfang: Wie lauschtert dem Mënsch no, deen doninner kënnt? Déi éischt Kontaktpersoun ass schonn immens wichteg an, wéi gesot, d'Zesummespill vun all de Servicer, déi an deem Haus sinn.

Mir wënschen der Maison de l'orientation vill Succès an zefridde Mataarbechter am Interêt vun de Leit, déi sech u si wennen. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Adam. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, no esou villen eminente Spezialisten aus dem Erzéiungswiesen iwwert d'Maison de l'orientation fillen ech mech heiansdo e bëssen desorientéiert, wann een dann den Detail vun deenen Interventioune wëllt novollzéien a verstoen. Mä et ass eng ganz wichteg Saach, datt effektiv déi jonk Leit ganz gutt orientéiert ginn, wéi et hei dacks betount ginn ass. An ech soen och dem Rapporteur Merci, datt en eis op eng ganz kompetent Manéier an déi Matière agefouert huet.

Et ass e Gesetz, wat ganz vill verschidden Aspecten uschwätzt: d'Maison de l'orientation selwer, de Forum Orientation, ënnert deem ee sech och net direkt kann eppes virstellen, wann een deen Numm héiert - et wär vläicht effektiv besser gewiescht, vun engem „Conseil national de l'orientation scolaire" ze schwätzen, well een da vläicht eng besser Virstellung gehat hätt vun den Aufgabe vun deem Gremium -, d'Orientatioun an de Lycéeën. An haaptsächlech soll eng nei Approche an der Orientatioun da geholl ginn, awer op engem organisatoresche Plang, well dëst Gesetz schwätzt net iwwert de Contenu, net iwwert d'Finalitéite vun der Orientéierung u sech am Hibléck op eng méi héich Formatioun oder eng Beruffswelt, mä et ass haaptsächlech organisatoresch.

An do stelle sech och ganz Rei Froen. D'Gesetz erhieft den Usproch, fir e Guichet unique ze schafen. En Usproch, deen dat Gesetz awer net kann erfëllen! D'Force publique, dat ass scho gesot ginn, ass zum Beispill net dran, obschonn de Stat besonnesch an deem Beräich selwer Rekrutéierungsproblemer an engem ganz grousse Mooss huet. De CEDIES ass net dran, also den Enseignement supérieur.

An ech maachen do eng Klamer op, just emol fir ze froen: Wéi ass et da mat der Zukunft ëm de CEDIES bestallt? Wéi soll dee personalméisseg opgestallt ginn an nächster Zukunft? Well d'Bedeitung vun deem Service hëlt jo sécher net of. A wéi ass déi Zesummenaarbecht mat der Maison de l'orientation ze gesinn? Mä ech mengen, mir mussen eis als Politik ganz besonnesch och ëm de CEDIES beméien a këmmeren.

An och déi Validatioun vun den Acquis de l'expérience schéngt hei net voll opgeholl ze ginn. An och dat ass eng Fro, déi ee muss vläicht nach eng Kéier beliichten.

Wann een dat Gesetz liest, freet ee sech, ob hei net ze vill op bürokratesch Aspekter Gewiicht geluecht ginn ass. Heiansdo mengt een, et wär e Mikromanagement gemaach ginn. A mir sollte vläicht an der Politik, allgemeng, eis drun erënneren, datt e Gesetz do ass, fir en allgemengen normative Kader ze schafen. Et ass schonn e bësse bosseg, fir an engem Gesetz do ze liesen, datt den Direkter muss eemol am Joer eng Koordinatiounsreunioun maachen. An an engem éischte Projet wor souguer virgesinn, e misst en Aarbechtsplang hannerleeën. Mä e Gesetz ass net do, fir engem Direkter seng Aarbecht virzeschreiwen oder ze reguléieren. E Gesetz soll en Direkter asetzen, e Service asetzen, an dann ass et un der Politik, fir dat esou ze bestëmmen, datt een e Mënsch dohisetzt, deem ee ka vertrauen, datt en déi Aarbecht och anstänneg mécht, déi en duerch e gesetzlechen Optrag kritt.

Et sinn och vill Onkloerheeten, den Här Baum hat ganz richteg gesot: „Déi Beruffswelt hautzudaags ass esou komplex ginn, datt ee ganz séier kann den Iwwerbléck verléieren." An ech mengen, hei si mer virun enger Erausfuerderung, wann ee mat de Lycéeë schwätzt, et ass jo e Wonsch, datt vill vun der Orientéierung an de Lycéeë gemaach gëtt, an do stelle sech direkt zwou Froen.

D'Autonomie vun de Lycéeë gëtt hei am Gesetz eigentlech do beschriwwen, datt den Direkter kann decidéieren, ob deen SPSS, wéi dat hei heescht, ob dee Service soll mat der Cellule d'orientation fusionéiert ginn oder net. Dat ass u sech och keng zentral Fro fir d'Autonomie vun engem Lycée. Eng Autonomie vun engem Lycée soll sech kënne mat méi fundamentale Saache beschäftegen, fir eise Schoule méi Onofhängegkeet vuneneen ze ginn. Awer dat do, dat sinn Detailfroen, déi awer an der Praxis Auswierkungen hunn op de Fonctionnement, op d'Effikassitéit vun esou enger Cellule d'orientation an och vun engem Service psychosocial an engem Lycée.

D'Fro ass: Kënnen déi Cellullen dat dann iwwerhaapt garantéieren? Verléiere se net den Iwwerbléck? Well et gëtt haut eng onendlech grouss Zuel vu berufflechen Orientéierungen, och vu weidere Formatiounen. Ass et net bal néideg, méi en zentraliséierte Service ze hunn, fir iwwerhaapt den Iwwerbléck kënnen ze behalen? Ass et…

(Interruption par M. Claude Meisch)

Pardon? Den Här Minister, mengen ech.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Ass d'Maison de l'orientation keen zentraliséierte Service?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).-* Also, ech kommen dorobber, Här Meisch. Well Dir wëllt jo an all Lycée eng Cellule d'orientation hunn. An déi Maison de l'orientation soll en Déngschtleeschter si fir déi verschidde méi dezentraliséiert Strukturen. Sou steet et an Ärem Exposé des motifs. Et ass also an deem Sënn, wou dat geduecht ass. An do sollen et eng Rei Instrumenter ginn, e Referenzkader an eng Rei Outilen, déi Der dann do maacht, fir dat kënnen ze garantéieren.

An d'Fro ass och: Wéi ass et da mat der Formatioun vun deene Leit, déi do an deene Cellules d'orientation schaffen? Et sinn, mengen ech, aacht Stonne virgesinn. Geet dat wierklech duer an enger Beruffswelt? Ass et och realistesch, fir ze envisagéieren, datt elo all Cellule d'orientation an all Lycéeë sech musse mat de Beruffskummere kuerzschléissen, an et gëtt där Lycéeë vill am Land, fir ëmmer um neiste Stand ze bleiwe vun deene verschiddene Beruffer oder Optiounen, déi fir déi Jonk do virgeduecht sinn?

Ech mengen, dee System, deen hei ugeluecht ass, ass vun enger enorm grousser Komplexitéit, wann een en duerchdenkt. An ech mengen och, datt mer mussen an e puer Joer kucken, wéi sech dat hei da bewäert: déi dezentraliséiert Struktur, déi vill individuell Kontakter, d'Formatioun vun den Orienteuren. Alles dat muss ee kucken, ob et sech wierklech bewäert oder ob et net besser wär, awer méi zentraliséiert Servicer unzebidden, awer zentraliséiert am ganze Sënn vum Wuert, och an de Strukturen an als Uspriechpartner.

Ech weess, Dir schwätzt vun engem Cadre de référence, ech hat dat ernimmt. Mä ob dat wierklech effikass ass an der Realitéit, dat muss ee sech froen.

Et ginn och eng Rei vun Onkloerheeten. Wann dat dann elo net integréiert gëtt, deen SPSS an déi Cellule d'orientation, wéi soll deen Niewenteneen da fonctionnéieren?

A mir hunn eis och gefrot, ob déi Ëmbenennung vun de SPOS, d'Eraushuele vum Orientéierungsbegréff aus deene Services psychosociaux net awer derzou féiert, datt d'Leit vläicht manner an déi Servicer ginn, datt se méi eng grouss Hemmschwell hunn, well eben nëmmen nach praktesch eng Stigmatiséierung eventuell fir verschidde Schüler méiglech ass, well et dann heescht, dat wier de Service psychosocial nëmme fir déi Leit, déi do vläicht Problemer hunn, an net méi och eng allgemeng Orientéierung vum Schüler, ob et schlussendlech am Interessi vum Schüler ass, déi zwee Servicer esou vuneneen, och sproochlech vuneneen ze trennen. Dat sief och als Fro an de Raum gestallt. Op jidde Fall schéngt et eis méiglech ze sinn, datt doduerch nei Hemmschwellen awer kënnen entstoen.

An dann um nationalen Niveau gëtt de CPOS an de CPSS oder CPAS ëmgewandelt, mam Accompagnement scolaire, Dir gesitt hei schonn, datt déi Ofkierzunge vläicht net déi allerglécklechst sinn, mä och do sinn eng ganz Rei Froen ze stellen.

Dat Éischt ass déi Iddi, fir en nationale Service do ze hunn, fir eng Médiation scolaire anzeféieren, d'Médiation scolaire och tëschent engem Direkter a sengen Enseignanten. An do stellt sech dann ëmmer d'Fro, wann ee bei esou neie Servicer ass: Wéi ass dat da mat der Fonction publique am Allgemengen? Ass dat dann elo e Präzedenzfall fir aner Administratiounen, datt, wann en Direkter Problemer huet, fir sech duerchzesetzen, oder wa seng Decisioune contestéiert sinn, do e Mediatiounsservice existéiert? Ass dat och an aneren Administratiounen denkbar oder ass et wënschenswäert? Ech mengen, éischter net!

Gëtt et net do en Afrostelle vun der Hierarchie, wat hei an der Éducation nationale vläicht seng Originne fënnt a sech da vläicht an aner Secteure vun der Fonction publique ausbreet, wat net am Interessi vum Déngscht ass?

Et muss ee sech also froen: Wéi gëtt eigentlech nach déi Funktioun vum Direkter am Enseignement hei definéiert? A wat sinn dann nach d'Kompetenzen an d'Méiglechkeete vun engem Direkter?

Déi zweet Fro, och aus der Aktualitéit. Dat ass déi Fro vun deenen neie Leit am Land, d'Madamm Burton hat dat schonn ugeschwat, mat de Migranten och, déi kommen. Gëtt an der Orientéierung och op si gekuckt? A wat sinn déi Méiglechkeeten, déi mer fir Migrantekanner effektiv kënne virgesinn? Ech mengen, och do musse mer eis iwwerleeën, wéi dat ass. Ech schwätze vun deenen, déi eng Perspektiv hunn, fir hei am Land ze bleiwen, fir deene Kanner effektiv och vläicht, fir eben déi Zäit, wou se kënnen oder wëllen hei sinn, a wou dat och méiglech ass, eng Integratiounsperspektiv ze ginn. An da musse mer och an der Orientation scolaire kucken, datt mer do e gewëssent Gewiicht drop leeën.

An da musse mer och kucken, datt mer hei net nëmmen e Service maachen, wou et kee Feedback gëtt. Et ass och méiglech, datt Schüler, Elteren och, déi och kaum an deem Gesetz hei ernimmt sinn, den Administratioune kënnen e Feedback ginn, datt se kënne soen: „Op deenen an deene Punkte soll d'Orientéierung verbessert ginn."

Wann ech also hei dat Gesetz insgesamt kucken, dann ass et sécher ze begréissen, datt déi Maison de l'orientation eng legal Basis kritt. Mir begréissen och ausdrécklech, datt d'Regierung higaangen ass an eng Rei vu soziale Moossnamen och an dat Gesetz ageschriwwen huet, ebe wéi zum Beispill déi Indemnité de maintien scolaire oder esou Saachen. Dat si positiv Schrëtt, déi ënnerstëtze mer ausdrécklech.

An op där anerer Säit stelle mer eis awer och ganz vill Froen iwwer iwwerhaapt d'Fonctionnementsméiglechkeet vun der Architektur, déi an dësem Gesetz virgesinn ass. Ass et realistesch? Ass et net ze vill formalistesch? Kann et effikass sinn? Firwat sinn eng Rei wichteg Secteure vu vireran ausgeklamert ginn oder Komponenten, déi awer fir d'Beruffsorientéierung wichteg sinn?

Alles dat si Froen, déi mer eis stellen. An et ass e Gesetz, wat mer ganz sécher mussen an zwee, dräi Joer nach eng Kéier iwwerpréiwen, fir ze kucken, ob et iwwerhaapt ëmsetzbar an där Form ass.

Alles an allem begréisse mer dee Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä mir wäerten eis awer, duerch déi vill ongekläerte Froen, enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och dem Här Kartheiser. Mir hu kee weideren ageschriwwene Riedner. An d'Wuert huet direkt d'Regierung, den Här Educatiounsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och allen Intervenanten haut de Mëtteg hei. An e besonnesche Merci un de Gilles Baum, de Rapporteur vun dësem Projet.

Et ass e puermol ugeklonge schonn de Mëtten: Wann een a jonke Jore säi Liewenswee net fënnt, säi schoulesche Wee, säi beruffleche Wee net fënnt, da féiert dat sécherlech zu enger Onzefriddenheet, zu enger Liewensonzefriddenheet och, mä et féiert och derzou, datt een ënner senge Moyenen, ënner senge Méiglechkeete bleift. Et kann derzou féieren, datt ee frustréiert aus engem System, wéi dem Schoulsystem, erausfält an doduerjer sécherlech seng ganz Carrière ganz staark hypothekéiert huet. Duerfir ass et wichteg, fréi seng Stäerkten, fréi seng Talenter ze entdecken.

Wéi ech als Minister ugefaangen hunn, mat ville Leit Gespréicher gefouert hunn, wou ech mech leider net méi un all Detail kann erënneren, ass mer awer mat engem Interlocuteur wierklech eppes staark an Erënnerung bliwwen, dee mer e Beispill ginn huet an dee gesot huet: „Wann ee mengt, e jonke Mënsch misst onbedéngt Futtballspiller ginn, an en huet awer net dat gréissten Talent do derfir, dann hëlleft all Training näischt an e gëtt herno nëmme frustréiert. Et gëtt ni e gudde Futtballist, och emol net an der zweeter Equipp." Deeselwechten, deen huet awer en anert Talent. E gëtt vläicht e ganz gudde Sänger, e ganz gudde Moler oder iergendwou läit säin Talent. An et ass wichteg, dat Talent fréi ze entdecken. Et ass wichteg, seng Interessie fréi ze entdecken.

An dat ass awer och net esou einfach. Dat ass net esou einfach, well dat kann net en anere fir e selwer maachen, dat muss dee jonke Mënsch selwer eigentlech sech erschaffen, kucken, erfueren, wou seng Stäerkten an Talenter leien, an dorauser e Liewensprojet definéieren. Dat brauch seng Zäit. Dat ass net mat enger Visitt an engem Nomëtteg an enger Maison de l'orientation gedoen. Ganz kloer, och wann hei d'Schafung vun där Maison de l'orientation am Vierdergrond steet, da kann dat nimools d'Ambitioun sinn. Dat ass en Effort, wou dee Jonken awer och derbäi muss begleet ginn, iwwer laang Zäit derbäi muss begleet ginn. An déi Begleedung muss a soll ufänken am Alter vun der Grondschoul a soll an de Secondaire mat eropwuessen. Déi Begleedung soll eigentlech net nëmmen a schoulesche Strukture geschéien, déi ka ganz gutt och an ausserschoulesche Strukture geschéien, an Initiative geschéien, wou ee jo och seng Talenter, seng Interessegebidder ganz gutt kann entdecken.

Et ass also eng Gesamtaufgab, där ee sech do muss unhuelen, fir datt ee jonke Mënsch sech kloer gëtt, wat e wëllt erreechen am Liewen. Natierlech brauch en dozou Informatiounen. An ech denken, datt do e ganz wichtege Punkt vun enger Maison de l'orientation kann an och muss geleescht ginn. E muss wëssen, wat fir eng Ausbildungsweeër et gëtt. E muss wëssen, wat fir eng Beruffer et gëtt. E muss wëssen, wat d'Realitéit duerno ass an deene Beruffer. E muss och wëssen, wat d'Perspektiv ass, wann ech deen doten oder deen dote Beruff wielen, fir mech och duerno nach weiderzëentwéckelen. E muss d'Realitéit an den Entreprisen och kennen.

All dat ass extrem wichteg, fir datt dat dokumentéiert ass, datt dat och kann iwwer en Erfahrungsaustausch stattfannen, datt dat och duerch Visitte ka stattfannen, datt och do Stagë wichteg sinn, Vakanzenaarbechte wichteg sinn. Ech mengen, datt mer do eis alleguerten eens sinn.

Mä, wann ech soen, datt et eng Gesamtaufgab ass, d'Orientatioun, dann ass et och doduerjer, datt mer soen, datt et net an der Schoul een eenzege Service ka sinn oder eng Persoun sinn, déi sech där Aufgab do unhëlt. Mir brauchen do eng Equipp. An et muss eigentlech och eng ganz Aufgab sinn, déi vun der ganzer Schoul, vun der ganzer Schoulcommunautéit mat iwwerholl gëtt, vun den Enseignanten, vu Leit aus engem Service, deen éischter de psychosozialen Accompagnement mécht, vu Leit och vun enger Équipe éducative. Si alleguerten droe mat d'Responsabilitéit, fir datt de Schüler bei senger Orientatioun richteg encadréiert a richteg begleet gëtt.

Duerfir hu mer och gesot, datt mer net ee Service domadder solle chargéieren, mä datt et eng ganz Demarche vun der ganzer Schoulcommunautéit vun der Schoul soll sinn. A well déi Demarche och an där enger Schoul wéi an där anerer Schoul op déi spezifesch Besoine vun där Schoulpopulatioun ausgeriicht ass, ass et esou, datt mer decidéiert hunn, éischter e Kader ze setzen an d'Schoulen innerhalb vun deem Kader mat deenen Usprëch, déi kloer definéiert sinn, musse kucken, wéi si sech opstellen, mat wat fir engen Initiativen datt se probéieren, datt dee Jonken, wéi gesot, seng Stäerkten entdeckt, seng Talenter kenneléiert, weess, wat seng Méiglechkeete sinn, weess, wat duerno ze maachen ass, och weess, wat e selwer muss leeschten, fir an déi eng oder an déi aner Richtung ze goen.

An dat ass eppes, Här President, dat geschitt op ganz ville Plaze schonn haut. Mir definéieren elo wuel dee Referenzkader fir d'Orientatioun. A mat deem Gesetz, wat elo hei wäert gestëmmt ginn, besteet déi gesetzlech Obligatioun fir all Schoul, sech esou eng Demarche ze ginn. Mä wa mer awer an d'Schoule kucke ginn, an eis Lycéeë kucke ginn, queesch uechtert d'Land, an ech war se alleguerte besichen, da kann ech Iech soen: Et ass keng Schoul, wou Orientatioun haut keen Thema ass. An et ass eng ganz Bandbreet vun Initiativen, déi do ugebuede ginn, déi ëmmer ganz no wierklech um Besoin vun dem jeeweilege Schüler haut och stattfënnt. Dat gëtt sécherlech och nach eng Kéier cadréiert duerch de Referenzkader. Et gëtt sécherlech och nach eng Kéier dynamiséiert duerch déi gesetzlech Obligatioun. Mä et gesäit ee wierklech, datt do vun ënnen erop wierklech Innovatiounsgeescht groussgeschriwwe gëtt an d'Innovatioun amgaangen ass do ze spriissen.

Mir hu mat dësem Gesetz och eng Rei vun Upassunge vun de gesetzleche Kadere gemaach - et ass gesot ginn -, vum nach haitege CPOS a vum SPOS, déi mer op där enger Säit der Realitéit upassen, wéi eigentlech haut schonn och an deene Servicer geschafft gëtt, wat fir eng Aufgaben haut do iwwerholl ginn, wéi awer och gläichzäiteg gekuckt, datt där neier Approche, déi mer hei am Gesetz verankeren, ronderëm d'Beruffsorientéierung, datt mer och där Rechnung kënnen droen.

Mir hunn och déi Subsiden, déi de SPOS haut ausbezilt, op eng gesetzlech Basis gesat. Wat, denken ech, besonnesch wichteg ass, ass, datt mer do no den üüblechen, de gängege Regele vun der Statskontabilitéit dat doten och maachen. Dat war e schwieregen Exercice. Dat muss ech zouginn, well do mat ganz vill guddem Wëllen an och dem politesche Wëllen eigentlech eppes geschafe gouf, wat awer elo net esou eent zu eent konnt an d'Gesetz, an dee gesetzleche Kader hei iwwerholl ginn.

Duerfir wäerte jo och eng Rei vun Aiden, déi haut ausbezuelt ginn, déi haut iwwert de SPOS ausbezuelt ginn, an Zukunft och vun aneren Akteure mussen en charge geholl ginn. Dat ka generell de Schoulbudget sinn, dat kann och iwwert den Office national de l'enfance sinn, dat kann awer och iwwert den Office social sinn. Nieft deenen Aiden, déi elo eng gesetzlech Basis kréien, hunn also och aner Strukturen, haten an hunn d'Méiglechkeet, do anzesprangen, well et hir gesetzlech verankert Aufgab nun eben emol ass.

Ech wëll nach ënnersträichen, datt dat heite jo eréischt den Ufank ass. Den Ufank! Mir stëmmen haut dat Gesetz hei. D'Maison de l'orientation kritt eng gesetzlech Basis. Mir schafen och e Service an där Maison de l'orientation, déi d'Koordinatioun iwwerhëlt, déi d'Direktioun dovunner och iwwerhëlt, déi och zesumme mat deenen do regruppéierte Servicer eegestänneg Initiative kann huelen, déi sécherlech och d'Aufgab wäert kréien, fir datt déi Servicer sech net nëmmen ofschwätzen, mä och nach op deem engen oder anere Punkt méi kloer zesummeschaffen, vläicht och nach zesummewuessen. Ee Stéck vun deem Zesummewuessen erliewe mer jo elo gläich an enger knapper Stonn, wa mer iwwert den nächste Gesetzesprojet ofstëmmen, näämlech d'Zesummegoe vum SNJ a vun der ALJ. Dat fänkt eigentlech heimadder och eréischt un.

Ech wëll nach do och ënnersträichen, datt et fir mech besonnesch wichteg ass, datt mer wuel hei Servicer geografesch beieneeleeën, an der Iddi vun engem Guichet unique, datt mer wuel kucken, datt déi ganz vill Initiativen och an Zukunft kënnen zesummen ausschaffen an ubidden, datt mer wuel och do kucken, datt sech ofgeschwat gëtt, wie wierklech wat mécht, an eng global Offer un de Jonken oder un de manner Jonke geet, deen eben op der Sich ass no enger schoulescher oder berufflecher Orientéierung. Mä wichteg schéngt mer awer ze sinn, datt déi jeeweileg fachspezifesch Servicer, sief dat déi, déi dem Ministère du Travail et de l'Emploi ënnerstinn, sief et der vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, datt déi hir Fachkompetenz behalen. Well nëmme wa se hir eegestänneg Fachkompetenz behalen an hir eegen Zoustännegkeet behalen, dann hu mer herno déi ganz Bandbreet vun der Fachkompetenz och an enger Maison de l'orientation präsent a mer kënne se weiderentwéckelen, mir kënnen och wierklech an d'Déift goen an de jeeweilege Servicer.

An duerfir ass hei net optéiert ginn, fir alles zesummenzeleeën, fir alles ënner eng Direktioun ze leeën, well mer do ganz schnell duerno de Lien zur Fachkompetenz an de jeeweilege Mammeservicer, wann ech esou ka soen, ofgeschnidden hätten.

Et ass och eréischt en Ufank, well mer déi nei Form vu Gouvernance elo a Kraaft setzen, fir iwwer e Referenzkader ganz kloer Ziler ze definéieren, Moyenen och ze definéieren, déi Schoulen och kréien, fir déi Ziler ze erreechen, an och de gesetzlechen Usproch definéieren, datt all Schoul sech deenen doten Ziler verschreift an hir eegen Demarche definéiert.

An et ass och eréischt en Ufank, well mer deem Forum, dem Forum de l'orientation, wou jo ganz villes vun deem, wat mer haut an dat Gesetz hei schreiwen, deemools iwwerluecht ginn ass, diskutéiert ginn ass, proposéiert ginn ass, datt mer deem och eng gesetzlech Basis ginn. Dat heescht net, datt alles dat, wéi et elo hei an deem Text steet, datt dat alles ass. Mä dat heescht, datt weider wäert geduecht ginn, datt sech weider wäert echangéiert ginn, datt och weider an Zukunft gutt Initiativen och aus dem Forum kënnen erauskommen, bis hi vläicht och souguer zu där enger oder anerer Propositioun, wéi de gesetzleche Kader fir d'Orientatioun sech muss weiderentwéckelen.

Duerfir mengen ech, datt et richteg ass, haut deen dote Wee ze goen. A wann hei gesot ginn ass, op där enger Säit hätt ee vill méi wäit misse goen, op där anerer Säit awer kritiséiert gëtt, datt schonn ze vill Stroossen opgerappt sinn, da froen ech mech och, wéi dat da beienee passt. Mir hunn hei genau dat beieneegeluecht, wat beienee gehéiert. Mir hunn et esou strukturéiert, datt d'Fachkompetenz an Zukunft och ka gebündelt deene Jonken an och deene manner Jonken, déi op der Sich sinn no Orientatioun, ugebuede ginn. An dat ass dat, wat besonnesch wichteg ass. A mir hunn et och esou konzipéiert, datt et fir d'Zukunft och ka sech weiderentwéckelen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Educatiounsminister. Dann huet den Aarbechtsminister sech d'Wuert nach gefrot.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, mir hu vill iwwert déi jonk Leit elo geschwat an et ass extrem wichteg, fir déi Maison de l'orientation och an den Déngscht vun deene Jonken ze setzen.

Ech hunn de Moien nach vun engem Sondage héieren, dee gemaach ginn ass hei zu Lëtzebuerg, wou eng vun deene gréissten Inquietudë vun deene Jonken och hei zu Lëtzebuerg hiren Antrëtt an den Aarbechtsmaart ass. An ech mengen, eng gutt Orientatioun ass natierlech en extrem wichtegt Instrument. Alles, wat an der Schoul a wat an der Orientation professionnelle schifleeft, fënnt sech herno um Aarbechtsmaart als Problem erëm. A mir wëssen alleguerten, datt déi Problemer da vill méi schwiereg ze léise sinn.

Wéi, ech mengen, schonn ee gesot huet: Mir sinn ebe grad an engem Aarbechtsmaart, deen ëmmer méi komplex ass. A grad fir déi Komplexitéit ze erfaassen, a fir deene Jonken an, esou wéi de Minister Meisch gesot huet, och deene manner Jonken eigentlech eng Hëllef duerzestellen, brauche mer eng extrem aktiv an och sech ëmmer innovativ opstellend Orientatioun.

Ech plädéieren och fir en oppent Haus. Net zentraliséieren alles an engem klenge Grupp! En oppent Haus, wat muss permanent am Dialog stoe mat der Wirtschaft, natierlech mat de Schoulen, dat huet de Minister Meisch gesot, mat deene verschiddene Secteuren, wou effektiv d'Evolutioune passéieren. Mir hunn elo eng ganz Rei Initiativen am Handwierk, mir hunn Initiativen an der Industrie, fir jonk Leit an déi Betriber, an déi Secteuren erunzezéien. An do spillt natierlech déi Maison de l'orientation e ganz wichtege Rôle a muss och ganz staark mat deene Secteuren a mat deene Programmer zesummeschaffen.

Ech wëll och ee Wuert soen, dat eigentlech net esou betount ginn ass: Déi Maison de l'orientation huet e fundamentale Rôle bei dem Apprentissage. Grad do iwwert d'Maison de l'orientation mat der ADEM lafe Posten, déi d'Betriber deklaréieren, an och déi Jonk, déi eigentlech hir Choixe maachen, fir en Handwierk, fir en Apprentissage ze maachen a fir hire Choix op esou e Posten ze maachen. Ech mengen, och do mussen déi Jonk nach besser encadréiert ginn, nach besser berode ginn, nach besser guidéiert ginn, fir datt kee Jonken, ech soen dat hei ganz kloer, deen en Apprentissage wëllt maachen, op der Streck bleift an net d'Méiglechkeet huet, en Apprentissage ze maachen.

Déi nei Beruffer, och do muss déi Maison de l'orientation ganz no si bei der Beruffswelt, déi sech stänneg ännert. Nei Beruffer: Mir kennen haut déi Beruffer net, déi a fënnef, sechs Joer, vläicht schonn a manner Zäit entstinn. Do muss also e staarken Zoufloss vun Informatioun, vu Kenntnisser an déi Maison de l'orientation kommen.

A mäi leschte Punkt ass ze soen: Déi Maison de l'orientation ass net nëmme fir déi Jonk, grad an enger Zäit, wou vill Leit obligéiert ginn, hire Beruff ze wiesselen. Mir sinn net méi an där Zäit vun de lineäre Carrièren. Mir hunn a ville Fäll, a ville Secteuren, a villen Entreprisen d'Situatioun, wou d'Leit op eemol hir Carrière, hiren Job verléieren, oder ganz einfach hiren Job wëllen änneren, well se wëllen eppes Neies maachen, well se wëlle changéieren. An och do muss eng Maison de l'orientation zur Hëllef kommen, beisäit stoen a beroden.

Duerfir ass et wichteg, net nëmme vun de Schoulen ze schwätzen, mä dat och an d'ganz Gesellschaft eranzedroen, datt dat eng Plaz ass, wou d'Leit berode ginn, wou se sech kënnen informéieren a wou se kënnen hire Parcours professionnel vläicht änneren, oft zesumme mat der ADEM, wann et sech ëm Chômage handelt, mä heiansdo och ouni ADEM.

Wann een einfach wëllt „changer de cap" maachen a sengem Beruff, sief et, dann ass eng Maison de l'orientation en extrem wichtegt Instrument. An duerfir ass dat hei fir onsen Aarbechtsmaart fir eng aktiv Beschäftegungspolitik e wichtegt Instrument fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Mir wären domat um Enn...

(Interruption)

Jo, d'Madamm Andrich.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Ech wollt nach kuerz drop zréckkommen, den Här Minister hat mech do perséinlech drop ugeschwat, wéi ech vun deene Chantiere geschwat hunn. Ech wollt ënnersträichen, dass ech do net vun der Maison de l'orientation eleng geschwat hunn, mä ech hu vun der Educatioun en général geschwat, dass do elo esou vill Gesetzesprojete mateneen ënnerwee wären. Dat war gemengt. Dat war net richteg verstane ginn.

Mä ech wollt awer drop hiweisen, dass eng Rei Froen net beäntwert goufen. Zum Beispill hat ech gefrot, ob d'Professeurs-orienteurs am Fondamental am Cycle 4.1 schonn aktiv gi sinn dëst Joer. Ech hat gefrot, ob de Ministère eventuell gewëllt wär, fir Material fir d'Lycéeë fir d'Soft Skills zur Verfügung ze stellen. Ech hat gefrot, ënner wéi engem Referenzkader d'Educateuren an d'Éducateurs-graduéen da vun dem Service éducatif géife schaffen an der Zukunft. Ech hat och gefrot, wéi et wär mat dem CPOS-Personal, dat op de Volet Orientatioun spezialiséiert wär.

Déi aner Fro iwwert d'Mediatioun: Wéi ass dat par rapport zu deem neie Gesetz ze verstoen? Ob déi finanziell schwaach Famillje kéinten eng Avance op déi Subventioun kréien, fir dass et net zu Enkpäss géif kommen, well dat mam Schouljoer geet, wa se dann d'Schoulbicher musse kafen. An d'Schüler aus dem Ausland.

Dat waren alles Froen, déi ech agebaut hat. Och, wie sech ëm d'Orientatioun vun deene Schüler mat spezifeschen educative Besoine géif bekëmmeren. An dann natierlech och, wéi et mat der Ausschreiwung vum Direkteschposte wär, wéi et do mam Profill wär, wéi et mam Rekrutement géif goen.

Op all déi Froen hat ech elo keng Äntwert kritt vum Här Minister.

Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. Ech mengen, en Deel vun deene Froe sinn an der Kommissioun diskutéiert ginn. Wa se net an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, hätte se sécherlech kënnen do diskutéiert ginn. Ech hu kee Problem, wann ech hei nach Zäit hunn, fir op all déi dote Froen ze äntwerten.

D'Professeurs-orienteurs wäerten am Cycle 4.2 intervenéieren, wou jo d'nächst Schouljoer déi nei Prozedur dann och gëllt.

Dat Personal, wat bis elo d'Orientatioun fir de SPOS am SPOS gemaach huet, wäert sécherlech seng Kompetenz, a seelen huet een nëmmen Orientatioun gemaach, och weiderhin, sief et fir de SPOS, sief et op anere Plaze kënnen asetzen.

De Referenzkader. Et gëtt kee spezifesche Referenzkader, just fir déi educativ Equipp an der Schoul. Mä och déi educativ Equipp ass en Deel vun där ganzer Schoulcommunautéit, an all Referenzkader gëllt fir déi ganz Schoulcommunautéit. Och duerfir, soen ech, ass Är Fro net richteg, datt déi elo spezifesch e Referenzkader géifen esou kréien.

De jëtzege CPOS huet eng Aufgab an der Mediatioun, déi awer eigentlech kloer ofgegrenzt ass par rapport zu deenen dräi Mediateuren, déi um nationale Plang wäerte geschafe ginn, wou jo eng Kéier een ass fir d'Integratioun vun den auslännesche Schüler, eng Kéier fir déi Enfants à besoins spécifiques an eng Kéier, fir den Decrochage ze evitéieren. Do niewendru gëtt et jo nach eng Hällewull vun Dossieren a vun Themeberäicher, wou eng Mediatioun noutwendeg ass, soudatt mer och déi dote Servicer an Zukunft wäerte brauchen.

Entgéint deem, wat Der an Ärer initialer Ried behaapt hutt, Madamm Andrich, datt déi jëtzeg Coordinatrice vun der Maison de l'orientation net ausgeschriwwe war, dat war näämlech de Fall. Ech kann Iech awer och soen, datt mer natierlech elo net scho kënnen ausschreiwen, ier dat Gesetz, wat de Mëtten hei gestëmmt gëtt, a Kraaft ass.

Heimadder gëtt jo och iwwerhaapt eréischt déi Maison de l'orientation geschafen. Da wäert e Posten definéiert ginn. Än da wäert eng Ausschreiwung gemaach ginn. An natierlech wäert och e Profill definéiert gi fir déi Ausschreiwung. Ech kann Iech soen, datt mer an Diskussioune si mam CEDIES, datt déi och Ressourcë bäikréien, fir och eng Präsenz an der Maison de l'orientation kënnen ze kréien.

Mat deem Gesetzesprojet, deen an den nächste Woche wäert duerch de Regierungsrot goen, fir dee ganze Secteur vun der Éducation différenciée ze reforméieren, wäerte mer och ganz kloer eng Tâche definéieren, déi fir d'Orientatioun vun den Enfants à besoins spécifiques oder Enfants à besoins particuliers wäert zoustänneg sinn, och fir d'Beruffsintegratioun vun deene Schülerinnen a Schüler wäert zoustänneg sinn.

Dir hat och nach gefrot... Dat war an der éischter Interventioun, net an der zweeter, mä ech wëll dann awer alles hei botzen. An der éischter Interventioun hat Der och nach gefrot: „Wéi ass et mat der Etüd NEET?" Ech kann Iech soen, datt déi der Press an den nächste Woche wäert virgestallt ginn. Do si ganz interessant Informatiounen dran. An do kann ee sech sécherlech am Fong och nach eng Kéier an der Kommissioun driwwer ënnerhalen.

Ech ginn déi Recommandatioun, déi Der gemaach hutt, fir och den Informatiounsbüro vun der Arméi respektiv déi Initiative vun de Chambres professionnelles matzeassociéieren, och an de Fonctionnement vun der Maison de l'orientation, ganz gäre weider. Mir selwer waren och Projeten am Ausland emol kucken, wou genau esou eng Präsenz, wann et och nëmme sporadesch ass, op feste Rendezvousen, op feste Plagen an der Woch oder am Mount, wou dat absolutt virstellbar ass. Ech denken awer, datt dat muss lokal an der Maison de l'orientation diskutéiert an decidéiert ginn an datt dat net onbedéngt eng Saach ass, déi mer an d'Gesetz sollte schreiwen.

An ech mengen, datt déi Fro iwwert déi regional Antennen, wou et dann e Schëld zu Dikrech op engem Gebai gëtt, vum Dikrecher Buergermeeschter komplett beäntwert ginn ass, soudatt ech dorobber net méi brauch zréckzekommen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

(Interruption)

Et deet mer leed, mä eist Reglement seet: net méi wéi zweemol an enger Debatt intervenéieren. Wann et eng ganz kuerz Fro ass, ginn ech Iech ganz gär d'Wuert.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Et ass keng nei Fro, Här President. Et waren nach zwou Froen, déi ech elo just opgezielt hat, wou den Här Minister net drop agaangen ass, notamment wéinst den Avancë fir déi sozial schwaach Familljen, wa se e Subsid kréie mam Schouljoer oder d'Demande eréischt maache mam Schouljoer, ob se do kéinten eng Avance kréien, wann do eventuell finanziell Enkpäss kéimen. Dat war awer eng wichteg Fro, mengen ech, am Sënn vun de Leit.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech wäert déi Suerg do weiderdroen un déi zoustänneg Servicer bei mengem Ministère.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6787 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6787 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6787 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet de loi iwwergoen: d'Zesummeleeë vum Service Action locale pour jeunes an dem Service national de la jeunesse. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, wann ech gelift!

4. 7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Zil vun dësem Projet de loi ass an engem einfache Saz ze resuméieren: Fir an Zukunft ee staarke Service ze hunn an een eenzegen Uspriechpartner fir déi Jonk ze sinn, gëtt aus momentan zwee individuell agéierende Servicer just nach ee gemaach. Wat no enger einfacher Fusioun kléngt, ass awer bäi Wäitem méi wéi dat.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Zur Erklärung. Momentan gëtt et zwee Servicer: den SNJ, also de Service national de la jeunesse, an d'ALJ, d'Action locale pour jeunes. Béid Servicer hu per Gesetzgeber äänlech Missiounen a schaffen och deelweis haut schonn op regionalem an nationalem Niveau zesummen. D'Zil ass et elo, duerch en Zesummeleeë vun den Aktivitéite vun ALJ an SNJ eng Struktur ze kréien, wou duerch den Know-how vu béide Säiten ee Service geschaaft gëtt, deen nach besser kann op d'Erausfuerderungen, déi sech fir eng ganz Rëtsch Jonker hei am Land stellen, agoen.

Et gëtt also Synergië gesicht, fir deene Jonken am Endeffekt en nach méi staarke Partner kënnen ze sinn a se beschtméiglech kënnen ze ënnerstëtzen an ze encadréieren, do, wou Hëllef wierklech gebraucht gëtt.

A wéi engem Gesamtkontext ass dëst Zesummeleeë vun de Kompetenze vu béide Servicer elo ze gesinn?

Ech erënneren hei op dëser Plaz drun, dass eent vun den erkläerten Ziler vun der Regierung ass, den Décrochage scolaire esou gutt wéi et geet ze verhënnere respektiv deene Jonken, déi d'Schoul ofgebrach hunn an déi net an enger Formatioun sinn, kënne Perspektiven ze bidden. Statt Hoffnungslosegkeet also Zukunftsvisiounen an eng Betreiung, fir dass grad déi jonk Leit an eiser Gesellschaft nees eng Zukunft hunn a si sech e Liewe kënnen opbauen.

Nieft der Präventioun spillt d'Wuert „Aktivatioun" eng ganz wichteg Roll. Näischt ass méi schlëmm wéi keen Zil ze hunn, näischt ze maachen a keng Perspektiv ze hunn. Dofir ginn deene Jonken, déi am Fall sinn, Volontariatsangeboter gemaach, fir erëm aktiv kënnen ze ginn, fir Perspektive fir hiert eegent Liewen ze erkennen. D'Betreiung an de Kontakt zu deene Jonken ass natierlech immens wichteg. Déi Jonk sollen dofir esou encadréiert ginn, fir schoulesch Perspektiven ze erkennen, wa méiglech also en Ofschloss an enger Schoul ze kréien, an doriwwer eraus awer och, fir am professionelle Beräich Perspektiven um éischten Aarbechtsmarché ze gesinn.

Ech hunn am Ufank gesot, béid Servicer, also ALJ an SNJ, hätten äänlech Missiounen ze erfëllen. Béid Akteure betreien deeselwechte Profill vu Jugendlechen a jonke Leit, näämlech déijéineg, déi am vulnerabelste sinn. ALJ an SNJ hu bis dato och äänlech Strukturen, wat den Opbau ugeet, näämlech regional Antennen ausserhalb vun de Schoulgebaier. Allerdéngs gëtt et Differenze bei der Offer vu béiden Akteuren.

D'ALJ mécht haaptsächlech eng individuell Betreiung vun de Jonken am Sënn vun enger sozioprofessioneller Insertioun. Den SNJ bitt Programmer a praxisorientéiert Atelieren, fir déi Jonk dann och erëm ze aktivéieren.

Leet ee béid Servicer elo zesummen, bündelt een also d'Kompetenzen an esou d'Ressourcen an de mënschlechen Know-how vun ALJ an SNJ. Doduerch ergi sech eng ganz Rei vun Avantagen am Sënn vum Service, mä ganz besonnesch - ganz besonnesch! - am Sënn vun deene Jonken hei am Land.

Wat sinn elo déi Virdeeler vun dëser Ëmstrukturéierung?

Éischtens, e bessere Service fir dee Jonken. Hei spigelt sech d'Iddi vum Guichet unique erëm. Informatioun, Berodung a Begleedung vum Jonken zentraliséiere sech op enger eenzeger Plaz. All Informatioune sinn also fir dee Jonken op enger Plaz ze kréien an ze fannen. Dat ass e groussen Avantage a féiert zu enger kompletter Offer, déi deem Betraffenen dann och zoukënnt.

Zweetens, d'Visibilitéit vum Service, déi gëtt erhéicht. Ee staarke Service, also een Uspriechpartner huet och méi Visibilitéit a gëtt besser erkannt als Akteur fir dee Jonken, awer och insgesamt an eiser Gesellschaft.

Drëttens, e staarke Service, deen iwwerhélt d'Roll als Structure de référence hei am Land.

Véiertens, d'Koordinatioun mat anere Servicer am Land soll sech duerch dëst Zesummeleeë vun ALJ an SNJ verbesseren. An insgesamt soll esou all Aspekt vun der Garantie jeunes méi zum Droe kommen.

Fënneftens, d'Synergien, déi sech erginn am Sënn vu Personal, Büroen, Strukture sinn evident a sinn natierlech e weidere Virdeel, deen dës Ëmstrukturéierung dann och mat sech bréngt.

Wat geschitt elo konkret um Terrain?

D'ALJ, déi bis elo an der Formation professionnelle integréiert war, gëtt lassgeléist vun der Formation professionnelle an integréiert an de Service national de la jeunesse. Duerch dëse Regruppement kënnt et natierlech zu enger neier Opdeelung vun de veschiddene Missiounen ënnerhalb vum neien SNJ.

D'Éducateurs gradués, déi bis dato alleguer wonnerbar Aarbecht am Sënn vun de Schüler gemaach hunn, sinn an Zukunft alleguer affektéiert un de Service national de la jeunesse a wäerten zu der Spart gehéiere vum Soutien à la transition vers la vie active. Dës Divisioun, déi sech ëm d'Ënnerstëtzung fir déi Jonk hin zu enger Aktivéierung vun deene Jonke bekëmmert, wäert sech a regionale Büroen am Land verdeelen. Dëst sinn déi sougenannten Antennes locales pour jeunes.

Engersäits informéiere si déi Jonk, bekëmmere sech ëm hir Froen an Ängscht, ginn déi néideg Informatiounen, déi se brauchen, a begleede si och ganz enk mat enger quasi 1:1-Betreiung, well all Jugendlechen, deen am Decrochage ass oder riskéiert dranzerutschen, och ganz ënnerschiddlech Besoinen huet.

Anerersäits kréien déi Jonk vun dëser Divisioun och nach ganz konkret Mesurë proposéiert, fir déi Jonk ze aktivéieren. An et geet jo genee dorëms: deene Jonken, déi am Echec sinn, déi opgehal hunn, déi um Wee sinn, hir Zukunft ze verbauen, deenen nees nei Weeër ze weisen a konkret Alternativen ze proposéieren zu der Inaktivitéit, déi se grad duerchliewen. Déi Jonk sollen also gehollef kréien, eng Zukunft fir sech selwer ze gesinn.

De Beräich vu konkrete Mesurë proposéieren, also vun der Aktivéierung, ass ze vergläiche mat den aktuelle Missioune vun de regionalen Antenne vum SNJ.

De Beräich Informatioun, Berodung an individuell Begleedung dergéint ass identesch mat der Aarbecht, déi bis elo vun der ALJ gemaach gouf. Schoulofbriecher respektiv potenziell Décrocheur-scolairë musse fréizäiteg identifizéiert ginn, fir hinne beschtméiglech kënnen ze hëllefen. A wa méiglech muss esou verhënnert ginn, dass et zum Ofbroch kënnt.

Den SNJ wäert mat der neier Struktur mat hirem ganzen Asaz, mat hirer ganzer Manpower probéieren, déi Missioun ze erfëllen. Si wäerten als extern Akteuren d'Schoule begleeden an duerch individuell Gespréicher a Betreiungen e Vertrauensverhältnis zu deene Jonken opbauen, fir hinnen ze hëllefen.

Dernieft hëllefe si Jonken, déi ofgebrach hunn, duerch Reorientatioun, duerch Stagen a Schnuppercoursen eng Relatioun zur Aarbecht opzebauen an hinne Perspektiven um Aarbechtsmarché ze weisen. Ronn 6% - dat muss ee wëssen - vun deene Jonken tëscht 15 a 24 Joer si ganz besonnesch gefäerdet a brauchen eng nach méi individuell Betreiung, wou och d'Zesummenaarbecht mat Jugendhaiser an Ateliere wichteg Piste sinn.

Regelméisseg Echangen tëscht dem neien SNJ, den Direktioune vun de Lycéeën, de Servicer un der Formation professionnelle, dem CPOS an der Formation des adultes sinn ugeduecht. Den Dialog ass, mengen ech, hei ee vun de Schlësselen zum Erfolleg.

Dir gesitt, et kléngt no enger klenger Fusioun, mä et ass méi wéi dat. Et geet ëm d'Zukunft vun deene Jugendlechen an do sinn déi bescht Strukturen, fir ze hëllefen, grad emol gutt genuch.

Mat dësem Gesetz a mat dem Gesetz iwwert d'Jeunesse huet den SNJ also an Zukunft dräi Pilieren: Den SNJ huet, éischtens, eng Offer un educative Programmer, fir déi Jonk ze aktivéieren. Op Englesch géif een „empowerment and prevention" soen. Zweetens, den SNJ huet d'Aufgab, de Jonken d'Transitioun an dat aktiivt Liewen ze erliichteren. An drëttens, den SNJ ass de Centre de ressources fir déi non-formal Bildung hei am Land.

Ech mengen, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. An zum Schluss wëll ech awer nach e puer Leit Merci soen, déi heirunner matgeschafft hunn, notamment an der Kommissioun, och dem Joëlle Merges, der Sekretärin, an natierlech och de Leit aus dem Ministère, allem virun dem Här Metz.

Dat gesot, ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun, vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci dem Rapporteur. An als éischt Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch ageschriwwen. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, zanter 1984 gëtt et d'Action locale pour jeunes, kuerz ALJ genannt; bis dato ee ganz feste Bestanddeel vun der Formation professionnelle, also dem Ministère de l'Éducation nationale.

Hir Aufgab huet doranner bestanen, zesumme mat de Schüler an enger Relation de confiance déi Transitioun Schoul a Beruffsliewen ze preparéieren, d'Schüler ouni Ofschloss opzefänken, se ze begleeden, se an eng Aarbechtsmesure eranzekréien, Stagë fir si ze organiséieren oder och nach d'Decrocheuren nees an d'Formatioun ze integréieren. An dat alles an enger ganz enker Zesummenaarbecht mat de Lycéeën an der Aarbechtswelt.

Dës ALJ soll elo mat dësem Gesetz vun der Formation professionnelle lassgekoppelt an an den SNJ, also de Service national de la jeunesse, integréiert ginn. Den SNJ, deem seng Offer sech jo éischter op déi non-formal Bildung achséiert, gëtt vu villen als deen Akteur vum Fräizäitberäich fir déi Jonk ugesinn.

D'Iddi, fir d'Ressources humaines zesummenzeleeën, ass nozevollzéien, mä, Här Minister, et hätt een et och kënnen ëmgedréit maachen an de Service volontaire d'orientation, dee jo vum SNJ offréiert gëtt, bei der ALJ usidelen an domadder dëse wichtege Pilier vun der Éducation formelle do loossen, wou en am beschten hipasst, näämlech an d'Schoul.

Zanter méi wéi 30 Joer hu si bis elo gutt Aarbecht geleescht. Dat huet och gutt geklappt. Wéisou also elo eppes changéieren? Et ass deemno e Choix politique. D'Beweggrënn si fir eis net kloer.

Da geet am Gesetz rieds iwwert d'regional Büroen, déi mer och elo ALJ nennen, mä déi Kéier „Antennes locales pour jeunes", an deenen hire Public cible d'„Décrocheurs identifiés par les lycées" sinn. Op eis Nofro hin, no wéi enge Kritären e Lycée d'Schüler dann als Decrocheurs identifizéiert, krute mer versëchert, dass de Ministère géif dru schaffen. A si hunn op déi nächst Editioun vun der Etüd iwwert d'NEETs verwisen, also déi Jonk, déi „not in employment, education or training" sinn. Hei géife si sech Indicateuren erwaarden, fir déi jonk Decrocheuren ze identifizéieren. Abee, mir hunn elo just vun lech héieren, dass déi Etüd eréischt presentéiert gëtt. Dir kënnt eis also haut och nach ëmmer net soen, wat dann déi Indicateuren do wäerte sinn.

Da geet, nieft den Décrocheurs identifiés par les lycées, och nach rieds iwwert d'Décrocheurs identifiés par le Ministère. Meng Fro un Iech ass: Sinn dat anerer?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, ech si frou, dass de Minister awer bereet war, en Amendement an deem Sënn ze maachen, dass déi Echangë mat de Lycéeë formell am Gesetzestext virgesi sinn. Et ass näämlech wesentlech, dass hei d'Aufgabe ganz kloer verdeelt sinn an den SNJ op senger To-do-Lëscht stoen huet, dass hie muss de Kontakt mat de Lycéeë fleegen an den Echange mat de Schoulen, wat déi potenziell Schoulofbriecher ubelaangt, organiséieren. Et muss ganz kloer sinn, wien hei wéi eng Aufgab ze iwwerhuelen huet, fir eng ganzheetlech Approche a puncto Prise en charge ze garantéieren.

Wesentlech ass och den Aspekt vun der Protection des données. Am Moment ass et esou, dass d'ALJ iwwert d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013, wat den Traitement des données vun de Schüler ubelaangt, als Service vum Ministère de l'Éducation nationale Accès zu deenen Donnéeën huet. Aktuell ass et deeselwechte Minister, dee fir d'Jeunesse wéi fir d'Schoul responsabel ass. Wann dat awer nees eng Kéier sollt changéieren, dann hätt den SNJ keen Accès méi op déi Donnéeën. Duerfir huet nach missen esou ee klengen Zousaz am Artikel 6 vum Gesetz iwwert den Traitement des données virgeholl ginn, fir eben dat ze evitéieren.

Dann hat de Conseil d'État och nach ze bedenke ginn, dass bis zum 24. Januar vun dësem Joer nach kee Reglement geholl gi wier, fir et ze erlaben, d'Donnéeën iwwerhaapt un déi verschidden Destinataire ze communiquéieren. Duerfir meng Fro un Iech, Här Minister: Ass dat Reglement mëttlerweil geholl?

An dann zum Schluss wéilt ech just nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'ALJ, déi mir mat dësem Gesetz jo opléisen, e Service ass, dee wierklech gutt fonctionnéiert huet, wäertvoll Aarbecht mat deene jonke Leit geleescht huet, esou nom Motto „avant, pendant, après" mat hinnen eng richteg Relation de confiance opgebaut huet, et hinnen awer och gelongen ass, ganz vill jonk Mënschen nees entweder an d'Schoul ze integréieren, hinnen eng Stage-Plaz ze vermëttelen, se op Virstellungsgespréicher ze preparéieren, den Trajet vun doheem bis bei de Patron ze organiséieren an zesumme mat deene Jonken ee fir si ganz neie Liewensprojet opzebauen. D'Zuelen, déi een am Rapport vun der ALJ kann noliesen, schwätze fir sech.

Ech wënsche mer, dass duerch dëse Switch, deen een, wéi ech am Ufank gesot hunn, och gradesou gutt hätt kënnen an déi aner Richtung maachen, de Schüler geneesou professionell gehollef gëtt wéi bis elo.

Ech zweifelen net un dem SNJ senge Kompetenzen. Mir hunn dach awer Bedenken hisiichtlech deenen ëmmer méi villfältegen Aufgaben, déi si ze bewältege kréien. Ech erënneren drun, dass se zanter dem leschte Joer duerch d'Gesetz iwwert d'Qualitéitsverbesserung an de Betreiungsstrukture fir Kanner mat 20 Agenten derfir zoustänneg sinn, d'Qualitéitskontrollen an de Crèchen a Maisons relais ze organiséieren an duerchzeféieren. Eng nei Aufgab fir den SNJ. An da solle se elo duerch dëst Gesetz och nach d'Aufgab vun der ALJ iwwerhuelen.

Do froe mir eis als CSV carrement, ob dat net awer e bëssen de Kader sprengt vun deem, fir wat si bis dato zoustänneg waren. Et gëtt näämlech e Sprachwuert, wat seet: «Qui trop embrasse mal étreint.» Ech hoffen net, dass dat zoutrëfft. Mä dat gesot, Här President, wäerte mir als CSV dëst Gesetz net stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Madamm Françoise Hetto-Gaasch. An als nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton ageschriwwen. Madamm Tess Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och ufänken, dem Rapporteur, dem Claude Lamberty, Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport.

Sozial Gerechtegkeet, fir déi d'LSAP konsequent steet a sech asetzt, kann nëmmen erreecht ginn, wann et eis geléngt, jiddwer Schüler déi beschtméiglech schoulesch oder professionell Formatioun ze garantéieren. Wie spéider Fouss faasse wëllt um Aarbechtsmarché, muss eng gutt Qualifikatioun hunn. Dat ass glécklecherweis de Fall bei deene meeschten. Allerdéngs, an ëm déi geet et virun allem bei dësem Gesetzesprojet, gëtt et nach ëmmer ze vill Jonker, déi souzesoen duerch d'Netz falen.

Mir begréissen dofir, dass dëse Projet de loi virun allem de sougenannten Décrocheurs scolaires hëllefe soll, entweder guer net opzehale mat der Schoul oder awer mat der Hëllef vum verstäerkte Service SNJ, deen an Zukunft och d'Mataarbechter vun der ALJ regruppéiert, Formatiounen ugebueden ze kréien.

Här President, mir mengen, dass et richteg ass, e méi komplette Service ze schafen, dee mat all de Facettë vun der Problematik befaasst ass an deen deemno souwuel zoustänneg ass, fir déi Betraffen ze informéieren, ze beroden an individuell ze begleeden, mä och nach zoustänneg ass, fir Jonke konkret Aktivatiounsmoossnamen ze proposéieren. Derbäi kënnt, dass mir deem Service iwwert dee Wee méi Visibilitéit schafen an derfir suergen, dass statistesch gekuckt jiddweree vun engem Service erfaasst gëtt, dee Problemer an der Schoul huet.

Mir begréissen an deem Sënn och, dass d'Missioune vum Service national de la jeunesse redefinéiert ginn a ganz kloer aus dem Kampf géint den Décrochage scolaire eng Prioritéit gemaach gëtt. Lëtzebuerg huet en Taux de décrochage, dee bei knapp ënner 10% läit. An d'Regierung huet sech och an hirem Plan national de réforme engagéiert, fir deen Taux laangfristeg ënner 10% ze halen, wat och den europäeschen Ziler an deem Beräich entsprécht.

Dee Service muss natierlech zesummeschaffe mat all den Akteuren an Administratiounen, déi fir déi Problematik responsabel sinn, sief dat de Ministère, d'Formation professionnelle oder de CPOS souwéi och d'Maison de l'orientation, iwwert déi elo grad rieds gaangen ass.

An dat gesot, Här President, ginn ech natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci der Madamm Tess Burton. An den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Mam Projet de loi 7079 vun haut de Mëtteg integréiere mer d'Aktivitéite vun der ALJ, der Action locale pour jeunes, an den SNJ, an de Service national de la jeunesse.

A fir eis ass dat am Fong geholl och e bëssen eng Fortsetzung, datt et geet an där Linn, wou mer de Mëtteg geschwat hunn, datt mer eng Maison de l'orientation geschaf hunn, wou mer ganz vill Servicer zesummebréngen. An et ass mir och e bësse schleierhaft, wéisou ee fir eng Maison de l'orientation ass, awer géint eng Integratioun vun der ALJ an den SNJ, mä ech kréien duerfir awer de Kapp net wéi.

Mir schafen also d'ALJ of, wëssen awer, datt mer hir Aktivitéiten net ofschafen, mä méi visibel wëlle maachen. An déi noutwendeg Zesummenaarbecht mat deenen anere schouleschen a paraschouleschen Aktivitéite wëlle mer och verbesseren.

Ech soen dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Rapport. An och deene Leit Merci, déi zënter der Schafung vun der ALJ 1984 fir dëse Service geschafft hunn an eng gutt Aarbecht geleescht hunn.

Ech ginn nach e bëssen op e klengen Historique an. D'Madamm Hetto hat dat och scho gemaach, duerfir brauch ech net méi alles ze soen, wat ech mer eigentlech virgeholl hat.

D'ALJ riicht sech haaptsächlech u Jonker vu 15 bis 25 Joer an hir Population cible ware virun allem déi Jonk, déi aus de sougenannte Modulairesklasse kommen an déi op der Sich no enger Léier waren. An d'ALJ huet sech och ëmmer besonnesch ëm déi Jonk gekëmmert, déi aus dem Schoulsystem erausgaange sinn, ouni en Ofschloss ze hunn. Et huet een alt gezielt kritt, och wann een um Terrain mat de Leit geschwat huet: „D'ALJ sinn déi Leit, déi och nach tëlefonéieren, wann op eemol ee Jonken net méi an der Schoul optaucht an net méi an der Statistik ass an net op enger Aarbechtsplaz ass." Dat, mengen ech, war eng ganz wichteg a gutt Aarbecht.

D'ALJ war éischter e klenge Service. Si haten zéng Bureaux régionaux, 15,75 Postes d'éducateurs gradués a 40 Enseignanten, déi dechargéiert waren, insgesamt awer nëmmen 160 Stonnen, wat also pro Enseignant net ze vill war. An déi Enseignanten, déi sinn aus dem Régime préparatoire komm.

Nei ass dann eben elo, datt dee méi klenge Service Bestanddeel vum SNJ gëtt. An den SNJ, dat ass - an dat ass och zu Recht, mengen ech, hei de Mëtteg bemierkt ginn - ee Service, dee sech immens méi grouss gemaach huet, dee mëttlerweil - esou war et wéinstens d'lescht Joer - 73 Fonctionnairen hat an 350 extern Mataarbechter. Also, do hu mer schonn e Service, dee wierklech grouss ass. An, ech mengen, dat ass och wichteg. Dee suergt och fir eng Koordinatioun op deem ganze Secteur.

Ech bréngen dann domadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. A vläicht, ech hu mer nach d'Fro gestallt, déi zéng Bureaux régionaux: Wéi gesäit et mat deenen aus? Behalen déi eng Identitéit? Sinn déi och nach detektabel als eegestänneg Servicer? Vläicht kann de Minister mer dat nach zum Schluss soen.

Merci.

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Och hei Merci dem Här Claude Adam. An zum Schluss, als leschten ageschriwwene Riedner, den Här Fernand Kartheiser. Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo wor ech een Ableck erféiert. Do stoung nach „déi gréng".

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Ah sou!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, ech wollt just ganz kuerz och heirobber agoen. Fir eis ass déi éischt Fro, wann een dat Gesetz hei liest: Wéini mécht een e Gesetz? Firwat mécht een e Gesetz? Et mécht een e Gesetz, wann eng Noutwendegkeet do ass, wa wierklech eppes ka geännert ginn, eng grouss Verbesserung gemaach ginn. Et muss aliichten, datt esou eng Verbesserung néideg ass. A mat aller Dankbarkeet fir dem Här Claude Lamberty säin Exposé hei, deen en eis als Rapporteur gemaach huet, ass eigentlech déi Fro fir eis net beäntwert. Ass et wierklech néideg gewiescht, dëst Gesetz ze maachen? Bréngt et Verbesserungen?

Wann een dat Gesetz liest, da gesäit een esou vill Ausdréck wéi: Et wier eng „amélioration accrue", „visibilité accrue", „meilleure défense des jeunes en difficultés", „coordination facilitée", an da sicht een am Gesetz de Beweis derfir. An et fënnt een en néierens. Et ass e Gesetz, wat gemaach ginn ass aus engem Motiv, wat net kloer ass. Et gëtt hei villes behaapt, ugeduecht; villes ass hei gesot ginn als Motivatioun beim Service national de la jeunesse, mä de Beweis ass net erbruecht, firwat hei eppes muss geännert ginn, wat bis elo gutt fonctionnéiert huet.

An hei kënne mer eis och deem uschléissen, wat d'Madamm Hetto gesot huet. D'Fro ass: Hätt een net nach sollen aner Servicer mat deenen zesummeleeën, déi bis elo gutt fonctionnéiert hunn am Kader vun enger Formation professionnelle, wat ebe fir e bestëmmte Public cible wierklech effikass wier?

Also d'Fro vun der Noutwendegkeet vun dëser Aktioun ass net beäntwert. A wann dann eng Aktioun hei geholl gëtt, stelle mer eis och Froen, ob et déi richteg wier.

Mir kréie gesot, et géif sech villes verbesseren a gläichzäiteg gi mer rassuréiert, fir ze soen (veuillez lire: andeems gesot gëtt), um Terrain wäert sech awer net vill änneren. Ausser datt eben elo déi Bureau-régionallen zu enger Antenn ëmbenannt ginn. Mä kënnen déi Antenne wierklech nach vollwäerteg dat leeschten, wat déi Action locale pour jeunes bis elo wierklech och bruecht huet? Och dat ass net kloer. Wéi ass d'Kohärenz mat der Maison de l'orientation? Och do hu mer jo haut hei zwee Gesetzestexter, wou ee sech muss d'Fro stellen: Wéi spillen déi zesummen an nächster Zäit?

An och fir de Service national de la jeunesse ass dee Saz gebraucht ginn: «Qui trop embrasse mal étreint.» Ech mengen, dat ass ganz richteg formuléiert. De Service national de la jeunesse ass e relativ grousse Service. Ass e capabel, dat hei wierklech effikass ze integréieren, oder wier et net besser gewiescht, mat méi klengen Entitéite méi cibléiert ze schaffen?

Wann een dat Gesetz liest, gëtt et nach eng aner Remarque, déi ee muss maachen. Dat ass déi, datt dat Gesetz, wéi vill Texter aus der Educatioun a leschter Zäit ëmmer méi schwéier ze liese sinn. Et ass eng Sprooch, eng pädagogesch Metasprooch, déi do heiansdo benotzt gëtt, déi et fir en normale Mënsch - an ech ziele mech an der Hisiicht vun engem, deen d'Gesetzer liest, duerchaus zu deenen - ëmmer méi schwéier mécht, nozevollzéien, wat iwwerhaapt gemengt ass. An e Gesetz soll einfach sinn. Et soll liicht verständlech sinn. Et soll lisibel sinn. Et soll evident sinn, wat drasteet. An an deene Gesetzer vun der Educatioun (veuillez lire: ass dat net ëmmer de Fall). Et ass vläicht en Appell un Iech, Här Minister, fir eng Sprooch ze wielen an der Redaktioun vun Ären Texter, déi deem Kritär vum einfache Verständnis vun engem Text besser entsprécht.

An dat wier besonnesch wichteg gewiescht an engem Volet, iwwert dee mer haut nach net geschwat hunn: Dat ass beim Centre de ressources, gëtt gesot (veuillez lire: wéi gesot gëtt), där Kontroll- a Berodungsfunktioun vum Service national de la jeunesse an der non-formeller Educatioun, wou dann esou wichteg Froen ze beschwätze si wéi d'Maisons relais zum Beispill. Wéi soll sech dee Centre de ressources do abréngen? Wéi eng Kontroll-, wéi eng Berodungsfunktioune sollen do erfëllt ginn? Mat wéi enge Leit? Alles dat gëtt hei ugeschwat, mä et gëtt och alt erëm eng Kéier net beäntwert. Et ass en Text, dee villes versprécht, dee villes undenkt, awer eigentlech néierens déi Äntwerte gëtt, déi ee sech vun engem Gesetzestext erwaart. Et ass e bëssen en onfäerdegen Usaz.

An den Diskussiounen hate mer och nach eng aner Fro, eng aner Problematik entdeckt, déi eis, oder wéinstens mir nach net esou bewosst war, dat ass, datt mer vill jonk Leit hunn an eisem Land, déi aus verschiddene Grënn zu engem bestëmmten Ableck net kranken- oder géint Accidenter verséchert sinn, wou elo Dispositioune geholl ginn, fir zum Deel déi Karenz dann opzefëllen, wat u sech eng positiv Saach ass. Mä de Grondproblem musse mer weider kucken (veuillez lire: am A behalen). Mir musse studéieren, ob et hei wierklech e Problem gëtt, dee mer kënnen duerch eng besser Gesetzgebung am Beräich vun der sozialer Sécherheet opfänken, oder ob déi aktuell Dispositiounen duerginn. Mir mussen op jidde Fall, well mer hei e Problem an der Diskussioun entdeckt hunn am Beräich vun der sozialer Sécherheet, mengen ech, aus der politescher Verantwortung fir déi Leit eraus weider kucken, ob do Verbesserungen néideg sinn oder net. A wa Verbesserungen néideg sinn, wéi eng mer do wëlle virschloen.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass et fir eis an enger Situatioun, wou een en Text virleien huet, dee vläicht gutt gemengt ass, awer kengem vun deene legislative Kritäre wierklech entsprécht, déi mer hei entwéckelt hunn, mengen ech, eng relativ einfach Decisioun, fir ze soen, datt mer dat hei net wäerte matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Domadder komme mer nach zur leschter Wuertmeldung, dat ass den Här Educatiounsminister. Här Meisch, Dir hutt dann d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann elo, hei net an d'Metasprooch ze verfalen, verständlech fir jiddweree ze schwätzen. Ech denken, jiddweree kann novollzéien, datt ech de Virriedner Merci soen, ganz besonnesch dem Rapporteur, dem Claude Lamberty, deen eis ganz flott an explizitt an den Dossier de Mëtten hei agefouert huet.

Verstoe kann ech awer net, datt, wann ee virun net emol enger Stonn op dëser Plaz hei stoung a gesot huet, bei der Maison de l'orientation misst den Integratiounsprozess eigentlech méi wäit goen, déi eenzel Servicer, déi do elo geografesch regruppéiert sinn a Form vun engem Guichet unique, missten eigentlech komplett integréiert ginn, ënner eng Direktioun, déi eleng weisungsbefuugt ass, gestallt ginn. Da maache mer dat elo mat emol zwee Servicer - vläicht dann nëmme mat zwee Servicer, mä et ass jo awer emol en Ufank - an da gëtt vun deeneselwechte Leit gesot, dat wier alles net gutt an net richteg. Ech muss soen, ech weess net, ob dat mat Metasprooch ze dinn huet, mä dann hunn ech just vläicht e Metaverständnis dovunner: Ech konnt dat net novollzéien.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir wäerten eis hei e wichtegen Akteur ginn, dee fir déi Jonk, virun allem déi Jonk a Schwieregkeete wäert do sinn, eng Stëmm och wäert hu fir se, Kompetenzen, Zoustännegkeeten, Ressourcen, jo och personell Ressourcë wäert hu fir se. An et ass eigentlech, denken ech, normal, wann een an engem Ministère gesäit, datt een zwee Servicer huet, déi net déiselwecht Aktivitéiten a Servicer ubidden, mä awer op déiselwecht Problematik probéieren, eng Äntwert ze fannen, fir horgenee, awer wierklech quasi horgenee déiselwecht Zilgrupp schaffen, datt ee sech d'Fro stellt: Wier et net besser, mir leeën dat doten elo emol zesummen?

An ech denken awer, datt e Stat besser a méi rationell ka fonctionnéieren, wann en een Akteur huet, dee sech enger an därselwechter Aufgab unhëlt, dee fir eng Zilgrupp schafft, wéi datt een dat dividéiert op e puer Plazen, wou een da mat méi klengen Equippen, mat méi bescheidene Moyenen, mat sécherlech net där ganz breeder Kompetenz dorobber kann (veuillez lire: muss) eng Äntwert ginn. Ech gesinn hei och eng Opportunitéit duerch d'Zesummesetze vun eisem Ministère, wou mer jo Elementer vun der formaler an der non-formaler Bildung hunn, fir do wierklech eppes Flottes, Ganzes a méi Staarkes ze maache wéi d'Zomm vun deenen eenzelne Servicer ALJ an SNJ, déi mer haut hunn.

Dobäi si se an engem gewëssene Mooss och complementaire. D'ALJ, déi sech och staark an der Orientatioun, virun allem vun deene Schüler, déi am Preparatoire waren, déi se an

d'Beruffsausbildung eriwwer wëlle féieren, aktivéiert, déi awer och ganz staark probéiert, d'Schüler, déi aus der Schoul erausgerëtscht sinn, ganz schnell erëm zréckzekréien, an déi dat mat groussem Engagement iwwert déi lescht dräi Jorzéngte gemaach huet. Op där anerer Säit den SNJ, deen awer och zanter zéng Joer Aktivitéiten ubitt, fir Jonker ze aktivéieren, déi, jo, zu deenen „not in employment, education or training" gehéieren, déi mer jo awer haut de Mëtten och schonn e puermol ugeschwat hunn, deen also ganz konkret Servicer och fir e ganz äänleche Public cible ubitt.

Ech denken, datt mer mat deem Zesummeleeën do wierklech e staarken Akteur hu fir déi ganz Bandbreet vun Aktivitéiten, déi ganz Zilgrupp do, deen och senge Missiounen am Kontext vun enger Garantie pour la jeunesse nokënnt. Ech wëll déi net nach eng Kéier erklären, ech denken, dat kenne mer alleguerten hei, den europäesche Projet vun der Jugendgarantie, fir all Jonkem a ganz kuerzem Delai, deen net an enger Ausbildung, enger Aarbecht oder an der Schoul dran ass, eng ganz konkret Propos ze maachen. Ech denken, datt mer eis hei och do stäerken.

D'Madamm Hetto huet d'Fro gestallt: „Hätt et net kënnen oder missen ëmgedréit sinn?" Doriwwer kann ee sécherlech diskutéieren. Ech denken awer, datt déi Aktivitéit, déi den SNJ haut mécht, näämlech de Service volontaire, awer ganz kloer eng Aktivitéit ass, déi en nonformale Charakter huet. An déi dann ze integréieren an eng ALJ, déi momentan, laut Organigramm vun eisem Ministère an och am Gesetz esou definéiert, selwer erëm eigentlech nëmmen e Bestanddeel vun der Formation professionnelle ass, denken ech, hätt awer elo kee Sënn gemaach. Do gesinn ech sécherlech keng Plus-value dran.

An ech denken och, datt et vun Avantage ka sinn, virun allem fir d'Formation professionnelle, datt e Service wéi d'ALJ net reng an engem Service vum Ministère vun der Formation professionnelle ugesidelt ass. E Service, d'ALJ, dee sech jo awer ëm déi Schüler mat Schwieregkeete këmmert, déi riskéieren, de Wee net richteg ze fannen an hir weider Ausbildung, an da just kuckt, datt mer déi méiglechst gutt an d'Beruffsausbildung kréien. Well ech denken, gëschter - ass mer gesot ginn - ass sech hei och vill mat der Beruffsausbildung beschäftegt ginn am Kontext vun där Debatt iwwert déi kleng- a mëttelstännesch Entreprisen hei zu Lëtzebuerg, datt och aner Leit missten an d'Beruffsausbildung goen, datt d'Beruffsausbildung och en anere Stellewäert an en aneren Image brauch an dësem Land. Duerfir solle mer se och net nëmmen an den Eck vun deene setzen, déi Schwieregkeeten an eiser Schoul hunn. Duerfir, denken ech, ass déi Trennung hei och nach emol sënnvoll.

Dat Reglement, no deem d'Madamm Hetto gefrot huet, do schaffe mer nach drun, mä dat wäert sécherlech en temps utile och nach kommen. An déi Bureau-régionallen, déi jo haut d'ALJ och huet, déi den SNJ och zum Deel huet, wäerte sécherlech och nach emol regruppéiert ginn am Kontext vun deene regionalen Antenne vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Mä e wäert seng Visibilitéit behalen, wat ganz kloer ass, datt mer d'Proximitéit do notzen, datt déi Jonk de Wee dohinner fannen, datt mer dat ausnotzen, datt mer an der Regioun sinn an déi Jonk och wëssen, wat fir e Service a wat fir eng Hëllef datt se do fannen.

Hei gesi mer, datt mer zwee Akteure beieneeleeën, wou deen ee ganz no um Lycée drun ass an un der Schoul drun ass an deen anere en Akteur am non-formale Beräich ass an awer och no un de Jugendhaiser drun ass, an datt mer domadder eigentlech eisen Impakt nach emol vill méi verbreederen an op vill méi Jonker kënnen agoen an eis och vill méi staark kënnen opstellen, fir den Decrochage ze evitéieren, fir déi Jonk och direkt kënnen an d'Schoul zréckzeguidéieren oder fir och Aktivéierungsmoossname kënnen unzebidden.

Et soll tëschent all deem doten eigentlech keng Lächer ginn, wou ee kann derduerchfalen. Et muss esou sinn, datt do déi Servicer Schëller géint Schëller eigentlech stinn, wou keen duerchkënnt, ouni datt en eng ganz konkret Propos gemaach kritt huet fir eng weider Formatioun, fir zréck an d'Schoul oder fir eng aner Moossnam och aus dem non-formale Beräich. Dorëms geet et eis nach emol hei. Et geet drëms, fir Jonken dann, wa se a Schwieregkeete sinn, fréi, schnell an effikass ze hëllefen. Nëmmen da gi mer eisem Usproch an der Garantie pour la jeunesse och gerecht. Nëmmen da wäerte mer och eisen Ziler, déi mer eis national an och europäesch gesat hunn, fir den Decrochage weider ze reduzéieren, kënne gerecht ginn.

Hei ass et eigentlech eng kleng strukturell Moossnam, sécherlech net déi bedeitendst, net dee gréisste Chantier an dee gréisste Boulevard, oder Autobunn, déi mer oprappen an der Educatioun. De Premierminister huet virun zwou Wochen hei ugekënnegt, datt mer bei all deene sozioeducativen Aktivitéite beim Stat direkt bis zu 350 Posten iwwert déi nächst Jore wäerte rekrutéieren. Wichteg ass, datt mer déi néideg personell Ressourcen a personell Kompetenzen hunn, fir de Jonken an deene ganz schwierege Liewenssituatioune wéi deenen doten ze hëllefen. Wichteg ass awer och, datt mer déi richteg Strukturen hunn, wou déi dote Leit kënnen dra schaffen, datt déi Kraaft, déi mer eis do ginn, schnell op den Terrain kënnt, richteg op den Terrain kënnt an no bei déi Jonk kënnt. Duerfir ass dëst Gesetz esou enorm wichteg.

Villmools Merci!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci, Här Educatiounsminister. Domadder sinn d'Diskussiounen ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7079.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7079 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

De Vott ass elo ofgeschloss: De Projet de loi 7079 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 26 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Lex Delles), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun dëser Sëtzung. Déi nächst Sëtzunge si fir den 31. Mee an den 1. Juni virgesinn. Wéi üüblech gëtt déi Sessioun da mat de legislativen Aarbechten an de Kommissioune virbereet.

An domadder ass d'Sëtzung vun haut opgehuewen an Dir sidd entlooss.

(Fin de la séance publique à 16.15 heures)

SÉANCE 39 MERCREDI, 31 MAI 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 6875 - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification
- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur le projet de loi 6875 et sur la proposition de loi 6821: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler, de M. Léon Gloden et de Mme Simone Beissel), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler), M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6875 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Retrait du rôle de la proposition de loi 6821*

5. Interpellation de M. Marc Baum au sujet de la pauvreté laborieuse (working poor)
- *Exposé: M. Marc Baum (dépôt d'une motion et d'une résolution)*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Georges Engel, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen, Mme Taina Bofferding*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Parole après ministre: M. Marc Baum, M. le Ministre Nicolas Schmit*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

6. 7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion) (interventions de M. le Ministre Claude Meisch), M. Claude Lamberty (Mme Martine Hansen pose des questions), Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

7. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et M. Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, wann Der wëllt Plaz huelen, da kann ech d'Sëtzung opmaachen. An dat maachen ech dann och direkt. E schéine gudde Mëtteg! D'Sëtzung ass op.

An déi traditionell Fro un den Här Statsminister: Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi traditionell Äntwert, Här President: Neen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

2. Communications

Da wollt ech der Chamber matdeelen, dass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro deponéiert ass an d'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung bei eis erakomm sinn, un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn ass.

Communications du Président - séance publique du 31 mai 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7134** - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017

***7135** - Projet de loi relatif à la rénovation et l'extension du Lycée Michel Rodange*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.05.2017

***7136** - Projet de loi relatif aux voyages à forfait et aux prestations de voyages liées et portant modification:*

1. du Code de la consommation;

2. de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017

***7137** - Projet de loi relatif à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.05.2017

***7138** - Projet de loi portant modification: 1. de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective; 2. du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 17.05.2017

***7139** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 18.05.2017

***7140** - Projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur des petites et moyennes entreprises et portant abrogation*

1.) des articles 2, 3 et 6 de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes; et

2.) de l'article 4 la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.05.2017

***7141** - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22.05.2017

***7142** - Projet de loi modifiant la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues*

Dépôt: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 23.05.2017

***7143** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 23.05.2017

***7144** - Projet de loi relatif à la mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A3*

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 26.05.2017

***7145** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 16 juin 2011*

a) concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions

1) du règlement (CE) n°561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) n°3821/85 et (CE) n°2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n°3820/85 du Conseil et

2) du règlement (CEE) n°3821/85 modifié du Conseil des Communautés européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, et

b) modifiant

1) le règlement grand-ducal du 15 mars 1993 portant exécution et sanction du règlement (CEE) n°881/92 du Conseil des Communautés européennes du 26 mars 1992 concernant l'accès au marché des transports par route dans la Communauté exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre ou traversant le territoire d'un ou plusieurs États membres,

2) le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points et

3) le règlement grand-ducal modifié du 8 août 2000 déterminant le contenu de l'instruction préparatoire aux examens du permis de conduire ainsi que de l'exercice de la profession d'instructeur de candidats-conducteurs

Dépôt: M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, le 29.05.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Deen Ordre du jour, deen d'Presidentekonferenz virgeschloen huet, ass de Fraktiounen an de Sensibilitéiten zougestallt ginn. An ech wollt lech froen, ob Der mat deem Ordre du jour d'accord sidd.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6875, d'Reform vum Statsrot. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Simone Beissel. Dir kënnt direkt ufänken. D'Wuert huet just d'Madamm Rapportrice.

4. 6875 - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur le projet de loi 6875 et sur la proposition de loi 6821

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, de Lëtzebuerger Statsrot ass schonns säit ganz Laangem dat wichtegst Berodungsorgan net nëmme vun der Regierung, mä och vun eis als Chamber, sougutt wat eis Statsform ugeet, wat eise politesche System ugeet mat all senge breede Facetten, mä haaptsächlech och, wat de Schutz vun eise Bierger ugeet.

De Statsrot nennt sech selwer de Garant vun de Grondrechter a vun de Fräiheeten, mä hie gëtt awer och ugekuckt als Garant vun engem stabille Rechtsstat.

Et ass awer esou, an dat héiere mer ëfters dobaussen, dass am grand Public e ganze Koup Leit net richteg wëssen, wéi e funktionéiert, wéi en zesummegestallt ass, an dass verschidde Leit iwwerhaapt näischt iwwert de Statsrot wëssen. Trotzdeem ass et eng Institutioun, déi elo 162 Joer kritt.

Effektiv ass de Statsrot 1856 gegrënnt ginn, an zwar vum Kinnek-Grand-Duc Wëllem III. vun Oranien-Nassau, deen iwwerhaapt net frou war mat der Chamber, well 1848 déi dräi Pouvoiren u sech agefouert gi sinn an d'Chamber fir d'Éischt richteg Pouvoire kritt huet. En huet sech ëmmer beklot iwwert d'„plénipotence" an d'„omniprésence" vun deem Parlament. An d'Chamber war dergéint, dass géif esou e Gremium geschaaft ginn. An du huet hien op déi al Manéier iwwer Ordonnanz a par voie d'autorité, wat et haut net méi gëtt, 1856 dee Statsrot de force kreéiert.

En hat näämlech d'Iddi - well Dir wësst jo, e war Hollänner, an d'Hollänner haten déizäit jo eng zweet Chambre, de Senat -, seng Iddi war, fir der Chamber hei zu Lëtzebuerg e Rigel virzeschiben an eng Zort Senat hei anzesetzen an en ze bestécke mat lauter Leit, déi him geneem waren, fir déi Chamber dann ze bremsen.

Dëse Statsrot hat déizäit als Missioun, «de délibérer au sujet des projets de loi, arrêtés et règlements», an e krut awer schonn direkt riichterlech Kompetenz a Saache Comité du contentieux. Glécklecherweis war dem Kinnek Wëllem III. seng Freed awer net vu laanger Dauer, well en hat esou dichteg Leit an de Statsrot gesat, dass déi sech relativ schnell flügge gemaach hunn, dat heescht, si sinn aus sengem Donstkrees verschwonnen a si hu wierklech gekuckt nom Stat an net nom Kinnek-Grand-Duc, well menger Meenung no hätt soss dee Statsrot 1868 de 17. Oktober, wou mer eis haiteg Verfassung kritt hunn, net iwwerlieft.

Elo maache mer e grousse Sprong an d'20. Jorhonnert. Wéi gesot, 162 Joer gutt Aarbecht, vill Avisen, an trotzdeem, haut ass déi drëtt Reform. Déi éischt grouss Reform, déi hate mer den 13. Juni 1989. Dir musst lech virstellen, vun 1856 u bis 1989 ass fir d'alleréischte Kéier de Statsrot eegestänneg ginn, dat heescht, e krut en eegenen Artikel an d'Verfassung ageschriwwen. Et war zwar en „bis", den 83bis, mä op d'mannst hat en eng Existenz.

Déi zweet grouss Reform, dat war 1995-1996. Dir erënnert lech bestëmmt un dee berüümten „Arrêt Procola", wou de Lëtzebuerger Stat zu Stroossbuerg vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter d'Ouere laang gezu kritt huet, well se fonnt hunn, mir hätten ze vill Hitt op nëmmen e puer Käpp. An dunn ass dann endlech decidéiert ginn, quitte dass dat schonn zéng Joer an der Diskussioun war, fir d'Geriichtsbarkeet vum Statsrot ewechzehuelen. Dee Moment si jo den Tribunal administratif an d'Cour administrative gegrënnt ginn. A vun deem Moment un ass de Statsrot exklusiv nëmmen nach berodend Organ.

2013 am Koalitiounsaccord huet déi jëtzeg Regierung beschloss, fir de Statsrot a bestëmmte Beräicher ze änneren, ze moderniséieren opgrond vu Gespréicher, déi regelméisseg vu bausse komm sinn: „Jo, wat mécht en?", „En ass net transparent genuch", „Et weess een net genuch" an esou weider an esou virun.

An déi Iddien, déi am Koalitiounsaccord enthale waren, ware vu véiererlee Natur: éischtens, d'Nominatiounsprozedur, déi jo schonn Ulass zur Kritik ginn huet; dann d'Kompositioun; dann d'Publicitéit vun de Votten, well ëmmer gesot ginn ass: „Et weess een net genau, wéi se do schaffen", an d'Mandatsdauer.

Doropshin huet eise President den 12. Mäerz 2014 d'Propositiounen, déi hei vun all de Bänken, vun de Parteien, mä och vun de Sensibilitéiten, iwwer Akzenter, déi sollten an där Reform dra sinn, dem Statsminister Xavier Bettel iwwerreecht. An opgrond vun deene Propositiounen an Iwwerleeunge vun der Regierung ass dunn e Projet de loi ausgeschafft ginn.

Wat awer du war: An eiser Verfassungskommissioun hate mer du gläich vun Ufank un zwee Texter virleien. En effet hat de Kolleeg Paul-Henri Meyers schonn den 19. Mee 2015 eng Proposition de loi hei eragereecht an de Premier Xavier Bettel huet den 10. September datselwecht Joer e Projet de loi eragereecht. Déi Éischt hat d'Nummer 6821, deen aneren huet den 6875.

De Statsrot huet dunn den 18. Dezember 2015 en éischten Avis geholl iwwert déi zwee Texter zesummen. Et koumen nach zwee Avisen no, deen een de 15. Juli 2016 an deen zweeten Avis complémentaire de 14. Mäerz 2017. Déi Avisen hunn ëmmer déi zwee Texter matenee behandelt. Mir hunn och nach véier interessant Avise kritt vu véier Chambres professionnelles zu der ganzer Problematik.

Vu dass d'Proposition de loi, déi vir an der Zäit war, an de Projet de loi deeselwechten Objet hunn, ass awer dunn an der Kommissioun decidéiert ginn, fir nëmmen op engem Text virunzeschaffen, an dat war de Projet de loi 6875. De Paul-Henri Meyers huet mech du gefrot, ob ech d'accord wär - an dat war ech, bien entendu -, fir säin Text mat sengen eenzelne Proposen a mengem schréftleche Rapport festzehalen. An duerfir wäert ech och op déi eenzel Propose vum Här Meyers agoen, d'autant plus, wou den Här Meyers op seng attribuéiert Riedezäit haut verzicht.

Här President, et sinn u sech fënnef Ännerungen, déi an der Proposition de loi virgesi sinn an déi och am Projet de loi sech erëmfannen.

Dat Éischt, dat ass d'Procédure beim Depot vun de Projets de loi. Momentan ass et esou, a mir maachen u sech nëmmen eng Regularisatioun, dass am Prinzip den Depot hei an der Chamber eréischt ka geschéien, wann den Avis vum Statsrot do ass, ausser d'Urgence gëtt invoquéiert. Et ass awer esou, dass scho säit Joren ëmmer d'Urgence invoquéiert gëtt, also dass déi Distinctioun dee Moment an der Prozedur net méi vill Sënn mécht. Duerfir hu mer decidéiert, mir géifen dat regulariséieren, dat ofschafen, well dat mécht kee Sënn méi.

Derniewent huet och d'Proposition de loi gefrot, fir dass d'Chamber bei all Projet de loi direkt saiséiert ka ginn. Dat iwwerhëlt de Projet de loi, ass also den Accord vun all Mënsch.

Da koum awer an der Proposition de loi eppes, wou mer net d'accord waren. Dat heescht, den Auteur wollt, dass d'Chamber bei all Fro d'intérêt général - an do ass ëmmer de Problem vun den Definitiounen - kéint direkt de Statsrot befroen, fir en Avis ze kréien. De Statsrot, dee war do net dermat d'accord. Mir haten Diskussiounen an der Kommissioun an hunn decidéiert, dat net zréckzebehalen.

Da geet et ëm d'Prozedur, wou d'Proposition de loi an de Projet de loi jo deeselwechte Souci haten. Dir wësst jo, wéi et elo de Moment ass. Momentan hu mer e System vun Alternance, oder et kéint een och praktesch soen Tripartite. Dat heescht, mir hunn eng Nomination directe vum Grand-Duc. An dann hu mer eng Nominatioun vun engem vun dräi Kandidaten iwwert d'Chamber an eng Nominatioun vun engem vun dräi Kandidaten duerch de Statsrot.

D'Proposition de loi huet virgesinn - an dobäi ware mer net dermat d'accord, well mer gefaart hunn, de Statsrot géif seng Eegestännegkeet verléieren -, dass nëmmen nach d'Chamber géif Conseillers d'État nominéieren. Mir wollten, dass de Statsrot seng Eegestännegkeet géif behalen, duerfir ass dat net zréckbehale ginn.

Wat gëtt dann elo geännert am neien 6875?

Mir halen d'Alternance zwar bäi, mä et kënnt awer eng Modifikatioun, dat heescht, d'Nomination directe duerch de Grand-Duc verschwënnt an déi gëtt ersat duerch eng Nominatioun op Propos vun engem Kandidat duerch d'Regierung. Also mir ginn net méi dräi Kandidaten; ee Kandidat duerch d'Regierung. An ausserdeem sollen d'Chamber an de Statsrot och, wann et un hirem Tour ass, all Kéiers ee Kandidat bestëmmen. Zousätzlech soll de Statsrot virun all Nominatioun zwee Profiller ausschaffen, virschloen, fir dass, wann d'Leit sollen nominéiert ginn, jiddefalls deen éischte Kandidat dee Profill dann huet, deen direkt gebraucht gëtt.

Wat sinn aner Neierungen?

Dat Éischt betrëfft d'Kompositioun vum Statsrot, wat awer och d'Procédure de nomination beaflosst. Vu dass d'Majoritéit oder d'Quasitotalitéit vun de Parteien a Sensibilitéiten heibannen dat gär gehat hätt, si mer op de Wee gaangen, dass d'Représentation politique am Statsrot u sech eng Parallell vun där ginn ass, déi mer hei an der Chamber hunn. D'Regel ass just, dass all Partei, all Sensibilité politique, déi minimum wärend zwou Legislaturperioden dräi Sëtz kritt huet, e Recht huet op e Siège.

Dir wësst, mir haten ëmmer eng Zort Gentlemen's agreement an de leschte Joren. Mä mir maachen elo u sech näischt aneres, wéi den Gentlemen's agreement an den Text ze schreiwen.

An nach! De Statsrot an e puer Parteien hunn dann och gefrot, an dat ass u sech Zäit gewiescht, dass mer e bësselche méi Gender Mainstreaming géife maachen, dat heescht, dass d'Représentation paritaire vun den Dammen am Statsrot sollt verstäerkt ginn. An do si mer dann no villen Diskussiounen op de Wee gaangen, dass an dem Statsrot de Sexe sous-représenté soll op d'mannst en Drëttel kréien, dat heescht 7 vun 21, an eis Häre ware wohlwollend do dermat averstanen. Dat empêchéiert awer net, wann déi Konditioun net erfëllt wär, wann zum Beispill eng Vacance de siège wär, dass de Statsrot ka viruschaffen, bis eng nei Damm sech mellt, well mir wëllen all eventuelle Blockage vun de Procédures législatives jo verhënneren.

Da kënnt de Problem vun der Mandatsdauer. Dir wësst, de Moment ass et esou, dass d'Mandatsdauer 15 Joer ëmmer ass, bis dato, an dat korrespondéiert zu dräi Legislaturperioden. D'Regierung proposéiert, an d'Kommissioun ass mat op dee Wee gaangen, fir déi Durée vu 15 op 12 Joer erofzesetzen. Den Här Meyers hat proposéiert, déi Durée vu 15 Joer ze halen. D'Regierung huet als Iddi, fir ze soen, dass zwielef Joer besser ass, well et wichteg ass, dass och an engem Statsrot e permanente Renouveau garantéiert gëtt, well an eiser Gesellschaft och e permanente Changement ass, an da kënne mer dat besser alignéieren.

Doniewent: D'Funktiounen - dat ass méi technesch - vu President a Vizepresident vum Statsrot ginn op dräi Joer limitéiert. Wa mer erofginn op en Delai vun zwielef Joer, wëllt dat awer net heeschen, wann een zum Beispill dann e Spezialmandat kritt als President oder Vizepresident, dass een dat dee Moment kéint fiktiv verlängeren. Neen: Sinn déi zwielef Joer eriwwer, da sinn automatesch d'Funktioune vum President a Vizepresident och fäerdeg.

De Grand-Duc an den Ierfgroussherzog dierfen net méi President ginn. Dat steet elo am Text. Souwisou ware se dat ni, do maache mer just en Toilettage de texte.

Dann en anere Punkt, wou d'Proposition de loi an de Projet de loi iwwereneestëmmen, dat ass déi ganz Geschicht vun der Publicité des votes. Et ass ebe just gesot ginn: „Et weess een ni am Statsrot, wéi se genau ofstëmmen." De Moment ass et esou, dass et duergeet, dass de President an de Generalsekretär am Statsrot d'Authentizitéit vun de Votte zertifiéieren, an domat war et fäerdeg. Elo ass gesot ginn, neen, an d'Propositioun, wéi gesot, an de Projet leien op enger Linn: Vun elo u muss de Quorum - dat heescht, wivill Leit si physesch do, fir matzestëmmen? - public gemaach ginn an och d'Resultat vum Vott, awer net, wéi deen een oder anere ganz genau ofgestëmmt huet. An dat nenne mer elo „publication anonyme des votes", fir dass awer d'Regierung an d'Chamber wëssen, also de Feeling kréien, wéi ee Projet gedroen ass, vu wat fir enger Majoritéit.

Da betrëfft e leschte Punkt de Code de déontologie. Dir wësst, dass ganz vill Institutiounen entre-temps e Code de déontologie hunn. Mir schreiwen dat elo an d'Gesetz. De Statsrot huet zwar schonn e Règlement d'ordre intérieur, mä elo kritt en d'Recht, fir, wéi gesot, net nëmmen e Règlement d'ordre intérieur, mä och deontologesch Spillregele selwer auszeschaffen, an dat gëtt elo am Gesetz verankert a kritt doduerch eng aner Force. Dat war op Wonsch vum Statsrot, an d'Kommissioun ass deem bien-entendu suivéiert.

Dann, déi vun Iech, déi den Intitulé genau gelies hunn, hu jo bestëmmt gesinn, dass do an deem Intitulé och eppes drasteet vun dem Cabaretsgesetz; d'Cabaretsgesetz, wat ganz al ass, wou awer säit 1998 eng Modifikatioun drasteet. A wat huet dat da mam Statsrot ze doen? Mä ganz einfach, an do maache mer u sech och eng Modernisatioun vun der Situatioun: Bis dato muss bei all Débit de boissons, bei all Autorisatioun, déi erausgeet, de Statsrot nach ëmmer en Avis ginn. An do hu mer fonnt, dat wär awer wierklech net méi zäitgemëiss, an duerfir gëtt dat elo net bäibehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech elo zu menge Schlussremarquë kommen - Dir gesitt, ech hunn e lëftege Rapport gemaach vu mengem 57-säitege schréftleche Rapport -, wëll ech awer wierklech nach eng Serie Mercie lassginn. Et ass jo net Usus, mä dat hei war wierklech Megaaarbecht an et hunn extrem vill Leit dru geschafft a mir gehollef an een deem anere gehollef.

An duerfir wëll ech wierklech Merci soen, fir d'Éischt eisen Dammen aus der Kommissioun, dat heescht dem Tania Braas an dem Carole Closener, an dann zweemol eise Jeffen, dem Här Jeff Fettes an dem Här Jeff Feller, mä awer och dem Lex Bodry an de ganze Membere vun der Kommissioun. Mir hate vive a kontrovers Diskussiounen, mä et war awer am Endeffekt wierklech konstruktiv. An dann och dem Statsrot selwer, well mir hate Gespréicher mat hinnen, wou mer munche Knackpunkt konnte léisen. A mat deem System koum en Text eraus, mengen ech, deen uerdentlech ass an dee sech weise léisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir wëssen alleguerten heibannen, wéi wichteg d'Roll vum Statsrot an eisem System ass a wat fir eng wichteg Aarbecht e mécht, och am Interêt vum Rechtsstat. Well kommt, mir sinn eis bewosst: Hätte mer kee Statsrot, da géife mer och Texter maachen, mä deen een oder aneren Text, dee géif eng aner Nues kréien an et wär net evident, ob se ëmmer esou positiv wären!

Well, mir sinn zwar heiansdo als Politiker generft, wa mer en Text erabréngen an da kréie mer eng oder méi Opposition-formellë vum Statsrot an da musse mer d'Käpp zesummestrecken, fir nach e besseren Text ze maachen, mä normalerweis kënnt och e besseren Text eraus! An et ass scho wéi säit der Renaissance: «Du choc des idées jaillit la lumière.» A ganz oft, wann e puer Leit sech unenee reiwen, da kënnt ganz oft wierklech e gudden Text eraus. Well mir wëlle jo kloer Gesetzer maachen, limpide Gesetzer, equilibréiert Gesetzer. Dat ass de Garant, fir dass mer dobausse vill manner Streidereien hunn, et ass de Garant, fir dass mer manner Prozesser dobaussen hunn.

An ech géif mengen, duerfir solle mer och an Zukunft op gutt Zesummenaarbecht mat dem Statsrot bauen.

Déi Reform, déi mer haut stëmmen, dréit dozou bäi, dass d'Visibilitéit, d'Lisibilitéit an och d'Transparenz, déi jo heiansdo dobausse gefrot gëtt, vum Statsrot verbessert ginn. An ech mengen, wa mer dat mat deem Gesetz hei fäerdegbréngen, da gëtt och d'Legitimitéit vum Statsrot, déi och vun deem engen oder aneren dobausse gemengt ginn ass, ugeprangert missen ze ginn, erëm eng Kéier verstäerkt. An dat ass gutt am Interessi vun eisem Rechtsstat an dat ass gutt am Interessi vum Schutz vun eise Bierger, well ech mengen, dat ass eis éischt an nobelst Missioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Léon Gloden fir d'CSV.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech erlabe mer, direkt un dëser Plaz der Madamm Rapportrice, dem Simone Beissel, Merci ze soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Madamm Rapportrice huet et gesot, mir haten eng sachlech Diskussioun an der Institutiounskommissioun. Eng ganz Rei Sëtzungen hu mer doriwwer geschwat. Och wa mer eis zum Schluss net konnten eens ginn op en Text, op e gemeinsamen Text, waren d'Diskussioune sachlech an och interessant fir déi méi jonk Deputéiert, fir iwwer esou eng al Institutioun kënnen nach villes bäizeléieren.

De Statsrot ass eng Institutioun, an ech géif soen, eng Institutioun sui generis. Tëschent 1815 an 1830 huet de Statsrot an der hollännescher Verfassung eng „fonction délibérative" gehat. En huet iwwert d'Propositioune vum Roi-Grand-Duc ofgestëmmt an huet säin Avis „sur toute question d'intérêt général" ofginn.

1830, nodeems de Grand-Duché un d'Belsch attachéiert ginn ass, ass de Statsrot ofgeschaaft ginn.

1848 gouf dunn eng permanent Gesetzeskommissioun gegrënnt, eng Aart Virleefer vum Statsrot, déi am Virfeld vun engem Gesetzesprojet huet misse consultéiert ginn. Dës Kommissioun huet aus néng Membere bestanen; fënnef dovu goufen all Joer vun der Chamber genannt a véier vun der Regierung. Presidéiert gouf se vun engem Chambersvertrieder.

Dës Kommissioun gouf 1856 vum Statsrot ersat. Dëse krut dunn och riichterlech Funktiounen a Verwaltungssträitegkeeten. Dës Funktioun ass duerch de berüümten „Arrêt Procola" jo verluer gaangen.

Och wann de Statsrot ab der méi autoritärer Verfassung vun 1856 eigentlech vun der Exekutiv imposéiert gouf, esou koum hie gestäerkt aus der Revisioun vun der Verfassung 1868 ervir. All Gesetz huet am Prinzip missen engem zweete Vott ënnerbreet ginn, ausser d'Chamber an de Statsrot gi sech eens, dorobber ze verzichten; eppes, wat jo haut an 99% vun de Fäll antrëtt.

Et goufen ëmmer Stëmmen, déi de Statsrot als verlängerten Aarm vum Grand-Duc, also der Exekutiv ugesinn hunn. Ech denken awer, réckbléckend kënne mer frou sinn iwwert déi gutt Aarbecht vum Statsrot iwwer all déi Joren. An d'Madamm Rapportrice huet et nach eng Kéier ënnerstrach.

An trotzdeem besteet Reformbedarf.

De Paul-Henri Meyers hat dofir schonn am Mee 2015 eng Gesetzespropositioun hei am Haus deposéiert. Fir de Suspense direkt ewechzehuelen: Dat waren a sinn och d'Iddie vu menger Fraktioun. Véier Méint méi spéit, den 10. September 2015, huet d'Regierung hir Gesetzesvirlag presentéiert. Op verschiddene Punkten huet Äänlechkeet geherrscht. Ech denken do an éischter Linn un d'Upassung vun der Legislaturprozedur un d'Praxis. D'Madamm Beissel ass dorobber agaangen.

Op anere Punkte ware mir awer, an net nëmme mir als CSV, net averstane mam Regierungsprojet.

Net novollzéie konnte mer zum Beispill de Wëlle vun der Regierung, de Geriichter d'Kontroll vun der Urgence ewechzehuelen. Dës Kontroll ass eng Garantie géint den Arbiträr vun enger Regierung. Dogéint huet dës Chamber sech och gewiert. An d'Regierung huet et finalement agesinn, datt se do um Holzwee war.

Och war et fir eis onverständlech, datt d'Regierung eventuell Ännerungen u groussherzogleche Reglementsprojeten net méi dem Avis vum Statsrot wollt ënnerbreeden. An anere Wierder hätt d'Regierung dem Statsrot e Projet virgeluecht, deen aviséiere gelooss an duerno eppes aneschters beschloss. Sou kann een net schaffen tëschent Institutiounen! Béid Ännerungen hätten op alle Fall net zu besseren Texter bäigedroen.

Op anere Punkte wollt dës Regierung innovéieren. Sämtlech Avise vum Statsrot zu groussherzogleche Reglementer sollte public gemaach ginn. Et ass awer an der Saach näischt Neits. Dat ass schonn de Fall zënter engem Bréif vum deemolege Statsminister vum 6. Dezember 2008. An dat ass och gutt esou.

Op anere Punkten huet d'CSV derfir gesuergt, datt de Gesetzesprojet verbessert konnt ginn. Ech denken hei un d'Recht, dat elo am Gesetz verankert gouf, fir de Statsrot, d'Exekutivbestëmmungen zu engem Gesetzestext bei der Regierung unzefuerderen.

Här President, och wa mer op eenzelne Punkten eens waren an der Kommissioun, esou goufen et awer op wesentleche Punkten divergent Vuen.

De Statsrot wor a bleift déi héchst Instanz fir de Contrôle a priori vun der Constitutionnalitéit an der Konformitéit mat internationalen Traitéen an anere Rechtsprinzipien. De Contrôle a posteriori oblääit jo der Cour constitutionnelle, deen an der Verfassungsreform bäibehale gëtt.

Wärend den Aarbechten um Gesetzestext ware mir der Meenung, datt de Contrôle a priori misst gestäerkt ginn. Mir wollten dowéinst an d'Gesetz aschreiwe loossen, datt fënnef Deputéiert missten d'Méiglechkeet kréien, dem Statsrot präzis Froen zu engem Gesetzesprojet a senger Konformitéit zu héijeren Normen ze stellen. Och wa mir der Meenung sinn, datt de Statsrot insgesamt eng virbildlech Aarbecht mécht, esou ass och de Statsrot net onfeelbar. Et kann dofir och emol virkommen, datt de Statsrot eppes iwwersäit. A mir denken, datt do eben och eng Handvoll Deputéiert missten d'Recht hunn, de Statsrot unzeruffen. Fir ze verhënneren, datt dëst Instrument kéint e Moyen dilatoire ginn, wëllt heesche mat dem eenzegen Zil, d'legislativ Prozedur ze bremsen, hate mer virgesinn, datt de Statsrot säin Avis ee Mount no der Saisine misst ofginn.

Fir d'Leit, Här President, ass de Contrôle de constitutionnalité a priori extrem wichteg. Mir hunn et ënner anerem gesinn an de Panelen, déi d'Uni moderéiert huet am Kader vun der Verfassungsreform. Dës Modifikatioun hate mir per Amendement proposéiert. Dee gouf awer leider vun der Majoritéit verworf. Dat ass den éischte Grond, firwat meng Fraktioun dësem Projet net zoustëmme kann.

Eng vun de spannendste Froe war sécherlech d'Prozedur, fir Conseiller d'État ze ginn. Et gëtt jo heiansdo gesot, de Statsrot wier de Kierfecht vun ofgedéngte Politiker. D'Kompositioun weist, datt dat net de Fall ass. Et gëtt och kritiséiert, datt Statsbeamten, déi a priori an de Ministèren hëllefen, Projet-de-loien ze schreiwen, herno am Statsrot hir eege Projet-de-loien aviséiere géifen.

Et ass och kee Geheimnis, datt d'Nominatioun oder richteg gesot d'Propositioun vun engem Kandidat enger politescher Concertatioun virausgeet (veuillez lire: datt der Nominatioun oder richteg gesot Propositioun vun engem Kandidat eng politesch Concertatioun virausgeet). Wann ee sech Spillregele gëtt, da muss een déi anhalen. Wat dës Regierung viru Kuerzem net gemaach hat! Wéi e Jurist sollt genannt ginn, deen d'Regierung awer net wollt, opgrond vu senger Parteikaart, huet se e Kandidat mat engem anere Profill genannt.

Eis Propos, an esou steet et och an der Proposition de loi vum Paul-Henri Meyers, ass, datt all Kandidat proposéiert gëtt vun der Chamber; déi Institutioun, déi direkt vum Vollek gewielt gëtt. Dës Propositioun kënnt net aus dem Näischt! Ënner anerem de fréiere Justizminister, de Luc Frieden, an och de fréiere President vun der Chamber, de Lucien Weiler, haten am Kader vun de Festivitéite vum 150. Anniversaire vum Statsrot d'Fro gestallt, ob et net un der Zäit wier, d'Proposition de nomination an deem Sënn ze änneren. Leider huet dës Propos, wéi gesot, keng Majoritéit an der Kommissioun fonnt.

D'Rapportrice ass drop agaangen, an et ass e bëssen den Dadda och vun dem President vun der Institutiounskommissioun gewiescht, datt an d'Gesetz d'Prozeduren dra solle kommen, wéi se de facto oflafen. Mä de Statsrot hat do grouss Bedenken. De Statsrot huet sech och dergéint ausgeschwat, géint d'Concertatioun tëschent de Gruppe voire Sensibilités politiques a géint d'Concertatioun tëschent de verschiddenen Organer, fir datt dat an dem Gesetzestext géif verankert ginn.

De Statsrot huet hei eng Opposition formelle formuléiert an dofir ass et net am Text zréckbehale ginn. Den Text, deen elo finalement hei zum Vott kënnt, gesäit vir, datt d'Propositioun vum Statsrot «tient compte des partis politiques représentés à la Chambre», ënnert der Konditioun, datt se dräi Sëtz kruten an deene leschten zwou Wahlen. Och muss eng Représentation équilibrée sinn tëschent Mann a Fra, soudatt net manner wéi siwe Leit vum Sexe sous-représenté am Statsrot sëtzen. Hei stellt sech fir eis awer nach ëmmer d'Fro, wien dat kontrolléiert a wat geschitt, wa sech net dru gehale gëtt. Den Text riskéiert, Lettre morte ze bleiwen.

Här President, eng aner interessant Fro, déi sech gestallt huet, war natierlech de Profill vum Kandidat. Een, deem säi Profill kloer ass, ass dee vum Ierfgroussherzog. Dee gëtt direkt vum Grand-Duc genannt. Fir déi aner Profiller sinn d'Meenungen auserneegaangen: dräi Profiller, zwee Profiller oder nëmmen ee Profill?

Mir haten als CSV virgeschloen, datt bei alle vakante Posten de Statsrot à titre indicatif e Profill ugëtt an à titre subsidiaire d'Profiller fir d'Postes vacants à venir. An den Diskussioune mam Statsrot ass finalement zréckbehale ginn, datt de Statsrot zwee Profiller virgëtt fir all Vacance de poste. Dës si Guidelines fir d'Institutioun, déi d'Kandidate soll virschloen.

Här President, een anere wichtege Punkt huet sech mat der interner Funktiounsaart a -weis vum Statsrot befaasst. Ech erënneren an deem Kontext un eng Iwwerschréft vun engem „Lëtzebuerger Wort"-Artikel vum 8. Dezember 2016: „Dunkelkammer mit Reformbedarf".

Zu der Transparenz vun den Decisiounen, déi de Statsrot hélt, jo, do gëtt et etlech Meenungen: De Vott muss public gemaach ginn; den Numm vum Rapporteur soll ugi ginn; wéi vill Leit derfir an dergéint gestëmmt hunn; wien huet derfir oder dergéint gestëmmt?

De Paul-Henri Meyers hat eemol virgeschloen, datt den Numm vum Rapporteur sollt ugi ginn. Finalement si mer eis eens ginn, datt d'Zuel vun de Conseilleren ugi gëtt, déi un der Decisioun vun der Dispens vum zweete Vott deelgeholl hunn, souwéi d'Zuel vun deenen, déi derfir an dergéint gestëmmt hunn.

Här President, et ass wichteg, datt d'Institutiounen ënnerenee sech den néidege Respekt zollen. Wéi wëlle mer géint déi esou oft genannt politesch Verdrossenheet ukommen, wa politesch Spillercher tëschent den Institutioune gespillt ginn? D'lescht Zäit sinn eng Rei Aussoen, besonnesch vun der Regierungssäit, vis-à-vis vum Statsrot komm, e géif net schnell genuch schaffen, d'Avise wieren ze politesch, insbesondere vum Innenminister, deen des Éfteren de Statsrot kritiséiert, well d'Avisen net an der Zäit kommen, wéi hie sech dat virstellt oder wéi hie se gär politesch hätt; sprëch Kierchefabricken, CGDIS.

Eist institutionellt Verständnis ass, datt all Institutioun hir Aufgabe muss kënnen erfëllen, esou wéi d'Verfassung an d'Gesetz dat fir déi betreffend Institutioune virgesinn. A beim Statsrot ass dat eben d'Aviséiere vu Gesetzestexter mat der néideger Suergfalt. Si mer der Meenung, datt de Statsrot net schnell genuch schafft, hätte mer jo kënnen d'Zuel vun de Conseilleren an d'Luucht setzen. Mä dat wollt jo och keng Partei!

Ëm eppes beneiden ech d'Membere vum Statsrot: Si hu mat déi schéinst Vue iwwert d'Stad an déi bescht Plaz fir d'Freedefeier op Nationalfeierdag!

Här President, dëst gesot, opgrond vun deenen Erläuterungen, déi ech ginn hunn, wäert meng Fraktioun géint dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Eigentlech hätt ech net méi missen d'Wuert ergräifen an den Här Bodry war och scho prett,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...fir hei op d'Riednerpult ze kommen, well eigentlech d'Rapportrice Simone Beissel wierklech en exzellente schréftleche Rapport vu 57 Säiten an awer och haut de Mëtten e pertinente mëndleche Rapport gemaach huet. Ech wéilt hir och duerfir besonnesch felicitéieren, och well se d'Fonctioun an d'Wichtegkeet an d'Roll vum Statsrot an eisem institutionelle Gefüge duergestallt huet.

Ech muss awer soen, datt ech awer trotzdeem elo kuerzfristeg decidéiert hunn, hei ganz kuerz zwou, dräi Remarquen ze maachen, nodeems ech och ufanks der Woch eng Pressekonferenz héieren hat vun der gréisster Oppositiounspartei an och elo hirem Spriecher opmierksam nogelauschtert hunn, a wou ech och elo awer iwwerrascht war, datt net de Paul-Henri Meyers, Auteur vun enger Proposition de loi, déi eigentlech d'Positioun vun der CSV duerstellt, datt deen net d'Wuert ergraff huet.

Dat einfach fir ze soen, datt ech awer trotzdeem e bëssen erstaunt sinn iwwert déi Aart a Weis, wéi hei déi gréissten Oppositiounspartei sech bei esou engem wichtege Projet abruecht huet, a wou ech muss soen, datt dat ënnert dem Strëch fir mech oder fir eis awer net ganz konstruktiv ass, wat mer bedaueren.

Ech wëll net op de ganzen Historique agoen. Bon, déi eenzel Parteien hate jo opgrond vun engem Questionnaire hir Positiounen eraginn. An do war sécher Sputt, do war sécher Raum, fir kënnen awer zesummenzefannen. Dat war jo och d'Zil eigentlech hei vum President vun der Kommissioun, awer och vun der Rapportrice, ech mengen, vun eis alleguerten, datt mer e Konsens an all deene Froe kéinte fannen.

Bon, also praktesch zu deemselwechte Moment huet, wéi mer an der Kommissioun mat den Aarbechten ugefaangen hunn, d'CSV du mat der Proposition de loi vum Paul-Henri Meyers decidéiert, en anere Wee ze goen, hir eege Propositioun eranzebréngen, a vun do u war et dunn natierlech schwéier, fir e gemeinsame Wee oder e gemeinsamen Text ze fannen.

Ech muss och soen, datt d'Chamber versicht huet, besonnesch am Virfeld och en intensiven Austausch ze hu mat dem Statsrot selwer, wat jo ee vun den Haaptbetraffenen ass, an datt mer jo och opgrond vun deenen Awänn déi eng oder aner Saachen an eisem Text geännert hunn. Eigentlech ass et awer och esou, datt d'CSV deen Dialog mam Statsrot net ofgewaart hat, mä doduerjer, datt se Proposition-de-loi erabruecht huet an och eigentlech net am Endeffekt op verschidden Awänn vum Statsrot zu hire Propositiounen agaangen ass, huet se sech praktesch kloer géint d'Propose vum Statsrot gestallt.

Wéi gesot, et ass eigentlech och verwonnerlech, datt den Auteur vun deene Propositiounen, de Paul-Henri Meyers, wat jo awer en unerkannte Spezialist ass an dee mer awer och kennen a senge pertinenten Argumenter, datt deen net haut de Mëtte selwer déi Propositiounen hei presentéiert huet, fir se dann och ze verteidegen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass awer léif, datt Dir wëllt decidéieren, wie mir erausschécken! Ech mengen, dat ass eise Problem an net Ären. Dofir...

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, neen, ech soe just, et ass erstaunlech, well ech weess net...

(Interruption)

Et ass erstaunlech, ech kennen net vill Proposition-de-loien hei - et ginn der jo eng Rei hei...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wësst Der, Här Berger, mir hunn eppes zesummen an der Kommissioun ofgemaach.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, dierf ech wann ech gelift meng Ausféierunge fäerdeg maachen? Et ass einfach erstaunlech, ech mengen, ech hunn awer an deene leschten zwanzeg Joer déi eng oder aner Proposition de loi hei an der Chamber mat diskutéiert, bei där awer gewéinlech den Auteur vun der Proposition de loi da selwer dat och hei op der Tribün verteidegt oder exposéiert huet.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also, Dir hätt wierklech gär, datt mer eis nach sollen aschreiwen hannendrun, wann Der elo weiderfuert!

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, Här President, ech hunn einfach nëmme meng Verwonnerung hei zum Ausdrock bruecht.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech si méi verwonnert iwwer Är Ausso.

Une voix.- Mir si verwonnert iwwer Iech och!

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, mä et ass jo och esou, och onofhängeg dovunner, datt en elo hei net déi Argumenter presentéiert, en hat se och eigentlech an der Kommissioun..., oder den normale Wee wier jo dann och, datt ee säi Rapport mécht zu senger Proposition de loi an datt een dann eben och wierklech gesäit, datt et zwou verschidden Approchë sinn.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Dir hutt der Madamm Beissel net no...

M. Eugène Berger *(DP).*- Den Auteur hat och ebe proposéiert, well awer d'Kommissioun domat d'accord war, datt eigentlech säi Rapport och sollt dann an de Rapport vun der Rapportrice mat integréiert ginn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hu mer gemeinsam ofgemaach!

M. Eugène Berger *(DP).*- Si huet dat dunn och gäre gemaach. Et ass e bësse komesch dann herno, datt eigentlech dann op Demande vun engem Auteur vun der Proposition de loi dat an en anere Rapport mat iwwerholl gëtt, an dann awer déiselwecht, oder dann den Auteur an och déi zoustänneg Partei net dee Rapport stëmmen. Also ass do awer eppes...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Also ech fannen et e bësse komesch, datt Dir komesch fannt, datt dat, wat mer ofgemaach hunn, elo gemaach gëtt.

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP).*- Also einfach, Här President, zur Prozedur, souwuel...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP).*- Einfach zur Prozedur, Här President: datt also hei awer eng Rei Elementer sinn, déi net onbedéngt an déi Richtung gaange sinn, datt een hätt kënne konstruktiv op e gemeinsamen Text kommen.

Bon, virdru sinn och eng Rei Argumenter virgedroe ginn, firwat d'Oppositioun, d'CSV, dësen Text net ka matdroen. Ech wëll elo net op all déi Awänn agoen, ech hat gesot, ech wär kuerz. Vläicht awer just: Si hunn haaptsächlech zwee Punkten, wou se hire Blockage erklären, dat ass - ëm wat geet et bei deene Propositiounen? -: Éischtens wëlle si, datt an Zukunft just nach d'Chamber d'Membere vum Statsrot nennen dierf, an zweetens wëlle se, datt d'Chamber och bei Froe vun nationalem Interêt den Avis vum Statsrot ka froen. Hei wëll ech zwou Saache bemierken:

Éischtens huet de Statsrot selwer - deen huet selwer! - a sengem Avis dës zwou Propositioune kritiséiert a sech géint hir Ëmsetzung ausgeschwat. Dat ass eigentlech elo emol net, ech soen, d'Majoritéit, déi dat gemaach huet, mä dat ass de Statsrot selwer, deen domat Schwieregkeeten hat.

Ech muss awer soen, datt mir och Schwieregkeeten hunn, besonnesch bei deem Virschlag vun der CSV, fir de Statsrot exklusiv vun der Chamber stëmmen ze loossen, well domat eigentlech jo awer de Statsrot praktesch a senger Fonctioun, a senger haiteger Fonctioun ofgeschaaft gëtt! Dat wier jo awer am Endeffekt eng fundamental aner Approche. Wann de Statsrot vun der Chamber genannt gëtt, da wier e jo praktesch eng Emanatioun vun der Chamber. Dat wieren am Endeffekt dann eigentlech d'Volleksvertrieder - mir vertrieden d'Vollek -, am Endeffekt also géif de Statsrot praktesch vum Vollek gewielt oder designéiert ginn.

An ech mengen, dat ass awer net dat, wat och am Sënn vun der Verfassung ass, wéi eis Verfassung de Statsrot gesäit oder wat fir eng Roll se fir de Statsrot virgesäit. Da géif de Statsrot praktesch eng zweet Chamber ginn. Et géif eppes wéi eng Aart Senat ginn, an ech mengen, dat wëlle mir net an dat wëllt och eis Verfassung net. Duerfir kënne mir mat esou enger Propositioun net d'accord sinn, de Statsrot och net, well de Statsrot ass fir eis eng Institutioun, eng onofhängeg Institutioun, déi e juristesche Contrôle vun de Projet-de-loien a vun de Règlements grand-ducaux mécht. Ech hunn dat elo vereinfacht, mä dat ass eigentlech d'Roll vum Statsrot an duerfir kann deen also net vun den..., well dat ass net de Sënn, datt dee vum Vollek oder vun de Volleksvertrieder genannt gëtt.

Bon, ech hat gesot, an der Prozedur - ech hat domadder och ugefaangen -, ech fannen et eigentlech komesch - an et ass méi eng generell Remarque, déi awer och hei dann an de Kader erapasst a mat där ech dann och scho kann ofschléissen -, et ass awer komesch, wann eng Fraktioun, an net egal wat fir eng, eng Pressekonferenz ofhält, wou se am Fong näischt aneschters seet, annerhalleft Joer, knapps annerhalleft Joer virun de Wahlen, wéi datt se eigentlech keng verfassungsrechtlech an institutionell Reforme méi kéint matdroen.

An ech mengen, hei huet een awer d'Gefill, datt dat Politique politicienne ass, amplaz datt déi gréisst Oppositiounspartei hir Verantwortung soll iwwerhuelen! Well déi gréisst Oppositiounspartei iwwerhélt hei net hir Verantwortung, wann et ëm de Renouveau an d'Modernisatioun vun de lëtzebuergeschen Institutioune geet, Här President, net bei dem Verfassungsreform-Referendum, net bei dem Conseil de la magistrature an och net hei bei der Reform vum Statsrot! Ech muss soen, Här President, dat bedauere mir zudéifst.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir däerfe jo awer nach an eisem Projet dat stëmmen,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, mir bedaueren...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...wat mer wëllen, ouni datt Dir hei eis beléiert, sot!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Et ass nach genuch Riedezäit...

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...fir jiddwereen do, fir kënne Positioun ze bezéien. Den Här Berger huet d'Wuert, an hien eleng.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, mir bedaueren zudéifst, an duerfir och den Appell un d'CSV, un déi gréisst Oppositiounspartei, fir konstruktiv hir Responsabilitéit an esou Dossieren ze iwwerhuelen. D'DP op alle Fall huet hir Responsabilitéit iwwerholl. An ech ginn duerfir och am Numm vu menger Fraktioun hei den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Berger, erlaabt Der ofschléissend eng Fro vum Här Gloden?

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Berger huet elo hei gesot, doduerch, datt mir proposéieren, datt d'Conseilleren nëmme vun der Chamber sollte proposéiert ginn, géif de Statsrot seng Onofhängegkeet verléieren. Dat huet den Här Berger hei elo op der Tribün gesot. Duerfir meng Fro, Här Berger: Mir als Chamber nomméieren de Mediateur, oder fir d'Kannerrechter den ORK. Sidd Dir der Meenung, datt déi Institutiounen doduerch hir Aarbecht net onofhängeg maache kënnen?

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech widderhuelen nach eng Kéier: Wann een de Statsrot integral a senger Kompositioun vun der Chamber stëmmen oder ernenne léisst, dann ass et eng Emanatioun vun der Chamber. Effektiv, den Ombudsmann, kann ee soen, ass op eng gewëssen Aart a Weis eng Emanatioun vun der Chamber, déi deen en place setzt, fir ze kucken, datt am Land d'Leit kënnen an administrative Froe verteidegt ginn. Mä hei, mengen ech, sinn awer zwou verschidde Paire-de-manchen, wann ee seet, d'Chamber ernennt zum Beispill den Ombudsmann an d'Chamber géif elo de Statsrot ernennen, dee wierklech fundamental aner Aufgaben huet an dee jo wierklech an där Hisiicht och an der Verfassung eigentlech eng aner Roll zougedroe krut.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass vill méi neutral, wann d'Regierung en nennt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Rapporteur freet d'Wuert fir eng Präzisioun.

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Jo, Här President, ganz kuerz. Ech weess net, de Léon Gloden war jo awer an de Sitzungen derbäi. Ech verstinn einfach net, wéi en dat do elo ka soen, well d'Kommissioun an de Statsrot hu sech toutes griffes dehors gewiert dergéint - an den Eugène Berger huet dat elo just nach eng Kéier rappeléiert -, dass de Statsrot no 161 Joer op eemol en Anhängsel vun der Chamber sollt ginn! Ech hunn dat virdrun, mengen ech, awer an all Kloerheet och hei vun der Tribün gesot. An elo kommt Dir erëm domat, ze froen...!

Dir waart dach bei den Diskussiounen derbäi an Dir hutt gemierkt, dass kee Mënsch dat wollt! Elo kommt Dir erëm domat gefuer, wéi wann dat eppes Extraes wär. Neen, de Statsrot soll eng eegestänneg Institutioun bleiwen an net en Anhängsel vun der Chamber ginn! Well Dir kënnt dat net mat Mediateuren a mat Cour des comptes vergläichen. Entschëllegt, mä ech sinn absolutt net mat Iech d'accord!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- A mir net mat Iech.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mir sinn absolutt net mat Iech d'accord.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, d'Wuert huet elo den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi dote Fro wäert mech och nach hei e bësse beschäftegen. Mä ech wéilt awer virdru vläicht drop hiweisen, well dat och net esou am Exposé des motifs aus dem Regierungsprojet ervirgaangen ass, dass wuel dës Koalitioun sech an de Programm gesat huet, fir déi Reform vum Statsrot ze maachen, mä dass dat net den éischte Versuch ass eigentlech och an dësem Jorhonnert, fir eng Reform vum Statsrot ronnzebréngen.

Am Joer 2006 war et den deemolege Statsminister, den Här Juncker, deen an där Regierung iwwert de Projet de loi 5458 datselwecht probéiert huet, awer dee Projet ass avortéiert ginn, kann ee soen, vun der Chamber selwer, well mer, nodeem mer och Récksprooch mam Statsrot geholl hunn, decidéiert hunn, dass mer eis Aarbechten net méi géifen op deem Projet do weiderféieren.

Et ass och esou gewiescht, dass nach zum Schluss vun der leschter Period eng grouss Consultatioun lancéiert ginn ass vun der Regierung opgrond vun Aarbechte vun engem sougenannten interinstitutionellen Aarbechtsgrupp an och op Wonsch vun der Chamber, eng Consultatioun och vu sämtleche Fraktiounen a Sensibilitéiten, wat hir Virschléi wären zur Reform vum Statsrot.

Et war also ëmmer eng Approche do virdrun an och haut, fir eng Reform an engem breede Konsensus ze maachen. Dës Regierung ass an deem Geescht weider un déi Reform erugaangen. An esou hu mer eigentlech och eis Aarbechten an der zoustänneger Chambers-kommissioun organiséiert, dass mer, wann et ëm Reforme vun Institutioune geet, do breet Majoritéite kréien.

An ech bedauere wéi mäi Virriedner hei, dass déi gréisst Partei an der Chamber eigentlech a mengen Aen awer op relativ liichtgewiichtegen Argumenter elo e Refus hei mécht, fir déi heite Reform ze stëmmen. Et ass wahrscheinlech déi éischt institutionell Reform, déi net hei am Sënn vun engem breede Konsensus vun dësem Parlament gestëmmt gëtt.

Ech bedaueren dat, well eigentlech och d'Atmosphär vun eisen Aarbechten an der Chamber net onbedéngt dorobber higewisen huet, an zemools och, wat e bëssen erstaunlech ass, well ee vun deenen zwee Grënn, déi ugefouert gi si vun der CSV, fir deen heiten Text net ze stëmmen, emol an hirer eegener Proposition de loi net dra war, geschweige dann an där schréftlecher Stellungnam, déi se am Joer 2012 agereecht huet zu der geplangter Reform vum Statsrot.

Ech stellen dat einfach nëmme fest. Mä dat schéngt sech e bëssen an eng Strategie vun der CSV eranzeschreiwen, wat déi gesamt institutionell Reformen ugeet,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hunn awer Reformen ugereegt. Dir hutt all eis Propositiounen um Dësch vun der Kommissioun leie gehat!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...fir sech eigentlech, wat de Wahltermin méi no kënnt,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt all eis Propositiounen op Ärem Dësch gehat!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...aus deem noutwendege Konsensus erauszebewegen an hir eege parteipolitesch Kaart an institutionelle Froen ze spillen. Ech fannen dat keng gutt Approche, fir un déi doten Dossieren erunzegoen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätten och léiwer kënne matstëmmen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dëser Regierung muss een, ob dat der CSV gefält oder net, zegutthalen, dass se do Neel mat Käpp gemaach huet, wou aner Regierunge virdrun an där Reform hei stieche bliwwe sinn. Si huet e kohärenten Text dohinnergeluecht, deen en neien Text eigentlech ass fir de Statsrot, dee villes vun deem iwwerhélt, wat haut gutt leeft, deen awer eng ganz Rëtsch vu punktuellen Ännerunge virgesäit, dee virun allem och, dat ass wichteg, déi Deontologiereegele fest an den Text vun dem Gesetz aschreift, soudass mer et hei sécherlech net mat enger Revolutioun ze dinn hunn!

Firwat sollte mer se och maachen, wat de Fonctionnement vum Statsrot ugeet? Well ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass, mat alle Kriticken, déi een zäitweis kann, deemno wéi een dat kuckt, üben un der Aarbecht oder un eenzelnen Avise vum Statsrot, dës Institutioun iwwer laang Jorzéngte sech eigentlech bewäert huet, e Plus duerstellt an eisem institutionelle Gefüge an dass sécherlech munch Gesetzestexter, déi mer hei stëmmen, net déi Qualitéit hätten, wa mer net kéinten op déi kompetent Avise vum Statsrot zréckgräifen. Dat soll een, mengen ech, hei ganz kloer soen.

Et ass och an eisen Ae keng Necessitéit do, fir alles op d'Kopp ze werfen, mä sécherlech, an dat bréngt dës Reform fäerdeg, wäert herno munches méi transparent sinn. D'Zesummesetzung virun allem vum Statsrot, d'Nominatioun, d'Mandatsdauer wäerten, kann ee soen, e bësse méi no un demokratesch Normen eruréckelen an insgesamt däerft d'Legitimitéit vum Statsrot gestäerkt aus där heiter Reform ervirgoen. Dat ass an eisen Aen och den Haaptzweck vun dësem neie Gesetz.

Wat ass eigentlech de lëtzebuergesche Statsrot? Déi Fro muss ee sech stellen. Och aner Riedner hunn dat gemaach. Wat ass dee Lëtzebuerger Statsrot?

Sécherlech, wéi en agefouert ginn ass vum Wëllem III. am Kader vu sengem Statssträich 1856, war de Modell eigentlech och den hollännesche Statsrot respektiv de franséische Statsrot, deen et deemools och scho ginn huet, an et ass drëm gaangen, an do hu se ni en Heel draus gemaach, fir eigentlech e gewëssene Contrepoids zu der gewielter Vertriedung vum Parlament duerzestellen. Et war vun Ufank un e berodend Organ fir politesch Autoritéiten a besonnesch fir d'Regierung, fir d'Exekutiv, an administrativen an a legislative Froen.

Ech wëll hei zitéieren de Prënz Henri, de Leutnant vum Kinnek-Grand-Duc, deen an engem Message 1856 un d'Chamber Folgendes gesot huet: «Pour la législation, le Conseil d'État tiendra lieu d'une deuxième Chambre; son action deviendra une garantie pour la maturité des lois.»

Et ass also esou geduecht, dass duerchaus also de Statsrot sollt en Ersatz duerstelle fir eng zweet Chamber, e sougenannte Senat. Dat bedéngt och, dass u sech hei vun Ufank u seng Memberen net gewielt si ginn, si si genannt ginn. An de Statsrot war ëmmer en Organ, wat eigentlech selwer keng Decisiounsgewalt hat, ausser natierlech an deene geriichtleche Kompetenzen, déi en am Ufank hat.

Seng schäerfste Waff ass och nach haut d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel respektiv - dat ass souguer nach, géif ech mengen, déi Waff, déi nach driwwerstécht an hirem Effet - wann de Statsrot keen Avis gëtt zu engem Text. Quitte dass mer do am aktuelle Gesetz an och am neie Gesetz eng Méiglechkeet hunn, als Chamber do e gewëssenen Drock opzebauen, andeem mer einfach ouni den Avis vum Statsrot en éischte Vott hei an der Chamber zu engem Gesetzestext géife maachen. Da spillt jo dann en Delai vun dräi Méint, wou de Statsrot da muss säin Avis ginn.

De Statsrot ass och vun der Essenz hier ëmmer als konservativt Organ gesi ginn, en Organ, wat soll d'Ardeuren an d'Dynamik vun de gewielte Volleksvertrieder e bësse bremsen. Dat gesäit een och ganz kloer an der Ried, déi de Joseph Bech 1956 gehalen huet, wéi de Centenaire vum Statsrot gefeiert ginn ass. Ech wëll hien hei zitéieren: «En face du principe dynamique en politique, le Conseil d'État représente les valeurs de stabilité de tradition, telles qu'elles trouvent leur expression avant tout dans le système juridique en vigueur. (…) Ce n'est pas la politique qui doit dominer dans le sein du Conseil d'État, mais bien l'expérience, la science, l'impartialité et la modération.»

Do gesäit een also, wat eigentlech d'Aufgab vum Statsrot ass, wéi se sengerzäit virgesi ginn ass. Ech muss allerdéngs soen, dass de Statsrot sech zum Deel vun där do Missioun befreit huet. Ech kennen eng ganz Rëtsch vu Stellungname vum Statsrot, vun Avise vum Statsrot, wou een net ka soen, dass de Statsrot ëmmer gebremst hätt, fir Changementer ze maachen, wou de Statsrot awer och gewisen huet, dass en duerchaus ka progressistesch Positioune vertrieden, wann et ëm Reforme vu besteeënde Gesetzer geet, och vu besteeënden traditionelle Prinzipien.

An dat, mengen ech, ass och gutt esou, dass déi Mutatioun do vum Statsrot iwwert d'Jore komm ass, besonnesch natierlech eréischt nom Zweete Weltkrich. Well et ass jo awer scho bemierkenswäert, dass bis 1945 ni e Vertrieder am Statsrot war, deen ee kéint plus ou moins zum lénke Parteiespektrum zielen. Et waren ausschliisslech Notabilitéiten, fréier Ministeren, fréier Direktere vu Statsverwaltungen, déi Member waren. An eréischt wéi et nom Krich zu enger Neibesetzung vum Statsrot komm ass, sinn eigentlech déi éischt Leit dra genannt ginn, Mandatsträger, déi kënnen zum lénke Spektrum vun der Politik gerechent ginn.

Et ass also eng ganz lues Entwécklung, déi sech do gemaach huet. An déi méi staark Repräsentativitéit zumindest vun deenen haaptpolitesche Stréimungen huet sécherlech och derzou bäigedroen, dass d'Orientéierung vun den Avise vum Statsrot och zum Deel eng aner ginn ass, wéi dat u sech sengerzäit vun den Auteure vun där Institutioun ugeduecht gi war.

Mä et bleift, dass, wat seng Zesummesetzung ugeet, seng Nominatiounsprozedur ugeet an och seng Aussoen ugeet, de Statsrot net e reng technescht, juristescht Organ ass, mä sécherlech och eleng schonn duerch seng Nominatiounsprozedur och politesch Aussoe mécht. E muss dat, mengen ech, mat enger gewëssener Retenue maachen, besonnesch wann et ëm grouss politesch Choixe geet, déi net direkt juristesch a Rechtsprinzipien oder fonctionnel Froe mat sech zéien. Mä dat reng Technescht an dat Politescht ass schwéier vuneneen ze trennen. An ech deelen d'Meenung eigentlech, déi viru Kuerzem och de Professer Heuschling geäussert huet, dass mer et hei mat enger „Zwitterinstitutioun" ze dinn hunn, mä dat stéiert mech net.

De Lëtzebuerger Statsrot ass eng vun de Partikularitéite vun eisem konstitutionelle System. Et ass eben e Statsrot, deen aner Fonctiounen huet wéi an anere Länner, well zum Deel nach ëmmer déi Iddi vun enger Fonctioun vun enger zweeter Chamber hannendrun ass, wat an anere Conseil-d'Étaten, am Frankräich, an der Belsch oder an Holland, net de Fall ass.

Mä et bleift awer, an dat wëll ech betounen, dass eise Statsrot, an esou gesäit et eigentlech och eisen Artikel 83bis vun der Verfassung vir, an de legislative Prozeduren implizéiert ass, mä awer eigentlech méi eng staark Noperschaft zur Exekutiv huet. D'Relatioune maache sech normalerweis iwwert de Statsminister. Et ass esou, dass an der Verfassung steet, dass d'Regierung de Statsrot mat Froe befaasse kann. Et steet net dran: „D'Chamber kann de Statsrot mat Froe befaassen."

Duerfir hunn ech och e bësse Verfassungsbedenken, wat d'Propositioune vun der CSV op deem dote Punkt ugeet, wat déi Verfassungskontrollméiglechkeet do ugeet. Déi ergëtt sech eigentlech net aus dem Text vum Artikel 83bis, wéi mer en haut an eiser Verfassung stoen hunn, well do ausdrécklech nëmmen drasteet, dass eigentlech d'Exekutiv, also d'Regierung, kann eleng de Statsrot mat Froe befaassen. Soudass et zumindest douteux ass, wa mer hei géifen an e Gesetz eraschreiwen, dass d'Chamber oder fënnef Deputéiert dat och kéinte maachen, ob dat zu 100% konform ass zum aktuelle Verfassungstext, quitte dass deen och vum Gesetz an deene Missioune schwätzt, déi de Statsrot iwwert d'Gesetz géif kréien.

Et bleift also, dass mer et hei mat engem Organ ze dinn hunn, wat ganz staark un d'Regierung gekoppelt bleift. Et ass jo och elo am Text virgesinn, dat ass jo eigentlech net contestéiert ginn, dass et am Prinzip esou ass - dat ass haut schonn de Fall -, dass d'Regierung eigentlech fir d'Éischt den Avis muss vum Statsrot froen, an d'ideal Prozedur wier, dass den Text vun engem Projet de loi dann eréischt géif an d'Chamber kommen, wann den Avis vum Statsrot virläit. Et ass eigentlech dat, wat haut an den Texter virgesinn ass.

Et leeft haut anescht. Mir wëssen, dass dat net dee Wee ass, wéi et haut normalerweis leeft. De Projet de loi geet am Regelfall gläichzäiteg un déi zwou Institutiounen: un d'Chamber wéi un d'Regierung (veuillez lire: de Statsrot).

Duerfir menge mer, dass et richteg war - do ware jo Iwwerleeunge sengerzäit derbäi -, dass déi Nominatiounsprozedur eigentlech un dräi Organer hänkt - si hänkt un der Regierung, si hänkt un der Chamber a si hänkt um Statsrot selwer -, well déi dote komplex Dräifachprozedur fir ze nominéieren déi komplex Missiounen erëmspigelt, déi de Statsrot huet, deen an d'legislativ Prozedur agräift, mä deen awer un éischter Stell e berodend Organ vun der Exekutiv, vun der Regierung duerstellt. An duerfir war ech eigentlech ëmmer, muss ech soen, egal a wat fir enger Konstellatioun mer géife stoen, e Géigner, fir dorunner eppes ze änneren a fir ze soen: „Ma neen, elo ass et d'Chamber, déi ausschliisslech déi Nominatioune bestëmmt", well dat, wéi gesot, där komplexer Natur vum Statsrot, besonnesch och als Berodungsorgan vun der Regierung, guer net Rechnung dréit.

Mir géifen also déi Leit erauswielen, déi besonnesch och d'Fonctioun hunn, fir all d'Règlement-grand-ducallen ze aviséieren. Or, bei Règlement-grand-ducallen ass et opgrond vun der Gewaltentrennung wierklech net d'Zoustännegkeet vun der Chamber, fir do matzestëmmen. Mir géifen also exklusiv déi Leit bestëmmen, déi ënner anerem dat als Haaptmissiounen ze maachen hätten. Dat fanne mer eigentlech net gutt.

A mir si virun allem och der Meenung, dass duerch de Fait, dass déi Nominatioun géif duerch d'Chamber lafen, net méi Transparenz garantéiert wier, wéi wann et iwwer en anere Wee géif lafen. Oder hat Dir den Androck an de leschte Jorzéngten, dass, wann hei Kandidaten an engem Vote secret vun der Chamber gestëmmt gi sinn, d'Parteien virdrun net matenee geschwat hätten oder net en Ofkommes vun de Parteien do gewiescht wier, äänlech wéi dat de Fall ass, wann d'Regierung déi Nominatioun virhëlt?

An ech mengen, et ass och relativ geféierlech, déi Froe vum Profill an déi Froe vun der Zesummesetzung dann eventuell op d'Reglement vun der Chamber wëllen ze drécken. Ech mengen net, dass d'Reglement vun der Chamber d'Kompositioun vun enger anerer Institutioun festleeë kann. Dat kann nëmmen e Gesetz maachen. Aus all deene Grënn fanne mir et als LSAP-Fraktioun eigentlech vill méi logesch, bei deem aktuelle Regimm vun der Nominatioun ze bleiwen an do net praktesch e Paradigmewiessel anzeféieren. Da misst een och nach a ganz aneren Dispositioune vum Gesetz parallell Ännerunge maachen, fir dass dat doten eigentlech kohärent wier an och e Sënn géif erginn.

Woufir mer eis allerdéngs staark gemaach hunn, an de Léon Gloden huet et gesot, an ech selwer hunn och ëmmer dorobber insistéiert, wat mech nach haut stéiert a wat mer net ganz ewechkréien - et gëtt besser, mä mir kréien et net ganz ewech -, dat ass awer déi Fiktioun vun enger Prozedur vun ëffentlecher Ausschreiwung, déi mer wäerte behalen, obwuel mer elo jo och hei ganz kloer soen - dat gouf jo och net kontestéiert -, dass awer de Conseil d'État eigentlech plus ou moins och déi laangfristeg politesch Zesummesetzung vum Parlament soll erëmspigelen, wat eng gutt Saach ass. Wat och notamment enger Sensibilitéit, déi vläicht keng Fraktiounsstäerkt huet, déi awer mindestens dräi Deputéiert iwwer eng gewëssen Zäit huet, och eng Garantie gëtt, fir och kënnen am Conseil d'État ze sinn.

An och dat Kräfteverhältnis vun de politesche Familljen ënnereneen, dass dat och laangfristeg gesi grosso modo besser klappt, wéi dat an der Vergaangenheet heiansdo de Fall war, well et ëmmer déi jeeweileg Regierungsparteie waren, déi déi dote Saachen diskutéiert hunn, heiansdo anerer mat consultéiert hunn; an dat ass en onzefriddestellende System.

Mir kréien en net ganz ewech, mä zumindest kommen awer hei eng Rei vu Richtlinnen an de Gesetzestext eran, souwuel wat déi politesch Zesummesetzung vun deem Conseil d'État ugeet, déi wäert méi equilibréiert ginn, wéi och wat d'Geschlechterzesummesetzung ugeet, déi och wäert méi equitabel ginn. A schliisslech bleiwe mer och der Meenung, dass déi Iddi vum Profill - elo sinn et hei zwee Profiller, déi eigentlech virgeschloe ginn - eng gutt Entscheedungshëllef duerstellt fir déi, déi mussen de Choix vun de Leit treffen, an och weider zu enger Kompetenzstäerkung vum Conseil d'État wäert kënne bäidroen, wann u sech do versicht gëtt, dat doten anzehalen.

Mir wëssen, dass ëmmer Ausname gemaach gi sinn. Dat gëtt awer, muss ech soen, mat deem neien Text vill méi schwéier. An dat ass zumindest dee Minimum, dee mer hei fäerdegbruecht hunn, fir op deem dote Punkt also an deem Sënn méi Transparenz eranzebréngen an eigentlech och d'Repräsentativitéit vun dem Statsrot, wou och vill vu senger Legitimitéit drunhänkt, eropzesetzen.

Ech kéint hei och nach op ganz vill Saachen agoen. Mir hunn och op verschidde Saache verzicht, nodeem mer de Conseil d'État nach eng Kéier dozou gehéiert hunn. Et ass drop verzicht ginn, fir eng Diskussioun ze féieren, ob ee soll d'Zuel vun de Conseil-d'Étaten (veuillez lire: vun de Membere vum Conseil d'État) eropsetzen. Et ass nach eng Kéier bestätegt ginn, dass dat net de Wonsch vum Conseil d'État selwer ass. A mir, d'Chamber an och d'Regierung, hu jo éischter d'Optioun geholl, se dann ze ënnerstëtzen, andeems u sech hir Mataarbechter staark eropgesat ginn, fir esou eigentlech eng Beschleunegung vun hiren Aarbechten méiglech ze maachen, wou jo heiansdo och reell Problemer sinn, dat däerf een hei och net ënnerschätzen.

An duerfir brauche mer och weiderhin deen interinstitutionellen Dialog, dee sech haut, mengen ech, e bësse méi einfach mécht, och zu eenzelne Projet-de-loien, och tëschent de Chamberskommissiounen an dem Statsrot, wéi dat nach vläicht virun zwanzeg Joer de Fall war. Do sinn och eng Rei vu Berührungsängschte verluer gaangen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dat si keng Verhandlungen, déi do gefouert ginn, well ech dat heiansdo emol esou héieren a gelies hunn. Wann eng Kommissioun oder eng Regierung sech mam Conseil d'État trëfft, dann ass dat net, fir ze verhandelen - mir sinn net an där Logik vu Verhandlungen -, mä fir d'Argumenter ze héiere vun deem engen a vun deem aneren, fir doropshin da vläicht Texter ze maachen, déi kënnen den Accord vun alle Säite fannen. Dat ass eigentlech d'Approche, wéi een un déi dote Fro erugeet.

Wat mer net zréckbehalen hunn, dat ass dee Virschlag, deen elo nei vun der CSV komm ass. Dee war, wéi gesot, bis virun e puer Méint net an der Diskussioun. Dat ass deen, dass fënnef Deputéierter de Statsrot mat enger spezifescher Fro vu Verfassungsméissegkeet saiséiere kéinte bei engem Projet, deen e souwisou eigentlech ze aviséieren huet.

Do soe mir: Dat ass iwwerflësseg, well eng vum Statsrot sengen Haaptmissiounen ass am Artikel 1 vum neie Gesetz festgehalen, an en huet déi och schonn haut. Dat ass eben, ënner anerem d'Verfassungsméissegkeet vun den Texter ze kucken, déi e virgeluecht kritt, an d'Konformitéit zum internationale Recht an zu de grousse Rechtsprinzipien. Duerfir gesi mer eigentlech net an, wat dat doten zousätzlech géif bréngen.

Wann ee wéilt dorauser wierklech eppes maachen - an ech si gäre bereet, déi doten Diskussioun nach eng Kéier mat an d'Institutiounskommissioun ze huelen -, wann ee wierklech wéilt déi Verfassungsfro do am Virfeld definitiv klären, da bréngt et menger Ansicht no näischt, nach eng Kéier e berodend Organ mat där doter Fro ze befaassen, déi et schonn ze kucken hat. Mä da géif et Sënn maachen - wann een dat wëllt -, dann d'Cour constitutionnelle ze befaassen: Da kritt een déi Affär tranchéiert! Da weess een, wou een drun ass! Dat anert bleift ëmmer nëmmen en Avis.

Mä bis elo war dat doten och bei der CSV kee Punkt, wou eng Begeeschterung do war, fir op deen dote Wee ze goen, fir also och enger gewëssener Zuel vun Deputéierten - dat missten der menger Usiicht no awer schonn e bësse méi wéi fënnef sinn - d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Cour constitutionnelle, wann e Bedenke besteet, mat enger Verfassungsfro ze befaassen, ier e Gesetz a Kraaft trëtt. Wann een dat also géif maachen, dat géif wéinstens Sënn maache par rapport zu deem, wat d'CSV hei an deem heiten Zesummenhang proposéiert huet.

Här President …

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da féiere mer déi Diskussioun!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wat gelift?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da féiere mer déi Diskussioun nach eng Kéier. Dat ass jo Är Propositioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, gären. Mir hu se schonn zweemol gefouert, mä ech sinn awer gär bereet. Wann d'CSV och do elo eng aner Meenung huet, da sinn ech gär bereet, fir déi heite mat hinnen ze féieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, neen, net grad esou…

(Interruptions)

Mir féieren d'Diskussioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'Zäit leeft mer fort, Här President. Ech wollt nach all déi gutt Saachen opzielen, déi soss nach dra sinn: d'Begrenzung vun der Mandatsdauer, déi erofgesat gëtt, och d'Begrenzung vun der Mandatsdauer vum President respektiv indirekt och vun de Vizepresidenten, d'Fakultéit vum Statsrot, fir d'Regierung iwwer Projets de règlement ze froen, déi sech am Domaine réservé de la loi befannen, och d'Limitatioun, wat d'Bedeelegung vun der groussherzoglecher Famill am Statsrot ugeet, dat op den lerfgroussherzog ze begrenzen.

Ech hu scho gesot: d'Definitioun vun engem Profill, d'Asetze vun engem Comité de déontologie, deen ausserhalb vum Conseil d'État eigentlech muss zesummegesat ginn, mat disziplinaresche Strofen, dass de Règlement d'ordre intérieur och an d'Gesetz iwwerholl gëtt. A virun allem, dass och d'Avise vum Statsrot, wat d'Projets de règlement grand-ducaux vun der Regierung ugeet, an Zukunft ëffentlech wäerte sinn, also automatesch ëffentlech sinn an déi aner Froen ëffentlech ginn, wann d'Regierung dermat d'accord ass, dat ass, mengen ech, e Plus par rapport zu haut.

Déi verréckten Iddi - ech kann et hei soen - vun der Regierung, fir an engem gewëssene Moment wollten ze soen, dass d'Geriichter net méi kéinten iwwerpréifen, ob d'Urgence gi

wier bei engem Reglement, do si mer mengen ech alleguerte frou, dass mer déi schnell erëm vergiess hunn an dass do déi rechtsstaatlech Regelen an Zukunft och voll wäerte spille kënnen.

Fir eis als LSAP-Fraktioun...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Do ware mer mat der Majoritéit mat d'accord.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ass dat heiten, mengen ech, e gudden Text. Et ass eng Reform, déi fortschrëttlech ass, déi eis weiderbréngt, an duerfir wäerte mer se och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bodry. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut de Projet de loi 6875 stëmmen, dann hu mer ee weidere Punkt vum Regierungsprogramm zu engem, wéi ech mengen, gudde virleefegen Enn bruecht.

An dem Regierungsprogramm steet, datt - an dat ass wierklech virsiichteg formuléiert - souwuel d'Prozedure vun der Nominatioun vun de Membere wéi och d'Fro vun der Ëffentlechkeet vun hiren Aarbechte géif ënnersicht ginn. Dat hu mer an der Institutiounskommissioun gemaach. Dat hu meng Virriedner hei gutt beluecht an ech soen hinne Merci, och fir déi historesch Exkursen, déi se gemaach hunn, an e besonnesche Merci un déi honorabel Madamm Beissel fir hire komplette mëndlechen a schréftleche Rapport.

Am Regierungsprogramm steet och, datt déi politesch Stréimungen, déi an der Chamber vertruede sinn, och op eng gerecht Manéier am Statsrot solle vertruede sinn. Dee Wëllen ass och vu kengem an der Institutiounskommissioun ugezweifelt ginn. A wéi dee Wëllen dann an Zukunft wäert ëmgesat ginn, dat wäerte mer dann an Zukunft gesinn.

A schlussendlech war och festgehale ginn, datt d'Dauer vum Mandat vum Statsrot vu 15 op 12 Joer erofgesat géif ginn.

An der Institutiounskommissioun, wou ech elo schonn e puer Joer laang d'Éier hunn, déi gréng Fraktioun ze vertrieden, hu mer bis viru Kuerzem virun allem zwou Saache ganz gutt gefall:

Déi éischt Saach: Och d'Juriste si sech net ëmmer eens, och no laangen an heiansdo kontroversen Diskussiounen, an deenen et meeschtens emol net iwwer eng kontrovers Meenung gaangen ass, mä iwwer eng korrekt juristesch Formulatioun. Do ass et net einfach, ëmmer e Konsens ze fannen.

An zweetens: An där Kommissioun gëtt méi wéi an allen anere Kommissiounen, wou ech sinn, de Konsens gesicht. An dat ass eppes, wat ech ganz interessant fannen a ganz flott fannen. Dat gëtt angeneem Diskussiounen. Bon, dës Kéier ass et dann net zum Konsens komm. Ech hoffen, datt dat awer fir déi annerhallef Joer, déi eis nach an dëser Konstellatioun bleiwen, kee Schued fir eis Kommissioun soll sinn.

All Partei huet jo schonn oft zu enger méiglecher a méi oder manner néideger Reform vum Statsrot Stellung geholl. A wann ech déi verschidde Positiounen an Aussoe vun der grénger Partei aus der Vergaangenheet kucken, da stellen ech fest, datt mer eng ganz Rei vun eise Virstellungen net mat an dëse Projet de loi erakritt hunn, meeschtens, well se net konsensfäeg waren, heiansdo awer och, an dat wëll ech awer och soen, well mer verschidden Aussoen haut e bësse méi nuancéiert gesinn, wéi mer se vläicht nach virun zéng Joer gesinn hunn.

Ech ginn net op all Detailer vum Projet an, mä wëll fir meng Fraktioun Stellung huelen zu den dräi Kärpunkte vun dëser Reform: dem Profill, no deem nei Membere fir an de Statsrot gesicht ginn, der politescher Gewiichtung am Statsrot an der Transparenz vun den Decisioune vum Statsrot.

Niewent den Diskussiounen a menger Fraktioun, niewent de 15 Sitzunge vun der Institutiounskommissioun, hunn ech besonnesch och eng Diskussioun mat de Membere vum Statsrot selwer den 18. Januar vun dësem Joer ganz hëllefräich fonnt, fir dëse Projet zu engem gudden Enn ze bréngen.

Éischtens, wat de Profill vun deenen neie Membere, déi fir an de Statsrot gesicht ginn, betrëfft: Dem Statsrot seng Missioun ass, fir all Projet de loi, all Proposition de loi, all Amendement vun esou engem Text a fir all Projet vun de Règlements grand-ducaux ze aviséieren. Et ass duerfir och nëmme logesch, datt am Statsrot eng Rei Juriste sinn. Mindestens 11 vun den 21 Memberen am Statsrot mussen duerfir e Master en droit vun der Uni.lu oder en homologéierten auslänneschen Diplom hunn. Ech mengen, datt et och fir déi aner zéng vu Virdeel ass, wa se sech schonn e puermol mat Gesetzestexter beschäftegt hunn.

Et gëtt och am Droit vill Richtungen a Spezialisatiounen. A fir de Statsrot ass et och relevant, kënnen op Kenntnisser aus anere Fachberäicher, zum Beispill Ekonomie, Ëmwelt, Relations internationales an esou weider, zréckzegräifen. A well de Statsrot am beschte weess, op wéi engem Fachgebitt eventuell eng Verstäerkung gebraucht gëtt, ass et un him, eng Propos vun engem Profill ze maachen.

De Statsrot wollt just ee Profill pro Posten ausschaffen an d'Chamber wollt an hirem éischte Projet dräi Profiller geliwwert kréien. D'Chamber huet - wéi ech fannen zu Recht - argumentéiert, datt mer, wa mer eist Zil vun enger gerechter Representatioun vun de Parteien am Statsrot wëllen erreechen, net just bei engem Profill bleiwe kënnen. Och wann een eenzege Profill eventuell kee Problem fir déi grouss Parteie wier, da musse mer eis awer bewosst sinn, datt mer an engem klenge Land liewen an datt d'Zuel vun de Lëtzebuerger, déi hei am Land wunnen, méi al wéi 30 Joer sinn an engem Profill vum Statsrot entspriechen, net onbegrenzt ass.

Bei deene méi klenge Parteie kéint een, deemno wéi e Profill ausgesäit, scho bal soen: „Mir wëllen d'Madamm X oder den Här Y net", oder ëmgedréint: „Mir hätte grad just gären den Här X oder d'Madamm Y."

Et ass jo och esou, datt niewent der Contrainte, datt musse mindestens eelef Juristen am Statsrot sinn, eng nei Contrainte kënnt: déi vum Sexe sous-représenté. Fir eis wier déi Klausel wichteg. Mir hu laang bedauert a kritiséiert, datt nëmme wéineg Fraen am Statsrot waren a mir wieren am léifsten nach e Schratt méi wäit gaangen. Mir hätten e Minimum vu 40% fir de Sexe sous-représenté nach léiwer gehat wéi déi 33%, déi mer elo festgehalen hunn. Mä ëmmerhin hu mer eng kleng Verbesserung vis-à-vis vun der aktueller Situatioun.

Zréckbehalen hu mer schliisslech, datt zwee déi Zuel ass, déi tëschent eent an dräi läit, an duerfir stellt de Statsrot an Zukunft fir all fräie Posten a sengem Gremium genau zwee Profiller op fir d'Chamber, wou dann d'Chamber gebieden ass, sech drun ze halen.

Mir hate viru Jore gemengt, all Statsréit sollte just iwwert d'Chamber nominéiert ginn. Dat hat d'CSV och gemengt. An ech hunn nach eng Kéier nogekuckt: D'CSV hat dat effektiv och esou eragereecht. Also, et ass net eréischt elo kuerz erfonnt ginn. Mir waren do also därselwechter Meenung. Mir hunn eis awer der Argumentatioun vun de Kolleegen aus deenen anere Parteien - an do si mer dann auserneegaangen - net verschloss an och Verständnis virun allem fir d'Positioun vum Statsrot gehat, dee seng Onofhängegkeet och vis-à-vis vun der Chamber wollt behalen.

De Léon Gloden hat et virdru gesot, de géigesäitege Respekt vun den Institutiounen, ech mengen, dee spillt och hei. An duerfir bleift dann op dësem Punkt praktesch alles beim Alen. Déi nei Membere ginn à tour de rôle vun der Regierung, der Chamber an dem Statsrot selwer nominéiert.

All dës Regele gëllen, wéi gesot, fir déi 21 Memberen am Statsrot. Den 22. Member huet eng extra Stellung. Den Här Bodry ass och dorobber agaangen, de Grand-Duc héritier ass d'office Member vum Statsrot. Hie brauch also kengem Profill ze entspriechen an e brauch och net vun enger politescher Partei proposéiert ze ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E muss d'Mandat net unhuelen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ah, e muss d'Mandat net unhuelen. Merci fir déi Richtegstellung. Dat hat ech dann iwwersinn.

Zum zweete Punkt, Här President: Et ass allgemenge Konsens, datt de Statsrot soll als onofhängeg Institutioun funktionéieren. Geneesou kloer ass et awer och, datt de Statsrot selbstverständlech och eng politesch Institutioun ass. Och wann ech mer ëmmer erëm soe gelooss hunn, datt de Statsrot net funktionéiert wéi d'Chamber, datt am Statsrot d'Meenungen net onbedéngt no der politescher Heemecht vun de Mandatairen iwwereneestëmmen oder auserneeginn, datt et keng Fraktiounen a scho guer kee Fraktiounszwang gëtt, si mir der Meenung, datt et richteg ass, wann all Partei hirem politesche Gewiicht no ka Leit an de Statsrot proposéieren.

Mir hunn als Kritär festgehalen, datt all Partei, déi an de leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sëtz kritt huet, och proportional zu hire Sëtzer am Statsrot sollt vertruede sinn. Dat schéngt eis eng korrekt Léisung. Dat erlaabt eng gewësse Stabilitéit fir dës Institutioun.

Dat ass awer och eng konservativ Léisung. Eng nei Partei, déi bei deenen nächste Wahle géif mat engem fulminanten Erfolleg aus dëse Wahlen erausgoen, hätt emol fënnef Joer kee Posten am Statsrot zegutt. An eréischt wann déi nei Partei hiren Erfolleg bei den nächste Wahlen erëm eng Kéier géif bestätegen, da géif dat d'Situatioun lues a lues fir si änneren. A wann ee kuckt, wéi a villen europäesche Länner zurzäit enorm Ännerungen an der Parteielandschaft ustinn, da mengen ech däerfen ze soen, datt eis Regelung zwar gerecht ass, mä se awer och kënnen als konservativ ze bezeechnen.

Natierlech stellt sech d'Fro, wéi wichteg datt de Profill nach par rapport zum politesche Choix ass. Mir hunn net an eisem Projet de loi definéiert, wat mer ënnert dem Profill verstinn. Mir loossen dem Statsrot do fräi Hand, an dat ass och gutt esou. De Statsrot muss sech Gedanke maachen, wéi en e Profill ausschreift, deen net onbedéngt op engem Diplom berout. E Spezialist an der Sécurité sociale huet kaum en Diplom, deen esou eng Spezialisatioun zertifiéiert.

Et dierft och net ëmmer einfach sinn ze decidéieren, ob d'Kandidaturen dem Profill dann elo och genee entspriechen oder net. D'Wuert „Profill" ass juristesch net kloer definéiert. Bis elo war et Praxis, datt d'Profiller par rapport zu deem, deen ze ersetzen ass, geschriwwe gi sinn. An dat wäert sech an Zukunft och kaum vill änneren.

En drëtte Punkt hate mer och nach vill diskutéiert: Sollen d'Resultater vun de Votten am Statsrot public sinn oder net? déi gréng hunn hei laang am Numm vun der Transparenz gefuerdert, datt bei Votte misst public sinn, wien derfir a wien dergéint gestëmmt huet. Dat ass net zréckbehale ginn. An ech muss soen, datt mir och wärend eisen Diskussiounen Zweifel komm sinn, ob déi doten Zort vun Transparenz glécklech an néideg wier.

De Conseil d'État schafft eben net mat Majoritéit an Oppositioun, mat Fraktiounen, mä sicht wa méiglech no Konsens. Et geet also een Avis eraus an dee gëtt gedroe vum Statsrot. De Rapport ass d'Resultat vun enger kollektiver Aarbecht am Statsrot. E gëtt an der Regel net no politesche Faarwe gestëmmt.

Wa mer elo géife verlaangen, datt ënner all Avis den Numm vun de Leit steet a wéi se gestëmmt hunn, dann hätte mer sécher méi Transparenz, mä mir kréiche gradesou sécher och méi politeschen Drock op de Statsrot. D'Sich no Konsens géif méi schwéier ginn an duerfir kënne mir och déi Regelung, déi mer am Projet de loi zréckbehalen hunn, guttheeschen.

D'Resolutioune vum Statsrot soen d'Zuel vun de Memberen, déi um Vott deelgeholl hunn, an d'Zuel vun deenen, déi derfir gestëmmt hunn an déi dergéint gestëmmt hunn, a soss näischt méi Detailléiertes.

Dat gëllt och fir déi sougenannten „opinions dissidentes". An ech muss zwar éierlech soen, a menge Kommissiounen - ech si mëttlerweil 13 Joer an der Chamber -, mengen ech, wier nach ni eng Opinion dissidente zur Diskussioun gewiescht, wat...

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dach!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- A menger Kommissioun och? Här Meyers, da sot Der mer dat entweder ëffentlech oder herno. Ech si ganz virwëtzeg.

Här President, selbstverständlech begréisse mer och, datt mer mat dësem Projet de loi e Comité de déontologie asetzen. A selbstverständlech fanne mer et och gutt, datt mer e Kapitel „Règles disciplinaires" mat dësem Gesetz kritt hu fir de Statsrot.

Dat gesot, bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An den nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleegen, et wäert Iech net verwonneren, datt ech als ADR-Spriecher ufänken dermat ze begréissen, datt der Repräsentativitéit vun deene verschiddene Parteien an Zukunft an der Zesummesetzung vum Statsrot soll Rechnung gedroe ginn. Dat ass eng Fuerderung, déi mer scho ganz laang hunn an déi och vun de Kolleege vun déi gréng an och vun der DP schonn oft ënnerstëtzt ginn ass.

De facto hätt dat scho laang kënnen de Fall sinn, well de facto war d'Zesummesetzung jo ëmmer eng Decisioun vun de Majoritéitsparteien, an och ouni Gesetz. Wéi seet de Gast Gibéryen oft esou schéin: „Ech brauch kee Gesetz, fir mech ze zwéngen, dat ze maachen, wat ech fir richteg fannen." Also och ouni dëst Gesetz hätt ee kënnen dat Richtegt maachen. Mä trotzdeem begréisse mer dann, datt déi Repräsentativitéit elo legislativ festgesat ass.

De Kolleeg Claude Adam huet ganz recht, wann e seet, dat wier e bëssen zéiflësseg. Bon, hie benotzt dat Wuert „konservativ", ech géif soen „zéiflësseg", mä et läit an der Natur vun der Saach, well jo och d'Mandater vun de Statsréit zwielef Joer bedroen. A mir kënne jo net ufänken, Statsréit demissionéieren ze doen, well politesch Majoritéiten änneren.

Mir waren als ADR der Meenung, de Statsrot sollt och personell verstäerkt ginn, fir seng gutt a wichteg Aarbecht, déi hei mat Recht ervirgestrach ginn ass, kënnen a besseren Delaien ze erleedegen. A mir hätten also begréisst, wann d'Zuel vun de Statsréit insgesamt an d'Luucht gaange wier.

D'Qualifikatioun vun de Statsréit ass selbstverständlech fundamental wichteg. Et gouf an der Vergaangenheet, an och dat ass scho gesot ginn, Nominatiounen, wou de Bierger d'Impressioun huet misse kréien, de Conseil d'État wier en Abstellgleis fir onerwënscht Politiker. Duerfir begréisse mer als ADR expressis verbis, datt de Statsrot elo Profiller ausschafft iwwert d'Kompetenz, déi e Kandidat soll erfëllen.

An do hu mer dann och direkt e gelieftent Beispill, wouzou déi onsääglech Fraequot féiere kann. Wéi den Här Statsminister, konform zur DP-Positioun, eiser Partei proposéiert huet, nom Ausscheede vum Maître Viviane Ecker am Juni 2016, den nächste Statsrotsmember ze proposéieren, an dat ier d'Gesetz dat elo virgesinn huet, dunn hu mir natierlech an eise Reie gesicht, wien dee Profill ideal kéint erfëllen.

Gefrot war vum Statsrot e Spezialist am Aarbechts- an am Sozialrecht. Eise Generalsekretär, de Maître Alex Penning, Affekot, fréiere President vum Jeune barreau, huet sech ugebueden. Awer eis Propositioun gouf vun der Regierung verworf, net well dem Maître Penning seng Kompetenz a Fro stoung oder well en de Profill net erfëllt hätt, mä aus deem einfache Grond, well en e Mann war; obwuel deemools nach keng Quoteregelung virgesi war. Et däerf an eisen Aen net sinn, datt en idealen a kompetente Kandidat just duerfir ecartéiert gëtt, well en deem engen oder deem anere Sexe ugehéiert!

Dee leschte Punkt eleng wier fir eis schonn en „killing point" a géif derzou féieren, datt mer dee Projet hei géifen ofleenen. Mä och d'Prozedur, wéi d'Statsréit sollen ernannt ginn, stéiert eis. Mir hu schonns an eisem Wahlprogramm 2013 gefuerdert, datt de Statsrot sollt als berodend Organ bei der Chamber ugesidelt ginn. Duerfir si mir net d'accord, datt en Drëttel vun de Membere vun der Regierung an e weideren Drëttel vum Statsrot selwer ernannt soll ginn.

Wou op der Welt gëtt et en Organ, wat sech selwer ernennt? An dat huet näischt ze di mat Respekt vun enger Institutioun par rapport zu enger anerer, mä ganz einfach ass et eng Fro vum Equiliber vun de Pouvoiren. Dës Ernennungsprärogativ soll eiser Meenung no, an do si mer ganz op därselwechter Linn wéi d'CSV, bei der Chamber - a bei der Chamber eleng - leien.

Dëse System, an den Alex Bodry huet déi Schwieregkeete mat Recht ugeschwat, géif erlaben, och déi parteipolitesch Repräsentativitéit méi einfach ze garantéieren a méi praktikabel ze maachen.

Dann ass d'Iddi vum Befaasse vum Statsrot duerch eng Unzuel vun Deputéierten iwwert d'Verfassungskonformitéit op den Dësch komm. An do ginn ech dem Alex Bodry net recht, wann e seet: „Ma souwisou huet de Conseil d'État jo no der Konformitéit ze kucken, dat ass also iwwerflësseg." Wéi oft ass et scho virkomm, datt och de Conseil d'État, och de Statsrot, e Punkt iwwersinn huet vu Verfassungskonformitéit a wou et vläicht ganz gutt wier, wann eng gewëssen Zuel vun Deputéierte kéint dorobber opmierksam maachen an eng Prise de position dozou initiéieren?

Selbstverständlech begréisse mer awer och d'Iddi vum Alex Bodry vum Contrôle a priori no engem Vott vun engem Gesetz, mä virum Akraafttrieden, duerch d'Cour constitutionnelle. Eng absolutt laangjäreg Fuerderung vun der ADR a wou ech och net verstinn, wou do d'Retizenze sinn, well reng aus politeschen Ursaache géif keng Partei dovunner abuséieren. Par contre kéint et awer a gewëssene Fäll ganz schlëmm verfassungsfeindlech Texter verhënneren.

Schlussendlech e Wuert zu den Inkompatibilitéiten. Dozou ass hei net geschwat ginn. Mir waren nach ëmmer a mir sinn der Meenung, datt verschidde Leit am Statsrot näischt ze sichen hätten. Net well mer déi Leit géife fir in-

kompetent befannen oder well déi Leit net sympathesch wieren, mä well alt nees eng Kéier wéinst dem Equiliber an der Trennung vun de Pouvoiren eiser Meenung no weder aktiv Statsbeamten nach Magistrate sollen am Statsrot sëtzen; kee Premier conseiller de Gouvernement, keen ADEM-Direkter, och wann en dee richtege Sexe huet, an och keen Avocat général.

Aus all dëse Grënn deet et eis ganz leed, datt mer dëse Gesetzestext net kënne guttheeschen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Reding. An dann ass dee leschten agedroene Riedner den Här Marc Baum fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, wann ee mat engem auslännesche Gaascht duerch d'Alstad trëppelt an et gëtt ee gefrot, déi politesch Strukturen hei am Land ze erklären, dann ass déi ominéis Institutioun vum Statsrot meeschtens dat Lescht, wat un d'Rei kënnt. Et ass souguer eppes, wat een einfachheetshalber emol gären ewechléisst. Et seet een: „Hei ass d'Parlament. Dat gëtt fir fënnef Joer vum Vollek gewielt. Do ass d'Regierung, déi gëtt vum Parlament gewielt. An do niewendrun, als Dekoratioun, do ass de Grand-Duc."

An ier ee bei de Statsrot kënnt, seet ee sech ganz oft: „Bof, dat bréngt elo näischt, fir och nach dat doten ze erklären." Et ass och schwéier, fir et eise Schüler am Lycée bäizebréngen. Do kéint vläicht deen een oder aneren Enseignant heibannen e Lidd dovunner sangen. An ech si mer emol net sécher, ob eng breet Majoritéit vun Erwuessenen hei am Land iwwerhaapt an der Lag wär, fir genee kënnen d'Aufgaben an de Fonctionnement an d'Zesummesetzung vum Statsrot ze beschreiwen.

De Statsrot ass fir vill Leit net richteg gräifbar, well en net an déi instinktiv demokratesch Logik vum 21. Jorhonnert erapasst. E passt net eran an déi vläicht - vläicht! - e bëssen naiv Virstellung, datt de Pouvoir vum Vollek ausgeet an datt d'Majoritéit vun de Wielerstëmmen iwwert d'Gesetzer decidéiert. Seng Utilitéit, seng Daseinsberechtegung ass net esou eendeiteg, datt ee se ka mat engem Saz duerstellen. An dozou dréit och zu engem groussen Deel de Mangel un Transparenz bäi.

Här President, wéi mir viru Joren ugefaangen hunn, un eiser alternativer Verfassung ze schaffen, déi - an dat just niewebäi - nach ëmmer beim Statsrot pour avis läit, dunn hu mer eis vill Froe gestallt iwwert dës Institutioun. Et ware vive an déif gräifend Diskussiounen. A mir hunn eis d'Fro gestallt, ob een dann esou eppes wéi e Statsrot iwwerhaapt nach bräicht am 21. Jorhonnert. Finalement hu mer eis entscheet, fir de Statsrot och an eisem Verfassungsprojet bäizebehalen, wann och mat ganz ënnerschiddleche Prämissen.

An der Chamber hu mer déi fundamental Diskussiounen awer net esou gefouert. Do ass virun allem „kleng-kleng" geduecht ginn op Basis vun engem net immens ambitiéierten Text, dee vun der Regierung ausgeschafft gouf. Virun allem ass awer déi eigentlech Fro, déi Fro, déi ee jo dem ganze Vollek hätt misse stellen, guer net op den Dësch komm. An déi Fro ass, ob mer iwwerhaapt e Statsrot brauchen. A wa jo: firwat an a wéi enger Form?

Well wat mécht de Statsrot eigentlech genee? E kontrolléiert déi juristesch Stéchhaltegkeet an d'Kontabilitéit vun de Gesetzestexter mat schonn existéierenden nationalen an internationale Gesetzestexter. A wann e grondsätzlech juristesch Problemer fënnt, kann en de legislative Prozess in extremis temporär blockéieren.

A besonnesche Momenter vun Hybris huet de Statsrot sech selwer och schonn als „Hüter vun der Verfassung" beschriwwen, wat menger Meenung no éischter eppes ausseet iwwert dee komplett onzouräichende Contrôle constitutionnel an der Konstruktioun vun eisem Stat.

Wa mer also vun deene politesche Considératiounen ofgesinn, déi de Statsrot sech geleeëntlech net verknäife kann, obwuel e jo eigentlech duerfir keng wierklech Legitimitéit huet, dann ass säi Rôle also dee vun engem juristesche Conseiller. An do stellt sech natierlech d'Fro, ob ee fir dëse juristesche Bäistand eng eegen an der Verfassung verankert Institutioun brauch oder ob net e seriö opgestalltene juristeschen Déngscht vun der Chamber mat deem néidege Personal kéint déiselwecht Aufgaben iwwerhuelen.

Déi allermeescht Gesetzer stame jo à la base aus der Fieder vu Regierungsbeamten. A mir stellen effektiv fest, datt et do bal ëmmer legistesch, juristesch oder och konstitutionell Problemer gëtt, op déi de Statsrot opmierksam mécht. Mä wär et net eigentlech d'Aufgab vun der Chamber als Institutioun, dëst ze redresséieren?

Wat ech domadder soe wëll, ass, datt mer de Statsrot brauchen, well mer e schwaacht Parlament hunn, well d'Parlament ganz einfach bäi Wäitem net d'Personal huet, fir de Volleksvertrieder déi Ënnerstëtzung ze bidden, déi se eigentlech fir eng seriö legislativ Aarbecht géife brauchen. An dat ass och näischt Neies! Interessant ass awer virun allem d'Reziprozitéit vun där Feststellung: Well mer de Statsrot hunn, brauche mer och kee staarkt Parlament. D'Existenz vum Statsrot legitiméiert also quasi e schwaacht Parlament an dat arrangéiert eng ganz Rei Leit hei am Land.

Wéi de Statsrot 1856 geschaaft ginn ass, do hat en eng ganz spezifesch Roll an engem ganz spezifesche Kontext vun der Restauratioun. En ass vum deemolege Kinnek-Grand-Duc agesat ginn, fir d'Parlament ze kontrolléieren, fir quasi opzepassen, datt d'Volleksvertrieder keng Dommheete géife maachen; Dommheete wéi zum Beispill méi Rechter fir d'Bierger vum Land.

D'Zäiten hu sech natierlech geännert. An d'Roll vum Statsrot huet evoluéiert, mä ech mengen, net esou fundamental, wéi ee sech dat eigentlech wënsche misst am 21. Jorhonnert. Well e fundamentale Changement hätt zum Beispill doranner bestanen, de Statsrot dem Parlament ze ënnerstellen an net, wéi bis elo, der Regierung!

Am Moment ass et jo esou, datt d'Parlament net emol de President vum Statsrot kann an eng Kommissioun convoquéieren. Fir eis wär dat e reelle Sprong no vir gewiescht a Saachen Demokratie. An duerfir hu mer dat och esou an eis alternativ Verfassung geschriwwen.

Här President, wa mer elo méi konkret op dës Reform kucken, da fält engem schnell de Sproch vum réimeschen Dichter Horaz an: „Der Berg kreißte und gebar eine Maus." Dat Resultat, dat schlussendlech hei soll votéiert ginn, rechtfertegt op alle Fall net dee ganzen Zodi, dee ronderëm déi Reform vum Statsrot gemaach gouf, ugefaange mam Nominatiounsprozess.

D'Kolleege vun der CSV hate jo urspréinglech proposéiert, datt d'Chamber als Eenzeg kann Nominatioune virhuelen, an dat - une fois n'est pas coutume - ass eis ganz sympathesch gewiescht. Mä d'Majoritéit fënnt et méi flott, wa wéi bis elo ofwiesselnd de Statsrot selwer, dann d'Regierung an dann d'Chamber ka proposéieren, well soss, ech zitéieren aus dem Rapport, wär «la nature multifacette du Conseil d'Etat» menacéiert. Dat misst ee sech eigentlech emol op der Zong zergoe loossen!

Wat also elo bleift, si kosmetesch Ännerungen ouni real Repercussiounen. Ëmmerhi bleift eis elo deen Tralala mat den dräi Votten erspuert.

Och datt de Statsrot am Virfeld de Profill vun de Leit definéiert, déi solle proposéiert ginn, gesi mer awer ganz skeptesch. D'Salariatskummer weist an hirem Avis mat Recht dorobber hin, datt domadder ganz vill sozioprofessionell Kategorië riskéieren, d'office ausgeschloss ze ginn. An dat ass jo awer net immens fir d'„nature multifacette" vum Statsrot.

An dann zur Fro vun der politescher Repräsentatioun. Ech si mer guer net esou sécher, ob et gutt fir d'Institutioun Statsrot ass, wann en déi politesch Kräfteverhältnisser vun der Chamber repräsentéiert. Elo kann eng Partei ee Member am Statsrot kréien, wa se bei zwou konsekutive Wahlen op d'mannst dräi Deputéierter kritt. Zumindest soll déi Instanz, déi grad proposéiert, dëser Fro Rechnung droen; zwéngend ass dat jo net wierklech.

Mir freeën eis trotzdeem fir d'Kolleege vun der ADR a wënschen hinnen, datt si dann och vläicht iergendwann eng Kéier eng Fra an hire Reie fannen, déi se nominéiere kënnen.

(Hilarité et interruption)

Justement, déi nei Regelung fir eng besser Repräsentatioun vun de Fraen am Statsrot ass eng vun deene wéinege bescheidenen Neierungen, déi mer wierklech begréissen. D'Reform gesäit jo vir, datt all Geschlecht op d'mannst een Drëttel vun de Membere muss stellen, wat jo an der Praxis virun allem heescht, datt op d'mannst een Drëttel musse Frae sinn.

Mir begréissen dat natierlech, fannen, datt dat scho laang iwwerfälleg ass, a gläichzäiteg bedauere mer, datt d'Regierung hei net wollt méi wäit goen an d'Richtung vun enger méi grousser Paritéit, oder zumindest dat ëmsetzt, wat fir Parteie gëllt, näämlech e Prozentsaz vu 40 als Undeel fir all Geschlecht.

Dat zweet Element, dat mer nach kënne begréissen, ass, datt elo soll de Vott iwwer all Avis publizéiert ginn, dat heescht, wéi vill Membere präsent waren a wéi vill der derfir an dergéint gestëmmt hunn. Dat ass zwar nëmmen e winzege Schrëtt a Richtung Transparenz bei enger ganz onduerchsiichteger Struktur, mä mat dëser Regierung ass ee jo gewinnt, sech och schonn iwwer wéineg Fortschrëtter ze freeën oder, fir an der Billersprooch vun der Regierung ze bleiwen: D'Fënster gëtt hei net grouss opgerappt, mä d'Fënster gëtt zumindest zwou Minutten op kipp gestallt.

Schlussendlech hu mer also eng Reform hei, déi eigentlech den Numm esou net verdéngt huet. Et gi just e puer Plooschteren op e Patient gepecht, deen dréngend misst op Häerz an Nieren iwwerpréift ginn.

Op alle Fall gëtt et mat dëser Reform net méi einfach fir d'Enseignanten am Land, fir hire Schüler de Statsrot ze erklären. Och wa mer elo net strikt géint déi verschidden Elementer sinn, esou iwwerweit dach d'Enttäuschung vun der verluerener Chance an dat Gefill, datt d'Regierung hei just pro forma e puer Ännerunge mécht, fir de Status quo besser kënnen ze verkafen.

Aus deene Grënn wäerte mir eis och beim Vott enthalen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Statsminister, den Här Xavier Bettel.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, dass ech de Koalitiounsaccord virliesen, deen iwwert de Conseil d'État seet: «La procédure de nomination des membres du Conseil d'État ainsi que la question de la publicité de ses travaux seront examinées. La composition du Conseil d'État assurera une représentativité équitable des courants politiques siégeant à la Chambre des Députés. La durée du mandat sera ramenée à 12 ans.» Et ass dat, wat mer maachen! Et ass dat, wat mer proposéiert hunn, an et ass dat, wat haut och zum Vott steet. Dat heescht: Koalitiounsaccord respektéiert, realiséiert!

Elo kréie mer hei de Virworf gemaach, et wier net dat, wat sech erwaart gi ass. Hei ass de Koalitiounsaccord a mir halen eis selbstverständlech un dat, wat mer och ausgemaach hunn.

(Brouhaha)

Ech wëll just soen, Här President, dass mer dat, wat mer proposéiert hunn...

Här President, ech gesinn hei schonn eng gewëssen Opreegung, mä dass awer e Statsrot,...

(Brouhaha)

...eng Reform iwwert de Statsrot esou e bëssen eppes wéi... Et gëtt vill driwwer diskutéiert an et ass net nei, an ech sinn och frou, dass den honorabelen Här Bodry driwwer diskutéiert huet, dass schonn eng Rëtsch vu Regierunge probéiert hunn, Reformen ze maachen. An ech wëll just soen, dass déi lescht Reform den 12. Juli 1996 war, ce n'était pas hier! 1996, dat sinn elo schonn 21 Joer hier. An et ass am Fong, wann ee kuckt, säit dem 19. Jorhonnert déi drëtte Kéier, wou eng grouss Reform vum Statsrot stattfënnt.

Mir haten am Regierungsprogramm ugekënnegt, de Statsrot enger Reform wëllen ze ënnerzéien. An ech wëll och awer hei, Här President, déi konstruktiv Roll vun de Fraktiounen ënnersträichen. Hei ass näämlech och mat der Conférence des Présidents eng konstruktiv Aarbecht geleescht ginn, andeem Avise gefrot gi sinn. An ech ka mech erënneren un déi Reuniounen, wou mir zesummekomm sinn als Groupe interinstitutionnel, mir an och déi verschidden Institutiounen, fir eben iwwert déi verschidde Positioune vun de Parteie kënnen en Echange ze hunn.

Mir wollten näämlech och am Virfeld d'Parteie konsultéieren an eben och duerch deen Avis, dee se eis ginn hunn, dee gréisste politesche Konsens fannen tëschent de Parteien. An d'Resultater vun dëse Konsultatioune woren am Fong d'Basis vun där Aarbecht, op där mer de Gesetzesprojet ausgeschafft hunn, eben och fir eng grouss Zoustëmmung hei an dësem héijen Haus ze hunn.

Wat mer wëllen, ass e méi modernen a méi en transparente Statsrot, ouni dobäi d'Wichtegkeet an d'Onofhängegkeet vun dëser Institutioun a Fro ze stellen. Ganz am Géigendeel! Dës Reform soll grad dozou bäidroen, dass d'Aarbecht a seng Aarbecht an Zukunft, ob dat elo vum Bierger ass, ob dat elo vun der Zivillgesellschaft ass, ob dat vun der Politik ass oder vun allen aneren Akteuren, weider déi Unerkennung soll kréien, déi wichteg ass, an dass och de Statsrot seng Legitimitéit a seng Wichtegkeet behält.

Déi Haapterneierungen - wann Der erlaabt, géif ech op e puer Stéck agoen - sinn: eng méi equilibréiert Repräsentativitéit vun de Geschlechter an och eng méi equitabel Repartitioun vun de Vertrieder. Hei ass virdru gesot ginn: „Jo, mir krute gesot, mir hätten déi." Also wann een den Text, d'Benefisser vun engem Text wëllt no vir zéien, da muss een déi ganz Benefisser analyséieren, also déi ganz Dispositiounen analyséieren. Et kann een net soen: „Mir hunn als Partei een zegutt, mä déi aner Clause, déi och virgesäit, dass e gewëssenen Equiliber do ass, déi zielt net!" Dowéinst: Wann en Text zielt, dann zielt e ganz oder guer net! An hei wollte mir eben au contraire eng Hand reechen an engem eng Méiglechkeet ginn, an déi Hand ass op där anerer Säit net ugeholl ginn.

Wat fir eis och wichteg ass, ass d'Publikatioun vun der Unzuel vun de Conseilleren, déi fir oder géint en Avis oder eng Resolutioun gestëmmt hunn. Firwat? Et steet heiansdo en Avis minoritaire do. Mä wat ass en Avis minoritaire? Ass dat een oder sinn dat der aacht, sinn dat der siwen? An ech mengen, dass et awer och scho wichteg ass ze wëssen, wat en Avis minoritaire ass, ob deen „minoritaire-minoritaire" ass, dat heescht, wierklech een oder zwee repräsentéiert, oder ass et zu engem Vott komm, dee méi enk ausgaangen ass?

An andeems déi doten Dispositiounen esou komm sinn, dass déi Transparenz esou ass, ass och zesumme mam Statsrot, mat den Institutiounen a mat der Chamber diskutéiert ginn, fir dass mer awer och net e Blockage maachen, fir dass net duerno d'Aarbechte vum Statsrot sech géife blockéieren, well dann am Fong géif dostoen, wéi eng Partei fir wat wou gestëmmt huet. An am Fong, dass dann de Conseil d'État e richteg parteilecht Organ géif ginn, wou dann d'Parteien eng géint déi aner géifen hir Avisen zréckhalen oder net.

Dowéinst ass dat fir eis e Surplus vun Transparenz, dee mer hei hunn, ouni ze riskéieren, wéi gesot, d'Aarbechtsmethoden an de Fonctionnement vum Statsrot iergendwéi ze blockéieren. Des Weidere gëtt duerch d'Aféieren och vun deenen zwee Profiller, déi bei der Nominatiounsprozedur sollen och berücksichtegt ginn, am Fong d'Selektiounsprozedur vun de Kandidaten optimiséiert, fir ze garantéieren, dass och déi designéiert Kandidaten esou gutt wéi méiglech den Ufuerderungen an de Besoine vum Statsrot entspriechen.

Et ass also eng Reform, déi an eisen Ae ganz am Sënn ass vun engem effikassen an och engem gutt fonctionnéierende Statsrot. E Statsrot, deem seng Aarbecht ouni Zweifel - an ech wëll dat wierklech soen! - d'Qualitéit vun eisen Norme staark beräichert.

Ech weess, dass et Diskussioune gi sinn. Hei ass och scho vun deem engen oder vun deem aneren e Minister zitéiert ginn, dee sech iwwert den Avis vum Statsrot hei vläicht net geiergert huet, awer Froe gestallt huet. Well tatsächlech, de Statsrot ass en Organ, fir d'Legalitéit ze kontrolléieren! D'Opportunitéit ass net d'Missioun vum Statsrot, et ass net seng Missioun, fir d'politesch Opportunitéit vu verschiddenen Texter ze analyséieren. Dat ass net d'Roll vum Statsrot!

De Statsrot ass do, wéi gesot, fir déi Legalitéit och ze kontrolléieren. An e muss duerfir och d'Moyenen hunn. An ech wëll och hei, well déi Fro gestallt ginn ass, Här President, drop insistéieren, dass, soubal dës Regierung ugefaangen huet, se och mam Statsrot - an dat wor och an deene Reuniounen zesumme mat der Chamber - gekuckt huet, fir em déi néideg Moyene kënnen ze ginn: Personalopstockung!

Personalopstockung ass dat, wat wichteg ass. Mir gleewen net, dass einfach d'Zuel vun de Conseilleren an d'Luucht ze setzen et da méi einfach mécht! Et ass wichteg, dass de Pool ronderëm d'Conseilleren, déi do sinn, et och erméiglecht, dass d'Aarbecht méi effikass a méi rapid ka gemaach ginn.

Mir wëllen also en impeccabele Fonctionnement vun engem Statsrot, Här President, a mir sinn och op deen ugewisen. An d'Regierung ass der Iwwerzeegung, dass dëst och mat dëser Reform, déi am Fong eng wichteg Adaptatioun ass, wou en och un d'Realitéiten ugepasst ginn ass, fir d'Zukunft wäert garantéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Statsminister.

Mir géifen dann, wann Der wëllt, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6875 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6875 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ee Moment!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Beim Här Roth geet et net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass net schlëmm. Dir sidd do, an dann...

(Interruptions)

Jo, da géif ech dovun ausgoen, dass mer zu 60 drun deelgeholl hunn: 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen. Dat misst jo dann esou opgaange sinn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech wollt lech Merci soe fir d'Vertrauen. Mä ech wollt awer virun allem och der Rapportrice, der Madamm Beissel, Merci soe...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...fir dee komplette Rapport, dee se hei op hir bekannten Aart a Weis gemaach huet. Ech hat dat vergiess an ech wollt dat awer wierklech korrigéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dann huet de Statsminister Chance.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Statsminister.

Et bleiwe mir nach zwou Froen ze stellen. Déi éischt, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ufroen.

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Retrait du rôle de la proposition de loi 6821

An déi zweet Fro, déi riicht sech un den Auteur vun der Proposition de loi 6821, den Här Paul-Henri Meyers, ob mer mat dem Vott vun dësem Gesetz déi Proposition de loi als evakuéiert kënnen ugesinn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Meyers, dann ass och dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, zu der Interpellatioun vum Här Marc Baum iwwert déi sougenannt „working poor", dat heescht d'Leit, déi schaffen an awer aarm dobäi bleiwen. Den Här Baum huet d'Wuert.

5. Interpellation de M. Marc Baum au sujet de la pauvreté laborieuse (working poor)

Exposé

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Merci Här President. Et ass déi mënschlech Aarbecht, déi Wäerter schaaft, déi materiell an déi immateriell. An ëmgekéiert ass d'Aarbecht determinéierend an der Organisatioun vum Liewe vun de Mënschen.

Zanter der industrieller Revolutioun an dem Duerchsetze vun der kapitalistescher Produktiounsweis gëtt et eng Ausenanersetzung ëm d'Friichte vun där Lounaarbecht, also wéi een Deel deene Leit zeguttkënnt, déi schafen a schaffen, a wéi een Deel deenen zeguttkënnt, déi iwwert d'Produktiounsmëttel verfügen. Dat war fréier esou an dat ass och haut nach ëmmer esou.

D'Aarbechtsverhältnis definéiert eise Code du travail als en „lien de subordination", also e Beschäftegte stellt en Deel vu senger Liewenszäit an Aarbechtskraaft engem aneren zur Verfügung, deen en derfir entlount. Mä et ass a bleift en hierarchescht Verhältnis.

Mat där Aarbecht sinn an eiser Gesellschaft zwee zentral Versprieche verbonnen:

Allgemeng: D'Aarbecht schaaft Wuesstum an dee Wuesstum ass d'Grondlag vum Wuelstand a vun der Liewensqualitéit vun de Leit, déi schaffen.

An zweetens a méi spezifesch: Aarbecht erméiglecht en dezent, mënschewierdegt Liewen, Aarbecht schützt virun Aarmut oder, vereinfacht gesot, schaffe lount sech.

Här President, genee dës Versprieche sinn hei am Land net eréischt zanter Kuerzem a Fro gestallt, an engem Land, wat zu deene räichsten an Europa, jo souguer op der Welt gehéiert. Zu Lëtzebuerg hu mer en iwwerduerchschnëttlech héijen Taux u Leit, déi trotz Aarbecht aarm sinn oder dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Hei zu Lëtzebuerg gehéieren 11,6% vun de Leit, déi schaffen, engem Menage un, deen dem Aarmutsrisiko ausgesat ass. 11,6% si sougenannt „working poor". Dat ass wesentlech méi wéi an eisen Nopeschlänner an dat ass och e Rekord par rapport zu deene Jore virdrun. Dat seet eis Eurostat.

A ganz Europa oder an der Eurozon sinn et just nach d'Kriselänner Griichenland a Spuenien, wou den Undeel vun „working poor" méi héich ass. An op d'ganz EU ausgeweit huet just nach Rumänien méi e schlechten Taux wéi Lëtzebuerg.

Erstaunlech ass och, datt deen allgemengen Aarmutsrisiko - wat an der Lescht jo villersäits begréisst ginn ass - am Land zwar liicht erofgaangen ass, op ëmmer nach gigantesch 15,...%, mä datt dee vun den „working poor" parallell zum Erofgoe vum allgemengen Taux weider geklommen ass.

Wann een elo vläicht nach novollzéie kann, datt 16,5% vun de Leit, déi Deelzäit schaffen, dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, esou kann een dat awer net méi bei deenen 10%, déi eng voll Tâche hunn, also 40 Stonnen d'Woch iwwer e ganzt Joer schaffen.

Wann ee vläicht novollzéie kann, datt 23% vun alle Leit, déi en CDD hunn, „working poor" sinn, dann awer net méi bei deene bal 10%, déi en CDI hunn. Och hei si mer am Spëtzepeloton vun der europäescher Negativlëscht, selon Eurostat.

All dës Zuele missten am allerhéchste Grad alarméieren, well si bedeiten, datt genee dat gesellschaftlecht Versprieche vu Wuelstand duerch Aarbecht net wierklech respektéiert gëtt, jo souguer ëmmer manner erfëllt gëtt.

Dee Begréff „working poor" bezeechent also all déi Leit, déi innerhalb vun engem Joer méi wéi d'Halschent vun der Zäit geschafft hunn a mat allen eventuelle Sozialleeschtungen an engem Menage wunnen, deen ënnert dem Aarmutsrisiko läit, deen allgemeng unerkannt definéiert gëtt als 60% vum Medianloun.

De Phenomeen besteet also aus méi Deeler: engersäits dem Revenu vun der Persoun, anersäits de Sozialleeschtungen, déi se eventuell bezitt, der Zesummesetzung vum Haushalt an der Héicht vum monetären Aarmutsrisiko am jeeweilege Land.

Fir dem Phenomeen „working poor" op de Grond ze goen, muss een duerfir déi eenzel Elementer kucken a se ausmaachen, ugefaange vum Aarmutsrisiko, deen natierlech e relative Wäert ass, also een, dee vun der Akommessituatioun vu Land zu Land changéiert. Et ass och een, deen an éischter Linn eppes iwwert déi gesellschaftlech Ongläichheeten ausseet. Mä dat huet och seng Berechtegung, well och Aarmut ass e relative Wäert! Et kann een Aarmut just moosse par rapport zu enger bestëmmter gesellschaftlecher an historescher Situatioun. Mir vergläiche jo och net Aarmut mam Mëttelalter oder mat Entwécklungsläner.

Duerfir kënne mer eis och net erausrieden domadder, d'Aarmutsgrenz wier zu Lëtzebuerg ebe méi héich wéi an anere Länner, well Aarmut ëmmer Ausdrock ass vun engem gesellschaftleche Verhältnis an een absolutt Zuelen net einfach esou vergläiche kann, mä justement relativer, déi eng Bedeitung innerhalb vun enger Gesellschaft hunn. En plus ass et esou, datt et an Europa zwee Länner gëtt, déi an absolutten Zuele méi en héije Medianrevenu opweise wéi Lëtzebuerg, näämlech d'Schwäiz an Island. An do läit den Taux de pauvreté vun den „working poor" méi niddreg, näämlech bei 8% respektiv bei 7%.

Aarmut ass och relativ, well d'Liewenshaltungskäschte vu Land zu Land changéieren an nieft där méi monetärer Dimensioun d'Aarmut ëmmer verbonnen ass mat Exklusioun, mat Ausschloss vum sozialen, kulturellen a gesellschaftleche Liewen.

Nieft deem relativen Indicateur vun Aarmut huet de Statec versicht, dee monetäre Minimum zu Lëtzebuerg ze berechnen, deen e Stot brauch, fir mënschewierdeg, also dezent liewen ze kënnen. Esou en Exercice ass ëmmer mat enger gewëssener Skepsis ze bewäerten, well et ganz schwéier ass, Stéit monetär an absolutten Zuele mateneen ze vergläichen, well d'Stéit ëmmer ze dinn hu mat spezifesche Liewenssituatioune vu Mënschen an och eng ganz Rëtsch Parameteren an der Etüd ausser Uecht gelooss goufen, déi awer wichteg gewiescht wieren, wéi zum Beispill och hei am Land geografesch Komponenten, de familiären oder soziale Kontext vun engem Stot, den Alter et cetera.

Also, obwuel een dës Etüd mat enger gewëssener Virsiicht genéisse muss, sinn hir zentral Konklusioune fir eis awer interessant.

Déi éischt ass: Den Niveau vun engem mënschewierdege Liewe läit zu Lëtzebuerg an alle Fäll iwwert dem Montant, deen den Aarmutsrisiko definéiert. An anere Wierder: Fir decemment liewen ze kënnen, brauch ee méi wéi dat Akommes, wat den Aarmutsrisiko definéiert.

Zweetens: Den Nettomindestloun hei am Land läit souwuel ënnert dem Aarmutsrisiko wéi och ënnert deem vum dezente Liewen.

Just am Idealfall - an dat ass interessant, just am Idealfall -, wou eng Persoun mam Mindestloun kann op alleguerten d'Sozialleeschtungen zugläich zréckgräifen, ass et méiglech, dezent ze liewen.

Ech wäert herno nach drop zréckkommen, firwat dat net esou evident ass a firwat mer duerfir esou héich Tauxen och eventuell hunn.

Aus deenen dräi Observatioune kritt een Indicen, wou deen aussergewéinlech héijen Taux hierkënnt. An egal wéi eng Moossstief een usetzt, fir Aarmut, a besonnesch déi vu Mënschen, déi schaffen, ze moossen, et kënnt een net laanscht dee Constat, deen och d'Salariatskummer an hirem Sozialpanorama virun enger Woch gemaach huet, näämlech datt déi laangfristeg Tendenz weist, datt mer et hei mat engem strukturelle Problem ze dinn hunn, dee souguer an Zäite vun Héichkonjunktur a phenomenale Wuesstumszuelen net substanziell zréckgeet, jo souguer éischter Gefor leeft, nach weider an d'Luucht ze goen.

An hannert deene plakegen Zuele sti Mënschen, Mënschen a Familljen an deelweis dramatesche Situatiounen, an och besonnesch zu Lëtzebuerg vill Kanner, vill Stéit mat Kanner. An et ass nach ëmmer esou, datt Kanner zu Lëtzebuerg eigentlech dee gréissten Aarmutsrisiko sinn, souguer dann, wann ee schafft. An dat ass e seriöe Problem, grad an engem scheinbar esou räiche Land, deem ee wierklech misst op de Fong goen.

Här President, eng vun den Haaptursaache vum „Working poor"-Phenomeen ass déi ëmmer méi inegalitär Entwécklung vun de Léin, éischtens a Bezuch op déi primär Verdeelung tëschent Aarbecht a Kapital, wou d'Produktivitéit an deene leschte Jore wesentlech méi séier gewuess ass wéi d'Léin an och de Revenu aus Kapitalerträg däitlech manner besteiert gëtt wéi d'Akommes vun de Léin.

Awer geneesou gëllt dës ongläich Entwécklung och innerhalb vun deenen eenzelne Léinkategorien. Sou huet de Sozialpanorama opgewisen, datt déi ënnescht Léin an deene leschte 15 Joer ëm 36% geklomme sinn, déi mëttel ëm 53% an déi uewen ëm 60%, also duebel esou séier geklomme si wéi déi ënnen.

Nach méi bezeechnend ass d'Entwécklung vun der Kafkraaft an de leschte fënnef Joer, also zanter 2010: Bei deenen ënneschte Salairen ass se just ëm 1,1% an d'Luucht gaangen, praktesch fënnefmol manner wéi bei den iweschte Léin. Dëst ass Ausdrock a Sënnbild vun där sozialer Schéier, déi hei an eisem Land ëmmer méi wäit auserneegeet an déi d'Ursaach vun de wuessenden Inegalitéiten ass.

De Stat an d'Regierung hunn hirersäits direkten Afloss op d'Entwécklung vun deenen ënneschte Léin iwwer zwee Mechanismen, engersäits iwwert d'Héicht vum Mindestloun, dee per Gesetz festgehale gëtt, an anerersäits iwwert d'Erfalen oder d'Aussetzeloosse vun Indextranchen.

D'Salariatskummer huet virgerechent, datt eleng d'Indexmanipulatioun vun 2013, déi zu engem Retard vu siwe Méint beim Ausbezuele vun der Tranche gefouert huet, Leit mat niddrege Léin vill Geld kascht huet. Am Ganze sinn an deene leschte véier Joer 1.269 Euro fir e Salarié, deen de Mindestloun bezitt, verluer gaangen. Dës Sue si Paien, déi net ausbezuelt gi sinn, also dem Patronat zeguttkoumen.

An och no der Steierreform, déi zwar effektiv eng steierlech Entlaaschtung bruecht huet fir Mindestlounempfänger, mussen déi weiderhi Steiere bezuelen.

Wéi een et dréit a wéi een et kéiert, den Nettomindestloun geet net duer, fir virun Aarmut ze schützen. Dat soen eis déi international Zuelen. An e geet och net duer, fir dezent ze liewen. Dat seet de Statec. An dat misst awer eigentlech déi zentral Fonctioun vum Mindestloun sinn, an dëst virun de sozialen Transferen.

Op dësen Ëmstand weist och d'Charte sociale européenne hin, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet a géint där hiren Artikel 4 Lëtzebuerg verstéisst, wourop de Conseil de l'Europe eis opmierksam gemaach huet, well de Mindestloun ganz einfach ze niddreg ass hei am Land. Duerfir, Här President, deposéiere mer och hei eng entspriechend Motioun zum Mindestloun.

Motion 1

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

considérant

1) qu'en mars 2016, le nombre des salariés rémunérés au voisinage du salaire social minimum s'élevait à 12,4%, ce qui correspondait à 45.204 personnes;

2) que les modulations de l'indexation des salaires au fil des années ont engendré un retard de 5,1% dans l'adaptation des salaires et traitements qui ne fut jamais compensé;

3) que sur la période allant d'octobre 2013 à janvier 2017, les modulations précitées ont fait perdre 1.269 € de pouvoir d'achat à un salarié rémunéré au salaire social minimum par rapport à la série indiciaire ayant l'année 1948 pour base;

4) que le coût du logement comme facteur déterminant dans l'augmentation du coût de vie n'est représenté que de façon insuffisante dans le panier de référence de l'indice;

5) qu'entre 2010 et 2015, le pouvoir d'achat des bas salaires n'a augmenté que de 1,1% tandis que celui des hauts salaires a connu une progression globale d'environ 5,2%;

6) que le Luxembourg a ratifié la disposition 4-1 de la Charte sociale européenne qui engage le Luxembourg à reconnaître le droit des travailleurs à une rémunération suffisante pour leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, un niveau de vie décent;

7) que le Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe, qui statue en droit sur la conformité des situations nationales avec la Charte sociale européenne, établit que la situation est conforme à la Charte lorsque le salaire net le plus bas est supérieur à 60% du salaire net moyen;

8) que le Comité européen des droits sociaux conclut dans son rapport d'activités de 2014 «... que la situation du Luxembourg n'est pas conforme à l'article 4-1 de la Charte de 1961 au motif que le salaire minimum applicable aux travailleurs du secteur privé ne suffit pas à assurer un niveau de vie décent»;

9) que le Luxembourg affiche avec 11,6% en 2015 le quatrième taux le plus élevé de risque de pauvreté laborieuse parmi les pays membres de l'Union européenne;

10) que la Chambre des Salariés revendique une augmentation de 10% du salaire social minimum;

invite le Gouvernement

à procéder à une augmentation du salaire social minimum d'au moins 10%.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, e weidere Grond fir déi héich Zuele vun den „working poor" sinn natierlech d'Explosioun vu prekären Aarbechtsverhältnisser, also besonnesch do Zäitverträg, zäitlech begrenzt Verträg an Interimsaarbechten. Bal all véierte Salarié, deen en CDD huet, ass dem Aarmutsrisiko ausgesat. Dat si gigantesch Zuelen, iwwerraschend Zuelen!

Mir gesinn, datt an deene leschte Joren den ordinären CDI, also d'Festustellung, scho längst net méi d'Regel ass an datt zäitlech begrenzt Verträg ëmmer méi opkommen, mat de soziale Konsequenze fir d'Salariéen, déi dat bedeit.

Ech wëll och drun erënneren, datt Salariéen aus ganze Beruffsgruppen eigentlech no zéng Joer Experienz de qualifizéierte Mindestloun zegutt hätten, d'Patronat hinnen deen awer refuséiert, firwat zënter Jore virun de Geriichter gestridde gëtt. Ech denken do natierlech un d'Personal vum Botzsecteur. An ech denken och, datt et do d'Aufgab wier vun der Regierung, fir an deem dote Fall Verantwortung ze weisen.

Här President, an engem Ëmfeld, wou déi ënnescht Léin stagnéieren, wou prekär Aarbechtskontrakter a verschiddene Secteuren ëmmer méi zur Regel ginn, kann a muss de Sozialstat eng zentral Roll spillen, fir och de Leit mat de klenge Revenuen entgéintzekommen. Et ass elo net Zäit, fir am Detail op d'Entwécklung vun der Sozialpolitik vun dëser an och virun allem vun de Virgängerregierungen anzegoen. Ech wëll just eenzel Elementer erauspicken, well se och an der Etüd vum Statec opgegraff goufen.

Ugefaange beim generelle Constat, datt dës Regierung hir Mandatsperiod ugefaangen huet mat därselwechter Austeritéitspolitik, déi d'Virgängerregierung bedriwwen huet. Si huet dem Kand zwar en aneren Numm ginn, mä den Zukunftspak war a Wierklechkeet näischt anescht wéi de fënneften „austeritären" Spuerpak an deene leschte Joren. An dodrënner ass ee wichtegt Element gefall, näämlech d'Familljepolitik.

D'Regierung huet beim Kannergeld zwou Prestatioune ganz ofgeschaaft an d'Kannergeld selwer a senger Zomm gekierzt fir d'zukünfteg Kanner, déi op d'Welt kommen, zumindest ab deem zweete Kand. Si huet d'Kannergeld elo entre-temps och un de Salaire médian gekoppelt, wat e Fortschrëtt ass par rapport zu der Situatioun virdrun. Mä mir wëssen, datt dat och nach net an dréchenen Dicher ass.

D'Salariatskummer huet deemools an hirem Avis, wéi mer iwwert d'Familljen, d'Kannergeld diskutéiert hunn, virgerechent, wat eng Famill mat dräi Kanner, ganz onofhängeg vun der Lounsituatioun, abéisst. An et sinn 238 Euro de Mount, also 2.856 Euro d'Joer. Fir verschidde Stéit sinn dat eng bis deemno wéi souguer zwou Paien!

Zweetens gi sozial Transferen net als Hëllef fir Leit a mëssleche Situatioune gesinn, mä ganz dacks als Aktivitéitsmesuren. Dat heescht, datt d'Ausbezuele vun enger sozialer Leeschtung un d'Konditioun gebonnen ass, datt déi concernéiert Persoun sech aktiv ëm eng Aarbecht beméit. Dat war scho beim Revenu minimum garanti an der Logik esou an dëst gëtt och beim REVIS an der Reform, déi am Moment jo nach um Instanzewee ass, esou weidergefouert.

Wat am Statec-Rapport opfält, dat ass d'Sechberuffen op d'Allocation de vie chère, déi vum Statec integral berechent gëtt, an hiren zwou Komponenten, dat heescht engersäits déi, déi een zegutt huet vu staatlecher Säit, wéi awer och deen Deel, deen een zegutt huet vun der Gemeng.

Elo ass d'Wierklechkeet awer esou, datt dat an de Beräich vun der Gemengenautonomie fält an dat vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass. Verschiddener maachen et esou, wéi de Statec et berechent huet, a gi se integral, banne se un de Montant, deen de Stat virgëtt, anerer hunn iwwerhaapt keng an nach drëtter hu just en Deel dovunner. Do gesäit een, datt dat soziaalt Netz, wat och de Statec virgerechent huet, eigentlech vill méi wäitmascheg ass, wéi een esou op den éischte Bléck géif mengen.

Ee vun deene sozialen Transferen, deen d'Regierung, dës Regierung net ofgebaut huet, mä nei agefouert huet, ass d'Subvention de loyer, déi och beim Statec eng ganz grouss Roll spillt. Dës Subventioun soll jo Locataire zeguttkommen, déi hire Loyer net méi packen, déi also méi wéi 33% vun hirem Revenu fir de Loyer op den Dësch leeë mussen; en Taux, dee jo och beim éischte Bilan an der Chamberskommissioun schonn a Fro gestallt ginn ass. Si ass awer an hirem éischte Joer nëmme wéineg beusprocht ginn, wat net verwonnerlech ass, well se der Aarbechts- souwéi der Wunnsituatioun vu ganz ville Leit a Stéit guer net Rechnung dréit.

Engersäits droen d'Kritären enger schlechter Logéierung guer net Rechnung. Eurostat huet fir 2014 zum Beispill e méi héijen Taux de Surpeuplement fir Lëtzebuerg gerechent wéi fir seng Nopeschlänner. Dat bedeit awer, datt Leit, déi an esou engem Menage wunnen, iwwerhaapt net a Fro kommen, fir déi doten Hëllef ze kréien. An et si grad déi Leit, déi eigentlech déi doten Hëllef am dréngendste géife brauchen.

Anerersäits droen d'Kritäre fir dës Subventioun och den Entwécklungen um Aarbechtsmaart net Rechnung. Wéi ech virdru scho gewisen hunn, sinn d'prekär Aarbechtskontrakter an de leschte Joren och zu Lëtzebuerg ëmmer méi oft de Fall. An dës Kontrakter sinn ëmmer méi iwwer méi kuerz Zäitraim begrenzt. Vläicht handelt et sech och souguer just ëm Freelancebeschäftegung oder ëm eng Uneneereiung vu Stagen, well keng anstänneg Plaz ze fannen ass.

Op alle Fall ass eppes kloer: D'Leit mat deene Kontrakter si vun der Subvention de loyer disqualifizéiert, well se oft kee regelméissege Revenu iwwert déi lescht Méint virweise kënnen. An dobäi sinn et grad déi Leit, déi déi doten Hëllef am dréngendste brauchen.

Wéi grouss dës Wunnproblemer fir Leit mat klengen an ëmmer méi oft och mëttlere Revenue sinn, weist och de Verglach vun der Evolutioun vun de Präisser vun de Loyere mat där vun der Entwécklung vun de Léin, besonnesch vun deene klenge Léin.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Am Zäitraum vun deene leschten zéng Joer sinn d'Präisser zu Lëtzebuerg laut Observatoire de l'habitat ëm bal 42% geklommen. Dës Hausse ass exponentiell no uewe gaangen, déi lescht zwielef Méint waren et souguer 5,6% Hausse. A bei Neibauten, bei Appartementer ass nom Observatoire de l'habitat dës Hausse am leschte Joer iwwer zwielef Méint bei 12%. Dat si wahnsinneg Zuelen!

Awer och bei de Loyeren ass dës Hausse ganz staark. Si ass an de leschten zéng Joer bal 30% gewiescht. An och hei klammen d'Loyere wesentlech méi séier, wéi d'Léin, a besonnesch déi ënnescht, nokommen.

Derbäi komme bei deene meeschte Locatiounen och nach d'Frais d'agence an d'Kautiounen, déi vill Leit och an d'Labränte bréngen. Also zumindest dat kéint ee séier ofänneren. Mir hunn dozou eng Gesetzespropos eraginn, déi scho positiv aviséiert gouf vum Statsrot an och vun de Beruffskummeren. Et bräicht een also elo just se an d'Plenière ze huelen an ze votéieren. An och wann et just eng Drëps op de waarme Steen ass, et ass zumindest déi Drëps.

Also et gëtt däitlech, datt d'Prekariséierung vun ëmmer méi Leit eben net just en aus de Fuge gerodene Privatmarché ass, mä datt et och eng politesch Responsabilitéit gëtt an e politeschen Immobilismus, deen een onbedéngt brieche muss.

Et ass natierlech esou, datt een eenzeg an eleng mat lounpolitesche Mesuren dat sécherlech net léise kann. D'Wunnengsnout an d'Veraarmung, déi och mat hir zesummenhänkt, besonnesch vu Leit, déi um Mindestloun sinn oder mat ganz niddrege Revenuen zu Lëtzebuerg, gëtt näämlech och weider virugedriwwe vun enger struktureller Doxa, wat de Wunnengsmaart ugeet.

Deen onheemlech grousse wirtschaftleche Wuesstum, deen duerch ëmmer méi eng grouss Kompetitivitéit erschafe gëtt, déi dohier kënnt, datt ëmmer manner Steieren agezu ginn, bedeit op där anerer Säit, datt ëmmer méi Leit heihinnerkommen, heihinner schaffe kommen an datt esou dem mobille Kapital ëmmer méi e groussen Deel vun der erschaffter Plus-value iwwerlooss muss ginn.

De Privatbesëtz bleift weider helleg an de Bauterrain ass mëttlerweil de Goldiesel fir ganz vill, ganz vill Immobilièren oder Proprietairë vu Bauland.

Soulaang un dëser Situatioun strukturell näischt geännert gëtt - a mir hunn och als Lénk vill konstruktiv Virschléi dozou gemaach an ech weess och, datt d'Debatt glécklecherweis elo och an anere Fraktioune mat enger grousser Intensivitéit gefouert gëtt, an dat ass och gutt esou, well se iwwerfälleg ass -, soulaang mer dee Problem net strukturell upaken, wäerte mer och dem Problem vun der Realitéit, der realer Erfahrung vun den „working poor", Leit mat niddregem Revenu, déi der Aarmut ausgesat ginn, net entgéintgoe kënnen. Well Aarmut ass eben net nëmmen op déi finanziell Dimensioun beschränkt, mä si huet en Impakt op aner Beräicher.

E bësse méi bëllege Logement op enger Haaptverkéiersachs bitt keng Liewensqualitéit opgrond vu Kaméidi a Verschmotzung. E surpeupléierte Logement féiert zu Spannungen, déi eng Persoun och op d'Aarbecht mathëlt. E Logement an enger méi isoléierter Géigend kann zu kulturellen a sozialen Aschränkunge féieren, well d'Famill oder d'Frënn net nobäi wunnen.

An eng ganz wichteg Dimensioun, déi dann och enk mat der Wunnsituatioun an der Aarmut, déi doduerch entstoe kann, zesummenhänkt, ass d'Mobilitéit. Well och eng ageschränkt Mobilitéit ass Ausdrock vun aarme Verhältnisser.

Madamm Presidentin, de Manktum un dezentraliséierten Infrastrukturen, wat den ëffentlechen Transport ugeet, féiert zu der Ofhängegkeet vu privaten Transportmëttel, déi sech Leit mat klengem Akommes nieft deenen héije Logementspräisser oft net méi leeschte kënnen. Den Auto ass eng deier Uschafung, mä Dir hutt och vill lafend Käschten, virop Reparaturen, Assurancen an natierlech de Parking, dee sech och net esou gutt gestallte Leit net leeschte kënnen. Geografesch Ausgrenzung reduzéiert d'Mobilitéit an d'Méiglechkeeten, eng Aarbechtsplaz ze fannen, an dreift den Aarmutsrisiko nach méi an d'Luucht.

Leider ginn et zu Lëtzebuerg keng geséchert Zuelen doriwwer, wéi den Autobesëtz an d'Beusprochung vu Verkéiersleeschtunge vum Akommes ofhänken. An Däitschland zum Beispill ginn et esou Etüden an déi weisen, datt an deenen ënneschte Lounkategorien nëmmen all drëtte Stot iwwerhaapt iwwer en Auto verfüügt, wärend sech d'Unzuel vun den Autoen an deenen héijen Akommesberäicher oft op dräi a méi Autoe pro Stot beleeft.

An Éisträich gouf erausfonnt, datt d'Beusprochung vu Verkéiersleeschtungen, privat an individuell grad wéi ëffentlech a kollektiv, mam Akommes klëmmt an also Leit mat wéineg Akommes manner mobill kënne sinn, mat alle berufflechen, sozialen a kulturellen Aschränkungen, déi dat mat sech bréngt.

Leit, déi aus fräiem Choix natierlech, aus ökologesche Grënn zum Beispill keen Auto wëllen oder och einfach kee brauchen, sinn oft Leit, déi d'Méiglechkeeten och dozou hunn, well se zentral wunnen, well se eben de Choix getraff hunn, ee méi héije Loyer sech kënnen ze leeschten. A fir vill Leit ass et e Choix, ob ee wëllt en Auto hunn a manner Loyer oder ebe méi zentral wunnen an op ëffentlech Infrastrukture kënnen zréckgräifen, also keen Auto brauchen ze hunn. Ob dat iwwerhaapt esou méiglech ass zu Lëtzebuerg fir all Mënsch, bleift awer weider a Fro ze stellen.

Madamm Presidentin, d'Mobilitéit ass eng Quell vun Aarmut.

Wann ee sech awer elo d'Fro stellt, wéi eng Konsequenzen, no der Opzielung vun deene verschiddene Facteuren, déi sozial Ausgrenzung an d'Aarmut bedeiten, da mengen ech, datt et wichteg ass, fënnef Piste virzeschloen, déi mer eigentlech missten diskutéieren a courageiert hei an der Chamber ugoen.

Éischtens, an dat schéngt mer evident ze sinn, den Nettomindestloun muss an d'Luucht goen. E läit zu Lëtzebuerg fir eng Persoun eleng souwuel ënnert der Aarmutsgrenz wéi och ënnert deem vum Statec berechenten néidege Mindestakommes. An dëse Mindestloun, also déi primär Repartitioun tëschent Kapital an Aarbecht, muss an eisen Aen eleng scho Schutz virun Aarmut bedeiten, zumindest fir eng eenzel Persoun dach, an eiser esou individualiséierter Gesellschaft!

An et kann net sinn, datt e Mënsch, deen eng voll Tâche huet, also voll schafft, d'office eigentlech op Sozialhëllef ugewisen ass, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen! De Mindestloun gehéiert also ugepasst. An déi vergaangen ausgesaten Indextranchë gëllt et och direkt, an d'Effekter dovunner, bäizesetzen. Dëst soen net nëmme mir, mä et ass och eng zentral Fuerderung vun de Gewerkschaften an de Sozialverbänn hei am Land. An déi Fuerderung ass och net vermessen, mä déi minimal Grondlag, fir datt een hei am Land iwwerhaapt ka vu sozialer Kohäsioun schwätzen.

An et brauch och keen eis ze soen, datt dat net gutt wier fir eis Ekonomie, well mer dann net méi kompetitiv wieren, well et si grad d'Beruffer am Niddreglounsecteur eben, déi net esou einfach kënnen delokaliséiert ginn. Eng Botzfra schafft hei am Land an hir Servicer ginn hei gebraucht. Datselwecht gëllt fir aner Beräicher. Et gëllt esou fir d'Constructioun, fir de Commerce, fir den Horesca-Secteur. Oder mengt een allen Eeschtes, et géif e Wiert säi Bistro an der Stad zoumaachen an deen zu Arel erëm opmaachen, well de Mindestloun an d'Luucht gaange wier?

Zweetens, prekär Aarbecht, also Interim- an Zäitverträg musse legal encadréiert ginn, soudatt den abusive Recours bei gréisseren Entreprisen op dës prekär Aarbechtsforme strikt reglementéiert ass, soit op e gewëssene Prozentsaz, soit op aussergewéinlech konjunkturell Picken.

Virun zwou Wochen hunn ech bei der Debatt iwwert d'Subventiounen, weider Subventionéierungsméiglechkeete vun de PMEen drop higewisen, datt et kéint eng Méiglechkeet sinn, sozial Kritäre bei klenge Betriber als Subventiounsméiglechkeet anzeféieren, notamment déi, datt d'Betriber, déi et effektiv net onbedéngt einfach hunn, et fäerdegbréngen, Zäitverträg ëmzewandelen a fest Aarbechtsplazen. Dat wiere Pisten, déi een undenke misst, fir kënnen deem abusive Phenomeen vun den CDDen an der Interimsaarbecht entgéintzewierken.

Drëttens, déi universal Sozialleeschtungen, an domadder mengen ech virun allem d'Kannergeld, hunn duerch déi Desindexéierung vu viru 15, 14 Joer an där Zäit zolidd u Wäert verluer, an och d'Reform vum Kannergeld vun dëser Regierung war an alleréischter Linn eng Spuermesure mam Zil, manner Suen auszeginn. Am meeschte leiden an Zukunft kannerräich Familljen dorënner an dëst muss redresséiert ginn.

Selektiv Sozialleeschtunge wéi d'Loyerssubventioun mussen esou orientéiert ginn, datt se och do ukommen, wou d'Besoine real sinn. A si kënnen héchstens eng kuerzfristeg Iwwergangsléisung sinn, well am Moment fléissen déi Suen eigentlech ëmmer méi direkt aus dem Portmonni vum Locataire an d'Täsche vun der Immobilière an heizen och de Maart weider un. De Wunnengsproblem muss ee resolutt ugoen an d'Iwwermuecht vum Maart briechen.

Véiertens, d'Regierung kënnt net derlaanscht, de Wuesstuem ze reguléieren. De Wuesstum kënnt kaum méi bei deenen niddregen Akommeskategorien un. Am Géigendeel, et sinn déi Leit, déi am meeschten ënnert den negative Konsequenzen ze leiden hunn. Et si si, déi am schwéiersten ënnert der desolater Situatioun um Wunnengsmaart leiden. Et si si, déi am meeschten ënner verstoppte Stroossen an Zich leiden. An et si si, deenen hir Liewensqualitéit och duerch den onkontrolléierte Wuesstum ofhëlt.

Duerfir brauche mer e Paradigmewiessel an der Wunnengspolitik, ewech vum fräie Maart hin zu ëffentlecher Regulatioun an ëffentlechem Bauen, wéi dat a Stied wéi Amsterdam oder Wien scho laang de Fall ass; Stied, déi jo och eng ganz héich Liewensqualitéit hunn.

Duerfir brauche mer och de konsequenten Ausbau vum ëffentlechen Transport, vum gratis ëffentlechen Transport, an eng seriö Landesplanung.

An nach eng Kéier, fënneftens a leschtens: Mir brauchen eng seriö Steierreform, déi wierklech sozial gerecht an ëmverdeelend ass. An ech hunn et scho gesot: D'Steierreform vun dëser Regierung huet déi ënnescht Akommeskategorië steierlech entlaascht, mä si war awer net wierklech ëmverdeelend. Am beschte Fall ass d'kal Progressioun immuniséiert ginn. A si huet op där anerer Säit net derzou gefouert, datt de Stat sech nei an aner Mëttel gëtt, fir dee Wuesstum eben ze reguléieren a selwer aktiv an dee Wuesstumsprozess anzegräifen.

Madamm Presidentin, bei der Ried zu der Lag vun der Natioun sot ech, datt dat Band tëschent Wuesstum a Wuelstand zerrass wier. Beim Phenomeen vun den „working poor" mierkt een dat am eindrénglechsten, well Wuesstum net automatesch Wuelstand bedeit fir ëmmer méi e groussen Deel vun deene Leit, déi hei wunnen, schaffen a liewen.

Dës Problematik muss menger Meenung no bei enger Regierung ganz uewen op der politescher Agenda stoen, well all Politik, déi dat net prioritär behandelt, dréit derzou bäi, datt d'Ongläichheete weider klammen, datt eist Land weider auserneendrift, a virun allem, datt eent vun deenen zentrale Versprieche vun enger Gesellschaft fir déi Betraffe just nach wéi batteren Zynismus kléngt.

Als Lénk hu mer versicht, d'Problematik hei an dëser Interpellatioun ze skizzéieren a mir hu Pisten a Weeër opgezeechent, iwwert déi een diskutéiere misst. A mir mengen och, datt mer dëser Diskussioun, dëser Thematik esou eng grouss Wichtegkeet missten och an Zukunft ginn, der Fro vun der sozialer Entwécklung vum Land, datt mer och duerfir als Ofschloss dës Resolutioun, Madamm Presidentin, presentéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

1. vu l'importance de la cohésion sociale dans l'élaboration des stratégies de développement du pays;

2. considérant le développement de la recherche sociale et de la publication d'études scientifiques par l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics spécialisés;

3. considérant le travail d'analyse et de proposition réalisé par des acteurs de la société civile et des chambres professionnelles concernant la situation et les réponses politiques dans le domaine social;

décide

l'organisation régulière d'un débat public à la Chambre des Députés sur le développement social et les évolutions de l'emploi au Luxembourg.

(s.) Marc Baum, David Wagner.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk), interpellateur.*- Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum fir d'Presentatioun vun der Problematik „working poor". Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Spautz.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madamm President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Alleréischt dem Marc Baum e Merci fir d'Ufro vun dëser Interpellatioun an och fir dat, wat en elo grad hei virgedroen huet. Och wann ech net mat allem d'accord sinn, wat e gesot huet, esou sinn awer vill Punkten derbäi, déi ech och wäert soulevéieren a mat deenen ech mech och kann identifizéieren.

Lëtzebuerg ass, wat de Risiko vun der Aarmut ubelaangt, dat véiert Land an der EU mat 11,6%. An dat ass e grousse Problem. An ech mengen, hei huet et och elo kee Wäert, een deem anere Virwërf ze maachen, mä hei ass et wichteg, gemeinsam Léisungen ze sichen, wat mer kënne maachen, fir de Leit ze hëllefen, dass déi net méi an dem Aarmutsrisiko liewen.

Ech begréissen och dofir, och wann dat net direkt eppes mat der Debatt vun haut ze dinn huet, dass den Aarbechtsminister ugekënnegt huet, eppes ze maache fir Chômeuren ab engem bestëmmten Alter, déi laang am Chômage dra sinn, souwuel mat senger Initiativ, déi en zesumme mam PRO-SUD geholl huet, wéi och mat deem Projet, dee mer nach net am Detail kennen, mä deen d'Regierung de leschte Freideg verabschit huet, well mer och grad do vill Leit erëmfannen, déi an där schlechter Situatioun sinn, a well mer do alles musse maachen, fir de Leit ze hëllefen, aus där Situatioun erauszekommen.

D'Leit gi jo net schaffen als Selbstzweck, mä d'Leit ginn dofir schaffen, fir kënnen ze liewen an net nëmmen ze iwwerliewen, mä wierklech och kënnen ze liewen a fir dass se och do genuch hunn, fir alles kënnen ze maachen. Wann ech soen „alles kënnen ze maachen", da gëllt dat och, fir kënnen un engem soziale Liewen deelzehuelen, ob dat kulturell oder sportlech ass, ob dat d'Kleedung ubelaangt.

An do ass jo vum Familljeministère, an d'Madamm Cahen hat och schonn eng Kéier dorop higewisen, déi Analys gemaach ginn, déi och am „Cahier économique" veröffentlecht ginn ass vum Statec, wou d'Madamm Franziskus ausgerechent huet, wat een hei zu Lëtzebuerg bräicht, fir digne ze liewen - net nëmmen de Mindestloun -, mä och jee no Familljesituatioun, wéi vill Suen dat wieren: An do geet et bei enger Persoun eleng vun 1.908 Euro op 3.935 Euro an d'Luucht, wann een eng Koppel ass mat zwee Kanner.

Wa mer awer elo wëssen, dass de Salaire social minimum jo wäit vun deene Chifferen do ewech ass an dass een do zwar och kann a bestëmmte Situatioune Sue bäikréien, esou wësse mer, dass et awer e groussen Ënnerscheed gëtt zwëschen deem, wat vun de Leit gebraucht gëtt, an deem, wat d'Leit de Moment kréien.

An engem Avis, dee veröffentlecht ginn ass am Kader vun der Reform vum RMG, huet d'Beruffschamber vun de Fonctionnairen eng Kéier Calculle gemaach an drop higewisen, wat een de Moment mam Salaire social minimum Rescht huet, respektiv och wat ee Rescht huet, wann een de REVIS am Netto huet. Eng Persoun ouni Familljelaaschten, do hat ee mam Salaire social minimum e Rescht vun 1.765, an et hätt ee beim REVIS en Netto vun 1.890,89. Mir wëssen alleguerte wéi mer heibanne sinn, dass een dann automatesch d'Recht huet, dee Complement vum RMG sichen ze goen.

Den Här Baum huet mat Recht drop higewisen - et ass eng Debatt, déi et schonn zanter 1986, säit der Aféierung vum RMG, gëtt -, ob et gutt ass, dass déi Leit mussen e Complement ufroe goen - et ass gutt, dass se déi Sue kréien -, mä dass et awer net ëmmer digne ass, wéi déi Leit mussen dee Complement ufroe goen. An ech ka mech erënneren, wéi d'Ofschafung komm ass vun den Office-sociallen an deene jeeweilege Gemengen, wéi gesot ginn ass: „Mir leeën déi alleguerten zesummen", do ware verschidde Leit erliichtert, well awer all Mënsch wousst: Wann s de méindes den x-te Méindeg vum Mount do souz, dass dat war, fir dass de bei d'Assistante sociale oder bei den Assistant social gaange bass, fir de Complement vum RMG unzefroen.

Déiselwecht Beruffschamber huet de Calcul gemaach, dass mer de Salaire social minimum missten ëm 16% hiewen, fir dass d'Leit géifen op 2.037 Euro netto kommen - „netto" betounen ech - mat all deenen Abattementen, déi och virgesi sinn iwwert de REVIS, fir dass een da kéint op déi Zomm kommen, déi aus der Analys vum Statec ervirgeet.

De Mindestloun ëm 16% ze erhéijen, esou eng Fuerderung huet nach kee gestallt gehat. Ech hat der bis elo héiere vun 10%, vu 16% nach net. Mä hei ass och net eng Fuerderung, mä hei ass am Fong e statistesche Beleeg, dass een do de Salaire social minimum non qualifié ëm 16% misst an d'Luucht setzen, fir kënnen ze soen, ab deem Moment géifen d'Leit, ben, elo net d'käschtendeckend, mä loundeckend kënne schaffe goen.

Mir sinn der Meenung, dass een déi Debatt och soll gemeinsam mat deem féieren, wat am REVIS op eis zoukënnt. An do waarde mer voller Spannung och elo op den Avis vum Conseil d'État, well mer jo och do festgestallt hunn, dass virun allem och beim „working poor", wann een d'Statistike kuckt, den Aarmutsrisiko eleng bei 45% vun den Elengerzéier läit, an den absolutten Zuelen, wou de Problem ass.

An do muss een dann och, an den Här Baum huet schonn drop higewisen, nach eng Kéier op de Problem vum Logement agoen, well de Logement ass och ee vun de gréisste Käschtepunkten, déi d'Leit hei am Land hunn. An et ass do, wou mer jo e groussen Ënnerscheed hunn am Verglach zu dem Ausland, wa mer eis ëmmer mam Ausland vergläichen. De Logement hei zu Lëtzebuerg hëlt tëschent 40% a 50% vun de Revenuen, déi d'Famillje kréien, an!

A wann Der nëmmen 1.900 Euro verdéngt an Dir musst dovu schonn d'Halschent alt fir de Loyer dropmaachen, da bleift net méi vill Rescht. A wann Der dat vergläicht mat deenen anere Länner an der EU - well mer jo dovu schwätzen, mir sinn déi Véiert, wat d'Aarmut ubelaangt -, da wësse mer, dass, wa mer d'Wunnpräisser kucken, da si mer déi Éischt an Europa. Do si mer déi, déi déi héchste Präisser hunn, wat de Logement ubelaangt.

An dat däerfe mer an där ganzer Diskussioun, wa mer schwätze vum „working poor" a vun der Aarmut, do net vergiessen. An dofir ass et och wichteg, dass mer net nëmmen elo vum Mindestloun schwätzen, net nëmme vum Loun, mä dass mer och dervu schwätzen, wéi mer kënnen hëllefen, dass mer bei deene Konsequenzen, déi doraus entstinn, ënner anerem de Logement, do kënnen Ännerungen ervirbréngen.

Ech wëll och do nach eng Kéier drun erënneren, dass mer schonn als CSV bedauert haten, dass beim Kannergeld d'Staffelung ofgeschaaft ginn ass mat der Kannerzuel. D'Staffelung mat der Kannerzuel, well méi grouss Familljje verlaange jo méi e grousse Logement, verlaange méi e groussen Auto, soudass dat och zousätzlech Käschte waren. A mir waren dofir och net mat där Ofschafung vun der Staffelung vum Kannergeld averstanen.

An ech war dofir elo e bëssen iwwerrascht, wéi den Här Bettel, den Här Statsminister, virdru bei der Reform vum Statsrot de Koalitiounsaccord vun der Regierung erwäänt huet a gesot huet, et wier awer net méi wéi normal, dass ee säi Koalitiounsaccord géif anhalen. Dofir géif ech Iech da bieden, op der Säit 125 vun Ärem Programme gouvernemental ze liesen, wou geschwat ginn ass iwwert den RMG, iwwert de REVIS an iwwert d'Aarmut, wat een do alles misst maachen: «(...) analyse approfondie et critique sur base d'un état des lieux détaillé.»

Dat ass net geschitt. Et gëtt sech hei baséiert op international Etüden, déi komm waren, mä et ass ni eng detailléiert Analys iwwert d'Familljesituatioun mam Kannergeld an an all deene Punkten hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Just, wann ee beim Statsrot seet: „Et muss ee sech u säi Regierungsprogramm halen", da wëll ech just soen, dass och op der Säit 125 vum Regierungsprogramm stoung, dass bei allem, wat d'Familljemoossnamen ubelaangt, och eng deementspriechend Analys géif gemaach ginn!

Ech wëll och soen, an dat hate mer och gesot am Kader vum Kannergeld, dass mer regrettéiert hunn, dass d'Allocation d'éducation ofgeschaaft ginn ass, well och do war et méiglech, dass Familljen, wou ee Partner decidéiert huet, doheem ze bleiwen, konnten déi Sue kréien. Mä deemno wéi d'Situatioun war vun der Akommesgrenz, war et och méiglech, dass Leit, déi schaffe gaange sinn, de Complement vun der Allocation d'éducation konnte kréien. Och déi ass ofgeschaaft ginn. A wann ee kuckt, wéini se ofgeschaaft ginn ass a wéini dat neit Kannergeld komm ass, ass och do e grousst Lach entstanen, well et huet jo och nach eng gewëssen Zäit gedauert, bis een dat an de Grëff konnt kréien.

Mir hunn och regrettéiert... An ech wëll drun erënneren, dass mäi Kolleeg Gilles Roth an der Debatt iwwert d'Steieren heibanne proposéiert hat, dass den Agangssteiersaz misst vun 11.250 op 12.000 Euro an d'Luucht goen, fir et méiglech ze maachen, dass déi ënnescht Léin méi laang steierfräi wieren an dass een dofir aner... Nëmme Klammer op: D'„stock-options" hätt ee jo aneschters kënne besteieren. Klammer erëm zou. Dann hätt een och dat kënnen opfänken, wat dee Käschtepunkt eventuell hätt kënne sinn. Och dat war eng Propos, déi mer am Dezember 2016 duerch de Mond vum Gilles Roth heibanne gemaach hunn.

Wa mer dann elo vum Logement schwätzen, do war jo eng Initiativ komm hei vum Fraktiounschef vun der LSAP, wou e gesot huet, e géif all d'Parteien opfuerderen, konstruktiv matzeschaffen. Eise Fraktiounschef, de Claude Wiseler, huet gesot: „D'CSV wëllt konstruktiv an deem Dossier matschaffen", soudass et dann och elo wichteg wier, dass mer géifen do zesummen - an ech betounen „zesummen", sämtlech am Parlament vertruede Parteien - dann och do den Usaz maachen, fir de Problem vum Logement an de Gréff ze kréien.

De Problem vum Logement ass näämlech ee vun den Haaptproblemer, wa mer schwätze vun Aarmut a wa mer schwätze vun der Kris, déi d'Leit hunn. E Problem, an deen ass och elo grad vum Marc Baum beliicht ginn, ass och, dass mer do dat ewechgeholl hunn, déi 124 Euro, déi s de virdru beim RMG matkritt hues als Wunnngeld. Déi sinn ewechgeholl ginn iwwert déi nei Moossnam, déi de Marco Schank zwar schonn als Iddi proposéiert hat, mä déi awer eréischt duerno ëmgesat ginn ass, duerch déi 33%-Regel, wou vill Leit, déi virdrun am RMG déi 124 Euro direkt kritt hunn, elo déi Primm, d'Wunngeld net méi kréien duerch déi 33%-Klausel!

Do begréisse mer och d'Decisioun vun der Regierung, si géif de Projet nach eng Kéier iwwerschaffen an iwwerdenken, fir do nach verschidden Ännerungen ze maachen. Well och dat féiert derzou, dass d'Leit an der Paitut ënnert dem Strëch manner Sue Rescht hunn.

Et ass also och wichteg, dass mer, wa mer doriwwer schwätzen, och nach eng Kéier - an och do huet d'Agence immobilière sociale dëser Deeg jo scho vill Punkte bruecht - och dodrop opmierksam maachen. An dat kënne mer nëmmen all zesummen: Regierung, Oppositioun, Majoritéit. A virun allem och an de Gemengen drop opmierksam maachen, wat een alles kann am Kader an an der Zesummenaarbecht mat der Agence immobilière sociale maachen: dass déi Haiser, déi eidel stinn, kënnen iwwerholl gi vun der Agence immobilière sociale an dann zu anere Konditiounen deene Leit zur Verfügung gestallt ginn, déi an Aarmut liewen an déi en Daach iwwert dem Kapp brauchen.

Well mir hu jo och do oft e Problem. Wa mer Leit hunn, déi eng Aarbecht sichen, Leit, déi gären an eng Aarbecht ginn, a wann der e Jugendlechen hutt... An ech hat dëser Deeg de Fall, wou e Jong vun 28 Joer bei mech schelle komm ass: „Ech war mech elo virstellen an de Patron seet: ‚Soulaang s du nach doheem wunns a wann s du mengs, du wiers nach de Muttersöhnchen, an da géif ech dech hei elo bei mir mat voller Begeeschterung a voller Begréissung ophuelen, da muss ech der soen, ech hu léiwer Leit, déi am Alter vun 28 Joer eleng op zwee Féiss stinn, wéi dass déi sech nach mussen doheem soe loossen, wat lass ass.'"

Ech war e bëssen iwwerrascht, well ech hunn zwar e Meedchen, dat huet nach keng 28, mä 26, dat wunnt awer nach doheem. Ech hu bis elo nach net fonnt, dass et dofir net selbstständeg wier, och wann et doheem wunnt. Mä dass do esou eng Reaktioun vun de Leit komm ass, well e gesot huet: „Wann s du net op eegene Féiss stees, net eleng wunns, da sinn ech net interesséiert, dass de bei mech schaffe kënns!"! A wann s de net bei mech schaffe kënns, da kanns de jo och net eleng wunne goen, well dann hues de jo kee Revenu, fir eranzekommen.

Dat erënnert mech erëm un eng aner Debatt, déi mer emol fréier haten, wa Leit an d'Land komm sinn: Wa se keng Aarbechtsgeneemegung haten, dann hu se keng Openthaltsgeneemegung kritt. A wa se keng Openthaltsgeneemegung haten, hu se keng Aarbechtsgeneemegung kritt. Hei gi mer indirekt an déiselwecht Spiral eran.

Mir mengen als CSV, dass et wichteg ass, dass mer déi Politik an deenen dote Punkten, déi ech elo just gesot hunn, bei der Familljepolitik nach eng Kéier sollen iwwerdenken, an dass mer eis d'Fro musse stellen, ob dat déi richteg Entscheedung war, déi d'Majoritéit geholl huet, fir déi Staffelung bei der Kannerzuel ewechzemaachen, an ob een net gréisser Familljje misst méi ënnerstëtzen, wéi dat dee Moment war, an dass een dann déi Analys soll maachen, esou wéi se op der Säit 125 am Regierungsprogramm steet.

Eppes, wat och ganz wichteg ass, ass d'Geschicht vun dem Interim a vun den Zäitverträg. Och do ass schonn d'Diskussioun gefouert ginn, net nëmmen haut vum Här Baum, mä déi gëtt schonn zanter Jore gefouert, ob dat dee richtege Wee ass, mat den Zäitverträg a mam Interim ze schaffen. Well mir wëssen alleguerten, dass wann Der bei e Proprietaire vun engem Haus gitt an Dir kommt mat engem CDD oder mat engem Interimsvertrag, dann ass en net grad begeeschtert, fir Iech eng Wunneng ze ginn, well e jo net weess, wann déi sechs Méint oder déi néng Méint oder déi zwielef Méint ëm sinn, ob Der dann nach eng Beschäftegung hutt an ob Der dann nach d'Suen hutt, fir de Loyer och do ze bezuelen. Och dat wier wichteg, dass mer do eng Klärung géife kréien.

Zäitverträg an Interim hunn eis, der Lëtzebuerger Ekonomie, och scho gutt Déngschter geleescht, mä et muss ee sech d'Fro stellen, an och den Här Minister hat dat schonn eng Kéier ugeschnidden, an dat war och an enger Debatt, déi mer haten iwwert d'Gewerbeinspektioun, dass ee misst kucken, ob et gutt ass, dass ëmmer erëm déiselwecht Betriber op Interimaarbecht an op Zäitverträg zréckgräifen, ob een do net och eng Klausel kéint abauen.

Ech weess, et ass méi einfach elo hei fir mech, dat hei op dem Riednerpult ze soen, wéi et duerno an engem Gesetz och anzeschreiwen, mä et ass awer wichteg, dass een och déi Iwwerleeung mécht, an ob dat net och eng Méiglechkeet wier, fir ze soen: „Wann s de regelméisseg op Interim- oder op Zäitverträg zréckgräifs, mussen dat dann no enger bestëmmter Zäit Verträg ginn, déi definitiv sinn", an ob mer do net méi eng strikt, méi eng kontradiktoresch Moossnam (veuillez lire: contraignant Moossnam) musse maachen, fir dass déi Problemer ewechkommen.

Dann hu mer geschwat vun de kannerräiche Familljen. Ech weess, dass d'Madamm Minister - ech hat schonn oft Diskussioune mat der Madamm Minister iwwert dee Punkt - dat manner gär gesäit, fir ze soen, dass een dat do nach eng Kéier misst hannerfroen. Mä et géif awer, mengen ech, mat derzou bäidroen, dass, wa mer vun der Aarmut schwätzen, dass och dat kann e Problem sinn, fir dat nach eng Kéier ze hannerfroe mat der Staffelung vun der Kannerzuel, well awer do méi Ausgaben dermat verbonne sinn.

An da misst ee sech jo och d'Fro stellen, an do wier vläicht d'Geleeënheet vum RMG, dass een do d'Diskussioun och nach eng Kéier féiert, fir ze kucken, ob een net en anere Wee fënnt, fir de Complement vum RMG auszebezuelen, wéi dat de Moment de Fall ass, fir dass dat méi einfach ka ginn.

Ech muss Iech zwar éierlech soen, ech hunn och elo d'Wonnermëttel net an der Täsch, mä dass een en anere Wee kéint fannen, dass déi Leit dee Complement kënne kréien. Well wa mer gläichzäiteg d'Steierlaascht, den Agangssteiersaz an d'Luucht setzen a mir bréngen et gläichzäiteg fäerdeg, dass mer deene Leit hëllefen, déi elo am RMG sinn, dass se dee Complement opgrond vun hirer Familljesituatioun, dass se deen direkt kréien, dass se deen iwwer e Wee automatesch kënne kréien, wa se schaffen, da géife mer doudsécher derzou bäidroen, dass et och méi einfach wier. Domat hätte mer nach net all Problem geléist, mä mir géifen deene Leit awer och e gewëssene Punkt vun der Würd erëmginn, wa se net all Kéiers sech missten an d'Rei stelle goen, fir dann déi Hëllefen unzefroen iwwert den Office social, déi do wieren.

Ech mengen, dass déi Aarmutsdiskussioun hei zu Lëtzebuerg kengem eppes bréngt, weder der Ekonomie nach der Politik, well et net gutt ass am Image vu Lëtzebuerg, dass mer an der Statistik op der véierter Plaz stinn, wat d'Aarmut ubelaangt.

Ech weess, dass ausserhalb vun dem Raum an och ausserhalb vun der Politik oft driwwer diskutéiert gëtt, wat d'Berechnung vun der Aarmut ubelaangt duerch de Salaire médian, well ëmmer erëm d'Diskussioun kënnt... En ass elo net méi heibannen, mä ech hat ëmmer dat Beispill ginn: Zu Diddeleng bass de mat 2.000 Euro aarm, an zu Wuelmereng, op där anerer Säit, sëtzt de mat iwwer 2.000 Euro - fir déi Leit, déi net aus dem Süde sinn, et ass just déi aner Säit - an der Mëtt vun der Gesellschaft am Frankräich.

Dofir ass dat jo och ëmmer ee vun de Punkten, wa mer eleng iwwert de Berechnungsmodus vum Salaire médian schwätzen, deen ëmmer erëm an d'Diskussioun kënnt, ob et dee richtege Wee ass oder net. Ech wëll dat net beuerteelen, ob et dee richtege Wee ass oder net. Et steet mir och net zou! Ech mengen, dat ass eng Decisioun, déi deemools geholl gi war a wou jo alleguerten d'Länner matagebonne waren, dass dat de Berechnungsmodus sollt sinn. Dass mer do all zesumme mussen alles maa-

chen; dat wier och eng Aart Nation Branding, wa mer et géife fäerdegbréngen, dass mer als Lëtzebuerg net méi déi Véiert wieren an der Aarmutsstatistik an der Europäescher Unioun!

Dann, doriwwer eraus géif ech och nach eng Kéier den Appell maachen, dass d'Regierung soll nodenken, wéi gesot, iwwert déi Propos, déi mer gemaach hate beim Agangssteiersaz. Mir hu viru Méint héieren, dass den Här Wirtschaftsminister et gutt fonnt huet, dass eppes soll bei den „stock-options" geschéien. Da géif ech och nach eng Kéier den Appell un d'Regierung an un de Finanzminister maachen: Och beim Agangssteiersaz, wou mer d'Propos gemaach haten, vun 11.200 op 12.000 an d'Luucht ze goen, ob een déi Propos net awer nach eng Kéier kann an hir Berechnungen, an hir Iwwerleeunge matafléisse loossen. Da géif een nääämlech déi Leit, déi op der ënneschter Lounskala sinn, dermat entlaaschten ouni anerer ze belaaschten, wat och kéint zu anere Problemer féieren.

Mir sinn där Meenung, an do wäerte mer jo nach eng Kéier driwwer schwätzen, wann d'Debatt heibannen ass iwwert dat vun dem Chômage vun deenen Eeleren, respektiv och beim REVIS. Well, wéi gesot, wann een d'Statistiken am Detail kuckt, stellt ee fest, dass ee virun allem Leit bei den Elengerzéier fënnt an dass ee virun allem och Leit fënnt bei de Chômeurs de longue durée, déi un der Aarmutsgrenz sinn, dass mer do zesumme wäerten déi Méiglechkeeten hunn, fir alles kënnen ze maachen, fir deene Leit ze hëllefen. Et muss eis jo alleguerten drëm goen, d'Aarmut ze bekämpfen, an net déi Leit, déi an eiser Gesellschaft aarm sinn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Spautz. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, Merci dem Marc Baum fir dës wichteg an néideg Debatt iwwert d'„working poor" an iwwer am Allgemengen de Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg. An engem Land, deem et gutt geet, ass déi Debatt hei och wichteg. Net nëmmen, wann et engem Land net gutt geet, mä haaptsächlech och, wann et em gutt geet, mengen ech, soll een déi dote Saachen onbedéngt och uschwätzen.

Et ass schonn eng besonnesch Situatioun: Enger Etüd vun der CSL no ass am Land vum héchste Mindestloun - dat ass Lëtzebuerg, wou e bal 2.000 Euro ass - de Risiko fir en Aarbechter, an d'Aarmut ze falen, méi grouss, wéi dat bei engem Aarbechter soss an der EU de Fall ass.

Wéi gëtt dann Aarmut definéiert? Ech mengen, dass dat en zentrale Punkt ass vun dëser ganzer Debatt. An den Entwécklungslänner ass et esou: Do muss ee mat engem Minimum vun Euro oder vun Dollar pro Dag rechnen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt éischter d'Definitioun vun der relativer Aarmut gebraucht, also net nëmmen dat, wat een zur absolutter Necessitéit fir ze liewe respektiv fir ze iwwerliewe brauch, mä dat, wat een als «choses de la vie qui ne sauraient décemment manquer» bezeechent.

An d'Gesetz vun 1986 vum RMG - dat éischt Gesetz, wat gestëmmt ginn ass - hunn ech mer a menger Studienzäit ganz gutt mussen ukucken, well ech vill domadder geschafft hunn. An ech hunn du mat engem vun den Haaptleit vun deenen, déi dat Gesetz an d'Wee geleet hunn, geschwat gehat. An deen huet ëmmer ee Beispill gesot, wat mech dee Moment ëmmer frappéiert huet a wat ech ganz gutt verhalen hunn: „An engem Land, wou d'Leit eemol d'Woch an de Kino ginn, muss och den RMG-Bezéier d'Méiglechkeet hunn, och dann und wann an de Kino kënnen ze goen." Och dat relativéiert d'Aarmut am Allgemengen. An et ass, mengen ech, wéi ech dat virdru gesot hunn, ee vun den zentralen Themen, wéi een d'Aarmut definéiert.

Duerfir ass et nääämlech wichteg, richteg Termen ze gebrauchen an Aarmut dann och mat Aarmut ze vergläichen. Lëtzebuerg ass keen Entwécklungsland an et geet eis hei sécherlech vill besser wéi an der iwwergrousser Majoritéit an Afrika, an Asien, a Latäinamerika, Südamerika oder nach wéi op villen aneren diverse Plazen op dëser Welt. Mir mussen also vergläichen, wat ze vergläichen ass. An duerfir, wann ee vun Aarmut dobausse schwätzt, muss een dat och ëmmer relativéieren.

Ech fannen et och net ganz glécklech, wéi verschidde Leit iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg berichten. Heiansdo hunn ech d'Impressioun, ech géif an engem anere Land liewen, op alle Fall net an deemselwechte wéi dat, iwwert dat d'Leit heiansdo schreiwen oder wat ech dovunner héieren. An ech sinn Assistant social vu Beruff, ech weess do awer zimlech gutt, vu wat dass ech schwätzen.

An den Här Baum huet och gesot: Et ass déi relativ Aarmut, déi hei de Sujet ass, deen, deen als Revenu disponible 60 oder manner Prozent Rescht huet vum Revenu médian national. An Zuelen hei ze vergläichen, dat ass net esou ganz einfach. De Revenu médian ass net de Revenu moyen. De Salaire horaire médian, deen ass gerechent op dem Ensembel vun de Salairen, souwuel national wéi och frontalier. An dat ass net de Revenu disponible médian, deen zum Beispill par ménage gerechent gëtt an deen op Basis vun engem Echantillon vu Ménages résidents hei zu Lëtzebuerg also gerechent gëtt.

De Revenu médian zu Lëtzebuerg war 2014 de Mount 4.552 Euro, wéi gesot, deen op Basis vun engem Echantillon vu Ménages résidents gerechent gëtt. Als Verglach - virdrun huet den Här Spautz et och scho gesot vun Diddeleng a Volmerange -: An der Wallonie - dat ass jo net wäit ewech, d'Wallonie - ass de Revenu médian 1.730 Euro an de Seuil de pauvreté ass do, wann een déi 60% huet, 1.038 Euro. Elo mengen ech net, dass d'Wallonie e Pays en développement ass. A wann den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg mat engem Mindestloun vun 2.000 Euro méi grouss ass wéi an der Wallonie, da gesäit een, dass d'Fro vun der Definitioun an dësem Dossier eng primordial Fro ass.

Hei am Land si Stéit mat Kanner zweemol méi exposéiert an och d'Monoparentallen an d'Demandeurs d'emploi lafe méi e groussen Aarmutsrisiko, et ass schonn e puermol gesot ginn. Tëschent 2011 an 2014 ass den Aarmutsrisiko staark geklommen, 2015 hate mer dunn e liichte Réckgang, an en ass dann elo bei 15,3%. Mä, an den Här Baum huet et gesot, d'„working poor" sinn an d'Luucht gaangen.

Dës Zuele mussen eis ze denke ginn! A wann et fréier esou war, dass ee gesot huet: „D'Aarbecht ass dee beschte Wee aus der Aarmut", esou muss een dat hei haut awer relativéieren. Haut ginn et ëmmer méi Leit, déi net een, mä zwee oder dräi Jobben unhuele mussen, fir kënnen hei am Land matzehalen.

Kokass, mä net fir ze laachen ass och, dass d'Zuel vun deenen, déi, obwuel se schaffe ginn, trotzdeem am Risiko sinn, aarm ze ginn, an d'Luucht geet, also dass d'Zuel vun de Leit, déi schaffe ginn an awer aarm kënne ginn, an d'Luucht geet. An dass d'Zuel vun deenen, déi net schaffen an déi nëmmen hiert Kapital schaffe loossen, also nëmmen hir Sue schaffe loossen a meeschtens de Risiko net hunn, aarm ze ginn, dass déi Zuel och stänneg an d'Luucht geet!

Eis ass et wichteg, dass d'Aarbecht méi valoriséiert gëtt, dass déi Leit, déi schaffe ginn, och eppes vun hirer Aarbecht hunn, dass hir Liewensqualitéit héich ass, dass se Zäit fir hir Famill hunn, Zäit fir hiert soziaalt Emfeld hunn, dass se sech eppes kënne leeschte vun deem Salaire, dee se erschafft hunn. En contrepartie, déi, déi nëmmen d'Kapital, dat se vläicht vun deene kritt hunn, déi virun hinne geschafft hunn, déi, déi also net selwer vill schaffen, mä hir Sue schaffe loossen, solle méi un d'Gesellschaft ofginn, dat am Sënn vu méi Solidaritéit a méi Chancëgerechtegkeet.

Déi Diskrepanz, déi sech am Moment ëmmer nach méi vergréissert, ass eiser Meenung no net richteg an do soll een dann och den Hiewel usetzen.

D'Fro, déi natierlech hei hannendrustécht, a mir hunn et och gesinn an der Motioun, déi komm ass, an d'Taina Bofferding wäert herno och nach dorop agoen, ass natierlech och d'Fro vun der Erhéijung vum soziale Mindestloun, deem Loun, dee bei eis, wéi gesot, bei 2.000 Euro läit.

An hei huet dës Regierung awer hir Responsabilitéit zum Deel scho geholl! Dës Regierung huet den Index erëm integral agefouert. Ouni Deckelung, ouni eppes um Wuerekuerf ze änneren, ass en also elo erëm integral agefouert ginn. Dës Regierung huet de soziale Mindestloun ëm 1,4% gehuewen, iwwregens och mat enger 1,4%eger Erhéijung vum RMG. An dës Regierung huet an der Steierreform grad déi ënnescht Revenue méi staark un där Steierreform beneficiéiere gelooss an huet do den ënneschte Revenue vill u Kafkraaft erëmginn, soudass de Mindestlounverdénger, wann een de Cumul vun all deenen dote Verbesserunge mécht, haut u sech 6% méi Pai huet, wéi dat virdrun de Fall war.

(Interruption)

Neen, 6%! Wann een alles zesummerechent, kënnt een…

Une voix.- 10%...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, do géifen nach 4% da feelen, wann een der Motioun da géif Rechnung droen. Et muss ee soen, dass…

(Interruptions par MM. Marc Spautz et Alex Bodry)

Mat engem Loun vun 2.000 Euro géif et sech da bal iwwerall an der EU anstänneg liewe loossen. Mir verschléissen eis sécherlech net weidere Verbesserungen um Mindestloun, déi dann awer am Konsens mat de Sozialpartner solle geholl ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et kann also, wann ee mat 2.000 Euro hei zu Lëtzebuerg no beim Aarmutsrisiko ass an awer soss iwwerall gutt ka liewen, net nëmmen de Mindestloun sinn. An den Här Baum huet dat natierlech och ganz gutt a senger Ried beschriwwen, dass et nach vill aner Facteure sinn. An ee vun de wichtegste Facteuren niewent der Educatioun, deen ech awer och nach eng Kéier hei ernimme wéilt, ass sécherlech de Logement. Soulaang mer do net den Hiewel usetzen, kréie mer och keng substanziell Verbesserunge vun dem Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg. Wann d'Halschent, an heiansdo nach méi, vun der Pai an d'Wunne geet, dann ass et schwéier, hei zu Lëtzebuerg matzehalen.

An do ginn et eng Rei exzellent Initiativen - ech hat a menger Interventioun iwwert d'Ried vun der Lag vun der Natioun dorop higewisen -, an den Här Alex Bodry huet se och lancéiert gehat, déi misst een ënnerstëtzen: wéi d'Loyersbrems, wéi den Droit de préemption, d'Virkafsrecht fir Gemengen, wann néideg sollt ee sech och net der Expropriatioun verschléissen, an och d'Spekulatiounsbrems an eng Offensiv am soziale Wunnengsbau sollt een onbedéngt ënnerstëtzen.

Wann dat alles géif kommen, dann, mengen ech, kéinte mer zu engem Deel - zu engem Deel! - hëllefen, fir den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg méi kleng ze maachen.

Voilà, dat gesot, wäert meng Kolleegin Taina Bofferding herno nach méi am Detail op e puer Mesuren agoen. Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, dem Här Engel. An d'Wuert huet elo den Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer iwwert de Sujet vun de sougenannten „working poor" oder den aarme schaffende Leit schwätzen, da geet et jo ëm Leit, déi finanziell gesinn nu wierklech net mat Zoossiss ugestréckt sinn an déi dacks méi schlecht wéi recht iwwert d'Ronne komme mussen. Déi Däitsch nennen dëse Phenomeen iwwregens „Erwerbsarmut". Et si villfach Mënschen, déi riskéieren, ënnert dem Existenzminimum ze liewen, Leit, déi als Salarié an der Deelzäit schaffen, zum Beispill hallefdaags, oder déi just e CDD kréien oder am Interim sinn an duerfir eng éischter prekär Aarbechtssituatioun hunn. Awer och selbstständeg Leit si betraff, Independanten, dat gëtt ganz dacks vergiess, e klenge Geschäftsmann, eng Pedikür, en Handwierker an esou weider.

Wa mer vun den „working poor" schwätzen oder u si denken, da musse mer awer eng ganz kloer Differenz maache par rapport zu Situatioune vu sozialer Exploitatioun. Hei geet et jo ëm Leit, déi vun hirem Patron, vum Betrib ausgebeut ginn an ënner dacks onwürdege Konditioune schaffe mussen. Dat ass eng Form vu moderner Sklaverei. Am Logistikberäich krute mer jo rezent e Beispill virun Ae gefouert. Et ass schlëmm, dass Mënschen, déi Verantwortung an hirem Beruff droen a Leeschtung ënner dacks schwierege Bedéngungen erbréngen, schlecht, jo, ongerecht bezuelt ginn. Hir reell Leeschtung gëtt net gerecht belount.

Här President, eng vun de Grondiddie vun enger Politik, déi d'Demokratesch Partei op ville Politikfelder ëmmer nees verinnerlecht huet a vertrëtt, ass grad déi, dass Leeschtung muss belount ginn. Ee Mënsch, dee schaffe geet, leescht e Méiwäert, eng Plus-value fir e Betrib, ob ëffentlech oder privat, fir d'Gesellschaft, fir seng Famill an net zulescht fir sech selwer.

Engem Beruff nozegoe verlaangt e groussen Asaz. Mir bréngen all Dag e gudden Deel vun eiser Zäit an Energie fir eis Aarbecht op. Duerfir soen ech hei ganz kloer am Numm vun der DP: Aarbecht muss sech lounen an et däerf net sinn, dass schaffend Leit zu Lëtzebuerg finanziell net iwwert d'Ronne kommen!

Mir kënnen eis hei zu Lëtzebuerg glécklech schätzen, dass mir ee vun de performantste Sozialsystemer op der Welt hunn, ugefaange mam Mindestloun a mam Index, bis hin zu e sëllechen Hëllefen, op déi Leit mat niddrege Revenue kënnen zréckgräifen. De gesetzleche Mindestloun huet zu Lëtzebuerg eng laang Traditioun. Am Verglach läit eise Mindestloun mat iwwer 1.900 Euro de Mount bäi Wäitem am héchsten. Et hunn zwar mëttlerweil 21 vun 29 EU-Memberstaten e Mindestloun agefouert, mä et gëtt awer ëmmer nach extrem Ënnerscheeder, wat de Montant ubelaangt. Ech denken do u Beispiller wéi Rumänien oder Bulgarien, wou ronn 1 Euro d'Stonn bezuelt gëtt.

De Mindestloun gëtt jo vun Zäit zu Zäit un d'Lounentwécklung ugepasst. Dat ass zwar keen direkt festgeschriwwenen Automatismus, mä et besteet glécklecherweis zanter Joren e parteipolitesche Konsens an dëser Thematik.

En héije Mindestloun, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen, ass d'Ausnam an der Europäescher Unioun. Dat ass sécherlech eng Erklärung, firwat munch Grenzgänger gären op Lëtzebuerg schaffe kommen. Hei verdéngt e Mindestlounbezéier méi wéi e jonke Beamten oder eng Beamtin an enger louthrengescher oder wallounescher Verwaltung. An awer hätte mir jo am léifsten, wa jiddwereen am Salaire iwwert dem onqualifizéierte Mindestloun géif leien. Duerfir wëllt d'DP och weiderhin Initiative gefërdert gesinn, déi et och onqualifizéierte Salariéen erméigleche sollen, fir sech an hirem Beruff weiderzebilden a sech esou och kënnen eropzeschaffen.

Ech wëll op dëser Plaz och deene Leit, déi de Mindestloun als Belaaschtung fir eis Betriber ugesinn, soen, dass den Erfolleg vum Lëtzebuerger Modell net nëmmen op e kompetitiivt Emfeld zréckzeféieren ass, mä eben och op e staarke Sozialstat, zu deem de Mindestloun ouni Zweifel gehéiert.

Här President, déi regelméisseg Upassunge vum Mindestloun solle grad deene Salariéen hëllefen, déi um ënneschten Träpplek vun der sozialer Leeder stinn, well se net héich qualifizéiert sinn an dacks enger stereotypper Aarbecht mussen nogoen. Et sinn dës Leit, fir déi de soziale Lift villfach net spillt. Si kënnen net vun engem Kollektivvertrag profitéieren. Och kann et virkommen, dass si Iwwerstonnen drumme mussen, déi awer net komplett ausbezuelt ginn. Doriwwer eraus hunn dës Salariéë kaum valabel berufflech Perspektiven, an deene si sech eropschaffe kënnen.

An deem Kontext huet mäi Kolleeg, den Alexander Krieps, scho viru bal zéng Joer hei op dëser Tribün drop opmierksam gemaach, dass déi regelméisseg Adaptatioun vum Mindestloun eigentlech de Kollektivvertrag vun deene Leit ass, déi keen esou ee Vertrag hunn.

Selbstverständlech musse mer och derfir suergen, dass jiddweree sech un déi sozial Spillregelen hält. Duerfir akzeptéiert d'Demokratesch Partei och net, dass den Dumping social nach ëmmer e Problem och hei zu Lëtzebuerg ass. Mir begréissen duerfir ausdrécklech, dass mat der Ëmsetzung vun der neier Directive Détachement, déi virun e puer Wochen hei am Haus gestëmmt gouf, an och der Ëmstrukturéierung vun der Inspection du travail et des mines, der ITM, wichteg Schrëtt am Kampf géint de sozialen Dumping ënnerholl solle ginn oder ginn.

D'Demokratesch Partei steet zum Prinzip, dass ee vu senger Aarbecht muss kënne liewen. Mir wëssen alleguer, dass dat mam Mindestloun net ëmmer einfach ass. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Rei spezifesch Problemer, déi de Stéit mat manner héije Salairen d'Liewe schwéier maachen. Ech denken hei virun allem, wéi och meng Kolleege virdrun, un déi héich Wunnkäschten. D'Lëtzebuerger Residente ginn an der Moyenne iwwer een Drëttel vun hirem Akommes fir d'Wunnen aus. Dat ass am europäesche Verglach en immens héije Wäert. Am Kader vun enger Statec-Studie hunn 38% vun de befrote Persounen uginn, dass d'Wunnkäschte fir si eng staark finanziell Belaaschtung duerstellen. Besonnesch Leit, déi musse loune goen, riskéieren iwwerduerchschnëttlech dacks, ënnert der Aarmutsgrenz ze leien. Duerfir ass et richteg, dass d'Regierung dëser Entwécklung mat ganz geziilten a selektive Moossnamen entgéintwierke wëllt.

Här President, wann een zu de sougenannten „working poor", fir deen Terme technique ze gebrauchen, zielt, da gehéiert ee ganz sécher zu de verletzlechste Matbierger an eiser Gesellschaft. Déi wéineg finanziell Mëttel erlaben et engem dacks net, am nämlechte Mooss un der Gesellschaft deelzehuele wéi bessergestallte Leit. Virdrun ass d'Beispill vum Kino vum Kolleeg Georges Engel genannt ginn. Fräizäitaktivitéiten hunn e Käschtepunkt, dee Stéit derzou zwénge kann, e Choix mussen ze treffen an ze verzichten, well soss de Budget géint Enn des Mounts net opgeet. A wann da Kanner am Stot sinn, da sinn esou Froen nach méi akut.

D'Ënnerstëtzung vun de Famillje kënnt an deem Sënn och enger finanzieller Entlaaschtung gläich. Duerfir wäerten ab der nächster Rentrée 20 Stonne Kannerbetreiung fir all Kand

tëschent engem a véier Joer, an dat iwwer 46 Wochen d'Joer, gratis sinn. Fir Kanner aus méi sozial schwaache Familllje kënnen dat bis zu 30 Stonne sinn.

Och d'Reform vum Congé parental ass op d'Besoine vun den Elteren agaangen. Eng ganz Rei Elteren, virun allem Pappen, hunn op de Congé parental verzicht, well de finanziellen Ausfall an deene Méint fir si einfach ze grouss ass oder war. D'Indemnitéit, déi bis elo bei 1.778 Euro de Mount louch, ass duerch en Ersatzsalaire ersat ginn, deen op 3.200 Euro de Mount plafonéiert ass. Dat heescht, dass ee wärend dem Congé parental säin Akommes, falls dat ënner 3.200 Euro läit, behält. Och déi ënnescht Limitt gouf eropgesat, an zwar op den onqualifizéierte Mindestloun. Déi nei, méi flexibel Modeller, wéi mer se elo kennen, wéi zum Beispill een Dag d'Woch Congé parental wärend 20 Méint, kënne ganz villen Elteren entgéintkommen.

Eng weider Mesure, un déi ech denken, ass do natierlech och d'Subvention de loyer, déi genau deene Leit hëlleft, déi manner Akommes zur Verfügung hunn an iwwerduerchschnëttlech vill fir d'Wunnen ausginn. Hei kréien also déi Leit geholl ef, déi an d'Prekaritéit ofrutsche kënnen. Eng Persoun mat manner wéi 1.768 Euro de Mount oder eng Famill mat zwee Kanner, déi manner wéi 3.713 Euro de Mount verdéngt, kritt mat dëser Moossnam konkret geholl ef. Dëst Instrument zitt d'Kanner mat a Betruecht, fir dass si hei speziell protegéiert ginn.

Fir bei menge Beispiller ze bleiwen: Eng eenzel Persoun kritt 124 Euro all Mount, eng Famill mat zwee Kanner kënnt an de Genoss vun 174 Euro de Mount. Kuerz gesot, andeems de Stat en Deel vum Loyer deckt, huet de Stot da bis zu 273 Euro all Mount méi an der Täsch. Dat ass eng ganz konkret Mesure, déi deene Leit, déi et finanziell méi schwéier hunn, ënnert d'Äerm gräift.

An deem Zesummenhang, dat muss och hei däitlech gesot ginn, stëmmt et natierlech, dass am Moment manner Leit vun der Subvention de loyer profitéieren, wéi dat am Ufank geduecht gi war. Dat, well verschidde Stéit vläicht nach näischt vun dësem Instrument, dësem Outil héieren hunn. Do gouf och schonn eng éischt Sensibiliséierung an d'Weeër geleet. Ech begréissen op jidde Fall de Wëlle vun der Regierung, fir d'Kritäre vun der Subvention de loyer ze iwwerschaffen, an zwar esou, dass méi Persounen, méi Familljen an de Genoss vun dëser Aide komme kënnen.

Här President, den 1. Januar 2017 ass d'Steierreform a Kraaft getrueden, eng Steierreform, bei där d'Steiergerechtegkeet am Vierdergrond stoung an déi soumat déi Leit entlaascht huet, déi et och am meeschte gebraucht hunn. D'Elengerzéier, d'„monoparentaux", wéi se op Franséisch heeschen, hunn et heiansdo besonnesch schwéier, fir déi béid Enner um Enn vum Mount beieneenzekréien. Vun deene 6.700 Haushalter, déi als Ménages monoparentaux ze bezeechne sinn hei zu Lëtzebuerg, hunn dem Statec no ongeféier 45% e Revenu ënnert der Aarmutsgrenz. Fir deem entgéintzewierken, gouf de CIM, also de Crédit d'impôt monoparental, oder pour monoparentaux, fir d'Revenuen tëschent 0 a 35.000 Euro d'Joer vu 750 op 1.500 Euro verduebelt.

Eng vun den Haaptmesurë vun dëser Steierreform war och déi nei Staffelung vun der Steiertabell, iwwert déi een natierlech ëmmer nach streide kann. Et bestoung am ale Steiersystem eng Ongerechtegkeet, dëst, well ee scho ganz frëi um quasi héchste Steiersaz besteiert ginn ass. Dat war net gerecht. Duerfir gouf d'Steiertabell gestreckt, soudass d'Progressivitéit vum Barème manner séier zum Droe kënnt.

Zwee konkret Beispiller: Eng Persoun, déi de Mindestloun huet an an der Steierklass 1 agestuuft ass, bezilt vum 1. Januar 2017 un 63% manner Steieren, ee Mënsch mam qualifizéierte Mindestloun 42% manner. Oder huele mer een Elengerzéier oder eng Elengerzéierin mam onqualifizéierte Mindestloun a mat engem Kand: Dës Persoun huet mat dëse Mesuren ëmmerhin 1.050 Euro d'Joer méi an der Täsch.

Nieft dem neie CIM, deenen anere selektive Steierkreditter an dem neie Steierbarème gëtt awer och d'Weeserent - dat soll een hei nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, dat solle mer net vergiessen - net méi besteiert. Dëst, well et eng besonnesch tragesch Situatioun ass, wann de Partner stierft an een da kucke muss als Elengerzéier an enger scho ganz schwiereger Situatioun, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An der Steierpolitik gouf et also och konkret Moossnamen, fir de schaffende Leit ënnert d'Äerm ze gräifen a se iwwer eng méi selektiv Approche ze entlaaschten.

Jo, och am räiche Lëtzebuerg kann ee mat engem niddrege Loun a schwiereg Situatioune geroden. Ech begréissen duerfir ausdrécklech, dass ënnert dëser Regierung déi sozial Sécherheetsnetzer weiderentwéckelt ginn a konnte ginn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass de Mindestloun ëmmer en Element vun der sozialer Gerechtegkeet. Mir musse weiderhin e realistesche Bléck op d'Entwécklung vun de Léin behalen an alles drusetzen, dass méi Betriber gewëllt sinn, fir Leit anzestellen, déi net weider qualifizéiert sinn, déi awer bereet sinn ze schaffen a sech och net scheien, fir sech an enger Firma wëllen eropzeschaffen, sief et duerch hire Fläiss, sief et duerch Weiderbildungen, déi si méi fit fir den Aarbechtsmaart maachen. Um Bau gëtt et eng ganz Rei vun esou Beispiller. De Bausecteur, d'Konstruktioun boomt zurzäit a mat Hëllef vu spezifesche Formatioune kënnen d'Betriber bannent Méint Aarbechtskräften a präzisen Tâchen an der Konstruktioun ausbilde loossen.

Här President, ech si mer bewosst, dass etlech Firmen net bereet sinn, fir méi wéi de Mindestloun ze bezuelen. Et gëtt awer duerchaus Patronen, déi bereet sinn, Leeschtung, Zouverlässegkeet, Weiderbildung a selbstständegt Schaffen ze belounen an deementspriechend ze bezuelen.

An engem konjunkturell positiven Ëmfeld, wou et hannen a vir wierklech u gudden Aarbechtskräfte feelt, sinn d'Patronen éischter bereet, eppes méi ze bezuelen a Leit ausbilden ze loossen, déi bis ewell am Chômage waren. Ech denken do nees speziell un d'Konstruktioun. De Statec huet net méi spéit wéi gëschter op d'Situatioun um Aarbechtsmaart opmierksam gemaach. D'Aarbechtslosegkeet fält zurzäit. Dat ass e generaliséierte Phenomeen a betrëfft och a grad déi Salariéen, déi allgemeng als „working poor" ugesi ginn, wéi zum Beispill déi jénger Leit, Mënschen, déi laang am Chômage sinn, déi a prekäre Situatioune sinn, besonnesch awer och Leit mat wéineg oder guer kenger Ausbildung.

De Sujet, dee mer haut diskutéieren, wäert eis och hei zu Lëtzebuerg, wou gutt Aarbechtskräften éischter eng Ressource rare sinn, weider beschäftegen. Mir mussen e Bléck fir déi betraffe Leit behalen a si iwwert de Wee vu geziilten Hëllefen ënnerstëtzen, esou wéi dat och an de leschte Jore geschitt ass am Logement, am Beräich vun der gratis Kannerbetreiung, awer och duerch eng Steiergesetzgebung, déi vill méi sozial selektiv ass wéi déi, déi mer virdru kannt hunn.

Och musse mer weiderhi bereet sinn, de Mindestloun unzepassen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war, wann déi allgemeng Entwécklung vun de Léin an déi vun der Produktivitéit dat hierginn.

Dës Entwécklung däerf awer net derzou féieren, dass mer Leit mat niddregen oder guer kenge Qualifikatiounen d'Chance ewechhuelen, um Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen, well de Mindestloun en héije Käschtefacteur fir de Patron duerstellt. Dee Moment géifen d'Betriber nach méi op d'Frontalieren, op d'Grenzgänger wëllen zréckgräifen, an d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, kréichen et nach méi schwéier, eng Aarbecht ze fannen. Duerfir musse mer, wéi virdru scho gesot, de betraffene Mënsche vill méi geziilt, cibléiert iwwert de Wee vu finanziellen Aiden a bestëmmten, spezifesche Beräicher hëllefen.

Här President, iwwert de Phenomeen vun den „working poor" eraus bleift och d'Thema vum Loundumping aktuell. Den Dumping social ass en Jobkiller an duerfir sollen all déi, déi aner Mënschen um Aarbechtsmaart ausbeuten, bestrooft ginn. Et gëtt vill Pisten a Weeër, fir déi materiell Nout hei am Land wierksam ze bekämpfen. Kommt, mir notze se am Interêt vun enger méi gerechter Gesellschaft an der Stäerkung vum sozialen Zesummenhalt!

Ech soen Iech Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Merci un de Marc Baum fir d'Ustousse vun dësem Debat zur Aarmut zu Lëtzebuerg a méi präzis eben dann zur Aarbechtsaarmut.

Mir hunn zu Lëtzebuerg en Aarmutsrisiko, en ass scho genannt ginn, vu 15,3%. De Wäert ass op 2015 bestëmmt ginn. An do muss een awer am Hannergrond wëssen, dass mer a sech am Kader vun der Strategie «Europe 2020» festgeluecht hunn, fir eng Reduktioun vun deem Aarmutsrisiko unzestriewen, an zwar ëm 25%, ausgoend vum Wäert vun 2010, dee bei 14,5% louch. Dat heescht, mir misste bis 2020 iergendwou bei engem Aarmutsrisiko knapp ënner 11% landen. Do hu mer also nach e wäite Wee zréckzeleeën.

Et sinn net grad 80.000 Leit zu Lëtzebuerg dovu betraff an dat sinn dann och erëm eng Kéier ronn 30.000 Haushalter. An et ass kloer, den éischten Aarmutsrisiko fir d'Leit zu Lëtzebuerg ass et, keng Aarbecht ze hunn, an duerfir ass et och kloer, dass déi éischt Bestriewung ebe muss sinn, Leit an Aarbecht ze kréien.

Bei deene Leit, déi an Aarbecht sinn, hu mer awer nach e ganz héije Risiko, dass se an d'Aarmut rutschen, an dat sinn, wéi scho genannt, knapp 11% vun de Leit. A priori sinn dat natierlech déi Leit op der ënneschter Lounskala zu Lëtzebuerg, an dat sinn déi Leit mam salaire social minimum. Den net qualifizéierte Mindestloun, do hu mer 27.000 Leit, déi dra schaffen, a beim qualifizéierten, dee jo och eng 20% a sech méi héich ass wéi den non qualifié, hu mer nach 18.200 Leit. Dat sinn also 12% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen.

Mä ausschlaggebend, ob een zu Lëtzebuerg an d'Aarmut rutscht, ass awer, wéi d'Konstellatioun vum Menage ass. Den Aarmutsrisiko hänkt staark dovun of an duerfir ass et och ganz wichteg, dass een do an den Detail era kucke geet. An et ass eng Grupp, déi extrem vum Aarmutsrisiko betraff ass, bal all zweeten Haushalt dovun ass betraff, dat sinn d'Famillemonoparentallen, an duerfir wäert ech och herno a menger Interventioun nach eng Kéier e bësse méi am Detail op dës Risikogrupp agoen.

De Mindestloun zu Lëtzebuerg ass méi héich wéi an den Nopeschlänner - an dat ass scho virdrun eng Kéier gesot ginn -, wéi an der Belsch, wéi a Frankräich, wéi an Däitschland. Mä den Ënnerscheed ass awer deen, dass den Ofstand zu dem Seuil de pauvreté a sech zu Lëtzebuerg méi kleng ass wéi an den Nopeschlänner, wou a sech den Ënnerscheed oder den Delta dozou meeschtens ëm déi 30% ass. Gefillt ass awer de reellen Aarmutsrisiko an deene Länner trotzdeem méi ausgeprägt, well awer eng Partie méi Leit an Deelzäit schaffen, ouni et ze wëllen, an an deenen aneren Nopeschlänner vill méi Leit am Interim an an der saisonaler Aarbecht ënnerwee sinn an och a Contrats à durée déterminé. An do ass awer dee groussen Ënnerscheed zu Lëtzebuerg festzemaachen, wou d'Statec-Donnéeë vun 2016 eis soen, dass 91% vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg an engem Contrat à durée indéterminé sinn.

Wa mer zu Lëtzebuerg vun Deelzäitaarbecht schwätzen, da sinn dovun zirka 20% vun de Leit betraff. An do sinn erëm eng Kéier d'Fraen iwwervertrueden. Op ee Mann kommen do siwe Fraen, déi an Deelzäit schaffen. A wann ee weess, dass an der Deelzäitaarbecht och deelweis Leit mam Mindestloun schaffen, dann ass et och kloer, dass do de Risque de pauvreté grouss ass.

De Risque de pauvreté ass och grouss fir Beruffsufänger, fir Jonker tëschent 15 a 24 Joer, déi näämlech och zu 40% an Deelzäitjobben ënnerwee sinn. Do ass erëm deeselwechte Constat ze maachen: Wa se keng héich Qualifikatioun hunn an nëmmen an Deelzäit schaffen, da si se dem Aarmutsrisiko ausgesat.

Et ass also kloer, dass bei der Deelzäitaarbecht d'Zesummesetzung vum Haushalt eng grouss Roll spillt an de Lien mam Aarmutsrisiko ze maachen ass. Wann een also zu zwee am Menage ass an och Sue verdéngt, dann ass eng Deelzäitaarbecht eventuell kee Risque de pauvreté. An et ass natierlech ganz kloer: Wann et Famille-monoparentalle sinn - op déi ginn ech nach eng Kéier an -, ass dee Risk enorm.

Duerfir sinn och fir déi Jonk - well ech elo grad gesot hunn, dass do en Deel an Deelzäitaarbecht a sech muss ufänke mat schaffen an a sech seng éischt Erfahrungen am Beruffsliewe fënnt - d'Wunnforme wichteg oder ass d'Wunnproblematik eng ganz grouss. Duerfir menge mir als déi gréng, dass mer eis och mussen iwwerleeën, wéi mer an aner Wunnforme kënnen erakommen, sief et intergenerationellt Wunnen, Wunngemeinschaften. Ben, do gëtt et de Begréff „maison kangourou" - a sech een do huckepack huelen -, dat wären a sech Familljen, déi e Student respektiv e jonken Aarbechter mat ophuelen, respektiv eng eeler Persoun, déi eventuell eng jonk Famill géif mat an de Stot eranhuelen. Aner Forme wären autonoomt Wunne mat gemeinschaftlechen Notzungen.

Ech kommen elo nach eng Kéier op déi Grupp zréck, vun där ech gesot hunn, dass déi dem Aarmutsrisiko extra exposéiert wär: Dat sinn a sech d'Famille-monoparentallen. All zweeten Haushalt vun engem Elengerzéier ass dem Aarmutsrisiko ausgesat an natierlech sinn do Kanner am Stot an déi leiden am meeschten dorënner. Bon, vu wivill Leit schwätze mer hei? Wéi sinn déi Haushalter dann zesummegesat? Wat ass dann d'Aarbechts- an d'Ausbildungssituatioun vun dëse Leit? A wat sinn do spezifesch Problemer? A wéi kann een och do Léisungsusätz fannen?

Fir d'Éischt, mir hunn hei e bësse méi wéi 6.000 Famille-monoparentallen zu Lëtzebuerg. Dat betrëfft also och ëm déi 12.000, 13.000, 14.000 Leit. 93% vun dësen Haushalter hunn als Referenzpersoun Fraen. 40% si gescheet respektiv zousätzlech 14% si getrennt vun hirem Partner. Bei dem Gros vun den Haushalter, 60%, lieft ee Kand mat am Stot.

An doraus entsteet och schonn den éischte Besoin fir dës Familljen: Dat ass d'Betreiung vun de Kanner, sief et a Crèchen, sief et a Maisonrelaisen, vir an no de Coursen. Wou d'Schoul a sech ugeet, wou et schoulflichteg Kanner sinn, ass dat en éischte Besoin, deen do muss erfëllt ginn, soss kann ech net enger Vollzäitaarbecht nogoen an och aus dem Aarmutsrisiko erauskommen.

Wéi ass d'Aarbechts- an d'Ausbildungssituatioun bei dëse Menagen? Ben, iwwert d'Halschent schaffen awer a Vollzäit, 40 Stonnen d'Woch, 20% schaffen an Deelzäit, wou dann d'Problematik kloer ass. An 12% sinn natierlech och exposéiert, well se nëmmen e Contrat à durée déterminée hunn.

A wann een da kuckt, wéi d'Ausbildungsniveaue si bei dëse Menagen, da fënnt een och erëm eng Kéier erëm, firwat den Aarmutsrisiko deelweis awer do méi héich ass: Bal d'Halschent hunn a sech nëmmen eng niddreg Ausbildung an domat wäerte se och éischter an déi Tranche vun de Salaires socials minimums erafalen. An nëmmen 21% vun deenen Haushalter hunn a sech en héijen Niveau d'éducation an domat och d'Méiglechkeet, méi en héije Verdéngscht ze hu respektiv och kënne mat Deelzäit am Menage iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat erkläert duerfir ganz kloer de Risiko vun Aarmut vun dësem Grupp. An och de Risk vun dësem Grupp - Familles monoparentaux -, fir an de Chômage ze kommen, ass duebel esou héich wéi fir en anere Menage, an zwar läit e bei ronn 10%.

Wat sinn déi spezifesch Problemer, déi si selwer nennen, wa se befrot ginn? D'Statec huet do eng Etüd gemaach. Et sinn dräi Saachen, déi do kommen:

- als éischt, mat 42% Nennung, dass se et sech net kënnen erlaben, eng Woch an d'Vakanz ze fueren ausserhalb vun hirem Haushalt;

- 64% hu genannt, dass net d'finanziell Méiglechkeeten do sinn, wann en Imprevu kënnt, wann eng Ausgab kënnt, déi net programméiert ass, fir déi kënnen ze stemmen. Do musse mer also och Léisunge fannen.

- An den Haaptproblem vun 80% vun de Leit - dat sinn op jidde Fall meng Donnéeën, déi ech hunn, also 4 vu 5 -, dat ass, dass de Präis vum Logement hinnen um Mo läit, dass se a sech de Loyer net oder schwéier kënne bezuelen. An domat ass dat och sécherlech ee vun deenen Haaptproblemer.

Wat sinn dann elo spezifesch Léisungsusätz, fir aus dëser Aarmutsspiral kënnen erauszekommen? Ma mir mussen dëse Leit ganz kloer eng Hëllefstellung ginn, déi hirer Liewenssituatioun ugepasst ass, fir kënnen erëm op hir eege Been ze kommen, fir erauszekommen aus där Situatioun.

Bei de Monoparentaux fänkt et un, ech hat et scho gesot, mam Volet vun der Kannerbetreiung. An awer spillt eiser Meenung no och duerno d'Ënnerstëtzung um schoulesche Plang an der Grondschoul, awer och am Secondaire eng grouss Roll. An zwar grad an der Schoul fënnt een nach vill ze dacks en Zesummenhang, eng Korrelatioun tëschent der Réussite scolaire an a sech de soziale Verhältnisser, wou d'Kanner respektiv déi Jugendlech hierkommen. An dat ass natierlech e Volet, wou, mengen ech, eis Gesellschaft gefuerdert ass, fir deem och kënnen entgéintzewierken.

Duerfir mengen ech, dass et och wichteg ass, dass een eng Begleedung vum Beruffsparcours mécht vun de Jugendlechen, och vun deenen, déi an d'Situatioun kommen, dass se d'Schoul ofbriechen, also keng fäerdeg Formatioun hunn, dass een do verstäerkt drop schafft, fir jiddwerengem eng méiglechst héich Qualifikatioun ze ginn an domadder och d'Chancen an d'Luucht ze setzen, fir um Aarbechtsmaart eng besser bezuelte Plaz ze kréien. D'Statistike vun dem Statec sinn do ganz kloer: Eng gutt Qualifikatioun reduzéiert de Risiko, fir an d'Aarmut ze rutschen.

A gëschter hat ech nach eng Reunioun mat eisem Office social respektiv och mat eiser regionaler Agence immobilière sociale - dat ass e Projet, dee mer elo am Réidener Kanton nei gestart hunn -, wou et grad ëm d'Location sociale gaangen ass.

De Knackpunkt vun de Budgete vun de Clienten, déi am Office social sinn, dat ass evidenterweis de Loyer. Et ass de Loyer, et ass

d'Wunnen, et ass d'Hëtzen, wat domat verbonnen ass. Dat ass déi gréissten Ausgab. An d'Sozialaarbechterin um Dësch, déi war och opbruecht respektiv concernéiert dervun, dass se sot: „Ech hu Clienten am Office social, déi schaffe 40 Stonnen d'Woch an déi kommen net eraus mat deem, wat si schaffen." An un éischter Plaz ass och do nach eng Kéier da genannt ginn, dass se keng adaptéiert Wunneng hunn, déi se sech leeschte kënnen.

An de Statec liwwert eis deen dote Constat och nach eng Kéier ganz kloer, wa mer et deenen am Office social elo net kënne gleewen. Am Budget de référence, dee se opgestallt hunn a wou se a sech jo och en neie Wee gaange sinn an och d'Gruppe befrot hunn: „Wéi sinn déi Liewenshaltungskäschten ze gesinn?", do ass et da fir eng Famille monoparentale a sech bal d'Halschent vum Budget, dee se zur Verfügung huet, déi se brauch fir de Logement, sief et d'Kaltmiete inklusiv eben dann d'Hëtzen, de Mazout an esou weider. Duerfir ass dat och ee vun de Knackpunkten.

Deen zweete Budgetsposten, dee bei deenen ufält a wichteg ass, dat si mat 18% a sech d'Liewensmëttel.

Dann hu mer mat 14% d'Vie sociale. An do hu mer erëm eng Kéier dee Volet, wou ech mer ëmmer d'Fro stellen: Kréie mer net op deem Punkt eppes, wou gespuert gëtt a Familljen, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn an dann eben net un dem soziale Liewe kënnen esou deelhuelen, sief et u Concerten, sief et un anere Veranstaltungen? An do hu mer ëmmer, wa se Kanner hunn, erëm eng Kéier den Drock, deen do ass vun de Jugendleche mat Kolleegen, déi vläicht net an enger Famill sinn, déi eben deem Aarmutsrisiko ausgesat ass, a wou awer de sozialen Drock ëmmer héich ass op Jugendlecher, sief et betreffend Kleedung, Liewen, Erausgoen, och Mobilitéit an och Telekommunikatioun.

De leschte Volet ass vum Marc Baum ugeschwat ginn: Dat ass, dass den Transport e wichtege Facteur wär. Hei am Budget de référence fënnt een en erëm mat knapp 10%, 9%, wat d'Mobilitéit ugeet. Ech hu mer dat nach eng Kéier ugekuckt. Et ass e ganz interessant an detailléiert Dokument vu bal 200 Säite vun dem Statec, wou se dat a sech fein opgeschlësselt hunn, wéi se op déi Donnéeë kommen.

An do hu mer ganz kloer: Wann et méiglech ass, dass en Haushalt net op en Auto muss zréckgräifen, da kann deen d'Käschte reduzéieren. Mä bei enger Famille monoparentale weess ech elo net wierklech, wéi ech wëll schaffen an ouni Auto ënnerwee sinn. An duerfir ass dat sécherlech e Käschtefacteur, deen do net wierklech no ënnen ze revidéieren ass.

Et ass also fir eis kloer, wann ech d'Analys maachen, dass een op deem Punkt muss am stäerksten agräifen, deen och am stäerksten an de Budgeten d'Leit an den Aarmutsrisiko dreift, an dat ass natierlech de Käschtepunkt vum Wunnen.

An do gesinn ech dräi Pisten. An déi sinn och scho lancéiert. D'Subvention de loyer ass sécherlech en neit Mëttel, dat nach muss vläicht méi ronn ginn, fir d'Locatiounskäschten ze reduzéieren um privaten Immobiliemaart, dat a sech awer deene Gruppen zeguttkënnt, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Deen zweete Volet ass d'Location sociale. Dat sinn natierlech d'Privatwunnengen, déi och um - soen ech - éischten oder um Immobiliemaart a sech, um privaten Immobiliemaart fonnt ginn, Wunnengen also vu private Proprietairen, wou en agreéierten Akteur, sief et elo d'Agence immobilière sociale nationale oder och d'AIS Kordall, fir déi als Beispill ze nennen, eben déi Wunnengen 20% bis 30% ënnert dem Maartpräis a Locatioun hëlt. An a Géigeleeschtung gëtt et eben natierlech déi steierlech Virdeeler, déi mer eben do kennen, déi iwwert d'Steierreform agefouert si ginn.

Bon, a wann een do kuckt, ass et natierlech esou, dass de Park, deen an deem Beräich elo do ass, also fir d'Location sociale, scho gutt am Opbau ass, awer nach beschränkt ass. Dat sinn dann net grad 400 Wunnengen, déi am Bilan vun 2016 do erëmzefanne sinn.

Den drëtte Volet, dat ass dann deen, mengen ech, wou mer am stäerkste missten drop schaffen: Dat ass de soziale Wunnengsbau, e Wunnengsbau, dee mat bis zu 75% vum Stat jo och ënnerstëtzt gëtt, wat d'Gemengen ugeet, a wou d'Gemengen an de Stat ganz kloer gefuerdert sinn.

Do gëtt et zu Lëtzebuerg am Moment zirka 4.000 Unitéiten. Dat entsprécht, wa meng Zuele richteg sinn, 2% vun de Wunnengen. An do ass Lëtzebuerg an Europa d'Schlussliicht. Eis belsch Kolleege vis-à-vis hunn do 7%. Virdrun ass och scho genannt ginn: An Holland, Amsterdam, oder Wien, Éisträich, do fanne mer dann Tauxen erëm vun 23% an Éisträich an 32% an Holland vum soziale Wunnengsbau. An dat ass sécherlech ee Vecteur, op deem muss geschafft ginn, wou d'real Lokatiounskäschte wesentlech méi niddreg si wéi um privaten Immobiliemaart.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren, zu engem Schluss ze kommen. Ech konnt net alles... Ech konnt d'Saachen nëmme sträifen. Dat ass vill ze vast, fir an där Zäit hei ze evakuéieren. Mä fir eis als Gréng ass et kloer: Wa mer den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg wëllen erofsetzen, da brauche mer méi soziale Wunnengsbau, mir brauchen nei Wunnformen. A fir dass dës nei Wunnformen och kënnen ëmgesat ginn, brauche mer awer och eng nei Definitioun vun de Menagen um Niveau vun de Gemengen.

Mir brauchen eng verstäerkt Begleedung och vun de Kanner an der Schoul, fir sozialen Ongerechtegkeeten entgéintzewierken. Mir brauchen eng geziilt Betreiung fir Schoulofbriecher, fir dass méiglechst vill Jugendlecher an eng Qualifikatioun erakommen an domat och dem Risiko vun der Aarmut manner ausgesat sinn. A mir brauchen och geziilt sozial Moossnamen, fir dass d'Familljen, déi Kanner hunn, net doduerch penaliséiert ginn, dass se ebe Kanner hunn, a fir dass se och mat engem Aarbechtskontrakt, deen a Vollzäit ass, zu Lëtzebuerg net an den Aarmutsrisiko erarutschen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a kommen domat zum Schluss.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Anzia. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Lëtzebuerg geet et gutt, wann et de Mënschen zu Lëtzebuerg gutt geet." Dat war de roude Fuedem, dee mer an der Deklaratioun vum Statsminister zur Lag vun der Natioun ëmmer erëm héieren hunn. Wa mer awer wëssen, datt 15% vun de Leit hei am Land ënnert d'Aarmutsgrenz falen, da muss een déi Ausso do hannerfroen.

Sécherlech geet et Lëtzebuerg gutt, mä et muss een awer soen: Duerfir geet et nach laang net alle Leit hei am Land gutt! An et muss ee sech d'Fro stellen, wann een an engem esou räiche Land lieft wéi Lëtzebuerg, wéi et méiglech ass, wou mer esou vill finanziell Moyenen hunn, déi mer verdeelen, wéisou nach ëmmer esou vill Leit hei am Land vun deem Räichtum (veuillez lire: un deem Räichtum net deelhunn), dee mer zesumme produzéieren an och mat Hëllef vun deene Leit produzéieren, wéisou mer d'Verdeelung hei am Land awer, loosse mer et riicht eraus soen, esou ongerecht maachen.

Am Prinzip, an do si mer eis wahrscheinlech heibannen alleguer eens, misst jiddwereen, deen enger geregelter Aarbecht nogeet, fir sech a seng Famill genuch Akommes hunn, fir kënne mënschegerecht ze liewen. Ech mengen, praktesch alleguer meng Virriedner heibannen hunn dat bedauert. An ech géif och duerfir dem Kolleeg Marc Baum Merci soe fir d'Initiativ fir dës Interpellatioun, datt mer emol eng Kéier méi geziilt heibannen iwwert déi Leit schwätzen, deenen et net esou gutt geet wéi eis alleguerten.

Well wa mer kucken, wien ënnert déi Aarmutsgrenz do fält - an et ass och schonn alles gesot, ech wäert villes elo widderhuelen -, da stelle mer fest, datt bei den Elengerzéiende vun 2000 bis op 2015, also bannent 15 Joer, do d'Zuel vu 35% op 45% geklommen ass. Also an engem Zäitraum, wou et dem Land gutt gaangen ass, ass awer de Prozentsaz bei den Elengerzéier, wou praktesch all zweet elengerzéiend Mamm ënnert dësen Akommesniveau hei fält, an d'Luucht gaangen.

Leit mat niddregem Bildungsniveau, Aarbechter, portugisesch Awanderer, a muer sécherlech och Flüchtlingen, déi mer haut an eisem Land ophuelen, wäerten an dës Kategorie mat erafalen. A wa mer da soen, datt awer och Familllje mat Kanner (veuillez lire: Familllje mat Kanner betraff sinn) - a wat eng Famill méi Kanner huet, wat de Risiko, datt se ënnert d'Aarmutsgrenz fält, méi grouss gëtt, dat beweisen d'Statistiken -, da kann ee jo och wëssen, firwat datt mir als ADR dergéint waren, firwat datt eng progressiv Staffelung vum Kannergeld richteg ass an et ebe falsch war, fir ze soen: „Ee Kand ass esou vill wäert wéi dat anert", well d'Statistike kloer beweisen, datt eng Famill, déi méi Kanner huet, méi séier ënnert den Aarmutsrisiko fält wéi eng aner Famill.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Awer och d'Altersaarmut, déi hei zu Lëtzebuerg niddreg ass am Verglach mam Ausland, musse mer am A behalen. A mir si frou an houfreg als ADR, datt mer maassgeeblech dru bedeelegt waren an den 90er Joren, fir datt d'Pensiounen och am Privatsecteur massiv gehéicht si ginn. Mä trotzdeem hu mer awer haut och nach 5% vun eise Leit iwwer 65 Joer, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen. An och do musse mer en A drop halen, datt mer net an eisem Rentesystem an iwwert d'Steierpolitik... An ech denken do virun allem un d'Wittfraen, där mer der am Privatsecteur ëmmer méi kréien, déi och elo de Risiko lafen, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen. Net all Wittfra fält ënnert d'Aarmutsgrenz, mir hunn der och mat schéine Wittwepensiounen. Mä et muss een awer och wëssen, datt mer ëmmer méi Wittfraen hunn, déi Problemer kréien, wann et heescht, mat hire Pensiounen auszekommen.

D'Medianakommes, wat och scho vill diskutéiert ginn ass, wat einfach e grousse Konsens eng Kéier fonnt huet, wat am Fong seet, datt dat 2015 hei zu Lëtzebuerg 40.000 Euro sinn, dovunner ginn da 60% geholl, dat si knapps 24.000 Euro. Dat mécht ronn 2.000 Euro de Mount aus. Dat Paradoxt un deem System ass: Souguer wa mer de Mindestloun hiewen, hiewe mer och dat Medianakommes a mir mussen doduerch net onbedéngt dann de Prozentsaz vun där Zuel hei erofkréien. Dat muss een och domadder wëssen, datt mer, wa mer an deem System hei bleiwen: Egal wat mer maachen, wa mer eppes héijen, hiewe mer och d'Moyenne a mir kréien domadder net onbedéngt de Prozentsaz erofgesat.

Sécherlech stinn eis Betriber an engem gewëssene Konkurrenzkampf, wa mer iwwert de Mindestloun schwätzen, mat Däitschland, der Belsch a Frankräich. An der Belsch ass de Mindestloun 1.532 Euro, a Frankräich knapps 1.500, an Däitschland och knapps 1.500, bei eis knapps 2.000. Mir mussen awer wëssen, datt, wa mer eis Institutiounen, an ech denken och hei un d'Gewerbeinspektioun, richteg fonctionnéiere loossen, da missten am Fong all déi Betriber aus der Grenzregioun, déi eng Konkurrenz vis-à-vis vun eise Betriber sinn, kontrolléiert ginn, well si missten déiselwecht Léin applizéieren, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg am Gesetz respektiv...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Gelift?

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Applizéieren, jo! Mä och do, wou mer Kaderkollektivverträg hunn, musse se déi och respektéieren. Mä de Problem ass: Wéi kréie mer et kontrolléiert? An ech mengen, hei besteet nach en Nachholbedarf op europäeschem Niveau, well dat ass fir eis Betriber selbstverständlech e Problem, wa se do enger Konkurrenz ausgesat gi vun der Grenzregioun, déi mer schwéier kënne kontrolléieren.

Et muss een awer wëssen, datt all déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, dat si Leit, déi ginn hire Mindestloun och, géif ech soen, bal zu 100% hei am Land aus, soulaang wéi se et sech nach kënne leeschten, hei an de Supermarché akafen ze goen an net och duerfir mussen an d'Grenzregioun goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wuesstum eleng léist de Problem vun der Aarmut awer net, well wa mer kucken, datt mer an deene leschten 10, 20, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg jo awer e Rekordwuesstum haten, international gekuckt, an och elo erëm an enger Situatioun sinn, wou mer vu 4%, 5% Wuesstum pro Joer schwätzen, stelle mer awer fest, datt vun 2005 op 2015 d'Zuel vun deene Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen, vun 12% op 15% geklommen ass, och wann et vum leschte Joer, annerhallwe Joer liicht zréckgaangen ass. Mä wa mer dat awer op zéng Joer kucken, hu mer awer praktesch 2%, 3% bäigeluecht.

Dat heescht, de Wuesstum, dee léist net onbedéngt den Aarmutsrisiko, virun allem wann ech, wat ech virdru gesot hunn, d'Medianmoyenne rechnen. Wa mer mam Wuesstum d'Léin an d'Luucht setzen, verännert dat net onbedéngt prozentual d'Déngen.

Mä awer och wa mer d'Zuel vun de Leit, déi hei schaffen, kucken, wou mer an zéng Joer 100.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, an och wann de Chômage zënter gutt engem Joer zréckgeet,...

(Interruption)

...iwwer zwee Joer zréckgeet - dat ännert näischt un deem, wat ech wëll soen -, ass de Chômage awer vun 2005 bis 2015 ëm 10.000 an d'Luucht gaangen, obscho mer 100.000 Aarbechtsplaze geschaaft hunn. Also, och de stramme Wuesstum hëlleft eis net bei der Reduktioun vum Chômage, wat jo och fir déi Leit hei e grousse Problem ass.

Dee gréisste Problem stellt selbstverständlech de Logement duer. Do soen ech näischt Neies heibannen. Mä mir musse wëssen, d'Konsequenz vun dem Problem, dee mer am Logement hunn, ass de stramme Wuesstum (veuillez lire: wëssen, de Problem, dee mer am Logement hunn, ass d'Konsequenz vum stramme Wuesstum). Wa mir all Joer 12.000, 13.000, 14.000, 15.000 Aarbechtsplaze schafen a wa mer all Joer noutgedrongen dann och méi Leit hei an d'Land kréien, och iwwer 10.000 - déi lescht Chiffere si jo elo dëser Deeg erëm bekannt ginn -, da musse mer wëssen, datt den Drock op den Aarbechtsmaart (veuillez lire: op de Wunnengsmaart) enorm héich bleift. An egal, wat fir eng Regierung do ass!

An ech mengen, all Regierung huet et zum éischten Zil gemaach, fir de Logementsproblem ze léisen. An och dës Regierung huet dat zum Zil gemaach an huet gesot: „Mir musse kucken, datt mer d'Loyeren an datt mer d'Präisser erofkréien." Mä duerch deen Drock... Mir liewen an enger fräier Maartwirtschaft an do sinn et d'Offer an d'Demande, déi nach ëmmer de Präis bestëmmen. A mir sinn der Meenung als ADR, datt mer déi Diskussioun musse féieren an datt een net däerf higoen an un Expropriatiounen denken, wéi verschidde Leit dat wëlle maachen.

Mä dës Regierung ass awer och zum Beispill higaangen a si huet d'TVA gehéicht. Ech ka mech erënneren, datt verschidde Parteien, déi an der Regierung sinn, an hirem Wahlprogramm stoen haten, datt dat déi onsoziaalste Steier wär!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si ass awer direkt gehéicht ginn, d'TVA, an do sinn déi heite Leit direkt dervu betraff ginn. Oder datt d'TVA op der zweeter Wunneng vun 3% op 17% erhéicht ginn ass! Ma grad dës Leit sinn déi, déi musse loune goen. An dann ass et normal, datt doduerch och d'Loyeren an d'Luucht ginn, wann op enger Zweetwunneng, déi eng Famill oder eng Persoun sech leescht, d'TVA um Ukafspräis esou massiv gehéicht gëtt.

Awer och, wa mer bei der Steierreform, déi esou sozial soll sinn, elo zum Beispill den Elektroauto oder d'Elektrovëloe kucken: Do sinn déi Leit mat deene klenge Revenuen ausgeschloss ginn! Et ass also nëmmen eng gewësse Kategorie vu Leit, déi sech dat leeschte kann. An duerfir mengen ech, Här President, sollte mer emol alleguer méi virsiichteg sinn, wa mer heibannen iwwert déi dote Problemer schwätzen.

An hei de Mëtteg sinn et och bal alles Gemengepolitiker, déi hei schwätzen. Mä loosse mer emol kucken, wivill Gemengen an deene leschte Joren hir Steieren an Taxe gehéicht hunn! Dat ass fir déi Leit mat dem Mindestloun bal net méi ze bezuelen. An déi Leit hunn all Mount kee Sputt méi! A wa se da Rechnunge vu Gemenge kréien, déi net 50 an 100 Euro sinn, mä dacks e puer Honnert Euro, déi d'Leit mussen u Gemengentaxen, u Waasser, u Poubellen an esou viru bezuelen, da gëtt dat fir déi Leit eng Onméiglechkeet!

D'Politiker sollen also net heihinnerkommen an hei alleguer esou schwätzen, wéi wa se sech als Nationalpolitiker géife fir déi kleng Leit asetzen, an als Kommunalpolitiker gi se net fäerdeg, fir d'Steieren ze erhéijen! An och déi, déi elo soen, et misst een d'Grondsteier erhéijen, well d'Grondsteier jo awer därmoossen niddreg ass; och dat gëtt erëm eng Erhéijung, déi d'Leit musse bezuelen.

Duerfir, Här President, wëll ech ofschléissend soen: Mir sollte méi Eierlechkeet erabréngen! A wann hei och gesot gëtt, datt déi Steierreform, déi mer d'lescht gemaach hunn, datt dat déi soziaalste war, wou da virgerechent gëtt, datt ee mam Mindestloun, cumuléiert Steierreform an d'Indexerhéijung, déi den 1. Januar entstanen ass, datt deen iwwer 100 Euro méi an der Pai huet, dann däerf een net vergiessen, datt deen, deen da 15.000 Euro Pai huet, iwwer 500 Euro de Mount bäigesat kritt! An dat gëtt ëmmer hei vergiess ze soen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm an d'Regierung…

(Interruption)

Ah, entschëllegt! Entschëllegt!

(Interruption)

Jo. Et ass gutt, dass Dir et sot.

Entschëllegt, Madamm Bofferding! D'Madamm Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz vill iwwert de Phenomeen vum „working poor" geschwat ginn. Mir kruten hei och schonn eng Rëtsch Chiffere genannt, dofir wäert ech a menger Interventioun haaptsächlech op bestoend Instrumenter agoen an

och Mesuren opzielen, déi fir d'sozialistesch Fraktioun wichteg sinn, wou mer denken, dass mer d'Leit insgesamt domat nach virun Aarmut kënne schützen.

Fir d'Éischt awer e Wuert zum Mindestloun. Mäi Fraktiounskolleeg, de Goerges Engel, hat a senger Ried jo schonns drop higewisen, dass, obwuel mer am Verglach mam Ausland hei deen héchste Mindestloun an der Eurozon hunn, dat net heescht, dass dofir alles perfekt ass. De Mindestloun garantéiert nach laang net dee beschte Liewensstandard. An trotzdeem, de Goerges Engel huet et och schonns gesot, ass de Mindestloun an der Lescht geklommen. Dat net just duerch d'Upassung un déi allgemeng Lounentwécklung, mä Enn des Joers gouf et och nach eng Indextranche, wat mat sech bruecht huet - an dobäi ergänzen ech dann déi Chifferen, déi scho genannt gi sinn -, dass den net qualifizéierte Mindestloun ëm 75,67 Euro an d'Luucht gaangen ass an de qualifizéierten ëm 90,90 Euro. An duerch d'Steierreform bezilt e Jonggesell, deen den net qualifizéierte Mindestloun verdéngt, 37,10 Euro manner an ee mam qualifizéierte Mindestloun 52,92 Euro manner, wuel wëssend pro Mount.

Weider verschléisst d'LSAP sech net enger Erhéijung vum Mindestloun. Déi Diskussioun wäerte mer och geschwë kréien, spéitstens d'nächst Joer, wann erëm soll iwwerpréift ginn, ob Modifikatioune respektiv eng Adaptatioun un déi allgemeng Lounentwécklung noutwendeg sinn. An heifir sollt jo eng Etüd vum CES virleien, fir ze kucken, ob eben eng Transpositioun un déi allgemeng Lounentwécklung noutwendeg ass oder ob awer strukturell Adaptatioune musse gemaach ginn.

Mä domadder geet et fir eis awer nach net duer. Fir de Phenomeen vun der Erwerbsaarmut effikass ze bekämpfen, ass et noutwendeg, u verschiddenen Themekomplexer unzesetzen. D'Entstoung dovunner ass multifaktoriell an dofir mussen och d'Instrumenter zur Bekämpfung multidimensional ugeluecht ginn.

Kierzlech goufen eng Rëtsch Initiative geholl, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken a besonnesch den Elengerzéier méi geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi zum Beispill duerch déi ebe genannt Steierreform.

Derniewent gesäit och eise Sozialstat weider Instrumenter an zousätzlech Aidë vir, fir eben deene Leit geziilt ze hëllefen, déi soss Problemer hätten, iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech denken do zum Beispill nach un de Complément RMG oder d'Sozialtransferte wéi d'Subvention pour élèves nécessiteux, d'Familljeprestatiounen, d'Allocation de vie chère, d'Chèque-servicen, och elo mat der ugekënnegter gratis Kannerbetreiung.

Bei all dëse Reforme spillt déi sozial Selektivitéit eng Roll. Si gëtt praktesch iwwerall ugewannt, ausser bei de Familljeprestatiounen. Och dat ass virdru scho gesot ginn. Dëst awer aus engem gudde Grond, well all Kand gläich behandelt soll ginn an all Kand dem Stat d'selwecht vill wäert soll sinn. An dofir plädéiere mir Sozialiste fir gratis Schoulbicher am Secondaire: Fir eng méi staark a selektiv Ënnerstëtzung fuerdere mer, dass de Stat bei de Familljen ënner enger gewëssener Akommesgrenz a bei Eltere mat ville Kanner d'Käschte vun de Schoulbicher am Secondaire soll iwwerhuelen.

E weidert wichtegt Instrument an der Aarmutsbekämpfung, dat elo reforméiert gëtt, ass den RMG. Wichteg ass, dass mer als zoustänneg Chamberskommissioun geschwë kënne mat eisen Aarbechten ufänken. Kierzlech ass och den Avis vun der CSL komm - och deen ass de Mëtte schonns e puermol ernimmt ginn - an déi weist och drop hin, dass verschidde Punkte vum REVIS, esou wéi en am Moment virgesinn ass, speziell Gruppe vu Leit wäerte benodeelegen, zum Beispill déi, déi hallefdaags schaffen.

Bei all Mesuren, déi mer huelen, ass et wichteg, dass mer dobäi d'Aarmut bekämpfen an net déi Aarmutsbetraffen. Mir mussen derfir suergen, dass déi Leit, déi Hëllef brauchen, am Endeffekt och Hëllef kréien.

Här President, ee Problem, dee sech den Elengerzéier emol gäre stellt, ass, wann deen aneren Elterendeel den Ënnerhalt net bezilt. Domadder kommen ech zu engem nächste Punkt: An zwar fuerdere mer, dass de System vun der Obligation alimentaire op de Leescht soll geholl ginn. Et wier an eisen Ae sënnvoll, e System anzeféieren, dee sech dorëms këmmert, déi feelend Alimenter anzedreiwen, a bei Persounen ënner enger gewëssener Akommesgrenz kéint dee Service och carrement d'Avancë bezuelen. Esou kéime mer vun deem ongënschtege System ewech, deen nach ëmmer viraussetzt, dass am Virfeld all Rechtsweeër mussen ausgeschëpft ginn, fir dass de Stat deene Leit herno méi geziilt hëllefe kann.

An deem Kontext wëll ech och nach drop hiweisen, dass beim RMG a beim zukünftege REVIS den theoretesche Montant un Alimenter mat verrechent gëtt, wéi wann een déi Sue kritt hätt, och wann ee se am Endeffekt net kritt huet. An och dat kann déi concernéiert Familljen a ganz prekär finanziell Situatioune bréngen.

Wat eise Steiersystem ugeet, muss d'Politik virun allem oppassen, dass se keng falsch Ureizer schaaft oder oprechterhält, déi besonnesch Fraen decouragéieren, an der Aarbecht ze bleiwen oder hir Aarbechtsstonnen ze erhéijen. Ech schwätzen hei vun der Niddreglounfal fir den Zweetverdénger am Stot. Dat riskéiert och, Altersaarmut ze provozéieren, well keng oder net genuch eege Pensiounsrechter opgebaut goufen.

Och wann an der geplangter Reform ëm d'Scheedungsgesetz Deelléisunge virgesi sinn, kann et awer sinn, dass dat vläicht herno net duergeet. An ech hunn och scho méi wéi eng Kéier drop higewisen, dass mer trotz enger gudder Steierreform weider mussen diskutéieren, fir nach méi e gerechte System ze kréien, zum Beispill iwwer eng Gläichbehandlung, onofhängeg vum Zivillstand.

Wa mer iwwer Erwerbsaarmut schwätzen, wëll ech nach eng Kategorie vu Leit ernimmen, déi trotz Beschäftegung enger enormer Prekaritéit ausgesat sinn: déi Jonk.,Jonker, déi nom Studium schlecht oder guer net bezuelte Stagë maachen a vun deenen der ganz vill als bëlleg Aarbechtskraaft ausgenotzt ginn. Obwuel si zwar offiziell net als normal Salariéë betruecht ginn, well se kee richtegen Aarbechtskontrakt hunn, maache si awer ganz oft d'Aarbecht vun engem normale Salarié, an dat iwwer Méint an ouni Bezuelung. Dofir plädéieren ech erneit fir e gesetzleche Kader fir volontär Stagen an dofir, sech dobäi un der Recommandatioun fir e Cadre de qualité vun der EU-Kommissioun ze orientéieren.

Wéi Riedner virdrun och schonns gesot hunn, hu vill Leit, obwuel se enger regulärer Aarbecht noginn, Problemer, iwwert d'Ronnen ze kommen, well de Logement hinnen e risegt Lach an hire Portmonni frësst. Niewent villen anere Mesurë gouf eng Hëllef fir de Loyer agefouert. Nu bleift, an och dat ass haut scho gesot ginn, dës wichteg sozial Mesure wäit hannert den Erwaardungen zréck. Et gouf ugekënnegt, dass eng méi déif gräifend Analys géif gemaach ginn, fir genau ze kucken, firwat esou wéineg Leit vun der Subvention de loyer kënne profitéieren.

An der Tëschenzäit goufen nei Informatiounscampagnë gestart an den Tableau des seuils de faible revenu gouf och ugepasst. Dat war emol en éischte Schratt, deen huet misse gemaach ginn, a selbstverständlech wäerte mer elo och ofwaarden, wéi d'Situatioun sech entwéckelt. Mir ginn awer dobäi d'Gefill net lass, dass déi kleng Changementer net duerginn a wesentlech Punkte wahrscheinlech herno misste geännert ginn, fir och wesentlech Verbesserungen domadder kënnen ze erzilen.

Doriwwer eraus beschäftegt sech och d'LSAP intensiv mam Logement a schléit jo bekanntlech méi radikal Weeër vir, sief dat bei der Loyersbrems, beim Virkafsrecht fir déi ëffentlech Hand, bei der Expropriatioun, bei der Spekulatiounsbrems. Mir schloen awer och eng Offensiv bei de Sozialwunnengen an de Gemenge vir.

Här President, zum Schluss wëll ech soen, dass et fir eis eng Fro vun der Cohésion sociale a vun der Egalitéit ass, fir eis fir déi Leit anzesetzen, déi all Dag moies opstinn, fir schaffen ze goen, an dobäi net ëmmer déi einfachst Aufgabe maachen. Dobäi steet fir eis net d'Devise „haaptsaach Aarbecht" am Vierdergrond, mä et geet och ëm d'Fro no der Qualitéit an no der Pai, mat där si emanzipéiert liewe kënnen. Sozial ass net, wat Aarbecht schaaft, mä wat gutt Aarbecht schaaft!

Dofir kritiséiere mir och d'Verhale vu verschiddene Patronen, notamment am Banken- a Finanzsecteur, am Gesondheets- a Sozialwiesen, awer och am Bausecteur, wou zum Beispill d'Patronat sech op där enger Säit iwwert de wirtschaftlechen Opschwong freet an op där anerer Säit awer keng Geleeënheet ausléisst, fir permanent d'Léin vun de schaffende Leit wëllen ze attackéieren an hir Aarbechtskonditiounen domat nach wëllen ze verschlechteren. Stéchwuert Tariffpolitik, och dat ass e ganz wichtegt Element an dëser Debatt!

Fir eis hunn d'Leit e Recht op eng gerecht a befriddegend Entlounung fir hir Aarbecht, déi hinne mat hire Familljen eng der mënschlecher Dignitéit entspriechend Existenz séchert.

An dofir soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Bofferding. D'Wuert huet elo d'Regierung: den Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Éischt emol Merci soe fir déi Debatt hei. Ech mengen, et ass eng Debatt, déi extrem utile ass, déi ons e bëssen e Spigel virhält an ons weist, datt mer effektiv musse sensibel si fir déi reell Problemer, déi och an engem, wéi ëmmer esou schéi gesot gëtt, vun deene räichste Länner an Europa a vläicht souguer vun der Welt existéieren.

Et ass eng Debatt, déi eigentlech net ëm Chiffere geet. Well Chiffere soe Prozentsätz, déi soen Zuelen, mä déi soen net déi konkret Problemer vun de Leit, vun de Mënschen, déi Dag fir Dag mat deene Schwieregkeete konfrontéiert sinn, déi der jo elo alleguerten hei duergeluecht hutt. An d'Fro vun der Aarmut en général ass eng Fro vun der Dignitéit an enger Gesellschaft, vum Respekt an enger Gesellschaft, natierlech och, esou wéi dat elo virdru vun der Madamm Bofferding gesot ginn ass, vun der Kohäsioun an enger Gesellschaft.

Duerfir ass et wichteg, sech ganz seriö mat deem Problem ausenanerzesetzen. Et ass wichteg, op d'Ursaache vun deem Problem vun der Aarmut anzegoen, an et ass och besonnesch wichteg ze kucken, wéi et eigentlech ka sinn, datt deen, deen, wéi dat esou schéin expriméiert ginn ass, all mueres opsteet, all mueres schaffe geet, oder heiansdo och souguer spéit owes schaffe geet, trotz allem an enger Situatioun lieft, déi mer als Aarmut bezeechnen.

Well Dignitéit an Aarbecht sollten eigentlech zesummegoen, mä leider ass dat net ëmmer esou. An et misst eigentlech fir jiddweree gëllen, esou wéi et viru Jorzéngten normal war, datt eng Famill, e Stot konnt vun engem Salaire liewen, an eigentlech net doriwwer diskutéiert ginn ass, datt dee Stot an enger Aarmutssituatioun wier.

Déi Situatioun huet sech an der Realitéit scho geännert, mä ech mengen, d'Chiffere sinn heiansdo awer e bësse biaiséiert a si soen och net alles aus. Si sinn nun einfach och Statistik a maache Moyennen an Duerchschnëtter a soen och net d'Realitéit aus, déi am Land vläicht awer e bëssen aneschters ass wéi déi, déi mer duergeluecht kréien. Dat soll awer net ons Responsabilitéit diminuéieren, fir ons mat deem Problem ganz seriö ausenanerzesetzen.

Wa mer eis also mam d'Problem vun der Aarbechtsaarmut - loosse mer se emol esou op Lëtzebuergesch nennen - ausenanersetzen, dann hu mer natierlech ee Strëch, an dat ass dee vum soziale Mindestloun. De soziale Mindestloun ass dat, wat all Mënsch hei zu Lëtzebuerg - de schéine Saz ass jo repetéiert ginn - muss kréien, deen hei schafft. An dee soziale Mindestloun, dee mer jo elo virun e puer Méint ugepasst hunn, deen och indexéiert ass, deen - ech soen Iech et, Här Spautz - zwar bei enger Classe d'impôt, der Klass 1, nach liicht besteiert gëtt, dat ass richteg - wann een näischt kann ofsetzen, gëtt e liicht besteiert -, dee bei der Klass 2 awer null Steiere bezilt, null Euro Steiere bezilt! Trotz allem, an der leschter Zäit ass d'Zuel vun deene Leit, déi reng um soziale Mindestloun leien, zréckgaangen. Dat ass eng positiv Noriicht. Dat heescht, mir hu virun dräi Joer oder véier Joer 55.000 Leit gehat, déi um soziale Mindestloun oder ganz no dru louchen, an déi Zuel ass elo 2016 op 45.000 zréckgaangen.

Dat ass eng positiv Evolutioun. Dat heescht, datt awer och d'Léin vun ënnen éischter ugezunn hunn. An do sinn ech d'accord, datt d'Statistik dat net ëmmer esou erfaasst an datt dat net onbedéngt esou en Impakt op de Median huet an op déi 60%. Dat heescht domat net, datt vill manner Leit an der Aarmut sinn. Dat sinn eben déi e bësse komesch Effekter, déi mer an der Statistik hunn, wéi jo och virdru gesot ginn ass.

Nu muss ech och trotz allem soen, jo, richteg ass: De soziale Mindestloun läit netto ganz liicht ënnert der Aarmutsgrenz vu 60%. Dat stëmmt! De soziale Mindestloun fir eng Persoun läit och ënnert deem, wat een unhëlt, datt ee misst hunn, wa mer an enger Approche vu Budgets familiaux sinn.

Um soziale Mindestloun hei zu Lëtzebuerg leie 60% Residenten a 40% Frontalieren. An da komme mer un deen éischte grousse Paradox, deen och ugeklongen ass an deene verschiddenste Rieden: Et ass een aarm, wann een hei zu Lëtzebuerg ass, an et ass een eigentlech scho relativ wohlhabend, wann een iwwert d'Grenz ass. Dat ass dee grousse Paradox, an deem mer hei liewen. Dat heescht: Dee Frontalier, déi Persoun, déi hei schafft an de soziale Mindestloun kritt - 40%, soen ech nach eemol, vun de Leit, déi hei schaffen, déi net hei wunnen, sinn um soziale Mindestloun -, geet zréck an hiert Land a läit wäit, wäit iwwert dem Aarmutsrisiko, deen et och do gëtt: 950 Euro, wann ech mech net iren, a Frankräich, eppes just iwwer 1.000 Euro, ass mengen ech vun lech gesot ginn, Här Engel, an der Belsch, an an Däitschland si mer äänlech gelagert.

An dat ass fir eis natierlech eng grouss Erausfuerderung. Dann ass et natierlech einfach ze soen: „Majo, mir ginn elo hin a mir setzen elo emol de soziale Mindestloun ëm 10%, 15% erop, fir erëm e bësse méi iwwert dee Seuil vun deene 60% Salaire médian ze kommen, an dann hu mer de Problem geléist." Jo, vläicht hu mer e statistesch geléist. Ob mer en an der Realitéit fir déi, déi fir de soziale Mindestloun schaffen, geléist hunn, do sinn ech net esou sécher! Well nun huet en Aarbechtsmaart seng Tucken an ass leider, muss ech derbäisoen, och e Maart - an ech soen „leider". An de Punkt ass deen: Mir sinn elo an enger Situatioun, wou d'Gefälle tëschent sozialem Mindestloun hei a Salaire médian bei onsen Nopere schonn esou ass, datt onse Salaire minimum méi héich ass wéi de Salaire médian bei onsen Noperen, oder zumindest engem Deel vun den Noperen.

An duerfir ass d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg, d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart natierlech esou kolossal, datt och Leit, déi eng ganz gutt Qualifikatioun hunn, soen: „Bon, ech hu wéineg Chance, en Job ze fannen. Ech hu scho guer keng Chance, e gutt bezuelten Job ze fannen. Ech akzeptéieren, en Job ze huelen, deen ënner menger Qualifikatioun ass, och wann ech duerfir muss zwou Stonnen op der Autobunn a Kaf huelen", an alles dat, wat Der kennt.

An do läit natierlech e grousse Problem dran, dee mer net esou einfach kënne léisen. Well wa mer deen nëmme just mat enger Hausse vum Mindestloun léisen, dann hu mer en net geléist. Da komme mer an de Risiko, datt mer eng ganz Rei Leit, déi hei eigentlech net fir méi wéi de Mindestloun en Job fannen, aus dem Aarbechtsmaart erausboxen. An do läit eng Gefor an déi mécht mer Suergen.

Dat huet och e bëssen eppes mam Chômage ze dinn, wou ëmmer gesot gëtt: „Wéi kann et sinn, datt mer eng Croissance x vum Emploi hunn an trotz allem esou vill Chômage hunn?" Dat huet dermat ze dinn, datt mer natierlech vill Leit hunn, déi net qualifizéiert sinn, net genuch qualifizéiert sinn oder just ënnert dem Niveau qualifizéiert sinn an net méi einfach den Uschloss un den Aarbechtsmaart fannen, well mer natierlech an engem Aarbechtsmaart liewen, deen op a relativ konkurrenzfäeg ass.

Ech sinn och net honnertprozenteg d'accord, datt all déi Jobben net - net! - delokalisabel sinn. De Problem vum Detachement ass ugeschwat ginn. An do ass jo elo en neie Projet de directive do, dee seet: „Neen, et däerf een net nëmmen de Minimum...". Momentan si mer um Mindestloun, dat heescht, en Detachéierten, dee vun iergendwou heihikënnt, dee muss zumindest de Lëtzebuerger Mindestloun kréien.

Ob en en elo ëmmer kritt, bon, dat wëll ech elo emol dohigestallt loossen. Well mat deenen Honnerten, Dausende Chantieren a 40.000 Detachéierten, déi mer all Joer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass et natierlech fir d'ITM net einfach, all eenzelnen ze kontrolléieren, ob en elo och wierklech de Lëtzebuerger Mindestloun kritt huet. Bei verschiddene maachen ech mer wéineger Suergen - an Däitschland, wou awer d'Léin am Handwierk korrekt sinn -, bei anere maachen ech mer reell Suergen.

Nu gëtt et och aner Jobben, déi ee ganz einfach kann delokaliséieren. A wann een den Job net delokaliséiert, dann delokaliséiert d'Demande sech! Da kann ee ganz einfach, an dat ass och ugeklongen, net méi hei akafen, mä just nach op der Grenz, oder gewësse Servicer net méi hei an Usproch huelen, mä iergendwéi op der Grenz. Do ass also trotz allem eng Pressioun do, déi een net einfach ka vun der Hand weisen.

Elo soen ech awer derbäi, datt ech perséinlech, esou wéi d'Madamm Bofferding och virdrun uklénge gelooss huet, d'accord sinn, fir iwwer eng strukturell Adaptatioun vum Mindestloun ze diskutéieren. An ech hu jo d'Initiativ geholl, datt de Conseil économique et social sech domat soll ausenanersetzen an all déi Facteuren e bësse kucken, fir emol ze analyséieren, wéi wäit eng strukturell Adaptatioun vum Mindestloun sech maache léisst, wéi staark se ka sinn, ouni a verschidden Distorsiounen ze kommen, vun deenen ech elo geschwat hunn.

Mäin zweete Punkt ass deen, fir ze soen: Här Baum, Dir hätt honnertprozenteg recht mat all Ären Analysen, déi Der gemaach hutt, wann Der elo iwwer Amerika geschwat hätt. Da wiere mer effektiv an enger Situatioun, an déi ass jo ganz konkret an Amerika, vun den „working

poor", wou d'Leit zwee, dräi Jobbe mussen hunn, wou effektiv d'Aarbecht net duergeet, fir korrekt oder iergendwéi iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mir sinn awer net an Amerika, Gott sei Dank - an elo schonn nach e puermol Gott sei Dank! -, mir sinn an engem Land, wou et en trotz allem staarke Sozialstat gëtt a wou mer déi Situatioun vun engem Mindestloun, deen zwar deen héchsten an Europa ass, mä - all déi Argumenter hunn ech héieren an deele se - awer trotz allem d'Leit an eng Situatioun bréngt, déi schwiereg ass, wou mer déi eben iwwer eng ganz Rei Mesuren opfänken, fir d'Leit awer zumindest aus der Aarmut erauszehalen, och, an dat soen ech hei ganz kloer, wa se net op Rouse gebett sinn. Ech mengen, hei schwätze mer vu Leit, déi och dann nach an enger sozialer Situatioun sinn, déi net formidabel ass.

An duerfir hunn ech mer natierlech ugekuckt: Wat huet dann een, deen de Mindestloun kritt, deen eng Rei vun deenen Aidë kritt, déi virgesi si fir déi Situatioun? Elo sot Der mer all: „Jo, d'Leit froe se net all an d'Leit wëssen et net." Da musse mer Efforte maachen, fir de Leit et méi einfach ze maachen, datt se se kréien, datt se se froen, an dann ass d'Simplificatioun do absolutt eng Noutwendegkeet!

An da kucken ech mer dat un an da soen ech: „Okay", dee gudde Rapport vun der Madamm Franziskus - ass et esou?, jo -, dee seet, e Celibataire brauch, fir dezent hei ze liewen, e Budget vun 1.923 Euro. Da lieft en net an der Exklusioun. An ech deelen alles, wat gesot ginn ass, datt net nëmmen d'Suen zielen, mä et ass iwwerhaapt den Uschloss un d'Gesellschaft. D'Aarmut ass net nëmmen e monetäre Phenomeen, et ass och e psychologeschen, soziale Phenomeen. Entweder ass een Deel vun enger Gesellschaft oder et ass een zumindest vun Deeler vun der Gesellschaft ausgeschloss. An da stellen ech awer fest, datt, wann déi Persoun déi Aidë freet, op déi se absolutt Recht huet, da ka se op 1.965 Euro kommen.

Dat ass net fantastesch, mä ech soen: Mir sinn do awer an de Limitten. Dat heescht, wa mer vun där Analys ausginn, déi do an deem Rapport gemaach ginn ass, da stelle mer fest: Jo, mat deenen Aiden, déi virgesi sinn, ass et fir eng Persoun méiglech, op deen Niveau ze kommen, deen als de Minimum ugesi gëtt, fir en dezent Liewen an och e Liewen an der Gesellschaft ze féieren.

Bei zwee Adulten, déi eleng sinn, ass de Seuil vun der Madamm Franziskus - wann ech se esou däerf nennen - bei 2.599. An do ass ee bei zwee Adulten, wann déi och déi Mesuren do froen a kréien - an et gëtt jo keng Ursaach, datt se se net kréien, wa se d'Konditiounen erfëllen -, bei 2.776. Déi leien also liicht iwwert deem, wat als de Seuil ugesi gëtt.

Bei engem Adult mat engem Kand si mer no der Madamm Franziskus bei 2.623. An do leie mer drënner an do si mer erëm beim Problem vun de Monoparentallen: Déi kréien nëmmen 2.488. Och wann ech elo e puer Aiden, wéi zum Beispill d'Schoulbicher an esou net incluéiert hunn, net ageschloss hunn, do leie mer effektiv drënner. An dat ass och absolutt, wat Dir gesot hutt, déi Populatioun, déi am vulnerabelsten ass.

Dat ass awer méi wéi de Seuil de pauvreté, wann dat ee sollt zefriddestellen. Dat stellt mech net onbedéngt zefridden, mä et muss een et awer hannendrusoen.

Bei zwee Adulten an zwee Kanner si mer och nach ëmmer liicht drënner: 3.700 géint 3.935. Dat heescht, mir leien do och liicht ënnert deem Budget, deen eigentlech virgesinn ass.

Dat weist also, datt mer ouni Sozialstat hei zu Lëtzebuerg eng Situatioun hätte mat wierklech Megaproblemer, wat d'Pauvretéit ubelaangt, datt mer awer duerch de Sozialstat...! An ech gesinn awer och net an, datt mer dee Sozialstat solle klengrieden! Mir solle stolz op dee Sozialstat sinn! Mir sollen iwwerleeën, wéi mer dee Sozialstat besser maachen. A wann ech soen „besser", dann heescht dat méi effikass, dat heescht awer och nach méi mënschlech.

Et ass net nëmmen d'Effikassitéit, d'Bürokratie, déi muss verbessert ginn. Ech wëll eigentlech d'Bürokratie souwäit wéi méiglech ofschafen. Ech wëll, datt dee Sozialstat eng reell mënschlech Dimensioun kritt. Datt déi Leit sech net musse schummen, wa se eppes froen, op dat se e Recht hunn! Hei geet et net ëm eng Faveur, hei geet et ëm e Recht! A wann d'Leit Recht dorop hunn, da musse se sech och net schummen, dat ze froen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ech wëll awer och e Wuert iwwer all dat anert soen, déi sozial Déngschtleeschtungen. Ech hu gesot, mir sollen net nëmmen a monetären Termen diskutéieren, mir mussen och iwwer sozial Déngschtleeschtunge schwätzen. An dozou gehéiert och zum Beispill d'Kannerbetreiung. An dës Regierung huet immens Efforte gemaach an der Kannerbetreiung. Ech sinn ëmmer erëm eigentlech verwonnert a scho bal schockéiert, wann ech héieren: „Jo, fir déi Mannerbemëttelt ass d'Kannerbetreiung gutt. Do kann een och eppes virgesinn, datt et manner deier ass oder manner kascht. Awer soss, firwat brauch ee scho Kannerbetreiung?" Dat ass déi sozial Problematik vun där Fro total verkannt!

Jiddwereen, deen eppes vu sozialer Kohäsioun versteet - ech soen hei bewosst: sozial Kohäsioun an enger Gesellschaft -, dee weess, datt et ee Fundament gëtt: Qualitéitskannerbetreiung zu engem ganz niddregen, wann net gratisse Coût, Präis. Dat bréngt d'Leit zesummen. Dat mécht, datt net deen een doheem bleift bei der Nanny an deen Aarmen, dee sëtzt an der Crèche an ass net capabel, mat deem aneren ze schwätzen. Do läit d'Iddi vun der gratis Kannerbetreiung.

An do läit eng grouss Differenz fir déi, déi mengen, de Sozialstat huet eng generell Responsabilitéit an de Sozialstat ass net eppes, wou ech muss mat der Steiererklärung iwwerall higoen. Well ech ka mech erënneren, datt mer déi Diskussiounen haten, wou Leit gemengt hunn, majo, de Gesondheetssystem, dee misst eigentlech och esou funktionéieren, datt deen, dee vill hätt, misst mat der Steiererklärung dohigoen an den Dokter e bësse méi deier bezuelen, an deen, deen aarm wier, dee krit en da gratis! Mat der Konsequenz - Här President, Dir kënnt Iech gutt dorun erënneren -, datt mer dann an e System vun zwou Vitessë ginn: Dee Räiche bezilt sech dee gudde Gesondheetssystem an deen Aarme muss sech mat engem Stil wéi an England begnügen. An dat geet net! Duerfir musse mer e System hunn, dee fir jiddweree gläich ass an deen zu dem normale Sozialsystem gehéiert. Esou wéi de Gesondheetssystem, esou gehéiert eng qualitativ Kannerbetreiung zu onsem Sozialsystem.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Derbäi kënnt nach, datt mer jo vill iwwer Monoparentallen an Aarbecht schwätzen, well fir mech ass déi schlëmmst Gefor, fir an Aarmut ze falen, eigentlech de Chômage. Doriwwer ass wéineg geschwat ginn. Déi schlëmmst Gefor, an Aarmut ze falen, ass de Chômage! Dat ass, iwwerhaapt keng Aarbecht ze hunn an iwwerhaapt kee Revenu ze hunn an am RMG condamnéiert ze sinn! Dat ass déi gréisste Gefor! Net nëmme vun der Aarmut, mä och vun der psychologescher - wéi soll ech soen? - Degradatioun, déi d'Mënschen duerchmaachen.

An duerfir musse mer iwwer eng aktiv Beschäftegungspolitik derfir suergen, datt mer jiddwerengem eng Chance um Aarbechtsmaart ginn. Y compris de Monoparentauxen - oder -parentallen, ech weess et elo net méi -, wat jo awer an der Majoritéit oft Frae sinn, déi net méi kënnen op den Aarbechtsmaart zréckkommen, well se emol erof waren a well se gemengt hunn, dat kéint alles ouni Aarbecht funktionéieren, oder well se decouragéiert waren duerch eng Absence vun enger Qualitéitskannerbetreiung. An dat alles hänkt zesummen. Wa mer wëllen d'Leit opfänken, wa mer wëllen derfir suergen, datt keen an e soziaalt Lach fält, dann hänkt dat alles zesummen. An duerfir musse mer och derfir suergen, datt mer op deem richtege Wee weiderginn.

Et ass net gutt, datt mer hei zu Lëtzebuerg déi Lescht sinn, wat d'Fraebeschäftegung ubelaangt! Dat ass net en Zeeche vun absoluttem Fortschrëtt. 38% vun de Frae schaffen. 38%! Elo halen ech fir gutt, datt meng Mamm an aneren hir Mammen hei deemools an enger Welt waren, wou dat net war, mä et sinn net nëmmen déi Eeler, déi dat concernéiert. An der Moyenne an der Europäescher Unioun - do gëtt et jo och eeler Dammen -, sinn et 48%, an hei zu Lëtzebuerg 38%. Also eng Politik wëllen ze maachen, déi d'Frae besonnesch decouragéiert, schaffen ze goen, ass eng Politik, déi de Wee vun der Aarmut scho virzeechent. An duerfir kënne mer dat net esou akzeptéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Duerfir hu mer dat geännert. Duerfir hu mer och de Monoparentalle speziell d'Bonifikatioun verduebelt. Verduebelt! Dat geet vläicht net duer; mä och do hunn ech eng gewësse Memoire, Här President! Wa mer net deemools d'Steieren esou reorientéiert, geännert hätten, wéi mer se 1990 - oder 1991?, Dir wësst dat -...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 1991.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- ...1991 geännert haten, dann hätte mer haut dee Problem net! Ech war deemools derbäi, wéi d'Steierklass fir d'Monoparentallen, d'Steierklass 2, ofgeschaaft ginn ass an an eng 1A transforméiert ginn ass. An do war net eng Philosophie vu sozialem Denken hannendrun! Neen, do war eng Ideologie hannendrun,...

(Interruption)

...fir ze soen: „Déi Bestueten an déi Netbestueten. An déi Netbestuete kënnen net besser traitéiert gi wéi déi Bestueten, déi musse manner gutt traitéiert ginn!". An dat ass d'Ursaach vun deem Problem, dee mer haut bei de Monoparentallen hunn an dee mer ëmmer erëm probéieren opzefänken. Mir hunn et elo verbessert, andeem mer haaptsächlech dee System vun der Bonifikatioun verduebelt hunn, wat e gudde Schrëtt ass, mä ech mengen, mir kënnen net domat ophalen.

E lescht Déngen iwwert d'Prekaritéit - elo muss ech awer eng Schlupp huelen, well soss kommen ech net weider -,...

(Brouhaha et hilarité)

D'Prekaritéit: Ech hu ganz gutt nogelauschtert. Ech sinn e Feind vun der Prekaritéit, wéi Dir alleguerten heibannen! Mä ech muss zwou Saache feststellen: Éischtens, d'Prekaritéit ass net esou schlëmm, wéi verschidde Leit se gemaach hunn. Wann ech Verschiddene vun Iech nolauschteren, da géif ech bal mengen, 80% vun de Lëtzebuerger hätten all e CDD an der Täsch oder géifen am Interim schaffen. Neen! Gott sei Dank! Gott sei Dank si mer hei zu Lëtzebuerg an engem Land, wou 91% vun de Salariéen e CDI hunn. An dat muss och esou bleiwen! An do musse mer och derfir schaffen, datt dat esou bleift.

5% hunn e CDD, 3% vun de Leit schaffen an engem Interim. An do si Problemer do. Net all CDD ass ze bedaueren, mä vill CDDe sinn ze bedaueren, well et fragill Aarbechtsverhältnisser sinn. Mä et gëtt och Leit, déi e CDD hunn, déi sech gutt domat debrouilléieren, dat hänkt ëmmer vun der Kategorie of. Iwwregens, den Interim ass net ëmmer fundamental anescht.

Mä et gëtt nach aner Prekaritéiten. An et ass gesot ginn: „Mir mussen déi Prekaritéit bekämpfen!" An da muss ech leider soen: Deen éischte Producteur vu Prekaritéit ass de Stat selwer! Deen éischte Producteur vu Prekaritéit ass de Stat! Well en eigentlech e System iwwert d'Joren agefouert huet - an dat war zum Deel viru menger Zäit, an ech hunn en nach bis elo net geännert, mä ech wäert en elo änneren! -, deen dora besteet, Leit ze beschäftegen, ouni se eigentlech richteg ze beschäftegen, dat heescht, Leit am Chômage ze loossen a se schaffen ze doen. Leit am RMG ze loossen a se schaffen ze doen! An dat eigentlech ouni Enn - ouni Enn! Oder bis de Chômage zum Schluss kënnt, an da beschäftege mer se. Dat hu mer virun e puer Joer gemaach, datt mer se dann net erausgeheien, da kënne se dann zum Mindestloun weiderschaffen. An dat ass eng Form vu Prekariséierung! Dat ass eng Form vun Injustice! Well wat do gespillt gëtt, dat heescht: Deen ee mécht déi nämlecht Aarbecht wéi deen aneren, genau déi nämlecht, mä deen ee verdéngt de Mindestloun an deen anere verdéngt de Mindestloun plus. An do läit eng grouss Injustice dran an déi musse mer änneren!

An Här Spautz, Dir hutt dorop ugespillt, datt ech elo e Gesetzesprojet an d'Regierung erabruecht hunn, datt mer elo ufänken, dat ze änneren: Een dee schafft, deen ass net méi am Chômage, an een dee schafft, deen huet e Recht op e Contrat de travail! Deen huet d'Recht op den Droit du travail, wat näämlech bei den OTIen net de Fall ass. Den OTIst, deen huet Recht op näischt: Wann e souguer sonndes schafft, huet e kee Recht op sonndes, wann en nuets géif schaffen, huet en net Recht op eppes. En huet net emol e puer Deeg Congé zegutt. An dat ass fir e Stat mat engem Droit du travail, dee jo als relativ developpéiert soll ugesi ginn, indigne! An dat ännere mer elo!

Dat kënnt aus enger fréierer Zäit. Ech wëll net Leit schaffe loossen ouni Contrat de travail an andeem mer ëmmer erëm nei soen: „Jo, du schaffs zwar, mä du bass awer nach am Chômage." Jo, et kann een entweder am Chômage sinn oder schaffen. Déi zwee gläichzäiteg kann een net! An dat nämlecht gëllt fir den RMG. Ech war bei Leit, déi mir gesot hunn: „Ech verstinn net, firwat ech net nach ëmmer an enger ATI sinn. Ech schaffen dach! Firwat muss ech dann ëmmer am RMG bleiwen?" Jo, wann een esou bëlleg Aarbechtskräften iergendwou hischéckt, ass et kloer, datt een déi bëlleg Aarbechtskraaft, déi null kascht - dat gëtt et net vill -, wëllt behalen! An dat ännere mer a mir gi jiddwerengem seng Dignitéit a mir gi jiddwerengem e Contrat de travail, wéi dat an engem ziviliséierte Land mat engem Droit du travail, dat sech respektéiert, soll de Fall sinn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Bon, ech mengen, alles dat mécht, datt mer mussen un deem Projet Cohésion sociale schaffen, datt mer musse versichen, do wou et Aarmut gëtt, se ze bekämpfen. Bekämpfen duerch Aarbecht, duerch Qualitéitsaarbecht, do sinn ech ganz dermat d'accord! A Qualitéitsaarbecht heescht wat? Qualitéitsaarbecht heescht och virun allem emol, de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech ze bilden, sech weiderzebilden, sech ëmzebilden. Dat ass ee vun deene wichtege Problemer: datt d'Leit net ëmmer déi Méiglechkeet hunn, besonnesch och dann, wa se an de Chômage falen, nei ausgebilt, ëmgeschoult ze ginn. An duerfir schaffe mir jo an der ADEM, fir datt d'ADEM vill méi proaktiv gëtt bei allem, wat Formatioun ass.

Well och d'Formatioun, d'Ausbildung souwéi d'Schoul... Et ka jo net sinn, datt deen, deen aus engem aarmen oder méi benodeelegten Haushalt kënnt, schonn d'office condamnéiert ass, wéi de Minister vun der Educatioun dat seet, schonn eigentlech weess, wann e gebuer gëtt, wat fir eng Filièren en huet, wann e méi grouss gëtt! Dat kann et jo net sinn! Also musse mer do usetzen, och an der Schoul - do gehéiert iwwregens d'Kannerbetreiung derzou -, fir de Kanner eng Chancëgläichheet ze garantéieren. Well dat Schlëmmst, wat et gëtt, dat ass, datt Aarmut och nach verierfbar ass. Aarmut ass verierfbar! An dat ass inakzeptabel an enger Gesellschaft, déi d'Gläichheet vun alle Bierger viraussetzt.

Also: Chancëgläichheet, eng Gesellschaft, déi erëm zesummekënnt, a Méiglechkeeten opmaachen, an e Sozialstat, dee staark ass. An un deem Sozialstat dierf net gerüttelt ginn!

Ech hu Momenter erlieft, wou Leit wollten d'Aueren zréckdréien, wou Verschiddener wollten dee Sozialstat ofbauen. Dat ass inakzeptabel! Mir brauchen dee Sozialstat, well mir brauchen eng kohäsiv Gesellschaft!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Une voix.- Gitt der Madamm Cahen nach Zäit! Mir sinn derfir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, bon.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, ech hu keng...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir hu jo nach eng Minutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Parole après ministre. Oder wëllt d'Regierung nach...?

(Interruption)

Ech wollt dem Här Minister felicitéieren. Ech hat ee Moment geduecht, et wier d'Ried vun engem Oppositiounspolitiker, besonnesch elo zum Schluss, wat déi Mesuren ugaangen ass, déi Beschäftegungsmesuren, wou ech inhaltlech komplett mat Iech op enger Linn sinn.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mat deem Ënnerscheed, datt ech et elo...

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, obwuel Dir awer 13 Joer an der Regierung waart an dat an deenen 13 Joer net virugedriwwen hutt. Also ass déi Iddi, datt een no zwou Mandatsperioden d'Ministeramt soll nidderleeën, näischt, wat, op jidde Fall an Ärem Fall, op fruchtbare Buedem géif treffen.

Ech géif awer gär op zwee Elementer zréckkommen, déi hei gesot gi sinn. Deen Taux vun deene 60%, deen d'Aarmutsgrenz ass - an dat hunn ech och virdru gesot -, ass e relativen. An deen ass bewosst erausgesicht ginn. Deen huet eng Ursaach! Well et war näämlech de Wonsch vun den europäesche Länner, fir ze soen: „Aarmut moosst sech am beschten iwwer Ongläichheet. Et ass keen absolutte Wäert. A wat d'Ongläichheet méi grouss ass, doriwwer definéiere mer d'Aarmut." Dat heescht, wann deen héich ass, a besonnesch bei deenen, déi schaffen, da seet en eppes aus iwwert d'Ongläichheete vun de Léin a besonnesch vun deenen niddregsten. A wou kënne mer eppes maachen? Mä evidemment beim Mindestloun! An duerfir, mengen ech, ass déi Fro net vum Dësch. Well déi Argumenter, déi Dir bruecht hutt, dat sinn awer eigentlech déiselwecht, déi een och kéint virbréngen, fir ze soen: „Mä en ass elo schonn ze héich. Solle mer en net nach weider erofsetzen?"

Duerfir mengen ech, datt déi Logik falsch ass, fir ze soen: „De Mindestloun ass eppes, wat eis Kompetitivitéit kéint a Fro stellen a wat et eigentlech deene lëtzebuergeschen Aarbechtslosen nach méi schwéier mécht." Ech mengen, datt de Géigendeel de Fall ass.

Dann hutt Der vun de soziale Mesurë geschwat, an ech hunn, äänlech wéi Dir selwer, och den Exercice gerechent an ech sinn op déiselwecht Zuele komm, wat wien zegutt hätt, och mat deem Panel, mat deem...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Jo, duerfir war et och net esou schwéier. Ech hunn awer dat, wat net dra war, d'Steierreform, en vue vun der Debatt matagerechent. An ech fannen et awer schwiereg, fir ze soen: „De Problem, datt nawell 10% vun deene Leit, déi eng voll Tâche hunn, net op all déi Mesurë kënnen zréckgräifen, dat läit just dorunner, well déi Leit net informéiert sinn." Neen, an dat hunn ech probéiert ze weisen: Et läit och dorunner, datt d'Mesuren net gräife fir verschidden Typpe vu Situatiounen. A wann ee wëllt dee staarke Sozialstat hunn, deen Dir elo mat enger Verve verteidegt hutt, déi immens respektabel ass, da misst Der och do e puer Punkten ugoen, näämlech d'Subvention de loyer, näämlech d'Allocation de vie chère op kommunalem Plang, déi effektiv net fir jiddwereen do ass.

Dann hutt Der vun de CDDe geschwat. An do wëll ech Iech soen: Dir hutt recht, net jiddwereen ass an enger miserabeler Situatioun. Awer e Véierels vun deene sinn et! An et ass e Secteur, dee méi grouss gëtt. Viru Jore waren dat nach 5%. Elo sinn et der, wéi Der sot, 9%! Dat ass net gigantesch, mä et ass eng Tendenz, déi kloer no uewe weist, firwat ech mengen, datt ee misst ebe justement dohinnergoen an do dergéint reguléieren als Regierung.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- … Ech hunn ee Wuert vergiess, wann ech dat nach dierf soen, dat ass de Logement. Ech deelen alles dat, wat iwwert de Logement gesot ginn ass. Ech mengen, eng vun onse gréisste Problematiken ass de Logement. Mä et ass net eppes vu gëschter. Ech mengen, hei war emol een an der Chamber, dee gesot huet: „Mir hunn all versot am Logement." A besonnesch déi, déi net genuch Logementer gebaut hunn, hu versot. Ech mengen, mir hunn an där viregter Period 80 Logementer am soziale Wunnengsbau gebaut! Elo si mer bei 280, mengen ech, oder 240. Ech mengen, de Problem ass nëmmen iwwert d'Offer ze léisen. A wa mer och muer de Leit 300 Euro als Allocation logement ginn, da kréie mer dee Problem net an de Grëff! Mir kënnen de Problem vum Logement nëmmen iwwert d'Zuel vu soziale Logementer um Marché léisen. Nëmmen dat erlaabt dat.

An duerfir ass et natierlech wichteg, datt mer elo op deem Wee weiderfueren, fir ebe besonnesch déi Offer vu soziale Logementer weider eropzesetzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Mir si saiséiert mat enger Motioun an enger Resolutioun. Ech ginn dovun aus, dass den Auteur näischt méi soe wëllt? Dach, dann huet den Här Baum d'Wuert.

Motion et résolution

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, d'Motioun hunn ech effektiv an der Ried virgestallt. Et geet effektiv ëm d'Erhéijung vum Mindestloun mat enger Rëtsch vu Consideranten, déi Der virun Iech hutt.

D'Resolutioun selwer hunn ech nach net virgestallt. Do geet et eigentlech ëm de Wonsch, datt mer déi Debatt, wou jo jiddwereen hei och virdru begréisst huet, datt mer se féieren, méi oft maachen an datt mer och als Chamber en anert Bewosstsi fir déi Problematik entwéckelen.

Et ass esou, datt mer an deene leschte Jore wesentlech méi Zuelematerial kritt hunn, wat wëssenschaftlech opgeschafft ginn ass vu wëssenschaftlechen Instituter, vun der Uni Lëtzebuerg, vum Statec, woumat mer wierklech eng fundéiert Diskussioun an der Chamber kënne féieren. Och aner Akteuren, d'Salariatskummer, d'Caritas, entwéckelen all Joer Proposen a Weeër. An ech mengen, datt et duerfir sënnvoll wier, wa mer eis hei an der Chamber géifen d'Wuert ginn, datt mer eis der Fro vun der sozialer Entwécklung op eng systematesch Aart a Weis unhuelen an duerfir regelméisseg Debatten iwwert d'sozial Entwécklung vum Land féieren.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Weider Wuertmeldungen zur Resolutioun oder zur Motioun?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Et si Saachen dran, déi an där Motioun ganz gutt gemaach sinn, mä datt elo hei eng Motioun (veuillez lire: Resolutioun) sollt adoptéiert gi fir «organisation régulière d'un débat public à la Chambre», ech mengen, d'Chamber kann à tout moment esou eppes maachen, an duerfir gesinn ech dat net als onbedéngt nëtzlech un. An an de Consideranten, och wann ech mat villem d'accord sinn, mä d'Formulatioun, esou wéi se dosteet, ass fir mech schwiereg akzeptabel.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Da gi mer zur Ofstëmmung iwwer, wa keng weider Wuertmeldungen do sinn. Fir d'Éischt géif ech proposéieren, iwwert d'Motioun ofzestëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 52-mol Neen, an 3 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Claudia Dall'Agnol), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A mir géifen zur Resolutioun iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. A wa jiddwereen ofgestëmmt huet - dat schéngt de Fall ze sinn -, ass d'Ofstëmmung eriwwer.

D'Resultat ass 26-mol Jo an 32-mol Neen. Domat ass d'Resolutioun verworf.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. An de Rapporteur ass scho prett. Et ass de Projet de loi 7104 iwwert d'Schafe vu fënnef regionalen Direktiounen am Enseignement fondamental.

6. 7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Genee dat ass et, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, am Regierungsprogramm gouf en immense Wäert op d'Qualitéit an op eng verbessert Organisatioun vun eise Schoule geluecht. Et ass dobäi net drëms gaangen, alles iwwert de Koup ze werfen, mä ze kucken, wéi eng Strukturen an Opdeelungen tëschent deene verschiddenen Akteuren hautzudaags nach Sënn maachen a wou ee muss Upassunge virgesinn, fir weiderhin en héichwäertegen Enseignement an eise Schoulen ze assuréieren.

Jo, eis Schoulen hu sech an deene leschte Jore staark verännert. Mir haten an der Lescht vill Geleeënheet, fir doriwwer hei am Haus och ze diskutéieren. Den Integratiounsoptrag, d'Heterogenitéit vun de Schüler, d'Unzuel u Kanner mat spezifesche Besoinen, dat sinn nëmmen e puer Elementer, déi an deene leschte Jore staark zougeholl hunn an déi d'Erausfuerderungen un d'Schoule wuesse gedoen hunn.

Et ass dofir ëmsou méi wichteg ze kucken, wéi een op deene verschiddene Plaze kann ajustéieren, fir eist Schoulwiese méi effikass opzestellen an de Besoinen an de Realitéiten um Terrain och unzepassen.

Ier ech dann op déi verschidde Mesuren ze schwätze kommen, wëll ech virop nach betounen, datt mir mat dësem Gesetz am Fong déi grouss Linnen ëmsetzen, déi de Ministère an de Syndicat national des enseignants an engem Accord vum 22. Februar 2016 festgehalen hunn. Dat betrëfft souwuel d'Gestioun vun de Schoule wéi och déi nei Instituteur-spécialiséen, op déi ech duerno nach wäert ze schwätze kommen.

Eng Mesure, déi beim Projet de loi 7104 sécherlech ervirstécht, ass d'Schafe vun de regionalen Direktiounen. Dës solle jo an Zukunft déi haiteg Inspekteren ersetzen. Wann ech virdru sot, d'Erausfuerderungen un d'Schoule wiere gewuess, da gëllt dat och fir d'Inspekteren. Besonnesch no der Reform vun 2009, bei där d'Gemenge vun engem Groussdeel vun hirer Responsabilitéit a puncto Schoulgestioun entbonne goufen, sinn d'Aufgaben an d'Missioune vun deenen eenzelnen Inspektere gewuess. Derbäi kënnt, datt si eigentlech keng vun hire Käraufgaben un een aneren delegéiere kënnen. Si sinn an engem gewëssene Sënn Eenzelkämpfer, déi sech Dag fir Dag duerch en ëmmer méi heterogeent an usprochsvollt Schoulwiese schloe mussen. Dat gëtt elo mat dësem Projet de loi geännert.

Fir d'Aktioune vun den eenzelne Schoule méi effikass ze dirigéiere respektiv ze iwwerwaachen a soumat d'Qualité scolaire ze garantéieren, gëtt den aktuelle Modell vum Inspektorat iwwerduecht. Déi 20 Arrondissementer ginn dofir duerch 15 regional Direktiounen ersat. An all Regioun wäert dann ofhängeg vun der Gréisst an dem Besoin vun den eenzelne Regiounen all Direktiounsequipp aus engem Direkter an aus zwee bis véier Directeur-adjointë bestoen. Äänlech Modeller goufen och scho mat Succès an angelsächsesche Länner agefouert, dat ënnert dem Numm „system leaders".

Den Exposé des motifs vun dësem Projet de loi kann ech an deem Kontext och jiddwerengem recommandéieren, deen ass an dësem Punkt ganz explizitt.

Zu den Aufgabe vun dësen Equippen - an ech betounen, et sinn an Zukunft Equippen - gehéieren nach ëmmer déi administrativ Gestioun an déi pädagogesch Surveillance vum Corps enseignant, genausou wéi d'Gestioun vun de Relatiounen tëschent dem Schoulpersonal oder d'Begleedung vun deene jonke Joffferen a Schoulmeeschteren.

An dësen Equippen ass dann och ëmmer een Directeur adjoint responsabel fir d'Kanner aus der jeeweileger Regioun, déi spezifesch Besoinen hunn an déi am Schoulrhythmus Schwieregkeeten hunn nozekommen.

Allgemeng kann ee soen, datt d'Betreiung vun de Kanner mat Léierschwieregkeeten, Verhalensopfällegkeeten oder soss spezifesche Besoinen e weidere Kärpunkt vun dëser Reform duerstellt, an dat souwuel op lokalem wéi och op regionalem Niveau.

Op lokalem Niveau wäerten an deem Sënn iwwert déi nächst véier Joer ganzer 150 sougenannt «instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques», oder kuerz I-EBS, agestallt ginn. Dëst spezifesch ausgebilt Personal wäert sech an Zukunft um Terrain an enger inklusiver Approche ëm dës Kanner këmmeren a sech zesumme mam Schoulpersonal an den Elteren iwwert d'Situatioun vum Kand concertéieren.

Op regionalem Niveau kommen dann d'Équipes de soutien des élèves à besoins spécifiques ou particuliers an d'Spill. Ënnert der Responsabilitéit vum Sousdirekter aus der jeeweileger Regioun këmmere si sech ëm d'Kanner, deenen net ka genuch an de Schoule gehollef ginn. Wann den I-EBS also feststellt, datt den individuelle Besoine vun engem Kand net ka genuch Rechnung an de Schoule gedroe ginn, dann iwwerhëlt, mam Accord vun den Elteren, d'Équipe de soutien d'Prise en charge vun dem betraffene Kand.

An deenen Équipes de soutien sëtzen dann nach Psychologen, Pädagogen, Infirmieren, Educateuren, Assistant-sociallen, jee, Leit, déi nach besser op déi spezifesch Besoine vun deenen eenzelne Kanner kënnen agoen.

Här President, an anere Wierder gëtt et eng regelrecht „Teamaarbecht" op verschiddenen Niveauen, ëmmer ënnert der Opsiicht vum ugeschwaten Directeur adjoint an der Commission d'inclusion, déi en Dossier mat alle wichtegen Informatiounen iwwert d'Kand, seng Besoinen a säin Diagnostic uleet.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin - an hallef Här President -, Dir Dammen an Dir Häre, ech komme bei den drëtten - annerhallef -, ech komme bei den drëtte Volet vun dësem Projet de loi, an zwar bei d'Schoulentwécklung vun de Grondschoulen.

Och bei der Schoulentwécklung kréien déi regional Direktere méi eng grouss Roll. Si leeën zesumme mat de Presidente vun de Schoulcomitéen ënner anerem déi grouss Achse vun der schoulescher Entwécklung fest a si suivéieren d'Ëmsetze vun de Plans de développement scolaire, de sougenannte PDS.

Vläicht nach eng Kéier e puer Wuert awer zu dësem PDS. E PDS dokumentéiert am Fong déi individuell pädagogesch an organisationell Demarchë vun deenen eenzelne Schoulen an dréit der Spezifissitéit vun der lokaler Schülerpopulatioun Rechnung. Och do ginn d'Schoulen an Zukunft net eleng stoe gelooss, mä kréien en I-DS, en Instituteur spécialisé en développement scolaire, zur Säit gestallt. Dësen ass beim SCRIPT affektéiert a soll dem President vum Schoulcomité an den Enseignantë bei Froen iwwert d'Schoulentwécklung mat Rot an Dot zur Säit stoen. Hie soll zudeem och aktiv beim Ausschaffe vum PDS matwierken.

Madamm Presidentin, ech sot uganks, datt dëse Projet haaptsächlech Accorden ëmsetzt, déi de Ministère mat Akteure vum Terrain festgehalen huet. Dat gëllt och fir den Accord iwwert d'Aféiere vun der franséischer Sprooch am Cycel 1. Nieft der Lëtzebuerger Sprooch, déi d'Haaptkommunikatiounssprooch am Cycel 1 bleift, dem Éveil aux langues, wäert an Zukunft och am Cycel 1 eng Initiation à la langue française stattfannen, net zulescht, fir e kohärente Suivi vun der Initiation an de Crèchen a Betreiungsstrukturen ze erméiglechen.

Fir all weider Detailer a fir d'Avise vun deene verschiddene Beruffskummere verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Lex Delles. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Och e grousse Merci dem Lex Delles fir de mëndlechen an och schréftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi solle sech an der Grondschoul eng Partie Saachen änneren. Mat eenzelne kënne mer sécher averstane sinn oder mir begréisse se och souguer, mat anere Punkte si mer awer net averstanen. An dofir wäerte mer, ech soen et direkt, géint dëse Projet de loi stëmmen.

(Brouhaha)

Ech wäert hei op véier Punkten agoen: éischtens déi nei Strukturen, fir d'Schüler mat spezifeschen educative Besoine besser ze ënnerstëtzen, zweetens d'Schoulentwécklung, drëttens d'Inspekteren, déi elo déi regional Direktere ginn, a véiertens d'Sproochen, dat heescht, d'Franséisch am Cycle 1.

Ier ech awer mat deene véier Punkten ufänken, wëll ech allgemeng bemierken, datt mer bei dësem, awer och bei villen anere Projet-deloien, déi an der Pipeline sinn, den engleschen „kiss" feelt. An ech mengen hei natierlech den „kiss" als „keep it short and simple". Mir solle keng Gesetzer iwwer Gesetzer maachen, Observatoirë grënnen, Conseile grënnen, nei Abteilunge maachen, Instituteur-spécialiséen, Direkteren, Sousdirekteren an esou weider schafen, an awer gläichzäiteg ëmmer méi e komplizéierten an oniwwersiichtleche System opbauen.

Ech kommen dann elo zu deene véier Punkten: éischtens déi nei Strukturen, fir d'Schüler mat spezifeschen educative Besoine besser ze ënnerstëtzen.

Als CSV begréisse mer deen allgemenge Prinzip, datt dëse Schüler soll besser a virun allem och méi séier an Zukunft gehollef ginn. Mir sinn eis awer net sécher, ob mat dësem System, esou wéi en elo virgesinn ass, dëst och effektiv erreecht gëtt. Et muss sech elo erausstellen, wéi déi nei spezialiséiert Enseignanten um Terrain aktiv ginn a wéi effikass, effizient d'Zesummenaarbecht vun hinnen ass mat der ESEB, der Équipe de soutien - der neier Équipe multi -, dem zoustännege Sousdirekter op regionalem Niveau, der Commission d'inclusion a bei Bedarf den eenzelne Centre-de-compétencen, déi jo nach musse per Gesetz gegrënnt ginn, wéi dës Zesummenaarbecht also funktionéiert.

Well awer e performante System hei wichteg ass, deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, fir an dräi Joer e Bilan vun dësem System ze maachen a bei Bedarf déi noutwendeg Upassungen ze maachen.

Wann ech gelift, Madamm Presidentin.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il existe un réel besoin dans la prise en charge adaptée quant à la scolarisation d'élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques;

- saluant qu'un nouvel dispositif sera déployé au niveau local, régional et national pour améliorer la prise en charge des élèves à besoins particuliers ou spécifiques;

- rappelant que ce dispositif sera ancré dans deux textes législatifs, à savoir le projet de loi concernant les directions de régions (7104), et le projet de loi sur la création de centres de compétence en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire qui n'a pas encore été déposé;

- constatant qu'un certain nombre d'instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques ont déjà été recrutés;

- considérant qu'une équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) intervient au niveau régional en tant que service généraliste, affecté à une région et placé sous la responsabilité d'un directeur adjoint auprès de la direction de région;

- constatant qu'il est créé au niveau de chaque région une commission d'inclusion qui se voit attribuer la possibilité de décider des aménagements raisonnables dans l'intérêt des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques concernés;

- notant encore qu'au niveau national, huit centres de compétences spécialisés seront créés pour assurer la qualité de la prise en charge des élèves à besoins spécifiques;

- considérant que les écoles, les enseignants, les directeurs de régions, les directeurs adjoints, les instituteurs spécialisés, les ESEB, les commissions d'inclusion et les centres de compétences doivent s'engager dans un processus continu et cohérent de coopération et de coordination quant à la scolarisation d'élèves en difficultés,

invite le Gouvernement

- à procéder dans un délai de trois ans à une évaluation du système de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques,

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation afin d'améliorer la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques.

(s.) Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Laurent Zeimet.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Allgemeng zu dësem Punkt géif mech awer och nach interesséieren, wou elo déi 150 - wa se bis eng Kéier agestallt sinn - I-EBSen affektéiert ginn. Si solle jo an eng oder méi Schoulen affektéiert ginn. No wéi enge Kritäre gi se verdeelt? An enger éischter Phas ginn der elo emol 70 agestallt. Wou kommen dës 70 hin? Et soll och esou sinn, datt - dat krute mer zumindest gesot - et envisagéiert gëtt, fir I-EBSen an de Régime préparatoire eranzehuelen. Och do wär et interessant ze wëssen: Wéi ass do den aktuelle Stand? Stinn do schonn d'Schoule fest, wou där elo affektéiert ginn?

Da kommen ech zu deem zweete Punkt, der Schoulentwécklung. De Schoulentwécklungsprozess ass wichteg, souwuel an der Grondschoul wéi och am Secondaire. Mam PDS, Plan de développement scolaire - virdrun haten d'Grondschoulen e PRS, e Plan de réussite scolaire, dat ass also näischt wesentlech Neies -, hunn d'Schoulen en Instrument, fir d'Schoulentwécklung systematesch unzegoen. De Plan de réussite scolaire gëtt et schonns eng Zäitchen an der Grondschoul. En ass mëttlerweil zweemol ëmgesat ginn. Mä laut Aussoe vum SEW, sou wéi gëschter an der Press ze liese war, hätt deen aktuelle PRS - d'Ofkierzung also - näischt Positives an der Schoul bruecht.

(Interruption)

Et géif virun allem drëm goen, wien dee schéinsten Text géif schreiwen. Dat ka jo net sinn!

Wat seet den Här Minister zu dëser Ausso? Et stellt sech natierlech och d'Fro: Firwat ass de PRS net evaluéiert ginn? An d'Konklusiounen hätte jo da kënnen zu enger Upassung vum Schoulentwécklungsplang féieren.

Da muss ech trotzdeem nach soen, datt de Prozess vun der Schoulentwécklung an dësem Projet de loi nach méi logesch beschriwwen ass wéi am Projet de loi vun der Lycéesreform. Mä do komme mer jo nach derzou. Allerdéngs wär et awer wichteg gewiescht, eng vergläichbar Virgeeënsweis bei der Grondschoul souwéi beim Lycée ze definéieren. Mir feelt einfach ganz dacks bei deene sëlleche Projet-de-loien eng erkennbar Kohärenz.

D'Schoulentwécklung, Dir Dammen an Dir Häre, mécht sech um Terrain a mat de Leit vum Terrain! Anescht geet et net. D'Schoulentwécklung muss och e lafenden, dynamesche Prozess sinn. A fir d'Dynamik ze behalen, däerf de System net ze komplizéiert sinn. An do stelle sech och hei eng Partie Froen.

De Plan de développement scolaire soll vum Schoulcomité ënnert der Responsabilitéit vum President zesumme mat der Schoulgemeinschaft ausgeschafft ginn. Dat schéngt mer logesch. De Ministère huet elo extra eng Partie - och hei erëm eng Kéier - spezialiséiert Enseignanten, I-DSen, agestallt. Dës I-DSe sinn, den Här Lex Delles huet et och gesot, an de SCRIPT u sech detachéiert oder affektéiert. Deen ass och responsabel fir si. Mä si sëtzen iergendwou aneschters - wou genau wësse mer net -, a 7 vu 15 Regiounen, krute mer gesot.

De President soll dëse spezialiséierten Enseignant bei Froen zum Plan de développement scolaire kënnen an Usproch huelen. Am Projet de loi steet och, datt dës spezialiséiert Enseignanten, déi dann an all zweeter Regioun sëtzen, sollen aktiv bei der Ausschaffung a bei der Emsetzung vum Schoulentwécklungsprogramm mathëllefen.

Ech wëll just bemierken: Si sinn net direkt um Terrain! An hien, dat heescht, de spezialiséierten Enseignant, an net de President, dee jo awer um Terrain ass, soll den Direkter, dee fréieren Inspekter, dann heiriwwer informéieren. De President dann awer, deen ass schlussendlech responsabel, fir de Schoulentwécklungsprogramm ëmzesetzen, ouni datt en awer nëmmen ee klengen hierarchesche Pouvoir hätt.

(Interruption)

Dëst bemierkt och d'Statsbeamtegewerkschaft. Wär et net méi einfach gewiescht, wann de President eng hierarchesch Positioun an der Schoul géif anhuelen a wann d'Abteilung vum SCRIPT, déi mer jo souwisou hunn, déi fir d'Schoulentwécklung zoustänneg ass, och kéint Hëllefstellung an der Grondschoul ginn? Fir d'Kohärenz vum System wär dëst sécherlech hëllefräich.

Dësen zimlech schwéierfällege Prozess vun der Schoulentwécklung ass net ganz attraktiv fir Innovatiounen. D'Schoule kréien alleguer zimlech déiselwecht Moyenen, egal wivill si maachen. Et ass also keen Ureiz fir eng dynamesch Schoulentwécklung. Firwat net esou äänlech Projete wéi zum Beispill de Projet d'établissement am Secondaire och fir de Fondamental virgesinn? Esou ee Projet kéint e reellen Ureiz si fir Schoulentwécklung. Si kéinte sech bestëmmt aus dem Schoulentwécklungsprogramm erginn a kéinten och Bestanddeeler vum Aktiounsplang sinn, dee jo da spéider och misst evaluéiert ginn.

Sou, no der Schoulentwécklung kommen ech da bei deen drëtte Punkt, déi regional Direkteren, déi d'Inspekteren an hiren Arrondissementer sollen ersetzen. Als CSV si mer ganz kloer fir eng Direktioun an der Schoul an net an der Regioun! Mir haten dozou schonns am Juli 2015 eng Motioun an d'Chamber bruecht. D'Schoulleedung soll an eise Grondschoulen, wou der vill schonns mat klenge Lycéeën ze vergläiche sinn, professionaliséiert ginn. 12 vun 150 Grondschoulen hu scho méi wéi 500 Schüler. Ech ka mer kee Betrib virstelle mat 500 Schüler, wou kee Chef am Betrib ass. Dat gëtt et am Prinzip och soss néierens wéi an eise Grondschoulen.

Am Moment hu mer e Schoulcomité mat engem President an der Schoul an en Inspekter am Arrondissement. Dee gëtt elo ersat duerch den Direkter mat e puer Sousdirekteren an der Regioun. Den Titel ännert, mä um Terrain ännert net vill bis näischt! Als CSV si mer der Meenung, datt mer sollen dem President seng Roll professionaliséieren.

Mir brauchen e President oder en Direkter, wéi en och ëmmer soll genannt ginn, mat hierarcheschem Pouvoir an der Schoul, an net an der Regioun! Dee muss Uspriechpartner si fir d'Enseignanten, dat sozioeducatiivt Personal, d'Elteren an d'Schüler. Wann deen awer, sou wéi et an dësem Projet de loi virgesinn ass, a sengem regionale Büro sëtzt - wou d'Regioun, do wou ech hierkommen, vun Heischent bis op d'Wämperhaart geet -, dann ass et schwiereg, dës Roll ze iwwerhuelen.

Jee no Gréisst vun der Schoul misst de President oder Direkter och keng ganz Tâche hu fir d'Schoulentwécklung oder d'Schoulleedung. Dëse professionaliséierte President oder Direkter an der Schoul misst och en Team vun Enseignanten, déi stonneweis dechargéiert sinn, jee no Gréisst vun der Schoul, sou wéi et och elo schonns beim Schoulcomité ass, bei sech hunn. Et soll eng participativ Féierung um Terrain stattfannen. D'Schoulleedung muss um Terrain präsent sinn, fir op de Leit hir Problemer a Suergen anzegoen, fir een Identifikatiounsgefill opzebauen, fir mat de Leit zesummen den Teamgeescht ze förderen, fir mat de Leit zesummen hir Schoul ze entwéckelen, fir eng gutt Unterrechtsqualitéit ze suergen, fir d'Schoulcommunautéit mat an d'Verantwortung ze huelen, fir iwwerhaapt ze wëssen, wat ëmmer um Terrain leeft.

Nëmme wann een direkt an der Schoul ass, ass een e feste Bestanddeel vun der Schoulcommunautéit. An nëmmen da kann een d'Aufgabe vun enger effikasser Schoulleedung iwwerhuelen!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn also an dësem Punkt enger fundamental anerer Meenung wéi den Här Minister. En éischte Grond, firwat mer géint dëse Projet de loi stëmmen.

Dann, mäi véierte Punkt an deen zweete Grond, firwat datt mer dergéint stëmmen, ass d'Franséischt am Cycle 1, Précoce a Spillschoul. Am Artikel 2 vum Projet de loi gëtt festgehalen, datt am Cycle 1 nieft deem, wat am Moment virgesinn ass am Beräich vun de Sproochen, nämlech d'Sprooch am Allgemengen, d'Aart a Weis fir ze schwätzen, d'Lëtzebuerger Sprooch an den Éveil aux langues, dann elo d'Initiatioun vum Franséischen derbäikënnt.

Datt mer mat der bilingualer Kannerbetreiung, ouni wëssenschaftlecht Konzept an ouni wëssenschaftlech Resultater, déi dëst Konzept géife beleeën - a béides ass net do -, esou net averstane sinn, huet mëttlerweil, denken ech, jiddweree matkritt. Wann net, d'Françoise Hetto wäert Iech dat beim entspriechende Projet de loi nach eemol erklären.

Als CSV si mer also och dergéint, datt hei am Cycle 1 nieft dem Éveil aux langues d'Initiatioun vum Franséischen extra nach derbäikënnt, an dëst ouni wëssenschaftleche Beleeg, datt dat eise Schüler beim Sproocheléieren, bei der Alphabetiséierung op Däitsch eppes bréngt.

Elo si mer gëschter beim Debat zur Petitioun fir kee Franséisch u sech bei de klenge Kanner nach gewuer ginn, datt d'Enseignanten nach absolutt keng Informatiounen, keen didaktescht Material, keng Formatioune kritt hunn. Ech drécken et fein aus:...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat stëmmt jo net!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- „Dat ass net ganz seriö!"

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat stëmmt jo net.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Si hunn et awer esou gesot, déi Enseignanten, déi hei waren.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech hu jo och dozou Stellung geholl.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et soll ee sech...

(Interruption)

...awer natierlech trotzdeem mam Cycle 1 beschäftegen. An den Ae vun der CSV soll eng Haaptaufgab vum Precoce weiderhin d'Integratioun iwwert déi lëtzebuergesch Sprooch sinn. Den Éveil aux langues erlaabt zousätzlech dann de Kontakt mat anere Sproochen, sou wéi bis elo och. Dat géif an eisen Aen duergoen.

De Cycle 1 ass awer och dee Stadium, wou kann ugefaange ginn, spilleresch ze léieren. An hei kann ee méi maache wéi dat, wat bis elo virgesinn ass. Hei kann, hei soll méi geziilt - ech betounen „geziilt" - un der Sproocheférderung am Allgemenge geschafft ginn. Ech hat dat schonns op dëser Plaz bei der Interpellatioun iwwert d'Sprooche gesot a ginn duerfir net méi am Detail heirop an.

Mä wéi eng Etüd...

Ech mengen, hei sinn der midd. Soll ech méi haart jäizen oder...?

(Hilarité et interruptions)

Gutt! Mä wéi eng...

Une voix.- Et héiert een ëmmer nëmmen datselwecht!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Hansen, si maachen elo all en disziplinareschen Effort, dass mer geschwënn op den Tour de Luxembourg kommen.

(Hilarité)

An dofir, wann ech gelift, e bëssen Disziplinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ech denken zwar, datt d'Grondschoul...

(Brouhaha général)

...nach méi wichteg ass, wéi elo um Depart vum Tour de Luxembourg ze sinn, géif ech jo emol allgemeng soen!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Op alle Fall, mä ech wollt elo eppes soen, fir dass dat Gegaaps hei an de Bänke soll ophalen.

(Brouhaha)

Une voix.- Wien huet da gegaapst?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Madamm Hansen, Dir hutt eleng d'Wuert. A loosst lech net...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech loosse mech net..., ech wollt just e bëssen...

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- ...vu Mimiken - well dat do hutt Der lech elo gesicht -, loosst lech net vun der Mimik beaflossen!

(Interruption)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also, wéi eng Etüd beweist, erwaarde sech déi grouss Majoritéit vun den Enseignantë konkret methodesch Hiweiser - also Enseignanten aus dem Cycle 1 - an op méi wëssenschaftleche Kenntnisser baséierend didaktescht Material, fir

d'Sprooche geziilt kënnen ze förderen. Dat ass awer esou net do. Dat wär awer wichteg a sënnvoll! An et wär méi wichteg a sënnvoll, wéi elo iergendwéi Franséisch ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Des Weideren ass déi Lëtzebuerger Sprooch, wou mer jo als CSV soen, datt se virun allem am Cycle 1 soll gefërdert ginn, eng gutt Grondlag fir d'Alphabetiséierung op Däitsch. Och heizou gëtt et eng Etüd vun der Uni.lu, déi beleet, datt, wann ee Kand gutt Lëtzebuergesch kann, da léiert et och besser Däitsch. An dat gëllt och fir eis auslännesch Kanner! En zousätzlecht Argument also, fir am Cycle 1 ganz geziilt déi Lëtzebuerger Sprooch ze förderen.

An den Éveil aux langues huet et och elo schonns erlaabt - ech hat dat och schonns bei der Debatt iwwert d'Sprooche gesot -, den „Frère Jacques" ze sangen oder awer och den „Hänschen klein". Mä ech denken, datt den „Hänschen klein" vläicht elo net méi gesong gëtt, vläicht ass et elo d'„Fliegerlied" oder soss iergendwéi eppes. Ob dat awer elo nach erwënscht ass, weess ech net!

Une voix.- Haha, d'Fliegerlied!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et wär awer genausou wichteg, op Däitsch ze sangen - am Hibléck op déi spéider Alphabetiséierung op Däitsch - wéi virun allem op Franséisch!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zesummefaassend:

- den éischte Punkt, nei Strukture, fir de Schüler mat spezifeschen educative Besoine besser ze hëllefen: Als CSV begréisse mer dës Reform. Mir hätten awer gären eng Evaluatioun, ob d'Organisatioun esou um Terrain effizient, effikass ass;

- zweetens, d'Schoulentwécklung: en zimlech schwéierfälleg definéierte Prozess mat nëmme beschränktem Ureiz fir d'Innovatiounen;

- drëttens, Inspekteren, wat déi nei regional Direktere ginn: Als CSV si mer fir Direkteren um Terrain an der Schoul, bei den Enseignanten, bei de Kanner an no bei den Elteren an net iergendwou an der Regioun;

- a véiertens, d'Sproochen, virun allem Franséisch am Cycle 1: Als CSV soe mer, datt am Cycle 1 virun allem soll dat Lëtzebuergescht als Integratiounssprooch, als gemeinsam Sprooch fir d'Kanner gefërdert ginn. Mir hunn, dat wësse mer alleguer, Problemer am Sproochenunterrecht. Mä dat ass keen Zäitproblem, dat ass éischter e Programm- oder Methodeproblem. Dodru muss geschafft ginn, do muss awer net scho mat dräi Joer ugefaange ginn!

Als CSV stëmme mer also, ech widderhuele mech, géint dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur Lex Delles ass op villes schonn agaangen. Ech wéilt awer nach op deen een oder anere Punkt zréckkommen an e puer Saache kloerstellen.

Mat dësem Gesetz wäerten eis Grondschoulen an Zukunft besser opgestallt sinn, fir deene schouleschen Erausfuerderungen och Rechnung ze droen. De Rapporteur Lex Delles huet et gesot, mir hunn hei am Haus an der Lescht vill iwwert dës Erausfuerderunge geschwat. D'Madamm Hansen hat elo an hirer Introduktioun gesot, oder quasi och bedauert, dass villes géif gegrënnt ginn an och villes ganz komplex wär, wat an de Strukture géif geschaaft ginn. Dat féiert mech zu e puer Iwwerleeungen.

Éischtens emol denken ech, an dat wësst Der: D'Welt ass net einfach! An och d'Schouwelt ass absolutt net einfach. Komplex Problemer, mengen ech, kënne mer net mat simplistesche Léisunge léisen. Ech wëll awer och zwee Wierder dozou soen, an de Rapporteur Lex Delles huet mech elo nach eng Kéier drun erënnert: Mir schafe jo och mat deem heite Projet duerchaus Strukturen of. Et ass jo net esou, dass der nëmmen derbäikommen. Mä ech kommen, wéi gesot, dorop nach zréck.

Ënnerschiddlech Talenter, Besoinen, kulturell a sozial Hannergrënn, dat sinn nëmmen e puer Elementer, déi d'Schoulen an d'Léierpersonal dagdeeglech mussen ënner een Hutt kréien. Schonn eleng dat ass eng immens Leeschtung, déi e grousse Respekt verdéngt.

Wann een dann aus gudde Schoulen nach besser Schoule wëllt maachen, da muss ee kucken, wou de Schong genau dréckt a wou ee kann duerch strukturell Verännerungen d'Schoule besser a besonnesch och méi effikass opstellen, fir dësen Erausfuerderungen dann och gerecht ze ginn.

Mat dësem Projet de loi gëtt dofir net nëmmen un der Gestioun vun de Schoule geschrauft, och wäert d'Betreiung vu Kanner mat spezifesche Besoine souwuel op lokalem wéi och op regionalem Niveau däitlech, wierklech däitlech verbessert ginn. Fir besser op déi spezifesch Besoine vun dëse Kanner anzegoen, ginn eleng op lokalem Niveau, an de Schoulen also, 150 Leit agestallt. Dës solle sech an enger inklusiver Approche ëm dës Kanner këmmeren.

Här President, eleng d'Unzuel vun dëse sougenannten I-EBS weist, dass et eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung ass, d'Prise en charge vun dëse Kanner ze verbesseren, mä virun allem och, dass e reelle Besoin um Terrain besteet, sprech, dass et eng ganz Rei Saachen an deem Domän nozehuele gëtt.

D'Demokratesch Partei begréisst et dofir och ausdrécklech, dass de Premier a sengem État de la nation ugekënnegt huet, dass nach 350 Leit méi iwwert déi nächst Joren zur Verfügung gestallt ginn, fir do ze entlaaschten, wou Educateuren, Sozialaarbechter, Psychologen, Pädagogen an Therapeuten haut dacks iwwerlaascht sinn. Dat zum Wuel vun de Kanner, déi eis Hëllef brauchen.

Här President, Entlaaschtung ass och fir d'Aarbecht vum Inspektorat e gutt Stéchwuert. Well haut feelen den Inspekteren Dag fir Dag an där villfälteger Aarbecht, déi ufält, oft Stonnen, fir alles dat kënnen ze maachen, wat se musse maachen. Besonnesch no der Reform vun 2009 sinn d'Responsabilitéite vum Inspekter gewuess. D'Regierung mécht dowéinst elo aus dem Eenzelkämpfer, wat den Inspekter war, eng Equipp: eng Equipp, déi zesummeschafft, fir d'Schoul besser ze maachen, eng Equipp aus zwee bis fënnef Leit, déi sech zesumme mat enger klorer Aufgabeverdeelung besser kënnen ëm d'Kanner aus hirer jeeweileger Regioun këmmeren.

Gläichzäiteg leeë mir och an der Schoulentwécklung en Zant zou. Mam Stäerke vum President vum Schoulcomité an der Schoulentwécklung schafe mir eng nach besser basisdemokratesch Dynamik an der Grondschoul.

Här President, ech hoffe jiddefalls net, dass déi gréisst Oppositiounspartei dës Struktur an der Schoul wëllt mat hirem Schouldirekter ofschafen. De President vum Schoulcomité gëtt mat dësem Gesetz souzesoen den „chef d'orchestre" vun enger Equipp, déi vun ënne gedroe gëtt an déi zesummen e PDS festleet. Dat ass eng Struktur vun ënnen erop an net vun uewen erof. Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, fir dat nach eng Kéier ze ënnersträichen.

Firwat elo net aus dem aktuelle President e Schouldirekter maachen?

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Erlaabt Der, Här Lamberty?

M. Claude Lamberty *(DP).*- Natierlech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här Lamberty. Ech wollt just froen: Am Secondaire gëtt jo och e Plan de développement scolaire gemaach. Ech huele jo un, datt Der dovunner ausgitt, datt dee Plan de développement scolaire am Secondaire och ka funktionéieren, obschonns datt een Direkter an der Schoul ass. Dofir verstinn ech Är Ausso do net ganz.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech mengen, dass mer am Secondaire, a mir komme jo bei der Lycéesreform nach drop zréck, ganz aner Strukturen hunn. Mir hu wuel eng Direktioun, an ech kommen och a menger Ried nach drop zréck, mä mir hunn awer och verschidde Cellullen, déi sech ëm d'Entwécklung këmmeren. Dat heescht, et ass net esou, dass an engem Lycée net och vun ënnen erop bestätegt gëtt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also ass et och méiglech mat engem Schouldirekter.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Mir schafe jo och hei Direkteren. Mir komme jo geschwënn...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- E Schouldirekter an der Schoul!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Lauschtert meng Ried eng Kéier ganz, ech si sécher, duerno sidd Der vill méi iwwerzeegt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo huet just den Här Lamberty d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech mengen net.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Also, meng Fro war virdrun, ier d'Madamm Hansen se gestallt huet: Firwat also net aus dem aktuelle President e Schouldirekter maachen? An ech mengen, dat huet d'Madamm Hansen sech jo och elo nach eng Kéier gefrot.

Ma ganz einfach: Domat géif déi ganz Struktur vum Basisdemokrateschen ewechfalen. Fir d'DP huet de President vum Schoulcomité jiddefalls seng fest Plaz an eise Schoulen. Et ass hien, deen zesumme mam ganze Corps enseignant an de Schoulen, an de Klasse präsent ass an am beschte weess, wou de Schong dréckt a wou d'Schoule sech mussen ausriichten, fir de Besoine vun de Schüler entgéintzekommen.

Mir brauchen an eise Schoule Presidenten, déi vun ënnen erop gewielt amplaz vun uewen erof genannt ginn. Mir brauchen an eise Grondschoulen eng Equipp um Terrain a vum Terrain, déi autonom an zesummen hire Plan de développement scolaire ka festleeën.

Här President, ech verstinn och d'Opreegung iwwert déi regional Direktiounen, déi elo en place gesat ginn, net wierklech. Do besteet jo awer dann e gewëssene Parallelismus zu de Lycéeën. Och gëtt et en Direkter, also och do gëtt et en Direkter mat senger Equipp, dee sech ëm eng vergläichbar Unzuel u Schüler këmmert an och Responsabilitéit dréit.

An ech kucken dann nach eng Kéier d'Madamm Hansen: Ech mengen, si war jo och an där Positioun, fir kënnen ze bestätegen, dass dat an de Lycéeë mat Direktiounen och gutt fonctionnéiert.

An, Här President, nom Projet de loi 6390 vun der Madamm Delvaux, deen iwwregens och regional Direktioune virgesinn huet a bei deem d'CSV deemools jo mat um Regierungsdësch souz, setzt dës Regierung d'Grondiddi vun den Direktiounen ëm an huet och eng ganz Rei Plazen trotzdeem mat Iddien a Visiounen ergänzt a completéiert. Mir schafen eng Dynamik, déi de Schoule vun ënnen erop Fräiheete gëtt an déi vun de regionalen Direkteren encadréiert gëtt. D'Grondiddi vun der Basisdemokratie an de Schoule gëtt mat eis net a Fro gestallt! Dat ass net nëmmen e politesche Choix, mä virun allem eng absolutt Noutwendegkeet.

Här President, ech kommen dann nach op d'Aféierung vum Franséischen am Cycel 1 ze schwätzen. Jo, an Zukunft wäerten nieft dem Lëtzebuergeschen an dem Éveil aux langues och franséisch Elementer am Cycel 1 optauchen. Dobäi bleift Lëtzebuergesch awer - an dat ass wichteg ze betounen! - déi wichtegst Kommunikatiounssprooch am Cycel 1. Dat vläicht virop gesot, fir déi Leit ze berouegen, déi mengen, méi Franséisch géif gläichzäiteg de Stellewäert vum Lëtzebuergeschen an der Spillschoul ënnergruewen. Et wäert am Lëtzebuergesche weiderhin dorëm goen, Kompetenzen am Héieren, Verstoen an am Schwätzen op engem bestëmmten Niveau ze entwéckelen.

Dann zum Franséischen: An der Spillschoul soll ee kee Franséisch am klassesche Sënn vum Wuert „léieren" léieren. Et ass éischter en Entdecken, en Eruféieren un déi franséisch Sprooch. Et geet ëm en éischte Kontakt, e Kontakt ouni Drock an ouni Zwang fir d'Kand. An ech widderhuelen et gär: D'Kanner sollen op eng kandgerecht a spilleresch Aart a Weis duerch Lidder, Reimer, kuerz Geschichten, Fangerspiller a Rollespiller un déi lëtzebuergesch an un déi franséisch Sprooch erugefouert ginn.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- An déi däitsch?

M. Claude Lamberty *(DP).*- An un déi däitsch!

Une voix.- ...steet dat do am Gesetz?

(Brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech mengen, dass déi lëtzebuergesch an déi franséisch elo emol déi zwee Haaptschlëssele sinn, fir dass mer an eisem Schoulsystem weiderkommen. Dat wësst Der och ganz genau.

(Interruptions)

D'Freed an d'Loscht...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Bei „Gute Zeiten, schlechte Zeiten".

M. Claude Lamberty *(DP).*- Elo si mer bei „Gute Zeiten"!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Fuert Dir virun, Här Lamberty. A mir féieren elo hei keng Zwigespréicher.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Kinderkanal,...

M. Claude Lamberty *(DP).*- Mä ech sinn awer grad bei der Freed. D'Freed an d'Loscht um Léiere vun dëse Sprooche solle bei de Kanner am...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...Mëttelpunkt stoen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass déi Freed an déi Loscht um Léiere vun dëse Sprooche bei de Kanner am Mëttelpunkt stinn.

(Interruption)

Dofir gëtt am Cycel 1 jo och zum Beispill kee Sockelniveau fir dat Franséischt definéiert.

Här President, da gëtt vusäite vun der Oppositioun och ëmmer - an d'Madamm Hansen hat dat jo och nach eng Kéier ënnerstrach - no wëssenschaftlechen Etüde gefrot. Abee, net méi spéit wéi gëschter huet op dëser Plaz de Minister Claude Meisch nach eng Kéier eng Lëscht mat 72 - mat 72! - wëssenschaftleche Referenzen a Fachliteratur iwwer fréi méisproocheg Bildung deposéiert.

(Interruption)

Eng Sekonn, loosst mech fir d'Éischt färdeg maachen, wann dann d'Fro nach op ass, kënnt Der se gär stellen. Doranner stinn...

(Interruption)

...déi wëssenschaftlech Point-de-vuen, wéi Kanner an engem méisproochege Kontext Sproochen entwéckelen a wéi hinne ka spéider déi Entwécklung zeguttkommen.

An elo kënnt bestëmmt déi Fro vun der Madamm Hansen: Wat huet dat mam lëtzebuergesche Kontext ze dinn?

Une voix.- Ah!

(Interruptions)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ass et richteg?

(Assentiment par Mme Martine Hansen)

Maja. An ech äntwerten Iech op d'Fro, déi Der nach net gestallt hutt:...

(Hilarité)

Wann déi aktuell Etüde beleeën, dass e Kand an deem Alter ka mat verschiddene Sproochen opwuessen an dovunner profitéieren, dann ass dat schonn emol en extrem gutt Argument, op dat ee kann opbauen. An ech froe mech dann awer och gläichzäiteg, ob et am Moment wëssenschaftlech an op lëtzebuergesch Spezifissitéiten ausgeriicht Etüde gëtt, déi den aktuelle Wildwuchs an eise Crèchë géife guttheeschen. D'Konzept huet Kapp a Schwanz an et wäert derfir suergen, dass Sproochebarrièrë guer net eréischt entstinn.

An am Endeffekt geet et näämlech genau dodrëm: dass eis Kleng an de Crèchen, am Precoce, an eise Schoulsäll Lëtzebuergesch léieren! Dat zielt besonnesch fir déi Kanner, déi éischter e frankofone Background hunn. Mir hëllefen hinnen näämlech an hirem ganze Schoulparcours mat dëser Mesure.

Geneesou hëllefe mer awer deene Kanner, e méi liichten Zougang zum Franséischen ze fannen, déi vun doheem aus Lëtzebuergesch oder och Däitsch schwätzen. D'Kanner alleguer profitéieren also dovun, eng Sprooch op spilleresch Aart a Weis quasi en passant ze léieren, déi se an eisem Land brauchen. Well Franséisch, an dat wësst Dir alleguer heibanne genausou gutt wéi ech, ass eng immens wichteg administrativ a Kommunikatiounssprooch fir eist Land. Eleng nëmmen drun ze erënneren, dass eis juristesch Texter an all eis Gesetzer op Franséisch sinn, schéngt mer op dëser Plaz opportun.

Mä net nëmme brauche mir also dat Franséischt, dat Lëtzebuergescht, dat Däitscht - also ech betounen hei: dat „brauchen", dat ass net dat Entscheedend -, mä mir sollen houfreg si fir eis Kanner, dass si kënnen an engem Land opwuessen, wou déi Méisproochegkeet en absolutten Atout vun eiser Schoulausbildung ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- A mir kënne frou sinn, wéi gesot, an engem Land ze liewen, wou eis Kanner ouni Drock, op eng spilleresch, flott Aart a Weis en Zougang zum Räichtum vun esou ville Sprooche fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Här President, zum Schluss wëll ech dem Rapporter Lex Delles e grousse Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

(Brouhaha)

An ech géif gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Lamberty. An nächst Riednerin ass d'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och ufänken an dem Rapporteur, dem Lex Delles, Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Déi lescht Reform am Fondamental ass nach keng zéng Joer hier. Dat aktuellt Gesetz, dat vun 2009 ass an dat mir haut mat dësem Gesetz ännere sollen, hat de Grondschoule méi Autonomie ginn, fir d'Erausfuerderungen, mat deenen eise schoulesche System konfrontéiert ass, besser ze meeschteren. Et war dobäi virun allem drëms gaangen, de Schoulen d'Méiglechkeet ze ginn, sech un eis Schülerpopulatioun, déi esou veschidden ass, ze adaptéieren.

De Plan de réussite scolaire, dee mat dësem Gesetz ëmgedeeft gëtt an de Plan de développement scolaire, PDS, esou wéi en och am Lycée heescht, ass dat Instrument, mat deem eng Schoul kann en État des lieux maachen a kucken, wat gutt a wat manner gutt fonctionnéiert, an doropshin dann d'Entwécklung vun der Schoul esou weiderdreiwen, fir déi pädagogesch Qualitéit op all Niveau ze garantéieren.

Här President, mat deem Gesetz hei präziséiere mir nach weider, wie sech un deem PDS bedeelegt a wéi esou e PDS all dräi Joer muss ausgeschafft ginn, fir dass d'Objektiver, déi d'Schoul sech an deem Kader gesat huet, och beschtméiglech kënne respektéiert ginn.

Et ass an den Ae vun der LSAP duerfir ganz wichteg, dass mir mat dësem Gesetz e spezialiséierten Enseignantsposten am Fondamental schafen, deen zoustänneg ass, fir de Schoulcomité beim Ausschaffe vum schouleschen Entwécklungsplang ze beroden. Och d'Roll vum Schoulcomité gëtt doduerch weider opgewäert, wat d'Entwécklung vun der Schoul ugeet. An d'Aufgab vum Schoulcomité ass also bei Wäitem keng einfach an et ass positiv, dass him an Zukunft e Spezialist zur Säit steet, fir dës Aufgab ze meeschteren. D'Schoulcomitéen hu sech déi lescht Jore bewisen a si si beléift an de Schoulen, well se eng participativ Prise de décision zwëschen den Akteuren um Terrain erlaben.

Här President, d'Schoulcomitée bleiwe bestoen, mä mir modifiéiere mat dësem Gesetz hei awer substanziell eise méi wéi 100 Joer ale System vum Inspektorat. Dat duerch d'Schafe vu 15 regionalen Direktiounen, déi geleet gi vun engem Generaldirekter an enger Rei Adjointen, jee no de Besoinen. Och hei präziséiert d'Gesetz e Stéckche weider, wie woufir zoustänneg ass, a schaaft, wéi bei de Schoulcomitéen, eng participativ Gestioun vun de Schoulen.

Dës nei regional Direktioune wäerten déi verschidden Entwécklungspläng vun de Schoulen an enger Regioun besser openeen ofstëmme kënnen, am Dialog sougenannt „Best Practices" identifizéiere kënnen, wat natierlech allgemeng zugonschte vun eisem Schoulsystem geet.

Här President, mir begréissen et och als LSAP, dass all regional Direktioun och ee Responsabele kritt, dee sech ëm d'Kanner mat besonneschen oder spezifesche Besoine bekëmmert. Mir mengen, dass dat dozou bäidréit, déi schoulesch Inklusioun vun deene Kanner ze verbesseren. Ech kommen herno nach eng Kéier op dee Punkt zréck.

Här President, all dës Moossname wäerten derzou bäidroen, déi méi hierarchiséiert Relatiounen an eisem Schoulsystem duerch méi participativer a kooperativer ze ersetzen. Mir mengen, dass dat eng gutt Saach ass an dass mer iwwert dee Wee och d'Motivatioun vun den Akteuren um Terrain stäerken, déi zesumme mussen un engem Strang zéien, fir eise Schoulsystem esou qualitativ héichwäerteg wéi nëmme méiglech ze maachen. All dat wäert och eng méi kohärent Entwécklung vun de Schoule garantéieren.

Här President, ech kommen dann zréck op d'Kanner mat spezifesche Besoinen. Iwwert déi nächst véier Joer stelle mir eng 150 spezialiséiert Enseignanten an, fir esou wäit wéi méiglech den Encadrement vu Kanner mat spezifesche Besoinen an de Schoule selwer ze erméiglechen. Dat ass fir eis déi richteg Approche.

Verschidde Kanner brauche méi en individuellen Encadrement, deen u si, un hire Rhythmus, fir ze léieren, adaptéiert ass. Dës Schoulmeeschteren, esou wéi d'Fiche de poste vum Educatiounsministère et virgesäit, mussen op d'mannst zwee Joer professionell Erfahrung am Enseignement hunn, a si mussen och nach e Masterdiplom an enger relevanter Disziplinn hunn, fir sech ëm d'Kanner mat besonneschen a spezifesche Besoine bekëmmeren ze kënnen. Derbäi kënnt, dass si all Joer op d'mannst 16 Stonnen mussen un enger Formatioun deelhuelen. De Schoulmeeschter ënnersteet där regionaler Direktioun a schafft zesumme mam Schoulcomité. Hien huet och eng Berodungsmissioun.

Wann d'Inklusioun an der Schoul net méiglech ass, well d'Besoine vum Kand einfach ze grouss sinn, dann adresséiere si sech un d'Commission d'inclusion, wann et also net mat der Prise en charge an der Schoul selwer duergeet, mä wann doriwwer eraus eng Léisung op regionalem oder op nationalem Plang muss fonnt ginn.

A leschter Instanz ginn déi Kanner da reorientéiert an déi national Kompetenzzentren, déi jo och solle geschafe ginn. Ech denken, dass de Minister eis duerno Explikatioune wäert ginn, wou de Gesetzesprojet iwwert déi geplangte Kompetenzzentren drun ass.

An deem Sënn brëngt dat hei Gesetz och méi Kloerheet bei den Definitioune vun de Kanner mat besonneschen an de Kanner mat spezifesche Besoinen. Dobäi hu mir eis un déi international Klassifikatioun gehalen.

Här President, mir féiere mat deem heite Gesetz och d'Initiatioun zu der franséischer Sprooch am Cycle 1 an. Net méi spéit ewéi gëschter hate mer zu deem Sujet en Austausch mat Petitionären hei an der Chamber, déi dës Iddi net begréissen.

Just ganz kuerz derzou e puer Wierder. Mir ënnerstëtzen déi Aféierung vum Franséische fir Kanner tëschent engem a véier Joer. D'franséisch Sprooch ass eng wichteg Sprooch hei an eisem Land. An oft hu vill Kanner Problemer mat där Sprooch an der Schoul. Doduerch, dass mir hinnen dës elo op eng spilleresch Aart a Weis méi no bréngen - et kritt keen eppes agetriichtert an et gëtt och keen duerno getest op seng Kenntnisser -, maache mer den Apprentissage vun der Sprooch doduerch méi einfach.

D'nämlecht och fir d'Lëtzebuergescht. Well wann iwwert d'Initiatioun plurilingue geschwat gëtt, da gëtt oft net erwäänt, dass domat och d'Lëtzebuerger Sprooch zur Geltung kënnt. Haut ass d'Situatioun a ville Crèchen esou, dass oft nëmme Franséisch geschwat gëtt. Doduerch gëtt dann och d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch vernoléissegt. Dat hei ass also déi richteg Approche, fir souwuel d'Lëtzebuergescht als Integratiounssprooch weider ze stäerken, an awer och d'Franséischt als wichteg Sprooch an eisem Land ze promouvéieren.

Här President, domat hunn ech déi fir eis wichtegst Punkte vun dëser Reform ugeschwat a ginn domadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fir dëse Projet .

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och der Madamm Burton. An nächste Riedner ass de Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, mam Projet de loi 7104 begruewe mer de Schoulinspekter. Dat ass net deen eenzege Punkt, mä awer den Haaptpunkt vun dësem Projet de loi.

(Interruptions)

An duerfir wäert ech och fir d'Éischt dëse Punkt zimlech ausféierlech beliichten an eréischt zum Schluss op déi aner Neierungen agoen.

Schoulinspektere gëtt et schonn, soulaang ewéi et eng ëffentlech Schoul an eng Schoulflicht gëtt. Am Exposé des motifs gëtt dann och e kuerzen Historique vum Schoulinspekter gemaach. An ech mengen, et gëtt och zu Recht do gesot, datt mat der Aféierung vun de sechs Regionalbüroen duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 eng Entwécklung ugefaangen huet, déi haut mat der Aféierung vu 15 Regionaldirektiounen hiren einstweilege Schluss fënnt.

Wéi ech am Schouljoer 2002-2003 als Stagiaire-Inspekter ugefaangen hunn, hat ech keen anere Büro wéi mäi Büro doheem zu Miersch. An ech war Inspekter am Minett. Virdrun hat den Här Delles gesot, den Inspekter wier en Eenzelkämpfer gewiescht. Ëm déi Zäit 2002, 2003 huet dat op alle Fall gegollt. Awer schonn d'Joer drop, 2003-2004, war ech dann an engem Büro, an dat war deen éischte Regionalbüro, dee seng Dieren opgemaach huet. An dee war - wie wonnert et? - an der Gemeng Déifferdeng. An do ware mer dann zu véier Kolleegen zesummen, a mer haten och e Sekretär kritt. Dat war e grousse Fortschrëtt. Dat huet mir Zäit a Kilometergeld gespuert an dem Stat och.

Déi Entwécklung vum Inspektorat ass ëmmer weidergaangen. D'Instituteurs-ressources sinn zum Beispill agefouert an erëm ofgeschafe ginn. Den Instituteur attaché ass komm. Mat dem Schoulgesetz vun 2009 ass den Zoustännegkeetsberäich vun den Inspekteren ëmmer méi grouss ginn, ënner anerem och, well d'Gemenge manner mam Schoulpersonal ze dinn haten. D'Schoulgesetzer hunn nach aner Neierunge mat sech bruecht, well se zum Beispill och ee Plan de réussite scolaire agefouert hunn, dee vum Inspekter ofgeseent gi muss. Den Inspekter kann och eng wichteg Roll spille bei der Formation continue vun enger Schoul, den Oberinspekter ass ofgeschafe ginn, an esou weider.

Nei an iwwerfälleg war 2009 och, datt de Schoulinspekter als Chef hiérarchique an d'Gesetz geschriwwe ginn ass.

Wa mer also haut en historesche Moment schafen, andeems mer d'Schoulinspekteren ofschafen, da gi mer se awer net einfach esou ersatzlos sträichen, mer ersetze se duerch 15 Regionaldirektiounen. Mir ginn eis duerfir bei d'Englänner inspiréieren, wou et e Modell vun „system leaders" gëtt, déi do scho laang an anscheinend mat Succès schaffen.

An dann, ech zitéiere fräi aus dem Exposé des motifs, geet et haut drëm, fir vertikal Strukturen, déi typesch si fir en traditionellen an hierarchesche Modell vun Administratioun an déi d'Zesummenaarbecht vun deene veschiddenen Entitéite schwéier maachen, duerch horizontal Strukturen ze ersetzen. An dës horizontal Strukture favoriséieren den Austausch, d'Zesummenaarbecht a schafen ee Vertrauensklima. Alles bluttnoutwendeg, fir datt eng Schoul sech ka weiderentwéckelen. Mer kréien also schéin Zoustänn an eisen Écoles fondamentales. Wie kann do schonn dergéint sinn? Dat kléngt dach alles wonnerbar.

Här President, ee vun deene ganz gewiichtege Grënn, firwat mer op de Wee vu regionalen Direktioune ginn, an net zum Beispill op de Wee vu lokalen Direktiounen, ass de Fait, datt de Modell vum Schoulcomité a vum Schoulpresident sech an eise Schoule bewäert huet. Dat gëtt an enger Etüd vun der Uni Lëtzebuerg festgehalen, och wann ech net vill vun där Etüd halen. Ech froe mech: Däerf een dat haut nach soen? Däerf een dat haut nach soen, also als Normalstierflechen? Ech sinn net begeeschtert vun all Etüd, déi vun der Uni kënnt. Ben, ech hunn et awer elo gesot. Trotzdeem, de Schoulpresident ass e Succès an de Schoulcomité och. Jo, an ech wéisst och net, firwat datt ee sollt eppes änneren, eppes anescht maachen, wat sech an der Praxis bewäert huet a gutt funktionéiert, firwat datt een doru sollt réckele goen.

De President an der Schoul ass kee Supérieur hiérarchique. Hien huet awer d'Verantwortung an de Rôle vun engem Supérieur hiérarchique, vun engem Schouldirekter. Neen, och mir sinn der Meenung, datt een Directeur d'école, deen als - an ech zitéieren erëm eng Kéier aus dem Exposé des motifs - „mesure reposant sur une représentation simpliste du rassemblement du pouvoir en une seule personne" definéiert gëtt, net d'Léisung vun de komplexe Problemer an eise Schoule ka sinn. „Eng Schoul ass keng Kasär", huet de Guy Rewenig schonn an de 70er Joren a senger Sammlung „D'Schoul brennt!" geschriwwen.

Mä ass dat dann eng korrekt Definitioun vun enger Direktioun? Kann een haut zum Beispill ee Lycéesdirekter als „Représentation simpliste du rassemblement du pouvoir" bezeechnen? N'est-ce pas un peu trop simpliste?

Ech begréissen natierlech all Beméiungen, fir ee gutt Schoulklima ze schafen an d'Schoul op kollegialer Basis ze féieren. An awer sinn ech ganz frou, datt den Artikel 60 am Gesetz iwwert den Enseignement fondamental stoe bleift. Do heescht et ënner anerem: «Le directeur est le chef hiérarchique du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental.» An esou ee Saz ass eréischt 2009 an d'Schoulgesetz komm. Dee war virdrun net do.

An da maachen ech nach ee leschten Hiweis op déi kuerz Zäit, wou ech selwer an der Fonctioun vun engem Schoulinspekter war. Ech hat eng eenzeg Kéier e gréissere Problem mat enger Léierpersoun. Ech hat där Persoun e Bréif geschriwwen a se opgefuerdert, a mäi Regionalbüro ze kommen, fir iwwert de Problem ze diskutéieren. Ech krut e Bréif zréck, an deem déi Persoun gesot huet, si kéim net a mäi Regionalbüro. Ech kéint jo bei si an d'Klass goen, ech wéisst jo, wou ech se géif fannen.

(Hilarité)

Ech war deemools an enger Situatioun als Stagiaire. Ech hunn dat diskutéiert, vun de Juriste vum Ministère deemools préiwe gelooss, ech hu mat mengem Patron de mémoire, mat mengem Patron de stage driwwer diskutéiert. A mer sinn zur Konklusioun komm: „Ben, et steet näischt iwwert de Chef hiérarchique am Gesetz, loosst de Mann, wou en ass!"

Bei aller Léift, an ech si frou, datt de Vertrieder vun der Demokratescher Partei mech basisdemokratesch, praktesch lénks iwwerholl huet, bei aller Freed mat der Basisdemokratie, mir mengen, datt den Artikel 60 awer kee Luxus ass, a mer sinn och frou, datt en am Schoulgesetz steet.

Fir de Schoulinspekter ännert sech also esou munches mat dësem Gesetz. Aus 21 Arrondissementer gi 15 Regionaldirektiounen. Den Inspekter-Direkter kritt elo zwee bis véier Sousdirekteren. Fir de Président d'école ännert sech eigentlech ganz wéineg mat dësem Gesetz. Seng Attributiounen, genee wéi déi vum Comité d'école, bleiwen d'selwecht. An awer, de Président d'école huet et elo mat engem Direkter an zwee bis véier Sousdirekteren ze dinn.

Nei gëtt och, datt een Instituteur spécialisé au développement scolaire, een I-DS,an d'Schoul matschwätze kënnt. Den I-DS ënnersteet direkt dem SCRIPT. Wat och e puer Froen opwërft: Wien ass da säi Chef hiérarchique? Kréie mer elo do eng Situatioun, wéi mer se beim aktuellen Ediff-Personal hunn, datt déi Leit direkt zwee Cheffen hunn?

Nei kënnt fir de Schoulpresident och nach een Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, een I-EBS. De Schoulpresident huet niewent der Gemeng, der Direktioun also elo och nach mat zwee Spezialisten ze dinn, déi eng aner Carrière an eng aner Formatioun hunn ewéi hien. De Schoulpresident ass an eisen Aen, mat oder ouni Pouvoir hiérarchique, déi wichtegst Persoun an der Schoul.

De Schoulmeeschter oder d'Léierin, den Titulaire de classe, ass déi wichtegst Persoun an der Klass. Mat alle Spezialisten, mat alle Postes à responsabilité, mat alle wichtegen zousätzlechen Aarbechte gëtt dat, sou hunn ech op alle Fall heiansdo d'Gefill, munchmol vergiess. „Ah, du häls nëmme Schoul!" „Du hues emol keng Decharge, fir am Comité matzeschaffen, fir d'Bicher auszeschaffen, fir d'Programmer auszeschaffen!" An esou weider. Dat fannen ech e bësse schued. Ech mengen, d'Haaptaufgab ass nach ëmmer d'Aarbecht um Terrain, direkt mat de Kanner.

Här President, no der Zäit vu fréier, wou mer et mat dem véierten, drëtten, zweeten, éischte Rang beim Léierpersonal ze dinn haten, hate mer eng laang Zäit eng Carrière plane an de Schoulen. Haut bewege mer eis op eng Abberzuel vu Spezialisten a Spezialchargen zou. An der Zäit, wou d'Uni Lëtzebuerg geschafe gouf, ass och d'Formation initiale vum Léierpersonal vill diskutéiert ginn.

Mir haten eis als Gréng ëmmer fir e Master fir d'Schoulmeeschteren ausgeschwat, e Bachelor en sciences éducatives an duerno eng Spezialisatioun fir jiddwereen, sief et am Ëmgang mat Enfants à besoins spécifiques, sief et am Schoulmanagement, sief et an engem Fach oder an engem Grupp Fächer. Ech mengen, déi aktuell Entwécklung geet erëm an esou eng Richtung. E Master fir all Schoulmeeschter ass bestëmmt net fir déi nächst Legislaturperiod ze maachen, mä ech mengen, dat soll een awer emol erëm eng Kéier an d'Gräpp huelen. Dat géif an eisen Ae munches méi einfach a vläicht och méi gerecht maachen.

Op dräi Detailer wëll ech zum Schluss nach ze schwätze kommen. Am Artikel 7 féiere mer d'Initiation à la langue française am éischte Cycle an. Ech konnt gëschter leider net den Debat vun der ëffentlecher Petitioun hei suivéieren, well ech zu Malta op der 57. COSAC-Reunioun war.

Une voix.- Oh!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- A Gedanke war ech bei Iech.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Ech gleewe villes, awer dat net.

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Da kommt, mir loossen emol einfach soen: „Ech hunn un Iech geduecht!" An ech hunn dann och an der Mëttesstonn, dank Chamber TV, den Debat kënne kucken, awer net ganz. Ech hunn d'Introduktioun vun deem jonke Schoulmeeschter gelauschtert an ech hunn Är Äntwert, Här Minister, gelauschtert. An Dir hutt, mengen ech, ugefaangen, andeem Dir gesot hutt: „Hei ass elo munches nach duerjerneegaangen, wou Vermëschung war tëschent Crèchen, tëschent Schoul, tëschent Cycle 1 an esou weider."

An ech mengen awer, Här Minister, datt mer feststellen, an ech géif deem jonke Petitionär dat just soen: Hien huet sech net schlecht informéiert gehat. En huet awer trotzdeem relativ villes hei zur Sprooch bruecht. Wann dat nach esou vill Duerjerneen an de Käpp ass, da sollte mer dat och als Erausfuerderung gesinn, fir eis Beméiungen ze erklären, a wéi eng Richtung datt mer fueren, fir dat nach méi mat de Leit um Terrain ze beschwätzen.

Malta ass iwwregens och en zweesproochegt Land. An dat ass och ganz interessant. Si hunn decidéiert, fir eben d'Maltesescht als hir Sprooch an d'Englescht als zweet Sprooch ze hunn. Do kann ee bestëmmt net e Copy-paste maachen, mä ech mengen, do kéint een awer munches léieren. Ech hat natierlech, well ech awer un Iech geduecht hunn, och Leit dohannen um Terrain gefrot, wéi si mat der Zwee-

sproochegkeet ëmgaange sinn. An dat ass awer och interessant, wat do leeft.

Den zweete Punkt, op deen ech kuerz wëll agoen, dat sinn déi Instituteurs spécialisés fir Kanner mat spezifesche Problemer oder mat Problèmes particuliers. D'Vue vum Minister, fir en I-EBS bei d'Schoul ze setzen op der lokaler Ebene, fir eng Équipe régionale ze organiséieren an national Kompetenzzentren an dësem Beräich bäizebehalen an auszebauen, fënnt eis Ënnerstëtzung. Datt d'Équipe multiprofessionnelle elo ESEB heescht an d'CIS elo CI, mäi Gott, do wäerte mer eis och dru winnen. Mir hunn eis un déi Cyclë gewinnt, da wäerte mer dat doten och nach verschafft kréien.

An e leschte kuerze Punkt: De PRS heescht elo PDS. Do schéngen all déi ugekënnegt Neierunge sënnvoll ze sinn. Déi eenzeg Fro: De PRS ass anscheinend och zu Recht kritiséiert ginn, datt en e bësse bürokratesch a schwéierfälleg wier. A wann ech kucken, wat mer eis alles vun deem PDS erwaarden, dann dierft dat awer och net einfach sinn, fir deen e bësse méi liicht ze maachen. Quitte datt mer d'Hëllef vun deem spezialiséierte Schoulmeeschter als Uspriechpartner hunn.

Ech hu keng Reklamatioun héiere vun der Säit vun den Inspekteren. Och net vun der Gewerkschaft vun den Inspekteren. Esou eppes ass et emol zu menger Zäit ëmmer ginn. Ech géif mengen, et géif se haut och nach ginn. Soudatt ech dervun ausginn, Här Minister, datt déi 21 Arrondissementer mat deene Persounen, déi do dra sinn, hir Plaz alleguerten am Ministère de l'Éducation nationale fannen. Et sinn nëmme 15 Direkteren, déi mer kréien, mä ech ginn dervun aus, datt jiddweree seng Plaz am Ministère behält.

An duerfir bréngen ech dann och, net just duerfir, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo direkt den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech fänken och u mat engem häerzleche Merci un den Här Delles, dee wéi ëmmer an der Kommissiouun an och hei eng wonnerbar Aarbecht geleescht huet, fir eis duerch dëst Gesetz ze féieren.

Et ass e Gesetz, wat ee vläicht ënner verschiddene Gesiichtspunkte ka gesinn. Ech fänken emol u mat der Sprooch, well dat elo hei e puermol gesot ginn ass. An et misst ee ganz naiv sinn, fir elo hei just ze kucken, wat an der Schoul mat der franséischer Sprooch geschitt, wat mat der lëtzebuergescher Sprooch an deem Alter geschitt, ouni deen allgemenge Kontext vun der Sproochepolitik vun dëser Regierung ze berücksichtegen.

Mir assistéieren hei op ville Fronten, an do kann d'Regierung Pseudopläng virleeën, wat se wëllt mat der Sprooch maachen, sou vill se wëllt, mä mir assistéieren hei ënnert dëser Regierung enger progressiver Frankofoniséierung vum Lëtzebuerger Land zulaaschte vum Lëtzebuergeschen an och vum Däitschen. Et ass eigentlech dat, wat geschitt.

An dat, wat elo hei ass, dat ass en Deelaspekt dovunner. Lëtzebuergesch ass an eisen Aen als ADR Integratiounssprooch, déi eenzeg Integratiounssprooch! A mir wieren eis och géint déi Begréifflechkeeten, déi d'Regierung aféiert, datt mer méi Landessproochen hätten. Méi Nationalsproochen, huet de Premierminister souguer gesot. Neen, mir hunn hei Lëtzebuergesch als Nationalsprooch a mir benotzen aner Sproochen an enger funktioneller Méisproochegkeet. An un deem Modell hale mir fest.

Dat, wat d'Regierung hei mécht, ass och eng Diskriminatioun vu Kanner, déi aus Länner kommen, déi kee romaneschsproochegen Hannergrond hunn un éischter Plaz. An där hu mer ëmmer méi am Land. Well si, nach méi wéi all aner, direkt mat zwou Friemsprooche konfrontéiert ginn. An eisen Aen ass dat net korrekt. Et ass och nach eng Diskriminatioun vu Kanner, déi net e lëtzebuergeschsproochegen Hannergrond hunn.

D'Regierung verstoppt sech och e bëssen. Et ass och eng gewëssen Onsécherheet do. Engersäits well se dat weiderdreiwen, d'Franséischt hei am Land op alle Fronte virundreiwen. An awer weess se, datt dat bei ganz ville Leit, wéi et och gëschter erëm gewise ginn ass an där Diskussioun iwwert d'Petitioun, op Widderstand stéisst. Datt dat net gutt akzeptéiert gëtt bei deene meeschte Lëtzebuerger, géif ech emol esou soen. A si verstoppt sech souguer an dësem Gesetz hannert deem Accord, dee se mat der Gewerkschaft geholl huet. Dat ass e bësse komesch gewiescht, datt een am Exposé des motifs muss liesen, datt se d'Aféierung vum Franséischen conformément à l'accord mécht, dee se mat de Gewerkschafte geholl huet. Neen, et ass d'Regierung, net d'Gewerkschaft, déi eben déi Frankofoniséierung vun dësem Land wëllt forcéieren.

Iwwert den Direkter: Mir begréissen et als ADR, datt den Direkter agefouert gëtt, mir hätten e just gär an de Schoulen. Anerer hunn dat och proposéiert, d'CSV notamment. Déi Perspektiv deele mir hei och. An hei sinn zwee politesch Modeller, déi matenee konkurréieren. Mir hunn engersäits nach d'LSAP-Virstellung vum Comité d'école, deen do basisdemokratesch fonctionnéiert an ënnert der Madamm Delvaux besonnesch populär war sengerzäit - oder an hirer Zäit.

Dat ass esou e bëssen nach de Konzept vum „Schoulsowjet",...

(Hilarité et exclamations)

...en typesche lénken Imaginatif, dee mer do hunn.

(Brouhaha général)

An op där anerer Säit kënnt dann elo eng Partei an d'Verantwortung, d'DP, déi ëmmer den Direkter hei gefuerdert huet. A wat mer elo hunn, dat ass dee faule Kompromëss tëschent de regionalen Direktiounen an de Sowjeten an de Schoulen, an déi probéieren dann, mateneen ze fonctionnéieren. Dobäi gëtt dann nach gesot, a sécher am Kader vun enger Koalitiounsverhandlung: „De Président d'école, dee stäerke mer elo." En huet awer iwwerhaapt keng hierarchesch Kompetenzen! Wéi soll en da gestäerkt ginn?

Also dat Ganzt ass en hybride System, e System, deen net kann zefriddestellend fonctionnéieren, well en net logesch ass. Den Direkter gëtt Supérieur hiérarchique - ech mengen, den Här Adam huet laang doriwwer geschwat -, dat wor e schonn. Et gëtt hei nach eng Kéier confirméiert. Mä en ass Supérieur hiérarchique, oder e gëtt et, an duerch dat Gesetz gëtt et nach eng Kéier confirméiert. A gläichzäiteg gëtt dat erëm relativéiert duerch eng Mediatiounsprozedur, déi ageféiert gëtt - déi et och soss néierens an der Fonction publique gëtt - tëschent dem Supérieur hiérarchique an de Subordonnéen. Well all Enseignant, deen net zefridden ass mat enger Decisioun vu sengem Direkter, kann eng Mediatioun ufroen.

Jo, wann dat do géif allgemeng an der Fonction publique ageféiert ginn, wéi soll déi dann nach fonctionnéieren? Wat kreéiere mer hei erëm fir Sondersituatiounen an eisem Enseignement? A wat sinn d'Konsequenzen op de Rescht vum Fonctionnement vum Stat? Ass dat dann net e Recht, wat iwwerhaapt all Subordonné eng Kéier ka beusprochen, wann et am Enseignement fonctionnéiert? Hei gi Saache geschaaft, déi net nozevollzéie sinn, déi disfunktionell sinn.

An da kann een natierlech op déi Ëmbenennungen agoen, déi elo virgeholl ginn. Ech maachen dat och.

Awer nach vläicht e Wuert iwwert déi Instituteurs spécialisés fir déi Kanner mat de Besoins spécifiques. Grondsätzlech begréisse mer dat natierlech. Mir sinn och fir eng inklusiv Approche, souwäit dat méiglech ass. Do gëtt et natierlech Grenzen doranner. Mä jo, mir mussen eng inklusiv Approche favoriséieren, awer eng eescht gemengten Inklusioun. Dat bedéngt virun allem eppes: Dat bedéngt, datt d'Schoulpersonal genuch Zäit huet, fir sech individuell ëm d'Kanner ze këmmeren. Dat ass eigentlech de Schlëssel vun der richteger Inklusioun: Dat si kleng Klassen an dat ass d'Méiglechkeet materiell fir deen Enseignant, fir sech ëm d'Schüler ze këmmeren.

Wann een elo der 150 a véier Joer wëllt rekrutéieren, bon, déi fënnt ee souwisou net einfach dobaussen. Dat musse qualifizéiert Leit sinn. Et kann een der och net ze vill matenee rekrutéieren, well déi géife jo dann all mateneen al ginn. D'Fro stellt sech also, Här Minister: Wéi wëllt Der déi rekrutéieren? Wivill kënnt Der der huelen aus deem aktuelle Schoulsystem, déi schonn an deem Beräich geschafft hunn? Wivill gitt Der der wierklech op den Aarbechtsmaart sichen? An a wéi engen Delaien? Sinn déi véier Joer realistesch, fir dat iwwerhaapt kënnen ze maachen?

Dann déi Ëmbenennungen, dat ass eppes, wat e bëssen... Jo, et muss ee wierklech froen, ob dat Gesetz wierklech an deem Sënn iwwerhaapt néideg ass, wann elo eng ganz Rei Saachen ëmbenannt ginn. D'Équipes multiprofessionnelles, déi ginn elo ESEB genannt. Mä de Problem dobäi ass, datt elo gesot gëtt, déi Equippen, déi sech jo sollen ëm déi Kanner mat besonnesche Situatiounen, déi schwiereg sinn, beschäftegen, déi sollen en „premier diagnostic" maachen. Wéi soll dat da geschéien? Well an deenen Equippen ass jo normalerweis keen Dokter. An ech mengen, mir sinn eis awer all eens, datt en Diagnostic, och en „premier diagnostic", u sech eppes ass, wat en Dokter soll maachen.

An déi „plans de réussite scolaire", do kommen ech nach ganz gär drop zréck.

Mä eppes wëll ech ganz kloer soen: Bei all deenen Ännerungen, déi hei gemaach gi sinn, do ass einfach dat Allerwichtegst an der Schoul, datt mer de Contingent iwwerschaffen, datt mer d'Zuel vun de Schüler pro Klass erofsetzen. Well mir hunn haut an eiser Schoulsituatioun esou vill Heterogenitéit, esou vill Verhalensopfällegkeeten, esou vill Schüler aus sozial schwaachem Hannergrond, aus Migratiounshannergrond, mat Sproocheproblemer an esou weider an esou virun, datt mer wierklech, fir där spezifesch lëtzebuergescher Situatioun Rechnung ze droen, dee Schrëtt musse maachen, fir de Contingent ze iwwerschaffen an dofir vläicht d'Klasse vu 16 op 14 als Normbasis erofzesetzen.

Ech iwwerreechen Iech, Här President, eng Motioun an deem Sënn.

Motion 2

D'Deputéiertechamber

stellt fest,

- datt d'Grondschoule mat villen a grousse Problemer konfrontéiert sinn, wéi der Heterogenitéit vun de Kanner (Sprooch, kulturellen Hannergrond, Familljesituatioun...), ëmmer méi Verhalensopfällegkeeten an nach villen anere Problemer;

- datt d'Enseignantë mat ëmmer méi Tâchë konfrontéiert ginn, virun allem och mat ëmmer méi Bürokratie;

- datt et wichteg ass, datt d'Enseignanten sech kënnen esou vill wéi méiglech individuell ëm d'Kanner këmmeren;

- datt d'Zuel vun den Enseignanten am Rapport zu der Zuel vun de Schüler vum Schoulministère strikt encadréiert ass;

- datt d'Zuel vun de Stonnen („Contingent") fir vill Gemengen all Joer ëm 10% erofgesat gëtt (Artikel 9 vum Groussherzogleche Reglement vum 18. Februar 2010), wat mat sech zitt, datt d'Effektiver vun de Kanner pro Klass eropginn,

invitéiert dowéinst d'Regierung,

- d'Groussherzoglecht Reglement vum 18. Februar 2010 iwwert de Contingent esou séier wéi méiglech ze änneren, soudatt déi aktuell Zuel vu 16 Schüler pro Klass progressiv op 14 Schüler pro Klasse erofgesat gëtt.

(s.) Fernand Kartheiser.

Ech wëll e bëssen op d'Bürokratie agoen, well ech wëll hei net verstoppen, datt d'ADR als eng vun deenen éischte Prioritéiten am Enseignement gesäit, fir déi schrecklech Bürokratie zréckzeschrauwen. An als Beispill wëll ech hei iwwert dee Plan de développement scolaire schwätzen. D'Gewerkschafte beanstanden, datt dat e Kontrollorgan géif ginn, a wahrscheinlech hu se ganz recht. Mä et ass erëm e Plang, en „plan de développement scolaire"! Mir sinn hei erëm bei där sozialistescher Visioun op d'Schoul, amplaz den Enseignanten et ze erlaben, individuell d'Kanner ze betreien, well et ass dat, wat d'Qualitéit vum Enseignement ausmécht.

Et gëtt hei schablounenhaft eng Léisung proposéiert, e Plang, deen eigentlech d'Enseignantë méi engagéiert, wéi de Kontakt mat de Schüler encouragéiert gëtt. Et verléiert een d'Siicht op dat, wat wierklech am wichtegsten ass an der Schoul, doduerch datt Pläng gemaach ginn. Herno probéiert jiddwereen, sech op de Plang ze konzentréieren. Da ginn nach Jorespläng gemaach. An et ass och net kloer, wéi dat iwwerhaapt soll opgestallt ginn! Ech hunn dat emol probéiert ze verstoen. Dat ass fir mech och net ze verstoen, obschonn ech laang a Statsverwaltunge geschafft hunn.

An et si lauter Kontradiktiounen an Ären Texter. An dësem Gesetz, dem Artikel 60, steet, den Direkter wär zoustänneg fir d'Elaboratioun an d'Mise en œuvre. Dat sinn déi zwee Schlësselwierder fir d'Qualitéit an de Schoulen. Da steet am Artikel 6/13 awer, de PDS gëtt elaboréiert duerch de Sowjet an ënnert der Responsabilitéit vum President „en collaboration avec les partenaires scolaires". An de President „veille à la mise en œuvre". Dat heescht, déi zwee Schlësselbegréffer, déi beim Direkter stoungen, wat d'Qualitéit ubetréfft, déi sinn awer beim Plan de développement scolaire elo op eemol beim Schoulcomité.

Den I-DS, deen „instituteur spécialisé en développement scolaire", dee muss mat erugezu ginn, deen ënnersteet erëm engem aneren. Da gëtt dee Plang validéiert duerch eng Majoritéitsdecisioun vum Comité d'école, deen awer all Enseignant dann engagéiert. An duerno gëtt den Direkter fir en Avis gefrot. An duerno gëtt déi kommunal Commission scolaire saiséiert. A wann déi da fäerdeg ass, da geet dat Ganzt un de Minister, „par l'intermédiaire du directeur". An da ginn déi Jorespläng gemaach.

Dat ass eng Prozedur, déi ass weder logesch nach kohärent nach ze verstoen! Et ass e bürokratescht Monster! An ech géif Iech proposéieren, vu datt mer déi Plans de développement scolaire wahrscheinlech am Prinzip iwwerhaapt net brauchen, well se e ganze Koup Problemer mat sech bréngen, datt mer drun denken, an enger hoffentlech nächster Legislaturperiod mat neie Méiglechkeeten, déi Plans de développement scolaire einfach ofzeschafen an eis op dat ze konzentréieren, wat wierklech wichteg ass, näämlech fir genuch Zäit ze fanne fir deen eenzelne Schüler.

Am Resumé géif ech soen, datt mer als ADR eis ganz kloer géint eng Favoriséierung vum Franséische géintiwwer dem Lëtzebuergeschen an dem Däitschen ausspriechen. Fir eis ass Lëtzebuergesch déi wichteg Sprooch, d'Integratiounssprooch. A Franséisch an Däitsch sinn déi Sproochen, déi mer funktional am Land benotzen. An d'Alphabetiséierungssprooch bleift Däitsch!

Dann, de Projet geet laanscht d'Realitéite vun der Schoul an déi richteg Besoine vun de Schüler. En ass hyperbürokratesch. Mir wëllen déi Pläng do reduzéiere bezéiungsweis ganz ofschafen an endlech eng Qualitéit vun der Schoul an deem Sënn erëm assuréieren, datt d'Kanner wierklech erëm eppes kënnen, wa se aus eisem Schoulsystem erauskommen. An do hu mer leider grouss Defiziter.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An dee leschten ageschriwwene Riedner fir den Owend ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Den Här Kartheiser, hunn ech héieren, léiert jo Russesch, an e weess jo, datt „sowjet" Conseil heescht, oder Rot. Mir hunn haut och nach iwwert de Statsrot geschwat, oder den „Statssowjet", wéi een esou wëllt. An ech hunn héieren, datt d'ADR onbedéngt wëllt do an den „Statssowjet" eragoen. Dat heescht, den Här Meisch ass net deen eenzege Bolschewik hei am Raum, mä Dir sidd och um gudde Wee, Här Kartheiser. Ech mengen, mir maachen hei all Fortschrëtter.

(Interruption)

Dovunner ofgesinn, ech mengen, an der Gewerkschaft SEW wäerte vill Leit awer e bëssen de Kapp rëselen, wa se héieren, datt de Plan de développement scolaire eppes mat Sozialismus ze dinn hat, well ech mengen, grad an där Gewerkschaft ginn et vill Leit,...

(Interruption)

...déi dat Wuert net onbedéngt als problematesch ugesinn.

Bon, ech gehéieren zu deenen, déi hei zu engem Schoulprojet schwätzen an déi awer net vum Metier sinn. Ech si kee Proff, kee Schoulmeeschter. Ech war dat ni, ech war just als Schüler an enger Schoul. An dann ass et ëmmer schwéier, iwwer esou Froen ze befannen, well et huet wierklech och eppes ze dinn domat, datt een och mam Terrain muss konfrontéiert sinn, zemools wann et och ëm administrativ Reorganisatioune geet, déi wäitgräifend sinn a wou een net ëmmer richteg duerchbléckt a wou souguer d'Leit um Terrain net richteg wëssen, wourëms et geet. Dat heescht, wann een awer trotzdeem muss eng Meenung dozou hunn an et muss een och e Gesetz ofstëmmen als Volleksvertrieder, ass et ëmmer interessant, deenen direkt Concernéierten emol e bëssen nozelauschteren.

Mir ginn elo an eng Richtung justement mat deem Gesetzesprojet - an ech mengen, dat ass an eisen Aen och wierklech eppes Fundamentales -, datt jo de Plan de développement scolaire, dee schonn ugeschwat ginn ass, weiderhi verfestegt gëtt, well e jo ausgeschafft gëtt zesumme mat de Presidente vun de Schoulcomitéen, déi u sech och nach e bësse méi u Poids gewannen. Wat net onbedéngt eng gréisser Fuerderung ass vun enger Partie vum Schoulpersonal, datt déi dann zesummen dee Plan de développement scolaire wäerte weiderhin ausschaffen.

Dat heescht, mir maachen e weidere Schrack an eng Richtung, déi äusserst staark vum Schoulpersonal selwer contestéiert gëtt, an dat zanter 2009, wéi de Plan de réussite scolaire agefouert gouf. Vun den Enseignantë gëtt erwaart, datt se dann an enger permanenter Evaluatioun sinn an eng Tonn vun administrativen Tâchen iwwerhuelen, op jiddwer Fall an der Aart a Weis, wéi et bis elo ausgefouert gëtt a wéi et wahrscheinlech och an nächster Zäit wäert ausgefouert ginn.

Dat heescht, mir sinn do an enger Illusioun vun der permanenter Evaluatioun, vum Kultus vun der sougenannter „performance“, vun der sougenannter „Effikassitéit“, wéi wa sech dat an der Schoul esou einfach géif moosse loossen. Nodeems et souguer u sech, also a Wierklechkeet an der Wirtschaft net esou glorräich funktionéiert, wéi dat ëmmer erëm behaapt gëtt.

Soubal ee mat Enseignanten och schwätzt - vun der Grondschoul op jiddwer Fall -, da kënnt ëmmer erëm datselwecht: Si si frustréiert, si verléieren d'Loscht un hirer Aarbecht, ënner anerem well se soen, datt se hir Aarbecht a Wierklechkeet net méi maache kënnen.

An do zitéieren ech och aus der Etüd, dem Sondage, deen d'Gewerkschaft SEW gemaach huet, an déi och dës Woch presentéiert gouf: „Wann een de PRS/PDS engagéiert ausféiert, kommen erëm aner Beräicher ze kuerz. En plus gi mir vun alle Säiten iwwerluede mat Projeten, Rapporten, Auswäertungen, Planungen, Bewäertungen, Reglementatiounen et cetera. Ech géif emol erëm einfach gäre Schoul halen, eppes wat ech virun 2009 nach wierklech gär gemaach hunn, well do hat een nach Zäit a Loscht fir wierklech flott Saachen.“

Ech liesen hei natierlech dann eben aus där Etüd eraus, mä gleeft mer es - an ech ginn dovunner aus, datt ech net deen Eenzegen hei am Sall sinn -, also ech hunn dat méi wéi eng Kéier de vivo héieren - quasi systematesch!

Et schéngt esou ze sinn, datt am Ministère e generellt Mësstraue géintiwwer dem Schoulpersonal herrscht. An et ass scho bal phenomenal, a wat fir engem Mooss dës Regierung sech iwwert d'Meenung vun de betraffene Leit ewechsetzt. Dat schéngt eng Regel am Educatiounsministère ze ginn. An ech weess net, ob dat op Dauer gutt ausgoe wäert.

Dezentraliséierung ass och en anert Stéchwuert vun dëser Reform. Et kléngt natierlech gutt. Dat ass jo an Oppositioun mat enger vermeintlecher rigider, zentraler Verwaltung. Jo, d'Schoulen hu mat enger Schülerpopulatioun ze dinn, déi staark heterogen ass. Mä dat betrëfft all Regioun, deelweis mat anere Gewiichtungen natierlech. Mä et fënnt een iwwerall, vu Rëmeleng bis Clierf, vu Réiden bis Gréiwemaacher déiselwecht Problematiken. An déi Problematike sinn dem Schoulpersonal net onbekannt, an d'Léisungsusätz am Prinzip och net.

Dat, wat oft feelt, sinn d'Mëttelen awer, déi zur Verfügung gestallt ginn. An do zum Beispill misst ee schonn ufänke mat enger seriöer Reform vun der Berechnung vum Contingent. Dofir kann ee méi wéi drun zweifelen, datt dee Plan de développement scolaire eng Hëllef ka sinn! An d'Schoulpersonal seet dat jo! Si hu jo och schonn net genuch Mëttelen a si kréien nach méi Tâchen. Tâchen, déi meeschtens schonn erfëllt gi sinn, ginn elo bürokratiséiert.

Wat geschitt? Ma genau de Géigendeel vun deem, wat sech erwaart gëtt. D'Grondschoule verléieren un Effikassitéit. Mir hunn et hei ze di mat verschiddene pädagogesche Konzepter. Wat hei gemaach gëtt, dat ass eng Mëschung vu bürokrateschem Iwwerfloss a Stress, awer keng Erhiewung vun de reelle Besoinen um Terrain, e Konkurrenzdenken tëscht de Schoulen an de Regiounen, dat sech kann entwéckelen.

Dobäi ass et jo awer och guer net esou, datt d'Enseignanten eng rigid Aarbechtsweis wéilten, am Géigendeel souguer. An dat géif jo och guer net goen. Dat bescht Beispill ass och zum Beispill de Comité de cogestion an der Stad, dee sech och aus enger Necessitéit erginn huet a wou justement och konnt d'Schoulplanung demokratesch an net hierarchesch gemaach ginn.

An dat geet ganz gutt ouni total iwwerschate managerial Evaluatiounsmethoden, déi a Wierklechkeet och net wierklech - néierens - funktionéieren. Hei geet et a Wierklechkeet ëm pur Ideologie, mengen ech. An dat kann een u sech och am Exposé des motifs erausliesen. Do gëtt, wéi esou üüblech, e Loblidd op déi ach esou fantastesch Experimenter an den angelsächsesche Länner gesongen. Et gëtt eng gëlle Regel: Jee méi englesch Schlagwierder benotzt ginn, desto méi intelligent ass och de Pabeier, oder den „paper“, fir et intelligent ze soen!

An do kann een esou grouss Sätz liese wéi: «Des travaux de recherche récents menés entre autres par Michael Fullan démontrent que la voie royale assurant un surplus de qualité dans les systèmes d'éducation réside dans leur capacité de changement», an dann tëschent Klammeren, fir datt een et gutt versteet, «(capacity for change) dont un des facteurs essentiels est la promotion d'une coopération forte entre les différents acteurs et niveaux d'organisation du système.»

Ass dat keng phenomenal Erkenntnis? Et ass gutt, datt et den Här Fullan gëtt, well ech duecht ëmmer, an ech mengen, datt d'Enseignanten dat och wahrscheinlech duechten, datt d'Qualitéit an der Schoul d'„incapacity of change“ wier an d'„Netkooperatioun“ tëscht de verschiddenen Akteure vum System!

Entgéint deem, wat ee kéint mengen, hunn ech awer guer näischt géint angelsächsesch Länner oder géint de UK. Do ginn et exzellent Saachen, an net nëmmen den Här Jeremy Corbyn. Do ginn et zum Beispill gutt Gewerkschaften, ënner anerem den NUT, d'National Union of Teachers, déi gréisst Proffegewerkschaft vum Vereenegte Kinnekräich. An déi setzt sech och ganz schaarf ausernee mat deene faméise Reformen, un deene sech och déi Lëtzebuerger Regierung esou staark inspiréiert. Well douewen, déi aner Säit vun der Manche, do ass et scho Realitéit.

An äänlech wéi den SEW dat gemaach huet, huet och den NUT e Sondage gemaach bei den Enseignanten am Primaire. An do stellt sech eraus, datt se mat ganz grousser Majoritéit der Meenung sinn, datt se dee System, wou se enseignéiere mussen, als „inappropriate“ aschätzen an datt se och keng Confiance an den Evaluatiounssystem hunn. Do ginn et 86% vun de Grondschoulenseignanten, déi soen, datt hir Moral an deene leschten zwee Joren erofgaangen ass. An dräi Véierel beschreiwen hir Moral als „schwaach“ oder „ganz schwaach“. 48% vun hinnen hunn uginn, datt se sech iwwerleeën, fir an deenen nächsten zwee Joer de Beruff falen ze loossen. Als Haaptursaach, zu 93%, gëtt d'Aarbechtsmass zitéiert, déi se net méi bewältegt kréien. Zu 60% ginn och déi rapid Ännerungen an de Curricula zitéiert a 50% ginn och mental gesondheetlech Grënn un. Dat ass dee faméise Burn-out.

Virgëschter hat dann eben den SEW eng Pressekonferenz, fir e Sondage ze presentéieren, deen déi Gewerkschaft ausgefouert huet an déi e richtege Succès war. An do fënnt een, et ass e glécklechen Zoufall, och déiselwecht Zuel wéi beim englesche Sondage: déi 86%. 86% vum befrote Schoulpersonal schwätze sech géint eng Weiderféierung vum Plan de développement scolaire aus.

Ech mengen net, datt een als Legislateur domadder liichtfankeg kann ëmgoen, egal wat ee souguer vun deem Plan de développement scolaire kéint denken. Well wann esou eng grouss Resistenz ass - ausser, et geet een dovunner aus, datt d'Schoulpersonal net weess, wourëms et geet a säin eegene Beruff net richteg aschätze kann -, ech mengen, et muss een awer e bësse vun dëser Iddi ewechkommen. Ech mengen, datt een net einfach esou liichtfankeg e System ka weiderféieren, deen a Wierklechkeet kee Plan de réussite scolaire war, mä bis elo éischter e Plan d'échec war! Op jiddwer Fall vun der Säit vun deene Leit, déi engagéiert Schoul halen an déi och mat de Kanner mussen, ech mengen, mat Enthusiasmus zesumme schaffen.

An deem Sënn wäerte mir dergéint stëmmen. Et deet mer e bësse leed, well do ginn et awer och gutt Saachen dran, ënner anerem d'Initiatioun vun der franséischer Sprooch, déi eppes Intelligentes ass an engem gewëssene Mooss. Et muss ee kucken, wéi dat ausgefouert gëtt. Mä dat hëlleft och deene Kanner aus Lëtzebuerger Haus, déi Schwieregkeeten hu mat enger franséischer Sprooch, déi wierklech net einfach ass fir Leit, déi éischter germanofon sinn, fir déi méi domadder vertraut ze maachen. Well Franséisch ass weiderhin, entgéint deem, wat gewësse Leit mengen, eng ganz wichteg Sprooch a wäert souguer weltwäit nach méi wichteg ginn, laut gewëssene Statistiken.

Mä an dësem Sënn wäerte mer trotzdeem, well mer wierklech äusserst gréisser Bedenken hu géint dee Plan de développement scolaire, dofir wäerte mer géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Merci un all d'Intervenanten, alle virop natierlech dem Lex Delles, dem Rapporteur, deen eis hei schréftlech a mëndlech an d'Matière agefouert huet.

Et huet ongeféier eng Stonn gedauert vun dëser Debatt, bis een Term gefall ass, deen eigentlech awer och, denken ech, hei am Mëttelpunkt steet an och soll stoen, an deen awer iergendzwousch och e bëssen ze kuerz komm ass: Dat ass de Contingent. Den Här Kartheiser huet eis d'Stéchwuert ginn an eis déi Freed gemaach, dat nach eng Kéier opzewerfen, well mir maachen hei jo awer och eppes: Mat deenen 150 Instituteurs spécialisés pour enfants à besoins spécifiques maache mer eppes, wat dee Verloscht u Contingent, wat dee Verloscht u Ressourcen, wat dee Verloscht un Enseignantsstonne méi wéi kompenséiert.

Mir haten eng Tendenz zanter dem neie Schoulgesetz vun 2009 bis 2014, wou effektiv duerch déi Harmoniséierung vun de Stonnenzuele pro Kanner uechtert d'Land Stonne verluer gaange sinn, wou agespuert ginn ass op d'Käschte vun de Schoulen. A mir hunn elo eppes, wou mer weiderhin déi Harmoniséierung ustriewen, mä wou mer awer alles dat, wat do agespuert nach géif gi bis 2019, komplett reinvestéieren an Terme vu Posten, souguer vu Posten, wou mer méi héich qualifizéiert Enseignantë wäerten dropsetzen, déi sech spezifesch mat deene Kanner wäerte beschäftegen, déi extra Besoinen hunn. Dat ass komescherweis hei net erwäänt ginn.

Komescherweis kënnt vum ADR nach eng Motioun, déi seet: „Dir musst nach vill méi wäit goen am Contingent“, wou gefrot gëtt, ech hunn nach eng Kéier kuerz iwwert den Daum ausgerechent, dat wäre 500 Enseignantsposten, déi missten derbäikommen. Ech denken, datt mer do ganz besonnesch virsiichteg sollte sinn, well mir mussen och kucken, wou mer déi hierkréien. A wann ech als Papp denken, dann hunn ech vläicht léiwer, meng Kanner hunn een oder zwee, vläicht souguer nach dräi Kanner méi an der Klass a se hunn en Enseignant, dee gutt ausgebilt ass, dee seng Formation continue regelméisseg mécht, dee Beruffserfahrung huet an dee sech voll engagéiert, wéi datt mer nu wierklech nach dem leschte Chargé de cours mussen nolafen, fir iergendwéi nach iwwert d'Ronnen ze kommen. Och dat, denken ech, sollte mer hei mat iwwerleeën.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Entschëllegt, Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann et mer net op meng Fro meng Zäit ugerechent gëtt, dann erlaben ech alles hei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech net.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President, a Merci, Här Minister. Ech sinn och frou, datt Der dat kuerz nogerechent hutt. Ech wollt lech just froen: Hutt Der och gerechent, wat mer géife spueren, wa mer déi Bürokratie géifen aspueren, déi mer och proposéieren, ze sträichen? Ech si sécher, et wäre keng 500 nei Enseignanten, mä mir kéinte ganz vill ëmschichten an der Zuel vun de Leit, déi am Abléck an der Éducation nationale beschäftegt sinn.

An d'Fro ass ebe just, wivill Ënnerscheed dat netto mécht an ob Der dat och scho gerechent hutt.

Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mir hätten ongeféier 25 Sekonne gespuert, wann Der déi dote Fro net gestallt gehat hätt, Här Kartheiser.

(Hilarité)

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Mat deenen 150 Instituteur-spécialiséë fir Kanner mat extrae Besoinen gi mer méi Ressourcen op den Terrain an d'Schoulen. Déi schaffe mat de Kanner an de Schoulen, si sinn affektéiert an de Schoulen, si hunn eng héich Formatioun, si hunn en Enseignantsofschloss, se hu Beruffserfahrung als Enseignant a se hunn nach e Master an der Sonderpädagogik oder an engem äänleche Fachberäich. Dat féiert derzou, datt mer an Zukunft och ënnerschiddlech Profiller an der Schoul astellen, fir ënnerschiddleche Besoine vun de Kanner kënne gerecht ze ginn.

Mir hunn an der Vergaangenheet ëmmer d'Diskussioun gefouert, wivill Enseignantë vun deemselwechten Typ mer eigentlech bräichten, fir deene ganz villfältegen Aufgaben an der Schoul gerecht ze ginn. Hei, denken ech, maache mer e grousse Paradigmewiessel, well mer soen: Mir brauchen och spezifesch forméiert Personal, fir op déi extrem spezifesch Situatiounen an de Klassen anzegoen. An do ass elo net an de leschten Deeg e Sondage erauskomm, mä ech si vill an de Schoulen, ech schwätze vill mat Enseignanten, an dat ass awer eng vun den Haapterausfuerderungen, déi den Enseignant haut a sengem Klassesall huet, fir mat deene spezifesche Problemer vun de Schüler, mat deenen extraen Erausfuerderunge vun de Schüler och kënnen eens ze ginn. An hei kënnt eng ganz konkret Hëllef an all Schoul, bei all Kand , dat dat doten och brauch.

Dat ass ënner anerem eng Viraussetzung, fir iwwerhaapt inklusiv kënnen ze schaffen, Här President. Mir hunn eis als Land virun enger Rei vu Jore jo d'Zil ginn, datt mer gären eng inklusiv Schoul hätten. Datt mer den Elteren de Choix ginn, an ech fannen dat richteg, datt, wa se hiert Kand, och wann et extra Besoinen huet, gären an der Regelschoul integréiert hätten, mer dat och solle maachen an eis esou sollen opstellen, datt dat geet.

Bis ewell hu mer eis déi Moyenen awer net an deem Mooss ginn. An déi nei Struktur, déi mer hei schafe vun deenen Instituteur-spécialiséen, déi um lokalen Terrain intervenéieren, ass eng vun den Äntwerten dorobber, gradesou wéi déi nei geschafen Équipe de soutien pour enfants à besoins (veuillez lire: Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques) eng aner Äntwert dorobber ass, déi natierlech d'Équipes multiprofessionnelles zum Deel och mat hiren Aufgaben iwwerhëlt.

A mir hunn eis engagéiert, fir och do däitlech méi Ressourcen an den nächste Joren, an dat wäert och an den nächste Méint, kann ech hei soen, ugoen, zur Verfügung ze stellen, fir och do dem Besoin kënne gerecht ze ginn a fir déi Delaie vu Reaktivitéit - an op déi kënnt et schliisslech un: Wéini kënnt eng Hëllef fir e Kand mat extrae Besoinen um Terrain, also beim Kand dann och wierklech un? - däitlech kënnen erofzesetzen.

En anere wichtege Punkt, an deen ass hei des Éfteren erwäänt ginn, en ass, mengen ech, net vu jiddwerengem esou gewürdegt ginn, wéi et da wierklech misst sinn, ass d'Schoulentwécklung vun ënnen. Komescherweis gëtt hei gemengt, de Plan de réussite scolaire an de Plan de développement scolaire, dat wär datselwecht. Neen, mir hunn eis ugekuckt: „Wat huet de Plan de réussite scolaire bis elo bruecht?“, a sinn zur Konklusioun komm, datt mer nach e Stéck méi wäit sollte goen.

Virun allem hätte mer gär, datt e Plan de développement scolaire déi ganz Schoulcommunautéit soll ëmfaassen, datt eng ganz Schoul sech op de Wee mécht, fir an engem basisdemokratesche Prozess - an ech scheie mech net, dat Wuert an de Mond ze huelen, och wann ech haut vläicht nach eng Kéier ee lénks iwwerhuelen, mä ech si jo hei schonn e Sowjet genannt ginn, schlëmmer kann et jo eigentlech...

(Interruption)

...Bolschewik genannt ginn, schlëmmer kann et jo eigentlech de Mëtteg hei net méi ginn! -, fir an engem basisdemokratesche Prozess d'Schoul mat op de Wee ze kréien, déi ganz Schoul mat op de Wee ze kréien, sech ze engagéieren an zwar gläichzäiteg awer och kohärent. Well mer wäerte ganz kloer och Zilsetzungen definéieren - an déi sinn definéiert -, wat an deem Plan de développement scolaire muss ofgehandelt ginn, wéi d'Schoul Äntwerten op eng Rei vun Erausfuerderunge wëllt ginn, wéi se eng inklusiv Schoul wëllt ginn, wéi se mat den Eltere wëllt zesummeschaffen zum Beispill, fir just déi Erausfuerderungen ze nennen. Doduerjer kréie mer och Kohärenz queesch uechter eist Land, net ëmmer déiselwecht Äntwert, mä eng Äntwert, déi dem Zil gerecht gëtt, an eng Äntwert, déi de Besoinen um Terrain gerecht gëtt.

An dee Plan de développement scolaire gëtt vun ënne gedroen, vum Comité, vu sengem President, deen de Chef d'orchestre ass, e gëtt ënnerstëtzt vu baussen an och op eng kohärent Manéier ënnerstëtzt vu baussen, well mer eng Equipp am SCRIPT hunn, wou d'Kompetenz sëtzt, och wat d'Schoulentwécklung ubelaangt, déi déi Akteuren um Terrain wäert an hiren Demarchë begleeden, wäert an hiren Demarchë berode bei der Opstellung a bei der Émsetzung vun dem Plan de développement scolaire. Do gëtt keen eleng gelooss. Dat ass Innovatioun vun ënnen. Dat ass Innovatioun an de Schoulen um Terrain. Et ass eigentlech och nëmme vun do, wou se kann hierkommen. Do kënnt se haut schonn hier a mir wäerten elo nach méi e performant Instrument hunn, fir dat kënnen ëmzesetzen.

Dat ass natierlech, an dat huet een de Mëtten an eenzelnen Interventiounen hei héieren, e Choix, deen ee muss treffen. Dës Regierung trëfft deen dote Choix, fir dee Wee, deen 2009 mam Schoulgesetz agefouert ginn ass, dee positiv evaluéiert ginn ass, wou eigentlech och keen an der Schoul méi wëllt drop verzichten, hei weiderzeféieren. An ech bedaueren, datt déi gréissten Oppositiounspartei hei och emol

nees eng Kéier op d'Pist vun der ADR ageschwongen ass, fir och dat doten elo nees a Fro ze…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass déi gréisste Partei!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et ass déi gréissten Oppositiounspartei.

(Brouhaha)

Dat ass déi gréissten Oppositiounspartei och hei der Meenung ass, mir sollten dat doten nees alles a Fro stellen, wat 2009 mat Erfolleg agefouert ginn ass, wou se selwer dru bedeelegt war.

Wa mer näämlech higinn an dat maachen, wat hei gefrot gëtt, datt mer de President vun haut zum Direkter maachen an den Direkter domadder präsent an der Schoul ass an deem säi Büro da quasi do ginn, jo, da gëtt et kee basisdemokratescht Organ méi wéi de Comité mat engem President, dee vun ënne gedroe gëtt. Dann hu mer en Direkter, wou de Minister an de Regierungsrot geet an de Regierungsrot mécht dem Grand-Duc eng Propos an deen nominéiert. Da gëtt d'Schoulentwécklung vu ganz uewen, vum Stat dirigéiert iwwert déi doten Nominatioun. Et ass op jidde Fall net esou, wéi mir eis et virstellen.

An ech wëll och soen - ech wëll och soen! -, datt ech mer och vläicht dat eent oder dat anert jo emol aneschters hätt kënne virstellen, mä mir mussen awer och vläicht fir eng gewësse Konstanz an der Politik, an der Bildungspolitik suergen.

Wat hätte mer mat deem Hickhack, deen dat géif ginn, wa mer genau dat, wat 2009 mat Erfolleg agefouert ginn ass, elo erëm géifen ofschafen, fir duerch eng aner Struktur komplett ze ersetzen, erreecht, ausser Veronsécherung um Terrain an datt jiddwereen erëm bei null hätt missen ufänken? An datt mer déi, déi sech elo engagéiert haten, mat Motivatioun engagéiert haten, schonn an d'Schoulentwécklung erageknéit haten, demotivéiert hätten?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen, datt mer dat dote sollte si loossen an op deem heite Wee solle weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Déi regional Direktiounen, déi mer schafen, sinn Direktioune vum Enseignement fondamental. Dat ass e weidere Paradigmewiessel, deen de Mëtten eigentlech och net an deem Mooss an der Diskussioun zum Virschäi komm ass. Et ass gesot ginn: „Mir ersetzen den Inspekter duerch e regionalen Direkter." Neen, et kënnt eng ganz Direktiounsequipp.

Bis elo hu mer den Inspekter, deen en Eenzelkämpfer ass, dee seng Aufgaben net delegéiere kann, deen ëmmer weider Missiounen derbäikritt huet an deen iergendwou deenen alleguerten net méi nokomm ass an deene leschte Joren. Dee gëtt ersat duerch eng Equipp, eng Direktiounsequipp, esou wéi mer se och am Secondaire hunn, wou ee sech d'Aufgabe kann opdeelen, wou den Direkter de Supérieur hiérarchique ass, wou en awer selwer d'Inspektiounsaarbecht ka maachen oder se kann delegéieren, wou e kann zu engem soen: „Du këmmers dech éischter ëm d'Administratioun", zu engem vu sengen Adjointen, a wou mer ganz klor och soen, datt ee vun den Directeur-adjointe muss fir dee ganze Volet vun den Enfants à besoins spécifiques zoustänneg sinn, datt och d'Aufgab vun der Aféierung an de Beruff iwwert de Stage muss mat kënne wouergeholl ginn.

Also alles dat, wat d'Käraufgabe vun där doten Direktioun sinn, stelle mer sécher, well mer eng breet opgestallten Direktioun hunn, eng Direktiounsequipp an net méi en Eenzelkämpfer, wéi et bis elo war. An do kréie mer déi Präsenz um Terrain jo och, well mer tëschent dräi a fënnef Leit, jee no Besoin, jee no Zuel vun de Schoulen, jee no Zuel vun de Schüler an den Enseignanten an de jeeweilege Regiounen och wäerten an der Direktioun hunn. An déi wäerte sech déi Aufgaben do opdeelen a wäerte vill, vill méi no bei de Schoule sinn, bei den Enseignantë sinn an awer och bei den Eltere sinn, well mi kréien doduerjer och eng Form vu Guichet unique fir d'Elteren: Wa se Froen hunn, da wësse se och an Zukunft, wouhinner datt se ginn.

Duerfir gesi mer hei an dëser Formule e ganz, ganz groussen Avantage. Mir kréien déi Plusvalue, déi wierklech d'selwecht ass, wéi wa mer elo den Direkter an der Schoul gehalen hätten. A mir hunn op där anerer Säit dat basisdemokratescht Instrument net futtigemaach, mä mir stäerken et weider, fir d'Schoulentwécklung vun ënne kënnen ze assuréieren. A finalement hu mer sämtlech Aufgaben ofgedeckt, déi d'Direktioun muss erfëllen, andeems mer op déi dote Struktur gaange sinn.

An datt d'CSV hei net matmécht aus deem dote Grond, kann ech eigentlech och net verstoen, well déi lescht Regierung schonn eng Kéier e Projet de loi op den Instanzewee geschéckt hat, wou genau dës Struktur och virskizzéiert war, deen de Statsrot – de Statsrot! - awer op eenzelne Punkten net duerchgoe gelooss huet. Duerfir ass dee Projet net weider suivéiert ginn. Hei maache mer eigentlech dat elo hei nach eng Kéier op eng technesch korrekt Manéier, mer setzen et ëm, mer kommen doduerjer eigentlech och där Richtung no, just datt d'CSV sech mëttlerweil an där dote Richtung net méi erëmerkennt.

Ech géif mer…

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An eisem Wahlprogramm hate mer dat jo stoen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech géif mer an dësem Dossier wéi och an anere Froen, déi ech hei ze erklären hunn, Här President, heiansdo méi e breede Konsens wënschen, mä meng Iwwerzeegungskraaft schéngt do net duerzegoen. Vläicht ass et awer och esou, datt se eben net däerf duergoen, datt, wann een an der Oppositioun ass, een eben iergendeppes aneres soe muss, wéi dat, wat d'Majoritéit grad mécht. Souguer wann d'Majoritéit dat mécht…

(Brouhaha)

Souguer wann d'Majoritéit dat mécht, Här President, wat ee virdru selwer an der Majoritéit eigentlech wollt maachen. Dat ass traureg.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hunn et am Wahlprogramm stoen. Dir hat et och drastoen.

Une voix.- Dat do war net déck.

Une autre voix.- Jee, jee, jee.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen da fir d'Éischt iwwert den Ensembel vum Gesetzesprojet 7104 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7104 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 32-mol Jo, 27-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7104 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton (par Mme Claudia Dall'Agnol), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen (par Mme Martine Hansen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Françoise Hetto-Gaasch);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

A mir géifen zur éischter Motioun kommen, déi vun der Madamm Hansen abruecht ginn ass. Kënne mer dovun ausgoen, dass se developpéiert ass? Ginn et Wuertmeldungen dozou? Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här President, ech hätt absolutt kee Problem dermadder, wa mer déi dote Motioun, wann Dir déi dote Motioun, pardon, géift unhuelen. Datt een no dräi Joer e Bilan vun esou engem neien Instrument wéi der Schafung vun den Instituteurs spécialisés mécht a vun der neier Struktur, virun allem, well mer eis en ambitiéist Zil setzen, fir an der Inklusioun wierklech virunzekommen, dat versteet sech eigentlech vum selwen. Duerfir gëtt hei eppes gefrot, wat ech nëmmen ënnerstëtze kann.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da géif ech proposéieren, wa keng aner Stëmme sech do dergéint erhiewen, fir duerch Handophiewen ofzestëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien dermat d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Enthalungen? Unanimitéit. D'Motioun 1 ass ugeholl.

Motion 2

Dann hu mer déi zweet Motioun, déi den Här Kartheiser abruecht huet. Ech mengen, déi ass och developpéiert. Ginn et dozou Wuertmeldungen? Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, wéi ech virdrun ugedeit hunn, hunn ech do mam Contenu awer eng ganz Rei vu Schwieregkeeten. Mir sinn absolutt bereet, de Schoule méi Ressourcen zur Verfügung ze stellen. Mir maachen haut hei e ganz grousse Schrëtt, wéi ech virdru gesot hunn, andeems mer dee Spuereffort, deen iwwert de Contingent wärend fënnef Joer géif gemaach ginn, reinvestéieren, fir d'Inklusioun kënnen ze reusséieren an de Schoulen. Dat ass och dat, wat haut geet a wat haut méiglech ass.

Ech wëll och just der Chamber mat op de Wee ginn, datt eigentlech sämtlech Bildungsetüde soen, datt d'Ressourcen an de Schoulen net am beschten investéiert sinn, andeems mer just an den niddrege Klasseneffectif investéieren, mä datt mer se och aneschters an iwwer aner Weeër an d'Schoule sollte ginn. Duerfir géif ech hei recommandéieren, déi Motioun do net unzehuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Madamm Hansen huet sech zu Wuert gemellt.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also mir wäerten eis bei dëser Motioun enthalen. Wéi am Ufank den Accord mam SNE u sech gestëmmt ginn ass, dunn ass gesot ginn: „Et kommen 150 Posten an déi kommen erëm an d'Schoulen." Du war nach net ganz kloer, wéi se an d'Schoule kéimen. Dunn hunn ech jo gesot: Da muss ee sech awer Froe stellen, well mer hunn an de Schoulen um Terrain definitiv och Problemer, net nëmme mat den Élèves à besoins spécifiques, mä et gi ganz grouss Ënnerscheeder an de Klassen.

Déi méi grouss Schoulen hu mam Contingent eng gewësse Flexibilitéit, fir dann awer méi differenzéiert Schoul ze halen. Déi méi kleng Schoule mat manner Schüler hunn do manner Flexibilitéit. An dofir géif ech mengen, misst een awer eng Kéier iwwert de Contingent diskutéieren. Dofir enthale mer eis hei.

Also ech mengen zwar och, datt elo reng ëmmer einfach nëmmen ze soen, vu 14 op 16 a vu 16 op 14 (veuillez lire: vu 16 op 14 Schüler pro Klass), dat ass net direkt d'Léisung. Mä mir denken, datt een awer eng Kéier misst iwwert de Contingent diskutéieren. Mir enthalen eis also.

Une voix.- Da misst der dergéint stëmmen!

Plusieurs voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, hei muss jiddwereen…

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Mir stëmmen esou, wéi mir wëllen, net wéi Dir eis sot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei muss jiddwereen decidéieren, wat e fir richteg fënnt. An dofir stëmme mer dann elo of.

Vote sur la motion 2

Voilà, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 3-mol Jo, 34-mol Neen, 22 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun verworf.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par Mme Cécile Hemmen), Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert).

7. Ordre du jour

Domat, Kolleeginnen a Kolleegen, si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Nächste Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer. Opgrond vun enger Ofsprooch tëschent alle Fraktiounen hu mer als éischte Punkt um Ordre du jour déi Resolutioun iwwert d'Geneemegung vun neien OGMen. Dat ass ofgeschwat. Ech ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. Kommt gutt heem!

D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 20.01 heures)

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Résolution de M. Henri Kox relative au rejet des maïs transgéniques «1507» de DuPont/Pioneer, «Bt11» de Syngenta et MON810 de Monsanto
- *Dépôt et exposé: M. Henri Kox*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Roy Reding (intervention de M. Léon Gloden), M. Alex Bodry (intervention de M. Roy Reding), M. Marc Baum, M. Alex Bodry*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la proposition de révision de la Constitution 6938*

5. 7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. David Wagner (intervention de M. Franz Fayot)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Simone Beissel*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac
- *Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen*
- *Discussion générale: Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas (interventions de M. André Bauler, Mme Nancy Arendt, M. Laurent Zeimet, M. Alexander Krieps, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Laurent Zeimet), Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler et M. Alexander Krieps), M. Gast Gibéryen (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Alexander Krieps), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7108 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- *Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech stellen d'Fro net, well ech d'Äntwert kennen. Merci.

2. Ordre du jour

Da géife mer direkt mat eisem Ordre du jour weiderfueren. Wéi gëschter Owend ugekënnegt, si mer mat enger Resolutioun, déi vum Här Henri Kox virgedroe gëtt, konfrontéiert, wat d'Geneemegungsprozedur vun dem genmanipuléierte Mais ugeet.

Den Här Henri Kox huet direkt d'Wuert fir d'Presentatioun an den Depot vun der Resolutioun.

3. Résolution de M. Henri Kox relative au rejet des maïs transgéniques «1507» de DuPont/Pioneer, «Bt11» de Syngenta et MON810 de Monsanto

Dépôt et exposé

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Elo hutt Der et richteg gesot. Ech wollt Iech net verbesseren. Mä et ass eng Resolutioun, also et ass eng Resolutioun vun der Chamber, fir eben d'EU-Kommissioun, d'EU-Kommissioun ënnert der Presidence vum Här Juncker, opzefuerderen, dräi genmanipuléiert Maiszorten net ze autoriséieren. Déi éischt Zort ass 1507 vun DuPont/Pioneer, déi zweet Zort ass de Bt11 vu Syngenta, vun där Der bestëmmt schonn héieren hutt, an dat Drëtt ass u sech, fir d'Erneierung vun enger Autorisatioun och net zouzeloossen, an dat ass fir d'Maiszort MON810 vu Monsanto.

Dëst net nëmmen op d'Risikobewäertung vun der EFSA, also der Alimentatiounssécherheetsautoritéit vun der Europäescher Unioun hin, mä och fir aner Prinzipien an de Vierdergrond ze stellen, insbesondere de Precautiounsprinzip. Ech wëll Iech e puer Punkten aus der Resolutioun hei nach virdroen, déi Der op Ärem Pult virun Iech leien hutt, fir dat och ze begrënnen.

Éischtens, dës Regierung, awer net nëmmen dës Regierung, och déi viregt Regierungen hu sech ganz kloer hei ëmmer géint d'OGMen ausgeschwat,...

Une voix.- Très juste!

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- ...insbesondere sech op de Precautiounsprinzip baséierend.

Zweetens ass an der leschter Zäit oft awer en OGM autoriséiert gi vun der Kommissioun, obschonn eng grouss Majoritéit vun deenen 28 EU-Länner sech dergéint ausgeschwat hunn. Ech erënneren awer och drun, an dat steet och an der Resolutioun, dass e grousse Clivage tëschent deene Länner do ass, déi derfir sinn, an deene Länner, déi dergéint sinn.

Et muss een awer och feststellen, dass et keng qualifizéiert Majoritéit gëtt, fir esou een OGM zouzeloossen, weder derfir, nach gëtt et eng qualifizéiert Majoritéit, déi sech ausschwätzt dergéint. An dann ass d'EU-Kommissioun an der Obligatioun, fir d'Decisioun schlussendlech ze treffen, fir dann esou eng Zouloossung ze autoriséieren.

Mir mengen awer, well dat de Moment de Fall esou ass, bei dësen dräi OGMen, dësen dräi Maiszorten, dass sech nëmmen aacht Membere vun deenen 28 EU-Länner derfir ausgeschwat hunn, dass eng grouss Majoritéit vun de Länner sech awer nach ëmmer dergéint ausschwätzt. Vu dass awer och d'Europäescht Parlament sech eendeiteg bei all den Zouloossungen ëmmer erëm dergéint ausgeschwat huet, erënnere mer awer och nach eng Kéier ganz explizitt drun, dass d'EU-Kommissioun sech net eleng op d'EFSA sollt beruffen, mä aner Prinzipien och an de Vierdergrond sollt stellen, wéi d'Konsequenzen, d'ekonomesch Konsequenzen, déi ethesch Konsequenzen. Dir wësst alleguerten, wat OGMen an der Drëtter Welt heeschen, wéi eng Problematik sech do stellt, ëmwelttechnesch Problemer respektiv allgemeng Societéitsproblemer.

Mir hunn nach de Moien an der Kommissioun iwwert dat neit Ausschreiwungsgesetz diskutéiert, wou grad déi Elementer och Wichtegkeet kréien an Zukunft, fir eng Ausschreiwung kënnen ze begleeden.

Aus deenen Iwwerleeungen eraus fuerdere mer also de President op, an dat ass eng Resolutioun vun eis alleguerte gedroen, well sämtlech Fraktiounen a Sensibilitéiten hu sech derfir ausgeschwat, dës Resolutioun op Bréissel ze schécken, fir dass d'Kommissioun hei wierklech de Principe de précaution eng Kéier zur Applikatioun stellt an déi dräi virgenannt OGMen eben net zouléisst.

Merci fir d'Ënnerstëtzung. An domadder soen ech och Merci an ech maachen den Depot vun der Resolutioun.

Résolution

«Rejet des maïs transgéniques „1507" de DuPont/Pioneer, „Bt11" de Syngenta et MON810 de Monsanto»

La Chambre des Députés,

- considérant le programme gouvernemental 2013-2018, qui mentionne l'application résolue du principe de précaution en matière d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et, dans la mesure du possible, l'interdiction de l'utilisation d'OGM au niveau national;

- préoccupée face à la multiplication des projets de décision d'autorisation d'OGM au niveau de l'UE malgré l'opposition persistante de la majorité des 28 États membres, dont le Luxembourg;

- constatant que depuis un an et demi, la Commission européenne a proposé quatorze projets de décision relatifs à la commercialisation ou la mise en culture d'organismes génétiquement modifiés et que le Parlement européen s'est prononcé contre tous ces projets;

- rappelant qu'il existe un clivage profond entre États membres et qu'il ne se dégage ni une majorité qualifiée en faveur ni en défaveur des demandes d'autorisation visées;

- constatant que bien qu'il n'y ait pas de majorité qualifiée, prévue par les traités, les votes relatifs aux OGM démontrent néanmoins qu'une large majorité simple des États membres rejette les autorisations d'OGM;

- vu l'obligation de la Commission européenne de décider en dernier lieu sur les demandes d'autorisation d'OGM si les États membres ne réussissent pas à dégager une majorité spécifique en faveur ou en défaveur des projets de décision;

- considérant que lors du vote le plus récent relatif aux trois variétés de maïs transgéniques pour lesquelles la Commission européenne devra prochainement décider, uniquement huit États membres ont voté pour le renouvellement de l'autorisation du maïs MON810 et seulement six États membres pour l'autorisation du 1507 et du Bt11;

- estimant que ces refus traduisent les sérieux doutes des États membres quant aux procédures d'évaluation des risques ainsi que leurs inquiétudes à propos du processus de décision en matière d'OGM dans l'UE;

- se félicitant que citoyens et autorités politiques luxembourgeois adoptent depuis longtemps une position critique, conforme au principe de précaution, et que les représentants du Gouvernement luxembourgeois se sont donc exprimés clairement contre l'autorisation des trois OGM susmentionnés;

- estimant que lors de sa décision sur une demande d'autorisation, la Commission européenne devrait considérer non seulement les résultats de l'évaluation des risques par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), mais aussi tout autre élément légitime, ainsi que le respect du principe de précaution;

- déplorant que jusqu'ici la Commission ait toujours adopté ces projets de décision en suivant simplement les recommandations de l'EFSA, sans considérer les autres aspects indispensables tels que les conséquences économiques, éthiques, environnementales ou sociétales;

- estimant qu'en approuvant automatiquement les avis de l'EFSA, la Commission européenne attribue de facto la position de décideur politique aux scientifiques de l'EFSA et leur attribue donc un poids bien plus important qu'aux majorités des membres du Parlement européen ET des États membres;

- convaincue qu'au vu de l'opposition forte et persistante d'une majorité des États membres et du Parlement européen, la seule solution politiquement acceptable soit le rejet des demandes d'autorisation des trois cultures d'OGM susmentionnées,

invite la Commission européenne

- à considérer, dans son rôle de gestionnaire des risques, non seulement les résultats de l'évaluation des risques de l'EFSA, mais aussi les autres éléments légitimes de même que le principe de précaution;

- à rejeter en conséquence la demande d'autorisation de mise en culture du maïs «1507» de Du Pont/Pioneer et du maïs «Bt11» de Syngenta ainsi que le renouvellement de l'autorisation du maïs «MON81 O» de Monsanto,

charge son Président de transmettre la présente résolution au Président de la Commission européenne.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Alex Bodry, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter, Marco Schank, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An ech maachen d'Diskussioun op. Wuertmeldungen zu der Resolutioun, déi, sou wéi ech verstanen hunn, vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite gedroen ass? Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. D'Regierung kann dës Initiativ nëmmen ënnerstëtzen, well se déi Positioun nach eng Kéier ënnermauert, déi mir als Land hunn an déi iwwregens och an eisem Regierungsprogramm steet.

A mengen Aen ass déi heiten Initiativ e gudden an en zousätzleche Moyen, fir d'Europäesch Kommissioun drop hinzeweisen, dass eist Land der Meenung ass, dass niewent den Evaluatiounen an Argumenter vusäite vun der EFSA, déi ëmmer ugefouert gi bei der Autorisatioun vun den OGMen, och nach aner legitimm Grondlagen an Argumenter dierfe mat afléissen.

Bon, et ass hei schonn drop higewise ginn, dass mer zënter Jore bei den Autorisatiounsvotte Blocagen hunn, wat jo dann och zu der Direktiv 2015 gefouert huet. An déi huet mat sech bruecht, dass d'Memberstaten erëm eng Rei vun nationale Pouvoiren ageraumt kréien. Gutt fir eis, well d'Lëtzebuerger Regierung huet deen Dispositiv benotzt, fir schonn an der Phas 1 vun der Direktiv eng ganz Rei vun OGMen hei zu Lëtzebuerg net zouzeloossen - den Här Kox ass hei schonn dorobber agaangen, dofir maachen ech dat net -, ënner anerem déi, déi elo eben an der Resolutioun stinn.

Mä mir wäerten och an der Phas 2 vun där Direktiv all Méiglechkeete benotzen, fir nach weider OGMen net fir d'Kultur zouzeloossen. Ech wollt och an deem Zesummenhang d'Informatioun ginn, dass mir viru Kuerzem am Gesondheetsministère an Zesummenaarbecht mam Émweltministère a mam Agrikulturministère eng spezialiséiert Persoun, en Expert, agestallt hunn, dee sech nëmmen ëm OGMe këmmert, wat ganz wichteg fir eist Land ass.

Duerfir kann ech nëmmen nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Initiativ hei vun der Chamber begréissenswäert ass, well se fir déi europäesch Autoritéiten zousätzlech ënnersträicht, dass d'Populatioun hei zu Lëtzebuerg keng OGMe wëllt. Dat ass eis Positioun.

A parallell wäert d'Lëtzebuerger Regierung all Energie dran investéieren, fir déi legal Moyenen auszenotzen, déi mer zur Verfügung hunn, fir d'Kultur vun OGMen ze verbidden, nach besser ze kontrolléieren an och entspriechend Penalitéiten ze definéieren, ënner anerem duerch d'Revisioun vum OGMs-Gesetz an och d'Redefinitioun vun de Kontrollkompetenzen.

Dorop schaffe mer ganz intensiv. An nach eng Kéier Merci fir dës wichteg Initiativ.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci.

Vote sur la résolution

Hunn ech richteg verstanen, dass mer iwwert déi hei Resolutioun per Handophiewe kënnen ofstëmmen? Ass dat esou?

(Assentiment)

Da géif ech déi, déi sech derfir ausdrécken, bieden, d'Hand ze hiewen.

Géigeprouf: Wien ass dergéint? Wien enthält sech? Unanimitéit. Merci. Mir wäerten dann direkt déi Resolutioun un d'Kommissioun zu Bréissel weiderginn.

A mer géifen da kënnen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Proposition de révision vun der Verfassung mat der Nummer 6938, d'Propositioun, déi den Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung soll ëmänneren.

Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. An hei gëllt, wéi Der wësst, keng Procuratioun.

D'Wuert huet elo den Auteur-rapporteur, den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, nodeem mer duerch e Gesetz vum 18. Oktober 2016 den Artikel 32.(3) vun eiser Verfassung iwwert de reglementaresche Pouvoir vum Grand-Duc ofgeännert hunn, hu mer et haut de Mëtteg mat enger zweeter Ofännerung ze di vun deem Artikel 32, dës Kéier de 4. Paragraf, deen déi sougenannte Krisesituatioune behandelt, an deenen de Grand-Duc, an deenen d'Regierung aussergewéinlech Pouvoiren ënner bestëmmte Konditiounen zougestane kritt.

Dës Regel vum Artikel 32.(4), déi mer haut och scho kennen, ass an eiser Verfassung als Exceptioun zu den allgemenge Regelen, wat de Pouvoir réglementaire vun der Exekutiv ugeet, formuléiert.

Den aktuellen Artikel, dee mer ofänneren, ass wéi folgend formuléiert: «Toutefois, en cas de crise internationale, le Grand-Duc peut, s'il y a urgence, prendre en toute matière des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. La durée de validité de ces règlements est limitée à trois mois.»

Dësen Text, deen haut en vigueur ass, geet op eng Revisioun vum 19. November 2004 zréck an ass deemools mat grousser Majoritéit hei vum Parlament gestëmmt ginn, notamment mat de Stëmme vun der CSV, der LSAP, deene Gréngen a vun der ADR. Dës permanent Verfassungsbestëmmung ersetzt eng laang Praxis, déi mer iwwer 100 Joer hei zu Lëtzebuerg kannt hunn, vun de sougenannte Vollmachtsgesetzer, de Lois d'habilitation, déi mer all Kéiers hei am Dezember, um Enn vun der leschter Sitzung vum Joer debattéiert hunn. Iwwert dat Spezialgesetz, wat eng Durée hat vun engem Joer, huet d'Regierung d'Habilitatioun kritt vun der Chamber, fir a Wirtschafts- a Finanzfroe kënnen ze reglementéieren an och iwwer Reglementer Gesetzer ofzeänneren. Allerdéngs war dat net méiglech am Domaine réservé à la loi par la Constitution.

Deen Artikel 32.(4), deen also déi al Praxis vun de Vollmachtsgesetzer ersat huet, ass an deene leschten zwielef Joer ganzer zweemol gebraucht ginn, all Kéiers am Zesummenhang vu Krisen am Finanzberäich. Eng éischt Kéier am Joer 2008, wou et ëm d'staatlech Finanzgarantie fir d'Dexia gaangen ass, an dann dräi Joer méi spéit, Oktober 2011, wéi et ëm d'Restrukturéierung vun dem Grupp Dexia gaangen ass. All Kéiers ass et ëm grouss finanziell Engagementer vum Stat gaangen, déi normalerweis hätte misse konform zum Artikel 99 vun eiser Verfassung per Gesetz gemaach ginn. An dësem Fall, well eng Urgence virlouch, huet d'Regierung dat iwwer Règlement grand-ducal gemaach.

Am Kader vun eiser allgemenger Verfassungsreform, iwwert déi mer elo schonn iwwer zéng Joer diskutéieren, sollt fir d'Eischt deen doten Text net geännert ginn, dat heescht den aktuellen Artikel 32.(4) sollt bäibehale ginn. Opgrond allerdéngs vun enger Suggestioun vum Statsrot beim Gesetzesprojet iwwert d'Protection nationale ass d'Iddi opkomm, fir nieft der internationaler Kris och d'Hypothees vun enger nationaler Kris an der Verfassung virzegesinn.

Et ass och doropshin also, dass eng zousätzlech Hypothees, déi vun enger realer Bedroung fir déi vital Interesse respektiv wichteg Bedierfnesser vun der ganzer Bevëlkerung oder Deeler vun der Bevëlkerung, an eis Revisiounspropositioun vun der Verfassung iwwerholl ginn ass.

Mä d'Geschicht ass weidergaangen. November 2015 ass et zu deene schrecklechen Attentater zu Paräis komm an doropshin huet d'Regierung sech mat der Chamber zesummegesat an et ass am Fong gemeinsam decidéiert ginn an enger Sitzung vum Dezember 2015, fir den Artikel 32.(4) op de Leescht ze huelen, fir en och lasszekoppelen aus der allgemenger Verfassungsrevisioun; dat, fir méi Rechtssécherheet ze kréien an deem dote Beräich, well och de Begrëff vun der internationaler Kris net kloer definéiert ass an e ganz floue Begrëff ass.

Et ass also gemeinsam decidéiert ginn, deen dote Punkt vun der Verfassung ëmzeänneren. An nodeem mer iwwer verschidden Textentwërf an der Kommissioun diskutéiert hunn, hunn ech a menger Qualitéit als President vun där Kommissioun am Numm vun der Majoritéit vun der Kommissioun den 20. Januar 2016 eng Proposition de révision deponéiert an op den Instanzewee ginn.

Deen Text ass op där enger Säit an d'Richtung gaangen, fir de Champ d'application vun der Krisesituatioun méi breet ze definéieren, wéi dat haut de Fall ass, a wou och zousätzlech d'Hypothees vun enger imminenter Bedroung duerch grav Verstéiss géint d'ëffentlech Uerdnung zréckbehale ginn ass als méiglech Krisesituatioun.

An op där anerer Säit awer, dat wëll ech besonnesch betounen, ass d'Roll vun der Chamber, d'Interventioun vun der Chamber, dem legislative Pouvoir, an där Ausnameprozedur gestäerkt ginn, par rapport zu där, wéi mer se haut kennen am 32.(4), wou d'Chamber guer keng Roll spillt. Déi ass gestäerkt ginn doduerjer, dass mer hei virgesinn haten, dass d'Dauer vun der Krisesituatioun net däerft iwwer sechs Méint am Total erausgoen, doduerjer och, dass d'Chamber intervenéiert, soubal déi Krisesituatioun iwwer zéng Deeg dauert. Ass do net e Vott vun der Chamber, dann ass déi Krisesituatioun net méi ginn an de Pouvoir réglementaire vun der Regierung an der spezifescher Situatioun besteet also och net méi.

Nëmmen d'Chamber kann iwwer zéng Deeg eraus decidéieren, mat enger Zweedrëttelmajoritéit, also enger Majoritéit, déi normalerweis iwwert d'Regierungsmajoritéit erausgeet, dass déi Krisesituatioun weider besteet. An d'Chamber kann och net fréizäiteg opgeléist ginn, fir ze verhënneren, dass also vun enger Krisesituatioun géif vun der Regierung Gebrauch gemaach ginn, fir sech eng besonnesch staark Majoritéit ginn ze loosse bei esou virgezunnenen Neiwahlen.

D'Reglementer bleiwen nëmmen esou laang en vigueur, wéi d'Kris dauert, maximal dräi Méint. Wéi gesot, dat waren alles scho Punkten, déi mer an eiser urspréngleche Proposition de révision dran haten. Déi si grosso modo och eigentlech am definitiven Text zréckbehale ginn, deen awer op anere Punkten nach präziséiert a vervollstännegt ginn ass.

Dës Propositioun ass vu verschiddene Säite kritesch aviséiert ginn. An nieft dem Prinzip vun der angeeblech feelender Präzisioun vun eenzelnen Notiounen am Text war et och de Wonsch, dass sollen nach komplementär Explikatiounen an den Text selwer mat agebaut ginn, déi mer deelweis am Exposé des motifs vun eiser Proposition de révision haten.

An der Chamberskommissioun ware mer beméit, déi dote Kriticken ze entschäerfen an, wéi ech gesot hunn, eisen urspréngleche Text nach op eenzelne Punkten nozebesseren an ze vervollstännegen.

Et war och eng gemeinsam Suerg, dass mer an engem explikativen Text och, deen an den Documents parlementaires nozeliesen ass, fir all déi, déi sech déi Méi maachen, duerstellen, wéi dee ganze Regimm an der Praxis eigentlech ausgesäit a wéi mer déi juristesch Froen, déi sech stellen, gedenken ze léisen. A mir hunn eigentlech eng 100%eg Iwwereneestëmmung kritt an eiser Interpretatioun vun deem neie Regimm par rapport zu där, déi de Statsrot a sengen Avise ginn huet, soudass also do u sech Rechtssécherheet besteet, wat och déi méiglech Interpretatioun am Detail vun deem heiten Text ugeet.

Besonnesch hu mer eis mat engem kriddeleche Punkt ofginn, deen haut guer net definéiert ass an der Verfassung: Dat ass dee vun der Urgence.

Wéi ass d'Urgence ze interpretéieren? Haut steet just dran, an dat huet bis elo nach kee weider gestéiert, dass et de Grand-Duc ass, deen d'Urgence eigentlech festleet, de Grand-Duc, dat heescht, d'Regierung d'Urgence festleet.

Hei hu mer ganz kloer gesot, dass d'Urgence nëmmen doranner besteet, dass d'Chamber net an der Lag ass, an deene gefuerderten, ganz kuerzen Delaien ze handelen. Also nëmmen dann, an dat ass an Zukunft ganz kloer, nëmmen dann, wann et eng Fro vu Stonnen oder Deeg ass, kann eigentlech d'Regierung soen, dass eng Urgence do ass. Wann et eppes ass, wat an e puer Wochen ze regele wär iwwer normal Gesetzer, da selbstverständlech gëtt et kee Grond, dass de Pouvoir réglementaire eigentlech d'Méiglechkeet huet, fir besteeënd Gesetzer ëmzeänneren. Da muss déi normal Kompetenzopdeelung spillen. Dat heescht, da muss d'Chamber voll kompetent bleiwen.

Hei also hu mer an der Definitioun vun der Urgence eng ganz restriktiv Definitioun festgehalen, déi also e ganz staarke Garde-fou duerstellt an déi méi restriktiv ass wéi dat, wat mer haut am Artikel 32.(4) bei der internationaler Kris stoen hunn. Dat war also e ganz wichtege Punkt.

De Champ d'application ass méi grouss ginn doduerjer, dass mer also och, an do hu mer eis inspiréiert un dem Gesetz vun der Protection nationale, dat och hei eestëmmeg vun der Chamber guttgeheescht ginn ass, déi Hypotheese vun de Calamitéiten zréckbehalen hunn, andeem mer gesot hunn, dass eben eng Kris och national besteet, wann u sech liewenswichteg Interesse respektiv wa fundamental Bedierfnesser vun der Bevëlkerung oder vun Deeler vun der Bevëlkerung en cause sinn. Natierlech muss ëmmer erëm d'Urgence och gläichzäiteg spillen.

Wat och besonnesch wichteg ass, dat ass, dass mer festgehalen hunn, nach eng Kéier ganz kloer, an do hu mer eng total Iwwereneestëmmung mat der Interpretatioun, déi och de Statsrot gemaach huet, dass mer et hei net mat enger Délégation de pouvoirs ze dinn hu vum Parlament op d'Exekutiv. D'Parlament bleift, och wärend der Krisesituatioun, bleift am volle Besëtz vu senge legislative Pouvoiren, kann also zu all Moment intervenéieren als Legislateur, kann och zu all Moment intervenéieren als Kontrollorgan vun der Exekutiv. D'Chamber also bleift voll en fonction, ouni iergendwellech Ofstrécher wärend där Period, wärend deenen zéng Deeg. Dat ass jo déi maximal Zäit, wou d'Regierung an Zukunft kann nach fir sech selwer decidéieren, dass eng Krisesituatioun besteet.

An da kënnt natierlech déi zousätzlech Barrière mat derbäi - do hu mer eis inspiréiert un och zum Deel auslänneschen Texter -, dass, wann déi Krisesituatioun méi laang wéi zéng Deeg dauert, da muss nom zéngten Dag direkt, den zéngten Dag praktesch, muss spéitstens, an dat gëtt eng grouss Erausfuerderung, wa sech sollt déi Situatioun stellen, e Gesetz gestëmmt ginn, wou déi Krisesituatioun géif an der Dauer verlängert ginn. Dat ka maximal dräi Méint nach verlängert ginn, soudass also déi maximal Dauer vun enger Krisesituatioun am Kader vum Artikel 32.(4) hei zu Lëtzebuerg zéng Deeg plus dräi Méint ass.

Mir wëssen, dass mer elo a Frankräich an der Situatioun sinn, dass se bei der sechster Verlängerung sinn an dass se praktesch elo op zwee Joer Dauer vun enger Krisesituatioun kommen. Esou eppes, esou eng - fannen ech - fatal Ofweichung ass mat eisem Text net méiglech. Mir hunn also hei e ganz, ganz enken, e ganz strikte Kader gesat, dee vill méi strikt ass wéi deen, dee mer haut kennen an der Hypothees vun der internationaler Kris. An dat, mengen ech, ass och gutt esou.

Ech betounen och: Et geet net duer, dass eng einfach Majoritéit vun der Chamber deklaréiert, dass d'Krisesituatioun iwwer zéng Deeg nach weider besteet, mä dat muss eng Majorité qualifiée sinn. Eng Zweedrëttelmajoritéit vun den Deputéierte muss also mat esou enger Decisioun d'accord sinn. Och dat ass also bal nëmme méiglech, wa wierklech eng ganz, ganz breet Iwwereneestëmmung besteet an der Aschätzung vun der Gravitéit a vun der Urgenz vun der Situatioun.

Selbstverständlech, d'Hierarchie vun de Rechtsnorme bleift ze respektéieren. Dat hate mer ganz kloer geschriwwen an eisem Exposé des motifs zu der Propositioun an hu mer elo an den Text selwer iwwerholl. Et ass jo ganz kloer, dass, wann zwar d'Regierung ënner exceptionnelle Konditiounen zäitlech begrenzt d'Méiglechkeet kritt, fir iwwer Règlement-grand-ducalle besteeënd Gesetzer ëmzeänneren, och am Domaine réservé à la loi, heescht dat net, dass se kann d'Constitutioun selbstverständlech ëmänneren. Do muss se natierlech sech dorunner halen. Och international Texter kënnen net iwwer Règlement grand-ducal ëmgeännert ginn, och opgrond vun dëser spezieller Verfassungsdispositioun net.

Dat hu mer also elo ganz kloer an den Text erageschriwwen a mir hunn eis och inspiréiert un der Jurisprudenz vun dem Europäesche Mënschegeriichtshaff vu Stroossbuerg, dee ganz kloer jo och seet, wat iwwerhaapt per Gesetz ka bei Fräiheeten oder Grondrechter vun Aschränkunge kommen. Dat muss ëmmer dräi Konditiounen entspriechen: Esou Aschränkunge mussen noutwendeg sinn, si musse passend sinn a si musse verhältnisméisseg sinn. Dat gëllt also selbstverständlech och fir déi Règlement-grand-ducallen, déi hei wärend enger Krisesituatioun kéinte geholl ginn, wann déi Verfassungsbedéngunge gi sinn.

Et bleift derbäi, dass mam Enn vun der Kris och automatesch all déi Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, verfalen. Si bleiwe gülteg natierlech fir déi Effets antérieurs, mä si hu keng Effete méi fir d'Zukunft. En äänleche Prinzip hu mer haut schonn am Artikel 32.(4) stoen. A wann, wéi gesot, d'Krisesituatioun éischter fäerdeg ass wéi dräi Méint an zéng Deeg, dann ass et och schonn éischter eriwwer mat de juristeschen Effete vun deem Ganzen.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Ech wollt awer och vollständegkeetshalber den Text nach eng Kéier virliesen, wéi mer en haut proposéieren.

Den neien Artikel 32.(4) ass also wéi folgt formuléiert: «En cas de crise internationale, de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population ou de péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique, le Grand-Duc, après avoir constaté l'urgence résultant de l'impossibilité de la Chambre des Députés de légiférer dans les délais appropriés, peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires.

Ces mesures peuvent déroger à des lois existantes. Elles doivent être nécessaires, adéquates et proportionnées au but poursuivi et être conformes à la Constitution et aux traités internationaux.

La prorogation de l'état de crise au-delà de dix jours ne peut être décidée que par une ou plusieurs lois votées dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution, qui en fixe la durée sans que la prorogation ne puisse dépasser une durée maximale de trois mois.

Tous les règlements pris en vertu de la présente disposition cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise.

La Chambre des Députés ne peut être dissoute pendant l'état de crise.»

Hei gesi mer also ganz kloer, dass mer hei näischt maachen, wat total ausser Norm wär. Ech wëll hei drun erënneren, dass entgéint deem, wat ee vläicht kéint mengen, wann ee Kriticken zum éischten Text gelies huet, praktesch all europäesch Länner esou Noutstandsbestëmmungen hunn. Si sinn net ëmmer an de Verfassunge festgeluecht. Si ginn oft, wéi an

der Belsch oder an Holland, wéi mir et fréier haten, iwwer Vollmachtsgesetzer geregelt.

Ech géif Iech och bieden, emol déi Texter unzekucken, wat an der spuenescher Verfassung steet, wat an der griichescher Verfassung steet, alles Verfassungen, déi aus Diktature komm sinn, wou also immens opgepasst ginn ass op deenen dote Punkten. Déi si manner präzis wéi eisen Text, et ass mat manner Konditioune verbonne wéi an eisem Text.

Soudass ech wierklech mat rouegem Gewëssen, zumindest am Numm vun der grousser Majoritéit vun der Kommissioun, hei soen, dass mer hei eppes maachen, wat an eise Rechtssystem erapasst, wat virun allem eppes soll och verhënneren: Et soll verhënneren, dass mer en Droit d'exception an normale Situatioune kréien.

Mir sinn der Meenung, dass eis Gesetzgebung soll op déi normal Situatioun opgebaut ginn. Wa sech à titre très exceptionnel eng besonnesch Krisesituatioun mécht, da soll kënnen zäitlech begrenzt och eng spezifesch méi streng Legislatioun kommen. Mä mir sinn net der Meenung, dat ass eng Deviatioun, déi an eisem Nopeschland Frankräich amgaangen ass, ganz kloer ze kommen, déi amgaange sinn, no an no hir exceptionnel Texter, déi nëmme sollte gëlle wärend dem État de crise, an hir normal Legislatioun ze iwwerhuelen, also praktesch en État de crise permanent ze provozéieren.

Dat ass glécklecherweis mat eisem Text net méiglech. An duerfir géif ech Iech recommandéieren am Numm vun der Kommissioun, deen heiten Text ze stëmmen. D'LSAP-Fraktioun wäert dat selbstverständlech och maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden fir d'CSV. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Den Här Berger wäert elo erëm enttäuscht sinn, datt ech schwätzen, an net de Paul-Henri Meyers, mä meng Fraktioun huet eben eng ganz Rei kompetent Leit, déi zu institutionelle Sujete kënne schwätzen, Här Berger.

(Interruptions)

Här President, haut steet zur Ofstëmmung en Artikel an der Verfassung, wou mer hoffen, datt en ni muss ugewannt ginn, ni opgrond vun engem terroristeschen Akt, ni wéinst enger Naturkatastroph oder zum Beispill engem industriellen Accident.

Mir erënneren eis un déi feig Attacken, déi den 13. November 2015 zu Paräis verüübt goufen. Et war en Ugréff op déi westlech Welt, op eis fräiheetlech Gesellschaft, op eis Wäerter. Dës Attack war deemools déi zweet op Paräis op e Joer gekuckt, nom Iwwerfall op „Charlie Hebdo".

Zënterhier hu sech Terrorattacke geheeft. Ech denken hei u Bréissel, Nice, Berlin, Stockholm, London, erëm Paräis a rezent Manchester. A mir sollten och am Kader vun dëser Debatt eng Kéier speziell de Victimme vun dëse feigen Terrorattacke gedenken.

Wat bis dohinner fir eis eng Abstraktioun war, gouf op eemol Realitéit. Dofir hu mir eis als CSV, awer net nëmme mir, Froe gestallt, Froen, ob eist Regelwierk et eis erlabe géif, determinéiert ze agéieren, sollt sech esou en Zeenario hei zu Lëtzebuerg eng Kéier presentéieren.

Eise Moossnamekatalog hu mir Enn November 2015 presentéiert. Dozou huet gehéiert, zum Beispill, e séiere Screening vun eisem legale Kader am Kampf géint den Terrorismus a fir déi national Sécherheet. D'Regierung huet séier en Text proposéiert, deen awer mëttlerweil schonn dräimol nogebessert ginn ass, ouni datt d'Chamber consultéiert gouf. Ech schwätze vum Projet de loi 6921.

Mir haten och verlaangt, eng schnell Verofschidung vun de Gesetzer iwwert de Geheimdéngscht an d'Ofschafe vum Numeraus clausus an deem Service ze kréien, an eng verstäerkte Kooperatioun tëschent de Geheimdéngschter, well den Terrorismus...

Deet Iech dat laachen?! Bei deem seriöe Sujet?!

(Interruptions)

Mir haten och eng verstäerkte Kooperatioun tëschent de Geheimdéngschter verlaangt,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Léon Gloden *(CSV).*- ...well den Terrorismus bekämpft een am effikasste vernetzt, am Verbond mat de Partner. Mir haten eng schnell Verofschidung vum Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale verlaangt an en determinéierte Kampf géint Haasspriedeger a präventiv Mesurë géint d'Radikaliséierung vu virun allem Jugendlecher.

Mir hunn och den Duerchbroch am Dossier „passenger name record" begréisst. Dësen Dossier ass jo iwwer laang Zäite vun de Liberalen, de Gréngen an de Sozialisten am Europaparlament blockéiert ginn.

Eng Partie vun eise Fuerderunge goufen ageléist. Den Haut-Commissariat à la protection nationale ass reforméiert ginn, e Projet, deen nach op d'Zäite vum Jean-Claude Juncker zréckgeet. D'Geheimdéngschtgesetz gouf den 9. Juni 2016 mat Ausnam vun der ADR an déi Lénk hei am Chamberplenum guttgeheescht, wat net heescht, datt d'CSV net eng Rei Bedenken ugemellt hat. Mir haten doriwwer eraus awer och kloer eng national Noutstandsregelung gefuerdert.

Här President, d'Fuerderungen no Ausnameregelunge waren net fundamental nei. Och wann de Statsrot a sengem éischten Avis zur Verfassungsreform de Sujet net opgegraff hat, sou huet hien dat am Juli 2013 am Kontext vum Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale nogeholl.

Wann also d'Fuerderung net fundamental nei war, sou war fir eis kloer, datt den initialen Zäitplang misst geännert ginn. Fir eis war et kloer, datt mir d'Noutstandsregelen op national Krise missten erweideren, an zwar schnellstméiglech. Dat hu mir net méi spéit wéi den 20. November 2015 gefuerdert an och betount, datt mir dowéinst eng punktuell Upassung vun der Verfassung ustriewe géifen. Dës Fuerderung hu mir den 2. Dezember 2015 op dëser Plaz am Kader vun den Debatten iwwert déi national Sécherheet an den Terrorismus widderholl.

De Claude Wiseler huet ënnerstrach - ech zitéieren -, datt mir eng Ännerung vum Artikel 32 Paragraf 4 vun eiser Constitutioun wéilten, „fir e sougenannten État d'urgence kënnen dann ze declenchéieren, wa mer e brauchen, och dann, wann et sech net nëmmen (…) ëm eng international Kris handelt, mä och ëm eng national Kris, well mer propper, institutionell, constitutionnel a gesetzlech Moyene brauchen."

De Claude Wiseler sot weider: „Mir hunn eis just gewonnert, datt de Minister vun der Sécurité intérieure [deemools] bei verschiddene Presseaussoe gemengt huet, dat wär net noutwendeg. Mir ware frou, de Premierminister ze héieren, deen eis gesot huet, datt e géif wëlle mat [eis] op dee Wee goen."

Ier den Här Vizepremier, Défense- a Policeminister eis elo, an en ass net hei, gesot hätt, dat wier net esou gewiescht, wëll ech en am Fong zitéieren.

Hei d'Aussoen op RTL den 21. November 2015: „Also deen Artikel, doduerch, dass e jo vag ass, léisst e villes zou. Elo kann een doriwwer diskutéieren, ob een dee wëllt méi präzis och op de Fall vun Terrorismus adaptéieren. Mä ech mengen, et ass de Moment amgaangen, eng Reform vun der Verfassung gemaach ze ginn, da kann een dat jo eng Kéier diskutéieren an deem Kader. Mä ech kann Iech awer soen, datt deen Artikel eis awer all Moyene gëtt, déi mer eigentlech brauchen, fir kënne virzegoen."

Här President, ech hunn elo vill iwwer Terrorismus geschwat. Ech hunn dat hei gemaach, well sech déi Diskussioun ëm den Noutstand bei nationale Krisen an deem Kontext ofgespillt huet. 2015, wéi mer dem Opruff vum Statsrot eng éischte Kéier nokomm sinn, stounge mer wéi gesot ënnert dem Schock vun „Charlie Hebdo". Et ass och réckbléckend gekuckt déi éischte Kéier, datt den Artikel 32 Paragraf 4 an dëser Perspektiv gehandelt gouf.

Virun 2004, an de Rapporteur ass dorobber agaangen, huet d'Chamber jo all Joer eng Loi d'habilitation gestëmmt an domat dem Grand-Duc de Pouvoir ginn, am Noutfall vum Gesetz ofweichend Regelungen ze erloossen. Dat Ganzt war op Moossname wirtschaftlecher oder finanzieller Natur begrenzt.

Mat der Verfassungsännerung vum 19. November 2004 war kee Gesetz méi néideg. De Grand-Duc gouf direkt vun der Verfassung habilitéiert, an der Nout an am Fall vun enger internationaler Kris entgéint besteeënd Gesetzer kënnen ze handelen. D'Dauer vun esou Reglementer war op dräi Méint limitéiert. Dësen Artikel koum fir d'Éischt am Kontext vun der internationaler Finanz- a Wirtschaftskris zum Droen. D'Reglement vum 10. Oktober 2008 huet d'Regierung autoriséiert, der deemoleger Dexia-Grupp eng Garantie an Héicht vu maximal 4,5 Milliarden Euro ze ginn. D'Reglement fousst direkt um Artikel 32.(4) vun der aktueller Verfassung.

Ech hunn et ugedeit, den 32.(4) vun der Verfassung ass och an Zukunft net op de Fall vun terroristeschen Attacke limitéiert. Niewent der imminenter Gefor, déi duerch schlëmm Ugréff op eis ëffentlech Sécherheet ausgeet, zum Beispill no Attacken, spillt den Artikel och am Fall vun internationale Krisen, voire bei reelle Menacë fir déi vital Interesse vun eiser Populatioun. Ech denken do méi konkret u schlëmm Naturkatastrophen.

Här President, mir stëmmen haut eng éischte Kéier iwwert d'Extensioun vum Noutstand op national Krisen of. Dem Här Bodry e grousse Merci fir déi vill Aarbecht, déi hie sech gemaach huet iwwer all déi Méint, an och fir säi mëndlechen a schréftlechen Rapport.

Ech hunn et gesot, mir stinn hannert deem Artikel. D'Chamberskommissioun huet sech et iwwregens net einfach gemaach, wat d'Formuléierung vum Artikel ugeet. Mir hunn och d'Avise vun de verschiddene Kummeren wéi och der Zivillgesellschaft oft an och kontrovers diskutéiert. Tëschent September 2016 a Mäerz 2017 huet d'Chamber sech an eelef Sëtzunge mat dësem Sujet befaasst.

Et gouf sech net nëmme mat der Noutwendegkeet vun der Neiverfaassung vum Artikel 32 Paragraf 4 beschäftegt. Och d'Risiken an d'eventuell Abusen, déi sech aus dem Noutstand kéinten erginn, goufen in extenso diskutéiert.

Fir d'CSV ass et dofir kloer, an dat muss een hei eng Kéier soen, datt den Artikel och a senger aktueller Verfassung net däerf duerhalen, esou wéi d'Situatioun sech haut presentéiert, fir méi Opfangstrukture fir Flüchtlinge kënnen ze schafen.

Eng Journalistin hat an dësem Zesummenhang vun engem geféierleche Gedankespill geschwat. D'Journalistin sot, datt de Problem besteet, datt d'Regierung mat Liichtfankegkeet a Betruecht zitt, rechtsstaatlech Prinzipien dem Pragmatismus ze afferen, amplaz hir Responsabilitéit ze iwwerhuelen. An op deem Punkt gi mir der Madamm honnertprozenteg recht.

(Interruption)

„100,7."

Une voix.- Ah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, wat déi genee Formulatioune vum Noutstandsartikel ubelaangt, sou louche verschidden Optiounen um Dësch. Dee Modell, mat deem mir am meeschte vertraut sinn, ass, wéinst der Aktualitéit, de franséischen. De Statsrot huet sech kuerz mat der Fro vun enger Loi-cadre à la luxembourgeoise beschäftegt, engem Gesetz, wat eigentlech Moossnamen, déi am Noutfall zum Droe kommen, géif festschreiwen. De Statsrot beschreift d'Avantagë vun esou engem System, huet seng Analys awer net weider verdéift. Hie seet just, datt esou eng Loi-cadre net all d'Mesuren, déi néideg wieren, kéint virgesinn.

Den Avantage ass, datt een am Viraus weess, wat fir eng Mesurë geholl ginn. Op där anerer Säit ass et net auszeschléissen, datt de Katalog vun de Mesuren awer muss opgrond vun de Fakten adaptéiert ginn. Mir hunn a Frankräich gesinn, datt an der Zäit eng Rei Adaptatioune gemaach gi sinn.

Déi zweet Ausso vum Statsrot, datt esou eng Loi-cadre, déi jo eigentlech déi reglementaresch Mesurë virzeechent, géif riskéieren, zum Droit commun ze ginn, ass manner nozevollzéien. Vu datt dës Moossname jo just an Ausnamefäll zum Droe kommen, ass et jo de Géigendeel vum Droit commun. Aner Modeller wiere méiglech gewiescht, sou zum Beispill de spuenesche Modell, deen tëschent État d'alerte, État d'exception an État de siège ënnerscheet.

Här President, d'Chamberskommissioun ass en anere Wee gaangen. Mir hunn dës Aarbechte konstruktiv begleet a wäerten dofir och dës Propositioun matstëmmen. Den éischten Entworf vum Här Bodry gouf opgrond vun diversen Avisen nach e puermol ofgeännert.

Et goufe fundamental Ännerungen op diversen Niveaue gemaach. Den État d'urgence kann net declenchéiert ginn, wann déi tatsächlech Bedroungslag zum Beispill nëmmen „wesentlech" Bedürfnisser vun engem Deel oder der ganzer Populatioun betrëfft. De Statsrot huet op deem Punkt e Rückzéier gemaach par rapport zu sengem Avis iwwert den HCPN. Fir kënnen declenchéiert ze ginn, mussen déi „vital" Interesse vun engem Deel oder der ganzer Populatioun menacéiert sinn.

Méi restriktiv gouf och de Volet vun enger imminenter Gefor duerch schwéier Ugréffer op déi ëffentlech Sécherheet formuléiert. Déi ëffentlech Uerdnung ass der ëffentlecher Sécherheet gewach. Déi ëffentlech Uerdnung, jee no Interpretatioun, kann och déi ëffentlech Rou, Hygien an d'Sécherheet betreffen. Dat kéint ganz wäit féieren. Dofir hu mir eis drop verstännegt, just de Volet vun der ëffentlecher Sécherheet zréckzebehalen. Eppes, wat de Statsrot, deen éischter kritesch zu dësem Element stoung, herno awer begréisst huet.

D'Urgence gëtt begrënnt mat der Onméiglechkeet fir de Legislateur, ganz kuerzfristeg kënnen ze handelen. De Rapporteur ass op déi Konditioun hei och mëndlech in extenso agaangen. Och gouf de Kritär vun der Verhältnismëissegkeet am Verfassungstext verankert. Wichteg ass och, datt d'Exekutiv mam Ausnamezoustand déi verfassungsrechtlech Uerdnung, voire international Traitéen net aushiewele kann.

Eng weider Garantie, datt d'Chamber weiderhin d'Soen huet, besteet doran, datt d'Chamber muss decidéieren, ob den État d'urgence verlängert gëtt bis zu dräi Méint an net, wéi initial ugeduecht, sechs Méint.

D'Chamber, an dat ass och ganz wichteg, däerf wärend dem État de crise, esou steet et am Text, net opgeléist ginn.

Här President, dat si wichteg Garantien an engem Rechtsstat an et ass och wichteg, datt déi Garantien an der Verfassung verankert ginn. Nieft der parlamentarescher Kontroll ass et wichteg ervirzesträichen, datt och d'Geriichter kënne mam Ausnamezoustand befaasst ginn.

D'Regierung muss also domat rechnen, datt, wa se beabsichtege sollt, den Noutstand auszeruffen, d'Urgence och vun de Geriichter ka gepréift ginn. Noutstandsregele sinn also kee Fräischäin un eng Regierung, mä ënnerleien enger strikter riichterlecher Kontroll.

Sollt den Noutstand dozou féieren, datt och den Artikel 15 vun der Mënscherechtskonventioun misst aktionéiert ginn, riskéiert d'Regierungsschaffen och der Kontroll vum Mënscherechtshaff ënnerworf ze ginn. Bis dato, esou steet et an enger Fiche thématique vum Europäesche Mënschegeriichtshaff, hunn néng Länner dëse Mechanissem betätegt an a véier Fäll koum et zu engem Geriichtsprozess virum Mënscherechtshaff.

Här President, mir stëmmen haut eng éischte Kéier d'Ofännerung vum 32.(4). Et ass dofir un der Zäit, datt d'Regierung sech Gedanke mécht, wann et net scho geschitt ass, wéi si beabsichtegt, esou e Règlement d'urgence ze verfaassen. An eisen Ae sollt an deem Projet och schonn e Moossnamekatalog mat Mesuren, déi am Ausnamezoustand kéinten zum Droe kommen, virbereet ginn a gegebenenfalls an der Zäit komplettéiert ginn.

Ech lancéieren dofir en Appell un eis Regierung, der Chamber esou schnell wéi méiglech en éischte Projet ze presentéieren. Nëmmen esou kann och am Noutfall schnell effikass agéiert ginn an net iwwerstierzt.

Här President, mir als CSV hunn eng punktuell Upassung vun 32.(4) gefuerdert a stëmme selbstverständlech dësem Text zou.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. An nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel fir d'DP.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den État d'urgence, dee mir haut de Mëtten hei beliichten, ass jo beileiwe keen neit Konzept, weder am Ausland nach hei zu Lëtzebuerg, an den Artikel 32.(4), dee mir hei wëllen ëmänneren, dee gesäit elo scho vir, dass an der Urgence kënne Reglementer geholl gi vum Pouvoir exécutif fir eng Dauer vun dräi Méint.

Den Artikel 32.(4), dee mir, wéi gesot, elo ëmänneren - an ech wëll dat direkt ënnersträichen, well dat war jo e Souci vu ganz ville Leit och dobaussen, et waren op eemol Artikelen an der Press, ob net d'Enn vum Rechtsstat géif agelaut gi mat där heiten Ëmännerung -, gesäit beileiwen net vir, fir d'Rechter vum Parlament, also eis eege Rechter ze limitéieren.

Ech mengen, et geet haaptsächlech dorëm, dass mer méi genau Definitioune kréie vun Termen: Wat ass eng international Kris? Wat ass eng national Kris? An dat ass haaptsächlech net evident an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg. Mir si jo awer trotzdeem net méi grouss wéi eng mëttelgrouss däitsch Stad an hunn awer de Problem vun engem grousse Land. A wann een da muss esou Termen definéieren, ass dat net einfach.

Huele mer just einfach Beispiller, déi mer alleguerte gutt kennen, Cattenom zum Beispill. Wann do e Virfall ass, ass dat eng international Kris fir Lëtzebuerg? Oder ass et eng reng national? Am Fong géif ech soen: Vu d'Proximitéit ass et béides.

An dann derniewent, et ass schonn hei vill vu menge Virriedner vum Terrorismus geschwat ginn, mir wëssen alleguerten, dass dat en internationaalt Phenomeen ass, wat viru kenge Grenzen Halt mécht. An do ass dann och d'Fro: Wann en Attentat elo zu Lëtzebuerg geschitt, ass dat dann national oder international? Wat bréngt dat mat sech?

Ech mengen, d'Wichtegkeet vun der Ëmännerung, déi mer haut maachen, déi erkennt een eigentlech dorun, an den Alex Bodry huet et mat aller Däitlechkeet gesot, dass, wann een eng ganz streng Liesaart vun der aktueller Mouture vum Artikel 32.(4) mécht, et grad net duergeet, wann een nëmmen op internationale Krise schafft, den 32.(4) ze declenchéieren an déi Mesuren ze huelen. An duerfir hu mer gesot, mir versichen elo, Kloertext ze maachen an den Text ze verbesseren.

A wéi déi ganz Attentater komm sinn 2015 haaptsächlech an 2016, ech huelen elo emol nëmme Frankräich, de Léon Gloden hat se mat allen Detailer nach opgezielt, ass et jo ganz justifiéiert gewiescht, dass eise Premier Xavier Bettel d'Kommissioun gefrot huet, fir eben den Text ze verbesseren, fir dass de Pouvoir exécutif am absolutten Noutfall nach kéint méi effikass schaffen.

Et ass och schonn hei ugekënnegt ginn, dass déiselwecht Ëmännerung jo och scho virgeschloe ginn ass vum Statsrot am Projet iwwert d'Protection nationale.

Wéi gesot, ech wäert net méi an den Detail - ech sinn den drëtte Riedner - vun deem ganzen Artikel 32.(4) goen. Den Alex Bodry huet dat op eng exzellent Manéier mat alle Facettë beliicht.

Ech wëll awer, Här President, wierklech nach e puer Wierder verléieren zu deene Kriticken, déi dobausse komm sinn, well, wéi ech gesot hunn, verschidde Leit geduecht hunn, mir géifen e Polizeistat ginn, et wier d'Enn vum Rechtsstat, an déi wierklech katastrophal Artikele geschriwwen hunn.

Virdrun, déi Geschicht vun där Madamm, wat Der ugeschnidden hutt, hat ech och gelies. Mä ech muss awer soen: Dat ass awer eng Interpretatioun an dem Artikel, déi geet mir e bësselche wäit. Ech mengen, do kann een nach ganz aner Saachen doranner setze wéi dat, wat d'Kommissioun no villen Diskussioune gemaach huet.

Wat ech wëll soen zu de Kriticken: Jo, déi alleréischt Mouture vun dem Rapporteur-auteur Alex Bodry, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, war vläicht net perfekt. Mä ech kann Iech soen: Dat do sinn Texter, déi extrem schwiereg sinn, fir se perfekt ze maachen, well souguer och wann een an de Verfassunge kuckt vun den anere Länner, do gëtt et ganz oft esou Mininuancen, an dat mécht awer grouss Effeten.

An no ganz villen Diskussiounen an der Chamberskommissioun an no dräi Avise vum Statsrot hu mer eis do op en Text gëeenegt, an ech wëll wierklech dem Alex Bodry Merci soen, dee sech extrem vill Méi gemaach huet, fir erëm eng Kéier um Text ëmmer erëm ze feilen an ze schläifen an déi kleng Nuancen dranzekréien, déi mer alleguerten an der Kommissioun dra wollten hunn. An den Text, dee mer elo hunn, an deen den Alex Bodry Iech virdru virgelies huet, deen ass a sengem Libellé fir mech exzellent!

Neen, et gëtt net limitéiert. Neen, et gëtt net verschlechtert par rapport zu deem, wat den aktuellen Artikel 32.(4) haut schonn hiergëtt. A wann ee genau kuckt, dann ass et u sech deen neien Text, dee méi Präzisioune gëtt, Definitiounen op de Metier hëlt. En ass méi streng am Prinzip wéi deen, dee mer haut hunn. An duerfir sinn d'Rechter vun dem Parlament nach besser ofgeséchert.

Ech ginn Iech just e puer Beispiller, déi an deem Text sinn, déi mer ganz wichteg sinn: Den Zousaz, dass d'Reglementer, déi wärend dem État d'urgence kënne geholl ginn, musse verfassungskonform sinn, musse konform sinn zu den internationalen Traitéen, musse proportionéiert sinn zu dem viséierten Zil. Dat ass ganz wichteg, dass dat ganz kloer drasteet.

Wat och ganz wichteg ass, an ech mengen, dat war e Souci vu ganz ville Leit: Wa muss verlängert ginn - an et ass vu menge Virriedner och ënnerstrach ginn, wa verlängert gëtt iwwert den Delai vun zéng Deeg, bon, Dir wësst, dass et aktuell dräi Méint waren, elo hu mer et verschäerft -, wa verlängert gëtt iwwert den Delai vun zéng Deeg, da muss dat iwwer Gesetz geschéien, an net nëmmen iwwer Gesetz mat normaler Prozedur, mä iwwert d'Gesetz, wat mer haut och uwennen, dat heescht den Artikel 114 Alinea 2, deen déi verschäerfte Prozedur mat der Zweedrëttelmajoritéit virgesäit, also nach eng duebel Ofsécherung.

Och ass wichteg, dass wärend dem État de crise d'Chamber net kann opgeléist ginn. An als véierte Punkt, wat mer och ganz wichteg schéngt, dat ass, dass d'Chamber an d'Geriichter zesumme kënnen d'ganz Aktivitéite vum Pouvoir exécutif kontrolléieren, wann eben État de crise ass, fir genau déi Reglementer ze kucken.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif Iech soen, mir hu wierklech akribesch un deem Text geschafft, ganz genau gekuckt, ob mer géifen en equilibréierten Text maachen, deen de Rechtsstat géif bewaren, an op där anerer Säit awer der Regierung géif erlaben, wann et wierklech ganz hefteg kënnt, fir schnell an effikass kënnen ze schaffen.

An ech kann Iech soen, mat deem Text, dee mer elo virleien hunn, hunn ech mäin Apaisement. An duerfir ginn ech och ouni Bedenken den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Beissel. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Fir d'Éischt wëll ech all menge Kolleegen Deputéierten a Juriste Merci soen, déi viru mir geschwat hunn. Merci fir hir detailléiert Ausféierung hei, Merci awer och virun allem fir déi engagéiert Mataarbecht an der Kommissioun. An de Merci gëllt natierlech ganz besonnesch fir de President vun der Kommissioun, den Här Bodry.

Ier ech dann am Numm vun der grénger Fraktioun op den Inhalt vun der Proposition de révision aginn, wëll ech kuerz op d'Ëmstänn agoen, wéi et zu dëser Propositioun komm ass an och e puer méi allgemeng Aussoen iwwert den État d'urgence oder, wéi mir et festgehalen hunn, den État de crise maachen.

Éischtens, d'Proposition de révision vun eiser Verfassung, d'Propositioun 6030, hat an hirer éischter Versioun keng Ännerung vum aktuellen Artikel 32.(4) virgesinn. Déi Ännerung ass eréischt op Recommandatioun vum Statsrot entstanen. Mir waren eis dunn och bal alleguer eens, datt déi Formulatioun, wéi mer se haut an eiser Verfassung stoen hunn, wou eleng am Fall vun enger Urgence an enger Crise internationale speziell Reglementer kënne vun der Regierung geholl ginn, ze kuerz gegraff ass.

Et ass och de Fall vun enger Crise nationale virstellbar an et ass och haut net ëmmer einfach, ze definéieren, wat dann elo eng Crise internationale ass a wat net.

Zweetens, mir hunn also fir d'Éischt d'Proposition de révision 6030 amendéiert an dunn awer decidéiert - an dat war, et ass scho gesot ginn, ënnert dem Androck vun den Attentater vu Paräis vum 13. November 2015 -, net ofzewaarden, bis mer déi nei Verfassung duerch d'Instanze bruecht hätten, mä méi schnell ze handelen.

Am Oktober 2016 hate mer schonn den Artikel 32.(3) ajustéiert, wou et ëm d'Matière réservée à la loi gaangen ass. Et ass also net déi éischte Kéier, wou mer mengen, et géif eng bestëmmt Urgence ginn an et wier besser, net ofzewaarden, bis mer eng nei Verfassung hunn. Haut geet et, wéi gesot, ëm den État de crise. A wat fir mech dann och nach ëmmer e bëssen erstaunlech ass, ass, datt no deene laangen Diskussioune mat deene ville Juristen déi Ännerungen, déi mer haut proposéieren an zum Vott stellen, net identesch si mat den Ännerungen, wéi mer d'Proposition de révision 6030 amendéiert haten.

Drëttens, mir schaffen elo scho méi wéi zéng Joer un enger Revisioun vun eiser Constitutioun. Dës Revisioun huet sech och zu wäitaus méi wéi just enger Revisioun entwéckelt. Mir schwätze vun enger neier Verfassung. Ofgeschloss kréie mer déi Aarbechten net méi an dëser Legislaturperiod. Vläicht, esou hat ech op alle Fall nach bis gëschter gemengt, kréie mer se awer nach op eng Schinn gesat, déi esou stabill ass, datt no den nächste Chamberswahlen den Zuch schnell u sengem Zil ukënnt.

Mir geséichen et op alle Fall als traureg a blamabel, wann no den nächste Wahlen all déi Diskussiounen an déi Resultater, déi mer eis an engem méiglechst breede Konsens erschafft hunn, net méi géife gëllen. Et gesäit awer leider duerno aus, wéi wa mer an déi Richtung géife goen.

Här President, am Fall vun enger grousser Kris muss d'Regierung kënne séier handelen. Dat schéngt eng Noutwendegkeet ze sinn. Dat ass awer och einfach d'Flicht vun enger Regierung. Den Här Bodry huet och déi zwee Beispiller opgezielt, wou dat schonn de Fall war. An dat war all Kéiers, an dat ass och emol interessant ze soen, dat war net am Kader vun Terrorismus, et war am Kader vun der Bankekris, vun enger finanzieller Kris, wou zweemol den Artikel 32.(4) ugewannt ginn ass.

Mir waren eis awer och alleguerten eens, datt och eng grouss Kris kee Blankoscheck fir eng Regierung ka sinn, wou se ënnert dem Deckmantel vun der Urgence an der Kris praktesch alles maachen dierft an duerno net kéint zur Rechenschaft gezu ginn. Dat geet net an engem Rechtsstat. An duerfir brauche mer eng Rumm, wéi mer am Fall vun enger Kris fonctionnéieren. De Statsrot seet a sengem éischten Avis ganz zu Recht: «Circonscrire l'état de crise nationale est un exercice délicat et lourd de conséquences. La formulation doit être réfléchie et cohérente.» D'Madamm Beissel hat et zesummegefaasst. Et ass guer net esou einfach, fir esou en Text auszeschaffen.

Den Auteur vun der aktueller Proposition de révision hat seng Propos ënnert dem Androck vun den Attentater vu Paräis am Januar 2016 deposéiert. An do stellt sech da schonn och emol direkt d'Fro, ob d'Méiglechkeet, fir den État de crise auszeruffen, iwwerhaapt eng adequat Mesure ass, fir op d'Menace vum Terrorismus ze reagéieren.

Däitschland an d'Belsch hu keng spezifesch gesetzlech Mesurë fir en État d'urgence agefouert. Eis franséisch Noperen dogéint, déi haten den État d'urgence no den Attentater vum 13. November 2015 dekretéiert an och ëmmer erëm verlängert. Bis haut sinn Hausduerchsuchungen an Hausarrest ouni juristesch Kontroll 24 Stonnen op 24 Stonne méiglech. Den Här Bodry hat dat och ganz beandrockend hei geschildert.

Den État d'urgence schränkt eis Fräiheeten an. En État d'urgence, dee keen Enn kritt, schuet dem Rechtsstat. Eng Erweiderung vun de Kompetenze vun der Exekutiv steet zwar op der Wonschlëscht vu ville Regierungen, ass an eisen Aen awer generell net wënschenswäert. Duerfir si mer frou, datt mir mat der Versioun, déi mer haut virleien hunn, eng gutt duerchduechten a virsiichteg Rumm opgestallt hunn, fir den État de crise ze geréieren.

Mir sinn och der Meenung, datt déi aner Méiglechkeet, fir op Menaces terroristes ze reagéieren, eng allgemeng Verschäerfung vun eiser Legislatioun am securitäre Beräich wier, an dat wier nach eng vill méi schlecht Léisung.

Eng drëtt Méiglechkeet, fir einfach näischt ze maachen, schéngt eis naiv. Mir brauchen eng gesetzlech Rumm, déi eis et erméiglecht, déi Leit ze bekämpfen, déi eis Aart a Weis ze liewe wëllen zerstéieren. Mir däerfen awer och net iwwerreagéieren an eis Aart a Weis ze liewe selwer ofschafen. Et gëtt keng absolutt Sécherheet an engem demokratesche Stat. Mir musse ganz virsiichteg si bei Leit a bei politesche Stréimungen, déi eis esou eng absolutt Sécherheet wëlle verspriechen.

Fräiheet oder Sécherheet? Ech mengen, dat ass kee Choix. Mir brauche Fräiheet a Sécherheet. An ech sinn der Meenung, datt mer eis am Zweifelsfall fir d'Fräiheet sollten entscheeden. Zur Fräiheet gehéiert awer och d'Gefill vu Sécherheet an d'Aschränkung vun der Fräiheet féiert net, a scho guer net automatesch zu méi Sécherheet.

Jo, d'Menace terroriste ass eng traureg Realitéit ginn a praktesch alle Länner op der Welt, och an den europäesche Länner. Mir sollten awer net vergiessen, datt d'Menace terroriste nach vill méi grouss ass a Länner, déi manner demokratesch Fräiheeten a méi en autoritäre Regimm hunn: vill Géigenden am Noen Osten, a Südamerika, Russland, Tierkei. Wa mer d'Demokratie wëlle schützen, andeems mer d'Fräiheet vun de Bierger aschränken, riskéiere mer, d'Demokratie ze schwächen an d'Sécherheet awer net méi grouss ze kréien.

An deem Sënn si mer frou, datt mer net méi an eiser Propositioun hei vum État d'urgence, mä vum État de crise schwätzen. Mir si frou, datt déi urspréinglech Tournure vun „atteinte grave à l'ordre public" duerch „atteinte grave à la sécurité publique" ersat gouf. L'„ordre public" ass och esou een Term, dee virbelaascht ass an deen och ënnerschwelleg e gewëssene moralesche Bäigeschmaach huet.

Mir sinn och frou, datt den Term „en cas de menaces réelles pour les besoins essentiels de tout ou partie de la population" net zréckbehale gouf. Och wann den Term esou am Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale als Definitioun vun enger Kris gebraucht gëtt, ass et richteg, fir an eiser Verfassung d'Kris méi restriktiv ze definéieren. Mir halen hei just „en cas de menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population" fest.

Mir sinn also der Meenung, datt et richteg ass, am Fall vun enger internationaler oder nationaler Kris, am Fall vun enger reeller Bedroung vu liewenswichtegen Interessen, am Fall vun enger imminenter a grousser Bedroung vun eiser Sécherheet eiser Regierung zouzegestoen, Reglementer ze huelen, déi natierlech musse konform zu der Verfassung sinn, déi awer aner Gesetzer kënnen zäitweis ausser Kraaft setzen.

Bei dës Konditioun vu Gravitéit kënnt allerdéngs eng zweet Konditioun derbäi, déi vun der Urgence, an déi schéngt eis mindestens esou wichteg ze si wéi déi éischt. D'Gravitéit eleng vun engem Evenement ka keen Argument sinn, fir d'Chamber aus hirer Responsabilitéit ze entloossen an der Regierung méi Responsabilitéit zouzegestoen.

Fir eis ass et kloer, datt och an enger Krisesituatioun d'Chamber weiderhi muss hir Aufgabe wouerhuelen a mer och weiderhin eng Trennung tëschent dem legislativen an dem exekutive Pouvoir hunn. Just wa mer an enger Situatioun sinn, wou d'Chamber net schnell genuch ka reagéieren, an de Rapporteur huet dat och däitlech hei gesot, dat heescht, d'Chamber huet net Zäit genuch, fir ze legiferéieren, da soll d'Regierung net an eng Schockstarre verfalen, mä handlungsfäeg sinn.

An et ass och kloer, datt esou eng Situatioun just esou laang wéi néideg an esou kuerz wéi méiglech undauere kann. An duerfir hu mir zwou zäitlech Begrenzungen an den Artikel 32.(4) agebaut. D'Mesures de crise däerfen nëmme fir zéng Deeg vun der Regierung geholl ginn. Solle se méi laang daueren, da muss d'Chamber dat esou decidéieren, an zwar mat engem Vott vun enger Zweedrëttelmajoritéit sans procuration.

D'Mesures de crise däerfen och nëmme maximal dräi Méint gëllen. All déi Reglementer, déi d'Regierung ënnert de spezielle Konditioune vum État de crise geholl huet, halen op ze wierken, wann den État de crise opgehuewe gëtt. Et ass gutt, datt mer eis dës konstitutionell Rumm ginn, engersäits fir datt eis Regierung handlungsfäeg bleift, anerersäits och fir d'Regierung ze schützen.

Et ass jo duerchaus denkbar, datt Decisioune musse geholl ginn, déi enger Privatpersoun ee Schued bréngen. Et ass vum Afréiere vu Bankkonte rieds gaangen. Et kéinten och aner Decisioune ginn, déi zu engem Verdéngschtausfall féieren, well se eng normal Ausféierung vun enger geschäftlecher Aktivitéit net méi zouloossen. Dann ass et scho wichteg, datt ee Kader steet, deen der Regierung hir Aktioune legitiméiert.

An et ass och wichteg, datt an der Proposition de révision steet, datt d'Chamber net kann an engem État de crise opgeléist ginn. Dëst ass eng Mesure de précaution. Eventuell misst dat net dostoen. Mir haten an der Kommissioun awer decidéiert, fir op Nummer sécher ze goen an eventuellen Abuse vun der Exekutiv keen Närbuedem ze loossen.

Bleift natierlech nach de Problem vun enger Kris, déi optrëtt, wann d'Chamber opgeléist ass viru Wahlen. Mir kréie wahrscheinlech och net all Krisesituatioun mat deem Text hei gemeeschtert. Mir hunn d'Kris restriktiv definéiert. Mir hu speziell Reglementer vun der Regierung op d'Gravitéit an op de Fait reduzéiert, datt d'Chamber zäitlech net schnell genuch op eng Urgence ka reagéieren. Mir hunn der Chamber d'Recht gelooss, zu all Moment kënnen ze legiferéieren.

Här President, ech hunn d'Gefill, datt mer hei an der Kommissioun eng gutt Aarbecht gemaach hunn, an ech bréngen duerfir och den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Proposition de révision 6938.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Roy Reding fir d'ADR.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Här President. Éier ech op de konkrete Projet aginn, e klengt Wuert zu deene punktuelle Verfassungsännerungen. Wéi all Verfassungsännerung kéint dës Propositioun net gestëmmt ginn ouni d'Zoustëmmung vun der CSV, well jo zwee Drëttel vun den Deputéierte mussen d'accord sinn. D'CSV huet iterativement deklaréiert, si wier géint weider punktuell Verfassungsännerungen. Déi heite stëmmt se dann awer mat.

Firwat zum Beispill net déi, déi de Fernand Kartheiser am Numm vun der ADR abruecht huet iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch, wou mer eis alleguerten heibannen eens sinn, datt dat soll kommen: «La langue du Luxembourg est le luxembourgeois.

La loi règle l'emploi des langues luxembourgeoise, française et allemande.»?

Firwat net déi Propositioun, déi ech erabruecht hunn am Numm vun der ADR iwwert den Déiereschutz, wou mer soten, den Artikel sollt

vervollstännegt ginn: «L'État reconnaît aux animaux le statut d'êtres vivants doués de sensibilité et veille à protéger leur dignité et leur bien-être.»?

Neen, deen heite Projet gëtt virgezunn aus...

(Interruption)

Jo, et geet ëm d'Sécherheet vum Land. Den Här Gloden schwätzt mat Recht vun deene grausamen Terrorattacke Bataclan, Bréissel, Manchester, ech ziele se net alleguerten op. Dir hutt ganz recht. Mä hu mer haut keng Gesetzer, déi erlaben, do anzetrieden? An ech mengen, do ass en Denkfeeler.

(Interruption)

Neen, wann ech gelift. Ech hunn nëmmen zéng Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir schwätzt…

M. Roy Reding *(ADR).*- Duerno, wann ech herno nach Zäit hunn, gären, da kann den Här Gloden mer gären eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mä Dir schwätzt den Här Gloden direkt un, also sinn ech der Meenung, dass den Här Gloden och dorop ka reagéieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Wärend der Ried? Jo?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net direkt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech! Selbstverständlech, de President kann d'Wuert ginn, wann e wëllt. Dat Reglement kënnt Der nokucken.

M. Roy Reding *(ADR).*- Maja, da soll den Här President dat maachen.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt den Här Reding dorobber hiweisen, datt mer gesot hunn, mir wiere fir d'Ofännerung vun dësem Artikel, a mir sinn net géint eng generell Ännerung vun der Verfassung, mä géint den Timing.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Mä Dir verkaaft dat jo ëmmer ganz populistesch op typesch ADR-Manéier.

(Brouhaha général)

M. Roy Reding *(ADR).*- Absolutt net. Mir hunn hei vu punktuellen Ännerunge geschwat, ob déi solle kommen, ob punktuell...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Roy Reding *(ADR).*- ...Ännerunge solle kënne kommen, jo oder neen. Mir hunn net iwwer eng generell Verfassungsreform geschwat. Dovun hunn ech net geschwat. Ech hu vun der Noutwendegkeet oder vun der positiver Attitüd zu punktuellen Ännerunge geschwat.

An Ärer Stellungnam seet d'CSV zu dëser Verfassungsännerung, d'Regierung misst kënnen agéieren a Krisesituatiounen. Do stellen ech mer ganz einfach d'Fro: Ka se dat haut net? D'Regierung ka jo agéieren. Hei geet et drëm, datt mer hir de Pouvoir ginn ze legiferéieren.

Ech wëll einfach drun erënneren, mir hunn och haut Gesetzer, déi erlaben, datt een Untersuchungsriichter ee Mandat de perquisition ausstellt, datt d'Leit an d'Détention préventive gesat ginn, datt d'Konte saiséiert ginn et cetera pp. Et ass net, wéi wa mer haut keng Gesetzer hätten a wéi wa mer misste waarden, datt en Terrorakt geschitt, fir datt d'Regierung da kéint agéieren.

Wat sinn also déi Punkten, wou d'Regierung wëllt legiferéieren? Wéi wäit wëllt se dann iwwert déi aktuell Gesetzgebung erausgoen? A wat sinn dann déi Noutstandsgesetzer, déi se wëllt erloossen?

Mir denken als ADR, datt et en duebelen Denkfeeler gëtt. Éischtens kéinte mer e Gesetz maachen oder eng Verfassungsreform, déi der Chamber erlaabt, kuerzfristeg ze legiferéieren, wann dat dann néideg ass, als éischte Pouvoir hei am Land.

An zweetens, wa mer wëssen, datt kënnen Ausnamesituatioune geschéien, datt kënne Krisen optauchen, datt kann e groussen Terrorakt geschéien, datt d'Cattenom kann an d'Luucht fléien, ma da kommt, mir huelen haut a Rou a mat Aemooss déi Gesetzer, déi sech dann dee Moment imposéieren!

Firwat soll d'Chamber haut a Rou net kënne besser legiferéiere wéi d'Regierung dann an deenen zéng Deeg vun der absolutter Kris? Firwat soll d'Regierung dat an deenen zéng Deeg besser kënne maache wéi mir heibannen an den nächste Wochen a Méint? Dat ass dach d'Fro, déi sech stellt.

An den Auteur Alex Bodry gëtt jo och zou an engem Interview mat der „woxx" vum 26.5.2016, datt „constitutionnaliser l'état d'urgence" wier virun allem do, fir den Droit commun net mussen ze muscléieren. An do soe mir eben…

(Interruption)

…an do soe mir eben de Contraire. Kommt, mir maachen dat haut, kommt, mir gesinn haut Gesetzer vir a Rou a mat Aemooss, déi an esou enge Fäll da musse gräifen!

Noutstandsreglementer, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, dat ass jo och schonn ugeklongen, kënne mëssbraucht ginn a si potenziell geféierlech.

De Stefan Braum, Doyen vun der Uni Lëtzebuerg vum Droit, huet gesot: «Constitutionnaliser l'état d'urgence, c'est faire confiance au gouvernement actuel et le regretter sous un gouvernement futur.» An dat däerfe mer net vergiessen.

Mir sinn haut heibannen alleguerte gudde Wëllens. Mä wat wësse mer dann, wien a fënef, an zéng, a fofzéng oder zwanzeg Joer eventuell hei sëtzt?

(Brouhaha)

Dir sot, et géif Garantien, well no zéng Deeg muss eng Majorité qualifiée den État d'urgence verlängeren. Jo, huele mer un, et gëtt en État d'urgence. E gëtt verlängert. Heescht dat dann eng Ratifikatioun vun deene Mesuren, déi geholl gi sinn? A wann ech géint déi Mesurë sinn, muss ech da géint den État d'urgence als solches stëmmen?

An elo emol ganz iwwerdriwwen,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ganz iwwerdriwwen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, Madamm Loschetter, wat geschitt dann, wann an deem État d'urgence eng Regierung decidéiert, 20 Deputéierten ze internéieren? Dann hu mer heibanne keng Majorité constitutionnelle méi, fir den État d'urgence ze verlängeren oder net ze verlängeren.

Jo, et kann ee laachen driwwer. Mä dat doten ass awer dat, wat an der Geschicht geschitt ass, wou esou Noutstandsgesetzer wéi déi heite mëssbraucht gi sinn! An dat muss ee jo awer gesinn, wéi dat ka mëssbraucht ginn!

Firwat solle mer also eppes schafen, wat ka potenziell mëssbraucht ginn, wa mer haut all Zäit vun der Welt hunn, a Rou a mat Aemooss déi Gesetzer ze huelen, déi sech imposéiere fir a Krisefäll?

Et ass ganz kloer, datt och déi Formulatioun, trotz alle Lobeshymnen, déi hei een deem anere gemaach huet, net gutt ass. Et gëtt geschwat vun „péril imminent", et gëtt geschwat vun „besoins vitaux", et gëtt geschwat vun enger „partie de la population", där hir Intérêts vitaux. Et deet mer leed: Dat ass schwammeg, dat ass net präzis. Et ass in fine net ze kontrolléieren, wat domadder geschitt.

A finalement, et ass och schonn hei gesot gi vum Här Gloden, ech widderhuelen et: De Mëssbrauch, de potenzielle Mëssbrauch vun dëse Regelen ass vum Auteur selwer dokumentéiert ginn, wéi e gesot huet, et kéint ee jo drun denken, op dësen Text zréckzegräifen, fir punktuell Flüchtlingsfoyeren ze bauen, ouni déi normal legislativ an administrativ Prozeduren anzehalen.

Et ass gesot gi vum Alex Bodry, d'Dauer vun der Krisesituatioun wier limitéiert op zéng Deeg an dräi Méint. Neen, d'Krisesituatioun ass potenziell sechs Méint, néng Méint oder éiweg. Wa Cattenom an d'Luucht flitt, ass d'Krisesituatioun wäit méi laang wéi dräi Méint an zéng Deeg.

Wat mer hei hunn, ass de Pouvoir législatif, dee mer ofginn hei als Chamber, wou mer eis kastréieren, andeem mer en dem Exekutiv ginn, dat ass maximal limitéiert op dräi Méint an zéng Deeg. An dat ass mir éierlech gesot schonns ze vill, wa mer kucken, wéi haut schonn d'Praxis ass, wou eis Regierung zu Bréissel Saachen zoustëmmt, déi mer duerno als Direktiv zerwéiert kréien, déi mer hei musse stëmmen, wou mer guer keng Méiglechkeet méi hunn, dat ofzeleenen.

Ech kéint Beispiller nenne wärend etleche Minutten. Dir kennt se jo selwer, wou eis Beamten, emol net d'Regierung, mä wou Beamte vun der Regierung Saachen zoustëmmen zu Bréissel, sief et d'Saisie vu Bankkonten, d'Ophiewung vum Bankgeheimnis fir Netresidenten, d'Hauséierergesetz et cetera. Mir hunn der all Dag, déi mer virgeluecht kréien.

Haut scho gëtt et vill ze vill eng grouss Ingerence vum Pouvoir exécutif an de Pouvoir législatif. Dovun ofgesinn, datt de Gros vun de Gesetzer, déi mer hei maachen, jo souwisou Projete sinn, Projet-de-loien, déi vu Beamte vun der Regierung geschriwwe ginn an net vun der Chamber.

An ech denken, et wier un der Zäit, en Ermächtegungsgesetz fir d'Chamber ze stëmmen, datt mir eise Pouvoir zréckhuelen, an dëser Ännerung hei ënner kengen Ëmstänn zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De Rapporteur freet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Ech huele mer d'Wuert - ech hunn nach eng Rei vu Minutten - als LSAP-Vertrieder hei. Ech wollt reagéiere besonnesch op déi lescht Interventioun, well esou einfach geet dat jo net!

Déi Hypokrisie eigentlech, mat där hei sech opgereegt gëtt iwwert deen neien Text, deen, wéi keen aneren, streng Bedéngunge festleet, zäitlech Bedéngunge festleet, inhaltlech Bedéngunge festleet, d'Interventioun vun der Chamber garantéiert, vun engem Vertrieder vun enger Partei, déi den aktuellen Artikel 32.(4) gutt fënnt, dee guer keng Garde-foue virgesäit, dee keng Interventioun vun enger Chamber virgesäit, deen der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, haut op de Begréff vun der „Crise internationale" zréckzegräifen, wou mer wëssen: Et ass de flouste Begréff, deen dran ass. D'„Crise internationale", dat ass net, dass dat vun enger UNO géif festgestallt ginn: „Elo si mer an enger «Crise internationale»." Dat gëtt et jo guer net.

D'„Crise internationale", dat war d'Finanzkris. Muer ass et eng Kriminalitéitskris, Terrorismuskris: „Crise internationale". Dat heescht, mir hunn haut en Text, dee mat Begeeschterung (veuillez lire: gestëmmt ginn ass). Ech hunn nach nogelies, wat sengerzäit den Här Henckes am Numm vun der ADR dozou gesot huet. An den Här Gibéryen huet deen Text matgestëmmt, deen aktuellen Artikel 32.(4), an deem all déi Garantien, déi mer elo hei mat agebaut hunn, net sinn, dee wierklech déi Stäerkung vun der Chamber net virgesäit. All déi Verbesserungen, all déi Präzisiounen, déi mir dran hunn, déi sinn am aktuellen Text net dran. Net nëmmen huet d'ADR deen Text mat Begeeschterung gestëmmt, mä ech hunn och hir Propositiounen nogelies, wat se mengen, wat sollt an der aktueller Verfassung geännert ginn.

Si wollten den Artikel 32.(4), wéi en haut ass, ouni déi Garantien integral bäibehalen. A kenger Interventioun hu se eigentlech dat doten a Fro gestallt, wat haut am Artikel 32.(4) steet. An da muss ee sech de Virworf gefale loossen, dass ee wéi eng Girouette nom Wand dréit an dass een hei als Partei net méi déiselwecht Meenung vertrëtt wéi déi, déi ee virun zéng Joer zu deeneselwechte Froen hei vertratt huet. Dat wollt ech emol eng Kéier ganz kloer hei soen.

(Brouhaha)

Well all - all! - objektiven Observateur huet bei alle Bedenken, déi ee kann zum Prinzip hunn, mä zum Prinzip hat d'ADR ni Bedenken, si war jo fir den Artikel 32.(4), wéi mer en haut kennen… All Respekt fir déi Leit, déi mam Prinzip Problemer hunn. Mä wann een dann awer kuckt, mat wat fir enge Garde-foue mer eigentlech elo eisen aktuelle System hei versinn hunn, dann ass villes vun deem, wat haut am aktuellen Text méiglech ass, an deem zukünftegen Text net méi méiglech. Notamment och iwwert d'Definitioun vun der Urgence. Eng konstruéiert Urgence kann net méi gebraucht gi vun enger Regierung, wa se da jee déi Absicht gehat hätt, fir op deen Artikel hei zréckzegräifen.

Et kann een net Delaie versträiche loossen an soen: „Oh, elo ass et awer Zäit, fir eppes ze maachen, elo ass et eng Urgence, elo musse mer schnell handelen!" Dat geet mat eisem Text hei net méi, well et ebe gekoppelt ass, ganz däitlech, wat mer haut net am Text stoen hunn, un d'Incapacitéit vun der Chamber, fir a ganz klengen Delaien ze reagéieren, an Zäit vu Stonnen, an Zäit vun Deeg ze reagéieren.

Duerfir hu mer all déi Méiglechkeeten hei virgesinn. A säi Beispill, wat en hei mat den Hoer erbäigezunn huet - ech froe mech, wat an engem Kapp virgeet, deen esou Beispiller hei an enger öffentlecher Sitzung seet, dass eng Regierung hei géif drun denken, fir zwanzeg Deputéierten ze internéieren -, och dat ass e falscht Beispill!

(Brouhaha)

Dat ass net méiglech, well d'Verfassung garantéiert eigentlech d'Immunitéit vum Deputéierten. An et kann een dat net, ausser en cas de flagrant délit, mä et ass awer haut och scho méiglech. Ouni Spezialgesetz kann een dat maachen.

Also wann een heihinnerkënnt, wann ech gelift, bei der Wourecht bleiwen an um Buedem vun den Tatsaachen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Här President, ech hunn eng eenzeg Fro un den Här Bodry. A wat fir engem Fall,… „crise internationale" op der Säit, an op der Säit de Regëster, wat fir eng Partei hei iergendwann eng Kéier wat fir eng Positioune vertrueden huet, do gëtt et scho genuch Beispiller vu Parteien, déi komplett géint d'Quote waren an der Fraefro an esou weider, dovunner wëll ech guer net schwätzen.

Sot mir wann ech gelift een eenzegt - een eenzegt - Beispill, wat fir eng Legislatioun eng Regierung géif huele bannent deenen zéng Deeg am Fall vun enger nationaler Kris! Wou gëtt et do eng Lück? A wa jo, kënne mer déi net schléissen duerch en normaalt Gesetz, wat mer no deenen normale Prozeduren a Rou a mat Aemooss huelen? Dat ass meng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Ech wëll gären dorobber äntwerten, well d'Regierung, wéi se bei eis war am Dezember 2015, och do kloer gesot huet, wat se mengt, wat elo misst gemaach ginn, wat en allgemenge Charakter misst kréien. Do si mer jo befaasst gi mat engem Gesetzesprojet, dee mer nach wäerten hei ze diskutéiere kréien, wat se elo wëlles huet.

Awer se huet och gläichzäiteg gesot, dass, wann et géif zu enger Verschäerfung vun der Situatioun kommen, wa mer echt géife mat terroristesche Menacë konkret hei konfrontéiert ginn, si dann der Meenung wär, dass zousätzlech Moossname misste fir deen dote spezifesche Fall zäitlech begrenzt geholl ginn. A si huet Beispiller genannt vun de Fouille-corporellen, ouni dass en Usaz vun enger Infraktioun besteet, vun de Fouillen an den Autoen.

An ech sinn der Meenung, dass an normale Situatiounen, wéi dat haut zu Lëtzebuerg ass, dat do sollt verbuede bleiwen,…

Plusieurs voix.- Richteg!

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- …dass an engem Rechtsstat wéi Lëtzebuerg dat sollt verbuede bleiwen. Ech sinn net der Meenung wéi d'ADR, dass déi Fräiheete vun de Leit sollen ageschränkt ginn.

(Brouhaha)

Par contre sinn ech awer allerdéngs der Meenung, dass, wa mer echt eng terroristesch Attack hei zu Lëtzebuerg kréien an déi Menace weiderbesteet, een op esou Moossnamen zäitlech begrenzt muss kënnen zréckgräifen. Dat ass meng Meenung an dat si konkret Beispiller.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Dir diktéiert de Leit haut...

(Exclamations)

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Oh là là là! Kommt, kommt, kommt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an de Contraire.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Beschäftegt lech mam Bautereglement vun der Stad Lëtzebuerg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Elo huet ganz eleng d'Wuert den Här Marc Baum fir déi Lénk. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, deen Text, dee mer elo hei diskutéieren, ass net nëmmen eng wäitreechend Verännerung vun eiser Constitutioun. En ass, mengen ech, och dat, wat vun dëser Koalitioun an de Geschichtsbicher wäert hänke bleiwen.

Den État d'urgence, den Ausnamezoustand gëtt an eiser Verfassung verfestegt an ausgeweit. Et ass d'Reaktioun vun der Regierung, mat der Komplizitéit vun der CSV, op d'Attentater vu Paräis vum November 2015. Eng Reaktioun, déi entstanen ass am Zoustand vun enger allgemenger gesellschaftlecher Angscht an Hysterie. Dës barbaresch Dote waren net déi éischt a Frankräich an och net déi éischt an Europa. An et gëtt bal kee Land méi op der Welt, wat net direkt oder indirekt vun Terrorismus betraff ass.

Dës Dote verbanne mer alleguer mat Begréffer, déi eis direkt schrecklech Biller an Erënnerung ruffen: Bataclan, Charlie Hebdo, Anders Breivik, IS, Berliner Chrëschtmaart, München, Manchester an, an, an. Alleguerten dës grujeleg Attacken hate gemeinsam, datt se am Numm

vun der Superioritéit vun enger Kultur, vun enger Relioun oder enger Natioun willkürlech a bewosst Mënscheliewen zerstéiert hunn.

All dës Attacken haten zum Zil, d'Grondpiliere vu fräiheetlechen an demokratesche Gesellschaften ze destabiliséieren, déi hinne verhaasst sinn an déi se gär ersetze géifen duerch autoritär a faschistoid Statsstrukturen. An an deem Punkt ënnerscheede sech den Anders Breivik an IS a kengster Weis. An de Wee, fir dohinnerzekommen, besteet doranner, Angscht ze séien, fir datt déi vun hinnen esou veruecht fräiheetlech Gesellschaft sech selwer lues a lues opléist a sech an enger securitärer Hysterie an hire Géigendeel verwandelt.

An duerch déi mënscheveruechtend Ugréff wëlle se natierlech och déi fundamentalistesch a reaktionär Kräften an den Ugréffslänner entscheedend stäerken. Well, maache mer eis näischt vir! Déi gréissten objektiv Ënnerstëtzer an Alliéierte vu Leit wéi Marine Le Pen, Geert Wilders a Kompanie, dat sinn d'Fundamentalisten. Si verfollege spigelverkéiert eigentlech déiselwecht Ziler a sinn zwou Säite vun enger Medail.

Här President, well den IS zu Paräis dës Attentater begaangen huet, verännere mer elo haut dat grondleeënd Dokument, dat d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft organiséiert. Eis Noperen an Däitschland, déi och bluddeg Attentater kennen, sinn net op dee Wee gaangen. Mir orientéieren eis éischter un engem franséische Virbild.

An och do, maache mer eis näischt vir, et geet ëm den État d'urgence, och wann Der dat elo verblimmelt an euphemistesch État de crise nennt. D'Regierung kritt mam État d'urgence erweidert Pouvoiren, déi se esou bis elo net hat. Si kann, zäitlech begrenzt, Gesetzer ausser Kraaft setze respektiv Decisiounen huelen, déi eigentlech just en demokratesch gewielt Parlament dierf huelen am Fall vun enger nationaler Kris.

D'Regierung kritt hei d'Méiglechkeet, exorbitant Pouvoiren auszeüben, déi, wann iwwerhaapt, eréischt ex post kënne kontrolléiert ginn. A wien decidéiert dann, ob d'Konditiounen erfëllt sinn, fir deen Ausnamezoustand ze dekretéieren? Ma dat ass d'Regierung, déi sech selwer d'Fakultéit gëtt, Gesetzer ausser Kraaft ze setzen.

Dee reaktionäre Statsrechtler Carl Schmitt huet dat esou genannt: „Souverän ist, wer über den Ausnahmezustand entscheidet." Den Ausnamezoustand ass e Friemkierper an der Demokratie, deen a sengem Wiesen op d'Ophiewe vun der Gewaltentrennung erausleeft a per se ademokratesch ass. An et gëtt elo hei ugefouert, datt et den État d'urgence schonn ëmmer ginn hätt, soit duerch d'Loi d'habilitation, soit zanter 2004 bei internationale Krisen. Dat stëmmt, mä e war awer ëmmer gemënzt fir ekonomesch Krisesituatiounen, sief et am Éischte Weltkrich oder sief et elo kierzlech eréischt bei der Bankerettung.

Zweetens gëtt ugefouert, et wiere jo elo Ännerungen un deem urspréngleche Text virgeholl ginn an nei Garde-fouen agebaut ginn, an och dat stëmmt. Mä den Interpretatiounsspillraum bleift awer enorm grouss bei Formele wéi „menaces réelles pour les intérêts vitaux de tout ou partie de la population", well dat kann zimlech vill sinn. Oder den „péril imminent résultant d'atteintes graves à la sécurité publique", do kann ee sech och ganz vill Situatiounen drënner virstellen.

An deem urspréngleche Text, deen am Januar 2016 deposéiert gouf, stoung souguer d'Notioun vum „Ordre public" nach dran, mä „Ordre public", dat ka strictement bal alles sinn. An dat muss ee sech virstellen! Zwee Méint no engem Attentat an engem Nopeschland war den allgemenge Geeschteszoustand an der Chamberskommissioun also nach ëmmer vun enger securitärer Hysterie gepräägt, datt ech mer iwwerhaapt net virstelle wëll, wat lass wier hei am Land, wa quoi que ce soit geschitt. An ech gleewen eben net un d'Besonnenheet, weder vun der Regierung, déi dësen Text commanditéiert huet, wéi vun der Chamber, déi e redigéiert huet, wa mer hei am Land mat enger kritescher Situatioun befaasst sinn.

Ee weidere Garde-fou wier d'Interventioun vun der Chamber, déi den Ausnamezoustand mat Zweedrëttelmajoritéit verlängere misst. An et stëmmt och dat, et ass e formale Garde-fou. Mä et kann ee sech awer d'Fro stellen, ob d'Chamber dann iwwerhaapt Moyenen huet, souverän ze analyséieren, ob d'Bedéngungen, déi d'Regierung virgëtt vun deem Ausnamezoustand, net méi erfëllt sinn. Well si ass dach an deem Moment tributaire vun den Informatioune vun der Regierung an de Sécherheetsapparater.

A wéi e Parlament, a wéi een Deputéierte wéilt sech scho gäre virgeheie loossen, net genuch fir d'Sécherheet vum Land gemaach ze hunn? An och grad gesi mer, wat a Frankräich lass ass, wou den Ausnamezoustand zur Regel ginn ass, mam Accord vun der Chamber.

Duerfir huet de Statsrot a sengem Avis virgeschloen, ebe grad den Terrorismus aus dem Champ d'application vum Ausnamezoustand erauszehuelen, well d'Terrorgefor, déi besteet jo eigentlech ëmmer!

An ee leschte Garde-fou wier, datt d'Prinzipie vun der Constitutioun a vun internationale Verträg missten agehale ginn an domadder d'Grondrechter net beschnidde kéinte ginn, mä och do: Wesentlech Prinzipie ginn an der Verfaassung ernimmt, mä se ginn awer iwwer Gesetzer geregelt, also déi Gesetzer, zu deenen d'Regierung am État d'urgence derogéiere kann.

Zum Beispill d'Streikrecht, d'Streikrecht ass certes e Recht, wat an der Verfassung steet, mä et gëtt awer iwwer Gesetz geregelt. D'Regierung kéint an esou engem hypotheetesche Fall also ouni Problem am État d'urgence d'Prozeduren an d'Modalitéite vun deem Streikrecht, vun deem Gesetz esou ëmänneren, datt et zwar als Prinzip nach ëmmer bestoe bleift, mä de facto net kann ausgeüübt ginn.

Den Doyen vun der juristescher Fakultéit vun der Uni Lëtzebuerg, de Stefan Braum, sot a Bezuch op d'Ausweidung vum État d'urgence an eiser Verfassung, datt et den - Zitat - „Ufank vum endgültegen Doud vum Rechtsstat kéint sinn".

(Interruptions)

Här President, ech fannen et bezeechnend, datt den Ausgangspunkt, näämlech d'Sécherheet vun de Leit hei am Land, bei all deenen Diskussiounen, souwuel an der Chamberskommissioun wéi awer och hei elo am Plenum, héchstens en marge erwäänt ginn ass. Well effektiv, wat sinn dann déi konkret Zeenarien, bei deenen d'Regierung wéilt op den Ausnamezoustand zréckgräifen? A wéi eng Gesetzer wéilt se dann änneren?

Den Här Bodry huet elo vu Fouillë geschwat. Mä dat sinn dach alles Méiglechkeeten, déi mer elo schonn hunn. Well wéi eng Méiglechkeeten, wéi eng Mëttelen huet den uerdentlechen, ordinäre Rechtsstat dann haut net an enger Krisesituatioun? Elo scho kënne mer Stroosse spären, Enquêtë maachen, Grenze kontrolléieren. Elo scho kann d'Populatioun evakuéiert ginn, jo souguer forcéiert evakuéiert ginn. An elo scho kann een an Noutsituatioune requisitionnéieren. Elo scho kann d'Arméi am Land agesat ginn. A mir hunn dach Noutfallpläng wéi den „Plan Cattenom".

A wat ass an enger realer Noutfallsituation d'Plus-value vum État d'urgence? Dovunner hu mer nach bis elo relativ wéineg héieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Natierlech muss e Land sech preparéieren op Noutfallsituatiounen. Duerfir hu mir als Lénk virun engem Joer d'Gesetz iwwert den Haut-Commissariat à la protection nationale jo och matgestëmmt. Mä duerfir brauche mer awer net de Rechtsstat, och wann nëmmen zäitlech begrenzt, ausser Kraaft ze setzen an d'Parlament ze iwwergoen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Den Ausnamezoustand bréngt eis net virun, net bei Naturkatastrophen an och net bei terroristeschen Attacken. An och dat hu mer entre-temps a Frankräich gesinn.

Här President, d'Dekretéiere vum Ausnamezoustand ass awer och en héich symboleschen Akt, näämlech d'Virspille vun enger staarker an decidéierter Regierung, déi Autoritéit weist an huet - Autoritéit! - an déi selbstbestëmmt souwuel den État d'urgence erléisst wéi en och zäitlech begrenzt ëmsetzt.

Här President, an enger Woch sinn et 80 Joer, datt d'Lëtzebuerger per Referendum mat knapper Majoritéit géint en Uerdnungsgesetz gestëmmt hunn, dat eist Land op d'Schinn gesat hätt vun enger autoritärer Gesellschaftsform.

Et ass déi batter Ironie vun der Geschicht, datt et haut grad déi sozialliberal Koalitioun ass, déi net d'Fënsteren, mä d'Diere ganz wäit opmécht fir zukünfteg autoritär Deriven.

Mir als Lénk soen dozou mat zwee Hänn Neen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Rapporteur huet d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- Ech wëll elo net mat dem Pathos äntwerten hei vu mengem Virriedner. Ech kennen d'Schwieregkeeten, den Toun erëmzefanne par rapport zu deene sachlechen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten. Et ass egal.

Et war eppes vläicht vergiess ginn, op wat ech och a menger Duerstellung dës Kéier hei net insistéiert hunn a wat een awer och net soll vergiessen. All déi Akten, déi d'Regierung kann ënner ganz strenge Bedéngungen an zäitlech begrenzt setzen am Kader vun esou enger Kris, ënnerleie selbstverständlech der Kontroll vun de Geriichter. A wann ee vläicht kee Vertrauen an d'Regierung huet, anscheinend jo och net an d'Chamber huet, dann, mengen ech, sollt een awer d'Autoritéit an d'Onofhängegkeet vun eise Geriichter net a Fro stellen.

Et ass evidenterweis, dass déi Règlement-grand-ducallen, wéi all Règlement grand-ducal - do deele mer eent zu eent d'Aschätzung, déi juristesch Aschätzung, déi de Statsrot gemaach huet -, dem Contrôle vun de Geriichter ënnerleien, allen uerdentleche Geriichter, déi d'Konformitéit vun engem Règlement grand-ducal par rapport zu allen Texter kënne kontrolléieren, och par rapport zur Verfassung, och par rapport zu internationalen Traitéen, och par rapport also zur Europäescher Mënscherechtskonventioun. Dat kënne se maachen.

An hei besteet souguer d'Méiglechkeet, well et jo en Acte réglementaire administratif ass, fir och direkt souguer déi Decisioun ze contestéiere virun eise Verwaltungsgeriichter.

Ech géif also bieden, an där dramatescher Duerstellung hei,…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo!

M. Alex Bodry *(LSAP), auteur-rapporteur.*- …déi total iwwerzunn ass, theatralesch e bëssen nieft dem Dill menger Usiicht no ass, soll ee wa méiglech awer och bedenken, dass mer nach wie vor an engem Rechtsstat sinn an all Kontrollen, noutwendeg Kontrolle vum Rechtsstat och weider hei spillen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Gibéryen, Dir sollt roueg sinn.

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An de Statsminister huet d'Wuert a soss keen. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat gehofft, dass den Debat haut serein wier. Et geet ëm eng Situatioun hei, wou d'Regierung…

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Neen, mä net op alle Bänken, Madamm Loschetter, muss ech soen.

Et sinn hei och Propose gehale ginn, bei esou enger Fro, wou ech awer wierklech hoffen, dass mer se ni gebrauche mussen - ni gebrauche mussen! -, mat deenen hei Politique politicienne gemaach gëtt a probéiert gëtt, de Leit Angscht ze maachen, wéi wann dës Regierung hei wéilt d'Demokratie, de Rechtsstat an esou Saachen ofschafen.

Hei geet et drëms, dass an där schlëmmster Situatioun, déi mer kënnen eng Kéier eis net wëlle virstellen, mer och kënnen agéieren. An d'Beispiller, déi den honorabelen Här Deputéierte Bodry hei zitéiert huet, si Beispiller. Ech wëll net duerno dee sinn, dee seet: „Jo, mir konnten näischt maachen, well d'Gesetzgebung dat net virgesinn huet." Ech wëll net dee sinn, deen, wann ech eng Méiglechkeet hunn, en Attentat ze verhënneren, seet: „Jo, leider ass et eben elo passéiert, well mer keng Gesetzgebung haten."

(Brouhaha)

Mir sollen als Exekutiv, mir sollen als Exekutiv, wann Ausnamezoustänn sinn, exceptionnell Zoustänn sinn, och Méiglechkeeten hunn, kënnen ze agéieren.

Duerfir… Här President, ech ginn hei drun erënnert, dass ech selwer elo net serein sinn.

(Interruption)

Jo, ganz einfach, well ech der Meenung sinn, dass dat heiten e Sujet ass, dee wichteg ass an dass et net en Opportunitéitstext ass, deen d'Regierung hei wëllt hunn, fir iergendwéi méi Moyenen ze hunn oder hei kënnen d'Chamber ze court-circuitéieren.

Ech soen och der Chamber Merci. Well wierklech, deen Text ass och eng Zesummenaarbecht gewiescht mat der Kommissioun, wou mer hei am Fong duerch de Verfassungstext op engem essenzielle Punkt, deen eis Verfassung virgesäit, assuréieren, dass, wann eng national Kris wär, och hei am Land kéint agéiert ginn.

D'Kris ass eppes, wat instantané ass. Eng Kris ass näischt, wat een am Viraus ka plangen. D'Kris ass näischt, wou ee seet: „An e puer Deeg ass eng Kris." D'Kris ass eppes, wat spontan ass a wou mer der Meenung sinn, dass se och muss direkt behandelt ginn a mer net kënnen a verschiddene Situatiounen Deeg oder Wochen, a virun allem Wochen, waarden, fir kënnen ze agéieren.

Am Moment ass déi Kris e Contexte international. Dat ass esou, wéi den Text et virgesäit. A mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer net an eng Situatioun geroden, wou mer eis am Fong selwer blockéieren oder agéieren, awer net am Kader vun der Verfassung. Dat heescht, dass mir op Drock a well jiddweree seet: „Do muss eppes geschéien", eppes maachen, wou mer am Fong d'Moyenen net hunn, fir kënnen ze agéieren.

An duerfir wëlle mer de Cadre légal schafen, fir dass och da kann agéiert ginn an dass déi direkt Mesuren zäitno zur Kris och kënne geholl ginn an, wéi gesot, net Wochen duerno.

An esou wéi et virdru gesot ginn ass: Deen heiten Text schränkt am Fong d'Kompetenz vun der Regierung méi an, wéi dat de Fall elo ass. Hei gëtt gesot, d'Regierung géif sech nei Moyene ginn. Au contraire! Mir hunn eng Kontroll, et ass limitéiert, d'Konditioune gi geschaaft, et ass an der Zäit limitéiert, mir brauchen eng Validatioun vum Parlament, dat, wat am Moment net do ass!

Duerfir hu mer am Moment bal wärend dräi Méint, wou eng Regierung kéint vill méi fräi - dräi Méint! - agéieren, wärend hei bannent den zéng Deeg schonn e Contrôle parlementaire ass, dee muss do sinn, soudass d'Chamber am Fong, souverän d'Chamber decidéiert, ob se fënnt, dass dat richteg oder net ass. An et ass op dräi Fäll präzis limitéiert: déi international Kris, déi real Menacë fir déi vital Interesse vun der Populatioun an d'Bestoe vun enger imminenter Gefor, déi aus enger graver Verletzung vun der éffentlecher Sécherheet ervirgeet.

Dowéinst ass et fir eis wichteg, dass dësen Text och adaptéiert gëtt, an ech soen och der Chamber Merci, dass mer dat wäerten haut maachen.

Par rapport zu den Enjeuen, déi esou e Krisenzoustand ka mat sech bréngen, muss ee soen, dass dësen Text, deen e largë Konsensus awer hei ënnert de Parteien an dësem Haus, och an der Chamberskommissioun fonnt huet an och vun der Regierung matgedroen an och begréisst gëtt, en Text vun enger héijer Qualitéit ass, deen engersäits et erméiglecht, an dat ass de Resumé, Här President, schnell ze reagéieren, mä och anerersäits, an dat ass wichteg, mat senge Kontrollmechanismen och genuch Sécherheet schaaft, fir eventuell Abusen ze evitéieren. Dat heescht, et ass e gudden Text fir eng exeptionnel Situatioun.

Erlaabt mer nach eng Kéier ze soen, Här President: Mir hoffen, dass mer et awer ni gebrauche mussen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Statsminister.

Vote sur la proposition de révision de la Constitution 6938

Mir géifen dann iwwert d'Revisioun vum Artikel 32 Paragraf 4 vun eiser Verfassung ofstëmmen. Dir wësst, et ass keng Procuratioun erlaabt an et ass eng Zweedrëttelmajoritéit noutwendeg. Ech géif dann d'Ofstëmmung lancéieren. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, a soss keng!

(Hilarité et interruption)

Et war de Spellchecker, deen elo ageschalt ginn ass.

Voilà, ech géif mengen, dass d'Ofstëmmung eriwwer ass.

54 Deputéiert hunn ofgestëmmt: 49-mol Jo a 5-mol Neen. Domat ass déi noutwendeg Majoritéit erreecht. D'Proposition de révision de la Constitution 6938 ass ugeholl.

Résultat définitif après redressement: la proposition de révision de la Constitution 6938 est adoptée par 50 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Interruption)

Neen, et ass kee Problem. A bei deem heite Projet brauch ech net déi traditionell Fro ze stelle vun der Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott, well dat hei jo en éischte Vott ass. Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 7103, d'Ëmsetzung vun enger Direktiv am Beräich vun de Fraisen op de Konten. An d'Wuert huet direkt, en ass scho prett, den Här Rapporteur, den Här André Bauler.

5. 7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, egal wéi een Zeenario déi europäesch Institutiounen an de kommende Joren och aschloe wäerten, de Marché unique an d'Stäerkung bezéiungsweis d'Verdéiwung vum groussen europäesche Bannemaart sinn a bleiwen eng wichteg Aufgab vun der Europäescher Unioun. An deem Sënn ass et och richteg, fir déi aktuell Schwächte vun eisem gemeinsame Wirtschaftsraum ze analyséieren.

Duerch déi laang national Geschicht vun den eenzelne Memberstaten ass et verständlech, datt et haut ënnerschiddlech Standarden an der EU gëtt, wat d'Finanzproduiten ugeet. Dës Ënnerscheeder féieren awer a verschiddene Beräicher zu Situatiounen, wou de Marché unique net spille kann. Et gëtt also Barrièren, Hürden, déi déi wirtschaftlech Konkurrenz net zum Droe komme loossen. Dat ass zum Beispill de Fall bei Bankkonten, wou et fir de Client net ëmmer einfach ass ze verstoen, wéi vill Fraisen hie bei wéi enge Servicer letztendlech ze bezuelen huet.

Well d'Länner hei verschidde Manéieren hunn, dëst unzeginn, gëtt de Konsument dru gehënnert, fir genau deen Typ vu Konto ze huelen, deen am beschten op seng Besoine passt.

Här President, de Gesetzesprojet N°7103 gouf de 16. Dezember 2016 vum Finanzminister deposéiert. Den 1. Februar 2017 huet d'Union luxembourgeoise des consommateurs hiren Avis zum Projet de loi ugeholl. Den Avis vun der Chambre de Commerce datéiert vum 24. Februar.

A sengem Avis vum 7. Abrëll dëses Joers hat de Statsrot zwou formell Oppositiounen ausgeschwat, op déi ech spéider nach ganz kuerz ze schwätze wäert kommen. E komplementären Avis war bei dësem Gesetzesprojet awer net erfuerdert. De schréftleche Rapport ass de 24. Mee an der Cofibu ugeholl ginn.

Här President, den Text, dee mer de Mëtteg virun eis leien hunn, setzt eng europäesch Direktiv an dat nationaalt Recht ëm. Et handelt sech ëm d'Direktiv 2014/92 vum Parlement européen a vum Conseil vum 23. Juli 2014 iwwert d'Comparabilitéit vun den „Frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base".

Ech hat et schonn ugeschwat: Am Moment kann de groussen europäesche Bannemaart bei Bankkonten net voll spillen, well an deenen eenzelne Memberstaten aner Standarde virherrschen, wat d'Informatiounen zu der Käschtestruktur vun esou Konten ugeet. Och wann d'Direktiv 2007/64 scho Regelen opgestallt hat, wat d'Transparenz bei Bankfraisen ugeet, sou ass et awer fir de Konsument weider schwéier, verschidden Offere vu Konten ze vergläichen, besonnesch tëschent verschiddene Länner. Et ginn an dësem Sënn Hindernisser fir en effikasse Marché unique op europäeschem Niveau. Wann de Konsement d'Produiten, an dësem Fall d'Bankkonte mat hire Servicer a Fraisen, net objektiv an einfach matenee vergläiche kann, da kann och d'Logik vum Bannemaart net voll spillen.

Et ass och haut dacks esou, datt verschidde Stéit mat besonnesch niddrege Revenuen et villfach schwéier hunn, e Konto opzemaachen. Si sinn an dësem Sënn vun der Finanzwelt ausgeschloss.

Fir op dës Ëmstänn ze reagéieren, verfollegt d'Direktiv en dräifachen Objet.

Als Éischt geet et ëm d'Fixéiere vu gemeinsame Regelen, wat d'Transparenz an d'Vergläichbarkeet vun de Fraisen op Bankkonten ugeet. Domadder ass et fir de Konsument méi einfach erauszefannen, wéi vill Fraisen hien am Ganze bezilt a wéi en domadder par rapport zu Konte vun anere Banke läit.

Hei geet et drëms, eng uniform a standardiséiert Terminologie anzeféieren, soudatt een net Äppel mat Biere vergläicht. De Client kritt och en Dokument, op deem d'Käschte vun de wichtegste Bankservicer festgehale sinn an och an enger einfacher Sprooch erkläert ass, ëm wat et sech eigentlech genau heibäi handelt. An dësem Zesummenhang huet de Finanzministère eis och déi provisoresch Lëscht vun deene Basisservicer zoukomme gelooss, déi d'CSSF un déi europäesch Bankenautoritéit weiderginn huet.

Kuerz a knapp formuléiert: Iwwert de Relevé des frais kritt de Konsument also eng allgemeng Iddi zu de Fraise vun engem bestëmmten Typ vu Kont. Zu Lëtzebuerg ass d'CSSF d'Autorité compétente an dësem Domän a se wäert och en Internetsite op d'Bee stellen, op deem een d'Eegeschafte vu verschiddene Konte gratis a séier matenee vergläiche kann.

Da ginn, zweetens, och gemeinsam Regele fixéiert, déi applizéiert ginn, wann de Client de Kont wiesselt a bei eng aner Bank innerhalb vun der Europäescher Unioun geet. Hei geet et drëms, datt et méi einfach fir de Konsument ass, de Kont ze wiesselen. Fir d'Mobilitéit vun de Clienten ze verbesseren, ginn och hei uniform Regelen iwwerholl. Sou weess de Client genau, wéi eng Käschten e Changement vum Kont fir hie bedeite wäert. Dat heescht net onbedéngt, datt d'Käschten ewechfale wäerten. D'Banke mussen dem Client awer eng Hëllef ubidden, wann dësen e Kont an engem anere Land opmaache wëllt.

Am Allgemengen ass ze soen, datt dës Direktiv sech net mat der Gratuitéit vu Bankservicer beschäftegt, mä mam Opstelle vu gemeinsame Regele fir de Marché unique, fir deen och weiderzebréngen.

Leschten Enns ginn och nach gemeinsam Regele festgehalen, déi et all de Konsumenten erlabe sollen, e Kont bei enger Bank opmaachen ze kënnen. Domadder musse verschidde Banken e Basiskonto opmaachen, wa se dat gefrot ginn.

Hei goufen zwou Konditiounen zréckbehalen. Eng Kéier falen déi Instituter drënner, déi op d'mannst 25 Agencen hei am Land hunn an déi minimum 2,5% vun den Dépôts garantis, de garantéierten Depoten halen. Domadder wieren et hei zu Lëtzebuerg d'Spuerkeess, d'Raiffeisenbank, d'BGL BNP Paribas, d'BIL an och d'Post.

Et ass och nach ze soen, datt d'Gesetzgebung iwwert de Blanchiment natierlech iwwert dësem Droit d'accès steet.

Här President, ech kommen dann och op déi eenzel Avisen ze schwätzen.

D'ULC huet drop higewisen, datt et bei eise belschen a franséischen Nopere schonn Onlineplattforme gëtt, fir d'Kontosfraisen ze vergläichen, a weist sech zefridden, datt d'CSSF elo och esou e Site an d'Liewe ruffe wäert. Fir si geet de Projet an déi richteg Richtung, well en dem Client méi a méi kloer Informatioune gëtt.

D'Chambre de Commerce mécht besonnesch zwou Remarquen. Éischtens weist si drop hin, datt et sech bei dësem Projet de loi wuel ëm eng Simplification administrative fir de Client handelt, déi awer mat Obligatiounen op der Säit vun de Banke verbonnen ass.

Zweetens bedauert d'Handelskummer, datt de Gesetzgeber d'Optioun net zréckbehalen huet, fir ze verlaangen, datt de Client och e veritablen Intérêt à agir hätt, ier d'Bank e Konto opmaache muss. Si bedauert och, datt den Text vum Projet de loi de Fall net virgesäit, wann de Client falsch oder guer keng Informatioune géif uginn.

Den 2. Mee huet de Vertrieder vum Finanzministère eis awer an der Kommissioun erkläert, datt d'Bank an dësem Fall kee Kont opmaache misst, dat, well se net ka sécher sinn, ob heimadder keng Aktivitéite vu Blanchiment bedriwwe kéinte ginn. An dësem Sënn sinn dës Fäll also implizitt geregelt.

Dann zum Conseil d'État, déi jo zwou formell Oppositiounen opgeworf hat, dat an den Artikelen 23 an 29. Am Allgemengen ass ze soen, datt d'Cofibu de Statsrot op dësen zwee Punkte suivéiert an dëse Remarquë Rechnung gedroe gouf.

Fir den Detail gouf beim Artikel 23 eng onkloer Formulatioun opgeworf. Den éischte Paragraf zweeten Alinea gesäit vir, datt d'CSSF all Joer eng Lëscht mat deenen Instituter festhält, déi ënnert déi nei Regele falen. Aus deem Text, dee mer am Ufank haten, hätt ee kënne schléissen, datt, wann eng Bank d'Kritären dat engt Joer net méi erfëllt, da misst se sech trotzdeem nach zwee Joer un d'Regele vun der Direktiv halen. Dat ass awer net dat, wat vun der Direktiv geduecht war. Fir hei méiglech Mëssverständnisser ze verhënneren an dem Konsument Kloerheet ze verschafen, huet d'Cofibu den 2. Mee dëses Joers de Statsrot suivéiert an de leschte Saz vum Alinea 2 vum éischte Paragraf gestrach.

Beim Artikel 29 huet de Statsrot sech d'Fro gestallt, ob den Text d'Direktiv an hirer ganzer Form, also komplett transposéiert hätt. De Statsrot freet sech hei, ob eng penal Infraktioun vis-à-vis vum Finanzinstitut als Abus vum Zougangsrecht zu engem Kont gewäert ka ginn. Och hei huet d'Cofibu de Statsrot suivéiert an de Punkt 6 vum zweete Paragraf gestrach.

Här President, vläicht nach e Wuert zum Délai de transposition. Jo, et huet méi laang gedauert, bis de Projet de loi deposéiert gouf, dat awer, fir mat villen Associatiounen an Institutiounen aus dem Secteur ze schwätzen. Ech denken, dat war de richtege Wee, well et gesäit ee jo awer elo, datt mer en Text virleien hunn, deen ausgeräift ass an deen d'Strooss hält.

De Gesetzestext, iwwert dee mer op dëser Plaz schwätzen, kann nëmmen am Sënn vum Konsument sinn, dat, well méi kloer Informatiounen iwwert déi verschidde Konten ugebuede ginn, grad och iwwer eng Internetsäit. Nëmme wann de Konsument op eng verständlech Manéier vergläiche kann, wéi ee Kont am beschten op hien zougeschnidden ass, kann hien dee Produit fannen, deen zu him passt an deen hien ergo zefriddestellt.

Domadder gëtt de Marché unique gestäerkt an déi verschidde Finanzakteure maache sech EU-wäit eng méi gesond Konkurrenz. Och dëst kann nëmmen am Interêt vun de Konsumente sinn, well bekanntlech belieft d'Konkurrenz jo d'Geschäft.

Duerfir wëll ech och dem Finanzminister, senge Mataarbechter, déi eis douewen trei nolauschteren, an och de Kolleegen aus der Finanzkommissioun natierlech bezéiungsweis dem Greffe fir déi gutt Zesummenaarbecht Merci soen a ginn dann och heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da soen ech och nach dem Här Rapporteur Merci. An d'Wuert huet elo den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci dem Rapporteur André Bauler, deen, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, op eng roueg, sachlech a kompetent Aart a Weis dëse Projet am Detail virgestallt huet. Mir wäerten och dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech mengen, en huet et gesot: Et sinn hei zwee wesentlech Punkten an deem Projet. Dat eent, dat ass den Accès vun all Bierger op e Konto an der Europäescher Unioun. Dat ass also e wesentlecht Recht vun all Bierger. Dat gëtt nach eng Kéier duerch dëst Gesetz respektiv duerch dës Direktiv ganz kloer ënnerstrach.

Deen zweete Volet, an ech mengen, de Rapporteur huet dat och gesot, dat ass dee Punkt iwwert d'Transparenz, deen natierlech haaptsächlech dem Consommateur zeguttkënnt, fir datt an Zukunft och jiddweree weess, wat déi eenzel Prestatiounen, déi e vun deenen eenzelne Banke gemaach kritt, wäerte kaschten.

Ech wëll awer vläicht nach eng Kéier op de Punkt hiweisen, datt jo och d'CSSF soll an den nächste Wochen en Internetsite maachen, wou also all Bierger an all Consommateur an Zukunft déi verschidde Prestatioune vun deene verschiddene Banke matenee vergläichen kann. Ech mengen, dat ass och e wichtegt Argument fir déi eenzel Consommateuren.

Ech wollt awer vläicht vun der Geleeënheet profitéieren, Här Finanzminister, op ee Punkt anzegoen, deen de Rapporteur och kuerz ugeschnidden huet, deen net direkt eppes mat dësem Projet ze dinn huet, deen awer fir ganz vill Leit vu Wichtegkeet ass. Dat ass déi ganz Thematik vun der Gratuitéit vu gewësse Prestatiounen.

Ee Wuert Explikatioun. Mir liewen an engem Zäitalter, wou aus berechtegte Grënn ëmmer méi Agencë vu Banken zougemaach ginn, well och ëmmer méi Bierger hir Operatiounen iwwert deen elektronesche Wee maachen. Et kënnt awer elo derbäi, datt déi Operatiounen zu engem groussen Deel gratis sinn, wärend op där anerer Säit déi traditionell Operatiounen am Guichet de Bierger zu engem Deel facturéiert ginn.

A mir wëssen, datt et awer an eiser Gesellschaft och nach Leit gëtt, déi ebe méi Problemer hunn, fir iwwert den Internet an iwwert den elektronesche Wee déi Operatiounen ze maachen, déi also drop ugewise sinn, an hir Agencen ze goen. A mir wëssen och, datt mer zum Beispill eng ganz Diskussioun haten iwwert d'Postagencen, déi zougemaach ginn. An ech mengen, déi doten Thematik ass eng ganz wichteg, well et hei ëm fundamental Rechter vun de Bierger geet. An duerfir och vläicht en Appell un de Minister, dat dote ganz seriö ze kucken, fir datt et net zu zevill Diskrepanze kënnt tëschent deenen elektroneschen Operatiounen an deenen, déi traditionell an de Guichete gemaach ginn.

Dat gesot, gi mir eisen Accord zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Ech hunn hei nach eng Kéier den Här Bauler stoen, mä ech mengen, den Här Bauler huet schonn den Accord vu senger Fraktioun ginn. Dann huet den Här Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Och vu mir e grousse Merci un den André Bauler fir säi gudden a komplette Rapport. Dat erméiglecht mir et, mech kuerzzefaassen. Mir begréissen als LSAP dësen Text. Et ass en Text, deen am Sënn ass vum Konsument vu Bankeservicer. E verbessert souwuel d'Transparenz, wat d'Fraisen ugeet, doduerch, dass e se vergläicht an eben déi Informatioun disponibel mécht iwwert de Website vun der CSSF.

Mir haten eng Diskussioun an der Cofibu iwwert d'Mise en œuvre vun deem Volet, wat d'Komparabilitéit ugeet vun de Fraisen. An et ass gesot ginn, dass dat géif ofhänke vun enger Mesure vun der Autorité bancaire européenne. Déi soll do eng uniformiséiert Fiche schreiwen, fir dass dat kann um europäesche Plang en œuvre gesat ginn. An et ass gesot ginn, dass déi Fiche nach net prett wier, dass dat eréischt an engem Joer géif kommen. Vläicht kann den Här Minister dorobber agoen, ob en do weider Informatiounen huet. Et gëtt een Dokument, en Orientatiounsdokument, wat ech fonnt hunn, vum Mai 2015, wat do verschidde Guidelines gëtt. Mä et wär natierlech flott, wann déi Komparabilitéit do géif esou schnell wéi méiglech kommen. Vläicht kann de Minister kuerz dorobber agoen.

Ee Volet, deen eis och immens wichteg ass, dat ass natierlech dee vun der finanzieller Inklusioun, dass all Mënschen e Recht op e Kont hunn. Ech mengen, zu Lëtzebuerg ass d'Bankarisatioun vun de Leit immens héich. Mä mir hate gëschter eng Debatt iwwert d'„working poor". Ech mengen, den Accès oder den Netaccès zu engem Kont ass wierklech en extrem penalisante Facteur an u sech schonn e Facteur vu grousser sozialer Vulnerabilitéit, soudass een och op deem Volet dëse Projet just ka begréissen.

Voilà, dat gesot, bréngen ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Fayot. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Och mir soen dem Här Bauler Merci. A mir géife gären hei eisen ausdréckleche Soutien ënnerstréichen zu dësem Projet, dee mir ganz wichteg fannen. An dofir gi mer och den Accord zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Nodeems meng Virriedner de Standpunkt vun de Banke vertratt hunn, wäert ech emol versichen, de Standpunkt vun de Bierger ze vertrieden. Well ech mengen, hei gi vill Saachen erzielt, déi e bëssen ze vill optimistesch sinn.

(Interruption)

Dir mengt dat.

(Interruption)

Mir schwätzen eng Kéier doriwwer, wien alles de Standpunkt vun der Finanzoligarchie hei zu Lëtzebuerg vertrëtt a wien net. Jo, dat embêtéiert Iech, Madamm Loschetter, mä et ass d'Wouerecht.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Dat ass jo eng Zoumuddung! Wéi kënnt Dir esou eppes soen?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dach.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- A wouranner hunn ech da fir d'Banke geschwat? Da sot dach net egal wat!

(Interruption)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ma ech wäert dat maachen. Dir hutt déi Direktiv a minima transposéiert. Dir wësst et jo ganz genau.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Also, et ass scho gesot ginn. Et kann een et gutt fannen oder net, mä et brauch een e Bankkonto hei zu Lëtzebuerg. Et ass e Grondbedürfnis - et ass e puermol gesot ginn - an et ass zemools e Grondbedürfnis fir Leit, déi u sech relativ vulnerabel sinn an eiser Gesellschaft.

Et gi Länner, déi si Virreider doranner, wat Lëtzebuerg net ass. Zum Beispill Frankräich, well do gëtt et zënter 30 Joer den Droit aux comptes. A wien dat Recht an Usproch hëlt, dee kann och vun der Banque de France gratis e Konto bei senger Bank opgemaach kréien. Déi franséisch Gesetzgebung huet dann hei och déi europäesch Direktiv beaflosst, déi jo notamment dat Zil verfollegt, besonnesch vulnerabel Leit an de Bankesystem ze integréieren.

Fir datt all Persoun Zougang zu engem Konto huet, sollen d'Memberstaten dann och d'Méiglechkeet vun engem Basiskonto virgesinn, dee gratis ass oder mat Frais raisonnables. Si gesäit doriwwer eraus vir, datt d'Memberstate vulnerabel Gruppe kënnen definéieren, déi da besonnesch avantagéis Konditioune solle kréien. Irland, zum Beispill, huet bei senger Transpositioun virgesinn, datt esou e Basiskonto déi éischt fënnef Joer gratis ass, et sief dann, déi Zommen, déi op de Kont iwwerwise ginn, géifen iwwer e gewëssene Montant erausgoen, dee par rapport zum nationale Mindestloun definéiert ass.

An Éisträich ass eng gesetzlech Grenz vun 80 Euro pro Joer festgehale ginn, wat sämtlech Déngschter vun esou engem Basiskonto maximal däerfe kaschten. Zousätzlech gi besonnesch vulnerabel Bevëlkerungsgruppen definéiert, fir déi d'Käschte maximal bei 40 Euro pro Joer leien däerfen. Dat si just e puer Beispiller, fir ze weisen, datt dës Direktiv vill Méiglechkeete bitt, fir deene sozial méi schwaache Mënschen an dëser Problematik ënnert d'Äerm ze gräifen.

A wat mécht dann dës Regierung mat dëser Direktiv? Ma si huet a Wierklechkeet, am Interêt vun de Banken, de Maximum erausgeschloen, dee méiglech war. Déi Lëtzebuerger Transpositioun gesäit net vir, vulnerabel Gruppen ze definéieren. A se gesäit och net vir, dëst Grondrecht fir bedürfteg Mënsche gratis ze maachen. Si iwwerhëlt just den Term „frais raisonnables" an definéiert deen a minima vun deem, wat d'Direktiv hiergëtt.

Natierlech gëtt et dann elo d'Méiglechkeet ze komparéieren, wéi ee geplëmmt gëtt vu wat fir enger Bank. Da soe mer emol Merci. Mä dat ass franchement nach de Minimum vun Informatioun, deen ee misst kréien. An anere Wierder: Méi wäit hätt d'Regierung de Banken net kënnen entgéintkommen, ouni géint dës Direktiv ze verstoussen, an dat op d'Käschte vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft!

An dat ass och keen Zoufall a läit och net dorunner, datt d'Regierung mat der Ëmsetzung e ganzt Joer Retard huet an dofir keng Zäit hat, sech Gedanken ze maachen. Et gouf gesot: Et ass e politesche Calcul. Et ass och politesch gewollt vun dëser Regierung. Dat gesäit een dorunner, datt déi vum Stat kontrolléiert Bankhaiser sech schonn am Virfeld dëser Linn ugepasst hunn. Sou huet d'Post jo am Ufank vun dësem Joer hir gratis Déngschtleeschtunge gestrach, well se duerch dës Gesetzesännerung gréng Luucht krut.

D'Post huet d'Iescht Joer 23,5 Milliounen Euro Gewënn gemaach, d'Spuerkeess ronn 240 Milliounen Euro. A wat hätt dat kascht, fir besonnesch vulnerabele Gruppen an eiser Gesellschaft e Gratiszougang zu engem Basiskonto ze erméiglechen?!

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat heiten ass symptomatesch fir dës Regierung, déi just an enger Shareholderlogik denkt, déi Wirtschafts- a Finanzpolitik just vun uewen no ënne plangt an déi onfäeg ass, sech an d'Situatioun vun deene Leit eranzedenken, déi ganz ënnen an eiser Gesellschaft stinn.

An dofir wäerte mir selbstverständlech géint dës Transpositioun stëmmen.

Ech wollt och nach soen, datt de Konsumenteschutz guer net begeeschtert ass, entgéint deem, wat gesot gëtt. Et ass ëmmer esou witzeg, well an de Rapporte vun de Gesetzesprojeten, do gëtt esou e klenge Resumé gemaach vun den Avisen. Mä dee ganzen Avis gëtt net ëmmer gesot. Mä a Wierklechkeet huet de Konsumenteschutz zum Beispill dofir och bei der Post ugeklappt. An ech wollt just soen: De Konsumenteschutz, dee mécht zënter Méint eng Campagne zu dësem Sujet. Dofir wäerte mer géint dës Direktiv stëmmen, nodeems...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Neen, et ass net nëmmen den Här Hoffmann, Madamm Loschetter. Et ass de Konsumenteschutz. Do gi Broschüre gemaach. Do si Leit, déi do schaffen. Do si sämtlech Gewerkschaften dran. De Konsumenteschutz, dee representéiert eendeiteg méi wéi Dir hei all zesummen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, dat do ass grenzwäerteg, Här Wagner. Do muss ech mech virun d'Kolleegen hei alleguer stellen. Mir sinn alleguer vun dem Vollek dobausse gewielt, a wann ech gelift - wann ech gelift! - määssegt Iech, soss muss ech Iech definitiv zur Uerdnung ruffen!

(Brouhaha)

Dat gesot, huet den Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten a léif Kolleegen aus der Regierung, fir d'Éischt wéilt ech emol dem André Bauler villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, deen, mengen ech, déi wichtegst Punkten hei ënnerstrach huet.

Ech géif gäre fir d'Éischt emol hei ënnersträichen, wat den Här Bauler gesot huet, mä soss vläicht net genuch ënnerstrach ginn ass. Hei mécht Europa eppes fir de Citoyen a fir de Consommateur. Kënne mer eis doriwwer net ee Moment freeën?

Une voix.- Dach.

Une autre voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- A solle mer dat net dobaussen emol erzielen? Ech weess, zu Lëtzebuerg hu mer Gott sei Dank e grousse Soutien fir d'europäesch Iddi bei deene meeschte vun eis alleguerten. Mir sollen eis doriwwer freeën a mir sollen dat dobausse soen, dass dank Europa mer hei eng besser Protektioun vum Consommateur kréien, e besseren Zougang zu de Service-bancairë kréien.

Dat Zweet ass: Et ënnersträicht, dass mer natierlech an engem Marché unique liewen, wou d'Gidder, d'Servicer, d'Capitauxen an d'Leit sech fräi kënne bewegen. Eis englesch Kolleegen, déi jo wëllen aus der EU eraustrieden, hunn op eemol spéit erausfonnt, wéi wäertvoll dee Marché unique ass. A mir hunn d'Chance, dran ze sinn, an dank Europa ginn esou Initiative wéi déi heite gestart. Dat heiten ass och eng Initiativ, déi eng Simplification administrative mat sech bréngt an déi dann all Mënsch wäert erlaben, e Kont kënnen opzemaachen.

Dës ass, mengen ech, déi allerwichtegst Moossnam an dëser Direktiv: dass all Mënsch kann e Kont opmaachen. Natierlech muss en déi richteg Identitéit ginn oder iwwerhaapt Informatioune kënne ginn, well soss fale mer an d'Gesetzgebung géint de Blanchiment a géint den Terrorismus, an déi priméiert natierlech dësen Droit vum Consommateur. Dat ass dat Alleréischt.

Dat Zweet: Mir kréien hei eng gewëssen Transparenz, a mir kréie vun de Banken alleguerten, déi en concurrence eng mat där anerer sinn, hir Konditiounen affichéiert, soudass de Consommateur ka wielen.

An drëttens kritt de Consommateur d'Méiglechkeet, liicht de Kont ze wiesselen. Dat ass dat, wat an dëser Direktiv steet. An ech freeë mech, dass de Gros vun de Parlamentarier an déi meeschte Parteien dat hei kënne begréissen.

Ech kéim gären zum Punkt, deen den Här Mosar opgeworf huet, dass d'Gratuitéit vun de Services bancaires eng wichteg Saach ass. Jo, mir sinn all der Meenung, mengen ech, oder de Gros vun eis ass der Meenung, dass et wichteg ass, dass d'Leit Accès hunn u Servicen. Op där anerer Säit ass et eis och wichteg, dass eis Banke kënnen hir Käschten am Gréff halen. Do muss een den néidegen Equiliber fannen. An ech mengen, dat hu mir hei an der Direktiv gemaach.

An ech mengen, déi bescht Protektioun, déi de Consommateur ka kréien, ass en fait wat fir eng? Mä dass d'Konkurrenz spillt. An doduerch, dass mer elo Transparenz kréien, dass mer e Site Internet kréien, dee vun der CSSF gemaach gëtt, doduerch, dass d'Konditioune vun den Ouverturë vun de Konten an d'Käschten affichéiert ginn, mä da spillt d'Konkurrenz! An da kann ee sech erwaarden, dass de Consommateur sech kann déi beschten Offer eraussichen.

Zur Fro vum Här Fayot: Effektiv ass dat eng ganz Prozedur, déi amgaangen ass. Mir hunn och am Laf vun dësem Mount der EU-Kommissioun geschriwwen, mat deenen Elementer, déi mir dann wëllen an eise Règlement grand-ducal schreiwen. Dat hu mer op Bréissel geschéckt. A mir ginn dovunner aus, dass d'Kommissioun eis an all deenen anere Länner bis September eng Äntwert wäert ginn. An da kënne mer de Règlement grand-ducal komplettéieren.

An dann zur Fro, déi déi Lénk gestallt hunn. Ech mengen, hei gëtt wierklech onnëtz versicht, eng Polemik ze maachen. Ech kann all Mënsch roden, emol d'Service-bancairen zu Lëtzebuerg ze vergläiche mat all deenen, déi ech an all aneren europäesche Staten erlieft hunn. Ech hunn nach kee Land gesinn, wou de Service bancaire besser ass wéi zu Lëtzebuerg.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An elo hinzegoen an ze maachen, wéi wa mir hei, mat dëser Direktiv, elo eppes falsch géife maachen, schéngt mer wierklech déi falsch Debatt ze sinn. Ech hu virdru gesot: Mir gleewen un d'Konkurrenz. D'Konkurrenz ass dat, wat d'Präisser no ënne bréngt. Et ass dat, wat Effikassitéit bréngt fir de Consommateur, an dat garantéiere mer mat dëser Direktiv. An ech mengen, mir brauchen eis wierklech net ze schumme fir dee Service, dee mir hei am Bankesecteur hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7103 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7103 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer: 58-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet 6887, eng Ofännerung vum Code de procédure pénale. Och hei si mer beim Basismodell. An d'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet, d'Madamm Simone Beissel.

6. 6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale

Rapport de la Commission juridique

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet drëm, hei den Artikel 3 Alinea 6, am Ufank stoung am Projet nach: vum Code d'instruction criminelle, Dir wësst, entretemps nenne mer e Code de procédure pénale, ëmzeänneren.

Fir d'Éischt emol zur Prozedur. De Projet de loi ass de 7. Oktober 2015 am Numm vun der Regierung an der Chamber deposéiert ginn. Den 3. Mee 2016 ass e vum Statsrot aviséiert ginn. Den 1. Mäerz 2017 krute mer en an der Kommissioun präsentéiert an do hu mer no Diskussiounen decidéiert, dass mer den Text, op Propositioun vum Statsrot an och op Propositioun vun engem Text vun der Madame la Procureur générale d'État, géifen ëmänneren. An den Text, dee mer dunn zréckbehalen hunn, dat ass deen, opgrond vun deene verschiddenen Avisen.

Sou wäit zur Prozedur. Elo zum Fong. Ech muss mech bei Iech entschëllegen, et ass eng extrem komplizéiert juristesch Matière, an ech versichen, Iech dat elo esou einfach wéi méiglech ze explizéieren, mä et ass vill Juristerei an Termen dran, déi net gutt op Lëtzebuergesch ginn. Also ëm wat geet et?

Zënter ganz laange Joren, ech géif mengen op d'mannst 150 Joer hei zu Lëtzebuerg, hate mer de System vun der Unicité de la faute pénale et civile. Dat heescht op Lëtzebuergesch gesot, dass een zum Beispill, wann een en Affer war an et hat een e Schued, dann hat een nëmmen eng Méiglechkeet, fir Schuedenersaz ze kréien, wann den Täter um Penal bestrooft ginn ass. Dat hat u sech eng bestëmmte Logik. Dat huet zesummegehalen. Dat ass iwwer ganz laang Jore vun der Lëtzebuerger Jurisprudenz, dat heescht d'Kompilatioun vun den Uerteeler, esou entstanen an ugewannt ginn, well et an enger Logik vum System war. Mä ganz oft, wann den Täter um Penal fräigesprach ginn ass, hat dann d'Affer keng Méiglechkeet, um Zivill Schued ze kréien.

Bon, dat war eng Logik, well Dir wësst, mir sinn am franséischen inquisitoresche System, dee gemëscht ass mam belsche System, wat dee ganze Système répressif ass. Et ass och eréischt virun 30 Joer, wou dat ugefaangen huet, dass vill méi Wäert op d'Affer an deenen hire Schutz geluecht ginn ass. Ganz laang Jore virdru war ëmmer den Esprit sanctionnateur am Droit pénal, dee gezielt huet. Et ass drëm gaangen, fir den Täter ze bestrofen, an dann eng ganz Kategorie hannendru koumen erëm eng Kéier d'Affer.

Bon, et war esou - elo gëtt et ganz technesch, a wéi gesot, ech entschëllege mech -, virdrun hate mer u sech d'Artikele 418 a 420 bis 422 (veuillez lire: Artikele 418 bis 420) vum Code pénal, déi Coups et blessures involontaires betreffen, dat heescht Infraktiounen, déi een onbewosst an ongeplangt mécht, déi awer Schued maachen. En typescht Beispill, wat Der alleguerte kennt, ass, wann een, bon, wéi gesot, eng kleng am Biz huet oder ze schnell rennt an et verursaacht een en Autosaccident an da kritt en anere Mënsch Schued oder et gëtt Materialschued, Autoe gi getéitscht; dat sinn u sech typesch Coups et blessures involontaires, déi net geplangt sinn, net bewosst, sciemment ausgeféiert ginn, dat ass de Côté pénal.

Derniewent hutt Der de Basisartikel vum Code civil, deen ebe säit 1804 d'Basis vun der Responsabilité civile ass, dat ass dee berüümten 1382, dee mer alleguerte léieren, wa mer Droit maachen. An déi zwee sinn op een Niveau gesat ginn an déi hunn zesummegehaangen, fir ze soen, wéi gesot: „le criminel tient le civil en état", a wann näischt um Penal duerchgaangen ass, dann hat d'Affer um Zivill absolutt keng Chance.

Déi Theorie vun der Unicité de fautes pénales (veuillez lire: et civiles) - wéi gesot, dat war e sakrosankte Prinzip an eisem Rechtssystem, well en eben och vun all de Geriichter opgebaut a verfeinert ginn ass - huet dobausse fir Kritik gesuergt. Well awer e ganze Koup Fäll Grenzfäll sinn, wou - Der wësst: Am Penal ass et och eng Saach vun der Beweislaascht - de Parquet, dat heescht de Statsanwalt, den Anwalt vum Stat, u sech jo ukloe muss, fir eben den Täter ze iwwerféieren, an deemno wéi dann d'Situatioun ass, ass dat net méiglech an da kënnt d'Affer zu näischt. D'Affer stécht sech de Fanger an de Mond an et kritt näischt.

Mat deem heite Projet maache mer elo e radikale Paradigmewiessel. Mir komme vun enger

praktesch 200-järeger Experienz mat enger Unicité vun der Faute pénale et civile an eng nei Welt eran. Mir ginn elo an d'Théorie générale vun der Dualité des fautes pénales et civiles.

Fir elo ze versichen, Iech dat ganz einfach ze erklären, dat geet elo esou: Independamment vun deem, wat um Strofgeriicht geschitt an och wa keen Uerteel kënnt, dat heescht, wann deen, deen d'Dot gemaach huet, net um Penal gestrooft gëtt, dat heescht, wann e fräigesprach gëtt, empêchéiert dat an Zukunft net, dass e fir deeselwechte Fait um Zivill kann ugesicht ginn an d'Affer um Zivill Schuedenersaz akloen an och kréie kann an net méi déi Hürd vum Penal huet, déi dee Moment all d'Dieren zougemaach huet.

Ech hoffen, dass ech Iech dat elo kloer genuch erklärt hunn,...

Une voix.- Wonnerbar.

Mme Simone Beissel *(DP), rapportrice.*- ...fir dass Der dat elo esou verstanen hutt. Mir sinn elo net am Neiland. Mir hu Länner wéi Éisträich, mir hu Länner wéi Schweden, mir hunn haaptsächlech Länner wéi Frankräich an d'Belsch, well Dir wësst, eise ganze Rechtssystem an notamment de Penal fousst op franséischem an duerno belschem System. Frankräich huet dee System ëm 2000 agefouert an dofir hate mer och den Apaisement, well mir kucken awer ëmmer haaptsächlech op d'Belsch a Frankräich, wa mer an esou groussen Theorien Neiland erschafen.

Mir hunn also de Kriticke Rechnung gedroen. Eng Remarque: De Syvicol hat sech an engem Avis och Suerge gemaach an hat ee Moment gefaart. Ech muss zwar soen, déi Iddi, déi am Syvicol do gedroe ginn ass, ass zwar reng theoretesch méiglech, mä ech hunn e Wëssensstand, deen awer an eng aner Richtung geet. Mat Momenter konnt ee sech denken: „Jo, wéi fueren eis Riichter?" D'Riichter sinn och mat Momenter Mënschen (veuillez lire: sinn och nëmme Mënschen). Si mussen zwar ganz genau d'Saachlag kucken, och um Niveau vun de Gemengeverantwortlechen, well Dir wësst, mir haten e puer relativ penibel Prozesser, wou Gemengeverantwortlecher dann zur Rechenschaft gezu goufe fir Saachen, déi op der Gemeng geschitt waren. An de Syvicol huet gesot, jo effektiv, heiansdo hätt een da vläicht kënnen d'Impressioun hunn, dass de Penalriichter wierklech just gestrooft huet an net fräigesprach huet, fir dass d'Affer konnt Schuedenersaz kréien.

Dat ass reng theoretesch méiglech. Et entsprécht awer net mengem Wëssensstand, well ech kennen eis Lëtzebuerger Riichter, déi en âme et conscience wierklech no hirer intime conviction an op Beweislag riichten. An ech kenne kee Fall, och kee Grenzfall, wou dat do hätt kënne sinn.

Nach ass et besser, dass mer elo Kloerheet hei schafen, dass net ëmmer déi Angscht vun iergendengem Affer ass: Jo, wéi geet et dann elo um Penal, gëtt en elo gestrooft oder gëtt e fräigesprach? Wann e fräigesprach gëtt, da kann ech näischt méi maachen. Dofir geet den neie Projet an déi richteg Richtung, wou mer elo déi Théorie générale de dualité vun den zivile Feeler an de penale Feeler hunn, an da kann all Mënsch, deen am Prinzip ka Recht op Schuedenersaz um Zivill akloen, Schuedenersaz kréien.

Ech wëll vun dëser Säit aus erwänen, well et war e komplizéierten Text: Et ass nëmmen een Artikel, et ass nëmmen een Alinea, den Artikel 3 Alinea 6 vum Code de procédure pénale. Mä wéi Der gesinn hutt, huet deen et awer a sech, et ass e grousse Changement, deen op eis zoukënnt. An ech muss wierklech dem Parquet général, de Parquete vun de Bezierksgeriichter Lëtzebuerg an Dikrech wéi och dem Tribunal vu Lëtzebuerg an Dikrech en häerzleche Merci soen. Si hunn all matgehollef, fir zesumme mam Statsrot - wéi ëmmer ass dat hei erëm en Text, wéi virdru beim 32.(4), wou erëm eng Kéier den Däiwel am Detail läit - ze kucken, wéi musse mer all Wuert elo formuléieren, dass deen Text do hieb- und stichfest ass an dass net eng Interpretatiounsdifferenz herno ka kommen.

Mir hunn dat alleguerten zesumme fäerdegbruecht. Hinnen alleguerten en häerzleche Merci, well dat hei war wierklech eng Joint Venture vun all den Instanzen. An elo hu mer en Text, deen nëmmen nach op eng eenzeg Aart a Weis kann interpretéiert ginn, wou mer Rechtssécherheet schafen am Interêt vun all de Justiciabelen an, ech mengen, am Interêt vun all eise Bierger.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vun der DP.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Beissel. Dann huet als éischte Riedner den Här Léon Gloden d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech soen der Madamm Rapportrice Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Den Artikel 3, wéi en haut am Code de procédure pénale steet, hält am Fong de Prinzip vum „le pénal tient le civil en état" oder anescht formuléiert „l'autorité au civil de la chose jugée au pénal" fest. An d'Madamm Rapportrice huet e Beispill ginn. De Virdeel haut ass, datt ech, wann ech eng Condamnation au pénal hunn, am Fong d'Preuve vun der Faute um Zivill net méi ze brénge brauch. Mir hu viru Kuerzem en äänlecht Gesetz hei an der Chamber gestëmmt en matière de concurrence: Wann eng Condamnatioun vum Tribunal administratif oder vum Conseil de la concurrence virläit, da gëtt dat als Preuve vun der Faute consideréiert, fir um Zivill Schuedenersaz ze froen.

Den Text, deen de Justizminister deposéiert hat, huet folgendermoossen gelaut: «L'absence de condamnation pénale ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action devant les juridictions civiles afin d'obtenir la réparation du dommage, en application des règles de droit civil.»

Dat wier den Abandon gewiescht vum Prinzip vum „le criminel tient le civil en état". Wann een awer den Exposé des motifs vum Projet de loi liest, da war et d'Volontéit, am Fong just eng Exceptioun ze maache fir d'Artikele 418 bis 422. An do muss ech awer eng Kritik un de Justizminister maachen: Wann een un esou wichteg Prinzipie geet, da muss een dat och wierklech, wann een e Projet de loi deposéiert, präzis formuléieren.

Ech sinn och do mat der Madamm Rapportrice net ganz d'accord, datt mer hei e Paradigmewiessel maachen. Et ass eng Exceptioun zum Prinzip. Mir schafen de Prinzip net of, mir maachen eng Exceptioun zum Prinzip, well et kënnt en neie Paragraf 6 zu deem Artikel 3, déi aner Alineaen am Artikel 3 bleiwe bestoen.

Zweet Kritik um Justizminister ass: Am Exposé des motifs huet en am Fong gesot, datt d'Riichtere géife liichtfankeg eng Condamnation pénale ausschwätzen, fir datt d'Victime um Zivill condamnéiert gëtt (veuillez lire: indemniséiert gëtt). Esou Aussoe vun engem Justizminister fannen ech net akzeptabel. D'ailleurs huet de Statsrot déiselwecht Kritik un de Justizminister geriicht an och d'Tribunal hei an der Stad huet sech vehement dergéint gewiert an huet nach eng Kéier an aller Däitlechkeet gesot, datt d'Riichteren hei am Land en toute impartialité et objectivité hir Jugementer huelen. Här Justizminister, ënnerloosst wann ech gelift esou Aussoen an Zukunft!

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et gëtt dann och an de verschiddenen Avise geschriwwen, datt d'Iddi, fir deen Artikel ëmzeänneren, am Fong déi zwou berüümten Affäre Gemeng Jonglënster a Gemeng Steesel wier. Och domadder sinn ech net d'accord. Mir liewen an engem Rechtsstat, Égalité devant la loi. Deen Artikel zielt fir jiddwereen, esou wéi mer en elo ëmänneren an et soll een hei net e falscht Bild ginn, datt dat just fir d'Édile-localle géif agefouert ginn.

Wat ännert elo? D'Rapportrice huet et gesot: Wann elo am Kader vun engem Homicide oder enger Lésion involontaire festgestallt gëtt, datt de Beschëllegte kee Feeler gemaach huet, fir et einfach auszedrécken, also keng Condamnation pénale kritt, da kann awer d'Victime um ziville Plang Schuedenersaz froen, awer och do mussen dann d'Konditioune vum Droit commun a vum Droit civil erfëllt sinn. Dat heescht, d'Victime muss nach ëmmer de Prejudice beweisen an d'Cause à effet direct.

Dëst gesot, gëtt d'CSV-Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Gloden. An d'Wuert huet den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dëser punktueller Ofännerung vum Artikel 3 vum Code de procédure pénale gëtt eng begrenzten Ausnam zum Prinzip agefouert, déi am Fong d'Eenzegaartegkeet, wann een dat esou iwwersetze kann, d'Unicitéit vum Feeler an zivillem Strofrecht a Fro stellt.

Gläichzäiteg gëtt domadder de Prinzip vun der Autoritéit vun de Strofuerteeler op zivill Prozesser a senger Absolutthеet ageschränkt, ouni awer fundamental a Fro gestallt ze ginn. Et ass also eng Reform mat enger beschränkter Stoussrichtung. Si geet vläicht net esou wäit, wéi eenzel Leit sech dat virgestallt haten. Den éischten Text war effektiv zwee- oder dräideiteg a senger Ausféierung. Et huet een awer gesinn zum Beispill an den Avise vum Procureur vun Dikrech, dass déi immens frou wären, wann et méi wäit gaange wär wéi dat, wat schlussendlech vun der Kommissioun och hei zréckbehale ginn ass. Wéi gesot, et ass esou, dass, wann ee fräigesprach gëtt wéinst enger onfräiwëlleger Strofdot, dat an Zukunft net méi heescht, dass een net kann zivillrechtlech zu Schuedenersaz verklot ginn.

Mä net ofgeschaaft ass awer de Prinzip, dass „le pénal tient le civil en état", dat heescht also, dass ee muss ofwaarden, bis de Strofriichter sech ausgeschwat huet. Dat heescht, den Zivillriichter wäert net schonn éischter tranchéieren. Et wäert also ofgewaart ginn, bis de Strofriichter sech ausgeschwat huet. An heiansdo kënnt et jo vir, dass Affären zwar opgemaach ginn, mä herno prescrivéiere gelooss ginn. Dat heescht, soulaang kann een zivillrechtlech eigentlech net zu Sengem kommen, well eben nach e Strofverfahren unhängeg ass. Et ass eréischt wa kloer ass, dass dat Strofverfahre fäerdeg ass oder et net zu enger Verfolgung kënnt um strofrechtleche Plang, da kann een eigentlech zivillrechtlech och en Uerteel kréien, fir Schuedenersaz zougestanen ze kréien. Dorunner ännert sech also näischt.

Duerfir soe mir als LSAP-Fraktioun: Et ass eng gutt Reform, mir hätten eis awer perséinlech kënne virstellen, nach e Schratt méi wäit ze goen. Mä et ass natierlech esou, et huet alles säi Pro a Kontra. Et ass ëmmer ofzeweien, wat dat do mat sech bréngt. Deen aktuelle System hat den Avantage, dass et kloer war: Et ass e Feeler geschitt, eng Negligence, eng Imprudence, en Défaut de précaution, dat ass datselwecht. An Zukunft ass dat net méi genau datselwecht. Dat heescht, et kann een also op där enger Säit wéinst deemselwechte Fait strofrechtlech fräigesprach ginn, op där anerer Säit muss een awer zivillrechtlech haften, also Schuedenersaz bezuelen.

Dat stäerkt, an dat ass dat Positivt un dëser Reform, d'Rechter vun deene Leit, déi Schued erlidden hunn. Dat stäerkt also d'Rechter vun de Victimmen. Dat ass deen absolutt positiven Aspekt vun deem heiten.

Ech mengen, d'Madamm Beissel huet an hirem Rapport drop higewisen, dass och de Parquet, an zum Deel och de Parquet général a vergaangene Joren déi dote Fuerderung scho gemaach huet, fir deen dote Prinzip opzelackeren. Mä et gesäit een awer och, notamment an deem laangen Avis, deen de Parquet général gemaach huet, dass si awer och zécken, fir eigentlech e radikale Paradigmewiessel an deem hei anzeféieren, well dat natierlech och zu gewëssenen Onzoulänglechkeeten an Ongereimtheeten an deem Ganze ka féieren.

Et bleift, dass dat doten eigentlech eng Reform ass, déi gutt ass. Si gëllt fir jiddwereen, fir all Bierger. Dat ass fir mech och schrecklech wichteg, och wann hei net sollt verstoppt ginn, dass notamment awer de Syvicol, also wann ech soen, déi offiziell Lobby vun de Gemengepolitiker, hei an der Vergaangenheet intervenéiert ass, well e vläicht léiwer eng Bestëmmung gehat hätt, déi méi spezifesch op hir Situatioun ausgeriicht ass, mä awer och gemengt huet, dass et an der Vergaangenheet emol zu enger méi schaarfer Appreciatioun vun der Faute pénale vu Gemengeverantwortleche komm ass, fir eben de Victimme Schuedenersaz ze erméiglechen.

Et muss een also elo gesinn, ob wierklech deen Effet, dee vun där Säit gewënscht ass, och mat deem heiten Text kënnt. Dat ass, mengen ech, eppes Wichteges. Et ass fir eis wichteg, dass eng Evaluatioun muss gemaach ginn no enger Rei vu Joren, wéi deen heiten Text gräift, ob d'Jurisprudenz wierklech ännert. Well wat jo och opgeworf ginn ass, dat ass, dass haut anscheinend de Strofriichter ëmmer méi eng Appreciatioun in abstracto mécht vun der Faute, vun der Negligence. Dat heescht, en dréit eigentlech de Particularitéite vun der Situatioun net Rechnung, mä e vergläicht se mat enger idealer Situatioun, an dorauser ganz oft en Iertum gëtt zu engem Feeler, deen och da strofrechtlech geaant gëtt.

De Wonsch hannert där Reform hei, de Parquet général seet dat ganz kloer, ass och, dass eigentlech de Juge pénal erëm soll op eng Appreciatioun in concreto zréckkomme vun der Faute, wärend selbstverständlech den Zivillriichter weiderhi bei enger Appreciatioun in abstracto bleift, also do méi eng large Definitioun vum Feeler, vun der Negligence eigentlech zréckbehale gëtt. Duerfir, mengen ech, ass dat hei eng gutt Reform, eng begrenzte Reform, awer eng Reform, déi mer musse weider am A behalen, fir ze kucken, wéi se sech och elo wierklech applizéiert a wat d'Effeten op d'Jurisprudenz sinn.

D'LSAP-Fraktioun wäert selbstverständlech deen Text hei stëmmen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass bal alles gesot ginn haut. Mir géife gären nach derbäifügen, datt, bei där neier Méiglechkeet, déi et elo gëtt, wann een um Penal fräigesprach gëtt, en Täter bei enger - wann een dat kéint esou nennen - Negligence fräigesprach gëtt, awer deen, deen d'Affer ass, deen e Schued erlieft huet, trotzdeem nach dedommagéiert ka ginn, datt dee Schuedenersaz ka kréien, datt deen e Recht kritt, onofhängeg vun deem, wat um Penal geschitt, Schuedenersaz ze kréien.

A mir mengen, datt dat awer e ganz wichtege Schratt ass, well en awer d'Justiz e bësselchen, eng Iddiche méi gerecht mécht, andeem eng Persoun, déi schlussendlech awer e Schued kritt huet, elo awer eng Form vu Schuedenersaz ka kréien. A mir mengen, datt dat extrem wichteg ass, wann e Schued geschitt ass. An et gëtt Täter, déi richtegerweis net penal misste bestrooft ginn, an nawell bleift dee Schued, an dee Schued gëtt elo dedommagéiert. An dat fanne mir e Schratt an déi richteg Richtung. An duerfir wäerte mir dee Projet hei selbstverständlech och matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Loschetter. Ech hunn elo keng weider Wuertmeldungen zu dësem Projet, dann hätt den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. A Merci virun allem och aganks direkt un d'Rapportrice fir hiren exzellente schréftlechen a besonnesch och mëndleche Rapport vun haut de Mëtteg. E Merci awer och all deenen, déi un dësem Text matgeschafft hunn.

Mir hunn, wéi mer deen Text deposéiert hunn, eng laang Viraarbecht gehat, well déi geet zréck op déi Zäit, ier ech Minister vun der Justiz war. Wann et en einfachen Text gewiescht wär, wär en och séier geschriwwe ginn. En huet awer méi laang gebraucht an der Redaktioun, well et justement eng technesch awer ganz komplizéiert Matière ass. An hei hunn net nëmme Leit aus dem Ministère, mä och feinste Juriste vun ausserhalb vum Ministère matgeschafft. An ech wëll deenen duerfir och alleguerte Merci soen, och wann dat Resultat, wat mer deposéiert hunn, net bei all Mënsch säi Gefalen haut hei an der Chamber fonnt huet.

Déi Leit wäerten dat dann och appreciéieren, mä ech soen och all deene Merci, déi duerno um Text weidergeschafft hunn, fir dass mer haut kënnen en Text unhuelen, deen awer dach eng ganz wesentlech Reform duerstellt, och wa se net alles op d'Kopp geheit, wat et an där Matière gëtt. An et hätt ee kënne méi wäit goen - ech ginn dem Alex Bodry net onrecht -, mä trotzdeem gi mer hei awer wäit a mir maachen haut eng Reform, déi och scho ganz laang vun der Doktrinn hei am Land kritiséiert ginn ass.

Den aktuelle System, wéi mer e kennen, vun der Eenheet vu strof- an zivillrechtlechem Feeler ass u sech eng Kreatioun vun der Jurisprudenz, déi op kengem Gesetzestext baséiert, déi mer aus der franséischer Jurisprudenz iwwerholl hunn. A wéi gesot, Kriticke goufen et der vill an et gouf effektiv och eng rezent manner doktrinal, mä praktesch Diskussioun, déi vum Syvicol ugestouss ginn ass. Do ass et ëm d'Diskussioun ronderëm déi sougenannte Steeseler Affär gaangen.

Mir hunn och bei eis am Ministère - ech kucken op de President vum Syvicol, den honorabelen Här Eicher - laang diskutéiert, fir eng Léisung ze fannen, an dat war mir wichteg, déi justement net nëmmen eng Léisung duerstellt fir d'Schwieregkeeten, déi de Syvicol huet - ech wäert nach drop agoen -, mä dass et eng Léisung duerstellt fir jiddwer Justiciabel hei am Land; dass mer eng Reform maachen, déi wuel dat do diskutéiert huet, mä déi awer eng Reform duerstellt, déi jiddwer Justiciabel hei am Land zeguttkënnt, notamment wann een d'Victime ass, well deenen hir Rechter ginn haut gestäerkt. Mä trotzdeem war et utile, déi Diskussioun, ausgeeënd vun där kommunaler Situatioun, ze diskutéieren.

An engem Wuert gesot, besteet de System doranner, dass e strofrechtleche Feeler datselwecht ass wéi en zivillrechtleche Feeler. Dat héiert sech harmlos un, ass et awer net. Et heescht näämlech och ëmgekéiert, dass, wa kee strofrechtleche Feeler virläit, och keen zivillrechtleche Feeler gemaach ginn ass. Dat gëtt richteg problematesch an Affären, wou et ëm eng einfach Onvirsiichtegkeet geet.

E Beispill aus der Praxis: Am Bësch leien e puer Bamstämm openeen. Kanner ginn drop spillen, ee vun de Bamstämm kënnt un d'Rullen a blesséiert e Kand. Déi Responsabel hätten d'Bam-

stämm vläicht kënne besser openeeleeën, mä fir se dofir strofrechtlech ze condamnéieren, dat inspiréiert vläicht keen. Mä do läit awer elo e Problem: Wa se an engem penale Prozess fräigesprach ginn, dann hu se, „principe de l'unicité des fautes pénale et civile oblige", och keen ziville Feeler gemaach an d'Kand ka kee Schuedenersaz kréien. Dat bréngt eventuell Leit derzou, fir ze probéieren, deen zivillrechtleche Schuedenersaz net wëllen ze blockéieren.

Zweetens, dee System ass profund ongerecht an deem Sënn, dass et souguer heiansdo zu enger Gefor fir déi lokal Demokratie kéint kommen. Wie war da responsabel fir d'Bamstämm? Eventuell de Gemengenaarbechter? A wann ee weider no uewe geet schlussendlech de Buergermeeschter? Zivillrechtlech ass dat kee Problem, well op deem Plang souwuel de Gemengenaarbechter wéi de Buergermeeschter am Numm vun der Gemeng agéieren an déi letztendlech zivill responsabel ass a bezuele muss oder an der Regel hir Assurance. Mä et ass awer abwegeg, an esou Fäll, just fir der Victime eng Entschiedegung ze assuréieren, de Gemengenaarbechter oder de Buergermeeschter bis uewenhinner musse strofrechtlech ze belaangen an eventuell ze condamnéieren. Dat ass och fir déi lokal Responsabel eng Belaaschtung am Alldag vun hiren Aktivitéiten an dat, mengen ech, muss ee seriö huelen.

Or, wéinst dem aktuellen, ech soen emol, méi onglécklecke System, wou de strofrechtleche Feeler mam ziville Feeler gläichgestallt ass, muss dat dann awer sinn.

Dat neit Gesetz ënnerbrécht elo deen Zesummenhang. Et gëtt näischt un der Definitioun vum strofrechtlechen a vum zivillrechtleche Feeler geännert. Et gëtt just onmëssverständlech gesot, dass, wann eppes kee strofrechtleche Feeler ass, dat net wëllt automatesch soen, dass et keen ziville Feeler ass. De Contraire ass natierlech net wouer: E strofrechtleche Feeler, dee festgestallt ginn ass, ass nach wie vor och an all de Fäll en ziville Feeler.

D'Reform huet duerfir e groussen an direkten Impakt op d'Responsabilitéit vun de lokale Mandatairen. Dat Beispill vun elo just weist dat jo och. D'Diskussioun vun der Responsabilitéit ass eigentlech schonn 2001 opkomm, also viru 16 Joer, well Membere vum Schäfferot a vum Gemengerot vun der Gemeng Jonglënster an engem Fall an deem Joer och condamnéiert gi sinn. D'Diskussioun ass erëm aktuell gi mam Fall vun der Gemeng Steesel, wou de Buergermeeschter an d'Schäffe vun der Gemeng Steesel strofrechtlech belaangt gi si fir e Schaf, deen an enger Spillschoul net fest genuch ugemaach war an op e Kand gefall ass.

D'Saach ass fir si esou ausgaangen, dass d'Cour d'appel d'Decisioun bestätegt huet, déi net weider ze poursuivéieren. Mä domadder war de Problem u sech net behuewen. Dat geschitt awer elo duerch dëst Gesetz. Mä wéi gesot, d'Fro concernéiert net nëmmen déi gewielte Leit, mä eis alleguerten, déi ganz Gesellschaft.

Nach zwou wichteg Präzisiounen: Näischt verhënnert, dass de Parquet d'Auteure vu wierklech flagranter Onvirsiichtegkeet penal poursuivéiert. Den neie System hëlt den Affer vun enger Onvirsiichtegkeet, sief et am Stroosseverkéier, Faute médicale oder soss eppes, wou een deem anere Schued mécht, guer näischt of. Hir Chancen, fir indemniséiert ze ginn, bleiwen onugetaascht. Hir Rechter gi souguer gestäerkt. Souguer wann den Auteur um penale Plang fräigesprach gëtt, kënne si ongehënnert déi zivill Responsabilitéit vum Auteur vum Schued viru Geriicht akloen. Mam Schafe vum Prinzip vum duebelen, strof- an zivillrechtleche Feeler geet Lëtzebuerg iwwregens dem Beispill vun enger Rei aneren europäesche Länner no, speziell Frankräich, wou mer dee Prinzip och hunn.

Mat dësem Projet, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt dem Auteur vum Schued seng Situatioun net verschlechtert. Au contraire, d'Situatioun vun der Victime gëtt verbessert, well d'Differenz vu Faute pénale a Faute civile ënnerstrach gëtt an anerersäits d'Situatioun vun der Victime verbessert, well och wann den Auteur vum Schued keng Faute pénale gemaach huet, säi Behuelen awer eng Faute civile kann duerstellen. An do gëtt et méi Beispiller. Dat kënnen nieft de lokale Mandatairen awer och Doktere sinn, Chef-d'entreprisë kënnen dat sinn, Educateuren, Vakanzekolonien, awer eben och politesch Responsabeler.

D'Fro gesäit sech vläicht komplizéiert un, en fait ass d'Resultat an d'Wierkung dovun awer eng ganz einfach an ech mengen och eng ganz richteg an eng ganz noutwendeg. Mä den Alex Bodry huet awer komplett recht, wann e seet: „Et ass wichteg, ze kucken, wéi dat hei och elo wäert ugewannt ginn." Et ass natierlech mat dësem Text en fait wéi mat all Text, dass ee muss ofwaarden, wat d'Juridiktiounen um Enn domadder maachen. Mir wäerten dat och observéieren an am A behalen.

Mä ech mengen, dass mer haut dach e Stéck, wéi d'Madamm Beissel, d'Rapportrice, gesot huet, e Paradigmewiessel awer hei maachen. Dat ass keng kleng Reform, och wa se vläicht keng grouss ëffentlech Beuechtung wäert fannen. Mä fir déi Leit, déi heimadder schaffen an, ech mengen, och all déi, déi ech virdrun opgezielt hunn, notamment de kommunale Secteur, ass dat heiten eng ganz wichteg Reform. An ech wëll och duerfir nach eng Kéier dem Syvicol, stellvertriedend sengem President, Merci soe fir déi ganz gutt Kollaboratioun, déi et erlaabt huet, eng Diskussioun, déi laang Jore gedauert huet, haut zu engem Ofschloss kënne bruecht ze hunn.

Merci derfir a Merci och fir d'Nolauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister.

Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6887 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6887 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

59 Deputéiert hunn direkt oder indirekt un der Ofstëmmung deelgeholl. 59-mol Jo, Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da bräicht ech eigentlech d'Fro net méi ze stellen, ech maachen et awer: Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

D'accord. Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen elo zum Projet de loi 7030, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Lutte géint den Tubak an den Tabagismus. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, wann ech gelift!

7. 7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. De Gesetzesprojet, dee mir als Tubaksgesetz bezeechent hunn an deen ech lech elo presentéieren, zeechent sech aus duerch eng gutt Portioun Courage an och duerch eng gutt Portioun Wäitsiicht um Niveau vun der Gesondheetspolitik, fir déi sech eis Ministesch, d'Lydia Mutsch, an enger Kontinuitéit iwwer Joren asetzt.

Des Weidere schécken ech och direkt viraus, dass de Rapport ouni Géigestëmm an der Kommissioun ugeholl ginn ass, an ech soen och elo scho Merci fir déi gutt an déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht.

Den 2. August 2016 ass de Projet an der Chamber deposéiert ginn, e Projet de loi, deen op der Transpositioun vun enger EU-Direktiv berout an dee sech och op dat modifizéiert Antitubaksgesetz vun 2006 bezitt. D'Direktiv u sech bestëmmt jo d'Regelen, wat d'Fabrikatioun, d'Presentatioun an och de Verkaf vun Tubak a sengen Derivatprodukter ugeet, a si deckt déi ganz Gamm of vun der Zigarett, dem Tubak, der Shisha an der elektronescher Zigarett.

Dat heescht dann och am Kloertext, dass mer mat dësem Gesetz déi klassesch Zigarett gläichstelle wäerte mat der elektronescher Zigarett respektiv och der Shisha, oder Waasserpäif genannt. Ënnert dem Impuls vu ganz villen Avisen, déi schonn zum Avant-projet erakomm sinn, sief et vun zivillen Associatiounen oder awer aus dem medezinneschen Domän, hu mir eis gestäerkt gefillt, fir iwwert déi reng Transpositioun vun der europäescher Direktiv erauszegoen a weider grouss an och wichteg Schrëtt ze maachen, besonnesch a Richtung Gesondheetsschutz vun de Kanner a vun deene Jonken.

D'Chiffere beleeën déi beonrouegend Realitéit an ech beruffe mech op eng Enquête vum Fëmmverhale vun de Lëtzebuerger, déi publizéiert gouf iwwert d'Fondation Cancer an déi och däitlech mécht, dass d'Unzuel vun de jonke Fëmmerten ëmmer nach konstant an d'Luucht geet, a grad am Alter vun 18 bis 24 Joer si mer mëttlerweil an zwee Joer vun 23% op 26% eropgaangen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Erschreckend ass och ze wëssen, dass all véierte Jonke vu 15 Joer fëmmt, a grad esou erschreckend ass et och ze wëssen, dass déi Jonk net nëmmen de Risiko vun der Nikotinnofhängegkeet komplett ënnerschätzen, mä doriwwer eraus och d'Auswierkungen op hir eege Gesondheet.

D'Objektiv vun dësem Gesetz ass deemno kloer: deene Jonken d'Méiglechkeet erschwéieren, fir mam Fëmmen unzefänken, an iwwert dës Restriktiounen och e weidert Instrument ze liwwere fir déi, déi wëllen ophalen. Dofir sinn och eng Partie Mesuren onëmgänglech an et wier verantwortungslos vis-à-vis vun eise jonke Leit an der Gesellschaft, fir net alles ze ënnerhuelen, fir hinnen de Grëff zu der Zigarett, wa méiglech och nach där éischter Zigarett, esou schwéier wéi méiglech ze maachen.

Dofir wäert et och verbuede ginn, fir Zigaretten u Mannerjäreger ze verkafen, deemno gëtt dee bis elo zougeloossenen Alter vu 16 op 18 Joer eropgesat. Onnëtz, op dëser Plaz ze soen, dass déi Jonk eng ganz beléift Zilgrupp fir d'Tubaksindustrie sinn. A wa mer dervun ausginn, dass d'Präventioun a puncto Fëmmen eng Prioritéit ass fir d'Santé publique, da si mer mat dëser Mesure um allerbeschte Wee, fir den Accès zu der Zigarett an all hire Formen op d'mannst zäitlech no hannen ze verschiben, jo, souguer am allerbeschte Fall ze verhënneren.

A well de Goût vun den Zigaretten iwwer spezifesch Arome méi agreabel gemaach gëtt an domadder och eng weider Attraktivitéit fir d'Consommatioun duerstellt, ginn och verschidden Zousätz, déi de Geschmaach, de Geroch oder d'Intensitéit vun der Verbrennung veränneren, iwwert dëst Gesetz verbueden. Heizou muss een och präziséieren, dass de Verkaf vun de mentholéierten Zigaretten allerdéngs eréischt ab dem 20. Mee 2020 verbuede gëtt.

Den Artikel 6 vun eisem Gesetz war awer deen, wou mer an der Kommissioun eigentlech déi mouvementéiertst Diskussiounen haten. Et war séier kloer, dass, wa mer eis mat der Gesondheetsprävention bei Kanner an och Jugendlechen auserneesetzen, mer eis dann och un déi Länner géifen alignéieren, déi e Fëmmverbuet an den Autoen agefouert hunn, wou Kanner ënner zwielef Joer drasinn.

Jiddweree vun eis huet scho gesinn, wéi hëlleflos dass kleng Kanner am Auto sinn, wa se do dem Damp vun der Zigarett vun den Erwuessenen ausgesat ginn. Kënne mer zouloossen, dass eis Kanner als Geisel geholl ginn, dass si passiv musse matfëmmen, wou mer jo mëttlerweil wëssen, dass déi Form vun Dampanootmen extrem geféierlech ass fir d'Otemweeër a besonnesch fir déi kleng a souguer zum Deel nach guer net fäerdeg entwéckelt Organer vun de Kanner?

Och wann d'Géigner natierlech elo mengen, dass jo eng oppe Fënster oder och eng Klimaanlag d'Situatioun kéint verbesseren, esou ass deem awer direkt entgéintzestellen, dass op esou enkem Raum den Damp natierlech net kann evakuéiert ginn.

Déi Erwuessen hu vis-à-vis vum Kand eng Virbildfunktioun. Mir wëlle jo dat Bescht fir eis Kleng. Mir wëllen, dass se gesond bleiwen, dass se vum Liewe profitéieren, dass se sech zu staarke Perséinlechkeeten entwéckelen an dass se léieren, fir spéider hire Stress mat natierleche Methoden an de Grëff ze kréien. Dofir war et och ganz séier kloer fir eis Memberen, dass mer e Fëmmverbuet op de Spillplazen an dëst Gesetz géifen aschreiwen. A keen huet zu deem Zäitpunkt dru geduecht, dass de Statsrot eis eng Recommandatioun mat op de Wee géif ginn, fir nach iwwer eng Erweiderung vun där Mesure nozedenken an och d'Enceinte-sportivë vu baussen, also déi oppen definéiert Sportplaze matanzebezéien, wou Jonker ënner 16 Joer hir sportlech Aktivitéit ausüben.

Un Argumenter feelt et natierlech net: Zum engen ass et kloer, dass Sport an Zigaretten einfach net zesummepassen: D'Passioun an d'Motivatioun fir eng sportlech Aktivitéit ginn net mat enger Ofhängegkeet zum Nikotinn an eng sportlech Ustrengung däerf och net ageschränkt sinn duerch verknaschte Longen. Zum aneren: Kënne mir Erwuessener et verantworten, wa mer deene Klenge bei engem Match nokucken, se ufeiere bei hire Leeschtungen um Terrain, op der Lafpist oder an der Schwämm, an dobäi eiser Virbildfunktioun alles anescht wéi gerecht ginn, andeems mer rücksichtslos an och respektlos vis-à-vis vun deene klenge Sportler an deenen anere Spectateure fëmmen? Ass dat d'Bild, wat mer wëlle vermëttelen, wou mer dach de Sport als de Gesondheetsfacteur par excellence duerstellen an eis Kanner bei groussaartegen Aktioune wéi „Gesond iessen, méi bewegen" ënnerstëtzen oder se a Sportsklibb umellen, wa mer eis Zäit huelen, fir se hin- an hierzeféiere fir hir Matcher an hir Trainingen an dann och nach houfreg drop sinn, wa se mat der Medail oder soss enger Unerkennung heemkommen?

Och wann dëse Fëmmverbuet an den oppene Sportsenceinten, sief et e Fussballsterrain, eng oppe Schwämm, en Tennisterrain, e Stadion an esou weider als eng relativ streng a restriktiv Mesure kann ugesi ginn, esou muss ech hei awer och soen, dass dës Mesure fir en Deel vun eise Memberen aus der Kommissioun nach laang net wäit genuch geet. Och kéint ech mer virstellen, dass Lëtzebuerg sech an Zukunft lues awer sécher enger Partie anere Länner géif uschléissen, fir sech fir komplett fëmmfräi Stadionen ze engagéieren, eng Moossnam, déi iwwregens net nëmme vun der UEFA zum Beispill méi wéi begréisst gëtt.

D'Attraktivitéit vun der Zigarett a vum Fëmmen tout court ze reduzéieren, geet natierlech och iwwer Warnmessagen a Fotoen oder eng Illustratioun op der Verpackung, déi elo och obligatoresch wäerte ginn a ronn 65% vun der Verpackung solle bedecken. Dës Dispositioun berout op enger wëssenschaftlecher Etüd, déi festgestallt huet, dass nëmmen d'Donnéeën iwwert d'Inhaltsstoffer oder d'Emissiounswäerter eigentlech e falsche Message kéinte sinn an de Konsument esouguer kéint encouragéiert ginn ze gleewen, dass verschidden Zigarette jo da méi oder manner schiedlech sinn. En däitleche Message a Kombinatioun mat enger faarweger Foto wier do méi effikass.

Och hei muss nach eemol drop higewise ginn, dass dës Obligatioun och fir den Tubak gëllt, deen an d'Waasserpäif oder an d'Shisha kënnt. Déi Produiten, déi hei gefëmmt ginn, si praktesch ëmmer aromatiséiert an de Risiko fir d'Gesondheet besteet dodran, dass de Konsument ganz laang dem Damp ausgesat ass. Wien eng Zigarett fëmmt, brauch e puer Minutten, eng Seance Shisha zitt sech alt gäre bis zu 40 Minutten hinn an nach driwwer eraus. An doriwwer eraus stécht an engem Strapp Shisha zéngmol esou vill Volume wéi an enger Zigarett.

Wann een dann erëm bedenkt, dass déi chemesch Zesummesetzung déiselwecht ass wéi déi an der Zigarett, da kann ee sech d'Ausmooss vun der Schiedlechkeet natierlech selwer ausmolen.

An dësem Kontext sief och nach drop higewisen, dass och d'Shisha-Baren därselwechter Gesetzgebung ënnerleie wéi d'Caféen, d'Discoen, d'Hoteller, d'Centre-commerciallen an aner Fräizäitraimlechkeeten, wat heescht, dass wann ee wëllt eng Shisha fëmmen, ee muss erausgoen oder awer an engem amenagéierte Fumoir sinn.

Och d'Schiedlechkeet vun der elektronescher Zigarett ass net ze ënnerschätzen, well hei gi Stoffer fräigesat an inhaléiert, déi net nëmmen d'Otemweeër irritéieren, mä och potenziell Kriibserreeger sinn.

Här President, ech kéint nach op villes agoen, wat an dësem Gesetz verankert ass: vun der Obligatioun vun de Produzenten, fir d'Direktioun vun der Santé iwwer all d'Komponenten a soss Modifikatioune vun den Tubaksprodukter an d'Bild ze setzen, bis hin zu den tech-

neschen Norme vun den Aromaflaconen vun der elektronescher Zigarett, déi aus Sécherheetsgrënn mussen definéiert an och reglementéiert sinn.

Ech invitéieren dofir jiddwer Interesséierten, e Bléck an de schréftleche Rapport ze werfen.

Madamm Minister, als fréier engagéiert Smokebuster fannen ech et schued, dass mer dëst Gesetz net scho vill, vill éischter haten, well et huet eis deemools wierklech un engem gudden Instrument gefeelt, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen oder ofzebréngen. Déizäit grad ewéi haut gëllt awer allerdéngs ëmmer nach de Message, dee mer musse vermëttelen: dass d'Fëmmen alles aneschters ewéi cool ass, dass een net fräi ass, wann een an der Ofhängegkeet vum Nikotinn lieft, dass ee sech mat sengem Täschegeld vill Flottes ka leeschten an dass et net agreabel ass, mat engem zesummen ze sinn, deen no Zigarettendamp sténkt, an dass ee mat Sport a soss aneren an interessanten Aktivitéite sengem Kierper deen néidege Respekt iwwer eng beschtméiglech Gesondheet entgéintbréngt, wat fir jonk Meedercher a Mammen eng ganz besonnesch Bedeitung huet.

Éier ech ofschléissen, wéilt ech just nach eemol drun erënneren, dass den Tubak 4.000 toxesch Substanzen enthält, dovunner ass den Nikotinn schold un der Ofhängegkeet, de Kuelemonoxid huet seng schiedlech Auswierkungen op d'Häerzkreeslaferkrankungen a ronn 70 Bestanddeeler vum Tubak si kriibserreegend a brénge Problemer mat den Otemweeër mat sech.

Här President, et kann een d'Thematik vum Fëmmen dréien a kéieren, wéi ee wëllt, et kënnt een net laanscht d'Feststellung, dass de Konsum vum Tubak gesondheetsschiedlech ass an dass och d'Passivfëmmen déidlech ka sinn. Dozou just nach ee leschte Chiffer: Hei zu Lëtzebuerg ginn et ronn 1.000 Doudeger pro Joer duerch schlëmm Krankheeten, déi a Relatioun mam Tubakskonsum stinn.

Erlaabt mer, dass ech ganz zum Schluss nach en Extrait vun engem Lidd vum franséische Sänger Renaud zitéieren,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sangt et!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Här Gibéryen, wann ech gelift!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP), rapportrice.*- ...dee bestëmmt selwer ganz gutt weess, vu wat e schwätzt. An dat Lidd heescht «Arrêter la clope!»: «Quand je vois des mômes de douze treize ans, qui fument déjà comme des pompiers, je les imagine dans vingt-cinq ans à galérer pour arrêter.»

Ech ginn dervun aus, dass dëse Message kloer ass. Ech hunn deem och näischt méi bäizefügen a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Henri Kox, *Président de séance.*- Merci der Rapportrice Cécile Hemmen. An als nächst ageschriwwe Riednerin ass et un der honorabeler Madamm Nancy Arendt. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et drëms, eng EU-Direktiv aus dem Joer 2014 ëmzesetzen, déi eigentlech bis Mee vun dësem Joer sollt gestëmmt ginn. Dofir kënne mer keng Zäit méi verléieren.

Et ass evident, datt doduerch, datt a ganz Europa de Kampf géint den Tubak an deene leschten zéng Joer vill Erfolleg hat, d'Tubaksindustrie net schléift, mä reagéiert a sech permanent nei Saachen afale léisst. An dann ass et jo normal, datt de Gesetzgeber dann och op dës nei Entwécklunge reagéiere muss a se nei legal encadréiere muss. Genausou musse mer eis op Laangzäitetüden, déi iwwert dës nei Produite gemaach ginn, verloosse kënnen, fir all potenziell Risike fir eis Gesondheet auszeschléissen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et geet hei net drëms, d'Tubaksindustrie ze verdäiwelen, mä virun allem, et méiglech ze maachen, de Konsument besser ze schützen, besser ze informéieren an ze sensibiliséieren a virun allem déi Jonk, eis Kanner a Jugendlech, ze protegéieren an op Plazen, wou et sënnvoll a logesch schéngt, d'Fëmmen ze verbidden.

Mir ënnerstëtzen als CSV d'Haltung, déi d'Regierung hei an dësem Dossier hëlt, virun allem am Kontext vun dem Message un eis Jugendlech, well mer genau wëssen, datt iwwer 70% vun deenen, déi fëmmen, ufänke wa se ganz jonk sinn, déi allermeescht ënner 18 Joer. Si sinn also ganz kloer d'Zilscheif vun all Industrie, déi wëllt fréi genuch hir Produiten un e potenzielle Keefer kréien, mä déi Jonk sinn awer gradesou d'Zilscheif vun all Gesondheetskommissioun, déi selbstverständlech keen aneren Interêt kann oder däerf hunn, wéi eben och dës Jugendlech ze schützen, well mer jo all wëssen, wéi schwéier et ass, sech d'Fëmmen nees ofzewinnen.

Wann ee bedenkt, wéi laang mir elo geschafft hunn an der Europäescher Unioun, an den eenzelne Länner, wat e jorzéngtelaange Kampf war, fir datt mer endlech ewechkomme vum Zigarettendamp an de Fligeren, Restauranten, Caféen, op deene Plazen, wou vill Jonker sech treffen, wéi d'Discoen, Akafsgalerien, Kinoen, Schoulen, ëffentlechen Transport, huet et eis normal geschéngt, elo net d'Dier erëm opzemaache fir eng nei Aart vun Zigarett. Et geet drëms, e klore Message un déi Jonk ze schécken, ob et eng klassesch Zigarett, Shisha oder eng elektronesch Zigarett ass, datt et net gesond ass, datt et net cool ass, datt et och net erwuesse schéngt, wann ee fëmmt oder just - tëschent Gänseféiserchen - „vaporiséiert".

Mir hunn et extrem wichteg fonnt, datt een hei éischter déi präventiv Approche hëlt, virun allem, wat d'elektronesch Zigarett ugeet, well et ganz verschidden Etüde gëtt a virun allem nach keng Laangzäitetüden, déi de wierkleche Charakter vun dësem dach awer nach relativ neie Produit richteg aschätze kënnen. D'Risike sinn einfach nach net ganz erfuerscht an och, wa se op den éischte Bléck manner schiedlech schéngt wéi déi klassesch, virun allem, wat dat passiivt Fëmmen ugeet, wollte mer net, datt et total verharmloost gëtt, datt eis Kanner ouni déi geréngsten Aschränkung e Geste automatiséieren, deen een ebe beim Fëmme mécht, a Produiten anootmen, déi, egal wéi een et dréit oder kéiert, net zur Gesondheet bäidroen.

Dofir war et eis och esou wichteg, souguer sämtlech Spillartikelen, déi un eng Zigarett erënneren, mat eranzehuelen. Mir haten dat jo schonn deemools bei der Schockelas- oder Knätschzigarett gemaach, well mer de Phenomeen vum Geste vum Fëmmen net verharmlosen oder, esou wéi den ORK sech a sengem Avis driwwer geäussert huet, „banaliséieren" wollten, mä e Sensibiliséierungseffekt vu klengem u bei de Kanner bewierke wollten.

Mir hunn als CSV-Fraktioun d'Aarbechten an der Kommissioun konstruktiv begleet a wäerten dësen Text och matstëmmen, och wann ech elo op e puer méi kritesch Punkten aginn. Ech wollt awer nach fir d'Eischt eiser Presidentin vun der Kommissioun a Rapportrice vum Projet e grousse Merci soe fir hir Gedold, déi se ëmmer mat eis huet, a fir hiren exzellente schréftleche wéi och mëndleche Rapport, och wann et mat der finaler Versioun e bësse gedauert huet, bis mer se schlussendlech da gëschter kritt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt net méi op all déi Saachen agoen oder se opzielen, déi mer elo am Projet hunn oder wou mer méi wäit gi wéi d'Direktiv, dat huet d'Rapportrice scho gemaach. Ech wollt just e puer Bemierkungen zu verschiddene Punkte maachen, déi eis um Häerz leien.

Fir d'Alleréischt begréisse mer, datt den Alter vum Kafe wéi och vum Fëmmen op 18 Joer eropgehuewe gëtt, net nëmmen, well dat an deenen allermeeschte Länner an Europa de Fall ass, mä virun allem, well déi Jonk eng privilegéiert Zilscheif vun der Tubaksindustrie sinn a méi e spéiden Accès zum Tubak et oft mat sech bréngt, datt ebe méi spéit ugefaange gëtt mat fëmmen an dat folglech nëmmen zum Benefiss vun der Gesondheet vun eise Kanner ass. Virun allem, well et déi Jonk sinn, déi an eise Statistiken am schlechsten ofschneiden, an ech wäert zum Schluss nach eng Kéier dorobber agoen.

Et schéngt eis och e logesche Schrëtt ze sinn, datt an der Zukunft net méi op de Spillplaze gefëmmt soll ginn, och wann dës am Fräie sinn. Mir mengen, datt Verbuetsschëlter op deene Plazen hei mat Sécherheet hëllefe kéinten, well eng flächendeckend Kontroll schwéier ze realiséiere wäert sinn. Heimadder kréien déi Erwuessen, déi jo eigentlech - d'Madamm Presidentin huet et och schonn ugedeit - eng Virbildfunktioun sollten hu vis-à-vis vun eise Kanner, méi e responsabelt Verhalen operluecht.

Ech ka mech genau drun erënneren, wéi mer dat éischt Antitubaksgesetz gestëmmt hunn a wéi mer drop gehalen hunn, datt d'Schoul als Enceinte sollt mat erageholl ginn, well mer woussten, datt d'Trottoiren da mat dra wären, fir ze vermeiden, datt, wann d'Kanner aus dem Gebai gerannt kommen - dat wär net grad wënschenswäert -, se vu Leit: Elteren, Boma oder Bopa oder Educateuren empfaange géife ginn, déi fëmmen.

Et schéngt eis och selbstverständlech, datt et, souguer wann et e private Beräich ass, och haut net méi ka sinn, datt nach am Auto däerf gefëmmt ginn, wa kleng Kanner drasëtzen. Frankräich, Italien, Finnland, Slowenien, Irland an Zypern hu sech och an Europa schonn op dëse Wee beginn. Et weess jo haut jiddwereen, wéi héich konzentréiert a gëfteg dëse passiven Damp fir eis Kanner ass, souguer bei lafender Klimaanlag oder och bei oppene Fënsteren.

Allerdéngs wëlle mer drop opmierksam maachen, datt et net einfach wäert ginn, dëst an der Praxis ze kontrolléieren. Wann ee jo schonn am Alldag materlieft, datt trotz alle Warnschëlder op den Autobunnen a méigleche Protokoller Leit awer ouni Spriechanlag telefonéieren oder souguer texten, da froe mer eis, wéi een hei kontrolléiere soll, datt net bei de Kanner ënner zwielef Joer am Auto gefëmmt soll ginn. Wat fir e Kand huet och schonn eng Carte d'identité derbäi? Et wäert alt erëm en neien Challenge fir eis Police ginn, mä mir stinn awer 100%eg hannert dëser Initiativ.

Et wär just ze hoffen, datt dat Ganzt dann och e Sensibilisatiounseffekt mat sech bréngt an datt insgesamt am Auto an der Zukunft manner gefëmmt soll ginn, well et jo net manner schiedlech ass fir e Kand, ob et zwielef oder siechzéng Joer huet.

Déi längsten Diskussioun, déi mer haten, war ganz kloer déi iwwert de Sportsterrain, Enceinten, déi dobausse sinn, andeems mer eis eens gi sinn, fir datt iwwerall do, wou Sport praktizéiert gëtt an enger Enceinte dobaussen an Zukunft net méi däerf gefëmmt ginn, wa Jugendlecher ënner 16 Joer Sport maachen.

De Statsrot, an ech perséinlech och, hätt vill léiwer gesinn, datt et do e komplette Verbuet gewiescht wär. An ech zitéieren: «Le Conseil d'État estime qu'une interdiction généralisée de fumer dans les enceintes sportives non couvertes (stades, courts de tennis, piscines) serait parfaitement justifiée, voire souhaitable. Une telle interdiction aurait l'avantage de circonscrire avec une précision sans faille l'acte incriminé dans le cadre des mesures répressives. Elle tiendrait compte de l'idée plus générale de stades sans tabac qui fait son chemin en Europe.» Et just an enger Enceinte ze loossen, wann ënner 16-Järeger sech do befannen, wäert éischtens net einfach ze kontrolléiere ginn an et wäert och zu Diskussioune féieren.

An als fréier Héichleeschtungssportlerin kann ech lech verroden, datt, wann een eng 10.000-Meter-Course op enger Pist leeft an no Loft japst an een dann all Kéiers ëm d'Kéier kënnt, wou da Leit stinn ze fëmmen, et net grad agreabel ass, dësen Zigarettendamp anootmen ze mussen. Ech hunn d'lescht Woch nach mat engem Weltklasse-Mountainbikefuerer geschwat, dem Peter Hric, deen och hei zu Lëtzebuerg wunnt an dee mer gezielt huet, wéi hien op der Weltmeeschterschaft war, hätt en all Kéiers missen duerch en Zelt fueren, wou dann d'Spectateuren amgaange waren, Zigaren ze fëmmen. Och deen huet gesot, datt se praktesch d'Loft agehalen hunn, ier se an déi Zelter eragefuer sinn, esou penibel war dat zu där Zäit. An ech verstinn, datt een hei einfach muss kucken, an der Zukunft awer op en anere Wee ze goen. Et passt einfach net op e Sportsterrain an ech perséinlech hätt mer och léiwer gewënscht, datt mer hei méi konsequent gehandelt hätten.

Dobäi muss ee jo och wëssen, datt e komplett Fëmmverbuet an de Fussballstadionen, Liichtathletikspisten, Piscinnen op eng immens grouss Ënnerstëtzung fält a ville grousse Sportsfederatioune wéi der FIFA, der UEFA, der Internationaler Liichtathletiksfederatioun, der Internationaler Schwammfederatioun, dem Internationale Comité olympique, gradesou wéi och bei hire Sponsoren, déi dëst ënnerstëtzen. Et hätt ee sech och kéinte wënschen, datt vläicht eise Comité olympique en Avis heizou ofginn hätt, mä ech si mer bal sécher, datt dee sech deem Avis vum Internationalen olympesche Comité ralliéiere géif.

Ze vill gutt hunn ech nach d'Bild an Erënnerung, wéi se de Maradona op der Fussballweltmeeschterschaft vun den Tribüne gedonnert hunn, well deen de Culot hat, do eng Zigar ze fëmmen, an déi riicht weider wollt fëmmen. Och fir dee war et schnell eriwwer mat senger Zigar op den Tribünen.

Et ass fir mech elo eng Kompromëssléisung, déi nach vill Streidereie wäert mat sech bréngen, och fir d'Klibb an déi Leit, déi dës Terraine geréiere sollen, a genau wéi beim Verbuet an den Autoen, wou just Kanner ënner zwielef Joer abegraff sinn, wäert et ganz schwéier sinn, dëst ze kontrolléieren. Mä gutt, et ass a mengen Aen en éischte Schrëtt an eng richteg Richtung, mat där mer awer liewe kënnen, an ech hoffe perséinlech da weiderhin drop, datt mer endlech eng Kéier zu ganz komplett fëmmfräie Stadien an der Zukunft wäerte kommen, och wann Erwuessener do Sport maachen.

Mam Begréff „Enceinte sportive" hätte mer einfach vläicht awer nach missen e bësse méi laang waarden oder e besser juristesch beschreiwen, fir auszeschléissen, an dat huet eis ageliicht, datt zum Beispill e Marathon, deen duerch eng Stad gelaf gëtt, oder en Tour de Luxembourg net kéinten hei matabegraff ginn. Mä awer fir all aner Manifestatioun, déi Sportler an all Alter encadréiert, hätt ee misse kucken, datt, wann ee sech op engem determinéierte Site befënnt, deen hätt misse fëmmfräi ginn, och wann et just temporär wär.

Zum Schluss wollt ech dann nach just soen, datt mer eis och méi Konsequenz gewënscht gehat hätte bei de sougenannten Arome bei den elektroneschen Zigaretten. Et muss ee jo awer éierlecherweis zouginn, datt et op eng gewëssen Aart a Weis hypokritesch ass, wann een eng ganz Thees drop opbaut, datt déi Jonk net solle verfouert ginn, fir unzefänke mat fëmmen, an da léisst een awer zou, datt bei den elektroneschen Zigaretten de Barbe à papa, den Hubba Bubba, de Colas- an de Schockelasgeschmaach weider erlaabt sinn.

Mir mengen, dat weist de wierkleche Wëlle vun dëser Gesondheetspolitik vun der Regierung, déi eben zu dräi ass - zwee Schrëtt no vir, ee Schrëtt zréck -, virun allem, wann ee weess, datt déi lescht Zuele vun der Fondation Cancer, wat déi Jugendlech betrëfft, nees äusserst alarmant sinn an datt déi grad bei deene Jonken tëschent 18 a 24, d'Madamm Presidentin huet et och scho gesot, erëm an deene leschten dräi Joer vun 23% op 26% eropgeklomme sinn, obwuel d'Gesamtzuel vun de Fëmmerten eigentlech ofgeholl huet.

Mä gutt, Här President, loosse mer alt hoffen an dat Ganzt positiv kucken als eng weider Etapp an déi richteg Richtung. Mir stëmmen dëst Gesetz op alle Fall mat, och wa mer eis e bësse méi Courage gewënscht hätten. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Verbueter an enger Gesellschaft auszespriechen, ass natierlech fir d'Politik ni en einfachen Exercice. Et ass ëmmer schwéier, fir en Equiliber ze fannen tëschent engersäits der individueller Fräiheet an op där anerer Säit, d'Interesse vun der Allgemengheet ze respektéieren. A wann et ee Sujet gëtt, deen eis do natierlech viru grouss Erausfuerderunge stellt, dann ass et ouni Zweifel d'Fëmmen. Fir déi eng ass d'Fëmmen e Stéck vu Fräiheet, fir déi aner ass et eng ganz schwéier Belaaschtung.

Egal wéi, an ech soen dat ganz däitlech hei - ech hunn och zu där Gild gehéiert, déi laang, vill ze vill laang gefëmmt hunn -, et deet engem haut nach leed fir all Zigarett, déi ee gefëmmt huet. Ech hunn awer opgehalen. Fir déi eng ass et natierlech e Genoss, ze patschen, ze fëmmen, Damp an d'Géigend ze blosen, fir déi aner ass et, wéi gesot, eng Horrorvirstellung. Mä op där anerer Säit muss een awer och eng gewëssen Toleranz hei spille loossen. Et sollt ee weder deen een nach deen anere stigmatiséieren.

Ech mengen awer, datt een, dee fëmmt, de Reflex misst hunn a wëssen, datt seng Tätegkeet eppes ass, wat fir säin direkt Emfeld net onbedéngt Virdeeler mat sech bréngt, ganz au Contraire, well iwwert d'Passivfëmmen ass hei och scho geschwat ginn. D'Statistike sinn do och ganz kloer: Och Passivfëmmerte leide leider ënnert där negativer Tätegkeet, déi eenzel Matbierger maachen. Well och längerfristeg ka sech zum Beispill Longekriibs bei Passivfëmmerten astellen.

Wéi gesot, ech mengen, grad fir eng liberal Partei ass et natierlech wichteg ze versichen, an enger Gesellschaft d'Toleranz maximal spillen ze loossen. Fir eis als DP ass et evident: Mir stigmatiséiere keen, dee fëmmt. Mir sinn och der Meenung, datt d'Fëmmen an Zukunft deene Leit Pleséier maache soll, déi dat esou empfannen. Mä et ass awer och fir eis evident, datt och d'Fëmme ganz kloer seng Grenzen huet.

Menger Partei ass nawell gären ugehaange ginn, wann ech esou e bëssen zréckgelies hunn, wat hei esou virun zéng, zwanzeg, drësseg Joer vun Eenzelne gesot ginn ass - et ass och nach deen een oder deen aneren heibannen am Sall -, wéi wann d'DP esou eng gewëssen Noheet zur Tubaksindustrie hätt. Da muss ech allerdéngs soen, wann een awer och e bëssel chen zréckverfollegt, wat esou vu menger Partei vun eenzelne Mandatairë gesot ginn ass, datt dat jiddefalls déi Lige strooft, déi dat nawell gäre behaapt hunn. An ech wëll hei ee Mann zitéieren, deem säi Fils nach haut ënner eis hei sëtzt, an dat war 1983 den deemolege Gesondheetsminister Emile Krieps, deen iwwregens schonn en «Projet de loi portant interdic-

tion de fumer dans certains lieux» ausgeschafft hat.

Et ass also näischt Neits, wat mer haut diskutéieren, wat mer viru Joren diskutéiert hunn. Mä och deemools si sech scho Gedanke gemaach gi vu liberaler Säit aus, wéi mer awer och d'Netfëmmerte schütze kéinte vis-à-vis vun deenen, déi fëmmen. An ech wëll hei kuerz aus dem Exposé des motifs zitéieren: «La prise de conscience par le fumeur de la gêne qu'il répand autour de lui et, ce qui est plus grave, des risques pour la santé qu'il fait courir au non-fumeur, devrait inciter à la réflexion tous ceux qui choisissent à l'encontre du bon sens de s'intoxiquer progressivement en continuant de fumer.»

Dat sinn also däitlech Wierder, interessant Wierder, déi den deemolegen DP-Politiker Emile Krieps gesot huet.

M. André Bauler *(DP).*- E war senger Zäit viraus.

M. Gusty Graas *(DP).*- Wéi vill aner DP-Mandatairen, Här Bauler.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat waren nach Zäiten!

(Hilarité et interruptions)

M. Gusty Graas *(DP).*- Jiddefalls, d'Statistik beweist et ganz kloer, datt d'Fëmme schiedlech ass. Dat, mengen ech, dierft kengem méi entre-temps entgaange sinn. Virun allem natierlech ass de Longekriibsrisiko ganz héich, doriwwer eraus och nach vill aner Kriibsen. Et ka souguer zur Verännerung vum mënschlechen lerfgutt féieren. Et däerf een net vergiessen, datt duerch d'Fëmme vun enger Zigarett ee bis zwee Milligramm Nikotinn an d'Gehir kommen. Dat bedéngt doduerch zum Beispill méi Häerzschléi, Erhéijung vum Bluttdrock an och Stresshormonen.

Eppes ass och ganz däitlech: D'Statistik beleet, datt vun zéng Longekriibsfäll der néng op d'Fëmmen zréckzeféiere sinn. An dann eppes, mengen ech, wat een och misst interpelléieren, ass, datt zum Beispill ganz vill Fäll vun engem stënterleche Kandsdoud drop zréckzeféiere sinn, well d'Mamm, wéi gesot, wärend der Schwangerschaft gefëmmt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut maache mer also e weideren Aschnëtt an d'Fëmmpraxis. An der Kommissioun hu mer decidéiert, iwwert d'Direktiv erauszegoen. D'Demokratesch Partei war vun Ufank un op, fir déi Diskussioun ze féieren. Ech gi ganz gären zou, datt dat net ëmmer eng einfach Diskussioun war an och nach ass. Mä mir wollten awer och dozou bäidroen, fir e gudden Equiliber ze fannen zwëschen engersäits deene Leit, déi awer wëllen där Aktivitéit nogoen, an op där anerer Säit, awer och dem Schutz vun der Allgemengheet Rechnung ze droen.

A virun allem, ech mengen, dat soll den Haaptmessage vun dem Gesetz vun haut sinn: Dat ass de Schutz vun deene Jonken, virun allem, déi Jonk ze incitéieren, op alle Fall ni zur Zigarett ze gräifen, well mir wëssen, wat jo dobäi erauskënnt.

Mir fannen et och richteg, datt zum Beispill iwwert dëst Gesetz och elo d'elektronesch Zigarett gläichgestallt gëtt mat der klassescher Zigarett, well oft gi jo och d'Gefore vun der elektronescher Zigarett hei ënnerschätzt. An et muss een och objektiv zwar bleiwen op där anerer Säit, an och Statistiken an Etüde beleeën dat, datt awer zumindest an enger Iwwergangsphas d'elektronesch Zigarett kann dozou bäidroen, datt e klassesche Fëmmert lues a lues sech kann ofgewinnen, nach déi klassesch Zigarett ze notzen.

Jiddefalls ass d'elektronesch Zigarett dat am mannste schlëmmt Iwwel, mä och do eng kloer Ausso: Et ass awer ëmmerhin nach ganz schiedlech. Sou huet zum Beispill elo 2014 d'Cochrane-Collaboration-Etüd festgehalen, datt ronn 9% vu Leit, déi elektronesch Zigarette genotzt hunn, zumindest ee Joer laang et gepackt hunn, ouni eng klassesch Zigarett ze notzen. Mä nach eng Kéier: Et soll awer elo net hei e Plädoyer fir d'elektronesch Zigarett gehale ginn, au contraire, och déi soll natierlech ganz kloer an Zukunft sou duergestallt ginn, an och zu Recht, datt se awer gesondheetsschiedlech ass. Et gëtt jiddefalls zum Fëmmen nëmmen eng Alternativ: Dat ass eben d'Netfëmmen.

Et ass natierlech och net einfach, mat esou enger Gewunnecht ze briechen. An ech gi jo dovun aus, datt nach deen een oder deen anere Kolleeg heibanne versicht huet, deen Exercice ze maachen. Anerer sinn amgaangen, versichen et ze maachen. Dat bréngt een natierlech net vun haut op muer fäerdeg. Dozou gehéiert natierlech och eng gewëssе mental Stäerkt. Besonnesch, wann een 20 bis 30 Zigaretten den Dag wärend Jorzéngte gefëmmt huet, dann ass et net esou evident, dat vun haut op muer fäerdegzebréngen, well och de Kierper eng gewësse Gewunnecht entwéckelt huet. Dowéinst ass et och ze verstoen, datt nieft der mentaler Stäerkt och oft muss eng gewëssen Zousaztherapie gemaach ginn.

Dann hu mer jo en neien Trend, dee sech ëmmer méi och bei eis bemierkbar mécht: Dat sinn déi sougenannt Waasserpäifen, d'Shisha, dee Brauch, deen net nei ass, deen eng jorhonnertelaang Traditioun huet, deen aus dem Oste kënnt, mä deen awer ëmmer méi Uklang och bei eis hei fënnt. Et däerf een net vergiessen, datt och d'Shisha ganz gären ënnerschätzt gëtt, well déi setzt iwwer 4.000 Gëftstoffer fräi, an - ech mengen, et huet schonn ee Virriedner dat hei och gesot - datt eng Stonn Shisha jiddefalls extrem, och ganz geféierlech ass an datt een dat gläichsetze ka mat dem Fëmme vu praktesch honnert Zigaretten.

Elo huet och do natierlech eng nei Entwécklung agesat, an zwar de sougenannte „Shisha Pen". Dee soll manner schiedlech sinn. Et ass evident, datt d'Industrie natierlech reagéiert op Entwécklungen. Och do, ech sinn net Fachmann genuch, fir dat kënnen ze beuerteelen. Natierlech wann een d'Literatur liest, gëtt engem duergestallt, wéi wann dat allerdéngs vill, vill manner schiedlech wär an datt dat eng gewëssen Alternativ dann och zur klassescher Shisha wär.

Datt och elo d'Fabrikanten, d'Produzenten duerch dëst Gesetz ugehale ginn, regelméisseg Statistiken, Donnéeën dem Gesondheetsministère ze ënnerbreeden, fanne mer u sech eng gutt Saach. Mir hoffen zwar, datt awer doduerch den administrativen Opwand fir déi eenzel Fabrikanten net ze vill héich gëtt.

Eppes ass och däitlech an deem Gesetz hei nach festzehalen: datt d'Promotioun vum Tubak, déi jo souwisou elo schonn immens ageschränkt war, awer quasi elo verbuede gëtt, well et jo och inakzeptabel ass, datt Tubak nach gläichgestallt gëtt mat enger Aktivitéit, déi awer och gewësse Virdeeler mat sech bréngt.

Hei ass och schonn ënnerstrach ginn, datt déi Zousazstoffer, déi natierlech sollen dozou animéieren, d'Fëmme méi agreabel ze gestalten, an Zukunft solle vill méi restriktiv agesat respektiv verbuede ginn. Och dat ass eng wichteg, eng wesentlech Decisioun. Dann ass d'Fëmme vu Produkter, déi op planzlecher Basis hiergestallt ginn, natierlech och net ongefëierlech, well ee jo och net ëmmer weess, wat fir eng Produkter datt een do konsuméiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da ginn et natierlech eng Rei vun Neierungen, déi iwwert déi EU-Direktiv hei erausginn. An et sinn och déi, wéi virdrun hei scho richteg bemierkt ginn ass, déi natierlech zu kontradiktoreschen Diskussioune gefouert hunn.

Erlaabt mer awer, Madamm Arendt, eng kleng Remarque hei ze maachen! Ech sinn awer trotzdeem liicht verwonnert, datt Dir hei e bëssel chen d'Regierung duerstellt, d'Majoritéit, wéi wa se net de Courage gehat hätt, a verschiddene Punkte méi wäit ze goen. Ech wëll elo net aus der Schoul schwätzen, mä wann ech awer verschidden Interpellatiounen an Interventioune vun Äre Parteikolleegen an der Kommissioun matkritt hunn: Déi wollten awer just an eng aner Richtung goen! Klammer zou.

Dowéinst, loosse mer awer och e bëssel che bei der Realitéit hei bleiwen!

(Brouhaha)

Ech fanne jiddefalls, datt dës Regierung wierklech Courage bewisen huet, an ech si fest dovun iwwerzeegt, ech si fest dovun iwwerzeegt: Ënner enger CSV-Verantwortung wäre mer net esou wäit komm, wéi et hei wär.

(Exclamations et interruptions)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dir mierkt jo d'Reaktiounen hei aus menger Partei an net nëmme vu mir eleng.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech sinn Zeien, ech sinn Zeie vun Aussoen, déi vun Äre Leit an der Kommissioun gemaach gi sinn. Duerfir sinn ech e bësse verwonnert...

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Lauschtert an Är Fraktioun, Här Graas! Lauschtert an Är Fraktioun!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass am Rapport festgehale ginn!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ah voilà, hei den Här Gibéryen, deen ënnerstëtzt mech emol eng Kéier zu Recht hei, voilà jo!

(Interruptions)

Une voix.- Wat huet d'CSV gesot?

M. Gusty Graas *(DP).*- Wann ech géif an d'Detailer goen, da géif dat ze wäit goen. Ech wëll just nach eng Kéier soen: Duerfir loosse mer hei sachlech bleiwen...

(Interruptions diverses)

M. André Bauler *(DP).*- Loosst den Här Graas elo schwätzen!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...a soen, wéi et war. D'CSV huet mat Sécherheet hei net mat enger Stëmm an der Kommissioun geschwat! An dowéinst fannen ech et net grad fair, wann een dann hei op d'Pult kënnt an da seet een der Regierung: „Dir sidd net wäit genuch gaangen", Madamm Arendt! Voilà!

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Kommt erëm zur Saach!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Mir erënneren Iech un d'Quoten, Här Graas.

Une troisième voix.- Dat ass d'Gesiicht vun der CSV.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Graas, kuckt mech net!

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, okay, ech si gewinnt... Ma neen, Här President, ech...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kuckt mech net, Dir wollt déi doten Diskussioun, da sollt Der se och kréien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dee wollt dat hei! Dee wollt dat hei!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- E provozéiert an da wonnert e sech.

(Interruptions)

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech hu kee Problem, ech kéint do nach laang driwwer diskutéieren. Mä ech si gewinnt, datt Der eis ënnerbriecht, dowéinst...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Sot, Här President!

(Interruption et hilarité)

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat sinn iwwer 30 Joer hier.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Also ech ginn hei an de Mond geholl, Här President! Ech wollt lech awer soen, ech mengen, den Här Halsdorf hu se erausgeschéckt, well hie war net där nämlechter Meenung. A mir hunn... all Séance ware mir dobäi, den Här Graas an d'Madamm Hemmen a jiddweree vun ons, mä Dir musst lech e bëssen uniformiséieren, quitte dass Der elo eng Majoritéit an der Chamber kritt, mä dat gëtt e schéinen Zoff, hein!

(Hilarité et interruption)

M. Gusty Graas *(DP).*- Bon, okay. Ech wollt dann awer, wéi gesot,...

(Brouhaha général et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Graas, Dir erlaabt jo wahrscheinlech, dass eng vun deenen ugesprachene Persoune sech zu Wuert mellt. D'Madamm Andrich huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Selbstverständlech...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Rufft den Här Halsdorf!

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt haaptsächlech hei d'Kolleege vun der DP froen, ob si dann eng unanime Meenung haten an dem Dossier vun de politesche Quoten. Merci.

(Brouhaha général)

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, Madamm Andrich, bei allem Respekt, deen ech fir Iech hunn, ech si just verwonnert, datt Der elo hei ufänkt, awer total vum Thema ofzelenken. Souvill ech weess, diskutéiere mer haut iwwert d'Fëmmgesetz.

(Exclamations)

Une voix.- Dat ass eng Wourecht, dat doten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo schwätzen ech emol e Machtwuert. Elo gëtt et emol erëm roueg hei a just den Här Graas huet d'Wuert, deen ech awer da bieden, net ze provozéieren.

Une voix.- Très bien, Här President!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech war awer nach fein! Ech war awer nach fein!

Also, wéi gesot, mir haten an der Kommissioun natierlech awer ganz interessant Diskussiounen, well mer eben iwwert déi EU-Direktiv hei erausginn, well mer eben eng Rei Decisioune geholl hunn, déi natierlech zu Diskussioune féieren, déi och kontradiktoresch dobaussen diskutéiert ginn: engersäits de Verbuet, datt also an Zukunft an engem sengem eegenen Auto net méi däerf gefëmmt ginn, wann eng Persoun, e Kand ënner zwielef Joer drasëtzt. Jo, et däerf een net vergiessen, et ass schonn e relativ wäiten Agréff an déi perséinlech Fräiheet, wat viru Jore vläicht nach ondenkbar gewiescht wär.

Ech soen awer ganz éierlech hei: Hei muss eppes priméieren, an dat ass ganz kloer d'Gesondheet vum Kand, dat ass de Schutz vum Kand.Stellt lech vir, an engem zouene Raum, wou da gepatscht gëtt, an net nëmmen deen Aspekt, et muss een och nach den Aspekt vun der Verkéierssécherheet hei mat consideréieren! Dowéinst hu mir absolutt kee Problem, datt dat doten elo mat zréckbehale ginn ass.

Ech wëll drop hiweisen, ech hat eng Question parlementaire den 19. August 2015 un d'Madamm Gesondheetsminister agereecht. An du war se natierlech nach méi zréckhalend, wat déi heiten Dispositioun ubelaangt. Mä entretemps ass, wéi gesot, dann awer och op Regierungsniveau d'Erkenntnis komm, datt et wesentlech ass, datt mir déi do Decisioun dann huelen.

Et muss een och ganz éierlech soen: Et léisst jo awer och déif blécken, wann Elteren, wann Erwuessener an engem Auto mengen, si missten och a Präsenz vu Kanner nach fëmmen. Duerfir, mä et ass nun eben esou an enger Gesellschaft, leider huet net jiddwereen ëmmer dee richtege Reflex. A leider muss dann eben och d'Politik op hir Manéier dann nohëllefen.

De Verkaf op Distanz, ech mengen, deen ass hei nach net esou direkt erwäänt ginn. Dat gëtt jo de Moment och dann elo verbueden. Firwat? Mä erëm eng Kéier, fir déi Jonk virun allem ze schützen, fir deene Jonken net d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer en einfache Wee un Tubaksprodukter ze kommen.

Et sinn dann awer zwee Punkten, déi besonnesch fir méi Diskussioune gesuergt hunn, engersäits de Verbuet vum Fëmmen op Spillplazen, deen, mengen ech awer, elo manner zu Diskussioune féiert, vläicht éischter, wat den Aspekt vun der Kontroll ubelaangt. Hei sinn natierlech d'Gemengen an éischter Linn gefuerdert, déi dat ganz kloer mussen affichéieren. Wat de Contrôle um Terrain ubelaangt, do wäerten natierlech och gewësse Problemer sech vläicht kënnen astellen.

Mä erëm eng Kéier: De Message, deen een hei awer vu sech gëtt! Loosse mer dach éierlech sinn! Wat fir e Bild ginn e Papp oder eng Mamm, déi mat der Kutsch do op enger Spillplaz stinn an niewendru sëtzt de Bëbee am Sand do an d'Eltere fänken un do mat fëmmen? Dat ass e Bild, dat soll wierklech der Vergaangenheet ugehéieren.

Nach eng Kéier: Et ass ëmmer erëm schlëmm, wann een, jo, an engem Rechtsstat virun allem, eng gewëssen Aschränkung vun der Fräiheet muss virhuelen, mä et ass jo awer hei am Sënn vun der Gesondheet virun allem dann och erëm eng Kéier vu Jonken.

Iwwregens, och do hat ech dee Volet schonn an där Question parlementaire ugeschnidden, an, wéi gesot, mir sinn net méi wéi frou, datt dat och elo zréckbehale gëtt.

Dann natierlech dee Sujet, deen zu ganz villen Diskussioune gefouert huet - an ech fänken elo net erëm un, op Kolleege vun der CSV zréckzekommen, well soss gi mer erëm laang hei ënnerbrach -, do ass natierlech, an dat soll een och ganz éierlech soen, dee Punkt, wou - jo, bal queesch duerch d'Parteien - gewëssen Differenze bestinn, engersäits wéinst dem juristeschen Aspekt natierlech. Ech schwätze vun der „enceinte sportive".

Fir d'Éischt hu mer eis emol vill Gedanke gemaach: Wat ass eng Enceinte sportive? Op eemol sinn dann Iwwerleeungen opkomm, wéi d'Madamm Arendt zu Recht virdru gesot huet: „Wa mer eng temporär Enceinte sportive schafen", gëschter war den Tour de Luxembourg hei mat Clôturen, „däerf do gefëmmt ginn, däerf do net gefëmmt ginn?" Dowéinst ass jo awer elo ganz däitlech am Rapport och zréckbehale ginn, wat eng juristesch Definitioun vun der Enceinte sportive ass.

An dann natierlech d'Praxis. Wéi gesäit d'Praxis aus? Et ass esou, wann natierlech op engem Sportsterrain Kanner elo Sport maachen, déi keng 16 Joer hunn, dann däerf déi Zäit net gefëmmt ginn. Ech wëll just ee Beispill soen, dat kann natierlech och zu Komplikatioune féieren: Mir huelen e Match, e Fussballsmatch, wou zwou Seniorsequippe géintenee spillen. Et ass Halbzeit. Wat geschitt oft an der Halbzeit? Da lafen d'Kanner op den Terrain a spillen déi Zäit Fussball. Dann däerf déi Zäit net gefëmmt ginn. Ech mengen, do och soll ee ganz éierlech sinn. Et däerf och net méi an enger oppener Schwämm gefëmmt ginn. Duerfir, et soll een net hei ronderëm de Bräi rieden. Et soll ee soen, wéi et ass!

Ech weess, datt dat dote vläicht dobaussen nach wäert zu enger Rei vun Diskussioune féieren. Mä nach eng Kéier, eis Absiicht war jo - an

ech soe bewosst „eis Absiicht“, well mir als Demokratesch Partei hei ganz kloer dohannertstinn -, eis Absiicht war eben, fir hei virun allem déi Jonk dovun ofzebréngen ze fëmme respektiv iwwerhaapt mat fëmmen unzefänken.

Et sinn dann natierlech nach eng Rei aner Propositiounen an och Decisiounen, déi mer do geholl hunn, a virun allem, datt an Zukunft net méi u Persounen, déi nach net den Alter vun 18 Joer erreecht hunn, Tubakswueren däerfe verkaaft ginn.

Ech soen awer ganz éierlech: Dat huet mech ëmmer erstaunt, datt et iwwerhaapt méiglech war, datt een, dee 16 Joer hat, konnt an e Commerce eragoen a sech e Pak Zigarette kafen. Op där anerer Säit hu mer eng Groussjäregkeet, déi op 18 Joer festgesat ass, a mir hunn awer hei Jonken am Fong geholl d'Méiglechkeet ginn, sech selwer eppes Schlechtes unzedinn. Duerfir ass dat heite jiddefalls fir mech an och fir meng Partei eng Evidenz, datt mer dat op 18 Joer eropgesat hunn.

Datt dat och elo am ëffentlechen Transport, wéi dat bis elo de Fall war, nach ausgedeent gëtt op den Tram an op de Funiculaire, ass jiddefalls och ganz kloer eng Selbstverständlechkeet.

D'Interesse fir dëst Gesetz ass ganz grouss gewiescht an, wat ech och wëll hei ganz kloer ënnersträichen, dat ass och déi héich Zuel vun Avisen, déi erakomm sinn. Et huet ee rar e Gesetz, wou esou vill Associatioune sech ugesprach fillen, fir Positioun ze bezéien. An ech fannen et och gutt, datt mer déi alleguerten am Rapport opgelëscht hunn, wat beweist, wéi grouss den Interêt war, och wann net ëmmer ee Konsens ze erkenne war. An an deem Sënn ass dat also eng ganz gutt Saach.

Net méi spéit wéi gëschter hate mer jo de Weltdag géint d'Fëmmen. An et däerf een net vergiessen, datt och - et koum jo och eng nei Statistik eraus - ronn siwe Millioune Leit, ech beruffe mech hei op Aussoe vun der WHO, ronn siwe Millioune Leit d'Joer un de Suitte vun der Consommatioun vum Tubak stierwen, an och 600.000 Leit, déi als Passivfëmmerten duergestallt ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, datt ech et gutt fonnt hunn, datt eng Klinik - wéi gëschter, fir de CHEM net mam Numm ze nennen - och dat als Geleeënheet geholl huet, fir eben, wéi gesot, d'Leit opzeklären an hinnen och d'Méiglechkeeten ze ginn, fir vum Fëmme fortzekommen.

Jiddefalls, déi Sensibiliséierungsinitiativen, an dat soll jo prioritär de Rôle vun der Politik sinn, déi gräife lues a lues. Wa mer d'Entwécklung iwwert déi lescht Jorzéngte kucken, da stellt een awer fest, datt de Konsum vun Zigarette réckleefeg ass. Zum Beispill an Däitschland goufen 2016 „nëmmen“ - zwësche Guillemeten - 75 Milliarden Zigarette verkaaft. Dat waren der nëmmen hallef esou vill wéi nach am Joer 2000.

Da ginn et natierlech, ech hunn dat virdru scho gesot, ëmmer méi Alternativen, wat och op eng Manéier positiv ass. Zum Beispill, ech hunn elo keng richteg Iwwersetzung op Lëtzebuergesch fonnt a versichen, dat awer emol iergendwéi esou duerzestellen: „Tubakverdampfer“. Dat konnt een elo där Deeg an der Press noliesen, déi anscheinend dann 90% manner schiedlech wären, mä deeselwechten Effet hätte wéi eng klassesch Zigarett.

Natierlech, wann een déi Diskussioun nach féiert, soll een och objektiv sinn an och op den ekonomeschen Aspekt hiweisen. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt, wa manner gefëmmt gëtt, natierlech och manner Akzisen an d'Keess kommen. Mä d'Fro ass awer erlaabt, ob dat e Grond wär, fir net als Politik déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Fëmmen esou vill wéi méiglech anzeschränke respektiv, wéi gesot, souguer deelweis ze verbidden.

Ech wëll och zum Schluss hei net onbedéngt elo en extrem negativt Bild vum Fëmmert zeechnen, mä mir mussen esou objektiv sinn, datt en awer net nëmmen elo duerch de Fait, datt en Damp vu sech gëtt, Nuisancë mat sech bréngt, mä et ass nach en aneren Aspekt, deen een net kann ënnerschätzen. An ech mengen, och all déi Kolleegen, déi Verantwortung um kommunale Plang hunn, déi wëssen dat. Et brauch een nëmmen hei ronderëmzegoen an duerch d'Stroossen ze trëppelen. A mech perséinlech, dat soen ech ganz éierlech, genéiert dat schrecklech, wann ech bal keng Plättche méi gesinn, mä nëmmen nach Megoten, nëmmen nach Zigarettestëmp, déi achtlos ewechgehäit ginn. Ech fannen, dat ass jiddefalls och e Manktum u Respekt.

Une voix.- Och de Knätsch!

Une deuxième voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Knätschgummi ass och e Problem, do hutt Der och recht, mä Zigarette sinn och e Problem. Ech wëll duerfir soen, datt et awer haut och Méiglechkeete ginn. Hei ass esou eng kleng Dous,…

(M. Gusty Graas montre une petite boîte blanche à l'audience.)

…an déi kann ee problemlos an d'Täsch stiechen, do kann ee seng Äschen dramaachen, do kann ee seng Stëmp dramaachen, déi mécht een erëm zou a stécht se an d'Täsch,...

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Wou hutt Der déi hier, Här Graas? Vu wou kënnt déi?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kënnt Der eis d'Marque nach soen?

M. Gusty Graas *(DP).*- …da brauch een dat net op de Buedem ze geheien.

Ech kann Iech just soen: Et gëtt zumindest eng Gemeng, déi hire Bierger déi fir näischt gëtt.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- A wéi heescht déi, Här Graas?

(Interruptions)

M. Gusty Graas *(DP).*- Neen, et soll een ophale mat fëmmen, jo.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech gi ganz gären zou, wéi gesot, nach eng Kéier: Fir eng liberal Partei ass et net esou evident, Gewunnechten, déi eenzel Leit gären hunn, déi eenzel Leit gäre praktizéieren, an enger fräier Gesellschaft anzeschränken. Mä nach eng Kéier, et muss een einfach ofweien: Wat soll priméieren?

Fir eis ass et ganz evident, hei priméiert, éischtens, d'Gesondheet vun deem Eenzelnen, zweetens awer och virun allem de Schutz vun deene Jonken. Duerfir hu mir och kee Problem, dëst Gesetz ze stëmmen, a mir ginn an deem Sënn eisen Accord.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madamm Hemmen nach e ganz grousse Merci auszesprieche fir hire Rapport. Et war net ëmmer esou einfach, dat ginn ech ganz gären zou. Mä si huet dat awer op eng gutt Manéier gemaach. An an deem Sënn, wéi gesot, ginn ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Graas. An d'Wuert huet elo d'Madamm Lorsché.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huet d'Madamm Lorsché och eng Këscht vun der Gemeng?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech hu keng Këscht derbäi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen - lauschtert gutt no, Här Gibéryen! -:…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ëmmer! Ëmmer!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...„Wann ech erwächen, freeën ech mech drop, datt ech am Dag däerf fëmmen. A wann ech iessen, da freeën ech mech erëm drop. Jo, ech ka soen, datt ech eigentlech nëmmen iessen, fir duerno kënnen ze fëmmen, och wann ech domat e bëssen iwwerdreiwen. En Dag ouni Tubak, dat wier fir mech de Gipfel vun der Fadheet, e komplett eidelen a reizlosen Dag. A wann ech mir moies misst soen: ‚Haut gëtt et näischt ze fëmmen', ech mengen, da géif ech de Courage iwwerhaapt net fannen, fir opzestoen. Wierklech, ech géif leie bleiwen.“

Maacht Iech keng Suergen, Dir Dammen an Dir Hären, dës Beschreiwung kënnt net vu mir selwer!

Plusieurs voix.- Aah!

M. André Bauler *(DP).*- Da si mer berouegt!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, mir si berouegt!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Wou steet se dann? Si steet am Thomas Mann sengem Roman „Der Zauberberg“, deen aus dem Joer 1924 ass. Dat war déi Zäit, wou d'Fëmmen nach als pure Pleséier konnt ugesi ginn oder héchstens als Laster, mat deem et sech gutt liewe gelooss huet. Gutt mat deem Laster liewe konnt och de berüümtsten Zigarettefëmmert vun der Welt, de brittesche Premier Winston Churchill, no deem souguer Zigare benannt gi sinn. En huet behaapt, datt e leidenschaftleche Fëmmert, deen iwwert d'Gefor vum Fëmme liest, einfach soll ophalen ze liesen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann eng Rei Fëmmerten, wéi déi, déi ech elo genannt hunn, de Winston Churchill, mä och d'Marlene Dietrich oder dee bekannten Helmut Schmidt, iwwer 90 Joer al gi sinn an och wa muncher deen Alter haut nach ëmmer erreechen trotz hirem ville Fëmmen, sou besteet awer keen Zweifel méi drun, datt d'Fëmmen de gesondheetleche Risikofacteur Nummer 1 ass an datt d'Fëmmen d'Liewenserwaardung an der Moyenne ëm 20 bis 25 Joer verkierzt.

Am Fong misst dës Erkenntnis schonn eleng duergoen, fir och deem leidenschaftlechste Fëmmert vun der Welt d'Freed um Fëmmen ze verdierwen. Mä dat ass net de Fall. Ech menge ganz, et wäerten ëmmer Mënsche ginn, déi sech esou nom Motto «je fume, donc je pense» vum bloen Damp inspiréiere loossen...

Une voix.- Donc je suis!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...a seng Risike bewosst a Kaf huelen. Donieft ginn ech och dovun aus, datt och an der Kultur a virun allem an de Filmproduktiounen ni ganz op déi villfälteg Symbolik vum bloen Damp verzicht wäert ginn, wéi zum Beispill, fir Spannung oder Onheemlechkeet hierzestellen respektiv och fir d'Femme fatale nach méi fatal ze maachen.

Här President, ech weess, mir sinn haut net am Kino, an et geet mir och mat dëser realistescher Aschätzung net drëms, e Plädoyer fir d'Fëmmen ze halen, ganz am Contraire: Ech sinn e Géigner vum Fëmmen.

Mir sinn an der Chamber a setzen eng EU-Direktiv ëm, déi d'Tubaksprodukter an hir Derivater zu Recht méi streng reglementéiert, dëst unhand vun enger Rei Moossnamen, déi d'Madamm Hemmen an hirem Rapport gutt presentéiert huet, an ech ginn och dofir net méi an den Detail an, soen hir awer dofir villmools Merci.

Kuerz gesot geet et jo ëm de Verbuet vun Zousazaromen, ëm d'Informatioun vum Konsument, ëm d'Avertissementer op de Verpackungen, ëm d'Deklaratioun vun neie Produkter an dann natierlech och ëm de Verbuet, Zigaretten ze verkafen u Leit, déi manner wéi 18 Joer hunn. Alles Moossnamen, déi mir vollkommen ënnerstëtzen.

Wichteg ass an eisen Aen och d'Aféierung vun engem europäeschen Identifikatiounssystem, vun deem nach kee geschwat huet, well deen de Wee vun den Zigaretteprodukter retraçabel mécht an et erlaabt, géint den internationalen Zigaretteschmuggel virzegoen. Wie weess, wat mat deene Gelder schonn alles verbrach ginn ass!

Doriwwer eraus hu mer an der Kommissioun, wéi scho gesot, och schonn decidéiert, d'Direktiv net nëmmen eent zu eent ëmzesetzen, mä méi wäit ze goen. Och dat begréisse mir.

Eng vun de wichtegste Froen, ech kommen och drop zréck, war déi, op wéi eng Plazen d'Verbuet vum Fëmmen nach sollt ausgedeent ginn, zousätzlech zu de Restauranten, de Bistroen, den ëffentleche Gebaier an deene Plazen, wou et haut scho verbueden ass, fir ebe grad déi Jonk nach besser ze schützen. Wann ee weess, datt extrem vill Krankheeten a Stierffäll op dat aktivt a passivt Fëmmen zréckzeféiere sinn - och déi Zuele si genannt ginn: 1.000 zu Lëtzebuerg, 700.000 an Europa - an datt de Kierper vun de Kanner besonnesch vulnerabel ass, dann ass et jo nëmmen normal, datt Erwuessener net méi am Auto däerfe fëmmen, wa Kanner ënner zwielef Joer am Auto sëtzen. Dora si mer eis alleguer eens. Et ka jo net sinn, datt d'Kanner an enger Këscht vun net méi wéi zwee Kubikmeter zu de Prisonnéier vum Damp vun hiren Eltere ginn!

Manner grouss ass de gesondheetleche Risiko natierlech ënner fräiem Himmel an och op Spillplazen. An awer si mir och hei der Meenung, datt déi Plazen dampfräi solle bleiwen, net nëmmen, fir d'Loft fräi vun Nikotinn ze halen, mä virun allem, fir d'Fëmmen a Präsenz vu Kanner ze tabuiséieren an zu der Denormaliséierung vum Fëmme bäizedroen. D'Fondation Cancer huet dat Thema oft an d'Press bruecht.

Här President, méi schwiereg ass et natierlech, d'Fëmmen an den Enceintes sportives ze reglementéieren. Meng Virriednerinnen a Virriedner si schonn drop agaangen. Dorënner falen déi genormt Stadien, un déi mer am Ufank eigentlech just geduecht hunn, mä net un déi aner. Et falen och Schwämmen, Tennis- a Volleyballsplazen, Petanque- a Skaterpisten, Ministaden an all méiglech Sportflächen ënner fräiem Himmel ënnert déi Dispositioun.

D'Léisung, déi mer an der Santéskommissioun zréckbehalen hunn, ass e Kompromiss. E besteet jo doran, déi Jonk ënner 16 Joer ze schützen an d'Fëmmen dee Moment ze verbidden, wa Jonker do Sport dreiwen. Et ass e Kompromiss tëschent der gefaarter Iwwerreglementéierung, wann et ëm d'Verhale vun Erwuessene geet, an der bestoender Ënnerreglementéierung, wann et ëm de Schutz vu Kanner a Jugendleche geet.

Als Gréng kënne mir mat deem Kompromiss liewen, well en, wéi gesot, méi wäit geet wéi dat, wat mer bis elo haten. Mä als Gréng, dat soen ech ganz haart, kéinte mir ganz gutt domat liewen, d'Fëmme generell op alle Sportsplazen ze verbidden, an dat aus zwee Grënn. Éischtens wier e Stadion ouni Tubak e staarkt Signal, fir ze weisen, datt Sport a Fëmmen net beieneepassen. An der Belsch, ech mengen, d'Madamm Arendt ass drop agaangen, sinn an där Logik sämtlech national Fussballsmatcher inklusiv dem Match vun der belscher Coupefinall als fëmmfräi deklaréiert ginn.

Äänlech ass et an anere Memberstaten, wou d'Fëmmen op Fussballsstadie komplett verbuede ginn ass, an dat net duerch en dirigisteschen Alleingang vun der Politik, mä am Konsens mat ganz unerkannten Instanze wéi der UEFA, der FIFA, dem Internationalen Olympesche Comité a souguer ganze Gruppe vu Sponsoren a Supporteren, déi sech an der Belsch zu 69% fir e Fëmmverbuet ausgeschwat hunn. Dat ass an engem Sondage festgehale ginn, deen Der iwwerall fannt, wann Der dono sicht. An deem Sënn schléisse mer eis deem Deel vun der CSV un, deen och där Meenung ass.

Den zweete Grond, firwat mir mat engem allgemenge Fëmmverbuet kënne liewen an deene Sportsenceinten, ass méi praktescher, mä och juristescher Natur. Ech woen näämlech ze behaapten, datt en allgemengt Fëmmverbuet an deenen Enceintë méi eng zolidd juristesch Basis hätt a méi einfach ëmzesetze wier wéi e Fëmmverbuet, wat un den Alter vun de Benotzer gekoppelt ass. Wärend zum Beispill bei Fussballsmatcher vun iwwer 16-Järege ronderëm den Terrain an och op den Tribüne gefëmmt däerf ginn, ass d'Fëmmen op deeneselwechte Plaze bei alle Liichtathletikmeetinge verbueden. Dat just, fir eng Sportaart ze nennen, déi mer méi bekannt ass. Dës Meetinge riichte sech näämlech u sämtlech Alterskategorien, déi ënnerhalb vun deene verschiddenen Disziplinne vun der Liichtathletik um ganzen Terrain verdeelt sinn. Et gëtt just eng eenzeg Ausnam am Joer.

Mir fäerten, datt dës Moossnam schwéier ze communiquéieren ass an och zu Konflikter wäert féieren, ëmsou méi well d'Regelen an enger an därselwechter Enceinte permanent kënnen änneren. Nach méi schwiereg gëtt et am Fräizäitsport, wou d'Sportsinfrastrukture souwuel vu Jonke wéi och vun Erwuessene genotzt ginn, an dat meeschtens zu ondefinéierten Zäiten.

Fir a Rou kënnen ze fëmmen, fir déi, déi dat dann awer do wëlle maachen, a sech net strofbar ze maachen, muss e Fëmmert u sech de Beweis hunn, datt keng Jonker ënner 16 Joer an der Enceinte Sport dreiwen. D'Fro ass just, wien dee Beweis dann elo liwwert. Dee Problem ass bis haut net geléist.

Aus all deene Grënn si mir e wéineg iwwerrascht iwwert dee méi wéi toleranten Avis vum Statsrot, dee sech weder d'Fro gestallt huet iwwert déi konkret Applikatioun vun dëser Dispositioun nach iwwer hir juristesch Standfestegkeet. Woubäi awer nach ze betounen ass, datt de Statsrot a sengem éischten Avis e generelle Verbuet virgezunn hätt.

Madamm Minister, aus deene Grënn wier et an eisen Aen net vu Muttwëll, an zwee bis dräi Joer e Bilan ze zéien an ze kucken, ob dës Moossnam an der Praxis d'Strooss hält - dës Moossnam ass, wéi gesot, net ganz sécher unzewenden - an ob et letztendlech net méi sënnvoll wier, d'Fëmme generell ze verbidden. Ech mengen, mir mussen nach eng Kéier op déi Fro zréckkommen.

Eng weider Dispositioun, déi méi wäit geet wéi d'Direktiv, ass déi, déi elektronesch Zigarett an d'Waasserpäif, d'Shisha, mat der klassescher Zigarett gläichzesetzen, wat d'Vente, d'Informatioun an déi fëmmfräi Plazen ugeet. Als Gréng si mir och hei iwwerzeegt, datt dës Decisioun komplett richteg ass. Firwat? Well den Undeel vu 16- bis 19-Järegen, déi zu der E-Zigarett gräifen, bewisenermoossen ëmmer méi héich gëtt, an domat och de Reflex, als Jonken ze fëmmen.

Interessant ass an deem Kontext d'Ausso vun engem däitsche Suchtspezialist, deen an enger ëffentlecher Unhéierung am Däitsche Bundestag erkläert huet, datt d'Sucht net just duerch den Nikotinn ausgeléist gëtt, mä datt d'Verhale selwer zur Sucht gëtt. Dee Moment, wou dat Suchtverhale bis besteet, ass de Gréff zur der klassescher Zigarett net méi wäit. Ëmsou méi, well déi klassesch Zigarett iwwerall an ëmmer ze kréien ass, méi bëlleg ass wéi déi sophistiquéiert E-Zigarett, déi vill Jonker sech net kënne leeschten. Derbäi kënnt, datt de Gréff zu der E-Zigarett de positiven Image vum Fëmmen oprechterhält an der Iddi vun der Denormaliséierung vum Fëmmen am Wee steet.

An awer, trotz dëser Erkenntnis ginn et nach ëmmer Leit, déi fir de fräie Konsum vun E-Ziga-

retten op alle Plaze plädéieren, well se dovun ausginn, datt dës Zigarette manner schiedlech sinn, wat laangfristeg nach guer net bewisen ass, mä och, well déi elektronesch Zigarett als Mëttel agesat gëtt, fir vun der Nikotinnofhängegkeet lasszekommen. Dat Argument ass net ze widderleeën. Duerfir hu mir kee Problem, wann d'E-Zigaretten als Ofgewinnungsmëttel ugerode ginn, am beschte vun Dokteren. Déi wëssen, vu wat se schwätzen.

A mir stellen och net a Fro, datt jiddweree fräi ass, déi Zigaretten do ze fëmmen, wou och déi klassesch Zigaretten erlaabt sinn a wou se kengem anere schueden.

Woubäi ech nach wéilt drop hiweisen, datt unerkannte Suchtspezialisten d'Nikotinnplooschteren als besser Alternativ ugesinn, fir vum Fëmme lasszekommen. Dës Plooschtere verursaachen näämlech keen Damp, stéieren net den Noper a maachen de Besoin oder de Reflex, an der Gesellschaft zur Zigarett ze gräifen, ganz einfach iwwerflësseg.

Här President, ee Punkt, dee mir tel quel aus der Direktiv iwwerhuelen, ass dee vun de Warnungen an den Informatiounen, déi an Zukunft 65% vun de Verpackungsfläche mussen ausmaachen. Et ass natierlech richteg a wichteg, d'Zigarettepäck mat Warnungen auszestatten an d'Konsumenten ze informéieren, datt d'Fëmme liewensgeféierlech ass. Domat gëtt d'Verantwortung op deen Eenzelnen iwwerdroen, deen en toute connaissance de cause muss decidéieren, de Pak ze kafen oder net, ze fëmmen oder net. Allerdéngs muss de Stat och Verantwortung iwwerhuelen, wann et ëm de Verkaf vun Tubaksprodukter geet. Déi Verantwortung läit net just beim Gesondheetsministère, dee fir d'Fëmmgesetzer zoustänneg ass. D'Verantwortung läit och beim Finanzministère, deen derfir suerge muss, datt ëmmer manner Leit Loscht hunn, Zigaretten ze kafen, well se hinne ganz einfach ze deier ginn. Och dat ass Gesondheetsschutz.

An deem Kontext begréisse mir, datt de Finanzminister Pierre Gramegna zesumme mat senge Regierungskolleegen decidéiert huet, d'Akzisen um Tubak regelméisseg an d'Luucht ze setzen an domat d'Präisentwécklung no uewen ze beaflossen.

Déi lescht Erhéijung geet iwwregens zréck op den 1. Februar 2017 als eng vu ville Moossnamen, déi am Plan national de lutte contre le tabagisme vun net manner wéi 22 Lëtzebuerger Institutiounen aus dem Santés-, Educatiouns-, Wirtschafts- a Finanzberäich ausgeschafft gi sinn. Et war eng ganz konstruktiv a luewenswäert Zesummenaarbecht. Dëse Plang ass ausgeriicht op d'Joren 2016 bis 2020. D'Zil vun deem Plang ass, resolutt géint den negativen Afloss vum Tubak an eiser Gesellschaft virzegoen, mam Fokus op Kanner a Jugendlecher.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Gréng si mir zouversiichtlech, datt dës Moossnamen hir Friichten droen an datt se dëse Projet de loi perfekt ergänzen. A mir sinn och frou, datt d'Fëmme lues a lues u Prestige verléiert. Am Géigesaz zu der Zäit vum Winston Churchill gëtt et hautdesdaags näämlech kaum nach een, dee sech traut, ëffentlech fir d'Fëmmen anzetrieden a sech mat den Netfëmmerten unzeleeën, et sief, e wier vun der Zigarettenindustrie gesteiert. Méi haart wéi den urale Kampf tëschent Fëmmerten an Netfëmmerten ass mëttlerweil de Kampf vun de Fëmmerte géint sech selwer, well se et nach net fäerdegbruecht hunn, vum bloen Damp lasszekommen.

Ech sinn iwwerzeegt, dëse Projet de loi wäert hinnen dobäi hëllefen an e wäert och déi Jonk nach besser schützen.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Dat war eng Punktlandung.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Yes.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Dann huet d'Wuert den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Fëmmen ongesond ass, ech mengen, do si mer eis heibannen alleguer eens. An datt mer alles fir d'Gesondheet vun de Mënsche musse maachen, do si mer eis och heibannen alleguer eens. Duerfir, mengen ech, ass et scho wichteg, datt mer op Präventioun setzen, datt mer d'Leit informéieren an datt mer d'Campagnë maachen, wat d'Geforen an déi gesondheetlech Konsequenze vum Fëmme sinn.

Genausou wichteg ass awer, datt mer bei eiser Jugend ufänken, Regele wéi de Respekt vis-à-vis vun deem aneren an de Vierdergrond ze stellen: Respekt vis-à-vis vu Leit, déi net fëmmen, wann ee wëllt fëmmen. Wa mer déi zwou Regele virsetzen, d'Informatioun an de Respekt, a jiddereen hält sech dodrun, ech mengen, dat wier méi wichteg wéi e Verbuet. Well och haut kucke mer - et sinn elo zéng Joer hier, datt mer d'Fëmmverbuetsgesetz gestëmmt hunn - a stelle fest, trotzdeem mer do eng Rei vu Verbueter deemools agefouert hunn, wou eis Partei sech deemools enthalen huet, datt bei deene Jonken d'Zuel vun deenen, déi fëmmen, erëm an d'Luucht geet.

De Verbuet u sech bréngt näischt, wann net eng Campagne ass an d'Leit och iwwerzeegt ginn, wat d'Konsequenze sinn, an och fir de Respekt vis-à-vis vun deem aneren. Och ech perséinlech patschen heiansdo eng Zigarillo. Ech fëmmen awer net bei mir doheem. Ech fëmmen och net bei anere Leit an och net an engem Gebai. Ech fëmmen, wann ech spadséiere ginn, an ech fëmme bei mir am Auto, wann ech eleng fueren. Wa meng Honn souguer derbäi sinn, fëmmen ech aus Respekt viru mengen Honn net.

Une voix.- Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An ech mengen,...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Och déi fëmme mat.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...esou wier et och normal, datt een aus Respekt vis-à-vis vun anere Leit net fëmmt, well een deenen doduerch kann iergendwéi eppes zoubréngen, wat déi Leit net wëllen. Dat eng Virbemierkung: datt fir mech de Respekt an d'Informatioun virun engem Verbuet stinn.

Eng zweet Virbemierkung, dat ass eng gewësse politesch Hypokrisie, déi een heibanne ka feststellen, wann ech hei alleguer déi Politiker de Mëtten héieren hunn, déi iwwert d'Fëmmverbuet geschwat hunn. A meng gréng Kolleegin virdrun huet souguer dervu geschwat, fir e generelle Fëmmverbuet ze maachen, si gehéiert awer enger Regierung un, déi eng Finanz...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

...eng Finanzpolitik - Madamm Lorsché, lauschtert mer no! -, déi eng Politik mécht - déi eng Politik mécht! -, fir datt d'Frontaliere solle massiv op Lëtzebuerg Zigarette kafe kommen, well mir hei zu Lëtzebuerg dann esou vill wéi méiglech Akzise kréien.

An hei ass gesot ginn, datt d'Regierung lues a lues déi Präisser upasst. Mä si passt se ëmmer nëmmen esou vill un, datt Lëtzebuerg nach attraktiv bleift an datt d'Frontalieren heihinnerkommen. Da misste mer och esou konsequent sinn a soen: „Mir maachen hei zu Lëtzebuerg d'Präisser esou héich, datt kee Frontalier méi heihikënnt. Da verzichte mer och op dat Geld!" Mä esou konsequent sidd Dir alleguer net, déi Der de Mëtten hei fir déi Fëmmverbueter esou generell agetruede sidd!

Här President, ech ginn op e puer Punkten an. Ee vun de Punkten ass, datt mer den Alter vun 18 op 16 Joer erofsetze fir de Verkaf...

M. Alexander Krieps *(DP)*.- Neen, et ass de Géigendeel!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Eropsetzen.

Plusieurs voix.- Et ass ëmgedréit.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech wollt just kucken, ob Der nach géift nolauschteren.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Mir lauschteren no, mir lauschteren no!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Also vu 16 op 18 Joer eropsetzen,...

Une voix.- Dat ass en ale Witz, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ... wat de Verkaf vun den Zigaretten ubelaangt.

Dat kann ee begréissen. Mä ech erënneren drun, datt mer virun zwee Joer e Referendum haten. Du waren et déiselwecht Leit, déi sinn heihinnerkomm an hu gesot: „Mir mussen de Wahlalter vun 18 op 16 erofsetzen, well déi Jonk, déi si mat 16 Joer mëndeg genuch, fir selwer kënne politesch Decisiounen ze huelen an ze decidéieren, wat gutt ass a schlecht ass fir si an dësem Land." Déiselwecht Leit soen elo awer: „Si sinn, wat d'Fëmmen ubelaangt...

(Brouhaha et interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...wat d'Fëmmen ubelaangt, si se nach ëmmer mannerjäreg an do musse mer den Alter op 18 setzen." Also, wéinst Iech hätte se kënne wiele goe mat 16 Joer, awer fëmmen däerfe se eréischt mat 18 Joer. Ech wollt op nach eng weider Onkonsequenz vun dëser Regierung hiweisen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- E weidere Punkt, Här President, dat ass dat, wat esou vill diskutéiert ginn ass, dat ass mat de Sportsterrainen, d'Fëmmen, wa Jugendlecher um Terrain si vu 16 Joer. Ech mengen, do hat - wann een d'Rapporte liest vun der Kommissioun, mir si jo net an där Kommissioun vertrueden, duerfir hu mer d'Rapporte gelies -, do hat d'CSV och gesot, dat wier eng disproportionéiert Moossnam, déi do geholl gëtt. Esou steet am Rapport. Dat kann een ënnerschreiwen. Well wann een dat an der Praxis bedenkt: Et sëtzt een op enger Tribün e Match nozekucken an da leeft e Jugendleche vun 12-13 Joer do 50 m vun engem ewech um Terrain - dann däerf een net fëmmen!

Une voix.- Jo, dat ass gutt!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An da spillen déi Grouss um Terrain an da sëtzt dee Jugendlechen nieft engem op der Tribün, direkt niewendrun - dann däerf ee fëmmen!

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Dofir hu mir gesot, et wär net konsequent genuch.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass esou, wéi dat heite Gesetz applikabel ass a wéi et herno wäert an der Praxis sinn.

An da gi mer hin an da gräife mer an d'Privatsphär vun de Leit an a mir soen: „An engem Auto, wann do e Kand ass vun ënner 12 Joer, dann däerf guer net méi gefëmmt ginn." A wann et der 13 huet, dann däerf een erëm esou vill fëmmen, wéi ee wëllt! Mä wann et um Fussballsterrain 50 m vun Iech ewech leeft, dann däerft Der erëm net méi fëmmen. Dat ass d'Praxis vun dësem Gesetz, wéi et sech applizéiert!

An da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi wäit wëllt Der nach an d'Privatsphär vun de Leit agräifen? Wéi ass et mam Schutz vun de Kanner? Wann da muer eng Fra mat der Poussette mam Bëbee fiert, däerf déi dann och elo net méi fëmmen? Dat däerf se nach. Si däerf och nach fëmmen, wa se enceinte ass. Och dat huet sécherlech negativ Nowierkunge fir dat Kand, do si mer eis alleguer eens. A wa se doheem an engem Zëmmer sëtzt a si patscht dee ganzen Dag, ass dat déi nächst Etapp, datt mer bei d'Leit dann heem kucke ginn? Datt se, esou wéi bei Feier, Alarmmelder an d'Haiser kréien? Wann een ze vill fëmmt, wann een e Kand dobannen huet, da päift et dobaussen, da kritt een e Protokoll?

Dat heescht, et muss ee wëssen: Wéi wäit wëlle mer goen, an d'Privatsphär vun de Leit agräifen? Wa mer d'Leit net dervun iwwerzeegt kréien, datt et schiedlech ass, wa se fëmmen, wa Kanner derbäi sinn, datt et och fir si schiedlech ass, a wa se net de Respekt hu vis-à-vis vun de Leit, da spillt dat doten alles keng Roll. Dat sinn dann nëmme kleng Drëpsen, wann ech um Fussballsterrain op der Tribün net méi fëmmen an d'Kanner lafen um Terrain. Doheem kann ech fëmmen, ech kann iwwerall fëmmen. Et muss e generellt Emdenke bei de Leit kommen a keng Verbueter. Dat féiert zu näischt.

An ech sinn och iwwerzeegt... Ech hu mat Jugendlechen d'lescht Woch eng Diskussioun gehat. Do hu mer dovu geschwat, wann dann elo duerch d'Fëmmverbuet de Verkaf op 18 Joer eropgesat gëtt. Do hunn déi ënner 18 Joer gesot: „Oh, mir kréien et awer, wa mer et gären hätten." An déi iwwer 18 Joer hunn zu mer gesot: „Ma dat ass eng gutt Saach fir eis, da gi mir se kafen! A mir verkafen deene Jonke se fir een Euro de Pak weider virun", soten déi. Déi maachen also nach e Geschäft. Dat heescht, och domadder wäerte mer näischt erreechen.

Et ass genausou wéi mam Alkohol. Dat wier genau wéi wa Jugendlecher vu 16 bis 18 Joer haut keen Alkohol géifen drénken, well mer et verbidden. Neen! All Verbuet ass e Reiz bei deene Jugendlechen, just de Contraire ze maachen. An duerfir soen ech dat: All déi Verbueter brénge bei de Jugendlechen näischt!

An dann zum Schluss, Här President, nach e Wuert, wat déi elektronesch Zigarett ubelaangt. Et ass sécherlech sou, datt dat eiser Meenung no och net gutt fir d'Gesondheet ass. Mä ech wëll soen, net méi spéit wéi gëschter konnt een an der Press liesen, datt d'Englänner just de Contraire soen. An déi soen am Fong: „Rauchern zufolge hilft die E-Zigarette tatsächlich, vom Tabak loszukommen. Das Eurobarometer der Europäischen Kommission ergab zum Beispiel für 2014, dass 14% aller Befragten, die das Dampfen ausprobiert hatten, sich so das Rauchen herkömmlicher Zigaretten abgewöhnt hatten." An da soe se souguer, datt d'Englänner géifen erwägen, d'E-Zigarett an hirem Entwöhnungsprogramm souguer anzesetzen. Dat heescht, déi ginn am Fong elo just en anere Wee. Déi verbidde se net, mä déi soen: „Kommt, mir hale se fir Leit, déi wëllen aus dem Fëmmen erausgoen!" An duerfir, mengen ech, gëtt et eng ganz Rei vun Diskussiounen, déi een do muss mat berücksichtegen.

Här President, wat eis als ADR stéiert: Mir hunn d'Fëmmgesetz deemools net matgestëmmt. Net, well mer dergéint sinn, datt d'Leit sollen net méi fëmmen, neen, well mer deemools dergéint waren, datt de Stat sech an d'Privatsphär agemëscht huet. Datt en de Wiert virgeschriwwen huet, datt net méi däerf bei hinne gefëmmt ginn. Mir hunn deemools gesot, mir misste virschreiwen, datt de Wiert misst decidéieren, ob bei him gefëmmt gëtt oder net, an datt en dat misst affichéieren. Da wéisst jiddereen, a wat fir eng Wiertschaft datt e geet. An dann hätt een och gesinn, déi, déi net gefëmmt hätten, wieren an déi eng gaangen, déi aner, déi gefëmmt hätten, wieren an déi aner gaangen. Dat heescht, d'Fräiheet vun deem Eenzelne wier respektéiert ginn.

An haut maache mer e weideren Aschnëtt an d'Privatsphär vun den eenzelne Persounen duerch d'Verbuet. An dat ass e Wee, dee mir net kënne matgoen. Ech hu virun zéng Joer hei gesot: „Mir kënnen dach net hei an engem Stat sinn, wou mer e kompletten Dirigismus vun uewen erof maachen, wou d'Leit nëmme méi virgeschriwwe kréien, kontrolléiert kréien, verbuede kréien an herno och nach duerfir protokolléiert ginn." Datt ech virun zéng Joer eng Wäitsiicht hat, dat kënnt mir dann och emol eng Kéier vir, well dat hei ass genau dat, wat ech deemools gesot hunn. An et wäert an déi Richtung weidergoen.

Mir sinn als ADR net dermat averstanen, datt de Stat sech ëmmer méi an d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger amëscht an duerfir stëmme mir géint dëst Gesetz.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Däerf ech dem Här Gibéryen eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Ech mengen, den Här Gibéryen ass fäerdeg.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir kënnt mer se hei ënne stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Jo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- An ech ginn elo d'Wuert un den Här Marc Baum weider.

(Interruption par M. Gast Gibéryen et hilarité)

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Här President, am Géigesaz zum Här Gibéryen hu mir viru véier Joer dat Gesetz iwwert d'Fëmmverbuet an de Bistroe matgestëmmt. Mir hunn et matgestëmmt, well bei där Fro, déi derhannertläit, deem Spannungsverhältnis tëschent individuelle Fräiheeten an Interessie vun der Allgemengheet, an deem heite Fall, an deem Fall vum Fëmmverbuet a Bistroen effektiv d'Interessie vun der Allgemengheet iwwerwien hunn, mat engem ganz staarken Argument: näämlech dem Schutz vun deene Leit, déi an deem Moment an deem Bistro sinn. Elo kann ee soen: „Dat ass fräiwëlleg, si misste jo net an dee Bistro goen." Mä virun allem ass et och als Schutz vun deene Leit, déi do schaffen, vun de Salariéen am Horesca-Beräich.

Duerfir hu mer an der Debatt vum 2. Juli 2013 dëst Fëmmverbuet och mat ënnerstëtzt, well mer fonnt hunn, datt dat awer e ganz staarkt an och e ganz iwwerzeegend Argument ass.

Mir hunn awer hei bei dësem Projet méi grouss Problemer, an zwar an dräi Beräicher. Éischtens gëtt de Champ d'application vun dësem Gesetz ausgebaut. Also, an Autoen, wou Kanner ënner zwielef Joer dra sinn, däerf net gefëmmt ginn. Wat, mengen ech, och eng Regel ass de bon sens, wou ech just denken, datt dat an der Praxis herno schwéier kontrolléierbar ass. An d'Fro ass, ob ee Gesetzer mécht, déi herno wierklech schwéier kontrolléierbar si respektiv an der Praxis net wierklech ëmgesat kënne ginn.

Op Spillplazen ass elo ausgeweit ginn, also am ëffentleche Raum, am Open Air. Och dat ass eigentlech eppes, wou ee seet, dat ass de bon sens, a wou mer och kee Problem hunn.

Mä mir hunn awer méi e grousse Problem an där Fro, déi jo och an der Kommissioun grouss Diskussiounen ervirbruecht huet, näämlech an oppene Sportplazen, wa Jugendlecher ënner 16 Joer do Sport dreiwen. Éischtens och, well dat, mengen ech, ganz schwéier kontrolléierbar ass, an awer zweetens och, well et awer eng gewëssen Inkohärenz ass, datt op där enger Säit an engem Auto, wat awer e relativ zouenen, enke Raum ass, dann Elteren oder Erwuessener fëmmen däerfen, wann en 13-Järegen derbäi ass, an am Espace public, am oppene Raum, am Open Air, däerf een net fëmmen, wann e 15-Järege spillt. Mir mengen, datt dat net ganz kohärent ass, a fäerten och, datt domadder verbonnen d'Fro jo awer och doläit: Wéi wäit gi mer mat deene Verbueter? Ech weess, datt den originale Projet dat do och net virgesinn hat. An ech mengen, datt et e

bëssen e fault Ee ass, wat de Statsrot der Madamm Minister do an d'Nascht geluecht huet.

Well wa mer déi Logik ufänken, da kéinte mer jo soen: „Mä wat hënnert eis dann drun (veuillez lire: ze verbidden), datt op enger Terrass gefëmmt gëtt, wa Kanner do derbäi sinn?" An da gi mer ganz wäit. Da kënne mer och soen: „Mä firwat soll dann op ëffentleche Plazen iwwerhaapt nach kënnen, däerfe gefëmmt ginn, wa Jugendlecher ënner 16 Joer do sinn?" An da si mer matzen an enger wierklecher Verbuetsdiskussioun. An da si mer matzen an der Logik vun der Prohibitioun, déi, mengen ech, och an der Vergaangenheet gewisen huet, datt dat net kann d'Léisung sinn a just en Element ass, fir Symptomer ze bekämpfen, an net d'Ursaache vum Problem ze bekämpfen.

Ech muss dem Här Gibéryen och recht gi bei deem, wat e seet, wat de Verkaf ugeet. Et ass a mengen Aen inkohärent, fir ze soen: „Tubak däerf eréischt ab 18 Joer verkaaft ginn an Alkohol ab 16 Joer." Dat heescht, am Bistro ass dann e 16-Järegen, deen däerf Béier drénken, en däerf sech awer do keng Zigarette kafen. A wat ass dann och d'Valoriséierung vun deenen eenzelne Geforen? An och, wéi e Verständnis entwéckele mer dann domadder vum Suchtverhale vun eenzelne Leit?

Deen allergréisste Problem hu mer awer mat der Gläichsetzung vun der elektronescher Zigarett mat der klassescher, well, an dat ass virdrun och scho gesot ginn, dat steet och am Exposé des motifs, si ass objektiv gesi manner schiedlech wéi déi klassesch Zigarett. An et kann ee se net wierklech, wat d'Nuisancen ugeet, domadder vergläichen. Mir fäerte souguer, datt déi klassesch Zigarett domadder banaliséiert gëtt, well déi jo dann eigentlech op deeselwechten Niveau gesat gëtt wéi déi elektronesch oder wéi d'Shisha, an datt domadder eigentlech e kontraproduktiven Effekt ausgeléist gëtt.

Ech hat dat och an der Kommissioun gesot, datt ech dat bedenklech fannen, an d'Argumentatioun, déi jo och elo an der Debatt ëmmer erëmkomm ass, ass awer e bëssen eng speziell gewiescht, andeem gesot gëtt: „Mä et geet ëm de Geste vum Fëmmen, den Akt vum Inhaléieren, fir dee manner attraktiv ze maachen oder fir deen anzeschränken." Mä da si mer an enger komplett anerer Logik wéi an deem Gesetz vu viru véier Joer, wou mer objektiv gesondheetlech Elementer dran haten, wou et drëm gaangen ass, Leit ze schützen. An deem heite Fall si mer éischter an enger Logik vu Verhalensnormen, Verhalensformen, déi interessant oder net interessant solle gemaach ginn.

En plus weess ech och vun enger ganzer Rëtsch Leit, déi d'elektronesch Zigarett och erfollegräich benotzt hunn als Mëttel, fir opzehalen. Duerfir mengen ech, datt dat net an déi richteg Richtung geet.

D'Madamm Kemp-Arendt hat virdru gesot, et géif net drëm goen, d'Tubaksindustrie ze verdäiwelen. Ech sinn do anerer Meenung. Ech mengen, et geet roueg och drëm, fir d'Tubaksindustrie ze verdäiwelen. An ech mengen, datt et méi konsequent gewiescht wier, oder zumindest eng Viraussetzung gewiescht wier, datt de lëtzebuergesche Stat zumindest ophält, Suen an d'Tubaksindustrie ze investéieren! An deenen ëffentleche Fongen, déi e selwer dirigéiert, am Pensiounsfong, am Zukunftsfong, ass et nach ëmmer esou, datt mer Aktien hu vu Gesellschaften aus der Tubaksindustrie. Ech mengen, datt dat e wichtegt Mëttel wier, fir deem entgéintzegoen. An do misste mer eigentlech och usetzen.

Dëst gesot, Här President, hu mer wierklech ganz grouss Schwieregkeeten, dëst Gesetz an där doter Form matzedroen a wäerten dat duerfir och net maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Baum. Ech mengen, mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. An dann huet d'Wuert d'Madamm Gesondheetsminister Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Verbueter alleng ginn net duer! Si mussen éischtens verstane ginn, also novollzéibar sinn. Si mussen zweetens gelieft ginn, also akzeptéiert ginn. A si mussen agehale ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bei eisem Kampf géint den Tubak net aneschters. Déi konsekutiv Regierungen hu sech deem Kampf ugeholl a si hu sech dobäi besonnesch fokusséiert op de Schutz vun deene jonke Leit. A bei dëser Regierung ass et d'selwecht.

Wat ganz wichteg bei där Demarche ass, ass, dass se op wëssenschaftlechen Evidenze beroue muss, dat heescht, dass se novollzéibar ass. De Fakt ass: Fëmmen ass eng extrem gesondheetlech Belaaschtung, schonn alleng duerch d'Schied, déi beim Passivfëmmen entstinn, a gëtt scho laang net méi, weder vun dëser Regierung nach vu viregte Regierungen, als Privatsaach ugesinn.

Dat gëllt ëmsou méi, wann et ëm Kanner a Jugendlecher geet, wou d'Responsabilitéit vun den Eltere vill méi mat engagéiert ass, vum direkten Entourage an eigentlech och vun eis all! Ee vu fënnef Jonken zu Lëtzebuerg, deen ënner 18 Joer al ass, fëmmt nach ëmmer. Oft scho vun 13, 14 Joer un. Bei der Alterskategorie vun 18 bis 24 Joer fëmmt all Véierten, 30% vun de Jongen an där Alterskategorie. A 70% vun de Fumeure fänken un, ier se 18 Joer hunn.

Wann dat alleng, déi do Zuelen, net Grond genuch sinn, fir nach nozebesseren an der Legislatioun géint d'Fëmmen, wat wier et dann?!

Une voix.- Très bien!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- De Schued op gesondheetlechem Plang ass effektiv enorm.

Ech wëll elo net hei alleguerten déi Zuele widderhuelen, déi hei scho genannt gi sinn, virun allem och vun der Madamm Hemmen, där ech fir hiren exzellente Rapport wëll felicitéieren, souwuel dee schréftleche wéi och dee mëndlechen, mä awer och fir déi Aarbecht, déi si als Presidentin an der Kommissioun leescht, an déi et mat erméiglecht huet, dass op esou eng konstruktiv Aart a Weis dëse schwieregen Dossier konnt an der Kommissioun diskutéiert ginn.

7 Millioune Mënsche stierwe weltwäit all Joer un de Suitte vum Tubak! Dovunner si 600.000 iwwerhaapt selwer keng Fëmmerten. E Véierel vun de Laangzäitfëmmerten - déi Zuel ass hei genannt ginn, mä déi fannen ech besonnesch krass - verléieren esou bis zu 20, 25 Joer vun hirem Liewen! Den Tubakkonsum bleift nach ëmmer, och bei eis an Europa, déi éischt evitabel a prematuréiert Doudesursaach: Duerch d'Fëmme stierwen an Europa all Joer bal 700.000 Mënschen! An zu Lëtzebuerg: 1.000 Doudesfäll duerch d'Suitte vum Tubak, d'Schied vum Passivfëmmen nach guer net abegraff.

Et ass hei éineschters vum Gusty Graas e bëssen anekdotenhaft geschwat gi vun de Schied um ëmweltpolitesche Plang. Ech fannen dat éierlech gesot och guer net witzeg, dass 10 Milliarden Zigarettestëmp an d'Natur geheit ginn, pro Dag! Ech fannen dat guer net witzeg.

An eng Zuel, déi hei nach net genannt ginn ass, dofir nennen ech se dann: D'Weltgesondheetsorganisatioun - dat sinn elo déi lescht Zuelen, déi mer d'lescht Woch mat op de Wee kritt hunn - schätzt de Coût vun der medezinnescher Versuergung an de wirtschaftlechen Ausfall duerch eng Krankheet oder e fréizäitegen Doud, verursaacht duerch den Tubak, op 1,4 Milliarden US-Dollar. Wann een dat op Lëtzebuerg géif ëmrechnen, da wieren dat ronn 130 Milliounen Euro am Budget vun der CNS all Joer, déi mer fir aner, vill méi gescheit Saache kéinten asetzen, wéi d'Folge vum Fëmmen ze behandelen.

Et ass also, egal wéi mer eis dréien a kéieren: Den Tubak ass ee vun de gréisste Gesondheetsrisiken iwwerhaapt. Op d'mannst ee Fumeur vun zwee stierft fréizäiteg un de Suitte vum Tubak. Bei den Haaptursaache kommen un éischter Plaz, mat iwwer engem Drëttel vun de Fäll, Häerzerkrankungen mat Häerzinfarkt, zerebrovaskulär Krankheeten, déi oft zum Hireschlag féieren, Longekriibs, aner Kriibser: Mond-, Hals-, Kehlkopf-, chronesch Erkrankunge vun den Otemweeër, chronesch Longekrankheeten... Lauter ganz schrecklech Saachen!

Verstitt also, firwat ech et ganz wichteg fannen, dass mer weider aktiv ginn an an eisen Efforten net noloossen!

An et ass falsch, wann hei behaapt gëtt, dass Antitubakgesetzer näischt géife bréngen! De Contraire ass de Fall! Ech wëll Iech just zwou Zuelen nennen: Mir waren hei 2007 (veuillez lire: 2005) - a kommt, mir bleiwen ee Moment bei där Alterskategorie vun 18 bis 24 Joer, well dat si jo mat déi, déi eis besonnesch interesséieren, déi jonk Leit -, ee Joer ier mer eist Tubaksgesetz bruecht hunn, bei bal 40% Fumeuren: iwwer 38%. An 2013, also aacht Joer duerno, ware mer bei 20%. Ben, dat ass dach awer e klore Succès, dee mer do erreecht hunn!

A mir hunn et elo gemierkt, an et geet deenen anere Länner geneesou: Wann een erëm e bëssen noléisst oder wann erëm e bëssen Normalitéit an déi Saach erakomm ass, da ginn déi Zuelen erëm liicht an d'Luucht. Dat ass och hei de Fall a Lëtzebuerg an och an anere Länner. An dofir muss kontinuéierlech nogebessert ginn a mir dierfen do wierklech net opginn.

Ech hu mech immens gefreet, genee wéi d'Presidentin vun der Kommissioun, dass mer de Rapport zu dësem Gesetz konnten unanime stëmmen an der Kommissioun. Dat weist awer déi Responsabilitéit, déi dës Volleksvertrieder bereet sinn ze iwwerhuelen, virun allem fir de Schutz vun deene jonke Leit. Iwwerparteilech! Dat fannen ech ganz wichteg an dat huet mir Freed gemaach. A virun allem fannen ech et weiderhi wichteg, well eise Fokus op deene Jonke läit a well mer eis wierklech net ginn, fir ze ënnersträichen, wéi dramatesch d'Konsequenze vum Fëmmen op hir Gesondheet an op hiert Wuelbefannen sinn. An dofir ass a muss eist gréisst Beméien doranner leien, fir ze verhënneren, dass déi jonk Leit iwwerhaapt ufänke mat Fëmmen.

Dowéinst, wann hei gesot gëtt: „Déi Antitubakgesetzer: Aschnëtt an d'Fräiheet", „Brénge souwisou näischt, well Verbuet, dat incitéiert just, fir awer nawell express ze fëmmen", ma dat ass ganz einfach net wouer! D'Fëmmgesetzer hunn eppes bruecht, hei am Land an och an deenen anere Länner, déi déi Gesetzer bruecht hunn.

Bon, et ass hei vun deenen Ännerungen, déi et an dësem Gesetz ginn, scho vill geschwat ginn. Déi Ännerungen, déi komm sinn, well se obligatoresch sinn an der Direktiv, an déi Ännerungen, déi komm sinn, well mir geziilt méi wäit wollte goen. Ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass d'Direktiv ausdrécklech d'Länner encouragéiert, fir iwwer hir national Bestëmmunge méi wäit ze goen, a mir hunn déi Méiglechkeet hei genotzt.

Bon, ech wëll dat Wuert „fault Ee" hei opgräifen, dat elo vum leschte Riedner geholl ginn ass. Ech mengen dat guer net, dass de Statsrot eis „e fault Ee an d'Nascht geluecht huet", andeem e sech un déi Bestëmmungen drugehaangen huet, déi am Gesetz dra waren, dass mer op de Spillplazen d'Fëmme wëlle verbidden, wa Kanner do sinn. En huet einfach gesot: „Dat ass inkonsequent. Wann Der dat op de Spillplaze maacht, da gitt och op d'Sportsterrainen, well do sinn déi Jonk och aktiv an do wëllt Der eigentlech deen nämlechte Message ginn: dass Der deene Jonken - an de Kanner virun allem - d'Méiglechkeet wëllt ginn, an engem fëmmfräien Emfeld opzewuessen an net iwwerall mat Erwuessene konfrontéiert ze ginn, déi dat normal fannen, dass een op enger Plaz, wou ee spillt a wou ee Sport dreift, och kann a soll fëmmen."

Dofir fannen ech schonn, dass et wichteg ass, dass mer dee Wee gaange sinn. Ech fannen et awer och novollzéibar, dass de Statsrot seet: „Wann Der A sot, da musst Der awer och zumindest bereet sinn, Reflexiounen unzestellen an och B ze soen, well Sport a Spill sinn awer no matenee verbonnen." An ech gehéieren zu all deenen - an et sinn der vill, déi dat hei gesot hunn -, déi denken, dass Spill a Sport a Fëmmen absolutt net beieneepassen, an dofir mengen ech, dass mer hei richteg leien! Well genee dat ass et, wat mer wëllen: iwwert de politesche Wëlle weisen, dass mer präventiv géint den Tubakkonsum bei deene Jonke wëlle virgoen, andeem mer d'Kanner - a speziell d'Kanner! - virun de gesondheetsschiedlechen Auswierkunge vum passive Fëmme wëlle schützen.

A mir maachen eigentlech verstäerkt eppes, wat ech fir besonnesch wichteg halen. Ech hu vun eiser Responsabilitéit als gesondheetspolitesch Decideure geschwat. Ech wëll awer och soen, dass ech verstäerkt d'Noutwendegkeet gesinn, fir d'Elteren ze responsabiliséieren an hirer Virbildfonctioun, sech wierklech bewosst ze ginn, dass et net gutt ass an net richteg ass, wat se do maachen, wa se op enger Spillplaz, op enger Sportplaz fëmmen, wou hir Kanner ronderëm sinn. Et ass iwwregens eng Mesure, déi och den Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand explizitt begréisst.

Dann den Auto: D'Chamberskommissioun huet de Wonsch ausgedréckt, fir de Verbuet vum Fëmmen am Auto an d'Gesetz ze integréieren, an ech hunn dat begréisst. Ech fannen dat effektiv e couragéierte Schratt. Bon, fir elo ze soen: „Wéi kontrolléiert Der dat?", ma d'nämlecht wéi de Gurt, d'nämlecht wéi den Handy!

Et ass net honnertprozenteg ze kontrolléieren, an trotzdeem muss et sinn! Et muss einfach agesi ginn, dass et an engem klengen Espace wéi engem Auto onverantwortlech ass, dass gefëmmt gëtt, wa Kanner derbäi sinn. A souguer wann eng Fënster op ass oder d'Klimaanlag leeft, da muss ee wëssen, dass dat absolutt net duergeet, fir den Damp an déi toxesch Stoffer effikass ze evakuéieren. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat, jo, vläicht vill wäert diskutéiert ginn, mä dass dat awer zu engem Emdenke bei de Leit wäert féieren an dass d'Leit sech et schonn dowéinst vu sech aus an Zukunft iwwerleeën, ier se ufänken, am Auto ze fëmmen, och wann net op all Eck kann e Polizist stoen.

An ech wëll just an deem Kontext soen, dass scho bal en Drëttel vun allen EU-Länner och op deen dote Wee gaange sinn. Also mir sinn hei net dat éischt Land vun der Welt, wat op déi doten Iddi komm ass. Dat ass schonn eng Schutzbestëmmung, wou ganz vill aner Länner och schonn op dee Wee gaange sinn oder amgaange sinn ze goen.

Iwwregens kann ech mech erënneren, wéi mer deemools - well mir hu jo och déi aner Tubakgesetzer an Hürde geholl - iwwert d'Discoe geschwat hunn. Also ech gehéieren och zu där Generatioun, déi an d'Disco gaangen ass an et war schick, an där enger Hand eng Fëmm an an där anerer Hand e Cocktail ze hunn. An ech ka mech erënneren, wéi dat diskutéiert ginn ass an der Kommissioun, wou gesot ginn ass: „Mä hutt Dir se nach all? Denkt un déi vill jonk Leit, Honnerten - Honnerten! -, déi an enger Disco sinn! Wéi wëllt Dir dat organiséieren, fir herno do ze kontrolléieren, dass net méi gefëmmt gëtt?" Ech wëll guer net ausschléissen, dass an enger Disco heiansdo nach eng ugefaange gëtt, mä et gëllt als komplett normal, dass an enger Disco net méi gefëmmt gëtt, an dat ass an d'Mentalitéiten iwwergaangen. An ech mengen, dass dat hei och an d'Mentalitéiten iwwergeet.

An et kann ee selbstverständlech, Här Gibéryen, alles an d'Lächerlecht zéien! Dat ass guer kee Problem. Ech kéint mer och virstellen, dass vläicht nächst Regierungen op d'Iddi kommen, fir déi privat Dynamik, déi bei der UEFA, bei der FIFA entstanen ass, fir ze soen: „Ma haalt dach op mat deene Saachen a maacht Ar ganz Stadione fëmmfräi!", oder och vu Gemengen, déi schonn op dee Wee ginn - ech hunn elo gelies: Beim F91 op de Gradine gëtt och net gefëmmt -,... Also dat ass alles luewenswäert! Ech ka mer virstellen, dass eng Kéier gesot gëtt: „Majo, wat mer do deemools an d'Gesetz geschriwwen hunn, dat war vläicht en éischte Schratt, mä dat ass net wäit genuch gaangen." Ech ka mer dat virstellen!

Mä dat ass awer kee Grond, fir et an d'Lächerlecht ze zéien! An dat ass wierklech och kee Grond, fir hei vun engem Abroch an d'Fräiheeten ze schwätzen. An do hunn der esou vill viru mir elo hei vun der Noutwendegkeet geschwat, fir als politesch responsabel Decideure d'Fräiheeten do anzeschränken, wou e Schued zougefouert gëtt a wou ee muss agräifen, a virun allem, wann et ëm jonk Leit geet.

D'elektronesch Zigarett, déi mir an dësem Projet, wat mer net hätte missen, mat der Zigarett gläichstellen. Bon, ech hunn éineschters gesot: „Et ass ëmmer gutt, wann ee wëssenschaftlech Evidenzen huet." Hei muss ech och e bëssen éierlech sinn: Mir hunn natierlech, well et d'elektronesch Zigaretten och elo nach net esou laang gëtt, net iwwer 30 Joer wëssenschaftlech Etüden, déi mer kënnen zu Rot zéien a beweisen, dass déi Liquiden, wou wierklech vill Sauereien dra sinn - dat kann ech Iech confirméieren, dass do all Zorte Substanzen dra sinn, Ethanol, Formaldehyd, Properdin, Glykol, Glyzerin, déi Reizungen ausléisen, déi Gesondheetsschied ervirbréngen, déi toxesch sinn, kriibserreegend sinn -, geféierlech sinn.

Dat kënne mer natierlech net mat engem Recul vun 30 Joer Etüde beweisen, mä do optéiere mer - mir hunn éineschters kuerz iwwert d'OGMe geschwat - fir eng virsiichteg Approche als Land. Dat stoung eis bis elo ganz gutt zu Gesiicht, dass mer fir eng virsiichteg Approche als Land optéieren, an hei musse mer am Zweifel ëmmer fir eng virsiichteg Approche plädéieren. Ech gehéieren och zu deenen, déi net erëm wëllen, no enger mühsamer Antitubakspolitik, déi mer elo wärend 10, 15 Joer bedreiwen, zréckkommen zu enger Banaliséierung vum Gréff zu der Zigarett oder vum Fëmmverhalen duerch eng aner, elektronesch Zigarett; och wa se vu villen als Ersatzzigarett ugesi gëtt. Ech mengen, dat wier dee falsche Message, dee mer géife ginn.

An et passt och net an dat Bild, wat mir wëlle vun eiser Gesellschaft promouvéieren; déi Gesellschaft, déi mir fir déi jonk Leit wëllen, wou mer vun „Health in All Policies" schwätzen, wou mer gesonde Liewenswandel wëlle promouvéieren, wou mer vu gesondem Iessen dobausse schwätzen, dat passt ganz einfach net.

A mir wëllen iwwregens och d'Argument hei net gëlle loossen, dass déi elektronesch Zigarett dee beschte Moyen ass, fir mat der konventioneller Zigarett opzehalen. Ganz onofhängeg dovunner, dass et och do ganz vill Etüde gëtt, déi sech komplett widderspriechen an déi dat dote grad net confirméieren. Mir recommandéieren, fir déi klassesch Nikotinnsubstituter ze benotzen, fir en effikasse Sevrage ze maachen

an un eisem nationale Programme d'aide au sevrage tabagique, wou mer ganz vill Partner hunn an de Spideeler, bei den Dokteren, fir sech do drunzehänken. Deen hu mer mat der CNS zesummen ausgeschafft an dee gëtt ënnert der Opsiicht vun Dokteren um Terrain ëmgesat. Mir hunn eng Preferenz dofir a si wierklech iwwerzeegt dovunner, dass et richteg ass, déi elektronesch Zigarett hei mat an d'Gesetz eranzehuelen.

Déi Altersgrenz, do wëll ech dee Widdersproch, op deen hei higewise ginn ass, gëlle loossen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen! Dir sidd...

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- 20 Minutten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, 15!

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Ah, da musst Der mech entschëllegen, mä ech si souwisou bal fäerdeg, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech wollt Iech just drop hiweisen.

Mme Lydia Mutsch, *Ministre de la Santé.*- Dat ass e Widdersproch, deen ech gëlle loossen. An ech mengen, dass mir duerchaus solle Reflexioune maachen, ob dat richteg ass mat där Altersgrenz, déi mir fir den Alkohol hunn, an do wäert ech op Iech zréckkommen, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Eng allerlescht Remarque: Ech denken, dass e Mentalitéitswandel, dee mir jo gären hätten, muss duerch reglementaresch Bestëmmungen an duerch Kaderdecisiounen, wéi mir se haut huelen, erbäigefouert ginn. An ech sinn iwwerzeegt, dass dëst Gesetz e ganz wichtege Schratt dohinner ass, an ech hoffen, dass mer eng ganz breet Zoustëmmung bei deem Gesetz kréien. Ech denken, dass et virun allem wichteg ass, fir positiv Messagen un d'Adress vun eise jonke Leit ze ginn, déi mer vierdergrënneg wëlle schützen.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ministesch. Mir sinn dann um Enn vun der Diskussioun ukomm an ech géif de Projet de loi 7030 zum Vott stellen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7030 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung geet un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Wow! Och do gëtt et eng Evolutioun vis-à-vis vu fréieren Ofstëmmungen iwwer Antitubaksgesetzer: 54-mol Jo, 5-mol Neen a keng Abstentiounen. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7030 est adopté par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Tess Burton), Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Claude Lamberty), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech froen d'Chamber dann nach, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert an ech soen Iech Merci.

Mir kommen zum leschte Projet vun haut de Mëtten, dat ass de Projet de loi 7108 iwwert den Astellungsprogramm an der Magistratur. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Franz Fayot.

8. 7108 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, de fréiere Procureur général, de Robert Biever, beschreift a sengem ganz gudde Rapport «Pistes de réflexions en vue d'une justice plus efficace» vum 5. Mäerz 2016 déi vill Schraufstellen, un deene mer mussen dréien, fir eis Justiz besser a méi effikass ze maachen.

An hie schreift vum Challenge, fir all Joers Honnerte vun Dausenden - jo, Dir hutt richteg héieren, Honnerte vun Dausenden! - Affären ze evakuéieren, mat deenen eis Geriichter befaasst sinn. An do huet e wahrscheinlech, oder sécher nach net déi derbäigerechent, déi elo mat deem neien Tubaksgesetz op eis Juridictiounen zoukommen.

Projeten, iwwert déi mer hei geschwat hunn an deene leschte Joren an iwwert déi mer nach wäerte schwätzen, déi drop viséieren, d'Justiz méi effikass ze maachen, do hu mer zum Beispill de Jugement sur accord oder dee virdrun iwwert d'Transaction pénale, deen dorobber viséiert, fir d'Parqueten ze desengorgéieren, fir verschidden Affären eben duerch e Jugement sur accord aus den Audienzen erauszehalen, fir déi méi schnell ze traitéieren.

Mir sinn och amgaangen am Kader vum Projet de loi iwwert d'Faillitten, dem Projet de loi 6539, mat deem mer eis vill beschäftege fir de Moment, iwwer eng sougenannt Procédure administrative, eng PDAL ze schwätzen, fir déi Dausende vu Liquidatioune vun eidele Gesellschafte méi schnell ze evakuéieren. Dat sinn alles Pisten, fir eis Justiz besser, méi schnell a méi effikass ze maachen.

An all deene Projete geet et ëm eppes: Et geet drëm, der Justiz et ze erméiglechen, ze erlaben, sech op hir essenziell Missioun ze konzentréieren, an dat ass d'Garantie vun engem Accès fir all Bierger un eng qualitativ héichwäerteg Justiz.

An ee vun deene wichtege Chantieren, mat deem mer eis haut befaassen, ass de Rekrutement vun de Riichter, an do setzt dëse Projet de loi un. Mir sinn haut mat engem weidere Programme pluriannuel fir de Rekrutement an der Magistratur befaasst. Et ass dëst deen drëtten esou en dräijäregе Rekrutéierungsprogramm, no viregte Programmer an de Joren 1999 bis 2004, wou 37 Posten iwwert dee Wee geschaaft gi sinn, an 2005 bis 2009, wou 21 Riichter konnten esou rekrutéiert ginn.

Mat dësem Gesetz sollen iwwert déi nächst dräi Année-judiciairen, dat heescht 2017-2018, 2019-2020 an 2020-2021 32 weider Magistrate rekrutéiert ginn, souwuel an der Magistrature du siège wéi och beim Parquet.

Här President, Nout un der Fra an um Mann an der Magistratur ass kee rezente Phenomeen. Ech erënneren drun, dass mer säit 2009 ëmmer erëm punktuell Gesetzer hei verabschit hunn - ech ziele se elo net op, mä Dir fannt se schnell erëm -, wou mer eben ëmmer erëm nei Poste geschaaft hunn an der Magistratur, mä och beim Parquet. A mir haten nach net méi spéit wéi d'lescht Joer, den 23. Juli 2016, e Gesetz, wou mer d'Cour d'appel renforcéiert hunn an dräi nei Poste geschaaft hunn am Kader vun der Reorganisatioun vum Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Mir haten och virun zwee Joer, den 21. Mee 2015, e Gesetz iwwert d'Attachés de justice hei gestëmmt, dat, Dir erënnert Iech, eng zweet Voie d'accès an d'Magistratur erlaabt, fir haaptsächlech Lëtzebuerger Riichter ze fannen a fir et ze erméiglechen, Affekoten ze rekrutéieren, déi op d'mannst fënnef Joer Experienz hätten an déi da konnten um zweete Wee an d'Magistratur kommen, ouni iwwert de Concours missen ze goen. Dat war och schonn deemools mam deklaréierten Zil, eppes géint d'Schwieregkeeten ze maachen, fir genuch nei Riichter ze fannen.

An et wär interessant ze wëssen - ech weess net, ob de Minister déi Informatioun huet, mä wann en se huet, wär et interessant ze wëssen -, wivill Riichter iwwert dee Wee konnte rekrutéiert ginn, wëssend natierlech, dass dat am Fong e Cas de figure war fir am Fall, wou net genuch Attachéë géife fonnt ginn, dass dat am Fong eng residuell Méiglechkeet wär, fir weider Riichter esou ze rekrutéieren.

Wärend den Aarbechten an der Kommissioun zu dësem Projet de loi an am Echange mam Procureur adjoint Georges Oswald si weider Reformiddie beschwat ginn, fir et de Riichter haaptsächlech ze erméiglechen, méi effikass ze schaffen, mä awer och vläicht, fir méi spezialiséiert Riichter a verschidde Chamberen eranzekréien. Et ass geschwat gi vun enger Fonctioun vun engem Référendaire auprès des juridictions. Dir wësst, dat ass eng Fonctioun, déi et bei verschiddene Geriichter gëtt, wéi zum Beispill um Europäesche Geriichtshaff, wou et also Juriste sinn, déi engem Riichter zouschaffen, déi d'Dossiere preparéieren, haaptsächlech a komplexen Affären, an doduerch dem Riichter et erlaben, méi Dossieren nach méi effikass ze maachen an och méi effikass ze schaffen.

Mir hunn och eppes diskutéiert, wat mer schonn, bon, e puermol diskutéiert haten am Kader vun der Reform vun de Faillitten. Dat ass d'Méiglechkeet, fir Juristen, déi eng Experienz hunn an deem Beräich, méiglecherweis retraitéiert Affekoten oder aner spezialiséiert Juristen, ze huelen an déi an d'Geriichter anzebannen an Dossieren, déi extrem komplex sinn, wou eng grouss Spezialiséierung gebraucht gëtt, notamment am Finanzberäich. Dat ass eppes, wat och an anere Länner gemaach gëtt, wou eben al Affekoten oder aner al Spezialisten do dann duerno rekrutéiert ginn, fir an der Justiz ze schaffen. Mir wëssen, dass d'Finanzlegislatioun en particulier ëmmer méi komplex gëtt an dass et ganz wéineg Riichter gëtt, déi doranner spezialiséiert sinn.

An hei ass natierlech och déi normal Progressioun an der Carrière e Problem, well e Riichter, wann e bis dann e puer Joer oder eng gutt Experienz huet, zum Beispill an enger Chambre commerciale seng normal Carrièresprogressioun mécht, iergendwann eng Kéier op der Cour lant. An dann ass natierlech, an dat wësse mer alleguerten, an all déi, déi an deem Beräich schaffen, wëssen dat, dee ganze Savoirfaire mat enger Kéier verluer oder en ass eben ee Stack méi héich an da muss erëm bei plus ou moins null ugefaange ginn an där jeeweileger Chambre commerciale.

Eng aner Iddi war déi vun engem Pool de complément vu retraitéierte Magistraten, fir da weider nach do an deem Beräich ze schaffen.

Den Exposé des motifs zu dësem Gesetz nennt zwee Grënn fir déi weider Besoinen u Magistraten. Ee Grond dovunner ass, dass ongefeier zéng Poste vu Magistraten net besat sinn, well eben eng Partie Riichter entweder am Congé de maternité, Congé parental oder am Temps partiel sinn. A fir mat deene Vacance-de-posten eens ze ginn, schaaft dëse Projet de loi en Novum, an dat sinn déi sougenannt „pools de complément". Dat heescht, dat ass eng Reserv vu Riichter, déi op verschiddene Plaze kënnen agesat ginn. An esou e Pool soll souwuel bei der Cour supérieure geschaaft ginn, dat sinn da Riichter, déi kënne bei de Friddensgeriichter, mä och beim Tribunal d'arrondissement agesat ginn, an e Pool, dee beim Procureur général d'État ugesidelt gëtt an aus deem Riichter bei de Parquete kënnen agesat ginn.

E wichtege Prinzip bei deene Pools de complémentarité oder bei deene Pools complémentaires ass natierlech, dass dës Riichter vum Prinzip vun der Inamovibilitéit ausgeschloss sinn, well se eben ès fonctions akzeptéieren, fir kënnen e bësse wéi e Sprénger vun engem Geriicht op dat anert ze goen, en cas de vacance.

Um Enn vun deem Programme pluriannuel wäert de Pool de complément vun de Magistrats du siège aacht Leit hunn an dee vum Parquet wäert véier Leit hunn.

En anere Grond fir de Fait, dass et ëmmer méi Geriichtsaffäre gëtt, läit natierlech, dat ass net iwwerraschend, am stännegen Zouwuess vun der Bevëlkerung, an net nëmme vun der Bevëlkerung, mä och vun de Pendler, déi natierlech och Geriichtsaffäre generéieren. De Contingent vu Riichter ass an deene leschten zéng bis zwielef Joer net proportionell zu der Explosioun vun der Bevëlkerung a vun de Frontaliere gewuess. Do kënnt natierlech nach eng Kéier derbäi, dass mer eng ganz staark Wirtschaft hunn, eng staark Finanzplaz, déi och vill Affären, a vill komplex Affäre generéiert, dat souwuel am zivillen, kommerzielle Beräich, mä och am strofrechtleche Beräich, wat d'Geriichter natierlech och vill beschäftegt.

Et besteet also en akute Besoin, fir weider Rekrutementer ze maachen. A wéi gesot ginn hei an deenen dräi nächste Joren 32 nei Poste geschaaft: 18 fir de Siège, 14 fir de Parquet. Dat sinn der 15 fir d'Joer 2017, 5 fir 2018, 8 fir 2019 a 4 fir 2020.

Dëst muss per Gesetz an duerch Ofännerung vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980 iwwert d'Organisation judiciaire geschéien. Dat si Posten, déi net am Numerus Clausus sinn, dat heescht, déi net iwwert de Budget finanzéiert ginn. Wéinst dem Prinzip vun der Gewaltentrennung ginn dës Posten an der Magistratur per Gesetz beschloss. An et sief hei och nach erwäänt, dass an dësem Gesetz net déi 7 nei Posten abegraff si vum Juge aux affaires familiales, déi am Projet de loi iwwert d'Reform vum Divorce virgesi sinn, an och net déi 40 Poste vu Personal, déi fir 2017 an der Magistratur gefrot gi sinn.

Des Weideren, fir komplett ze sinn, ginn zwou nei Chambere geschaaft beim Tribunal d'arrondissement: eng fir strofrechtlech Affären an eng fir zivill a kommerziell Affären. An och den Tribunal vun Dikrech kritt e weidere Riichter an de Parquet vun Dikrech e weidere Substitut hei bäi.

Fir den Detail vun deene Poste verweisen ech lech op mäi schréftleche Rapport.

Här President, nach ganz schnell an ofschléissend déi grouss Daten an déi grouss Etappe vun der parlamentarescher Aarbecht: Den Depôt vun dësem Gesetz ass den 19. Januar dëst Joer gemaach ginn. Et ass en Amendement gouvernemental den 28. Februar dëst Joer hei abruecht ginn. Et ass just een Avis virbruecht ginn, dat ass dee vum Statsrot, dee war de 7. Abrëll 2017. D'Geriichter sinn am Virfeld consultéiert ginn. An de Rapport vun der Commission juridique ass den 18. Mee dëst Joer adoptéiert ginn.

Fir den Avis vum Statsrot, do war haaptsächlech ee Punkt, deen diskutéiert ginn ass, dat war e Commentaire oder eng Kritik, wat dee Mechanismus vum Pool de complément ugeet, wou de Statsrot Schwieregkeeten hat par rapport zu der Delegatioun vun den Attachéen a wou en am Fong en äänleche Mechanismus gefrot huet, wat awer e Problem gestallt hätt mam Prinzip vun der Amovibilitéit a wat de Grond war, firwat d'Commission juridique dat am Fong net esou adoptéiert huet.

Voilà. Dat gesot, géif ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet brëngen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Nächste Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Franz Fayot Merci soe fir

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

säin ausféierleche Rapport. Hie war zwar e bëssen iwwert d'Zäit, mä ech mengen, de Projet ass wichteg genuch, dass een dat do am Detail explizéiert, well eng modern Demokratie brauch ëmmer eng gutt funktionéierend Justiz an duerfir brauche mer virun allem genuch an och gutt ausgebilte Riichter.

De Rapporteur ass virdrun drop agaangen: Mir hunn eigentlech schonns, par rapport zu eiser Bevëlkerungszuel a wann een dat mam Ausland vergläicht, wierklech vill Magistraten an dem Land. Mä - an de Rapport gesäit dat jo och vir - mir hunn eng atypesch Situatioun: Mir hunn all Dag esou vill Grenzgänger, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, wat natierlech de Contentieux, sief dat um Niveau vun de Relations du travail, sief dat um Niveau vun den Autosaccidenter oder och vun de Strofverfahren an d'Luucht dréckt. An dann hu mer ausgedeente Wirtschaftszweiger a besonnesch eng grouss Finanz- a Bankeplaz, wou natierlech d'Affäre komplex sinn an och d'Mass vun den Affären net onerhieflech ass.

Mir schafen also elo 32 Poste fir déi nächste Joren, wou d'CSV dat och ënnerschreiwe kann, well och fréier Justizministeren et net ëmmer esou einfach haten, fir Posten an deem Mooss ze schafen; mä mir droen dat do unisono mat.

De Punkt ass allerdéngs deen: Elo schafe mer Posten, dat ass d'Aufgab vun der Chamber, mä déi Poste mussen awer och kënne besat gi mat Leit, déi zur Verfügung stinn, a virun allem och Leit, gudde Leit, déi déi Riichterposte kënne bekleeden. An d'Vergaangenheet huet eigentlech gewisen, inklusiv der rezenter Vergaangenheet, dass et schwiereg ass, déi Posten ze besetzen. Et ass natierlech fir Juristen e schwierege Schrëtt: Bleiwen ech an enger Etüd, wou ech natierlech muss zéng, zwielef Stonnen den Dag murksen, heiansdo nach méi, an net nëmme vu méindes bis freides, och nach oft iwwert d'Weekender? Dat brëngt natierlech Remuneratioune mat, wou de Stat mat deene Salairen an der Magistratur net ëmmer ka mathalen. Ech mengen, dat muss een einfach esou cru soen.

Duerch dee Projet hei gëtt d'Magistratur net nëmmen um Niveau vun de Poste méi interessant, mä och well Funktioune geschafe goufen. Et sinn eng Rei vu Vizepresidenteposte geschafe ginn, et ass e Posten op der Cour de cassation geschafe ginn. Natierlech besonnesch fir déi Magistraten, déi e gewëssenen Déngschtalter hunn, brëngt dat och eng gewëssen Attraktivitéit um Niveau vun der Evolutioun vun hire Carrièren. Dat soll een och soen.

Nichtsdestotrotz mengen ech, sollt een awer offen eng Kéier soen, an ech soen dat als Oppositiounsdeputéierten: Mir hunn iwwert déi lescht Jore meeschtens an der Unanimitéit Adaptatioune gemaach un enger ganzer Rei vu Carrièren, déi och doduerch méi attraktiv gi sinn. Dat ass awer net an deem Mooss geschitt um Niveau vun der Magistratur! D'Magistratur ass zimlech an deem Équiliber bliwwen, wéi dat virun 20, 30 Joer de Fall war. Et muss een och wëssen, dass an der Magistratur niewent der Remuneration de base net vill Cumullen oder aner Méiglechkeete vun enger attraktiver Carrièresgestaltung sinn, wéi dat dann awer a vergläichbaren anere Funktiounen ass an eenzelne Verwaltunge wéi och an der Regierungsverwaltung. Ech mengen, dat soll een och an deem Mooss soen.

Do kéint ech mer virstellen, dass mir och als Oppositiounspartei kee Problem hätten, dass een eng Kéier géif a Rou déi eenzel Carrièreresevolutiounen och kucken, well et muss ee wëssen, ier ee Magistrat gëtt, definitiv genannt gëtt, geet dat jo net duer, dass ee seng fënnef Joer oder säi Master dann huet, mä et ass e Rekrutement, wat dann och e gewëssene Stage viraussetzt an definitiv dann och oft den Avouésexame viraussetzt, wat natierlech eng Situatioun mat sech brëngt, dass déi Leit méi spéit an déi Carrière erakommen.

De Franz Fayot huet mat Recht ënnerstrach, dass nieft dem Rekrutement vun de Magistraten natierlech och eng Rei vun Adaptatioune musse gemaach ginn un der Prozedur. A fir eis ass déi Aarbecht, déi de Roby Biever gemaach huet, och eng richteg Orientéierung an et sollt ee kucken, fir an der nächster Zäit eng Rei vun deene Moossname kënne mat ëmzesetzen.

Dat wier eng vun de Moossnamen, déi mir als CSV géife proposéieren, niewent dem Rekrutement och vu pensionéierte Riichteren. Well de Fait, dass mer déi Poole geschafen hunn, souwuel beim President vun der Cour supérieure de justice wéi och beim Parquet général, wou de Franz Fayot mat Recht drop higewisen huet, dass do de Prinzip vun der Inamovibilitéit net spillt, mengen ech, kéint och attraktiv si fir eng Rei vu Magistraten, déi eng grouss Erfahrung hunn. Ech mengen, een, dee Conseiller op der Cour de cassation ass, Leit, déi d'Leit och vum Parquet général hier kannt hunn, fréier Procureurs généraux, wann déi Friddensriichter géife spillen no deenen Zäitmoossen, déi se hätten, da wier dat eng gutt Saach. An d'Akzeptanz bei de Leit, mengen ech, wier doduerch och net méi kleng.

Eng lescht an ofschléissend Remarque, Här President: Mir als CSV hätten och kee Problem dermat, wann een de Contentieux fiscal a senger Globalitéit géif eriwwergi bei d'Verwaltungsgeriicht.

Aus e puer Ursaachen: Éischtens, de gesamte Contentieux fiscal; Dir wësst, dass de Moment déi direkt Steieren op dem Verwaltungsgeriicht traitéiert ginn, déi hunn ëmmer eppes, wat aneschters ass par rapport zu engem normalen zivillrechtleche Prozess, näämlech dass eng Décision administrative schonns besteet. Et besteet, wann een net d'accord ass mat der TVA, déi engem gefrot gëtt, eng Décision administrative. Wann ee beim Droit de douane net dermat d'accord ass, besteet eng Décision administrative. A wann een dee Contentieux géif eriwwerhuele bei d'Verwaltungsgeriichter, hätt een och méi eng Stabilitéit vun de Magistraten, déi do sinn, wat eng grouss Experienz an deenen Dossieren ass, déi och vun enger gewëssener Komplexitéit sinn.

Well den Enjeu och oft grouss wier, mengen ech, wier dat eng vun de Pisten, déi mir och kéinte virschloen, fir ze hëllefen. Well domadder hätt een awer vill Contentieuxe vun den Tribunaux judiciaires ewech. Well oft jonk Magistraten da mat deene Contentieuxe befaasst ginn, wat schwéier Matièrë sinn, dat muss ee soen, a wou en plus den Enjeu en héijen ass.

Duerfir ofschléissend, och wann ech meng Zäit iwwerschratt hunn, Här President, d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. D'Madamm Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dem Här Fayot e grousse Merci, dass e sech bereet erklärt huet, de mëndlechen a schréftleche Rapport ze huelen an en ons hei ze presentéieren. A selbstverständlech gi mir den Accord zu dësem Projet de loi, well mer jo alleguerte wëssen, wat den Enjeu vun der Noutwendegkeet an der Magistratur ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Loschetter. D'Madamm Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll och virop dem Rapporteur Franz Fayot häerzlech Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport.

En huet am Ufank gesot: „Mir hätte gär eng Justiz, déi besser, méi schnell, méi effikass funktionéiert." Ech mengen, wa mer wëllen dohinnerkommen, wat jo en Zil ass an all Demokratie, an all Rechtsstat, brauche mer op där enger Säit gutt Strukturen an op där anerer Säit brauche mer genuch a gutt forméiert Riichter.

Dofir begréisse mir et och als DP-Fraktioun, dass och en drëtte Programme pluriannuel de recrutement kënnt, mat alleguerten deene klengen oder gréissere Problemer, déi mer schonn haten, fir genuch Leit ze fannen. Mä ech mengen, deen heite Projet ass e weideren Incentive op deem richtege Wee, fir dohinnerzekommen.

Wat ganz gutt ass, bon, d'Zuel, déi schéngt mer korrekt ze sinn. Wat fir mech ganz wichteg ass, dat ass dee berüümten „pool de complément", de Pool de remplacement, well ech mengen, vill vun eis heibannen hunn dat matgemaach, wann heiansdo Riichter gefeelt hunn, war keng Méiglechkeet, fir dass direkt déi néideg Suppleantë konnte mobiliséiert ginn. An da war heiansdo Hickhack an d'Affäre sinn net virugaangen an deem Mooss. Dat ass extrem wichteg, an notamment, wou och dee Pool de complément op allen oder ganz verschiddenen Niveauen agesat gëtt, schéngt dat mir wierklech ganz gutt.

Mir wëssen alleguerten, dass net nëmmen eis Populatioun andauernd wiisst, mä d'Zuel vun den Affären an d'Komplexitéit vun den Affären, déi gi konstant erop. An nodeem ech meng Virriedner elo gehéiert hunn: Ech dreeme jo awer nach ëmmer, dass mer hei zu Lëtzebuerg eng École nationale de la magistrature kréien! Mir hunn eng École nationale de la police, mir hunn en Institut national d'administration publique, mir hunn an de Finanze Finanzinstituter, a vu dass d'Komplexitéit vun den Affären ëmmer méi grouss gëtt, kann een awer eng Kéier diskutéieren.

Ech hunn näischt dergéint, dass de Contentieux fiscal géif bei d'Verwaltungsgeriicht eriwwergoen, dat mécht mer Sënn. Mä wann ech gelift, kommt, mir vergiessen net eis Formatioun, déi mer maachen! Wa mer den Avouésexame maachen, dee mer musse maache fir an d'Magistratur, hu mer u sech eng generell Formatioun, an d'Matièrë ginn ëmmer méi komplizéiert a méi spezifesch. An notamment, wa mer gär gutt Riichter hätten um Verwaltungsgeriicht, déi och ganz komplizéiert Affären hunn, kann ee sech wierklech iwwerleeën… Bon, ech nennen et elo „École nationale de la magistrature", well ech eben am franséische System forméiert gi sinn.

Mä wierklech, fir d'Verwaltungsriichter an awer och d'Riichter kommen ëmmer méi komplizéiert Affären, och dee ganze Problem vun den ekonomeschen Affäre gëtt ëmmer méi schwiereg. An et ass net fir näischt, dass ganz grouss Affären dauernd virum Arbitrage landen an net méi virun de Geriichter, well e ganze Koup Parteien direkt soen: „Mir ginn net méi virun déi klassesch Geriichter, well déi Riichter hu mat all hirem Wëssen awer net déi néideg Kompetenz, fir dass mir Uerteeler kréien, déi eis Satisfaktioun ginn."

Dofir, wa mer schonn amgaange sinn, am Sënn vun enger besserer Justiz ze schaffen, wann ech gelift, kommt, mir maachen eng Kéier eng Diskussioun driwwer, ob et net géif an iergendenger Form Sënn maachen, fir eng speziell Formatioun fir eis Riichter ze brëngen!

Well déi Formation continue, mat all deem, wat se als Pensum andauernd hunn, mir kréie se net derzou, dass se dat systematesch maachen. An et wär besser, si géifen am Ufank forméiert ginn, ier se an hir Funktiounen erakommen, déi elo attraktiv gemaach ginn, et ginn nei Funktioune gemaach. Dat wär menger Meenung no e weideren Incentive, et kéint een dat jo mat verschiddenen… Et misst ee kucken, wéi een dat géif organiséieren. Mä ech wollt awer elo nach hei wierklech e klengen „pavé dans la mare" lancéieren, fir dass mer eng Kéier doriwwer diskutéieren.

Bien entendu, et ass e gudde Projet, a mir ginn den Accord vun der Fraktioun.

M. Eugène Berger *(DP).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Merci virun allem un d'Chamber an och un d'Commission juridique am Allgemengen an den Här Fayot am Besonnesche fir de Rapport, awer och fir d'Ënnerstëtzung fir déi heiten Demarche vun der Regierung.

Et ass gesot ginn: Mir hunn an der Vergaangenheet schonn zweemol esou e Plan pluriannuel gehat am Rekrutement. Mir haten där keen an der viregter Legislatur. Elo kann een doriwwer Regreten hunn. Mä et muss een awer och fairerweis soen, dass mer an der viregter Legislatur net nëmme kee Plan pluriannuel haten, mä mir hate souguer Schwieregkeeten, fir déi Plazen, déi mer schonn haten, iwwerhaapt besat ze kréien. An ech soen dat ouni Virworf, well dat wierklech keng einfach Saach ass.

Mir hu bis 2013 an och nach 2014, wärend enger ganzer Rei vu Joren, fir déi Plazen, déi ausgeschriwwe waren, net kënne rekrutéieren, wat d'Magistratur viru ganz zolidd Problemer gestallt huet. A mir hunn eréischt am Joer 2015 an am Joer 2016 fir d'éischte Kéier nees no relativ laanger Zäit et fäerdegbruecht, déi Plazen, déi et gëtt an déi ausgeschriwwe sinn, och ze besetzen.

Mir hunn dofir och e Gesetz gemaach. Den Här Fayot ass drop agaangen, en huet och eng Fro gestallt. Mir hunn e Gesetz gemaach, fir de Rekrutement och nach iwwer en zweete Wee kënnen ze organiséieren, wann deen normale Wee defaillant wär, fir Affekoten et ze erlaben, méi liicht an d'Magistratur eriwwerzekommen. A mir hunn 2015 de Rekrutement integral iwwert den éischte Wee kënnen ofschléissen. Dat waren deemools 15 Plazen.

A mir hunn 2016 och déi 15 Plazen, déi ausgeschriwwe waren, besat kritt. Allerdéngs hu mer dee Moment op dat neit Gesetz an déi nei Prozedur mussen zréckgräifen. A vun deene 15 sinn der 6 iwwert dee sougenannten zweete Wee rekrutéiert ginn, wat also weist, dass dat Gesetz noutwendeg war, dass et richteg war, dat Gesetz do ze maachen, well mer domadder wéinstens elo schonn zweemol hannerenaner de Rekrutement kritt hunn.

An dëst Joer sinn nees zwielef Plazen ausgeschriwwen. Do hu mer och d'Kandidature scho kritt. Wéi et ausgesäit, hu mer eng Zuel vu Kandidaturen, déi relativ däitlech iwwert deem läit, wat mer ausgeschriwwen hunn, soudass ech op den Dag vun haut relativ gudder Déng sinn, dass mer och déi Kéier vläicht all ausgeschriwwe Plaze wäerte besat kréien. Dat wär da fir d'Drëtt hannerenaner.

Mä ech bleiwe virsiichteg. All deenen, déi mengen, dat géif heeschen, dass mer elo fir déi nächst Joren eng Garantie hätten, dass mer elo all Joers nees all ausgeschriwwe Plaz besat kréien, deene soen ech: „Kommt, mir bleiwe virsiichteg!" Mir hunn déi Garantie net. Et ass net evident. Mir hunn d'Erfahrung gemaach an der viregter Legislatur a mir hunn och trotz deem neie Gesetz keng Garantie, dass mer dat ouni Weideres an deenen nächste Joren erëm kënne fëllen. Ech mengen, mir sollen zesummen dorunner schaffen an dat ëmmer am Kapp hunn.

Ech wëll de Projet net nach eng Kéier detailléieren. De Franz Fayot huet dat gemaach, ganz exzellent a ganz komplett. Ech sinn och frou, dass mer dee Pool elo kënne schafen. Dat gëtt eis wierklech eng Portioun Flexibilitéit, iwwregens jo och bei den Attachéen. Déi Annerung, dass de Judiciaire an Administratif kënnen aus engem gemeinsamen Dëppe gräifen, déi zwee Elementer zesummen, déi mer an de leschten dräi Jore gemaach hunn, hunn eis wierklech e ganz flott Zesummespill vu Méiglechkeeten elo erlaabt. Ech mengen, dat wäert eis relativ vill hëllefen.

Dofir déi Projektiounen, déi gemaach ginn, mam Bléck no vir op d'Carrièren, dorop, ob de Contentieux fiscal soll bei den Administratif goen, wat eng al Diskussioun ass, déi ëmmer nees opkënnt a wou et och Argumenter dofir gëtt. Oder och, d'Formatioun hei am Land ze organiséieren - woubäi mer am Fong am Moment mat der Formatioun och an där École nationale de la magistrature zu Bordeaux eigentlech ganz gutt fueren, an ech hunn do keen immensen Drock bis elo verspuert, dass een dat soll ofschafen -, mä et ass awer wierklech derwäert, dass een déi Pist, déi d'Madamm Beissel opgeworf huet, poursuivéiert a verdéift.

Dat, wéi gesot, zum Text. Ech wëll awer nach, wann Der erlaabt, Här President, ganz kuerz dräi Zuele just erwänen, déi weisen - an den Här Fayot huet dat och kuerz gestreift -, dass mer zu Lëtzebuerg awer eng atypesch Situatioun hunn.

Ganz rezent ass vun der Europäescher Kommissioun eng Etüd presentéiert ginn, déi all puer Joer kënnt, den europäesche Scoreboard vun der Justice, wou d'Memberlänner matenee verglach ginn op verschiddene Punkten. An et trëfft sech, dass Lëtzebuerg do op gläich e puer

Punkten opfälleg op där éischter Plaz steet am Verglach mat all den anere Länner. Dat ass éischtens emol, mengen ech, eng ganz gutt Noriicht, déi aner eigentlech och, mä dat ass eng ganz gutt Noriicht.

Mir sinn en matière civile et commerciale déi Séierst an Europa. Bei eis dauert e Prozess an der Moyenne 86 Deeg. Dat ass kee Grond, fir sech zréckzeleenen, dat ass e Grond, fir ze soen: „Mir sinn um richtege Wee a mir mussen d'Efforten an d'Moderniséierung weiderféieren." Et ass net, fir sech zréckzeleenen. Mä et dierf een awer och heiansdo dat rappeléieren, well gutt Noriichte si jo net ëmmer déi, déi dee meeschten Uklang fannen. Mä wann Europa eis attestéiert, dass mer en matière civile et commerciale vun all den 28 Memberlänner déi sinn, déi an der Moyenne - an der Moyenne, dat evitéiert net eenzel Fäll! - déi Séierst sinn, da soll een dat och deene Leit, déi un de Prozesser bedeelegt sinn, ob dat Affekote sinn oder Magistraten, och dierfe soen. Dat ass eng gutt Zensur an doriwwer solle mer eis och kënnen eng Sekonn freeën.

Da kréie mer awer och gesot, mir wären an Europa déi mat der héchster Zuel vu Riichteren: 46 pro 100.000 Awunner, nëmmen onwesentlech méi wéi déi, déi direkt hannerun eis sinn. Dat ass richteg. Domat si mer déi Héchst. Mä déi Rechnung gëtt gemaach pro Awunner! An den Här Fayot huet et gesot an ech mengen, den Här Roth och: Dat gëtt awer eis Realitéit net integral erëm! Well mir hunn all Dag no bei 200.000 Leit, déi op Lëtzebuerg kommen an och Geriichtsaffären doduerch generéieren. Mir hunn notamment en matière commerciale bei de Societéiten zu Lëtzebuerg esou vill Affären, déi wäit iwwert dat erausginn, wat proportional e Land mat 590.000 Awunner normalerweis géif produzéieren, soudass déi Riichteren, déi anscheinend esou vill Riichteren, déi mer hunn, och wäit iwwerproportional Aarbecht hunn. An dat geet aus där Statistik net eraus. Dat muss een awer, fir e komplett Bild ze hunn, och soen.

An dat Drëtt, well dat gëtt dann an deem Otemzuch awer ni ewäänt: Mir hunn net nëmmen déi meeschte Riichteren an Europa, mä mir hunn, mat risegem Ofstand, och déi meeschten Affekoten a ganz Europa pro 100.000 Awunner. Mir hu 46 Riichter, mir hu 430 Affekote pro 100.000 Awunner. Domat si mer europawäit nach vill méi un der Spëtzt, soudass déi 46 Riichter pro 100.000 Awunner vill Aarbecht hunn, fir 431 Affekoten op 100.000 Awunner kënnen ze beschäftegen.

Dat sinn also dräi Opfällegkeeten, déi mer hunn, déi weisen, dass mer eng atypesch Situatioun hunn, dass mer d'Efforte musse weiderféieren. An dee Projet, dee mer haut stëmmen, entsprécht dem Geescht, deen tëschent dem zweeten an dem drëtte Pouvoir soll sinn. Et ass d'Aufgab vun der Regierung, den drëtte Pouvoir an d'Lag ze versetzen, seng Aarbecht kënnen ze maachen. A wann d'Chamber eis dobäi ënnerstëtzt, da kréie mer dat och hin.

Ech soen Iech och dofir Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, mir hunn effektiv e Problem: Eis Mikroe sinn net laang genuch, wann d'Ministeren ze héich sinn.

(Hilarité)

Dofir ass et besser heiansdo, erop bei dës Tribün ze kommen. Et ass soss schwéier verständlech. Merci awer. Mir hunn alles verstanen.

(Hilarité)

Mir géifen zum Vott vum Projet de loi 7108 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7108 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

52-mol Jo an 1 Abstentioun, domat ass de Projet 7108 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Taina Bofferding), MM. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot et Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles (par Mme Joëlle Elvinger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. Gusty Graas), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

S'est abstenu: M. Aly Kaes.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. An ech wënschen Iech, dass Der gutt heemkommt, an e schéinen Owend! Merci.

(Fin de la séance publique à 19.00 heures)

Sommaire des séances publiques nos 38, 39 et 40

38e séance

Ouverture de la séance publique p. 507

Discours à l'occasion de la commémoration du 150e anniversaire du traité de Londres p. 507

6787 - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail p. 507-513

7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale p. 513-515

39e séance

Ouverture de la séance publique p. 516

Communications p. 516

Ordre du jour p. 516

6875 - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

et

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État p. 516-522

Interpellation de M. Marc Baum au sujet de la pauvreté laborieuse (working poor) p. 522-530

7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale p. 530-536

Ordre du jour p. 536

40e séance

Ouverture de la séance publique p. 537

Ordre du jour p. 537

Résolution de M. Henri Kox relative au rejet des maïs transgéniques «1507» de DuPont/Pioneer, «Bt11» de Syngenta et MON810 de Monsanto p. 537-538

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution p. 538-543

7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux p. 543-544

6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale p. 544-546

7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac p. 546-552

7108 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 552-554

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2926	Fernand Kartheiser	Mesures de compensation
2986	Josée Lorsché	Distance latérale de dépassement
3004	Max Hahn	Stock de produits pétroliers
3008	Sylvie Andrich-Duval	Élevage de petits animaux
3009	André Bauler	Nordstad-Lycée
3012	Henri Kox, Gérard Anzia	Mortalité des veaux mâles nouveau-nés
3013	Martine Hansen, Léon Gloden	Mondorfer Lycée
3014	Martine Hansen	International School of Luxembourg
3015	Gusty Graas, Gilles Baum	Cartables
3017	Josée Lorsché	Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé
3018	Fernand Kartheiser	Vidéo «eGovday 2017»
3019	Roy Reding	Syndicats de chasse
3020	David Wagner	Pénurie de logements abordables et certaines dispositions en matière d'aide au logement
3021	Gusty Graas	Fentanyl
3022	Max Hahn, André Bauler	Réduction du taux de TVA sur les réparations
3023	Yves Cruchten	Futur siège social d'ArcelorMittal à Kirchberg
3024	Fernand Kartheiser	Taxis
3025	Fernand Kartheiser	Manifestations et campagnes électorales de partis politiques d'autres pays au Luxembourg
3026	Fernand Kartheiser	Administration de médicaments à l'hôpital
3027	Marc Baum	Absence d'un code dans la nomenclature de la CNS pour référencier l'IVG
3028	Marc Spautz	Groupe POST Luxembourg
3029	Taina Bofferding	Liberté de panorama
3030	Cécile Hemmen	Monnaies virtuelles
3031	Martine Hansen, Aly Kaes, Emile Eicher, Marco Schank	Ligne ferroviaire du Nord
3032	Martine Hansen	Cadastre des biotopes
3033	Laurent Mosar	Blocage de la République de Turquie du partenariat de l'OTAN avec la République d'Autriche
3035	Gérard Anzia	Conséquences de la fermeture de la chasse au renard
3036	Fernand Kartheiser	Demande en vue de sécuriser la circulation
3039	Diane Adehm, Gilles Roth	Cryptodevises
3040	Diane Adehm, Gilles Roth	Plan d'aménagement général (PAG)
3043	Gusty Graas, Max Hahn	Mise en œuvre du Nouveau Code de procédure pénale
3044	Marc Spautz	Réduction de stage pour les fonctionnaires de l'État ayant travaillé auparavant à temps partiel
3045	Françoise Hetto-Gaasch	Enseignants brevetés
3046	Martine Hansen	Diplômes des examens de fin d'études
3049	Léon Gloden	Doublement des écluses de la Moselle
3050	André Bauler	Nouvel accord salarial
3051	Aly Kaes	Sécheresse
3052	Aly Kaes	État actuel de l'agriculture
3053	Claude Lamberty, Max Hahn	Travaux d'aménagement d'une nouvelle station d'essence sur l'autoroute A4
3054	Josée Lorsché	Renouvellement de la gare de Bettembourg

Question 2926 (18.04.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **mesures de compensation:**

Leider ginn eng sëlleche Beem hei am Land ëmgeluecht, sief et fir den Tram ze bauen oder laanscht Stroossen als Sécherheetsmesure oder wéinst Kränkten oder och nach aus anere Grënn. Et gesäit leider och esou aus, wéi wann a leschter Zäit besonnesch vill Beem gefällt gi wären.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Infrastrukturen an deem Zesummenhank e puer méi präzis Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Joresopstellung vun de Beem maachen, déi vu senge Verwaltungen ewechgemaach gi sinn, an zwar souwuel wat d'Zuel vun deene Beem ugeet wéi och déi betraffe Flächen? Dës Opstellung sollt fir all Joer vun dëser a vun der viregter Legislaturperiod (2009-2013 respektiv 2013 bis elo) gemaach ginn.

2. Kann den Här Minister och präziséieren, wéi vill Beem als Kompensatiounsmoossname vu senge Verwaltungen nees ugeplanzt gi sinn (Stéckzuel a Fläch) a wéi vill der dovu wierklech ukomm sinn? Wéi vill Beem sinn am Kader vu Kompensatiounen an der Legislaturperiod 2009 bis 2013 pro Joer ugeplanzt ginn a wéi vill an där aktueller Legislaturperiod pro Joer (2013 bis haut)?

3. Wéi vill Fiichtgebidder sinn an deenen zwou genannte Legislaturperiode Joer fir Joer vernicht ginn? Wéi gesinn do d'Kompensatiounsmoossnamen aus?

4. Wéi gëtt, speziell bei Fiichtgebidder, kontrolléiert, ob d'Kompensatiounsmoossname wierksam sinn?

5. Wat fir direkt Auswierkungen huet d'Verschwanne vun engem Fiichtgebitt op d'Natur an op d'Landwirtschaft? Ass et dowéinst net wichteg, datt d'Kompensatioune geografesch nobäi virgeholl ginn? Ass dat ëmmer de Fall?

Réponse commune (28.06.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. + 2. Generell kann een dozou soen, dass all Stroossebam, dee fortkënnt, eent zu eent kompenséiert gëtt an och ginn ass.

Déi Beem, déi bei anere Projeten (wéi z. B. engem PAP) fortkommen, ginn am Gesamtkader vun de Kompensatiounsmoossname fir déi eenzel Projete kompenséiert.

Ouni ee Regëster, fir d'Kompensatiounsmoossnamen ze geréieren, ass d'Informatioun, wéi vill Beem als Kompensatiounsmoossnamen nees ugeplanzt gi sinn, net verfügbar. Esou ee Regëster gëtt et bis elo net. Et ass awer am Gesetzesprojet vum neien Naturschutzgesetz virgesinn, een opzebauen.

Obschonn also bis elo keng exakt Joresopstellung iwwert d'Ewechmaachen an d'Ersetze vu Beem gemaach ginn ass, well keng zesummenhänkend Statistiken do sinn an esou en „outil de gestion" nach eréischt an enger Ulafphas ass, kann een awer fir 2017 folgend Detailer iwwert d'Stroossebeem liwweren:

2017 si bis elo 30 Naturschutzgeneemegunge fir am Ganzen 61 Stroossebeem ugefrot ginn, fir se ewechzemaachen. Kompensatiounsmoossname fir den Zäitraum vu Januar bis Mee 2017 konnten der wéinst dem dréchene Fréijoer wéineg realiséiert ginn, esou datt nach 28 Moossname mussen ausgefouert ginn. De Gros dervun ass geplangt am Hierscht 2017 geplanzt ze ginn. Et sinn allerdéngs am Ganze schonn eng ronn 60 Beem an de Kantonen Capellen, Réimech, Iechternach a Gréiwemaacher an dësem Joer geplanzt ginn. Dëst a besteeënd Lächer vun Alleeën oder an eidel Planzinselen. Et wäerten deemno 2017 méi Stroossebeem bäikommen, wéi der ewechgeholl goufen.

Zu deene Jore virdru ka Folgendes gesot ginn: An der Period 2009 bis 2012 goufe 523 Beem geneemegt fir ewechgemaach ze ginn, an der Period 2013 bis 2015 waren et der 435, wat en Total vun 958 Stroossebeem ergëtt. Bis 2015 si 473 Beem als Kompensatiounsmoossname geplanzt ginn. Den Detail vun dëse Moossnamen ass vun der Stroossebauverwaltung mat dem Ëmweltdepartement ausgeschafft ginn. Do derniewent goufe vun der Stroossebauverwaltung awer och nach vill Beem gesat, déi net als Kompensatiounsmoossname gefuerdert waren, mä déi sech am Kader vun der Stroossegestaltung a Begleitmoossnamen erginn hunn, dat heescht eenzel Beem, Neiuplanzunge laanscht d'Stroossen a Beplanzung am Kader vu Chantieren. D'Zuel vun dëse Beem beleeft sech op 150 bis 300 Stéck pro Joer. Et kann een deemno dervun ausgoen, datt och am Zäitraum zanter 2009 méi Stroossebeem bäikomm sinn, wéi der ewechgeholl goufen.

Wat elo d'Beem ugeet, déi hu misse fir Bauprojete vun der ëffentlecher Hand ewechgeholl ginn, kann ech folgend Präzisioune ginn:

Well d'Verwaltung ganz ënnerschiddlech Ufroen huet, vun eenzelne Beem bis zu méi groussflächegen Ofholzungen, ass et schwiereg, dës Zuelen an den direkte Verglach ze setzen. Wichteg ass awer ze wëssen, datt all Bam, deen ewechgeholl gëtt, kompenséiert muss ginn.

Bei bestoende Gebaier handelt et sech an der Regel ëmmer ëm eenzel Beem, déi fort mussen, well se krank si respektiv duerch hiren Alter d'Sécherheet vun de Leit gefäerden. Eng graff Schätzung iwwert déi lescht dräi Joer wäert bei ongefeier 80 bis 100 Beem leien, déi ofgeholzt goufen.

Bei Neibauprojete kënnt et méi oft vir, dass eng Rei Beem mussen ewechgemaach gi respektiv, wa méiglech, och geréckelt ginn. Hei gëtt net nëmme vun enger Unzuel vu Beem geschwat, mä deelweis ginn d'Berechnungen och mat „Bampunkten" opgestallt, dëst zum Beispill beim Clierfer Lycée. Jee no Unzuel a Gréisst vun den Neibauprojeten, déi méi an d'Gewiicht falen, leien d'Ofholzungen, déi vu menger Verwaltung ugefrot ginn, bei ongefeier 400 Beem an deene leschten dräi Joer.

Beim Ëmmaache vun eenzelne Beem, déi krank si respektiv duerch hiren Alter d'Sécherheet vun de Leit gefährden, gëtt an Ofstëmmung mam Ëmweltdepartement aus mengem Ministère ëmmer gekuckt, wéi d'Kompensatiounsmesuren ausgesi sollen. Bei Neiuplanzunge gëtt op eenheemesch Beem zréckgegraff.

Beim Gilsdrefer a Clierfer Lycée goufen, wéi gesot, eng Rei vu Beem ewechgemaach, fir de Projet kënnen ze realiséieren; dës Ofholzunge ginn duerch d'Planze vun eenheemesche Beem, Hecken a Sträicher kompenséiert. Generell kann ee soen, datt bei Bauprojete vun der ëffentlecher Hand oft méi ugeplanzt gëtt, wéi virdrun ewechgemaach gouf. E Verglach mat de Jore virun 2013 ass leider net méiglech, well kee Regëster gefouert gouf, wéi vill Beem ewechgeholl an ersat goufen.

ad 3. Zu de Fiichtgebidder kann ech Folgendes soen:

Bekannt ass, dass tëscht 1960 an 1999 82% vun de Fiichtgebidder zu Lëtzebuerg zerstéiert goufen. Dëst ass zu engem groussen Deel net duerch d'Bauaktivitéit, mä duerch eng Intensivéierung vun der Landwirtschaft bedéngt. Wéi vill Fiichtgebidder an de leschten zwou Legislaturperioden zerstéiert goufen, ass de Moment net bekannt. De Biotopkadaster aus de Joren 2007-2012 wäert an de Joren 2016-2021 widderholl ginn; duerno kann dann ee Vergläich gemaach ginn, wat elo verschwonnen ass.

Fiichtgebidder hunn eng ganz wichteg Roll an der Natur ze spillen a beherbergen oft speziell a spezialiséiert Aarten. Se sinn och enorm wichteg fir den Héichwaasserschutz, d'Späichere vu Waasser an der Landschaft an och als Späicher vu Kuelestoff am Kontext Klimaschutz.

ad 4. De Monitoring vun de Kompensatiounsmoossnamen, dat heescht och vun der Wierksamkeet, ass am neie Gesetzprojet virgesinn. Haut gëtt awer och schonn d'Ausféiere vun de Kompenséierungen am Kader vum Suivi vun den Autorisatioune vun der Natur- a Bëschverwaltung (ANF) kontrolléiert.

Question 2986 (11.05.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **distance latérale de dépassement:**

En 2016, selon les statistiques du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI), parmi les 281 victimes tuées ou grave-

ment blessées sur nos routes, 23% étaient des cyclistes.

Des situations dangereuses se présentent notamment lors du dépassement de vélos quand les véhicules motorisés ne respectent pas une distance latérale suffisante. Pour cette raison, des distances de dépassement minimales juridiquement contraignantes existent déjà dans certains pays européens tels que la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique ou encore les Pays-Bas. En France, l'article R414-4 du Code de la route précise qu'en cas de dépassement d'un autre usager de la route, un véhicule «ne doit en tout cas pas s'en approcher latéralement à moins d'un mètre en agglomération et d'un mètre et demi hors agglomération s'il s'agit d'un véhicule à traction animale, d'un engin à deux ou à trois roues, d'un piéton, d'un cavalier ou d'un animal».

Au Canada, un nouveau projet consiste par ailleurs à installer des radars sur les vélos des policiers en civil qui peuvent s'assurer par ce moyen que les voitures qui les dépassent respectent l'écart minimal de distance.

Quant au Luxembourg, l'initiative citoyenne «1m50lux» vise à sensibiliser les usagers de nos routes à garder une distance minimale de 1 m 50 quand ils doublent un cycliste. De plus, l'initiative revendique que cette distance minimale soit intégrée dans le Code de la route luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quelles sont les distances latérales à respecter par les automobilistes lors d'un dédoublement d'un vélo en agglomération et hors agglomération?

2. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant le nombre de sanctions adressées les dernières années aux conducteurs n'ayant pas respecté les règles de sécurité lors d'un dédoublement?

3. Dans le cadre du programme de sécurité routière «Vision Zéro» réalisée par le MDDI et dans l'esprit des efforts de l'initiative «1m50lux», Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une campagne gouvernementale de sensibilisation visant à promouvoir une distance latérale de dépassement adéquate aux cyclistes contribuerait à augmenter leur sécurité et à réduire le nombre d'accidents entre véhicules motorisés et vélos?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Selon l'article 125 du Code de la route, le conducteur d'un véhicule qui dépasse ou qui a l'intention de dépasser un cycle ou tout autre véhicule doit, au préalable, s'assurer qu'il dispose de l'espace latérale suffisant pour ne pas mettre en danger d'autres usagers, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des agglomérations.

Dans ce contexte et dans le cadre du programme «Vision Zéro» et du plan d'action «sécurité routière», un groupe de travail a été créé traitant exclusivement la thématique de la sécurité des piétons et des cyclistes.

Parmi d'autres dispositions ayant trait à la circulation cycliste, un projet de règlement grand-ducal est sur le point d'être finalisé visant notamment à concrétiser la notion de «distance suffisante» afin de clarifier le Code de la route sur ce point et d'augmenter ainsi la sécurité pour les usagers.

En outre, Madame la Députée se renseigne encore au sujet du respect des règles de sécurité existantes lors d'un dépassement.

En effet, il y a lieu de noter que des statistiques concernant le nombre d'avertissements taxés décernés pour le dépassement non réglementaire de cyclistes ne sont pas disponibles, étant donné que les inobservations sanctionnées ne font pas la distinction entre les différentes catégories de véhicules impliqués.

Question 3004 (17.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **stock de produits pétroliers:**

La loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers transpose en droit national la directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelle a été la consommation de produits pétroliers lors des dernières cinq années (essence, diesel, mazout, kérosène)? Quelles sont les prévisions pour les prochaines années?

- Quel est le volume du stock de sécurité actuellement stocké au Luxembourg? À combien de jours de stocks ce volume correspond-il? Est-ce que ce stock satisfait aux conditions à accomplir d'après nos obligations internationales?

- Quels sont les sites de stockage luxembourgeois dont l'autorisation arrive à terme? Quels sont les volumes de stockage de ces sites de stockage qui ne pourront plus être utilisés? Quels sont les produits pétroliers actuellement stockés sur ces sites?

- Le ministre a annoncé que deux nouveaux sites vont voir le jour pour combler le manque de sites de stockage. À quel stade se trouvent les projets de construction des nouveaux dépôts pétroliers prévus à Bascharage et à Luxembourg-ouest?

- Le maire de Grevenmacher a annoncé ne pas vouloir donner d'autorisation de construire pour le projet d'agrandissement du site de stockage du port de Mertert. Quelles conséquences cela aurait pour le Luxembourg face à ses obligations en matière de stockage de réserves de produits pétroliers?

- La loi du 10 février prévoit la création d'une «Agence nationale de stockage de produits pétroliers». Est-ce que cette agence est déjà opérationnelle?

Réponse (13.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Durant les cinq dernières années la consommation de produits pétroliers (essence, diesel, gasoil chauffage et kérosène) a évolué comme suit (en m^3): *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Compte tenu des particularités du marché pétrolier luxembourgeois (croissance de la population, évolution du parc automobile, volatilité des exportations de carburant,...), il est difficile d'établir des prévisions robustes sur l'évolution future de la demande nationale en produits pétroliers. Néanmoins, comme il ressort des chiffres ci-dessus, une certaine diminution de la consommation est à constater depuis un certain temps.

La directive 2009/119/CE du Conseil du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers prévoit qu'un État membre doit maintenir un niveau total de stocks pétroliers équivalant à au moins 90 jours d'importations journalières moyennes nettes en tant que stocks de sécurité. Cette directive a été transposée en droit national par la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché des produits pétroliers qui délègue l'obligation de constituer et de maintenir les stocks de sécurité aux importateurs pétroliers.

Ces derniers satisfont à ces obligations en stockant la majorité de leurs stocks de sécurité dans les pays voisins (Belgique, France, Pays-Bas et Allemagne). Cette situation n'est guère souhaitable, notamment du point de vue de la sécurité d'approvisionnement du territoire national en cas de crise. En effet, en dehors du stockage commercial qui est nécessaire pour approvisionner quotidiennement les clients nationaux, les capacités de stockage actuellement disponibles sur le territoire national ne permettent d'assurer que plus ou moins huit à neuf jours de stockage de sécurité sur le territoire national.

Les autorisations d'exploitation des dépôts pétroliers de Shell, Q8 et Esso à Bertrange, d'EFR à Hollerich et de Luxfuel à l'aéroport arriveront à échéance d'ici fin 2020. Si les autorisations en question devaient ne pas être renouvelées, et si aucune nouvelle capacité de stockage ne devait être construite entre-temps, alors les capacités de stockage en diesel, gasoil chauffage, essence et kérosène sur le territoire national risqueraient de diminuer d'environ 120.000 m^3, donc de plus de 60%.

L'extension du dépôt pétrolier de Tanklux dans le port de Mertert dépend, d'un point de vue procédural, de l'autorisation de construction à établir par la commune de Grevenmacher. Tant que celle-ci n'a pas été établie, l'extension ne pourra être réalisée et les 90.000 m^3 de capacités de stockage prévues ne seront pas à la disposition des importateurs pétroliers luxembourgeois ni pour l'approvisionnement quotidien de leurs clients luxembourgeois, ni pour la constitution et le maintien de stocks de sécurité sur le territoire national.

L'agence nationale de stockage de produits pétroliers a été créée par la loi du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers. De par cette loi, ses principales missions sont la constitution et le maintien de stocks de sécurité ainsi que la construction d'infrastructures pétrolières de stockage s'il s'avère qu'aucun autre acteur n'est prêt à assurer cette tâche. Elle doit accepter la part des délégations que tout importateur pétrolier doit constituer et maintenir par l'intermédiaire de l'agence et qui est fixée par règlement grand-ducal. Actuellement les travaux pour l'activation de l'agence sont en cours.

Question 3008 (18.05.2017) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**élevage de petits animaux:**

Die Luxemburger Kleintierzüchter leisten durch ihre Arbeit einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur Rassenerhaltung und Biodiversität. Seit einiger Zeit werden die Kleintierzüchter verstärkt durch den Fuchs geschädigt, welcher in Stallungen, Volieren und Zuchtanlagen eindringt und ganze Bestände tötet. Oft handelt es sich um seltene Geflügelrassen, wertvolles Zuchtmaterial das verloren geht und nur sehr schwer wiederbeschafft werden kann. Auch wenn der Landwirtschaftsminister den betroffenen Kleintierzüchtern eine Entschädigung in Aussicht gestellt hat, so kann diese nur schwer den Verlust der seltenen Rassentiere ausgleichen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt, den Herrn Staatssekretär für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen und den Herrn Landwirtschaftsminister stellen:

1. Sind der Regierung die oben genannten Ereignisse bekannt?

2. Wie will die Regierung gegen diese Missstände vorgehen?

3. Wie wird den geschädigten Kleintierzüchtern geholfen?

4. Unter welchen Bedingungen werden Tiere als schützenswert angesehen? Besteht eine hierarchische Staffelung dieser schützenswerten Tiere? Wenn ja, welches ist der Stellenwert des Fuchses in diesem Zusammenhang?

5. Gedenkt die Regierung, das generelle Fuchsjagdverbot kurzfristig wieder aufzuheben?

Réponse commune (29.06.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Der Regierung sind keine wissenschaftlichen Daten bekannt, welche belegen, dass „Kleintierzüchter verstärkt durch den Fuchs geschädigt" werden. Der Verband der Kleintierzüchter hat noch keine Zahlen geliefert, wie viele Übergriffe es vor und nach dem Fuchsjagdverbot gegeben hat.

Die beiden Ministerien haben aber im Frühjahr 2016 einen Aufruf über die Presse gestartet für die Meldung von Schäden und Übergriffen durch Füchse auf landwirtschaftliche Nutztiere und Haustiere, darunter auch Geflügel und Kaninchen. Diese Pressemitteilung enthielt zudem allgemeine Verhaltensregeln des Menschen zur Vermeidung von Habituation (z. B. Entfernen von Futterquellen und Maßnahmen zur Vermeidung leichter Beute durch den Fuchs).

In dieser Pressemitteilung wurde aufgerufen, Schäden, die durch den Fuchs entstanden sind, zwecks Monitoring und Dokumentation bei der Naturverwaltung oder dem lokalen Förster zu melden. Besteht in einem landwirtschaftlichen Betrieb der berechtigte Verdacht, dass ein Nutztier durch einen Fuchs zu Schaden gekommen ist, bestand zudem der Aufruf, die Veterinärverwaltung innerhalb von 24 Stunden zu benachrichtigen, zwecks Entnahme einer Gewebeprobe zur Bestätigung des Verdachts aufgrund einer DNA-Analyse. Die Verwaltungen stehen zudem in engem Kontakt mit dem Landesverband für Kleintierzüchter. Dieser hat in den letzten Monaten seine Lokalverbände dazu aufgerufen, statistische Erhebungen bezüglich durch den Fuchs zu Schaden gekommener Kleintiere einzureichen.

Laut dieser statistischen Erhebung haben die Züchter 794 Fälle von getöteten Kleintieren gemeldet, darunter 28 Kaninchen und 766 Geflügel. Die Statistik beinhaltet auch keine Informationen bezüglich der Sicherheit der Anlagen oder des Areals der gehaltenen Kleintiere sowie keine Informationen bezüglich der Tageszeit der Fuchsattacken. Bei der Veterinärverwaltung sind lediglich zwei Meldungen bezüglich Schäden an Kleintieren eingegangen. Somit konnte also nicht festgestellt werden, ob die 794 Fälle tatsächlich Opfer eines Fuchses wurden. Auch viele andere Prädatoren kommen in Frage (Steinmarder, streunende Hunde, Greifvögel etc.).

Die Regierung hat 2016 eine Arbeitsgruppe eingeführt, bestehend aus Vertretern des Umweltministeriums, der Naturverwaltung sowie des Landwirtschaftsministeriums und seinen Verwaltungen (Technische Dienststelle für Landwirtschaft, Veterinärverwaltung, veterinärmedizinisches Labor). Diese Arbeitsgruppe verfolgt die Überwachung der Prävalenz des Fuchsbandwurms (29%), des Trichinenbefalls (0%) und der Tollwut (0%), sowie die Überwachung des allgemeinen Gesundheits- und Ernährungszustands der Fuchspopulation, unter anderem der Räudebefall. Hierzu werden jährlich wenigstens 150 Fuchskadaver (vorwiegend Verkehrsopfer) einer Untersuchung durch das veterinärmedizinische Labor zugeführt.

ad 2. + 3. Die Regierung wird Sensibilisierungsmaßnahmen ergreifen und ist dabei, ein Faltblatt mit Präventionsmaßnahmen auszuarbeiten, um den Kleintierzüchtern zu helfen, ihren Pflichten in Bezug auf das Tierschutzgesetz besser nachzukommen. Überfälle durch den Fuchs hat es immer gegeben. Um den Überfällen von Füchsen vorzubeugen, wird dieses Faltblatt veröffentlicht, welches allgemeine Verhaltensregeln sowohl bei landwirtschaftlichen Nutztieren als auch bei der Hobbygeflügelzucht erläutert. In diesem Handout ist außerdem eine Bauanleitung für fuchssichere Geflügelanlagen (Unterwühlschutz, Spannen eines bodennahen Elektrozauns und Schrägzaun im oberen Bereich) enthalten. Zudem haben die Vertreter des Landwirtschaftsministeriums bei einer gemeinschaftlichen Zuchtanlage angefragt, die Bauweise einer solchen Zuchtanlage gemäß diesen Anforderungen zwecks Besichtigung durch Hobbyzüchter auszurichten. Weiterhin sollen Tiere bei Einbruch der Dunkelheit und Streifzügen durch den Fuchs während der Aufzuchtzeit seiner Jungtiere rechtzeitig eingestallt werden.

Sollte mit dieser Frage die Möglichkeit von finanziellen Entschädigungen gemeint sein, so ist zu sagen, dass es derzeit keine gesetzliche Basis gibt, welche Entschädigungen von nicht integral geschützten Arten erlaubt. Sollte dies gewünscht sein, müsste der Fuchs erst in die Liste integral geschützter Arten aufgenommen werden. Dies wäre mit einer Änderung der Verordnung von 2009 betreffend die in Luxemburg geschützten Tierarten leicht machbar.

Das Gleiche gilt für das Umrüsten von Privatanlagen. Zum aktuellen Zeitpunkt erachtet die Regierung vorerst, dass die Umsetzung der oben beschriebenen Prinzipien zum Schutz der Kleintiere dienlich ist. Man wird aber weiterhin in engem Kontakt mit den Verantwortlichen des Landesverbands für Kleintierzüchter die Entwicklungen hinsichtlich Übergriffen von Füchsen in Kleintierbeständen verfolgen und nimmt die Probleme der Kleintierzüchter sehr ernst. Das Landwirtschaftsministerium hat die Beschwerden der Kleintierzüchter bereits in der Arbeitsgruppe vorgetragen und plädiert zudem für einen gemeinsamen Austausch zwischen den Vertretern der Arbeitsgruppe und den Verantwortlichen des Landesverbands für Kleintierzüchter.

ad 4. In den meisten Fällen bekommen Tiere einen Schutzstatus, wenn sie selten oder/und bedroht sind. Es gibt europäisch geschützte Arten (Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie und Vogelschutzrichtlinie) sowie national geschützte Arten.

Der Fuchs ist keine geschützte Art. Er genießt lediglich momentan eine ganzjährige Schonzeit, da es keine stichhaltigen Gründe gibt, die Art zu bejagen: weder wird das Fleisch genutzt, noch ist der Fuchs eine nicht einheimische invasive Art, noch gibt es momentan Probleme mit Krankheiten (wie früher mit der Tollwut), noch macht er sonstige Probleme. Des Weiteren gibt es nicht den geringsten Hinweis, dass die Fuchspopulation seit dem Jagdverbot zugenommen hätte. Dies war auch nicht zu erwarten.

Generell erachten beide Ministerien, dass alle Tiere (ob domestiziert oder wild), unabhängig ihres kommerziellen Wertes oder des Gefährdungsgrades (tiergenetische Ressourcen) gleichermaßen schützenswert sind.

ad 5. Nein. Dafür gibt es keinen stichhaltigen Grund.

Question 3009 (18.05.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Nordstad-Lycée:**

Il y a trois ans, le Gouvernement avait décidé d'implanter les futurs bâtiments du Nordstad-Lycée à Erpeldange-sur-Sûre. Récemment, je viens d'apprendre que l'État se propose d'in-

vestir quelque 700 millions d'euros dans la Nordstad.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- À quel montant le programme de construction du Nordstad-Lycée est-il chiffré actuellement? Figure-t-il dans le paquet des 700 millions annoncés par Monsieur le Ministre?

- Est-il en encore réaliste d'implanter dans un avenir proche les nouveaux bâtiments de ce lycée à Erpeldange/Sûre étant donné que l'État éprouve de sérieuses difficultés à acquérir les terrains visés? Un site alternatif pourrait-il être envisagé?

- Comment la population du Nordstad-Lycée a-t-elle évolué depuis 2010?

- Sur quels sites les élèves de ce lycée sont-ils répartis à l'heure qu'il est? Est-il possible d'évaluer les coûts supplémentaires qui résultent de cette situation?

Réponse commune (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En effet, le Gouvernement souhaite, conformément au programme gouvernemental et en étroite concertation avec les communes concernées, promouvoir le développement de la Nordstad en misant sur la proximité entre le logement, le travail, l'approvisionnement, les loisirs et la détente pour une meilleure qualité de vie. Dans cet objectif, le Gouvernement investira dans les années à venir quelque 700 millions d'euros dans des structures scolaires, sportives, routières et autres de la Nordstad.

La future construction du Nordstad-Lycée fait partie de ce volume d'investissements substantiels dont les coûts, sur base d'une étude préliminaire, sont estimés à quelque 160 millions d'euros TTC. Le Gouvernement reste optimiste de pouvoir disposer dans un avenir proche des terrains nécessaires et par conséquent, jusqu'à présent encore aucun site alternatif, présentant les mêmes caractéristiques en taille et en accessibilité, n'a été analysé au sein de la Nordstad. En outre, il échet de souligner qu'un appel à candidatures pour la maîtrise d'ouvrage du Nordstad-Lycée a été lancé début 2017.

L'évolution de la population scolaire du Nordstad-Lycée depuis 2010 est indiquée dans le tableau suivant:

Année scolaire	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Nombre d'élèves à la rentrée	700	639	629	653	628	573	581

Les élèves du Nordstad-Lycée sont actuellement répartis sur trois sites provisoires:

- site principal sis 6, rue J. Merten à Diekirch,

- site «Sauerwiss» sis 1-7, rue Sauerwiss à Diekirch et

- site «Ateliers» sis 1bis, route d'Ettelbruck à Ingeldorf.

Les frais supplémentaires (frais de location, de personnel et de transport) résultant de cette situation sur trois sites sont estimés à 350.000 euros par an.

Question 3012 (22.05.2017) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant la **mortalité des veaux mâles nouveau-nés:**

Selon les statistiques du Service de l'économie rurale (SER), 26.057 bovins ont été abattus au Luxembourg en 2016. Or, selon le rapport annuel de l'Administration des services vétérinaires, 11.504 cadavres de veaux ont été collectés au clos d'équarrissage au Schwanenthal en 2016.

Étant donné que ce nombre semble être très élevé, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Combien de veaux sont nés au total pendant l'année 2016 dans les différents secteurs de l'agriculture luxembourgeoise?

2. Parmi les 11.504 cadavres collectés, combien proviennent du secteur de la production de lait et du secteur de la production de viande respectivement?

3. Quel est, par secteur de production, le nombre respectif des cadavres mâles et des cadavres femelles?

4. Monsieur le Ministre, peut-il confirmer qu'un nombre très élevé de cadavres de veaux au clos d'équarrissage sont des veaux mâles nouveaunés de la filière de la production de lait?

5. Monsieur le Ministre, envisage-t-il de prendre des initiatives pour initier un marché pour les veaux mâles issus de la production de lait au Luxembourg, étant donné qu'ils ne sont pas jugés économiquement utiles pour la filière dans laquelle ils sont nés?

Réponse (21.06.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1. Au cours de l'année 2016, 81.327 veaux nouveau-nés ont été enregistrés dans la banque de données Sanilux. 27.560 veaux ont été déclarés comme étant de type viandeux, 50.222 de type laitier et 3.545 de type mixte.

ad 2. En considérant la dénomination «veau» pour un bovin jusqu'à l'âge de 180 jours, la base de données mentionne 10.956 veaux collectés par la société Rendac sur l'année 2016. La répartition suivant le type est la suivante: viandeux (3.224) laitier (7.192) et mixte (540). La différence de 548 bovins, selon les informations de la banque de données Sanilux et celles fournies par Rendac, résulte d'erreurs de classification qui sont possibles au moment de la collecte des cadavres d'animaux. En effet, la distinction entre un veau (âge < six mois) et un jeune bovin (âge > six mois) n'est pas toujours évidente pour l'opérateur qui réalise la collecte. Par ailleurs cette variation représente moins de 5%.

ad 3. Pour les différentes catégories de bovins la répartition entre cadavres de veaux mâles et femelles est la suivante:

Type viandeux: 1.372 femelles et 1.852 mâles

Type laitier: 3.611 femelles et 3.581 mâles

Type mixte: 234 femelles et 306 mâles

ad 4. En analysant les chiffres sous le point 3 on peut conclure que le ratio mâles/femelles pour les veaux de type laitier est de ± 50% et par conséquent il n'y a pas plus de cadavres de veaux mâles.

ad 5. L'engraissement de veaux mâles issus de la filière laitière est une production très spécialisée qui se fait en général de façon intensive dans des grandes entités situées par exemple en Belgique ou au Pays-Bas qui sont les pays importateurs pour nos veaux mâles. Il sera difficile de mettre en place une telle production au Luxembourg pour des questions de rentabilité de même que d'écouler les animaux de cette dernière sur le marché national. Aussi, le rassemblement de veaux à partir d'origines différentes constitue un risque sanitaire non négligeable, de sorte que cette production nécessite une maîtrise et un degré de spécialisation élevé. Il convient de noter qu'il y a déjà certains efforts de recours à l'utilisation de la semence sexée afin d'assurer l'obtention de veaux femelles pour le renouvellement des troupeaux laitiers et de réduire ainsi le nombre de veaux mâles produits. Suite à l'abolition des quotas laitiers et l'agrandissement des troupeaux laitiers, il existe des tendances de croisement des vaches inaptes pour le renouvellement du troupeau laitier (grâce au progrès génétique réalisé) avec des taureaux issus de races viandeuses spécialisées. Les veaux issus de ces croisements seront plus aptes à un engraissement en ferme et disposeront d'un meilleur potentiel de valorisation.

Question 3013 (22.05.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **Mondorfer Lycée:**

Selon un article apparu sur le site wort.lu en date du 16 mai 2017, l'ancien président de la Féduse aurait été chargé par le Ministère de l'Éducation d'élaborer un projet pour le Mondorfer Lycée dont il sera ensuite le directeur. Le lycée devrait ouvrir ses portes au plus tôt en 2021.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

2) Le Ministère de l'Éducation nationale a-t-il fait un appel à candidature pour le poste de directeur du Mondorfer Lycée?

3) L'État a-t-il déjà acquis tous les terrains nécessaires pour la construction du lycée?

4) Dans la mesure où le futur lycée de Mondorf sera conçu sur le modèle du lycée transfrontalier de Schengen, situé à environ 13 km du futur lycée de Mondorf, est-ce qu'une étude a été faite pour analyser le besoin d'une deuxième école binationale publique dans le «Dreiländereck»?

5) Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette étude?

6) Dans la négative, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne pense-t-il pas qu'une étude pour adapter l'offre scolaire aux besoins réels de la population aurait été opportune?

Réponse (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) et 2) Comme pour toute nouvelle création de lycée, j'ai confié au Service de l'enseignement secondaire et secondaire technique de mon Ministère l'élaboration du projet du futur lycée à Mondorf-les-Bains. Monsieur Camille Weyrich est le coordinateur du projet et dispose pour cette tâche d'une lettre de mission de la part du MENJE.

ad 3) Une très large partie des terrains nécessaires pour la construction du lycée sont actuellement propriété de l'État ou de la commune de Mondorf-les-Bains. Le terrain définitif alloué au projet dépendra du profil du lycée et de l'offre scolaire qui sera retenue pour le nouveau lycée.

ad 4), 5) et 6) D'après le Plan sectoriel «Lycées», les communes de Mondorf-les-Bains et les communes avoisinantes se situent dans une zone vide en établissements scolaires secondaires. Les jeunes de la région doivent ainsi endosser des trajets importants pour regagner les lycées les plus proches de leur lieu d'habitation.

L'ouverture du Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum à Perl en 2007 a certes dédramatisé la situation, mais l'actuel Schengen-Lyzeum est loin de pouvoir satisfaire les demandes des élèves luxembourgeois et de la Grande-Région.

Par ailleurs, le nouveau lycée de Mondorf-les-Bains, loin d'être conçu comme une simple copie du Schengen-Lyzeum, proposera une offre complémentaire à ce dernier et mettra un accent particulier sur la formation professionnelle, inexistante à Perl. À ce niveau, il existe une forte demande de la part des élèves luxembourgeois et sarrois.

Question 3014 (22.05.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**International School of Luxembourg:**

Selon nos informations, l'International School of Luxembourg (ISL) sera sous peu dans l'incapacité d'augmenter le nombre d'élèves car l'école arrive à la capacité d'accueil maximale. Selon les responsables de l'école, il existe plusieurs scénarios qui vont du statu quo à la construction d'une nouvelle école en passant par des scénarios d'agrandissement d'envergures variables.

Dans le cadre des efforts du Gouvernement et du secteur public de diversifier l'économie nationale, il y a, selon les propos de Monsieur le Ministre, «un besoin de créer des filières internationales dans les lycées publics». Malgré le fait que les offres en matière d'éducation en langue anglaise se multiplient à Luxembourg, l'«International Baccalaureate» n'est actuellement offert qu'à ISL et à l'Athénée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre entend-il réagir face à la situation rencontrée par l'ISL?

- Dans l'affirmative, de quelle manière?

- Selon Monsieur le Ministre, quel rôle l'ISL devra-t-elle jouer dans le paysage éducatif international futur à Luxembourg?

Réponse (19.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je tiens d'abord à rendre attentive l'honorable Députée au fait que le baccalauréat international est actuellement offert non seulement à l'International School of Luxembourg et à l'Athénée, mais également au Lycée technique du Centre et à la «Fräi-ëffentlech Waldorfschoul Lëtzebuerg».

Quant aux capacités d'accueil de l'ISL, les responsables de l'école, dont l'honorable Députée tient ses informations, ne m'ont pas fait part jusqu'à présent d'un quelconque problème lié à une augmentation possible du nombre d'élèves.

L'ISL, en tant qu'école privée, est soumise aux dispositions de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé. Partant, toute initiative tendant soit à un agrandissement des structures existantes, soit à une construction nouvelle, doit émaner de l'école elle-même.

Quant à l'offre de filières internationales de l'enseignement public, récemment renforcée par la création de l'École internationale de Differdange et des classes anglophones du Lycée Michel Lucius, elle a vocation à être étendue encore à l'avenir. Aussi toute demande de l'ISL en la matière sera étudiée avec le plus grand soin par mes services.

Question 3015 (22.05.2017) de **MM. Gusty Graas** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **cartables:**

Il est prouvé que le poids excessif des cartables a une incidence sur la santé des écoliers à un âge où leur corps est en développement: fatigue, mal de dos déformation de la colonne vertébrale, troubles de la statique vertébrale et troubles musculo-squelettiques (TMS).

En effet, des études récentes, menées par des associations ainsi que par des professionnels de santé, ont montré que le poids maximal tolérable d'un cartable ne devrait dépasser 10% du poids de l'enfant, donc environ 2,5 kg pour un enfant du cycle 2.

Or, il nous semble que ce seuil soit bien souvent dépassé.

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:

- Existe-t-il des études sur le poids moyen des cartables au Luxembourg? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-ce qu'il existe des instructions ou circulaires ministérielles qui sont actuellement applicables en la matière?

- Dans la négative, est-ce que les ministres envisagent éventuellement de lancer une campagne de sensibilisation?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre pensent-ils que la stratégie «Digital 4 Education» du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse puisse avoir un impact sur le poids des cartables?

Réponse (20.06.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'études systématiques et empiriquement valides sur le poids moyen des cartables au Luxembourg. Cependant, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est tout à fait conscient de la problématique et a fait des efforts considérables en relation avec le matériel didactique édité pour l'enseignement fondamental. Dans cet ordre d'idées, le poids des manuels a pu être réduit dans les dernières années de 10 à 20% par le choix conséquent de papiers légers et par le remplacement des couvertures en carton dur par du papier renforcé.

En ce qui concerne les recommandations au sujet du poids maximal tolérable, il reste à constater que la règle selon laquelle le poids d'un cartable rempli ne devrait dépasser 10% du poids de l'enfant, doit être attribuée dans son origine à la norme DIN 58124. Cependant, cette règle fut éliminée de la norme en 2010, après qu'elle fut falsifiée par d'autres études, comme p. ex. une étude longitudinale de l'Université de Sarrebruck menée par le Dr. Oliver Ludwig, publiée en 2011[1], renvoyant la règle

[1] Ludwig, O., Schmitt, E. (2011): Kid-Check - Haltungsschwächen bei Schüler/innen - machen schwere Schulranzen krank? Saarbrücken: Universitätskliniken des Saarlandes.

des 10% au domaine des mythes (www.kidcheck.de). L'étude montre que des effets sur la musculature dorsale ne peuvent se produire qu'à partir de 20 à 25% du poids de l'enfant. En plus, il est discutable, si le temps relativement court réservé au port du cartable (jusqu'à 15 minutes par intervalle de temps) peut avoir un effet néfaste sur la santé, si on le compare au temps passé par les élèves en situation de salle de classe, assis dans des bancs qui ne sont pas toujours adaptés à leur taille, sans qu'il ne leur soit permis de se bouger pendant des laps de temps relativement longs.

La question du poids des cartables est certes importante, mais elle doit être considérée de manière systémique, en incluant tous les facteurs, qui au cours de la journée scolaire puissent avoir un effet sur le bien-être et la santé des élèves. Ainsi se pose la question fondamentale, comment une organisation scolaire, p. ex. selon les principes des «Bewegte Schulen» (https://portal.education.lu/Portals/14/champs-action/promo-sante/presentation-ecole-mouvement-2015-03.pdf) ou une reconsidération du temps consacré à l'éducation physique à l'école puissent avoir des effets bénéfiques sur le développement psychomoteur de tous les enfants. Il va sans dire que le ministère encourage tous les projets qui favorisent un apprentissage par le mouvement, dont la mise en œuvre a déjà abouti dans les communes de Fischbach, Larochette et Nommern à des projets très prometteurs et qui a été étendu pendant l'année scolaire 2016-2017 à sept écoles supplémentaires (http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/dossiers-presse/2015-2016/160608-bewegte-schule.pdf). Il est rappelé que le ministère entend généraliser cette offre au niveau national, en encourageant toutes les écoles fondamentales et maisons relais de mettre en œuvre le concept pour profiter de ces avantages.

Comme il revêt une évidence que des matériels informatiques ont un impact favorable sur le poids des cartables, j'ai invité mes services, notamment le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) à élaborer une stratégie en vue de l'implémentation du Digital 4 Education à l'enseignement fondamental.

Question 3017 (23.05.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé:**

Le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé a été créé par la loi du 24 juillet 2014 concernant les droits et obligations du patient. Les missions de ce service consistent entre autres à prévenir et à résoudre des conflits entre les prestataires de soins et les patients. Afin d'éviter des plaintes, le médiateur et ses collaborateurs sont tenus de promouvoir la communication entre les parties, de les entendre en cas de conflits et de les aider à y trouver par eux-mêmes une solution à l'amiable. Le service est ouvert tant aux professionnels de la santé qu'aux patients et peut recourir à des personnes externes en cas de besoin.

Le service étant en place depuis bientôt trois années, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Quel est le nombre de conflits entre prestataires de soins de santé et patients ayant fait l'objet d'une saisine auprès du Service national d'information et de médiation depuis sa création?

2. Quel est le pourcentage de conflits ayant pu être résolus par ce biais?

3. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les conflits à l'origine des saisines? Dans l'affirmative, quel est le nombre de saisines liées à un grave dommage corporel ou moral survenu à la suite d'un acte médical ou de soins? Quel est le nombre de saisines liées au décès d'une personne hospitalisée?

4. Une motion dans le cadre du débat sur le projet de loi concernant les droits et obligations du patient a invité le Gouvernement à dresser une évaluation approfondie sur le fonctionnement et les activités du Service national d'information et de médiation en 2017. Une telle évaluation sera-t-elle dressée dans les mois à venir?

Réponse (26.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1. et 2. La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient prévoit la création du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé, ci-après désigné par «le service». Il remplit pour les patients et pour les prestataires de soins de santé trois missions principales:

1. point d'information et d'accès au droit;

2. gestion de plaintes et centre de médiation;

3. point de contact en matière de soins transfrontaliers avec la CNS.

Le médiateur de la santé est entré en fonction au 1er avril 2015 et le service a été ouvert au public à partir du 15 mai 2015. Il est aujourd'hui ainsi en place depuis à peu près deux ans.

Le service ne répertorie pas les sollicitations ponctuelles dans le cadre de sa mission d'information et d'accès au droit qui se font par téléphone ou par e-mail, lorsqu'il n'y a pas de prise de contact de la ou des autre(s) partie(s) au conflit. Ces sollicitations se résolvent par des renseignements ponctuels donnés par messagerie électronique ou oralement. Il n'est pas toujours clair si une telle demande s'inscrit dans un conflit actuel, potentiel ou en dehors de tout différend.

Le service a ouvert pendant ses deux premières années de fonctionnement 227 dossiers de plainte ou de demande de médiation.

Dans la grande majorité des 227 dossiers ouverts (> 90%) il y a un (ou plusieurs) entretien(s) préalable(s). Ces entretiens individuels permettent d'être à l'écoute des parties, de discuter le contexte de la plainte ou demande de médiation, d'entendre les attentes des parties et d'expliquer le fonctionnement de la médiation.

Lors des entretiens préalables, un besoin d'expression et d'écoute est quasiment toujours présent. Il y a aussi assez souvent de fortes émotions (colère, tristesse...) face à des situations souvent vécues comme un mépris ou une injustice. Parfois des sentiments de culpabilité sont aussi présents auprès des patients ou de leurs proches.

Après ce moment intense d'écoute et d'échange, les patients se sentent souvent mieux informés et apaisés et décident alors d'«en rester là» ou de rechercher dans un premier temps le dialogue direct avec le professionnel de santé (15 à 20% de dossiers).

Dans d'autres cas, le médiateur s'adresse comme suite à la demande de médiation au professionnel de santé concerné. Cette prise de contact amène alors parfois à une situation de médiation indirecte (échange de courrier) ou à la recherche d'une solution en dehors de la présence d'un tiers médiateur (discussion directe des médiés). Il y a dans certains cas un rendez-vous avec le prestataire concerné en dehors de la présence du médiateur ou une reprise du dossier par la gestion des plaintes si le prestataire en dispose (p. ex. établissements hospitaliers). Bien entendu dans ces cas il y a possibilité des parties de décider à tout moment, d'un commun accord, de demander l'aide du service en tant que médiateur externe.

Dans un nombre limité de cas, il s'est avéré que la plainte n'a pas pu être traitée pour absence d'ouverture à rechercher une solution au travers d'un processus de médiation. Parfois le patient s'est rendu compte en entretien préalable qu'il cherche une instance de jugement ou de sanction. Dans de très rares cas, le prestataire a refusé.

Dans 28 de ces 227 dossiers il y a eu une médiation directe avec au moins une rencontre des parties en médiation. Ces rencontres des médiés en présence du médiateur ont lieu dans les bureaux du service ou à l'extérieur (cabinet médical, salle de réunion d'un hôpital, maison de retraite...) en fonction de ce que souhaitent les parties.

Sur les 28 dossiers ayant fait l'objet d'un processus complet de médiation, 25 dossiers ont été clôturés, douze dossiers ont abouti à un accord et dans 13 dossiers un accord des parties n'a pas été possible.

Dans tous les dossiers ouverts, des éléments du processus de médiation ont été employés et le service a rempli son rôle d'information, de prévention des conflits et de promotion de la communication en offrant un espace d'écoute, d'information et de guidance.

ad 3. Sur les 227 dossiers, environ 40% concernent le milieu hospitalier, 35% l'activité médicale en milieu extrahospitalier (dont 85% la médecine dentaire) et 25% d'autres difficultés (long séjour, laboratoire, kinésithérapie...).

La relation de confiance est au moins partiellement compromise lorsque les parties s'adressent au médiateur de la santé. En même temps, accepter la médiation est un pas important des deux côtés et une chance que les médiés se donnent réciproquement pour rétablir un dialogue ouvert, restaurer ou conforter la confiance mutuelle et chercher des solutions communes.

Dans la majorité des 227 dossiers, il y a eu des difficultés de communication de part et d'autre. La médiation en santé se caractérise en effet par un nombre élevé de médiations servant à l'explication réciproque. La résolution du conflit passe alors souvent par le renforcement du dialogue - de façon directe ou indirecte - en présence d'une relation la plupart du temps asymétrique.

Le premier rapport annuel du service met ainsi un accent particulier sur le défi posé par la communication entre patients et prestataires et souligne le besoin de soutenir une communication ouverte. Dans cet ordre d'idées il émet les trois recommandations suivantes:

1. sensibiliser les patients au dialogue et mieux les impliquer dans leur prise en charge;

2. favoriser et développer la formation en communication des professionnels de santé;

3. adopter et favoriser une culture d'ouverture autour des évènements indésirables à effet notoire (aléas, erreurs).

Le service a été saisi d'un nombre limité de plaintes dans lesquelles des dommages corporels graves sont associés à la prise en charge, sans pour autant disposer de données exactes à cet égard.

Pour permettre l'indemnisation, il faut non seulement l'accord du ou des prestataire(s) concerné(s), mais aussi celui de l'assureur respectif. La saisine du service a permis d'initier un processus d'indemnisation d'un cas de perte d'une chance dans le traitement du cancer avec plusieurs acteurs impliqués, l'indemnisation de deux cas de chutes et d'un cas de blessures accidentelles. Outre l'implication d'un assureur, il peut aussi y avoir accompagnement des médiés par un avocat.

Le service a aussi été saisi de plusieurs cas d'infections nosocomiales. Ces infections sont de plus en plus fréquentes. Elles ne peuvent pas être complètement évitées et peuvent engendrer des dommages corporels importants (p. ex. la perte d'une jambe). L'existence d'une obligation de résultat ne demande, en la matière, en principe pas la présence d'une faute avérée du prestataire pour que le patient puisse prétendre à une indemnisation. Malgré cette situation juridique, les assureurs semblent actuellement peu disposés à procéder à une indemnisation volontaire de ces préjudices.

L'adoption d'un fonds d'indemnisation des accidents médicaux pourrait contribuer à simplifier l'indemnisation des patients subissant un préjudice corporel important associé aux soins.

Le service a finalement été saisi de neuf dossiers de la part de membres de la famille d'un patient décédé. Dans un nombre limité de cas une médiation a pu contribuer à faciliter l'échange avec les proches, sans pouvoir apporter des réponses à toutes les questions sollicitées par la perte d'un être cher.

ad 4. La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient prévoit à son article 20 (5) que le rapport annuel du Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé établit un bilan de son activité, qui peut contenir des recommandations et exposer des difficultés éventuelles que le service a rencontrées dans l'exercice de ses missions.

Le premier rapport annuel du service couvre la période du 1er avril 2015 au 31 mars 2016 et est disponible en ligne sur le Portail Santé[1]. Le deuxième rapport annuel couvrant la période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 est actuellement en cours de rédaction et sera rendu public après l'été.

Le service n'a pas constaté de difficulté majeure dans l'exercice des missions. Toutefois, il constate une visibilité auprès du public à améliorer. Des actions de communication sont prévues ainsi qu'une présence Internet renforcée (mise en ligne d'un propre site en octobre 2017).

Le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé pourra être soumis à évaluation dès qu'il aura dépassé le stade de développement, voire de consolidation de son mode de fonctionnement.

Question 3018 (23.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **vidéo «eGovday 2017»:**

[1] http://www.sante.public.lu/fr/actualites/2016/12/premier-rapport-annuel-service-national-information-mediation-sante/index.html

Am Internet ass op YouTube de Video „eGovday 2017" (Kopie vum Link: https://www.youtube.com/watch?v=N9pnQO4cqvA) ze fannen, deen iwwert de YouTube-Kanal vu „guichet.lu - Portail Citoyens" eropgeluede gouf an, mam Logo vum CTIE (Centre de technologies de l'information de l'État) versinn, der Effentlechkeet zougänglech ass. An dësem Video gëtt den aktuellen amerikanesche President zu Werbezwecker benotzt, andeems seng Persoun gewise gëtt an och seng Riedensan Ausdrocksweis imitéiert gëtt. Duerch dës satiresch Duerstellung gëtt den amerikanesche President ëffentlech dem Spott ausgesat. Dat ëffentlecht Notze vu satireschen Duerstellungen, soll un a fir sech kee Problem sinn, allerdéngs ass et an dësem Fall eng lëtzebuergesch, staatlech Administratioun, déi dës Satir an d'Effentlechkeet dréit, a keng Privatleit oder Medien.

An dësem Kontext hunn ech e puer Froen, déi ech dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht an Administrativreform an dem Här Bausseminister gär stelle wéilt:

- Kennen déi Häre Ministeren dee Video „eGovday 2017" deen ënnert dem Logo vum CTIE leeft an duerch de Youtube-Kanal vu „guichet.lu - Portail Citoyens" am Internet ze fannen ass? Ass et richteg, datt déi genannten Administratioun verantwortlech ass fir d'Produktioun an d'Publikatioun vun deem Video an deen domat en offizielle Charakter huet? Huet den zoustännege Minister säin Accord dozou ginn?

- Wien huet dëse Video an Optrag ginn, wien huet e bezuelt a wéi vill huet e kascht? Gëtt de Video och nach an anere Medie gewisen?

- Fannen déi Häre Ministeren et richteg, datt eng Satir iwwert deen amerikanesche President an engem Video vun enger lëtzebuergescher Administratioun gemaach gëtt? Wa jo, wéi eng aner Statscheffe wëllen déi Häre Ministeren nach vu lëtzebuergeschen Administratiounen esou behandele loossen?

Réponse (01.06.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Et ass richteg, dass den Zenter fir Informatiounstechnologien de Video, deen den honorabelen Deputéierten ervirhieft, produzéiert huet. De Message gouf eleng ënnert der Responsabilitéit vum CTIE realiséiert; e Fait op deen den Disclaimer am Ufank vun dësem Video och hiweist: „This is a message from the CTIE" („Dëst ass e Message vum CTIE"). D'ailleurs gouf de Video vu Mataarbechter vum Zenter fir Informatiounstechnologien realiséiert an dëst zu engem groussen Deel am Kader vun hirer Fräizäit. Duerch de Video sinn also keng weider Fraisen entstanen. Et ass och keng Publikatioun vum Video an de Medie gemaach ginn, déi weider Käschte mat sech bruecht hätt.

Et ass net ze bestreiden dass et eng gewëssen Äänlechkeet tëschent dem amerikanesche President sengem Slogan „America First" an dem Paradigma „Digital first" vum CTIE gëtt an dëst d'Auteure vum Video inspiréiert huet. Allerdéngs erlaben ech mir den honorabelen Deputéierten drop hinzeweisen, dass de CTIE seng Digitaliséierungspolitik schonn zanter 2015 ënnert de Motto „Digital first" stellt an och schonn zanter deem Joer op Foiren an Evenementer mat dësem Slogan Reklamm fir seng Servicer an notamment fir d'MyGuichets-Demarche mécht, also virum Donald Trump senger offizieller Kandidatur fir déi amerikanesch Presidentiellen.

De Video hat als eenzegt Zil d'Virstellung an d'Promotioun vun den Servicer vum CTIE. Well en awer als Kritik um amerikanesche President kéint mëssverstane ginn ass en an der Tëschenzäit vum Server erofgeholl ginn.

Question 3019 (23.05.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **syndicats de chasse:**

D'Juegdsyndikater sinn ënner anerem zoustänneg, fir tëscht de Proprietairen d'Pachtgelder, déi d'Jeeër bezuelen, ze verdeelen. Fir dës Aufgab kënne richteg a gewëssenhaft ze erledegen, mussen dës Syndikater natierlech wëssen, wéi eng Persoun wéi vill Land an deem Lous huet. Anscheinend gëtt hinnen awer refuséiert, déi Donnéeën elektronesch zur Verfügung ze stellen, dëst aus „dateschutzrecht-

lechen" Grënn. Ech géif an deem Zesummenhang gär folgend Froe stellen:

1) Wéi ass der Madamm Ëmweltministesch, dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Agrikultur hir Positioun heizou?

2) Vu datt d'Kadasterdate jo souwisou ëffentlech zougänglech sinn, géif engem Proprietaire wierklech Schued entstoen, wann déi Donnéeë géifen elektronesch zur Verfügung gestallt ginn, amplaz datt d'Sekretäre vun de Syndikater sech mussen op d'Kadasteramt deplacéieren?

3) Wier net am Contraire esou eng Regelung am Interessi vum Proprietaire (dee jo per Gesetz och Member vum Syndikat ass), andeem séchergestallt gëtt, datt hien déi Pachtgelder, déi him zoustinn, och präzis a matzäite kritt?

Réponse (22.06.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Meng Positioun ass, dass déi Donnéeën de Sekretäre vun de Juegdsyndikater sollen elektronesch zur Verfügung gestallt ginn. Dës Prozedur ënnerläit awer dem Gesetz vum Dateschutz, wat et ze respektéiere gëllt. Fir dat ze klären, ass schonn de 17. Mäerz 2017 en Avis vun der Dateschutzkommissioun (CNPD) gefrot ginn. Mir waarden nach op deen Avis. Aktuell schaffen d'Beamte vun der CNPD an der Administration de la nature et des forêts (ANF) zesummen, fir eng Léisung ze fannen.

ad 2) et 3) Dat ass och meng Meenung. Mir waarden awer den Avis vun der Dateschutzkommissioun of.

Allerdéngs läit een Deel vun der Responsabilitéit nach ëmmer beim Sekretär, deen d'Donnéeë (notamment d'Kontosnummeren) selwer muss aktualiséieren, de Rôle publizéieren an d'Pacht ausbezuelen. Och hunn d'Proprietairë vum Terrain d'Méiglechkeet, sech beim Sekretär ze mellen, wann eppes ännert (Proprietéitsverhältnisser, Kontosnummer,...) oder eppes falsch ass, dass et sou séier wéi méiglech ka behuewe ginn.

Question 3020 (23.05.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **pénurie de logements abordables et certaines dispositions en matière d'aide au logement:**

Dans sa réponse datée du 27 mars 2017 à ma question parlementaire n°2797 du 24 février 2017, Monsieur le Ministre indique qu'entre 2011 et 2016, 56 communes auraient profité du dispositif prévu par l'article 27, alinéa 1 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, pour un total de 1.704 unités de logement.

Partant, je voudrais demander plus de précisions à Monsieur le Ministre du Logement concernant la création de logements par les promoteurs publics, dont les communes:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pour chaque commune le nombre des nouvelles constructions de logements respectivement le nombre des acquisitions de logements existants subventionnés par l'État dans le cadre du dispositif prévu par l'article 27 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement?

2) Monsieur le Ministre peut-il me communiquer pour chaque année, entre 2011 et 2016, la part du total des moyens budgétaires dépensés par votre ministère pour la construction et l'acquisition de logements dans le cadre du dispositif prévu par l'article 27 de la loi précitée?

3) Combien de logements gérés par le Fonds du logement respectivement par la Société nationale des habitations bon marché se trouvent actuellement dans chaque commune du pays?

4) Combien de logements créés par ces deux mêmes promoteurs publics sont actuellement en cours de planification et de construction dans chaque commune du pays?

L'article 29 de la loi précitée prévoit également que l'État peut accorder une aide aux promoteurs publics pour la création de logements pour travailleurs étrangers et demandeurs d'asile, d'une part (art. 29 point 1), et pour étudiants, stagiaires, apprentis en formation, personnes en formation continue, scientifiques et experts en mission temporaire, d'autre part (art. 29 point 2).

5) Quelles communes ont profité, entre 2011 et 2016, du dispositif prévu par l'article 29, point 1 et pour combien de logements chacune? Quel était le total des dépenses budgétaires entre 2011 et 2016 dans le cadre de ce dispositif?

6) Quelles communes ont profité, entre 2011 et 2016, du dispositif prévu par l'article 29, point 2 et pour combien de logements chacune? Quel était le total des dépenses budgétaires entre 2011 et 2016 dans le cadre de ce dispositif?

Réponse (27.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

ad 1) Dans la réponse à la question parlementaire n°2797 du 24 février 2017, il avait été indiqué que sur la période de 2011 à 2016, les projets de 56 communes avaient été intégrés au programme de construction d'ensembles de logements subventionnés, devenant ainsi éligible à l'octroi du dispositif prévu par l'article 27, alinéa 1 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, sachant que le stade de finalisation de ces nouveaux projets peut varier entre court, moyen respectivement long terme.

Dans le cadre de la présente réponse, la différence par rapport à la question parlementaire n°2797 porte sur un aspect technique et temporel dans la mesure où sur la même période 2011-2016, 422 logements locatifs sociaux ont été achevés par les communes dont 113 logements «nouvelles constructions» et dont 327 logements ont fait l'objet notamment d'un subside portant sur l'acquisition soit de terrains soit de bâtiments existants.

Le tableau suivant reprend le détail des chiffres répartis par commune: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

ad 2) Entre 2011 et 2016, le total des moyens budgétaires dépensés par le Ministère du Logement pour la réalisation et l'acquisition de logements locatifs initiés par les communes dans le cadre dudit dispositif prévu par l'article 27 de la loi précitée se répartit ainsi:

- 2011: 4,39 millions d'euros;

- 2012: 14,51 millions d'euros;

- 2013: 8,05 millions d'euros;

- 2014: 10,23 millions d'euros dont 1,52 millions d'euros pour l'acquisition de terrains en vue de la réalisation de projets potentiellement locatifs;

- 2015: 14,94 millions d'euros dont 1,24 millions d'euros pour l'acquisition de terrains en vue de la réalisation de projets potentiellement locatifs;

- 2016: 18,68 millions d'euros dont 0,36 millions d'euros pour l'acquisition de terrains en vue de la réalisation de projets potentiellement locatifs.

ad 3) La SNHBM gère 182 logements locatifs, répartis par commune suivant le tableau ci-après: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

De son côté, le Fonds du logement gère 1.851 logements locatifs, répartis par commune suivant le tableau ci-après: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

ad 4) Actuellement, 2.714 unités de logements sont en cours de planification respectivement en cours de réalisation par la SNHBM, répartis par commune suivant le tableau ci-après: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

En outre, 4.688 unités de logements sont en cours de planification respectivement en cours de réalisation par le Fonds du logement, répartis par commune suivant l'annexe.

ad 5) Entre 2011 et 2016, seule une commune, à savoir la commune de Koerich, a profité du dispositif prévu par l'article 29, point 1 pour un total de cinq logements et une dépense budgétaire d'un million d'euros.

Puisque les demandes de logements concernant les demandeurs de protection internationale sont gérées en première instance par l'OLAI, les communes peuvent profiter du taux de participation étatique de 75% pour les demandes de logements de bénéficiaires de protection internationale, à l'instar de la participation étatique pour des logements sociaux locatifs prévue par l'article 27, alinéa 1 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

ad 6) Entre 2011 et 2016, cinq communes ont pu profiter du dispositif prévu par l'article 29, point 2 (logements pour étudiants), à savoir:

- Dudelange: 14 unités de logement
- Esch-sur-Alzette: 17 unités de logement
- Luxembourg: 8 unités de logement
- Mondercange: 15 unités de logement
- Wiltz: 72 unités de logement

Étant donné que, tout en ayant été réalisés, tous les décomptes finaux pour ces projets n'ont pas encore été introduits, le montant des dépenses budgétaires à prévoir se base sur les montants inscrits dans les conventions spécifiques à chaque projet, à savoir un montant total pour les cinq communes de 10,08 millions d'euros.

S'ajoute à ces tableaux la dernière actualisation du programme de construction d'ensembles de logements subventionnés, approuvée par le Gouvernement en conseil lors de sa séance du 21 juin dernier.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3021 (23.05.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **fentanyl:**

Le fentanyl est un médicament antidouleur souvent prescrit aux patients atteints de cancer. Aux États-Unis, cet analgésique narcotique circule également de plus en plus dans les rues où les trafiquants l'offrent comme un substitut d'héroïne.

Étant donné que cette drogue est approximativement 50 fois plus forte que l'héroïne, ses effets peuvent causer la mort dès la première prise.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que le fentanyl est également consommé sous forme de drogue au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, est-ce que des statistiques fiables concernant cette drogue sont connues?

- Est-ce que des mesures prophylactiques sont prises afin que la consommation de cette drogue soit endiguée ou rendue impossible?

Réponse (26.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'émergence du fentanyl et de ses dérivés sur le marché illicite de la drogue au sein de l'Union européenne remonte au début des années 1990. Au cours des dernières années l'apparition de nouveaux dérivés de fentanyl a accru l'attention accordée à ce phénomène ainsi que les risques associés à leur consommation et mésusage. Connu déjà aux États-Unis, l'usage à des fins non médicales du fentanyl et de ses dérivés s'est ensuite répandu notamment sur le continent européen, touchant toutefois davantage certains pays que d'autres, et a été associé à ce jour à des centaines de surdoses fatales à l'échelle européenne.

Le mésusage du fentanyl et de ses dérivés par des usagers de drogues peut revêtir diverses formes, soit en remplacement de l'héroïne de rue sous le nom d'«héroïne synthétique», soit sous forme de mélanges héroïne-fentanyl et dérivés, dont les consommateurs ignorent pour la plupart la composition exacte. Parmi d'autres modes de consommation, on observe également l'extraction du fentanyl des dispositifs (patchs) transdermiques de fentanyl, à indication analgésique, aux fins d'injection ou d'inhalation du principe actif extrait par des méthodes diverses.

Le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un mécanisme d'alerte précoce en matière de nouvelles substances psychoactives et de comportements d'usage émergents. Sur base des données collectées par ce mécanisme, qui repose notamment sur l'analyse toxicologique de substances saisies, de contenus résiduels de seringues usées et d'autres échantillons de substances collectés, rien ne permet de conclure à l'heure actuelle à la présence significative du fentanyl ou de ses dérivés sur le marché illicite des drogues au Grand-Duché de Luxembourg.

Les services du Ministère de la Santé suivent toutefois de près le phénomène en question tout comme l'émergence éventuelle de toutes autres formes ou tendances de consommation de substances et de produits psychoactifs.

À cet égard, et dans le cadre d'échanges réguliers avec les institutions spécialisées de prise en charge et de réduction des risques ainsi qu'avec la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises et les autorités judiciaires, l'usage non médical et les risques potentiels du fentanyl et de ses dérivés sont suivis avec attention. Par ailleurs, les services de prévention et de réduction des risques informent en la matière et mettent en garde les usagers de drogues, pour la plupart polyusagers et davantage exposés aux risques associés à la consommation de fentanyl et de ses dérivés, qui affichent des propriétés pharmacologiques et toxicologiques en partie différentes de celles de l'héroïne.

Question 3022 (23.05.2017) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant la **réduction du taux de TVA sur les réparations:**

Lors d'une conférence de presse, la Jeunesse démocrate et libérale (JDL) avait présenté une piste concrète pour mettre en œuvre le concept de l'économie circulaire au Luxembourg. Suivant l'exemple de la Suède qui vient de réduire de moitié le taux de la TVA sur les réparations de vélos, de vêtements ou de chaussures, la JDL propose un modèle similaire pour le Luxembourg. Selon elle, une réduction du taux de la TVA sur les réparations, combinée avec des déductions fiscales, favoriserait les réparations effectuées au Luxembourg. Une telle mesure revaloriserait non seulement le savoir-faire de nos artisans locaux, mais serait également bénéfique à l'environnement. En effet, prolonger la vie d'un produit au lieu d'en acheter un nouveau s'inscrit bel et bien dans la philosophie de l'économie circulaire telle qu'elle est proposée par Jeremy Rifkin lors de la présentation de la Troisième révolution industrielle.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations précises concernant le modèle suédois qui favorise les réparations?

- Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres évaluent-ils ce régime fiscal?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que ce modèle pourrait constituer l'une des mesures à mettre en œuvre dans le cadre de la Troisième révolution industrielle évoquée par Jeremy Rifkin?

Réponse commune (26.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'application de taux réduits en matière de TVA n'est possible que lorsque celle-ci est prévue par la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Ainsi, le droit européen permet d'appliquer un taux réduit aux petits services de réparation de:

a) bicyclettes;

b) chaussures et articles en cuir;

c) vêtements et linge de maison (y compris les travaux de modification).

En 2016, le Gouvernement suédois, dans le but de favoriser les réparations par rapport aux nouvelles acquisitions et de promouvoir le secteur de l'artisanat, a décidé de faire usage de cette possibilité de taxer lesdits services de réparation avec un taux réduit de TVA. Depuis le 1er janvier 2017, au lieu du taux normal de 25% de TVA, le taux réduit de 12% s'applique.

En ce qui concerne le Luxembourg il y a lieu de noter que les services de réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que les retouches de vêtements et de linge de maison sont d'ores et déjà taxés au taux réduit de TVA, qui est actuellement de 8%.

Partant, sur ce point, la fiscalité luxembourgeoise favorise déjà la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire élaborés dans l'étude Rifkin.

Question 3023 (23.05.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant le **futur siège social d'ArcelorMittal à Kirchberg:**

Dans une lettre ouverte adressée au Premier Ministre, l'Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils (GAI) s'est plaint du fait qu'aucun bureau d'architecture local n'avait été invité lorsque le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg et Arcelor-

Mittal avaient sélectionné huit bureaux d'architectes pour soumettre un projet de nouveau siège social mondial d'ArcelorMittal. L'OAI estime que les critères de participation établis pour cette consultation visaient de facto à exclure les bureaux établis au Luxembourg.

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de l'OAI que le Fonds Kirchberg aurait pu veiller, en tant que bailleur emphytéotique mettant à disposition le terrain, à ce que les règles de la consultation soient propices à la participation des bureaux d'architecture nationaux? Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Fonds Kirchberg ne l'a-t-il pas fait?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que certains critères de participation, notamment celui d'un effectif total minimal de 100 personnes, dont au moins 80 architectes diplômés, n'avaient autre justification que celle d'écarter les bureaux d'architecture nationaux?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il à l'avenir veiller à ce que l'opportunité de concourir pour des projets nationaux emblématiques reste ouverte pour les bureaux d'architecture nationaux?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il échet de préciser que le Fonds Kirchberg a défini ensemble avec ArcelorMittal les critères de participation à la consultation architecturale, en vue de garantir une bonne exécution des prestations pour un tel projet. Les candidats devaient apporter la preuve de leur qualification quant à leurs compétences, expérience, fiabilité et capacités en personnel, moyens techniques et informatiques.

Le règlement de la consultation prévoit que les candidats présentent des références réalisées, comme suit:

- ayant une surface de 55.000 m² de surface construite brute,

- des immeubles de grande hauteur avec un minimum de 15 étages, ayant une structure en acier.

L'effectif requis pour mener à bien un tel projet est estimé à 100 personnes dont 80 architectes, le maître d'ouvrage exigeant la présence d'une équipe d'architectes sur chantier en permanence.

Ces critères ne visaient pas à exclure les architectes luxembourgeois, mais avaient pour seul objectif de doter le maître d'ouvrage d'équipes susceptibles de mener à bien un projet d'une telle envergure hors du commun tant du point de vue surface que de la structure constructive.

Le constat s'impose que les bureaux d'architecture luxembourgeois ne peuvent se prévaloir ni de références comparables ni des effectifs souhaités.

Enfin, il n'est pas concevable que le fonds assume la responsabilité face au maître d'ouvrage d'imposer des critères de sélection moindres avec le risque que ce projet, dont l'enjeu financier est considérable, ne pourrait être réalisé dans des conditions optimales.

En ce qui concerne des projets similaires en taille au Kirchberg, à savoir:

- la dernière extension de la Banque européenne d'investissement (BEI) ayant une surface construite brute de 62.000 m²,

- le bâtiment Jean Monnet 2 ayant une surface construite brute de 120.000 m²,

les critères de sélection fixés par les institutions européennes étaient du même ordre et ne pouvaient pas non plus être remplis par les bureaux d'architecture luxembourgeois.

Enfin, il est important de souligner que pour la phase 2 de la consultation ArcelorMittal, il est demandé aux candidats de s'associer avec un bureau d'architecture luxembourgeois ayant une parfaite connaissance des diverses normes et réglementations nationales et communales, ainsi que des législations applicables en matière d'urbanisme et de construction.

Le lauréat en association avec le bureau luxembourgeois se verra confier la mission de réalisation du projet d'ArcelorMittal.

Question 3024 (24.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **taxis:**

Am Mäerz dëses Joers sinn d'Iwwergangsbestëmmunge fir dat neit Taxigesetz ofgelaf. Et ass mir gesot ginn, datt et vereenzelt zu Problemer koum, z.B. an der Fro vun der fräier Wiel vun engem Taxi an enger Rei vun Taxien.

Duerfir wëll ech dem Här Transportminister dës puer Froe stellen:

1. Sinn d'Chauffeuren allëmfaassend iwwert dat neit Gesetz informéiert ginn an och doriwwer, datt et nom neie Gesetz keng Taxischlaang méi gëtt, well d'Clientë sech hiren Taxi aussiche kënnen?

2. Ass an där Informatioun däitlech gemaach ginn, datt d'Taxipräisser fräi sinn an datt et dat gutt Recht vun all Chauffeur an all Firma ass, hir Präisser fräi ze fixéieren?

3. Sinn d'Taxipräisser schonn erofgaangen oder huet d'Gesetz dëst Zil bis elo nach net erreecht?

4. Wéi huet sech d'Zuel vun de Plainten iwwert den Tëlefon oder direkt un d'Taxikommissioun entwéckelt, dat souwuel bei de Clientë wéi och bei de Chauffeuren?

Zousätzlech zu dëse Froen iwwert dat neit Taxigesetz wollt ech och nach ëm aner Präzisioune bieden, déi am Zesummenhang mat der Taxibranche stinn. Dëst betrëfft besonnesch déi ëmmer méi grouss Zuel vun elektreschen Taxien.

5. Wann e Chauffeur mat engem E-Auto mat wéineg Reschtautonomie (z.B. um Enn vun engem Schaffdag) muss e laangen Trajet refuséieren, ass hien theoretesch forcéiert, säin Emplacement ze verloossen, obwuel hien nach kéint een oder zwee méi kuerz Trajeten an der Uertschaft fueren. Gedenkt den Här Minister, esou Fäll, déi mat engem Verdéngschtausfall fir de betraffene Chauffeur verbonne sinn, ze reglementéieren?

6. Gëtt et Recommandatioune vum Här Minister, déi nei Luedtechnik (Supercharger), déi vill méi eng kuerz Luedzäit brëngt, bei Taxiplazen oder och generell bei de geplangte Luedstatiounen am Land ze installéieren?

7. Ass den Här Minister der Meenung, datt dës Statioune besonnesch och an de Parkhaiser, wou E-Autoe kënne geluede ginn, eleng kënnen eng effizient Notzung vun de Luedstatioune garantéieren, ouni datt en Auto dës stonnelaang blockéiert?

Réponse (04.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

All Chauffeur muss säit dem 1.3.2017 un enger Informatiounssëtzung deelhuelen, déi ënner anerem e Cours iwwert de Volet Legislatioun enthält. An dem Kontext kréien all d'Chauffeuren déi wesentlech Neierunge vum Taxigesetz nobruecht. Virun allem op d'Punkte vum fräie Choix vum Taxi fir de Client an d'Präisfräiheet fir d'Taxiexploitantë gëtt do agaangen.

Bis Enn Mee goufe 622 Chauffeurskaarten ausgestallt. 400 Kandidaten hate sech an den Informatiounssëtzungen ugemellt an 261 dovunner hu sech presentéiert.

An deem Kontext sief och drop higewisen, datt de Service des taxis dëse Juni zwou Wochen op enger Ausstellung iwwert d'Mobilitéit an enger Grande surface zu Lëtzebuerg präsent wäert sinn, fir dem Client d'Neierunge vum neien Taxigesetz méi no ze brëngen. Weider Aktioune sinn am Laf vun de nächste Méint geplangt.

No den éischte sechs Méint, wou den neie gesetzleche Kader applikabel ass, kann ee feststellen, dass d'Präisser ufänken ze bougéieren. Esou gesäit ee mëttlerweil, dass de bëllegsten „prix indicatif" fir e Wee vun 10 km am normalen Dag, inklusiv der Prise en charge, bei 22 € läit an deen deierste bei 37,60 €. Virun der Entrée en vigueur vum neie Gesetz louch de vergläichbare Präis bei 35,60 €, e Präis, deen och haut nach vu vereenzelte Firmen ugebuede gëtt. Gläichzäiteg ass méi eng grouss Offer um Marché, wat d'Marquen an d'Gréisste vun den Autoen ugeet, déi bedriwwe ginn, an och d'Reservatiounsméiglechkeeten iwwert d'Handye goufe vu verschiddenen Operateure wesentlech verbessert an dat ass als direkt Konsequenz vun de Méiglechkeeten, déi den néie legale Kader bitt, ze wäerten.

En detailléierte Bilan wäert awer eréischt méi spéit am Joer méiglech sinn, wann och déi aktuell vakant Lizenze vergi sinn.

Säit dem 1. September 2016 goufen et 222 Reklamatioune vu Clienten, dovunner 42-mol wéinst engem ze héije Präis a 24-mol wéinst dem Behuele vum Chauffeur. Op der Säit vun de Chauffeure goufen et 71 Reklamatioune wéinst Schwieregkeete mat anere Chauffeuren. An dem Kontext sief drun erënnert, dass kee Fall direkt un d'Taxikommissioun geet, mä eréischt no Analys vum Dossier, en fonction vun der Gravitéit vun de Reprochen oder widderhueltem Feelverhalen.

D'Refuséiere vun engem Trajet ass net erlaabt, ausser de Client wier an engem Zoustand, deen den Transport net méiglech mécht, oder wann e vun der Police gesicht gëtt. An all anerem Fall muss den Taxichauffeur eng Course akzeptéieren. Et läit deementspriechend och a senger Responsabilitéit, fir ze kucken, dass, am Kader vun enger Nullemissiounslizenz, säin Auto ausreechend Autonomie huet, ier e sech op en Taxiemplacement stellt, oder de Client informéiert gëtt, datt eng Betankung ënnerwee néideg ass. Dat Nämmlecht gëllt och fir Autoen, déi mat Bensinn oder Diesel bedriwwe sinn. Och do mussen d'Exploitanten dofir suergen, dass hiren Auto zu all Moment entspriechend opgetankt ass, oder de Client iwwer en eventuell néidegt Optanken informéieren. Aus deene Grënn eriwwregt sech och d'Fro no engem Verdéngschtausfall.

Wat dat séiert Luede vun Elektroautoen ugeet, esou schwätzt ee generell vu Luedvitessen ab 50 kW. An dës Kategorie falen och déi sougenannten „Supercharger" déi mat bis zu 145 kW kënne lueden. Heibäi handelt et sech awer ëm e proprietäre Service, deen am Moment just vun enger Autosmarque ka benotzt ginn.

Déi 800 ëffentlech accessibel Opluedstatiounen, déi landeswäit bis Enn 2020 vun de Stroumnetzbedréiwer installéiert ginn an ënnert dem Numm „Chargy" vermaart ginn, si geduecht, fir dem Notzer vun engem Elektroauto méi Sécherheet ze ginn. D'Iddi ass, dass ee bei Bedarf am ganze Land d'Autonomie vu sengem Elektroauto einfach a séier vergréissere kann. D'„Chargy"-Opluedstatioune kënne mat bis zu 22 kW Leeschtung lueden an doduerch an enger Stonn d'Autonomie ëm bis zu 150 km vergréisseren. Dës Luedinfrastruktur ass och accessibel fir Taxien, a vu datt eng gréisser Unzuel vu Statioune bei de Garen an am Zentrum vun den Uertschaften installéiert ginn, profitéieren och d'Taxien dovun. Aus dëse Grënn gëtt et keng Recommandatioun, fir „Supercharger" op Taxiplazen ze installéieren.

Eng effizient Notzung vun den Opluedstatioune gëtt doduerch garantéiert, datt een den Elektroautoe Luedvitessen ubidd, déi ongefäier der Parkdauer vun de Gefierer entspriechen. Vun dohier luede bei „Chargy", déi 400 Bornen op de Park & Ride-Anlagen, wou en Auto oft méi wéi 8 Stonne steet, éischter lues (≥ 3,7 kW), wougéint déi 400 Bornen, déi op d'Gemenge verdeelt goufen, méi séier solle lueden (≤ 22 kW). Zousätzlech kann duerch Parkreglementer och séchergestallt ginn, datt Bornen, déi séier lueden, net stonnelaang blockéiert ginn.

Question 3025 (24.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **manifestations et campagnes électorales de partis politiques d'autres pays au Luxembourg:**

Am September 2015 koum et zu turbulenten Zeenen zu Schengen, wéi e Front-national-Europadeputéierten um Europamonument Blummen néiergeluecht huet, iwwerdeems Lëtzebuerger Politiker géint dee Geste protestéiert hunn. Méi rezent hunn tierkesch Ministeren an EU-Länner politesch Campagnesriede gehalen oder d'Arees fir esou Manifestatiounen net erlaabt kritt, wat zu deelweis schaarfen diplomatesche Konfrontatioune gefouert huet. Och hei zu Lëtzebuerg koum et viru Kuerzem zu enger Demonstratioun vun tierkesche Statsbierger am Zesummenhank mat engem Wahlkampf an hirer Heemecht. An tëscht den zwee Wahltier vun der franséischer Presidentschaftswahl huet de Mouvement vun „En marche" an der Lëtzebuerger Haaptstad e ganzen Dag laang e Stand opgeriicht a Reklamm fir den aktuelle franséische President gemaach.

An deem Kontext hunn ech e puer Froen, déi ech dem Här Ausseminister, dem Här Innenminister an dem Här Justizminister wëll stellen:

1. Ass geregelt, ënner wéi engen Ëmstänn auslännesch Politiker oder Parteien däerfen zu Lëtzebuerg optrieden, Stänn opriichten, Plakater opstellen oder soss Aktivitéiten hunn? Wa jo, wéi sinn déi Regelen? Wann neen, gëtt dru geduecht, esou Regelen anzeféieren? Oder gëtt dru geduecht, esou Aktivitéiten allgemeng ze verbidden?

2. Kennt d'Regierung iergendwellech international Konventiounen, an deenen e Recht op politesch Wahlkampfoptrëtter oder aner politesch Aktivitéite vu Politiker oder Parteien um Territoire vun engem anere Stat virgesi wär? Wa jo, wéi eng wären dat?

3. Fir de Fall wou net un en allgemenge Verbuet geduecht gi wär, no wéi enge Kritäre géif d'Regierung entscheeden, wéi e Politiker oder wéi eng Partei däerf zu Lëtzebuerg Reklamm maachen a wéi eng net? Am Fall wou net all Partei aus engem bestëmmte Stat déiselwecht Rechter zu Lëtzebuerg krit, wär dat net eng Amëschung vun de Lëtzebuerger Autoritéiten an déi bannenzeg Affäre vun engem anere Stat?

4. Wéi schätzen d'Ministeren d'Gefor an, datt Aktivitéite vun auslännesche Politiker oder Parteien hei am Land kéinten zu Onroue féieren?

Réponse commune (26.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Als Äntwert op d'Froen, wéi een auslännesche Politiker oder wéi eng Partei zu Lëtzebuerg däerf optrieden oder aner Aktivitéiten hunn, ass generell festzehalen, dass, onofhängeg vun enger Funktioun oder engem Statut, zu Lëtzebuerg d'Rechter vun der Versammlungs- a vun der Expressiounsfräiheet vun der Verfassung, vun der europäescher Mënscherechtskonventioun a vun der europäescher Grondrechtercharta garantéiert an encadréiert sinn.

Den honorabelen Deputéierten ass sech och sécherlech bewosst, dass Restriktiounen oder Interdictioune vun deene Fräiheeten nëmme méiglech sinn, wa se motivéiert sinn duerch Consideratiounen, déi d'Erhale vun der ëffentlecher Sécherheet betreffen, fir déi déi jeeweileg Autoritéiten zoustänneg sinn.

Question 3026 (24.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**administration de médicaments à l'hôpital:**

Et kënnt dacks vir, datt e Patient an der Klinik méi Medikamenter zesummen anhuele muss. An deem Fall kann et passéieren, datt déi ënnerschiddlech Medikamenter an hir Interaktioun gefëierlech Wiesselwierkunge kënne produzéieren.

An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1) Wéi ka séchergestallt ginn, datt all Dokter zu all Ablack en Iwwerbléck huet iwwer aner Medikamenter, déi de Patient vun engem Beruffskolleeg verschriwwe krut?

2) Kann déi geplangten elektronesch Patientenakt hei eng Hëllef duerstellen? Wéi wäit ass dee geplangten Dossier vun der elektronescher Patientenakt elo schonn avancéiert, fir déi Fäll, wou d'Leit keen „médecin référent" hunn?

An de Klinicke kréien d'Patienten hir Medikamenter dacks an engem Plastikbecher, wou se hinnen ouni Verpackung an ouni Erklärungszie-del presentéiert an dann ageholl ginn.

3) Wéi ass séchergestallt, datt all Patient iwwer säi Recht verfüügt, genee informéiert ze sinn an ze wëssen, wat fir Medikamenter hie grad anhëlt a wat fir Wierkungen an Niewewierkungen déi hunn?

Réponse (28.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

An de Spideeler huet all Patient säin eegenen Dossier, esou gesäit d'Spidolsgesetz vum 28 August 1998 et vir (Artikel 36): «(…) le dossier patient individuel du patient hospitalier retrace, de façon chronologique et fidèle, l'état de santé du patient et son évolution au cours de la prise en charge. Il comporte les volets médical, de soins et administratif et renseigne toute information pertinente pour la sécurité et l'évolution de l'état de santé du patient».

Den Artikel 15 Abschnitt 2 vum Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an Obligatioune vun de Patienten hält ënner anerem fest, dass «(…) le professionnel de santé intervenant dans la prise en charge du patient est responsable de ce que ses instructions, ses prescriptions et ses prestations ainsi que toute autre information pertinente pour la sécurité et l'évolution de l'état de santé du patient sont consignés au dossier du patient (…)».

D'Donnéeë vun der Medikamenteprescriptioun si wichteg Informatioune fir d'Sécherheet an d'Evolutioun vum Gesondheetszoustand vum Patient a sinn duerfir am individuelle Patientendossier vum Spidol enthalen. Dës Informatioune sinn all Dokter zougänglech.

Fir d'Sécherheet vun der Medikamenteprescriptioun nach ze erhéijen, kann ee verschidde Strategien ëmsetzen, wéi zum Beispill d'Conciliation médicamenteuse. «La conciliation des traitements médicamenteux (ou conciliation médicamenteuse) est une démarche qui permet de prévenir et d'intercepter les erreurs médicamenteuses. Elle repose sur la transmission et le partage d'informations complètes et exactes entre les membres de l'équipe de soins et le patient tout au long de son parcours.»[1] E Logiciel am Computersystem mécht automatesch e Cross-check vun den Interaktioune vun de verschriwwene Medikamenter. Beim

[1] https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2735359/fr/conciliation-medicamenteuse-prevenir-et-intercepter-les-erreurs

Fanne vun Interaktiounen, déi méi oder manner geféierlech sinn, schéckt de Programm eng Alerte un den Dokter.

Esou kann ee soen, dass d'legal Basis an d'operationnel Modalitéite vun der Medikamenteverschreiwung an de Spideeler d'Sécherheet vun de Patienten assuréieren.

Hei muss een ënnerscheeden tëschent dem individuelle Patientendossier am Spidol, deen ënner elektronescher Form a verschiddene Spideeler besteet, an dem „dossier de soins partagé (DSP)".

Den DSP ass den nationalen elektroneschen Santés-Dossier, deen all d'Secteure vun der Santé beinhalt. E gëtt vum Patient aktivéiert an huet als Objektiv d'Koordination vun den Akte vun der Fleeg vun deene verschiddene Prestataren, am Spidol wéi och ausserhalb vum Spidol.

Déi lescht Zuele vun der Agence E-Santé weisen, dass am Abrëll 2017 d'Zuel vun den DSP op 33.238 war.

Den DSP kann d'Medikamentesécherheet verbesseren, wann:

- e regelméisseg a komplett gefëllt gëtt vun den Dokteren,

- de Patient dem Dokter d'Recht gëtt fir Accès op säin DSP,

- den Inhalt gutt strukturéiert ass, fir déi wichteg Informatioun schnell ze erkennen.

Den „médecin référent", a senger vum Gesetz virgeschriwwener Roll als Coordinateur vun der Fleeg, dréit zur Medikamentesécherheet bäi, mä d'Regelen an d'Prinzipie vun der Conciliation médicamenteuse si fir all Dokter bestänneg anzehalen.

D'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an Obligatioune vun de Patiente präziséiert am Artikel 8 d'Recht vum Patient op Informatiounen iwwer säi Gesondheetszoustand.

D'Obligatioun, de Patient iwwer Niewewierkungen ze informéieren, ass spezifesch ernimmt:

«(4) Les soins de santé à un patient disposant de la capacité nécessaire ne peuvent être prestés que moyennant son consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d'une information adéquate.

Sans préjudice des dispositions des articles 9 et 10, l'information préalable porte sur les éléments essentiels caractérisant les soins de santé proposés, y compris une information adéquate sur les objectifs et les conséquences prévisibles de ces soins, leur bénéfice, leur urgence éventuelle, les risques ou événements fréquents et graves généralement connus, appréciés en tenant compte des caractéristiques spécifiques du patient, ainsi que sur les alternatives ou options thérapeutiques éventuellement envisageables et les conséquences prévisibles en cas de refus. Il incombe au professionnel de santé d'évaluer les risques et événements indésirables spécifiquement liés à l'état de santé du patient.

L'information sur les risques et événements indésirables fréquents et graves généraux connus peut être donnée sur base d'un référentiel. Le Conseil scientifique dans le domaine de la santé élabore des recommandations de bonne pratique relatives à la délivrance de l'information aux patients sur leur état de santé. Il peut diffuser des référentiels par type d'intervention.

L'information préalable du patient inclut sur sa demande une estimation du coût global inhérent aux soins de santé proposés et aux modalités de prise en charge envisagées.

Sur demande du patient, l'information préalable porte sur la disponibilité prévisible des soins proposés, la qualité et la sécurité des soins de santé, y compris le nombre d'actes effectués par le prestataire, le taux de complications, la durée de séjour prévisible en cas d'hospitalisation, le statut d'autorisation ou d'enregistrement du prestataire de soins de santé, ainsi que sur la couverture d'assurance au titre de la responsabilité professionnelle.»

Déi unerkannten Dokteren an d'Spidolsorganisatioun mussen déi legal Ufuerderungen ëmsetzen, déi erméiglechen, dass all Patient eng adequat, kloer a verständlech Informatioun kritt.

Question 3027 (24.05.2017) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant l'**absence d'un code dans la nomenclature de la CNS pour référencier l'IVG:**

Q242

Suite à l'aboutissement de la dépénalisation et de la libéralisation de l'IVG par la loi du 17 décembre 2014, un pas décisif a été engagé en vue de rendre aux femmes le pouvoir de décider elles-mêmes de leur corps et du choix de ne pas avoir d'enfant quelle que soit leur condition psychosociale. Cependant, avec la légalisation de l'IVG, un chantier en lien avec sa prise en charge par la sécurité sociale est toujours ouvert. D'après des informations transmises par la presse et des médecins gynécologues directement impliqués dans le processus d'élaboration de la loi sur l'avortement, il n'existerait pas de code spécifique pour l'IVG dans la nomenclature de la CNS. Après vérification de la nomenclature de la CNS pour l'année 2017 en cours, l'IVG est effectivement recensée soit sous le code 6A71 des avortements chirurgicaux avant 14 semaines de grossesse, soit sous le code 6A72 des avortements médicaux et chirurgicaux après 14 semaines de grossesse. Ceci ne va pas sans contradictions du point de vue légal, comme une IVG n'est plus possible après douze semaines de gestation. Mais pour beaucoup de médecins pratiquant l'IVG, l'absence d'un code de référence spécifique pour l'IVG médicamenteuse, qui est le plus souvent pratiquée, les oblige de référencer l'IVG au code et donc au coût d'une échographie. Par conséquent le prix réel d'une IVG reste encore à déterminer. Enfin, ce problème de codage empêche la construction de données statistiques fiables quant au nombre et aux types d'IVG pratiquées.

Afin de m'assurer de la véracité de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il m'informer s'il n'existe toujours pas de code de référence spécifique pour l'IVG dans la nomenclature de la CNS?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pourquoi ce code n'a-t-il pas encore été créé?

3) Dans la mesure où la loi du 17 décembre 2014 prévoit le remboursement intégral des frais de l'IVG par les caisses de maladie, Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne sont-ils pas d'avis qu'une détermination précise du coût d'une IVG, grâce à la création d'un code de référence spécifique dans le registre de la CNS, permettrait d'évaluer au mieux les frais à engager par la sécurité sociale pour ce type d'intervention?

4) En effet, comment Monsieur le Ministre et Madame la Ministre entendent-ils prévoir des dépenses budgétaires en lien avec l'IVG sans disposer de données chiffrées sur le nombre et les types d'IVG pratiquées?

5) Enfin, comment Madame la Ministre envisage-t-elle de développer par ailleurs les dispositifs d'éducation sexuelle et - comme elle l'a évoqué dans sa réponse à la question parlementaire n°2868 de Madame la Députée Taina Bofferding - de «promouvoir la santé sexuelle, pour réduire le nombre de grossesses non désirées et des IVG», si elle ne dispose pas de données démographiques (la population concernée par l'IVG en termes de catégories d'âge, d'origine nationale et de statut social par exemple) et chiffrées complètes sur les interventions et demandes d'IVG?

Réponse commune (29.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

À ce jour, la Commission de nomenclature n'a pas encore été saisie d'une demande concernant la création d'un code de référence spécifique pour l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la nomenclature. Les ministres tiennent cependant à informer l'honorable Député que le remboursement des frais liés à l'IVG est pris en charge par les organismes de sécurité sociale depuis l'adoption de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse.

Le Ministère de la Santé est actuellement en train d'élaborer des indicateurs démographiques et socio-économiques destinés à obtenir une meilleure connaissance de la situation en matière d'IVG, permettant notamment de recenser le nombre des IVG, les effets secondaires, les complications ou encore les frais liés aux IVG.

En ce qui concerne l'IVG, la nomenclature des actes et services des médecins comporte deux codes, à savoir le code 6A71 «Évacuation d'un utérus gravide par curetage ou aspiration, avant 14 semaines de grossesse» et le code 6A72 «Évacuation d'un utérus gravide par hystérotomie ou par procédé médicamenteux, après 14 semaines de grossesse». Par ailleurs, l'acte 6G86 «Curetage de la cavité utérine, dilatation et tamponnement compris» peut également être invoqué.

Pour les dépenses budgétaires en lien avec les IVG, les ministres soussignés adoptent une approche holistique. L'IVG est abordée dans le cadre de la promotion de la santé affective et sexuelle. Ainsi, l'IVG n'est pas considérée de manière isolée, mais est à inclure dans le champ plus vaste de l'amélioration de la promotion de la santé affective et sexuelle, étant donné que la problématique de l'IVG est complexe et les possibilités d'amélioration sont multiples et interconnectées. Une politique efficace en matière de santé affective et sexuelle, qui inclut la prévention des grossesses non désirées et la pratique d'IVG, appelle à la prise en considération des besoins de toute la population sexuellement active, en prenant en compte notamment les spécificités liées au genre, à l'âge, à la culture, etc. Cette politique, qui ne se limite pas uniquement à la problématique des IVG, a mis en place le Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle, qui a commencé à fonctionner le 1er avril 2017 et dont la mission consiste entre autres à porter une analyse sur les populations à traiter, leurs caractéristiques et leurs besoins spécifiques.

Dans l'attente de données nationales, le Ministère de la Santé se base, pour l'évaluation de la situation au Grand-Duché de Luxembourg, sur les données tirées d'études sur la situation en matière d'IVG de nos pays voisins (Belgique, France et Allemagne) émettant par analogie une estimation quant aux chiffres au Luxembourg, mais aussi à base de chiffres publiés dans le rapport d'activité du Planning familial.

Question 3028 (24.05.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **groupe POST Luxembourg:**

Le groupe POST Luxembourg vient de présenter son bilan pour l'année 2016. L'entreprise a réalisé en 2016 un résultat brut avant impôts et amortissements de 156 millions d'euros, une hausse de 9% par rapport à l'année 2015.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Vu le résultat exceptionnel susmentionné, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le groupe POST devrait reconsidérer sa stratégie de fermeture de bureaux de poste annoncée en décembre 2015 et qui était en majeure partie fondée sur des considérations économiques?

- Vu le résultat exceptionnel susmentionné, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le groupe POST envisage de revenir sur sa décision d'augmenter les frais bancaires et postaux et abolir la nouvelle politique tarifaire en vigueur?

Réponse (28.06.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'honorable Député met en avant le résultat brut avant impôts et amortissements de 156 millions d'euros du groupe POST Luxembourg. Or, ce chiffre est à relativiser étant donné que le même bilan pour 2016 met également en exergue que le groupe POST Luxembourg a procédé à des amortissements de l'ordre de 127 millions d'euros, tenant ainsi compte de l'impact financier des importants programmes d'investissement et en hausse d'onze millions d'euros par rapport à 2015. Le résultat net après amortissements et impôts s'élève à 23,5 millions d'euros.

Le groupe POST Luxembourg est actif dans trois métiers différents, à savoir le domaine des communications électroniques, des services postaux et enfin des services financiers (CCP). Dans un marché entièrement libéralisé, POST se doit de garantir la rentabilité financière de chaque métier vu séparément, ceci pour des raisons économiques évidentes tout comme par rapport aux obligations légales de concurrence équitable.

Toutes les décisions stratégiques prises récemment au niveau du groupe POST Luxembourg sous la responsabilité de son conseil d'administration, dont celles auxquelles la présente question parlementaire fait référence, gardent ainsi leur raison d'être.

Question 3029 (24.05.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant la **liberté de panorama:**

Au Grand-Duché, d'après mes informations, en vertu de la loi du 18 avril 2001 relative aux droits d'auteur, aux droits voisins et aux bases de données, il est permis à l'architecte d'interdire à des tiers de reproduire son œuvre de quelque manière et sous quelque forme que ce soit, de sorte que la photographie d'une œuvre architecturale n'est pas permise en l'absence du consentement de l'architecte, et ce pour une durée de 70 ans à compter du 1er janvier qui suit le décès de l'auteur et cela au profit de ses héritiers et de ses ayants droit.

Par contre, en Belgique, la liberté de panorama est consacrée depuis le 15 juillet 2016. Ainsi, la nouvelle législation autorise «la reproduction et la communication au public d'œuvres d'art plastique, graphique ou architectural destinées à être placées de façon permanente dans des lieux publics, pour autant qu'il s'agisse de la reproduction ou de la communication de l'œuvre telle qu'elle s'y trouve et que cette reproduction ou communication ne porte pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur».

La loi belge fait donc primer la liberté de l'individu de prendre des photos dans l'espace public sur la protection des droits d'auteur des œuvres d'art ou des bâtiments publics.

En France, la loi «pour une République numérique» a été promulguée le 8 octobre 2016.

Alors qu'il était question d'intégrer dans ce texte la liberté de panorama en droit français, les parlementaires ont finalement opté pour une exception plus limitée.

Ainsi, il est permis pour les seuls particuliers et dans un usage dénué de tout caractère commercial de diffuser en ligne la photographie d'une œuvre architecturale sans obtenir l'accord préalable de son auteur ou de ses ayants droit. En revanche, la diffusion sans autorisation de la photographie d'une œuvre architecturale protégée sur des portails commerciaux ou hébergeant de la publicité, notamment les réseaux sociaux, reste interdite.

En vertu de la réglementation européenne, chaque État membre peut insérer dans sa législation nationale des limitations et des exceptions au droit d'auteur «lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'œuvres, telles que des réalisations architecturales ou des sculptures, réalisées pour être placées en permanence dans des lieux publics» (article 5§3 (h) de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information).

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1. Comment la liberté de panorama est-elle définie par la loi luxembourgeoise?

2. Quel est l'impact de la législation sur les images de panoramas du Grand-Duché qui peuvent être diffusées tant sous forme électronique (réseaux sociaux, sites Internet) que sur support papier (presse écrite, brochures touristiques, dépliants, etc.)? Ces dispositions ne risquent-elles pas de nuire à l'image du Luxembourg, sinon de limiter le rayonnement de notre patrimoine et nos biens culturels?

3. L'État et les collectivités publiques étant le maître d'ouvrage respectivement le propriétaire de nombreuses œuvres visées par la présente question, est-ce qu'une cession ou une licence par un contrat précis et écrit des droits d'auteur d'architecte au profit du propriétaire a été prévue?

4. Est-il envisagé de modifier la législation actuelle dans le sens d'un assouplissement de la liberté de panorama à l'instar de la loi belge, sinon dans le sens d'un assouplissement uniquement à des fins non commerciales, comme cela est le cas en France?

Réponse (04.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

ad 1. Les droits d'auteur sont régis en droit luxembourgeois par la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données. Cette loi ne définit pas la liberté de panorama.

ad 2. La loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données détermine les droits accordés aux auteurs et titulaires de droits ainsi que de l'étendue de ces droits. Par exemple, les articles 10 et 10bis prévoient des exceptions et limitations qui permettent certaines utilisations qui ne requièrent pas l'autorisation préalable de l'auteur. La liberté de panorama n'ayant pas été introduite en droit luxembourgeois, l'utilisation de photographies reproduisant des œuvres protégées par les droits d'auteur, qu'elles

soient accessibles dans un lieu public ou non, est donc soumise aux mêmes règles de droits. Par conséquent, toute reproduction et communication au public, qu'elle intervienne sur Internet ou les réseaux sociaux ou tout autre support, requiert l'autorisation du titulaire de droit, sauf dans les cas où une exception ou limitation prévue par la loi serait applicable. Dans ce contexte, il est notamment possible de citer l'article 10 paragraphe 7 de la loi du 18 avril 2001 qui prévoit la possibilité de reproduire ou communiquer les œuvres situées dans un lieu accessible au public lorsque l'œuvre ne constitue pas le sujet principal de la reproduction ou de la communication. Par ailleurs, l'article 10 paragraphe 10, accorde aux bibliothèques accessibles au public, aux établissements d'enseignement, aux musées et aux archives le droit de reproduire et de communiquer dans l'enceinte de l'institution une œuvre licitement accessible au public, lorsqu'un but commercial n'est recherché, afin de faire connaître le patrimoine culturel.

Compte tenu de ces éléments, l'état actuel du droit luxembourgeois ne porte pas préjudice à l'image du Luxembourg et ne limite pas le rayonnement du patrimoine culturel luxembourgeois étant donné qu'une balance équilibrée des intérêts a été recherchée.

ad 3. Concernant le secteur public, il convient de signaler que le contrat-type «d'architecte», utilisé par exemple par l'Administration des bâtiments publics, contient une clause prévoyant la cession de la propriété intellectuelle de l'œuvre. Cette cession englobe les droits moraux et les droits patrimoniaux d'auteur dans les limites et conformément aux lois applicables en la matière. Toutefois, cette clause peut être modifiée au cas par cas en fonction d'un éventuel accord trouvé entre le maître d'ouvrage et l'architecte.

ad 4. Pour l'instant, le Gouvernement n'envisage pas de légiférer en ce qui concerne la liberté de panorama. La question de la liberté de panorama est une question particulièrement controversée qui est traitée de manière extrêmement différente dans les États membres de l'Union européenne. C'est pour cette raison que la Commission européenne avait lancé une consultation publique relative à la liberté de panorama le 23 mars 2016. La participation à cette consultation a été clôturée le 15 juin 2016. L'analyse des résultats de cette consultation permettra de mieux définir les problèmes rencontrés par les utilisateurs et de déterminer si l'intervention du législateur européen ou luxembourgeois est nécessaire. Il est à noter qu'une telle exception, si elle s'avérait nécessaire, et pour qu'elle assure une véritable sécurité juridique aux bénéficiaires, devrait être mise en place par régime harmonisé dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

Question 3030 (24.05.2017) de **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant les **monnaies virtuelles:**

Une nouvelle «monnaie» virtuelle vient d'être lancée sous le nom de «Bilur» début mai 2017 avec la prétention de concurrencer le «Bitcoin».

Celle-ci s'ajoute à la panoplie de crypto-monnaies, dont celle dénommée «Zcash», lancée fin 2016 et qui utilise un nouvel algorithme développé à Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quel est selon la législation luxembourgeoise le statut juridique des monnaies virtuelles en tant qu'instruments de paiement respectivement d'instruments financiers?

2. Quel cadre permet actuellement de prévenir et de dissuader l'usage des monnaies virtuelles à des fins frauduleuses ou de blanchiment?

3. De quelle façon le flux des monnaies virtuelles est-il actuellement limité et contrôlé? L'anonymat des utilisateurs de ces monnaies est-il illimité?

4. Existe-t-il actuellement une limite ou un plafond d'utilisation des monnaies virtuelles en tant que méthode de paiement?

5. Les gains tirés de la vente respectivement les transmissions à titre gratuit d'unités de compte virtuelles stockées sur un support électronique sont-ils soumis à l'impôt luxembourgeois?

6. Dans l'affirmative, quel est le volume de ces gains/transmissions qui ont été déclarés au Grand-Duché pour les derniers exercices?

Réponse (22.06.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il n'existe actuellement ni au Luxembourg ni au niveau de l'UE une réglementation spécifique permettant de trancher sur le statut juridique des monnaies virtuelles que ce soit en tant qu'instruments de paiement ou d'instruments financiers.

La CSSF a précisé, dans son communiqué de presse «Monnaies virtuelles» du 14 février 2014, qu'elle considère que les monnaies «virtuelles» sont de la monnaie, puisqu'elles sont acceptées comme moyen de paiement pour des biens et des services par un cercle suffisamment large de personnes. La CSSF a ajouté que les monnaies virtuelles ne sont pas régulées au Luxembourg d'un point de vue monétaire.

L'activité d'émission, de gestion, d'administration et de commercialisation de monnaies virtuelles est susceptible de tomber dans le champ d'application de la législation luxembourgeoise relative au secteur financier, y compris de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Toute personne qui preste des services financiers à l'aide ou en se basant sur des monnaies virtuelles est soumise à la réglementation du secteur financier. Tel est le cas notamment des personnes qui émettent des moyens de paiement libellés en monnaies virtuelles, offrent des services de paiement utilisant des monnaies virtuelles, créent un marché («plateforme») pour négocier des monnaies virtuelles ou autres.

Les personnes visées sont assujetties à un agrément ministériel et à la surveillance prudentielle par la CSSF qui vérifiera le respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dont les obligations de connaissance du client et de suivi des transactions telles que prévues notamment dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant certaines précisions de la loi de 2004 et le règlement CSSF n°12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. En particulier, les personnes visées doivent identifier les clients qui souhaitent bénéficier des services financiers de vente/achat de monnaies virtuelles contre des monnaies ayant cours légal. Aussi, les comptes de ces clients ne peuvent être crédités que par des monnaies ayant cours légal ou par des monnaies virtuelles dont l'origine peut être vérifiée.

Les flux de monnaies virtuelles ne sont pas limités. L'utilisation des monnaies virtuelles n'est soumise ni à une limite ni à un plafond.

En ce qui concerne le volet fiscal, en vertu des dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), un revenu n'est imposable que s'il rentre dans une des catégories de revenus énumérées par l'article 10 L.I.R., et ceci indépendamment du fait que le revenu est réalisé lors de la vente de biens réels ou de biens virtuels. Du point de vue fiscal, l'appréciation économique des opérations d'échange de biens et de services se fait donc sans distinguer entre le monde réel ou virtuel. Par conséquent, le droit commun s'applique dans toutes les circonstances. Des statistiques quant au volume des plus-values déclarées ne sont actuellement pas disponibles.

En ce qui concerne les transmissions à titre gratuit, celles-ci ne déclenchent, en principe, pas d'imposition dans le chef du cédant.

Question 3031 (26.05.2017) de **Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Emile Eicher** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire du Nord:**

En réponse à la question parlementaire n°1598 du 26 novembre 2015, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que la réalisation d'une piste cyclable (PC21) le long de l'assiette de la voie ferrée entre Troisvierges (Pafemillen) et Clervaux n'hypothéquera nullement une éventuelle mise à double voie ferroviaire sur ce tronçon. Monsieur le Ministre avait à l'époque expliqué que cette mise à double voie ne s'avérerait pas nécessaire.

Au cours d'une récente réunion d'information entre des représentants des communes de Clervaux, Troisvierges et Wincrange et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, les responsables du ministère ont affirmé que la piste cyclable (PC21) serait aménagée le long de l'assiette de la voie ferrée entre Troisvierges (Pafemillen) et Clervaux et qu'aucune mise à double voie, respectivement une voie permettant des croisements de train, seraient prévues pour les prochaines 20 années.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- Sachant que les tronçons à voie unique représentent une des sources de retard des trains, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de résoudre cette problématique?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il augmenter l'attractivité de la ligne ferroviaire du Nord pour les utilisateurs des transports publics?

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que la sécurité des cyclistes soit assurée sur la PC21 le long de la voie ferrée entre Troisvierges (Pafemillen) et Clervaux au vu du fait que le chemin soit séparé de la voie ferrée par une simple clôture?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Service gestion infrastructure des CFL est en contact avec l'Administration des ponts et chaussés pour la planification de la piste cyclable PC21 entre Clervaux et Pfaffenmühle.

En effet, la réalisation de la piste cyclable (PC21) le long de l'assiette de la voie ferrée entre Troisvierges-Pfaffenmühle et Clervaux n'hypothéquera nullement une éventuelle mise à double voie ferroviaire sur ce tronçon jusqu'au moment où il sera décidé de mettre à double voie ce tronçon. Dans le cadre d'un tel projet, la piste cyclable sera déplacée sur un tracé parallèle.

La mise en service de l'arrêt Pfaffenthal-Kirchberg et du nouveau tram en décembre 2017 permettront aux habitants du Nord du pays de se rendre plus rapidement sur le plateau du Kirchberg de même que vers le quartier du Limpertsberg.

À partir du changement d'horaire en décembre 2017, le trajet en train Ettelbruck - Kirchberg se fera alors en 25 minutes en utilisant le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg. L'horaire 2018 prévoit également la circulation d'un train direct par heure dans les deux sens entre Troisvierges et Rodange, ce qui permet de relier directement les trois pôles de développement de la «Nordstad», de la ville de Luxembourg et de la «région du Sud»

L'attractivité de la ligne du Nord a déjà nettement augmenté depuis l'introduction de la desserte à cadence semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges fin 2014 ainsi que par la mise en place récente de trains de nuit.

La modernisation complète du pôle multimodal d'Ettelbruck avec son bâtiment P&R, de même que la construction de nouveaux P&R au niveau des gares de Mersch et de Troisvierges permettront d'augmenter encore davantage l'attractivité de ces gares pour les utilisateurs des transports publics.

Par ailleurs, la mise en place de mBox aux gares et points d'arrêts ainsi que le développement conséquent du réseau cyclable incitent les utilisateurs du train à prendre le vélo pour se rendre aux gares.

Enfin, la mise en place d'une clôture entre les chemins de fer et la piste cyclable suffit pour garantir la sécurité des utilisateurs de la piste cyclable.

Question 3032 (29.05.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **cadastre des biotopes:**

Le cadastre des biotopes est une cartographie détaillée des biotopes rares et menacés visés par l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Il peut être consulté par le public via le géoportail et il permet de donner une sécurité supplémentaire aux propriétaires de terrains qui savent quels endroits de leur terrain sont classés en tant que biotope.

Cet outil a dressé un inventaire de la situation existante et n'a pas créé de nouvelles servitudes en défaveur du propriétaire ou de l'exploitant des terrains concernés. Dès lors, il n'est pas possible de former un recours contre le cadastre des biotopes. Le respect de ces biotopes n'est pas facultatif, mais obligatoire. Les agriculteurs ont une obligation de résultat, c'est-à-dire une obligation de préserver les biotopes recensés. Toute dégradation ou destruction de biotopes constitue une infraction à la loi et sera poursuivie en conséquence. Dans ce contexte, un guide d'orientation et de bonne pratique a été élaboré afin d'offrir une information et une aide à l'exploitant.

Il me revient que les responsables du ministère auraient procédé à des contrôles sur le terrain afin de vérifier si les directives et recommandations du guide d'orientation et de bonne pratique ont été respectés. L'évolution de l'état du biotope par contre n'aurait pas été contrôlée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons les directives et recommandations du guide d'orientation et de bonne pratique ont été contrôlées et non le résultat de la gestion qui devait protéger les biotopes?

3) Le Ministère de l'Environnement a-t-il émis des directives en ce sens?

4) Madame la Ministre peut-elle m'informer si des visites sur le terrain ont eu lieu avec les agriculteurs concernés par des biotopes et le cas échant ont-ils reçus les explications et informations nécessaires pour une gestion garantissant le maintien des biotopes?

Réponse (04.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

De prime abord, je confirme certaines affirmations de l'honorable Députée Madame Martine Hansen dans le sens où le cadastre des biotopes a été conçu en première instance - sur demande du secteur agricole - comme un outil permettant la localisation exacte d'habitats et de biotopes difficilement reconnaissables sur le terrain et protégés en vertu de l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. La préservation des biotopes et habitats protégés est en effet une obligation légale, étant donné qu'il est interdit, selon l'article 17 précité, de réduire, de détruire ou de changer les biotopes et habitats protégés. Il est vrai que le cadastre des biotopes peut être consulté via le géoportail luxembourgeois, permettant ainsi aux propriétaires et exploitants des terrains concernés d'adapter leur mode de gestion aux exigences écologiques spécifiques aux différents types de biotopes et habitats répertoriés. Les modalités de gestion appropriée par type de biotope et habitat sont décrites dans une publication commune du Département de l'environnement et du Ministère de l'Agriculture; publication qui a été mise à disposition de tous les agriculteurs par le Service de l'économie rurale.

ad 1) Non. Sur mon instruction les responsables du ministère, plus précisément les agents de l'Administration de la nature et des forêts (ANF), ont prioritairement procédé à un contrôle des biotopes sur le terrain visant à identifier d'éventuelles infractions par rapport à l'article 17 de la loi précitée; infractions qui représentent une destruction, dégradation ou détérioration des biotopes. Ces contrôles visent par exemple l'utilisation de pesticides, le retournement des terres, le drainage ou tout autre changement de la situation menant à une destruction, dégradation ou détérioration du biotope ou de l'habitat.

Il y a lieu de rappeler que les agents de l'ANF ont pour mission, selon les dispositions de la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la nature et des forêts, la surveillance et la police en matière de protection de la nature, des forêts, de chasse et de pêche, ce qui les oblige notamment à veiller au respect des dispositions de la loi modifiée du 19 janvier 2004 et plus précisément de son article 17.

À partir de 2016, le Département de l'environnement a lancé une campagne pluriannuelle de monitoring des surfaces du cadastre des biotopes. Cette campagne, basée sur un échantillonnage de la totalité des surfaces du cadastre, a pour objectif principal d'évaluer l'état de conservation des biotopes et habitats et d'établir un protocole de monitoring à long terme, servant notamment aux fins de l'obligation de reporting à la Commission européenne prévues par la directive «habitats», dont la prochaine échéance sera en 2019. Le suivi de l'état de conservation des biotopes, qui est le résultat direct de la gestion des biotopes et habitats, contrairement à ce que prétend l'honorable Députée, est donc bel et bien garanti. Reste à noter également que cette campagne de monitoring a été présentée préalablement à la Chambre de l'agriculture et que chaque année les communes inventoriées seront annoncées dans la presse agricole.

ad 2) et 3) En principe, ces questions sont sans objet comme la première question a été répondue par «Non».

Néanmoins, dans un souci de transparence, je tiens à préciser qu'accessoirement aux contrôles réalisés par les agents de l'ANF, ces derniers notent leurs observations quant à une éventuelle gestion déconseillée des biotopes et habitats.

Il y a lieu de préciser que bon nombre de biotopes et habitats, et notamment les prairies, pelouses et pâturages sont soumis à une dégradation lente mais progressive, due à une gestion déconseillée sur le long terme et pas nécessairement détectables en absence d'une surveillance rapprochée. Ainsi, par exemple le fauchage précoce et/ou la fertilisation répétée sur quelques années d'une prairie maigre de fauche par exemple conduira inlassablement à une disparition du biotope en question en faveur d'une prairie intensive et pauvre en espèces.

Selon la gravité des observations notées par le préposé, la direction de l'ANF informe les exploitants, par voie de courrier des modes de gestion inappropriés observés, en l'invitant à se faire conseiller par un expert. Cette démarche poursuit ainsi un objectif de prévention de la détérioration de biotopes et habitats protégés, visant à informer les agriculteurs de se retrouver à long terme confrontés à une situation d'infraction aux dispositions légales.

ad 4) Dans la mesure où le cadastre des biotopes est public et accessible via le géoportail, tout exploitant agricole devrait en principe être en mesure de vérifier si ses terrains hébergent des biotopes protégés. Comme indiqué plus haut, l'ANF a organisé des visites de terrains avec des agriculteurs ayant explicitement sollicité une telle démarche. Au total, le service de la nature a ainsi effectué des visites de terrains avec 104 exploitants entre 2015 et 2017. Comme indiqué plus haut, chaque exploitant agricole bénéficiaire des paiements directs en vertu du programme de développement rural a reçu le guide de bonnes pratiques relatives à la gestion des biotopes protégés. Les efforts de sensibilisation mentionnés plus haut visent également à promouvoir une prise de conscience générale auprès des agriculteurs pour la conservation des surfaces du cadastre des biotopes. Finalement, l'ANF en coopération avec le MBR Lëtzebuerg (Maschinen- und Betriebshilfsring Lëtzebuerg), a offert cinq formations sur le cadastre des biotopes aux agriculteurs intéressés entre 2015 et 2017.

Question 3033 (29.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **blocage de la République de Turquie du partenariat de l'OTAN avec la République d'Autriche:**

La Turquie vient en effet de bloquer les programmes de partenariat de l'OTAN avec l'Autriche en raison du refus viennois de l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne. «Celui qui bloque l'autre sera bloqué à son tour», aurait déclaré le Président turc Recep Tayyip Erdoğan selon les dires de la presse internationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les derniers développements du précité incident diplomatique?

2. Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il soit politiquement et diplomatiquement légitime de lier la stratégie de partenariat de l'OTAN vis-à-vis de l'Autriche à la position de Vienne relative au processus d'adhésion de la Turquie à l'UE?

3. Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une plus grande solidarité intra-européenne avec l'Autriche s'impose dès lors? Le Gouvernement a-t-il déjà entrepris des démarches politico-diplomatiques dans ce sens?

Réponse (22.06.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

L'OTAN coopère, dans le contexte de la sécurité coopérative, avec de nombreux pays et des organisations internationales. Au-delà du dialogue politique, les partenaires sont associés à de nombreuses activités de l'OTAN, de l'élaboration de politiques au renforcement des capacités de défense, en passant par le développement de l'interopérabilité et la participation aux opérations et missions de gestion de crise de l'Alliance, par exemple en Afghanistan ou au Kosovo.

Suite à des tensions entre Vienne et Ankara, la Turquie a revu sa position par rapport à la participation autrichienne dans les activités de l'OTAN avec les pays partenaires. Le différend dure depuis plusieurs mois, malgré les efforts du secrétaire général et de son équipe, ainsi que des alliés - qu'ils soient membres de l'Union européenne ou pas -, visant à débloquer la situation.

Le Luxembourg était parmi ceux qui ont tenté de promouvoir une normalisation des relations entre l'OTAN et l'Autriche, en ligne avec la politique des partenariats de l'Alliance et dans l'intérêt de la sécurité coopérative de l'OTAN.

Malheureusement, il s'agit en premier lieu d'un différend bilatéral qui ne saurait être résolu au sein de l'OTAN ou par les autres alliés.

Comme la majorité des alliés, le Luxembourg continue de suivre la situation et reste disposé à appuyer toute solution qui puisse permettre de surmonter le blocage actuel.

Question 3035 (30.05.2017) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **conséquences de la fermeture de la chasse au renard:**

Lors de la prolongation de l'interdiction de la chasse au renard, le Gouvernement a décidé de mettre en place un groupe de suivi scientifique dont les missions incluent entre autres l'évaluation des résultats d'analyses des cadavres de renards collectés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quel est le nombre de cadavres de renards collectés sur le territoire luxembourgeois et analysés pendant l'année 2016?

2. Quels sont les différents pathogènes identifiés sur lesdits cadavres de renard?

3. Quel est le pourcentage d'infection aux échinocoques desdits cadavres de renards?

4. Comment ce taux d'infection a-t-il évolué depuis la fermeture de la chasse au renard?

5. Où se situe ce taux d'infection en comparaison avec d'autres pays ou régions européennes n'ayant pas interdit la chasse au renard?

Réponse (04.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. 150 cadavres ont été réceptionnés par le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'Administration des services vétérinaires. De ceux-ci, trois ont été jugés inutilisables, 32 incomplets.

ad 2. Les cadavres ont été analysés systématiquement pour la rage, les trichines et les échinocoques.

Il y avait des cas individuels où des infections diverses et des parasites ont été constatés.

ad 3. Sur les 128 cadavres, 29% étaient positifs. Pour la rage et les trichines, aucun cas n'a été détecté.

ad 4. Entre 2012 et 2015, 134 cadavres de renard ont été analysés. Il y avait un taux d'infection de 25 à 40%.

ad 5. À ce jour, il n'existe aucune étude montrant que la chasse aurait comme effet de réduire une population de renards ou la prévalence du ténia du renard.

En consultant p. ex. le «EFSA Report 2015» respectivement d'autres études, on remarque que les taux de prévalence du ténia du renard varient selon les régions. Une étude menée en Lituanie, où le renard est chassé, a décelé un taux de 57,3% de renards infectés (Bruzinskaite et al. 2007). En Pologne, le taux de prévalence a varié entre les provinces et allait jusqu'à 50% (Karamon 2014). En Allemagne il se situe à 23,6%, et en France à 21,5% (EFSA Report 2015). En France, il existe des régions avec une prévalence du ténia chez le renard allant jusqu'à 75% (Augot 2004, Combes 2011).

Ce sont notamment les résultats d'une étude française, présentés à la conférence internationale «Echinococcus 2014» en Lituanie, qui me paraissent particulièrement préoccupants.

Les auteurs ont conclu que: «Our results showed that fox culling over such a territory is highly demanding (time and money) and poorly efficient. Worse; it may favour the presence of the parasite within the fox population, thus increasing the risk to the human population.» (Comte et al. 2014). Dans un autre article, Comte (2013) a écrit comme conclusion de son étude menée près de Nancy: «Après trois ans de régulation et plus de 1.100 renards tués, les efforts déployés n'ont pas permis de faire baisser les populations. Pire encore, la prévalence qui avait baissé la première année de 40% à 31% est remontée à plus de 50% des renards contaminés; dans les zones les plus fortement régulées, on trouve même jusqu'à 75% de renards porteurs du parasite à la fin de l'étude.»

Il semblerait donc que la chasse au renard aurait comme effet d'augmenter la prévalence du parasite et donc le risque pour la santé humaine.

Question 3036 (30.05.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **demande en vue de sécuriser la circulation:**

A munche Stroossen trëfft een op eng gefäierlech Verkéierssituatioun, déi ënner anerem duerch déi iwwerdriwwe Vitesse vu verschiddenen Autofuerer geschaaft gëtt. Dës Situatioun stellt eng Gefor am alldeegleche Liewe vun de Leit a besonnesch vun de Kanner an deene Stroossen duer. Vill Awunner bekloe sech, mä et gesäit aus, wéi wann d'Situatioun bei Statsstroossen an enger Gemeng oder an engem Wunnvéirel komplizéiert wier. D'Awunner ginn un de Stat verwisen, an dëse Leschte seet, hie kéint net handelen, ier hien duerch d'Gemeng kontaktéiert gëtt.

Dofir wéilt ech déi folgend Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung, Transport, ëffentlech Aarbechten an Infrastrukture stellen:

1. Ass eng eenheetlech an transparent Prozedur virgesinn, wéi en eenzelne Bierger am Kader vun enger Verkéierssituatioun eng Sécherheetsdemande aleede kann? Wa jo, wéi gesäit déi aus?

2. Wann en eenzelne Bierger am Kader vun enger Verkéierssituatioun eng Sécherheetsdemande stellt, ass d'Gemeng da verflicht, eng Léisungsméiglechkeet, souwäit d'Berücksichtegung vun de Reglementer dat erlaabt, auszeschaffen? Wa jo, huet d'Gemeng hei eng zäitlech Limitt ze respektéieren?

3. Kann den zoustännege Statsservice eng Léisung fir e Verkéiersproblem realiséieren, deen net där Léisung entsprécht, déi d'Gemeng proposéiert? Wa jo, ass dann nach den Accord vun der betraffener Gemeng néideg?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Wärend de Stat d'Stroossen ausserhalb den Uertschafte reglementéiert, maachen d'Gemengen dëst mat hirem eegene Gemengeverkéiersreglement, dee sech op all d'Stroossen innerorts bezitt, deemno och op d'Statsstroossen.

Ännerunge vun dësem Reglement mussen nom Artikel 5 vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier vun de Ministere fir Transport a fir den Interieur approuvéiert ginn.

Och nom Artikel 5 kann de Stat exceptionnellerweis Statsstroossen innerhalb vun den Uertschafte reglementéieren, wann d'Gemeng dëst ënnerléisst.

De Bierger ka jidderzäit säin Uleies un déi Responsabel vu senger Gemeng weiderginn, déi am Endeffekt och zoustänneg sinn, fir eng Modifikatioun vun hirem Reglement ze envisagéieren. De Bierger ka sech och nom Medium vu senger Wiel un den zoustännege Minister wenden, deen dann den Dossier kuckt. Am Normalfall gëtt dësen un de Buergermeeschter, am Sënn vun der Autonomie communale, weidergeleet.

Souwuel de Minister wéi de Buergermeeschter sinn net gehalen, enger Ufro nozekommen oder e Léisungskonzept auszeschaffen. Mä Demandë ginn awer ëmmer gepréift, am Kontext vun der Verkéierssécherheet, a wann eng Mesure Sënn mécht, ka se och ëmgesat gin.

Sollt d'Initiativ fir sécherheetstechnesch Ännerunge vum Stroosseraum beim Stat leien, dann dréit dësen och d'Onkäschten. Decisiounen, wéi eng Léisungen ubruecht sinn, ginn op ministeriellem Niveau guttgeheescht.

Question 3039 (31.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **cryptodevises:**

Dans un article paru dans l'hebdomadaire «Lëtzebuerger Land», l'auteur semble avoir identifié un intérêt certain d'un nombre croissant de banques centrales pour les cryptodevises lesquelles pourraient être utilisées même si les systèmes bancaires cessaient de fonctionner.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Les banques centrales luxembourgeoise et européenne sont-elles en train d'analyser l'opportunité de lancer une cryptodevise?

- Dans l'affirmative, où en sont les discussions?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à de telles cryptodevises?

Réponse (03.07.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement suit de près l'évolution des cryptodevises qui peut dans certains cas être l'opportunité de diversification de la place financière. En vertu du principe de l'indépendance des banques centrales, il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les travaux de la BCL ou de la BCE en la matière.

Question 3040 (31.05.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **plan d'aménagement général (PAG):**

Il résulte de l'article 108 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004, concernant l'aménagement communal et le développement urbain, que les projets d'aménagement général faisant l'objet de la refonte complète prescrite par la loi précitée doivent être soumis au 1er vote du conseil communal jusqu'au 8 août 2018. À défaut, les communes concernées ne peuvent plus procéder à des modifications de leur PAG, ni entamer de nouvelles procédures d'adoption d'un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» avant la refonte complète.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de communes disposent déjà d'un plan d'aménagement général «nouvelle génération»? Lesquelles?

- Combien de conseils communaux ont donné leur aval au projet d'aménagement général conformément à l'article 10, alinéa 2 de la loi précitée? Lesquels?

- Combien de communes sont actuellement en train d'élaborer une refonte complète de leurs projets d'aménagement général? Lesquelles?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que toutes les communes pourront tenir l'échéance du 8 août 2018? À défaut, Monsieur le Ministre est-il disposé à prolonger une nouvelle fois la date d'échéance?

Réponse (05.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question parlementaire au sujet de l'inventaire des plans d'aménagement général des communes, je tiens tout d'abord à informer les honorables Députés que la loi du 14 juin 2015 portant modification de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain a prorogé la date limite pour la refonte complète des plans et projets d'aménagement général des communes du 8 août 2015 au 8 août 2018. Un délai supplémentaire a dès lors été accordé aux communes pour procéder à la mise en conformité de leurs plans d'aménagement général avec les dispositions de la loi précitée.

Par ailleurs, la loi a atténué l'ampleur de la sanction initiale qui frappait de caducité les plans d'aménagement général qui n'avaient pas fait l'objet d'une refonte endéans le délai prescrit antérieurement. Une commune qui n'arrive dès lors pas à respecter le délai du 8 août 2018 pourra cependant continuer à exécuter son plan d'aménagement général moyennant la délivrance d'autorisations de construire mais sans pour autant pouvoir le modifier, ni engager de nouvelles procédures visant à faire adopter un plan d'aménagement particulier «nouveau quartier».

Par le biais de ma circulaire n°3282 du 22 juin 2015, j'ai d'ailleurs vivement encouragé les communes à poursuivre leurs efforts pour mener à bon terme la refonte de leur PAG.

Ceci étant, les 26 communes suivantes disposent d'un PAG dûment approuvé en vertu de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Il s'agit des communes de Nommern, Redange-sur-Attert, Lac de la Haute-Sûre, Reisdorf, Winseler, Käerjeng, Useldange, Niederanven, Boulaide, Waldbillig, Diekirch, Vallée de l'Ernz, Roeser, Grosbous, Mersch, Wiltz, Mamer, Schifflange, Remich, Contern, Dippach, Steinfort, Walferdange, Consdorf, Berdorf, et Esch-sur-Sûre.

Les conseils communaux des communes de Manternach, Tuntange, Kayl, Bous, Pétange, Erpeldange-sur-Sûre, Junglinster, Parc Hosingen et de la Ville de Luxembourg ont quant à eux procédé au vote prévu à l'article 10, alinéa 2 de la loi précitée et ont donc entamé la procédure d'adoption du PAG.

Il me revient que les conseils communaux des communes de Bech, Rambrouch et Boevange-sur-Attert vont prochainement procéder au vote précité.

Comme le Ministère de l'Intérieur n'est saisi officiellement qu'à partir du moment où les communes ont décidé d'entamer leur procédure d'adoption conformément aux articles 10 et suivants de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée, le nombre des autres communes en train d'élaborer une refonte complète de leur PAG m'est inconnu.

Je peux cependant informer les honorables Députés qu'une soixantaine de communes ont d'ores et déjà finalisé leur rapport sur les incidences environnementales et peuvent dès lors théoriquement lancer la procédure d'adoption.

Compte tenu de cet état des lieux, on peut donc actuellement estimer que toutes les communes pourront tenir l'échéance prévue par le législateur et avoir au moins soumis la refonte de leur PAG au premier vote du conseil communal.

Le Gouvernement suivra de près l'évolution du dossier et effectuera un premier bilan début 2018 avant tout autre progrès en cause.

Question 3043 (01.06.2017) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **mise en œuvre du Nouveau Code de procédure pénale:**

Avec la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale, un Nouveau Code de procédure pénale vient d'entrer en vigueur, transposant une série de directives européennes en relation avec la procédure pénale. Selon les informations circulant, notamment relayées par le Syndicat national de la Police grand-ducale, la transition entre les deux codes n'aurait pas été préparée de manière adéquate. Ainsi, les agents de police n'auraient pas reçu les informations et formations nécessaires pour appliquer le nouveau code. Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre explique-t-il ce manque de préparation?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il assurer la bonne mise en œuvre du nouveau code?

Réponse (12.06.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

La lecture de ma réponse à la question parlementaire n°2902 du 6 avril 2017 de l'honorable Député Marc Spautz, permet aux honorables Députés d'apercevoir que la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale fait partie du contenu des formations offertes par l'INAP à l'attention des officiers de police judiciaire. Plusieurs formations ont (eu) lieu au courant de l'année 2017 (notamment le 4 mai 2017, le 5 octobre 2017 et le 19 octobre 2017).

Je tiens à préciser qu'à côté de ces formations à l'INAP, toute une série d'autres mesures concrètes ont été prises par la direction générale de la Police grand-ducale dès la publication du nouveau texte afin de faciliter la mise en œuvre pratique.

Parmi ces mesures je peux notamment citer que:

- une note de service, accompagnée d'un vade-mecum (mode d'emploi) détaillé et d'une visualisation graphique a été adressée à chaque agent de la Police grand-ducale;

- lors de plusieurs séances d'information/formation, plus de 250 policiers ont été mis au courant des nouveautés afin de relayer les informations pertinentes en tant que multiplicateurs aux autres policiers (notamment les chefs d'unité et leurs adjoints ainsi que la plus grande partie des enquêteurs du Service de police judiciaire);

- les candidats à l'examen de promotion bénéficient d'une séance d'information spéciale à ce sujet;

- l'élaboration d'une formation online (e-learning) accessible à tout le personnel concerné est en cours.

L'on me rapporte également que l'implémentation des dispositions du Nouveau Code de procédure pénale sera à l'ordre du jour, en guise de rappel et d'éventuel approfondissement, dans le prochain programme annuel de formation continue pour tous les policiers.

Notons finalement que la direction générale de la Police grand-ducale suit le sujet de près et restera à l'écoute des doléances du personnel policier et en dialogue avec les représentations du personnel.

Question 3044 (01.06.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réduction de stage pour les fonctionnaires de l'État ayant travaillé auparavant à temps partiel:**

Le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, pris en exécution de la loi du 25 mars 2015 portant sur les réformes dans la fonction publique, a prévu que les fonctionnaires peuvent bénéficier d'une réduction de stage d'un an au maximum, à condition d'avoir acquis une formation pratique par une activité professionnelle correspondant à sa formation universitaire exercée à plein temps, respectivement de se prévaloir d'une expérience professionnelle à temps plein dans un domaine qui concerne spécialement la fonction ou l'emploi occupé.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Sachant que la proportion du travail à temps partiel a tendance à augmenter. Monsieur le Ministre est-il d'avis que la condition relative au plein temps est toujours en phase avec l'évolution du marché de travail?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer une ouverture afin de rendre possible une réduction de stage correspondante également aux personnes ayant travaillé auparavant à temps partiel?

Réponse (03.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer qu'en ce qui concerne l'activité professionnelle antérieure prise en compte pour le calcul de la réduction de stage, le règlement grand-ducal du 30 septembre 2015 déterminant pour les fonctionnaires et employés de l'État: I. les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage (...) reprend les dispositions du règlement grand-ducal du 30 janvier 2004 déterminant les cas d'exception ou de tempérament aux conditions de stage, de formation pendant le stage et d'examen de fin de stage pour certains candidats des administrations de l'État. Ainsi, seules les expériences professionnelles à plein temps sont en effet prises en compte pour pouvoir bénéficier d'une réduction de stage.

Dans la mesure où cette règle me semble trop stricte, j'ai décidé de soumettre dans les meilleurs délais au Conseil de Gouvernement une modification du texte en question.

Question 3045 (01.06.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **enseignants brevetés:**

Selon nos informations, il s'avère que de moins en moins d'enseignants brevetés sont titulaires de classe et optent davantage pour un poste de surnuméraire ou un poste d'appui.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le ministre peut-il nous confirmer ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des statistiques sur les trois dernières années quant au nombre d'enseignants brevetés étant titulaires de classe?

Réponse (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'après les informations saisies dans les organisations scolaires, mes services ont pu établir les statistiques suivantes:

Année scolaire	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Titulaires: fonctionnaires de l'État	3.582	3.714	3.760
Titulaires: employés de l'État	219	280	322

De ces données, il ressort clairement que la majorité des titulaires de classe sont des instituteurs-fonctionnaires.

L'augmentation du nombre de classes va de pair avec le nombre de titulaires-fonctionnaires à recruter. Force est de constater que, parmi les titulaires-employés, on retrouve de nombreux instituteurs brevetés qui n'ont pas (encore) réussi le concours d'admission à la fonction d'instituteur menant à la fonctionnarisation des agents.

Dans ce contexte, je renvoie à la lettre circulaire de printemps qui stipule: «Chaque classe se verra attribuer un titulaire qui sera, sauf autorisation préalable de l'inspecteur, un instituteur.»

Suivant la procédure actuellement en vigueur, les instituteurs-stagiaires sont affectés aux postes définis au préalable par mes services.

Question 3046 (01.06.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **diplômes des examens de fin d'études:**

En avril 2017, Monsieur le Ministre annonce des adaptations quant aux examens de fin d'études secondaires. Il est prévu de réduire le nombre de branches d'examen à six pour les classes de 1re de l'enseignement secondaire classique et de délivrer un complément au diplôme qui mentionne non seulement les branches présentées à l'examen et leurs notes, mais également les autres branches étudiées en 2e et 1re avec leur note annuelle finale. Ces adaptations entrent en vigueur dès l'année scolaire 2017-2018 dans l'enseignement secondaire classique.

Ainsi, il s'avère que les élèves qui se trouvent actuellement en 2e, verront figurer l'année prochaine sur leur diplôme de fin d'études secondaires leurs notes annuelles finales des branches étudiées actuellement en 2e. Or, les élèves de 2e n'ont pas été informés de ces changements à la rentrée 2016-2017 mais au cours de l'année scolaire. Les modifications administratives adoptées en avril 2017, figurant dans des règlements grand-ducaux, produisent alors des effets au 15 septembre 2016.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces affirmations?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que les élèves actuellement inscrits en classes de 2e auraient dû être informés dès la rentrée scolaire 2016-2017 que leurs notes annuelles de 2e vont figurer sur le diplôme de fin d'études secondaires?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les modifications, adoptées via règlement grand-ducal seulement avril 2017 mais s'appliquant à l'année scolaire 2016-2017, violent ou risquent de violer le principe de non-rétroactivité?

Réponse (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je remercie l'honorable Députée pour sa question puisque, dans un souci de clarté, elle me permet de démentir formellement les affirmations y contenues.

Dans le cadre de la réforme des modalités de l'examen de fin d'études secondaires, qui fait l'objet du projet de règlement grand-ducal actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles, il est en effet prévu de délivrer, avec le diplôme de fin d'études secondaires, un complément au diplôme, documentant de manière plus complète que jusqu'à présent, le parcours scolaire des élèves et visant ainsi à augmenter leurs chances d'admission aux universités.

Or, après consultation tant du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire que de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg, il a été décidé de ne pas faire figurer les notes finales de la classe de 2e sur ledit complément au diplôme.

Partant, les questions complémentaires relatives notamment au principe de la non-rétroactivité sont sans objet.

Question 3049 (02.06.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **doublement des écluses de la Moselle:**

Dans l'article paru dans le Luxemburger Wort du 1er juin 2017 «La Moselle atteint un seuil critique», il est indiqué que: «Au Luxembourg, le Ministère des Transports a terminé les études préalables et la décision semble être prise. L'écluse de Grevenmacher sera aussi doublée. On ignore quand ni le montant des travaux.»

Si depuis des décennies des discussions quant au doublement des écluses de la Moselle resurgissent régulièrement, aucun calendrier précis n'a été communiqué.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que le ministre peut confirmer les déclarations dans cet article?

2. Dans l'affirmative, quand est-ce l'étude préalable sera présentée? Est-ce que l'écluse de Stadtbredimus sera aussi doublée?

3. Quels seraient le calendrier et le coût des travaux?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Actuellement, le sujet des infrastructures sur la Moselle est thématisé dans un groupe de travail de la commission de la Moselle. Le Luxembourg y a toujours manifesté son respect de l'affectation in fine des terrains réservés pour la construction des deuxièmes écluses, telle que prévu dans la convention de la Moselle de 1956, et y a soutenu vivement le projet de doublement des écluses allemandes, qui ont été inscrites comme faisant partie du «vordringlicher Bedarf» dans le BVWG (Bundesverkehrswegeplan) allemand couvrant la période de 2016 à 2030.

Il n'y a cependant actuellement pas d'étude en cours concernant le doublement des écluses situées sur le condominium germano-luxembourgeois de la Moselle et a fortiori aucune décision qui en aurait été tirée par les parties prenantes, qui sont principalement les États luxembourgeois et allemand.

Des premières discussions entre ces deux États il résulte qu'un doublement des écluses de Grevenmacher et de Stadtbredimus n'est à envisager sous réserve que les sept barrages-écluses allemands restants, d'un total de dix, ne soient réalisés ainsi que si le trafic ou les besoins de continuité de service le justifient. En effet, ces sept barrages-écluses restants se trouvent sur la partie la plus empruntée par les bateaux fluviaux en aval des ports de Trèves, de Mertert et de la Sarre. Or, le nombre de bateaux, passant les barrages-écluses se situant en amont de Mertert, est sensiblement inférieur.

En tenant compte de la durée de planification et de réalisation de ce type d'ouvrage, une décision ne devra être prise que vers 2025 pour les barrages écluses de Grevenmacher et de Stadtbrediumus.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la croissance escomptée des bateaux-hôtels sur la partie germano-luxembourgeoise de la Moselle n'est pas de nature à changer cette situation.

Le coût de la réalisation d'un barrage-écluse dépend de nombreux éléments, dont les caractéristiques techniques, et il est à ce jour impossible de répondre avec précision à la question du coût éventuel. À titre de comparaison, en Allemagne le coût budgétisé par deuxième barrage-écluse est de quelque 65 millions d'euros.

Enfin, il est à préciser que mes services suivent de près les discussions au niveau de la Commission de la Moselle afin d'anticiper toute éventuelle décision futur.

Question 3050 (02.06.2017) de **M. André Bauler** concernant le **nouvel accord salarial:**

Le 5 décembre 2016, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et les représentants de la Confédération générale de la fonction publique ont signé un nouvel accord salarial qui porte sur les années 2016, 2017 et 2018. Celui-ci prévoit 23 mesures dont certaines, comme l'offre d'un M-Pass à prix réduit et le versement d'une prime unique, ont déjà été mises en œuvre alors que d'autres devront encore suivre.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser quelles mesures sont d'ores et déjà applicables?

- Quelles autres mesures devront encore être mises en œuvre? Quand seront-elles mises en place au plus tard?

- En ce qui concerne le nouveau système de service à temps partiel, les fonctionnaires et employés d'État ayant déjà introduit une demande pour service à temps partiel ont-ils la possibilité d'adapter celle-ci pour tenir compte des nouveaux paliers?

- Est-il envisagé de réduire la coupure de midi obligatoire d'actuellement une heure au moins à une demi-heure, tel qu'il est le cas pour les fonctionnaires et employés de la Ville de Luxembourg ainsi que pour de nombreux salariés du secteur privé?

Réponse (04.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux questions de l'honorable Député j'ai l'honneur de l'informer que l'accord salarial porte sur les années 2016, 2017 et 2018 et que toutes les mesures y retenues seront applicables au plus tard en 2018. De manière générale, il convient de relever que si certaines mesures ont pu être mises en œuvre assez rapidement, d'autres nécessitent des solutions d'ordre technique ou législatif plus complexes avec, par conséquent, une période d'élaboration et d'implémentation plus longue.

Parmi les mesures déjà mises en œuvre, il convient de relever:

- Le versement de la prime unique:

Le point I.1 de l'accord salarial qui retient qu'une prime unique de 1% du traitement barémique touché pendant l'année 2016 sera versée au 1er avril 2017 a été mis en œuvre dans le cadre du règlement grand-ducal du 29 mars 2017 portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 pour les fonctionnaires et employés communaux.

- L'introduction d'un M-Pass à tarif réduit pour les agents étatiques:

Mes services ont mis en place en collaboration avec le «Verkéiersverbond» une démarche permettant de commander les titres de transport à travers le portail «MyGuichet». Le service est opérationnel depuis mars 2017 et les commandes peuvent être introduites deux fois par année, à savoir, soit avant le 1er avril, soit avant le 1er octobre de chaque année. Les M-Pass commandés avant le 1er avril 2017 sont ainsi valables depuis le 1er mai dernier. Ceux commandés avant le 1er octobre le seront à partir du 1er novembre prochain.

- La promotion des règles de bonnes conduites:

Le Gouvernement en conseil, lors de sa réunion du 27 janvier 2017, a retenu un catalogue de principes de bonne conduite administrative, élaboré sur proposition et en collaboration avec la médiateure du Grand-Duché de Luxembourg et inspiré, entre autres du «Code européen de bonne conduite administrative». Les lignes de conduite seront intégrées notamment aux formations initiales et continues organisées pour les agents étatiques et devront permettre de sensibiliser et d'encourager les administrations et les agents à leur service à respecter à un certain nombre de règles et de droits dans le cadre de leurs relations avec le public concernant, entre autres l'accessibilité des administrations, l'information donnée aux usagers, ou encore la prise de décision transparente et claire.

Par ailleurs, et en ce qui concerne le point III.4 relatif à la mise en place d'un système de comptes épargne-temps, je peux informer l'honorable Député, que mes services travaillent en concertation avec la CGFP à l'élaboration d'un projet de loi qui sera introduit, comme prévu, au plus tard en juillet 2017 dans la procédure législative.

Pour ce qui est des agents ayant déjà introduit une demande pour pouvoir bénéficier d'un service à temps partiel, il leur sera possible d'opter pour un des nouveaux paliers prévus dans l'accord salarial. Une adaptation des paliers ne pourra cependant être faite qu'après l'entrée en vigueur d'un texte législatif ou réglementaire définissant les nouvelles modalités et sous réserve de l'introduction d'une nouvelle demande.

Finalement, et concernant une éventuelle réduction de la coupure à midi d'une heure à une demi-heure, je tiens à préciser que des réflexions sur l'adaptation de la législation sur les congés et les horaires de travail à la réalité sociale et économique d'aujourd'hui sont actuellement en cours. À ce stade, je ne saurais cependant pas me prononcer davantage sur ce sujet.

Q246

Question 3051 (02.06.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant la **sécheresse:**

Wéinst der aktueller extremer Dréchent an dem Ausbleiwe vun Nidderschlag an de leschte Wochen a Méint sinn zu dësem fréien Zäitpunkt am Joer schonn eng sëllech Quellen a kleng Waasserleef versickert, an deene sech d'Véi op de Weide versuergt huet.

Doduerjer, dass d'Véi an dëse waarmen Zäiten och méi e grousse Waasserverbrauch huet, musse Landwirten zousätzlech Waasser bei hir Béischte féieren, wat en zousätzleche Käschtepunkt fir de Landwirt duerstellt. Dobäi kënnt, dass vill Baueren oft net iwwert dat néidegt Equipement, spriech Waasserfässer, verfügen, déi am Moment awer gebraucht ginn, fir d'Béischten adequat kënnen ze versuergen. Och dëst stellt en zousätzleche Käschtepunkt fir de Bauer duer.

An deem Kader wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1) Ass den Här Minister sech der uewegenannter Problematik bewosst?

2) Huet den Här Minister wëlles, de betraffene Baueren eng Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen?

3) Wa jo, wéi kënnen dës Hëllefen ausgesinn?

Réponse (22.06.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) De Minister ass sech der Problematik bewosst.

ad 2) + 3) Et existéiert keng legal Basis fir de Baueren eng Ënnerstëtzung beim Uschafe vu Waasserfässer zoukommen ze loossen. D'Agrargesetz gesäit keng Investitiounsbäihëllef an dësem Fall vir. D'Véihalter, déi hir Béischten unhand vu Waasser aus Flëss a Baachen dränken, mussen domadder rechnen, dass wärend méi dréchene Perioden de Waasserstand an dëse natierleche Waasserleef net duergeet an doweinst op eng Alternativ a Form vun engem Waasserfaass resp. vum Zéie vun enger Waasserleitung muss kënnen zréckgegraff gi resp. d'Béischte mussen op Fläche kënnen ëmgesat ginn, wou eng Waasserversuergung séchergestallt ass.

Déi Baueren, déi elo kee Waasser an enger Wiss hunn, sief et, well e Waasserlaf dréchen ass oder well keng Waasserleitung do läit, kréien dëse Summer kee Waasser méi dohin, ausser si féieren et mat engem Waasserfaass.

Fir d'Installéiere vun Dränken a Waasserleitunge kënnen d'Baueren iwwert den Artikel 33 vum Agrargesetz eng Bäihëllef kréien. Den Taux ass 35% hors TVA an et musse minimum 2 Hektar Wiss desservéiert ginn.

Dës Projete musse vum Environnement an och eventuell vum Wasserwirtschaftsamt (wann e Waasserlaf betraff ass) geneemegt ginn.

D'Clôturéiere vun de Waasserleef oder de Quelle geschitt op fräiwëlleger Basis. De Bauer kritt seng Clôture am Prinzip ganz bezuelt (max. 11,50 € pro Meter Clôture); bei der Dränk gëtt et 35% hors TVA op de Käschten.

Question 3052 (02.06.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant l'**état actuel de l'agriculture:**

Déi nidderschlagsaarm Wanterméint, de spéide Frascht am Fréijoer an déi aktuell Dréchent an Hëtzt wäerte sécherlech net ouni Spuren an der Landwirtschaft bleiwen. Ënner anerem gëtt den aktuellen Zoustand vun de Weeden an der Fruucht ze bedenken.

An deem Kader wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

- Wei gesäit den Här Minister den aktuellen Zoustand vun der Landwirtschaft, no de Wiederkapriolen vun de leschte Méint?

- Huet de Minister wëlles, konkret Mesurë virzeschloen, fir de Baueren an dëse schwieregen Zäiten ënnert d'Äerm ze gräifen?

- Wa jo, wéi kënnen dës Hëllefen ausgesinn?

Réponse (05.07.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

D'Situatioun ass ganz kritesch am Moment, woubäi d'Dréchent virun allem op d'Fudderproduktioun um Gréngland e schwéieren Impakt hat, an de Frascht am Wäin- an Uebstbau staark Schied un de Kulturen hannerlooss huet. Trotzdeem ass et am Moment ze fréi, fir definitiv Konklusiounen ze zéien, wat de Stand vun de landwirtschaftleche Kulture betrëfft. E seriöe Bilan kann nëmmen um Enn vum Kulturjoer gemaach ginn, a jee nodeem wéi dëse Bilan ausfält, mussen dann déi Ënnerstëtzungsmoossnamen ergraff ginn, déi justifiéiert sinn. Duerfir suivéieren de Landwirtschaftsministère a seng Verwaltungen, an enker Concertatioun mam Beruff, d'Entwécklung vun de Wiederbedéngungen an de Stand vun alle landwirtschaftlechen, gaardebauleche Kulturen an och vum Wäibau bis hin zu de Recolten, fir e geneet Bild ze hunn an d'Situatioun richteg ze evaluéieren. D'Regierung wäert dann déi néideg Mesuren huelen, fir dem landwirtschaftleche Secteur ze hëllefen.

Question 3053 (02.06.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant les **travaux d'aménagement d'une nouvelle station d'essence sur l'autoroute A4:**

Depuis un certain temps, un chantier majeur sur le territoire de la commune de Mondercange le long de la A4 perturbe la circulation en direction d'Esch-sur-Alzette. Pour l'instant, il semblerait que les travaux d'aménagement d'une nouvelle station d'essence sur cette autoroute n'avancent plus.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le chantier est actuellement en suspens?

- Peut-il nous informer sur l'état d'avancement de ces travaux?

- Est-ce qu'un appel d'offre sera lancé pour l'emplacement en question?

- La station d'essence se situant à proximité de ce chantier sera-t-elle fermée une fois les travaux achevés?

- Qui porte les frais d'aménagement de ce chantier?

- Quand est-ce que la future station d'essence sera-t-elle opérationnelle?

- Quelle est la durée des accords actuels pour les stations d'essence sur le territoire du Grand-Duché?

Réponse (12.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le chantier cité par les honorables Députés a pour objet la construction d'une plate-forme pour une nouvelle aire de service à Pontpierre ainsi que la construction d'une voie de bus entre la bretelle d'accès Leudelange-sud et Esch-sur-Alzette.

Les mesures de réglementation temporaire de la circulation nécessaires à l'exécution de ce chantier, en l'occurrence la fermeture de la bretelle d'accès Leudelange-sud ainsi que le rétrécissement des bandes de roulement avec une limitation de la vitesse maximale autorisée à 70 km/h, ont été levées le 10 mai 2017, vu que ce chantier ne cause plus aucune perturbation de la circulation. Pourtant, des travaux sur le site-même, et notamment sur les bassins de rétention des eaux pluviales, sont toujours en cours.

En ce qui concerne le chantier de la construction de la plate-forme, les travaux portant sur le bassin de rétention relatif aux aires de circulation et aux parkings sont encore en cours. Cependant, les autres travaux à charge de l'État, principalement la mise en place de la dernière couche de roulement des aires de circulation et des parkings, ne pourront être effectués qu'après la fin des travaux à charge du concessionnaire.

Un appel d'offres pour la construction et l'exploitation de l'aire de service, comportant notamment une station d'essence, sera lancé prochainement sous forme de soumission publique au niveau européen. La durée des contrats mis ainsi en concurrence est de dix ans.

L'aire de service actuellement en exploitation à la hauteur de l'échangeur de Pontpierre en direction d'Esch-sur-Alzette est appelée à disparaître à terme pour permettre le réaménagement de cet échangeur. Sur le plan purement technique, ce n'est dès lors pas l'achèvement des travaux de la nouvelle plate-forme qui conditionne la fermeture de l'ancienne station. Néanmoins, il est prévu que la nouvelle station d'essence sera opérationnelle au moment où la station actuelle disparaîtra en raison des travaux à l'échangeur Pontpierre.

L'aménagement des bretelles d'accès et de sortie, les aires de circulation et les parkings ainsi que l'assainissement (bassins de rétention) des aires de service en question sont à charge de l'État. Les bâtiments d'exploitation, l'aire de pompage, les cuves d'hydrocarbures, les installations techniques ainsi que l'assainissement de ces installations seront à charge du concessionnaire; ces constructions se feront donc sous sa régie.

Question 3054 (02.06.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **renouvellement de la gare de Bettembourg:**

La construction de la nouvelle ligne ferroviaire entre Bettembourg et Luxembourg s'inscrit dans la mise en œuvre d'un concept de mobilité intégré en mettant l'accent sur la combinaison de différents moyens de transport. Les travaux de construction ont débuté fin 2015 et vont se poursuivre jusqu'en 2022.

Suivant mes informations, la deuxième phase du projet fera l'objet d'une loi de financement séparée et prévoit le renouvellement de la gare de Bettembourg avec la mise en place d'un second passage souterrain pour l'accès aux quais, le réaménagement des quais et des voies ainsi que la réfection des marquises. La gare de Bettembourg sera alors équipée de façon à permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite ainsi qu'aux personnes malvoyantes ou aveugles par le biais de la mise en place de bandes podotactiles.

Du fait qu'il s'agit d'une des gares les plus fréquentées du Luxembourg et que bon nombre de voyageurs venant de Volmerange-les-Mines et Dudelange sont par ailleurs obligés de changer de train en gare de Bettembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le renouvellement de la gare de Bettembourg devrait se faire dans les meilleurs délais possibles et être avancé dans le temps afin d'augmenter son attractivité et de permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite, voire malvoyantes ou aveugles?

2. Dans l'affirmative, quel sera le délai de sa réalisation?

Réponse (25.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les études d'avant-projet du renouvellement de la gare de Bettembourg sont en cours et prévoient un réaménagement complet du plan des voies, un repositionnement des quais, un élargissement du souterrain existant et des escaliers donnant du souterrain vers les quais, un deuxième accès depuis le parking vers les quais avec ascenseurs et escaliers, des bandes podotactiles pour les personnes malvoyantes, des marquises sur tous les quais, des protections acoustiques, un renouvellement de l'éclairage, des caméras de vidéosurveillance, des bornes SOS et un affichage en temps réel des départs des trains.

La création d'accès performants vers la ligne existante ainsi que vers la nouvelle ligne vers Luxembourg constitue une intervention d'envergure et demande au préalable la mise en place d'un nouveau poste d'aiguillage central pour le complexe de Bettembourg. C'est la raison pour laquelle la modernisation de l'infrastructure devra se faire en plusieurs étapes:

En automne 2017:

- mise à disposition d'un réseau wi-fi gratuit.

En 2018:

- mise en service d'un système d'informations voyageurs en temps réel par affichage et messages sonorisés complètement automatisé,

- la réalisation d'un deuxième accès depuis le parking vers les quais.

Le défi dans la conception de ce deuxième accès est de garantir une accessibilité vers les quais actuels de faible largeur ainsi que vers les quais futurs, élargis mais positionnés de manière différente, tout en garantissant une circulation sécurisée sur les quais.

Conformément aux prescriptions des spécifications techniques d'interopérabilité pour personnes à mobilité réduite, le choix s'est porté sur une passerelle réalisable sans grandes perturbations pour le trafic et facilement adaptable à la future situation des nouveaux quais.

N°15
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Visite du Président du Parlement européen p. 555
Brexit p. 579
«Waassergesetz» p. 567

Sommaire des séances publiques nos41 à 43 p. 591
Sommaire des questions parlementaires p. Q247

41e séance Mardi 27 juin 2017
42e séance Mercredi 28 juin 2017
43e séance Mardi 4 juillet 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite du Commissaire Oettinger: avenir des finances de l'UE

Le Commissaire européen Günther Oettinger et M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre (4e et 5e de droite), entourés des membres de deux commissions parlementaires et de Mme Yuriko Backes, chef de la représentation de la Commission européenne à Luxembourg (à gauche).

L'avenir des finances de l'Union européenne (UE) était au centre de l'entretien que le Commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines, M. Günther Oettinger, a eu, le 14 juillet 2017, avec une délégation parlementaire luxembourgeoise, composée de membres du Bureau, de la Commission des Finances et du Budget et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

En début de réunion, M. Oettinger a brièvement esquissé les principaux axes d'un document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE qu'il avait présenté le 28 juin 2017.

«Après le Brexit, l'Union européenne devra s'arranger avec dix à onze milliards d'euros de moins chaque année», a-t-il précisé, «même si les obligations financières du Royaume-Uni ne s'éteindront pas le jour même de sa sortie de l'Union.

En même temps, de nouveaux bénéficiaires nets comme la Serbie ou la Macédoine frappent à la porte de l'Union.

Tout ceci se situe dans un contexte où l'on attend de l'UE qu'elle joue un rôle accru dans de nouveaux domaines stratégiques tels que la migration, la sécurité intérieure et extérieure ou la défense.»

Cinq scénarios pour les futurs budgets

Le budget de l'UE sera donc de plus en plus confronté à un défi majeur qui consiste à devoir financer davantage avec des ressources moins importantes. Pour faire face à ce dilemme, le document de réflexion de la Commission évoque, sans prendre parti, cinq scénarios possibles:

1) s'inscrire dans la continuité: l'UE à 27 s'attache à mettre en œuvre son programme de réformes positives;

2) faire moins ensemble: l'UE à 27 se recentre progressivement sur le marché unique;

3) certains font plus: l'UE à 27 permet aux États membres qui le souhaitent de faire plus ensemble dans des domaines spécifiques;

4) faire moins mais de manière plus efficace: l'UE à 27 concentre ses efforts sur des domaines d'action choisis où elle fournit plus de résultats plus rapidement et réduit ses interventions dans les autres domaines;

5) faire beaucoup plus ensemble: les États membres décident de faire beaucoup plus ensemble dans tous les domaines d'action.

Le Commissaire Günther Oettinger est d'avis que les options 1) et 2) sont à exclure. Il estime que la solution qui sera finalement retenue s'orientera fortement vers le cinquième scénario avec quelques éléments de réforme et du «certains font plus».

Taxe sur les transactions financières

En ce qui concerne le côté recettes des futurs budgets, M. Oettinger ne fait pas partie de ceux qui plaident en faveur de l'introduction d'un impôt européen. Il favorise le prélèvement d'une partie d'un impôt national à des fins européennes. D'après lui, une taxe sur les transactions financières se prêterait parfaitement à cette approche, même si l'introduction d'un tel impôt lui paraît peu probable. «J'entends cependant remettre la question sur table, afin que le Conseil se prononce une fois pour toutes sur l'opportunité d'une telle taxe», a ajouté M. Oettinger.

Le Commissaire a été accueilli au Parlement par M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés. La réunion de travail a été présidée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La Chambre des Députés «goes fairtrade»

Le Parlement luxembourgeois a décidé de faire suivre des actes aux paroles: après les engagements pris en séance plénière, la Chambre des Députés a réorienté sa politique d'achat vers des produits du commerce équitable et de la production locale et régionale.

M. Jean-Louis Zeien, Président de Fairtrade Lëtzebuerg, s'en réjouit. «L'engagement de la Chambre des Députés est un beau cadeau pour le 25e anniversaire de notre ONG», a-t-il dit le 12 juillet 2017 lors d'une conférence de presse.

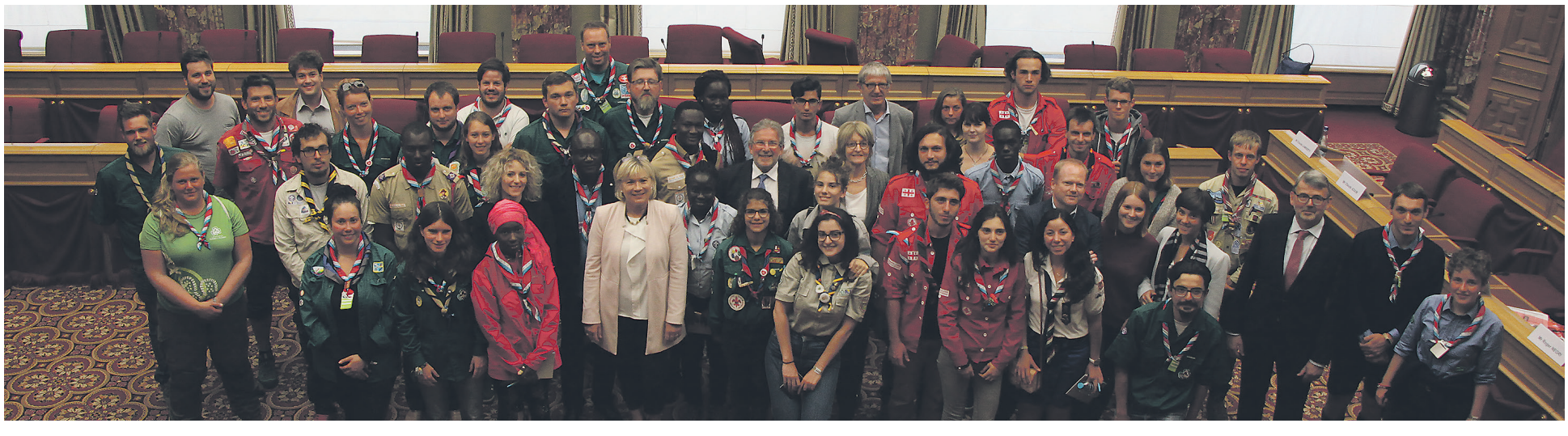
À cette occasion, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a insisté sur le fait que le processus de s'inscrire dans la durabilité est toujours en cours à la Chambre, propos illustrés par le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen, qui a ajouté que l'utilisation de produits recyclés et une gestion durable de déchets sont d'autres éléments de cette démarche.

M. Henri Kox, Vice-Président du Parlement, très impliqué dans le projet, a souligné l'importance de faire preuve de patience pour convaincre les gens à changer leurs habitudes.

Une délégation de jeunes ambassadeurs du commerce équitable, également présente à la conférence de presse, a salué l'exemple donné par la Chambre et a invité tous les députés à en parler, notamment sur les réseaux sociaux.

(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre, M. Henri Kox, Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo, Président, et M. Jean-Louis Zeien, Président de Fairtrade Lëtzebuerg, entourés de jeunes ambassadeurs du commerce équitable.

Un échange avec 60 scouts au Parlement



Représentants des scouts et du groupe interparlementaire du scoutisme réunis à la Chambre.

Dans le cadre du camp international de scouts «Go Urban» regroupant environ 4.000 jeunes de 22 pays durant dix jours au Luxembourg, une réunion de la Convention des scouts a eu lieu à la Chambre des Députés le 26 juillet 2017.

Environ 60 scouts ont discuté avec le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les députés membres du groupe interparlementaire du scoutisme des thèmes liés aux valeurs du scoutisme.

Les discussions ont été préparées au niveau de trois ateliers thématiques portant sur le développement durable, les questions de genre dans les camps de scouts et les médias.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Formation professionnelle

6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet d'apporter certaines modifications textuelles au Code du travail au niveau du soutien et du développement de la formation continue, plus précisément aux dispositions relatives à la prise en charge des frais liés à la formation professionnelle continue organisée par les entreprises.

La formation professionnelle continue poursuit un double objectif: elle permet, d'une part, d'offrir aux salariés non qualifiés la possibilité de suivre une formation de base professionnelle. D'autre part, elle permet également à toute personne d'approfondir son savoir-faire et de l'adapter aux réalités technologiques et économiques du marché du travail.

Dans cet ordre d'idées et conscient du besoin réel d'une telle offre de formations, le législateur a permis en 1999 aux entreprises de bénéficier d'une aide au financement de leurs plans de formation. Le contrôle du respect des conditions d'éligibilité des entreprises revient depuis lors à l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après «INFPC»).

Vu que le nombre des entreprises bénéficiaires est en constante augmentation, l'encadrement et le suivi des demandes de cofinancement deviennent un défi considérable pour l'INFPC. Dans un souci de contrôle adapté et adéquat, il y a dès lors lieu de modifier les dispositions en vigueur. Aux termes de l'exposé des motifs, «l'intention n'est (cependant) pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux en adaptant les modalités du cofinancement de la formation professionnelle continue.»

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01.10.2015

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

30.11.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017	Présentation des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2017

Personnel communal

6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Le présent projet de loi a pour objet la transposition dans le secteur communal de la réforme du statut général opérée au niveau de la fonction publique étatique.

Il apporte également certaines modifications à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, en exécution de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé, plus précisément au niveau de la définition des compétences en matière d'engagement des salariés. Finalement une précision est apportée quant au contenu des décisions du conseil communal portant création d'un poste d'agent communal.

Les éléments-clés de la transposition des mesures de réforme de la fonction publique étatique dans le secteur communal se présentent comme suit:

- la durée de stage est augmentée de deux à trois ans voire quatre ans en cas de poste à temps partiel;

- le plan d'insertion professionnelle est introduit. Est introduite la possibilité de dispense de deux des trois langues administratives;

- un congé linguistique est introduit pour les personnes dispensées de la connaissance d'une ou de plusieurs des trois langues administratives;

- le système de gestion par objectifs est introduit;

- le système d'appréciation des performances professionnelles des fonctionnaires est introduit;

- est introduite la possibilité de fonctionnarisation de l'employé communal après quinze années de service;

- le projet de loi introduit aussi le principe de la possibilité du détachement temporaire du fonctionnaire.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.01.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

18.02.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
12.09.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État
23.01.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.03.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
27.06.2017	Examen de la motivation du refus de la dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Premier vote constitutionnel: 23.03.2017

Second vote constitutionnel: 05.07.2017

Loi du 28 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°679, page 1

Protection de l'euro

6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil

a) L'objet du projet de loi

Le projet de loi 6997 vise à transposer en droit interne la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des

autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil du 29 mai 2000.

Il s'agit de garantir une protection adéquate et assurer une lutte contre les infractions de faux-monnayage.

La législation luxembourgeoise est, eu égard au cadre normatif mis en place tant au niveau européen qu'international, déjà largement conforme aux exigences telles que posées.

Il est proposé, à raison des modifications législatives qui s'imposent, de procéder à une révision d'ensemble des dispositions régissant la contrefaçon, l'altération ou la falsification de la monnaie, les instruments de paiement corporels protégés contre les imitations ou les utilisations frauduleuses et les titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières. Ainsi, il est proposé de réorganiser la structure des articles afférents du Code pénal et d'adapter la terminologie utilisée.

Le projet de loi ne comprend que deux articles, dont le premier comporte neuf points modifiant certaines dispositions du Code pénal, et le second six points modifiant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle.

b) La protection de l'euro contre le faux-monnayage

L'euro a cours légal dans dix-neuf des vingt-huit États membres de l'Union européenne depuis que la Lituanie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2015.

Chacun a remarqué que les billets d'euros ont changé, avec l'introduction cette année, après les nouveaux billets de 5, 10 et 20 euros, d'un nouveau billet de 50 euros qui a été mis en circulation par l'Eurosystème (organe qui réunit la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres qui ont adopté l'euro) le 4 avril 2017.

Dans son discours à l'occasion de la présentation de ce nouveau billet, M. Mario Draghi a souligné que si les paiements électroniques gagnent du terrain, les espèces restent le moyen de paiement le plus répandu en Europe.

Selon une enquête réalisée par la Banque centrale européenne, plus de trois quarts des paiements dans les points de vente de la zone euro sont effectués en espèces. En valeur, cela représente un peu plus de la moitié de l'encours des transactions. Les espèces demeurent donc encore à ce jour au cœur de notre économie.

Toujours selon la Banque centrale européenne, le nombre de faux billets retirés de la circulation est en baisse; l'introduction des nouveaux billets contribue à maintenir la confiance du public dans la monnaie européenne.

Il y a lieu de protéger la monnaie unique de l'Union européenne de la même manière que les intérêts financiers de l'Union.

Malgré les dispositions prises antérieurement à la directive a quo, la Commission européenne a pointé l'insuffisance du caractère dissuasif des sanctions dans les législations nationales.

La directive 2014/62/UE qui remplace dorénavant la décision-cadre 2000/383/JAI témoigne de la volonté d'une unification effective des législations au niveau européen en vue de permettre une meilleure lutte contre ce fléau qui touche l'économie européenne, les entreprises mais aussi les particuliers.

Le projet de loi, tout comme le texte de la directive à transposer, s'inscrit dans la suite d'une liste de cinq textes antérieurs, dont quatre textes européens et une convention internationale, qui tendaient déjà tous à la répression du faux-monnayage et des infractions analogues.

Aux termes de la directive, les États membres prennent les mesures nécessaires pour s'assurer que les comportements visés aux articles 3 et 4 sont passibles de sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives.

La directive n'impose finalement pas de passer par des sanctions minimales. S'il a semblé évident que pour les infractions de contrefaçon de monnaies les plus graves, une peine d'emprisonnement doit être prévue, la directive ne touche qu'aux peines maximales.

Alors que la décision-cadre prévoyait une peine maximale d'au moins huit ans uniquement pour la fabrication ou l'altération frauduleuses, la directive étend la sanction d'emprisonnement à tous les comportements susceptibles de rentrer dans la catégorie des infractions de contrefaçon de monnaies, avec des peines maximales de cinq ou huit ans pour les infractions les plus graves (article 5).

Ainsi, même si une unification des peines semble encore difficile à établir du fait de la volonté des États à garder une certaine liberté en la matière, la directive 2014/62/UE renforce l'effet dissuasif des législations nationales en élargissant le champ d'application des sanctions, en durcissant les peines maximales.

c) Des modifications ponctuelles au Code pénal

Du fait de la transposition de textes européens antérieurs en droit national, celle de la directive 2014/62/UE ne nécessite, aux dires de l'exposé des motifs, que des modifications ponctuelles aux dispositions déjà existantes.

Le Conseil d'État a noté, dans son premier avis, que les articles de la directive 2014/62/UE figurant sous les numéros 4 (Incitation, participation, complicité et tentative), 5 (Sanctions à l'encontre des personnes physiques), 6 (Responsabilité des personnes morales), 7 (Sanctions à l'encontre des personnes morales) et 8 (Compétence) sont actuellement déjà transposés en leur substance en droit national, soit au travers des dispositions de droit commun, soit par les actes de transposition des actes européens antérieurs cités au projet de loi.

Étant donné que la transposition de la directive exige certaines adaptations législatives qui risquent de compliquer davantage les dispositions d'ores et déjà très complexes des chapitres I à III du titre III du livre II du Code pénal, il a été jugé opportun de profiter des modifications qui s'imposent pour restructurer et réorganiser les articles relatifs à la contrefaçon, à l'altération et à la falsification portant non seulement sur les pièces et billets, mais également sur les autres instruments de paiement corporels, sur les titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, ainsi que sur les sceaux, les timbres, les poinçons et les marques.

Le terme «monnaie» désignera dorénavant les pièces métalliques et les billets, qui englobera celles ayant cours légal tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mettant sur un pied d'égalité les monnaies nationales et les monnaies étrangères.

Sont punis les faits non seulement de «contrefaçon» ou «d'altération», mais aussi de «falsification», qui, comme l'a souligné le Conseil d'État, ne sont pas synonymes:

- la contrefaçon de monnaie est définie comme «l'imitation de la monnaie véritable par la fabrication d'espèces monétaires non authentiques réalisée avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire» et constitue donc l'infraction la plus importante,

- l'altération de monnaie est définie comme «la diminution de leur valeur intrinsèque par la modification de leur poids ou de leur substance», et

- la falsification est définie comme une atteinte portée «aux titres ou billets vrais pour leur faire subir une modification», et correspond dès lors à l'altération des monnaies métalliques.

Le projet prévoit que la confiscation soit ordonnée, même en cas d'acquittement, d'exemption des peines, d'extinction ou de prescription de l'action publique.

L'article 11 de la directive a quo prévoit que tous les deux ans, les États membres transmettent des statistiques à la Commission en ce qui concernent le nombre d'infractions, d'auteurs et de condamnations pour les infractions les plus graves.

La directive prévoit aussi une harmonisation des outils d'investigation et de détection pour permettre une véritable coopération des États membres en matière de lutte contre la contrefaçon de la monnaie, qui constitue une criminalité au caractère transfrontalier.

Ces derniers points ne font pas l'objet du présent projet de loi.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 27.05.2016
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

29.03.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen d'une série de propositions d'amendements
28.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.07.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°777, page 1

«Waassergesetz»

7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau dont la mise en pratique a, au cours des dernières années, révélé des incohérences et des voies d'amélioration. Ainsi:

- le projet de loi clarifie la procédure de définition des zones de protection des ressources d'eau destinées à la consommation humaine en l'adaptant de façon à mieux pouvoir tenir compte des résultats de la consultation du public et à donner un cadre légal plus clair aux restrictions qui peuvent frapper les propriétaires de terrains situés en zone de protection. Le texte adapte également les autres procédures de consultation du public prévues par la loi relative à l'eau de façon à uniformiser et à simplifier les démarches;

- il supprime certaines obligations qui se sont révélées superfétatoires, comme, par exemple, l'établissement du plan national du cycle urbain de l'eau;

- il comprend une réorientation des subventions étatiques par le Fonds pour la gestion de l'eau. Cette réorientation permet de supporter davantage les projets communaux qui ne sont pas couverts par le prix de l'eau, tels que les projets de renaturation ou les mesures anticrues, tout en réduisant le taux de subvention pour les projets d'assainissement;

- il tient compte des remarques de la Commission européenne quant à la transposition initiale de certaines dispositions des directives 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

La Commission de l'Environnement a adopté une série d'amendements qui modifient le texte initial, dont notamment les suivants:

- le secteur 'Horeca' est ajouté au schéma pour la tarification de l'eau;

- la déclaration obligatoire par règlement grand-ducal du programme de mesures de renaturation et les modalités pour la répartition des frais y relatifs est supprimée;

- des critères pour les subsides pour mesures dans ce domaine sont fixés;

- la disposition de passer outre l'avis d'un conseil communal lors de la procédure d'enquête publique est abandonnée.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.08.2016
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

15.09.2016	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
01.03.2017	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2017	Continuation des travaux
15.03.2017	Continuation des travaux
29.03.2017	Continuation des travaux
05.04.2017	Continuation des travaux
31.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.06.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°690, page 1

Qualité des carburants

7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère en y intégrant l'article 7bis, paragraphe 2, de la directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie des carburants d'au moins 6% au 31 décembre 2020.

La directive 98/70/CE est transposée en droit national par le règlement grand-ducal modifié du 16 mars 2012 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et l'utilisation durable des biocarburants et modifiant le règlement grand-ducal du 21 février 2000 concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides. Spécifiquement, son article 7bis, paragraphe 2, est transposé par l'article 9 dudit règlement.

Le projet de loi sous rubrique prévoit donc de:

- transférer cet article vers la loi précitée du 21 juin 1976. Ce transfert permet d'inclure des sanctions pour non-respect de l'article sous la forme d'une amende, ainsi que la possibilité d'introduire un recours administratif contre la décision d'infliger une amende;

- d'adapter les dispositions en matière de recherche et de constatation des infractions, de pouvoirs de contrôle, et de la constitution de partie civile des associations écologiques agréées, pour les aligner avec la législation environnementale récente.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 07.11.2016
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):

15.02.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
24.04.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017

Convention sur les paysages

7106 - Projet de loi portant approbation du protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016

Le projet de loi porte approbation du protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, tel qu'il a été adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

La Convention européenne sur les paysages, appelée également la Convention de Florence, a pour objectif de valoriser le paysage, en fixant un cadre juridique pour promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages européens, et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine. Cette convention a fait l'objet de la loi d'approbation du 24 juillet 2006 et a été ratifiée par le Luxembourg le 20 septembre 2006.

L'objectif essentiel du protocole est de promouvoir la coopération européenne avec des États non européens qui souhaiteraient mettre en œuvre les dispositions de la convention. Ce protocole est ouvert à la ratification, l'acceptation ou l'approbation depuis le 1er août 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017
Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
17.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°704, page 1

Migrations: accord LU-Cabo Verde

7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'accord de Cotonou, du prolongement du partenariat spécial entre l'UE et le Cabo Verde et du partenariat pour la mobilité. Il constitue en effet l'instrument de mise en œuvre en matière de coopération dans le cadre dudit partenariat pour la mobilité. L'accord a été conclu dans l'esprit du processus de Rabat et de la conférence Union européenne-Afrique sur la migration et le développement tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006, de même que de la déclaration du quatrième sommet UE-Afrique qui s'est tenu à Bruxelles les 2 et 3 avril 2014 qui visent à faciliter la migration légale tout en combattant la traite des êtres humains et la migration irrégulière.

En effet, l'objectif principal de cet accord est de faciliter la circulation des personnes et d'encourager une migration professionnelle circulaire à caractère temporaire entre le Luxembourg et le Cabo Verde. Afin d'y parvenir, la délivrance de visas de «circulation» à entrées multiples d'une validité d'une à cinq années, selon les critères définis dans l'accord, est facilitée. Au Luxembourg, cet accord permettra ainsi d'améliorer la qualité et l'efficience des procédures pour les ressortissants du Cabo Verde.

En contrepartie, il comporte des dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière et à la réadmission, dans le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes en situation irrégulière.

L'accord prévoit finalement de mobiliser les compétences et les ressources des migrants en faveur du développement solidaire et de mettre en œuvre des mesures incitatives concertées en vue de faciliter la réinsertion des migrants dans leur pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 17.01.2017
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
12.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°672, page 1

Ressources génétiques

7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Le projet de loi porte exécution du règlement (UE) n°511/2014 du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Le protocole de Nagoya est un accord international sur la biodiversité. Il a été adopté par la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies, le 29 octobre 2010 à Nagoya, et a fait l'objet de la loi d'approbation du 27 février 2015. Le protocole vise à favoriser la protection de la biodiversité et à encadrer l'exploitation des ressources génétiques entre les pays détenteurs de ces ressources et les industries utilisatrices afin d'aller vers plus d'équité et de sécurité juridique dans l'utilisation de ces ressources. En se fondant sur le principe de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources génétiques, le protocole dispose qu'il n'est désormais plus possible d'utiliser la richesse génétique d'un pays sans obtenir son consentement et lui offrir une contrepartie définie d'un commun accord.

Le règlement (UE) n°511/2014 oblige les utilisateurs à s'assurer que l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles qui y sont associées s'est fait en conformité avec les dispositions légales en vigueur dans le pays d'origine et que le partage des avantages découlant de leur utilisation est juste et équitable. Les utilisateurs sont également tenus de déclarer qu'ils ont fait preuve de la diligence nécessaire requise par le règlement ou qu'ils en feront preuve à l'avenir. Le règlement prévoit des sanctions à l'égard des contrevenants. Le règlement vise également à aider les chercheurs et les industriels à respecter les règles établies. Les bonnes pratiques sectorielles joueront un rôle essentiel et les associations d'utilisateurs pourront demander la reconnaissance officielle de bonnes pratiques en matière d'accès et de partage des avantages, les codes de conduite déjà mis en place en la matière dans le secteur universitaire et différentes industries pouvant servir de point de départ.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 20.01.2017
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
14.06.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°675, page 1

Couche d'ozone

7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

Le protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone est un accord international entré en vigueur le 1er janvier 1989; il a pour objectif la réduction et, à terme, l'élimination complète des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

L'amendement de Kigali au protocole de Montréal a été adopté à Kigali le 15 octobre 2016 à l'occasion de la 28e réunion des parties. Par cet amendement, les pays signataires du protocole visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre puissants et plus particulièrement les hydrofluorocarbures (HFC) dont l'utilisation a connu une croissance rapide ces dernières années, notamment par leur usage dans les équipements de climatisation et qui contribuent également à la destruction de la couche d'ozone.

Le projet de loi 7125 vise à approuver l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.03.2017
Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Henri Kox):
31.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.06.2017
Loi du 28 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°705, page 1

Suivez la Chambre des Députés sur
Facebook, Twitter
et Instagram

SÉANCE 41

MARDI,
27 JUIN 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen
- *M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

5. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP
- *M. Marc Angel - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

2) Question posée par le groupe politique CSV
- *M. Claude Wiseler - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

3) Question posée par le groupe politique DP
- *M. Eugène Berger - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

4) Question posée par la sensibilité politique ADR
- *M. Fernand Kartheiser - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng»
- *M. Claude Adam - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk»
- *M. Marc Baum - M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen*

(Suspension de la séance publique de 15.51 à 15.52 heures)

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier
- *Exposé: M. Laurent Mosar*
- *Débat: M. Marc Angel, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes*

7. 7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (question de Mme Françoise Hetto-Gaasch)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Bonjour! J'ouvre la séance publique.

2. Ordre du jour

L'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents vous a été transmis. Est-ce que la Chambre est d'accord avec l'ordre du jour proposé?

(Assentiment)

Merci beaucoup. L'ordre du jour est adopté.

3. Discours de M. le Président

Eccellenza ....

Plusieurs voix.- Ah!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Quel italien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Signor Presidente Tajani, caro Antonio, è un piacere ed un onore accoglierla oggi alla Camera dei Deputati del Lussemburgo. Luogo in cui abbiamo già accolto il suo predecessore Martin Schulz nel 2014.

La sua venuta è un messaggio forte rivolto ai nostri concittadini.

Mi permetto ora di proseguire in francese.

(Brouhaha)

Monsieur le Président, cher Antonio Tajani, qui aurait dit, il y a un an, qui aurait dit, il y a même peut-être seulement six mois, que l'Europe pourrait de nouveau avoir le vent en poupe aujourd'hui?

Permettez-moi de poser cette question qui peut sonner comme une provocation. Une provocation, car pendant plusieurs années maintenant, nous avons été témoins d'un vrai «bashing» - nouveau mot français - de l'Union. Les mouvements antieuropéens se sont nourris de la crise économique et sociale, des peurs les plus profondes des gens, mais aussi d'échecs politiques, dans lesquels l'Union européenne n'était pas tout à fait innocente. Mais l'Union européenne montre qu'elle sait se réformer et avancer en apprenant de ses lacunes et de ses erreurs.

Tout en étant persuadé que les dangers émanant des extrémismes ne disparaîtront pas de sitôt, je sens naître un espoir. L'espoir que les valeurs fondamentales, qui sont à la base du projet européen, retrouvent le soutien nécessaire.

D'où vient ce message? Il vient des gens, des citoyens. Nous l'avons vu en Autriche, aux Pays-Bas, en France. Je le vois dans beaucoup d'autres endroits et pays. Cette demande d'Europe restera à mon avis éphémère, si les responsables politiques ne la consolident pas, ne l'attrapent pas au vol. Nous devons répondre à cette demande de plus de démocratie, de solidarité, de transparence, de bonne gouvernance et de justes équilibres. Cela veut dire que la priorité de l'Union européenne ne doit pas être l'ingénierie institutionnelle, mais le choix des vraies priorités politiques. L'Union ne doit pas se limiter à se féliciter de ses succès historiques, elle doit se concentrer sur les défis actuels et faire face aux inégalités, injustices, exclusions et discriminations avec le même courage qui caractérisait les pères fondateurs.

Ce qui vaut pour les institutions européennes vaut aussi pour nos parlements nationaux. C'est la raison pour laquelle je voudrais voir une coopération plus intense et systématique entre les parlements nationaux et le Parlement européen, une méthode coordonnée et efficace tenant compte des spécificités mutuelles et de la complémentarité des parlements nationaux et du Parlement européen, et moins de concurrence surtout. Si je sens naître un désir d'Europe venant de la base, je trouve tout aussi nécessaire une mobilisation accrue au niveau des responsables européens pour faire avancer l'Europe et améliorer l'Europe.

Je salue le Livre blanc proposé par le Président de la Commission européenne qui nous encourage à faire face aux choix politiques nécessaires. Au-delà des grandes orientations, le débat est axé sur l'approfondissement de politiques concrètes, à l'instar du débat sur la politique sociale, qui vient d'être lancé en avril et qui devra encore être concrétisé. L'important est là: définir et puis mettre en œuvre des politiques concrètes.

J'aimerais souligner le formidable engagement du Parlement européen à cet égard. Au Parlement luxembourgeois, nous nous inscrivons dans cette même dynamique et nous avons d'ailleurs prévu un débat d'orientation en séance plénière sur l'avenir de l'Europe en juillet, qui sera axé sur cette dimension.

Il est évident que l'Europe ne peut et ne doit pas tout faire. Mais il est tout aussi vrai que l'Europe doit définir des lignes rouges très claires pour éviter son implosion. Tout membre doit comprendre que l'Europe fonctionne selon le principe du donner et du recevoir et que le «cherry picking» - un autre nouveau mot français - ne va pas!

Si nous réussissons à nous mettre d'accord sur les points que nous pouvons mieux réaliser ensemble que chacun pour soi, si nous parvenons à plus d'Europe à bon escient et au bon endroit, nous réussirons de nouveau à enthousiasmer nos citoyens, aussi dans les pays dont les gouvernements s'inscrivent de plus en plus en porte-à-faux par rapport aux valeurs européennes.

J'espère donc qu'ensemble avec le Parlement européen, les parlements nationaux pourront contribuer à la reconnexion avec nos citoyens. Ensemble, nous devons trouver la motivation pour protéger nos systèmes sociaux basés sur la solidarité au lieu de les sacrifier à des conceptions purement comptables, qui ont sévèrement touché les plus vulnérables de nos populations.

Finalement face aux attaques multiples contre nos valeurs fondamentales tant à l'intérieur de l'Union européenne qu'à nos frontières, nous devons être les vigies de la démocratie, de l'État de droit, de la liberté de presse et d'expression. Surtout nous ne devons pas tomber dans le piège des provocateurs clairement identifiés comme tels. 60 années après le traité de Rome nous devons continuer à faire ce que l'Union européenne sait faire le mieux: avancer et non reculer, inclure et non exclure.

Monsieur le Président, cher Antonio, Mesdames, Messieurs, j'espère que ces quelques mots d'introduction vous ont montré que nous avons confiance en l'Europe et que nous sommes impatients d'avoir plus de détails sur vos priorités. Je vous remercie et la parole, cher Monsieur le Président, est à vous.

4. Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Monsieur le Président, grazie per avermi salutato nella mia lingua madre. Je suis à l'aise alors. Ici, je suis chez moi. Merci beaucoup pour votre accueil.

Mesdames et Messieurs les Députés, cette Chambre est le cœur législatif d'un pays, le Grand-Duché de Luxembourg, qui, au fil du temps, est devenu un véritable microcosme de notre Union européenne. D'ailleurs un de mes premiers déplacements en tant que Vice-Président, au début de la législature en cours, a été au Luxembourg pour inaugurer la Vallée de la paix au Moulin d'Asselborn, un monument qui rend hommage aux résistants d'hier, aux pères fondateurs et qui célèbre la paix en Europe.

Le Luxembourg puise sa force dans le pluralisme de sa société et le multilinguisme de sa population, en mettant en pratique celle qui est la première devise de l'Union européenne: l'unité dans la diversité. Un primat qui a mis le Luxembourg plusieurs fois au centre de l'action politique européenne, en démontrant qu'un petit pays peut jouer un rôle décisif dans la politique européenne et que l'impact d'un État dépend de son engagement politique et non pas des critères liés à sa grandeur géographique ou à sa population.

Je pense au rôle du Luxembourg dans la formation de l'Union, grâce, entre autres, à l'un des pères fondateurs de l'Europe, le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Joseph Bech. Mais je pense également au compromis de Luxembourg de 1966 qui mit fin à une période d'impasse du processus d'intégration et fit retourner la France au Conseil, ou encore au rapport rédigé par l'ancien Premier Ministre Pierre Werner, qui donne les bases pour une monnaie commune, ou au compromis trouvé entre l'Allemagne et la France sur le pacte de stabilité et de croissance lors du conseil de Dublin en 1996 par l'ancien Premier Ministre, maintenant Président de la Commission européenne, mon ami Jean-Claude Juncker.

Je voudrais à cette occasion souligner l'importance qu'a eue le plan d'investissement pour la croissance et pour relancer l'économie réelle, initié par Jean-Claude Juncker avec qui nous menons une excellente coopération interinstitutionnelle.

J'ai donné juste quelques exemples de l'immense contribution de votre pays à l'intégration européenne, une contribution reconnue par le Prix Charlemagne, que Son Altesse Royale le Grand-Duc Jean a reçu en 1986 au nom du peuple luxembourgeois.

En parlant du rôle que le Luxembourg a joué dans la construction de l'Union européenne, je ne peux pas, évidemment, oublier l'énorme tâche accomplie par ce pays en tant que siège des institutions européennes. Près de 13.000 personnes travaillent au Luxembourg pour les institutions européennes. Depuis le début de mon mandat, j'ai voulu renforcer le rôle du Luxembourg en tant que siège du Parlement, parmi les autres institutions. J'ai nommé un membre de mon cabinet en tant que responsable pour toute question concernant le siège du Parlement au Luxembourg ainsi que pour la liaison avec les autorités nationales et locales et avec le Parlement luxembourgeois.

Et je saisis cette occasion pour remercier le Secrétaire général du Parlement européen, Monsieur Klaus Welle, pour l'excellente coopération qu'il mène au niveau administratif avec les autorités luxembourgeoises.

La bonne intégration des fonctionnaires européens au sein du Luxembourg est un exemple, parmi tant d'autres, de la manière dont ce pays, votre pays, a su répondre aux défis de la société moderne.

Aujourd'hui l'Union européenne est confrontée à des crises multiples et complexes. Aujourd'hui, plus que jamais, l'Europe a besoin de pays qui, comme le vôtre, réussissent à intégrer le changement. L'Europe doit se transformer et non se détruire.

Je suis optimiste. L'Europe est sur la bonne route. Dans le dernier Eurobaromètre publié

par le Parlement européen, pour la première fois depuis la crise de 2008, on note une inversion de tendance positive dans l'opinion qu'ont nos citoyens de l'Union européenne. Cette évolution est liée au fait que l'Europe a su mettre au centre de son action les priorités des Européens: le chômage, surtout le chômage des jeunes, la sécurité, l'immigration, l'environnement.

À cette fin, le 25 mars dernier, avec les Présidents des autres institutions européennes et les 27 Chefs d'État, nous nous sommes engagés à renforcer l'Union, à la rendre plus résiliente, plus sûre et plus sécurisée, prospère et compétitive, plus responsable du point de vue environnemental et social.

En même temps, nous avons exprimé une forte volonté pour une Europe qui joue un rôle de premier plan dans le monde et dans le processus de mondialisation. Dans le contexte mondial, l'Europe joue déjà un rôle de premier rang dans la lutte contre le changement climatique, surtout après la regrettable décision du Président des États-Unis de sortir de l'accord de Paris.

Et elle continue d'élever son profil d'acteur global en Afrique et en Amérique du Sud. En tant que Président du Parlement européen, je ferai tout ce qui est possible pour garantir que la volonté politique exprimée dans la déclaration de Rome se traduise en action.

Afin de pouvoir agir avec la plus grande efficacité possible dans le sens des priorités de Rome, des changements profonds sont nécessaires, à commencer par le budget de l'Union qui doit refléter ces priorités. En parallèle, nous devons continuer à relancer la croissance, attirer des investissements et créer des emplois, en particulier pour les jeunes. Nous devons agir sur trois fronts:

1. mener à bien le chantier du marché unique des services, du numérique, des capitaux et de l'énergie;

2. mettre en place une politique industrielle cohérente;

3. faciliter l'accès de nos entreprises aux marchés internationaux sur un pied d'égalité.

Il est aussi indispensable de compléter l'Union monétaire par une union bancaire, fiscale, et de mettre en œuvre un véritable processus de convergence entre les économies.

Dans ce contexte, il est crucial de faire avancer la dimension sociale de l'Europe. Et votre pays connaît bien, très bien la valeur de l'Europe sociale. C'est grâce à l'impulsion de la présidence luxembourgeoise que l'Union, en 1997, a adopté une stratégie coordonnée pour l'emploi. L'Europe sociale doit être à la base d'un pacte intergénérationnel, complémentaire au pacte de stabilité et de croissance. Le Parlement européen a toujours été très actif dans ce domaine. Un engagement que le Parlement européen a confirmé avec le rapport «Rodrigues», adopté en janvier de cette année. Dans ce rapport, le Parlement demande à la Commission de renforcer les droits sociaux au moyen de la législation, de mécanismes d'élaboration des politiques et avec des instruments financiers.

Je remercie Jean-Claude Juncker et la Commission européenne pour la proposition du 26 avril relative à l'établissement d'un socle européen des droits sociaux. Il s'agit là d'une bonne base qu'il faudra renforcer pour établir un marché du travail plus équitable et véritablement paneuropéen.

Si nous souhaitons conserver ce bien précieux qu'est l'espace de liberté sans frontières, nous devons nous doter d'instruments plus efficaces pour garantir la sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur de cet espace. Ce n'est pas en limitant la libre circulation que l'on arrêtera les terroristes, qui sont bien souvent citoyens de nos pays. La véritable sécurité dépend de notre capacité de coopération et de confiance mutuelle. Elle dépend également de la coordination entre les services de renseignement européens et ceux des pays tiers. Nous devons continuer à renforcer Europol et je remercie le travail du Président du Parlement luxembourgeois qui a participé jusqu'à la fin aux négociations pour avoir un bon contrôle du côté du Parlement sur l'activité d'Europol. À Bratislava, tous ensemble nous avons signé cet accord qui est un message de support d'Europol, mais c'est aussi un message d'engagement des différents parlements et du Parlement européen pour essayer de renforcer la sécurité et la sûreté dans nos pays.

Nous devons continuer à renforcer Europol et l'action conjointe des forces de police ainsi que la collaboration entre les services douaniers. Afin de promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité, l'Union doit se doter d'une véritable capacité d'intervention. Je salue, à cet égard, le projet soumis par la Commission européenne pour la création d'un Fonds européen de la défense et d'autres actions en vue d'aider les États membres à accroître l'efficacité de leurs dépenses dans les capacités de défense communes. Il faut plus d'intégration. Il faut la volonté et le courage d'aboutir à une vraie politique de défense commune.

Il faut également beaucoup plus de courage en matière d'immigration. Il est évident que le système actuel de répartition des responsabilités ne fonctionne pas. Il y a lieu de réformer en profondeur le règlement de Dublin. En matière d'asile, la Commission européenne a proposé une profonde réforme que le Parlement européen devrait approuver et renforcer d'ici l'été. Mais ce n'est pas suffisant. Dans les années à venir, nous risquons de connaître des flux migratoires majeurs, notamment en provenance de l'Afrique subsaharienne.

Une voix.- Très bien!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Les causes sont multiples: désertification, changement climatique, croissance démographique, pauvreté, maladies, terrorisme, instabilité politique. Une réponse sérieuse requiert une stratégie européenne globale qui touche à la racine des problèmes. Nous devons agir sur plusieurs fronts: d'une part, nous devons renforcer le contrôle des frontières extérieures; d'autre part, nous devons mettre en place un nouveau partenariat avec l'Afrique.

Lors des sessions de mai et de juin à Strasbourg, nous avons invité le Président de la Commission de l'Union africaine, Monsieur Moussa Faki, et le Président de la Côte d'Ivoire, Monsieur Alassane Ouattara, pour discuter de ce partenariat. Nous avons beaucoup de défis en commun, comme le changement climatique, la paix et la sécurité, en particulier au Maghreb et au Sahel, mais aussi, et surtout, de nombreuses opportunités à saisir ensemble.

Cette relation avec l'Afrique a été au centre des discussions d'une conférence de haut niveau, organisée par le Parlement européen la semaine dernière, à la veille du Conseil européen du 22 juin, sur la gestion des flux migratoires.

Je m'engagerai durant mon mandat en faveur d'une diplomatie économique européenne vigoureuse pour attirer des investissements sur ce continent. J'espère que le Parlement et le Conseil pourront s'accorder rapidement sur le Fonds de développement pour l'Afrique proposé par la Commission européenne. Et sur ce sujet, je suis en train de travailler la main dans la main avec le Président de la Commission Jean-Claude Juncker.

Mais nous avons aussi besoin de l'aide des parlements au niveau national.

Last but not least, je voudrais discuter avec vous des négociations, qui ont commencé officiellement le lundi 19 juin, sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union. Je souhaite que ces négociations mènent à une séparation consensuelle qui posera les jalons d'un nouveau partenariat.

Il est dans l'intérêt de tous que ce processus complexe se déroule de manière ordonnée, sans traumatismes inutiles.

Le Parlement européen sera le premier garant de la protection des droits des trois millions de citoyens installés au Royaume-Uni ainsi que des citoyens britanniques établis sur le continent. Nous demandons simplement le respect des accords et des règles. Pacta sunt servanda. L'Union sera unie dans la défense de l'intérêt des citoyens.

(Brouhaha)

Quelques mots, avant de conclure, sur le rôle des parlements nationaux et sur les relations entre nous et vous. Il s'agit, par ailleurs, de la priorité clé de mon mandat: rapprocher l'Europe de ses citoyens. Pour cela, il faut du courage politique et une vision. Pour cela, il faut des décisions concrètes qui facilitent la vie des citoyens.

Je pense, par exemple, au résultat que l'on a célébré lors de la dernière session plénière à Strasbourg, celui de supprimer les frais d'itinérance, le «roaming». Il s'agit d'une réussite européenne, les fruits d'une longue et dure bataille lancée en 2004 par la Vice-Présidente luxembourgeoise Viviane Reding, qui était alors Commissaire européenne aux télécoms et qui est aujourd'hui députée luxembourgeoise au Parlement européen.

Dans ce contexte, les parlements nationaux ont un rôle essentiel à jouer. Et ce rôle ne se limite pas au contrôle du principe de subsidiarité, qui est fondamental pour assurer que l'Europe agisse vraiment dans l'intérêt des citoyens. La coopération interparlementaire, que le Parlement européen a fortement soutenue, est déterminante pour promouvoir l'unité de l'Europe et pour le débat sur l'avenir de l'Union européenne. Elle est ainsi cruciale pour expliquer l'Europe et ses décisions aux citoyens, pour leur dire que l'Europe, ce n'est pas que Bruxelles, et que les règlements et les directives n'appartiennent pas qu'à la Commission européenne.

Et je souhaite remercier le Président Di Bartolomeo pour l'excellente coopération au niveau de la Conférence des présidents des parlements nationaux européens. J'ai souligné son travail pour la question d'Europol, mais nous sommes en train de coopérer très bien dans tous les domaines.

L'Europe, c'est nous, ce sont les institutions européennes, les gouvernements des États, les parlements nationaux et tous les citoyens des pays qui en font partie. Nous sommes beaucoup plus qu'un marché ou une monnaie. Notre identité est caractérisée par des racines et des valeurs communes, une histoire partagée, des idéaux de liberté, de prospérité et de paix. C'est notre histoire, c'est notre modèle avec une valeur fondamentale qui s'appelle liberté. C'est à nous de défendre ces valeurs fondamentales. L'Europe, c'est surtout la défense de la liberté.

Nous sommes le seul continent au monde où il n'y a pas de peine de mort. Le seul continent au monde! C'est-à-dire, le seul continent qui se préoccupe toujours de défendre la personne. Même quand elle a fait des fautes, aussi graves qu'elles soient, on lui donne toujours la possibilité de changer.

La liberté de la presse: nous nous fâchons quand il y a en Turquie des journalistes - et je dis cela à un président de parlement qui est journaliste comme moi - qui sont en prison. Ce n'est pas la bonne façon de s'approcher de l'Europe.

La liberté: la liberté des pauvres, la liberté d'avoir un travail, la liberté de pouvoir s'exprimer. Aussi, il faut le dire, dans ce domaine, il faut faire beaucoup plus. La liberté des femmes d'être libres, c'est dans notre culture. Aussi pour essayer d'intégrer les autres, c'est un modèle qu'on ne peut pas oublier.

L'Europe, c'est surtout ce modèle de vivre, de s'entendre, la façon d'être ensemble. Ce n'est pas seulement l'euro, ce n'est pas seulement la bureaucratie de Bruxelles, ce n'est pas seulement le marché unique, c'est beaucoup plus. Beaucoup plus!

Je raconte toujours, parce que ce sont mes amis, mes collaborateurs, il faut le dire, l'histoire que j'ai racontée quand nous avons signé le 25 mars l'accord pour relancer l'Europe; il faut regarder les prochaines années et non pas seulement le passé.

J'ai raconté cette histoire, et je vais conclure: Le premier empereur hispanique romain s'appelait Trajan. Le jour avant d'être nommé empereur à Rome, il a demandé à son père, qui était sénateur romain, toujours hispanique: «Est-ce que quelqu'un qui vient de cette région-ci et qui n'est pas Romain peut devenir empereur romain?» Son père lui a répondu: «Trajan, Rome, ce n'est pas une ville. Rome, c'est la loi. Rome, ce sont nos infrastructures. Rome, ce sont les règles. Rome, c'est l'empire. Rome, c'est notre civilisation.»

Si un de nos fils nous demandait: «Est-ce que ça vaut la peine d'être Européen?» après quelques siècles, moi, je lui répondrais comme a répondu le sénateur à son fils Trajan: «L'Europe, ce n'est pas Bruxelles. L'Europe, c'est notre identité. L'Europe, c'est notre histoire. L'Europe, ce sont nos valeurs.» Voilà pourquoi ça vaut la peine de nous battre: pour la bâtir encore une fois, pour l'améliorer, mais surtout pour défendre ses valeurs.

Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président, pour ce discours très engagé.

Je voudrais saluer en passant les deux tiers des Ministres du Gouvernement luxembourgeois présents, l'un de nos représentants au Parlement européen, les représentants du corps diplomatique et toute l'équipe du Président du Parlement européen. Merci pour votre intérêt.

Nous allons passer à la session des questions et des réponses. Chaque groupe et chaque sensibilité politique pourra poser une question à Monsieur le Président du Parlement européen. Les questions seront posées en alternance par les députés de la majorité et de l'opposition. Le premier en ligne, c'est Monsieur Marc Angel du Parti socialiste.

5. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Monsieur le Président, de m'avoir accordé la parole.

Monsieur le Président du Parlement européen, votre présence ici à la Chambre des Députés, au cœur même de la ville de Luxembourg, une des trois capitales européennes, nous honore énormément. Merci pour votre déclaration, dans laquelle vous avez énuméré des questions que nous partageons et que nous discutons aussi.

Nous apprécions également, Monsieur le Président, et nous partageons vos efforts de rapprocher le Parlement européen et les institutions européennes des citoyens européens. Sachez que nous tous ici faisons d'énormes efforts pour parfaire, à côté de notre dimension locale et nationale, notre dimension européenne. Les relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux, et, en particulier, la Chambre des Députés et le Parlement européen, nous tiennent à cœur aussi.

Dans cette maison, les sujets européens sont souvent à l'ordre du jour. Après votre départ, nous allons débattre des questions du commerce international. La semaine prochaine, ce sera un débat sur le Brexit, et la semaine d'après, un débat sur un rapport sur le futur de l'Union européenne et de la zone euro.

Dans ce rapport sur le futur de l'Union européenne et de la zone euro, dont je suis le rapporteur et qui a été adopté par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, dont je suis le président, nous avons conclu qu'il faudra faire avancer surtout les politiques européennes concrètes en faveur des citoyens, et ce dans le cadre des traités existants plutôt que d'ouvrir un nouveau débat institutionnel. Parce que nous craignons qu'un tel débat institutionnel n'aliène les citoyens européens à notre union.

Ainsi ma question porte sur le point de vue du Parlement européen et votre point de vue sur cette conclusion, et ceci aussi dans le cadre plus large des cinq scénarios pour le futur de l'Union européenne présentés par la Commission européenne.

En outre, notre commission parlementaire a conclu dans son rapport qu'il faudra veiller à ne pas retourner à une logique de blocs au sein de l'Union européenne. Dans ce contexte, nous plaidons d'ailleurs pour une meilleure coopération entre le Parlement européen et les parlements nationaux et nous nous positionnons contre la création d'un nouveau parlement de la zone euro.

Je souhaite également vous demander vos réflexions au sujet de l'idée de la création d'un tel parlement de la zone euro.

Merci, Monsieur le Président.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur Angel. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci beaucoup pour cette question. En ce qui concerne la coopération entre Parlement européen et parlements nationaux, je tiens à souligner qu'une direction en charge des relations avec les parlements nationaux est établie au sein du Parlement européen. Et pour chaque législation-clé, un débat est organisé avec les parlements nationaux.

Ainsi, récemment des échanges se sont tenus sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme via un meilleur échange d'informations entre les États membres. Et aussi, dans notre déjeuner de travail, nous avons discuté avec les présidents, avec vous, de la façon d'améliorer l'agenda des travaux des différentes commissions, quand il y a des rencontres avec vous, pour essayer de permettre aussi aux pays qui ont moins de fonctionnaires et sont plus petits, de pouvoir participer à toutes les réunions. Donc, cela, c'est déjà une chose concrète. Nous avons déjà évalué avec vous, et avec mes services, de vous donner une réponse, de changer, là où c'est possible, l'agenda des travaux. Je pense qu'il faut aussi permettre, comme je l'ai dit dans mon discours, à tous les pays d'être protagonistes, parce que les bonnes idées ne sont pas liées à la grandeur géographique d'un pays.

Nous avons le Président de la Commission, nous avons tellement de députés, capables de faire de belles choses, qui viennent du Luxembourg. Donc, on ne peut pas limiter le travail ou la participation de vos représentants, aussi de vos fonctionnaires, dans le domaine de cette coopération.

Pour ce qui concerne la deuxième partie de cette question: La création d'un parlement pour la zone euro pourrait faire partie d'un processus de politisation de l'Union monétaire. C'est une idée, je la comprends bien, mais moi, je ne peux pas, en tant que Président du Parlement, accepter qu'il y ait un autre parlement européen. Donc, si on veut faire un groupe de travail, si on veut faire des commissions, c'est autre chose. Mais avoir un autre parlement, pour ce qui me concerne, moi, je ne suis pas en faveur de cela. On peut discuter des questions de la zone euro ensemble et aussi avoir des commissions dédiées, mais pas avoir un autre parlement européen.

En ce qui concerne le Livre blanc présenté par la Commission européenne, comme vous le savez, le Parlement européen est toujours pour la solution la plus ambitieuse. Dans le rapport Berès-Böge, adopté en février, le parlement estimait ainsi qu'il fallait aller plus loin et plus vite, pour transformer la zone euro en cœur de l'Union à 27.

En ce sens, le Parlement a proposé de créer un poste de Ministre des Finances, de transformer le mécanisme européen de stabilité en fonds monétaire européen sur le modèle du FMI et de créer une capacité budgétaire de la zone euro pour aider les pays confrontés à une crise, plus particulièrement une crise exogène.

Donc, oui, aller de l'avant, mais en ce qui me concerne, moi, je ne suis pas favorable à un autre parlement.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président. La prochaine question nous vient de la part de Monsieur Claude Wiseler, qui est le Président du Groupe politique chrétien-social. Monsieur Wiseler, vous avez la parole.

2) Question posée par le groupe politique CSV

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi tout d'abord, au nom du Groupe chrétien-social, de vous remercier d'être ici aujourd'hui parmi nous. Nous pensons qu'il est effectivement extrêmement important que ces relations entre le Parlement européen, d'un côté, et les parlements nationaux, le Parlement luxembourgeois, de l'autre, soient aussi étroites que possible. À l'heure actuelle, nous faisons un travail législatif commun, donc ces relations, il faut qu'elles existent et j'espère que vous pourrez revenir toutes les années à venir également.

Aujourd'hui, l'Europe nécessite, je crois, un nouvel élan. Et vous avez dit à maintes reprises que vous vouliez un grand débat sur l'avenir de l'Europe avec les citoyens européens. Et tout comme le Président de la Commission Jean-Claude Juncker, vous estimez que l'Europe doit s'engager sur les «grandes choses, et pas sur les petites choses». Une de ces «grandes choses», de ces grands sujets, que vous avez d'ailleurs évoquée il y a quelques minutes dans votre discours, est la défense de l'Europe pour laquelle vous entendez commencer cet engagement.

Dans ce contexte, vous avez également posé la question: «Pourquoi pas une Europe à plusieurs vitesses?» Donc je voudrais poser un certain nombre de questions dans cet ordre d'idées, et tout d'abord vous demander quelles sont, à part la défense, les «grandes choses», les grands sujets auxquels vous faites allusion et qui sont aujourd'hui à traiter prioritairement dans le contexte européen? Quels sont ces sujets, ces grands sujets d'avenir, pour les Européens en général, et surtout pour les jeunes Européens en particulier?

Et quels sont, par voie de conséquence également, les «petits sujets» dont l'Europe devrait s'occuper un peu moins à l'avenir? Quelle est, également dans ce contexte, votre conception d'une Europe à plusieurs vitesses dans le cadre du scénario 3 du Livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe? Est-ce un seul «Kerneuropa» - je ne connais pas très bien la traduction française - ou plutôt une Europe à plusieurs vitesses?

Et enfin: comment arriver à une Europe des résultats pour les citoyens, compréhensible d'ailleurs pour les citoyens? En d'autres termes, comment réconcilier l'Europe avec les Européens?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Je dois faire une conférence pour ces questions.

(Hilarité)

Donc, les élections dans tous les pays où on a voté, de l'Espagne à l'Autriche, aux Pays-Bas, de la France aussi à l'Allemagne, nous ont envoyé un message clair. Les citoyens, je le dis aussi en soulignant les résultats de l'Eurobaromètre, demandent à l'Europe de les protéger face aux défis, crises et après-crises. Mais ils nous demandent aussi de changer l'Europe. Il faut la changer selon moi, et je partage, comme vous l'avez dit, la position du Président de la Commission. Il faut avoir une Europe protagoniste politique.

Moi, je ne crois pas que l'Europe, et cela embête les citoyens, doive s'occuper de toutes les «petites choses». Ce n'est pas la concurrence entre nous, Union européenne, et vous, États nationaux. C'est à vous de répondre aux questions des citoyens, sauf dans les moments où il est impossible pour un État national de donner une réponse, à cause de la globalisation, à cause de la compétition avec la Chine, les États-Unis, la Russie, l'Inde, soit au niveau des politiques industrielles, soit au niveau des changements climatiques. Alors il faut que l'Europe soit une vraie puissance politique.

Pour essayer dans les prochaines années d'empêcher que 500 millions de citoyens soient poussés dans un coin, il faut avoir une Europe capable de gérer les problèmes de l'immigration, de s'occuper de la situation vraiment compliquée - c'est une poudrière - des Balkans.

Est-ce que nous devons attendre encore une fois les Américains? L'immigration, est-ce qu'il faut demander encore à quelqu'un? Faut-il appeler Washington pour dire ce qu'il faut faire? Et vous avez vu ce qu'ils ont fait en Libye: une faute incroyable! Nous n'avons pas eu le «House of Lords» après la mort de Kadhafi. Nous avons eu Daesh, les frères musulmans. Donc, c'est mieux de connaître ce qui se passe à côté de nous.

Et alors, il faut une Europe politique. Voilà pourquoi je pense qu'il faut aller de l'avant. Nous sommes au milieu de la rivière. Il faut aller de l'avant. Il faut avoir le courage de résoudre les problèmes de l'union bancaire, de l'union financière. Il faut avoir aussi une politique de la défense, c'est ce que nous avons signé.

Et vous avez souligné ce que j'avais dit sur la défense: moi, je ne suis pas opposé à une Europe à deux vitesses, mais il faut être très clair. Moi, je vois, comme dans le cyclisme, qu'il y a des athlètes qui sont plus capables que d'autres. Mais ils ne doivent pas faire comme le faisait un grand champion luxembourgeois, Charly Gaul, qui allait de l'avant et qui gagnait toujours. Il faut que les quatre ou cinq pays cyclistes - l'Allemagne bien sûr, la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres pays, aussi le vôtre -, qui ont une situation plus positive, essaient d'aller de l'avant, mais en essayant d'aider les autres pour gagner tous ensemble, pour permettre aux autres de suivre la ligne tracée par ceux qui ont plus de force politique, qui ont une situation économique différente.

Voilà pourquoi je crois qu'on peut avoir une Europe à deux vitesses, mais il ne faut pas faire comme Charly Gaul. Parce que si les deux vitesses, c'est seulement pour gagner et laisser les autres derrière soi, ça ne vaut pas la peine d'avoir une Europe à deux vitesses.

En ce qui concerne la façon de rapprocher les citoyens des institutions, il faut faire comprendre à nos concitoyens que nous sommes en train de travailler pour eux. Ils le comprennent. Si nous, les hommes et les femmes politiques, nous nous engageons seulement pour le pouvoir - qui gagne: la droite, la gauche, le centre -, ils pensent que nous recherchons seulement le pouvoir. S'ils pensent qu'il y a une élite, la droite et la gauche, qui va se partager le pouvoir, nous ne sommes pas en train de travailler pour eux. Mais s'ils comprennent que tous ensemble, nous travaillons pour résoudre les problèmes des citoyens, je pense qu'aux prochaines élections européennes, nous aurons plus d'Européens qui participeront aux élections. Et le Parlement européen doit jouer un rôle important au niveau de la communication, mais aussi à un niveau pour avoir une Europe plus démocratique.

S'il y a des problèmes au niveau bureaucratique, il faut que le Parlement soit dur. La ligne à suivre, ça doit être la ligne de la politique, pas la ligne des fonctionnaires. Mais s'il n'y a pas de ligne politique, les fonctionnaires, ce sont eux qui vont décider de la ligne politique.

Je me rappelle un discours de Jean-Claude, et moi j'ai applaudi, j'étais député, Vice-Président la première fois: «C'est moi qui vais donner des ordres à la direction générale, ce n'est pas la direction générale qui va donner les ordres au Commissaire.» Et c'est ce qu'il faut faire! Il faut débattre, bien sûr, la droite, la gauche, le centre, les idées différentes. Bien sûr! Mais à la fin, il faut faire une synthèse et avoir une ligne politique pour donner des réponses à nos concitoyens.

Nous ne pouvons pas attendre seulement les débats, renvoyer les débats, parce que nous ne sommes pas capables de saisir le but. Il faut avoir le courage de saisir le but dans différents domaines. J'ai insisté sur le chômage des jeunes, la politique industrielle. Mais est-ce que vous pensez qu'en Europe, et je le dis d'un pays où l'industrie est très importante, on puisse ne pas s'engager pour soutenir une politique industrielle, pour soutenir les petites et moyennes entreprises?! C'est l'avenir de nos enfants! Moi, je ne pense pas à une industrie polluante; je pense à une industrie moderne!

Est-ce que vous pensez que l'acier dans les prochaines années doive être seulement un acier chinois? Moi, je préfère avoir plus de touristes chinois et moins d'acier chinois chez nous.

(Hilarité)

Voilà! Je ne suis pas contre la Chine. Moi, je pense que la Chine est un pays très important, un interlocuteur très important. Mais il faut empêcher que les autres… L'acier, ce n'est pas seulement la Chine. Il faut que les autres respectent les règles. Il faut un «level playing field». Voilà pourquoi le Parlement européen a approuvé dans la commission et va voter en plénière avant l'été le texte des mesures antidumping, la façon d'élaborer les mesures antidumping. Ce n'est pas du protectionnisme, c'est seulement la façon de garantir la compétitivité de notre système industriel. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y aura pas de travail. S'il n'y a pas de petites et moyennes entreprises, nous n'aurons pas de travail.

Voilà pourquoi je pense que l'Europe, dans ce domaine, doit jouer un rôle politique. Parce que si nous défendons les entreprises européennes, ce n'est pas du protectionnisme, c'est la meilleure façon de défendre le travail, de défendre notre identité. Voilà pourquoi je pense qu'il faut de la politique.

J'insiste, en tant qu'ancien Commissaire à l'industrie, pour avoir une politique industrielle européenne. J'insiste: il faut respecter le but que 20% du produit de l'intérieur brut avant la fin de 2020 viennent de l'économie réelle. C'est ambitieux, mais il faut avoir de l'ambition. Il ne faut pas reculer sur ce sujet. C'est très important pour nous tous.

Il faut s'engager sur l'industrie 4.0. C'est la technologie, voire aussi le domaine de l'information. La digitalisation, c'est la compétitivité de l'avenir. Il faut faire des choix très clairs, comme nous sommes en train de les faire, pour soutenir l'économie réelle.

Les services aussi sont importants. Mais il ne faut pas sous-estimer l'importance chez nous de l'économie réelle. Il ne faut pas oublier que l'Europe en a eu un morceau très important pendant sa vie. «Charbon et acier» sont des mots européens. Bien sûr, il faut réduire la pollution, mais en même temps, il ne faut pas détruire l'industrie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président, pour la réponse très complète.

Je vais vous demander si vous êtes disposé à prolonger l'heure de question. Parce que vous avez été, Monsieur le Président, vraiment très complet.

Je donne la parole au collègue suivant, Monsieur Eugène Berger. Monsieur Berger, vous avez la parole.

3) Question posée par le groupe politique DP

M. Eugène Berger *(DP).*- Monsieur le Président, je voudrais à mon tour vous remercier pour vos messages très positifs que vous venez d'adresser à notre Parlement. Merci aussi pour la possibilité d'avoir cet échange avec vous.

J'ai une question dans le contexte du Brexit. Le Parlement européen a élaboré et adopté des lignes rouges à ne pas dépasser lors des négociations du Brexit. Et il faut dire que celles-ci ont trouvé écho parmi les autres institutions européennes, ce qui, il faut le souligner, relève d'un réel succès pour le Parlement européen.

La date désormais fixée pour la conclusion des négociations - le «cut-off date», comme on dit en anglais - est le 31 mars 2019. Cependant, il paraît qu'il y a une période transitoire qui va suivre cette date du 31 mars 2019. On sait aussi qu'en début 2019, les préparations pour les prochaines élections du Parlement européen seront en cours. Donc, comme lors de cette phase le Royaume-Uni sera encore impliqué politiquement et financièrement, qu'en est-il, primo, de sa représentation au Parlement européen et, secundo, du déroulement pratique des élections?

Merci, Monsieur le Président, pour vos réponses.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Pour ce qui concerne le Brexit, vous le savez, la position du Parlement est très claire. Pour nous, la priorité numéro un, ce sont les droits des citoyens européens qui habitent au Royaume-Uni. Nous défendons les droits de ces citoyens. S'il n'y a pas d'accord sur ce sujet, le Parlement va voter contre. Nous sommes en train de travailler avec l'ancien commissaire Barnier, qui est le négociateur de l'Union européenne et aussi du Parlement européen. Il y a une grande unité au niveau de l'Union européenne - c'est la chose la plus importante -, pays membres et institutions européennes tous ensemble. Ce sera une négociation très, très compliquée au niveau juridique. Il y aura un grand travail à faire.

L'équipe du Parlement européen qui soutient le travail de Monsieur Barnier est de très haut niveau. Il y a trois chefs de fil, Monsieur Guy Verhofstadt, ancien Premier Ministre belge, il y a Monsieur Elmar Brok, un député européen très connu, ancien président de la Commission des Affaires étrangères, et Monsieur Roberto Gualtieri. Brok est de la famille du Parti populaire européen et Gualtieri de la famille socialiste, président de la Commission économique. Et après, il y a tous les chefs de groupe qui travaillent avec eux pour essayer de donner l'avis, l'opinion du Parlement européen à Barnier.

Demain matin, nous avons déjà une réunion avec Michel Barnier pour un échange de vues sur la première proposition de Madame May sur les citoyens que nous n'aimons pas.

Au niveau du Parlement, il y a certains problèmes. Nous avons 73 députés britanniques. Eux, ils restent députés comme les autres. La seule chose qu'ils ne peuvent pas faire, c'est participer au travail sur la position du Parlement sur le Brexit. C'est-à-dire, s'il y a une séparation, on ne peut pas mettre dans l'équipe des avocats de la femme un représentant des avocats du mari, parce que ce serait vraiment une faute incroyable.

Donc, ils participent à toutes les décisions du Parlement, comme les autres députés, sauf aux réunions où on parle du Brexit. Bon, eux ils n'ont posé aucune résistance. Donc, sur ce sujet, nous sommes d'accord.

Nous pensons qu'on peut arriver à un accord-cadre sur la «séparation». C'est May qui préfère l'appeler ainsi. Elle me l'a dit quand je l'ai rencontrée à Londres: «Je ne veux pas parler de divorce, parce que le divorce, c'est la fin, et on parle seulement d'une séparation.» Et elle m'a dit qu'elle s'engage pour les droits des citoyens, et je pense qu'on va faire l'accord-cadre sur la séparation avant la fin de 2018. Et on peut commencer, après l'accord-cadre, avec ce que sera la relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni après le Brexit.

Aujourd'hui, la position des Anglais est beaucoup plus faible qu'avant les élections. Et vous voyez, la presse britannique aussi, après l'accord avec les unionistes, est très critique. Je pense qu'ils n'auront pas une position très dure. Il faut voir, ça ne sera pas facile. Nous défendons nos intérêts en sachant qu'après le Brexit, nous aurons des relations, pour ce qui est de la défense, de la lutte contre le terrorisme, avec Londres qui ne sera plus membre de l'Union européenne, mais sera (lisez: mais le Royaume-Uni reste) un pays de l'Europe. Donc une situation compliquée, difficile. Ils auront des conséquences négatives chez eux beaucoup plus qu'il n'y en aura chez nous.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup, Monsieur le Président. La prochaine question nous vient de Monsieur Fernand Kartheiser de la sensibilité politique démocrate réformatrice. Monsieur Kartheiser, vous avez la parole.

4) Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, au nom de mes collègues, je voudrais d'abord me joindre aux chaleureuses paroles de bienvenue qui vous ont été adressées. C'est vraiment un plaisir de vous avoir ici. De façon très italienne, de façon très sympathique, ce qui est la même chose, vous nous avez expliqué que l'Europe est une idée, une communauté de destin, et qu'il ne faut pas la confondre seulement avec une construction institutionnelle.

De ce point de vue-là, je peux également comprendre les soucis du futur empereur Trajan, qui était certainement conscient que Rome ne s'est pas construite en un jour, que les droits des citoyens se sont construits ou ont été donnés successivement. De l'émancipation des plébéiens jusqu'à la généralisation des droits ci-

toyens, il fallait presque trois siècles. Et donc la question se pose: Si Rome nous donne un tel exemple, combien de temps faudra-t-il pour construire l'Europe? Et quelle Europe?

C'est dans ce sens que je voudrais vous proposer cette question. Nous avons actuellement une certaine tendance à vouloir approfondir l'Europe, mais sans modifier les traités européens. Alors, en même temps, nous constatons que la Commission européenne, le Parlement européen, d'autres institutions ont des velléités d'étendre leurs pouvoirs, pour accéder à d'autres domaines de compétences.

Et dans ce contexte-là, je voudrais, également au nom de mes collègues bien sûr, vous poser quelques questions. D'abord, ce processus-là, envisagé de cette façon, est-il encore suffisamment légitimé? Parce qu'on peut avoir l'impression que cette crainte de recourir à des référendums, cette appréhension des votes en parlement peut également mettre en question la légitimité d'un processus d'approfondissement très rapide. Nous avons encore bonne mémoire des difficultés qui avaient entouré la genèse et finalement l'échec du traité constitutionnel.

Et donc la question est: Est-ce qu'il ne faut pas avoir une certaine prudence dans la démarche, parce que les exemples historiques que vous connaissez bien nous inspirent parfois une prudence, une circonspection inspirée?

Et la même question en fin de compte est aussi: Est-ce qu'il ne peut pas y avoir une certaine impression de méfiance à l'égard des peuples de l'Europe? Cette tendance à vouloir partout, et à tout prix presque, empêcher une nouvelle discussion sur les institutions, sur un changement de traités, sur des amendements.

Est-ce qu'il n'y a pas cette méfiance de la part des institutions européennes, qui traduit un malaise profond actuellement en Europe?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci beaucoup pour votre question, aussi pour avoir souligné l'importance de l'empire romain. Quelqu'un qui est né à Rome… (lisez: ne peut qu'apprécier). Mais c'est vrai, il faut bâtir, il faut du temps pour bâtir une réalité comme les États-Unis de l'Europe. Mais c'est l'avenir.

Comme je l'ai dit, nous sommes au milieu de la rivière. Il faut avoir du courage pour aller de l'avant. Moi, je pense et je l'ai dit d'une façon très claire que les résultats des élections en Europe nous on dit qu'il faut avoir une Europe qui protège ses citoyens, mais il faut la changer.

Quelle est - parce que c'est là le cœur de votre question -, quelle est la façon pour changer l'Europe? Tout d'abord, je l'ai dit: la politique. Il faut oublier cette vision bureaucratique et trop technique. L'Europe ce n'est pas seulement les „bail-in", les „bail-out"; ce sont des choses importantes, mais ce n'est pas seulement cela.

J'ai insisté sur la défense de l'immigration, la lutte contre le terrorisme, la politique étrangère. J'ai parlé des Balkans. Est-ce que nous voulons laisser l'Afrique au «business» chinois ou l'Amérique latine au «business» chinois? Pour le faire il faut avoir une politique! Alors, première chose: la politique.

Deuxième chose: on peut faire des choses plus fortes tout de suite. Il ne faut pas utiliser l'excuse qu'il faut changer les traités pour ne rien faire (lisez: pour pouvoir faire quelque chose). En attendant les traités, ce n'est pas «en attendant Godot». Nous ne pouvons pas faire comme ça.

Moi, je pense qu'on peut changer les traités. Ce n'est pas l'évangile, les traités! Mais aussi en Allemagne, et dans d'autres pays également… Même Monsieur Macron dit qu'on peut discuter si on peut changer les traités. Mais comme il n'est pas facile de changer les traités, il faut avoir un débat au niveau du Conseil, et donc ce n'est pas simple. Il faut travailler en même temps pour les choses que nous pouvons faire tout de suite!

La politique: il ne faut pas changer les traités pour avoir une Europe plus politique. Il faut seulement la volonté politique pour le faire! Personnellement, je ne suis pas contre le changement des traités. Je le dis d'une façon très claire. Ma position personnelle: moi, je ne suis pas contre! Ce n'est pas l'évangile.

Alors, on peut le changer, mais de quelle façon?

Je ne sais pas si les référendums… Moi, je suis neutre sur ce sujet, mais il faut bien expliquer aux citoyens sur quoi on va voter! Est-ce que vous pensez que les Français ont voté contre la constitution européenne parce qu'ils avaient lu le texte du traité signé à Rome?

Moi, j'étais dans la Convention pour l'Union de l'Europe (lisez: Convention sur l'avenir de l'Europe). Je ne sais pas si on peut dire: oui à l'Europe ou non. Mais si on décide de demander aux citoyens qui étaient fâchés contre le Gouvernement… Les Français ont voté plutôt contre le Gouvernement que contre le texte. Ce n'est pas une question et après, dans le traité de Lisbonne, les choses n'ont pas changé.

Parce que personne ne peut connaître le texte. S'il y a une chose générale… Mais si on va lire le texte, on peut le faire, ce n'est pas… (lisez: ce n'est pas impossible). Mais on ne peut pas faire des référendums toutes les fois, parce qu'il faut aussi… La démocratie, ce n'est pas seulement faire des référendums.

Nous sommes des démocraties parlementaires. Je suis pour la transparence, pour essayer d'avoir des citoyens qui partagent notre travail, mais on ne peut pas annuler le travail des parlements à travers des référendums. Le référendum doit être seulement, selon moi, un cas exceptionnel.

Et donc, je ne sais pas si c'est utile de multiplier les référendums. Moi, je pense que tout d'abord il faut faire de la politique, parce que nous risquons autrement de faire de la démagogie. Mais en principe, moi, je ne suis pas contre, mais il ne faut pas trop utiliser les référendums.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président. Et je passe ensuite la parole à Monsieur Claude Adam du groupe politique des Verts pour lui permettre de poser sa question.

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng»

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président du Parlement européen, d'abord j'aimerais bien me rallier aux mots de bienvenue qui vous ont été adressés par mes collègues, et je partage évidemment aussi la vue que les bons échanges et les bonnes relations entre le Parlement européen et les parlements nationaux, et surtout d'un petit pays comme le Luxembourg, sont très importantes.

Monsieur le Président, il y a dix jours j'ai lu dans le magazine «Politico» que vous seriez en train d'élaborer une proposition personnelle pour une réforme assez radicale du budget européen. Un premier élément clé serait une réduction de la durée de la planification de sept à cinq ans pour l'aligner sur la durée de la législature européenne.

Ensuite une seconde idée serait un changement profond des priorités à l'intérieur du budget, et ceci en défaveur de la politique commune de l'agriculture et en faveur des défis actuels les plus urgents de l'Union. Vous avez énuméré ces défis; ce sont les mêmes que ceux qui sont énumérés dans l'article: donc la migration, la sécurité, le chômage des jeunes, les changements climatiques. Et personnellement, j'aimerais encore ajouter le déclin rapide de la biodiversité.

Quand j'ai entendu les questions que mes collègues ont posées et quand je vous ai entendu dire que vous allez vous occuper ou qu'il fallait s'occuper de «grandes choses», j'avais un peu peur que vous alliez me dire: mais la politique agricole commune, c'est une «petite chose». Actuellement elle représente 40% du budget de l'Union. Donc je pense que quand même c'est un sujet très important. Et c'est pour ça que j'aimerais vous poser la question suivante:

Après le Brexit on va avoir des pertes de revenu pour le budget européen. Donc comment faudrait-il réformer la politique agricole commune afin de réduire les dépenses budgétaires? Et est-ce que vous êtes, comme mon groupe politique, aussi de l'avis que les subventions européennes devraient toujours aussi être étroitement liées à des critères écologiques?

Je vous remercie.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci beaucoup pour votre question, parce que cet article de «Politico» a fait beaucoup de bruit,…

(Hilarité)

…mais malheureusement il n'y a pas de déclaration du Président du Parlement européen. Mais je vais vous dire ce que je pense sur le sujet «budget».

J'en ai parlé seulement une fois face à la Conférence des présidents des commissions du Parlement européen. Et j'ai dit que, selon moi, il faut ouvrir un débat sur le budget. Nous avons déjà invité le Commissaire Oettinger face à la Conférence des présidents de groupe. Nous avons invité, et je pense qu'il vient chez nous en octobre, le Président de la Cour des comptes européenne, Monsieur Lehne, pour discuter sur le budget.

Moi, en tant que Président du Parlement, je pense que ce serait mieux d'avoir un budget de cinq ans, lié à la législature, c'est-à-dire que les députés contrôlent le budget.

Je dis aussi qu'il ne faut pas avoir un budget bureaucratique, c'est-à-dire que l'argent arrive et après on envoie le même argent dans les différents pays.

J'ai dit qu'il faut avoir des priorités. Mais ce n'est pas moi qui dois décider des priorités, mais les priorités actuelles, ce sont celles qui sont dans l'accord de Rome, celles qui sont dans l'accord interinstitutionnel: la lutte contre l'immigration illégale; la lutte contre le terrorisme, c'est-à-dire la sécurité, la défense; la lutte contre le chômage.

Moi, je n'ai jamais parlé d'agriculture. Jamais! Mais je dis que la lutte contre le chômage, c'est la traduction d'une politique pour la croissance. La politique pour la croissance, c'est le soutien à l'économie réelle, aussi à l'agriculture. L'agriculture est un secteur de l'économie réelle. Mais en même temps il faut avoir une agriculture moderne et compétitive.

Il faut soutenir la recherche, l'innovation dans la politique agricole. Moi, j'ai proposé par exemple - c'est une idée personnelle - un Erasmus pour jeunes agriculteurs. Pourquoi pas? Il faut avoir aussi une économie agricole liée par exemple à la biodiversité, la qualité des produits européens. Si nous voulons être compétitifs à un niveau global, si nous voulons défendre la santé, on peut avoir aussi des secteurs où… Parce qu'il y a aussi des citoyens qui demandent, quand ils vont au supermarché: Est-ce qu'il y a un produit bio ou non?

Ça doit être un choix politique, quelle agriculture nous voulons. Moi, je ne dis pas qu'il faut couper l'argent à l'agriculture. Je dis: Il faut avoir des buts politiques pour l'agriculture pour avoir plus de travail. Bien sûr, je ne suis pas contre! J'y suis favorable.

Changement climatique, ce n'est pas seulement de la propagande. Si nous voulons nous battre contre le changement climatique, il faut aider la «green economy». Il faut aider la recherche. Il faut aider l'innovation. Voilà! Je dis seulement: il faut avoir une stratégie, pas seulement une distribution de l'argent. Arrive l'Europe - donc le Luxembourg a envoyé dix milliards d'euros. Bien! «Voyez, l'argent, c'est à vous!» Alors, c'est inutile d'avoir l'Europe.

S'il y a une stratégie européenne, il faut utiliser l'argent et après le donner aux différents pays, mais dans un cadre d'une stratégie politique pour des priorités européennes. Après il y a les budgets nationaux pour les autres choses. L'Europe ne doit pas se préoccuper de l'autoroute ou de la gare ou de l'aéroport, ou s'il y a un problème - je ne sais pas - dans une petite ville.

L'Europe doit s'occuper des grandes stratégies, mais il faut avoir une stratégie parce que la réponse à votre question, c'est la suite de la réponse à votre question (M. Tajani s'adresse à M. Kartheiser ndlr). C'est la politique! Si nous voulons une Europe politique qui s'engage sur les choix les plus importants, il faut aussi avoir un budget politique. Avoir un budget politique, ce n'est pas dire: Je suis contre. Moi, je n'ai jamais, jamais parlé de l'agriculture! Aujourd'hui c'est la première fois que je parle de l'agriculture.

(Hilarité)

(Interruption)

Non, mais moi, je ne suis pas ni en faveur ni contre. Je dis seulement qu'il faut avoir une stratégie. Si nous voulons, après le Brexit, mieux utiliser l'argent qui est à Bruxelles, qui arrive des différents pays, si nous sommes capables de le faire, peut-être que nous donnons des réponses plus fortes à nos concitoyens, parce que c'est l'argent qui fait la politique - on disait que c'est l'argent qui fait la guerre -; c'est l'argent qui fait la politique, parce qu'on ne peut pas faire une bonne politique s'il n'y a pas d'argent.

Voilà pourquoi, c'est vrai, moi, je pense qu'il faut changer la mentalité du budget, mais changer, ça ne veut pas dire couper l'agriculture et donner à un autre secteur. Moi, j'ai dit: «Si l'agriculture est utile pour renforcer le travail et la lutte contre le chômage, très bien, il faut donner de l'argent à l'agriculture.»

S'il y a une stratégie de lutte contre le changement climatique, si nous pouvons défendre la santé, il y a un morceau d'investissement pour l'agriculture bio: il faut le faire! Mais ça ne doit pas être un cas, ça doit être un choix politique. Qu'est-ce que nous voulons? Parce qu'autrement, il n'est pas nécessaire d'avoir un Parlement ni une Commission. Il faut juste quelqu'un ou un PC pour dire: «Voilà, le Luxembourg a envoyé dix milliards d'euros, l'Italie 50…». Ça arrive et après il y a une boîte aux lettres et après on prépare la réponse et envoie le même argent en disant: «À utiliser pour l'agriculture ou pour l'innovation.» Ce n'est pas comme ça!

Moi, je pense: le changement climatique, il faut s'engager, mais il faut avoir une stratégie pour le faire.

Une voix.- Très bien!

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Voilà pourquoi je suis convaincu que c'est toujours la politique qui doit gagner et les budgets c'est un point clé. C'est mon opinion. Et je pense que la plupart des députés et aussi le Commissaire Oettinger sont convaincus de cela.

Moi, je ne veux pas réduire l'argent à droite ou à gauche. Je dis seulement qu'il faut avoir… (lisez: avoir une stratégie). On peut aussi laisser le même argent aujourd'hui à l'agriculture, mais pas sans une stratégie!

Est-ce que nous pensons que l'agriculture peut être un secteur crucial pour la croissance? Bien! Alors, il faut avoir une stratégie, pas seulement donner de l'argent à l'agriculture, donner de l'argent aux pays. Moi, je pense qu'il faut essayer ensemble d'étudier des buts.

C'est vrai que j'ai dit qu'il faut changer les choses, mais je n'ai jamais dit qu'il faut couper l'argent à l'agriculture. Moi, je n'ai jamais parlé de l'agriculture. Aujourd'hui c'est la première fois au Luxembourg que j'en parle. Je ne sais pas comment «Politico» peut écrire quelque chose sur ce que je pense de l'agriculture, parce que moi, je n'ai jamais nommé l'agriculture ni en privé ni en public. C'est la première fois aujourd'hui!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Monsieur le Président. Nous passons à la dernière question qui sera posée par M. Marc Baum, député de la Gauche.

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk»

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Président du Parlement européen, comme vous, je ne parle pas de l'agriculture, mais d'autres questions. Depuis des années l'Union européenne traverse des crises de natures diverses: crise financière, crise économique, crise sociale, crise migratoire. Ces crises ont profondément mis en cause non seulement les politiques souvent contradictoires et contreproductives menées par certaines institutions européennes, mais la légitimation elle-même des institutions.

Depuis longtemps la question du déficit démocratique dans le fonctionnement de l'Union européenne est vivement débattue. Outre la question du manque de transparence des processus de décision mis en cause par la société civile dans les négociations des traités de libre-échange, des questions autour de la légitimité d'institutions non formelles dotées d'énormes pouvoirs, comme l'Eurogroupe, sont à l'ordre du jour. Depuis peu, le débat autour du futur développement des institutions de l'Union a pris de l'allure, notamment avec le rapport des cinq présidents, le Livre blanc ainsi que l'idée d'un parlement pour la zone euro, dont vous avez déjà parlé.

Mais j'aimerais savoir, dans ce contexte, Monsieur le Président, quelles initiatives vous entendez prendre en tant que Président du Parlement européen afin de combler structurellement le déficit démocratique qu'une grande partie de la société civile et des citoyens de l'Union éprouvent et qui les éloigne d'une construction dans laquelle ils ne se reconnaissent plus.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Monsieur le Président, vous avez la parole.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci pour votre question. Bien sûr le Président du Parlement doit être le protagoniste d'une action pour renforcer la démocratie à l'intérieur des institutions européennes. Il faut avoir plus de Parlement, mais il faut aussi que le Parlement soit capable de le faire. Il faut que le Parlement s'engage. Il faut que le Parlement soit protagoniste.

Moi, j'ai déjà commencé à essayer de donner au Parlement plus un rôle de protagoniste. Par exemple, comme je l'ai dit, le 21 nous avons organisé un grand débat sur l'immigration.

Nous avons invité tous les interlocuteurs, y compris les réfugiés, pour me permettre le jour suivant d'aller au Conseil fort d'une position pas seulement du Parlement européen, mais de ceux que le Parlement européen a été capable d'accueillir.

Nous avons déjà organisé d'autres réunions en ouvrant le Parlement aux organisations, aux citoyens, pour essayer d'avoir un contact direct. Moi, j'ai essayé de faire tout ce que je pouvais pour donner de la transparence aux décisions, même si quelqu'un s'est fâché avec moi. Je le fais aussi pour ce qui concerne les indemnités des députés.

Il faut aller de l'avant. En ce qui concerne l'accord avec le Canada, le débat est plutôt politique. Bien sûr le négociateur doit être réservé, mais on a eu tellement de débats au Parlement. On a toujours invité les négociateurs. La Commissaire Malmström a rencontré les députés. Sur la substance, il y avait des résistances à gauche comme à droite sur le contenu de l'accord.

Pour ce qui concerne l'Eurogroupe, comme vous le savez, j'ai eu une polémique avec le Président, parce que moi, je l'ai invité quatre fois. Deux fois il a dit qu'il ne pouvait pas venir; avant il avait dit «oui, oui». Le parlement s'est fâché, moi aussi, je me suis fâché. À la fin il est venu en plénière pour parler. Lui, il n'est pas obligé de venir parler face aux députés, parce que l'Eurogroupe n'est pas sous le contrôle du Parlement. Mais je pense que le Parlement doit aussi jouer un rôle face à l'Eurogroupe pour demander ce qui se passe là-bas.

À la fin, Monsieur Dijsselbloem est venu au Parlement. Il a parlé. Il a accepté notre invitation. Avant, il y avait les élections. Chaque jour, il y avait la campagne électorale. Heureusement, la campagne électorale aux Pays-Bas est terminée et il est venu chez nous pour parler sur ce que l'Eurogroupe avait décidé sur la Grèce.

Mais dans ce domaine, moi, je pense que vous avez raison. Il faut essayer d'avoir plus de transparence. Donc, moi, je ne veux pas la transparence seulement quand il y a une action de service et créer une *«intelligence»* contre le terrorisme. Mais pour les autres choses, pourquoi ne pas avoir de la transparence? Pourquoi être contre la transparence?

Et moi, je suis toujours prêt à le faire. J'ai aussi nommé une commission pour préparer la réforme des indemnités des députés. Donc, j'y suis absolument favorable. Moi, je n'ai rien à cacher. Donc, j'y suis absolument favorable. Le Parlement doit être un peu le protagoniste dans cette direction.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Antonio Tajani, pour votre disponibilité de dialoguer avec le Parlement luxembourgeois et avec tous les autres parlements nationaux. Nous sommes avec vous dans vos efforts de reconnexion avec nos citoyens pour améliorer notre projet commun et faire face à nos défis actuels et futurs.

De tout cœur, merci pour cet échange. Et ce ne sera certainement pas le dernier. Merci beaucoup.

M. Antonio Tajani, *Président du Parlement européen.*- Merci! Merci, Monsieur le Président. Merci à vous tous. À la prochaine!

(Applaudissements)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech ënnerbrieche kuerz d'Sëtzung.

(La séance publique est suspendue à 15.51 heures.)

* * *

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

(La séance publique est reprise à 15.52 heures.)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, wann Der erlaabt, géife mer d'Sitzung erëm eng Kéier opmaachen. An da fuere mer viru mat eisem Programm, dee jo chargéiert a ganz interessant ass. Et kënnt elo eng Heure d'actualité, déi ugefrot ginn ass vun der CSV. An ech géif dann direkt der CSV, dat heescht, dem Här Laurent Mosar, d'Wuert ginn, fir eis d'Introduction à la matière ze maachen. Här Mosar, wann Dir wëllt heihinner kommen an da kritt Der direkt d'Wuert.

6. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ma Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, 31 Fräihandelsofkommesse ronderëm de Globus huet d'Europäesch Unioun an de leschte Joren ofgeschloss. Dobäi geet et scho laang net méi nëmmen ëm den Ofbau vun Douanesrechter. Am Fokus steet hautdesdaags virun allem den Ofbau vun net tarifären Handelshemmnisser, déi duerch ënnerschiddlech Normen oder Standarden entstinn.

Madamm Presidentin, ech hunn d'Initiativ am Numm vu menger Fraktioun haut geholl, fir eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Thematik vum fräien Handel unzefroen, well et dach an deene leschte Wochen a Méint zu enger Rei vun Evenementer komm ass, déi riskéieren, net onwesentlech Repercussiounen op den zukünftegen Ofschloss vu Fräihandelsaccorden ze hunn.

Fir d'Alleréischt, an dat ass eigentlech eng Noriicht, déi eis alleguerten hei am Haus och misst erfreeën, huet den Europäesche Geriichtshaff eng Prinzipiendecisioun geholl, wat d'Fräihandelsaccorde betrëfft. All dës Accorde wäerten an Zukunft Accord-mixtë musse sinn, also vun den Nationalparlamenter vun deenen 28 EU-Memberlänner ofgesi (veuillez lire: ofgeseent) ginn a souguer och nach, wann dat d'Prozedur an de jeeweilege Memberlänner ass, vun deem engen oder anere Regionalparlament.

Duerch dësen Arrêt, an, ech mengen, dat ass dat, wat eis eigentlech och misst erfreeën, ginn déi demokratesch Rechter vun de Parlamenter an domadder och vun de Bierger an der Diskussioun, awer besonnesch och an der Prise de décision vu Fräihandelsaccorde gestäerkt. Allerdéngs musse mir eis bewosst sinn, datt et an Zukunft nach vill méi schwiereg an haaptsächlech laangwiereg wäert ginn, fir esou Fräihandelsaccorden an engem räsonabelen Delai duerch d'Prozeduren ze kréien.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et duerfir och prioritär, datt an der Diskussioun vun Ufank un op Transparenz gesat gëtt, wat fir eis och bedeit, datt d'Abannung vun den nationale Parlamenter zu engem méiglechst fréien Datum a Stadium geschitt. An dësem Sënn ass de gescheiterten TTIP eigentlech e Musterbeispill, wéi een an Zukunft net méi soll virgoen, och wann d'Europäesch Kommissioun zum Schluss vun den Diskussiounen iwwert dësen Accord dach wesentlech méi op Transparenz gesat huet.

Meng Fro heizou un den Aussen-, awer haaptsächlech dann haut un den Aussenhandelsminister ass, wéi d'Europäesch Unioun an natierlech hir Memberstaten och an Zukunft mat esou Accorde wéilten ëmgoen, an natierlech ganz besonnesch, wéi déi Abannung vun den nationale Parlamenter an Zukunft wäert organiséiert ginn.

Madamm Presidentin, en zweet Evenement, wat riskéiert, substanziell Konsequenzen op d'Organisatioun vum fräien Handel weltwäit ze hunn, ass natierlech d'Wahl vum President Trump, dee sech kloer souwuel wärend wéi och schonn no de Wahle géint de Fräihandel, esou wéi en am Moment funktionéiert, ausgeschwat huet.

Déi Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, wéi sech d'wirtschaftlech Situatioun an den USA an déi domadder verbonnen Handelsdebatt an Zukunft entwéckele wäert. An Zäite vum Erëmopkomme vu protektionistesche Positiounen an den USA maachen ech mer natierlech an deem Kontext och ganz besonnesch Suergen iwwert d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC. An hei stellt sech natierlech virun allem d'Fro, wéi dës OMC an Zukunft reagéiere wäert op Virstéiss vun der Trump-Administratioun, ewech vu multilateralen an a Richtung vu bilateralen Accorden ze goen.

Ech hat selwer de Pleséier, d'Chamber am Comité de pilotage vun der OMC ze vertrieden, an ech kann lech, Här Minister, soen, datt do extrèmement vill Suerge bestinn, ganz besonnesch, well ee jo hei muss oppassen, datt et an den nächste Wochen a Méint net zu Präzedenzfäll wäert kommen.

Iwwert d'Fro vum Multi- oder Bilateralismus an den Handelsbezéiungen eraus sinn et awer nach eng Rei vun anere geplangte Moossname vun der Trump-Administratioun, déi eis alleguerte missten interpelléieren. Fir d'Alleréischt natierlech déi geplangten, massiv Erofsetzung vun der Betribsbesteierung op deen elo emol annoncéierten Taux vu 15%. Derniewent ass et fir mech wuel déi gefäierlechst Mesure, déi d'Trump-Administratioun plangt, datt an Zukunft d'Firmen net méi do solle besteiert ginn, wou se produzéieren an also och hir Benefisser realiséieren, mä do, wou se hir Produkter verkafen.

Eng lescht Moossnam, déi sech och op der Prioritéitelëscht vun der Trump-Administratioun erëmfënnt, ass, datt et och erëm soll zu enger Aféierung vun Douanestaxe kommen, déi natierlech Gëft si fir den Import vun europäesche Produiten an natierlech ganz besonnesch och Gëft fir déi europäesch Autosindustrie.

Eng lescht ugeduechte Moossnam ass déi, fir op transatlantesche Flich an Zukunft e Verbuet vu Laptoppen anzeféieren, dëst aus Sécherheetsmoossnamen. An och esou eng Mesure, Här Minister, dat wësst Der, géif fir vill Entreprisen extrem negativ Konsequenze mat sech bréngen.

Madamm Presidentin, all dës ugeduechte Moossname si Gëft fir de fräien Handel an ech hoffen nach ëmmer, datt d'EU et fäerdegbréngt, hir amerikanesch Partner dovun ze iwwerzeegen, op esou oder äänlech Moossnamen ze verzichten.

Ech gi perséinlech och d'Hoffnung net op, datt déi amerikanesch Wirtschaft Drock op d'Trump-Administratioun wäert maachen, well si eigentlech un esou Moossnamen och mëttela laangfristeg keen Interessi kann hunn.

Mä och op dësem Punkt, Madamm Presidentin, wär et gutt, wann d'Europäesch Unioun sech esou schnell wéi méiglech op eng gemeinsam Positioun géif festleeën, an dat och ganz besonnesch am Kontext vun deem dann auszehandelnde Fräihandelsaccord, deen nom Brexit-Accord och mat Groussbritannien muss diskutéiert ginn.

Madamm Presidentin, wat kënnen d'Konsequenze sinn, déi mir elo direkt als Europäesch Unioun aus där dote Situatioun zéien? Ech mengen, datt et eng éischt, ganz kloer Decisioun misst sinn, datt mir eis nach méi wéi bis elo a Richtung Asien a ganz besonnesch natierlech och a Richtung China a Japan orientéieren. China huet virun e puer Wochen dee Mammutprojet vun der Seidestrooss, de sougenannten „One belt, One road"-Projet ugekënnegt. A fir mech muss d'Europäesch Unioun hei kucken, och ganz besonnesch an dësem Projet e wichtege Partner vu China ze ginn.

Iwwerhaapt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hu mir en Interessi, eis Bezéiunge mam asiatesche Raum an natierlech ganz besonnesch mat China weider auszebauen. Allerdéngs, an dat soen ech dann awer och hei ganz kloer, muss och déi chinesesch Regierung Waasser an hire Wäi schëdden, sief dat op där enger Säit wat d'Dumpingbestëmmunge ganz besonnesch am Stolsecteur betrëfft an op där anerer Säit awer och, den Accès fir auslännesch Entreprisen op d'chinesesch Mäert an och d'Accessioun op Proprietéit vu chinesesche Firmen an Infrastrukturen opzemaachen.

Madamm Presidentin, wa mir vu Fräihandelsaccorde schwätzen, ass et awer och extrem wichteg, sech bewosst ze sinn, datt esou Accorden och kënnen negativ Konsequenzen op d'Entwécklungslänner, ganz besonnesch um afrikanesche Kontinent, hunn. Mir mussen alleguer derfir Suerg droen, datt mer duerch esou Fräihandelsaccorden net déi afrikanesch Mäert mat europäesche Produiten iwwerschwemmen an domadder déi lokal Produktiounen nach méi penaliséieren.

Wann ee sech haut d'Situatioun an enger ganzer Rei vun afrikanesche Länner ukuckt, muss ee leider feststellen, datt d'Entwécklungshëllef och déi gestallten Erwaardungen net erfëllt an datt eng ganz Rei vu Vollekswirtschaften an deene Länner kaum doduerch gestäerkt gi sinn.

Mir kommen duerfir, Madamm Presidentin, net derlaanscht, datt mer déi ganz Froe vum fräien Handel vill méi enk musse verbanne mat der Fro vun der Entwécklungshëllef generell a ganz besonnesch vun där um afrikanesche Kontinent.

Wann ech da bei der Entwécklungshëllef an Afrika sinn, an domadder wëll ech dann och meng Interventioun ofschléissen, kommen ech net derlaanscht, nach eng Kéier op déi extrem wichteg Interaktioun tëschent internationalem Handel a Migratioun opmierksam ze maachen. Wa mir et nämlech fäerdegbréngen, eis Handelsbezéiung op eng equilibréiert a fair Aart a Weis mat deene Länner ze organiséieren, wäerte mir automatesch och vill besser d'Erausfuerderung vun der Kontroll vun der Awanderung meeschteren.

Ganz besonnesch de fräien Handel vun den Déngschtleeschtunge gëtt oft als eng Bedroung vu kultureller Identitéit empfonnt. Mä grad op dëse sensibele Plaze kënne Fräihandelsofkommesse fir dës Länner eng gewësse Protektioun sinn. Mir brauchen op jidde Fall weider Handelsbezéiungen tëschent der Europäescher Unioun an den Entwécklungslänner, well ouni déi wäerte mer de Problem vun de Migratiounsstréim net an de Grëff kréien.

Mir brauchen also, Madamm Presidentin, an Zukunft weider dëse fräien Handel an dee soll fir eis esou wäit wéi méiglech iwwer ee multilaterale Wee, also iwwert d'Welthandelsorganisatioun OMC geleet ginn. Bilateral Ofkommesse sinn duerfir fir eis keng Alternativ, mä éischter e Réckschrëtt an Zäiten, déi mir eigentlech gehofft haten, definitiv hanner eis ze loossen.

Ech ginn duerfir d'Hoffnung net op, datt sech um Enn awer d'Vernunft op der amerikanescher Säit duerchsetzt, well sollt dat net de Fall sinn, kéint et zu engem Handelskrich kommen an an enger souwisou scho méi wéi opgewullter Welt wär dat sécherlech dat, wat mer am Moment am allermannste kéinte gebrauchen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Mosar. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Madamm Presidentin, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Här Mosar Merci soe fir dës Initiativ. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, op dëse ganz wichtege Sujet zréckzekommen an och déi lescht Entwécklungen an der Handelspolitik ze betruechten.

Ech wëll awer och dem Ausseminister Merci soen, deen all Kéiers, wann e Conseil zu Bréissel war, wou et ëm internationalen Handel gaangen ass, bei eis an d'Kommissioun komm ass an eis doriwwer bericht huet. Net méi spéit wéi de Moien um aacht Auer nach, wou mer iwwert den Accord tëschent der EU a Japan geschwat hunn a wou de Minister eis gesot huet, dass en zesumme mat senge Benelux-Kolleegen a mat den Däitschen a mat de Fransousen eng Initiativ wëllt starten, fir dass dat Mandat public gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass wichteg, well soss fale mer an déi nämlecht Problematik an an déi nämlecht Fal eran, wéi et deemools beim TTIP war. Dofir zur Transparenz: De Minister huet sech ëmmer fir Transparenz agesat an dofir fannen ech et gutt esou, dass en dat och weiderhi mécht.

Den Här Mosar huet sech op zwee Punkte beschränkt: den Avis vum Europäesche Geriichtshaff zu den Handelsaccorde mat Singapur an dann och d'Folgen dovunner an d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun.

Vu dass ech nëmme fënnef Minutten hunn, wollt ech déi zwee Punkte beliichten. D'Singapur-Uerteel ass, mengen ech, ganz wichteg fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik. Et ass virun allem dofir esou wichteg, well den Handelstraité mat Singapur zu där neier Generatioun vun den Handelstraitée gehéiert an dat Uerteel dofir och Kloerheet an den Zoustännegkeete fir déi zukünfteg Accorde schaaft. Onofhängeg dovunner, wéi ee politesch gesinn zum Avis steet, misst u sech all Partei kënnen unerkennen, dass et gutt ass, dass et elo Rechtssécherheet op der Fro vun de Kompetenze fir esou Traitée gëtt.

Mir hu jo zulescht beim CETA erlieft, wouzou et féiert, wann dës Rechtssécherheet feelt: Da muss e politesche Kampf ëm d'juristesch Interpretatioun gefouert ginn.

An esou si mir als LSAP selbstverständlech och frou, dass dësen Avis eis an eiser Positioun recht gëtt. D'Bestëmmung iwwert d'Klorechter tëschent Investisseuren a State falen an d'national Kompetenz a mussen dofir och vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Anerersäits huet den Avis awer och bestätegt, dass all déi aner Beräicher vun der Handelspolitik, déi an dësem Traité behandelt goufen, och wierklech eng exklusiv Kompetenz vun der Europäescher Unioun sinn. Och dat ass e wichtegt Signal.

Fir d'Zukunft vun der europäescher Handelspolitik bewäerte mer dësen Avis also als positiv. En huet nees juristesch Kloerheete geschafen a gläichzäiteg den nationale Parlamenter d'Iwwerwaachung iwwert d'Bestëmmunge vum Investitiounsschutz ginn. Fir déi Lëtzebuerger Chamber an och déi aner national Parlamenter heescht dat, dass mir als Parlamenter garantéiere kënnen, dass keen zukünftegen Handelsaccord vun der Europäescher Unioun hannert éi nei gesate Standarde vum ICS kann zréckgoen.

Op de Brexit wëll ech an dësem Kontext net am Detail agoen, well ech dovun ausginn, dass mer nach ofwaarde mussen, wéi en eventuellen zukünftegen Handelsaccord mat Groussbritannien soll ausgesinn, ier een déi méiglech Konsequenze vun dësem Avis op de Brexit kann ofschätzen.

Den zweete Volet betrëfft d'Zukunft vun der Welthandelsorganisatioun an dem Multilateralismus an der Handelspolitik. Aussoe vum amerikanesche President Donald Trump, d'Memberschaft an der OMC wëllen ze iwwerdenken, si ganz bedenklech. Mä éierlech, et soll een dat och net iwwerbewäerten! Et ass net kloer, ob

dat iwwerhaapt eng reell Iwwerleeung ass oder net. Sollt et eng sinn, da wäert et d'Aufgab vun eis Europäer sinn, de President Trump un d'Virdeeler vun der OMC ze erënneren. Dës Virdeeler leien haut virun allem doranner, dass d'OMC déi wichtegst Instanz fir d'Bäileeë vun Handelsstréitegkeeten tëschent Staten ass. D'OMC ass déi wichtegst Instanz, déi mer hunn, fir regelrecht Handelskricher an ongerechtfertegte Protektionismus ze verhënneren, déi géifen näämlech a leschter Konsequenz virun allem de Leit schueden.

A loosse mer, wann ech gelift, och net vergiessen, dass et den Handel ass, op deem e groussen Deel vun eisem Wuelstand berout!

Als LSAP soe mir ganz kloer: Den Handel muss sech weiderentwéckelen. E muss méi progressiv ginn, e muss och nach méi ekologesch a sozial Kritäre beinhalten an natierlech och, wéi mäi Virriedner scho gesot huet, den Impakt op d'Entwécklungslänner, besonnesch déi an Afrika, am A behalen.

Et ass kee Geheimnis, Dir Dammen an Dir Häre, dass d'Verhandlungen iwwer nei Standarden um multilaterale Plang scho säit Jore festhänken. Dowéinst gi jo och ëmmer méi bilateral Verträg ausgehandelt respektiv Verträg tëschent verschiddene Statebléck. An dowéinst handelt och d'EU hir Verträg vun der neier Generatioun direkt mat Drëttstaten aus. Mä dat heescht awer kengesfalls, dass mer de multilateralen Niveau däerfen opginn, am Contraire: Wann ee sech d'Entwécklung an der Handelspolitik iwwer Jorzéngten ukuckt, da stellt een e gewëssent Muster fest. Ëmmer nees, wann een um multilaterale Plang net méi virukomm ass, gouf sech op bilateral Verträg verluecht. Wa bis genuch State sech op deem Wee op nei Standarde gëeenegt haten, da goufen dës Verträg nees direkt op de multinationale Plang verlagert an da fir alleguerten d'State konsolidéiert.

An ech mengen, dat soll och d'Zil si vun der europäescher Handelspolitik. Mir solle kënne Standarde setzen a mir solle kënne laangfristeg déi nei „comprehensive approach" vun der EU-Handelspolitik nees an d'OMC zréckbréngen. De Multilateralismus bleift fir d'LSAP de beschte Wee, fir d'Handelspolitik ze organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Angel. Als nächste Riedner hunn ech am Prinzip den Här Bauler. Entschëllegt, Här Adam, et hänkt ëmmer dovun of, wien ufänkt! Et ass u sech elo um Här Bauler an da kommt Dir direkt. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, spéitstens zanter dem leschte G7-Sommet an dem NATO-Treffen zu Bréissel huet wierklech mëttlerweil all Kand gemierkt, dass den Här Trump bereet ass, sech mat senge Partner unzeleeën, fir seng Ziler duerchzesetzen. Jo, et gouf an Tëschenzäit vill Parzeläin zerschloen. Ësou klammen d'USA aus dem transpazifesche Fräihandelsofkommes eraus an och d'Ofkommes tëschent den USA, Kanada a Mexiko soll nei verhandelt ginn.

D'USA maachen elo esou, wéi wann de Paräiser Klimaschutzaccord, dee se nach gëschter ënnerschriwwen hunn, si haut näischt méi géif ugoen. Schlëmmer nach, de fräien Handel ass dem Här Trump, esou wéi et schéngt, en Dar am An. D'Regele vun der WTO wiere fir hien net bindend, liest een. D'amerikanesch Souveränitéit hätt fir hien absolutt Prioritéit an d'US-Bierger wiere just dem amerikanesche Recht ënnerworf.

Madamm Presidentin, fir Amerika nees grouss ze maachen, gëtt et also fir den Här Trump nëmmen ee Rezept: Mir kachen emol fir d'Éischt eis Zopp mat eisem Geméis, mat eise Gromperen an eisen Ënnen. „Our products first", kéint een dat grëffeg resuméieren. Den Här Trump vergësst awer dobäi, dass nach laang net all amerikanesch Produkter kompetitiv sinn. Dat ass och den USA hiren eigentleche Problem an dee soll dann elo mat enger protektionistescher Astellung iwwermoolt ginn.

À propos kompetitiv Produkter: An der viregter Legislaturperiod ware mer op Initiativ vum deemolege Chamberspresident Laurent Mosar e Lëtzebuerger Betrib op Stroossen kucken, dee spezialiséiert Iewe produzéiert an dee weltwäit operéiert, grad well e sur mesure, grad well en op d'Mooss schafft. Genee dës Firme setze sech op den internationale Mäert duerch, well se eben einfach schlagferteg sinn, well se Produkter ubidden, déi op d'Mooss gemaach ginn, déi gefrot ginn an och dann d'Clienten zefriddestellen.

Dat ass am Interêt vun enger Wirtschaft. Et ass am Interêt vun eiser Wirtschaft. Et ass am Interêt vun eis all.

D'WTO huet elo Angscht, dass dem Här Trump säi Behuelen zu engem neien Handelskrich géif féieren. Et ass evident, dass héich Taxen an aner protektionistesch Barrièren déi ganz europäesch Ekonomie géifen treffen, awer och Amerika wäert doduerjer net méi grouss ginn.

Madamm Presidentin, fir eis als DP däerf d'EU net virun dem Trump-Amerika an d'Gette goen. Nach gëtt et international Strukturen, an deene sech och Amerika verflicht huet. D'COP21 ass e Vertrag, deen och vun den Amerikaner ënnerschriwwe gouf, do kann och de President vun den USA elo net einfach esou maachen, wéi wann dat ni geschitt wier.

Eent ass klor: A Saachen Handel wier e Protektionismus och fir Amerika e Schoss an de Knéi. Mir Europäer sollten allzäit weider um fräien Handel festhalen. D'OMC ass zanter der Doha-Ronn, déi ni wierklech op en Enn komm ass, am Standby. Dat, well Entwécklungslänner wéi Brasilien sech ongerecht behandelt gefillt hunn. Si waren der Meenung, dass de fräien Handel fir Mäert ze schnell opmaache géif an hir Industrien esou um Weltmaart effektiv net konkurrenzfäeg wieren.

Duerfir ass et wichteg, dass e Fräihandelsaccord och ëmmer sougenannt Begleetmoossnamen, Mesures d'accompagnement, virgesäit. Dat, fir verschidde méi schwaach Secteure vun enger Ekonomie, déi eben nach net esou entwéckelt ass, fir eng Zäit ze schützen.

Méi einfach ass et awer, wann een en Accord mécht um Beispill vum CETA mat Kanada. Hei handelt et sech ëm zwou gläichberechtegt Ekonomien oder zwee gläichberechtegt Partner, déi déiselwecht Valeuren hunn. Och sinn hir Gouvernancestrukture ganz äänlech an et gouf eng Convergence des normes vers le haut agefouert. Esou kann e Fräihandelsaccord fir besser a méi fair Standarde suergen. Och gi Rechtsstreidereien an der Sphère publique geregelt an net iwwer privat Schidsgeriichter. An deem Sënn steet den Accord mat Kanada fir e méi faire Welthandel.

Europa muss awer weiderhin alles drusetzen, fir d'Entwécklungslänner méi staark a méi fair an den internationalen Handel anzebannen. Et ass éinescht gesot ginn: Fairness ass ugesot, well soss kënne sech hir lokal Mäert net entwéckelen an da wäert de Migratiounsdrock aus Afrika op Europa nach méi staark ginn, wéi mer e bis ewell kennen.

A schlussendlech, Madamm Presidentin, fir ofzeschléissen, muss Europa handlungsfäeg bleiwen, wann et ëm d'Verhandele vu multilateralen Accorde geet. Europäesch Normen - sozialer, ekologescher oder sanitärer - musse sech entweder duerchsetzen, wa se méi héich si wéi déi vum Partner, oder eis Norme mussen no uewe convergéieren. Den Accord mat Kanada ass do en éischte Schratt, an d'EU muss dem Här Trump dat ëmmer nees kloer ze verstoe ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, dem Här Bauler. Dann ass et elo un dem Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Den Handel ass ee vun de Moyenen, fir d'Liewensqualitéit an de Wuelstand an d'Luucht ze dreiwen. Mir brauchen e fräien Handel, awer virun allem och ee fairen Handel, well just ee fairen Handel ass nohalteg, demokratesch an am Interessi vun de Mënschen.

Fairen Handel brauch gutt Ramebedéngungen, kloer Regelen an eng effikass demokratesch Kontroll. Mir sinn also der Meenung, datt mer staark Regele brauchen a keng eesäiteg Liberaliséierung. Fairen Handel dréit derzou bäi, datt d'Konsumenten-, d'Ëmwelt- an d'Sozialstandarden net ofgebaut, mä verstäerkt ginn an datt d'Mënscherechter respektéiert ginn.

2015 huet d'Weltgemeinschaft mam Klimaaccord vu Paräis a mat den nohaltegen Entwécklungsziler vun der UNO, den „sustainable development goals", eng wichteg Etapp fir en effikasse Klima- an Ëmweltschutz a fir d'Bekämpfung vun Honger an Aarmut weltwäit geholl. An eis zukünfteg Handelspolitik ass ee ganz wichtege Facteur, fir datt déi éiergäizeg Ziler, déi mer eis do ginn hunn, och erreecht ginn.

Haut, méi wéi zéng Joren nom Scheitere vun der Doha-Ronn an nodeems mer Jorzéngten dru geschafft hunn, fir ze dereguléieren an d'Taxen op de Grenzen ofzeschafen, ass de Welthandel bestëmmt méi fräi wéi jee virdrun. Mä de Welthandel dréit net, oder zumindest bei Wäitem net genuch zu enger gerechter an nohalteger globaler Entwécklung bäi, am Géigendeel: D'Käschte fir e blannen, ongebremste Wuesstum explodéieren a ginn ëmmer méi visibel a belaaschten all d'Länner.

D'Globaliséierung schaaft Aarbechtsplazen an zerstéiert Aarbechtsplazen. Mir hunn haut eng ganz grouss Fragmentéierung vu Produktiounsprozesser: Grousskonzerner probéieren, laanscht Ëmweltoplagen ze kommen, andeems se do produzéieren, wou dës Oplagen net esou streng sinn oder net agehale ginn.

Eng Ursaach, firwat datt ethesch usprochsvoll Produktiounsstandarde sech och an héichindustrialiséierte Länner nëmme lues duerchsetzen, ass de Fait, datt se bis zu engem gewësse Grad d'Exportchancë méi kleng maachen, wa se géint auslännesch Produiten a Konkurrenz stinn, déi esou Kritären net mussen erfëllen.

An deem Sënn hu mir mat Interessi am Februar 2017 de Vott vum Gesetz relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre an der Assemblée nationale vun eise franséische Kolleege suivéiert. Am Moment ënnerstëtzen eng zéng aner national Parlamenter déi Initiativ vun enger Carte verte vum Danielle Auroi. Hei gëtt d'EU-Kommissioun opgefuerdert, fir eng contraignant EU-Legislatioun par rapport zu der Vigilance vun de multinationale Konzerner ze schafen. Mir sollten och eng Kéier an eiser Kommissioun iwwert déi do Saach diskutéieren a wa méiglech dat och ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn an deem Sënn och frou, datt mer deemnächst wäerten ee Gesetz stëmmen, dat d'Marchés publics bei eis nei regelt. Dobäi handelt et sech ëm d'Emsetzung vun zwou EU-Direktiven. D'Zil ass et, déi ëffentlech Ausschreiwungen un nohalteg a sozial Kritäre kënnen ze bannen an dernieft och der Qualitéit an der Innovatioun méi Gewiicht ze ginn.

D'Ausschreiwungen an d'Akafspolitik vun eise Ministèren, Verwaltungen a Gemenge mussen dës Kritäre respektéieren. An deem Kontext sinn d'Sensibiliséierung an d'Formatioun vun deene Responsabele souwéi eng verständlech Kategoriséierung a Bewäertung vu verschiddene Qualitéitslabele wichteg.

Mir hunn et haut mat internationale Konzerner ze dinn, mat globalen Akteuren, déi duerch hir Mobilitéit nëmme schwéier duerch nationalpolitesch Institutiounen ze kontrolléiere sinn. D'Verännerunge vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien hunn och fir eng immens Opwäertung vun de Banken- a Finanzmäert gesuergt a besonnesch d'Finanzdéngschtleeschtunge sinn duerch eenzel staatlech Regelungen net méi ze steieren an ze kontrolléieren.

Och am Handel gëllt duerfir fir eis: manner nationalen Egoismus a méi international europäesch Zesummenaarbecht. A wann Trump a May eng Course um Steierdumping wëlle maachen, da musse mir se stoppen an net probéieren, se an där Course och nach ze iwwerhuelen.

Den Handel léisst vill Mënsche vum Wuelstand vun enger moderner Wirtschaft profitéieren, mä de Räichtum ass bei Wäitem net gerecht verdeelt. De Gruef tëschent deene räichsten 10% an deenen äermsten 10% vun de Leit gëtt ëmmer méi grouss.

Mir sinn der Meenung, datt mer Leitplanke fir e faire Welthandel brauchen. Sozial-, Konsumenten-, Gesondheets- an Ëmweltstandarden däerfen durch Handelsaccorden net behënnert ginn, mä mussen duerch si gefërdert ginn. Si mussen op alle Fall d'Méiglechkeet oploossen, datt ee Land och ka Regelungen huelen am Interesse vun der Gesondheet vu sengen Awunner a vun der Ëmwelt.

Handelsaccorden däerfen net zu enger Privatiséierung vun ëffentleche Beräicher a vun ëffentlechen Déngschtleeschtunge féieren a Secteuren, déi scho privatiséiert goufen, mussen och erëm kënnen zréck un d'ëffentlech Hand gefouert ginn, wann dat am Interesse vum Land ass.

Handelsaccorden däerfen de schwaache Partner net zu Decisiounen zwéngen, déi him selwer schueden. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt ee multilateraalt Geflecht vun Handelsverträg éischter zu engem fairen a gerechte Welthandel féiert ewéi eng Multitude vu groussregionalen oder nationalen Handelsaccorden. Mir brauchen also och an Zukunft eng OMC. Vläicht sollt déi nach anescht funktionéiere wéi am Moment, mä mir brauchen eng international Organisatioun. A mer wäerten och an Zukunft Investitiouns- an Handelsgeriichter brauchen. Déi sollen awer an ëffentlecher Hand sinn a si sollen eréischt dann zoustänneg sinn, wann all national an europäesch Rechtsweeër bis hire Rôle erfëllt hunn, also no engem Subsidiaritéitsprinzip. Selbstverständlech däerfen Handelsverträg net hanner zouenen Dieren ausgehandelt an ofgeschloss ginn a selbstverständlech musse souwuel déi national Parlamenter wéi och d'EU-Parlament vun Ufank un an aller Transparenz abezu ginn.

Här Minister, ee Moment, ech sinn direkt.

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Ah, et ass net wéinst mir! Merci. Ech sinn och um Schluss vu menger Riedezäit a vu mengen Ausféierungen.

Dat gëllt och scho fir d'Ausschaffe vun Handelsmandater a wärend dem ganzen Handelsprozess, an et ass scho vu menge Virriedner hei gesot ginn: Mir kënnen erëm eng Kéier um Beispill vun der JEFTA, den Handelsaccord tëschent der EU a Japan, weisen, datt et eis eescht ass, datt all Fräihandelsaccorden, déi an Zukunft gemaach ginn, Accords mixtes sinn an och méi Transparenz kréien, wéi mer dat an der Vergaangenheet gesinn hunn.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech stelle fest, datt mer hei a ganz grousse Linne mat ganz ville Saachen zimlech eestëmmeg d'accord sinn heibannen. D'Mënschheet benefitéiert vum fräien Handel. All Land profitéiert vum fräien Handel. A Lëtzebuerg brauch fräien Handel ganz besonnesch.

Ech konzentréiere mech a mengen Ausféierungen e bësse méi op d'WTO an hire Rôle an hir Zukunft. Leider hat déi Organisatioun an deene leschte Joren nëmmen e begrenzte Succès. An et si schonn Ursaachen dervu genannt ginn. Et gouf kee klore weltwäite Leadership méi, wat d'Liberaliséierung vum Welthandel ugeet. D'Welt ass wesentlech méi komplex gi wéi nach virun 20, 25 Joer. Et gëtt vill méi regional Leadere mat eegenen Interessen an eegenen Aflosssphären. Méi Länner si wichteg ginn, sinn um weltwäiten Handel bedeelegt a sinn diplomatesch aktiv.

Vill Länner op der Welt sinn och haut méi demokratesch an dowéinst och méi virsiichteg, wa se Decisiounen huelen. Dat huet ee gesinn un den TTIP- oder CETA-Diskussiounen an Europa, an den USA an a Kanada.

Wéi vum Virriedner gesot, gëtt et eng Proliferatioun vu regionalen Ofkommessen. An et gëtt och eng Tendenz zu engem gewëssene Protektionismus, och, mä net nëmmen, an den USA.

Trotzdeem denke mer als ADR, datt d'WTO kann immens nëtzlech sinn. Et ass en extrem wichtegen Dialog- a Verhandlungsforum, zum Beispill bei der progressiver Globaliséierung vun Handelsofkommessen, déi op regionalem Niveau getraff goufen, an och vun technesche Standarden. Och eng Globaliséierung vun engem neie Schema vun Arbitrage wéi am CETA-Accord wier eng wichteg Saach. Weider Ustrengungen, fir weltwäit Handelsaccorden, vläicht och nëmmen op sektoriellem Niveau ofzeschléissen, wiere wichteg.

De Kolleeg Bauler huet ganz zu Recht drop higewisen, datt d'Verbesserunge vun den Handelsflëss fir Staten, déi sech nach entwéckelen, wichteg sinn, an datt mer eng Evaluatioun brauche vun den Auswierkunge vu Fräihandelsofkommessen tëscht entwéckelte Länner op d'Entwécklungslänner.

Och bei der Ausschaffung vun Normverträg, fir e Gläichgewiicht ze schafen tëschent, op där enger Säit, ekonomescher Noutwendegkeet an, op där anerer Säit, regulatorescher Sécherheet, déi politesch néideg ass, schéngt eis wichteg. Et gouf op déi Aspekter hei higewisen.

Dem prinzipielle Jo zum fräien Handel steet natierlech entgéint, datt et Produkter gëtt, a mir wëssen dat, déi ënner Bedéngungen hiergestallt ginn, déi inakzeptabel sinn, sief et duerch Sklaverei, sief et duerch Kanneraarbecht, sief et duerch eng Ruinéierung vun der Ëmwelt. En plus maachen déi Bedéngungen déi Produiten dann och nach méi bëlleg a si konkurrenzéieren, ech nennen dat einfach elo emol, uerdentlech hiergestallte Produkter an eise Länner. Dat ass ganz bestëmmt eng Erausfuerderung, där d'WTO muss Rechnung droen, déi muss diskutéiert ginn an déi an de Fräihandelsofkommesse muss hiren Nidderschlag fannen.

E lescht Beispill ass d'Konkurrenz vu Klengbaueren. Ech huelen einfach emol de ganz normale Lëtzebuerger Bauer an d'Agroindustrie. Do gesäit een, datt eng präislech Konkurrenz net ze gewannen ass, wann et net Zollofgabe gëtt oder ebe Subventionéierungen.

An deem Sënn gesi mir allerdéngs eng grouss Zukunft fir d'WTO a mir hoffen, datt se an där doter Richtung weider verstäerkt wäert schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. D'Diskussioun ëm d'Organisatioun vum sougenannten „fräien Handel" an och déi Institutioun, déi dat ganz laang Zäit staark representéiert huet, d'Welthandelsorganisatioun, sinn, mengen ech, ganz schéi Beispiller fir awer e Stéck Hypokrisie vun de westleche Länner par rapport zum Rescht vun der Welt.

Ech muss awer duerfir vläicht kuerz zréckgoen, e klengen historesche Recul maachen a virun allem emol versichen, vläicht déi ganz Fro aus der Perspektiv vun der südlecher Hemisphär ze kucken.

Wéi e puer Joer nom Mauerfall, also Mëtt der 90er Joren, d'OMC gegrënnt ginn ass, hate sech d'USA an Europa virgestallt, si kéinten och weiderhin déi international Handelsarchitektur no hire Virstellungen an no hirem Virdeel dominéieren, sou wéi se dat déi Jorzéngte virdrun am Kader vum GATT gemaach haten.

No dem Lancement vun der Doha-Ronn 2001 ass awer du relativ séier kloerginn, datt d'Entwécklungslänner a virun allem déi grouss Schwellelänner wéineg Loscht drop haten a sech net wollten iwwert den Dësch zéie loossen. An dee Moment, amplaz gedëlleg Kompromisser auszehandelen a Waasser an de Wäin ze schëdden, sinn d'USA an d'Europäer keen Zentimeter vun hire maximalistesche Positioune geréckelt, hunn der reschtlecher Welt d'Schold gi fir d'Blockad a sinn du selwer op d'Iwwerhuelspur gewiesselt.

Ab 2003 ass d'Zuel vun de bi- an de plurilaterale Fräihandelsofkommesse fërmlech explodéiert. Dës Entwécklung gouf ganz kloer vun de westlechen Industrienatiounen ageleet. An de Calcul dohannert war einfach a genial. Dat muss een em loossen. DFräihandelsofkommesse mat eenzelne Länner kann een an engem vill méi gënschtege Kräfteverhältnis aushandele wéi e multilateralen a schwéierfällegen Accord. A virun allem kann een dobäi ee Land géint dat anert ausspillen an Drock ausüben op Länner, fir eben där Accorden och unzehuelen.

Et verhält sech nääмlech wéi an engem Dominospill, datt een no deem anere Steen lues, awer sécher ëmfält. Mat där aggressiver Strategie, fir en Netz vu Fräihandelsaccorden – 31, ass virdru gesot ginn - opzeriichten, sinn déi westlech Industrielänner amgaangen, dat ze erreechen, wat se bei enger éierlecher multilateraler Verhandlung mat der reschtlecher Welt wahrscheinlech op jidde Fall esou net kritt hätten, nääмlech eng „Libéralisation poussée à outrance" no deenen eegene Konditiounen an déi quasi d'ganz Welt ëmfaasst. An dat, wéi ëmmer, op Käschte vun deene schwächste Länner.

An och elo soll no de Virstellunge vun der EU-Kommissioun, dat huet se an hirem Dokument „Trade for All", och nach eng Kéier geschriwwen, dës nei Welthandelsuerdnung och nach duerch d'OMC definitiv a Steen gemeesselt ginn.

Mä mir mengen, datt dat mat Sécherheet net d'Enn vun der Geschicht wäert sinn. Well och wann et d'State sinn, déi d'Fräihandelsaccorden ënnerschreiwen, esou sinn et awer net d'Länner, déi Wueren a Servicer exportéieren, mä an alleréischter Linn multinational Firmen, déi no der Logik vum gréisstméigleche Benefiss wirtschaften. An dës Firmen zéien ee beträchtlechen Deel vun hirem Profitt aus der Konkurrenz, déi weiderbestoe bleift tëschent de Steier-, Sozial-, Ëmweltsystemer vun deenen eenzelne Länner. A virun allem setze se d'Aarbechter an deenen ënnerschiddleche Länner mateneen a Konkurrenz.

Madamm Presidentin, kee Mënsch ass géint Handel oder wëllt den Handel tëschent Mënsche verbidden. D'Mënschen hunn ëmmer Handel matenee bedriwwen. Dat war ëmmer esou an dat wäert och ëmmer esou bleiwen. Déi entscheedend Fro ass awer, wéi d'Regelen ausgesinn, wéi mer deen Handel organiséiere wëllen, d'Regelen, déi deem Handel zugronn leien.

Geneesou wéi eng vollstänneg Autarkie eng extrem Positioun ass, esou ass och den Ultraliberalismus eng extrem Positioun. De Welthandel kann an däerf net eenzeg an eleng dem Dogma vun der Profittmaximéierung ënnerworf bleiwen, mä muss no demokrateschen, sozialen, ëmweltpoliteschen Objektiver ausgeriicht ginn an am Déngscht vun der ganzer Mënschheet stoen.

Fir dës Kéier ze kréien, fir fortzekomme vun enger Handelsuerdnung, déi vu Multinationalen diktéiert gëtt, d'Ëmwelt zerstéiert a sozial Inegalitéite verschäerft, wéi mer et jo virdrun hei awer och héieren hunn, hin zu enger méi demokratescher a gerechter Handelsuerdnung, déi nohalteg ass, missten eigentlech zwou Saache geschéien:

Éischtens missten déi bilateral Handelsnegociatiounen, wéi se am Moment jo och nach mat ganz ville Länner gefouert ginn, direkt op Äis geluecht ginn.

An zweetens misst een d'OMC opléisen an den Dag drop ënner komplett verännerte Virzeechen am Kader vun der UNO nei grënnen.

Soulaang dëst net geschitt, ginn déi international Verwerfungen tëschent de Länner méi grouss an d'Krisen an d'Konflikter, déi doraus entstinn, méi virulent. Mir brauchen e grondsätzlecht Ëmdenken an der internationaler Handelspolitik a mir Europäer sinn doranner an der Bréngschold.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, dem Här Baum. Mir hätten elo den Tour vun den Deputéiert gemaach. Merci fir Är interessant a konstruktiv Interventiounen zu dësem ganz wichtege Sujet, an ech hunn elo de Pleséier, fir den Här Ausseminister, den Här Asselborn, op d'Tribün ze biede fir seng Prise de position. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt soen, dass den Här Mosar zu Recht deen Debat hei gefrot huet an dass ech och, mengen ech, an der Kommissioun bereetstinn, fir an d'Detailer ze goen, a firwat och net eng Kéier méi déif, wat elo de Marc Baum gemaach huet.

Bon, ech mengen net, dass een an der real existéierender Welt einfach e Fatalist muss sinn an akzeptéiere muss, dass d'Wirtschaft méi staark ass wéi d'Politik. Mir musse beweisen, dass de Contraire méiglech ass. An ech mengen, et gëtt och Usätz am internationalen Handel, dass een do ka Pione setzen, déi an déi richteg Richtung ginn.

Bon, de Fräihandel, Madamm Presidentin, gesinn ech net als e Selbstzweck. De fräien Handel ouni fair Regelen ass onméiglech an dat ass hei vun alle Riedner jo och ënnerstrach ginn. Ech wëll duerfir an dësem Zesummenhang vläicht fir d'Éischt un d'Präambel vum Marrakesch-Accord vun 1994 erënneren, déi seet, dass den Handel ee Mëttel ass, fir folgend Ziler ze erreechen - dat war 1994 -: «le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel (…) conformément à l'objectif de développement durable, (…)» Dat war also 1994 zu Marrakesch.

Ech mengen, mir kéinten eis vläicht bal alleguerten doriwwer eens ginn, dass, wann ee kuckt, den internationalen Handel, deen no de Regele vun der WTO ofleeft, an de leschte Jorzéngten awer trotzdeem derzou bäigedroen huet, d'Liewensstandarde vu ville Leit heiheem an och weltwäit ze verbesseren, selbstverständlech awer net vun alle Leit. Dat heescht awer net, dass de Welthandel eleng kéint sämtlech Ongläichgewiichter vun der Globaliséierung ausgläichen.

Wann een zum Beispill weess, dass 1980 nach 25 Aarbechter gebraucht gi sinn, fir Wueren an engem Wäert vun enger Millioun ze produzéieren, esou sinn dat der haut nach just siwen. Also dat heite weist, dass mer als Politiker op den technesche Fortschrëtt - d'Digitaliséierung - Äntwerte mussen hunn, an duerfir ass et ëmsou méi wichteg, d'Globaliséierung iwwer eng progressiv europäesch Handelspolitik ze steieren. Et geet drëm, Aarbechtsplazen ze schafen a vollem Aklang mat eisen europäesche Standarden am Aarbechtsrecht, am Sozialrecht an am Ëmweltrecht zum Beispill.

Et muss ee beispillsweis och wëssen, dass déi europäesch Exporter 44% vum PIB vun der EU ausmaachen, wärend dat a China nëmmen 22% sinn an an Amerika grad emol 13%. Et ass also e risegen Ënnerscheed, wat den Impakt vun den Exporter ugeet, wat Europa betrëfft par rapport zur Welt.

D'EU ass awer selbstverständlech och op Handelspartner ugewisen, well hiert wirtschaftspolitescht Gewiicht an deenen nächste Joren tendenziell erofgoe wäert, an dat net nëmme wéinst dem Brexit, mä natierlech och wéinst dem Brexit. Wann d'Europäesch Unioun also déi multilateral Handelsuerdnung wëllt stäipen a matbestëmmen, da geet dat just mat Partnerlänner, déi äänlech Usiichten hunn a virun allem déi nämlecht Wäerter mat eis och wëllen deelen. Déi ëmfaassend bilateral Accorde sinn zu 100% kompatibel mat de Regele vun der WTO an dat ass wichteg. Dat ass och hei gesot ginn. Dëst sinn d'Bausteng, déi d'Welthandelsuerdnung grad op deene Punkten ergänzen, wou et nach net méiglech war, dass d'WTO-Membere sech eens gi sinn.

An an deem Sënn ass d'Äntwert op d'Fro, déi och hei jo indirekt gestallt ginn ass: „Bilateral oder multilateral Accorden?" net entweder oder, mä et ass menger Meenung no, Madamm Presidentin, dat eent an dat anert.

E Beispill duerfir ass, ech soen dat ganz kuerz, den Investitiounsschutz. Hei huet d'Europäesch Unioun jo eng kloer Virreiderroll iwwerholl. Fir d'Éischt beim CETA an, ech mengen, an allen aneren Accorden, déi elo kommen, gëtt dee privatrechtleche Mechanismus duerch eng nei, ëffentlech Investitiounsgeriichtsuerdnung mat staatlech genannte Riichteren ersat. An enger zweeter Etapp soll dës Geriichtsuerdnung och zesumme mat aneren interesséierte Länner an ee multilateralen Investitiounsgeriichtshaff weiderentwéckelt ginn. Mat der EU gëtt et kee Wee - ech mengen och mam Europaparlament net - zréck bei déi privat Geriichter, bei den ISDS. Dat ass ee Beispill, wéi Europa awer trotzdeem an der Handelspolitik konnt nei Akzenter setzen.

D'Zäite vun de groussen, ëmfaassende Verhandlungsrollen tëschent 164 souveräne Memberen an der WTO sinn eriwwer, dat muss een esou gesinn. Trotzdeem bleift d'WTO eng wichteg Institutioun, wou an de leschte Jore secteurspezifesch Initiativen an och Accorde mat Erfolleg verhandelt goufen. An zum aneren ass do dat sougenannte Sträitschlichtungsorgan tëschent Länner vun der WTO - dat huet näischt mat Investisseuren ze dinn -, dat ass d'Geriichtsinstanz vun der WTO fir Sträitfäll tëschent de Memberstaten, eppes, wat an dëser Form eenzegaarteg ass a mëttlerweil och d'Häerzstéck vun engem multilateralen Handelssystem duerstellt.

Déi europäesch Handelspolitik baut op eng multilateral Handelsuerdnung an do gëllt net d'Recht vum Stäerksten, mä d'Zil ass d'Stäerkung vum internationale Recht. D'EU ass an hirer Handelspolitik däitlech besser opgestallt wéi nach viru Joren. Et ass villes geschitt, wat an déi richteg Richtung geet. Zum Beispill: D'Reform vun den europäeschen Antidumpingsinstrumenter ass um Wee a kéint deemnächst och ofgeschloss ginn. A mat dëser neier Methodik gi mer direkt géint déi onfair Handelspraktike vir - déi sinn och hei vun alle Kolleege genannt ginn -, ouni awer ee WTO-Member par rapport zu deem aneren ze diskriminéieren. Dat kënne mer net. Als Member vun der WTO ass dat net erlaabt.

Mir kënnen eventuell nach dëst Joer weider wichteg Accorde finaliséieren. Iwwer Japan schwätze mer an der Kommissioun an och hei am Plenum héchstwahrscheinlech nach dëst Joer. Mexiko, Chile ginn op dee leschte Stand bruecht. Australien, Neiséiland si Länner, weider Partner, déi wëlle mat der Europäescher Unioun verhandelen. China, Här Mosar, Dir hutt et gesot, selbstverständlech och.

Wat Amerika ugeet, ganz kuerz: Wie sech wéi mir alleguerte mat de Froe ronderëm d'Handelspolitik beschäftegt, dee ka feststellen, dass d'Handelsstrategie vun der amerikanescher Regierung an dësem Moment zimlech onkohärent ass. Et ass net einfach, vun enger Strategie ze schwätzen. Ech wëll hei net op d'Moossnamen, déi nach net geholl gi sinn, agoen, mä déi Initiativen, déi ugekënnegt sinn, féieren zu Ofschottung - dat ass evident -, zum Verstäerken a Verteidege vu Grenzen a schliisslech am schlëmmste Fall, an dat ka kommen, zur Eskalatioun a Form vun engem Handelskrich.

D'USA sinn och de Lëtzebuerger hire wichtegsten Handelspartner ausserhalb vun der Europäescher Unioun, dat däerfe mer net vergiessen. Déi aktuell amerikanesch Administratioun huet eng ganz kritesch Positioun zur WTO. Si distanzéiert sech souwuel am Kader vum G20, vum G7 an och um Niveau vun der OCDE vun den neie multilaterale Verflichtungen, also eppes, wat nom Zweete Weltkrich ni esou de Fall war. Dir kennt dat berüümt Wuert „America first", mä dat ass en „America alone"-Programm ginn, an d'EU muss, mir musse bereet sinn, falls de President Trump laang President bleift an déi aktuell Rhetorik och konkret ëmgesat gëtt, dass mer eis dergéint wiere kënnen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A mir sinn och, mengen ech, do dergéint opgestallt. Op jidde Fall besteet de Wëllen, fir sech do net alles bidden ze loossen.

Den amerikanesche President deelt a mengen Ae seng Welt a Gewënner an a Verléierer op, an Handel heescht, dass deen een op Käschte vun deem anere verléiert. Dat ass eigentlech seng Philosophie, dat ass Merkantilismus. Dat ass, wéi hien d'Welt gesäit. An et muss een do vläicht de Jean Jaurès zitéieren: «À qui profite le protectionnisme?»

Ech wëll vläicht, fir ofzeschléissen, och nach ee Beispill ginn, wéi komplex dass awer d'Produktiounswierker a -ketten am bilateralen Handel sinn. Zum Beispill dee modernste Fliger, deen et elo gëtt, de 787 vu Boeing, dee gëtt gebaut a China, a Südkorea, an Australien, a Japan, a Kanada, an England, a Schweden, an Italien, a Frankräich, an Amerika an zu lechternach. Och do gi Stécker fir dee Fliger hiergestallt. An da muss ee sech virstelle mat där Positioun, déi den Här Trump do huet, wat dat heescht, wann nëmme méi amerikanesch géif produzéiert ginn: Da kéinten déi Fligeren hei iwwerhaapt net méi gebaut ginn, well vun engem Dag op deen aneren ass dat guer net ëmzestellen.

E Wuert nach zu der Geschicht vu Singapur. Ech mengen, do ass alles gesot ginn. Den Investitiounsschutz ass d'Kompetenz vun den nationale Parlamenter. All dat anert, dat musse mer awer och gesinn, ass eben d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun. Och, an dat ass wichteg, mengen ech, fir eis alleguerten heibannen: Déi nohalteg Entwécklung ass integrale Bestanddeel vun eiser gemeinsamer Äusso, vun eiser gemeinsamer Handelspolitik. Dat musse mer wëssen.

Ech wëll vläicht nach eppes soen, well meng Zäit ass, mengen ech, fort.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, neen!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ah, ech hunn nach e wéineg Zäit!

Bon, da wëll ech Iech soen - Här President, entschëllegt -, dass mer an der Europäescher Unioun bei deene Länner si mat der Belsch, mat Holland, mat Schweden, mat Finnland, mat Dänemark, déi e Bréif un d'Kommissärin geschriwwen hunn, dass de Schutz vun eise Sozial- an Aarbechtsrechter an der Handelspolitik an allen Accorden, déi kommen, musse verstäerkt ginn.

An ech kann Iech och soen, ouni nach konkret ze ginn, dass mer zu e puer och probéieren, ee Sanktiounsmechanismus anzebaue fir Länner, déi ebe géint déi Standarden do verstoussen. Dat wier och eemoleg. Dat ass jo och kritiséiert gi beim CETA zum Beispill, dass mer keng Sanktiounsmechanismen hunn. Do ass eng Diskussioun ugelaf a Lëtzebuerg bedeelegt sech dorunner.

Fir ofzeschléissen nach, den digitalen Handel, Här President, an d'digital Plattforme sinn an dëser moderner Welt net méi ewechzedenken. Heiansdo vergësst een, dass Facebook 1,9 Milliarde Benotzer huet. Dat si méi Benotzer, wéi China Awunner huet. An den digitalen Handel ass ee Beräich, an deem d'EU sech menger Meenung no méi staark engagéiere misst. Wuel wëssend, dass eis europäesch Standarden a Saachen Dateschutz selbstverständlech net zur Verhandlung stinn.

Schliisslech, ee lescht Wuert, wat menger Meenung no wichteg ass, dat ass och hei ugeklongen, ech mengen, et war den Här Mosar oder den Här Angel, déi gesot hunn, dass een op Transparenz setze muss. Ech verstinn éierlech gesot ganz schlecht, dass d'Mandat mat Japan nach ëmmer vu verschiddene Länner blockéiert gëtt. Zesumme mat de Benelux-Länner, mat Däitschland, mat Frankräich an och nach mat anere Länner, ech menge muer, ënnerschreiwen ech de Bréif, wou mer kloer soen, dass mer wëllen, dass dat Mandat publizéiert gëtt. Dat bréngt näischt, wann dat net publizéiert ass. A mer hu beim CETA gesinn, zu wat dass dat ka féieren. Ech mengen, do huet d'Opinion publique d'Recht, fir anzegesinn, wéi verhandelt gëtt, opgrond vu wat fir engem Mandat dass verhandelt gëtt.

An ech menge souguer, dass an Zukunft och an deem ganze Verhandlungsprozess vun engem EU-Handelsaccord, vum Ofschloss vum Mandat bis zum Schluss, sämtlech Interessevertrieder och musse kënnen informéiert sinn iwwert dat, wat leeft. Dat heescht selbstverständlech net, dass d'Verhandlungen op der Place publique kënne gefouert ginn, well do féiert ee jo keng Verhandlungen an deem Sënn, dass een dann och muss Accorden erbäiféieren an och vläicht Dealen da maachen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Ausseminister. A mir wären domat um Enn vun eiser Aktualitéitsstonn ukomm a mir ginn zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwer: de Projet de loi 7107, en Ofkommes mam Cap-Vert iwwert de Migra-

tiounsflux. An de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel, ass scho prett.

7. 7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et drëms, wéi gesot, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert unzehuelen, deen am Oktober 2015 ënnerschriwwe gi war.

Dir wësst, dass déi bilateral Relatiounen tëschent dem Cap-Vert an onsem Land ganz enk sinn an dass de Cap-Vert och e laangjäregen a ganz fiabele Partner vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass.

Am Oktober d'lescht Joer hate mer och de Premierminister vum Cap-Vert hei bei eis an der Kommissioun, wou mer och e ganz interessanten Austausch haten a mir hunn do net nëmmen iwwert déi ekonomesch Entwécklung vum Cap-Vert geschwat an hir Erwaardungen un den Handel mat Europa, mä och iwwert d'Situatioun vun der capverdianescher Communautéit hei zu Lëtzebuerg, déi iwwregens ganz gutt ass.

Ëm wat geet et also genau bei dësem Accord, iwwert dee mer haut ofstëmmen? Dësen Accord ass op Demande vum Cap-Vert hin ausgehandelt ginn an e soll déi legal Migratioun tëschent eisen zwee Länner vereinfachen. Dofir ginn, jee no Fall, Visaen ausgestallt, déi tëschent engem a fënnef Joer gülteg sinn. Am Géigenzuch enthält den Accord och Bestëmmungen, fir déi illegal Immigratioun ze bekämpfen an d'Readmissioun ze vereinfachen an dëst am Respekt vun der Dignitéit an de fundamentale Rechter vun dëse Persounen, déi sech irregulär am Land géifen ophalen.

Dir erkennt un der Logik vun dësem Accord: „legal Migratioun vereinfachen an illegal Migratioun bekämpfen", dass mer hei an der Kontinuitéit vun der europäescher Migratiounspolitik sinn.

An effektiv kann een dësen Accord och net lassgeléist vun der europäescher Politik betruechten. Erlaabt mer dofir, kuerz op déi europäesch Accorden, déi d'Relatioune mam Cap-Vert encadréieren, anzegoen. D'Relatiounen tëschent dem Cap-Vert an der Europäescher Unioun baséieren haut virun allem op dem Accord de Cotonou aus dem Joer 2000, deen, wéi Der wësst, mat allen AKP-Länner ofgeschloss gouf. D'Haaptzil vun dësem Accord de Cotonou ass a bleift d'Bekämpfung vun der Aarmut an den AKP-Staten duerch eng progressiv ekonomesch Integratioun vun dëse Staten. Dobäi soll d'nohalteg Entwécklung vun dëse Staten am Virdergrond stoen.

D'Relatioune mam Cap-Vert ginn awer duerch zwee weider Accorden um europäeschen Niveau completéiert: Den „Partenariat spécial entre l'Union européenne et le Cabo Verde" vun 2007 an den „Partenariat pour la mobilité" vun 2008. An dës Partenariater goufen op Wonsch vum Cap-Vert hin ausgehandelt.

De Cap-Vert wollt iwwert déi bestoend Relatioune kënnen erausgoen an nach méi enk mat der EU zesummeschaffen, sief dat, wéi gesot, um ekonomeschen oder um politesche Plang.

Am Kontext vun eisem Projet de loi haut ass et virun allem de Partenariat pour la mobilité, deen ons interesséiert. D'gemeinsamt Zil vun der EU-afrikanescher Migratiounspolitik gouf säit der Konferenz tëschent der Europäescher Unioun an den afrikanesche Staten zu Tripolis am Joer 2006 ëmmer nees genannt. Déi gemeinsam Migratiounspolitik gesäit vir, dass déi irregulär Migratioun muss bekämpft ginn an dass d'EU sech dofir engagéiert, legal Méiglechkeete fir an d'EU eran ze schafen.

Dëst gouf och um véierten EU-Afrika-Sommet zu Bréissel am Joer 2014 nach eng Kéier bestätegt. An dofir goufen am Kader vun dësem Partenariat pour la mobilité mam Cap-Vert och zwou Saache festgehalen: Éischtens, dass d'Prozeduren, fir e Visa ze kréien, méi einfach sollte ginn. Dëst betrëfft d'Visae vu kuerzer Dauer, also vu maximal dräi Méint, an zwar souwuel fir d'Europäer am Cap-Vert wéi och fir d'Capverdianer an Europa.

Bei dësem Visa handelt et sech ëm de ganz normale Schengen-Visa, deen och fir de gesamte Schengen-Raum gëllt. Et gouf also keen neie Visa geschafen, mä just d'Prozedur, fir e Visa ze kréien, gouf vereinfacht.

Zweetens gouf awer och en Accord de réadmission geschloss. De Cap-Vert verflicht sech doranner derzou, seng eege Statsbierger zréckzehuelen, mä och Mënschen aus Drëttstaten, déi iwwert de Cap-Vert illegal an d'Europäesch Unioun agereest sinn. A mat dësem bilateralen Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ginn dës europäesch Bestëmmungen also elo ëmgesat.

Den Accord enthält doriwwer eraus och Bestëmmungen, déi geziilt d'Entwécklung vum Cap-Vert sollen ënnerstëtzen, andeems hir Leit och hei bei ons zu Lëtzebuerg kënne forméiert ginn. Esou sollen zum Beispill d'Studente vum Cap-Vert direkt no hirem Studium op der Uni Lëtzebuerg och kënnen heibleiwen, fir éischt Aarbechtserfahrungen ze sammelen. Dës Bestëmmungen hu mer iwwregens am Kader vu rezenten Ännerungen am Immigratiounsgesetz och schonn agefouert.

Ausserdeem gëtt en Austauschprogramm geschafen, wou all Joer eng bestëmmten Unzuel jonk Leit aus béide Länner fir bis zu 18 Méint kënnen an dat anert Land schaffe goen. Dëst sinn elo nëmmen zwee Beispiller. Den Detail vun alleguerten de Mesurë vun deem ganzen Accord fannt Der a mengem schréftleche Rapport erëm.

Dës Migrante ginn awer och aktiv derbäi ënnerstëtzt, duerno an hirem Land Fouss ze faassen an esou un der ekonomescher Entwécklung nees deelzehuelen a matzeschaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen nach séier zum formalen Deel: De Projet gouf de 17. Januar 2017 hei deposéiert. De Statsrotavis koum den 9. Mee dëst Joer a mir hunn an der Sëtzung vum 12. Juni en long et en large iwwert de Projet diskutéiert, och mat de Beamtinnen a Beamte vum Ministère de l'Immigration, a mäi schréftleche Rapport gouf dunn den 19. Juni an der Kommissioun vun alle Fraktiounen ugeholl.

Här President, ech ginn dervun aus, dass mer haut e gudden Accord wäerten unhuelen. Et ass en Accord, deen de Bierger vu béide Staten eppes bréngt. Si kënne méi einfach tëschent béide State reesen. Si kënnen un Austauschprogrammer deelhuelen an am jeeweilegen anere Land schaffen an do ganz wäertvoll Erfahrunge fir hiert Liewe sammelen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Angel. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Marc Angel, deen, wéi mir dat vun him gewinnt sinn, op eng, wéi ëmmer, ganz kompetent, komplett an detailléiert Manéier dee ganze Projet examinéiert huet, soudatt ech ganz, ganz kuerz ka sinn, andeem ech awer nach eng Kéier op déi Wichtegkeet vun deem Accord hiweisen: En Accord mam Cap-Vert, engem Land, mat deem mer, an ech mengen, dat huet de Rapporteur scho gesot, exzellent Bezéiungen hunn, d'ailleurs och parlamentarescher, soudatt ech doriwwer ganz frou sinn.

Ech sinn awer och nach aus engem anere Grond doriwwer frou: Mir schwätzen oft vu Simplification administrative. Ech mengen, hei ass e ganz konkrete Projet, wou et zu enger Simplification administrative fir trotzdeem ganz vill Leit kënnt. An duerfir begréisse mir dee Projet an ech ginn och dozou den Accord vu menger Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Mosar. Dann ass et un dem Här Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, eleng d'Tatsaach, datt mer hei zu Lëtzebuerg eng grouss capverdianesch Communautéit hunn, beweist jo och déi gutt Relatioun, déi mer mat deem Land do fleegen. Ech wëll och drop hiweisen, datt de Kooperatiounsminister Schneider elo ganz kierzlech de véierte PIC mat deem Land ënnerschriwwen huet, wou mer eis engagéieren, bis d'Joer 2020 erëm eng ronn 46 Milliounen (veuillez lire: Euro) un Entwécklungshëllef ze leeschten. Dat um Niveau vun der Energie solaire, op där anerer Säit awer och um Niveau vun enger ronn 100 Schoulen, wou mer eis fir sanitär Equipementer wäerten engagéieren.

Op där anerer Säit ass scho richtegerweis hei bemierkt ginn, datt natierlech deen Accord hei awer och derzou bäidréit, datt de Cap-Vert am Fong eng besser Entwécklung ka kréien, andeems virun allem déi Studenten, déi elo hei en Ofschloss gemaach hunn, och nach kënnen zwee Joer hei bleiwen: datt se zwee Joer Stage maache kënnen, datt se zwee Joer éischt Erfahrungen am Beruffsliewe maache kënnen. Ech géif soen, datt mer domadder eng wichteg Moossnam treffen, well si kënne mat där Erfahrung dann och an hirem Land derzou bäidroen, datt d'Ekonomie do ouni Zweifel verbessert gëtt.

Vläicht nach eng lescht Remarque: Wat ech och ganz gutt an deem Accord hei fannen, dat ass, datt mer virun allem deene Jonken d'Méiglechkeet ginn, Austauscher ze maachen, well et ass virun allem iwwert déi Jonk, wou ee kann Toleranz a Verständnis fir aner Kulture promouvéieren. An an deem Sënn kënne mir als DP deen Accord hei nëmme guttheeschen.

Ech wëll awer och ofschléissend dem Marc Angel nach eng Kéier Merci soe fir seng jeeweileg Rapporten. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Graas. Als Nächsten huet den Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, vläicht och ënnert dem Androck vun eisem zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut, wou mer eis an enger Aktualitéitsstonn mam Welthandel auserneegesat hunn, wollt ech nach e bëssen op d'Käraspekter vun dësem Projet de loi agoen.

Am Exposé des motifs steet, datt dësen Accord am Kader vun engem Accord de partenariat vu Cotonou aus dem Joer 2000 tëschent der EU an den AKP-State steet. Den Accord vu Cotonou hat bestëmmt net gehalen, wat e versprach hat. Zum Beispill ass d'Zil vum Accord eng Reduzéierung vun der Aarmut bis hin zu der Ausrottung vun der Aarmut duerch eng schrëttweis Aféierung vun den AKP-Staten an d'Spillregele vun der Weltwirtschaft.

Zu den AKP-Staten zielen haut 79 Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik. Dozou gehéieren niewent dem Cap-Vert och nach zum Beispill de Mali, Burkina Faso, Haiti. Den Accord vu Cotonou huet ausdrécklech d'Ziler vun enger nohalteger Entwécklungspolitik mat an d'Handelsaccorden afléisse gelooss, zumindest um Pabeier.

Ech mengen net, datt mer mat iergendengem aneren AKP-Stat ee vergläichbart Ofkommes hu wéi dat, wat mer haut mam Cap-Vert ratifizéieren. Wann ech mech iren, da kann och gären ee mech do korrigéieren. Et ass och net vun ongeféier, datt mer ebe grad esou eng Relatioun mam Cap-Vert hunn, an et ass och interessant, wann ee Lëtzebuerg an de Cap-Vert e bëssen niewentenee stellt: Mir hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil méi Awunner wéi de Cap-Vert, well eise Wuesstum méi héich ass: 2,5% - virun allem duerch d'Migratioun -, an de Cap-Vert wiisst all Joers ëm 1,2%, virun allem, well hir eege Populatioun méi séier wiisst, well si méi Kanner kréie wéi mir.

Am beandrockendsten ass awer den Ënnerscheed vum PIB pro Awunner. Deen ass bei eis ronn 34-mol méi héich wéi deen am Cap-Vert. Dat erlaabt eis et dann och, eng Kooperatiounspartnerschaft mam Cap-Vert anzegoen. De Marc Angel huet och schonn dervu geschwat: Mir si mëttlerweil beim véierte Programme indicatif de coopération. Dem Cap-Vert seng Entwécklung kann een duerchaus als positiv gesinn: D'Land erweist sech als stabill a kann och eng Rei wirtschaftlech Fortschrëtter opweisen, och wann et nach ëmmer zu deenen aarme Länner zielt.

De Projet de loi vun haut ass kee Projet aus der Kooperatioun, mä direkt aus dem Ausseministère an awer ware mer dës Erklärunge wichteg, déi ech elo grad hei ginn hunn. Den Accord betount, datt e sech op Géigesäitegkeet berifft. All Mesure gëllt souwuel fir déi eng wéi fir déi aner. Ech weess net, wivill Lëtzebuerger um Cap-Vert wunnen oder wëlle schaffe goen. Ech ginn awer dervun aus, datt plus minus 7.000 Leit aus dem Cap-Vert zu Lëtzebuerg wunnen an datt Lëtzebuerg och nach ëmmer een interessanten Aarbechtsmarché fir dat Land ass.

Mir begréissen de Projet de loi 7107, well en eng Rei Saache méi einfach mécht: D'Zirkulatioun vun de Mënschen, awer och net vun alle Mënschen, mä vun de Fonctionnairen, de Geschäftsleit an den Universitären, wéi och de Kadere vun ONGen.

An den Här Rapporteur, deem ech Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, huet och gesot: „D'Konterpartie ass, datt mer mat dësem Rapport déi illegal Migratioun wëlle bekämpfen." D'Facilitéite fir Studenten hu mer jo schonn, déi hu mer och rezent allgemeng vereinfacht. Dat gëllt also net just nëmme méi fir d'Studente vum Cap-Vert. A besonnesch gefält eis och d'Méiglechkeet vum Austausch vu jonke Leit, déi schaffe ginn oder sech berufflech wëlle weiderbilden. Hei géife mir eis wierklech wënschen, datt den Austausch och wierklech an déi zwou Richtunge géif goen, dat wier zum Avantage vun alle Jonken aus deenen zwee Länner.

Domat bréngen ech den Accord vun der gréngер Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Adam. Als Nächsten hunn ech den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Villmools Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e grousse Merci un den Här Angel, dat war wéi ëmmer e ganz komplette schréftlechen a mëndleche Rapport.

Beim Accord, dee mer haut hei diskutéieren, wëll ech elo net laang iwwert d'allgemeng Relatioune mam Cap-Vert schwätzen, ech mengen, meng Virriedner hunn dat gemaach. Mir freeën eis iwwer eng Communautéit, déi mer hei hunn. Mir wëssen, datt et och e wichtege Partner an der Kooperatioun ass. Ech mengen, alles dat ass gesot. Dofir erlaabt mer, vläicht e puer Wuert iwwert den Accord ze soen, dee mer haut hei sollen diskutéieren an iwwert dee mer ofstëmmen.

Et ass en Accord, wann een e genau liest, wou awer eng ganz Rei Froen opbleiwen. A vläicht kréie mer d'Äntwerte vun der Regierung op eng Rei Froen, déi ee sech ka stellen, well a priori géif ech soen, datt mir eis enthalen, well awer eng Rei Onsécherheeten hei dra sinn.

Ech ginn Iech just e puer Beispiller: Deen Accord bei de jeunes Professionnels betrëfft nëmmen déi Postes non déclarés vacants. An da stellt sech natierlech d'Fro, ob mer hei net liicht an eng Kontradiktioun erakomme mat enger anerer vertraglecher Obligatioun aus dem europäesche Bannemaart, näämlech der Préférence communautaire. Dat heescht, hei stellt sech also eng Fro tëschent der Kompatibilitéit vu vertraglechen Normen, déi mer agaange sinn.

Dat Zweet ass: Op zwou Plazen hu mer zwar als Parlament elo e Matsproocherecht, mä d'Regierung huet herno duerch en einfachen Échange de lettre d'Méiglechkeet, den Accord punktuell ze amendéieren. Dat gëllt souwuel fir déi Zuel vu Leit, déi bei de jeunes Professionnels betraff sinn, hei steet elo zéng pro Joer, mä d'Regierung kann dat zu egal wéi engem Zäitpunkt spéider änneren. Et gëllt och fir d'Lëscht vun de Beruffer bei den Travailleurs salariés, déi betraff sinn. Op deenen zwee Punkten hu mer also eigentlech kee Matsproocherecht als Parlament.

Da geet och vun der Integratioun rieds vun deene Leit, déi solle kommen, dat begréisse mer. Déi ass allerdéngs néierens präziséiert. Et ass näischt vun de Sprooche gesot, obschonn elo zum Beispill, wat fir eis eng wichteg Fro ass, déi professionell Capverdianer, déi wëllen heihinner kommen, och am Beräich vun der Justiz kënne schaffen, och am Beräich vum Gesondheetswiesen. An et sinn awer hei keng Sproochekonditiounen oder keng Exigenze virgesinn. Dat ass ze bedaueren, well Integratioun mécht sech an eisen Aen haaptsächlech och iwwert d'Sprooch.

Wat d'Readmissioun ugeet, do ass net gesot - well dat hei ass elo e Spezialgesetz, an deem Sënn kann ee kucken, wéi verhält et sech mat eisen allgemenge Regelen -, wéi eng Konsequenzen dat huet, wann e Capverdianer opgrond vun dëse gesetzlechen Dispositiounen a säi Land zréckbruecht gëtt. An et stinn Evidenzen am Gesetz, déi net missten drastoen, well se selbstverständlech sinn. Zum Beispill, datt eng Réckféierung am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit gemaach gëtt.

Kann dann een heibanne sech virstellen, datt mir hei am Land géifen eng Réckféierung maachen, ouni op d'Dignitéit vun deene Betraffene Rücksicht ze huelen? Mir kënnen dat op jidde Fall net. Datt mer esou eppes an e Gesetz eraschreiwen, ass en Aveu fir eppes, wat mer net néideg hunn, well et esou eppes bei eis net gëtt.

Den Développement solidaire ass och eng Fro: Et gëtt gesot, mir solle finanziell Instrumenter promouvéieren, wéi Fongen an de Cap-Vert ze transferéieren. Dat ass eng Fuerderung, déi mir als ADR prinzipiell scho viru Joren erhuewen hunn, well dat och eng wichteg Moossnam am Kader vum Developpement allgemeng ka sinn. Et steet awer elo net dran, u wéi eng Instrumenter geduecht gëtt. Ob dat och fir aner Länner soll gëllen? Wéi eng Moyenen dat kéinte sinn? Also, et ass eng Intention de principe, déi mer begréissen, awer och do ass se net ausgefouert.

Dat sinn eng Rei oppe Froen, déi eng vertraglech Obligatioun hunn, déi Lëtzebuerg ka beréieren, d'Rechter vum Parlament, alles dat ass net ganz kloer. Och déi zäitlech Limitatioune bei den Travailleurs salariés sinn och net evident. An do muss ee soen, datt de Vertrag an eisen Aen op jidde Fall net präzis genuch ausgehandelt ginn ass. Déi Limitatiounen op zwielef Méint oder op fënnef Joer, déi ugekënnegt gi sinn, déi den Här Angel och zu Recht ervirgehuewen huet, bezéie sech haaptsächlech an der Lektür vum Vertrag op déi dräi éischt Paragrafen. De Lien vum Artikel 6 mat deene Referenzen ass net kloer hierzestellen. Dat ass vläicht d'politesch Intentioun gewiescht, well dat ass jo och hei widderholl ginn an et ass och an der Präambel dann esou duergestallt ginn, mä de Vertragstext gëtt et net hier. An dat sinn Onkloerheeten, déi an dësem Vertrag sinn. Dofir begréisse mer d'Intentioun en général, awer et ass e Vertrag, dee vill Froe stellt a vill Froen opléisst op juristeschem Plang. An dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. Da wär et um Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President, ganz kuerz. Jo, mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn. Et kéint een à la limite vläicht e bësse bedaueren, datt sech deen Echange haaptsächlech op d'Kadere reduzéiert, datt een dat méi oppen hätt kënne maachen. Mä trotzdeem gi mer awer an eng richteg Richtung. Dofir wäerte mer och dee Projet de loi matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Da wär et um Här Erzéiungsminister, stellvertriedend fir den Här Ausseminister. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, Merci, Här President. D'Regierung freet sech iwwert déi breet Zoustëmmung hei am Haus zu dësem Gesetzesprojet, och wa se dann net maximal breet ass. Ech denken awer, datt déi Froen, déi opgeworf goufen, domadder ze beäntwerte sinn, datt mer hei natierlech eppes ausgehandelt hunn an een dann natierlech och vun zwou Säite muss kucken, datt een do eens gëtt.

Mir hunn och hei eppes innerhalb vun engem Kader ausgehandelt, dee souwuel mat der EU wéi och mat anere Länner geschafe gouf, soudatt ech déi Fro vun der Inkompatibilitéit vun eenzelne Begréffer do eigentlech net ka ganz novollzéien. Well mer eis grad och hei mat der Europäescher Unioun op deen dote Wee gemaach hunn, denken ech, datt déi Gefor do net besteet, datt mer eis op aner Begréfflechkeete géife baséieren.

Dem Haus hei e grousse Merci fir déi Aarbecht, déi Der geleescht hutt, fir datt mer dëst Gesetz am Interessi vun de Relatioune vum Cap-Vert mat Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Regierung. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7107.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7107 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer. 57-mol Jo, 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet 7107 mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen? Jo?

(Assentiment)

Gutt. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6883, enger Ofännerung vun eisem Code du travail. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Claude Lamberty, dee scho prett ass.

8. 6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, scho fir d'Lissabonner Agenda aus dem Joer 2000, wat aus der EU den dynameschste Wirtschaftsraum vun der Welt ze maachen als Zil ausgëtt, zielt d'Formation professionnelle continue zu engem vun de wichtegsten Elementer am Beruffsliewen.

Dat kënnt net vun ongefëier: Eng Grondformatioun ass wuel d'Fundament an den Zougang zur Beruffswelt. D'Zil vun der Formation professionnelle continue ass et, d'Salariéen, ob jonk oder al, besser a permanent op en Aarbechtsmarché ze preparéieren a se an deem Marché ze halen; en Aarbechtsmarché, dee sech an de leschte Joren a Jorzéngte staark verännert huet. An enger Welt, déi ännert, ännere sech och d'Beruffsprofiller, d'Offeren, d'Demanden, jee, et muss een hautdesdaags als Salarié op Zack sinn an an engem gewëssene Mooss oppe sinn, fir Ales ze verdéiwen an Neies ze entdecken.

Eng gelonge Formation professionnelle continue schaaft eng individuell Plus-value, ka sozial Inegalitéiten ausgläichen a minimiséiert de Risiko, an de Chômage ze falen oder do dauerhaft ze bleiwen.

Zënter 1999 erlaabt eist Aarbechtsrecht et dofir, den Entreprisen, déi hei am Land etabléiert sinn, bei hire Plans de formation finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Den Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue oder kuerz INFPC ass dofir zu Lëtzebuerg zoustänneg.

Ier ech elo op déi eenzel Adaptatiounen ze schwätze kommen, wéilt ech awer nach e puer Zuelen nennen, déi am Fong de Kader fir dëse Projet de loi setzen. D'Unzuel vun den Entreprisen, déi d'Formation professionnelle continue ubidden, déi also vun der aktueller Legislatioun profitéieren, geet konstant an d'Luucht. Dat stellt verschidden Erausfuerderungen a puncto Berodung, Encadrement a Surveillance vun dëse Betriber a Formatiounen duer.

Een allgemengt Objektiv vun der Formation professionnelle continue ass et jo, d'Salariéen ze encouragéieren, u Formatiounen deelzehuelen. Dem INFPC no schreiwe sech d'Salariéen an der Moyenne fir 4,3 Formatiounen an, déi am Schnëtt 5,5 Stonnen daueren. D'Männer maachen där Statistik no liicht méi Formatioune wéi d'Fraen an d'Dirigente respektiv d'Kadere maachen der och méi wéi d'Salariéen, ob elo qualifizéiert oder net qualifizéiert.

D'Salariéen iwwer 45 Joer leie mat 3,7 Formatioune liicht ënnert dem Duerchschnëtt. A wann ee kéint op den éischte Bléck mengen, den Accès zu Weiderbildungsformatioune géife mat der Gréisst vun den Entreprisë wuessen, dann ass dat awer net ganz esou. Am Géigendeel: Wat d'Entreprise méi grouss ass, wat d'Dauer, a Stonne pro Mataarbechter gekuckt, vun dëse Formatiounen an der Moyenne erofgeet. Konkret: Wuel ginn a groussen Entreprisë méi Formatiounen ugebueden, mä wat d'Dauer vun dëse Formatiounen ubelaangt, bleiwen d'Leit manner laang an dëse Formatiounen, wéi dat a klengen Entreprisen de Fall ass. Als Beispill: Statistesch daueren a grousse Firmen - grouss heescht mat méi wéi 1.000 Mataarbechter - d'Formatioune véier Stonnen, wärend a klenge Betriber mat manner wéi zéng Mataarbechter ronn 13 Stonnen a Formatioun pro Mataarbechter gestach ginn. Bis elo huet de Stat den Effort vun den Entreprisen, an hir Leit ze investéieren, mat 20% u finanzieller Hëllef ënnerstëtzt, fir Salariéen iwwer 45 Joer bis zu 35%.

Här President, d'Zil vun de Mesuren, op déi ech elo gläich ze schwätze kommen, ass et net, méi auszeginn, mä besser a méi cibléiert d'Efforte vun den Entreprisen ze ënnerstëtzen an am Sënn vun enger Simplification administrative ze agéieren. Ech ënnersträichen: Weder soll d'Prozedur erschwéiert ginn nach sollen d'Betriber an iergendenger Form gehënnert oder gebremst gi bei der Formation professionnelle continue vun hire Salariéen.

Mä wat soll erreecht ginn? Dat ass, dass déi Suen, déi a Formatioune gestach ginn, besser investéiert ginn. Am Wuert Qualitéit läit also e wichtege Schlëssel zum Erfolleg. A wéi ech et um Ufank scho gesot hunn: Et geet drëms, effikass ze schaffen, dass d'Leit, déi an der Aarbechtswelt dra sinn, mat der Entwécklung Schrëtt kënnen halen, déi se brauchen an déi de Leit dann och am Endeffekt hir Plaz an der Aarbechtswelt net garantéiert, mä d'Chancen däitlech verbessert, fir am Betrib eng Zukunft ze hunn. Dëst ëmmer gekuckt par rapport zu der Entwécklung an der Demande, déi un de Salarié gestallt gëtt.

De Stat kann a soll sech et och net leeschten, d'Formation professionnelle continue vun Entreprisen ze vernoléissegen. Et ass ëmmer besser, am Virfeld eng Formatioun vun engem Salarié ze kosubventionéieren, wéi duerno op aner Mesurë mussen zréckzegräifen. De Fransous géif heizou soen: «Mieux vaut prévenir que guérir.»

Zu den eenzelne Mesuren: D'Regierung gesäit éischtens vir, déi staatlech Hëllef am Kader vum Kofinanzement ëm 5%, vun 20% op elo 15%, ze kierzen. D'Subventioune fir de Salarié iwwer 45 Joer bleift allerdéngs bestoe bei den haitege 35%. Et si jo grad déi Mënschen, deenen eng Formatioun am meeschten zeguttkënnt. Dofir sollen d'Entreprisen doranner och weiderhi mat dem identeschen Taux ënnerstëtzt ginn.

Da gëtt et an Zukunft e Plafonement vun den Investissementer, deen en fonction vun der Gréisst vun der Masse salariale ännert. Méi konkret heescht dat, bei ee bis néng Salariéen am Betrib ass de Plafong bei 10%. Tëschent zéng an 249 Salariéen ass de Plafong bei 3% an doriwwer eraus, dat heescht, bei deene ganz groussen Entreprisen ass de Plafong bei 2%.

De Kofinanzement vun der sougenannter Formation d'adaptation au poste gëtt vun 173 Stonnen op 80 Stonnen erofgeschrauft a betrëfft just nach déi onqualifizéiert Salariéen. Fir d'Ewechfale vun de Subventioune vu verschiddenen administrative Fraisen an didakteschem Material ofzefiederen, kréien d'Entreprisen zudeem e Forfait vu 500 Euro pro Demande zur Säit gestallt, fir dëst ze couvréieren.

Ier ech elo zum Schluss kommen, soll nach eng Kéier ënnerstrach ginn, dass d'Betriber mat dëse Mesuren net sollen ofgehale ginn, an d'Formation professionnelle continue vun hire Salariéen ze investéieren, mä dass soll verstäerkt op d'Qualitéit vun de jeeweilege Weiderbildunge wäert geluecht ginn an dass d'Entreprisë méi geziilt Ënnerstëtzung vusäite vum Stat kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt Iech e klengen Abléck an dëse Projet de loi ginn. Fir weider Detailer wéilt ech gären op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a géif gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun, vun der DP, abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni Weiderbildung geet haut an eiser schnellliewer Zäit näischt méi. Formation continue ass e Must, fir sech den ëmmer erëm neien Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart unzepassen a fir iwwerhaapt seng Plaz um Aarbechtsmaart ze fannen, wann dat, wat ee geléiert huet, net onbedéngt eppes mat där neier Schaff ze dinn huet. Deemno ass d'Formation continue ee ganz wichtegt Instrument fir d'Betriber, fir op der Héicht vun der Demande vun de Clienten ze bleiwen.

Dass Betriber vun der Formation continue profitéieren an ëmmer méi Betriber dovunner profitéieren, domadder natierlech och vum Kofinanzement vusäite vum Stat, ass dorobber zréckzefëieren, dass den Aarbechtsmaart a konstanter Evolutioun ass an dass d'Zuel vun de Betriber och konstant zouhëlt.

Elo gi mer mat dësem Gesetz hin a kierzen de Budget ëm d'Halschecht. Dëst Gesetz ass deemno eng reng Spuermesure. Déi éischt finanziell Repercussioune wäerte sech am Budget 2019 weisen. De Fait, dass grad d'Formation continue eng Spuermesure ass, ass an den Ae vun der CSV een total falscht Zeechen. Am Moment gëtt dës Regierung näämlech, ouni mat der Wimper ze zucken, immens vill Suen aus fir aner Gesetzer a Projeten a geet elo mat dësem Gesetz hin a spuert an eisen Aen op där falscher Plaz.

Ech si ganz d'accord, dass een Abusen, déi an der Vergaangenheet iwwert d'Formation continue gemaach goufen, sollt evitéieren, mä duerfir muss een emol genee wëssen, wat da schifgelaf ass a wou een dës Abusen hätt kënnen evitéieren.

Amplaz, Här Minister, hei de grousse Griffel erauszehuelen an esou onnuancéiert ze spueren, hätte mir eis gewënscht, dass een am Virfeld emol eng fundéiert Analys gemaach hätt vun der Qualitéit vun de Formatiounen, vun der Qualitéit vun de jeeweilege Formateuren, an dann doropshin d'Kritären definéiert hätt, déi de Kofinanzement vusäite vun der Regierung géife konditionéieren.

Wou a wéi, Här Minister, géift Dir zum Beispill wëllen intervenéieren, fir esou eng Qualitéitsgarantie an der Formation continue ze gesinn?

Et ginn eng sëlleche Formatiounen, et gëtt och eng sëlleche Labelen, mä wat ass de geneeë Wäert vun all dëse Labelen? Wie vergëtt se? Wat seet d'Regierung derzou? Wéi eng wëllt Dir ënnerstëtzen a wéi eng net?

Wann een esou eng systematesch Analys gemaach hätt, dann hätt een de Betriber kënne konkret weisen, wou se sollen a puncto Formatioun investéieren a wou net.

Hei gëtt einfach pauschal de Montant gestrach an zwar ëm 50%, vun 48 Milliounen op 24 Milliounen.

Nach leschten Hierscht, fir genee ze sinn de 15. November, hu mer e Gesetz, de 7001, gestëmmt, woumadder d'Formation continue vum Léierpersonal eropgesat ginn ass, dëst als Invest an d'Schoulqualitéit. Deemno schéngt den Invest an d'Aarbechtsqualitéit Iech net esou wichteg ze sinn. A mir hätten eis driwwer gefreet, wann een eng Jointe gehat hätt tëschent der Educatioun an dem Travail, fir och emol ze héieren, wat den Aarbechtsminister zu deem Ganze seet.

Mir hätten eis och gewënscht, dass déi Stonnenzuel vun der Formatioun fir d'Adaptation au poste de travail net radikal vun 173 op 80 Stonnen erofgesat gi wier, mä dass au cas par cas gekuckt géif ginn, ob eng Approbatioun géif gemaach ginn an zwar op Basis vun engem Dossier, deen d'Demande géif justifiéieren.

Dës Formatioun vun der Adaptation au poste de travail ëm och méi wéi 50% ze kierzen, ouni tëschent Posten, Beruff oder Profill ze ënnerscheeden, erschéngt eis kontraproduktiv an alt nees e falscht Signal.

Mir haten dem Minister duerfir proposéiert, op dës drastesch Spuermesure ze verzichten, well se carrement op Käschte vun de Salariéen ouni Qualifikatioun geet. De Minister war leider net ëmzestëmmen an huet nach emol den Objectif prinicipal vun dësem Gesetz ënnerstrach - esou steet et och am Rapport -, an zwar d'Fraise vum Kofinanzement bei der Aide à la formation am Betrib ze limitéieren. D'Zil ass also ganz kloer, Här Lamberty: Et geet drëms, manner Suen auszeginn!

Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm eng reng Spuermesure.

An deem Kontext bedauert och d'Chambre des Métiers zudéifst, dass d'Patronen elo mussen d'Käschten iwwerhuelen, fir Leit ouni Qualifikatioun, Leit, déi an eisem Schoulsystem echoueiert sinn, fit ze maachen, an et an deem Moment am Fong geholl d'Patrone sinn, déi dann elo den Apprentissage initial musse finanzéieren. Hätt een déi 173 Stonne bäibehalen, wier dat ee positivt Signal gewiescht fir d'Entreprisen an d'Ënnerstëtzung vusäite vum Stat hätt gewisen, dass de Secteur vun de PMEen him wichteg ass.

Här President, mir bedaueren dernieft, dass tëschent dem Moment vum Depôt an der Presentatioun vun den Amendementer e ganzt Joer vergaangen ass. Wéisou huet dat esou laang geschleeft, Här Minister?

Entreprisë brauche Begleedung, Entreprisë brauchen awer och Surveillance. A sécher, dat kascht Zäit an Opwand, mä et ass eng wesentlech Contributioun vum Stat, fir d'Entreprisë staark ze maachen, fir se ze guidéieren, fir se fit ze maachen oder fit ze halen. An duerfir be-

dauere mir, dass de Montant ëm d'Halschecht gekierzt gëtt. Dëst trëfft net nëmmen déi grouss Entreprisen, mä och déi kleng an déi mëttelgrouss Betriber.

Wéisou ass net och am Virfeld gekuckt ginn, wat déi eenzel Modifikatiounen un der aktueller Gesetzgebung dann och konkret géifen aspueren? Wier et net iwwerhaapt emol sënnvoll gewiescht, eng Lëscht ze hu mat sämtlechen obligatoresche Formatiounen, déi vun de jeeweilege Ministèren ugebuede ginn?

Wier et net och wënschenswäert gewiescht, dass de Plafonement vum Investissement a Formation continue net just fir d'Minientreprisen, also déi mat bis zu zéng Salariéen, vun 10% op 20% eropgaange wier, mä och fir Betriber, déi tëschent 10 an 249 Leit beschäftegen? Hei hätt ee sech kënne virstellen, dass de Plafonement net just bei 3% vun der Masse salariale géif leien, mä och op 6% eropgesat gi wier. Dat ass iwwregens och de Wonsch vun der Chambre des Métiers an der Chambre des Salariés.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei gëtt an den Ae vun der CSV definitiv op där falscher Plaz gespuert. Wien a Weiderbildung investéiert, wuelverstanen a qualitativ héichwäerteg Weiderbildung, deen investéiert a säin Aarbechtsmaart a leescht en plus wäertvoll präventiv Aarbecht géint de Chômage a géint d'Faillitten.

Opgrond vun alle genannten Argumenter wäerte mir als CSV dëst Gesetz net stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hetto. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Weiderbildung ass ouni Zweifel Deel vun den Äntwerten, fir och an Zukunft Aarbechtsplazen ze sécheren. Virun allem an enger Welt an zu enger Zäit, wou alles esou schnell changéiert, an där d'Digitaliséierung riskéiert, scho geschwënn eng Rei Aarbechtsplaze verschwannen ze doen an neier ze schafen. Et geet drëms, fir de Concernéierte Moyenen ze ginn, hir Aarbechtsplaz ze halen an awer vläicht och eng nei Aarbechtsplaz ze fannen.

Zu Lëtzebuerg gi vill Efforten ënnerholl, fir d'Formation continue ze förderen. Den INFPC offréiert eng sëlleche Formatiounen an alle Beräicher fir Leit, déi sech am Ufank oder am Laf vun hirer Carrière weiderbilde wëllen. Am Enseignement spillt den nach rezenten IFEN eng wichteg Roll an der Weiderbildung a fir d'Administratiounen ass de staatleche Formatiounszenter zoustänneg.

Wéi mir 1999 d'Kofinanzéierung agefouert hu fir d'kollektiv Formatiounen, déi vu private Betriber ugebuede ginn, hu mir e weidert Instrument geschafen, fir d'Weiderbildung national ze förderen. Deemools an engem Kontext, an deem déi Lëtzebuerger Privatbetriber relativ wéineg an hir Formation continue investéiert hunn, an dat gekuckt am europäesche Verglach. De Wirtschafts- a Sozialrot hat am Virfeld eng Rei Avisen iwwert d'Problematik ausgeschafft an ënner anerem och d'Fro gestallt, ob een d'Betriber soll gesetzlech zwéngen, an d'Formatioun ze investéieren, nom franséische Modell. De Wirtschafts- a Sozialrot huet awer fonnt, dass dat net dee richtege Wee wär, well d'Betriber domat incitéiert géifen, Formatiounen unzebidden, déi oft keng Plus-value mat sech bréngen, mä just derzou gedéngt hätten, Quoten ze respektéieren.

Zu Lëtzebuerg hu mer dunn decidéiert, d'Formatioun vun de Betriber ze kofinanzéieren, dat an der Héicht vu bis zu 15%. 2008, wéi d'Finanz- an d'Wirtschaftskris dunn zu Lëtzebuerg ukomm ass, gouf de Kofinanzement eropgesat an netqualifizéiert souwéi eeler Salariéen iwwer 45 Joer kruten hir Formatioune souguer bis zu 35% kofinanzéiert.

D'Zuel vun de Formatiounen ass zënterdeem och an d'Luucht gaangen. Allerdéngs huet den Observatoire de la formation continue festgestallt, dass et virun allem Kaderen an héichqualifizéiert Salariéë sinn, déi am meeschte Formatioune suivéieren. Virun allem d'Salariéen aus dem Finanz- an Assurancësecteur hu vun deem Kofinanzement profitéiert. Si krute ronn 13,3 Millioune vun de ganzen 53,7 Milliounen Euro, ee Véierel vun der Gesamthëllef, wärend d'Hëllef fir déi kleng Entreprisë vu manner wéi néng Salariéen zréckgaangen ass.

Här President, mat der Gesetzesännerung, déi mer haut hoffentlech hei stëmme wäerten, versiche mer, déi finanziell Hëllefen ze rekadréieren, andeems mer se besser a méi effikass verdeelen, virun allem op déi kleng Entreprisen. Vun de ronn 54 Milliounen Euro u Kofinanzement vum Stat sinn der näämlech 2014 47,3 un Entreprisë gaangen, déi méi wéi 75.000 Euro an d'Formatioun investéiert hunn, haaptsächlech also Groussbetriber, wärend der nëmme 6,4 Milliounen u Betriber gaange sinn, déi manner wéi 75.000 Euro an hir Weiderbildung investéiert hunn.

Dir gesitt also, wourobber ech eraus wëll. An et ass am komplette Géigesaz zu deem, wat d'CSV virdrun hei gesot huet. Et geet eis drëm, dass d'Suen do ukommen, wou se wierklech gebraucht ginn. An dat ass bei deene Salariéen, déi wéineg qualifizéiert sinn, an deenen eelere Salariéen, fir déi weider eng Kofinanzéierung vu 35% gëllt. A bei deene klenge Betriber, déi d'Recht kréie, bis zu 20% vun hire Formatioune par rapport zu hirer Masse salariale kofinanzéiert ze kréien, wärend den Taux fir Groussbetriber op 2% limitéiert gëtt. Domadder garantéiere mer, dass d'Betriber, déi d'Suen hunn, fir Formatiounen ze maachen, déi Suen net och nach zum Deel iwwer Steiersuen zréckbezuelt kréien. An Zukunft verdeele mer déi Suen also méi differenzéiert. An dat, léif Leit vun der CSV, ass gutt an och richteg esou.

Här President, dat ass och de Grond, firwat mir an deem heite Fall net dergéint sinn, dass déi staatlech Kofinanzéierung nees vun 20 op initial 15% vun de Formatiounen zréckgeet. Wéi mir 2008 dee méi héije Kofinanzement gestëmmt hunn, do stoungen d'Welt an och Lëtzebuerg virun der gréisster Finanz- a Wirtschaftskris zënter 1929. D'Politik huet du reagéiert an d'Betriber, niewent villen anere Mesuren, iwwert de Wee vun där méi héijer Kofinanzéierung ënnerstëtzt. Dat war och gutt esou.

Mä haut, Här President, ass d'Kris zu Lëtzebuerg awer hanner eis. Mir schreiwen zanter enger Rei vu Joren nees ganz positiv Wuesstumszuelen. Mir mengen duerfir, dass et nees un der Zäit ass, de Betriber - de Betriber! - erëm méi eng grouss Responsabilitéit zouzeschreiwen, fir hire Salariéë Formatiounen unzebidden.

Mir begréissen et duerfir och, dass mer mat deem neie Gesetz méi streng Konditiounen aféieren, fir vum Kofinanzement profitéieren ze kënnen, a méi genee gekuckt gëtt, wat fir Formatiounen eigentlech gehollef kréien. Mir wëllen also net mat der Strenz, wéi dat virdru vläicht esou üüblech war, d'Sue verdeelen. Neen, mir wëllen dat hei vill méi differenzéiert, vill méi geziilt maachen.

Och begréisse mer et, dass elo kloer Strofe virgesi sinn am Fall vun Abusen. Här President, mir sinn awer och der Meenung, dass mer an enger Rei Joren de Bilan maache musse vun dësen Ännerungen a kucken, ob mer mat dëser Reform eis Ziler och erreecht hunn.

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach eng Kéier kuerz op den Avis vun der Chambre des Salariés agoen, déi bedauert, dass d'Regierung eng ze vill quantitativ, an net qualitativ genuch Approche zu der Formation continue hei géif anhuelen. Genee deem wëlle mer jo awer mat dësen Ännerunge géigesteieren. An enger nächster Phas musse mer dann och kucken, wéi mer d'Formatioun qualitativ verbessert kréien.

De Minister hat eis an der leschter Reunioun vun der Educatiounskommissioun matgedeelt, dass hien an deem Sënn eng Reform vun der Formation continue géif erschaffen. Vläicht kéint en eis dann uschléissend och e puer Präzisiounen dozou ginn.

Ech soen Iech elo emol scho Merci fir d'Nolauschteren, an ech ginn och domadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Adam ass prett, als nächste Riedner unzetrieden.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, wa mer eis op engem Punkt eens sinn hei alleguer, dann ass et, datt mer d'Formation continue als wichteg bezeechnen.

Ech mengen, et muss een awer och an dësem Kader eng Kéier soen, datt d'Formation initiale eigentlech nach méi wichteg ass. An de Georges Engel huet et gesot, an ech deelen déi Meenung och, oder d'Zuele weisen et aus: Leit, déi eng gutt Formation initiale hunn, sinn éischter bereet, och nach an d'Formation continue ze goen. Et sinn déi, déi am meeschte vun der Formation continue profitéieren.

Et ass alles gesot. Ech wäert mech kuerzfaassen. 1999 sinn Entreprisë finanziell ënnerstëtzt ginn, fir Formation continue unzebidden. 2008 ass dee Kofinanzement eropgesat ginn. Haut setze mer dann eng Rei vun deenen Hëllefen erof.

Dat kann een elo interpretéieren als reng Spuermesure. Ech ginn awer ze bedenken, datt, wann een dem Stat wëllt virwerfen, a besonnesch och nach dem Educatiounsministère, e wéilt op der Formation continue spueren, da muss een awer kucken, wat dann de Patron, de Ministère de l'Éducation nationale, alles an d'Formation continue investéiert huet an der leschter Zäit. Ech mengen, et ass vun de Fonctionnairë geschwat ginn, et ass vun dem Léierpersonal geschwat ginn, wou mer d'Formation continue verduebelt hunn. An ech mengen, et geet och net duer, einfach d'Formation continue an der Unzuel vu Stonnen eropzesetzen. Mä, an et kritt een och heiansdo Feedbacken, och beim Léierpersonal, wou dat eropgesat ginn ass, et geet wierklech och ëm Inhalter. Et ass net onbedéngt méiglechst vill Formation continue, déi dann och méiglechst vill Resultater huet. Et ass scho wierklech wichteg, datt een och iwwerwaacht, wat dann erauskënnt.

An ech mengen, do ass all Patron an der Verantwortung. An duerfir geet et jo awer och , fir drun ze erënneren, datt et hei net de Stat ass, dee Patron ass, mä hei sinn et Privatbetriber, deelweis och staatlech Betriber, déi funktionéiere wéi e Privatbetrib, déi an der Verantwortung sinn an déi d'Responsabilitéit droen. A selbstverständlech ass et richteg, wann ee seet, wann een an d'Weiderbildung vu sengem Personal investéiert, investéiert een a säi Betrib. An ech fannen et positiv, wann de Stat déi Efforten ënnerstëtzt an och subventionéiert. Mä d'Verantwortung wäert och an Zukunft beim Betrib bleiwen.

An et ass och gesot ginn, an et ass festgestallt ginn, datt do déi eng oder déi aner Abuse bedriwwe gi sinn. An et kann eis och net egal sinn, wann op eemol staatlech Hëllefe fir Privatbetriber an d'Endlost wuessen. An an deem Sënn begréissen ech och deen Effort, deen hei gemaach ginn ass vun der Regierung, fir a geuerdent Bunnen ze kommen.

An duerfir bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Adam hat an engem Punkt ganz sécher recht: Et ass schonn alles gesot. Dofir wëll ech probéieren, nodeem ech deenen engen an deenen aneren nogelauschtert hunn, nach vläicht déi eng oder aner politesch Consideratioun ze maachen, déi nach net gemaach ginn ass. Mä ech wéilt virun allem och dem Här Lamberty Merci soe fir säi Rapport.

Et wor e ganz interessante Rapport an deem Sënn, datt et esou en Exercice an „Newspeak" ass. Et ass interessant nozelauschteren, wéi dës Koalitioun hei an hiren dräi Riede probéiert ze rechtfertegen, datt u sech, wéi d'CSV et gesot hat, richteg gesot hat, an der Formation professionnelle gespuert gëtt.

Et ass eng Ëmsetzung vum Zukunftspak, e Pak, deen den Här Minister Etienne Schneider eng Kéier en public aus diverse Grënn als „Feeler" bezeechent huet. Abee, hei setze mer de Feeler weider ëm. An et ass och interessant, fir ze kucken, wéi d'LSAP en particulier dann dat argumentéiert.

Mir hunn hei eng Coupe an der Formation professionnelle, obschonn et am Rapport vum Här Lamberty ganz richteg heescht: D'Formation professionnelle continue, dat ass eng Moosssnam géint de Chômage. Et ass u sech per se en Investissement op där richteger, op där gudder Plaz. An da geet de Räsonnement weider, dee mer hei héieren hunn, fir ze soen: „Mä u sech hunn", dat ass e bëssen en ale sozialistesche Reflex vum Sozialnäid, „u sech hunn nëmmen déi uewe profitéiert." Dat sinn d'Kaderen. An da kënnt den Här Adam a seet: „Jo, mä als Beispill, mir hu jo och vill an d'Beamten an an d'Schoulmeeschteren investéiert." Dat ass richteg. Dat sinn awer och Kaderen. An dofir fanne mer d'Approche richteg.

Mä wat elo bei där Approche: „Et sinn déi douewen!", wat do eigentlech hypokritesch ass, dat ass, et gëtt och do net gesot, datt dat néideg ass, och am Banken- an am Finanzsecteur, datt dat och de Wëlle vun dëser Regierung war, fir an dës Richtung ze goen. Well a kaum engem anere Secteur sinn esou vill nei Contrainten, esou vill nei Regelen agefouert ginn, wéi ebe just am Banken- an am Finanzsecteur no der Kris vun 2008. An dofir ass eng Formation continue an deem Beräich absolutt néideg an noutwendeg a gewënscht vun der Regierung. Gewënscht, a vun eis alleguer gewënscht, well noutwendeg.

Dofir ass de Räsonnement u sech absurd, fir ze soen: „Et sinn nëmmen déi, déi profitéiert hunn!", wou awer mir hei als Politik oder dës Regierung un éischter Plaz eben déi Regelen agefouert hunn, déi déi Formation professionnelle néideg gemaach hunn. Sozialnäid, Kastelogik sinn eng falsch Approche an dësem Domän.

Fir eis sinn och e puer gutt Saachen an deem Projet de loi, dat wëll ech iwwerhaapt net a Fro stellen. E puer Simplifications administratives, eng Approche Grupp an esou weider an esou virun. Mä näischt dovunner entkräft déi Kritiken, déi d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Métiers formuléiert hunn. Déi sinn am Fong justifiéiert. Et ass eng Spuermoossnam. An et ass eben och eng Benodeelegung vun Entreprisen, déi bis elo awer konnte méi vum Stat, vu staatlecher Hëllef profitéieren wéi elo.

Ech mengen, dat sinn Tatsaachen. Ëmsetzung vum Zukunftspak, spueren op där falscher Plaz. Mir wäerte muer nach, an och an Zukunft ëmmer erëm, vu Gesetzer schwätzen, wou de Stat ganz vill Suen huet, onbeschränkt vill Suen, fir méi ideologesch Saachen do ze finanzéieren, déi méi an deem Konzept vun dëser Regierung sinn. An hei, wou et u sech ëm e puer Millioune geet, déi kéinte sënnvoll an d'Leit investéiert ginn, déi kéinten eng Moosssnam präventiv géint de Chômage sinn, hei gëtt gespuert.

Dat ass eng Approche, déi mir als ADR net wëlle matdroen. Mir hunn eng sozial Orientéierung an eiser Approche. Dat hei verstéisst dogéint. Dofir wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Kartheiser. An den Här David Wagner ass ënnerwee. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass scho gesot ginn: Deen heite Projet de loi, deen ass entstanen aus den Nowéie vum Spuerpak, deen dës Regierung am Ufank vun dëser Legislatur emol ganz schnell dohinnergekniwwelt huet, fir ze beweisen, datt se eppes géif maachen.

Elo hu mer erëm d'Nowéien dovunner. Et kann een net méi mat manner maachen, an op kee Fall an deene Beräicher, wou d'staatlech Investissementer am meeschten néideg sinn. Dat ass an der Schoul an natierlech och an der Ausbildung an an der Formation continue. A souwuel d'Salariatskummer wéi och d'Fonctionnairaskummer weisen an hirem respektiven Avis dorop hin, datt duerch dëse Projet de loi versicht gëtt, manner auszeginn, mam eidele Pretexte, d'Statssue besser ze verwalten am Kontext vun der Austeritéitspolitik.

Et ass effektiv esou, datt d'Uleies vum Gesetzesprojet, gemengt sinn d'Ënnerstëtzung an d'Entwécklung vun der Formation continue, a kompletter Kontradiktioun mam Usaz, also der Applikatioun vu Spuermesuren, steet. Den zoustännege Minister identifizéiert mat Recht de Problem vun engem Manktum u Qualifikatioune bei der Masse salariale a spezifesch vun adequate Qualifikatiounen, déi dem aktuellen Aarbechtsmarché entspriechen. Duerch d'Formation continue soll d'Aarbechtskraaft also dem schnelle Wandel, dem Besoin vum Aarbechtsmaart, ugepasst ginn, an eng besser Erhalung vun der professioneller Aktivitéit garantéiert ginn.

Den Educatiounsministère dokumentéiert och unhand vu statisteschen Donnéeën, datt d'Salariéen iwwer 45 Joer schonn esou jonk dem Aarbechtsmaart souzesoen am mannsten ugepasst sinn. Doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren. Dës Kategorie vun der Aarbechtskraaft hëlt am mannsten u Formatiounen deel a scheit sech am meeschte viru Formatiounen an deene vun der Regierung esou héichgeschaten ekonomesche Beräicher wéi Management, Finanzen, Konta, Droit oder Info-com. Dës Leit sinn also der Prekaritéit vum Aarbechtsmarché staark ausgesat. Mä dat gëllt och fir déi Jonk, vun deenen an dësem Projet de loi u sech och net esou richteg rieds ass, mä déi awer wäerte vun dësem Problem staark betraff ginn, falls net méi an d'Schoul an an d'Ausbildung investéiert gëtt. Well et muss een drun erënneren, datt een Drëttel vun deene Jonken et emol net méi bis op den Aarbechtsmaart packt, wéi eng Etüd vum LISER och bewisen huet. Déi sinn natierlech och net an den esou schéine Chômagezuelen erëmzefannen. Doriwwer misst een och eng Kéier diskutéieren, wat déi iwwerhaapt nach haut bedeiten.

Här President, d'Prekaritéit vum Aarbechtsmarché ass d'Resultat vun enger verfeelter Wirtschafts- a Sozialpolitik, virun allem. D'Wandlunge vum Aarbechtsmarché an d'Budgetskierzungen an der Formation continue sinn op politesch Decisiounen zréckzeféieren. Et ass also keng Fatalitéit, wann et haut un deenen

néidege Kompetenze bei de Salariéë feelt a wann et zu enger Inkohärenz tëschent Offer an Demande um Aarbechtsmarché komm ass.

Et kann een dës Phenomeener net bekämpfen am Kader vun enger Politik, déi dem pyromane Pompjeessyndrom entsprécht. Phenomeener, déi duerch eng Austeritéitspolitik entstinn, bekämpft een net mat Spuermoossnamen. Et ass also lachhaft ze behaapten, et géif een d'Formation continue an de Betriber fuerderen, andeems ee staark de Budget sträicht, dee fir d'Entwécklung vun der Weiderbildung am professionelle Beräich zur Verfügung stoung.

Esou bleiwen de Betriber, vu ganz kleng iwwer mëttel bis ganz grouss, nach eppes wéi d'Halschent vun de finanzielle Moyenen iwwreg, déi sollte fir d'Organisatioun vu Formatioun agesat ginn. Dat steet och kloer am Widdersproch mam Argument, datt d'PMEen am beschten ënnerstëtzt ginn duerch déi geplangten Ëmverdeelung vum Budget vun uewen no ënnen. Manner Budget bleift insgesamt manner Budget, och wann d'PMEen de gréissten Undeel kréien. Am Ufank waren 10% ugeduecht. Schlussendlech sinn déi 10% op 20% eropgesat ginn, och op Drock vun der Chambre de Commerce. D'Chambre des Salariés hat dat zwar och bemängelt, mä ech hunn heiansdo den Androck, datt trotzdeem d'Chambre de Commerce e bësse méi e groussen Afloss huet op dës Regierung, well et ass rar, datt op d'Chambre des Salariés gelauschtert gëtt.

Här President, och aner Restriktiounen, déi dëse Projet de loi virgesäit, si problematesch am Kader vum Maintien dans l'emploi an der besserer Viraussiicht op eng Aarbechtsplaz, wéi d'Erofsetze vun den 173 Stonnen op 80 Stonne vun de Formatiounsstonnen am Kader vun enger Adaptation au poste de travail. Mä och d'Exklusivrecht vun onqualifizéierte Salariéen op dës Formatioun oder déi, déi keen Diplom hunn am Verhältnis mam Beruff, ass diskriminatoresch an dréit net zu engem generellen Opbau vun de Kompetenze vun all de Salarieë bäi. A souwisou muss ee sech d'Fro stellen: Wien decidéiert, ob deen Diplom am Zesummenhang mam Beruff ass? Ass dat de Betrib, deen dat och kann arbiträr decidéieren? Dat ass och eng Fro, déi d'Chambre des Salariés opwërft.

Voilà, ech wäert och schonn dobäi bleiwen. An ech wollt awer just schlussendlech, finalement, nach déi Fro opwerfen, well mer ëmmer vu Formatioun schwätzen, vun Aarbechtsmarché schwätzen, vu Leit, déi anscheinend net adaptéiert sinn, Jonker, déi net adaptéiert sinn, Eelerer, déi net adaptéiert sinn. Hautzudaags ass ee scho mat 45 Joer en eelere Mënsch, obwuel gesot gëtt: 40 Joer haut, dat ass 30 gëschter gewiescht.

U sech huet ee permanent ëmmer den Androck, datt de Salarié sech net adaptéiert. An duerno muss een och ëmmer mat deene Phrasë rechnen, datt mer an enger Welt liewen, déi sech schnell verännert, all Dag, permanent, an datt sech alles digitaliséiert, an dann huet een déi schéin, wonnerschéi Schlagwierder zesummen, fir ze soen: „Voilà, elo kënne mer näischt un der Ekonomie an un enger Industriepolitik maachen, fréckelen, mä mir musse permanent iergendwéi de Problem bei de Salariéë siche goen, ob se jonk sinn oder al."

An d'Fro ass einfach och eng politesch Fro, eng Fro, déi sech hei stellt, mä ob iwwerhaapt an Europa et d'Salariéë sinn, déi sech dem Aarbechtsmarché mussen adaptéieren! Oder wier et net vläicht och un der Zäit, datt den Aarbechtsmarché sech de Besoine vun de Bierger an och de Salariéen adaptéiert, esou wéi eng gesond Ekonomie misst funktionéieren? Well ech mengen, mir gi justement an eng esou dereguléiert Welt eran, datt een esou vill Formatioune wäert kënnen ubidden, datt schlussendlech d'Leit an enger „Uber-isëierter" Welt wäerte musse liewen, sech quasiment erëm wéi am 19. Jorhonnert als Doléiner mussen dohinnerstellen. An esou gutt se forméiert sinn, wäerte se och net weiderkommen, fir en dezent Liewen ze hunn. Dat war eng kleng Iwwerleeung um Schluss vun dëser Kritik vun dësem Projet de loi. An Dir hutt et scho verstanen: Mir wäerten dëse Projet de loi net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. Mir wären domat um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Rapporteur, de Claude Lamberty, deen eis hei nach eng Kéier an d'Matière agefouert huet.

Mir sinn eis an engem jo alleguerten eens, an dat ass ze begréissen: D'Wichtegkeet vun der Formation continue, an dësem Fall eng Formation professionnelle continue, mä och an anere Beräicher, datt jiddweree sech à jour soll halen, neien Erausfuerderunge soll upassen, sech soll dem technologesche Fortschrëtt adaptéieren, mä awer och mat dem wirtschaftleche Wandel an eenzelne Branchen natierlech soll kënne mathalen, fir virun allem seng Employabilitéit ze garantéieren an héichzehalen.

Dat ass, mengen ech, en Effort, dee vu jidderengem selwer noutwendeg ass. Dat ass awer sécherlech och eng Obligatioun, déi vun den Entreprisë muss gemaach ginn, déi och an d'Employabilitéit an an d'Performance vun hiren eegene Salariéë sollen investéieren. Dovunner profitéiere si fir d'Alleréischt emol am meeschten. An, jo, ech denken, et ass och eng Aufgab vum Stat, fir déi néideg Instrumenter zur Verfügung ze stellen, sief dat Strukturen, déi hëllefen oder déi garantéieren, datt d'Formation continue gemaach gëtt, sief dat an dësem Fall eng finanziell Hëllef un d'Entreprisen, fir datt se selwer nach méi staark encouragéiert ginn, fir an d'Formation continue ze investéieren.

An deen Encouragement, dat ass virdrun hei gesot ginn, ass eropgesat ginn. Am Ufank vun der Finanzkris 2008/2009, weist de Rapport vum Claude Lamberty ganz däitlech, hate mer e Budget vu 27 Milliounen. Mir sinn dunn 2013 bei 48 Millioune gewiescht, an 2017 schätzungsweis bei 70 Millioune gewiescht.

Dat kann een elo e Succès nennen op där enger Säit, datt vill méi gemaach gëtt. Ech denken, datt dat virun allem emol domadder ze dinn huet, datt vill méi Entreprisen an och vill méi Salariéen an de Genoss dovunner kommen. Op där anerer Säit, denken ech, soll een dat dann awer och nach eng Kéier hannerfroen. Well wann e Budget an deem doten Zäitraum vun 2009 op 2017 ëm 160% wiisst, oder vun 2013 op 2017 ëm 45% wiisst, ass dat awer eppes, wat een am A sollt behalen, well et jo hei net nëmmen drëm geet, fir vill Geld auszeginn an ze mengen, domadder hätt ee méiglechst vill gemaach. Et geet eben och drëm, fir ze kucken: Wat geschitt mat deem Geld? A wéi kréie mer et am Endeffekt wierklech bei dee Salarié, bei déi Entreprisen, wou et besonnesch wichteg ass, fir datt d'Employabilitéit vun deene Beschäftegten dann och wierklech ka gestäerkt ginn?

Duerfir fannen ech, datt grad déi - an ech liesen an ech lauschtere jo vill, wat och soss doruechter gesot gëtt -, datt grad déi, déi op eng antizyklesch Politik pochen, datt dee Moment, wann et der Ekonomie méi schlecht geet, de Stat och emol méi soll hëllefen, an dee Moment, wann et der Ekonomie besser geet, de Stat och vläicht seng Hëllef nach eng Kéier muss rezentréieren an och nach eng Kéier konzentréieren op dat Eenzelt, datt een dann awer och mat dësem Projet de loi, mat dëser Approche, déi mer hei un den Dag leeën, eigentlech misst d'accord sinn.

Wann een also gären antizyklesch Politik hätt, wann een och gären hätt, datt mer eng Budgetskonsolidéierung maachen, wann een och gären hätt, datt ebe grad a gudden Zäiten - mir si momentan an enger gudder Zäit, mat där Croissance, déi mer hunn, an och mat der budgetärer Situatioun -, datt een do nach eng Kéier kuckt, datt och d'Depensen am Gréff bleiwen, dann, denken ech, soll een awer och hei eng Kéier en A drop werfen.

Et geet hei net drëm, fir mordicus wierklech manner auszeginn, et geet eben och drëm, fir besser auszeginn. An dat war d'Haaptzil an deem Recadrage, deen hei virgeholl gëtt, dee mer och nach eng Kéier am Dialog mat der UEL diskutéiert hunn.

Et ass gefrot ginn: Firwat huet et ee Joer laang gedauert, bis mer Amendements gouvernementaux bruecht hunn? Mir hunn net ee Joer laang, mä awer intensiv, mat der UEL nach eng Kéier iwwer eenzel Aspekter diskutéiert, fir nach eng Kéier am Feinschliff ze kucken: Wéi kënne mer mat deene budgetäre Moyenen, déi mer wëlle reservéieren, wéi kënne mer do am beschten den Hiewel uleeën, fir am meeschte Resultat kënnen ze kréien? Dat hu mer an den Amendements gouvernementaux nach eng Kéier probéiert ze erreechen.

Fir de Rescht war et fir mech kloer, datt mer wierklech musse kucken, datt mer deenen Entreprisen, déi net vu sech aus eng Kultur hunn an eng Struktur hunn, well se net esou breet opgestallt sinn, vu Formation continue, datt mer deenen et nach méi staark schmackhaft maachen, fir sech och an déi dote Richtung ze bewegen, datt mer also hei kucken, déi Entreprisen ze protegéieren, déi mer als Kleng- oder Mëttelentreprisë bezeechnen, datt déi nach éischter Accès och zu deene finanziellen Hëllefen hunn, och andeems mer den administrativen Opwand net an den Himmel wuesse loossen, well et ass dat, mengen ech, nach méi wéi elo d'Geldmoyenen heiansdo, en Hindernis duerfir, fir iwwerhaapt Formation continue unzebidde respektiv fir iwwerhaapt vun enger finanzieller Subventioun ze profitéieren. An d'Regierung huet och vun Ufank u gesot, datt mer bei där cibléierter Approche wëlle bleiwen, datt mer bei enger Populatioun, déi méi vulnerabel ass vum Alter hier, vun der Formatioun hier, och bei deem héijen Taux de subventionnement wëlle bleiwen. An dat fannt Der jo och an den Texter erëm. An ech denken, et ass vu jiddwerengem hei begréisst ginn.

Et huet de Mëtten an der Debatt deelweis esou geklongen, wéi wa mir hei géife reglementéieren, wat d'Entreprisen a maximaler Formation continue sollte maachen. Neen, dat ass et jo net. Mir regléieren hei, wat dee staatleche Kofinanzement ass. Mä ech hu virdru gesot: Et ass eng Responsabilitéit vun all Eenzelnem, et ass eng Responsabilitéit vun engem Patron, an et ass och eng Responsabilitéit vum Stat. An d'Entreprise bleift an der Responsabilitéit. A se kann natierlech selbstverständlech iwwert déi Montante vu Stonnen, déi hei genannt goufen, däitlech erausgoen, wa se dat am Interessi vu sech selwer an am Interessi vun deene Beschäftegten dann och esou gesäit.

Ech hu gesot: Vill Budget ausginn, vill Geld ausginn, dat garantéiert nach net, datt et ukënnt bei deenen, wou mer gär hätten, datt et ukënnt. Duerfir maache mer dee Recadrage hei, datt et do ukënnt. Et garantéiert och nach net, datt mer eng Formatioun hunn, déi vun héijer Qualitéit ass. An ech denken, datt dat wierklech den nächste Schrëtt muss sinn. An eenzel Riedner sinn dorop agaangen.

Ech hätt gär, datt mer och nach am Laf vun dëser Legislaturperiod en Text eran an d'Chamber bréngen, an de legislative Prozess bréngen, fir och ze kucken, wéi mer d'Qualitéit garantéieren. Well et bréngt näischt, datt e Salarié eng Formation continue mécht, datt se finanzéiert gëtt, sief et vum Patron eleng oder och nach kofinanzéiert gëtt iwwert de Statsbudget, wa se net wierklech vun héijer Qualitéit ass a wa se deem Beschäftegten net wierklech hëlleft a seng Employabilitéit an Zukunft och nach stäerkt. Dat muss d'Zil sinn. A mir brauchen en Organ, deen en A dorobber wërft, an datt net all Formatioun herno nach wäert iwwerhaapt kënne stattfanne respektiv net all Formatioun och nach vun engem Kofinanzement ka profitéieren, mä datt mer déi, déi den Qualitéitsstandarden entspriechen, datt mer déi och nach ganz besonnesch ënnerstëtzen.

Mir stellen eis vir, datt mer eng Akkreditéierungsprozedur aféiere fir d'Formateuren - dat sinn haaptsächlech Entreprisen, well zanterdeem dat heiten a Kraaft getrueden ass, ass do e ganze Secteur, och e Wirtschaftssecteur vu Formatiounen entstanen -, datt net jiddweree muer ka seng Entreprise opmaachen a soen: „Elo bidden ech emol den Entreprisen hei am Land Formatiounen un.", mä datt ee fir d'Éischt eng Akkreditéierung brauch, mat där mer sécherstellen, datt d'Qualitéit gewärleescht ass, éier mer dann duerno och iwwer e Kofinanzement kënne schwätzen.

Dat wäert nach Diskussiounen bedeite mat de Chamberen, souwuel der Chambre des Salariés wéi och de Chambres patronales, déi och kloer Virstellungen doriwwer hunn. Mä ech denken, datt een awer do op e Modell ka kommen, dee jiddwerengem Satisfaktioun gëtt, a wou mer e grousse Schratt no vir, net am Budget, mä virun allem an der Qualitéit vun deene Formatioune kënne maachen.

Här President, ech hunn d'Impressioun, d'Madamm Hetto hätt eppes ze soen oder wéilt mer eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, wann Dir d'accord sidd, dann huet d'Madamm Hetto d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Selbstverständlech sinn ech d'accord!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech hunn effektiv eng Fro. Här Minister, Dir hutt selwer elo gesot, dass Der am Laf vun deem nächste Joer wëllt e Gesetzesprojet erabréngen, fir eng Analys ze maache vun de besteeënde Formatiounen.

Ech stellen Iech d'Fro: Firwat hutt Der dat net virdru gemaach? Firwat hutt Der dat net gemaach, éier Der elo higitt a spuere gitt?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Well mer eis sécherlech och scho mat där doter Thematik beschäftegt hunn. Ech hu virdrun nach eng Kéier ganz kloer gesot, ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen: Et geet net nëmmen drëm, fir hei maximal vill Geld auszeginn.

Ech bedaueren, datt dat e bëssen d'Approche war an den Debatten de Mëtten: „Mir gi vill Geld aus, also ass et gutt." Jo, mir solle Geld ausginn. Mir solle kucken, datt dat Geld bei deenen ukënnt, bei deenen Entreprisen a bei deene Salariéen, wou et wierklech hëlleft. Dat ass dee Recadrage, dee mer hei maachen. An da solle mer och nach kucken, datt déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, vun héijer Qualitéit sinn. An dat ass deen nächste Schratt, dee mer onbedéngt musse maachen. Do hu mer schonn dru geschafft.

Wann dat dann dat Eenzegt ass, wat eis hei nach trennt de Mëtten, Madamm Hetto, datt mer et hätte sollen ëmgedréit maachen oder zesumme maachen, da mengen ech, da géife mer och finalement nach alleguerten zefridden hei erausgoen.

Dat ass op jidde Fall den nächste Schratt, dee mir elo uginn. An ech hu mech hei engagéiert, datt mer och dat an dëser Legislaturperiod nach op de Wee bréngen.

Villmools Merci fir d'Zoustëmmung, fir déi, déi dann de Mëtte wëllen zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembel vum Projet de loi 6883 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6883 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

32-mol Jo, 26-mol Neen. Domat ass de Projet 6883 adoptéiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Fränk Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas) M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Jean-Marie Halsdorf,), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm a gesinn eis muer de Mëtteg um zwou Auer erëm. Villmools Merci. D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 42

MERCREDI,
28 JUIN 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen
- *M. Gast Gibéryen*

4. 7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes (interventions de M. Gusty Graas et M. André Bauler), Mme Cécile Hemmen, M. Henri Kox, M. Gusty Graas (question de M. Aly Kaes), M. Gast Gibéryen (question de M. Gusty Graas et interventions de Mme Josée Lorsché), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Carole Dieschbourg, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a ginn net dovun aus, dass et eng Kommunikatioun ze maache gëtt.

(Négation)

Merci, Madamm Ëmweltministesch.

2. Communications

1) Ech wollt der Chamber just matdeelen, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro vun der Chamber deponéiert ass.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzungswoch an der Administratioun erakomm sinn, gouf un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt.

3) An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi deponéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen.

Communications du Président - Séance publique du 28 juin 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7146** - Projet de loi relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 31.05.2017

***7147** - Projet de loi portant modification du Code de la consommation*

Dépôt: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie, le 01.06.2017

***7148** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée Interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.06.2017

***7149** - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 09.06.2017

***7150** - Projet de loi portant modification de la loi du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 09.06.2017

***7151** - Projet de loi relative au traitement des données des dossiers passagers dans le cadre de la prévention et de la répression du terrorisme et de la criminalité grave*

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, le 19.06.2017

***7152** - Projet de loi portant 1) transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale et 2) modification du Code de procédure pénale*

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.06.2017

***7153** - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme et 2. de certaines dispositions du Code civil*

Dépôt: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.06.2017

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

***804** - Demande de pétition publique: Réduction des charges du contribuable en favorisant le modèle d'entreprise pour l'État*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.05.2017

***805** - Demande de pétition publique: Réduire la quantité luminaire des voies publiques et résidentielles*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.05.2017

***806** - Demande de pétition publique: Impôts personnels physiques*

Dépôt: Mme Micaela Faltoyano Eliad, le 05.05.2017

***807** - Demande de pétition publique: Pas de vélos sur les trottoirs/rues commerçantes de la ville*

Dépôt: M. Mattheo Repapis, le 17.05.2017

***808** - Demande de pétition publique: Changer l'article 107 de la constitution (concerne tous les cimetières)*

Dépôt: Mme Marceline Kremer, le 17.05.2017

***809** - Demande de pétition publique: D'Kontrollstatioun Sandweiler ass onzoumuttbar; et gëtt héich Zäit, dass sech eppes Reelles verbessert!*

Dépôt: Mme Myriam Linster, le 28.04.2017

***810** - Demande de pétition publique: Non à la présence de l'actuel Ministre des Affaires étrangères dans les émissions télévisées*

Dépôt: M. Alain Lorang, le 19.05.2017

***811** - Demande de pétition publique: Interdire l'utilisation d'animaux dans les cirques*

Dépôt: M. Alen Milak, le 27.05.2017

***812** - Demande de pétition publique: Port du casque vélo pour jeunes cyclistes (enfants) obligatoire*

Dépôt: M. Paul Drauth, le 01.06.2017

***813** - Demande de pétition publique: Encourager la création d'entreprises par la mise en place d'une allocation pour aider financièrement les créateurs d'entreprises durant la première année de lancement d'une société*

Dépôt: M. Frédéric Goosse, le 01.06.2017

***814** - Demande de pétition publique: Pétition contre le projet de loi 7049 et pour une meilleure protection de données*

Dépôt: M. Nilton Soares, le 02.06.2017

***815** - Pétition: Pour le maintien de notre qualité de vie*

Dépôt: Mme Sarah Tausendfreund, le 24.05.2017

***816** - Demande de pétition publique: Immobilienmaklerkosten bei Vermietung oder Verkauf reduzieren - Réduire les frais d'agence immobilière lors d'une location ou d'un achat d'un bien immobilier*

Dépôt: M. Micael Cardoso, le 04.06.2017

***817** - Pétition: Modification de l'article L.151-4 du Code du travail relatif à l'emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires*

Dépôt: M. Marc Bodelet, le 07.06.2017

***818** - Demande de pétition publique: Pour que la participation au stage obligatoire pour automobilistes et motocyclistes à Colmar-Berg soit plus accessible*

Dépôt: M. Elouan Bazille, le 11.06.2017

***819** - Demande de pétition publique: Pas d'alcool pour les conducteurs*

Dépôt: M. Kevin Raach, le 12.06.2017

***820** - Demande de pétition publique: Revalorisation du congé extraordinaire pour une naissance d'un enfant légitime ou naturel reconnu de 2 jours à 10 jours*

Dépôt: M. Jeremy Di Rosa, le 13.06.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech hunn direkt eng Wuertmeldung vum Här Gibéryen fir den Depot vun enger Motioun.

3. Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Motioun hei deponéieren am Zesummenhang mat deenen neien Zuchpläng, déi elo virun e puer Deeg och vum zoustännege Minister vun der Eisebunn virgestallt si ginn. Et betrëfft virun allem déi Zuchstrecken, déi aus Frankräich, dem noe Frankräich hei an d'Stad ginn, vu Wuelmereng iwwert Diddeleng, Beetebuerg an d'Stad respektiv Ëtteng, Rëmeleng, Lëtzebuerg.

Ech hat och an deem Zesummenhang hei am Kader vun der Heure de questions schonn eng Kéier de Minister gefrot, ob dat definitiv wier. De Minister hat och do geäntwert, datt et net definitiv wier. An der Zwëschenzäit hunn dräi Gemengeréit, näämlech déi vu Rëmeleng, Keel an Diddeleng, eestëmmeg Resolutioune geholl, déi och vun alle Parteien an deene Gemengeréit gedroe si ginn, wou se de Minister opfuerderen, nach eng Kéier déi Strecken ze iwwerpréiwen, déi Decisioun ze iwwerpréiwen, an eng Rei vun anere Fuerderungen un den zoustännege Minister an hire Resolutioune festgehalen hunn.

Ech hu mer erlaabt, déi Opfuerderunge vun deenen dräi Gemengeréit an enger Motioun hei ze formuléieren, well ech der Meenung sinn, datt et e staarkt Zeeche wier, wann d'Chamber sech géif där Meenung vun deenen dräi Gemengeréit, wéi gesot vun Diddeleng, Rëmeleng a Keel, ralliéieren an dann och hei als Chamber déi Resolutioune vun deenen dräi Gemengeréit ënnerstëtzen, fir datt dat och méi Kraaft kritt, wann dat och hei um Niveau vun der Chamber eng Ënnerstëtzung géif fannen. An duerfir hunn ech, wéi gesot, an deem Sënn eng Motioun gemaach. An ech wier frou, wa mer déi haut oder spéitstens d'nächst Woch op den Ordre du jour kéinte kréien.

Merci.

Motion

D'Chamber

stellt fest,

- datt den Zuchverkéier aus de Südgemengen an aus dem benoperte Frankräich an d'Stad ëmmer méi schwéier gëtt,

- datt den zoustännege Minister d'direkt Verbindunge respektiv tëscht Wuelmereng a Lëtzebuerg an Ëtteng a Lëtzebuerg, déi bestanen hunn, am nächste Fuerplang grëisstendeels net méi wëllt bäibehalen,

- datt d'ADR Sektioun Diddeleng an duerno d'Gemengeréit vun Diddeleng, Keel a Rëmeleng direkt schaarf protestéiert hunn, wéi dës Decisioun vum Ministère bekannt gouf,

- datt an deenen dräi Gemengeréit Motiounen zu deem Thema vun alle vertruedene Parteie gestëmmt gi sinn,

- datt ganz vill Leit, déi all Dag den Zuch brauchen, ënnert de Konsequenze vun engem neien Horaire an den Aarbechten un der Streck Beetebuerg-Lëtzebuerg ze leiden hunn,

fuerdert d'Regierung op,

- hir Decisioun, d'direkt Zich tëscht Wuelmereng iwwer Diddeleng op Lëtzebuerg an tëscht Ëtteng iwwer Rëmeleng op Lëtzebuerg (veuillez lire: ze annulléieren), nach eng Kéier ze préiwen,

- sech drunzeginn, fir deene ville betraffenen Zuchsclienten aus dem Süde vum Land praktikabel a würdeg Solutiounen ze offréieren, déi den ëffentlechen Transport unzéiend a leeschtungsfäeg maachen,

- alles ze maachen, fir datt an Zukunft net manner Leit den Zuch wäerte benotzen,

- sech an den Dialog mat de betraffene Gemengen anzebannen,

- all Alternativen, déi kéinte fonnt ginn, mat de Gemengenautoritéite vun de betraffenen Uertschaften ze diskutéieren.

(s.) Gast Gibéryen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dovun aus, dass mer se an d'Conférence des Présidents ginn. Do kënne mer dann iwwert dee weidere Wee diskutéieren.

Sidd Der domat d'accord?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet de loi 7047. De Projet de loi handelt iwwer eist Waasser. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An de Rapporteur vum Projet ass och scho prett. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

4. 7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Haut hu mir jo grad déi richteg Meteo dobaussen, fir zu dësem Thema, d'Waassergesetz, ze schwätzen. No laange Woche vun Dréchent ass et och deem Leschten, mengen ech, zu Lëtzebuerg kloer ginn, dass d'Waasser ganz kloer d'Grondlag fir d'Liewen hei op der Äerd ass, dass d'Waasser eist wichtegst Liewensmëttel ass an dass d'Waasser muss geschützt ginn.

De Projet de loi 7047, genannt Waassergesetz, deen d'Waassergesetz ofännert vun 2008, huet 38 Artikelen. Et ass e ganz technescht Gesetz, wat ech awer probéieren, esou einfach wéi nëmme méiglech hei als Rapporteur duerzestellen.

Et geet ëm dräi Voleten, eng Kéier ëm d'Drénkwaasser, a virun allem d'Drénkwaasserschutzzonen an d'Ausweisung vun deenen, dären 80 Stéck am Ganze wäerte fir Lëtzebuerg ausgewise ginn. Et geet awer och ganz kloer ëm Ofwaasser, ëm Reewaasser, ëm Kläranlagen, vun deene mer nach eng iwwer honnert mechanescher hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi sollen u sech ersat ginn duerch nei, an déi 90 biologesch Kläranlagen.

Et geet an engem drëtte Volet awer och ëm Héichwaasserschutz, ëm Renaturéierung. Ech mengen, de Klimawandel d'lescht Joer, dat war am Juli 2016, Dir hutt alleguerten nach déi Biller virun Aen, déi Biller aus der Fiels a vun Noumer an aus där Géigend do, wou mer u sech gemierkt hunn, dass mer deene Staarkreenphenomeener, déi méi dacks wäerte kommen, e bëssen hëlleflos ausgesat sinn. An duerfir musse mer verstäerkt op Renaturéierunge setzen an op Héichwaasserschutz. Mir mussen also Retentiounsfläche schafen. An dat kënnt och der Biodiversitéit zegutt.

Ech ginn elo méi op dat Parlamentarescht an oder déi Aarbecht, déi mer gemaach hunn an der Chamberskommissioun. Den Depot vun dësem Gesetz ass den 31. August d'lescht Joer gemaach ginn. De Conseil d'État huet säin Avis dozou ofginn de 7. Februar 2017. D'Chambre des Métiers huet hiren ofginn den 21. Oktober, d'Chambre de Commerce de 17. Januar 2017, d'Chambre d'Agriculture den 23. Februar dëst Joer. Weider Avise sinn erakomm, an zwar vum OAI den 9. Dezember 2016, der ALUSEAU den 12. Dezember 2016, dem Syvicol den 19. Dezember 2016, an dann hu mer de SIDEN an de SIDERO jeeweils mat engem Avis de 16. Januar an de 6. Februar vun dësem Joer.

Mir haten insgesamt aacht Reuniounen an der Ëmweltkommissioun, fir iwwert dëse Projet de loi ze schwätzen. An de 15. September sinn ech selwer do zum Rapporteur vun dësem Gesetzestext ernannt ginn. Déi aner Reunioune waren net 2016, mä 2017 nom Avis vum Statsrot, den 1. Mäerz, 8. Mäerz, 15. Mäerz, 29. Mäerz a 5. Abrëll, wou mer déi Artikele vum Projet de loi analyséiert hunn an och den Avis vum Statsrot. An do sinn eng Serie Amendementer adoptéiert ginn, an dat war de 6. Abrëll 2017. Den Avis complémentaire vum Statsrot hate mer den 23. Mee 2017 virleien. An och deen Avis ass ënnersicht ginn, an zwar den 31. Mee. A schlussendlech hu mer an enger leschter Reunioun, de 14. Juni, dëse Rapport hei ugeholl.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi?

Ech hat et am Ufank scho gesot. Et geet drëm, ënner anerem, fir d'Prozedur fir d'Definitioun vun de Zones de protection des ressources d'eau, also d'Drénkwaasserschutzgebidder, fir déi Prozedur ze adaptéieren, ze clarifiéieren. Et geet drëm, verschidden Obligatiounen, déi am Gesetzestext stoungen, déi sech als superfétatoire erausgeschielt hunn, fir déi u sech och ofzeschafen. Ënner anerem sief do genannt de Cycle urbain de l'eau, de Plan national vum Cycle urbain de l'eau, deen ze erstelle war.

Dann ass et esou, dass eng Reorientatioun vun de staatleche Subsiden aus dem Waasserfong an dëse Projet de loi agefloss ass. Zu deem kommen ech méi zum Schluss. A mir hunn och verschiddene Bemierkunge vun der Europäescher Kommissioun Rechnung gedroen, wat d'Ëmsetzung ugaangen ass vun den Direktiven 2060 respektiv 2067 ebe betreffend d'Gestioun vun de Risikoe vun Héichwaasser.

Et geet an dësem Projet de loi dorëm, méi Akteure mat ze bedeelegen un deene verschiddene Prozesser, wat d'Waasser ugeet. Do denken ech un d'Waasserramenrichtlinn, un den Héichwaassermanagementplang, awer och un d'Drénkwaasserschutzgebidder.

An déi Ureegungen, déi komm sinn, souwuel vum Conseil d'État a sengem Avis respektiv vun de Chambres professionnelles an aneren Intervenanten, sinn agefloss eben an eng Serie Amendementer. An déi sinn dann en gros folgend: Et kënnt niewent deenen dräi besteeënde Secteuren e véierte Secteur Horeca bäi, an dat betreffend eben d'Tarifikatioun vum Waasser.

Dann ass et esou, dass mer eng Reorientatioun fonnt hunn, fir d'Déclaration obligatoire par règlement grand-ducal souwuel vun dem Programme de mesures an äänleche Moossname festzeleeën. Dorop kommen ech méi spéit nach eng Kéier zréck.

An dann: D'Kritäre fir d'Subsiden, déi bei deene Mesuren ze kréie sinn, déi sinn eben och nei fixéiert ginn.

A schlussendlech war et esou, dass an deem éischte Projet de loi virgesi war, no engem gewëssenen Delai, wa keen Avis vum Conseil d'État (veuillez lire: Conseil communal) virlouch, zum Beispill zu den Drénkwaasserschutzgebidder oder zur Waasserramenrichtlinn an esou weider, fir u sech e Passer outre ze maache vun deem Avis vum Conseil communal. An do ass dovun ofgesi ginn.

Ech ginn awer méi präzis op déi verschidden Avisen hei an.

Den Avis vum Statsrot: Bon, fir d'Éischt eng Kéier, den Avis vum Statsrot vum 7. Februar 2017 huet erëm eng Kéier opgeworf déi Iwwerleeunge sengersäits, fir d'Zones de protection, bei Drénkwaasserschutzgebidder, an zwar d'Zones de protection rapprochée, dat sinn d'Zonen 2, fir u sech erëm eng Kéier unzestoussen, ob een net soll iwwerleeën, fir déi d'utilité publique ze erklären.

Ech kann awer elo scho virausschécken, dass d'Kommissioun deem net nokomm ass, vu dass déi Envergure eben eng grouss ass. Dat muss ee wëssen, dass déi Drénkwaasserschutzgebidder insgesamt zirka 10% vun der Landesfläch ausmaachen, dovun d'Halschent awer dann an de Bëscher leien, an dass awer e groussen Deel, à voir, wéi déi Projeten ausgesinn, an der Zon 2 leien, an duerfir hu mer dovun ofgesinn.

Duerno ass gesot ginn, dat war an deem éischte Projet de loi virgesinn, fir zousätzlech Secteure kënnen ze schafen. De Statsrot sot: „Da musst Dir dat präziséieren, wat déi zousätzlech Secteure si bei der Tarification de l'eau!" An dat ass och duerno gemaach gi mat deem virgenannte Secteur Horeca.

Dann d'Opposition formelle hat ech schonn ugedeit, fir u sech de Passer outre vum Avis vun enger Gemeng ze maachen, wann déi ëm en Avis gefrot gëtt, och wann deen hors Délai wier. An da waren d'Reserven och vum Statsrot do, fir déi Mesuren, déi Subventionéierunge fir zum Beispill Renaturéierung, fir Héichwaasserschutzmoossnamen auszeweite vun de Gemengen eben op d'Akteure vun de Personnes physiques et morales. An och do hu mer an dem Amendement eng Léisung fonnt per Annex, fir dat ze präziséieren an do dem Avis vum Statsrot Rechnung ze droen.

Ech kommen zu de Chambres professionnelles.

D'Chambre de Commerce begréisst natierlech déi Vereinfachungen, déi ebe vun der administrativer Säit komm sinn an dësem Projet de loi, an ënnerstëtzt och u sech déi Reorientatioun vun de Subsiden aus dem Fonds pour la gestion de l'eau. Dann ass et natierlech esou, dass se awer nach eng Kéier monéiert, dass déi Progressioun, wat de Waasserpräis ugeet, dass si als Chambre professionnelle, also, wéi gesot, d'Chambre de Commerce awer gesäit, dass, vun der Direktiv 2000 ausgoend, eben de Waasserpräis an d'Luucht gaangen ass, wat jo och net anormal ass, vu dass d'Gesetz vun 2008 duerfir d'Basis geschafen huet, fir dass d'Gemengen u sech eng Tarification Utilisateur- respektiv Pollueur-payeur géifen ëmsetzen, wou och scho festgeluecht ginn ass, wéi déi Berechnung vun dem Waasserpräis muss sinn.

An dann natierlech hir Bedenken, déi se hunn, dass de Waasserpräis eventuell nach eng Kéier géif an d'Luucht goen an hir Entreprisen eben dovun en Nodeel hätten. Fir de Rescht weisen ech dann nach eng Kéier op mäi schréftleche Rapport hin.

Dann d'Chambre des Métiers nach eng Kéier ganz kuerz. Déi geet och erëm eng Kéier op déi Iwwerleeungen zur Majoratioun vum Waasserpräis an, huet och do Bedenken, dass dat Implikatioune fir d'Entreprisë kéint hunn. An do kommen och weider Autorisatiounen, déi noutwendeg sinn, wann ee Konstruktiounen, Amenagementer huet, déi mam Grondwaasser a Kontakt kommen. An och do huet si staark Bedenken.

D'Chambre d'Agriculture konzentréiert sech erëm eng Kéier op d'Tarifikatioun respektiv eng Hausse, déi eventuell fir si kéint kommen, an eben och déi Nodeeler, déi si gesäit fir hire Secteur.

Voilà, dann hunn ech hei nach de Syvicol. De Syvicol huet virun allem ebe monéiert, dass e sech iwwerleet: Ass dat doten dee richtege Wee, fir hinzegoen an déi Modifikatioun vun de Subsiden - mir wäerten drop ze schwätze kommen, virun allem d'Erofsetze bei de Kläranlage vu 65% op 50% -, ob dat dee richtege Wee ass, fir dass d'Gemengen an d'Ëmsetzung kommen?, an huet hei och a sengem Avis geschriwwen, dass déi Delaien, déi ganz dacks derzou gefouert hunn, dass d'Projeten net ëmgesat gi sinn, net eleng bei de Gemenge géife leien.

Den OAI huet a sengem Avis nach eng Kéier opgeworf, dass si Problemer gesinn, dass hire Beruffsstand ëmmer déi noutwendeg Capacitéit hätt am Engineering, fir déi Projeten, wat d'Kläranlagen ugeet, kënne fristgerecht ëmzesetzen. E weist dorop hin, dat ass säin Haaptmessage.

D'ALUSEAU huet sech mat deem technesche Volet auserneegesat, wat u sech elo d'Berechnung ugeet vum Waasserpräis, dat heescht d'Équivalent-habitant respektiv d'Équivalenthabitant moyen, wou dat eent eben e Wäert ass, deen ze dinn huet mat der technescher Ausleeung vun Ofwaasserstrukturen, mat der Dimensionéierung vun deenen Elementer, an dat anert huet einfach mat enger Tarifikatioun ze dinn.

An dann hätte mer nach de SIDEN, déi sech nach eng Kéier ralliéiert hunn op deen doten Avis, deen ech elo grad genannt hunn, an eben dann och natierlech déi Diminutioun vu 65% op 50% am Beräich vun de Kläranlagen net positiv aviséiert hunn.

De SIDERO huet sech ralliéiert un den Avis vun der ALUSEAU.

Ech géif also elo probéieren, ganz kuerz duerch d'Artikelen ze goen. Dir fannt all Detailer a mengem schréftleche Rapport. Dee Rapport ass ganz voluminéis, well et eben ee ganz technescht Gesetz ass, an duerfir picken ech just nach eng Kéier zwou Saachen eraus.

D'Tarifikatioun hat ech schonn erwäänt vun deene véier Secteuren. De Secteur, deen u sech d'Hotelieren, d'Cafetieren, d'Restauranten an och d'Campinge betrëfft, dee war elo ëmmer verstoppt an de Menagen. Dee kritt elo e Secteur à part.

Mir hunn de Volet vun de Programmes de mesures, dat ass souwuel am Artikel 10, 14, 23, de Plan de gestion des risques d'inondation, d'Héichwaasserkaart, d'Héichwaasserrisikokaarten an och d'Plans de gestion de district hydrographique, déi net méi per Règlement granducal als obligatoresch deklaréiert ginn, mä vum Conseil de Gouvernement approuvéiert an am Journal offiziell publizéiert ginn.

Dann hu mer verschidde Moossnamen, déi ergraff kënne ginn am Kader vun dësem Waassergesetz, déi d'Utilité publique unerkannt kréien. Dat ass souwuel d'Renaturéierung vun engem Waasserlaf, dat sinn awer och Mesuren am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung wéi eben och am Beräich vun dem Ofwaassertraitement. Da sinn nach nei Sanction-pénallen agefouert ginn, an zwar Amendes administratives, fir méi einfach kënne kleng Verstéiss ze aanden, ouni dass dat all Kéiers d'Geriichter belaascht.

An da kommen ech zu dem Haaptdeel nach eng Kéier ganz kuerz, zu de Subsiden: Do ass eng Reorientéierung do, an zwar ass an deem Volet vum Gesetzestext de Wee opgemaach ginn, fir vill méi Akteure kënne mat eranzehuelen, an zwar net nëmmen d'Gemengen an d'Gemengesyndikater, mä och staatlech Verwaltungen, Établissement-publicken a Personnes privées a morales.

Am Grousse geet et drëm, dass eng Partie Moossnamen eropgesat ginn, an zwar alles, wat Drénkwaasserschutzzone ginn an déi Moossnamen, déi dermat ze dinn hunn, ginn erop op 75%. Wat den Héichwaasserschutz ugeet, dat geet och erop op 80% respektiv Etüde ginn zu 100% iwwerholl.

Erof ginn d'Subsiden, wat u sech d'Klärung vu Waasser ugeet, dat heescht, alles, wat Ofwaasser ass respektiv Reewaasserféierung, vu 65% op 50%, awer et gëtt eng ganz Partie Iwwergangsbestëmmungen. An nei Subsiden, déi agefouert gi sinn, sinn zum Beispill d'landwirtschaftlech Berodung an d'Drénkwaasserschutzgebidder mat 75%, interkommunal Drénkwaasserleitunge gi mat 50% subventionéiert, Rechercheaarbechten, grad fir erauszefannen, wou d'Polutiounen hierkommen a wat fir Moossname mer kënnen ergräifen, zu 100%. An och si sechs Projet-pilotten am Drénkwaasserberäich, déi zu 100% ënnerstëtzt ginn, am Gesetzestext hei virgesinn. Et geet also net drëm, ze spueren. Et ass eng Reorientéierung a bis 2027 sinn 1,1 Milliarden Euro fir de Fong virgesinn.

Ech ginn elo weider net op d'Bedéngungen an, fir d'Subsiden ze kréien, wat ee Volet ass, dee geännert huet, an och d'Dispositions transitoires; do wäert mäi Kolleeg, de Koxen Henri, nach am Detail op all déi Mesuren do agoen. An ech géif dann hei zum Schluss komme vu mengem Rapport.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten hei an der Chamber eens, dass dat hei en Dossier ass, deen ëm eng liewenswichteg Ressource fir Lëtzebuerg geet an dass mer alleguerten eis Responsabilitéit mussen iwwerhuelen. An all Akteuren zu Lëtzebuerg musse sech deem bewosst ginn: de Stat natierlech, d'Gemengen, d'Betriber an d'Baueren, awer och all Eenzelnen, deen hei zu Lëtzebuerg schafft a wunnt. An dëst Gesetz setzt op de Schutz vum Waasser, op d'Präventioun an et ass gutt fir d'Ëmwelt. Et ass sécherlech och gutt fir d'Betriber a gutt fir de Bauer. Et ass gutt fir all déi, déi op déi Ressource Waasser ebe mussen zréckgräifen, dass se propper ass, dass se geschützt gëtt. Et ass gutt fir all Mënsch, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt. An et ass och essenziell fir déi Generatioun, déi no eis kënnt, dass mer eist Waasser schützen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech sträichen direkt den Här Kox.

(Hilarité)

Merci dem Här Rapporteur an d'Wuert huet den éischte Spriecher, den Här Aly Kaes fir d'CSV.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bon, esou wéi et sech gehéiert wëll ech natierlech dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem honorabelen Deputéierte Gérard Anzia, villmools Merci soe fir säi schréftlechen an och detailléierte mëndleche Rapport. Hien ass op déi wesentlech Punkten an Ännerunge vun dëser Reform vum Waassergesetz aus dem Joer 2008 agaangen, soudatt ech mech haaptsächlech op déi Punkte ka beschränken, déi mer als CSV an der Ëmweltkommissioun geännert wollten hunn, mä déi awer net an dësem Text berücksichtegt gi sinn.

Mir haten eng Rei ënnerschiddlech Amendementer a Propositiounen zum Waassergesetz gemaach, déi awer alleguerte vun der Majoritéit an der Kommissioun ofgewise gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzestext iwwert d'Reform vum Waassergesetz gesäit dräi Schwéierpunkte vir: Investitiounen a Präventioun ënnert der Form vun engem verbesserten Héichwaasserschutz a Waasserschutz, eng käschtenneutral Neiopdeelung a méi zilorientéiert Ausriichtung vun de staatlechen Hëllefen an eng méi grouss Abannung vun den Akteure vum Terrain beim Waasserschutz.

Ee positive Punkt am Gesetz, dee mer och ganz sécherlech ënnerstëtzen, sinn déi nei, méi héich Bäihëllefe fir Héichwaasserschutzmoossnamen. Wann d'Gesetz emol bis a Kraaft ass, kënnen d'Gemenge mat enger staatlecher Ënnerstëtzung vu bis zu 90% rechnen. Bei Renaturéierungsmoossname gëtt de Gesamtmontant iwwerholl. Dat ass ganz positiv, well d'Renaturéierung vun eise Baachen a Flëss u sech bekanntlech derzou féiert, datt se méi lues fléissen, datt d'Vitesse an domadder och d'Erosioun erausgeholl gëtt.

Den neie Subventiounssystem an dësem Beräich ass eng gutt Saach an dréit derzou bäi, den Ökosystem vun eise Gewässer ze verbesseren. Ausserdeem gëtt duerch dës Mesure och an d'Sécherheet vun eise Bierger investéiert. Mir begréissen awer ausdrécklech, datt d'Subventioune mam neie Gesetz solle sub-

stanziell an d'Luucht gesat ginn, wënschen eis awer, datt an Zukunft d'Prozeduren dach awer wesentlech méi séier ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz soll och bei den Drénkwaasserschutzzonen nogebessert ginn: D'bürokratesch Hürde sollen da vereinfacht ginn, d'Waasserschutzmoossnamen an de Schutzzone kréien eng Bezouschossung vu 75% a bei neie regionalen Infrastrukture kënne Gemenge mat enger staatlecher Finanzsprëtz an der Héicht vun, wéi scho gesot, 50% vun de Gesamtkäschte rechnen.

Siwen nei Zone si laut der Madamm Minister aktuell a Planung. D'CSV deelt ganz kloer den ageschloene Wee vun der Regierung, fir nei Schutzzonen auszeweisen, well mer mussen d'Qualitéit vun eise bestoenden an och neie Quelle laangfristeg ofsécheren.

Den Accident an der Landwirtschaft an der Belsch mat Metazachlor huet eis kloer gewisen, datt et wichteg ass, eis Drénkwaasserreservoiren ze schützen. Duerfir begréisse mer och d'Bestriewunge vun der Regierung an dësem Beräich. An dëser Problematik spillt awer och d'Landwirtschaft eng ganz wichteg Roll. D'Landwirtschaft ass e wichtege Partner am Waasserschutz a spillt eng zentral Roll, besonnesch wa mer wëllen an dëser Saach zu engem Resultat kommen. Duerfir ass et als positiv ze bewäerten, datt an Zukunft och d'Landwirtschaft vun enger Bezouschossung ka profitéieren, wa se a Waasserschutzmoossnamen investéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer och sécher, datt d'Landwirtschaft sech kenger Diskussioun, kenger Propos wäert verschléissen, wann et drëm geet, eist Drénkwaasser ze schützen. Et muss duerfir séchergestallt ginn, datt déi Leit, déi an iergendenger Aart a Weis an enger Schutzzon leien oder an Zukunft leie kommen an Aschränkungen hunn, och déi entspriechend ugepassten Entschiedegunge musse kréien.

Wann ech scho bei der Landwirtschaft sinn, wollt ech awer och e Wuert iwwert d'Notze vun Iwwerflächewaasser soen, virun allem an Zäiten - och wann et dann haut reent, esou wéi de Rapporteur dat elo gesot huet - vun enger extremer Dréchent, esou wéi mer se iwwert déi lescht Méint elo erlieft hunn.

Ben, et ass normal, datt een u sech eng Autorisatioun muss hu fir d'Notze vum Iwwerflächewaasser. An datt dat nëmme méiglech ass, wann och den Debit an eise Flëss an eise Baachen dat hiergëtt, och dat ass normal. An dach awer, wann et brenzlech gëtt, si mir ganz einfach der Meenung, datt, wann de Betriber hir Existenz dodrunner hänkt, da muss et méiglech sinn, méi onbürokratesch a schnell Geneemegungen ze kréien, fir ze verhënneren, datt d'Planze laang verdréchent sinn, ier ee schlussendlech eng Geneemegung huet. An duerfir plädéiere mir derfir, wéi gesot, datt et ganz onbürokratesch a schnell muss goen, fir esou Geneemegungen ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een Drénkwaasser seet, muss een natierlech och Ofwaasser soen, wat e groussen Afloss op d'Waasserqualitéit huet. Ech kommen domadder also, nodeem dat bis elo ganz positiv geklongen huet, zu de Kritikpunkten, déi mer um Gesetzestext hunn.

Une voix.- A wou?

M. Aly Kaes *(CSV).*- Den éischte Punkt betrëfft d'Definitioun vum Awunnergläichwäert am Artikel 2. Den Text, deen elo virläit, gesäit keng Präzisioun vum Awunnergläichwäert vir. Et kënnt also weiderhin zu divergenten Interpretatiounen, haaptsächlech an der Industrie, am Horesca, am Horeca, wat dann elo déi relevant Charge vun engem Betrib ass. Zumindest hätt am Text misse präziséiert ginn, fir wat fir e Besoin d'Definitioun vum Awunnergläichwäert aus dem Gesetz duerf erugezu ginn a fir wat fir een net.

Et hätt an eisen Aen duerfir kloer missen definéiert ginn, datt den Awunnergläichwäert just fir d'Zoudeelung vun enger Aktivitéit zu hirem Secteur gëllt an net awer fir d'Tarifikatioun selwer. Dat ass, wéi gesot, net geschitt, mir bedaueren dat, an duerfir wäert et an der Zukunft weider zu Mëssverständnisser a villen Diskussioune kommen.

Den zweete Punkt, deen eis Problemer bereet, ass déi Nettarifikatiounsstruktur (veuillez lire: nei Tarifikatiounsstruktur), wéi se am Artikel 12 proposéiert gëtt. Duerch d'Gesetz gëtt een zousätzleche Secteur agefouert, fir deen ee separate Präis vum Waasser ka gefrot ginn. Et ass dat, wéi et scho virdrun ugedeit ginn ass, den Horeca-Beräich respektiv den Horesca mat all deene Betriber, déi saisonal sinn.

Och wa mam Gesetz e véierte Secteur definéiert gëtt, esou gëtt et awer nach ëmmer keng Kloerheet, wéi den Tariff an dësem Secteur soll gestallt ginn. Einfach e weidere Secteur definéiere geet net duer, well duerch de Berechnungsmodus vum Waasserpräis all Faveur an engem Secteur eng Defaveur an engem anere Secteur mat sech brëngt, dëst duerch de Prinzip vun de Vases communicants, deen aus der Direktiv ganz kloer interpretéiert gëtt.

Mir haten an der Kommissioun d'Propositioun gemaach, datt dräi vun de véier Secteuren, dat heescht d'Agrikultur, d'Industrie an d'Horesca, jiddwereen eenzel sollt en eenheetleche Präis iwwert d'ganzt Land hunn an et domadder och zu kenger Concurrence déloyale an dësen dräi Beräicher méi géif kommen. Dëse Prinzip hätt u sech Ongerechtegkeeten, déi duerch geografesch a sozial Komponente geschafe ginn, ofgeschwächt respektiv eliminéiert. Leider wollt dës Majoritéit net mat eis op dëse Wee goen. Hei gëtt par contre elo eppes geschafen, wat eiser Meenung no keen Inhalt huet a wat an der Praxis och näischt wäert bréngen.

Här President, den drëtte Punkt, dee mer net kënnen deelen, ass d'Erofsetze vun de staatlechen Hëllefe fir d'Ofwaasser op nëmmen nach 50%.

Éischtens, de Ministère de l'Intérieur huet de Syndikater erlaabt, den Amortissement vun 100% op 50% ze reduzéieren, an dat ass richteg. De Service de contrôle des finances communales ass awer domadder net averstanen, mam Argument, datt déi aner 50%, déi jo deen Deel vun de staatleche Subventiounen ausmaachen, iwwert d'Budgetsgesetz net amortisabel sinn, soudatt dem Innenminister seng Initiativ a Fro gestallt gëtt. Duerfir koum vun eis d'Initiativ, dëst am Waassergesetz ze regelen.

Zweetens, d'Madamm Minister argumentéiert, d'Gemenge géifen hir Infrastrukturen zu 50% iwwert de Waasserpräis respektiv iwwer Ofwaassertaxe finanzéieren, duerfir géif d'Uewergrenz fir Bäihëllefen aus dem Waasserfonds op 50% begrenzt ginn. Doduerch soll verhënnert ginn, datt de Steierzueler zweemol fir déiselwecht Déngschtleeschtung bezuele muss. D'Ausso, datt et jo nach 50% Subsid ginn a 50% duerch den Amortissement erakommen, ass einfach zu dësem Moment falsch. Dës Iwwerleeung kann dann eréischt gezu ginn, wann den éischten Invest landeswäit gemaach ass an déi nei Bauwierker emol amortiséiert ginn. Dat dauert awer mindestens nach zéng Joer.

(Interruption)

Mir deelen dës Analysen a Meenungen net an hunn och duerfir e weideren Amendement an der Chamberskommissioun proposéiert: éischtens, den Taux vun de Bäihëllefen erëm op den aktuellen Taux vu 65% vun de reale Käschten ze setzen; zweetens, datt och am Ofwaasserberäich d'Subside kënnen amortiséiert ginn.

Zu dësem Moment, Dir Dammen an Dir Hären, an dat muss ee ganz kloer wëssen, ass de Besoin u Gelder am Ofwaasserberäich esou grouss wéi nach ni. A grad an dësem Moment dréit d'Regierung de Geldkrunn zou an domadder och d'Méiglechkeet fir d'Gemengen a besonnesch fir d'Landgemengen, sech adequat fir d'Zukunft ze equipéieren.

De Problem läit awer net nëmmen am Invest, mä och am Entretien a virun allem am Amortissement. D'Festleeung vun der Regierung, fir quasi an all Uertschaft eng eenzel dezentral Anlag ze bauen, dréit Hiert natierlech derzou bäi. Wann een d'Berechnung vum realen Ofwaasserpräis mécht, dat heescht, ouni Deckelung, da kënnt ee bei ville ländleche Gemengen, wann all Infrastrukturen da bis gebaut sinn, op e Präis vun iwwer 15 Euro pro m³. Mam Drénkwaasser zesumme brëngt dat eis iwwer 20 Euro pro m³. Dëst ass deelweis eng Verfënneffachung zu deem, wat haut schonns gefrot gëtt. Dëst trëfft natierlech d'Gemengen aus dem ländleche Raum ganz besonnesch a mat der territorialer Finanzreform vum Innenminister sinn dës Gemenge ganz kloer zweemol gebeidelt.

Bei de staatleche Bäihëllefen am Beräich vum Ofwaasser gesäit de Projet de loi des Weidere Strofen a repressiv Mesurë vir am Fall, wou Gemenge respektiv Ofwaassersyndikater mat hiren Ofwaasserinfrastrukturen oder Kläranlagen net konform zu de Regele sinn.

Och domadder kënne mer net d'accord sinn, well d'Retarden am Ofwaasser, wann iwwerhaapt, ganz sécher net eleng de Gemengen hir Schold sinn. Oft läit et un de staatleche Geneemegungsprozeduren, datt laang näischt respektiv net vill beim Ofwaasser geschitt ass.

Här President, e Wuert zu den Iwwergangsbestëmmunge bei den Autorisatiounen. Vill waasserrechtlech Geneemegungen uechtert d'Land fir bestoend Bauwierker si säit dem 22. Dezember 2012 ofgelaf. Mengen Informatiounen no ginn et nach ëmmer keng Autorisatioune vun de bestoenden Ouvragen, déi duerch d'Waassergesetz hir al Autorisatioun jo verluer hunn. Mir haten u sech hei e Régime transitoire virgeschloen.

Dës Iddi ass awer verworf ginn, soudatt déi meescht Ofwaasseranlagen haut illegal bedriwwe ginn, wat am Prinzip nom neie Gesetz Sanktiounen nom Artikel 61 an 61bis mat sech bréngt.

Eng weider Neierung vun dësem Gesetz betrëfft dann d'Ännerung bei der Berechnung vun den Taxes de rejet. Laut dem Gesetz gëtt d'Taxe de rejet ëm 50% majoréiert, wa keng adequat Reewaasserbehandlung am Mëschsystem ugefaange ginn ass, dëst dräi Joer no Akraafttriede vum Règlement grand-ducal iwwert d'Moossnamepläng. Zweetens gëtt d'Taxe de rejet ëm 100% majoréiert, wa keng adequat biologesch Behandlung vum Ofwaasser agesat gëtt, dëst dräi Joer no Akraafttrieden ebenfalls vun deemselwechte Règlement grand-ducal iwwert d'Moossnamepläng, an drëttens gëtt dann déiselwecht Taxe de rejet ëm annerhallwen Euro majoréiert, wann um Gemengenterritoire méi wéi 33% vun der Schmotzfracht an d'Ëmwelt ofgeleet ginn.

Wat bedeit dat awer elo an der Praxis? Haut hu mer 0,16 Euro pro m³ Taxe de rejet. 50% wéinst feelender Reewaasserbehandlung ginn e Surplus vun 0,08 Euro, 100% wéinst feelender biologescher Rengegung gëtt e Surplus vun 0,16 Euro pro m³ an dann nach eng Kéier déi 1,5 Euro, wann ee méi wéi 33% vun der gesamter Schmotzfracht vun engem Gemengenterritoire direkt an d'Ëmwelt entsuergt. Dat mécht zesummen 1,74 Euro pro m³, déi dann déi Taxe de rejet kann ausmaachen, wat u sech maximal eng Vereeleffachung vun där Tax an deem Fall géif duerstellen.

Och wann dës Approche, jo, aus der Optik vum Prinzip vum Pollueur-payeur nozevollzéien ass, esou menge mer, datt dës Mesure net vill Gemengen oder ganz besonnesch déi spezifesch Gemengepappen a -mammen wäert iwwerzeegen, am Ofwaasserberäich op hirem Territoire méi aktiv ze ginn, well u sech de berechente Präis beim Ofwaasser haut schonn 3,5 Euro an zukünfteg, wéi ech et scho gesot hunn, 15 Euro a méi wäert duerstellen. Déi Leit soe sech: „Ma et gëtt jo méi bëlleg, déi 1,74 Euro ze bezuelen, wéi massiv a käschtenintensiv Ofwaasserinfrastrukturen ze bauen, déi à la longue extrem op d'Gemengebudgeten,...

(Interruption)

...op d'Gemengebudgeten drécken." Ech wëll och ganz kloer soen, datt ech dat net gutt fannen, mä hei ass just e rechnerescht Beispill, fir ze dokumentéieren, zu wat fir engem negativen Effet esou eppes ka féieren.

Mir hätten eis gewënscht...

M. Gusty Graas *(DP).*- D'CSV ass also éischter derfir, fir d'Waasser verknaschten ze loossen, wéi…

M. Aly Kaes *(CSV).*- All Froe wann ech gelift...

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat huet een zur Kenntnis geholl.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Uschléissend u meng Ried duerf een all Froe stellen, mä ech wëll fir d'Éischt meng Zäit notzen, fir meng Ried ze halen. An da kënne mer roueg eng Froestonn maachen an ech si gäre bereet, op déi eenzel Froen ze äntwerten.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Jo, Här Minister!

M. Aly Kaes *(CSV).*- Mir hätten eis gewënscht, wéi mir et scho gesot hunn, datt een eng positiv Approche gewielt hätt an déi Gemenge belount hätt, déi an der Vergaangenheet grouss Efforten am Beräich vun den Ofwaasserstrukture getätegt hunn. Eis Propositioun, fir déi Entitéit ze belounen, déi et richteg mécht, amplaz déi inaktiv ze bestrofen, ass erëm eng Kéier net ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Subside fir Ofwaasserinfrastrukture betrëfft, ass vun der Regierung zréckbehale ginn, datt bei Akraafttriede vum neie Gesetz den Taux vun 90% Subsid op 50% erofgesat gëtt. Dat heescht, datt de maximale Subsidesaz just nach 50% ass, mä net nëmme 50%, mä 50% vun engem Forfait. An der Praxis leie mer da bei 30% bis 40% vun de reelle Käschten.

Zousätzlech gëlle folgend Iwwergangsregelen: 90% fir déi Dossieren, déi eng Étude préalable virum 1. Oktober 2010 an e Projet détaillé virum 1. Juli 2015 agereecht hunn; 75% fir déi Dossieren, déi eng Étude préalable virum 20. Oktober 2014 a wou e Projet détaillé och virum 1. Juli 2015 agereecht ginn ass. An da 65% fir déi Dossieren, déi virun Akraafttriede vun dëser Gesetzesmodifikatioun agereecht goufen. Déi virgenannten Tauxe sinn awer nëmmen applikabel, wann dës Projete 24 Méint no Akraafttriede vum Gesetz ausgeschriwwe sinn. Soss fale mer direkt op 50% Subventioun erof.

Eng weider Konditioun ass déi, datt d'Tarifikatioun vum Waasser nom Waassergesetz an där betraffener Gemeng applizéiert gëtt, dëst op Avis vun der Administration de la gestion de l'eau. D'Verwaltung hélt awer keng Decisioun, gëtt just en Avis. An domadder kann och keng Gemeng sech geriichtlech do dergéint wieren.

Här President, mir si géint dës Iwwergangsregelen, well se an der Realitéit einfach net anzehale sinn. Verschidden Delaie sinn duerch eng limitéiert Zuel vu spezialiséierten Akteure ganz einfach net méi ze kompriméieren. Aus deem Grond gesi mer och den Delai vun der Mise en adjudication des travaux innerhalb vun den éischte 24 Méint nom Akraafttriede vum Gesetz absolutt als irrealistesch.

Duerch dës ondifferenzéiert an onfair Method gi kloer déi Gemenge bestätegt, déi an der Vergaangenheet oder an de vergaangene Joren näischt fir d'Verbesserung vun hiren Ofwaasserinfrastrukture gemaach hunn. Si verléieren nämlech an der Realitéit näischt. D'Matschaffen an der Vergaangenheet gëtt heimadder also ganz kloer net belount.

Duerch déi kuerz Delaie bei der Ausschreiwung vun der Realisatioun entsteet en enormen Drock am Bausecteur, mä ganz speziell an deem Secteur vun deene méi techneschen Infrastrukturen. Par contre ginn et keng Delaie bei den Autorisatiounsprozedure vun de staatleche Verwaltungen. D'CSV-Fraktioun hat an engem Amendement méi laang Iwwergangsregele proposéiert, déi de Gemengen an de Syndikater genügend Zäit ginn hätten, fir gutt a propper Dossieren an dësem komplizéierte Beräich opzestellen. D'Regierung wollt awer net op dee Wee matgoen.

E weidere Punkt, mat deem mer net averstane sinn, ass dann dee vun der Notioun vun der Approbation préalable. Heiduerch ass et engem Bauhär net méiglech, eng Etüd oder eng Aarbecht unzegoen, soulaang hien net d'Approbatioun vum Waasserfong huet. Hei versträicht onnéideg Zäit, a mir waren der Meenung, dass dës Notioun ganz einfach an dësem Gesetz gestrach gehéiert, getrei nom Prinzip vun der Simplification administrative.

Leider steet d'Approbation préalable nach ëmmer am Gesetz. Dat heescht am Kloertext, datt als Éischt muss, jo, en Accord vum Minister virleien, ier d'Gemeng mat dem Bau kann ufänken. Hei gouf verpasst, eng Méiglechkeet ze schafen, fir d'Retarden am Ofwaasserberäich méi séier opzeschaffen.

Wat de Volet vun der Simplification administrative betrëfft, esou stelle mer fest, datt bei villen Artikelen zousätzlech Autorisatiounen a Kompensatiounsmoossnamen am Virfeld vu Bauprojete mussen erfëllt ginn, wat derzou féiert, jo, datt d'Retarden am Waassersecteur nach wäerte méi grouss ginn, wéi se scho sinn.

E Beispill ass déi nei Autorisatiounsfrist vun alle Chantieren, déi mat enger Waassernapp a Kontakt kommen. Dëst sinn awer quasi all d'Chantieren duerch d'Land. Een anert Beispill ass de feelenden Avis zum Règlement-type de canalisation, deen u sech schonns, jo, säit Jore bei der Administration de la gestion de l'eau fir eng Approbatioun läit.

Dee leschte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vun der Utilité publique. Mir fannen et positiv, datt Mesuren, déi am Beräich vum Ofwaasser musse getätegt ginn, an Zukunft och ënnert de Statut vun der Utilité publique falen, dat haaptsächlech wéinst der Problematik vun den Droits de passage an den Terrainskeef.

Domadder kënnen elo all Moossnamen am Beräich vun der Drénkwaasserversuergung, der Renaturéierung vun de Waasserleef, de Waasserschutzzonen an elo, wéi gesot, och dem Ofwaasserberäich als Utilité publique deklaréiert ginn.

Mä dat war et awer och schonn! Leider gouf et keng weider Präzisioun, jo, wat de Règlement grand-ducal vum 15. Mäerz `79 iwwert d'Utilité publique ugeet. Dëse muss awer eiser Meenung no dréngend adaptéiert ginn an un déi haiteg Besoinen ugepasst ginn.

Och bleift weiderhin de Problem bestoen, datt keng vereinfacht Prozedur virgesinn ass, fir virunzekommen. Am Ausland, wéi zum Beispill an Däitschland, gëtt et eng Prozedur äänlech wéi d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Déi heescht „Planfeststellungsverfahren"; e richtegt typescht däitscht Wuert. Déi concernéiert Proprietairen hunn eng Asprochfrist, no där hir Remarquë vun engem Gremium analyséiert ginn.

Si keng valabel Grënn do, fir en Droit de passage ze refuséieren, kann u sech duerch déi Terraine gefuer ginn.

Eng äänlech Prozedur brauche mer ganz einfach och hei am Land, fir weiderzekommen. D'Utilité publique eleng hëlleft just, fir viru Geriicht unzekommen, mä hëlleft net an der Reduktioun vun der Zäitschinn fir d'Exekutioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussfolgernd zéie mer als CSV-Fraktioun folgend Konklusiounen: Mir stelle fest, datt leider nëmme marginal Adaptatiounen um Gesetzesprojet virgeholl goufen. Déi substanziell Amendementer vun eiser Fraktioun um Niveau Tarifikatioun a Bäihëllefe si leider net an dësen Text agefloss. Leider kréien d'Gemengen an d'Syndikater och keen erweidert Matsproocherecht an de Froe vun der Ofwaasserrengegung.

Et muss ee sech also duerfir och d'Fro stellen, firwat de Gemengesecteur an der Vergaangenheet d'Schold um Retard am Ofwaasserberäich krut. Den Text vun dësem Gesetz weist ganz kloer erëm, datt de Gemengesecteur keng Decisiounskompetenzen an dëser Matière huet. Den allgemengen Tenor ass a bleift deen: De Stat decidéiert an de Gemengesecteur exekutéiert, bezilt a gëtt responsabiliséiert.

Eiser Meenung no ass d'Gesetz op verschiddene Punkte praxisfriem. An et duerf ee sech net wonneren, wa mer mat dësem Text nach esou munch Problemer an Iwwerraschungen an Zukunft wäerte kréien. Jo, aus all deene Grënn verstitt Der jo, datt mir als CSV-Fraktioun géint dësen Text stëmmen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Elo kënnt nach d'Froestonn.

Une autre voix.- Maja.

(Interruption)

M. Aly Kaes *(CSV)*.- Jo, ganz gär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Soll ech bis eraus goen?

(Hilarité)

Sou! Ech soen Iech Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen fir d'LSAP.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt erlaabt mer, dass ech dem Rapporteur, dem Här Gérard Anzia, villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Hien ass schonn am Detail op déi eenzel Bestëmmunge vum Gesetzesprojet agaangen. An dat erlaabt mer dann, just nach eenzel Punkten ervirzehiewen, déi der LSAP ganz besonnesch um Häerz leien.

Dëse Gesetzesprojet kënnt zu engem Moment an d'Chamber, wou jiddweree ganz däitlech virun Aen huet, wéi existenziell wichteg dass et ass, genuch Waasser a virun allem och an enger gudder Qualitéit ze hunn an dass dat och keng Selbstverständlechkeet ass.

Zu Lëtzebuerg hu mer eigentlech nach ëmmer d'Gefill, an engem Land ze liewen, wou et vill reent, wou ee sech eigentlech iwwer all Dag soll freeën, wou endlech emol gutt Wieder ass a wou et dréchen ass. Mä dat Gefill ass awer net méi esou ganz richteg. Mir brauche just déi lescht Deeg ze kucken. Do hunn d'Wiederkonditioune bei eis och gewisen, wéi et ka sinn, wa mer lues awer sécher iwwert d'Dréchent e bësse mussen nodenken an och fäerten, wéi eng Repercussiounen dass dat kann hunn.

Mir hunn, iwwert d'Joer gekuckt, net méi zu deeneselwechten Zäite staarken Néierschlag wéi fréier. A mir hu méi oft kuerz unhalenden a ganz staarke Reen, soudass den Iwwerschwemmungsrisiko bei eis och eng Realitéit ass. A grad dëst Joer, wéi ech et gesot hunn, weist, dass mer och scho virum Summer dauerhaft héich Temperature mat eventuell och Waasserknappheet kënnen hunn.

Derbäi kënnt awer och, dass ëmmer méi Leit zu Lëtzebuerg wunnen an domadder och de Waasserbedarf an d'Luucht geet, och wann de Pro-Kapp-Verbrauch erofgeet. Déi begrenzte Verfügbarkeet vum Waasser muss dofir och an d'Wuesstumsdebatt mat erafléissen, well et eng wichteg Roll spillt. Dat gëllt net nëmme fir de Bevëlkerungszouwuess, mä och fir nei Betriber, déi sech bei eis néierloossen. A jee no deem, wat fir eng Aktivitéit mer op Lëtzebuerg unzéien, kann de Waasserbedarf duerchaus och en Thema sinn, dee muss berücksichtegt ginn.

Et ass also méi wichteg wéi jee, dass mer eis un dës Veränneerungen upasse mussen an och konsequent Moossnamen ergräife mussen, fir d'Ressource Waasser besser ze schützen an och spuersam dermat ëmzegoen. Dëse Projet de loi liwwert elo e Bäitrag dozou, an d'LSAP ënnerstëtzt dësen Effort.

Wat d'Drénkwaasser ugeet, esou ass den Ausbau vun der SEBES sécher e ganz wichtege Schrëtt, deen eis Kapazitéiten erweidert, mä allerdéngs hu mer och duerno net onbegrenzt Drénkwaasser zur Verfügung. Mir mussen dës Limitten unerkennen an d'Ressource Waasser esou effizient wéi méiglech notzen.

De Waasserschutz huet ganz vill Facetten an et geet net nëmmen drëm, genuch Drénkwaasser kënne bereetzestellen. Déi biologesch an och déi chemesch Qualitéit vun de Baachen, de Flëss an de Séien, dat sinn och wichteg Elementer vum Émweltschutz. Ganz Ökosystemer hänken dovunner of.

D'Modifikatiounen, déi mer mat dësem Projet de loi wëllen um Waasserschutzgesetz maachen, betreffen also ganz verschidde Beräicher. Si bréngen deemno um Terrain fir vill verschidden Akteure Veränneerunge mat sech. Mat legislative Moossnamen eleng erreeche mer eis Ziler am Beräich vum Waasserschutz awer net. Jiddweree muss säin Deel derzou bäidroen, souwuel den eenzelne Konsument oder awer déi verschidde Wirtschaftssecteure wéi och de Stat an och d'Gemengen.

Dat fonctionnéiert och nëmmen iwwer en intensiven Dialog op Niveau vun der Opklärungsaarbecht, dem Versteesdemech fir d'Bedürfnisser vun deene verschiddenen Akteuren, zum Deel awer och finanziell Kompensatiounen. A wann et wierklech muss sinn, da muss een och op Sanktioune kënnen zréckgräifen.

Deen Dialog ze féieren ass d'Aufgab vum Stat a vu sengen Administratiounen. D'Waasserschutzgesetz bitt dofir de Kader. An och e puer Änneerungen, déi mer hei virhuelen, gi schonn eng Äntwert op ganz konkret Problemer, déi festgestallt goufen.

Als Beispill wéilt ech hei d'Aféiere vun engem neie Secteur bei der Tarifikatioun nennen, wou elo besser wéi virdrun der Tatsaach ka Rechnung gedroe ginn, dass et am Horeca-Secteur staark saisonal Schwankunge gëtt, wat de Waasserverbrauch ugeet. Dat heescht allerdéngs net, dass ee Secteur op d'Käschte vun engem aneren eng Faveur gemaach kritt, mä dass d'Berechnung vum Tariff méi genau un déi reell Situatioun ugepasst gëtt.

En anere Volet, dee sech an de leschte Jore staark entwéckelt huet a wou et am Gesetzesprojet eng Rei Modifikatioune gëtt, ass dee vun de Quelleschutzgebidder. Et ass immens wichteg, dass d'Grondwaasser konsequent geschützt gëtt. Déi betraffe Gebidder musse kloer ausgewise ginn an d'Regelen, wat do däerf gemaach ginn a wat net, mussen transparent an och novollzéibar sinn. Mat dësem Gesetzesprojet an den entspriechende Reglementer komme mer an deem Sënn ganz sécher e Stéck weider.

E verbesserte Quelleschutz bréngt natierlech och Contraintë mat sech. Besonnesch d'Bauere bekloe sech, dass ëmmer méi e groussen Undeel vun hire Flächen an déi eng oder aner Schutzzon falen a si dës nëmme méi ageschränkt notze kënnen. Dat ass effektiv e Problem, deen eescht geholl muss ginn.

Et ass ganz richteg, dass och d'Landwirtschaft sech muss u verännert Bedéngungen upassen, mä et muss dobäi och unerkannt ginn, dass Bauere bei all deenen Erwaardungen, déi d'Gesellschaft u si stellt, e bësselchen tëschent alleguerten de Still sëtzen. Si solle qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel produzéieren, dobäi esou mann wéi méiglech Ressourcë verbrauchen, d'Émwelt schounen, den Déiereschutz respektéieren, an dat alles natierlech zu engem Präis, dee vum internationale Marché bestëmmt gëtt.

Fräiwëlleg bezuelen d'Konsumenten nëmmen zu engem ganz klengen Deel méi fir ëmweltfrëndlech an och déierefrëndlech Produktiounsmethoden. Et sinn d'Subside fir d'Landwirtschaft, déi den Ausgläich schafen tëschent deenen héijen Usprëch an deenen niddrege Präisser vun de Liewensmëttel.

Et ass wichteg, dass de Quelleschutz Prioritéit huet, mä d'Bauere musse fir nei Restriktiounen och e fairen Ausgläich kréien. Si däerfen an der Éffentlechkeet net duergestallt ginn, wéi wa si nëmme Schold hätten un eisen Émweltproblemer. Ganz am Géigendeel! Et muss unerkannt ginn, dass et grad d'Landwirtschaft ass, déi direkt ënnert de Konsequenze vu verännerte Klimabedéngunge leit an dass si d'Ënnerstëtzung brauch, fir sech och dorunner kënnen unzepassen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

En anere Partner, deen e ganz wesentlechen Afloss op de Schutz vu Gewässer a vum Drénkwaasser huet, sinn d'Gemengen. Hei besteet eng ganz enk Zesummenaarbecht mat de staatleche Verwaltungen, déi och an Zukunft muss ënnerstëtzt ginn an déi néideg Moyene muss zur Verfügung hunn.

D'Gemenge si virun allem an der Responsabilitéit, wann et ëm d'Bauen an och d'Ënnerhale vun der Waasserinfrastruktur, also den „Wasserleitungen" geet. Deen anere ganz opwendegen a käschtespillege Volet betrëfft d'Ofwaasserentsuergung. Mir wëssen all, dass et ëm eis Kläranlagen net zum Allerbeschte steet. An et muss ee ganz kloer soen, dass hei d'Gemengen an der Verantwortung stinn. Et gouf leider ganz laang verpasst, aus der Ofwaasserbehandlung eng Prioritéit ze maachen. An dat huet net um Finanzement gehaangen, well fréier de Stat dës Käschte jo zu 90% iwwerholl huet.

Historesch gesi gouf et hei eng gewësse Suerglosegkeet - nenne mer et emol esou -, déi mer eis haut wierklech net méi kënnen an net méi däerfe leeschten. Wéi d'EU-Kaderrichtlinn, déi um Waasserschutzgesetz baséiert, a Kraaft getrueden ass, hätt eigentlech jiddweree misse virgewarnt ginn, dass et no enger Iwwergangszäit keng Toleranz méi duerfir géif ginn. Mä dat huet eenzel Gemenge leider net beandrockt, mam Resultat, dass Lëtzebuerg wéinst net konforme Kläranlagen - mir wëssen et - veruerteelt gouf a Strofe muss bezuelen.

Den Drock op d'Gemengen ass zanterhier gewuess, an déi finanziell Ënnerstëtzung fir d'Kläranlagen, déi eigentlech net dem Prinzip vum Käschtendeckungsprinzip entsprécht, gëtt graduell zréckgefouert.

Als LSAP begréisse mir et, Här President, dass d'Iwwergangszäit vun 12 op 24 Méint eropgesat gouf. Domat gëtt der Tatsaach Rechnung gedroen, dass et net ëmmer un de Gemengen hänkt, wann et net virugeet. Trotz allen Efforten am Beräich vun der Simplification administrative huelen déi néideg Prozeduren oft vill Zäit. An d'Gemengen hunn dorobber nëmmen e limitéierten Afloss. Mat der Ausdeenung vum Delai misst awer all Gemeng, déi sech seriö drëm beméit, fir hir Kläranlag op en akzeptabele Stand ze bréngen, eng ganz fair Chance hunn, nach kënne vun deene méi héije Subsiden ze profitéieren.

Et ass och ze begréissen, dass hei eng nei Dynamik entstanen ass, soudass mer als Land an e puer Joer awer missten e richtege Qualitéitssprong gemaach hunn, wat d'Ofwaasserbehandlung betrëfft.

Käschten entstinn awer net nëmme fir déi Gemengen, déi al Kläranlage moderniséieren, mä och fir Gemenge mat staarkem Bevëlkerungszouwuess, déi hir Capacitéite mussen erweideren. Dat muss an Zukunft onbedéngt méi staark berücksichtegt ginn, wa gréisser Logementsprojete geplangt ginn. Engersäits huet d'Gemeng jo d'Méiglechkeet, de Promoteur an engem gewëssene Mooss un de Käschte fir d'Équipements publics ze bedeelegen, anerersäits sollen d'Folgekäschten am Beräich vum Waasser méi staark mat akalkuléiert gi bei staatleche Färdermoossnamen, wéi mer se zum Beispill am Moment nach beim Pacte Logement kennen.

Wa vill gebaut gëtt, dann denkt een natierlech spontan drun, dass mer méi Crèchë brauchen, dass mer méi Schoule brauchen, dass mer méi Sportsinfrastrukture brauchen, mä vun de Kläranlage geet awer nëmme ganz seele rieds.

Doriwwer eraus ass et awer wichteg, dass mer no an no bei moderne Kläranlagen och eng véiert Stuf mat virgesinn, wou Medikamenten- oder och Pestizidréckstänn kënnen erausgefiltert ginn.

Dëse Projet de loi gesäit jo vir, dass déi Subsiden, déi et an Zukunft manner gëtt fir déi biologesch Klärstuf, kënne fir Pilotprojete genotzt ginn, wou de Stat alt bis zu 100% vun de Käschte kann iwwerhuelen. Dat ass sécher eng gutt Saach a sollt d'Gemengen och motivéieren, fir zu de Virreider an deem Beräich ze gehéieren.

Et soll och eng besser finanziell Ënnerstëtzung gi fir den Héichwaasserschutz, wou nach vill Efforten néideg sinn. Dat Geld ass ganz gutt investéiert, well de Schued, dee bei enger Héichwaasserkatastroph entsteet, ass däitlech méi héich. Ganz ofgesinn natierlech vu mënschlechem Leed, wa Leit hiert Haus oder, méi schlëmm esouguer nach, hir Gesondheet verléieren.

Als Konklusioun wéilt ech ënnersträichen, dass de Waasserschutz e ganz wichtege Sujet ass, dee méi an de Vierdergrond réckele muss, wéi dat vläicht an deene vergaangene Jorzéngten de Fall war. Dëse Projet de loi dréit derzou bäi, andeem en e bestoend Kadergesetz verbessert, an huet och natierlech domadder d'Zoustëmmung vu menger Partei.

Ech wéilt awer nach ophale mat enger klenger Weisheet, déi seet: „D'Waasser ass all Quell vum Liewen an elo musse mer et schützen, fir ze iwwerliewen." Merci fir d'Nolauschteren!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci, der Madamm Hemmen. Als nächste Riedner hunn ech den Här Henri Kox ageschriwwen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Fir d'Éischt wëll ech dann natierlech och mengem Kolleeg Rapporteur Merci soe fir dee ganz ausféierleche Bericht. De Gérard Anzia ass op déi gréisst Ännerungen agaangen an huet och Rappeller vun dem urspréngleche Gesetz scho gemaach, wat jo ënner CSV-Majoritéit deemools 2008 och gestëmmt gouf.

Ech wëll och nach eng Kéier dervu profitéieren opzezielen, wat déi Haaptgrënn waren, deemools dat Gesetz an d'Weeër ze leeden: Dat war éischtens den Drénkwaasserschutz. Zweetens war et, endlech am Gewässerschutz weiderzekommen; dass mer do ganz grouss Retarden haten, ass scho virdru vu menge Virriedner gesot ginn, et huet u Kläranlage gefeelt. Den drëtte war ganz kloer, an do sti mir als Gréng haut nach ëmmer hannendrun: Dat ass de käschtendeckende Präis um Prinzip vum Pollueur-payeur, wat u sech, mengen ech, awer och nach ëmmer kloer de richtege Prinzip ass.

Da war et och d'Andeelung vun de Secteuren. Mir hu gesot: Okay, mir hunn ënnerschiddlech Bedierfnesser, mir hunn ënnerschiddlech Belaaschtungen, sief et beim Verbrauch wéi och wat de Gewässerschutz ubelaangt, soudass mer och eng Andeelung gemaach hunn deemools vun Industrie, vu Landwirtschaft an ebe vun Haushalter. An och do sti mer, mengen ech, nach ëmmer hannendrun. An da waren natierlech och eng Rei vun anere Punkte wéi Renaturéierung, Héichwaasser an esou weider och schonn erwäänt ginn.

An dofir mengen ech, dass dat Gesetz, wat 2008 op de Wee geluecht ginn ass vun eben, wéi virdru gesot, engem Minister aus der CSV, deemools eng richteg Moossnam war, well mer extrem Retarden haten hei am Land. An et ass u sech schonn traureg, dass een dat iwwerhaapt muss an de Mond huelen, dass mir hei am Land weder de Waasserschutz nach den Ofwaasserschutz seriö geholl hunn an deene vergaangene Joren an dass mer dofir eben och souguer eng Strof vu Bréissel kritt hunn, déi och haut nach de Budget belaascht!

Ech denken, dass et héich Zäit gëtt, dass mer éischter iwwert d'Qualitéit vun eisem Waasser an Ofwaasser schwätzen, wéi iwwert d'Präisser. Ech denken, ech kommen och méi spéit a mengen Ausféierunge ganz kuerz drop zréck, firwat fir mech de Präis hei wierklech net méi an de Vierdergrond soll gestallt ginn, mä endlech eng seriö Ausenanersetzung iwwert d'Qualitéit souwuel vum Drénk- wéi vum Ofwaasser.

D'Gesetz huet awer missen op de Leescht geholl ginn. Meng Virriedner an de Rapporteur hunn dat ganz kloer gesot: Et waren Defiziter do a mir sinn eben net esou séier weiderkomm, wéi mer dat gehofft haten. Och déi immens héich Subventiounen, déi mer trotzdeem nach ëmmer haten, hunn net derzou gefouert, dass effektiv weder Schutzmoossnamen ëmgesat goufen nach dass Kläranlagen an där Schnellegkeet hu missen entstoen (veuillez lire: dass effektiv Schutzmoossnamen ëmgesat gi wären oder dass Kläranlagen an där Schnellegkeet entstane wären, wéi se hätte missen), fir dass dat och weidergeet. Dofir sinn Adaptatiounen duerchgefouert ginn an eppes, wat ee vu menge Virriedner virdrun zum Schluss gesot huet, wat ech och ganz staark wëll ënnersträichen, dat ass d'Adaptatioun un de Klimawandel.

Zwee Prinzipien huet de Klimawandel: Éischtens, mir mussen en eindämmen. Mir musse kucken, dass mer de Klimawandel net méi beschleunegen an dofir Moossnamen aféieren. Awer dat Zweet ass gradesou wichteg an ech mengen, déi Erausfuerderung gëtt vill méi grouss. Hei am Land spiere mer se och, mä an den Entwécklungslänner ass dat nach vill méi dramatesch, dat ass d'Adaptatioun un de Klimawandel.

A wa mer hei Héichwaasserschutz soen, ass dat och eng deels Adaptatioun un de Klimawandel, wann ech och un déi schrecklech Katastroph vum leschte Joer zréckdenken, wou wierklech e Plazreen erof komm ass. An déiselwecht Situatioun, wëll ech Iech nëmme soen, hate mir virun dräi Wochen zu Réimech, wou mer innerhalb vu 35 Minutten iwwer 35 Liter haten, wou och nach Knëppelstäng derbäi waren, esou zougaangen. An et ass e Gäertner ënnen an eisem Dierfchen, deen ënnerhalb vu siwe Minutten 1,50 Meter (veuillez lire: Waasser) a sengem Buttek stoen hat. Dat si Situatiounen, déi mer kengem wëlle wënschen, an dofir ass et wichteg, dass mer alles maachen, fir déi Adaptatioun esou gutt wéi méiglech an de Gréff ze kréien.

Et sinn eng Rei Adaptatioune gemaach ginn. Ech wëll déi net all widderhuelen. Ech huelen der e puer. Ech mengen, dass et ganz kloer eng Verbesserung ass, wat den Drénkwaasserschutz ugeet. Dat seet hei jiddwereen. Alleguerten d'Virriedner hunn dat an de Vierdergrond gestallt, dass déi Schutzzonen onbedéngt mussen endlech an Ugréff geholl ginn an dass do och eng ganz Rei vu positive Moossnamen elo komm sinn, Moossnamen, fir éischtens d'Subventioun an d'Luucht ze setzen, awer och d'Leit net eleng ze loossen. Ech mengen, dat ass wichteg.

Et ass virdru vun der Landwirtschaft geschwat ginn, d'Landwirtschaft hätt immens Oplagen. Et muss een awer soen, dass d'Landwirtschaft haut awer eng ganz Rei vu positive Begleetmoossname kritt. An dëst Gesetz mécht jo och eng Ouverture, dass mer endlech och Subventiounen iwwert de Waasserfong deene kënnen zeguttkomme loossen, déi eppes Effektives maachen. Si hu wirtschaftlech Aboussen an dat soll d'Gesellschaft fir dee gudden Déngscht un der Gesellschaft och honoréieren. An dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen, wann eng Moossnam an déi dote Richtung geet.

Natierlech ass d'Deckelung vun deem Fong (veuillez lire: néideg), well do ass eng Mass vu Suen, déi muss méiglechst gerecht opgedeelt ginn. Dofir geet dann eng Subventioun - an ech komme méi spéit dorop zréck -, déi vun de Kläranlagen, erof vu 65% op 50%. Och do sti mir als Gréng derhannert.

Ech denken, dass mir 100%eg hei zu deenen Ännerungen, oder net ech denken, mä mir stinn 100%eg zu dësen Ännerungen, well mir mengen, dass déi virgenannten Defiziter ganz kloer domadder kënne behuewe ginn.

Ech hu virdrun déi véier, fënnef Punkten ugeschwat, ech wëll déi eenzel eng Kéier ganz kuerz ofschaffen. Ech kommen dann op d'Drénkwaasser ze schwätzen. Drénkwaasser, ech mengen, dat ass och vum Rapporteur gesot ginn, wann et ee Gutt gëtt, wat mer misste schützen - a meng Virriednerin huet do souguer mat engem flotten Zitat opgehalen -, esou ass et fir mech och eng Selbstverständlechkeet, dass dat niewent der Loft, niewent dem Buedem d'Waasser ass; d'Waasser, fir ze liewen. Ech mengen, dat musse mer ganz kloer ënner Schutz stellen an dofir ass et och wichteg, dat ze maachen.

Mir hunn haut eng Produktioun - dat ass och scho gesot ginn - vun 120.000 m³ am Dag. Obschonn eis Bevëlkerung zouhëlt, esou hëlt awer de Verbrauch pro Kapp of. Et misst een awer elo eng Kéier d'Analys maachen, wou dann elo déi Pro-Kapp-Zuelen hierkommen. Ob et an deene Gemengen duerchgezu gëtt, wou e käschtendeckende Präis ass, wou en éierleche Präis ass, oder do, wou keen éierleche Präis ass. Et géif mech interesséieren, déi Analys eng Kéier ze maachen.

D'SEBES baut jo aus. Mir hunn et ënnerstëtzt, souwuel vum Stat, mir haten e Gesetz hei gestëmmt, net grad näischt, 166 Milliounen Euro investéiere mer an d'SEBES-Anlag, fir méiglechst gutt Waasser kënnen ze produzéieren. Awer och, well mer schonn am Virfeld mussen deels Pestiziden oder aner Partikelen aus dem Drénkwaasser, dem Uewerflächewaasser eraushuelen, well mer kee Schutz virdrun hunn, soudass mer am Nachhinein - dat ass déi „end of pipe"-Mentalitéit - immens mussen investéieren, fir dat ze maachen. Dofir ass et wichteg, dass mer d'Drénkwaasser direkt ënner Schutz huelen.

Et ass jo awer och traureg, dass mer déi lescht Joren hu misse Quellen zoumaachen - Quellen zoumaachen! -, well mer deels Pestiziden, Nitrater an ech weess net wat nach alles fonnt hunn, Metazachlor. Dir kennt déi ganz Diskussioun, déi mer doriwwer haten. Dofir ass et e Schutz, deen onbedéngt éischt Prioritéit muss kréien, an dofir kënne mer dat nëmmen ënnerstëtzen! An dofir sollte mer net de Bauer an den Eck stellen. Mir hëllefen him jo, dat esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen.

Et ass ëm déi Drénkwaasserschutzzone gaange virdrun an der Erklärung. Fënnef sinn der ausgewisen, siwe sinn der praktesch duerch a virun enger Woch oder zwou Woche sinn der nach eng Kéier dräizéng am Regierungsrot ugeholl ginn. Ech mengen, dass mer elo dee Retard lues a lues (veuillez lire: opschaffen), wëssend, de Rapporteur hat et gesot, 80 musse mer der ausweisen, an dat sinn der nach ganz vill. Ech mengen, et ass vun 10% vun der Landfläch geschwat ginn. Mä déi 10% sinn awer net onbedéngt bei de Baueren oder an der Landwirtschaft ze sichen. Et sinn der och ganz vill an de Bëscher respektiv souguer och an de bebauten Zonen an et ass do, wou de Schutz ganz prioritär muss ugesat ginn.

Et ass gesot ginn: „D'Primme ginn an d'Luucht", och schonn am PDR. Et muss een och soen, am PDR, dat heescht, am Gesetz vun der Landwirtschaft si scho Moossnamen do, fir dat ze ënnerstëtzen. Ech wëll drun erënneren: Virun 30 Joer ass déi Moossnam schonn a Bayern duerchgefouert ginn, d'Stadtwerke München hu scho virun 30 Joer e Kontrakt mat hirer Landwirtschaft gemaach, fir dat Einzugsgebitt vun hire Quellen esou gutt wéi méiglech ze schützen. An deemools ass dee Projet an d'Liewe geruff ginn, fir déi duerch eng aner Bewirtschaftung, awer och duerch Transfergelder, déi aus dem Drénkwaasser a Richtung vun der Landwirtschaft gaange sinn, ze ënnerstëtzen.

Da kommen ech zu de Kläranlagen. Dat war en zweete Punkt, wou mer - an dat ass och scho virdru gesot ginn - e wahnsinnegen Defizit awer hunn. Ech mengen, et ass awer schonn traureg, dass mer all Dag 2.800 Euro mussen op Bréissel schécken, well mer en Defizit do hunn. An ech wëll do op kee mam Fanger weisen. Ech weisen op meng eege Stiedchen: Mir hunn zwanzeg Joer gebraucht, bis mer e Standuert fonnt hunn, fir eng Kläranlag ze bauen. Ech kucken net op..., neen, mir kucken op eis selwer. Dofir, mir hate laang genuch d'Moyenen, fir déi Kläranlagen ëmzesetzen.

Mir hunn elo endlech eng Kläranlag op der Uewermusel, déi Réimech zesumme mat Schengen a mat Pärel bedreift, also déi vun der anerer Säit. Dat heescht, mir hu probéiert, dee Projet grenziwwerschreidend duerchzezéien, mä mir hunn awer zwanzeg Joer gebraucht! Mir hunn et net fäerdegbruecht, zu Lëtzebuerg en Terrain ze fannen, dofir si mer op eemol an Däitschland eriwwergaangen, fir deen Terrain ze fannen. Dat ass awer en Defizit, deen an der Kompetenz vun de Gemenge louch. Dat war, well keng Gemeng dat deemools wollt iwwerhuelen. Dofir däerf een haut net soen, dass mer elo bestrooft gi vum Stat, dass d'Gemengen net séier genuch gaange sinn.

Mir haten Zäit, ausräichend Zäit, an ech si frou, dass d'Ënnermusel zu Maacher - de Kolleeg Buergermeeschter ass de Moment net heibannen -, mä och zu Maacher si mer endlech esou wäit, dass déi Ënnermusel, sämtlech aner Gemenge vun der Musel kënnen ugeschloss ginn, soudass mer deen Defizit (veuillez lire: behuewen hunn). Et war ni eng Prioritéit op der Musel, eng Kläranlag ze bauen. Et huet ee jo ëmmer gemengt: „Oh, déi Musel ass grouss genuch, die wird es schon richten." Dat gi mer da weider, wëssend, dass déi Däitsch an d'Hollänner mussen aus der Musel respektiv aus dem Rhäin hiert Drénkwaasser eraushuelen. Dofir ass dat net verantwortungsvoll vis-à-vis vun deene Länner. Dofir ass et wichteg, dass mer endlech op deem Punkt noginn.

Dass haut déi Subventiounen erofginn, dat kënne mer ënnerstëtzen, well et ass virdrun erkläert gi vum Här Kaes, dass mer och en Deel scho kënnen ofschreiwen. Dat ass och esou. An deen aneren Deel iwwerhuele mer do vun de Bierger, andeems mer soen, de Pollueur-payeur-Prinzip gëtt ugewannt, net nëmme bei de Bierger, mä bei de Secteuren, bei der Industrie, soudass mer e käschtendeckenden an och neutrale Gesiichtspunkt innerhalb vun der Gemeng hunn. An dofir ass et nëmme richteg, dass mer déi Applikatioun hei gemaach hunn.

Et muss een awer och derbäisoen, dass mer awer, an dat war d'Diskussioun an der Kommissioun, déi Iwwergangszäit, an do kann de Vertrieder vun der CSV jo awer och zoustëmmen, deen Delai vun 12 Méint op 24 Méint an d'Luucht gesat hunn, fir d'Dossiere fäerdeg ze kréien. En ass virdrun an dem Detail op déi Opschaffung vun deenen Dossieren agaangen. Ech denken, dass déi Grenz vun 12 op 24, also dass mer elo 24 Méint Zäit kréien, fir dat ëmzesetzen, ass genügend. An ech mengen, dass dat endlech och deen néidegen Drock wäert ausüben, dass mer eis Responsabilitéiten op Gemengenniveau iwwerhuelen an dass mer deen Defizit, dee mer wierklech 20, 30 Joer do haten, endlech kënnen opschaffen.

An da wëll ech iwwergoen op dee Secteur, deen elo derbäikomm ass, wou gesot gëtt, jo, dat ass dann d'Recuperéierung op aner Beräicher wéi den Haushalt. An ech hu mer awer d'Méi gemaach, ech hunn d'Statec-Analys geholl an ech hunn de Wuerekuerf eng Kéier analyséiert, de Wuerekuerf, wivill mir alleguerten hei an der Moyenne, wuel gesot an der Moyenne, ausgi fir eist Drénkwaasser an d'Ofwaasser. An dat gëtt jo gerechent op Promill, et si 718 Punkten, déi de Wuerekuerf beinhalten. A fir d'Waasser an deene ganze 718 Punkte si genau 5,3 Punkten opzeweisen. Fir d'Ofwaasser sinn et 2,2 Punkten.

Ech wëll Iech nëmme soen, mir hate vill Diskussiounen hei an der Chamber iwwert de Kaffi, Téi an esou weider. Fir de Kaffi an den Téi, vläicht sinn et déi Kapselen, déi dat esou deier maachen, do gi mer haut schonn 2,3 Punkten aus an der Tabell vun dem Statec, fir eise Konsum ze decken. Dat heescht, fir de Kaffi gi mer méi aus a mir reegen eis do net op, wat mer do ausginn. Fir d'Drénkwaasser an d'Ofwaasser zesumme sinn et ëmgerechent a Prozenter 1,04%. Ech wëll dat net bewäerten. Ech wëll just nëmme soen de Fakt, d'Tatsaach, dass et wierklech homeopathesch ass fir d'Waasser, en Drénkwaasser oder e Gutt, e Liewensmëttel.

Et ass kee Liewensmëttel, wat esou propper ass, esou oft iwwerpréift a kontrolléiert gëtt vun de staatlechen Instanzen a vun de Gemengen. An all Gemengepappen a -mamme sinn esou responsabel vis-à-vis vum Drénkwaasser, dass se alles (veuillez lire: maachen), Dir wësst, dee Chaos, deen entsteet, dat héiert ee jo iwwert d'Medien, wann emol d'Drénkwaasser huet missen zougemaach ginn an et ass kee Responsabelen an deem Beräich, dee sech wëllt op den Hutt schreiwe loossen, dass en do eppes falsch gemaach huet.

Dofir mengen ech, dass mer dat endlech musse relativéieren, wat eist Drénkwaasser wäert ass, an dofir mengen ech, dass et e gudde Rappell ass, eng Kéier hei haart an däitlech ze soen, wat dat ass.

Sécher seet ee mer: Et ass kloer, et ass eng Moyenne. Jo, mir wëssen och, dass do am sozial schwaachen Akommes en Defizit ze sichen ass. Mä do mengen ech awer, an dat hunn ech an den Diskussioune vun dem viregte Gesetz 2008 nogelies, deemools stoung an de Rapporte ganz kloer, déi sozial Moossnamen, d'sozial Instrumenter sollen esou agesat ginn (veuillez lire: esou agesat ginn, dass dat sech ausgläicht). Et gëtt vun den Allocations de vie chère geschwat. An an all deene Gemengen, wou ech nokontrolléiert hunn, wou ee käschtendeckende Waasserpräis ass, sinn och d'Allocations de vie chère vun deene jeeweilege Gemengen esou an d'Luucht gesat ginn, dass et deenen entgéintkënnt, déi et wierklech néideg hunn. An dat ass och dat, wat ganz wichteg ass.

Dat sinn déi Punkten, déi aus eiser Siicht, mengen ech, begrënnen, firwat mir hei zu dësem Gesetz stinn, firwat mir dat hei zu 100% ënnerstëtzen. Ech mengen, dass net alles ëmmer 100%eg ass. Ech mengen, dass d'Richtung (veuillez lire: stëmmt), an dat ass dat Wichtegst, dass mer d'Drénkwaasser insbesondere richteg ënner Schutz huelen iwwert de Waasserschutz. Ech wëll net déi Prozenter nennen, well déi sinn och erschreckend. Wéi ass et? 2% vun eisem Uewerflächewaasser sinn an der Rei! Ech mengen, eleng déi Zuel mécht d'Importenz an och d'Urgence vun dësem Gesetz däitlech.

Da kommen ech zum Schluss, an do wëll ech awer och gären op den Héichwaasserschutz kommen. Ech kommen aus enger Stiedchen, déi iwwert d'vergaange Jorzéngten, Jorhonnerten ëmmer geplot war mam Héichwaasserschutz oder mat Héichwaasser. Sécherlech, d'Héichwaasser, esou wéi et soss war, näämlech dass et an deene grousse Flëss eriwwerkomm ass, wäert sech reduzéieren, well et kënnt éischter an deene klenge Baachen, well d'Wieder ganz anescht ass. Wa mir kee Schnéi an de Vogesen hunn an och net dee Reen, deen am Fréijoer war an de Schnéi dann entspriechend zum Schmëlze bruecht huet, da kréie mir och keen Héichwaasser.

Dat heescht, mir wäerten dat awer wohlwollend op der Musel, mä net nëmmen op der Musel, ophuelen, dass den Héichwaasserschutz, esou wéi dat an Däitschland och de Fall ass, mat 90% subventionéiert gëtt. Awer gradesou wichteg ass d'Renaturéierung. Et ass näämlech dat, wat et wichteg mécht, dass dat Waasser do opgeholl gëtt, wou et sech ausdeene kann, an dass déi Flächen dann och zu 100% ënnerstëtzt ginn an och subventionéiert an dass net nëmmen déi staatlech oder kommunal Institutiounen, mä dass awer och d'Privatleit, déi an deem Fall sinn, kënnen déi Ausweisung maachen an awer och déiselwecht Subventionéierung kréien.

Dofir kann et nëmmen en duebele Jo sinn - de Rapporteur hat schonn eng Kéier de Jo gesot - vun der grénger Fraktioun, awer och mäin Onversteesdemech, firwat déi gréissten Oppositiounspartei - woubäi et hiert Gesetz ass, dat deemools op de Wee geluecht ginn ass - haut dëst net kann ënnerstëtzen. Et ass e Bedaueren, mä trotzdeem si mir frou, dass mer hei, déi grouss Majoritéit an déi richteg Richtung geet. An ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Kox. Als nächsten geschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Effektiv, et ass schonn e puermol hei de Mëtteg gesot ginn, spéitstens déi klimatesch Verhältnisser aus deene leschte Wochen a Méint hunn erëm eng Kéier ganz kloer de Bewäis erbruecht, wéi wäertvoll Waasser ass. Och wann et gëscht an haut e bësse gereent huet - mä dat ass nëmme Gekëddels fir d'Natur -, hu mer awer spéitstens elo gemierkt, wat de feelende Ree vun negative Konsequenzen net nëmme fir d'Landwirtschaft, mä virun allem awer och fir eis Gewässerleef ka mat sech bréngen.

Ech wëll drun erënneren, datt am leschten hydrologesche Wanter zum Beispill nëmmen 251 Millimeter Ree gefall sinn. Dat waren nëmme 55% vun der Moyenne. Am Mee dëst Joer sinn 39,7 Millimeter gefall an do läit u sech normal d'Moyenne bei 77,3. Och an de leschte Wochen, wéi gesot, huet et praktesch guer net gereent.

Et ass just eemol méi ze bedaueren, datt esou Situatioune musse kommen, fir datt mer eis eemol méi erëm Gedanke maachen, wat dann de Wäert vum Waasser ass, datt mer eis wierklech Froe stellen, wéi mer d'Qualitéit vun eise Gewässerleef verbessere kënnen. Well dat misst u sech eng Konstant sinn. Mir missten eis u sech all Dag d'Fro stellen: „Wéi kënne mer d'Waasser méi respektéieren?" Mä et ass wéi oft am Liewen, datt, wann et engem gutt geet, ee ganz séier déi Zäiten ignoréiert, wou et engem manner gutt geet.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg ganz seriö Problemer mat der Qualitéit vun eise Gewässer. Wann een do d'Statistik kuckt, da musse mer eis net onbedéngt bretzen. Mir hunn u sech keen Iwwerflächegewässer - ech soen dat ganz kloer nach eng Kéier hei -, keen Iwwerflächegewässer, wat de Prädikat „ganz gutt" verdéngt. 23% weisen eng onbefriddegend Qualitéit op an 8% hunn esouguer carrement de Prädikat „schlecht" verdéngt. A wann een dann och de chemeschen Zoustand vun eise Gewässer kuckt, dann ass u sech praktesch kee Gewässer hei vu Lëtzebuerg, wat déi noutwendeg Normen erfëllt.

A wa mer dann och déi berüümte Waasserramerichtlinn eng Kéier analyséieren, wou mer jo schonn e puermol, kann ee soen, Rallongë gefrot hunn, da weess een, datt mer bis d'Joer 2027 op Basis vum Artikel 4 eis Gewässer mussen an en anstännegen Zoustand bruecht hunn. Ech wëll net onbedéngt e schlechte Prophéit oder negative Prophéit fir d'Zukunft sinn, mä ech géif elo scho bal all Wett mat agoen, datt mer dat och bis dohinner net wäerte fäerdegbréngen.

Jiddefalls als Fazit kann een direkt soen: Et mussen hei zu Lëtzebuerg nach enorm Efforte gemaach ginn, fir souwuel d'Qualitéit vun eise Gewässerleef wéi awer gegebenenfalls och d'Qualitéit vun eisem Drénkwaasser ze verbessere. Duerfir ass et, wéi gesot, och ze begréissen, datt mer haut eng Upassung vum Gesetz vun 2008 virhuelen, och wann een oder deen anere Punkt natierlech zu méi Diskussioune wäert Ulass ginn an och vläicht net onbedéngt iwwerall zur gréisster Zefriddenheet wäert geléist ginn.

Eppes ass ganz kloer an deem neie Gesetz: Ee wesentleche Punkt ass eng nei Tarifikatioun. Mir féieren eng nei Kategorie an, eng véiert Kategorie. Dat ass den Horeca-Secteur respektiv d'Campingen. Effektiv, dat ass hei scho gesot ginn, déi hunn natierlech saisonal Schwankungen an dowéinst menge mir och als Demokratesch Partei, datt et richteg ass, fir hei en zousätzleche Secteur virzegesinn.

Wa Waasser fir kommerziell Zwecker genotzt muss ginn, muss een natierlech aner Iwwerleeunge spille loossen. Ech wëll allerdéngs direkt hei ënnersträichen, datt dat awer net onbedéngt e Fräifaartsschäi soll sinn, fir Waasser einfach esou ze benotzen, mä och Waasser muss an deem Beräich ganz kloer mat enger grousser Virsiicht genotzt ginn an et muss virun allem gespuert ginn.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier op den Artikel 4 hiweisen, dee méi direkt och d'Landwirtschaft betréfft. Nun, als President vun der Agrarkommissioun ass een natierlech frou, datt hei versicht gëtt, och am Interêt vun der Landwirtschaft eng Rei Decisiounen zréckzebehalen, virun allem déi zum Beispill, wa Véi op der Weed ass a se saufen do Waasser aus dem Trach, dat elo aus engem Flosslaf genotzt gëtt, datt dat u sech net méi verrechent gëtt, wat eng positiv Entwécklung ass, wat och kann derzou bäidroen, datt och eenzel Bauere vläicht éischter derzou animéiert ginn, fir hiert Véi net méi d'ganzt Joer am Stall stoen ze loossen, mä fir et emol eng Kéier op d'Weed eraus ze loossen.

Da si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun vum Waasserpräis. Do gëtt et u sech natierlech tëschent der Regierung an der CSV, ben, fundamental Differenzen. Woubäi ech haut aus dem Mond vun dem CSV-Spriecher net direkt héieren hunn, datt e sech och derfir

agesat huet, fir en eenheetleche Waasserpräis fir d'Menagen duerch d'ganzt Land ze fuerderen. Dat ass eng Fuerderung, déi awer ëmmer erëm hei vun CSV-Spriecher, an ech ginn dervun aus, en huet jo awer dann och d'Mandat vun der ganzer Partei, gemaach gouf, datt soll am ganze Land en eenheetleche Waasserpräis fir d'Menagen elo festgehale ginn.

Ech wëll ganz däitlech hei ënnersträichen, datt dat eng Fuerderung ass, déi op daf Ouere bei der Demokratescher Partei fält. Mir als DP hunn do eng aner Approche. Mir sinn der Meenung, datt een net soll en eenheetleche Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg aféieren, virun allem aus dräi Haaptgrënn:

Éischtens emol ass et en direkten Agréff an d'Tariffautonomie vun de Gemengen. An ech mengen, Dir sidd jo awer och eng Partei, déi sech ëmmer fir d'Autonomie vun de Gemengen asetzt.

Dann däerf een awer och net vergiessen, datt d'Käschte fir d'Berechnung vum Waasserpräis awer vu Gemeng zu Gemeng enorm variéiere kënnen, woubäi ech Verständnis hunn, datt natierlech eng kleng Landgemeng, wat eleng de Reseau ubelaangt, vill méi Ausgaben a priori huet. Mä duerfir huet awer eng aner Gemeng op där anerer Säit och aner Depensen, déi eng kleng Landgemeng net huet.

An dann ass et virun allem ee Punkt, ee wesentleche Punkt, dat ass deen, wa mer en eenheetleche Waasserpräis hei zu Lëtzebuerg aféieren, da beloune mer an éischter Linn déi Gemengen, déi e bëssen de Luusspätter spillen, déi net gewëllt sinn, grouss Investissementer ze maachen am Interêt,...

(Interruption)

...dach, dach, grouss Investissementer am Interêt vum Waasserschutz ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat ass fir eis e wesentleche Punkt, firwat datt mir zum Beispill als Demokratesch Partei géint en Eenheetswaasserpräis sinn. Mir sinn der Meenung, de Prinzip vum Pollueur-payeur soll och um kommunale Plang seng Berechtegung hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass natierlech och besonnesch den Artikel 5 vun dësem Gesetz ganz interessant. Hei geet et jo natierlech ëm d'Kompetenz vum Waasserschutz. Déi ass laut dem aktuelle Stand natierlech bei de Gemengen ugesidelt. D'Gemenge si responsabel, fir d'Klärung vun den Ofwässer virzehuelen. Et ass duerfir an eisen Aen trotzdeem inakzeptabel, datt et awer nach ëmmer déi eng oder déi aner Gemeng duerch d'Land gëtt, déi mengt, dat wier esou e klenge Kavaléiersdelikt, wann een net géif déi néideg Efforte maachen, fir d'Ofwaasser anstänneg ze klären.

Ech muss och éierlech soen, ech war awer liicht verwonnert - liicht verwonnert, fir net méi ze soen! -, datt de Vertrieder vun der CSV, an ech gi jo dervun aus, datt dat och d'Meenung vun der ganzer Partei ass, hei awer reng präislech Iwwerleeungen an de Vierdergrond gesat huet vis-à-vis vun der Qualitéit...

Une voix.- Bravo! Exzellent!

Une autre voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...vun eise Gewässer. Bon, d'CSV muss dat da mat sech ofmaachen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Dat ass net richteg!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ech, wéi gesot, mengen awer nach ëmmer, datt, och wann d'Gemengen d'Responsabilitéit hunn - doriwwer kann een diskutéieren, ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, d'Gemengen hei awer eng grouss Responsabilitéit hunn an datt net a priori nëmmen de Präis däerf ausschlaggebend sinn, wann et ëm d'Qualitéit vun eise Gewässer geet.

Dowéinst, wéi gesot, datt elo an dësem Gesetz virgesinn ass, datt eng gewëssе Penalitéit, Sanktioun vis-à-vis vun eenzelne Gemenge kënnt, déi et an engem Zäitraum vun dräi Joer nach ëmmer net fäerdegbréngen, fir hir mechanesch Kläranlagen duerch eng biologesch ze ersetzen, datt déi doduerch mussen eben d'Taxe de rejet 100% verdeiert kréien, fannen ech awer eng ganz valabel, richteg Decisioun. Well et soll een elo net soen: „Am Zäitraum vun dräi Joer kann ech net ëmsuedelen." Well dee Problem ass jo awer net eréischt zënter dräi Joer bekannt!

(Brouhaha)

De Problem ass zënter Jorzéngte bekannt. Zënter Jorzéngte bekannt! Hei solle mer elo net eng Gemeng géint déi aner ausspillen. Mä mir wësse jo awer, datt et eenzelner gëtt, déi mengen, et wier méi wichteg, en deieren, schéine Centre culturel ze baue wéi emol eng anstänneg, effikass Kläranlag. Dat ass eng politesch Decisioun. Mä da brauchen déi Gemengen...

(Brouhaha)

Da brauchen déi Gemenge sech awer och net ze wonneren, wann elo emol eng Kéier de Stat higeet a seet: „Sou, elo geet et duer, elo zéie mer emol e bëssen d'Schrauf zou, an da bezuelt Der eben elo eng Taxe de rejet, déi méi héich ass!"

Datselwecht gëllt och fir déi Moossnameprogrammer. An déi Moossnameprogrammer...

Une voix.- Vu wat fir engem Programm schwätzt Der do, Här Graas?

M. Gusty Graas *(DP).*- Déi Moossnameprogrammer sinn och net onbekannt. Déi si schonn zënter Jore vum Stat festgeluecht, an zënter Jore kréien d'Gemengen déi matgedeelt an zënter Jore ginn d'Gemengen en Avis of an zënter Jore wëssen d'Gemengen och, wat op se duerkënnt.

(Interruption)

Ech wëll allerdéngs, ech si jo selwer e klenge Kommunalpolitiker. Et ass e bëssen eng Autokritik. Woubäi ech awer kann dann...

(Hilarité)

Woubäi ech awer dann däerf soen...

Une voix.- Maacht lech net méi kleng, wéi Der sidd!

M. Gusty Graas *(DP).*- ...- hei sinn der jo zwee, déi mech kontrolléieren -, datt zumindest meng Gemeng op deem Niveau net onbedéngt sënnegt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Graas, den Här Kaes wollt eppes soen. Oder hutt Der léiwer, wann en zum Schluss vun Ärer...?

Une voix.- An der Froestonn!

M. Gusty Graas *(DP).*- Also, ech weess, datt den Här Kaes ëmmer ganz pertinent Froe stellt, duerfir däerf en déi selbstverständlech roueg stellen.

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt u sech just nëmmen den Här Graas froen, ob hien net gutt nogelauschtert huet, wéi ech déi Saach erkläert hu vun den 1,74 Euro, wou ech gesot hunn, datt déi Gemengepappen a -mammen, déi eben net begeeschtert sinn, deen neidegen Invest hei ze maachen, datt déi u sech nach encouragéiert ginn. An datt mer dat net gutt fannen, hunn ech och nach derbäigesot - net gutt fannen! -, wann een do net seng Responsabilitéit als Gemengeverantwortlechen iwwerhëlt.

Et kann ee mer net hei ënnerstellen, ech hätt versicht, déi och nach iergendwéi a Schutz ze huelen. Et geet ganz kloer drëm, datt effektiv déi, déi sech schwéierdinn, an där Hisiicht eppes ze maachen, datt déi effektiv och nach encouragéiert ginn, well se maximum eng Charge vun 1,74 Euro pro m³, laut deene Sanktiounen, kënne kréien iwwert d'Taxe de rejet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP).*- Här Kaes, Dir hutt mir da wahrscheinlech och elo net richteg nogelauschtert, well ech ganz kloer gesot hunn: „Déi Problematik do ass net vun haut an déi ass net vu gëscht." Och déi Gemenge wousste scho joren-, jorzéngtelaang, datt se enorm Retard hunn, a se hunn sech all déi Joren derlaanscht gedréckt a si hu gemengt, et wier keng Prioritéit, an de Gewässerschutz ze investéieren.

Da brauche se sech net ze wonneren, datt eemol den Dag kënnt, wou ee seet: „Elo, wann ech gelift, elo musst Der reagéieren, oder Dir musst eng gewëssе Penalitéit entriichten!" Also ech mengen, dat kënne mer net falsch maachen. Et wier net fair, an ech wëll dat och net maachen, hei eng Gemeng géint déi aner auszespillen. Mä mir wëssen, mir wësse ganz kloer, datt de Gewässerschutz an där enger Gemeng eng Prioritéit huet an an där anerer Gemeng eng manner grouss Prioritéit huet.

Bon, wat eben, wéi gesot, elo de Gesetzesprojet u sech ubelaangt, si mir grosso modo mat deene meeschte Punkten d'accord. Et ass ee Punkt, wou ech herno nach kuerz wäert drop zréckkommen. Ënner anerem ass jo elo virgesinn, wat eng Evidenz ass, datt et verbueden ass, gefäierlech Substanzen an d'Waasser ze rejetéieren. Jo, mir fuerderen allerdéngs, datt do eng gewëssе Proportioun respektéiert gëtt, wann et erlaabt ass, déi kleng Remarque hei ze maachen.

Wa mer schonn de Fëscher penaliséieren, well en en halleft Pond Fudder ze vill an d'Waasser geheit, wat zum Deel och net ganz falsch ass, da wëll ech awer op där anerer Säit hunn, datt och dann déi Betriber, déi Gemengen, déi awer och problemlos eppes an d'Waasser ofloossen, wat net garantéiert ass, datt déi dann och mat därselwechter Verve vläicht an Zukunft wäerten dee Moment sanktionéiert ginn.

Datt mer an Zukunft och verstäerkt mussen op alternativ Energië setzen, ass evident. Dat ass en Thema, deen andauernd och hei zur Diskussioun steet, zu Recht. Da si mer natierlech och bei dem Waasser. Wéi wäit kënne mer Waasser notzen, zum Beispill fir Elektresch ze produzéieren? Och do muss een allerdéngs realistesch sinn. Notze vu Waasser, fir zum Beispill Stroum hierzestellen, bréngt och nei ekologesch Problemer mat sech. Wat heescht dat? Dat heescht, en Agréff an d'Morphologie vun engem Gewässerlaf. Och dat däerf een natierlech net ignoréieren.

Mir wëssen, datt dat zu enger Rei vu Problemer op de Gewässerleef féiert. Dat ka grav Konsequenzen och fir d'Biologie vun engem Gewässerlaf hunn. Dowéinst soll een dat och ëmmer mat enger gewëssener Reserv gesinn. A mir bleiwen nach wie vor der Meenung, Jo zur Notzung vum Waasser, fir alternativ Energie ze produzéieren, awer Neen, wann et gläichzäiteg zu enger Zerstéierung vun enger natierlecher Morphologie vun engem Gewässerlaf féiert.

Dat bréngt mech dann natierlech och zu engem wesentlechen Aspekt vun dësem Gesetz, dat ass d'Renaturéierung. An och do muss ee ganz éierlech sinn. Mir hunn - a wann ech soen „mir", dann ass dat parteiiwwergräifend, well et ass ëmmer nach d'Politik, déi responsabel ass -, mir hunn enorm gesënnegt do an deene leschten, ech soen net an deene leschte Joren, ech soen och net an deene leschte Jorzéngten, mä ech ka roueg soen, an deem leschte Jorhonnert. Do sinn effektiv ganz vill Gewässerleef haart verbaut ginn, déi natierlech Struktur ass zerstéiert ginn. An et gëtt bal keng Gemeng, bal keng Gemeng am Land!, déi net ka soen, datt och op hirem Gebitt nach iergendwéi eng Baach oder e Gewässerlaf haut an enger onnatierlecher Struktur sech presentéiert. Dat däerf, dat kann net méi sinn!

Wat mer näämlech oft ënnerschätzen, dat ass virun allem awer och déi Stäerkt vun der Selbstrengegungskraaft, déi entsteet, wa mer erëm e Gewässerlaf an eng natierlech Morphologie zréckversetzen. An heiansdo freet ee sech: Firwat hu mer net de Courage, fir dat méi ze maachen? Well mer eben nach ëmmer dat Denken hunn, et muss alles propper sinn, et muss alles riicht gezu sinn. Dat muss der Vergaangenheet ugehéieren.

Duerfir fannen ech et och ganz gutt an dësem Gesetzesprojet, datt elo zum Beispill och Privatpersounen, datt zum Beispill och Gesellschaften, elo eligibel sinn, wa se e Projet eraginn. Da kann, wéi gesot, och eng Renaturéierung op déi Manéier gemaach ginn. Dat wäert och vill Leit dozou incitéieren, fir endlech och méi aktiv op deem Gebitt ze ginn. Ech denken zum Beispill och u Besëtzer vu Millen. Wou, an der Zäit, ech verstinn dat och, do war en aneren Zäitgeescht, do sinn Däicher amenagéiert ginn, do si Kanäl amenagéiert ginn. Mä dat huet enorm vill Schued un de Gewässerleef mat sech bruecht. Datt mer déi Leit also haut verstäerkt ufänken ze ënnerstëtzen, wa se bereet sinn, och déi Barrièren eng Kéier opzehiewen, ze zerstéieren. An dat ass e wesentlechen Aspekt och vun dësem Gesetz.

Ech wëll och drun erënneren, datt zum Beispill elo ronn 21 Projeten an der Planung sinn. 5,9 Milliioune goufen an deene leschten dräi Joer do fir d'ekologesch Duerchwanderbarkeet investéiert. Dat sinn iwwregens Informatiounen aus enger Äntwert op eng Question parlementaire, déi ech zesumme mat mengem Fraktiounskolleeg Änder Bauler gestallt hat. An et ass och richteg, datt mer op deem Wee weiderginn.

Natierlech befanne mer eis do permanent an engem gewëssene Spannungsfeld tëschent privaten Interessen an och allgemengen Interessen. An da si mer och bei der Duerchwanderbarkeet vun eise Gewässerleef, déi nach enorm vill Defiziter opzeweisen huet. An datt do nach eng Rei Aarbechte musse gemaach ginn, ass net méi wéi normal.

A wat oft vergiess gëtt bei der Renaturéierung, mä dat ass awer och dee positiven Impakt, deen et op d'Iwwerschwemmungsgeforen huet. Dat gëtt jo vill ze vill oft ënnerschat. Wa mer Gewässerleef renaturéieren, huet dat och e positiven Impakt, wéi gesot, op d'Iwwerschwemmungsgeforen. Ech erënneren hei zum Beispill un den Iernzdall. Et gëtt elo gläich e Joer, datt do déi extrem Katastroph war. Duerfir ass et och gutt, datt elo déi Iwwerschwemmungskaarten do eng legal Basis kréien, datt se och méi respektéiert ginn, bei der Ausweisung vun den neie Lotissementer zum Beispill.

Richteg ass och, datt an Zukunft Bebauungszonen oder Zonen, déi an der Zone différée sinn, déi solle reklasséiert ginn, datt déi nëmmen däerfe reklasséiert ginn zum Beispill fir en nei Lotissement, wann a priori garantéiert ass, datt och déi néideg Waasserinfrastrukture garantéiert sinn.

An ech wëll elo net nëmmen op d'Waasserversuergung ze schwätze kommen. Ech bleiwen och der Meenung, datt keen, awer och wierklech kee Lotissement méi dierft hei am Land autoriséiert ginn, wann net a priori wierklech garantéiert ass, datt och d'Ofwässer op eng anstänneg Aart a Weis kënnen herno un eng Kläranlag ugeschloss ginn an och deementspriechend kënne geklärt ginn.

Dat bréngt mech och dozou, zum Beispill iwwert d'Flosspartnerschaften nach e Wuert ze verléieren. Mir hunn där e puer am Land, déi eng ganz gutt Aarbecht maachen. Ech gesinn dat souguer als komplementar zu der staatlecher Aarbecht, déi um Niveau vum Environnement, vun der Administration de la gestion de l'eau gemaach gëtt. Do entsteet eng eegen Dynamik. An dat ass och gutt esou. Déi Leit hunn heiansdo vläicht méi Fräiraum.

Datt dat elo nach ausgedeent gëtt op d'Iwwerschwemmungszonen, dat ass och ganz kloer ze verstoen. Woubäi een och ka soen, et kënnen net déi zwou Partnerschaften an enger zesummefléissen. Well, sech fir eng Flosspartnerschaft asetzen, heescht fir mech awer automatesch, sech gläichzäiteg och mat dem Volet vun der Iwwerschwemmungsproblematik auserneenzesetzen.

Dann natierlech d'Quelleschutzzonen. Jo, déi sinn hei de Mëtten natierlech och schonn e puermol ugeschwat ginn. Och do, soen ech ganz éierlech, brauche mer eis awer wierklech net ze bretzen. Ech erënneren nach eng Kéier un e Gesetz hei vum 27. Juni vun 1906. Ech war ni gutt an der Mathematik, ech mengen, et sinn 111 Joer hier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gutt drun erënnert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo. Mir zwee waren derbäi.

(Hilarité)

Also, wann ech awer kucken, wat mer an deenen 111 Joer erreecht hunn, da brauche mer eis awer wierklech keng Medail unzespéngelen. Mir hu praktesch guer näischt erreecht!

Ech muss awer soen, datt zumindest ënnert dëser Regierung eng nei Dynamik entstanen ass.

(Brouhaha)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass perfekt.

M. Gusty Graas *(DP).*- Dat ass och richteg, datt elo effektiv emol Bewegung an deen Dossier komm ass, datt nei Quelleschutzzonen ausgewise goufen. An dat ass jiddefalls ee Meritt, dee mer och ze schätze wëssen.

(Brouhaha)

Jiddefalls, déi Quelleschutzzonen, déi gi jo an dräi Kategorien agedeelt. Ganz kloer ass, et muss fir déi immediat Quelleschutzzonen an Zukunft eng Nulltoleranz ouni Zweifel gëllen. Well iwwert d'Grondwaasserqualitéit kënne mer eis jo ganz vill hei ausloossen. An et si Leit heibannen, déi Experte sinn op deem Gebitt. Ech mengen, déi géife mer awer net widderspriechen, wann ech géif soen, datt eist Grondwaasser hei zu Lëtzebuerg extrem héich Problemer huet.

Dann, wa mer scho beim Drénkwaasser sinn, wéi gesot, si mer och ganz séier beim Stausé vun Esch/Sauer, iwwert deen och villes ze soe wier. An dësem Gesetz ass jo ënner anerem och virgesinn, datt zum Beispill elo Booter, déi um Stausé do ronderëmdreiwen, ouni datt de Proprietaire sech drëms bekëmmert - do soen ech ganz éierlech: Dat muss der Vergaangenheet ugehéieren! -, datt mer hei ganz kloer Linne festsetzen, wéi dat an Zukunft soll geréiert ginn, dat ass net méi wéi richteg.

Den Artikel 19 vun dësem Gesetz, dee verfeinert dann den Artikel 46 vum besteeënde Gesetz. Hei geet et jo ëm d'Ausweisung vu Waassermassen, déi kënne genotzt ginn, theoretesch, zum Beispill fir d'Produktioun och vun Drénkwaasser. Mir hunn dee ganz grousse Privileeg hei zu Lëtzebuerg, datt mer jo praktesch kënnen aus dem Volle schëpfen, wéi een esou schéi seet op Lëtzebuergesch.

Mä op där anerer Säit däerf een net ignoréieren, datt vläicht awer an enger noer Zukunft, an d'Experte soen, esou ab 2025, 2030, sech och Problemer kéinte bei der Versuergung vum Drénkwaasser astellen. Datt mer eis dann awer och elo scho mussen eeschthaft Gedanken maachen: Wéi kënne mer eng Versuergung vun

der Populatioun a vun der Industrie och garantéieren? Et gëtt sech Gedanke gemaach: Wéi kënne mer aner Alternative sichen?

Ënner anerem soen d'Experte jo och, datt ee gegebenenfalls kéint Drénkwaasser aus der Musel produzéieren. Deen éischte Moment gesäit een dat e bëssen als futuristesch an illusoresch un. Technesch ass dat mat Sécherheet vläicht méiglech. Mir mussen allerdéngs eis och bewosst sinn, a mäi Virriedner, den Här Kox, ass schonn drop agaangen - d'Musel huet jo net onbedéngt de Ruff vun engem ganz kloren a proppere Gewässer -, datt do gewëssen Efforte gemaach gi sinn, mä mir wëssen awer och, datt d'Musel nach ganz grouss Problemer kennt, ënner anerem wat d'Temperatur ubelaangt, bedéngt och duerch d'Killwaasser vu Cattenom.

Mä zu dësem Zäitpunkt ass et awer och wichteg, datt mer eis Gedanke maachen: Wéi soll eis Drénkwaasserversuergung an 20, 30 Joer ausgesinn?

Dann natierlech wëll ech awer zum Schluss virun allem op dee Punkt ze schwätze kommen, deen, net zu Onrecht, soen ech ganz éierlech, zu villen Diskussioune gefouert huet an och nach wäert féieren. De Syvicol huet sech ganz kritesch do geäussert, anerer hu sech dozou geäussert. Et geet ëm, wéi gesot, dee berüümten Artikel 32 an zwar ëm déi staatlech Subventiounen, virun allem beim Bau vu Kläranlagen, wou jo den Taux elo vu 65% op 50% zréckgefouert gëtt.

Ech soen et ganz éierlech hei: Och an der DP ass keng grouss Well vun Euphorie ausgebrach, wéi mer deen Text do gelies hunn. A mir hunn eis och eis Gedanke gemaach. A mir bleiwen och, dat soen ech ganz offen hei, net skeptesch, mä trotzdeem hoffe mer jiddefalls, datt eis Befierchtunge sech net wäerten an deem Sënn ëmsetzen, datt elo vläicht de Contraire erreecht gëtt vun deem, wat hei gemengt ass.

D'Zréckféiere vu 65% op 50% kann - kann, ech schwätzen am Conditionnel! - derzou féieren, datt natierlech deen een oder deen anere Syndikat oder déi eng oder déi aner Gemeng der Meenung ass, datt se elo vläicht manner motivéiert wier, fir an d'Klärung vun den Ofwässer ze investéieren. Dat wier ganz schued. Dat wier ganz schlëmm. Ech hoffen, datt ech mech iren. Ob et dee richtege Wee ass, muss sech erausstellen.

Mä da si mer awer ganz séier bei der Diskussioun, ob et iwwerhaapt nach opportun ass, datt eleng d'Gemenge responsabel gemaach gi fir d'Klärung vun eisen Ofwässer.

Ech ginn Iech e ganz einfacht Beispill: Mir hunn de Floss x, mir hunn d'Gemeng A, déi mécht maximal Investissementer, fir d'Klärung vun de Gewässer virzehuelen. Huele mer d'Gemeng B, déi mécht praktesch guer näischt: Dann hu mer dem Floss u sech net vill genotzt. Ob et dann net awer vläicht an der Iwwerleeung richteg ass, fir dann de Stat méi ze responsabiliséieren, mat dem Verbond vun de Gemengen? Vläicht géif dat och derzou bäidroen, datt nach méi eng Dynamik an d'Gewässerklärung kéim. Bis dohinner ass vläicht nach e wäite Reflexiounsprozess ze maachen.

Jiddefalls, eppes ass kloer: D'Gemengen hunn awer ëmmer d'Responsabilitéit a sollen och hir Responsabilitéit deementspriechend iwwerhuelen.

Et sinn awer natierlech nach eng Rei aner Punkten, déi ganz interessant, ganz wichteg an dësem Gesetz sinn. Zum Beispill, datt och elo bis zu 100% kënnen Etüden, nei Technologien ënnerstëtzt ginn. Ech denken och virun allem un déi sougenannte véiert Stuf, déi jo virgesinn ass an déi och muss kommen, wat, wéi gesot, d'Klärung vun iwwerméissege Medikamenteréckstänn an den Ofwässer ubelaangt.

Dann och nach e Wuert zu dem Klorecht - dat ass hei elo de Mëtten nach net ernimmt ginn -, wat elo iwwerdroe gëtt op auslännesch Naturschutzorganisatiounen. Jo, wann een dat duerch e reng europäesche Brëll gesäit, da kann een dat guttheeschen. Ech sinn awer ganz éierlech: Wann e Lëtzebuerger Bierger elo vun enger auslännescher Naturschutzorganisatioun vläicht verklot gëtt, wat laut europäeschen Espriten, Dispositioune legitimm ass, legal ass, kann dat awer vläicht zu gewëssenen Diskussioune féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een nach ganz vill iwwert dat Gesetz hei soen, wat ënner anerem jo och e Finanzéierungsgesetz ass. Et geet hei rieds iwwer ganz vill Tauxen, et geet hei rieds iwwer ganz vill Ënnerstëtzungen, déi Privatleit, déi Gemengen, déi Syndikater zouerkannt ginn. Dat ass richteg, soss kéint de Gewässerschutz net op deem Niveau fonctionnéieren.

Ech wëll awer hei ganz kloer och nach betounen: Mir hunn eis vill Gedanke gemaach a mir maachen eis ëmmer erëm vill Gedanken iwwert de Waasserpräis. An ech enchaînéieren e bëssen dat, wat och mäi Virriedner hei vun deene grénge Kolleege gesot huet: Loosse mer eis awer och emol eng Kéier bewosst sinn, datt mer déi ganz, ganz grouss Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg am Duerchschnëtt 3,5 Euro fir 1.000 Liter - fir 1.000 Liter! - héich qualitatiivt Drénkwaasser ze bezuelen! Ech fannen et awer ëmmer e bësse schued, wann dann - a besonnesch d'Gemengeverantwortlech kréien dat jo als Éischt ze spieren - eng Diskussioun lassgetrëppelt gëtt, well de Waasserpräis soll ëm 5, 10, 15% gehéicht ginn. Da mengt ee bal, et géif eng nei Revolutioun ausbriechen.

Ech mengen, och do solle mer eis bewosst sinn, wat fir eng Chance datt mer hunn. An datt de Präis net soll a priori iwwer all Decisioun dominéieren. Wuel wëssend - wuel wëssend! -, datt et natierlech, selbstverständlech Leit gëtt, déi dat zu Recht aus engem anere Bléckwénkel gesinn. An do hu mer jo awer och Mechanismen, fir dann deementspriechend anzewierken.

Dowéinst, wéi gesot nach eng Kéier, ech hoffen, datt an Zukunft de Gewässerschutz, den Drénkwaasserschutz net marginal wäert behandelt ginn, au contraire, nach vill méi eng offensiv Politik wäert developpéiert ginn. D'Regierung soll wierklech opgefuerdert ginn, déi néideg Kreditter zur Verfügung ze stellen. An et soll kee kommen: „Et si keng Sue méi um Waasserfong." Dat däerf et net ginn! Dat däerf et net ginn, woubäi natierlech d'Geld net däerf egal wéi no baussen ausgedeelt ginn.

Mä ganz kloer muss et eng Prioritéit sinn, net nëmme fir dës Regierung, mä och fir déi zukünfteg Regierungen. Et ass eng grouss Erausfuerderung fir eis als Gesellschaft. Mir mussen zousätzlech gréisser Investissementer maachen. Et ass an eiser aller Interêt. Wa mer kee Waasser hunn - ech weess, et kléngt klischeehaft -, dann ass kee Liewe méi.

(Interruption par la présidence)

Ech gi mech elo, Här President.

Merci nach eng Kéier dem Rapporteur Gérard Anzia fir seng ganz gutt Aarbecht, déi e geleescht huet. An deem Sënn wäert ech selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dem Kolleeg Gérard Anzia Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëse Projet, dee sech mam Drénkwaasser, mam Ofwaasser a mam Héichwaasserschutz befaasst.

Ech mengen, nodeem elo vill vun eise Kolleege scho méi an d'Detailer agaange sinn, wollt ech am Fong déi ganz Diskussioun e bëssen an d'Iwwerleeung, an de Kontext setze vun deem Eng-Millioun-Awunnerstat, dee mer ustriewen. An ech héieren hei, vu menger grénger Säit hei lénks, schonn e bësse Gegrommels. Woubäi dës Regierung a virun allem déi gréng Ministere jo awer alles maachen, fir an enger nach ni gekannter Vitesse wëllen op deen Eng-Millioun-Awunnerstat hinzesteieren.

Ech mengen, datt mer am Ableck scho Problemer hu mat der Waasserversuergung, der Knappheet. Mir hunn dat alleguer elo festgestallt. Wann et eng Woch waarm ass hei zu Lëtzebuerg, dann hu mer och schonn hei zu Lëtzebuerg Problemer mat der Waasserversuergung. Och wann de Pro-Kapp-Verbrauch vum Waasser zréckgaangen ass, esou ass dach global gesinn de Waasserverbrauch an d'Luucht gaangen.

An duerfir muss ee sech d'Fro stellen: „Wa mer als Land weider esou wuessen, ekonomesch an och wat d'Populatioun ubelaangt, wou gi mer an 10, 20, 30, 40 Joer dat Waasser sichen?" An ech wier frou, wann d'Madamm Minister, Här President, eis dorobber kéint eng Äntwert ginn, ob d'Regierung sech och Gedanke gemaach huet, wou mer dat Waasser siche ginn, wa mer eng Kéier bei enger Millioun Awunner ukommen.

Et ass schonn de Mëtten hei gesot ginn: Et gëtt haut scho geschwat vun Experten, datt mer dann aus der Musel missten Drénkwaasser maachen. Sécherlech ass dat haut méiglech, fir esou eppes ze maachen. Mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob d'Lëtzebuerger wëllen esou wuessen, datt herno eng vun de Konsequenzen ass, datt mer d'Waasser vun der Musel musse propper maachen, fir kënnen ze drénken, an datt net méi, wéi dat an der Vergaangenheet war, eist natierlecht Waasser, wat propper ass, vun de Quellen, aus dem Stauséi, duergeet fir ze benotzen.

En Zweet ass d'Ofwaasser, d'Kläranlangen. D'Kläranlagen, mengen ech, wësse mer alleguer, datt mer an deene leschten 20, 30, 40 Joer ëmmer hei an dem Parlament diskutéiert hunn, an all Regierung, déi do war, huet e Maximum gemaach. Dat war wéi den Alex Bodry Émweltminister war, de Marco Schank an alleguer wéi se do waren. An ëmmer hu mer eis op d'Schëller geklappt, datt mer e Maximum géife maachen, fir d'Ofwaasser ze klären. Mam Resultat, datt mer nach ëmmer an därselwechter Situatioun sinn an nach ëmmer en Nachholbedarf hunn, wou mer esou séier net wäerten nokommen.

An och wa mer esou weider wuessen - och wa mer esou weider wuessen! -, da wäert dee Problem och net geléist ginn. Da wäert dee Problem sech ëmmer erëm stellen, well dann eben dee Wuesstum, d'Konsequenze vun deem Wuesstum méi grouss si wéi dat, wat mer am Ableck amgaange sinn oder fäerdegbréngen, fir kënnen an déi Richtung ze investéieren.

Datselwecht ass mat den Iwwerschwemmungen. Ech hu mengem Virriedner, dem Kolleeg Gusty Graas, elo ganz gutt nogelauschtert, deen och vun den natierleche Waasserflëss geschwat huet. Mä et ass net nëmmen duerch de Klimawiessel, datt mer haut esou Iwwerschwemmungen hunn. Selbstverständlech, wa mer eng Katastroph hunn, wéi mer se am Iernzdall haten, dann ass dat eng Katastroph, déi mer eben hunn. Mä déi Katastrophen, et muss ee soen, et ass och net fir d'Éischt, datt mer esou eng hunn, wéi dat elo am Iernzdall war.

Där hate mer och schonn an de 50er Joren. Dat kann ech mech erënneren, datt där och scho waren. A wa mer hei ënnen an de Gronn ginn a mer kucken do d'Fassade vun de Maueren, da stoung d'Waasser scho virun honnert Joer dräi a véier Meter héich doënnen am Gronn; op der Eecher Plaz stoung et scho meterweis héich.

Dat heescht, dat ass och keen neie Moment. Et ass e Moment, dee sech periodesch widderhëlt. Woubäi ech awer kloer wëll soen, datt mer alles musse maache fir de Klimaschutz, fir dem Klimawandel ze begéinen. Ech wëll dat also net domadder klengrieden, mä et soll een awer elo net higoen a maachen, wéi wann dat doten en neie Phenomeen wär. Deen hu mer ëmmer kannt.

Da gëtt geschwat vun natierleche Waasserleef. Wann ech gesinn, wat mer hei an dësem Land am Ableck amgaange sinn zouzebëtonéieren; do ass dës Regierung Weltmeeschter dran. De Combel ass am Fong, datt mer ee Minister hunn, dee sech „Nohaltegkeetsminister" nennt. Dat richtegt Wuert wier, wann e géif Bëtongsminister heeschen, well esou vill, wéi momentan zoubëtonéiert gëtt hei am Land, ass nach ni gemaach ginn!

An, Kolleeg Gusty Graas, wa mer kucken, tëschent Beetebuerg an Diddeleng, do gëtt et geschwënn nëmme méi Bëtong. Do ass och eng Kéier eng natierlech Baach gelaf. Mir hunn heibannen alleguer den Terminal zu Beetebuerg gestëmmt. Mir hunn en och matgestëmmt. Mä wësse mer, wéi vill Hektaren datt do zoubëtonéiert ginn, wou d'Waasser herno sech konzentréiert? An dat ass och ee vun de grousse Problemer, dee mer hu bei den Iwwerschwemmungen, datt doduerch, datt mer intensiv...

Viru 50 Joer hate mer an den Uertschaften nach deelweis keng Kanalisatiounen, dann ass d'Waasser an d'Wise gelaf. Dunn hu mer alles kanaliséiert. Mir hu Collecteure gemaach. An haut, wann ee Wieder kënnt, dann ass bannent e puer Minutten dat Waasser konzentréiert an enger Baach. An dann ass dat normal, datt déi Baache méi séier Waasser kréien, méi konzentréiert Waasser kréien, an datt dann eben Iwwerschwemmunge kommen.

A wéi gesot: Mir bëtonéiere maximal zou am Ableck! Wéi gesot, wann een tëschent Beetebuerg an Diddeleng kucke geet - ech sinn nach de Moien derlaanschtgefuer -, wann een dee ganzen Terminal kuckt, wéi vill Hektaren hu mer do zoubëtonéiert! An dat Waasser leeft dann och net méi konzentréiert an eng Baach, well déi Baach ass mat zoubëtonéiert ginn, mä et leeft a Réier, wou et da weidergeleet gëtt...

(Brouhaha)

Ma sécher, et ass dach e groussen Deel... Et ass ëmgeluecht ginn. Et ass ëmgeluecht ginn hannen.

(Interruption)

Mä et ass och en Deel, deen ënner Réier...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Et leeft och een, Madamm...

(Interruption)

Et leeft och een Deel duerch Réier bei deem Site do. Also Dir braucht elo net hei ze maachen, wéi wann dat net esou wier! Et ass zoubëtonéiert ginn, an dat Waasser kënnt konzentréiert an déi Baachen zréck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hunn nëmmen zéng Minutten. Ech hunn nëmmen zéng Minutten!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir kritt déi selbstverständlech ugerechent!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo dann.

(Brouhaha)

Da kënnen d'Froe gestallt ginn. Da maache mer et esou, Här President.

(Brouhaha)

Déi leschte Kéier war et och esou, an herno hat ech awer keng Zäit!

Une voix.- Traut Der Iech net, op eng Fro ze äntwerten?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si gäre bereet, wa meng Riedezäit ofgelaf ass, datt Dir dann...

Une voix.- Ma déi gëtt jo gestoppt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...mir all déi Zäit zur Verfügung stellt,...

Une voix.- Déi gëtt jo gestoppt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir datt d'Kolleege kënne Froe stellen.

Une voix.- Da behaapt keng Saachen, déi net wouer sinn!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass also...

(Brouhaha)

Kloer. Et ass dee stramme Wuesstum...

Une voix.- Behaapt näischt, wat net wouer ass!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Datt dee stramme Wuesstum och Konsequenzen huet...

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen!

(Brouhaha)

Kolleegen, och den Här Gibéryen. Eng Sekonn, eng Sekonn! Här Graas, Dir kritt nom Gibéryen selbstverständlech, nom Här Gibéryen selbstverständlech d'Wuert. Wann den Här Gibéryen léiwer hätt, dass dat duerno gemaach gëtt, da kritt Dir duerno d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An entschëllegt fir „de Gibéryen".

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat mécht näischt, Här President.

Ech hätt duerfir d'Fro un d'Madamm Minister, ob se eis kéint soen, wéi d'Regierung aus der Siicht vun haut d'Waasserversuergung gesäit, wa mer weider esou wuessen, op eng Millioun Awunner higinn, wat do d'Konsequenze wieren, ob dat machbar ass, wou mer dat Waasser géifen hierhuelen. An och, wat dat am Beräich vum Ofwaasser als Konsequenzen huet. Dat géif jo och praktesch bedeiten, datt mer...

(Interruption)

Ech fannen, Här President, datt eis gréng Kolleege ferm nervös sinn. Also...

(Brouhaha)

Well mat deem Projet hei ginn natierlech d'Taxen, ech kommen elo drop ze schwätzen, méi deier. An do kënnt dat aalt Spréchwuert, datt Gréng deier gëtt. Dat gëtt hei erëm eng Kéier...

Une voix.- Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat gëtt hei erëm eng Kéier confirméiert. Well wa mer mat dësem Gesetz, mat dësem Gesetz, wou jo och d'Gemengen engersäits manner u Subventioune kréie bei de Kläranlagen...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert a soss keen!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...bei de Kläranlage manner Subventioune kréien, gegebenenfalls, wann an engem bestëmmten Delai net d'Prozeduren ugelaf sinn, och Strofe kënne

kréien, da gëtt hei gesot: „Ma da ginn déi Gemenge gestrooft!" Neen, d'Gemenge ginn net gestrooft, d'Leit aus deene Gemenge gi gestrooft! Well déi mussen déi Taxe bezuelen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An duerfir muss ee wëssen, datt dat heite bedeit, wa mer dat hei alles duerchzéien, datt d'Leit herno nach méi héich Waasser- an Ofwaassertaxen ze bezuele kréien. An da gëtt hei gesot, dat wier jo awer an deene Gemengen, déi e käschtendeckende Waasserpräis hunn, nogekuckt ginn, do wier jo och d'Allocation de vie chère deen Ableck ugepasst ginn. Mä nach laang net fir all Leit, déi haut Problemer hunn, fir de Gemengen hir Taxen an hir Rechnungen ze bezuelen, an et gëtt der ëmmer méi!

Et si jo genuch Buergermeeschteren heibannen, déi kënne jo emol mat hire Receveure schwätzen, wéi séier datt d'Leit haut hir Rechnungen op der Gemeng bezuelen a wéi séier datt se virun 20 Joer d'Rechnungen op der Gemeng bezuelt hunn. Et ass e gewaltegen Ënnerscheed entstanen, e gewaltegen Ënnerscheed entstanen! D'Leit hunn haut vill méi Problemer, déi héich Rechnungen, déi d'Gemengen ausstellen, ze bezuelen.

An duerfir geet et net méi duer, datt déi Leit, déi ënnert d'Konditioune vun der Allocation de vie chère falen, datt déi domadder gehollef kréien, mä dat geet haut wäit, wäit doriwwer eraus.

An duerfir proposéiere mir och, datt een net soll nëmmen iwwert de Wee vun der Allocation de vie chère déi Leit kompenséieren, mä datt ee soll e progressiv gestaffelte Waasserpräis aféieren, wou en d'Grondbasis, wat eng Famill, wat eng Persoun brauch, datt een - mir schwätzen do vun 30 Fudder pro Persoun - soll gratis d'Waasser ginn, well dat ass dat, wat all Mënsch brauch.

An duerno soll et natierlech eng Progressioun ginn, fir datt global gesinn de käschtendeckende Präis erauskënnt. A Leit, déi ebe wëlle Waasser verschwenden oder fir Luxussaache Waasser brauchen, mussen ebe méi en héije Präis bezuelen. Well elo muss am Kader vum käschtendeckende Prinzip och dee Klengen hëllefen, d'Vergeudung an d'Verschwendung an de Luxus vum Waasser matzefinanzéieren.

Duerfir, Här President, wann ee kuckt, wat hei geschwat gëtt a wat d'Realitéit ass! D'Realitéit ass, datt dës Regierung weiderfiert, fir de stramme Wuesstum maximal ze maachen, d'Land zoubëtonéiert, mat all sengen negative Konsequenzen. Mam Resultat dann, datt herno deen eenzelne Bierger muss fir déi onverantwortlech Politik opkommen duerch méi héich Steieren an Taxen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Wann den Här Graas...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech stinn awer elo, wann Dir wëllt, nach gär fir Froen zur Verfügung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah jo, Dir hutt bäigeléiert, Dir hutt lech net gesat. Här Graas, wann ech gelift!

M. Gusty Graas *(DP).*- Et ass jo net Usus, hei ze kommentéieren iwwert dat, wat ee Riedner gesot huet, soss kéint ee munches hei soen. Dat maachen ech dann eben net. Ech hunn dem Här Gibéryen dann awer zwou Froen ze stellen.

Déi éischt, ob e sech dann awer bewosst ass - Dir hutt elo ugeschwat, zwësche Beetebuerg an Diddeleng, dat ass eng Géigend, déi mer net ganz onbekannt ass, wéi wann do elo wierklech praktesch alles haart verbaut gi wier -, ass em dann awer bekannt, datt grad do an der Industriezon, wéi den CFL Multimodal amenagéiert ginn ass, datt grad do d'Diddelenger Baach, déi effektiv an engem ganz schlechten Zoustand ass an déi sech do och praktesch duerch Réier muss schlängelen, datt awer do e ganz flotte Projet vu Renaturéierung amenagéiert ginn ass?

An zweetens, ass dem Här Gibéryen dann awer och bekannt, datt eng Gemeng, déi mir och net onbekannt ass, un engem ganz seriöe Projet schafft, fir zum Beispill d'Uelzecht ze renaturéieren, wou se scho ganz vill engagéiert huet, wat derzou soll bäidroen, datt eben déi Gewässer solle méi naturno fléissen, an datt dat och e positiven Impakt op d'Iwwerschwemmungszon huet?

Duerfir géif ech mengen, an Ären Aussoen hei sollt Der lech vläicht e bësse bremsen, well Der hei Saache behaapt, déi der Realitéit net onbedéngt entspriechen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech weess net, wéi den Här Graas mer do nogelauschtert huet.

M. Gusty Graas *(DP).*- Ganz gutt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu ganz kloer gesot...

M. Gusty Graas *(DP).*- Ganz gutt hunn ech lech nogelauschtert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu ganz kloer gesot hei, datt, wa mer weiderfueren, esou zouzebëtonéieren, da kréie mer hannendru Problemer mat dem Waasser, well et da konzentréiert an d'Baach geet. A wa mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Esou vill, ma... Ma Dir hutt d'Camionen op der Strooss!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Also doriwwer... Duerch den Terminal, sidd dach emol éierlech, hu mer méi Camionen op der Strooss, net manner!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Et sinn net esou vill Camionen op der Strooss...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen. A Frankräich, awer net hei zu Lëtzebuerg! Hei zu Lëtzebuerg hu mer se vu Stengefort...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Ma da musst Der awer wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer vu Stengefort...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ...Här Gibéryen, awer just net virun Ärer Dier!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...bis op Diddeleng méi Camionen op der Strooss duerch den Terminal. An da luede mer se op den Zuch op. An duerch Frankräich fueren der manner. Awer hei zu Lëtzebuerg hu mer méi Camionen op der Strooss!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mir kucken net nëmmen eisen Trottoir.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da sidd dach awer emol ganz éierlech!

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

Méi Camione vu Stengefort bis op Diddeleng...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Denkt emol global!

M. Gusty Graas *(DP).*- Dir sidd also dergéint, datt den Zuch soll méi Wueren transportéieren an Zukunft?

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Denkt emol méi wäit wéi Är Nues!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wa mer zoubëtonéieren, ass dat, wat ech gesot hunn, richteg. Da kënnt dat Waasser konzentréiert an d'Baachen. A wat mer méi zoubëtonéieren, wat méi grouss Masse konzentréiert an d'Baache kommen. Da kënne mer renaturéieren, mä mir packen dat ni. A mir mierken, datt mat deenen Iwwerschwemmungen d'Waasser konzentréiert kënnt, an dat Waasser räisst och, dat huet d'Erfahrung och matginn, op deene Plazen.

Och bei eis an der Gemeng ass renaturéiert ginn am Kader vun der Autobunn. A wa mer haut kucken, do, wou déi grouss Kanäl erauskommen, do rappt d'Baach, wann eben en déckt Wieder kënnt, erëm alles mat, an dann huet d'Renaturéierung och do erëm net méi am Detail fonctionnéiert, esou wéi se geplangt war. Et ass also, Här President, net, wéi verschidde Leit hei an hirer Nervositéit mengen, datt ech iergendwéi eppes falsch gesot hätt, mä si sinn nervös, datt se hei eppes aneschters schwätzen, wéi se um lokale Plang decidéieren.

M. Gusty Graas *(DP).*- Si si guer net nervös, mä si wëllen eppes richtegstellen, well Leit hei Saache behaapten, déi net stëmmen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sou, an elo huet den Här David Wagner d'Wuert.

(Interruptions par Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Iwwerdreift elo och net!

Merci, Här President.

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Merci, Madamm Lorsché. Jo, waart of!

Une voix.- En ass nach e bësse jonk derfir.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Sidd fein mateneen!

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Sidd fein mateneen!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir sinn ëmmer fein mateneen. Här President,

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Soss muss ech lech an de Büro ruffen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech sinn dat gewinnt, Här President, an de Büro geruff ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, net Dir.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ah! Ah sou. Zur Ofwiesslung een aneren.

Här President, mir hunn eis innerhalb vun eiser Sensibilitéit, well mer eng Sensibilitéit sinn...

(Interruptions)

Mir hunn net gestridden, mir hu vill doriwwer diskutéiert, iwwert dëse Projet de loi, an eis laang d'Fro gestallt, wéi mer eis misste par rapport zu dësem Projet de loi verhalen, well e wichteg ass. En ass awer och ganz vast.

Eng Partie Punkte kann een och an eisen Aen als positiv betruechten, well et kann een éierlecherweis a fairerweis net behaapten, datt dëse Projet de loi u sech schlecht wier. Also, déi Punkte sinn och schonn opgezielt ginn, wat d'Verbesserung vun der Definéierung ugeet vun de Schutzzonen, de Bau vu Kläranlagen, vu biologesche Kläranlagen. Och d'Erhéijung vum Subventiounssystem bei Renaturéierung y compris dann och nach, wat elo physesch a moralesch Persoune wäert ugoen. Och d'Ënnerstëtzung, wat Héichwaasser ugeet. Iwwert d'Héichwaasser misst een och nach méi vast diskutéieren. Dat maachen ech nach um Enn vun dëser Interventioun.

Da sollen och d'Infrastrukturaarbechte fir den Assainissement an den Approvisionnement genausou wéi d'Mise en place vun de Zones de protection eng Utilité publique kréien. Dat ass u sech och positiv. Mir mengen awer och, datt mer net laanscht eng Reform vum Gesetz iwwert d'Utilité publique vun 1979 kommen. Dat ass natierlech elo net an dëser Gesetzgebung virgesinn, mä dat géif natierlech och eng ganz Partie aner Problemer, deemno wéi, léisen, ënner anerem och, wat de Logement ugeet oder wat de Kampf géint Baulandspekulatioun ugeet, andeems een och d'Fro vun der Expropriatioun kéint renforcéieren.

Aus deenen Ursaachen, déi mir och als positiv aschätzen an dësem Projet de loi, wäerte mir och net géint dëse Projet de loi stëmmen. Mir gesinn awer och eng Rei Schwieregkeeten, déi eis och net wäerten erlaben, deem Projet de loi eis Zoustëmmung ze ginn.

Do dierft Der och «très bien» soen. Mir hunn...

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech hunn drop gewaart.

(Interruption)

Mir hunn eng Partie Schwieregkeeten domadder, datt, wéi de Fransous géif soen, de Pol ausgedoe gëtt, fir de Pier unzedoen, well am Géigenzuch och déi Subventiounen, déi den Assainissement betreffen, erofgesat ginn. An an eisen Aen ass dat och e klenge Problem, well d'Gemengen dann awer och dorënner wäerte leiden, wat d'Subventiounen ugeet fir d'Infrastrukturaarbechten an den Assainissement.

An da komme mer och bei dee Problem, an dat ass de globale Problem, iwwert deen och hei elo scho geschwat ginn ass an dee sech och an dee ganz Projet de loi abett, et ass eng Modifizéierung vun 2008: Dat ass de Problem vum Käschtendeckungsprinzip, mat deem mir prinzipiell net averstane sinn. A wat jo och erkläert zum groussen Deel, firwat mer och, trotz Verbesserungen, net mat dësem Projet de loi kënnen averstane sinn.

Well mir kommen net derlaanscht ze soen, datt dat op Dauer och derzou féiert, datt d'Gemengen an d'Syndikater hir Präisser eropsetze wäerten. Wéi Dir et vläicht wësst, menge mir, datt dee Käschtendeckungsprinzip weder ëmweltfrëndlech ass nach eng sozial Léisung duerstellt. Dee Prinzip ass vun der viregter Regierung schonn agefouert ginn a sollt sech an der Logik vum Pollueur-payeur areien. Et ass och nach méi wäit gaangen, well en huet sech och nach agereit an der Logik vum Utilisateur-payeur. A mir mengen awer och net, datt de Pollueur an den Utilisateur kënne gläichgesat ginn.

D'Unhänger vum Käschtendeckungsprinzip behaapten, et géif d'Leit derzou motivéieren, manner Waasser ze verbëtzen, well se dann och dee sougenannten „reelle Präis" vum Waasser bezuelen. Dat wier dann och an deem Fall eng ëmweltpolitesch Moossnam. Wann een hinnen awer entgéintsetzt, datt méi kleng Revenuen dovunner méi staark betraff sinn, da kritt een als Äntwert, an dat ass jo och schonn hei gesot ginn: „Maja, dofir kënnen och déi finanziell Mannerbemëttelt bei den Office social reesen an eng Allocation de vie chère ufroen." Dëser Logik kënne mir net zoustëmmen.

Éischtens schonn nëmmen, well et eng Fro vun der Dignitéit ass. Esou eng Approche ass net nëmmen erofloossend géintiwwer Leit, déi finanziell manner gutt dru sinn - an, et ass scho gesot ginn, där ginn et der ëmmer méi, an dat heescht en plus och net onbedéngt, datt ee wierklech ganz ënnen op der Échelle sociale ass -, si verhënnert och u sech eng global Gerechtegkeetspolitik ze maachen doduerch, datt esou eng Almosepolitik bedriwwe gëtt. Dat ass jo och e Problem, dee mer an der Logementspolitik gesinn.

An d'Unhänger vum Käschtendeckungsprinzip, déi soe jo och gären, an dat ass och schonn hei gesot ginn, an dat hunn ech och ganz oft héieren zanter Joren: „Émweltpolitik mécht ee mat Émweltmoossnamen, Sozialpolitik mécht ee mat Sozialmoossnamen." Dat heescht, all Beräich gehéiert propper vunenee getrennt. An dat ass net richteg. Dat ass eng Haltung, déi engstirneg ass an déi eng global Approche vu soziale Froe verweigert, déi verbonne si mat Émweltfroen, mat ökonomesche Froen a mat politesche Froen.

An dat ass grad dat, wat Enn 70er Joren, ufanks 80er Joren eis déi politesch Ekologie bäigeléiert huet, déi, am Géigesaz zum grénge Kapitalismus, eis jo beléiert huet, datt een déi Trennung op kee Fall dierft maachen. Wann d'Waasser traitéiert soll ginn, also gebotzt soll ginn, dann huet dat e Käschtepunkt souwuel um Niveau vun den Infrastrukture wéi och, wat de mënschlechen Opwand ugeet. Firwat muss d'Waasser gebotzt ginn? Zum groussen Deel wéinst de Mikropolluante respektiv och Nitraten, déi och zum groussen Deel vun der Industrie produzéiert ginn, sief et déi landwirtschaftlech wéi déi konventionell Industrie, direkt oder indirekt. Dat dréit natierlech zu der Erhéijung vum Käschtepunkt vum Waasser staark bäi.

E Käschtepunkt, deen d'Gemenge mussen iwwerhuelen an dee sech dann duerno schlussendlech och beim Bierger repercutéiert, dee folglech, duerch de Käschtendeckungsprinzip, d'Pollutioun, déi duerch d'Industrie direkt oder indirekt produzéiert gëtt, matbezuele muss.

Et gëtt awer eng Léisung, déi souwuel ekologesch ass wéi och gerecht an déi souwuel och mat a Kaf hëlt, datt d'Waasser engersäits eng Ressource ass, op déi kee Mënsch verzichte kann, an anerersäits dat proppert Waasser natierlech e Käschtepunkt huet.

Ech si frou, datt mäi Virriedner elo grad, den Här Gibéryen, eng Mesure vun engem gestaffelte Waasserpräis nomméiert huet. Ech wousst net, datt d'ADR dës Propositioun hätt. Mir verteidege se scho säit Joren, mir mengen tatsächlech, datt de gestaffelte Waasserpräis eng Mesure wier, déi ee weiderhi misst applizéieren an iwwert déi ee misst ganz staark iwwerleeën. Mir hunn och Motiounen an de Gemengeréit dozou als déi Lénk deposéiert; an deene Gemengeréit, wou mer waren.

Et ass scho gesot ginn: dräi Stufen. Eng Stuf, fir wierklech de Waasserverbrauch, deen ee wierklech brauch fir ze kachen, fir déi kierperlech Hygien, datt dee gratis ass, datt dann iwwerhaapt kee muss fir dat Recht op Waasser opkommen, wat jiddwereen, all Mënsch muss hunn, op dat kee Mënsch, keen Déier, souguer keng Planz ka verzichten. Dat elementaart Recht op Waasser, fir iwwerhaapt ze iwwerliewen, datt een dat gratis mécht. Et ass e bësse wéi d'Loft. Et kéint ee sech jo och bal virstellen, deemno wéi, well d'Loft ass jo och poluéiert, datt een och duerno iergendeng Kéier misst esou wäit goen - an ech fäerten, datt mer vläicht eng Kéier esou wäit kommen -, datt een dat och vläicht nach misst bezuelen.

(Interruption)

Indirekt hu mer dat scho bal.

Déi zweet Stuf: Ab 50 Liter, dat ass deen normale Waasserverbrauch, datt deen och zum normale Käschtepräis misst kommen. An ech soen och natierlech dann, datt de Luxuskonsum, fir den Auto all Woch ze botzen an d'Piscine an esou weider, duebel factureiert gëtt. Dat ass eng ekologesch Mesure, well d'Bewosstsäin, fir net ze verbëtzen, gestäerkt gëtt an déi Leit, déi bewosst mam Waasser ëmginn, och nach derfir - tëschent Guillemeten - „belount" ginn. Anerersäits mussen d'Verbëtzer, déi jo meeschtens och méi verdéngen, eendeiteg méi fir de Waasserverbrauch opkommen a ginn op eng gewëssen Aart a Weis dann och derfir bestrooft.

Et soll kee kommen a soen, dës Mesure wier irrealistesch, well, ech mengen, souguer mir als déi Lénk sinn net déi Eenzeg, déi dës Meenung vertrieden, bäi Wäitem net. A si ass och technesch machbar, quitte datt au cas par cas, vu

Gemeng zu Gemeng, do den néidegen Invest misst néideg sinn.

Schlussendlech wollt ech nach e puer Wuert zur Qualitéit vum Buedem verléieren. Ech mengen, mir wäerten nach weiderhin doriwwer diskutéieren an engem anere Projet de loi, mä Iwwerschwemmungen hu mat der Qualitéit vum Buedem ze dinn. A Westeuropa a wahrscheinlech och nach op anere Plaze vun der Welt, wahrscheinlech och an Nordamerika, mä wahrscheinlech och nach op villen anere Plazen, déi staark industrialiséiert sinn, hu mer jo de Problem, datt duerch déi intensiv an industriell geprägte Landwirtschaft de Buedem souzesoen doutgemaach ginn ass oder net méi esou richteg lieweg ass, wéi e misst sinn.

Et huet mat Pestiziden ze dinn. Et huet och mat engem iwwerdriwwene Plouen ze dinn, wat de Buedem manner lëfteg mécht. Et muss ee wëssen, datt net nëmmen d'Beien ausstierwen, mä och d'Wierm ausstierwen. An d'Wierm, déi hu jo eng Funktioun. Ënner anerem besteet hir Funktioun doranner, fir de Buedem méi lëfteg ze maachen, wat derzou féiert, datt de Buedem d'Waasser op eng natierlech Aart a Weis kann opfänken, wat ëmmer manner de Fall ass a wat zu engem Deel oder zu engem groussen Deel deemno wéi och zu Iwwerschwemmunge ka féieren.

Ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, fir dann eben och iwwert d'Landwirtschaft ze schwätzen, iwwer eng aner Politik, déi ewechkënnt vun der industrieller Logik, déi souwuel d'Ëmwelt, de Mënsch, deen och e Konsument ass, wéi och de Bauer selwer op Dauer wäert schiedegen.

Voilà! Wéi scho virdrun ugekënnegt, mir wäerten eis aus deenen Ursaache bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet elo d'Ëmweltministesch, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, d'Waasser huet haut Prioritéit an dëser Regierung. An ech si frou, dass mer haut dëse Projet de loi hei an der Chamber debattéieren. An ech soen als Alleréischt dem Rapporteur, dem Gérard Anzia, e grousse Merci fir säi vollstännege schréftlechen a mëndleche Rapport. Da wëll ech awer och de Virriedner e grousse Merci soe fir hir Bäiträg zur Diskussioun, well ech mengen, dass mer an dëser Diskussioun gesinn hunn, dass mer eis alleguerten eens sinn, dass eist Waasser besser schützen, fir och an Zukunft alle Leit hei zu Lëtzebuerg proppert Drénkwaasser ze garantéieren an eng gutt Liewensqualitéit mat engem intakte Liewensraum, och am Waasser, eng Prioritéit ass. An déi wëlle mer mat dësem Gesetzesprojet och ganz däitlech maachen.

Nach ni gouf hei a Lëtzebuerg esou vill Geld an de Beräich vum Waasser gestach, souwuel - an dat wëll ech nach eng Kéier betounen - vu staatlecher Säit, wou mer d'lescht Joer iwwer 80 Milliounen Euro an d'Waasserinfrastrukture gestach hunn, wéi awer och vu Gemengesäit, wou ech eng gewëssen Dynamik gesinn a wou ech gesinn, dass mer gutt ënnerwee sinn, déi enorm Retarden, déi mer haten, opzehuelen. An dëst Gesetz soll eis derbäi hëllefen, den haitege Bedürfnisser Rechnung ze droen an den zukünftege Generatioune proppert Waasser ze garantéieren.

Méi präventive Schutz, méi zilorientéiert, mat méi Akteure fir méi a bessere Waasserschutz: Dat waren d'Prämissen, wéi mer un dësem Text geschafft hunn. An ech wëll heimat eng Kéier menge Mataarbechter, déi schonn dee ganze Mëtteg nolauschteren an déi virun allem dat heite virbereet hunn, e ganz grousse Merci soen.

Une voix.- Aah!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- De Finanzement ass eropgesat ginn. An domadder kommen ech zum Kärstéck vun dësem Gesetz: Dat ass d'Ëmorientéierung vun de Subsiden. Mir hu véier Moossnamen eropgesat, déi mer als immens néideg empfonnt hunn an déi all dem präventive Charakter vum Waasserschutz entspriechen: sief et dem Drénkwaasserschutz, sief et am Héichwaasserschutz, sief et fir méi modern ze ginn, dat heescht d'Frais-d'études, sief et fir d'Renaturéierungen, de Schutz vum Liewensraum. Dat hu mer alles eropgesat.

Mir hunn nei Subsiden, déi mer aféieren, wa mer regional zesummeschaffen, grad ebe fir dem Klimawandel entgéintzekommen. Mir hunn nei Subsiden, déi mer aféieren, wann et drëm geet, Recherche ze maachen a Pilotprojete mat der Landwirtschaft. D'Landwirtschaft gëtt endlech eligibel. Déi, déi um Terrain schaffen, ginn endlech eligibel. An ech mengen, dat huet jiddwereen hei begréisst. An doriwwer sinn ech perséinlech immens frou, well mer a ville Punkte Konsens hunn.

Mir hunn ee Punkt, do fanne mer heibanne kee Konsens. Dat fannen ech immens traureg, well mer hei mat ganz villen alternative Fakten operéieren. Mir befannen eis an engem Beräich... All déi Beräicher, déi ech elo genannt hunn, do kréien d'Gemenge kee Geld eran. Wann Dir e Problem hutt duerch Héichwaasser, da kréien d'Gemenge fir dee Volet kee Geld eran.

An ech mengen, wa mer eis awer am Ofwaasserberäich befannen, dat ass genau dee Beräich, wou mer och vum Käschtendeckungsprinzip schwätzen, da si mer hei net nëmmen an engem Beräich, wou mer enorm Retarden hunn, wou d'Fakten eis scho weisen, dass 90% näischt gehollef hunn, dass 75% näischt gehollef hunn. Elo gi mer hei vu 65% op 50% erof, wat wesentlech méi dem Käschtendeckungsprinzip gläichkënnt a wou Der gesitt, wann Der éierlech sidd a wann Der an eis Nopeschlänner kuckt, wou et déi Subside vum Stat net méi gëtt oder nëmmen nach ganz geréng gëtt, dass mer hei op héijem Niveau kloen. Dat musse mer eis agestoen, wa mer éierlech sinn a wa mer ausserdeem zum Käschtendeckungsprinzp stinn.

Da wëll ech awer och nach betounen, an den Här Kaes hat mer gesot: „Ma wa mer dann all eis éischt Anlage gemaach hätten!" Jo, am Land gëtt et nach am Moment 107 mechanesch Kläranlagen. 107, déi mussen ersat ginn duerch 97 Projeten, vun deenen der 67 Vergréisserunge sinn an de Rescht sinn nei Anlagen.

Soll ech Iech soen, wivill Projeten à ce stade nach net dobanne sinn? Vum Neibau sinn nach genau véier Projeten net dobannen a vum Ausbau 20. Vu 97 Projeten! D'Gemengen hunn - an dat ass e Fakt, an dofir soen ech hinne Merci - an deene leschte Jore massiv Projeten eraginn! An elo rezent - ech mengen, virgëschter oder esou -, de 26./27.06. ass nach e ganze Camion voller Projeten erakomm.

An dat ass déi Dynamik, déi mer brauchen! Domadder erreeche mer eppes! Mir setzen eppes viraus a mir loossen déi Gemengen, déi mat deene 24 Projeten, déi elo nach net eragereecht gi sinn, net am Ree stoen. Neen! Déi Projete kënnen nach bis den 1.1.2018 eragereecht ginn. Also, gitt Iech drun! An dann hu mer jo och nach 24 Méint Zäit, fir dass mer ëmsetzen. Wann dat dann net e gutt Angebot ass, fir op där enger Säit ze soen: „Jo, mir musse responsabel sinn", an op där anerer Säit gi mer Iech nach e bëssen Zäit, fir dass mer aus der Inaktioun an d'Aktioun kommen, fir dass d'Leit och an Zukunft hei proppert Waasser hunn. Ma genau dat ass dat, wat mir wollten a wat ech mat dësem Projet hei bezwecken.

Dëse Stat investéiert an deenen nächste Joren ongeféier 1,1 Milliarden an d'Waasser. An dat ass richteg esou! An dat wëlle mer och esou, fir dass mer künfteg gutt Waasser hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Komme mer bei d'Drénkwaasserschutzzonen. Jorelaang gouf driwwer geschwat. Jorelaang gouf iwwert de Präis geschwat, net iwwert d'Qualitéit. Ech soen dem Henri Kox e grousse Merci, dass en eng Kéier d'Relatioun gemaach huet tëschent dem Waasserpräis an deem, wat wierklech wichteg ass, dass mer kënnen och an Zukunft de Krunn opdréien an de Leit hei zu Lëtzebuerg zu engem wierkleche gerénge Präis, wa mer am Wuerekuerf kucken - wat waren et?, 1,04% -, majo, dass mer de Leit nach kënnen, wa se de Krunn opdréien, proppert Waasser ginn. An dofir setze mer eis an!

Siwen nei Schutzzone kommen elo nach dëse Summer. Dann hu mer am Summer 12 Schutzzonen, déi do sinn. 13 sinn der nach d'lescht Joer duerch de Regierungsrot gaangen. A verschidde Kolleege wëssen et: Mir haten déi éischt ëffentlech Veranstaltung och schonn, wou mer ganz vill Leit do haten. An ech mengen, dat ass et: partnerschaftlech e Problem aktiv ugoen. Dat ass am Geescht vun dësem Gesetz; net jorelaang iwwer e Präis debattéieren. Neen, kommt, mir suergen och an Zukunft derfir, dass d'Zonen ausgewise sinn, dass d'Landwirtschaft hiert Geld kritt, déi, déi um Terrain schaffen, hiert Geld kréien! An da kréie mer och d'Drénkwaasser ofgeséchert.

An da ginn ech op dem Här Gibéryen seng Fro an. Mir wëllen net den Eng-Millioune-Stat, mä mir gesinn, dass e Wuesstum do ass. An dës Regierung agéiert endlech emol verantwortungsvoll an der Planung. Ech kann Iech och soen: Mir hunn eng Etüd um Lafen, wou mer net nëmme soen, wat geschitt, mä wou mer eis Spuerstrategië ginn, wou mer elo duerch den Drénkwaasserschutz och net mussen, wéi et à ce stade ass, siwe bis zéng Prozent aus der Produktioun huelen.

Am Moment huet Lëtzebuerg fir 50.000 Awunner Waasser aus der Produktioun, well mer net opgepasst hunn, wat aner Akteuren um Terrain maachen. Dat heescht, mir hu misse Waasser aus der Produktioun huelen. Majo, wa mer wëllen och fir d'Zukunft ofsécheren, da musse mer: éischtens schützen, zweetens, eng Spuerstrategie an natierlech och Alternativen undenken. Mä dat ass Zukunftsmusek. An do si mer amgaangen, eng konkret Etüd och ze maachen, déi ech Iech gären zur gegebener Zäit dann och wäert virstellen.

Dann d'Kläranlagen. Ma natierlech plange mer do vir. Eng Kläranlag, an dat wëssen déi Gemengeresponsabel, déi sech domadder vill beschäftegen, do rechne mir op 25 plus dräi Joer. Et ass also net esou, wéi wann dat ongeplangt wär, mä et muss een awer och d'Saachen ëmsetzen. Et däerf een net nëmmen driwwer diskutéieren. An do si mer frou, dass mer mëttlerweil och mat Projeten an Drénkwaasserschutzgebidder aktiv sinn, wéi der LAKU, wou awer dëst Joer iwwer 450.000 Euro an d'Uewersauergebitt komm sinn, fir geziilt mat der Landwirtschaft, mam Naturpark a mam Waasserfournisseur Projeten op d'Been ze stellen, fir Alternativen ze ginn, fir Visiounen ze ginn, wat een an engem Drénkwaasserschutzgebitt nach ka maachen.

An ech si frou, dass d'Kommissioun eisem Avis och do nogaangen ass, dass mer net de falsche Message erausschécken, dass mer alles d'utilité publique maachen, well mir wëlle mat der Landwirtschaft an den Drénkwaasserschutzzone schaffen. Dat si ganz wichteg Punkten.

An ech mengen, da komme mer och dorobber, dass mer richtegstellen, wat hei deelweis ebe Falsches och gesot gouf am Beräich vun den Taxen. D'Taxe fir d'Bierger ginn doduerch, dass een ee Punkt erofsetzt, net erop, well de Waasserpräis ass bei 100% vun de Käschten errechent.

Natierlech mussen d'Gemengen dann dat Geld, wat se erakréie vun hire Bierger iwwert de Waasserpräis, och fir Waasserprojeten asetzen - an dat ass den Challenge -, an net fir aner Projeten. An ech mengen, dat ass awer eppes, wou déi Gemengeresponsabel, déi sech hirer Verantwortung bewosst sinn, matginn a wou déi och wëssen, dass mer e Recht hunn, dass, wann eppes duerch de Waasserpräis erakënnt, een dat och a Waasserinfrastrukture kann investéieren.

Bon. Ech soen nach eng Kéier alle Virriedner e ganz grousse Merci. Ech denken, dass dëst Gesetz e grousse Schrëtt ass a Richtung Ëmsetzung vun deem, wat sech dës Regierung virgeholl huet, näämlech fir d'Zukunft eng gutt, besser Politik ze maachen.

An dann nach e Wuert zu den Autorisatiounen, well dat gouf jo och nach gefrot. Jo, mir investéieren net nëmme méi, mir maachen net nëmmen ee Reglement no deem aneren an e Gesetzesprojet. Neen, mir hunn och bei den Autorisatioune Leit bäikritt. Do hu mer haut duebel esou vill Leit dosëtze wéi an de Regierunge virdrun. An dofir si mer och frou. An dofir hoffe mer, dass mer esou schnell wéi méiglech alles, wat mer elo op de Wee brénge, kënnen deblockéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7047 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7047 et dispense du second vote constitutionnel

An ech fänke mat der Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption)

31-mol Jo. Dat gëtt da wahrscheinlech 32, wa mer dem Här Bodry seng derbäischreiwen,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dajee alt.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... well d'Maschinn net geet. 32-mol Jo, 26-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Votum unzefroen?

(Assentiment)

Jo? Hunn ech Jo héieren? Jo, dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet 7106, e Protokoll, deen déi europäesch Konventioun iwwert d'Landschaften ofännert. An den Här Anzia ass scho prett, fir de Rapport ze maachen.

5. 7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Gérard Anzia *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech probéieren, dat ganz schnell ze maachen. Et ass de Projet de loi 7106, wou mer u sech e Protokoll hunn, deen en Amendement mécht zu enger europäescher Konventioun, an zwar der Konventioun vu Florenz, wou et drëm geet, d'Landschaften ze schützen. De Protokoll oder d'Convention de Florence sollt eng Kooperatioun tëschent europäesche Länner, Partner hierstelle wat d'Gestioun, den Amenagement vun de Landschaften ugeet.

An do soll elo eng Erweiderung kommen. Déi Erweiderung ass dee Protokoll, deen hei virläit. Dat ass de Protokoll vu Stroossbuerg vum 15. Juni 2016, wou u sech déi Kooperatioun soll op Länner ausgedeent ginn, déi ausserhalb vun Europa sinn. Dat ass den Haaptpunkt vun dëser Konventioun.

Ganz kuerz: Den Depot war de 17. Januar dëst Joer. De Conseil d'État huet den 9. Mee säin Avis dozou ofginn, d'Chambre de Commerce den 8. Februar, wou jeeweils näischt weider derzou ze soe war. D'Kommissioun war de 17. Mee zesummen. Du sinn ech nominéiert ginn als Rapporteur. An de 14. Juni ass de Rapport ugeholl ginn, dee jo ganz, ganz kuerz ass.

An zwar ware keng Kommentarer vu jeeweils dem Conseil d'État nach der Chambre de Commerce. An et ass een Article unique, wou mer u sech opgefuerdert ginn, dann eben d'Approbatioun zum Protokoll vum Amendement vun der europäescher Konventioun zum Paysage hei ze ginn.

Ech mengen, dat wier dee ganze Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Voilà!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Kann ech dervun ausgoen, dass déi eenzel ageschriwwe Riedner just den Accord vun der Fraktioun wëlle ginn oder ass nach eppes ze soen?

Une voix.- An dem Rapporteur Merci soen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Da géif ech dervun ausgoen, dass den Här Marco Schank, den Här Roger Negri, den Här Max Hahn, den Här Kartheiser ebenfalls an den Här David Wagner dem Rapporteur géife felicitéiere fir säin exzellente Rapport an den Accord vun hire Fraktiounen a Sensibilitéite bréngen.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Kann ech och dervun ausgoen, dass d'Regierung da frou ass doriwwer?

(Assentiment)

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7106 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7106 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Wéi erwaart hu mer 60-mol Jo, keng Abstentiounen, keen Neen. Domat ass de Projet de loi 7106 unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marcel Oberweis), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7125, engem Amendement zum Protokoll vu Montreal iwwert d'Substanzen, déi d'Ozonschicht beschiedegen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Henri Kox, deen och schonn hei ass.

6. 7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Och hei e ganz kuerze Rapport. Et geet effektiv ëm den „amendement de Kigali", deen u sech de Protokoll vu Montreal ergänzt. Ëm wat geet et an deem Accord vu Montreal? Et geet dorëms, fir d'Ozonschicht ze schützen. Dee Protokoll ass de 16. September 1987 a Kraaft getrueden an huet eben als Haaptzil, fir all déi Elementer, déi d'Ozonschicht attackéieren, ze reduzéieren.

Den Amendement vu Kigali am Ruanda gouf vun 197 Länner ratifizéiert. An et geet drëms, fir ganz kloer déi fluoréiert Kuelewaasserstoffer ze reduzéieren. Wéi eng Stoffer sinn dat? Dat sinn déi Stoffer, déi an de Killaggregater ze fanne sinn, an et ass, fir déi och no an no ze reduzéieren. An et geet drëms, dass doduerch och d'Klimagasen am Allgemengen oder d'Erhéijung vun den Temperaturen doduerch ëm 0,1 Grad bis 2050 respektiv ëm en hallwe Grad bis 2100 reduzéiert kënne ginn.

Wichteg ass ze erwänen, dass dat hei en internationalen Accord ass, dass Lëtzebuerg sech awer ganz kloer engagéiert huet, fir kënnen den Entwécklungslänner, déi oft Problemer hunn, fir dat och technesch ëmzesetzen, ze hëllefen, an dass Lëtzebuerg den Accord ginn huet, en Deel vun deenen 120 Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg an de Klimafong gëtt, ze benotzen, fir do aktiv ze hëllefen dat ëmzesetzen. Soudass dat Gesetz hei ganz wichteg och ass.

Vläicht e puer Daten nach zum Gesetz selwer. Et ass deposéiert ginn de 24. Mäerz 2017. Den Avis vum Statsrot, deen näischt dozou gesot huet, ass den 23. Mee publizéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn och en Avis ginn, den 28. an den 12. Mee (veuillez lire: den 12. Mee respektiv den 28. Abrëll). An ech selwer gouf den 31. Mee 2017 als Rapporteur bestëmmt. D'Kommissioun huet dëse Rapport ugeholl de 14. Juni 2017.

An ech ginn dervun aus, dass Der hei och eng breet Zoustëmmung zu dësem Accord wëllt ginn, an ech bréngen da gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse wichtegen Amendement iwwert de Protocole de Montréal mat.

Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, léif Frënn, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, wann een iwwer Ëmwelt heibanne schwätzt, soll een awer wéinstens e puer Sekonne verweile bei Sujeten, well aner Saache ginn oft esou séier ofgemaach, mä iwwert d'Ëmwelt ass et derwäert, dass mer driwwer schwätzen!

(Brouhaha)

Ech soen dem Henri Kox Merci fir säi Rapport, lénks a riets, mëndlech a schréftlech.

Ech hunn nach e puer Bemierkungen awer zu dësem Gesetzestext. Et geet jo hei drëm, dass déi FCKWen, déi sougenannt Hydrofluorocarbonen, duerch dëse Kigali-Amendement op der Montrealer Konferenz (veuillez lire: zum Montrealer Protokoll) vu '87 aus der Atmosphär erausgeholl ginn. Et ass jo awer erstaunlech, dass am Joer '87 op der ganzer Welt deen Accord séier fonnt ginn ass. Firwat? Ma well mer alleguerten eis bewosst ware '87, dass duerch déi Ozonschichtverdënnung iwwert dem Nordpol Hautkriibs géif kommen. An dat betréfft jo net nëmmen déi Leit an Afrika, mä dat betréfft jiddwereen! An domadder ass eben dann deemools ganz séier deen Accord fonnt ginn. Et ass ee vun den effikassten Accorden, dee geholl ginn ass.

D'Konsequenz dervun ass déi, konnt een noliesen, dass ee mëttlerweil ka soen, dass zwou Millioune Mënschen an der Welt manner vun Hautkriibs befall ginn, Tendenz och da steigend.

Et soll och domat bedéngt ginn, dass d'Erhéijung vun der Atmosphärentemperatur ëm 0,5 Grad Celsius reduzéiert soll gi bis 2100, an dat an der Limitt vun 1,5 Grad Celsius nom Paräiser Klimaprotokoll.

Leider gëtt et awer och e Wermutstropfen dran. Déi Drëps ass ganz einfach, dass d'Delaien ze laang sinn. Et gëtt am Amendement vu Kigali geschwat vu bis 2040 - dat ass nach laang bis dohinner -, do gëtt versicht, dass de Verbrauch vun HFCen ëm 15% bis 20% manner soll sinn ewéi haut. An nach ëmmer ginn dann awer HFCen an d'Atmosphär geblosen.

Et ass och festgehale ginn, dass déi Reduktioun vun den HFCen duerch finanziell Zouwendungen aus dem Fonds multilatéral bei der UNO erreecht gëtt. Eist Land bedeelegt sech och, wéi gesot, am Kader vu sengen 120-Milliioune-Projet do mat drun.

Mä d'Fro awer ass déi: Wéi héich ass dann déi Enveloppe, déi mir do eraspeise genau fir dësen Domän, bei den Entwécklungslänner, fir esou schnell aus den HFCen erauszefannen? Mir musse jo bedenken, dass China an Indien nach monter do weiderproduzéieren!

No Aussoe vun der UNO, an dat ass dat Batterst dobäi, wann ech dat noliesen, fléissen nëmme 5% vun alle bereetgestallte finanzielle Mëttelen am Rame vun dëse ganze Klimawieselen an déi afrikanesch Länner - nëmme 5%! -, wou awer deemnächst wäerten zwou Milliarde Mënsche liewen.

Dofir ass meng Fro déi: Wär et net besser an deem heite Fall, mir géifen direkt dës Enveloppe dann net an dat Dëppe werfen, mä au contraire un ons fënnef Zillänner ginn: Mali, Burkina Faso, Niger, Senegal an de Cap-Vert?

An eng zweet Fro, Madamm Ministesch, do hunn ech de Mëtten nogelies gehat iwwer eng Etüd aus Amerika: An deem Montrealer Accord, an deem Vertrag, an och am Kigali-Amendement gëtt iwwerhaapt net iwwert den Dichlormethan geschwat. Deen ass guer net dran! An d'Wëssenschaftler soen awer, wann deen net gestoppt gëtt - et gëtt jo ëm eng Millioun erausgeblosen, Tendenz steigend -, dann dierft d'Schléisse vun der Ozonschicht ëm 30 Joer verlängert ginn. Dat heescht, alles, wat mer haut maachen, fir d'HFCen erauszekréien, gëtt mat dem Dichlormethan no hanne gedréckt.

Dat gesot an déi Froe gestallt, soen ech Merci an ech bréngen och den Accord vun der CSV eran.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Oberweis. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci Här President. Ech wëll och dem Rapporteur Henri Kox e grousse Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun ginn. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn, wann ech gelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech géif mech deem uschléissen a ginn och heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen dem Rapporteur och Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och fir d'Éischt e grousse Merci un den Här Kox fir säi Rapport.

Ech mengen, et ass ganz interessant, fir eng Kéier kuerz anzehalen an nach eng Kéier iwwert déi Zuelen nozedenken, déi mer hei offréiert kruten. Wa mer dat hei ëmsetzen - an d'ADR stëmmt et mat, well mer eis jo prinzipiell och zum Schutz vun der Atmosphär bekennen an et och gutt fannen, datt d'Ozonschicht geschützt gëtt -, mä loosse mer awer emol nach eng Kéier nodenken iwwert d'Effikassitéit vun dësem Accord.

Hei gëtt gesot, wann en ëmgesat gëtt, also an deene beschtméigleche Konditiounen, spuere mer oder kënne mer verhënneren 0,1 Grad bis 2050. Dat ass awer ënnert deene Konditioune gewiescht - an dat steet och esou dran -, ier d'Amerikaner decidéiert hunn, aus dem Paräiser Accord erauszeklammen. Dat sinn 32% vun de Weltemissiounen am CO_2. Bei dësen Emissioune wäert et sech an äänleche Gréisstenuerdnungen och verhalen, soudatt mer hei schwätzen, ënnert deene beschtméigleche Konditiounen, vun engem Ënnerscheed an der Temperatur bis 2050 vun 0,07 bis 0,08 Grad Celsius.

Wat ass weltwäit, wat kann dobäi de Bäitrag si vun enger Agglomeratioun wéi Lëtzebuerg, vun ongefëier 600.000 Leit, am weltwäite Volume vun den Ausstéiss? Do si mer bei 0,00000001 dorëmmer! Ech mengen, däers muss ee sech einfach bewosst sinn, wann een déi Zuelen hei kuckt, wat eisen Apport ass: weltwäit praktesch näischt! An den Effet vun dësem Accord op d'Erhëtzung ass och praktesch net méi ze moossen. En ass schonn iergendwou am Beräich vun de Klimaschwankungen normal, oder och vun dem Iertum am Moossen, zumools wann ee weess, wéi schwaach eigentlech déi Donnéeë sinn, op déi sech dacks beruff gëtt, a wéi iwwerflächlech op verschiddene Kontinenten déi Donnéeë gesammelt ginn an da verwäert an un d'UNO virugi ginn. Do sinn nach enorm Defiziter.

Ech mengen, dat muss een einfach wëssen, wann een dat heite beuerteelt, wat wierklech den Impakt vun esou engem Accord ass wéi deem heiten. Obscho mer näischt dergéint hunn, wéi gesot, mä et soll ee sech däers awer bewosst sinn.

Nach zwou Froen un d'Madamm Minister, wa mer scho vum Ozon schwätzen:

Mir hunn, wann d'Wieder ganz waarm ass, jo och Limitatioune vun de Vitessen op de Stroossen duerch d'Ozonbelaaschtung. Mä gëtt et eng Miessung, déi wierklech den Zesummenhang tëschent der Reduzéierung - hei am Land, schwätzen ech - vun der Vitesse op der Autobunn an der Reduzéierung vun der Ozonbelaaschtung hierstellt?

Mir hunn näämlech hei am Land wahrscheinlech nach ëmmer net, an dat ass meng Fro un d'Madamm Minister, een direkte Lien tëschent den anthropogenen Ozonbelaaschtungen oder Ofgasen a verschiddene Ballungszentre wéi Esch oder der Stad an de Miessstatiounen zu Beidler an zu Veianen, wou biogen, volatill Precurseure vum Ozon gemooss ginn, déi allerdéngs vollkommen natierlech sinn an eben och net kënnen duerch de Verkéier oder eng Limitatioun vum Verkéier direkt betraff ginn. Dofir, wéi effikass sinn dann eigentlech déi Vitesselimitten op den Autobunnen? Sinn déi wierklech an deem Sënn effikass a justifiéiert? Do wär et interessant, eng Kéier d'Positioun vun der Regierung ze héieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ginn et keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Dann huet d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech hat u sech net vir, nach eng Kéier zu dësem Projet ze schwätzen, well ech gemengt hat, dass mer eis alleguer eens wären hei am Haus, an ech mengen awer, dass ech richteg héieren hunn, dass jiddwereen dermat d'accord ass, dass mer eis alleguerte fir de Klimaschutz asetzen. Dat heiten ass de Kigali-Amendement zum Montreal-Protokoll. De Montreal-Protokoll, dee sech mam Ozon beschäftegt, dësen hei (veuillez lire: an de Kigali-Amendement), dee sech mat fluorizéierenden Zäregaser beschäftegt, ass an der Dynamik vu Paräis entstanen. An zwar an der Optik, dass dat heiten e Feld ass, wou mer vu Killanlage schwätzen, déi mer schnellstméiglech reduzéiere sollten, wou mer natierlech ënnerschiddlech Startpositiounen hunn, esou wéi mer et an anere Beräicher och hunn. Mir hunn eng jett Länner, déi eréischt um Komme sinn, wou et awer definitiv méi Besoin ginn ass, fir do Killanlagen anzesetzen, a wou mer versichen, no an no eisen Job ze maachen an déi ze reduzéieren, fir dass mer awer bis 2050 eng Reduktioun vun 0,1 Grad hunn a bis 2100 vun 0,5 Grad.

Wat awer, wa mer kucken, wéi mer musse reduzéieren, e Bäitrag ass fir de Klimaschutz. A wa mer dat heiten net gemaach hätten... Sécherlech sinn d'Europäer ëmmer méi ambitiéis, mä et ass en Amendement zu engem Protokoll, wou mer jiddweree weltwäit mat op de Wee huelen. Dofir wëllt Lëtzebuerg jo och hëllefen. An dofir hu mer direkt och nach zu Kigali gesot: Mir wäerten eis Responsabilitéit iwwerhuelen a sécherlech am Kader vun dësen Aktiounen eise Partnerlänner, an do wende mer - an dat awer als Äntwert och nach op d'Fro, déi koum - natierlech déiselwecht Kritären un, wéi mer och an der Klimafinanzéierung usetzen, well dat heiten ass Klimafinanzéierung konkret mat eise Partnerlänner um Terrain, do, wou mer och den Know-how hunn, do, wou mer den Zougang hunn, genau déi Regiounen ze ënnerstëtze mat Projeten, wéi mer hei kënne méiglechst schnell agéieren, fir ebe grad déi fluorizéierend Zäregaser erauszekréien. Ech mengen, dat ass awer e wichtege Bäitrag, dee mer hunn.

An ech mengen awer och, dass all Mesuren, déi mer maachen, fir de Verkéier ze reduzéieren, méi flësseg ze maachen op den Autobunnen, zum Beispill duerch eng Reduktioun vun der Vitesse méi flësseg ze maachen, wichteg sinn a manner als Aschränkung solle gesi gi wéi als Bäitrag, dee jiddweree soll leeschten, fir ebe grad déi negativ Effete vun eisem Wirtschaften an ënner anerem vun eisem Transport, deen doduerch entsteet, ze reduzéieren.

Ech mengen, dass ee sech sécherlech nach eng Kéier separat kann iwwert déi eenzel Mesuren ënnerhalen. Mir hunn elo ganz rezent d'ailleurs jo och nach eng Kéier e Loftqualitéitsprogramm erausginn. Mir wäerten och selbstverständlech weider doriwwer informéieren. Dir wësst et, mir informéieren ëmmer iwwer ze héich Ozonwäerter. An eng vun deene Mesuren, déi awer definitiv eng Fluiditéit bréngt an eng gewësse Reduktioun, ass awer d'Erofsetze vun der Vitesse op den Autobunnen. An ech mengen, dass mer do kengem op d'Féiss trëppelen, wa mer déi Mesure huelen, déi d'ailleurs och an anere Länner op dëser Welt als gutt empfonnt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Ëmweltministesch.

A mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7125 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7125 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 60-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Da froe mer déi un. An dat ass dann esou decidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 7088, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Loftverschmotzung. An d'Wuert huet erëm de Rapporteur, den Här Henri Kox.

7. 7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Et schléisst u sech un dat un, wat mer virdrun diskutéiert hunn. Hei geet et ëm d'Gesetz vum 21. Juni 1976, wat amendéiert gëtt, eben, wéi gesot, iwwert d'Loftqualitéit. An et betrëfft haaptsächlech d'Bensinner, also d'Carburanten, den Diesel wéi de Bensinn an awer och d'Biocarburanten, wéi déi genannt ginn. An et ass eng Applikatioun oder Emsetzung vun enger Direktiv 9870/CE, déi an dësem Gesetz verankert gëtt. An et geet an där Direktiv haaptsächlech drëms, eben och eng Reduktioun vun den Zäregase vun deene Carburante virzegesinn an dat ëm 6% bis 2020.

Déi Direktiv ass zwar schonn ëmgesat ginn, awer an engem Règlement grand-ducal. An hei geet et drëms, dat an dat Gesetz ze integréieren. Firwat an dat Gesetz? Ma an deem Gesetz ginn awer heimadder d'Sanktioune festgeluecht, fir wann ee sech net dorun hält. An Dir kennt jo déi Geschicht ëm d'Biodieselen a Biogate, ech wëll do net op déi Detailer agoen, mä hei gëtt dat an d'Gesetz integréiert, dass éischtens Sanktioune kënne gemaach ginn. A wann ee vu Sanktioune schwätzt, Ämenden, da muss een awer och deemjéinege Rekursméiglechkeete ginn. An dat gëtt dann och mat engem Amendement entspriechend verankert.

An déi zweet Saach ass natierlech och, fir d'Recherche, fir festzestellen, ob ee sech net drun hält, och méi breet opzemaachen, gëtt hei adaptéiert, dass och eng Ëmweltgewerkschaft sech deem uschléisse kann an och ebe kloe kann, wann ee sech net dorunner wëllt halen. An dofir ass et eng Ëmännerung vun dem Gesetz vum 21. Juni 1976.

De Statsrot hat eng Rei vu Remarquen, ënner anerem och eng Opposition formelle, insbesondere well d'Definitioune vun deenen eenzelne Carburanten net eendäiteg genuch waren. An déi sinn dann och entspriechend agefloss, soudass mer eng zweet Navette gemaach hunn, oder eng éischt Navette mam Statsrot, fir eben déi Klarifikatiounen am Gesetz festzehalen.

Déi zwou Chamberen, d'Chambre des Métiers, mengen ech, d'Chambre des Métiers huet en Avis ginn, an deem u sech näischt inhaltlech zum Gesetz gemaach gouf.

D'Gesetz selwer gouf de 7. November 2016 deposéiert. Wéi gesot, de Statsrot hat eng éischt Remarque, dofir déi Opposition formelle. Déi hu mer do kënnen änneren. De 15. Februar 2017 gouf ech als Rapporteur bestëmmt. Den 2. Avis vum Statsrot koum de 24. Abrëll 2017. An et ass nach eng zweet Navette gemaach ginn, effektiv, fir dat alles ze klarifiéieren, wat de Statsrot wollt hunn. An deen ass den 13. Juni 2017 komm. An den 21. Juni hu mer dëst Gesetz eenheetlech, also unanime an der Kommissioun ugeholl. An ech géif dann och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Gesetzesännerung bréngen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madamm Ministesch, och elo erëm eng Kéier dem Henri Kox Merci fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi e gesot huet, ass dëse Projet de loi erëm eng Kéier e Stéckelche Bausteng an enger verbesserter Ëmwelt- oder Loftqualitéit. Dat ass ze begréissen a vun alle Bänke gëtt dat jo och gemaach.

Mä maache mer ons awer keng Illusiounen! D'Zuel vun de Gefierer am Verkéier wiisst bestänneg, siefen dat PKWe wéi LKWen. Hei an och an der drëtter Welt oder an de Schwellelänner, dat ass ganz kloer. Et gëtt méi Bensinn, méi Diesel verbraucht an domadder klammen awer weltwäit d'Emissioune vun Dreifhauseffekter.

Ee Véierel vun allen CO_2-Emissioune gëtt dem Verkéier zougeuerdnet. An de Weltklimarot huet a sengem Paper d'lescht Joer gesot, si schätzen eng Verduebelung bannent 30 Joer. Awer net nëmmen den CO_2 ass ee vun den Dreifhausgasen, déi mer musse bekämpfen, vill méi schlëmm ass och nach de Stéckstoff. Dat ass zwar keen Thema heivun, ech wëll just derbäi verweilen, dass mer net vergiessen, dass dat alles konnex ass am Verkéier.

Oft läit dee Wäert wäit iwwert dem Seuil vu 40 Mikrogramm pro Kubikmeter, an d'Weltgesondheetsorganisatioun schreift dat jo esou vir. Si wëllt de Wäert souguer erofsetzen. An engem rezenten Artikel konnt ech liesen, dass d'NOx-Emissioune vun den neien Dieselmotore mat der Euronorm 5 méi héich si wéi déi vun der Euronorm 4. D'Fro ass déi: Wou ass d'Entwécklung do higaangen?

De Grenzwäert läit momentan bei 80 Milligramm pro Kilometer. An a Wierklechkeet, wann ech emol heiansdo esou eng Autoszeitung an de Grapp huelen, stellen ech fest, bis zu 1.000 Milligramm pro Kilometer gëtt do ausgestouss, wäit iwwert dem Seuil, deen erlaabt ass.

Dat gesot, wollt ech awer op ee Punkt an dem Exposé des motifs hiweisen, dee mech awer interpelléiert huet. Et geet iwwert de Rekurs vun de Biocarburanten, mat deenen d'Fournisseuren d'Zil vun de 6%, déi den Henri Kox ugesprach huet, erreeche sollen. Et gouf heibanne schonn ëfters iwwer Biocarburante vun der éischter an der zweeter Generatioun geschwat. Mir waren ons deemools eens, déi éischt Generatioun kéint et jo wuel net sinn, well dat sinn d'Iesswueren an den Tank gestach, an dat kann, wann ech déi Millenniumgoals 2030 kucken, jo wuel net goen, dass mer Iesswueren huelen, fir an den Tank ze stiechen.

Awer bei der zweeter Generatioun, do ass momentan e massiivt Uklamme vun dem Uplanze vu Palmuelech. Als Konsequenz ginn et Länner wéi Indonesien a Malaysia, do ginn et riseg Flächen, gréisser wéi Benelux, déi ofgebrannt ginn, ofgeholzt ginn, fir do ganz einfach Palmuelechplanzen ze setzen. Net nëmme verléieren d'Mënschen do hir Heemecht, mä och d'Déieren, ech denken un den Orang-Utan, dee jo op der Verléierersäit steet, hu keng Chance méi. Den Afloss op déi regional Biodiversitéit hëlt erschreckend Moossen un. Op eng schänterlech Aart a Weis gëtt vun de Länner, déi ons hei de Wee wëlle weisen, notamment der USA a China, riseg Lännereien iwwert de Land Grabbing geholl an da ginn d'Leit verdriwwen an dorop ginn da sougenannte Palmueleche gesat. Mëttlerweil si mer bei 57 Milliounen Hektar, Tendenz klammend.

A wat nach vill méi erschreckend ass, wann ee liest, an do war, dass do Kanneraarbecht gemaach gëtt, dass Kanner agesat ginn op de Plantagen an d'Kanner gi bespréit mat dem Herbicide Paraquat. Déi stierwen ons do ewech, mä mir fueren hei monter mat Autoe weider an hannerfroen dat net.

Et gëtt mëttlerweil scho gutt Usätz. Gott sei Dank nëmmen huet de WWF sech elo do responsabel gezeechent an huet de ronnen Dësch fir eng nohalteg Palmuelechproduktioun ageruff, den RSPO.

Meng Fro dann un d'Madamm Ministesch, eng ganz kleng Fro: Wellech Garantien hu mir dann iwwerhaapt, dass mir hei am Land mat zertifizéiertem Palmuelech iwwer ons Fournisseure beliwwert ginn, déi jo ausserhalb dem Land sinn, Rotterdam a weess Gott wou, an déi ons de Carburant an d'Land bréngen?

De beschte Wee ass - maache mer ons näischt vir heibannen! - de Wee iwwert déi douce Mobilitéit, wa mer net méi wéilte fueren. Mä leider gëtt nach gefuer. Mä an engem Land, wou et 700 Autoen op 1.000 Leit gëtt, ass dat a mengen Aen e schwieregt Unterfangen.

Merci fir d'Nolauschteren an ech bréngen den Accord vun der CSV an.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. Och e grousse Merci un eise Rapporteur Henri Kox.

Als LSAP si mer frou, dass een elo gesäit, dass jo en Ëmschwong kënnt vum Diesel op de Bensinner, wat effektiv eis Ëmwelt nach vill méi schount, an zemools mat dësem Gesetz gëtt dat jo ënner Strof gesat. Dofir gi mer och domadder den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Da wär et um Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Ech kann et och ganz kuerz maachen. Merci dem Rapporteur an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Och Merci un den Här Kox fir säin, mengen ech, zweete Rapport de Mëtten.

Une voix.- Drëtten.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den drëtte schonn!

Et ass fir eis e Gesetz, wat mer gär géife matstëmmen, wann et hei just ëm de Schutz vun der Atmosphär géif goen, also ëm d'Reduktioun vu Schadstoffer an den Treibstoffer. Mä déi Analys eleng gräift ze kuerz.

Et sinn eng Rei Aspekter, déi ee muss kucken. Dat Éischt ass natierlech duerch déi nei Donne an der internationaler Klimadiskussioun. Ebe well d'Amerikaner erausginn, stellt sech och d'Fro vun der Kompetitivitéit am Transportsecteur nei an notamment am Lofttransport. Mir mussen also kucken an den Diskussiounen, déi mer an der nächster Zukunft, an den nächste Jore féieren, wéi eng Länner sech nach zu wéi engen Ziler eventuell engagéieren a wéi eng Konsequenzen dat huet an deene Beräicher, wou mir e kommerziellen internationalen Interessi hunn, fir do eng konkurrenziell Situatioun kënnen ze erhalen.

Dat Zweet ass, et ass e ganz strengt Gesetz. An e Reflex, dee mer ëmmer erëm feststellen, dat ass, datt eng Tendenz besteet, zemools am Ëmweltberäich ganz besonnesch streng ze sinn. Och mir sinn der Meenung, et sollt ee streng sinn. Mä ech wëll an e puer Wierder erklären, datt et och Grenze gëtt.

Éischtens gëtt emol hei de Code de procédure civile an deem Sënn ëmgeännert, datt net d'Douane soll Strofen anzéien, mä direkt den Enregistrement. An et ass och en Automatismus bei Strofen, dat ass och eppes, doriwwer kann ee laang philosophéieren. Mä ech wëll hei just feststellen, datt relativ héich Strofe relativ séier automatesch verhaange ginn. Och dat ass eppes, wat mech als Bierger a priori net begeeschtert.

Mä eisen Haaptproblem bei dëser Diskussioun, wéi dacks am Ëmweltberäich, ass, datt mir als ADR keng parallell Justiz wëllen, keng parallell Police, kee parallelle Parquet. An dat ass awer ëmmer méi an deenen Ëmweltgesetzgebungen, wou d'Baueren dacks betraff si mat besonnesch strenge Kontrollen, wou Dag an Nuecht kënnen Installatioune besicht ginn, souguer den Domizil ka besicht ginn. An de System ass eigentlech ëmmer, datt d'Membere vun der Administration de l'environnement de Statut vum Officier de police judiciaire kréien, wéi och an dësem Gesetz, wou d'Kadere vun der Kategorie A1 an A2 dee Pouvoir kënne kréien. An da kënne se Dag an Nuecht déi Installatioune besiche goen, inklusiv les locaux réservés à l'habitation, den Domizil, vun hallwer siwe moies un. Ass dat néideg?

Éischtens, wann et onbedéngt néideg ass, géif et jo duer, wann d'Police dat géif maachen, eventuell mat enger spezieller Formatioun an opgrond vun engem Mandat. Musse mer all Kéiers der Ëmweltverwaltung déi do Pouvoire wierklech ginn? Geet net eng Police mat där néideger Formatioun, deem néidege Personal duer, fir dat ze maachen?

An och mam Parquet muss ee sech eng Kéier iwwerleeën, ob mer déi Evolutioun, déi mer an deene leschte Joren haten, fir bei den ONGen eigentlech ëmmer zouzeloossen, fir kënne Plainte ze féieren, ob dat haut nach justifiéiert ass. Fréier, a mir hunn dat och esou gesinn, wor et vläicht wichteg, fir e gewëssenen Drock an der Ëmweltpolitik ze maachen, well net jiddwereen dat eescht geholl huet. An da war et gutt, fir och den Ëmweltschutzorganisatiounen e gewëssene Rôle ze ginn. Haut ass dat anescht. Haut ass dat anescht, well all politesch Partei sech zum Ëmweltschutz bekennt, well e grousst Bewosstsinn an der Ekonomie bei alle Partner ass, datt dat wichteg ass, datt et muss gemaach ginn.

An et steet am Gesetz eppes, wat interpelléiert. De Ministère public, also de Parquet, souguer wann en d'Totalitéit vun deenen Interessie soll verdeedegen, déi hei am Gesetz enumeréiert sinn - esou steet et wuertwiertlech dran, d'Totalité vum Intérêt social gëtt ofgedeckt duerch de Ministère public -, gi mer trotzdeem nach den ONGe Pouvoiren, fir kënne Plainte ze féieren. An do stellt sech d'Fro, genausou wéi mat de Pouvoire vun de Membere vun der Administration de l'environnement mat Polizeirechter, ob mer dann net sollte mat engem Parquet zefridde si vu Spezialisten, vu Juristen an ophalen, fir parallell Parqueten oder parallell Institutiounen do anzeféieren.

Et ass eng Fro vun der Rechtsstaatlechkeet. Well och déi ONGe si jo net ëmmer fräi vun Interessen. Et ass jo net esou, datt, well een eng Ëmweltschutzorganisatioun ass, ee vun haut op muer fräi vun Interessen, fräi vun Aflëss ass an nëmmen der gudder Saach géif déngen. Och do gëtt et Interessen, och do gëtt et finanziell Interessen, och do gëtt et Interessegruppen. An et gëtt keng demokratesch Kontroll.

E Parquet muss sech wéinstens géintiwwer enger Justiz, engem Justizminister justifiéieren, en ënnersteet deem zum Deel, dee sengersäits vun engem Parlament kontrolléiert gëtt. Eng Ëmweltschutzorganisatioun ënnersteet kenger vun deene Kontrollen. An och do muss een also ganz bewosst op d'Risiken opmierksam maachen. Mir sinn interesséiert als ADR, datt d'Problemer am Ëmweltschutzberäich juristesch a polizeilech esou verfollegt ginn, wéi et néideg ass, ouni iwwerdriwwe Strengt an am strikte Respekt viru rechtsstaatleche Strukturen. An un dat wëlle mer eis halen. An dofir stëmme mer dëst Gesetz net mat.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Bon, d'Gesetzesännerung vun haut betrëfft déi 6%eg Verbesserung vun der Sprittqualitéit. Déi kritt elo Gesetzeskraaft an et sinn Amendë virgesinn, déi e Fournisseur bei engem Verstouss géint déi Oplagen an Zukunft bezuele muss. Iwwert d'Héicht vun der Amende kéint sech natierlech diskutéiere loossen. Mä am Kader vun der Direktiv iwwert d'Qualitéit vum Spritt, déi hei ganz einfach an d'national Gesetzgebung transposéiert gëtt, verstoppt sech awer och eng vill méi prinzipiell Diskussioun.

Éischtens stellt sech d'Fro vum Stellewäert vum Agrospritt, dee fir d'Erreeche vun dësem 6%egen Zil bei anere Spritt ka bäigemëscht ginn. Ech mengen, den Här Oberweis ass virdru ganz gutt dorobber agaangen. De groussen Deel vun deem Agrospritt kann nääämlech weiderhin aus Planze kommen, déi eigentlech primär fir d'mënschlech Nutritioun kultivéiert ginn. A mir wësse jo och ganz genee, datt duerch dëse Verdrängungseffekt d'Produktioun vun Iesswuere weltwäit méi kleng gëtt an d'Präisser klammen. D'Resultater vun dëser Politik kenne mer: Ënnerernäerung an Hongersnéit, grousst mënschlecht Leed, dat oft zum Doud oder zur Flucht féiert.

Dernieft weise vill Etüden och, datt duerch d'Änderung vun der Buedemnotzung, duerch d'Ofholzung vu Bëscher, d'Entstoe vu Monokulturen a schlecht Buedemwirtschaft d'CO_2-Emissiounen tendenziell méi héich sinn, wéi wa mer keen Agrospritt géifen hierstellen.

Ech ka mech nach erënneren als Journalist viru bal zéng Joer elo, a Brasilien esou eng Fabrik visitéiert ze hunn, wou Bioethanol produzéiert gouf. An do konnt ee sech als Journalist net mat Employéen einfach esou ënnerhalen, nëmme mat deenen, déi vun der Direktioun selektionéiert goufen. Dat si ganz fei Betriber. Also niewebäi gesot: Heiansdo wann et ëm Geld geet, da verschwënnt d'Meenungsfräiheet an d'Fräiheet vun de Journaliste ganz schnell. Dat däerf een och net vergiessen. Soit! - Kleng Klammer.

Zweetens stellt sech d'Fro vun der Berechnung vun der CO_2-Intensitéit vu verschiddenen Energieträger. An d'Äntwert drop steet net am Gesetz, mä am Règlement grand-ducal. An do kann ee gesinn, datt Spritt op Basis zum Beispill vun de Schistes bitumineux oder eben dem Sanduelech déiselwecht CO_2-Intensitéit zougerechent kritt wéi de konventionelle Pëtrol. Dat dierft awer net sinn, well d'CO_2-Intensitéit vun Energie op Basis vu Sanduelech ëm 50% méi héich läit wéi beim Pëtrol. An derbäi kënnt och nach den CO_2-Ausstouss aus der Extraktioun vu Sanduelech och dem Schistegas, dee verhältnisméisseg nach vill méi héich läit.

Geneesou gëtt et grouss Ënnerscheeder duerch d'Hierkonft vun der fossiller Energie a wéi se op der Plaz extrahéiert gëtt. Och deem gëtt guer net Rechnung gedroen. Anstatt also derfir ze

suergen, datt knaschteg Energieträger lues a lues verschwannen an hir Importeure méi héich taxéiert ginn, maachen d'Direktiv an déi heiten Transpositioun hinnen d'Dier nach méi grouss op.

Déi 6%eg Verbesserung ka soumat um Pabeier vläicht erreecht ginn, mä a Realitéit gëtt ëmmer méi CO_2 an d'Atmosphär gepompelt. Dozou muss een och nach soen, datt mir als déi Lénk am Dezember 2014 - dat war mäi Virgänger, de Justin Turpel nach - eng Motioun hei abruecht haten, déi genee virun där Gefor gewarnt hat an d'Regierung opgefuerdert hat, fir zu Bréissel ze intervenéieren.

Dat ass, mengen ech, net geschitt. Déi Motioun ass versant, wann een esou wëllt soen. A mir kënnen eis wahrscheinlech och virstellen, firwat. Well kanadesch Energiekonzerner hu mat Hëllef vun hirer Regierung eng grouss Lobby-Aarbecht zu Bréissel gemaach an eng net differenzéiert Approche bei den Energieträger als wichteg Konditioun fir d'Zustanekomme vum CETA-Accord forcéiert, deen ëmmer als esou fantastesch par rapport zum TTIP duergestallt gëtt, wéi Kanada souwisou och esou fantastesch par rapport zu den USA duergestallt gëtt, nëmme well se vläicht e méi charismatesche Premierminister hunn. Mä dat ass d'Iwwerfläch. Et muss een derhannert gesinn.

D'EU-Kommissioun ass doropshin agebrach an huet hir ambitiéis Approche fale gelooss. Ob eis Regierung an dëser Fro einfach just elo den Asaz verschlof huet oder awer a Wierklechkeet d'Zustanekomme vun engem Fräihandelsaccord mat Kanada iwwer klimapolitesch Bedenke gestallt huet, kann nëmme si beäntwerten.

Dofir, Här President, och wa mir d'Gesetzesännerung u sech ënnerstëtzen, si mer der Meenung, datt déi kruzial a problematesch Punkten net am Gesetz, mä am Règlement grand-ducal stinn. An dofir wäerte mer eis mat Prudence derbäi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Emweltministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Hären Deputéierten, fir d'Eischt och mengersäits e grousse Merci un de Rapporteur, den Henri Kox, an un d'Virriedner.

All eis Biocarburanten, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sinn als nohalteg zertifizéiert, no de Virgabe vun der EU. Dat, fir op dem Här Oberweis seng Fro ze äntwerten. An et ass esou, dass mer wëssen, dass 40% vun de Biocarburanten aus Offall bestinn. Et sinn nach 13% Palmuelech dran. An ech mengen, all deenen, déi hei schwätzen a soen: „Mir musse méi fir de Klimaschutz maachen a mir musse méi maachen, dass mer eis asetze géint d'Ofholzen", deene ginn ech alleguerte recht. An dat wëll ech och hei eng Kéier soen.

An ech mengen dofir: Dee sécherste Wee ass wierklech, e Paradigmewiessel am Transport ze hunn. Mir als Lëtzebuerg sinn um Schaffen. Mir investéieren haut ganz aneschters, wesentlech méi an den ëffentlechen Transport an an d'duuss Mobilitéit. Mir versichen, léisungsorientéiert ze schaffen. Dofir: Sécherlech, reduzéieren ass dat eenzegt Mëttel, wat op Dauer wäert hëllefen, fir och eis Klimaziler ze erreechen. An ech mengen, dat huet awer jiddwereen heibanne verstanen, mä ech wollt awer trotzdeem eng Kéier präzis op Är Fro äntwerten: Jo, se sinn als nohalteg zertifizéiert, no Virgabe vun der EU.

Da wëll ech awer nach eng Kéier, well et awer elo zweemol vum Här Kartheiser hei erwäänt gouf, op déi nei Donne zréckgoen. An ech wëll awer nach eng Kéier och op dëser Bün betounen, dass d'Lëtzebuerger Regierung, an ech mengen, jiddweree vun eis huet dat betount an de leschte Joren, wierklech der Meenung ass, dass den Här Trump wierklech e kolossale Feeler gemaach hat, andeems e versicht, mat Politicken aus dem 19. Jorhonnert d'Defien aus dem 21. Jorhonnert ze léisen, dass e réckwäertsgeriicht Politicke mécht an op Dinosaurier-Technologië setzt amplaz op d'Mënschen, op hir Emwelt an op e konsequente Klimaschutz.

An d'ailleurs mengen dat och déi meescht Amerikaner. D'amerikanesch Industrie mengt dat souguer selwer och. En huet jo vill Leit, déi sech mëttlerweil vun em ofgewannt hunn. A mir wäerten als Lëtzebuerg sécherlech weider positiv mat de Regiounen zesummeschaffen, och an Amerika! Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Memorandum of Understanding, also e Vertrag, mat zum Beispill Kalifornien a Baden-Württemberg, wou mer wäerte konkret Klimaschutz maachen.

An dat heescht, et sollt ee sech wierklech... An dat fannen ech insbesondere haut immens traureg, dass Dir elo zweemol mat populisteschen Aussoen hei op dëser Bün versicht hutt, en Doute opzeruffen, ob et wichteg ass, de Verkéier ze reduzéieren, deen eis selwer jo méi schuet awer, wéi en notzt, wa mer all Dag stresseg am Stau stinn a wa mer op d'Verkéiersdoudeger kucken, insbesondere wéinst schlechter Loftqualitéit.

Dofir mengen ech, dass et wierklech gutt ass, dass mer eis net Froe stellen iwwert den Impakt, mä d'Fro stellen, wat mir selwer hei am Alldag fir de Klimaschutz wäerte maachen. An do hu mer Iddien, fir d'Leit mat anzebannen, well dorëms geet et, dass mer eng Transitioun hikréien an déi méiglechst schnell, fir déi schlëmm Folge vum Klimawandel, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn, ze konterkaréieren.

Dann eppes zu den OPJen. Hir Pouvoiren - an do verweisen ech op den Text - si streng limitéiert. A wann et ëm d'Nuecht geet, da musse grav Indicen do sinn, wou dës OPJen, déi awer Spezialiste sinn - de Parquet, dat ass jo méi en Allrounder; hei si Spezialisten - als Spezialiste fir de Parquet operéieren. An dofir ass et awer e wichtege Punkt, dass mer grad, wa mer e grousse Verdacht hunn an Indicen derfir do sinn, kënnen Ëmweltschied a Schied, déi dann och der Allgemengheet herno zulaaschte falen, feststellen.

An ech mengen, dofir sinn de Rôle an déi Pouvoire vun den OPJe gerechtfertegt, well si si streng limitéiert a se limitéiere sech drop, wann et Indice-gravë gëtt. En plus hu se e Mandat vum Juge d'instruction. An ech mengen, dass mer domadder awer déi Fro beäntwert hätten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Da si mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert de Projet 7088 ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7088 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 54-mol Jo, 3-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: M. Gilles Roth;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen: de Projet 7110, eng Direktiv iwwert den Zougang zu genetesche Ressourcen. An de Rapporteur, mir si scho bal dru gewinnt, ass den Här Henri Kox.

8. 7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm d'Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement, och d'Exekutioun dervun. An et geet, wéi virdrun och scho gesot an deem Gesetz vu virdrun, ëm d'Applikatioun vun deenen Accorden oder Protokoller, déi mer international ënnerschreiwen.

An hei geet et ëm e ganz wichtege Protokoll. Dat ass de sougenannten Nagoya-Protokoll. An deem Nagoya-Protokoll geet et ëm d'genetesch Ressourcen, insbesondere an den Entwécklungslänner. An et geet drëms, e Partage juste, équitable ze assuréieren, dass och déi, déi d'Ressourcen hunn an deene Länner, awer och entspriechend do kënnen dervu profitéieren, wann e Wësse méi do erauskënnt, wéi dat haut de Fall ass.

An ech mengen, de Kolleeg Marco Schank war deemools bei deem Nagoya mat implizéiert. An ech mengen, dass dëse Protokoll, dee jo iwwert de Schutz vun der Biodiversitéit handelt, och da muss agehale ginn. An dëst Gesetz exekutéiert e Reglement vun der Europäescher Unioun, fir eben dee Protokoll esou gutt wéi méiglech da kënnen anzesetzen, dass dat och agehale gëtt, an dass wierklech déi Länner op eng gewësse Souveränitéit kënnen zréckgräifen, an dass net op déi sougenannt, wat och schonn haut de Mëtten a verschiddenen Debatten zur Tagung komm ass, ausbeuteresch Aart a Weis virgaange gëtt, wéi dat esou oft de Fall ass an deem Sënn.

Wat beschreift dat Gesetz? Et beschreift natierlech eng ganz Rei vu Méiglechkeeten. Éischtens, dass déi Applikatiounen agehale ginn. An dann huet een natierlech an engem demokratesche Rechtsstat Recoursméiglechkeeten. All dat ass implizitt an dësem Gesetz da verankert ginn.

De Statsrot hat awer op engem Punkt eng Opposition formelle, well de Gesetzesprojet d'Propos hat, e Comité virzegesinn. E Comité, deen dann d'Applikatioun, de Suivi sollt maachen. Awer de Statsrot huet eis d'Constitutioun rappeléiert, dass et net um Legislateur wär, der Exekutiv virzeschreiwen, no wéi enger Aart a Weis si dat an hire Kompetenzen ëmzesetzen huet.

An dofir hu mer einfach gemengt als Kommissioun, dem Statsrot ze suivéieren. An dofir hu mer dee Comité interministériel, esou wéi e virgesi war, och aus der Gesetzespropos erausgeholl. Nichtsdestotrotz gëtt et awer intern vun der Exekutiv esou gehandhabt, an dat no Récksprooch mat der Ministesch, déi déi Erklärung an der Kommissioun ginn huet, dass dat souwisou de Fall wäert sinn, dass déi Applikatioun vun deem Gesetz oder deem Protokoll och akribesch dann nogeholl gëtt.

Vläicht just nach zu den Daten. D'Gesetz selwer gouf den 20. Januar 2017 deposéiert. De Statsrot, wéi gesot, huet den 13. Juni säin éischten Avis ginn, mat där Opposition formelle. D'Chambre de Commerce hat och net direkt inhaltlech eppes auszesetzen. Déi huet hiren Avis den 20. Januar 2017 ofginn. A mir hunn de 14. Juni 2017 mech als Rapporteur festgeluecht, wou mer och nach eng Kéier diskutéiert hunn iwwert déi Propos, déi mer dem Statsrot da ginn hunn. An den 21. Juni gouf de Rapport an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl.

An ech ginn dann och hei nach eng Kéier den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt fir d'Éischt dem Kolleeg Henri Kox als Rapporteur vun dësem Projet Merci soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. An hien huet zu Recht gesot, datt de Protokoll vun Nagoya e ganz wichtegen ass, e wesentlechen ass, well en eng Aart juristescht Bollwierk géint d'Biopiraterie duerstellt. An dat virun allem, well, ech soen emol déi Länner - déi äermste Länner, hätt ech bal gesot -, d'Entwécklungslänner, awer och Schwellelänner a virun allem indigen Vëlker vun deem Protokoll profitéieren.

Ech wollt awer eng Fro un d'Madamm Minister stellen, well viru Kuerzem ass mer e Rapport an de Grapp gefall vun zwou ONGen, nämlech „Public Eye" an „Natural Justice". Déi hunn eng Partie Divergenzen opgewisen an deem Protokoll... éischter Divergenzen tëschent de Legislatioune vun der EU an deene Länner, déi als Fournisseur kënne wierken, also an der Ëmsetzung vum Protokoll. An ee vun dëse Widderspréch ass den Ament vun der Acquisitioun vun enger bestëmmter Ressource.

D'EU ass nämlech der Meenung, datt d'Obligatioun vun deem sougenannten „Access and Benefit Sharing" eréischt an deem Moment spillt, wou den Accès, also de physeschen Accès zu enger Ressource spillt. An op där anerer Säit gesäit awer d'Legislatioun vu ganz ville Länner, also sougenannt Fournisseuren, vir, datt d'Obligatioun vun deemselwechten „Benefit Sharing" schonn da besteet, wann den Accès zu enger Ressource virun der Adoptioun vun dem Protokoll vun Nagoya geschitt ass. An dat ass e ganz wesentlechen Ënnerscheed.

An dann ass eng zweet Lacune, déi ech och an deem Rapport gesinn hunn, datt gesot gëtt, datt all Transfer vu geneteschem Material Deel vun engem entspriechenden Accord muss sinn. Mä d'Resultat ass awer dann, datt et quasi onméiglech ka ginn, géint den Accès an déi illegal Notzung ausserhalb ebe vun engem gemeinsamen Accord unzekämpfen.

An duerfir wollt ech d'Madamm Minister froen, ob se déi Doleancen do deelt respektiv ob eventuell Beméiunge sinn op europäeschem Plang oder doriwwer eraus, fir dann do Nobeserungen un där entspriechender Reglementatioun ze maachen.

Ansonste géif ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Villmools Merci, Här President. An och nach eng Kéier Merci dem Rapporteur Henri Kox.

Ech mengen, mam Protokoll vun Nagoya gëtt de Raubbau vun der genetescher Biodiversitéit gestoppt an den Drëttlänner. An dat begréisse mer. An domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Well alles gesot ass, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. An ech soen dem Rapporteur da fir d'Véiert de Mëtteg e grousse Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll vläicht mat engem Kommentar ufänken. D'Regierung huet elo gesot, d'Madamm Minister huet gesot, et wär Populismus, vun där neier Donne an Amerika ze schwätzen. Dat ass eng Realitéit! Et ass eng Realitéit, datt dee gréissten Emetteur op der Welt aus deem Accord de Paris erausgeklommen ass! A wann een dat a seng Politik wëllt iwwersetzen a mat an d'Iwwerleeungen erabezitt, dann ass dat ganz einfach...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Mat Effet 2021, Madamm Loschetter.

...eng Saach vu politescher Verantwortung, fir sech ze iwwerleeën: Wat huet dat fir Konsequenzen op eis Ekonomie, europawäit, lëtzebuergwäit? Gëtt et e Risiko vun „Carbon Leakage"? Gëtt et e Risiko vun Delokalisatioun?

Dir kënnt mat Kalifornien Accorde maachen. Kalifornien huet net déi amerikanesch Schwéierindustrie. Dat ass u sech ganz schéin, mä et ass net d'Léisung vun deenen neie Problemer, déi sech eis stellen am Beräich vum Schutz vun der Atmosphär.

Et ass éischter eppes anescht, wat mer Suerge mécht. Mir mécht Suergen an där ganzer Klimadebatt, zu där mir eis bekennen - Schutz vun der Atmosphär ass wichteg, Ëmweltschutz ass wichteg -, mä egal wéi d'Wieder ass: Wann et reent, wann et waarm ass, kënnt all Kéiers e Gréngen heihinner: „Et ass waarm dobaussen, et reent dobaussen, mir si kuerz virun der Apokalyps! Et ass eng Katastroph!" Esou kann een net räsonéieren! An et ass eng Fro: Wëlle mer hei Politik mat Verantwortung a Realismus? Ma dat ass dat, wat d'ADR Iech presentéiert. Oder hätte mer gär eng Politik mat Ideologie,...

(Brouhaha)

...blannemännerches, wou déi gréng wierklech Spezialisten dra sinn?

(Protestations)

Mir hunn hei eng Partei, déi gréng, dat ass déi, déi Politik mat der Angscht wëllt maachen, déi all Kéiers, wa Wolleken um Himmel sinn, seet: „Passt op, wat mer musse maachen! Dir musst gréng wielen, well soss lafe mer an d'Katastroph eran!" Dat ass sécher falsch!

Wat dee Sujet hei ugeet, do wëll ech awer der LSAP an der DP soen, datt se sech vun deene Gréngen iwwert den Dësch zéie gelooss hunn!

Plusieurs voix.- Ah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat hei ass keen...

(Brouhaha)

Dat ass keen Ëmweltschutzdossier, den Accord vun Nagoya. Et ass en ekonomeschen Dossier, LSAP! Et ass e Fuerschungsdossier, DP, well et geet drëm, eisen Industrien hei am Land, eise Fuerschungen an Europa an zu Lëtzebuerg en einfachen Zougang zu genetesche Ressourcen ze ginn, ouni Bürokratie, mat engem Quelleschutz, ouni wa méiglech Problemer fir Transportfirmen, déi déi Saachen transportéieren, an ouni datt déi Industrien oder Fuerschungslaboratoiren all hir Sourcë mussen all Kéiers opleeën!

Dat ass de Sënn dervun: Schutz vun der Industrie, Schutz vun der Fuerschung! An Dir hutt den Dossier. A wat maacht Der? Dir maacht alt erëm eng Kéier d'Police judiciaire, d'Administration de l'environnement, alt erëm eng Kéier parallell Parqueten. Dat ass eng gréng Politik, déi eigentlech d'Interesse vum Land an dësem Dossier verkennt. An ech kann der LSAP an der DP net felicitéieren, datt se Iech déi Méiglechkeet do ginn hunn!

Mir als ADR - ech soen et nach eng Kéier -, mir si ganz gäre bereet, um Ëmweltschutz voll matzeschaffen, awer éischtens, an engem realistesche Kontext,...

(Interruption)

...mat Verantwortung, ouni de Leit Angscht ze maachen, am Interessi och vun eisen ekonomeschen Akteuren, well vun deene liewe mer, a schlussendlech ouni parallell Justiz an ouni parallell Polizei opzebauen. An dowéinst stëmme mir dee Projet hei net mat.

Ech soen Iech Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Et voilà!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet d'Madamm Ëmweltministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ech soe vun hei aus dem Rapporteur e grousse Merci, dem Här Schank fir seng Remarquen och e Merci. Ech schaffe selwer am Moment am Klimaberäich vill fir indigen Vëlker. Mir hunn hinnen elo gehollef, eng Plattform ze schafen, well mer einfach mierken, wéi ongerecht...

An, Här Kartheiser, et deet mer leed, ech mengen, dass Dir awer do d'Realitéit verkennt. Wa jiddweree géif esou wirtschaften, wéi mir wirtschaften, an dat an alle Beräicher, da wär dat desastréis! An ech mengen, dass mir eis sollten alleguerte fir méi Gerechtegkeet asetzen a virun allem derfir asetzen, dass mer eis natierlech Ressourcen, déi d'Basis vun eisem Liewe sinn, well ouni Äerd, ouni Buedem, ouni Waasser, ouni... an, kënne mer eigentlech weder wirtschaften nach liewen. Dofir ass et awer wichteg, dass mer eis Basis erhalen.

Et geet och net drëm, Angscht ze maachen. Et geet hei drëm, dass mer zesumme mat alle Länner eng méi gerecht Welt... Hei schaffe mer géint d'Biopiraterie. Ech soen dem Här Schank Merci fir seng Umierkungen. An ech kucken dat ganz gären no.

Fir de Rescht soen ech deenen anere Fraktioune Merci fir d'Ënnerstëtzung op dësem Feld. An ech mengen, dass mer hei verantwortlech handelen am Interessi vu jiddwerengem, wa mer deem heiten zoustëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir géifen iwwert de Projet 7110 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7110 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 57-mol Jo, 3-mol Neen. De Projet ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Sidd Der dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Villmools Merci! Ech ginn Iech Rendez-vous den nächsten Dënschdeg.

An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.24 heures)

SÉANCE 43 MARDI, 4 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communications
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne
- *Exposé de l'interpellation: M. André Bauler*
- *Exposé de l'heure d'actualité: M. Laurent Mosar (dépôt de trois motions et d'une résolution)*
- *Débat: M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Marc Baum, M. Franz Fayot*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *M. Laurent Mosar (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Motions et résolution: M. Laurent Mosar*
- *Résolution 1: M. Marc Angel, M. Marc Baum, M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (intervention de M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*
- *Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Laurent Mosar, M. Marc Baum*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Laurent Mosar, M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

5. 6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil
- *Rapport de la Commission juridique: M. Franz Fayot*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, Mme Simone Beissel, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen de Premierminister, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall, mä dat kënnt sécher herno. Ech soe Merci.

2. Communications

An ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - Séance publique du 4 juillet 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***7154** - Projet de loi portant création d'une représentation nationale des parents et portant modification*

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

2. de la loi du XXXXXX ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation,

3. du Code de la sécurité sociale

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

***7155** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers*

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30.06.2017

***7156** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016*

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017

***7157** - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:*

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/25014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c. la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d. la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e. la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017

***7158** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 14 novembre 2016 concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.07.2017

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour. D'Presidentekonferenz huet Iech deen Ordre du jour virgeschloen, deen Der matgedeelt krut.

Sidd Der mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An de Mëtten hu mer als Haaptpunkt en duebelen Debat iwwert de sougenannte Brexit um Ordre du jour, duebelen Debat, well mer mat enger Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert d'Konsequenze vun deem Brexit op eis Finanzplaz saiséiert sinn a gläichzäiteg mat enger Aktualitéitsstonn iwwert d'„roadmap" vum Brexit, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass. Mir wäerten also gemeinsam iwwert déi zwee Anträg, iwwert déi zwou Demanden diskutéieren.

An d'Presidentekonferenz huet Iech virgeschloen, dass mer dee Moment och d'Riedezäiten, déi jeeweils fir eng Interpellatioun a fir eng Aktualitéitsstonn virgesi sinn, kumuléieren an dass mer deementspriechend also och e bësse méi Riedezäit hu wéi just bei enger Interpellatioun. An ech géif da proposéieren, dass mer direkt mat eiser Diskussioun ufänken, se lancéieren, fir d'Éischt mat der Interpellatioun vum Här André Bauler an dann direkt hannendru mam Antragsteller vun der Demande d'Heure d'actualité, deen och gläichzäiteg de mandatéierte Spriecher, Haaptspriecher vun der CSV ass.

An ech géif d'Wuert dann direkt weiderginn un den honorabelen Här Bauler. Ech gebrauchen nach ëmmer dee mandatéierte Spriecher, obwuel dat jo net méi esou am Gebrauch ass. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

Exposé de l'interpellation

M. André Bauler *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Stëmmung a Groussbritannien ass fir de Moment net déi euphoreschst. Fir d'Éischt an hirem laange Règne huet d'Kinnigin Elisabeth II hir Trounried den 21. Juni an engem eppes manner feierleche Kader virgelies. D'Raimlechkeete bloufen zwar déi traditionell, mä d'Queen koum net wéi gewinnt an der laanger wäisser Robe an d'House of Lords, och huet si keng Kroun méi um Kapp gedroen an ass och net an der gëllener Statskutsch bis an d'Parlament gefouert ginn. Si huet e bloen Hutt gedroen an een dezent, blot Kleed. D'Kroun ass op engem roude Kësse virun hir an dem Krounprënz an d'Parlament eragedroe ginn. Um bloen Hutt ware giel Knäpp ze erkennen. Eenzelner huet dat un den europäesche Fändel erënnert.

Den Deputéierte Paul Flynn goung souguer esou wäit, fir den Hutt vun der Queen als en Anti-Brexit-Hutt ze qualifizéieren.

Här President, d'Atmosphär a Groussbritannien no de Wahle vum 8. Juni ass, wéi gesot, net déi bescht. D'Tories goufe geplëmmt a sinn op zéng Deputéiert vun der séier konservativer nordirescher DUP ugewisen. D'Wahle sollte si eigentlech méi staark maachen, mä elo si se awer an enger geschwächter Positioun, fir de Brexit duerchzezéien. Mat hirer Entscheedung, fir aus der Europäescher Unioun auszetrieden, huet déi brittesch Regierung e komplizéierte Prozess an d'Weeër geleet, deen dorobber erausleeft, d'Kaarten an Europa nei ze stéckelen.

Den 23. Juni 2016 war de Brexit per Referendum entscheet ginn. Den Austrëtt aus der Europäescher Unioun war fir vill iwwerzeegten Europäer mat engem politeschen Äerdbiewen ze vergläichen. Et wousst zwar jiddwereen, dass d'Engländer zënter dem Ufank vum europäesche Projet hir eege Virstellung haten an dacks net grad galant a kollegial mat hire Partner um Kontinent ëmgespronge sinn.

Déi Eeler ënner eis erënnere sech sécherlech nach ëmmer gären un d'Maggy Thatcher, wat geruff huet: „I want my money back!" Trotz all deem Gekregéils...

(Interruption)

Pardon, Här Fayot, net onbedéngt gären, Dir hutt recht!

Trotz all deem Gekregéils ware si dach awer ëmmer e wichtege Partner an der Europäescher Unioun an och fir Lëtzebuerg. De Referendum hannerléisst e batteren Nogeschmaach, dat, well e Groussbritannien déif gespléckt huet, souwuel d'Populatioun wéi de politeschen Establishment. Fir d'Éischt en neie Premier, dunn eng „roadmap" fir en haarde Brexit, Neiwahlen, déi déi konservativ Partei hätte stäerke sollen, de Verloscht vun der absolutter Majoritéit am Parlament, dem House of Commons, intern Diskussiounen iwwert déi nei Regierungsbildung, d'Ofhängegkeet vun der DUP et cetera.

Den Artikel 50 vum Lissabonner Traité ass Enn Mäerz duerch eng Notifikatioun zu Bréissel a Kraaft getrueden. D'Verhandlungszäit ass ugelaf. Si leeft iwwer zwee Joer. De Wecker tickt an um Enn kéint et, wann all Seeler räissen, zu engem haarde Brexit kommen.

Bei all deem Hin an Hier musse sech déi englesch Politiker awer och konkret Froen iwwer hir zukünfteg Bezéiunge mam Kontinent stellen. Soll et an d'Richtung vu bilateralen ad-hoc-Verträg mat der EU goen? Oder soll den norwegesche Modell als Orientéierung déngen? Dat géif bedeiten, dass d'Britten am europäesche Wirtschaftsraum bleiwe kéinten a souguer an den europäesche Budget abezuele géifen, wat awer éischter onwahrscheinlech ass. Oder si maachen et wéi Neiséiland, e Stat, deen iwwert d'Welthandelsorganisatioun WTO just op kommerziellem Plang mat der Europäescher Unioun verbonnen ass.

Am Moment weess nach keen, wouhinner d'Rees goe wäert. Béis Zonge behaapten, d'Britte wéisste selwer net, wat um Enn erauskéim. Wéi sot Theresa May esou schéin: „Brexit means Brexit!" A si huet bäigefüügt: „A mir wäerten en Erfolleg dorauser maachen!" Ob dat esou einfach goe wäert, wéi si dat am Ufank geduecht huet, dierf elo scho bezweifelt ginn, virun allem nom Mësserfolleg bei de leschte Parlamentswahlen.

Den 19. Juni sinn dann d'Verhandlunge vun der brittesch-europäescher Scheedung ugaangen. Emol kucken, wou mer an zwee Joer landen: Gëtt et eng Brochlandung oder wäerte mer dach „soft" landen? „Wait and see", géifen d'Engländer soen.

Här President, bei all deem Kuddelmuddel wësse mer awer eppes sécher, an zwar, dass dës Situatioun elo schonns Auswierkungen huet, an déi international Mäert hunn eis dat scho gewisen: eng allgemeng Onsécherheet, wat déi wirtschaftlech Zukunft ugeet, keng Planungssécherheet fir d'Investisseuren a fir d'Entreprisen, déi op europäesche Mäert präsent sinn an op déi Mäert do ugewise sinn.

Verschidden Akteuren hunn duerfir schonn am Hierscht 2016 entscheet, wéi se hir wirtschaftlech Relatioune mam Kontinent och am Fall vun engem Brexit weiderféiere kënnen. Si waren hire Clienten dat einfach schëlleg. An anere Wierder: Egal wat beim Brexit erauskënnt, vill international aktiv Finanzakteuren hunn e Plang, wéi se hir Entreprisen ab 2019 opstelle wäerten, fir weider hir Geschäfter an der EU maachen ze kënnen.

Här President, de Brexit huet zu engem Verloscht u Glafwierdegkeet gefouert. Investisseuren ausserhalb vun der EU hu sech gefrot a froe sech, wat dann elo an a mat Europa lass ass. Si froe sech: „Mat wat fir engem Europa hu mer et an Zukunft ze dinn? Solle mer eis zukünfteg méi op London axéieren oder ass et net awer besser, e Stützpunkt am kontinentale Bannemaart ze behalen? Oder brauche mer déi zwee?"

Här President, England war ëmmer en dynameschen Akteur an der EU, besonnesch wann et ëm finanztechnesch Sujete gaangen ass. An deem Sënn verléiere mer als Lëtzebuerger Land en Alliéierten a verschiddenen Dossieren.

De Brexit wäert d'EU fragiliséieren a kéint Lëtzebuerg mëttel- oder laangfristeg Schued brénge. Et kann ee sech also net iwwert de Brexit freeën. De Brexit gesäit fir Lëtzebuerg an enger éischter Phas, also à court terme, éischter positiv aus mat neie Leit an neien Aktivitéiten, déi bei eis komme wäerten a mat hirem Know-how an hirer spezifescher Aktivitéit eis Finanzplaz beräicheren.

Op wirtschaftlechem Plang gëtt et souwuel Chancë fir eist Land wéi awer och Geforen. Dëst huet dermat ze dinn, dass eise stäerkste Lien mat England iwwert d'Finanzplaz vu London leeft. Eis Finanzplaz ass ganz dacks complementaire zu där vu London. Konkret bedeit dat, dass, wann et hinne gutt geet, et eis och gutt geet. Mir sinn, mir waren a mir bleiwe Partner.

Här President, et kann een de Brexit aus Lëtzebuerger Siicht awer net verstoen, wann ee sech net e bësse mat eiser Finanzplaz auserneesetzt, well och eis Finanzplaz e staarken Afloss op d'Bildung vun eisem nationale Räichtum huet. Jo, e gudden Deel vum Kuch, deen all Joer hei am Land gebak gëtt, hu mer eiser Finanzplaz ze verdanken. Ech soen dat, ouni d'Finanzplaz glorifizéieren ze wëllen.

Ma mir mussen de Realitéiten awer an d'A kucken. All véierte bis all drëtten Euro an eisem Statsbudget kënnt direkt oder indirekt aus Aktivitéite vun der Finanzplaz. An der Schwäiz ass dat Gewiicht manner staark. Do sinn et just 10%, een Zéngtel also.

D'Haaptstäerkt vun eiser Finanzplaz ass hir Diversitéit. Dacks gëtt an dësem Zesummenhang vun engem ganzen Ekosystem vun Akteure geschwat. D'Banken, d'Fongen, d'Bourse, d'Assurancen, d'Reassurancen, d'Auditeuren, d'Beroderfirmen, d'Affekotebüroen et cetera, alles dat mécht eis staark. Dësen techneschen Know-how ass net vun haut op muer entstanen, mä en ass iwwert déi lescht Jorzéngte lues a lues opgebaut ginn. Dat huet och dermat ze dinn, dass déi politesch Entscheedungsinstanzen hei zu Lëtzebuerg ëmmer op Zack waren, wann et geheescht huet, Gesetzgebungen am Interêt vun der Finanzplaz ëmzesetzen. Denke mer nëmmen un déi éischt UCITS-Fongendirektiv vun 1985.

Här President, bleiwe mer bei de Fongen. Bei den internationale Fonge si mer déi éischt Finanzplaz weltwäit an insgesamt gekuckt si mer weltwäit déi éischt an der Fongenindustrie no Amerika. Op EU-Niveau si mer déi éischt Fongenindustrie.

Lëtzebuerg ass och de Backoffice vun angelsächsesche Firmen, awer net nëmmen. Och hei am Land ginn etlech Fonge konzipéiert. An dësem Sënn ass et och erfreelech ze gesinn, dass eis Universitéit kierzlech e Fuerschungsaccord mat der ABBL ënnerschriwwen huet am Beräich „know your customer". Dublin ass a bleift awer den Haaptkonkurrent vu Lëtzebuerg bei der Verwaltung vun de Fongen. Lëtzebuerg ass awer besser opgestallt, well mer virun allem e multilinguaalt an diversifizéiert Émfeld hunn. Et ka sinn, dass méi UCITS-Fongen zu Dublin an zu Lëtzebuerg mussen opgeluecht ginn.

Et wäert och sinn, dass méi AIFD-Fongen hei zu Lëtzebuerg opgeluecht wäerte ginn. Mir hu jo d'lescht Joer nach déi respektiv Gesetzgebung hei am Parlament gestëmmt. A Polen ass net genuch Substanz fir verschidden Aktivitéite fir Fongen. Polen huet éischter am Backoffice, an der Kontabilitéit eng Spezialisatioun.

Lëtzebuerg huet ee Fort, eng Masse critique u Wëssen an un Know-how. Englesch ass fir Lëtzebuerg eng offiziell Sprooch am Bankeberäich. Fir Frankfurt a Paräis, déi op hir jeeweileg Landessprooch setzen, ass dat net esou. Just déi nordesch Länner an Holland akzeptéieren Englesch als offiziell Sprooch. En Nodeel an der Belsch ass deen, dass déi ganz Bankelegislatioun an zwou Sproochen iwwersat muss ginn, wuelgemierkt d'Sprooch vis-à-vis vun den Autoritéiten.

Englesch ass fir Lëtzebuerg also eng Stäerkt, eng Tromp. Mir mussen dës Sprooch, denken ech, nach méi an d'Vitrinn stellen. Am Finanzberäich leeft mëttlerweil villes, wann net alles, op Englesch. Zu Lëtzebuerg ass de Prospekt also an dräi Sprooche formuléiert. An dëse klengen, ma guer net esou onwichtegen Detail mécht eis als Finanzplaz méi attraktiv. Mir hunn international eng ganz staark Positioun an de Fongen. D'Manager kennen eis Positioun. Brittesch Fongen hunn deeselwechte Problem wéi d'Banken. Géife si am Fall vun engem Brexit den europäesche Pass oder Passeport verléieren, well se eben an engem Land implantéiert wieren, dat dann net méi an der Europäescher Unioun wier, da misste se sech an engem anere Memberland nidderloossen.

Bei de Fongen ass et dacks esou, dass d'Produiten zu London ausgeschafft, spréch konzipéiert ginn. Dat nennt een och d'Ingénierie financière. D'Fonge ginn also haaptsächlech zu London entwéckelt an iwwer Lëtzebuerg opgeluecht a verdriwwen. Et gëtt also an engem gewëssene Mooss eng Complementaritéit tëschent Lëtzebuerg an der Londoner City. Mir si souzesoen e Backoffice vu London, well dës Fongen dacks hei bei Finanzinstituter deposéiert sinn, well hei d'Administratioun leeft, well hei zu Lëtzebuerg de Risk Management vum Produit gemaach gëtt an d'Tresorerie ugeluecht ass.

Mir stinn natierlech a Konkurrenz zu anere Finanzzentre wéi Frankfurt, wéi Paräis oder Amsterdam. Mä mir mussen eis guer net verstoppen, well mer vill Sprooche kennen, och um reguléierenden Niveau. Lëtzebuerg huet och e stabillt politescht Émfeld, dat ganz genau weess, wéi wichteg d'Fonge fir d'Finanzplaz a fir eise Sozialstat sinn.

Lëtzebuerg verfüügt och mëttlerweil iwwer e Set vun internationale Schoulen, denke mer un d'International School zu Déifferdeng! Gutt News an dësem Kontext: Den 10. Oktober d'lescht Joer hat den Investmentmanager M&G ugekënnegt, eng nei Plattform zu Lëtzebuerg opmaachen ze wëllen. Et handelt sech heibäi ëm eng SICAV, déi sech u Clienten ausserhalb vu Groussbritannien riicht. D'„Financial Times" hat an dësem Zesummenhang vun der éischter grousser Post-Brexit-Finanzentscheedung geschwat.

Lëtzebuerg ass also weider attraktiv fir Fongen. Och am Beräich vun der FinTech kann eis Plaz interessant ginn. Verschidde Firme gi sech London guer net méi ukucken. Si interesséiere sech direkt fir eis, well se einfach sécher wëlle sinn, dass se och nach an zwee Joer hir Produiten an der Europäescher Unioun am Bannemaart verkafe kënnen.

Här President, wat déi klassesch Banken ubelaangt, esou schaffe ganz vill Haiser mat engem sougenannten „split setup". Dat heescht, si hunn hiert Mammenhaus zu London an eng Filial hei am Land. Dëst ass meeschtens een Hub, eng liicht Versioun vum Headquarter, deen da bei eis ass. All Bank muss elo fir sech selwer entscheeden, fir sech selwer kucken, wéi se an Zukunft strukturéiert ass a wéi se fonctionnéiere wëllt. Si muss sech d'Fro stellen, wéi vill Geschäfter se um Kontinent muss hunn, fir de Passeport européen ze kréien.

Brittesch Finanzhaiser musse vläicht méi Leit vu London op de Kontinent bréngen, fir nach d'Autorisatioun ze kréien, fir iwwerhaapt nach am EU-Bannemaart aktiv ze sinn. Och net brittesch Banken iwwerdenken hire Modell elo. Eng nordesch Bank huet an deem Kontext ëm déi 50 Leit wéinst dem Brexit op Lëtzebuerg bruecht.

Här President, Lëtzebuerg huet eng ganz dynamesch an innovativ Bankeplaz mat enger grousser brittescher Präsenz. An duerfir si mer och fir verschidden Instituter interessant. Loosse mer och net vergiessen, dass eis Plaz mëttlerweil e gudde Ruff genéisst! Dank dem Engagement vum Finanzminister Pierre Grame-

gna si mer vun alle groen a schwaarze Lëschten erof. Eis Virdeeler sinn also net nëmmen de Britte bekannt: flexibel Produkter zum Beispill am „wealth management", also an der Strukturatioun vum Patrimoine.

Et sinn dëst Finanzinstrumenter, déi der ganz normaler Fiskalitéit ënnerleien. Lëtzebuerg wäert awer manner Aktivitéiten am Beräich Investmentbanking unzéien, einfach well mer do par rapport zu Frankfurt manner Know-how hunn.

E Wuert zu de Quartiers généraux: Hei gëtt ëmmer nees d'Fro gestallt, ob mer systemesch Banken unzéie kënnen. D'Experten, déi ech op der Finanzplaz besiche konnt, soen engem, dass déi sech wuel kaum wäerte vu London op Lëtzebuerg deplacéieren. An dach wäerte grouss Finanzgruppen hire Footprint an der EU nei ausriichten. Esou si mer hei zu Lëtzebuerg den Hub fir net europäesch Länner. D'Schwäizer Banke si léiwer bei eis komm, well och mir kleng sinn an eng grenziwwerschreidend Approche hunn. Mir hunn d'Expertise vu China, mir hunn d'Expertise vu Südostasien an esou weider. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg eng Proximitéit zu den Autoritéiten, dat wësse Länner ausserhalb vun der EU ze schätzen. Net fir näischt si schonn Ufank November 2016 dräi nei Bankenhaiser, Finanzinstituter op Lëtzebuerg komm. J.P. Morgan hat zum Beispill ugekënnegt, Plazen op Lëtzebuerg transferéieren ze wëllen.

Et soll awer elo kee gleewen, dass vun haut op muer Dausende vu Leit vu London eriwwerkommen. London bleift och weiderhin en „global player" an der internationaler Finanzwelt mat ronn 150.000 Leit, déi op der Finanzplaz zu London schaffen.

Här President, nach e puer Wuert zur Lëtzebuerger Bourse. Mir sinn en fait eng ganz kleng Bourse, wat de klasseschen Aktienhandel ugeet. Mä mir sinn awer ganz staark am Beräich vum internationalen Handel mat Obligatiounen. Lëtzebuerg ass do wierklech en Haaptpartner an Europa. Den „Who is who", wéi dat esou schéin heescht, vun der Weltwirtschaft ass och hei zu Lëtzebuerg. Iwwer 40.000 international Wäertpabeiere gi bei eis quotéiert.

Well dëst e Geschäft ass, wou mer mat ganz ville Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun handelen - ongeféier d'Halschent vun den Transaktiounen op eiser Bourse -, besteet hei méi e grousse Risiko, wann d'EU als solch geschwächt ass, well verschidden Akteure sech vun eis ofwenne kéinten. Ech denken do besonnesch un de südostasiatesche Raum.

Singapur an Asien riskéieren nom Brexit, méi interessant fir international Operatiounen ze ginn. Mir mussen also gutt oppassen, dass international Wäertpabeieren net op anere Plaze gehandelt ginn. Dofir muss e konkreten, sprécht fairen Deal mat London fonnt ginn. Soss verléiere mir als Europa. Och Irland verléiert dann. E Brexit ass also an engem gewëssene Mooss eng Gefor fir d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Bourse.

Här President, mir sollten den Assurancësecteur awer net aus den Ae verléieren. Wann am Ufank vläicht geduecht gouf, dass dëse Beräich manner vum Brexit impaktéiert wier, esou stellt sech zanter de leschte Méint eraus, dass mer en fait besonnesch hei nei Akteuren unzéie kënnen. Och wa Lloyd's sech elo fir Bréissel a géint Lëtzebuerg entscheet huet, esou huet den amerikaneschen Assureur AIG awer schonn am Mäerz ugekënnegt, op Lëtzebuerg ze kommen, dann einfach, fir sécherzestellen, dass si hir Geschäfter och no engem Brexit weiderféiere kënnen.

Dësen Deal ass wichteg, well e richtungsweisend ass. AIG ass esou eng grouss Gesellschaft, dass och nach aner Akteure sech op Lëtzebuerg deplacéiere wäerten. Esou huet Hiscox zum Beispill am Mee ugekënnegt, op Lëtzebuerg ze kommen. Am Abrëll huet FM Global sech och fir dëse Schrëtt entscheet. Am Juni war et dann och nach RSA.

Firwat dann elo Lëtzebuerg fir d'Assurancen? Ma éischtens hu mer e separate Regulateur - de Commissariat aux assurances -, dee gewinnt ass, international opgestallten Entreprisen ze reguléieren. An zweetens ass Swiss Re schonn hei am Land, wat neien Akteure weist, dass dëse Modell zu Lëtzebuerg soutenabel ass.

Här President, komme mer zu de Schlussfolgerungen. D'City vu London wäert bestoe bleiwen. Si wäert eng Rei Aktivitéiten a Bänker verléieren, an dach ass vill Bewegung am Dossier. An et ass gutt, dass mir eis dobaussen als Lëtzebuerger Finanzplaz, als Lëtzebuerger Land positionéieren, dass mer also e gesonden Honger weisen.

Eis Agence Luxembourg for Finance ass ganz aktiv um Terrain an och d'ABBL an d'ALFI féiere Gespréicher mat Banke respektiv mat Fongemanager. Den Haut comité de la place financière hat am Fréisummer d'lescht Joer eng Taskforce zum Thema an d'Liewe geruff, déi e Rapport ugeholl hat mat de Punkten, déi et nach unzepake gëllt.

Luxembourg for Finance huet dës och ëmgesat. Si féiere weider Eent-zu-eent-Gespréicher. Si sinn also an direktem Kontakt. Si sinn an de Medie präsent. Lëtzebuerg soll also och weider net zu London mam Fändel ronderëm lafen, wéi anerer dat maachen oder gemaach hunn, oder mat der Scheierpaart wénken. Mir hu scho selwer en Erkennungswäert an eng Renommee, a mir kënnen dës nach weider verstäerken. Dat geschitt, wéi gesot, zesumme mat eise Partner, wéi der ALFI oder der ABBL.

D'Lëtzebuerger Finanzplaz schreift sech an e gudde Kader an. Nach hu mer heiheem eng Liewensqualitéit, déi een zu Paräis oder zu London net virfënnt. Vill Famillje si frou, fir an esou engem Ambiente ze liewen. Denke mer un eis Fräizäitinfrastrukturen, eis international an engleschsproocheg Schoulen an un eis Kulturlandschaft, an där ee sech erhuele kann!

Kuerzfristeg gekuckt hu mir d'Méiglechkeet, fir weider Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze zéien. Dobäi sollt ee sech net wéi Asgeier op London stierzen, seng Avantagen awer ganz kloer bekannt maachen.

International Akteure soe sech: „Wa mir schonn zu Lëtzebuerg sinn, da wëlle mer kucken, wéi eng Aktivitéiten aus England kënnen eriwwergeholl ginn. Wou si mer also an der Zukunft mam Gros vun eisem Business präsent? Wéi kann een eis Aktivitéiten zu Lëtzebuerg erweideren? Wou si mer schonn aktiv? Wat hu mir? Wien a wat kéint eriwwerkommen?"

D'Akteuren zu London froe sech: „Wat ass eise Setup? Wéi kënne mer mat engem Minimum u Substanz zu Lëtzebuerg aktiv sinn, ouni deen aktuelle Setup op d'Kopp ze geheien?"

A mir mussen eis froen: „Wat kënne mer spezifesch fir si ubidden? Wéi vill kënne mer verléieren, géife mer näischt ënnerhuelen?"

Esou oder esou, ech hunn et virdru gesot, Dausende vu Leit wäerte vu London net eriwwerkommen. D'Finanzingenieure bleiwen dohannen, an och déi héichbezuelte Manager. Et wäert also net de CEO sinn, dee kënnt, mä de Sales-Manager.

Laangfristeg sinn d'Auswierkunge méi schwéier anzeschätzen, well een net genau weess, wéi de Brexit d'Eurozon als Ganzt beaflosse wäert, mä esou oder esou musse mer weider innovativ bleiwen, dat souwuel wat d'Finanzplaz an hir Akteuren ugeet, wéi och wat d'Zesummespill tëscht Politik a Wirtschaft ubelaangt.

Här President, Groussbritannien war an ass e wichtegen Alliéierte vu Lëtzebuerg, grad am Finanzsecteur. Lëtzebuerg wäert dat och weiderhi bleiwen. Dofir musse mir och an Zukunft weider zesummeschaffen. Mir wäerte Partner bleiwen. An dësem Dossier ginn et wierklech all Dag nei Evolutiounen, soudass de Finanzminister am beschte gestallt ass, fir eis vläicht nach e puer Präzisiounen ze ginn.

Ech wollt de Finanzminister dofir froen, wéi hien zurzäit d'Auswierkunge vum Brexit op Lëtzebuerg aschätzt, dat an deene verschiddene Beräicher vun eiser Finanzplaz, vun de Fongen, iwwert d'Banken an d'Bourse bis hin zu den Assurancen.

A wat fir engem Mooss kann et duerch de Brexit zu enger weiderer Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz kommen? Huet den Här Minister an dësem Kontext méi präzis Informatiounen iwwer potenziell nei Aktivitéiten? Kann hien eis och e puer Indikatioune ginn, wat fir spezifesch Beruffsprofiller duerch de Brexit op Lëtzebuerg komme kéinten?

Mir wëssen, dass Luxembourg for Finance eng exzellent Aarbecht mécht. Wéi gesäit d'Promotioun vun der Finanzplaz an den nächste Méint aus? Wou leie méiglech Chancen a Risike vun engem spéideren Handelsaccord mat Groussbritannien, soubal si definitiv d'Europäesch Unioun verlooss hunn, dat souwuel fir d'EU als Ganzt, wéi och fir eis als Lëtzebuerger Land am Spezifeschen?

A wéi engem Mooss riskéiert den ekonomeschen Abroch a Groussbritannien duerch d'Schwächung vum brittesche Pond duerch déi allgemeng Onsécherheet an déi finanziell Verflichtunge vis-à-vis vun der Rescht-EU - et gëtt jo vu 60 Milliarden Euro geschwat -, zu engem konjunkturelle Réckgang am Bannemaart ze féieren? Wéi kënne mir als Lëtzebuerg dorobber virbereeden?

Dat wieren e puer Froen, déi ech mer erlaben, an de Raum ze stellen.

Här President, erlaabt mer zum Schluss vu menger Interpellatioun e puer allgemeng Iwwerleeungen. D'Noriicht vum Brexit war fir d'Europäesch Unioun e Schock. D'Angscht, dass et zu engem Zersetzungsprozess an der EU kéim, war grouss. Nach viru Méint wousst keen, wéi déi hollännesch oder déi franséisch Wahlen ausgéingen, an ob et nach eventuell zu engem Frexit kéim. E Frexit wier wierklech den Ufank vum Enn gewiescht. Elo awer schéngt d'EU lues a lues nees d'Kéier ze kréien.

D'Krise vun de leschte Joren dierften effektiv bei ville Bierger zu enger Gewëssenserfuerschung gefouert hunn. Vill Mënschen an der EU hu verstanen, dass Europa, den Euro, de Schengen-Raum, déi fräi Zirkulatioun vun de Bierger, dass dat alles keng Selbstverständlechkeet ass. Se hu begraff, dass d'Europäesch Unioun eng Chance ass. Dës Chance huet vu fréiere Generatioune missen erkämpft ginn.

Et ass un deenen haitege Generatiounen, fir d'Errungenschaften an d'Wäerter vun dëser EU ze verdeedegen. E Bléck op d'Weltkaart weist eis séier, wéi grouss mer sinn a wou mer stinn. All deenen, déi un der EU als gemeinsame Friddensprojet zweifelen, soll een dofir d'Fro stellen: Gëtt et an der Zäit vun der Mondialisatioun eng Alternativ zu Europa? Wier den Nationalstat wierklech d'Alternativ?

Mir Lëtzebuerger wëssen zanter dem 19. Jorhonnert, dass mer eis ni hätten entwéckele kënnen, wa mer eis net a gréisser Wirtschaftsraim integréiert hätten. Dat war eis eenzeg Chance, fir als klenge Stat ze iwwerliewen. All deenen, déi d'Europäesch Unioun a Fro stellen, sollt ee soen: „Da kuckt op déi Millioune Britten, déi d'EU net verloosse wollten an déi elo verzweifelt sinn, well se wëssen, dass de Brexit hinne kee Gléck bréngt! Kuckt op déi Millioune Britten, déi an zwee Joer d'Avantagë vun der fräier Zirkulatioun verléieren an dofir en héije Präis musse bezuelen!"

Millioune Britte wiere frou, wa se an der EU bleiwen dierften. All dës Mënschen hu verstanen, dass d'EU méi ass wéi eng Wirtschaftsgemeinschaft an e Bannemaart. Europa ass och eng Wäertegemeinschaft, déi eis an enger ëmmer méi komplexer a rauer Welt méi staark maachen a schütze soll. Dat sollte mer eis ëmmer virun Aen halen, wa mer iwwer Europa diskutéieren.

Ofschléissend wollt ech allen den Akteure vun der Finanzplaz, déi ech an de leschten zéng Méint begéint hunn, Merci soe fir hir Rotschléi a Reflexiounen. Dat huet mir perséinlech vill gehollef, fir dës Interventioun ze preparéieren a mer e bessert Bild ze maachen. E spezielle Merci un de Ben Jacoby aus eiser Fraktioun fir d'Begleedung an Iech alleguer fir d'Opmierksamkeet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An d'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar, deem seng Fraktioun, d'CSV, d'Aktualitéitsdebatt ugefrot huet. Den Här Mosar ass och uschléissend Riedner vu senger Partei. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'heure d'actualité

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, Här Statsminister, Dir Häre Ministeren, et sinn elo bal gutt dräi Méint hier, datt déi englesch Premierministesch Theresa May offiziell d'Scheedungsprozedur vun der Europäescher Unioun ageleet huet. Vun elo u gëtt also, wärend zwee Joer emol mindestens, iwwert d'Trennungsmodalitéiten tëschent Groussbritannien an der Europäescher Unioun verhandelt. An d'Resultat vun dëse Verhandlunge muss dann och vum englesche Parlament ofgeseent ginn.

Ob et zu enger frëndlecher oder enger knaschteger Scheedung kënnt, steet haut nach an de Stären. Wat wäerten d'Konditioune vun der Stee sinn? Wat kënnt no der Scheedung? Wéi intensiv wäert no engem Brexit dat europäesch-brittescht Verhältnis nach sinn? A wat geschitt, wann et dann iwwerhaapt net zu enger Eenegung kënnt? Alles dat si Froen, op déi et haut nach keng Äntwerte gëtt.

Här President, aleedend zu menger Interventioun wëll ech dem Kolleeg André Bauler Merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet, fir haut eng Interpellatioun iwwert d'Konsequenze vum Brexit ganz besonnesch op d'Finanz- an d'Bankeplaz unzefroen.

Ech wäert mech a menger Interventioun fir d'Éischt mat deene méi generellen Erausfuerderunge vum Brexit beschäftegen, fir mech dann herno mat de Chancen an de Risike vun esou engem Brexit och fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze beschäftegen.

Bei dëser Prozedur geet et also drëms, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Mariage, deen elo 43 Joer gedauert huet, tëschent dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Communautéit opzeléisen an ze liquidéieren. Déi drëttgréisst Vollekswirtschaft vun Europa wäert net nëmmen den europäesche Bannemaart, awer och d'Zollunioun verloossen.

All Aussoen, souwuel vun der Madamm May wéi och vun anere Vertrieder vun hirer Partei, weisen éischter drop hin, datt d'Regierung Kurs op e sougenannten „haarde Brexit" hëlt. Historesch ass et awer vläicht interessant, drun ze erënneren, datt genau op därselwechter Plaz, wou d'Madamm May Mëtt Januar déi grouss Linne vum Brexit opgezeechent hat, näämlech mëtten a London, am Manchester House, déi fréier Premierministesch Margaret Thatcher am Abrëll 1988 d'Virdeeler vum europäesche Bannemaart an den héchsten Téin gelueft hat. Genau vun deem Zougang zu engem Maart vun entre-temps 500 Millioune Mënsche sinn d'Madamm May an hir Regierung genee 29 Joer méi spéit amgaangen, sech ze verabschiden.

Wann ee weess, wat bei dëse Brexit-Verhandlungen um Spill steet fir all eenzelt EU-Memberland an natierlech virun allem och fir Groussbritannien, da kann ee sech virstellen, wéi zéi a laangwiereg dës Verhandlunge wäerte ginn.

D'Objektiv vun der Europäescher Unioun muss et allerdéngs sinn, alles ze ënnerhuelen, fir ze evitéieren, datt de Brexit d'Dieren opmécht fir aner populistesch a protektionistesch Deriven. Allerdéngs, an och do si mir eis, mengen ech, an dësem Haus all eens, kann d'Ausmooss vun dëser Erausfuerderung och eng Chance fir Europa duerstellen an - wie weess? -, datt dësen haarde Brexit vläicht en neien Impuls fir mindestens e Käreuropa ka mat sech bréngen.

All dëst ass alles, mä keen Acquis. Nach gëtt et awer eng Rei Ursaachen, fir ze hoffen. Well et ass och am Interêt vu Groussbritannien, datt dës Trennung net an e Rousekrich ausaart, well déi zwou Säite mussen och nom Brexit nach e fairt a kooperatiivt Verhältnis mateneen opbauen.

An all Bedeelegt, souwuel op brittescher wéi och op europäescher Säit, musse sech hirer historescher Verantwortung bewosst sinn, déi op hinne laascht. Si musse sech bewosst sinn, datt et bei de Verhandlungen net drëms geet, Pluspunkten ze maachen an ze beweisen, wien dee Stäerksten ass, mä et geet virun allem ëm den Erhalt vu Fridden a Wuelstand a ganz Europa, also och a Groussbritannien. Wann eis dat näämlech net geléngt, drot dee ganzen europäesche Projet mam Brexit ënnerzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll versichen, an deenen nächste Minutten opzezeechnen, wat d'Verhandlungspositiounen op deenen zwou Säite sinn, awer och op déi ganz grouss a wesentlech Erausfuerderungen, déi sech eis alleguerte stellen, anzegoen.

Als Éischt sollt a misst een awer wëssen, datt am Géigesaz zu deenen oft haarden Téin, déi vun der Insel eriwwergedroe ginn, d'Verhandlungspositioun vun de Britten net onbedéngt déi allerbescht ass. Déi brittesch Wirtschaft ass vill méi op gutt Wirtschaftsbezéiunge mat Europa ugewisen, wéi dat ëmgedréit de Fall ass.

Zwou Zuele virop, déi och déi ongläich Trëmp am Verhandlungspoker däitlech maachen: 44% vun de britteschen Exporter ginn an aner EU-Staten. A Groussbritannien steet nëmme fir 8% vun Exporter vu Firmen aus deenen iwwreg bleiwenden EU-Länner.

Wa sollten an Zukunft Handelsbarrièren tëschent Groussbritannien an der EU opgestallt ginn, wäert dat sécherlech fir déi meescht EU-Länner, mat virop Däitschland, awer och fir eist Land, alles aneschters wéi agreabel sinn. Mä fir Groussbritannien, Dir Dammen an Dir Hären, wären esou Handelsbarrièrë carrement eng Katastroph.

Op där anerer Säit spillt d'Zäit géint d'Britten. D'Banken an d'Entreprisë sinn näämlech am Moment an enger totaler Onkenntnis, wat d'Bedéngunge sinn, an deene si an Zukunft Geschäfter mam Festland kënne maachen, wann d'Kinnekräich da spéitstens 2019 austrëtt. Derbäi kënnt, datt, wann d'Gespréicher ouni Resultat géifen ausgoen, wat keen hofft a wënscht, wat awer net komplett vun der Hand ze weisen ass, an et keen Handelsvertrag och wäert ginn, am Prinzip automatesch no 2019 Douanestaxe fälleg sinn. Dat wier schlecht fir all Bedeelegt, awer ganz besonnesch batter fir déi brittesch Exporteuren.

An dëser Hypothees kéint Groussbritannien natierlech op eng substanziell Reduktioun vun de Steiersätz op d'Betriber setzen, mä och do muss ee wëssen, datt si elo schonn op 20% sinn a bis 2020 wëllen op 17% erofgoen.

Nach, Här Finanzminister, wäert et schwiereg ginn, déi 12,5% vum Nopeschland Irland ze erreechen. A souguer wa se dann dat och nach géife fäerdegbréngen, hunn awer déi ausländnesch Investisseuren eigentlech all Interessi, an Irland ze bleiwen, well si kënne jo hei weider vun de Virdeeler vun enger EU-Memberschaft profitéieren.

Här President, wann een also ganz genau d'Analys vun der Situatioun op där anerer Säit

vum Ärmelkanal mécht, stellt een eigentlech fest, datt Groussbritannien net schrecklech vill Trëmp an der Hand huet an d'Europäesch Unioun eigentlech um laangen Hiewel sëtzt.

Ech muss Iech dofir soen, datt, wann et sécherlech Risike fir déi europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft gëtt, ech net zu deene gehéieren, déi am Brexit nëmme schwaarz Wolleken iwwer Europa an der Europäescher Unioun gesinn. An dëst ass dann och eigentlech e gutt Beispill dofir, datt am Géigesaz zu deem, wat oft an der Unioun vu Kritiker ënnerstallt gëtt, si eigentlech guer net esou schlecht opgestallt ass fir de Fall, datt ee vun de Memberen dës Unioun vun haut op muer wëllt verloossen.

Ech wëll awer gradesou kloer de Mëtten hei betounen, datt dës Trëmp, déi d'Europäesch Unioun an der Hand huet, nëmme kënnen ausgespillt ginn, wann d'Europäesch Unioun sech net vu London wäert auserneendividéiere loossen a verschidde Memberstaten net versichen, hir eegen Interessen a bilateral Accorde mat London ofzesécheren. Dëst ass fir mech wahrscheinlech déi gréisste Gefor. An déi brittesch Regierung an hir Chef-Ënnerhändler wäerten och alles probéieren, fir esou eng Divisioun zwëschen eenzelne Memberlänner erbäizeféieren.

Här President, erlaabt mer, an deem Kontext och op ee Punkt anzegoen, deen absolutt wesentlech ass, wat d'Finanzdéngschtleeschtunge betrëfft - och de Kolleeg Bauler huet schonn zu Recht drop higewisen -, dat ass dee vum europäesche Finanzpass.

Heizou wëll ech nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, datt iergendeen Agreement, dee vun iergendengem Regulateur aus iergendengem EU-Memberstat ausgestallt gëtt, automatesch eng Autorisatioun fir den Territoire vun der gesamter Unioun bedeit. Vun deem Moment un, wou de Brexit also effektiv gëtt, ass déi Autorisatioun, déi vum brittesche Regulateur ausgestallt gëtt, just nach op Groussbritannien limitéiert an et zielt net méi fir de Rescht vun der Europäescher Unioun.

Wa mir näämlech op dësem fir mech kruziale Punkt géife wëllen eng Ausnam zouloossen, géif dat quasiment d'Enn vun der Europäescher Unioun bedeiten, well se dann d'Diere wäit géif opmaache fir all extra Regelen.

Här President, erlaabt mer dann och, op e puer méi praktesch Froen iwwert de Brexit anzegoen, déi méi genereller Natur sinn.

Eng éischt fundamental a wesentlech Fro ass natierlech déi vun der fräier Zirkulatioun vun de Bierger a ganz besonnesch natierlech där vun den EU-Bierger, déi a Groussbritannien liewen, an ëmgedréit deene villen englesche Matbierger, déi an aneren EU-Memberlänner en neit Doheem fonnt hunn, och hei zu Lëtzebuerg.

Fir meng Fraktioun a fir mech muss et kloer sinn, datt et hei e Regimm vu Reciprocitéit muss ginn, dee virgesäit, datt all dës Bierger weider voll am Genoss kënne bleiwe vun deene Rechter, déi si duerch déi eenzel europäesch Traitéen zougesprach kritt hunn. An dat gëllt virun allem natierlech fir illimitéiert Openthaltsrechter wéi awer och all sozial Gesondheets- a Pensiounsrechter.

Fir eis muss et kloer sinn, datt d'Zoustännegkeet fir all déi dote Bierger weider bei den europäesche Geriichtsbarkeete bleift. An dat muss och e Knackpunkt sinn an de Verhandlunge mat London. Ech weess, datt et op dësem Punkt net einfach wäert ginn ze verhandelen, mä ech sinn awer och nohalteg der Meenung, datt mer hei keng Konzessioun kënne maachen.

En drëtte Punkt ass deen, bis wat fir een Datum de Bierger an deene Rechter bleift, déi en am Moment jo nach ëmmer huet. Do ass am Moment den Datum vum 1. Mäerz emol an d'Land geschéckt ginn. Nach misst een awer wëssen, ob dat och deen Datum ass, deen herno zréckbehale gëtt.

En anere praktesche Problem, mat deem vill zukünfteg Bierger wäerte geplot sinn, ass deen, datt anscheinend d'englesch Regierung an d'Madamm May gär hätten, datt all eenzelnen EU-Bierger, deen am Moment an England ass, misst eng individuell Demande erareechen, fir kënne weider op der brittescher Insel ze bleiwen.

Iwwert déi Fro ass bis elo scho vill, ganz besonnesch an de Medien, diskutéiert ginn. An ech géif natierlech hoffen, datt mer herno e Regimm fannen, dee fir d'Alleréischt natierlech d'Reciprocitéit garantéiert, mä deen awer och souwuel den EU-Bierger a Groussbritannien wéi de brittesche Bierger am Rescht vun der Europäescher Unioun eng méiglechst onkomplizéiert Transitioun wäert erméiglechen.

Heizou wëll ech soen, Här President, datt sech am Moment och ganz vill brittesch Bierger hei zu Lëtzebuerg ganz seriö Suergen a Gedanken ëm hir Zukunft maachen. Mir sinn duerfir der Meenung, Här President, datt et wichteg wär, datt och d'Regierung hei e staarkt Signal un déi brittesch Communautéit vun eisem Land sent, datt si alles wëllt ënnerhuelen um Niveau vun de Verhandlungen, fir och d'Interesse vun alle brittesche Bierger ausserhalb vu Groussbritannien ze verdeedegen.

Am Kontext vum Brexit stelle sech iwwregens och, an dat héiert een all Dag, wann ee mat deene Bierger schwätzt, eng ganz Rei vu praktesche Froen, op déi déi Bierger net ëmmer eng Äntwert fannen. A mir géifen duerfir och, Här Statsminister, der Regierung suggeréieren, eng Aart Brexit-Guichet ze installéieren, deen alle brittesche Bierger hei am Land, souwäit dat natierlech méiglech ass, versicht, hir Froen ze beäntwerten a si och herno an all hiren administrativen Demarchë wäert ënnerstëtzen.

Ech mengen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir eise brittesche Matbiergerinnen a Matbierger hei am Land dat schëlleg sinn. An ech géif do och wëllen an deem Sënn eng Motioun beim President deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant de manière générale les inquiétudes et les incertitudes relatives au droit de séjour post-Brexit des résidents britanniques en Europe continentale ainsi que des ressortissants luxembourgeois au Royaume-Uni,

- considérant que le Brexit ne constitue pas seulement une tragédie politique mais que la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne aura aussi des conséquences potentiellement dramatiques pour de nombreux ressortissants britanniques et leurs familles résident actuellement en Europe continentale en général et au Luxembourg en particulier, et réciproquement pour les ressortissants luxembourgeois et européens au Royaume-Uni,

- considérant enfin que, selon les déclarations des responsables politiques des deux côtés de la Manche, le sort des citoyens concernés constitue la première priorité politique dans un esprit de réciprocité,

invite le Gouvernement

- à s'engager au niveau du Conseil de l'Union européenne en faveur d'une solution durable permettant aux ressortissants du Royaume-Uni de continuer d'entrer et de rester librement sur le continent et aux ressortissants européens de continuer d'entrer et de rester librement au Royaume-Uni,

- à agir au niveau européen en faveur de la liberté de circulation des ressortissants britanniques et des ressortissants européens,

- à mettre en place un «help desk» pour les questions et démarches administratives relatives au Brexit des ressortissants britanniques au Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Här President, en zweete wichtege Punkt, wou am Moment ganz vill Froen opstinn, ass deen, wat d'Zukunft vun Nordirland an déi domadder verbonnen Diskussioun iwwert d'EU-Baussegrenze betrëfft. Wann ee sech hei e bëssen esou ëmhéiert, kritt ee mat, datt d'Fro vun engem erëm vereenten Irland am Hannergrond vun der Brexit-Diskussioun ëmmer erëm méi aktuell gëtt.

Wann ech bei Nordirland sinn, muss ech dann och weider d'Fro stellen, wéi et mat Schottland virugeet, wou jo och en Onofhängegkeetsreferendum an d'Haus steet, wou een elo nach net ka mat leschter Sécherheet soen, wéi deen ausgeet.

Also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach ganz vill Froen, déi opbleiwen, woubäi natierlech d'Fro vun de Grenzen tëschent Nordirland an Irland an domadder den EU-Baussegrenzen och eng absolutt Prioritéit muss kréien.

Eng drëtt Fro, iwwert déi manner, zumindest an de Medien, diskutéiert gëtt, déi awer och fir ganz vill Onrou suergt, ass déi vun der Iwwergangszäit, wou ech dervun ausginn, datt déi brittesch Regierung op eng Rei Sonderkonditiounen, besonnesch fir den Automobill-, de Pharma- an de Finanzsecteur, wäert pochen. Hei wär ech och net oninteresséiert, d'Positioun vun der Regierung ze héieren, wéi d'Europäesch Unioun mat deene Fuerderunge vu London wärend der Iwwergangszäit wëllt ëmgoen.

Ech hunn iwwregens och do mat Interessi d'Aussoe vum vergaangene malteseschen EU-Ministerpresident, deen de Conseil presidéiert huet, dem Här Muscat, zur Kenntnis geholl, deen eng Kéier virun e puer Deeg gesot huet, datt senger Meenung no wärend der Iwwergangsperiod déi betraffe Secteure sech weider missten den Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff ënnerwerfen.

An deem Kontext ass dann och nach eng Kéier d'Fro opzewerfen, wéi et geet, wat déi Problematik vun den Noutebanken ugeet, well och do gëtt gefaart, datt bei engem ze vill abrupte Wiessel vun den Handelsspillregelen de Risiko besteet, datt wärend enger Iwwergangszäit keen Zougang méi zu verschiddene Finanzdéngschtleeschtunge kéint garantéiert ginn, déi bis elo vu London europawäit erabruecht gi sinn.

Perséinlech, an ech hunn dat virdrun och schonn ënnerstrach, gesinn ech zwar déi dote Gefor als manner akut, wann een elo scho weess, datt déi grouss Banken amgaange sinn, Servicer mat Aarbechtsplaze vu London a Richtung Paräis, Frankfurt, Dublin an da vläicht an hoffentlech och op Lëtzebuerg outzesourcen.

Véierte Punkt, an dat ass sécherlech vläicht deen, wou d'Verhandlungen, esou wéi üüblecherweis bei Scheedungen, mat deenen häerteste Bandagë wäerten ausgedroe ginn, näämlech de finanziellen Aspekt an domadder de Käschtepunkt fir Groussbritannien. Hei sinn an de leschte Woche vill Zuelen an d'Welt gesat ginn, déi sech meeschtens op tëschent 60 an 100 Milliarde belafen. Hei geet et natierlech virun allem drëm, sech emol eens ze maachen op en definitive Betrag, deen dann als déi sougenannten Indemnité de départ misst vu London bezuelt ginn.

An op där anerer Säit, an och dat ass eng Realitéit, wäerten natierlech d'Britten Usprréch géintiwwer der EU geltend maachen, wat hir Rechter an Undeeler um EU-Verméigen, notamment wat och d'Proprietéit vun enger Rei vu Gebailechkeeten ugeet. Allerdéngs, an ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens, wäert dee Betrag, deen hei eventuell kéint a Rechnung gestallt ginn, manner importent si wéi deen, dee fir eng Indemnité de départ am Raum steet.

Mir mussen, an domadder sinn ech dann och scho beim fënnefte Punkt, natierlech och déi Fro kucken, wéi mer virufueren, wann dann an Zukunft London net méi zum EU-Budget mat contribuéiert. Och do ginn d'Zuelen auserneen. Déi eng schwätze vun engem Lach vun 10 Milliarden. Ech hunn och den Här Oettinger gelies, dee geet éischter vun engem Budgetslach vun 20 Milliarden aus.

Och dat wäert eng wesentlech Fro ginn, déi sech dann awer exklusiv un d'EU riicht, wéi an Zukunft dat dote Budgetslach wäert opgefëllt ginn. Ech géif och proposéieren, datt mer do mam Kolleeg vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, dem Marc Angel, eis vläicht eng Kéier an deenen nächsten Deeg a Woche géifen intensiv mam Wäissbuch vum Kommissär Oettinger beschäftegen, dat jo eng Gesamtreform vum EU-Budget virgesäit, well ech mengen, do geet et och ëm wesentlech méi wéi nëmmen d'Konsequenze vum Brexit.

Wann ech dann elo bei den europäeschen Debatte sinn, wollt ech awer och direkt op d'Roll vun eiser Chamber an der gesamter Brexit-Debatt agoen. Fir eis Fraktioun ass et näämlech eminent wichteg, datt d'Chamber méiglechst enk an déi Verhandlungen agebonne gëtt. Dat heescht fir eis eng regelméisseg Informatioun vun där oder deenen zoustännege Kommissiounen no all wichteger Verhandlungsronn. Mir géifen och virschloen, datt no där Verhandlungsronn entweder de Statsminister oder deen duerfir zoustännege Minister regelméisseg an d'Kommissioun géif kommen, fir eis do e Rapport ze maachen.

Last but not least ginn ech och dervun aus, datt d'Regierung, ier se engem eventuelle Verhandlungsresultat wäert zoustëmmen, natierlech och hei zréck an d'Chamber kënnt, wou mer dann an enger genereller Debatt och alleguerte kënne Positioun zu deem Verhandlungsresultat huelen. Och an deem Sënn wëll ech eng Resolutioun hei deposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en 2006, la Chambre des Députés avait adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens pour répondre aux défis se posant à l'époque,

- que le traité sur l'Union européenne a par la suite donné une base juridique au contrôle de subsidiarité des parlements nationaux,

- que depuis la mise en œuvre de cette stratégie, la prise de décision au niveau de l'Union européenne a évolué et nécessite aujourd'hui une coopération plus étroite entre les pouvoirs législatifs et exécutifs,

- que la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne («Brexit») aura des conséquences profondes sur la situation politique et économique du Luxembourg et de l'Union européenne et qu'une implication étroite du législateur luxembourgeois est souhaitable,

s'engage

à s'impliquer étroitement dans la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne à travers

- une coopération étroite avec le Gouvernement pour déterminer en amont la position luxembourgeoise sur le Brexit,

- l'intervention du Premier Ministre, Ministre d'État respectivement des membres du Gouvernement dans les commissions parlementaires respectives avant et après chaque session de négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni,

- l'invitation des membres luxembourgeois du Parlement européen à assister à ces réunions d'information et de consultation.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Här President, erlaabt mer da kuerz op d'Chancen an d'Risken anzegoen, déi ee Brexit och fir eist Land a ganz besonnesch fir säi Finanz- a Bankesecteur huet. Och hei - an ech mengen, de Kolleeg André Bauler huet dat eigentlech exzellent in extenso ausgefouert - si mir eis eens, datt Lëtzebuerg e ganz enkt Verhältnis mat der City of London ënnerhält. Och wat eis Exporter ubelaangt, ass Groussbritannien e wichtege Partner. Schlussendlech gëtt en net onwesentlechen Deel vun eisem Fongegeschäft och vu London aus gesteiert, soudatt et eigentlech an eiser alleguer wuelverstanenem Interessi ass, d'Nuebelschnouer mat Groussbritannien net definitiv ofzeschneiden, mä och no engem Brexit gutt Handelsbezéiunge mat London ze ënnerhalen.

Ech sinn duerfir och iwwerzeegt, datt de Brexit eng Rei vun interessanten Opportunitéiten, iwwregens net nëmme fir d'Finanzplaz, mä awer och fir den IT- an de Start-up-Secteur hei am Land kann opmaachen. Och um Niveau, an och dat huet de Kolleeg Bauler schonn ausgefouert, vum Fongegeschäft ass sécherlech nach ganz vill Loft no uewen. A ganz besonnesch déi Fongen, déi momentan vu London aus geréiert ginn an déi onbedéngt op den europäesche Pass ugewise sinn, musse sech jo an deenen nächste Wochen a Méint iwwerleeën, wéi se hir Aktivitéiten organiséieren.

Mir wären also, Dir Dammen an Dir Hären, gutt beroden, wa mer iwwer eng intelligent Manéier géife versichen, besteeënd Aktivitéite bei eis auszebauen, och wëssend, an ech mengen, och dat ass virdru gesot ginn, datt mir net onbedéngt outiléiert sinn, fir muer grouss systemesch Bankenhaiser mat e puer Dausend Mataarbechter vun haut op muer an eisem Land kënnen ze empfänken an opzehuelen.

Wéi soll eist Land, an och d'Regierung a seng Wirtschaft, sech dann elo an där Brexit-Diskussioun positionéieren? Ech géif behaapten, et géif zwou Aart a Weise ginn, wéi een dës Thematik kéint ugoen. Déi éischt ass eng reng wirtschaftlech, mä elo scho wichteg an enk Bezéiung mat Groussbritannien. A mir hunn also als Land all Interessi drun, och no engem Brexit dës Bezéiunge weider op engem héijen Niveau oprechtzëerhalen.

Déi zweet Approche ass méi eng existenziell fir d'Europäesch Unioun. Lëtzebuerg ass nëmme staark, wann d'Europäesch Unioun staark ass. Dat heescht am Ëmgedréiten, datt en Accord, deen ze vill avantagéis fir London géif ausfalen, riskéiere géif, aner Memberlänner op äänlech Gedanken ze bréngen, an domadder den europäeschen Edifice relativ schnell kéint zesummefale loossen, wat da ganz besonnesch och fir eng lëtzebuergesch Wirtschaft an hir Finanzplaz eng riseg Katastroph géif duerstellen.

Wat kann also elo eng Strategie vun enger lëtzebuergescher Regierung an enger dach net onkomplexer Thematik sinn?

An ech géif do wëllen d'Beispill huele vun engem vun eisen Nopeschlänner, näämlech der Belsch, déi, fir esou eng Strategie ze definéieren, e Groupe de haut niveau iwwert de Brexit agesat hunn, an deem all d'Forces vives de la nation sech zesumme beroden, wat hei eng optimal Strategie fir d'Belsch kéint sinn.

Eise Wonsch wär, Här President, datt d'lëtzebuergesch Regierung, an enker Ofstëmmung mat de concernéierte Milieuen, och grouss Linne vun enger Strategie géif definéieren, a ganz besonnesch, an dat ass fir eis fundamental, géif rout Linnen definéieren, déi am Kader vun de Brexit-Verhandlunge vun eis alleguerten net dierften iwwerschratt ginn. Ech denken hei virun allem a besonnesch u Froen, déi natierlech mam Fonctionnement vum Bannemaart zesummenhänken.

Bis elo huet d'Regierung net vill communiquéiert iwwer hir Strategie. Gewosst ass allerdéngs, an ech hunn et virdru scho gesot, datt d'Regierung anscheinend eng Strategieetüd an Optrag ginn huet, an derniewent fonctionnéiert och e Groupe de travail, dee sech soll mat alle Froen am Kontext vum Brexit auserneesetzen.

Mengen Informatiounen no, Här Finanzminister, ass dee Groupe de travail am Ufank een-, zweemol zesummekomm a soll awer elo an deene leschte Wochen a Méint net méi zesummekomm sinn.

Mir sinn eis, Här President, mengen ech, iwwer Partei- a Fraktiounsgrenzen eraus sécherlech eens, datt och eist Land, eis Wirtschaft, eis Finanzplaz vill bei engem Brexit ka verléieren, deemno wéi déi Verhandlunge wäerten ausgoen. Op där anerer Säit maache sech awer gradesou sécher eng Rei vun Opportunitéiten op, vun deenen och eise Finanzsecteur am allerwäiteste Sënn ka profitéieren. Mir sinn duerfir der Meenung, datt een hei als Regierung net soll aggressiv virgoen, mä op där anerer Säit awer och net naiv soll sinn. Mir sollen einfach prett sinn, fir nei an zousätzlech Aktivitéite vu London op Lëtzebuerg ze zéien, mussen eis duerfir awer eiser Meenung no e bëssen aneschters opstellen.

Ech hu mech am Virfeld vun der Debatt, grad wéi de Kolleeg André Bauler, mat villen Akteure vun der Finanz- a Bankeplaz ënnerhalen. An aus deenen Diskussiounen hu sech och eng Rei vu Propositiounen erauskristalliséiert, déi ech lech och elo kuerz wëll virbréngen an dann herno och dozou zwou Motiounen deposéieren.

Fir d'Alleréischt géife mir suggeréieren, Här Finanzminister, eng sougenannten Agence Brexit beim Finanzministère ze rattachéieren, wou Bierger an Entreprisen, déi interesséiert wären, vu London en Deel Aktivitéiten oder och ganz Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg ze bréngen, kéinten all Zorte vun Informatioune kréien.

Ech wëll och direkt ënnersträichen: Hei geet et net virrangeg ëm Steierfroen, mä hei geet et villméi ëm praktesch Froen, déi déi Leit ëmmer erëm stellen, näämlech: Wou kann ech meng Kanner an d'Schoul schécken? Wou fannen ech en appropriéierte Logement? Wéi geet et mat Openthaltsgeneemegungen, wann et sech eventuell net nëmmen ëm brittesch Statsbierger handelt?

Dëst ass, an ech mengen, dat wëll ech och ganz kloer ënnersträichen, Här President, eng Fro vu genereller Kommunikatiounsstrategie, déi och par ailleurs iwwert de Brexit erausgeet. Allerdéngs schéngt et fir eis wichteg ze sinn, datt een och e Signal a Richtung potenziell Investisseure soll schécken, andeem een esou eng Agence mécht, déi da wierklech fir eventuell Interessenten hei soll op sinn. A mir erlaben eis duerfir och, an deem Sënn eng Motioun ze hannerleeën. Mir sinn awer ganz gär bereet, iwwert d'Detailer an d'Modalitéite vun esou enger Motioun och mat deenen anere Fraktiounen ze schwätzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne («Brexit») aura des conséquences profondes sur la situation politique et économique de l'Union européenne,

- considérant que le Brexit pourrait constituer une opportunité pour l'économie en général et plus particulièrement la place financière, le secteur des assurances et le secteur des start-ups au Luxembourg,

- considérant qu'une agence unique et centrale pourrait favoriser et faciliter l'installation des entreprises et des particuliers au Luxembourg,

- considérant que cette agence aurait avec comme missions la prise en charge globale des entreprises comme de leurs salariés, en répondant à leurs questions sur l'immobilier, la délivrance des titres de séjour, la scolarisation des enfants, ainsi que la production et la publication de réponses aux questions fréquemment posées, le renvoi direct des requêtes spécifiques aux personnes et administrations responsables, l'organisation de réunions de haut niveau, la facilitation des démarches administratives et le rassemblement et la diffusion de toutes informations ayant trait au Brexit à travers les ministères et administrations,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'une «agence centrale Brexit», localisée le cas échéant auprès du Ministère des Finances, pour faciliter les démarches administratives des particuliers, entreprises et investisseurs du Royaume-Uni souhaitant s'implanter au Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Eng aner Propositioun wär déi, déi eis och extrem interessant schéngt ze sinn, vum zoustännege Ministère analyséieren ze loossen, deen elo net hei ass - do geet et näämlech ëm den Héichschoulminister -, datt mer gär e Master iwwert d'Gestion des risques op eiser Uni géifen en place setzen. Dir wësst, ganz besonnesch den Investmentbanking ass eppes, wat am Moment zu London ganz vill Aktivitéite generéiert. Do ass e seriöen Interêt, deen Investmentbanking och hei op Lëtzebuerg ze bréngen. Mir hunn allerdéngs, wéi an aneren Domänen och, e risege Problem, well mer net déi néideg Kompetenz an Know-how hunn, fir do spezialiséiert Aktivitéite matzedroen.

Ganz vill Akteure vun der Plaz kritiséieren dat, eiser Meenung no zu Recht. Et gëtt zwar anscheinend eng Formatioun, ech wëll dat och direkt dem Finanzminister soen, et gëtt awer keen ofgeschlossene Master, an duerfir och eng Motioun, déi mir hei wëllen deposéieren, fir emol ze kucken, ob een net och esou e Master kéint op der Uni etabléieren. Et wier eng gutt Saach fir d'Uni an et wier eng ganz gutt Saach fir d'Finanzplaz.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la discipline de la gestion des risques («risk management»), s'attachant à identifier les risques relatifs aux activités d'une organisation pour les traiter méthodiquement de manière à réduire l'impact éventuel de ces événements,

- considérant que le risque constitue un facteur inhérent aux activités du secteur financier et que les institutions financières sont confrontées à un besoin croissant de mieux structurer la maîtrise de leurs risques,

- considérant qu'à la place financière et notamment l'industrie des fonds, les activités de la gestion des risques sont constamment à la hausse ces dernières années, résultant particulièrement des nombreux développements réglementaires tels que les directives CRD, Solvency 2, UCITS et AIFMD,

- considérant que les dernières évolutions dans ce domaine de pointe introduisent continuellement de nouvelles pratiques de marché en ce qui concerne l'organisation et le contenu de la fonction «risk management»,

- considérant que les experts en gestion des risques sont prisés par les entreprises et qu'il y a la possibilité d'une pénurie de candidats pouvant engendrer des répercussions éventuelles sur les activités de la place financière luxembourgeoise,

- considérant qu'à part d'une formation continue dispensée par le Luxembourg Lifelong Learning Center il n'y a pas de formation universitaire complète offerte par l'Université du Luxembourg pourtant nécessaire pour le développement économique du «Standort» luxembourgeois et ses besoins en ressources humaines hautement qualifiées,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'un cursus «Master in risk management» à l'Université du Luxembourg.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

Wat aner Moossnamen um Niveau vum Brexit ubelaangt, wëll ech hei nach eng lescht Iddi mat erabréngen, déi eigentlech och, Här Finanzminister, iwwert de Brexit erausgeet an déi domadder ze dinn huet, datt mer och vläicht eng Kéier missten hei zu Lëtzebuerg iwwerleeën, ob et net eng Iddi wär, eng speziell Juridictioun an englescher Sprooch, fir Handelskonflikter ze tranchéieren, en place ze setzen. Och dat ass eng Iddi, déi a ville Kreesser scho säit Laangem zirkuléiert. Ech weess, datt dat an der Praxis net esou einfach ëmzesetzen ass. Et gëtt et an eenzelne Länner, et wär zumindest eng Kéier derwäert, doriwwer nozedenken.

Dat gesot, an da wär ech och scho bal um Schluss, Här President, feelt mir, an där ganzer Diskussioun iwwert de Brexit a seng Opportunitéite fir Lëtzebuerg, dach déi Strategie, déi d'Regierung eigentlech genau huet. Ech hunn et virdru gesot: Et gëtt e Groupe de travail, zesumme mat privaten Akteuren, deen, wéi gesot, zum Schluss elo net méi zesummekomm ass. Ech mengen, datt et awer och wichteg wär, wann ee vu Strategie schwätzt, datt een eventuellen Investisseuren eng mëttel- a laangfristeg Planungssécherheet gëtt, ganz besonnesch, wat d'steierlech Landschaft um Niveau vun der Betribsbesteierung ugeet.

Dir wësst, datt dat ëmmer erëm e Sujet ass, an ech kennen och Ären Engagement, Här Finanzminister, wat deen ominéisen „level playing field" ubelaangt. Mä och do, mengen ech, wär et wichteg, wann ee kéint deenen eventuellen Akteuren e Plang op dräi, véier Joer ginn, datt se wëssen, wou se um Niveau vun der Betribsbesteierung dru sinn. Ech weess och, datt dat vläicht net ëmmer esou einfach ass. Mä dat wär op jidde Fall e grousse kompetitive Virdeel, wa mir den Investisseuren esou eng Planungssécherheet kéinte ginn.

Eng Konklusioun ass, datt mir der Meenung sinn, datt, wa mir op eng intelligent Manéier eis Kaarte spillen, eis Finanzplaz eng Rei vu potenzielle Méiglechkeeten huet. Ech hunn et virdru gesot, et gëtt de Finanzsecteur, ech wëll awer och eng Kéier dorop insistéieren, datt den Assurancësecteur en extrem grousst Potenzial hei huet. An et ass jo an deene leschte Wochen a Méint schonn duerchgeklongen, et sinn eng ganz Rei vu groussen Assurancëgesellschaften, déi zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg bruecht hunn, an et kommen nei Assurancëgesellschaften. Also och do besteet e Potenzial. Ech hunn et virdru gesot, dee ganze Start-up-Beräich, ICT-Beräich, och do, mengen ech, wäerte sech eng ganz Rei vun Opportunitéiten opmaachen.

Här President, ech géif mir dann also wënschen, wann elo d'Verhandlunge konkret ulafen, datt all Bedeelegt, d'Europäesch Unioun, awer och Groussbritannien, sech der historescher Verantwortung bewosst sinn, déi op hinne läit. Si musse wëssen, datt et an deene Verhandlungen net drëm geet, Pluspunkten ze sammelen, fir d'Wieler haut, muer an iwwermuer ze iwwerzeegen, datt si dee Beschten an dee Stäerksten sinn. Neen! Et geet hei ëm den Erhalt vu Wuelstand a Fridden. An zwar a ganz Europa, also och a Groussbritannien. Wann eis dat näämlech net geléngt, Dir Dammen an Dir Häre, dann dreet mam Brexit, de gesamten europäesche Projet ënnerzegoen.

A vläicht ass dat do jo finalement dat Positivt un deene ganze Brexit-Diskussiounen, datt ëmmer méi Mënschen an Europa erëm amgaange sinn ze spieren, datt de Réckzuch an dat Nationaalt alles dat, wat mir an deene vergaangene Joren erreecht hunn, riskéiert, op d'Spill ze setzen. D'Mënsche spieren einfach, datt am 21. Jorhonnert déi Welt dobausse sech net méi einfach ausspäre léisst. Si wëssen awer och, datt de sozialen Zesummenhalt fir d'Demokratie eng onverzichtbar Bedéngung ass. Alles dat mécht den europäesche Modell aus, an duerfir hunn ëmmer méi Mënschen d'Gefill, a si setze sech och duerfir erëm fir dëse Modell an.

Dëst ass u sech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng gutt Noriicht. An duerfir hunn och d'Politiker eigentlech all Grond, fir an Zukunft erëm heiansdo vill méi engagéiert op der Weltbün fir europäesch Wäerter anzetrieden.

Net ausgeschloss ass, an dat wär zum Ofschloss vu menger Interventioun mäi Wonsch, datt vläicht och d'Britte sech erëm enges Daags no „Good old Europe" géifen zréckseenen. An dann, Dir Dammen an Dir Hären, soll d'Dier fir si opstoen, well esou vill Souveränitéit solle mir am Emgang mat hinnen hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Mosar. Ech ginn direkt d'Motioune respektiv d'Resolutioun weider. An den nächste Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP, an hien ass och scho prett.

Débat

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo, Här President. Villmools Merci fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fänken u mat engem Merci un den Här Bauler an un den Här Mosar, déi d'Initiativ geholl hunn, fir dës Debatt ronderëm déi verschidde Facettë vum Brexit op den Ordre du jour ze bréngen. An ech soen hinnen och Merci fir hir Ausféierungen.

Dem Här Mosar wëll ech direkt zwou Saache soen. Dir huet d'aussen- an d'europapolitesch Kommissioun ugeschwat, Dir huet geschwat vum Lach, dat an den europäesche Budget géif kommen, an dat mir sollen an der Kommissioun beschwätzen, an och vun deem neie Positiounspabeier vum Kommissär Oettinger. Wéi Dir gesi kënnt, de Freideg, de 14. Juli hu mir de Kommissär Oettinger himself an der Kommissioun, da kënne mer déi Punkten do mat him diskutéieren.

Eng zweet Saach ass, Dir hutt och gefuerdert, dass regelméisseg d'Kommissioun muss informéiert ginn. Dir kënnt Iech erënneren, de Jean Asselborn war bei eis an huet eis informéiert, dass et de CAG ass, de Conseil des affaires générales, deen de Brexit suivéiert. An Dir wësst, dass de Jean Asselborn ëmmer bereet ass, en huet dat och gesot, eis do permanent um Lafenden ze halen, wann d'Thema Brexit am CAG um Ordre du jour ass.

Ech wëll a menger Interventioun virun allem op de Volet vun den Austrëttsverhandlungen agoen. Mäi Fraktiounskolleeg Franz Fayot wäert am Numm vun der LSAP de Volet „Auswierkungen op d'Lëtzebuerger Finanzplaz" behandelen.

Bei den Austrëttsverhandlungen, Dir Dammen an Dir Hären, do muss ee begréissen, dass d'EU 27 sech vun Ufank u gutt concertéiert huet, an dass kee vun der gemeinsamer Positioun ofgewach ass. Dat hat fir eis Europäer ganz kloer Virdeeler. D'Positioun vun der Europäescher Unioun war, dass et keng Virverhandlunge géif ginn, ier den Artikel 50 declenchéiert wier. Esou ass et komm, an d'Vereenegt Kinnekräich huet fir d'Éischt missen den Artikel 50 ausléisen.

D'Positioun vun der Europäescher Unioun war et och, dass fir d'Éischt iwwert den Austrëtt, an eréischt duerno iwwer en zukünftegen Handelsaccord géif verhandelt ginn. D'Vereenegt Kinnekräich huet dësen Zäitplang elo och ugeholl.

D'Positioun vun der Europäescher Unioun war, dass et e fairen Accord fir béid Säite sollt ginn, mä dass et mam „cherry picking" definitiv eriwwer ass. Fir dass et och weiderhin dozou ka kommen, muss d'Europäesch Unioun och weiderhin an hirer Positioun gëeent bleiwen. Alleguer d'Länner, mengen ech, an och alleguer d'Parteien heibannen, hunn et bedauert, dass et zum Brexit komm ass, an de Brexit ass näischt Positives. Vläicht eppes Positives ass et, dass de Brexit eis drun erënnert, dass déi Verhandlung eis drun erënnert, wéi eng Virdeeler een eigentlech huet, wann een als Unioun zesummegeschloss ass, dass ee gëeent méi staark ass an dass ee gëeent méi wäit kënnt a seng Interessien zesummen och besser verdeedege kann.

Dowéinst, mengen ech, ass et och esou wichteg, kloer ze soen, dass et an dëse Verhandlungen nëmmen eng Positioun gëtt, eng europäesch Positioun, keng 27 national Positiounen an och keng lëtzebuergesch Positioun, an dass et nëmmen een Negociateur gëtt, an dat ass de Chef-Negociateur Michel Barnier.

Dofir begréissen ech och d'Ausso vum President vum Europaparlament, dem Här Tajani, deen d'lescht Woch heibanne bei eis war an der Chamber, an dee gesot huet, dass et och fir d'Europaparlament nëmmen een Negociateur gëtt, an zwar den Här Barnier, mat deem een als Europaparlament natierlech enk wäert zesummeschaffen.

An deem Kader begréissen ech natierlech och ausdrécklech, dass den Här Barnier virun e puer Méint och hei bei eis an der Chamber war, fir eis d'Feuille de route fir de Brexit ze presentéieren, an dass e gesot huet, dass et wichteg ass, d'national Parlamenter ze informéieren, besonnesch an enger zweeter Etapp, wann et ëm en zukünftegen Handelsaccord geet, wou mir jo dann och verstäerkt mussen agebonne ginn.

Genausou wichteg, mengen ech, ass et och a mengen Aen, dass d'Negociatiounen transparent oflafe mussen, an den Här Barnier huet sech och dofir engagéiert. Well dëst wäert och e gewëssenen edukative Charakter hunn, an eis alleguer de Präis vun dem „Non Europe" erëm ganz kloer virun Ae féieren, dat heescht, wéi eng Avantagen e Land verléiert, wann et net méi Deel vun där Unioun ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, inhaltlech wëll ech kuerz op déi dräi Thematiken agoen, déi als Éischt verhandelt wäerte ginn: d'Rechter vun de Bierger, d'finanziell Engagementer vu Groussbritannien an d'Grenz zwëschen der Europäescher Unioun an dem Vereenegte Kinnekräich, a méi spezifesch, déi Grenz zwëschen der Republik Irland an Nordirland.

Ech fänke mat de Finanzen un, well ech mech do am kierzte faasse wëll. Loosse mer all déi problematesch Aussoe ronderëm eng Brexit-Rechnung op der Säit! D'Fro, déi sech stellt, ass déi, bis zu wéi engem Zäitpunkt Groussbritannien verflicht ass, seng finanziell Engagementer ze erfëllen.

Als LSAP si mir mam Prinzip, wéi d'Europäesch Kommissioun et an hirem Positiounspabeier duergestallt huet, ganz d'accord. Vum Prinzip hier muss et esou sinn, dass Groussbritannien all seng Engagementer vollstänneg muss erfëllen, déi et geholl huet, wärend et Member vun der Europäescher Unioun war.

Dëst geet vum Multiannual Financial Framework bis 2020 iwwert d'EU-Agencen, Programmer a Fongen. Den Detail vun den Engagementer, a virun allem d'Berechnungsmethod, fir den Undeel, deen ze bezuele bleift, ze bestëmmen, dat wäert Deel vun de Verhandlunge sinn.

Besonnesch um Häerz läit ons als LSAP, an dat hu mir vun Ufank un ëmmer betount, dass d'Bierger, an d'Bierger alleguerten, hir Rechter garantéiert kréien. An dat esou schnell wéi méiglech. Dobäi handelt et sech näämlech net ëm eng abstrakt Verhandlungsmass, mä ëm ganz konkret Eenzelschicksaler. Dofir begréisse mer, dass d'Europäesch Unioun wéi och d'UK sech alle béid dofir ausgeschwat hunn, dës Fro direkt an der éischter Verhandlungsronn ze behandelen.

D'Premierministesch Theresa May huet viru Kuerzem hire Positiounspabeier virgeluecht, wéi d'Rechter vun den EU-Bierger a Groussbritannien an Zukunft solle geregelt ginn. Am Virfeld hat si versprach, dass et eng generéis Offer

sollt sinn. Entre-temps gëtt nach vun enger fairer Offer geschwat. Mä déi Offer enthält awer wesentlech Knackpunkten, déi d'Offer guer net esou fair erschénge loossen. Et gëtt zwee grouss Knackpunkten, an dann eng ganz Rei klenger, wou den Däiwel, wéi esou oft oder wéi ëmmer, am Detail läit.

Déi grouss Knackpunkte sinn: Éischtens, d'Europäesch Unioun wëllt de sougenannte „Cut-off date", also deen Datum, vun deem un déi zukünfteg nei Regele solle gëllen, sou spéit wéi méiglech leeën, op den Datum vum definitiven Austrëtt vu Groussbritannien aus der Unioun. D'UK dogéint wëllen dësen Datum scho vill éischter usetzen, soudass manner EU-Bierger a Groussbritannien dervu profitéiere kënnen. Allerdéngs huet d'Madamm May an hirem Pabeier dësen Datum nach net präziséiert, soudass nach Verhandlungsspillraum bleift.

Awer un dësem grousse Knackpunkt hänken och eng Rei wichteg Detailfroen. Sou mussen, laut der Madamm May hirer Propos, EU-Bierger virun dësem Datum fënnef Joer ouni Ënnerbriechung am UK gelieft hunn, fir definitiv och kënnen dozebleiwen. Ma do stelle sech wichteg Froen: Wat bedeit „ouni Ënnerbriechung" zum Beispill fir Studenten, déi direkt nom Studium fir e puer Méint doheem waren an dann zréckkommen, fir a Groussbritannien ze schaffen? Ginn d'Studiejoren dann net méi ugerechent? A wa mer wëssen, dass et a Groussbritannien keen nationale Register gëtt, stellt sech och d'Fro, wéi een déi fënnef Joer Residenz beweise kann, zum Beispill, wann een als selbstständegen Entrepreneur geschafft huet?

Deen zweete wichtege Knackpunkt betrëfft déi iewescht Juridictioun, déi iwwert d'Rechter vun de Bierger waache soll. Fir d'Europäesch Unioun ass et eng kloer Linn, dass dëst den Europäesche Geriichtshaff ass an och bleiwe soll. Mä fir Groussbritannien kënnt dat anscheinend net a Fro, vu dass si sech jo an alle Beräicher vun der Juridictioun vum Europäesche Geriichtshaff wëlle lassléisen. Dëst gëtt also e wichtege Punkt an de Verhandlungen, wou mer haut nach net wëssen, wéi d'Léisung konkret soll ausgesinn.

Ech soen et nach eng Kéier: All dës Froe sinn net abstrakt, mä betreffe konkret Mënschenliewen. Si betreffen zum Beispill déi 6.100 Britten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, a si betreffen och déi ronn 600 Lëtzebuerger, déi a Groussbritannien hiert Brout verdéngen. A si betreffen awer virun allem déi 1.200 Lëtzebuerger Studenten, déi haut op enger Universitéit a Groussbritannien studéieren.

Wann ech grad un eis Jonker denken, fannen ech et besonnesch besuergniserreegend, dass d'Madamm May an hirem Pabeier kee Wuert iwwert d'Zukunft vum wichtege Programm Erasmus gesot huet an dass et laut dësem Pabeier och kéint sinn, dass eis Studenten an Zukunft guer kee preferéierten Zougang méi zu den Unien a Groussbritannien kréien, an doduerch och nach vill méi héich Studiegebüre bezuele missten, an eventuell souguer e Visa bräichten, fir hire Studium weiderzefréieren.

Dofir maachen ech e waarmen Appell, dass d'Rechter vun de Studenten net vergiess ginn a sech fir si eng Léisung fënnt. Et kann a kengem sengem Interessi sinn, eise Jonken den Austausch an déi kulturell Erfahrungen ze erschwéieren.

An dësem Dossier gëtt et also eng ganz Rei Froen ze klären, wichteg Froen am Interessi vun de Leit. A mir wäerten dofir als LSAP d'Entwécklungen op dësem Punkt genau verfollegen.

Ech kommen zu mengem leschte Punkt, de Grenzen. Duerch den Austrëtt vu Groussbritannien aus der Europäescher Unioun entsteet jo, wéi mer all wëssen, eng nei EU-Baussegrenz, an dat ausgerechent tëschent der Republik Irland an Nordirland. Et ass schued, dass d'Situatioun vun Nordirland am Virfeld vum Referendum am Rescht vu Groussbritannien esou wéineg thematiséiert gouf, dass d'Konsequenzen op Nordirland am Virfeld quasi keen Thema waren, och wa vereenzelt probéiert gouf, dorop hinzeweisen.

Ech erënneren an deem Kontext och drun, dass d'Nordiren majoritär géint de Brexit gestëmmt hunn. Déi Grenz ass jo net iergendeng Grenz, mä et ass eng Grenz, wou et jorzéngtelaang zu ville bluddegen Ausenanersetzunge koum, an dat ass nach alles net esou laang hier. Et ass eng Grenz, wou nach bis an d'1990er Joren eran d'IRA Bomme geluecht huet an Attentater verüübt huet, wou mam „Good Friday Agreement" eréischt 1998 e politeschen Accord fonnt gouf, en Accord, deen duerch déi momentan Ereegnisser nees ënner Drock geréit.

Dass de Brexit géif Auswierkungen op dëst Gebitt hunn, war klor, och wann no dem Referendum relativ schnell d'Aussoe koumen, dass d'Grenz tëschent Irland an Nordirland e spezielle Status sollt kréien. Mä duerch den Accord, deen d'Tories an d'Theresa May no dem Wahldebakel vum 8. Juni mat der DUP geschloss hunn, geréit dëse „Good Friday Agreement" zousätzlech ënner Drock.

Et muss ee wëssen, dass e wesentleche Bestanddeel vum „Good-Friday-Agreement" virgesäit, dass de Pouvoir an Nordirland tëschent Protestanten a Katholiken, tëschent Unionisten a Republikaner gedeelt muss ginn, an dass d'Regierung zu Westminster sech dëse Parteie géintiwwer neutral verhält. Andeems d'Theresa May en Accord mat der DUP ageet, brécht si dësen Accord a riskéiert carrement de Fridden an Nordirland. Dat soen net ech, mä dat ass eng Ausso vum John Major, dem fréiere Premierminister vun den Tories, deen eng ganz zentral Roll gespillt huet bei deene Friddensgespréicher an den 1990er Joren.

Et geet hei ëm villes. Mir kënnen net riskéieren, dass et zu neien Ausbréch vun europäeschem Terrorismus kënnt, well eng konservativ Premierministesch falsch taktéiert huet an hir absolutt Majoritéit verluer huet.

Mä wéi kann de Status vun dëser Grenz herno praktesch ausgesinn? Ëmmerhin ass ee sech um politesche Prinzip tëschent alle Parteien eens, vun DUP an Tories iwwer Irland an déi aner EU-Länner. Fir d'Fro vun der Ausféierung ze klären, gouf bei der Europäescher Unioun elo en „high level group" zesummegesat, dee verschidden Zeenarien um techneschen Niveau virbereet. Vu dass Irland Deel vun der Zollunioun a vum gemeinsame Maart ass, muss et an Zukunft bestëmmte Kontrolle vun de Wueren erlaaben, fir dass do och Abuse verhënnert ginn. Et ginn hei scho Beispiller an der Praxis, esou zum Beispill un der Grenz tëschent Norwegen a Schweden, un deenen ee sech kéint orientéieren. Hoffe mer, dass déi do Verhandlunge positiv ausginn!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei den Austrëttsverhandlunge mat Groussbritannie läit de Ball net an eiser Hand. Mir hunn de Ball fräiwëlleg un d'EU weidergereecht a mir erliewe grad, dass dëst eng gutt Decisioun war. Dofir sollte mer eis Punkten innerhalb vun der EU promouvéieren an d'Verhandlunge verfollegen, mä mir sollen an dierfen net probéieren, eis vun de gemeinsame Positiounen ze entfernen, well dobäi géife mer am Endeffekt nëmme verléieren.

Zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun de concernéierte Regierungsmembere Merci soe fir hir Bereetschaft, ëmmer an d'Kommissiounen ze kommen, fir eis ze informéieren, besonnesch dem Ausseminister Jean Asselborn, deen, wéi gesot, an de CAG geet, dee Conseil, dee sech zu Bréissel mam Brexit beschäftegt.

Dofir soen ech Iech alleguerte Merci, och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Angel. An den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt ugangs dem Fraktiounskolleeg, dem André Bauler, Merci soe fir seng gutt Initiativ. Hien huet och hei op dëser Plaz ausféierlech, ganz ausféierlech, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, dee ganze Volet vun der Place financière behandelt. Ech wäert also elo an der Suite net méi speziell dorobber agoen, vläicht eng oder zwou Remarquen derzou maachen.

Ech wéilt awer och op där anerer Säit dem Laurent Mosar Merci soen, datt mer hei d'Geleeënheet kréien, fir och kuerz iwwert d'Feuille de route - mir nennen dat elo ëmmer op Franséisch, fréier hu mer esou Saache „Roadmap" genannt, mä ech huelen un, datt mer et elo aus eisem Bléckwénkel kucken -, also iwwert d'Feuille de route zum Brexit ze diskutéieren. Ech wäert awer och nëmme kuerz op dee Volet agoen.

Ech mengen, wann een déi sougenannte Feuille de route kuckt, da kann een natierlech och zwee Aspekter kucken: Op där enger Säit natierlech och Lëtzebuerg a senge bilaterale Relatiounen, an dann natierlech deen anere Volet, d'EU, wou natierlech Lëtzebuerg Member ass an enger Schicksalsgemeinschaft.

Wat ech domadder wëll soen ass, datt een also och net soll vergiessen, datt mer awer weider bilateral Relatiounen, Gespréicher wäerten hu mat Groussbritannien. Groussbritannien war ëmmer e wichtege Partner, och fir Lëtzebuerg. Och - wéi soll ech soen? - wa mer dat net ëmmer aus dem Bléckwénkel als Member vun der Europäescher Unioun gesinn hunn. Dat heescht also och, datt mer an Zukunft natierlech weider wäerten als Lëtzebuerg déi Relatioune fleegen an heegen, an ech mengen, mir hate virun e puer Wochen zum Beispill e Statssekretär aus Groussbritannien hei, wou verschidde Gespréicher gefouert gi sinn.

Et ass an enger Zeitung schonn duergestallt ginn, wéi wann dat geheim Verhandlunge wieren, wéi wann do géifen EU-Verhandlungen torpedéiert ginn. Dat ass guer net de Fall, dat ass e ganz normale Prozess. An dat wäert och an Zukunft esou sinn, datt Lëtzebuerg och mat England op deenen engen oder anere Felder wäert bilateral Relatiounen hunn. Dat heescht guer net, datt een domadder déi Efforten an déi gemeinsam Approche, déi mer zesumme mat eise Memberen aus den EU-Länner hunn, doduerch a Fro stellt.

Ech mengen, Här President, dat hunn och scho meng Virriedner gesot: Mir hätten et jo léiwer gesinn, wann d'Britte bei eis bliwwe wieren, an et ass eben net esou. Dat bedeit awer elo och, an dat hat och scho mäi Kolleeg, den André Bauler, gesot, de Brexit ass, wann een also elo dee Volet Lëtzebuerg/Groussbritannien kuckt, och eng gewëss Chance fir Lëtzebuerg, ebe mat all deenen Opportunitéiten, déi sech do kënnen opmaachen um Niveau vun der Finanzplaz.

Ech ginn net méi dorobber an, wëll awer einfach eng Kéier kuerz soen, oder mech widderhuelen mat deem, wat ech virun engem Joer hei gesot hat: Datt eigentlech de Brexit keng Braderie war an ass, wou deen, deen am haartsten do seng Wuer wëllt upreisen, am haartste jäizt, datt deen herno déi beschte Geschäfter mécht. Datt do Lëtzebuerg, sou wéi ech dat, oder wéi mir dat och virun engem Joer proposéiert haten, e kille Kapp behalen huet. Datt an deem leschte Joer all d'Regierungsmemberen, besonnesch de Finanzminister, net haart op d'Tromm geschloen hunn, mä op hir Aart a Weis awer konsequent an onermiddlech d'Virdeeler vun eisem Site dobaussen duergeluecht hunn: Transparenz, Kompetenz, Know-how, kuerz Weeër an esou weider.

An et stellt sech och eraus, datt déi positiv Punkten, déi mer do kënne verbuchen, jo och op där anerer Säit ukommen. Ënner anerem och am Assurancësecteur stellt sech eraus, datt de Site Lëtzebuerg do ganz gutt Kaarten huet. An et ass jo och schonn eng Gesellschaft - mindestens eng Gesellschaft, wann ech dat richteg an de Medie verfollegt hunn -, déi schonn decidéiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen. Dat einfach fir ze soen, datt an deem Volet, an där Feuille de route, wat Lëtzebuerg par rapport zu deenen Aspekter ubelaangt, mir eis do gutt preparéiert hunn, datt mer also do gutt preparéiert sinn op deen Zeenario respektiv op dat, wat do op eis zoukënnt.

Ech kommen dann op den europäesche Volet vun de Verhandlungen. Wat ass bis elo passéiert? Dat ass och elo näischt ganz Neies. Den Artikel 50 ass also declenchéiert ginn am Mäerz. Déi rout Linne sinn ausgeschafft ginn. An et ass och gutt, datt do - an dat ass awer bis elo wéinstens de Fall, an et ass ze hoffen, datt dat och esou weidergeet an deenen nächste Wochen a Méint - awer e groussen Zesummenhalt ass an der europäescher Gemeinschaft. Dat heescht, et si rout Linnen ausgeschafft ginn, déi och um Niveau vum Europaparlament guttgeheescht gi sinn an deenen natierlech och Lëtzebuerg zougestëmmt huet. Mir kënnen also ganz gutt mat deenen net nëmme liewen, mä mir stinn och hannert deene roude Linnen.

Bon, Enn Abrëll huet de Conseil jo och eestëmmeg déi grouss Prinzipie vun de Verhandlungen ugeholl, einfach fir ze soen: Europa ass also prett an Europa steet zesummen. An ech mengen, eleng dat schonn - wa mer awer wëssen, wéi mer heiansdo Schwieregkeeten an der Vergaangenheet haten op wichtegen Dossieren -, ech mengen, eleng dat hätte jo verschidde Leit virun e puer Méint net fir méiglech gehalen. Mä mir hunn et awer hei fäerdegbruecht, datt Europa et fäerdegbréngt, emol eng Kéier aus engem Mond ze schwätzen. Dat ass wierklech eng ganz positiv Saach. An och als Lëtzebuerg si mer jo dann en Deel vun deem enge Mond, a mir hu jo och als Linn, datt mer do solidaresch matverhandelen an all déi Efforten, déi mer do als europäesch Communautéit maachen, ënnerstëtzen.

De Kalenner an d'Prioritéite sinn elo festgeluecht. Wéi eng Dossiere gi wichteg? Wéi eng Dossiere gi komplizéiert? Ech wäert hei sécherlech kee ganze Relevé maachen. Bei verschiddenen Dossiere weess ee vläicht haut och nach net, wéi déi sech entwéckelen, wat do eventuell vu Schwieregkeete kann op eis zoukommen. Mä bon, déi grouss Linne stinn, zum Beispill bei de Finanzen, de Cadre financier pluriannuel 2014 bis 2020.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Iwwerall do, wou Groussbritannien am Moment drun deelhuele muss, bleiwe si och bis 2020 dran. An eréischt duerno kënne si sech eraussichen, a wéi enge Programmer si wëlle weider bleiwen, zum Beispill an der Recherche, am Programm Horizon 2020 oder am beléiften Erasmus-Programm. Ech mengen, dat si sécherlech Dossieren, wou een och kaum Schwieregkeete wäert fannen, well dat jo och zum Deel Programmer sinn, Horizon 2020 respektiv Erasmus, wou jo och aner Net-EU-Länner matmaachen. Herno spillt eigentlech jo dann déiselwecht Logik. Och wa Groussbritannien net méi Member ass, hu se awer dann - wéi soll ech soen?- déiselwecht Rechter wéi aner Net-EU-Länner an deene Programmer.

Aner grouss Linnen, déi de Moment schéngen ze stoen, dat sinn d'Grenzen. De „Good Friday Agreement", dee gëtt net op d'Spill gesat. Och d'Aarbechtsmethod ass festgeluecht ginn. All Mount sinn dann déi Verhandlungsronnen, déi stattfannen, vu jee enger Woch. Wat hei virun allem ervirzesträichen ass, ass, datt dat jo wierklech och ass, fir Transparenz ze schafen. An dat ass jo dat, wat heiansdo de Bierger an der EU Schwieregkeete mécht, firwat heiansdo d'Bierger Problemer mat der EU, mat Bréissel hunn, wéi se ëmmer esou schéi soen, dat ass, well se net derduerchgesinn, well se mengen, datt se Saache virenthale kréien. Duerfir, fannen ech, ass net nëmmen deen Usaz, mä d'Method ganz besonnesch wichteg, ech wëll dat hei ervirsträichen, also, et gëtt a voller Transparenz geschafft. D'Papere ginn ëmmer online gesat.

D'Britten, déi wollte vun Ufank un déi zukünfteg Relatiounen diskutéieren, ënner anerem, wat d'Handelsrelatioune betrëfft. Si hunn awer elo de Rhythmus vun den Europäer missten akzeptéieren, also, fir d'Éischt hire Réckzuch ze verhandelen, an eréischt an enger zweeter Phas déi zukünfteg Relatiounen.

De Rhythmus, dee steet. Wat derbäi erauskënnt, dat weess nach keen. Wäerte se am Espace économique européen sinn? An der Union douanière? Ech mengen, haut ass et schwiereg, fir do scho genau Resultater kënnen och nëmmen unzedenken. En cours de route wäerten do warscheinlech awer nach déi eng oder aner Fragezeichen an Ongewëssheeten optauchen.

Wéi de Michel Barnier gesot huet: „De Brexit, dat bedeit 44 Joer europäesch Relatiounen, déi réckgängeg gemaach ginn." E laangt Bestietnis, wat dann elo opgeléist gëtt. Et sinn d'Britten, déi d'EU verloossen, an net ëmgedréit. Dat heescht also, Groussbritannien gëtt als Drëttland vu senge Flichte vis-à-vis vun der Unioun entbonnen. Mä, dat heescht dann awer och op där anerer Säit, datt dann an Zukunft Groussbritannien net méi déiselwecht Rechter däerf hu wéi e Memberland. An et däerf, dat ass och scho virdru gesot ginn, dat ass jo och scho vum Premier an der Kommissioun eigentlech iwwerall ënnerstrach ginn, et däerf och keen „cherry picking", op Englesch, mä dann, well ech elo aus eiser Siicht hei kucken, keng „Korinthepickerei", fir d'Britte ginn. Déi véier Libertés fondamentales - Libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux -, ech mengen, déi sinn ontrennbar, an et ka keen Accès op de Bannemaart ginn, dee just op e puer Secteure limitéiert ass. Et ass e Package, entweder alles oder näischt. D'Britte kënne sech also an deem Sënn net einfach zerwéieren, wéi et hinnen am beschte gefält.

Bon, eppes, wat awer och wichteg ass, an ech sinn och elo net deen Éischten haut de Mëtten, deen dat hei op der Chamberstribün ënnersträicht, dat sinn och d'Verhandlungen ëm d'Schicksal vun deenen dräi Milliounen Europäer, déi an Groussbritannien liewen oder schaffen a sech suergen, zum Beispill iwwer hiert Wunnrecht, hir Pensioun, hir Sécurité sociale. Do muss wierklech eng Solutioun am Interessi vun de Leit fonnt ginn. Ech mengen, dat ass wierklech eppes, wou mer mussen en A drop halen, dat ass ganz wichteg.

An deem Ganzen, ech mengen, mir kënnen haut de Mëtteg ganz vill Saachen uschwätzen, mä an deem Ganzen ass et esou wéi och virun engem Joer, wou mer nach net woussten, ob de Brexit kënnt, wou mer net woussten, wat all Dag eventuell Neies op een zoukënnt. Ech mengen, och elo bleift iwwert deem Ganzen eng gewëss Ongewëssheet an de Verhandlungen, virun allem och duerch d'Fragilitéit vun dem Theresa May an hirer Regierung respektiv der innepolitescher Situatioun a Groussbritannien.

Dir wësst et, am Moment hunn d'Tories décke Buttek an hire Reien. Mä ech mengen, et bréngt hinnen och elo näischt, wou se jo dann déi absolutt Majoritéit am House of Commons verluer hunn, erëm eng Kéier wielen ze goen. Et kann een och net esou oft wiele goen, bis datt dat Resultat steet, dat ee gären hätt.

Et gesäit een einfach: De Brexit ass eigentlech - dat ass eppes, wat ee fir d'Geschichtsbicher kann zréckbehalen -, de Brexit ass e Produkt vun interne politesche Reiwereien an England, tëscht an innerhalb vun de Parteien. An et wier eigentlech elo einfach ze hoffen, datt déi englesch Regierung, egal, wien dat dann och ass, datt se eng Kéier awer do vun - wéi soll ech soen?- där Aart a Weis fortkommen, an datt se wierklech kucken, am Interessi vun hire Bierger

ze handelen - ech maachen also och e bëssen den Affekot vun deene Verhandler -, an datt se also net erëm do ufänken, politesch Spillereien an hiren eegene Parteien ze maachen, well dat am Endeffekt natierlech och eng Inzidenz wäert hunn op d'Verhandlunge mat Europa. Dat mécht also d'Verhandlunge sécherlech net méi einfach.

Déi éischt Phas ass also elo de Réckzuch vu Groussbritannien, dee verhandelt gëtt. Ech wëll awer dann och drun erënneren, datt et eng zweet Phas wäert ginn. An dat ass dann iwwert den Accord, wéi déi zukünfteg Relatioune wäerte sinn. An déi Verhandlunge wäerten och net einfach ginn.

Ech mengen, elo gesäit et dann derno aus, datt et en Accord mixte wäert ginn. Dat heescht, en Accord, iwwert deen dann och déi national Parlamenter ofstëmme wäerten. An dat ass eng gutt Saach, well, ech mengen, virdrun hat och de Laurent Mosar déi Fro opgeworf. Et schéngt jo och eng Motioun ze sinn... Ech hu se elo nach net gekuckt, mä ech wäert dat awer och da maachen. Mä ech mengen, dat ass kloer: Eleng schonn doduerjer, datt et en Accord mixte ass, gi mer als national Parlamenter mat agebonnen. Als Parlamentarier fanne mer dat natierlech all eng gutt Saach. Dat ass gutt.

Wat natierlech och wichteg ass, dat ass, datt mer regelméisseg informéiert ginn. Ech mengen, dat ass awer och implizitt. Wa mer herno mussen iwwer eppes ofstëmmen, eis Meenung hei gefrot gëtt, da kann ech mer jo och nëmme virstellen, datt een doduerjer am Virfeld wäert informéiert ginn, datt mer sécherlech dann och herno dee ganze Package hei an allen Detailer wäerte presentéiert kréien.

Ech mengen, dat ass vläicht dann ofschléissend awer och nach déi gutt oder déi positiv Konklusioun: Wéi mer dann hei schaffen, éischtens, datt mer an Europa zesummen emol endlech eng Kéier aus engem Mond schwätzen, an och, wéi mer dat maachen, datt dat positiv ass fir d'Demokratie innerhalb vun Europa, awer och positiv fir eis national Demokratie, well mer do mat agebonne ginn. An ech mengen, dat ass awer ënnert dem Stréch eppes, wat een och kéint positiv ervirhiewen.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Eugène Berger. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Mosar hat am Januar vun dësem Joer no der Feuille de route gefrot, no där Groussbritannien aus der EU géif erausfueren. Nun, et kann ee jo soen, datt zwar nach ëmmer ganz villes onkloer ass, mä d'Feuille de route, déi ass jo mëttlerweil awer bekannt an déi steet.

De Michel Barnier, dee fir d'EU verhandelt, an de Brexit-Minister David Davis hunn de Kalenner viru 14 Deeg festgehalen. D'Terminer an d'Prioritéite fir d'Verhandlunge stinn. D'Feuille de route vun der Sortie steet, mä natierlech ass den Debat iwwert dës Feuille de route net iwwerflësseg an och net superfetatoire, wéi dat an eisem Parlamentsjargon heiansdo genannt gëtt.

Den Här Bauler hat scho virun engem Joer gefrot, wéi eng Auswierkungen de Brexit kéint op de Finanzsecteur an op d'Fongenindustrie hunn, ob et eventuell eng Delokalisatioun vun deem engen oder anere Firmesëtz géif ginn a wéi Lëtzebuerg sech kéint strategesch gutt positionéieren als Finanzplaz an enger EU ouni Groussbritannien.

Déi Froe si selbstverständlech och pertinent a beschäftegen d'Politik an déi concernéiert Kreesser och scho méi laang, och scho virum 23. Juni 2016, dem Dag vum Referendum. An esou ass et normal, datt et zu engem regelméissegen Austausch ënner Politiker an och ënner Institutioune kënnt.

An esou waren och schonn zum Beispill eise Vizepremier an eise Finanzminister de 25. a 27. Juli 2016, also e gudde Mount nom Brexit-Referendum, op enger Aarbechtsvisitt zu London a Bristol. An dofir war et mer genausou onverständlech wéi dem Här Berger, deen dat och opgeworf huet, datt ee Journalist aus dem „Wort" gemengt hat, een Artikel mussen ze publizéieren ënnert dem Titel: „Geheimtreffen mit politischer Sprengkraft", well eng Rei Leit am Abrëll 2017 de stellvertriedende Brexit-Minister David Davis getraff haten.

Well dee Gedankenaustausch muss ëmmer méiglech bleiwen, a selbstverständlech, an, ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens gewiescht, däerf et keng getrennt Verhandlungen tëschent Groussbritannien an iergendengem anere Land, och net Lëtzebuerg, ginn, bis de Brexit iwwert d'Bün ass.

Madamm Presidentin, och wa schonn e bësse méi Liicht an de Finanzdschungel komm ass, schéngt et eis awer nach ëmmer net méiglech ze sinn, haut ze definéieren, wou d'Gewënner a wou d'Verléierer an deem Dossier hei wäerte sinn. Kloer schéngt ze sinn, datt de sougenannten EU-Pass, also déi „Passporting rights", fir d'Bankfilialen zu London eriwwer ass - ech hunn den Här Mosar héieren, an ech deelen do absolutt seng Vue -, soss kënne mer net zesummeschaffen, wa Regele fir déi eng gëllen a fir déi aner net.

Net kloer ass an eisen Aen och, wéi déi brittesch Banke mat deenen oft als lästeg empfonnten EU-Regularie wäerten ëmgoen. An och wann de Vertrieder vun der ADR, iwwregens deen eenzege Vertrieder hei an der Chamber, deen de Britte fir den Ausgang vum Referendum felicitéiert hat, ënner anerem gesot hat: „Si hunn d'Kontroll iwwer hir Legislatioun zréckkritt", mengen ech, datt dat awer net esou einfach wäert sinn an och net esou einfach däerf sinn.

Iwwert d'Philosophie an d'Stëmmung a Groussbritannien, ben, do hu mer schonn elo rezent en Androck erëm kritt, wéi Groussbritannien en internationaalt Fëschereiofkommes ugekënnegt huet. An hiren Émweltminister huet dozou gesot: „Elo déi éischte Kéier zënter méi wéi 50 Joer däerfe mir erëm eleng decidéieren, wien Zougang zu eise Gewässer huet." Deen Accord iwwert d'Fëscherei ass iwwregens schonn 1964 ënnerschriwwe ginn, also virun de Britten hirer EU-Zäit.

Wa Groussbritannien och weiderhi mat der Europäescher Unioun Handel bedreiwe wëllt, an, ech mengen, dat wëlle mer jo alleguer, da muss déi brittesch Regierung och nom Brexit eng ganz Rei vu Contraintë bäibehalen. Et muss een als Politiker jo scho verblent vun nationalem Egoismus sinn, wann ee gleeft, datt een duerch een Erausklammen aus engem multilaterale Vertrag de Gewënner op der ganzer Front wier. Dat ass vläicht nach d'Linn vum aktuellen US-President, deen aus der COP21 erausklëmmt a mengt, dat misst alles elo nei a besser verhandelt ginn. Esou funktionéiert d'Welt net. Oder muss ee soen: nach net?

Madamm Presidentin, selbstverständlech ass d'Finanzplaz Lëtzebuerg wichteg. Selbstverständlech solle mer als Land déi Atouten, déi mer hunn, an de Vierdergrond setzen. Mir sinn awer fundamental iwwerzeegt, datt mir an eis Wirtschaft nëmme kënne gewannen, wa mer eis am europäesche Kader bewegen. D'Zäit vun der Nischepolitik ass eriwwer. A mir solle se net méi eropbeschwieren an hir och net notraueren. Lëtzebuerg muss een zouverlässege Partner an der EU bleiwen. De Finanzsecteur muss reguléiert ginn a bleiwen. Mir sollen eis net mat niddrege Steiersätz a Sozialdumping um europäesche Kontinent Konkurrenz maachen. An dat muss och fir eise Verhandlungspartner op de britteschen Insele gëllen.

Eis Suerg gëllt awer virun allem de Mënschen: zu Lëtzebuerg an Europa an a Groussbritannien. De Brexit bleift fir eis een absolutten Déifpunkt an der rezenter Entwécklung vun der Europäescher Unioun an och vun Europa. Vill Leit musse sech haut erëm Suerge maachen iwwer eppes, wou mer gehofft haten, mer hätten et scho viru Joren iwwerwonn. Mir hu keng genee Chiffere vu brittesche Bierger an EU-Länner an ëmgedréit. Mir hu just Schätzungen. Et heescht, et wieren iwwer 3,3 Milliounen EU-Bierger a Groussbritannien; 1,2 Milliounen brittesch Bierger an EU-Länner.

Mir hu wahrscheinlech keng genee Chifferen, well dat eigentlech bis elo och net esou wichteg war. Mir ware jo an Europa. Haut däerfe mer jo an deem EU-Land wunnen a schaffen, dat mir eis fräi erausgesicht hunn. An dat war net ëmmer esou. Ier zum Beispill Spuenien den 1. Januar 1986 Member vun der EU war, huet zum Beispill e Lëtzebuerger Bierger a Spuenien, deen zum Beispill eng spuenesch Fra bestuet huet, sech all Joer musse bei der Police mellen, fir ze soen, hie wier nach ëmmer do. Dat war ee Beispill vun nationaler Souveränitéit.

Ee Student, dee seng Studien a Groussbritannien gemaach huet, huet déi net a Spuenien unerkannt kritt an huet se mussen nach eng Kéier maachen. Et si keng ECTS-Punkten a keng Studienunerkennung ginn. Ee weidert Beispill vun nationaler Souveränitéit.

En EU-Bierger, deen an eng staatlech spuenesch Schoul wollt schaffe goen, huet dat nëmmen däerfe maachen, wann en natierlech niewent deenen erfuerderlechen Diplomer och déi spuenesch Nationalitéit hat. Een drëtt Beispill vun nationaler Souveränitéit.

Firwat soen ech déi Beispiller a wat huet dat mam Brexit ze dinn? Ech wollt éischtens warne virun deene Leit, déi eis ëmmer vun nationaler Souveränitéit virschwärmen a vergiessen, datt dat ganz schnell op d'Käschte vun der Fräiheet vun de Bierger geet.

Et ware schonn emol Zäiten, wou et vill méi einfach war ze soen: „Ech si Lëtzebuerger a fille mech als europäesche Bierger", wéi dat haut de Fall ass. An ech bedaueren dat. An zweetens sinn dat zum Deel genau déi Froen, déi sech haut erëm vill Bierger stellen no där Decisioun vum Brexit. 1,3 Millioune Britte liewen an aneren EU-Länner. Spuenien huet dee gréisste Contingent vu britteschen Expats. Iwwer 300.000 sollen et der sinn.

Ech hat d'Chance, viru Kuerzem eng ganz Rei vun hinne kennenzeléieren a Spuenien an der andalusescher Provënz Granada. Do liewe ganz vill Engländer, Schotten, Iren. A wann an der Provënz Málaga eventuell eng Majoritéit Pensionéierter wunnen, dann ass dat an der Provënz Granada net de Fall. Do liewe Britten, déi sech als kleng Geschäftsleit hiert Liewe verdéngen. Ech hunn der begéint, déi d'Halschent vum Joer um Kontinent an déi aner Halschent op der Insel verbréngen. Ganz vill sinn zënter ronn zéng Joer a Spuenien, schwätze fléissend Spuenesch a maachen do hiert Liewen.

Gemeinsam hu se alleguer d'Suerg iwwer hir Zukunft. Wéi einfach respektiv komplizéiert ginn an Zukunft d'Sozialtransferten, d'Transferte vu Krankekeess a Pensiounen? Wéi einfach respektiv komplizéiert gëtt d'Mobilitéit vu Persounen a vu Gidder?

Eng ganz Rei Engländer an Andalusien hu sech driwwer informéiert, ob se déi spuenesch Nationalitéit kéinten unhuelen. Mä dat ass awer eigentlech net dat, wat se wëllen. Si waren zefridden, datt se bis elo als brittesch Europäer konnten a Spuenien wunnen, schaffen a liewen an datt si d'Fräiheet haten, ee Choix ze treffen.

Madamm Presidentin, d'Decisioun, e Referendum iwwert de Verbleif vu Groussbritannien an der EU ze maachen, war de Versuch vun den engleschen Torien, fir un der Muecht ze bleiwen. D'Rechnung ass nëmmen zum Deel opgaang. D'Torie sinn nach un der Muecht, den David Cameron net méi. Dat war déi éischt Wett vun den Torien, déi net ganz esou ausgaangen ass wéi geplangt.

Eng zweet war déi vun den Neiwahlen, mat där d'Theresa May sech wollt eng nach méi komfortabel Majoritéit ginn, fir en haarde Brexit duerchzeféien. Déi ass alt erëm net opgaang an huet elo zum Resultat, datt mer op der Insel eng konservativ Regierung hunn, déi ofhängeg ass vun zéng Deputéierte vun der nordirescher DUP, der Democratic Unionist Party.

An ech deelen all déi Suergen, déi och de Kolleeg Marc Angel schonn hei virgedroen huet. Well, wat dat fir de Fridden an Nordirland bedeit, dat wäerte mer an deenen nächste Jore gesinn. An eisen Aen ass dat ee geféierlecht Spill, wat déi brittesch Konservativ do spillen. D'DUP, déi streng géint d'Homosexualitéit ass, awer net streng géint dubiéis Parteispenden, dierft ee Garant derfir sinn, datt d'Verhandlungen iwwert déi nei Grenz tëschent Irland a Groussbritannien net einfach ginn.

Et ass just ze hoffen, datt mat deem politesche Calcul den „Good Friday Agreement" vum Abrëll 1998, mat deem déi 30-järeg bluddeg Ausenanersetzungen an Nordirland en Enn fonnt hunn, net och nach a Fro gestallt gëtt. Et wäert jo net och nach een op d'Iddi kommen, fir e Referendum iwwert den „Good Friday Agreement" ze organiséieren, wann dat him an de politesche Krom passt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt e Referendum net e politescht Allheelmëttel ass. E Referendum kann éischtens geféierlech Konsequenzen hunn. Dat gëllt fir de ganze Beräich vum Schutz vu Minoritéiten. An e Referendum kann, zweetens, och schwéier kontrolléierbar Konsequenzen no sech zéien. Konsequenzen, déi eventuell net virauszegesi waren an onberechenbar sinn. Datt een d'Resultat vun engem Referendum respektéiert, stelle mer allerdéngs selbstverständlech net a Fro.

Madamm Presidentin, Groussbritannien an d'Europäesch Unioun haten eng laang Relatioun. Vun 1973 bis haut oder bis 2019, do ass d'Zäit net stoebliwwen. D'Engländer waren derbäi, wéi fir d'Éischt d'Deputéierte vum Europaparlament direkt gewielt gi sinn. Si hunn d'Maastrichter Verträg vun 1992 net nëmmen ënnerschriwwen, mä och mat ausgehandelt. Si hu sämtlech EU-Erweiderunge matgedroen; ënner anerem déi historesch Ost-Erweiderung vun 2004.

A wann een d'Bild vun der Scheedung vun enger Koppel op d'Scheedung vun EU a Groussbritannien iwwerdréit, dann ass dat mat Virsiicht ze genéissen. Awer et gëtt e puer Analogien. Bei enger Trennung geet et ganz oft ëm Gefiller, ëm Geld an heiansdo ëm Kanner. Am schlëmmste Fall ginn déi dräi matenee vermëscht.

Ech hat virdrun iwwert d'Britten an der EU geschwat a meng Gedanken um Beispill vun den Expats an Andalusien illustréiert. Äänlech Problemer hunn natierlech vill EU-Bierger a Groussbritannien: eng 900.000 Polen, 300.000 Däitscher a jee iwwer 200.000 Rumänen an Italiener. Déi sinn all op d'Insele gaang, fir ze schaffen, fir eng Pai ze kréien, an hunn domat och hire Bäitrag zum brittesche Wuelstand geleescht.

Et ass mer wichteg, nach eng Kéier ze betounen, datt all EU-Bierger an hir Familljememberen d'Recht hunn, an deem EU-Land ze wunnen, ze schaffen an ze studéieren, wou se wëllen. Dat ass eng vun de ganz groussen Errungenschafte vun der Europäescher Unioun. Et ass nëmme richteg, datt eng alleréischt Prioritéit an de Verhandlunge muss sinn, datt et musse géigesäiteg Garantië ginn, datt d'Interesse vun deene Leit, déi zumindest virum 29. Mäerz 2017 vun dësem Recht Gebrauch gemaach hunn, och musse geschützt ginn.

Mir deele souwuel d'Orientatioune vum Conseil européen vum 29. Abrëll 2017, wéi och d'Aart a Weis, fir ze verhandelen, déi den 19. Juni 2017 festgehale ginn ass. Prinzipiell deele mer och d'Ausso „nothing is agreed until everything is agreed". An awer froe mer eis, ob mer natierlech gemeinsam zu 28 net solle schnell Konklusioune festhalen, wat d'Rechter vun den no u fënnef Milliounen Bierger ugeet, deenen hir Liewenssituatioun duerch de Brexit ännert.

Här President, d'Suerge vun dëse betraffenen europäesche Bierger leien eis méi no wéi d'Suerge vun de grousse Konzerner a vun de Banken. Et ass jo och esou, datt d'Lobbye vun de Grousskonzerner sech an der Regel selwer organiséiert kréien, fir hir Interessen ze verteidegen, datt déi net ze kuerz kommen.

Nodeems ech dës Prioritéit kloergestallt hunn, wëll ech awer, Madamm Presidentin, och nach e bëssen op de finanzielle Secteur an d'Enjeue fir eis Bankeplaz agoen. Mir hate virun engem Joer hei eng Heure d'actualité, vun der CSV ugefrot, déi sech mat de Konsequenze vum Brexit fir eis Ekonomie auserneegesat hat.

Och wann haut d'Marschroute definéiert ass, dann ass den Ausgang nach genausou onkloer wéi virun engem Joer. Mäi Kolleeg Gérard Anzia hat virun engem Joer gemengt, et geséich esou aus, wéi wa mer elo schonns e Stéck vum Kuch wéilte verdeelen, deen nach guer net gebak ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- De Kuch ass nach ëmmer net gebak, mä e kritt awer lues a lues Konturen. Esou e Stéck Kuch ass zum Beispill d'EBA, d'European Banking Authority. Den Här Mosar hat schonn am Juli d'lescht Joer gemengt, mir sollten alles ënnerhuelen, fir d'EBA op Lëtzebuerg ze kréien. A mer wëssen da mëttlerweil och, datt Lëtzebuerg Kandidat ass.

Mir sinn awer net eleng Kandidat. Mir hu gutt Argumenter, mä mir sinn och net déi eenzeg, déi gutt Argumenter hunn. Sechs Kritäre si festgeluecht. Am Oktober soll eng Decisioun falen. All EU-Memberstate sollen no engem festgeluechte Punktesystem a mat bis zu dräi Wahlgäng de Gewënner wielen.

A wann een d'Kritäre kuckt, déi sollen erfëllt ginn, dann, mengen ech, datt Lëtzebuerg déi alleguer méi oder manner erfëllt, bis op de Kritär vun der regionaler Repartitioun. Mir hu jo schonn effektiv dat eent oder anert Stéck vum europäesche Kuch op Lëtzebuerg kritt. Dat dierft awer net just een Nodeel sinn. Dat kéint och ee Plus sinn, well mer e gewëssenen Know-how an ee positivt Émfeld fir eng EBA hunn.

Klammer op: Lëtzebuerg huet de Sëtz vum Europäesche Geriichtshaff. An dat huet sech éischter positiv ausgewierkt op d'Decisioun, datt de Siège vum EU-Parquet och op Lëtzebuerg wäert kommen. Domat gëtt confirméiert, datt Lëtzebuerg d'Geriichtshaaptstad vun der EU ass. A vläicht ass dat och e positiven Aspekt, fir datt eng EBA op Lëtzebuerg kënnt. Klammer zou.

Madamm Presidentin, wat d'Delokalisatioun vun Headquarters aus England op Lëtzebuerg ugeet, do si mer der Meenung, datt Lëtzebuerg dat ganz zen soll ugoen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An et huet mech och gefreet, verschidden Aussoe vun eisem Finanzminister ze liesen an ze héieren, déi an déiselwecht Richtung schéngen ze goen. Esou heescht et zum Beispill an engem Interview mam Här Gramegna vum 30. Juni 2017 am „Lëtzebuerger Land": „Mir sollen net ze vill gurmangzeg sinn. Mir sollen net aggressiv probéieren, brittesch Banken a Megaentreprisen op Lëtzebuerg ze kréien, well wann dat eis géif am grousse Stil geléngen, da misste mer nach méi héichqualifizéiert Aarbechtskräften op Lëtzebuerg lackelen, wéi mer dat elo scho maachen. Mir missten nach vill méi a vill méi schnell Schoulen a Wunnenge bauen wéi elo schonn. Mir hunn elo schonn eng Croissance vu 4% op déi lescht Joren."

An ech zitéieren de Finanzminister mam Saz: «Je trouve qu'il vaut mieux viser une croissance régulière et durable plutôt que spectaculaire.» Dat ass ee Saz vum Här Finanzminister. Dee kritt natierlech eis voll Ennerstëtzung.

Mir hu jo eng Wuesstumsdebatt hei am Land. Ech hu scho vu Wunnengen a Schoule geschwat. Ech kann och weiderfuere mat eiser Verkéiersinfrastruktur, mam Wuesstum vun eiser Populatioun, mat eisem Drénkwaasser an eiser natierlecher Landschaft. Mir sollen net probéieren, d'Skyline vu London op Lëtzebuerg ze kréien.

Natierlech solle mer op sinn. Natierlech solle mer weider drop oppassen, datt eis Finanzplaz sécher ass a positiv evoluéiert. Fir de Rescht si mir der Meenung, datt dës Regierung hir Finanzpolitik soll weiderfueren, wéi se dat elo schonn eng Zäit laang mécht.

Mir sollen op Transparenz an international Zesummenaarbecht setzen. Mir sollen déi Reforme weiderfueren, déi eis vun de schwaarzen a groe Lëschten erofgeholl hunn. Mir sollen als EU-Memberland eis mat derfir asetzen, datt et Leitplanken am Finanzsecteur gëtt. An natierlech muss et och beim „level playing field" bleiwen. Dat schéngt mer wichteg ze sinn, wa mer an Zukunft ee Finanzzenter London niewent deem engen oder aneren EU-Finanzzenter funktionéieren hunn.

An ech halen dann och nach meng Ried op mat engem leschten Zitat vum Här Gramegna, deen elo grad erakënnt, da kritt en dat Zitat mat: «Pour le Luxembourg, le scénario le plus avantageux sera d'attirer plus de substance sans être trop gourmand.» An ech mengen, dat wier e flotte Fazit, wéi mer sollen do mam Brexit an Zukunft ëmgoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Dat Wuert „Brexit", iwwert dat mer haut esou vill schwätzen, gëtt benotzt wéi e Schimpfwuert. Déi Wierder „Pescht" an „Cholera" hunn e besseren Image. Dobäi ass d'Brexit-Decisioun fundamental jo näischt aneres wéi dem brittesche Vollek säi Wëllen.

De Kolleeg Bauler huet gesot: „Dëse Referendum hannerléisst e batteren Nogeschmaach." Ech stelle fest: Ar Majoritéit, Här Bauler, huet e Problem mat Referenden. Ech hu mer och näischt aneres virgestallt an engem Land, wou en 80/20-Referendum vu Regierung a vun CSV net respektéiert gëtt, datt do hei géif e brittesche Referendum respektéiert ginn.

Wat wonnert, ass natierlech, datt de Britten hir fräi an demokratesch Decisioun, d'EU wëllen ze verloossen, esou verhöönt an an den Dreck gezu gëtt. Dobäi gëtt sech net gefrot, well dat géif jo heeschen, sech selwer a Fro ze stellen, firwat dat brittescht Vollek déi doten Decisioun geholl huet, firwat dat brittescht Vollek decidéiert huet, léiwer ausserhalb vun der EU ze liewen.

Et war net, fir eis ze beleidegen, et war och net, fir sech vun Europa lasszesoen. Et war näischt aneres wéi den Ausdrock vun engem Ras-le-bol, vun enger Flemm mat der Ausriichtung, déi dës EU hëlt, an der Aart a Weis, wéi dës EU gefouert gëtt.

D'Britten, an net nëmmen d'Britten, hunn d'Flemm ze gesinn, datt eng gewëssen europäesch Elitt probéiert, d'Nationalstaten opzeléisen an en europäesche Federalstat opzeriichten, wou schlussendlech all wichteg Decisiounen zentralistesch zu Bréissel a vu Bürokrate geholl ginn.

Wéi 2005 probéiert ginn ass, dësem Zil méi no ze kommen, duerch d'Adoptioun vun der sougenannter europäescher Verfassung, hu souguer hei am Land, wou mer jo alleguer esou europhil sinn, vill Leit gemeutert, esou vill Leit wéi ni virdrun. Op 3,5% an déi eng oder an déi aner Richtung wier dëst souguer zu Lëtzebuerg ofgeleent ginn. Mir wollten deemools a mir wëllen och haut keen europäeschen Zentralstat.

Kee Mënsch ass géint Europa an eng europäesch Zesummenaarbecht, mä am Respekt vun der Souveränitéit vum jeeweilege Vollek, senge Wäerter, senger Geschicht, sengen Traditiounen. Do, wou State kënnen zesumme méi erreeche wéi eenzel, soll zesummegeschafft ginn.

Nëmme gemeinsam kann ee Resultater erzilen a wichtege Felder wéi zum Beispill dem Ëmweltschutz. Wat nëtzt et, datt dat ee Land Kläranlage baut, wann dat anert Land den Dreck an d'Baache kéiert? Zum Beispill bei der Bekämpfung vu Kriminalitéit an Terrorismus. Zum Beispill selbstverständlech beim fräie Floss vu Leit, Kapital, Servicer, Wueren. An esou engem Europa wier och Groussbritannien haut nach Member.

Wat mer net wëllen, ass en europäesche Finanzminister, eng europäesch Steier, en europäesche Budget, eng Tutelle iwwer eis Nationalpolitik, en eenheetlechen europäesche Budget an esou weider an esou fort. Mir wëllen, datt Lëtzebuerg vun hei aus, vum Krautmaart aus decidéiert, wou et wëllt histeieren an net vum Berlaymont aus.

D'EU ass vill ze séier vill ze grouss ginn. Dat ass e Fakt. D'Aféierung vun enger gemeinsamer Wärung, esou praktesch wéi se ass an esou gutt se fir eist eegent Land ass, däerf elo net zum Virwand gëlle fir Verschiddener, de Feeler nach ze acceleréieren an op dat „vill ze schnell vill ze grouss" och elo nach „vill ze déif" an „vill ze wäit" dropzesetzen.

Amplaz de Constat ze maachen, firwat eis brittesch Frënn de Choix gemaach hunn, d'Scheedung anzereechen, amplaz d'Gefor ze gesinn, datt och weider Vëlker a vläicht souguer dat Lëtzebuerger Vollek iergendwann eng Kéier meuteren an net wëllen hir Souveränitéit verléieren, amplaz Respekt ze weise virun deenen engen hirer Decisioun an Asiicht fir deenen aneren hir berechtegt Ängscht, gëtt einfach monter weidergefuer mat der EU, wéi se elo leeft: méi schnell, méi déif, méi wäit.

A fir aner Länner ofzeschrecken - an, ech denken, et ass deen eenzege Grond -, kritt Groussbritannien den Divorce esou richteg sauer gemaach. Mir schwätze vun där Feuille de route. Mir verstinn einfach net, wat d'Britte beweegt. Ee vun de Grënn vum Brexit war ganz kloer d'Restriktioun vun Immigratioun. A wat ass der EU hir Äntwert? „Priority on immigration."

Groussbritannien signaléiert, datt se den europäesche Bierger - ech mengen, et sinn der dräi Milliounen, déi am Moment do wunnen - hir Rechter respektéieren, datt déi, déi do sinn, do däerfe bleiwen, liewenslänglech. Groussbritannien signaléiert, datt déi, déi nach wëlle kommen, eben ënnert deenen normalen Immigratiounsgesetzer däerfe kommen.

A wat ass eis Äntwert? Anstatt ze soen: „Majo, dat ass genau dat, wat mer wëllen, a kommt, mir ginn de brittesche Bierger hei bei eis genau déiselwecht Rechter!", soe mer: „Ah neen, dat muss awer da vum Europäesche Mënschegeriichtshaff kontrolléiert ginn. An do sinn awer nach aner Konditiounen dermat verbonnen."

Och do mëssuechte mer nees eng vun den Ursaache vun der Scheedung. Eng vun den Ursaache waren ebe just d'Arrête vum Europäesche Geriichtshaff, déi England et onméiglech gemaach hunn, 40 bekannten Terroristen auszeweisen. Den Arrêt vum 17. Januar 2012 Abu Qatada géint Royaume-Uni ass dat beschte Beispill. Et war ee vun deenen aflossräichsten Dschihadiste vun Europa. En huet net däerfen a Jordanien ausgewise ginn duerch England.

Dat schéint Bild, wat och de Laurent Mosar gezeechent huet vun der Scheedung, wann ee vu Feuille de route schwätzt, erënnert mech effektiv als Affekot un d'Attitüd, déi Parteien heiansdo anhuelen, wann deen een deen anere sëtze léisst. Da seet deen een: „Ech hu maximal Fuerderungen. Ech si sëtze gelooss ginn. Ech kréien d'Haus. Ech kréien den Auto. Ech kréien d'Miwwelen. Ech kréien d'Kanner. Du iwwerhëls d'Scholden, bezils Alimenter. A sief frou, datt et Der esou gutt gaangen ass." Esou leeft et net am Liewen. An esou wäert et och net lafen tëscht Rescht-EU a Groussbritannien.

Wou steet am Vertrag, datt een eng Exit-Gebür muss bezuelen, wann een aus der EU wëllt austrieden? Jo, et gëtt gemeinsam Engagementer, mä et gëtt och gemeinsam Assets. Kritt England och déi gemeinsam Assets zougedeelt zu deem Prozentsaz vun hire Kontributiounen?

A Wierklechkeet sinn d'Motiver natierlech anerer. Genau wéi an de Scheedung geet et jo net nëmmen ëm d'Geld. Et geet jo och ëm verletzte Stolz. A genausou geet et och hei net nëmmen ëm dat Geld, wat dann an Zukunft an der Keess wäert feelen, wann den englesche Pappi net méi abezilt. Et geet och drëm, anere Länner ze weisen, se ofzeschrecken: „Iwwerleet Iech gutt, wat Der maacht, well wann Der gitt, da gëtt et Iech deier!"

Funktionéiert déi Strategie oder weist se anere Länner just, wéi miserabel a wéi fies zu Bréissel heiansdo nogeduecht gëtt? An dobäi hu mir, mir EU a mir Lëtzebuerg, all Interêt drun, aus dem Brexit en Divorce par consentement mutuel ze maachen.

Ech ginn Iech just eng eenzeg Zuel, déi virgestallt ginn ass vun där renomméierter Consultingfirma Deloitte oder „Deloitte", fir d'Engländer a fir d'Fransousen ënner eis, déi den 21. Juni presentéiert ginn ass. Hei sinn nees Schauermärercher opgezeechent ginn, wéi schlecht et England wäert goen nom Brexit, mä hei ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Automobillindustrie, an do ass gesot ginn: Wa mer e Brexit kréien ouni Handelsofkommes, da wäerten, wat d'Autoen ugeet, vu Käreuropa a Groussbritannien all Joer - all Joer! - 655.000 Autoe manner geliwwert ginn. Eleng fir Däitschland bedeit dat e Verloscht vun net manner wéi 18.000 Aarbechtsplazen.

Deen anere Volet vun der Debatt: „Wat sinn d'Chancen a Risiken?", do zitéieren ech einfach Schlagzeile vun den einschlägege Wirtschaftszeitungen: „Jetzt wollen alle Beute machen." „Jeder möchte ein Stück vum Kuchen." Dozou gehéiert dann och d'Banking Authority, iwwert déi geschwat gëtt mat hiren 180 Leit, ob déi op Lëtzebuerg ka kommen, nieft deene sëlleche Firmen, déi schonn hei sinn an heihinner kommen am Bankewiesen, an den Investmentfongen, an den Assurancen.

Wat d'Banking Authority ugeet, hu mer vun deene grénge Kolleegen déi verschidde Kritären héieren. Et ass just op ee Kritär net agaange ginn. An ech denken, et ass deen, dee wäert verhënneren, datt mer se kréien. An dat ass ganz einfach de Fakt, datt Lëtzebuerg als Provënzstiedche keng Fluchubannung huet un déi aner Haaptstied vun Europa. E grousse Manktum. Ee vun de Schantercher, deene mer eis sollten unhuelen, éischter wéi datt mer hei iwwer englesch Innenpolitik schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Madamm Presidentin, „déi spannen, déi Britten". Dat sot souguer schonn eng Kéier den Obelix. An dat ass och d'Äntwert, déi déi meeschte politesch Kaderen am kontinentalen Europa haut géife ginn, wann ee se nom Brexit freet.

An och ech ka mech deem net komplett erwieren, wann ech gesinn, wéi déi äerzkonservativ Premierministerin Theresa May ouni Nout Neiwahlen aberifft fir e staarkt Mandat, fir e méiglechst haarde Brexit ze negociéieren, an dann eng gutt op den Deckel kritt vun engem Jeremy Corbyn, dee mat engem explizitt lénke Programm ugetrueden ass an eigentlech eng fortschrëttlech Dynamik lassgetreppelt huet, andeems seng Labourpartei, entgéint alle Sondagen, 40% vun de Britten iwwerzeege konnt.

Da kann ee schonns e bësse Genugtuung empfannen. Mä esou Ressentimenter a Gefiller däerfen ni d'Grondlag si vu politesche Reflexiounen. A virun allem, an do muss een dem Obelix vehement widderspriechen, däerf een net d'Britten alleguer an een Dëppe geheien.

Et däerf een net vergiessen, datt 48% vun der Populatioun géint de Brexit gestëmmt hunn. A Schottland an an Nordirland war et souguer eng Majoritéit. An et ware virun allem Jonker, déi trotz der katastrophaler Politik, déi d'EU säit Joren a Jorzéngte bedreift, nach ëmmer wëllen un eng europäesch Integratioun gleewen, déi sech oppe Grenzen an eng solidaresch Relatioun mat dem Kontinent wënschen, an net en nationalistesche Repli op sech selwer.

75% vun deenen 18- bis 24-Järegen, déi mat de Konsequenze vum Brexit wäerte liewe mussen, hu fir den „Remain" gestëmmt. An et sinn och ganz vill Aarbechter, déi géint de Brexit gestëmmt hunn, well se genau wëssen, datt dëse Brexit kee lénken Austrëtt aus der Unioun ass, mä e knallhaarde konservativ-liberalen Austrëtt, dee wäert mat sech bréngen, datt nach eng Kéier ferm un der neoliberaler Schrauf gedréit gëtt, bei där virun allem déi sozial Schwaach wäerten ënnert d'Rieder kommen.

A jo, et hunn 52% vun deenen, déi iwwerhaapt wiele gaange sinn, fir de Brexit gestëmmt. Dorënner si vill Leit, déi aus Nostalgie, Nationalismus oder souguer aus xenophobe Motiver gestëmmt hunn. An dat ass traureg an dat misst eis all ze denke ginn. Mä et sinn awer och eng ganz Rëtsch Leit, déi fir e Brexit gestëmmt hunn, well si déi neoliberal Politik vun der EU net méi erdroen a sech méi Chancen ausgerechent hunn, dës Politik an der Onofhängegkeet ze kippe wéi innerhalb vun deem festgefuerenen Apparat zu Bréissel. Mä vill vun deenen, déi mat „Leave" gestëmmt hunn, si virun allem beaflosst a getäuscht gi vun onverantwortleche Politiker, vu Medien, déi hir eegen Agenda suivéiert hunn, an och vun ultraliberale Fundamentalisten, déi d'Chancë richen, hir ideologesch Dreem ëmzesetzen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Datt déi Reaktionär mat Ängschte schaffen, dat ass bekannt an näischt Neies, mä et seet leider ganz vill iwwert den Zoustand vun der Europäescher Unioun aus, wann och den „Remain" keng glafhaft progressiv Visioun vun der Unioun evoquéiere konnt.

Här President, als Lénker si mer der Iwwerzeegung, datt d'Mënschen a Groussbritannien, déi jonk Generatiounen, d'Aarbechter, déi sozial marginaliséiert Gruppen, d'Migranten, datt all déi Leit eis Solidaritéit brauchen a verdéngen.

An dëse Verhandlungen, déi viru Kuerzem ugefaangen hunn, geet et net ëm Groussbritannien géint Rescht-Europa. Neen, et ass a bleift fir eis eng Klassefro. Et geet ëm déi douewe géint déi doënnen. An dëst gëllt gradesou fir d'Leit a Groussbritannien wéi fir d'Mënschen a Kontinentaleuropa.

An eisen Ae stinn d'Verhandlungsféierer vun der EU an der Flicht, déi brittesch Bevëlkerung virun enger ultrakonservativer Politik ze schützen an op en Austrëtt hinzeschaffen, deen esou mann brutal wéi méiglech ass. D'Britte fir hire Referendum ze bestrofen, esou wéi een dat hannert der Hand esou oft héiert, wär e grousse Feeler, well déi, déi eigentlech responsabel fir dee ganze Schlamassel sinn, déi wäert een domadder net treffen.

Här President, als sozial engagéierte Mënsch hätt ee sech kënnen an engem éischte spontanen Ablack freeën iwwert de Brexit. Schliisslech waren d'Britten ëmmer déi, déi am meeschten op der Brems stoungen, wann et drëms gaangen ass, d'EU méi solidaresch oder méi demokratesch ze gestalten. Mä mir hunn awer och net vergiess, datt d'EU-Cheffen, déi elo esou ostentativ op déi véier Fräiheete vun der Unioun pochen, virum Referendum gäre bereet waren, sozial Acquisen ze afferen, fir der Cameron-Regierung ze gefalen.

Et wär awer e schwéiere Feeler, sech iwwert den Austrëtt vu Groussbritannien ze freeën, well en onofhängegt Groussbritannien virun eiser Dier, dat wirtschaftspolitesch an den Eck gedréckt gëtt, ass fir Europa eng vill méi grouss Gefor an huet vill méi eng grouss destruktiv Kraaft, wéi dat jee an der Vergaangenheet de Fall war.

E kompletten Austrëtt aus dem Bannemaart, esou wéi e vum Theresa May ugepeilt gëtt, wäert eng déif gräifend strukturell Reorganisatioun vun der britteschер Ekonomie onëmgänglech maachen. A jee brutaler d'Konditioune vum Austrëtt wäerte sinn, desto brutaler wäert dës Restrukturatioun ausfalen. Der Fantasie vu verschiddenen neoliberalen Ideologe wäerten do keng Grenze méi gesat ginn, esou wéi een dat elo schonn a verschiddene Strategiepabeiere vu gewëssenen Thinktanks erkenne kann.

Budgetär Abousse fir Groussbritannien kéinte mat engem weideren Ofbau vun deem scho staark zerstéierte Sozial- a Gesondheetssystem beäntwert ginn. A fir kompetitiv ze bleiwen, kéinten d'Aarbechtsrechter ofgebaut ginn, d'Salairë gedréckt an d'Ëmweltnormen erofgesat ginn. Net ze schwätze vun der Betribsbesteierung, wou d'Prozentsätz elo schonn ugekënnegt weider an de Keller goe wäerten.

An domadder wiere mer ukomm bei der „Race to the bottom", wat d'Rechter an d'Normen ugeet. An dat ass an eisen Aen déi gréisste Gefor fir alleguer d'Mënschen a Groussbritannien wéi och an Europa.

Et ass esou e Groussbritannien virun eiser Hausdier, dat mat Sozial- a Fiskaldumping de Rescht vun Europa viru sech hierdreiwe kéint, wou een Angscht muss hunn, wou een dervir warne muss a wat ee muss verhënneren. An dëst misst eigentlech d'Haaptaufgab vun den europäeschen Negociateure sinn, mä dovunner huet och den Här Barnier, wéi en hei war, wéineg geschwat.

Nieft dem Austrëttsaccord, dee certes schwéier genuch ze realiséiere wäert sinn, gi laangfristeg zwee Accorden ugepeilt: een iwwer eng gemeinsam Defensepolitik an en zweeten iwwer eng Zort gemeinsam Fräihandelszon. Déi zwee Accorden, dat sinn déi mëttel- a laangfristeg Ambitiounen a Perspektive vun der Europäescher Kommissioun a Bezuch op Groussbritannien. Also Handel a Militär.

Här President, jee méi Groussbritannien eventuell an den Eck gedréckt gëtt, desto méi wäerte se zu aussergewéinleche Mesurë gräifen. An dat gëllt och fir de Finanzsecteur. Jee méi haart de Brexit d'Finanzplaz zu London wäert treffen, desto radikaler wäert hir Äntwert dorobber sinn. An e Verloscht vu Maartundeeler um Kontinent wäerte se mat enger aggressiver Strategie op anere Mäert erëm probéiere wettzemaachen. Wat hannert dem haarde Brexit waart, ass eng eesäiteg weider Deregulëierung vum Finanzsecteur mat eventuell souguer engem Austrëtt vu Groussbritannien aus dem BEPS, an dat Ganzt mat eeschte Konsequenze fir de weltwäite Finanzsystem.

Wéi Der wësst, si mir als Lénk net onbedéngt e Frënd vun der Londoner Finanzplaz, mä wa verschidde Regierungen elo scho mengen, se kéinten d'Sabbeldicher undinn a vum Brexit profitéieren, andeems se der City de Business ewechhuelen, da wäert déi Strategie deene Regierungen fréier oder spéider alleguer wéi e Bumerang an d'Gesiicht zréckfléien.

An dernieft, an dorunner muss een an dësem Kontext och nach eng Kéier erënneren, fanne mer et scho kuriéis, wann d'Regierung oder Regierungsvertrieder, an en plus nach Vertrieder vun aneren, vu sämtlechen hei an der Chamber vertruedene Parteien, bis op eis, sech dann awer mat britteschen Negociateuren treffen, heemlech.

(Interruption)

An dat just e puer Deeg virum Beschloss iwwert d'Verhandlungsmandat vun der Kommissioun.

Den Här Adam ass virdrun dorobber agaangen, aus fräie Stécker. Virdrun ass et net ugeschwat ginn, an dat éiert en och, mä ech mengen, datt ee senger Argumentatioun do awer äntwerte muss, datt éischtens den Datum häerzlech onglécklech war, wou dat Treffe stattfonnt huet, an zweetens, datt et méi gesond a méi demokratesch wier an eisem Land besser géif zu Gesiicht stoen, wann esou Treffen ëffentlech wieren, transparent, an net heemlech géife stattfannen an eréischt Wochen drop vun der Press reveléiert géife ginn.

Well, wéi war dat scho méi? Keng direkt bilateral Verhandlungen tëschent Memberlänner a Groussbritannien! Mä vläicht ass jo do bei deene Geheimverhandlungen tatsächlech just iwwert dat agreabelt Klima an iwwert de gudde Kascht hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, esou wéi dat im Nachhinein probéiert ginn ass ze erklären.

Wat mer feststellen, ass, datt den „cherry picking" säit dem Brexit-Referendum voll amgaangen ass, an dat och zu Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg mécht och do mat. Schlussendlech, an trotz alle Sonndesrieden iwwert déi europäesch Solidaritéit, ass sech jiddweree selwer am noosten an d'Resultat um Enn wäert dat, fäerte mer, leider och erëmspigelen.

Här President, och wann dës Regierung offensichtlech gewëllt ass, hei méi e konziliante Wee ze fueren, wäert hir Strategie e groussen Impakt hunn op d'Entwécklung vu Lëtzebuerg. Hir Beméiungen an déi vun aneren Akteuren hei am Land, fir sech nach méi staark als Intermediaire vun der Londoner Fongenindustrie ze platzéieren, wäert zu enger, am Verglach zur Gréisst vun eisem Land, staarker Oprüstung vun der Finanzplaz féieren, mat potenziell ganz problematesche Repercussioune fir Lëtzebuerg.

Als Alleréischt ass do d'Dominanz vun der Finanzplaz an der Lëtzebuerger Ekonomie, déi heimadder nach eng Kéier riskéiert, méi grouss wäerten ze ginn. Bei all Geleeënheet an zënter Jorzéngte gëtt iwwert d'Ofhängegkeet vun de staatleche Recettë vun der Finanzplaz gejéimert an drop higewisen, datt mer eis Wirtschaft onbedéngt mussen diversifizéieren. Gläichzäiteg awer gëtt keng Geleeënheet ausgelooss, fir déiselwecht Finanzplaz weider opzeblosen. An duerfir hunn ech et och interessant fonnt, datt den Interpellant, den honorabelen Här Bauler, virdrun och net vun der Diversifikatioun vun der Ekonomie geschwat huet, mä vun der Diversifikatioun vun der Finanzplaz.

Mä dat ass net deen eenzege Problem. Am Moment schafe mer hei am Land 10.000 bis 15.000 Aarbechtsplazen - nei Aarbechtsplazen - pro Joer. Mat dësem enorme wirtschaftleche Wuesstum ass eist Land elo schonn offensichtlech iwwerfuerdert, well d'Entwécklung vun den Infrastrukturen hei am Land eigentlech ëm Jorzéngten hannendrunhänkt.

Wat geschitt dann awer elo, wa mer zousätzlech zu deene villen Aarbechtsplazen nach eng Kéier eventuell Zegdausenden nei Aarbechtsplazen op der Finanzplaz uewendropsetzen? Gëtt et dann do seriö Analyse vun der Regierung, wéi een Impakt dat op d'Situatioun vun den Infrastrukturen oder op déi sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg wäert hunn?

Ech denken eben, datt et esou Analysen net gëtt, well se och ganz schwéier ze maache sinn. Well de Mot d'ordre vun dëser Regierung ass och weiderhin: Fir d'Éischt kënnt de Wuesstum an duerno kucke mer virun. De Kär vum Problem ass dobäi natierlech hei zu Lëtzebuerg de Logement. Nei Aarbechtsplazen op der Finanzplaz bedeiten och nei Wunnengen, déi ganz kuerzfristeg gebraucht ginn an déi d'Präisser weider an d'Luucht dreiwen.

An déi Leit vun der Finanzplaz, déi do derbäikommen, hunn zimlech sécher déi néideg Paien, fir hei um Maart eppes ze fannen. An da geet et wéi bei de Chaises musicales: Mir dréien alleguerten eng Ronn, a wann d'Musek ausgeet, flitt dee mam niddregste Budget hannen eraus. Dat ass eng Gefor, déi domadder verbonnen ass. An derbäi kënnt dann och nach de Bedarf u Bürosraim, deen dat Ganzt och nach weider verschäerfe wäert.

Do virdrun ass och scho gewarnt ginn. Och de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet ausdrécklech virun esou engem Zeenario gewarnt, deen eist Land eventuell net méi verkraafte kéint an dee regelrecht derzou féiere kéint, datt mer um Wuesstum erstécke géifen.

A wat ass dann de Besoin un Infrastrukturen? Wéi vill Spideeler, Schoulen, Buslinnen, Zich brauche mer dann? Mir gesinn an, datt et am Moment schwéier ass, d'Resultat vun de Brexit-Verhandlungen an déi Implikatiounen op Lëtzebuerg konkret virauszegesinn, mä mer mengen awer, datt et onverantwortlech wier, fir dat blannemännches op sech zoukommen ze loossen.

Wann d'Regierung wëlles huet, d'Finanzdéngschtleeschtungen oder d'Finanzinstitutioune vu London heihinner ze kréien, wat mir mat grousser Skepsis gesinn, da fuerdere mer d'Regierung op, op d'mannst a méiglechst schnell Zeenarien auszeschaffen a Pläng virzeleeën, wéi se mat deenen Entwécklungen ëmzegoe gedenkt. An d'Zäit leeft! A vu datt d'Regierung deen aktuelle Wuesstum schonns net an de Grëff kritt, rode mir hir allerwäermsten dovunner of, hei wëllen de First Mover ze sinn.

Här President, wat eis generell an der Debatt iwwert de Brexit am meeschten eropstéisst, ass déi Mentalitéit, déi an den europäesche politeschen Elitten ze spieren ass an déi doranner besteet, onbedéngt vun der Schwächt vun engem anere wëllen ze profitéieren. An dat ass leider och symptomatesch fir den Zoustand vun der EU, wou Solidaritéit gepriedegt gëtt a Konkurrenz gelieft gëtt.

Wat am Mëttelpunkt steet, si Wuesstumszuelen a Renditten. D'Zukunft vun de Mënschen a Groussbritannien an och hei kënnt do ganz dacks un zweeter Plaz. An dat misste mer änneren.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Baum. An d'Wuert huet elo dee leschten ageschriwwene Riedner, den Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, léif Membere vun der Regierung, bon, mir hate scho viru relativ genee engem Joer en Debat iwwert de Brexit an iwwer seng wirtschaftlech Konsequenzen. Dat war deemools direkt nom Brexit en „moving target". Dat ass och haut nach een. Dat ass schonn des Éftere gesot ginn. An de politesche Kontext vum Brexit, iwwert deen ech net wäert schwätzen, ass vu menge Virriedner scho behandelt ginn an, mengen ech, op eng komplett Aart a Weis beschriwwe ginn.

Mir hunn awer haut e puer méi Indicateuren, haaptsächlech op der wirtschaftlecher Säit, wat präzis déi Konsequenze vun deem Brexit do wäerte sinn. De Statec huet an enger Nott „Regards" am Februar dëst Joer de méiglechen Impakt vum Brexit op de PIB vun England analyséiert. Dat opgrond vun zwou Notte vu Consultanten: PricewaterhouseCoopers a vun Oliver Wyman.

E constatéiert en Abroch par rapport zu engem Zeenario wou England an der EU bliwwe wär, an dat souwuel an engem „hard Brexit" wéi och nach an engem „soft Brexit". Deen Abroch ass an all Fall reell. An de Statec constatéiert, dass besonnesch d'City of London, also de Finanzsecteur, géif ënner esou engem Brexit méi oder wéineger schlëmm leiden.

E berechent och a senger Nott den Impakt vum Brexit op Lëtzebuerg duerch en Abroch vu finanziellen an net finanziellen Déngschtleeschtungen a Richtung Groussbritannien. Et ass gewosst, dass eis Exporter an déi Richtung haaptsächlech Déngschtleeschtunge sinn, finanzieller, awer och haaptsächlech net finanzieller Aart. An d'Berechnung, op déi de Statec kënnt, dat wär eng Mindesteinnam vun 350 Milliounen Euro. Dat wär eng Baisse en terme vun «valeur ajoutée du secteur financier» vun 2,5% an eng Baisse «PIB en volume» vun ongeféier 1%. D'Perte d'emplois, déi de Statec do rechent, dat wären ongeféier 1.600 Leit, wouvun der 600 aus de Services financiers géife stamen.

Et gëtt also aus Lëtzebuerger Siicht kee Grond, sech iwwert de Brexit ze freeën. Politesch net, awer och wirtschaftlech net.

De Statec seet natierlech och a senger Nott, dass an déi Chiffere keng positiv Externalitéiten, wéi en dat nennt, mat agerechent sinn. An domadder schwätzt e vun neien Emploien duerch nei Akteuren.

An do, Här President, wäre mer dann och erëm beim Thema vun den Opportunitéite fir d'Plaz Lëtzebuerg duerch e Brexit.

Mir haten d'lescht Joer an deem Debat als LSAP begréisst, dass de Finanzminister, d'Lëtzebuerger Regierung, géif d'Approche huele vun enger net opportunistescher Politik, dat heescht, d'Approche huelen, prett ze si fir nei Akteuren, déi wéilten op Lëtzebuerg kommen, mä net géif en aggressiven an zimlech onappetittlechen Opportunismus hei un den Dag leeën, wéi verschidden aner Länner dat deemools gemaach hunn an och haut nach maachen.

Et huet sech eng Linn erausgeschielt, déi op d'Komplementaritéit tëschent de Lëtzebuerger an de Londoner Finanzzentre setzt. Et ass gewosst, et ass och schonn e puermol gesot ginn, dass a munche Fäll Lëtzebuerg de Backoffice ass fir Londoner Finanzdéngschtleeschter, fir Londoner Banken. Et sinn och a ganz ville Fäll iwwer Lëtzebuerg Finanzprodukter verkaaft ginn, déi a Londoner Banken a Fongengesellschaften ausgeschafft ginn.

Keen „red carpet", wéi gesot, keng aggressiv Opportunismuspolitik, dat ass an eisen Aen déi richteg Politik an dësem Beräich.

An de Kontakter, déi déi verschidde Lëtzebuerger Akteuren, sief dat de Finanzministère, d'CSSF, de Commissariat aux assurances, mä och Luxembourg for Finance, mat Londoner Finanzdéngschtleeschter, mat der Londoner Industrie haten, schiele sech eng Partie Tendance-lourden eraus, wat fir eng Industrien dann elo heihinnerkommen a wat fir eng net. Ech maachen dat ganz kuerz, well dat ass scho vum André Bauler relativ detailléiert exposéiert ginn. An eis Analysen iwwerschneide sech do dans une large mesure.

Am Bankesecteur ass et kloer, dass keng grouss Transferte vu grousse Banke wäerten op Lëtzebuerg kommen. Den Investmentbanking, och den Trading vu Wäertpabeieren ass keng Aktivitéit, déi zu Lëtzebuerg Traditioun huet. An et ass och keng, déi sech hei wäert implantéieren. Et ass, mengen ech, och keng, aus deene Grënn, déi och scho genannt gi sinn, aus Infrastrukturgrënn, aus Main-d'œuvre-Grënn hei zu Lëtzebuerg, keng, déi fir de Moment och erwënschenswäert wär hei zu Lëtzebuerg. D'Konkurrenz ass och do staark. Do si Plaze wéi Frankfurt oder och Dublin besser opgestallt wéi mir.

Wat awer geschitt, dat ass, dass eng Partie Konten, eng Partie Clienten op Lëtzebuerg kommen. Konten am Private Banking vu Clienten, déi zu London si fir de Moment; Londoner Finanzinstituter, déi och zu Lëtzebuerg eng Branche oder eng Succursale hunn an déi hir Clienten heihinner transferéieren, fir méi Certitude ze hunn a fir eng besser Assise um europäesche Maart ze hunn.

Dat ass e manner spektakuläre Phenomeen, mä dat ass awer och een, deen ee constatéiert, deen d'Banke constatéieren an deen och wäert en Zouwuess un Aktivitéit an och vun Emploi bei deene Banke mat sech bréngen, och wann e sech sécher elo net mat Honnerten oder Dausenden Emploie chiffréiert.

Eng gutt Surprise, Här President, an déi ass och scho genannt ginn, dat ass am Assurancësecteur. Hei kënnt eng nei Aktivitéit op Lëtzebuerg. A wat interessant ass, dat ass, dass se kënnt am traditionellen Assurancëberäich. Hei schwätze mer net vun Assurance-vie, wou eng Gestion de portefeuille derhannert ass; wat jo eng Aktivitéit ass, déi mer zu Lëtzebuerg gutt kennen; Cross-border Assurance-vie. Neen, hei ass et wierklech en traditionellt Assurancëgeschäft, wéi notamment dat vun AIG, wou corporate Aktivitéiten assuréiert ginn am relativ traditionellen Assurancëgeschäft.

Dat huet zwee Grënn. Dat huet engersäits de Grond, dass mer en eegestännege Commissariat aux assurances hunn, mat engem gudde Savoir-faire. Et huet awer och de Grond vun eiser Stabilitéit hei zu Lëtzebuerg, souwuel politesch wéi och reglementaire.

Bon, déi verschidden Assureuren, déi kommen, déi sinn och schonn zum Deel genannt ginn. Dat ass AIG, dat ass FM Global, Hiscox, RSA Insurance Group an anerer. Wéi gesot, dat ass eng interessant Diversifikatioun vun eisem Finanzsecteur op den Assurancëberäich.

En anere Gewënner vum Brexit hei zu Lëtzebuerg ass d'Fongegeschäft. Och hei kommen eng Rei vun Akteuren nei op Lëtzebuerg. Eng Rei anerer verstäerken hir Präsenz am Beräich vum Opsetzen, der Administratioun an der Distributioun vu Cross-border-Fongen. Et ass gewosst, dass dat déi gréisst Stäerkt ass vun der Lëtzebuerger Fongenindustrie.

An hei kënnen och schonn eng Partie Erfolleger verbucht ginn an anerer sinn an der Pipeline, an dat souwuel am traditionelle Fongegeschäft wéi och am alternative Fongegeschäft, dat heescht Private equity, Real estate, Hedgefongen. Do kommen nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg als direkt Konsequenz vum Brexit.

A schlussendlech ass e weidere Beräich, wou nei Kandidaten do sinn oder nei Interessenten, de FinTech. Do hunn ech mer soe gelooss, dass et eng Dosen Demandë gëtt bei der CSSF am Beräich vun der Monnaie électronique, mä och am Beräich vun de Services de paiement, wou nei Akteure wëllen op Lëtzebuerg kommen.

Här President, dat sinn am Fong déi Beräicher oder e bëssen den État des lieux vun deene Beräicher, wou mer interessant sinn, an deenen, wou mer et manner sinn. Dat confirméiert sech säit engem Joer.

Et gëtt awer och an eisen Aen eng Partie Risiken, déi sech ofzeechnen an enger Post-Brexit-Welt, bezu spezifesch op de Finanzsecteur. An dee wollt ech och kuerz uschneiden.

Deen éischte Punkt betrëfft d'Steierkonkurrenz. Ech hat dat schonn d'lescht Joer gesot. An, bon, dat ass dëst Joer e bëssen an der Schwief, mä et bleift awer ofzewaarden, wéi England sech positionéiert nom Brexit a Saache Steierpolitik. Den „Worst case"-Zeenario wär deen, wou England géif en Dumping fiscal maachen, wou se dat géife maache souwuel wat den Taux ugeet wéi och d'Base, mä och wat den Attrait vun „High net worth individuals" ugeet. Si hu jo schonn den „Resident non-dom"-Statut, dass se sech do u sech géifen opstellen an eng Aart Steierparadies un den Diere vun Europa ginn. Dat wär an eisen Ae ganz nefaste. An dat ass eppes, wat ee muss ganz gutt observéieren.

Mir sollten awer och oppassen op dat, wat mir selwer hei maachen en terme vun Attraktivitéit a Kompetitivitéit an der Steierpolitik. Den Här Minister huet an deem Entretien am „Land", wat scho genannt ginn ass, gesot, dass déi „stock-options", déi mer jo hunn an déi hie gär reforméiert, weiderhin nach sollten am Fong en Attrait bilden och fir Kaderen, fir héich qualifizéiert Employéen, déi gär géifen op Lëtzebuerg kommen.

An ech géif gär do ganz kloer soen, am Numm vun der LSAP, dass mer déi Reform, Här Minister, déi Der do undenkt, begréissen. Mir fannen, dass deen „Stock-options"-Regimm, dee mer elo hunn, deen op enger Circulaire baséiert vun 2001, déi 2011 reforméiert ginn ass an déi zu villen Abuse gefouert huet, wou Leit, déi héich verdéngen, ganz vill Sue verdéngen, kënnen hir Revenue massiv onbesteiert loossen oder relativ massiv Steiere spueren, dass dat an eisen Aen net méi geet.

Mir begréissen et, dass Der gären dee Regimm vun den „stock-options" op seng eigentlech Raison d'être zréckbréngt, déi dann ass, fir Leit un hir Entreprise ze bannen doduerch, dass se Optioune kréie just op d'Aktien an hirer Entreprise, eventuell Aktie vun Entreprisen an hirem Grupp.

A mir wënschen eis, dass mer do alleguerten zesumme Fouss beim Mol halen, well mir wëssen, dass et do Pressioune gëtt aus der Industrie. Do si vill Leit, déi en Interêt hunn an deem aktuelle Regimm an déi en Interêt hunn, dass dee Status quo erhale bleift. A mir mengen, dass et extrem wichteg ass, och am Kontext vum Brexit, dass mer un deem, wat Der do ugeduecht hutt, festhalen.

En zweete Risk, dee sech elo scho weist, dat ass, an dat huet ee gesinn, dass Irland ufänkt, eis relativ schaarf ze kritiséieren, well se soen: „Do gëtt et e Risk vu Lizenzen ouni Substanz." Lëtzebuerg ass ënner Beschoss komm, well gesot ginn ass: „Dir gitt Agrementen, Dir gitt Lizenzen, mä Dir renoncéiert op d'Substanz virun Uert. Dat ass e Risk!" Dat ass falsch, dat ass net justifiéiert. Ech mengen, de Contraire ass éischter wouer, dass mer heiansdo zevill Substanz froen an doduerch verschidden Akteuren net heihinnerkommen. Mir mussen eis bewosst sinn, dass et do Pressioune gëtt, och um europäesche Plang, dass et Velléitéite gëtt vun der Kommissioun, fir méi Pouvoiren un déi verschidden Autoritéiten ze ginn, un ESMA, EBA an un d'Assurancenautoritéit, a fir déi Pouvoire vu Memberlänner ewechzehuelen. Dat ass erëm eng Kéier fir Lëtzebuerg keng gutt Evolutioun an dat ass eng, där mer eis musse bewosst sinn a wou mer eis mussen dergéint wieren.

An deemselwechte Kontext, Här Minister, an ech soen Iech dat en fait scho bal bei all Debat, wënschen ech mer, dass elo relativ schnell dee Projet de loi fir d'Loi sanction kënnt, fir der CSSF méi Pouvoiren ze ginn am Beräich vun de Sanktiounen. Dat ass e Beräich, wou mer am Term vu Gouvernance vu Sanktiounen net gutt dostinn a wou mer riskéieren, iergendwann eng Kéier un de Pranger ze geroden. An ech weess, dass dee Projet bei Iech an der Maach ass, an ech géif Iech nach eng Kéier invitéieren, deen esou schnell wéi méiglech ze deposéieren, gradesou wéi ech mer wënschen, dass mer och mat der Direktiv Anti-blanchiment an der Direktiv MiFID schnell weiderkommen. Hei geet et och ëm d'Kredibilitéit vun eisem Finanzsecteur, vun eiser Finanzplaz. An et geet och drëm, fir sech géint esou Reprochë vu feelender Substanz hannert eise Lizenzen ze wieren, um europäeschen an um internationale Plang.

Voilà, dat gesot, géif ech hei ophalen an Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass e bësse méi wéi e Joer hier, op den 23. Juni, dass mer alleguerten iwwerrascht an, ech kann och soen, zum Deel schockéiert waren iwwert déi Nouvelle aus Groussbritannien. Wou et am Ufank vum Owend nach aneschters ausgesinn huet, si mer moies erwächt mat der Noriicht vum Vott, vum Brexit, vum „Leave", deen de Referendum gewonnen huet.

Dat brittescht Vollek huet sech an engem wuel knappen, awer klore Vott derfir ausgeschwat, d'Europäesch Unioun wëllen ze verloossen.

Erlaabt mer just, och nach drun ze erënneren, dass an der Campagne am Virfeld vun deem Referendum awer och mat Mëttele geschafft ginn ass, déi net akzeptabel sinn: mat populistesche Parolen, mat Hallefwourechten an och carrement mat Ligen. Net méi spéit wéi den Dag drop si scho verschidde Saache rektifizéiert ginn, déi awer wärend der ganzer Wahlcampagne als Behaaptungen do waren.

Et gouf vill kommentéiert, et gouf vill analyséiert. Et ass gesot ginn, jonk Leit wieren net wiele gaangen, d'Wieder wier net gutt gewiescht et cetera an et cetera. Eppes schéngt mir awer ganz perséinlech kloer ze sinn: Et kann een net ëmmer d'ganz Woch mat senger eegener Famill streiden a sech da wonneren, dass sonndes keen op d'Iesse kënnt, wann ee se invitéiert.

(Hilarité)

Dat ass näämlech e bëssen d'Situatioun, eng Traditioun aus Groussbritannien, fir iwwer Jorzéngten d'EU schlechtzerieden. Fir déi haart Decisiounen, déi eng Regierung muss huelen, gouf Bréissel responsabel gemaach, wéi wann dat esou en Ausserierdesche wär, dee fir déi aner géif decidéieren. Wéi déiselwecht Politiker dunn op eemol ugefaangen hunn, awer d'Virdeeler vun der Europäescher Unioun wëllen ervirzesträichen, war et ze spéit. D'Kredibilitéit als Supporter vun der Europäescher Unioun war scho laang fort.

Dat, Här President, soll eis alleguerten, och heibannen, an de Politiker an Europa eng Léier sinn! Bréissel si mir näämlech alleguerten. Bréissel, dat sinn eis Europadeputéierten, déi hei zu Lëtzebuerg gewielt ginn, dat ass eis Regierung, déi op de Sommeten ass an d'Agenda mat definéiert. Et ass och eist Parlament, et ass d'Kommissioun, et ass d'Parlament, wat d'Direktiven ëmsetzt. An zanter dem Traité vu Lissabon ass den Afloss vun den nationale Parlamenter och nach emol gestäerkt ginn. Bréissel ass also den Hôtel de Bourgogne, et ass den Hôtel St-Maximin, et ass den Hôtel St-Augustin, et ass de Forum Royal an et ass selbstverständlech och hei de Plenum.

Den 29. Juni d'lescht Joer, also just e puer Deeg nom Referendum, hate mer och e Conseil européen. An ech wor och ganz frou, well déi Zesummenaarbecht tëschent Chamber a Regierung, mengen ech, gëtt et, an d'Kolleege wäerten och op déi Texter, déi ënnerbreet gi sinn, op d'Motiounen an d'Resolutioune wëllen agoen. Mä ech wëll Iech awer just soen, dass deemools op d'Initiativ vun der Regierung, an ech soen och der Chamber e grousse Merci, mir och hei konnten direkt duerno zesummen diskutéieren.

An deem Conseil vum 29. Juni hu mer beschloss, weiderhin an der EU zesumme wëllen ze schaffen, an och decidéiert, dass keng Verhandlung mat dem Vereenegte Kinnekräich gefouert géif ginn, soulaang och den United Kingdom net offiziell notifiéiert hätt, dass se d'Unioun wéilte verloossen. Well verschidde Leit hätte scho gären diskutéiert, ier mer iwwerhaapt den Artikel 50 geschéckt kruten. An dat, wat esou einfach war - fir e Bréif ze schécken op Bréissel, fir den Artikel 50 ze invoquéieren -, dat huet eleng schonn néng Méint gedauert, Här President, fir dass déi brittesch Regierung ënnert dem Artikel 50 ee Bréif notifiéiert huet.

Den Delai weist am Fong d'Komplexitéit vun där Entreprise. Ganz am Géigesaz zu deem, wat am Referendum vun deene sougenannten „Brexiteers" gesot gouf - dass dat esou einfach wier, dass dat just eng Formalitéit wier -, huet dat eleng schonn néng Méint gedauert.

Formell ass also elo zënter dem 29. Mäerz 2017 de Brexit en route. Den Artikel 50 gesäit vir, dass deeselwechte Brexit innerhalb vun zwee Joer ofgeschloss muss sinn. Am Fall, wou et zu kengem Accord kënnt, gëtt d'Sortie trotzdeem effektiv, dat soll ee wëssen, an zwar fir den 29. November 2019. Nom Artikel 50 kann och nëmmen en unanimë Beschloss vum Conseil européen den Delai verlängeren.

Den Artikel 50, Här President, setzt och de Kader fir d'Sortie. Virun zwee Méint huet och de Conseil européen zu 27 - a verschidde Leit wore bal iwwerrascht oder enttäuscht, dass mer nëmmen eng Véierelstonn gebraucht hunn, fir eis eens ze sinn an Europa -, zesummen zu 27 eng Äntwert op dee brittesche Bréif, déi grouss Orientatioun, also d'Guidelines fir d'Negociatiounen, rapidement beschloss. Si bestëmmen den Oflaf vun dëse Verhandlungen, déi duerch de Michel Barnier gefouert ginn.

Ee vun deene wichtegste Punkten an deene Verhandlungen, dat ass, dass de Conseil européen verschidde Sequençagë bestëmmt huet, dat wëllt soen, dass fir d'Alleréischt den zukünftege Status vun den EU-Bierger am Vereenegte Kinnekräich an och vun de brittesche Bierger an der EU muss definéiert ginn.

D'Budgetssituatioun „solde pour tout compte" plus d'Situatioun un der nordirescher Grenz musse geregelt ginn. Dat ass also nach ier mir iwwert déi zukünfteg Relatioune verhandele kënnen an dat gefält Verschiddener vläicht net zu London, Här President, mä schéngt mer awer normal. Wéi wëlle mer iwwert d'Zukunft verhandelen, wann d'Vergaangenheet iwwerhaapt nach net geregelt ass?

An hei sinn och e puer Froe gestallt ginn, och, wéi et mat de Rechter vun de Bierger wär.

Här President, „Citizens first!" Mir kënnen net no deem Brexit soen, dass de Commerce méi wichteg ass wéi d'Zukunft vun de Bierger an Europa oder a Groussbritannien. Mir mussen de Bierger als Prioritéit hunn. Wa mer dat net maachen, dann hu mir alleguerten als politesch Klass de Brexit, an och d'Ursaache vum Brexit, net verstanen, an dass de Bierger sech muss nees an Europa erëmfanne kënnen.

A just zur Informatioun och hei, well et awer eppes ass, wat symptomatesch ass a wat een awer och soll ervirsträichen. An duerfir soen ech och dem Justizminister Merci, dass e mer déi lescht Zuele matginn huet: D'Demandë vun Naturalisatiounen zum Beispill vun Awunner aus Groussbritannien hei zu Lëtzebuerg woren 2013: 62 Stéck, 2014: 61 Stéck, 2015: 56 Stéck an 2016: 193 Demandes de naturalisation hei zu Lëtzebuerg vun Awunner aus Groussbritannien. An dëst Joer si mer elo schonn, tëschent Januar a Mee, bei 132, a wann dee Rhythmus weider unhält, wäerte mer ongefëier 320 Demandë kréien dëst Joer vun Awunner aus Groussbritannien, déi d'Demande maachen, fir och e Lëtzebuerger Pass ze kréien.

Ech wëll, Här President, och hei ënnersträichen, dass et ni d'Zil oder d'Absicht vun der Lëtzebuerger Regierung oder vun engem vun de 27 Länner war, fir d'brittescht Vollek hei wëllen ze bestrofen. Déi Decisioun ass ze respektéieren! Well mir maachen eis näischt vir: Virrangegt Zil an dëse Brexit-Verhandlunge muss et sinn, den negative vollekswirtschaftlechen Impakt souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir déi 27 a fir d'Vereenegt Kinnekräich op e Minimum kënnen ze beschränken, ouni vun den Effets negatifs och op d'Bierger wëllen hei ze schwätzen.

De Brexit huet de Potenzial, en destruktiven Effekt op d'Wirtschaft ze entwéckelen, notamment am Vereenegte Kinnekräich. Desto méi wichteg ass et, och eng kohärent Positioun vun der EU zu 27 ze hunn.

Ech soen dat, wuel wëssend, dass an Deelberäicher, duerch eng Auslagerung vun Entreprisë vu London an d'EU an och op Lëtzebuerg, verschidde positiv Effekter méiglech si fir eis national Wirtschaft.

Mir hu jo do scho ganz gutt Nouvellen. An esouwuel de Wirtschafts- wéi de Finanzminister an och ech selwer hunn ëmmer nees Kontakter mat auslännesche Chef-d'entreprisen, déi interesséiert sinn, en Deel vun hiren Aktivitéiten och op Lëtzebuerg ze verleeën. Mä och hei, an an engem grousse Gesamtbild fir Europa, ass de vollekswirtschaftlechen Notze vum Brexit sécher net positiv.

Den 19. Juni elo hunn d'Verhandlungen ugefaangen. Dem Här Barnier an der Kommissioun, muss ech Iech soen, vertraue mer, si hu bis elo och gutt Aarbecht geleescht. An deem Zesummenhang wëll ech och ënnersträichen, wéi wichteg d'Unitéit vun deene 27 och ass an deem doten Dossier, fir op gutt Verhandlungsresultater erauszekommen. Och d'Regierung huet hir Hausaufgaben hei gemaach. Mir hunn eis Bestandsopnam gemaach a mir gesinn och den Negociatiounen an deenen eenzelne Beräicher zouversiichtlech entgéint.

Soubal den Här Barnier dem Conseil européen zu 27 Rapport mécht a seet, dass et „suffisant progressed" ass - dat ass den Term, dee consacréiert ginn ass, dat heescht, dass senger Meenung no Fortschrëtter do sinn, déi déi Sujeten aus der Vergaangenheet, aus der Mitgliedschaft och an der EU betreffen -, dann decidéiert de Conseil européen zu 27, ob déi Fortschrëtter duerginn, fir da kënne weiderzefueren. Dee Kader muss bis Oktober 2018 ofgeschloss sinn, fir dass déi national Parlamenter och déi néideg Zäit kënne kréien, fir den Accord de sortie kënnen ze diskutéieren a kënnen ze préiwen, en vue vun der Ratifikatioun.

Dat Ganzt ass elo ganz enk, e ganz enke Kalenner. An obwuel ech grondsätzlech optimistesch sinn, dass et gelénge wäert, maache mir déi kontinuéierlech Diskussiounen iwwer Soft Brexit, Hard Brexit awer Suergen. Eppes ass an deem Kontext awer sécher: Lëtzebuerg steet fir den „level playing field" dès le départ.

Et ass sécher, dass all zukünftegen «Accord à 27» mat dem Vereenegte Kinnekräich muss op engem „level playing field" sinn. „Cherry picking" an aner Praktike wéi „divide et impera" si keng Optioune fir eis. Zu 27 si mer staark a mir mussen och déi Unitéit bäibehalen. D'Europäesch Unioun ännert duerch de Brexit.

Ech bedaueren, ech hunn ech scho gesot, ech respektéieren, mä ech bedaueren déi brittesch Entscheedung, ech soen dat ganz offen. Déi aktuell Diskussiounen op der Insel weisen awer och, dass déi soi-disant esou einfach Brexit-Situatioun och ganz vill technesch Komplexitéite mat sech brëngt, ouni iwwert de politesche Volet ze schwätzen, wou schonn deen een oder deen aneren hei och drop agaangen ass.

Lëtzebuerg wëllt, war, ass a wëllt och e Partner vu Groussbritannien bleiwen, vu Groussbritannien an Europa, mä natierlech zu anere Konditioune wéi haut. Si bleiwen eis Noperen. Och wa se net méi an eiser Famill sinn, bleiwe se eis Noperen an och e Land, mat deem mer gutt Relatioune solle bäibehalen.

De Brexit geet wäit iwwert de kommerziellen an och deen techneschen Aspekt eraus. Et ass eng historesch an eng strategesch Decisioun, wou et haut schwéier ass, d'Konsequenzen all kënnen ofzeschätzen. Eng Saach ass allerdéngs sécher, Här President: D'Europäesch Unioun ass de Fundament an d'Garantie fir e prosperéierend an onofhängegt Lëtzebuerg am 21. Jorhonnert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Premierminister. An d'Wuert huet elo eisen Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Merci, Här President. Nom Premier- a virum Ausseminister, mengen ech, soen ze dierfen, dass mer jo zu Lëtzebuerg net nëmme Banker sinn...

(Hilarité)

Une voix.- Virum Finanzminister.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Pardon. Virum Finanzminister, pardon. Virum Finanzminister,...

(Hilarité)

...wëll ech soen, dass mer jo net nëmme Banker sinn, mä och Europäer sinn, heiansdo europäesch Banker. Mä duerfir géif ech vläicht direkt soen, dass mer eigentlech ugefaangen hunn, Här Mosar, an der Europäescher Unioun ze soen: „Wa mer hei wëllen Erfolleg hunn, dann däerf net all Land eng Strategie hunn, mä mir mussen eng gemeinsam europäesch Strategie hunn." A Lëtzebuerg ass selbstverständlech op där Linn. Mir kënnen hei diskutéieren, mengen ech, mir maachen dat jo och an der Kommissioun an och ënnert eis, wat eng gutt Linn wier fir Lëtzebuerg, mä ech mengen net, dass et an eisem Interêt wier, wa mir géifen op d'Place publique goen a soen: „Do sinn eis rout Linnen, doriwwer geet et net!" Dat solle mer, géif ech mengen, si loossen.

Verhandelt gëtt, et ass scho gesot ginn: D'Virbereedunge vun de Verhandlunge ginn am Conseil Affaires générales gemaach, an de Conseil européen, dee suivéiert dat selbstverständlech an deen hëlt och déi néideg Decisiounen, mä de Michel Barnier ass deen, deen all Sputt huet, fir selbstverständlech an d'Detailer ze goen.

Nun, et gëtt vläicht zwee Wierder, déi nach net esou hei ugeklonge sinn. Dat eent kënne mer séier vergiessen: Verhandlungsdirektiven. Domadder hu mer ugefaangen. An da kënnt jo dat Wuert vun de Leitlinnen. Dat ass, wou mer laang dru geschafft hunn a wou mer et och fäerdegbruecht hunn, d'Leitlinnen opzeriichten am Kader wou déi Verhandlunge solle stattfannen.

Bon, den éischte Punkt dovunner, déi éischt Leitlinn ass, dass d'europäesch Integratioun eigentlech Europa Fridden a Wuelstand bruecht huet, an net de Contraire.

Bon, ech widderhuelen dat net nach eng Kéier, mä Dir wësst, déi ganz liicht Majoritéit vun de Britten huet dat anescht decidéiert, a mir sinn elo do, wou mer sinn a mir mussen, och wann et eis wéideet, pragmatesch drun erugoen. Dat gëtt ni eng „Win-win-Situatioun", wéi jo de modernen Term ass, mä mir musse kucken, wat dee mannste Schued uriicht.

An duerfir sinn déi Leitlinnen och, loosse mer soen, imprägnéiert vu Pragmatismus. Mir hunn et bis elo, Här Baum, fäerdegbruecht - et ass net ëmmer esou! -, dass mer an dësem Fall awer Solidaritéit gepriedegt hunn an och Solidaritéit gelieft hunn. Bis elo ass beim Brexit - bei deene 27, déi bliwwe sinn an der Europäescher Unioun an déi riskéieren, och ze bleiwen, esou wéi et ausgesäit an nächster Zukunft - do zesummegehale ginn. An ech mengen, dat ass trotzdeem awer schonn e gutt Zeechen, dass do net déi national Interêten an de Vierdergrond gestallt ginn, mä eben deen europäeschen Interêt, an ech mengen, dass dat och souguer am Interêt vun de Britten ass, dass dat esou geschitt.

Sou, elo wësse mer, dass a Groussbritannien - iwwerhaapt an der Welt, wou éischter Englesch wéi Franséisch oder Däitsch geschwat gëtt - mer jo op enger Schinn si mat „America first" an „America alone", a fänken och elo un, a Groussbritannien esou eng Zort Zersetzung vu Multilateralismus ze gesinn. Ee vun deene Signen ass, dass d'Engländer jo, an den Här Adam huet et gesot, aus der Fëschereikonventioun vun 1964 erausgeklomme sinn. Dat ass alles net gutt, dat geet net an déi gutt Richtung. A mir hätten eigentlech schonn dat gréisste Land, oder eent vun deene stäerkste Länner vun der Welt, dat op dem Multilateralismus trëppelt. Dat géif eigentlech duer; et wier net gutt, wa Groussbritannien och géif dat nämlecht maachen.

Dann, d'Leitlinnen ënnersträichen d'Engagement, fir eng Eenegung ze erzilen. Dat ass jo och wichteg. An ech mengen, do gëtt et en equilibréiert Verhältnis tëschent de Rechter an de Flichten. An do ass et och kloer, dass een Netmemberstat net däerf méi Avantagen hunn ewéi e Memberstat. An en anere wichtege Punkt ass, do hu mer eis och drop gëeenegt: „Nothing is agreed until everything is agreed." Dat ass e wichtege Punkt, dass mer net zoossissonéieren a soen: „Elo si mer do eens, dann ass et gutt do, dat hake mer of!" Neen, et muss e Ganzt bleiwen.

Mir hunn eis och gëeenegt an deene Leitlinnen, dass et kann een Iwwergang ginn tëschent dem Auswierke vum Artikel 50 an deem Neien, wat ausgehandelt gëtt. Eng vun deene schwieregste Phase wäert schonn am Oktober kommen, an de Michel Barnier huet dat jo och der Chamber explizéiert: Wéini si mer am Moment, wou mer parallell kënne fueren? An dat gëtt eng Decisioun, déi muss geholl ginn am Conseil. De Premier huet et jo elo grad och gesot: Wéini si genuch Elementer do, virun allem an deene wichtegste Punkten, an déi kennt Der alleguerten, dass mer kënne soen, „okay, mir kënnen elo an eng Phas erantrieden, wou mer och kënnen iwwert d'Zukunft nodenken"?

An Dir kennt dat. Dir wësst, d'Rechter vun de Citoyenen, dës Säit an déi aner Säit. Nordirland, e wichtege Punkt. Mä dat Wichtegst heiranner ass d'Geld. Et sinn d'Suen! Wéi gi mer domadder ëm?

Bon, an där zweeter Phas, do geet et jo dann drëm, fir ze probéieren, dass een en „Free trade agreement", zum Beispill am Genre CETA, géif aushandelen, och héchstwahrscheinlech eng Zollunioun, well mir musse jo och aus ekonomesche Grënn, awer och aus politesche Grënn, aus kulturelle Grënn an Europa e Lien behale mat esou engem wichtege Land wéi Groussbritannien.

Hei wäert och de schwierege Punkt dee sinn: Wien tranchéiert an der Iwwergangsphas? Ass et d'Cour européenne de justice nach ëmmer, wat mir jo soen, oder sinn et d'national Geriichter?

Bon, vläicht och nach e Wuert zum Delai, wat jo vu verschiddene vun de Kolleegen ugeschwat ginn ass. Also et ass kloer, den Artikel 50 gëtt zwee Joer. Dat heescht, den 30. Mäerz 2019 um 0:00 Auer - wann näischt geännert gëtt um Delai - ass Groussbritannien net méi Member vun der Europäescher Unioun. An do kéint et jo sinn, dass et kéint zu engem „Cliff edge"-Zeenario kommen, dat heescht, dass et riicht mam Kapp an d'Mauer geet, op Lëtzebuergesch gesot. An dat muss verhënnert ginn, an ech mengen, déi zwou Säiten hu groussen Interêt, fir dass dat verhënnert gëtt.

Wat Lëtzebuerg ugeet, Dir kennt d'Chifferen, mä mir musse se vläicht ëmmer erëm widderhuelen. Et si 6.100 Britten hei zu Lëtzebuerg. 600 Lëtzebuerger liewen a Groussbritannien. Et sinn 1.200 Studenten a Groussbritannien, wat eng ganz grouss Zuel ass. Groussbritannien bleift attraktiv fir eis Studenten. Also, mir musse kucken, am Interêt vun deene Mënsche Léisungen ze fannen. An dat, wat den Här Mosar

freet an der Motioun N°3, wann ech dat däerf soen - an et geet mir elo net drëm, fir eng Motioun ofzeleenen -, ech mengen, et ass awer trotzdeem un der brittescher Ambassad hei zu Lëtzebuerg, fir dat ze kucken, a si mécht dat. Mir hunn e ganz, ganz dynameschen Ambassadeur hei an e ganz engagéierten Ambassadeur, deen héchstwahrscheinlech, ech weess net, ob en nolauschtert, mä...

(Hilarité)

...en ass hei, mä ech weess net, ob en nolauschtert.

(Hilarité)

Nee, hien, dee léiwer... Ech weess och, firwat hie gestëmmt huet. Mä bon, e muss jo seng Aarbecht maachen an dat mécht en och.

(Hilarité)

An hien ass ganz aktiv, mir wëssen dat alleguerten, an ech ginn dervun aus, dass hien och zur Verfügung steet, fir de Britten, déi dat froen, och de Betriber, Opklärung ze ginn.

Dann, vläicht e Punkt och nach iwwert d'Budgetsfroen, wat den Här Gramegna mat grousser Wahrscheinlechkeet wäert méi kloer uschneiden. Mä e wichtege Punkt ass Nordirland. Also, mir mussen ëmmer erëm widderhuelen: Et gëtt net nëmmen ee Friddensprozess am Moyen-Orient, oder et soll ee ginn, ben, mä et gëtt och een, dee jo effektiv gegraff huet an Irland, den „Good Friday Agreement", also Karfreideg-Agreement, wou no villen, villen, villen Doudegen also d'Iren u sech, ob se am Norde waren oder zu Dublin, Belfast oder Dublin, zesummekomm sinn. An dat däerf net perturbéiert ginn. Wann erëm Douanieren op de Grenze stinn an Nordirland, da riskéiert dat erëm eng Kéier, Jorzéngten no hannen ze goen, an et riskéiert een, dass erëm Gewalt opkënnt, an dat muss ee wëssen. An duerfir musse mer als Europäesch Unioun och den Ire ganz gutt nolauschteren, net nëmmen den Nordiren, mä och den Irlänner aus Dublin nolauschteren, wéi si dat gesinn.

Vläicht nach, fir ofzeschléissen, e Wuert iwwert den Impakt zu Lëtzebuerg. Also mir hu ganz staark wirtschaftlech Verbindunge mat dem Vereenegte Kinnekräich. Groussbritannien ass de fënneften Handelspartner! De fënneften Handelspartner, wat d'Exporter vu Lëtzebuerg ugeet, a 4% vun eisen Exporter, wat d'Vereenegt Kinnekräich betrëfft, besonnesch am Finanzsecteur, wou dat do sech op 14 Milliarden Euro u Servicer chiffréiert.

Mir hunn als Regierung, an do kann een och eis Kolleege vun der Oppositioun berouegen, mir hu ganz fréi, Här Mosar, een interne Screening duerchgefouert, wou mer all Ministèren ugeschriwwen hunn a gesot hunn: „Mir als Ausseministère koordinéieren dat!" Hir Zoustännegkeetsberäicher, d'Opportunitéite vum Brexit fir Lëtzebuerg ze analyséieren an natierlech awer och ze kucken: Wat sinn d'Erausfuerderungen? An dat ass eppes, wat eis natierlech och hëlleft, fir eis Positioun an de Verhandlunge kloer an däitlech kënnen ze maachen.

Groussbritannien bleift och nom Brexit, wann deen eng Kéier vollzu wier, e wichtege Partner vun eis. 2016 war Groussbritannien op der sechster Plaz vun eisen Handelsbezéiungen, deene wichtegsten Handelsbezéiunge mat EU-Memberstaten, direkt no eisen dräi Nopeschlänner, no Holland an no Italien. Et ass also e wichtege Facteur. An d'Exporter hunn an der Moyenne ongeféier ëm 460 Milliounen Euro am Joer bedroen.

De Brexit ass, an dat wäerte mer och gesinn an de Verhandlungen, een héich, héich komplizéierte Prozess, wou ganz vill Vaseline néideg ass, fir zu enger Konklusioun ze kommen. Dir wësst, dass déi éischt Ronn mat vill, mat ganz vill Méi ugefaangen huet. Bon, déi zweet Ronn ass elo geplangt fir de Juli. Et sollen der sechs ginn, véier ginn, pardon!, wann ech gutt informéiert sinn, dat heescht, eng Verhandlungsronn pro Mount. Mir wäerten och vum Michel Barnier am Conseil des Affaires générales ëmmer gesot kréien, wou mer dru sinn, wou mer stinn. Selbstverständlech, Här Angel, President vun der Kommissioun, kommen ech gäre bei Iech a wëll Iech selbstverständlech och do Ried an Äntwert stoen an Iech och soen, wou mer dru sinn.

Mir hoffen natierlech, wat jo hei och indirekt ugeklongen ass, dass näischt irreversibel ass. Mä ech mengen awer, dass mer de Moment eis sollen éischter drop astellen, dass den 23. Juni 2016 eigentlech ee Vott ugeholl ginn ass an dass déi brittesch Regierung bis elo - bis elo!, a si huet jo och elo eng knapp Majoritéit kritt, bon, mat vill Nout, mä et ass eng Majoritéit do - op der Schinn ass, fir eben d'Verhandlunge vum Brexit duerchzezéien. Wéi dat verleeft, mat wat fir engem Resultat, ass de Moment nach net ofzegesinn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, fir d'Éischt e grousse Merci un den Deputéierten André Bauler an un den Deputéierte Laurent Mosar fir hir Interventiounen zu engem Sujet, deen immens wichteg ass. An ech mengen, si hu ganz vill Aspekter hei beliicht, an ech mengen, dat kënne mer begréissen.

Ech géif gären an der Introduktioun ganz kuerz e puer Punkte beschreiwen, déi och scho vum Premierminister a vum Ausseminister méi am Detail ugeschwat gi sinn, mä e bëssen aus der Perspektiv vum Finanzministère a vum Finanzminister.

Fir d'Éischt emol ass ze soen: D'Decisioun ass den 23. Juni d'lescht Joer gefall, an d'Negociatioune mat England hunn den 19. Juni dëst Joer ugefaangen. Mir hunn also missen ee Joer waarden, fir dat kënnen ze starten. An dat Joer huet vill Incertituden, vill Imprevisibilitéit bruecht, wat béide Säite geschuet huet, der EU, de 27 Länner, mä nach vill méi dem Vereenegte Kinnekräich.

Vun deenen dräi Haaptpunkten, déi an der Phas 1 sollen diskutéiert ginn, wëll ech nëmmen ee kuerz uschneiden, dee vum Budget, well de Premierminister an den Ausseminister scho vill iwwert d'Bierger geschwat hunn an och iwwert d'zukünfteg Grenzen.

Mä zum europäesche Budget vläicht e Bild, wat erënnert un dat, wat de Premierminister als Bild gebraucht huet. Dat, wat d'Vereenegt Kinnekräich muer wäert musse bezuelen, ass net e Prix de départ, et ass och keng Bestrofung, et ass Folgendes: Et ass, wéi wann een zesummen an e Restaurant geet an et bestellt ee siwe Gäng fir ze iessen. An dann, an der Mëtt, steet ee vun de Gäscht op, beim véierten oder beim fënnefte Plat, an da seet en: „Ech sinn elo är Gesellschaft e bësse midd an ech hunn elo genuch giess, elo ginn ech heem." A wann déi aner da ganz fei Leit sinn a ganz ziviliséiert, da soe se him: „Majo, wann s du wëlls heemgoen, kanns du heemgoen. A wann s du net méi wëlls iessen, da kanns du dat och maachen, mä et ass jo kloer, dass mer d'Rechnung all zesumme bezuelen an dividéieren." Et ass net méi komplizéiert wéi dat. Domat wëllt ee kee bestrofen, mä do sinn Engagementer geholl ginn an déi Engagementer muss een anhalen.

An et ass och kloer, et ass ee vun den Orateuren, dee gesot huet: England, d'Vereenegt Kinnekräich, huet och Rechter! Mä natierlech! Rechter, déi eppes wäert sinn, an dat wäert mat an de Calcul erageholl ginn, ganz rationell. Vun all deenen Elementer, déi elo an der Diskussioun sinn, ech mengen, ass et ganz kloer auserneenzehalen, hu mir zwou Phasen. Wéi komme mer op deenen dräi Punkte virun: Budget, Citoyenen an d'Grenzen? A wa mer do genuch virukomm sinn, da kënne mer iwwert zukünfteg Relatioune schwätzen.

Ganz richtegerweis hu sech déi 27 Memberstaten zesumme mat der Kommissioun séier eeneg fonnt, fir ze soen, dass keng Rosinne kënnen erausgepickt ginn, „no cherry picking". An et kann een an deem Kontext nëmme bedaueren, dass d'Vereenegt Kinnekräich eréischt ze spéit d'Vertuen an d'Qualitéite vun Europa erausfonnt huet. Hätte se all dat Gutt un Europa, ënner anerem de Marché unique, méi fréi erkannt, hätten d'Englänner wahrscheinlech net esou gestëmmt, wéi se gestëmmt hunn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, dass ee muss de richtegen Equiliber tëschent de Rechter an den Obligatioune vun de 27 a vum Vereenegte Kinnekräich fannen an dass een natierlech muss derfir suergen, dass mer en „level playing field" kréien, well dat ass ganz wichteg fir eis Finanzplaz, fir eis Wirtschaft a fir eis Fiskalitéit.

Als Finanzminister wäert ech natierlech ganz no suivéieren, wat geschitt an der „libre circulation des biens, des services et des capitaux". Well dat sinn dräi Saachen, wou ënner anerem d'Douane eng Roll spillt, awer och net nëmmen d'Douane, d'ganz Service-financieren dréie jo do ronderëm.

Ech schwätzen haut och, mat senger Erlaabnis, e wéineg iwwert den Impakt vum Brexit op d'Ekonomie en général, an net nëmmen op der Finanzplaz, well de Minister Schneider mech gefrot huet, dat ze maachen. Ech maachen dat och ganz gär. En fait ass de Brexit fir Lëtzebuerg natierlech en Defi, mä awer och eng Opportunitéit, net nëmme fir eis Finanzplaz, mä och fir eis ganz Wirtschaft.

Ech wäert mäi kuerzen Exposé op zwee Kapitele beschränken. Wat sinn d'Konsequenze vum Brexit à court terme? An am zweeten Deel: Wat sinn d'Konsequenzen à long terme?

A court terme géif ech gär op zwou Saachen insistéieren. Éischtens, mir mussen déi ganz Negociatioun hei dedramatiséieren. Leider hu mer ee Joer misse waarden, bis mer konnten ufänken ze negociéieren, an doduerch ass déi Dramatik ëmmer méi schlëmm ginn. Mä ech mengen, et muss een d'Realitéit an d'Ae kucken. Mir musse fir d'Éischt emol de Verdikt vum brittesche Vollek respektéieren. Dat ass dat Alleréischt.

Dat Zweet: Mir wëllen déi gutt, villfälteg a fir béid Säite positiv Relatiounen, déi mir mat der Finanzplaz London hunn, och gäre muer hunn. Déi mussen zwar transforméiert ginn. Mä mir wäerten déi férderen a mir wäerte versichen, muer och Brécke mat London ze hunn, wéi mer der haut hunn. Déi Brécke gesi vläicht muer anescht aus, mä dat ass eist Zil.

Dofir soen ech och, wann ech op de Missiounen am Ausland sinn: „Kommt, mir dedramatiséieren dat!" Et ass jo net esou, dass deen Dag, wou England erausgeet, kee Commerce vu Gidder, vu Servicer a vu Capitauxe méi tëschent England an Europa wäert bestoen. Mir hu jo mat der Schwäiz, fir dat Beispill ze huelen, exzellent Relatiounen als EU an déi sinn net Member an der Europäescher Unioun.

Mir mengen, an dat ass mäin zweete Punkt à court terme, dass Lëtzebuerg als Léisung an als natierleche Choix dosteet fir all déi, déi amgaange sinn, sech Froen ze stellen op der brittescher Insel, wéi se sech musse muer dréien a kéieren, fir den Accès op den europäesche Maart ze kréien.

Mir hunn de Moment en Ëmfeld vun Onsécherheet, an ech wëll och ënnersträichen, well dat oft als Beispill genannt gëtt, dass d'Britten eng Politik haten, déi en fait an der Vergaangenheet mat ganz vill Previsibilitéit verbonne war, ënner anerem an der Fiskalitéit, mä natierlech, mat deem Vott vun der Sortie aus der EU ass déi ganz Previsibilitéit, déi an deem Land esou héichgeschriwwe ginn ass, natierlech hin. Mir hu vill méi Previsibilitéit zu Lëtzebuerg wéi an England. Mir hunn en fait zu Lëtzebuerg eng vun deenen héchste Previsibilitéiten, déi et gëtt.

Wat maachen elo déi Akteuren, déi zu London täteg sinn? Eh bien, si sichen natierlech e Wee, fir en Accès op den europäesche Marché ze fannen. Verschiddener hu scho kleng Entitéiten hei, da wëlle se déi vergréisseren, anerer hunn nach iwwerhaapt keng, mussen déi dann hei opmaachen.

A wat ass do dat magescht Wuert? Dat ass d'Wuert „Substanz"! Et geet eis als Lëtzebuerg heidrëms, dass déi, déi sech hei implantéieren, keng Bréifkëschtegesellschafte maachen, an en fait si mer do jo scho säit Joren um Wee, déi Bréifkëschtegesellschaften hei ze decouragéieren. En fait notzen déi jo och am ganze Kontext vu BEPS näischt méi. An et geet eis och drëms, e qualitative Wuesstum ze kréien.

Ech hunn deslescht en Artikel gelies, wou se gesot hunn, dass den Impakt op Frankfurt iwwert déi nächst Méint a Joren, wat den Emploi ubelaangt, dee misst oder kéint zu Frankfurt geschafe ginn, sech an d'Dausende chiffréiert. De Chiffer vu 4.000 ass genannt ginn.

Mir mengen, dass fir Lëtzebuerg, wat wäert a Fro kommen, dat sech plutôt an Honnerte vun Emploie wäert ausdrécken. Dat heescht, mir wëlle Substanz kréien, a Substanz ass net nëmme Quantitéit vu Leit, Substanz ass och, wat fir eng Fonctiounen hei op Lëtzebuerg wäerte kommen.

A mir wëssen, dass de Commissariat aux assurances an och d'CSSF wäerten derfir suergen, dass éischtens déi néideg Substanz heihinnerkënnt an och wäerte kontrolléieren, dass d'EU-Direktiven all agehale ginn. An ech mengen, dat ass am Kontext vu verschiddene Polemiken, déi elo hei gemaach gi si vun anere Länner, extrem wichteg. Mir, also eis Institutiounen, wäerten do vigilant bleiwen, esou wéi si et dach ëmmer och an der Vergaangenheet waren.

Mir wäerten also keng Extrafaveure maachen. Ech hunn dat vum éischten Dag u gesot, wéi de Brexit geschitt ass, aus zwee Grënn. Eemol, well mer EU-Regulatioune wëllen a mussen anhalen, an zweetens, well mer dat net brauchen. Mir sinn elo attraktiv genuch, mat deem Cadre législatif, dee mer hunn, mat där gutt fonctionnéierender Wirtschaft, déi mer hunn, a mat der Fiskalitéit, wéi mer se haut hunn.

Et gëtt e Lien tëschent Brexit a BEPS. BEPS, déi faméis Initiativ vun der OCDE, déi jo d'Steierlandschaft weltwäit geännert huet. A wéi richtegerweis vu verschiddene Riedner ënnerstrach ginn ass, ass nach net gewosst, wéi d'Vereenegt Kinnekräich sech am Kontext vun der Fiskalitéit wäert behuelen.

Ech wëll ënnersträichen, a vill vun Iech wëssen dat, dass d'Vereenegt Kinnekräich dat Land war, wat am meeschte gedréckt huet, fir dass BEPS sollt séier gemaach ginn a séier ëmgesat ginn. Dofir kann ech mer net erwaarden, dass, wa si da géifen aus der EU erausgoen, si géifen eng Course no ënne maachen, fir d'Steiersätz ze reduzéieren.

An en drëtte Punkt, op dee Lëtzebuerg wäert oppassen, an deen ass ganz wichteg, dat ass, dass mer natierlech d'Reputatioun vu Lëtzebuerg ganz héichhalen. Ech kann dat awer och nach ëmgekéiert soen: Wa mir déi néideg Reformen net gemaach hätten a vun deene schwaarzen a groe Lëschten net ewechkomm wären, da géif haut keen op Lëtzebuerg kommen. Da géif och kee sech fir Lëtzebuerg interesséieren, da wäre mer op kenger „Shortlist".

D'Strategie, déi mer verfollegt hu vun den éischten Deeg nom Brexit u war, fir ze soen: Mir maache keng aggressiv Propaganda, mir maachen eng kooperativ Strategie. An ech hunn dat am Haut comité de la place financière vun den éischten Deeg u gesot, an iwwert d'Wochen ewech huet sech déi Strategie als déi richteg erwisen.

Ech kréien déi Fro ganz oft gestallt, ech ginn elo hei e puer Informatiounen.

Ech géif och gären dem Franz Fayot an dem Eugène Berger particulièrement Merci soe fir dat, wat se gesot hunn iwwert d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg. Wat ass d'Foto, déi mer haut kënne maachen? D'Foto seet eis haut, dass mer eng gutt hallef Dose vu Firmaen hunn, déi am Asset Management an an Investitiounsfongen dra sinn, déi sech fir Lëtzebuerg entscheet hunn. Eng gutt hallef Dose vun Assurancëfirmaen hu sech fir Lëtzebuerg entscheet, a bei deenen, déi sech do fir Lëtzebuerg entscheet hunn, si mat déi gréisste vun der Welt.

Dat sinn déi zwee Secteuren, wéi richteg ënnerstrach, wou mer bis elo am meeschte Succès haten, mä dat sinn net déi eenzeg. Mir sinn och gutt am Bankesecteur, wou e puer Banken, meeschtens amerikanesch Banken, entweder d'Decisioun scho geholl hunn oder ganz no derbäi sinn a wou et fir Lëtzebuerg gutt ausgesäit.

An dann zulescht si mer och gutt opgestallt am Domän FinTech. An ech muss soen, ech war do erstaunt, dass en fait elo scho FinTech-Entreprisen, déi zu London sinn, sech vill fir Lëtzebuerg interesséieren, well se soen, en Accès zum Marché ass fundamental vum éischten Dag un, an déi dorunner denken, op Lëtzebuerg ze kommen. Och do ass d'Pipeline gutt gefëllt.

Mir sinn also do gutt positionéiert par rapport zu deenen anere Finanzplazen, ouni dass mer eis mussen elo iwwerdriwwe Suerge maachen, dass ze vill Aarbechtsplaze geschaaft ginn, an ouni dass sech muss d'Fro gestallt ginn, ob mer genuch Büroen hunn. Dat hu mer alles. Mir hu genuch Büroen, mir hu genuch Talent, mir zéien es och nach un. A last but not least, mir hu genuch Plazen an eisen internationale Schoulen. An dat ass och eng absolutt Prioritéit vun dëser Regierung, fir dat ze maachen.

E leschte Punkt vläicht zur Fiskalitéit. Ech hu virdru scho gesot, dass d'Vereenegt Kinnekräich ganz gutt an der Kommunikatioun ass, fir ze soen, dass si mat de Steiere wäerten erofgoen. Lëtzebuerg huet net vill geténint. Mir hunn agéiert. Mir hunn an der Steiererliichterung oder Steierreform vum leschte Joer den Taux vun 21% fir dëst Joer op 19% gesat an d'nächst Joer op 18%. Dat ass eng Steiererliichterung an déi richteg Richtung. An déi kënnt eis elo am Kontext Brexit ganz zegutt.

Ech géif awer och soen, dass de Brexit net nëmmen eng Opportunitéit ass fir d'Finanzplaz, et ass awer och eng Opportunitéit fir d'ganz Wirtschaft. An ech hu mech do mam Etienne Schneider zesummegesat, fir dat e bëssen ze analyséieren. England ass eise siwente Fournisseur a Gidder an ass eise fënnefte Client. Et ass also e wichtege Client. Dofir ass et och an deem Domän wichteg, dass muer den Handel fonctionnéiert.

An den Impakt op d'Croissance huet jo de Statec... De potenziellen negativen Impakt op der Croissance, wann de Commerce géif erofgoen, ass jo ausgerechent ginn. Op där anerer Säit muss ee soen: Am Finanzberäich menge mer, dass jo do vill méi Croissance kënnt. Et muss ee sech bewosst sinn, dass am Domän vun de Service-financieren de Flux bilatéral sech wäit iwwer 10 Milliarden Euro befënnt. Also, dat si kolossal Zommen.

Net méi spéit wéi gëschter war eng Reunioun zu London mat potenziell interesséierte Firmen, déi net am Finanzberäich sinn, déi à la recherche si vun engem Headquarter. An ech kann Iech soen, Lëtzebuerg huet do gutt Kaarten! Wat eis do vun deenen anere gesot gëtt, dat ass, dass mer gutt positionéiert sinn an der Fiskalitéit, gutt positionéiert sinn an der Recherche et développement. An de Fait, dass mer Luxembourg for Business fusionéiert hu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

mat Luxinnovation - dat ass jo eng rezent Decisioun vun der Regierung -, wierkt extrem positiv.

Ech hu geschwat vum Finanzsecteur a verschiddene Branchen, ech hu vun der Ekonomie en général geschwat, mä doduerch, dass mer elo esou vill Interessenten hunn, ginn awer eng ganz Rëtsch aner Saache gekuckt, déi heiansdo als secondaire ugesi ginn, mä déi een awer hei muss verhalen. Mir hunn eng ganz gutt Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg, mir sinn en extrem séchert Land a mir hunn - dat gëtt eis gesot, dass dat ganz wäertvoll ass - vill Stäresteauranten.

(Interruptions et hilarité)

Och dat kucke verschidde Chefs d'entreprise.

Fazit: Ech mengen, à court terme hu mer vill Opportunitéiten zu Lëtzebuerg. An déi wäerte mer ausnotzen.

Wéi ass et dann à long terme? Do ass et esou, dass mer wäerte mussen derfir suergen, dass England och muer, no der Sortie, verschidden Direktiven am Domän zum Beispill vun der Fiskalitéit oder vum Blanchiment misst anhalen. Mä doriwwer hu mer keng Garantie. An dofir ginn déi Negociatiounen natierlech ganz schwéier.

Ech mengen och, dass et am Interêt vu Lëtzebuerg wär, dass mer Transitiounsperiode kréien, well mer vill Geschäfter mam Vereenegte Kinnekräich hunn, an dass et eisen Interêt net ass, dass mer e Cliff Edge kréien, dat heescht esou e Gruef, wou alles drafält, oder eng Mauer, an déi ee rennt.

Wat fir e Modell muer mat England wäert zréckbehale ginn, dat weess keen. Ech mengen net, dass se an d'Richtung wäerte goe vum norwegesche Modell, well deen en fait en termes vu Souveraineté fir e Land wéi England net satisfaisant ass, mä et kann ee sech Fräihandelsaccorde virstellen. Grad dee vum neien Typ, deen Europa mat Kanada ofgeschloss huet, kéint jo do wegweisend sinn.

Dat gesot, wäert et esou sinn, dass Lëtzebuerg muss derfir suergen, dass den Accès zu Europa bestoe bleift, awer zu Konditiounen, déi mer nach haut wahrscheinlech net kënne roden.

Zum Schluss wéilt ech och nach ënnersträichen, dass fir Lëtzebuerg - an dat ass vläicht e bëssen eng Gageure, fir dat haut ze soen - de Brexit eng Opportunitéit ass an e ganz wichtege Sujet ass, mä, ech mengen, fir eis Finanzplaz ass den Defi vun der Technologie a vun der FinTech a vun der Diversifikatioun vun eiser Finanzplaz nach méi wichteg. FinTech revolutionéiert d'Manéier, wéi ee Service-financiere liwwert, wéi ee se un d'Leit bréngt. An dat ass eppes Durabeles, wärend de Brexit ass elo eng riseg Klammer, mat där mer mussen eens ginn. Mä ech si confiant, dass mer och muer mat dem Vereenegte Kinnekräich ganz dynamesch bilateral Relatioune wäerten hunn.

Ech hunn also gesot: Wat ganz wichteg ass, ass de FinTech. Dofir schaffe mer do esou vill drop.

Dat Zweet si fir d'Diversifikatioun vun eisem Finanzberäich natierlech déi gréng Finanzen. A mir hu praktesch am Wochentakt an deene leschten Deeg Saachen annoncéiert, wat mer do maachen. Mir hunn elo virun enger Woch en Accelerateur annoncéiert fir de Changement climatique. Mir hunn eng Plattform mat der BEI gemaach als Lëtzebuerger Regierung. Eis Bourse huet eng gréng Bourse lancéiert. Also, dat ass e Sujet, an deem mer ganz aktiv sinn. An ech mengen, et ass wichteg, dass een dat och ënnersträicht. Mir sinn net nëmme braquéiert op de Brexit.

En conclusion géif ech soen, dass Lëtzebuerg gutt opgestallt ass am Kontext vum Brexit, sief et fir d'Ekonomie en général wéi och fir d'Finanzplaz. Mir maachen eng Approche, déi en fait och eng gewësse Solidaritéit mat dem Vereenegte Kinnekräich weist. Mir hu keng aggressiv Propaganda. Mir wénken net mat der Scheierpaart. A mir mengen och, dass dat eng Strategie ass, déi och wäert Reussite bréngen. Mä ech hu vun de Resultater scho geschwat. An ech mengen, dass déi, déi et anescht maachen, wahrscheinlech wäerten dechantéieren. Et sinn net ëmmer déi Muppen, déi am haartste billen, déi déi gréisste Schanke kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- A mir wäerten also mat enger roueger Hand d'Promotioun weider maachen, déi Atouten, déi mer hunn, déi ganz wäertvoll sinn, utiliséieren. An do denken ech haaptsächlech un d'Previsibilitéit vu Lëtzebuerg an un eisen Triple-A.

D'Resultater schwätze fir sech selwer. Ech mengen, Lëtzebuerg huet an där heiter Saach déi richteg Strategie.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Finanzminister. An den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo. Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert froen. Ech hunn deenen dräi Ministere ganz opmierksam nogelauschtert. Si hu ganz vill Richteges gesot, wat ech och kéint ënnerschreiwen. Ech wollt awer just op ee Punkt zréckkommen, wou ech keng Äntwert kritt hunn a wou ech och fannen, datt eng Kontradiktioun tëschent eenzelne Regierungsmemberen ass.

Ech hunn dem Ausseminister nogelauschtert. Deen huet gesot, d'Regierung bräicht hei keng Strategie ze hunn - wann ech dat elo emol richteg ka widderhuelen an erëmginn, wat e gesot huet -, well d'Strategie wär eng gemeinsam. Ech hunn dovun Akt geholl, Här Ausseminister.

Ech sinn allerdéngs e bëssen erstaunt, wëssend, an dat war och déi Fro, déi ech un de Finanzminister gestallt hunn, datt d'groussherzoglech Regierung eng Étude stratégique justement bei enger grousser Fiduciaire a bei enger grousser Affekotenetüd opginn huet, fir d'Strategie justement ze definéieren a fir d'Regierung ze begleeden an hiren Demarchen.

An déi Fro ass mer net beäntwert ginn. Duerfir wollt ech dem Finanzminister se awer nach eng Kéier stellen. Wéi ass dat mat där doter Étude stratégique? Kritt d'Chamber déi iergendwéi och nach eng Kéier virgestallt? Mir wären och nawell interesséiert awer ze wëssen, wat dann déi grouss Recommandatioune vun där Étude stratégique do sinn.

An deen zweete Punkt, deen e bëssen domat ze dinn huet, hutt Der mer och net beäntwert, Här Finanzminister. Et gëtt anscheinend e Groupe de travail, deen Dir en place gesat hutt relativ schnell nom Brexit, wat u sech jo och eng luewenswäert Initiativ ass. Dee Grupp ass anscheinend am Ufank een-, zweemol zesummekomm, ass awer elo e bëssen ageschlof säit enger ganzer Rei vu Wochen a Méint. Kënnt dee Grupp net méi zesummen? Wat ech schued fannen. An ech wollt do och eng Kéier Iech d'Fro stellen, firwat datt dat esou ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol zu där leschter Fro. Den Haut comité de la place financière, deen och elo e permanent Sekretariat huet, schafft kontinuéierlech. A mir hunn an den éischte Méint no dem Brexit effektiv e spezielle Grupp geschaaft, deen de Moment net méi taagt, well mer an deene puer Reuniounen, déi mer haten, alleguerten d'Sujeten individualiséiert hunn an déi da weider un aner Gruppe vum Haut comité de la place financière verdeelt hunn.

Et ass also net, well dee Grupp do net méi zesummekënnt, dass d'Aarbechten net weiderginn. An ech mengen, d'Resultater vun der Attraktioun vun Entreprisen am Finanzberäich schwätze fir sech selwer, dass mer gutt opgestallt sinn.

A wat Är éischt Fro ubelaangt, wëll ech awer ganz kloer soen: Mir hunn eis natierlech e bëssen ëmfrot an e bëssen d'Fühleren ausgestreckt, mä mir hu keng Etüd en bonne et due forme gemaach. Mir hunn disparat Elementer vu verschiddene Consultantë kritt, déi mir afléisse gelooss hunn an eng Strategie, déi eis ass!

Dat ass dach d'Responsabilitéit vun der Regierung,…

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- …op deem heite Sujet wéi och um méi breeden Terrain vun allem, wat mat Brexit ze dinn huet, ze definéieren. Mir consultéieren dobaussen, mir lauschteren dem Secteur no, wat och, mengen ech, eng Lëtzebuerger Traditioun ass, an duerno definéiert d'Regierung d'Strategie. An dat ass dat, wat mir gemaach hunn.

Et ass jo ganz kloer, dass déi Strategie, vun där ech hei schwätzen, ass: Wéi positionéiere mer eis, fir Entreprisen unzezéien? Dat ass eng aner Strategie wéi déi, vun där de Premierminister geschwat huet an den Ausseminister. Déi hu vun der Strategie am Kontext vum Brexit en général geschwat, wou se soen: „Do kann et nëmmen eng Strategie ginn, an dat ass eng Strategie zu 27." Ech wëll dat just wéinst der Clartéit ënnersträichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Da géife mer iwwergoen zur Resolutioun an zu de Motiounen.

Motions et résolutions

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Ech hunn eigentlech guer keng Positioun héiere par rapport zu der Resolutioun. Ech mengen, do brauch jo d'Regierung keng Stellung ze huelen. Dat ass eng Resolutioun, déi sech un d'Chamber adresséiert. An déi dräi Motiounen, dat ass d'Regierung, déi do ugeschwat ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Mä ech wollt just déi Diskussioun iwwert d'Resolutioun opmaachen. An ech hunn eng Wuertmeldung vum Här Angel.

Résolution 1

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Jo. Ech wollt am Numm vun der LSAP soen, dass déi Resolutioun hei am Fong superfétatoire ass. Mir hunn d'nächst Woch en Debat hei iwwert d'Zukunft vun Europa an och iwwert d'Eurozon, wou mer och eng Resolutioun preparéiert hunn an an der Kommissioun ausgeschafft hunn, wou mer eis soen, dass mer eis als Chamber méi aktiv an déi europäesch Dossiere wëllen abannen. An de Brexit ass en europäeschen Dossier. Dofir gesinn ech net an, firwat mer hei fir de Brexit, wann ech dat esou einfach däerf ausdrécken, eng Extrawurscht misste broden.

An där Resolutioun froe mer, dass mer nach méi enk mat der Regierung zesummeschaffen. Mir froen och, dass, wann e Conseil européen ass, jee no Ordre du jour vum Conseil de Premier kënnt. An dann, dee leschte Punkt hei an där Resolutioun: «(…) l'invitation des membres luxembourgeois du Parlement européen à assister à ces réunions (…)». Et ass vu menger Kommissioun nach keng eng Invitatioun erausgaangen, wou d'Europadeputéierten net invitéiert waren.

Den Ausseminister huet et gesot, ech hunn et virdru gesot, dass de CAG déi Brexit-Verhandlunge verfollegt. An ech sinn iwwerzeegt, wéi mer dat gemaach hunn an deene leschte Méint, dass den Ausseminister wäert komme virdrun an duerno, wa mir e froen. An dofir gesinn ech net an, firwat mer hei elo eppes sollen extra fir de Brexit stëmmen, wa mer d'nächst Woch souwisou an engem méi generelle Kader decidéieren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Angel. Weider Wuertmeldungen zu der Resolutioun? Den Här Baum. An dann duerno den Här Mosar, fir ze äntwerten.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Resolutioun, well mer mengen, datt se net superfétatoire ass, besonnesch den alleréischte Punkt, wou et drëm geet, datt d'Chamber zesumme mat der Regierung en amont d'Positioun vu Lëtzebuerg determinéiert, wat de Brexit ugeet. Dat ass eppes, wat et esou an där doter Form net gëtt, wat mir awer fir néideg a wichteg hale bei esou engem wichtegen Dossier. An duerfir ënnerstëtze mir dës Resolutioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci dem Här Baum. Wa keng weider Wuertmeldunge sinn… Den Här Mosar freet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Jo, Merci. Ech sinn e bëssen erstaunt iwwert d'Aussoe vum Kolleeg Marc Angel. Den Här Angel berifft sech op eng Resolutioun, déi d'nächst Woch eng Kéier kënnt, déi also nach net gestëmmt ass, wou mer net wëssen… Ech mengen, déi muss emol diskutéiert ginn, Här Angel, an da gëtt doriwwer ofgestëmmt. An da gëtt déi Resolutioun dann, le moment venu, le cas échéant, ugeholl oder ofgeleent.

Mir sinn am Moment hei konfrontéiert mat enger ganz konkreter Situatioun: d'Situatioun vun der Prozedur iwwert de Brexit. Ech sinn net oft mam Här Baum enger Meenung, mä elo emol eng Kéier, dat wëll ech ervirsträichen. De Mëtte sinn ech därselwechter Meenung.

Hei geet et wierklech ëm eng ganz spezifesch Prozedur - eng ganz spezifesch Prozedur! -, déi mer d'ailleurs och vum Här Ausseminister virgestallt kritt hunn. An duerfir kann ech net d'accord sinn, wann elo einfach hei gesot gëtt: „Dat do ass eng Prozedur wéi all aner." Dat ass net richteg.

Ech maachen Iech allerdéngs eng Offer, Här Angel. Wann Dir d'accord sidd, dee ganze Volet vum Brexit an Är Resolutioun mat eranzehuelen, da géif ech proposéieren, datt mir déi heite Motioun en suspens sollen halen, an da kënne mer d'nächst Woch dat doten alles ofstëmmen in globo mat eiser Propositioun iwwert de Brexit. Mä mir hätte wierklech gär, datt dat speziell geklärt gëtt an och speziell gesot gëtt, datt dat hei eng Prozedur ass, déi just fir de Brexit gëllt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Ech wëll déi Propositioun vum Här Mosar net unhuelen, well ech der Meenung sinn, dass de Brexit en Dossier européen ass wéi all aneren Dossier européen. An an där Resolutioun, déi mer en long et en large an der Kommissioun schonn diskutéiert hunn, déi d'nächst Woch um Ordre du jour ass, do geet et ëm all d'Dossiers européens. A fir mech ass de Brexit en Dossier européen - e wichtegen! -, mä et gëtt nach aner wichteg Dossiers européens. An dofir, mengen ech, brauche mer dat hei net ze stëmmen. An ech géif lech proposéieren, eis zum Vott opzeruffen.

Merci.

Une voix.- Wéi verstänneg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Also, ech ka mech eraushalen, et ass eng Resolutioun…

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat packt Der awer net, sot!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen! Ech wëll just hei bestätegen, dass all Kéiers, wann den Här President vun der Kommissioun oder meng Wéinegkeet gemierkt hunn: „Dat do ass eppes, wou et am Interêt vun der Chamber ass, dass de dohinnergees an d'Kommissioun an doriwwer schwätz" - a selbstverständlech zielt dat och beim Brexit -, dann hu mer bis elo ëmmer esou gemaach an domat fuere mer esou virun. Ech mengen, déi Garantie kann ech Iech ginn. Dat brauche mer net hei extra ofzestëmmen. Dat ass an dat bleift! Voilà!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da kënne mer et awer extra ofstëmmen, wann et ass an esou bleift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Neen.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech fannen, déi Saachen, wou Der dermat d'accord sidd, kënnt Der jo och derfir stëmmen.

Une voix.- Den Här Mosar hat gesot: „Vott!"

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmung fänkt elo gläich un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 28-mol Jo, 32-mol Neen. Domat ass d'Resolutioun 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Motion 1

Mir géifen dann zu der Motioun N°1 iwwergoen. Ech mengen, den Här Mosar hat se argumentéiert, mä ech hunn...

(Interruption)

Neen, voilà, et ass genee dat, wat ech wollt soen. Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen? Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Déi Propositioun, déi hei an der éischter Motioun gemaach gëtt, proposéiert, eng Agence centrale Brexit ze maachen. An ech muss Iech soen, d'Regierung gesäit wierklech net d'Utilitéit, fir dat doten ze maachen, well mer scho ganz vill Ulafstellen hunn, wou dat ka gemaach ginn. An ech géif soen: Gott sei Dank!

Mir hunn natierlech net op de Brexit gewaart, fir Ulafstellen ze hunn, fir Entreprisen oder Investisseuren zu Lëtzebuerg ze empfänken. Elo zitéieren ech der e puer, déi kennt Der alleguerten: Dat ass Luxembourg for Finance. Dat ass Luxembourg for Business a Luxinnovation, déi elo jo fusionéiert sinn. Dat ass d'Luxembourg House of FinTech, dat mer virun e puer Méint gegrënnt hunn. An da gëtt et och nach den Espace Entreprises an der Chambre de Commerce.

Bon, ech mengen, wann een dat alles opzielt, da realiséiert een, dass een hei gutt opgehuewen ass. An dat géif double Emploi maachen. Dat wäre jo och onnéideg Käschten.

An ech mengen, d'Resultater vun eiser Promotioun, déi loosse sech jo weisen. Ech hu se jo beschriwwen a se si vun aneren och beschriwwe ginn, soudass ech wierklech net agesinn, firwat dass mer dat heite sollte maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Keng weider Wuertmeldunge vun deene verschiddene Bänken?

(Négation)

Dann huet den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, och do sinn ech net mam Här Finanzminister d'accord. An ech mengen, en huet selwer d'Argumenter ginn, firwat dat noutwendeg ass. Dir hutt näämlech gesot, wivill verschidde Gremien zoustänneg sinn, wann eng Entreprise sech hei zu Lëtzebuerg wëllt etabléieren.

En plus, ech weess net, ob Der mer richteg nogelauschtert hutt, gëtt et bien entendu hei Voleten, déi d'Entreprise selwer concernéieren. Et gëtt awer extrem vill Voleten, déi guer näischt mat der Chambre de Commerce zum Beispill ze dinn hunn oder mam House of Entrepreneurship, zum Beispill Froen iwwer Schoule vu Kanner, well déi Leit komme jo mat hire Familljen heihinner. Et gëtt Froen iwwer Logementer.

An ech kann Iech just soen: Et ass jo net elo a mengem Kapp gewuess, et ass e Problem, datt déi Leit, déi interesséiert sinn, sech mussen op diverse Plazen informéieren, ier se déi Informatioune kréien. Hei geet et einfach drëm, fir de Leit och e bëssen d'Liewen ze vereinfachen. Et geet och ëm eng Fro vu Simplification administrative. An duerfir menge mir, datt dat doten awer eng ganz sënnvoll Institutioun wär.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Keng weider Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Da géife mer iwwert d'Motioun N°1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 26-mol Jo a 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 2

A mer géifen dann zur zweeter Motioun iwwergoen, erabruecht och vum Här Mosar. Wëllt d'Regierung dozou Stellung bezéien? Den Här Gramegna huet d'Wuert.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Effektiv ass de Sujet vum Risk Management e wichtegen. Ech hu mam Här Mosar och virdru bilateral am Ufank kuerz doriwwer geschwat an hunn an der Tëschenzäit méi Informatioune kritt, well mir waren eis net ganz eens, ob et dann e Master op der Uni géif ginn oder net e Master géif ginn.

D'Äntwert ass: Et gëtt e Master of Science in Banking and Finance. An deen huet véier Moduller, déi mat Risk Management ze dinn hunn. Ech liesen Iech se op Englesch, well dat ass esou, wéi dee Cours gehale gëtt: „Quantitative approaches in Risk management." Zweetens: „Risk management in international institutions (veuillez lire: in financial institutions)." Drëttens: „Risk management in specialised financial products." A véiertens: „Systemic risk and macro-prudential supervision." Also ech mengen, do hu mer emol scho Saachen.

Mäin zweete Punkt ass: Ech weess net, ob et eng gutt Approche ass, hei an der Chamber der Universitéit ze soen, wat se soll maachen. Si huet jo eng akademesch Fräiheet. An ech kann Iech assuréieren, Här Mosar, Här President an Iech alleguerten, dass de Finanzministère souwéi vill aner Ministèren d'Besoine vun der Wirtschaft natierlech der Universitéit soen. An dann ass et un hir, fir dann en conséquence ze agéieren. Ech géif et keng gutt Iddi fannen, hir hei Instruktiounen ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech wëll mech elo net op déi fachlech Diskussioun do mam Här Finanzminister aloossen. Ech kann Iech just soen, datt ech vun enger ganzer Rei Leit, déi am Secteur schaffen, erugedroe kritt hunn, datt wierklech eng grouss Demande vum Secteur do wär, well ee keng där Leit do fënnt.

Ech sinn och net ganz mat Iech d'accord, datt d'Regierung hei der Uni keng Instruktioune gëtt. Dat steet och net an eiser Motioun dran. Ech fannen, hei geet et just ëm eng Iddi. Dat do ass eppes, an Dir sot et selwer, wat wichteg ass fir eis Finanzplaz. Ech halen elo net drop, datt déi de Mëtten hei ofgestëmmt gëtt. Ech kann och dermat liewen, datt mer déi an déi zoustänneg Kommissioun eng Kéier ginn.

(Interruption)

An da solle mer kucken, ob dat do besteet, ob et net besteet. Ech géif et op jidde Fall schued fannen, well hei geet et wierklech ëm d'Finanzplaz, wann déi einfach géif ënnert den Dësch gestëmmt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech war an déi bilateral Negociatiounen tëschent dem Här Gramegna an dem Här Mosar net mat agebonnen, mengen awer zwou Saachen:

Éischtens, datt et scho ganz komesch awer ass, wann an enger Debatt ronderëm de Brexit eng Motioun do ass, wou et effektiv ëm d'intern Organisatioun vun der Universitéit Lëtzebuerg respektiv vun der Héichschoulpolitik geet an dovunner och just ee bestëmmte klenge Broch deel.

Dat Zweet, wat mer mengen, ass, datt effektiv eng Debatt ëm d'Kohärenz vun der Héichschoulpolitik an d'Orientéierung, och d'wirtschaftlech Ausriichtung vun der Héichschoulpolitik hei zu Lëtzebuerg, duerchaus en interessante Sujet ass, mä datt een dat awer da misst an e méi vaste Kader setzen, wéi just ee bestëmmte Cours an ee bestëmmte Master hei ze fuerderen.

Duerfir stëmme mer et och net mat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wa keng weider Wuertmeldungen do sinn, géif ech d'Motioun N°2 zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss: 26-mol Jo, 34-mol Neen. Domat ass d'Motioun 2 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Motion 3

A mer géifen direkt weidergoen zu der Motioun N°3. Den Här Ausseminister wäert Positioun bezéien.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Här President, ech hunn dat meescht gesot gehat. Ech mengen, d'Kolleege vun der CSV hunn dat och verstanen. Mä et ass e klenge Malentendu heidran. Also, wa mer dat do géife stëmmen, éierlech gesot, déi zwee éischt Punkten, dat ass d'Basis vun de Leitlinnen. A mir kënne jo awer hei an der Chamber kee Vott maachen iwwert d'Leitlinnen, déi eestëmmeg festgehale gi sinn am Conseil.

An dat Zweet, dat betrëfft dee leschten Tiret. Also, dee britteschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg, deen ass gutt. An dat ass e Mann,...

(Interruption)

...wann e brittesche Bierger bei e kënnt, da weess dee sech unzeleeën. Do brauche mir net nozehëllefen.

Merci.

Une voix.- Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, ech zweifelen net drun, datt den engleschen Ambassadeur, dee mer gutt kennen, exzellent ass. En ass awer och net onfrou, wann en e bëssen Aarbecht géif ewechgeholl kréien, Här Ausseminister.

Neen. Ech wollt awer nach eng Kéier op dee Punkt do agoen, deen awer net onwichteg ass. Dir hutt gesot, déi englesch Bierger, déi hei iergendwelch Problemer hunn, hunn als éischt Ulafstell déi brittesch Ambassad. Dat ass richteg. Allerdéngs gëtt et hei ganz vill Beispiller vu Leit, déi och am Kontext vun deem Brexit aner Froen hunn.

An de Statsminister huet virdrun eppes gesot, wat extrem wichteg ass. En huet eis d'Zuele gi vun all deene Britten, déi zum Beispill wëllen d'lëtzebuergesch Nationalitéit kréien. Duerfir, do si mer eis awer eens, ass net onbedéngt de britteschen Ambassadeur zoustänneg. Dat sinn éischter Froen, déi da géifen um Här Braz seng Administratioun geriicht ginn. An esou gëtt et ganz vill aner Froen, déi net direkt eppes domadder ze dinn hunn.

An ech kann Iech och do ëmmer erëm nëmme soen, datt ganz vill brittesch Bierger sech extrem Suerge maachen, déi andauernd mat Froen och do konfrontéiert ginn, a sécherlech de britteschen Ambassadeur net all déi Froen do ka beäntwerten. An ech fannen, datt mir oder Dir als Regierung awer och do eng Roll hunn, fir e Signal ze ginn, datt mir/Dir/d'Regierung och do si fir déi brittesch Bierger mat all de Suergen, déi se hunn.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Et ass och ouni de Vott vun dëser Motioun, dass fënnefmol méi brittesch Bierger d'Lëtzebuerger Nationalitéit gefrot hunn an deene leschten zwee Joer, wéi dat virdrun de Fall war. Dat heescht, selbstverständlech, wat d'Nationalitéit ugeet, ass d'Lëtzebuerger Regierung op allen Niveauen, alle Ministèrë bereet, fir do hir bon Servicen unzebidden. An ech mengen awer, Här Mosar, gleeft mer dat: Duerfir brauche mer keng Motioun ze stëmmen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Justizminister huet d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Den Här Ausseminister huet d'Zuele jo scho genannt. Ech kann déi nëmmen ënnersträichen. Deen Trend ass do. An dee geet vum selwen, wéi Der feststellt. Doriwwer eraus, elo e spezielle Regimm fir Britten, fir...

Une voix.- Dat huet kee gefrot.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech wëll lech just soen: Ech kann am Gesetz an och a menger Verwaltung net soen: „Elo maache mer hei speziell Regele fir brittesch Bierger." Dat geet net. All déi Leit...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet och kee gefrot. Et steet och net an der Resolutioun.

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Dir hutt Iech erklärt, ech erklären Iech elo mäi Standpunkt. Ech fannen, dass Der hei amgaange sidd ze iwwerdreiwen. Dir verléiert e bëssen den Norden. Dëst Gesetz an der Nationalitéit ass fir all Leit hei am Land genee d'selwecht. An ech denken net drun, do iergende spezielle Regimm fir brittesch oder aner Leit, bei all Sympathie, déi ech fir se hunn a besonnesch fir hiren Ambassadeur, opzestellen. Dat geet ze wäit.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat huet och absolutt kee gefrot. Et steet och net an der Resolutioun. An dat sinn Ënnerstellungen, déi falsch sinn.

Plusieurs voix.- Zum Vott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°3 iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 26-mol Jo, 32-mol Neen an 2 Abstentiounen. Domat ass déi drëtt Motioun net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco

Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Roger Negri), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir sinn um Enn vun dëser Diskussioun ukomm. A mer géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, an zwar dem Projet de loi 6997, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert de penale Schutz vum Euro an aneren Devisë géint Fälschung.

5. 6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil

Rapport de la Commission juridique

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här Minister, mat dësem Gesetzesprojet a mam Gesetzesprojet...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen, Kolleegen, et ass ganz schwéier fir de Rapporteur ze schwätzen, wann Niewendiskussioune gefouert ginn. Wann Der déi musst féieren, féiert se wann ech gelift dobaussen!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Rapporteur huet d'Wuert.

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Mam Gesetzesprojet 6997 setze mer eng europäesch Direktiv ëm, där hiert Zil et ass, d'Fälsche vum Euro ze verhënneren. An de Considérantë vun der Direktiv 2014/62 ass ze liesen, dass zënter dem Joer 2002, zënterdeem et also méiglech ass, an Euro ze bezuelen, e Schued vun enger hallwer Milliard Euro duerch gefälschtend Geld entstanen ass.

Op där enger Säit geet et bei dëser Direktiv drëm, d'Entreprisen an hir 330 Millioune Verbraucher am Euroraum viru finanzielle Perten ze schützen. Op där anerer Säit geet et drëm, d'Vertrauen an den Euro, der zweetwichtegster Wärung op der Welt, ze garantéieren.

D'Direktiv obligéiert d'Memberlänner, gewëssen Infraktiounen iwwert d'Fälsche vu Suen an hirem Code pénal virzegesi souwéi och minimal Sanktiounen anzeféieren. Da sollen d'Ermëttler, dat heescht d'Police an der Haaptsaach, déi néideg Moyene kréien, fir iwwert déi Infraktiounen ze enquêtéieren. An d'Memberstate ginn ausserdeem opgeruff, Statistiken iwwert d'Zuel vun Infraktiounen, déi mam Fälschen ze dinn hunn, ze féieren.

Déi zwee lescht Punkte ginn allerdéngs net an dësem Gesetz traitéiert.

Här President, mat deem heite Gesetz ännere mer just punktuell eise Code pénal an eise Code de procédure pénale. D'Gesetz, dat mir hoffentlech haut alleguerte stëmme wäerten, huet nëmmen zwee Artikelen, well eis aktuell Gesetzgebung scho largement d'Exigenze vun der Direktiv, mä och vun aneren internationalen Texter wéi der Genfer Konventioun vun 1929 respektéiert.

Mir hunn awer vun dësen Ännerunge profitéiert, fir d'Kapitelen I bis III an hir Disposition commune am Titel 3 vum Livre II vum Code pénal nei ze strukturéieren. Mir ersetzen also heimadder d'Artikelen 160 bis 192-2 vum aktuelle Code pénal duerch dräi nei Kapitelen.

Am Kapitel I, Artikelen 160 bis 166, präziséiere mer, dass mer mat „Wärung", dem franséische Wuert „Monnaie", souwuel Pabeier wéi metalle Wärunge verstinn. Do derbäi kommen dann och nach d'Definitioune vun den Instruments de paiement corporels an d'Titren, also Wäertpabeieren, fir déi och déi nämlecht Sanktioune gëlle wéi déi fir d'Fälsche vu Suen. An zwar gesäit eise Code pénal Prisongsstrofen tëschent 10 a 15 Joer fir d'Fälsche vu Suen, vu Paiementsinstrumenter a Wäertpabeiere vir.

Dat si streng Strofen, Här President, allerdéngs och justifiéiert, wann ee bedenkt, wivill Schued esou Infraktiounen uriichten, a wann ee bedenkt, dass et sech hei ëm ganz sophistiquéiert Kriminalitéit, oft och Bandekriminalitéit handelt. Manner streng gëtt d'Participatioun an d'Hëllef zu de viregten Infraktioune bestrooft souwéi och d'Tentative. Mä ëmmerhin, et riskéiert een awer och hei eng Prisongsstrof vu bis zu fënnef Joer.

Am neie Kapitel II geet et ëm d'Fälsche vu staatleche Sigelen, vun Timberen, Dréck a Marken. Och hei gëllen déi nämlecht Strofe wéi bei Suen oder Wäertpabeieren.

Am drëtte Kapitel da regele mer d'Strofe fir de Fall, wou een institutionell Maschinnen, also legal Printinstrumenter benotzt huet, fir Fälschungen hierzestellen oder zum Beispill wann et ëm Sue geet, déi net gefälscht goufen, mä eigentlech nach net dierften an d'Zirkulatioun bruecht ginn.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech wëll net ze laang ginn an ech weess, dass dat Iech freet. Fir d'Detailer erlaben ech mer, op de Rapport vun der Kommissioun ze verweisen. Mir erreeche mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv zwar net eng eenheetlech penal Gesetzgebung am Beräich vun der Fälschung vu Suen am Euroraum, mä mir erweideren awer hei op europäeschem Niveau de Katalog vu méigleche Sanktiounen a stäerken eis Mëttelen am Kampf géint dës Form vu Kriminalitéit.

Ech wëll och nach derbäifügen, dass et eng gewëssen Urgence gëtt, fir dës Direktiv ëmzesetzen, well mer schonn hei a Verzuch sinn an, mengen ech, och en Avertissement kruten, soudass ech lech da géif Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet. Voilà!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Mir soen dann och dem Rapporteur, dem Franz Fayot, Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Zoustëmmung vun der LSAP hu mer. D'Madamm Beissel fir d'DP.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Jo, Här President, ech ralliéiere mech. Et wär vill ze soen an dësem interessante Projet, mä vu dass den Här Fayot, deem ech Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, an dëser awer technesch komplizéierter Matière dat ganz gutt presentéiert huet, ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. D'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools Merci, Här President. Mir schléissen eis deem un. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi a si komplett d'accord mat allen Dispositiounen, déi en enthält.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Reding hätt ech hei stoen. Ech ginn dervun aus, dass den...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn och den Accord vun eiser Säit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. An dann, mengen ech... Den Här Baum wénkt och den Accord. Domat huet den Här Justizminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Félix Braz, *Ministre de la Justice.*- Ech hunn de Wierder vum Rapporteur näischt drunzehänken, ausser dass ech dem Franz Fayot wëll Merci soen, wéi och der gesamter Commission juridique, fir déi héich Vitesse, mat där se dëse Projet evakuéiert kritt huet. Mir sinn doriwwer ganz frou. An ech soen och der Chamber Merci fir d'Eestëmmegkeet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Justizminister. Mir kënnen dann direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6997 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer: 59-mol Jo, keng Abstentiounen a keng Negativstëmmen. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6997 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Octavie Modert), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding (par M. Alex Bodry), Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott unzefroen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

Merci. An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Sommaire des séances publiques nos 41, 42 et 43

41e séance

Ouverture de la séance publique p. 555
Ordre du jour p. 555
Discours de M. le Président p. 555
Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen p. 555-556
Séance de questions et de réponses
1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 556-557
2) Question posée par le groupe politique CSV p. 557
3) Question posée par le groupe politique DP p. 557
4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 557-558
5) Question posée par le groupe politique «déi gréng» p. 558
6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk» p. 558-559
Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier p. 559-561
7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015 p. 562-563
6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail p. 563-565

42e séance

Ouverture de la séance publique p. 566
Communications p. 566
Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen p. 566-567
7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau p. 567-574
7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016 p. 574-575
7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016 p. 575-576
7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère p. 576-577
7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation p. 577-578

43e séance

Ouverture de la séance publique p. 578
Communications p. 578-579
Ordre du jour p. 579
Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg
et
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne p. 579-591
6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil p. 591

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3037	Max Hahn	Contournement Dippach-gare
3041	Laurent Mosar	Accord européen pour installer des milliers de points d'accès à l'internet sans fil gratuits (WiFi4EU)
3042	Max Hahn	Ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage)
3047	Martine Hansen, Emile Eicher	Tour de France
3048	Max Hahn, Claude Lamberty	Accès du site universitaire de Belval en transports en commun
3055	Josée Lorsché	Accidents de la route de type «car dooring»
3056	Max Hahn, Gusty Graas	Refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b
3057	Laurent Mosar	Crise diplomatique d'une grande partie du monde arabe avec le Qatar
3058	Laurent Mosar, Gilles Roth	Impôt sur le revenu des capitaux
3059	Claude Lamberty, Gilles Baum	Cours à l'École nationale d'éducation physique et des sports
3061	Jean-Marie Halsdorf	Harcèlement au sein de l'Armée luxembourgeoise
3062	Marcel Oberweis	Dangers de l'aluminium dans l'alimentation
3064	Fernand Kartheiser	Enquêtes du Statec
3065	Fernand Kartheiser	Affectation des AWACS par l'OTAN
3066	Marco Schank	Don du sang
3067	Gusty Graas	Carcasses de train de fret belge
3068	Claude Adam, Josée Lorsché	Files d'attente pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique
3069	Laurent Mosar, Gilles Roth	Contrôles policiers
3070	Max Hahn	Transport de vélos dans les bus et les trains
3071	Laurent Mosar	Possible escalade militaire dans le cadre de la crise diplomatique du Golfe
3072	Fernand Kartheiser	Enseignants de musique
3073	Fernand Kartheiser	Achat en ligne de pilules abortives
3074	André Bauler	Shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges
3076	Georges Engel	Circulation interfiles des deux- ou trois-roues
3077	Claude Adam	Comités des élèves
3079	Roy Reding	Compétences linguistiques du futur directeur de l'Université du Luxembourg
3080	Josée Lorsché	Groupe de travail sur la coopération transfrontalière en matière de mobilité
3081	Josée Lorsché	Abonnements ferroviaires transfrontaliers (Belgique - Luxembourg)
3082	Gusty Graas	Impact environnemental de la production de voitures électriques
3084	Franz Fayot	Inventaire supplémentaire des immeubles à protéger
3085	Gilles Roth, Diane Adehm	Règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental
3086	Marc Lies	Présidence du Fonds du logement
3087	André Bauler	Mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch
3088	Laurent Mosar	Possible retour temporaire de réfugiés dans leur pays d'origine
3091	Michel Wolter	Compensations attribuées à la commune de Sanem comme contrepartie du Centre pénitentiaire Uerschterhaff
3092	Marc Lies	Fonctionnement interne du Fonds du logement
3093	Roy Reding	Rapports de réunion du Fonds du logement
3094	Taina Bofferding	Règles relatives à la fermeture exceptionnelle d'écoles fondamentales et de lycées
3095	Fernand Kartheiser	Antisémitisme dans les écoles
3096	Gilles Roth, Diane Adehm	Nouvel horaire des CFL
3098	Martine Mergen	Centrale nucléaire de Cattenom
3099	Fernand Kartheiser	Comité d'élèves
3100	Fernand Kartheiser	Manque de personnel dans le secteur des soins
3101	Fernand Kartheiser	Recherche sur les cellules souches embryonnaires
3103	Aly Kaes	Développement des transports publics
3104	Laurent Mosar, Gilles Roth, Diane Adehm	Imposition des associations sans but lucratif
3105	André Bauler	Trafic à Saeul
3106	Gilles Roth, Diane Adehm	Renard dans les villes
3107	Max Hahn, Claude Lamberty	MBox
3108	Marcel Oberweis	Réglementations européennes de l'agriculture biologique
3110	Marcel Oberweis	Interdiction des néonicotinoïdes
3111	Roy Reding	Perte de communication avec un satellite de la SES
3113	Marc Spautz	Compte épargne-temps
3115	Serge Wilmes	Système CITA
3117	Gérard Anzia, Claude Adam	Droits d'inscription relatifs au brevet de maîtrise
3118	Gilles Baum	Éventuelle annexe de l'École européenne à Junglinster
3119	Marc Lies	Reproches d'irrégularités au Fonds du logement
3121	Françoise Hetto-Gaasch	Principe du «système tirette»
3122	Marco Schank	Ligne de bonne conduite administrative
3126	Max Hahn, Claude Lamberty	Pistes cyclables à panneaux électriques
3127	Gilles Roth	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale
3129	Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig
3131	Marco Schank, Serge Wilmes	Tramway engazonné
3132	Martine Hansen, Marco Schank	Contrôle du lait cru
3133	André Bauler	Délestage de kérosène
3135	Marcel Oberweis	Risques de propagation d'incendie dans les galeries souterraines sur le site d'enfouissement de Bure à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne
3138	Françoise Hetto-Gaasch	Voie d'urgence
3140	Marco Schank	Aide financière étatique aux bibliothèques publiques
3142	Nancy Arendt	Viol commis sur un enfant de moins de seize ans
3145	Laurent Mosar	Flux migratoire
3146	Fernand Kartheiser	Langues utilisées par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster
3147	Laurent Mosar	Implantation de la société Google au Luxembourg
3148	Fernand Kartheiser	Extrême gauche
3149	Martine Hansen	Accréditation d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises
3150	André Bauler	CEDIES
3153	Franz Fayot	Gaspillage alimentaire
3156	Laurent Mosar	4e directive antiblanchiment
3157	Martine Hansen, Gilles Roth	Loup
3158	Marc Spautz	Traitements contre le cancer
3162	Alex Bodry	Conseil national de justice
3166	Marc Spautz	Réforme de la loi sur la protection de la jeunesse
3167	Nancy Arendt	Concept «Bewegte Schule und Maison relais»
3168	Diane Adehm, Gilles Roth	Revendications de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes
3172	Jean-Marie Halsdorf	Mélatonine
3177	Josée Lorsché	Vol de vélos
3180	Léon Gloden	Transfert et traitement des données des dossiers passagers aériens
3181	Diane Adehm, Gilles Roth	Délais d'attente aux installations IRM
3191	Laurent Mosar	Crise politique au Venezuela
3195	Gast Gibéryen	Offices sociaux

Question 3037 (30.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement Dippach-gare:**

L'arrêt de la Cour d'appel concernant le contournement de Dippach-gare devrait être prononcé prochainement. À ce point, il sera probablement connu si les travaux de construction pourront commencer ou non.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état d'avancement de ce projet?

- Dans le cas où l'utilité publique du projet était reconnue, un appel d'offres serait-il prêt à être lancé?

- Le cas échéant, quand les travaux du contournement de Dippach-gare pourraient-ils débuter? Quelle serait la durée du chantier?

- Est-ce qu'une connexion à la piste cyclable PC38 pourrait être prévue?

- Monsieur le Ministre juge-t-il utile de mettre en place un parking du type «Park and Ride» entre le contournement et la gare de Dippach afin d'inciter la multimodalité?

- Quand est-ce que la procédure d'expropriation a été lancée?

- Le Gouvernement est-il disposé à modifier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de l'accélérer?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations au sujet de l'état actuel du contournement routier du passage à niveau PN5 de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange à Dippach-gare.

L'arrêt de la Cour administrative, confirmant le jugement du tribunal administratif du 19 janvier 2017 rejetant le recours d'un propriétaire quant à la déclaration d'utilité publique par arrêté ministériel du 28 janvier 2015 pour ne pas être fondé, a été prononcé le 22 juin 2017. Cet arrêt clôture les procédures devant les juridictions administratives et l'utilité publique du projet est reconnue.

Les mesures préparatoires relatives à la procédure d'expropriation ont été lancées en 2013 par la publication des plans à la maison communale à Dippach. Parallèlement les propriétaires concernés ont été informés par un courrier individuel conformément à l'article 10 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'arrêté ministériel du 28 janvier 2015, déclarant l'utilité publique et approuvant le plan parcellaire, a été publié le 9 février 2015 au Mémorial A n°19.

La procédure sur les expropriations est réglée par deux lois en s'appuyant sur l'article 16 de la Constitution, à savoir la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi du 16 août 1967 sur la grande voirie de communications et le Fonds des routes. Le droit fondamental à la protection de la propriété privée doit être respecté par tous les textes de loi. Toutefois, le droit de propriété n'est pas absolu. Son exercice n'est protégé par la loi qu'autant qu'il ne se révèle pas abusif et qu'il ne rompt pas l'équilibre entre la protection du droit de propriété et les exigences de l'intérêt général.

Je rappelle que depuis la révision constitutionnelle du 24 octobre 2007, le Constituant a renoncé à la condition du versement d'une indemnité préalable à l'exproprié, ce qui permet à l'État de réagir dans des délais respectables et raisonnables et ceci en fonction des juridictions administratives et civiles. Par conséquent, il n'y a pour le moment pas d'urgence de modifier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de l'accélérer, d'autant plus qu'elle est similaire aux législations française et belge. En fait, la législation actuelle permet l'envoi en possession des terrains concernés dès versement d'une indemnité provisionnelle, de sorte que les travaux peuvent débuter avant que les experts judiciaires n'aient réalisé l'évaluation définitive des terrains concernés.

En ce qui concerne l'avancement des études du projet de contournement de Dippach-gare, l'élaboration de l'avant-projet détaillé est actuellement en cours. Après les études géotechniques, qui restent à être réalisées sur les terrains qui ne sont pour le moment pas en possession de l'État, le dossier de soumission sera élaboré de sorte que les travaux pourront probablement être mis en soumission en 2018. Le début des travaux du contournement d'une durée prévisible de 2,5 ans est donc actuellement estimé pour la fin de l'année 2018.

La nouvelle PC38, qui doit faire la liaison entre la PC6 à Pétange et la PC1 à Luxembourg-ville, via Bascharage-gare, Dippach-gare et Helfenterbruck, est actuellement en cours d'étude. Différentes variantes de tracé à Dippach-gare sont actuellement en cours d'analyse, dont une variante traverse le contournement de Dippach en dénivelé pour rejoindre le lieu-dit «Gréiwelser Barrière».

Quant à la mise en place d'un parking du type «Park and Ride», la stratégie du Gouvernement prévoit la réalisation de parkings relais d'envergure à des interconnexions stratégiques entre le trafic motorisé et le train respectivement le bus, et ceci sur les différentes pénétrantes vers l'agglomération de la ville de Luxembourg.

En complément, des parkings relais locaux sont prévus auprès des gares ferroviaires ou sur certains axes routiers pour inciter les gens de «proximité» de transborder vers le train ou le bus.

En ce qui concerne le corridor de la route nationale N5, un parking relais d'envergure est en cours de planification par les CFL à Rodange. D'après la stratégie du ministère, des parkings relais complémentaires de moindre envergure sont à prévoir aux gares ferroviaires le long de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange. Pour le cas de Dippach-gare, une telle planification doit encore être lancée.

Question 3041 (31.05.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**accord européen pour installer des milliers de points d'accès à l'internet sans fil gratuits (Wi-Fi4EU):**

Lors de l'état de l'Union 2016 de la Commission européenne, en septembre dernier, son président, Jean-Claude Juncker, a présenté une révision de la réglementation européenne en matière de télécommunications. Celle-ci proposait de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins grandissants de connectivité des Européens et accroître la compétitivité européenne.

La Commission a présenté trois objectifs stratégiques, dont celui des points d'accès à l'internet sans fil (wi-fi) gratuits dans les collectivités locales de l'Union européenne. Pour atteindre cet objectif stratégique, la Commission a proposé l'initiative «WiFi4EU». Cette nouvelle initiative donne la possibilité à toutes les collectivités locales intéressées de proposer une connexion wi-fi gratuite à tous, par exemple à l'intérieur et autour des bâtiments publics, des centres de santé, des parcs ou d'autres lieux publics.

Le 29 mai, le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont conclu un accord politique sur l'initiative WiFi4EU et son financement pour l'installation de points d'accès wi-fi gratuits dans les communautés locales de l'UE. L'accord politique comprend l'engagement des trois institutions à veiller à ce qu'un montant global de 120 millions d'euros soit affecté au financement des équipements pour les services wi-fi publics gratuits dans 6.000 à 8.000 municipalités dans tous les États membres. Les sources spécifiques du financement seront finalisées dans des discussions législatives en cours.

Une fois le système mis en place, les autorités publiques locales souhaitant offrir une connexion wi-fi dans les zones où une offre publique ou privée similaire n'existe pas encore pourront demander un financement par un processus simple et non bureaucratique. Une subvention attribuée sous forme de bons sera utilisée pour acheter et installer des équipements wi-fi de pointe, tandis que l'autorité publique couvrira les coûts de fonctionnement de la connexion elle-même. Comme l'a déclaré Jean-Claude Juncker, l'initiative WiFi4EU contribuera à la vision d'avoir «chaque village européen et chaque ville doté d'un accès Internet sans fil gratuit autour des principaux centres publics d'ici 2020».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette initiative WiFi4EU?

- Comment le Gouvernement entend-il assister les administrations communales et autres organes publics dans leurs démarches administratives concernant les demandes de financement pour l'installation de points d'accès locaux et sans fil à l'internet?

- Quels sont les risques, notamment liés au piratage informatique et à la cyberintrusion, auxquels les internautes s'exposent en se connectant à ces wi-fi publics?

Réponse (14.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Le Gouvernement soutient la politique de la Commission européenne en faveur du marché intérieur numérique et des infrastructures permettant une connectivité à ultra-haut débit. Dans ce contexte, il s'est également exprimé en faveur de l'initiative de la Commission européenne WiFi4EU visant à soutenir la mise en place de points d'accès wi-fi de haute qualité à travers l'Union.

L'État a lui aussi mis en place des accès wi-fi gratuits ouverts au public dans les administrations. Un nouveau projet est actuellement en cours visant à installer des accès wi-fi dans les commissariats de police. Dans le même sens j'encourage les communes à installer des accès wi-fi ouverts au public dans les lieux particulièrement fréquentés, par exemple aux places centrales des villes, aux lieux touristiques et dans les centres culturels et sportifs. L'amélioration de la connectivité est un des objectifs de l'initiative Digital Lëtzebuerg. Déjà lors de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015, des points d'accès wi-fi ouverts au public avaient été mis en place dans les deux principales villes du pays, et ces points d'accès sont restés opérationnels après la présidence. Les accès wi-fi contribuent aussi à délester les réseaux mobiles.

En ce qui concerne l'initiative de la Commission, après l'accord intervenu au niveau de la procédure législative européenne, il restera à mettre en place certaines règles d'exécution. Un premier appel à propositions n'aura pas lieu avant la fin de l'année. Il est notamment prévu de fixer des minima et maxima à attribuer par État membre. L'enveloppe qui sera disponible pour le Luxembourg n'est pas encore connue à l'heure actuelle. Les points d'accès Internet qui seront mis en place par les communes grâce au cofinancement de l'Union européenne devront permettre un accès gratuit et performant, respectant des critères stricts de qualité.

Les démarches administratives devraient rester simples et les communes intéressées trouveront les informations sur le site «ec.europa.eu/digital-single-market/en/policies/wifi4eu». Le Gouvernement a contacté le Syvicol avec lequel il se concertera au sujet des besoins éventuels des communes.

Les risques encourus par les utilisateurs de ces points d'accès seront en principe les mêmes qu'en cas d'utilisation d'autres points wi-fi accessibles au public. Il existe des standards en la matière pour sécuriser les communications, tels que le SSL. Dans le cas des accès wi-fi de l'État, les communications sont chiffrées. À cette fin l'utilisateur doit introduire un mot de passe qui sert à sécuriser la session wi-fi et à éviter que des cybercriminels puissent intercepter ses communications. Bien-sûr les bonnes pratiques d'utilisation d'Internet restent valables, dont notamment l'importance de bien veiller à fréquenter des sites qui disposent d'un chiffrement SSL.

Pour les points d'accès WiFi4EU, la Commission prévoit que les utilisateurs devront s'identifier. Mais il suffira qu'un individu s'identifie une seule fois quand il accède la première fois un point d'accès WiFi4EU. Ensuite il sera reconnu automatiquement quel que soit le point Wi-Fi4EU qu'il utilisera dans toute l'Europe.

Question 3042 (31.05.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant la **ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage):**

La ligne de bus 215 (Luxembourg-Bascharage) a été raccourcie au mois de février afin de minimiser les retards observés auparavant.

Désormais cette ligne termine son parcours à l'arrêt «Centre-Charlys Gare» et ne dessert plus le Kirchberg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des statistiques quant aux retards accumulés avant et après la refonte du tracé?

- Le cas échéant, un recul significatif des retards encourus est-il observable?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre compte faire installer, sur les arrêts de ce tracé, des panneaux d'information en temps réel?

- Est-il prévu d'aménager des couloirs réservés aux bus additionnels sur ce tracé?

- Comme l'ont demandé les autorités communales de la commune de Dippach, serait-il possible de transformer la voie de dépassement au niveau du «Dippecherbierg» en couloir réservé aux bus?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, je me permets de renvoyer, d'une part, à ma réponse à la question parlementaire n°2788 de l'honorable Monsieur le Député Yves Chruchten tout en ajoutant, d'autre part, les informations suivantes.

Avant le changement d'horaire, les retards des courses d'autobus en particulier aux heures de pointe matinales s'accumulaient jusqu'à 50 minutes de retard au terminus.

Depuis le nouvel horaire établi par mes services, les courses fonctionnent avec deux profils différents dans la mesure où la durée de la course prévue à l'horaire est plus longue pour les heures de pointe que pour les heures creuses. Nos statistiques, disponibles individuellement et donc retraçables en détail depuis le fonctionnement du système de télématique «en temps réel», montrent une situation améliorée. Ainsi, pendant une semaine entière au cours du mois de juin 2017, les bus affichaient un retard moyen de 3'57'' (les minimums et maximums étant de respectivement 04'' et 7'41'') dans une direction et un retard moyen de 1'54'' (minimums et maximums 09'' et 6'05'') dans l'autre direction.

En ce qui concerne l'installation de panneaux d'information sur ce tracé, le Verkéiersverbond prévoit de placer un tel affichage reprenant le temps réel des lignes de bus RGTR au niveau de la Place Schuman à Bascharage.

L'opportunité de l'aménagement d'un couloir réservé aux bus sur la route nationale N5 au niveau du «Dippecherbierg» est actuellement traitée au sein du groupe de travail «couloirs bus» en analysant les avantages ainsi que les gains de temps d'un tel aménagement pour les bus de ligne par une étude spécifique.

Question 3047 (01.06.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **Tour de France:**

Selon une lettre officielle du Ministère de l'Éducation nationale, Monsieur le Ministre invite les autorités scolaires «à soutenir par tous tes moyens appropriés les classes qui, sur initiative d'un enseignant ou d'un groupe d'enseignants, désirent marquer leur présence sur le parcours du Tour (Tour de France)». Selon les arguments du ministre, le passage du Tour de France à travers une partie du territoire du Luxembourg pourra constituer «une formidable opportunité pour élaborer un projet pédagogique ou des activités didactiques en relation avec la thématique de la Grande Boucle».

Dans la mesure où les enseignants organisent fréquemment des projets pédagogiques et ceci en absence d'un appel de la part du Ministère, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Selon quels critères Monsieur le Ministre décide-t-il de faire un appel aux autorités scolaires que ces dernières soutiennent par tous les moyens appropriés la participation de leurs classes à une manifestation?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait un appel similaire pour d'autres manifestations sportives ou culturelles? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre peut-il nous préciser l'expression «soutenir par tous les moyens appropriés»?

Réponse (04.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le Tour de France fait partie de l'histoire luxembourgeoise. Les exploits de nos quatre vainqueurs de la Grande Boucle se sont imprégnés dans la mémoire collective de notre pays. Et chaque année, une grande partie des habitants du Luxembourg suivent de près cette manifestation sportive qui constitue annuellement le moment phare du cyclisme. Or, n'oublions pas que le cyclisme joue un rôle important dans le concept de la mobilité douce qui se répand de plus en plus dans nos villes et nos villages.

Cette année-ci, le Tour de France traverse notre pays. Il revêt donc une évidence que cette manifestation est à thématiser dans nos écoles. Moyennant ma circulaire aux autorités scolaires, j'ai invité ces dernières à soutenir des projets et sorties didactiques planifiés par les enseignants dans ce contexte, éventuellement en permettant des expositions, en mettant à disposition un autobus et des collations, ou bien en prenant les mesures de sécurité adéquates lors de balades en bicyclette, en prévoyant des endroits précis pour les classes qui vont suivre la course.

D'ailleurs, je profite de l'occasion pour signaler que le Tour de France figure dans nos manuels officiels de Français comme sujet à traiter. De même, à partir de la rentrée à venir, le plan d'études de l'Enseignement fondamental proposera également des activités à bicyclette et définira des objectifs en la matière. Et pensons également aux nombreuses «coupes scolaires» qui sont organisées à travers tout le pays en étroite collaboration avec la Police grand-ducale. Nul ne met en doute la nécessité et l'importance de ces actions.

Question 3048 (01.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant l'**accès du site universitaire de Belval en transports en commun:**

Avec l'Université du Luxembourg sur le site d'Esch/Belval qui a été très positivement évaluée récemment, il va de soi qu'une large offre de transports en commun sera nécessaire afin de promouvoir le développement durable de cette région. Or, la ligne RGTR 332 Belval-Dippach-Arlon a été supprimée le premier août 2016 après que des comptages effectués ont révélé une basse fréquentation de cette ligne.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il présenter une stratégie de transport en commun visant à faciliter l'accès au site universitaire de Belval?

- Au vu des développements récents, la population estudiantine résidant à l'ouest du pays est moins bien reliée au site de Belval qu'auparavant. Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une ligne de bus avec un trajet remodelé et plus adapté aux besoins des utilisateurs serait en mesure de combler cette lacune?

Une telle ligne de bus pourrait-elle également desservir le centre d'Esch-sur-Alzette?

Réponse (05.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il échet de préciser tout d'abord que l'université au site d'Esch/Belval est stratégiquement bien située à côté de la gare Belval-Université qui est desservie de manière extrêmement efficace avec la ligne CFL 60 circulant toutes les 15 minutes.

L'été dernier, seules deux lignes RGTR ont dû être supprimées à défaut d'un nombre suffisant d'usagers, dont la ligne 332 Arlon-Dippach-Belval, après avoir fonctionné pendant un an.

Je me permets de rappeler à ce sujet ma réponse à la question parlementaire n°2254 du 27 juillet 2016 de Monsieur le Député Max Hahn.

Cependant, il échet de noter que pour la rentrée en septembre, une nouvelle ligne RGTR est planifiée, destinée à prendre son départ à Steinfort pour rejoindre le site Belval via Mondercange.

Or, il n'est pas prévu de desservir le centre d'Esch-sur-Alzette avec une telle ligne au motif que les lignes du TICE comblent déjà cette offre locale.

Enfin, il y a lieu de ne pas oublier dans ce contexte le projet du BHNS dans la région Sud, qui augmentera sans doute l'attractivité de la connexion entre le site de Belval et les localités avoisinantes dans le futur.

Question 3055 (02.06.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **accidents de la route de type «car dooring»:**

Les cyclistes roulant en milieu urbain font souvent face au danger de se faire heurter par une portière ouverte subitement et sans discernement par un automobiliste. Ce genre de collision ne laisse aucune chance aux cyclistes et peut provoquer de graves blessures.

De tels accidents sont tellement fréquents qu'il existe un terme spécial pour les définir: le «car dooring».

Afin de permettre aux cyclistes d'éviter de s'exposer aux ouvertures de portières, la France a, par le biais d'un décret[1], modifié son Code de la route de façon à ce que les cyclistes soient autorisés de s'écarter des véhicules en stationnement sur le bord droit de la chaussée s'ils roulent sur une voie où la vitesse est limitée à 50 km/h ou moins. En même temps, le décret a autorisé le chevauchement d'une ligne continue pour le dépassement d'un cycliste sur le bord droit de la chaussée.

Aux Pays-Bas, un pays où l'utilisation du vélo est très courante, les auto-écoles enseignent systématiquement une méthode qui permet d'éviter le «car dooring». Elle consiste à ouvrir la portière de la voiture avec la main qui en est la plus éloignée. Ainsi, si un automobiliste est assis du côté gauche de la voiture, il est tenu d'ouvrir la porte en se servant de la main droite. Ce geste l'oblige de se retourner et de regarder par-dessus de l'épaule de sorte qu'il remarque tout cycliste qui s'approche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations concernant le nombre d'accidents de type «car dooring» qui se sont produits sur nos routes dans les dernières années?

2. Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures de prévention de ce type d'accident à l'instar des exemples cités? Dans l'affirmative, quelles seront exactement ces mesures?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les données d'accidentalités dans le bilan annuel des accidents de la route sont établies sur base des procès-verbaux dressés par la Police grand-ducale à la suite de tout accident corporel où elle est appelée. Ces données, une fois anonymisées, sont analysées et commentées par le Département des transports. Le phénomène du «car dooring» n'y est pas discernable.

Lors de l'apprentissage du permis de conduire, les auto-écoles sont tenues d'enseigner les dispositions du Code de la route et notamment son article 169 qui stipule qu'il est interdit d'ouvrir la portière d'un véhicule, de la laisser ouverte sans nécessité ou de descendre du véhicule, sans s'être assuré qu'il ne peut en résulter ni danger ni gêne pour les autres usagers.

En ce qui concerne le franchissement du marquage sur la voie publique, le chevauchement de la ligne de sécurité en vue d'un dépassement est interdit sans aucune exception. Une dérogation à cette disposition s'avère contraire à la sécurité routière étant donné que les lignes de sécurité sont placées uniquement aux endroits où un chevauchement entraîne des risques considérables.

Question 3056 (02.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b:**

Dans la réponse à la question parlementaire n°2846 du 28 avril 2017, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a donné une série de précisions concernant la refonte de la liaison directe entre Volmerange-les-Mines et la gare de Luxembourg (ligne ferroviaire 60a). La ligne directe sera supprimée à partir du 10 décembre 2017. Par la suite les passagers venant de Volmerange-les-Mines devront changer de train à Bettembourg et ceux voyageant de Rumelange se verront obligés de changer à Noertzange.

Par le biais d'une résolution adoptée en date du 24 mai 2017, le conseil communal de Kayl a demandé au Gouvernement de «revenir sur sa décision de limiter à l'avenir systématiquement le trafic voyageurs de la ligne du Kayldall au tronçon Rumelange-Noertzange». En outre, il a suggéré des mesures afin d'améliorer la situation pour les passagers sur les tracés concernés. Hier, les communes de Dudelange, de Rumelange et de Kayl ont également revendiqué le maintien de cette connexion directe.

Partant nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si des statistiques concernant le nombre de passagers existent pour cette ligne?

- Comment Monsieur le Ministre estime-t-il réagir à la résolution adoptée par la commune de Kayl et aux revendications des autorités communales mentionnées?

- Serait-il mené à repenser son intention de supprimer la ligne directe?

- Quelles suites Monsieur le Ministre estime-t-il donner aux recommandations formulées par le conseil communal de Kayl afin d'optimiser le trafic ferroviaire dans le sud du pays?

Réponse (03.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme déjà exposé dans ma réponse à la question parlementaire n°2846 du 16 mars 2017, et suite à la croissance exceptionnelle du nombre de voyageurs de 14 millions en 2005 à 22,5 millions en 2015, les CFL ont, à l'époque, pris différentes mesures pour répondre à la demande croissante. Ainsi, par exemple, un cadencement de quatre trains par heure a été introduit sur la ligne 60 en 2010. Suite à la mise à double voie de la ligne 70 de Pétange à Luxembourg en 2012, un cadencement de deux trains par heure en heures creuses ainsi qu'un cadencement de quatre trains en heures de pointe a été introduit. De même, sur la ligne du Nord (ligne 10), un cadencement généralisé de deux trains par heure, avec des renforts en heures de pointe, a été introduit en 2014.

Sur la ligne 30 en direction de Wasserbillig, un cadencement horaire a été introduit entre Luxembourg et Coblence en 2014. Finalement, un cadencement de six trains en heures de pointe a été introduit sur la ligne 90 en 2016. Des trains de nuit ont également été introduits en 2016.

Pour faire face à la demande et à l'offre croissante, 29 automotrices supplémentaires ont été mises en service entre 2010 et 2017, offrant au total 9.000 places assises supplémentaires.

Suite à la croissance exceptionnelle de la demande et de l'offre, les CFL doivent faire le constat d'un réseau saturé qui fait face à des goulots d'étranglement principalement en gare de Luxembourg ainsi que sur les lignes 60 (Luxembourg - Bettembourg - Esch-sur-Alzette - Pétange - Rodange) et 90 (Luxembourg - Thionville - Nancy), avec des répercussions sur la ponctualité depuis 2014.

Ainsi, un des objectifs principaux retenus pour l'établissement des futurs horaires était l'augmentation des réserves inhérentes dans l'horaire par une adaptation des temps de parcours, des temps d'arrêt au terminus et des roulements du matériel roulant, ainsi que par le désengorgement des goulots d'étranglement.

Une des conséquences du désengorgement des goulots d'étranglements est la transformation du train direct de Rumelange en navette Rumelange-Noertzange avec une coordination des trains en direction de la gare de Luxembourg assurée à Noertzange. Tous sens confondus, 90 personnes par jour sont impactées par cette mesure.

Quant à la demande formulée par le conseil communal de Kayl d'optimiser le trafic ferroviaire dans le sud du pays, la nouvelle liaison transversale entre la ligne 10 et la ligne 60 rendra possible un accès accéléré du plateau de Kirchberg via le nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg une fois par heure sans changement de trains. De même, à partir du changement horaire en décembre 2017, le trajet Esch-sur-Alzette - Kirchberg pourra se faire en 36 minutes. De même, une liaison transversale entre la ligne 70 et la ligne 10 en heure de pointe sera introduite.

Suite aux entretiens avec les responsables communaux de Dudelange, le ministère a décidé d'introduire plusieurs nouvelles liaisons de bus et de renforcer les liaisons directes des trains restants.

Une nouvelle ligne de bus express entre la ville de Dudelange et le Kirchberg sera mise en service fin 2017, début 2018. Cette ligne complétera l'offre des transports publics à Dudelange qui disposera alors de connexions directes vers les différents centres d'activités de la région du Sud, ainsi que d'une bonne desserte locale entre Dudelange, les zones industrielles et Bettembourg, ainsi que vers les principaux pôles d'emploi de la ville de Luxembourg.

Par ailleurs, le début des travaux pour la construction de deux nouveaux quais avec quatre nouvelles voies à quai en gare de Luxembourg lancera l'extension de la gare de Luxembourg ce qui permettra, entre autres, l'exploitation systématique de liaisons transversales Nord-Sud et la liaison des pôles d'activités Nordstad - Kirchberg - Luxembourg - Howald - Esch - Belval.

Finalement, la construction de la seconde ligne Luxembourg - Bettembourg permettra de créer un cadencement de 30 minutes entre Luxembourg et Dudelange-Volmerange.

Question 3057 (07.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise diplomatique d'une grande partie du monde arabe avec le Qatar:**

En effet, ce sont avant tout le royaume d'Arabie saoudite, le royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte ainsi que les Émirats arabes unis qui ont rompu le lundi 5 juin leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Ils reprochent en l'occurrence à Doha de promouvoir le terrorisme islamiste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse politique relative à cette crise diplomatique sans précédent au sein du monde arabe?

2. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politiques éventuelles quant aux relations de la diplomatie luxembourgeoise avec le monde arabe en général et le Qatar en particulier?

3. Monsieur le Ministre peut-il, enfin, me communiquer sa position relative au rôle politico-diplomatique de l'Union européenne dans cette crise?

Réponse (04.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. Cette crise trouble encore plus une région déjà fortement fragilisée. Il convient cependant de noter qu'il ne s'agit pas là d'une «crise diplomatique sans précédent au sein du monde arabe».

Ainsi, la question palestinienne, les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen ou en Libye nous rappellent que le monde arabe est actuellement traversé par une multitude de crises graves, simultanées et prolongées. Raison de plus pour résoudre d'urgence la crise en relation avec le Qatar afin d'éviter davantage de polarisation dans la région, ainsi qu'une amplification de conséquences connexes négatives. Il faut éviter une escalade de la situation. Hélas, force est de constater que l'embargo met à rude épreuve le fonctionnement du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Tout en sachant qu'il est bien plus facile de rompre les relations diplomatiques que de les rétablir par après, cette crise crée une situation dont toute la région risque de sortir perdante, en commençant par le CCG.

ad 2. Le Luxembourg maintient des relations diplomatiques normales avec le Qatar, avec les pays voisins du Qatar et les autres États membres du CCG. Nous souhaitons renforcer le dialogue politique et la coopération, y inclus sur les droits de l'homme, avec tous les États membres du CCG. J'ai des échanges de vues réguliers, au niveau bilatéral et multilatéral dans le cadre de la coopération UE-CCG, sur les préoccupations et priorités communes avec mes homologues des pays du CCG. Les relations entre tous les pays de la région devraient se fonder sur la Charte des Nations Unies et le droit international.

ad 3. L'UE exprime un intérêt fort pour la stabilité et l'unité dans la région du Golfe.

L'UE veut éviter que les pays du CCG soient exposés à des tensions internes, qui se rajouteraient aux tensions régionales, puisque ces pays sont des interlocuteurs et partenaires clés dans la lutte contre le terrorisme et pour trouver une issue à certains des conflits de la région, surtout en Syrie, en Libye et au Yémen.

Les 28 États membres encouragent tous les pays du Golfe à poursuivre la voie de la désescalade et à engager un dialogue politique sans préconditions en acceptant le rôle de médiation du Koweït. En cas de demande, l'UE est prête à aider et à accompagner les efforts de médiation. Du point de vue des 28, la région du Golfe dispose elle-même des ressources et de la sagesse nécessaire pour trouver une issue à cette crise. L'UE a l'intention ferme de maintenir des relations solides avec tous les pays du Golfe et les encourage à rétablir de bonnes relations de travail entre eux dans les meilleurs délais.

Question 3058 (08.06.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**impôt sur le revenu des capitaux:**

Les articles 146 et suivants de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu définit le régime des retenues d'impôt sur les revenus de capitaux. Tandis que l'article 146 fixe le champ d'application de ces retenues à la source au titre de l'impôt sur le revenu, l'article 147 détermine les exemptions de la retenue.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

[1] Décret n°2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement.

- Monsieur le Ministre peut-il approximativement déterminer le déchet fiscal global généré par ces exemptions de retenues à la source?

- Pourrait-il également nous chiffrer approximativement le déchet fiscal par catégorie d'exemption prévue audit article?

Réponse (03.07.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

L'article 147 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) délimite les revenus exempts de la retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux.

Les dispositions de l'article 147 L.I.R. découlent principalement de la directive 2011/96/UE du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents qui a remplacé la directive 90/435/CEE du Conseil, du 23 juillet 1990, concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents, ainsi que de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et de la loi du 23 juillet 2016 relative aux fonds d'investissement alternatifs réservés.

Cette mesure, qui concerne majoritairement les distributions de dividendes, est à voir dans le contexte historique de la double imposition économique des revenus. Ainsi, dans les relations entre les sociétés mère et filiales, le bénéfice réalisé par une filiale est imposé une première fois dans le chef de celle-ci pour être imposé une deuxième fois dans le chef de la société mère lors de la distribution de ce même bénéfice. Lorsque la société mère est à son tour détenue par une autre collectivité, et ainsi de suite, le même bénéfice réalisé à l'origine par la filiale se trouvant en bas de l'échelle subit une double, voire multiple imposition qualifiée d'imposition en cascade.

Dans le même ordre d'idées, les revenus alloués par une société d'investissement en capital à risque, un fonds d'investissement spécialisé, une société de gestion de patrimoine familial, un organisme de placement collectif ou encore un fonds d'investissement alternatif réservé ne sont pas passibles de la retenue d'impôt à la source sur les revenus de capitaux mobiliers puisque celle-ci a été appliquée en amont sur les revenus touchés par ces organismes qui sont exclus du régime des sociétés mère et filiales.

En tenant compte de l'interprétation téléologique exposée ci-dessus de l'article 147 L.I.R., il n'est pas opportun d'évaluer un éventuel déchet fiscal, puisque la disposition légale a comme vocation d'éviter une double, voire une multiple imposition économique d'un même revenu dans le chef de plusieurs contribuables.

Dans cette logique, les formalités administratives se limitent à ce que le débiteur des revenus déclare que les différents critères de l'article 147 L.I.R. sont remplis et que, partant, aucune retenue d'impôt à la source n'est à opérer. Il s'ensuit qu'aucun montant n'est à saisir par l'Administration des contributions directes, faute de débit.

Question 3059 (08.06.2017) de **MM. Claude Lamberty** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **cours à l'École nationale d'éducation physique et des sports:**

L'École nationale d'éducation physique et des sports (ENEPS) assure, à la demande et avec le concours du mouvement sportif, les formations qui sont sanctionnées par des brevets d'État.

Or, il nous revient qu'aucune formation spécifique à l'entraînement des athlètes en situation de handicap mental ou physique n'est actuellement offerte à l'ENEPS.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la situation décrite? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Existe-t-il une demande du milieu sportif pour dispenser de tels cours de formation?

- Monsieur le Ministre entend-il, le cas échéant, soutenir les entraîneurs qui suivent une telle formation à l'étranger sous condition qu'ils soient licenciés au Luxembourg?

- Dans la négative, combien de personnes ont participé à ces cours de formation les cinq dernières années?

Réponse (30.06.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Messieurs les Députés a trait à l'offre de formation à l'École nationale d'éducation physique et des sports (ENEPS) et plus particulièrement à l'offre de formation à l'entraînement des athlètes en situation de handicap mental ou physique.

D'emblée il y a lieu de rappeler le contenu de l'article 9 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport qui stipule que l'ENEPS assure, à la demande et avec le concours du mouvement sportif, les formations qui sont sanctionnées par des brevets d'État.

En pratique la formation pour toute discipline sportive est divisée en deux parties, des modules généraux organisés par l'ENEPS sans concours de la fédération concernée et un module spécifique organisé à la demande et avec le concours de la fédération en question.

Actuellement l'ENEPS n'offre effectivement pas de module spécifique à l'entraînement des athlètes en situation de handicap faute de demande concrète par le milieu sportif concerné. Les modules généraux, parties intégrantes de la formation pour les entraîneurs de toute discipline sportive, et organisés par l'ENEPS tout au long de l'année, sont également ouverts aux personnes désirant entraîner des athlètes en situation de handicap.

Si une demande concrète ainsi qu'une masse critique pour un tel module spécifique nous parvient du mouvement sportif, l'ENEPS est disposée à mettre en place, avec le concours de la fédération impliquée, une telle formation.

Au cas où un intérêt de principe pour un tel module spécifique se dégagerait sans cependant parvenir à rassembler la masse critique nécessaire afin d'organiser une formation au Luxembourg, l'ENEPS aide la fédération en question, comme elle le fait d'ailleurs pour toute autre discipline sportive, afin de trouver une formation à l'étranger qui correspond au mieux au besoin. Dans ces conditions (défaut d'offre, défaut de masse critique au Luxembourg et demande préalable de la fédération), l'ENEPS prend à charge une partie des frais de la formation suivie à l'étranger.

À notre connaissance, il n'y a aucune personne qui a suivi une telle formation à l'étranger les cinq dernières années.

Question 3061 (12.06.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **harcèlement au sein de l'Armée luxembourgeoise:**

Le journal en ligne «rtl.lu» a publié un article le 31 mai 2017 sur la condamnation récente d'un sergent-chef de l'Armée luxembourgeoise pour harcèlement en 2015 de deux jeunes recrues.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il s'agit d'un cas isolé ou que des cas similaires sont à déplorer au sein de l'armée?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette situation pourrait aggraver le problème de pénurie au niveau du recrutement de jeunes recrues?

- Dans l'affirmative, quelles conséquences Monsieur le Ministre entend-il en tirer?

Réponse (12.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Le cas en l'espèce s'est déroulé en 2015 et est à considérer comme un cas isolé.

Un incident très récent est actuellement sous instruction disciplinaire. Les faits ont été dénoncés au ministère public par l'armée.

La décision de rejoindre l'armée dépend de motivations personnelles. Il va de soi que l'égalité de traitement, le respect d'autrui et la courtoisie sont des critères déterminants dans ce choix.

L'armée traite chaque cas de ce type avec rapidité, fermeté et transparence, selon les règles disciplinaires internes et en conformité avec la loi.

Des mesures éducatives et pédagogiques ont été prises depuis plusieurs années afin de promouvoir la prise de conscience de l'importance de la dimension du genre au sein du personnel de l'armée.

Dans ce sens, des agents du Ministère de l'Égalité des chances tiennent régulièrement à tous les niveaux des carrières de l'armée des séances de sensibilisation dans la thématique de l'égalité des chances, dont notamment les aspects de l'égalité au travail, la non-discrimination de genre, le harcèlement moral et sexuel ou comment concilier vie professionnelle et privée.

En outre, depuis mi-2016, les stagiaires militaires et civils de l'armée, toutes carrières confondues, suivent une formation sur le genre de six heures au sein de l'INAP. Cette formation fait partie intégrante de leur programme lors du stage.

Dans le cadre de la promotion et de la mise au premier plan de la dimension du genre au sein de l'armée, un officier du bureau du personnel de l'État-major de l'armée a été nommé membre suppléant pour représenter l'armée au sein du Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes conformément à l'article 2, paragraphe 3 du règlement grand-ducal modifié du 31 mars 1996 portant création d'un Comité interministériel de l'égalité des femmes et des hommes et portant création des cellules de compétences en genre dans les ministères.

En outre, conformément aux articles 36 et 36-1 du statut général des fonctionnaires de l'État et du règlement grand-ducal du 5 mars 2004 fixant les modalités de désignation, les droits et les devoirs des délégués à l'égalité entre femmes et hommes au sein des départements ministériels et administrations, les différentes représentations du personnel de l'armée ont désigné chacune de leur côté en leur sein un délégué à l'égalité entre femmes et hommes afin de veiller à l'égalité de traitement des membres du personnel de l'armée et à la protection du personnel contre le harcèlement sexuel ou professionnel à l'occasion des relations de travail.

Question 3062 (12.06.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **dangers de l'aluminium dans l'alimentation:**

In Deutschland haben rezente Untersuchungen von Kantinenspeisen aus Aluminiumschalen erhöhte Aluminiumkonzentrationen festgestellt. Teilweise lagen die ermittelten Aluminiumgehalte über den erlaubten Grenzwerten. Wird zu viel Aluminium über die Nahrung aufgenommen, kann sich dies schädlich auf die Gesundheit auswirken, insbesondere bei Kleinkindern in den Tagesstätten sowie in der Grundschule.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister für Verbraucherschutz stellen:

1) Gibt es ähnliche Studien zu Kantinenessen in Luxemburg?

2) Wird Kantinenessen in Schulen, „maisons relais" und Kindertagesstätten in Aluminiumschalen ausgegeben?

3) Wenn ja, gedenken die Minister angesichts der vorliegenden Studien bezüglich der Essensausgabe an Kinder und Jugendliche strengere Kriterien anzuwenden?

Réponse commune (05.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Nach unserem Kenntnisstand gibt es keine diesbezüglichen Studien in Luxemburg.

Die Studie bezüglich unbeschichteter Aluminium-Menüschalen[1] wurde von dem deutschen Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR), das den Auftrag hat, die Bundesregierung in Fragen betreffend die Lebensmittelsicherheit und den gesundheitlichen Verbraucherschutz wissenschaftlich zu beraten, durchgeführt.

Eine solche Studie könnte nicht im gleichen Rahmen wie in Deutschland durchgeführt werden, da Luxemburg über keine vergleichbare Institution verfügt.

ad 2) In Luxemburg werden hauptsächlich wiederverwendbare Lebensmittelbedarfsgegenstände aus Edelstahl oder Keramik in Gemeinschaftseinrichtungen wie Kindertagesstätten, Schulen und Seniorenheimen verwendet. Aluminium-Menüschalen kommen nicht systematisch zum Einsatz. Im Falle von Außer-Haus-Verpflegung, dem sogenannten „repas sur roues", wird vermehrt auf Plastikgeschirr zurückgegriffen.

ad 3) Laut der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA)[2] ist der Anteil der Aluminiumaufnahme über Lebensmittelbedarfsgegenstände gering im Vergleich zur Aluminiumaufnahme über Lebensmittel im Hinblick auf die gesamte Aluminiumaufnahme von Verbrauchern.

Question 3064 (13.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **enquêtes du Statec:**

De Statec mécht naturgeméiss vill statistesch Erhiewungen, an dacks kréien d'Leit och Formuläre fir auszefëllen zougeschéckt. No dem Gesetz riskéiert ee souguer eng Geldstrof, wann een net op esou eng Enquête vum Statec äntwert. An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Ass dru geduecht, datt de Statec all seng Froebéi a Kommunikatiounen soll fir d'éischt an eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch erausschécken - eventuell niewent Iwwersetzungen an eis zwou aner administrative Sproochen?

2) Am Gesetz iwwert de Statec steet d'Méiglechkeet, Geldstrofen auszeschwätzen, wa Leit net op Froebéi äntwerten. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou eng gesetzlech Dispositioun nach ëmmer sënnvoll ass?

3) Wéi dacks sinn, zënter datt dëst Gesetz besteet, esou Strofe verhaange ginn? Wéi dacks sinn dës Strofe bezuelt ginn a wéi dacks hu Geriichter missen agräifen, fir d'Geld anzedreiwen?

4) Ass d'Regierung der Meenung, wann esou Strofen da sollten, hirer Meenung no, méiglech bleiwen, datt eng Beruffungsprozedur muss existéieren, déi deene betraffene Leit muss an all Fall erkläert ginn?

5) Wann e Ministère oder de Statec eng Etüd un en anert Institut oder eng privat Firma weidergëtt/delegéiert, besteet dann awer d'Méiglechkeet vun enger Stroof, wann een dem Institut oder där Firma déi gefroten Äntwerten net gëtt? Wat wär heifir déi gesetzlech Basis a wéi wären an deem Fall d'Prozeduren?

Réponse (24.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

ad 1) Bei der Wiel vun de Sproochen ass de Statec beméit sech der Populatioun unzepassen, déi bei enger Ëmfro matmécht, sief dat Privatleit (Stéit) oder Betriber. Sou goufen et bei der leschter Volleksziehung 2011 Questionnairen op Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch a Portugisesch. Fir d'Ëmfro „Tourismus" verschéckt de Statec Questionnairen a Bréiwer an den dräi administrative Sprooche vum Land, wéi och op Englesch. Dës véier Sprooche goufen och an der leschter Telefonsëmfro iwwert d'Sécherheet hei am Land benotzt. De Statec ass bestrieft, fir d'Questionnairen op d'mannst op zwou Sproochen unzebidden, an der Regel op Franséisch an op Däitsch. Et ginn awer och eng Rei Froebéi op Lëtzebuergesch, wéi zum Beispill dee fir d'Enquête iwwert d'Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, iwwert d'Akommes an d'Liewensbedéngungen oder iwwert d'Charakteristike vun den Haiser. De Statec suergt dofir, datt an Zukunft bei all Ëmfro de Begleetbréif och op Lëtzebuergesch mat verschéckt gëtt. Wat d'Froebéi ugeet, ass et d'Zil, fir am Kader vun den disponibele Budgetsressourcen méi e grousse Choix u Sproochen unzebidden. Et sief drop higewisen, datt bei verschidde Froebéi fir Betriber eng Lëtzebuerger Versioun net vill Sënn mécht, wéinst de villen technesche Begréffer aus dem plan comptable (Lux GAAP).

ad 2) D'Missioun vum Statec ass et qualitativ héichwäerteg Statistiken ze produzéieren. Fir datt dëst méiglech ass, musse vill Leit bei enger Ëmfro matmaachen. Nëmmen esou ka garantéiert ginn, datt déi publizéiert Donnéeë representativ a relevant sinn. Am Gesetz vun 2011 iwwert d'Organisatioun vum Statec steet de Prinzip, datt op d'Froe vun enger Ëmfro muss geäntwert ginn. Dëst legaalt Mandat fir d'Kollekt vun den Donnéeë steet och am „Code de bonnes pratiques", dee fir dee ganzen europäesche Statistiksystem gëlt an op deen dat Lëtzebuerger Gesetz vun 2011 sech bezitt. (http://www.statistiques.public.lu/fr/acteurs/statec/politiques/index.html). D'Geldstrofen, déi virgesi sinn, sinn déi lescht Etapp vun engem laange Prozess vu Relancen am Fall wou e Stot oder e Betrib net geäntwert hätt. Dozou gehéiere schréftlech Rappellen an ageschriwwe Bréiwer, Telefonsuriff a Virschléi, fir de Leit an de Betriber ze hëllefen.

ad 3) Et kënnt seele vir, dass de Statec keng aner Méiglechkeet méi gesäit vis-à-vis vun

[1] http://www.bfr.bund.de/cm/343/unbeschichtete-aluminium-menueschalen-erste-forschungsergebnisse-zeigen-hohe-freisetzung-von-aluminiumionen.pdf

[2] http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.2903/j.efsa.2008.754/epdf

enger Persoun oder engem Betrib, dee net wëll äntwerten. An deene puer Fäll mécht d'Police e Procès-verbal, deen dono un de Parquet geet. Vu datt de Parquet net verflicht ass, fir de Statec driwwer ze informéieren, wéi et mat der Prozedur wiedergaangen ass, ginn et keng Statistiken doriwwer.

ad 4) Et ass kee spezielle Recours virgesinn am Fall wou eng Persoun oder e Betrib net op d'Froe vun enger Émfro wëll äntwerten. An deem Fall spillt den droit commun an déi betraffe Persoun kann e Recours bei der zoustänneger Verwaltung areechen. An dësem Fall ass dat de Wirtschaftsministère (Artikel 1 vum Gesetz vum 10. Juli 2011). Wann déi betraffe Firma oder déi betraffe Persoun net Recht kitt, ka si e Recours virum Verwaltungsgeriicht maachen a Form vun enger administrativer Prozedur.

ad 5) Wann en anert Institut oder eng privat Firma eng Émfro am Numm vum Statec mécht, gëlle fir déi Leit a Betriber, déi kontaktéiert goufen, déiselwecht Regelen, wéi wann de Statec dës Émfro selwer géing duerchféieren. Geldstrofe sinn och hei méiglech, mä et ass un der Direktioun vum Statec, fir ze decidéieren ob eng Prozedur an d'Weeër geleet gëtt oder net.

Question 3065 (13.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**affectation des AWACS par l'OTAN:**

Um NATO-Sommet zu Bréissel vum 25. Mee 2017 gouf decidéiert, verstäerkt AWACS-Fligeren anzesetzen, déi duerch hir Radariwwerwaachung d'Kontroll an d'Gestioun vum Loftraum garantéiere sollen, dëst besonnesch am Kader vun der Koalitioun géint den IS am Irak an a Syrien.

An deem Zesummenhang géif ech gäre folgend Froen un den Här Verdeedegungsminister stellen:

1. Gëtt duerch déi ëmmer nees erwisen Nëtzlechkeet vun den AWACS-Fligeren aktuell un en Ausbau oder eng Moderniséierung vun der NATO-Flott geduecht?

2. Ass et nach ëmmer esou, datt d'AWACS-Fligeren net iwwer Syrien fléien, fir hir Missioun ze erfëllen, oder huet sech dat elo geännert? Iwwer wéi eng aner Länner an där Regioun fléien déi Fligeren, z. B. iwwert d'Tierkei oder den Irak?

3. Ass dee verstäerkten Asaz vun AWACS-Fligere mat Méikäschte fir Lëtzebuerg verbonnen?

4. Wéi e Rôle hunn d'AWACS-Fligere vun der NATO an der Ukrain? Gëtt et e Loft- oder Buedemiwwerwaachungsrôle fir déi Fligere fir d'Ukrain an, wa jo, iwwer wéi enge Länner fléien déi Fligeren, fir déi Missioun kënnen ze erfëllen?

Réponse (11.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense:*

ad 1. Et gëtt tatsächlech un ee Moderniséierungsprogramm vun der NATO-AWACS-Flott geduecht. Et handelt sech ëm den „Final Lifetime Extension Program" (FLEP) deen et erlabe soll, dass d'Flott bis 2035 am Asaz bleiwe kann.

Et wäert awer net zu engem Ausbau vun der Flott kommen, bei där, no der Ausmusterung vun dräi Fligeren tëscht 2015 an 2018, nëmmen nach 14 Fligeren am Asaz bleiwen.

ad 2. Den Asaz beschränkt sech op Flich iwwer NATO-Territoire an internationale Gewässer. Syrien an den Irak ginn also net iwwerflunn.

ad 3. Déi zousätzlech Aufgaben am Kader vun der Koalitioun géint Daesh ginn an der Limitt vun den üüblechen, monatleche Fluchstonnen erfëllt, soudass et zu kenge Méikäschte kënnt.

ad 4. D'AWACS-Fligere fléien net an der Ukrain-t-elles.

Question 3066 (13.06.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **don du sang:**

Suite à une baisse alarmante des stocks de sang au Centre de transfusion sanguine (CTS) de la Croix-Rouge, cette dernière avait lancé mercredi de la semaine passée un appel urgent aux dons de sang. Cet appel a été suivi d'un véritable élan solidaire et le CTS vient de déclarer que les stocks sont à nouveau remplis.

En juin 2016, Madame la Ministre avait annoncé qu'afin d'éviter des pénuries de stocks éventuelles, elle envisagerait certaines mesures telles que le resserrement de l'intervalle entre deux dons, une augmentation des horaires d'ouvertures du Centre de transfusion sanguine, ou encore l'amélioration du travail lié à l'assessment de donateurs potentiels.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Les mesures annoncées en 2016 ont-elles entre-temps été mises en place?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Madame la Ministre envisage-t-elle éventuellement de nouvelles mesures afin d'éviter des pénuries de stocks de sang?

Réponse (10.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Une baisse du stock de sang au Centre de transfusion sanguine (CTS) a été constatée au début du mois de juin de cette année. Il s'agit d'un phénomène récurrent chaque année pendant cette période. Suite à cette baisse du stock, un appel fut lancé par les responsables du CTS pour recruter de nouveaux donneurs.

L'appel lancé par les responsables du CTS a motivé quelque 600 personnes à se proposer comme nouveaux donneurs de sang. Ces personnes seront toutes vues par les médecins du CTS afin d'évaluer leur qualification comme donneurs éventuels, et ce jusqu'au mois d'août 2017.

Dans la réponse à la question parlementaire n°2060 du 11 mai 2016, la Ministre de la Santé évoquait les mesures citées par l'honorable Député, et qui étaient en lien avec une situation similaire et dont certaines mesures ont déjà été mises en place afin d'améliorer la situation.

Ainsi, depuis octobre 2016, les horaires du CTS ont été adaptés. De même, les donneurs de sang peuvent désormais s'y présenter de 08h00 à 16h00 les lundis, mardis et vendredis ainsi que de 08h00 à 18h00 les mercredis et jeudis.

Le resserrement de l'intervalle entre deux dons est possible, mais est réservé à des situations d'exception (diminution de trois à deux mois pour les hommes et de quatre à trois mois pour les femmes); il est de la responsabilité du médecin directeur du CTS de procéder à cette mesure d'exception si besoin en est.

L'association des donneurs de sang a par ailleurs procédé à dix campagnes de sensibilisation au don du sang en 2016, par lesquelles 293 nouveaux donneurs ont été recrutés.

Reste à noter qu'en 2016, le nombre de donneurs est resté stable. 1.003 nouveaux donneurs ont pu être recrutés pendant cette année. Le nombre total de donneurs inscrits au 31 décembre 2016 s'élève ainsi à 13.415.

À noter que la demande des hôpitaux a également changé en 2016:

- la demande de PS05 (globules rouges) a augmenté de 2,2%;

- la demande de PS14 (plasma frais congelé) a augmenté de 74,8%;

- la demande de plaquettes en aphérèse a baissé de 20%.

Question 3067 (14.06.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **carcasses de train de fret belge:**

La presse nationale s'est fait l'écho qu'un certain nombre de carcasses de train de fret belge, accidentées en date du 14 février 2017, se trouvent encore sur les lieux près de Dudelange. Il est également rapporté que les CFL n'avaient pas de détails précis quant au sort de ce matériel et que l'opérateur belge n'était plus propriétaire des wagons en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelle raison les carcasses de train n'ont-elles pas encore été enlevées du lieu de l'accident?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que ces wagons ont été vendus à la SNCF?

- Est-il en mesure de m'informer, d'une part, sur la procédure générale à suivre dans un tel cas, et d'autre part, sur le destin de ce matériel en particulier?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Gusty Graas souhaite s'informer au sujet des wagons SNCB endommagés lors de la collision ferroviaire du 14 février 2017.

Le train de marchandises impliqué dans l'accident du 14 février 2017 comportait 27 wagons dont onze ont été endommagés lors de l'accident.

Les experts des compagnies d'assurance ont considéré que six des onze wagons étaient légèrement avariés et donc réparables tandis que les cinq autres wagons, plus gravement endommagés, ont été déclarés irréparables et destinés au ferraillage. Un des cinq wagons a finalement quand-même été réparé.

Les quatre wagons destinés au ferraillage et situés sur le talus de la voie ferrée depuis l'accident ont été définitivement découpés sur place du 3 au 5 juillet 2017 et mis à la ferraille.

Le délai écoulé pour procéder à l'enlèvement des wagons s'explique premièrement par le fait qu'un transfert de propriété était initialement prévu avant l'accident entre B Logistics et la SNCF et qu'entre-temps, la société B Logistics a changé de dénomination sociale, ce qui a retardé le transfert de propriété des wagons notamment du fait de retard pris dans l'établissement des documents contractuels et comptables.

Par la suite, une fois le transfert de propriété effectué, les CFL avec l'accord de la SNCF ont tenté de déplacer lesdits wagons sur un site CFL permettant l'organisation du ferraillage dans des conditions sécurisées. Malheureusement, le transport des wagons était matériellement impossible du fait de la configuration du réseau routier.

Une fois les démarches administratives clarifiées, la décision de ferrailler sur site a finalement été prise très rapidement ensemble avec la SNCF.

Quant à la procédure à suivre en cas de dommages survenus à des wagons, les principes sont contenus dans le contrat uniforme d'utilisation des wagons (CUU), qui énonce les droits et obligations mutuels des détenteurs de wagons et des entreprises ferroviaires, lors de l'utilisation de wagons comme un moyen de transport en Europe et au-delà. Cet accord est un contrat multilatéral fondé sur la convention internationale COTIF 1999 et son appendice CUV.

Question 3068 (14.06.2017) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **files d'attente pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique:**

Comme tous les véhicules routiers soumis à l'obligation d'immatriculation au Luxembourg, les motocyclettes ainsi que les s-bikes, c'est-à-dire les speed-pedelecs dont l'assistance au pédalage continue de fonctionner au-delà de 25 km/h, font l'objet d'un contrôle technique périodique destiné à vérifier leur sécurité technique ainsi que leur conformité réglementaire sur le plan technique et environnemental. Ces véhicules à deux roues le plus souvent monotraces, ont des spécificités techniques très spéciales et divergentes de voitures automotrices à quatre roues. Or, pour ladite catégorie de véhicules à deux roues il n'existe pas ou plus de file spécifique dans les stations de contrôles technique au Grand-Duché, nonobstant le fait que leurs conducteurs soient très exposés aux intempéries.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre à l'intention de faire installer une file spéciale pour motocyclettes, s-bikes et autres véhicules à deux roues dans les stations de contrôle technique?

2. Quels organismes agréés par le Ministère sont également en mesure de contrôler ladite catégorie de véhicules routiers à deux roues?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, l'installation d'une file spéciale pour cette catégorie de véhicules dans les stations de contrôle technique ne fait pas partie des conditions qu'un organisme de contrôle technique doit remplir en vue de l'obtention de l'agrément ministériel requis pour pouvoir effectuer des opérations de contrôle technique au Luxembourg.

Ainsi, la décision stratégique d'ouvrir une telle file spécifique revient aux entités qui offrent des services de contrôle technique au Luxembourg.

Actuellement, seule la Société nationale de contrôle technique SA (SNCT) est agréée comme organisme de contrôle technique au Luxembourg.

Question 3069 (14.06.2017) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **contrôles policiers:**

Après la demande de Monsieur François Bausch d'organiser plus de contrôles pour réduire le nombre d'accidents de motos, le porte-parole de la police a rétorqué hier que la vitesse ne serait qu'un facteur parmi d'autres, de sorte que la police semble davantage miser sur la prévention et maintenir la manne répressive à son niveau actuel.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'approche défendue par la police?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer pour quelles raisons Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures demande publiquement plus de contrôles au lieu de thématiser le sujet en interne, par exemple au sein du Conseil de Gouvernement?

Réponse (05.07.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Oui.

ad 2) Non.

Question 3070 (14.06.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **transport de vélos dans les bus et les trains:**

Tous les trains des CFL sont équipés de sorte que les passagers puissent emporter leur bicyclette. Or, lorsqu'une ligne de train doit être remplacée par un service de bus, certains clients se sont vus refuser d'emmener leur vélo à bord des autobus. Il me revient que les chauffeurs de bus ont récemment été informés qu'ils ne sont pas obligés d'accepter des bicyclettes à bord du bus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une note a été adressée aux chauffeurs de bus afin de les informer qu'ils n'ont pas l'obligation d'accepter des vélos à bord des autobus?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les bus remplaçant les trains devraient être équipés de manière à pouvoir accueillir un certain nombre de bicyclettes ainsi que des personnes se déplaçant en chaise roulante?

- Est-ce que les bus du réseau RGTR sont aménagés pour pouvoir transporter des vélos et des personnes en chaise roulante?

- Est-ce que cette capacité constitue un critère lors de l'appel d'offres? Dans la négative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cet élément devrait faire partie des appels d'offres?

- Bon nombre de passages souterrains dans les gares au Grand-Duché sont équipés d'une rigole pour faciliter le passage avec un vélo. Or, considérant les dimensions étroites de ce dispositif, ce système s'avère souvent difficile en pratique. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre est-il disposé à installer de réelles rampes pour vélos aux gares les plus fréquentées par les cyclistes? Ces rampes faciliteraient également le passage pour les personnes à mobilité réduite.

- Est-ce que de telles rampes pourraient également être utiles aux passages souterrains des voies piétonnes et des pistes cyclables, endroits qui ne sont pas toujours faciles à franchir pour les cyclistes?

- Bien que le compartiment vélo soit indiqué sur le wagon même, ne serait-il pas possible de signaliser la position de ce wagon par un affichage au quai?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, je tiens à confirmer que, lors de l'organisation du service de substitution par autobus par les CFL, les informations transmises au public par l'intermédiaire de leurs divers canaux de communications, de même que les consignes données aux conducteurs de bus, comportaient effectivement la remarque que le transport de vélos n'était pas possible à bord de ces autobus.

Cette décision était basée sur la réflexion que dans tous les cas, un autobus ne peut que transporter entre deux et quatre vélos (selon le type d'autobus) sur les plateformes prévues à cet effet et que, par conséquent, ils ne pouvaient malheureusement pas garantir aux cyclistes que leur vélo soit vraiment transporté à bord de la course en autobus choisie.

Les CFL ont supprimé cette consigne depuis mi-juin 2017, et appliquent dorénavant les mêmes principes que ceux en vigueur sur le réseau RGTR, à savoir que le transport de vélos est possible dans les limites de la capacité et du type de l'autobus concerné. Pour les futures commandes d'autobus CFL, cet aménagement fera partie intégrante du cahier des charges.

Une grande majorité des bus RGTR, notamment dans l'agglomération de la ville de Luxembourg ou encore de la Nordstad, sont aménagés pour le transport de vélos ou de fauteuils roulants. Les bus urbains sont à plancher bas ou low-entry et les bus régionaux sont également remplacés depuis quelques années par des bus low-entry, disposant d'une plateforme et d'un accès à plancher bas. Il faut cependant avouer que certains bus ne sont pas aménagés de cette façon, notamment au nord ou à l'est du pays, à cause des plus longues distances ou encore du tracé géométrique plus difficile des itinéraires. En effet, il faut garantir un certain confort minimal aux passagers.

Il ne faut pas oublier la mission du RGTR en particulier et des transports publics en général, qui consiste à transporter, surtout aux heures de pointe, un nombre maximal de personnes et ceci sur des trajets plus ou moins longs. Un aménagement pour vélos ne doit donc pas aller au détriment des places assises. Mes services sont en train d'analyser les moyens de différents constructeurs d'autobus en vue d'un aménagement intelligent et confortable pour tous.

Finalement les infrastructures, dont notamment des arrêts de bus qui relèvent de la responsabilité des communes, doivent également s'adapter pour être compatible avec le matériel roulant mis en service.

En ce qui concerne les passages souterrains dans les gares, je précise que dans le cadre des projets de modernisation des gares, les CFL veillent toujours à ce que les nouvelles installations soient conformes aux normes en vigueur pour personnes à mobilité réduite et puissent servir également pour le passage des vélos. Ainsi, les nouveaux souterrains sont planifiés en concertation avec le Département des transports, direction de la mobilité douce et disposent non seulement d'escaliers, mais également d'ascenseurs et, en fonction de l'espace disponible, aussi de rampes.

Finalement, en ce qui concerne la signalisation de la position des voitures à compartiment vélo sur le quai, je vous informe qu'avec la mise en service d'un système d'information de voyageurs en temps réel, par affichage et par messages sonorisés complètement automatisés, dans les gares, ce service complémentaire pourra désormais être proposé. La phase de déploiement de ce système sur l'ensemble des gares et arrêts CFL s'étendra de 2017 à 2020.

Question 3071 (15.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **possible escalade militaire dans le cadre de la crise diplomatique du Golfe:**

Le 5 juin, le royaume d'Arabie saoudite, le royaume de Bahreïn, la République arabe d'Égypte, les Émirats arabes unis, la République des Maldives ainsi que la République du Yémen ont en effet coupé toute relation diplomatique avec le Qatar, pays qu'ils accusent de soutenir le terrorisme islamiste. Maintenant, le parlement turc vient d'autoriser le déploiement de troupes sur une base militaire turque au Qatar, ce qui préoccupe de nombreux observateurs dans la région. Selon l'ambassadeur de Turquie à Doha, la base militaire turque concernée devrait accueillir quelques 3.000 soldats, voire plus «si besoin». Le président turc Recep Tayyip Erdoğan aurait enfin appelé samedi dernier le Qatar et ses voisins à mettre un terme à la précitée crise diplomatique avant la fin du ramadan, donc avant le 24 juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer un déploiement de troupes turques au Qatar dans un avenir proche?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la Turquie a informé au préalable les autorités de l'OTAN de sa décision de déploiement de troupes?

3. La Turquie étant un pays membre de l'OTAN, Monsieur le Ministre ne voit-il pas dans la susdite décision d'Ankara un possible risque d'escalade militaire de la crise? Quelle est, dans ce contexte, l'interprétation gouvernementale de l'article 5 du Traité de Washington?

Réponse (13.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. À la date de l'annonce de la rupture des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte, environ une centaine de soldats turcs étaient déjà déployés au Qatar, en tant que partie avancée d'une future base militaire. Selon une annonce du Qatar, le 11 juillet, 45 soldats additionnels seraient arrivés au Qatar. Ces déploiements ne semblent pas présager pour autant que des déploiements massifs auront lieu dans un proche avenir. Les autorités turques ont fait savoir qu'il n'y aurait pas de déploiement supplémentaire qui dépasserait largement la présence actuelle. Les deux pays auraient en effet encore de nombreux points à éclaircir quant au renforcement de la présence militaire turque au Qatar.

ad 2. Le 18 juin, des troupes turques sont arrivées au Qatar pour un exercice militaire conjoint prévu de longue date. Puisqu'il s'agit d'un exercice strictement bilatéral et que cet exercice implique un État tiers hors OTAN, il n'y a pas d'obligation, pour les autorités turques, d'en informer les alliés de l'OTAN.

ad 3. Il n'y a pas, à ce stade, de signe imminent d'escalade militaire. La communauté internationale, et notamment l'UE, en appelle à la désescalade et au dialogue entre les parties pour rétablir une relation de confiance et soutient l'initiative de médiation lancée par le Koweït.

Question 3072 (15.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **enseignants de musique:**

Als Enseignant an enger Lëtzebuerger Museksschoul (sief dat an der UGDA oder an der AEM) huet een, jee no Kontrakt, eng festgesaten Zuel vun Unterrechtsstonne vu 60 Minutten. D'Zuel vu Minutten, déi engem eenzelne Schüler zeguttkënnt, hänkt am Prinzip vu sengem Niveau of. D'Verdeelung vun deene Minutte pro Schüler ass awer net eenheetlech gereegelt.

Esou huet e Schüler, deen ufänkt en Instrument ze léieren - also an der „Initiatioun" -, dacks eng Zäit vun 20 Minutten zegutt. De Contingent vu Schüler kéint deemno esou ausgeluecht ginn, datt en Enseignant noenee bis zu dräi Ufanksschüler pro Unterrechtsstonn („leçon") ënnerriichte misst.

Et kënnt an der Praxis dacks vir, datt Enseignanten, déi deeselwechte Kader hunn, also déiselwecht Unzuel un „leçons" ënnerriichte mussen, eng substanziell verschidden Zuel u Schüler vu vergläichbarem Niveau betreien. De Belaaschtungsniveau vun den Enseignantë kann also bei därselwechter Bezuelung an deemselwechte Kader jee no Schoul staark variéieren.

An deem Zesummenhang géif ech gär déi folgend Froen un den Här Kulturminister an un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Huet d'Regierung eng informéiert Meenung oder souguer eng konkret Virstellung iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht bei de Museksenseignanten?

2. Wéi eng Qualitéitskritäre sollen der Regierung hirer Meenung no an dësem Beräich gëllen? Wéi vill Schüler kann en Enseignant maximal pro Unterrechtsstonn („leçon") betreien, fir datt eng héich Qualitéit vum Unterrecht garantéiert ass?

3. Huet d'Regierung vir, allgemeng Regelen anzeféieren, fir d'Qualitéit vum Museksunterrecht ze garantéieren a wa jo, wéi eng, wéini an a wéi enger Form?

4. Gëtt et elo schonn allgemeng a bannend Regelen, déi den „minutage", also d'Zuel vu Minutte pro Schüler a Correlatioun zu sengem Niveau setzen? Wann neen, ass dru geduecht ginn, fir dat reglementaresch ze fixéieren? Wann et esou Regele gëtt, gëllen déi da fir all Museksschoulen am Land?

5. Denkt d'Regierung z. B., datt sollt eng Maximalzuel u Schüler festgeluecht ginn, déi een Enseignant a sengem Kader kann zougewise kréien? Soll déi Maximalzuel u Schüler vum Niveau vun de Schüler ofhänken a wa jo, no wéi enge Kritäre soll dee Kader vum Enseignant dann opgedeelt a strukturéiert ginn?

6. Gëtt et Regelen, déi d'Anciennetéit an/oder de Formatiounsniveau vum Enseignant berücksichtegen, wann et ëm d'Opdeelung vu sengem Kader geet (Zuel vu Schüler, Niveau vun de Schüler an esou virun...)?

Réponse (12.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

D'Regierung ass iwwert de Commissaire à l'enseignement musical bis an den Detail informéiert iwwert d'Organisatioun vun der Aarbecht bei de Museksenseignanten. An der Schoulorganisatioun, déi all Schoul am Ufank vum Schouljoer approuvéiert kritt, sinn d'Detailer vun den Horairen opgefouert (detailléiert Tâche vun all Enseignant, wat fir Schüler wéi vill Zäit bei wat fir engem Enseignant sinn, fir wat fir Fächer, a wat fir engem Niveau...).

Esou wéi de Lëtzebuerger Enseignement musical funktionéiert, ass en héije Qualitéitsstandard garantéiert. Dobäi huet den Enseignant d'Fräiheet, déi pädagogesch Approche ze wielen, déi dem jeeweilege Besoin am beschten ugepasst ass.

Wann en Enseignant z. B. dräi ganz jonk Ufänger huet, da kann et duerchaus sënnvoll sinn, déi dräi zesummen an enger Stonn ze enseignéieren. Da kann deen ee vun deem anere léieren a se kënnen ofwiesselnd um Instrument schaffen - dann ass et net esou ustrengend an och méi interessant. Entwéckelen déi Schüler sech dann auserneen, wat nëmmen normal ass, da ka flexibel op en Individualunterrecht eriwwergewiesselt ginn.

D'Qualitéit vum Unterrecht hänkt seele vun der Zuel vun de Schüler an enger Stonn of (1-3). Dobäi kann ee soen, dass de Lëtzebuerger Enseignement musical am Verglach mam Ausland aussergewéinlech gutt opgestallt ass.

D'Commission nationale des programmes, déi zoustänneg ass fir d'praktescht Emsetze vun den allgemengen Direktiven um Terrain, huet scho viru Jore Richtlinnen erausginn, wéi vill Zäit pro Schüler, pro Fach, pro Niveau am Prinzip sollen zur Verfügung sinn (déi Richtlinne ginn zurzäit iwwerschafft). Dorunner gëtt sech och an all Schoul am Land gehalen, woubäi allerdéngs eng gewësse Flexibilitéit virgesinn ass, fir op déi jeeweileg Situatioun um Terrain reagéieren ze kënnen (well et sech jo ëm Individualunterrecht handelt).

An der Regel kritt en Debutant am Eenzelunterrecht 30 Minutten d'Woch (jee no Fach bei ganz jonke Schüler och emol 20 Minutten). Déi Zäit gëtt da méi grouss au fur et à mesure vun de Fortschrëtter vum Schüler (60 Minutten op der 1. Mentioun, 90 Minutten um Superieur). Doduerch läit natierlech keng Gesamtzuel vu Schüler fir de Kader vun engem Enseignant fest. Huet en Enseignant vill Debutanten, da sinn et méi Schüler, huet e méi Fortgeschrattener, da sinn et der manner.

Wat den Asaz vun den Enseignanten ubelaangt, do besteet am Enseignement musical eng Autonomie vun all eenzel Institutioun (autonomie communale), d. h. d'Direktioun vun all Schoul leet d'Asazpläng vun den Enseignantë fest. Sollt et emol hei zu Litigë kommen, gëtt de Commissaire à l'enseignement musical mat agebonnen, wat awer nëmme ganz ausnamsweis néideg ass.

Question 3073 (15.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**achat en ligne de pilules abortives:**

Eng medikamentéis Ofdreiwung ass zu Lëtzebuerg rezeptflichteg a muss ënner medezinnescher Kontroll an no de gesetzleche Regelen duerchgefouert ginn. Et gëtt parallell dozou e reegen Handel mat Ofdreiwungspëllen am Internet. Dobäi kënnt, datt zu Lëtzebuerg Pëlle rezeptfräi bestallt kënne ginn, déi urspréinglech net fir eng medikamentéis Ofdreiwung geduecht sinn, mä aner Zwecker erfëlle sollen. Als Beispill war hei Cytotec unzeféieren, ee Mëttel, wat ënner anerem fir d'Schmäerztherapie geduecht ass, zousätzlech awer ee Wierkstoff enthält, deen ënnerstëtzend op ee Schwangerschaftsofbroch wierkt.

An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet an un den Här Minister fir Ekonomie stellen:

1. Wéi ass dee rechtleche Kader zu Lëtzebuerg wat den Onlinehandel mat Ofdreiwungspëllen a mat Pëllen, déi zu enger Ofdreiwung kënne bäidroen, ugeet?

2. Ass d'Regierung informéiert iwwert d'Zuel vun de Benotzerinne vun esou Pëllen?

3. Verfüügt d'Regierung iwwer Informatiounen, ob et zu Lëtzebuerg ewell zu Noutsituatioune komm ass bei de Konsumentinne vun Ofdreiwungspëllen?

4. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir den illegalen Onlinehandel mat Ofdreiwungspëllen a mat Pëllen, déi eng Ofdreiwung kënnen als „Niewewierkung" hunn, ze ënnerbannen?

5. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir allgemeng den illegalen Onlinehandel vu medezinnesche Mëttel ze ënnerbannen?

Réponse (28.06.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Den Onlinehandel a Lëtzebuerg däerf just rezeptfräi Medikamenter liwweren.

D'Medikament Mifégyne, och nach Ofdreiwungspëll genannt, kann op Rezept vun engem Dokter, deen hei zu Lëtzebuerg eng Genehmegung huet, verschriwwe ginn, an d'Konditiounen, déi gesetzlech festgeluecht sinn, fir eng fräiwëlleg Ofdreiwung ze maachen, musse respektéiert ginn. Den Dokter stellt eng anonym Ordonnance aus a muss perséinlech de Mifégyne an d'Spidolsapdikt sichen goen a këmmert sech drëm, dass d'Patientin d'Medikament hëlt. D'Fraen, déi ofdreiwe wëllen, kënnen och an de Planning familial an der Stad Lëtzebuerg goen, deen dat Medikament och delivréiert.

De Mifégyne muss nach mat engem anere Medikament geholl ginn, dat d'Kontraktioune vum Uterus eropsetzt. Et ass datselwecht Medikament, dat géint Moschwiere benotzt gëtt, wat kann Ofdreiwungsnieweneffekter hunn, an ass op Rezept an der Apdikt ze kréien.

Et gi Medikamenter, déi ofgerode sinn an der Schwangerschaft, déi awer ouni Rezept ze kréie sinn; do muss den Dokter an den Apdikter d'Patientin opklären, an d'Patientin, déi schwanger ass, muss hir Ëmstänn kloer deklaréieren.

D'Spideeler an de Planning familial hu Statistiken iwwert d'Benotzerinne vun den Ofdreiwungspëllen. De Ministère kann déi Statistiken, wann erwënscht, nofroen.

Et ass den Servicer vum Ministère net bekannt, dass et zu Noutsituatioune komm wär bei de Konsumentinne vun Ofdreiwungspëllen.

D'Verwaltung vun den Douannen an Accisë kontrolléiert streng den Import vun de Medikamenter, déi online bestallt ginn. Bis elo ass dem Ministère kee Fall vun engem Import vun Ofdreiwungspëlle bekannt.

Question 3074 (15.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges:**

Il me revient que le shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges fermera ses portes d'ici quelques mois.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les motivations d'une pareille décision? Quel a été le chiffre d'affaires de ce shop depuis 2011?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur un éventuel site alternatif dans le canton de Clervaux afin d'assurer à l'avenir l'offre des services télécom aux clients de la région

Réponse (24.07.2017) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

La stratégie concernant le réseau de vente de POST Luxembourg présentée fin 2015 repose sur quatre piliers dont la création de points vente intégrés de POST Telecom, POST Courrier et POST Finance, appelés «Espace POST». L'objectif est de répondre aux besoins exprimés par les clients en termes d'heures d'ouverture, en exploitant des points de vente aux horaires élargis, en termes d'accessibilité, en mettant à disposition des places de parking et en termes d'offre, en proposant une vaste gamme de services postaux, de télécommunication et financiers.

Un tel «Espace POST» ouvrira ses portes fin septembre 2017 dans le nouveau centre commercial à Marnach. Dans ce contexte, l'actuel shop télécom établi dans l'office postal de Troisvierges sera dès lors transféré vers le nouvel «Espace POST» à Marnach qui deviendra ainsi le nouveau point de vente central POST Telecom dans le nord du pays.

Question 3076 (15.06.2017) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant la **circulation interfiles des deux- ou trois-roues:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°1278 du 9 juillet 2015 relatif à la circulation interfiles des motards dans les embouteillages, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait indiqué qu'afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, la circulation interfiles des deux- ou trois-roues au Luxembourg, il avait chargé le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de circulation de l'État de formuler un avis circonstancié sur la pratique en question, tout en se basant sur les expériences à l'étranger.

Tandis que la circulation interfiles est actuellement interdite au Luxembourg, elle est en effet autorisée dans certains autres pays, comme l'Australie et la Belgique notamment.

En France, dans les départements Île-de-France, Bouches-du-Rhône, Gironde et Rhône la circulation interfiles est, depuis le 1er février 2016, autorisée à titre expérimental et par dérogation à certaines règles de circulation pour «une période de quatre ans, prorogeable dans la limite d'un an». L'expérimentation française fera l'objet de rapports annuels d'évaluation et prévoit notamment une communication importante à destination des motards et des automobilistes. Aussi la circulation des deux-roues entre deux files de voitures est, depuis l'entrée en vigueur du décret en question, enseignée dans les auto- et moto-écoles dans les quatre départements.

Les pays où cette pratique est régulée et raisonnablement appliquée, parlent d'un bénéfice considérable pour tous les usagers des routes. La fluidité du trafic aurait augmenté, de même que le confort pour les deux- ou trois-roues: surtout en été, par temps de fortes chaleurs, la situation d'un motard dans une combinaison en cuir (sans oublier le casque obligatoire) est infiniment plus désagréable que celle d'un chauffeur dans une voiture climatisée. Aussi la circulation interfiles permettrait selon certaines expériences, d'accroître la sécurité des motards par rapport à la circulation intégrée dans les files où les distances de sécurité sont rarement respectées et ou les deux- ou trois-roues risquent d'être pris «en sandwich» sur un freinage brusque.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le groupe de travail «motocyclistes» de la Commission de circulation de l'État a entre-temps soumis l'avis que Monsieur le Ministre lui avait demandé en 2015?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cet avis respectivement quelles conclusions le Ministre en a-t-il tirées?

- Au cas où la pratique de la circulation interfiles serait autorisée au Luxembourg, à quelle date et sous quelles conditions la nouvelle réglementation entrerait-elle en vigueur?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Faisant suite à ma demande, le groupe de travail «motos» de la Commission de circulation de l'État, regroupant tous les acteurs concernés (ministères, Police grand-ducale, Ponts et chaussées, CFC, FMI et des représentants des différentes associations de motocyclistes au Grand-Duché), a analysé lors d'une réunion en date du 17 septembre 2015 l'opportunité d'autoriser la circulation interfiles de motocyclistes.

Actuellement, la circulation interfiles est uniquement autorisée en Belgique. Cette disposition a été introduite en 2011 autorisant l'interfile lorsque la circulation est à l'arrêt ou ralentie. Dans ces conditions, le motocycliste est tenu d'observer un différentiel de vitesse de 20 km/h et ne pourra pas dépasser les 50 km/h. À noter toutefois qu'afin d'augmenter la sécurité des deux-roues, la même loi a introduit l'obligation pour les motocyclistes de porter, mis à part du casque bien sûr, des gants, des bottes ou des bottines, un pantalon et un haut à manches longues.

En France, tel que décrit par l'honorable Député, la circulation interfiles a été autorisée à titre d'essai depuis le 1er février 2016 pour une période de quatre ans dans un certain nombre de départements particulièrement atteints par des bouchons. Comme en Belgique, l'interfiles est uniquement autorisé jusqu'à une vitesse maximale de 50 km/h. À la fin de cette période expérimentale, une analyse sera effectuée évaluant les effets sur l'accidentalité, la vitesse générale de tous les véhicules, etc. Si cette expérimentation allait faire sa preuve, une généralisation pourrait être envisagée à partir de 2020. Il est pourtant précisé dans le projet français que celui-ci pourra, à tout moment, être suspendu si les résultats de l'accidentalité ne s'avéraient pas satisfaisants.

En Allemagne par contre, la circulation interfiles est de manière générale interdite.

En conséquence, et en considérant les spécificités des infrastructures autoroutières au Grand-Duché avec sa haute densité d'entrées et de sorties, il y a lieu d'attendre les résultats de l'analyse française surtout en ce qui concerne l'accidentologie, le comportement des usagers ainsi que les effets en général sur la sécurité routière.

Question 3077 (16.06.2017) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **comités des élèves:**

Les comités des élèves jouent un rôle important dans nos établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. Ils facilitent le dialogue entre les élèves et les établissements scolaires. Ils représentent et défendent les droits et intérêts des élèves et constituent le lien entre les élèves et les enseignants, l'administration de l'école et les parents. Ils jouent aussi le rôle d'interlocuteur direct des élèves et font des propositions pour améliorer la vie quotidienne à l'école.

La base légale pour les comités des élèves dans l'enseignement secondaire (ES) et secondaire technique (EST) se trouve dans la loi du 27 août 1997[1]. Les modalités concernant le fonctionnement des comités des élèves sont réglées par le biais d'un règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant organisation des comités des élèves. Conformément à l'idée de l'autonomie des lycées, aucun desdits textes législatifs ne prévoit qu'un budget minimal pour les comités des élèves soit mis à disposition par les établissements scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Existe-t-il des lycées n'ayant pas prévu de ligne budgétaire pour le fonctionnement de leurs comités des élèves pour l'année scolaire 2016-2017? Dans l'affirmative, quels sont ces lycées?

2. Afin de permettre un bon fonctionnement de tous les comités des élèves dans nos établissements d'ES et d'EST, est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis, qu'une recommandation de budget minimal pour les comités des élèves (lié au nombre d'élèves) de la part de son Ministère pourrait être utile?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens tout d'abord à souligner l'importance que j'accorde au niveau national au dialogue avec les élèves et leurs représentants élus. Ainsi, c'est à l'initiative de la Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) que j'ai entrepris récemment d'expliquer aux élèves des classes de 2e les modifications apportées à l'examen de fin d'études secondaires à partir de l'année scolaire 2017-2018. En même temps, j'ai profité de les écouter et j'envisage tenir compte de certaines de leurs suggestions et réactions tout à fait pertinentes.

Au niveau des établissements scolaires, les comités des élèves sont appelés à jouer un rôle de choix: dans le contexte des réformes actuelles par exemple, je n'imagine pas un directeur de lycée piloter l'élaboration d'un plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) sans l'implication active des élèves.

Afin de pouvoir remplir efficacement leur mission, il est souhaitable que les comités des élèves disposent d'un minimum de moyens financiers. Le tableau ci-dessous renseigne - pour l'année budgétaire 2017 - les crédits mis à la disposition des comités des élèves par les différents lycées dans le cadre de la gestion séparée. Les dotations sont allouées aux établissements scolaires par année budgétaire et non par année scolaire.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[1] Loi du 27 août 1997 ayant pour objet de compléter la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue par une disposition portant création de comités des élèves auprès des lycées et des lycées techniques et d'une conférence nationale des élèves.

Les montants indiqués dans le tableau sont ceux de la répartition initiale de la dotation mise à la disposition des lycées tels qu'ils sont approuvés par le conseil d'éducation. Ils viennent s'ajouter, le cas échéant, aux réserves financières accumulées par le comité des élèves.

Par ailleurs, dans bon nombre d'établissements, certains frais occasionnés par les activités du comité des élèves (matériel, photocopies) sont à charge d'autres centres de coûts que celui détaillé plus haut (administration générale ou service de photocopie par exemple). Il ne m'est pas possible d'en chiffrer les montants exacts.

Quant aux établissements n'ayant pas doté le centre de coûts 2120, les activités du comité des élèves sont financées soit sur demande motivée introduite auprès de la direction, soit à partir du solde disponible du centre de coûts en question dont le montant ne justifie pas l'attribution de moyens supplémentaires.

Dans l'optique d'une valorisation du travail des comités des élèves, je recommanderai aux établissements scolaires:

- d'allouer un budget minimal aux comités des élèves;

- de délivrer aux membres des comités des élèves des certificats témoignant de leur engagement.

Question 3079 (16.06.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **compétences linguistiques du futur directeur de l'Université du Luxembourg:**

D'Universitéit Lëtzebuerg annoncéiert an hirer Stellenanzeig fir de Poste vum Direkter, datt déi betreffend Persoun, wat déi sproochlech Kompetenz ugeet, „confirmed proficiency in English and French" muss virweise kënnen. Et sinn also weder Sproochekenntnisser am Lëtzebuergeschen nach am Däitsche gefrot, dëst obwuel am règlement intérieur (Art. III.101.) vun der Uni Lëtzebuerg steet: «Les langues de l'Université sont: le français, l'anglais et l'allemand.» Bis elo konnt all Direkter vun der Uni Lëtzebuerg Franséisch, Englesch an Däitsch schwätzen an huet doriwwer eraus déi Lëtzebuerger Sprooch verstanen. An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un den Här Héichschoulminister stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser Sproochepolitik vun der Universitéit Lëtzebuerg?

2. Gesäit d'Regierung d'Tatsaach, datt d'Beherrsche vum Däitsche fir de Poste vum Direkter ausgeklammert gëtt, net als Akt vun der Diskriminatioun géintiwwer der däitscher Sprooch als offizieller Landessprooch un?

3. Grenzt dës Stellenanzeig net däitschsproocheg Fuerscher an Dozenten aus, andeem se implizéiert, datt déi däitsch Sprooch zu Lëtzebuerg am akademesche Beräich onwichteg ass?

4. Stellt dës Decisioun an den Ae vun der Regierung kee Broch mat der traditioneller Konzeptioun vun der Universitéit als Huert vun der Méisproochegkeet duer?

5. Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Beherrsche vun der däitscher Sprooch e wichtegen Zougang zu der däitscher a Lëtzebuerger Kultur duerstellt an datt dëse kulturellen Zougang noutwenneg ass, fir de Poste vum Direkter vun der Universitéit Lëtzebuerg bekleeden ze kënnen?

Réponse (21.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Déi eenzeg Referenz op de Multilinguismus am Gesetz vum 12. August 2003 mat deem d'Universitéit Lëtzebuerg gegrënnt gouf, steet am Artikel 3, Paragraph 2, dee Folgendes virgesäit: «Du point de vue organisationnel, elle [l'Université] se fonde sur: (...) le caractère multilingue de son enseignement».

Den Artikel III.101. vum Règlement d'ordre intérieur vun der Universitéit, deen den honorablen Deputéierten zitéiert, genee wéi och den Artikel 13 vum Contrat d'établissement pluriannuel 2014-2017, deen d'Regierung mat der Uni ofgeschloss huet, bezéie sech op den Artikel 3 aus dem Gesetz a gi virun allem op de Multilinguismus vum Enseignement an.

Beim Recrutement vun de Professere vun der Universitéit ginn normalerweis zwou vun den dräi Sproochen (Franséisch, Däitsch an Englesch) gefuerdert, fir de Bilinguismus vun dem Enseignement ze assuréieren. Déi dräi Recteure vun der Universitéit Lëtzebuerg, déi bis elo am Amt waren an déi och allen dräi als Professer engagéiert goufen, hunn, nieft dem Englesche, eng vun den zwou Amtssprooche Franséisch an Däitsch fléissend geschwat an haten ee passablen Niveau an der anerer vun deenen zwou genannten Amtssproochen. Kee vun deenen dräi Recteuren huet vun Ufank u fléissend Lëtzebuergesch geschwat.

Franséisch ass an dësem Kontext als Amtssprooch besonnesch wichteg, well all offiziell Dokumenter vun der Universitéit Lëtzebuerg (Unisgesetz, groussherzoglech Reglementer, Règlement d'ordre intérieur, Contrat d'établissement, Procès-verbal vum Conseil de gouvernance) op Franséisch sinn. Däitschsproocheg Kandidate ginn net fir de Posten vum Recteur ausgegrenzt esou laang se déi franséisch Sprooch gutt beherrschen.

Question 3080 (19.06.20107) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **groupe de travail sur la coopération transfrontalière en matière de mobilité:**

Lors de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne en 2015, un bilan de la coopération transfrontalière en matière de mobilité a mené au constat que de nombreux obstacles sont de nature réglementaire ou administrative et relèvent de la compétence individuelle des États - et non de l'Union européenne. Par ailleurs, il s'est avéré dans le même contexte que des solutions existantes et pertinentes manquent parfois de visibilité et qu'il y a lieu de renforcer les échanges entre les acteurs ainsi que de faire connaître les bonnes pratiques, réussites et difficultés en matière de mobilité transfrontalière.

Un groupe de travail spécialement mandaté à cet effet s'étant par la suite réuni à quatre reprises sous la coprésidence luxembourgeoise et française, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels sont les différents acteurs impliqués dans le groupe de travail mentionné ci-dessus?

2. De quels outils et ressources le groupe de travail s'est-il doté afin d'élaborer des solutions et de résoudre les problèmes réglementaires ou administratifs relevant de la compétence des États?

3. Existe-t-il un rapport des travaux et conclusions du groupe de travail et est-il le cas échéant accessible au public?

4. Quelles sont les prochaines étapes à prévoir quant à l'amélioration de la communication, l'échange et le partage de bonnes pratiques en matière de mobilité transfrontalière?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Lors de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2015, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé un débat sur l'état de la coopération transfrontalière en Europe. Il en est ressorti que les disparités nationales dans les dispositions normatives (lois, règlements et standards techniques) impactent les zones frontalières, surtout dans le cadre de projets transfrontaliers. Les instruments existants au niveau européen, qu'ils soient de nature financière (p. ex. les programmes Interreg) ou institutionnelle (p. ex. le Groupement européen de coopération territoriale GECT), ne permettent pas de résoudre les obstacles légaux et administratifs. C'est la raison pour laquelle le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a proposé de concevoir un nouvel outil, de nature juridique, pour adresser ce type particulier d'obstacle. L'outil proposé doit permettre aux autorités régionales ou locales, confrontées à un obstacle juridique dans le cadre d'un projet transfrontalier concret, de proposer à leurs États respectifs l'application de dispositions normatives issues du droit d'un pays voisin. À titre d'exemple, une ligne de tramway transfrontalière pourrait se voir appliquer de part et d'autre de la frontière sur tout son trajet, les standards techniques d'un seul des deux pays traversés.

Le groupe de travail mentionné, est un groupe intergouvernemental coprésidé par la France et le Luxembourg (MDDI), qui a pour mission d'approfondir la réflexion sur les obstacles à la coopération transfrontalière et de tester la valeur ajoutée, la faisabilité et le format du nouvel outil.

Il se compose de douze États membres (CZ, DE, EE, FR, GR, HU, LV, LU, NL, PL, SI, SK), un État partenaire (CH) ainsi que de trois ONG

(Mission opérationnelle transfrontalière, Association des régions frontalières européennes, Central European Service for Cross-Border Initiatives). À noter que la participation à ce groupe de travail est volontaire.

Le groupe de travail ne dispose pas de ressources propres. Le MDDI a eu recours à la Mission opérationnelle transfrontalière (association française) pour l'encadrement administratif et technique des travaux du groupe de travail. En outre, le groupe de travail a bénéficié de la coopération étroite avec le Comité des régions.

Un rapport final qui se compose d'une version longue et d'une version courte, ainsi que d'études de cas, a été élaboré par ce même groupe de travail. Dans ce rapport final, il est proposé de créer un outil juridique par règlement européen et d'instaurer une plateforme pour échanger sur des expériences et pour diffuser les bonnes pratiques relatives à la résolution d'obstacles transfrontaliers.

Cet outil ne doit pas uniquement couvrir les projets de mobilité, mais bien les secteurs les plus variés, tel que par exemple la santé ou encore l'économie. Il doit être lié à un projet concret, au sein d'un périmètre fixe et pour une durée limitée.

Tous les documents sont accessibles sur le site web de la MOT (http://www.espaces-transfrontaliers.org/en/european-activities/working-group-on-innovative-solutions-to-cross-border-obstacles/).

Dans le courant du mois de juin de 2017, le rapport a été transmis aux directeurs généraux en charge de la cohésion territoriale au sein des différents États membres, ainsi qu'aux institutions de l'Union européenne et à un nombre de parties prenantes à tous les niveaux territoriaux. En outre, les membres du groupe de travail ont été invités à présenter les résultats et les propositions à diverses occasions, ce qui souligne l'intérêt que le nouvel outil juridique suscite au niveau européen.

Désormais il appartient à la Commission européenne d'entamer le processus formel en présentant une proposition législative pour créer l'outil juridique. Quant à la plateforme d'échange, elle pourrait être instaurée auprès de la Commission européenne ou auprès du Comité des régions.

Question 3081 (19.06.2017) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **abonnements ferroviaires transfrontaliers (Belgique - Luxembourg):**

Dans le cadre du trafic ferroviaire transfrontalier entre la Belgique et le Luxembourg, il s'avère que les prix d'un abonnement transfrontalier mensuel domicile - travail varient fortement. En deuxième classe, ces prix se situent en effet entre 77,50 € pour le départ en gare de Gouvy ou d'Aubange et 257 € pour le départ en gare de Marloie. Au Luxembourg par contre, un abonnement mensuel libre parcours sur l'ensemble du réseau ferroviaire ne coûte que 50 €. Ce différentiel du prix d'abonnement mensuel fait que les trains belges restent à ne pas être compétitifs face à la voiture privée. C'est pourquoi bon nombre de frontaliers belges se rendent en voiture privée au travail, respectivement à une gare luxembourgeoise pour ensuite prendre le train vers leur lieu de travail.

Vu les négociations ayant récemment eu lieu entre le Ministre du Développement durable luxembourgeois et le Ministre des Transports belge au sujet du projet Park and Ride de Viville et d'une tarification plus favorable en matière de trafic ferroviaire transfrontalier entre les deux pays, j'aimerais recevoir les précisions suivantes:

1. Une tarification généralement plus favorable des abonnements ferroviaires transfrontaliers mensuels/annuels est-elle prévue afin d'inciter les frontaliers belges à ne plus passer la frontière luxembourgeoise en voiture privée mais à prendre le train à une gare située en Belgique?

2. Quelles seraient le cas échéant les gares belges qui pourraient appartenir à une telle zone tarifaire frontalière et profiter de tarifs d'abonnements plus favorables et compétitifs face à la voiture privée?

3. Les pertes de recettes qu'une réduction des tarifs d'abonnements engendrait pour la SNCB, pourraient-elles être complètement ou partiellement compensées par les CFL et quelles en seraient les conditions?

4. De quelle manière, la complémentarité entre le Flex Pass belge et le M-Pass luxembourgeois pourrait-elle être renforcée?

Réponse (21.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Permettez-moi tout d'abord de relativiser l'affirmation de l'honorable Députée selon laquelle «Ce différentiel du prix d'abonnement mensuel fait que les trains belges restent à ne pas être compétitifs face à la voiture privée» alors que le prix d'un abonnement mensuel, même de 257 €, est, de loin, inférieur au coût mensuel d'une voiture, même de gamme très modeste, en prenant en compte l'amortissement, l'assurance, les taxes, les frais d'entretien ainsi que le carburant

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la tarification, début mai 2017 les propositions suivantes ont été faites à Monsieur François Bellot, Ministre fédéral belge de la Mobilité:

Premièrement en ce qui concerne la carte train mensuelle SNCB et la gratuité des parkings auprès de gares:

Avec effet au changement d'horaire du 10 décembre 2017 les prix des abonnements mensuels seraient réduits de 13,50 €. Le déchet des recettes en résultant serait pris en charge par le Luxembourg par le biais du décompte réalisé entre la SNCB et les CFL.

En contrepartie, et avec effet à la même date, la SNCB mettrait gratuitement à disposition des abonnés de la carte train mensuelle SNCB, les parkings SNCB à proximité des gares.

Dans l'ordre alphabétique il s'agirait des abonnements et parkings des localités suivantes:

Arlon, Aubange, Gouvy, Habay, Halanzy, Libramont, Marbehan, Neufchâteau, Stockem, Trois-Ponts, Vielsalm, Virton.

Deuxièmement en ce qui concerne le P&R de Viville-Stockem:

Le futur P&R de Viville-Stockem avec une capacité pour 3.000 voitures serait mis en service pour le changement d'horaire de décembre 2019; la SNCB et les CFL devant encore se concerter en vue de la mise en place d'une desserte ferroviaire adaptée.

En ce qui concerne la complémentarité entre le «M-Pass» et le «FlexPass», un employé peut, sur présentation de son «M-Pass» luxembourgeois, acheter un abonnement transfrontalier appelé «FlexPass» depuis le 1er octobre 2015 pour le trajet entre la gare belge de départ et la gare de destination au Luxembourg. La solution «FlexPass» avec la Belgique sur base du produit «M-Pass» national, donne la possibilité de pouvoir profiter sous certaines conditions d'une remise sur la tarification nationale luxembourgeoise déjà très attrayante.

Toutefois, l'abonnement «M-Pass» n'est pas en vente libre, mais s'adresse uniquement aux entreprises, associations, ou autres personnes morales, qui achètent les abonnements pour le compte de leur personnel.

En résumé, j'estime que les propositions faites au ministre Bellot début mai 2017 permettraient de donner une réponse à la problématique tarifaire de base entre la Belgique et le Luxembourg.

Question 3082 (19.06.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**impact environnemental de la production de voitures électriques:**

Ces jours, la presse allemande cite une étude du Ministère de l'Environnement suédois qui aurait conclu que la fabrication des batteries pour voitures électriques pourrait être beaucoup plus polluante que communément admis. Pour certains modèles de voitures électriques actuellement sur le marché seul la pollution engendrée par la production des batteries serait équivalente à celle émise de la conduite d'une voiture à moteur à combustion pendant huit ans.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Les ministres ont-ils connaissance de l'étude suédoise citée par la presse allemande et sont-ils en mesure de confirmer les assertions reportées?

2) Est-ce que les ministres ont accès à d'autres analyses sur les implications environnementales de la production des voitures électriques, et quels en sont le cas échéant les résultats?

3) Les ministres sont-ils d'avis que ces conclusions pourraient avoir un impact sur la politique nationale par rapport aux voitures électriques?

Réponse commune (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) L'étude suédoise repose sur une revue d'études qui analysent le cycle de vie de batteries lithium-ion pour les véhicules légers. Les résultats de cette revue sont utilisés pour tirer des conclusions sur la façon dont la phase de production des batteries impacte le bilan d'émissions de gaz à effet de serre. L'étude suédoise affirme correctement que dû à la batterie, la production d'un véhicule électrique provoque des émissions en CO_2 supérieures à celle d'un véhicule à combustion.

Sur base d'une analyse plus approfondie de cette étude, certains points concernant la méthode utilisée pour les calculs de l'étude suédoise sont discutables. Il s'agit notamment de s'assurer que le périmètre de l'étude est bien le même pour les voitures électriques que pour les voitures à combustion. Il a notamment été constaté que les impacts liés à la production d'une voiture à combustion, en comparaison à ceux liés à la production d'une voiture électrique, sont négligés dans le périmètre d'étude. Une simple comparaison des émissions lors de la production des différents types de voitures semble inappropriée, il faudrait plutôt comparer les cycles de vie complets des véhicules. D'autant plus, que l'incertitude autour des données utilisées pour les études d'impact du véhicule électrique peut être assez élevée, à cause du manque de recul vis-à-vis de ces technologies.

ad 2) L'agence de l'environnement française a publié en 2012 une étude approfondie sur les impacts du développement des voitures électriques (ADEME, 2012). Elle conclut que, malgré des émissions de gaz à effet de serre supérieures lors de la production d'un véhicule électrique par rapport à un véhicule à combustion interne (notamment à cause de la production et lors de l'assemblage de la batterie), les impacts totaux (sur le cycle de vie) d'un tel véhicule sont moindres que ceux d'un véhicule à combustion. Cette affirmation est d'autant plus vraie si l'électricité utilisée provient de sources renouvelables.

Au Luxembourg, la majorité des fournisseurs d'électricité proposent à leurs clients résidentiels d'ailleurs exclusivement des produits provenant de sources d'énergie 100% renouvelables. S'y rajoute que les 1.600 bornes de charge publiques «Chargy» sont alimentées en électricité provenant de sources renouvelables. On peut donc conclure que, sur base du cycle de vie complet, le bilan environnemental d'une voiture électrique utilisée au Luxembourg est positif par rapport à celui d'une voiture à combustion. D'autant plus, que la décarbonisation du réseau électrique et les effets d'économie d'échelle offrent à la voiture électrique un potentiel significatif de diminution des impacts environnementaux, particulièrement ceux liés aux changements climatiques.

ad 3) Au vu de ce qui précède, les conclusions de l'étude en question n'auront pas d'impact sur la politique nationale par rapport aux voitures électriques. L'électrification du secteur du transport reste un élément important pour la réduction de l'empreinte carbone au Grand-Duché de Luxembourg. D'autant plus, que les véhicules électriques ne produisent pas d'émissions de roulement et émettent en général moins de bruit que des voitures à combustion.

Question 3084 (19.06.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant l'**inventaire supplémentaire des immeubles à protéger:**

Il me revient que deux maisons d'habitation situées à Luxembourg-ville, dans le quartier de Limpertsberg, ont reçu des autorisations de bâtir de la commune et ont déjà subi des transformations profondes, malgré leur inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles à protéger. Il s'agit notamment de la maison au numéro 7A de la rue des Glacis, pour laquelle les services de l'urbanisme de la Ville de Luxembourg ont émis une autorisation pour l'agrandissement et la transformation de l'immeuble, et de la maison sise au numéro 7 de la rue Alfred de Musset.

L'inventaire du patrimoine bâti digne de protection a été réalisé pour tout le Grand-Duché par le Service des sites et monuments nationaux, afin qu'une protection cohérente et conséquente puisse se mettre en place au profit de tout le patrimoine bâti, dont celui qui a une importance surtout au niveau communal et local. Il est de la responsabilité des communes d'en tenir compte lors de l'élaboration de leur plan d'aménagement général (PAG).

Pour les immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire, toute modification doit être annoncée au Ministre de la Culture au moins 30 jours avant le commencement des travaux.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre était-il informé de la transformation imminente de ces immeubles?

- Dans l'affirmative, comment a réagi le Ministère de la Culture à cette annonce?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit les effets escomptés, au vu du caractère peu contraignant de cette inscription?

- Ne faudrait-il pas interdire la destruction d'immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire?

- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il déposer à la Chambre des Députés le projet de loi annoncé sur la protection du patrimoine national?

Réponse (12.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Les propriétaires des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire sis à Luxembourg-ville au 7A, rue des Glacis, et au 7, rue Alfred de Musset, ont informé par écrit de leur intention d'effectuer des travaux dans les délais prévus par l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. Aussi la Commission des sites et monuments a-t-elle pu émettre des avis relatifs à ces projets qui furent positifs quant aux travaux tels qu'envisagés. De surcroît, la réalisation de ces projets est accompagnée par le Service des sites et monuments nationaux.

Il découle de ce qui précède que l'inscription à l'inventaire supplémentaire produit bien les effets escomptés. De nombreux autres dossiers peuvent encore en témoigner. En effet, cette protection nationale, plus souple que le classement comme monument national, permet aux propriétaires concernés, aux maîtres d'ouvrage, à leurs architectes et au service étatique concerné d'avancer plus rapidement en leurs démarches respectives. Il y a également lieu de se référer à la réponse fournie à la question parlementaire n°2751 par le même auteur.

La souplesse de l'inscription à l'inventaire supplémentaire permet encore au Ministre de la Culture, informé d'un projet de démolition, d'évaluer l'opportunité et la nécessité d'un classement comme monument national pour empêcher, le cas échéant, la perte de l'immeuble, cela conformément aux dispositions et à l'esprit de la loi de 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Les travaux préparatoires étant encore en cours, aucune date concernant le dépôt du projet de loi relatif au patrimoine culturel ne peut être avancée à ce stade.

Question 3085 (20.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur dans l'enseignement fondamental:**

Il s'avère que sur base de la réglementation actuellement en vigueur les instituteurs stagiaires sont affectés durant leur stage à un poste dans une commune déterminée, mais doivent postuler à une affectation dans une autre commune une fois leur stage terminé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer cet état des choses?

- Quels en sont les motifs à la base?

- Est-ce que le Gouvernement n'entend pas changer la réglementation afin de permettre l'affectation à un poste dans la commune de stage, une fois ce stage accompli avec succès?

Réponse (24.07.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Selon le règlement grand-ducal du 27 juin 2016 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur, les instituteurs-stagiaires, après réussite aux épreuves de stage, peuvent postuler dans le cadre de la liste 2 des postes d'instituteurs vacants.

Le poste devenu ainsi vacant pour la rentrée de l'année scolaire subséquente sera publié sur la liste 1. Il s'en suit qu'un instituteur-stagiaire devra changer d'affectation au cas où ce poste serait occupé par un instituteur ayant introduit une demande afférente.

Afin de remédier à cette situation incertaine pour certains agents, j'envisage d'entamer les processus légaux et réglementaires nécessaires afin de permettre à ces agents de postuler sur la liste 1 de l'année au cours de laquelle ils terminent avec succès leur stage.

Cette mesure me semble opportune pour assurer la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques dont profitent les élèves et les enseignants. De plus, elle permet aux instituteurs-stagiaires d'assurer la continuité pédagogique dans un cycle qui est d'une durée de deux ans, ce qui n'est pas compatible avec la durée générale du stage de trois ans. La réduction à un minimum de changements au niveau du personnel de l'école contribue à un meilleur suivi des élèves dans leurs apprentissages et au maintien de l'esprit d'équipe du personnel enseignant.

Comme les autorités communales délibèrent afin de proposer des personnes ayant introduit une demande dans le cadre de la liste 1, cette nouvelle disposition leur permettra de s'impliquer davantage dans le recrutement des enseignants intervenant dans leurs écoles.

Question 3086 (20.06.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant la **présidence du Fonds du logement:**

Au cours de ces derniers mois, le Fonds du logement a dominé à maintes reprises l'actualité pour des problèmes de gouvernance. Après une vague de départ au cours des dernières semaines de plusieurs collaborateurs, il me revient que la présidente du Comité directeur serait sur le point de démissionner de ses fonctions.

À la lumière de ces informations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les rumeurs selon lesquelles la présidente du Comité directeur du Fonds du logement serait sur le point de démissionner de ses fonctions?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions quant aux motifs de cette démission éventuelle?

- Quelles en seraient les conséquences sur le fonctionnement du Fonds du logement?

Réponse (21.06.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

L'actuelle présidente du Fonds du logement n'est, pour des raisons de santé et familiales, malheureusement plus disponible pour accomplir cette mission. L'honorable Député se renseigne pour savoir quelles sont les conséquences sur le fonctionnement du Fonds du logement.

Il en aurait résulté que le Fonds du logement n'aurait plus eu de président si une solution avait fait défaut. C'est pour cette raison que le Conseil de Gouvernement a décidé, lors de sa séance d'aujourd'hui, de proposer au Grand-Duc de nommer Monsieur Claude Wagner comme président du Fonds du logement.

Question 3087 (20.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch:**

Le CR360 reliant Mertzig à Michelbouch, le long duquel sont situés une centaine de maisons et d'appartements, est régulièrement fréquenté par des poids lourds. Étant donné que ce chemin repris se distingue par une pente assez, voire très raide, ces passages s'avèrent risqués, notamment pour les personnes âgées ainsi que les écoliers qui doivent emprunter d'ailleurs un trottoir très étroit, peu élevé et déjà abîmé à certains endroits.

De plus, cette route étroite contient dans sa forte pente deux virages plutôt serrés qui la rendent encore plus dangereuse, surtout lorsque des poids lourds bien chargés connaissent des problèmes de freinage et font ainsi augmenter le risque d'une collision avec les véhicules venant du sens inverse, sans parler des dangers pour les piétons.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques sur les mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch?

- Dans l'affirmative, combien de poids lourds ont pu y être comptés ces dernières années?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à limiter le trafic sur le chemin repris en question en interdisant des transports dépassant un certain tonnage?

- Dans le même contexte, ne s'avérerait-il pas opportun d'envisager une logique analogue pour le CR345 reliant Mertzig à Colmar-Berg?

Réponse (27.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne les mouvements d'automobiles le long du CR360 entre Mertzig et Michelbouch, les données disponibles révèlent un chiffre journalier de 650 véhicules et de 36 poids lourds dans chaque sens de circulation, donc une part de poids lourds de seulement 5,5%.

Une limitation du trafic sur le chemin repris CR360 entre Mertzig et Michelbouch n'est pas prévue, parce que ce chemin, tout en étant bien dimensionné, est emprunté principalement par des poids lourds transportant des marchandises vers des adresses locales en ces endroits.

Ceci vaut également pour le chemin repris CR345 entre Mertzig et Colmar-Berg, qui en plus est déjà limité à 3,5 to entre Carelshaff et Colmar-Berg.

D'une façon générale, une limitation du tonnage sur une route a comme conséquence la déviation du trafic lourd par les villages avoisinants. En conséquence, une telle limitation doit toujours être analysée dans un contexte régional.

Question 3088 (21.06.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **possible retour temporaire de réfugiés dans leur pays d'origine:**

En effet, selon les dires de la presse internationale, certains réfugiés en provenance de zones de guerre et hébergés par nos pays voisins retourneraient régulièrement de manière temporaire dans leurs pays d'origine, pays qu'ils avaient fuis auparavant et où ils disent risquer leur vie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer et, le cas échéant, chiffrer ce phénomène aussi au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son appréciation politique relative aux susdits retours temporaires de réfugiés dans leur pays d'origine?

3. Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conséquences politiques éventuelles?

Réponse (12.07.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1. La Direction de l'immigration ne dispose pas d'indicateurs statistiques en la matière.

On peut affirmer que ce phénomène existe certainement au Luxembourg, mais il n'est pas possible d'établir des statistiques alors que les autorités luxembourgeoises ne sont pas systématiquement informées lorsqu'une personne bénéficiant du statut de réfugié a séjourné dans son pays d'origine et qu'elles ne peuvent pas forcément vérifier si un tel séjour a eu lieu, ceci d'autant plus que certains réfugiés tentent de dissimuler leur séjour dans leur pays d'origine. En effet, il se peut qu'en cas de passage d'entrée dans le pays d'origine par voie terrestre aucun tampon ne figure dans le titre de voyage de la personne bénéficiant du statut de réfugié permettant de retracer le séjour ou que certains réfugiés retournent dans leur pays d'origine munis d'un passeport national qu'ils ont dissimulé aux autorités luxembourgeoises.

ad 2.+ 3. La personne ayant obtenu le statut de réfugié de la part des autorités luxembourgeoises se voit remettre un titre de séjour valable pendant cinq ans, renouvelable, ainsi qu'un titre de voyage, c'est-à-dire un «titre de voyage pour réfugiés» lui permettant de voyager hors du territoire luxembourgeois. Cette liberté de voyager comprend une seule exception pour le réfugié, ce dernier ne pouvant en principe plus retourner dans son pays d'origine.

Cette interdiction n'est néanmoins pas absolue. En effet, suivant les dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, le statut de réfugié peut être révoqué, notamment lorsque le réfugié est retourné volontairement s'établir dans le pays qu'il a quitté ou hors duquel il a demeuré de crainte d'être persécuté. Un séjour temporaire dans le pays d'origine n'est dès lors pas exclu.

Il appartient dès lors à la Direction de l'immigration, lorsqu'elle est informée qu'une personne bénéficiant du statut est rentrée volontairement dans son pays d'origine, de vérifier si cette personne s'y est rendue en vue d'y établir sa résidence permanente ou si elle n'y a séjourné que de manière temporaire sans l'intention de s'y établir durablement.

Ainsi, le simple fait pour une personne bénéficiant du statut de réfugié de se rendre dans son pays d'origine n'engendre pas automatiquement la révocation de son statut. En revanche, il sera procédé à une analyse poussée de la situation personnelle de la personne concernée et il est décidé au cas par cas si la prédite personne remplit toujours les conditions pour bénéficier du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève ou si le statut lui est retiré, auquel cas la personne sera dans l'obligation de quitter le territoire luxembourgeois.

Question 3091 (21.06.2017) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant les **compensations attribuées à la commune de Sanem comme contrepartie du Centre pénitentiaire Uerschterhaff:**

Le Centre pénitentiaire susmentionné, qui pourra accueillir jusqu'à 400 détenus, est en projet depuis 2008 et sera réservé aux personnes détenues préventivement. Les travaux pour la route qui permettra l'accès au site ont débuté il y a quelques semaines.

Il me revient que la commune de Sanem s'est vu attribuer des compensations importantes comme contrepartie de la mise à disposition du site Uerschterhaff et de l'acceptation de la nouvelle route qui représente une nouvelle coupure importante de la commune de Sanem.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Existe-t-il une convention entre l'État et la commune de Sanem réglant les détails des compensations?

- Quels sont les montants totaux alloués à la commune de Sanem?

- S'agit-il d'une enveloppe générale ou est-ce que les sommes sont allouées pour des projets concrets?

- Si l'allocation se fait par projet, quels sont les montants alloués à ce jour par projet?

Réponse (28.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

Tout d'abord, il y a lieu de rappeler à l'honorable Député qu'il ressort clairement du projet de loi n°6655 relatif à la construction du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, qui a donné lieu à la loi afférente du 24 juillet 2014, que l'implantation du projet se fera sur une surface étatique. Il ne saurait dès lors être question de compensations en contrepartie d'une soi-disant mise à disposition du site par la commune, ni d'ailleurs en contrepartie de l'acceptation de l'accès y relatif.

En revanche, pour ce qui est des compensations accordées à la commune de Sanem, j'aimerais rappeler aux bons souvenirs de l'honorable Député que dans une lettre du 22 avril 2008 signée à l'époque par Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, les ministres ont relayé au bourgmestre de la commune de Sanem une décision prise par le Conseil de Gouvernement en date du 28 mars 2008 d'accorder à ladite commune, «en raison du caractère national et spécial que représente l'implantation d'une maison d'arrêt sur son territoire», certaines mesures compensatoires dans «l'intérêt de la réalisation de nouvelles infrastructures dans le domaine scolaire et parascolaire et dans le domaine de la protection civile». Le Gouvernement actuel a maintenu les engagements pris par les gouvernements précédents.

Ces faits ressortent également du rapport de la Commission du développement durable du 4 juin 2014 au sujet du projet de loi précité et du débat à la Chambre des Députés à l'occasion du vote de la loi afférente en date du 19 juin 2014, factualité d'ailleurs évoquée dans le discours du rapporteur et reprise et saluée par la porte-parole du parti cher à l'honorable Député qui a d'ailleurs lui-même participé aux débats et acquiescé au projet par son vote positif. Je me permets de citer la porte-parole du groupe politique CSV:

„A fir d'CSV ass et och korrekt, dass eng Gemeng, déi bereet ass, an engem Solidaritéitsgeescht en nationale Projet opzehuelen, dee gewëssen Onanneemlechkeete mat sech bréngt, eng Rei Kompensatioune kritt. Dat war och scho bei anere Projeten an der Vergaangenheet de Fall...

Egal wéi, fir d'CSV ass et jiddefalls wichteg a richteg, dass, wann eng Gemeng hei parteiiwwergräifend en Zeeche setzt, de Prinzip vun der Solidaritéit spillt, wann et drëms geet, Verantwortung ze iwwerhuele fir en nationale Problem - an dat ass jo nach laang net iwwerall de Fall an och net an all Dossier -, wann dat esou ass, da sollen d'Awunner aus der Gemeng och esou mann wéi méiglech Schued hunn an och esou mann wéi méiglech Onanneemlechkeeten."

Dans un esprit de transparence totale, je me permets de joindre copie de la lettre du 22 avril 2008 en annexe ce qui permettra à l'honorable Député de constater que la commune de Sanem bénéficie(ra) par le biais de contributions de différents ministères, d'une compensation qui s'élève à un montant global de 20 millions d'euros.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour ce qui est du ressort du Ministère de l'Intérieur, je peux informer l'honorable Député qu'un subside total de 4.448.175,05 € a été accordé, par tranches, à la commune de Sanem à titre de participation de l'État à la construction d'un nouveau centre de secours.

Pour ce qui est de la rénovation et de l'extension de l'ancienne école à Sanem, un montant total de 1.817.900 € a été viré à la commune de Sanem à titre de subside en trois tranches réparties sur les exercices budgétaires 2012, 2013 et 2015.

Finalement, une aide de 2.084.778,36 € a été versée à la commune de Sanem à titre d'aide pour la construction d'un complexe scolaire à Belval-Sud et ce en deux tranches réparties sur les exercices 2012 et 2013.

Question 3092 (21.06.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **fonctionnement interne du Fonds du logement:**

Selon les informations parues sur le site Internet paperjam.lu, la présidente démissionnaire du comité directeur du Fonds du logement aurait cherché à limoger le coordinateur du Fonds qui avait été débauché du Fonds Belval en octobre 2015. Or, ce licenciement aurait été empêché en dernière minute par le Ministère du Logement. De plus le ministère aurait demandé aux membres du comité directeur du Fonds d'expurger le rapport de réunion évoquant ce licenciement.

À la lumière de ces informations, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le ministère est en droit de s'immiscer dans le fonctionnement interne du Fonds du logement notamment en ce qui concerne la gestion de personnel?

- Monsieur le Ministre s'est-il déjà concerté avec les responsables du Fonds du logement pour la nomination d'un nouveau directeur à la tête du Fonds du logement?

- La présidente démissionnaire du Fonds sera-t-elle remplacée par le coordinateur actuel du Fonds du logement?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Plusieurs questions que l'honorable Député pose sont, suite aux développements, devenues sans objet: ceci est particulièrement vrai pour les questions touchant aux nominations et au fait que la présidente a été remplacée non pas par le coordinateur général, mais par

Monsieur Claude Wagner, comme il a déjà été précisé dans la question parlementaire n°3086 de l'honorable Député. Le nouveau conseil d'administration du Fonds du logement est en train de chercher son premier directeur par une annonce presse, publiée le 8 juillet dernier, demandant aux candidats potentiels de se manifester jusqu'au 31 juillet.

Fait est que la publication de l'annonce de recrutement avait déjà été prévue fin mai, mais que le ministère avait rendu attentif le Fonds du logement sur le fait que ce poste ne pouvait pas être publié avant la mise en vigueur de la nouvelle loi et qu'il revenait, selon le texte voté par la Chambre des Députés, au nouveau conseil d'administration d'entamer la procédure de recrutement et de désigner le nouveau directeur et ses directeurs adjoints. Ladite publication fut donc reportée sur initiative du ministère pour ainsi respecter la nouvelle législation qui n'allait entrer en vigueur qu'après la date de publication initialement prévue par les responsables du Fonds. Il me semble par ailleurs normal que le Ministère du Logement, en tant que ministère de tutelle, intervienne justement en pareilles situations.

Pour conclure, je me permets de vous renvoyer à mes réponses à vos questions parlementaires n°s3034, 3086 et 3119 ainsi qu'à ma réponse à la question parlementaire n°3093 de l'honorable Député Roy Reding.

Question 3093 (26.06.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **rapports de réunion du Fonds du logement:**

Am Paperjam war haut en Artikel iwwert d'Demissioun vun der Presidentin vum Fonds du logement, déi schonn an enger parlamentaresch Fro thematiséiert gëtt. D'Publikatioun schwätzt an deem Zesummenhank awer vun Aktioune vum Wunnengsbauministère, vun deenen ech gär méi Détailer wéisst. Am Paperjam steet: «Surtout, le ministère tenterait maintenant de passer cet épisode sous silence. Il aurait demandé aux membres du comité directeur du fonds d'expurger le rapport de réunion évoquant le licenciement de Monsieur Schweitzer de toute trace de ce point de l'ordre du jour.»

Duerfir meng Froen un den Här Minister fir Logement:

1. Ass et wouer, datt de Ministère - sief et mëndlech oder schréftlech - Uerder ginn huet, datt een oder méi Rapporte vu Reuniounen am Fonds du logement sollten nodréiglech geännert ginn?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt Rapporten duerfir do sinn, fir der Wourecht entspriechend erëmzeginn, wat diskutéiert an decidéiert gouf?

3. Ass de Minister net der Meenung, datt déi Persoun(en) am Ministère, déi esou eng manifest illegal Handlung ugeuerdert huet/hunn missten d'Konsequenze vun esou engem illegalen Akt droen?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

Op d'Fro vum honorablen Députéierten wëllt ech em matdeelen, dass - den Informatioune vum Fonds du logement no - an de leschten zwee Joer nach ni ee Rapport, dee vum Comité directeur approuvéiert war, nodréiglech geännert gouf.

Ech erlaabe mir och den honorablen Deputéierten op déi aner parlamentaresch Froen ze verweisen, déi an deem Kontext scho gestallt a beäntwert goufen, an zwar vum honorablen Deputéierte Marc Lies (Nummeren 3034, 3086, 3092 an 3119).

Question 3094 (21.06.2017) de **Mme Taina Bofferding** *(LSAP)* concernant les **règles relatives à la fermeture exceptionnelle d'écoles fondamentales et de lycées:**

Plusieurs communes du pays ont décidé de suspendre les cours dans les écoles fondamentales en raison de la canicule. La plupart des écoles concernées ont cependant annoncé assurer un service d'accueil pour les enfants ne pouvant pas être gardés à domicile.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Quelles sont les règles qui régissent les fermetures exceptionnelles d'écoles fondamentales et de lycées en cas, notamment, de canicule?

2) Un service d'accueil en cas de fermeture exceptionnelle est-il obligatoire et dans la négative, pourquoi pas?

3) Le Ministère de l'Éducation nationale a-t-il émis des recommandations aux écoles et lycées pour gérer les risques liés à la très grande chaleur?

4) Une fermeture générale des écoles et/ou lycées au niveau national est-elle envisagée?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Comme précisé dans l'instruction ministérielle du 9 novembre 2015 adressée au collège des inspecteurs, aux présidents des comités d'école, aux bourgmestres et aux présidents des syndicats scolaires, il appartient aux autorités communales de prendre la décision de dispenser les élèves de la fréquentation des cours en cas d'intempéries localisées ou de cas de force majeure (p. ex. installations de chauffage défectueuses). Les mêmes directives s'appliquent dans le contexte des fortes chaleurs.

Une instruction de la même teneur a été adressée aux directeurs des lycées; c'est à eux que revient la décision d'une fermeture éventuelle de l'établissement.

Comme pour toute décision qui a un impact sur l'organisation scolaire, les autorités communales sont tenues d'informer préalablement le ministère (Service de l'enseignement fondamental) d'une telle décision de dispense. Quant aux lycées, ils font parvenir l'information au Service de l'enseignement secondaire et secondaire technique du ministère. L'information préalable des parents d'élèves doit également être garantie par les lycées.

ad 2) En cas de dispense de fréquentation des cours, les écoles fondamentales et les lycées doivent assurer un service d'accueil pendant les heures de classe. Au début de l'année scolaire, le président du comité d'école, respectivement le directeur déterminent les mesures à prendre en situation de crise en vue de la mise en place d'un service d'accueil.

Les écoles et les lycées sont tenus d'organiser une permanence téléphonique à l'intention des parents d'élèves.

ad 3) En date du 1er juillet 2015, le ministère avait transmis un communiqué aux présidents des comités d'école, aux inspecteurs d'arrondissement, à leurs secrétariats ainsi qu'aux autorités communales résumant les recommandations du Ministère de la Santé en cas de canicule

ad 4) Une fermeture générale des écoles au niveau national en cas de fortes chaleurs n'est pas envisagée. En effet, les conditions atmosphériques liées à la chaleur peuvent varier d'un site à l'autre.

Question 3095 (22.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**antisémitisme dans les écoles:**

Et ass kee Geheimnis, datt leider nach ëmmer eng negativ an heiansdo souguer feindlech Haltung géigeniwwer dem jiddesche Vollek, respektiv géigeniwwer Leit mat jiddeschem Glawen, bei ville Leit verbreet ass. An Israel, mä och op villen anere Plazen, kënnt et ëmmer nees zu geziilten Attentater géint Judden.

An deem Zesummenhang géif ech gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1) Ginn et aktuell Kenntnesser iwwert den Antisemitismus zu Lëtzebuerg a speziell an de Schoulen? Wa jo, op wat fir enger Grondlag baséieren déi Kenntnesser?

2) Sollt d'Regierung kee speziellt an aktuellt Wëssen zu deem Thema hunn, denkt si, datt et sënnvoll wär, Etüde maachen ze loossen?

3) Huet d'Regierung e präventiivt Konzept virgesinn? Wa jo, wéi gesäit dat Konzept aus?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

D'Regierung ass sech bewosst, datt den Antisemitismus an dem globale politesche Klima vun de leschte Joren an duerch d'rasant Ausbreedung vun de soziale Medien en Opschwong an der Welt erlieft huet. Datt deem muss entgéintgewierkt gi steet ausser Fro a Lëtzebuerg ass bereet, sech do ze engagéieren: esou wäert eist Land zum Beispill 2019 d'Presidence vun der International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) iwwerhuelen, enger intergouvernementaler Organisatioun, bei där mir zënter 2003 Member sinn an déi sech zum Zil gesat huet, fir der Shoah ze gedenken an d'Ursaache fir esou Katastrophen ze ënnerbannen.

ad 1) Dem Educatiounsministère si keng antisemitesch Virfäll an eise Schoule bekannt. Just ee Fall aus enger Privatschoul ass bekannt. An deem Fall ass de Ministère amgaangen, aktiv no Léisungen ze sichen, obschonns mer bei dëse Schoule manner Emprise hunn. D'Schoul selwer huet de Virfall natierlech direkt sanktionéiert.

De Ministère schafft enk mat den Direktiounen zesummen, déi selwer duerch de Kontakt mat hiren Enseignanten an dem SPOS op esou Fäll géifen opmierksam ginn. D'Leit an de Schoule si sech natierlech bewosst, datt Fäll vun Antisemitismus extrem seriö sinn, ma et schéngt glécklecherweis esou ze sinn, datt mir hei am Land déi Problemer, déi et bei verschiddene vun eisen Nopere gëtt, an deem Mooss net hunn.

D'Regierung ass sech awer duerchaus bewosst, datt muss dru geschafft ginn, fir ze verhënneren, datt esou Entwécklungen och bei eis Fouss faassen.

ad 2) De Ministère ass duerchaus interesséiert, fir Etüden zu deem Thema maachen ze loossen, an huet sech eng Rei vun esou Studien aus dem Ausland zur Inspiratioun ugekuckt.

ad 3) Wuel eng vun de wichtegste Methoden, fir dem Antisemitismus entgéintzewierken, ass fir d'Leit opzeklären an zum kriteschen Denken ze bewegen, fir Viruerteeler als solch ze erkennen a fir de Verschwörungstheorien, déi an der haiteger Zäit virun allem an de sozialen Netzwierker zirkuléieren, als geféierlech Fantasien ze entlarven. Dofir ass et och wichteg, datt d'Schüler d'Realitéit kenneléieren an net einfach op d'Verdréiunge vu Populisten erafalen.

Dofir gëtt d'jiddesch Geschicht an den Antisemitismus och an de Coursë behandelt. Dëst geschitt souwuel an dem geschichtleche Kontext iwwer verschidden Epochen (vum Mëttelalter iwwert d'19. Jorhonnert an den Holocaust bis zum No-Ost-Konflikt), wéi och an dem haitege sozialen Emfeld. D'Thema gëtt och an anere Fächer, wéi de Sproochen, behandelt, sief et duerch „lecture cursive" oder d'Behandele vun aktuellen Themen.

Dat neit Fach „Vie et Société" ass speziell konzipéiert, fir de schiedlechen Entwécklungen, déi mer an dësen Zäite leider allze vill gesinn, entgéintzewierken. Den Zentrum fir Politesch Bildung huet dëst als eent vu sengen Haaptziler. Dozou kënnt, datt besonnesch unhand vun der Shoah d'Schüler duerch Visitten a Commemoratioune mat de Geforen an de Konsequenze vum Antisemitismus konfrontéiert an zum Iwwerleeë bruecht ginn. Esou huet zum Beispill d'Austellung „Between Shades and Darkness" iwwert d'Judden zu Lëtzebuerg an den 30er a 40er Joren den Tour vu ville Schoule gemaach.

De Ministère leet grousse Wäert op d'Weiderbildung vun den Enseignanten, fir an de Schoulen op déi richteg Manéier op Fäll vun Intoleranz ze reagéieren a se ze ënnerbannen. Esou bitt den IFEN zum Beispill Formatiounen iwwert „Radikalisierung von Kindern/Jugendlichen – Präventionskonzepte" oder „Politischer & Religiöser Radikalismus - Radikalisierungsprozess bei jungen Menschen" un, fir richteg mat esou Problemer eens ze ginn, oder awer „Geschichte der jüdischen Minderheit in Luxemburg", fir ze sensibiliséieren an den Enseignanten ze erlaben, dëst och un hir Schüler weiderzeginn.

Am Ament gëtt un engem Accord mat Yad Vashem geschafft, deem sain Zil et ass, weider Formatioune vun deem Genre unzebidden. Lëtzebuerg huet natierlech och Kontakt mat aneren Organisatiounen am Ausland, déi sech mat deem Thema befaassen, an huet fest vir, esou Kontakter och weider auszebauen.

Question 3096 (22.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **nouvel horaire des CFL:**

Depuis trois ans le taux de ponctualité des trains est en baisse constante. Une des raisons est le degré de saturation de notre réseau ferré. Pour enrayer cette évolution négative, Monsieur le Ministre met en avant des adaptations au niveau de l'horaire 2018 qui seront mises en place dès décembre 2017. Cette refonte des horaires a été élaborée en concertation avec les experts d'un bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Pour quelles raisons Monsieur le Ministre a-t-il commandé cette étude auprès du bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires?

- Existe-t-il d'autres firmes expertes en la matière et le cas échéant pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il décidé de retenir le bureau d'experts suisse?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le coût de cette étude?

- L'étude en question a-t-elle fait l'objet d'un marché public ou négocié?

- Quelles sont les différences principales entre l'horaire actuel des CFL et celui qui entrera en vigueur fin décembre 2017?

Réponse (24.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le contrat de service public de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, signé le 7 mai 2009 et entré en vigueur le 1er janvier 2010 stipule que les CFL réalisent, à leur initiative ou à la demande du ministre, des études et enquêtes pour identifier les besoins et les attentes des voyageurs avec l'objectif d'améliorer et de développer le service public.

Les études comprennent notamment l'évolution de la demande et la nécessité d'adaptations des dessertes et la faisabilité opérationnelle des dessertes prévues/projetées.

C'est exactement dans ce contexte de l'exécution d'un service de transport public de qualité axé sur la ponctualité comme un des principaux critères de qualité, que les CFL ont mandaté à leur initiative un bureau suisse spécialisé dans la planification des systèmes ferroviaires et l'optimisation de l'exploitation et ayant réalisé des missions pour un nombre important d'entreprises ferroviaires, de gestionnaires d'infrastructure et d'autorités organisatrices.

La décision d'attribution de la mission à ce bureau a été prise en réaction à la situation saturée actuelle du réseau afin de pouvoir proposer une meilleure offre de service qui se base sur les piliers suivants:

- la desserte des deux nouveaux arrêts de Pfaffenthal-Kirchberg et Howald à partir du 10 décembre 2017;

- la création de liaisons transversales pour permettre d'atteindre ces arrêts sans changement de train en gare de Luxembourg à partir du Sud et du Nord du pays;

- l'augmentation de la robustesse de l'horaire des trains en tenant compte des goulots d'étranglement que présente le réseau ferré national.

À toutes fins utiles, l'on précise que la Société nationale des chemins de fer conclut tous ses marchés conformément à la législation sur les marchés publics actuellement en vigueur.

Quoi qu'il en soit, les principales modifications entre l'horaire actuellement en vigueur et celui valable à partir du 10 décembre 2017 sont les suivantes:

Pour la ligne 10:

- création de liaisons transversales pour permettre d'atteindre les nouveaux arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald sans changement de train en gare de Luxembourg à partir du Sud et du Nord du pays;

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 60 (avec accès aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train);

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 70 aux heures de pointe.

Pour la ligne 30:

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 60 (avec accès aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train);

- création d'une liaison directe en direction de Düsseldorf avec un aller/retour par jour effectué par une automotrice du type KISS des CFL;

- accélération de quatre minutes du temps de parcours des trains à destination de Cloblence par le biais de la suppression des arrêts de Wecker et de Munsbach pour les trains directs à l'exception des heures de pointe;

- les arrêts Wecker et Munsbach continueront à être desservis par deux à trois trains par heure durant les heures de pointe.

Pour la ligne 60:

- transformation du train direct de Rumelange en navette Rumelange - Noertzange;

- coordination avec les trains en direction de la gare de Luxembourg assurée à Noertzange;

- transformation des trains directs Volmerange - Luxembourg en navettes Volmerange - Bettembourg à l'exception d'un train le matin et d'un train l'après-midi (les trains les plus fréquentés sont maintenus);

- voitures supplémentaires pour les trains directs circulant entre Volmerange et Luxembourg;

- train direct Volmerange - Luxembourg avec départ à Volmerange à 06h44 et arrivée à Luxembourg à 07h14;

- limitation des trains RB à Pétange (au lieu de Rodange). Le tronçon entre Rodange et Pétange reste desservi six fois par heure (deux fois par la ligne 60 et quatre fois par la ligne 70);

- réduction de la desserte de Berchem (deux fois par heure au lieu de quatre fois par heure);

- desserte de l'arrêt Howald par tous les trains quatre fois par heure;

- liaison transversale une fois par heure vers la ligne 10 (avec accès au nouvel arrêt Pfaffenthal-Kirchberg sans changement de train);

- liaison transversale vers la ligne 30;

- nouvelle ligne de bus directe entre Dudelange et Luxembourg-Kirchberg ayant départ toutes les 30 minutes avec renforts lors des heures de pointe;

- desserte du nouveau pôle d'échange Luxexpo au Kirchberg.

Pour la ligne 70:

- liaison transversale une fois par heure en heures de pointe vers la ligne 10 (avec accès au plateau Kirchberg vers le nouvel arrêt à Pfaffenthal-Kirchberg sans changement de train);

- transformation des trains directs Virton - Luxembourg en navette Virton - Rodange.

Pour la ligne 90:

- desserte du nouvel arrêt Howald par un à deux trains par heure.

Avec les modifications prévues, le temps de trajet de la ligne 10 Ettelbruck - Kirchberg passera par exemple de 47 minutes à 25 minutes. La ligne 30 gagnera quatre minutes à destination de Coblence et sur la ligne 60 le temps de trajet Esch-sur-Alzette - Kirchberg passera de 44 minutes actuellement à 36 minutes après le changement d'horaire.

Question 3098 (28.06.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant la **centrale nucléaire de Cattenom:**

En mars 2017, EDF (Électricité de France) avait détecté une insuffisance de tenue au séisme d'un système auxiliaire des diesels de secours à la centrale nucléaire de Golfech, puis sur l'ensemble des réacteurs de 1.300 MWe, dont aussi Cattenom.

L'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) classe au niveau 2 de l'échelle INES (International Nuclear Event Scale) cet événement significatif pour la sûreté relatif à la tenue au séisme des systèmes auxiliaires des groupes électrogènes de secours à moteur diesel (circuits de refroidissement, etc.). En effet, en cas de perte des alimentations électriques externes provoquée par un séisme, le fonctionnement des diesels de secours pourrait ne plus être assuré, en raison de la défaillance de leurs systèmes auxiliaires. L'ASN demande à EDF une mise en conformité endéans les trois semaines pour au moins un des deux diesels de secours, et sous un mois et demi pour le deuxième.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement est-il au courant de cette situation?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement est-il en contact avec les autorités françaises afin de veiller à l'exécution de la mise en conformité?

- Les travaux nécessaires ont-ils déjà été entamés?

- Le Gouvernement n'entend-il pas intervenir afin de persuader les autorités françaises qu'une mise hors service de la centrale de Cattenom s'imposerait jusqu'à ce que la situation soit en conformité?

Réponse commune (26.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Selon les procédures en vigueur, l'opérateur de la centrale de Cattenom a informé le 20 juin 2017 les autorités luxembourgeoises de la classification au niveau 2 de l'incident en question.

Suite à la déclaration, il y a eu des échanges bilatéraux avec l'opérateur et avec l'Autorité de sûreté nucléaire en France (ASN). Cette dernière a confirmé que les travaux de mise en conformité sont réalisés selon les délais imposés. Concernant le site de Cattenom, il s'agit principalement de remplacer des ancrages, qui avaient été dimensionnés de manière insatisfaisante.

Le classement au niveau 2 du présent événement est dû au fait qu'il concerne de manière générique plusieurs sites et plusieurs équipements auxiliaires. L'occurrence d'une telle non-conformité sur un seul site serait classée au niveau 1.

Si la permanence de l'alimentation électrique de secours d'un réacteur n'était pas assurée pour un séisme maximal historiquement vraisemblable, ce réacteur devrait être mis dans un état sûr sans délai (réparation très rapide ou mise à l'arrêt du réacteur). Selon l'ASN, le calendrier actuel de réparation d'EDF répond à cette préoccupation.

Toujours est-il que les groupes électrogènes de secours font partie des composants essentiels de la défense en profondeur d'un réacteur et que ses composants doivent être dimensionnés avec des marges contre un tel séisme. Ceci doit évidemment s'appliquer avec la même rigueur à des réacteurs, comme celui de Cattenom, qui se trouvent dans une région séismique très stable. Il est ainsi inquiétant de voir des non-conformités dans la qualification séismique sur plusieurs équipements auxiliaires essentiels, alors que le stress test en 2012 portait spécifiquement sur ces aspects.

Les ministres constatent aussi qu'il y a eu de manière récurrente ces dernières années, des écarts concernant les groupes électrogènes de secours. Le projet d'installer des nouveaux diesels d'ultime secours en 2018, ne doit en effet aucunement permettre d'accepter une dégradation sur les équipements existants.

Question 3099 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **comité d'élèves:**

All Lycée huet säin eegene Schülerkomitee, deen an enger demokratescher Schoulkultur vun de Schüler am jeeweilege Lycée gewielt gëtt. D'Funktioun vum Schülerkomitee ass déi, d'Interessen an d'Rechter vu senge Wieler ze vertrieden an de Lycéesschüler domat eng Stëmm ze ginn. De Schülerkomitee ënnerstëtzt d'Schüler bei eventuelle Problemer a bedeelegt sech un der Verbesserung vum Schoulalldag. Dozou organiséiert hien och Projeten an Aktivitéiten an der Schoul. E Schülerkomitee soll participativ sinn, senge Flichten an Aufgaben nokommen an d'Verantwortung géigeniwwer senge Wieler eescht huelen. Fir all deem gerecht ze ginn, mussen déi eenzel Memberen engagéiert sinn an net just Méi a Suen investéieren, mä och hir privat Zäit. Deem ass sech awer net jidderee bewosst, wouduerch de Schülerkomitee dacks net déi néideg Unerkennung a Wäertschätzung kritt. Dëst ass eng bedauerlech Situatioun, ëmmerhi si mir an enger Zäit a Gesellschaft, an där d'Zertifikatioun vu soziale Kompetenzen a virun allem Engagementer ëmmer méi wichteg ginn, fir sech bei enger Uni an och op enger Aarbechtsplaz ze bewerben. Ausserdeem sollt een net vergiessen, datt hei och d'Iddi vun der demokratescher Erzéiung eng Funktioun dréit.

Dëst ass awer net deen eenzege Problem, virun deem de Schülerkomitee steet. Oft feelt, haaptsächlech deenen neie Memberen, déi néideg Kompetenz an d'Basiswëssen, fir hire Flichten an Aufgabe gerecht ze ginn. Aus dësem Grond organiséiert a finanzéiert d'Schülerkonferenz (CNEL) Formatiounen, déi dës Mängel behiewen an de Lycéesschüler esou eng Vertriedung mat méi Qualitéit a Kompetenz zur Verfügung stelle sollen. E weidere Problem bereet de Budget vum Schülerkomitee, deen am groussherzogleche Reglement vum 1. August 2001 net geregelt ass.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Educatiounsminister gär folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt esou Formatiounen, wéi se vun der CNEL organiséiert a finanzéiert ginn, sënnvoll a wichteg sinn? Wann net, wat ass seng Begrënnung dofir? Wa jo, wier et da méiglech, datt d'Finanzéierung vun deene Formatiounen, déi si den Ament nach selwer finanzéieren, géife vum Stat iwwerholl ginn?

2. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt deene Schüler, déi e Mandat am Schülerkomitee oder och als Klassespriecher iwwerhuelen, hiert Engagement sollt unerkannt, opgewäert an dokumentéiert ginn? Wier et méiglech, datt heifir norméiert Zertifikater ausgestallt ginn?

3. Wéi héich schätzt den Här Educatiounsminister de minimale Budget an (a Proportioun zu der Unzuel u Schüler, déi e Lycée huet) deen e Schülerkomitee brauch, fir senge Flichten an Aufgabe gerecht ze ginn?

4. Ass den Här Educatiounsminister der Meenung, datt hei méi Transparenz misst geschaaft ginn, andeems de Ministère eng kloer Leitlinn definéiert fir eng geregelt a gerecht finanziell Basis ze schafen, déi all de Schülerkomiteeë vu Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt ka ginn?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierten wëll ech fir d'Éischt betounen, wéi wichteg mir den Dialog mat de Schüler an hire gewielte Vertrieder op nationalem Niveau ass. Et ass op d'Initiativ vun der Conférence nationale des élèves du Luxembourg (CNEL) hin, datt ech viru kuerzem de Schüler vun 2e d'Ännerungen am Premièresexamen erkläert hunn, esou wéi se vum Schouljoer 2017-2018 un applizéiert ginn.

Och um Niveau vun de Schoule spillen d'Schülerkomiteeën eng wichteg Roll: am Kontext vun den aktuelle Reforme kann ech mer zum Beispill net virstellen, datt en Direkter e Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) ausschaffe géif ouni eng aktiv Bedeelegung vun de Schüler.

D'CNEL leescht, a mengen Aen, eng ganz sënnvoll a wichteg Aarbecht, ënner anerem duerch d'Formatiounen, déi si fir d'Schülerkomiteeën organiséiert. Wat d'Finanzéierung ubelaangt, ass et esou, datt d'Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL) vum Stat e Budget vun 210.835 € zur Verfügung gestallt kritt, dëst fir d'Joer 2017. Dovu si 15.000 € fir d'CNEL reservéiert. Mat deem Budget finanzéiert d'CNEL d'Formatioune fir d'Schülerkomiteeën.

Fir datt si hir Missioun effikass kënnen erfëllen, ass et wënschenswäert, datt d'Schülerkomiteeën iwwer finanziell Mëttele verfügen. An der Tabell hei drënner stinn d'Kreditter - fir 2017 -, déi de Schülerkomiteeën an deenen eenzelne Lycéeën am Kader vun der Gestion séparée zur Verfügung gestallt goufen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Montanten, déi an der Tabell ugi sinn, sinn déi vun der urspréngleche Verdeelung vun der Dotatioun, déi d'Lycéeën zur Verfügung gestallt kruten, esou wéi se vum Conseil d'éducation approuvéiert goufen. Deels komme se bei d'finanziell Reserve bäi, déi d'Schülerkomiteeën accumuléiert hunn.

Do dernieft ginn ech ze bedenken, datt an e sëlleche Lycéeë verschidde Fraisen, déi duerch d'Aktivitéite vum Schülerkomitee entstinn (Material, Fotokopien), iwwer aner Centres de coûts lafe wéi deen, deen an der Tabell detailléiert gëtt (Administration générale oder Service de photocopie zum Beispill). Et ass mer awer net méiglech, déi genee Montanten ze chiffréieren.

Heiraus geet ervir, datt d'Beträg ganz staark variéiere vun engem Gebai zum aneren.

Bei Gebaier, déi keng Sue fir de Centre de coûts 2120 virgesinn hunn, ginn d'Aktivitéite vum Schülerkomitee entweder iwwer eng motivéiert Demande un d'Direktioun vum Lycée finanzéiert oder iwwert dee Betrag, deen am Centre de coûts accumuléiert gouf.

An der Optik vun enger Valoriséierung vun der Aarbecht vun de Schülerkomiteeën, wäert ech de Gebaier recommandéieren:

- de Schülerkomiteeën e minimale Budget vu 500 € pro Joer zur Verfügung ze stellen;

- de Membere vun de Schülerkomiteeë Certificaten auszestellen, déi hiert Engagement attestéieren.

Question 3100 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **manque de personnel dans le secteur des soins:**

Als ee vun deene grousse Problemer am Fleegeberäich gëtt de Mangel u Personal ugesinn. Menges Wëssens gëtt et kee Personalschlëssel a keng kloer Virschréften iwwert d'Personalstäerkt, z. B. fir den Nuetsdéngscht an dem Secteur. Trotz aller Méi vun deem Personal, dat do ass, stellt sech dowéinst dacks genuch d'Fro, ob d'Leit wierklech gutt genuch versuergt ginn. Dobäi kënnt, datt vill Fleegedéngschter privat sinn an no kommerzielle Kritäre schaffen.

Dës Zoustänn kënne bei eeleren a kranke Leit zu der Angscht féieren, an enger Noutsituatioun net séier an net gutt genuch versuergt ze ginn, mat allem, wat domat kann zesummenhänken.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Personalsituatioun an de staatlech bezuelten oder subventionéierte Fleegedéngschter hei zu Lëtzebuerg?

2. Mengt d'Madamm Gesondheetsminister, datt déi Situatioun befriddegend ass?

3. Wann net, sollt de Stat dann e Personalschlëssel virschreiwen, fir eng adequat Versuergung vun de Leit an der Fleeg kënnen ze garantéieren?

Réponse commune (26.07.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Zurzäit mussen d'Prestatairen am Beräich vun de Soinen an Hëllefen en Agrement beim Familljen- an Integratiounsministère froen, iert se kënnen aktiv ginn. D'Bedingungen, fir deen Agrement ze kréien, sinn am Artikel 2 vum Gesetz vum 8. September 1998, dat d'Relatiounen tëscht dem Stat an den Organismen, déi am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich schaffen, fixéiert. Eng vun de Bedingungen ass eng minimal Dotatioun u Personal.

De „règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées" definéiert a sengem Artikel 12 fir all Kategorie vun Aktivitéiten eng minimal Zuel u qualifizéiertem Personal.

Hei am Land ginn et keng staatlech bezuelten oder subventionéiert Fleegedéngschter. Dës Servicer finanzéiere sech zum gréissten Deel iwwert d'Fleegeversécherung.

All Service „aide à domicile" a „soins à domicile" muss mindestens iwwert dräi Posten zu 40 Stonne verfügen, fir agreéiert kënnen ze ginn.

2016 waren am Beräich vun den 13 agreéierte Fleegedéngschter 2.066,59 ETP beschäftegt (aide à domicile: 1.483,33 / soins à domicile: 583,26), dovun 929 ganzzäitlech.

Mindestens 40% vun dem qualifizéierte Personal mussen eng Qualifikatioun vu mindestens 40 Stonnen a Palliativfleeg hunn. Eng „permanence en soins palliatifs" muss 24 Stonnen op 24 duerch eng Persoun, déi eng „profession de santé" exerzéiert an déi eng Qualifikatioun vu mindestens 160 Stonnen a Palliativfleeg huet, assuréiert ginn, soubal wéi eng Persoun den „carnet palliatif" huet.

De folgenden Tableau, deen aus engem Rapport vun der OCDE ass, weist de Verglach vum Prozentsaz un Encadrement an enger Partie Memberstate fir de stationären an den ambulante Beräich vum Secteur vun de Soinen an Hëllefen:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Fleegeversécherung iwwerhëlt d'Akte fir Soinen an Hëllefen, déi vun de Prestatairë bis zum Niveau vum Plan de prise en charge, dee vun der Cellule d'évaluation et d'orientation accordéiert ginn ass, geleescht ginn. Dëse Plang gëtt op Basis vun de reelle Besoinen an Hëllefen, déi eng Persoun brauch, opgestallt. All Akt entsprécht enger bestëmmter Zäitspann, an dorauser ergëtt sech eng Gesamtdauer u Stonnen, déi vun deenen eenzelne Prestatairë geleescht ginn. Pro Joer realiséiert d'CNS eng Plausibilitéitskontroll, fir ze verifizéieren, ob d'Personal vun de Prestatairen duergeet, fir déi fakturéiert Leeschtungen ze erbréngen.

Doriwwer eraus gesäit d'Reform vun der Fleegeversécherung am Artikel 387bis (1) vir, dass e groussherzoglecht Reglement Norme kann definéieren, wat d'Qualifikatioun an d'Effektiver u Personal ugeet.

Mir stellen all Dag fest, dass all déi verschidde Fleegedéngschter eng ganz gutt a wäertvoll Aarbecht um Terrain leeschten an esou eng adequat Fleeg vun de Leit garantéieren.

Question 3101 (26.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **recherche sur les cellules souches embryonnaires:**

D'Fuerschung un embryonale Stammzellen ass ethesch a moralesch ëmstridden.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Gëtt zu Lëtzebuerg op enger vun de folgenden Institutioune Fuerschung un embryonale Stammzelle bedriwwen: Université Lëtzebuerg, Luxembourg Institute of Health, Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) oder op iergendenger anerer Plaz, inklusiv a private Firmen oder Institutiounen?

2. Wa jo, wat sinn déi rechtlech Regelen, no deenen dës Fuerschung zu Lëtzebuerg bedriwwe ka ginn?

3. Duerch wat fir e Kontrollorgan gëtt séchergestallt, datt dës Regelen och agehale ginn?

4. Ginn zu Lëtzebuerg Embryoen oder embryonal Tissuen, déi z. B. aus enger Ofdreiwung oder enger PMA mat „embryons surnuméraires" stamen, stockéiert, beispillsweis a Kliniken oder an enger Biobank? Wéi eng Regele gëlle fir esou Embryoe respektiv embryonal Tissuen?

5. Wat geschitt mat Embryoen oder embryonalen Zellen, déi hei am Land der Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn? Ginn déi zu iergendengem Moment zu engem Handelsobjekt, datt heescht dat si kënne kaaft oder verkaaft ginn?

Réponse (24.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

An de Fuerschungszentren zu Lëtzebuerg gëtt keng Fuerschung un embryonale Stammzelle bedriwwen. Onsem Wëssen no ass och keng Privatfirma bekannt, déi esou eng Fuerschung zu Lëtzebuerg bedreift.

D'Decouverte vum Fuerscher Shinya Yamanaka am Joer 2008 huet d'Necessitéit vun der Fuerschung un embryonale Stammzellen a Fro gestallt. Dësen Nobelpreisträger huet erausfonnt, datt een och kéint Zelle vun enger erwuessener Persoun programméieren, soudatt pluripotent Zellen entstinn. D'Decouverte vun de pluripotenten Zelle beim Embryo wor deemools de wëssenschaftleche Grond, firwat en Interessi do wor, fir Fuerschung op embryonale Stammzellen ze ënnerhuelen.

Méi generell geschwat, kann ee soen, datt all biomedezinnesch Fuerschung dem Avis vun der „Commission nationale d'éthique de la recherche" (CNER) ënnerläit.

Wann et eng Recherche oder eng Etüd ass, déi als „essai clinique" qualifizéiert gëtt, applizéiert sech d'Reglementatioun iwwert d'Essai-cliniquen (règlement grand-ducal du 30 mai 2005 relatif à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain). Dëse reglementaresche Kader gesäit vir, datt d'Autorisatioun vun engem Essai clinique vun deem Minister muss autoriséiert ginn, deen d'Gesondheet a sengen Attributiounen huet, an dëst no engem Avis vum CNER. Dëst gëtt och gemaach, wann et sech ëm ee Fuerschungsprojet handelt, deen d'Applikatioun vun engem medezinneschen Dispositiv um Mënsch test.

Wat méi genau d'Gesetzgebung iwwert d'Benotze vun Embryozellen no enger ofgebrachener Schwangerschaft ugeet, applizéiert sech d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwer „tissus et cellules humaines destinés à des applications humaines". D'Gesetz präziséiert a sengem Artikel 11, datt „tissus ou cellules embryonnaires ou fœtaux" net kënne prelevéiert, konservéiert oder benotzt ginn no enger ënnerbrachener Schwangerschaft, ausser wann dëst eng Finalitéit huet, déi eng mënschlech Applikatioun huet. Hei geet et also net ëm eng Finalitéit vun der Fuerschung mä ëm eng medezinnesch Finalitéit.

D'Abgab vum Embryo am Kader vun enger onerwënschter Schwangerschaft, däerf just no dem geschriwwenen Averständnis stattfannen an nodeems d'Fra déi ugemiessen Informatioune krut iwwert d'Finalitéit vun dëser Abgab. Dës Informatioun muss een hir ginn, nodeem si decidéiert huet, hir Schwangerschaft ofzebriechen.

Heizou kann een nach soen, datt laut der Autorisation ministérielle fir de Service de Procréation Médicalement Assitée (PMA) am CHL vum 4. Abrëll 2003, et net erlaabt ass, Fuerschung um Embryo ze ënnerhuelen.

Wat d'Embryoen ugeet, déi iwwregbleiwen no enger PMA („embryons surnuméraires"), ass d'Cryoconservatioun vun Embryoen am Service PMA vum CHL erlaabt, soudass am Service PMA vum CHL eng Biobank existéiert, mä dëst exklusiv am Kader vun der PMA.

Q258

Question 3103 (27.06.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **développement des transports publics:**

L'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers, l'allongement des distances pour les travailleurs résidents et la croissance démographique luxembourgeoise nécessitent des investissements dans les réseaux de transports. Dans l'émission «Background am Gespréich» Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a précisé qu'entre 2013 et 2023, environ 3,8 milliards d'euros seront investis dans les infrastructures ferroviaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la répartition régionale de ces investissements?

- Est-ce que ces investissements vont respecter les orientations du Plan sectoriel «Transports»?

- Comment les investissements vont-ils influencer le budget public?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'affectation régionale des projets a été réalisée sur base des lignes ferroviaires.

Il faut toutefois noter que de nombreux projets, bien qu'ils soient situés sur une ligne spécifique, servent à deux ou plusieurs régions.

Ainsi, le nouvel arrêt ferroviaire Pfaffenthal-Kirchberg qui est situé sur la Ligne du Nord, est bénéfique pour l'entièreté du réseau. Il en est de même pour les futurs cinquième et sixième quais situés en gare de Luxembourg, qui amélioreront de manière significative le fonctionnement du réseau entier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tous ces investissements respectent les orientations relevant du Plan sectoriel «Transports».

Les investissements dans le réseau ferré national sont financés par le Fonds du rail. Celui-ci est alimenté par le budget de l'État, des emprunts étatiques, des subventions communautaires, des loyers concernant la location d'immeubles relevant du domaine ferroviaire et la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire.

Question 3104 (27.06.2017) de **MM. Laurent Mosar**, **Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant l'**imposition des associations sans but lucratif:**

Les associations sans but lucratif s'interrogent sur l'application à leur égard de la législation relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), eu égard notamment à l'article 44, paragraphe 1er de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la TVA qui dispose que:

«Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal: [...] v) les livraisons de biens et les prestations de services effectuées, lors de manifestations occasionnelles destinées à leur apporter un soutien financier, par des organismes sans but lucratif, qui poursuivent des objectifs d'intérêt collectif ou général et qui n'ont pas la qualité d'assujetti en raison de leur activité principale.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il préciser les limites et les conditions de cette exonération d'impôt? Qu'en est-il de la fiscalité sur le revenu applicable aux associations sans but lucratif?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'au niveau de l'imposition des associations sans but lucratif, des adaptations s'imposent? Lesquelles?

Réponse (26.07.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Les honorables Députés demandent des explications relatives à l'article 44, paragraphe 1er de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cet article prévoit notamment une exonération de la TVA pour «les livraisons de biens et les prestations de services effectuées, lors de manifestations occasionnelles destinées à leur apporter un soutien financier, par des organismes sans but lucratif, qui poursuivent des objectifs d'intérêt collectif ou général et qui n'ont pas la qualité d'assujetti en raison de leur activité principale, ou par des organismes dont les opérations sont exonérées (...)» (point v).

La définition retenue exclut donc les organismes, quelle que soit leur forme légale, qui poursuivent un but lucratif.

L'article précise en outre que l'exonération ne s'applique que pour des livraisons ou prestations effectuées «lors de manifestations occasionnelles». Sont ainsi visés des évènements organisés de manière non régulière, sans que ce critère n'exclue la possibilité d'une certaine récurrence.

Aux termes de l'article, les manifestations visées sont par hypothèse destinées à «apporter un soutien financier» à l'association qui les organise, ce qui implique qu'un éventuel profit est à reverser à l'association en question afin que celle-ci puisse en bénéficier pour le financement de ses activités.

Dans la mesure où le texte en vigueur est suffisamment clair et ne pose pas de problèmes d'application particuliers, aucune adaptation du régime applicable en la matière aux associations sans but lucratif ne s'impose à ce stade.

Question 3105 (28.06.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic à Saeul:**

Les deux traversées de la localité de Saeul, la route de Mersch (N8) et la route principale (N12), souffrent de flux de trafic de plus en plus importants, ce qui diminue la qualité de vie des citoyens habitant le long de ces voies routières.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations sur l'évolution des mouvements de véhicules traversant le village de Saeul?

2. Quel est le nombre de véhicules lourds qui transitent tous les jours par ce village?

3. Qu'en est-il de la densité du trafic durant les heures de pointe?

4. Quel est l'impact de la nouvelle autoroute A7 sur le trafic transfrontalier passant par Saeul?

Réponse (28.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En général, l'évolution du trafic routier est en augmentation continuelle lors des dernières années.

En nombre (trafic journalier moyen), la N12 accuse environ 5.400 véhicules/jour en provenance du Nord (Rippweiler-Saeul), et 3.800 sur le tronçon Sud (Saeul-Tuntange) de cet axe. 3.800 véhicules ont été observés sur la partie ouest de la N8 (route d'Arlon), tandis qu'environ 3.700 véhicules empruntent la N8 en direction de Brouch (route de Mersch). Selon des observations récentes, le nombre de poids lourds sur la N8 est de l'ordre de 210 par jour, tandis qu'environ 270 poids lourds empruntent la N12 (les deux directions confondues).

La densité du trafic durant les heures de pointe sur la N8 (route de Mersch) se traduit par un nombre de 280 véhicules le matin aux alentours de 08h00 et par un nombre de 333 véhicules le soir vers 18h00. Ces chiffres comprennent véhicules et poids lourds confondus, les 2 directions cumulées.

Sur la N12 (route principale), la densité du trafic durant les heures de pointe se traduit par un nombre de 322 véhicules le matin aux alentours de 08h00 et par un nombre de 324 véhicules le soir vers 18h00. Ces chiffres comprennent également véhicules et poids lourds confondus, les deux directions cumulées.

Après l'ouverture de la route du Nord, A7, il n'y a pas eu d'augmentation sensible du nombre de véhicules sur la N12, axe Nord-Sud, entre Rippweiler et Saeul. Le trafic sur cette même N12 en direction de Tuntange a clairement diminué. En contre-partie, le trafic sur la N8 entre Saeul et l'échangeur de Mersch, axe Ouest-Est, a augmenté de façon significative, sans pourtant dépasser les 4.000 véhicules/jour.

Cette augmentation peut s'expliquer, d'une part, par la diminution des mouvements en direction de Tuntange à charge égale sur le tronçon Nord de la N12 et, d'autre part, par une augmentation du trafic sur la N8 en provenance de Kreuzerbuch. Cette augmentation, qui est également documentée à la frontière (Gaichel), pourrait résulter de l'attrait de l'axe A7 en concurrence avec une A6 très chargée.

Il y a toutefois lieu de remarquer que les chiffres des comptages à disposition ne renseignent pas sur l'origine et la destination du trafic.

Question 3106 (28.06.2017) de **M. Gilles Roth** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **renard dans les villes:**

L'interdiction de la chasse au renard a été introduite en 2015. Au cours des derniers mois, on peut observer une augmentation préoccupante du nombre de renards dans les quartiers résidentiels de nos villes et localités. Le renard peut être dangereux pour l'homme car il peut être porteur d'une maladie parasitaire: l'échinococcose. L'homme peut se contaminer en ingérant des œufs du parasite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

1) Le Gouvernement peut-il nous confirmer une prolifération de renards dans les villes?

2) Dans l'affirmative, existe-t-il un risque d'échinococcose accru dû à l'augmentation de la population de renards dans les villes?

3) Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement en vue de faire reculer les renards des quartiers résidentiels?

4) Est-il prévu de lancer une campagne d'information ciblée sur l'échinococcose auprès du grand public?

Réponse commune (28.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

ad 1) Non. Comme déjà précisé dans les réponses à des questions parlementaires précédentes, une telle étude à grande échelle en milieu rural engendrerait des frais démesurés, et serait impossible à réaliser en milieu urbain à cause la non-accessibilité des terrains (droit de propriété).

Les ministres ignorent d'où les députés tiennent ces informations d'une «augmentation préoccupante du nombre de renards dans les quartiers résidentiels de nos villes et localités» et les demandent, dans un esprit constructif, de mettre à disposition de l'Administration de la nature et des forêts les sources et études y relatives.

Les ministres tiennent aussi à rappeler qu'au moment de l'abolition de la chasse au renard, le Gouvernement avait institué un comité de suivi du renard. Ce comité est constitué d'experts, dont des représentants du Département de l'environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et du Ministère de la Santé. Le comité n'a pas su retenir des éléments scientifiques valables susceptibles de documenter une telle prolifération après l'abolition de la chasse.

ad 2) Les ministres ne peuvent pas confirmer l'augmentation de la population de renards dans les villes.

Or, les ministres profitent pour rappeler que le risque de transmission de l'échinococcose est surtout lié au comportement des gens. Il importe de respecter les règles générales d'hygiène (se laver les mains après avoir travaillé la terre et avant de manger) et ne pas manger des légumes ou fruits (du sol) non lavés.

L'échinococcose est une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg. Très peu de cas sont rapportés, à savoir: quatre cas déclarés en dix ans. À noter que la transmission de l'échinocoque n'a pas comme seule cause possible le renard et que les animaux de compagnie semblent également jouer un rôle important.

ad 3) Actuellement, aucune mesure n'est envisagée, vu l'absence de besoin.

ad 4) En 2011, l'ANF a publié une brochure sur le renard («Füchse in Luxemburg»). 10.000 exemplaires de cette brochure ont été distribués en version papier et sur le portail de l'environnement (www.emwelt.lu) de nombreux téléchargements ont été enregistrés. Ladite brochure contient également des informations de plusieurs experts en matière d'échinococcose, ainsi que des recommandations pour minimiser encore davantage le risque déjà infime de contamination.

Une quatrième édition de ladite brochure est actuellement en cours d'impression. Elle sera disponible à la Direction de l'Administration de la nature et des forêts ainsi que dans les cinq centres nature et forêts de l'Administration de la nature et des forêts.

Le nombre de cas déclarés d'échinococcose étant très faible, une campagne à large échelle ne se justifie pas pour le moment. Le Gouvernement n'hésite pas à rendre attentive la population à toute occasion utile aux mesures

d'hygiène et de prévention qui diminuent de façon significative les risques de transmission de cette maladie, y inclus le déparasitage régulier des animaux de compagnie qui est essentiel.

Question 3107 (29.06.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **mBox:**

Actuellement, une douzaine de mBox existent sur le réseau ferroviaire national afin de faciliter la mobilité multimodale des voyageurs. Ces espaces de vélos sécurisés peuvent être accédés en utilisant la carte multifonctionnelle mKaart.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer sur d'éventuelles statistiques individuelles d'utilisation de ces stations?

- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il le succès des mBox actuellement mises à la disposition des voyageurs?

- Au vu de cette évaluation, est-il prévu d'installer des stations additionnelles?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que des râteliers vélos couverts pourraient être prévus sur les gares pour lesquelles un niveau de demande d'emplacements sécurisés relativement faible ne justifierait pas l'installation d'une mBox?

- Arrive-t-il que des utilisateurs placent leur vélo dans une telle station sans pour autant l'utiliser pour une durée prolongée? Dans le cas où ces bicyclettes bloquent des emplacements pour d'autres utilisateurs, pourraient-elles être enlevées?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La mBox constitue un élément clé dans la stratégie nationale afin d'augmenter l'attractivité du vélo et de promouvoir ce mode alternatif et respectueux de l'environnement. L'enjeu est de promouvoir l'utilisation du vélo dans les déplacements quotidiens des citoyens et le report modal vers d'autres modes de transport.

En janvier 2017, le Verkéiersverbond a réalisé une enquête auprès de 357 abonnés des mBox afin d'identifier les habitudes d'utilisation des utilisateurs (fréquence, motivation, durée de stationnement, etc.) mais également afin de pouvoir évaluer la qualité conceptuelle de ce type d'infrastructure sur le terrain (qualité d'emplacement, signalétiques, équipements annexes, accessibilité). L'enquête a montré que le critère de la sécurité/protection est primordial pour le client ainsi que le confort et la flexibilité en vue de garantir une chaîne de mobilité permettant des correspondances rapides et faciles vers d'autres modes de transport.

En date du 05 juillet 2017, 556 abonnés pour 13 mBox ont été comptés au niveau national.

Depuis le déploiement de la première infrastructure de type mBox sur le territoire luxembourgeois, le nombre d'abonnés n'a cessé de croître. Sur base de l'enquête susmentionnée, une réelle demande pour l'implantation de mBox supplémentaires peut être confirmée.

De manière globale, la majorité des abonnés utilise la mBox de façon adéquate. De même, les analyses de l'enquête permettent d'affirmer qu'il n'existe pas de problèmes de saturation à l'heure actuelle.

Les CFL planifient, avec l'accord du groupe de travail «Bike and Rail», un programme de déploiement à court terme des mBox sur les gares et arrêts du réseau ferré afin de créer un maillage dense à travers le pays et d'inciter ainsi d'autres administrations et grandes sociétés privées à également en installer. Ce projet permet de promouvoir l'utilisation du vélo pour certains trajets spécifiques comme les trajets domicile - gare ou encore gare - lieu de travail.

Actuellement les CFL finalisent l'installation des mBox dans les gares de Pétange, Lorentzweiler, Troisvierges, Bertrange et les points d'arrêt Colmar-Berg et Oberkorn, ce qui portera le nombre d'abris vélos sécurisés (mBox et mBox mobile) à disponibilité des clients des CFL à 18. En plus, une nouvelle mBox a été commandée pour l'arrêt de Bascharage-Sanem qui sera installée d'ici la fin de l'été.

D'autres projets d'installations sont déjà planifiés pour les arrêts de Cents, Sandweiler-Contern, Schifflange et aux gares d'Esch-sur-Alzette, Rodange, Clervaux et Dippach-Reckange.

Jusqu'à présent, un grand nombre de gares et arrêts sont déjà équipés avec des abris à vélos traditionnels couverts avec sept à huit emplacements mais qui ne sont que très peu fréquentés pour des raisons de vandalisme et de vol. Seules les gares surveillées par du personnel des CFL affichent une utilisation régulière de ces abris non sécurisés. Une alternative aux mBox standard de 32 places est l'installation des mBox mobiles sous forme de container avec 16 emplacements pour les gares et arrêts à faible demande d'emplacement à vélos. Ces containers sont actuellement en service à Ettelbruck et Kleinbettingen. Ces mBox mobiles peuvent être utilisées sur des sites à faible demande afin d'inciter les déplacements en vélos et de contrôler l'utilisation à distance grâce au système mKaart. En cas de faible ou non-utilisation, les mBox mobiles permettent un déplacement facile sur un autre site en une journée. La gare de Diekirch et l'arrêt de Schieren recevront une mBox mobile encore avant la fin de l'année en cours.

Question 3108 (30.06.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **réglementations européennes de l'agriculture biologique:**

Avec le boom de l'industrie biologique et l'augmentation des importations extra-européennes, les cas d'étiquettes biologiques falsifiées se sont multipliés pendant les dernières années. Pour trouver une solution à ce problème, des négociations de l'Union européenne sur le renforcement des réglementations de l'agriculture biologique en Europe et à l'extérieur de l'Europe persistent depuis octobre 2015. Jusque fin juin, un nouveau cycle de négociation est censé clôturer les débats.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la proposition de l'Union européenne de renforcer les régulations de la production biologique?

- Le Gouvernement entend-il se rallier à l'attitude sceptique de l'Allemagne?

- Comment la nouvelle charte sur la production biologique va-t-elle affecter les agriculteurs et les consommateurs? Est-ce que son implémentation est réaliste?

Réponse (28.07.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

La proposition sur la production biologique et l'étiquetage des produits biologiques, présentée par la Commission en mars 2014, vise à réviser la législation existante sur la production biologique et l'étiquetage des produits biologiques afin de l'adapter aux exigences du Traité de Lisbonne et d'éliminer les obstacles au développement durable de la production biologique dans l'UE.

Ses autres objectifs sont également de garantir une concurrence loyale pour les agriculteurs et les opérateurs, notamment ceux de l'UE et des pays tiers, de mieux prévenir la fraude et les pratiques déloyales et d'améliorer la confiance des consommateurs dans les produits biologiques. La Commission a proposé de renforcer les règles relatives au système de contrôle, au régime commercial, aux pratiques de protection des animaux et aux substances non autorisées.

Le Conseil a adopté une approche générale sur le règlement précité en 16 juin 2015 et la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen a voté son rapport en octobre 2015. Les négociations entre institutions ont débuté en novembre 2015 sous Présidence luxembourgeoise et le dernier trilogue entre les institutions a eu lieu le 28 juin 2017. Lors de ce trilogue, les institutions se sont mises d'accord sur un texte de compromis révisant la réglementation actuellement en vigueur en matière de production biologique.

Actuellement les textes sont examinés par les services techniques des institutions afin d'en garantir la cohérence technique et juridique. Les textes définitifs seront probablement disponibles en octobre et seront soumis aux États membres.

Le texte de compromis actuellement retenu maintient globalement la structure des règles en matière de production biologique mais apporte certaines améliorations en ce qui concerne les règles pour les importations à partir de pays tiers, les mesures de précaution en cas de présence de substances non autorisées et des dispositions spécifiques pour la production biologique en matière de semences.

Les règles de production ainsi que les dispositions de contrôle des agriculteurs de l'UE ne seront pas notablement modifiées. Il y aura par contre plus de contrôle au niveau des revendeurs de produits biologiques en vue d'une meilleure protection du consommateur. Les autorités seront, entre autres, appelées à mettre en place plusieurs banques de données supplémentaires, notamment sur la disponibilité de matériel de reproduction animal et végétal disponible en qualité biologique dans le but de favoriser davantage le développement du marché de ce matériel et de limiter le plus possible le recours à du matériel de reproduction d'origine conventionnelle. L'implémentation du nouveau texte me semble être donc tout à fait réaliste. C'est ainsi que j'ai pu donner mon appui à l'accord de principe auquel les institutions sont parvenues le 28 juin dernier.

Question 3110 (03.07.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**interdiction des néonicotinoïdes:**

Durant ces dernières années, le taux de mortalité des abeilles n'a cessé d'augmenter. Les néonicotinoïdes, une famille d'insecticides néfastes pour les abeilles, font partie des pesticides accusés de provoquer une réduction du nombre des colonies d'abeilles.

Voilà pourquoi la Commission européenne avait décidé le 24 mars 2013 de restreindre pour deux ans l'utilisation de trois pesticides de la famille des néonicotinoïdes. Sous moratoire depuis 2013, la Commission a proposé le 23 mars 2017 l'interdiction pure et simple de ces pesticides, à l'exception de leur utilisation en serre.

La France, pionnier dans la conservation des abeilles en Europe, a récemment adopté la loi de biodiversité, prévoyant l'interdiction des néonicotinoïdes jusque fin 2018. Même s'il y a eu une confusion au niveau de la position du Gouvernement français dont deux ministres se sont exprimés différemment sur l'interdiction des néonicotinoïdes, le Président Emmanuel Macron a confirmé que les pesticides seront bien totalement interdits à partir du 1er septembre 2018 en France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Est-ce que le Gouvernement va plaider en faveur d'une interdiction des néonicotinoïdes au niveau européen?

2) Sachant qu'en France, la loi biodiversité promulguée en août 2016 prévoit l'interdiction des néonicotinoïdes dès le 1er septembre 2018, est-ce que le Luxembourg va suivre l'exemple du Gouvernement français et instaurer une loi nationale de biodiversité interdisant les néonicotinoïdes?

3) Quel était le taux de mortalité des colonies d'abeilles de l'année 2016 au Luxembourg?

4) Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement propose-t-il pour éviter la disparition des colonies d'abeilles au Luxembourg?

Réponse commune (17.08.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) D'après le programme gouvernemental, le Gouvernement aspire à réduire au maximum l'utilisation de produits phytopharmaceutiques dans la pratique agricole, viticole, horticole, sylvicole et paysagiste. Dans cet esprit, le Luxembourg va plaider au niveau communautaire pour une interdiction des substances actives néonicotinoïdes. À défaut d'outils de gestion performants au niveau national, une interdiction communautaire est à considérer comme outil de gestion approprié.

En effet la Commission européenne a présenté, en date du 23 mars 2017 une ébauche de projet de règlement visant à interdire l'utilisation de trois substances actives néonicotinoïdes (i. e. clothianidine, imidaclopride et thiamethoxame) en dehors des serres. Pour l'instant, il n'est pas clair quand ce projet de règlement sera soumis au vote du comité permanent afférent ou bien s'il y aura encore des amendements au texte proposé. À noter que le projet de règlement ne vise pas les deux autres substances actives néonicotinoïdes, thiaclopride et acétamipride, approuvées au niveau communautaire.

Le Gouvernement soutiendra les restrictions proposées par la Commission européenne et plaidera pour une interdiction de ces substances actives néonicotinoïdes.

ad 2) Une interdiction nationale de toutes les substances actives néonicotinoïdes alors qu'elles sont approuvées au niveau communautaire est contraire aux dispositions du règlement CE n°1107/2009 sauf si l'interdiction est dûment justifiée. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une interdiction de la mise sur le marché de produits contenant des néonicotinoïdes mais seulement de l'utilisation de tels produits.

Afin d'éviter toute confusion, il faut préciser que la loi biodiversité citée a été le levier utilisé pour introduire une modification dans le code rural et de la pêche maritime qui régit la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques en France. Au Luxembourg, de telles dispositions devraient donc être introduites dans la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques.

Le Gouvernement se propose de suivre de près l'évaluation de la Commission européenne de l'interdiction française et, le cas échéant, de réagir au plan national luxembourgeois.

ad 3) Le taux de mortalité des colonies d'abeilles est déterminé par la différence entre le nombre de colonies présentes avant l'hiver et celles présentes au printemps. Le taux de mortalité de l'hiver 2016-2017 se chiffre à 20%. Cette mortalité peut être considérée comme moyenne par rapport aux années précédentes pour lesquelles on a observé des taux allant de 9 à 34%. Une perte de 10% est d'ailleurs considérée comme étant «normale».

ad 4) La mortalité des abeilles est une problématique multifactorielle. Trois causes sont le plus souvent mises en avant. La varroase, probablement la cause la plus importante, est une maladie parasitaire qui, en cas d'infestation massive, peut être à l'origine de la destruction d'une colonie d'abeilles entière. L'exposition aux produits phytopharmaceutiques, notamment les insecticides, peut avoir un effet néfaste sur les colonies d'abeilles. Finalement l'appauvrissement de nos paysages agricoles a certainement réduit les ressources alimentaires pendant certaines périodes de l'année. Le Gouvernement agit donc à ces trois niveaux pour améliorer la situation des abeilles.

Plusieurs mesures ont été mises en place afin d'aider les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Le Département de l'agriculture cofinance l'expert apicole de la Fédération des Unions d'Apiculteurs du Luxembourg (FUAL). Cet expert a notamment la fonction de conseiller les apiculteurs dans la lutte contre la varroase. Il gère ensemble avec l'Administration des services vétérinaires un monitoring du développement de la varroase ce qui permet aux apiculteurs de vérifier la nécessité et l'efficacité des mesures de lutte. De plus, un programme d'amélioration génétique visant à augmenter la résistance des abeilles à la varroase est cofinancé par l'État.

Dans le cadre du programme de recherche BeeFirst, soutenu par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, des chercheurs du Luxembourg Institut of Science and Technology ont pu mettre en avant les meilleures stratégies pour éviter les dépérissements des colonies d'abeilles. Dans le cadre de ce programme de recherche, les effets de la pratique agricole sur la santé des abeilles ont été analysés. Ainsi des résultats de l'impact de l'occupation agricole et non agricole des sols sur les abeilles ont été publiés. En plus, des données portant sur les résidus de pesticides dans le pollen collecté par les abeilles seront présentées dans les meilleurs délais.

Ensuite, plusieurs départements ministériels collaborent pour mettre en œuvre un plan d'action national visant à réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Dans ce contexte, il est proposé d'établir un indicateur permettant de suivre le degré d'exposition des insectes pollinisateurs par des analyses de résidus dans le pollen d'abeilles.

Finalement, pour améliorer les ressources nutritives pour les abeilles, un certain nombre de mesures volontaires devraient aider à améliorer la disponibilité de nectar et de pollen pour les abeilles. Ces mesures comprennent la mise en place de bandes fleuries le long des champs et la gestion extensive des bordures des champs. Actuellement, une surface de 80 hectares environ est couverte par ces mesures. D'autres mesures volontaires sont également prévues par le projet de règlement grand-ducal instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural.

Question 3111 (04.07.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **perte de communication avec un satellite de la SES:**

De Satellitt AMC-9 vun der SES ass ausser Kontroll geroden an a Stécker zerbrach, wéi e Sonndeg och an der Press gemellt ginn ass.

Esou en Tëschefall kéint zu Accidenter féieren, wann d'Stéckervun dësem Satellitt mat anere Raumobjekter géinge kollidéieren. Am schlëmmste Fall kéint eng Zort Lawin entstoen, bei där ëmmer méi Satellitten a Raumobjekter géinge beschiedegt ginn. Onofhängeg vum Schued, deen entstan ass oder nach wäert entstoen, hätt ech dowéinst dës Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister an un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wien ass fir esou Schied direkt responsabel?

2. Kann de Stat Lëtzebuerg, als Sëtz vun der Bedreiwergesellschaft vun engem Satellitt oder vun der Gesellschaft, déi de Satellitt kontrolléiere soll, fir esou Schied haftbar gemaach ginn?

Réponse commune (04.08.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Am Fall vum AMC-9 handelt et sech em en amerikanesche Satellitt. Lëtzebuerg ass fir dee Satellitt net responsabel.

Mä wann et sech géif ëm en Astra Satellitt handelen, da wär nieft dem Bedreiwer och de Lëtzebuerger Stat responsabel an e kënnt vun dem Stat vun dem Bedreiwer vun engem anere Satellitt, deen duerch e Lëtzebuerger Satellitt géif beschiedegt ginn, gefrot ginn, fir de Schued opzekommen.

Et ass an der Konzessioun vun der SES Astra virgesinn, dass d'Gesellschaft muss eng Versécherung hu fir d'Responsabilitéit, wou de Stat als Coassuré matverséchert ass. De Stat wär also am Fall vun engem Schued verséchert.

Question 3113 (04.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **compte épargne-temps:**

Le 22 décembre 2010, Madame la Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative et Monsieur le Ministre du Travail de l'époque ont déposé deux projets de loi tendant à l'introduction d'un compte épargne-temps pour les salariés du secteur privé, respectivement dans la fonction publique.

Tandis que le premier texte (secteur privé) a été retiré du rôle de la Chambre des Députés le 17 mars 2014 par le ministre l'ayant déposé, le second n'a pas encore connu le même sort. D'après l'accord salarial conclu entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique pour les années 2016, 2017 et 2018, l'introduction d'un nouveau projet de loi dans la procédure législative serait pourtant prévue pour au plus tard juillet 2017. En ce qui concerne le secteur privé, le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un nouveau projet de loi au courant de cette législature.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Sachant que Monsieur le Ministre de la Fonction publique vient de réitérer son engagement d'encore déposer un nouveau projet de loi à la Chambre des Députés en juillet 2017, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer s'il entend concomitamment saisir la Chambre des Députés d'un projet de loi visant le secteur privé?

- Dans la négative, où en sont les travaux de préparation d'un tel projet de loi? Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les deux projets de loi doivent être traités de manière parallèle à la Chambre des Députés?

Réponse (02.08.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Le programme gouvernemental prévoit l'élaboration d'un nouveau projet de loi portant introduction de comptes épargne-temps afin de permettre une meilleure flexibilité dans la gestion du temps de travail tant pour les entreprises que pour les salariés.

Ce nouveau projet est donc supposé remplacer l'ancien projet de loi déposé en décembre 2010, qui avait été retiré du rôle en mars 2014 sur demande des partenaires sociaux.

Le Conseil économique et social (CES) avait publié un avis à ce sujet, proposant de laisser le champ d'action le plus large possible aux partenaires sociaux représentatifs pour définir les conditions régissant l'introduction de comptes épargne-temps selon les entreprises.

C'est pourquoi le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire a saisi les partenaires sociaux en leur demandant de trouver un accord sur un cadre commun pour les comptes épargne-temps jusqu'à la fin de cette année.

À ce stade, nous n'avons pas encore reçu de proposition de la part des partenaires sociaux.

Au cas où nous n'aurons pas obtenu de proposition à la fin de cette année, il importera de présenter un projet de loi après consultation des partenaires sociaux.

Question 3115 (05.07.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **système CITA:**

Le Luxembourg vient d'accueillir deux étapes du Tour de France ce qui a entraîné des perturbations sur notre réseau routier. Si les informations diffusées par les médias et les sites Internet des communes concernées quant aux routes fermées pendant le passage du Tour de France étaient globalement satisfaisantes, il me revient que les informations renseignées par le système CITA («Contrôle et information du trafic sur les autoroutes») n'étaient que superficielles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le système actuel à panneaux à messages variables CITA est obsolète?

- Ne faudrait-il pas songer à installer un nouveau système d'information à la hauteur du progrès technique, capable de diffuser davantage d'informations en temps réel et de renseigner sur les probables perturbations sur notre réseau autoroutier, notamment lors d'événements d'envergure?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

À l'instar d'outils comparables à l'étranger, en tenant compte des développements des techniques de l'information et de communication, le CITA fut développé dans les années 1990 en vue de la gestion du trafic, des incidents et de la sécurité des tunnels dans la perspective, entre autres, de réduire le nombre d'accidents sur le réseau autoroutier. L'exposé des motifs du projet de loi de 2003, qui est très explicite également sur la vision à long terme, en donne une vue claire:

«CITA („Contrôle et information du trafic sur les autoroutes") est un système de regroupement des alarmes qui recueille et traite les alertes venant du réseau autoroutier et plus particulièrement des tunnels au Centre de contrôle du trafic (CCT) à Bertrange. Ces informations couvrent la situation du trafic, l'état des infrastructures autoroutières et le fonctionnement des équipements de voirie. Elles proviennent notamment des caméras trafic, des boucles de comptage, des bornes d'appel d'urgence, des messages en provenance de la Police grand-ducale et de la Protection civile, des stations météo, des équipements de voirie et de tunnels (ventilation, détecteurs).

En fonction de l'incident, les interventions appropriées sont déclenchées en coopération avec les instances publiques compétentes (essentiellement Police grand-ducale et Protection civile) et les usagers en sont informés.»

Depuis le vote de la loi et les premières réalisations en section courante, le CITA, à travers des décennies, a constamment évolué. Il a ainsi dû encaisser les évolutions technologiques, tout en intégrant l'accroissement du réseau et notamment l'ajout des nouveaux tunnels, ainsi que les évolutions au niveau réglementaire (directive 2004/54/CE concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen, directive 2010/10/CE concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport ainsi que de la cybersécurité). Au jour d'aujourd'hui, le CITA gère 167 km de linéaire d'autoroutes, avec 57 échangeurs et six croix et jonctions d'autoroutes, ainsi que 27 tunnels et passages inférieurs d'une longueur cumulée de 15,3 km. Actuellement 300.000 points de contact d'équipements sont supervisés par le système.

Dans la logique des expectations énoncées cidessus, le cadre procédural se limite actuellement à l'affichage de messages d'information relatifs à la gestion du trafic et, bien entendu, à la réglementation de la circulation par panneaux variables en conformité avec le Code de la route.

À titre exceptionnel, et sur demande expresse du Gouvernement, le message «Présidence européenne» fut affiché en 2015.

D'entente avec les organisateurs, coordinateurs et responsables du Tour de France, l'affichage lors des deux étapes concernées fut limité aux seules informations relatives à la gestion du trafic, conformément aux procédures standard. À part d'un bouchon limité dans le temps sur la A13 près de Mondorf, le trafic sur le réseau autoroutier n'était pas perturbé et des messages supplémentaires n'étaient pas nécessaires.

Revenant aux questions de l'honorable Député, je rappelle que l'affichage de messages variables par le CITA (ou tout autre système) doit tenir compte des capacités cognitives de l'automobiliste dans une situation de conduite. Il est ainsi impératif d'éviter l'abondance des informations et d'en soigner la compréhension. C'est la raison pour laquelle la distraction de l'automobiliste par l'immersion de messages publicitaires n'est pas souhaitable et que la disposition des panneaux à messages variables a été conçue à l'époque en suivant quelques règles simples et efficaces. En effet, les panneaux à messages variables ont été disposés à quelques endroits stratégiques, et ceci également pour des raisons techniques et budgétaires.

Dès le début de l'installation du système, la pose de deux types de panneaux a été réalisée pour transmettre des messages (panneaux à messages variables qui affichent du texte) et des panneaux à signal variable permettant de gérer les incidents. À rappeler que dans la conception du CITA même, ces signalisations et panneaux implantés sur site constituent un chemin de communication parmi d'autres, dont notamment des communiqués de presse, des messages par Internet (www.cita.lu), communication avec l'ACL et la presse, voire les autres instances publiques comme p. ex. la Police grand-ducale et l'Administration des services de secours.

Actuellement, le seul moyen de transmettre l'information à chaque usager reste cependant l'affichage de messages sur les panneaux installés dans l'emprise de l'autoroute. Ce système ne sera pas obsolète tant que la communication entre les véhicules et l'infrastructure n'est pas assurée par d'autres moyens et canaux. Bien que l'expectative du progrès technique paraisse très prometteuse, il faut être conscient que la période de transition risque de se prolonger.

En tant que ministre de tutelle de l'Administration des ponts et chaussées, je ne suis donc pas d'avis que la transmission de messages par panneaux sur le site même de l'infrastructure est obsolète. Il y a cependant lieu de remarquer que les technologies ont évolué et qu'une bonne partie des installations datent encore de la première génération qui vont bientôt atteindre leur fin de vie technique.

Il est d'ores et déjà prévu d'installer des systèmes à la hauteur du progrès technique et, bien entendu, revoir également la diffusion des informations. Ceci notamment en relation avec les débuts des systèmes de conduite automatique (autonomous and connected driving) et de l'évolution en général, notamment en ce qui concerne le transfert d'informations relatives aux chantiers, aux incidents, des messages de service quant à l'utilisation des parkings relais et des transports publics. Dans ce contexte, l'Administration des ponts et chaussées est en étroite concertation avec les acteurs du secteur, notamment en ce qui concerne la mise à disposition des informations sur des plateformes «open data».

Sur le terrain, il faudra rééquiper les autoroutes de nouveaux équipements, ce qui est prévu notamment dans le cadre des projets de réaménagement en étude, et en étendre le domaine d'action, notamment en intégrant les accès à l'autoroute, aux échangeurs et aux principaux itinéraires de déviation. Le système de production actuellement en service doit également faire l'objet d'un upgrade, ne serait-ce que pour pouvoir traiter les nouvelles générations d'équipements. Lors de ce processus, il y a lieu également de traiter de façon différente les systèmes de sécurité des tunnels, qui nécessitent leur propre surveillance.

Ceci étant, il reste à rappeler que la conception du réseau routier et autoroutier n'est que peu redondante et essentiellement centrée sur la capitale, ce qui en rend la gestion des incidents difficile. À part la stabilisation et la consolidation du réseau routier, qu'il ne faudra négliger en aucun cas, il faudra davantage cibler sur une mobilité durable comme sur un système performant des transports en commun.

Question 3117 (07.07.2017) de **MM. Gérard Anzia** et **Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **droits d'inscription relatifs au brevet de maîtrise:**

Les droits d'inscription pour les cours et pour l'examen du brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat, fixés initialement par règlement grand-ducal en 1997 et modifiés en 2006, viennent d'être adaptés à nouveau par le règlement grand-ducal du 24 avril 2017[1]. Désormais, les candidats au brevet de maîtrise devront payer 600 euros par année d'inscription pour les cours préparatoires et 300 euros par session d'examen, ce qui correspond à un triplement des frais. Ces nouveaux droits d'inscription s'appliqueront aux examens à partir de la session d'automne 2017 et aux cours à partir de l'année scolaire 2017-2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Quelles sont les raisons pour cette augmentation des droits d'inscription au brevet de maîtrise?

2. Pourquoi est-ce que cette augmentation n'a-t-elle pas pu être introduite de façon progressive?

3. Est-ce que des mesures, comme par exemple la possibilité de payements différés ou encore une aide financière, ont déjà été mises en place afin d'aider les candidats aux moyens financiers limités? Dans la négative, est-ce que le ministère envisage de mettre en place de telles mesures?

Réponse (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

La loi modifiée du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise, arrête le principe de la perception d'un droit d'inscription pour la participation aux cours préparatoires au brevet de maîtrise et pour la participation aux épreuves des sessions d'examen, respectivement dans ses articles 3 et 5, en fixant un plafond de 50.000 francs luxembourgeois par année d'inscription et par session d'examen pour chacun.

Le règlement grand-ducal du 1er juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat, ci-après «règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 1997», pris en exécution de la loi prémentionnée, a autorisé la perception du droit d'inscription pour la participation aux cours d'un montant de 1.000 francs luxembourgeois par matière et pour la participation aux épreuves, d'un montant de 2.000 francs luxembourgeois par module.

Les montants des droits d'inscription n'ont subi qu'une seule modification depuis 1997, hormis l'adaptation de technique monétaire suite au passage du franc luxembourgeois à l'euro en 2002, par le règlement grand-ducal du 13 juillet 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 1er juillet 1997.

Depuis ce texte, le droit d'inscription aux cours préparatoires au brevet de maîtrise est fixé à 200 euros par année d'inscription et le droit d'inscription à l'examen de maîtrise est fixé à 100 euros par session d'examen.

Tandis que les tarifs n'ont pas changé depuis leur adaptation en 2006, des efforts substantiels ont cependant été réalisés et continuent à l'être, par le Service de la formation professionnelle (SFP) et par la Chambre des Métiers, chambre professionnelle à laquelle est confiée l'organisation à la fois des cours préparatoires au brevet de maîtrise et des examens du brevet de maîtrise, ceci sous le contrôle général du directeur à la formation professionnelle, afin d'améliorer en permanence la qualité de la formation.

Il s'avère que les droits d'inscription ne sont plus en adéquation ni avec l'ampleur des efforts fournis par les acteurs concernés, ni avec la qualité de la formation offerte. En effet, les révisions et restructurations des cours dans l'in-

[1] Règlement grand-ducal du 24 avril 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 1997 fixant le programme et les modalités d'organisation des cours et des examens menant au brevet de maîtrise dans le secteur de l'artisanat.

térêt et au profit des candidats, aussi bien au niveau des contenus qu'au niveau de l'approche pédagogique, la préparation et la formation des formateurs, l'encadrement des formateurs et des membres des commissions d'examen, ainsi que les efforts de promotion du brevet de maîtrise, sont autant d'éléments qui ont été perfectionnés en permanence alors que le niveau des droits d'inscription n'en tenait pas compte.

La comparaison avec nos voisins allemands, qui connaissent un système de formation comparable, menant au brevet de maîtrise, démontre également l'inadéquation des droits d'inscription luxembourgeois. Ainsi, le parcours type du candidat maître-boulanger auprès de la «Handwerkskammer» à Trêves, engendre actuellement des droits d'inscription du montant de 7.940 euros, tandis que le parcours type du candidat auprès de la Chambre des Métiers au Luxembourg engendre des droits d'inscription de 900 euros.

Le faible niveau des droits d'inscription à la formation menant au brevet de maîtrise luxembourgeois est flagrant, l'adaptation des droits d'inscription est en retard et leur augmentation s'impose.

L'augmentation des tarifs pourra de nouveau contribuer à favoriser la discipline et l'assiduité des candidats en limitant autant que possible les dépenses inutiles imputables aux absences et à la défection des candidats. En effet, le maintien de l'effet stimulateur de la perception d'un droit d'inscription pour les candidats de suivre les cours régulièrement a été l'un des objectifs déclarés de la réforme du brevet de maîtrise par la loi de 1996.

Une remise de 150 euros est accordée aux jeunes qui enchaînent directement avec le brevet de maîtrise après obtention du DAP (diplôme d'aptitude professionnelle). En outre, en date du 13 juin 2017, la Chambre des Métiers a envoyé un courrier à tous les candidats en cours de formation du brevet de maîtrise les informant de ladite augmentation tarifaire. La facture y relative leur sera seulement envoyée au mois d'octobre avec un délai de paiement s'étendant jusqu'au mois de novembre.

Reste à signaler que les candidats peuvent bénéficier du congé individuel de formation.

Question 3118 (07.07.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant l'**éventuelle annexe de l'École européenne à Junglinster:**

Lors du débat concernant la réforme des lycées en date du 6 juillet 2017 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a annoncé qu'une annexe de l'École européenne pourrait voir le jour à Junglinster.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) À quel stade se trouvent les pourparlers avec les différents acteurs concernés, c'est-à-dire avec la direction du lycée de Junglinster et la direction de l'École européenne?

2) Quand cette offre pourrait-elle débuter dans l'enceinte du bâtiment à Junglinster?

3) Quel pourrait être, à court terme, le nombre d'élèves pouvant fréquenter l'annexe de l'École européenne à Junglinster?

4) Quelle serait l'offre scolaire proposée?

5) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse compte-t-il également étendre l'offre scolaire à l'enseignement préscolaire et fondamentale?

6) Dans l'affirmative, quelle pourrait être l'incidence de ce projet sur le POS prévu étant donné la construction envisagée d'un village-containeurs pour réfugiés?

Réponse commune (02.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire. Le MENJE continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

ad 1) Des premiers pourparlers avec la direction du Lënster Lycée Junglinster ont eu lieu au courant du printemps 2017. Un groupe de travail composé de la direction du lycée, de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil supérieur des écoles européennes ainsi que de l'Inspection luxembourgeoise auprès des écoles européennes est en train de préparer les démarches en vue de la procédure d'agrément. Un dossier d'intérêt général, par lequel l'État membre expose le projet, les motivations de celui-ci et les moyens qu'il se dispose à mettre en œuvre pour le réaliser, sera soumis au prochain conseil d'inspection mixte ainsi qu'au Conseil supérieur. En cas d'avis positif du conseil supérieur, l'école présentera ensuite un dossier de conformité avant d'être audité pour obtenir l'agrément.

ad 2) L'offre scolaire pourra néanmoins déjà débuter au Lënster Lycée à partir de l'année scolaire 2018-2019.

Le ministre Meisch a eu un premier entretien avec le secrétaire général des écoles européennes qui est en charge de l'élargissement du système des écoles européennes et de l'établissement de liens de coopération permettant à des établissements des États membres de dispenser un enseignement européen. Cela permet de:

- faciliter la mobilité, offrir une éducation multilingue et pluriculturelle et un diplôme européen aux enfants du personnel des Institutions européennes trop éparpillées à travers l'Europe pour que cette éducation et ce diplôme puissent leur être proposés dans des écoles européennes à part entière;

- permettre le développement de cet enseignement dans les établissements nationaux des États membres.

Les écoles européennes agréées sont des écoles qui, sans faire partie du réseau des écoles européennes organisé par l'organisation intergouvernementale «Les écoles européennes», offrent un enseignement européen qui correspond aux exigences pédagogiques fixées pour les écoles européennes, mais dans le cadre des réseaux scolaires nationaux de l'État membre en question et donc hors du cadre juridique, administratif et financier international auquel les écoles européennes sont astreintes.

Depuis 2005, sur base des recommandations du Parlement européen, les écoles européennes ont ouvert leurs curricula ainsi que le baccalauréat européen, à des écoles nationales.

Toute école européenne agréée, telle que celle de Differdange et d'Esch-sur-Alzette, est liée au système des écoles européennes par une convention d'agrément. Celle-ci accorde aux écoles européennes agréées l'équivalence de niveau pédagogique, année d'études par année d'études, entre l'enseignement dispensé par l'école européenne agréée et celui dispensé par les écoles européennes.

ad 3) Pour l'instant, l'information concernant le nombre probable d'élèves fréquentant une section européenne à Junglinster ne peut pas être fournie.

ad 4) En ce qui concerne le contenu pédagogique de l'enseignement, une école ne peut être agréée que si elle s'engage à préparer efficacement les élèves à se présenter aux épreuves du baccalauréat européen et si elle propose un éventail d'options, particulièrement en sixième et septième année du cycle secondaire, qui favorise l'admission ultérieure des élèves aux filières de l'enseignement supérieur.

Il reste à noter que le diplôme du baccalauréat européen est officiellement reconnu comme un titre permettant l'admission dans l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'Union européenne ainsi que dans plusieurs autres pays.

ad 5) Chaque école européenne agréée doit prévoir l'offre scolaire à l'enseignement fondamental, primaire dans le vocabulaire européen.

À l'école européenne, le cycle maternel («early éducation») couvre deux années d'enseignement et le cycle primaire cinq années. À l'école primaire, l'accent est mis sur la langue maternelle, les mathématiques et la première langue étrangère sans négliger pour autant l'éducation artistique, musicale, sportive, la découverte du monde ainsi que les «heures européennes» où se rencontrent des enfants de nationalités différentes pour participer à des activités variées.

L'École européenne agréée à Junglinster comprendra par conséquent également une filière primaire, ce qui rend inévitable la construction d'un bâtiment scolaire adapté aux besoins des enfants de cette tranche d'âge. Il est tout à fait probable que ce projet connaîtra des incidences sur la construction d'un village-containeur pour réfugiés.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire au sein du Lënster Lycée, l'école proposera les trois cycles du secondaire (cycle d'observation (S1-S3), cycle de pré-orientation (S4-S5) et cycle d'orientation (S6-S7) menant au baccalauréat européen) et ceci dans deux sections linguistiques: section germanophone et section anglophone. Cette offre scolaire sera élargie à d'autres sections linguistiques au fur et à mesure des besoins constatés.

Des cours de langue maternelle pour les élèves sans section linguistique propre seront offerts; ces derniers bénéficieront d'un soutien pour apprendre la langue de la section qu'ils intègrent. L'apprentissage du luxembourgeois en tant que langue d'intégration sera obligatoire pour tous les élèves de l'école primaire ainsi que pour les élèves des classes inférieures de l'école secondaire. C'est surtout à travers la valorisation de leur langue maternelle que cette école offrira une alternative à bon nombre d'élèves de la région Est-Centre du pays.

ad 6) À ce stade et en l'absence d'un programme de construction, il est prématuré de se prononcer sur les éventuelles conséquences que ce projet pourrait avoir sur d'autres dossiers.

Question 3119 (10.07.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **reproches d'irrégularités au Fonds du logement:**

Selon les révélations dans la presse en date du 7 juillet 2017, il y aurait eu des irrégularités au Fonds du logement.

Selon le projet de compte rendu de la réunion du comité directeur du 18 mai 2017, il y aurait eu des «agissements malencontreux de la part du coordinateur général et de son adjointe».

D'une part, certains collaborateurs du Département de la promotion se diraient victimes de mobbing et de management abusif.

D'autre part, les collaborateurs chargés de reprendre le travail en relation avec le volet des marchés publics auraient mis à jour de nombreuses irrégularités dans les soumissions effectuées et il pourrait même y avoir certains dysfonctionnement ou contournements de la législation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer la véracité des reproches d'irrégularités, c'est-à-dire par rapport au traitement des collaborateurs et par rapport aux marchés publics?

- Selon mes informations, la secrétaire administrative, responsable dudit projet de compte rendu, aurait quitté ses fonctions. Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

Réponse (27.07.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre du Logement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je me permets de revenir à ma réponse à la question parlementaire n°3092 du 21 juin 2017 ainsi qu'au communiqué de presse publié par le Fonds du logement à l'issu de sa première réunion du conseil d'administration du 6 juillet dernier, après entrée en vigueur de la nouvelle loi régissant son fonctionnement.

Dans ce communiqué, le Fonds du logement confirme en effet que «(...) le conseil a à nouveau thématisé des sujets ayant fait l'objet d'une information lors de la dernière session du comité directeur au mois de mai, touchant aux ressources humaines et aux marchés publics. Après analyse profonde à la suite des sujets soulevés, le conseil a conclu que l'ensemble des procédures et standards ont été respectés.»

Après avoir discuté ces sujets, le conseil d'administration a d'ailleurs témoigné sa confiance envers le coordinateur général en lui accordant les procurations nécessaires à la gestion quotidienne du fonds.

Quant à votre question concernant la secrétaire administrative, je peux vous indiquer que la personne en question n'a pas démissionné et travaille toujours au Fonds du logement.

Pour conclure, je me permets de vous renvoyer à mes réponses à vos questions parlementaires n^{os}3034, 3092 et 3086 ainsi qu'à ma réponse à la question parlementaire n^{os}3093 de l'honorable Député Roy Reding.

Question 3121 (10.07.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **principe du «système tirette»:**

Par règlement grand-ducal du 23 mai 2012, le principe du «système tirette» a été introduit dans le Code de la route. Depuis lors, le défaut de faciliter le changement de voie de circulation à un conducteur qui circule sur une voie de circulation fermée, encombrée ou supprimée donne lieu à un avertissement taxé de 74 euros.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que le «système tirette» s'applique, même en l'absence de panneau de signalisation?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les automobilistes respectent de manière générale cette règle?

- Combien d'avertissements taxés ont été émis pour non-respect du «système tirette» depuis son entrée en vigueur au 1er juin 2012?

Réponse commune (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

Ce principe s'applique sur une chaussée à plusieurs voies de circulation dans un sens lorsque, en raison de la fermeture de l'une des voies, le trafic est plus ou moins fortement ralenti, et ce même en l'absence d'un panneau de signalisation.

De manière générale, cette règle introduite en 2012 est en majeure partie acceptée et respectée par les usagers de la route.

Jusqu'à présent, aucun avertissement taxé n'a été émis pour non-respect du «système tirette».

Question 3122 (10.07.2017) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **ligne de bonne conduite administrative:**

En approuvant le 27 janvier 2017 les lignes de bonne conduite administrative, le Conseil de Gouvernement a transposé la recommandation n°49 de l'Ombudsman. «Ces lignes de conduite seront activement promues au sein du secteur public étatique et feront partie du programme de formation initiale et continue des agents de l'État.» Ces lignes, regroupant 19 régies déontologiques, correspondent aux droits des administrés et peuvent être consultées sur le portail du Gouvernement.

C'est dans le contexte de la transposition de ces lignes de bonne conduite administrative que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les lignes de bonne conduite administrative sont également promues au sein des administrations communales?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces lignes seront systématiquement intégrées dans le programme de formation initiale et continue des agents de l'État, respectivement des communes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser si le contenu du programme de formation initiale doit être adapté à cet égard?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si l'ensemble des cours y relatifs font partie du cursus obligatoire pour tous les agents en formation initiale et continue?

Réponse (27.07.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question de l'honorable Député j'ai l'honneur de l'informer que l'Institut national d'administration publique a intégré les lignes de bonne conduite administrative dans les cours de formation initiale portant sur la gestion des ressources humaines dans la fonction publique et faisant partie des cours devant obligatoirement être suivis par les agents étatiques. Le catalogue de principes de bonne conduite administrative est également disponible sur le site Internet du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Par ailleurs, mes services travaillent actuellement à une révision des contenus des différentes formations initiales et continues offertes aux agents du secteur étatique. Dans le cadre de ces travaux il est prévu d'introduire un module spécifique dédié aux règles de bonne conduite administrative.

Finalement, je tiens à préciser que par la décision du 27 janvier dernier le Conseil de Gou-

vernement s'était engagé «à promouvoir activement ces lignes de conduite dans le secteur public étatique». Ladite décision visait donc exclusivement la fonction publique étatique et non pas le secteur communal.

Il appartiendra aux responsables communaux de décider des suites qu'ils voudront réserver aux recommandations de la médiateure et d'adopter, le cas échéant, à leur tour des lignes de bonne conduite administrative pour le secteur communal.

Question 3126 (11.07.2017) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant les **pistes cyclables à panneaux électriques:**

Une entreprise néerlandaise a développé une technique permettant de construire des pistes cyclables à panneaux solaires. Un premier modèle étant installé au nord d'Amsterdam en utilisant du verre trempé et antidérapant s'est avéré énergiquement efficace sur une période d'essai de six mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce type de piste cyclable?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre peut estimer le coût supplémentaire de cette technique par rapport à un revêtement classique?

3. Monsieur le Ministre est-il disposé à installer des projets pilotes au Luxembourg utilisant cette nouvelle technologie?

4. Dans le contexte de l'extension progressive du réseau des pistes cyclables au Grand-Duché, Monsieur le Ministre estime-t-il que les nouvelles pistes pourront être équipées de panneaux solaires?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Des panneaux solaires pour pistes cyclables et routes sont proposés par différentes entreprises européennes. Leur rendement se situe autour de 130 W/m^2.

ad 2. Les panneaux solaires sont collés sur un revêtement parfaitement lisse qui à lui seul satisfait aux besoins d'une piste cyclable. Le coût supplémentaire peut être estimé à presque 1.800 euros par m^2. Le prix pour équiper une piste cyclable de 3 m de large et 100 m de long s'élèverait donc à 540.000 euros.

ad 3. Comme le prix pour les panneaux solaires pour installation en toiture est nettement inférieur (facteur 5) au prix des panneaux pour application sur la chaussée et le rendement des panneaux en toiture est de 20% supérieur sur ceux appliqués sur les pistes cyclables, la pose de panneaux solaires sur les itinéraires cyclables n'est actuellement guère intéressante.

ad 4. Au vu des éléments ci-dessus, l'équipement du réseau des pistes cyclables avec panneaux solaires n'est pas envisagé à brève échéance.

Question 3127 (12.07.2017) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale:**

RTL Radio Lëtzebuerg s'est référé hier à une lettre de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures adressée, d'après mes informations, au bourgmestre de Steinfort par courriel le jour même vers 11h45 (sans préjudice de l'heure exacte) invitant le conseil communal concerné à procéder à une modification ponctuelle de son PAG en vue de la construction d'une structure d'accueil pour demandeurs de protection internationale sur son territoire.

Dans la lettre précitée, Monsieur le Ministre expliquerait, d'après RTL Radio Lëtzebuerg, que le recours à un plan d'occupation du sol envisagé initialement par le Gouvernement ne serait plus justifié, alors qu'il n'y aurait plus urgence.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il exclure que le courrier susmentionné n'a pas été mis à disposition des médias luxembourgeois par les services étatiques?

2) Dans la négative, Monsieur le Ministre considère-t-il que sa tentative de faire publiquement pression sur le conseil communal de la commune de Steinfort ne risque d'inutilement envenimer l'atmosphère entre les deux protagonistes (alors que la réalisation d'un tel projet devrait se faire dans une atmosphère sereine)?

3) Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la modification ponctuelle d'un PAG relève de l'autonomie communale et que le Gouvernement n'ait pas à s'immiscer dans l'agenda des communes concernées, surtout s'il n'y a plus urgence?

Réponse (14.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) La transmission de l'évaluation environnementale stratégique (SUP) à la presse a été réalisée dans un objectif de transparence. La population a le droit de savoir que d'un point de vue environnemental, rien ne s'oppose à la construction d'une infrastructure destinée à l'accueil de DPI ainsi qu'à toute autre personne nécessiteuse. Dans tous les cas, la procédure prescrite par la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement requiert que le dossier soit rendu public.

ad 2) Dans ce dossier, l'objectif principal du Gouvernement est de trouver une solution rapide et adaptée pour l'accueil de DPI et de réfugiés.

ad 3) D'abord, il importe de souligner que l'urgence en la matière persiste. Le Luxembourg à un engagement et une obligation internationale en matière d'accueil de DPI et de réfugiés à remplir et est encore loin d'avoir atteint ses quotas.

Ensuite, le Gouvernement ne s'est aucunement immiscé dans l'autonomie communale de Steinfort. Après avoir tenté en vain de changer l'affectation du terrain dans le plan d'aménagement général (PAG) par le biais d'un plan d'occupation du sol, le Gouvernement a simplement «sollicité», donc «prié» la commune de lancer le plus rapidement possible la modification ponctuelle de son PAG pour la réalisation d'un objectif commun - et ceci en comptant sur l'esprit de solidarité exprimé par le conseil communal de Steinfort.

Par ailleurs, la modification d'un PAG pour permettre la mise en œuvre d'un projet est une pratique courante qui ne se heurte aucunement à l'autonomie communale. Ainsi, par exemple, la construction du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf, le Lycée technique de Bonnevoie ou encore le Centre pénitentiaire «d'Ueschterhaff» à Sanem sont des projets pour lesquels un reclassement des terrains concernés a été réalisé par modification ponctuelle du PAG.

Finalement, le projet initial - qui consistait en la construction d'une structure provisoire d'accueil d'urgence pour 300 DPI - a été adapté aux vœux de la commune: l'actuel projet consiste en une structure fixe destinée à l'accueil de 100 DPI et autres personne nécessiteuses.

Question 3129 (12.07.2017) de **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig:**

Récemment les nouveaux horaires de la ligne 30 Luxembourg-Wasserbillig, qui entreront en vigueur le 10 décembre 2017, ont été publiés dans la presse écrite.

On y constate une suppression des arrêts de Wecker et de Munsbach sur certaines courses, en vue d'une réduction de quatre minutes du temps de parcours des trains à destination de Coblence.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement peut-il confirmer qu'il s'agit des horaires définitifs?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que la seule réduction de quatre minutes du temps de parcours ne soit aucunement en relation avec les inconvénients pour les usagers des CFL travaillant ou résidant dans les communes concernées, d'autant plus qu'à proximité de certaines de ces gares, des zones commerciales et industrielles sont implantées et que le Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» prévoit notamment d'agrandir substantiellement la zone industrielle sise au Potaschberg?

- Combien de passagers sont concernés par cette mesure?

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas officiellement informé les responsables des communes concernées?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet du nouvel horaire prévoit certaines adaptations des roulements du matériel roulant et du personnel, avec l'objectif de minimiser l'impact qu'une perturbation éventuelle sur une ligne peut avoir sur le reste du réseau.

Suite à l'augmentation de 60% du nombre de voyageurs entre 2005 et 2015 et des mesures prises pour répondre à la demande croissante, les CFL doivent faire le constat d'un réseau saturé qui fait face à des goulets d'étranglement. Ainsi, des répercussions sur la ponctualité se font ressentir depuis 2014.

Par conséquent, les objectifs de ce nouvel horaire sont d'un côté de pouvoir contrecarrer les retards actuels des trains et de l'autre côté d'intégrer les nouvelles dessertes des futurs arrêts Pfaffenthal-Kirchberg et Howald.

Pour la ligne 30, cela signifie que les trains auront un accès direct aux gares de Howald et Belval-Université sans changement de train.

Le train IC en direction de Coblence qui, de par sa nature ne dessert pas tous les arrêts, gagnera effectivement quatre minutes de temps de parcours. Les arrêts de Wecker et de Munsbach continueront toutefois à être desservis par deux à trois trains par heure durant les heures de pointe.

Actuellement l'arrêt de Wecker compte en moyenne 86 montées et 104 descentes par jour de travail tandis que l'arrêt de Munsbach compte 60 montées et 74 descentes par jour.

Le projet de changement horaire a été présenté lors d'une conférence de presse commune du Département des transports et des CFL en date du 26 juin 2017.

Question 3131 (13.07.2017) de **MM. Marco Schank** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **tramway engazonné:**

Die zukünftige Trambahn in Luxemburg wird auf großen Teilen der Strecke auf sogenannten Rasengleisen fahren, was bedeutet, dass der Gleiskörper mit Rasen oder einer anderen Vegetation eingefasst und der Schienenzwischenraum begrünt ist. Dies ist ein beliebtes Mittel welches sowohl einer optischen Aufwertung dient als auch einen positiven akustischen Effekt, sprich eine Schallreduzierung, mit sich bringt.

Unseren Informationen zufolge wurde eine Bewässerungsanlage in den Streckenteilen mit Rasengleis verlegt.

In diesem Kontext möchten wir folgende Fragen an den Minister für Nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, wird zur Bewässerung aufgefangenes Regenwasser verwendet oder Trinkwasser genutzt?

- Wie hoch wird der Wasserverbrauch in etwa eingeschätzt?

Réponse (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il y a lieu de rappeler tout d'abord que le projet d'engazonnement de la plateforme du tramway concerne une majeure partie du tracé sur l'avenue Kennedy ainsi que sur l'allée Schaeffer et la rue Probst.

Ce choix est d'abord dicté par la nécessité de garantir au tram une bonne vitesse d'exploitation et une régularité de son passage, principaux gages d'une grande attractivité pour les voyageurs qui l'empruntent.

La présence de cette plateforme engazonnée réduit considérablement les risques de voir les usagers à pied, à vélo ou en voiture l'emprunter volontairement ou involontairement, perturbant alors l'exploitation du tram.

Ce choix est également porteur d'une insertion urbaine de grande qualité. En effet, cette surface végétale constitue un élément régulateur et purificateur incontestable de l'environnement humain: L'engazonnement apporte de l'oxygène par la photosynthèse; il fait également fonction de filtre naturel de l'air (capte et élimine poussières et bactéries) et de l'eau (limite le ruissellement); il est une sorte de climatiseur du fait de sa transpiration (en été le gazon est de dix degrés inférieurs à l'asphalte); il réduit enfin les nuisances sonores.

Il faut rappeler que l'arrivée du tramway correspond également à la réalisation contiguë d'une piste cyclable traversant le plateau de Kirchberg. Les deux infrastructures étant séparées par des îlots végétalisés, seule la plateforme du tramway est équipée d'un système d'arrosage compte tenue de la faible épaisseur (17 cm) de la terre de végétal posée sur le béton de fondation des rails. En dehors de cette plateforme et sur l'ensemble des autres surfaces vertes de l'avenue Kennedy, il est fait recours à un mélange grainier régional, choisi en concertation avec l'Administration de la nature et des forêts et le Fonds de Kirchberg. Ces surfaces ne seront fauchées qu'une fois par an et ne nécessitent aucun arrosage.

Les caractéristiques de l'arrosage automatique sont les suivantes:

1. L'arrosage est alimenté par le réseau d'eau potable de la ville de Luxembourg. La plateforme à l'Est du rond-point Serra est arrosée, quant à elle, principalement depuis la citerne de récupération de l'eau de pluie sur le site du Centre de remisage et de maintenance.

2. La consommation maximale ne dépassera pas 60 m^3 par jour durant cinq mois pour la totalité des 25.000 m^2 de surface engazonnée.

3. De septembre à mars, il n'est pas utile d'arroser la plateforme pour tenir compte de la pluviométrie luxembourgeoise. Il est préconisé en effet d'arroser uniquement cinq mois dans l'année, à savoir d'avril jusqu'à fin août et uniquement en fonction des besoins pour maintenir un tapis végétal répondant aux enjeux environnementaux précités.

4. L'arrosage sera effectué uniquement de nuit, entre 1h00 et 5h00 du matin, et le temps maximal d'arrosage sera de dix minutes par jour et par zone.

5. Une gestion centralisée en temps réel permettra de doser l'apport en eau en fonction de la pluviométrie réellement constatée, avec ainsi moins voire pas d'arrosage du tout lors des périodes de pluies.

6. Afin de limiter encore la consommation, LuxTram SA a fait le choix d'un mélange grainier régional et spécifique en coordination avec l'Administration de la nature et des forêts. Le recours à un tel mélange permet une réduction de l'ordre de 20% des besoins en eau par rapport à un gazon en plaques déroulées.

7. Durant les périodes de sécheresse décrétées par l'administration, la plateforme tramway ne sera pas arrosée.

Dans les conditions ainsi énoncées, la consommation annuelle d'eau pour le tramway est estimée à 6.000 m^3, soit une consommation équivalente à celle nécessaire à l'entretien d'un terrain de football, dont la surface est trois fois moindre.

Question 3132 (13.07.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **contrôle du lait cru:**

Laut eisen Informatioune gëtt d'Konventioun vum 3. Juni 1994 tëscht der Regierung an der Luxlait iwwert dei offiziell Kontroll vu Réimëllech op den 3. Juni 2018 opgeléist.

An deem Kader wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister dës Froe stellen:

- Kann den Här Minister eis déi virgenannt Informatioun bestätegen?

- Wa jo, firwat gëtt des Konventioun dat nächst Joer opgeléist?

- Wie muss elo d'Käschte vun der Kontroll vun der Mëllech iwwerhuelen?

- Wéi eng finanziell Méibelaaschtung kënnt duerch des Decisioun op eis Betriber duer?

Réponse (25.07.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Ech erlabe mer, fir d'Éischt drop hinzeweisen, datt esou eng Konventioun net nëmme mat der Luxlait, mä - an dat am Sënn vun der Gläichbehandlung - vun alle Lëtzebuerger Molkereien, déi hir Mëllech am Kader vun der offizieller Mëllechkontroll an de Laboe vun der ASTA analyséiere loossen - mat allen interesséierte Molkereien ofgeschloss gouf.

Dës Konventiounen haten engersäits den Zweck, fir eng Rei technesch Virgaben ze definéieren an anerersäits e pauschale Betrag vu knapp 5.000 € pro Joer pro Molkerei als Bäitrag op den Transportkäschten ze bezuelen. Dëse Betrag gouf iwwregens 1994 op 200.000 Frang fixéiert a gouf zanterhier ni adaptéiert.

Well dëse Betrag aus verschiddene Grënn net méi kann ausbezuelt ginn, gouf decidéiert, d'Konventioune mat alle Molkereien op den Datum vum 3. Juni 2018 opzeléisen.

Et bleift awer dobäi, datt sämtlech Analysen, déi am Kader vun der offizieller Mëllechkontroll am Laboratoire vun der ASTA gemaach ginn, weiderhin, wéi bis elo, vum Landwirtschaftsministère iwwerholl ginn.

Déi technesch Froen, déi bis elo an där Konventioun geregelt waren, wäerten an Zukunft bilateral tëschent der ASTA an de Molkereie geléist ginn.

Et gëtt keng finanziell Méibelaaschtung vun de Mëllechproduzenten, well de Montant vu 5.000 € pro Joer direkt de Molkereien ausbezuelt ginn ass.

All déi betraffen Akteure gi souwuel individuell wéi och iwwer Communiqué doriwwer informéiert.

Question 3133 (13.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **délestage de kérosène:**

Le délestage de kérosène («fuel dumping») est une opération visant à vider les réservoirs de carburant d'avions pendant le vol. Dans certains cas, une telle procédure semble s'avérer indispensable pour que l'avion respecte la limitation du poids maximal d'atterrissage, notamment en situation d'urgence.

En Rhénanie-Palatinat, cette opération fait actuellement l'objet de discussions controversées dans les médias et au sein de la population civile.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que de telles opérations de délestage de kérosène ont déjà eu lieu dans l'espace aérien luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, les ministres peuvent-ils dresser un bilan des dernières dix années et indiquer, si faire se peut, combien de tonnes de kérosène ont été larguées?

- Quelles sont les procédures à respecter lors du «fuel dumping» (altitude, vitesse, etc.)?

- Est-ce qu'il existe des zones spécifiques au Luxembourg pour larguer du carburant? Où sont/seraient situées les zones de délestage étrangères les plus proches?

- Quelles en sont les répercussions sur l'environnement?

Réponse commune (24.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Le délestage de kérosène est une opération d'urgence qui consiste à réduire le plus rapidement possible le poids d'un aéronef qui doit procéder à un atterrissage immédiat (p. ex.: en cas de panne technique grave ou pour raisons médicales urgentes concernant une personne à bord, etc.) et que le poids actuel de l'appareil excède son poids maximal autorisé à l'atterrissage tel qu'il est fixé dans le manuel de bord.

Une telle éventualité ne concerne que les gros-porteurs long-courriers, dont le poids maximal de décollage est nettement supérieur au poids maximal d'atterrissage en raison des vastes quantités de carburant embarquées pour les vols de très longues distances et durées. À titre d'exemple, pour un Boeing 747-8F, la différence de poids peut être de quelque 100 tonnes.

Les avions du type Boeing 737 sont, par contre, dépourvus d'un tel système d'évacuation de carburant.

Les procédures relatives au délestage de carburant sont régies par la publication d'information aéronautique (AIP - Aeronautical Information Publication), publiée par Belgocontrol et applicable aux espaces aériens belge et luxembourgeois:

«1.5.4.2 Fuel Dumping

Except in case of emergency, fuel dumping should be carried out over the North Sea at or above FL 100 (10.000 FT).

Other known traffic should be separated from the aircraft dumping fuel by at least 10 NM horizontally, but not behind the aircraft dumping fuel. If behind the aircraft dumping fuel within 15 MIN flying time or a distance of 50 NM, a vertical separation of at least 1.000 FT above or 3.000 FT below the aircraft dumping fuel should be maintained.

In case of emergency, fuel dumping shall, whenever possible, not be carried out:

- over the congested area of cities, towns or settlements;

- in holding patterns;

- less than 3.000 FT above other aircraft.

(AIP Part 2 EN-ROUTE (ENR), ENR 1 GENERAL RULES AND PROCEDURES, ENR 1.1 GENERAL RULES, paragraphe 1.5.4.2. Fuel Dumping).»

Il n'existe pas de zone spécifique de délestage de carburant dans l'espace aérien luxembourgeois. Un avion en détresse se dirigerait, si possible, vers la mer du Nord et l'opération elle-même serait gérée par Belgocontrol. Les compagnies limiteront la quantité de carburant à vider en vol au strict nécessaire afin de permettre à l'avion concerné d'atterrir en toute sécurité et de respecter sa masse maximale à l'atterrissage. Si tel n'était pas possible, le largage ne devrait pas être effectué au-dessus de villes, localités ou agglomérations ni dans les circuits d'attente d'un aéroport à une altitude comme précisé ci-avant.

Les conséquences d'un délestage de carburant pour l'environnement dépendent de plusieurs facteurs tels que l'altitude et la vitesse de l'aéronef ou les conditions météorologiques (hygrométrie, température, etc.).

Enfin, l'on précise que la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC) affirme que le carburant expulsé sous pression est vaporisé en gouttelettes très fines, de sorte que 90% du kérosène s'évaporent dans l'atmosphère. Les 10% restants s'évaporent en grande partie au contact avec le sol. La quantité atteignant le sol est de quelque millièmes de gramme par mètre carré.

Tout d'abord, il échet de préciser, après renseignements pris auprès des services responsables, qu'aucune opération de délestage de kérosène n'a encore été enregistrée dans l'espace aérien luxembourgeois. Seuls sept incidents impliquant un largage de carburant en haute mer ou en territoire étranger ont eu lieu avec un avion au départ/à destination de Luxembourg les dix dernières années (dont le dernier en 2013).

Question 3135 (14.07.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **risques de propagation d'incendie dans les galeries souterraines sur le site d'enfouissement de Bure à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne:**

Selon les informations parues dans l'édition du Figaro du mercredi 12 juillet 2017, les experts de l'Institut de radioprotection et de sûreté nationale (IRSN) de France ont relevé quatre points techniques qui sont susceptibles de pousser l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) à modifier le projet de stockage qu'elle a soumis à l'Autorité de sûreté nucléaire.

Il faut rappeler que le projet Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) vise à trouver une solution à la fois sûre et finale, avec un enfouissement définitif à 500 m de profondeur dans des couches argileuses très imperméables, pour les déchets les plus radioactifs et les plus dangereux. Ces déchets proviennent des centrales nucléaires.

Le point technique le plus important concerne un risque de propagation d'incendie dans les alvéoles de stockage de colis d'enrobés bitumineux et où les fûts métalliques seront stockés. Entre-temps la technique d'enrobage a été abandonnée suite au fait que l'enrobage de bitume ne soit pas un milieu chimiquement inerte.

Les colis une fois chauffés lors de l'entreposage, la chaleur pourrait activer des réactions chimiques et pourrait se propager à tous les autres fûts de déchets interposés. Rappelons encore dans ce contexte l'incendie en 2014 qui contamina l'ensemble du site de stockage militaire souterrain Wipp au Nouveau-Mexique (États-Unis d'Amérique).

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de Environnement:

- Madame la Ministre est-elle au courant des critiques de la part de l'IRSN?

- Ne devrait-on pas demander aux responsables de l'IRSN de communiquer toutes les actions en vue de revoir la conception de l'enfouissement des déchets les plus radioactifs les plus dangereux?

- Ne serait-il pas plus sûr de stocker les déchets les plus radioactifs et donc les plus dangereux dans des formations rocheuses e. a. le Massif central à l'instar de la Finlande et de la Suisse?

Réponse commune (23.08.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de ce dossier qui montre à quel point le recours à l'énergie nucléaire pose de multiples problèmes également au niveau du traitement des déchets.

La Division de la radioprotection de la Direction de la santé a pris note de l'avis IRSN 2017-00190 relatif au dossier «Projet Cigéo - Dossier d'options de sûreté», ainsi que du rapport IRSN 2017-00013. Ce rapport a été sollicité par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) afin d'évaluer les options actuellement proposées pour la conception du projet Cigéo.

Le point relevé par l'honorable Député concerne des déchets historiques qui furent à l'époque enrobés de bitume. Comme la protection contre les incendies imputables à ce type de colis est jugée insatisfaisante, il faut soit choisir de quelle façon les colis contenant les déchets peuvent être traités afin de les rendre inertes et aptes à être accueillis par Cigéo, soit étudier comment les options de sûreté peuvent être renforcées pour accueillir les déchets en l'état.

Le Gouvernement luxembourgeois entretient des contacts réguliers avec les autorités françaises afin d'être informé de toute évolution relative au projet Cigéo. Ces échanges se font à la fois à travers la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire ainsi que moyennant des contacts réguliers avec l'ASN, autorité instruisant en dernière instance l'autorisation du projet.

Par ailleurs, le Gouvernement a depuis longue date suivi les études autour du projet de Bure. Ainsi fut créé en 2006 un groupe interministériel ayant pour objectif de suivre les aspects scientifiques ainsi que la dimension politique transfrontalière, voire européenne, du dossier Bure. De plus, en 2003 une étude de la géologie fut réalisée par le professeur Alec Baer à la demande du Gouvernement luxembourgeois. Cette étude avait comme but d'évaluer les risques pour le Luxembourg compte tenu de la géologie du site. Le rapport de synthèse du groupe interministériel peut être téléchargé sur le site Internet de la Division de la radioprotection, www.radioprotection.lu.

Le rôle de l'IRSN dans le projet Cigéo se limite à donner des avis techniques sur les détails de conception suite aux demandes de l'ASN. D'éventuelles actions de révision de la conception de l'enfouissement ne proviendront pas de l'IRSN mais devront être proposées par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) et ensuite instruites par l'ASN.

L'Andra a mené de nombreuses études sur aussi bien des roches argileuses que des roches granitiques. La France a finalement choisi de retenir des roches argileuses, comme le granité présenterait plus de risques de fracturations et donc une plus forte probabilité d'infiltration d'eau, tandis que les argilites callovo-oxfordiennes auraient une très faible perméabilité.

Ainsi, en Finlande les déchets radioactifs sont placés dans des conteneurs en acier qui sont ensuite recouverts d'une épaisse couche de cuivre, avant d'être entourés d'une coque d'argile afin de garantir l'imperméabilité. Les roches argileuses de leur côté permettraient de s'affranchir de ce traitement supplémentaire des colis avec du cuivre et de l'argile. Il y a lieu de préciser que la Finlande n'avait pas d'autre choix que le granit, comme des roches argileuses n'y existent pas.

Question 3138 (17.07.2017) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **voie d'urgence:**

An Däitschland ass eng Diskussioun iwwert d'Wichtegkeet vu Rettungsgaassen opkomm nodeems an engem Busaccident am Juni 2017 18 Mënsche gestuerwe sinn. D'Rettungsdéngschter si Berichter no gehënnert ginn, fir séier op d'Plaz vum Accident ze kommen. De Grond heifir soll déi schlecht Bildung vun enger Rettungsgaass gewiescht sinn. Déi däitsch Autoritéiten denken elo doriwwer no hir Gesetzer ze verschäerfen an eventuell méi streng Sanktiounen anzeféieren bei der Ofwiesenheet vun enger Rettungsgaass.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Nohaltegkeet dës Froe stellen:

- Ginn et genau Uweisunge vum Ministère wéini eng Rettungsgaass muss forméiert ginn? Ass dëst de Fall bei all Zort vu Stau oder nëmme wann Sireenen ze héiere sinn?

- Wei muss sou eng Rettungsgaass sinn, fir dass eis Rettungsdéngschter séier op d'Plaz kommen?

- Gesinn eis national Gesetzer Sanktioune vir bei enger Netanhalung vun de Rettungsgaassen? Wa jo, wéi eng?

Réponse (28.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

D'Obligatioun fir Rettungsgaassen ze bilde gëtt am Artikel 156 vum Code de la route beschriwwen. Esou kann een ënnert dem Punkt 8 vun deem Artikel Folgendes liesen:

«Lorsque la dégradation de la fluidité de la circulation entrave le libre passage des véhicules en service urgent [...], les conducteurs qui circulent sur une autoroute comptant deux voies de circulation, doivent ménager un couloir médian et [...] se ranger et au besoin s'arrêter à l'approche d'un de ces véhicules. Les conducteurs qui empruntent la voie de gauche doivent serrer le plus près possible le bord gauche de celle-ci et les conducteurs qui empruntent la voie de droite doivent serrer le plus près possible le bord droit de celle-ci.

Dans les mêmes conditions, les conducteurs qui circulent sur une autoroute comptant trois voies de circulation doivent ménager, dans le sens de la circulation, un couloir situé à cheval sur la voie de gauche et la voie médiane.

Les conducteurs qui empruntent la voie de gauche doivent serrer le plus près possible le bord gauche de celle-ci et les conducteurs qui empruntent la voie médiane doivent serrer le plus près possible le bord droit de celle-ci.

Dans ces cas, la circulation et l'arrêt sur la bande d'arrêt d'urgence et les places d'arrêt d'urgence sont autorisés.»

Am Detail gëtt also präziséiert, dass d'Chaufferen, déi op enger méispureger Strooss fueren, eng Rettungsgaass bilde mussen, an zwar am Fall wou de fléissende Verkéier op den Autobunnen zum Stocke kënnt an doduerch d'Rettungsgefierer mat Sireen a bloe Luuchte riskéieren, net duerch de Verkéier ze kommen. D'Chaufferen op der lénker Spur mussen esou no wéi méiglech un de lénke Bord vun der Strooss fueren an all déi aner sou no wéi méiglech un de rietse Bord, soudass e Couloir entsteet.

D'Sanktioune bei engem Verstouss géint dës Bestëmmunge sinn eng Geldstrof vun 145 Euro an de Verloscht vun zwee Punkte vum Führerschäin.

Et bleift nach ze bemierken, dass am Januar 2015, op Initiativ vum Minister Dan Kersch a mir selwer, d'Campagne „Rettungsgasse - couloir de secours" presentéiert gouf, déi déi éischte Kéier am Joer 2015 an déi zweete Kéier am Joer 2016, all Kéiers wärend dräi Méint um Stéck op 45 Verkéierspanneauen houng.

Am selwechte Kader gouf agefouert, dass eis Rettungsdéngschter mat de Visuellë vun der Campagne op hirer hënneschter Fënster fueren an dass den ACL Trafic Info kee Stau um Radio ernimmt ouni op d'Rettungsgaass hinzeweisen. Op den interaktive Sittë www.couloirdesecours.lu a www.rettungsgasse.lu kann ee sech och elo nach iwwert d'Rettungsgaass informéieren.

Question 3140 (17.07.2017) **de M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**aide financière étatique aux bibliothèques publiques:**

Suite à des retards de paiement des aides financières en faveur des bibliothèques publiques agréées l'année dernière, le Ministère de la Culture avait prévu d'examiner la possibilité d'une modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 en vue d'accélérer le paiement des aides financières en question.

Il me revient que certaines bibliothèques publiques n'ont pas encore reçu le remboursement des frais de fonctionnement, dont certaines auraient des difficultés à rémunérer leur personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état de choses?

- Dans l'affirmative, combien de bibliothèques publiques sont touchées par cette situation?

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà pu procéder à l'examen d'une modification du règlement du

4 juillet 2010 et me faire part, le cas échéant, de son état d'avancement?

- Dans la négative, que compte entreprendre Monsieur le Ministre afin de solutionner ce problème à l'avenir?

Réponse (28.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Aides financières de l'État aux bibliothèques publiques

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député concernant les aides financières de l'État aux bibliothèques publiques, je vous informe que la totalité des aides financières de l'État revenant aux cinq bibliothèques publiques gérées par des communes s'élève en 2017 à 294.200 €.

Le 17 juillet 2017, la Trésorerie de l'État a exécuté le paiement de l'intégralité des aides financières de l'État revenant aux bibliothèques publiques gérées par des communes.

La totalité des aides financières de l'État revenant aux six bibliothèques publiques gérées par des associations s'élève en 2017 à 218.625 €.

Le 21 juillet 2017, la trésorerie de l'État a exécuté le paiement d'une première tranche des aides financières de l'État revenant aux bibliothèques publiques gérées par des associations, et ce jusqu'à concurrence des crédits disponibles. En vue du paiement de la deuxième tranche, une demande en dépassement de l'article budgétaire en question a été introduite auprès du Ministre des Finances par le Ministre de la Culture.

Je tiens cependant à rappeler que ni la loi susmentionnée, ni son règlement d'exécution ne prévoient un délai de versement précis des aides financières revenant aux bibliothèques publiques. Il ne peut donc être question de retards de paiement de la part de l'État.

Modification du règlement du 4 juillet 2010

Dans l'immédiat, aucune modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques n'est prévue.

En revanche, une simplification des procédures internes au sein du Ministère de la Culture a été mise en place afin d'accélérer le processus de paiement.

Question 3142 (20.07.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **viol commis sur un enfant de moins de seize ans:**

Les affaires de viols défrayent fréquemment les médias que ce soit ici au Luxembourg ou ailleurs. Lorsque des mineurs voire de jeunes enfants sont concernés, ces affaires interpellent et l'opinion publique, déboussolée, se demande à intervalles réguliers si les peines prévues voire prononcées sont suffisamment élevées face à une telle infraction particulièrement odieuse que constitue le viol.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les peines applicables à l'infraction du viol de manière générale et plus particulièrement celles relatives au viol commis sur des mineurs de moins de 16 ans, telles qu'elles résultent du Code pénal, sont suffisamment élevées?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre entend-il intervenir en relevant tant les peines maximales que minimales ou l'une des deux notamment en cas de viol commis sur un mineur de 16 ans?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques relatives au viol ventilées d'après le sexe des personnes victimes, leur âge (adulte, mineur de moins de 16 ans, personne de plus de 65 ans), leur état de vulnérabilité?

- Le Gouvernement dispose-t-il également de chiffres concernant les peines prononcées par les tribunaux luxembourgeois ventilés d'après le sexe des personnes victimes, leur âge et leur état de vulnérabilité (p. ex. réclusion de dix ans prononcée dans deux cas de viols avec ITP sur adultes avec ou sans sursis)?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que de telles statistiques seraient utiles notamment pour mieux appréhender et sanctionner les viols mais aussi mieux les prévenir?

Q264

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Au Luxembourg, le viol est un crime et punissable de sanctions sévères.

En vertu de l'article 375 du Code pénal, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, notamment à l'aide de violences ou de menaces graves, par ruse ou artifice, ou en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre ou d'opposer la résistance, constitue un viol punissable d'une peine de réclusion de cinq à dix ans. Par ailleurs, suivant le même article, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant âgé de moins de 16 ans est considéré comme un viol commis en abusant d'une personne hors d'état de donner un consentement libre et est punissable d'une peine de réclusion de dix à 15 ans.

Des peines plus sévères encore sont prévues à l'article 376 du Code pénal, selon l'impact du viol sur la santé ou la vie de la victime. Par ailleurs, l'article 377 du même code prévoit une aggravation des peines comminées par les articles précédents, notamment lorsque l'auteur du viol a abusé de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, ou a fait usage d'une arme ou d'actes de torture, ou a causé un préjudice grave à l'enfant, ou encore si plusieurs personnes ont participé à l'infraction. L'aggravation des peines est aussi prévue en tenant compte de la vulnérabilité particulière de la victime ou de ses liens avec l'auteur du viol.

Enfin, les personnes condamnées pour un viol encourent également des interdictions de droits, tel que spécifié à l'article 378 du Code pénal.

Une augmentation des peines actuellement prévues aux articles 375 et suivants du Code pénal n'est pas préconisée, car il s'agit de peines rigoureuses, dont le niveau élevé est en cohérence avec les peines comminées par le droit pénal luxembourgeois pour d'autres infractions graves contre les personnes. La fourchette de ces peines est également suffisamment large, de manière à permettre au juge de prononcer la peine la plus appropriée, compte tenu des différents facteurs.

Les statistiques judiciaires nationales qui sont disponibles concernant l'infraction de viol renseignent le sexe et l'âge des victimes, et le nombre de personnes condamnées pour viol, suivant les distinctions établies par le Code pénal. Par contre, il n'y a pas de statistiques sur l'état de vulnérabilité particulière de la victime, cet état n'étant pas autrement défini dans le code. Des chiffres concernant la peine prononcée qui seraient ventilés d'après le sexe, l'âge et l'état de vulnérabilité des victimes ne sont pas statistiquement disponibles. La détermination de la peine par le juge se fait en considération de multiples facteurs, notamment du profil de l'auteur. La sensibilisation du public dans son ensemble est le meilleur moyen d'en accroître la vigilance pour prévenir ces infractions.

Question 3145 (19.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **flux migratoire:**

Dans le cadre de la visite de la nouvelle structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg mardi 18 juillet 2017, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile a présenté les statistiques relatives au flux migratoire notamment dans le cadre de la relocalisation des réfugiés.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1. Monsieur le Ministre peut-il me faire part des statistiques relatives au regroupement familial depuis le mise en vigueur de la loi du 8 mars 2017 portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de l'accord de réadmission entre les états du Benelux et les pays du Maghreb?

Réponse (09.08.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1. Entre le 24 mars et le 24 juillet 2017, 441 personnes sont arrivées au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial, dont 43 qui ont rejoint un bénéficiaire de protection internationale et qui n'étaient dès lors pas concernées par la modification du délai d'attente opérée par la loi du 8 mars 2017.

ad 2. Comme le mandat de négociation pour les pays du Maghreb se situe auprès de la Commission européenne, les activités en matière de négociation d'un accord de réadmission se situent plutôt au niveau européen qu'au niveau du Benelux. La situation se présente comme suit pour les différents pays concernés:

- Les négociations avec le Maroc ont été bloquées pendant des années. Dans le cadre du partenariat de mobilité UE-Maroc signé en 2013, il a été convenu de relancer les négociations. Les négociations ont été reprises en janvier 2015, en parallèle à des négociations relatives à des accords de facilitation en matière de visa.

- Pour la Tunisie, les négociations sont en cours et un premier entretien exploratoire sur base de propositions de texte a été organisé.

- En ce qui concerne l'Algérie, aucune date n'est encore prévue pour l'ouverture des négociations.

Question 3146 (19.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **langues utilisées par le Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3102 iwwert de Rekrutement vu Personal am Kultur- a Begéinungszenter Neimënster seet den Här Minister dëst:

„Lëtzebuergesch stellt fir Neimënster eng Prioritéit duer an der Programmatioun an an der Ausféierung. Den Établissement public leet ganz grousse Wäert op d'Kommunikatioun an der Lëtzebuerger Sprooch a beméit sech, konsequent d'Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen an hirer Nationalsprooch ze erreechen."

Um Spaweck (www.neimunster.lu) ginn d'Informatiounen nëmmen op Franséisch an op Englesch ugebueden. Déi aktuell Nummer vum „de gudde Grond" (Nummer 36), eng Broschür vun net manner wéi 131 Säiten, huet knapp véier ganz kleng Artikelen (Beschreiwunge vu Manifestatiounen) op Lëtzebuergesch. Och bei der Programmatioun ginn et nëmme ganz wéineg Manifestatiounen op Lëtzebuergesch.

Doweinst wéilt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

1) Op wéi enge Fakte berout dem Här Minister seng Ausso, Lëtzebuergesch géif fir Neimënster eng Prioritéit duerstellen?

2) Besteet d'Bereetschaft, d'Präsenz vun der Abtei Neimënster um Spaweck (Internetsite, Facebooksäit...) op Lëtzebuergesch ze verstäerke respektiv mat Franséisch an Englesch gläichzesetzen? Wa jo, a wéi engem Délai?

3) Besteet d'Bereetschaft, der Lëtzebuerger Sprooch an de Broschüren, besonnesch an de Nummere vum „de gudde Grond", op d'mannst déiselwecht Plaz ze gi wéi anere Sproochen? Wa jo, mécht dës Bereetschaft sech schonn an der nächster Nummer vum „de gudde Grond" bemierkbar?

4) Besteet d'Bereetschaft, fir am Kulturzenter Manifestatiounen a Lëtzebuerger Sprooch an därer, déi sech op Lëtzebuerg bezéien, eng vill méi grouss Plaz ze ginn?

Réponse (28.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

De Kulturzentrum Neimënster programméiert Theaterstécker op Lëtzebuergesch an organiséiert eng Varietéit vun Evenementer, wou d'Lëtzebuergescht eng zentral Roll spillt: Cabaretsowender, d'Lidderfouer, Poesieowender mat Lëtzebuerger Interventiounen, d'Aarbechtsfest, den „Science Festival", den Internationale Fraendag, d'Pandafest, spezifesch Konferenzen asw.

An der Kommunikatioun vun Neimënster ass d'Lëtzebuerger Sprooch eng Prioritéit. De Kommunikatiounsservice vun Neimënster an d'Direktioun beméie sech, konsequent Introduktiounen an Interviewen op Lëtzebuergesch ze maachen. Jee no Medium gëtt d'Kommunikatioun vun Neimënster awer adaptéiert. Et ass net geplangt, d'Internetsäit op Lëtzebuergesch ze maachen, well déi Säit sech un all Publikumsgruppe riicht an de lëtzebuergesche Publikum normalerweis zwou bis dräi Sprooche fléissend beherrscht. An der Analys vum „Klickverhalen" an de soziale Medien ass ausserdeem festgestallt ginn, datt déi héchste Visibilitéit bei engleschen a franséische Posts erreecht gëtt. Neimënster besteet op d'Méiglechkeet, fir verschidde Meldungen op Lëtzebuergesch ze kommunizéieren, wann et am Sënn vun der Saach ass.

D'Haaptsprooch vun „de gudde Grond" bleift Franséisch, fir esou vill wéi méiglech Publikumsgruppen a Communautéiten ze erreechen. Jee no Veranstaltung kann den Haapttext op Lëtzebuergesch, Däitsch oder Englesch gehale ginn, zesumme mat enger Iwwersetzung op Franséisch.

D'Lëtzebuerger Konscht huet an Neimënster eng wichteg Plaz am Dialog mat anere Kulturen - sou wéi et am Gesetz vum Kulturzentrum virgesinn ass. Lëtzebuergesch Kënschtler a Kënschtlerinne ginn am Kader vun den Apero-Jazz-Concerten a Kënschtleratelieren, der Serie „Tremplins" oder an eegene Produktioune vun Neimënster virgestallt.

Doriwwer eraus schafft Neimënster mat ville Veräiner an Instituter zesummen. Neimënster ass souwuel eng Plaz fir Amateurkonscht wéi och fir professionell Kulturproduktiounen, wouvun der vill sech op Lëtzebuerg bezéien. Déi genotzte Sprooch hänkt vum jeeweilege Kënschtler oder Organisateur of. Et bleift ëmmer eng artistesch Decisioun, wat fir eng Sprooch de Lëtzebuerger Kënschtler notzt - dat gehéiert zu senger artistescher Fräiheet. An der visueller Konscht, am Danz- oder Museksberäich kënnt de Gebrauch vun der geschwatener Sprooch net onbedéngt zum Ausdrock, gëtt awer am Virfeld genotzt.

D'Fräiheet vum Sproochechoix ass am Interêt vun engem fräien an interkulturellen Dialog. Et ass dofir net virgesinn, de Gebrauch vu ville verschiddene Sproochen ze regelen oder nei ze orientéieren.

Question 3147 (20.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**implantation de la société Google au Luxembourg:**

Récemment, Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie a annoncé que la société Google envisagerait de venir s'implanter au Luxembourg. Dans une interview accordée aujourd'hui au journal en ligne paperjam.lu. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures affirme qu'il ne veut pas «avoir des Google qui ne paient pas un centime, tandis que nous devons construire l'infrastructure».

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Quelle est la position du Gouvernement quant à l'implantation de Google au Luxembourg?

Réponse (24.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Gouvernement est accueillant à l'égard de toutes les entreprises luxembourgeoises et étrangères qui ont l'intention d'investir dans le futur du pays, dans la création d'emplois tout en respectant les critères sociaux et la législation en vigueur.

Question 3148 (20.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**extrême gauche:**

Lénksextremisten hunn haaptsächlech am Ausland scho méi wéi eemol gewisen, datt si hir Iddien net ëmmer mat friddlechen Demonstratioune wëlle vertrieden. Hir Gewaltbereetschaft huet heiansdo Ausmoossen ugeholl, déi net ze toleréiere sinn. D'Noriichten an d'Biller iwwert d'Virkommnesser um G20, dee kierzlech zu Hamburg war, hunn dëst op en Neits méi wéi däitlech gemaach. An e puer Länner gëtt sech gefrot, ob de Kampf géint den Extremismus vu Riets, esou berechtegt en ass, net ze vill eesäiteg wär.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un eis Regierung:

1. Hält d'Regierung lénksextremistesch Bewegunge fir geféierlech? Fënnt d'Regierung, datt méi géint déi extremistesch Gewalt vu Lénks muss ënnerholl ginn? Wa jo, wat gesäit d'Regierung do vir?

2. Huet d'Regierung Kenntnesser doriwwer ob Lëtzebuerger, lëtzebuergesch Associatiounen, politesch Mouvementer oder Leit, déi vu Lëtzebuerg komm sinn, un der Gewalt zu Hamburg bedeelegt waren?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi jonk Leit systematesch sollen iwwer lénksextremistesch Iddien a Virstellungen opgeklärt a virdru gewarnt ginn? Existéiert heifir schonn e Konzept a Form vu Präventiounsprogrammer fir Jonker? Wa jo, wéi gesinn esou Präventiounsprogrammer aus?

4. Misst dëst Thema net och allgemeng vill méi Präsenz an de politeschen Diskussioune fannen an no bausse bei de Bierger gedroe ginn, fir Jonk an Al op déi wuessend Gewaltbereetschaft an d'Gefore vum Lénksextremismus opmierksam ze maachen?

Réponse (17.08.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen am Zesummenhang vum Riets- a Lénksextremismus.

ad 1. Fir d'Regierung ass Gewalt a kengem Fall eng akzeptabel Manéier fir eng Meenung auszedrécken.

ad 2. D'Regierung huet keng Kenntnis iwwer Leit oder Associatioune vu Lëtzebuerg, déi un der Gewalt zu Hamburg bedeelegt waren.

ad 3.+ 4. De Regierungsrot huet den 29. Juli 2016 decidéiert e Präventiouns- a Berodungszentrum ze schafe fir Leit, déi mat Radikaliséierung an Extremisme konfrontéiert sinn. Dëse Service funktionéiert ënnert der Responsabilitéit vum Familljen- an Integratiounsminister. All Informatiounen zum „Centre contre la radicalisation" a sengen Aktivitéite fannen déi interesséiert Leit ënner www.respect.lu.

Question 3149 (20.07.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**accréditation d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises:**

Selon nos informations, un certain nombre d'institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises rencontrent actuellement des difficultés pour voir renouveler leur accréditation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles institutions sont concernées et quels problèmes rencontrent-elles?

- Dans la mesure où l'article 27 de la loi du 23 juillet 2016 modifiant la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur ne se prononce uniquement sur les modalités d'accréditation d'institutions d'enseignement supérieur étrangères, quels sont les critères d'accréditation pour les institutions d'enseignement supérieur luxembourgeoises?

- D'après le processus de Bologne, la procédure d'accréditation habituelle ne s'applique pas aux formations dites «postgraduate» ni aux cours universitaires de troisième cycle. Selon quelles conditions ces formations peuvent-elles être accréditées au Luxembourg?

Réponse (07.08.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Tout d'abord, il y a lieu de constater que l'honorable Députée n'a précisé ni la nature des informations dont elle dispose, ni les éventuels problèmes rencontrés par les institutions qui lui ont transmis les informations. Je tiens à préciser que la procédure d'accréditation est complexe et que les problèmes éventuels rencontrés peuvent être de nature fort différente.

D'après l'honorable Députée, un certain nombre d'institutions d'enseignement supérieur au Luxembourg rencontrent actuellement des difficultés pour voir renouveler leur accréditation. Il convient de préciser qu'actuellement quatre institutions d'enseignement supérieur ont entamé la procédure pour renouveler l'accréditation. Les demandes de recevabilité ont été déposées en février 2017 et actuellement, après la phase de l'examen de la recevabilité, les institutions d'enseignement supérieur sont en train de préparer leur dossier d'accréditation pour le faire parvenir au ministère conformément aux délais accordés en vertu de l'article 2 du règlement grand-ducal du 24 août 2016. Nous nous trouvons donc en plein milieu de la procédure d'accréditation.

En vertu de l'article 30 de la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, l'évaluation en vue de l'accréditation de l'institution concernée sera réalisée par une agence d'assurance de la qualité, spécialisée en matière d'accréditation d'institutions et de programmes d'études de l'enseignement supérieur et inscrite au registre européen des agences d'assurance de la qualité (EQAR).

En ce qui concerne la troisième question de l'honorable Députée, je tiens à faire référence au titre III de la loi précitée qui est consacré aux modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Pour qu'un diplôme délivré sur le territoire luxembourgeois par une institution d'enseignement supérieur étrangère, publique ou privée, puisse être reconnu comme diplôme de l'enseignement supérieur tel que défini à l'article 1er de la loi précitée, il doit avoir été émis par une institution d'enseignement accréditée au Luxembourg, dans le cadre d'un programme d'études accrédité au Luxembourg. L'institution étrangère d'enseignement supérieur peut assurer la formation en question soit sous sa seule responsabilité en créant une filiale au Luxembourg, soit dans le cadre d'un partenariat avec un organisme luxembourgeois. En fait, selon l'article 1er, paragraphe 2, de la loi précitée, l'enseignement supérieur luxembourgeois comprend à côté de ces formations uniquement les formations dispensées par l'Université du Luxembourg et les formations dispensées dans le cadre de l'enseignement supérieur de type court aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur. Les modalités d'accréditation pour les filiales luxembourgeoises de ces institutions étrangères d'enseignement supérieur sont définies aux articles 27 à 35 de la loi précitée et les critères prévus aux articles 28, 28bis et 28ter sont précisés dans le règlement grand-ducal précité. Quant à l'article 27 auquel l'honorable Députée fait référence, il convient de noter que, dans le cadre du projet de loi modificatif 6591 qui a été adopté à l'unanimité par la Chambre des Députés lors de sa séance publique du 30 juin 2016 et qui est devenu la loi du 23 juillet 2016, son libellé a été aligné, dans un souci de cohérence, sur les dispositions précitées de l'article 1er, paragraphe 2, telles qu'elles figurent ab initio dans la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur.

Concernant la quatrième question, il y a lieu de préciser qu'en vertu de l'article 28bis, paragraphe 3, de la loi précitée, aussi bien les programmes de master que les programmes de doctorat peuvent être accrédités comme programmes d'études, étant entendu que les programmes d'études de doctorat sont soumis à l'accréditation conjointe de l'institution concernée en tant qu'université ou filiale d'une université telle que définie à l'article 28ter, paragraphe 1er, de la loi précitée. Les modalités d'accréditation sont de nouveau définies aux articles 27 à 35 de la loi précitée et les critères prévus aux articles 28, 28bis et 28ter sont précisés dans le règlement grand-ducal précité.

Question 3150 (20.07.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CEDIES:**

De plus en plus de jeunes entament des études supérieures et universitaires dans les domaines les plus divers. De nos jours, on observe non seulement une prolifération du nombre d'instituts supérieurs et d'universités. Aussi se trouve-t-il que les profils professionnels deviennent de plus et plus hétérogènes, voire complexes si bien qu'il s'avère parfois difficile de s'assurer une vue assez complète des demandes de profils professionnels actuels et futurs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre d'étudiants inscrits au CEDIES en distinguant selon le genre d'études et/ou les profils professionnels?

- Monsieur le Ministre peut-il, le cas échéant, mentionner quelques profils professionnels très porteurs d'avenir (bonnes perspectives d'emploi)?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser selon quelle démarche le CEDIES s'organise et s'informe pour conseiller les étudiants au mieux en ce qui concerne les évolutions (récentes) sur le marché du travail afin de les orienter dans les meilleures conditions?

Réponse (04.08.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

À l'heure actuelle, l'évolution de l'économie, des sciences et technologies et de la société en général génère de plus en plus de formations très spécifiques, répondant à des besoins en profils professionnels très diversifiés. Compte tenu de cette évolution dans le monde académique et sur le marché de l'emploi, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche se tient constamment au courant sur les plus récents développements en matière d'études et de professions afin d'être outillé pour informer au mieux les futurs étudiants. En matière de profils professionnels très porteurs, il y a lieu de citer notamment les métiers en rapport direct avec la digitalisation, les sciences de l'espace, la technologie en général, la logistique et certains domaines de l'économie (audit, finances). En ce qui concerne l'année académique 2016-2017, le CEDIES compte presque 30.000 étudiants ayant sollicité une aide financière sur base de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Les statistiques relatives aux dossiers précités sont actuellement en phase d'élaboration et seront clôturées pour le rapport présenté à la rentrée académique 2017-2018. D'après l'expérience des dernières années, quelque 20% des étudiants sont inscrits dans des études concernant l'économie et les finances. Environ 15% des étudiants s'orientent vers des études en médecine et dans les professions de santé. Chacun des domaines «droit», «éducation», «ingénieur», «lettres et langues» et «sciences naturelles» est recherché par 5% à 10% des étudiants et aucun des autres domaines d'études ne dépasse le cap des 5% des étudiants enregistrés au CEDIES. De plus amples détails pourront être présentés à la rentrée académique.

Le ministère encourage les élèves à poursuivre des études supérieures dans les domaines porteurs susmentionnés. Pour ce faire, le CEDIES organise une Foire de l'Étudiant annuelle qui porte toujours sur un thème spécifique porteur d'avenir. Cette année, le thème choisi concerne les métiers et les formations liés à la digitalisation. D'où le thème «go digital» de la Foire 2017.

En outre, le CEDIES élabore des brochures d'informations en collaboration avec des représentants des différents secteurs professionnels et notamment avec des spécialistes du domaine des TIC. Le CEDIES est également en contact avec l'ADEM et travaille activement dans le cadre du Projet «Beruffer-Anelo» de la Maison de l'orientation ayant pour objet la gestion et la mise à jour permanente d'un site web décrivant une multitude de métiers et les formations et études y relatives.

Question 3153 (21.07.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **gaspillage alimentaire:**

Ces derniers jours, les médias ont repris une information circulant sur les réseaux sociaux quant à une décharge illégale de pain. Le coupable a apparemment été identifié et une enquête est en cours. Néanmoins, ce fait particulier attire à nouveau l'attention sur le sujet du gaspillage alimentaire.

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°2123 du 3 juin 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie et Madame la Ministre de l'Environnement avaient entre autres fait savoir qu'un groupe de travail regroupant les principaux acteurs concernés par le gaspillage alimentaire était en train de préparer un certain nombre d'actions.

1) Quelles sont les actions qui ont été mises en œuvre au cours de l'année passée?

2) Est-ce qu'une adaptation du cadre légal et des sanctions ciblées pourrait contribuer à une réduction du gaspillage alimentaire?

3) Est-ce qu'un monitoring des progrès réalisés a été mis en place?

Le Ministère de l'Environnement avait publié une étude intitulée «Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg» en février 2016.

4) Est-ce que les données relevées dans le cadre de cette étude sont régulièrement mises à jour de façon à permettre un suivi de l'évolution dans ce domaine?

Réponse commune (16.08.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

ad 1) Des réunions avec les acteurs concernés se tiennent régulièrement pour aborder ensemble la problématique du gaspillage alimentaire. Ainsi, une task force entre le Département de l'environnement du MDDI et le MAVPC a été créée afin de coordonner les activités et de lutter ensemble contre le gaspillage. Cette task force est complétée par un groupe de travail à double tutelle et comprenant l'ensemble des différents acteurs du secteur agro-alimentaire et des métiers connexes à la restauration.

Par ailleurs, le nouveau plan national de gestion des déchets et des ressources en cours de finalisation sera axé sur la lutte contre le gaspillage alimentaire tout en prévoyant des mesures concrètes.

Les actions principales mises en œuvre ou préparées par le Gouvernement au cours de l'année passée sont les suivantes:

- La campagne nationale de sensibilisation gouvernementale «Ensemble contre le gaspillage alimentaire» a été lancée dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre 2016) par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPC).

Sachant que les plus importants «gaspilleurs» sont les ménages, une brochure ayant comme objectif principal d'inciter les consommateurs à réduire le gaspillage alimentaire et de devenir des consommateurs responsables, a été éditée par le ministère et mise à disposition du grand public à travers différentes actions. Cette brochure, intitulée «Ensemble contre le gaspillage», fournit des conseils pratiques concrets comme une meilleure conservation des aliments ou encore une meilleure compréhension des dates de péremption.

- Une grande conférence au sujet du gaspillage alimentaire a été organisée conjointement par le MAVPC et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) et en collaboration avec la Chambre de Commerce en date du 27 octobre 2016.

Cet évènement s'est adressé aux professionnels de l'alimentation, c'est-à-dire aux restaurateurs, aux représentants de la grande distribution, aux cuisines collectives mais aussi aux producteurs. Cette conférence a permis aux acteurs impliqués d'échanger leurs «best practices» en matière de réduction du gaspillage alimentaire. Des personnalités nationales et étrangères ont exposé les modèles à succès de leurs pays respectifs. Ce forum «Zukunftsforum» constituait ainsi une plateforme favorisant un dialogue élargi sur toute la chaîne de l'alimentation.

- Un site spécialement dédié au gaspillage alimentaire (www.antigaspi.lu) et reprenant des conseils pratiques et des informations utiles a été mis en ligne par le MAVPC en date du 24 novembre 2016. Ce site a connu un franc succès avec quelque 10.000 «clicks» dans les trois premières semaines suivant son lancement.

- Une campagne médiatique (spot radio RTL et Eldoradio, banner RTL.lu, Eldoradio.lu, Wort.lu, Explorator.lu) visant notamment à sensibiliser les consommateurs quant à la bonne interprétation des différentes dates limites indiquées sur les produits (la mécompréhension des expressions «à consommer de préférence avant le…» et «à consommer jusqu'au» est à la base de 20% du gaspillage alimentaire) a été menée du 24 novembre 2016 au 3 décembre 2016.

- Dans le cadre de cette même campagne de sensibilisation, une semaine «AntiGaspi», en collaboration avec les restaurateurs, a été organisée du 28 novembre au 4 décembre 2016. Cette action comprenait deux volets: les chefs participant à cette action ont proposé durant ces sept jours un plat du jour ou un menu «AntiGaspi» à leurs clients et ils se sont engagés à sensibiliser les enfants en organisant des «workshops AntiGaspi» dans les écoles fondamentales de leurs communes respectives. Le but principal de ces ateliers était de provoquer une prise de conscience afin de mieux apprécier et respecter les produits alimentaires.

- Ce mouvement de sensibilisation a été renforcé par le Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse (MEEJ) qui se rallie entièrement aux objectifs de la campagne «Ensemble contre le gaspillage alimentaire» tout en assurant des actions concrètes pour limiter le gaspillage dans la restauration scolaire et universitaire. Ainsi une semaine thématique «AntiGaspi» s'est déroulée du 5 au 9 décembre 2016 dans les restaurants scolaires et universitaires au cours de laquelle la sensibilisation des consommateurs autour de l'antigaspillage a été réalisée par diverses actions comme la distribution de brochures, apposition d'affiches, organisation de concours, préparation de menus «antigaspillage», établissement de stands d'information dans les lycées, etc. La semaine a été organisée par Restopolis, Service de la restauration scolaire du ministère, et fait partie des engagements de celui-ci pour une alimentation saine et équilibrée, pour l'utilisation de produits locaux et pour le développement durable. Il s'agissait d'une part de sensibiliser les enfants et les jeunes pour les amener à adopter un comportement responsable, et d'autre part de faire comprendre aux responsables de la restauration collective dans les écoles et les structures d'accueil que la lutte contre le gaspillage commence par une estimation aussi précise que possible des fréquentations dans les différents restaurants, la réduction des écarts entre achats et consommations, l'adaptation des menus aux habitudes et aux goûts des convives et l'optimisation de la gestion des achats et des stocks.

- Le MAVPC a signé des chartes «AntiGaspi» avec différents acteurs (à titre d'exemple avec CGFP Services, Foire agricole d'Ettelbruck…) dans un souci de sensibilisation. Notamment la charte signée avec LuxExpo-The Box lors de la «Springbreak» a résulté dans une journée dédiée au gaspillage alimentaire comprenant du show-cooking thématique, des cycles de conférences et la présentation d'une exposition itinérante.

- Une exposition itinérante a été élaborée par le MAVPC en étroite collaboration avec des partenaires suisses et présentée pour la première fois lors de la foire de printemps «Springbreak» en date du 25 mars 2017. Cette exposition s'adresse principalement aux enfants de l'école fondamentale respectivement aux jeunes de dix à 14 ans et a pour but d'initier à la diminution des pertes alimentaires dans les ménages. Pour rendre sensible à la problématique que les plus importants gaspilleurs sont les ménages, elle est constituée de plusieurs stations représentant les différentes étapes de la vie de tous les jours qui ont un rapport avec la nourriture et qui sont pertinentes quant à la réduction du gaspillage alimentaire: la planification, les achats, le stockage et le fait de cuisiner avec des restes.

Depuis, cette exposition a été présentée pendant plus de 30 jours dans douze différentes communes.

- Afin de sensibiliser au plus près des citoyens et de favoriser le développement d'idées propres le MAVPC a dès fin 2016 proposé aux communes du Grand-Duché de Luxembourg de se rallier à un pacte de solidarité dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. À l'heure actuelle, 58 communes représentant plus de 64% de la population ont adhéré à ce pacte et ont mis en place des actions propres au niveau communal. Sont, en outre, mis à disposition des communes-partenaires des brochures d'information, des autocollants, du matériel didactique et d'information ainsi que l'exposition itinérante.

Une première journée nationale des partenaires dans la lutte contre le gaspillage alimentaire est prévue en automne 2017 dans un but de divulguer les meilleures idées pratiques développées.

- Un pacte similaire a pu être signé avec le Lycée technique hôtelier Alexis Heck, le Lycée technique de Bonnevoie et le Lycée technique agricole afin d'intégrer les préceptes du gaspillage alimentaire dans la formation des futurs professionnels.

- Les dons alimentaires constituent un outil important dans la réduction du gaspillage alimentaire. Ainsi, la Chambre des Métiers, en coopération avec l'Horesca, le Ministère de la Santé (MS) et le MAVPC et avec l'appui de l'Administration de l'environnement, a préparé une fiche sur les aspects légaux en termes de donation de denrées alimentaires à des fins d'alimentation humaine. Cette fiche est mise à disposition des entreprises concernées dans le cadre du guide de bonnes pratiques d'hygiène. Dans ce même cadre, des procédures facilitant le don alimentaire ont déjà été mises en place.

- Les résultats de l'étude sur le gaspillage alimentaire ont indiqué que les cantines, à côté des ménages, sont les principaux lieux de gaspillage alimentaire. Un projet pilote a été lancé par IMS Luxembourg (Inspiring More Sustainability), en concertation avec le MDDI - Département de l'environnement, dont l'objectif est de quantifier et de diminuer les pertes alimentaires dans les restaurants d'entreprise. Ce projet pilote, qui est réalisé dans des cantines du Plateau Kirchberg, est accompagné d'une campagne de sensibilisation destinée aux usagers des cantines. Sur la base de ce projet, des initiatives complémentaires vont être lancées.

- Le projet «Clever Iessen» sera prochainement lancé par l'Administration de l'environnement, ensemble avec la SuperDrecksKëscht. Son objectif est de promouvoir la consommation durable tout en réduisant le gaspillage alimentaire. Ce projet contient, entre autres, la mise en place d'un système de réutilisation de contenants consignés destinés aux clients pour emporter des restes de repas ou même des plats préparés. Ce système de reprise sera lancé comme projet pilote dans certains restaurants et pourra être étendu sur toute la branche.

- La thématique du gaspillage alimentaire a été intégrée dans les programmes de formation «gestion de déchets et consommation durable» de la SuperDrecksKëscht destinés aux entreprises. Elle sera intégrée dans les programmes de sensibilisation de la SuperDrecksKëscht destinés aux écoles.

- Le Département de l'environnement du MDDI parrainait la série «Manner ass méi» qui a été diffusée entre le 9 juin et le 14 juillet 2017 sur la chaîne RTL Télé Lëtzebuerg. Des sujets tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire et la réduction des déchets d'emballages y ont été traités. Ces émissions visent notamment à sensibiliser le public à ces deux sujets lors de leurs achats.

- Le Luxembourg participe également à la plateforme européenne sur les pertes d'aliments et les déchets alimentaires (EU Platform on Food Losses and Food Waste). L'objectif de cette plateforme est de fournir des conseils concernant les actions prises à l'échelle de l'Union européenne visant à prévenir et à réduire les déchets alimentaires et de faciliter le partage des meilleures pratiques.

- Les impacts quantitatifs de l'ensemble de ces mesures seront regroupés par l'Administration de l'environnement.

ad 2) Actuellement, des discussions concernant le Paquet «Économie circulaire» tel que présenté par la commission en décembre 2015 sont en cours au niveau de l'Union européenne.

Un élément essentiel de ce paquet est la révision de la directive 2008/98/CE concernant la gestion des déchets. Ce texte prévoit que les États membres doivent prendre des mesures pour réduire la production de déchets alimentaires. Ces mesures doivent être surveillées et évaluées de façon régulière par les États membres. Il faut s'attendre à ce que le texte soit adopté définitivement vers la fin de l'année 2017.

Dans le cadre de la transposition en droit national de cette directive moyennant modification de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, des dispositions légales visant la réduction du gaspillage alimentaire sont à prévoir. Au même titre que d'autres dispositions de cette loi, les obligations en matière de prévention et de réduction du gaspillage alimentaire sont à assortir de sanctions en cas de non-respect.

Est à noter que lors de la dernière plateforme européenne sur les pertes d'aliments et les déchets alimentaires, le commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire Vitenis Andriukaitis a annoncé trois nouvelles lignes directrices jusqu'à la fin 2017, à savoir:

- nouvelle ligne directrice pour faciliter le don alimentaire;

- nouvelle ligne directrice pour favoriser l'utilisation de nourriture en alimentation pour animaux («transforming former food to feed»);

- nouvelle ligne directrice pour l'utilisation des différentes dates limites sur les aliments destinés à la consommation humaine (confusion et utilisation des date de durabilité minimale «à consommer de préférence avant le…» et date limite de consommation «à consommer jusqu'au»).

Certaines mesures concernant ces trois sujets ne sont certes réalisables qu'au niveau communautaire voire qu'au niveau international/global.

De plus la nouvelle loi agraire présente une certaine flexibilité pour justement soutenir les producteurs dans des projets innovants et visionnaires relatifs à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

ad 3) Différentes actions (notamment sensibilisation) ont été monitorées à des emplacements précis. À titre d'exemple une semaine de sensibilisation au site de la cantine de la fonction publique a su réduire le gaspillage alimentaire de près de 30%). Ou encore, la revue de procédures dans différentes maisons d'accueil a également su améliorer les pertes alimentaires de plus de 50%.

Les communes adhérentes au pacte de solidarité contre le gaspillage alimentaire sont également invitées à suivre l'évolution du gaspillage alimentaire dans leurs institutions respectives. Les meilleures pratiques mises en place seront annuellement communiquées lors d'une journée nationale du gaspillage alimentaire au niveau communal.

Au niveau national, l'étude sur les quantités de déchets alimentaires produites sera reconduite l'année prochaine.

ad 4) L'étude «Aufkommen, Behandlung und Vermeidung von Lebensmittelabfällen im Großherzogtum Luxemburg» a montré que la majeure partie des déchets alimentaires provient des ménages. Afin d'évaluer le succès des différentes mesures destinées aux citoyens, il importe notamment de suivre l'évolution de la composition des déchets résiduels. Pour ce faire, l'Administration de l'environnement organise régulièrement des campagnes analytiques pour déterminer cette composition. La dernière analyse des déchets ménagers en mélange a été effectuée en 2013-2014. Les résultats afférents sont publiés sur le site Internet Emwelt.lu, le site Internet «antigaspi.lu» y faisant référence également. Une nouvelle campagne est prévue pour l'année 2019. Les travaux préparatoires afférents sont planifiés pour 2018.

En ce qui concerne l'étude sur les quantités de déchets alimentaires produites, celle-ci sera également reconduite régulièrement. Ainsi, une nouvelle étude sera lancée l'année prochaine.

Ces éléments, ensemble avec les résultats spécifiques de certaines actions ciblées pour lesquelles les résultats sont mesurables, permettront d'avoir une bonne vue sur l'évolution en matière de prévention et de réduction du gaspillage alimentaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la révision de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, la commission envisage la mise en place d'un système de reporting sur les progrès réalisés par les différents États membres. Compte tenu du fait que les discussions relatives à cette modification sont encore en cours au niveau du trilogue, la méthodologie à appliquer et qui devrait être établie par la Commission européenne n'a pas encore été définie. Le Luxembourg est donc encore en attente des propositions communautaires.

Q266

Question 3156 (24.07.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **4e directive antiblanchiment:**

Le 5 juin 2015, la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne (4e directive antiblanchiment). Celle-ci devra être transposée par les États membres au plus tard le 26 juin 2017.

Jusqu'à présent, la Chambre des Députés n'a toutefois pas encore été saisie d'un tel projet de loi de transposition. D'après un article paru vendredi dernier au Luxemburger Wort, l'approbation du texte de loi en projet, qui aurait normalement eu lieu lors de la réunion du Gouvernement réuni en conseil le 20 juillet 2017, a été reportée et à en croire cette même source, il est très probable que le texte ne puisse être adopté avant les vacances d'été.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pour quelles raisons le projet de loi n'a-t-il pas encore eu l'aval du Gouvernement en conseil?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si la Commission de surveillance du secteur financier a recommandé aux acteurs de la place financière de se conformer aux nouvelles obligations de vigilance contenues dans la directive précitée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer qui pourra accéder au registre central des bénéficiaires économiques? Des restrictions d'accès sont-elles prévues? Lesquelles? Monsieur le Ministre entend-il d'ores et déjà tenir compte de la nouvelle proposition de directive présentée en juillet 2016 par la Commission européenne et visant notamment à accorder au public un «accès illimité» aux registres des bénéficiaires effectifs?

Réponse (23.08.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La directive (UE) 2015/849 s'inscrit dans une lignée d'évolutions visant à adapter le régime de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme aux nouvelles formes de menaces. Pour garantir l'efficacité du cadre européen de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, il est essentiel que celui-ci reste en phase avec les règles de coordination et de coopération mises en place au niveau international. Dans cette perspective, la directive (UE) 2015/849 vise à aligner le cadre réglementaire européen sur les modifications apportées aux recommandations du groupe d'action financière lors de leur révision en 2012.

La directive (UE) 2015/849 apporte ainsi une série de modifications au régime des obligations professionnelles que les entités assujetties au volet préventif du dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme doivent respecter. Elle innove également par des prescriptions détaillées quant au dispositif de surveillance que les États membres doivent mettre en place en vue de contrôler le respect par les entités assujetties de leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le projet de loi n°7128, qui a été déposé le 26 avril 2017 à la Chambre des Députés, complète la transposition des dispositions concernant le régime des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et le contrôle du respect de ces obligations professionnelles par les entités assujetties - qui représentent une partie importante de la directive (UE) 2015/849 - par le biais d'une modification de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

L'article paru dans le Luxemburger Wort du 21 juillet 2017 se réfère à l'avant-projet de loi concernant la création d'un registre de bénéficiaires économiques. Ce texte, qui transpose une disposition spécifique de la directive (UE) 2015/849, est en cours de finalisation au Ministère de la Justice. Dans la mesure où la négociation de la 5e directive antiblanchiment est toujours en cours au niveau européen, il s'avère difficile d'anticiper sa transposition.

Quant à la deuxième question, il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur les recommandations de la Commission de surveillance du secteur financier, qui est un établissement public indépendant.

Question 3157 (24.07.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **loup:**

Lescht Woch sinn am Raum Holzem-Garnech aacht doudeg Schof an enger Wiss opfonnt ginn, déi méiglecherweis vum Wollef gerass kéinte gi sinn. Fir definitiv Opschlëss ze kréien, musse Resultater vun DNA-Prouwen ofgewaart ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt dës Froe stellen:

1) Wéini sinn d'Resultater vun den DNA-Analysen do?

Laut eisen Informatioune sinn an der selwechter Géigend wou Schoof fonnt goufen, zweemol hannertenee Béischte vun engem onbekannten Déier duerch den Drot gedriwwe ginn. Dës Béischte goufen nieft der Areler Autobunn A6 erëmfonnt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Emwelt dës Fro stellen:

2) Kann d'Madamm Minister ons déi uewegenannten Tëschefäll bestätegen?

3) Ass mëttlerweil bekannt duerch wei een Déier, Béischten aus hirer Perch gedriwwe goufen?

Laut eisen Informatiounen ass an där Wiss och Kot fonnt ginn, dee weder vun engem Rand, nach vun engem Hond oder Fuuss schéngt ze sinn.

4) Kann d'Madamm Minister dës Ausso bestätegen?

5) Ginn Analyse vun dësen Exkrementer gemaach?

6) Wéini sinn d'Resultater do?

7) Kann d'Madamm Minister ausschléissen, dass hei zu Lëtzebuerg Wëllef ausgewëldert respektiv ugesidelt goufen?

Réponse (28.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Wéi schonn am Pressecommuniqué vum Emweltdepartement vum 17. Juni 2017 ze liese war, kann et e puer Wochen daueren, bis déi Resultater do sinn. Zitat aus dem Pressecommuniqué: „Eine definitive Schlussfolgerung kann daher im Falle Garnich erst dann getroffen werden, wenn die Resultate der DNA-Proben vorliegen. Diese Untersuchung kann mehrere Wochen dauern." Wann d'Natur- a Bëschverwaltung (ANF) déi Resultater bis huet, wäerte se der Press matgedeelt ginn.

ad 2) Neen. Allerdéngs ka bestätegt ginn, dass Béischten op därselwechter Plaz zwou Nuechten hannerteneen aus hirer Perch ausgebrach waren. De Grond fir déi zwee Ausbrëch konnt net festgestallt ginn.

ad 3) Et ass net bekannt, aus wat fir engem Grond d'Béischten aus hirer Perch ausgebrach waren. D'ANF war direkt op der Plaz, fir ze hëllefen déi Saach opzeklären. Nom éischten Ausbroch ass eng Wëldkamera op engem Stativ bei der Ausbrochsplaz placéiert ginn. Beim zweeten Ausbroch sinn d'Béischten och genau bei der Kamera laanscht gelaf, wéi d'Trëtt am Bulli bewisen hunn. Déi Kamera war awer an där Nuecht propper vum Stativ rofgeschrauft a

geklaut ginn. Et ass net gewosst wien déi Kamera geklaut huet.

ad 4) Et gouf Kot fonnt, mä dee war absolutt net wollefstypesch an et ass net kloer vu wéi engem Déier dee Kot ass.

ad 5) Dee besote Kot gouf geséchert an agefruer. E kann zu all Moment analyséiert ginn, falls déi DNA-Prouwe vun de Schof kee Resultat sollten erginn.

ad 6) Vun deem Moment un, wou se am Laboratoire ukommen, brauch et normalerweis e puer Wochen bis e Resultat do ass.

ad 7) Auswëlderunge vu geschützten Aarten ënnerleien enger Autorisatiounsflicht vum Ëmweltminister. Et gouf keng Demande agereecht, fir esou eppes ze maachen, an et géif och am Fall vun esou enger Demande, betreffend de Wollef, keng Autorisatioun vun der Ëmweltministesch ginn.

D'Ëmweltdepartement geet dovunner aus, dass, falls sech e Wollef oder Wëllef a fräier Natur op Lëtzebuerger Territoire sollt(e) befannen, deen oder déi iwwert deeselwechte Wee heihinner komm ass (sinn) wéi och op villen anere Plazen an Europa: duerch natierlech Zouwanderung. Wann d'Resultat vun der Aartenanalys vun den DNA-Prouwe sollt Wollef erginn, da wäert eng Analys vum Genotyp gemaach ginn, déi eventuell erlabe wäerten erauszefannen, aus wéi enger Populatioun dat Déier staamt.

Question 3158 (25.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **traitements contre le cancer:**

Déjà en 2008, la Commission européenne rapportait que des chercheurs de l'Institute of Legal Medicine de l'Université d'Ulm auraient découvert un nouveau traitement contre la leucémie. Il s'agirait de la méthadone, un produit de substitution des drogues opiacées, ayant le potentiel de tuer les cellules leucémiques. Le traitement à la méthadone serait particulièrement efficace pour les patients dont le cancer ne répondrait plus à la chimiothérapie, ni aux rayons. Il se trouve toutefois qu'après ces résultats prometteurs, l'équipe chercheuse n'aurait pu trouver les fonds pour continuer leur recherche.

Suite à un reportage diffusé l'année dernière sur Tagesschau24, la faculté de médecine de l'Université d'Ulm, la clinique universitaire d'Ulm de même que le Comprehensive Cancer Center Ulm ont été amenés à publier une prise de position à ce sujet dont voici un extrait:

«In dem oben zitierten Beitrag [auf Tagesschau24] wird von 80 erfolgreich behandelten Patienten berichtet. Uns ist wichtig festzustellen, dass diese Patienten nicht am Universitätsklinikum Ulm und nicht im Rahmen von klinischen Studien behandelt wurden, sondern Methadon entweder als Schmerztherapeutikum bei Tumorschmerzen oder im Rahmen eines „off label"-Einsatzes des Medikaments erhielten. Die Angaben zum Erfolg der Behandlung beruhen nicht auf wissenschaftlichen Publikationen und sind für uns nicht überprüfbar. Es lässt sich daher nicht beurteilen, ob bei diesen Patienten ein möglicher Therapieerfolg aufgrund der Einnahme von Methadon eingetreten ist. Daher halten wir den unkritischen Einsatz von Methadon außerhalb klinischer Studien für nicht gerechtfertigt. Der unkontrollierte Einsatz weckt bei Patienten unrealistische Erwartungen, die sich nachteilig für die Patienten auswirken können. So gibt es Berichte, dass Patienten im Glauben an die Wirksamkeit von Methadon gut wirksame Therapiekonzepte für sich abgelehnt haben.

Es muss auch erwähnt werden, dass Methadon erhebliche Nebenwirkungen haben und die Lebensqualität der Patienten deutlich einschränken kann. Dies ist gerade bei Patienten mit fortgeschrittener Tumorerkrankung von hoher Relevanz.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Sur base des informations à sa disposition, quelle est l'appréciation de Madame la Ministre quant à l'effectivité de la méthadone dans le traitement de cancers en général et de la leucémie en particulier?

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faille approfondir les recherches en la matière? Dans l'affirmative, le département «oncologie» du Luxembourg Institute of Health serait-il disposé à procéder à ces travaux?

- D'autres financements publics (Fonds national de recherche, etc.) seraient-ils envisageables?

Réponse (16.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le débat sur une éventuelle efficacité de la méthadone dans le traitement du cancer, en association avec de la chimiothérapie conventionnelle, a été ravivé par un reportage télévisé sous le titre de «Methadon - warum ein preiswertes Mittel für Krebspatienten nicht erforscht wird» de l'émission «Plusminus» de la chaîne allemande «das Erste», en date du 12 avril 2017. Ce reportage suggère fortement que la méthadone serait efficace contre le cancer et sans effets secondaires majeurs, et insinue que l'industrie pharmaceutique bloquerait le développement de ce médicament peu onéreux pour protéger les bénéfices financiers résultant de la commercialisation d'autres produits beaucoup plus rentables.

Une possible efficacité antitumorale de la méthadone, un produit de substitution de l'héroïne et un antidouleur de la classe des morphiniques, est débattue depuis une dizaine d'années. En effet, un groupe de chercheurs de l'Université d'Ulm en Allemagne a publié sur l'efficacité de la méthadone in vitro (c'est-à-dire au laboratoire) dans un modèle de cellules leucémiques en 2008. Ce même groupe publie un deuxième article en 2014 où il montre un effet sur une lignée de cellules dérivées du neuroglioblastome (cancer du cerveau). Finalement en mars 2017, une publication de ce groupe ensemble avec une équipe de l'Hôpital Charité à Berlin analyse la survie sans progression de la tumeur à six mois dans un petit groupe de 27 patients avec différentes formes de neuroglioblastome ayant reçu de la méthadone en plus du traitement habituel, et compare cette survie à un groupe de contrôles historiques. Ils concluent que la survie avec ce traitement combiné est au moins comparable à celle des contrôles historiques, sans cependant pouvoir trouver un avantage statistiquement significatif en faveur de la méthadone.

Plusieurs réflexions s'imposent en examinant ces études:

- Les résultats précliniques obtenus au laboratoire sur des lignées cellulaires sont certainement intrigants et méritent que la communauté scientifique s'y intéresse.

- La communauté scientifique connaît des centaines de molécules qui ont montré une certaine activité contre des cellules cancéreuses dans des modèles de laboratoire. En général, cette activité dite in vitro ne se traduit cependant pas en efficacité réelle quand la molécule est finalement administrée à l'homme, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'un nouveau médicament efficace pourra être développé à partir des premiers résultats prometteurs in vitro.

- Les lignes cellulaires de leucémies et de neuroglioblastomes utilisées par les chercheurs allemands sont relativement artificielles, et ne reflètent que peu la situation habituelle de ces tumeurs dans l'être humain. Ceci jette donc un sérieux doute sur la possibilité de prédire une activité clinique réelle à partir des résultats de laboratoire.

- La seule étude clinique dont nous disposons est réalisée sur un petit nombre de patients, avec des formes très variées de neuroglioblastome (et donc des pronostics très variables) et leur survie à six mois sans progression de la tumeur est comparée à un groupe historique. Cette étude ne montre pas d'avantage net en faveur de la méthadone. La méthodologie de cette étude est très critiquable. Une bonne étude clinique devrait être faite sur un nombre suffisant de patients, avec des formes cliniques similaires et en comparaison prospective avec un groupe de patients identiques non traités par la méthadone. Ceci s'appelle une étude clinique prospective randomisée et une telle étude est considérée par la communauté médicale comme preuve indispensable pour conclure à l'efficacité réelle d'un nouveau traitement.

- Il faut remarquer que malgré la première publication des résultats il y a presque dix ans, aucune autre équipe de chercheurs au monde n'a confirmé ces résultats prometteurs à ce jour.

Cela étant, suivant le Ministère de la Santé, il n'y a actuellement aucune preuve crédible de l'efficacité de la méthadone comme anticancéreux chez l'homme.

Par ailleurs, le reportage à la télévision allemande a tenté de banaliser les effets secondaires possibles de la méthadone, surtout à fortes doses. Le Ministère de la Santé tient à rappeler que la méthadone est un dérivé de la morphine soumis à la prescription médicale stupéfiant et qu'il peut avoir comme effets secondaires à hautes doses, notamment l'hypoglycémie (chute du taux de sucre dans le sang) et des troubles respiratoires allant jusqu'à l'arrêt respiratoire. L'utilisation de la méthadone dans d'autres indications médicales a clairement été associée dans de larges études à une faible, mais réelle augmentation de la mortalité.

Notons enfin que la faculté de médecine de l'Université d'Ulm s'est clairement distanciée de certaines conclusions jugées prématurées et peu fondées scientifiquement de ses chercheurs en 2016. La «Deutsche Gesellschaft für Hematologie und Medizinische Onkologie» met en garde, en 2017, contre le risque d'une utilisation de la méthadone hors des indications admises comme antidouleur ou dans le traitement de la toxicomanie. Des prises de position similaires ont été émises par la «Deutsche Krebsgesellschaft» et la «Deutsche Gesellschaft für Neurologie» en 2014 et la «Deutsche Schmerzgesellschaft» en 2017.

Afin de trancher définitivement sur une éventuelle utilité de la méthadone dans le traitement du cancer, il faudrait donc organiser une étude prospective randomisée de grande envergure. Ce type d'étude dépasse clairement les capacités du département oncologie du «Luxembourg Institute of Health (LIH)», qui d'ailleurs est plus orienté vers une recherche fondamentale de laboratoire. En même temps, le nombre de cas de leucémies ou de neuroglioblastomes au Luxembourg est faible et ne permettrait pas un recrutement suffisant de patients. La réalisation de telles études cliniques de grande envergure dépasse aussi les possibilités de financement de la recherche publique au Luxembourg, et reste donc réservée aux très grands centres anticancéreux en Europe et aux États-Unis. Notons pour finir que la méthadone est commercialisée dans la majorité des pays et donc disponible pour la recherche pour la communauté scientifique. L'allégation que l'industrie pharmaceutique semble bloquer la recherche sur la méthadone dans le cancer pour protéger ses intérêts financiers est donc peu crédible.

Question 3162 (25.07.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **Conseil national de justice:**

Le Gouvernement a présenté il y a plusieurs mois ses propositions relatives à la révision du chapitre relatif à la justice dans la Constitution. Conformément au programme gouvernemental, il est prévu d'y consacrer la création d'un Conseil national de justice et d'y ancrer explicitement l'indépendance des magistrats, y compris ceux du parquet.

Un des groupes parlementaires faisant partie de la «majorité constitutionnelle» a déclaré récemment s'opposer aussi bien à un référendum sur le projet de nouvelle Constitution ainsi qu'à toute révision ponctuelle supplémentaire de la Constitution durant la présente législature.

Comme cette réforme de la justice revêt une importance majeure, il y a lieu d'examiner si elle ne peut être réalisée par la voie d'une loi ordinaire sans passer par une révision de la Constitution, alors que les modifications proposées ne sont pas contraires au texte de notre loi fondamentale en vigueur.

- Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il cette analyse juridique?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il de soumettre un projet de loi afférent à la Chambre des Députés?

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement partage l'analyse juridique de l'honorable Député. Un projet de loi sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les meilleurs délais.

Question 3166 (27.07.2017) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **réforme de la loi sur la protection de la jeunesse:**

Malgré le fait que la Chambre des Députés ait récemment adopté le projet de loi relatif au Centre socio-éducatif de l'État, la réforme de la législation sur la protection de la jeunesse fait toujours défaut. La Chambre des Députés n'a pour l'instant pas été saisie ni d'un nouveau projet de loi, ni d'amendements relatifs au projet de loi n°5351 actuellement pendant.

Pourtant, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand souligne régulièrement l'urgence de cette réforme. D'ailleurs, la nécessité de la réforme de cette loi datant de 1992 est partagée tous azimuts. Rappelons dans ce contexte également la teneur du programme gouvernemental de décembre 2013 qui prévoit que «les travaux de modification de la loi sur la protection de la jeunesse seront poursuivis en priorité».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis que la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse aurait dû se faire en même temps que les modifications apportées au cadre légal du Centre socio-éducatif de l'État?

2) Dans quel délai le Gouvernement entend-il saisir la Chambre des Députés d'un nouveau projet de loi voire d'amendements au projet de loi n°5351?

Réponse commune (25.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1) Les deux réformes sont indépendantes l'une de l'autre. Le cadre légal du Centre socio-éducatif de l'État n'a pas d'implications directes sur le régime de la protection de la jeunesse.

Les deux projets sont par ailleurs élaborés par deux ministères différents.

ad 2) Suite à des discussions menées dans le cadre d'un groupe de travail élargi au sujet de la réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse, un nouveau projet de loi est en train d'être finalisé au sein du Ministère de la Justice et celui-ci sera déposé et présenté dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés.

Question 3167 (27.07.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **concept «Bewegte Schule und Maison relais»:**

Une activité physique dès le plus jeune âge peut non seulement prévenir les maladies cardiovasculaires, les troubles musculosquelettiques ou le diabète, mais a aussi des retombées positives sur le plan psychologique, social et cognitif. Le fait de faire bouger davantage les enfants aide à augmenter l'estime de soi, et leur permet de s'épanouir, de développer leurs aptitudes communicationnelles et d'élargir leur réseau social. Selon diverses études, ces atouts psychologiques et sociaux contribuent à leur tour à une meilleure performance scolaire.

Le projet pilote «Bewegte Schule und Maison relais» a été lancé en 2014. En dehors des cours d'éducation physique hebdomadaires obligatoires, les enfants ont, pendant 15 à 20 minutes, tous les jours l'occasion de bouger et de se dépenser. La deuxième phase pilote a débuté pour l'année scolaire 2016-2017, par l'élargissement du projet à sept écoles supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur le déroulement de la deuxième phase du projet pilote?

2) Quand se termine la deuxième phase du projet?

3) Quand le ministre envisage-t-il de généraliser le concept au niveau national?

Réponse (25.08.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Le projet pilote «Bewegte Schule» a été mis en œuvre pendant les années scolaires 2014-2015 et 2015-2016, un suivi scientifique ayant été assuré par l'Université du Luxembourg. Trois écoles y ont participé ainsi que deux écoles de contrôle sans «Bewegter Unterricht», avec un total d'environ 80 enseignants et 700 élèves. Les résultats de ce projet de recherche ont été documentés dans le rapport final «Bewegter Unterricht in Luxemburg» par le Prof. Dr. Andréas Bund et Claude Scheuer, Université du Luxembourg, décembre 2016.

Dans une deuxième phase, le projet pilote a été élargi pendant l'année scolaire 2016-2017. Une dizaine d'écoles et quelques maisons relais de l'arrondissement d'inspection 17 y ont participé. Le principe de la participation volontaire a été respecté. Il s'agissait de susciter l'intérêt des écoles quant à l'implémentation du concept «Bewegter Unterricht». Les enseignants des écoles pilotes ont partagé leurs expériences avec le personnel des sept écoles ayant rejoint le projet et ont ainsi éveillé la cu-

riosité des autres enseignants. Ceux-ci ont par la suite participé à une formation continue avant la rentrée scolaire. Pour les enseignants intéressés, une formation continue au sujet de l'approche par «Bewegtes Lernen» fut proposée, permettant ainsi d'expliciter prioritairement les effets positifs du mouvement sur les apprentissages des élèves.

Dans les maisons relais, l'activité physique supplémentaire a surtout été intégrée dans la phase de l'aide aux devoirs à domicile. Combiner les devoirs à domicile avec des activités de motricité est un moyen particulièrement utile afin de motiver les élèves à bouger davantage après les cours. Cette approche peut être utilisée pour toutes les matières; lire tout en se balançant, techniques de relaxation avant le passage aux devoirs à domicile ou encore des exercices stimulants tels que le jonglage en sont quelques exemples.

Parallèlement à cela, un groupe de travail a été mis en place pendant l'année scolaire 2016-2017 avec comme objectif à long terme d'élargir le projet «Bewegte Schule» au niveau national. Ce groupe est composé de plusieurs enseignants de différentes écoles et de différents cycles, d'une représentante des maisons relais, d'une représentante du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, d'une représentante de la LASEP ainsi que d'un instituteur-ressource chargé de la coordination du groupe. Afin d'atteindre les grands objectifs, le groupe de travail s'est occupé simultanément de plusieurs missions:

- élaboration d'un nom ainsi que d'un logo pour le projet;

- développement d'un label avec des critères spécifiques pour les écoles et les maisons relais;

- création d'une plateforme numérique destinée à l'information et à l'échange et, dans un deuxième temps, d'un site Internet;

- organisation d'une journée d'action avec remise du label aux écoles.

ad 2) La deuxième phase du projet pilote vient d'aboutir en juillet 2017. La journée d'actions qui a eu lieu le 15 juin 2017 à l'Institut national des sports (INS) en présence de 260 enfants provenant de 15 classes des écoles de l'arrondissement 17 en fut le moment fort. Tout au long de la journée, les enfants ont pu participer à divers ateliers mettant l'accent sur le mouvement et la motricité. Ces ateliers ont été animés par le personnel enseignant et des élèves du Sportlycée. À l'issue de la manifestation, huit écoles se sont vu décerner le label «clever move 2017» en présence du Ministre des Sports et du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Les écoles peuvent recevoir le label «clever move» si:

- trois quarts des enseignants s'engagent à intégrer vingt minutes de motricité supplémentaire par jour dans leurs cours;

- l'école garantit à chaque enfant son droit à un temps d'activité physique (p. ex. gymnastique, natation, pauses…);

- une réunion de cycle portant sur le thème de «Bewegte Schule» a lieu une fois par trimestre.

La nouvelle plateforme numérique www.clevermove.lu a été présentée lors de la journée d'action en juin. On y trouve des idées d'activités physiques et de jeux pédagogiques, des informations sur les formations continues pour les enseignants et le personnel éducatif ainsi que des informations concernant la journée d'action.

ad 3) Le début de la phase d'implémentation du projet est prévu pour l'année scolaire 2017-2018. Les anciennes écoles pilotes et maisons relais sont encouragées à poursuivre leur engagement en tant que «Bewegte Schule und Maison relais». À cette fin, elles sont soutenues par le groupe de travail de l'année scolaire passée.

De plus, tous les présidents d'écoles ainsi que les directeurs régionaux vont être informés par mon ministère sur le concept «Bewegte Schule und Maison relais», sur les possibilités de formations continues y relatives offertes par l'IFEN ainsi que sur la plateforme www.clevermove.lu. Selon les disponibilités, les écoles intéressées recevront un accompagnement et un soutien de la part du groupe de travail respectivement de la part du SCRIPT.

La décision des écoles et des maisons relais de s'engager sur cette voie ou de postuler pour le label «clever move» est à prendre par la communauté scolaire (parents/entité, commune/enseignants) et repose sur le principe du volontariat. Cette façon de procéder a fait ses preuves lors d'autres projets à l'intention des écoles fondamentales comme par exemple sur le projet MOBAQ-LUX (Erhebung der motorischen Basisqualifikationen).

À partir de janvier 2018, des formations continues placées sous le thème «bewegend unterrichten» seront proposées par l'IFEN à l'intention des enseignants des lycées.

Q268

Question 3168 (27.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **revendications de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes:**

Lors de leur conférence de presse ayant eu lieu hier matin, les avocats membres de l'ALAP ont dressé le bilan de leurs activités et ont en même temps formulé certaines revendications. Parmi celles-ci figure un encadrement plus strict de ce qui est communément appelé «plumitif» et une spécialisation accrue des avocats, notamment en matière de droit pénal.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis de l'ALAP?

- Dans l'affirmative, quelles sont les mesures législatives envisagées par Monsieur le Ministre et suivant quel échéancier?

Réponse (17.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire des honorables Députés Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth se réfère à une conférence de presse tenue par les avocats membres de l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes (ALAP).

Ne connaissant pas la teneur exacte de l'avis et des revendications qui auraient été formulés par l'ALAP à sa conférence de presse et n'ayant pas encore été saisi par l'ALAP de ses revendications par un écrit, il est difficile de prendre position.

Cependant, en ce qui concerne la question des plumitifs d'audience, comme suite à une entrevue que j'ai eue au mois de mai avec des représentants de la Conférence du Jeune Barreau, la Commission de réforme du code de procédure pénale, à laquelle participe également un membre fondateur de l'ALAP, est actuellement en train d'examiner comment les enregistrements et procès-verbaux d'audiences devant les juridictions pénales sont réglementés dans d'autres pays européens.

Question 3172 (28.07.2017) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **mélatonine:**

La mélatonine, hormone du sommeil utilisée dans le traitement des insomnies, est en vente en pharmacie sous le statut de médicament. Or, ce produit est également en vente dans les grandes surfaces.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Comment est-ce possible que ce principe actif soit en vente libre dans les grandes surfaces à un dosage qui, en pharmacie, a un statut de médicament?

- Quel est le statut réglementaire de cette hormone? Ce statut est-il en conformité avec les textes communautaires, notamment la pharmacopée européenne?

- Quelle est la base légale de l'inscription de la spécialité Circadin (mélatonine 2 mg) au régime de la délivrance par ordonnance (RR)?

Réponse (17.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Le médicament Circadin (mélatonine 2 mg, comprimés à libération prolongée) a été enregistré par procédure centralisée (autorisation communautaire en vertu de la procédure centralisée - règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments).

Suivant le résumé du rapport européen public d'évaluation (EPAR) relatif à Circadin, le Comité des médicaments à usage humain de l'Agence européenne des médicaments a estimé que, même si Circadin a montré n'avoir qu'un effet limité sur un nombre relativement petit de patients, ses bénéfices sont supérieurs à ses risques. Il a recommandé l'octroi d'une autorisation de mise sur le marché et parallèlement a statué sur une délivrance exclusive sur prescription de ce médicament. La Commission européenne a délivré une autorisation de mise sur le marché valide dans toute l'Union européenne pour Circadin à la société «Rad Neurim Pharmaceuticals EEC Limited», en date du 29 juin 2007.

Étant un médicament, Circadin répond aux critères sévères en matière d'efficacité, de qualité et de sécurité de la législation du médicament et ne peut être vendu exclusivement qu'en pharmacie.

Le règlement (UE) n°432/2012 de la Commission du 16 mai 2012 établissant une liste des allégations de santé autorisées portant sur les denrées alimentaires, prévoit que l'allégation suivant laquelle «la mélatonine contribue à réduire le temps d'endormissement» ne peut être utilisée que pour une denrée alimentaire contenant 1 mg de mélatonine par portion quantifiée.

Cependant ceci n'implique nullement que la substance en question soit autorisée dans les denrées alimentaires. Chaque État membre peut définir une limite pour déterminer la classification d'un produit donné comme complément alimentaire ou comme médicament en se basant sur les données scientifiques disponibles. C'est ainsi que la France et l'Italie ont défini une limite de 1 mg par jour pour la mélatonine dans les compléments alimentaires. Par contre, la Belgique et les Pays-Bas ont fixé cette limite à 0,3 mg par jour en se basant sur un jugement rendu le 24 février 2015 par le Tribunal de Gelderland, lui-même se basant sur un article scientifique paru en 1997 dans le journal américain «Sleep».

Malgré la volonté de la Commission européenne d'éviter au maximum l'apparition de produits frontière, il peut arriver qu'une substance ait d'un côté un enregistrement en tant que médicament et d'autre part circule librement en tant que complément alimentaire.

Question 3177 (28.07.2017) de **Mme Josée Lorsché (déi gréng)** concernant le **vol de vélos:**

La 22e édition de «Alles op de Vëlo» qui s'est déroulée le dimanche 16 juillet 2017 tout comme la campagne «Mam Vëlo op d'Schaff» qui se terminera le 31 juillet ont connu un franc succès et ont démontré une fois de plus que le cyclisme est devenu très populaire au Luxembourg. La pratique du vélo constitue non seulement une activité de sport ou de loisir, mais le vélo est également utilisé comme moyen de transport quotidien par un nombre croissant de personnes.

Avec la multiplication du nombre et des modèles de vélos vendus, ceux-ci sont malheureusement devenus une cible de choix pour des voleurs. C'est pourquoi la Police grand-ducale offre depuis 2006 aux propriétaires de vélos la possibilité d'apposer un code personnel à leur vélo. Ce codage visible est d'abord destiné à dissuader un voleur potentiel et ensuite à simplifier l'identification du propriétaire légitime d'un vélo retrouvé après le vol. Or, plusieurs sites Internet et publications internationales mentionnent encore d'autres consignes de sécurité qui permettent de dissuader les voleurs potentiels et de réduire le nombre de vols.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Combien de vols de vélos ont été enregistrés annuellement par la Police grand-ducale depuis 2006?

2. Combien de vélos ont été codés par la Police grand-ducale depuis 2006 et combien de vélos ont pu être retournés à leur propriétaire grâce au codage?

3. Quelles sont les autres consignes des forces de l'ordre concernant le choix du dispositif antivol, de l'emplacement du vélo et de son attachement dans le cas où un parc sécurisé pour vélos fait défaut?

4. Ne serait-il pas opportun de mettre en œuvre une campagne de sensibilisation et d'information sur les différents moyens de prévenir un vol en y impliquant non seulement les propriétaires de vélos, mais aussi les associations de cyclistes ainsi que les vendeurs commerciaux et les points de location de cycles?

Réponse commune (01.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Entre 2006 et 2016, 1.524 vélos ont été déclarés volés. Les chiffres dont dispose la Police grand-ducale à la date du 30 juin 2017 montrent une augmentation du nombre de vols de vélos de 73,68% par rapport aux six premiers mois de l'année 2016 (57 vols pour 2016 et 96 vols pour 2017).

Cette hausse du nombre de vols par rapport à la même période de l'année 2016, de même que la hausse déjà constatée en 2016 (189 vols) par rapport à 2015 (126 vols), s'explique certainement en partie par le fait que le cyclisme étant devenu plus populaire au cours des dernières années à Luxembourg, le nombre de vélos et notamment de vélos électriques a augmenté rapidement.

ad 2. La police propose un service particulier aux propriétaires de vélos. Chaque 1er mardi du mois les personnes intéressées peuvent faire enregistrer leur vélo auprès de la police. Pour ce faire, un code est gravé sur le cadre du vélo. Pour obtenir un rendez-vous, il suffit d'envoyer un e-mail à l'adresse codage-velo@police.etat.lu. De plus, la Police grand-ducale participe chaque année à la manifestation «Alles op de Vëlo Mamer Mersch» et à d'autres manifestations, ceci surtout pendant la semaine de la mobilité.

Entre 2006 et 2016, 2.922 vélos ont été enregistrés grâce au système du codage. Il importe de préciser que le codage n'est pas adapté pour des cadres en carbone étant donné que la gravure peut provoquer des fissures à ce matériel. Dans ce cas, les propriétaires sont obligés de faire des photos de leur bicyclette et de les sauvegarder.

Bien que la police ne dispose pas de statistiques sur le nombre de vélos qui ont été retrouvés et retournés à leur propriétaire grâce au codage, le fait d'avoir un code gravé dans le cadre du vélo a certainement un effet préventif.

ad 3. Outre un dispositif de verrouillage solide, la police émet sur son site Internet un certain nombre de consignes pour se prémunir contre le vol de vélos:

- Utilisez uniquement des dispositifs de sécurité certifiés pour protéger votre deux-roues.

- Arrimez votre bicyclette à un objet ancré dans le sol (clôture, poteau, etc.) de façon à ce qu'elle ne puisse être désengagée et emportée.

- Il est possible de cadenasser ensemble plusieurs bicyclettes.

- Parquez votre bicyclette dans un local verrouillé ou surveillé si possible.

- Si vous transportez une bicyclette en voiture et que vous la disposez sur le toit ou le capot arrière, n'oubliez pas de la cadenasser.

- Notez le numéro de cadre, la marque et la couleur de votre bicyclette. Faites des photos de votre bicyclette et sauvegardez ces photos chez vous.

ad 4. La Police grand-ducale procède régulièrement à des campagnes de sensibilisation concernant des sujets actuels et le vol de vélos figurera certainement parmi les sujets qui seront traités dans le futur pour mieux sensibiliser la population.

L'organisation de campagnes communes avec les vendeurs et points de location n'est actuellement pas envisagée.

Question 3180 (31.07.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **transfert et traitement des données des dossiers passagers aériens:**

Dans son avis 1/15, la Cour de justice de l'Union européenne a relevé que le projet d'accord entre le Canada et l'Union européenne sur le transfert et le traitement des données des dossiers passagers comporterait une ingérence dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que les conclusions de la Cour de justice sont, du moins en partie, transposables à la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers?

- Dans l'affirmative, lesquelles?

- À supposer que la directive précitée doive être remaniée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si les travaux de préparation en ce sens, voire les négociations sont déjà en cours, voire programmés?

Réponse commune (21.08.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

L'honorable Député s'enquiert des éventuelles répercussions de l'avis n°1/15 de la grande chambre de la Cour de justice de l'Union européenne du 26 juillet 2017 - rendu par rapport au projet d'accord entre l'Union européenne et le Canada sur le transfert et le traitement des données personnelles des passagers aériens, ci-après «l'Accord de 2006» - sur la directive (UE) 2016/681 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière, ci-après «la directive PNR».

Étant donné que l'Accord de 2006 et la directive PNR ont des objets similaires et poursuivent le même objectif, certaines des conclusions plus générales de l'avis précité de la Cour de justice de l'Union européenne sont également valables pour la directive PNR.

Ainsi, il est important de noter que la Cour de justice de l'Union européenne a retenu, aux paragraphes 148 à 153 de son avis, que l'objectif de garantir la sécurité publique par le biais du traitement des données PNR dans le cadre de la lutte contre des infractions terroristes et la criminalité transnationale grave est un objectif d'intérêt général de l'Union européenne susceptible de justifier des ingérences, même graves, dans les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 (respect de la vie privée et familiale) et 8 (protection des données à caractère personnel) de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et que le traitement de ces données personnelles est apte à garantir la réalisation de cet objectif.

La Cour de justice de l'Union européenne a pris soin de relever, au paragraphe 149 de son avis, que la protection de la sécurité publique contribue également à la protection des droits et libertés d'autrui, alors que l'article 6 de la Charte énonce le droit de toute personne non seulement à la liberté, mais également à la sûreté.

La Cour de justice de l'Union européenne a procédé, à partir du paragraphe 154 et suivants de son avis, à une analyse détaillée des dispositions de l'Accord de 2006. Or, afin de déterminer si et, le cas échéant, quelles autres conclusions de la Cour de justice de l'Union européenne sont transposables à la directive PNR, il convient de comparer, point par point, le libellé de l'Accord de 2006 avec celui de la directive PNR. Au vu du caractère récent de l'avis 1/15 de la Cour de justice de l'Union européenne, cet examen comparatif est toujours en cours, tant au niveau des États membres de l'Union européenne qu'au niveau des institutions de l'Union européenne comme le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil des ministres.

Par conséquent, il est à l'heure actuelle prématuré pour se prononcer sur une éventuelle nécessité de remanier la directive PNR et encore plus sur la programmation de négociations éventuelles.

Question 3181 (31.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **délais d'attente aux installations IRM:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2146 du 13 juin 2016 de Monsieur le Député Léon Gloden, Madame la Ministre a précisé qu'un IRM supplémentaire sera installé dans chacun des quatre groupes hospitaliers. Ceci pourrait avoir un impact positif sur le délai d'attente. Madame la Ministre a également souligné que trop d'installations IRM pourraient conduire à une sur-utilisation de ces procédures diagnostiques, pour en conclure que la justification des examens IRM reste primordiale (i) pour résoudre les problèmes de délai d'attente et (ii) pour une bonne prise en charge du patient.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer le délai d'attente moyen en termes d'accès aux IRM? Les délais d'attente ont-ils pu être réduits grâce à l'acquisition de quatre nouvelles installations IRM?

- Les prescriptions d'examens radiologiques comportent-elles entre-temps dans la grande majorité des cas des informations permettant de juger de la justification et du degré d'urgence de l'examen? À défaut, convient-il de sensibiliser les médecins à ce sujet?

Réponse (01.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

La gestion des équipements médicaux utilisés dans le cadre de soins hospitaliers relève de la responsabilité des établissements hospitaliers, y compris la gestion des délais d'attente pour accéder aux IRM.

Les chiffres relatifs aux prédits délais d'attente ne sont pas transmis au Ministère de la Santé.

Le Ministère de la Santé est pourtant au courant que les délais d'attente sont estimés trop longs par certains patients. Il soutient tous les efforts visant à réduire ces temps d'attente. Cet objectif s'inscrit dans la mission d'intérêt général qui lui incombe et qui consiste à garantir à tous les citoyens un accès équitable à des soins de santé efficaces et de qualité.

C'est ainsi que la Direction de la santé a recommandé aux hôpitaux de mener des audits internes concernant le délai d'attente en termes d'accès aux IRM. L'évaluation du délai d'attente moyen en termes d'accès aux IRM n'a pas fait l'objet des audits menés par la Direction de la santé dans le cadre du plan d'action relatif à l'imagerie médicale, alors que ces audits portaient uniquement sur la conformité formelle des prescriptions en imagerie médicale ainsi qu'à leur conformité aux bonnes pratiques.

Il ne relève pas des attributions du Ministère de la Santé de se prononcer quant à la question concernant l'appréciation d'un impact éventuel sur les délais d'attente suite à l'acquisition de nouvelles installations IRM. En effet, l'acquisition tout comme l'attribution des équipements médicaux relèvent strictement des compétences de la Caisse nationale de maladie à laquelle il appartient d'analyser l'opportunité de renforcer l'équipement en place.

Quant à la question relative à la justification et au degré d'urgence des examens d'imagerie médicale, il importe de relever qu'un audit «Conformité pour la présence des éléments de justification» (septembre 2016) de la direction a montré que le taux de conformité de demandes d'examen médical au Luxembourg est globalement insatisfaisant. L'audit a aussi montré que le degré d'urgence était rarement indiqué sur les demandes d'examen. Suite à ce constat, une série de mesures ont été mises en place en vue d'améliorer la situation. Une prochaine évaluation permettra de juger pleinement des progrès accomplis en matière de justification et d'indication du degré d'urgence d'un examen IRM.

La sensibilisation des médecins, qui sont les prescripteurs des examens d'imagerie, a été réalisée moyennant l'envoi d'une circulaire en octobre 2016. Validée par le conseil scientifique du domaine de la santé, elle vise notamment à diffuser les conclusions de l'audit et à promouvoir l'utilisation des recommandations en matière de prescription de l'imagerie médicale, en l'occurrence le guide de bon usage des examens d'imagerie médicale.

Un plan d'action, intitulé «Mise en place des recommandations de prescriptions en imagerie médicale», élaboré par un groupe de travail ad hoc mandaté par les ministres de la Santé et de la Sécurité sociale, a été publié en novembre 2015 (http://www.sante.public.lu/fr/publications/p/plan-action-prescriptions-imagerie-medicale/index.html). Les actions citées plus haut s'inscrivent dans ce plan d'action national.

Des inspections du processus de justification des examens d'imagerie médicale ont eu lieu en novembre 2016 en coopération avec les autorités françaises et belges. Suite à ces inspections, les cinq établissements inspectés, dont les quatre groupements hospitaliers et un cabinet privé, ont présenté des plans d'actions visant l'amélioration du processus de justification.

Un deuxième audit vient d'être réalisé par la Direction de la santé. Cet audit visait à établir l'adéquation de demandes d'examen par tomographie computérisée (CT) et de demandes d'examen par résonance magnétique (IRM) avec les recommandations en vigueur.

Les résultats des différentes analyses et des actions entreprises dans le cadre du plan d'action ont été présentés aux acteurs du terrain le 31 mai 2017. Le groupe de travail chargé de l'exécution du plan d'action est en train de préparer des recommandations afin de poursuivre l'amélioration continue de la prise en charge du patient en imagerie médicale.

Le règlement grand-ducal précité du 16 mars 2001 contient d'ores et déjà des dispositions relatives à la justification des examens d'imagerie médicale. Notamment, l'article 6 préconise l'utilisation de recommandations en matière de critères de prescription. Dans le cadre de la transposition de la directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants, ces dispositions ont été précisées dans le projet de loi relative à la radioprotection.

Question 3191 (01.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **crise politique au Venezuela:**

En effet, plus de 120 personnes ont déjà trouvé la mort en quatre mois de manifestations antigouvernementales dans un pays au bord de la guerre civile et de l'effondrement économique. Deux des chefs de l'opposition ont été arrêtés mardi à Caracas. L'État de droit et la démocratie sont menacés. Après l'élection dans le sang de l'Assemblée constituante dimanche dernier - «un chèque en blanc» pour le Président Nicolas Maduro selon la procureure générale Luisa Ortega -, le Venezuela est - avec la coexistence de deux parlements - plus divisé à l'intérieur et plus isolé à l'extérieur que jamais. Une dizaine de pays dont les États-Unis, la Colombie, l'Argentine mais aussi l'Espagne, ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas la Constituante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'attitude du Gouvernement par rapport à la crise au Venezuela après les récentes élections controversées suivies de sanctions américaines?

2. Selon les renseignements du Gouvernement, l'État de droit et les droits de l'homme sont-ils toujours assurés à Caracas?

3. Dans le cas contraire, le Gouvernement entend-il intervenir sur un plan bilatéral? Qu'en est-il de la reconnaissance de la Constituante?

4. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun que l'UE intervienne d'une même voix dans la résolution de cette crise? Le Gouvernement envisage-t-il intervenir dans ce sens à l'échelle européenne?

Réponse (09.08.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Le Luxembourg soutient pleinement les efforts de l'Union européenne en réponse aux développements dans le pays et le Gouvernement suit de près la situation au Venezuela. Il regrette la décision des autorités vénézuéliennes d'avoir procédé à l'élection d'une Assemblée constituante le 30 juillet 2017. L'Assemblée constituante a été élue dans des circonstances qui indiquent que ce nouvel organe ne pourra représenter de manière adéquate l'électorat vénézuélien. Ayant pour mission de procéder à une révision constitutionnelle et doté de pleins pouvoirs pour refondre les institutions, y inclus l'Assemblée nationale où l'opposition détient une majorité, cet organe risque d'exacerber les divisions, les violences et la souffrance de la population.

C'est pourquoi l'Union européenne a refusé, dans une déclaration conjointe du 2 août 2017, de reconnaître cette Assemblée constituante et a demandé que son installation effective soit suspendue. À cette déclaration se rajoute celle du 26 juillet dernier, où l'UE a demandé au Président Maduro de reconsidérer la mise en place de l'Assemblée constituante.

La situation requiert une solution négociée d'urgence entre le Gouvernement du Président Maduro et l'opposition. Dans ces conclusions de juillet 2016 et de mai 2017 le Conseil des ministres des affaires étrangères a publiquement soutenu les initiatives de médiation de la communauté internationale, dont notamment celle chapeautée par la diplomatie du Saint-Siège.

Nos efforts diplomatiques, au sein de l'UE et à travers notre action en appui du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ont pour priorité de venir en aide au peuple vénézuélien et d'obtenir une désescalade des tensions au plus vite. L'une de nos actions au sein de l'UE a été une démarche effectuée par l'UE et les États membres représentés sur place auprès d'un nombre de pays proches du régime de Maduro, pour encourager l'adoption d'un nombre de mesures de confiance et le lancement d'un nouveau processus de dialogue. Le Luxembourg y a également participé via sa représentation diplomatique au Nicaragua. Nos efforts au sein de l'UE visent la création d'un groupe de pays amis du Venezuela, qui devraient pouvoir être acceptés comme interlocuteurs de confiance à la fois par le régime de Maduro et l'opposition, et qui pourront encadrer ce nouveau processus de dialogue. Au niveau du Conseil des droits de l'homme, le Luxembourg a appuyé une déclaration appelant au respect des droits de l'homme, au dialogue politique et à une résolution durable du conflit.

À noter que le Gouvernement s'accorde avec l'UE en considérant l'imposition de sanctions au niveau de l'UE comme prématurées, surtout parce que ces dernières seraient invariablement accaparées à des fins de propagande par le régime. L'UE est toutefois prête à adapter sa réponse, au fur et à mesure que la situation évolue.

L'UE se tient également prête à venir en aide à la population du Venezuela si le Gouvernement accepte d'ouvrir un couloir humanitaire.

Question 3195 (02.08.2017) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **offices sociaux:**

Leit, déi sech an enger finanziell oder sozial prekärer Situatioun befannen, kënnen an engem Office social Hëllef froen. Wat d'Zoustännegkeete vum Office social ugeet, heescht et op guichet.lu: „Das Sozialamt ist mit folgenden Aufgaben betraut: (...) eine finanzielle oder matérielle Beihilfe in Form eines Vorschusses oder einer Zusatzzahlung veranlassen, wenn die gemäß der luxemburgischen oder ausländischen Gesetzgebung bezogenen Leistungen die anlässlich der Untersuchung des sozialen Umfeldes und der verfügbaren Daten festgestellten und zurückbehaltenen Bedürfnisse nicht fristgerecht oder nicht ausreichend abdecken."

An deem Kontext wéilt ech dem Här Sozialminister folgend Froe stellen:

1. Huet eng Persoun, déi den RMG bezitt, en Urecht drop, vun de Sozialbüroen an de Gemengen finanziell ënnerstëtzt ze gi respektiv Sue virgestreckt ze kréien, wa si wichteg Rechnungen - Stroumrechnung, Waasserrechnung - net méi bezuele kann oder schonn eventuell net méi bezuelt huet, och wann dat eng gréisser Zomm ass?

2. Sinn d'Gemenge verflicht, am uewe genannte Fall Hëllef ze leeschten oder gëtt et do e Spillraum?

Réponse (09.08.2017) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhëllef (loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale) seet, dass all Persoun, déi um Territoire vu Lëtzebuerg ass, eng Sozialhëllef ka kréien. Dozou gehéieren natierlech och all déi Persounen, déi den RMG kréien.

Dës Hëllef ka verschidde Formen unhuelen:

- Den Office social bezilt d'Rechnung ganz, ouni e Remboursement ze froen.

- Den Office social bezilt d'Rechnung a freet d'Sue bei der Persoun zréck. De Remboursement kann iwwer länger Zäit lafen.

- Den Office social gëtt aner Hëllefen ewéi z. B. den Accès zu der Épicerie sociale; domat erlaabt en de Leit Suen zur Verfügung ze hunn, fir d'Rechnungen ze bezuelen.

Den Artikel 28 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 seet, dass d'Leit musse kënnen e liewensnoutwendege Minimum u Waasser, Stroum an Energie hunn. Hei geet et ëm den normalen Haushaltsbudget an et ass keng Limitt vun der Zomm virgesinn.

Et muss een awer dëst Recht och am Zesummenhang mam Artikel 7 vum Gesetz gesinn, dee seet, dass d'Leit mussen aktiv matschaffen («[...] En contrepartie de l'aide sociale accordée, l'office social est en droit de demander une participation active de la part des bénéficiaires aux mesures destinées à rétablir leur autonomie.»). Dëst heescht, dass eng Persoun, déi refuséiert hir Situatioun ze verbesseren a keng Rotschléi a Mesuren unhëlt, och e Refus ka kréien.

An dësem Kontext sief och gesot, dass de Projet de loi n°7113 iwwert de Revenu d'inclusion sociale (REVIS) a sengem Artikel 35 d'Méiglechkeet fir den Office social virgesäit, fir den Deel „frais communs" vum REVIS vun enger Persoun kënnen direkt vum FNS ze kréien, fir dëser Persoun hir Energie- a Wunnkäschten ze bezuelen.

ad 2. D'Gemenge bezuele 50% un de Fraisë vum Office social.

Decisiounen, ob eng Persoun Sozialhëllef kritt oder net, gi vum Conseil d'administration vum Office social geholl. Den Office social ass verflicht, all seng Decisiounen ze motivéieren. Den Office social huet eng ganz Rei vun Hëllefen, déi op déi individuell Situatioun vun der Persoun ugepasst ginn.

N°16
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

«Lycéesreform»	p. 603	Sommaire des séances publiques nos44 à 46	p. 631	44e séance	Mercredi 5 juillet 2017
Cours «vie et société»	p. 621	Sommaire des questions parlementaires	p. Q270	45e séance	Jeudi 6 juillet 2017
Reprise des enseignants de religion	p. 627			46e séance	Mardi 11 juillet 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Kommemoratioun vum 75. Joresdag vum Generalstreik vun 1942

© Wëltzer Gemeng

Un der Gedenkzeremonie beim Monument national de la grève zu Woltz hunn ënner anerem de Grand-Duc Henri, de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo, de Premierminister Xavier Bettel an de Wëltzer Buergermeeschter Frank Arndt deelgeholl.

De Chamberspresident Mars Di Bartolomeo bei senger Usprooch

„D'Erënnerung ass immens wichteg! Mir sinn all deene Mënsche schëlleg, déi hiert Liewe fir eis Fräiheet geaffert hunn, datt mir deenen Evenementer net nëmmen eng Plaz an de Geschichtsbicher ginn, mä och an eisen Häerzer, an eise Käpp." Dëst si Wierder aus dem Chamberspresident Mars Di Bartolomeo senger Usprooch zu Woltz bei Geleeënheet vun der Kommemoratioun vum 75. Joresdag vum Generalstreik, den 31. August 1942.

D'Ukënnegung duerch d'Nazien, fir jonk Lëtzebuerger ze zwangsrekrutéieren, hat 1942 zu deem Streik gefouert. D'Evenementer vun 1942 a vun de Krichsjoren insgesamt sinn en Deel vun eiser Mémoire collective, sot nach de Chamberspresident.

„Mir mussen eis Grondwäerter wéi Demokratie a Fräiheet an d'Mënscherechter mat aller Kraaft verteidegen a géint all Form vun Ënnerdréckung, Rassismus, Antisemitismus, Haassverbriechen, Friemenhaass an Terror kämpfen, hei bei eis an dobaussen", huet hie geschlussfolgert.

Une délégation parlementaire d'Ukraine accueillie à la Chambre

Excuses et remerciements à l'adresse du Luxembourg

La délégation parlementaire luxembourgeoise

Les représentants du Parlement ukrainien

À l'occasion de son passage à la Chambre des Députés le 18 septembre 2017, le groupe d'amitié Ukraine-Luxembourg du Parlement ukrainien («Verkhovna Rada») a présenté ses excuses pour un «malentendu» qui avait fait en sorte que le Luxembourg figurait toujours en Ukraine sur une liste noire de places financières «offshore», alors qu'il avait depuis longtemps disparu de ce genre de relevés établis par des organisations internationales comme l'OCDE. Ce n'est que suite à une visite du Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Jean Asselborn, en mars de cette année à Kiev que le Grand-Duché avait été rayé de cette liste. «Dorénavant rien ne pourra plus nous freiner pour renforcer notre coopération», a dit M. Vitalii Korchyk, Président du groupe d'amitié. Les parlementaires ukrainiens ont ensuite remercié les autorités luxembourgeoises pour leur soutien.

Ils ont souligné les ambitions européennes de leur pays, sachant qu'il leur reste «beaucoup de travail pour éradiquer ce fléau» qu'est la corruption. La mise en œuvre de la grande réforme judiciaire serait un pas dans la bonne direction. Finalement, la délégation ukrainienne a remis au Président de la Chambre toute une documentation sur une grande famine qui a frappé l'Ukraine dans les années 1932 et 1933, qui a fait plusieurs millions de victimes et qui est entrée dans l'histoire sous le nom de «Holodomor».

La République des Fidji présidera la COP23

Pour la première fois un pays insulaire, en l'occurrence la République des Fidji, présidera la COP23 qui, pour des raisons logistiques, aura lieu à Bonn et non en plein milieu du Pacifique fin 2017.

«Nos priorités seront de maintenir la cohésion au sein de la COP et de défendre une politique inclusive», a expliqué l'Ambassadeur des Fidji, S.E. M. Deo Saran, lors de son entrevue avec M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Il a également exprimé le souhait de renforcer les liens bilatéraux entre le Grand-Duché et les Fidji. Cet ensemble d'îles situé dans l'océan Pacifique sud offre au Grand-Duché une porte d'entrée vers des opportunités de coopération dans la région.

En effet, le changement climatique a affecté avant tout les zones côtières des Îles Fidji dont de nombreux villages ont dû être relocalisés. Le récif corallien est également atteint, ce qui risque d'avoir des répercussions négatives non seulement sur le milieu océanique mais aussi sur le tourisme.

S.E. M. Deo Saran reçu par M. Marc Angel.

Eng gëlle Luucht fir kriibskrank Kanner

D'Chamber ennerstëtzt d'Campagne „Lëtz Go Gold", déi fir d'Situatioun vu kriibskranke Kanner sensibiliséiert. Wärend zwou Wochen ass d'Fassad vun der Chamber dofir owes gëlle beliicht.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…S.E. M. Louis-Alkiviadis Abatis, Ambassadeur de la République hellénique

…S.E. M. Urs Hammer, Ambassadeur de la Confédération suisse (visite d'adieu)

…le Général Romain Mancinelli, Chef d'état-major de l'Armée (visite d'adieu)

Cours «vie et société»

7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Après l'introduction du cours «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique pour la rentrée scolaire 2016-2017, le projet de loi sous rubrique a comme objet d'introduire ce cours commun également dans l'enseignement fondamental. Le cours «vie et société» remplacera dès lors les cours qui sont actuellement y enseignés, notamment le cours d'instruction religieuse et morale ainsi que le cours d'éducation morale et sociale.

La création d'un cours commun, dénommé «vie et société», reflète l'obligation de neutralité de l'école publique par rapport aux questions concernant la conception du monde et le fait religieux. L'introduction d'un tel cours devient d'autant plus importante dans une société qui est marquée depuis maintes années par une diversité croissante de sa population scolaire, et, par conséquent, par une diversité des convictions confessionnelles et philosophiques.

Le nouveau cours commun en tient compte et offre à tous les élèves un apprentissage consacré aux différentes visions du monde et aux différents courants religieux, et ceci indépendamment de leurs convictions personnelles. L'objectif de l'introduction de ce cours est de présenter d'une manière objective les grands courants philosophiques et religieux et d'éduquer les élèves aux valeurs qui fondent le «vivre ensemble» de la société, tout en formant un rempart important contre l'intolérance, les préjugés et le racisme.

En vue de l'introduction du cours commun pour la rentrée scolaire 2017-2018, il y a lieu de procéder à un certain nombre d'adaptations au niveau des dispositions légales relatives à l'enseignement fondamental.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

03.05.2017 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
28.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017
Loi du 2 août 2017
Mémorial A: 2017, n°695, page 1

Éducation plurilingue

7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves

Le projet de loi introduit un programme d'éducation plurilingue dans les services d'éducation et d'accueil. Ce programme vise à profiter de la petite enfance en tant qu'âge particulièrement propice à l'apprentissage des langues, pour préparer les enfants au contexte multilingue de l'école et de la société du Luxembourg en général. La mise en place d'un tel dispositif a comme ambition de soutenir l'intégration des enfants au niveau de la communauté locale, de renforcer la cohésion sociale et d'offrir aux enfants dès le plus jeune âge les meilleures chances de départ et de réussite, indépendamment de leur milieu d'origine ou de leur situation socio-économique.

Le programme d'éducation plurilingue repose sur quatre piliers, à savoir:

- l'initiation aux langues luxembourgeoise et française: la familiarisation avec le luxembourgeois représente pour les enfants dont la langue d'origine est une autre un surplus de temps pour acquérir des bases solides sur lesquelles l'apprentissage de l'allemand pourra se fonder ultérieurement à l'entrée du cycle 2. La mise en contact avec le français permettra un accès plus naturel et décontracté à cette langue, avant même que des barrières linguistiques puissent se développer. En parallèle, une attention particulière est accordée au soutien et à la valorisation des langues d'origine des enfants;

- un partenariat avec les parents qui sont appelés à participer plus activement à la vie des structures d'éducation et d'accueil et qui sont impliqués plus systématiquement dans les questions relatives à la mise en œuvre du concept pédagogique de la structure d'éducation et d'accueil;

- une mise en réseau et la collaboration avec les services scolaires luxembourgeois: chaque structure d'éducation et d'accueil devra prendre des initiatives de coopération et de mise en réseau avec l'école fondamentale et les organismes nationaux d'aide et d'assistance;

- un encadrement gratuit de 20 heures hebdomadaires, pendant 46 semaines par an. Sont visés les services d'éducation et d'accueil du secteur public ou privé dûment agréés et reconnus comme prestataires de chèque-service accueil.

Parallèlement à la mise en place du programme d'éducation plurilingue, le dispositif du chèque-service accueil est revu. Des modifications au niveau de la tarification s'imposent non seulement pour soutenir davantage les familles qui en ont le plus besoin, mais aussi pour mieux l'adapter aux réalités des différentes situations familiales.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 21.09.2016
Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):
27.07.2016 Présentation du projet de loi
31.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05.07.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017
Loi du 29 août 2017
Mémorial A: 2017, n°791, page 1

Réforme de l'enseignement secondaire

7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3. la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Le projet de loi sous rubrique se fonde sur le projet de loi 6573 portant sur l'enseignement secondaire, déposé le 14 mai 2013 par Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en fonction à l'époque. Ainsi, un certain nombre de dispositions dudit projet de loi 6573 ont été intégrées dans le texte sous rubrique. Il s'agit, en l'espèce, des éléments suivants:

- la nouvelle dénomination des ordres d'enseignement (enseignement secondaire classique et enseignement secondaire général), la numérotation (7e à 1re) et la dénomination des classes, les programmes d'études aux classes inférieures et supérieures, le conseil de classe restreint dans les classes inférieures, les sections dans les classes supérieures, la certification en classe de 1re, les classes d'initiation professionnelle;

- les équivalences des diplômes;

- la création de classes à objectifs spéciaux ou classes spécialisées;

- les objectifs et des mesures pour l'élève en difficulté;

- la commission d'inclusion scolaire à l'enseignement secondaire et le plan de formation individualisé pour l'élève en difficulté;

- les activités périscolaires dans les lycées, les règles de conduite et des mesures disciplinaires;

- les structures de représentation;

- le service socio-éducatif dans les lycées;

- l'organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue.

Le projet de loi sous rubrique vise notamment à accorder aux lycées une plus grande marge de manœuvre au niveau de la pédagogie, du personnel et des finances leur permettant d'apporter des réponses adaptées aux besoins de leurs populations scolaires respectives.

Alors que le Ministère fixe le cadre et les objectifs et fournit les ressources qui permettent aux lycées de se développer, il revient aux lycées de choisir les démarches qu'ils jugent les mieux adaptées pour atteindre les objectifs fixés en matière d'organisation de l'appui scolaire, de l'encadrement des enfants ou jeunes à besoins éducatifs spécifiques, de l'assistance psychologique et sociale, de l'orientation des élèves, de la coopération avec les parents d'élèves, de l'intégration des technologies de l'information et de communication et de l'offre périscolaire.

L'offre scolaire ainsi que les démarches dans les sept domaines susmentionnés sont documentées dans un plan de développement de l'établissement scolaire (ci-après «PDS»). Chaque lycée doit se doter d'un tel PDS qui fixe les objectifs à atteindre, les moyens à engager et les modalités d'évaluation. Il porte sur trois années scolaires et est élaboré par la cellule de développement scolaire en concertation avec le conseil d'éducation, pour enfin être soumis pour avis à la conférence du lycée. Cette approche ascendante et participative implique tous les acteurs intervenant dans le lycée, du directeur jusqu'au représentant du comité d'élèves.

Le projet de loi sous rubrique a par ailleurs comme objectif d'assouplir la rigidité actuelle du système scolaire. Dans l'enseignement secondaire classique, le système des sections A, B, C, D, E, F, G ne permet plus de répondre aux attentes d'une société du 21e siècle qui se caractérise par une population toujours plus hétérogène aux talents de plus en plus diversifiés. En offrant la possibilité de nouvelles combinaisons de disciplines, on permet aux lycées au niveau local d'adapter les sections en fonction des besoins et aspirations de leurs élèves, tout en contribuant à la diversification de l'offre scolaire au niveau national.

Dans l'enseignement secondaire général, les potentialités des élèves sont davantage stimulées. Grâce à l'organisation des cours de langues et de mathématiques en cours de base et en cours avancés, les élèves des classes inférieures ont la possibilité de suivre un parcours plus ciblé et adapté à leur profil individuel.

De plus, afin d'aider l'élève à faire des choix pertinents et le mieux adaptés à son projet professionnel, la démarche d'orientation de l'enseignement secondaire général est revue.

Le présent projet de loi accorde une importance particulière à l'appui et à l'encadrement des élèves. Le texte prévoit un ensemble de mesures d'appui et d'encadrement pour soutenir les élèves en difficulté. Avec l'élaboration d'un PDS portant sur l'appui et l'encadrement des élèves, l'école se dote d'une démarche propre et adaptée aux besoins de sa population scolaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016
Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):
10.05.2017 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
17.05.2017 Désignation d'un rapporteur
Continuation des travaux
24.05.2017 Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement
28.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.06.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2017
Loi du 29 août 2017
Mémorial A: 2017, n°789, page 1

Reprise des enseignants de religion

7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de 1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de régler les modalités de reprise par l'État du personnel des enseignants et des chargés de cours qui dispensent actuellement les cours d'instruction morale et religieuse dans des classes de l'enseignement fondamental.

À partir de la rentrée scolaire 2017-2018, les cours de l'instruction religieuse et de la formation morale et sociale de l'enseignement fondamental seront remplacés par le cours commun «vie et société». Afin de répondre à l'obligation de neutralité confessionnelle et philosophique de l'école publique, le nouveau cours «vie et société» ne peut être dispensé que par du personnel jouissant du statut du fonctionnaire ou d'employé de l'État.

Or, aux termes de la Convention du 31 octobre 1997 entre l'Archevêché et le Gouvernement, coulés dans la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire, l'État s'est obligé à protéger les intérêts professionnels des enseignants et chargés de cours désignés par l'Archevêché au-delà de la cession de ses engagements pris notamment avec leur rémunération. L'État s'est donc engagé à créer une offre de reprise qui:

- garantit la rémunération et la carrière actuelle des enseignants et chargés de cours;

- crée des perspectives professionnelles grâce aux procédures de validation des acquis de l'expérience et grâce à une offre de formation continue;

- permet d'aboutir à un emploi dans le domaine de l'éducation nationale.

Conformément à cet engagement, l'introduction du nouveau cours commun «vie et société», consignée dans une convention entre l'État et l'Église catholique, s'accompagne d'une offre de reprise du personnel des enseignants de religion et des chargés de cours de religion qui interviennent actuellement dans des classes de l'enseignement fondamental. Ces derniers auront accès soit à la réserve de suppléants, créée par la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, soit à la réserve des auxiliaires éducatifs nouvellement créée.

La réserve de suppléants est réservée aux agents qui sont au moins détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires et qui peuvent se prévaloir d'une connaissance adéquate des trois langues administratives. L'agent doit également suivre une formation théorique de 120 heures, répartie sur sept modules différents, ainsi qu'une formation pratique portant sur 30 leçons d'enseignement au sein des quatre cycles de l'enseignement fondamental ou d'une classe du Centre ou institut de l'éducation différenciée ou du Centre de logopédie.

Les agents ne disposant pas du niveau de qualification minimal requis pour intervenir dans la réserve de suppléants peuvent accéder à la réserve des auxiliaires éducatifs, nouvellement créée. Cette réserve donne accès à des tâches non enseignantes, essentiellement dans les domaines de l'aide, de l'assistance et de la surveillance. Pour y accéder, l'agent devra suivre une formation théorique de 90 heures ainsi qu'un module de spécialisation de 40 heures. La formation pratique se fera sous forme d'un stage d'observation de 30 heures.

Il est évident que cette offre de reprise devra impérativement respecter les dispositions légales régissant l'accès à durée indéterminée aux emplois de la Fonction publique.

L'offre de reprise dure trois ans à compter de la date d'introduction du nouveau cours «vie et société».

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.10.2016

Rapporteur: M. Lex Delles

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

24.05.2017	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05.07.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°696, page 1

Convention sur le mercure

7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013. L'objectif de la Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les émissions anthropiques de mercure et de composés du mercure. La Convention aborde ainsi tous les aspects liés à l'utilisation du mercure et prévoit notamment des mesures destinées à:

- interdire les nouvelles mines de mercure et abandonner progressivement les mines existantes;

- réduire l'utilisation, les émissions et les rejets de mercure provenant de l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or et des grandes activités industrielles;

- abandonner progressivement et réduire l'utilisation de mercure dans un certain nombre de produits et de procédés contenant du mercure ajouté, en particulier son utilisation dans les amalgames dentaires;

- restreindre le commerce et interdire la fabrication, l'importation et l'exportation de mercure et d'une large gamme de produits contenant du mercure ajouté, comme les piles ou les ampoules;

- contrôler et réduire les émissions atmosphériques et les rejets dans le sol et l'eau;

- garantir un stockage plus sûr et une gestion appropriée des déchets de mercure.

Au niveau européen, le Conseil a adopté un nouveau règlement sur le mercure, qui assure l'alignement de la législation de l'UE sur les dispositions internationales figurant dans la convention de Minamata, le 25 avril 2017. La décision du Conseil relative à la conclusion de la Convention a été approuvée par le Parlement européen le 27 avril 2017. Cette décision a approuvé la Convention au nom de l'UE, ouvrant ainsi la voie à sa ratification définitive.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 08.11.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

05.07.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 28 juillet 2017

Mémorial A: 2017, n°703, page 1

Émissions industrielles

7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles

Le projet de loi a pour objet d'assurer une transposition correcte de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, par le biais de modifications ponctuelles à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et à la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles.

La directive 2010/75/UE a été transposée en droit national par la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux établissements classés. Les services de la Commission européenne ont formulé une série d'interrogations quant à la transposition en droit national et la mise en œuvre de la directive précitée.

Les autorités luxembourgeoises ont notifié une prise de position à ce propos, dans laquelle des propositions d'adaptations législatives ont été soumises, avec l'indication qu'un projet de loi serait introduit dans la procédure à court terme. Le présent projet de loi contient les modifications en question.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.11.2016

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

17.05.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05.07.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°713, page 1

Surcharge de véhicules

7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi porte modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ceci dans l'objectif de transposer en droit national la directive (UE) 2015/719 du 29 avril 2015 modifiant la directive 96/53/CE fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans l'Union européenne, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

Ladite directive prévoit la mise en place de mesures appropriées en ce qui concerne les infractions liées à la surcharge. Le projet de loi prévoit les sanctions en cas d'infractions contre ces dispositions.

Étant donné que le Code de la route prévoit déjà des sanctions en matière de surcharge, le projet de loi n'entend qu'introduire de nouvelles sanctions pour le chargeur et le transporteur dans le cadre d'un transport d'un conteneur ou d'une caisse mobile.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.02.2017

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

01.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°755, page 1

Commissions des loyers cantonales

7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Le projet de loi 7127 a comme objet de modifier l'article 7 de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil afin de procéder à une simplification de la procédure de nomination des membres des commissions des loyers cantonales.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 25.04.2017

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission du Logement

(Président: M. Max Hahn):

05.07.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du texte
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des avis des chambres professionnelles
06.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2017

Loi du 2 août 2017

Mémorial A: 2017, n°734, page 1

SÉANCE 44

MERCREDI,
5 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Message de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel
- *Rapport complémentaire de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Max Hahn, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Second vote constitutionnel sur l'ensemble du projet de loi*

5. 7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016)
- *Rapport de la Commission des Pétitions: Mme Martine Hansen*
- *Débat: M. Marco Schank, Mme Cécile Hemmen, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. David Wagner*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, wann der Iech Plaz géift huelen, da maachen ech d'Sitzung op - e gudde Mëtteg - a stellen d'Fro direkt un d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

(Négation)

Dat ass am Moment net de Fall.

2. Message de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut déi traureg Nouvelle kritt, dass ee vun eise fréiere Kolleegen, de Jeannot Belling, ee vun eisen Éierendeputéierten, eis leider verlooss huet. Eis Gedanke sinn an dësem Moment bei senger Famill. An ech wollt Iech proposéieren, dass mer muer an eiser ëffentlecher Sitzung op säi Liewen a Wierken zréckkommen. Wann Der wëllt, géife mer dann elo just eng Minutt vu Recueillement maachen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Ordre du jour

Da wollt ech d'Chamber froen, ob se dermat d'accord ass, esou wéi eisen Nohaltegkeetsminister am Accord mat der Conférence des Présidents dat gefrot huet, fir de Projet de loi 7117, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier, deen als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut virgesi war, direkt nom Projet de loi 6932 ze huelen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Et ass eng weider Demande komm, mä do wollte mer nach eng Kéier zesummen driwwer schwätzen, fir muer d'Motioun direkt no der Froestonn ze huelen. Mä et ass ee vun de Kolleegen aus der Conférence des Présidents, deen elo am Moment net hei ass. Mir maachen dat dann herno a mir präziséieren dat am Laf vum Dag.

Voilà, dat gesot, géife mer dann direkt zu eisem normalen Ordre du jour kommen. De Projet de loi 6932 ass dat Gesetz, wat mer an zweeter Liesung mussen traitéieren, an et geet ëm de Statut vun de Gemengebeamten. An den Här Rapporteur, den Yves Cruchten, ass prett, fir e klengen Zousazrapport ze maachen.

4. 6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel

Rapport complémentaire de la Commission des Affaires intérieures

M. Yves Cruchten *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir hutt elo scho bal alles gesot.

(Hilarité)

Et ass esou, dass mer, wéi Der wësst, den 23. Mäerz dëst Joer hei déi Reform am Gemengesecteur fir d'Gemengebeamte gestëmmt hunn, och eestëmmeg. An Dir wësst och, dass ech deemools, wéi ech de Rapport gemaach hat, gesot hat, dass de Statsrot op engem Punkt net eens war mat der Kommissioun. Mir hate gehofft, dass eis Argumenter géifen duergoen, fir de Statsrot vun eiser Vue ze iwwerzeegen. En ass awer du bei senger Positioun bliwwen, soudass dunn déi Prozedur gespillt huet, dass mer elo nach eng Kéier mussen iwwert déi Reform ofstëmmen.

Ech wéilt mech dann och elo drop beschränken, op deen ee Punkt anzegoen an net méi déi ganz Reform ze diskutéieren, well mat der Reform insgesamt war de Statsrot natierlech averstanen.

De Statsrot huet eis ebe refuséiert, eng Dispens ze ginn op engem Punkt, op engem ganz präzise Punkt, an dat ass dee vum Detachement vum Gemengebeamten. Dir wësst, dass mer beim Stat, bei der Reform vun de Statsbeamten agefouert hunn, dass ee kann detachéiert gi vun enger Administratioun an déi aner. An natierlech hu mer och probéiert, well mer jo probéieren, déi zwee Secteuren esou no wéi méiglech uneneenzehalen, dat am Gesetz vun de Gemengebeamten ze maachen. Dat hu mer och do gemaach.

Mir gesinn allerdéngs en Ënnerscheed doranner beim Stat, an dat ass eben esou bei de Gemengen, mir hunn heiansdo Ënnerscheeder, déi et tëschent deenen zwee Secteure ginn, déi dann och mat der Spezifissitéit vun de Gemengen ze dinn hunn. Mir hu fonnt, dass et awer en Ënnerscheed wär, wann een de Patron géif wiesselen. Wann ee beim Stat vun där enger Verwaltung an déi aner wiesselt, dann huet een nach ëmmer deeselwechte Patron, mä wann ee bei der Gemeng detachéiert gëtt, da wiesselt een automatesch och de Patron.

Dofir ware mir der Meenung, dass mer dat sollten ausschléissen. Mir hunn nach eng Kéier de 27. Juni an der Kommissioun doriwwer diskutéiert. D'Parteie ware sech alleguerten eens a mir si bei eiser Iddi bliwwen.

Mir hunn natierlech och, dat gehéiert och zur Richtegkeet derzou, dervu profitéiert, fir zwee kleng materiell Feeler ze behiewen, déi sech an den Artikel 52 vum Gesetz ageschlach haten: Dat eent ass eng Terminologiesgeschicht, dat anert war e Renvoi, deen net ganz richteg war. Mir hunn do zum Beispill vun engem Paragraf geschwat, wat awer, wann een d'Gesetz genau kuckt, en Alinea war. Mir hunn dervu profitéiert als Kommissioun, fir dat ze redresséieren. A mir géifen dat dann och haut mat dem Vott vun haut alles richtegstellen.

Da géif ech vläicht awer eng Informatioun ginn, déi kéint interessant si fir alleguerten déi Leit dobaussen, déi mat deem Gesetz hei musse schaffen. Dat sinn natierlech d'Personalservicer aus deene ville Gemengen a Gemengesyndikater. Wann alles richteg leeft mat der Publikatioun, da wäert dëst Gesetz mat grousser Wahrscheinlechkeet den 1. September a Kraaft trieden, a wann ech och richteg verstanen hunn, sinn dann och d'Reglementer, déi derzougehéieren, bis da prett, soudass sech d'Servicer an de Gemenge kënnen drop astellen, fir den 1. September déi Reform ëmzesetzen.

Domadder hätt ech elo alles gesot a géif just nach den Accord vu menger Partei ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. Da wär et um Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Ech soen och dem Rapporteur Merci fir säi Bericht. Zwou Saachen: Ech mengen, hei gesäit een, dass de Statsrot eigentlech eng ganz strikt Lektür mécht, wat de Gläichstellungsprinzip ubelaangt tëschent Gemengebeamten a Statsbeamten. Ech mengen, dat muss een och am Hannerkapp hale fir zukünfteg Reformen, déi an deene Secteure wäerte gemaach ginn.

En zweete Punkt ass deen, dass de Rapporteur drop opmierksam gemaach huet, dass dat Gesetz hei da sollt den 1. September a Kraaft trieden. Dat hei ass jo reng de Statut, mä doriwwer eraus si jo nach alleguerten déi aner Bestëmmungen, wat d'Gehälter ubelaangt oder déi Adaptatiounen an de Carrièrë vun den eenzelne Gemengebeamten, wou der effektiv vill drop waarden a wou d'Gemengen eng gewëss Onsécherheet hunn, och elo iwwert d'Vakanz, an duerno eventuell Echeancen, déi am Oktober ustinn. Do wier et gutt, wann de Minister sech awer haut géif festleeën, wéini dass déi Reglementer wéi och déi Gehaltsupassungen oder Carrièresupassunge géifen a Kraaft trieden, ob dat och op den 1. September vun dësem Joer ass.

Fir de Rescht ginn ech selbstverständlech nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Roth. Den Här Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Bon, Merci un de Rapporteur. A mir bleift och näischt anescht, wéi den Accord ze ginn, nach eng Kéier den Accord, well virun dräi Méint hu mer e jo scho ginn, vun der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An den Här Claude Adam huet d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Och mir soen dem Rapporteur Merci a mir hunn eis Meenung och net changéiert. Dat heescht, déi gréng Fraktioun stëmmt d'Gesetz och haut.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och e Merci vun eis un de Rapporteur. Et ass selbstverständlech, datt mir och dëse Projet stëmmen. Ech wollt just eng Fro opwerfen, vu datt mer zwou redaktionell Korrekture gemaach hunn am Gesetz: Ass dat elo kloer, datt dat net erëm als en éischte Vott ugesi gëtt? Ass dat kloergestallt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat ass ganz kloer, Här Gibéryen.

Mir hunn dat an engem Bréifwiessel mam Conseil d'État gekläert an et ass ganz kloer, dass dat als technesch Adaptatioun ugesi gëtt. Also kréie mer kee Problem. Ech kann dat direkt clarifiéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hätte mer nach den Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Jo, ech ginn dann och fir déi zweete Kéier den Accord vun déi Lénk zu dësem Projet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Innenminister, den Dan Kersch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Jo, ech mengen, et ass alles gesot. Jiddweree waart drop, dass mer alles kënnen ëmsetzen, wat an der Fonction publique schonn am Oktober 2015 ëmgesat ginn ass. Et huet 23 Méint gedauert. Vill Leit sinn ongedëlleg ginn. Dofir waarde se och mat ganz grousser Ongedold, dass mer dat endlech kënnen am Gemengesecteur maachen.

Fir den Här Roth ze berouegen, wëll ech soen, dass mer déi begleedend Règlement-grand-ducallen och alleguerten zu deem Datum wäerten a Kraaft stellen. Et gëtt nach eng kleng Diskussioun iwwert d'Employéen, mä ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat och nach bis dohinner hikréien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kënnen direkt zum Vott iwwergoen.

Second vote constitutionnel sur l'ensemble du projet de loi 6932

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo…

(Interruption)

Jo, mir droen deem Rechnung.

…eriwwer, mat där Präzisioun, dass ee Vott net fonctionnéiert huet oder net gegraff huet. Dann hätte mer Unanimitéit beim Vott. Ech hunn hei 59, mä da gëtt et wahrscheinlech 60 Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6932 est adopté en second vote constitutionnel à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Marcel Oberweis), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par M. Claude Wiseler), Mme Martine Mergen (par M. Gilles Roth), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Domat ass de Projet dann definitiv ugeholl. An ech brauch hei d'Fro net ze stellen, ob mer eng Dispens ginn, well hei hu mer keng Dispens kritt a mir hunn eis Hausaufgab elo gemaach.

Voilà, dat gesot, géif ech dann, konform zu där Decisioun, déi mer elo just geholl hunn, de Projet de loi 7117, eng Ofännerung vum Code de la route, virzéien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

5. 7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et zimlech technesch zou. Et geet ëm d'Gewiicht, ëm d'Gréisst, ëm d'Mass an ëm aner technesch Eegeschafte vun de Camionen, déi an der Europäescher Unioun ënnerwee sinn. Schonn zanter 1984 gëllen an deem Beräich maximal Normen, déi am Laf vun de Jore modifizéiert gi sinn, fir der technescher Entwécklung an deem Beräich Rechnung ze droen, dëst op Basis vun zwou EU-Direktiven, déi eng aus dem Joer 1984 an déi zweet aus dem Joer 2002, wou och de Persounentransport u Regele gebonne ginn ass, wat d'Gréisst vun de Bussen a vun den Autocaren ubelaangt.

Mam Projet de loi vun haut setze mer eng drëtt Direktiv ëm mam Zil, dat maximaalt Gewiicht, déi maximal Gréisst an déi maximal Mass vun de Gefierer aus ëmweltpolitesche Grënn eropzesetzen. Ganz einfach well Hybrid- an Elektromotoren zum Deel méi schwéier a méi grouss si wéi déi klassesch Motore vun de Camionen a mat Recht awer mussen zougelooss ginn, well se CO_2-Emissioune reduzéieren a well se insgesamt och méi ëmweltfrëndlech fonctionnéieren.

Aus Sécherheetsgrënn gëtt och duerch déi nei Direktiv de maximale Volume vun de Chauffeurskabinnen erweidert, well eng grouss Kabinn eng besser Vue op d'Strooss erlaabt. Eropgesat gëtt dernieft och d'Capacitéit vun den Autobussen an den Autocaren, fir den ëffentleche Persounentransport an Europa ze förderen. An zu gudder Lescht gëtt och nach d'Längt vun de Container am Beräich vum Transport multimodal minimal no uewen ugepasst, fir dee System ze harmoniséieren an d'Verlagerung vun de Gidder op d'Schinn ze vereinfachen.

Hei muss ee wëssen, datt déi maximal Mass vun de Camionen, déi an der Benelux ënnerwee sinn, schonn 1989 an engem deementspriechende Benelux-Accord vun deenen dräi Länner festgehale ginn ass. Deen Accord huet zum Deel méi héich Norme festgehale wéi d'Direktiv et virschreift. Dat heescht, datt mat dësem Projet de loi nach just mussen déi Normen no uewe revidéiert ginn, déi momentan ënnert dem Seuil vun der Direktiv leien. Dës Upassung geschitt net iwwert d'Gesetz, mä iwwert d'Modifikatioun vum Règlement grand-ducal, an deem d'Norme festgeschriwwe sinn.

Doriwwer eraus schreift d'Direktiv de Memberstate vir, e Sanktiounsregimm op d'Been ze setze fir de Fall, wou den Transporter sech net un d'Normen hält. Wat déi Sanktiounen ugeet, esou stinn der schonn eng ganz Rei an eisem Code de la route an haut geet et eis nach just drëms, déi Sanktiounen derbäizesetzen, déi nach feelen. Dat sinn notamment Sanktiounen, déi applizéiert musse ginn, wann d'Mass vun engem Gefier 10% iwwert der erlaabter Norm läit.

Fir déi Lëtzebuerger Transporteure bedeit dat e Verloscht vu véier Punkten um Führerschäin a generell eng Amende tëschent 25 an 250 Euro, egal wou d'Gefier immatrikuléiert ass. Déiselwecht Sanktioun zielt fir d'Transporteuren an d'Chargeure vu Container, déi déi maximal erlaabte Mass och ëm 10% iwwerschreiden, mä och fir d'Transporteuren an d'Chargeuren, déi eng gefälscht oder guer keng Deklaratioun vum Gewiicht virleeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, weder de Statsrot nach d'Chambre de Commerce nach d'Chambre des Métiers hate mat dësem ganz technesche Gesetz oder besser gesot Projet de loi e Problem. An ech denken, datt och d'Chamber hei keng weider Problemer gesäit an den Accord wäert ginn.

An deem Sënn soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Rapporteur. An d'Wuert huet elo den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Ech mengen, eis Rapportrice war extrem detailléiert a komplett. Duerfir eriwwregt et sech, nach eng Kéier am Detail op dee Projet anzegoen. Ech géif villmools Merci soe fir de Rapport, schréftlech a mëndlech, a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Da wär et un dem Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, Merci, Här Präsident. An och Merci un d'Rapportrice Josée Lorsché fir dee gudde Rapport. A mir ginn och domadder den Accord. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi hei huet u sech zwee interessant Aspekter, engersäits wat d'Sécherheet op de Stroossen ubelaangt, anerersäits awer och wat den Ëmweltschutz ubelaangt, soudatt mir selbstverständlech deem kënnen zoustëmmen. An ech ginn och natierlech der Madamm Lorsché eise Respekt, well se esou gutt Rapporte gemaach huet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och ech soe vun eiser Säit aus der Rapportrice villmools Merci a ginn och d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat mécht den Här Wagner mat Sécherheet och.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Här President, jo, dat maachen ech ganz gären. Mir ginn och eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dann huet den Här Transportminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll déi Harmonie net méi laang stéieren. Ech soen der Rapportrice Merci an och all den Deputéierte Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An da gi mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7117 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7117 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

59-mol ass ofgestëmmt ginn an d'Resultat ass unanime fir de Projet. Domat ass de Projet ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7117 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Marcel Oberweis), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Claude Wiseler), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

Mir géifen dann zu dem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass den Orientéierungsdebat iwwert den Aktivitéitsbericht vun dem Ombudsmann. Et ass dee leschte Rapport, wou d'Madamm Lydie Err responsabel war. An ech begréisse bei dëser Geleeënheet op der Tribün déi nei Ombudsfra - ech kréien dat ni eriwwer: den Ombudsmann -, d'Madamm Claudia Monti, a géif dann direkt de Rapporteur op d'Tribün bieden, den Här Marco Schank.

(Brouhaha et hilarité)

Ah, entschëllegt! D'Madamm Martine Hansen! Ech war an déi falsch Zeil geroden.

6. 7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016)

Rapport de la Commission des Pétitions

Mme Martine Hansen *(CSV), rapportrice.*- Merci. Den Här Schank kënnt nach.

Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech gären e grousse Merci un d'Madamm Vera Haas, eis Sekretärin vun der Petitiounskommissioun, ofgi fir wierklech all hir Hëllef, déi se eis ginn huet.

Ech hunn déi grouss Éier, Iech kënnen de Rapport - et ass mäin éischten - vun der Petitiounskommissioun iwwert de Rapport d'activité 2016 vum Ombudsmann virzestellen. Et ass, wéi Der alleguer wësst - den Här President huet et gesot -, dee leschte Rapport gewiescht vun der Madamm Err, där ech am Numm vun der ganzer Chamber elo schonn e grousse Merci ausdrécke fir hir geleeschten Aarbecht als Mediateure an deene leschte fënnef Joer.

D'Madamm Err huet de Bilan vun hiren Aktivitéite vum leschte Joer den 2. Mäerz an der Chamber presentéiert. Doropshin huet déi zoustänneg Petitiounskommissioun all eenzel parlamentaresch Kommissiounen invitéiert, fir an deene Beräicher, wou si concernéiert waren, zum Rapport u sech hiren Avis ofzeginn. An d'Petitiounskommissioun ass dräimol zesummekomm, fir iwwert de Rapport ze diskutéieren, an huet schlussendlech dëse Rapport mat senge Konklusiounen, op déi ech dann nach méi am Detail wäert agoen, den 28. Juni an der Kommissioun adoptéiert.

Als Alleréischt wëll ech ervirsträichen, datt d'Verhältnis tëschent der Mediateure an der Chamber allgemeng souwéi och speziell mat der Petitiounskommissioun ganz gutt war, esou wéi dat eben och an deene leschte Joren de Fall war.

Wéi gewinnt kucke mer als Éischt op d'Statistike vun 2016. Tëschent dem 1. Januar an dem 31. Dezember huet den Ombudsmann insgesamt 857 Reklamatiounen erakritt. Et fält engem direkt op, datt dat der e gutt Stéck méi si wéi d'lescht Joer, do waren et der ganz genau 743, an och wéi déi Jore virdrun. Dat heescht, datt een zumindest emol dovunner kann ausgoen, datt d'Institutioun nach ëmmer gutt fonctionnéiert an och dobaussen ëmmer méi Visibilitéit a Gehéier kritt.

Den Taux de correction global louch nach ni esou héich wéi 2016, an zwar bei 84,1%, d'Joer virdrun am Verglach bei 80,1%. Vun deenen 857 Reklamatiounen, déi d'lescht Joer erakomm sinn, sinn der 625 clôturéiert ginn, 15 provisoresch an 217 sinn nach amgaangen ofgeschloss ze ginn. Vun dëse 625 clôturéierte Reklamatioune sinn der 548 als recevabel erkläert ginn. Dat entsprécht bal 88%. 77 waren der dogéint irrecevabel oder goufen aus verschiddene Grënn refuséiert.

Ech verweisen dann op de schréftleche Rapport fir Detailer zu de verschiddene Ministèren, wat do d'Zuele vu Reklamatiounen an den Taux de correction ugeet. Fir de statistesche Volet ofzeschléissen, wollt ech nach derbäifügen, datt déi meescht Reklamatiounen an de Beräicher Immigratioun - déi wéi och schonn dat Joer virdru bäi Wäitem vir leien -, da Sécurité sociale, Famill an Integratioun - dat ass nei - a Finanze leien.

Ech kommen da bei d'Reklamatiounen u sech. Hei ginn ech nëmme ganz kuerz drop an, schliisslech si se alleguer am Bericht vum Ombudsmann ze fannen, deen d'Madamm Err jo schonns hei virgestallt hat. Ech hunn et schonn ugedeit, och d'lescht Joer koume vill Reklamatioune, bäi Wäitem déi meeschten, déi den Ausseministère betreffen. An zwar ass et hei oft ëm Demandeurs de protection internationale gaangen, déi entweder schonns méintelaang, bis zu engem Joer, op eng Äntwert op hir Demande de protection internationale gewaart hunn, oder wéinst laange Waardezäiten, fir eng éischt Auditioun opgrond vun der Demande ze kréien.

Dat ass natierlech fir den Demandeur, dee schonn an enger verzweifelter Situatioun ass, alles aneschters wéi optimal. Mä d'Ausmooss vun deem Phenomeen, datt esou vill Mënschen op der Flucht sinn, hu mer bis ewell esou net kannt. D'Capacitéiten hunn nun emol och hir Limitten an d'Formalitéiten, déi virgi sinn, mussen natierlech och agehale ginn.

D'Mediatrice sträicht dann och ervir, datt d'Kollaboratioun mat der Direction de l'immigration, besonnesch och mam Service des réfugiés u sech exzellent wär, a begréisst och, datt ab dësem Joer hiren Effektiv soll eropgesat ginn, soudatt mer kënnen hoffen, datt dës Statistik, wat de Beräich Immigratioun ugeet, am nächste Rapport vum Ombudsmann däitlech besser ausgesäit.

Dann d'Reklamatiounen, déi de Familljeministère concernéieren: Déi hunn och en direkte Lien mat der Flüchtlingsproblematik, an zwar wat de Volet Integratioun ugeet. Vill Reklamatiounen hunn den OLAI betraff. Et hu sech vill Leit iwwert d'Konditiounen an de Foyeren an d'Ernärung an esou weider beklot. Hei ginn ech spéider nach eemol drop an, well d'Madamm Err och eng Recommandatioun zu dësem Punkt gemaach hat. Aner Reklamatioune sinn zum Beispill iwwert d'Transferten an aner Foyere gaangen oder iwwer laang Waardezäiten, fir e Rendez-vous mat engem Assistant social ze kréien an esou weider.

Hei ass et gréisstendeels de Problem vun Ënnerbesetzung vum Personal. D'Madamm Minister hat eis an der Kommissioun gesot, datt eelef Assitant-sociallen zoustänneg wäre fir 3.000 DPlen. Och dat misst also an Zukunft ugepaakt ginn.

Op déi aner Reklamatioune ginn ech net an. Wéi gesot, si sinn alleguer am schréftleche Bericht vum Ombudsmann ze fannen.

Een drëtte Punkt nennen ech „Vivre ensemble", genausou wéi d'Madamm Err dat an hirem Rapport gemaach huet. D'Madamm Err war näämlech am Joer 2016 mat 235 Reklamatiounen am Beräich vun der Immigratioun befaasst, am Verglach zu nëmmen 78 am Joer virdrun, dat heescht, eng Verdräifachung vun de Reklamatiounen innerhalb vun engem Joer. Et kënnt also net vun ongefäier, datt d'Madamm Err an hirem Rapport e gréissert Kapitel iwwert d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg agebaut huet. Ganz Europa ass zënter 2015 mat enger enormer Immigratiounswell aus dem Noen Osten an Afrika konfrontéiert.

Och hei zu Lëtzebuerg, a sengem dach beschränkten Territoire, ass d'Zuel vun den Immigranten extrem an d'Luucht gaangen, wat natierlech e groussen Impakt notamment op d'Ophuelstrukturen an op eis Gesellschaft a villen Hisiichten huet. Et ass en enormen Challenge fir eist Land, awer och speziell fir eis Gemengen. Bal all Ministère ass gefuerdert, sech där Problematik unzehuelen. Et ass zwar net esou, datt zu Lëtzebuerg de Phenomeen Immigratioun ganz nei wär. Am Géigendeel. Eist Land huet eng gréisser Erfahrung mat Immigratiounswellen an et kann een duerchaus mat Stolz festhalen, datt Lëtzebuerg als klengt Land et fäerdegbruecht huet, esou vill Leit aus anere Länner opzehuelen, déi sech relativ séier an och gutt integréiert hunn. Trotzdeem ass et awer nun emol esou, datt d'Mediateure an deem Beräich relativ vill Reklamatiounen d'lescht Joer erakritt huet.

Zum Beispill si leider net all Mineurs non accompagnés ënner gudde Bedingungen ënnerbruecht. Eenzelner mussen a schwieregen an net ideale Bedingunge liewen. Och bei kranken an handicapéierte Leit wär et hei éischter problematesch. E grousse Problem wär, laut der Madamm Err, den Zoustand vu verschiddenen Opnamstrukturen, virun allem, wat de Sanitär ugeet. Si hat do och eng Partie Visitte gemaach. An deem Kontext huet och den Ombudsmann eng Recommandatioun ginn, op déi ech spéider wäert zréckkommen.

D'Ernärung ass e weidere Punkt. Vill Leit sinn onzefridde mat der Qualitéit vun de Liewensmëttel, och well et hire Bräich a Gewunnechten net entsprécht. D'Madamm Mediatrice sträicht ervir, datt et wichteg wär, wann d'Strukture géifen iwwer Kiche verfügen, wou d'Leit selwer hiert lesse kéinte preparéieren. Dëst hätt net nëmmen de Virdeel, datt si esou kéinte kachen, wéi si et wéilten, mä et hätt nach en anere grousse Virdeel, datt si zumindest esou eng Beschäftegung hätten. An eng méi allgemeng Aféierung vun de Bons alimentaires, déi hinnen en Akafen a Supermarchéë géifen erlaben, wär begréissenswäert.

Ee grousst Thema ass awer och den Aarbechtsmarché. Obschonns e gudden Deel vun Immigranten e Studium oder soss eng Ausbildung gemaach hunn, hu si et schwéier, um Aar-

bechtsmaart unzekommen. A firwat? Ma virun allem, well si keng vun eisen dräi Landessprooche schwätzen. Dofir gëtt och d'Méiglechkeet ugebueden, fir, soubal eng Demande de protection internationale gestallt ass, dës Sproochen ze léieren. Et wär awer laut Ombudsmann net ëmmer evident fir jiddwereen, jee nodeems wou en ënnerbruecht ass, fir op déi Plazen ze kommen, wou déi Coursë proposéiert ginn. Hei muss also no Léisunge gesicht ginn.

De Logement zu Lëtzebuerg ass e weidert Thema, wat all d'Bierger oder vill a virun allem déi méi Jonk ganz staark concernéiert a belaascht hei zu Lëtzebuerg. Och vill Flüchtlingen, déi hire Statut accordéiert kritt hunn, fanne keng gëeegent Wunneng oder si gezwongen, zu puer e Logement ze deelen. Dann ass awer allerdéngs eng finanziell Barrière do. Colocatairë ginn dann als Communauté de vie considereiert, wouduerch da bei hinnen den RMG ganz oder zum Deel wäert fortfalen. Hei suggeréiert dofir d'Mediateure, datt eng Gesetzesännerung misst kommen, zum Beispill kéint een eng Ausnam accordéieren, wann all Colocataire beweise kann, datt en zu de Loyerskäschte bäidréit.

Natierlech misst een och hei déi néideg Moyene virgesinn, fir datt hei keng Abuse kënne bedriwwe ginn. Méi generell an deem Kontext mécht den Ombudsmann zwou Remarquen. Éischtens: E seet, all Gemeng misst bei den Accueilen a bei der Integratioun vun de Flüchtlingen op déi eng oder aner Manéier matmaachen, virun allem, well déi staatlech finanziell Hëllef net ëmmer duergeet, fir all déi ufalend Käschten ze decken.

An eng zweet Remarque: Vu datt bal all Ministère bei dëser Problematik involvéiert ass, wär e Comité interministériel begréissenswäert, esou den Ombudsmann weider, fir ebe méiglechst effizient a séier kënnen op déi verschidde Problemer, déi sech am Kader vun dem Accueil an der Integratioun vun de Flüchtlinge stellen, ze reagéieren.

D'Petitiounskommissioun huet heizou an hire Konklusioune festgehalen, datt si géif esou ee Comité begréissen a proposéiert dofir, déi schonns besteeënd Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren am Kader vun esou engem Comité interministériel ze formaliséieren.

Eng aner Suggestioun betrëfft d'Akteuren am Accueil an an der Integratioun vu Flüchtlinge souwéi d'Flüchtlinge selwer. Als Aleedung zum Kapitel „Vivre ensemble" huet d'Madamm Err en Zitat vum Schrëftsteller Amin Maalouf an hirem Rapport integréiert. Ech zitéieren: «Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre.» An: «Plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil.»

D'Petitiounskommissioun hält an deem Sënn an hire Konklusioune fest, datt een déi besteeënd Formatioune vu Personal a Benevolle konsequent weiderféiere soll, datt een déi Efforte begréisst, déi hei schonns gemaach gi sinn, an datt och eng Formation spécifique à l'interculturalité, esou wéi den Ombudsmann se freet, och fir d'DPIen an d'BPIe wichteg wär fir d'Integratioun an d'Versteesdemech vun de verschiddene Kulturen.

Da géif ech nach e Kapitel iwwert d'Recommandatioune vun der Mediateur opmaachen. Mir si frou, datt d'Recommandatioun N°49 iwwert de Guide de bonnes pratiques administratives ëmgesat konnt ginn. An zwar ass deen am Januar dëst Joer vum Regierungsrot guttgeheescht ginn. D'Kommissioun besteet dann och drop, datt dee Guide an der Praxis soll konsequent ëmgesat ginn, datt d'Administratioune weider konsequent Efforte maachen, fir eng méiglechst einfach Ausdrocksweis ze benotzen, fir datt den Echange tëschent der Administratioun an den Administréierten esou einfach an zougänglech wéi méiglech ass.

Dann huet d'Madamm Mediatrice dëst Joer zwou Recommandatioune gemaach. Ech fänke vun hannen no vir un. Ech fänke mat där leschter un: D'Recommandatioun 52 hat ech a menger Ried scho ganz kuerz ugeschwat, et geet ëm dee laut Ombudsmann schlechten Zoustand vu verschiddenen Opnamstrukturen hei am Land. Besonnesch d'Sanitäre wären ebe laut Ombudsmann op ville Plaze problematesch. Dofir recommandéiert si dann och en externt Kontrollorgan, fir dës Strukturen op d'Been ze stellen. Déi Instanz misst neutral an onofhängeg si vun der Regierung.

An deemselwechte Kontext schléit d'Mediateure och vir, datt d'Notioun „privation de liberté" am Kader vun den internationalen Normen iwwer Mënscherechter soll ganz large interpretéiert ginn, soudatt se net nëmmen uwendbar wär fir déi Leit, déi tatsächlech an enger Struktur agespaart sinn, sief dat aus juristeschen oder administrative Grënn, mä och fir Leit, déi aus anere Grënn a Strukture sinn, wou se net ganz fräiwëlleg sinn, wéi dat bei de Flüchtlingen de Fall ass.

D'Petitiounskommissioun invitéiert an deem Kontext, datt all déi concernéiert Kommissiounen - an hei wäerten et virun allem d'Famille an d'Juridique sinn - sech sollen zesummesetzen, fir dëse Sujet unzeschwätzen, fir ze kucken, ob mer en externt Kontrollorgan brauchen, a wa jo, wien datt déi Aufgab kéint iwwerhuelen.

Dann déi lescht Recommandatioun, dat ass d'Recommandatioun 51. Déi betrëfft eng Revisioun vum Gesetz iwwert de Mediateur vun 2003. Hei sinn eng ganz Rei vu Propose säitens der Madamm Err gemaach ginn an déi sinn och an der zoustänneger Institutiounskommissioun eenzel duerchgekuckt ginn an duerchdiskutéiert ginn. An d'Petitiounskommissioun ralliéiert sech u sech den Aussoen an de Schlussfolgerunge vun der Institutiounskommissioun.

Hei verschidde Punkten, déi via punktuell Amendementer da solle geännert ginn:

Dat Éischt ass: De Begréff „Médiateur" soll ersat ginn duerch de Begréff „Ombudsman". Iwwregens steet dee Begréff „Ombudsman" och schonn an der Proposition de révision vun der Verfassung dran.

En zweete Punkt: En „droit d'autosaisine limité" soll an Zukunft agefouert ginn. D'Autosaisine kann nëmme punktuell fir en individuelle Problem gemaach ginn, an dat och nëmmen dann, wann déi concernéiert Persoun informéiert ginn ass a wa se hiren Accord ginn huet.

En drëtte Punkt: Et soll eng Frist agefouert ginn, bannent där d'Regierung Stellung zu enger Recommandatioun vum Ombudsmann muss huelen. Dat heescht awer net, datt déi och bannent engem bestëmmten Delai muss ëmgesat ginn. An deem Punkt wollt d'Kommissioun net matgoen.

Och soll eng Administratioun an engem Delai vu maximal engem Mount op eng Reklamatioun an Zukunft äntwerten.

E weidere Punkt ass: Wann den Ombudsmann net präsent ass, däerf hien enger anerer Persoun eng Délégation de signature ginn, allerdéngs awer just fir intern administrativ Decisiounen. D'Kommissioun war net derfir, engem aneren d'Méiglechkeet ze ginn, den Ombudsmann komplett ze representéieren.

Da soll d'Personal beim Mediateur enger Formatioun an der Mediatioun nogoen. Dës Formatioun kann awer u sech wärend hirem Engagement gemaach ginn. Et soll also keng Condition d'entrée sinn.

An d'Gesetz kënnt och d'Méiglechkeet drastoen, datt den Ombudsmann am Kader vu senge Missioune sech ka vun engem Expert assistéiere loossen.

A schlussendlech, wat d'Verankerung vum Ombudsmann an d'Verfassung ugeet, gëtt dat am Artikel 84 vun der Proposition de révision vun der Constitutioun schonns virgesinn. Hei steet, datt d'Chamber dem Grand-Duc d'Persoun vum Ombudsmann virschléit. D'Kompetenze ginn allerdéngs net an d'Verfassung ageschriwwen.

Ech wär dann och um Schluss vum Rapport ukomm a wollt awer nach eemol dovunner profitéieren, fir der Madamm Err, vläicht lauschtert se eis no, am Numm vun der Chamber e grousse Merci auszedrécke fir déi geleeschten Aarbecht an hiert Engagement als Vermëttler tëscht de Bierger an den Administratiounen an deene leschte fënnef Joer. Also e grousse Merci un d'Madamm Err, awer och un dat ganzt Team, wat derhannertsteet. An natierlech wënschen ech där neier Mediatrice, der Madamm Monti, en oppent Ouer an eng ganz glécklech Hand.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci der Madamm Rapportrice. An elo ass den Här Marco Schank drun.

Débat

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, als Éischt e grousse Merci un eis honorabel Kolleegin Martine Hansen fir hiren detailléierte mëndlechen a schrëftleche Rapport.

A menger Interventioun am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt ech mech mat där enger oder anerer Suggestioun respektiv Recommandatioun vum Ombudsmann beschäftegen. Ech wëll och nach eng Kéier betounen: „Ombudsman" ass en neutrale Begréff, an „Man" kënnt aus dem Schwedeschen an dat heescht „Leit", „Vollek", soudatt een dee Begréff och fir männlech a weiblech Biergerbeoptragte ka verwenden.

Ech wëll ufänke mat der Recommandatioun 49, déi d'Madamm Err am leschte Rapport - net an deem vun 2016, mä deem vun 2015 - spezifesch gemaach huet. An ech soen och gläich firwat. Dat ass e Sujet, deen an eisen Aen ee ganz, ganz wesentlechen ass; an enger moderner Demokratie souwisou.

An da kënnt derbäi, datt de Regierungsrot elo am Januar - de 27. Januar - déi sougenannt „Lignes de bonne conduite administrative" ugeholl huet, en Erfolleg, deen d'Madamm Err och fir sech verbuche kann an däerf. An trotz där Adoptioun elo am Januar duerch d'Regierung oder grad dowéinst ass dëse Sujet fir eis nach ëmmer vun enger grousser Aktualitéit an enger grousser Wichtegkeet, an dofir wëll ech och e bësselchen Zäit drop verwenden.

Déi „Lignes de bonne conduite administrative", dat sinn 19 Zeilen op enger gudder Säit, wou expressis verbis gesot gëtt: „Dat sinn 19 Rechter, déi d'Biergerinnen an d'Bierger vis-à-vis vu staatlechen Administratiounen zegutt hunn."

Dräi Beispiller: ënner anerem d'Recht, e frëndlechen, respektvollen an opmierksamen Accueil vun enger Verwaltung ze kréien, d'Recht op eng detailléiert Äntwert op e Bréif an enger klorer, einfacher Sprooch oder och d'Recht, sech kënne sur place ze explizéieren a säin Dossier ze consultéieren.

Am Communiqué vun der Regierung steet dozou, wéi se dat ugeholl huet am Januar, datt dës Regelen dem Code de bonne conduite administrative européen géifen entspriechen. An et steet awer och do, datt elo dës Regele keng Valeur réglementaire hätten, mä als „ligne de conduite informelle" fir staatlech Verwaltunge géifen déngen. An da kann een och nach do noliesen, ech zitéieren: «Ces lignes de conduite seront activement promues au sein du secteur public étatique et feront partie du programme de formation initiale et continue des agents de l'État.»

Doduerch stelle sech elo eng Partie Froen, näämlech déi, wéi et mat deem Guide do elo weidergeet. Fléissen dann elo systematesch déi 19 Regelen an d'Formation initiale et continue vun de Statsbeamten? Zweetens, ginn hei och nei Inhalter ausgeschafft fir dës Coursen? Huet dat, drëttens, direkt e Lien mat deenen neie Lignes de bonne conduite? Véiertens, sinn déi Coursen obligatoresch, deelweis oder all? Fënneftens, gëllen dës Regelen och fir d'Gemengeverwaltungen?

Dat heescht, eng Partie Froen, déi ech och wollt un d'Regierung adresséieren. De Fonction-publiques-Minister ass elo net hei, mä ech kéint da vläicht déi Froe schrëftlech stellen, wann ech herno keng Äntwert ka kréien.

Här President, ech wollt awer nach zum Sujet „einfach a verständlech Sprooch" am Ëmgang mat de Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vun de Verwaltungen e puer Iwwerleeunge weiderginn. An dës Iwwerleeungen, déi sinn ënner anerem och vun der Madamm Err am Editorial vun hirem Rapport 2015 gemaach ginn.

Stéchwuert „Kommunikatioun": Dat ass net nëmmen d'Schlësselwuert fir eng gutt fonctionnéierend modern an oppe Gesellschaft, mä och fir e gerechten, transparenten an, ech hunn et virdru gesot, en demokratesche Stat.

Eis Demokratie ass net fir d'Lescht um Prinzip vum Kontakt tëschent dem Stat a senge Biergerinnen a Bierger opgebaut. Et berout sécher net nëmmen op deene periodesche Wahlgäng, mä besonnesch op enger bal alldeeglecher Kommunikatioun tëschent der Administratioun an dem Administré. Ma onglécklecherweis muss een haut vill ze dacks vu gewëssene Kommunikatiounsbarrièrë schwätzen tëschent den Administratioune respektiv den Administrés. An dëst läit net fir d'Lescht un där dacks vill ze komplizéierter Sprooch, engem, wann een esou wëllt, elitäre Langage, deen d'Verwaltunge benotzen a wouduerch villes méi schwéier gëtt.

D'Administratioun huet eng fundamental Aufgab. Déi Aufgab ass et, a Kontakt mam Bierger ze trieden an Informatioune kloer a korrekt ze iwwermëttelen. All Bierger, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, huet d'Recht op dës Informatiounen. An dofir soll d'Administratioun hir Kommunikatioun net gebrauchen, fir, ech soen emol, no bannen ze glänzen oder e méiglechst eloquente Vocabulaire virzeweisen, mä fir no bausse verstanen ze ginn.

De Stat soll eng Bezéiung mam Bierger opbauen, déi op géigesäitegem Vertrauen a Versteesdemech baséiert. An d'Administratioun soll sech an dësem Fall un de Bierger upassen an net ëmgekéiert. Déi zwee Akteure mussen um selwechten Niveau kënne kommunizéieren. An d'administrativ Informatioune musse kloer verständlech an eben ouni Mëssverständnisser iwwermëttelt ginn.

Dat heescht awer och op där anerer Säit, datt och de Bierger muss matschaffen an der Verwaltung déi néideg Renseignementer an den Delaien, wéi se nun eemol fixéiert sinn, an der Wouerecht entspriechend muss erareechen.

Eng schlecht Kommunikatioun ass duerfir net nëmmen ineffikass a mécht de Bierger onzefridden, mä ass och dacks e Catalyseur fir Konflikter. Den Ombudsmann huet eng Partie Prinzipien a Solutioune fir e bessert Mateneen an deem Kontext virgeschloen.

Just dräi wesentlech Aspekter:

Éischtens de Vocabulaire: Fir eng gutt mëndlech a schrëftlech Sprooch muss de Wuertschatz ugepasst ginn. Ouni adaptéierten a verständleche Langage ka keng positiv Relatioun entstoen. An d'Administratioune mussen en Effort maachen, fir hire Vocabulaire un de Bierger an eben och un déi heiteg Zäit unzepassen an domadder ze weisen, datt se sech reell fir d'Fra respektiv de Mann vun der Strooss interesséieren. An dat ass sécher e richtegen Defi, well eng einfach Sprooch ze gebrauchen, ass sécher méi séier gesot wéi gemaach.

Deen zweete Punkt gëllt speziell der schrëftlecher Kommunikatioun. Den Ombudsmann recommandéiert duerfir de Verwaltungen, éischtens, hir Lettres types ze limitéieren, generell Formulatiounen ze evitéieren, legal oder reglementaire Referenzen ouni Erklärunge wa méiglech ze evitéieren, kuerz Sätz ze maachen an iwwerhaapt Bréiwer esou verständlech wéi méiglech ze formuléieren an e strukturéierte Message ze iwwermëttelen.

An dann drëttens ass et wichteg, sech bewosst ze ginn, datt mir an engem Land liewen, wou een Deel vun eiser Populatioun mat ongefeier 170 verschiddenen Nationalitéite keng vun eisen dräi offizielle Sprooche versteet.

Dëst ass sécher eng grouss Erausfuerderung an dëser Problematik. An d'Madamm Err schreift duerfir, datt Länner wéi Kanada, Frankräich oder och d'Belsch ganz grouss Ustrengunge gemaach hunn, fir verständlech Courrieren ze formuléieren. A si gëtt eis och ee Beispill, wou et heescht, datt d'Beamte vun den Administratiounen an deene Länner mat spezieller Dictionnairesoftware equipéiert goufen, an dëst och a Verbindung mat eben de besonnesche Formatiounen, fir Wierder an Expressiounen ze evitéieren, déi definitiv onverständlech sinn.

Si schreift och, datt d'Membere vum Sekretariat vum Ombudsmann am Januar 2016 esou eng éischt Formatioun um INAP matgemaach hunn a selwer realiséiert hunn, datt den „langage clair et simple" eng séier komplex Matière ass.

All dës wichteg Suggestioune fir eng besser Kommunikatioun an en doduerch däitlech besseren Accès zu méi Demokratie vun deem fréieren Ombudsmann, der Madamm Lydie Err, wollt ech op dëser Plaz nach eemol däitlech ervirsträichen, well se esou wichteg sinn.

Här President, am Rapport vum Ombudsmann steet dann och fir 2016, datt vill Reklamatioune koumen - a bei Wäitem déi meescht -, déi den Ausseministère betraff hunn. Dat ass virdrun am Rapport gesot gi vun der Madamm Hansen. An zwar ass et hei dacks ëm Demandeurs respektiv Bénéficiaires de protection internationale gaangen. D'Madamm Err huet an hirem Rapport op net manner wéi eelef Säiten d'Problematik vun dem Accueil an der Integratioun vun den Demandeurs a Bénéficiaires de protection internationale zu Lëtzebuerg beliicht.

«Justifiée tant par l'actualité luxembourgeoise et internationale que par le nombre croissant de réclamations introduites auprès de la médiateure en matière d'immigration (...)», schreift duerfir och d'Madamm Err. An ëmmerhi krut hire Service - och déi Zuel konnt Der noliesen - net manner wéi 235 Reklamatiounen, géint 78 am Joer virdrun.

Här President, an dësem Kontext hunn ech mer déi Prises de position vun deene fir dës Thematik zoustännege Kommissiounen e bësse méi genee ugekuckt. An ech moosse mer och elo net un, déi Problematik am Fong ze kennen, an och net, d'Appreciatioune vum Ombudsmann korrekt kënnen ze evaluéieren.

Meng Meenung ass awer déi, datt een um Fong - vis-à-vis vun den Doleancë vum Ombudsmann mat sengen eelef Säiten - an iwwer méiglech Solutioune séier wéineg an de Reaktioune vun de Kommissiounen erëmfënnt. An der Stellungnam vun der Famille an Integratioun geet am Kader vun engem massiven Aflux vun Demandeurs d'asile vun der Komplexitéit vun der alldeeglecher Situatioun rieds, an datt et keng Solution toute faite géif an datt verschidde Mesuren einfach Zäit bräichten.

Dann nach dee Saz, wou, ech fannen, eng gewësse Resignatioun och matkléngt, datt den Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, den OLAI, eelef Assistants sociaux zur Verfügung hätt, fir 3.000 DPI ze encadréieren, an dann dee Saz, datt d'Kandidaten, fir d'Personal vum Office ze verstäerken, ech zitéieren: «ne se bousculent pas à ses portillons».

Dann an der Prise de position vun den Affaires étrangères gëtt een an zwee kuerze Sätz gewuer, datt d'Direction de l'immigration zougëtt, datt, éischtens, d'Prozedur an der Vergaangenheet lues war, mä datt et amgaang ass besser ze ginn, an datt, zweetens, d'Direktioun der Meenung ass, datt et sech am Kontext vun deenen am Rapport zitéierte Beispiller vun der Madamm Err ëm Beispiller géif handelen, wou, Zitat: «l'exception confirme la règle».

An da froen ech mech nach, ob net och eng Stellungnam vun der Juridique sënnvoll gewiescht wier. Eiser Meenung no wier d'Recommandatioun vum Ombudsmann fir d'Mise en place vun engem Contrôle externe et neutre fir d'Structures d'hébergement oder och d'Notioun vun der „privation de liberté" wichteg genuch gewiescht, fir eng Prise de position ze rechtfertegen.

Stéchwuert „Logement": Och hei ënnersträicht den Ombudsmann, datt eng Solutioun kéint sinn, datt sech e puer Persounen ee Logement géifen deelen. Dëst hätt awer, wéi och am Rapport scho virdru gesot, en Impakt op den RMG, deen da verschidde Leit géife verléieren, well se an engem Stot géife wunnen. Hei géif dem Ombudsmann no eng Gesetzesännerung Hëllef bréngen, zum Beispill eng Ausnam am Gesetz virgesinn, wann all Colocataire beweise kann, datt hien de manière équitable zu de Loyerskäschte bäidréit. Eng aner Méiglechkeet, soen ech, wier och déi, datt kéint eng Kooperativ gegrënnt ginn. Dës Ureegung ass elo awer net vun de Kommissioune Logement respektiv Famille via Avis thematiséiert ginn.

Här President, mir hoffen duerfir, datt d'Regierung déi eelef Säiten aus dem Rapport vun der Madamm Err am Kontext vun der Problematik vun den Demandeurs a Bénéficiaires de protection internationale zu Lëtzebuerg net nëmmen zur Kenntnis geholl huet, mä mir wënschen eis, datt mat där viller Aarbecht nach eppes Sënnvolles wäert passéieren an entspriechend Solutiounen an dëser Problematik ëmgesat ginn.

Dann nach e kuerzt Wuert zur Recommandatioun N°52 fir d'Mise en place vun engem Contrôle externe vun de Structures d'hébergement fir DPI. Do huet d'Petitiounskommissioun unanime suggeréiert, datt d'Ressortskommissioune sech méiglechst geschwë solle begéinen, fir d'Situatioun ze klären.

An dann och just ee Saz zur Recommandatioun N°51. Do mengen ech, datt mer no deene gemeinsame Reunioune vun eiser Petitiounskommissioun mat der Institutiounskommissioun am Moment eigentlech alles gesot hunn. An d'CSV-Fraktioun ralliéiert sech de Konklusiounen aus dem Rapport fir d'Upasse vum Gesetz vum 22. August 2003 fir d'Schafe vun engem Mediateur/Ombudsmann zu Lëtzebuerg.

Ganz zum Schluss mäi Merci un eist Sekretariat, un d'Madamm Vera Haas, fir déi sëllechen Aarbecht, déi geleescht gouf. An dann awer och vun der CSV-Fraktioun e ganz groussen, éierleche Merci un d'Madamm Lydie Err fir hire laangen Engagement mat hirer ganzer Equipp, déi vill Aarbecht, déi se geleescht hunn.

An da wollt ech awer och, ech hunn et scho gemaach an der leschter Petitiounskommissiounssëtzung, am Numm vun der Petitiounskommissioun deem neien Ombudsmann, der Madamm Claudia Monti, all Guddes, vill Erfolleg wënsche bei hirer Tâche. A mir wäerte si och als Chamber, ech mengen, virun allem och als Petitiounskommissioun dobäi ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Schank. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt wéilt ech och der Madamm Martine Hansen e grousse Merci soe fir hire schréftleche Rapport a virun allem hire gutt detailléierte mëndleche Rapport. Ech wéilt och elo schonn ervirsträichen, dass ech am Numm vun der LSAP natierlech och eis Unerkennung ausdrécke fir der Madamm Err hiert Engagement an och hir exzellent Aarbecht, déi se geleescht huet.

D'Chiffere vun hirem leschte Rapport weisen, dass d'Institutioun Ombudsmann hir Plaz an awer och hir Wichtegkeet an eiser Gesellschaft huet. Erënnere mer vläicht op dëser Plaz nach eemol drun, dass den Ombudsmann jo d'Funktioun huet vun der Mediatioun, vun der Concertatioun, vum Schutz a vun der Promotioun vun de Rechter an och vun der Incitatioun vun der Gläichstellung an der Applikatioun vun den Texter.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass eis nei Ombudsmann, d'Madamm Claudia Monti, net nëmmen op der Héicht wäert sinn, wat hir Aufgaben ugeet, mä dass och duerch si an duerch hir Aktiounen a Recommandatiounen derzou bäigedroe gëtt, dass d'Funktionement vun eisen Administratioune sech nach verbessere wäert.

D'Madamm Hansen ass op ganz vill Sujeten an hirem Rapport am Detail agaangen, wéi ech scho gesot hunn, dofir wéilt ech mech eigentlech op zwou Recommandatioune beschränken, déi och schonn hei zitéiert goufen, d'Recommandatioun 51 an och d'Recommandatioun 52.

An der Recommandatioun 51 proposéiert d'Madamm Err eng Partie Modifikatiounen zum Gesetz vum 22. August 2003, wou souwuel d'Verfassungskommissioun wéi och d'Petitiounskommissioun domat averstane sinn, dass Propositioune vun dëse Modifikatiounen och kéinten ugeholl ginn. Och d'LSAP-Fraktioun dréit dës Konklusioune mat, a mir ënnerstëtzen och eng Proposition de loi, déi an deem Sënn ausgeschafft gëtt.

Am Kader vun der Verfassungsreform wäert d'Institutioun vum Ombudsmann och hir Plaz an der Verfassung hunn. Doriwwer si sech d'Memberen an der Kommissioun mëttlerweil eens.

Mä kucke mer eis den Text un, deen d'Madamm Err proposéiert huet, a kucke mer eis dee vläicht e bësselche méi genee ënnert der Lupp un. An hei ass et grad den Artikel 1, deen ee besonnesch misst an Evidence setzen, wou et heescht: «Institution et mission de l'Ombudsman». Hei misst een ausweiden an e weideren Abschnitt bäifügen, wou et drëms geet, dass den Ombudsmann all aner Missioune kéint uvertraut kréien opgrond vun engem spezielle Gesetz. Dësen Abschnitt, deen och un den Artikel 1 géif ugeknäppt ginn, mécht och Sënn am Hibléck op d'Recommandatioun 52, déi am Rapport vun der Madamm Err formuléiert gouf.

Effektiv, duerch d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, dat sech op d'Approbatioun bezitt vum fakultative Protokoll iwwert d'Konventioun géint d'Tortur an aner «peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants», ass de Mediateur designéiert ginn, fir d'extern Kontroll ze iwwerhuele vun de sougenannten «lieux privatifs de liberté». Dëse Service huet als Missioun, fir ze iwwerwaachen, ob déi international Normen an och dat nationaalt Recht a puncto Mënscherechter op eisem Territoire respektéiert ginn, iwwerall do, wou Leit agespaart sinn oder awer sech net fräi an der Gesellschaft bewege kënnen.

Och wann urspréinglech d'Missioun vum Ombudsmann jo déi war, déi vum Gesetz 2003 definéiert war, esou kann een awer soen, dass d'Missioun vum Service de contrôle, iwwert deen ech elo grad geschwat hunn, e grousse Succès war. An hirer Recommandatioun 52, déi a Relatioun mat dëser Missioun steet, freet d'Mediateure, dass d'Notioun vun der „privation de liberté" esou breet ewéi méiglech interpretéiert gëtt.

Et gëtt gefrot, dass dës Notioun sech op all verletzlech an ofgeschwächte Persoune bezitt, déi sech an enger Situatioun befannen, wou si sech wuel theoretesch an och rechtlech fräi kéinte bewegen, mä wou et am Prakteschen awer net de Fall ass. An deem Sënn hätt den Ombudsmann och d'Kompetenz, fir d'Structures d'accueil et d'hébergement vun den DPI respektiv de BPI ze kontrolléieren, fir och hei ze kucken, awéiwäit dass d'Minimalstandarde respektéiert sinn, déi vun den internationalen Norme virgesi sinn.

D'Sozialiste sti fir d'Fräiheet. Et ass ee vun eisen éischte fundamentale Wäerter, zesumme mat der Gläichstellung, der Solidaritéit an och der Sécherheet. An där Optik gëtt d'Recommandatioun N°52, déi den DPI an de BPI zeguttkënnt, natierlech vun der LSAP gedroen. Eng aner Usiicht vun der Fräiheetsaschränkung baséiert fir d'Mediateure op der Interpretatioun vum Artikel 5 vun der Europäescher Konventioun fir d'Mënscherechter, déi seet: „D'Privation de liberté limitéiert sech net nëmmen op déi klassesch Form vun Detentioun opgrond vun enger Festnam oder vun enger Veruerteelung. Et ginn nach eng sëllechen aner Formen."

Den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff weist drop hin, dass een do nach ganz oder nach vill méi wäit ka goen, esou zum Beispill a Fäll, wou Leit a psychiatresche Strukturen ënnerbruecht sinn, vu Leit, déi a soziale Foyere sinn, Leit, déi an den Transitzone vu Fluchhäfe festgehale ginn, Leit, déi eng sougenannten „assignation à domicile" hunn, an esou weider.

Et ass allerdéngs och net oninteressant ze wëssen, dass an eisem Nopeschland Frankräich de Contrôleur général des lieux de privation de liberté souguer nach méi wäit wéilt goen, an en huet proposéiert, dass och d'Altersheimer, bei eis CIPA genannt, sollten engem externe Contôle ënnerleien. Et soll garantéiert bleiwen, dass eng vulnerabel Populatioun vun eiser Gesellschaft a Sécherheet an am Respekt vun de fundamentale Mënscherechter lieft. Och wann een elo net esou wäit muss goen, esou schéngt et awer wichteg an noutwendeg, dass mer am Kader vun der Diskussioun iwwert déi envisagéiert Ännerung vum Mediateursgesetz eng Definitioun vum Term „lieu de privation de liberté" brauchen, fir Kloerheet ze schafen, wat an de Kompetenzberäich vum Ombudsmann fält a wat net.

Här President, erlaabt mer zum Schluss awer nach eng Kéier, op d'Aarbecht en général vun der Mediateure Lydie Err zréckzekommen. Iwwer hir Rapporten déi lescht Joren ass ville vun eis richteg bewosst ginn, dass ganz dacks de Wee vun der Administratioun bei de Bierger net ëmmer deen einfachsten an dee liichtsten ass. Steierverwaltung, ADEM, Gesondheetskeess, an an an, hu mat Legislatioun a Reglementatiounen ze dinn, déi an hiren Terminologien dacks zimlech indigeste si fir de Bierger, an dee klengste Litige ka ganz séier beim Ombudsmann landen.

D'Lydie Err huet wärend hirem Mandat an der Institutioun vum Mediateur grad an deem Domän hirer Aarbecht e bëssen eng aner Nues gi wéi hire Virgänger. Der Lydie Err ass et net nëmmen drëms gaangen, eng administrativ-juridique Äntwert op all Eenzelfall ze ginn, mä sech doriwwer eraus och méi global mat der Approche vun de Verwaltunge vis-à-vis vum Bierger ze beschäftegen. D'Verwaltunge stinn am Déngscht vum Bierger, net ëmgedréit. D'Verwaltunge sollen dem Bierger hëllefen, zu sengem Recht ze kommen, an net en Hindernis, en Obstakel op deem Wee sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Dofir huet d'Lydie Err och Wäert drop geluecht, dass iwwert den Eenzelfall eraus d'Verwaltungen hir Prozeduren, hir Formulairen, hir Texter, hir Informatiounen, hir Kommunikatioun a Fro stellen an och verbesseren, wa sech erausstellt, dass bestëmmte Problemer recurrent, also ëmmer erëm, optrieden.

D'Madamm Err huet wuel hir Mediatioun am Eenzelfall gemaach, awer och Mediatioun op engem méi generellen, strukturellen Niveau. An dat ass hir och gelongen. Haut kann ee soen, dass si dem Amt domat hire Stempel opgedréckt huet. Dofir verdéngt si eis vollsten Unerkennung, an als LSAP wënsche mer eis, dass déi nei Mediateure natierlech och an deem Esprit weiderfiert. Mir wënschen hir eng glécklech Hand do derbäi.

Merci fir Är Opmierksamkeet, an ech ginn och den Accord vun der LSAP fir d'Approbatioun vun de Konklusioune vum Rapport.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Merci, Här President. Um Niveau vun der EU gouf jo den Ombudsmann schonn 1992 agefouert. Bei eis huet dat e bësse méi laang gedauert, an zwar bis d'Joer 2003. Déi, déi deemools derbäi waren, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, déi kënne sech bestëmmt nach erënneren, datt net onbedéngt déi ganz grouss Euphorie op alle Bänke war. Mä entre-temps, mengen ech, si mer eis awer eens, datt dee Service sech haut zu engem, jo, et kann ee soen, wichtege Pilier vun eisem Rechtsstat entwéckelt huet.

Ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Madamm Lydie Err och Merci ze soen am Numm vun der Demokratescher Partei fir déi Aarbecht, déi si an de leschte Jore geleescht huet. Et war net ëmmer einfach. Ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir hirer Succeseurin, der Madamm Claudia Monti, nach eng Kéier nodréiglech och meng Felicitatiounen hei auszespriechen an och, wéi gesot, hir all Guddes fir d'Zukunft ze wënschen.

Datt am Joer 2016 den Ombudsmann mat net manner wéi 857 Reklamatioune befaasst gouf, beweist jo u sech, datt jo awer, ech wëll net vun engem Malaise schwätzen, mä awer trotzdeem gewësse Problemer mat dem administrativen Oflaf a verschiddenen Domäne bestinn. Allerdéngs soll een net doraus d'Konklusioun zéien, datt dëse Statsapparat net géif gutt fonctionnéieren, ganz au contraire, och dat soll emol nach eng Kéier hei däitlech gesot ginn, datt mer awer kënnen houfreg sinn op eise Statsapparat. Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Gemengen. Datt 85% vun deenen Doleancen, vun deene Kriticken, herno konnte positiv diskutéiert ginn, och dat schwätzt jo da fir de Service vun dem Ombudsmann.

Et ass och keng gréisser Iwwerraschung, datt déi meescht Doleancen, déi meescht Froen am Kontext mat der Migratioun stoungen. Ech mengen, dat ass e Problem, deen eis net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ëmmer méi beschäftegt huet, mä och op europäeschem Plang. Et däerf een net vergiessen, datt 2016 ëmmerhi 660 Leit de Statut vum Refugié hei kruten.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt mer och op dëser Plaz schonn eng Rei gesetzlech Adaptatioune virgeholl hunn, zum Beispill den 10. Dezember 2015, wou mer jo awer och wichteg Verbesserungen am Interêt vun den DPIen hei gestëmmt hunn. Wa bis ufanks den 1990er Joren éischter d'Leit aus wirtschaftleche Grënn op Lëtzebuerg koumen, huet dat natierlech elo am Laf vun de leschte Joren trotzdeem immens geännert. Déi rezent Migratioun huet natierlech och e gewëssenen, jo, Bouleversement, kann ee scho bal soen, vun der lëtzebuergescher typescher Situatioun mat sech bruecht. Mä ech mengen, dës Vermëschung soll een net negativ gesinn, mä au contraire positiv, a glécklecherweis si mir jiddefalls bis haut dervu verschount bliwwen, datt déi staark Migratioun, déi op Lëtzebuerg komm ass, zu iergendwelleche Problemer gefouert hätt. An ech hoffen och an ech sinn och iwwerzeegt, datt dat an Zukunft net wäert aneschters sinn.

Op europäeschem Plang gesäit dat leider net ëmmer esou gutt aus. Mir wëssen, datt d'Europäer sech schwéierdinn, eng gemeinsam Positioun an där ganzer Problematik anzehuelen. Italien a virun allem Griichenland fille sech net zu Onrecht oft eleng gelooss. Wann een d'Situatioun op de griicheschen Inselen Lesbos, Chios oder Kos kuckt, dann ass dat alles aneschters wéi flott do. An net méi spéit wéi muer komme jo dann och déi 27 EU-Innenministeren zu Tallinn zesummen, fir iwwert dee ganze Problem nach eng Kéier am Fong ze diskutéieren. Da wäre mer och ganz séier bei der Tierkei, wou een natierlech och villes kéint soen. Ech wëll dat awer elo selbstverständlech net hei verdéiwen, just drun erënneren, datt d'Tierkei bis elo schonn zwou Milliarde vun der Europäescher Unioun krut, fir an där ganzer Problematik dann och aktiv ze ginn.

D'Situatioun huet sech net entspaant, och net hei zu Lëtzebuerg. Eng Rei Kriticken, déi am Rapport vum Ombudsmann formuléiert goufen, bezéie sech natierlech och op d'Strukturen. Sécher gëtt et eng Rei Defiziter, mä hei soll een allerdéngs och net pauschaliséieren an och net e Bild eriwwerginn, wéi wa mer net genuch Efforte géife maachen am Interêt vun den DPIen. Hei wëll ech drop hiweisen, datt an de leschte Wochen a Méint ganz vill Engagement gewise ginn ass vun eenzelne Gemengen. An net méi spéit wéi an deene leschten Deeg ass jo och zu Beetebuerg eng nei Struktur fäerdeggestallt ginn, wou da kënnen an deenen nächste Wochen elo 60 nei Leit opgeholl ginn.

Wa mer scho bei de Gemenge sinn, soll awer net verheemlecht ginn, datt et awer och do eng gewëssen Differenz gëtt am Engagement. Dir hutt Gemengen, déi sech wierklech gutt engagéieren, déi sech hirer Aufgab bewosst sinn, bei anere Gemenge vermësst een heiansdo awer trotzdeem eng gewësse Solidaritéit.

Wichteg, an dat ass jo aus dem Rapport méi ewéi eemol erauskomm, ass den Encadrement vun deene Leit. Et ass kloer, datt een deene Leit muss eng Perspektiv ginn. Et ass kloer, datt déi Leit beschtméiglech musse betreit ginn. Dat kéint zum Beispill och iwwert de Wee vun de Veräiner geschéien. Dat kéint och zum Beispill iwwert de Wee vun engem sougenannte Coaching geschéien. Et gëtt do Iddien, mir sollen also do ouni Zweifel eng offensiv Haltung anhuelen.

En anere Problem, deen ëmmer erëm hei soulevéiert ginn ass, ass dee vun de Sproochen. Jo! Obwuel een awer och do muss kloer soen: Wann ee Land do vläicht e gewëssenen Avantage huet, dann ass et awer grad Lëtzebuerg. Net nëmmen, datt mer méisproocheg sinn, mä et sinn och grouss Efforte gemaach ginn, datt hei awer och aner Sprooche kënnen dee Moment mat den DPIe benotzt ginn. Ech denken zum Beispill u Serbokroatesch, ech denken virun allem natierlech un Arabesch.

Ee ganz grousse Problem ass natierlech dee vun de Mineuren. Mir wëssen, datt dat eis ganz vill Problemer duerstellt. Virun allem ass et esou, datt natierlech eng Rei Mineuren och op eemol verschwannen. Dat héiert sech elo e bësselchen dramatesch un, mä mir kruten dat awer ganz kloer erkläert, et ginn och eng Rei Ursaachen duerfir, well eenzelner hiren Alter wëlle verstoppen. Mä Tatsaach ass, déi Mineu-

ren, déi onbegleet bei eis an d'Land kommen, musse besser encadréiert ginn. A fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer, datt een do muss eng méi kannergerecht Retentioun virgesinn, an do kéint een zum Beispill och u sougenannte Kannerheemer denken.

Da si mer och ganz séier beim Logement, eng vun den Haaptkriticken, déi vun der Madamm Err och hei definéiert ginn ass. Si berifft sech do op 16 Visitten, déi si duerch d'Land gemaach huet. Si huet och de Volet vun der Colocatioun hei opgeworf. Sécher, 16 Visitten, dat ass vill, mä och do, wéi gesot, loosse mer awer net de Feeler maachen an ze vill pauschaliséieren, well et sinn awer do ganz vill Efforten déi lescht Jore gemaach ginn.

Datt de Règlement d'ordre intérieur net iwwerall géif respektéiert ginn, kann ee vläicht éischter mat engem Niewesaz ofhaken, op där anerer Säit kann een awer och soen, datt et eng elementar Regel wär, déi awer ëmmer misst respektéiert ginn. Si huet sech dann och ganz vill mat de feelende Kichen a mat der Alimentatioun auserneegesat. Och do muss ee Verständnis hunn, wann déi Leit bei eis kommen. Si kommen aus engem ganz anere Kulturkrees an hu ganz aner Alimentationsgewunnechten. Op där anerer Säit muss een awer och hei soen, datt mat der Zäit ee sech awer och vläicht muss un nei Gegebenheeten upassen. An och do si jo awer grouss Efforte gemaach ginn, ech weisen zum Beispill op d'Weilerbaach hin.

Da gëtt och proposéiert, fir den RMG vläicht aneschters ze gestalten, méi large ze interpretéieren. Jo, mä et muss een awer och oppassen, datt dat net zu neien Abuse féiert. Ech wëll och drop hiweisen, datt awer do an deene leschte Méint eng gewëssen Ouverture gemaach ginn ass, wa Leit kënnen noweisen, datt se ënnert deemselwechten Daach, awer an zwee verschiddene Stéit oder dräi verschiddene Stéit liewen. Datselwecht gëllt och, wa se vu baussen eng gewëssen Hëllef kréien, iwwert de Wee vu gewëssenen Associatiounen, sief dat d'Caritas oder sief dat d'Croix-Rouge.

Datt Personaldefiziter um Niveau vum OLAI bestinn, och dat ass näischt Neits, och dat ass schonn an deene leschte Joren e puermol hei monéiert ginn. Obwuel een nach eng Kéier muss hei ënnersträichen, datt de Moment eng ronn eelef Assistants sociaux fir 3.000 DPIen zoustänneg sinn, kann een also ënnert dem Strich soen, datt déi Leit ouni Zweifel eng ganz gutt an eng enorm Leeschtung hei vollbréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een de Rapport duerchliest, da geet et natierlech net nëmmen ëm de Volet DPI a BPI, op déi ech nach eng Kéier kuerz wäert zréckkommen, wann et ëm d'Recommandatioune geet. Et sinn natierlech och eng Rei aner Kritiken, Suggestiounen, déi formuléiert ginn, wat och richteg a wat och gutt ass. Ech wëll net am Detail drop agoen, siefen dat Subsiden, siefen dat Allocatiounen, sief dat um Niveau vun der Sécurité sociale, ënner anerem och, wat de Remboursement vu Fraisen am Ausland ubelaangt, wann do emol en Dokter vergiess hätt, am Virfeld déi néideg Autorisatioun auszestellen, datt da Leit duerno net méi an de Genoss vun deem Remboursement kéimen. Och dat, mengen ech, ass awer nozevollzéien, an datt och do vläicht soll eng Léisung fonnt ginn, ass jiddefalls verständlech.

Da gëtt den Internetsite, ënner anerem, vun der ADEM hei kritiséiert. Ech mengen, dat soll een och net punktuell ze vill isoléiert gesinn. Eppes ass ganz kloer, an dat gëllt net nëmme fir all Administratioun, dat gëllt fir all ëffentlech Institutioun: datt se Soin mussen drop leeën, datt den Internetsite permanent ugepasst gëtt. Well dat ass nun ebe praktesch elo schonn déi éischt Informatiounsquell, wou d'Leit sech drop referéieren, an doweinst soll dat en Appell un all déi sinn, déi do Verantwortung droen.

Als Gemengepolitiker ass ee jo och gewinnt, datt ee vill Reklamatioune kritt, wat zum Beispill d'Ausstelle vu Baugeneemegungen ubelaangt. Datt och do den Ombudsmann regelméisseg ageschalt gëtt, iwwerrascht jiddefalls net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll selbstverständlech dann awer och op déi Recommandatiounen ze schwätze kommen. Ech mengen, dat ass e bëssen d'Substanz vun dem ganze Rapport hei. Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, datt dat jo awer och näischt Neies ass, do si jo eng ganz Rei Recommandatiounen dran, iwwert déi mer hei scho jorelaang diskutéieren.

Do geet et u mat der Ännerung vum Numm. Sécher, wann een „Ombudsmann" seet an et kuckt een dat vum reng Lëtzebuergeschen hier, dann huet een d'Tendenz ze mengen, dat wär masculin, ass et awer mat Sécherheet net. Wann een d'Etymologie vun deem Wuert méi genee analyséiert, da weess ee jo awer, datt dat eppes aneschters duerstellt. Et ass scho virdrun hei gesot ginn, et kënnt aus dem Schwedeschen. Op Franséisch ass dat den „hommes des doléances". Et ass iwwregens och keng nei Fonctiouns, dat ass et schonn ënnert de Réimer ginn. Mir jiddefalls als Demokratesch Partei sinn natierlech der Meenung, datt ee scho soll den Numm änneren. Firwat? Wa mer vun „Mediateur" schwätzen, da benotze mer e Sammelbegréff, an d'Fonctioun vum Mediateur gëtt et op ganz villen Niveauen an eisem Stat, soudatt dat kann zu gewëssene Konfusioune féieren.

Dann ass ëmmer erëm och d'Demande gestallt ginn, datt soll de Mediateur respektiv den Ombudsmann an d'Konstitutioun ageschriwwe ginn. Dat geschitt jo u sech elo implizitt. Verständnis hu mer och, datt d'Fro gestallt gëtt: „Majo, kéint ech net méi Kompetenzen um Niveau vun dem Schutz vun de Mënscherechter kréien?" Datt elo eng zousätzlech Ausweidung soll komme vun dem Kompetenzberäich op Établissements de droit privé, do si mer allerdéngs e bësselche méi reservéiert. Mir mussen oppassen, datt mer do d'Dieren net ze vill opmaachen.

Datselwecht gëllt fir den Droit d'autosaisine limité a verschiddene Fäll. Ech schwätzen hei zum Beispill vu systemeschen Dysfonctionnementer, do kéint et ouni Zweifel utile sinn. A ganz limitéierte Fäll kënne mer eis et och virstellen um Niveau vu verschiddene Verwaltungen, Administratiounen, allerdéngs no Ofsprooch mat deenen zoustännege Responsabele vun deenen Administratiounen.

De Kärpunkt ass natierlech - an dat ass näischt Neits, dat ass eng Fuerderung, déi scho vum fréieren Ombudsmann gestallt ginn ass -, fir de Kompetenzberäich insgesamt auszeweiden, an zwar, datt och soll d'allgemengt Recht op Investigatiounen agefouert ginn. Mir mussen allerdéngs och do oppassen, datt mer eis dann net ze vill no un e juridictionnelle Charakter bewegen. Duerfir, och hei si mir a priori net direkt dergéint, mä awer mat ganz klore Limitten.

D'Propos, datt d'Regierung elo soll no engem gewëssenen Delai Positioun zu enger Recommandatioun bezéien, ass eng Normalitéit, géif ech soen. Et ass net ëmmer flott, an dat erliewe mer jo op villen anere Pläng, wann ee laang, ze laang, op eng Äntwert vun enger Administratioun vun der Regierung waart. Doweinst si mer och der Meenung, datt hei eng Kéier soll en Delai ouni Zweifel fixéiert ginn. Datselwecht gëllt fir eenzel Verwaltungen, déi sech munchmol exzessiv Zäit huelen. Dat kann an däerf et net ginn. En Administré huet d'Recht, no engem räsonabelen Delai - ech betounen: räsonabelen Delai - eng Äntwert ze kréien.

Delikat ass natierlech och d'Fro vum Délai de suspension de recours. Och do si mer als Demokratesch Partei trotzdeem e bësse méi reservéiert, well et däerf een net vergiessen, datt een hei am Fong geholl och direkt an e juridictionnellen Oflaf agräift.

Wat d'Nominatioun ubelaangt: Sécher muss eng Nominatioun kloer vu parteipoliteschen Iwwerleeunge getrennt ginn. Hei gëtt eng Majorité qualifiée gefrot. Awer och do si mer éischter der Meenung, datt dat zu dësem Zäitpunkt net opportun ass.

Et geet vill rieds hei iwwert d'Formatioun, engersäits iwwert d'Formatioun vum Ombudsmann selwer, dee soll eng zousätzlech Ausbildung an der Mediatioun hunn. Jo, awer dat kann net eng Condition préalable sinn. Mir sinn domat d'accord, datt déi no enger Nominatioun vläicht kann imposéiert ginn. Wat d'Personal ubelaangt, ass et, géif ech soen, och evident, datt d'Personal och permanent soll gewëssen zousätzlech Formatioune kréien.

De Remplacement: Et gëtt ëmmer erëm hei gefrot, datt ee quasi misst e Vizeombudsmann nennen. Do soen ech awer ganz éierlech am Numm vun der Demokratescher Partei, datt mer net där Meenung sinn. Mir bleiwe ganz kloer bei eiser Positioun: Et soll een Ombudsmann ginn! Wat allerdéngs net ausschléisst, datt gewësse Fonctioune vläicht kënnen delegéiert ginn, zum Beispill wat eng Délégation de signature ubelaangt, awer och nëmme fir limitéiert Aktivitéiten.

Vläicht dann nach e Wuert zur Recommandatioun 49 iwwert de Guide de bonnes pratiques administratives, dee jo elo vun der Regierung ugeholl ginn ass. Och do soll ee ganz éierlech sinn, ech mengen, do stinn awer, ech wëll net dat Wuert „platitude" hei benotzen, mä et stinn awer eng Rei Saachen dran, déi elementar sinn. Mir brauchen net an e Guide ze schreiwen, datt e Beamten, wann den Télefon schellt, soll frëndlech sinn, datt e Bréif soll an engem gewëssenen Delai beäntwert ginn. Dat sinn elementar Saachen. Mä et ass awer trotzdeem gutt, datt dat do elo zréckbehale ginn ass, dat soll a muss dozou bäidroen, datt de Service um Bierger soll verbessert ginn, well am Zentrum steet nach ëmmer de Bierger. An de Bierger huet e gewëssent Recht, och op en anstännege Service kënnen zréckzegräifen. Op där anerer Säit muss een awer och esou éierlech sinn ze soen, datt de Bierger net ëmmer eppes Onméigleches verlaangen däerf.

Vläicht dann nach e lescht Wuert iwwert d'Sprooch. Jo, et ass alles ëmmer méi komplex ginn déi lescht Jorzéngten, et ass net ëmmer esou evident, sech an den Texter erëmzefannen. Och mir, also zumindest schwätzen ech do emol fir mech, sollen esou éierlech sinn ze soen, datt mir munchmol och eppes mussen zweemol liesen, dräimol liesen, bis mer eppes verstinn. Duerfir kann een also novollzéien, datt d'Leit dobaussen oft Schwieregkeeten hunn, Bréiwer ze identifizéieren, nozevollzéien, wat domadder gemengt ass. Datt elo gesot gëtt, mir solle méi eng einfach Sprooch gebrauchen, ass vum Prinzip hier ganz kloer richteg, ech wëll awer och do virdru warnen: Dat soll elo net heeschen, datt mer d'Sprooch u sech solle vernoléissegen a mengen, wann zwee, dräi grammatesch Feeler an engem Bréif vu fënnef Zeile wären, datt dat esou e Kavaléiersdelikt wär. Also, mir däerfen hei net d'Dier opmaachen an d'Sprooch op eemol als eppes duerstellen, wat net méi déi Bedeitung hätt.

Une voix.- Très bien!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Mir sollen an enger klorer, einfacher Sprooch communiquéieren, awer an enger soignéierter Sprooch, och an Zukunft. Et si jo och do schonn eng Rei Efforten am Rapport gemaach ginn, e sougenannten „Lexique" huet een do erëmfonnt, wou dann och bei der Annex am drëtten Deel iwwert den Accueil an d'Integratioun verschidden Terme scho präziséiert ginn. Ech fannen dat e gudden Ufank. Et soll een d'Leit wierklech esou vill méi méiglech, beschtméiglech informéieren, awer ëmmer, wéi gesot, mat engem gewëssene Soin, wat d'Sprooch ubelaangt.

D'Recommandatioun 52, dat ass dann déi, déi schonn e puermol hei diskutéiert ginn ass, do geet et jo ëm de Contrôle vun de Strukture fir Flüchtlingen. Och do si mir als Demokratesch Partei trotzdeem e bësselche méi zréckhalend, wat d'Fuerderungen ubelaangt. Et däerf een net vergiessen, et geet hei nach ëmmer ëm d'Dignitéit vu Leit, et geet ëm d'Dignitéit vun DPIen, et geet ëm d'Dignitéit vu BPIen. En iwwerméissege Contrôle ka sech och kontraproduktiv auswierken. Doweinst menge mir, datt déi Struktur vum OLAI de Moment awer genuch Contrôle hiergëtt, fir u sech alles anstänneg ze iwwerwaachen.

De Comité interministériel, jo. Awer et däerf een net vergiessen, datt mer jo schonn den HCPN hunn, deen ënnert der Tutelle vum Statsminister steet an deen awer scho gewësse Méiglechkeeten huet, fir de Rôle dovunner ze iwwerhuelen. Also och do besteet vläicht net eng absolutt Necessitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss nach eng Kéier: Ech gi ganz gären zou, datt meng Partei, wéi mer d'Gesetz hei gestëmmt hunn, och net vun Euphorie an d'Luucht gespronge war, mä et erkennt een awer ganz gären un, datt de Service Ombudsmann, déi Institutioun, kann ee scho bal soen, sech an deene leschte Jore ganz positiv entwéckelt huet. Et ass e wichtege Pilier vun engem Rechtsstat. Et gëtt dem Bierger, dem Administré, vill méi Méiglechkeeten, géint Onzoulänglechkeete virzegoen, an dat ass dat, wat eng Demokratie virun allem auszeechent. Doweinst gesi mir an, datt et als Demokratesch Partei wichteg ass, datt een déi Institutioun, déi Fonctioun do nach wie vor staark respektéiert, mat gewëssene Limitatioune selbstverständlech. Datt mir eis awer net verschléissen, fir gewëssen Adaptatioune vum Gesetz virzehuelen, ass evident.

Ech wëll awer ofschléissend och nach dem Martine Hansen Merci soe fir säin ausféierleche Rapport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Grazie, Presidente.

Une voix.- Ooh!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Léif Kolleegen a Kolleeginnen, nodeems de President Italienesch hei geschwat huet, hunn ech mech dat dann och haut getraut.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Da sot elo, wat Der ze soen hutt!

(Hilarité)

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Oh, ech wollt vum Nidderkuerer Match vu gëschter schwätzen, mä ech maachen dat net.

(Hilarité)

Fir d'Éischt e Merci un d'Martine Hansen fir de Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Dat war e ganz gudde Rapport. Nach net oft hunn ech esou e gudde Rapport hei héieren. Als Éischt e kuerze Rappell vun der Recommandatioun, déi all Joer op en Neits hire Wee an de Rapport vum Ombudsmann fënnt. An déi gréng Fraktioun mécht och all Joer - et ass op alle Fall scho fir d'Véiert, wou ech dat hei maachen - de Virschlag vun enger breeder Definitioun vun der Missioun vum Ombudsmann.

déi gréng si weiderhin der Meenung, datt den Ombudsmann soll iwwerall do kënnen aktiv ginn, wou eng „mission de service public" assuréiert gëtt. Dat ass meeschtens do, wou ëffentlech Gelder fléissen, fir de Finanzement vun esou engem Service ze ënnerstëtzen, awer net nëmmen. Dat kann am Beräich ëffentlechen Transport sinn, mä och an de Maisonrelaisen, a private Schoulen, an de Lycéeën an esou weider.

Mir mengen och nach ëmmer, datt et eng kloer Ongerechtegkeet ass, wann en Deel vun de Bierger a Biergerinnen am Fall vun engem Konflikt mat engem Prestataire de service kann op den Ombudsmann zréckgräifen, an deen aneren net. Et ass net relevant, ob engem säi Kand zum Beispill an engem ëffentlechen oder engem privaten agreéierte Foyer de jour versuergt gëtt. Wann eppes schifgeet, wann eppes net an der Rei ass, muss ee kënnen op de Service vum Ombudsmann zréckgräifen.

Wat an dësem Kontext wichteg ass, ass, datt et eng kloer Definitioun vum Begréff „service public" gëtt. Schonn an der Orientatiounsdebatt 2012 war gesot ginn, datt d'Institutiounskommissioun den Optrag sollt kréien, fir eng genee Definitioun vun dëser Notioun ze liwweren. An där Definitioun sollt zum enge fir d'Éischt d'Natur vum Service berücksichtegt ginn an op där anerer Säit de Prozentsaz vun den ëffentleche Finanze gekuckt ginn. Bis ewell gouf nach keng Léisung fonnt, déi dëse Problem zefriddestellend kéint léisen. Mä déi gréng Fraktioun wäert dës Iddi weiderhin nach ëmmer ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien!

M. Roberto Traversini *(déi gréng)*.- Da géif ech gären e puer Wierder iwwert d'Statistiken aus dem Rapport verléieren. Och déi si schonn hei kommentéiert ginn. Et kann een alles souwuel an der Madamm Hansen hirem Rapport wéi och an der Madamm Err hirem Rapport noliesen. Och dëst Joer läit den Taux de correction global vun eisem Ombudsmann iwwer 80%, wéi gesot ginn ass, 84,1%, fir ganz genau ze sinn. Fir dësen héijen Taux, dee beandrockt, ass mengen ech der Madamm Err an hirer Equipp e grousse Merci auszedrécken. Vun 857 Dossieren, déi si erakruten, sinn der 625 ofgeschloss ginn. Den héijen Taux de correction global schwätzt also ouni Zweifel fir déi gutt Aarbecht vun eiser Mediateure, déi säitdeem si hiert Amt ugetrueden huet, sech dorëms beméit huet, bei Fäll vu Litigë béid Säiten un den Dësch ze bréngen, perséinlech Kontakter ze schafen a Méssverständnisser, déi méiglecherweis am Virfeld tëschent deenen zwou Parteien entstane sinn, aus dem Wee ze raumen.

Och der Madamm Err hir onkomplizéiert Aart a Weis, fir mat hire Clienten ze schwätzen an hinnen d'Sachlag oder komplizéiert Texter a Reglementer ze erklären, dréit sécherlech zu dësem imposanten Taux de correction bäi. D'Institutioun vum Ombudsmann ass un éischter Stell fir d'Bierger do a soll och op eng Aart a Weis fonctionnéieren, déi fir d'Bierger novollzéibar ass, ouni ofzeschrecken. D'Madamm Err huet dat a mengen Aen extrem gutt gemaach.

Datt sech hannert all deenen Zuelen a Statistiken am Rapport awer all Kéiers reell Leit mat reele Problemer a Schicksaler verstoppen, dat solle mer net vergiessen. An d'Madamm Err huet och derfir gesuergt, datt dat net geschitt. E groussen Deel vum Rapport vun dësem Joer huet si enger besonnesch vulnerabeler Populatioun vun eisem Land gewidmet: de Refugiéen.

Et ass engersäits eng gutt Noriicht, datt vill Demandeurs de protection internationale de Wee bis bei den Ombudsmann fannen, wa se Problemer mat Administratiounen hunn. Dat weist, datt d'Institutioun vum Ombudsmann bekannt ass bei dëser Populatioun, wou d'Informatiounen aus verschiddene Grënn, dorënner d'Sproochebarrière, potenziell méi lues fléissen, an awer och, datt d'Akteuren um Terrain, souwuel déi staatlech wéi och d'ONGen,

eng gutt begleedend a berodend Aarbecht leeschten.

Op där anerer Säit ass et natierlech net ganz esou positiv, datt vill Dossieren, déi den Ombudsmann an de leschte Joren ze traitéieren hat, vun DPIen agereecht goufen. Dat weist dann awer och, datt do insgesamt e gewëssene Malaise besteet, deem mir eis sollten unhuelen. Ëmmerhin handelt et sech jo do besonnesch ëm prekariséiert Leit, déi dacks Grujeleges an hirer Heemecht an op der Flucht erlieft hunn an déi hei am Fong geholl ausgeliwwert sinn, fir dat emol esou krass hei ze soen, fir hiert Liewen nach eng Kéier frësch opzebauen. Mir sollten doriwwer nimools vergiessen, datt Lëtzebuerg selwer e Migratiounsland ass an datt et grad deen andauernden Hin an Hier vu verschiddene Bevëlkerunge war an ëmmer nach ass, deen eis iwwert d'Jorhonnerten zu deem gemaach huet, wat mer haut sinn.

Souguer den iwwerzeegtste Stacklëtzebuerger muss feststellen, datt esou Konzepter wéi Grenzen an Natiounen zu enger impressionanter Bedeitungslosegkeet zréckbréckelen, wann een e puer Generatiounen no hannen a seng Familljegeschicht wulle geet. Mir sinn alleguerte Migranten a Kanner vu Migranten. An et verbënnt eis vill méi mat deene Mënschen, déi haut am Mariendall, an der Weilerbaach oder am Pafendall op eng besser Zukunft hoffen, wéi mer am éischten Ablack mengen.

Dofir sollte mer eis déi siwe Säite Recommandatiounen aus dem Rapport wierklech zu Häerzen huelen an esou wäit, wéi et nëmme méiglech ass, ënnerstëtzen an ëmsetzen.

D'Madamm Err war dann och selwer an e puer Opfangstrukture fir Refugiéen, fir sech e Bild vun de Liewensbedingungen dobannen ze maachen. Et gëtt jo bekanntlech Problemer mam Iessen, déi duerch d'Berichterstattung an der Press scho vill kommentéiert gi sinn. Et ass haaptsächlech e kulinaresche Kulturschock, dee sech do ofspillt, an et kéint een da mat relativ einfache Mëttel och do Léisunge fannen, entweder doduerch, datt een a Buffetsform zerwéiert oder andeems een d'Méiglechkeet gëtt, selwer anzekafen a selwer ze kachen. Iwwregens gëtt dat och schonn an deene leschte Méint a ganz ville Strukture gemaach an doriwwer sinn ech extrem frou.

Wann een dat gescheit ustellt, kéint een dorauser souguer e flotte Projet maachen, bei deem d'Refugiéë sech éischtens emol kënnen iwwert d'Kache besser kenneléieren, si kënne sech zesummen organiséieren, si kënnen zesummen akafe goen, dat heescht, déi verschidde Kompetenze kënne se matenee verbannen.

Eng aner Recommandatioun vum Ombudsmann betrëfft déi personaliséiert Begleedung duerch d'Assistant-sociallen. Déi ass am Moment extrem schwiereg, well all Assistant social sech ëm e puer Honnert, wann net méi, muss këmmeren. Et feelt u Personal an et wier flott - an ech weess, datt d'Familljeministesch amgaangen ass mam OLAI -, nach Leit anzestellen. Et wier op alle Fall gutt, wann dat ganz schnell géif geschéien. Ech weess och, datt et net einfach ass, esou Leit ze fannen.

D'Wunnengssich ass, grad wéi bei den Duerchschnëttslëtzebuerger och, fir de Refugié eng riseg Erausfuerderung. Ganz zu Recht gëtt dann am Rapport kritiséiert, datt déi aktuell Regel, no där eng Communauté de vie am Zesummenhang mam RMG gerechent gëtt, just kann derzou féieren, datt d'Leit net op de Wee vun enger Wunngemeinschaft an engem gedeelte Loyer ginn.

Eng Ännerung vun dëser Regel géif iwwregens net nëmmen de Refugiéen zeguttkommen, mä och aneren Deeler vun eiser Populatioun. Ech denken do zum Beispill un d'monoparental Familljen, déi Problemer hunn, eng Wunneng ze fannen, oder déi duerch hir héich Wunnengskäschte riskéieren, wéi Der all wësst, an d'Aarmut ze falen.

Och ganz zu Recht, wéi ech fannen, kënnt d'Madamm Err dann nach eemol op déi Diskussioun vum Verdeelerschlëssel vun de Refugiéen op déi verschidde Gemengen zréck. Et gi Gemengen, déi vill a gutt Aarbecht leeschten, fir d'Refugiéen ze logéieren, ze encadréieren a se op hiert neit Liewen an der Mëtt vun eiser Gesellschaft virzebereeden. An et ginn déi, déi manner solidaresch sinn, souwuel mat de betraffene Leit selwer wéi och mat deenen anere Gemengen.

Mir als Gréng hunn eis nach ëmmer fir eng gerecht Verdeelung vun dëser Aufgab op all d'Gemengen ausgeschwat. An datt dës schwéier Aufgab och eng Chance mat sech bréngt fir eng Gemeng an hiert Zesummeliewen, do ginn ech gäre kuerz Beispiller aus menger Gemeng. Mir versiche wierklech, do all Organisatioun, déi mer hu vun de Veräiner, mat de Refugiéen zesummen ze maachen, sief dat d'Buergbrennen oder aner flott Manifestatiounen. An ech muss soen, datt et wierklech e flotten Austausch ass, dee mer hunn.

Mir hunn och als Gemeng e Service gegrënnt, dee sech haaptsächlech ëm Refugiéen a Benevoller këmmert, well de gréisste Feeler ass et, wann ee Benevoller huet a si wëssen net, wou se gebraucht ginn. Dat heescht, et wier e Service, wou eng Gemeng dann einfach déi Verbindung maache kann, wat e Benevolle ka maachen a wat am Fong geholl vun där anerer Säit verlaangt gëtt. Wann dann déi Benevoll sech mellen a si kréie keng Äntwert op dat, wat se wëllen hëllefen, da bleiwe se net laang benevoll an déi nächste Kéier, wou se gebraucht ginn, da si se net do. Vu Sport guer net ze schwätzen. Ech mengen, datt dat och eng ganz flott Saach ass.

Et ass fir déi leschte Kéier, datt mir an der Chamber e Rapport vun der Madamm Err an hirer Funktioun als Ombudsmann analyséieren an debattéieren. Dofir géif ech gären e puer Wierder als Merci u si riichten. D'Madamm Err huet sech an deene leschte fënnef Joer onermiddlech agesat, fir als Vermëttler tëschent dem Bierger an dem Stat derzou bäizedroen, datt d'Bierger méi einfach zu hire Rechter kommen. Si huet an all hire Rapports annuels Verbesserunge vun den administrative Prozesser oder der Gesetzgebung virgeschloen. Si huet derzou bäigedroen, datt d'Inegalitéite konnte besäitegt ginn. An ech mengen, mir sinn eis all eens - hoffen ech emol -, datt si der Institutioun vum Ombudsmann an eisem Land zu enger Visibilitéit an zu engem positive Bild bei der Bevëlkerung verhollef huet, déi dës awer nach relativ jonk Struktur bis ewell nach net hat.

Des Weidere kann ech feststellen, datt sech d'Reaktivitéit vun den Administratiounen an de Gemengen, déi vum Ombudsmann mat Reklamatioune vu Bierger konfrontéiert goufen, iwwert d'Joren extrem verbessert huet. Déi ufänglech Skepsis vun de Servicer, vläicht och Angscht, datt do een Externe sech amëschen an deen interne Fonctionnement a Fro stelle kéint, spieren ech haut bal net méi. An et spiert ee méi eng Bereetschaft, fir matzeschaffe mat dem Ombudsmann a mat senger ganzer Equipp.

Den Ombudsmann ass elo e Partner. E gëtt als Partner ugesinn. Och dëst ass eng extrem positiv Entwécklung a weist alt nees, datt den Ombudsmann eng immens wäertvoll Institutioun ass, net zulescht dowéinst, well hei de Bierger an enger aktiver Roll an aus Eegeninitiativ eraus dozou ugehale gëtt, eis demokratesch Institutiounen ze verbesseren an domadder ze stäerken.

Fir hiren onermiddlechen Asaz wärend deene leschte fënnef Joer am Déngscht vun de Bierger a vum Land wëll ech der Madamm Err an natierlech och hirer motivéierter Equipp e grousse Merci am Numm vun der grénger Fraktioun ausschwätzen.

Zu gudder Lescht wëll ech awer och deem neien Ombudsmann, der Madamm Claudia Monti - e schéinen Numm op alle Fall -, vill Freed an eng glécklech Hand mat hirer Aufgab wënschen.

Ech hoffen och, datt dat exzellent Aarbechtsverhältnis tëschent dem Service vum Ombudsmann an der Chamber weiderhi seng Friichte wäert droen. An um Enn dann och e spezielle Merci un d'Vera Haas, déi administrativ Mataarbechterin vun der Petitiounskommissioun, fir hir exzellent Aarbecht. Merci dem Marion a Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt. A Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Arrivederci!

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Arrivederci!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An nächste Riedner ass den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass schonn e puermol hei gesot ginn, ech maachen dat awer och nach eng Kéier, well dat heiten ass dee leschte Bericht, dee mer unhuelen, deen ënnert der Madamm Lydie Err als Ombudsmann redigéiert gouf. An dofir och vu menger Säit a vun der Säit vun déi Lénk wierklech all eis Remerciementer un d'Madamm Err, déi wierklech eng ganz gutt Aarbecht wärend hirer Mandatsperiod gemaach huet.

A selbstverständlech wäerte mir och nach der Madamm Monti an och hire Mataarbechter vill Gléck wënschen an och vill Ausdauer. Mä ech mengen, jiddereen, deen d'Madamm Monti kennt, weess jo och, datt si dat alles huet. Op jidde Fall Ausdauer a Gléck, dat wënsche mer hir.

Den Ombudsmann ass an der Tëschenzäit als Institutioun an der Bevëlkerung ukomm. Dat ass gutt, well et och eng wichteg Ulafstell ass. A well et esou eng wichteg Ulafstell ass, bleiwen ech weiderhin der Meenung, datt mer awer och - et sinn e puer Wierder doriwwer verluer ginn - mussen iwwer e puer Detailer vum Selektiounsmodus diskutéieren an e vläicht och reforméieren.

Mir haten och viru Kuerzem nach, wéi deen neien Ombudsmann selektonéiert gouf, proposéiert, datt ee sech kéint virstellen, datt déi verschidde Kandidaten, déi sech gemellt haten, sech och der Chamber kéinte virstellen. Et koum dunn och zu enger Minireform: Déi verschidde Kandidatinnen a Kandidate si vun der Conférence des Présidents gehéiert ginn.

D'Conférence des Présidents sinn d'Fraktiounscheffen, d'Representantë vun de Sensibilitéiten an natierlech och de Chamberspresident selwer. Dat ass natierlech e Fortschrëtt, deen ee muss begréissen. Ech mengen, datt et weiderhin néideg wier, datt ee sech awer trotzdeem iwwerleet - elo hu mer e bësse méi Zäit, e puer Joer op jidde Fall -, ob een dat net awer vläicht e bësse méi ausweit. Et kéint en Hearing sinn. Et muss net onbedéngt déi ganz Chamber sinn. Et kéint een dat och begrenzen op déi eng oder aner Kommissioun: d'Petitiounskommissioun, d'Institutiounskommissioun, zesumme mat der Presidentekonferenz. Why not? Also et kéint ee sech dat awer och scho virstellen, datt een déi Prozedur e bësse méi opmécht, well schlussendlech muss och all eenzelnen Deputéierten hei seng Stëmm ofginn.

D'Iddi, fir dat esou e bësse méi transparent ze maachen, ass a mengen Aen u sech och eng Aart a Weis, fir den Ombudsmann a seng Institutioun u sech ze stäerken, fir op kee Fall den Doute planéieren ze loossen, datt bei dësem wichtegen Amt iergendwéi eng Persoun selektionéiert gëtt, net onbedéngt wéinst hire Kompetenzen. Ech mengen, dat war bis elo nach net de Fall, mä de Problem ass jo ëmmer, datt et kéint op jidde Fall esou opgeholl ginn. An ech mengen, dat wier net onbedéngt gutt.

Ech wëll awer och ënnersträichen, fir datt een awer ganz kloer ass, datt zum Beispill d'Parteizougehéiregkeet vun engem Ombudsmann net onbedéngt heescht, datt déi Persoun duerno hir Aarbecht net en toute indépendance géif maachen. An ech mengen, dat kann ee souguer gesinn: Souwuel den Här Fischbach, den éischten Ombudsmann, wéi och d'Madamm Lydie Err ware prominent Parteipolitiker an hunn trotzdeem wierklech an totaler Onofhängegkeet gehandelt. An ech mengen, dat huet wahrscheinlech och domadder ze dinn, datt, wann ee grad och nach aus enger Partei kënnt, ee vläicht e bësse méi Efforten och mécht, fir méi iwwert d'Parteilinnen an d'Parteigrenzen eraus an iwwerhaapt fir méi onofhängeg kënnen ze schaffen. Also dat muss een awer och natierlech nuancéieren.

D'Propos, déi zwar net zréckbehale gouf, fir d'Wahl op Zweedrëttelmajoritéit eropzesetzen, doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen, bis elo ware mer der Meenung, am Rapport op jidde Fall, datt een dat net zréckbehale kann. Mä ech menge vläicht awer, datt et eng Diskussioun wäert ass.

Ee vun de Problemer, dee mer awer och seriö mussen ugoen, ass de Kompetenzberäich selwer vum Ombudsmann. Zurzäit ass e limitéiert op staatlech Administratiounen, op Gemengen, op Établissement-publicken. De Problem ass awer deen, datt et aner Strukture ginn, déi am Kader vum private Recht fonctionnéieren, mä déi eng Mission de service public erfëllen. Dat kënne Schoule sinn, dat kënne Crèchë sinn, dat kënnen Altersheemer sinn an esou weider an esou virun.

Wa scho privat Strukture Missiounen erfëllen, déi een am Kader vun enger Mission de service public versteet, da sinn ech awer och der Meenung, datt een dës Strukturen net wéi normal Privatentreprisë soll behandelen. An dat si se jo och net, vu datt se awer trotzdeem zum Deel, heiansdo och zum groussen Deel, vun der ëffentlecher Hand, also vun de Steiergelder och matfinanzéiert ginn, direkt iwwert d'Subventiounen oder awer och indirekt, wéi mat de Chèque-servicen, wat eng ëffentlech Ënnerstëtzung ass vu private Firmaen. Dat gesi mer bei de Crèchen. Et kéint een nach dorobber zréckkommen, ob dat och ganz effikass ass.

Wie vu Steiergelder finanzéiert gëtt, dee soll och de Steierzueler Rechenschaft ofleeën. A wann een e Service public leescht, da muss een och dem Public Rechenschaft ofleeën. Mir hunn am Bericht festgehalen, datt d'Notioun vun der Mission de service public misst klarifizéiert ginn. An ech mengen, dat wäert eng wäertvoll Diskussioun sinn.

Zum Schluss wollt ech nach op dee Punkt agoen, deen an dësem Rapport och méi am Fokus steet: näämlech all déi Plazen, wou Fräiheetsentzuch besteet, vum klassesche Prisong elo ofgesinn. Eng interessant Saach ass, datt den Ombudsmann eng ganz breet Definitioun vum Fräiheetsentzuch virschléit. Dat heescht, datt Fräiheetsentzuch och bedeite kann, datt ee sech an enger Struktur befënnt, wou een zwar theoretesch eraus kann, awer an der Praxis net eraus kann, wéi zum Beispill e Spidol. An anere Länner ginn et schonn Organismen, déi sech ëm esou Situatioune bekëmmeren, a mir sollen eis och dorunner inspiréieren.

Da kommen ech schlussendlech op e méi sensibele Punkt ze schwätzen, deen och schonn hei all Kéiers ugeschwat ginn ass an dee jo och am Zentrum ebe steet vum Rapport. Dat sinn déi Ophuelstrukture fir Asylbewerber. D'Madamm Err huet der am Ganze 16 visitéiert an déi si vu ganz ënnerschiddlecher Qualitéit. Ee vun den Haaptproblemer ass, datt gewësse Strukturen iwwerbeluecht sinn, soudatt heiansdo souguer zwou Familie sech een Zëmmer deele mussen. Dovunner ofgesinn, mengen ech, ginn et och ganz seriö Probemer, wat d'Formatioun ugeet vun de Sécherheetsagenten, déi och vu private Firmae kommen.

An enger Question parlementaire, déi ech zesumme mam Marc Baum gestalt hat un d'Madamm Integratiounsministesch, gouf verséchert, datt dës Agenten och eng Formatioun géife kréien, déi och geschlechtsspezifesch wier an un dës speziell Situatioun adaptéiert wier.

Ech zweifelen, muss ech awer soen. Ech zweifelen awer drun, datt dat esou einfach geet. Ech zweifelen drun, datt dës Leit, also déi Agenten - ech wëll hinnen dat net virwerfen, déi sinn net onbedéngt dofir forméiert gewiescht -, mä ech zweifelen drun, datt dës Leit eng seriö Formatioun kréien, aus deem ganz einfache Grond, datt een och eng aner Klack héiert an deemno wéi och grad vun deenen Agente selwer. An dofir misst een awer weiderhi kucken, ob déi Agente wierklech seriö ausgebilt ginn, étant donné, datt se dat par nature net si vun Ufank un.

Här President, et ass keng Fro vu Luxus, wann een derfir suergt, datt d'Ophuelstrukture fir Flüchtlinge korrekt fonctionnéieren. Propper Sanitären, wou d'Intimitéit och geschützt ass, Méiglechkeeten, selwer ze kachen, Raimlechkeeten, wou net onbedéngt bis zwou Familljen zesummeliewe mussen op enkem Raum, wéi dat och am Bericht beliicht gëtt.

De Problem ass deen, datt sech esou Frust bei de Leit accumuléiert, zemools bei deene méi jonken a vläicht och bei deene méi männlechen. An dat hëlleft kengem. D'Flüchtlinge kréien och oft nogeluecht, si misste sech gefällegst integréieren an dat géif dann och iwwert d'Sprooche lafen. Jo selbstverständlech. Dat géif dann och iwwer Lëtzebuergesch lafen oder Franséisch oder Däitsch. A wa méiglech och nach schnell, och wann déi Leit selwer heiansdo deemno wéi och net dat laténgescht Alphabet iwwerhaapt beherrschen.

Mat wat fir enger Sprooch soll een ufänken? Lëtzebuergesch ass natierlech ganz wichteg a ganz nëtzlech, mä Franséisch ass och ganz wichteg a ganz nëtzlech hei, zemools wann ee muss mat der Administratioun eens ginn. Dat heescht, esou einfach ass dat jo och net hei zu Lëtzebuerg, wann ee vu Leit fuerdert, einfach esou ganz schnell Sproochen ze léieren, zemools wa se e risegen Trauma hannert sech hunn, en Deel vun hirer Famill voire d'ganz Famill verluer hunn oder hiert Émfeld verluer hunn, eng Stad verluer hunn, déi net méi steet an esou weider an esou virun, a wa se duerno an enger ganz friemer Géigend mussen ukommen, wou se keng Repèrë méi hunn.

Dofir musse mir natierlech och derfir suergen, datt d'Flüchtlingen och d'Méiglechkeeten ausnotze kënnen, fir d'Sprooch kënnen ze léieren, well deemno wou si grad ënnerbruecht sinn, op méi isoléierte Plazen, wou d'Infrastrukturen inexistent sinn an d'Transportmëttelen ënnerentwéckelt sinn, do muss een derhannert goen.

Et ass och interessant ze gesinn, wéi déi ganz Fro vun de Flüchtlingen u sech Froen opwerft, déi déi ganz Lëtzebuerger Gesellschaft betreffen. Ech hunn elo grad vun der Ubannung un den ëffentlechen Transport geschwat, dee problematesch ass fir jiddereen, deemno wou ee lieft, mä do kann een och nach iwwert de Logement schwätzen. Dat ass och hei ugeschwat ginn, well wann ee vun engem DPI, also engem Demandeur de protection internationale, zu engem Beneficiaire gëtt, da kann een och eng regléiert Aarbecht fannen. Dat ass scho guer net einfach. Et ass schonn net einfach fir Leit, déi iwwerhaapt hei gebuer sinn, dann ass et ganz schwéier fir déi Leit do. Et kritt een RMG, et muss een eng Wunneng fannen. Mat engem RMG fënns de keng Wunneng! Iwwerhaapt souwisou, mat engem Mindestloun ass et och scho ganz schwéier.

Mat engem RMG kanns de natierlech och dann net an enger Wunngemeinschaft, an enger Colocatioun wunnen. Et gouf och scho gesot: Dat muss wierklech reforméiert ginn!

Dat heescht, unhand vun dësem Rapport hei ginn awer wierklech erëm Problemer beliicht unhand vun der Situatioun vu Flüchtlingen, déi awer déi ganz Bevëlkerung betreffen. An ech mengen, dofir ass et wichteg, datt mer och regelméisseg iwwert de Bericht vum Ombudsmann diskutéieren.

Voilà. Ech mengen, ech si schonn 30 Sekonnen iwwer meng Limitt. Ech soen Iech Merci fir nogelauschtert ze hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prises de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, mir kënnen elo net op déi Punkten agoen, déi net direkt an onsem Ressort sinn. Ech wëll awer vun der Geleeënheet haaptsächlech och profitéieren, fir der Madamm Err Merci ze soe wierklech. Ech hat mat hir eng ganz Rei, ech géif emol soen „stimuléierend" Reuniounen.

(Interruption)

An am Endeffekt si mer ëmmer zu engem gudden a positive Resultat komm fir d'Leit. An ech mengen, dat ass och absolutt wichteg. Ech wëll och nach eemol soen, datt si deen Job vum Ombudsmann mat extremem Engagement ausgefëllt huet. Haut gëtt net méi diskutéiert, ob deen Job wichteg oder net wichteg ass, en ass Deel vun onsem demokratesche System. Ech ka mech gutt erënneren, wéi mer op anere Plazen déi Diskussiounen haten. An et ass eigentlech déi Dier, déi de Bierger sech heiansdo erëm an Erënnerung ruffe soll, wann en a Konflikt ass oder Problemer huet mat den Autoritéiten oder haaptsächlech mat der Administratioun. Et ass also e wichtege Bestanddeel vun onser Demokratie.

Wat déi Punkten ugeet, déi vläicht elo net esou ugeschwat gi sinn, mä déi awer am Rapport stinn, wëll ech emol éischtens soen: Et ass keng geziilte Recommandatioun do. De Punkt vun dem Reclassement, e schwieregt Gesetz, wat ech hei mat mengem Kolleeg vun der Sécurité sociale deelen, ass ugeschwat. Mä ech stellen awer och hei fest, datt mer an deene meeschte Fäll, iwwer 78% vun de Fäll, déi ons ugedroe gi sinn, eng positiv Léisung fir d'Leit fonnt hunn. Dat weist éischtens emol d'Utilitéit vun der Institutioun Ombudsmann, well d'Leit ouni déi Institutioun wahrscheinlech net onbedéngt recht kritt hätten.

An dat anert ass d'Fro vun den Aarbechtsdoktere bei der Aptitude aux postes à risques. Bon, d'Aarbechtsdokteren ënnersti mir net direkt, mä ech muss soen, do si mer konfrontéiert mat engem ganz komplizéierte Problem, well mir hunn einfach net genuch Aarbechtsdokteren am Land. An och all Demandë beim Ombudsmann änneren dat net esou séier, wann ee ganz einfach déi Aarbechtsdokteren net fënnt.

Mä ech verstinn awer, datt mer mussen eng Léisung fannen, wann duerch de Fait, datt een net dee Certificat vum Aarbechtsdokter fir d'Aptitude aux postes à risques huet, dann eng ganz Rei Problemer op eemol kënnen entstoen, notamment beim Reclassement. An do musse mer eng pragmatesch Léisung fannen, well och ganz oft Leit net bei den Aarbechtsdokter geschéckt gi vun hirem Employeur respektiv ganz laang mussen drop waarden, bis si iwwerhaapt e Rendez-vous kréien.

Voilà, dat als e puer Remarquen zu deene Punkten, déi am Rapport iwwer meng Kompetenzen ugeschwat gi sinn. An ech wëll natierlech och vun där heite Plaz der Successeur vun der Madamm Err alles Guddes wënschen an ech freeë mech elo schonn op eng äänlech positiv Kollaboratioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Aarbechtsminister. An den Här Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Vu mir aus och e puer Wierder. Fir d'Éischt och e Merci un d'Lydie Err fir déi Zesummenaarbecht, déi ech iwwer all déi Joren hat. Ech hat d'Chance jo, ewell an der viregter Regierung och am Kader vun deene ganze Kompetenzen am Beräich vun der Agriculture a vun der Viticulture mat hir zesummenzeschaffen, wou mer ëmmer probéiert hunn, aktiv d'Problemer ze léisen. An dat war och an deene Beräicher elo de Fall, a virun allem an der Sécurité sociale. Dofir e grousse Merci, och un d'Rapportrice fir dee flotte Rapport.

Ech mengen, mir hate jo als Ministeren d'Geleeënheet, och eis Punkten anzeginn op déi Recommandatioune respektiv déi Suggestiounen, déi koume säitens vum Ombudsmann zu deenen eenzelnen Theme respektiv och zu de Kaderausriichtungen. Ech mengen, et si Recommandatiounen, et si Suggestiounen, déi ee ganz seriö hëlt. Dat maache mir op jidde Fall. Ech maachen et op jidde Fall a menge Ministèren dauernd.

An ech muss soen, an deem Volet, dee jo eigentlech dee gréisste betrëfft, dee vun dem Beräich vun der Sécurité sociale, deen ëmmerhin iwwer 800.000 Assuréen huet, wou also jiddwereen dermat ka betraff sinn, deen iergendee Fall huet, deen en net ka geregelt kréien oder net esou positiv geregelt ka kréien, wéi e mengt, ass et evident, datt een ëmmer erëm muss um Ball bleiwen, fir ze kucken - an ech mengen, de Marco Schank huet et gesot -, fir och einfach de Leit ze erklären, wat et heescht, wat d'Decisiounen heeschen.

Et muss een natierlech dobäi oppassen, datt een och all Kéiers dee juristesche Kader mat beliicht, well eng Äntwert, déi einfach ass, ass net ëmmer déi aner Ofdeckung. Dofir hunn ech meng Leit beoptragt, datt mer probéieren, dat dote mateneen ze verbannen: méi no beim Bierger, méi einfach fir de Bierger, ouni awer ze vergiessen, datt hannendrun natierlech och Recoursméiglechkeete sinn, déi ee muss ofgedeckt hunn.

An ech mengen, datt mer grad an dësem Beräich, wann d'Agence eSanté eng Kéier komplett steet, eng ganz Rei vu Vereinfachunge wäerte kréien an och nach méi e geziilt a konstruktiivt Schaffen hannendru ka sinn.

Op jidde Fall, och vu menger Säit nach eng Kéier der Lydie Err e grousse Merci an och der Madamm Monti vill Erfolleg an e gutt Zesummeschaffen an deenen nächste Joren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. An ech ginn Iech Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Fortsetzung vun eisem Ordre du jour. Merci.

(Fin de la séance publique à 15.52 heures)

SÉANCE 45

JEUDI,
6 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. Ordre du jour

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- *M. André Bauler - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marco Schank, Mme Josée Lorsché - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gast Gibéryen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. David Wagner - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- *Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

5. Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b

- *Exposé: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de M. Gusty Graas), M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (dépôt d'une documentation)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

6. 7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;
14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;
15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;
16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;
17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;
18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Claude Lamberty*
- *Discussion générale: Mme Martine Hansen (dépôt d'une motion), M. Lex Delles (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler), M. Claude Haagen, M. Claude Adam (interventions de M. Marcel Oberweis et M. le Ministre Claude Meisch), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Claude Wiseler, Mme Martine Hansen et M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Hansen*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Am Moment net.

2. Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire

Da komme mer op déi manner gutt Nouvelle zréck, déi mer gëschter kruten. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun eisem fréiere Kolleeg, dem Här Jean-Nicolas, genannt Jeannot Belling matzedeelen, dee gëschter am Alter vu 65 Joer vun eis gaangen ass.

De Jeannot Belling war eis all als jovialen a weltoppene Miseler bekannt, och wann hien 1952 an der Stad op d'Welt komm ass a seng Kandheet an der Alstad ronderëm de Palais verbruecht huet, wou seng Elteren d'Wiertschaft „Am Tram" haten.

Nodeems seng Aarbecht als Douanier hien op d'Musel gefouert huet an hie sech 1975 mam Maisy Schumacher, déi gebierteg vun der Musel war, bestuet huet, huet hie sech hei am wuelste gefillt an ass ni méi vun do fortgaangen.

1978 ass hien der Demokratescher Partei bäigetrueden. Hien ass ganz séier aktiv an der Partei ginn, an dëst ganz besonnesch um Gemengenniveau, wou hien 1982 Conseiller ginn ass, 1994 Schäffen an dräi Joer duerno, also 1997, Buergermeeschter vun der Gemeng Réimech.

Hien huet sech um Niveau vun der Gemengepolitik ganz staark fir d'Liewensqualitéit, d'Moderniséieren an d'Verschéinere vu Réimech agesat, well d'Potenzial vum Tourismus fir seng Stad him kloer war. Esou huet hien d'Haaptplaz autofräi gemaach, en neie Camping geschaaft, d'Schlittschongspist an als fréiere Schwëmmer an der Nationalequipp natierlech och d'Schwämm renovéiere gelooss.

Esou war hie schonns Enn de 50er Joren Héichleeschtungssportler a war sechs Joer laang an der Schwamm-Nationalequipp. Hie war iwwregens deemools och Landesrekordmann op 1.500 an op 800 Meter Crawl.

De Jeannot Belling hat och Talent fir Musek, souwuel wat d'Instrumenter ugeet; sou huet hien Akkordeon, also Harmonika, Querflütt, klassesch Gittar an och Piano gespillt. Mä säi wuel bekanntest Instrument war seng Stëmm, vun där vill Leit sech bei den Optrëtter vum Réimecher Cäcilië-Chouer konnten erfreeën.

1999 huet hie fir d'Éischt bei Chamberwahle matgemaach an ass, nodeems de Carlo Wagner an d'Regierung geruff ginn ass, an d'Chamber komm. Hie war Deputéierte bis 2004 a war Member vun deene parlamentaresche Kommissiounen, déi sengen Interessen a sengem Engagement entsprach hunn. E war och Member an der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire Benelux.

Dem Jeannot Belling louchen d'Problemer vum sougenannten „drëtten a véierten" Alter um Häerz. Esou ass hien net nëmme wärend 20 Joer President a Sekretär vun der Lokalsektioun gewiescht, mä säit 2014 och Nationalpresident vun der Amiperas.

Hie war och am Verwaltungsrot vu Protransplant a wärend ville Joren am Syndicat d'initiative vu Réimech aktiv an huet och ëmmer vill Freed beim Keelen am Veräin «Réimech 78» gehat.

D'Liesen, a ganz besonnesch déi Lëtzebuerger Literatur, hunn hie passionéiert. Bicher hu säin Aarbechtszëmmer gefëllt an hien huet mat vill Enthusiasmus an Talent bei Sangspiller an Theaterstécker matgemaach.

Mat dem Jeannot Belling ass e frëndlechen an engagéierte fréiere Kolleeg vun eis gaangen, un dee mer eis nach ganz gären erënneren. Senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber eist déift Matgefill an eis éierlech Sympathie ausdrécken.

An ech géif Iech bieden, obwuel mer dat gëschter scho gemaach hunn, nach an Erënnerung un de Jeannot Belling fir eng Minutt un hien ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Ordre du jour

Dann eng kleng Modifikatioun zum Ordre du jour. Op Ufro vum Här Nohaltegkeetsminister mam Accord vun der Conférence des Présidents gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Gibéryen direkt no der Froestonn ze behandelen.

Ass d'Chamber mat där Propositioun d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

A mer géifen dann zum éischte Punkt vun eisem eigentlechen Ordre du jour iwwergoen: d'Froestonn un d'Regierung. D'Regele kennt Der. An ech géif Iech och bieden, Iech un d'Riedezäit ze halen.

Déi éischt Fro kënnt vum Här André Bauler un den Aarbechtsminister iwwert d'Roll vun der ITM bei der Präventioun vun Aarbechtskrankheeten, professionelle Krankheeten. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. D'Funktioun vun der ITM, der Gewerbeinspektioun, ass net nëmmen d'Virbeugung vun Accidenter, mä och d'Präventioun vun de professionelle Krankheeten, dat heescht d'Expositioun op Schied zum Beispill chemescher a biologescher Natur. D'Expositioun kann iwwert d'Haut goen oder, méi geféierlech nach, iwwert d'Longen an d'Bronchen. Ech war e puermol selwer Zeie vun esou Situatiounen, wou Aarbechter Verbundsteng geschnidden hunn ouni Waasser an ouni Mondschutz.

Dofir wollt ech dem Här Aarbechtsminister just folgend Froe stellen: Éischtens, mécht d'ITM Kontrollen an deem Sënn op de Schantercher? Zweetens, wat ass d'Verantwortung vun de Patronen? Drëttens, wësst Der ongeféier, wivill där Fäll am Joer Usproch op eng Indemnitéit umellen am Kader vun enger Maladie professionnelle? A véiertens, ass den Här Minister gewëllt, d'Roll vun der ITM an der Präventioun ze stäerken?

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler.

An d'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat den honorabelen Deputéierten uschwätzt, dat nennt een am medezinnesche Fachjargon - mä, ech mengen, Dir hutt jo en Noper, deen Iech doriwwer ka vill Explikatioune ginn - Pneumoconiose. An dat ass eng Longekrankheet, déi effektiv eng ganz Rei vun Ursaache kann hunn.

An dozou gehéiert notamment déi berüümte Silicose, wou mer wëssen, datt haaptsächlech d'Biergaarbechter an der fréierer Zäit, wou mer Minnen haten, ganz oft betraff waren. Dozou gehéiert awer och déi Longekrankheet, déi een duerch Asbest kritt. An dozou gehéieren och aner Longekrankheeten, wéi Fibrose, déi een duerch Graphite - an dat ass zum Beispill eng Saach, déi hei ugeschwat ginn ass - ka kréien. Ech wëll elo net déi Lëscht weiderféieren. Dat fënnt een alles, wat fir eng Krankheetssituatiounen a -fäll do concernéiert sinn.

Ech mengen, wat hei ugeschwat ass, dat ass effektiv haaptsächlech d'Präventioun. Dat heescht ze kucken, datt déi dote Krankheeten, déi elo haaptsächlech och um Bau entstinn...- wa mer dervun ausginn, datt den Asbest relativ gutt erfaasst ass an och do all grouss Präventioune geholl ginn -, mä an deenen dote Fäll, déi sech besonnesch um Bau erëmfannen, gëllt et präventiv virzegoen.

An do ass natierlech d'ITM concernéiert, mä net nëmmen. Dat do ass och besonnesch eng Saach, déi direkt d'Assurance accident ugeet wéi och d'Aarbechtsmedezinn. Déi Leit, déi op eemol esou Symptomer hunn, déi musse jo am Prinzip och bei den Aarbechtsdokter goen, deen da feststellt.

Ech kann Iech awer elo haut net soen, wivill Fäll datt do en cause sinn. Ech hunn dat och nach ni esou a Statistike fonnt. Ech kéint probéieren nozekucken, souwuel bei der Assurance accident wéi och an der Aarbechtsmedezinn, wivill Fäll eventuell do bekannt sinn. Dat kann ech Iech haut net soen.

Wichteg ass natierlech, datt mer déi Reglementatioun, déi jo an enger Rei vu Reglementer drasteet, wat d'Sécurité et santé au lieu de travail ubelaangt, an och besonnesch dat Gesetz vun '99 applizéieren. An do huet d'ITM natierlech e Rôle. An ech ginn och dervun aus, an ech hunn och dem Direkter vun der ITM un d'Häerz geluecht, och déi doten Aspekter mat eranzehuelen, fir ze kucken, datt, wann een op engem Chantier Situatioune gesäit, wou effektiv esou Stëbs entsteet, wat herno ka schlëmm Konsequenze fir d'Gesondheet vun de Leit hunn, een effektiv dann och probéiert, dat ze änneren.

Moyene gëtt et. D'Moyene sinn eigentlech technesch Moyenen haaptsächlech. Ech weess och net, ob e Mondschutz ëmmer dat Bescht ass, mä et gehéiert derzou. Dozou gehéieren natierlech och Apparater, déi maachen, datt wéineg Stëbs entsteet. Déi si vläicht e bësse méi deier, mä et ass awer haut wierklech keng gréisser Problematik, fir esou Apparater anzesetzen, déi mat Waasser funktionéieren an duerfir och dann empêchéieren, datt Stëbs entsteet.

D'Präventioun ass den Zentrum vun deem Thema. Dir wësst, et ass op Honnerte Chantieren, wou esou Situatioune geschéien. Dat heescht, mir kënnen net elo op all Chantier ee schécken a kucken, ob elo dee Steen do esou geschnidde gëtt mat där Maschinn, wou mer wëllen, mä mir wäerten dann elo un d'Entreprisen eng Circulaire schécke vun der ITM, zesumme mat der Assurance accident eventuell, fir ze soen: „Passt op déi do Problematik op! Maacht, datt d'Leit net deem Stëbs exposéiert sinn, deen effektiv déi do Risiken - nach eemol, Pneumoconiose - ka provozéieren!"

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat war eng Punktlandung! Merci, Här Minister.

Da si mer saiséiert mat zwou Froen, déi eng iwwert de Carsharing an déi aner iwwert de Carpooling. Ech géif proposéieren, dass déi zwee Froesteller hir Froe kéinten noenee stellen an den Här Minister dann op déi zwou zesummen äntwert.

(Interruption)

Dir hutt dann eng gewëssen Indulgence. Ech mengen zwar, dass et mat véier Minutten duergeet, och wann et zwou Froen zu engem äänleche Sujet sinn.

Den Här Schank huet d'Wuert.

- Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marco Schank *(CSV).*- Voilà. Merci, Här President. Meng Froen dréien ëm de geplangte Carsharing-Projet vun den CFL. An enger Äntwert op eng Question parlementaire am Februar dëst Joer sot den Nohaltegkeetsminister, datt an enger éischter Phas op deenen 20 am meeschte frequentéierte Garen zu Lëtzebuerg fir d'CFL-Clienten eng 100 Autoe géife prett stoen. Duerno soll de Projet och op Garen am noen Ausland ausgedeent ginn.

Ech hunn elo gelies, datt «CFL Mobility», eng privat Sociétéit, déi der CFL gehéiert, deen nationale Carsharing soll bedreiwen. An hire Geschäftsführer, den Här Jürgen Berg, huet an der Press gesot, de Projet géif elo am richtege Moment kommen - ech zitéieren - «(...) car tous les éléments sont réunis pour que cela fonctionne».

Mech géif interesséieren, wat dat heescht a wéini et soll tatsächlech ugoen. Ass et richteg, datt déi Sociétéit amgaangen ass, Leit anzestellen? Et ass vu 15 bis 20 Persoune rieds gaangen an deem Artikel.

Den Här Berg sot an der Press sënngeméiss, datt am Hierscht - «à l'automne» - net nëmmen den nationale Reseau fir Carsharing vun den CFL an deene wichtegste Garen am Land prett wier, mä och an deene wichtege Gare fir d'Frontalieren an an deene wichtegste Pôles d'échanges mat de Zones d'activités. Ben, den Hierscht, dat ass geschwënn, dat ass an dräi Méint. Ass dat esou mat där Date limite?

Et huet och vum Här Berg geheescht, déi zwee aner Operateuren am Carsharing zu Lëtzebuerg, den „Carloh" fir d'Stad Lëtzebuerg an den „City Mov'" fir d'Nordstad, wiere keng Konkurrenz fir d'CFL. A bei där Ausso däerf d'Fro erlaabt sinn, ob d'Offer dann openeen ofgestëmmt ginn ass vun deenen dräi Operateuren, well jo net all Operateur déiselwecht Viraussetzunge respektiv Zilsetzungen huet.

Ech hu mer och soe gelooss, datt d'Moyenne de trajet bei „City Mov'" bei 20,5 Kilometer läit, dergéint bei „Carloh" bei 170 bis 200 Kilometer, wat jo scho méi op een „Rent a car" erausleeft. Duerfir och meng lescht Fro: d'Fro nom Public cible vun dem Carsharing.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Schank. An d'Madamm Lorsché ass als Nächst un der Rei. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Meng Fro geet an déiselwecht Richtung wéi déi vum Kolleeg Marco Schank, mä se ass méi allgemenger Natur. Ech mengen, ech muss d'Virdeeler vum Carpooling net laang opzielen. Se si bekannt. Se besti jo, éischtens, an der Reduktioun vun de Käschte fir deen Eenzelnen, well d'Käschten opgedeelt kënne ginn, an zweetens awer och doran, datt d'Zuel vun den Autoen op de Stroosse massiv reduzéiert ka ginn. Dat féiert jo natierlech net nëmmen zu manner Stau, mä och zu enger massiver Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen an zu der Verbesserung vun der Loftqualitéit.

Vu datt zu Lëtzebuerg nach ëmmer 82% vun alle Strecken am Privatauto zréckgeluecht ginn

an datt duerchschnëttlech an eisem Land net méi wéi 1,2 oder 1,1 Persounen an engem Privatauto fueren, hutt Dir decidéiert, Här Minister, de Carpooling konsequent auszebauen an och d'Grenzregioun mat anzebezéien, nieft allen anere Moossnamen, déi Der schonn ergraff hutt, fir d'Mobilitéit an eisem Land ze verbesseren.

Meng Fro ass an deem Kontext globaler Natur, méi generell ebe wéi déi vum Här Schank. Ech wéilt en allgemenge Bilan kréien iwwert dat, wat schonn en place ass, an dann awer och, wat Dir nach alles wëlles hutt, fir méi Leit derzou ze bewegen, hire Privatauto am Alldag mat anere Leit ze deelen.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

An d'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. A Merci och deenen zwee Deputéierte fir déi Froen. Carsharing a Carpooling, och wann et d'nämlecht kléngt, ass net dat nämlecht. Dat eent ass: „Ech lounen en Auto", an dat anert ass: „Ech lounen eng Plaz, fir matzefuere mat engem aneren am Auto."

Vläicht fir d'Éischt zum Carsharing. De Projet ass um Lafen. D'Gesellschaft ass gegrënnt ginn den 21. Mäerz dëst Joer. Entre-temps gëtt et och en Numm fir déi Gesellschaft, wéi se soll heeschen. Ech wëll deen dann hei exklusiv der Chamber als Éischt matdeelen. E wäert „Flex" heeschen, wéi Flexibility, „Flex". Et si scho siwe Leit agestallt gi bei der Gesellschaft.

Si sinn och baséiert zu Waasserbëlleg. Do ass eng Filial gegrënnt gi vun den CFL, déi zu Waasserbëlleg an der Gare Waasserbëlleg hire Siège huet. De System wäert ufänke mat 20 Statiounen a 85 Gefierer, dovunner 15% Elektrogefierer. A bis 2026 gëtt ugestrieft, fir 100% Elektrogefierer ze hunn.

D'Zilpublikum ass kloer: e Complément zu dem Zuch. Dat heescht, et ass am Fong, fir datt den Zuch e verlängerten Aarm kritt, wann een et esou wëllt huelen. Dat heescht, datt d'Zuchnotzer eng Sécherheet hunn, datt jee nodeem, wuer se fueren, se och op enger Gare kënnen op en Auto zréckgräifen. Dat heescht, dat gëtt hinne gewësse Garantien, datt se méi flexibel sinn, wa se den Zuch och kënnen huelen.

Also, et ass am Fong en Zilpublikum, wat e bëssen aneschters ass, géif ech soen, wéi bei deenen anere Systemer. Duerfir ass d'Tarifikatioun och ganz sécher net grad d'nämlecht. Dat ass awer net dramatesch.

Op wat soll opgepasst ginn? Dat hat ech der Eisebunn un d'Häerz geluecht, dat ass, datt déi Systemer, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, elektronesch matenee kompatibel sinn, datt mer herno alles op d'mKaart dropkréien an de Client de Choix huet ze wielen, wat e wëllt notzen.

Et ass och esou, datt de Projet am September wäert am Detail virgestallt ginn. Da wäerte mer et och anhalen, wéi mer et versprach hunn, datt Enn November, géif ech soen, de System operationell ass. An och d'Zilsetzung, iwwert d'Grenzen eraus ze goen, déi bleift an der Optik bestoen, mä et geet elo mat 20 Statioune lass. Déi befanne sech op deene wichtege Plazen, laanscht Garen, Pôle-d'échangen, awer duerch d'ganzt Land verspreet, vun Norden, Süden, Oste bis Westen. Jiddweree kritt seng Statioun.

De Carpooling, wat d'Madamm Lorsché freet, dat ass och e Projet. Do si mer schonn eng länger Zäit oder e gutt Joer amgaangen, drun ze schaffen. Mir haten en europäesche Marché négocié lancéiert, fir eng Firma ze sichen, déi eis déi Service-Plattform soll schafen. Dat heescht, dat ass jo am Fong eng Service-Plattform, déi ganz staark op d'digital Technik opbaut, mat Geolocalisatioun an esou weider, déi ganz innovativ wäert sinn.

Eelef Firmen hate matgemaach. Am zweeten Tour sinn der dräi zréckbehale ginn. An net méi spéit wéi haut de Moien hunn ech ënnerschriwwen, wien den Zouschlag kritt huet. Ech kann Iech dat awer nach net matdeelen, well zwou Wochen Delai sinn - dat ass den Delai -, déi aner kréie jo elo matgedeelt, datt se net geholl gi sinn, wou se kënnen Asproch huelen.

Et ass awer esou, datt och do de Projet wäert genau am Timing agefouert ginn, wéi mer et virgesinn haten, an zwar Enn des Joers. Oktober/November wäert e fir de grand Public lancéiert ginn. Et ass och eng grouss Konferenz den 20. November an der Chambre des Métiers iwwer Mobility Management. An déi wäerte mer notzen, fir dat ganz grouss virzestellen.

Mir hunn och hei zum Zil, fir... An et si scho ganz vill Firmen, mat deene mer Kontakt hunn, fir direkt mat Firmen zesummenzeschaffen, datt mer eng Masse critique kréien, déi ganz grouss ass am Ufank, datt d'Angebot och, fir matzefueren, gutt ass. An och do kann ech Iech awer den Numm soen, well deen ass och do erausgewielt ginn, och exklusiv, well deen ass eréischt och gëschter decidéiert ginn. Dat wäert heeschen „Copilote". Dat heescht: „Ech fuere mat, ech sinn e Kopilot." An et ass och e Wuert, wat sech an alle Sprooche relativ gutt eegent, wat jiddweree versteet.

Also déi zwou Neierungen, souwuel de Carsharing wéi de Carpooling, wäerte bis Enn des Joers a Betrib goen, niewent enger ganzer Rei anere Saachen am Eisebunnssecteur, ech mengen, déi Der entre-temps kennt an déi mer och nach genuch wäerte bekannt ginn an deenen nächste Méint.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister.

A mer kommen zu der nächster Fro, gestallt vum Här Roger Negri a betreffend déi nei Kräizung an de Bypass beim haitege Rond-point Gluck.

- Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Mir haten den 30. Juni, quasi virun engem Joer, de Projet gestëmmt vun der neier Nationalstrooss iwwer Bouneweg, den Houwald. An do war och déi nei Configuratioun vum Rond-point Gluck, deen ëmgebaut gëtt an eng Kräizung mat Luuchten.

Wann een elo e bëssen awer kuckt, wat alles do geschitt um Ban de Gasperich an esou weider iwwer e Joer, an och, wou een elo gesäit, dass d'Rue Gluck och zou ass - do wollt ech direkt d'Fro drunhänken, ob déi erëm eng Kéier sollt opgoen -, do wollt ech de Minister awer vläicht nach eng Kéier froen an deem Sënn, dass ee sech awer e bësse Gedanke mécht, an Dir kënnt Iech erënneren, Här Minister, dass sengerzäit eise Spriecher, de Georges Engel, sech och schonn e bëssen déi Froe gestallt huet...

Well, wat mer immens gutt fannen: Mir baue jo en Tunnel elo ënnert der Kräizung Richtung vun der Stad, Richtung Süden, ob een dann net awer kéint an déi Richtung goen, wou een elo plangt... Ech kann Iech dat soe vu Mamer, wou och am Rond-point Tossebierg en Tunnel gebaut ginn ass, ënner schwéiere Konditiounen, wat am Fong geholl e bësse schued ass, dass een net profitéiert aus pragmatesche Grënn, fir an déi aner Richtung datselwecht ze maachen.

Dofir geet meng Fro an déi Richtung. Compte tenu vun där Situatioun, dass do elo wierklech vill gebaut gëtt, dass et och elo schwiereg gëtt, zemools wou Der, mengen ech, och elo déi gutt Decisioun geholl hutt, fir d'Autobunn vun Diddeleng vun der Grenz op dräi Spuren ze maache bis an d'Stad eran, bis an d'Croix de Gasperich an d'Croix de Cessange, déi ganz Geschicht, ass et e bësse vläicht eng Fro, ob een net kéint pragmatesch virgoen.

Well ech wëll just am Argument dat heite soen: Sengerzäit... An ech ka mech nach aus mengem fréiere Beruff dorunner erënneren, wéi schwiereg et war, d'Rocade de Bonnevoie mat der Penetrante do ze bauen, wou et jo awer normal virugeet an d'Stad, wou ee quasi kann, wéi mer alleguerte wëssen, iwwert déi al Bréck zweespureg an den Tunnel do fueren erëm vum Saint-Esprit. Ob dann net aus där Consideratioun awer wierklech en onnëtze Fläschenhals do gebaut gëtt, fir dass déi Leit aus dem Süden awer tant soit peu eng Chance hunn, nach normal an d'Stad ze kommen. Si gi jo séier elo erausdrainéiert. Dat wär am Fong meng Fro.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här Nohaltegkeetsminister ass erëm um Tour.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci och dem Här Negri fir déi Fro. Déi ass net nei. Mir haten déi och, wéi e selwer seet, laang diskutéiert an der Kommissioun, wéi mer deemools de Gesetzesprojet gestëmmt hunn. An et gëtt am Fong och keen neie Moment zënter der Kommissioun, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn, an haut.

Et muss een oppassen: Weder de Rond-point Gluck haut, nach an Zukunft d'Kräizung, déi do op der Plaz wäert amplaz kommen, si jo eppes Isoléiertes. An et kann ee sech vläicht Saache virstelle mat Sous-terrain, datt een elo a priori mengt, dat kéint Sënn maachen, mä et muss een déi Kräizung do gesi mat anere Kräizungen a Verbindung. An duerfir si jo och Simulatioune gemaach gi vun de CMT respektiv et si ganz genau Analyse gemaach gi vun enger ganzer Rei Büroen, wéi een déi Kräizung am Zesummespill mat all deenen anere Saache soll kucken.

Mir musse se jo ëmbauen, fir datt se méi Capacitéit kritt. A mir musse kucken, datt mer se awer och esou regléiert kréien, datt se net ze vill duerchlässeg ass op béide Säiten, well dat soss Inzidenze kann hunn op aner Kräizungen. Dat heescht, wa mer elo hei zwee Sous-terraine bauen, virun allem deen, deen elo verlaangt gëtt, dann huet dat natierlech eng immens Inzidenz op aner Luuchtekräizungen. An dat ass an de Simulatiounen hei erauskomm. An duerfir gëtt och nëmmen deen ee gebaut.

An déi Kräizung wäert och fonctionnéieren. Dat ass jo och net souwisou dat Eenzegt, wat mer maachen an deem Raum, fir datt de Verkéier soll besser goen. Dir musst jo wëssen, datt mer och souwisou... Den Tram wäert gebaut ginn, déi nei N3 wäert nach aner Fonctionalitéiten hunn, soudatt een dat am Zesummespill muss gesinn.

An dann hoffe mer jo och an Zukunft, datt duerch déi vill Investissementer mat der Gare Houwald an esou weider... D'Fluxe vun den Autoe musse mer och kucken, datt mer déi, wann net zréckgedréckt kréien, mindestens dierfe se net nach weider wuesse par rapport zu den Aarbechtsplazen, déi mer do an deem Eck schafen.

Also, wéi gesot, et gëtt keen neie Moment. An aus deene Grënn, wou ech gesot hunn, vun dem Oppassen op den Impakt op aner Kräizungen, loosse mer de Projet esou, wéi en elo gestëmmt ginn ass vun der Chamber. An esou wäert en dann och ëmgesat ginn.

Merci.

(Interruption)

Jo, d'Rue Gluck, dat ass natierlech keng Statsstrooss. Also, dat ass eng Gemengestrooss. Da musst Der eng Ufro am Stater Gemengerot maachen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Gibéryen un den Nohaltegkeetsminister, deen direkt kann heibleiwen, a se dréit sech ëm eng eventuell Vergréisserung vun der N7 vum Fridhaff un. Här Gibéryen!

- Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, et ass regelméisseg, datt mer heibannen iwwert den Ausbau vun der Nordstrooss schwätzen. Eng Kéier vum Fridhaff an d'Éislek, déi aner Kéier vum Fridhaff Richtung Colmer-Bierg. Ech wëll mech haut méi beschäftege mat der Fro vum Ausbau vum Colmer-Bierg op de Fridhaff.

De Minister huet de 6. Januar d'lescht Joer op eng Question parlementaire vun de Kolleegen Hansen, Schank, Kaes an Eicher geäntwert, datt d'Regierung decidéiert hätt, deem Stéck vun deem Tronçon Prioritéit ze ginn, fir déi ze sécheren, a se op zweemol zwou Spuren auszebauen. An därselwechter Äntwert huet de Minister gesot, datt do e wichtege Site archéologique wier, wou nach géie Fouillë gemaach ginn. An déi géifen dann nach bis 2016 weidergoen. An en huet gesot, laut dem aktuelle Stand, wéi gesot Januar 2016, kéint een dermat rechnen, datt en Avant-projet détaillé bis Hierscht 2016 kéint virleien.

Duerfir meng Froen un den Här Minister, wéini datt ee mat deem Avant-projet, dee fir den Hierscht 2016 virgesi war, rechne kann; zweetens, ob déi Etüden, wat de Site archéologique ubelaangt, an der Zwëschenzäit fäerdeg sinn; a wéini datt ee kéint mat engem Avant-projet détaillé rechnen.

An déi véiert Fro: Wéini datt ee kéint, méi mëttel- oder laangfristeg gesinn, eng Kéier mat engem Projet de loi rechnen. Fir wéini datt d'Regierung den Ausbau vu Colmer-Bierg Richtung Norden/Fridhaff programméiert huet, wéini datt ee kéint dermat rechnen, datt dee Projet hei an der Chamber kéint zum Vott kommen, vu datt mer jo wëssen, datt all déi Projeten do vun der Etüd bis de Projet, bis se ugefaange ginn, bis se fäerdeg sinn, e Jorzéngt däerften daueren. An duerfir meng Fro, wéini datt mer konkret mat deem Projet kéinten ukommen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An den Här François Bausch huet erëm eng Kéier d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, an och Merci dem Här Gibéryen fir déi Fro. Ech mengen, bei deem Stéck, wat en do freet, gëtt et am Fong zwou Sektiounen. Déi éischt Sektioun, dat ass déi vu Colmer-Bierg op Ettelbréck, also déi sougenannte B7, déi dann eng Kéier eng A7 gëtt, wa se bis fäerdeg ass. An dat Zweet ass den Accès ZANO um Fridhaff, also d'N27A mat der B7.

D'Léisung a puncto Kaméidi; et ass jo och e grousse Problem vu Kaméidi gewiescht an deem Eck bei Colmer-Bierg. Do ass eng Etüd gemaach gi mam Environnement zesummen, déi läit och elo vir, wou och festgehale gëtt, wat muss an den APD vum Gesetzesprojet ageschriwwe ginn, fir datt mer do keng Problemer kréien a puncto Kaméidi.

Den Tracet ass och ëmgeännert gi wéinst den archäologesche Fouillen, also wéinst deem Site, dee mer do fonnt hunn. Deen ass och elo definéiert. Mir komme laanscht déi Ausgruewungen. Also dat, wou mer nach virun, ech géif soen, engem hallwe Joer e bësse Bauchwéi haten, wéi mer dat géifen hikréien, ass awer elo erreecht ginn, soudatt d'Administratioun, also d'Stroossebauverwaltung elo amgaangen ass, en detailléierte Plang, also den APD, auszeschaffen, esou séier wéi méiglech. A wann den APD bis fäerdeg ass, dat ass jo am Fong och d'Gesetz, dat geet dann duerch de Regierungsrot a wäert an der Chamber deposéiert ginn.

Ech kann elo hei nach net e genauen Datum soen. Ech ginn awer dervun aus, datt et nach an deenen nächste Méint ass. Also bis Enn des Joers misst den APD, géif ech soen, fäerdeg sinn. An da kënnt en och duerno als Gesetz an d'Chamber.

Zu dem Tronçon B, do hunn ech den Arrêté ënnerschriwwen, wat d'Ausschreiwung ubelaangt, dat heescht, dee ganzen Ëmbau vum Fridhaff mat de Bypassen. Do fänken d'Entreprisen elo gläich u mat schaffen a si prett. Si wäerte wahrscheinlech direkt nom Congé collectif ufänke mat schaffen. Also, dat heescht, déi zwou Sektiounen. Déi eng geet wahrscheinlech elo relativ séier, an déi aner Sektioun, soubal mer d'Gesetz, den APD fäerdeg hunn, deposéieren ech en. An do wäerte mer och kucken, esou séier wéi méiglech do unzekomme mat den Aarbechten.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

An déi nächst Fro kënnt vum Här Marc Spautz an dréit ronderëm d'Familljenzoulagen. Se riicht sech un d'Familljeministesch. Här Spautz!

- Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Madamm Minister, ech wollt d'Fro stellen: De Juli 2016 huet d'Regierung e Projet de loi deposéiert, wou et ëm d'Upassung a Geldleeschtungen oder a Saachleeschtungen un de Salaire médian geet, wat d'Evolutioun vun de Kannerzoulagen ubelaangt.

Am Oktober 2016 huet de Conseil de... net de Conseil de Gouvernement, mä de Conseil d'État gesot, si géifen an deem Projet d'Demande de plus-value normative vermëssen. Si hu fonnt, dat wier «tributaire de la volonté politique» an dann en «manque de cohérence». An dat war am Oktober 2016.

Opgrond vun aneren Dossiere war et bis elo nach net méiglech, dass mer an der Kommissioun konnten doriwwer schwätzen. Dofir meng Fro un d'Regierung, wéi et elo domadder ausgesäit, wat do ënnerwee ass. Kënnt do en neie Projet? Gëtt dee Projet amendéiert?

Well vum Oktober bis elo sinn awer e puer Méint vergaangen. Net dass een herno ënner Zuchzwang kënnt, wann dat soll an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools Merci, Här President. Merci dem Deputéierte Marc Spautz fir seng Fro.

Et ass effektiv en Text, deen op engem Accord baséiert, deen d'Regierung den 28. November

2014 mat de Gewerkschaften ënnerschriwwen huet. Doropshin hu mer mat de Gewerkschaften zesummen deen Text ausgeschafft. A wéi Der richteg gesot hutt, ass den Avis vum Statsrot elo schonn eng Zäitchen do. D'Diskussiounen dorëms sinn awer nach net definitiv ofgeschloss. D'Regierung wäert natierlech en temps utile doriwwer kommunikéieren. Ech erënneren drun: Et geet drëms, d'Prestations en nature et en espèces ze analyséiere par rapport zu der Evolutioun vum Salaire médian. A wann een dann do en Ecart feststellt dee Moment, da soll eng Adaptatioun kommen.

Ech mengen, Dir hutt schonn zitéiert, wat am Avis vum Statsrot steet. Mä onofhängeg vun deem Mechanissem, dee jo en technescht Instrument ass, wëll ech nach emol drun erënneren, dass d'Regierung weider massiv an d'Familljen an an d'Kanner investéiert. D'nächst Woch wäert Der hei an der Chamber iwwer e Gesetzesprojet ofstëmmen, dee vu September un d'gratis Kannerbetreiung wäert aféieren. Och wäerten d'Chèque-servicë méi gënschteg ginn. Dat heescht, dass d'Eltere manner wäerte bezuele fir d'Chèque-servicen, wann hir Kanner an eng Maison relais ginn zum Beispill. Domadder entlaaschte mer d'Familljen nach emol extrem. Do wäert d'Regierung ganz, ganz vill dran investéieren.

An da wëll ech awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Regierung am Moment dru schafft, fir d'Schoulbicher fir all Kanner an all déi Jugendlech an de Lycéeë gratis ze maachen. Do schaffe mer am Moment drun, an ech sinn och sécher, dass mer dat och nach wäerten an dëser Legislaturperiod maachen. Dat heescht, et brauch ee sech am Fong keng Suergen ze maachen ëm d'Prestatiounen en nature et en espèces, well do investéiere mer massiv dran, soudass déi souwisou vill, vill méi séier evoluéiere wéi de Salaire médian. Mä mir schaffen awer och natierlech weider un deem Text a virun allem um Avis vum Statsrot, deen Dir ganz richteg och zitéiert hutt.

Villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Minister.

An déi nächst Fro kënnt vum Här David Wagner, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an dréit ronderëm d'Vergréisserung vum Lycée vu Bouneweg.

- Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Den Här Lamberty huet et scho verstanen. Ech wollt déi Fro stellen opgrond vun enger Question parlementaire, déi den Här Lamberty gestallt hat, mä ech hätt awer nach weider Froen, déi souwisou dat net ausschléissen, wat justement d'Vergréisserung ugeet vum Lycée technique de Bonnevoie a wou en zweeten Appel de candidatures gestallt ginn ass am Kader vun enger PPP, enger „public private partnership".

Den Här Minister huet e Méinden op d'Fro vum Här Lamberty geäntwert no zwee Méint. Dofir hu mer eis och d'Fro gestallt, firwat et esou laang gedauert huet, fir einfach nëmmen ze äntwerten, u sech hätt de Chantier nach net ugefaangen. Et wier net esou gewiescht, datt en éischte Prestataire ugefaangen hätt an dat duerno näischt gi wier an esou weider.

Meng Fro wier awer trotzdeem, well, wéi de Mierscher Lycée zum Beispill gebaut ginn ass an dat hei votéiert ginn ass an hei an der Chamber diskutéiert gouf, gouf och zu Recht, och vum Här Kox mengen ech, an der Debatt gesot, et misst ee kucken, well et eng PPP war, dat heescht, schonn eng Form vu Privatisëierung, wéi een dat duerno evaluéiert, also datt een eng Evaluatioun misst maachen, ier een eng nei PPP géif ënnerhuelen. Wat richteg ass! Den Här Minister hat och a senger Äntwert op d'Fro vum Här Lamberty gesot, mir hätte gutt Erfahrunge mam Mierscher Lycée gemaach. Gëtt et do eng Evaluatioun? Ass do iwwerhaapt eng Evaluatioun gemaach gi vun der PPP vum Mierscher Lycée? Dat wier interessant, fir ze wëssen, awéifern déi gutt Erfahrunge gemaach gi sinn.

An als Zweet awer prinzipiell d'Fro: Mengt den Här Minister, datt eng „public private partnership" wierklech eng gutt Saach ass, fir e ganzen Deel vun enger Schoul an deem Fall ze geréieren oder fir prinzipiell Schoulen ze bauen an duerno och nach ze geréieren? Wuel wëssend, datt d'ëffentlech Hand do elo villes verléiert an datt mer dann och net innerhalb vun der Chamber doriwwer diskutéiere fir esou gréisser Projeten.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Der hutt d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Och dem Här Wagner Merci fir déi Fro.

Éischtens emol, et ass net eng Vergréisserung vum Lycée technique Bouneweg, mä e gëtt komplett nei gebaut. Dat heescht, dat Gebai, wat do besteet, verschwënnt a gëtt ersat duerch e komplett neit Gebai. Et ass also schonn eng opwendeg Geschicht, déi mer do maachen.

Zweetens, dee Lancement, also mir hate jo d'Ausschreiwung vun där PPP scho lancéiert, deen huet missen annulléiert ginn aus engem ganz banale Grond, well déi sechs Offeren, déi virlouchen, alle sechs net d'Konditiounen erfëllt oder net all d'Konditiounen erfëllt hätten, wéi se am Cahier des charges virgesi waren. Also duerfir ass eis näischt aneschters iwwreg bliwwen, wéi e Relancement ze maachen. Also dat heescht, et war net komplett, d'Dossiere waren net komplett.

Et geet awer elo schnell weider. D'Ausschreiwung ass lancéiert. Mir verléieren am Ganzen duerch de Fait, datt mer am éischte Worf kee fonnt hunn, dräi Méint, soudatt mer am gesamten Timing wäerten awer à peu près do bleiwen, datt mer Enn 2020, Ufank 2021 déi Schoul kënnen opmaachen.

Ass eng Evaluatioun gemaach ginn? Natierlech ass eng gemaach gi vu Miersch an déi ass einfach positiv gewiescht. Ech wëll net behaapten, datt eng PPP méi bëlleg gëtt, wéi wann ech en ëffentlech normal finanzéieren. Et gëtt och net onbedéngt méi deier, dat hänkt dervun of, wéi d'Marchéskonditioune grad sinn. Mä wat awer sécher ass: Et geet méi séier, wéi wa mer iwwert deen anere Wee fueren. An hei ass e groussen Drock do bei der Schoul, fir déi ebe relativ séier gebaut ze kréien.

Mir kommen an de Prozedure méi séier weider a mir hu vun Ufank un - dat dierf een awer och net ënnerschätzen - e kloren Iwwerbléck iwwert d'Fonctionnementskäschten. Dat heescht, et ass jo net de Stat, deen déi herno dréit, mä den Exploitant, also net deen, deen d'Schoul hält - d'Schoul fonctionnéiert als ëffentlech normal -, mä et ass deen, dee fir d'Botzen zoustänneg ass a kuckt, datt d'Heizungen an alles an der Rei sinn a fonctionnéieren, wéi et beim Mierscher Lycée och ass.

An do ass kloer eng Evaluatioun gemaach gi vun dem Mierscher Projet an déi ass u sech ganz positiv. An duerfir ass d'Konklusioun och net, datt mer an Zukunft e lauter PPPe maachen, mä datt mir geziilt kucken, jee nodeem wat fir ee Projet mer wëlle maachen, wou dat Sënn mécht, wéi zum Beispill hei, wou mer gäre ganz schnell weiderkommen, an datt mer dann dat Instrument zéien. An ech mengen, Dir wësst jo och, datt mer nach x Projeten an der Chamber lafen hunn oder wäerte lafen hunn an den nächste Méint vun neie Schoulen, déi mer wäerte bauen, déi dee ganz normale Wee gebaut ginn, iwwer en normaalt Gesetz, wéi dat an der Vergaangenheet bis elo de Fall war. Also et bleiwen éischter Ausnamefäll an et gëtt net zur Regel.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister.

Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Hetto-Gaasch, riicht sech un de Sozialminister an dréit ronderëm d'Prise en charge vum Traitement vum Lipödem.

- Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lipödem ass eng chronesch Krankheet, déi just d'Frae betrëfft. Eng vun zéng Fraen ass hei concernéiert. Et ass eng Stéierung vun der Fettverdeelung, wouduerch d'Fettzellen am Kierper am Gewebe vun der Ënnerhaut am Fong geholl krankhaft vergréissert sinn.

Derbäi kënnt och, dass d'Lymphe net méi gutt offléisse kann an d'Flëssegkeet sammelt sech dann an den Zellzwëscheraim. Et bilde sech Ödemer. Déi Fraen hunn extrem vill Péng a si kréien och ganz séier blo Plazen, ouni dass se sech musse fest gestouss hunn.

Et gëtt verschidden Therapien. D'Kompressiounstherapie, wou d'Patientin flaachgestréckten, op Mooss gemaachte Kompressiounsstrëmp de ganzen Dag muss undoen. De Käschtepräis läit hei tëschent 350 an 800 Euro. A wou et wichteg ass, dass si op d'mannst en zweet Puer huet, fir ze wiesselen, an all sechs Méint muss si och neier kréien, well dann déi aner ausgeleiert an och ouni Wierkung sinn.

Zweetens, déi manuell Lymphdrainage, déi de Lymphsystem stimuléiert. Hei sinn zwou bis fënnef Behandlungen d'Woch noutwendeg. Hei mussen d'Patientinnen awer mëttlerweil, zanter sechs Méint, selwer 30% vun de Käschten iwwerhuelen, wat zu enger Eegebedeelegung vun tëschent 750 an 2.500 Euro pro Joer ka féieren.

An drëttens dann d'Operatiounen, déi dat krankt Fettgewebe eraussaugen.

Et ass kloer, dass d'Leit och hiren Deel selwer musse bäidroen duerch noutwendeg Bewegung, duerch adaptéiert Ernärung, mä dat eleng geet awer net duer. An duerfir wollt ech de Minister froen, ob en net dach awer bereet wier, de Leit eng Grëtz méi entgéintzekommen, wat déi finanziell Entlaaschtung ubelaangt. Duerfir misst fir d'Éischt de Lipödem als Pathologie lourde unerkannt ginn.

Zanter dem 01.01.2017, also vun dësem Joer un, iwwerhëlt d'CNS jo d'Lymphdrainage net méi zu 100%, mä nach just zu 70%. Do wollt ech froen, ob de Minister gewëllt ass, de Patienten nees en 100%ege Remboursement vun der Lymphdrainage zouzesoen an och d'Zuel vun de Sitzungen net just op aacht ze begrenzen, well d'Leit mussen alt véiermol d'Woch dohigoen, an domadder gëtt de Patient jo am Fong geholl quasi forcéiert, dass en all zweet Woch muss eng nei Ordonnance bei den Dokter siche goen, wat dann och erëm mat Käschte verbonnen ass.

Ass de Minister gewëllt, d'Käschte vun deenen deiere Kompressiounsstrëmp do bis zu 80% ze iwwerhuele bei zum Beispill véier Puer pro Joer? An ass de Minister bereet, och de Stadium véier kloer ze definéieren, ab deem d'CNS bereet kéint sinn, fir Operatiounen ze rembourséieren? Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An de Sozialminister, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, fir kënnen op déi Fro ze äntwerten. Merci der Madamm Deputéiert fir d'Froestellung. Ech mengen, ech ginn de Mëtteg eng Kéier ee Supplement eigentlech zu där schréftlecher Äntwert, déi ech lech an dem Här Halsdorf scho ginn hat am Februar 2017 (veuillez lire: Mäerz 2017), wou ech genau op eng Rei vun eenzelne Punkten agaange war.

Et ass awer richteg, datt d'Fro gestallt ginn ass, a vläicht vu mir aus eng perséinlech Bemierkung derzou: Ech kann dës Fraen an dës Meedercher ganz gutt verstoen, vun deenen ech an deene leschte Méint héieren hunn, an dat scho virun där Problematik, déi elo dobaussen och diskutéiert gëtt, déi jo richtegerweis diskutéiert gëtt; ech kann déi ganz gutt verstoen! Well niewent deene moralesche Problemer, déi do sinn, niewent deenen ästheteschen, ass och ee Volet vu Péng do. An ech mengen, et ass ganz kloer esou, datt ee selbstverständlech dorobber muss reagéieren.

Et ass och esou, datt, am Géigesaz zu deem, wat een héiert oder liest, et ganz wuel véier Niveaue gëtt a fënnef Typpe vu Lipödem. A beim Niveau véier kënnt ee Lymphödem derbäi. An ech mengen, wann Der d'Fachliteratur kuckt, gesitt Der, datt déi Niveauen do ganz kloer opgelëscht sinn. An ech mengen, et ass och op Basis vun deem, wou mer och schonn eng éischt Decisioun geholl hunn an engem vun deenen dräi Felder, déi jo ugeschwat gi sinn - et ginn der jo dräi -, fir entgéintzewierken.

Dat Éischt ass deen operative Volet. Dat heescht do, wou eigentlech eng operativ Therapie gemaach gëtt. Dat ass e Volet, deen net all Fra an net all Meedche wëllt maachen, well effektiv hannendrun de Succès och net zu 100% ka garantéiert ginn. Mir hunn do awer direkt reagéiert an ab dem 1. Januar 2017 rembourséiert d'CNS dës Fraise bei enger Operatioun am Kader ebe vum Niveau véier. Dat ass en éischte Volet, wou mer d'CNS scho beoptragt hunn, an ech kommen herno och bei där zweeter a bei där drëtter Partie dorop zréck, bei der Kompressiounsversuergung respektiv och bei der manueller Lymphdrainage, fir ze kucken am Kader vun deenen neie Mesuren, déi mer maachen an déi mer an der Quadripartite mat de Sozialpartner wäerten diskutéieren, fir och déi auszeweiten.

Dir wësst, datt mer virun allem - dat, wat Der zitéiert hat - vun der sougenannter manueller Lymphdrainage gesot hunn - an dat steet och an der Äntwert op Är Fro -, datt mer géifen am zweete Semester 2017 ee Bilan dovunner maachen. An datt mer dann och gewëllt sinn, effektiv déi Participatioun och nach eng Kéier ze erweideren, déi jo de Moment effektiv op 70% reduzéiert ass, wann et net eng Pathologie lourde ass, wéi Der gesot hutt. Dir wësst awer och, datt Ausname kënne gemaach ginn, wa Rapport-médicalle beweisen, datt effektiv dës Versuergung respektiv dës manuell Lymphdrainage och muss gemaach ginn. Och do kann et ausgeweit ginn.

Wat dee ganze Volet vun der Kompressiounsversuergung - déi Strëmp, déi Der zitéiert hutt - ugeet, hunn ech mat ganz ville Meedercher a Frae geschwat. Do sinn et se net alleguerten, déi dat doten effektiv och verdroen oder déi et wëllen, dat ass net ëmmer eppes ganz Agreabeles. Mir kennen et zum Deel dohier, wa mer emol länger am Fliger eng Kéier fléien an esou eng nëmmen e puer Stonnen undinn. Mä dat doten ass och eng ganz schwéier Belaaschtung, och wann et selbstverständlech eng aner Zort vu Kompressioune sinn. Mä och hei si mer gewëllt, ganz einfach am Kader vun der Quadripartite mat de Sozialpartner driwwer ze diskutéieren, fir am Kader vun all deene Mesuren, déi geholl ginn, och Schrëtt ze maachen.

Mä ech mengen, Lëtzebuerg ass ab dem 1. Januar 2017 dat eenzegt Land an Europa, dat effektiv e Remboursement mécht. An ech mengen, dat ass en éischte Virdeel. Dat ass do, wou et eng gesetzlech Krankekeess ass. Ech schwätze vun enger gesetzlecher Krankekeess, dat ass aneschters wéi d'DKV et cetera, selbstverständlech ginn et do aner Méiglechkeeten. Mä am Moment ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, wat ee Remboursement mécht. A mir si gewëllt (veuillez lire: dat weiderzeféieren), virun allem och am Interêt vun all deene Meedercher a Fraen, déi dat doten hunn, wou een, wann een déi Biller gesäit, effektiv och gesäit, wat fir eng Péng, wat fir eng moralesch Péng a virun allem och wat fir en ästheteschen Ausbléck dat ka sinn.

Voilà. An deem Sënn, mengen ech, hoffe mer, datt an deenen nächste Wochen och déi Leit kënne Satisfaktioun kréien. Et muss een awer och, mengen ech, ganz kloer soen, datt dat doten een Thema ass, dat scho länger Zäit besteet an dat effektiv elo an deene leschte Méint méi thematiséiert gëtt, an datt mir eigentlech direkt reagéiert hunn an an där nächster Zäit och wäerten drop reagéieren. Merci bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

An déi lescht Fro fir de Mëtte kënnt vun der Madamm Martine Hansen an dréit ronderëm d'Promotioun vu Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun. Madamm Hansen!

- Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 13. Januar hate mer hei an der Chamber een ëffentlechen Debat zur Petitioun „Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun". Als Konklusioun war festgehale ginn, datt an der Landwirtschaftskammer soll eng Plattform gegrënnt ginn, wou Responsabeler aus der Landwirtschaft, Veraarbechtung, Vermaartung an der kollektiver Restauratioun sollen zesummen no Léisunge sichen, fir ebe méi regional Produkter an der kollektiver Restauratioun anzesetzen. Dëst ass wichteg fir eis Landwirtschaft.

Dofir meng zwou Froen un den Här Minister. Déi éischt Fro: Firwat gëtt et dës Plattform, déi viru sechs Méint esou festgehale ginn ass mam Här Minister, nach net? An zweetens: Wéini gëtt dës Plattform bei der Landwirtschaftskammer gegrënnt? Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Hansen. Ech wollt awer just drop hiweisen, dass eng Fro mat bal deemselwechten Inhalt gestallt gi war an de Minister och drop geäntwert hat,...

(Exclamations)

...ouni allerdéngs de geneeën Datum ze nennen. Ech wollt dat just soen. Dir wësst, dass mer am Prinzip Froen, déi scho gestallt a beäntwert sinn, net nach eng Kéier an därselwechter Sessioun kënne stellen. Mä ech gesinn, de Minister ass awer bereet, fir drop ze äntwerten. Dann ass dat esou.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci, Här President. Dir hutt recht. Ech wäert am Fong dat widderhuelen, wat ech an der Question parlementaire N°2803 (veuillez lire: 2802) vun der Madamm Martine Hansen zesumme mam Här Marco Schank schonn am Mäerz vun dësem Joer ënnerstrach hat: Datt de Ministère amgaangen ass, zwee Dossieren ze finaliséieren, näämlech dee vum

Agrement vun de Labelen an duerno dee vun der Plateforme d'échange.

Wat deen éischte Punkt betrëfft, also dee vum Agrement vun de Labelen, sinn d'Texter esou wäit fäerdeg, datt ech se nach virun der Summervakanz dem Regierungsrot ka presentéieren. Et handelt sech dobäi ëm legislativ Texter iwwert d'Aféierung vun engem offiziellen Agrement vu Labelen an déi ëffentlech Hëllefen, déi ee Label an deem Kontext ka kréien. Dës Texter gesinn ënner anerem eng Rei Nohaltegkeets- a Qualitéitskritäre vir, déi och kënnen am Kader vum Marché-publics-Gesetz an engem Cahier des charges bei der ëffentlecher Ausschreiwung agesat ginn.

D'Regierung huet och wëlles, am Kader vum Marché-publics-Gesetz een elektroneschen Tool zur Verfügung ze stellen, deen NoA - nohalteg akafen - heescht an deen engem op eng kloer an einfach Manéier soll weisen, wat vu Kritären an ee Cahier des charges kënnen afléissen, jee nodeem, wéi eng Kategorie vu Produkter viséiert sinn.

An där Kategorie „Alimentation" kënnen de Logo, den Agrement mat sengem Stäresystem oder och nach déi eenzel Nohaltegkeets- a Qualitéitskritären, déi mäi Ministère ausgeschafft huet, opgelëscht ginn.

Wat elo d'Plateforme d'échange betrëfft, esou si mer de Moment amgaangen, ze préiwen, ob ee „Groupement d'intérêt économique – GIE" eng méiglech juristesch Form kéint sinn, fir de Lëtzebuerger Liewensmëttelproduzenten an den ëffentleche Kantinnen esou eng Plattform unzebidden, an där si sech kënnen iwwer eng méi intensiv Benotzung vu regionale Produkter an eisen ëffentleche Kantinnen austauschen. Mir mussen dat awer nach op seng Akzeptanz a Praktikabilitéit ënnersichen.

Jiddefalls muss dëse GIE eng equilibréiert Representativitéit vun alle concernéierten Akteuren, souwuel vu staatlecher wéi och vu privater Säit, garantéieren. Dëse GIE misst vun engem „Matchmaker" dirigéiert ginn, deen zum Beispill bei der Landwirtschaftskammer kéint ugesidelt ginn an deen an aller Souveränitéit an Onofhängegkeet mat de concernéierten Akteuren a mat der Hëllef vun der Plateforme d'échange Solutiounen zu eventuellen Hürde proposéieren an ausschaffe kann.

Ech wëll awer an deem Kontext och nach eng Kéier hei ervirsträichen, datt schonns eng gutt Viraarbecht gemaach ginn ass, a wëll allen Akteure vun dëser Plaz aus ee grousse Merci ausspriche fir hiren Engagement an dësem Dossier. Merci villmools!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mer géifen, wéi mer dat virdru proposéiert an decidéiert hunn, zu der Motioun vum Här Gibéryen iwwert déi nei Zuchhorairen an Ëmännerunge bei den Zuchlinne 60a a 60b iwwergoen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

5. Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b

(Motion déposée en séance publique n°42 du 28 juin 2017 - à consulter au compte rendu n°15/2016-2017 en page 566)

Exposé

M. Gast Gibéryen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun, déi haut hei zur Diskussioun an zum Vott kënnt, huet am Fong, wéi de President et gesot huet, am Zesummenhang mat deenen neie Fahrpläng ze dinn, méi spezifesch wat d'Zuchverbindunge vu Wuelmereng a Frankräich respektiv Ëtteng an d'Stad ubelaangt.

Et ass net fir d'Éischt, datt mer doriwwer heibannen diskutéieren. De Kolleeg Gusty Graas huet an deem Zesummenhang de 16. Mäerz eng parlamentaresch Fro gestallt. De Minister huet den 28. Abrëll doropshi geäntwert. Den 3. Mee huet den ADR-Conseiller Vic Haas zu Diddeleng am Gemengerot eng schréftlech Fro gestallt, wou dann och de 5. Mee de Buergermeeschter an der Gemengerotssitzung drop geäntwert huet.

Den 22. Mee huet de Rëmelenger Gemengerot, de 24. Mee de Käler Gemengerot an de 26. Mee den Diddelenger Gemengerot all Kéiers eestëmmeg eng Resolutioun oder eng Motioun ugeholl, wou se eng Rei vu Fuerderungen un d'Regierung gestallt hunn. Datt do dräi Gemengeréit eestëmmeg eng Decisioun geholl hunn, eng Motioun gestëmmt hunn, beweist, datt d'Suergen an deenen dräi Gemenge grouss sinn, an datt do och all d'Parteien, all d'Parteien, déi hei an der Chamber si plus d'KPL, deene Resolutiounen oder Motiounen zougestëmmt hunn, beweist dat ëmsou méi.

Déi Motioun, déi ech hei deponéiert hunn, dréit den Text erëm, deen am Gemengerot vun Diddeleng ofgestëmmt ginn ass, eestëmmeg ofgestëmmt ginn ass. An den Zweck vun der Motioun ass, datt mer mengen, datt et e staarkt Zeeche wier, wann d'Chamber heibannen och hir Solidaritéit an hir Ënnerstëtzung zu den Ängschten an zu de Fuerderungen, déi déi dräi Gemengeréit am Interessi vun hire Bierger hunn, duerch e Vott ënnersträiche géif an, wéi gesot, Solidaritéit an Ënnerstëtzung zu deenen dräi Gemengeréit géif weisen.

Ech erënneren nach eng Kéier drun, datt all d'Parteien, déi hei an der Chamber sinn, an deenen dräi Gemengeréit déi Motioun matgedroen hunn. Dat hei ass textlech genau déiselwecht Motioun, wéi se am Gemengerot vun Diddeleng gestëmmt ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Gibéryen. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? Neen, Här Minister, fir d'Éischt emol den Här Negri an den Här Wagner. Wie wëllt d'Wuert nach ergräifen? Den Här Zeimet.

Bon, ech géif proposéieren, dass mer dann deen normale Wee huele wéi ëmmer. Da wär et um Här Zeimet.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Mir deelen och d'Suergen, déi zum Ausdrock bruecht goufen an deene Gemengen. Mä éischtens emol maache mer eng Feststellung, datt awer, wa mer eis elo an enger Motioun vun der Chamber op Aussoe vun enger ADR-Sektioun beruffen, muss ech soen: Dat kënne mer elo esou net matdroen an enger éischter Phas, dat fanne mer e bësse komesch vun der Prozedur hier.

Wat awer elo den Inhalt ugeet: Wéi gesot, mir deele schonn déi Suergen, datt d'Leit wëlle gutt Verbindungen hunn. Mä den Här Gibéryen huet selwer gesot: Déi Fro ass schonn e puermol hei ugeschwat ginn an de Minister huet schonn e puermol dorobber geäntwert. An zanterdeem déi Resolutiounen ugeholl goufen, oder déi Motioun, ass jo och scho munches gesot ginn an opgekläert ginn, wat déi nei Horairen elo mat sech bréngen.

An Dir fuerdert jo eigentlech an där Motioun och eng Verbesserung vum Service. Dat ass jo u sech de But, deen Der wëllt erreechen. Mir sinn awer éischter der Meenung vum Minister, datt dat, wat proposéiert gëtt am neien Horaire, genau just dat do wäert mat sech bréngen, näämlech eng Verbesserung vum Service, andeems mer d'Retarden, déi d'Zich am Moment hunn an déi d'Leit eben dervun ofhalen, vläicht méi op den Zuch eriwwerzeklammen, ofbauen. An dat géife mer nawell ganz gären ënnerstëtzen.

D'Gare vu Beetebuerg, déi jo och an dësem Zesummenhang awer ze nennen ass, muss moderniséiert an ëmgebaut ginn. Wat méi séier, wat besser. De Minister huet viru Kuerzem ugekënnegt, datt en dee Projet virgezunn huet. Dat ass eppes, wat mer begréissen an och ënnerstëtzen. An dofir si mir der Meenung, datt dat u sech eng Kontradiktioun ass an dëser Motioun, wat d'Feststellung ass a wat d'Fuerderung ugeet, an dofir géife mer déi Motioun net wëlle matdroen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Zeimet. Den Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President, an och Merci dem Här Gast Gibéryen fir déi Fro.

Bon, ech mengen, ech kann déi Leit gutt verstoen, well ech och aus deem Eck kommen, vu Käl respektiv Diddeleng aus dem Käldall, dass déi sech elo dofir Suerge maachen, well elo eben déi Zich do ewechfalen a virun allem well de Problem do ass mam Ëmklammen.

Et muss een awer soen, dass ech mech ganz schlecht kann erënneren, a wann ech de fréiere Verkéiersminister, den Här Claude Wiseler kucken, mengen ech, hu mer awer selten an der Chamber schonn esou laang virun engem Fahrplanwiessel iwwert d'Fahrpläng vun der Eisebunn diskutéiert. An et ass mer awer och e bësse kuriéis.

(Interruption)

Ech mengen, de Problem geet awer e bësse méi wäit. Ech mengen, et muss een hei e bësse méi wäit kucken. Et ass effektiv de Problem, an ech kann dat aus menger eegener Erfahrung soen. Viru 40 Joer hunn ech jo an deem Eck do gewunnt an du sinn ech dann heiansdo vun Diddeleng oder vu Käl an d'Stad gefuer an et war ëmmer de Problem, dass een zu Beetebuerg huet missen ëmklammen, an dat huet sech nach net vill verbessert.

Ech mengen, do sinn déi héich Quaien a wann ech elo un eeler Leit denken, dann ass dat immens schwéier, do de Quai ze wiesselen. An et sinn och keng Lifter do an esou weider. An ech mengen, et wär ganz wichteg, dass do eppes geschitt. A wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet e jo och gesot, dass dee Projet zu Beetebuerg do géif virgezu ginn, dass dat méi einfach gëtt.

Dat schéngt mer awer den Haaptproblem ze sinn. Dee Wiessel, souwuel aus dem Käldall wéi vun Diddeleng, ass virun allem de Problem, dass een net um selwechte Quai ka wiesselen a virun allem, dass déi Quaien nach net surelevéiert sinn, wéi se an der Stad sinn. Ech mengen, dat wär e ganz wichtege Problem, ouni dee wär dat nëmmen hallef esou schlëmm.

Well, wëll ech dem Här Gibéryen soen, firwat gëtt déi Mesure do geholl? An ech mengen, ech kann do aus eegener Erfahrung schwätze vu mengem fréiere Beruff: Firwat gëtt dat do gemaach? Ech mengen, Dir wësst hoergenau, dass op där Streck do vu Beetebuerg an d'Stad eng nei Streck gebaut gëtt. Do gëtt elo den neie Quai Houwald gebaut. Do muss den Uschloss vun dem Norddeel vun der Gare Lëtzebuerg komplett ëmgebaut ginn, d'Zich mussen do deviéiert ginn op där besteeënder Streck, éier déi nei Streck fäerdeg ass. An da muss awer och de Süddeel vun der Gare Beetebuerg ëmgebaut ginn.

An do kann ech Iech nëmmen aus eegener Erfahrung soen, dass, wann elo näischt sech géif änneren, wann den Här Minister François Bausch elo d'Eisebunn géif zwéngen, opgrond vun deem, wat mer hei schwätzen, dass de Fahrplan dee bleift, deen en ass, d'Verspéidungen déi bleiwen, déi et sinn, mä da soen ech Iech, dass wärend deenen Aarbechten d'Verspéidungen nach vill méi grouss ginn.

An dofir kann ech mech och erënneren, dass ee bei esou Saache besser huet, et léisst een einfach e bësse manner Zich fueren an et gëtt een och Contrainten op, well déi Gemengen, déi elo zu Recht reklaméieren, dat sinn och déi, déi herno, wann déi nei Streck fäerdeg ass, genau vun där Saach do profitéieren. An dofir géif ech Iech als LSAP proposéieren, dass mer géint déi Motioun stëmmen. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Graas huet sech d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Jo. Kee Problem. Den Här Graas.

Plusieurs voix.- Neen, neen!

(Concertation interne)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Doru wäerte mer net hänkebleiwen. Et ass esou bei de Gesetzesprojeten.

Madamm Lorsché! Deen ee Beetebuerger virun deem aneren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Entschëllegt, Här President, ech hat virdru bei der Madamm Barra nogefrot a si huet zu mir gesot, ech géif nom Här Negri schwätzen an dorop hunn ech mech du verlooss. Ech hunn dat elo net gemaach, fir mech hei virzedrécken, mä ech hu mech un déi offiziell Prozedur gehalen, wéi se mir virdrun erkläert ginn ass.

Wéi Dir wësst, kommen ech och aus dem Raum Diddeleng-Beetebuerg a kennen d'Situatioun och doduerch zimlech gutt. Et ass ganz richteg, datt d'Zuchverbindungen tëschent Frankräich, Diddeleng an der Stad mat deenen neie Fahrpläng net optimal funktionéieren, an et ass och richteg, datt d'Direktverbindunge vun Diddeleng aus vill méi attraktiv si wéi Verbindungen, an deenen d'Passagéier, déi vun Diddeleng a Wuelmereng kommen, forcéiert ginn, op der Beetebuerger Gare ëmzesteigen.

Dat ëmsou méi, an et ass scho gesot ginn, well déi Gare net behënnertegerecht amenagéiert ass, well vill Leit Problemer hunn, well keng Lifter do installéiert sinn, an datt och Leit mat Kanner ëmmer Problemer hunn, fir mat de Kutschen an de Poussetten do duerch d'Unterführung ze goen.

Derbäi kënnt dann och nach, datt déi Zich, déi zu Beetebuerg stoe bleiwen a vun Diddeleng kommen, net ëmmer ganz gutt ofgestëmmt si mat deenen aneren Zich, déi an d'Stad fueren, an dowéinst weider Waardezäiten op d'Passagéier zoukommen.

D'Roserei vun de betraffene Bierger kënne mer duerfir verstoen. Derbäi kënnt awer, datt mer munches wëssen. Mir wëssen, datt d'Zuchstreck tëschent Beetebuerg an der Stad méi wéi saturéiert ass; och dat ass scho gesot ginn. Dat féiert zu Retarden, endlose Retarden, soudatt kee Mënsch sech méi kann op de Fahrplang verloossen.

A mir wëssen och, datt den Här Minister mat der ganzer Regierung zesummen all Hiewel a Bewegung setzt, fir den Eisebunnstransport an Zukunft optimal ze organiséieren am ganze Land a fir besonnesch op dëser Streck d'Capacitéiten auszebauen an déi Retarden, déi net méi akzeptabel sinn, ze verhënneren.

Aus deem Grond ginn ebe grad enorm Zommen an den Ausbau vun der Beetebuerger Streck investéiert an dernieft och an den Ausbau vun de Quaien an der Stad. An dernieft kënnt nach, datt de Minister ugekënnegt huet - dat war bei der Aweiung vun der Rue de la Gare zu Beetebuerg -, datt en d'Renovatioun vun der Beetebuerger Gare ëm dräi Joer virzitt, fir ebe just dee Problem vun der mangelhafter Accessibilitéit esou schnell wéi méiglech ze léisen.

An net zulescht huet en eng ganz Rei Kompenséierunge virgesinn, fir den Diddelenger Biergerinnen a Bierger entgéintzekommen. Ech denken, Dir wäert drop zréckkommen, Här Minister.

An deem Kontext sidd Dir am Gespréich mat der Diddelenger Gemeng, an Dir hutt och, wéi gesot, schonn eng Rei Question-parlementairë beäntwert an ëffentlech communiquéiert, fir déi Iwwergangsmoossnamen ze erklären an och déi zukünfteg Strategie vun den CFL ze presentéieren.

Aus all deene Grënn sinn och mir als Gréng der Meenung, datt dës Motioun net méi aktuell ass, mä éischter superfétatoire, well d'Äntwerten an d'Léisungsvirschléi schonn um Dësch leien, fir mëttel- a laangfristeg en optimaalt Netz hinzekréien. An dowéinst wëlle mir dës Motioun net ënnerstëtzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci der Madamm Lorsché. Den Här Graas hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et ass natierlech kee frou, wann e gutt Zuchverbindunge respektiv Busverbindungen ewechgeholl kritt. Duerfir, an deem Sënn kann ee schonn novollzéien, datt d'Bierger respektiv déi politesch Autoritéiten, virun allem vun Diddeleng, an enger zweeter Phas och vu Käl a vu Rëmeleng, sech opgeleent hu géint déi Decisiounen, déi elo geholl gi sinn.

Wéi hei scho richteg bemierkt ginn ass, och vum Gast Gibéryen, sinn dat do u sech Decisiounen, déi iwwert de Wee vun enger Rei vu Question-parlementairë scho matgedeelt goufen. Et ass u sech keen neie Moment. Et sinn och vill Explikatioune matgedeelt ginn.

Ech mengen, mir wëssen och, firwat datt et leider huet missen zu deenen Decisiounen do kommen. Een, dee regelméisseg mam Zuch an d'Stad fiert, haaptsächlech d'Streck Beetebuerg - Lëtzebuerg, dee weess, datt haut praktesch keen Zuch méi ukënnt zu där Zäit, wou en ugekënnegt ass. Déi meescht Zich mussen am Agang vun der Gare Lëtzebuerg stoe bleiwen, well eben de Reseau iwwerlaascht ass a well den Agang an d'Stad Lëtzebuerg oft zou ass. An dowéinst ass dat och ze erklären, firwat hu missen Decisioune geholl ginn, fir datt déi Situatioun sech net nach méi verschlechtert.

Duerfir kënne mir awer op déi aner Manéier verstoen, datt virun allem déi Leit vun Diddeleng doriwwer net ganz frou sinn. Et däerf een allerdéngs net vergiessen, an et ass hei schonn e puermol ugeschnidde ginn, datt jo an deene leschte Wochen a Méint awer och en eeschthaften Dialog gefouert ginn ass, an datt een ënner kengen Emstänn hei kann direkt engem Minister oder enger Regierung e Virworf maachen. Datt déi Situatioun esou ass, ass awer bestëmmt och net d'Schold vun dëser Regierung!

Ech wëll och iwwerhaapt net engem direkt eng Schold hei ginn, mä d'Entwécklung huet dat mat sech bruecht. Engersäits ass et ganz positiv, datt den ëffentlechen Transport vill méi genotzt gëtt wéi fréier, anerersäits si mer natierlech mat dem Ausbau vum Reseau net schnell genuch virukomm.

Dat ännert sech elo. Et sinn eng ganz Rei grouss Chantieren, déi amgaange sinn. An een, deen, wéi gesot, den Zuch regelméisseg hélt, dee gesäit och, mat wat fir enger Rapiditéit, kann ee scho bal soen, deen enorm grousse Chantier vun där drëtter Streck, déi elo tëschent Beetebuerg an der Stad amenagéiert gëtt, virugeet. Dat léisst hoffen.

Op där anerer Säit sinn eng Rei aner punktuell Moossnamen, déi elo geholl gi sinn. Déi missten u sech derzou féieren, datt dat heiten éischter eng temporär Decisioun ass, datt vläicht an e puer Joer awer och déi Frequenz tëschent Diddeleng a Beetebuerg respektiv der

Stad verbessert ka ginn, andeems datt och déi Diddelenger an de Genoss komme vun enger Direktlinn.

Soumat ass déi Motioun, déi hei vun de Kolleege vun der ADR virgeluecht ginn ass, inhaltlech novollzéibar, ech mengen awer, datt se zu engem falsche Moment kënnt, well eben all Donnéeën um Dësch leien. A well de Minister ebe ganz kloer schonn an deene leschte Wochen derzou Positioun bezunn huet, menge mir och, datt se superfétatoire ass. Mir wäerte se als Demokratesch Partei och net stëmmen.

Ech hunn awer vläicht eng lescht Fro nach un de Minister, wat elo d'Streck tëschent Diddeleng a Beetebuerg ubelaangt. Do war emol eng Kéier ugeduecht ginn, fir zäitweis en Dedoublement vun där Linn virzehuelen, fir datt och kënnen zwee Zich sech kräizen. Dat heescht, datt am Fong geholl och d'Frequenz kann erhéicht ginn. Dat géif de Problem zu dësem Zäitpunkt net léisen, mä en vue vun enger méiglecher Verbesserung tëschent Beetebuerg an der Stad, wa bis déi nei Streck amenagéiert ass, wier et awer vläicht net schlecht, och schonn zu dësem Zäitpunkt sech doriwwer Gedanken ze maachen.

An, wéi gesot, ofschléissend nach däerf een net vergiessen, datt de Minister awer och elo zougestanen huet, datt eng Rei Busverbindungen zousätzlech virgesi sinn, haaptsächlech tëschent Diddeleng an der Stad.

An e lescht Wuert nach kuerz iwwert de Problem vu Rëmeleng - Käl. Och deen ass bekannt. Mä d'Statistiken hu jo bewisen, datt „nëmmen" - ech soen dat zwar elo zwësche Guillemeten - 90 Leit u sech direkt dovu betraff sinn. Ech mengen, heiansdo muss een awer och, wann een Decisiounen hëlt, dat Rationaalt, dat Ekonomescht matconsidéieren.

Wéi gesot ofschléissend, mir wäerten als Demokratesch Partei där Motioun hei net zoustëmmen. Ech wëll den Här Gibéryen an engem Punkt hei korrigéieren. En huet behaapt, zu Diddeleng hätt all Partei, déi hei vertruede wär, dergéint gestëmmt (veuillez lire: derfir gestëmmt). D'Demokratesch Partei huet zu Diddeleng am Gemengerot net dës Motioun matgestëmmt.

Plusieurs voix.- Firwat net?

M. Gusty Graas *(DP).*- Firwat net? Well se net do vertrueden ass.

(Hilarité)

Une voix.- An an deem nächste Gemengerot wahrscheinlech och net.

(Brouhaha et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, just fir ze soen: Ech hunn net gesot, am Diddelenger Gemengerot hätten all hei an der Chamber vertruede Parteien derfir gestëmmt, mä ech sot, an deenen dräi Gemengeréit. A Käl a Rëmeleng, mengen ech, do ass d'DP och iergendwéi anzwousch matvertrueden.

M. Gusty Graas *(DP).*- Zu Rëmeleng hu mer se och net matgestëmmt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Här Gibéryen, Dir musst oppasse mat méi klenge Parteien am Minett; deemno wéi weess een net onbedéngt, ob se vertruede sinn oder net.

Här President, bon, wiem seng Schold ass et, datt mer an esou enger Situatioun sinn?

Ech mengen, mir wëssen dat all: Iwwer Jorzéngten ass keng uerdentlech ëffentlech Transportpolitik gemaach ginn zu Lëtzebuerg! Dat war inkompetent, et ass katastrophal. Et misst ee sech heiansdo d'Fro stellen, wéi Lëtzebuerg vläicht géif funktionéieren, wa mer souguer nach manner Suen hätte wéi dat, wat mer hunn. Well heiansdo - do sinn essenziell Saachen, déi wierklech net funktionéieren hei zu Lëtzebuerg - muss ee sech d'Fro stellen, wien a wéi regéiert gouf.

Mä anerersäits gëtt et awer trotzdeem weiderhin och e Konsensus, fir ze soen, datt mer e Wuesstum brauche vu 5% oder 6%, datt mer massiv Aarbechtsplaze mussen unzéien, zemools an der Haaptstad. Aarbechtsplazen, déi meeschtens net besat gi vu Leit, déi iwwerhaapt hei liewen. An d'Leit, déi hei liewen, déi musse souwisou d'Land verloossen, well et ze deier gëtt. Soit! Dat ass déi Situatioun, an där mer sinn.

Dat heescht, et gëtt awer e richtege Konsensus hei am Land, fir e Wuesstum ze hunn, dee kee Sënn mécht, an anerersäits ass dann, bis viru Kuerzem, guer keen Effort gemaach ginn am Transportberäich.

Mir wëllen net als déi Lénk behaapten, datt déi heite Regierung am Transportberäich guer näischt mécht. Mä et muss een awer bedenken, datt d'Sträichung vun eelef direkte Linne vun Diddeleng an d'Stad wierklech e Problem ass, besonnesch well Diddeleng eng Stadgare ass, wou d'Leit och zu Fouss oder mam Vëlo kënne kommen an esou defekt Mobilitéitskette keng Roll spillen.

Mir mengen, datt duerch d'Sträichung vun dësen Direktverbindungen d'Leit elo mussen op enger schlecht amenagéierter - dat ass schonn e puermol gesot ginn - Gare zu Beetebuerg ëmklammen, an dat hëlt hinnen natierlech och Zäit an Usproch.

Mir stëmmen déi Motioun awer mat, well mer net mengen, datt se superfétatoire ass, well an engem Land, dat am Verkéierschaos riskéiert ënnerzegoen, ass et zudéifst ongerecht an och e fataalt Zeechen, fir d'Zuchverbindung tëschent der Haaptstad an der véierter Stad am Land einfach ze suppriméieren, ouni datt eng attraktiv a klimafrëndlech Alternativ ugebuede gëtt.

Also et gëtt gesot, datt Alternativen do sinn, dofir bräichte mer déi Motioun net ze stëmmen. Et sinn e puer Saachen, wou mer kéinte soen, wat d'ADR hei seet, zum Beispill: Et dierf net manner Zuch gefuer ginn. Mir sinn der Meenung, datt nach méi Zuch misst gefuer ginn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir och.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Voilà. Bon. Mä trotzdeem wäerte mer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir och. Jo.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Trotzdeem wäerte mer déi Motioun matstëmmen.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Nohaltegkeetsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, an och Merci fir d'Bäiträg vun den Deputéierten.

Och ech respektiv d'Regierung deelt d'Suerge sougutt vun de Leit wéi vun de Gemengen. An et ass och net, well mer déi Suergen net gesinn oder net verstinn, firwat mer eng Rei Saachen decidéiert hunn, mä et ass aus deene Grënn, déi ech schonn an e puer Question-parlementairë méi wéi eng Kéier ënnerstrach hunn, firwat mer dat maachen.

Et ass och net ganz richteg, wann een et hei duerstellt, wéi wann d'Verbindung suppriméiert wär. Éischtens emol gëtt et eng Verbindung vun Diddeleng iwwer Beetebuerg an d'Stad. Et bleiwen och zwou Direktverbindunge bestoen. Dat gëtt ëmmer esou gär vergiess, wa mer doriwwer diskutéieren, Här Wagner. An zwar hu mer souguer déi Verbindung, déi bestoe bleift, och nach verstäerkt.

Dat hunn ech och gesot, dat war op Basis vun Diskussiounen, déi ech mat der Diddelenger Gemeng hat - well et lafen och Gespréicher, et ass net esou, datt ech mat de Gemenge keng Gespréicher hätt -, do hu mer decidéiert, datt deen Zuch, dee virgesi war fir ze bleiwen als Direktlinn vun Dudelange-Usines, éischtens géif verlängert gi bis Volmerange-les-Mines, an datt mer dee verstäerken, soudatt ganz vill Leit, déi dann eng Direktverbindung e bëssen duerno verléieren, kënnen zréckgräifen op déi Direktverbindung, déi besteet, well déi da méi Capacitéit huet.

Et ass och esou, datt an deem Gespréich mat deene Gemenge mer eng ganz Rei Saache proposéiert hu fir d'Iwwergangszäit, well hei geet et net ëm eng Suppressioun, et geet ëm eng Transitiounsphas vun engem Fahrplang, deen, wëll ech awer soen, am Dezember, wann en a Kraaft wäert trieden, wesentlech Verbesserunge wäert mat sech bréngen, generell fir alleguerten d'Utilisateuren, duerch nei Garen, déi opginn, duerch de Funiculaire, dee mam Tram am Zesummenhang steet, awer och duerch de Reseau, dee méi stabill gëtt.

Well et huet jo kee Wäert, datt mer Verbindungen oprecht halen, an d'Verbindunge fonctionnéieren net. Wann d'Zich Verspéidung hunn, wéi se se haten an deem leschte Joer, dann notzt mech d'Verbindung näischt, da maachen ech d'Leit just rosen. A mir kréien duerch deen neie Fahrplang vill méi Stabilitéit. An et komme ganz grouss Neierungen, déi wäerte vill Verbesserunge mat sech bréngen; do wäerte mer nach zum gegebenen Zäitpunkt hei genuch ze diskutéieren hunn.

Ech hunn och mat de betraffene Gemengen diskutéiert an hinnen eng ganz Rei Saache proposéiert. Zum Beispill der Gemeng Diddeleng hunn ech eng Propos gemaach - déi gëtt och ëmgesat am September -, datt mer eng nei Buslinn oder eng Buslinn, déi besteet, déi haut just op Beetebuerg geet, verlängeren, an datt mer am Fong all d'Aktivitéitszonen, déi tëschent Beetebuerg an Diddeleng leien, mat enger Buslinn verbannen.

Dat war e grousse Schwaachpunkt bis elo, deen zu vill Verkéier gefouert huet. An da kënnen d'Leit sech decidéieren, zum Beispill mam Zuch op Beetebuerg ze kommen an do de Bus ze huelen an déi Aktivitéitszon, wou se hir Aarbechtsplazen hunn, wat menger Meenung no vill Verkéier wäert ewechhuelen aus den Uertschaften Diddeleng a Beetebuerg. An déi kritt och e ganz gudden Takt, déi Linn. Dat ass och nach eng zousätzlech Méiglechkeet - well et kënnt een och nach weider an d'Stad - fir d'Diddelenger Leit aus alle méigleche Quartieren, fir an d'Stad ze kommen.

Déi zweet Saach ass, ech hunn der Gemeng Diddeleng gesot, an der Iwwergangszäit géife mer eng Expressbuslinn aféieren, esou wéi mer eng hunn tëschent Réimech an der Stad Lëtzebuerg de Moment, an déi Expressbuslinn hält just op e puer Plazen am Zentrum vun Diddeleng a fiert da riichtduerch op de Kierchbierg bei de Pôle d'échange vum Tram, dee jo och am Dezember opgeet. An dee geet souguer net nëmmen, wéi et ausgesäit, bis bei de Rondpoint, also bis bei d'Gare Pafendall, mä bis op de Glacis, soudatt ee vun do och an den Zentrum eng bequem Verbindung huet.

An ech si souguer bal iwwerzeegt, haaptsächlech fir Leit, déi am Dag fueren, zum Beispill eeler Leit, ass dat méi bequem, dee Bus ze huelen op de Kierchbierg, wa se an d'Stad wëlle goen, wéi haut den Zuch. Well wann Der haut mam Zuch kommt, och mat enger Direktlinn, da musst Der op d'Gare fueren an da musst Der mam Bus vun der Gare zum Beispill nach op de Kierchbierg fueren oder an den Zentrum. An esou wéi d'Busstauen an der Stad de Moment sinn - ech hu jo den „temps réel" entre-temps bei de Bussen, duerfir weess ech dat -, braucht Der duerfir heiansdo eng Stonn, bis iwwer eng Stonn, wat verréckt ass. Dir braucht méi laang Zäit vun der Gare op de Kierchbierg mam Bus wéi vun Diddeleng an d'Stad mam Zuch.

Fir d'Gare Beetebuerg, et ass scho gesot ginn, dat hunn ech och de Gemenge versprach, datt mer déi baulech Mesuren, Quaien a Sous-terrainen, wäerte virzéien an datt mer dat relativ séier wëlle maachen, fir datt d'Ëmsteige méi bequem ass. An ech wëll lech awer och soen, datt et och vill Leit gëtt, déi dat haut scho maachen. Et gëtt zum Beispill en Zuch um Véierel op siwe vun Diddeleng op Beetebuerg, wou Leit weiderfueren an d'Stad; do sinn der méi dra wéi am Zuch um hallwer aacht oder eppes op hallwer aacht, deen haut direkt geet. Also et ass net esou, datt dat net genotzt gëtt.

Natierlech, ech verstinn dat, d'Zil soll sécher sinn, éischter déi Direktverbindung ze hunn. An dat ass och d'Zil, an dat hunn ech och der Gemeng Diddeleng gesot: „Wann déi Beetebuerger Streck fäerdeg ass, hu mer d'Zil, fir vu Volmerange iwwer Diddeleng en 30-Minutten-Takt anzeféieren, direkt an d'Stad." Mä dat kënne mer awer natierlech eréischt maachen, wa mer déi Capacitéite geschafen hunn, déi mer brauchen.

Här President, ech hunn och hei e ganze Koup Grafiken.

(M. François Bausch montre une documentation à l'audience.)

Ech wär frou, wann d'Deputéierten déi alleguerte kriten. Do ass dee ganze Resumé dran, sougutt wat mäi Virgänger gemaach huet vun Zich, déi bäigesat goufen, wéi och, wat ënner menger Period gemaach ginn ass. Do si vill Zich bäigesat ginn a Material kaaft ginn, mä leider effektiv ass den Netzausbau net séier genuch gaangen.

An ech hunn och en Tableau derbäigemaach, do gesäit ee schéin iwwert déi lescht 20 Joer, wivill investéiert ginn ass. Also an där Period, wou ech elo d'Responsabilitéit hunn, 2013, wann ech da bis 2023 huele vun dem Investissement pluriannuel, do steet: 3,8 Milliarden. Mä virdru waren et och nach eng Kéier 1,3 Milliarden. Dat heescht, mir hunn iwwer en Zäitraum vun 20 Joer an d'Eisebunn fënnef, jo iwwer fënnef Milliarden investéiert!

Ech defiéiere jiddwereen, och Iech, Här Wagner: Kuckt iergendwou an Europa, ob Dir, proportional gesinn, ee Land fannt, wat esou vill an d'Schinn investéiert wéi Lëtzebuerg! Et gëtt keent!

An duerfir gëtt et och kee Land, wat esou eng Croissance huet wéi mir zu Lëtzebuerg. Mir hu wärend 25 Joer, bis 2010, null Croissance gehat bei den CFL, an ab 2010 hu mer 60% Croissance vun de Reesender gehat. Och dat ass e Rekord an Europa, do kënnt Dir gär vergläichen. Mä, wéi gesot, déi Gespréicher lafen. Vill Mesurë si getraff, et wäerten der nach getraff ginn. Et ass just eng Transitiounsphas. An duerno wäert et vill besser goen, da wäert d'Offer fir jiddweree vill besser ginn, wéi se haut ass.

An, Här President, ech géif lech heimadder déi Tableauen iwwerreechen.

(M. François Bausch dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Ech wär frou, wann och d'Press se kéint kréien. Da ka jiddweree sech dat eng Kéier ukucken.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

A mer géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 5-mol Jo, 54-mol Neen. Domat ass d'Motioun ofgeleent. Merci.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Félix Eischen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen: d'Reform vum Enseignement secondaire. An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Claude Lamberty, steet prett. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

6. 7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de forma-

tion et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Lamberty *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt kaum Plazen an eisem Land, wou esou ënnerschiddlech Talenter, Interessen, Potenzialer a Perspektiven openeentreffen ewéi an eise Lycéeën. Eis Klassesäll spigelen d'Villfältegkeet vun eiser Gesellschaft erëm. Eng Gesellschaft, an där jiddwer eenzelne Schüler d'Méiglechkeet soll kréien, säin eegene Wee ze fannen an och ze goen.

A genee dat soll mat dëser Reform passéieren: no Méiglechkeet all Schüler d'Chance ginn, fir seng Perspektiv kënnen ze verwierklechen. Chancëgläichheete schafen ass nieft der Wëssensvermëttlung eng vun deenen zentralen Aufgabe vun der effentlecher Schoul. Eege Weeër goen, souwuel als Schoul, als Gebai, wéi och als Schüler, ass eng vun de Grondiddie bei dëser Modernisatioun vun eiser Lycéeslandschaft. Dëst féiert zu däitlech méi Chancëgläichheet an eise Schoule fir déi jonk Generatioun.

De Modell vu fréier ass haut net méi akzeptabel, well d'Welt vun haut ass eng aner wéi virun 10, 20 oder 30 Joer, dat souwuel, wat d'Schoulpopulatioun an d'Heterogenitéit vun de Klasseverbänn ubelaangt, wéi och, wat d'Erausfuerderungen an, an och baussent, de Schoulen ubelaangt.

Fréier war d'Schoulpolitik quasi eng Schoulschabloun, déi vum Ministère iwwert d'Land gestülpt gouf a wou all Schüler huet missen dra passen. Hues de als Schüler net an dat Schema gepasst, dann has de e Problem; hues de gutt dragepasst, dann ass alles säi Wee gelaf.

De Modell vun där enger Schoul steet dem Dynamismus an dem Innovatiounsgeescht vun eise Schoule vun haut am Wee a kënnt den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert och einfach net méi no. Ech erlabe mer an deem Kontext drop ze verweisen, dass déi legal Basis vun eise Lycéeën zu engem ganz groussen Deel aus dem Joer 1968 staamt, eng Zäit, an där vum éischte Mann um Mound geschwat a gedreemt ginn ass, wärend mer haut vum éischte Mann um Mars schwätzen an dreemen.

Mir brauche Schoulen, déi sech kënne fräi entfalen, déi an hiren innovative Projeten ënnerstëtzt ginn an net ausgebremst ginn. Mir brauche Schoulen, déi eege Konzepter ausschaffen, fir déi villfälteg Talenter vun hire Schüler geziilt kënnen ze förderen. Mir brauchen ënnerschiddlech Schoulen, déi de Schüler ënnerschiddlech Weeër zu hirem Zil opweisen. Mir brauche Schoulen, déi et duerch déi geziilten Talentförderung de jonke Leit erméiglecht, eise Schoulsystem mat enger ofgeschlossener Qualifikatioun ze verloossen. Et sinn déi jonk Generatiounen, déi gestäerkt aus eisem Schoulsystem erauskomme mussen, fir hir eegen Zukunft, mä och fir d'Zukunft vun eisem Land. An anere Wierder, Här President: Mir brauchen ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Ier ech op d'Kärpunkte vun der Modernisatioun ze schwätze kommen, hei nach e puer Wuert zum Historique. Déi viregt Regierung hat am Mee 2013 nach e Gesetzestext deposéiert, deen den Enseignement secondaire reforméiere sollt. Dat hat deemools allerdéngs fir e bëssen Opreegung gesuergt. An och de Statsrot hat mat ronn 40 Oppositions formelles säi Wiertche matgeschwat. Et sief gesot, dass d'Oppositions formelles vun deemools haaptsächlech op e Paradigmewiessel an der Interpretatioun vum Artikel 32 vun der Verfassung zréckzeféiere waren.

Esou wéi de Koalitiounsaccord vun dëser Regierung et virgesäit, fousst d'Modernisatioun vum Lycée op deem ale Projet de loi. D'Punkten, déi vum ale Projet de loi iwwerholl goufen, sinn zum Beispill d'Klassen, déi ëmgedeeft ginn, d'Schafe vun der Commission d'inclusion scolaire, de Conseil de classe restreint an d'Stäerkung vun der Representatioun tëschent Direktioun, Schüler an Elteren.

De Projet de loi, dee mir elo hei virun eis leien hunn, geet a Punkte manner wäit wéi de Projet de loi vun 2013. E setzt doriwwer eraus awer ganz nei Akzenter. E geet och heiansdo méi wäit, mä ganz besonnesch dréit e geziilt u Schrauwen, déi eis gutt Schoulen ab September nach besser maachen, an dat fir all d'Schüler. Fir et kloer ze soen: Mat dëser Reform gëtt näischt ofgeschaaft, wat haut gutt fonctionnéiert! Et ass éischter esou, dass d'Offer méi grouss gëtt, wat opgrond vun der Villfältegkeet vun eiser Schoulpopulatioun och absolutt néideg ass.

Eng vun den Haaptprioritéiten ass déi pädagogesch Autonomie, déi elo gestäerkt gëtt. D'Lycéeë sollen an Zukunft selwer hir Konzepter ausschaffen, déi un hir spezifesch Schoulpopulatioun ugepasst sinn. D'Schüler solle sech also an Zukunft net méi un d'Schoulen upassen, mä d'Schoule sollen den Interessen an Talenter vun de Schüler an awer och de regionale Beruffsdebouchéë Rechnung droen an deementspriechend agéieren.

D'Ziler, wat déi national Schoulpolitik ugeet, gi ganz kloer vum Ministère definéiert a ginn an engem nationale Referenzkader festgehalen. D'Schoul entscheet da selwer, mat wéi enge Moyenen, Offeren a Konzepter een dës Ziler wëllt erreechen. Déi eenzel Demarchë ginn am PDS, also am Plan de développement de l'établissement scolaire dokumentéiert a gëlle fir jeeweils dräi Joer. No dësen dräi Joer fënnt eng Evaluatioun statt an et gëtt gekuckt, wat gutt fonctionnéiert huet an op wéi engem Punkt eventuell och Adaptatiounen néideg sinn.

Wat d'Ausschaffe vun deem Plan de développement de l'établissement scolaire ugeet, fannen ech et ganz wichteg ze betounen, dass, äänlech wéi dat am Fondamental ass, vun ënnen erop geschafft gëtt an net vun uewen erof diktéiert gëtt. De PDS kënnt näämlech zustanen nodeems d'Besoine vun der jeeweileger Schoulpopulatioun analyséiert goufen an nodeems déi existéierend Offre scolaire a parascolaire gekuckt gouf. An all Lycée ass eng Cellule de développement scolaire chargéiert, de PDS zesumme mam Conseil d'education auszeschaffen. Et sinn also all d'Akteuren aus der Schoul do vertrueden: d'Schüler, d'Enseignanten, d'Elteren.

De PDS gëtt dann der Lycéeskonferenz virgestallt a vum Direkter approuvéiert. Mat dëser Approche kréien d'Lycéeën also op där enger Säit eng méi grouss Marge de manœuvre, ma ginn op där anerer Säit gläichermoossen och responsabiliséiert. Responsabiliséiert, fir d'Schouloffer weider ze diversifiéieren a fir a verschiddene wichtege Beräicher, wéi zum Beispill der Inklusioun vu Schüler mat spezifesche Besoinen oder dem Abanne vun de Schüler, Efforten ze maachen.

Här President, ech kommen zu engem weidere Kärpunkt vun dësem Projet de loi an zwar deene méi flexibele Sektiounen am Secondaire classique respektiv deene méi differenzéierten Niveauen am Secondaire technique oder, wéi en no der Reform wäert heeschen, am Secondaire général.

De System vun de Sektiounen am Classique wäert deene meeschten heibanne bekannt sinn. Ausser, dass déi al A2 an eng G ëmgedeeft gouf, huet sech zënter 1968 net ganz vill bei de Sektioune gedoen. Ab der Rentrée kënnt elo net nëmmen eng nei Sektioun derbäi, mä si kënnen zudeem och nach méi flexibel a jee no Besoin ausgeriicht ginn.

Fir eng gewësse Kohärenz bei de Premièresklassen ze behalen a verschidde Kombinatiounen ze erméiglechen, ginn déi eenzel Fächer a véier Voleten agedeelt. An zwar: e Volet «langues et mathématiques», e Volet «spécialisation», e Volet «formation générale» an e Volet «optionnel». Soumat gëtt déi schoulesch Offer iwwert d'Land weider diversifiéiert an d'Lycéeë kënnen eege pädagogesch Profiller ausschaffen, déi den ëmmer méi spezifesche Studien- a Beruffsbiller Rechnung droen.

Och am Secondaire général, also am geschwënn alen Technique, deet sech mat dëser Reform esou munches. Hei gëtt verstäerkt Wäert geluecht op differenzéiert Schaffen, fir besser op déi eenzel Stäerkten a Schwächte vun den eenzelne Schüler kënnen ze reagéieren an anzegoen.

Oft ass et näämlech esou, dass e Schüler am haitegen Technique duerch eng Schwächt an engem Fach, huele mer zum Beispill Mathé, keen Zougang huet zu engem méi héijen Niveau an engem anere Fach, wéi zum Beispill Franséisch. De Schüler ka sech also am Franséischen net wierklech weiderentwéckelen, aus deem eenzege Grond, well e Schwieregkeeten an der Mathé huet. Fir dat an Zukunft ze vermeiden, gi sougenannt «Cours de base» an «Cours avancés» op den ënneschte Klassen am Général agefouert. Dat gëllt op der neier Sixième - där aler Huitième -, wou esou Coursen am Däitschen, Franséischen a Mathé ugebuede ginn. An op Cinquième - där aler Neuvième - kënnt dann och nach Englesch derbäi.

Et gëllt also, an Zukunft méi op d'Stäerkte vun den eenzelne Schüler ze kucken, amplaz se wéinst de verschiddene Schwächten op der ganzer Linn ze bestrofen. Eng differenzéiert Approche ass, wéi gesot, hei d'Zauberwuert.

Resüméiert kéint ee bei deem heite Punkt soen: Fir do, wou d'Schülerpopulatioun relativ heterogen ass, am Enseignement secondaire général also, mat ville verschiddenen Talenter an Erausfuerderungen op Säite vun de Schüler, fir do eng beschtméiglech Perspektiv fir déi Jonk ubidden ze kënnen, gëtt am Secondaire général alles vill méi flexibel. Et geet hei ëm eng individuell Profillstäerkung vun deem jeeweilege jonke Mënsch. Dem Schüler hëllefen, wou et néideg ass, an en do förderen, wou e scho gutt ass: Dat ass de Wee, deen hei ageschloe gëtt, zum Wuel vum Jonken.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

E Wuert och zur Orientatioun. All Lycée muss eng eege Cellule d'orientation hunn. Déi Cellule ass responsabel fir d'Démarches d'orientation, déi am PDS festgehale gi sinn. D'Iddi hannendrun ass, dass d'Schüler besser kënne begleet ginn an der Orientatioun, wéi dat bis elo de Fall war.

Op Septième a Huitième gëtt et en Avis provisoire. Enn der Huitième gëtt den Dialog mat den Eltere verdéift. An um Enn vun der Neuvième decidéiert dann de Conseil iwwert d'Fräigab fir d'Sektiounen, déi duerno opginn. Et gëtt eng Orientatioun unhand vun de Resultater vum Schüler, mä natierlech och unhand vu sengem Profill, senger Entwécklung an unhand vun deem, wat op der jeeweileger Sektioun duerno gefrot ass.

Madamm Presidentin, eng weider Prioritéit vun dësem Projet de loi ass den Appui, also d'Nohëllef an d'Hëllef fir de Schüler. D'Schüler léieren näämlech net alleguerte gläich séier a verschiddener brauche verstäerkt Hëllefstellung, fir zum Zil ze kommen. Duerch eng méi kohärent Approche vun de Lycéeë sollen d'Schüler besser betreit ginn a jiddwereen do ofgeholl ginn, wou e grad steet.

Net nëmmen, dass dëst ee vun deene siwe wichtege Kärdomäner ass, fir d'Qualitéit vun der Schoul ze bewäerten, de Projet gesäit och Mesurë vir, fir den Appui an den Encadrement vun de Schüler ze verbesseren. Ech denken dobäi un d'Méiglechkeet vun obligatoreschen Appuien oder un d'Méiglechkeet vun engem sougenannte Parrainage tëschent engem Schüler aus enger ieweschter Klass an engem Schüler aus enger ënneschter Klass.

Net zulescht wäert och d'Commission d'inclusion d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesche Besoinen assuréieren an a bestëmmte Fäll en individualiséierte Formatiounsplang fir déi concernéiert Schüler proposéieren.

Dem Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, SPAS genannt, fält och an Zukunft eng immens wichteg Roll zou. De SPAS hëlleft Schüler, déi Problemer hunn doheem, psychologesch oder och schoulesch, mä hëlleft och den Enseignanten, déi déi Schüler an de Klassen hunn, mat de Besoins spécifiques.

Madamm Presidentin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Schouloffer un d'21. Jorhonnert upassen, heescht och, op Beräicher setzen, déi vläicht keng laang Traditioun hunn, mä dofir eng grouss Zukunft. Eppes ass gewëss: Den digitale Beräich huet net nëmmen Zukunft, en ass d'Zukunft!

Déi Jonk solle fréi d'Méiglechkeet kréien, sech un d'Welt vum Numerique erunzetaaschten. Hei entstinn d'Aarbechtsplaze vun haut a vu muer. Dat geschitt am Lycée, ënner anerem mat deene versprachenen Tabletten, déi ee kann zu besonnesche Konditioune kréien, fir se am Schoulalldag dann och ze benotzen. Den iPad ass hei keen „nice to have", mä de Schoulsak vu muer. Mä dat geschitt virun allem awer och mat der Aféierung vun enger neier Sektioun, d'Sektioun I, «informatique-communication».

Den Akzent gëtt kloer op dee ganze Secteur vum TIC, dat sinn d'Technologies de l'information et de la communication, geluecht, dat heescht, op alles, wat mat Programmatioun, Bases de données, Informatik, Physik a Mathé ze dinn huet. Ab der Rentrée gëtt dës Sektioun, déi sougenannten „e-Skills" férdert, an de Future Hubs am LTE zu Esch an am Lycée des Arts et Métiers an der Stad ugebueden. Am Norde soll de Lycée zu Clierf nozéien, soubal d'Diere fir déi iwwernächst Rentrée opginn.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried vun Zukunftschancen a Perspektive geschwat. Wa mer eise Jonken dës wëlle bidden, da musse mer eis schoulesch Offer och deementspriechend upassen. A Beruffer, an deenen nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien dra sinn, dat sinn nun emol Zukunftsberuffer.

E weidere Schwéierpunkt an dësem Projet de loi läit ganz kloer an der neier Participatiounskultur/-struktur. D'Lycéeë sollen den Echange tëschent Elteren an de Schüler förderen. Dat geschitt engersäits duerch Demarchen, déi am PDS opgelëscht sinn, anerersäits sollen duerch d'Conférence nationale des élèves déi néideg Ressourcen zur Säit gestallt ginn, fir autonom an onofhängeg kënnen ze schaffen.

D'Schüler sinn déi éischt Betraffen an domat am bescht Platzéiert, fir iwwer hir Schoulen ze schwätze respektiv Verbesserunge virzeschloen. An och d'Eltere sollen an Zukunft méi mat agebonne ginn. De Projet de loi iwwert d'Schafe vun enger nationaler Elterevertriedung ass de Moment jo nach um Instanzewee.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Häre, ech hoffen, ech konnt Iech a menger kuerzer Zäit en Abléck an dës Modernisatioun vum Lycée verschafen. Ech denken, et ass e groussen a wichtege Projet, deen eis Schoullandschaft moderniséiert an no vir bréngt an deen eise Schüler am Land zeguttkënnt. Am Vierdergrond steet, wéi gesot, déi vergréissert Autonomie, déi eis Schoullandschaft wäert diversifiéieren, se un d'21. Jorhonnert upasst an aus eise gudde Schoule besser Schoule fir jiddweree wäert maachen.

Wéi gewinnt, fannt Der den Detail vun allen Adaptatioune grad wéi och déi eenzel Avise vu Statsrot a Beruffschamberen a mengem schréftleche Rapport.

Zum Schluss wëll ech awer nach e puer Mercie lassginn. Merci de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Educatiounskommissioun fir hir konstruktiv an zum Deel och kritesch Mataarbecht. Merci besonnesch och dem Joëlle Merges, der Kommissiounssekretärin, fir d'Ënnerstëtzung beim Rapport. Merci dem Minister Claude Meisch a senge Beamten, déi ëmmer en oppent Ouer bei Froen haten. A schlussendlech Merci Iech alleguerte fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Rapporteur Claude Lamberty. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Delvaux hat beim Projet de loi 6573 iwwert d'Reform vum Secondaire breet Consultatioune gefouert.

An ier ech elo virfueren, wëll ech awer fir d'Éischt nach dem Rapporteur, dem Här Lamberty, Merci soen, well soss hunn ech dat herno vergiess. Also, villmools Merci!

(Hilarité)

Sou! D'Madamm Delvaux hat och ganz vill Avise gefrot. All Lycée war zum Beispill opgefuerdert ginn, fir een Avis ofzeginn. Et ass natierlech dunn och ganz vill kontrovers diskutéiert ginn - ech ka mech nach ganz gutt dorun erënneren -, an dat och, well d'Reform eng Partie grondleeënd Ännerunge mat sech bruecht hat. Ech gi just e puer Beispiller.

De Sproochenunterrecht am Secondaire général sollt méi flexibiliséiert ginn. Am Général wären d'Sektiounen u sech nei definéiert ginn. Am Général an am Classique wär op Deuxième en Travail personnel encadré agefouert ginn. Dat ware ganz vill Diskussioune ginn. Do wär et ëm eng Aarbecht gaangen, wou eemol eng Kéier net nëmme Wëssen an de Kapp u sech eragestoppt gi wär, mä wou definitiv kompetenzorientéiert hätt misse geschafft ginn, geplangt ginn, Informatioune siche goen, Outile siche goen, realiséieren, evaluéieren an esou weider. D'Schoulentwécklung wär méi kohärent definéiert ginn an esou weider. Et war liichte Sprengstoff dran.

D'Madamm Delvaux hat och net deen einfache Wee gesicht, mä si war sech bewosst - ech ginn

emol zumindest dovunner aus, mä vläicht kënnen d'LSAP-Kolleege mer dat nach bestätegen -, datt et wichteg wär, bei esou enger déif gräifender Reform mat den Akteure vum Terrain ze diskutéieren, si mat an d'Boot ze huelen.

Iwwert dëse Projet de loi 7074 vum Här Meisch ass, au contraire, net vill diskutéiert ginn. Et ass u sech schonns e bësse komesch, et ass verdammt roueg a mir schwätzen awer iwwer eng Lycéesreform. Firwat? Do gëtt et a mengen Aen e puer Ursaachen.

Eng éischt: Am Verglach zur geplangtener Reform Delvaux ass dat heiten - ech iwwerhuelen dem Här Meisch seng Wierder - sécherlech „keng Makroreform", esou wéi hien dat d'lescht Joer op dëser Plaz u sech fir d'Beruffsausbildung annoncéiert hat, mä et ass éischter „eng Mikroreform".

A wann d'Madamm Delvaux hei ënner anerem nach all Schoul opgefuerdert hat, een Avis ofzeginn, esou si bei dësem Projet de loi emol net d'Direkteren als Collège des directeurs gefrot ginn, fir een Avis ofzeginn. Ass dat normal? Neen! Et ass u sech katastrophal. Esou eng Reforme musse mat de Leit vum Terrain gemaach ginn, Stéchwuert: Participatioun. An d'FEDUSE huet dee Mangel u Kommunikatioun de Moie jo nach eng Kéier bekräftegt.

An drëttens: Hei huet de Courage gefeelt, fir de Sproochenunterrecht unzepaken. Dat ass schued. Et ass eng verpasste Chance, awer wahrscheinlech och ee Grond, firwat net vill kontrovers iwwert dëse Projet de loi diskutéiert ginn ass.

Allgemeng: Als CSV hate mer zwielef Amendementer gemaach. Zwee sinn der ugeholl ginn. Ech géif bal mengen, déi hätte missen ugeholl ginn, well soss wären - ënner Gänseféisschen - „Feeler" am Gesetz gewiescht. Déi aner zéng si refuséiert ginn. Ech wäert nach op eenzelner agoen.

A just eng kleng Klammer: Den Här Minister hat et net fir absolutt noutwendeg fonnt, fir an d'Kommissioun ze kommen, wéi mer d'Amendementer virgestallt hunn. Dat seet och schonns eppes aus, wéi erwënschenswäert konstruktiv Oppositiounsaarbecht ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Wat ännert dann elo mat dësem Gesetz?

De Rapporteur ass definitiv am Detail op déi meeschte Punkten agaangen. Ech gi just op sechs Punkten an: éischtens, den Opbau vum Enseignement secondaire, déi nei Etiketten; zweetens, d'Participatioun, d'Matsproocherecht, d'Schoulentwécklung; drëttens, d'Classes inférieures; véiertens, d'Classes supérieures an déi domadder verbonnen Autonomie; fënneftens, de Sproochenunterrecht; a sechstens ginn ech awer och nach op de Premièresexamen an.

Sou! Ech fänke beim Opbau vum Enseignement secondaire un, déi nei Etiketten. Den Här Lamberty huet gesot: „eng Ëmdeefung". De Secondaire classique bleift de Classique. Den Technique gëtt elo de Général. D'Beruffsausbildung bleift d'Beruffsausbildung, mä déi gëtt aus dem Général erausgeholl.

Ech weess, datt do heroesch Diskussioune gefouert gi sinn, well am Ufank sollt u sech de Classique de Général ginn, wat vläicht och e bësse méi logesch gewiescht wär. Mä de Classique wollt awer de Classique bleiwen. Dunn huet den Technique gesot: „Ma wann Dir wëllt de Classique bleiwen, da gi mir de Moderne." An dat ass awer och näischt ginn. Dunn ass den Technique dann eben de Général ginn.

D'Etikett ännert also. Dat wäert awer kee groussen Afloss op d'Schoul, d'Schoulhalen, d'schoulesch Resultater um Terrain hunn. A fir méi Kloerheet suergt dësen Etikettewiessel sécherlech net. Ech hat den Enseignement général gegoogelt. Da fënnt een: «(...) est le parcours le plus classique, amenant les élèves vers les études supérieures.» Entsprécht dat eisem Technique? Op jidde Fall misste mer de Google emol informéieren, datt hei zu Lëtzebuerg dann alles e bëssen anescht ass, well wann de Général den «parcours le plus classique» ass, dann hu mer een hei, deen nach plus que plus classique ass, näämlech eise Classique!

Wéi gesot: Et bréngt näischt! Et ass just eng Etikettenännerung, déi awer net onbedéngt fir méi Kloerheet suergt. Mä et mécht der Kaz kee Bockel.

Deen zweete Punkt: d'Participatioun, d'Matsproocherecht, d'Schoulentwécklung am Allgemengen. Dräi Begréffer, déi fir d'Schoul wichteg sinn an déi am Prinzip eppes Positives bedeiten. Ech wëll hei fir d'Eischt betounen, datt d'Schoulentwécklung definitiv ganz wichteg ass, datt se awer nëmme mat de Leit vum Terrain an net iwwer hir Käpp ewech ka funktionéieren, datt eng participativ Leedung den A an O vun der Schoulentwécklung an och vun enger gudder Schoulleedung ass.

A gleeft mer et: Wann ee gären Neierungen an d'Schoul bréngt, dann ass et wichteg, d'Enseignanten, dat educatiivt Personal, déi ganz Schoulcommunautéit dovunner ze iwwerzeegen a si mat anzebannen! Wa si mat decidéieren, wa si derhannert stinn, wa si mat Verantwortung iwwerhuelen, da kënnt een als Schoul weider. Dat geet awer nëmmen, wann zumindest eng gewëssen Demokratie, ee gewëssent Matsproocherecht an der Schoul garantéiert ass.

Dat alles däerft ech u sech engem Politiker aus der Demokratescher Partei net musse soen, mä verschidden Ännerungen an dësem Projet de loi ginn awer definitiv géint all demokratesch Versteesdemech. Ech ginn lech zwee Beispiller.

De Proffecomité als Vertriedung vun den Enseignanten ass ofgeschaaft ginn. Deen ass ersat ginn duerch de Comité de la conférence du lycée, eng Vertriedung also vum gesamte Personal vun der Schoul. Dat ass prinzipiell net schlecht. Just eng kleng Klammer: Hei hätt een och kënnen d'Aufgaben e bëssen upassen, well do war just Copy-and-paste gemaach gi vum Comité des enseignants.

Dëse Comité de la conférence du lycée huet ënner anerem als Aufgab, d'Personal bei der Direktioun ze vertrieden. Dat ass och gutt. Mä laut Gesetz kann d'Direktioun och Member vun dësem Comité sinn. Dat heescht, d'Direktioun ka mat dësem Gesetz als Member vum Comité Doleancë bei sech selwer virbréngen. Logesch fanne mir dat net. D'Majoritéitsparteien hunn awer eisen Amendement, wou mer virgeschloen haten, fir dat ze präziséieren, datt d'Direktioun net dierft Member vum Comité vun der Konferenz sinn, eestëmmeg ofgeleent. D'CSV wollt hei Klorheet. D'Majoritéit huet dës Klorheet eben ofgeleent, wou ech wierklech net verstinn, firwat, well den normale Mënscheverstand seet engem jo awer, datt, wann esou ee Comité soll funktionéieren, dann d'Direktioun net kann dra sinn.

An dann, wat an eisen Ae vill méi schlëmm ass, dat ass de Fonctionnement vum Conseil d'éducation, esou wéi et hei am Projet de loi elo virgesinn ass. De Conseil d'éducation ass deen offizielle Gremium an der Schoul, wou Elteren dra sinn, wou Schüler dra sinn, wou Enseignanten dra sinn an d'Direktioun dran ass. Dëse Gremium hätt u sech iwwert d'Charte scolaire ze decidéieren, misst u sech déi autonom Aktioune vun der Schoul guttheeschen, zum Beispill nei Schoulofferen, misst u sech den Accord iwwert d'Verdeelung vum Budget ginn an esou weider.

Firwat soen ech „hätt", „misst", an net „mécht" an „decidéiert"? Mä ganz einfach, dëse Gremium riskéiert, mam Här Meisch sengem Gesetz elo just nach Schäinaufgaben ze kréien. Well kennt Der de Sproch: Paragraf 1: De Chef huet ëmmer recht. Paragraf 2: Wann de Chef eng Kéier net recht huet, dann trëtt erëm Paragraf 1 a Kraaft. A genau esou riskéiert et elo beim Conseil d'éducation ofzelafen! An dat huet u sech kee gefrot. Wann den Direkter näämlech elo eng aner Meenung huet wéi d'Majoritéit vum Conseil d'éducation, dann decidéiert wien elo, nom Gesetz? Ma den Direkter!

Dat heescht, just den Direkter huet ze decidéieren. Déi aner riskéieren, zu Blummestäck ze mutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dach absolutt demotivant fir jiddwereen, dee wëllt matschaffen! A mir brauche Leit, déi wëlle matschaffen a matdenken. Dat hei ass net gutt esou. Mat dësem Gesetz riskéieren déi Gremien, déi kéinten ebe matschwätzen a matdiskutéieren, zu engem Pro-forma-Gremium ze degradéieren. Als CSV si mer hei dergéint.

Mir haten och en deementspriechenden Amendement gemaach, mä Dir kënnt lech et jo denken: D'Majoritéitsparteie ware sech eens, fir dëst natierlech net unzehuelen. A wat war d'Erklärung? D'Autonomie ass eng éischt. Dësen u sech positive Begréff vun Autonomie gëtt hei komplett detournéiert an dat ass schlecht fir d'Schoulentwécklung.

Eng zweet Erklärung war: Et wär «dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'établissement». Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass genau de Contraire! Dëst ass kontraproduktiv fir ee gudde Fonctionnement vun der Schoul. Ech soen et nach eemol: Et ass komplett demotivéierend, wann een de Leit, déi solle matschaffen, matdiskutéieren, matdenken, vun Ufank u seet: „Dir kënnt dat zwar maachen, mä wa mer eis net eens ginn, dann decidéiert awer den Direkter."

An zweetens, gleeft mer et, wann den Direkter sech net eens gëtt mam Conseil d'éducation, wat bestëmmt net dacks virkënnt, mä wann et virkënnt, dann ass ee Problem do. An da muss derno gekuckt ginn an et däerf net einfach de Paragraf 2 vu mengem Sproch virdrun antrieden. Da muss een Drëtten ee Bléck drop werfen an tranchéieren. Do huet de Minister ganz einfach eng Verantwortung ze iwwerhuelen. Autonomie heescht net, datt de Ministère keng Verantwortung méi soll oder däerf iwwerhuelen.

D'Majoritéitsparteie wëllen op där enger Säit an der Grondschoul kee Supérieur hiérarchique an der Schoul, soss géif näischt méi funktionéieren. Se pochen do op déi an hiren Aen absolutt noutwendeg Basisdemokratie. An am Lycée poche se genau op de Contraire! Wou ass do d'Kohärenz? Wéi eng Logik stécht do derhannert?

Als CSV hu mer eng kohärent Vue. Mir si fir een Direkter mat klorem hierarcheschem Pouvoir, net fir eng absolutt Basisdemokratie, souwuel an der Grondschoul wéi och am Lycée. Mir si fir een Direkter, deen awer mat de Leit schafft. Eng participativ Leedung vun enger Schoul ass wichteg a muss erméiglecht ginn a gefuerdert ginn.

Just nach eng kleng Remarque zum Schülercomité: Dëse kritt elo ee Sall an dat noutwendegt Material. Dat ass gutt esou. Mä duerch dës Bestëmmunge vum Conseil d'éducation gi si an och d'Elterevertrieder mat dësem Gesetz, wat d'Matsproocherecht ugeet, sécherlech net gestäerkt.

Dann, d'Schoulentwécklung mam Schoulentwécklungsplang, PDS, der Cellule de développement scolaire, der Charte scolaire mam Profill, Projet d'établissement, Projet d'innovation pédagogique an esou virun ass an dësem Gesetz alles aneschters wéi kloer an iwwersiichtlech definéiert a beschriwwen an och alles aneschters wéi kohärent zur Grondschoul. Dat Ganzt ass kee Ganzt.

Esou sinn zum Beispill fir de PDS hei siwe Punkte virgeschriwwen, zum Beispill den Appui, d'Zesummenaarbecht mat den Elteren, d'Orientatioun, nei Technologien an esou weider, déi mussen dran enthale sinn. Mä et gëtt zum Beispill weder d'Verbesserung vun der Unterrechtsqualitéit - den Enseignement ass awer den „core business" vun de Schoulen an dat ass beim Grondschoulgesetz esou beim PDS virgesinn - nach gëtt d'Wuelbefanne vun de Schüler, wat ee wichtege Facteur ass fir d'Réussite scolaire, hei behandelt. A wann déi Saache géife behandelt ginn, da wär et u sech eng Grondviraussetzung, datt eng intern Evaluatioun och iwwert déi zwee Punkte gemaach gëtt. An dat wär immens wichteg, wann ech de Qualitéitskreeslaf vun enger Schoul, wann ech där... Wann ech eng Schoul gäre wëll verbesseren, wär dat immens wichteg.

Mir haten als CSV hei e puer Amendementer proposéiert. Déi sinn alleguer - wéi kéint et anescht sinn? - refuséiert ginn.

Erlaabt mer just nach eng kleng Remarque zu de spezifesche Regelen d'ordre intérieur, déi an der Schoulcharta festgehale ginn an déi méi wäit kënne goe wéi dat, wat am Règlement grand-ducal iwwert d'Règles de conduite festgehalen ass. Als CSV si mer och hei der Meenung, an dat aus praktesche Grënn, datt de Ministère eng Verantwortung huet, fir sécherzestellen, datt hei näischt festgehale gëtt, wat onsënneg ass oder souguer géint verschidden aner Regele verstéisst. Dir kënnt elo soen: Dat do ass net esou wichteg. Mä et ass awer wichteg an der Praxis.

Ech ginn lech e Beispill: A menger fréierer Schoul hate mer zu där Zäit schonn eng Charte scolaire, dat heescht, dat ass elo näischt extrem Neies. Do war an der Charte scolaire zesumme mat der Schoulcommunautéit festgehale ginn an deene spezifesche Regelen, well mer gefëierlech Beruffer ausüben, datt mer bei Verdachtsfäll kéinten Drogen- an Alkoholskontrolle maachen. An ech kann lech soen, déi Charte scolaire war vum Ministère approuvéiert ginn. An ech kann och soen, datt ech frou war, well ech war tëschenduerch eng Kéier an d'Schoulkommissioun hei geruff ginn, well ech anscheinend an d'Fräiheet vun de Schüler géif agräifen. Ech mengen, dorop wëll ech net agoen. Mä dat géif awer eng Approbatioun vum Minister ginn, eng Ofsécherung vun der Schouldirektioun, der Schoulcommunautéit bedeiten. D'Schoulen hu keng Juristen an et si keng Juristen. Natierlech bedeit dat awer och Matverantwortung vum Ministère, mä ech mengen, dat ass säin Job.

An op där anerer Säit géif dat awer och u sech eng Garantie bedeiten, datt d'Kierch am Duerf bleift. Dat ass vläicht elo e schlechten Ausdrock bei dëser Regierung. Loosse mer soen, fir datt alles an de Limitte bleift. An och do, mengen ech, huet de Minister eng Verantwortung. Och dat ass säin Job.

Dofir hate mer och per Amendement proposéiert, fir den Text esou bäizebehalen, wéi en am ale Gesetz war, näämlech datt dës Regele misste vum Minister approuvéiert ginn. Dat war vun der Majoritéit refuséiert ginn. Eng éischt Erklärung war, aus dem Bauch eraus, géif ech elo emol soen: „Da misst de Minister alleguer d'Regelen duerchkucken." Also, mir hu keng Honnerte vu Lycéeën, an déi Regele ginn och net all Dag geännert. Dat ass ze packen!

Déi zweet Erklärung war d'Autonomie. Ech soen: D'Autonomie gëtt heiansdo mëssbraucht, fir datt de Ministère manner Verantwortung muss iwwerhuelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, eng kleng Klammer hei opzemaachen. Mir haten nieft dësem Amendement nach e puer anerer gemaach, fir eng Partie praktesch Problemer um Terrain ze verhënnere respektiv fir juristesch Onsécherheeten aus dem Wee ze schafen. Zum Beispill wat d'Surveillance bei Deplacementer vun de Schüler innerhalb vun der Schoulzäit ugeet. Ech ginn hei net op den Detail an, mä ech wëll just soen, datt mir, d'Oppositioun, dës Amendementer net maachen, fir d'Majoritéit rosen ze maachen - heiansdo hunn ech dat Gefill, datt d'Majoritéit dat géif unhuelen -, mä mir maache se, well mer u sech konstruktiv gäre wëlle matschaffen a well mer gäre wëlle probéieren, déi praktesch Problemer u sech ze verhënneren. Well Onsécherheeten erschwéieren d'Aarbecht um Terrain onnëtz, an dofir kann ech u sech net verstoen, datt déi automatesch ëmmer refuséiert ginn.

Sou! Da kommen ech bei mäin drëtte Punkt: Classes inférieures. Hei ännert sech mat dësem Gesetz am Classique am Prinzip näischt. Am Secondaire général ginn elo, den Här Lamberty huet dat gesot, op de Sixième- a Cinquième-Klasse fir d'Sproochen a fir d'Mathé jeeweils ee Cours de base an ee Cours renforcé organiséiert. Dat ass u sech näischt dramatesch Neies. Dat ass de PROCI-System. An ech si frou, datt de PROCI-System an deem Punkt elo verallgemengert gëtt. Dat ass an eisen Ae gutt esou. Ee Schüler soll net wéinst enger Schwächt an engem Fach automatesch an alle Fächer mussen op ee méi niddregen Niveau wiesselen. Do, wou e staark ass, soll en op sengem méi héijen Niveau gefuerdert ginn, an do, wou e méi schwaach ass, soll en op deem Niveau ënnerstëtzt ginn. Natierlech mam Zil, fir eventuell duerno och op dee méi héijen Niveau ze kommen.

Fir d'Orientatioun ze verbesseren, gi Stages d'orientation agefouert. Och dat begréisse mer als CSV. Mä haalt wann ech gelift déi praktesch Emsetzung am A! Op jidde Fall muss verhënnert ginn, an ech weess, datt do ee Problem besteet, datt déi Schüler aus dem ländleche Raum, well manner Betriber do sinn, well den ëffentlechen Transport net esou gutt organiséiert ass, do ee Stage maachen, wou se grad hikommen, an net onbedéngt do, wou se interesséiert wären, fir hinzegoen. Eng allgemeng Fro kéint een och stellen, ob Stagen net sënnvoll wären am Enseignement secondaire classique.

Da kommen ech bei d'Supérieursklassen. Do ännert sech am Enseignement secondaire général mat dësem Gesetz näischt. Am Classique kënnt elo d'Sektioun Informatique-communication bäi. Dat begréisse mer als CSV. Mir sinn natierlech och frou, datt déi Sektioun op Clierf kënnt, soubal wéi de Lycée opgeet. Mä allgemeng muss een awer soen, datt d'Informatik als een Outil de travail iwwerall, allgemeng an der Schoul an an all Fach misst méi agesat ginn an u sech och net nëmmen op deenen iPad-Klassen. Iwwerall gëtt dagdeeglech mam Computer, mam Internet geschafft, just net an all Schoul.

Eppes, wat mech drun erënnert, wéisou ech heiansdo drun zweifelen, datt mer am digitalen Zäitalter ukomm sinn, dat ass, wann ech d'Schüler gesinn, déi nach ëmmer mat deem urale Klassebuch, wéi mir et schonn haten, do an der Hand ronderëmlafen, déi et dann um Enn vum Schouljoer vläicht och nach verschwannen dinn. Mir hunn digital Klassebicher. Mir sinn am digitalen Zäitalter. Firwat férdere mer dat net méi?

A wa mer een digitaalt Klassebuch hätten, dann hätte mer schonn en éischte Schratt an déi richteg Richtung gemaach, well dann hätte mer an all Klassesall op d'mannst ee Computer stoen.

Sou! Déi klassesch Lycéeë kréien elo, fräi laut dem Här Meisch sengem Sproch: „Verschidde Schoule fir verschidde Schüler", méi Autonomie, fir Optiounsfächer unzebidden a fir d'Sektioune méi flexibel ze organiséieren. Dëst ass net iwwert d'Gesetz, mä iwwer Règlement grand-ducal geregelt, mä ech wollt trotzdeem kuerz heirop agoen.

D'CNEL an och d'FAPEL hunn an hirem Communiqué och op verschidde Problematiken higewisen. Fir d'Éischt wëll ech awer soen, datt villes vun deem, wat elo als nei an d'Fënster gesat gëtt, schonns besteet, näämlech de Projet d'innovation pédagogique, de Projet d'établissement, d'Margen, fir eng bestëmmte Stonnenzuel anescht ze organiséiere wéi den

üübleche Stonneplang, d'Charte scolaire, de Profill vum Lycée. Och déi zwou Saache stounge schonn am Gesetz vun 2004. De PDS, de CDS ass net komplett nei, stoung awer esou net am Gesetz. Et ass elo gutt, datt et an d'Gesetz kënnt. Et war awer schonn a verschiddene Schoulen. Dat, wat eben nei ass, sinn déi Optiounen, datt déi kënne méi flexibel organiséiert ginn.

Allgemeng soe mer als CSV: Méi Autonomie ass prinzipiell gutt, mä d'Qualitéit muss garantéiert ginn, de Wiessel tëschent de Schoule muss weiderhi méiglech sinn, Chancëgerechtegkeet muss gi sinn. Mir brauche vergläichbar Ugebueder iwwerall am Land. Mir musse verhënneren, datt d'Schüler, déi zum Beispill hei an der Stad wunnen, ee grousse Choix hunn tëschent deene verschiddene Kiischten um Kuch, déi ugebuede ginn, well se ebe vill Schoulen hunn, an déi um Land dat musse maachen, wat de Lycée eben decidéiert. Dat heescht, déi Kiischt huelen, déi grad do ass. Op jidde Fall musse mer ee regionalen, lokalen an domadder och soziale Schoulclivage hei zu Lëtzebuerg verhënneren.

Bei där méi flexibeler Organisatioun vun de Sektiounen hätt ee sech dofir och kënnen d'Fro stellen: Firwat net dem Schüler an der eenzelner Schoul méi Choix loossen, anstatt datt d'Schoul de Choix hëlt? Et wär organiséierbar. Et wär natierlech e bësse méi Opwand.

D'Chancëgerechtegkeet queesch duerch d'Land géif awer doduerch verbessert ginn. Wann ech d'Metapher vum Här Meisch geschter huelen, hien huet eise Lëtzebuerger Schoulsystem verglach mat engem Restaurant mat engem Menü. Ech mengen, et war e Schnitzel a Fritten.

Den Här Meisch wëllt elo gäre mat dësem Gesetz u sech vill verschidde Restaurante mat jeeweils engem anere Menü schafen. Mir hätten u sech léiwer, wann d'Schüler an hirem Restaurant ënnerschiddlech Menüen ugebuede kriten. Dat heescht, wou de Schüler de Choix hätt, ouni datt en direkt misst de Restaurant wiesselen, wann em eppes net schmaacht.

Allgemeng Autonomie däerf ni zu engem onkontrolléierbaren, oniwwersiichtleche Wirrwarr vu Lycéeë féieren, wou kee méi d'Iwwersiicht huet. Well wa kee méi d'Iwwersiicht huet, dann hu mer vläicht fir all Schüler säi Lycée, mä ech weess net, ob all Schüler säi Lycée fënnt. Also do muss dru geschafft ginn. Et muss am Sënn vun der Chancëgerechtegkeet an der Qualitéitsgarantie koordinéiert an encadréiert ginn. An och do huet de Ministère eng Verantwortung.

Mäin zweetleschte Punkt: de Sproochenunterrecht. Ech hunn et schonns ufanks gesot, hei huet de Courage gefeelt. Dat wären natierlech Diskussioune ginn, mä dës Diskussioune musse gefouert ginn. Dëse Projet de loi gesäit fir den Technique, de Général, deeselwechten Niveau C1 vir fir Däitsch a Franséisch wéi fir de Classique, an am Englesche gesäit en am Général de B2 vir, am Classique de B2+. Mä Däitsch a Franséisch um Niveau C1, am Technique genausou wéi am Général (veuillez lire: am Classique).

Den SEW schreift a sengem Avis, dat wär zwar ganz luewenswäert, dat wär awer leider onrealistesch. Do kënne mer als CSV dem SEW nëmme recht ginn. Ee Gesetz soll sech awer realistesch Ziler setzen. Mir haten och an deem Sënn zwee Amendementer virgesinn, méi realistesch a méi flexibel fir de Schüler. Mir sinn nämlech der Meenung, datt mer net onbedéngt fir all Schüler seng Schoul musse schafen, mä datt eis ëffentlech Schoule méi e flexibelt Ugebuet musse schafen, fir besser op déi ënnerschiddlech Fäegkeeten an déi ënnerschiddlech Usprécher vun de Schüler kënnen anzegoen.

An an deem Sënn, wéi gesot, hate mer zwee Amendementer proposéiert. Mir hate proposéiert, fir déi dräi Sproochen, déi definitiv musse gemaach ginn - Däitsch, Franséisch an Englesch -, op zwee verschiddenen Niveauen unzebidden. Am Secondaire général, wou de Minister elo seet, Däitsch a Franséisch mussen um Niveau C1 sinn, d'selwecht wéi am Classique, géife mer proposéieren, eng Sprooch um C1 an de Choix de l'élève, awer mindestens eng Sprooch. Wann deen der gäre wëllt dräi maachen, da kann en der dräi maachen, mä e muss mindestens eng maachen. An am Classique hu mer proposéiert, datt e mindestens zwee Coursen um Niveau avancé muss huelen - hien huet awer de Choix - an deen anere Cours ass um Niveau B2+. Dat heescht, mir hunn un den Niveauen näischt geännert vis-à-vis vum Projet de loi vum Här Meisch.

Den Här Meisch sot elo de Moien - also mir hate schonns ee klenge Face-à-face de Moien -, hie wär erféiert, esou eng Propos vun eis ze héieren. Ech wëll hei just nach eemol betounen: Éischtens, mir géife beim Classique, genausou wéi den Här Meisch, zwou Sproochen um Niveau C1 aféieren. A souguer mindestens zwou. Dat heescht, de Schüler, wann e wëllt, kéint der och dräi um Niveau C1 hunn an eng Sprooch um Niveau B2+. Just bei eis hätt de Schüler eben de Choix. Dat heescht, hie kéint Däitsch a Franséisch um C1 maachen oder hie kéint Däitsch an Englesch um C1 maachen. Oder hie kéint och Franséisch an Englesch maachen. Oder eben, wéi gesot, déi dräi. Do wär also definitiv keen Nivellement vers le bas. Et wär just méi flexibel fir d'Schüler a besser un d'Heterogenitéit ugepasst.

Den Här Meisch sot als Erklärung och nach: „Mir brauche Leit, déi, wa se Redakter ginn, héich Carrièrë beim Stat maachen, Enseignanten an esou weider, da musse gutt am Däitschen an am Franséische sinn." Mä mat eiser Propos hu se jo nach all Méiglechkeeten. Een, dee wëllt Statsbeamte ginn, ma dee weess, datt e gutt muss Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch kënnen. Dee muss säi Choix upassen. Mä ech gi jo emol dovunner aus, datt eise Classique net nëmmen do ass, fir Statsbeamten auszebilden.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et ginn och nach aner Beruffer a wichteg Beruffer, wou mer gutt ausgebilte Leit brauchen. Statsbeamte si wichteg, wéi gesot, awer eis Ekonomie lieft net nëmme vun hinnen.

Da sot den Här Meisch och nach - an ech mengen, den Här Lamberty sot dat och -, e wéilt näischt änneren, wat gutt funktionéiert. Do soen ech: Et funktionéiert net gutt. Well eis ëffentlech Schoul hiert Ugebuet eben net flexibiliséiert, gëtt de Classique fir vill gutt Schüler zougemaach.

D'Amendementer sinn, dat brauch ech Iech wahrscheinlech net ze soen, ouni vill Diskussioune refuséiert gi mam Argument, doriwwer misst een diskutéieren. Et wär net esou einfach ze decidéieren. Et wär ee Paradigmewiessel. Dir Dammen an Dir Hären, wéini diskutéiert een dann iwwert de Sproochenunterrecht, wann net bei der Reform vum Lycéesgesetz? Als CSV bedauere mer, ech soen et nach eemol, datt de Sproochenunterrecht net ugepaakt ginn ass.

Ech bleiwen da bei de Sproochen. Déi englesch Sprooch gewënnt lafend u Bedeitung. D'Regierung schéngt och där Meenung ze sinn, wann ech „Nation Branding" héieren, wann ech „Let's make it happen" héieren an esou weider. Englesch gëtt och um Aarbechtsmaart an op den Unien ëmmer méi wichteg an, dat ass ee grousse Virdeel, d'Schüler sinn un dëser Sprooch interesséiert. An dovunner misst een u sech profitéieren. Ech bedaueren och, datt heiriwwer net diskutéiert ginn ass. An an deem Sënn deposéieren ech am Numm vun der CSV eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir Englesch ab der Septième anzeféieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que selon le rapport actuel de la Commission européenne concernant «L'apprentissage des langues étrangères par les enfants européens», l'anglais est la langue·étrangère la plus enseignée (97,3%) dans les pays de l'Union européenne au niveau de l'enseignement secondaire inférieur;

- notant que selon le même rapport, la proportion d'élèves qui apprennent l'anglais au niveau primaire a connu une tendance à la hausse la plus forte de 18,7 points depuis 2005, atteignant un total de 79,4% en 2014;

- considérant que selon les chiffres récents d'Eurostat concernant l'apprentissage des langues au Luxembourg, 100% des élèves apprennent l'allemand et le français tandis que 59,7% des élèves apprennent l'anglais à l'enseignement secondaire inférieur;

- notant que dans le régime de l'enseignement secondaire supérieur, 85,8% des élèves apprennent le français, 81,3% l'allemand et 70,9% l'anglais;

- sachant que l'anglais a acquis dans le monde d'aujourd'hui une importance cruciale en tant que langue de communication internationale;

- considérant que face à la globalisation, et alors que le monde universitaire est de plus en plus concurrentiel, l'anglais est devenu la langue des chercheurs;

- considérant dans ce même contexte et suite notamment à l'internationalisation des étudiants, que de plus en plus d'universités offrent sinon des cursus entiers en anglais du moins certaines formations supérieures spécifiques, de sorte que la langue de Shakespeare a sa place dans les milieux universitaires européens non anglophones;

- notant que les futures générations seront encore davantage habituées à travailler dans un contexte international;

- constatant en effet que pour de nombreuses entreprises l'anglais est devenu la langue de travail par excellence, de sorte que sa maîtrise peut s'avérer un critère de sélection déterminant,

invite le Gouvernement

- à introduire l'apprentissage de l'anglais dès les classes de 7ème de l'enseignement secondaire classique et secondaire général.

(s.) Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

Ofschléissend nach kuerz zum Examensreglement op Première. Manner Fächer am Secondaire classique ass am Prinzip gutt. Mä bleiwen d'Qualitéit an d'Gerechtegkeet garantéiert respektiv wéi mécht een dat? Ginn Épreuve-communnen agefouert an deene Fächer, wou keen Examen ass, zum Beispill? Ginn et Double-correctionen, fir eben d'Vergläichbarkeet ze maachen? Et sinn nach vill Froen do.

Allgemeng muss een awer soen: Firwat ass dat esou kuerzfristeg annoncéiert ginn? Ech géif souguer soen: iwwert de Knéi gebrach ginn. Am Abrëll huet de Minister an enger Pressekonferenz ënner anerem annoncéiert, datt am Complement vum Diplom géifen d'Notte vun deene Branchë vun Deuxième drastoe kommen, déi de Kandidat op Première net méi hätt. Et war dunn eng gewëssen Onrou do. Firwat erëm retroaktiv? Dat do ass net fir d'Éischt. D'Schüler, déi betraff sinn, wou d'Notte vun der Deuxième sollten op de Complement kommen, wousste bis zur Pressekonferenz nach net, datt dat awer esou wär. Du waren awer schonn zwee Trimesteren eriwwer.

Ech hunn dunn och eng Question parlementaire an deem Sënn gestallt an ech krut virgëschter eng Äntwert. An an där Äntwert dementéiert den Här Minister elo formell dës Informatiounen. Dat heescht, hien dementéiert formell seng Affirmatiounen aus senger Pressekonferenz, aus sengem Pressedossier. Hien dementéiert formell dat, wat am Projet vum Règlement grand-ducal steet, dee mir déi lescht Woch nach kritt hunn. Hien hätt sech et elo anescht iwwerluecht, nodeems e mat den Direkteren an der CNEL geschwat hätt. Mä do muss ee sech da froen: Firwat schwätzt een dann net am Virfeld mat de betraffene Leit? Stéchwuert: Participatioun. An net emol fir d'Alleréischt eng Pressekonferenz maachen.

Déi Fro, déi awer nach ëmmer opbleift: De Minister hat jo awer erkläert, firwat dës Notte vun Deuxième wichteg wären, näämlech „fir eng méi komplett Zertifizéierung kënnen ze kréien". Dës Erklärung liicht mer och an. Dat géif dann awer elo fortfalen. Firwat, wann et Virdeeler hätt, dann net einfach ee Joer waarden an d'Änneruna gemeinsam mam Général maachen? Heiansdo hunn ech d'Gefill, wéi wann den Technique, de Général vergiess gi wär bei deenen éischten Iwwerleeungen. Also firwat ginn esou Annerungen net a Rou preparéiert?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetz begréisse mer eenzel Punkten, zum Beispill d'Neierungen am Cycle inférieur vum Enseignement secondaire général, d'Verallgemengerung vum PROCI-System an deem Punkt.

Mir bedaueren awer, datt bei der Ausschaffung vun dësem Gesetz keng grondleeënd Diskussioune mat de Leit vum Terrain gefouert gi sinn, Stéchwuert: Participatioun. Mir bedaueren och, datt mat dësem Gesetz d'Participatioun an der Schoul, déi noutwendeg ass fir eng gutt Schoulentwécklung, d'Schoulleedung geschwächt gëtt. A mir bedaueren, datt eenzel Punkten net praxisno am Gesetz behandelt ginn.

Et ass och extrem schued an och net ze verstoen, datt op ville Plazen de Courage gefeelt huet, wéi zum Beispill, fir de Sproochenunterrecht fundamental unzepaken. An dofir stëmme mer als CSV géint dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Hansen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

M. Lex Delles *(DP).*- Merci villmools. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport.

D'Modernisatioun vum Lycée stellt d'Weichen, fir datt eis Schoulen am 21. Jorhonnert ukommen. Laang genuch hu mir schonn Zäit verluer, andeem mer versicht hunn, déi schoulesch Erausfuerderunge vu muer mat de Léisunge vu gëschter ze léisen, andeem mer versicht hunn, d'Schüler op eis Vergaangenheet amplaz op hir Zukunft virzebereeden. Mir brauche vill méi eng modern Schouloffer, déi un d'Realitéite vun eiser haiteger Gesellschaft ugepasst ass, déi differenzéiert ass an déi op d'Beruffer vu muer virbereet. Esou gesäit jiddefalls fir d'DP d'Schoulpolitik aus.

Wa mer virdrun héieren hunn, datt d'Kierch soll am Duerf bleiwen, datt sech Froen doriwwer gestallt gi sinn, wéi dat dann elo soll sinn: Majo dach, et soll esou sinn, a grad och bei de Riedner vun der CSV. Ech mengen, wann hei gesot gëtt, datt de Minister an enger Kommissioun net derbäi war, muss ech awer soen, fir dat awer der Fairness halber hei richtegzestellen, datt de Minister - ech sinn eréischt säit véier Joer hei an dëser Chamber -, et muss een awer soen, datt de Minister a praktesch all Kommissioun do ass an datt de Minister, ob mir eng, zwou oder dräi Kommissiounen hunn, all Kéiers sech wierklech Zäit hëlt, aner Saachen, aner Obligatiounen, déi en huet, ofseet, fir kënne wierklech hei an d'Kommissioun ze kommen! An ech mengen, datt den Här Meisch wierklech do eng exemplaresch Aarbecht mécht an datt e wierklech do...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Just hei waren d'Amendementer virgestallt ginn.

M. Lex Delles *(DP).*- ...all Kéiers...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass wichteg, Här Delles,...

M. Lex Delles *(DP).*- Jo, en ass awer a wierklech...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz wichteg!

M. Lex Delles *(DP).*- ...bal all Kommissioun do. Dat ass elo Oppositioun/Majoritéit. Do ass wierklech kee Spill. Hei ass et wierklech, datt den Här Minister all Kéiers do ass.

An et huet mech awer och am Virfeld vun dëser Debatt e bësse gewonnert, datt dëse Projet an éischter Linn dorunner gemooss gëtt, ob et dobausse rumouert oder net. Et héiert een näischt méi, et héiert een iwwerhaapt näischt: Dann ass et och näischt!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen.

M. Lex Delles *(DP).*- Dat hu mer haut de Mëtten nach bal esou...

Ma loosst mech dach ausschwätzen!

(Brouhaha)

Dat huet een...

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Delles huet eleng d'Wuert.

(Interruption)

M. Lex Delles *(DP).*- „Et héiert een näischt, dann ass et och näischt", héiert een, an haut de Mëtte waren déi Wierder erëm bal d'nämlecht! Mir sollen eis vill méi driwwer freeën,...

(Brouhaha)

...datt mir elo - freeën, an ech betounen och „freeën"! -, datt mir no jorelaangem Hin an Hier an no villen Diskussiounen iwwer eng Lycéesreform kënnen ofstëmmen, an dat Ganzt och, ouni datt jiddwereen op d'Barrikade klëmmt!

Et gouf dee gréisstméigleche Konsens gesicht an deen ass och fonnt ginn. Ech wëll drun erënneren, datt de Bildungsminister Claude Meisch dofir net manner wéi 45 Lycéeë besiche gaangen ass, fir perséinlech an am Dialog mat Direkteren a Schüler gewuer ze ginn, wou de Schong dréckt a wou ee kann Upassunge maachen.

A wann ech de President vun der Proffegewerkschaft FEDUSE de Moien um Radio richteg verstanen hunn - well ech hunn nämlech och nogelauschtert -, wier et éischtens emol wichteg gewiescht, datt no laangem Stëllstand iwwerhaapt emol e puer Veränneruna kommen, an zweetens, datt déi Akzenter gesat ginn, déi eis Schoule brauchen. D'Gespréicher hunn also zu eppes gefouert.

Doriwwer eraus gouf sech jo och op Avise baséiert, déi schonn zum éischte Projet virlouchen. An och de Collège des directeurs war vun Ufank un agebonnen. Si hu souguer an Aarbechtsgruppe mat un de Reglementer geschafft. Grad si hunn zum Beispill insistéiert, datt d'Regierung net mécht, wat elo vun der CSV gefrot gëtt, nämlech datt all Schüler seng Fächer op der Sektioun a sengem Lycée kéint eraussichen. Dat géif d'Schoule virun immens grouss Erausfuerderunge stellen a wier organisatoresch net ze meeschteren.

Déi eenzel Lycéeë misste jo och dann ënnerschiddlech Plage-horairen ubidden. Do stellt sech d'Fro, ob méi kleng Lycéeën ausserhalb der Stad dat iwwerhaapt géifen organisatoresch hikréien. Ech denke besonnesch un déi kleng Lycéeën am ländleche Raum, wéi zum Beispill Clierf oder Réiden. Falls déi Schoulen dat net kéinte stämmen, géif dat net grad zu

enger Diskriminatioun féieren? An eisen Ae wier de Modell vun der CSV, den Effekt also kontraproduktiv.

A firwat soll een iwwerhaapt eppes iwwert de Koup geheien, wat gutt fonctionnéiert? D'Zil kann et jo net sinn, alles ze reforméieren, just fir duerno kënnen ze soen: „Majo, mir hunn eng Makroreform op den Instanzewee gesat." Eis Schoule si gutt, awer net gutt fir jiddwereen. Dat gëtt mat dësem Gesetz op de Leescht geholl.

Kärpunkt vun der Modernisatioun vum Lycée ass sécherlech déi schoulesch Autonomie. Dat ass och gutt esou, well Eenheetsbräi schmaacht deene mannste Schüler. An Zukunft sollen d'Schoule besser kënnen op déi verschidden Talenter, Potenzialer, mä och Besoine vun hire Schüler agoen an hir Konzepter a pädagogesch Approchen deementspriechend upassen. D'Schoule réckele soumat méi no bei hir Schüler, déi wéi gesot selwer Programmer kënnen ausschaffen, déi hirer Meenung no am beschten op hire Schülerprofill passen. Dëst ass ouni Zweifel en enorm wichtege Schratt a Richtung vun enger méi diversifizéierter Schoullandschaft, déi jo vu ville Säite gefuerdert gëtt.

Ech verstinn dofir och net richteg d'Kritik, datt de Ministère sech domadder géif senger Verantwortung entzéien. Ech géif et am Géigendeel verantwortungslos fannen, wann een d'Schoule géif an hirem Dynamismus an am Innovatiounsgeescht ausbremsen a wann een net géif op de Wee goe vun ënnerschiddleche Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Vergiesse mer jo och net, datt d'Schoulen dës Autonomie net fir näischt kréien. Si ginn och responsabiliséiert a mussen a siwe Kärberäicher vun der schoulescher Entwécklung eegen Demarchen ausschaffen, déi dann am PDS dokumentéiert ginn. De Ministère leet kloer d'Ziler vun deenen eenzelne Beräicher fest an d'Schoule kréien d'Verantwortung an d'Fräiheet, mat hire Moyenen an eegenen Demarchen dës Ziler ze erreechen.

Et ass an deem Kontext och immens wichteg, datt esou vill wéi méiglech Akteuren un deem Prozess kënnen deelhuelen. De PDS soll d'Resultat vun engem konstruktive Matschaffe vun der ganzer Schoulcommunautéit sinn, eng Aart Roadmap, déi duerno vun esou vill wéi méiglech Leit soll gedroe ginn an déi d'Erfahrung an d'Kompetenze vun deene verschiddene Leit um Terrain soll erëmspigelen.

D'DP begréisst jiddefalls ausdrécklech dës Approche: eng Approche vun ënnen erop anstatt vun uewen erof. Allgemeng mécht dës Regierung vill, fir d'Akteuren um Terrain mat anzebannen an datt d'Projete vun der Schoulcommunautéit gedroe ginn. „Bottom-up" seet een an dësem Kontext.

Net nëmmen a Lycéeën, och an der Grondschoul hu mir kierzlech hei an der Chamber de gewielte Schoulpresident zum Chef d'orchestre vun enger Equipp gemaach, enger Equipp, déi zesummen hire PDS festleet. Fir d'DP huet dat basisdemokratescht Element seng fest Plaz an der Schoulbänk.

Madamm Presidentin, de Rapporteur huet et virdru gesot: Och kënnen an Zukunft d'Sektiounen am Classique méi flexibel gestalt ginn. Déi rigid Kastenbaustruktur ass eiser Gesellschaft an der Villfältegkeet vun hiren Talenter einfach net méi ugepasst. Zudeem erfëllt dëst och net méi d'Erwaardunge vu villen Universitéiten, déi sech ëmmer weider spezialiséieren an dat och vun hire Studente verlaangen. Mat ënnerschiddleche Kombinatiounen erlabe mer de Lycéeën och hei, sech e Profill ze ginn an d'Schüler geziilt a verschiddene Beräicher ze spezialiséieren, déi um Aarbechtsmarché awer och gefrot sinn. Jee no Regioun oder Demande wier et zum Beispill méiglech, eng Sektioun C op d'Spezifissitéite vun den Ingenieuren auszeriichten oder der Biochemie oder nach enger ganz anerer Kombinatioun. Wéi gesot: ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler.

Parallell dozou sinn am Moment och sougenannt Kompetenzpolen amgaangen ze entstoen. Dozou ziele sécher d'Future Hubs mat de Lycéeën LTE, dem Arts et Métiers an dem zukünftege Lycée Edward Steichen zu Clierf oder Lycéeën, déi den Entrepreneursgeescht förderen, wéi zum Beispill den ECG, de Lycée technique vu Lalleng oder de Lycée Privé Marie-Consolatrice. D'Autonomie vun de Schoulen ass net nëmmen eng enorm Chance fir d'Schoule selwer, mä virun allem fir d'Schüler. Si gi méi geziilt an hiren Interesse gefërdert a kréie soumat d'Dier zu bessere Startchancen am Beruffsliewen opgemaach.

Madamm Presidentin, d'Zäite vu Griffel a Schifertafel sinn eriwwer. Mir sinn am Zäitalter vu FinTech, Big Data, Robotik ukomm. Dat ass e Fait, deem sech och mussen d'Schoulen upassen. Den Zuch huet d'Regierung Gott sei Dank net verpasst, souguer am Géigendeel: Si sëtzt heibäi an der Lokomotiv!

Vu Klengem u sollen d'Kanner spilleresch un déi nei, intuitiv Léiermethoden erugefouert ginn. Si solle fréi ufänken, e Gespier fir dat Digitaalt ze kréien. Dat ass de Fall am Fondamental, wou zum Beispill d'App „MathemaTIC" d'Coursë méi lieweg an innovativ mécht. Och déi versprachen iPade wäerten hiren Deel dozou bäidroen.

Virun allem wäert awer och déi nei Sektioun I fir déi néideg Kuelen an der Lokomotiv suergen. Si steet am Mëttelpunkt, wann et ëm d'Förderung vun de sougenannten „e-Skills" geet. Mir gehéieren hei zu den „first mover" an dësem Beräich, déi d'Potenzial vun dëse Kompetenzen erkannt hunn an déi d'Schüler an d'Welt vum Numerique antauche loossen. Gläichzäiteg schloe mer mat dëser Sektioun och eng Bréck zum zukünftegen Aarbechtsmarché, op deem informatesch Kenntnisser ëmmer méi gefrot ginn. D'Schoule kommen also definitiv am 21. Jorhonnert un.

Madamm Presidentin, besser Startchancen an d'Beruffsliewe kritt een nëmmen, wann een d'Chancen net scho fréi an der Schoulcarrière verbaut huet. Zwee Drëttel vun eise Schüler sinn am Général ageschriwwen. Am Verglach mam Classique treffen hei nach vill méi Schüler mat ënnerschiddlechen Hierkonften, Mammesproochen a sozialen Hannergrënn openeen. D'DP huet ëmmer betount, datt dës Diversitéit eng grouss Chance fir eis Gesellschaft wier, mä gläichzäiteg och Ursprong vun enger ganzer Partie Differenzen an der Schoul.

Am Général soll dofir an Zukunft méi differenzéiert enseignéiert ginn. Mir kënnen eis et och einfach net leeschten, datt zum Beispill e frankofone Schüler wéinst enger Mathéschwächt net ka sengem Niveau no Franséisch oder Däitsch léieren. Mam Aféiere vum sougenannten „cours de base" an den „cours avancés" gëtt de Problem un der Wuerzel ugepaakt. Op der Huitième sollen esou Coursen am Franséischen, Däitschen an an der Mathé ugebuede ginn, éier dann op Neuvième d'Englescht derbäikënnt.

Fir d'DP ass dëst e wichtege Punkt, deen et de Schüler an Zukunft erlaabt, deen Niveau an der Schoul ze suivéieren, deen am beschten zu hire Stäerkte passt, ouni awer hir Schwächten ze vernoléissegen. Dës differenzéiert Approche ass scho laang gefrot, ma elo gëtt se ëmgesat.

Madamm Presidentin, eppes, wat d'Schüler och dierft freeën, dat ass, datt d'Unzuel vu Premièresexamen op sechs erofgeet, an dat fir all Sektioun. Dat ass einfach eng Fro vu Chancëgläichheet tëschent deenen ënnerschiddleche Sektiounen hei am Land, mä virun allem och par rapport zu de Schüler am Ausland. Hei zu Lëtzebuerg mussen d'Primaner näämlech bäi Wäitem am heefegste wärend den Exame schweessen. Mat dëser Verbesserung kréien d'Schüler ab der nächster Rentrée méi Zäit, fir sech op déi eenzel Examen ze preparéieren, wat sech dann och hoffentlech an den Notten erëmspigelt.

Eis Schüler kënnen awer souwisou méi wéi dat, wat op hirem Diplom steet. Vill Charakteristike vun eisem Schoulsystem komme guer net richteg zum Virschäin: eisen héije Sproochenniveau, d'Engagement vun deenen eenzelne Schüler wärend hirer Schoulcarrière oder d'Fächer, déi si schonn op Deuxième haten. All dës Saachen zeechnen de Schüler aus, ma stinn duerno net schwaarz op wäiss op hirem Ofschlossdiplom. Dat wäert sech an Zukunft mat engem sougenannten „complément au diplôme" änneren. D'Universitéiten an d'Patrone solle wëssen, wat se un eise Schüler wierklech hunn.

Och gëtt d'Partenariat tëschent Schoulen, Elteren a Schüler gestäerkt. Dëst ass e weidere Baustee vun enger neier Participatiounskultur an och an eise Schoulen. Fir d'DP sinn d'Elteren an d'Schüler ouni Zweifel wichteg Partner an der Schoulentwécklung. Dofir begréisse mer och, datt d'Lycéeë sech an Zukunft musse Gedanke maachen, wéi se d'Elteren an d'Schüler wëlle mateneen abannen. Zudeem gëtt jo och op nationalem Niveau eng Elterenrepresentatioun geschafen, déi als Porte-parole beim Ministère op en oppent Ouer soll stoussen.

Madamm Presidentin, déi schoulesch Autonomie, déi méi diversifiéiert an differenzéiert Schouloffer, déi nei Participatiounskultur an d'Upasse vun eise Schoulen un d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert, et sinn ënner anerem dës Akzenter, déi eis gutt Schoule fir all Schüler besser a méi gerecht maachen. Mir sinn als Demokratesch Partei dovun iwwerzeegt, datt mir mat dësem Gesetz de Kader setzen, fir an Zukunft besser den ënnerschiddlechen Talenter, Potenzialer an och Besoine vun eise Schüler kënnen nozekommen. Dat war d'Zil an dat gouf erreecht!

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Lex Delles. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin. D'Reform vum Secondaire: Wann ech hei nolauschteren an och schonn an der Kommissioun, ech mengen, da fanne mer e Konsens hei am Haus an och dobaussen, datt mer eng Reform am Secondaire brauchen. A wat fir eng Richtung datt déi Reform geet, doriwwer gëtt diskutéiert. Mir constatéieren awer alleguerten zesummen, datt mer déi Reform am Secondaire brauchen, well ganz einfach eis Gesellschaft ännert, well eis Aarbechtswelt ännert a ganz einfach och, well d'Offer dobaussen, d'Unie ronderëm Lëtzebuerg, hei zu Lëtzebuerg och aner Kritäre wäerten opstellen, soudatt mir eis Studenten, eis Schüler, eis Kanner musse fit maachen ebe fir déi nei Orientéierungen, déi do gefrot ginn.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu der Geschicht vun der Demokratisatioun vun eisem Land zënter senger offizieller Grënnung gehéiert och d'Demokratisatioun vun eise Schoulen. D'Lycéeë goufen opgemaach fir all Geschlechter. A mir hunn am Laf vun der Zäit d'Schoulflicht ëmmer nees verlängert, fir méi Jonken eng gutt Formatioun mat op de Wee ze ginn.

Eist Land, an dat ass e puermol ugeschwat ginn, huet sech entwéckelt vun enger Agrarnatioun, duerno engem Industriestat bis zu engem Land mat engem performante Finanzsecteur. Eis Schoul huet déi dach awer radikal Transformatioun, déi dës Entwécklung och an eiser Gesellschaft mat sech bruecht huet, musse begleeden. Mat der aktueller Digitaliséierung, iwwert déi vill geschwat gëtt, an der erwaarter Robotiséierung vu ganzen Deeler vun eiser Wirtschaft, vun eiser Ekonomie, wäert et och an Zukunft zu radikalen Transformatioune kommen. Eis Schoule mussen eis Kanner also op dës Transformatioune virbereeden.

Dat maache mer mat dëser Lycéesreform. Mir ginn deene Jonken eng héich Qualifikatioun mat op de Wee, déi et hinnen erlaabt, en Universitéitsstudium oder en Héichschoulstudium weiderzefëieren a spéider e Beruff ze hunn, an deem se sech als Mënsch an als Bierger entfale kënnen. Mir bekämpfen also an deem Sënn och direkt de Chômage a mir festegen och eis demokratesch Wäerter an eiser Gesellschaft.

Madamm Presidentin, déi vill kritiséiert Autonomie vun de Lycéeën ass beileiwe keen Trick vun engem midde Minister, wéi ech oft héieren hunn, dee sech aus senge Responsabilitéite wëllt stielen, mä et ass eng Necessitéit, an ech sinn am Ufank drop agaangen, déi de Realitéiten an eisem Land muss Rechnung droen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng ganz heterogen Schülerpopulatioun an de leschte Jorzéngte bäikritt a mir hunn e Lycée, dee gréisstendeels nach op der Reform vun 1968 opbaut, enger anerer Zäit wéi haut.

Déi hei geplangt Autonomie erlaabt et de Lycéeën, d'Erausfuerderungen, déi déi Heterogenitéit mat sech bréngt, ze meeschteren. Dëst andeems mer de Schoulen d'Méiglechkeet ginn, a verschiddene Beräicher méi eegestänneg Decisiounen ze huelen: bei der Organisatioun vum Appui scolaire, dem Encadrement vun de Jonke mat spezifesche Besoinen, der psychologescher a sozialer Hëllef, der Orientatioun vun de Schüler, der Kooperatioun mat den Elteren - ech denken, e ganz wichtege Volet vun enger participativer Schoul. An och déi dobausse parascolaire offréiert schoulesch Aktivitéite kënnen en Deel dozou bäidroen.

Et sinn d'Lycéeën an hiert Personal, déi dagdeeglech mat deene Kanner, mat deene Studenten am Kontakt stinn, déi am beschte wëssen, wou de Schong dréckt a wéi se d'Talenter vun deem engen oder deem aneren am beschte förderen. Op de Schüler ugepasst Methoden hëllefen an deene Beräicher méi wéi eng generell Decisioun vum Ministère op nationalem Niveau. Dorëms geet et bei der Autonomie.

An dëst ass iwwregens och net komplett nei: Schonn 1989 hu mer ugefaangen, de Schoulen et ze erméiglechen, verschidden Optiounen am Kader vun de Sektiounen unzebidden. Ech denken dobäi u verschidde franséisch Filièren oder de Bac international am Athénée an un déi rezent ugekënnegt chineesesch Coursen och am Athénée an am Lycée Aline Mayrisch. Och, an dat ass traditionell, sinn et hei zu Lëtzebuerg ëmmer verschidde Lycéeë ginn, déi verschidde Secteuren ugebueden hunn. Ech brauch nëmmen un d'Hotelschoul ze denken, un de Lycée technique agricole, un den ECG oder un d'paramedezinnesch Beruffer bei Lycéeën.

Et geet also och drëms, deene Lycéeën, déi dat wëllen - an ech insistéieren: déi et wëllen, et gëtt hei kee forcéiert -, d'Méiglechkeet ze ginn, fir selwer iwwer bestëmmte Spezialiséierungen decidéieren ze kënnen. De Ministère, an dat ass eis als LSAP ganz wichteg, muss natierlech weider derfir suergen, datt de System op nationalem Niveau kohärent bleift. Et däerf op där enger Säit net zur Konkurrenz tëschent de Lycéeë kommen an op där anerer Säit geet et awer drëms, och zum Beispill d'Landesplanung am A ze behalen. D'Proximitéitslycéeë sollen an deem Sënn net komplett verschwannen a musse sech ergänze bei der Offer vu verschiddene Coursen.

De Lycée wäert also säi Profill definéieren am Plan de développement scolaire, un deem senger Ausschaffung dat ganzt Personal vum Lycée, mä och d'Schüler selwer an d'Eltere bedeelegt sinn. Eis Sektioune sinn den Ament ze vill rigid an erlaben et ganz einfach net, op där enger Säit eng wëssenschaftlech Sektioun ze suivéieren an awer och eng méi pousséiert humanistesch Formatioun unzetrieden. Mir schafen d'Sektiounen net of, mä mir maache se op, fir dem Schüler méi Choixen ze ginn a sech besser op d'Exigenze vun den Universitéite vun haut kënne virzebereeden.

An deem Sënn begréisst d'LSAP och d'Aféierung, et ass e puermol ugeschwat ginn, vun der neier I-Sektioun: Informatik a Kommunikatioun. Bei den aktuellen Evolutiounen an der Aarbechtswelt, déi ech d'éinescht ugeschwat hunn, ass d'Wichtegkeet vun esou enger Sektioun natierlech och evident.

An deem Sënn kierze mir och d'Unzuel vun den Examensfächer, mäi Virriedner ass dorobber agaangen, op Première.

Madamm Presidentin, déi grouss Erausfuerderung vun eiser Schoul ass et haut, mat där grousser Sproochevillfalt ëmzegoen. Mir sinn der Meenung als LSAP, datt de Plurilinguisme eng Beräicherung an eng Chance fir Lëtzebuerg a seng Awunner ass. An der Interpellatioun, ech mengen, et war vum Här Adam, déi mer ongeféier viru sechs Méint haten iwwert de Plurilinguisme am educative Lëtzebuerger System, hu mir als LSAP kloer Stellung bezunn. Mir sinn do zur Konklusioun komm, datt d'Méisproochegkeet ouni Zweifel déi gréissten Erausfuerderung ass a bleift, mat där eise Schoulsystem konfrontéiert ass.

D'Schoul muss deene kommende Generatioune genuch Sproochekenntnisser mat op de Wee ginn, fir an eiser méisprooocheger Gesellschaft eens ze ginn a fir kënne Fouss ze faassen, besonnesch op eisem Aarbechtsmaart. An engems däerfen awer d'Kompetenzen, déi mir vun de Schüler verlaangen, net zu enger Barrière gi fir hir zukünfteg Entwécklung. Et ass do, wou een de Spagat muss maachen.

An engem Land, an deem ëmmer méi divers Populatioune liewen, ass dat natierlech net gradesou einfach a wäert och ëmmer erëm a Reforme vum Secondaire a vum Fondamental zu Diskussioune féieren. Mir wëllen awer net - an ech mengen, do si mer eis och alleguerten eens -, datt et dowéinst an der Schoul zu Echecke kënnt, déi net ze rechtfertege sinn. Wéi ee Gefale maache mer näämlech engem Jonken, deen allgemeng talentéiert ass, mä Schwieregkeeten huet an enger vun deene Sproochen: Däitsch, Franséisch oder Englesch, wa mer him dowéinst ee beruffleche Wee oder eng Ausbildung blockéieren? Wéi ee Gefale maache mir domadder am grousse Ganzen och eiser Gesellschaft als Ganzt?

D'LSAP setzt weider op Innovatioun a Qualitéit am Lëtzebuerger Schoulsystem. Bei de Sprooche brauche mir dofir eng differenzéiert Approche, fir dës Erausfuerderung ze meeschteren.

Oft, an dëst wësse mer jo schonn zënter verschiddene Joren opgrond vu verschiddenen Etüden, d'MAGRIP-Etüd oder opgrond vun de PISA-Resultater, sinn doduerch Schüler mat auslänneschen Originnen an aus engem méi wéi sozial schwaache Milieu vun deem Problem betraff. Ech wëll just drun erënneren, datt de generelle Reglement iwwert d'Schoulen nach ëmmer besteet an datt dee seet - ech mengen, en ass iwwer 100 Joer al -, datt souwuel déi däitsch ewéi déi franséisch Sprooch als Langues véhiculaires vum Enseignement sollte benotzt ginn. A wann een d'Realitéit kuckt, da mierkt ee ganz oft, wann ee Schüler an engem Fach net matkënnt, bedéngt duerch seng Sprooch, muss ee fir d'Éischt d'Terminologie an där Sprooch maachen an dann e lues a lues un dat Fach eruféieren.

Elo kann een driwwer diskutéieren, ob een dat op Däitsch soll maachen, ob een dat op Englesch soll maachen, ob een dat op Lëtzebuergesch soll maachen oder op Franséisch. Fakt

ass, datt een an deem Fach de Schüler, de Student un dat Fach an un dat Wësse soll eruféieren.

Mir begréissen dofir och d'Aféierung vun normalen a vun avancéierte Sprooch- a Mathematikscoursen op den niddrege Klassen am Général. Doduerch, datt mir de Schüler méi Choixe ginn, versiche mer, dës Ongerechtegkeet esou wäit wéi et geet aus der Welt ze schafen. Sécher, domadder ass d'Problematik an der Schoul net ee fir alle Mol geléist.

Madamm Presidentin, mir kommen an Zukunft net derlaansicht, fir eise Sproochenunterrecht weider ze analyséieren a weider ze adaptéieren. Dat ass, wéi gesot, déi grouss Erausfuerderung vun eisem Schoulsystem. Ech war dofir och net iwwerrascht, an enger rezenter parlamentarescher Äntwert vum Minister Meisch ze liesen, datt aktuell een Aarbechtsgrupp „Sproochen" sech doriwwer Gedanke mécht, a begréissen dat och am Numm vun eiser Fraktioun. Dësen Aarbechtsgrupp schafft un engem globale Konzept. Mir mussen eis mat där Problematik auserneesetzen an och no dëser Reform weider Pisten analyséieren, wéi mir eise Schoulsystem méi effizient a gläichzäiteg och méi gerecht kënnen opbauen. Dëst mam Zil, fir eben déi sozial Ongläichheeten esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, déi Suerg louch och, an et ass schonn ugeschwat ginn, am Kär vum Reformprojet vun der deemoleger LSAP-Ministesch Mady Delvaux. Ee Reformprojet, deen a grousse Linnen an dësem Gesetz vun der aktueller Koalitioun als Basis iwwerholl ginn ass. Schonn 2013, wéi den Text virgestallt gouf, huet et geheescht, et wéilt ee méi Flexibilitéit am Enseignement vun de Sproochen aféieren an och de Schüler méi Choixe ginn, sech ze spezialiséieren.

Erlaabt mer dofir, am Numm vun der LSAP der Mady Delvaux nach eng Kéier Merci ze soe fir déi grouss Aarbecht an Efforten, déi si fir dës Reform gemaach huet. Jorelaang huet d'Mady Delvaux d'Consultatioune mat den Akteuren um Terrain gefouert. An déi Consultatiounen, an dat wësse mer alleguerten, waren net einfach, waren och contestéiert. Eng Kéier muss een och eng Decisioun huelen. A wann ee Reformen uschreit, da wësse mer alleguerten, datt et ganz schwiereg ass, bei sämtlechen Akteure vum Terrain ee Konsens ze kréien. Ugeschwat op déi sëllechen Opposition-formellen, waren déi alleguerten, an dat wësse mer och, historesch bedéngt duerch den Artikel 32.(3) vun der Constitutioun.

Fakt ass awer och, wann een elo d'Durée kuckt, wéi laang datt mer iwwer eng Reform am Secondaire schwätzen, denken ech - an do, mengen ech och, hu mer ee Konsens -, datt et héich Zäit gëtt, datt mer op jidde Fall och eng Reform ëmsetzen. Vill Akteure soen: Et ass besser, Dir gitt an déi dote Richtung! Gitt an déi Richtung! Ech denken, datt et am Interêt vun de Studenten a vun de Schüler ass, eng Reform unzekuerbelen an dann natierlech och dozou Ëmännerungen ze maachen. Et wäert beileiwen net déi lescht Reform sinn, déi mer am Fondamental oder wéi an dësem Fall am Secondaire wäerte maachen, well mer eis mussen dru winnen, datt d'Aarbechtswelt ännert an eben och eis Gesellschaft ännert.

Wann ech elo héieren, datt iwwert dës Reform net vill Gedäischs gemaach ginn ass, dann ass dat och vläicht opgrond vun deene Consultatiounen, déi virdru gefouert gi sinn, datt vläicht Gras iwwert déi initial Kriticke gewuess ass oder och vläicht scho well Deeler vu Lycéeën een Deel vun deene Changementer anticipéiert hunn an haut scho méi Eegeninitiativen a verschiddene Beräicher huelen.

Dofir wëll ech och ganz kloer soen, datt d'Schoul an Zukunft nach evoluéiere muss a wäert, well och eis Gesellschaft net wäert stoe bleiwen. Dat ass, an dat hunn ech gesot, beileiwen net déi lescht Schoulreform, déi mer hei wäerten diskutéieren, presentéieren a och zur Ofstëmmung wäerte bréngen.

Madamm Presidentin, d'Wëssen, dat d'Schoul eise Kanner mat op de Wee gëtt, muss idealerweis wéi eng Zort Liichttuerm an engem Mier vun Ongewëssheet wierken. Erlaabt mer hei déi liicht pathetesch Metapher, mä ech wëll domadder eigentlech nëmmen den Eescht vun der Problematik, iwwert déi et haut geet, ënnersträichen. Wann eise Schoulsystem et net fäerdegbréngt, déi Jonk op d'Erausfuerderunge vu muer ze preparéieren, ma dann erleide se ganz einfach Schëffbroch.

Vergiesse mer net, datt d'Formation initiale als éischt Zil huet, fir ze enseignéieren, mä awer och eng Responsabilitéit dréit, fir déi Jonk zum kritesche Bierger an enger fräier an demokratescher Gesellschaft ze maachen. «L'École doit être l'endroit où on apprend à penser», sot de Marcel Gauchet. Et gëtt, Kolleeginnen a Kolleegen, an dat musse mer eis an dëser Diskussioun konstant virun Aen halen, en extrem enke Lien tëschent der Schoul an eiser Gesellschaft, eiser Demokratie. Eng schwaach Schoul, déi Deeler vun der Gesellschaft ausschléisst, féiert deemno an eng schwaach Demokratie, déi och Deeler vun eiser Gesellschaft wäert an Zukunft ausschléissen.

Madamm Presidentin, fir eis als LSAP ass d'Schoulpolitik de Grondsteen, op där d'Sozialpolitik muss opbauen. Eng gerecht an equitabel Schoul fir jiddwereen heescht net, datt jiddwereen dat nämlecht muss léieren a kënnen, mä just, datt mer jiddwerengem senge Kompetenzen a Choixen no et erméiglechen, eng qualitativ Educatioun ze kréien. Eng Educatioun, déi hinnen d'Chancen offréiert, net eng Educatioun, déi se hënnert.

Dofir géif ech, nodeem ech dem Rapporteur Merci gesot hu fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, och den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Claude Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. De Mëtte si vill Clauden am Asaz. Här Claude Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam zweeten Ulaf a leider just mat de Stëmme vun der Majoritéit setze mer dann haut d'Reform vum Enseignement secondaire op d'Schinn. An effektiv, nodeems d'Madamm Delvaux mat ganz vill Oppositioun konfrontéiert war, ass dës Kéier de Projet zimlech schnell an och ouni nennenswäert Oppositioun duerch d'Instanze gaangen. Oppositioun kréie mer der e bëssen hei an der Chamber, mä ech mengen, dat gehéiert zum demokratesche Spill.

Ech hunn et ganz interessant fonnt, och der Madamm Hansen nozelauschteren. Bei der Madamm Hansen, déi d'Schoulwelt gutt kennt an déi zum Beispill och schonn eleng iwwert den Numm, wéi mer déi Enseignemente sollen nennen, gewisen huet, wéi komplizéiert dat ass, fir iwwerhaapt eng Eenegung ze fannen, fannen ech et schonn eigentlech erstaunlech, datt se net och méi unerkennt, wéi grouss de Konsens awer an de Schoulen ass fir déi hei Reform.

D'Madamm Hansen war och mat der Ausso: „Bei dëser Reform passéiert näischt, duerfir reegt sech keen driwwer op" zitéiert ginn an der Press. A mir sinn der Meenung, grad och wéi den Här Haagen gesot huet, datt mer mat dëser Reform kee Schlussstréch ënnert d'Erneierung vun eise Secondairesschoule kënnen zéien. Mä am Géigesaz zu der CSV si mir awer der Meenung, datt bei dëser Reform ganz vill passéiert.

An datt keng nennenswäert Oppositioun géint dee Projet entstanen ass, ass virun allem drop zréckzeféieren, datt de Minister sech gutt ugeluecht huet mat engem Tour duerch sämtlech Lycéeën an de Kontakt mat de Leit vum Terrain gesicht huet. Jo, en hat och vläicht d'Chance, datt mer keng brutal Ännerungen am Sproocheregimm virgesinn hunn. En hat och d'Chance, datt d'Apess méi mat sech selwer beschäftegt ass, wéi datt se Zäit huet fir aner Saachen.

(Hilarité)

Mir fannen dat awer gutt, datt de Minister de Konsens gesicht huet an och fonnt huet, well de Sproch kéint vun der CSV sinn: „Reforme mécht ee jo schliisslech mat den Enseignanten an net géint se." An duerfir ass dat, wat d'Madamm Hansen geiergert huet, datt et esou roueg ass, eppes, wat eis freet, datt dat awer roueg iwwert d'Bün gaangen ass.

Mir si sécher, datt mer an deenen nächste Joren nach méi Flexibilitéit am Ëmgang mat de Sprooche brauchen. Mir sinn awer och der Meenung, datt déi Mesuren an dësem Gesetz an déi richteg Richtung ginn. Mir kënne wäertvoll Erfahrunge sammelen a mat de Schoulen zesummen eise Sproocheregimm weiderentwéckelen.

Madamm Presidentin, mir sinn net der Meenung, datt mat dësem Projet de loi näischt an eise Schoule passéiert. Ganz am Géigendeel! Ech probéieren dann och all deenen, déi gudde Wëllen hunn, ze erklären, firwat datt mir zu där Meenung komm sinn. Ech kann och net op all Punkt agoen, mä ech gräifen déi Punkten op, déi fir eis déi wichtegst sinn, an ech erënnere bei där Geleeënheet un de Rapport vum honorabele Claude Lamberty, deem ech och wëll Merci soe fir seng zwee, säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

En éischte Punkt, an dee schéngt esou banal ze sinn, datt bis elo nach keen deen opgegraff huet: Eng vun de gréissten Ännerunge mat, an eisen Aen, ganz nohalteger Wierkung ass d'Ëmbenennung vun de Klassen. Et ass wierklech banal. Mir benennen d'Klassen aus dem fréiere Lycée technique haut Enseignement secondaire général, no deemselwechte Prinzip wéi déi aus dem fréieren Enseignement secondaire, haut Enseignement classique.

Nodeems ee Schüler seng Cyclen am Enseignement fondamental ofgeschloss huet, kënnt en op eng Septième. Packt en déi Septième, kënnt en op eng Sixième an da geet dat esou weider. A wann en all seng Klasse gepackt huet, dann huet en eng Première. An da musse mer duerno, wann dat eis dann interesséiert, hannendruschreiwen, a wéi engem Regimm datt en dat gemaach huet.

Den Här Oberweis wëllt mer eng Fro stellen.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Madamm Presidentin, ech wollt den Här Adam drun erënneren, am Joer 2007 an dësem Sall hunn ech deemools d'Madamm Delvaux gefrot gehat, dass et un der Zäit wier, dee System ze änneren. An ech ka mech erënneren, deemools, dat war just viru Chrëschtdag, ass dat mat Applaus festgehale ginn, well ech deemools gesot hunn, dass ech jorelaang där jonker Leit viru mer hat an der Klass, fir déi et en Drama war, dass se eng Treizième haten. A mir hunn hinnen oft genuch missen als Enseignantë Pabeiere matgi fir op d'Universitéit, dass dat gläichgesat wär. Op dee Punkt freeën ech mech awer och perséinlech.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Da stëmmt haut derfir!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci. Dann hu mer wéinstens ee Punkt, wou mer ee Member vun der CSV hunn, deen eppes gutt fënnt, wat mer maachen.

(Brouhaha)

Déi eigentlech banal Neierung...

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Lues! Den Här Adam huet eleng d'Wuert, wann ech gelift.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Déi eigentlech banal Neierung, déi näischt kascht huet ausser vläicht engem Beamte vum Ministère de l'Éducation nationale vill Nerven a schloflos Nuechten, well deen huet missen alleguerten déi nei Klassen an den informatesche System erafidderen, ass fir eis eng Mesure, déi d'Akzeptanz vum Secondaire général bei den Elteren a Schüler wäert nohalteg beaflossen a vill méi wäert bewierken, wéi ganz vill iwwerluechte Sonndesriede vun deene leschten zéng Joer. An duerfir soen ech da fir d'Éischt dem Här Oberweis Merci fir déi Iddi, der Madamm Delvaux Merci an och dem Här Meisch Merci, datt en déi Iddi weider bestoe gelooss huet an datt mer déi haut kënnen ëmsetzen.

Eng zweet a wichteg Neierung betrëfft natierlech den Ëmgang mat de Sproochen. Am Enseignement secondaire général féiere mer d'Méiglechkeet an, souwuel an der Mathé wéi an de Sprooche Coursen op zwee Niveauen ze organiséieren: Cours de base a Cours avancés. Dat wäert et de Schüler erméiglechen, Lacunnen opzeschaffen an net wéinst engem Fach an hirer schoulescher Carrière stiechen ze bleiwen.

Natierlech kann ee kritiséieren, datt am Lycée classique an am Cycle supérieur praktesch näischt mat de Sprooche geschitt. Mä mir gesinn dësen éischte Schrëtt emol positiv: Et kënnt Bewegung an d'Spill, mir kënnen Erfahrunge sammelen an doropshin eisen Ëmgang mat der Sproochevillfalt an eisem Land änneren a verbesseren.

Ech hu schonn hei an der Chamber gesot: Fir eis sinn d'Europaschoulen, wat den Ëmgang mat der Méisproochegkeet betrëfft, dat Beispill, wat mer mussen analyséieren, adaptéieren a fir eis ëffentlech Schoule weiderentwéckelen. Erfahrungen hu mer schonn am Internationale Lycée zu Perl gesammelt. Mir sammelen der a verschiddenen ëffentleche Schoulen, déi de Bac international ubidden. Mir sammele wäertvoll Erfahrungen an der Internationaler ëffentlecher Schoul zu Déifferdeng. An ech war frou, wéi ech virun enger Woch de Minister Meisch um Radio héieren hunn, wou hien annoncéiert huet, datt hien am Zentrum an am Norde wëllt speziell Sproocheprogrammer an zwee Lycéeën ubidden, déi sech un europäesche Programmer orientéieren. Vläicht, wann de Minister Zäit huet, kann en och hei op dëser Plaz e puer Detailer nach zu deenen Iddie ginn. Iddien, déi mir a priori positiv fannen an ënnerstëtzenswäert.

E weidere wichtege Punkt vun dëser Reform ass och, datt déi verschidde Schoule méi Autonomie kréien. An dem Rapport vun der Schoulkommissioun steet souguer, et wier e Paradigmewiessel: D'Leit an der Schoul géifen elo éischter agéieren an net méi just exekutéieren. D'Schoulautonomie huet Virdeeler, si huet awer och e puer Nodeeler. Prinzipiell si mir fir eng Schoulautonomie, déi sech an engem Kader, dee vum Ministère de l'Éducation nationale gesat gëtt, kann entwéckelen. Nationale Referenzkader heescht dat.

Wann een déi grouss Verschiddenheet vun de Kanner bei eis kennt, kann et net een Eenheetsmodell fir se all sinn. An awer, ech hunn dat och scho méi oft gesot, fanne mir de Motto „Vill verschidde Schoule fir vill verschidde Kanner" net glécklech. Firwat? Majo, mat deem Sproch riskéiere mer, d'Acquise vun 20 Joer Inklusiounspolitik an eise Schoule liicht op d'Spill ze setzen. Mat e bësse schlechtem Wëllen, ech ënnerstelle kengem schlechte Wëllen, mä mat schlechtem Wëlle kann een dee Sproch weiderdeklinéieren: Mir brauchen eng Schoul fir Kanner mat Lernschwieregkeeten, mir brauchen eng Schoul fir Kanner mat Migratiounshannergrond, mir brauchen eng Schoul fir d'Surdouéen a mir brauchen eng Schoul fir d'Sousdouéen. Dat, mengen ech, ass net esou geduecht. Duerfir hu mer méi mat der sproochlecher Ausriichtung wéi mat der Ausriichtung vun der Reform e Problem.

Mir sinn och nach ëmmer der Meenung, datt de Lycée de proximité fir all Kanner, déi an der Noperschaft vum Lycée wunnen, net iwwerholl ass, mä schonn eleng aus verkéierstechnesche Grënn nach ëmmer richteg ass, besonnesch fir d'Schüler vum Cycle inférieur.

Ech ginn dervun aus, datt mer datselwecht mengen, Här Minister: Mir brauchen eng ëffentlech Schoul, déi esou flexibel ass, datt se mat der Heterogenitéit an eiser Gesellschaft an an eise Schoulen eens gëtt. Autonomie vun de Schoulen ass ee Moyen, fir ze hëllefen. Aner Moyene sinn de Plan d'étude, eng aner Approche zu de Sproochen, den Appui an den Encadrement vun eise Schüler.

Eng gewëss Autonomie vun de Lycéeën dréit de Beméiunge vun den Direktiounen an den Enseignantë Rechnung. Dat wäert d'Aarbecht vum Terrain op an dat ass gutt esou. Et ass schonn e bëssen erstaunlech, datt den SEW dës Reform kritiséiert, well se den Enseignanten ze vill Matsproocherecht géif ginn. Fairerweis fir den SEW muss ee soen, datt en awer och a sengem Rapport kritiséiert a fäert, datt mer zu enger Situatioun «de pouvoir des directions des lycées» kéimen, déi ecrasant géif ginn. Also et ass awer schonn och e Gläichgewiicht beim SEW.

Eng gewëss Autonomie vun de Lycéeën ass gutt, well et nun emol esou ass, datt net all Lycée alles kann ubidden an datt et och haut scho Lycéeë gëtt, déi sech Schwéierpunkte ginn. Mir mengen och, datt d'Autonomie net op d'Käschte vun deene klenge Lycéeë muss goen, éischter am Géigendeel. Do muss een dat natierlech suivéieren, an ech mengen, de Minister mécht dat och. Mir brauchen déi Villfalt an déi ass net zu Laaschte vun deene Klengen oder deene Groussen.

D'Autonomie vun de Lycéeën, ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, stéisst un hir Grenzen, wann et ëm d'Zertifizéiere geet. Mir gesinn zurzäit keng Alternativ zum nationalen Ofschlossexamen. Natierlech gëtt et och haut scho verschidde Premièresdiplomer. An Zukunft gëtt et der wahrscheinlech nach méi. Mir hunn eng Classiquespremière an eng Technikespremière, oder eng Généralspremière, pardon, eng mat enger Rei Fächer, déi net bei jiddwerengem d'selwecht sinn, e Premièresexame plus Notte vu Fächer vun Deuxième an esou weider an esou virun.

Mir begréissen dat, erënneren awer drun, éischtens, datt een Diplom engem Schüler nëmmen eppes zertifizéiere kann, wat en och kann, an zweetens, datt en Diplom vun enger Première XY muss deeselwechte Wäert hunn, ob en am Norden oder am Süden oder am Zentrum oder am Oste geschriwwe ginn ass.

D'Autonomie an de Lycéeën däerf och net esou wäit goen, datt een e Wiessel vun engem Lycée an deen aneren onheemlech schwéier mécht. Mir kënnen eis net engersäits drëm beméien, d'Passerellen tëschent dem Régime classique an dem Régime général opzebauen an duerch eng galoppéierend Schoulautonomie d'Passerellen anzeräissen. Mä duerfir hu mer jo den nationale Referenzkader, deen derfir wäert suergen, datt dat net geschitt.

Madamm Presidentin, mir begréissen all déi Mesuren, déi an dësem Gesetz stinn an eng Verbesserung vum Appui a vum Encadrement fir d'Schüler bréngen. Mir fannen et och gutt, datt d'Lycéeën elo, d'selwecht wéi am Fondamental, eng Commission d'inclusion scolaire kréien.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir begréissen och, datt mer an Zukunft wëllen e weidere Schwéierpunkt Internet an Informatik setzen. Mir sinn der Meenung, datt et gutt ass, fir eng I-Sektioun ze schafen. Mir fannen awer virun allem och, datt d'Compétences numériques transversal Kompetenze sinn an duerfir an alle Klassen an an alle Regimmer gefërdert solle ginn. An et ass och wënschenswäert, datt Open Data matabezu ginn an net just déck Virementen u Microsoft gemaach ginn.

An et schéngt an eisen Aen och ganz wichteg, de Support technique auszebauen, an zwar systematesch a massiv. Mir kréien ëmmer erëm nach erzielt, datt et engagéiert Enseignantë sinn, déi mat vill Asaz an am Weekend den technesche Support an hire Schoule musse maachen. Déi staatlech Hëllefsdéngschter sinn net ëmmer an der Lag, fir schnell ze reagéieren, wann e System zesummebrécht. Et ass wichteg, datt, wa mer all Schoul mat Tabletten oder Äänlechem equipéieren, datt, wa mer ëmmer méi interaktiv Tafelen an eis Schoule kréien, mer dann och personell esou opgestallt sinn, datt schnell kann op technesch Panne reagéiert ginn.

Här President, mir begréissen et och, datt d'Eltere méi matabezu ginn an de Lycéeën. Mir fannen et gutt, datt een Elterevertrieder am Comité de discipline vertrueden ass. Wann et drëm geet, ob ee Schüler muss vun der Schoul verwise ginn, da concernéiert dat natierlech och d'Eltereschaft. A mer verstinn eigentlech net, firwat datt d'Chamber vun de Statsbeamte sech do dergéint ausschwätzt. Mir begréissen och, datt d'Schülerkonferenz opgewäert gëtt. D'CNEL hat sech jo am Virfeld vun dësem Gesetz och kompetent, géif ech mengen, zu Wuert gemellt.

D'Avise vun deenen anere Beruffskummere si jo duerchweegs positiv. An déi Punkten, déi si opwerfen, kënne mer ënnerstëtzen. D'Chambre des Salariés seet zum Beispill, datt et schued ass, datt déi zwee Ordrë vum Secondaire no verschiddene Regele funktionéieren. Ech hu jo scho gesot, wéi wichteg datt mir d'Gläichbenennung vun de Klasse fannen. Dat ass an eisen Ae schonn ee klenge Paradigmewiessel an do hu bestëmmt schonn eng ganz Rei Leit genuch drun ze knaen. Et ass Bewegung an d'Spill komm an d'Entwécklung ass jo nach eréischt am Ufank.

Et ass fir eis och net glécklech, datt mer am Secondaire classique d'Orientatioun no der Quatrième maachen, am Secondaire général awer schonn no der Cinquième. An et wier och gutt, wann d'Schüler vum Secondaire classique och ee Kontakt mat der Aarbechtswelt kéinten hunn. Dat gëtt iwwregens och vun dëse Schüler selwer esou empfonnt. Dat wier och am Interessi vun enger besserer Orientatioun. Eng Orientatioun, wou mer déi Verbesserunge vun dëser Regierung unerkennen a begréissen, wou awer selbstverständlech ëmmer nach Sputt no uewen ass.

Mir sinn och zefridde mat enger Rei vun Ouverturen, déi dëst Gesetz am Secondaire mécht. Esou zum Beispill de méi grousse Choix, deen d'Schüler innerhalb vun de Sektioune kréien. Et ass och dervu geschwat ginn, scho vun de Kolleegen hei ernimmt ginn, datt de Premièresexame manner Fächer préift an duerfir awer complementaire Notte kënnen derbäi sinn. Dat sinn alles Entwécklungen, déi mer begréissen.

Här President, mir si frou, datt mer dës Lycéesreform, déi sech schonn 2011 mat engem Avant-projet de loi ugekënnegt huet, schlussendlech esou schnell iwwert d'Bün kritt hunn an datt mer awer eng grouss Akzeptanz bei de Schoulpartner dobausse fonnt hunn. Dat neit Gesetz trëtt also fir d'Rentrée 2017-2018 a Kraaft, wa mer dat dann haut stëmmen, wou ech dru gleewen. D'Gesetz stëmmen ass e ganz wichtegen Akt, d'Gesetz ëmsetzen ass een net manner wichtegen Akt. De Minister hat gesot, et géif eng Iwwergangszäit gi vu ronn engem Joer, bis all Bestëmmunge mussen ëmgesat ginn.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz an ech wier frou, wann de Minister eis nach herno vläicht kéint e bëssen eppes iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun dësem Gesetz soen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Lamberty, deen eis wéi ëmmer e komplizéiert Gesetz ganz kloer presentéiert huet.

Et ass interessant, hei de Rieden nozelauschteren. Ech wëll vläicht ufänke mat de Kommentaren, déi vu menger Nopeschpartei hei, der CSV bruecht gi sinn an dëser Diskussioun. Ech si jo och en Oppositiounspolitiker, ech muss awer soen, datt ech Problemer hu mat där Argumentatioun, déi d'CSV hei bréngt. Et ass eigentlech net nozevollzéien, datt eng CSV, déi hei seet: „Et ass eng kleng Reform, eng Mikroreform", nëmme ganz kleng Beanstandungen eigentlech virbréngt. Si stellt dee Gesetzesprojet vun der Regierung net grondsätzlech a Fro. Si mécht esou kleng..., wann dat do eng Mikroreform ass, da proposéiert d'CSV esou infinitesimal Veränneren an dann ass se eigentlech net d'accord.

Et ass och fir mech erstaunlech, ze mierken, datt d'CSV wëllt esou d'Englescht promouvéieren, och an enger Motioun eis dat hei proposéiert, ouni ze soen, ob op Septième, wat se proposéiert, Englesch soll fakultativ oder obligatoresch agefouert ginn. Et ass awer e wichtegen Ënnerscheed. Dat steet net dran! A virun allem wonnert et mech, datt d'CSV net den Ënnerscheed mécht tëschent Sproochen, déi hei am Land benotzt ginn, a Sproochen, déi en offizielle Statut hunn. Däitsch a Franséisch hunn en offizielle Statut, dat sinn Amtssproochen niewent Lëtzebuergesch. An ech mengen, an der Diskussioun muss een deem awer an engem Parlament Rechnung droen. Dat si grondsätzlech Ënnerscheeder.

D'CSV ass hei nach an enger Nostalgie vun där Regierung virdrun, vun den Delvaux-Reformen, mä d'Zäiten hu sech awer geännert. Wann och d'CSV hei seet: „D'Schüler misste méi Choix hunn", da freet ee sech awer wierklech: Ass dat iwwerhaapt ëmsetzbar, mat deene komplizéierten Erausfuerderungen, déi d'Schoulen elo souwisou scho kréien, wa se hir Sektioune musse méi flexibel maachen?

Et ass fir eis net nozevollzéien. Mir sinn och net d'accord mat dësem Gesetz, awer ech mengen, datt mer vill, vill besser Ursaachen hunn. An et ass iwwregens, an elo kommen ech awer un eis Gambia-Parteien, wann ech héieren, datt dëst Gesetz justifiéiert gëtt vun der Säit vun de Regierungsparteie mat esou Sätz wéi: „Mir brauchen dëst Gesetz, well d'Gesellschaft sech geännert huet" oder „well d'Gesellschaft sech ännert", dann ass dat natierlech eng Banalitéit. Dir kéint gradesou gutt soe wéi den Här Trudeau a Kanada: „Well mer am Joer 2017 sinn." Dat geet eleng net duer. Mir musse kucken...

(Interruption)

Mir musse kucken, wat elo hei genau proposéiert gëtt an dat bewäerten.

Et si gutt Punkten an dësem Gesetz. Ech wëll dat soen: Et sinn eng Rei Punkten, déi eis och gutt gefalen. Zum Beispill méi Inklusioun ass eng gutt Saach fir déi Jonk an d'Kanner mat spezifesche Besoinen. Och, an dat däerf een och net vergiessen, wéi déi Surdoués, dat ass jo och extra ernimmt ginn am Gesetz, och dat ass e wichtege Punkt.

Et ass och gutt, datt d'Schoule méi Autonomie kréien an en eegene Profill. Dat ass sécher gutt, mä dat ass net bis zu Enn geduecht. Well wie seet „eegene Profill" - wat jo hei gewënscht ass, méi Autonomie -, dee seet och „Konkurrenz tëschent de Schoulen". Et gëtt ëmmer esou gemaach als hätt dat eent mat deem aneren näischt ze dinn, als wär dat eent net eng logesch Konsequenz vun deem aneren. Dach! Wie seet „eegene Profill", dat féiert zu enger gewëssener Konkurrenz, awer et ass net bis zu Enn geduecht.

Eng Konkurrenz tëschent de Schoulen, déi mer noutwendegerweis à moyen terme kréien, dat géif och heeschen, datt d'Schoule méi e grousst Matsproocherecht hunn, wat déi Schüler ugeet, déi sollen dohikommen. Et bedéngt eng Rei vun Encadrementsmoossnamen, fir sozial Ongerechtegkeeten oder regional Ongläichgewiichter ze verhënneren.

Dat heescht, mir ginn op e Wee, dee mer prinzipiell begréissen als ADR, mä deen hei net bis zu Enn geduecht ginn ass, mat all senge Konsequenzen. Autonomie vun de Schoulen, do soe mir däitlech: Jo! Konkurrenz souguer och: Jo! Awer et bedéngt Begleedungsmoossnamen, fir dat kënnen effikass ze steieren.

Mir hunn hei eng Rei vu Reflexiounen, déi mer nach musse féieren iwwert d'Ausriichtung vun der Schoul. Et ass gesot ginn - et ass jo de Slogan vun der Regierung -: „Ënnerschiddlech Schüler, ënnerschiddlech Schoulen." Mä wat d'Regierung... E Gedanken, deen an dem ganze Gesetz net virkënnt, dat ass eigentlech dee Gedanke vun der Integratioun. Dat ass den Androck, wéi mer en dacks hunn an Texter vun der Regierung, och an der Schoul, datt dat eigentlech en Domän ass, deen an de Vergiess geroden ass. En Usproch, deem d'Schoul sech net méi wëllt stellen. Et gëtt gesot: „Jiddweree kritt seng Schoul", awer den Integratiounswëllen, fir jiddwereen an eng lëtzebuergesch Gesellschaft, fir dat esou ze ënnersträichen, kënnen ze integréieren, dee feelt.

Mir hunn eng heterogen Schoulpopulatioun - dat seet jiddwereen -, mä wat ass d'Konsequenz dovunner, datt mer ëmmer méi international Filièren an eiser ëffentlecher Schoul hunn? Wat ass d'Konsequenz dervun, datt mer och ëmmer méi international Schoulen zu Lëtzebuerg hunn? Mä dat féiert jo derzou, datt eng Rei op jidde Fall vu Schüler, déi net mat deem traditionelle lëtzebuergesche Modell, der Dräisproochegkeet, wéi mir se kennen an esou weider, d'accord sinn oder fir sech eppes anescht wënschen, an déi munch aner Angeboter eriwwerwiesselen, déi et ëmmer méi gëtt.

Dat heescht, u sech ass den Ëmkéierschloss dovunner, datt déi lëtzebuergesch Schoul erëm méi tendenziell homogen gëtt iwwert d'Zäit, well jo esou vill anerer dee Wee verloossen. Oder ass dat net de Fall? Kuckt d'Regierung dat doten? An dann hu mer et an eisem traditionelle Schoultyp vläicht iwwert d'Zäit och erëm mat méi enger homogener Schoulpopulatioun ze dinn. Et ass eng soziologesch Fro, déi mer mussen am A behalen.

Dat Zweet ass d'Ausriichtung vun der Schoul. Et ass gesot ginn, datt d'Schoul sech de Schüler soll upassen. Dat ass sécher net falsch, mä och dat geet net duer. Als Land, als Politik hu mer och eng grondsätzlech Aufgab, an déi ass, fir ze kucken: D'Schoul als Agent an eiser Gesellschaft, wéi kann déi sech afügen? Wat ka si bäidroen, fir dëst Land a seng eegen Zukunft ze projezéieren als Stat, als Gesellschaft, als Land? Net nëmmen op de Schüler bezunn, mä och an eiser staatlecher Form. Wat kënne mer maachen, fir eis Gesellschaft, eis Lëtzebuerger Geschicht, eis Gesellschaft an d'Zukunft ze projezéieren? Och do huet d'Schoul en Optrag. An och dee gëtt an dësem Gesetz net ernimmt. En ass awer legitimm, well all Land stellt sech déi Fro. An déi ëffentlech Schoul huet den Optrag, och d'Gesellschaft an hir Zukunft ze projezéieren.

Dozou gehéiert et och, datt mer déi traditionell Dräisproochegkeet vum Land bäibehalen. Et ass en Defizit vun dësem Gesetz. An ee vun deene Grënn, firwat mir et net stëmmen, dat ass, datt deen Usproch, dee virun e puer Joer erfonnt ginn ass an dee mer begréisst hunn, näämlech fir eng lëtzebuergesch Sektioun an de Lycéeën anzeféieren, datt deen net erfëllt ginn ass.

Dat ass en Usproch, deen eng Ambitioun hat, deen och de Wäert vun der Lëtzebuerger Sprooch ënnerstrach hätt. Hei ass en net erfëllt ginn. Eng Regierung, déi nach viru Kuerzem e 40-Punkte-Programm wollt presentéieren iwwert de Wäert vun der Lëtzebuerger Sprooch, huet hei wierklech eng grouss Chance verpasst, fir kënnen hir Glafwierdegkeet mat deem Beweis ze ënnermaueren. Dat huet se net gemaach. A jiddweree gesäit do, wéi eng Konklusioune sech imposéieren.

Och sinn do Nodeeler, e relativ liichtfankegen Émgang mat de Sproochen an de Schoulen awer festzestellen. Wann et elo méiglech gëtt, den Technique oder de Général an enger Filière praktesch ganz op Franséisch ze maachen, stellt sech eben d'Fro vun der Integratioun an der Méisproochegkeet. An och wann een elo seet: „Mir kënnen d'Mathematik zum Deel op Däitsch maachen", da muss ee warne virun engem Feelschluss. Mathematik op Däitsch ass net onbedéngt méi einfach wéi Mathematik op Franséisch. Et ass dacks e Feelschluss, fir dat esou unzehuelen, zemools wann da spéider d'Sprooch erëm muss geännert ginn. Alles dat si Falen oder Problemer, déi eventuell kënnen optauchen.

En anere Grond, firwat d'ADR géint dat Gesetz hei ass, ass, datt den Nivellement vers le bas net gestoppt gëtt. An et ass eis awer wichteg, datt mer eng Schoul mat Qualitéit a mat Leeschtungsusproch hunn, och well eist Land net eleng dosteet, mä an der Konkurrenz steet mam Ausland, mat der Groussregioun. An et wär wichteg, fir do Gesten ze setzen.

Déi Diskussioun iwwert de Premièresexamen ass symptomatesch. Ech wëll déi elo hei net féieren, mä hei gëtt gesot: „Et ass gutt, mir ginn op sechs Fächer erof." Esou als wär dat en Naturgesetz, als misste mer dat net hannerfroen oder net kënnen anescht iwwerleeën.

Mä wär et am Kader vun engem Nation Branding net och méiglech gewiescht alternativ, fir ze soen: „Eise Premièresexamen huet einfach méi Niveau wéi deen aneren", deen ze valoriséieren an domadder eise Schüler, déi am Ausland wëllen op eng Universitéit goen, e Plus matzeginn? Dee Wee ass net gewielt ginn. Et ass direkt gesot ginn: „Mä mir passen eis dann un. Mir setzen den Niveau erof", esou als wär dat en Naturgesetz. Ech mengen net, datt dat en Automatismus muss sinn.

D'Promotiounskritäre si relativ niddreg. D'Faiblessen an d'Lacunne solle gekuckt ginn amplaz d'Talenter. Mä firwat net Feeler verbesseren? Mir gesi jo am Statsexamen an op villen anere Plazen am private Secteur, wéi grouss d'Onzefriddenheet ass mam Niveau vun de Schoulen duerch d'Kompensatiounsméiglechkeeten, duerch d'Opspléckung am Domaine de compétences, déi och hei am Gesetz virgesi sinn.

D'Grammaire gëtt net ernimmt. Wa vun de Sproochen hei an deem Gesetz geschwat gëtt, da gëtt geschwat vu Sprooch a Literatur, souguer vu Komparatistik. Awer datt dat op Basis vun enger zolitter grammatikalescher Beherrschung vun der Sprooch soll sinn, och dat gëtt net méi ernimmt.

Mir hunn eis also d'Fro gestallt, ob et net nach zu méi enger grousser Flucht vu Kanner a Privatschoule kënnt. An dat ass eng grouss sozial Ongerechtegkeet. An et muss een der LSAP ëmmer erëm virun Aen halen, datt si et ass mat hirer Schoulpolitik, déi u sech eng sozial Ongerechtegkeet hierstellt. Well déi gréisste sozial Gerechtegkeet besteet dach doranner, datt een onofhängeg vun deem soziale Milieu, wou een hierkënnt, eng gratis ëffentlech Schoul huet, déi engem zu enger héijer Qualifikatioun verhëlleft.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An dat ass hei net méi de Fall: d'Aféierung vun enger sozialer Ongerechtegkeet duerch d'Erofsetze vum Niveau vun der ëffentlecher Schoul.

(Interruption)

Fir eis wieren nach aner Saachen dran. Ech gesinn, datt ech e bëssen ënner Zäitdrock sinn, dofir wëll ech just nach op ee Punkt agoen, deen awer ganz vill Leit hei am Land betrëfft. An dat ass d'Situatioun vun deene Kanner, déi a Scheedungs- oder Trennungssituatiounen doheem musse liewen.

Et wär, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet gewiescht, datt an dësem Gesetz festgeschriwwe gi wär, datt d'Schoul mat deenen zwee Elterendeeler muss - muss! - a Kommunikatioun sinn, datt déi zwee Elterendeeler mussen d'Zensure kréien, datt se mussen um Lafende gehale ginn, wat mat hirem Kand an der Schoul ass.

Dat wär eng Moderniséierung gewiescht, net d'Erofsetze vum Niveau. Dat ass keng Moderniséierung. Dat ass e Verloscht u Qualitéit. Awer d'Abezéiung vun deenen zwee Elterendeeler an hir Responsabiliséierung, hir Ermächtegung, och hir Autoritéit ze respektéieren, dat wier eng Moderniséierung gewiescht an eisem Schoulsystem. An och déi Chance gouf leider verpasst.

An aus all deene Grënn wäert d'ADR dëst Gesetz net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- De leschten ageschriwwene Riedner fir dëse Projet ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Bon, wann ee mat engagéierten Enseignantë schwätzt, wann een och liest, wat se schreiwen, da kënnt ëmmer erëm datselwecht, net nëmme bei dëser Reform, mä et ass scho bal symptomatesch, datt keen Dialog gefouert gëtt mat den Enseignanten, mat de Gewerkschaften.

Dat ass eppes, wat net den Här Meisch erfonnt huet, dat ass scho virdru gemaach ginn. Ech hunn et selwer och als Schüler erlieft deemools, als Schoulgewerkschaft. Ech hunn ëmmer den Androck, datt de Ministère de l'Éducation nationale, well et e komplizéierte Ministère ass a well en esou schwéier Reforme muss duerchsetzen, konfrontéiert ass och natierlech mat verschiddene Corpsen - dat sinn d'Schüler natierlech, d'Proffen, d'Enseignanten, d'Elteren an esou weider -, a well et och eng wichteg Tâche ass, datt oft de Choix gemaach gëtt, fir einfach emol derduerch ze goen a fir dann Decisiounen ze treffen, ça passe ou ça casse. A wuel wëssend, datt och den Engagement zu Lëtzebuerg, sief e politesch oder gewerkschaftlech, u sech ëmmer méi schwéier gëtt, well d'Leit ëmmer manner Zäit hunn, da kann een esou Saachen duerchzéien.

Ech mengen, et ass eng allgemeng Iwwerleeung, wann een driwwer diskutéiert: „Jo, et huet bal keen eppes gesot. Et ass net wouer." Mä hunn d'Leit och ëmmer d'Méiglechkeet, sech esou ze engagéieren, wéi se et wéilten? Zemools Enseignanten. Et ass net ëmmer esou evident, entgéint deem, wat ee kéint mengen.

Ech mengen, et sinn zwou Saachen, zwee Punkten, déi eis staark dru stéieren an déi och

erklären, firwat mir wäerten dëse Projet de loi net matstëmmen.

Jo, mir ginn an eng Richtung vun der Kreatioun vun autonome Schoulen a Lycéeën, déi a Konkurrenz matenee sinn. D'ADR bemängelt, datt et net wäit genuch geet, mä de Fait nëmmen, datt d'ADR, den Här Kartheiser, virdrun och gesot huet a saluéiert huet, datt et awer schonn e bëssen an déi Richtung vun der Konkurrenz geet, ass eng Bestätegung vun deem, wat och d'Gewerkschafte soen, an hir Ängschten, an d'CNEL d'ailleurs och, d'Schülerrepresentatioun.

Elo hu mer en anere Problem justement. Dat ass dee vun der Selbstbestëmmung vun den Akteuren an der Schoul, well trotz alledeem hu mer an de Schoule weiderhin, och wann de Conseil d'éducation do ass... dat sinn alles schlussendlech konsultativ Organer, wou d'Direktioun duerno eppes ze soen huet. Dat heescht, a Wierklechkeet hu mer Konkurrenz an net Solidaritéit tëschent de Schoulen an eng solidaresch Schoulpolitik. An anerersäits hu mer u sech éischter managerial Methoden, awer keng richteg Selbstbestëmmungsmethoden, wou Schüler, wou Proffen innerhalb vun engem Gebai wierklech kënne gestalten.

Mä iergendwéi ass et jo och normal, wann de Projet de loi iergendwéi net demokratesch ausgeschafft ginn ass. Dat heescht, wann e mat wéineg Diskussioun mat de betraffene Leit ausgeschafft ginn ass, dann ass et jo och kee Wonner, datt mer schlussendlech och kee ganz demokratesche System hunn.

Iwwerhaapt, och wat d'Matsproocherecht vun de Schüler ugeet, do hätt ee sech awer kënnen nach iwwerleeën... Eng kleng Klammer; dat huet nach kee gesot, mengen ech, hei, ausser ech hätt et verpasst, mä: D'Matsproocherecht vun de Schüler kéint nach gestäerkt ginn. Mir hunn e Gesetz iwwert... Also, mir hunn e Conseil national des élèves, mir hu Schülercomitéën. Déi gi gewielt. Virun 30 Joer war dat nach net esou systematesch.

Mä et kéint ee sech awer virstellen, datt déi Wahlen och e bësse méi systematesch gefouert ginn, dat heescht all zwee Joer zum Beispill oder all Joer, dat hänkt dovunner of, nationalwäit, datt do eng richteg Campagne gemaach gëtt, fir dat ze promouvéieren, datt och Schüler, déi a Schülercomitéë sinn, ënnerstëtzt ginn an esou weider an esou virun.

Ech mengen, do ass och d'CNEL, déi Saache mécht, mä déi hunn och net ëmmer d'Mëttelen, fir dat alles ze maachen. Ech mengen, dat ass eppes, wat een och hätt kënne betruechten, fir justement och de Schüler déi Méiglechkeeten ze ginn, fir sech kënnen ze engagéieren an hinnen och de Goût ze ginn, fir sech ze engagéieren.

Ech mengen awer och, de Problem mat Educatiounsprojeten an och mat dësem Projet de loi ass, datt net alles drasteet, mä datt een u sech a Wierklechkeet e bëssen den Androck kritt ze wëssen, a wat fir eng Richtung e geet. A wa mer soen, datt et wierklech an eng Richtung geet vu Konkurrenz a vun Deelprivatiséierung vun de Schoulen, lues a lues, scheibchenweise, da kann een dat natierlech net am Text esou direkt erëmfannen. Mä an de Fakte wäert dat awer an déi Richtung goen.

An ech mengen, datt all déi Ängschten, déi do bestinn, fir ze soen, datt mer verschidde Lycéeë wäerte kréien, op verschiddene Plazen, geografesch, deemno wéi, datt se aner Profiller hunn an aner Coursen ubidden, dat ass eng Realitéit. A mir kënnen dat jo och scho gesinn. Bei der Uni ass et jo esou. Bei der Uni am Uni-System ass et jo esou. Do ass et jo esou, datt Chairë finanzéiert ginn an datt schlussendlech d'Unie quasi total ofhängeg si vun der privater Industrie, fir iwwerhaapt Coursen unzebidden, wat ganz problematesch ass fir d'Recherche a wat d'Recherche an eng ganz gewësse Richtung dréckt. A mir fäerten, datt et och beim Lycée an déi Richtung wäert goen.

De Slogan, jo, deen heescht: „Verschidde Lycéeë fir verschidde Schüler." Den Här Claude Adam huet sech awer zu Recht kritesch gewisen - hei ass en - par rapport zu dësem Slogan, mä ech mengen, de Slogan, dee seet dat aus, wat awer wierklech och u sech ugeduecht ass. Well a Wierklechkeet misste mer jo éischter an eng Richtung goen, datt all Lycée soll do si fir all Schüler a sech un all Schüler adaptéieren.

Mä natierlech, da gëtt gesot: „Mä all Lycée, all Schoul kann net alles ubidden, all Cours ubidden" an esou weider. Ech weess net, ob all Lycée all Cours muss d'selwecht ubidden. Dat war och fréier net onbedéngt ëmmer de Fall. Dann huet ee missen de Lycée wiesselen, wann een Italienesch oder Spuenesch geléiert huet zum Beispill. Mä ech mengen awer, fondamentalement musse se datselwecht kënnen ubidden. Mä natierlech, dat bedeit immens vill Investitiounen. Dat kascht eppes! Dat kascht Enseignanten an dat kascht Infrastrukturen, wa mer dat wëllen hunn.

Mä wa mer eng ëffentlech Schoul wëllen hunn, déi iwwerall geografesch alles ubitt oder quasiment alles ubitt, wat een och an enger anerer Schoul huet, a Schoulen, wou och eng Kogestioun existéiert mat de Schüler a mat de Proffen, déi och Projete kënne maachen, dat existéiert souwisou elo och schonn, mä déi e richtegt Matsproocherecht hunn, da kënne mer an eng Richtung goe vun enger universaler ëffentlecher Schoul, déi sech awer och u Gegebenheete kann adaptéieren, ausgoend vun den Erfahrunge vun de Leit, déi do liewen. E Beispill wier zum Beispill, jo, den „e-Skills", also Informatikscoursen deemno wéi, well do wësse mer, datt dat immens wichteg ass.

Ech hunn zwar héieren, si wieren nach ëmmer net op der Héicht, deemno wéi. Virun 30 Joer, an den 90er Joren, wou et ugefaangen huet, do hate mer esou eppes total Debilles. „Logo" huet dat geheescht, mat enger Schildkröt, déi... Enfin, dat war absurd, et huet kengem eppes bruecht. Mä anscheinend, hautzudaags, an dat wollt ech scho bal net gleewen, am Joer 2017 sinn d'Infoscoursen awer och nach e bësse vétuste. Vläicht ännert dat. Ech hoffen dat, mä op jidde Fall ass et wichteg.

Mä huele mer un, wann elo gewësse Gebaier dee Profill hunn, wou se dat och ubidde fir Informatikscoursen, also „e-Skills" an esou weider, wat en immensen Invest wäert sinn... An dat wäert wahrscheinlech net all Schoul kënnen ubidden a si muss vläicht Drëttpartner fannen an esou weider, fir dat ze maachen, dann hu mer en Desequiliber, well mir sinn der Meenung, datt all Schüler wierklech déi Skills muss hunn an der Informatik, quitte datt se déi meeschtens bal och scho beherrschen, eendeiteg besser wéi mir. Dofir mengen ech, dat ass eng Richtung, wou ee misst oppassen.

An dann nach eppes. Da schwätzen ech nach schnell zur Motioun. Englesch. Déi englesch Sprooch, bon, dat kléngt ëmmer gutt ze soen: „Englesch ass wichteg. Et ass déi international Sprooch. Jiddweree schwätzt Englesch op der Welt." Grosse erreur! A jiddweree schlecht. Also, vill Leit schwätze schlecht Englesch op der Welt. An déi, déi ganz gutt schwätzen, déi verstees de meeschtens net,...

(Hilarité)

...well Englesch eng richteg komplex Sprooch ass.

Dat heescht, et geet drëms: Natierlech muss een Englesch beherrsche kënnen, mä ze mengen, datt een ëmmer méi Englesch mécht, fir op en Niveau ze kommen, dee wierklech den Niveau vun engem Anglofone wier, vun engem Native Speaker, dat erreeche mer net, ausser déi, déi et wierklech wëlle studéieren, déi an en anglofont Land ginn an esou weider.

Mä a Wierklechkeet, mir hu grouss Illusiounen doriwwer, well u sech geet e gewëssent Englescht duer. A ganz pousséiert Englescht au détriment da vu Sproochen, déi mer awer pour le coup wierklech richteg gutt musse kënnen, wéi Franséisch an Däitsch, dat wier a mengen Ae keng gutt Iddi.

A Portugal hu se, ech weess net, virun 20 Joer ongeféier dat Franséischt als Friemsprooch duerch Englesch progressiv ersat, well se wollte modern sinn. Duerno koum d'Kris, 2008. A jonk Portugisen hu misse Portugal verloossen, vill a lusofon Länner wéi Brasilien an Angola. An déi aner, wuer? Mä do, wou grouss portugisesch Communautéite sinn: Lëtzebuerg natierlech, d'Belsch, d'Schwäiz - déi franséisch Schwäiz -, de Quebec, Frankräich, also Länner, wou Franséisch geschwat gëtt, mä si schwätze meeschtens nëmmen Englesch.

Do hate se e puer Schwieregkeeten. An dat mierkt een och hei. Ech mengen, do muss een e puer Illusiounen ofschafen. Dovunner ofgesinn, mir wäerten dofir dëst Gesetz net matstëmmen. An d'Motioun, ech mengen, do enthale mer eis.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat huet d'Regierung d'Wuert: den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci un alleguerten d'Riedner haut hei am Parlament. Ech denken awer och un all déi Deputéiert am Laf vun deene Joren, an et ware jo awer fënnef Joer, wou hei am Parlament, am Land, an der Gesellschaft dobaussen, virun allem och an de Schoulen, ronderëm d'Schoulen diskutéiert gouf; hinnen e Merci fir all déi Bäiträg, déi hei koumen, déi Reflexiounen, déi geleescht goufen, déi finalement awer hei an engem Text konnte münden, dee mer haut elo hoffentlech wäerten unhuelen. Deen Text gouf virgestallt haut de Mëtteg hei vum Rapporteur Claude Lamberty. Him natierlech och e Merci fir déi schrëftlech a mëndlech Presentatioun.

Ech wëll nach eng Kéier op e puer Aspekter zréckkommen, wann Der erlaabt.

Et ass gesot ginn, mir hätten hei net ganz besonnesch Courage gewisen, wat de Sproochenunterrecht ubelaangt. Ech froe mech, wat fir ee Courage et dann hätt misse sinn. Mir sinn amgaangen, permanent nei Sektiounen opzemaachen, déi eng aner Langue véhiculaire hunn. D'Gesetz vum Lycée Michel Lucius gouf viru Kuerzem hei gestëmmt. Bei der leschter Rentrée huet déi International Schoul zu Déifferdeng hir Dieren opgemaach mat deem Succès, dee mer kannt hunn, datt et bei der nächster Rentrée déi International Schoulen zu Déifferdeng an zu Esch wäerte sinn.

D'ailleurs kann ee sech d'Fro stellen, wou d'CSV beim Vott vun deem Gesetz war: Se huet et net matgedroen. Wien also do de Courage hat a wien net, dat sollte mer dann emol nach eng Kéier kucken.

Ech hunn och...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Aus liicht anere Grënn awer.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech hunn och annoncéiert - et ass de Mëtten hei vum Claude Adam gesot ginn -, datt mer genau déi dote Schoulmodeller och wëllen ausbauen - en héiert et net esou gär -, fir awer och ënnerschiddlech Modeller ze hunn, déi d'Schüler da kënne wielen, déi och hirer Sproochebiografie méi staark kënne Rechnung droen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Esou ass dat ganz gutt, Här Minister.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An ech hu mer extra Méi ginn, Här Adam. Dir gesitt, wann ech mer Méi ginn, da klappt dat. Da klappt dat! Da klappt dat och, fir och deenen eenzelne Profiller vun de Schüler do méi staark kënne Rechnung ze droen, datt mer déi Offer wëllen ausbauen am Zentrum vum Land, well et eng gratis international Offer ass, an och am Norde vum Land.

(Interruption)

Jonglënster ass net Zentrum, et läit awer no derbäi. Ech wëll Iech soen, datt mer an Diskussioune si mat der Schoul zu Jonglënster, fir do och eng international Offer ze maachen. Op jidde Fall eng germanofon Offer, fir och där Populatioun, déi sech oft an eisem reguläre Schoulsystem schwéierdeet mam Franséischen, an där Regioun deementspriechend eng Offer kënnen ze bidden. Héchstwahrscheinlech och eng anglofon Offer derbäi, well mer och mierken, datt ganz vill engleschsproocheg Kanner an de Primärschoulen an där Regioun sinn, déi duerno och an international Privatschoule ginn, déi eigentlech guer kee Fouss an eis ëffentlech Schoul setze bis elo, fir deenen awer eng Offer kënnen ze maachen.

Datselwecht gëllt, wat déi germanofon Offer ubelaangt, och fir de Lycée vu Clierf. Och do si mer an der Diskussioun mat der Direktioun, déi mat hirer Equipp jo amgaangen ass, d'Rentrée 2018 ze preparéieren, wann dat Gebai wäert opgoen. A mir viséieren och do d'Offer vun enger agreéierter Europaschoul, wat eng zousätzlech Offer da virun allem och an deenen éischter ländlech strukturéierte Géigenden ass, wat eng Offer ass, déi bei dat derbäikënnt, wat do besteet, a wat eng Offer ass, denken ech, déi, wa mer eis Analyse jo e bëssen eescht huelen, awer wéi d'Fauscht op d'A bei déi Populatioun, déi mer an deene Regiounen hunn, och passt. Ob et nieft enger germanofoner Offer zu Clierf och eng aner ass, eng frankofon, dat si mer nach amgaangen ze kucken.

Wann hei gesot gëtt, souwuel am Enseignement secondaire général wéi am Enseignement secondaire classique, wa mer se elo emol schonn esou wëllen nennen, géife mer d'Sproochen net differenzéieren a mir géifen do all Schüler ee wéi deen anere behandelen, da wëll ech awer soen, datt et wuel Méiglechkeete gëtt, ze differenzéieren: E Schüler huet d'Méiglechkeet, ze kompenséieren an enger Sprooch, net nëmmen an enger Sprooch, mä an all Fach. E kann dat an der Regel iwwer seng ganz Schoulcarrière ewech maachen. Ass dat net eng Form vun Differenzéierung, wann ech zum Beispill am Franséischen iwwer eng Rei vu Joren ewech do kompenséiert hunn, herno mäin Diplom och kréien an och do am Franséische kompenséiert hunn? Déi Méiglechkeet hu mer.

Mir hunn och d'Méiglechkeet d'ailleurs, fir Sproochen ewechzeloossen op den ieweschte Klassen, och am klassesche Lycée. Dodrop elo nach eng Kéier eng zousätzlech Differenzéierung ze grefféieren, dat ouni Reflexioun, ob déi Differenzéierung, déi haut schonn existéiert, net awer scho problematesch vläicht wär, do warnen ech nun awer wierklech virdrun, well ech awer feststellen - an dëser Deeg si mer erëm amgaangen, Diplomer uechtert d'ganzt Land ze verdeelen -, datt all Joer 1.200, 1.300 oder 1.400 Schüler e Premièresofschloss kréien aus dem klassesche Lycée, dat um Niveau vun deenen dräi Sproochen, déi haut gefrot sinn. Wëlle mer systematesch deene Schüler d'Méiglechkeet huelen?

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Oder... Neen, Madamm Hansen, loosst mech wann ech gelift ausschwätzen!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ma neen, loosst mech wann ech gelift awer elo schwätzen!

Oder deene Schüler d'Fërderung och net ginn an d'Ufuerderung och net ginn, fir datt se hir Sproochekompetenzen op deen doten héijen Niveau an deenen dräi Sproochen entwéckelen an deene siwe Joer, wou se am klasseschen oder och am generelle Lycée sinn? Dat froen ech mech awer, ob dat dee richtege Wee ass, well mer awer duerno och musse Perspektive schafen an d'Beruffswelt eran, am Secteur public an och am Secteur privé, wou d'Sproochenufuerderunge sécherlech net méi kleng wéi am Secteur public sinn. Duerfir denken ech, ass dat net dee richtege Wee. An duerfir wëlle mer dat, wat haut gutt fonctionnéiert, bäibehalen, an do, wou mer nach net eng adequat Offer hu fir d'Schüler, do wëlle mer nach nei Offere schafen.

Wann dann nach gesot gëtt, wat d'Sproochen ubelaangt, hei hätt d'Regierung oder meng Persoun net deen néidege Courage, da kënne mir d'nächst Woch kucken, wann hei iwwert déi multilingual Fréifërderung geschwat gëtt, wou de Courage dann erëm eng Kéier ganz, ganz grouss wäert sinn, wien dann hei vu Courage wäert strotzen.

Och d'Sektiounen à la carte opzemaachen, datt et net eng Schoul ass, déi seet: „Meng Sektioun gesäit esou aus an de Schüler hëlt se oder e geet vläicht eng äänlech Sektioun an eng aner Schoul sichen", mä datt de Schüler eigentlech à la carte do seet: „Ech hätt gären esou vill Franséisch an ech hätt gär esou vill Mathé an ech hätt gär esou vill Philosophie an esou vill Geschicht", dat, denken ech, ass nun awer och net dee Modell, deen et ka sinn!

Ech wëll elo hei guer net herno vun enger Première schwätzen, wou een nach Turnen an Zeechnen hat an nach e bësse Philo gemaach huet. Dat wëll ech hei guer net maachen. Dat kréiche mer nach evitéiert. Mä, Madamm Hansen, Dir hutt eis virgeworf, wat net stëmmt, mir hätten d'Direkteren hei net genuch mat agebonnen. Et ass op Urode vun den Direkteren, datt mer vun deem dote Modell, deen effektiv an der Diskussioun war, d'Fanger ewechgelooss hunn, virun allem op Urode vun den Direkteren aus Schoulen, déi net eng grouss Capacitéit hunn, déi am ländleche Raum sinn, well déi gesot hunn: „Dat doten iwwerschreit eis Capacitéit, mir kréien dat doten net organiséiert. Et gëtt e Chaos, wéi mer en an der Formation professionnelle erlieft hunn." An duerfir si mer vun deem dote Modell ofgeréckelt.

Eis elo hei ze reprochéieren, mir géifen eppes maachen, wat eigentlech de Wahlméiglechkeete fir de Schüler net géif gerecht ginn am ländleche Raum, dat fannen ech nun awer e staarkt Stéck! Gradesou wéi et e staarkt Stéck ass, hei ze behaapten, mir hätten net genuch mat den Direktiounen diskutéiert. Mir hu mat en alleguerten diskutéiert. Mir hunn am Groussen an am Klenge mat hinnen diskutéiert a villes, ënner anerem dat heiten, ass nogelauschtert ginn an ass an dee Projet hei mat agefloss.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, Dir erlaabt eng Präzisioun vun der Madamm Hansen?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo. Wa meng Zäit gestoppt gëtt, dann erlaben ech et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ech war direkt ugeschwat ginn. Merci, Här President. Dat, wat den Här Minister hei seet, ass u sech, datt e mat den Direktere wahrscheinlech iwwer verschidde Règlement-grand-ducalle geschwat huet. Ech hunn an der Kommissioun gefrot, ob een Avis vun den Direkteren, vum Collège des directeurs do wier. Du war relativ laang iwwerhaapt näischt gesot ginn an du krute mer gesot: „Ben, et wieren eenzel Punkten ugeschwat

ginn, a verschiddene Rapporte misst een dat erëmfannen."

Dunn hunn ech gefrot, ob mer déi Rapporten da kéinte kréien, mä mir hunn näischt kritt. Also, et ass definitiv keen Avis vum Collège des directeurs iwwert dës Gesetz do. Merci.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dat heescht jo net, datt net mat den Direktioune geschwat ginn ass! Ech si wärend iwwer engem ganze Schouljoer, an dat huet mech iwwer en hallwen Dag an der Woch kascht, duerch d'Schoule gaangen. Ech hu mat 45 Lycéeën diskutéiert: mat den Direktiounen, mat de Proffecomitéen, mat den Elterecomitéen, mat de Schülercomitéen, mat de Vertrieder vum SPOS a mat deene vun der educativer Equipp. Mir hunn diskutéiert a mir hunn nogelauschtert. Virun allem hu mer nogelauschtert! Da soll awer keen heihinnerkommen a soen, mir hätten hei net dat Gesetz do an déi Iwwerleeungen am Dialog mat all deene Concernéierten um Terrain developpéiert! Da froen ech mech awer, wat een dann ënner Dialog ka verstoen!

A mir hunn eenzel Punkten…

(Interruption)

A mir hunn eenzel Punkten och mam Collège des directeurs diskutéiert a souguer mat, ech wëll net soe verhandelt, mä verbessert. Mä wann ech um Dësch sëtzen an ech diskutéieren eppes mat, wat mécht dat fir e Sënn, duerno nach eng Kéier en Avis derzou ofzeginn? Et ass dach vill méi produktiv, amplaz datt mir am Ministère eppes maachen an den Direkteren et pour avis ginn a mat deem Avis maachen, wat mer wëllen, bei d'Direkteren ze goen, mat hinnen ze schwätzen a mat hinnen dat ofzemaachen. Ënner anerem dee Punkt, deen ech elo hei gesot hunn, dee mer ganz besonnesch um Häerz louch.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- E Wuert nach zu där Approche, déi, mengen ech, awer an eenzelne Käpp nach ëmmer dran ass, datt all Schoul d'selwecht misst fonctionnéieren; notamment d'CSV huet awer och staark an déi dote Richtung hei argumentéiert. Mir loossen de Schoule gäre Fräiraum. Mir loossen de Schoule gäre Fräiraum, well ganz vill Positives entstanen ass am Laf vun deene leschte Joren. Dat ass net mäi Meritt. Dat ass de Meritt vun deenen Enseignanten, vun deenen Educateuren, vun deenen Direkteren an deenen Adjointen, déi an deene jeeweilege Gebaier hei am Land Verantwortung iwwerhuelen, déi d'Problemer gesinn hunn an déi Léisungen dorobber fonnt hunn.

Vun uewen erof elo ze soen, datt d'Orientatioun esou muss goen, datt et fir Inklusioun just ee Wee gëtt, datt et fir d'Diskussioun mat den Eltere just eng Method dierf sinn, dat ass jo awer falsch, well et alles dat futti mécht, wat en place ass, well et déi Leit demotivéiert, déi dat doten opgebaut hunn. An ech weess emol net, wien een am Gebai herno nach eng Kéier misst motivéieren an iwwerhaapt géif fannen, fir nach eng Kéier nei de Steen de Bierg eropzerullen. A mir wësse jo awer, datt mer dann a konfliktuelle Situatioune gewiescht wären.

A fir dëst Gesetz hei ëmzesetzen, do brauche mer Rou, mer brauche Vertrauen, mer brauchen och de Konsens mat den Akteuren an der Schoul, déi gleewen, datt dat heiten eppes Festes ass, wat fir si vu Bedeitung ass. An ech kann Iech soen, ech sinn am Laf vun deene leschten Deeg vill op Diplomiwwerreechunge gewiescht, an iwwerall, iwwerall, wann ech mat den Direkteren a mat den Enseignantë geschwat hunn, ass gesot ginn: „Hoffentlech kënnt dat dote Gesetz elo, well mer brauchen et! Well et e Kader ass fir eis Weiderentwécklung, esou wéi mir se hei um Terrain gesinn."

Da wëll ech nach kuerz drop agoen, datt hei gemaach ginn ass, wéi wann elo d'Participatioun vun den Elteren an de Schüler géif ofgewäert ginn. Ech wëll Iech soen, datt mer all Schoul eng Demarche hei operleeën am Kader vun dem Plan de développement scolaire, sech musse Methoden ze entwéckelen, wéi se mat Elteren an och mat Schüler participativ zesummeschaffen. Dat ass nei. Dat ass eng Obligatioun, déi huet elo Gesetzeskraaft, wann dee ganze Pak hei a Kraaft ass. Da froen ech mech wierklech, wou een drop kënnt, datt eigentlech elo do manner Participatioun méiglech wär a gewënscht wär.

Och wann een elo hei seet: „Et gëtt keen elektronescht Klassebuch." Dach, et gëtt elektronesch Klassebicher, déi a ganz ville Schoulen haut och scho gebraucht ginn. Et ka sinn, datt et nach net iwwerall de Fall ass, mä och do wäerte mer de Schoulen eng Demarche operleeën, eng gesetzlech virgeschriwwen Demarche am Kontext vum Plan de développement scolaire. Och do musse sech ganz konkret Gedanke gemaach ginn a Projeten entwéckelt ginn, wéi d'Digitaliséierung an hirer Schoul wäert weidergoen, wéi de Prozess vun den iPad-Klasse wäert weidergoen, a wat fir enge Fächer datt se dat wäerte maachen, mat wat fir enge Formatioune fir d'Enseignanten dat wäert gemaach ginn, wéi d'Kommunikatioun tëschent Elteren, Enseignanten an och de Schüler ka gestäerkt ginn, och iwwert deen dote Wee, iwwert déi digital Outilen, dat wäert alles dorannerfléissen. An déi Schoulen hu sech duerno drun ze halen. Hei de Contraire ze inszenéieren (veuillez lire: insinuéieren), do froen ech mech wierklech, wéi een dann dorobber kënnt!

Gradesou wéi wann ee seet, den Travail d'envergure wär ersatzlos gestrach ginn. Deen ass net ersatzlos gestrach ginn! Mir hu mëttlerweil Schoulen - an et misst ee wierklech emol an d'Schoule kucke goen, wat do lass ass, wéi lieweg déi ass a wéi innovativ den Terrain an de Schoulen ass -, déi sech als Entrepreneurshipschoulen definéieren, déi ganz genau an deem dote Projetsgeescht fonctionnéieren. An dat net nëmmen op enger Deuxième, mä dat iwwer all hir Klassen, wat mer encouragéieren, wou mer bonnes Pratiques sammelen, wat mer vernetze mat deenen anere Schoulen a lues a lues wäerte kënnen eriwwergoen. Et muss een awer esou éierlech sinn, datt, wa mer an der Zilsetzung eis eens sinn a mir nennen dat vläicht op eemol aneschters, een dann net heihinnerkënnt a seet, dat wär alles aus dem Projet gestuerwen an dat wär erausgestrach ginn. Dat, denken ech, ass net deen Debat, dee mer hei sollte féieren.

Här President, ech gesinn, d'Zäit leeft mer fort. Duerfir wëll ech ganz kuerz nach eng Kéier dorobber ze schwätze kommen, datt hei gesot gëtt, dat wär e klengt Gesetz, do wären net vill Änderungen dra gewiescht. Ech weess, datt dat hei net haut decidéiert wäert ginn, dat muss iergendwann duerno eng Kéier beuerteelt ginn, wat dann den Impakt vun dësem Gesetz op d'Entwécklung vun de Lycéeën alleguerten doruechter war. Ech soll et net decidéieren a gradesou wéineg, mengen ech, obläit et engem aneren, hei ze decidéieren, well jiddwereen huet jo wahrscheinlech eng virgefaasste Meenung.

Ech liesen awer, wa sech doruechter an anere Länner, an Nopeschländer momentan Regierunge bilden a Regierungsprogrammer geschriwwe ginn, wat sech do fir eng ganz Regierungsperiod virgeholl gëtt an der Éducatioun. A wann ech kucken, wat mer mat dësem Pak elo fir de Secondaire hei zu Lëtzebuerg alles wäerten änneren, da weess ech net, wat déi aner Länner maachen. Well da steet eigentlech do guer näischt méi dra par rapport zu deem grousse Pak, dee mer hei awer haut de Mëtteg zum Vott brénge respektiv iwwer aner Weeër schonn a Kraaft triede gelooss hunn.

A wann dann…

(Interruptions)

Dir hutt eist kuerzt Gespréich de Moien um Radio, Madamm Hansen, jo ugeschwat gehat. Wann dann do d'Fro gestallt gëtt: „Jo, wat géift Dir dann duerno änneren un engem Gesetz, wat Dir als eng mini Mikroreform bezeechent?", an d'Ännerung duerno ass awer an der Nanodimensioun, déi Der duerno ukënnegt,…

(Hilarité)

…da froen ech mech awer…

Mme Martine Hansen *(CSV).*- …jo nach net fest.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Da froen ech mech awer wierklech,…

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Zéng exposant minus néng.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- …wéi eng Kopplabunz…

(Interruption)

…datt een do muss schloen, fir nach iergendwéi riicht stoen ze bleiwen.

Mir hunn, Här President, mat deem Gesetz hei villes a Bewegung bruecht, schonn ier d'Gesetz gestëmmt ass, well sech an all de Schoulen déi Iwwerleeungen do gemaach gi vum Profill vun der Schoul, vun aneren Offeren, déi kënnen entstoen, vun anere Mechanismen, déi mussen en place gesat ginn, fir datt d'Schüler besser encadréiert ginn, fir datt d'Schoul sech méi staark de Besoine vun de Schüler upasst a fir datt d'Schoul sech och méi staark dem Besoin vun der Gesellschaft kann upassen. A mat deem Gesetz wäert dat sécherlech nach eng Kéier un Tempo gewannen. Duerfir wëll ech deenen Deputéierte Merci soen, déi de Mëtteg hei mat derfir stëmmen.

E Wuert nach, Här President, vläicht zur Motioun, wann Der erlaabt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech géif kuerz wëlle soen, datt mer éischtens Schoulen hunn, wou d'Englescht ab der Septième enseignéiert gëtt.

Zweetens wëll ech awer soen, datt ech et scho skurrill fannen, wa vun enger Partei proposéiert gëtt, déi hei seet, mir misste méi dialogéieren, méi mat de Gremie schwätzen, datt elo op eemol d'Chamber hei soll decidéieren, ouni datt mat iergendengem geschwat ginn ass, datt generell misst Englesch an all de Schoulen, ob se dat wëllen oder net, op Septième agefouert ginn. Dat fannen ech nun awer e bësse gelungen.

Ech schwätze jo mat deene Leit. An déi soe mer, d'Programmkommissioun am Engleschen, déi roden eigentlech dovunner of, dat dote systematesch ze maachen, well se soen: „Et ass besser, mir maachen et mat sechs Stonnen intensiv op der Sixième, wéi mat zwou oder dräi Stonnen unzefänken op der Septième."

Trotzdeem ënnerstëtze mer déi Projeten innerhalb vun der Schoulautonomie, fir et och schonn ab der Septième ze maachen. Dat gëtt den Elteren an de Schüler d'Méiglechkeet, dohinner ze goen an déi Schoul ze wielen, wou et ugebuede gëtt, wa se dat da wëllen a wa se dat dann interessant fannen. An ech fannen, datt mer momentan op jidde Fall sollen derbäibleiwen, well et jo nach ganz, ganz aner Repercussioune géif mat sech bréngen, ënner anerem d'Fro: Wat géife mer da manner op der Septième maachen? Déi wier jo och nach ze tranchéieren. An déi hunn ech weder an der Motioun nach an der Diskussioun hei gekläert erëmfonnt. Duerfir wär ech éischter frou, wa mer zu dësem Zäitpunkt déi Motioun do net géifen zréckbehalen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm.

A mer géifen direkt iwwert de Projet de loi 7074 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7074 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nancy Arendt), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

An, esou wéi ech gesinn, si mer domat bal um Enn vun eiser Diskussioun, wa mer net nach d'Motioun hätten.

Motion 1

Ech froen, wie Stellung zur Motioun wëllt bezéien. Selbstverständlech fir d'Éischt… Ech mengen, den Auteur huet se presentéiert?

(Assentiment)

Ginn et Wuertmeldungen derzou? Den Här Adam an den Här Kartheiser.

Den Här Adam huet als Éischt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wéi ech elo gesinn hunn, datt ech als Eenzegen nach vun der Majoritéit wëll schwätzen, hunn ech mech trotzdeem gemellt. Ech hunn näischt un der Erklärung vum Minister auszesetzen. Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, datt ech et schonn eng komesch Approche fannen. Mir sinn eis alleguerten eens, datt d'englesch Sprooch eng wichteg Roll spillt an déi Roll gëtt och ëmmer méi grouss, mä ech sinn awer och der Meenung, grad wéi de Minister, datt mer am Dialog mat de Schoule solle schwätzen, ob mer do eng Ännerung maachen.

An zweetens warnen ech awer och viru Schnellschëss, besonnesch an där heiten Debatt! Einfach de Fait, datt d'Englescht um Virmarsch ass, kann awer net heeschen, datt mer da fir jiddwereen op Septième d'Englescht aféieren als Cours, well mer eis éischtens mussen iwwerleeën: Op d'Käschte vu wat geet dat? Wat huele mer dann ewech?

Une voix.- …an der Motioun!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Wat kënnt amplaz?

An zweetens hätt ech och gären eng Analys, datt mer wéissten: Wou si mer dann iwwerhaapt dru mam Engleschen an eise Schoulen? Wivill Englesch kënnen eis Schüler? Ech hunn den Androck, wéi wann déi Generatiounen no eis am Engleschen op enger Première méi wéisste wéi mir an der Zäit, am Franséischen eventuell net esou vill. Dann hätt ech awer och gären, datt mer dat géifen analyséieren an dorauser Konklusiounen zéien an net hei mat engem quasi Schnellschoss wëlle probéieren, sämtleche Lycéeën ze imposéieren, fir Englesch op Septième ze maachen.

Duerfir stëmme mir natierlech net fir dës Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann nach den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, villmools Merci, Här President. Ech war e bësse verwonnert, wéi ech dësen Text gesinn hu vun der CSV. Nodeem den Här Juncker gesot huet, datt Englesch ëmmer manner wichteg géif ginn a Franséisch ëmmer méi wichteg géif ginn, kënnt d'CSV zu Lëtzebuerg elo…

(Brouhaha)

…mat engem Geste, deen an déi aner Richtung geet.

Et ass awer fir eis esou, fir elo iwwert den Text selwer ze schwätzen, et feelt eng ganz wichteg Präzisioun an dësem Text. Mir sinn eis als ADR, wéi all Mënsch heibannen, mengen ech, vollkomme bewosst, datt Englesch net nëmmen eng wonnerschéi Sprooch ass, mä eng wichteg Sprooch, an datt mer frou wären, wann esou vill Leit wéi méiglech déi Sprooch op engem ganz héijen Niveau géife schwätzen. Mä awer fir iwwert d'Schoul hei ze schwätzen, misste mer wëssen, an et steet net dran, ob d'CSV gär hätt, datt mer obligatoresch Englesch op Septième sollen aféieren oder fakultativ Englesch op Septième sollen aféieren.

Dat ass eng aner Diskussioun. Wann et fakultativ ass, begréisse mer dat selbstverständlech. Wann et obligatoresch ass, dann hu mir als ADR awer eng grondsätzlech Positioun: Mir hunn eng Situatioun, wou eis eegen Nationalsprooch, eng vun eisen dräi Verwaltungssproochen, nämlech Lëtzebuergesch, net duerch dëst Gesetz gestäerkt gëtt. Wou mer ëmmer soen, datt op Lëtzebuergesch op Septième soll obligatoresch och méi seriö enseignéiert ginn, mat Grammaire, mat Literatur, an net nëmmen op Septième op anere Sproochen.

An eis Prioritéit, wann et drëm geet, nei obligatoresch Coursen anzeféieren, dat ass selbstverständlech bei eiser Nationalsprooch, bei Lëtzebuergesch. Wann also d'CSV eis seet, datt et eng fakultativ Initiativ ass, da stëmme mer hir Motioun gäre mat. Wann et awer drëm geet, fir obligatoresch Englesch anzeféieren, da soe mir als ADR: „Nee merci. Eis Prioritéit ass eis Nationalsprooch."

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Däerf ech äntwerten?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Madamm Hansen, selbstverständlech.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Just eng Äntwert. Also mir haten…

Une voix.- Do gëtt et keng Koalitioun méiglech.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Mir hate scho gemengt obligatoresch, well fakultativ ass am Prinzip elo schonn alles méiglech bei de Schoulen.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Also hate mer scho gemengt obligatoresch. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. Keng weider Wuertmeldungen? Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioune sinn ënnerwee.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 24-mol Jo, 36-mol Neen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 37 voix contre et 23 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Claude Adam) et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun de Mëtten ukomm. Ech soen Iech Merci a ginn Iech Rendez-vous fir déi nächst ëffentlech Sëtzung den nächsten Dënschdeg.

Merci! An d'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 17.34 heures)

SÉANCE 46 MARDI, 11 JUILLET 2017

Présidence: Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *Mme Simone Beissel, Vice-Présidente*

2. Communications
- *Mme Simone Beissel, Vice-Présidente*

3. Ordre du jour
- *Mme Simone Beissel, Vice-Présidente*

4. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marco Schank, M. Roger Negri, M. Max Hahn*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi*

5. 7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles
- *Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

7. 7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas*
- *Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch (interventions de M. le Ministre Claude Meisch et Mme Martine Hansen), M. Claude Lamberty (interventions de Mme Martine Hansen, M. Claude Wiseler, M. Max Hahn et M. Eugène Berger), M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet (interventions de M. le Ministre Claude Meisch, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Lamberty, M. le Ministre Claude Meisch et M. Franz Fayot), M. Claude Lamberty (interventions de M. Laurent Zeimet), M. Georges Engel (interventions de Mme Martine Hansen et M. Laurent Zeimet), M. Claude Adam (intervention de M. Laurent Zeimet), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Lex Delles), M. David Wagner (interventions de M. Georges Engel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Laurent Zeimet)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles*
- *Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. Fernand Kartheiser)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- *Rapport de la Commission du Logement: M. Max Hahn*
- *Discussion générale: M. Marc Lies, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Ministre du Logement*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Bausch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Dir Dammen an Dir Hären, gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Chambers-sëtzung vum 11. Juli 2017 op.

Ech wollt direkt d'Regierung froen, ob se wëllt eng Kommunikatioun maachen.

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

2. Communications

Da wollt ech verschidde Kommunikatioune maachen:

1) Déi éischt Kommunikatioun betrëfft d'parlamentaresch Ufroen, déi erakomm sinn. Déi sinn um Büro deposéiert.

2) Déi zweet betrëfft d'Projet-de-loien, déi säit där leschter Sëtzung erakomm sinn. Déi sinn un d'Parteien an déi politesch Sensibilitéite verdeelt ginn.

3) An dat Drëtt: Gradesou sinn och d'Petitiounen, déi erakomm sinn, un d'Parteien an déi politesch Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 juillet 2017

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

***7159** - Projet de loi portant approbation de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.07.2017

3) Les demandes de pétition publique et la demande de pétition ordinaire suivantes ont été déposées:

***822** - Demande de pétition publique: Änderung des Code de la route - Erlaubnis für Motorradfahrer sich am Stau vorbeizuschlängeln - Gesetzesanpassung nach österreichischem Vorbild*

Dépôt: M. Frederic Becker, le 20.06.2017

***823** - Demande de pétition publique: Création/modification du Code de la route afin de protéger les cyclistes sur les routes du Luxembourg*

Dépôt: M. Fabricio Prado Cauche, le 21.06.2017

***824** - Demande de pétition publique: D'Verréckele vum Datum vun den Noexamen fir d´Ofschlossklassen am Enseignement secondaire a secondaire technique*

Dépôt: M. Jeff Trierweiler, le 27.06.2017

***825** - Demande de pétition publique: Indépendance des mandats au Luxembourg*

Dépôt: M. Ronald Mordiconi, le 28.06.2017

***826** - Demande de pétition publique: An dëser Petitioun geet et drëm, dass Foyerkanner net gutt behandelt ginn.*

Dépôt: M. Damien Almeida, le 29.06.2017

***827** - Demande de pétition publique: Transport public gratuit pour les chômeurs*

Dépôt: M. Pascal Wrisez, le 05.07.2017

***828** - Demande de pétition ordinaire: Politique tarifaire des établissements financiers*

Dépôt: M. Nico Hoffmann, Président de l'ULC, le 05.07.2015

***829** - Demande de pétition publique: Le Bitcoin comme 2e monnaie légale au Luxembourg*

Dépôt: M. Robert Bigdowski, le 07.07.2015

3. Ordre du jour

Zum Ordre du jour wollt ech Iech Folgendes froen a folgend Propose maachen.

Wéinst Time-Management-Problemer vu verschiddene vun eise Ministere wollte mer Iech Folgendes proposéieren: Haut ass de leschte Punkt de Projet de loi 7134. Dora geet et ëm de Lycée technique pour professions de santé an d'Logopedie. Dee steet momentan op der leschter Plaz. An ech wollt Iech froen, ob Der d'accord sidd, fir deen op d'Plaz 3 eropzehuelen, dat heescht no de Modèle-de-basen.

(Assentiment)

Okay. Merci dofir.

Dann eng zweet Ännerung, déi ech wollt proposéieren: Den Donneschdeg de Mëtteg, do ass beim leschte Projet, deen de Centre socio-éducatif betrëfft, gefrot ginn, ob Der d'accord sidd, fir dee vun der leschter Plaz op d'Positioun 2 eropzehiewen.

(Assentiment)

Wonnerbar. Dann ass dat esou aktéiert. An dann ännere mer den Ordre du jour esou ëm.

Mir hunn e ganze Koup flott a wichteg Projeten haut um Ordre du jour. Fir d'Éischt fänke mer u mat Technik. Mir hunn en éischte Projet, dee geet ëm de Merkur. Dat ass eng Konventioun vu Minamata a Japan, fir Merkurproblemer, wat jo eng héichgëfteg Substanz ass, ze regléieren. An ech géif dann direkt dem Rapporteur Henri Kox d'Wuert ginn.

4. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Madamm Presidentin. Jo, hei geet et ëm d'Konventioun vu Minamata, dat heescht a Japan. An et geet drëms, de Merkur, also de Quecksëlwer, besser an de Grëff ze kréien, fir och seng geféierlech Auswierkung op de Mënsch an op d'Ëmwelt ze reguléieren an am beschten och ze reduzéieren, soudass déi Auswierkungen net méi kënne sinn.

Dir wësst, de Quecksëlwer gëtt nach a ganz villen industrielle Prozesser agesat an e kënnt och deels duerch d'Verbrennung vu Kuel an d'Ëmwelt. Och fir all déi, déi haut e schéine Rank a Kette mat Gold unhunn: E gëtt leider och beim Goldschürfen agesat, wat a sech eng ganz geféierlech Auswierkung fir d'Ëmwelt huet.

D'Konventioun selwer seet als Objektiv, fir, éischtens, d'Gesondheet vun de Leit ze schützen an natierlech den Environnement, also d'Ëmwelt am Allgemengen, och ze schützen. Dofir gëtt probéiert, am ganzen Zyklus, wou de Quecksëlwer agesat gëtt, ze reduzéieren. Dat ass do, wou en aus dem Buedem kënnt respektiv do, wou en agesat gëtt an den industrielle Prozesser, respektiv do, wou en duerch natierlech Phenomeener entsteet, fir dat och an de Grëff ze kréien. Dofir ass déi Konventioun zustane komm. An et geet drëms, och en Zil ze setzen. En Zil, dat seet, 2020 méiglechst vill Produiten, d'Fabrikatioun, d'Importatioun an d'Exportatioun vun enger Rei vu Produiten, wou de Quecksëlwer mat dran ass, total ze verbidden.

Et ass och e Fong zur Verfügung gestallt gi vun der Europäescher Kommissioun, insbesondere fir ze kucken, dass an den ënnerentwéckelte Länner och déiselwecht Prozedur agesat gëtt, wéi dat och an den industrielle Länner de Fall ass.

De Projet gouf den 8. November 2016 deposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 27. Juni ginn. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hir Avise ginn. Ech selwer gouf de 5. Juli 2017 hei vun der Kommissioun als Rapporteur bestëmmt, a gläichzäiteg hu mer den Avis vum Statsrot aviséiert. An d'Kommissioun huet och hiren Aval dozou ginn. Dofir mengen ech, dass déi Konventioun jo just eng Artikelnummer huet.

An domadder bréngen ech den Accord vun der gréinger Fraktioun a soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Madamm Presidentin, eise Merci un de Kolleeg Henri Kox fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. De Minamata-Protokoll ass e Kompromëss. A wesentlech Beräicher vun där Konventioun, déi wierken och als esou een a sinn och a priori releativ wéineg ambitionéiert. D'ONGen hunn duerfir och schonn 2013, wéi dee Protokoll guttgeheescht ginn ass, kritiséiert, datt d'Konventioun dee globale Quecksëlwerausstouss kaum wäert erofsetzen an d'Affer vun der Minimata-Katastroph géifen entwürdegt ginn.

Déi gréisst Erausfuerderungen, dat ass ugeklongen am Rapport, si sécher d'Regioune mat enger héijer Merkurbelaaschtung duerch Biergbau, wéi virun allem an Deeler vun Afrika, awer och a Latäinamerika. An hei ass eben eng Emissiounsreduktioun immens schwéier, well d'staatlech Kontrollméiglechkeeten ageschränkt sinn a berufflech Alternativ fir Goldschürfer feelen.

Vill wäert dervun ofhänken, wéi zolidd deen entspriechende Finanzéierungsmechanismus wäert gefëllt sinn. Deemno wäert et sech eréischt no 2020 weisen, wéi effikass dann d'Konventioun wäert sinn.

Mat der Zäit ka sech dëse Protokoll eiser Meenung no awer zu engem wierkungsvollen Instrument entwéckelen, fir d'Quecksëlweremissiounen erofzesetzen. A fir d'EU huet et deemools och schonn, wéi ënnerschriwwe gouf, geheescht: „Dat ass fir eis eng wichteg Etappevictoire", mä fir en Erfolleg draus ze maachen, do muss awer, mengen ech, weider verhandelt ginn a weider dru geschafft ginn.

An duerfir och meng Fro un d'Madamm Minister, ob dee Prozess amgaangen ass, fir genau dat ze maachen, näämlech weider ze verhandelen an un enger Weiderentwécklung vun deem Protokoll ze schaffen.

Domat géif ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Schank. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, villmools Merci, Madamm Presidentin. An och Merci un de Rapporteur, den Henri Kox, fir säi gudde Rapport. A mir ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri. Dann hunn ech den Här Max Hahn ageschriwwen.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, ech géif datselwecht maache wéi de Kolleeg Roger Negri. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech ginn dann heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Wann ech elo richteg informéiert sinn, huet keen anere sech ageschriwwen zu deem Projet.

Ass dat esou?

(Assentiment)

Gutt! Merci.

Da géif ech direkt der Madamm Carole Dieschbourg als Ëmweltministerin d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ech soen natierlech och dem Henri Kox e grousse Merci fir de Rapport an och dem Marco Schank fir déi Bemierkungen, déi gemaach goufen, well in der Tat ass et wichteg, dass mer dat elo maachen, well et gëtt och elo weider geschafft. Et ass virgesinn, dass, wa mech net alles iert, am September eng COP ass an elo genau un där Ëmsetzung do geschafft gëtt.

An ech ginn Iech ganz recht: Et ass e wichtege Schrëtt, a fir mech och en immens wichtegt Zeechen, dass Lëtzebuerg dat elo genau zu dësem Zäitpunkt och mécht, fir dass mer och prett sinn an als Partie zumindest schonn emol um Pabeier derbäi sinn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Minister. Da sinn d'Diskussiounen domat ofgeschloss a mir kënnen direkt mat der Ofstëmmung ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7089

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann duerno d'Procuratiounen.

Mir hunn e wonnerbart Resultat: 60 Stëmme fir dëse Projet 7089. Ech soen Iech villmools Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Angel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kënne mer direkt schonn zu deem zweete Projet kommen, deen och technescher Natur ass, och ganz wichteg. Do geet et ëm d'Établissements classés an iwwer d'industriell Emissiounen. An ech ginn erëm eng Kéier direkt dem Rapporteur Henri Kox d'Wuert.

5. 7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Henri Kox *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Madamm Presidentin. Effektiv geet et hei ëm d'Emissioune vun industrielle Produkter. Dofir muss d'Gesetz geännert ginn, well mer keng ganz korrekt Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2010/75/UE haten, well e puer Remarquë komm sinn.

Et geet u sech bei den Émissions industrielles oder bei dëser Prozedur ëm déi europäesch Kommodosgesetzgebung. Wat heescht europäesch Kommodosgesetzgebung? Mir hunn eng Rei Betriber, déi am europäesche Benchmarking sinn, also déi verglach gi mat den europäesche Betriber. Wéi eng sinn dat? Dat kann ee vläicht eng Kéier kucken. Dat ass eng Arcelor natierlech, dat ass Cimalux, dat ass Hydro Aluminium. Dat sinn u sech déi ganz grouss Betriber, déi awer och mat Emissioune verbonne sinn. Dat ass also eng Guardian.

Dat sinn awer och grouss landwirtschaftlech Produktiounen, wou eng grouss Déierenunzuel sinn; kommt, ech soen elo emol iwwer 2.000 Schwäin. Déi hunn och Emissiounen. An déi ënnerstinn net nëmmen der Lëtzebuerger Kommodosprozedur, mä och der europäescher Kommodosprozedur. An dës Direktiv gouf ëmgesat an engem éischte Gesetz vum 9. Mee 2014. A mir hunn awer och dervu profitéiert: Duerch d'Omnibusgesetz hu mer déi Lëtzebuerger Kommodosprozedur jo och e bësse vereinfacht. An dëst Gesetz erlaabt eis, elo souwuel déi Gesetzgebung ze ännere wéi och d'Gesetzgebung vun den Émissions industrielles.

D'Objektiv ass natierlech och ganz kloer vun deem Gesetz: Och déi eenzel Industriebetriber an engem Schema, an enger Trajectoire ze hunn, fir hir Ausstéiss esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

Ech wëll kuerz op den Avis vum Statsrot nach agoen. Am éischten Avis vum Statsrot hate se u sech keng grousswäerteg Remarquen, keng Oppositions formelles. En huet u sech just eppes monéiert, well mer mat dëser Ännerung vun deem Gesetz och de Recours erabréngen, well wann en industrielle Betrib jo kontrolléiert gëtt, ass am Ënnerscheed zu der Lëtzebuerger Prozedur déi europäesch Prozedur enger Evaluatioun ënnersat.

Dat heescht, e Rapport muss geschriwwe gi fir d'Europäesch Kommissioun. An natierlech, wann e Rapport geschriwwe gëtt, wa Sanktioune kënne kommen, da muss jiddwer eenzelne Betrib och kënnen dergéint ugoen. An de Statsrot huet awer gemengt, dass de Recours innerhalb vun dräi Méint soll kënne gemaach ginn. Mir hunn awer an all de Lëtzebuerger Gesetzgebunge just 40 Deeg. An d'Kommissioun huet awer festgehalen, dass mer bei deene 40 Deeg solle bleiwen. Dat war keng Opposition formelle, dat war eng Suggestioun vum Statsrot. Mir hunn et awer och dobäi belooss, soudass déi 40 Deeg do schlussendlech an d'Gesetz agefloss sinn.

Mir haten awer eng Navette gemaach. Dat heescht, mir hunn nach eng Kéier Amendementer eraginn, well just dee Moment d'Omnibusgesetz geännert gouf. An dat hu mer dann och integréiert, näämlech déi nei Klassifikatioun vun der Lëtzebuerger Kommodosgesetzgebung. An deem Avis ass dat natierlech vum Statsrot och ganz positiv aviséiert ginn, soudass op deem Punkt dann och keng Remarquë méi komm sinn.

Vläicht zu den techneschen Donnéeën oder zu den Datumen. Den 9. November 2016 gouf dëst Gesetz deposéiert. Dem Statsrot säin éischten Avis war vum 9. Mee. D'Chambres de Commerce an des Métiers hunn hir Avisen och ginn. Ech selwer gouf de 17. Mee 2017 nominéiert, fir dëse Rapport ze maachen. An de Statsrot hat de complementairen Avis de 27. Juni ginn. De 5. Juli gouf dëse Rapport eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl.

An domadder sinn ech fäerdeg mat der Explikatioun zu dëser Ännerung vun engem wichtege Gesetz, näämlech den industriellen Emissiounen. An ech ginn den Accord vun der gréinger Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministesch, fir d'Éischt emol dem Henri Kox e grousse Merci fir de Rapport, mëndlech a schréftlech. Ech géif net erausgoen, wann ech net dräi kleng Froen hätt un d'Madamm Ministesch.

Am Artikel 1, do gëtt geschwat iwwert déi „best available technologies", also dat Bescht, wat mer kënnen asetzen. Ech hu mech gefrot gehat, a bestëmmt muncheree freet sech, deen no bei esou enger Firma wunnt: Huet deen eenzelne Matbierger e Recht ze kucken, ob déi Firma da wierklech dat Bescht asetzt? Well ech soen an der Mathematik gëtt et dat Wuert „onendlech". Onendlech plus eent ass erëm eng Kéier onendlech.

Wann also een noweist, dass eng Besserung um Marché ass, wéi kënne sech déi eenzel Firmen dergéint schützen, oder musse se norëschten, well et elo gefrot gëtt?

Déi zweet Fro, déi ech mer gestallt hunn an och meng Fraktioun, dat ass sécher emol mat deem ganzen Zesummenhang vun deem Rapport, dee mer gëschter Owend héieren haten iwwer eng Firma, déi hei Pollutioun gemaach huet. Am Artikel 5 (10) gëtt jo gesot: All Entreprise muss derfir suergen, wa se ophält, dass hire Site keng Contaminatiounen op Buedem, Loft a Waasser mécht. Ergo muss een och oppassen, wat déi Firma mécht.

Dofir ass meng Fro déi: Kënne mir mat dësem Gesetz hei déi Firmen an d'Bringschuld bréngen, déi Dreck gemaach hunn? A wie bezilt dat? Et ka jo net sinn, wéi deemools bei der Goudronsfabrik, dass déi ganz e Kraaftakt gemaach huet a bezuelt huet. Ech mengen awer, et wär un der Firma virzesuergen, dass, wann eng Kéier e Problem kënnt, dass si dat muss selwer finanzéieren.

Déi lescht Fro ass e bësse méi heikel. Dat ass den Artikel 21. Do gëtt geschriwwen iwwert déi sougenannten H- an R-Wäerter. Or, wann een emol op Google nosiche geet, wat dann déi H-Wäerter sinn an och déi R-Wäerter: Dat sinn immens geféierlech Substanzen. Et gëtt geschwat vun: kriibserreegend, Schied un der Genetik, Ëmweltschied, Biodiversitéit.

D'Fro ass déi: Misste mer net alles ënnerhuelen, dass esou - kommt, mir soen - toxesch Stoffer iwwerhaapt net op de Marché kommen? Well soss misst een d'Leit jo alleguer avertéieren, déi no bei esou enger Firma wunnen, a soen: „Passt op, hei wunnt Dir an engem Gebitt, wou esou Saachen agesat ginn an emol entwäiche kéinten!"

Dofir, meng Fro ass ganz einfach: Kënne mer eis dogéint wieren?

Merci villmools.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roger Negri ageschriwwen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. An och e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Henri Kox. Ech fannen dat hei eng ganz wichteg Direktiv, déi mer um europäeschen Niveau hei ëmsetzen, well dat gëtt eis och d'Méiglechkeet, dass mir vis-à-vis vun eisen Noperen, déi ronderëm sinn, déi eis heiansdo esou gär Anlagen op eis Grenz setzen, och kënnen do e Wiertche matschwätzen.

Villmools Merci. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Negri. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Max Hahn.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, dann, d'selwecht wéi virdrun, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei, a géif dann och dem Rapporteur, dem Henri Kox, nach eng Kéier Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Hahn. Dann hunn ech nach den „Déivid" Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin.

Une voix.- „Déivid"!?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- „Déivid"/ David, dat ass egal. Madamm Presidentin, mir wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. E klengt Bedenken: De Mouvement écologique hat virgeschloen, datt d'Dossieren och en ligne kéinte sinn, well d'Bierger net onbedéngt sech ëmmer esou deplacéiere kënnen. Mä trotzdeem wäerte mer dëse Projet de loi matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Gutt! Villmools Merci dem Här Wagner. Dann ass et un der Regierung. Ech ginn nach eng Kéier der Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wëll dann och vun dëser Plaz aus dem Henri Kox fir säi Rapport Merci soen. An ech wëll kuerz versichen, op déi dräi Froen anzegoen.

Déi éischt Fro: Natierlech ass et esou, dass all Ëmweltdonnéeën, déi d'Firmae musse liwweren, ënner Aarhus falen, dat heescht och mussen asehbar sinn. Dofir wëlle mer jo suergen, dass d'Bierger, déi am Ëmfeld vun engem Betrib liewen, och wëssen, wat do ass.

An et ass natierlech esou, dass, wa mer en technologesche Sprong maachen, a mir hunn där Firmen och am Land, wou et no an no eben drun ass, dass Investitioune musse gemaach gi fir zum Beispill Emissiounen, grad wann et ëm Loftverschmotzung geet, wann et do besser Technologien gëtt, dass déi no an no mussen ugepasst ginn. Do hu mer rezent och grouss Ustrengunge gemaach a gesinn och, dass een no an no weiderkënnt.

An duerfir si mer och frou, wa mer engersäits garantéiere kënnen iwwer Aarhus, dass engersäits Transparenz herrscht, wat an de Betriber geschitt a wéi eng Auswierkungen déi op d'direkt Ëmfeld vun de Leit hunn, an op där anerer Säit, wann d'Technologië sech weiderentwéckelen, dass no an no Betriber och do hir Responsabilitéit huelen. An do hu mer jo och Modeller, wou haut schonn eng Zesummenaarbecht ass a gemeinsam Meetinge sinn, wou een no an no mat Betriber awer e gutt Stéck weiderkënnt, notamment och zum Beispill am Süde vum Land.

Et ass natierlech esou, dass mer och hei an deem Beräich de Pollueur-payeur-Prinzip hunn. Wann een e Schued mécht an en ass nach do, da muss deen deen natierlech och bezuelen. A wann et eng Cessation d'activité gëtt, da gëtt halt ganz genau gekuckt, dass näischt iwwreg bleift vun där Aktivitéit op deem Terrain, deen déi Firma geholl huet.

Dat ass natierlech, an do hu mer mat der Vergaangenheet ganz vill ze kämpfen... Dofir si mer jo och, an dat steet och am Regierungsprogramm, amgaangen, zum Beispill un engem Buedemschutzgesetz ze schaffen. Et ass awer haut schonn esou, dass mer bei der Cessation d'activité kucken, dass keng Réckstänn an dem Ëmfeld direkt bleiwen.

An dann, natierlech schaffe mer souwuel national wéi international, dat besonnesch am Beräich vun der Kreeslafwirtschaft, drun, dass een no an no déi toxesch Stoffer aus Materialien erauskritt, fir dass mer no an no eng méi nohalteg Wirtschaft och kréien an dass mer d'Problemstoffer oder d'toxesch Stoffer no an no aus Produktiounen erauskréien.

Dat ass e groussen Challenge. Dorunner schaffe mer ënner anerem an deem ganze „Waste Package" am Moment, dee mer amgaange sinn, international, europäesch ze diskutéieren. An dat wäert och sécherlech ee vun de groussen Theme sinn, iwwert déi mer um Enn vum Joer nach eng Kéier ënner Ministeren op der UNEA 3 wäerte schwätzen. Do geet et näämlech genau dorëms: eng pollutiounsfräi Welt ze designen. Dat huet ganz vill scho mat Produktiounsprozesser a Betriber ze dinn.

Ech mengen, dat waren dräi pertinent Froen, op déi ech elo hoffe geäntwert ze hunn, déi elo net ganz direkt mam Projet ze dinn hunn. Ech freeë mech awer iwwert déi grouss Ënnerstëtzung.

Villmools Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Madamm Minister. D'Diskussioune sinn elo ofgeschloss a mir fänken direkt mat der Ofstëmmung un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7090 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Prokuraen. De Vott ass ofgeschloss.

Mir hu wéi virdrun en exzellent Resultat: 60 Jo-Stëmmen. De Projet de loi 7090 ass also ugeholl. Iech alleguerte villmools Merci fir dee Vott.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Marc Angel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Elo awer, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen Deputéierten, et muss een ëmmer alles léieren: Mir mussen nach d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ginn. Sidd Der alleguerten d'accord?

(Assentiment)

6. 7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Passt op, de Projet de loi 7089, dee virdru vum Mercure, plus dësen, bei deenen zwee ass d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren!

(Assentiment)

Très bien! Dat ass dann esou aktéiert.

Ech begréissen dann de Bauten- an MDDI-Minister hei, dee komm ass, well mer jo just virdrun e Changement vum Ordre du jour gemaach hunn. Mir kommen elo zum Projet de loi, deen ëm d'Konstruktioun geet vum Lycée technique des professions de santé a vun enger grousser Sportshal fir d'Logopedie zu Stroossen, lauter gutt Saachen. Dofir huele mer dat elo vir. An ech ginn direkt der Madamm Rapporteur, der Madamm Josée Lorsché, d'Wuert. Madamm Lorsché, et ass un Iech.

7. 7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Josée Lorsché *(déi gréng), rapportrice.*- Merci. Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi kritt de Lycée technique des professions de santé e weidert wichtegt Standbeen an eisem Land, fir deem groussen Zoulaf vu Schülerinnen a Studenten am Beräich vun de Gesondheetsberuffer gerecht ze ginn a fir d'Offer ze optimiséieren.

Wéi Dir wahrscheinlech wësst, ass den LTPS, wéi e genannt gëtt, am Joer 1995 iwwer e Gesetz geschafe ginn. Momentan regruppéiert dëse Lycée véier verschidden Ausbildungszentren innerhalb vun enger administrativer Struktur.

Deen éischten ass an der Stad Lëtzebuerg ugesidelt, an der Rue Barblé no beim CHL, wou den LTPS säi Siège huet, deen zweeten um Val Saint André zu Stroossen, deen drëtten zu Bascharage an dee véierten zu Waarken.

Wéi den Numm et seet, assuréiert dëse Lycée d'Ausbildung am Beräich vun de Gesondheetsberuffer an orientéiert d'Schüler an zéng verschidde Filièren: déi vum Aide-soignant, déi vun der Sage-femme, wéi et op Franséisch genannt gëtt, der Hiewan, wou ech nach keen Titel fir d'Häre fonnt hunn, déi vum Infirmier mat all de Spezialisatiounen, déi an deem Beruff méiglech sinn, déi vum Assistant technique médical an der Radiologie oder an der Chirurgie, a schlussendlech och an déi méi theoretesch Filière vun de Gesondheetswëssenschaften.

Am November 2016 louch d'Zuel vun de Schüler a Studenten am LTPS bei insgesamt 1.450, mat steigender Tendenz. Allerdéngs feelt et dësem Lycée am Zentrum vum Land un adequaten Infrastrukturen, fir eng gutt Ausbildung kënnen ze assuréieren, mam Resultat, datt d'Schüler an d'Studenten an där Regioun a provisoresche Pavillonen ënnerbruecht sinn.

Well d'Formatiounen, déi den LTPS ubitt, ganz attraktiv sinn an ëmmer méi Jonker unzéien, mä och well d'Dauer vun der Formatioun verlängert ginn ass, ass de Besoin un Infrastrukture mat der Zäit gewuess. Aus deem Grond huet d'Regierung am Joer 2013 decidéiert, de Site vu Bouneweg, wou schonn e Lycée virgesi war, falen ze loossen an deen neie Lycée um Val Saint André zu Stroossen ze bauen. Dëse Site ass net nëmme méi grouss wéi deen zu Bouneweg, e bitt och nei Opportunitéiten a puncto Zesummenaarbecht mam CHL, virun allem bei der Organisatioun vu Stagen.

Madamm Presidentin, mam Projet de loi vun haut geet et wéi gesot net ëm de Volet vun der Formatioun, soudass ech do net weider wäert drop agoen an och net op déi Inhalter, déi do dermat verbonne sinn, mä et geet ëm de Finanzement vun den Infrastrukturen, déi um Val Saint André solle gebaut ginn.

Dat sinn der am Ganzen dräi: Déi éischt besteet aus dem Lycée selwer mat enger Capacitéit vun 1.200 Schüler a Studenten, déi zweet aus engem Internat mat 35 Logementer fir groussjäreg Schüler a Studenten, déi hir Ausbildung am Lycée maachen. Derbäi kommen nach 14 Logementer fir jonk Leit, déi ënnert der Responsabilitéit vum SNJ, dem Service nationale de la jeunesse vun der Éducation nationale, an där Struktur wäerten ënnerbruecht ginn.

Dobäi handelt et sech ëm Leit, déi sech an enger sozial schwaacher Situatioun befannen a keng Mëttelen hunn, fir e Logement ze finanzéieren. Déi Leit gi wärend hirer Ausbildung op där Plaz logéiert an encadréiert, woubäi ech mer déi kleng Remarque awer wéilt erlaben, datt dës 14 Logementer just eng Drëps sinn op e waarme Steen, wann ee bedenkt, wéi héich d'Wunnpräisser iwwerhaapt am Land sinn an datt déi meescht jonk Leit sech kee Logement kënne leeschten, wa se nach an der Ausbildung sinn. Ëmmerhin ass dës Approche awer e ganz gudden Usaz, dee Schoul soll maachen.

Eng drëtt Infrastruktur, déi mat dësem Gesetz finanzéiert gëtt, besteet aus enger Sportshal mat Piscine fir de Centre de logopédie, deen iwwer 235 Schülerinnen a Schüler huet. Dës Schoul läit direkt niewent dësem Site a verfüügt momentan net iwwer adequat Sportsinfrastrukture fir Kanner mat spezifesche Bedürfnisser. An dofir ass et och gutt, dass esou eng Infrastruktur op dësem Site dann entsteet.

Fir d'Detailer vum gesamte Bausprojet - dat sinn der eng Hällewull - an och fir den Amenagement vum Bausseberäich verweisen ech léiwer direkt op mäi schréftleche Rapport an op den Document parlementaire 7134, an deem de ganze Konstruktiounsprogramm mat alle Pläng an allen Detailer festgehalen ass.

Bleift nach ze bemierken, datt d'Administration des bâtiments publics grad wéi bei anere Konstruktiounen och bei dësem Projet ganz vill Wäert op ekologesch an nohalteg Baumaterialien leet an och op en nohaltegt Energiekonzept mat allem, wat dozou gehéiert, vu Fotovoltaik bis Notzung vu Reewaasser an enger gudder Isolatioun, der Notzung vun natierlechem Liicht an esou weider. Och dozou fannt Der sämtlech Detailer an de schréftlechen Dokumenter vun dësem Projet de loi.

Well et sech, wéi gesot, ëm e Finanzéierungsgesetz handelt, wëll ech ofschléissend nach drop hiweisen, datt d'Kreditter fir d'Realisatioun vun dësem Projet iwwert de Fonds d'investissements publics scolaires lafen, sou wéi bei all de Schoulprojeten.

De gebrauchte Montant läit bei engem Total vun 109,4 Milliounen Euro a begräift net nëmmen de Bau, mä och d'Virbereedungsaarbechten an d'Ausstattung vun de Gebaier mat alle Miwwelen an der Informatik. D'Käschte fir de lafenden Ënnerhalt a fir d'Energieconsommatioun am Joer leie bei eppes iwwer néng Milliounen Euro a gehéieren net zu dësem Projet de loi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, deposéiert gouf dëse Projet de loi den 11. Mee 2017 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. De Statsrot hat guer näischt un deenen dräi Artikelen auszesetzen, net emol e Komma, an huet just gemengt, dass dee Lycée hei esou séier wéi méiglech sollt gebaut ginn. Bis et esou wäit ass, wäert awer nach eng Zäitche vergoen, well de Site nach net disponibel ass. Mä mir hoffen, dass och dat gläich wäert de Fall sinn.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a wënschen dem Lycée eng glécklech Zukunft, well d'Gesondheetsberuffer e wichtegen a ganz néidege Pilier vun eisem Gesondheets- a Sozialsystem duerstellen, deen op eng gutt Ausbildung vun de Studenten ugewisen ass.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Rapporteur Josée Lorsché. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Ech erlabe mer, e grousse Merci ze soen un d'Rapportrice, d'Madamm Lorsché. Si huet dat exemplaresch gutt gemaach an do eriwwregt sech all Kommentar. An ech géif domadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kaes. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Och vun eiser Säit wéilte mer den Accord ginn. Merci fir de gudde mëndlechen a schréftleche Rapport un d'Madamm Lorsché. An all Verbesserung an Erneierung vun Infrastrukture wäerte mir natierlech zoustëmmen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Dann hunn ech den Här Gusty Graas ageschriwwen.

M. Gusty Graas *(DP).*- Jo, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ee Beruffsstand gëtt, wou nach ganz vill Entwécklungspotenzial dran ass, dann ass et ouni Zweifel dee vun de Gesondheetsberuffer. Et ass mer och eppes opgefall am Exposé des motifs, wat ech als ganz positiv wëll duerstellen, an zwar wou et ëm d'Aide-soignantë geet, wou drasteet, datt d'Jugend ganz vill Interesse un deem Beruff hätt. An et huet ee jo och d'Gefill, wéi wa se iwwerhaapt vill Interesse un deene Beruffer am Allgemengen hätten. Dat kann een nëmme begréissen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt hei awer eng Rei positiv Aspekter ervirzesträiche sinn. Nodeems jo dat Gesetz vun 2007 keng Suite krut, hu mer elo en neie Site gesicht, an zwar no beim CHL. Dat wäert schonn d'Praxis och hëllefen ze verbesseren. Dann ass en aneren Aspekt, deen ee muss hei ënnersträichen, dat ass deen ekologeschen. Et gi ganz grouss Efforte gemaach, fir déi Gebailechkeeten esou wäit wéi méiglech och ekologesch ze amenagéieren.

Ech wëll och op den Aspekt hiweise vun dem Transport: Dass esou mann wéi méiglech Park-

plaze fir Schüler sollen amenagéiert ginn, ass net méi wéi richteg. D'Mobilité douce muss ouni Zweifel hei zousätzlech gefërdert ginn. Wann d'Architektur een och vläicht net onbedéngt direkt elo vum Stull rappt, sou muss een awer soen, datt eng Rei Elementer mat integréiert ginn, déi dat Ganzt awer méi flott gestalten, sief dat Holz, siefen dat déi rout Briquen, soudatt een am Endeffekt kann awer zefridde si mat dësem Projet.

Soudatt ech dann, wéi gesot, och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei bréngen an ech soen der Madamm Rapportrice dann och nach Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och dem Här Graas. Ech hu soss kee Mënsch méi ageschriwwen. Ass dat richteg?

(Assentiment)

Gutt. Da géif ech direkt dem Här Bauteminister François Bausch d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, Madamm Presidentin, ech kann et dann och kuerz maachen: Ech wëll haaptsächlech der Chamber Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister. Da sinn d'Diskussiounen ofgeschloss a mir kënnen direkt schonn erëm zu der Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7134 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Prokuraen. Sou, de Vott ass ofgeschloss.

Resultat, wonnerbar, 60 derfir, Unanimitéit. De Projet de loi 7134 ass ugeholl. Villmools Merci!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech wollt Iech froen, ob Der eis d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gitt.

(Assentiment)

Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

Gutt, da komme mer elo erëm zu eisem Ordre du jour, wéi Der e kennt. Mir kommen elo zum Projet de loi 7064. Deen huet en duebelen Titel. Et geet ëm d'Jugend, mä et geet och ëm d'Traitements vun den Donnée-personnellen, wat d'Schüler ugeet. An ech géif direkt dem Här Gilles Baum als Rapporteur d'Wuert ginn. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

8. 7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Merci, Madamm Presidentin. Kolleeginnen a Kolleegen, Chancëgläichheet, dat ass e grousst Wuert, wat eise Klengsten awer net einfach esou an de Schouss gefall kënnt. Leider! Et ass un der Politik, et ass un eis, fir ze kucken an derfir ze suergen, dass all Kand onofhängeg vu sengem Elterenhaus, senger Hierkonft oder senger Nationalitéit an eisem Schoulsystem déiselwecht Chancë kritt, fir säi Wee ze fannen a säin eegene Wee ze goen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Projet de loi d'Startchancë vun eise Kanner an eiser Schoul verbessert, andeems mer hinnen en natierlechen Zougang zu der Sproochevillfalt an eiser Schoul an an eiser Gesellschaft ubidden.

Et ass jo och net déi éischte Kéier, dass am Kontext vun de Sproochen hei an der Chamber doriwwer geschwat gëtt. An am Kader vun der Sproochendebatt hate mer jo hei schonn engagéiert a kontrovers diskutéiert, an ech géif da mengen, dass dat de Mëtten och wäert de Fall sinn.

Madamm Presidentin, wourëms geet et konkret an dësem Projet de loi? De 7064, deen änert d'Jugendgesetz vun 2008 of an och d'Gesetz iwwert déi perséinlech Donnéeë vun de Schüler. An et ass näischt aneres wéi d'Aféierung vun der méisproocheger Fréifërderung fir d'Kanner vun engem bis véier Joer an de Crèchen an an de Betreiungsstrukturen.

Et geet drëm, fir vum jonken Alter ze profitéieren, fir d'Kanner op eng kandgerecht Aart a Weis un d'Sproochen erunzefëieren an esou der méisproocheger Realitéit an eise Schoulen an an eiser Gesellschaft gerecht ze ginn. Dës Offer wäert d'Integratioun vun alle Kanner verbesseren an domat déi sozial Kohäsioun stäerken an zugläich schonn deene jéngste Kanner déi bescht Startchancen, déi bescht Erfollegsaussiichten erméiglechen, an dëst onofhängeg vun hirer sozioekonomescher Situatioun an onofhängeg vun hirer Familljesituatioun.

Dës Qualitéitsoffer fir d'Kanner vun engem bis véier Joer bréngt och 20 Gratisstonnen an der Kannerbetreiung pro Woch mat sech, an dat wärend 46 Wochen am Joer. Dëst gëllt fir d'Services d'éducation et d'accueil vum Stat a vun de Gemenge souwéi fir déi privat Träger, déi als Prestataire vum Dispositif Chèque-service accueil unerkannt sinn.

Och gëtt mat dësem Gesetz d'Tarifikatioun, also de Montant, mat deem de Stat d'Familljen ënnerstëtzt, iwwerschafft. De Chèque-service accueil fir Famillje mat Kanner vun null bis zwielef Joer gëtt ugepasst, fir eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ze garantéieren. Dir erënnert Iech vläicht un de Projet de loi 6410, deen d'Qualitéitskritären an de Rameplang festgeluecht huet.

E puer aktuell Zuelen: Am Mee 2017, dat heescht viru ronn sechs Wochen, wéi den Dekont gemaach ginn ass, do hu vum Chèque-service accueil 47.813 Kanner profitéiert. An Enn 2016 gouf et 1.492 Agrementen am Beräich vun der Kannerbetreiung. Dat ware 699 Dagesmammen, 409 am konventionéierte Secteur an 384 am kommerzielle Secteur. A vun deene 1.492 waren 98% dem Dispositif Chèque-service accueil do bäigetratt, dat heescht, déi Kanner, déi do an der Obhut waren, konnte vum Chèque-service accueil dee Moment profitéieren.

Well mer d'Akommes an d'Familljesituatioun vum Beneficiaire vum Chèque-service accueil besser a Betruecht zéien, schaffe mir zudeem méi geziilt. D'Familljen, déi et am meeschte brauchen, ginn och am meeschten ënnerstëtzt.

Kolleeginnen a Kolleegen, et geet also an dësem Projet de loi ëm Chancëgerechtegkeet. Dat méisproochegt a multikulturellt Émfeld an eise Schoulen ass sonner Zweifel en Deel vun eisem Räichtum vun eisem Land. Déi Kleng si virwëtzeg géigeniwwer neie Saachen, also och vun de Sproochen. Wa se méi grouss sinn, kann et awer sinn, dass se mat Problemer konfrontéiert ginn. Et gëllt also, am jonken Alter unzesetzen, fir dass d'Kanner fräi an entspaant un déi verschidde Sprooche kënnen erugefouert ginn.

An der lëtzebuergescher Sprooch kënnt an dësem Prozess eng ganz zentral Roll zou. Lëtzebuergesch ass a bleift d'Integratiounssprooch, déi éischt Sprooch an eisem multilingualen Émfeld. Well d'Lëtzebuergescht no bei der däitscher Sprooch läit, steet d'Alphabetisatioun op Däitsch och ausser Fro.

Der lëtzebuergescher Sprooch eng zentral Roll zoukomme loossen, dat war och d'Zil vun der Éducation précoce, déi 1999 agefouert ginn ass. Mä zënterhier huet sech dat sproochlecht Émfeld hei am Land awer staark verännert. Iwwer 65% vun de Kanner, déi an de Precoce kommen, schwätzen doheem kee Lëtzebuergesch méi. Doduerch hunn natierlech och vill Kanner net genuch Lëtzebuergeschkenntnisser, wa se an d'éischt Schouljoer kommen, wou se dann op Däitsch alphabetiséiert ginn. A well schonn am zweete Schouljoer Franséisch derbäikënnt, kann et sinn, dass bei Kanner Schwieregkeeten an der schoulescher Entwécklung optauchen.

Aus deem Grond ginn déi lëtzebuergesch Kanner also fréi an an enger entspaanter Atmosphär un déi franséisch Sprooch erugefouert. Mä och Kanner, déi a Crèchë ginn, wou net Lëtzebuergesch geschwat gëtt, ginn un déi Lëtzebuerger Sprooch erugefouert. Deemno ass et och eng ganz kloer Stäerkung vun der Lëtzebuerger Sprooch.

D'Schoul muss eng Schoul sinn, wou sozial Ongläichheeten am jéngsten Alter opgehuewe ginn amplaz se ze verstäerken. A fir déi bescht Startchancen ze garantéieren, onofhängeg vum soziokulturelle Background, stëmme mir de Mëtteg déi sproochlech Fréifërderung, déi op spillieresch a flott Aart a Weis der Situatioun an eise Schoule gerecht gëtt.

Madamm Presidentin, de Programm vun der Fréifërderung baséiert op véier Pilieren. Et ass éischtens emol d'Entwécklung vun de sproochleche Kompetenzen, et ass awer och d'Zesummenaarbecht mat den Elteren, eng deelweis gratis Betreiung an d'Zesummenaarbecht mat de schoulesche Servicer.

Wat den Zougang zur lëtzebuergescher a franséischer Sprooch ugeet, stelle mer fest, dass d'Kanner, wa se kleng sinn, stänneg op Entdeckungsrees sinn, an dat bitt sech natierlech och beim deeglechen Ëmgang mat de Sproochen un, eng spillieresch Approche besonnesch fir déi Kanner vun engem bis véier Joer. Si entwéckelen mat Liichtegkeet den Zougang zur Sprooch a si fräi am Ëmgang mat de Sproochen. Déi Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch léieren, hunn esou méi Zäit a gi méi geziilt gefërdert, fir an eiser Sprooch fit ze ginn an och fit ze sinn, wa se an d'Lëtzebuerger Schoul kommen. Awer och der Mammesprooch kënnt an dësem Gesetz eng ganz wichteg Roll zou.

De spillereschen Ëmgang mam Franséischen erlaabt e fräit, relaxt Eruntaaschten un dës Sprooch, éier linguistesch Hindernisser sech opbauen. Et ass also op kee Fall e rigiden Unterrecht am klasseche Sënn, mä vill méi e spillereschen Zougang iwwer Lidder, Reimer, Fangerspiller, kleng Geschichten, Theater.

An ech weess, dass haut schonn a ganz ville Strukturen a Klasse genau dat dote gemaach gëtt. A mir wëllen déi Approche verstäerken a verdéiwen.

Wat d'Partnerschaft mat den Elteren ugeet, esou wäert et sinn, dass d'Crèchen an Zukunft hir Dieren nach méi grouss opmaachen. Den Eltere gëtt eng zentral Roll zougedeelt, solle si sech dach méi aktiv an d'Liewe vun de Betreiungsstrukturen amëschen, sech asetzen, sech abréngen, besonnesch wat dat pädagogescht Konzept ugeet.

D'Schafe vun engem Eltererot an engem Representant vun den Eltere beweist dës nei participativ Approche. Duerch eng besser Zesummenaarbecht tëschent den Elteren an de Leit, déi an de Strukture schaffen, wäert souwuel d'Qualitéit wéi och d'Léierklima eropgoen.

Wat d'Personal ugeet, esou wäert et sinn, dass an all Struktur op d'mannst eng Persoun den Niveau C1 am Lëtzebuergesche muss hunn, sproochlech, an och den Niveau C1 am Franséischen. An dat fir Persounen, déi 40 Stonnen an der Woch an der Crèche schaffen.

Innerhalb vum Personal gëtt e Référant pédagogique du programme linguistique designéiert. Dee koordinéiert alleguerten déi Aufgaben, déi mat der Méisproochegkeet ze dinn hunn. En iwwerwaacht déi an e kuckt och, dass déi Aufgaben ëmgesat ginn.

All Struktur wäert och Initiativen ergräifen, fir mat de Schoulen an de Gemengen, awer och mat den nationalen Organismen zesummenzeschaffen. Si wäerte musse Formatiounen an Informatioune fir Elteren ubidden, awer och Diagnos an Ënnerstëtzung fir déi kleng Kanner, wann déi gebraucht ginn. D'Zil ass et natierlech, den Iwwergang an de Cycle 1 ze vereinfachen.

Wat déi gratis Stonnen ugeet, esou ass et esou, dass duerch d'Aféierung vun der multilingualer Sproocheférderung de Betreiungsstrukturen eng ëffentlech Missioun zudeelgëtt, näämlech d'Kanner besser op eise Schoulsystem virzebereeden. A fir dass esou vill Kanner wéi méiglech kënne vun dëser Offer profitéieren, wäert all Kand tëschent eent a véier Joer 20 Stonne gratis d'Woch betreit kënne ginn. Dat natierlech an der Limitt vun de Plazen, déi disponibel sinn.

Kanner, déi net vollzäit an enger Crèche betreit ginn, well se zum Deel an de Precoce ginn oder well en Elterendeel nëmmen hallef schafft, kënnen awer och am Kader vun der méisproocheger Fërderung zéng Stonne gratis kréien.

D'Iwwerschaffe vum Dispositif Chèque-service accueil. Nieft dem neie Sproocheprogramm wäert och d'Tarifikatioun vum Chèque-service iwwerschafft ginn, net nëmme fir déi Familljen ze ënnerstëtzen, déi et brauchen, mä och fir et un d'Realitéite vun de Familljen unzepassen. Dëst ass och Deel vum Regierungsprogramm, dee sech virgeholl huet, eng qualitativ héichwäerteg Offer am Beräich Kannerbetreiung unzebidden. Et geet ëm d'Chancëgläichheet vun den Elteren a vun de Kanner. Et geet ëm gläich Startchancen an d'Liewen, onofhängeg vun der sozialer Hierkonft.

Esou wäerten zum Beispill Stéit, déi manner wéi zweemol de Mindestloun verdéngen, zéng Stonne gratis méi kréien, wéi dat elo de Fall ass. Dat heescht, déi gratis Stonne gi vun dräi op 13 erop. Stéit, déi tëschent zwee- an dräimol de Mindestloun hunn, kréie fënnef Stonne gratis derbäi; pro Woch a pro Kand, versteet sech. An dat fir all Kand, soulaang d'Kand am Fondamental, dat heescht an der Primärschoul, ass.

De Projet de loi gesäit och nei Modalitéite vir, fir de Chèque-service accueil ze rechnen. Et gëtt vu Fall zu Fall gekuckt, wivill Kanner am Stot sinn, bei den Elteren oder beim Représentant légal. Awer och d'Garde alternée gëtt berücksichtegt. Also, mir droen hei enger weiderer Realitéit an eiser Gesellschaft Rechnung.

Madamm Presidentin, dëse Projet de loi ass awer och d'Resultat vun enger breeder Concertatioun mat villen Akteuren aus dem Secteur vun der Kannerbetreiung. Et gouf ënner anerem e regen Austausch mat der APEG, der Association professionnelle des éducateurs gradués, mat der EFJ, der Entente des foyers de jour, mat der FELSEA, der Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants, dem LCGB, dem OGB-L an dem Syprolux. Den Input vun alle Partner, grad awer och wéi d'Erfahrung vun de verschiddene Pilotprojete konnten an dësem Projet de loi mat a Betruecht gezu ginn.

Madamm Presidentin, d'Schoul huet d'Missioun, fir sozial Ongläichheeten am jéngsten Alter opzehiewen an net ze verstäerken. Eng Fréifërderung, déi de Kanner op eng flott an ureegend Aart a Weis den Zougang zu der méisproocheger Schoul erlaabt, dréit zu méi Chancëgläichheet bäi. Ech sinn iwwerzeegt, an dat aus menger berufflecher Erfahrung, awer och duerch dat, wat ech all Dag mat menger Duechter, déi dräi Joer huet, erliewen, an och wa mer d'Resultat vläicht net muer an iwwermuer gesinn, da sinn ech awer fest der Iwwerzeegung, dass den Ëmgang mat de Sproochen an dem Stellewäert vun de Sproochen an eise Schoule sech duerch dëst Gesetz däitlech wäert verbesseren.

Zum Schluss wëll ech nach e puer Mercie lass ginn: de Kommissiounsmembere fir hiert flott Matschaffen, besonnesch awer och eiser ganz fläisseger Sekretärin, der Madamm Joëlle Merges, déi an de leschten Deeg ganz, ganz, ganz vill Aarbecht hat. Och e Merci un den Här Minister, deen an all Sëtzung vun der Chamberskommissioun derbäi war, an och senge Beamte vum Ministère, der Madamm Claude Sevenig, dem Här Patrick Thoma, an och dem Här Manuel Achten.

Wéi gewinnt, fannt Der den Detail vun allen Adaptatiounen, grad ewéi d'Avise vum Statsrot an de Beruffskummeren a mengem schréftleche Rapport.

Da soen ech Iech alleguer Merci. Ech soen Iech Merci, falls Der nogelauschtert hutt. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer bei dësem Projet wäerte genausou eng breet Zoustëmmung fanne wéi bei deenen dräi Projete virdrun.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, dass mer zu dësem Thema hei schwätzen. An et wäert Iech duerfir och net weider verwonneren, wann ech soen, dass mir als CSV mat dësem Gesetz absolutt net averstane sinn. An duerfir gëtt et eng ganz Partie vu Grënn.

De Minister huet eis wuel eng Lëscht vun Etüde geschéckt, jo, relativ jonken Etüden, déi behaapten, dass d'Zwee- an och deelweis d'Méisproochegkeet de klenge Kanner zeguttkënnt an dass se bis zu dräi Sprooche kënne wéi e Schwamm opsuckelen. Mä, fir dass dat ka fonctionnéieren, mussen d'Konditiounen, wéi a wou dat stattfanne soll, och klappen.

De Jim Cummins, Professer op der Uni vun Toronto, dee sech ënner anerem mat der Sproochentwécklung beschäftegt, dee seet do-

zou zum Beispill: «L'apprentissage d'une deuxième langue nécessite une exposition répétée et fréquente.» Wéi wëlle mer da sécherstellen, dass dës Konditioun och erfëllt gëtt?

D'Translanguaging-Theorien, op déi Der Iech jo esou gäre berufft, Här Minister, gi mëttlerweil vu ganz ville Wëssenschaftler ganz kritesch gesinn, och vu Wëssenschaftler hei am Land. D'Etüd „Easy As Pie? Children Learning Languages" ass ee wëssenschaftlechen Text, un deem sech och d'UNESCO orientéiert fir hire Rapport iwwert d'Sproocheléiere vu Kanner mat ënnerschiddlechem sproochleche Background. An dëse wëssenschaftlechen Text seet, dass eist Gehir dat ganzt Liewe laang fäeg bleift, fir méi Sproochen ze léieren.

Bei allen Etüden, op déi Dir verweist, läit och keng eenzeg vir, déi seet, dass d'Méisproochegkeet ab engem Joer de Kanner virunhëlleft, fir besser an eisem Schoulsystem eens ze ginn, wann et heescht: Mat sechs Joer ginn eis Kanner op Däitsch alphabetiséiert, egal mat wéi engem Sproochebagage si an d'Klass kommen.

Wa mer de Minister richteg verstan haten, da war jo eng vun den Ursaachen, wisou hien iwwerhaapt mat dësem Projet koum, dass d'Kanner doduerch sollte besser an eisem Schoulsystem eens ginn. Déi Lëtzebuerger Kanner sollte méi fréi mam Franséischen a Kontakt kommen. Wat se jo alleguer guer net gären an och anscheinend guer net gutt maachen, ech komme spéider dorobber zréck. An déi portugisesch Kanner sollte méi Lëtzebuergesch léieren, wat jo eigentlech d'Aufgab vum Precoce ass. Och dorobber kommen ech méi spéit zréck.

Fazit Nummer eent: Et gëtt keng wëssenschaftlech Basis, dass dat, wat hei geplangt ass, an eisem souwisou scho multilinguale Kontext seng Friichte wäert droen, wann d'Kanner e puer Joer méi spéit op Däitsch alphabetiséiert ginn.

Fir dass d'Betreiungsstrukturen awer elo net am Hierscht mam Fanger am Mond dostinn, kréie si e puer Iddie geliwwert, un deene si sech kënnen orientéieren. Aacht ënnerschiddlech Erfahrunge vu Pilotprojeten, méi oder manner gutt, un deenen d'Haiser sech sollen inspiréieren, fir hire Programm auszeschaffen. Dës Pilotprojete si just iwwer e puer Méint gelaf a sollen elo flächendeckend, jee no Populatioun, jee no Émfeld, kënnen iwwerholl ginn.

Dobäi ass net gewosst, ob dat iergendeppes bréngt, ob dës Modeller ee positiven Impakt hunn. Et ass net gekuckt ginn, ob dat sech an der Zäit positiv op de Kanner hir Sproochentwécklung auswierkt, well duerfir hätte jo déi Pilotprojete misse vergläichbar sinn a si hätte missen iwwer eng vill méi laang Zäit lafen, fir iwwerhaapt kënnen evaluéiert ze ginn.

De Prinzip „eng Persoun, eng Sprooch" funktionéiert tipptopp, wann en da systematesch ugewannt gëtt. Ee Kand, wat en Austausch mat enger Persoun wëllt, kritt ganz séier spatz, a wéi enger Sprooch dass déi Persoun mat him ka kommunizéieren. Wann et also erkennt, dass et muss en Effort an enger Sprooch maachen, déi net seng Mammesprooch ass, fir mat där Persoun kënnen ze kommunizéieren, dann ass d'Kand och bereet, deen Effort ze maachen. Et muss eng reell Necessitéit erkennen, zumindest am ganz jonken Alter.

Ee Kand, wat mierkt, dass eng Persoun zu verschiddene Momenter am Dag eng aner Sprooch schwätzt, sicht sech déi Sprooch eraus, mat där et am beschte vertraut ass. Dofir gesi mir och net an, dass et soll eppes bréngen, wann deeselwechten Erzéier dagsiwwer, och wann et zu gewëssene fixe Momenter ass, a verschiddene Sprooche mat de Kanner communiquéiert. De Prinzip „eng Persoun, eng Sprooch" ass leider an deenen aacht Pilotprojeten net iwwerall garantéiert.

Fazit Nummer zwee: Ganz kuerzweileg Pilotprojete solle flächendeckend als Inspiratioun gëllen. Si sinn net wëssenschaftlech iwwerpréift ginn, mä sollen awer elo generaliséiert ginn. Dat gesi mir als ee ganz geféierlechen Exercice un.

De Minister wëllt nieft der verstäerkter Förderung vu Lëtzebuerg a Franséisch awer och, dass d'Kanner hir Mammesprooch festegen. Et ass wichteg an och duerchaus nozevollzéien, mä wéi soll dat wann ech gelift iwwert d'Bün goen? Geet et duer, esou wéi dat elo hei geplangt ass, wann een d'Elteren encouragéiert, vill mam Kand an der Mammesprooch ze schwätzen?

Wéini sollen d'Elteren dat maachen? Owes, wann no aacht Auer endlech déi ganz Famill doudmidd doheem zesummekënnt, no engem laangen Dag vu schaffen, no engem laangen Dag an der Crèche? Abee, duerfir brauchen d'Eltere manner Stress. Si brauchen Zäit, méi Zäit, fir mam Kand ze schwätzen. A mir hate jo dofir och méi e flexibele Congé parental gefuerdert, fir ebe justement den Elteren...

(Interruption)

...déi Zäit zouzegestoen, déi se brauchen, fir mam Kand ze spillen, ze schwätzen a sech och mat em ze beschäftegen.

Wéi wëlle mer dann an der Crèche selwer d'Mammesprooch förderе respektiv d'Kanner encouragéiere se ze schwätzen? Geet et duer, wann een an der Crèche zum Beispill den Austausch tëscht Kanner mat därselwechter Sprooch ënnerstëtzt, oder muss d'Personal och capabel sinn, an där jeeweileger Mammesprooch ze communiquéieren oder op d'mannst verstoe kënnen, wat d'Kand wëllt ausdrécken?

Fazit Nummer dräi: d'Mammesprooch festegen. Jo, mä hei weess keen, wéi dat an der Praxis soll geschéien.

Wier et net besser, wann ee bei deem ganzen, schonn elo bestoende Plurilinguismus an de Crèchen den Akzent géif op Lëtzebuergesch als Verbindungssprooch setzen, fir dass d'Kanner mat deene villen ënnerschiddleche Mammesproochen - et kënnen der alt bis zu zwielef a méi an engem Grupp sinn - ënnereneen an enger gemeinsamer Sprooch iwwerhaapt emol kënne kommunizéieren, an domadder gläichzäiteg d'Basis schafen, dass d'Kanner, wa se bis an d'Spillschoul kommen, richteg gutt Lëtzebuergesch kënnen an et dann do derduerch och méi einfach wäerten hunn, op Däitsch alphabetiséiert ze ginn?

Et ass nääмlech bewisen, dass Kanner, déi gutt Lëtzebuergesch kënnen, och méi Liichtegkeet hunn, duerno op Däitsch alphabetiséiert ze ginn. Et gëtt eng Etüd vun der Madamm Engel a vun der Madamm Ertel vun der Uni.lu, déi dat ganz kloer beweist.

A wat hëlleft dat Ganzt iwwregens, Här Minister, deene Kanner, déi doheem weder Lëtzebuergesch nach Franséisch schwätzen, mä eng ganz aner Sprooch? Mengt Dir tatsächlech, dass se, wa se elo nach mat zwou weidere Sprooche konfrontéiert ginn, da besser an eisem Schoulsystem eens ginn, wou Däitsch esou eng wichteg Roll spillt? Wisou also net zum Beispill Lëtzebuergesch an Däitsch förderen, vu dass mer jo op Däitsch alphabetiséieren? An zemools wann ee weess, meng Kolleegin Martine Hansen huet dat schonn e puermol gemaach, dass déi 45% vun deenen Néngjäregen emol net déi national Lieskompetenzstandarden am Däitschen erreechen.

Wann d'Ursaach, fir Kanner ab engem Joer mat Franséisch a Kontakt ze bréngen, déi ass, dass d'Kanner solle méi fit am Franséische ginn, da muss een emol vläicht genee kucken, firwat dass dann esou vill Kanner Schwieregkeeten hu mam Franséischen. Wa mer mierken, dass eis Jonk net gutt sinn am Franséischen, dann déngt et och net onbedéngt, fir eppes Neies nach virun de Precoce ze druddelen. Mir léieren alleguer zeg Jore laang Franséisch a sinn awer net onbedéngt à l'aise an dëser Sprooch. Duerfir brauche mer ganz kloer eng Reform vum Sproochenunterrecht.

D'CSV ass der Meenung, dass ee misst higoen an déi franséisch Programmer richteg auserneenhuelen, op Inhalter hin analyséieren, d'Methodik, d'Grammatik, sech d'Fro stellen: Wéi eng Zäiten zu wéi engem Moment muss een dann iwwerhaapt kennen? Géif et net zum Beispill duergoen an der Primärschoul, de Present an de Passé composé an de Futur gutt ze kënnen, fir sech emol kënnen einfach auszedrécken an et dann no engem sechste Schouljoer fäerdegzebréngen, an enger Vakanz zwou Bulle Glace an eng Cola ze bestellen? Sech einfach emol ze trauen, sech op Franséisch auszedrécken!

Fir eis ass et ganz kloer, dass an der Primärschoul d'Methodik, fir Franséisch ze léieren, muss änneren. Do sidd Der jo anscheinend amgaangen, drun ze schaffen. Mä mir haten och d'Reform vum Secondaire, déi déi lescht Woch gestëmmt gouf, och sollen notzen, fir de Sproochenunterrecht ze flexibiliséieren a verschidde Sproochenniveaue fir alleguerten d'Schüler unzebidden. D'Martine Hansen hat och dozou eng ganz Rëtsch Amendementen eragereecht.

Well grad am Lycée kréie vill Schüler Problemer mat enger Sprooch. Mä grad hei paakt de Minister de Problem net un. Hei wäert sech näischt fir d'Schüler änneren, ausser am Technique cycle inférieur. Do gi Cours de base a Cours-avancéen offréiert.

Fir d'CSV muss de Sproocheproblem do ugepaakt ginn, wou e sech stellt: an zwar an der Schoul selwer. Mä mat dësem multilinguale Fréifërderungskonzept vum Här Meisch gëtt de Problem op där falscher Plaz ugepaakt.

Fazit Nummer véier: Ier een op spilleresch Aart a Weis d'Kanner ab engem Joer mam Franséischen a Lëtzebuergesche wëllt vertraut maachen, hätt een onbedéngt missten higoen a genee analyséieren, wat net esou gutt leeft an eventuell muss ofgeännert ginn am Apprentissage vum Franséischen. Et hätt ee seng Ziler misse kloer definéieren: Wou wëlle mer hikommen? An et hätt ee missen decidéieren, wéi eng Moyenen ee sech da wëllt ginn, fir dohinnerzekommen.

Déi gratis plurilingual Kannerbetreiung wäert eise Budget all Joers ëm mindestens 80 bis 100 Milliounen Euro belaaschten. Een imposante Montant fir eppes, wou mer net kloer wëssen, ob eppes derbäi erauskënnt, wou mer och net wëssen, wat soll derbäi erauskommen. Well, wéi sot de Minister op enger Table ronde? „An der Éducation non formelle setzt ee sech keng Ziler." An an deem Fall ass et jo och schwéier, eng Evaluatioun ze maachen.

Derbäi kënnt nach eppes ganz Wichteges. Esou ass et och net kloer, ob dat Ganzt elo fir d'Gemengen eng gratis Operatioun gëtt. Wann et Méikäschte fir d'Gemenge gëtt, op wivill chiffréiert Dir se, Här Minister?

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Madamm Cahen hat déi lescht Woch am Kader vun der Froestonn hei gesot: „An da steet déi nächst Woch jo och nach d'gratis Kannerbetreiung um Ordre du jour." D'gratis Kannerbetreiung. Geet et finalement just ëm gratis Kannerbetreiung oder geet et ëm d'Fréifërderung?

20 gratis Stonne fir jiddwereen. Wou ass do déi sozial Selektivitéit? Hätte mer net besser, déi vill Sue méi an d'Qualitéit vun de Crèchen, sprech an de Personalschlëssel, ze investéieren, fir emol kënnen op déi primär Besoine vum Kand, vum ganz klenge Kand anzegoen? Reaktiounen op seng Mimik, seng Gestik, säi Gepoters a säin Handelen.

An duerfir brauch d'Personal Zäit. Wann ee mat de Leit nääмlech aus de Crèchë schwätzt, dann héiert ee ganz séier eraus, dass si an dëser wichteger Aufgab total iwwerfuerdert sinn, well se als een Erwuessene bei sechs klenge Kanner tëschent null an zwee Joer dat einfach net hikréien. A sot mer elo net - elo ass en net heibannen, den Här Engel -, eng Mamm géif dat och hikréien. Déi kritt jo kaum sechs Kanner mateneen, bannent zwee Joer.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Fazit Nummer fënnef: Vill Sue ginn investéiert fir eppes, wou een net weess, wat an ob eppes dobäi erauskënnt.

Ech stellen dann och emol ganz kloer d'Fro: Wat brauch e Kand dann iwwerhaapt mat engem Joer? Et brauch Zäit, fir ze spillen, Zäit mat sengen Elteren, Zäit, fir seng Émwelt ze entdecken, Zäit, fir d'Reaktiounen op säin Handele richteg ze deiten, Zäit, fir sech ze entwéckelen, an zwar a sengem eegene ganz individuelle Rhythmus.

Hei gëtt dacks argumentéiert, dass fir d'Kanner duerch dëst Gesetz méi Chancëgläichheet spéider an der Schoul wäert entstoen. Et muss een awer wëssen, dass déi reell Problemer um Terrain net just am Schwätze leien, mä och nach op ganz aneren Niveauen.

Kanner, déi an eng Crèche kommen, kommen all mat engem komplett ënnerschiddleche Bagage. An dat hu mer kloer gesinn, wéi mer déi Crèche kucke waren, wou 50 Kanner aus zwielef verschiddenen Nationalitéite betreit goufen. D'Personal ass do méi wéi gefuerdert, fir schonns do fir Chancëgerechtegkeet ze suergen. Et heescht Retarden an der Motorik, der Sprooch am Allgemengen, dem kognitive Beräich an de soziale Kompetenzen opzeschaffen, d'Kanner richteg ze stimuléieren, well doheem vläicht keen dat mécht, hinnen Opmierksamkeet ze schenken, eng Bindung opzebauen, wou keng Bindung doheem stattfënnt, well duerfir vläicht d'Zäit oder munchmol och dat néidegt Wësse feelen.

Fazit Nummer sechs: Mir sinn der Meenung, dass, wa mer vu Chancëgläichheet schwätzen, déi op ganz aneren Niveauen dès le départ muss stattfannen, wéi just andeems een d'Franséisch- an d'Lëtzebuergesch-Schwätze förderт. Ee Kand vun engem Joer huet ganz aner, vill méi wesentlech Bedürfnisser, wéi mat zwou Sproochen a Kontakt ze kommen.

A wann dat Ganzt, dës plurilingual Fréifërderung, soll esou villverspriechend sinn, wéi de Minister dat jo iwwerall ukënnegt, da misst jo och all Kand eng Plaz garantéiert hunn, soss wiere jo déi Kanner, déi keng Plaz fannen, benodeelegt. Wéi, Här Minister, wëllt Der dat da garantéieren? A wat maachen déi Elteren, déi keng Plaz fir hiert Kand fannen? Sinn déi Kanner dann elo an Ären Ae méi schlecht preparéiert op eise Schoulsystem? Wéi wëllt Der dës Ongerechtegkeet dann aus dem Wee raumen?

Fazit Nummer siwen: Well net all Kand eng Plaz garantéiert huet an enger Struktur, déi déi plurilingual Fréifërderung praktizéiert, sinn déi Kanner, déi keng Plaz fannen, dem Minister sengen Argumenter en faveur vun der Fréifërderung no, am Nodeel. Deemno eng richteg Ongerechtegkeet.

Si mer net och hei amgaang, e gewëssenen Drock par rapport zu den Elteren opzebauen, déi sech zum Beispill bewosst derfir entscheet hunn, hir Kanner selwer ze erzéien? Gi mer hinnen net d'Gefill, dass, wann d'Fréifërderung da géif eppes bréngen, hir Kanner am Nodeel sinn, wa se doheem géifen erzu ginn? Huele mer net grad den Elteren de Choix ewech, a wéi enger Crèche, bei wéi enger Dagesmamm a wéi se iwwerhaapt hir Kanner wëlle betreit kréien?

Fazit Nummer aacht: Mir setzen d'Elteren, déi hir Kanner selwer oder bei anere Leit wëlle versuerge loossen, ënner Drock.

Dobäi muss ee sech wierklech d'Fro stellen, ob d'Eltere vun den 20 gratis Stonne wäerte profitéieren, well se vun der plurilingualer Fréifërderung iwwerzeegt sinn oder well se gratis ass. Dat wäert wuel ganz schwéier erauszefanne sinn.

Nieft dem Drock, deen hei par rapport zu den Elteren opgebaut gëtt, baue mer och e ganz groussen Drock zu de Crèchen op an zu de Maison-relaisen, well wa si sech net un d'Spillregelen halen, da fält fir si de Chèque-service accueil ewech.

Gefrot si Leit mat Niveau C1 am Lëtzebuergeschen an am Franséischen. Esou steet et emol am Gesetz. Mä wat heescht dat konkret? Een, deen eng Première huet, huet deen automatesch en C1, och wann en zum Beispill Franséisch iwwer Jore kompenséiert huet? D'Madamm Delvaux hat 2006 op de Premièren een Test gemaach, fir ze kucken: Wéi een Niveau hunn eis Premièresschüler dann am Franséischen? D'Resultat: Knapp 20% hunn den Niveau C1 erreecht.

Duerfir meng Fro: Wou sollen d'Crèchen an d'Maison-relaisen dann elo Educateure mat C1-Niveau am Franséische siche goen,...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'lescht Woch wollt Der den Niveau nach erofsetzen!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- ... wann der esou wéineg an eise Schoulen erauskommen, déi dës Konditiounen erfëllen?

Mir hu guer net gesot, dass mer den Niveau wéilten erofsetzen. Mir hu just gesot: Mir wëlle verschidden Niveauen offréieren.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir wollten en iwwerhaapt net erofsetzen! Mir haten och zweemol den Niveau C1 gefrot...

(Interruption par M. Claude Meisch)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Also meng Fro ass, Här Meisch: Hunn...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! D'Madamm Hetto huet d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Meng Fro...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wollt Der eng Fro un de Minister stellen oder wéi?

(Hilarité)

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Ma ech stelle meng Fro un de Minister. Déi ass a mengem Text mat dran: Wou sollen d'Crèchen an d'Maison-relaisen dann elo Educateure mat C1-Niveau am Franséische siche goen, wann der esou wéineg an eise Schoulen erauskommen, déi déi Konditiounen erfëllen?

A wat geschitt, wann d'Personal bei aller Méi keng Leit fënnt, déi deene Sproochekritären entspriechen? Wéi wäerten déi Agents régionaux an deenen ënnerschiddleche Géigende vum Land d'Haiser bewäerten? Hu si do eng gemeinsam Linn, fir déi Kontrollen ze maachen? Hu si kloer Kritären? Wéi wäerten déi franséischsproocheg Crèchen domadder ëmgoen? Fanne si lëtzebuergesch Educateure mat C1-Niveau, déi se da wëllen an hir franséischsproocheg Equippen integréieren?

Fazit Nummer néng: Dëst Gesetz baut ee groussen Drock op par rapport zu de Crèchen an de Maison-relaisen a stellt dës Haiser viru gréisser organisatoresch Erausfuerderungen, déi trotz guddem Wëllen net onbedéngt ze bewältege sinn.

Ier ech zur Konklusioun kommen, och nach e Wuert zum Precoce, deem seng eigentlech Aufgab et jo zanter der Aféierung ass, d'Kanner mam Lëtzebuergeschen ze familiariséieren an hinnen och ze hëllefen, déi néideg sozial Kompetenzen ze kréien. Am Precoce, esou huet den Här Baum et och gesot, gëtt elo schonn an anere Sprooche gesongen, gebabbelt, Reimer gi gemaach.

Hätt een also net besser gehat, Här Minister, do unzesetzen a mat neiem Material, wat iwwregens vun de Leit vum Terrain gefuerdert gëtt, fir do ze hëllefen, d'Kanner nach besser op eise Schousystem ze preparéieren? Hätt een net besser gehat, derfir ze suergen, dass all Kand eng Plaz am Precoce huet?

Dir hutt mer selwer an enger Question parlementaire geäntwert, dass de Service d'éducation et d'accueil vun de Maison-relaise keng parallell Offer zum Precoce ass, well de Precoce zur formaler an dat anert zur nonformaler Educatioun géif gehéieren. Deemno ass de Precoce ee ganz wichtegt Joer am Liewe vun engem Kand. Hätt een also net besser gehat, emol do unzesetzen, amplaz elo hinzegoen an erëm nach eppes Neies virdrunzesetze fir Kanner ab engem Joer, also fir Kanner, déi grad emol just kënne lafen an déi just éischt Lauter kënne produzéieren.

An aus alle genannten Ursaache wäerte mir als CSV dëst Gesetz net stëmmen. D'CSV hätt sech gewënscht, dass ee sech heifir vill méi Zäit geholl hätt. Pilotprojeten: Jo, awer iwwer eng länger Zäit. Zousätzlech eng Begleedung mat Fachleit vun der Uni. Dorauser Konklusiounen zéien an dann iwwergräifend ubidden, wann dann d'Resultat eng reell Plus-value géif confirméieren. An dat géif sech jo eréischt fréistens am Cycle 2 / Cycle 3 weisen.

De Minister seet, am fréien Alter wier e Kand am rezeptivsten, fir vill Sproochen ze léieren. Dat mag sinn. Et ass awer duerno och net ze spéit, well mir alleguer heibannen hunn et jo och hikritt. Et muss een näämlech och wëssen, an dobäi beruffen ech mech och op wëssenschaftlech Aussoe vun zum Beispill dem Schwäizer Pädagog Remo Largo, dee virdru warnt, d'Kanner ze vill ze färderen, well een domadder riskéiert, genee de Géigendeel ze bewierken.

Wat brauche Kanner? D'Kanner brauchen Zäit, fir ze spillen, Rou, Léift, Opmierksamkeet, fir sech kënne weiderzëentwéckelen. Mir sollten derfir suergen, dass dat souwuel doheem wéi och an de Crèchen a Maison-relaise ka garantéiert ginn. Dat, wat elo hei de Mëtteg soll gestëmmt ginn, dat brauchen d'Kanner net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Hetto. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech mech de leschte Mëttwoch op meng Rapporteursried zu der Lycéesreform virbereet hunn, hunn ech natierlech och mat vill Opmierksamkeet den RTL-Reportage iwwert der CSV hir Pressekonferenz nogelauschtert.

(Brouhaha)

Et war eng gutt Preparatioun.

Souwäit zu der gudder Nouvelle. Wann ech dann awer haut d'Vertriederin vun der CSV héieren, da muss ech Iech soen: Dann ass dat awer e bësse verwirrend par rapport zu der Linn vun der leschter Woch.

(Brouhaha)

Am Kontext vun der Sproochenoffer huet et d'lescht Woch geheescht - lauschtert gutt no! -, de Ministère misst seng Verantwortung iwwerhuelen. Et misst een iwwerall am Land...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Am Lycée!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...eng vergläichbar Offer schafen. De Ministère misst wëssen, wat a puncto Sprooche wou ugebuede gëtt. Ze vill Duerjernee wär net gutt, et géif soss e Wirrwarr ginn.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- An - passt gutt op! - virun allem kéint ee soss keng Chancëgerechtegkeet uechtert d'Land garantéieren. Souwäit fir déi, déi et nach net gesinn hunn, d'Madamm Hansen...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...am Lycée!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ..de 5. Juli op RTL.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem heite Projet geet et ëm näischt aneres wéi ëm Chancëgläichheet, ëm besser Startchancen an eisem Schoulsystem, an dat fir alleguerten d'Kanner, onofhängeg vun der Mammesprooch oder der finanzieller Familljesituatioun.

Mir schafen heimat eng Qualitéitsoffer, déi u streng Kritäre gebonnen ass, déi d'Kanner soll op eng spilleresch a kandgerecht Aart a Weis op eis méisproocheg Schoul, op eis Gesellschaft virbereeden. D'DP wëllt keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstäerkt. Mir hunn eis ëmmer derfir staark gemaach, datt all Kand déi nämlecht Chancë kritt, an eiser Schoul ze reusséieren. Kee soll vu virera benodeelegt ginn.

Fir d'DP soll eis Schoul erëm zu engem soziale Lift ginn. Ee Lift, deen och schonn eis Klengst mat erop soll huelen. Ee Lift, dee kee soll wéinst ënnerschiddleche Mammesproochen oder sozialen Hannergrënn am Keller hänke loossen. Mir wëllen eng Schoul, déi integréiert an net separéiert. Dofir ass dës Qualitéitsoffer vun enger Kannerbetreiung net nëmme méisproocheg, mä wärend 20 Stonnen an der Woch och nach gratis.

Madamm Presidentin, de Rapporteur, de Kolleeg Gilles Baum, ass schonn ausféierlech op déi verschidde Punkte vun dësem Projet de loi agaang. Ech wéilt a menger Interventioun awer nach fir d'DP e puer wichteg Saache kloerstellen.

Éischtens, firwat gëtt esou e grousse Wäert op eng méisproocheg Kannerbetreiung geluecht? Ma well mer de Realitéite vun eiser méisproocheger Gesellschaft Rechnung droen. D'Schoulen hunn déi grouss Verantwortung, Kanner mat verschiddene Mammesproochen an Hierkënft zesummenzeféieren.

D'Heterogenitéit vun de Kanner ass eppes, wat eis auszeechent, eis Gesellschaft staark mécht. Gläichzäiteg ass dës Heterogenitéit nun emol awer och Ursprong vun enger ganzer Partie vun Erausfuerderungen. Besonnesch déi sproochlech Barrièrë bereede ganz ville Schüler hautdesdaags Schwieregkeeten.

Ech soen Iech och näischt Neits, wann ech soen, dass dës Schwieregkeeten och heiansdo riskéieren, an Zweifel oder souguer an Ängschten eriwwerzegoen, déi verschidde Schüler bis an d'Beruffsliewe begleeden an hinne esou munche Steen an de Wee leeë kënnen.

Oft verspiere francofon Schüler sproochlech Schwieregkeete beim Däitschen an am Lëtzebuergeschen, a lëtzebuergesch Kanner di sech iwwerdeems mam Franséische méi schwéier. Dee Constat ass net nei, huet sech awer an de leschte Joren nach eng Kéier méi verstäerkt.

Haut hu praktesch d'Halschent vun eise Kanner e Migratiounshannergrond. 2003 war dat just en Drëttel. D'Fro ass, wéi mir dorobber reagéieren, ob mer esou weiderfuere wéi bis elo, oder ob mir de Courage an de Grapp huelen, fir nei Weeër ze goen an de Kanner hir sproochlech Differenze esou séier wéi méiglech probéieren auszegläichen.

Ech si selwer Enseignant an ech kann Iech versécheren: Wann d'Schüler bis emol richteg d'Flemm oder de Latz mat enger Sprooch hunn, dann ass et immens schwéier, hinnen nach eng Kéier de Goût an d'Loscht un enger Sprooch erëmzeginn. Dofir setze mer mat der méisproocheger Kannerbetreiung méi fréi un. An enger Zäit, wou d'Kanner tëschent eent a véier souwisou op grousser Entdeckungsrees sinn an alles opsaugen, quasi wéi e Schwamm, gëtt dovunner profitéiert, fir se spilleresch a kandgerecht un déi lëtzebuergesch an och franséisch Sprooch erunzeféieren.

Et ass dowéinst och falsch ze behaapten, eis Jéngst géifen elo ufänken an de Crèchë mat Sproochen „léieren". Neen! Si entdecke se. Si entdecke se vum selwen...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Duerch kleng Lidder, Kuerzgeschichten, Rollespiller entwéckelen d'Kanner e Gespier an en Ouer fir dës Sproochen an hire Virwëtz gëtt ugereegt. D'Freed an d'Loscht um Entdecke vun de Sprooche solle bei de Kanner am Mëttelpunkt stoen. Dëst, wéi gesot, souwuel wat déi lëtzebuergesch wéi och déi franséisch Sprooch ugeet.

Madamm Presidentin, allgemeng stellt ee fest, wann een am Gespréich mat de Leit ass, dass d'Aféiere vun der franséischer Sprooch an de Crèchë fir vill méi Gespréich suergt wéi déi lëtzebuergesch Sprooch. Fir vill Leit schéngt et evident ze sinn, dass an de Crèchë Lëtzebuergesch geschwat gëtt. Als eis Landesprooch an Haaptintegratiounssprooch kéint een dat jo vläicht och mengen. Dat ass awer net esou. Hei hu mir näämlech genau dee Wirrwarr, deen d'Madamm Hansen d'lescht Woch op der Tëlee ugeschwat huet. A ville Crèchë gëtt souguer kee Wuert - kee Wuert! - Lëtzebuergesch geschwat. Mam Programm vun der méisproocheger Kannerbetreiung ännere mir dat elo.

Ech fannen dat wichteg ze ënnersträichen, well d'Aféiere vun der Lëtzebuerger Sprooch oft am Gespréich ze kuerz kënnt. Mat der méisproocheger Kannerbetreiung kënnt Lëtzebuergesch also a Crèchen, wou bis elo just Franséisch geschwat gouf!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- D'Regierung stäerkt also ganz kloer déi lëtzebuergesch Sprooch als Haaptintegratiounssprooch vun eisem Land. Dëst mécht et ville Kanner, besonnesch mat frankofonen Hannergrënn, duerno méi einfach, sech an eiser Gesellschaft op Lëtzebuergesch ze integréieren an och am Cycel 2 dann an der Schoul op Däitsch liesen an och schreiwen ze léieren.

Zum Franséischen: Vill Leit soe mir, déi franséisch Sprooch géif hinne schwéierfalen. Si géife sech net trauen, Franséisch ze schwätzen. Si wéilten dat net onbedéngt. Si hätten oft Hemmungen, si hätten Angscht, Feeler ze maachen. Déi Angscht, déi soll an Zukunft guer net opkommen. D'Kanner solle guer keng Zäit méi hunn, esou Sproochebarrièren ze entwéckelen. Si solle méi ongezwongen un déi franséisch Sprooch erugefouert ginn a se mat Loscht a Freed entdecken.

Dass dëst op alle Fall eng immens grouss Chance fir d'Kanner, déi domadder méisproocheg erzu ginn, déi méisproocheg erliewen, dass dat eng immens grouss Chance ass, dat steet fir d'DP ausser Fro!

Madamm Presidentin, ech kommen awer och net derlaanscht, op déi virgehäiten „wëssenschaftlech Konzeptlosegkeet" vun dësem Programm anzegoen. Et gëtt souguer vun „Experimenter" geschwat. An deem Kontext begréissen ech et als Éischt emol,...

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Dës Kéier net.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Keng Panik.

Une voix.- Dës Kéier net.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Et gouf scho ganz oft vun Experimenter geschwat, an ech bleiwen dann och emol bei deem Wuert!

(Interruption)

Et gouf souguer scho vun...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, den Här Lamberty huet eleng d'Wuert!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...Experimenter geschwat.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Lamberty!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Jo. Also, et gouf scho vun Experimenter geschwat. An deem Kontext begréissen ech et awer als Éischt emol, dass d'CSV sech wëllt ganz staark op d'Wëssenschaft beruffen.

Wann ech näämlech kucken, wéi e Sprooche-konzept aktuell an de Crèchen ugebuede gëtt - wou et am Fong méi dem Zoufall iwwerlooss gëtt, wie mat wéi enge Sproochen a Kontakt kënnt -, da war dat net ëmmer de Fall! Et géif mech näämlech staark wonneren, wann et eng op Lëtzebuerg baséiert Etüd géif ginn, déi den aktuelle Wirrwarr géif guttheeschen.

(Interruption)

Da kann ech mech och nach gutt un de leschte Samschdeg Mëtteg erënneren, wou nieft dem Minister Claude Meisch, der Madamm Hetto och d'Madamm Hu invitéiert war, déi Professer op der Uni.lu ass an déi zu genau deenen Theme fuerscht: Plurilinguismus a plurilingual Erzéiung. Hir Konklusioun: Et kéint ee roueg e gutt Gewëssen hunn, wann d'Kanner schonn a fréiem Alter spilleresch u méi Sproochen erugefouert ginn. Do dernieft huet de Minister Claude Meisch en Dokument an der Chamber deposéiert, dat sech mat wëssenschaftleche Referenzen auserneesetzt.

(Interruption)

Well dat awer anscheinend d'CSV nach ëmmer net iwwerzeegt, hunn ech elo nach en Dokument matbruecht. An ech mengen, Dir hutt et schonn alleguerten haut gesinn.

(M. Claude Lamberty montre une brochure à l'audience.)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Déi, déi et nach net gesinn hunn, ech ginn et gären herno eng Kéier ronderëm.

(Interruption et hilarité)

Et ass op alle Fall...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, wann ech gelift e bësse Rou!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Et ass en Dokument...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Lamberty, fuert virun, wann ech gelift!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Madamm Presidentin, ech loosse mech net aus der Rou bréngen.

(Interruptions)

Also dat Dokument befaasst sech mat „Méisproochegkeet ass eng Chance" an an deem Dokument hu mer unerkannte Wëssenschaftler an Experten an der Sproochesituatioun, déi Zitater dragesat hunn. Ech liesen Iech der e puer vir. D'Madamm Hélot vun der Universitéit vu Stroossbuerg: «Le programme d'éducation plurilingue au Luxembourg est vraiment très intéressant. Il crée un espace de possibilités et d'innovation pédagogique.»

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Also „interessant" ass nach kee wëssenschaftleche Beweis!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dann hu mer vun der Uni Köln: „Kinder erwerben ihre Sprachen nicht additiv und nebeneinander, sondern dynamisch und komplementär. Sie entwerfen sprachenübergreifende Praktiken, wie auch das Phänomen der Sprachenmischung zeigt."

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ass dat Är wëssenschaftlech Etüd, déi Sätz do?

M. Claude Lamberty *(DP).*- Oder nach en drëtt: „Zweisprachige Kinder verstehen mehr Wörter...

Une voix.- Extraiten aus Etüden...

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...als gleichaltrige einsprachige Kinder." Universität von Erfurt.

Wéi gesot, ech liese se elo net alleguer vir,...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dass Der all wësst: Et ass eng grouss wëssenschaftlech Etüd, wat Der do virgelies hutt!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...well et ass och keng Zäit, mä ech ginn dat awer ganz gären ronderëm, well...

M. Max Hahn *(DP).*- Et sinn Extraiten aus den Etüden...

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...ech sinn zimlech iwwerzeegt, dass jiddwereen...

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hunn dat scho virun 30 Joer um ISERP esou geléiert!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...dodran eng flott Lektür wäert fannen.

Madamm Presidentin, ech kommen zu mengem zweete Punkt, deem iwwert d'Gratuitéit vun der Kannerbetreiung. De Programm vun der méisproocheger Erzéiung gesäit eng gratis Betreiung vun 20 Stonnen d'Woch 46 Wochen am Joer fir all Kand vir. Dat ass eng substanziell Entlaaschtung, déi villen Elteren hei am Land wäert zeguttkommen. Firwat mécht d'Regierung dat? Ma well de méisproochege Programm als eng Virbereedung op de Lëtzebuerger Schoulsystem ze gesinn ass.

Ech si jo scho virdrun op déi verschidde sproochlech Problemer agaang an hunn och gesot, zu wat dat hei am schlëmmste Fall kéint féieren. Wann een also dës Kannerbetreiung als Virbereedung op eng gratis ëffentlech Schoul gesäit, dann ass et novollzéibar, dass och all Kand vun enger gratis Virbereedung dorobber soll kënne profitéieren, an dëst eben onofhängeg dovun, aus wéi engem Elterenhaus ee Kand kënnt.

Eng aner Approche wier näischt aneres wéi eng Diskriminéierung, ausser natierlech, et wier een der Meenung, dass och déi ëffentlech Schoul net méi soll fir jiddweree gratis sinn. Dat géif mat eis op alle Fall net a Fro kommen!

Madamm Presidentin, d'DP setzt sech zudeem fir eng Politik an, déi de gesellschaftleche Realitéiten entsprécht an déi de Leit do wëllt entgéintkommen, wou et néideg ass. D'Kannerbetreiung ass esou e Fall. Et ginn ëmmer méi Stéit, wou déi zwee Elterendeeler wëllen oder musse schaffe goen. D'Familljebiller hu sech geännert, a Gott sei Dank hu se sech geännert! Et ass net méi esou, dass eleng de Papp schaffe geet an d'Mamm eleng derfir zoustänneg ass, sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren. Mir sinn an enger moderner Gesellschaft ukomm, wou et déi klassesch Rolleverdeelung eben net méi gëtt. Déi zwee Elterendeeler sollen d'Méiglechkeet hunn, schaffen ze goen a Carrière ze maachen. Och dat begréisst d'DP,

déi sech ëmmer fir d'Gläichstellung tëschent Mann a Fra agesat huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Wann ech soen: „Déi zwee Elterendeeler sollen de Choix hunn, schaffen ze goen", dann ass et awer och eng Tatsaach, dass ëmmer manner Stéit et sech leeschte kënnen, net zu zwee schaffen ze goen. A wann een dann net d'Chance huet, eng Tatta, eng Bomi, e Bopi, eng Nopesch ze hunn an dorop zréckzegräifen, jo, da steet een do! Vergiesse mer och déi elengerzéiend Elteren net. Grad si sinn et nach méi, déi op eng Deelzäitbetreiung vun hire Kanner ugewise sinn. Si se eng Kéier verhënnert, musse se eng Kéier kuerzfristeg een op der Aarbecht ersetzen oder gi se eng Kéier kuerzfristeg krank, jo, da bleift oft näischt aneres iwwreg, wéi an eng Crèche ze goen.

Genau do komme mer de Familljen entgéint: Dës Regierung mécht d'Kannerbetreiung net nëmmen duerch kloer definéiert Qualitéitskritäre besser, si mécht se och nach gratis!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Madamm Presidentin, déi gréisst Oppositiounspartei gesäit dat anescht. Dat muss ee kloer an däitlech soen. D'CSV huet eng aner Vue op d'Realitéit, denkt weiderhin net an der aktueller Rolleverdeelung tëschent Mann a Fra. Dat ass net nëmme schued, mä virun allem awer och verwonnerlech, well et war dach den deemolege Premierminister Jean-Claude Juncker, deen 2008 fir eng gratis Kannerbetreiung agetrueden ass.

(Interruptions)

Am d'CSV-Wahlprogramm vun 2009...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift!

M. Claude Lamberty *(DP).*- ...steet dat och,...

(Coups de cloche de la présidence)

...dass d'Kannerbetreiung - lauschtert gutt no! -, dass d'Kannerbetreiung bis spéitstens 2015 ëmgesat géif ginn. Mir haten dat iwwregens och drastoen.

Une voix.- Vive den Här Juncker!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Madamm Presidentin, fir d'DP ass elo den Zäitpunkt komm, e Kader ze schafen, deen den Erausfuerderunge vun haut fir d'Familljen entsprécht. Dofir stëmme mir dat Gesetz. An ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Lamberty. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech denken - an dat kënnt aus deenen Debatten hei an der Chamber ervir, déi mer an deene leschte Méint schonn haten: Interpellatiounen iwwer Multilinguisme, dann d'Educatioun, wéi mer déi opbauen am Plurilinguisme, wéi mer mat der Sproochevillfalt hei am Land ëmginn -, et gëtt diskutéiert an datt verschidde Parteien, verschidden Akteuren zu verschiddene Konklusioune kommen, ass iwwerall de bonne guerre. Ech denke just, mir sollten dat Ganzt hei och kucken, wat d'Sproochevillfalt ubelaangt, am Interêt vun eiser Educatioun an och am Interêt vun der Ausbildung vun eise Kanner.

Dofir hu mer och net méi spéit wéi d'lescht Woch hei an der Chamber iwwert d'Sproocheproblematik zu Lëtzebuerg, an zwar am Kader vun der Lycéesreform, diskutéiert. An ech géif soen, mir waren eis alleguerten eens, datt de Multilinguisme eng Chance fir Lëtzebuerg ass, déi net vill Länner hunn. Doduerch, datt mer zu Lëtzebuerg nieft eiser Mammesprooch och nach Däitsch a Franséisch schwätzen, an Englesch kënnt ëmmer méi derbäi, ass et eis net nëmme gelongen, wirtschaftlech ze wuessen, mä virun allem ass et eis gelongen, zu enger oppener a multikultureller Gesellschaft zesummenzewuessen. Dora läit d'Essenz vun eisem Succès als klengt Land matzen an Europa. An dofir gi mer och vu villen europäesche Länner beneit.

Kolleeginnen, Kolleegen, haut liewen hei am Land Leit zesumme mat ronn 100 verschiddenen Natiounen an dat, och wann et natierlech gewëssen Erausfuerderunge mat sech bréngt, kann een awer constatéieren, datt dat an enger gewëssener Harmonie ass. An net enger allze laanger Zäit, an ech schwätzen hei och nëmme vun e puer Joer, do wunnen hei zu Lëtzebuerg méi Netlëtzebuerger, méi Auslänner wéi Lëtzebuerger. Haut schaffe schonn hei am Land méi Auslänner hei wéi national Residenten.

Mir wëllen natierlech, datt déi Leit sech esou gutt wéi méiglech bei eis integréieren. De beschte Wee, fir sech ze integréieren, ass eiser Iwwerzeegung als LSAP no, wann déi auslännesch Kanner déi ëffentlech Schoule vum Land besichen. En Immigratiounshannergrond däerf op kee Fall zu enger schoulescher Diskriminatioun féieren. Ech denken, och do si mer eis alleguerten eens. Dofir setze mir als LSAP weider op Innovatioun a Qualitéit am Lëtzebuerger Schoulsystem. Bei de Sprooche brauche mer dofir eng differenzéiert Approche, fir dës Erausfuerderungen, dës Challengen ze meeschteren.

Et ass fir eis als LSAP ganz wichteg, datt mer dat, wat mer an der Schoul enseignéieren, siefen et Sproochen oder aner Fächer, wëssenschaftlech begleeden. D'Recherche am Beräich vun der Méisproochegkeet muss eis hëllefen, déi beschtméiglech Choixe fir eis Schoul ze treffen, eis pädagogesch Methoden ze liwweren an een A dorobber ze behalen, wat Friichten dréit a wat net. An do ass och de Rôle vun der Politik gefrot, fir déi Konklusiounen ze droen. Dëst wäert an Zukunft am Enseignement an an der Educatioun ëmmer méi eng verstäerkt Flexibilitéit an Upassung u gesellschaftlech, sozial a wirtschaftlech Realitéite verlaangen.

Mir begréissen an deem Sënn d'Initiativ vum Educatiounsminister, fir schonn am Precoce d'Kanner fréizäiteg mat der Lëtzebuerger an der franséischer Sprooch ze familiariséieren. Mir verstäerken doduerjer op där enger Säit Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an op där anerer Säit féiere mir e spillerese Kontakt - et ass schonn e puermol hei gesot ginn - mam Franséischen an, wat de Kanner am fréien Alter e Kenneléiere vum Franséische spéider am Fondamental méi einfach wäert maachen.

Méi Franséisch, Kolleeginnen a Kolleegen, bedeit net manner Lëtzebuergesch. Andeems mir haut hoffentlech dëse plurilinguale Kader fir d'Kanner tëschent engem a véier Joer aféieren, verbessere mer d'Integratiounschancë vun eisen auslännesche Matbierger an engems, wou mir och eis Kanner schonn op d'Léiere vun deenen dräi offizielle Sprooche vum Land wäerte preparéieren.

Madamm Presidentin, mir wëllen als LSAP, datt all déi Jonk eng qualitativ Educatioun hei am Land kréien an datt se am beschte virbereet ginn op déi méi héich Studien, déi d'Leit awer alleguerte maachen. D'Chancëgläichheet garantéieren gehéiert zu de wesentleche Missiounen, déi eis ëffentlech Schoul erfëlle muss.

Jonk Kanner, an dat ass schonn e puermol ugeschwat ginn, léieren d'Sprooche relativ einfach. Do ginn et verschidden Etüden, déi och kontrovers diskutéiert ginn, mat deenen ee sech muss auserneesetzen. Mä wann een am grousse Ganze kuckt, dann ass et awer virun allem esou, datt verschidden Experte soen - anerer soen de Contraire, mä och e Gros vun deene seet -, datt et méi einfach ass, wann d'Kanner zu Lëtzebuerg an der Schoul déi verschidde Sprooche kënnen op eng spillerese Aart a Weis zesumme kenneléieren, an datt dann och déi, déi vun doheem aus nëmmen zwou Sprooche schwätzen an zum Beispill kee Lëtzebuergesch hunn, och déi Chancen hunn.

No kuerzer Zäit léiere si dann, zum Beispill wa se net där Lëtzebuerger Sprooch mächteg sinn, ganz einfach, well d'Kommunikatiounssprooch tëschent de Kanner d'lëtzebuergesch Sprooch ass. Ech perséinlech maachen déi Erfahrung, wann ech an där Stad, wou ech hierkommen, Dikrech, elo alleguerten déi Kanner, déi vun de Refugiéë kommen, an d'Classe-d'accueilen huelen, an d'Classe-étatiquen huelen. Da mierkt een no enger gewëssener Zäit, datt déi Kanner déi verschidde Sproochen unhuelen, och op Lëtzebuergesch sech probéieren auszedrécken, an datt dat natierlech och zesumme mat deenen anere Kanner ka ganz benefique sinn, well do eng Integratioun kënnt. An déi Integratioun, déi spillt sech net nëmme bei de Kanner of, mä déi spillt sech an deem Sënn och of bei den Elteren, déi se mat begleeden.

Et ass also ganz wichteg ze betounen, an dat hu schonn d'Virriedner, mengen ech, in extenso hei gemaach, datt mer dat op eng spillerese Aart a Weis wäerte maachen. De Ministère huet eng ganz informativ Internetsäit gehollef maachen: enfancejeunesse.lu, wou ganz konkret Beispiller ze fanne sinn. Och dat ass vun de Virriedner hei schonn ugeschwat ginn. Theater, Spiller gi gemaach, wou ee sech och mat der Sprooch beschäftegt, wou unhand vu Poppentheater oder anere Geschichte kann un déi Sprooch erugeféiert ginn an een déi och kann entdecken. Oder zum Beispill gëtt och nach gekuckt, fir ganz einfach unhand vum Iessen, wat d'Kanner kréien, och do déi verschidde Sproochevillfalt mat kënnen ze entdecken.

D'Pilotprojeten, déi 2016 lancéiert gi sinn, hunn op jidde Fall, an dat muss ech awer hei trotzdeem soen, ganz positiv Erfahrunge gemaach. Elo kann ee soen: „Pilotprojete muss ee méi wäit dreiwen. Et muss een och d'Konklusiounen dann in extenso analyséieren." Dat ass richteg, dat kann een ëmmer behaapten, mä Fakt ass och, datt een och eng Kéier muss Decisiounen huelen, fir vläicht an dee Projet weider ze investéieren an deen dann och esou unzebidden.

Fir d'Kanner, wéi gesot, spilleresch, op eng lacker Aart a Weis mat deenen zwou Sproochen ze familiariséieren, féiere mer mat dësem Gesetz och de Référent pédagogique an, deen dat sproochlecht Konzept vun de Crèchë kontrolléiert a begleet. Fir dat ze kënnen, ginn deene Concernéierten déi néideg Formatiounen ugebueden. D'Crèchë mussen e Profill opstellen a Personal astellen oder forméieren, dat déi néideg Qualifikatioun huet, am Lëtzebuergeschen an am Franséischen.

Wann d'Crèchen all déi Konditiounen erfëllen, da kënne se och vum Finanzement vum Stat am Kader vun der gratis Betreiung profitéieren. Ech ginn elo hei och net méi am Detail dorobber an, dat ass och scho virdru gesot ginn. Ech wollt awer nach zwou Saachen an deem Kontext soen:

Dat Éischt ass, datt mir als Sozialistesch Partei begréissen, datt de Kanner eng gratis ëffentlech Bildung ugebuede gëtt, déi jiddwerengem déiselwecht Chancë gëtt. D'Crèchë bidden hei en ëffentlechen Déngscht un an als Géigeleeschtung gi si och dofir bezuelt, wéi gesot awer nëmmen an engem virgezeechente Kader, dee strikt muss a soll respektéiert ginn.

An deem Kontext wollt ech awer och nach soen, Madamm Presidentin, datt ech e bësse verwonnert sinn, datt d'CSV, déi esou e Modell verdeedegt huet an ëmmer fir eng gratis Betreiung, op jidde Fall menges Wëssens, agetrueden ass, wann et dann esou wäit ass, trotzdeem dat Gesetz iwwert d'gratis Betreiung hei net wäert matstëmmen. Dat fannen ech e bësse komesch!

(Interruptions)

E leschte Punkt, Madamm Presidentin: An deemselwechte Kontext, nieft der gratis Betreiung, déi jo awer trotzdeem och deene méi sozial schwaache Menagen zeguttkënnt, verbessere mer d'Offer vun de Chèque-servicen nach weider, dat andeems mer gratis Stonne fir déi Stéit mat méi klengem Akommes aféieren. Och hei kann ech mech nëmme wonneren, datt d'CSV net fir eng Verbesserung vun esou engem System matstëmme wëllt, well dat jo awer e System ass, deen ënner enger fréierer CSV-Familljeministesch agefouert an ëmgesat ginn ass.

(Interruption)

Mir mengen dat op jidde Fall net, datt mer dat esou solle maachen, a mir begréissen déi Verbesserungen, déi mat dësem Gesetz kommen.

Un éischter Plaz begréisse mer dee wichtege Schratt, dee mer hei maachen a Richtung vun enger méi qualitativer an de Realitéiten ugepasster Bildung am net formelle Beräich fir kleng Kanner tëschent engem a véier Joer.

Da begréisse mer natierlech d'gratis Betreiung. D'Gratuitéit vun den ëffentleche Schoule soll fir eis d'Regel sinn. Nëmmen esou garantéiere mir, datt jiddweree Plaz fënnt am sougenannten „ascenseur social".

Mir ginn och den Elteren heimadder d'Méiglechkeet, hiert professionellt a Privatliewen openeenofzestëmmen, a virun allem Fraen oder Monoparentalle kréien et doduerch méi einfach gemaach, schaffen ze goen, wa se dat dann och wëllen.

Dat Ganzt - et ass ugeklongen - kascht och eppes. Dat ass e puermol hei erwäänt ginn. Mir menge jiddefalls, datt déi Sue gutt investéiert sinn, well se an d'Zukunft vun eise Kanner wäerten investéiert ginn.

Madamm Presidentin, mat engem Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport ginn ech heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Claude Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Mam Projet de loi, dee mer haut de Mëtten debattéieren, ännere mer engersäits d'Gesetz vum 4. Juli 2008 iwwert d'Jeunesse an anerersäits awer och d'Gesetz vum 18. Mäerz 2013 iwwert den Ëmgang mat de Schülerdaten. An ech wollt och fir d'Éischt e puer Wuert iwwert den Ëmgang mat de Schülerdate verléieren.

Et ass natierlech och ee wichtegen Deel vum Gesetz, et ass awer dee bei dësem Gesetz méi einfachen a méi iwwersiichtlechen an och dee manner ëmstriddenen. Mir hunn et hei, wéi esou oft, mat engem Akt, dem Zougréff op perséinlech Daten ze dinn, wou mer mussen d'Balance halen. D'Balance tëschent engersäits dem fundamentale Recht op de Respekt vu jiddwerengem sengem Privatliewen an anerersäits de legitimmen Interesse vun enger Administratioun, fir kënnen hir Aarbecht ze maachen.

D'Commission nationale pour la protection des données hat hiren Avis ofginn. Et war iwwregens deen éischten Avis, deen zu dësem Gesetz erakomm ass. An d'CNPD hat e puer punktuell Kriticken, virun allem beim aktuellen Artikel 8 vum Gesetz, wou se gefrot huet, fir nach méi präzis ze formuléieren, wien an aus wéi enge Grënn Zougréff op dës Daten hätt. D'Kommissioun ass dëse Suggestiounen nokomm an aus eiser Siicht ass d'Wo vun dem perséinlechen Dateschutz an de legitimmen Interesse vun der Administratioun am Equiliber.

Mir brauchen natierlech eng Rei Informatiounen iwwer eis Kanner, eis Schüler, fir kënnen déi Mesuren ze ergräifen, déi mer mat dësem Gesetz wëllen uwennen. An domat kommen ech dann zu den eigentleche Mesuren an zu der Philosophie vun dësem Gesetz.

Am Exposé des motifs geet et emol fir d'Éischt extensiv ëm d'Méisproochegkeet an eise Schoulen a Betreiungsstrukturen. Madamm Presidentin, mir hu festgestallt: D'Meenunge ginn auserneen. Et gëtt, muss ech soen, schonn eng Rei Sätz, déi ee scho bal net méi kann héieren an där Debatt. D'Zesummesetzung vun eiser Gesellschaft ass heterogen, besonnesch och, wat déi geschwate Sproochen hei am Land ugeet. Natierlech, mer brauchen nëmme virun d'Dier ze goen, mer héieren all Dag verschidden a vill Sproochen hei am Land.

Mir hunn dräi offiziell Sproochen an dovunner ass eng och nach d'national Sprooch. Mir sinn eis souguer eens, dat och an eis nei Verfassung ze schreiwen. Mer wësse just nach net, wéini datt mer dann déi nei Verfassung schreiwen.

D'englesch Sprooch gëtt ëmmer méi wichteg. Esou wichteg, datt mer d'lescht Woch nach hei eng Motioun vun der gréissster Oppositiounspartei haten, fir ouni Diskussioun mat de Schoulpartner, ouni och nëmmen déi allergeréngsten Expertise iwwert den Istzustand vun den englesche Sproochekenntnisser, d'Englesch op all Klass op Septième anzeféieren. Mir hunn déi Motioun ofgeleent. An ech mengen och, et war net fir d'Éischt, datt esou eng Motioun do war. Do bräichte mer och Etüden, ier mer esou eppes géifen decidéieren.

An natierlech fanne mer alleguerten d'Lëtzebuerger Sprooch wichteg a wëllen déi férderen, wou et nëmme geet. Zum Beispill d'Conférence nationale des élèves du Luxembourg, déi hat niewent enger ganzer Rei anere Bäitrag am Kader vun der Lycéesreform gefrot, fir op Septième, Sixième a Cinquième och Lëtzebuergesch enseignéiert ze kréien. Si haten awer och gemengt, d'Schüler wieren haut mat där viller Matière iwwerfuerdert. A mir woussten dunn net, ob mer d'Lëtzebuergesch op d'Käschte vum Franséischen, däers mer jo anscheinend net genuch kënnen, oder op d'Käschte vum Engleschen, dat ëmmer méi wichteg gëtt, oder op d'Käschte vum Däitschen, wat souwisou vill ze vill mann an eise Schoule gemaach gëtt, sollten aféieren. Duerfir war ech och net begeeschtert vun där Iddi.

An da gëtt et natierlech och nach Leit heibannen, déi fannen, mer misste méi Russesch an eise Schoule léieren. An ab der Rentrée kann ee Schüler op Sixième am Athénée Chineesesch léieren.

Iwwert déi interessant Pisten, déi d'Europaschoule fir eise Sproochenunterrecht bidden, schwätzen ech bal bei all Schoulprojet. Ech hunn dat dann och haut ugeschwat, mä ech ginn awer elo net weider an den Detail, well et geet jo haut net ëm d'Schüler, eis Zilgrupp si jo haut déi Kleng an déi ganz Kleng.

Wéi mer 1998 schrëttweis den Enseignement précoce agefouert haten, war jo och een Zil, d'Kanner sproochlech ze férderen. An ech wëll och ëmmer erëm derbäihänken: Dat war een Zil, och ee wichtegt Zil, mä et war net dat eenzegt Zil. Mir wollten och d'Motorik an d'sozial Emgänglechkeet an esou weider mat deem Projet férderen.

Mir haten, fir de Precoce anzeféieren, ënner anerem an de Spillschoule festgestallt, datt mer e Phenomeen vu sougenannten „sprachlose Kanner" hätten, an déi Zuel géif och zouhuelen. Et ass festgestallt ginn, datt de Phenomeen manner mat Migratiounshannergrond a méi mat sozialem Émfeld ze dinn hat. Nodeems mer 2009 d'Offer vum Precoce obligatoresch fir all Gemeng gemaach haten, ass dës Offer

awer nach ëmmer zimlech ënnerschiddlech pro Gemeng. Mir ginn dervun aus, datt dat sech awer och elo an Zukunft, vläicht och mat dem Impuls vun dësem Gesetz, wäert änneren.

Madamm Presidentin, mir hunn eng Entwécklung zu Lëtzebuerg, déi rasant geet. Mir hunn an deene leschten zéng, zwanzeg Joren esou vill Aarbechtsplaze geschafen, eis Wirtschaft ass esou attraktiv, datt eis Populatioun kräfteg gewuess ass, an zwar duerch d'Migratioun. An dat huet mat sech bruecht, datt mer vill Leit aus ville Länner am Land schaffen a wunnen hunn. A mer hunn awer och wéi all anert westlecht Land eng Rei Phenomeener an eisem Land, déi no Solutioune gefrot hunn an nach ëmmer froen. Jonk Leit, déi hir Schoul ofgeschloss hunn, kucken, onofhängeg vun hirem Geschlecht, fir um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze kommen, an dat ass gutt esou. Jonk Leit gi laang an d'Schoul. D'Zäit, wou déi Jonk an der Schoul verbréngen, geet ëmmer méi wäit erop. An et ass logesch, datt ee sech dann och schwéierdeet, wann een eng Kéier de Wee an d'Beruffswelt fonnt huet, fir do länger Pausen ze maachen.

An da stellt sech natierlech ëmmer d'Fro, wéi een dann d'Famill an de Beruff ënner een Hutt kritt. D'Politik huet reagéiert an de fräie Maart huet och reagéiert. D'Crèchë si wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss. Bei deene konventionéierten hat de Stat eng Kontrollméiglechkeet. Bis haut sinn et Virschréften iwwert d'Kannerzuel a Metercarré ginn, iwwert d'Personal an iwwert d'Mëttegiessen. Et war iwwerfälleg, datt de verantwortleche Ministère sech och eng Kéier ëm den Ëmgang mat de Sproochen an de Betreiungsstrukture géif bekëmmeren. Bis haut war et ganz egal, wéi eng Sprooch an der Crèche geschwat gëtt. Dat huet och derzou gefouert, datt mer a ganz ville Crèchen eng aner Sprooch als éischt Sprooch hu wéi d'Lëtzebuergesch. Mir fannen dat net dramatesch. Eng gutt Kannerbetreiung mat kompetenten an engagéierte Leit ass jo nu wierklech net un d'Lëtzebuerger Sprooch gebonnen. An déi Crèchë kënnen eigentlech och, wa mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, esou weiderschaffe wéi bis elo.

Et schéngt eis awer nëmme legitimm an et schéngt eis souguer och eng Flicht vum Stat ze sinn, wann en d'Scolarisatioun vun eise Kanner am A huet, wann e Betreiungsplaze grousszügeg ënnerstëtzt. An dëse Projet huet an eisen Äen zwee Schwéierpunkter: Éischtens, d'Méisproochegkeet ze förderen an zweetens, och eng qualitativ héichwäerteg Kannererzéiung zum Deel gratis unzebidden.

De Projet këmmert sech ëm eng méisproocheg Erzéiung a setzt ee Kader, wéi dat soll goen. Et freet eis, datt et ëmmer iwwert d'Méisproochegkeet geet. Et gëtt ëmmer d'Wichtegkeet vun de Kanner hirer Mammesprooch betount. Mir fannen dat absolutt berechtegt. A wann ech virdru vun de sougenannten „sprachlose klenge Kanner" geschwat hat, da betrëfft dat grad just d'Defiziter an der Mammesprooch, an et ass egal, ob dat Franséisch, Däitsch, Englesch, Serbokroatesch, Portugisesch oder Lëtzebuergesch ass. An duerfir ass et och ganz wichteg, datt de Programme d'éducation plurilingue dräi Aktiounsfelder huet:

Éischtens, d'Entwécklung vun de Sproochekompetenze vun de Kanner an hirer Betreiungsstruktur. Do versti mir dee ganze professionelle Volet drënner. D'Éducatrices graduées, d'Educatricen an d'Mataarbechter schaffen ee Plang aus, wéi si dem Éveil aux langues wëllen an hire Strukture gerecht ginn.

Mir sinn immens frou, datt et schonn zënter 2016 eng Rei Pilotprojete gëtt, wou scho fläisseg an déi Richtung geschafft gëtt. Déi Pilotprojete gi jo och wëssenschaftlech vum SCRIPT begleet, an och dat ass wichteg. Well wann een dat net seriö genuch begleet, da riskéiert een eventuell, d'Nowéien dervun ze spieren.

Virum Schoulgesetz vun 2009 zum Beispill gouf et eng Rei Pilotschoulen, déi ënner anerem mat den neien Evaluatiounssystemer wollten Erfahrunge sammelen. Déi Aarbechte si leider ni ofgeschloss ginn an ech gesinn och nach déi widderhuelt Neifaassung vun de Bulletinen am Fondamental als Nowéien dervun, datt do d'Pilotphasen net zu Enn gefouert gi sinn. Kuerz: Mir kréien een nationale Referenzkader fir kleng Kanner am nonformale Bildungsberäich.

En zweete Pilier vun der Éducation plurilingue ass d'Vernetzung an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddene schouleschen a soziale Servicer. Dat ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet an dat misst jo och eng interessant Geschicht ginn. Mir kréien eng grouss Zuel vu Beschreiwunge vun den Objektiver vun der méisproocheger Erzéiung, déi de multilinguale Kontext vu Lëtzebuerg als Basis hunn. A genausou vill Beschreiwunge vun de pädagogesche Prinzipien, déi d'Aarbecht um Terrain guidéieren.

Madamm Presidentin, dat ass ganz spannend. Do schreiwe mer e Stéck Sproochegeschicht. Et ass jo ganz an der Rei, wann dat ënnert dem Kader vum SCRIPT leeft, mä ech wier frou, wann do och eng Uni, an dësem Fall am léifsten d'Uni Lëtzebuerg, géif matschaffen. Ech weess net, wéi wäit dat de Fall ass, mä et ass op alle Fall e Wonsch, fir se méi ze héieren.

Ech ginn net esou wäit wéi d'Kolleege vun der CSV d'lescht Woch.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Déi wollten iwwer eng Motioun...

(Hilarité)

Déi wollten iwwer eng Motioun der Uni virschreiwen, wéi een neie Masterprogramm si soll ausschaffen. Duerfir hunn ech ze vill Respekt virun der Gewaltentrennung oder der Fräiheet vun der Wëssenschaft. Ech géif et awer legitimm fannen, mat der Uni en Dialog ze sichen, wéi een dee Wee, dee mer hei ginn, och wëssenschaftlech vun hinne begleede kann.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn e bësse verwonnert, datt vun der Uni.lu d'Impulser an d'Bäiträg zum Thema Méisproochegkeet eigentlech net méi präsent sinn, wéi se dat sinn.

An da kënnt en drëtte Pilier, an dat ass de Partenariat mat den Elteren. An et ass dee Pilier, deen eis och ganz wichteg ze si schéngt, an et ass och deen Deel, deen am schwieregsten ëmzesetzen dierft sinn. Et ass einfach gesot: D'Eltere mussen enk mat de Betreiungsstrukturen zesummeschaffen. Dat ass awer net ëmmer einfach. Dat huet och mam berufflechen a familiäre Status vum Kand sengen Elteren oder sengem Elterendeel ze dinn.

An awer: D'Abezéie vun den Elteren, d'Mathëllef vun den Eltere beim Schwätze léieren ass net ze ersetzen. Et ass jo esou, datt all Etüde soen, datt et vill méi ee prekäert Émfeld ass, dat zum Beispill e schoulesche Succès a Fro stellt, ewéi eng Méisproochegkeet. Duerfir ass et och gutt, datt mer d'Bedeelegung un de Käschten esou staffelen, wéi se hei am Gesetz gestaffelt ginn.

Mir féieren och mat dësem Gesetz fir all Elteren, onofhängeg vun hirer Pai, 20 gratis Stonne fir hir Kanner an, wa si hir Kanner dann an eng Struktur ginn, déi sech ee Sproocheförderungsprogramm gëtt. Mir ginn dervun aus, datt dat derzou féiert, datt relativ schnell relativ vill Strukturen esou ee Programm kréien. Dat huet d'Kolleegin vun der CSV och gesot. Si huet vun „Drock ausüben" geschwat. Ech soen dann: Dat ass e positiven Drock, deen op d'Strukturen ausgeüübt gëtt.

A well mir fannen, datt all d'Kanner sollen zesumme grouss ginn, huele mer och gären a Kaf, datt en Deel vun den Elteren, déi kéinten eng Crèche bezuelen, dës 20 Stonnen awer net bezuelen. Mir wëllen net verschidde Betreiungsstrukture fir Leit mat ënnerschiddleche Portmonnien. An dat wier an eisen Aen eng méiglech direkt Konsequenz, wa mer bei den 20 Stonne géifen Ënnerscheeder maachen.

Madamm Presidentin, ech hunn déi ganzen Zäit iwwert d'Crèchë geschwat. An der Kannerbetreiung gëtt et awer och nach en zweete wichtegen Akteur: d'Assistants parentaux oder d'Dagesmammen. Si spillen och eng wichteg Roll. Si kënnen de Kanner och méi ee klengen, gemittleche Kader ubidde wéi an de Crèchen, déi a mengen Ae leider oft ze grouss sinn. Datt hei am Reseau geschafft gëtt an och Weiderbildungen ugebueden an ugeholl ginn, ass wichteg. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt et hei zwee verschidde Betreiungsmodeller gëtt, déi sech mussen ergänzen: d'Dageselteren an d'Crèche. Déi hunn allen zwee hir Daseinsberechtegung, mä déi kënne mer net gläichschalten. An duerfir menge mer och, datt déiselwecht Usprech un de Plurilinguismus net kënne bei Dageseltere gestalt ginn. Mir haten do länger Diskussiounen an der Schoulkommissioun an dat ass an eisen Aen awer och gutt gekläert.

Fir ofzeschléissen, Madamm Presidentin, mir begréissen et, datt mer eis Betreiungsstrukture méi professionell opstellen, a mengen, datt all déi Mesuren zur Sproocheförderung nëtzlech sinn. Mir wënschen eis a Vertrauen deene Professionellen, datt déi nonformal Bildung och nonformal bleift. Mir kënnen a mussen eis Kanner förderen, andeems mer se spille loossen an zum Spillen animéieren.

D'Kanner léiere gären a vum selwen. A mengem perséinlechen Numm wëll ech awer och nach eng Kéier betounen, datt et awer och Konditioune gëtt, déi ee muss respektéieren, fir datt dat Léiere funktionéiert. Wa mer eis net fir déi Konditiounen interesséieren, wa mer mengen, Kannerkäpp géife wéi Gefässer funktionéieren, déi ee mam Triichter misst offëllen, da komme mer un dat, wat ee genannt huet: „den Nürnberger Trichter". An da riskéiere mer, zréckzekommen a Richtung Spéitmëttelalter.

Duerfir schéngt et eis evident ze sinn, datt och all déi Mesuren, déi mer hei huelen, am Interêt si vun de Kanner an am Interêt vun enger Förderung vun der Méisproochegkeet. Mir sollen awer net vergiessen, datt mer och d'Kanner Kanner si loossen an hinnen Zäit loossen a Raum loossen, fir sech spilleresch weiderzëentwéckelen.

Ech soen Iech Merci a bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un den Här Rapporteur, den Här Gilles Baum, deen eis de Projet presentéiert huet, ganz kompetent, wéi en dat ëmmer mécht.

An et ass vläicht fir mech eng Geleeënheet, nodeem d'Diskussioun jo awer schonn eng Zäit gelaf ass, fir fir d'Éischt op déi véier Haaptargumenter ze äntweren, déi d'Regierungsparteien eis hei presentéieren, fir dee Projet hei ze justifiéieren.

Dat Éischt, wat mer ëmmer héieren hunn, dat ass d'gratis Betreiung. Et ass praktesch wéi e Kaddo presentéiert ginn, deen d'Regierung elo den Eltere mécht. Mä ech wëll just rappeléieren: D'Regierung huet keng Suen. Et sinn d'Steierbezueler, déi déi Suen zur Verfügung stellen, d'Leit alleguer, déi Steiere bezuelen. Et sinn deenen hir Suen, déi ëmverdeelt ginn. An zwar gi se ëmverdeelt vun deene Leit, déi hir Kanner wëlle selwer erzéien - well déi kruten hir Allocatiounen am Zukunftspak alleguer gestrach, déi si bis dohinner haten - a se ginn ëmverdeelt an deen eenzege Familljemodell, deen dës Regierung ënnerstëtzt. An dat ass eng fundamental Ongerechtegkeet.

Et ass also eng Ëmverdeelung vun der Laascht vun der Kannererzéiung zulaaschte vun deene Familljen, déi hir Kanner selwer wëllen erzéien, au bénéfice des autres. An dat Element vun Ausgläich vu sozialer Gerechtegkeet, dat bis zum Zukunftspak dozou bestanen huet, ass komplett verschwonnen. Also gratis Kannerbetreiung gëtt et net. Et bezilt ëmmer een. Et sinn d'Leit, déi et bezuelen.

Dat zweet Argument waren déi wëssenschaftlech Studien. Et muss een dat am Detail kucken, dozou hate mer elo keng Geleeënheet. De Minister hat eis do Lëschten zur Verfügung gestallt vun deene Studien, mä deen éischten Androck ass éischtens, datt déi Studien dacks vu Soziologen erstallt ginn, siele vu Pädagogen a vu Linguisten, an dacks a Länner, déi eng komplett aner sproochlech Geografie hu wéi Lëtzebuerg: aus Wales, wou d'Zweesprochegkeet besteet tëschent Walisesch an Englesch, aus Däitschland a Frankräich huet den Här Lamberty eis Studien zitéiert, wou jo bekanntlech och eng Eesprochegkeet virherrscht. An Däitschland, bon, mat tierkesche Kanner, a Frankräich mat anere Kanner.

An datt Professere vun deenen Universitéiten interesséiert sinn, wéi dat Experiment zu Lëtzebuerg, wat op Käschte vun eise Kanner gemaach gëtt, ausgeet, dat kann ech novollzéien. Awer et ass net wëssenschaftlech domadder ënnermauert, datt dat eng gutt Saach wär fir d'lëtzebuergesch Kanner.

Dat drëtt Argument ass dat, wat d'DP hei gesot huet, d'DP wär derfir, fir net ze trennen, keng Segregatioun, mä Integratioun, d'Kanner zesummenzeféieren a keng Schoulen, déi d'Sproochendifferenzen nach förderen. Ma d'lescht Woch hate mer genau dat. Si maachen ëmmer méi anersprocheg Filièren an eiser ëffentlecher Schoul, ëmmer méi international Schoulen, mä dat Zesummeliewe vun de Lëtzebuerger Schoulkanner oder Jugendlechen, dat verréngert sech jo duerch d'Aféierung vun deene Schooltyppen. U sech ass d'DP-Schoulpolitik genau dat, wat den Här Lamberty hei kritiséiert huet! Et gëtt ëmmer méi Filièren an u sech ginn d'Kanner ëmmer méi verdeelt, genau no hire sproochleche Kritären.

An dat véiert Argument, wat heescht, et wier eng Saach vun der Chancëgläichheet. Gläich e puer Riedner vun de Regierungsparteien hunn dat un éischter Plaz genannt, dat Argument. An do ass eng Kontradiktioun am Rapport. Ech wëll Iech deen zitéieren, well et gëtt ëmmer gesot: „Et ass eng Saach vun der Chancëgläichheet, dofir musse mer d'Sproochen elo ännere goen."

Am Rapport steet, an ech zitéieren dat: «Ce n'est cependant pas l'origine linguistique des enfants qui détermine en premier lieu le succès ou l'échec scolaire.» An am Paragraf hannendrun, ech zitéieren: «Afin (...) d'offrir ainsi à tous les enfants les meilleures chances de réussite, le Gouvernement mise sur une initiation précoce et ludique au multilinguisme (...).» Also an engem Paragraf gëtt gesot: Et ass net d'Ursaach, d'Sproochen, an am Paragraf hannendru gëtt gesot: Ma et ass jo net d'Ursaach. Et bezitt sech drop, an awer ännere mer dat. Do ass keng Logik.

An et ass ganz kloer, ech mengen, déi gréng si jo Spezialisten, fir ze soen: „Et däerf ee Verschiddenes net vermëschen." Ekologie- a Sozialpolitik mussen zum Beispill ëmmer getrennt ginn, wann et ëm d'Taxen an de Gemenge geet. Dat ass en Argument, wat een ëmmer héiert. Mä wann een Ekologie a Sozialpolitik net soll matenee vermëschen, da kann een och Sproochepolitik a Sozialpolitik net matenee vermëschen.

Fir mech ass deen éischte Fazit also, datt déi Argumenter, déi d'Regierung bruecht huet, alle véier entweder op Kontradiktiounen, op Onwëssen oder op Onvollstännegkeet berouen an u sech falsch sinn. Mir sinn hei konfrontéiert mat enger Argumentatioun, déi méi ideologesch ass, wéi datt se op iergendenge Fakte kann opgebaut ginn.

Fir eis als ADR ass et ganz kloer: Fir eis ass d'Integratiounssprooch Lëtzebuergesch an näischt aneres. Mir hunn eng Situatioun hei am Land, wou mer elo geschwë bei 47,7% Auslänner, ech mengen, dat ass déi lescht Statistik, sinn. Elo ass d'Integratioun op Lëtzebuergesch nach méiglech. Mä wéi laang nach? Wou steiert dëst Land hin? Op wéi eng Parallellgesellschaften, op wéi eng Evolutiounen, op wéi eng zentrifugal Zukunft musse mer eis astellen, wa mer dee Rendez-vous elo verpassen?

Deen „Vivre ensemble", vun deem ëmmer geschwat gëtt, dee muss ee wëllen. An dee kann nëmme reusséieren, wa mer eis op eng Sprooch beruffen, an dat kann nëmme Lëtzebuergesch sinn.

Lëtzebuergesch ass fir eis Integratiounssprooch, Inklusiounssprooch, fir datt jiddweree kann un allen Aspekter vun eiser Gesellschaft deelhuelen, inklusiv dem Accès op d'Nationalitéit. Lëtzebuergesch muss an der Medezinn an am Commerce favoriséiert ginn. Mir mussen eis eege Kultur a Geschicht och kënnen un déi Leit vermëttelen, déi bei eis kommen. Dat ass eis Grondhaltung. An et ass déi eenzeg, déi fir eist Land eng Zukunftsperspektiv huet, déi eis et erlaabt, och an Zukunft als Solidargesellschaft virun ze fonctionnéieren.

Déi Argumenter an Detailer, déi nach bruecht goufen, do hunn anerer schonn drop reagéiert. Et ass fir d'Kanner virun allem emol wichteg, fir d'Éischt déi eege Mammesprooch kënnen ze festegen. A virun allem wann de politesche Wëllen dann do gewiescht wär vun dëser Regierung, fir Lëtzebuergesch ze stäerken, dann hätt jo kënnen e Gesetz agefouert ginn, dat virschreift, an all Crèche, inklusiv an deene frankofone Crèchen, déi mer hei am Land op kommerzieller Basis jo hunn, Lëtzebuergesch ze schwätzen.

Näischt huet eis do forcéiert, fir ze soen: Ma da muss och an deene bis elo lëtzebuergeschsproochege Crèchen elo Franséisch geschwat ginn. Dat ass einfach e Choix vun der Regierung gewiescht. An ech froe mech ëmmer, mat wéi engen Hannergedanken. Ech weess jo, d'Kolleege vun der LSAP - si hunn et haut net widderholl, mä mir wëssen et - hätte jo gär eng Alphabetiséierung op Franséisch à terme, dat hu se schonn e puermol gesot. Majo, wann ee gär eng Alphabetiséierung op Franséisch hätt amplaz op Däitsch, dann ass wahrscheinlech déi fréi Sensibiliséierung op Franséisch och keen harmlosen Hannergedanken. Et ass e weidere Schrëtt op d'Frankofoniséierung vum Lëtzebuerger Land. An ech mengen, mir mussen dat kloer erkennen.

Et ass och net duerchsetzbar. Déi Iddi vun der Regierung léisst sech duerchsetzen an deene Crèchen, wou bis elo Lëtzebuergesch geschwat ginn ass, well do déi Educateuren, dat Personal, wat do schafft, am Prinzip och Franséisch kann. Mä an deene franséischsproochege Crèchen, wou soll dat Personal hierkommen, wat Lëtzebuergesch kann?

A virun allem ass do dacks eng Mentalitéit, wann ee mat deene Leit schwätzt, déi do an deem Secteur schaffen, wou een, an ech mengen, dat ass eppes, wat mer aus villen Alldagssituatioune kennen, wou een dann ze héiere kritt: «Le luxembourgeois n'est pas une langue.» A mat där Mentalitéit gesinn ech net, wéi mer et kënnen hikréien, fir an deene franséischsproochege Crèchë Leit dohinnerzekréien, fir Lëtzebuergesch mat de Kanner ze schwätzen.

Derbäi kënnt d'Diskriminéierung vum Däitschen. Och dat hu schonn anerer gesot. An d'Diskriminéierung vum Däitschen ass net nëmmen en Aschnëtt an déi traditionell Dräisproochegkeet vun eisem Land, et ass och e weideren Obstakel fir Kanner, déi aus engem net romaneschsproochegen Ausland komme wéi all déi Slawen zum Beispill, déi hei sinn, a wéi déi Anglofon. Fir déi ass Däitsch däitlech méi einfach wéi Franséisch. An och do schafe mer nei Diskriminatiounen, genausou wéi mer géint all déi nei Diskriminatioune schafen, déi weder aus engem romaneschsproochegen nach lëtzebuergeschsproochegen Haus kommen, well se gläich mat zwou Friemsprooche konfrontéiert sinn amplaz just mat enger.

Et ass eng Konkurrenz fir déi Elteren, déi hir Kanner selwer wëllen doheem erzéien, well déi mengen, hir Kanner géifen eppes verpassen, wa se net dohi ginn. An all déi Facteuren zesumme bréngen eis als ADR zu enger klorer Iwwerzeegung, dat ass, datt mer eise Schoulsystem, Crèchen an éischte Cycle, net géife belaaschte mat där do Form vu Méisproochegkeet. Et ass einfach eng Weichestellung an déi falsch Richtung. Well wa mer ab deem do Alter, an där do Form, schonn d'Weichen a Richtung Franséisch stellen a Violatioun mat eiser traditioneller Sproochesituatioun am Land, op d'Käschte vun eise Kanner, op d'Käschte vu ville Kanner, déi aus anere Länner kommen, ma dann orientéiere mer eise ganze Schoulsystem mëttel- a laangfristeg anescht - dat ass och vläicht gewënscht - a mir maachen dat zulaaschten - an dat ass jo elo däitlech erkläert ginn - vun eise Kanner.

Et ass eng Politik, déi mir net matdroen. An Dir kënnt lech drop verloossen - ech soen dat hei ganz kloer -, datt, wann eng ADR eng Kéier an der Regierung ass, ass dat do eppes, wat geännert gëtt! Ech weess net, ob iergendeng Partei heibannen datselwecht Versprieche ka maache wéi mir. Dat heescht, wa mer an enger Regierung wären, datt dat do och géif geännert ginn.

Une voix.- Et wäert glécklecherweis ni geännert ginn!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen lech Merci. D'ADR stëmmt dat hei selbstverständlech net.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Eis méisproocheg Gesellschaft ass op Basis vun historeschen Entwécklungen entstanen. Historesch Entwécklungen am Beräich vun der Migratioun, mä och vun der ekonomescher, sozialer Transformatioun vum industrielle Lëtzebuerg zu enger Déngschtleeschtungsgesellschaft, souguer mat enger deelweis staarker internationaler Prägung.

Dee schnellen a radikale Wandel vun der Lëtzebuerger Gesellschaft säit dem Ufank vun de 70er Joren hannerléisst natierlech Nowierkungen a verschiddene gesellschaftleche Beräicher, déi enk mat der schoulescher Ausbildung zesummenhänken. Ëmmer méi Leit aus dem Ausland kommen op Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht. Een ëmmer méi groussen Undeel vu Kanner mat Migratiounshannergrond, wéi een esou schéi seet, integréieren eise Schoulsystem. An een ëmmer méi grousse Prozentsaz vu Kanner hu Schwieregkeete mam Léiere vun de Friemsproochen an eisem Schoulsystem.

Eise Service public soll also déi sozial an ekonomesch Integratioun vun den alen an neien Awunner förderen a stäerken, andeems en esou vill wéi méiglech an de Beräich vun der Educatioun investéiert a grousse Wäert op eng qualitativ héichgeschaten Ausbildung vum Educatiounspersonal an den Auszebildende leet.

Dëse Gesetzesprojet ziilt an déi richteg Richtung mam Usaz, e qualitative Referenzkader opzebauen am Beräich vun der Entwécklung vu méisproochege Kompetenze bei de klenge Kanner vun engem bis véier Joer. Datt den Accent beim Apprentissage vum Lëtzebuergeschen als Integratiounssprooch läit an domat als Sprangbriet, fir weider Friemsproochen ze léieren, kann déngen an ass och eng gutt Initiativ.

D'Fuerderung, datt de Kanner hir Mammesprooch an deemselwechte Kontext soll valoriséiert a weider gestäerkt ginn, kann een nëmmen ënnerstëtzen, well et och wëssenschaftlech bewisen ass, datt d'Maîtrise vun der Mammesprooch eng Viraussetzung ass, fir sech weider Sproochen unzëeegnen.

Bis elo gouf et am Beräich vun der net formeller Educatioun kee Referenzkader fir souwuel déi pädagogesch Ausbildung vum Personal wéi d'pädagogesch Mëttel, déi kënnen agesat ginn, fir de Kanner hir sproochlech Kompetenzen ze optimiséieren.

Leit, déi als wëssenschaftlech Experten am Beräich vun der multilinguistescher Pädagogik schaffen a fir hir Etüde regelméisseg dem Educatiounspersonal seng Methodik observéiere ginn, hu festgestallt, datt déi verschidde Strukture vun der Kannerbetreiung ganz verschidden un déi multilingual pädagogesch Methoden eruginn an ëmsetzen an datt et a verschiddenen Etablissementer ganz gutt klappt an an anere guer net, jee no Kompetenze vum Personal, dat do ass.

Mir mengen, datt dëse Projet de loi mat der Ambitioun, d'Sproochekenntnesser vun alle Kanner fréi ze fuerderen an hinnen domat eng méiglechst héich Chance op eng Reussite an eisem Schoulsystem ze bidden, nëmmen da luewenswäert ass, wann en net, wéi et elo de Fall ass, iwwert de Knéi gebrach gëtt.

Déi richteg Leit wären an eisen Aen déi Leit, déi als Fuerscher hei zu Lëtzebuerg täteg sinn a selwer Erfahrungen am lëtzebuergeschen Educatiounssystem gesammelt hunn, zum Beispill als Enseignant oder och hei ageschoult waren. Bei der Entwécklung a Vermëttlung vu multilinguale pädagogesche Methode géifen dës Fuerscher um Terrain mam Educatiounspersonal enk zesummeschaffen. Dat ass och elo schonn de Fall bei Fuerschungsprogrammer op der Uni Lëtzebuerg, déi zwar vum Ministère finanzéiert gëtt, mä zum Beispill net an d'Entwécklung vu Pilotprojete matagebonne gëtt.

Ech kommen och nach erëm op de Problem vum Zäitmangel zréck. D'Ëmsetze vun dësem Projet de loi setzt en Ëmdenken an eng Erneierung vun de Kompetenze vum Educatiounspersonal viraus. Dëst brauch vill Zäit, vill méi Personal wéi déi ugekënnegt 10% an och vill méi Formatiounsstonne wéi 32 Stonnen op zwee Joer verdeelt.

Eleng d'Formation continue, fir den neie Sproocheprogramm kënnen ëmzesetzen, muss op laang Dauer an intensiv vum Educatiounspersonal besicht ginn. An och déi administrativ Fuerderungen un datselwecht Personal, déi nach derbäikommen, sinn an dësem Fall eng Laascht. Eng besser Aarbechtsopdeelung duerch méi Personal an och méi Investissementer an d'Erweiderung vun den Infrastrukture sinn also néideg.

Madamm Presidentin, ech mengen, mer sinn eis hei offensichtlech net onbedéngt eens, wat e Service public ass. Ursënn war d'Ofschafung vun universale Rechter, déi all Bierger garantéiert kréien, duerch d'Aféierung, deemools, vun der sougenannter sozialer Selektivitéit, déi mir als déi Lénk léiwer als asozial Selektivitéit bezeechnen. Amplaz massiv ëffentlech Strukturen op d'Been ze setzen, goufe privat Strukture geschafen - si sinn deelweis wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss - an déi awer duerch d'Chèque-servicë vun der Allgemengheet finanzéiert ginn, wou awer d'Qualitéit net geséchert ass an dofir e Referenzkader huet misse geschafe ginn. Mir hunn eis d'Liewen also eendeiteg méi komplizéiert gemaach, nëmmen aus Spuergrënn!

Domadder hätte mer bei der Kannerbetreiung ganz komplizéiert Calculle vermidde bei de Chèques-services accueil, déi dat solle kompenséieren, wat de Stat versicht, iwwer een an en hallwe Mount ze spueren. D'Leit schaffen hei zu Lëtzebuerg a si cotiséieren. Dofir solle se och d'Recht hu fir e richtege Service public, fir eng Kannerbetreiung, wou net klenglech gerechent gëtt, fir e Maximum ze spueren, do wou d'Spuerlogik näischt verluer huet.

Zum Schluss nach eng Remarque zu der restriktiver Notzung vun de Chèques-services accueil, wat d'Frontaliere betrëfft. Well déi hunn nääämlech theoretesch och en Urecht op dës sozial Déngschtleeschtung, well se jo och hei bei eis am Land schaffen a cotiséieren, mä si kënnen awer an der Praxis net dovunner profitéieren. Et ass nääämlech esou, datt d'Frontalieren aus praktesche Grënn hir Kanner do, wou se wunnen, och an d'Crèche oder soss eng Betreiung ginn, vläicht well se net mat hire Kanner am Stau wëlle stoen um Wee fir op hir Aarbecht.

Deen anere Problem ass, datt kaum eng Kannerbetreiungsstruktur a Frankräich, Däitschland oder an der Belsch d'Mëttel huet, déi lëtzebuergesch Fuerderungen un d'Prestatairë vun de Chèques-services accueil ze erfëllen. D'Kompetenzen, fir de lëtzebuergesche Referenzkader an d'Formatiounen, déi heimat verbonne sinn, an engem anere Land kënnen ëmzesetzen, leie jo net hei beim lëtzebuergesche Stat.

Dat heescht, mir si weiderhin als déi Lénk der Meenung, wa vun der sozialer Selektivitéit geschwat gëtt, datt dat awer a Wierklechkeet e richtege Feeler war an datt dat u sech e Mëttel ass, fir universal Rechter an universal Déngschtleeschtunge lues a lues ofzebauen. Dat huet net déi heite Regierung erfonnt, dat war schonn déi viregt Regierung.

Ech mengen, mir sinn als déi Lénk déi Eenzeg nach, déi der Meenung sinn, datt e richtege moderne Stat e richtege Service public brauch. Well elo si mer an der absurder Situatioun, datt mer weiderhin ëffentlech Gelder ginn u privat Strukturen, déi net ëffentlech sinn, wou et schwéier ass ze kontrolléieren. An och souguer, wann ee versicht, gutt Reformen ze maachen, wéi déi heiten am Usaz vläicht eng gutt Reform ass, da kann een dat trotzdeem net hikréien.

Dir sidd an enger Logik..., Dir wëllt einfach net verstoen, datt et eng Logik gëtt, datt soubal ee vum Service public ofkënnt, da kënnt een an Däiwelskichen an da kritt een näischt méi esou richteg kontrolléiert. Dofir, aus deenen Ongerechtegkeeten, an och déi Ongerechtegkeete souwisou, déi mer och hunn, wat d'Frontalieren ugeet, aus dësen Ursaache wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Wagner. Ech hunn elo keen Deputéierte méi ageschriwwen. Ech géif dann direkt dem Här Jugend- an Educatiounsminister Claude Meisch d'Wuert ginn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Villmools Merci, Madamm Presidentin. E grousse Merci och un all d'Intervenanten, ganz besonnesch de Rapporteur, de Gilles Baum, deen eis an dës Matière de Mëtten hei agefouert huet.

Ech wëll vläicht am Ufank nach eng Kéier de Fokus op dat, wat, wann een iwwer Kanner schwätzt, zwar am onwichtegsten ass, mä awer dorobber leeën, well et an der Debatt de Mëtten awer e bëssen ënnergaangen ass. Dat sinn déi finanziell Auswierkungen hei. Et ass esou, datt dat Gesetz hei 81 Milliboune pro Joer wäert kaschten: 18 Millioune fir déi 20 Stonne gratis, déi all Kand an Zukunft wäert hunn an enger Crèche, déi sech dësem Programm hei raccordéiert, an der Woch, tëschent eent a véier Joer, 23 Millioune fir Qualitéitsverbesserungen an de Crèchen, Formatioun vum Personal, 10% méi Personal, also Augmentatioun vum Personalschlëssel, a 40 Millioune fir Tariffsenkungen iwwert d'Alterskategorie véier bis zwielef Joer. Esou setze sech déi 81 Milliounen zesummen.

Et ass de Mëtten hei scho geschwat ginn, datt de Jean-Claude Juncker eng Kéier op dësem Pult hei stoung a gesot huet, fir hie wär à moyen terme d'Kannerbetreiung gratis unzebidden. D'CSV huet haart gejaut a gesot, neen, dat wär jo awer net fir déi kleng Kanner, net ab ee Joer. Op d'mannst mat deem Volet, ech wëll soen, datt ech dat néierens héieren hunn, déi Präzisioun, aus dem Mond vum Jean-Claude Juncker! Dat ass iergendeng „No-Interpretatioun", déi elo vun deenen, déi haut an der CSV d'Soen hunn, derbäigesat ginn ass.

Mä och souguer, wann et esou wär, misst d'CSV dach vläicht begréissen, datt mer och 40 Milliounen an d'Tariffsenkung vum Chèque-service fir d'Maison relais an der Alterskategorie vu véier bis zwielef Joer mat an dësem Pak hei dran hunn! Nun, ech hunn et net héieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Eis ass et besonnesch wichteg, datt mer natierlech hei op zolittem wëssenschaftleche Fundament stinn, wa mer e Projet wéi deen heiten uginn. Dat hu mer vun Ufank u gemaach. Mir hunn déi Referenzfuerscherin, déi op der Uni Lëtzebuerg aktiv war, rekrutéiert fir d'Ausschaffung vun deem heite Konzept. Mir hu mëttlerweil och nach eng Kéier vill gelies doruechter a vill international renomméiert Sproochefuerscher kontaktéiert an hinnen eise Projet erkläert. A mir hunn dann haut - an de Claude Lamberty huet jo nach eng Kéier déi Affiche gewisen, mir hunn dat och nach eng Kéier an enger Broschür zesummegefaasst - quasi 40 international renomméiert Sproochefuerscher, déi genau dat heite bestätegen, datt eng méisproocheg Fréiförderung am Interessi vum Kand ass! Punkt!

A wann dann hei anerer zitéiert ginn, da muss ee se awer vläicht och an de Kontext setzen. D'Madamm Hetto zitéiert hei de wuelbekannten, ganz populäre Schwäizer Bildungsexpert, de Remo Largo. Mir haten och mam Här Largo Kontakt. Ech kann Iech soen, wat en eis geschriwwen huet, Madamm Hetto! Ech zitéieren: „Ich bin ganz begeistert von der Art und Weise, wie Sie mit dem Thema Sprachenerwerb umgehen. Der Ansatz ist sehr kindgerecht." Par contre seet en...

(Brouhaha)

Par contre seet en, datt de Friemsproochenunterrecht, wéi en op ville Plaze gemaach gëtt, net nëmmen hei, mä iwwerall gemaach gëtt, datt dat nach ëmmer - iwwer Vokabulär, iwwer Regelen - en „pädagogeschen Irrweg" ass. Dat seet de Remo Largo och am Zesummenhang vun dësem Konzept,...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Dat hu mir och gesot!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ...wat mer amgaange sinn...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Et hätt ee sollen do upaken!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- ... landeswäit hei ëmzesetzen.

Ech hu gesot, datt mer eng Bildungsfuerscherin engagéiert hunn, fir dat Konzept auszeschaffen. Et wäert net dobäi bleiwen. Mir hu jo haut och annoncéiert, datt mer en zwielefkäppege wëssenschaftleche Bäirot schafen, fir dee ganze Projet ze begleeden. Ech denken - jiddwereen huet dat gesot -, dat misst jo hei op eng breet Zoustëmmung stoussen. Zwielef, och zum Deel vun deenen an déi 40 international renomméierte Bildungsexperten, national an international renomméierte Bildungsexperten, sinn an deem wëssenschaftleche Bäirot derbäi.

Si wäerten d'Ëmsetzung vun deem ganze Konzept hei begleeden, evaluéieren, beroden, och kucken, datt déi Agent-régionallen, déi d'Ëmsetzung um Terrain kontrolléieren, och suivéiert ginn an den néidege Feedback och do zesummefléisst an a béid Richtunge fléisst. Fënnef vun deenen zwielef Memberen an deem wëssenschaftleche Bäirot kommen och vun der Uni Lëtzebuerg. Dat ass de Mëtte jo hei gefuerdert ginn. Nun, genau dat doten, dat maache mer.

Ech wëll mech net heihinnerstellen a soen, dat hei wär eng grouss Revolutioun! Well dat, wat hei gemaach gëtt, dat fonctionnéiert an Dausende vu Crèchen hei am Land a queesch iwwert d'Welt, datt d'Kanner fréi mat méi Sproochen a Kontakt kommen, fir hir Kommunikatiounskompetenzen an hir Sproochevillfalt vun Ufank un ze favoriséieren. Mir hunn dat jo och nach eng Kéier, an dat ass de Mëtten hei gesot ginn, a Pilotcrèchen evaluéiert. Mir hunn doropshi Best Practices festgehalen, déi elo un aner Akteuren, un aner Crèchen am ganze Land kënne weidergereecht ginn.

Jo, a mir schreiwen hei fest, datt mer ebe souwuel déi franséisch Sprooch wéi och ganz besonnesch déi lëtzebuergesch Sprooch iwwerall gäre präsent hätten. Mir schéngen eis jo alleguerten eens heibannen ze sinn, wéi wichteg d'Lëtzebuerger Sprooch ass. Ma da kommt, da maache mer dat elo emol, datt mer eis e Sproochekader gi fir de Klengkandberäich, fir d'Klengkandbetreiung, wou Lëtzebuergesch muss präsent sinn an all Struktur!

Mä mir sinn eben och der Meenung, an do schénge mer eis dann net ganz eens ze sinn, datt d'franséisch Sprooch fir ganz vill Kanner och wichteg ass an datt se och fréi mat der franséischer Sprooch a Kontakt solle kommen. Jiddwereen, deen an de leschten Deeg Eltere begéint huet, déi an der Situatioun waren, datt se drop gewaart hunn, wéi dann d'Resultat vum Passage Fondamental-Secondaire gewiescht wär, all déi wëssen dach, wéi essenziell d'franséisch Sprooch ass fir de Schoulparcours, datt do geziddert gëtt, datt et wéinst dem Franséischen net duergeet, fir an de klassesche Lycée ze kommen. Kommt, da sidd dach emol éierlech: Jiddwereen huet déi doten Angscht bei sengen eegene Kanner! Mir kennen dach alleguerte Familljen, wou dat doten de Fall ass.

Nun, hei maache mer eppes! Net nëmmen am Sproochenunterrecht, am Cycle 2, 3 a 4, mä à la base! Well mer och do wëssen - an dat soen d'Wëssenschaftler eis, dat ass net eng politesch Fro, dat ass eng reng wëssenschaftlech Fro -, datt et eben eng Zäitfënster gëtt, wärend där ee mat Liichtegkeet, am Spillen eng Sprooch nach ka léieren, d'Haaptstruktur vun enger Sprooch och nach kann opsaugen, an datt den éischte Moment, wou mer haut an eisem Schoulsystem mat Franséisch a Kontakt kommen, nääämlech am Alter vu siwen, vun aacht Joer, datt déi Zäitfënster dann amgaangen ass definitiv zouzegoen. Datt mer dat ze spéit maachen an datt mer genau dat dote falsch maachen; duerfir gi mer op en anere Wee!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da kéinte mer jo dann nach Englesch léieren.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- An duerfir konzentréiere mer eis hei net nëmmen op en Iwwerschaffe vun de Programmer an där

doter Altersstruktur respektiv vum Schoulmaterial a vun der pädagogescher Approche, mä mir setzen zum richtegen Zäitpunkt un, och mam Franséischen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Dann ass dat heiten awer e Gesetz, wat däitlech zur Entlaaschtung vun Dausende vu Familljen hei am Land wäert bäidroen, eng Entlaaschtung an der Héicht, jee no Familljesituatioun, jee no Kannerzuel, jee no Akommessituatioun, vun 1.000, 2.000, 3.000, 4.000, jo, souguer bis zu 5.000 Euro am Joer, wou d'Familllje mat Kanner, besonnesch déi mat méi Kanner, ganz besonnesch och wäerten entlaascht ginn. Dat ass eng Politik fir d'Familljen. Dat ass eng Politik fir d'Kanner. Dat ass méi Kafkraaft fir Familllje mat Kanner!

An et ass eng selektiv Politik, well akommesschwaach Kanner méi gratis Stonne kréien, net nëmmen tëschent eent a véier Joer, mä iwwert de ganze Barème vum Chèque-service ewech, och also tëschent null an zwielef Joer. Dat ass sozial Selektivitéit! Dat ass Kafkraaftstäerkung fir Familllje mat Kanner. An do ass offensichtlech de Mëtteg hei net jiddwereen dermadder d'accord gewiescht.

Mir wëllen eng besser Preparatioun vun de Kanner op d'Méisproochegkeet an der Schoul, an der Gesellschaft. Mir wëllen en onverkrampften Émgang och scho bei de Kanner mat eiser Méisproochegkeet. Duerfir wëlle mer ewechkommen dovun, datt mer eenzel Sprooche verbidden an de Betreiungsstrukturen a soen, et dierft nëmmen déi dote geschwat ginn. Mä mir sollten eis multilingual Realitéit mat an den Émgang och mat deene klenge Kanner eranhuelen, well kee seet, datt dat hinnen iergendeppes géif schueden.

An et baut se op: Et gëtt hinnen en natierleche Bezuch herno zu deene Sproochen, déi se do héieren, zu hirer Mammesprooch, dem Lëtzebuergeschen an och dem Franséischen. An dat an der Kontinuitéit herno iwwert d'Crèche eraus am Cycel 1, am Precoce, an der Spillschoul, fir datt mer duerno, wann et an d'Alphabetiséierung geet, wann et ëm Liesen- a Schreiweléiere geet am Däitschen an am Franséischen, méi eng homogen Sproochesituatioun am Klassesall virfannen, wéi mer dat haut hunn. Well dat ass haut d'Haapterausfuerderung fir d'Enseignanten am Cycel 2 mat där enormer Bandbreet vu Sproochekompetenzen an -situatiounen, mat där den Enseignant bei der Alphabetiséierung haut nach ëmmer konfrontéiert ass.

Mir hunn hei an deem ganze Pak dran, och fir d'Stäerkung vun der Mammesprooch, awer net nëmmen doweinst, en Abanne vun den Elteren an den Aktivitéits-, an de Betreiungsstrukturen, well mer fest der Meenung sinn, datt et net esou ka sinn, datt d'Elteren d'Impressioun kréien, och duerch dës Politik d'Impressioun kréien, datt se aus der Responsabilitéit eraus wären, datt et d'School, virdrun d'Crèche, duerno nach d'Maison relais, duerno vläicht nach aner Aktivitéite sinn, déi exklusiv sech ëm d'Kanner ze këmmeren hätten a wou den Erzéiungsoptrag wär. Neen, duerfir solle mer vum éischten Dag un, wann d'Kand an der Crèche schonn ugemellt gëtt, kloer maachen, datt dat net de Fall ass, datt d'Elteren eng Verantwortung hunn, an och fir dat Kand an der Crèche eng Verantwortung hunn, en Erzéiungsoptrag hunn, dee se wouerzehuelen hunn.

Dat kann iwwer eng Participatioun an der Gestioun vun där Struktur méiglech sinn. Dat kann iwwer gemeinsam Aktivitéite méiglech sinn. Mir brauche virun allem do eng nei Kultur vun der Participatioun, vum Zesummeschaffen tëschent Institutioun, hei d'Crèche, duerno d'School, an dem Elterenhaus op där anerer Säit. A mir brauchen och déi Vernetzung, déi an dësem Gesetz virgesinn ass tëschent de Betreiungsstrukturen, der Schoul, den Hëllefsdéngschter, der Gesellschaft, eben all deenen Akteuren am Land, déi fir Kanner an där doter Alterskategorie do sinn.

Dëst ass, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Qualitéitssprong an der Kannerbetreiung, virun allem an der Klengkandbetreiung. Dëst passt zu Lëtzebuerg. Dëst gëtt eis eng stabill Basis fir eis Méisproochegkeet. An et ass e gesond Fundament, op deem duerno de Sproochenunterrecht kann opbauen.

An, Madamm Presidentin, ech ka mer net richteg erklären, firwat een de Mëtteg hei mat Nee géif stëmmen. Well et muss een et jo awer nach eng Kéier kloermaachen: Firwat stëmmt een hei net fir dëse Projet?

(Interruption)

Wann een hei mat Nee stëmmt, dann ass een dergéint, datt mer an Zukunft d'Konditioun setzen, datt een héich Sproochekenntnisser, -kompetenzen am Lëtzebuergesche muss präsent hunn an der Crèche an am Franséische muss präsent hunn an der Crèche. Et ass een dergéint, datt d'Mammesprooch och iwwert d'Crèche zesumme mat der Famill, zesumme mat den Educateuren, den Educatricë soll gefërdert ginn. Et ass een dergéint, datt mer méi e bewossten Émgang mat der Sprooch an de Klengkandstrukture sollen hunn. Et ass een dergéint, datt mer d'Eltere méi kloer matabannen an der Gestioun an an den Aktivitéite vun deene Strukturen. Et ass een dergéint, datt mer de Strukturen 10% méi Moyene gi fir d'Personal, fir zousätzlecht Personal anzestellen. Et ass een dergéint, datt mer méi Formatioun ubidden, datt mer e Référent pédagogique hunn an datt mer dat Ganzt och nach kandgerecht maachen.

Wann een Nee stëmmt,...

(Interruption)

...da stëmmt een do dergéint an et stëmmt een och fir (veuillez lire: géint) eng däitlech Entlaaschtung vun de Familllje mat Kanner, mat ville Kanner, mat klenge Kanner hei am Land!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et mengt een haaptsächlech, datt Dir déi Ziler net erreecht, déi Der elo genannt hutt. Dofir stëmmt een dergéint!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...et ass keen Zil gesat, da brauch ee keent ze erreechen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Den Här Minister huet eleng d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- D'Madamm Hetto huet munneches och gesot, wat richteg ass. Näämlech wat richteg ass - Dir hat dat elo net erwaart vu mir, mä ech soen et nach eng Kéier ganz haart -:...

(Hilarité)

...Dir hutt munneches gesot, wat richteg ass! Näämlech wat kleng Kanner nach brauchen: Déi brauchen natierlech net nëmme Sproochen-input. Dat ass ganz evident. Déi musse ganzheetlech gefërdert ginn, hir Kreativitéit muss ënnerstëtzt ginn, hire Virwëtz muss ënnerstëtzt ginn, hir Bewegung muss ënnerstëtzt ginn, d'Motorik muss ënnerstëtzt ginn, déi sozial Kompetenze mussen ënnerstëtzt ginn. Ech denken, datt mer do eens sinn.

Mä, Madamm Hetto: Firwat hutt Der dann d'Gesetz iwwert d'Qualitéit an der Betreiung net gestëmmt virun iwwer engem Joer? Wou mer jo haut nach eng Kéier méi wäit ginn! Wann Der där doter Meenung sidd, datt dat doten alles esou wichteg ass, dann hätt Der dach am Februar 2016 hei misse mat Jo stëmmen!

(Brouhaha)

Une voix.- Genau! Richteg!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Mä ech weess, wéi et geet! Mat der CSV geet et näämlech ëmmer esou: Et dauert keng zéng Joer, et dauert wahrscheinlech emol keng fënnef Joer, da behaapt Der iwwerall, et wär Är Iddi gewiescht!

Villmools Merci.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister. D'Diskussiounen iwwert dëse Projet sinn elo ofgeschloss a mir fänken dann elo u mat der Ofstëmmung iwwert de Projet 7064.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7064 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmmung fänkt un. Dann d'Procurationsstëmmen. De Vott ass ofgeschloss.

Resultat: 32 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen an 2 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7064 est adopté par 32 voix pour, 26 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par M. André Bauler), Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marcel Oberweis) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Da wollt ech froen, ob Der d'accord sidd, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren.

(Assentiment)

Villmools Merci fir dëse grousse Projet.

Da komme mer schonn zu deem nächsten, wat och e ganz wichtege Projet ass, de sougenannte Projet „VieSo". Dat ass de 7010. Do geet et ëm d'Introduktioun an dem Enseignement fondamental vun engem Cours commun „Vie et société", deen och bestëmmte Saachen ëmännert. An ech hunn elo de Pleséier, fir direkt dem Här Lex Delles d'Wuert ze ginn als Rapporteur vun dësem Projet. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

9. 7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech verroden Iech bei dësem Projet de loi elo näischt Neies. Mir maache genau dat, wat mer schonn d'lescht Joer am Lycée gemaach hunn: Mir féieren eis Gesellschaft méi no zesummen.

Nodeems mer, wéi gesot, d'lescht Joer den „Vie et société" am Lycée agefouert hunn, maache mer elo dat nämlecht och an der Grondschoul. D'Reliouns- an d'Morallscoursë ginn also an der Grondschoul duerch en eenheetleche Cours „Vie et société" ersat.

Éier ech elo an d'Detailer ginn, erlaabt mer nach, Madamm Presidentin, e schnellen Historique iwwert de Reliouns- a Morallscours ze maachen. Bis 1968 hat de kathoulesche Reliounsunterrecht an eise Schoulen eng Monopolstellung, wann et drëm gaangen ass, d'Kanner an déi Jugendlech reliéis a moralesch ze erzéien. Den 10. Mee 1968 ass dës privilegéiert Stellung duerch e Gesetz op en Enn komm, notamment duerch d'Aféiere vun engem alternative Moralunterrecht am Enseignement secondaire an duerch d'Méiglechkeet, sech vun deenen zwee Coursen dispenséieren ze loossen.

30 Joer méi spéit gouf dunn och de Morallscours an der Primärschoul agefouert. Well awer ëmmer méi Schüler sech vun deenen zwee Coursen dispenséiere gelooss hunn an och vum System abuséiert hunn, gouf 2002 decidéiert, dës drëtt Méiglechkeet ofzeschafen. Säit deem Moment si mer also an der Situatioun, wéi mer se och bis haut kannt hunn.

An dëst soll sech awer elo änneren. De Regierungsprogramm vun 2013 gesäit näämlech vir - an ech zitéieren - «l'introduction d'un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels.»

Wat de Contenu vun deem neie Cours ugeet, huet d'Regierung drop gepocht, esou vill wéi méiglech Akteure mat anzebannen, fir dass dee Cours esou ëmfangräich wéi nëmme méiglech ka gestalt ginn. Et kann een also ganz kloer vun engem Entwécklungsprozess schwätzen, deen esou participativ wéi méiglech gestalt gouf.

Déi éischt Aarbechten zu deem Thema hu schonn 2014 ugefaang an hunn eng grouss Unzuel vun Akteure mat agebonnen. De Bistum, d'ALERF - also d'Association luxembourgeoise des enseignants d'éducation religieuse et morale dans l'enseignement fondamental -, d'Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique, déi national Kommissiounen, déi sech ëm d'Programmer vu Reliouns- respektiv Moralscoursë këmmeren, an d'Initiativ „Fir de Choix". Dës Aarbechten hunn ausserdeem Etüden aus dem Quebec, der Schwäiz an Däitschland enthal, fir ze kucken, awéiwäit esou ee Cours Erfolleg kéint hunn.

Am zweete Semester 2014 huet de Ministère vun deene verschiddenen Avisen, déi Der am geschriwwene Rapport fannt, eng Synthees gemaach a kontrovers, mä konstruktiv mat deene verschiddenen Akteure weider diskutéiert. An 2015 koum et dunn zu der Konventioun tëschent dem Lëtzebuerger Stat an de Glawensgemeinschaften, déi de Wee fir e gemeinsame Wäerteunterrecht fräi gemaach huet.

D'Entrevuë mat deenen zoustännegen Akteuren, wéi zum Beispill de Syndikater SEW an SNE, der Associatioun AHA, der Association luxembourgeoise des professeurs d'éthique, der Fédération générale des instituteurs luxembourgeois, der Ligue luxembourgeoise de l'enseignement an der Initiativ „Fir de Choix", hunn et erméiglecht, de Ramenlehrplan ze publizéieren, an deem d'Ziler an déi grouss Orientatioune vum Projet presentéiert goufen.

Am Joer 2016 goufen du schlussendlech déi Lehrerhandreichunge presentéiert, déi den Enseignant am Alldag a Saache Preparatioun guidéieren. Eraus koum de VieSo-Cours, dee sech a sechs Themefelder andeelt: „Ich", „Mensch, Natur und Technik", „Ich und die anderen", „Kultur und Kommunikation", „Lebensformen, Welt und Gesellschaft" (veuillez lire: an „Große Fragen"). An deem leschten (veuillez lire: zweetleschten) Themefeld geet et zum Beispill ëm déi grouss Froe vun eiser Gesellschaft an ëm d'Zesummeliewe vun all de Bierger.

Am Allgemenge kann ee soen, dass Theme wéi Weltreliounen, Kulturen, Gewalt an Aggressiounen, Léift, Partnerschaft a Sexualitéit behandelt ginn. Et geet also drëm, Wäerter, ob reliéis oder net reliéis, de Schüler ze vermëttelen, op déi si hiert ganzt Liewen och kënnen zréckgräifen.

Madamm Presidentin, et geet, wéi gesot, drëms, d'Schüler zesummenzefëieren a se net wéinst verschiddene Glawensrichtungen oder Weltuschauungen ze trennen. Dëse Wäerteunterrecht garantéiert soumat, dass jiddwereen, all Kand aus eiser multikultureller Gesellschaft, an dee Cours mat agebonnen ass. Et gëtt also kee méi wéinst sengen Iwwerzeegungen oder wéinst sengem Glawe respektiv Netglawe vernoléissegt. Gläichberechtegung an Neutralitéit spillen also eng ganz grouss Roll.

Ech wëll kloer betounen, dass et sech hei net ëm eng einfach Vermëschung vun deenen zwee ale Coursen handelt, mä et geet éischter drëm, op eng responsabel an opgeklärten Aart a Weis un déi verschidde Liewensfroen erunzegoen. Dës Approche ass och an der Recommandatioun vum Comité des Ministres am Conseil de l'Europe festgehale ginn, déi sech als Zil gesat huet «de poursuivre des initiatives dans le domaine de l'éducation interculturelle concernant la diversité des religions et convictions non religieuses afin de promouvoir la tolérance et le développement du 'vivre ensemble'».

Madamm Presidentin, mir komme jo méi spéit nach op d'Reprise vum Personal ze schwätzen. Loosst mech awer scho virgräifen, datt de Ministère sech immens vill Méi gemaach huet, fir jiddwerengem eng fair Offer op den Dësch ze leeën! Duerno komme mer jo nach eng Kéier dorobber zréck.

Loosst mech zum Schluss vu menger Ried awer nach eng Kéier betounen, wéi wichteg de Cours „Vie et société" fir d'Lëtzebuerger Schoul wäert sinn! An esou enger heterogener an diversifizéierter Gesellschaft, wéi mer se hunn, ass et wichteg, op d'Integratiounen opzebauen, sech zesummen un een Dësch ze sëtzen an ze probéieren, all Akteure mat anzebannen. Dëst ass just mat enger gemeinsamer Approche ze léisen: engem gemeinsame Wäertecours.

Madamm Presidentin, fir de Rescht verweisen ech fir d'Avise op mäi schréftleche Rapport. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Lex Delles. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären.

„Firwat soll ech änneren, wat gutt fonctionnéiert?" Dëse Saz vum Minister Claude Meisch iwwert d'Reform am Secondaire vun der leschter Woch, deen ass mer an Erënnerung bliwwen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Do hat deen emol recht!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Allerdéngs froen ech mech: Wann dat seng Maxime ass, firwat hält e sech net am Fall vum Reliounsunterrecht a vum Ethikunterrecht do drun?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Well dat net méi fonctionnéiert.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- 70% vun de Leit hu sech fir de Choix tëschent Relioun an Ethik ausgeschwat. Iwwer 25.000 Ënnerschréfte koumen zesummen, fir de Choix ze halen. Gutt zwee Drëttel vun den Elteren hunn hiert Kand am Fondamental an de Reliounsunterrecht ageschriwwen. An awer proposéiert de Minister der Chamber haut d'Ofschafung vum Choix tëschent Relioun an Ethik. An eigentlech proposéiert en d'Ofschafung vum kathoulesche Reliounsunterrecht.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Richteg!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Firwat? Hu Reliounen näischt an der Schoul verluer? Zur historescher Wourecht gehéiert jo wuel och, datt de Stat sech net vun Ufank un ëm d'Erzéiung vun de Kanner wierklech gekëmmert huet, mä datt d'Bildung och vu kierchleche Strukturen assuréiert gouf. Dat kann een elo gutt fannen oder net gutt fannen, mä et ass nun eemol eng historesch Tatsaach.

Lues awer sécher huet dat sech iwwert d'Jore geännert, mä eng reliéis Erzéiung an der Schoul ass bliwwen. Sécher war et net richteg an der Zäit, eng reliéis Erzéiung opzezwéngen. Kee soll seng Kanner musse reliéis erzéien, wann en dat net wëllt, mä déi reliéis Erzéiung vun haut huet mat verschiddene Virstellungen an Erfahrunge vu fréier näischt méi ze dinn.

An ech froe mech, ob vill Leit heibanne sech d'Méi gemaach hunn, sech de Programm vum aktuelle Reliounsunterrecht unzekucken. Vläicht hätte sech da munch Viruerteeler iwwer Indoktrinatioun opgeléist. Vläicht hätte Virstellungen, déi op schlechten Erfahrungen oder Temoignagë baséieren, sech da verännert. Mir schafen och Mathé a Franséisch net of, well verschidden Titulairen hirer Missioun net gerecht ginn.

Ob eng konfessionell reliéis Erzéiung an der ëffentlecher Schoul wierklech keng Plaz soll hunn, däerf een anescht gesinn. A mir stelle fest, datt et och an de meeschte Länner vun der Europäescher Unioun eng Offer vu konfessionellem Unterrecht weiderhi gëtt. An awer ass an deene Länner net a Fro gestallt, datt Stat a Kierch getrennt sinn.

An dofir kënne mer net novollzéien, datt de Prinzip vun engem neutrale Stat onweigerlech muss derzou féieren, datt et an de Schoule kee konfessionelle Reliounsunterrecht dierf ginn. A besonnesch och net, wann eng breet Majoritéit de Wonsch huet, datt hir reliéis Erzéiung och an der Schoul gestäipt gëtt.

Wéi een dat organiséiert, dat ass eng aner Fro. De Reliounsunterrecht hei am Land huet iwwert d'Jore jo och evoluéiert. An den Här Delles hat dat jo nach eng Kéier elo just rappeléiert. An och an anere Länner gëtt et verschidde Modeller. An de 16 däitsche Bundesländer ass et ganz ënnerschiddlech organiséiert, vu Flichtfach bis Optioun.

Vun eiser Säit wär sécher Bereetschaft do gewiescht, fir driwwer ze diskutéieren, wéi eng Plaz e konfessionellen Unterrecht an der Zukunft sollt hunn, mä esou eng Diskussioun war leider net méiglech an och net gewënscht. Et war de Majoritéitsparteie vill méi wichteg, schnell den euphoresche Moment vun enger Koalitioun ouni CSV ze notzen, fir Fakten ze schafen.

(Interruption)

Merci fir d'Confirmatioun. A vläicht ass et awer e bëssen ze spéit deem engen oder aneren aus de Reie vun der Majoritéit opgefall, datt de Wonsch no engem konfessionellen Unterrecht net nëmme vu Wieler vun der CSV gedeelt gouf. Wann iwwer zwee Drëttel vun den Eltere fir hiert Kand de Choix vum Reliounsunterrecht maachen, da kann et sech bei dëse Leit net nëmmen ëm CSV-Wieler handelen.

An och déi komesch Virstellung, elo kéint een emol der CSV de Fonds de commerce kuerz a kleng schloen, ass dach zimlech traureg. Eleng schonns d'Virstellung, datt jiddwereen, deen de Reliounsunterrecht besicht, duerno zu engem treien CSV-Militant gëtt...

(Interruption)

Lauschtert emol no!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, loosst den Här Zeimet schwätzen!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Loosst e schwätzen! Et gëtt interessant.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Eleng schonn d'Virstellung, datt jiddwereen, deen de Reliounsunterrecht besicht, duerno zu engem treie CSV-Militant gëtt, ass genausou enk geduecht, wéi ze mengen, datt jiddwereen, deen emol an d'Mass geet, en CSV-Wieler wier. Well et ass jo och net esou, datt jiddwereen, dee Golf spillt, en DP-Wieler ass, an net jiddwereen, dee Vëlo fiert, e grénge Wieler ass, an net all OGB-L-Member...

(Brouhaha)

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Den Niveau geet an d'Luucht!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- ...d'LSAP wielt. Dofir ass et bedauerlech, datt et bei eis ëmmer nach a ville Käpp déi al Trennlinne gëtt. An déi dach ganz,...

(Brouhaha et interruption par la présidence)

...ganz ideologesch Virgeeënsweis huet al Grief nees opgerappt.

Bei eisen Noperen, do gëtt déi Diskussioun vill manner parteipolitesch gefouert. An Däitschland plädéiert d'Andrea Nahles, fréier Juso-Presidentin, fréier Generalsekretärin vun der SPD, fir e Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul. „Raum schafe fir en echte Choix", esou d'Wierder vun der Madamm Nahles.

An och de grénge Ministerpresident vu Baden-Württemberg, de Winfried Kretschmann, ass an dëser Fro net op der Linn vun eise Gréngen. Et stellt sech also d'Fro, firwat dës Majoritéit net eng manner parteipolitesch an ideologesch Approche geholl huet, firwat sech net emol beméit ginn ass, fir Konsens an dëser Fro ze fannen.

Wann eng breet Majoritéit vun Eltere sech eng reliéis Erzéiung fir hir Kanner wënscht, firwat soll déi Erzéiung net kënnen an der Schoul eng Plaz fannen? Wann et net soll am obligatoresche Schoulprogramm sinn, firwat net als Optioun? Oder hu mer awer léiwer an Zukunft erëm méi Privatschoulen?

Fräiwëlleg reliéis Erzéiung, och e Bekenntnis, soll kënnen an enger fräier Gesellschaft eng Plaz an der Schoul hunn. Mir sinn a bleiwen der Meenung, datt de Wonsch an de Choix vun den Eltere respektéiert muss ginn. An deen ass an dësem Fall ganz kloer: Eng breet Majoritéit huet sech eng reliéis Erzéiung vun hire Kanner och an der Schoul gewënscht.

Madamm Presidentin, datt eng reliéis Wëssensvermëttlung an der Schoul eng Plaz soll hunn, gëtt bal vu kengem a Fro gestallt. Wéi soll een déi Welt verstoen, an där mer liewen, wann een net Mindestkenntnisser iwwert d'Weltreliounen huet? Et ass jo net esou, wéi wann de Glawen an d'Reliounen op dëser Welt keen Afloss op dat politescht a gesellschaftlecht Liewen hätten. Ob a wat ee gleeft, ass wuel eng ganz perséinlech Decisioun, mä de Glawen a wat e bewierkt, huet och eng gesellschaftlech an, jo, och eng politesch Dimensioun. Am Gudden a leider och am manner Gudden.

D'Vereenegt State sinn net zulescht gegrënnt gi vu Leit, déi wéinst hirem Glawen hu missen eng nei Heemecht sichen. Si sinn och op dem Prinzip vun der Glawensfräiheet an der Trennung vu Kierch a Stat gegrënnt ginn. Viru 50 Joer war et fir vill Amerikaner nach ëmmer ondenkbar, datt e Katholik soll kënnen hire President ginn.

Wéi wëllt een d'Amerikaner verstoen, wann ee keng Notioun huet vu verschiddene reliéisen Iwwerzeegungen? Wéi wëllt een novollzéien, wat sech am Noen Osten ofspillt, am arabesche Raum ofspillt an direkt Konsequenzen op eist Liewen huet,...

(Interruption)

...wann ee keng Notiounen huet vu verschiddene reliéisen Iwwerzeegungen? D'Welt ass net manner reliéis ginn. Sécher gi Reliounen, gëtt de Glawen dacks méssbraucht, haut wéi an der Vergaangenheet. Mä mir wiere schlecht beroden, eise Kanner virzegauckelen, dat géif et net ginn oder et wier net wichteg, et ze verstoen.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Och wann de Stat neutral ass, heescht et net, datt de Stat soll blann si géintiwwer dem Glawe vu senge Biergerinnen a Bierger. Eng reliéis Wëssensvermëttlung wier sécher net vu Muttwëll, wann ee sech den aktuelle Slogan vun der DP fir d'Gemengewahlen ukuckt: „Mat Häerz a Séil."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- „Mat Häerz a Séil."

M. Claude Lamberty *(DP).*- E ganz gudde Slogan.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Déi Liberal schéngen also elo d'Existenz vun der Séil ze akzeptéieren oder...

(Brouhaha général)

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Elo rutscht et awer an de Cabaret of hei!

Une voix.- Dat heescht, d'Séil ass nëmme kathoulesch, oder wéi?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Berouegt lech! De Slogan schéngt ze gräifen. Den Här Zeimet huet d'Wuert.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin.

(Brouhaha)

Entweder wësse se net, wat d'Séil ass, oder si hunn et net verstan. Op alle Fall kann een do nëmme staunen.

(Brouhaha et interruption par la présidence)

Datt grad déi Partei, déi sech virdréckt, fir all Reliéises aus dem Gesellschaftsliewen ze verbannen, grad elo mat der Séil operéiert, fir hiert Engagement ze bezeien!

Eng neutral Wëssensvermëttlung iwwer Relioune muss also och an der Schoul eng Plaz hunn.

Madamm Presidentin, kann den neie Cours „Vie et société" dat leeschten, esou wéi et den deklaréierte Wëlle vun der Majoritéit ass? Mir sinn do méi wéi skeptesch, well mer den Avis vum Conseil des cultes gelies hunn. An de Conseil des cultes, wou all reliéis Gemeinschaften dra vertruede sinn, an net nëmmen déi kathoulesch Kierch - just datt et net zu engem Mëssverständnis kënnt -, huet a sengem Avis festgehal, datt de Programme-directeur zu „Vie et société" net de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe gerecht gëtt.

«Il constate que le nouveau cours exclut largement le fait religieux», heescht et am Avis. Relioune spillen an deem Programm, esou wéi e bekannt ass, kaum eng Roll. A si hunn och an der Formatioun kaum eng Roll gespillt. Wat soll ee sech och vu Wëssen iwwer Reliounen an deene puer Stonnen uneegnen? De konfessionelle Reliounsunterrecht ass ofgeschaaft an d'Ethik gëtt generaliséiert. D'Relioun ass dobäi marginaliséiert.

Dës Recommandatiounen, déi och vum Conseil de l'Europe stamen, wou e seet, et géif net nëmmen drëms goen, fir de Glawe weiderzeginn, a virun allem géif et och drëms goen, Jonken ze vermëttelen, datt vill Leit sech eben och aus deene Quellen inspiréieren. An aacht Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg hunn dat opgegraff a proposéiert, e gemeinsame Cours auszeschaffen. Mä dës Offer ass, wéi mer wëssen, direkt emol refuséiert ginn. An et ass net emol driwwer diskutéiert ginn. Den neie Cours, dovu si mir iwwerzeegt, wäert kaum eng Wëssensvermëttlung iwwer Reliounen a Glawen assuréieren.

Madamm Presidentin, zu menger Schoulzäit, do gouf et Heimatkunde. An do krute mer eis Gemeng, hir Geschicht méi no bruecht. Duerno koume Geo a Geschicht derbäi. Also ass et vum Klenge bis zu deem Grousse gaang. Géint e Cours, deen eise Kanner méi no bréngt, wéi mer zesummeliewen a wou mer hierkommen, huet keen eppes. Eng Biergerkunde, eng Instruction civique, wéi eise Stat an eis Gesellschaft am Klengen an am Grousse fonctionnéieren, dogéint huet keen eppes.

Och doriwwer hätte mer kënne schwätzen a mir hätte bestëmmt och e Konsens fonnt, wann en dann emol gesicht gi wier, mä dat eleng soll „Vie et société" jo net sinn. E gemeinsame Wäerteunterrecht soll agefouert ginn, heescht et an huet et ëmmer geheescht. Dat géif jo da bedeiten, datt mer vum Stat aus Wäerter viraussetzen, déi jiddwereen dann emol ze deelen huet. Spéitstens elo missten all Liberalem hei am Haus d'Hoer zu Bierg stoen.

Fir datt mer eis net falsch verstinn,...

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann ech dat doten héieren, dann ass dat och esou, well et ass näämlech guer net esou an der Realitéit.

Une voix.- Jo!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Fir datt mer eis richteg verstinn: Mir menge schonns, datt et eng ganz Rei vu Wäerter gëtt, déi mer deelen a sollen deelen, mä mir wëssen och, datt mer eis an der Gewiichtung vun dëse Wäerter net ëmmer eens sinn. D'Spannung tëschent Fräiheet a Gläichheet ass eng Trennlinn, déi bis haut am politesche Liewe gëllt.

Kënne mer also staatlech dekretéieren, wéi eng Wäerter ze gëllen hunn? Oder musse mer net éischter Wäerter liewen, Wäerter, déi eis da guidéieren an déi eis Gesetzer inspiréieren?

Mir kënnen driwwer informéieren, wat an eiser Constitutioun steet, wat d'Mënscherechter sinn, op wéi enge Prinzipie se opbaut, mä de Stat ass net den Träger vun de Wäerter. De Stat setzt de Kader vum Zesummeliewen. Den Träger vun de Wäerter sinn d'Mënschen, déi aus verschiddene Richtunge kommen a verschidden Iwwerzeegungen hunn.

An dofir kann e Bekenntnis zu dëse Wäerter an en Akzeptéiere vun dëse Wäerter am eegene Liewen, an eisen Aen, net eesäiteg staatlech vermëttelt ginn. Well et gëtt net nëmmen ee Wee, well mer dem Stat eng Wäertevermëttlung net zoutrauen an och aus historescher Erfahrung wëssen, datt et net seng Aufgab ass a soll sinn.

„Der freiheitliche, säkularisierte Staat lebt von Voraussetzungen, die er selbst nicht garantieren kann", esou de Statsrechtler Ernst-Wolfgang Böckenförde. De Stat ass drop ugewisen, datt et an der Gesellschaft, déi en dréit, e Wäertekonsens gëtt. Dat kléngt paradox, dat ginn ech gären zou. Wa mer der Meenung sinn, datt de Stat soll neutral sinn, kënne mer net zäitgläich soen, de Stat soll d'Vermëttlung vu Wäerter garantéieren. De Stat kann zoustänneg si fir eng neutral Wëssensvermëttlung, awer net fir e Bekenntnis vu Wäerter, net fir eng Vermëttlung vu Wäerter.

Geet eng ganz reng neutral Wëssensvermëttlung duer, fir eng Gemeinschaft zesummenzehalen? Déi eng, déi gleewen dëst, déi aner gleewen dat. Déi eng gleewen näischt, déi aner wëllen net gleewen. Déi eng zweifelen, gleewen, wësse vläicht net genau, wat se gleewen. Mir wëllen op alle Fall kengem eppes opzwéngen. A mir däerfen och keen zu enger reliéiser Iwwerzeegung zwéngen.

Mir däerfen dann awer och keng Elteren zwéngen, hir Kanner an eng staatlech Wäertevermëttlung ze schécken. Och de Conseil d'État huet drop higewisen, datt et schonn e Spagat ass, fir d'Kanner net an eng Konfliktsituatioun ze bréngen tëschent deem, wat doheem vermëttelt gëtt, an deem, wat an der Schoul vermëttelt gëtt.

Mir wëssen, datt net all Familljeliewen harmonesch ass an datt d'Wäertevermëttlung net an all Famill gelieft gëtt. Mä dat bréngt eis awer sécher net zur Konklusioun, datt de Stat elo soll dës fundamental Missioun vun der Famill iwwerhuelen, well mir der Opfaassung sinn, datt et eng Decisioun vun den Elteren ass, wéi eng Erzéiung se de Kanner wëllen zeguttkomme loossen. An ech soen et nach eng Kéier: Zwee Drëttel vun den Elteren hunn hir Kanner an d'Relioun ageschriwwen.

Well mer der Meenung sinn, datt Traditioune sollen och respektéiert ginn, well se och fir den Zesummenhalt eng wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft erfëllen, jo, och eng Gesellschaft ausmaachen, well mer net erkennen, datt den neie Cours eng seriö reliéis Wëssensvermëttlung garantéiert, well mer kee staatlechen Eenheetswäertecours wëllen, dofir stëmme mer géint dëst Gesetz.

Et hätt ee sech aner Modeller kënne virstellen, déi manner radikal a manner kontrovers gewiescht wieren, déi manner Sträit an och manner Enttäuschung provozéiert hätten. Mä et wor net gewollt. Mir bedaueren dat!

An ech soen awer dem Rapporter Merci fir säi Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ech hunn eng Wuertmeldung, Här Zeimet. Ass et eng Fro un den Här Zeimet?

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Et ass fir den Här Zeimet, jo.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Den Här Fayot wollt lech eng Fro stellen, Här Zeimet.

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Ech hunn dem Här Zeimet elo gutt nogelauschtert. Hien huet, mengen ech, sënngemëiss gesot, dass de Stat sech soll eraushalen an deemno wéi dann och d'Schoul aus der Wäertevermëttlung, déi mer eise Jugendleche solle ginn. Dat heescht, den Här Zeimet ass net der Meenung, dass d'Schoul e Recht, eng Roll huet an der Vermëttlung, an der Verteidegung vun deene Grondwäerter, déi an eiser Verfassung zum Beispill verankert sinn: d'Grondrechter, d'Liberté publique, d'Mënscherechter. Dat sinn alles Grondwäerter vun der Lëtzebuerger Gesellschaft, vun der Europäescher Unioun.

An dat heescht, Dir sidd der Meenung, dass dat keng Roll ze spillen huet an der Lëtzebuerger Schoul?

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Neen! Ech mengen, dann hutt Der awer net ganz gutt nogelauschtert, well ech jo grad gesot hunn, datt mer als Stat och doriwwer sollen informéieren, wéi mer fonctionnéieren als Stat, wéi mer als Gemeinschaft och zesumme fonctionnéieren; mä fir datt een déi Wäerter dréit, fir d'Vermëttlung vun de Wäerter. A Bekenntnis zu Wäerter, dat ass net d'Aufgab vum Stat, dat ass d'Aufgab vun deenen, déi de Stat droen. Dat sinn d'Familljen, dat sinn och Parteien, dat si Gewerkschaften, dat sinn awer och d'Kierchen a reliéis Gemeinschaften.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci nach eng Kéier dem Här Zeimet. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir d'lescht Joer fir d'Aféierung vum VieSo an de Lycéeë gestëmmt hunn, da wäert et lech natierlech och net wonneren, dass d'Demokratesch Partei natierlech och d'Aféierung vum selwechte Cours an eiser Grondschoul begréisst.

D'Grënn, firwat mir derfir stëmmen, sinn am Fong déi nämlecht wéi d'lescht Joer. Mir wëllen eng Schoul, déi eis Schüler net trennt an a verschidde Klassesäll opdeelt, wann et ëm déi essenziell Elementer vun eisem Zesummeliewe geet, wann et ëm déi grouss Liewensfroe geet, jo, wann et ëm Reliounsfroe gëtt. Mir wëllen hei den Dialog tëschent deene verschiddene Liewensopfaassungen a Glawensrichtunge schafen.

Fir d'Demokratesch Partei huet eng ëffentlech Schoul d'Aufgab, eng Plaz fir den Dialog ze schafen, d'Kanner zesummenzeféieren, dass si kënne vuneneen a matenee léieren, amplaz se a wichtege Froen iwwer eis Gesellschaft wéinst ënnerschiddleche privaten Usiichten, meeschtens am Elterenhaus, ze trennen. Mir wëllen eng ëffentlech Schoul, déi reliounsneutral ass, mä de private Glawe vun allen Eenzelne respektéiert.

Lëtzebuerg ass haut eng Gesellschaft, déi an deene leschte Joren eng staark Evolutioun erlieft huet. Gëschter huet de Statec eng nei Nott dozou publizéiert. Zu Lëtzebuerg liewe mëttlerweil ronn 590.600 Leit mat ronn 170 verschiddenen Nationalitéiten. Dat sinn ënnerschiddlech Leit, dat sinn ënnerschiddlech Nationalitéiten, déi an eiser Gesellschaft en Doheem fonnt hunn, an enger Gesellschaft, déi op reliounsiwwergräifend Wäerter wéi Respekt, Toleranz an Akzeptanz baséiert ass.

Mir sinn haut ebe vill méi multikulturell, vill méi international, multiethnesch oder och multireliéis wéi am leschte Jorhonnert. Eist friddlecht Zesummeliewen an där Gesellschaft, eis Weltoppenheet, dat si Saachen, déi eis iwwert d'Grenzen ewech auszeechnen an op déi mir wierklech kënnen houfreg sinn.

Dat gëllt och fir eis Jéngst. Och si wuesse ganz natierlech an eiser multinationaler Gesellschaft op. Si schléisse Frëndschafte mat Kanner vun anere Kulturen a Reliounen, genéissen d'Kichen aus allen Ecke vun der Welt. Si héieren a verstinn oder schwätzen zum Deel souguer déi Sproochen, déi se bei hire Kolleegen am Haus héieren. Alles dat geschitt ganz natierlech, ouni Zwang. Si liewen a spillen zesummen. Bis se dann an d'éischt Schouljoer kommen. Do gi se getrennt opgrond vun eppes, wat hinne bis elo friem war: dat „Aaneschtsinn", dat „Aaneschtgleewen". Ech fannen, dass dat net de richtege Wee ass. Dat ass net eppes, wat mer solle vermëttelen.

(Interruption)

Madamm Presidentin, beim neie Wäerteunterrecht geet et drëms, d'Realitéit vun eiser multikultureller a multireliéiser Gesellschaft an der Schoul ze thematiséieren an ze verdéiwen. Der Politik hir Aufgab ass et, op d'Froen, déi sech duerch gesellschaftlech Veränneruge stellen, eng Äntwert ze fannen. Dat erfuerdert heiansdo Courage, mä et ass a bleift absolutt noutwendeg.

Madamm Presidentin, wat ass dann d'Zil vum VieSo? D'Kanner sollen hir eege Wäerteuerdnung opbauen a gläichzäiteg léieren, deenen aneren hir ze respektéieren. Et soll eng engagéiert Ausenanersetzung si mat de grousse Liewens-, Gesellschafts- a Reliounsfroen. Toleranz a Respekt virun deem anere stinn dobäi am Vierdergrond. Toleranz a Respekt sollen de Schlëssel fir d'Kanner sinn, fir dass se déi weltwäit Zesummenhäng verstinn. Si sinn dofir vu grousser Wichtegkeet am Léierprozess an am Erwuessegi vun all eenzelnem Schüler. Et gëtt zudeem eng kritesch-reflexiv Approche gefërdert. De Cours soll de Kanner e Wee weisen, wéi se kënnen denken, an net, wat se mussen denken oder gleewen.

Eis Klassesäll spigelen d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft erëm. Mir hu Kanner aus ënnerschiddlechen Elterenhaiser, aneren Hierkonften, mat anere reliéise Glawensrichtungen oder philosopheschen Usiichten. Dëse Cours soll de Fokus dofir op dat leeën, wat eis verbënnt, amplaz op dat, wat eis trennt.

Madamm Presidentin, esou e Cours mat esou sensibele Sujete rëselt een och net einfach esou aus dem Aarm. Der Regierung war et dofir vun Ufank u kloer, dass et éischtens seng Zäit brauch, fir esou e Cours op d'Been ze stellen, an zweetens, dass dëst net kéint vun uewen erof geschéien.

Mir begréissen et dofir ausdrécklech, dass sech am Virfeld dofir vill konzertéiert gouf. De Rapporteur Lex Delles, deem ech hei och Merci soe fir säin exzellente Rapport, ass drop agaang. Et huet een Avise gefrot, sech mat den Akteuren un en Dësch gesat an Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff. Dat ass vum Bistum bis bei déi laizistesch Associatioune gaangen. Et gouf also op Participatioun gesat an op e breeden Dialog, fir dee Cours zesummen auszeschaffen. Dofir wonnert et een och net, dass de Cours weder antireliéis nach areliéis ass, och wann ëmmer erëm probéiert gëtt, dat esou duerzestellen.

Ech ënnersträichen et ganz kloer: Et ass kee Fach géint iergendeen oder iergendeppes, mä et ass am Géigendeel e Fach fir eist gemeinsamt Zesummeliewen an eiser Gesellschaft.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- D'Reliounen, also net nëmmen de kathoulesche Glawen, si feste Bestanddeel vun deem Cours. Ech fannen, dass dat an dësen Zäiten och immens wichteg ass. An ech fannen et och immens schued, dass et der CSV hei u Courage feelt, fir en zäitgeméissen, moderne Cours unzëerkennen.

(Interruption)

Et geet ëmmerhin hei awer ëm Mënscherechter a Kannerrechter.

(Interruptions)

An ech wëll dann och nach eng lescht Remarque a Richtung CSV soen: Et ass net esou, dass d'Séil just un d'CSV géif goen.

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Ech mengen net, dass Der e Monopol op dat Wuert hutt.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Madamm Presidentin, wann Der erlaabt: Ech mengen awer, datt den Här Lamberty elo beweist, datt e wierklech net weess, wat d'Séil ass.

Plusieurs voix.- Jo.

(Brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Majo, ech hat mech drop gefreet, dass Dir dat hei géift erklären, mä et ass näischt komm!

(Interruptions)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dem Här Bauler...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Lamberty!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- ...trauen ech zou, datt e weess, wat et ass.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Zeimet, Dir sidd fäerdeg. Den Här Lamberty huet eleng d'Wuert.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Well Dir hutt jo domat ugefaangen, dofir hunn ech drop gewaart, dass Der mer et géift erklären!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay, Här Lamberty, wann Der wëllt virufueren!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Dobaussen héiert een dann och ëmmer erëm, dass de Stat elo géif virginn, u wat ee soll gleewen oder wat richteg oder falsch wär. Mä och dat ass net esou. Am VieSo fënnt keng Missionéierung statt, weder an déi eng Richtung nach an déi aner. Dat wär och am Widdersproch mat der gewollter Neutralitéit. D'Kanner solle selwer hir Wäerteuerdnung zesummebauen.

Laanscht d'Grondsätz an d'Fundamenter vun eiser Gesellschaft, an dozou zielen eis Verfassung, d'Mënscherechter, géigesäitege Respekt, Toleranz, féiert kee Wee derlaanscht. Dat soll een dann och ganz kloer soen. Fir alles, wat doriwwer erausgeet, gëtt de Stat net vir, wat richteg oder falsch ass. Dat ass d'Realitéit an dat ass, firwat mat dësem Gesetz a mat dësem Projet eng gutt a modern Wëssensvermëttlung a Wäertevermëttlung an eise Grondschoule wäert ukommen. An dat ass och de Grond, firwat mir als DP-Fraktioun dat Gesetz wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

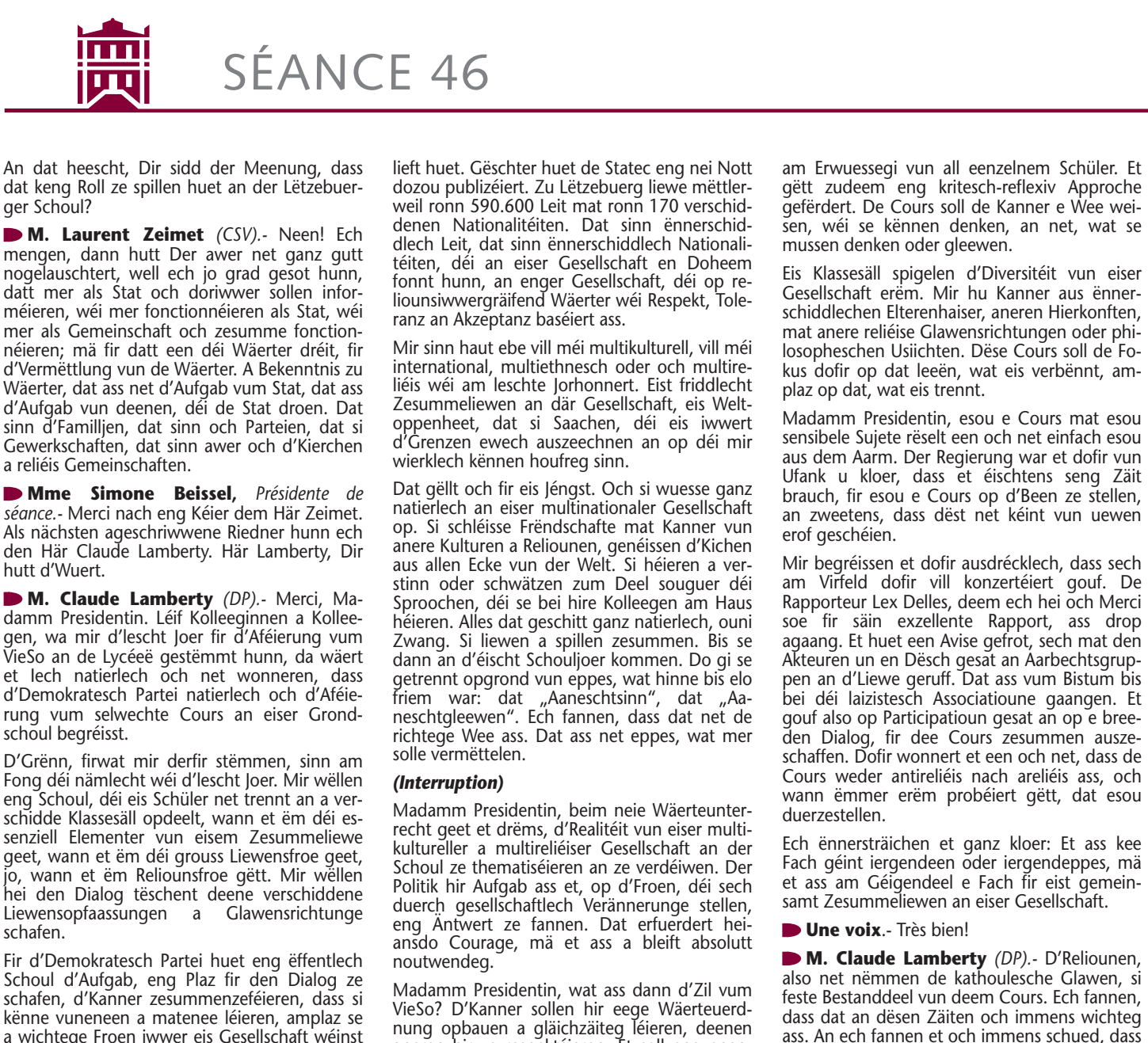
Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Lamberty. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Goerges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Vu dass mer hei schonn de Wäerteunterrecht, de VieSo, am Secondaire agefouert haten an dunn och schonn driwwer diskutéiert haten, en elo am fundamentalen Unterrecht aféieren, vu dass mer am Kader vun der Aféierung schonn eng Debatt an der Chamber haten, vu dass mer den 23. Februar 2016 hei schonn eng Interpellatioun haten op Ufro vu menger Kolleegin Taina Bofferding iwwer och dëse Sujet a vu dass mer d'Petitionäre vun „Fir de Choix" an der Chamberskommissioun och héieren hunn an och au vu vum exzellente Rapport vun dem Här Delles, wollt ech mech u sech nach e bësse méi kuerz faassen haut bei dësem Thema. Mä ech muss elo awer vläicht nach e bësse méi wäit aushuelen. Ech kommen awer herno nach eng Kéier drop zréck. Dir braucht awer keng Angscht ze hunn, ech zitéieren hei net aus dem Alen Testament, sou wéi ech dat d'leschte Kéier gemaach hat.

Une voix.- Oh!

M. Georges Engel *(LSAP).*- D'Positioun vun der LSAP huet sech an all deenen Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, net geännert. D'LSAP huet an hirem Wahlprogramm 2013 stoen: „die Einführung eines einheitlichen, religionsneutralen Werteunterrichts in allen Grund- und Sekundarschulen", an dat wäert och haut geschéien.



Am Regierungsprogramm, de Lex Delles huet et virdrun opgezielt, steet et och ganz kloer dran, do sti véier Termen, déi ganz wichteg sinn: dass et en „cours unique“ gëtt, ee Cours fir alleguerten d'Kanner, dass et en „cours neutre“ gëtt, een, deen also net un eng Relioun gebonnen ass, dass et e Cours ass, deen „éducation aux valeurs“ wäert maachen an e Cours wäert sinn, deen „à tous les élèves“ wäert kënnen enseignéiert ginn. Dat ass eis extrem wichteg.

Iwwregens hat d'CSV jo och eppes an hirem Wahlprogramm 2013 stoen: Si wéilten de Wäerteunterrecht am Secondaire aféieren.

(Interruption)

Si waren dunn awer, wéi mer deen heiten agefouert hunn, leider dergéint.

Une voix.- Si haten et vergiess.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Vläicht si se dann haut fir dëse Cours, well dee steet net an hirem Wahlprogramm. Dat wier jo da wéinstens eng Logik.

Ganz wichteg ass, dat wéilt ech awer och nach hei ernimmen, et däerf een net vergiessen, dass d'Ofschafe vum Reliounscours an d'Aféierung vun dem Wäerteunterrecht op engem Accord berout, deen tëschent der Regierung an dem Bistum gemaach gouf am Januar 2015. Et muss een dat ëmmer nach eng Kéier rappeléieren. Och dat, mengen ech, ass wichteg, dass een dat seet.

(Interruption)

Iwwert d'Coursen, wéi dass se ukommen dobaussen, d'Coursen, déi den IFEN ubitt, muss ee soen, dass do e groussen Undrang besteet. Schonn dausend Interessenten hat den éischte Cours. Deen zweete Cours, deen am Hierscht soll ulafen, soll och fir 1.200 Leit nach eng Kéier sinn. Dat si 16 Stonne Cours, déi do gemaach ginn. Mä ech kommen herno nach eng Kéier an deem nächste Projet de loi op d'Personal ze schwätzen. Dat ass och e ganz wichtege Projet de loi.

Den Här Zeimet schéngt de Cours, dee mer hei wëllen aféieren, awer decidement net gelies ze hunn. Ëm wat geet et an dësem Fach? De kulturellen Hannergrond vun de Kanner a vun de Jugendlechen, dee gëtt an eisem Land ëmmer méi villfälteg. Dat ass eng gesellschaftlech Realitéit an där muss een och an d'A kucken. Mir liewen net méi 1968. Dat war e ganz gutt Joer, mä mir liewen awer net méi an deem Joer. D'Welt huet evoluéiert, d'Welt ass virugaangen, an och hei zu Lëtzebuerg. Also gehéieren och aner kulturell Hannergrënn an eis Lëtzebuerger Gesellschaft. Déi reliéis an déi moralesch Iwwerzeegunge vun de Famillje sinn net méi déi, wéi se nach viru 50 Joer waren.

D'ëffentlech Schoul muss also e Raum bidden, e Raum vun Dialog schafen. Mir brauchen en Zesummeliewen, wou mat Respekt an Toleranz mat dëser Diversitéit ëmgaange gëtt. VieSo bréngt also d'Kanner, et ass hei scho wéivillmol gesot ginn, beieneen an dividéiert se net an déi, déi gleewen, an an déi, déi net gleewen.

D'Ziler si ganz respektabel. An déi Ziler vun deem Cours misst awer heibannen, mengen ech, jiddweree kënnen deelen: d'Förderung vun der Toleranz, déi op Wëssen opbaut, d'Förderung vun demokratesche Wäerter, vun universelle Wäerter an enger Gesellschaft, déi vu ville Kulture beaflosst gëtt. An der Zäit, wa mer an der Primärschoul waren, op alle Fall zu menger Zäit war et esou, do war vläicht een Netlëtzebuerger an der Klass. Haut ass et ganz oft anescht an de Klassen. Haut hu mer oft Klassen, wou ee Lëtzebuerger dran ass, mat all deene kulturelle Begebenheeten, déi da matkommen.

Reliounen, an dat wëll ech dem Här Zeimet awer ganz kloer soen, gehéieren zu eiser Traditioun, déi eist dagdeeglecht Liewe méi oder manner geprägt huet. A fir dat ze verstoen, wéi dass eis Gesellschaft fonctionnéiert, muss ee Reliounen och erklären. A Relioune gehéieren och zu dësem Cours. Wann een de Cours dann och gelies huet, da konnt een dat och ganz kloer dran erkennen. Also et soll mer keen elo hei soen, dass iwwerhaapt net méi vu Reliounen an deem Cours geschwat gëtt!

Wat et awer net méi gëtt, an dat ass dee groussen Ënnerscheed: Et gëtt kee Bekenntnis zu enger Relioun. Dat ass e groussen Ënnerscheed zu deem Cours, wéi et en haut gëtt. Mä Relioune mussen erkannt ginn, a bei Relioune muss erkannt ginn, wat d'Relioune wëllen. An dat soll an deem Cours hei och erkläert ginn.

Da gëtt et eng kritesch-reflexiv Ausenanersetzung iwwer Froen, iwwer Iwwerleeungen, Erfahrungen aus dem Liewe vum Kand. Déi sollen d'Kand zu engem kriteschen an differenzéierten Nodenken ureegen.

An dann, dat drëtt grousst Zil, dat sinn dann déi grouss Liewens- a Gesellschaftsfroen, iwwert de Sënn vum Liewen, natierlech kandgerecht opbereet, déi sollen do natierlech och diskutéiert ginn.

An dat sinn alles Wäerter, zu deene mir vun der LSAP kënne stoen an och wäerte stoen. An ech sinn och ganz houfreg, dass mer dee Cours hei haut dann definitiv wäerten aféieren.

Zur Argumentatioun awer vum Choix, dat gouf jo och virdrun e puermol hei ernimmt. Wéi ee Choix hunn d'Leit dann haut? D'Leit hunn haut de Choix tëschent dem kathoulesche Reliounsunterrecht an tëschent engem anere Cours. Wéi ass et da mat den Zeugen Jehovas, mat der neiapostolescher Kierch, mat dem Islam, mat de Judden, mat den Hinduen a mat den afrikanesche Reliounen? Mat all deenen anere Reliounen? A gitt emol eng Kéier kucken, wivill Reliounen et iwwerhaapt gëtt! Fir esou vill Coursen hätte mer jo guer keng Zäit, fir dat an der Schoul anzeféieren.

Duerfir, de Choix, dee war awer nëmmen zimlech limitéiert! A mat deem neie Cours hei ginn alleguerten déi grouss Reliounen thematiséiert, hir Geschicht, hir Wäerter, a souguer déi Relioune vläicht, déi net am Cours direkt virgesi sinn, mä wann e Kand aus senger Erfahrung ka schwätzen, da gëtt an deem Cours hei och doriwwer geschwat.

Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat an deem kathoulesche Reliounsunterrecht, dee bis elo an der Schoul war, och gemaach ginn ass. Jo, ech mengen dat och! Ech mengen, do ginn et och, goufen et och ganz vill ganz respektabel Enseignanten, déi dat och ganz gutt gemaach hunn.

(Interruptions)

Dann, dee Choix, deen Dir ëmmer preconiséiert, deen huet - an dat war esou an dat kënnt Der och net leugnen - eng Trennung tëschent de Kanner bruecht. Dat ass, wéi wann een eng Trennung iwwert de Choix vun der Mathé oder vun de Sprooche géif maachen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Genau dat hu mer am Cycle inférieur festgehalen d'lescht Woch!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass an deem heite Cours esou gemaach ginn, dat gëtt an deem heite Cours awer, dee mer elo hei aféieren, nei aféieren, net méi gemaach. Hei geet dat net méi iwwert den Niveau vum Glawen, mä et gëtt en „Vie et société“-Cours agefouert, deen also net méi zu deenen onnéidege Spannunge wäert féieren, zu deenen e virdru gefouert huet.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Wou waren dann do Spannungen?!

M. Georges Engel *(LSAP).*- An da vläicht och nach e Wuert zu deem, wat den Här Spautz an der leschter Interpellatioun hei gesot huet: Mir géifen elo d'Reliounen ofschafen.

Ma dat ass natierlech net de Fall! Déi eng Relioun gëtt aus der Schoul erausgeholl, mä iwwert d'Reliounen allgemeng gëtt an der Schoul weider geschwat. Si ginn also net ofgeschaaft, och dat muss een eng Kéier kloer soen. Dat gëtt gären dobaussen esou falsch rapportéiert. D'Relioune ginn net ofgeschaaft. Et kann een d'Relioun och weider liewen. D'Reliounsfräiheet ass ee Recht, wat an internationale Mënscherechts- an an internationale Konventioune steet, an zu deem steet mat Sécherheet dës Regierung och nach ëmmer. Duerfir, et soll ee wa méiglech esou Saachen och net zielen.

Oder ob mer elo...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Engel?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo?

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Erlaabt Der, dass den Här Zeimet Iech nach eng Fro stellt?

M. Georges Engel *(LSAP).*- Majo bien sûr.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Här Engel. Dir hutt elo just gesot, et wär zu Spannunge komm wéinst dem Choix. Duerfir géif ech gäre froen, ob Der eis dann e Beispill kënnt ginn, wou et da konkret zu Spannunge gefouert huet, well et e Choix gouf tëschent Reliounsunterrecht an Ethikunterrecht.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ma ech kann Iech do gären e konkret Beispill gi vun enger Persoun, déi ech ganz gutt kennen an déi net am Reliounsunterrecht war, mä déi an dem Morallsunterrecht war, an déi da gesot krut, wou se drop ugeschwat gouf iwwer Gott an esou weider: „Jo, mä dir, Kanner, dir sidd jo net gleeweg, dir gitt souwisou direkt an d'Hell!“ Wann een dat engem klenge Kand seet, mengen ech schonn, dass dat eng Spannung kéint sinn.

(Brouhaha)

Dat sinn déi Situatiounen, déi et an der Schoul ginn.

Här Zeimet,...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Da loosst den Här Engel elo erklären, wann ech gelift!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här Zeimet, dat sinn déi Situatiounen, déi et an der Schoul ginn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, e bësse Rou! Den Här Engel huet eleng d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech mengen net, dass Dir wëllt, dass dat soll gesot ginn, mä déi ginn et awer an der Schoul. Déi kënnt Der net leugnen, mä déi ginn et.

(Brouhaha)

Déi ginn et op alle Fall net méi opgrond vun dësem Cours.

(Interruption)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift! Här Engel, Dir hutt eleng d'Wuert.

Här Engel, wann Der wëllt virufueren.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, ech fueren och direkt weider. Wat...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Allez!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Wat mech...

(Interruption)

Wat mech nach gefreet huet, ze héieren, oder neen, net gefreet huet, wat mech nach gewonnert huet, ze héieren, an dat léisst awer déif blécken - an dat léisst awer déif blécken! -, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, dass, wéi den Här Zeimet gesot huet, de Reliounsunterrecht de „Fonds de commerce“ vun der CSV wär. Ma dat...

(Brouhaha)

Dass mir elo mat deem Reliounsunterrecht hei de Fonds de commerce vun der CSV géifen zerschloen, dat hutt Der gesot! Ma dat léisst ganz déif blécken! Ech wéilt dat och just esou, kommentarlos hei stoe loossen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP fir dëse Cours. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Madamm Presidentin, viru bal genee engem Joer hate mer hei an der Chamber de Projet de loi 6967 debattéiert a leider och nëmme mat de Stëmme vun der Majoritéit d'Gesetz gestëmmt. An domat hate mer d'Decisioun geholl, datt am Secondaire keng zwee Coursë méi, an zwar e sougenannte Reliouns- an e sougenannte Morallsunterrecht wären, mä datt mer ee gemeinsame Cours fir all Schüler hätten.

Mir haten och deemools, de 7. Juli 2016, eng lieweg Diskussioun a mir waren e bëssen erstaunt doriwwer, datt d'CSV de Projet net matgestëmmt hat, well en eigentlech op der Linn vun hirem eegene Wahlprogramm louch. An ech muss awer soen, méi erstaunt war ech perséinlech iwwert de Vott vun eise Kolleege vun déi Lénk, well ech eigentlech gemengt hat, si hätten den historesche Moment als solchen erkannt, mä gutt!

Zënterhier ass et zimlech roueg ginn ëm dat neit Fach am Secondaire. D'Uelzecht zitt weider duerch d'Wisen an den Himmel mécht eis och weider Wäin. A sollt dat emol manner de Fall sinn, dann huet dat méi mat der Meteo ze di wéi mat engem Schoulfach.

Haut dann, Madamm President, maache mer datselwecht wéi virun engem Joer, mä dës Kéier fir d'Primärschoul. Dat hat d'Regierung esou ugekënnegt, dat ass laang a breet diskutéiert ginn, an ech gesinn eigentlech och keng Ursaach, fir déi 16 Minutten, déi mer als Riedezäit zur Verfügung stinn, voll auszenotzen.

Duerfir wëll ech emol un éischter Stell dem honorabele Rapporteur, den Här Delles, Merci soe fir seng Rapporten. Do stoung alles dran. Ech wëll awer och dem Auteur vum Exposé des motifs vum Projet de loi, dee mer haut debattéieren, Merci soen. Hei ass näämlech en Historique ugefouert, dee kuerz a sachlech de Wee vun enger Entflechtung vun der ëffentlecher Schoul an der kathoulescher Kierch opzeechent. Dat ass eng interessant Lektür, déi op sechs Säiten och déi historesch Dimensioun vun dësem Gesetz däitlech mécht.

Wat den Inhalt vum Gesetz ugeet, faassen ech mech kuerz. déi gréng sinn, wéi all aner Partei heibannen, der Meenung, datt „d'Eltere sollen decidéieren, ob hir Kanner eng reliéis oder eng net reliéis Erzéiung kréien.“ „Eltere musse vill Décisiounen am Interêt vun hire Kanner huelen. D'Eltere sinn déi éischt Responsabel fir hir Kanner. An et gëtt Decisiounen, déi soll an däerf de Stat den Elteren net ewechhuelen. Dozou gehéiert de Choix, ob ee seng Kanner wëllt reliéis erzéien oder och net, an dee Choix muss de Stat respektéieren.“ Dat war elo e längert Zitat vum Här Zeimet senger Ried vum leschte Joer. An ech deelen déi Aussoen zu honnert Prozent, an och déi Ausso, datt de Stat den Elteren et och soll „erméiglechen, hire Choix mat hire Kanner ze liewen“.

Den Här Zeimet, deen ech en elo grad ugeschwat hunn, huet och virdrun e puer Saache gesot. Ben, fir mech ass et scho kloer, datt d'CSV jorzéngtelaang e bëssen am Schiet vun der kathoulescher Kierch gesurft huet, do, wou et hir gefall huet, an do, wou et hir manner gutt gefall huet, ass se dann och manner an deem Schiet gesurft.

Ech sinn ni der Meenung gewiescht, datt jiddwereen, deen an d'Mass geet, d'CSV wielt. An ech sinn och ni der Meenung gewiescht, datt all Mënsch, deen am Reliounsunterrecht war, d'CSV géif wielen, soss géif jo nach haut bal keen eppes aneres wiele wéi d'CSV.

Mä ech froen dann awer den Här Zeimet: Här Zeimet, sidd Dir dann der Meenung, datt een, deen an de Reliounsunterrecht geet, haut besser versteet, wat am Noen Oste geschitt wéi een, deen net an de Reliounsunterrecht gaangen ass? Sidd Dir dann och der Meenung, datt een, deen an de Reliounsunterrecht geet, d'amerikanesch Politik an den amerikanesche President besser versteet wéi deen, deen an de Morallsunterrecht gaangen ass? Dat war mir e bëssen esou duerchgeklongen an Ären Ausféierungen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Adam, den Här Zeimet wëllt Iech just eppes froen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo. Ech wollt meng 16 Minutten net ganz ausnotzen, mä vläicht änneren ech meng Meenung jo nach.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Okay. Dir kënnt roueg Är Minutten ausnotzen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Den Här Adam huet mech ugeschwat, ech wëll em just seng Fro beäntwerten.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Gären!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dir hutt eng Fro gestallt an Dir vermëscht meng Ried. Dir vermëscht dat Kapitel iwwert de Reliounsunterrecht, de konfessionellen, mat deem iwwert déi reliéis Wëssensvermëttlung, wou dat Zitat, dat Der elo genannt hutt, komm ass. Natierlech sinn ech awer schonn der Meenung, datt deen, deen an engem Reliounsunterrecht war, vläicht éischter en Zougang derzou huet wéi een, deen dat net gemaach huet. An ech si virun allem der Meenung, een, deen eng seriö reliéis Wëssensvermëttlung an der Schoul gemaach huet, dat, wat Der ugeschwat hutt, sief et d'Vereenegt Staaten, och dat war e Beispill, sief et den Noen Osten, besser kann novollzéie wéi een, deen dat net gemaach huet.

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo. Merci, dat war e bëssen dat, wat ech...

Une voix.- Dat stelle mer guer net a Fro.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dir bestätegt awer e bëssen dat, wat ech gefaart hunn. Wëssensvermëttlung an de Relioune wëlle mer jo grad just an der Schoul maachen. An Dir sot mer hei, datt een, deen an dem Reliounsunterrecht wier, dat eventuell (veuillez lire: dat eventuell besser verstoe géif), an et ass genau dee moraleschen Usproch, deen ech dem Reliounsunterrecht net zougestinn. Fir mech ass et keen Ënnerscheed, ob ee Jugendlechen an ee Kand am Reliounsunterrecht war oder an engem gutt gefouerte Moralunterrecht fir déi do Froen.

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Neen, ma natierlech, dat hunn ech jo och elo net gesot!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ma da si mer eis jo eens, Här Zeimet. Mir haten eis net gutt verstanen, mä mer schéngen eis eens ze sinn. Wonnerbar!

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Et ass gutt. Wann ech gelift, Här Adam, wann Der wëllt virufueren.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech mengen, mer sinn eis och eens heibannen, datt dat net just fir déi kathoulesch Relioun gëllt, datt d'Eltere sollen hire reliéise Choix virliewen an och un hir Kanner weiderginn, och wann d'kathoulesch Relioun bis elo eng vill méi wichteg Roll gespillt huet wéi iergendeng aner Relioun bei eis am Land. Ech mengen, dat ass historesch bedéngt. Mir hu jo och nach aner Reliounsgemeinschafte mat hiren Unhänger hei am Land an déi Pluralitéit, déi mer an de Kulturen, an de Sproochen, an de Meenungen hunn, déi mécht och bei de Relioune keng Ausnam.

Mir hunn eis a villen internationalen Accorden derzou verflicht, all Relioune gläich ze behandelen. Dat ass net an alle Länner op der Welt esou. Et gëtt Länner, wou et eng Statsrelioun gëtt, wou aner Reliounen ënnerdréckt ginn, wou Leit, déi anescht gleewen, verfollegt a menacéiert ginn. A mir si frou, datt dat bei eis net esou ass. Mir sinn och frou, datt an eiser Verfassung steet, datt een och fräi ass, kenger Relioun unzegehéieren a kenger reliéiser Doktrinn ze follegen. Do si mer frou driwwer an dat soll och esou an eiser Verfassung stoe bleiwen.

Mir stounge virum Choix...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sch! Wann ech gelift, loosst den Här Adam elo schwätzen. Dir kritt duerno d'Wuert. Här Adam, Dir kënnt virufueren.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir stounge virum Choix, datt mer all Relioun, déi déi néideg Masse critique hat, an eis ëffentlech Schoul géifen eraloossen oder awer decidéieren, datt d'ëffentlech Schoul net déi richteg Plaz fir eng Glawensvermëttlung ass. Mir hu vun Ufank un dës zweet Positioun, d'Positioun vun eiser Regierung, déi Positioun, déi mer haut ëmsetzen, favoriséiert. A mir sinn houfreg drop, datt mer zu Lëtzebuerg de Wee gi vun enger Schoul, déi sech neutral verhält, wat d'Relioune betrëfft, déi sech duerfir awer beméit, eise Jonken eng Rei Wäerter vum gemeinsamen, solidareschen an demokrateschen Zesummeliewen ze vermëttelen.

Et ass eis souguer onverständlech, wéi grad just déijéineg, déi ëmmer ganz haart jäizen, de Stat misst sech aus den Elteren hiren Decisiounen eraushalen, wat d'Kannererzéiung betrëfft, esou staark drop bestinn, de Stat misst eng Panoplie vun ëffentlech finanzéierte Reliounsunterrechten an eisen ëffentleche Schoulen ariichten.

Mir deelen, wéi gesot, déi Astellung net. Mir droe mat, datt mir iwwert d'Konventiounen och de Reliounsgemeinschaften eng gewëss finanziell Hëllef ginn. Och mir erkennen de Phénomène religieux als Bestanddeel vun eisem gesellschaftleche Liewen un.

Mir begréissen d'Aféierung vun engem gemeinsame Cours „Vie et société". Mir si frou, datt mer no enger Rei Startschwieregkeeten - d'Emotioune waren nun emol héich am Ufank - et awer zu enger konstruktiver Zesummenaarbecht am Aarbechtsgrupp bruecht hunn. Mir si frou, datt vill Enseignanten déi Offer vu Formation continue fir dësen neie Cours ugeholl hunn. Mir stinn zu de Lignes directrices, wéi se am Gesetz formuléiert sinn. Mir fannen et richteg, datt mat dësem Gesetz den neie Cours „Vie et société" ee Cours gëtt, deen d'selwecht funktionéiert wéi all déi aner Coursen an der Schoul. Am Prinzip gëtt e vum brevetéierten Titulaire gehalen, e kann awer och wéi all déi aner Coursen dechargéiert ginn.

Mir ginn dervun aus, datt mer mat den Erfahrunge vun deenen nächste Joren och nach e puer Ännerungen, souwuel am Plan d'études wéi och am didaktesche Material wäerte kréien, esou wéi mer dat och bei anere Fächer kennen. D'Schoul ass jo schliisslech näischt Statesches.

Madamm Presidentin, wa mer dann haut decidéieren, an der Primärschoul dat ze maachen, wat mer virun engem Joer am Secondaire gemaach hunn, da gëtt et awer nach ee gréisseren Ënnerscheed: Mir hunn, anescht wéi an de Lycéeën, och nach d'Erausfuerderung, eng Rei Leit, déi bis elo de Reliounsunterrecht an der Primärschoul gehalen hunn an deenen hire Patron de Bistum war, ze iwwerhuelen an eng nei berufflech Carrière unzebidden. Och dat hu mer virgesinn, mä dat maache mer da mam Projet de loi 7078, dee mer nach haut de Mëtte wäerten debattéieren.

Dat gesot, Madamm Presidentin, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu der Aféierung vun dem Fach „Vie et société" an eise Grondschoulen an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm President, Dir Dammen an Dir Häre, och e grousse Merci un den Här Delles, fir unzefänken, fir dee ganz gudde Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Et huet, wéi den Här Zeimet gesot hat, eigentlech kee gestéiert gehat bis elo, datt mer dee Choix haten, also téschent dem Reliounsunterrecht an dem Morallsunterrecht an de Schoulen. Am Géigendeel, dat ass largement akzeptéiert ginn an der Gesellschaft. An déi Ännerungen, déi d'Regierung elo proposéiert, muss een dofir ganz kritesch hannerfroen. Ech mengen, dat Haaptargument, wat mer haut héieren, dat ass d'Neutralitéit. D'Neutralitéit vun der Schoul, wéi et heescht am Rapport, géintiwwer der Conception du monde.

Mä dat Neutralitéitselement vun der Regierung ass eng reng Hypokrisie. Well u sech ass dës Regierung ëmmer nëmmen dann un der Neutralitéit vun der Schoul interesséiert, wann et ëm d'Interesse geet, déi hir net sinn. Mä wann ee kuckt, wéi präsent dës Regierung da mat hir Politik an eise Schoulen ass? Wéi dacks si Politiker vun dëser Koalitioun an de Schoule präsent? D'Oppositioun bal net!

Wéi ass et mat der Sexualopklärung? Mam Genderunterrecht? Mat der Indoktrinatioun iwwert den Zentrum fir politesch Bildung? Mat der Opklärung a Propaganda fir déi Konzeptioun vun der Entwécklungshëllef, wou Milliounen all Joer investéiert ginn, fir just an de Schoule Reklamm ze maache fir d'Regierungspolitik? An déi Parteien, déi hei konsequent an de Schoule präsent sinn a konsequent an de Schoule militéiere fir hir Politik, déi schwätzen eis elo vun der Neutralitéit vun der Schoul, wann et ëm d'Relioun geet. Dat ass net glafwierdeg.

Dat Zweet ass grondleeënd, datt dës Regierung hei eng Organisatioun vum ëffentleche Raum, wat eng Verantwortung vun enger Regierung ass, verwiesselt mat enger Dominanz vum ëffentleche Raum, mat enger Verdrängung vun aneren Akteuren, mat enger Verdrängung vun de Reliounen aus dem ëffentleche Raum, dee se fir sech selwer beusprocht. E Monopolusproch, net nëmmen op d'Kannererzéiung, mä och op d'Wäertevermëttlung. Et ass en Zeeche vun Intoleranz, fir géint d'Kierchen am Beräich vun der Wäertevermëttlung, wou déi jo awer hiert Wëssen an hir Erfahrung hunn, wëlle virzegoen.

An dat anert Argument: Den Europarot gëtt nach zitéiert. An enger Resolutioun vum Conseil des Ministres vum Europarot - dat huet eng gewëssen Zäit gebraucht, fir déi nozeliesen a se iwwerhaapt ze fannen, esou wichteg ass se - gëtt dann och nach gesot... Et steet iwwregens an där Resolutioun vum Ministerrot vum Europarot kee Wuert, datt de Reliounsunterrecht misst ofgeschaaft ginn. Kee Wuert! Dat steet guer net dran, wat hei am Rapport awer zitéiert gëtt, mä et steet do, do soll eng interkulturell Erzéiung gemaach ginn. An dat interpelléiert, well wat ass eng interkulturell Erzéiung? Ass dat iwwerhaapt eppes, wat mir hei am Land wëllen?

Wann een nokuckt, wat heescht dat: interkulturell? Dat ass eppes, wat vill méi wäit geet wéi multikulturell. Interkulturell heescht, datt all Kulturen op enger Basis vu kompletter Gläichwäertegkeet musse betruecht ginn. Komplett Gläichwäertegkeet! Wa muer ee kënnt, dee Voodoo-Kulten huldegt an de Baron Samedi an de Baron Cimetière hei als gutt fënnt, dann däerfe mir keng Kritik doriwwer hunn, well d'Interkulturalitéit zwéngt eis zu der kompletter Gläichwäertegkeet vun der Unerkennung vun all anerer Kultur. Dat ass ee Wee, dee mir net matginn. Wie wëllt dann iwwerhaapt Interkulturalitéit?

Mä déi hei Regierung wëllt dat. Si huet souguer an dem urspréngleche Projet de loi, dat ass erausgeholl ginn opgrond vun enger Interventioun vum Statsrot aus legisteche Grënn, mä an där urspréngleche Beschreiwung, wat de Sënn vun deem Cours „Vie et société" ass, schreift d'Regierung selwer: «La tolérance dans la société interculturelle», also méi wäit wéi multikulturell. An et heescht do och an dem Projet vun der Regierung: «Le nouveau cours s'inscrira résolument dans une approche multiréférientielle.» Dat heescht, et gëtt och kee feste Bezuchspunkt méi. Mir abandonnéieren eis eege Kultur u sech. Mir hu kee feste Bezuchspunkt méi, dee mer eise Kanner wëllen offréieren, fir hinne mat op de Wee ze ginn, fir hinnen et iwwerhaapt kënnen ze erlaben, sech selwer ze fannen, Kulturvirstellungen ze hunn, e Wäertesystem opzebauen - well mer hinne kee feste Bezuchspunkt ginn.

Den Här Delles hat um Radio, um 100,7, nach dës Woch gesot: „Et gëtt kee Richteg a kee Falsch." An ech mengen, dat ass eppes, wat déi Approche vun der Regierung ganz gutt weist: Eigentlech déi Orientéierungslosegkeet, an déi mer eis Kanner eraloossen, wann den Här Delles oder d'Regierung hei eigentlech seet: „Et gëtt kee Richteg a kee Falsch. Mir sinn interkulturell, alles ass gläichwäerteg." An da wëlle mer dann do eppes opbauen.

Den Här Fayot, en ass elo net...

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Kartheiser,...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, natierlech kann den Här Delles mer eng Fro stellen. Dir rechent mer dat awer net un u meng Zäit.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, jo, dat ass kee Problem.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass esou.

M. Lex Delles *(DP).*- Merci villmools, Madamm Presidentin. Merci villmools, Här Kartheiser. An deem Interview hunn ech gesot: Et gëtt kee Richteg an et gëtt kee Falsch. An deem Cours hei ass et net, fir ze soen: Eng gewësse Relioun ass richteg an eng aner Relioun ass falsch. Dat war an deem Kontext, wou ech dat gesot hunn, fir wierklech hei déi Offenheet ze weisen. An ech hunn net gesot: Hei geet et drëm, dass d'Regierung dee Choix do soll huelen. Hei ass wierklech an deem dote Kontext vun de Relioune geschwat ginn, dass an deem Cours do net gesot gëtt: Déi Relioun ass gutt, déi Relioun ass schlecht. Et ass dat, wat ech gesot hunn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo genau dat ass dat, dofir hunn ech dat Beispill vum Voodoo zitéiert mam Baron Samedi a mam Baron Cimetière. Genau fir Iech dat doten ze illustréieren, Här Delles, fir Iech praktesch op Ären Interview ze äntwerten. Wann Dir sot, et ass keng richteg a keng falsch, da schléisst Der all méiglech Kulten doranner an. An ech weess net, ob Dir Iech bewosst waart, wat dat do fir eng wäitreechend Ausso ass, déi Der haut hei nach eng Kéier widderholl hutt.

Et ass och net alles am Islam, menger Meenung no, richteg. D'Stellung vun der Fra am Islam ass zum Beispill e Sujet. Dir wëllt hei einfach ëmmer alles als gläichwäerteg duerstellen. Dat ass net esou. An ech mengen, datt, wann ee wëllt och d'Kanner zu enger Wäertevermëttlung oder zu engem kriteschen Denken animéieren, da muss een hinne virun allem emol eng Basis ginn, opgrond vun där se déi Saache kënnen evaluéieren.

Et ass d'Finalitéit vun engem Cours. Den Här Fayot hat déi Fro gestallt. De Reliouns- oder Wäertecours ass kee Cours d'instruction civique. Dat si grondsätzlech aner Saachen. Hei ginn aner Froe gestallt. Et gëtt d'Sënnfro gestallt, d'Verantwortungsfro vum Mënsch. Och an enger theologescher Perspektiv, a vill méi enger wäiter Perspektiv, an enger méi déiwer Perspektiv wéi just de Mënsch am Verhältnis zu engem staatleche Kader.

Mä wat d'Regierung hei eigentlech erreecht, dat ass de Relativismus, den Nihilismus. Dat ass eigentlech dee Wee, op dee sech dës Regierung engagéiert. Et ass net de Wee vun der ADR.

Mir wëllen, datt eis Kanner altersgerecht erzu ginn. Mir wëllen hinnen emol fir d'Eischt e Fundament ginn, fir kënne Wäerter ze verstoen a selwer fir sech ze adoptéieren. Well Kritik - et ass jo gesot ginn, den Objectif vum Cours ass, ëmmer kritesch ze hannerfroen -, mä wësst Der, wéi schwéier et ass, richteg kritesch ze hannerfroen? Dat bedéngt immens vill Wëssen, ier ee Kritik formuléiert. An dat Wësse kréie se net méi. An do ass de fundamentalen Denkfeeler. Et ass eng Inversioun vun der Sequenz vum Denken, fir esou hei ze argumentéieren.

Et gëtt e reliéisen Analphabetismus. Eis ganz Kultur, eis Wierder, souguer d'Wäertevirstellungen, déi hei solle vermëttelt ginn, déi sinn an eiser Kultur, an eiser Philosophiegeschicht net denkbar ouni den Apport vun de Reliounen.

Wéi sollen da kënne Wäerter vermëttelt ginn, ouni iwwer Reliounsgeschicht a Reliounswëssen iwwerhaapt kënnen op déi Quellen zréckzegräifen, déi et engem erlaben, ze verstoen?

Alles hei gëtt ausgeblennt. Mir hunn hei eis Musik, eis Architektur, eis Begrëfflechkeeten. Eis Philosophie ass esou enk verbonne mat der Relioun, datt et zu enger Form vu reliéisem Analphabetismus kënnt, an deem eis Kanner herno emol net méi déi kulturell a literaresch Referenzen erëmerkennen, déi eis eege Geschicht ausmaachen. Och dat ass eng Konsequenz, wann een ufänkt, Relioun aus eisem Liewe wëllen erauszedrécken.

Déi Diversitéit: Firwat ass eng Regierung, déi iwwerall eigentlech trennt, am Sproochenunterrecht, déi ganz vill Filièrë mécht, déi eigentlech iwwerhaapt kee Problem domat huet, Schüler ze trennen, awer esou empfindlech, fir se ze trennen am Reliounsunterrecht? Dat ass och eng Form vun Diversitéit! Et ass d'Kennenléieren an der Schoul vu verschiddene Glawensopfaassungen, u sech eppes Wäertvolles, eng Form vu Meenungsfräiheet, där et jo net gutt geet ënnert dëser Regierung. Well Reliounsfräiheet ass och eng Form vu Meenungsfräiheet! An och dat ass eppes, wat hei awer a Fro gestallt gëtt.

Mir als ADR si kloer fir de Choix, kloer! A wa mir - ech hunn dat virdru gesot an där anerer Diskussioun, hei soen ech et och -, wa mir an eng Regierung kommen, mir maachen dëst réckgängeg. Mir si fir de Choix! An ech weess eben net, ob aner Parteien dee Wee och ginn. Mir sti fir Meenungsfräiheet. Mir sti fir Reliounsfräiheet. Mir sti fir de Choix. An dat heescht, datt mer net fir all Relioun op der Welt, mä fir déi haaptsächlech zu Lëtzebuerg vertruede Reliounen e staatlech kontrolléierte Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul géifen erméiglechen.

Well wat heescht et, de Reliounsunterrecht an eng Sphär ze drécken, déi baussent der ëffentlecher Schoul ass? Mä de Stat verléiert d'Kontrollméiglechkeeten! An dat ass och e wichtegen Atout vun engem staatlechen oder staatlech matkontrolléierte Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul, well de Stat en Afloss huet op d'Programmer.

Wann een dat eraushëlt aus der ëffentlecher Schoul, verléiert och de Stat seng Kontrollméiglechkeeten. An an enger Zäit, wou mer iwwer Radikaliséierung schwätzen, wou mer iwwert de Risiko schwätzen, datt sech parallell Subkulture bilden, déi sech och kënne radikaliséieren, ass et dann net en Atout, fir de Reliounsunterrecht an der ëffentlecher Schoul ze organiséieren? Alles dat gëtt liichtfankeg opginn!

De Stat huet hei, e stellt en Usproch op e Wäertemonopol. A mir refuséieren dat. Et ass e Stéck Fräiheet, fir och anere wichtegen Akteuren an der Gesellschaft déi Méiglechkeet ze ginn, de Kanner, den Erwuessenen hir Wäerter ze vermëttelen an eben dann zu engem erwuessenen Uerteel ze kommen.

Mir respektéieren als ADR och d'Erzéiungsautoritéit vun den Elteren. Dëst Gesetz stellt en Agréff an d'Fräiheet vun den Elteren duer!

Mir wëllen och schlussendlech op d'Integratioun an eiser multikultureller Gesellschaft hiweisen, well mir hu keng Zukunft als Lëtzebuerger Gesellschaft, wa mer net d'Integratioun virundreiwen. Mä déi Integratioun, déi muss virun allem an der Instruction civique sinn, wou mer eis fannen ëm eise Stat. Mä si brauch net ze sinn an der Relioun, well an der Relioun ass en Ausdrock vun Diversitéit, vu Fräiheet vum Mënsch, vu Meenungsfräiheet, déi mer wëllen erhalen.

Aus all deene Grënn wäert d'ADR dëst Gesetz net matstëmmen an, wa mer d'Geleeënheet hunn, et mat Freed réckgängeg maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här „Déivid" Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Aah!

Une autre voix.- David!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- David! Pardon!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- David. Et ass Hebräesch an net Englesch.

(Hilarité)

Wa mer scho bei der Relioun sinn.

Merci, Madamm Presidentin. Bon, also et ass eng interessant Diskussioun. Et ass eng philosophesch Diskussioun, déi ee muss féieren.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir enthaalt Iech!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Ech erklären Iech dat, wat Der net verstitt. Also a Wierklechkeet hu mir et u sech mat enger Aart Pseudokulturkampf ze dinn. Ech hat e bëssen den Androck elo - wann ech jiddwerengem nogelauschtert hunn: Jiddwereen huet elo mat

Wäerter ronderëm sech geschmass -, ech hat e bëssen den Androck, ëmzingelt ze si vu Paschtéier, vu konfessionelle Paschtéier a vu laizistesche Paschtéier. Mä si koumen all mat Wäerter: „Meng Wäerter géint deng Wäerter oder neutral Wäerter."

Ech wéilt soen…

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mä just Dir kennt d'Wourecht?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen, justement net! An ech wëll net iwwer Wäerter schwätzen! Well ech mengen net, datt een an der Schoul iwwert d'Wäerter soll schwätzen. Ech mengen, et ass eng phenomenal philosophesch Regressioun, zemools vun engem fortschrëttleche Camp, wann ee vu Wäerter schwätzt.

Well Wäerter, dat kënnt vun dëser Säit: Den Här Kartheiser ass komplett kohärent a senger Approche. An Dir provozéiert och esou Diskussiounen, déi den Här Kartheiser herno benotzt! Well d'Diskussioun iwwer Wäerter, dat war ni eppes vun der Lénker, dat kënnt ni, dat ass ni vun eis komm. An et wonnert mech e bëssen, datt dat lech wonnert. Mä et gi Fundamenter.

(Interruption et hilarité)

Mir soe jo net..., ech kommen nach drop zréck!

Andeems een de Reliounsunterrecht ofschaaft, duerch d'Ofschafung vum Reliounsunterrecht wäert et net dozou kommen, datt eis Gesellschaft méi kal oder méi konsumorientéiert gëtt. Si ass et scho laang!

An de Reliounscours, deen huet och net vill dogéint geleescht. Et muss een awer wëssen, well ech mengen, déi Diskussioun muss een an engem globale gesellschaftlechen an och ekonomesche Kontext gesinn: Mir liewen an enger Welt, d'Ekonomie zu Lëtzebuerg, am Kapitalismus - ech hunn et schonn héieren, Dir wousst, datt ech domadder kéim, jo! -, a wësst Der, dee gewënnt ëmmer géint alles. An dee gewënnt och géint d'Relioun.

(Interruption)

A vu datt zu Lëtzebuerg déi reliéis Autoritéite sech iwwer Joerzéngten dem Kapitalismus verschriwwen hunn an hirem grousse Kampf géint alles, wat rout war, géint déi Gottlos an esou weider, géint déi, déi gekämpft hu fir hiert Brout, maja, dat huet elo dozou gefouert, datt se selwer vum Kapitalismus gefriess goufen. Dir hutt op dat falscht Päerd gesat! Dat ass eng Konsequenz dovunner.

Awer fir déi aner Säit, wat och gëllt, d'Aféiere vum Cours „Vie et société", dat wäert och net dozou bäidroen, datt d'Gesellschaft méi oppe gëtt; si gëtt bestëmmt och net méi solidaresch. Well dobaussen, ausserhalb vun der Schoul, do ass d'Welt net méi esou solidaresch, an ëmmer manner. Do muss ee kämpfen, fir ze iwwerliewen. Do huet ee Konkurrenz. Do muss ee géint säi Matmënsch kämpfen an net zécken, fir deem seng Plaz ze huelen. An dat ass souguer quasi den offizielle Mantra vun eise Regierungen, an der ekonomescher Politik zemools.

Egal wéi gutt den Enseignant ass - an där ginn et der vill -, eis Gesellschaft huet d'Kräfte vum Geld entfesselt a liwwert se de Léiwen an der Arena vum Liewen. Wann Der mengt, Dir kéint Toleranz kréien, wéi Der dat nennt, oder Solidaritéit an och nach en ekonomesche System, deen op Konkurrenz berout, dann täuscht Der lech.

(Interruption)

Firwat net!

(Interruption)

Ech mengen, d'Schoul widderspigelt d'Gesellschaft, an d'Kontradiktioune vun der Gesellschaft, déi fanne sech an der Schoul erëm, a si widderspigelt och déi dominant Relioun. An déi dominant Relioun ass déi vun der Wuer. An ech denken nach drun, gëschter huet de Gilles Müller jo en Exploit erreecht, an ech hu ganz vill gelies: „Nation Branding"!

Deen Term kann ech einfach net ausstoen: Nation Branding. Nation Branding, Branding, dat ass eng Mark! D'Land ass zur Wuer verkomm, dat däerf een net vergiessen, wann een awer e bësse versteet, wat domadder gemengt ass. Mir musse Lëtzebuerg verkafen.

Ech wëll net esou wäit goen, Här Kartheiser, mä ech mengen, datt e Land aus Mënsche besteet, déi do liewen. Dat heescht, mir sinn an der Realitéit an enger Ideologie, wou alles zur Wuer degradéiert ass. Dat ass déi reell Relioun. An deen heite Cours, deen erënnert mech och e bëssen dorunner. Hei ginn esou Wäerter a Kulturen - philosophesch Kultur, politesch, reliéis Kultur - esou presentéiert wéi an engem Supermarché an et soll ee sech de Choix treffen, wéi wann ee Wäschmaschinne géif kafen an et hätt ee verschidde Modeller.

Wann een iwwer Wäerter wëllt schwätzen - an do muss ee ganz gutt oppassen, an do ass de fortschrëttleche Camp, dee muss ganz gutt oppassen -, wann een iwwer Wäerter wëllt schwätzen, da provozéiert een duerno Diskussioune wéi déi, déi den Här Kartheiser lassgetrëppelt huet, zum Beispill iwwert de Voodoo, wou en och mat Klischeeë komm ass. Ech weess, de Voodoo ass net ganz bekannt, mä et ass anscheinend eng ganz komplex Relioun, et geet iwwert de Baron Samedi eraus.

Oder iwwert den Islam! Well da seet een dach: Okay, dann hu mer den Islam. Oder d'Chrëschtentum. Mä wat ass den Islam? Wat ass d'Positioun vun der Fra am Islam? Weess een dat hei? Ass dat wierklech esou evident erauszefannen? Ech mengen net! Et ass guer net esou evident. An am Chrëschtentum, weess een dann dat? Oder am Juddentum? Et ass net esou evident. Et muss ee ganz gutt oppassen, wann een esou Diskussiounen ufëiert.

Ech mengen, an deem Cours gëtt eng Illusioun duerch eng aner ersat. D'Relioun kathoulescher Prägung als en Alpha an Omega vun der gesellschaftlecher Prägung gëtt ersat duerch eng Aart vermeintlech neutral Ideologie mat Wäerter, déi nach proklaméiert ginn, mä déi an der Realitéit u sech net méi gelieft ginn.

Bis elo war et esou: E Reliounscours hate mer, deen d'Gesellschaft versicht huet ze erklären aus enger chrëschtlesch-kathoulescher Perspektiv. Bon, duerno si mer e bësse weiderkomm a mir duechten: „Et kann een net jiddwereen, all Kand zwéngen, an dee Cours ze goen." An du gouf de Morallscours erfonnt, dee versicht huet, d'Gesellschaft aus engem netreliéise Bléckwénkel ze erklären.

An elo ass et esou, elo hu mer e Cours, deen den Usproch huet, d'Gesellschaft wäerteneutral ze erklären, wou nach verschidde Wäerter souzesoen neutral duergestallt ginn a wou ee sech dann erauspicke kann, wat engem am beschte schmaacht. Mä déi faméis Neutralitéit, déi gëtt et net. An dat ass och, mengen ech, den Hoken un dëser ganzer Saach.

Well d'Wäerter oder d'Kulturen, déi existéiere jo net vu sech selwer, déi sinn net einfach esou entstanen, déi sinn net vum Himmel erofgefall op d'Mënschen. Ech mengen, de Problem ass deen, wann een zum Beispill och vu Wäerter schwätzt, well et ginn... Toleranz zum Beispill. Dat Wuert „Toleranz" ass e puermol gefall. Toleranz, dat heescht dulden, net? Dat heescht u sech, da geet ee schonn dovunner aus, datt et Saache gëtt oder Mënsche gëtt oder Kulture gëtt, déi sinn net esou wéi ech. Ech sinn net Fan dovunner, mä ech toleréiere se, well ech minimal ziviliséiert sinn.

Mä kann ee wierklech d'Leit esou kategoriséieren oder Iddien esou einfach kategoriséieren, datt ee seet: „En ass aneschters, well ech eben aus engem chrëschtleschen oder atheistesche Raum kommen, an deen anere kënnt aus engem islameschen oder buddhistesche Raum", an et reduzéiert een deen och dorobber? An ech reduzéiere mech selwer. Muss een do toleréieren?

Muss een Homosexualitéit toleréieren? Dat heescht, dass een dat net immens gutt fënnt, mä et toleréiert een dat. Also, och esou vermeintlech positiv Ausdréck kënnen e bësse méi tricky sinn, mengen ech. Do muss een e bësse méi oppassen.

A mir mengen net, datt d'Schoul do ass, fir Wäerter, esou positiv se och deemno wéi awer kënne sinn, weiderzevermëttelen, mä fir d'Denke weider ze vermëttelen. A fir ze verstoen, firwat an engem gewëssene Moment en Evenement geschitt ass, en historescht Evenement geschitt ass, firwat gewësse Philosophien entstinn, Reliounen entstinn, politesch Stréimungen entstinn... Déi entsti justement aus der Geschicht vun de Mënsche selwer. Si hu se fabrizéiert. An et kann ee se net einfach esou presentéieren an der Vitrinn, well se vill méi komplex sinn a well se sech iwwerschneiden.

Ech menge justement, mir lafen e bëssen d'Gefor, fir eng essentialistesch Approche ze hunn. An ech géif gären och den Här Romain Hilgert zitéieren, deen och e ganz gudden Artikel geschriwwen hat am „Land", wou e seet: „Das Gesellschaftsbild von Vie et société in der Grundschule hat eine schwer kulturalistische Schlagseite. ‚Kultur' und ‚multikulturell' kommen gleich 59-mal vor, ‚Religion' und ‚religiös' sogar 82-mal. Die Menschen sind zuerst, was sie glauben und wie sie sprechen, einst ‚Rasse' genannt. Soziale, ökonomische und politische Kategorien werden nur am Rand erwähnt, (…)"

An ech mengen, dat ass de Problem, dee mer domadder hunn. Ech mengen, et gëtt Alternativen. Mir haten der och scho virgeschloen. Et gëtt Approchen an der Schoul an Disziplinnen, déi een de Kanner schonn didaktesch ka bäibréngen: Geschicht, praktesch Philosophie, wéi een dat nennt. Firwat souguer net Soziologie an esou weider an esou virun? Dat kann een de Kanner scho bäibréngen. Dat ka ganz interessant sinn. An do muss een dann net onbedéngt zu de Wäerter oder esou vermeintleche Wäerter recouréieren, fir duerno an eng ganz komplex Geschicht eranzekommen, fir dann neutral ze sinn iwwer eng Saach, wou ee par définition net kann neutral sinn.

Dat ass d'Ursaach, firwat mir… Et ass och keng Katastroph „Vie et société". Ech wëll dat awer och nach ënnersträichen. D'Welt geet net ënner. An et soll een och net d'Schoul iwwerschätzen. Also, ech sinn an de Reliounscours gaangen. Kuckt, wat aus mer ginn ass!

(Hilarité)

Also esou en Impakt muss et…

(Brouhaha)

An ee Joer Sainte-Sophie! Also, esou en Impakt huet et net onbedéngt. Neen, ech mengen, et däerf een et net iwwerschätzen. Et wäert weiderhin un den Enseignanten hänken, ob se e gudde Cours kënnen halen. Mä et ass net den Ennergang vun der Zivilisatioun. Et ass och elo net dee grousse Fortschrëtt, deen ee sech hätt kënne vun esou enger Regierung erdenken. Dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

Den Engel!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Jo, den Här Engel.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Den Engel Albert.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Den Engel huet eng Fro.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou! Also, sidd elo seriö! Den Här Engel huet elo d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, ech hu just eng Fro un den Här Wagner. Bon, seng Virleeferpartei an Däitschland, d'SED, déi huet eng Kéier zéng Gebote vun der Moral a vun der Ethik erausbruecht. Duerfir, Dir sot ëmmer, Wäerter wären näischt vun der „Linke", ausser dat waren eng Kéier keng „Linke", da musst Der dat nach eng Kéier erklären.

Mä Dir hutt elo grad gesot, d'Wäerter, dat wär näischt vun der „Linke". Mä wéi dann anescht wéi als Wäert definéiert Der Fräiheet, Gerechtegkeet, Chancëgläichheet, „Liberté, Égalité, Fraternité"? Wat ass dat dann, wann dat kee Wäert ass, deen Der... Dir sot jo, dat wär näischt vun deenen „Linken", e Wäert? Wéi definéiert Der dann anescht...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Neen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...de Begrëff „Fräiheet", „Liberté, Égalité, Fraternité", Chancëgläichheet, Gerechtegkeet? Dat géif ech dann awer gär wëssen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Wäerter wéi Egalitéit, Fräiheet erkämpft een. Déi hu sech erkämpft.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mä sinn et Wäerter oder sinn et keng Wäerter?

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Eis Virgänger, dat war net d'SED. Dir hutt Är Fro gestallt. Ech gi meng Äntwert, Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mä sinn et Wäerter oder sinn et keng? Dat wëll ech wëssen.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Mir kënnen eng philosophesch Diskussioun féieren, Madamm Presidentin.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Et ass just eng Fro.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Zwou Minutten, zwou Minutten!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Eng hallef Stonn.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Zwou Minutten!

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Eis Virgänger, dat war net d'SED. An zum Deel ass dat och... An deem Fall wieren et och nach d'Virgänger vun der Sozialdemokratie, wann Der d'Geschicht vun der SED kennt. Mä soit.

Eis Virgänger, dat waren zum Beispill d'Spuenkämpfer oder d'Resistenzler. Dat heescht, déi Wäerter, fir déi se agetruede sinn, vu Fräiheet, vu Gläichheet, dat ass eppes, wat een erlieft, an dat ass eppes, wat konkret muss sinn.

Wann een engersäits mat Wäerter dohinnerkënnt, an et seet een: „Et gëtt esou Wäerter abstrakt, mä an der Realitéit an am Alldag gi se net esou erlieft, wéi dat de Fall ass." Egalitéit gëtt an eiser Gesellschaft jo net erlieft. Déi, déi fir d'Egalitéit kämpfen, wéi d'Gewerkschaften, dat ass eng Realitéit. Dat heescht, Wäerter an der Schoul festzeleeën, ass gefëierlech, well da kann ee mat verschiddene Wäerter kommen. Verstitt Der dat?

De Problem ass deen, datt Lénker ni mat Wäerter komm sinn, mä mat der Erklärung - mat der Erklärung! -, rationeller Erklärung vun der Welt: Wéi entsteet eppes? An duerno a justement well se d'Welt verstinn, kënne se kämpfe fir esou Wäerter wéi Fräiheet, Emanzipatioun, Egalitéit, wat ëmmer eis waren.

A justement, wann een ufänkt, ideologesch esou virzegoe mat Wäerter, da kënnt een an Däiwelskichen, Här Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci och.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Mir hunn elo den Tour gemaach vun all den Deputéierten, déi ageschriwwe sinn. Ech ginn dann elo direkt d'Wuert un den Här Jugend- an Educatiounsminister an dësem esou liewegen Thema, fir eis seng Positioun ze erklären. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, e grousse Merci och un all d'Intervenanten haut de Mëtten hei an dëser Debatt, déi, ech mengen, an engem ganz anstännegen Toun gefouert ginn ass, zu engem ganz groussen Deel och sachlech gefouert ginn ass. E Meritt huet sécherlech dorunner och de Rapporteur, de Lex Delles. Ech mengen, e Meritt huet och de Spriecher vun der CSV, dee roueg geschwat huet, dee vill nogeduecht huet, mengen ech, wärend dem Schwätzen, och wann ech net ëmmer mat em d'accord war. Dorobber kommen ech nach. An e bësse Weltënnergangsstëmmung hate mer dann awer nach beim Fernand Kartheiser.

Et ass vum Claude Adam vun där historescher Dimensioun vun dësem Gesetz geschwat ginn. An effektiv, wann een zréckkuckt, dat éischt Schoulgesetz vun 1843, wat d'Educatioun fest an d'Hand vun der Kierch geluecht huet, do huet et schonn eng Zäitche gedauert, bis 1912, wou d'Schoul sech awer zum Deel emanzipéiert huet, wou de Bistum säin Droit de regard op déi regulär Schoulfächer awer huet missen opginn, de Reliounsunterrecht getrennt gouf, entkoppelt gouf vun deem normalen Unterrecht. Nach eng Kéier laang gedauert huet et, bis 1968, du war de Reliounsunterrecht obligatoresch, souwuel am Fondamental wéi och am Secondaire. 1968 eréischt gëtt de Moralunterrecht am Secondaire agefouert, a bis 1998 huet et gedauert, datt en och am Fondamental eng Realitéit gouf.

A bei all deen dote Schrëtt, iwwer 150 Joer eigentlech, gouf och iwwert de Sujet vun der Plaz vun der Relioun an der ëffentlecher Schoul diskutéiert, gestridden, heiansdo hefteg Debatte gefouert an der Politik an an der Gesellschaft. An d'Land war och méi wéi eng Kéier ganz kloer gespléckt an där doter Fro.

Zanter 1843 huet déi Entwécklung d'Plaz vun der Relioun, och d'Plaz dann ëmmer vun der kathoulescher Kierch an der ëffentlecher Schoul, awer och d'Entwécklung vun der ganzer Gesellschaft suivéiert. An am Réckbléck war et jeeweils eng Upassung u verännert gesellschaftlech Realitéiten, déi zu deem Moment, wou se geschitt ass, ganz oft hefteg ëmstridden a souguer ëmkämpft war, wou se awer och duerno, am Réckbléck ëmmer als richteg empfonnt ginn ass, an dat an engem ganz, ganz breede Konsens, och wann e sech eréischt duerno erausgebilt huet.

Datt dann d'Reliounen dominéieren an deenen dote Froen - d'Diskussioun ronderëm d'Relioun dominéiert an deenen dote Froen -, hu mer de Mëtteg och an der Debatt hei gesinn. Dir gesitt, et ass ganz, ganz vill iwwert d'Relioun diskutéiert ginn. An et ass awer och do nach ëmmer dee Punkt, deen dann awer geholl gëtt, fir ze beleeën, datt een net op enger Linn läit.

Ech mengen, datt dat Schoulfach „Vie et société" nach vill, vill méi ze bidden huet, a vill, vill aner Aspekter hätten och op d'mannst gradesou kënne beliicht ginn haut de Mëtteg an der Debatt wéi d'Reliounen. Haut, denken ech, ass et awer och esou, datt déi Diskussioun an dee Schratt, dee mer hei maachen, wuel begleet gëtt vun enger gesellschaftlecher Debatt, déi awer wäitaus manner hefteg gefouert gëtt, wéi dat bei deene Schrëtt virdrun, déi ech virdrun opgezielt hunn, nach de Fall war.

Eigentlech maache mer jo och zum Deel awer eppes ganz Normales am 21. Jorhonnert. Zum Beispill, doriwwer, datt Agenten, déi dem Bistum ënnerstallt sinn, an der ëffentlecher Schoul intervenéieren, denken ech, si mer eis eens, datt dat awer net an d'21. Joerhonnert gehéiert. Do misst eigentlech och eng CSV domadder kënne liewen, mat där Ausso. Wéi dat mat der ADR ass, dat weess ech net.

Doriwwer eraus wësse mer jo awer och, datt Lëtzebuerg haut en anert Land ass wéi nach bei deene Schrëtt, déi virdru gemaach goufen an där Entkopplung vu Relioun an der kathoulescher Kierch an der ëffentlecher Schoul. Lëtzebuerg ass haut extrem méi heterogen mat ville verschiddenen Nationalitéiten, ville verschiddene Kulturen, ville verschiddenen Traditiounen an och Reliounen, déi präsent sinn. A fréier wéi haut gouf et der och ëmmer a gëtt et der nach ëmmer, déi sech als reliéis empfannen, an anerer, déi sech awer och als net reliéis an net gleeweg empfannen.

An enger méi homogener Gesellschaft, an enger komplett homogener Gesellschaft géif d'Fro vun engem Reliouns- an Ethikunterrecht sech eigentlech aneschters stelle wéi haut zu Lëtzebuerg am Joer 2017. Do géif eng Generatioun hir Wäertevirstellungen an och hir reliéis oder net reliéis Iwwerzeegungen un déi nächst Generatioun viruginn. Nun ech denken, datt et richteg ass, datt mer haut d'Elteren do weider an d'Verantwortung huelen, an dat war jo och net kontestéiert ginn haut de Mëtten hei. Do stellt dat sécherlech kee Problem duer. D'Elteren, d'Reliounsgemeinschafte selwer, awer och déi net reliéis Denkrichtunge selwer sollen hir Iwwerzeegungen un eng nächst Generatioun kënne weiderginn.

Mir hu jo och hei en Iwwergangsmodell fir de kathoulesche Reliounsunterrecht geschafen, mat 40 equivalenten Temps-pleinen, déi och an enger Iwwergangszäit nach vum Stat un d'kathoulesch Kierch finanzéiert ginn: E kathoulesche Reliounsunterrecht, no hirer Responsabilitéit (veuillez lire: deen d'Kierch op hir Responsabilitéit) ausserhalb vun der ëffentlecher Schoul kann ubidden. Nun, dat funktionéiert nach ëmmer alles. Fir d'ëffentlech Schoul ass dat awer schonn net méi esou einfach an enger heterogener Gesellschaft, wann dann d'Wäertevirstellunge vun der Elteregeneratioun esou ënnerschiddlech dach awer sinn.

Mir missten entweder ganz vill verschidde Wäertecoursen aféieren, well déi zwou Alternativen, déi mer haut hunn, géife jo wahrscheinlech dem Spigelbild vun der Lëtzebuerger Gesellschaft haut net méi Rechnung droen. Och déi Propos, déi jo diskutéiert ginn ass an déi mer eis ganz seriö och ugekuckt hunn, vun engem Reliounenunterrecht, denken ech, wär do keng Äntwert drobber gewiescht, well esou Modeller nach ëmmer derzou féieren, datt Kanner no reliéisen oder net reliéise Virstellungen, meeschtens vun hiren Elteren, emol net vu sech selwer, getrennt ginn. An dat wëlle mer net.

A well d'Kanner, hir Elteren an eis Gesellschaft esou ënnerschiddlech sinn, wär et an den Ae vun der Regierung eng verpasste Chance, wann d'Kanner weider grad an där Situatioun a gleeweg an net gleeweg Kanner getrennt géifen, wou een iwwer Wäerter, de Sënn vum Liewen, d'Zesummeliewen an enger heterogener Gesellschaft nodenkt, diskutéiert a sech géigesäiteg soll kënne kenneléieren.

Wéi wëllt ee sech eigentlech kënne kenneléieren, sech respektéiere léieren, wa grad an deene Momenter, wou een iwwert déi dote Sujete schwätzt, deen, deen een nach net kennt, net däerf derbäi sinn a matdiskutéieren? Wéi kann d'ëffentlech Schoul esou hirer Roll gerecht ginn, fir eng Generatioun zesummen opwuessen ze loosse mat engem staarken Zesummenhalt trotz allen Ënnerscheeder an engem grousse Respekt fir de Glaawen oder och d'Weltopfaassung vu senge Matmënschen?

Erlaabt mer, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den Äerzbëschof Jean-Claude Hollerich ze zitéieren, wat en am Te Deum 2017 gesot huet: „An do ass dann deen neien Defi, datt mer alleguerten am Fridden zesummeliewen. Dee Fridde muss méi si wéi Toleranz, well eng Toleranz, dat heescht jo just, datt ech deem anere gewësse Rechter ginn. Et muss Respekt do sinn, ee fir deen aneren. Mer mussen een deen anere verstoen an net ëmmer direkt dat Allerschlechtst eis denken, wann een eppes seet, wat eis (...) net (...) honnertprozenteg passt." Dat sot den Äerzbëschof Jean-Claude Hollerich am Te Deum vun dësem Joer.

Géigesäitege Respekt a géigesäitegt Verständnis kritt een, wann een deen anere kennt, weess, wat en denkt a vu wat en iwwerzeegt ass, weess, wéi deen anere grad zu deene Froe vum Liewe steet, déi eleng mat rationellem Denken eigentlech net kënnen erkläert ginn. E wierklech déifgräifende Respekt entwéckelt een awer net, wann een, grad wann et ëm reliéis oder weltanschaulesch Froe geet, d'Kanner auserneendividéiert. An deem Sënn stellt den neie gemeinsamen Unterrecht vun „Vie et société" eng enorm Chance fir den Zesummenhalt an och e friddlecht Zesummeliewen an eisem klenge Land duer, och wann e fir munchereen op deen éischte Bléck mat enger gewëssener Traditioun wäert briechen.

Dat neit Schoulfach „Vie et société" baséiert op dräi inhaltleche Schwéierpunkten. Et geet drëms, Wëssen a Verständnis vun de verschiddene Reliounen an och net reliéise Weltanschauungen ze vermëttelen. De Mënsch kann nëmmen dat verstoen an och nëmmen dat respektéieren, wat e kennt, an e brauch, an do sinn ech mat deem engen a mat deem aneren absolutt d'accord, och e Bagage, fir Reliounen an aner Weltanschauungen ze dekodéieren, ze verstoen, Phenomeener ze begräifen.

En zweete Pilier ass ganz no un deem, wat mer praktesch Philosophie géifen nennen, wou Dialog a Reflexioun ganz grouss geschriwwe gëtt, wou sech mat Froe vu Liewen a Gesellschaft ausenanergesat gëtt, och kritesch ausenanergesat gëtt, wou Jonker och mat engem kritesche Geescht solle geimpft ginn, mat deem se duerch d'ganzt Liewe solle goen.

An en drëtte Pilier vun deem neie Schoulfach Liewen a Gesellschaft ass d'Zesummeliewen. Dat ass eng Basiskompetenz fir d'Liewen an enger oppener an enger globaler Gesellschaft, déi net méi ewechzedenken ass.

An do sinn ech mam Laurent Zeimet dann awer net ganz eens, datt hei Liewen a Gesellschaft, dat neit Schoulfach, esou duergestallt ginn ass, wéi wann elo de Stat, wien och ëmmer dat da wär, am Numm vum Stat géif definéieren, wat fir eng Wäerter datt an deem dote Schoulfach an der ëffentlecher Schoul géife vermëttelt ginn.

Mir sinn eis alleguerten eens, datt et do ganz kloer e Kader muss ginn. Mënscherechter zum Beispill kënnen net a Fro gestallt ginn, kënnen net relativiséiert ginn. Mä op där anerer Säit geet et hei net drëms, fir virzedefinéieren, wat fir eng Wäerter enger nächster Generatioun do mussen ageimpft ginn. Mä et geet drëms, der nächster Generatioun d'Kompetenz mat op de Wee ze ginn, sech selwer bei där Villfalt vu Wäertvirstellungen do sech dat erauszesichen, wat zu engem passt, an awer och virun allem dat, wat aneschters ass, kennenzeléieren a respektéieren ze léieren. Dat ass den Usproch vun dësem Schoulfach. A wann een eppes aneres hei behaapt, jo, da sinn ech och bei deenen, déi awer behaapt hunn, et hätt een et eigentlech net am Fong gekuckt, oder et muss ee vläicht dann awer Ënnerscheeder genuch hei erausschielen, fir en negative Vott kënnen ze jugéieren.

Dee jonke Mënsch soll léieren, sech selwer e Bild ze maachen, d'Liewen an d'Gesellschaft ronderëm sech ze dekodéieren, sech kritesch mat allem ausenanerzesetzen an déi Ënnerscheeder net nëmmen auszehalen, mä och deem, deen anescht ass, mat Respekt ze begéinen, zesummen iwwer reliéis a weltanschaulesch Differenzen ewech sech ze engagéieren an zesumme Verantwortung ze iwwerhuelen, zesummen eis demokratesch Gronduerdnung ze verdeedegen, zesumme keen Zweifel un der universeller Gültegkeet vun de Mënscherechter opkommen ze loossen. Wann eis dat geléngt, dann hu mir zesumme vill erreecht fir e friddlecht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg an an der Welt an och géint de leider vill diskutéierten an noutwendeg diskutéierte Phenomeen vun der Radikaliséierung.

Dat kann nëmme geléngen, wann all Denkrichtunge gläichermoosse präsent sinn. A wann ech soen, datt dësen historesche Schratt an enger gewëssener Rou dach konnt gemaach ginn, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mir trotz der politescher Majoritéit, déi dëse Schratt matdréit, de Konsens mat der kathoulescher Kierch gesicht hunn, e Konsens, deen och säin Ausdrock an der Konventioun vum Januar 2015 tëschent der Kierch an dem Stat fonnt huet.

E méiglechst breede Konsens soll och gesicht ginn, wat d'Inhalter, d'Methoden an d'Léiermaterialien ubelaangt. Duerfir gouf de ganze Prozess och oppen an transparent dokumentéiert a souwuel de Conseil des cultes wéi och d'Vereenegung vun de laizisteschen Associatiounen - woubäi ech ëmmer gemengt hunn, datt nach aner Leit wéi déi, déi sech duerch de Conseil des cultes oder d'Vereenegung vun de laizisteschen Associatioune representéiert spieren, eigentlech och do misste méi staark nach mat erugezu ginn, déi sech allerdéngs net manifestéiert hunn - goufe regelméisseg consultéiert.

En Aarbechtsgrupp, dee paritéitesch besat war tëschent Reliouns- a Morallsenseignanten, begleet duerch Mataarbechter vum Ministère, huet um Inhalt vum Programm geschafft, un de Léiermaterialien an un de Léiermethoden. An och duerfir muss ech soen, ass et falsch, fir hei ze mengen, et kéint een elo politesch Ausenanersetzungen doranner féieren, datt Kritik um Programm, um Inhalt vun deem Fach geüübt gëtt. De Minister, dee schafft kee Fach aus, keng Inhalter, definéiert keng Léiermethoden an och keng Léiermaterialien. E beoptragt Leit domadder, dat maache mer hei bei „Vie et société", dat maache mer an all anerem Schoulfach esou.

A wann een dann hei seet, wéi de Laurent Zeimet et gemaach huet: „Relioun ass marginaliséiert, wat d'Contenue vu Liewen a Gesellschaft ubelaangt", dann ass dat eng Kritik, déi sech net un de Minister riicht. Duerfir soll ee sech dräimol iwwerleeën, ier een esou eppes wéi dat doten hei op der Chambertribün seet.

Dat ausgeschaffte Material kënnt Der alleguerten…

(Interruption)

Jo, ech sinn och fräi, meng Meenung dozou ze soen, dat maachen ech jo och hei.

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift, loosst den Här Meisch elo schwätzen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wann Der all déi…

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann Der wëllt, da stellt eng Fro, mä flätscht net dran! Här Minister, Dir hutt eleng d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et stellt kee méi eng Fro, et flätscht och kee méi.

(Hilarité)

Dat ausgeschafft Material fannt Der alleguerten op vieso.lu. Nei ass zum Beispill fir dëst Schoulfach, datt mer Verbindunge schafen tëschent der Programmkommissioun am Secondaire, déi jo scho fonctionnéiert, an deene Gruppen aus dem Enseignement fondamental, déi do d'Contenuen an d'Materialien definéieren, fir do wierklech e flotten a kohärenten Iwwergang ze kréien. Ech géif mer wënschen, mir hätten dat an anere Fächer an där doter Intensitéit och scho lafen.

Déi Formatiounen, déi ugebuede goufen - et ass alles schonn erkläert ginn a gesot ginn do derzou, denken ech -, hunn eng Dynamik lassgetrëppelt, déi esou grouss ass, datt mer all feststellen, datt ganz vill Titulaire-de-classen am Fondamental déi Formatioun gemaach hunn, dat Fach selwer wëllen enseignéieren, deem Fach eng grouss Bedeitung, eng grouss Wichtegkeet ginn, wierklech och wëllen hir Schüler an där doter Situatioun, fir iwwer Froe vu Liewen a Gesellschaft mat de Schüler ze diskutéieren, kenneléieren. Dat bréngt hinnen, denken ech, enorm vill - a bréngt wahrscheinlech och de Schüler enorm vill -, se a Situatiounen ze erliewen, wou et emol aneschters ass wéi am Mathematik-, am Franséisch- oder am Däitschunterrecht.

Et si ganz pädagogesch Kofferen ausgeschafft ginn. Ech mengen, ech brauch dat hei net nach eng Kéier alles ze beliichten. An de Claude Adam huet absolutt recht: Et ass elo e Fach wéi all anert och, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn. Mer leeën et eigentlech och an d'Hänn vun deenen, déi et duerno enseignéieren, wéi mer et mat all anerem Fach maachen. An et wäert net an et däerf net do stoe bleiwen. Mir mussen eis Erfahrunge maachen, mir musse ganz besonnesch am Ufank och dorauser léieren. A mir wäerten dat dann och deementspriechend adaptéieren, wann et noutwendeg ass.

Vläicht, Madamm Presidentin, wann Der mer ganz kuerz nach erlaabt - ech verspriechen lech, beim nächste Projet sinn ech och méi kuerz -, vläicht e Wuert nach zum Wuert „Séil".

Une voix.- Aah!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Wa mer d'Fach Liewen a Gesellschaft scho gehat hätten, dann hätte mer geléiert, datt dat Wuert eigentlech aus dem heednesche Glawe kënnt an datt domadder beschriwwe ginn ass, datt déi Doudeg weider an hirer Séil existéieren. D'kathoulesch Kierch huet sech duerno dann déi doten Terminologie an dee Begréff och ugëeegent a weidergefouert. Mir kennen en haut nach.

Et huet also net reng eppes mat dem C ze dinn, Här Zeimet. Duerfir kann een och dodrop zréckgräifen. An Dir hutt net de Monopol dorobber, mä…

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Dat huet och kee behaapt!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- …mä dat doten, dat si Froen, wéi se do bei „Vie et société" wäerten thematiséiert ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci, Här Minister. D'Debatte wären u sech dann elo ofgeschloss. Da géife mer elo direkt un d'Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7010 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Prokuraen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

(Brouhaha)

Et sinn 32 Stëmmen derfir, da schéngt den Apparat jo awer gaangen ze sinn. An da 26-mol Nee an zwou Abstentiounen. Sou, domat ass dëse Projet 7010 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren?

(Assentiment)

Merci alleguerten.

Da komme mer zu deem nächste Projet. Dee bleift u sech am selwechte Secteur. Et ass de 7078. Do geet et ëm d'Reprise vun den Enseignanten an de Chargé-de-coursen, déi d'Relioun enseignéiert hunn. An ech ginn direkt dem Här Rapporteur Lex Delles d'Wuert. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

10. 7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Lex Delles *(DP), rapporteur.*- Merci villmools, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems mer dann de Cours „Vie et société" an der Grondschoul agefouert hunn, schafe mer elo mat dësem Projet de loi d'ge-

setzlech Basis, fir d'Personal, wat bis elo déi Reliounscoursë gehalen huet, ze iwwerhuelen an op nei Posten ze affektéieren.

Ech wéilt vläicht am Ufank nach eng Kéier op d'Konventioun ze schwätze kommen, déi de Stat, de Bistum an déi aner Reliounsgemeinschaften de 26. Januar 2015 - wéi mir haut schonn e puermol héieren hunn - ënnerschriwwen hunn. Aus där Konventioun geet eben net nëmmen d'Schafe vum neien „Vie et société"-Cours ervir, mä eben och verschidden Obligatiounen, déi de Stat bei der Organisatioun vun der Reprise respektéiere soll. Dozou zielt ënner anerem, dass d'Enseignanten an d'Chargé-de-coursen an der Éducation nationale sollen ënnerdaach kommen an dass si keng Abousse bei hirer Carrière oder hirem Salaire sollen hunn.

Genausou soll de Stat och berufflech Perspektive schafen, sief dat duerch d'Unerkennung vun hirer Experienz oder duerch eng Offer u Formation-continuen. Ech mengen, dass et op dëser Plaz ganz wichteg ass, ze ënnersträichen, dass et net wéinst enger politescher Decisioun ka sinn, dass een eppes bei senger Carrière kéint verléieren. Och d'Tâche, déi d'Leit an Zukunft kréien, soll mindestens där entspriechen, déi se virdru beim Bistum haten. Fir d'Enseignanten, déi Deelzäit beschäftegt waren, gëtt d'Tâche jeeweils op 25, 50, 75 oder 100% opgerënnt, also no uewen.

Wa mer vun der Éducation nationale schwätzen, da si mer natierlech och direkt beim Stage a beim Cycle de formation. Hei war et ugeduecht ginn, alleguerten d'Leit ze dispenséieren, mä de Statsrot hat domat seng Schwieregkeeten. Elo ass et esou, dass d'Leit, déi virum 15. September 2017 scho mindestens dräi Joer Experienz hunn, vum ganze Stage dispenséiert ginn. Fir déi aner hänkt d'Dauer vum Stage vun der Dauer of, wéi laang se schonn de Reliounsunterrecht am Virfeld gehalen hunn.

Der Regierung goung et net drëms, deene betraffenen Enseignanten, déi vläicht scho säit Jorzéngte mat vill Häerzblutt an Iwwerzeegung Reliounscoursë ginn hunn, den Teppech ënnert de Féiss ewechzezéien. Et war der Regierung vun Ufank u wichteg, eng korrekt a fair Offer fir d'Enseignanten an d'Chargé-de-coursen ze schafen. Dat ass och geschitt.

Madamm Presidentin, wa mer eis ukucken, wien am Moment déi Reliounscoursen an eise Schoulen hält, da stellt ee fest, dass et grouss Ënnerscheeder bei de Leit ginn, souwuel wat hir professionell Experienz ugeet wéi awer och hir Etuden, Formatioun oder berufflech Qualifikatioun. Et ass also e ganz heterogene Grupp. Wa mer dann op där anerer Säit kucken, wéi strikt d'Konditioune sinn, fir an d'Éducation nationale eranzekommen, fir soumat eng héich Qualité scolaire ze garantéieren, dann ass et kloer, dass déi betraffen Enseignanten a Chargé-de-coursen net einfach esou hu kënnen iwwerholl ginn. Et huet ee jee no Qualifikatioun missen differenzéieren a Formatiounen ubidden, déi dem jeeweilege Profill zougeschneidert gi sinn.

Wéi geschitt dat dann elo konkret, Madamm Presidentin? Ma d'Enseignantë ginn an zwou grouss Kategorien agedeelt: D'Enseignantë mat engem Diplôme d'études secondaires kommen an d'Réserve des suppléants, déi jo schonn duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 besteet. Da gëtt awer duerch dëse Projet de loi nach eng Kategorie geschafen, an zwar d'Réserve des auxiliaires éducatifs fir all déi Leit, déi eben net kënnen an d'Réserve des suppléants goen.

Ech fänke mat der Réserve des suppléants un. Nieft de gefuerderte Sproochekompetenze gesäit dëse Projet vir, si och eng Rëtsch theoretesch Formatioune maachen ze loossen. 120 Stonnen, fir genee ze sinn, déi a siwe Modullen opgedeelt sinn. Dat geet da vun der Legislatioun iwwert d'Pädagogik bis hin zu Sciences humaines, Éveil aux sciences an anerer. Hei si verschidden Dispensen och méiglech, jee no Profill vum Enseignant. Derbäi kënnt dann nach eng praktesch Formatioun vun ënner anerem 30 Unterrechtsstonnen an deene véier Cyclë vun der Grondschoul oder enger Klass vun der Ediff oder evidemment dem Centre de logopédie. Souwuel déi theoretesch wéi och déi praktesch Formatioun gi mat engem Examen sanktionéiert. Falls den Agent d'Exame packt, da kritt hien e Certificat de formation ausgestallt a kënnt definitiv an d'Réserve des suppléants.

An deem Kontext ass et och wichteg, ze soen, dass d'Leit, déi u Minimum 80% vun der theoretescher Ausbildung deelgeholl hunn an un der kompletter praktescher Ausbildung deelgeholl hunn, och an d'Réserve des suppléants kommen, allerdéngs dann hannert déi Enseignantë mat deem Certificat de formation. Dat nämlecht gëllt iwwregens och fir alleguerten déi iwwer 57 Joer.

À propos Alter. Och d'Altersdechargen, vun deenen d'Leit konnte beim Bistum profitéieren, bleiwen an hirer neier Funktioun bestoen. Et soll, wéi gesot, zu kengem Nodeel, zu kenger Verschlechterung vun den Aarbechtskonditioune kommen.

Wat hir Carrière ugeet, esou komme si an d'Carrière vun de Chargés de cours, also an d'Carrière E2. Den Agent fiert och beim nämlechten Echelon weider wéi deen, deen e beim Bistum erreecht huet.

Madamm Presidentin, ech komme bei déi zweet Kategorie, an zwar d'Réserve des auxiliaires éducatifs. Och si mussen éischtens emol e gewëssene Sproochenniveau opweise kënnen. Da kommen och bei hinnen nach eng theoretesch an eng praktesch Formatioun derbäi. Déi theoretesch Formatioun gesäit 90 Stonne vir, opgedeelt op 50 Stonnen Tronc commun a 40 Stonne spezifesch Formatioun. Zu der praktescher Formatioun gehéiert och nach ee Stage d'observation vun 30 Stonnen.

D'Leit, déi op d'mannst un 80% vun den theoretesche Formatiounen deelgeholl hunn an de komplette Stage d'observation suivéiert hunn, kréien dann de Certificat de formation ausgestallt.

Zu de Missioune vun de Leit an der Réserve des auxiliaires éducatifs kann ee soen, dass dës ganz villfälteg kënne sinn. Dat geet ënner anerem vum Accueil an der Surveillance vu Kanner oder Jugendleche tëschent de Coursen bis zu dem Encadrement vun de Kanner bei Ausflig oder soss regelméissegen Deplacementer oder dem Titulaire de classe mat enger Hand zur Säit ze goen. Och si behalen iwwregens hir Dechargen, déi si virdru beim Bistum haten.

Wichteg ze ënnersträichen ass och, dass et eng Offre de reprise ass, déi dräi Joer gëlteg ass. Et gëtt also kee gezwongen, sech vun haut op muer ze entscheeden.

Madamm Presidentin, zum Schluss kommen ech nach zu engem weidere Punkt vun dësem Projet de loi, an zwar deene 40 Vollzäitposten, déi solle beim Bistum bleiwen, fir kënnen ee Reliounsunterrecht an de Paren ze organiséieren. Dës gi weiderhi vum Stat finanzéiert, bis dës Leit an d'Pensioun ginn. Si ginn also duerno net méi ersat. Dat ass och, mengen ech, e faire Kompromëss, dass déi kathoulesch Kierch kann an enger Iwwergangsphas nach op Leit zréckgräifen, déi schonn eng gewëssen Experienz am Enseignement hunn.

Fir déi verschidden Avise verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport. An ech wëll awer och op dëser Plaz de Kolleegen aus der Educatiounskommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht a ginn och heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Lex Delles. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, d'Majoritéit huet dann elo virun e puer Minutten de Reliounsunterrecht ofgeschaaft. Dës Decisioun huet natierlech och direkt Konsequenzen op d'Reliounsenseignanten, déi sech haut net gutt spieren, déi sech zum Deel zanter ville Joren an der Schoul engagéiert hunn,...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Neen, neen, Madamm Lorsché, si spiere sech net gutt!

…déi mat Freed a Begeeschterung hirem Beruff als Reliounsenseignant nogaange sinn, déi Kanner op hirem Liewenswee begleet hunn, déi Famille begleet hunn an déi och zu hirer Schoul gehéiert hunn an déi haut gesot kréien: „Däi Cours an Du, Dir sidd net méi gewollt." Ech soe bewosst: „Du bass net méi gewollt", an net: „Du gëss net méi gebraucht."

Der Majoritéit ass et drëms gaangen, de Reliounsunterrecht ofzeschafen. Mä dës Decisioun ass net ouni Konsequenzen op d'Liewe vun deenen, déi de Cours gehalen hunn. D'Ofschafung vum Reliounsunterrecht war vun der Regierung annoncéiert a gouf an der Konventioun mat der kathoulescher Kierch virun zwee Joer zementéiert.

Wéi en passant iwwert d'Käpp vun de Betraffenen ewech iwwert deenen hiert Schicksal konnt decidéiert ginn, dat bleift d'Geheimnis vun deenen, déi um Verhandlungsdësch souzen. Zwee Joer net wëssen, wat een erwaart, zwee Joer kontradiktoresch Aussoen iwwert déi eegen Zukunft héieren.

(Brouhaha)

Elo den 10. Juli... Ech mengen, déi gréng Fraktioun huet Froen, Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Neen, ech mengen, Dir hutt eleng d'Wuert. Fuert emol virun!

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Merci. Elo den 10. Juli, nëmmen zwee Méint virun der Rentrée, gëtt et dann elo méi oder manner Gewëssheet. Eng Decisioun méi wéi op de leschte Stëppel. Woubäi mer eis jo bewosst sinn, datt eng ganz Rei vun deenen Dispositiounen eng réckwierkend Ofseenung vu Fakten ass, déi an de leschte Méint geschafe goufen.

De Projet de loi ass eréischt am Oktober 2016 deposéiert ginn, d'Konventioun mat der Kierch ass, wéi gesot, aus dem Januar 2015. Wéi onvirbereet de Minister an d'Regierung un dësen Dossier erugaange sinn, weist sech eleng schonns un dësem Zäitverloscht. Kee sollt eppes verléieren, huet et geheescht. Mä Dir musst jo awer verstoen, datt esou eng Ausso dach an den Ouere vun deene Betraffenen, vun de Reliounsenseignantë liicht zynesch kléngt, well natierlech verléiere se vill. Se verléieren hire Beruff. Se verléieren dat, wat se gär an engagéiert gemaach hunn. Se verléieren e Stéck vun hirer Biografie.

(Interruption)

Well natierlech, et ass e radikale Broch. An dëse radikale Broch, dee gehäit och e Schiet op dat, wat se bis elo gemaach hunn. An déi Reliounsenseignanten hunn ëmmerhin och am Optrag vun dësem Stat hire Cours an de Schoule gehalen. An dëse Stat seet hinnen haut: „Mir wëllen dee Cours net méi." An domat geet villes verluer fir eis Kanner, fir d'Enseignanten an och fir d'Gesellschaft.

Madamm Presidentin, wa mer eis fir e Moment gedanklech an d'Logik vun der Majoritéit versetzen, da soen ech: Dir hutt lech sécherlech beméit, fir de Leit eng Offer unzebidden. Se hunn eng berufflech Perspektiv. Se kënne weider mat Kanner schaffen.

Mä Dir hutt natierlech dee Problem, deen Der elo musst léisen, och selwer geschafen.

Une voix.- Richteg!

M. Laurent Zeimet *(CSV).*- Et ass schwéier, ze jugéieren, wéi Diskussioune verlaf sinn, bei deenen een net derbäi war. Et kann een awer nëmme feststellen, datt déi Leit, wa se aus Reunioune koumen, ëmmer méi veronséchert waren, wéi ier se an déi Reunioun eragaange sinn, an datt se laang hu missen op Äntwerte waarden. A fir vill Enseignanten ass et bis haut nach net novollzéibar, firwat et ni a Fro komm ass, datt och si vläicht kéinten dee Cours „Vie et société" halen an net nëmme Chargéë sinn, firwat de Bachelor en pédagogie religieuse guer keng Unerkennung fonnt huet, firwat se esou vill fir hir Coursen hu misse streiden a schliisslech bleiwen och nach eng ganz Rei vu Froen op, wat d'Auxiliaires d'éducation betrëfft.

Mir stëmmen dëst Gesetz net! Dat ergëtt sech eleng schonn aus deem Vott, dee mer virdru gemaach hunn. Mat eis wär et net zu enger radikaler Verbannung vum Reliounsunterrecht aus de Schoule komm. An ech hat a menger Ried virdrun och e puer Pisten opgezeechent, déi een hätt kënnen envisagéieren an déi och de Reliounsenseignanten eng Perspektiv gebueden hätten.

Dëse Projet ze stëmmen, géif bedeiten, dës Ofschafung vum Reliounsunterrecht nodréiglech dann awer nach ze akzeptéieren. Et géif och heeschen, d'Virgoen an den Ëmgang mat de Betraffenen nodréiglech guttzeheeschen. An näischt vun all deem kënnt a Fro. An dofir droe mer dëse Projet och net mat.

An ech soen awer och hei dem Rapporteur Merci fir seng Aarbecht. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Zeimet. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn an de viregte Rieden ënnerstrach gouf, berout d'Aféiere vum Cours „Vie et société" am Lycée wéi och am Fondamental op engem Accord tëschent dem Stat an dem Bistum, dee jo Patron war an dësem Fall. Dat, well dës Koalitioun déi reliéis Neutralitéit vun eise Schoule wëllt garantéieren.

De Stat huet sech awer och derfir engagéiert, fir de Reliounsproffen a -schoulmeeschteren nei Perspektiven ze bidden. D'Proffe goufen an d'Lycéeën integréiert an am Kader vun deem heite Gesetz setze mer dann dat Engagement vum Stat vis-à-vis vun de Betraffenen ëm, déi Reliounscoursen am Fondamental ginn.

Mir garantéieren hinnen also weider hiren aktuelle Salaire an hir Carrière. Vun Ufank u war dat d'Verspriechen an dat Versprieche gëtt och agehalen. Mir schafe professionell Perspektive fir si an erlaben hinnen, eng Aarbecht am Enseignement ze fannen. Mir maachen dat, well mer, wéi gesot, Engagementer am Kader vun eiser Konventioun mam Bistum hunn.

Madamm Presidentin, ech ginn net op d'Detailer vum Gesetz an d'Konditiounen, déi déi betraffe Persounen erfëlle mussen, an, dat huet den exzellente Rapport vum Här Delles scho gemaach. Ech wëll just prinzipiell ënnersträichen, dass mer hei wierklech no enger fairer Léisung gesicht hunn.

Fair net nëmme fir déi, déi bis elo déi Reliounscoursë ginn hunn. Déi dat och, wéi ech et virdrun och scho gesot hunn a menger Ried, zu engem ganz groussen Deel ganz gutt gemaach hunn, ganz engagéiert gemaach hunn an zum Deel och ganz objektiv a sécher och neutral allgemeng Wäerter vermëttelt hunn. Et ginn iwwerall schwaarz Schof, och heibannen an am…

Une voix.- 23!

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...an am Enseignement, iwwerall. Mä ech ginn dervun aus, dass deen absolutte Gros dat och ganz gutt gemaach huet. Fair net nëmmen, wéi gesot, fir déi, déi bis elo d'Reliounscoursë ginn hunn, mä och fair fir d'Schüler am Fondamental, déi et verdéngen, vu qualifizéiertem Personal ënnerriicht ze ginn.

Mir begréissen duerfir, dass Formatioune virgesi sinn, fir déi Betraffen och op den néidege schouleschen Niveau ze bréngen. Déi Formatioune variéiere jee nodeem, wéi eng Ufanksformatioun a wéi eng Experienz een huet. Dat huet den Här Delles jo och gesot.

Si kënne soit an d'Réserve des suppléants soit an d'Réserve des auxiliaires éducatifs, déi nei geschafe ginn ass, kommen. An 71 vun hinnen, déi d'Première oder eng Treizième haten, hunn dann och e Cours vun 120 Stonnen Theorie an 30 Stonne Praxis gemaach. A 55, déi eng Troisième oder eng Onzième haten, hunn déi 90 Stonnen Theorie an déi 30 Stonne Praxis dann och gemaach. Déi 71 schaffen dann och elo als Chargé am nächste Joer.

Domat ass dës Léisung dann och nach fair fir déi aktuell Suppléanten, déi och hu missen duerch déi Formatioun goen. Dat ass natierlech keen einfachen Iwwergang, dat si mer eis och alleguer bewosst. Wann ee jorelaang a sengem Beruff geschafft huet an dann op eemol eng nei Situatioun virfënnt, dat ass sécherlech net einfach fir déi ronn 140 Concernéiert gewiescht. An däers si mir eis alleguerten och bewosst. Deem ware mer eis och an der Kommissioun bewosst.

Mä wann een eng Decisioun hëlt, wou Konsequenzen dru sinn, da muss een natierlech och kucken, déi esou fair wéi méiglech fir déi Bedeelegt ze iwwerbrécken. An dat, mengen ech, hu mer hei gemaach. Dat war eis alleguerte bei all Diskussioun och een Haaptuleies.

Madamm Presidentin, et ass awer en néidege Schratt, dee mir hei huelen, fir ze garantéieren, dass eis Schoulen an Zukunft Wäerter vermëttelen, an deene sech all eis Schüler erëmfannen, andeems mer och sécherstellen, dass net just eng Reliouns Antrëtt an eis Schoule fënnt, mä andeems mer ebe grad de Schüler e Weltbild enseignéieren, an deem alleguerten d'Relioune virkommen.

Mir sinn der Iwwerzeegung, dass dat Zesummeliewe vun alle Konfessiounen an eiser Gesellschaft eis Gesellschaft och verbessere wäert. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Madamm Presidentin, och de Vertrieder vun der CSV huet et festgestallt gehat: Mir hu mat deem Projet 7010 vu virdrun effektiv de Reliouns- an de Morallsunterrecht an eise Primärschoulen zugonschte vun engem eenzege Cours ofgeschaaft. Domat hu mer dann awer och déi Situatioun aus der Welt geschaaft, déi mir als Gréng ëmmer widderspréchlech fonnt hunn,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

näämlech datt mer an eisen ëffentleche Schoule Leit schaffen hunn, déi zwee verschidde Patronen haten: engersäits d'Léierpersonal, dat direkt dem Ministère de l'Éducation ënnerstallt war a wou de Chef hiérarchique de Schoulinspekter war - an ab der nächster Rentrée den zoustännege Regionaldirekter -, an anerersäits d'Leit vum Reliounsunterrecht, vun deenen de Reliounsinspekter vum Bistum de Chef war.

Vun der nächster Rentrée u schaffen nëmme Leit an eisen ëffentleche Schoulen, deenen hiren direkte Patron de Ministère de l'Éducation nationale ass. A mir fannen dat gutt esou. Vum éischte Moment un, wou d'Regierung deklaréiert huet, si wéilt kee getrennte Reliounsunterrecht méi an den ëffentleche Schoulen, ass och ëmmer kloer gesot ginn a mam Bistum festgehale ginn, datt de Ministère sech senger Verantwortung vis-à-vis vum Personal net géif entzéien an all Mënsch, dee bis elo fir de Bistum an der Schoul geschafft huet, géif och an der ëffentlecher Schoul eng Plaz fannen.

Trotz dëser klorer Ausso ass et natierlech zu enger relativ grousser Onzefriddenheet beim Reliounspersonal komm, an dat aus Grënn, déi ech duerchaus novollzéie kann. Ech hunn net, wéi den Här Zeimet et e bëssen uklénge gelooss huet, d'Reliounsleit gesinn, ier se an d'Versammlung gaange sinn, an dann erëm, wa se aus der Versammlung komm sinn. Ech hat awer och Entrevuë mat deene Leit an ech hunn eigentlech zwee Grënn fonnt, wou déi Onzefriddenheet hierkomm ass, an, wéi gesot, se sinn novollzéibar.

Eng Persoun, déi decidéiert huet, wëlle Reliounsunterrecht ze halen, engagéiert sech op e bestëmmte Wee, mécht déi eng oder aner spezifesch Formatioun, moolt sech eng berufflech Carrière aus, setzt sech perséinlech a berufflech Ziler, plangt säi Liewen, an an engem Liewesplang ass d'Aarbecht nun emol eng ganz wichteg Komponent.

Wann ech da meng perséinlech Liewensplanung muss ännere, well eng Regierung, déi ech gewielt hunn oder net gewielt hunn, mir mat enger Decisioun e Stréch duerch d'Rechnung mécht, da sinn ech rosen. Dat ass mënschlech, dat ass verständlech, domat war ze rechnen.

An natierlech mécht e Mënsch sech Suergen, dee gesot kritt: „Dee Beruff, deen s du geléiert hues a fënnef, zéng, zwanzeg oder nach méi Joren ausgeüübt hues, deen huet keng Zukunft méi. Du kriss d'Garantie, datt een neie Patron dech iwwerhëlt, mä du kriss eng aner Aufgab. Du muss dech ëmbilden, du muss dech weiderbilden!" Datt esou e betraffene Mënsch sech ongerecht behandelt a bestrooft fillt, obschonn e soss näischt gemaach huet wéi seng Aarbecht, ass och duerchaus nozevollzéien.

Den Ierger aus de Reie vum Reliounspersonal, wéi et wierklech eescht ginn ass mat de Pläng vun der Regierung, wéi de Minister ugefaangen huet, dat ëmzesetzen, wat en ugekënnegt hat, war also net verwonnerlech, mä virauszegesinn.

Madamm Presidentin, mir mengen, datt eis Regierung, datt de Minister Meisch am Dossier Reprise vu Reliounsenseignantë ganz gutt geschafft huet, datt dat Gesetz, wat mir de Mëtten hei stëmmen, ee gutt a fairt Gesetz ass, datt de Minister dat Mënschemëiglecht gemaach huet, fir eng ganz gutt, eng gutt oder zumindest eng acceptabel Offer fir all Betraffenen ze fannen.

A wann ech och wierklech vill Verständnis fir d'Suergen an den Ierger vun de Betraffenen hat, wéi de Prozess ugefaangen hat, dee mer haut mat zwee Gesetzer ofschléissen, da wëll ech nach eng Kéier ganz bestëmmt am Numm vu menger Fraktioun soen: Éischtens, et war richteg a wichteg, e gemeinsame Wäerteunterrecht fir all eis Kanner anzeféieren. An zweetens, mat dem Gesetz vun der Reprise vum Reliounspersonal hu mer eng equitabel Léisung fir déi ganz Schoul fonnt.

Ech verstinn och, datt déi gréisst Oppositiounspartei géint de Projet de loi 7010 stëmmt. Do ginn eis Meenungen einfach auserneen. Dat kann een och net ewechdiskutéieren. Mä wann de Projet de loi 7010 bis gestëmmt ass, da verstinn ech awer net esou richteg, firwat datt d'CSV géint dëse Projet stëmmt. Well ech wéisst net, wat se mam Personal aneres gemaach hätt wéi dat, wat d'Regierung elo mécht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Den honorabelen Här Delles huet a sengem Rapport déi grouss Linne vum Projet de loi opgezielt. Him ee grousse Merci. Ech brauch duerfir net alles ze widderhuelen, mä ech wëll awer däitlech maachen, firwat datt mir, déi gréng, déi erschaffte Solutioun vun dësem Projet de loi gutt fannen.

Éischtens, de Ministère huet selbstverständlech säi Wuert gehalen. All Reliounsenseignant, deen dat wëllt, gëtt vum Ministère iwwerholl a verléiert näischt an der Pai.

Zweetens, all Concernéierten huet vun elo un nach dräi Joer Zäit, fir seng Decisioun ze iwwerdenken. Dat heescht, dee kann zum Beispill soen, hie wéilt beim Bistum bleiwen oder eppes studéieren an dann awer nach beim Ministère ënnerdaach kommen. Dat ass eng Offer, déi ech als fair, ech géif souguer soe generéis géif bezeechnen.

Drëttens, all Mënsch ass méiglechst no bei senger Qualifikatioun agestallt ginn. Vun deenen 140 hunn der ronn 100 Zougang an d'Réserve des suppléants. Dat sinn déi mat Première. Fir eng ronn 40, déi en Troisièmes- oder en Onzièmesdiplom haten, ass extra eng Réserve d'auxiliaires éducatifs geschafe ginn. Dat ass gutt fir déi betraffe Leit an dat ass gutt fir d'Schoul. Ech mengen, den Här Engel hat liicht aner Chifferen. Meng komme vum Site vum Ministère vu virun engem Joer vläicht, mä ech mengen, an de grousse Linne stëmme se.

Véiertens, et ass probéiert ginn, de Leit gerecht ze ginn, ouni de System vum Zougang zu de Schoulen ze verbéien. An et ware souguer vum Ministère nach e bësse méi gënschteg Konditioune proposéiert ginn, den Här Delles hat et och hei gesot. Mir hunn eis awer un dem Statsrot säin Avis gehalen a wat eis betrëfft, net just, well et eng Opposition formelle war, mä well de Statsrot och recht hat mat senge prinzipielle Bedenken, datt mer eis scho sollen un d'allgemeng Regelen halen.

Fënneftens, et besteet och d'Méiglechkeet - an och dat huet den Här Delles gesot -, fir beim Bistum ze bleiwen. Dat ass eng Optioun, déi gëtt gäre vergiess. Well onzefridde ware virun allem déi Leit, déi e Bachelor en pédagogie religieuse haten. Si hunn dee Bachelor net unerkannt kritt. An ech muss och soen, mech huet et e bëssen erstaunt, datt zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg awer och carrement näischt unerkannt huet vun deem Studium.

Et kann ee jo och Schoulmeeschter a Léierin studéieren, andeems een an d'Ausland geet. Et sinn der vill an der Belsch ënnerwee. An ech weess net, ob ee Kandidat op enger auslännescher Uni probéiert huet, Deeler vu sengem Bachelor en pédagogie religieuse unerkannt ze kréien. Dat sinn Decisioune vun Unien, dat géif mech mënschlech a berufflech schonn interesséieren, wat dann zum Beispill eng belsch Schoul gesot huet. Wann et do Erfahrunge ginn, da wäert ech déi no menger Ried hei wahrscheinlech zougestallt kréien. Ech freeë mech drop.

Et bleift awer och ze soen, datt et mir och e bëssen onverständlech ass, firwat ee mat esou engem Bachelor en pédagogie religieuse wëllt an d'ëffentlech Schoul wiesselen. Dat wier dach wierklech déi optimal Ausbildung, fir Reliounsunterrecht fir de Bistum ze halen.

Madamm Presidentin, ech hat am Ufank vu menger Ried gesot, de Reliounsinspekter wier de Chef vum Reliounspersonal gewiescht. Um Site vum Äerzbistum gëtt nach ëmmer ee Collège des inspecteurs de l'instruction religieuse et morale dans l'enseignement fondamental mat fënnef Leit gefouert.

Vun dëse Leit ass menges Wëssens ni geschwat ginn. Ech huelen un, datt si hir Inspektioun och net haaptberufflech gemaach hunn, fënnef Inspekteren op 140 Leit, dat wier soss awer ze vill generéis. Ech huelen och net un, datt si elo Directeur régional an eisem Enseignement fondamental ginn. Sinn an deem Sënn keng Usprëch un de Ministère gestallt ginn? Dat wier dann nach eng Fro, déi ech un de Minister stellen.

Ech brénge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Adam. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, och hei erëm e grousse Merci un den Här Delles, well en eis dee Projet esou kompetent präsentéiert huet. D'ADR ass jo net d'accord mat der Ofschafung vum Reliounsunterrecht a mir sinn an der logescher Folleg och net d'accord mat der Behandlung, mat där elo d'Enseignantë konfrontéiert sinn.

Et ass hei scho vill driwwer geschwat ginn, ech brauch dat also net nach eng Kéier alles am Detail ze widderhuelen. Just grondsätzlech kënne mir als Partei och net acceptéieren, datt esou vill Humiliatiounen awer geschitt sinn an esou vill Onsécherheeten déi Leit begleet hunn an der leschter Zäit. Et ass eng Manéier, wou d'Regierung, an dat erkennen ech hunn, probéiert huet, eng Léisung ze fanne fir déi Leit. Ech mengen, et ass jo och den absolutte Minimum, deen ee kann erwaarden. Awer trotz deem Chaos waren eng ganz Rei vu Situatiounen - ech wäert eng beschreiwen -, déi awer wierklech net acceptabel sinn.

Et ass onfrëndlech, wéi mat deene Leit ëmgaange ginn ass. Et ass einfach den Ennerscheed ze maachen, ob ee fräiwëlleg an d'Situatioun kënnt, datt een de Beruff wiesselt, oder ob de Stat dat imposéiert. A wann de Stat esou eppes imposéiert, da muss e sech och méi generéis weisen a méi Versteesdemech weisen, wéi dat hei geschitt ass.

Ech wollt op déi Situatioun, fir dat Beispill vun der Konfusioun och an den Diskussiounen e bëssen ze illustréieren, vun deenen Diskussiounen agoen, déi mer an der Kommissioun haten. Näämlech dat ass déi Verwendung fir d'Auxiliaires éducatifs. Wat sollen déi Leit maachen? Do ass gesot ginn: Si assistéieren an der Primärschoul, si intervenéieren net. Dat war d'Äntwert op déi Fro: Firwat sinn d'Sproochekenntnisser - am Ufank ware guer keng virgesinn - duerno ganz niddreg virgesinn? Opgrond vun engem Règlement grand-ducal - do kann een och diskutéieren, ob dat wierklech duergeet, do si fir déi dräi Sprooche B1, A2 an A1 virzegesinn -, dem Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2010. Mä d'Äntwert war awer: Si intervenéieren net, si assistéieren nëmmen.

Elo kann een natierlech soen: Jo, mä wien assistéiert, dee muss och d'Sprooche kënnen, déi an esou enger Situatioun gefrot sinn. Mä da kënnt eng weider Kontradiktioun, do ass gefrot ginn: Wat maachen dann déi Auxiliaires éducatifs an de Vakanzen? Do ass gesot ginn: Déi maachen administrativ Aufgaben. Esou steet et an de Rapporte vun eiser Kommissioun. Jo, wien administrativ Aufgaben erfëllt, dee muss och erëm d'Sprooche kënnen. Also hei ass eng Konfusioun. Hei ass emol keng kloer Virstellung vun deem, wéi wierklech dee beruffleche Profill vun deene Leit soll an Zukunft ausgesinn.

Ech mengen, vill Virriedner hunn déi Situatioune beschriwwen, mënschlech Situatiounen. Fir eis ass eng Grondausriichtung do, datt, wann de Stat higeet an en hëlt den Dram vun deene Leit hirer berufflecher Existenz ewech - wéinstens an deem Sënn, datt se sech musse fundamental nei orientéieren -, dann huet dat mat Dignitéit a mat Respekt ze geschéien. An dat hu mer an der Approche vun der Regierung awer vermësst.

A fir dat och nach eng Kéier ze ënnersträichen, wäerte mir dëst Gesetz net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Kartheiser. Et ass elo keen Deputéierte méi hei ageschriwwen, da géif ech direkt dem Här Jugend- an Educatiounsminister d'Wuert ginn zu dësem Projet. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, et ass bal alles gesot heizou a villes kann ech deelen. Ech verstinn déi Gefiller, déi an deene betraffene Leit virgaange sinn, wou se vun där Annonce hei héieren hunn. Ech verstinn och, datt et dann net schnell genuch ka goen, fir konkret ze wëssen: Wat heescht dat dote fir eis?

Ech verstinn, datt, wann ee sech säi Liewe laang op eppes verlooss huet, op de politesche System verlooss huet, op, hei, datt an der ëffentlecher Schoul iwwert de Bistum géif Reliounsunterrecht ugebuede ginn, ee sech wahrscheinlech net konnt virstellen, datt dat géif änneren, datt dat e Beruffschoix war, datt een och nach Formatioune gemaach huet, fir dat kënnen ze maachen, an dat duerch eng politesch Decisioun op eemol net méi méiglech ass, ee sech do aus der Bunn gehäit virkënnt. Dat hunn ech vun Ufank un ëmmer ganz gutt kënnen novollzéien. Duerfir war et wichteg, datt d'Regierung och schonn an hirem Regierungsprogramm gesot huet, datt natierlech do kee géif fale gelooss ginn, datt mer natierlech géifen Offere fir eng Reprise maachen an datt mer eis do vläicht méi och engagéiert hunn, wéi eigentlech vläicht och noutwendeg gewiescht wär, souwuel fir dem Usproch mam Regierungsprogramm wéi och der Konventioun mam Bistum kënne gerecht ze ginn.

Finalement denken ech, ass et do och net nëmmen eng Fro gewiescht vu Geld a vu Carrière, mä och vu Motivatioun, fir eng nei Aufgab kënnen unzehuelen, an och, well mer wëssen, datt e Beruff och e Stéck mat Liewenszefriddenheet ze dinn huet, och déi an enger neier berufflecher Realitéit kënnen erëmzefannen.

Et ass gesot ginn, mir hätten do vill Zäit verluer. Jo, ech mengen, datt déi Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, déi gemeinsam Reflexiounen, déi mer gefouert hunn, och deen Interessebildungsprozess a Meenungsbildungsprozess op der Säit vun de Concernéierten, déi eng Associatioun gegrënnt hunn, déi sech enger Gewerkschaft ugeschloss hunn, fir datt mer do och mat representativen Interlocuteure konnten zesummen diskutéieren, datt dat effektiv Zäit gebraucht huet. An ech denken och, datt mer haut gesinn, datt et richteg war, sech déi doten Zäit ze huelen, well mer awer aner Léisunge fonnt hunn, wéi se vläicht am Ufank iwwerhaapt virstellbar waren.

Datt et schwiereg géif ginn, war kloer, well mer wollten op där enger Säit Brécke bauen an eng nei berufflech Zukunft. Mir wollte se och esou proposéieren, datt do och individuell Weeër méiglech wären, datt een och do net seet: „Du hues dat do elo gemaach an duerfir muss de elo dat do maachen an et kënnt näischt aneres a Fro", mä datt mer do schonn de Choix och géife loosse fir déi Concernéiert, tëschent e puer Optiounen ze wielen, a gläichzäiteg op där anerer Säit awer ze soen: „Jo, iergendzwousch musse mer eis un de Fonctionnement vun der Éducation nationale halen, mer mussen eis un de Fonctionnement vun der Fonction publique halen a kënnen do net elo hei komplett derzou derogéieren."

Duerfir si mer jo herno op de Wee gaangen, fir ze kucken: Wat fir eng Basisformatioun hunn déi eenzel Leit? Wat brauch ee vu Formatioun, fir a gewëssen Aktivitéiten eranzekommen? Wat sinn normal Kritären, déi och aner Agenten, déi déi Aktivitéit do maachen, hu missen erfëlle vu Formatioun, vu Stagen, vu Beruffserfahrung an esou weider?, an eis do ganz, ganz no drun ze orientéieren.

Dat hu mer gemaach an dat huet d'Aufgab natierlech net méi einfach gemaach, huet awer haut, denken ech, vun haut aus un den Avantage, datt déi, déi, sief dat an enger Réserve des suppléants, sief dat op enger vun deene ganz villen anere Méiglechkeeten, wou ee vun

där Réserve des auxiliaires éducatifs kann hin och detachéiert ginn, datt een do net kënnt als een, deen elo e Bypass kritt huet, fir do eranzekommen, als een, deen net deeselwechte Bagage matbréngt wéi all déi aner, déi déiselwecht Aktivitéit maachen, mä als een, dee ka soen: „Ech hu meng Basisformatioun, ech hunn déi doten Zousazformatioun gemaach, ech erfëllen all Viraussetzunge wéi s du, du an du och, déi haut mat mir hei zesummeschaffen." Ech denken, datt dat fir d'Aarbechtsklima an Zukunft fir déi betraffe Leit extrem, extrem wichteg ass an datt dat och nach ëmmer de richtege Choix war.

Et si Gespréicher am grousse Grupp gefouert ginn. Ech war do och derbäi mat all deene Concernéierten, fir iwwer éischt Prinzipien ze informéieren an ze diskutéieren. Do huet ee gemierkt, datt net engem déi grouss Sympathie entgéintgesprongen ass. Et sinn awer och ganz vill Gespréicher tëschent eise Mataarbechter vum Personalservice vum Ministère an deene Concernéierte gefouert ginn, Eenzelgespréicher, eng Kéier, zweemol, dräimol, fir sécherzestellen, datt déi richteg Informatiounen eriwwergaange sinn, datt och mir richteg verstanen hunn: Wat ass eigentlech am individuelle Fall déi Perspektiv, déi een eigentlech gären hätt oder déi ee kann offréieren? Well dat awer ëmmer individuell huet missen och gekuckt ginn. Och dat huet Zäit geholl, mä och dat, denken ech, war awer richteg esou.

Mir hunn eis net nëmme bei der Reprise an deenen Offeren, déi mer gemaach hunn, leede gelooss vun den allgemenggültege Prinzipien, wie wat kann, wie wat fir eng Aktivitéit kann ausüben. Mir hunn dat och gemaach a maachen et an Zukunft, wann zum Beispill an der Réserve des suppléants festgeluecht gëtt: Jo, wat fir eng Aufgab iwwerhuelen ech elo ab nächste 15. September?

Ech wëll soen, datt net nëmmen déi, déi elo vun dësem Gesetz hei wäerte profitéieren, fir an d'Réserve des suppléants ze kommen, nach net wëssen, wat si de 15. September maachen. Och all déi aner haiteg Membere wëssen dat nach net mat Gewëssheet. Also do gëtt et och keng ongläich Behandlung tëschent deenen neie Memberen an deenen, déi haut schonn do sinn, mä datt herno och no deene Regelen, wéi se bis elo ëmmer gülteg waren, a wéi ech mer se am Enseignement fondamental och net aneschters konnt virstellen, gekuckt gëtt: Wien assuréiert wat fir ee Fach?

An do ass et méiglech, datt och een, deen elo Reliounsenseignant war, an Zukunft kann déi eng oder aner Stonn oder méi Stonne souguer „Vie et société" assuréieren, mä awer no deene Regelen, wéi mer se kennen. Haut si vill Stonnen, déi vu Chargéen aus der Réserve des suppléants assuréiert ginn, no deene Regelen, wéi mer se kennen, no deene Prioritéitsregelen. An dat ass och méiglech. Fest Verspriechen do ze ginn, hätt natierlech bedeit, datt een deenen, déi haut déi Rechter do hunn, déi haut en rang utile sinn, fir ze wielen, datt een deenen der och virun d'Féiss gesat hätt a virun d'Nues gesat hätt. Dat wollte mer net. Domadder hätte mer sécherlech och kee proppert Aarbechtsklima fir d'Zukunft gehat.

Déiselwecht Iwwerleeung huet eis och guidéiert, wann et ëm déi Diskussioun gaangen ass: Déi Leit, déi e Bachelor en pédagogie religieuse gemaach hunn, misste mer do net iergendwéi aner Weeër nach fannen, aner Aufgaben, an eng aner Kategorie aklasséieren? Jo, mir hunn dat gekuckt a mir kennen awer emol nëmmen am Enseignement fondamental ee Bachelor, an dat ass deen en sciences de l'éducation, dee mer unerkennen oder en equivalente vun enger anerer Héichschoul. An dat entsprécht nun awer emol net deem doten. An d'Uni Lëtzebuerg, de Claude Adam huet virdru gesot, do si ganz wéineg Iwwerschneidungen, esou wéineg, datt se kaum eppes konnten unerkennen. A bis elo konnt op jidde Fall kee beleeën, datt do hätt misse méi unerkannt ginn. Da kann een och net soen: „Ech hunn elo eng equivalent Formatioun!"

Mir hunn awer deene Concernéierten an där 120-Stonne-Formatioun, déi noutwendeg war, fir an d'Réserve des suppléants iwwerhaapt kënnen eranzekommen, d'office d'Halschent och guttgerechent. Op där anerer Säit, denken ech, hunn ech als Minister eng Verantwortung an ech mengen, et ass keen heibannen, deen dat wierklech am Häerz aneschters gesäit, datt mer och fir Remplacementer an der Schoul ze maache Leit brauchen, déi eng Basisnotioun vun Didaktik hunn an der Mathematik, am Franséischen, am Däitschen an och d'Legislatioun kenne vum Enseignement fondamental, fir ze wëssen, a wat fir engem Environnement datt se do intervenéieren. An duerfir hu mer awer missen e Minimum vu 60 Stonne fixéieren.

Ech wollt nach doriwwer erausgoen, net bei där 120-stënneger Formatioun, déi noutwendeg ass, fir an d'Réserve des suppléants eranzekommen, mä ech hat eng Propos gemaach un d'ALERF, d'Representante vun de Reliounsenseignanten, fir ze soen: Kommt, mir kucken an Zukunft bei der jäerlecher obligatorescher Formation continue, datt mer eventuell do Contenuen nach kéinten urechnen, datt ee vläicht do vun deene 16 obligatoresche Stonnen iwwert déi nächst zéng Joer op aacht Stonne géif erofgoen! Ech muss awer soen, datt dat och net zu engem Konsens gefouert huet an deenen Diskussiounen, soudatt et do och net méiglech war, méi wäit nach ze goe wéi dat, wat mer da virdru festgehalen haten.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Här Minister, erlaabt Der, den Här Kartheiser wëllt Iech gären eng Fro stellen.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Selbstverständlech!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Och Merci, Här Minister. Ech wollt just froen: Hutt Der dann net dru geduecht, fir bei deem Bachelor en pédagogie religieuse do eng Iwwergangsléisung ze maachen? Et hätt een dat jo kënne gläichstelle mam Bachelor en sciences de l'éducation just fir déi Leit, déi e schonn hunn, bis déi da pensionéiert gi sinn. Och an aner Beräicher hu mer jo Iwwergangsléisunge gehat. Mä et hätt deene Leit awer wéinstens eng Unerkennung vun hiren Diplomer erméiglecht, ouni se weider ze humiliéieren. Kuckt emol…

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Här Kartheiser, Dir hutt e puermol haut de Mëtteg gesot, wann Dir bis an der Regierung sidd, da géif dat an dat änneren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Ech kann Iech soen: Soulaang ech d'Responsabilitéit an der Regierung fir d'Éducation nationale droen, intervenéiert keen an de Schoulen, deen net eng Basisnotioun huet vun der Didaktik an der Mathematik, am Rechnen, am Däitschen an am Franséischen!

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

Neen, dat hu se net gemaach. Si hunn net an deenen dote Fächer enseignéiert. Si hunn net eng Formatioun doranner gehat. Dat ass meng Responsabilitéit, fir d'Qualitéit vum Enseignement fir all Kanner hei am Land ze assuréieren. An duerfir konnt ech a wäert ech op esou Fuerderunge wéi déi doten net agoen!

Ech hoffen, datt bei all deene schwieregen Diskussiounen, déi mer haten, Kloerheet ass elo fir déi Betraffen. Ech hoffen, datt e gutt Zesummewuessen an deenen Equippe wäert sinn, déi sech do wäerte bilden, souwuel an der Réserve des suppléants wéi och an der Réserve des auxiliaires éducatifs, wou mer jo innovéiert hunn, fir iwwerhaapt d'Méiglechkeet ze hunn, fir Weeër kënnen opzemaachen, wou déi Leit a ganz ënnerschiddlech Beruffsaktivitéite kënnen eragoen.

Dat kann dat sinn, wat hei beschriwwe ginn ass. Dat kann awer och an engem Lycée eng ausserschoulesch Aktivitéit sinn. Dat ka beim SNJ eng Aktivitéit sinn, dat ka bei de staatleche Kannerheemer eng Aktivitéit sinn. Do hu mer eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten opgemaach. De Choix läit net bei eis. De Choix läit bei deene Betraffenen, fir erauszefannen, wat een an Zukunft eigentlech wëllt maachen a wou engem seng Motivatioun läit. An ech hoffe finalement, datt do déi Betraffen alleguerten hir Motivatioun zréckfannen an och an hirer zukünfteger berufflecher Aktivitéit e Stéck Liewensfreed kënnen owes mat heemhuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fänken dann elo u mat der Ofstëmmung vum Projet de loi 7078.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7078 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Prokura.

De Vott ass ofgeschloss: 34 Jo, 26 Neen. Domat wär dee Projet 7078 dee Moment ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Georges Engel), Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze accordéieren?

(Assentiment)

Merci.

Sou! Bleift eis nach ee Projet, eng punktuell Ëmännerung vum Mietsgesetz, den „Bail à usage d'habitation", an och verschidden Dispositioune vum Code civil. Dat ass de Modèle de base. An ech géif direkt dem Rapporteur Max Hahn d'Wuert ginn.

11. 7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission du Logement

M. Max Hahn *(DP), rapporteur.*- Merci, Madamm Presidentin. An eise Gemenge kann et emol virkommen, dass sech Locataire a Proprietaire net iwwert de Loyer eens ginn oder de Montant vun de Chargen. Dacks fanne béid ënner sech en Accord. Mä sollt dat net de Fall ginn, kënnt déi sougenannten „Commission des loyers", d'Loyerskommissioun also, an d'Spill. Dës Kommissioun muss dann decidéieren, ob d'Héicht vum Loyer unzepassen ass oder net. An deenen allermeeschte Fäll geet et esou. E Kompromëss kann iwwert deen dote Wee fonnt ginn, ouni dass dat Ganzt op d'Geriicht muss goen.

Zënter dem Gesetz vum 21. September 2006 hunn awer net méi all d'Gemengen hir eege Loyerskommissioun. Fir d'Gemenge mat manner wéi 6.000 Awunner ginn et kantonal Kommissiounen. Hei besteet also eng Ulafstell fir méi Gemengen zesummen. Am Gesetzesprojet, iwwert dee mir hei schwätzen, geet et ëm d'Vereinfache vun der Nominatiounsprozedur vu genau dëse kantonale Loyerskommissiounen.

Wéi gesot, am Moment ass d'Nominatiounsprozedur vun de Membere vun de kantonale Loyerskommissiounen net ëmmer praktesch. Ech erkläre mech: Fir Gemenge mat iwwer 6.000 Awunner ass et relativ einfach. Déi effektiv Memberen a Stellvertrieder gi vun de Gemengeconseilleren designéiert a vum Innenminister approuvéiert.

Wat awer elo déi Gemengen ugeet, déi manner wéi 6.000 Awunner hunn a fir déi domadder eng kantonal Loyerskommissioun zoustänneg ass, ass et bis elo méi komplizéiert. Déi verschidde Conseilleren aus all de Gemenge mussen zesummekommen, fir eng Lëscht mat Kandidate festzehalen. Et war awer net ëmmer einfach, all dës Leit zesummenzekréien, besonnesch well a verschiddene Loyerskommissiounen eng grouss Zuel u Conseilleren hu missen uwiesend sinn.

Dass et d'Distriktskommissariater ënnert där Form jo zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 2. September 2015 net méi gëtt, brauch ech Iech heibannen net ze soen. An deem Sënn mécht de Gesetzesprojet vun haut och hei déi néideg Upassungen.

Déi elo grad beschriwwe schwéierfälleg Prozedur gëtt mat dësem Gesetzestext vereinfacht. Dat, andeems se duerch e Vote par correspondance ersat gëtt. Sou brauch da keng speziell Reunioun méi organiséiert ze ginn. Dës nei, vereinfacht Prozedur baséiert sech op den aktuelle Modell vun der Designatioun vu Gemengendelegéierten, déi an engem Syndikat méi wéi eng Gemeng representéieren.

Madamm Presidentin, souwuel d'Chambre des Métiers wéi och d'Chambre de Commerce gesinn dëse Gesetzesprojet positiv. Dat, well et zu enger Simplification administrative kënnt. Ech mengen, an engem Zäitalter vun Internet an iPad ass et richteg, eise Gemengeresponsabelen och d'Liewen esou einfach wéi méiglech ze maachen. Elo gëtt einfach e Bréif geschéckt, amplaz dass eng Reunioun vun all de Conseilleren aberuff muss ginn.

Wann ee weess, dass eis Leit an de Gemenge wierklech genuch Aarbecht hunn, kann een dës Ännerung nëmme begréissen. Ech mengen, dat schéngt eng Léisung ze sinn, déi jiddwereen zefridde sollt stellen.

Fir déi eenzel Avisen, Madamm Presidentin, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an ech ginn heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. An ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur, dem Här Max Hahn. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies *(CSV).*- Madamm Presidentin, Merci fir d'Wuert. Ech maachen et kuerz. Bon, ech mengen, de Rapporteur, de Max Hahn, huet dat virbildlech gemaach, huet all Detail explizéiert vun dëse Modifikatiounen. An duerfir och him ee ganz, ganz décke Merci fir deen ausféierleche Rapport. An ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Lies. Als zweet Riednerin hunn ech ageschriwwen d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Merci. Ech schléisse mech dem Virriedner un a géif dann och dem Deputéierte Max Hahn Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn domadder dann direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och Iech. Dann den Här Claude Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och den Accord vun der grénger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Merci soen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och Iech. An dann nach den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Mir wäerten dëse Projet de loi och matstëmmen, wollten awer nach drun erënneren, datt och am Koalitiounsaccord vun der Regierung drastoung, datt iwwerhaapt d'Commissions des loyers missten nach reforméiert ginn, notamment och en Droit d'autosaisine sollte kréie bei enger Allocation loyer, fir dofir sécherzestellen och, datt keng iwwerdeiert Loyere sollen esou subventionéiert ginn.

Mir sinn der Meenung, datt déi Commissions, datt déi Kommissiounen immens wichteg sinn an zurzäit och net ëmmer esou funktionéieren, wéi se sollten, an de Gemengen, well mer wëssen, datt vill Locataire net ëmmer sech bewosst sinn, wat hir Rechter sinn a wou se sech kéinte mellen.

Mir wäerten natierlech dat heite matstëmmen. Dat mécht Sënn, déi Reform. Mä mir wäerten eis och freeën, wa wierklech och eng richteg Verstäerkung vun dëse Kommissioune wäert duerchgezu ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci och Iech, Här Wagner. Soss

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Sommaire des séances publiques nos44, 45 et 46

44e séance

Ouverture de la séance publique p. 592

Message de M. le Président p. 592

Ordre du jour p. 592

6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel p. 592-593

7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 593

7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016) p. 593-598

45e séance

Ouverture de la séance publique p. 599

Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire p. 599

Ordre du jour p. 599

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 599

- Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

- Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 599-600

- Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 600

- Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 600

- Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 600-601

- Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 601

- Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 601

- Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 601-602

Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b p. 602-603

7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation p. 603-612

46e séance

Ouverture de la séance publique p. 612

Communications p. 612-613

Ordre du jour p. 613

7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 p. 613
p. 614

7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles p. 613-614

7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen p. 614-615

7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves p. 615-621

7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire p. 621-627

7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire p. 627-630

7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil p. 630-631

hunn ech keen ageschriwwen. Da géif ech direkt dem zoustännege Minister, dem Här Marc Hansen, d'Wuert ginn.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Jo, Madamm Presidentin, ech maachen et da gradesou kuerz wéi alleguerte meng Virriedner. Den zweeten Deel vun där ganzer Operatioun kënnt u sech eréischt en Donneschdeg bei Iech op den Ordre du jour. Et ass jo hei eng Diskussioun, déi opkomm ass an dem Kontext vun de Gemengesyndikater. Et ass eng Simplification administrative, wéi dat ganz gutt hei gesot ginn ass. An ech sinn natierlech frou, dass dat eng breet Zoustëmmung hei fënnt, well dat mécht alleguerten de Gemengeresponsabelen, déi och no dem 8. Oktober da wäerten dorëmmer am Amt sinn, et méi einfach, fir eben déi Loyerskommissiounen ze besetzen.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Minister.

Domat sinn d'Debatten ofgeschloss. A mir kënnen direkt ufänke mat ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7127 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Prokura.

De Vott ass ofgeschloss. A wéi et ugaangen ass haut, hält et och op: 60 Stëmmen derfir. E ganz gutt Resultat. Merci!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Claude Wiseler), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

(Brouhaha)

Lauschtert elo nach ee Moment no, wann ech gelift!

Éischtens, d'Dispens vun dem zweete Vote constitutionnel: Ier Der Iech hieft, sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Zweetens, ech wëll Iech Merci soe fir Är Disziplinn. Mir si ganz gutt virukomm.

Drëttens - ganz wichteg: Muer geet d'Sëtzung um hallwer zwou un. Sidd wann ech gelift all matzäiten do, dass mer och gutt muer virukommen!

An domat hiewen ech dann d'Sëtzung vun haut op an nach eng Kéier villmools Merci.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3109	Marc Baum	Création d'entreprises artisanales et formation professionnelle pour adultes
3116	Léon Gloden	Trafic de poids lourds dans le centre de Wasserbillig
3130	Martine Hansen	Produits vendus dans les écoles
3136	Gusty Graas	Trottinettes en libre service
3137	Martine Mergen	Classes anglophones au Lycée Michel Lucius
3141	Nancy Arendt	Brevet de natation
3154	Max Hahn	Lampes à diode électroluminescente (LED)
3164	Gusty Graas	Plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich»
3165	Yves Cruchten	Installations de biogaz
3169	Gusty Graas	«Littering»
3170	Marc Lies	Introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État
3173	Marc Lies	Traitements contre l'arthrose
3182	Alex Bodry	Colportage
3185	Octavie Modert	Fermeture de bureaux de poste
3186	Laurent Mosar	Fin de l'argent liquide
3187	Roy Reding	Immatriculation d'avions historiques
3189	Diane Adehm	Presse en ligne
3190	Laurent Mosar	Agence bancaire européenne (ABE)
3194	Nancy Arendt	Risques sanitaires et autres liés aux émissions de particules et de NO_x par les véhicules routiers
3197	David Wagner	Procédure en matière de législation fiscale
3198	Alexander Krieps, Edy Mertens	Travaux préalables à l'installation d'appareils IRM supplémentaires
3199	David Wagner	Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL)
3204	Fernand Kartheiser	Excision
3208	André Bauler, Gusty Graas	Marquage routier
3280 urgente	Laurent Mosar	Traite des êtres humains

Question 3109 (30.06.2017) de **M. Marc Baum** *(déi Lénk)* concernant la **création d'entreprises artisanales et** la **formation professionnelle pour adultes:**

Avec la création de 4.506 nouveaux postes en 2016, l'emploi dans le secteur de l'artisanat a connu la hausse la plus importante depuis la crise économique de 2007-2008. 7.034 entreprises du secteur emploient désormais 90.476 salariés. Avec 144 entreprises créées l'année passée selon les informations publiées par la Chambre des Métiers, le secteur connaît pourtant une concentration accrue et par conséquent un nombre moyen de salariés par entreprise qui augmente régulièrement d'année en année.

En même temps le système éducatif luxembourgeois n'arrive pas à former assez d'artisans pour occuper les postes créés par les entreprises artisanales. Ainsi, seulement 368 personnes ont pu obtenir leur diplôme professionnel tandis que 111 professionnels du secteur ont obtenu leur brevet de maîtrise. Les entreprises artisanales sont ainsi de plus en plus contraintes de recourir à des professionnels non résidents pour pouvoir se développer et assumer leurs commandes.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

1) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me confirmer le chiffre des 144 créations d'entreprise dans l'artisanat?

2) Dans l'affirmative, quelle est la répartition des 144 entreprises créées en 2016 parmi les différents groupes d'activités de l'artisanat?

3) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des informations sur la nationalité ainsi que le pays de résidence des repreneurs d'entreprises artisanales et des gérants des entreprises artisanales nouvellement créées?

4) Quels sont le niveau de formation et la moyenne d'âge des créateurs/repreneurs d'entreprises? Parmi ces personnes, combien de personnes ont effectué une reconversion professionnelle? Combien de personnes reprennent une entreprise familiale?

5) Quelle est la part des femmes parmi ces gérants/créateurs d'entreprise?

6) Combien d'entreprises artisanales ont cessé leurs activités et combien d'entreprises ont été reprises durant l'année 2016?

7) Quelle a été la création d'entreprises nette dans l'artisanat? Quelle est la part de la création d'entreprises nette dans l'artisanat dans la création nette globale d'entreprises au Luxembourg?

Dans son discours dans le cadre de l'interpellation de Monsieur le Député Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine, Madame la Secrétaire d'État Francine Closener a déclaré qu'il existait déjà de nombreux programmes visant à développer la formation professionnelle continue afin de faciliter et d'encourager la reconversion professionnelle.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État à l'Économie:

8) Madame la Secrétaire d'État peut-elle me fournir des informations concernant le nombre de personnes qui se trouvent actuellement en reconversion professionnelle et ce à quel niveau?

9) Quelles formations dans le domaine de l'artisanat actuellement offertes sont accessibles à des adultes et des personnes en reconversion professionnelle?

10) Quels organismes proposent ces formations et à quel niveau de formation mènent-elles?

11) Est-il garanti que les acquis professionnels antérieurs des personnes en reconversion, tel que p. ex. des capacités d'analyse et de gestion, sont effectivement valorisés dans le processus de formation et d'orientation? Si oui, comment cette valorisation a-t-elle lieu et quels sont ses résultats?

12) L'accès aux cours dans le cadre des formations professionnelles continues est-il assuré à tous les candidats intéressés au début de chaque année respectivement de chaque semestre scolaire?

13) Les cours sont-ils proposés de façon à permettre aux candidats intéressés d'obtenir leurs diplômes dans les plus brefs délais possibles?

14) Les cours sont-ils proposés chaque année pour tous les métiers dont l'exercice nécessite un diplôme professionnel respectivement un brevet de maîtrise?

15) Combien de personnes réussissent dans leur reconversion professionnelle par le biais de la formation professionnelle pour adultes? Combien de personnes réussissent leur reconversion par le biais d'une VAE? Quelle est la durée moyenne de leur parcours formatif et le niveau obtenu?

16) Madame la Secrétaire d'État est-elle d'avis que le dispositif en place pour la reconversion professionnelle répond aux besoins de l'économie et notamment à la pénurie des artisans et offre une réponse satisfaisante à la demande des personnes concernées?

Réponse commune (17.08.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

La première série de questions de l'honorable Député concerne la création d'entreprises artisanales et appelle les réponses suivantes:

Le Ministère de l'Économie a octroyé des autorisations d'établissement pour des activités artisanales à 199 sociétés nouvellement constituées en 2016. Dans la même année, 71 sociétés poursuivant des activités artisanales ont cessé leurs activités pour diverses raisons. Il y a donc une création nette de 128 sociétés poursuivant des activités artisanales en 2016.

Les autorisations d'établissement pour des activités artisanales se répartissent comme suit, selon le secteur d'activité et le sexe des dirigeants: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

Une même entreprise peut exercer dans plusieurs secteurs d'activité.

Parmi les autorisations octroyées, 16% ont été octroyées à des ressortissants de nationalité luxembourgeoise, 15,5% à des ressortissants de nationalité belge, 8,7% à des ressortissants de nationalité allemande, 25,7% à des ressortissants de nationalité française et 17,4% à des ressortissants de nationalité portugaise. Le reste (16,5%) des autorisations a été octroyé à des ressortissants de diverses nationalités, y compris de pays tiers.

Pour ce qui est des créations d'entreprise en nom personnel, le Ministère de l'Économie a octroyé 158 autorisations pour des activités artisanales, dont 88 à des femmes et 70 à des hommes.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Un seul entrepreneur en nom personnel a demandé l'annulation de son autorisation en 2016. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène: Ainsi, une transformation de la forme juridique de l'entreprise en nom individuel en société n'est pas toujours détectable lors de la procédure administrative en matière d'autorisation d'établissement. Il faut également noter que les artisans en nom individuel ne sont pas répertoriés au RCS et que la cessation d'activité n'est actée qu'avec plusieurs mois de retard, quand les personnes concernées prennent le soin d'en informer le ministère. La loi modifiée du 2 septembre 2011 prévoit pour ces situations qu'une autorisation non utilisée perd sa validité au plus tard deux ans après la cessation volontaire de l'activité.

La légère différence entre les chiffres retenus par la Chambre des Métiers et les chiffres tel qu'extraits sur base des données en matière d'autorisation d'établissement peut s'expliquer notamment par une affiliation tardive à la Chambre des Métiers (p. ex. en janvier 2017) pour ce qui est des entreprises sous forme de société. La différence plus substantielle pour les entreprises en nom individuel s'explique par le fait que la cessation d'activité est souvent signalée que très tardivement au Ministère de l'Économie.

Étant donné que les notions de «repreneur d'entreprise» et de «reprise d'entreprise» peuvent refléter plusieurs cas de figure (p. ex. achat de la majorité des parts sociales ou du fonds de commerce, désignation par les propriétaires d'un nouveau dirigeant, qui lui n'est pas propriétaire majoritaire, reprise par les héritiers qui optent de désigner un dirigeant non propriétaire, etc.), il n'est pas possible d'extraire un chiffre y relatif de la base de données relative aux autorisations d'établissement, mais une analyse plus approfondie serait nécessaire, en ayant notamment recours à des enquêtes auprès des entreprises artisanales.

Ensuite, il faut noter qu'en ce qui concerne le niveau de formation des dirigeants d'entreprise, l'accès par un diplôme scolaire n'est pas le seul moyen pour pouvoir accéder aux activités artisanales. Ainsi, il est également tenu compte des expériences professionnelles que les personnes demandant une autorisation ont pu acquérir de par le passé. Si cette expérience est suffisante par elle-même au vu de la réglementation nationale, respectivement européenne suivant la directive modifiée 2005/36/CE, le Ministère de l'Économie ne demande pas aux personnes concernées de produire une copie d'un éventuel diplôme scolaire, qui n'aurait de toute façon plus d'influence sur le fait que la personne est en droit d'obtenir l'autorisation demandée.

Par ailleurs, la notion d'entreprise familiale n'est pas définie en tant que telle dans la législation luxembourgeoise. De manière générale, elle fait référence au fait que le capital de l'entreprise soit détenu majoritairement par une ou plusieurs familles ayant fondé l'entreprise. Les données relatives aux propriétés des entreprises sont conservées au Registre de commerce et des sociétés et non au Ministère de l'Économie, parce que le fait que les parts sociales d'une société soient détenues ou non par une famille fondatrice n'est pas une information pertinente pour l'octroi d'une autorisation d'établissement.

La deuxième série de questions de l'honorable Député, qui concerne la formation professionnelle continue, appelle les réponses suivantes:

Au sujet de l'accès ou de la reconversion dans des professions relevant du domaine de l'artisanat, il faut distinguer d'une part entre l'apprentissage pour adultes et les formations continues des demandeurs d'emploi d'autre part.

L'apprentissage pour adultes offre aux demandeurs d'emploi une opportunité d'obtenir une qualification professionnelle (Diplôme d'aptitude professionnelle ou un Certificat de capacité professionnelle) par le biais d'une formation professionnelle basée sur le système de l'apprentissage en alternance.

En 2016, le service d'orientation professionnelle de l'ADEM a effectué 230 placements en apprentissage pour adultes dans 27 métiers d'apprentissage tombant sous le champ de compétence de la Chambre des Métiers.

Au total, 626 personnes ont conclu un contrat d'apprentissage pour adultes au cours de l'année 2016.

Pour ce qui est des formations continues, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'une aide à la formation professionnelle est prévue et permet aux demandeurs d'emploi désireux de suivre une formation dans quel domaine que ce soit, y compris l'artisanat, de se voir rembourser une partie du coût d'une formation professionnelle sous certaines conditions.

De plus, dans le cadre d'une collaboration rapprochée entre l'ADEM et la Chambre des Métiers, le service «formation continue» de la

Chambre des Métiers met à disposition des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM un certain contingent de places de formation figurant dans son catalogue. Dans ce sens, tout demandeur d'emploi ayant déterminé un projet professionnel réaliste en concertation avec son conseiller référent pourra introduire une demande d'inscription en formation et ainsi accéder à une liste de formations gratuites.

Ce catalogue de formations inclut des domaines variés tels que la gestion et l'organisation d'entreprise, l'alimentation, la construction, la mécanique et le secteur regroupant la mode, la santé et l'hygiène.

Finalement, des formations spécifiques répondant directement aux besoins des entreprises sont également proposées par l'ADEM en collaboration avec d'autres instituts de formation comme p. ex. le Centre national de formation professionnelle continue (CNFPC) ou l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB).

Il convient de signaler en particulier la formation Fit4GreenJobs en collaboration avec l'IFSB dans les professions du domaine de la construction et une formation «Aide-chantier électricien» organisée en collaboration avec le CNFPC, qui débutera en septembre, et qui sont cofinancées par le Fonds social européen (FSE).

La Chambre des Métiers est partenaire de l'ADEM dans le programme Fit4Entrepreneurship, également cofinancé par le FSE, qui permet aux demandeurs d'emploi qui souhaitent se lancer dans la création de leur entreprise dans le domaine de l'artisanat de bénéficier d'un suivi compétent.

La deuxième série de questions vise la formation professionnelle continue ainsi que la reconversion professionnelle.

Toutes les formations existantes sont accessibles aux adultes et aux personnes en reconversion professionnelle sous réserve de remplir les conditions d'accès en matière scolaire.

Conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, tous les lycées techniques ainsi que le CNFPC proposent des formations à trois niveaux, visant:

- soit le Certificat de capacité professionnelle - CCP (qui remplace les anciens CITP et CCM), durée normale de formation: trois ans;

- soit le Diplôme d'aptitude professionnelle - DAP (qui remplace l'ancien CATP), durée normale de formation: trois ans;

- soit le Diplôme de technicien - DT, durée normale de formation: quatre ans.

Les titulaires d'un DAP peuvent faire un brevet de maîtrise auprès de la Chambre des Métiers.

Depuis l'introduction de la VAE (Validation des acquis de l'expérience) en 2008, l'État luxembourgeois considère les expériences professionnelles antérieures pour l'acquisition d'un diplôme.

De 2010 à janvier 2017, 2.063 demandes ont été introduites, dont 1.531 ont été jugées recevables. De ces 1.531 demandes déclarées recevables, 668 dossiers de validation sur le fond (deuxième étape de la procédure) ont été analysés par les commissions compétentes. 213 candidats ont obtenu une validation totale, 54 une validation partielle et 353 un refus.

Ces cinq dernières années, le nombre de dossiers de l'apprentissage pour adultes n'a pas cessé d'augmenter, culminant à 1.849 pour l'année scolaire 2016-2017.

La formation continue revêt d'une grande importance dans notre société actuelle et dans un monde du travail en mutation permanente, aussi bien en termes de compétitivité des entreprises que d'employabilité des individus. La nécessité d'une formation qui va au-delà de la formation initiale est une réalité à laquelle les individus se trouvent confrontés à tout moment de leur vie professionnelle ou privée. En vue de répondre au maximum à cette nécessité, 8.735 formations sont dispensées dans 220 organismes tout au long de l'année.

Les cours de l'apprentissage initial et les cours pour adultes sont offerts toutes les années scolaires et des classes supplémentaires sont ouvertes selon le besoin. Les durées normales des formations ne peuvent pas être comprimées ou réduites.

Il y a lieu finalement de constater que la reconversion professionnelle est une voie de qualification qui rencontre un succès croissant. Au vu du nombre de nouveaux postes de travail créés chaque année, il apparaît cependant clairement que la reconversion professionnelle ne saurait suppléer seule le manque de main d'œuvre résidente dans le secteur de l'artisanat.

Question 3116 (06.07.2017) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **trafic de poids lourds dans le centre de Wasserbillig:**

Lors d'une séance d'information organisée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures à Wasserbillig le 4 juillet dernier, plusieurs personnes présentes ont exprimé leur mécontentement, d'ailleurs soutenues par les autorités locales, qu'un trafic important de poids lourds traverse le centre de Wasserbillig alors que ces poids lourds seraient en transit et dès lors ne sont pas autorisés de sortir du réseau autoroutier.

Dans ce contexte, l'idée a été formulée de fermer le pont transfrontalier à Wasserbillig pour les poids lourds dépassant un certain tonnage. La discussion a porté ensuite sur les avantages et les désavantages d'une telle mesure sans que les désavantages aient été explicités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quels seraient les désavantages d'une fermeture du pont transfrontalier pour les poids lourds dépassant un certain tonnage?

2. Est-ce que le ministre considère que les désavantages primeront sur les avantages qui résulteraient d'une fermeture pour les poids lourds d'un certain tonnage, à savoir l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Wasserbillig ainsi qu'une amélioration de la qualité d'air?

3. Est-ce que le ministre est disposé à faire en sorte que des contrôles plus réguliers concernant le transit soient opérés?

4. Est-ce que lors de la coopération entre les autorités allemandes et luxembourgeoises, dans le cadre de la Grande Région, le Gouvernement luxembourgeois a récemment insisté à nouveau sur l'importance de l'avancement du dossier «Moselaufstieg»?

Réponse (05.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

De prime abord, j'estime utile de rappeler les principales dispositions en matière d'itinéraires de transit telles qu'elles ressortent, dans le contexte de la présente question parlementaire, du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique.

Au sens de ce règlement grand-ducal, la circulation de transit est définie dans son article 1er comme:

(...) tout mouvement de véhicule automoteur dont le poids total maximum autorisé, avec ou sans remorque, dépasse 3.500 kg et qui est destiné au transport de choses effectué dans les deux sens entre l'Allemagne et la Belgique, entre la France et la Belgique ou entre l'Allemagne et la France à travers le Grand-Duché de Luxembourg, ce mouvement étant caractérisé par le fait que le véhicule en question ne fait l'objet d'aucune rupture de charge sur le territoire du Grand-Duché.

(...)

Le règlement grand-ducal s'applique également

(...)

- aux véhicules en provenance de l'Allemagne, de la France ou de la Belgique qui se rendent au pôle européen de développement,

- aux véhicules qui traversent le Luxembourg en provenance de la Rhénanie-Palatinat et en direction de la Sarre et vice versa.

L'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 énonce les itinéraires à suivre obligatoirement par les véhicules de poids lourd en transit. En général, les poids lourds en transit doivent obligatoirement emprunter ou rejoindre par le chemin le plus court le réseau autoroutier et continuer par celui-ci jusqu'à un point frontière autoroutier pour y sortir du territoire du Grand-Duché. Le chemin le plus court pour rejoindre l'itinéraire obligatoire doit s'effectuer par le réseau des routes nationales (N).

Le but recherché par le règlement grand-ducal du 5 mai 1994 est donc de dévier les poids lourds en transit sur le réseau routier d'ordre supérieur en vue de minimiser les nuisances dans les agglomérations.

Le contrôle du respect de ces dispositions n'est ni de la compétence de l'Administration des ponts et chaussées, ni de celle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Suivant son article 5, les infractions aux dispositions du règlement grand-ducal du 5 mai 1994 sont punies conformément aux dispositions de l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la circulation sur toutes les voies publiques.

Pour autant qu'il ne s'agisse pas de transports effectués en contradiction avec les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique, il faut admettre que les poids lourds qui passent par le pont frontalier portant la N1 sur la Sûre à Wasserbillig et qui n'assurent pas de desserte locale, ont comme point de départ ou comme destination l'importante zone d'activités située à l'ouest de Trèves (Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise) et rejoignent respectivement quittent l'autoroute A1 par l'échangeur Mertert.

En ce qui concerne les conséquences d'une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig, il faut soulever que généralement toute limitation du tonnage aura comme conséquence la déviation du trafic lourd par les agglomérations avoisinantes, ce qui entraînera sans doute d'autres problèmes et mécontentements.

En considérant que tant le CR141B, reliant la N10 en face de Langsur à l'A1 au point-frontière de Wasserbillig, que la B51 (Bitburger Straße), descendant au Kahlenberg de l'A64 vers la B53 sur la rive gauche de la Moselle et constituant un des accès principaux au centre de Trèves, sont interdits aux poids lourds, deux trajets alternatifs sont imaginables pour rejoindre le réseau autoroutier depuis la zone d'activités «Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise»:

1) Trier - Euren par la B49, B51, B53 jusqu'à Trier-Ehrang pour y rejoindre l'A64.

2) Trier - Euren par la B49 jusqu'au pont «Konrad-Adenauer-Brücke», remonté le long de la Moselle par la B51 et la B419 jusqu'à Wellen, passage par le pont frontalier de Grevenmacher et le centre de Grevenmacher pour accéder soit à l'échangeur de Potaschberg, soit à l'échangeur de Mertert sur l'autoroute A1.

Il faut s'attendre à ce que les conducteurs des camions en provenance et en direction de l'Allemagne optent pour le trajet 1) alors que le trafic venant du Luxembourg et se dirigeant vers le Luxembourg passerait par le trajet 2).

La conséquence principale d'une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig serait donc que le trafic qui passe actuellement par le centre de Wasserbillig passerait par le centre de Grevenmacher. Ce transfert du trafic améliorerait certainement la qualité de vie des résidents de Wasserbillig mais irait au détriment de la qualité de vie des habitants de Grevenmacher.

Comme alternatives à une interdiction de passage pour poids lourds sur le pont frontalier de Wasserbillig, plusieurs projets d'infrastructures routiers sont actuellement débattus:

1) Solution «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier»

Ce projet, dont les origines remontent aux années 1980, consiste dans une liaison entre la B419 à proximité de l'embouchure de la Sarre à Konz (en rive droite de la Moselle) et l'autoroute A64 proche de la localité de Herresthal avec un échangeur donnant accès sur la B49 et ainsi à la zone d'activités «Industrie- und Gewerbegebiet Trier-Euren-Zewen-Monaise». Cette liaison nécessite donc la construction d'un pont sur la Moselle et d'importants travaux de terrassement sur la rive gauche de la Moselle avec passage par un vaste domaine boisé.

Bien que ce projet soit également très controversé au niveau régional, il figure sur le programme «Bundesverkehrswegeplan 2030» du Gouvernement allemand.

2) Pont sur la Moselle au droit du Port de Mertert

Cet ouvrage serait construit en prolongement de la N1D menant actuellement de l'échangeur de Mertert vers la N1 et donnant accès au port de Mertert. Sur la rive allemande, il rejoindrait le réseau allemand sur la B419 à la hauteur de Temmels.

Comme il donnerait un accès direct depuis la B419 sur le réseau autoroutier luxembourgeois, les habitants de Temmels et des localités situées entre Temmels et Trèves s'y opposent puisqu'ils craignent une augmentation notable du trafic et une dégradation de leur qualité de vie.

3) Solution «Zwei-Brücken + Tunnel»

Ce projet prévoit la construction d'une route franchissant la Moselle par un pont à construire en aval de Wasserbilligerbrück, passant par un tunnel à creuser au nord de cette même localité et aboutissant au sud de Langsur sur la B418 sur la rive allemande de la Sûre. La Sûre serait franchie par un deuxième pont donnant, sur le territoire luxembourgeois, accès à la N10 et ensuite, par le CR141B qui serait à adapter pour permettre de supporter le trafic lourd, accès sur l'autoroute A1 à l'échangeur de Wasserbillig.

Il semble qu'à l'heure actuelle le rapport coût-efficacité de ce projet s'oppose à sa réalisation.

Je soutiens donc la solution 1 dite «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier», puisqu'elle est élaborée dans la philosophie d'une bonne structuration du réseau routier primaire, en solutionnant le problème à son origine du côté allemand, alors que les deux autres alternatives sont à l'issue d'un manque d'initiative allemand et nécessiteraient un apport financier important du Luxembourg. Le «Moselaufstieg» ou «Westumfahrung Trier» permettrait également de parer le plus facilement à d'éventuelles entraves engendrant une coupure (partielle) de l'autoroute A1.

Question 3130 (12.07.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **produits vendus dans les écoles:**

Eng gesond Ernärung an de Schoulen ass wichteg fir eis Kanner. Regional Produkter verstäerkt an eise Schoulen asetzen ass wichteg fir eis Landwirtschaft: De Ministère huet dofir säit e puer Joer verstäerkt regional Produkter an eise Schoulrestauranten agesat. Mir leie säit Kuerzem Informatioune vir, datt ab der Rentrée am September 2017 just nach frësch Mëllech a frësch Schockelasmëllech an de Luxlait-Automate vun de Schoulen dierfte verkaaft ginn. Aner Produite wéi UHT-Schockelasmëllech, Banannen- an Äerdbiersshaken dierften net méi verkaaft gi mam Argument vun der Lutte géint Iwwergewiicht, well ze vill Zocker an dëse Produiten dra wier.

Op där anerer Säit stinn awer nach wie vor Automate mat Séissegkeeten, Cola an esou weider an eise Schoulen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Bildung an dem Här Minister fir Landwirtschaft dës Froe stellen:

- Kann de Minister fir Bildung dës Informatioune bestätegen?

- Firwat huet den Här Minister dës Decisioun op Käschte vu regionale Produkter geholl, obwuel an de Schoule souwuel gezéckert Gedrénks wéi och Séissegkeeten an Distributiounsautomaten offréiert ginn?

- Hunn d'Schoulen a puncto Offer an Distributiounsautomaten eng gewëssen Autonomie?

- Wat ass d'Positioun vum Här Minister fir Landwirtschaft an dësem Dossier?

Réponse commune (05.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:*

Eng gesond an equilibréiert Ernärung an de Schoulen ass der Regierung genee esou wichteg wéi eng Promotioun vun eiser regionaler Produktioun vu qualitativ héichwäertege landwirtschaftleche Produkter. Et muss een och direkt ënnersträichen, datt zu kengem Moment een Distributiounskontrakt mat der Luxlait gekënnegt ginn ass. Au contraire, de Schoulmëllechprogramm, en europäesche Programm fir d'Promotioun vu Mëllech a Mëllechprodukter an de Schoulen, gëtt et zanter 1977 an d'Luxlait war vun Ufank un de Partner an dësem Programm. Och BIOG huet am leschte Schouljoer bei der Verdeelung vu Mëllech an de Schoule matgemaach.

Am Joer 2015, ënnert der lëtzebuergescher Présidence, gouf de Programm vun der Schoulmëllech alignéiert op de Programm vum Schouluebst. Deementspriechend gëtt dem Aspekt vun enger gesonder Ernärung méi Rechnung gedroen a frësch Produkter solle Prioritéit kréien. Edukativ Begleetmoossname sollen de Kanner de Stellewäert an d'Origine vu landwirtschaftleche Produkter erklären. Domat ugefaangen hu mir an de Schoulen 2014 mat der „Semaine thématique du lait" am Enseignement secondaire an 2015 an 2016 mat der „Woch vun der Mëllech", wou Kanner a landwirtschaftlech Betriber kënne kucke goen, wou a wéi d'Mëllech hiergestallt gëtt.

Mat dem neie Schoulmëllechprogramm konnt och erreecht ginn, datt e bedeitend méi héije Budget zur Verfügung steet wéi virdrun: 193.000 € un EU-Fonge si fir de lëtzebuergesche Schoulmëllechprogramm vun elo u pro Schouljoer virgesinn. All Fournisseur vu Mëllech, dee bei der ëffentlecher Ausschreiwung

matmécht an den Zouschlag kritt, kann also vu véiermol méi Bäihëllefe benefisséiere wéi an de viregte Joren. Am Verglach: fir d'Schouljoer 2015-2016 si 47.900 € Bäihëllef fir Schoulmëllech ausbezuelt ginn. An hei hu Luxlait oder BIOG genau wéi jidder aner Mëllechfournisseur all hir Chance, fir den Zouschlag ze kréien.

Och dowéinst wäert sech vum Schouljoer 2017-2018 un d'Verdeelung am Enseignement fondamental op wäiss Mëllech beschränken. D'Kanner sollen erëm mam Goût vun der Mëllech vertraut ginn. Fir datt mer dëst Zil besser erreechen, gëtt dëse Programm am Enseignement fondamental gratis zur Verfügung gestallt. D'Gemenge mussen also net wéi bis elo en Deel vum Präis vun der Mëllech bezuelen, mä déi Fraisë wäerten integral vum EU-Budget, dee fir Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt gëtt, iwwerholl ginn. D'Regierung encouragéiert all Gemengen a Schoulsyndikater, bei dësem Programm matzemaachen; e Courrier ass de 27. Juli erausgaange fir dorop hinzeweisen. Jee nodeem wéi grouss den Interêt ass, kéinten nieft der Drénkmëllech och wäisse Kéis a Jughurte verdeelt ginn.

Fir den Enseignement secondaire solle frësch Produkter wéi wäiss Mëllech a Schockelasmëllech esou wéi Jughurte weiderhin zu engem subventionéierten Tarif verkaaft ginn. Hei ass et also net gratis, well d'Schüler an engem Alter sinn, wou se ufänken, Responsabilitéiten ze iwwerhuelen a si sollen de Stellewäert vu Mëllech a Mëllechprodukter schätze léieren. Och hei soll duerch e gënschtege Präis an enger méi héijer Visibilitéit wäiss Mëllech méi attraktiv fir d'Schüler gemaach ginn.

Des Weidere war den 31. Mee am Service d'économie rurale eng Entrevue mat Vertrieder vun der Luxlait an der BIOG, fir sech mat hinnen ze consultéieren, wéi de Schoulmëllechprogramm wäert an Zukunft ausgesinn, fir déi nei Virgabe vum EU-Reglement ze erfëllen. Méiglech Piste si virbruecht ginn, ouni datt eng Stellungnam dozou vu Säite vun den Operateure komm ass, am Kontext vun der neier Approche am Schoulmëllechprogramm.

Eng gesond equilibréiert Ernärung an de Schoulen ass e grousst Uleies, och wat d'Schoulrestauranten an d'Distributeuren ugeet. D'Regierung ass ëmmer beméit, net nëmmen déi ideal Choixen unzebidden, mä wëllt och Responsabilitéiten an der Educatioun iwwerhuelen. D'Leitlinne si kloer en faveur vu regionalen a lokale Produkter a fir eng ofwiesslungsräich Ernärung.

Mëllechprodukter stinn an der Ernärungspyramid u véierter Plaz a liwwere virun allem wichteg Nährstoffer esou wei Eewäiss a Kalzium, mä och vill Vitaminnen, Mineralien an Nährstoffer. Duerch den Ultrahéich-Erhëtzungsprozess an den UHT-Produkter geet e groussen Deel vun dësen Inhaltsstoffer verluer, wat bei der Pasteurisatioun net de Fall ass. D'Argument fir frësch Mëllechprodukter a géint UHT-Produkter läit deemno an éischter Linn um Nährwäert. D'Uleies ass et, eng Sensibiliséierung an Opklärung fir frësch Mëllechprodukter ze maachen, andeems déi méi ugebuede ginn, a keng UHT-Produkter, wou Nährstoffer duerch den Hierstellungsprozess zerstéiert goufen.

Wat d'Verkafe vu séissem Gedrénks ugeet, recommandéiert d'Regierung ëmmer de gudde Choix: unhand vum Arrêté ministériel gëtt geregelt, wat am Automat ugebuede ka ginn a wat net. Et ass allgemeng gewosst, datt all Zort Soda a séisst Gedrénks nëmmen eng niewesächlech Roll an der alldeeglecher Ernärung sollte spillen. Wat d'Sodaen an d'séisst Gedrénks ugeet, ass fir d'Rentrée 2017-2018 bei Restopolis eng „Quinzaine thématique" geplangt, wou sech alles ëm dëst Thema dréint.

Question 3136 (17.07.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **trottinettes en libre service:**

Récemment la SNCF a inauguré sa première borne de trottinettes en libre service. L'objectif est de faciliter les déplacements des voyageurs à la sortie des gares au bureau ou au domicile. Il s'agit actuellement d'une expérimentation. Si l'expérience est concluante, 50 à 100 stations seront installées dans les gares d'Île-de-France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est l'attitude de Monsieur le Ministre face à cette idée?

- Un tel concept pourrait-il également offrir des trottinettes électriques?

- Au vu du nombre important d'utilisateurs des transports en commun passant par la gare de Luxembourg et de la multitude d'emplois localisés à proximité de celle-ci, est-ce qu'un tel projet pourrait être envisagé à cet endroit?

Réponse (07.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les conclusions du projet pilote des SNCF de proposer, pendant six mois à partir de juillet 2017, des bornes de trottinettes en libre service auprès de certaines gares en Île-de-France mériteront certainement d'être analysées.

En effet, même à Luxembourg-ville, l'on observe de plus en plus de navetteurs qui utilisent quotidiennement la trottinette, surtout électrique, pour le «last mile». Ce qui pose problème, c'est que dans la pratique, ils sont nombreux à emprunter le trottoir, où, par leur vitesse, ils gênent les piétons, voire les mettent en danger.

Il faut savoir que d'après le Code de la route, les trottinettes sans moteur sont à considérer comme des cycles. Les trottinettes sont à considérer comme cycles électriques tant que la puissance nominale continue maximale du moteur électrique ne dépasse pas 0,5 kW et que la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 25 km/h. Dans ce cas, les règles de circulation ainsi que celles relatives à l'équipement sont celles applicables aux cycles et cycles électriques; partant, la circulation sur les trottoirs et autres parties de la voie publique, réservées aux piétons, est interdite. Pour ce qui est de trottinettes qui sont dotées d'un moteur encore plus puissant, elles sont assimilées au cyclomoteur, ce qui leur interdit l'utilisation d'infrastructures cyclables telles que les pistes cyclables, les voies cyclables et les chemins obligatoires pour cyclistes et piétons.

Pour ces raisons, le projet pilote en Île-de-France intéressera sans doute autant les communes concernées que les prestataires de services de mobilité.

Question 3137 (17.07.2017) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **classes anglophones au Lycée Michel Lucius:**

Selon les informations de la presse, il s'avère qu'une partie des enseignants du Lycée Michel Lucius donnent des cours dans les classes anglophones du lycée, alors qu'ils ne disposeraient pas des compétences linguistiques adéquates.

Dans la mesure où ni le système luxembourgeois ni la formation des enseignants ne prévoient la langue anglaise comme langue véhiculaire des cours, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une telle situation provoquera à la longue une détérioration de la qualité scolaire?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il de réagir à cet état des choses?

- Le ministre envisage-t-il de recourir à des ressources humaines supplémentaires afin de garantir le bon fonctionnement des nouvelles offres scolaires?

Réponse (05.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Je ne mets point en doute la qualité de l'enseignement dispensé au Lycée Michel Lucius; les enseignants donnant des cours dans les classes anglophones disposent bien des compétences linguistiques requises et la direction confie une telle tâche exclusivement à des enseignants ayant exprimé dans leurs desiderata la volonté d'y enseigner.

Afin de soutenir les enseignants dans ces nouvelles missions, des mesures de formation continue seront offertes et dans le domaine des capacités linguistiques et en didactique des A-levels. D'ailleurs, les professeurs visés par le communiqué ont réagi de manière consternée face aux reproches formulés.

En général, la mise en place de classes à régime linguistique spécifique engendre des besoins particuliers dans le contexte des ressources humaines, surtout au niveau des enseignants, mais également en ce qui concerne le personnel socio-éducatif et administratif. Voilà pourquoi mon département se penche sur la question et je vais présenter sous peu un modèle d'affectation du personnel tenant compte desdites spécificités.

Question 3141 (17.07.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **brevet de natation:**

Eng ausgeglachte physesch Aktivitéit ass wichteg fir d'Entwécklung vun eise Kanner. Et huet sech an de leschte Jore leider erauskristalliséiert, dass vill Kanner net méi richteg schwamme kënnen. Wärend Vakanzenaktivitéiten oder wann d'Eltere selwer mat de Kanner an d'Vakanz fueren, stinn oft Aktivitéiten am Waasser um Programm. Eng Studie an Däitschland, déi vun der „Deutsche Lebens-Rettungs-Gesellschaft" an Optrag gi ginn ass, huet elo erausfonnt, dass bei eisen Noperen 59% vun den zéngjärege Kanner kee Fräischwëmmer hunn. Dësen ass noutwendeg, fir sech als séchere Schwëmmer auszezeechnen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Bildung an dem Här Minister fir Sport dës Froe stellen:

- Wéi vill Prozent vun eise Kanner hunn de Certificat vum Fräischwëmmer vun der FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) gemaach hei am Land?

- Ginn et Tendenzen, dass d'Erreeche vun esou engem wichtegen Ofzeechen erofgeet? Wa jo, wat gedenken déi zoustänneg Ministeren dogéint ze ënnerhuelen?

- Ënnerhëlt d'Regierung speziell Moossname virun der grousser Vakanz, fir dass eis Kanner sécher schwamme léieren?

- Offréieren eis Schwämme genuch Schwammcoursen, fir d'Ofzeeche vum Fräischwëmmer ze maachen, dëst a Kollaboratioun mam FLNS?

- Hunn d'Eltere genuch Informatiounen, fir hir Kanner an engem Schwammcours unzemellen?

Réponse commune (05.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Zu der parlamentarescher Fro vun der Madamm Arendt iwwert den eventuelle Réckgang vu séchere Schwëmmer hei zu Lëtzebuerg a méi konkret d'Unzuel vun de Kanner, déi e Certificat vum Fräischwëmmer hunn, kënnen de Minister Schneider an ech folgend Informatioune ginn.

Hautzedaags stellt kee méi a Fro, datt eng ausgeglache physesch Aktivitéit, wouzou och d'Schwamme gehéiert, wichteg fir d'Entwécklung vun de Kanner ass an dat vu Klengem un. Dowéinst leet dës Regierung och e grousse Wäert drop, datt eis Kanner vu jonkem Alter u konsequent motoresch gefërdert ginn.

Wat elo konkret d'Erlaange vum Fräischwëmmer-Certificat ugeet, ass ze ernimmen, datt esou Certificaten net ausschliisslech vun der FLNS (Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage) ausgestallt ginn. Do derbäi kënnt, datt eleng d'Unzuel vun esou Certificaten net onbedéngt déi reell Situatioun um Terrain vu séchere Schwëmmer zréckgëtt, well och vill Kanner fräigeschwomm sinn, ouni awer esou en Ofzeechen ze hunn, an dat notamment duerch d'Schoulschwammen.

Déi konkret Zuelen iwwert d'Ausstelle vun de Fräischwëmmer-Certificate vun deene verschiddenen Intervenantë konnte mir leider net zesummendroen an där kuerzer Zäit.

D'Regierung huet awer keen Afloss drop, wéi eng respektiv wéi vill Coursen d'Federatioun, d'Veräiner oder d'Schwämme selwer ubidden, si kann och d'Informatiounspolitik vun dësen net matbestëmmen.

Dat, wat d'Regierung awer ka maachen an och mécht, ass derfir suergen, datt am nonformalen esou wéi am schoulesche Beräich d'Bewegung am Allgemengen an och d'Schwamme ganz seriö geholl a gefërdert gëtt an datt am reng sportleche Beräich an de Veräiner d'Kanner vu qualifizéierten Trainer betreit ginn.

Déi zwee concernéiert Ministere si sech deemno der Problematik, wat Schwammeléieren ugeet, bewosst a sinn amgaangen eng Enquête auszewäerten, fir eng Iwwersiicht ze kréie vun der Organisatioun vum Schoulschwammen.

Question 3154 (21.07.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **lampes à diode électroluminescente (LED):**

Ces dernières années, la technologie de lampes à diode électroluminescente (LED) a connu un succès considérable. Elle s'avère écologiquement efficiente et elle est promue dans le cadre du pacte climat.

Au vu des avantages que présente cette nouvelle technologie, certaines autorités publiques locales n'ont pas tardé à équiper certaines routes communales avec ce nouveau type d'éclairage. Cette technologie est également en phase d'essai sur un certain nombre de routes nationales.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Considérant que les communes sont actuellement subsidiées pour investir dans la technologie LED, combien de communes ont profité de ces aides et quel est le montant des subsides accordés?

2. Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un premier bilan de la phase d'essai des lampes LED sur les routes nationales?

3. Monsieur le Ministre entend-il équiper les routes nationales nouvellement construites avec la technologie LED?

4. Monsieur le Ministre juge-t-il utile de remplacer toutes les ampoules actuelles par un modèle LED?

5. Dans l'affirmative, quel en serait le prix d'acquisition et de remplacement?

6. Est-il possible de chiffrer les économies en coûts d'entretien des ampoules LED?

7. Quel serait le potentiel d'économie d'énergie de la technologie LED si elle était installée sur tout le réseau routier national?

8. Est-ce que l'éclairage du type LED peut également contribuer à limiter la pollution lumineuse?

Réponse (28.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1. Les communes sont subsidiées au moyen du Fonds pour la protection de l'environnement (FPE) institué par la loi modifiée du 31 mai 1999. Le montant accordé pour le renouvellement d'un point lumineux s'élève actuellement à 100 euros. Depuis août 2014, une cinquantaine de projets à environ 2.300 points lumineux ont été subsidiés et une trentaine de communes ont profité de ces aides.

ad 2. Les premiers luminaires à diodes électroluminescentes (LED) ont été installés il y a deux ans environ; le recul n'est pas suffisamment important et la durée d'essai est trop courte pour pouvoir dresser un bilan.

ad 3. Les routes nouvellement construites seront équipées de luminaires à LED, comme par exemple le nouveau quartier «Ban de Gasperich» et les aires de service le long des autoroutes.

ad 4. Parmi les ampoules actuelles le long du réseau routier étatique, on distingue deux technologies de lampes à vapeur de sodium:

- les lampes à vapeur de sodium sous haute pression (appelées également SON-T, SHP ou HPS), et

- les lampes à vapeur de sodium sous basse pression (appelées également SOX ou LPS).

Le remplacement des luminaires à lampes à vapeur de sodium sous haute pression (SON-T) n'est actuellement pas prévu, vu que leur rendement est presque identique à celui des luminaires à LED actuels.

Par contre, le remplacement des luminaires à lampes à vapeur de sodium sous basse pression (SOX) est devenu inévitable par l'augmentation du prix d'achat des lampes qui a doublé depuis les dernières trois années.

ad 5. Afin de remplacer les quelques 15.500 luminaires à sodium basse pression (SOX), le budget d'acquisition pour les luminaires LED serait de 6,2 mio d'euros (400 euros par luminaire). Cependant, le budget annuel pour l'acquisition de tout le matériel pour l'éclairage public s'élève actuellement à 2.120.000 euros par an.

ad 6. L'économie en ce qui concerne les frais d'entretien n'est pas très importante, car un nettoyage tous les quatre ans ainsi qu'un contrôle de la sécurité électrique doivent également être exécutés pour les lampes à technologie LED. Néanmoins, les frais pour le rechange des lampes peuvent être épargnés qui s'élèvent à environ 100 euros pour les lampes SOX et 30 euros pour les lampes SON-T.

ad 7. L'économie d'énergie pour le remplacement des luminaires avec lampes sodium à basse pression (SOX) est de 0%, celle pour le remplacement des luminaires sodium haute pression (SON-T) peut être évaluée à environ 20 à 30%. Le potentiel d'économie d'énergie peut être évalué à environ 15% de la consommation actuelle totale qui est de l'ordre de 10.000.000 kWh. Le montant de la consommation actuelle totale se chiffre à 1.400.000 d'euros par an.

ad 8. Si les luminaires à LED sont dimensionnés d'une façon correcte, une partie de la pollution lumineuse peut être évitée, respectivement réduite.

Question 3164 (26.07.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich»:**

La presse nationale s'est faite l'écho des plans des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich» (voir édition du «Journal» du 25 juillet). Selon les plans graphiques, une route à deux voies est prévue de passer derrière le centre douanier Luxembourg-Howald.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de donner des précisions concernant la nature de cette route (connexion, dimensions, trafic estimé)?

- Il semble que cette route soit destinée à passer sur le parking actuellement utilisé par le personnel du centre douanier. Est-ce qu'un tel tracé est prévu ou passera-t-elle, le cas échéant, par un pont de sorte que le parking actuel soit utilisable dans le futur?

Réponse (28.08.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La route à deux voies, en grisé sur les plans reproduits dans la presse, à laquelle se réfère Monsieur le Député ne fait pas partie des infrastructures à construire dans la zone du «Ban de Gasperich».

Il s'agit d'une nouvelle voirie planifiée dans le cadre du projet «Prolongement du boulevard Raiffeisen/CR231 vers la Z.A. Howald, modification des échangeurs Hesperange (B3/CR231) et Croix de Gasperich, aménagement des infrastructures de transport routières du nouveau quartier Midfield».

Cette voirie représente deux nouvelles bretelles de sortie, l'une de l'autoroute A1 en provenance d'Allemagne, l'autre des autoroutes A3 et A6 en provenance de France et de Belgique respectivement.

Le papier de discussion du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État (24.10.2012) n°6452 du 13 novembre 2012 a présenté ces projets, d'ailleurs toujours à l'état d'étude de faisabilité, de la manière suivante:

«(...)

Le prolongement du boulevard Raiffeisen/CR231 vers la Z.A. Howald devra assurer le raccordement autoroutier ainsi qu'un croisement performant avec la nouvelle N3 (carrefour avec feux tricolores priorisant les bus). Il permettra également la mise en place d'un triangle performant constitué par le boulevard Raiffeisen, la rue des Scillas et le boulevard Kockelscheuer constituant l'épine dorsale de desserte interne des nouveaux quartiers Midfield, Ban de Gasperich et Z.A. Howald. Le projet comprend par ailleurs la modification des échangeurs de Hesperange et de la Croix de Gasperich ainsi que l'aménagement des infrastructures de transport routières du nouveau quartier „Midfield".

L'estimation très sommaire des coûts s'élève à un total de 94.400.000 d'euros.

Suite à la présentation concomitante des deux projets sous rubrique, il a été précisé qu'ils ne sont en aucun cas définitifs et que le tracé des routes tel que projeté actuellement n'est qu'une ébauche et pourra, le cas échéant, se révéler très différent lors de sa concrétisation.

Suite à une question afférente, il est encore précisé qu'en dehors du quartier Midfield où sera évidemment et par la force des choses construit une nouvelle voirie, aucune capacité supplémentaire pour le trafic individuel n'a été prévue: l'élargissement des voies est uniquement engendré par les besoins du futur tram.»

Je fais remarquer que l'estimation très sommaire des coûts concerne l'ensemble des mesures décrites dans le papier de discussion du 13.11.2012 et que 40.700.000 d'euros concernent la seule modification de l'échangeur n°1 Hesperange et de la Croix de Gasperich.

Ce projet s'inscrit dans le long terme et la réalisation concrète dépend d'éléments inconnus tels l'utilisation future du parking relais P&R Sud ou encore du Centre douanier.

Question 3165 (26.07.2017) de **M. Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant les **installations de biogaz:**

Depuis le 1er janvier 2014, une prime de lisier est accordée aux centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz, si le biogaz est produit avec une quote-part minimale de 70% d'effluents d'élevage. Cette prime doit contribuer à l'utilisation de substrats qui n'entrent pas en concurrence avec la chaîne alimentaire pour la production d'énergie.

1. Combien d'installations de biogaz au Luxembourg sont en mesure de bénéficier de la prime de lisier?

2. Quels sont les autres substrats utilisés au Luxembourg pour la production du biogaz? Dans quelle mesure des céréales propres à la consommation humaine sont-elles utilisées pour la production de biogaz?

3. Quelle proportion des surfaces agricoles est utilisée pour des cultures destinées à la production énergétique? En comparaison aux années précédentes, cette proportion est-elle en diminution?

Réponse commune (30.08.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Conformément à l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, le producteur d'énergie doit faire parvenir annuellement et au plus tard pour le 1er mai de l'année suivant l'exercice écoulé au gestionnaire de réseau concerné une déclaration pour pouvoir bénéficier de la prime de lisier.

Pour les années 2014 à 2016, le nombre d'exploitations ayant remis la déclaration mentionnée ci-dessus et remplissant les conditions prévues par l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables se présente comme suit:

2014: 10 exploitations sur 30 exploitations;

2015: 12 exploitations sur 28 exploitations;

2016: 13 exploitations sur 25 exploitations.

ad 2. Conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, 20 installations de biogaz ont indiqué dans leur rapport annuel d'avoir accepté, à part du lisier, d'autres substrats dans leurs installations en 2015. Les autres substrats étaient par ordre décroissant: déchets organiques en provenance de tiers, maïs, fumier, herbes, herbes ensilées, plantes entièrement ensilées, seigle vert, maïs à grains, céréales, mélange herbes/maïs, betteraves, sorgho, tournesol, aliments pour animaux, herbes de Soudan.

Au total 55.940 tonnes de déchets organiques et 93.515 tonnes de substrats (hors lisier) ont été fermentés dans ces installations en 2015.

En 2015, 2.478 tonnes de céréales ont été traitées dans ces installations de biogaz. Il ne ressort pas des rapports annuels si les céréales étaient propres à la consommation humaine ou non. En règle générale, on peut affirmer que l'utilisation de céréales sous forme de grains aptes à la consommation humaine est plutôt marginale, mais plus souvent dans le cadre de l'ensilage de la plante entière (GPS).

ad 3. Concernant les surfaces agricoles utilisées pour des cultures énergétiques, le Service d'économie rurale recense annuellement dans les déclarations de surfaces les superficies en question. Pour les années 2017 et 2012 (année de comparaison), la situation se présente comme suit: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)*.

À cet égard, il faut cependant souligner que:

- Il s'agit de données déclarées qui peuvent ne pas refléter dans tous les cas la réalité. En effet, la décision si une culture est utilisée comme culture énergétique peut très bien être changée en fin de culture. Ainsi, dans une année qui connaît une période de sécheresse continue (comme cette année), un maïs initialement déclaré comme culture énergétique peut finalement être utilisé comme plante fourragère pour combler les pertes encourues dans la production d'herbe.

- La liste des cultures énergétiques recensées est limitée. Ainsi, les céréales propres à la consommation mais utilisées à des fins énergétiques ne sont pas recensées comme telles (sachant que les céréales ensilées sont généralement des céréales fourragères).

Question 3169 (27.07.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **«littering»:**

Le Ministère de l'Environnement vient de lancer une campagne de sensibilisation au nom de «Petits déchets - grande pollution» par rapport au phénomène du «littering». Un premier bilan positif a été dressé ces jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) L'Administration des douanes et accises dispose de deux brigades (à Diekirch et à Frisange) qui interviennent afin de garantir la protection de l'environnement. Combien d'avertissements taxés ces unités ont-elles établis pour cause de «littering», ces dernières années et depuis le début de cette année?

2) Comment ces agents sont-ils impliqués dans les efforts de sensibilisation de la part du Ministère de l'Environnement et de l'Administration de l'environnement?

Réponse commune (07.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1) Les attributions légales de l'Administration des douanes et accises (ADA) en la matière découlent notamment de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que, le cas échéant, des règlements grand-ducaux y relatifs.

Conformément au règlement grand-ducal du 18 décembre 2015 relatif aux avertissements taxés déterminant les modalités d'application de l'avertissement taxé et établissant un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé prévu par la loi visée, l'ADA, dans le cadre de ses contrôles, a décerné des avertissements taxés dans 25 cas depuis le début de l'année 2017.

Dans trois autres cas en la matière, l'ADA a dressé un procès-verbal avec transmis au parquet compétent.

ad 2) Selon les dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012, les agents de l'Administration des douanes et accises sont également autorisés à rechercher et à constater des infractions contre les dispositions de ladite loi. Les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal sont donc également habilités à surveiller et contrôler l'abandon incontrôlé de déchets et de le sanctionner par des avertissements taxés.

L'Administration de l'environnement et l'Administration des douanes et accises ont signé en décembre 2015 une convention de coopération en matière d'inspections et de contrôles environnementaux. Cette convention prévoit entre autres l'organisation par l'Administration de l'environnement de formations pour les agents de l'Administration des douanes et accises dans les domaines auxquels ces agents sont appelés à faire des inspections et des contrôles.

En ce qui concerne plus particulièrement les campagnes d'information et de sensibilisation de la population et des différents milieux publics et privés en matière de prévention et de gestion des déchets, cette obligation est à charge de la Ministre de l'Environnement par le biais de l'Administration de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi modifiée du 21 mars 2012.

Ainsi, la campagne d'information et de sensibilisation antilittering «Petits déchets - grande pollution» menée depuis le 4 juillet 2017 est réalisée et mise en place sur initiative de l'Administration de l'environnement.

Il est à noter que sur simple demande, les affiches sont mises à disposition de tout établissement et institution intéressés. Ainsi, plusieurs acteurs ont déjà contacté l'Administration de l'environnement pour contribuer à cette action, dont notamment les communes, les parcs naturels, des stations-service, des restaurateurs).

Question 3170 (27.07.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État:**

L'accord salarial du 5 décembre 2016 entre le Gouvernement et la CGFP prévoit entre autres l'introduction du M-Pass à tarif réduit pour les agents de l'État.

Les agents étatiques (fonctionnaires, employés et salariés de l'État) engagés auprès des ministères, administrations et services de l'État peuvent déjà profiter de cette mesure. Les agents engagés auprès des établissements publics doivent s'adresser directement à leur employeur.

Selon mes informations, les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État Luxembourg ne peuvent pas encore profiter des nouvelles conditions pour le M-Pass vu que la banque étatique refuse de transposer cette mesure alors que cette dernière a déjà fait l'objet de transposition dans d'autres établissements publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les instructions données par le Gouvernement aux établissements publics, en général, et à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État Luxembourg en particulier pour faire profiter leurs agents du M-Pass au tarif réduit de 150 €?

Réponse commune (04.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question de l'honorable Député, nous tenons tout d'abord à l'informer que l'accord du 5 décembre 2016 concerne tous les fonctionnaires et employés de l'État, les stagiaires ainsi que les volontaires de l'armée et de police. Par conséquent, l'ensemble des mesures, dont entre autres l'introduction d'un M-Pass à tarif réduit, s'appliquent également aux agents des établissements publics, sous réserve des spécificités sectorielles, ayant le statut de fonctionnaire ou d'employé de l'État.

Concernant la gestion et les commandes du M-Pass, le Département de la fonction publique, ensemble avec l'Administration du personnel de l'État (APE), a mis en place un système centralisé moyennant la signature d'une convention avec le Verkéiersverbond et une démarche sur le portail MyGuichet. Conformément à l'accord salarial qui prévoit que «la contribution annuelle à fournir par les agents intéressés sera de 150 €, le solde étant pris en charge par l'État», une partie de la contribution sera prise en charge directement par l'État, tandis que l'autre partie, à charge de l'agent, sera déduite de sa rémunération.

Le Gouvernement en conseil a retenu dans sa séance du 27 janvier 2017 que les communes et les établissements publics qui en font la demande auprès du Verkéiersverbond pourront profiter des mêmes conditions favorables que l'État pour en faire bénéficier leurs agents le cas échéant.

L'accord salarial s'applique aux établissements publics, et plus spécifiquement à la BCEE, sous réserve des spécificités sectorielles. Les établissements publics sont eux-mêmes responsables de leur gestion et organisation administratives, ainsi que du calcul et de la gestion des rémunérations de leurs agents. Ceci vaut a fortiori pour la BCEE, qui est un établissement public autonome. Par conséquent, une gestion centralisée des démarches relatives au M-Pass à l'instar du secteur public étatique n'est pas possible dans ce contexte.

Question 3173 (28.07.2017) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **traitements contre l'arthrose:**

Selon mes informations, les injections à base d'acide hyaluronique préconisées dans le traitement de l'arthrose du genou ne sont plus remboursées par la Caisse nationale de santé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce déremboursement?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir une liste des produits concernés par le déremboursement?

- Combien de patients reçoivent un tel traitement contre l'arthrose?

- Les ministres ne jugent-ils pas que ce déremboursement des injections d'acide hyaluronique risque d'augmenter le nombre d'interventions pour des poses de prothèses, coûtant plus chères que des injections?

Réponse (28.08.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les injections à base d'acide hyaluronique, qui sont utilisées dans le traitement de l'arthrose

du genou, ne sont plus remboursées par la Caisse nationale de santé (CNS) depuis le 1er octobre 2016 pour des raisons médicales.

Ainsi, les produits de viscosupplémentation, inscrits sous les codes V98B et V98BX et dont le fichier indiquant la liste des produits concernés se trouve en pièce jointe, ont été exclus du fichier B1 des dispositifs médicaux et ne sont donc plus pris en charge par l'assurance maladie depuis le 1er octobre 2016.

Cette décision se base sur un avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), lui-même basé sur plusieurs avis récents provenant des autorités étrangères et des sociétés savantes sous-mentionnées. Il ressort de ces avis que l'intérêt thérapeutique de la viscosupplémentation est insuffisamment établi.

En effet, la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDiMTS) de la Haute autorité de santé dans son avis concernant le renouvellement de l'inscription d'Ostenil sur la liste des produits à charge de la sécurité sociale française précise que «l'intérêt thérapeutique d'Ostenil n'étant pas établi, son intérêt de santé publique ne peut être déterminé». La CNEDiMTS estime que «les données disponibles ne permettent pas de justifier la prise en charge d'Ostenil par la collectivité»[1].

En outre, le National Institute for Health and Care Excellence (NICE) fait valoir dans ses recommandations de ne pas avoir recours aux injections intra-articulaires d'acide hyaluronique pour la prise en charge de l'arthrose[2].

Dans le même ordre d'idées, le Medizinischer Dienst des Spitzenverbandes Bund der Krankenkassen explique que: «[e]s konnten ungewöhnlich viele Studien identifiziert werden, die meisten der Studien sind allerdings von schlechter Qualität. [...] Gleichzeitig treten nach einer Hyaluronsäure-Injektion leichte unerwünschte Ereignisse an der Injektionsstelle häufiger auf. [...] Es kommen jedoch noch schwerwiegende unerwünschte Ereignisse hinzu, die statistisch häufiger auftreten als in den Kontrollgruppen. Da Schäden nur in einem Teil der Studien erfasst und berichtet wurden, ist unserer Ansicht nach nicht ausgeschlossen, dass vor allem die schwerwiegenden Schäden noch häufiger sind. In der Gesamtschau fallen am Ende die unerwünschten Ereignisse verbunden mit der Unsicherheit über die wahre Höhe möglicher Schäden schwerer ins Gewicht als der geringe Nutzen, weshalb wir die Hyaluronsäure-Injektion bei Kniearthrose insgesamt als „tendenziell negativ" bewerten»[3].

Finalement, selon l'avis de l'American Academy of Orthopaedic Surgeons (AAOS), l'utilisation d'acide hyaluronique pour les patients atteints d'arthrose symptomatique du genou ne peut pas être recommandée[4].

Par conséquence, le CMSS conclut que l'efficacité est au mieux modeste et doit être mise en balance avec un risque non négligeable d'effets indésirables graves liés au caractère invasif du mode d'administration ainsi qu'avec un coût relativement élevé du traitement en cause.

Partant, ces produits ne vérifient pas les critères de l'article 23 du Code de la sécurité sociale portant sur les prestations à charge de l'assurance maladie.

En réponse à la question sur le nombre de patients ayant obtenu un remboursement par la CNS pour ce type de traitement, celui-ci est d'environ 5.700 patients pour l'année 2015.

Quant à la dernière question, il convient de préciser que les risques d'effets indésirables graves liés au traitement par injections à base d'acide hyaluronique sont considérables et que dès lors l'état de santé des patients peut être fortement impacté par le recours à ce type de traitement. Or, comme l'intérêt thérapeutique de cette mesure n'est pas avéré suivant l'expertise médicale récente, d'autres mesures ou traitements sont à préconiser en faveur du bien-être du patient.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

[1] Avis de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDiMTS) du 21 avril 2015, Haute autorité de santé, p. 17

[2] Osteoarthritis: care and management, Clinical guideline, National Institute for Health and Care Excellence (NICE), February 12th 2014, p. 18

[3] https://www.igel-monitor.de/igel-a-z/igel/show/hyaluronsaeure-injektion-bei-kniearthrose.html

[4] Treatment of osteoarthritis of the knee, Evidence-based guideline 2nd Edition, Adopted by the American Academy of Orthopaedic Surgeons Board of Directors, May 18, 2013, p. 770

Q274

Question 3182 (31.07.2017) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant le **colportage:**

Depuis avril 2014, le Luxembourg a remplacé l'interdiction légale du colportage par une nouvelle réglementation conforme au droit européen qui fixe un cadre restrictif à cette forme de commerce. Il y est notamment prévu que les consommateurs peuvent s'opposer à tout démarchage à domicile en apposant une notice sur leur boîte à lettres ou à l'entrée. Ainsi le colportage devient illicite.

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi, le ministère avait lancé une campagne d'information destinée aux consommateurs, accompagnée de la production de stickers relatifs au refus du colportage.

Comme le phénomène du colportage a pris de l'ampleur ces derniers temps et que beaucoup de gens se sentent importunés par ces démarchages à domicile, il me paraît utile de relancer cette campagne d'information publique.

- Est-ce que le Gouvernement partage ce point de vue?

- Dans l'affirmative, quand le Gouvernement entend-il prendre une telle initiative?

Réponse (29.08.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

D'après l'honorable Député, le phénomène du colportage aurait pris de l'ampleur ces derniers temps. Au vu des indications recueillies auprès de la Police grand-ducale, l'Union luxembourgeoise des consommateurs et le Centre européen des consommateurs, je ne peux toutefois pas confirmer cette appréciation. Il n'empêche qu'une nouvelle sensibilisation du grand public quant au thème du démarchage à domicile telle celle lancée en 2014 par mon département avec la réalisation et la diffusion des autocollants «Colportage Nee Non Nein Merci!» peut toujours s'avérer utile. Je me concerterai avec les parties intéressées afin qu'elles remettent prochainement le sujet à l'ordre du jour dans leur communication (brochures, sites Internet...).

Question 3185 (31.07.2017) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **fermeture de bureaux de poste:**

Die Verantwortlichen der Raiffeisen-Bank haben kürzlich mitgeteilt, dass drei Filialen in den nächsten Monaten geschlossen werden sollen, davon auch diejenige in Wormeldingen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Wirtschaftsminister stellen:

- Auch POST Luxembourg hat mehrere Filialen über Land geschlossen, diejenige in Wormeldingen war nicht davon betroffen. Wissend, dass POST Luxembourg bei ihren Bankaktivitäten seit einiger Zeit eng mit der Raiffeisen-Bank zusammenarbeitet, so wäre es demnach angebracht, dass die Postfiliale in Wormeldingen von den Schließungen auch in Zukunft ausgeschlossen bleibt.

Da noch mehrere Filialschließungen von Postbüros in Aussicht gestellt wurden, teilt der Herr Minister die Meinung, dass das Büro in Wormeldingen hiervon ausgeschlossen bleiben soll, um somit den Kunden wenigstens die Basis-Bank-Dienste zu erhalten?

- Haben die Schließungen der Raiffeisen-Filialen Wormeldingen, Noerdingen und Clerf einen Einfluss auf etwaige angedachte Schließungen von Postfilialen?

- Da die Filiale Wormeldingen der Sparkasse ebenfalls geschlossen wurde, teilt die Regierung die Meinung, dass eine gewisse Dienstleistung an Basis-Bank-Diensten im ländlichen Raum auch vor Ort, und nicht nur online, gewährleistet sein muss?

Réponse (29.08.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Im Einklang mit der verabschiedeten Strategie ist es Aufgabe der Postdirektion die Struktur des Vertriebsnetzes und der dazugehörigen Postbüros in regelmäßigen Abständen zu überprüfen, um den Dienst am Kunden zu verbessern. Etwaige Schließungen von Postfilialen müssen vom Verwaltungsrat der POST Luxembourg gutgeheißen werden. Die Post arbeitet in der Tat seit geraumer Zeit eng mit der Raiffeisen-Bank zusammen im Bereich der Bankaktivitäten.

In diesem Zusammenhang kann ich Ihnen mitteilen, dass zu diesem Zeitpunkt keine konkrete Absicht besteht von Seiten der POST Luxembourg, die Filiale in Wormeldingen zu schließen.

Question 3186 (01.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **fin de l'argent liquide:**

D'après mes informations, le Gouvernement bulgare aurait adopté une loi limitant les paiements en espèces à environ 2.500 euros à partir du 1er janvier 2018. Il serait également prévu de baisser ce seuil à 500 euros à partir de 2020, à l'instar de ce qui se fait actuellement déjà en Grèce. Les adeptes de cette mouvance mettent en exergue que cela permettrait de moderniser l'économie et de faire reculer l'économie parallèle.

À noter enfin que dans ses conclusions du 12 février 2016 ayant trait à la lutte contre le financement du terrorisme, le Conseil «Affaires économiques et financières» de l'Union européenne a demandé à la Commission européenne d'analyser s'il y a lieu d'imposer des restrictions aux paiements en espèces dépassant certains seuils.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Combien de pays de l'Union européenne imposent des restrictions en matière de paiements en espèces? Quels sont ces pays et quelles sont les limites imposées?

- Où en sont les discussions au niveau de l'Union européenne?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faille restreindre les paiements en espèces?

Réponse (04.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il ressort d'un rapport publié en juin 2017 par la Commission européenne et portant sur l'évaluation des risques de blanchiment dans le marché intérieur et dans des situations transfrontalières (COM (2017) 340 final) que 16 États membres ont introduit des plafonds aux paiements en espèces variant de 420 euros (en Slovénie) à 15.000 euros (en Pologne et, pour les personnes physiques, en Slovaquie). Ont introduit de tels plafonds - qui peuvent varier selon que les paiements sont effectués par des personnes physiques ou entreprises ou par des résidents ou non-résidents - la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, la Lettonie, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Roumaine, la Slovénie, la Slovaquie.

La proposition de directive que la Commission européenne a présentée le 6 juillet 2016 et ayant pour objet de modifier la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et la directive 2009/101/CE, ne prévoit pas de limite pour les paiements en espèces.

Le projet de loi n°7128 portant transposition de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait aux obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et aux pouvoirs des autorités de contrôle, n'introduit pas de limite pour les paiements en espèces. Il ne semble en effet pas nécessaire d'aller au-delà du texte de la directive en imposant une telle limite au Luxembourg.

Question 3187 (01.08.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**immatriculation d'avions historiques:**

Eng DC-3 aus Südafrika, déi däitsche Geschäftsleit gehéiert, ass elo an Irland ugemellt ginn, well dëst zu Lëtzebuerg trotz intensive Beméiungen (Artikel am Luxemburger Wort vum 29. Juli 2017) net méiglech war. Si flitt do an den historesche Fuerwen als Maschinn vun der iresche Fluchgesellschaft. Ech hätt an deem Zesummenhang e puer Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Kann den zoustännege Minister confirméieren, datt esou eng Maschinn aus Südafrika net konnt zu Lëtzebuerg ugemellt ginn? Wat waren d'Grënn fir déi Blockad?

2. Wéi verfiert Lëtzebuerg mam Umelle vun historesche Fligeren?

3. Wéi erkläert sech, datt eng Maschinn vun der IAA (Irish Aviation Authority) eng Aggregatioun kritt, an net zu Lëtzebuerg?

4. Huet all Land seng eege Regelen oder ass dëst europäesch geregelt? Sinn d'Regelen zu Lëtzebuerg eventuell méi streng wéi an anere Länner a wéi eventuell EU-Reglementatiounen?

5. Hätt den Asaz vun esou enger Maschinn ënner Lëtzebuerger Fändel dem Land net eng flott Attraktioun geliwwert fir den Tourismus?

6. Hätt net och d'Lëtzebuerger Wirtschaft, a besonnesch Luxair a Cargolux, vun esou enger Maschinn fir Reklammszwecker kënne profitéieren?

7. Wär bei deem evidenten touristeschen a wirtschaftlechem Interêt net eng méi kulant Haltung bei der Umellung vun deem Fliger ugerode gewiescht?

Réponse commune (08.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Den honorabelen Deputéierten huet e puer Froen zu enger historescher DC-3, déi anscheinend, laut engem Wortartikel vum 29. Juli, net konnt zu Lëtzebuerg enregistréiert ginn.

D'Direction de l'aviation civile (DAC) huet confirméiert, datt se zu kengem Zäitpunkt, weder formell nach informell, vun engem vun deenen zwee am Artikel genannte Fluchtransporteuren ugeschwat ginn ass am Kader vun enger kommerzieller Exploitatioun vum Fliger vum Typ DC-3C-SC3G.

Duerch d'Kombinatioun vum Artikel 4, Paragraph 4 an der Annexe II vum „règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence européenne de la sécurité aérienne, et abrogeant la directive 91/670/CEE du Conseil, le règlement (CE) n°1592/2002 et la directive 2004/36/CE" fält de Fliger net ënnert d'Kompetenz vun der Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) a kann deemno keng Certificatioun oder Approbatioun op europäeschem Niveau kréien.

Historesch Fligeren oder Fligere mat engem offensichtlechen historeschen Interêt leien exklusiv am Domän vun der nationaler Kompetenz, déi a priori nëmme bannent dem Fluchraum vun deem jeeweilege Stat gëllt, bei deem de Fliger ugemellt ass. Et existéiert keng géigesäiteg automatesch Unerkennung duerch d'Memberstaten.

Fir e Fliger mat historeschem Charakter kommerziell bedreiwen ze kënnen, brauch et eng national explizit juristesch Basis, déi zu Lëtzebuerg ganz feelt an déi fir d'éischt hätt misse kreéiert ginn. Et ass ganz wahrscheinlech, datt d'Republik Irland an deem Kader schonn iwwer national Regele verfüügt huet, déi et erlaben, eng national Certificatioun auszestellen. Dës gëllt allerdéngs nëmmen op hirem Territoire.

Den Dossier ass also net um Niveau vun der DAC blockéiert ginn, mä wéinst legalen Onsécherheeten an Obstakelen (eng ad hoc-Reglementatioun kreéieren) sinn d'Proprietairë vum Fliger aneren Optiounen nogaangen.

Dobäi muss awer gesot ginn, datt an der Fligerei d'Sécherheet ëmmer déi iewescht Prioritéit bleift an datt an deem Beräich keng „Kulanz" méiglech ass. D'Konsequenze vun engem Tëschefall, och op de Fluchbetrib an op d'Wirtschaft, kéinten esou déif gräifend sinn, datt ee kee Sécherheetsrisiko agoen dierf.

Fir ofzeschléissen, bleift mer nach op de Kaméidi vun enger DC-3 hinzeweisen, dee besonnesch bei Start a Landung wéi och bei niddere Flich net den héije Kaméidisnormen zu Lëtzebuerg entsprécht.

Question 3189 (01.08.2017) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **presse en ligne:**

Le Conseil de Gouvernement du 9 décembre 2016 a approuvé l'introduction d'un régime de promotion transitoire de la presse en ligne via règlement publié au Mémorial le 13 janvier 2017. Ledit règlement prévoit l'institution d'un mécanisme de subventionnement annuel de la presse en ligne sur base de certains critères. Il prévoit également la mise en place d'une commission auprès du ministère ayant les médias dans ses attributions dont la mission consiste à

conseiller le ministre lors de l'évaluation des demandes de subventionnement.

Une telle aide constitue une aide importante et une réelle reconnaissance des médias digitaux qui jouent un rôle de plus en plus important.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias:

1. La commission «presse en ligne» telle que prévue par le règlement sub-mentionné a-t-elle déjà été instituée?

2. Dans l'affirmative, qui en sont les membres? Combien de fois s'est-elle déjà réunie?

Toujours dans l'affirmative, combien de demandes de subventionnement a-t-elle avisées? Combien de demandes ont été avisées positivement? Combien de demandes ont reçu un avis négatif? En cas d'avis négatif, quelles sont les raisons principales qui ont amené la commission «presse en ligne» à formuler un avis négatif?

Ladite commission s'est-elle dotée d'une procédure à suivre en matière d'application des critères prévus par le règlement grand-ducal pour l'attribution de l'aide à la «presse en ligne»? Dans le cadre des demandes d'ores et déjà avisées la commission «presse écrite» s'est-elle éventuellement basée sur d'autres critères que ceux figurant dans le règlement voire a-t-elle dû interpréter lesdits critères?

Combien d'avis ont été suivis par le ministre de tutelle? En cas de divergences, quelles en sont les raisons?

3. Dans la négative, quelles sont les raisons du retard de la mise en place d'une telle commission? Quand une telle commission pourra-t-elle raisonnablement voir le jour? Un tel retard ne risque-t-il pas de porter préjudice aux médias digitaux qui ont procédé à des changements, restructurations et autres réorganisations et qui sont en attente de ladite aide?

Réponse (07.09.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La commission prévue à l'article 5 du règlement du Gouvernement en Conseil du 13 janvier 2017 concernant l'introduction d'un régime de promotion transitoire en ligne a été instituée par arrêté ministériel du 30 mai 2017.

Ses membres sont:

- Monsieur Raymond Bausch, inspecteur des finances à l'Inspection générale des finances;

- Monsieur Pierre Goerens, conseiller au Service des médias et des communications au Ministère d'État;

- Monsieur Jean-Paul Hoffmann, représentant le groupe des éditeurs;

- Monsieur Roger Infalt, représentant les organisations de journalistes;

- Monsieur Raphaël Kies, représentant le milieu académique;

- Monsieur Jean-Claude Olivier, conseiller au Service information et presse au Ministère d'État.

La commission s'est réunie en date du 21 et du 27 juillet 2017. Elle a analysé les cinq demandes présentées à cette date quant à leur conformité par rapport aux critères prévus par le règlement grand-ducal. Elle est en attente de pièces supplémentaires des éditeurs et pourrait rendre son avis sur les dossiers complétés lors de la prochaine réunion de la commission, prévue au 26 septembre 2017. Entre-temps une sixième demande a été introduite.

Comme le montant du subside sera attribué pour l'ensemble de la période éligible à partir du jour de la demande, ce temps nécessaire pour analyser et compléter les dossiers ne porte pas préjudice aux médias éligibles.

Question 3190 (01.08.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**Agence bancaire européenne (ABE):**

Hier, le Gouvernement luxembourgeois a officiellement déposé sa candidature pour accueillir l'ABE. Dans ce contexte, le Gouvernement a fait éditer une brochure et une vidéo. Dans sa brochure, le Gouvernement indique e. a. qu'il mettra gratuitement à disposition de cette agence un bâtiment.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement compte acheter le bâtiment et à quel prix?

- Le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà signé un contrat de réservation avec le promoteur? Dans l'affirmative, que se passera-t-il si la candidature du Luxembourg n'était pas retenue?

- À défaut, le Gouvernement a-t-il trouvé un autre arrangement avec le promoteur (loyer, etc.)? Monsieur le Ministre peut-il nous fournir plus de détails à ce sujet?

- Quel est le coût de la campagne?

Réponse (01.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

En date du 31 juillet 2017, le Luxembourg a déposé son offre formelle pour accueillir l'Autorité bancaire européenne (ABE). La préparation du dossier a été l'œuvre collaborative de plusieurs intervenants dont notamment le Ministère d'État, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère des Finances et l'Agence Luxembourg for Finance. Les frais afférents ont été imputés sur les budgets prévus pour la promotion de la place.

Parmi les critères applicables au transfert des agences au transfert de l'Agence européenne des médicaments et de l'Autorité bancaire européenne dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union (document XT 21045/17 du 22 juin 2017) figure notamment «la disponibilité, en temps voulu, d'espaces de bureaux appropriés permettant à l'agence d'exercer ses fonctions sur le nouveau site à la date de retrait».

L'immeuble «Moonlight», actuellement en construction au 271, route d'Arlon à Luxembourg, correspond à ces critères. Aucun contrat de bail n'a été signé, étant donné que l'immeuble est en construction. Toutefois, une lettre d'intention portant sur sa location a été finalisée entre l'État et le propriétaire. Le prix de location par m^2 fixé lors des négociations avec le propriétaire est en concordance avec les loyers payés par l'État pour des immeubles similaires sur le territoire de la ville de Luxembourg. Il ne sera dû qu'après achèvement des travaux de construction.

Au cas où l'ABE ne serait pas relocalisée vers le Luxembourg, l'immeuble pourra être utilisé pour héberger d'autres services étatiques, vu les demandes de relogement dont est actuellement saisi le Service des domaines du Ministère des Finances.

Question 3194 (02.08.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **risques sanitaires et autres liés aux émissions de particules et de NO_x par les véhicules routiers:**

Le trafic routier est à l'origine de l'émission de nombreux polluants de l'air. Il constitue ainsi l'un des principaux émetteurs de particules et de NO_x. À noter qu'en juin 2012, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé les effluents d'échappement des moteurs diesel comme cancérogènes certains et les émissions des moteurs essence comme cancérogènes probables pour l'homme. Au niveau de l'émission des NO_x, le transport routier était en 2011, avec 56% des émissions nationales en France, le premier secteur émetteur de NO_x. Au niveau des particules, il est généralement distingué entre les particules primaires émises à l'échappement des véhicules sur lesquelles une emprise est possible et les particules secondaires qui se forment dans l'air à partir de gaz, tels les NO_x.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement dispose-t-il de données statistiques concernant la présence de NO_x dans l'air et qui sont attribuables au trafic routier? Existe-t-il une cartographie reprenant les niveaux en fonction de zones plus densément urbanisées et autres? Quelles sont les zones à risques?

2) Le Luxembourg a-t-il toujours respecté les niveaux d'exposition aux particules fines préconisés par l'Union européenne? Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement peut-il nous fournir des données détaillées quant aux dépassements des taux autorisés (niveau enregistré, lieu et durée)?

3) Le Gouvernement peut-il m'expliquer les raisons ayant amené le Gouvernement à ne pas tenir compte des émissions NO_x dans l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature résultant de la mise à la disposition d'une voiture à un salarié? Le Gouvernement entend-il procéder à des adaptations en la matière pour l'année 2018? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (31.08.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Dans le contexte de l'élaboration d'un programme national de qualité de l'air une analyse des sources d'émissions responsables aux emplacements, présentant un dépassement potentiel de la valeur limite annuelle pour le NO_2 dans l'air ambiant, a été réalisée pour l'année 2015. Tous les emplacements critiques identifiés sont situés le long de grands axes routiers. Le trafic routier est la source d'émission la plus importante de la formation de NO_2 dans l'air ambiant.

La contribution moyenne en provenance directe du trafic routier le long de la route concernée est de l'ordre de 81%. Les installations de chauffage contribuent en moyenne à raison de 5% et les industries (sources ponctuelles industrielles majeures) à raison de seulement 1%. La pollution de fond de l'ordre de 13% est composée de plusieurs parties: d'une part la pollution de fond régionale, due au transport à longue distance de polluants dans la région; d'autre part la pollution de fond locale non attribuée, dont notamment la pollution en provenance du trafic routier générée par les autres routes à proximité de l'emplacement en question ou des petites entreprises non couvertes par les sources ponctuelles industrielles majeures.

En ce qui concerne le trafic routier, l'analyse montre que les voitures et camionnettes sont la source dominante avec en moyenne 77%. Le diesel est responsable de 94% de l'impact des voitures et camionnettes. Les camions et les bus contribuent en moyenne à raison de 12% respectivement 11% du trafic routier.

Une modélisation sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour visualiser et mettre en évidence l'impact du trafic routier généré le long des grands axes a permis de cartographier pour l'année 2010 les éventuels points critiques en ce qui concerne le NO_2. Les résultats ont montré que la valeur limite annuelle de 40 µg/m^3 pour le NO_2 est potentiellement dépassée à plusieurs emplacements critiques, qui par la suite ont fait l'objet de mesurages d'orientation de la teneur en NO_2 dans l'air ambiant. Les mesurages ont pu confirmer le risque de dépassement de la valeur limite annuelle pour le NO_2 à plusieurs emplacements situés le long de routes à circulation intense dans les communes suivantes:

- Luxembourg et Walferdange;

- Bascharage, Differdange/Niedercorn, Esch-sur-Alzette, Pétange, Tétange et Kayl;

- Remich, Wasserbillig et Mertert;

- Diekirch et Ettelbruck.

Une mise à jour de de la cartographie des points critiques en ce qui concerne le NO_2 est en cours de réalisation.

Dans ce contexte, il est important de signaler que le Gouvernement a la ferme volonté d'améliorer la qualité de l'air et vient d'adopter le «programme national de qualité de l'air», regroupant un large éventail de mesures ciblées, visant à atteindre les valeurs limites pour le NO_2. Ce document peut être téléchargé à partir du site emwelt.lu.

ad 2) Le niveau moyen annuel des particules fines (PM10[1]) dans les différentes stations de mesure de l'Administration de l'environnement a évolué d'un niveau de 27 µg/m^3 en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 12 et 23 µg/m^3 selon le site de mesure. La valeur limite annuelle applicable dans l'Union européenne est de 40 µg/m^3.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m^3 à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Au Luxembourg, le nombre de jours avec dépassement varie entre un et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites pour les particules fines PM10 dans l'air ambiant sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007. On peut observer une tendance décroissante de cette forme de pollution.

ad 3) Il s'agit d'une affirmation incorrecte. En effet, dans le cadre de la réforme fiscale, le recours à des véhicules moins polluants est encouragé dans le contexte des voitures de fonction.

La réévaluation de l'avantage en nature forfaitaire pour les voitures de fonction attribue aux voitures émettant moins de NO_x un avantage fiscal: pour la même quantité d'émission de CO_2, il existe une différenciation en faveur des voitures à essence.

Une évaluation des mesures prises est en cours. Il est encore trop tôt pour conclure si des adaptations seront nécessaires.

[1] Particules fines d'un diamètre aérodynamique inférieur à dix micromètres

Question 3197 (03.08.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **procédure en matière de législation fiscale:**

Dans l'édition du 28 juillet 2017 du «Land», un ancien directeur général de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) accorde un entretien à cet hebdomadaire.

Répondant à une question relative au processus législatif en matière de législation fiscale (question du journaliste: «La législation financière naît donc d'un processus informel et très hybride?»), le haut fonctionnaire en retraite déclare: «Ce que je ne trouve vraiment pas bien, c'est que le Ministère des Finances fasse écrire des projets de loi par des études d'avocats ou des firmes d'audit. Au cours des dernières années, cette pratique s'est malheureusement répandue.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette affirmation?

2) Si oui, peut-il indiquer quels projets de loi adoptés ou en cours ont été entièrement ou partiellement rédigés par des études d'avocats ou des firmes d'audit?

3) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner les raisons d'une telle externalisation du travail législatif?

4) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une telle pratique est justifiable et justifiée? Ne pense-t-il pas qu'elle est nuisible à l'intérêt général dans le sens qu'elle permet à un secteur déterminé d'influencer grandement la législation dans le sens de ses intérêts particuliers?

5) Toujours dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait mettre un terme à cette pratique?

Réponse (04.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

La rédaction des projets de loi relève des agents du ministère et de ses services, sous l'autorité et la responsabilité du ministre.

Au regard de la pratique suivie par le Ministère des Finances au cours de l'actuelle période de législature, on ne peut que s'étonner des propos cités par l'honorable Député.

Les affirmations faites par un fonctionnaire retraité ayant quitté le ministère en 2009 n'engagent que lui.

D'une manière générale, il est à noter qu'en vertu de l'article 46 de la Constitution, «l'assentiment de la Chambre des Députés est requis pour toute loi» et que les députés sont libres de présenter des amendements ou des propositions de loi alternatives aux projets de loi préparés par les ministères.

Question 3198 (03.08.2017) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant les **travaux préalables à l'installation d'appareils IRM supplémentaires:**

Contrairement à l'opinion répandue et renforcée par la question parlementaire n°3181 de Madame Adehm et Monsieur Roth, il nous revient que les quatre appareils IRM dont question n'ont pas encore été installés. Par conséquent, la promesse d'extension du parc IRM ne pouvait pas, jusqu'à présent, permettre de réduire les délais d'attente.

Par ailleurs, il nous revient que les travaux des infrastructures préalables à l'installation des appareils susmentionnés ne s'avèrent non seulement plus compliqués, mais sont aussi nettement plus coûteux qu'initialement prévus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quel est le prix d'acquisition des quatre appareils IRM? De quel(s) modèle(s) s'agit-il exactement? Qu'en est-il des frais d'entretien?

- S'agit-il d'un achat groupé ou seront-ils achetés au fur et à mesure de l'avancement des travaux susmentionnés?

- À combien s'élèvent les frais d'infrastructures? De quels travaux s'agit-il exactement?

- Les ministres peuvent-ils confirmer que les frais d'infrastructures sont nettement plus importants qu'initialement prévus?

- Dans l'affirmative, quel(s) groupe(s) hospitalier(s) est (sont) concerné(s)? À combien se chiffrent les coûts imprévus? Quelles sont les raisons pour cette divergence? Qui prendra en charge les coûts additionnels?

- Selon les ministres, quand est-ce que les nouveaux appareils IRM pourront être opérationnels dans les différents hôpitaux?

- Qu'en est-il des quatre installations CT-scans, dont on avait envisagé la suppression?

Réponse (07.09.2017) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il convient de noter qu'il s'agit des appareils IRM 1,5 tesla dédiés pour les examens ostéo-articulaires. Le prix de ces appareils est estimé à 600.000 € et les frais d'entretien sont limités à 10% du prix d'investissement par année.

En l'espèce, il convient de souligner qu'un achat groupé est souhaité par la Commission technique d'investissement et les montants accordés couvrent souvent uniquement l'investissement avec des économies réalisées par un achat en commun.

Les frais d'infrastructures ont été estimés en moyenne par hôpital entre 400.000 € et 1.500.000 € et diffèrent en fonction de l'infrastructure propre à chaque établissement. Pour les quatre établissements hospitaliers, l'enveloppe supplémentaire pour garantir l'installation des appareils IRM serait d'environ trois millions d'euros. Les appareils IRM 1,5 tesla nécessitent une infrastructure conséquente, que ce soit en termes de statique (cinq tonnes), de blindage (cage de Faraday), de refroidissement (eau ou hélium), de surface d'implantation (30 à 35 mètres carrés) et de sécurisation (sécurisation des lignes de gauss, mise en place du système Quentch, etc.).

Les groupes hospitaliers CHL, CHEM, HRS et CHdN sont concernés par ces appareils IRM. Les frais d'infrastructures supplémentaires se chiffrent à environ trois millions d'euros. En cas d'un accord pour financer les frais d'infrastructures, ceux-ci sont financés à 80% par des subsides du Ministère de la Santé et à 20% par la CNS.

À noter également que la CNS avait initialement marqué son accord pour l'acquisition de quatre appareils IRM supplémentaires pour les quatre centres hospitaliers. Cet accord portait néanmoins clairement sur des équipements ayant des caractéristiques nettement moins performantes et par conséquent aussi sensiblement moins chers au niveau de l'acquisition et des frais de fonctionnement. Ces appareils IRM initialement prévus n'avaient de même pas besoin d'une infrastructure si complexe et les frais correspondants étaient à négliger. Néanmoins, ces types d'appareils initialement prévus ne sont plus commercialisés.

Ainsi, la CNS a proposé à la FHL d'acheter dans un premier temps deux appareils IRM, de faire ensuite une analyse de l'impact de ces deux appareils et de procéder seulement, le cas échéant, à l'acquisition de deux appareils supplémentaires. Les discussions quant à la démarche proposée par la CNS sont pour le moment encore en cours.

En ce qui concerne la procédure d'acquisition, la CNS et la FHL doivent actuellement trouver un accord au niveau de la Commission technique d'investissement précitée. En ce qui concerne les travaux d'infrastructures, les accords relèvent de la compétence du Ministère de la Santé sur base d'un avis de la Commission permanente du secteur hospitalier (CPH).

Dans une hypothèse optimiste et sur base de la ligne de conduite actuellement poursuivie par la CNS, un accord portant sur l'acquisition de deux appareils IRM pourrait être donné en octobre 2017 et lesdits appareils pourraient être opérationnels fin 2018. L'étude d'impact par rapport à l'opportunité d'autorisation de deux appareils IRM supplémentaires pourrait se faire fin 2019. Cependant, il convient de noter que le temps nécessaire pour les accords et négociations est difficile à estimer. Il est dès lors possible que les quatre appareils IRM seraient seulement opérationnels en 2022 ou que l'analyse montre que deux appareils IRM supplémentaires suffiraient pour couvrir les besoins du Luxembourg.

À noter que le projet de loi relatif aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, actuellement sur la dernière ligne droite de la procédure législative, stipule à l'article 14, alinéa 2 que dans le futur la procédure d'acquisition de tels équipements passe exclusivement par la CPH et par le Ministère de la Santé. Le mécanisme actuel via la Commission technique d'investissement arrêté au niveau conventionnel entre la CNS et la FHL deviendrait ainsi sans objet.

Quant à la dernière question, en cas d'un accord pour un appareil IRM supplémentaire, la suppression d'un CT-scan est prévue pour le site du Kirchberg. Quant à la question du besoin effectif en équipement d'imagerie médicale, il y a lieu de soulever que suivant l'OECD (Health at a Glance 2016), le Luxembourg figure en 2014 en troisième position pour le nombre d'examens IRM par mille habitants et en première position pour le nombre d'examens CT par mille habitants. De même, un audit réalisé sur initiative du Ministère de la Santé et présenté le 31 mai 2017 laisse apparaître que d'un côté, un grand nombre de demandes d'examens formulés par les médecins prescripteurs se basent sur des justificatifs insuffisants, et que d'un autre côté, les examens correspondants ont quand même été réalisés par les médecins radiologues malgré des doutes par rapport à la conformité, l'utilité et la nécessité des demandes. À titre d'exemple, le taux de conformité par rapport aux examens justifiés sur base de l'information disponible sur la demande s'élève uniquement à 61% pour les examens CT et à 79% pour les examens IRM.

À partir de telles indications, et tout en étant conscient de certains délais pour les demandes d'examens IRM ou d'autres considérations d'ordre pratique ou technique (telles que la question des urgences, l'aspect de la radioprotection ou le risque de continuité en cas de défaillance d'un équipement), la CNS considère que sa proposition de l'acquisition de deux équipements supplémentaires devrait largement pouvoir répondre aux besoins effectifs au niveau national. Sachant que l'allocation de ces équipements sur base de critères objectifs et appropriés sera difficilement faisable et se verra certainement confrontée à des pressions lobbyistes et régionalistes, il faudra néanmoins considérer que l'allocation d'un tel équipement supplémentaire à chacun des quatre centres hospitaliers dépasse largement l'utile et le nécessaire et mènera à terme à une croissance prononcée des examens réalisés sur base du principe largement avéré que l'offre crée la demande dans ce domaine. L'impact financier pour l'assurance maladie-maternité sera considérable.

Question 3199 (04.08.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant le **Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL):**

Le 31 mars 2017, le Conseil de Gouvernement a approuvé les comptes annuels du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) en mettant en avant que le fonds a recours à un placement prudent, 57% de l'argent ayant été investi dans des actions, 40% dans des obligations et 3% dans des liquidités.

1) Monsieur le Ministre peut-il définir ce qu'il faut comprendre par un placement prudent de l'argent et comment la tolérance élevée au risque du FSIL se justifie par rapport à un objectif minimal de rendement de 0% corrigé en fonction de l'inflation?

2) Vu les immobilisations financières des comptes annuels du FSIL renseignant un portefeuille titres au 31 décembre 2016 composé exclusivement de fonds, en l'occurrence d'ETF et de SICAV, est-il correct:

a) d'affirmer que le FSIL est un fonds à qualifier du type «Fund of funds» (FOF) et ce au moins pour une durée de cinq ans?

b) qu'il ne convient donc pas d'affirmer que le FSIL a investi à 57% dans des actions et 40% dans des obligations?

Suivant les restrictions d'investissement de la politique générale du FSIL, il est interdit au fonds d'investir dans des actions et des obligations pendant cinq années à partir de la date de sa création. Selon la stratégie d'investissement du FSIL, ce choix est guidé par la décision du fonds de ne pas avoir recours à des mandats de gestion («gestion active»), mais que l'investissement en produits passifs de type ETF est approprié pour leur facilité de gestion, pour leur transparence, pour leur efficacité en termes de «tracking» d'une classe d'actifs et pour leur avantage de coût.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes:

3) Pourquoi le FSIL a-t-il décidé de ne pas avoir recours à la structure existante de la gestion active de l'État qui gère déjà la SICAV du FDC dont les gérants de portefeuille sont d'ailleurs en partie les mêmes que les émetteurs des ETF dans lesquels le FSIL investit?

4) Si l'investissement en ETF est le plus approprié pour le FSIL, pour quelle raison une somme de 34 millions d'euros, soit 27% du portefeuille, a-t-elle été investie dans des SICAV; 27% du portefeuille n'étant pas un investissement que l'on puisse qualifier d'accessoire.

5) En comparant l'investissement en ETF soit à un investissement du FSIL par le biais de la structure existante de la gestion active de l'État ou à un investissement direct dans des actions et obligations:

a) En quoi l'investissement du FSIL en ETF est-il plus transparent?

b) Comment expliquer l'efficacité des ETF en termes de «tracking» d'une classe d'actifs?

c) Monsieur le Ministre peut-il me remettre une copie de l'analyse des coûts du FSIL ainsi qu'une liste des tarifs des onze ETF/SICAV dans lesquels le FSIL est investi?

Les restrictions d'investissement du FSIL ne prévoient aucune exclusion de sociétés et d'entreprises ne respectant pas les conventions et les normes internationales ratifiées par le Grand-Duché qui ont comme but d'assurer une politique d'investissement socialement responsable et durable. Il s'ensuit que le FSIL participe au financement de sociétés et d'entreprises connues pour ne pas respecter l'environnement, la responsabilité sociale et solidaire ou les droits de l'homme et le droit du travail.

5) Pouvez-vous confirmer que certains ETF, dont le FSIL a acquis des parts, détiennent des obligations ou des actions d'entreprises produisant des bombes à sous-munition. Si oui, n'êtes-vous pas d'avis que le FSIL enfreint l'article 3 de la loi du 4 juin 2009 portant approbation de la convention sur les armes à sous-munitions qui stipule que: «Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives»?

6) Quand est-ce que la stratégie d'investissement du FSIL va-t-elle être amendée de la sorte qu'elle permette un investissement socialement responsable et durable et qu'elle ne viole plus la législation nationale, notamment en ce qui concerne la convention d'Oslo contre les munitions à dispersion et l'accord de Paris sur le climat?

Le FSIL applique la mesure de la «value at risk» (VAR) pour évaluer la situation de risque du fonds.

7) a) Quelle est la méthode de calcul de la VAR que le FSIL utilise?

b) Quels risques matériaux sont couverts par la gestion des risques du FSIL? Quelle est la fréquence de calcul ou, le cas échéant, de l'évaluation de l'exposition aux risques pour les types de risques encourus?

c) Monsieur le Ministre peut-il me remettre une copie des procédures de gestion des risques du FSIL?

Réponse (08.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Contrairement à ce qu'affirme l'honorable Député, le Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg n'est pas investi à raison de 57% dans des actions et à raison de 40% dans des obligations. En effet, la politique générale et la stratégie d'investissement du FSIL, qui sont publiées sur le site Internet du Ministère des Finances, renseignent clairement que le quota stratégique de l'univers d'investissement réservé aux actions est de 40% et celui réservé aux obligations est de 57%. Le choix de ces quotas résulte de la limitation à 20% de la valeur à risque (VAR), soit le pourcentage de perte en capital à ne pas dépasser sur un an avec une probabilité de 99%.

Il résulte de ces quotas que la performance anticipée sur base des informations historiques serait de 2,8% par an, ce qui dépasse la valeur supérieure au plus élevé des deux taux suivants:

- le niveau-cible d'inflation de la BCE qui est proche, mais inférieur à 2% sur le moyen terme;

- le taux d'intérêt d'un emprunt obligataire de l'État luxembourgeois à dix ans.

Au vu du montant à investir relativement faible pendant la phase de démarrage du fonds, le comité directeur a décidé, dans une première phase, de ne pas investir directement dans des actions ou des obligations d'entreprises par l'intermédiaire de gestionnaires d'actifs, pour ainsi éviter la lourde procédure liée à la sélection des gestionnaires d'actifs et d'une banque dépositaire/agent comptable au moyen de soumissions publiques européennes.

À cet effet, le comité d'investissement a sélectionné pour chaque classe d'actifs de l'univers d'investissement (à savoir les obligations en EUR, les obligations en USD, les actions européennes et les actions des pays développés) des instruments de type «exchange traded funds» (ETF) et de manière accessoire des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) qui ne sont pas des ETF (pour le cas où des ETF satisfaisant les critères de sélection du FSIL ne seraient pas disponibles) qui reproduisent l'évolution de l'indice de référence de chaque classe d'actifs. Parmi les instruments sélectionnés figure un seul OPCVM non ETF, avec un poids de 9%.

Comme le FSIL gère actuellement 183 millions d'euros, on ne peut pas le comparer au Fonds de compensation, qui est également un établissement public autonome, mais gère plus de 16 milliards d'euros. L'investissement en ETF est transparent dans la mesure où l'on peut reproduire l'évolution des quatre indices de référence de l'univers d'investissement avec seulement onze instruments financiers. Comme ces ETF ont pour finalité de suivre l'évolution des indices de référence, il en résulte une «tracking error» très faible.

Comme les ETF sont des instruments financiers distincts des titres qui composent les indices de référence, on peut affirmer que le FSIL n'est formellement pas directement lié à des entreprises figurant dans les indices de référence.

Ce n'est qu'après la phase de démarrage du FSIL, fixée prévisionnellement à cinq ans, que la politique générale et la stratégie d'investissement seront réanalysées et, le cas échéant, adaptées.

La méthode de calcul de la valeur à risque (VAR) est une formule statistique faisant intervenir la moyenne pondérée du rendement escompté de chaque classe d'actifs, la moyenne pondérée de la volatilité historique de chaque classe d'actifs, la somme cumulée de la distribution gaussienne à 99% et la durée de l'intervalle considéré.

Les procédures de gestion des risques figurent à l'annexe de la politique générale.

Question 3204 (07.08.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**excision:**

Der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) no, liewen 2017 méi wéi 200 Millioune Meedercher a Fraen - aus 30 Länner an Afrika, dem Mëttleren Osten an Asien, wou déi weiblech Beschneidung zum Deel Bestanddeel vun de Bräich ass - mat enger Beschneidung vum weibleche Genitalorgan. Laut Schätzunge vun der Weltgesondheetsorganisatioun stierwe gutt e Véirel vun de betraffene Fraen un de Folge vun esou enger Beschneidung. Dës Prozedur, déi ouni medezinnesch Grënn an dacks ënner onhygieneschen a primitive Bedéngungen duerchgefouert gëtt, ass eng Verletzung vun de Mënscherechter vu Meedercher a Fraen.

An deem Kontext hätt ech e puer Froen un d'Regierung:

1) Goufe bis haut Fäll gemellt oder bekannt, bei deenen eng Beschneidung vum weibleche Genitalorgan, vu Medezinner oder vu Privatleit, zu Lëtzebuerg praktizéiert gouf? Wa jo, wéi vill sinn dat der?

2) Presseberichter iwwert d'Evolutiounen am Zesummenhank mat der Migratiounskris an Däitschland behaapten, datt eng Rees an d'Heemechtsland ka genotzt ginn, fir esou Prozeduren duerchféieren ze loossen. Wat geschitt an deem Fall, wou dëst duerch kloer Signaler am Schoulëmfeld oder an ëffentleche Betreiungsstrukture festgestallt gëtt? Ass d'Personal fir dëse Sujet sensibiliséiert a si si verflicht, esou Fäll ze signaliséieren? Wa si esou e Fall mellen, wat geschitt dann?

3) Ass de Gynäkologen an aneren Dokteren hei am Land verséchert, datt si - wa si constatéieren, datt hir Patientin an deem Fall ass - esou ee Fall signaliséiere kënnen, ouni mat hire gesetzleche Verflichtungen a Konflikt ze geroden?

4) Goufen d'Gynäkologen hei am Land an deem Kontext fir dëse Sujet sensibiliséiert? Wann neen, gesäit d'Regierung hei eng Notwendegkeet?

5) Gouf dru geduecht, den Elteren, deenen hiert mannerjäregt Meedchen - an dar Zäit, an där et hei am Land lieft - Affer vun esou enger Genitalverstümmelung gëtt, d'Garde vum Mannerjäregen ofzehuelen?

6) Lafen hei am Land Opklärungscampagnen zum Sujet Genitalverstümmelung, déi sech

spezifesch un d'Migranten an un d'Flüchtlinge riichten? Wann net, sinn der da geplangt a gëtt et schonn e Konzept dofir?

Réponse commune (07.09.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) Bis haut si weder de Justizautoritéiten nach de Gesondheetsautoritéite Fäll bekannt, wou Beschneidunge vun weibleche Genitalorganer vu Medezinner oder vu Privatleit hei zu Lëtzebuerg sollte praktizéiert gi sinn.

ad 2) No eiser Gesetzgebung hei am Land, war et de Magistraten nach ëmmer erlaabt, all Forme vu Mutilatioun strofrechtlech ze verfollegen. Mir verweisen hei op den Artikel 400 vum Code pénal.

Am Kader vun der Ratifikatioun vun der Istanbul-Konventioun, ass d'Regierung elo op de Wee gaangen, d'Mutilatioun vu weibleche Genitalorganer explizit, als eegestänneg Infraktioun, ze bestrofen. Mir verweisen hei op de Gesetzesprojet Nummer 7167, deen den 10. August deposéiert ginn ass.

D'Personal an esou Strukturen ass sensibiliséiert a wann en deementspriechende Verdacht op e Gesetzesverstouss virläit, gëtt dee Verdacht dem Parquet gemellt.

D'Signalement vun engem Mannerjäregen, deen a Gefor ass, ka sougutt dem Jugendriichter wei och dem Parquet gemellt ginn. Schutzmoossname gi vum Jugendgeriicht geholl. Ier eng adaptéiert Moossnam ka geholl ginn, freet de Jugendriichter respektiv de Parquet komplementar Informatiounen iwwert de Mannerjäregen, entweder bei der Police, a Form vun engem „rapport de moralité", oder beim Service central d'assistance sociale, a Form vun enger „enquête sociale", un.

D'ONGen, déi mam Chancëgläichheetsministère konventionéiert sinn, hu souwuel Berodungsservicer wei och Betreiungsstrukture fir Fraen a Männer an Nout, mat oder ouni Kanner. Iwwert dës Strukture gi prioritär Affer vun haislecher Gewalt, awer och Affer vun alle Formen vu Gewalt, déi sech op d'Geschlecht bezitt, ofgedeckt. Dorënner falen och weiblech Affer vu Beschneidungen.

Am Kader vun hire Prestatioune mussen déi eenzel Gestionnairë souwuel fir d'Gläichheet zwësche Fraen a Männer agéiere wéi och fir d'Bekämpfung géint all Forme vun Diskriminatiounen zwësche Fraen a Männer, an deemno och géint all Gewaltforme präventiv a kurativ agéieren. Nieft der Betreiung vun den Affer, musse si och iwwert déi negativ Stereotypen a schiedlech Praktiken, Coutumen an Traditiounen opklären an aktiv sensibiliséieren. D'Personal ass deementspriechend am Beräich vun alle Forme vu Gewalt, y compris Mutilations génitales féminines, forméiert.

ad 3) Wann e Gynäkolog oder en aneren Dokter feststellt, datt esou Praktiken hei am Land duerchgefouert ginn, ass e verflicht dat ze mellen. Dat verstéisst net géint seng gesetzlech Verflichtungen an ass eng gesetzlech Obligatioun.

ad 4) D'Associatioun vun de Gynäkologen an de Planning familial hu Sensibiliséierungscampagnen zu deem Sujet duerchgefouert.

De Conseil national des femmes au Luxembourg (CNFL) huet eng Broschür „NON aux mutilations génitales des femmes" erausginn, zesummen elaboréiert mam Chancëgläichheetsministère, dem Gesondheetsministère, der ASBL „Initiativ Liewensufank" an dem Planning familial, déi um Internetsite Santé.lu ze fannen ass: http://www.sante.public.lu/fr/publications/n/non-mutilations-genitales-femmes/non-mutilations-genitales-femmes.pdf. Dës Publikatioun riicht sech un de grousse Public a kläert iwwert d'Existenz, d'Definitiounen, d'Incriminatioun an d'Risikopopulatioun zu Lëtzebuerg an am Ausland vun der Beschneidung vun de weibleche Genitalorganer op.

De 6. Februar ass all Joer weltwäit eng Journée internationale contre les mutilations génitales.

ad 5) Eng Decisioun iwwert d'Garde vu Mannerjäregen ënnerläit der Kompetenz vum Jugendriichter, deen an aller Onofhängegkeet vun anere Statsgewalten handelt.

ad 6) Esou Informatioune sinn Deel vum allgemengen Opklärungsprogramm fir Asylbewerber an déi ënner Punkt 4 ernimmte Campagnë ginn och op déi Themen ausgedeent.

Mir verweisen ënner anerem hei op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 2752 vum 8. Februar 2017 vun der Madamm Nancy Arendt:

«Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont menées dans les foyers d'accueil auprès de la population concernée pour lutter et éviter ces pratiques et prendre en charge les victimes?

Avant l'afflux massif de 2015, les demandeurs de protection internationale arrivés au Luxembourg étaient majoritairement originaires des Balkans et le problème des mutilations génitales féminines ne se posait pas. Il n'y a donc pas eu de campagne spécifique menée dans les structures d'hébergement pour DPI.

Depuis l'afflux massif de 2015, la situation a changé; les femmes originaires de pays comme l'Érythrée, la Somalie ou l'Irak sont plus exposées à des risques de mutilations génitales féminines. C'est pourquoi l'OLAI est en train de développer une formation, en coopération avec le „Groupe pour l'abolition des mutilation sexuelles féminines (Belgique)", formation qui est destinée aux assistants sociaux et aux éducateurs qui accompagnent les demandeurs de protection internationale ainsi qu'aux collaborateurs du Ministère de la Santé. L'objectif de cette coopération est de développer des outils de sensibilisation pour les professionnels concernés.»

Zënter dëser Äntwert sinn déi Formatiounen organiséiert ginn, an eng Majoritéit vun de Mataarbechter vum OLAI huet drun deelgeholl. Weider Sessioune ginn an den nächste Wochen a Méint organiséiert.

D'Bekämpfung an d'Präventioun vun de Beschneidunge vun de weibleche Geschlechtsorganer sollen och am Kader vum „Programme national de promotion de la santé affective et sexuelle" thematiséiert ginn, deen 2013 vu véier Ministèren (de Gesondheetsministère, de Chancëgläichheetsministère, de Familljeministère an den Erzéiungsministère) ausgeschafft ginn ass. De Gesondheetsministère huet de Lead. Et ass prioritär all d'Erwuessen an all Kanner vum jéngsten Alter un op déi sexuell an affektiv Sexualitéit ze informéieren an ze erzéien am Hibléck op:

- psychesch a physesch Integritéit;

- der Gläichheet zwësche Meedercher a Jongen, Fraen a Männer;

- respekt- a verantwortungsvoll Relatiounen zwësche Meedercher a Jongen, Fraen a Männer.

Jiddweree soll e Recht hunn op eng gesond a verantwortungsvoll Sexualitéit an op den Accès op eng sexuell an affektiv Erzéiung.

De Programm soll och zu engem Mentalitéits- a Verhalenswiessel féieren, dee sexuell a relationell Gewalt, Gewalt, déi sech op d'Geschlecht bezitt, an all aner schiedlech Praktiken an Traditiounen, wéi z. B. d'Mutilatiounen, bekämpft.

Question 3208 (09.08.2017) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant le **marquage routier:**

À en croire les statistiques concernant les accidents de la route de l'année 2016, il s'avère qu'un nombre élevé d'accidents ont lieu durant la saison estivale. Il en ressort de plus que les motocyclistes risquent particulièrement d'être les victimes d'accidents routiers.

Des analyses menées par le Gouvernement régional de Kärnten (Autriche) ont révélé que les motocyclistes ont tendance à conduire leur véhicule le long de la bande médiane de la voie routière lorsqu'ils entrent un virage à gauche. Or, dans une telle situation, l'inclinaison du motocycle fait en sorte que la tête du chauffeur se trouve effectivement au-delà de cette bande médiane. Les autorités autrichiennes ont par la suite appliqué des marquages additionnels dans les virages à gauche pour inciter les motocyclistes à utiliser le milieu de leur côté. Cette mesure a mené à un recul très significatif des accidents sur les tronçons concernés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques concernant le nombre d'accidents de motocyclistes dans des virages à gauche?

- Monsieur le Ministre a-t-il pu prendre connaissance du type de marquage routier appliqué en Autriche à l'intention des motocyclistes?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que ce type de marquage pourrait mener à une baisse nette des accidents au Grand-Duché?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à mettre en place un projet pilote sur la route N25 entre Wiltz et Kautenbach, un tronçon sinueux qui s'est avéré particulièrement dangereux pour les motocyclistes ces dernières années?

Réponse (07.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire n°3208, les honorables Députés s'interrogent sur l'opportunité d'apposer des marquages additionnels sur les routes afin d'éviter des accidents de motocyclistes dans des virages à gauche.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les statistiques d'accidents impliquant des motocyclistes se présentent comme suit: *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

À la lecture de ces chiffres, l'on constate que la majorité des accidents impliquant des motocyclistes n'a pas eu lieu dans des virages à gauche et que le chevauchement de la ligne de sécurité semble uniquement jouer un rôle marginal en ce qui concerne les causes présumées des accidents. Il ressort par contre, à l'instar de ce qui est le cas pour l'ensemble des accidents graves et mortels de la route, que la vitesse excessive et non adaptée en soit la cause principale.

En ce qui concerne les questions relatives à de nouveaux types de marquage horizontal, les experts autrichiens ont entamé le combat contre les accidents mortels des motocyclistes en essayant différents marquages dans les virages à gauche. Ce projet pilote actuellement en cours en Autriche a été présenté au sein du dernier groupe de travail «motos» de la Commission de circulation de l'État en date du 30 mai 2017 par l'Administration des ponts et chaussées. Ce principe a également été présenté au groupe de travail «Audits de sécurité» du 27 juin 2017 et les prochaines démarches ont été discutées. Afin d'étudier davantage la mise en place de marquages spéciaux pour les motocyclistes, les experts autrichiens ont été contactés afin de recevoir de plus amples détails sur ce type de marquage.

L'initiative autrichienne semble effectivement inciter les motocyclistes à utiliser des rayons de courbure plus grands pour emprunter les virages et mes services suivront de près les résultats de ce projet pilote avant toute décision dans ce dossier.

Au sujet de la route N25 entre Wiltz et Kautenbach, un projet pilote a été envisagé, mais reste à concrétiser. Toutefois, l'inspection de sécurité de ce tronçon figure sur la liste des routes à examiner par le groupe de travail «Audits de sécurité».

Question urgente 3280 (08.09.2017) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **traite des êtres humains:**

Selon les informations diffusées sur «rtl.lu», un camionneur provenant de France aurait alerté les autorités hier matin après avoir découvert sur l'aire de Berchem quatre personnes cachées illégalement à bord de sa cargaison. D'après les personnes en question, elles auraient été acheminées par un passeur dans ce camion. Alors que les autorités ont laissé repartir le chauffeur après l'avoir interrogé, les personnes se trouvant à bord ont été appréhendées. Selon les mêmes sources, il s'agirait de requérants d'asile provenant de l'Iran qui se sont vu refuser leurs demandes en France et qui se trouveraient donc en situation irrégulière. Le Centre de rétention affichant complet, les clandestins auraient cependant été relâchés par la suite dans la nature. La presse fait encore savoir qu'il ne s'agirait pas d'un cas isolé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les allégations faites par le site «rtl.lu»?

2. Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les autorités judiciaires ont été informées de cet incident et ont donné, le cas échant, leur accord quant à la remise en liberté tel que décrit ci-dessus?

3. Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer qu'il y a eu d'autres cas similaires ces derniers mois et me dire de combien de personnes il s'agit, le cas échéant?

4. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'affirmer que le Centre de rétention est régulièrement saturé au point de ne plus pouvoir accueillir d'autres demandeurs d'asile en cas de nécessité?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. La Police grand-ducale, après avoir été avertie par un chauffeur de camion, a trouvé en date du 7 septembre 2017 quatre personnes à l'intérieur d'une remorque de camion. Les quatre personnes originaires de l'Iran ont été emmenées au commissariat de police où une fouille corporelle fut effectuée ainsi que la prise des empreintes digitales.

Contrairement à ce qui a été rapporté par la presse, et tel qu'indiqué déjà lors d'une prise de position du Ministre de l'Immigration et de l'Asile à la chaîne de télévision RTL, les quatre personnes n'étaient pas des demandeurs de protection internationale déboutés en France.

Un placement en rétention n'a pas été décidé au vu des capacités libres au niveau du Centre de rétention, mais également au vu de la finalité d'un tel placement. Il convient de rappeler qu'une mesure de placement entraîne une privation de liberté et doit être appliquée dès lors de manière restrictive. L'article 120 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration permet le placement en rétention en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement. Or, un retour en Iran s'avère de facto très difficile, voire impossible.

À noter également que les quatre personnes n'ont pas présenté de demande de protection internationale au Luxembourg.

ad 2. Dans le cadre du service de permanence assuré par le parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, le parquet a bien été informé de ce qu'un chauffeur de camion en provenance d'Italie a entendu, lors de sa pause à l'aire de Berchem, des bruits suspects en provenance de sa remorque et qu'il a aussitôt averti la Police grand-ducale. La police a ainsi découvert quatre personnes de nationalité iranienne cachées dans la remorque du camion.

Dans la mesure où les faits auraient pu constituer une infraction à l'article 140 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les concernés ont été interrogés et ont fait l'objet d'une vérification d'identité.

Les intéressés n'ayant finalement commis aucune infraction, le parquet n'a pas fait procéder à leur arrestation.

Il n'existe aucun élément permettant de conclure que le chauffeur de camion ait joué un quelconque rôle dans les faits.

ad 3. Le parquet n'a pas été informé de faits similaires au cours des derniers mois.

ad 4. Il convient de préciser d'emblée que le Centre de rétention est destiné d'abord au placement administratif de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, en vue de l'exécution d'une mesure d'éloignement, ceci en tant qu'ultime mesure au cas où les mesures alternatives à la rétention telles que prévues par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration ne seraient pas applicables. Le placement de demandeurs de protection internationale n'est pas prévu d'office, mais uniquement sous certaines hypothèses limitativement prévues par l'article 22 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

Concernant les capacités du Centre de rétention, il convient de remarquer qu'entre le 1er janvier et le 10 septembre 2017 (253 jours), la capacité maximale de 45 places des hommes célibataires fut atteinte seulement 17 fois, ce qui correspond à 6,7% de la période analysée. Parmi les 14 chambres réservées aux familles et aux femmes célibataires, la capacité maximale ne fut jamais atteinte pendant cette période précise.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que la capacité du Centre de rétention a été récemment augmentée par une réorganisation interne (fusion des unités pour femmes célibataires et familles, et ouverture subséquente d'une unité supplémentaire pour hommes célibataires) et que l'ouverture de la Structure d'hébergement d'urgence au Kirchberg en tant qu'alternative à la rétention a permis de désengorger davantage le Centre de rétention.

N°17
2016-2017

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Avenir de l'UE	p. 639	Sommaire des séances publiques nos47 à 49	p. 672	47e séance	Mercredi 12 juillet 2017
«Space Mining»	p. 655	Table analytique des séances publiques	p. 673	48e séance	Jeudi 13 juillet 2017
Chômage de longue durée	p. 664	Sommaire des questions parlementaires	p. Q278	49e séance	Jeudi 13 juillet 2017

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Visite officielle d'une délégation de la Chambre des Députés en Hongrie

«L'heure n'est pas à la construction de barbelés et de nouveaux murs»

Le Président de la Chambre a rencontré son homologue hongrois.

© Peto Zsuzsa

M. Mars Di Bartolomeo accueilli par le Président de la République de Hongrie.

© MTI

Échange de vues de la délégation luxembourgeoise avec le Secrétaire d'État hongrois István Íjgyártó (2e de gauche)

À l'occasion d'une visite officielle en Hongrie les 25 et 26 septembre 2017, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rappelé à plusieurs reprises que «les valeurs européennes ne peuvent pas donner lieu à des interprétations».

«Les valeurs fondamentales font partie de l'ADN de la famille européenne. Elles sont clairement définies dans les traités existants et ne nécessitent aucune redéfinition», a-t-il expliqué lors d'une entrevue avec son homologue, le Président de l'Assemblée nationale hongroise, M. László Kövér, le 26 septembre 2017 à Budapest.

Devant la progression des extrémismes en Europe, le Président de la Chambre des Députés a insisté qu'il faut absolument éviter d'utiliser un langage divisant les citoyens. M. Mars Di Bartolomeo a également souligné que «la démocratie n'est pas le règne d'une majorité, mais elle exige le respect des minorités».

Lors d'un échange avec le Président de la République de Hongrie, M. János Áder, organisé le premier jour de la visite, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a fortement insisté sur l'importance d'une Union européenne ouverte: «L'heure n'est pas à la construction de barbelés et de nouveaux murs.» «Si l'Europe devait être une fortification, elle devrait être une fortification des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la liberté d'opinion», a-t-il ajouté.

Le Président de la Chambre des Députés a également expliqué que le défi à court terme consiste «à faire preuve de solidarité entre les différents États membres. La famille européenne doit d'autre part s'attaquer ensemble aux causes profondes des migrations de masse.» La délégation luxembourgeoise, sous la conduite du Président de la Chambre des Députés, était composée de M. Alex Bodry et Mme Viviane Loschetter, membres du Bureau respectivement de la Conférence des Présidents, ainsi que de M. Marcel Oberweis, député.

Elle a également eu des entrevues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères du Parlement hongrois ainsi qu'avec le groupe d'amitié constitué de membres de la majorité parlementaire et de l'opposition.

Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe à la Chambre

M. Nils Muižnieks (3e de gauche) entouré du Président de la Chambre et d'une délégation parlementaire.

À quelques mois de la fin de son mandat, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, le Letton M. Nils Muižnieks, s'est rendu au Grand-Duché de Luxembourg - qui est d'ailleurs le 44e pays qu'il a visité dans l'exercice de sa fonction - pour des échanges de vues avec une multitude d'interlocuteurs concernés de près ou de plus loin par les questions qui le préoccupent.

Au programme du Commissaire figurait également une entrevue, le 18 septembre 2017, avec une délégation parlementaire, conduite par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. L'hôte letton a profité de l'occasion pour interpeller les députés sur une série de questions relevant essentiellement des domaines de l'asile, des migrations ou encore de l'intégration.

Rétention des migrants mineurs

Le Commissaire aux droits de l'homme s'est particulièrement intéressé au suivi d'une disposition qu'il avait critiquée en début d'année: la possibilité d'étendre à sept jours la période maximale de détention des migrants mineurs et de leurs familles prévue dans le projet de loi 6992, devenu entre-temps la loi du 8 mars 2017. Au moment du vote le 8 février 2017, la Chambre des Députés avait adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à présenter un bilan de fonctionnement du Centre de rétention. Les parlementaires ont assuré qu'ils insisteraient auprès du ministre afin qu'un tel bilan leur soit présenté au plus tard à l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la loi.

Ratification de la Convention d'Istanbul

Une autre préoccupation du Commissaire aux droits de l'homme concernait le retard du Luxembourg dans la ratification de certaines conventions. Dans ce contexte, M. Nils Muižnieks était satisfait d'entendre que le projet de loi n°7167 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite Convention d'Istanbul, avait été déposé à la Chambre des Députés le 10 août 2017.

Un échange sur le contrôle de l'exécution budgétaire

Le 19 septembre 2017, les députés membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont reçu leurs homologues autrichiens du «Kontrollausschuss des Kärntner Landtags». L'objectif de la rencontre était l'échange de bonnes pratiques et la mise à profit des expériences des partenaires.

La délégation du Landtag était composée d'une dizaine de parlementaires sous la conduite du Président du Parlement régional de la Carinthie, M. Reinhart Rohr. Ils ont également été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Échange de vues entre les membres des Commissions du Contrôle de l'exécution budgétaire du Parlement régional de la Carinthie (à droite) et de la Chambre des Députés.

La coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains en visite

«Rendre l'invisible visible»

Mme Myria Vassiliadou a rencontré le Président et des membres de la Chambre en présence de M. Gilbert Pregno et de Mme Yuriko Backes.

«Rendre l'invisible visible», c'est l'objectif principal que la coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, Mme Myria Vassiliadou, a présenté le 20 septembre 2017 aux membres de la Commission juridique. Entre 2013 et 2014, environ 16.000 personnes, dont la plupart sont des femmes et des filles, ont été enregistrées comme victimes de la traite des êtres humains dans l'Union européenne.

Il est probable que le nombre réel de victimes est nettement plus élevé que celui enregistré par les autorités nationales, a constaté la coordinatrice Mme Vassiliadou. En effet, les organisations internationales estiment ce chiffre à environ 100.000 victimes par an au sein de l'Union européenne (UE) dont la plupart sont de nationalité européenne, originaires de Roumanie, de Bulgarie, des Pays-Bas ou encore de Pologne.

L'Union européenne s'est dotée ces dernières années d'une législation en la matière et la Commission européenne a adopté en 2016 son premier rapport sur les progrès réalisés dans la lutte contre la traite des êtres humains, a rappelé Mme Myria Vassiliadou. Toutefois, elle a constaté que le problème ne consiste pas dans un manque de législation mais plutôt dans un manque de mise en œuvre complète et correcte de la législation.

La traite des êtres humains: un «business» rentable

Chiffré à un volume d'environ 30 milliards d'euros, le «business» du trafic des êtres humains est très rentable, a déploré la coordinatrice européenne Mme Myria Vassiliadou. Dans ce sens, la Commission européenne s'est fixé comme priorité de «suivre l'argent» et appelle les États membres à surveiller très sérieusement les mouvements d'argent qui pourraient sembler illicites.

Priorités: prévention et sanctions

Renforcer les mesures de prévention et sanctionner les exploiteurs ou toute autre personne impliquée de manière consciente ou inconsciente dans l'exploitation - sexuelle ou par le travail - devrait être la priorité de tous les États membres de l'Union européenne, a insisté la coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains.

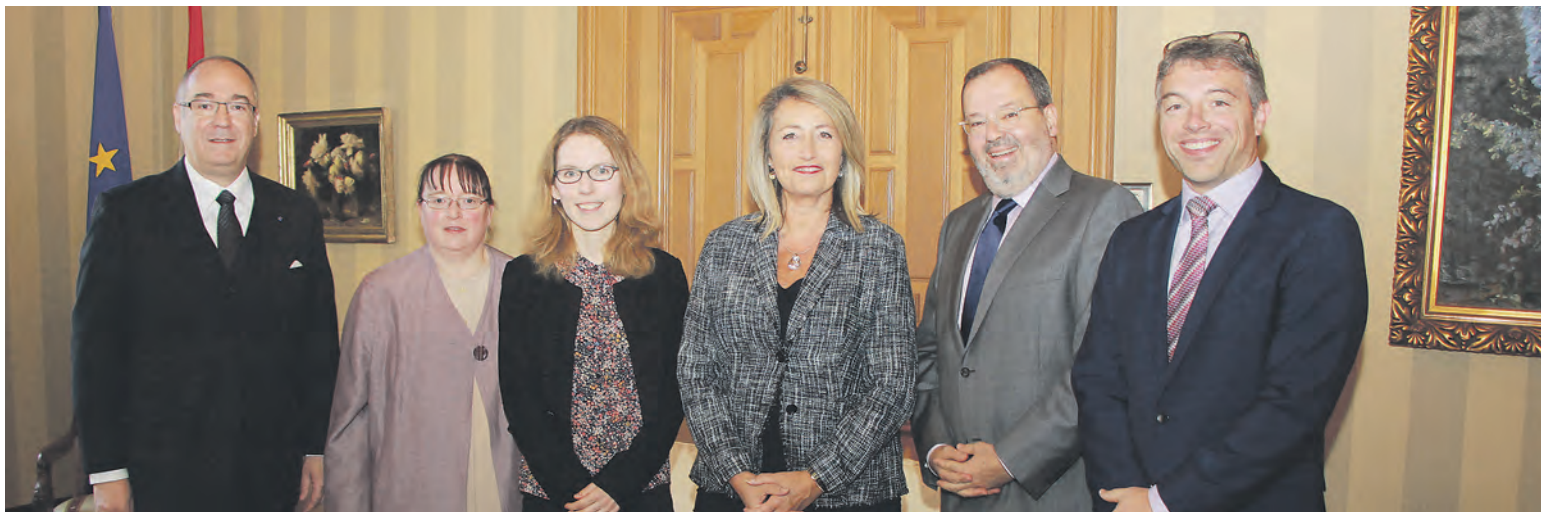
Dans ce contexte, la Présidente de la Commission juridique, Mme Viviane Loschetter, a rappelé que le Grand-Duché fait partie des 14 pays membres ayant mis en œuvre la directive de l'UE concernant la lutte contre la traite des êtres humains et que la commission parlementaire est en train de finaliser le projet de loi 7008, dont le but est de renforcer la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Ce projet de loi prévoit de pénaliser les clients ayant des relations tarifées avec des personnes mineures, particulièrement vulnérables ou victimes d'exploitation.

Même si le phénomène n'est pas récurrent au Luxembourg, les députés ont jugé important d'y attirer l'attention du grand public et de renforcer la collaboration entre les États membres de l'UE mais surtout avec les pays limitrophes.

La Chambre suit de près cette problématique

En mars 2017, une délégation parlementaire avait reçu la Commission consultative des droits de l'homme qui avait présenté son premier rapport sur la traite des êtres humains au Grand-Duché.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire



C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» que Mme Joëlle Weiland (3e de gauche), nommée aux fonctions de rédacteur au Service des Commissions, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (à gauche) le 27 septembre 2017.

L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (2e de droite) et Mme Isabelle Barra (2e de gauche), ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch (à droite) et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (3e de droite).

Rencontre annuelle avec les ambassadeurs

Dans le cadre de la rencontre annuelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a invité, le 20 septembre 2017, les ambassadeurs à une visite du nouveau terminal intermodal des CFL à Bettembourg/Dudelange. Tout comme les visites de la SES en 2016 et du site Belval en 2015, la visite de cette année avait elle aussi comme but de présenter une entreprise phare luxembourgeoise.

Le directeur général du groupe CFL, M. Marc Wengler, a d'abord présenté le groupe CFL et ses activités fret. Les invités ont ensuite visité le nouveau terminal et ont pu se faire une idée concrète de son fonctionnement.

Le Président de la Chambre des Députés était accompagné du Vice-Président M. Henri Kox et des membres de la Conférence des Présidents, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Claude Wiseler, ainsi que du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

© CFL Multimodal

Les ambassadeurs et les représentants de la Chambre ont visité le nouveau terminal intermodal des CFL

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

… S.E. M. Christian Fotsch, Ambassadeur de la Confédération suisse

… S.E. M. Bruno Perdu, Ambassadeur de la République française

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Centre socio-éducatif de l'État

6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1er du code de la sécurité sociale

Le projet de loi a comme objectif de créer une base légale permettant aux unités du centre socio-éducatif de l'État, y compris l'unité de sécurité, de se doter d'un cadre organisationnel ainsi que d'un cadre relatif au traitement des pensionnaires, et de disposer d'un régime disciplinaire respectueux du principe du contradictoire, qui sont conformes aux règles et aux principes applicables au niveau international, pour les mineurs placés au centre.

Par ailleurs, le projet de loi crée une base légale a. au projet individualisé ayant pour objet d'améliorer l'encadrement du mineur placé dans les unités du centre socio-éducatif de l'État, b. permettant un traitement informatique des données à caractère personnel qui soit conforme à la législation applicable en matière de la protection des données à caractère personnel c. permettant le déroulement de fouilles corporelles qui soit conforme aux normes et aux recommandations internationales applicables en la matière et d. permettant d'établir l'égalité du point de vue des avantages en termes de la rémunération du personnel de garde employé dans l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'État par rapport au personnel de garde du centre pénitentiaire de Luxembourg ou encore du Centre de rétention.

L'unité de sécurité compte parmi les sept unités du centre socio-éducatif de l'État. En tant que telle, l'unité de sécurité répond aux missions socio-éducative, éducative et thérapeutique, de prévention et de garde telles que définies par l'article 2 de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État. Il s'agit d'une section fermée vers l'extérieur, accueillant les pensionnaires qui y sont placés par décisions des autorités judicaires, soit d'après les dispositions de la loi relatives à la protection de la jeunesse, soit d'après toutes autres dispositions légales.

Le projet de loi opère une distinction nette entre les mesures éducatives à l'encontre du pensionnaire, d'une part, et le régime disciplinaire, d'autre part. Ce dernier comprend des mesures à caractère disciplinaire et des sanctions disciplinaires. La finalité des mesures à caractère disciplinaire consiste dans le rétablissement immédiat du bon ordre, tandis que la finalité des sanctions disciplinaires est de nature répressive. Conformément au principe de la légalité, l'application de ces mesures doit être prévue par une disposition légale.

Le projet de loi fait la distinction entre trois types de fouilles, à savoir la fouille simple, la fouille intégrale et la fouille intime. Bien qu'un règlement grand-ducal détermine les modalités pratiques des fouilles, celles-ci doivent être effectuées dans tous les cas dans le respect de la dignité humaine et éviter toute humiliation des personnes fouillées. De plus, les effets personnels, la chambre individuelle ou le dortoir où loge le pensionnaire peuvent également faire l'objet d'une fouille pendant le séjour d'un pensionnaire au centre socio-éducatif de l'État. Le pensionnaire a le droit d'y assister à moins que la fouille ne présente un danger, auquel cas la présence de celui-ci est interdite.

Par ailleurs, le projet de loi se propose de créer la base légale pour l'élaboration, voire la documentation de trois fichiers comprenant des données à caractère personnel. Il s'agit d'un fichier individuel des pensionnaires regroupant les dossiers personnels des pensionnaires, d'un fichier de l'unité de sécurité permettant de répertorier les entrées et sorties des personnes ayant accès à l'unité de sécurité, ainsi que d'un fichier spécial de fouilles ayant pour objet de documenter les fouilles opérées au centre socio-éducatif.

À noter que le fonctionnement de l'unité de sécurité constitue un défi pour l'équipe dirigeante et les membres du personnel, qui seront dorénavant confrontés aux mêmes risques et exigences que le personnel travaillant dans un centre pénitentiaire. Eu égard aux conditions de travail similaires et afin de sauvegarder l'attractivité du travail, le projet de loi établit un certain parallélisme du point de vue de la rémunération, des avantages et indemnités entre les membres du personnel affectés à l'unité de sécurité et les membres du personnel employés en milieu pénitentiaire.

Dépôt par M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 18.07.2013

Rapporteur: M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
(Président: M. Lex Delles):

05.02.2014	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.11.2015	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.10.2016	Présentation des amendements gouvernementaux
16.11.2016	Continuation des travaux
03.05.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.05.2017	Continuation des travaux
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05.07.2017	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État et d'une proposition d'amendement
07.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 29 août 2017
Mémorial A: 2017, n°816, page 1

Investissements régionaux

6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

Le régime d'aides prévu par ce projet de loi doit remplacer le régime d'aide régional régi par la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique, arrivé à échéance le 30 juin 2014.

Ce régime d'aide à l'investissement est étroitement encadré par la législation communautaire et les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020. C'est en cohérence avec le règlement d'exemption par catégories, dont un chapitre est consacré aux aides à finalité régionale, que ce projet de loi a été élaboré.

Pareilles aides à l'investissement à finalité régionale visent à soutenir les sociétés qui réalisent des investissements dans les régions défavorisées concernées. L'objectif est également d'inciter les entreprises à s'implanter et à accroître leur activité dans ces régions économiquement moins développées que dans le reste du pays. Ces aides doivent permettre de compenser, du moins en partie, les désavantages qu'une entreprise peut avoir à s'implanter dans ces régions. Elles doivent contribuer au développement des régions défavorisées à travers la réalisation d'investissements et la création d'emplois par les entreprises soutenues.

Les régions éligibles pour le nouveau régime régional ne sont plus les mêmes que celles reprises dans la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional, ceci en raison des critères des lignes directrices concernant l'éligibilité des régions et la couverture de population maximale qui ont été fortement durcis. Ainsi, le nouveau régime se limite à deux des anciennes régions éligibles, le Sud-Ouest et le Sud-Est, dont une pour laquelle la superficie sera moins importante qu'auparavant.

Sur base de simulations et de contraintes purement statistiques, ce sont les communes de Differdange et de Dudelange qui ont été retenues en vue de l'application du nouveau régime régional.

L'impact financier réel du projet de loi ne peut être estimé que vaguement. Cependant, compte tenu du caractère plus restrictif du régime à venir par rapport au régime antérieur, tout porte à croire que les dépenses seront bien inférieures que précédemment et pourraient se solder par l'attribution d'aides à hauteur d'environ 2.500.000 euros par an.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015
Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

16.02.2017	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
29.06.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°665, page 24

Réforme de l'assurance dépendance

7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Un bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'assurance dépendance dressé en 2013 a dégagé certaines pistes de réflexion qui ont servi de point de départ aux discussions relatives à une réforme de l'assurance dépendance ayant mené au projet de loi 7014 et qui concernent notamment:

- la révision de la procédure et des outils d'évaluation et de détermination de la dépendance;

- l'évaluation de certaines prestations par rapport à leur finalité, leur efficacité et leur volume mais aussi par rapport aux objectifs définis dans le cadre de l'assurance dépendance;

- la définition d'un cadre normatif pour le financement des prestations;

- la mise en place d'une politique de qualité et de contrôle transparente et efficace.

Les points essentiels du projet de loi 7014:

Accès à l'assurance dépendance et évaluation individuelle

Les dispositifs actuellement en place sont révisés en vue d'un recentrage autour des actes essentiels de la vie. Les propositions visent plus de flexibilité dans la prise en charge des personnes dépendantes, la qualité des prestations fournies ainsi qu'une simplification administrative.

Les critères d'accès à l'assurance dépendance restent inchangés: le droit aux prestations est ouvert à partir d'un besoin d'assistance pour les actes essentiels de la vie de trois heures et demie par semaine. Les besoins de la personne dépendante sont constatés sur base d'une évaluation individuelle dans une approche multidisciplinaire. Les instruments d'évaluation et de détermination des besoins seront révisés pour plus de simplicité et de transparence.

La réforme prévoit par ailleurs une réévaluation régulière et systématique des besoins de la personne dépendante. Par ailleurs, une réévaluation peut être demandée à tout moment en cas de changement fondamental des circonstances de l'état de la personne dépendante, attesté par un rapport médical du médecin traitant.

Prise en charge selon 15 niveaux progressifs

Sur base des besoins constatés, une synthèse de prise en charge établira la liste des prestations et soins auxquels la personne dépendante aura droit. Cette dernière pourra prévoir une répartition de l'exécution des prestations prévues en matière des actes essentiels de la vie et des activités d'assistance à l'entretien du ménage entre une tierce personne, l'aidant, et un ou plusieurs prestataires.

En fonction des besoins du demandeur en aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie, ainsi que du temps requis pour ces actes, un volume global de temps lui sera accordé. Ce volume global de temps équivaudra à un des 15 niveaux progressifs de besoins hebdomadaires en aides et soins. Ce système permettra d'adapter quotidiennement les prestations aux besoins individuels de la personne dépendante. À chaque niveau ainsi déterminé correspondra un forfait exprimé en minutes:

Les niveaux de besoins hebdomadaires en aides et soins pour les AEV

Niveau de besoin	Intervalle de minutes
Niveau 1	210-350 minutes
Niveau 2	351-490 minutes
Niveau 3	491-630 minutes
Niveau 4	631-770 minutes
Niveau 5	771-910 minutes
Niveau 6	911-1.050 minutes
Niveau 7	1.051-1.190 minutes
Niveau 8	1.191-1.330 minutes
Niveau 9	1.331-1.470 minutes
Niveau 10	1.471-1.610 minutes
Niveau 11	1.611-1.750 minutes
Niveau 12	1.751-1.890 minutes
Niveau 13	1.891-2.030 minutes
Niveau 14	2.031-2.170 minutes
Niveau 15	Plus de 2.170 minutes

(À noter qu'à l'égard du niveau 15, la commission a repris une proposition du Conseil d'État et retient la formulation «supérieur ou égal à 2.171 minutes».)

Les actes essentiels de la vie

Les actes essentiels de la vie, bien que couvrant les mêmes besoins jusqu'à présent, comporteront désormais cinq domaines (au lieu de trois actuellement), à savoir:

1) dans le domaine de l'hygiène corporelle: les aides et soins visant à la propreté du corps;

2) dans le domaine de l'élimination: les aides et soins visant à l'évacuation des déchets de l'organisme;

3) dans le domaine de la nutrition: les aides et soins visant à l'assistance pour l'absorption de l'alimentation, l'hydratation et la nutrition entérale;

4) dans le domaine de l'habillement: les aides et soins visant à s'habiller et à se déshabiller;

5) dans le domaine de la mobilité: les aides et soins visant aux changements de position, aux déplacements et aux accès et sorties du logement.

Suite à l'évaluation de la personne dépendante et à la détermination des prestations par l'Administration d'évaluation et de contrôle, un forfait exprimé en minutes sera attribué au bénéficiaire.

Quinze forfaits de prise en charge sont prévus tant pour le maintien à domicile, réseaux d'aides et de soins et centres semi-stationnaires, que pour l'hébergement en milieu stationnaire.

Les autres prestations

Aux prestations pour les actes essentiels de la vie s'ajoutent différentes autres prestations:

Les activités d'appui à l'indépendance (AAI), regroupant soutien spécialisé et conseil individuel, destinées au maintien des capacités de la personne dépendante à exécuter les actes essentiels de la vie, sont prises en charge jusqu'à concurrence de cinq heures par semaine en individuel ou jusqu'à concurrence de 20 heures par semaine en groupe, que ce soit dans le cadre du maintien à domicile ou en établissement.

Le soutien non spécialisé (surveillance, garde, répit planifié de l'aidant) et les tâches domestiques, renommées «activités d'assistance à l'entretien du ménage», sont regroupés:

En établissement, les activités d'accompagnement (AA), prises en charge à raison de quatre heures par semaine, permettent à chaque bénéficiaire de se voir offrir des activités correspondant à ses besoins et tendant à garantir sa sécurité et éviter son isolement social nuisible. Prestées d'office en groupe de quatre, elles atteignent donc 16 heures par semaine.

Au domicile, les activités de maintien à domicile sont composées d'activités d'assistance à l'entretien au ménage de trois heures par semaine et de garde individuelle au domicile de sept heures par semaine avec une majoration possible. Le plafond pour la garde individuelle et l'appui à l'indépendance est fixé à 14 heures par semaine.

En cas de garde en groupe au foyer de jour, les deux prestations sont prises en charge jusqu'à 40 heures par semaine, les heures d'activités d'appui à l'indépendance étant déduits de ce plafond.

En matière d'adaptations du logement, d'aides techniques et de matériel d'incontinence la nature et la prise en charge sont maintenues.

Finalement, suite aux nombreuses demandes formulées en la matière, une garde individuelle de nuit à domicile à raison de huit heures par nuit pour un maximum de dix nuits par an sera prise en charge pour les personnes qui ont un besoin de surveillance constante. Cette prestation est destinée à permettre le répit de l'aidant ou de pallier une absence imprévue de celui-ci.

L'aidant mieux encadré

L'aidant, c'est-à-dire la personne de l'entourage assumant l'assistance à la personne dépendante, aura un rôle plus important et bénéficiera d'un meilleur suivi et encadrement par l'Administration d'évaluation et de contrôle. La réforme prévoit notamment la déclaration par le demandeur de l'aidant à l'Administration au moyen d'une fiche de renseignements. L'Administration procède à l'évaluation des capacités et des disponibilités de l'aidant pour fournir au moins une fois par semaine les aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie, ainsi que ses besoins d'encadrement et de formation.

Comme jusqu'à présent, les activités de garde individuelle et en groupe favorisent le répit de l'aidant. S'y ajoute la possibilité d'une garde de nuit de huit heures pour un maximum de dix nuits par an.

Les cotisations à l'assurance pension de l'aidant continuent à être prises en charge à la demande de la personne dépendante si l'aidant n'a pas de pension personnelle.

Administration et organisation

L'actuelle «Cellule d'évaluation et d'orientation» (CEO), qui a pour mission l'évaluation et la détermination des aides et soins, le conseil et le contrôle, devient une administration à part entière: l'«Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance», placée sous l'autorité du ministre de la Sécurité sociale.

Les missions de la Caisse nationale de santé (CNS), en tant qu'organisme gestionnaire assurant le financement et la liquidation des prestations, restent inchangées, tout comme l'organisation et le champ d'intervention des prestataires (réseaux d'aides et de soins à domicile, les centres semi-stationnaires, foyers de jour, établissements d'aides et de soins à séjour continu et à séjour intermittent).

Les Commission consultative, Commission de qualité des prestations et Commission des normes sont fusionnées en une seule «Commission consultative».

Qualité

La qualité des aides et soins fournis sera renforcée par un nouveau système de contrôle-qualité. Un rapport biennal sur les contrôles effectués sera réalisé par l'administration d'évaluation et de contrôle.

Concernant les prestations en espèces, l'évaluation des capacités et de la disponibilité de l'aidant permettront d'assurer la qualité des aides et soins prodigués par celui-ci.

La réforme prévoit par ailleurs la définition précise des différents actes par règlement grand-ducal, la fixation de normes concernant la qualification et la dotation du personnel ainsi que de coefficients d'encadrement du groupe.

Un autre règlement grand-ducal détermine les modalités du contrôle de la qualité des pres-

tations fournies, ainsi que le contenu de la documentation de la prise en charge et les indicateurs de qualité de la prise en charge.

Financement

L'assurance dépendance continue à être financée par une contribution de 1,4 pour cent sur tous les revenus[1] (salaires, pensions, revenus du patrimoine), une participation de l'État à hauteur de 40 pour cent des dépenses, ainsi qu'une contribution du secteur de l'électricité.

[1] Après immunisation d'un quart du salaire social minimum.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 08.07.2016
Rapportrice: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président: M. Georges Engel):

15.02.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.03.2017	Suite des travaux
08.03.2017	Suite des travaux
29.03.2017	Suite des travaux
03.04.2017	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2017
Loi du 29 août 2017
Mémorial A: 2017, n°778, page 1

Syndicats de communes

7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes

Depuis la première application suivant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, la procédure de renouvellement des comités de syndicats qui comprennent des délégués représentant plusieurs communes a été contestée par les élus communaux pour la lourdeur de la procédure et les efforts d'organisation démesurés des réunions jointes des conseils communaux. La mise en oeuvre de la procédure s'est en effet avérée être trop compliquée.

Pour cette raison, le projet de loi supprime l'organisation des réunions jointes et leur substitue un vote par correspondance des délégués par les conseillers des communes qui sont représentées au comité d'un syndicat par un délégué commun.

Par ailleurs, il est prévu que les mandats des délégués au comité et des membres du bureau sortants continuent l'exercice de leurs fonctions jusqu'à leur remplacement pour mettre un terme aux insécurités juridiques qui ont accompagné la transition d'un comité à l'autre à la suite d'élections générales des conseils communaux. Le même régime est suivi en cas de renouvellement intégral d'un conseil communal ou de perte de mandat d'un conseiller communal, à l'exception de certains cas déterminés.

Le projet de loi a pour objet final d'abandonner le droit de révocation d'un délégué au comité d'un syndicat et de lui substituer une faculté de remplacement en vertu de laquelle le conseil communal pourra à tout moment remplacer un délégué syndical par un autre.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 05.08.2016
Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

24.04.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 2 août 2017
Mémorial A: 2017, n°776, page 1

«Space Mining»

7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace

Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'initiative de politique économique «spaceresources.lu» qui ambitionne de développer davantage le secteur spatial privé du Luxembourg.

Le dispositif propose, d'une part, un cadre légal apportant une sécurité juridique quant à la propriété de minéraux et d'autres ressources importés de l'espace extra-atmosphérique et, d'autre part, de réglementer l'agrément et la surveillance des missions d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales.

Le Luxembourg est ainsi le premier pays européen à mettre en place un cadre juridique qui donne aux opérateurs privés des assurances quant à leurs droits sur les ressources qu'ils extraient dans l'espace.

La mise en place de ce cadre légal se fait dans le strict respect des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg. Selon la doctrine juridique majoritaire, les ressources spatiales sont susceptibles d'être exploitées conformément au droit international et ce par analogie aux règles régissant la mer.

L'agrément prévu par le projet de loi est accordé à un exploitant pour une mission d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace à des fins commerciales sur demande écrite et après instruction par les ministres. Les règles ayant trait à l'agrément et à la surveillance sont largement inspirées de celles applicables au secteur financier et plus particulièrement de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier telle que modifiée.

Pour le Luxembourg, les retombées économiques espérées de l'exploitation de l'espace extra-atmosphérique se déclinent:

- à court terme: tout ce qui a trait à l'observation de la planète Terre, c'est-à-dire des activités commerciales qui s'effectuent déjà ou sont actuellement déjà réalisables;

- à moyen terme: «refueling» et réparation de satellites, navettes ou stations spatiales, collecte de déchets, génération d'eau et de carburants dans l'espace, etc.;

- à long terme: extraction de minéraux sur des corps célestes et leur transport sur Terre.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 15.11.2016
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

04.05.2017	Présentation du projet de loi
11.05.2017	Désignation d'un rapporteur
	Examen conjoint des articles et des observations du Conseil d'État
18.05.2017	Continuation de l'examen conjoint des articles et des observations du Conseil d'État
19.05.2017	Examen d'un texte coordonné
29.06.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°674, page 1

Travail en mer

7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer

Le projet de loi susmentionné a pour objet la transposition de la directive (2015/1794/UE) du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant trois directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil et deux directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer en vue d'une amélioration de leurs conditions de travail ainsi que de leur information et de leur protection en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Cette transposition se traduit par des modifications au Code du travail et à la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois des références aux articles du Code du travail désormais applicables aux gens de mer.

Les articles suivants du Code du travail sont visés: l'article L. 127-1, pour ce qui concerne le transfert d'entreprise; l'article L. 166-4, concernant les licenciements collectifs et l'article L. 432-19, relatif au comité d'entreprise européen, afin d'étendre leur champ d'application aux gens de mer.

La directive à transposer résulte de la décision de l'Union européenne de compléter les normes issues de la Convention du travail maritime en supprimant la possibilité pour les États membres d'émettre des exclusions visant tout ou partie des gens de mer.

Ladite Convention du travail maritime, entrée en vigueur le 20 août 2013, assure l'instauration des conditions de travail et de vie décentes pour les gens de mer en fixant des normes minimales en particulier en matière de santé et de sécurité. L'adhésion mondialement généralisée à cette dernière permet d'assurer une concurrence équitable entre les armateurs.

Le projet de loi rapproche le régime des gens de mer à celui des travailleurs à terre. Certaines des exclusions à l'application du droit commun sont ainsi supprimées, renforçant la qualité de vie et de travail des gens de mer.

Les gens de mer bénéficieront pratiquement du même régime que les travailleurs à terre en termes de représentation, d'information et de consultation et de la même protection en cas de transfert d'entreprise, de licenciement collectif ou de faillite.

Ce projet de loi ne comporte pas de dispositions susceptibles de grever le budget de l'État.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 25.01.2017
Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

29.06.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen conjoint des articles et de l'avis du Conseil d'État
10.07.2017	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2017
Loi du 20 juillet 2017
Mémorial A: 2017, n°664, page 1

SÉANCE 47

MERCREDI,
12 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *Mme Simone Beissel, Vice-Présidente*

2. 7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Georges Engel (intervention de M. Marc Spautz), M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum, M. Alexander Krieps (interventions de M. Alex Bodry, M. Serge Wilmes et M. Gast Gibéryen)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale (intervention de M. Claude Wiseler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une résolution)*
- *Débat: M. Claude Wiseler (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Alex Bodry), M. Alex Bodry, M. Eugène Berger (intervention de M. Alex Bodry), M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. le Ministre Jean Asselborn), M. Marc Baum (interventions de Mme Nancy Arendt, M. Claude Lamberty et M. Alexander Krieps), M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Motion 1: M. Marc Angel, M. Laurent Mosar (intervention de M. Marc Angel), M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Claude Wiseler, M. le Ministre Jean Asselborn*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, M. Romain Schneider et M. Pierre Gramegna, Ministres.

(Début de la séance publique à 13.35 heures)

1. Ouverture de la séance publique

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gudde Mëtteg. Ech proposéieren, mir maachen direkt d'Sitzung vun haut op. Ech wollt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, Madamm Presidentin.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Ma villmools Merci.

Da géife mer direkt zum éischte Projet de loi kommen. Dat ass de 7014 iwwert d'Reform vun der Assurance dépendance. An ech géif dann direkt der Madamm Rapporteur, dem Taina Bofferding, d'Wuert ginn.

2. 7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, eng besser Fleegeversécherung ouni Leeschtungsverschlechterungen, ouni Personalofbau an ouni Spuermesuren: Esou kann een d'Reform vun der Fleegeversécherung an engem Saz beschreiwen. Ier ech op déi eenzel Elementer aus der Reform aginn, wëll ech drop hiweisen, dass d'Aféierung vun der Assurance dépendance e sozialpolitesche Meilestee war.

Als fënneft Sail vun der Sozialversécherung gouf d'Fleegeversécherungsgesetz ënnert der Fiederféierung vun der deemoleger Sozialministerin, dem Mady Delvaux-Stehres, 1998 verabschit. Esou gouf fir déi fleegebedürfteg Leit en Accès zu Déngschtleeschtungen agefouert, déi fir jiddweree bezuelbar sinn.

Als Dependant definéiert d'Gesetz eng Persoun, déi ouni Hëllef net duerch den Alldag kënnt. Zu de Konditiounen zielt, dass een d'Hëllef bei den alldeeglechen Aktivitéiten zum Liewe brauch, déi iwwer en Zäitraum vu mindestens sechs Méint ginn. Dës Hëllef muss mindestens dräi an eng hallef Stonnen d'Woch ausmaachen. An eng Krankheet oder eng Behënnerung muss als Ursaach virleien. Jiddwereen, deen an der Lëtzebuerger Gesondheetskeess versécherт ass, ass automatesch och fleegeversécherт.

E puer interessant Zuele vläicht, fir d'Situatioun nach besser ze illustréieren. Aktuell profitéieren 13.500 Persoune vun der Fleegeversécherung. 253 Millioune kascht d'Fleegeversécherung am Total dëst Joer. An d'Personal, dat an der Fleeg schafft, huet sech am Zäitraum vun 2000 bis 2010 verduebelt. Entre-temps wäerten etwa e bësse méi wéi 9.200 Persounen an dësem Beräich schaffen.

Mat der Aféierung vun der Fleegeversécherung konnt d'Situatioun vun de Leit, déi op Ënnerstëtzung ugewise sinn, enorm verbessert ginn. Am Verglach zum Ausland huet sech eise Lëtzebuerger Modell vun der Fleegeversécherung bewäert. Dat, well en opgebaut ass op individuelle Betreiungsmesuren opgrond vun enger individueller Evaluatioun vun de Besoinen an op engem perséinleche Fleegeplang. Och mat der Reform bleift d'Grondausriichtung vun der Assurance dépendance bestoen, wéi zum Beispill, d'Zil vum Maintien à domicile esou laang et geet ze erméiglechen.

Firwat dann elo eng Reform? Et geet drëms, d'Fleegeversécherung ze verbesseren, hire Fonctionnement, d'Organisatioun an d'Qualitéit vun der Prise en charge wéi och d'Transparenz. Kee Sozialversécherungssystem ass statesch, mä en evoluéiert permanent. Dofir war et 14 Joer no der Aféierung Zäit, eng Analys ze maachen an eenzel Elementer op de Leescht ze huelen, wat ënner anerem mam Bilan vun der IGSS gemaach gouf.

Dës Reform bitt och d'Chance, d'Fleegeversécherung un aktuell Ufuerderungen unzepassen, virun allem un den demografesche Wandel, a bitt och d'Geleeënheet, fir nei Krankheetsbiller ze berücksichtegen, weider Fleegeméiglechkeeten a modern technesch Hëllefsmëttel ze adaptéieren.

Virun dräi Joer hate mer eng Orientéierungsdebatt hei an der Chamber, wou déi eenzel Fraktiounen zu verschiddene Punkten a Froe Stellung geholl hunn, wou si Prioritéite gesinn a wou nogebessert sollt ginn. Deemno si vill Iwwerleeunge mat an d'Ausaarbechtung vun der Reform agefloss.

Elo dann déi spannend Fro: Wat ännert sech? Et ass en zimlech techneschen Dossier an dofir versichen ech, unhand vun néng Beispiller ze erklären, firwat dës Reform e Gewënn ass a wat se der fleegebedürfteger Persoun bréngt.

1) D'Patiente gi weiderhin individuell evaluéiert a kréien déi Fleeg, déi se brauchen.

2) D'Prozedure gi vereinfacht a méi transparent, fir domadder déi individuell Besoine besser kënnen ze berücksichtegen.

3) D'Qualitéit gëtt ausgebaut duerch d'Aféierung vu Qualitéitskritären, vun Normen an duerch en neie Kontrollsystem.

4) Déi ablacklech Evaluatiounscellule, déi wichteg Aarbecht bei der Kontroll leescht, kritt méi Moyenen.

5) De System gëtt duerch e Forfaitsystem flexibiliséiert.

6) D'Nuetsgarde fir doheem gëtt agefouert.

7) D'Tâches domestiques, also déi Hëllef doheem beim Stot, ginn erop.

8) Duerch en Zousaz un individuellen Akte gëtt eng besser Prise en charge bei Demenzerkrankunge séchergestallt.

9) De sougenannten „aidant informel" kritt eng besser Ennerstëtzung.

Dës Reform leet besonnesch vill Wäert op den Aidant a gesäit dowéinst Verbesserunge vir. Den Aidant, also déi Persoun, déi sech doheem ëm eng fleegebedürfteg Persoun këmmert, leescht en enorm wichtegen a virun allem en onverzichtbare Bäitrag an der Fleeg. Et ass ee berechtegterweis dovunner ausgaangen, dass ouni dëst Engagement d'Fleeg mam Zil vum Maintien à domicile net ka realiséiert ginn. Dës Persoun muss dohier déi néideg Capacitéiten hunn an och disponibel sinn, fir dat ze maachen. Och dat war en Uleies, dat aus der Orientéierungsdebatt ervirkoum.

Ee Punkt, op deen ëmmer d'Gewerkschaften an d'CSL opmierksam gemaach hunn, betrëfft d'Schwaarzaarbecht. De Problem, dee mer haut hunn, ass, dass mer an der Praxis wéineg Informatiounen iwwert den Aidant hunn. 2015 zum Beispill goufe 6.600 Geldleeschtungen ausbezuelt, awer nëmmen 3.171 Aidants informels ware bei der Pensiounskeess ugemellt, also ronn d'Halschent. Och wann dee Prozentsaz an der leschter Zäit eropgaangen ass, weess een trotzdeem nach net vill méi iwwert déi Persounen, déi als Aidanten déi fleegebedürfteg Persoune sollen ënnerstëtzen. Dofir gesäit dës Reform e besseren Encadrement an eng besser Formatioun vir.

De legale Kader gëtt completéiert, fir:

- den Aidant ze identifizéieren zum Moment vun der Evaluatioun vun der fleegebedürfteger Persoun;

- d'Capacitéiten an d'Disponibilitéite vum Aidant ze iwwerpréiwen, ob deen dann och fäeg ass, déi Aiden a Soinen ze garantéieren;

- dës Informatioune ginn zréckbehalen a fléisse mat an d'Synthèse vun der Prise en charge an dem Plan de partage;

- a fir ze assuréieren, dass e Suivi gemaach gëtt duerch Berodung, Formatioun, grad wéi eng regelméisseg Reevaluatioun.

Inwiefern kann dës Reform dann elo derzou bäidroen, d'Schwaarzaarbecht ze ënnerbannen? D'Chamberskommissioun gesäit hei eng Verbesserung, eng Handhabung eben an der Formaliséierung vum Aidant mat enger Réévaluation annuelle vun dësem. Weider préift d'Administratioun - esou heescht an Zukunft iwwregens déi aktuell Cellule - d'Méiglechkeet vum Aidant, fir sech ee Joer ze engagéieren.

Wat de Problem vun deenen Aidantë betrëfft, déi fir dräi Méint hei an d'Land fleege kommen, esou ënnerleien déi dem europäesche Recht fir de Sejour a kënne keng Disponibilitéit vun engem Joer assuréieren a sinn deemno och net eligibel fir d'Roll vum Aidant.

D'Gesetz verbitt net, op Leit aus dem Ausland zréckzegräifen, déi iwwer dräi Méint hei am Land wëlle schaffen. Si musse just mat engem Aarbechtskontrakt agestallt ginn, mat enger Umeldung an der Sécurité sociale a mat engem Mindestloun, esou wéi all Persoun, déi an engem Menage agestallt gëtt. An dat ass och net méi wéi richteg!

Vu dass den Aidant an Zukunft identifizéiert a verifizéiert muss ginn, mengt d'Chamberskommissioun, dass esou Abuse bekämpft kënne ginn, ënnert der Konditioun awer, dass d'Administratioun och wierklech nokucke geet an am Noutfall intervenéiert, well soss bréngen déi Dispositiounen hei am Gesetz guer näischt.

Eng nei Leeschtung, déi elo mam Gesetz an der Fleegeversécherung agefouert gëtt, ass d'Nuetsgarde. Virun e puer Joer gouf et de Pilotprojet „Nuetswaach", deen an der Tëschenzäit awer nees ofgeschaaft gouf. Et gëtt awer eng Konventioun mat der Famille an der Stëftung Hëllef Doheem. Am Kader vun den Diskussiounen ëm den Aidant war d'Chamberskommissioun der Meenung, dass eng Garde de nuit ka wichteg sinn, wann den Aidant spontan oder zäitweis ausfält, zum Beispill well e krank ass oder well en an d'Vakanz geet.

Dofir kann déi fleegebedürfteg Persoun, fir déi e Besoin fir eng konstant Betreiung virgesinn ass, an Zukunft och op dës Prise en charge vun zéng Nuechte pro Joer zréckgräifen am Fall, wou dann eben den Aidant fir e bestëmmte Moment net disponibel ass oder e Certificat médical e fundamentale Changement attestéiert.

Nächst Stéchwuert: Forfaitsystem. Dat ass näämlech d'Kärstéck vun dëser Reform. D'Aféierung vun engem Fortfaitsystem op 15 Niveauen erméiglecht eng méi grouss Flexibilitéit, déi et erlaabt, besser op d'Besoine vun de jeeweilege Persounen, déi variéiere kënnen, ze reagéieren. An der Praxis ginn d'Besoine vun de Persounen individuell gekuckt, mä net méi op Basis vu vun Dag zu Dag, ma op eng ganz Woch gekuckt.

Ech wëll den Oflaf kuerz erklären, well dat awer e ganz wichtege Punkt ass. Als Éischt gëtt de perséinleche Besoin un Actes essentiels de la vie berechent. All eenzelnen Akt vun dëse Leeschtungen entsprécht engem Duerchschnëttswäert un Zäit. Duerno ginn dann déi jeeweileg Minutten, déi eng fleegebedürfteg Persoun fir eng ganz Woch brauch, zesummegezielt. An entspriechend dem Resultat gëtt dës Persoun dann an ee vun deene 15 Niveauen agedeelt.

A fir nach méi kloer ze ginn, huele mer zum Beispill eng Persoun, déi 240 Minutten insgesamt brauch. Deemno géif dës Persoun an d'Klass 1 agestuuft ginn. D'Klass 1 gesäit 210 bis 350 Minutte vir. Dat bedeit, dass déi Persoun, jee no Besoin, pro Woch mindestens 210 Minutten u Fleeg beusproche kann.

Vu dass sech déi Leit net all Dag gläich spieren, kann et sinn, dass an der nächster Woch vläicht 350 Minutte gebraucht ginn. A mat dësem Forfaitsystem garantéiere mer, dass déi concernéiert Persoun dann och déi Opmierksamkeet an déi Fleeg kritt, déi se brauch.

Fir de Reseau huet dëse System zum Virdeel, dass en de Mëttelwäert vun den eenzelnen Niveauen ausbezuelt kritt. Beim Niveau 1 wären dat 280 Minutten. 280 ergëtt sech aus der Rechnung: 210 plus 350 gedeelt duerch 2. A fir de Patient hätt dëst de Virdeel, dass hien e Mindest- oder en Héchstmooss u Fleeg a senger Kategorie an Usproch kann huelen.

Steet déi fleegebedürfteg Persoun duerch dëse Forfaitsystem net méi am Mëttelpunkt? Dat ass eng Fro, déi ech oft gestallt kritt hunn. Dach! Och mat der Reform steet déi fleegebedürfteg Persoun weiderhin am Mëttelpunkt. Et bleift derbäi, dass déi individuell Besoine vun der Persoun ofgefrot an evaluéiert ginn, wouropshin eng Synthèse vun der Prise en charge gemaach gëtt, déi ganz spezifesch Leeschtunge virgesäit.

Weider ginn duerch d'Reform Standarden am System iwwerschafft a verschidde Prestatiounen nei definéiert a regruppéiert. Dës Reform mat hiren eenzelnen Elementer muss een ëmmer als Ganzt gesinn, well déi verschidden Elementer oft zesummenhänken.

Beim Soutien spécialisé, also deenen nei genannten Activités d'appui à l'indépendance, ofgekierzt AAI, hate mer an der Chamberskommissioun mam Minister eng länger Diskussioun dozou. Dëst besonnesch am Kader vun der Demenz, well déi concernéiert Leit e speziellen Traitement an der Fleeg brauchen, fir eng weider Verschlechterung vun hirem Zoustand esou

gutt wéi méiglech ze verhënneren oder op d'mannst erauszezögeren. Hei gëtt also dem Konzept vun der Präventioun Rechnung gedroen.

An deem Kontext hat d'COPAS e puermol hir Bedenke bei der neier Opdeelung vun de Soutiene matgedeelt.

Fir déi individuell Aktivéierung ze stäerken, fir dem Patient bestëmmten Technike bäizebréngen, déi en duerno selbstständeg ausübe kann, huet d'Kommissioun bei dësen Akten, den AAI, nogebessert. Esou kann een an Zukunft fënnef Stonnen individuell Activités d'appui à l'indépendance kréien oder awer bis zu 20 Stonnen am Grupp, am Kader vum Domicile oder am Etablissement. Esou kann duerch den Zousaz un individuellen Akten nach méi op déi eenzel Besoine vun de Leit agaange ginn.

Opgrond vun dësem Changement hu mer e weideren Amendement ugeholl, fir bei den Activités d'accompagnement am Etablissement, den AA, dat, wat een haut haaptsächlech ënner „soutien" versteet, wéi d'Surveillance zum Beispill, fir do op véier Stonnen ze goen. Hei wëll ech präziséieren, dass déi d'office en groupe vu véier prestéiert ginn, wat da schlussendlech 16 Stonne pro Woch sinn.

Weider gesäit de Projet de loi vir, dass bei der Prise en charge am Kader vu Soins palliatifs eng Facturation forfaitaire vu 780 Minutte pro Woch prestéiert ka ginn.

Ee Wuert nach zu den „courses sortie". Dës Prestatioun gëtt elo esou geréiert, wéi se eigentlech urspréinglech ugeduecht war, fir haaptsächlech gemeinsam Aktivitéiten ze stäerken. De soziale Kontakt fir eng fleegebedürfteg Persoun ass ganz wichteg, fir weider un der Gesellschaft kënnen deelzehuelen an net an d'Isolatioun gedrängt ze ginn. Déi Courses-sortië sinn an Zukunft och méiglech iwwer e Foyer. Si kënnen iwwert d'AA, also d'Activités d'accompagnement dans l'établissement, prestéiert ginn. Lëtzebuerg ass iwwregens dat eenzegt Land, wou d'Sozialversécherung fir dëse Soutien „Ënnerstëtzungsmesuren" finanziell opkënnt.

Weider bei de Leeschtungen ass nach ze erwänen, dass am Domicile, wéi ech virdrun och schonns gesot hunn, de Forfait vum Entretien au ménage, d'Tâches domestiques, vun 2,5 op 3 Stonnen d'Woch eropgeet. Bei der individueller Garde si siwe Stonne mat der Méiglechkeet vun enger Majoratioun op 14 Stonnen d'Woch virgesinn. An zesumme mat der Garde en groupe am Foyer de jour kënnen dat insgesamt zesumme bis zu 40 Stonnen d'Woch sinn.

Nächst Stéchwuert: Qualitéit, e weidere grousse Punkt an dëser Reform. Virewech wëll ech betounen, dass mer am Géigesaz zu deem, wéi et emol ze héieren ass, qualitativ héichwäerteg Leeschtungen hunn, mä dass mer dës mat der Reform nach wëlle verbesseren. D'Plusvalue vun der Reform ass, dass se fir méi Transparenz suergt, kloer Regelen opstellt an eng verbessert Kontroll virgesäit; wat iwwregens och vu ville Prestatairë gefuerdert gouf.

Fir d'Éischt gëtt e Referentiel vun de Prestatiounen agefouert, déi eenzel Leeschtunge gi präzis definéiert an dann an engem Règlement grand-ducal publizéiert. Eleng dat wäert fir méi Kloerheet a fir méi Transparenz suergen. D'Normen an d'Qualitéitsindicateure ginn ausgeschafft, a wivill Personal mat wéi enger Qualifikatioun fir déi verschidden Akte gebraucht gëtt. En neie Kontrollsystem soll dann d'Anhale vun de Qualitéitsstandarde garantéieren. An d'IGSS mécht all zwee Joer e Rapport dozou.

Wéi virdrun ugedeit, gëtt déi aktuell Cellule ëmbenannt an „Administration d'évaluation et de contrôle des prestations" (veuillez lire: „Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance"). Et gëtt eng eegestänneg Verwaltung a si ass domadder lassgeléist vun der IGSS a kritt och entspriechend méi Personal a méi Mëttel.

Der CSL ass dëst en Dar am A. D'Gewerkschaften hätte léiwer gehat, dass d'Administratioun der CNS soll ënnerstoen an net direkt dem Minister. Dat mam Argument, dass esou d'Assuréen duerch d'CNS méi Matsproocherecht hätten. D'Chamberskommissioun huet hei keng Noutwendegkeet gesinn, dëse Punkt ze änneren, well d'Assuréen iwwert d'CNS schonns vertruede sinn, déi sech jo ëm de finanzielle Volet këmmert.

An eiser leschter Sitzung hate mer an der Kommissioun nach eemol driwwer diskutéiert, wéi mer d'Assuréen awer nach besser kéinte matabezéien, dat eventuell iwwer eng aner Méiglechkeet.

De Minister huet Verständnis dofir gewisen an dovu geschwat, de Conseil supérieur nees anzeféieren, awer ënner enger erweiderter Form, dëst am Kader vum Projet de loi 7004 zur Gouvernance vun den Institutioune vun der Sécurité sociale. Dës Propos gouf vun de Fraktioune begréisst, an dofir och de Verweis a mengem schréftleche Rapport.

Eng aner Fro, déi d'Kommissioun beschäftegt huet, ass den Impakt op d'Aarbechtsplazen am Secteur. Duerch verschidde Modifikatioune gouf gefaart, dass Leit hir Aarbecht kéinte verléieren. Et goung rieds vu ronn 60 Leit. De Minister ass hei am Gespréich mat de Prestatairen, fir Léisungen ze fannen. Hei geet et drëms, d'Personal ze reaffektéieren, sief et, hinne Formatiounen ze offréieren oder se am Kader vun der Aféierung vun der Garde de nuit ze beschäftegen, oder soss bei aneren Tâchen. Ech wëll awer och nach drop hiweisen, dass d'Regierung d'Crédits tampon agefouert huet, fir de Finanzement vun de Ressourcë wärend der Transitiounsphas ze assuréieren.

Vläicht dann direkt nach d'Fro, wat sech fir de Patient am neie Regimm ännert. D'Reform soll jo elo den 1. Januar 2018 a Kraaft trieden. Wann déi éischt Evaluatioun vun enger Persoun gemaach gëtt, gëlle selbstverständlech déi nei Standarden. Fir déi aner Persounen, déi schonn evaluéiert sinn, gëtt de Klassement gemaach en fonction vun der Zäit, déi si nom ale Regimm, also nom aktuelle Regimm, accordéiert kruten. Dat heescht, si verléieren näischt un hire Leeschtungen.

Ee Kritikpunkt, deen a villen Avisen ze liese war, ass den Delai vun der Demande fir eng nei Evaluatioun. Wann ee schonn e Fleegeplang huet, da kann een zwielef Méint nom Datum vun dëser Decisioun eng nei Evaluatioun ufroen. D'Kritik, dass dësen Delai ze streng wär an der Situatioun vun der concernéierter Persoun net géif Rechnung droen, déi dréngend méi Hëllef bräicht, wann hiren Zoustand sech verschlechtert, kann d'Chamberskommissioun net novollzéien, well am Fall, wou sech den Zoustand grondleeënd verännert, huet een d'Méiglechkeet, ebe scho virun deenen zwielef Méint eng Demande ze maachen. An dësem Fall muss ebe just eng schréftlech Motivatioun vum Dokter virleien.

Madamm Presidentin, ier ech zum Ofschloss kommen, awer nach e Wuert zur legislativer Aarbecht. Dem Vott vun haut geet eng länger Preparatioun viraus. De Minister huet eis vun Ufank un iwwer seng Aarbechte vun der Reform mat an d'Bild gesat. Och huet e sech un d'Versprieche gehalen, eis déi eenzel grussherzoglech Reglementer ze ginn. Och do si mer ëmmer an d'Bild gesat ginn, eppes wat soss net ëmmer direkt esou gutt funktionéiert. Och hu mer eis Zäit geholl, déi eenzel Avise vun de Beruffskummeren an dem Verband vun de Prestatairen duerchzegoen. D'Detailer dozou sinn a mengem schréftleche Rapport nozeliesen.

Da wëll ech awer och nach de Leit Merci soen, déi zesummen eng Hand mat ugepaakt hunn a mat deenen ech gutt zesummegeschafft hunn. An der Kommissioun muss ech soen, dass mer och ëmmer ganz vill a gutt Diskussiounen haten, déi eis virubruecht hunn, wat jo och dann zur Konsequenz hat, dass mer op verschiddene Punkten nach Amendementer gemaach haten an nogebessert hunn.

Eigentlech ware mer eis iwwert d'Fraktiounen eraus meeschtens ëmmer eens. Vun der Oppositioun si keng schréftlech Amendementer agereecht ginn. Si hunn, au contraire, muss ech soen, ëmmer ganz konstruktiv matgeschafft.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Dofir, Madamm Presidentin,...

(Interruptions et intervention par la présidence)

...wëll ech zum Ofschloss betounen,...

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Wann ech gelift!

Mme Taina Bofferding *(LSAP), rapportrice.*- ...dass d'Weiderentwécklung vun der Fleegeversécherung e wesentleche Bausteen ass, fir och an Zukunft hei am Land eng gutt Fleeg ze garantéieren, dass d'Leit, déi Hëllef brauchen, se och kréien.

Mat dëser Reform suerge mer derfir, dass d'Assurance dépendance adaptéiert gëtt, fir eben nach méi Qualitéit an nach méi Flexibilitéit an de System eranzekréien. D'Stäerkt vun der Fleegeversécherung berout um Prinzip vun der Solidaritéit an d'Fleeg ass en Droit inconditionnel, e Recht op Leeschtung, onofhängeg vum Akommes. A mat dëser Reform suerge mir derfir, dass dat och an Zukunft esou bleift!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Rapporteur Taina Bofferding. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol e grousse Merci der Rapportrice fir hire schréftleche Rapport an och dee Rapport, dee se hei elo mëndlech virgedroen huet, well et ass eng komplex Matière, wéi se selwer jo gesot huet. Et ass net evident, fir déi an der Effentlechkeet duerzestellen, ze erklären. Doweinst, dat huet si am Rapport awer fäerdegbruecht. Si huet et am Rapport fäerdegbruecht, et op de Punkt ze bréngen, gutt ze resuméieren, an dat op eng Aart a Weis, datt jiddweree ka verstoen, wat elo hei soll geännert ginn. Dofir e grousse Merci.

Mir sinn also haut um Enn vun engem Prozess ukomm, deen elo dräi Joer laang gedauert huet, well et war praktesch op den Dag genee virun dräi Joer, den 8. Juli 2014, wéi mer hei an der Chamber eng Konsultatiounsdebatt haten iwwer eng méiglech Reform vun der... oder eng Reform, besser gesot, déi an Aussiicht gestallt ginn ass vun der Assurance dépendance.

D'Regierung hat jo 2013 déi Reform an hire Koalitiounsprogramm geschriwwen, an dat nodeems scho virdrun e grousse Bilan vun der Inspection générale de la sécurité sociale gemaach gi war, 2013, iwwert d'Assurance dépendance, déi zu deem Zäitpunkt scho 15 Joer al war. Déi ass '98 an der Chamber gestëmmt ginn an '99 dunn a Kraaft getrueden.

Et war schonn dertëschent méi e klenge Bilan gemaach ginn, mä nach ni esou een, deen eng Kéier alles op de Leescht geholl huet. An an deem Bilan koum eraus, am Resumé, datt wann d'Qualitéit an d'Finanzéierung vun der Fleegeversécherung och fir d'Zukunft sollt garantéiert ginn, da misst se eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Am Regierungsprogramm heescht et, datt d'Fleegeversécherung déi Servicer a Prestatiounen ofdecke soll, déi gebraucht ginn, fir datt d'Leit kënnen en autonoomt an dignet Liewe féieren an datt d'Finanzéierung vun dësen Aktivitéiten esou organiséiert gëtt, datt dëst Zil och erreecht gëtt.

Mir kruten deemools am Virfeld vum Minister Schneider eng ganz Rei Froe geschéckt iwwert déi eenzel Elementer vun der Assurance dépendance. An déi eenzel Parteien heibannen an der Chamber hunn da versicht, hir Äntwerten dorobber och ze ginn. Ech hunn dat deemools am Numm vun der CSV gemaach an ons Haaptaussoe waren dunn - an déi bleiwen et och haut - déi heiten:

De System soll effektiv eng Kéier ënnert d'Lupp geholl ginn, fir genee ze wëssen, wéi e fonctionnéiert, a fir erauszefannen, ob en iwwerhaapt seng Ziler erreecht, wat also gutt leeft a wat manner gutt leeft, a virun allem och, wat eventuell muss derbäikommen. Well ech schwätzen elo net nëmmen iwwert dat, wat am Moment ofgedeckt gëtt, mä et si jo och nei Besoinen, déi eventuell mussen ofgedeckt ginn. Dat war och e wichtege Punkt.

An engems ware mer a bleiwe mer der Meenung, datt d'Fundament an d'Grondphilosophie vun der Assurance dépendance net sollen a Fro gestallt ginn, datt virun allem d'Qualitéit an d'Leeschtungen net sollen erofgesat ginn. Dofir huet d'CSV och deemools ganz kloer gesot, datt eng Reform vun der Assurance dépendance sech net just däerf op eng arithmetesch Fro reduzéieren an datt mer dat Ganzt net nëmmen als eng Rechenübung solle behandele mam Gedanken: „Mir hunn elo e Minus, elo musse mer e Plus kréien", oder awer: „Null vun null muss opgoen."

Also net einfach d'Depensen erofsetzen, fir Depensen erofzesetzen, mä kucken, ob d'Assurance dépendance hiert Zil och wierklech erreecht, ob se an Zukunft nei Ziler erreeche muss. An eréischt duerno kucken, wat dat kascht a wéi mer dann dohinnerkommen, ob dat mat deem aktuelle Finanzéierungssystem opgeet oder ob mer mussen eppes derbäimaachen.

Well zënter der Aféierung vun der Assurance dépendance huet sech ons Gesellschaft jo verännert. D'Krankheeten, déi deemools am heefegste waren, mussen net méi onbedéngt déi si vun haut an och net déi vu muer. Et wäert also weidergoen. Eis Gesellschaft wäert sech weider veränneren. Nei Besoine wäerten opkommen.

An et ass jo och dat, wat aus dem Bilan vun der IGSS erausgaangen ass. Déi huet do Projektioune gemaach, Extrapolatioune vun der Situatioun vun 2013 an d'Zukunft, wou se dovunner ausgeet, datt éischtens jo d'Liewenserwaardung wäert klammen - mir ginn also méi laang al -, mä si ass och dovunner ausgaangen, datt mer wahrscheinlech riskéieren, manner gutt al ze ginn.

Dat muss natierlech net esou sinn. Dat ass eng Méiglechkeet, mä wann een eppes dergéint mécht - dat ass och dee ganze Volet vun der Präventioun -, da kann et jo och duerchaus sinn, datt mer eben och besser al ginn. Dofir war och dee Volet eng Kéier kuerz ugeschnidde ginn. An déi Debatt ass natierlech net eleng de Volet vun der Fleegeversécherung. Et sinn och ganz vill aner politesch Beräicher, déi gefuerdert sinn an déi hei zesummenhänken, zum Beispill Santé, Famill, Educatioun, Sport, de Logement, ICT och, mä eben och schonn en Deel Fleegeversécherung.

An déi Analys, déi mir gemaach hunn, déi hunn och déi aner Parteien heibanne grosso modo gemaach. An och d'Regierung huet dat esou gesinn. De Minister Schneider sot deemools an der Debatt selwer - Madamm President, Dir erlaabt mer, datt ech de Minister kuerz zitéieren: „Mir sollen awer virun allem och, wann een d'Chifferen analyséiert, net nëmmen op dat rasant Ausenanerdreiwe vun den engersäits Depensen an anerersäits Recettë reagéieren, mä virun allem och d'Assurance dépendance der Zäit upassen." Wat absolutt richteg ass, wat mer jo och esou gesinn hunn.

Mir hunn och gesot, datt mer dat sollen an Etappe maachen, a mir solle kucken, Prioritéiten ze setzen. A ganz zum Schluss vun der Debatt, wéi all Mënsch geschwat hat, huet en e Resumé gemaach vun deem, wat och gesot ginn ass. An dunn huet en och gesot: „Ech muss awer soen, datt, niewent deene Punkten, déi mer doduerjer vläicht kënnen an deem ganze Coût, wat d'Depensen ubelaangt, aspueren, ech ganz vill nei Pisten och hei héieren hunn, déi mer derbäi hunn. An ech mengen, (...) datt mer musse wierklech och den Dréi fannen, fir effektiv alles dat, wat mer wëllen erhalen, Neies wëllen derbäihuelen, och effektiv kënnen ze contrebalancéiere mat deenen eenzelne Recetten, déi mer hunn."

Dat war an der Debatt, an no der Debatt ass gesot ginn: „Mir presentéieren dann eng Kéier an deenen nächste Méint e Reformprojet." Dat war 2015 an Aussiicht gestallt ginn. Wann dat elo méi laang gedauert huet, dann huet dat jo verschidden Ursaachen. Et ass sech jo och mat den Akteuren um Terrain concertéiert ginn.

Mä bon, et ass awer esou komm, wéi et komm ass, wat mer eis et net erwaart haten, well mer nääмlech geduecht hunn, et géif fir d'Éischt e Projet presentéiert gi mat Reformpisten dran, fir ze soen: „Dat doten ass vläicht eppes, wat mer hei elo net méi brauchen. Déi Leeschtungen, déi si vläicht net onbedéngt néideg oder déi musse mer vläicht net alleguerten ofdecken. Hei sinn awer nei Leeschtungen, déi derbäikommen, déi mer mussen da vläicht ofdecken an an Zukunft och finanzéieren."

Mä wat komm ass: Dräi Méint duerno, am Oktober 2014, ass de Spuerpak hei presentéiert ginn. An an deem Spuerpak sinn Neel mat Käpp gemaach ginn, och an der Sécurité sociale, an zwar och an der Fleegeversécherung mat zwou Mesuren, déi annoncéiert gi sinn: d'Weiderféiere vun dem Afréieren, vum Gel vun der Valeur monétaire op dem Niveau vun 2013, an op där anerer Säit eng vill méi strikt Bewäertung respektiv Neibewäertung vun de Patienten, déi an der Fleegeversécherung sinn.

An do sinn eng Rei Leeschtunge gestrach ginn an haaptsächlech sinn dat Soutiensleeschtunge gewiescht. Dat hat de Minister awer och ugedeit an der Konsultatiounsdebatt, well en deemools gesot huet, datt virun allem aus dem Rapport vun der IGSS erausgaange wär, datt d'Soutiensleeschtungen déi sinn, déi vill bäigeholl hunn - déi ware carrement explodéiert -, an datt déi Soutiensleeschtunge géifen ewell ronn 27% vun den Depensë vun der Assurance dépendance ausmaachen; Soutiensleeschtungen, fir déi een am Ausland jo zum Beispill muss selwer bezuelen.

An dann ass et natierlech och e Reflex, deen een do kann hunn, fir ze soen: „Voilà, wann dat hei explodéiert ass, et ass och ze deier ginn", a fir dat emol a Fro ze stellen an ze soen: „Brauche mer et iwwerhaapt? Musse mer dat finanzéieren? Gëtt dat gebraucht?"

An engems sot de Minister Schneider awer och deemools an der Debatt, datt 95% vun de Patienten zefridde wäre mat der Assurance dépendance, also och mat de Soutiensleeschtungen. A se dann einfach ze kierzen, fir am System ze spueren, dat beaflosst dann natierlech och d'Zefriddenheet an domadder eben och d'Qualitéit, wéi d'Patienten d'Fleeg wouerhuelen, an deem Fall eben och hei déi Soutiensleeschtungen, déi domadder gestrach gi sinn. An et beaflosst och d'Aarbecht vum Personal, dat de Soutien leescht, déi domadder jo och a Fro gestallt gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat ass jo och geschitt, well Reseauen an Haiser sinn - ënner anerem, mä och -wéinst de Spuermesuren an d'Bredouille komm. Do ginn natierlech d'Vuen auserneegaangen tëschent de Prestatairen an den Haiser an op där anerer Säit der Regierung, firwat et zu deene Schwieregkeete komm ass. Mä datt awer d'Spuermesuren en Impakt hunn an haten, dat geet awer ganz kloer aus den offiziellen Zuelen eraus. Mir hu jo eng Fiche financière bäigeluecht kritt beim Projet de loi. An där Fiche financière gëtt geschat, datt d'Spuermesuren iwwert d'Joren 2015 bis 2018 ronn 22 Milliounen Euro géifen ausmaachen.

De Minister huet ons och eng Kéier an enger Kommissiounssëtzung erklärt, wat dann zënter 2015 vun der Cellule géif méi strikt gekuckt ginn, an dat war e Véierels manner fir d'Gruppenaktivitéiten an den Heemer, 70% manner fir d'Betreiung bei administrativen Demarchen a fir bei den Dokter ze goen an 99,6% manner fir kollektiivt Akafegoe vu Leit, déi an engem Fleegeheem sinn.

D'Leeschtunge sinn also gekierzt ginn an hiren Impakt op d'Montanten, op d'Stonnen, déi d'Haiser respektiv d'Reseauen nach kréien, dee fënnt een och an de Budgeten an an de Bilane vun der CNS, déi déi iwwert d'Fleegeversécherung mécht, erëm, an zwar an deene vun 2015 an 2016.

Fir d'Reseauen ass de Montant mensuel moyen duerch d'Spuermesurë vun 2014 op 2015 ëm 4,7% erofgaangen, vu 4.085 Euro op 3.894 Euro, a vun 2015 op 2016 nach eng Kéier ëm 3%, vun 3.894 Euro op 3.776 Euro.

An och d'Moyenne vun de Stonnen, déi de Reseau duerch Pläng zegutt huet, ass 2015 ëm 2% an 2016 ëm 4,3% erofgaangen.

Fir d'Haiser ass dee Montant mensuel moyen duerch d'Spuermesurë vun 2014 op 2015 an de CIPAen ëm 5,9% erofgaangen a vun 2015 op 2016 nach eng Kéier ëm 2% erofgaangen. Bei de Maisons de soins sinn et minus 4,1% fir 2015 respektiv minus 0,3% fir 2016. An och d'Stonnen, déi d'Haiser fakturéiert kréien, sinn 2015 ëm 1,5% fir d'CIPAen an 1,75% fir d'Fleegeheemer erofgaangen an 2016 ëm 4% fir alle béid. Dat sinn d'Zuele vun der CNS.

An deene Rapporten, zum Beispill dem Budget fir 2016, steet och schwaarz op wäiss: «L'évolution des dépenses en 2015 est freinée par la stagnation du nombre de bénéficiaires citée ci-avant et par différentes mesures d'économies mises en œuvre en dehors des attributions de la CNS; mesures qui peuvent avoir des effets non négligeables sur la situation financière de certains prestataires d'aides et de soins qui risquent de se retrouver dans une situation financière contraignante.»

An engems steet dann och am Budget 2017 vun der Assurance dépendance, datt: «L'effet de ces dernières mesures», also d'Spuermesuren, «a été amoindri pour les prestataires par la subvention unique que l'État versera à la CNS et que celle-ci transmettra aux prestataires afin de compenser les découverts inévitables et imprévisibles concernant les exercices de prestations 2015 à 2017.»

Et ass äusserst interessant ze liesen, datt et op där enger Säit net ze evitéiere war, datt d'Prestatairen a finanziell Schwieregkeete géife kommen - datt ee sech also bewosst war, wat ee géif mat de Spuermesurë provozéieren -, an een op där anerer Säit da vläicht de vollen Ëmfang vun deene finanzielle Schwieregkeete vun de Prestatairen net esou virausgesinn huet, also u sech engem net esou bewosst war vläicht, wat do géif lassgetréppelt ginn.

An dat bréngt mech dann nees zu onsem Haaptkritikpunkt zréck: Firwat ass net fir d'Éischt mat alle Concernéierte gekuckt ginn, wat am System géif gutt lafen a wat net, wat fir eng Leeschtungen eventuell net méi finanzéiert misste ginn a wat fir eng Leeschtungen nei kéinten derbäikommen? An dann eréischt hätt een zesumme gekuckt, wat d'Neiausriichtung kaschte géif an ob se mam aktuelle Finanzsystem ze finanzéiere wär oder net. Hei ass et genee ëmgedréit geschitt: Fir d'Éischt ass gespuert ginn - hei si Leeschtunge gestrach ginn - an dunn eréischt sinn d'Upassunge gemaach ginn an dësem Projet.

Elo wäert de Minister ons äntweren, datt hie jo mat deene Suen, déi gespuert gi sinn an nach gespuert wäerte ginn, derfir suergt, datt d'Prestatairë sech un d'Reform upasse kënnen, well dofir ass et jo déi Subventioun do ginn. Mä am Kloertext heescht dat allerdéngs, datt d'Prestatairë Sue kréien, fir ze kucken, datt se sech mussen upassen, also wat se mat deem Personal musse maachen, wat se ze vill hunn, well jo Leeschtungen ewechgefall sinn an och mat dëser Reform wäerten ewechfalen. Wéi zum Beispill d'Courses-sortien, déi jo definitiv dann ofgeschaaft ginn.

Mir hunn als CSV de Minister drop higewisen, datt duerch d'Sträiche vun dëse Courses-sortië géifen eng ronn 60 Leit betraff ginn, deenen hir Plaz géif um Spill stoen. Och wann de Minister ons gesot huet, datt dës Leit jo dann zum Deel kéinten an den Nuetsgarden, déi agefouert ginn, agesat ginn, muss een awer och wëssen, datt ee fir esou eng Garde jo eng gewësse Qualifikatioun muss hunn. Déi Leit hunn dat awer net onbedéngt. Dat heescht, déi missten déi fir d'Éischt emol nohuelen. Bon, d'Plaze sinn awer net onbedéngt do, fir datt se dat kënne maachen. Also, wat riskéiert ze geschéien, ass, datt dës Leit weider ënnert dem Risk stinn, datt se entweder mussen eng aner Plaz fannen, oder awer, datt d'Tariffer mussen an d'Luucht goen.

Mat der Prise en charge vun deenen zéng Nuetsgarden an och mam nees Eropsetze vun de Stonnen u Soutien spécialisé a Conseil individuel oder awer och mat de Leit, déi jo d'Administratioun vun der Fleegeversécherung soll bäikréien, wäerte mat dëser Reform awer och d'Depensen nees an d'Luucht goen. Zwar manner, wéi wa keng Reform gemaach gi wär, mä awer méi wéi mam Spuerpak eleng.

Fir d'Éischt ass also gutt gespuert ginn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen, an elo ginn d'Depensë mat der Reform nees an d'Luucht. Dat stäipt nach eng Kéier eis Haaptkritik, wisou net fir d'Éischt e Reformprojet presentéiert ginn ass, ier iwwert d'Finanzéierung an hiren Impakt op d'Leeschtungen an op d'Leit, déi do schaffen, nogeduecht ginn ass.

Mir hätten dat als CSV net esou gemaach, mä mir hätten et ëmgedréit gemaach. An dat hu mer och ganz kloer virun dräi Joer gesot. Da wäre mer och dee Moment prett gewiescht, fir vläicht déi Reform net nëmme mat ze begleeden, mä och matzedroen. Mä well et awer genee ëmgedréit geschitt ass an dat, wat haut um Dësch läit, just nach Moutarde après dîner ass an entre-temps awer eng nei Realitéit geschafe ginn ass mam Spuerpak - well et si Leeschtunge gekierzt ginn, e gudden, generéise System ass elo manner gutt a manner generéis ginn -, stëmme mer dëse Projet och net mat.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un d'Rapportrice Taina Bofferding fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, e schréftleche Rapport vu 97 Säiten, deen e bëssen d'Envergure vun dësem ganze Projet de loi weist.

19 Joer sinn et hier, dass hei op dëser Plaz mat grousser Majoritéit d'Gesetz vun der Fleegeversécherung ugeholl ginn ass. An haut stëmme mer eng Reform, déi néideg ass, fir de System ze perenniséieren an en och iwwert déi nächst 30 Joer ofzesécheren.

An eiser Gesellschaft musse mer verhënneren, dass deen, dee fleegebedürfteg ginn ass, an den Abseits gestallt gëtt. E muss sech op d'Solidaritéit vun deene méi Jonken a besonnesch och vun deenen net Fleegebedürftegen an eiser Gesellschaft verloosse kënnen.

Déi allgemeng finanzéiert Hëllefs- a Fleegeversécherung ass als Institutioun vun eiser nationaler Solidaritéit, déi vun alle Leit finanzéiert gëtt, gesetzlech verankert an och net méi ewechzedenken. Et war e Meilesteen an eiser Sécurité sociale, wéi dat hei gestëmmt ginn ass.

D'Changementer an den Akte muss een duerfir als Ganzt betruechten. D'Minuttenangabe sinn elo keng reng politesch Willkürhandlungen, mä dës Changementer foussen op Erfahrungswäerter.

Wichteg ass och, dass ee bei de Leit, de Beneficiairë mat hire Familljen an de Prestatairen, d'Bewosstsinn schäerft, wéi wichteg et ass, fir responsabel mat de Leeschtunge vun der Assurance dépendance ëmzegoen. Dat ass kee Gratisshop, wou ee sech méi soll huelen, wéi ee brauch, well dat geet op d'Käschte vun eis alleguerten. Mir wëllen dëse wichtege sozialen Acquis, deen an Zukunft ëmmer méi eng grouss Roll wäert spillen, well eis Bevëlkerung och ëmmer méi al gëtt, erhalen. An duerfir musse mer d'Mëttelen, déi eis zur Verfügung stinn, och méi sënnvoll asetzen: dat heescht, esou vill Leeschtung, wéi gutt an nëtzlech ass, do, wou se gebraucht gëtt.

An deem Sënn war et richteg, d'Leeschtungen an de Fonctionnement vun der Fleegeversécherung ënnert d'Lupp ze huelen: Wat ass sënnvoll? Wat ass nëtzlech? Wat ass néideg a wat ass et net?

D'Grondausriichtung, déi véier Grondlage vum System, déi bleiwen erhalen: éischtens, d'Prioritéit fir d'Rehabilitatiounsmesuren, zweetens, de Maintien à domicile esou laang wéi méiglech halen. Dann hunn, drëttens, d'Sachleeschtungen nach ëmmer e Virrang op d'Geldleeschtungen. An d'Fleegefäll sollen natierlech beschtméiglech opgefaange ginn.

D'Zil vun der Reform wéilt ech hei nach eng Kéier widderhuelen: D'Zil vun der Reform ass, d'Fleegeversécherung natierlech ze verbesseren, d'Prozedure méi einfach ze maachen a méi transparent ze maachen, d'Qualitéit auszebauen duerch d'Aféierung vu Qualitéitskritären an duerch en neie Kontrollsystem.

D'LSAP huet sech derfir agesat, dass Nuetsgardë fir doheem agefouert ginn. Dat ass wichteg, fir den Aidant ze entlaaschten an op Urgencë kënnen ze reagéieren.

Zum Aidant informel: Dat ass en interessanten an awer och enorm wichtegen, zäitgläich awer och e ganz schwieregen Aspekt vun der Assurance dépendance. Do stellt sech d'Fro: Wat geschitt mat deene Geldleeschtungen? Gi se do gebraucht fir d'Ënnerstëtzung an d'Hëllef, esou wéi dat och geduecht ass? Ouni emol vum Risk vum Abus ze schwätzen - d'Madamm Rapportrice ass ganz kuerz drop agaangen -, wär et awer sënnvoll, Informatiounen ze hunn, wat mat deene Ressourcë vun der Fleegeversécherung geschitt. Den Aidant kritt mat dëser Reform eng besser Ënnerstëtzung, dat war och eng Fuerderung vun der LSAP.

Zur Präventioun, a si ass virdrun ugeschwat gi vum Här Wilmes: D'Konzeptioun vun der Präventioun ass extrem villfälteg a beréiert eben net just ee Beräich a soll sech am Alldag an deene verschiddene Politikberäicher erëmspigelen. Hei ginn et eng Rei vun Iwwerschneidungen an de verschiddene Politicken, déi eist Land mécht. D'Assurance dépendance ass natierlech een Deel dovunner. Da schwätze mer awer och hei vun der Santé, vun der Politik vum drëtten a vum véierten Alter, der Politik fir Leit mat Behënnerung oder och de Soins palliatifs ausserhalb vum Spidolswiesen. Alles dat zesumme spillt natierlech an der Präventioun eng wichteg Roll.

Nach en anert Beispill ass dat vum Logement. Dozou gehéieren niewent de Fleegeariichtungen an de Fleegedéngschtleeschtungen ënner anerem barrièrëfräie Wunnraum, barrièrëfräien ëffentlechen Noverkéier souwéi och den Accès zu ëffentlechen Ariichtungen. D'Participatioun um ëffentleche Liewen erfuerdert bis an den héijen Alter Mobilitéit. Vläicht sollt een och op de Wee goen a bei de Lotissementer net nëmme just u jonk Famillen denken, mä sech och virun Aen halen, dass mer alleguerten eng Kéier méi al ginn. Logement encadré an altersgerecht Wunne si wichteg, fir d'Verbleiwen am eegenen Doheem ze erméiglechen.

Iwwert d'Demenz hu mer eis vill a laang ënnerhalen. Et ass keen einfacht Thema, mä e ganz sensibelt. Mä d'Persounen, déi un enger Demenz leiden, brauche besonnesch vill Ënnerstëtzung an och Hëllef. A well dës concernéiert Leit en aneren Traitement an eng aner Fleeg brauchen, permanent musse begleet ginn, hëlleft sécherlech och déi Modifikatioun bei den AAlen do derbäi.

An d'AAlen am Demenzberäich, Här Wilmes, dat ass och Präventiounsaarbecht. D'Activité d'appui à l'indépendance ass och Präventiounsaarbecht, wann dat richteg ugewannt gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Esou kann duerch den Zousaz vun individuellen Akten nach méi op déi eenzel Besoine vun de Leit agaange ginn. Leit, déi un Demenz leiden, waren eis, wéi gesot, an dësem Projet de loi ganz wichteg. A mir hunn eis duerfir och länger mat hinne befaasst, well Beneficiairë mat enger Demenzerkrankung maachen haut schonn e groussen Deel vum Ensembel vun de Beneficiairen aus: 33,5%. Och huelen hir Soine méi Zäit an Usproch. Hir Depensen, déi vun de Maladies démentielles, maache 74% vu sämtleche Käschte vun der Fleegeversécherung aus, dat sinn insgesamt 416 Milliounen Euro. Dat sinn d'Zuele vun 2010.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat war virun de Spuermoossnamen.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zum Forfaitsystem...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat war virun de Spuermoossnamen!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, Dir nennt et „Spuermoossnamen", mir nennen et Moossnamen, fir de System ze perenniséieren. Mä dorop ginn ech herno nach eng Kéier gären an.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Zum Forfaitsystem: Deen erméiglecht et, fir méi eng grouss Flexibilitéit ze kréien, déi et erlaabt, besser op d'Besoine vun deene jeeweilege Persounen, déi vun Dag zu Dag variéieren, anzegoen. Effektiv war aus de Gespréicher mat de Leit um Terrain ze héieren, dass et géif Sënn maachen, net eenzel Akte mat enger bestëmmter Zuel u Minutten ze accordéieren, mä éischter Forfaiten, an deene bestëmmte Leeschtunge sollen dann abegraff sinn. Esou kënnen d'Prestatairë sech méi flexibel organiséieren. An domadder kréien d'Prestatairen eng méi grouss Flexibilitéit an d'Zuel vun de Reevaluatioune wäert och zréckgoen. Also och manner Pabeierkrich, also eng Simplification administrative.

A wann ech virdrun héieren hunn, dass mer en Debat hei haten, wéi den Här Wilmes richteg gesot huet, an duerno huet et eng Zäitche gedauert, bis de Projet de loi koum, dann huet dat eng Zäitche gedauert,...

(Interruption)

Dir hutt dat net kritiséiert, ech hu just gesot, dass Der dat gesot hutt.

...dann huet dat natierlech effektiv e bësse gedauert, well mer mat allen Akteuren um Terrain geschwat hunn. An Dir kritiséiert elo, et wär net mat allen Akteure geschwat ginn. Dir hutt gesot, et hätt ee besser gehat, mat allen Akteuren ze schwätzen an duerno ze kucken, wéi de Projet soll ausgesinn. Ma ganz genau, ganz genau dat...

(Brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...ass geschitt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Am Géigesaz zu der Kritik, déi ze héiere war, bleift et derbäi, dass déi individuell Besoine vun de Persounen ofgefrot ginn, mä net méi op der Basis vu vun Dag zu Dag, mä eben op eng ganz Woch gekuckt. An dat ass och logesch. Dat mécht och absolutt Sënn. Deen een Dag ass een esou drop an deen aneren Dag ass een anescht drop. An duerfir ass dat besser, et kuckt een dat an enger Woch an net vun Dag zu Dag.

Un der Fleeg an de Leeschtungen - an dat wëll ech och nach eng Kéier kloer hei soen - gëtt net gespuert. Néierens gëtt ofgebaut, weder bei de Leeschtungen nach beim Personal.

(Interruption)

Fir eis stoung et ëmmer fest, dass un der Qualitéit vun de Leeschtungen op kee Fall dierft gespuert ginn. An duerfir ass et och falsch ze soen, dass dës Reform géif gemaach ginn, fir Geld ze spueren. Ech weess, dass Der dat gäre sot. Ech weess, dass dat an dat ganzt Konzept passt vun Ärer Oppositiounsaarbecht, mä et ass awer falsch.

(Brouhaha)

Dësen zentrale Baustee vun engem Sozialversécherungssystem muss un déi haiteg Ufuerderungen - an dat hutt Der selwer gesot - ugepasst ginn. An bei enger stänneg verännerter Gesellschaft mussen och dann nei Mesurë geholl ginn. Duerfir och ënner anerem dës Reform, fir dass d'Déngschtleeschtungen am Fleegeberäich och nach besser ginn.

An ech muss soen, ech sinn zimlech enttäuscht vun der Positioun haut vun der CSV, déi sech, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, beim Rapport enthalen haten, haut awer hei dergéint stëmmen. Mir haten, wéi et richteg gesot gouf, e ganz konstruktiven Debat an eiser Kommissioun. Et ass ëmmer gutt iwwert déi eenzel Punkten debattéiert ginn. Et ass gutt diskutéiert ginn. A mir waren eis och alleguer eens, dass déi Reform hei wichteg wär. An ech fannen et duerfir ëmsou méi traureg, dass mer eis awer elo, mengen ech, hei op e klengen Nebenschauplatz beginn, fir dës Reform hei net ze stëmmen. Déi Reform hei, déi ass duerfir geduecht, fir de System iwwer Joren ofzesécheren, an ech mengen, d'CSV hätt gutt dru gedoen, dee Projet hei matzestëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Der CSV ass et och net entgaangen, dass et Derapagen am System goufen, déi an Zukunft musse verhënnert ginn. Ech gi jo dervun aus, dass dat och gewollt ass. Déi Derapagen, déi koumen duerch eng, allez, eng net grad appropriéiert Gerance an duerch falsch Previsiounen, déi gemaach goufen. Si hate jo net alleguerten déi dote Problemer. An ech mengen, dass de Minister e ganz gutt Fangerspëtzegefill hat an déi richteg Mesurë geholl huet, fir do de Schued a Grenzen ze halen. Duerfir nach eng Kéier all Respekt fir de Minister, fir déi Kou dann do vum Äis geholl ze hunn!

Wichteg ass awer och, dass mer déi Forfaiten agefouert hunn. Mir schiben hei also der Chasse à l'acte e Rigel vir, maachen also, dass

et net weidergeet, wéi dat bis elo zum Deel de Fall war, mä dass de System, esou wéi en elo wäert kommen, dauerhaft an haltbar ass an och d'Zäit wäert iwwerliewen. Duerfir, hei kréie mer méi Flexibilitéit, mir kréie méi Qualitéit, mir kréie méi Kontroll. An dat ass eng gutt Reform. An duerfir ginn ech och den Accord hei vun der Sozialistescher Partei.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Edy Mertens fir d'DP.

M. Edy Mertens *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ouni Zweifel esou, datt d'Fleegeversécherung eng vun de wichtegste sozialen Errungenschaften hei zu Lëtzebuerg ass. A mir hoffe jo alleguerten, datt mer net an d'Situatioun wäerte kommen, op Hëllef ugewisen ze sinn, fir eisen Alldag ze meeschteren. An awer kann déi Situatioun méi séier antrieden, wéi mir et erwaarden. Mir menge jo ëmmer, et wieren nëmmen al Leit concernéiert, eben duerch hir Krankheet. Mä wie ka wëssen, wéini e Schicksalsschlag kënnt? Eben absolutt keen.

Solle mer dann awer Hëllef brauchen, fir am Alter an eisem Alldag eens ze ginn, da gräife mer op eis Assurance dépendance zréck, déi säit 1998 existéiert, zweemol am Intervall vun engem bis zwee Joer iwwerkuckt gouf a fir d'lescht 2005 als Suite vun engem ganze Koup Diskussiounen adaptéiert gouf.

De Succès vun dëser Versécherung war ganz grouss. An haut soll et jo dann eng Administratioun gi mat engem Budget vun iwwer 500 Milliounen Euro, mat 13.500 bis elo betreite Persounen an dem Asaz, fir d'Fleeg ze garantéieren, vun Dausende motivéierten a spezialiséierten Aarbechtskräften.

Laut Statec waren 2010 1,5% vun de Leit zu Lëtzebuerg 85 Joer al. A bis 2060 sollen et bis zu 7% sinn. Bis d'Joer 2030 gëtt mat 17.000 bis 18.000 Beneficiairë gerechent, dat wier eng Steigerung vu 65% am Vergläich zum Joer 2000.

De beonrouegste Charakter, deen ee feststellt bei de Chifferen, déi ee kritt, ass awer, datt d'Depensë méi séier klamme wéi d'Recetten. An dat war och ze erwaarden. Dës Regierung huet reagéiert an dës Reform an hire Programme gouvernemental mat erageholl. Dofir, Här President, felicitéiert d'DP der Regierung fir hire Courage, dës sécherlech net ganz einfach Reform op eng ganz onopgereegt Aart a Weis ugepaakt ze hunn.

Och mir Deputéiert goufe ganz fréi mat der Reform befaasst a konnten eis Iwwerleeunge mat erabréngen. Virun zimlech genau dräi Joer - et gouf och hei elo gesot - hate mer am Haus en Débat de consultation iwwert d'Zukunft vun dëser Fleegeversécherung. An ech wëll der Regierung direkt am Ufank Merci soen, datt eng ganz Partie vun deene ville gudde Proposen, déi deemools gemaach goufen, sech och haut an dëser Reform erëmfannen.

Ganz kloer an däitlech wëll ech hei betounen, datt no laangen Diskussiounen et der DP vun Ufank un och ëm zwee wichteg Punkte goung: deen éischten, de Patient natierlech, deen zweeten, d'Qualitéit vun de Prestatiounen. En Erofsetze vun de Qualitéitsstandarden an der Fleegeversécherung koum net a Fro a wier mat eis och net ze maache gewiescht. A wa mer vu Qualitéit schwätzen, da schwätze mer virun allem vum Personal, dat eng exzeptionell Aarbecht um Terrain leescht. Et kann een net genuch betounen, datt eise System net funktionéiere géif ouni déi vill motivéiert Fleegeleit, déi all Dag Dausende Leit zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. Et muss een déi Leit awer och ënnerstëtzen, andeem een hinnen erlaabt, hir Aarbecht kënnen ze maachen, ouni se mat allze vill Bürokratie ze iwwerschëdden, well doduerch leide schlussendlech eis Patienten.

Hei muss ech soen, datt et och de Wonsch vun der DP war, fir e forfaitairë Finanzementmodell ze schafen, deen op Klassen amplaz vun dem Minutage baséiert. Dir erënnert Iech sécherlech un déi relativ lëschteg Beispiller, déi ech virun dräi Joer gouf, fir Iech dee kompletten Unfug vun deene Minutten ze erklären. An dat soll jo elo verschwannen, andeem ebe Klasse geschafe ginn, an dovun der 15. De Minutage war a villerlee Hisiicht absolutt ineffikass. A mir kënnen der Regierung nëmme felicitéieren, datt se der Realitéit um Terrain Rechnung gedroen huet. Mir als DP wiere souguer vläicht nach e bësse méi wäit gaangen an hätte geschwat vu fënnef Klassen, fir de System nach ze vereinfachen.

Am Rame vun deene 15 Klasse kann elo vill méi flexibel geschafft ginn an d'Personal ka selwer gesinn, wat de Patient dee bestëmmten Dag brauch, a kann dann och seng Soinen adaptéieren. Ech kann Iech do e Beispill ginn: Deen een Dag ass näischt, den aneren Dag kommt Der bei de Patient an Dir hutt nëmmen déi Minutten, déi Der do zegutt hutt, mä et ass awer eppes passéiert, an der Nuecht ass de Patient méi schlecht ginn, e brauch méi Fleeg, e muss méi propper gemaach ginn; an da war dat eng Hetz am Haus. Also ech hunn et dacks genuch matgemaach! Dir kënnt Iech et net virstellen. Dat hei ass also vill méi einfach.

Mir wollten also wat? Eng strukturell Reform mat Qualitéitsprestatiounen, mat Flexibilitéit, an dat mam bedürftege Patient am Mëttelpunkt. Dëst fënnt een an dëser Reform erëm. D'Kritäre fir den Accès duerch d'Administration d'évaluation et de contrôle gi festgesat duerch eng individuell Evaluatioun, dat gouf gesot, an enger Approche, déi multidisciplinaire ass, an et gëtt eng Synthèse de prise en charge, wou d'Besoine vum Patient genau festgesat sinn.

Dat ass awer e Prozess, dee wahrscheinlech wäert Zäit anhuelen. Dorënner fale jo dann och déi Actes essentiels de la vie, d'Activités d'appui, déi elo grad genannt goufen, da Soutien non spécialisé, Garde de nuit, Tâches domestiques. Souguer déi Garde de nuit, déi no massiver Demande accordéiert gouf, ass eng exzellent Saach, déi muncher een, deen doheem Leit gefleegt huet, sech gewënscht huet. Et soll ee bis zu aacht Stonnen den Dag kréien, an dat bis zu zéngmol am Joer. Do muss ech Iech direkt soen, fir mech um Terrain, an ech weess dat och vun de Leit, ass dëst déi bescht Fleegeversécherung bis elo, déi ech jiddefalls kennen!

Fir d'Ausschaffe vun dësen Aidë gouf mat alle Leit um Terrain diskutéiert, an dat a ville Reunioune mat ville Servicer. Ech hat e Méindeg um Radio héieren, Här Wilmes, wéi Der gesot hutt, Dir géift déi Akten dann all ganz genau studéieren an da kucken, wat een aus deenen Akte mécht. Mä ech mengen, grad dat ass awer hei geschitt! Ech ka mech erënneren, ech mengen, vu Mëtt 2015 bis Mëtt 2016 sinn awer x Ronne gedréit gi mam Minister, mat deene verschiddene Servicer, fir erauszefannen: Wat brauch een iwwerhaapt? An do ass dat, wat ech och deemools gesot hunn a menger Ried: „Ech muss kucken: Wat fir e Service brauch mäi Patient?" Do sinn der vläicht derbäi, déi e wierklech net brauch.

A wann ech vun den Institutioune schwätzen, vun de Fleegeanstalten, vun Altersheemer, da muss ech awer wierklech soen: Och do goufen et Saachen, déi een net onbedéngt brauch. A mir hunn ëmmer gesot, virdrun och an eiser Ried, déi ech gehalen hat dozou: „Et ass jo esou, mir musse kucken, wat fir eng Offer do ass." Wat d'Offer ëmmer méi grouss gëtt, wat d'Demande dann och méi grouss gëtt. Mä et muss een ëmmer kucken: Wat fir eng Offer ass et? Well et ass jo nëmmen ze ënnerstëtzen, och an den Etablissementer, wann do Leit sech ëm Leit këmmeren, wann do Gruppenaarbecht geleescht gëtt, déi si awer wahrscheinlech kéinten a verschiddenen Domäner méi bëlleg zustane kréien, wéi et elo de Fall war. Mä ech mengen, et ass grad un där doter Administratioun, fir ze kucken, ob net op deem Plang awer ka gespuert ginn.

An ech mengen, dat ass genausou mat deem, wat ni nogewisen ass - och am Ausland ass net nogewise ginn, Dir kënnt international Kritäre kucken -, datt eng Taxifaart mat deem Kranken duerch d'Landschaft onbedéngt muss sinn. Ech mengen, hei ass et jo esou, datt dat nach ëmmer méiglech ass am Rame vun de Foyeren. An dat ass eng wonnerbar Saach. Wéi gesot, ech erliewen et all Dag, d'Leit si begeeschtert fir dohinner. An déi kënnen déi Aarbecht och maachen oder deene bedürftege Leit vun dobaussen eppes matbréngen, ouni datt do direkt muss e ganzt Unternehme geschafe ginn, wat elo soss näischt méi mécht, wéi ee vun Hëpperdang bei d'Kusin op Esch ze féieren! Ech mengen, dat gëtt wierklech eng Depense, déi herno net méi ze bremsen ass.

Här President, mir sinn der Meenung, datt eng regelméisseg Reevaluatioun vun de Besoine fir d'Patiente muss duerch de behandelnden Dokter an duerch d'Prestatairë geschéien. De behandelnden Dokter weess dacks am beschten, wat säi Patient brauch a wat en eben net brauch a wat en dacks net wëllt. Zum Beispill bei der Adaptatioun vum Logement, dat hat ech Iech virun dräi Joer och geschildert, wou de Bopi da jäizt: „Ech klammen net an de Lift!", oder wou et dann heescht: „Mir brauche kee Lift!", oder wou den Dokter feststellt: „Ëm Gottes Wëllen, wat hu se Iech dann elo hei gemaach?", a sech zréckzitt, vläicht an en anert Zëmmer, fir der Famill matzedeelen: „Ech mengen, de Patient ass an dräi Méint net méi bei Iech heiheem", entweder, datt en an en Heem koum oder datt en entre-temps verstuerwen ass. Den Dokter kann also wäertvoll Informatioune ginn. A kommt, ech mengen, et wier net schlecht, wa mer dorop géifen zréckgräifen!

Jo, mir hu méi Flexibilitéit an dëser Reform festgestallt, mir sinn awer, wéi gesot, och fir Kontrollen. Et soll endlech esou sinn, datt d'Moyenen deenen zeguttkommen, déi se awer och wierklech brauchen. Et kann net sinn, datt een dobaussen ëmmer erëm ugeschwat gëtt an da Reprochë gemaach kritt: „Jo, firwat kréien déi do Suen? Déi Leit kréie Sue fir iergendeppes, wat kee Mënsch kann novollzéien!"

Neen, de Contrôle ass fir d'DP e wichtege Sujet. Et si vill Suen am Spill an et dierf do keen Abus gedriwwe ginn! Mir hunn d'Ausschaffe vun engem Référentiel qualité gefuerdert. Ausserdeem muss eiser Meenung no d'Commission de qualité endlech hir Aufgaben iwwerhuelen, déi si vum Gesetzgeber dann operluecht krut. Mir begréissen dofir d'Aféiere vun engem Rapport biennal, deen d'Administration d'évaluation et de contrôle an Zukunft da muss realiséieren.

En nächste Punkt ass d'Roll vum Aidant informel. Déi Geschicht wor net ëmmer ganz kloer. An et goufe leider och dacks Abusen an deem System - net zougelooss -, mä dat wor esou, dee wor net aneschters ze managen!

Dat neit Gesetz geet hei awer an déi richteg Richtung, andeem d'Capacitéit vun engem potenziellen Aidant fir d'Éischt emol festgestallt gëtt, an dat zesummen zum Beispill mat sengem Émfeld, mat senger Aarbecht: Kann deen dat iwwerhaapt maachen? Et ass jo net esou, wéi mir et als Dokteren dacks erliewen: Da schellt den Télefon: „Jo, eise Bopi huet elo 71 Joer an ech géif awer mengen, hien hätt vläicht och d'Recht op d'Assurance dépendance. An ech bräicht dann och nach iergendwéi... Kënnt Der mir dat net schreiwen? Ech fleegen hien." An da kënns de dohin an dann ass näischt ze fleegen! Dat gëtt jo elo nach méi streng kontrolléiert wéi virdrun.

Mä d'Leit sollen awer net dobausse mengen, datt deen Aidant informel do Sue kritt fir eppes, wat en éischtens guer net ka maachen, woufir en zweetens keng Zäit huet an esou virun an da seet: „Neen, gëschter Mëtteg wor ech net do, du wor d'Nopesch do." Also do muss ee wierklech kucken, dat hei geet an déi richteg Richtung, fir déi Leit ze forméieren, se ze encadréieren.

Well d'Fleeg vun engem Patient doheem ass eng ganz speziell Saach! Zemools wa mer wëssen, datt 75% - dat gouf virdrunner och ewell gesot - vun de Leit, déi doheem betreit ginn, Demenz hunn! An dann ännert sech etleches doheem. Ech kann et aus Erfahrung soen. Ech weess dat, datt vill Leit total iwwerfuerdert ginn a keng Differenz kënne maachen doheem bei hire Leit tëschent béiswëllegem Agéieren an Demenz. An da kënnt e fierchterleche Konflikt op an der Famill, wou dee Kranke betreit soll ginn. Also, mir hu jo gekuckt, datt do méi Stonnen zur Verfügung stinn. An dat ass dee richtege Wee.

D'DP hat proposéiert, den Aidant informel an Zukunft an de Kader vum Droit du travail et de la sécurité sociale ze setzen, vläicht do hinnen d'Remuneratioun zoukommen ze loossen. Dat hätt de Virdeel, datt se besser geschützt wieren, awer och Abuse besser ënner Kontroll ze kréie wieren. Och wann dës Fuerderung net grad eent zu eent iwwerholl gouf, erkenne mer awer, datt déi nei Dispositiounen definitiv an déi richteg Richtung ginn.

Schliisslech, an dat hunn ech och ewell virun dräi Joer hei gesot, ass et besser, derfir ze suergen, datt esou mann wéi méiglech Leit an eng Ofhängegkeet geroden. Et mussen also méi Efforte gemaach ginn an der Präventioun. Do hat Der gesot, Här Wilmes, zu den Efforten an der Präventioun - dat huet allefalls an där kuerzer Zäit, déi Der nëmmen hat um Radio, esou geklongen -, wéi wa guer keng Efforte gemaach géife ginn.

Éischtens emol, déi Efforten, déi wärend de Soins à domicile gemaach ginn, déi sinn elo ewell bal maximal. Ech ka mer näischt Besseres virstellen, well d'Infirmièren extra geschoult sinn: Si pochen drop, datt d'Leit hir Leit mobiliséieren, de Kiné kënnt laanscht an esou virun, dat och doheem. An Dir dierft net vergiessen, dat hat Der awer och gesot virdru fairerweis, datt dat natierlech e Volet ass vun der Santé publique, déi do aktiv ass. An deene kënne mer am neie Gesetz elo net virwerfen, datt do näischt géif geschéien! Well ech mengen, ech sinn och an deenen zwou Kommissiounen a weess, datt och vun der Santé aus vill Programmer um Lafe sinn an der masseg nach entaméiert ginn.

Mä och mir Doktere mussen natierlech mathëllefen, all Dag drun erënneren, wat ee ka verhënneren eventuell: den Hireschlag oder wann ee keen amputéiert Been huet! Dann ass et besser, e Patient doheem ze betreie wéi ëmgedréit. Do kënnt eis natierlech och eng Responsabilitéit zou.

Här President, en anere Virworf, deen ech och gelies hunn: dës Reform wier net néideg, well jo nach en Iwwerschoss do wier. Do kann ech mech awer nëmme wonneren, wann een d'demografesch Situatioun kuckt an d'Entwécklung virausgesi kann! Am Regierungsprogramm gouf festgehalen, datt et eng «réforme structurelle (...) permettant la maîtrise globale de l'évolution des dépenses et des prestations» soll sinn, déi eng Viabilité à long terme erméiglecht.

Dofir ass et jo och wichteg ze kucken, wat fir Prestatiounen néideg sinn a wat fir Prestatiounen net néideg sinn! Mat dëser Reform si mer um richtege Wee. An dat ass eng wesentlech Verbesserung fir d'Patienten an d'Fleegepersonal par rapport zur aktueller Situatioun, jiddefalls an deem Volet, dee mech direkt concernéiert, doheem an der Betreiung vun de Patienten.

Ech ginn net an d'Detailer a vun deenen eenzelnen Ännerungen. D'Madamm Rapportrice huet dat ganz gutt an detailléiert an hirem schréftlechen a mëndleche Rapport gemaach. Mat dëser Reform erlabe mer méi Qualitéit, méi Flexibilitéit a méi e gerechte Contrôle, wat alles eise Patienten natierlech zeguttkënnt.

Zousätzlech begréisse mer, datt eng Cotisatiounserhéijung net néideg ass fir de Moment an déi Suen, déi do sinn, méi effikass agesat kënne ginn. Wéi bei all gréisserer Reform plädéiert d'DP derfir, d'Situatioun iwwert déi nächst Jore ganz genau ze beobachten a wou et néideg ass eventuell Adaptatioune virzehuelen.

Ech wëll de Leit awer och dobausse soen, datt se keng Angscht sollen hunn. Dat kënnt heiansdo am Radio och esou eriwwer, datt do de Leit, déi nolauschteren, gesot gëtt: „Elo huele se eis alles ewech, do sinn Dausende Stonne gestrach ginn! A wat ass alles gestrach ginn!" Et ass näischt gestrach ginn! Ech ka wierklech soen, jiddefalls wat mäin Domän ubelaangt - vun der Verwaltung a vun de Finanze vun deene verschiddene Leeschtungsträger dobausse kennen ech näischt -, mä op alle Fall, déi Suen, déi hei zur Verfügung stinn, ginn direkt um Terrain fir de Patient gebraucht. An esou ass et och richteg!

Dëst gesot, ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir de Vott vun dësem Projet de loi a soen der Rapportrice nach eng Kéier villmools Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn eis alleguer eens: Zweifellos ass de Lëtzebuerger Fleegesystem ee vun deene beschten an Europa. U sech ass et jo eng Zort Generatiounevertrag, an deem d'Kollektivitéit fir d'Schicksal vum Eenzelnen opkënnt.

Als Gréng si mir frou, Här Minister, datt d'Regierung gewëllt ass, um Solidaritéitsprinzip festzehalen. A mir sinn och frou, datt d'Eegebedeelegung, déi 2014 hei am Gespréich war, bei deene verschiddene Prestatioune weiderhin ausgeschloss bleift.

En anere grousse Pluspunkt vun eisem System besteet doran, datt d'Fleeg ganz geziilt op déi eenzel Besoine vum Beneficiaire zougeschnidden ass an datt déi individuell Fleegepläng zu enger grousser Zefriddenheet bei de mëttlerweil iwwer 13.500 Beneficiairë gefouert hunn. Derbäi kënnt, datt d'Viabilitéit vun der Fleegeversécherung bis op Weideres ofgesécher ass an datt haut, anescht wéi mer nach 2013 gefaart hunn, net mat engem strukturellen Defizit ze rechnen ass.

Et kann ee soen, datt ee sech opgrond vun all dëse positiven Aspekter freet, firwat mer dann iwwerhaapt nach eng Reform brauchen.

Nach méi berechtegt ass awer d'Fro, wou d'Schwaachstelle vum aktuelle System leien a wéi eng Adaptatioune musse virgeholl ginn, fir der Realitéit um Terrain besser Rechnung ze droen. Et ass déi Fro, déi mat dësem Projet de loi beäntwert gëtt.

Eng vun de gréisste Schwaachstellen, an dat ass och schonn 2014 gesot ginn, sinn déi feelend Qualitéit, déi feelend Qualitéitsnormen an déi feelend Instrumenter, fir déi prestéiert Akten ze kontrolléieren. Quitte datt d'Cellule d'évaluation et d'orientation, d'CEO, schonn an der Vergaangenheet mat der Qualitéitskontroll beoptragt war, sou konnt se dës Missioun ni zefriddestellend erfëllen, well se weder déi néideg Mëttelen nach objektiv Kritären derfir hat. Aus deem Grond muss nogebessert ginn.

D'Kontroll gëllt an Zukunft och net just fir d'Fleegeakten, mä dernieft och fir d'Aides techniques. Dat iewescht Zil vun dësen Aiden ass bekannt: Et besteet doran, enger Persoun, déi nach eenegermoossen autonom ka liewen, eng besser Liewensqualitéit a méi Sécherheet am Alldag ze garantéieren an a verschiddene Fäll och d'Aarbecht vum Aidant ze erliichteren. Woubäi ee muss wëssen, datt déi technesch Hëllefen e jäerleche Budget vun 12 Milliounen Euro generéieren an datt 15.000 Beneficiairen dëst Zort vun Hëllefstellung an Usproch huelen, inklusiv den Adaptatioune vun de Logementer. Dovu gëtt net oft genuch geschwat.

Fir datt dës Form vun Hëllef an Zukunft méi effikass agesat gëtt, mä och fir der Entwécklung vun der Technik an deem Beräich Rechnung ze droen, war et wichteg, déi ganz Lëscht op de Leescht ze huelen, se ze iwwerschaffen a méi iwwersiichtlech ze gestalten. Doudsécher net aus Spuergrënn, mä well et bei esou héijen Depensë wichteg ass, systematesch an zäitgemëisst Material ze investéieren an awer och dem Präis-Leeschtungs-Verhältnis méi Gewiicht ze gi wéi an der Vergaangenheet.

An deem Kontext begréisse mir ënner anerem, datt den Abau vun engem Trapelift an Zukunft u verschidde Konditioune gekoppelt gëtt. Dat bedeit, datt de Beneficiaire jo, jee no Héicht vun der Finanzéierung, eng gewëssen Zäit a sengem Logement muss wunne bleiwen. Eiser Meenung no kann et net sinn, datt technesch Installatioune mat engem Präis vun duerchschnëttlech 10.000 Euro mat vill Opwand an engem Haus agebaut ginn, fir direkt duerno nees mussen entsuergt ze ginn.

Hei wéilt ech eng kleng Klammer opmaachen an drop hiweisen, datt et wichteg ass, der Ofhängegkeet scho beim Bau vun engem Logement virzegräifen. Bis an den héijen Alter doheem ze bleiwen, Dir Dammen an Dir Hären, ass näämlech kaum méiglech, wa barrièrëfräit oder upassbart Wunnen net scho beim Plange vun engem Haus en Thema war. Verschidden Architekte schwätzen hei vun „Liewenslafwunnen", mam Fokus op eng gutt Notzungsqualitéit fir jiddwereen.

Dohier den Term „Design for all", fir eng Bauform ze bezeechnen, déi munch technesch Hëllefen am Alter iwwerflësseg mécht. Fir dës Iddi méi bekannt ze maachen, huet de Familljeministère eng interessant Broschür erausgi mam Numm „Design for all - Anpassungsfähiger Wohnraum, dauerhafte Nutzbarkeit". A luewenswäert ass och d'Initiativ vun der Chambre des Métiers, déi am Abrëll vun dësem Joer e Seminar zum Thema barrièrëfräit Wunnen organiséiert huet.

Här President, e weidere Punkt betrëfft d'Aarbecht vun der CEO an d'Gestioun vun den Dossieren, déi mat dësem Gesetz verbessert gëtt, éischtens doduerch, datt d'CEO an Zukunft Rechenschaft muss ofleeën iwwer hir Aarbechten an e Bericht muss erstellen iwwert déi ausgefouert Kontrollen. Zweetens muss d'CEO awer och eng jäerlech Revisioun vun den Dossiere virhuelen an déi individuell Fleegepläng regelméisseg un déi kierperlech a mental Evolutioun vun de Beneficiairen upassen. Och dat ass an der Vergaangenheet net an deem Mooss geschitt. Aus deem Grond muss all eenzelne Fleegeakt net nëmmen an engem Bericht dokumentéiert ginn, de Fall gesat, muss e Prestataire souguer erklären, firwat en deen een oder aneren Akt net geleescht huet.

An deeselwechte Kader gehéieren och déi 15 Forfaiten, déi am Ufank ganz vill kritiséiert gi sinn, déi awer hire Sënn maachen. D'Rapportrice ass am Detail drop agaangen, virun allem op de Berechnungsmodus, dee relativ kompliziéiert ass. Dowéinst wëll ech en net widderhuelen. Ech wëll awer soen, datt mir als Gréng schonn an der Debatt vun 2014 der Meenung waren, datt déi aktuell Method, wéi d'Fleegepläng opgestallt ginn, en iwwerdriwwenen administrativen Opwand bedeit an alles anescht ass wéi eng Simplification administrative.

A mir waren och der Meenung deemools, datt d'Ausféierung vun deene Fleegepläng am aktuelle System vill ze vill rigid ass. D'Besoinen, och dat ass scho gesot ginn, vun enger ofhängeger Persoun sinn nun emol net all Dag déiselwecht, mä variabel an evoluéiere mat der Zäit. An deem Sënn hu mir deemools schonn derfir plädéiert, fir all Demandeur e Package vu Fleegeakte mat entspriechende Standardzäite festzeleeën an déi Akten duerno net no engem feste Schema, mä flexibel, jee nom Zoustand vun der Persoun, ausféieren ze loossen.

Fir eis bleift hei de wesentleche Punkt, datt de Fleegebedarf weiderhin op Basis vun enger individueller Evaluatioun definéiert gëtt. Wesentlech ass awer och, datt den detailléierten Inhalt vum Référentiel des aides et soins transparent a verständlech formuléiert wäert ginn, och dat ass e wichtege Punkt, an datt dëse Referentiel zougänglech gëtt fir all Beneficiaire, fir all Aidant a fir all Prestataire.

Méi verständlech, detailléiert an transparent gëtt och d'Decisioun, déi d'Prise en charge vum Eenzelne festsetzt. Dëst geschitt iwwert de Wee vun der Synthèse de prise en charge, déi sämtlech Informatiounen a puncto accordéiert Prestatiounen a Form vun Hëllefstellunge regruppéiert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all dës Neierunge féieren zweifellos zu engem grousse Qualitéitssprong. Natierlech ënnert der Konditioun, datt d'Cellule d'évaluation et d'orientation, d'CEO, mat deenen néidege Mëttelen a genuch personelle Ressourcen ausgestatt gëtt, fir dee grousse Plus un Aarbecht, deen op se zoukënnt, och kënnen ze bewältegen.

E wichtege Schrëtt ass dobäi, datt d'CEO eng eegestänneg Verwaltung gëtt. Och dee Schrëtt ënnerstëtze mir. Dës Verwaltung ënnersteet an Zukunft dem Minister vun der Sécurité sociale an net méi der IGSS. Dat stäerkt net nëmmen hir Visibilitéit an hir Autonomie. Et verhënnert och, datt souwuel d'Exekutioun wéi och d'Evaluatioun an d'Kontroll vun de Prestatiounen an der Hand vun enger eenzeger Institutioun leien.

Datt d'IGSS „à la fois juge et partie" ass, esou wéi de fréieren Deputéierte Félix Braz sech bei der Reform vun 2005 op dëser Plaz ausgedréckt huet, war vun Ufank u keng propper Léisung an och net transparent. Wichteg ass an deem Kontext awer och an eisen Aen, datt de Conseil supérieur vun der Sécurité sociale souzesoen nees reaniméiert gëtt, ënner anerem fir d'Assuréen an de Beräich vum Contrôle anzebannen an net nëmme just bei der CNS derbäi ze sinn.

Ech kommen zum konkreten Inhalt vun de Prestatiounen an zu de Krankheetsbiller, déi vun der Assurance dépendance erfaasst ginn. Hei wëll ech virausschécken, datt et nach ëmmer en Uleies war vun der Assurance dépendance, deene verschiddene Pathologien esou gutt wéi méiglech Rechnung ze droen. An et war och ëmmer en Uleies, keng eenzeg Pathologie auszeschléissen. Dowéinst ass et an eisen Aen net ganz richteg ze behaapten - dat maache munch Leit -, datt Krankheetsbiller wéi Alzheimer oder Polyarthros net vun der Assurance consideréiert géife ginn. Dat si Pathologien, déi nach ëmmer hir Wichtegkeet haten an och a Charge geholl ginn.

An der Chamberskommissioun si mer näämlech informéiert ginn, datt ganzer 75% vun de Beneficiairë schonn haut ënner iergendenger Form vun Demenz leiden, Alzheimer abegraff. Wat chronesch Gelenkerkrankunge wéi Polyarthros ugeet, esou sinn och dës Pathologië längst als eng vun den Haaptursaache vun der Dependance unerkannt. Dat geet aus dem Rapport 2015 vun der Sécurité sociale ervir. Et ass also net esou, wéi wann dës Pathologien net consideréiert gi wieren. An et bleift och weiderhin e wichtegt Uleies, all Forme vu Pathologie gerecht ze ginn. Wat awer ännert a wat och verbessert gëtt, ass hir Prise en charge.

D'AAI, d'Activités d'appui à l'indépendance, vun deenen hei scho geschwat ginn ass, ersetzen den haitege Soutien spécialisé an de Conseil individuel a kënne vill méi geziilt op d'Bedürfnisser vum Eenzelnen agoen. Si si geduecht, fir d'Capacitéite vun de betraffene Persounen esou laang wéi méiglech oprechtzëerhalen. Och hei huet d'Rapportrice Taina Bofferding all Detailer erklärt, soudatt ech se net widderhuelen.

Fir eis ass et wichteg ze betounen, datt d'Prise en charge vu Leit mat Demenz oder Polyarthros verbessert wäert ginn an de weidere Verlaf vun der Krankheet besser encadréiert wäert ginn.

Ech kommen zu den Nuetswaachen. Och déi sinn eng wichteg Ännerung an dësem Gesetz. Si sinn et bis elo net ginn. Et ginn zéng Nuechten am Joer accordéiert. Se kënnen awer och regruppéiert ginn am Fall, wou den Zoustand vun enger Persoun sech akut verschlechtert a wou déi Persoun net méi kann eleng gelooss ginn. Dee Moment stellen d'Nuetswaachen e wichtegt Sécherheetsnetz duer, virun allem a Situatiounen, wou d'Famill d'Prise en charge vum Fleegebedürftege muss nei organiséieren an net vun haut op muer eng Léisung parat huet.

Ech kommen zu den net spezialiséierten Aktivitéiten, wou et positiv ass, datt de Personalschlëssel bei der Garde en groupe wäert verbessert ginn, an zwar vun aacht Leit pro Encadrant op nach just véier Leit, esou wéi dat scho beim Soutien spécialisé haut de Fall ass. Als Gréng si mir iwwerzeegt, datt dës Adaptatioun vum Personalschlëssel e positiven Afloss op d'Wuelbefanne vun de Leit wäert hunn, well de perséinleche Kontakt ganz wichteg ass an hei méi intensiv gëtt.

Zu den Aidants informels wéilt ech soen, datt och hei e gudde perséinleche Kontakt wichteg ass. Dee Kontakt kann iwwert d'Aidants informels opgebaut ginn an e wäert seng Friichten droen. Leider huet d'Gesetz vun 1998 awer an deem Beräich zu verschiddene Feelentwécklungen, zu Derapagë gefouert, déi am Géigesaz stinn zu der Philosophie vum 1998er Gesetz. Dowéinst begréisse mir, datt dëse Beräich komplett iwwerschafft ginn ass. An Zukunft ginn d'Aidants informels besser identifizéiert. Et gëtt e Profill vun hinnen erstallt. Se kréien eng Formatioun an et gëtt Wäert drop geluecht, datt dës gutt Aarbechtskräften hirer Aarbecht no bezuelt ginn a sozial ofgeséchert ginn, wann dat da gewënscht ass.

Wichteg ass an deem Kontext och, datt den Aidant informel an Zukunft gradesou oft evaluéiert gëtt wéi de Beneficiaire an datt e sech soll engagéieren, d'Fleeg op d'mannst ee Joer laang ze assuréieren, fir ebe just de Problem vun den dräi Méint auszeschléissen. Dëst als onverzichtbaren a wäertvolle Complement zu der Aarbecht, déi vun de Réseaux d'aides et de soins à domicile gemaach gëtt.

D'Argument, datt och dëst Gesetz nach ëmmer Schlupflächer fir Abusen an Ausbeutung opléisst, ass net vun der Hand ze weisen. Allerdéngs ass dat fir eis kee Grond, fir dee ganze System vun den Aidants informels d'office a Fro ze stellen an en ofzeschafen. Fir eis ass dat villméi e Grond, fir d'Famill méi an d'Verantwortung ze huelen, d'Famill ze informéieren an den Ugehéieregen ze erklären, wéi eng Regele beim Réckgrëff op en Aidant informel ze respektéiere sinn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Ech kommen zu der Präventioun, déi och ganz vill an d'Gespréich kënnt, wa mer vun Assurance dépendance schwätzen. Et ass ganz sécher: D'Präventioun ass wichteg a spillt eng grouss Roll, wann et drëms geet, d'Ofhängegkeet an engem fréie Stadium ze verhënneren. Natierlech musse mer doru schaffen an d'Programmer mussen ausgebaut ginn. An et ass och kloer, datt d'Regierung ganz vill Zommen an d'Präventivprogrammer investéiert, Stéchwuert „Plan démence", „Plan cancer", „Plan tabac", „Gesond iessen, méi bewegen" an all aner Projeten, déi queesch duerch d'Ministèren en place sinn.

D'Fro, déi sech am Kontext vun dësem Projet de loi awer stellt, ass net déi, wivill Präventiounsprogrammer mer hunn a wat nach alles op deem Plang ka geschéien. D'Fro ass villméi déi, wéi eng Autoritéit fir d'Präventiounspolitik zoustänneg ass. Domat mengen ech déi Präventioun, déi zu deem Stadium geleescht gëtt, wou nach keng Dependance virläit.

Als Gréng si mir ganz kloer der Meenung, datt d'Präventioun net an d'Kompetenz vun der Fleegeversécherung gehéiert, mä an déi vum Gesondheetsministère. An et ass dee Ministère, deen d'Präventioun finanzéiert an dee gehalen ass, mat anere Ministèren, wéi zum Beispill deem vun der Educatioun, dem Sport oder der Famill, zesummenzeschaffen, fir eng grouss Vernetzung hinzekréien.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).-* Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).-* Ëm d'Vernetzung geet et dann och nach bei der Ausbildung vum Fleegepersonal, déi ënnert d'Kompetenz fält vum Educatiounsministère. Dat ass mäi lescht Wuert, Här President. Hei wier et net vu Muttwëll, d'Ausbildung vum Altersfleeger oder Altenpfleger och zu Lëtzebuerg anzeféieren. Dës Ausbildung gëtt et schonn an anere Länner a si wier doudsécher eng sënnvoll Ergänzung zu dëser Reform, déi geduecht ass, fir grad déi vulnerabelst Mënschen an eiser Gesellschaft nach besser ze ënnerstëtzen an dee ganze System ze stäerken, zesumme mat allen Akteuren um Terrain, mat deene vill geschwat ginn ass.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, datt dat eis wäert geléngen, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, mat engem Merci un d'Madamm Rapportrice, déi ganz vill Aarbecht geleescht huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 1998, wéi mer hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung gestëmmt hunn, hu mer parteiiwwergräifend hei vun engem Meilesteen an der Lëtzebuerger Sozialgesetzgebung geschwat.

Wann och eise Sozialversécherungssystem - d'Krankekeesen, d'Pensiounskeesen, d'Unfallversécherung - am Fong op d'Zäit vum Ufank vum leschte Jorhonnert zréckgaangen ass, a wou mer dunn iwwer Jorzéngten, géif ech soen, versicht hunn, déi eenzel Keesen ze harmoniséieren a se ze fusionéieren, virun allem wat d'Krankekeess an d'Pensiounskeesen ubelaangt, sou hu mer am Fong 1998 mat der Aféierung vun der Fleegeversécherung aus den Erfahrunge geléiert a mir hu keng verschidde Fleegeversécherunge fir Secteuren oder fir Beruffsgruppen agefouert, mä mir hunn eng agefouert direkt fir d'ganzt Land, wou mer bei deenen anere Sozialversécherunge praktesch honnert Joer gebraucht hunn, bis mer déi dohinner fusionéiert haten.

Mir hunn awer bei der Aféierung nach eppes Neies agefouert, an zwar hu mer deemools an der Sozialkommissioun eppes geännert um Gesetz. Well och deemools hat d'Gesetz virgesinn, datt et e Plafond cotisable géif gi vu fënnefmol dem soziale Mindestloun. An et waren d'Kolleege Lucien Lux, Niki Bettendorf, Marcel Glesener, ech, an et waren och vun allen anere Parteien der derbäi, déi dunn an der Kommissioun d'Iddi haten, fir en Deplafonnement ze maachen, an zwar, datt net nëmmen op dem Salaire géif ganz cotiséiert ginn, mä praktesch op alle versteierbare Revenuen. An déi deemools zoustänneg Ministesch, d'Mady Delvaux, war och vun där Iddi mat begeeschtert. An esou ass en Amendement ugeholl ginn.

Et war deemools gefaart ginn, et géif en Eklat am Land ginn, wann déi Cotisatioun géif op alle versteierbare Revenuen opgehuewe ginn. Mä deen ass ausbliwwen. An duerfir kann ee soen, datt mer am Fong hei mat der Fleegeversécherung dat soziaalt Instrument hunn, wat dee gréisste Solidaritéitsprinzip a sech huet, well Leit, déi vill Revenuen hunn, och vill cotiséieren, méi wéi an deenen anere Sozialversécherungen, an d'Leeschtung op där anerer Säit bleift awer déiselwecht fir jiddwereen.

D'Néidegkeet vun der Fleegeversécherung stellt haut sécherlech kee méi hei am Land a Fro, meng Virriedner hunn dat scho gesot. Mat 13.500 Leit, déi dovunner benefisséieren, mengen ech, wësse mer, wéi wichteg datt déi Fleegeversécherung do ass. A well mer och wëssen, datt d'Leit hei am Land och ëmmer méi al wäerte ginn, da wësse mer och, datt d'Zuel vun deene fleegebedürftege Leit an Zukunft och wäert méi grouss ginn.

Mä mir sollen awer houfreg drop sinn als Lëtzebuerg, datt mer dat Instrument hei hunn, wou mer am Fong versichen, all Mënsch och um Liewensowend e mënschewierdegt Liewen ze garantéieren an datt e kann esou laang wéi méiglech och an der Gesellschaft integréiert bleiwen.

An ech hunn et vun eiser Säit aus scho méi wéi eng Kéier hei am Kader vun dësen Debatte gesot, datt et fir eis wichteg ass, datt mer an där Fleegeversécherung en héijen Niveau behalen. Wa mer wëssen, datt mer 13.500 Leit hei am Land hunn, mat enger steigender Tendenz, sou ass et och sécher, datt eng Partie vun ons heibannen iergendwann eng Kéier vun der Fleegeversécherung wäerte profitéieren! An duerfir, mengen ech, hu mer och en Interêt, a mir hunn dat och ëmmer gesot, fir déi Versécherung op engem Niveau ze halen, och wa se eppes kascht.

Déi Leit, déi do schaffen, déi maachen eng wäertvoll Aarbecht, eng schwéier Aarbecht. An duerfir sollen déi Leit och uerdentlech bezuelt ginn. An op där anerer Säit sollen déi fleegebedürfteg Leit och déi Traitementer kréien, déi hinnen et erlaben, esou mënschewierdeg wéi nëmme méiglech ze liewen. An duerfir däerf eis hei am Land am Fong kee Geld ze rar sinn!

Duerfir hu mir eis och ni dergéint ausgeschwat, well mer gesot hunn: „Wann een och misst d'Cotisatiounen héijen, wiere mer méi frou, mir géifen eng Cotisatioun erhéijen oder eng Steier aféieren, wéi datt mer op där anerer Säit géifen d'Leeschtungen un der Qualitéit änneren." An dat ass och haut nach ëmmer eise Prinzip, datt mer net däerfe qualitativ erofgoe mat eise Leeschtunge vis-à-vis vun de Leit, déi et néideg hunn. Ech mengen, mir hunn an dësem Land kee Recht, fir dat ze maachen.

An dësem Gesetz gëtt et selbstverständlech eng ganz Rei vu positiven Aspekter; meng Virriedner an d'Rapportrice Taina Bofferding, deem ech och vun dëser Plaz aus wëll Merci soe fir säin exzellente Rapport, sinn am Detail dorobber agaangen. Ech géif mech duerfir, well meng Zäit jo awer relativ limitéiert ass, just mat e puer Punkte befaassen, déi méi kritesch sinn, quitte datt ech gesot hunn, datt awer eng Rei vu positive Saachen an dësem Gesetz sinn.

Wat mer net gutt fannen, dat ass, datt fir d'Accompagnementer do d'Stonnen erofgesat ginn. Ech weess, et si vill Leit, déi soen: „Ass et richteg, datt eng Persoun mat enger Persoun mëttes akafe geet?" Mä ech mengen, wa mer

vu Liewenskonditioune schwätzen, wa mer dervu schwätzen, datt mer déi Leit wëllen an der Gesellschaft integréieren, dann ass dat scho wichteg, well net all Leit, déi ënnert d'Fleegeversécherung falen, hunn nach déi Méiglechkeet, och dat ze benotzen. Mir fannen dat also schlecht, datt mer do déi Zäiten erofsetze vu sechs op véier Stonnen. Den LCGB geet souguer esou wäit a schreift: „Hier werden ältere Leute unter Hausarrest gestellt."

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Awer och d'Associatioun vun Alzheimer seet, datt si duerch déi Reduktioun do bis zwou Milliounen d'Joer manner als Recettë kriten an datt dat op där anerer Säit kéint bis 30 Leit betreffen; anerer schwätze vu méi. Och dat fanne mer net gutt, datt mer an déi Richtung duerfir wéi gesot ginn.

Och d'COPAS, d'Federatioun vun de Prestataïren, seet, dat géif der Dignitéit an der Selbstännegkeet vun de Mënsche schueden, wa mer dat géifen erofsetzen. An duerfir, d'Mënschlechkeet géif doduerch verluer goen, seet d'COPAS.

D'Aféierung vun dem 15-Stufe-Plang: Ech ka mech erënneren, wéi mer 1998 d'Gesetz gemaach hunn, dunn hu mer wéi laang doriwwer diskutéiert, ob et solle vill Stufe ginn oder ob et der nëmme solle wéineg ginn. An deemools ware mer der Meenung, datt et der solle wéineg sinn. Haut gëtt gesot: „Ma, et mussen der méi sinn, fir méi eng Flexibilitéit dranzekréien, fir dat och net esou fix op den Dag ze fixéieren."

Dat kann alles richteg sinn. Ech hunn allerdéngs meng Zweifel dorun. Wann ech mat de Leit aus dem Secteur schwätzen, déi un der Basis schaffen, an der Praxis domat schaffen, mengen déi, mat deem neie System wier dat méi negativ, wéi dat virdrun de Fall war. Duerfir, wéi gesot, ech ka mech aus Erfahrung net selwer driwwer ausschwätzen; déi eng soen, et wier besser, déi aner soen, et wier manner.

Datt d'Aidanten och hir Zäit, fir d'Formation continue ze maachen, op sechs Stonne pro Joer gesat kruten, dat gëtt och kritisiéiert, souwuel vum Statsrot wéi och vun der CGFP zum Beispill, déi soen, datt dat op d'Joer gesinn net géif duergoen.

Dat sinn am Fong just déi dräi Punkten, un deenen ech eng Kritik oder Bedenken ze äusseren hunn. Ech wëll awer kloerstellen, datt mer mat dem Rescht vun dësem Projet averstane sinn, well deen trotzdeem awer eng Rei vu qualitative Besserunge mat sech brëngt, déi een net ka leegnen.

An duerfir, mir hate virgesinn eng Kéier zu engem méi fréien Zäitpunkt, bei dësem Gesetz dergéint ze stëmmen. Mä mir hunn awer ofgewien a mir soen: „Et si wuel qualitativ déi eng oder aner Verschlechterungen dran, mä et sinn awer vill méi Verbesserungen, déi an dësem Gesetz sinn. Duerfir enthale mer eis."

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den nächste Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Egal wéi een Zeenario vu wirtschaftlechem oder demografeschem Wuesstum een zugrond leet, egal wéi een d'Pronosticken iwwert d'Liewenserwaardung interpretéiert, egal wéi d'Zuel vun de Fleegebedürftege schlussendlech an Zukunft klamme wäert, eppes steet fest: D'Fleeg wäert sech an deenen nächste Jorzéngten zu engem ëmmer méi zentralen Element vun eisem gesellschaftlechen Zesummeliewen entwéckelen.

Déi vun der Fleegeversécherung protegéiert Populatioun wiisst a mat hir och d'Zuel vun de Fleegebedürftegen. De Fleegebedarf gëtt och ëmmer méi komplex, well vill Fleegebedürfteger vun ëmmer méi Pathologië betraff sinn a soumat ëmmer méi grouss Ufuerderungen och un d'Fleegepersonal gestallt ginn.

Dat stellt eis als Gesellschaft viru grouss Erausfuerderungen, déi wäit iwwert d'Kontabilitéitslogik erausginn, déi awer och erëm bei dësem Projet bei der Ausaarbechtung zum Asaz komm ass.

Fir eis stellt sech bei der zukünfteger Ausriichtung vun der Fleeg an der Fleegeversécherung déi zentral Fro, ob mer et als Gesellschaft fäerdegbréngen, de Kranken, den Alen, de Leit mat Behënnerung, awer och den Isoléierten e Liewen an Dignitéit ze garantéieren, dat hinnen e Maximum un Autonomie a Fräiheet a sozialer Inklusioun erméiglecht, an dorun natierlech uknäppend d'Fro, wéi mer dat erreeche wëllen. Oder: Ob mer op där anerer Säit eng Kéier wäerten eng Fleeg hunn, déi just nach den absolutte Minimum u Prestatiounen assuréiert, an da just nach räich Leit hiert Recht op e Liewen an Dignitéit am Alter ausübe kënnen.

An ech mengen, datt de Gesetzesprojet, deen elo hei virläit, op dës zentral Froe widderspréchlech Äntwerte gëtt. Et ass och mëttlerweil keng grouss Reform méi, wéi ugekënnegt viru Joren, mä just nach eng Modifikatioun, wéi den Titel vum Projet et och scho seet. Mä déi wierklech grouss gesellschaftlech Zilsetzunge sinn am Endeffekt net ze fannen an dësem Text.

An, Här President, dat ass ëmsou méi bedenklech, well eis Fleegeversécherung, wéi se aktuell besteet, gutt ass, wéi och vun alle Virriedner virdru gesot ginn ass, an et am Fong guer keen inhaltleche Grond gëtt, fir dra piddelen ze goen, et sief dann, et wéilt een d'Leeschtungen an den Encadrement en vue vun den Erausfuerderunge vun der Zukunft opwäerten an dann eventuell néideg Veränneruge bei Infrastruktur, bei Formatioun, bei Ausgabe fir d'Fleegepersonal, bei der Qualitéitskontroll a beim Finanzement maachen. Dëst ass a verschiddenen Usätz hei am Projet och geschitt. Mir mengen awer, datt et net wäit genuch geet.

A wann ech gesot hunn, datt eis Fleegeversécherung, esou wéi se am Moment fonctionnéiert, e gudde System ass, dann heescht dat natierlech net, datt et keng Verbesserungsméiglechkeete gëtt. Ech kommen och nach gläich dozou. A mir hunn och Proposen entwéckelt.

Mä et gëtt eng Rëtsch Elementer, déi sech als gutt bewäert hunn, an eng Reform misst op déi gutt Elementer zréckgräifen a se als Haaptpilier hunn:

1) D'Leeschtunge vun der Fleegeversécherung sinn universell a gerecht, well se all integral fir jiddwereen aus engem Dëppe finanzéiert ginn, ouni eege Käschtebedeelegung vun de Fleegebedürftegen oder hire Familljen.

2) D'Fleegebedürfteg ginn all individuell gekuckt a kréien e Package u Leeschtunge bezuelt, deen dann och op hir individuell Situatioun ugepasst ass.

3) Et gëtt och vill gemaach fir d'Präventioun, de Soutien, deen ab elo „appui" genannt gëtt, fir de Leit esou ze hëllefen, méiglechst laang autonom ze bleiwen a sech och selwer kënnen ze hëllefen do, wou et néideg a sënnvoll ass.

4) De Besoin u Fleegeleeschtunge war deem finanzielle Gesiichtspunkt bis elo ëmmer iwwergeuerdnet. Ech soen „war", well ab 2012 mat de Spuerpäck vun der viregter an och der haiteger Regierung dëst awer a Fro gestallt ginn ass!

2012 gouf d'Valeur monétaire vun de Prestatiounen agefruer, fir op deem Wee d'Ausgaben ze bremsen an d'Bedeelegung vum Stat erofzeschrauwen. Dat hat zur Konsequenz, datt et bei de Prestatairë finanziell méi knapp an domadder den Drock op d'Leeschtungen an d'Personal méi grouss ginn ass.

Mam Spuerpak vun der aktueller Regierung koum eng méi selektiv Zouerkennung vun de Prestatiounen derbäi, wouduerch besonnesch bei Prestatioune fir d'Ënnerstëtzung, de Soutien, also déi eigentlech Hëllef zur Selbsthëllef, wéi déi Froe ronderëm d'Matakafegoen, manner rembourséiert gouf, zum Deel massiv manner rembourséiert gouf.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

D'Fleeg war also och en Affer vun der Austeritéitspolitik. An dës Spuerlogik war den traurege Motor, deen eigentlech hannert der urspréngleche Fassung vun der Reformpropos vun 2015 um Wierk war. Well no der Pensiounsreform wollt dës Regierung also och e weidere Pilier vun der Sécurité sociale kierzen an eisen universellen a performante Fleegesystem fir all déi Bedürfteg zu engem méi minimalen zréckbauen, dee just nach essenziell Leeschtunge finanzéiert.

Fir de Leit Angscht ze maachen, goufen, äänlech wéi bei der Pensiounsreform, bedrolech Zeenarien un d'Mauer gemoolt, et gouf virun enger Explosioun vun den Ausgabe gewarnt, déi iergendwann eng Kéier zu enger Fleegeversécherung féiere kéinten, déi net méi finanzéierbar wier. A wéi sech dat fir liberal Reforme gehéiert: D'Fro vun de Recetten ass ganz wéineg gestallt ginn.

Mä no an no ass de Minister awer ënnert dem Drock vun de Gewerkschaften, mä och virum Hannergrond vun engem méi staarke Wuesstum a méi Cotisatiounen an der manner schnell klammender Zuel vu Fleegebedürftegen zréckgeruddert an ass elo haut bei dësem Rumpfprojet vun der geplangter Reform ukomm.

Gleeft mer et, datt d'Regierung am Endeffekt vum Ofbau vun der Fleegeversécherung ofgesinn huet, begréisse mir natierlech ausdrécklech! Mä si huet sech awer mat hirer urspréngleche Reformpropos enttarnt! Dat, wat d'Regierung eigentlech maache wollt, kenne mer elo, och wa mer d'Béchs vun der Pandora nach eng Kéier zoukritt hunn.

Madamm Presidentin, een Iwwel aus dëser Béchs huet sech awer leider trotzdeem an dëst Gesetz ageschlach, an dat ass de System vun de Pauschalen. Och wann de Fleegeopwand pro Persoun ëmmer nach individuell erfaasst gëtt an en individuell ugepasste Fleegeplang erstallt gëtt, sou ass de System mat de Pauschale fir eis awer en Instrument, fir Käschten ze spueren, dat d'Dier fir d'Enn vun der individueller Fleeg grouss opmécht.

Well als Montant näämlech ëmmer just de Mëttelwäert vun all Zäitintervall pro Pauschal vun der Keess iwwerholl gëtt, gëtt fir d'Prestatairen e finanziellen Ureiz geschafen, fir Drock ze maachen op hiert Personal a manner Zäit fir verschidde Leeschtungen opzebréngen, mat noutgedronge méi Stress an domat och enger méi schlechter individueller Prise en charge.

An, de Fleegesecteur ass e Maart, wou nieft universellen, eng ganz Couverture ubiddenden net lukrative Prestatairen och kommerziell a gewënnorientéiert Boîtë matenee konkurréieren. An duerch d'Konkurrenz tëschent de Prestatairen um Fleegemarché ginn d'Fleegebedürfteg an den héije Pauschalen, och wann dat an dësem Fall wierklech makaber kléngt, quasi zu de Filetsstécker fir déi op Profitt ausgeluechte Fleegebetriber, well hei eng méi effikass Organisatioun vum Personal méiglech ass a vill Deplacementskäschten ewechfalen, déi d'Prestatairen, déi d'Couverture am ganze Land maachen, awer droe mussen.

Ech weess, dës Situatioun gëtt et elo schonn. An esou privatwirtschaftlech Konkurrenzsituatiounen an engem awer wéineg reguléierte Maart si ganz schiedlech an esou engem Beräich vun iwwerliewenswichteger Hëllef.

Madamm Presidentin, an deem, wat ech elo iwwert d'Pauschale gesot hunn a wéi hir Wiesselwierkung mat der Evolutioun vun de Käschten d'Aarbechtsbedingunge vum Personal an de strukturelle Kader (veuillez lire: de strukturelle Kader beaflosst), an deenen d'Prestatiounen an der Fleeg geleescht ginn, stiechen och schonn déi dräi Pilieren, déi an eisen Ae fir eng universell, gerecht, effikass Fleeg gestäerkt misste ginn:

Éischtens: De Finanzement vun der Fleegeversécherung muss laangfristeg ofgeséchert ginn, „perenniséiert" ginn, wéi den Här Engel dat virdru genannt huet. An dat geet just mat enger an eisen Ae méi gerechter Verdeelung vun de Laaschten. A méi gerecht wier, wann äänlech wéi d'Salariéen och d'Patronat an d'Fleegeversécherung abezuele géif, wéi dat bei der Pensiounskeess jo schonn de Fall ass. Donieft missten och d'Kapitalerträg wierklech erhuewe ginn, déi 1,4% Quellesteier zousätzlech, déi de Stat eigentlech elo zousätzlech bezilt doduerch, datt net méi Quellesteier opgehuewe gëtt.

Zweetens missten d'Fleegeberuffer, déi ëmmer méi komplex an usprochsvoll ginn, kontinuéierlech opgewäert a weider formaliséiert ginn. An d'Recht op bezuelt Weiderbildung muss garantéiert bleiwen. D'Opwäertung vun de Carrièren am SAS-Kollektivvertrag begréisse mer doweinst och ausdrécklech! Geneesou begréisse mer d'Unerkennung vum Aidant informel, deen elo méi e klore Statut kritt.

An drëttens, an dat ass fir eis essenziell: D'Fleeg däerf net zur Wuer ginn, mä muss als eng ëffentlech a sozial Déngschtleeschtung ugebuede ginn. D'Prestatairë vun de Fleegeservicer däerfe soumat net op engem fräie Marché a vollkommener Konkurrenz zueneen agéieren. Dat féiert onauswäichlech zu erhiefleche Drock, an éischter Linn op d'Personal am Secteur, an um Enn vun der Kette sinn déi Leidtragend an esou engem Fall déi Fleegebedürfteg.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, déi dräi Pisten - e méi gerechten an zolitte Finanzement, eng Stäerkung vum Fleegepersonal an d'Fleeg als eng wierklech ëffentlech Déngschtleeschtung an net als Wuer ze gesinn -, dat hätte missen déi Kärpiste sinn, op déi eng wierklech Reform, déi den Numm verdéngt hätt, hätt misse goen. Dëst ass net geschitt! Mat de Pauschale gëtt an eisen Aen d'Dier opgemaach fir e spéideren eventuellen Ausstig aus der individueller Prise en charge. An duerfir wäerte mer dat hei och net matstëmmen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn üüblecherweis ni dee Leschten. Ech ka mech zwar an engem viregte Liewen erënneren, 1999-2004, do huet den Här Jean Spautz, dem Marc säi Papp, mech ëmmer als Leschte schwätze gelooss, well da war e sécher, dass en d'Haus voll hätt.

(Hilarité)

Déi Fro, déi ech mer elo awer gestallt hunn, Här President,...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat heescht, d'Konkurrenz koum vu baussen.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, ech hu Konkurrenz kritt. Mä déi Fro, déi ech mer elo gestallt hunn, ass, ob ech an där nämlechter Kommissioun souz wéi verschiddener vun onse Virriedner, an dann och, wat déi laang Dürrestreck, déi zwee Méint Hëtzt, un Deshydratatioun bei verschiddene Kolleege provozéiert huet.

Mä ier ech elo awer un dat Agemaachtent ginn, wollt ech awer e Gedanken hunn un onse President, de Mars Di Bartolomeo, deen iwwert de Weekend 600 Leit aus dem Ausland hei hat, déi sech bei mir beluewegt hunn, wéi gutt dat geklappt hätt. Dann hunn ech en zweete Gedanke fir d'Madamm Mady Delvaux-Stehres, déi à l'origine vun dësem Gesetz `99 war. An dann hunn ech e Gedanken un onse Frënd Gilles Muller. Ech hoffen, dass deen duerhält.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dat gesot, déi Debatt iwwert d'Fleegeversécherung, déi leeft, säit ech elo an der Chamber sëtzen. All dräi Joer kënnt dat. An der leschter Legislatur koum en Dossier erbäi, do sollt d'Cotisatioun op 1,73 gehuewe ginn. An de politesche Konsens war wuel an der Kommissioun do, mä e war haaptsächlech ausserhalb bei de Prestatairen do - de politesche Konsens -, mat all hire Leit.

Ech war och ganz erféiert: De leschten Donneschdeg um hallwer siwen owes um Itzeger Stee hunn ech e Vertrieder vum Här Spautz senger syndikalistescher Organisatioun héieren - deen am Comité directeur vun der CNS awer wierklech ni de Mond opdeet! -, deen huet do geschwat vun der Assurance dépendance, si géife Prestatiounen ofschafen an hei an do. Ech war ganz erstaunt, wéi dee Mann dat behaapt huet. De Méindeg an enger Tribune libre, dat muss ech awer dem Kolleeg Wilmes och soen, do hunn ech och verschidde Saache vermësst. Ech weess net, wéi oft hien an där Kommissioun war, mä ech hunn net eng Kéier do gefeelt.

Dat gesot, an dann ass reklaméiert ginn...

(Brouhaha et interruptions)

Neen, neen, neen. Dat ass net perséinlech, mä en ass och an engem Wahlkampf, dee fir hie wichteg ass. Dat verstinn ech.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dat verstinn ech. An da gëtt hei gefuerdert,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här...

M. Alexander Krieps *(DP).*- ...d'Participatioun vum Stat...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Hie ka mer herno eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Krieps, neen. Dir hutt direkt den...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, da sot mer et.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt den Här Wilmes direkt ugeschwat, also däerf en och reagéieren.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Ass den Här Krieps der Meenung, datt elo mussen ëmmer d'Präsenze gezielt gi vun all den eenzelnen Deputéierten an de Kommissiounen? Dat kënne mer gären eng Kéier maachen, et oppeleeën, well ech weess net, ob Der da kënnt mam éischte Stee geheien.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, ech hunn näischt dergéint. Also, ech sinn net a 36 Kommissiounen. Ech si gewéinlech do. Wann dat lech als Äntwert duergeet. Soss fänke mer un ze zielen. Ech hunn näischt dergéint. An och de Minutage, dann „clocke" mer, wéi laang een dobannen ass.

(Interruption)

Hei ass och gefuerdert gi vun de Leit, d'Participatioun vum Stat sollt op 45% gehuewe ginn. An ech hunn e Virriedner héiere soen, 2012 wär d'Participatioun vum Stat erofgesat ginn. Neen, déi ass 2012 ëm 5% an d'Luucht gaangen, an 2013 nach eng Kéier ëm 5%. Dofir, kommt net hei behaapten, d'Participatioun vum Stat wär erofgaangen! Da musst Der d'Dossiere kucken!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si war erofgaangen!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Se war... Gewass! Si war op 30 erofgaangen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aah!

M. Alexander Krieps *(DP).*- ...a si ass elo op 40.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aah!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Mä laang elo virun dësem Debat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si war awer eng Kéier erofgaangen!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo. Jo, eng Kéier. Dat ass wéi mat de Cotisatioune vun der Krankekeess.

Une voix.- Dir sidd scho laang derbäi, Här Krieps.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo. Jo.

Ech hunn dem Här Gibéryen seng Ried vun `99 och éierens an der Mapp leien. Jo, déi ass och gutt.

(Hilarité)

D'Flexibilitéit gëtt hei méi geséchert. De Minister wäert ons dat herno erklären. D'Reevaluatioun ass och noutwendeg. Dat ass eng méi Prise en charge vun den demente Patienten. Wat natierlech vill Prestatairë gestéiert huet, dat ass, wann eng Kontroll kéim. Mä Dir musst awer d'Geschicht vun der Kontroll kucken, well d'Kontroll huet et fäerdegbruecht - hei ass e Pabeier, intern, zu der CNS -: eng „augmentation non expliquée" vun iwwer 10% vum Coût du personnel tëschent `13 a `14, wou keng Indextranche war a keng Carrièrë glisséiert sinn an d'Valeur monétaire schonn agefruer war. Do sinn awer d'Personalkäschten ellen an d'Luucht gaangen. Ech kommen drop zréck.

Ech mengen och, a mäi Kolleeg Edy Mertens huet dat gesot, den Hausdokter misst méi implizéiert ginn an der Evaluatioun. Mir hunn iwwer 100.000 Evaluatioune gehat säit `99. An eppes iwwer 60.000 Leit kruten en Accès.

D'Präventioun ass ugesprach ginn. Präventioun ass haaptsächlech, iert d'Leit al ginn, wa se viru 70 héije Bluttdrock, Zocker, Cholesterol an esou virun hunn. Duerno ass et éischter, wa se falen.

Ech hunn dann nach en aneren Déngen, dat war iwwert d'Kontroll vun der Qualitéit. Do ass am Dezember 2005 e Gesetz hei gestëmmt ginn. Et huet e Joer gedauert, bis e Règlement grand-ducal koum. An déi Kommissioun ass sage und schreibe an néng Joer eemol zesummekomm! Eng eenzeg Kéier! An do war d'CNS emol net dra vertrueden, an där Kommissioun. Ech erspueren Iech den Detail. Gitt et kucken!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dir musst och wëssen, dass an de Käschten... Et ass gesot ginn, d'Käschte wäre reduzéiert ginn. An deene fënnef Joer sinn am stationäre Secteur, wat en Drëttel vun deene Patiente betrëfft, d'Käschten ëm 70% an d'Luucht gaangen, am ambulante Secteur ëm iwwer 40%, wougéint d'Kontributioun vun den Assuréen nëmmen ëm 21% an d'Luucht gaangen ass. Wann dat e Spuerpak ass, da geséich ech dee gären!

Also, wéi gesot, keng Qualitéitskontrolle bis elo, an haaptsächlech keng Finanzkontrollen! Ech krut da gesot virun engem Joer... Am November war deen „Fact Checker" vun RTL. Déi hunn dem Statsminister Bettel seng Pai verglach mat där vum Donald Trump, „ingoing President" vun Amerika. Do hu se gesot, de Bettel géif méi Sue verdénge wéi den Här Trump.

(Interruption)

An du wollt ech awer, dass se och géifen d'Direktere vun de Reseaue kontrolléiere goen an der Fleegeversécherung, well do ass een, dee verdéngt der am Joer nach 50.000 méi wéi de Statsminister Bettel! A genau wéi fir de Statsminister Bettel kommen all déi Suen aus den ëffentleche Gelder: Cotisatiounen a Steiergelder.

Une voix.- Steiergelder.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, Steiergelder a Cotisatiounen. Dofir, kommt, mir ginn dat och eng Kéier vergläichen!

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

Dir hutt et jo elo matkritt.

An dann hu mer nach ëmmer e Problem bei de Prestatairen. Si kreéieren eng Offer an déi commandéiert dann d'Demande. Dat muss ëmgedréit ginn: D'Demande soll d'Offer kreéieren! An effektiv, wéi meng Virgänger gesot hunn: De Patient soll méi betreit ginn. Mir hunn och an der Fleegeversécherung wéi an de Spideeler verschidden Informatiksystemer…

D'DP ass géint d'Cotisatioun vun den Employeuren. Ech soen Iech dat hei. Déi, déi dat wëllen, sollen et an de Wahlprogramm schreiwen!

An dann: D'Definitioun vun der Dependance hu mer och nach net. Dat gëtt et net, néierens. Mir wäre frou gewiescht, wann d'Capacité résiduelle vun de Patienten och mat consideréiert géif ginn. An d'Prestatairë sollen hir Prestatioune mutualiséieren. An de Kriibskrankheeten an esou, do hu mer näämlech keng Masse-critiquen, do mussen déi zwee Reseauen oder déi x Reseaue matenee schaffen.

Dann, ech hunn nach e puer aner Dénger, och, wéi d'Leit bezuelt ginn. De Kolleeg Baum huet gesot: „Et sinn der jo vill vun deenen elo opgebessert ginn." Mä et ass effektiv ëmmer d'Diskussioun: Ginn d'Leit bezuelt en fonction vun Diplomer oder vu Fonctiounen? Dat ass och en Déngen, deen net geregelt ass.

(Interruption par la présidence)

Merci, Här President. Ech si gläich fäerdeg.

D'Cour des comptes, déi soll och heiansdo emol e klenge Rapport spécial maachen; d'Medikamenter géint Demenz mussen derembourséiert ginn; d'Care-Migranten hu mer net opgezielt - dat sinn der 30.000 an der Schwäiz -; d'Separatioun vun Aide à domicile a Soins à domicile.

An da wollt ech awer vun dëser Plaz aus der Madamm Bofferding extra Merci soen. Si huet sech ganz vill Méi an dësem Dossier ginn als Rapportrice. An ech soen och dem Minister Schneider Merci, dem Romain Schneider, deen all déi lescht Joren elo vun dëser Legislatur hannert dësem Dossier war. An ech mengen, mir maachen haut e Fortschrëtt.

Et kann een aner Saache soen oder maachen an Zukunft, mä dat iwwerloossen ech da mengen Nogänger. Awuar!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awuar!

(Hilarité)

An elo ass et um Sozialminister, dem Här Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol géif ech mech de Virriedner uschléissen an der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire schrëftlechen, mä virun allem och mëndleche Rapport de Mëtteg, dee se gemaach huet iwwert dës Reform vun der Fleegeversécherung. Een Dossier, an dee si sech och mat grousser Kompetenz erageschafft huet, fir och dee ganz techneschen Dossier, wéi se gesot huet, ze verstoen an eigentlech och déi richteg Ausriichtunge vun dëser neier Reform duerzestellen.

Ech muss och dem President vun der Chamberskommissioun Merci soen, deen ëmmer ganz flexibel war, datt mer dës Debatten och wierklech iwwer eng laang Zäit konnte féieren an e flotten Austausch maachen. An ech soen och den an där Kommissioun präsenten Deputéierte Merci fir dee fairen Dialog, dee mer do haten. Mat enger klenger Klammer kommen ech herno vläicht dorobber nach eng Kéier kuerz zréck.

D'Fleegeversécherung, mengen ech, ass ee vun de wichtege Piliere vun eiser Sozialversécherung, déi jo eigentlech op 1993 zréckgeet, wou d'Entwécklung koum, an 1998/1999 gestëmmt gouf, mat dem 1. Januar, e Projet, dee begleet gouf an deemools och deposéiert war vun der fréierer Sozialministesch Mady Delvaux-Stehres.

E gouf duerno, mengen ech, wierklech zu enger Success Story. A vun dëser Plaz och vu mir aus e grousse Merci engersäits virun allem un d'Personal, dat um Terrain Dag fir Dag eng Hand upéckt, datt d'Leit exzellent versuergt ginn an datt déi 13.500 Beneficiairen, siefen et déi zwee Drëttel doheem, sief et deen een Drëttel am Etablissement, eng Fleeg kréie sou wéi dat sech gehéiert, respektiv och hannendrun de Prestatairen, déi dat och zesumme mat der CNS finanziell ofwéckelen, wéi och der Cellule, déi bis elo um Terrain eng schwiereg Aufgab ze maachen hat an déi awer mat deem Personal, dat se zur Verfügung stoen hat, exzellent gemaach huet.

Wéi mer dëse Projet ausgeschafft hunn, dës Reform zur Fleegeversécherung, déi jo och 2005 eng éischte Kéier adaptéiert gouf, deemools schonn, mengen ech, fir d'Qualitéit vun der Offer ze verbesseren a fir op där anerer Säit och nei Forme vun neie Prestatiounen eranzebréngen - dat ware wichteg Elementer -, hu mer missen ausbauen. A mir sinn drop zréckgaangen, datt mer hei elo en neit Kapitel eigentlech an der Fleegeversécherung schreiwen, fir déi exzellent Fleegeversuergung - an et ass, et kann ee roueg soen, net eng vun deene beschten, mä et ass déi bescht, déi mer op der Welt carrement hunn! - och virun ze stäerken, och virun ze sécheren an nach méi op Qualitéit ze setze mat deenen eenzelne Punkten, op déi ech herno wäert agoen.

Ech hunn och probéiert - opgrond vun engem laange Prozess - jiddweree matanzebannen. D'Chamber huet direkt, an dat gouf och hei vun alle Säite gesot, matzäit ugefaange mat engem Debat, dee mer gefouert hunn. Dat war am Juli 2014. Doriwwer eraus ware virum 8. Juli 2016 och eng ganz Rei vun Diskussiounen, wou mer Brainstorminge mat de Leit vum Terrain haten, mat deene betraffene Leit, mat allen Akteuren, allen Organisatiounen, déi iergendwéi un d'Fleegeversécherung geriicht sinn an déi och hei konnten hiren Input materaginn. Soudatt mer der Kommissioun herno e Projet de loi konnte presentéieren, deen och deem ganz vill Rechnung gedroen huet, wat aus dem Debat erausgaangen ass, respektiv och de Consultatiounen an deene prakteschen Erfahrungen, déi um Terrain gemaach gi sinn, an deene Remarquen, déi och gemaach goufen.

Bis zum Schluss, mengen ech, ware ganz vill Akteuren, déi ëmmer erëm drop verwisen hunn, datt se hir Positioun net kéinten huelen, well déi néideg Reglementer géife feelen. Reglementer, déi ganz kloer a verschiddene Saache géife soen, wou et dann elo géif higoen, Normen an aneres géifen uschwätzen. Ech hunn ëmmer gesot: „Ier dëst Gesetz gestëmmt gëtt, wësst Der de Contenu vun dëse Reglementer alleguerten." An dat ass esou!

Deem hunn ech Wuert gehale virun dem Vott, virun dem Rapport. Wéi dat gemaach gouf, war jiddwereen a Kenntnis vun deene Reglementer, déi elo dem Regierungsrot wäerten ënnerbreet ginn, fir nach do approuvéiert ze ginn.

Dee Punkt also, mengen ech, ass een, dee fir mech wichteg war ze wëssen, fir net nëmmen de Kader ze setzen, mä och den Inhalt vun der Fleegeversécherung genau ze beschreiwen. En Inhalt, deen iwwregens mat alle Partner diskutéiert gouf! Hei hate mer jiddwereen drusëtzen, deen effektiv och hei eng Hand mat upéckt.

A vu menger Säit aus och hei e grousse Merci un all déi, déi gehollef hunn, dëse Contenu ze elaboréieren, ze analyséieren a Proposen an dësem Kader ze maachen. An ech mengen, och hei geet mäi Merci selbstverständlech och u meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter, Persounen aus der Generalinspektioun, vun der Cellule vun der Fleegeversécherung, vun der Gesondheetskeess, vum Daachverband vun de Prestatairen, der COPAS, de Gewerkschaften och an allen Akteuren, déi iergendwéi involvéiert waren, déi hei hir Responsabilitéite geholl hunn a gesot hunn, wou de Schong géif drécken a wou mer dës Fleegeversécherung misste verbesseren.

An ech mengen, grad dat, wat mer de Mëtteg hei leien hunn, fir ofzestëmmen, weist, datt d'Richtung, déi mer vun Ufank un ugestrieft hunn, d'Persoun, den Assuré an de Mëttelpunkt ze stellen an doriwwer eraus ze kucken, datt mer e System géifen opbauen, dee mëttelfristeg och ofgeséchert ass,… (veuillez lire: déi richteg Richtung war). Ech kommen herno och dorop nach eng Kéier zréck, wéi mer eis virstellen, méi no eigentlech och déi eenzel Bilanen ze maachen, fir och séier kënnen ze reagéieren an net erëm 10, 15 Joer ze waarden, ier mer da musse ganz schnell reagéieren.

Erlaabt mer awer, ier ech op déi eenzel Punkten aginn, vun dëser Plaz aus och elo schonn deene Fraktiounen, déi sech hei fir dëse Projet ausgeschwat hunn, e grousse Merci ze soe fir dat Vertrauen, dat se hei an dëse Projet ginn, wou se awer och all Kéiers mat Elementer ënnerluecht hunn, firwat datt se dat heiten als e gudde Projet ugesinn.

Da muss ech mäi Bedaueren ausdrécken: Engersäits wäert ech probéieren, d'ADR nach eng Kéier dervun ze iwwerzeegen an op eenzel Punkten anzegoen - mat deenen dräi, déi Der beschwat hutt -, datt awer och déi ugepaakt ginn an och déi hir kloer Ausriichtungen an Zukunft hunn.

A bei de Kolleege vun deene Lénke géif ech drop hiweisen, datt mer eis eigentlech hei nëmmen un dat gehalen hunn, wat ausgemaach war. A wann Der eng Kéier d'Ofkommes kuckt vum 28. November 2014 mat de Gewerkschaften, dann ass dat millimetergenau agehale mat deem, wat mer hei ëmsetzen.

Wat d'CSV ubetrëfft, sinn ech eigentlech e bëssen enttäuscht vun där Haltung, déi dës grouss, déi gréisst Oppositiounspartei, déi riseg Visiounen eigentlech weist fir d'Zukunft, eigentlech hei brëngt! Engersäits hutt Der zu engem gewëssene Moment d'Amendementer net gestëmmt mam Argument - Dir hutt Iech enthalen -, fir ze soen: „Mir stëmmen déi Amendementer net, well mer d'Reglementer net doleien hunn." Bon, an der Zukunft sinn all d'Contenue vun dëse Reglementer do! Dëst Motiv ass also fort.

De Mëtteg am Rapport respektiv an der Stellungnam vum Här Wilmes hunn ech keng nei Elementer erëmfonnt, déi effektiv beweisen, datt dëst Gesetz net deem Rechnung dréit, wat d'Zilausriichtung war, an ech gesinn eigentlech dofir och net, firwat datt elo op eemol déi Wandlung kënnt, fir géint dat Gesetz hei ze stëmmen. An et feelt mer eigentlech och do, vu déi laang Zäit, wou mer zesummesouzen an der Kommissioun, an deenen eenzelne Gremien, an deenen eenzelne Forumen, fir effektiv och dës positiv Iddien da materaginn ze hunn. Ech hu keng héieren!

Mir hunn driwwer diskutéiert, konstruktiv a flott diskutéiert, fir esou wichteg Punkten erauszekréien. Déi hu mer matafléisse gelooss, mä nei Iddien, genau dat, wat Dir elo sot, hunn ech net erëmfonnt. Dofir, mengen ech, iwwerhuelt Der hei net Är Responsabilitéit, déi Der misst huelen, wéi Der eis awer ëmmer e bësse virgehäit.

Et gëtt hei geschwat vun enger Perennitéit vu Finanzen. Ech weess, am Pensiounsniveau zum Beispill, wou den Här Wiseler eis vläicht ëmmer zu Recht seet: „Mir mussen elo schonn ufänken, iwwert d'Pensiounen nozedenken! Mir mussen elo scho kucken, datt mer d'Perennitéit doriwwer ofdecken!", hei maache mer dat!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt elo gesot: „zu Recht"!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ganz genau hei hu mer...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir hutt elo gesot: „zu Recht seet en dat", hunn ech héieren.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Hei hu mer genau d'Depensen, hei hu mer d'Recetten am Grëff. An alles dat, mengen ech, fanne mer hei net erëm. Dat ass eigentlech e schwaacht Argument, mä ech probéieren, och Iech iwwert déi nächst Minutten dervun ze iwwerzeegen, datt dat eng exzellent Reform ass, déi mer hei presentéieren an déi eigentlech deem Rechnung dréit, wat mer wëllen: déi fleegebedürfteg Persoun an de Mëttelpunkt ze stellen.

Dës aktuell Reform, déi hei läit, brëngt vill Verbesserungen eriwwer. An ech mengen, dës Reform brëngt virun allem emol keng Verschlechterungen, wat virun allem déi fleegebedürfteg Persoun ubetrëfft a virun allem och den Niveau vun der Prise en charge a virun allem och d'Qualitéit vun dësem Niveau. Ganz am Géigendeel!

An ech mengen, eppes ass och vun Ufank u wichteg gewiescht, datt d'Grondprinzipien jo och vun der Chamber, an doru gouf zu Recht och erënnert, am Kader vun der Konsultatiounsdebatt bestätegt gi sinn. Si bleiwe bestoen a ginn hei nach eng Kéier gefestegt. Dës Fleegeversécherung gëtt ganz einfach moderniséiert a si gëtt fir d'Zukunft prett gemaach, mat all deenen neien Erkenntnisser, déi mer hunn. A virun allem gëtt de Volet vun der Qualitéit gestäerkt.

D'Gesetz gëtt deen nohaltegen Opbau vun engem Qualitéitskontrollsystem vir. D'Kontrollkommissioun vun der aktueller Cellule, déi ënnert dem Numm „Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance" eng eegestänneg Verwaltung gëtt, gëtt bedeitend gestäerkt.

Et soll awer net nëmme kontrolléiert ginn, neen, et soll virun allem och eng Berodung säitens vun där Stell gemaach ginn, fir de Leit ze weisen, wat d'Fleegeversécherung ass, wat déi eenzel Punkten dra sinn a wat hei och an Zukunft nach ka verbessert ginn. An natierlech, wéi ugeschwat, muss d'Personal an dëser Verwaltung opgestockt ginn, fir och um Terrain deene Bedürfnisser kënne gerecht ze ginn.

Gläichzäiteg gëtt awer och d'Transparenz op allen Niveauen erweidert. Et ass dat e bëssen, wat souwuel op där enger Säit den Edy Mertens wéi och, mengen ech, den Här Krieps gesot huet. Déi Transparenz hei vun deem ganzen Niveau muss méi breet opgestallt ginn. Dat gëtt hei gemaach. Ech mengen, de Katalog vun de Leeschtunge mat all de Kritären, dee bis elo net ëffentlech war, gëtt elo publizéiert. De Referentiel vun den Aides et soins gëtt festgeluecht an engem Règlement grand-ducal. Mir hunn also eng ganz Traçabilitéit vun deenen eenzelne Punkten, déi bis elo am Katalog festgehale waren, déi awer keen direkt esou kannt huet.

Et wäert derfir gesuergt ginn, datt dee sougenannten „outil d'évaluation et de détermination" vun de Prestatioune permanent à jour gehale gëtt opgrond vum fleegewëssenschaft-

lechen, awer och dem technesche Fortschrëtt, deen natierlech och hei opgrond vun der Medezinn an opgrond vun der Fleeg gang und gäbe ass, woufir och regelméisseg muss adaptéiert ginn.

Zwee verschidde Reglementer si virgesinn am Kader vun dem Qualitéitskontrollsystem.

Dat éischt determinéiert d'Normen an d'Koeffizienten, déi d'Qualitéit vun de Leeschtunge betreffen an déi ënner anerem och gebraucht ginn, fir de Präis vun hinne mat de Prestatairen zesummen all zwee Joer op konventioneller Basis festzeleeën.

Dat zweet Reglement betrëfft de Contenu vun der Fleegedokumentatioun - och ee Volet, deen hei schonn ugeschwat gouf -, d'Dokumentatioun an d'Indicateuren, déi et der Administratioun erlaben, hir Aarbecht nach méi strukturéiert kënnen duerchzeféieren.

Regelméisseg a systematesch ginn d'Leeschtungen och evaluéiert, souwuel déi vun de Prestatairë wéi och natierlech déi vun de Persounen, déi sech doheem ëm eng fleegebedürfteg Persoun bekëmmeren, also vun deene sougenannten „aidants informels", meeschtens eng Persoun, déi aus dem direkten Ëmfeld vun der Persoun kënnt.

Beim Service vun de Leeschtungen am Alldag bei de fleegebedürftege Leit kënnt et zu enger méi grousser Individualisatioun, déi duerch eng renforcéiert Flexibilitéit erméiglecht gëtt. An op déi Flexibilitéit sinn eenzel Riedner agaangen, ee vun deene wichtege Punkten, deen effektiv och heidrënner erëmzefannen ass. An ebe grad dat, wat ugeschwat ass, déi Zäit, déi engem feelt, fir mat der fleegebedürftegter Persoun ze schaffen, dat ass och wierklech nach eng Kéier ënnerstrach an nach eng Kéier nei orientéiert ginn. Vill méi geziilt an adaptéiert wäert an Zukunft vun de Prestatairen op déi alldeeglech Besoinen a Wënsch vun de fleegebedürftege Leit, déi vun Dag zu Dag verschidde sinn, reagéiert kënne ginn.

D'Eropsetze vun der Transparenz a vun der Effizienz sinn zwee weider Elementer, déi mer hei kënnen ënnersträichen. D'Tatsaach, datt den Zoustand vun de fleegebedürftege Leit a regelméissegen Ofstänn, an dat ass och nei hei, a systematesch vun där neier Administratioun an Zukunft wäert iwwerpréift ginn, garantéiert, datt d'Leeschtunge permanent de Bedürfnisser vun de Leit ugepasst ginn. Et ass dat, wat de Gast Gibéryen zitéiert hat: déi regelméisseg Adaptatioune vun de Besoinen um Terrain, d'Persoun am Mëttelpunkt, dat gëtt hei méi no eriwwerbruecht.

D'Situatioun vun den Aidants informels gëtt redefinéiert a gëtt gestäerkt. Op Basis, an dat ass och nei, vun engem spezielle Formulaire, deen am Kontext vun der Evaluatioun ausgefëllt gëtt, kann hien an Zukunft besser a vill méi kloer wéi bis elo vun der Administratioun identifizéiert ginn. An d'Gesetz gesäit do och kloer an transparent Kritäre vir, fir an esou enger Situatioun ze erméiglechen, déi néideg Kontroll och ze maachen an déi néideg Mesuren dann och derzou ze huelen.

Dozou gehéieren natierlech wéi bis elo schonn d'fleegeresch Fäegkeete vun där Persoun, déi den Aidant ass, hir Disponibilitéiten, souwuel zäitlech wéi och geografesch, hir physesch an hir psychesch Belaaschtbarkeet iwwerhaapt, fir eng Persoun mat ze soignéieren.

An den Aidant gëtt virun allem an Zukunft och ee vun deenen effektiv, déi duerch verschidde Mesuren da kënnen entlaascht ginn. De professionellen Aidant informel ass selbstverständlech dem Aarbechtsrecht ënnerluecht. Dat war vun Ufank un esou an dat ass och ganz kloer esou am Text virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir vläicht e puer technesch Erklärungen awer eriwwerzeginn: A puncto vun den Actes essentiels de la vie, den AEV, gesäit dat neit Gesetz vir, eng Rei vun hinnen ze reformuléieren, ouni allerdéngs hire Contenu bedeitend ze änneren. Opgrond vun enger individueller Evaluatioun - an ech betounen „individueller Evaluatioun" -, déi persounebezunn a multidisziplinär bleift a bei där den néidege Volume vu Leeschtunge fir all Demandeur erhuewe gëtt, gëtt an enger Synthèse de Besoin vum Beneficiaire festgehalen.

D'Leeschtunge ginn dann op Basis vun Niveaue vum Prestataire a Charge geholl. Dëst bréngt eng gréisser Flexibilitéit fir d'Fleeg vun de Leit, wat dann och eng besser Liewensqualitéit wäert bedeiten a virun allem eng besser Planungssécherheet fir d'Prestatairen hannendrun.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt déi verschidden Niveauen op Basis vun Erfahrungswäerter festgeluecht gi sinn. Eng Rei vu weidere Leeschtunge ginn nach méi staark wéi bis elo un d'AEV gebonnen. Dat si virun allem déi sougenannt „activités de soutien", déi och hei schonn diskutéiert an zum Deel kritiséiert goufen, déi regruppéiert ginn, déi net ofgeschaaft ginn, mä déi regruppéiert ginn an opgedeelt ginn am Kader vun neien Activités d'appui à l'indépendance, den AAIen, respektiv Activités d'accompagnement en établissement, den Aaen, an Activités de maintien à domicile, den AMDen.

Dës dräi Ënnerscheeder si wichteg, fir ze soen, datt näischt ofgeschaaft gëtt, datt d'Persounen näischt geholl kréien. Et gëtt nei regruppéiert, et gëtt nei orientéiert, et gëtt méi effikass organiséiert, fir dat och ëmzesetzen. An ech brauch nëmmen hei zu de Stonnen, déi jo anscheinend ewechfalen, ze soen, datt d'AEVe bis zu véier Stonne pro Woch kënnen individuell accordéiert ginn! Et ass dat, wat mer eng Kéier nogebessert haten nach, wat och am Konsens an der Kommissioun selwer diskutéiert gouf, fir kënnen op individuell Besoinen anzegoen, wat dann och an der Grupp bis zu 20 Stonne pro Woch méiglech ass. Dës Leeschtunge gi souwuel doheem wéi och am Etablissement gemaach.

D'AAen, par contre, si Leeschtungen, déi spezifesch an den Haiser virgesi sinn, wou mer hei virun allem - wat zum Schluss elo och ugeschwat gouf - besonnesch den Encadrement brauchen, aus Sécherheetsgrënn oder virun allem, wéi richtegerweis gesot gëtt, fir effektiv och eng sozial Ausgrenzung ze verhënneren. Also, déi bleiwe bestoen an deem dote Beräich.

Här President, Dir musst mer nach e puer Minutte ginn, well soss...

(Brouhaha)

Neen? Okay.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech si Wuess an den Hänn vun der Chamber. Wann d'Chamber dermat d'accord ass, mengen ech, kënne mer...

(Brouhaha et interruptions)

Net ëmmer, Här...

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krieps hat och iwwerzunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, wann ech gelift.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Et geet och just ëm eng textlech Analys. An ech wollt Iech nach eng Kéier d'Virdeeler vun dëser Reform eriwwerginn, fir datt Der Iech nach eng Kéier mat beschtem Gewësse kënnt iwwerleeën, wat Der hei ofstëmmt a wat Der hei kënnt fir e Fortschrëtt maachen, fir d'Fleegeversécherung nach eng Kéier ze verbesseren. Dofir Merci, Här President, fir dës Asiicht!

Well effektiv, d'AAe, wéi gesot, par contre si Leeschtungen, déi spezifesch an den Haiser ugebuede ginn an déi also wierklech och op de Beräich vun der sozialer Ausgrenzung aginn.

D'AMDe si Leeschtungen, déi aktiv d'Leit doheem, an hirem Heem ënnerstëtzen. An individuell kënnen hei och virun allem 14 Stonne pro Woch oder an der Grupp bis zu 40 Stonne pro Woch accordéiert ginn.

Den Aidant informel, et gouf ugeschwat, ka selbstverständlech, wéi hei stoung, aacht Stonne Weiderbildung kréien. Déi kann awer ëmmer erëm widderholl ginn. A vun do hier sinn dat also net déi aacht Stonnen, déi dostinn, mä pro Joer kënnen ëmmer erëm aacht Stonne Praxisformatioune gemaach ginn; déi wären och do.

Wat nei dobäi ass: De Pilotprojet, wat déi ganz Nuetswaach ubetrëfft, gëtt elo an d'Fleegeversécherung gesat. An hei kënnen zéng Nuechte pro Joer vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn. Dat ass en neien, wichtege Facteur, deen hei eriwwerkënnt. All déi aner Aiden, do ginn ech elo driwwer ewech: Aides techniques, Adaptation du logement, Matériel d'incontinence, déi ginn net ofgeschaaft, déi bleiwe bestoen, mä do wäert awer och dee ganze Katalog vu Leeschtungen nei reglementéiert ginn.

Här President, derniewent nach zwee Voleten: Éischtens, mir wäerten a mussen awer kucken - an d'Erfahrungen hunn dat och gewisen am Bilan vun der IGSS, awer och virun allem am Bilan vu Situatiounen, déi sech duergestallt hu bei Prestatairë virun allem -, datt mer kuerzfristeg all zwee Joer ee Bilan maachen iwwert dat, wat d'Qualitéit vun de Leeschtunge betrëfft. An zweetens, virun allem musse mer och kucken: Wat ass dee finanziellen Impakt? Deen ass also all zwee Joer och ze kucken an ze adaptéieren, soudatt mer net herno a Situatioune lafen, wou effektiv d'Schéier ganz schnell auserneegeet tëschent Recetten an Depensen.

An da mussen déi Diskussioune kommen, wou mer soen: Wat muss dann elo adaptéiert ginn? Musse mer net elo u Recettë goen, wou mer d'Cotisatiounen erhéijen? Och déi Saache sinn ugeschwat ginn. An dee Moment kann een dat maachen. De Moment ass dat net néideg, well mer Recettë genuch hunn, fir dës Reform och an der Depensëséit ze stëmmen.

Voilà, zum Schluss, mengen ech, soen ech all deene Merci, déi sech ausgedréckt hunn an elo scho gesot hunn, si géifen dës Reform ënnerstëtzen. Ech hoffen, datt déi Argumenter an dee bësse Surplus un Zäit, deen ech hei kritt hunn, mer et och erlaabt hunn, och déi aner dovunner ze iwwerzeegen, datt dëst eng gutt a wierklech eng wäitsiichteg Reform ass. Ech mengen, all Parteien, déi de Moment Visioune weisen, déi soen: „Mir setzen d'Persoun, déi fleegebedürfteg Persoun an de Mëttelpunkt!", déi soen: „Mir wëlle längerfristeg de System ofsécheren, wéi a villen anere Systemer", déi sollen dëst Gesetz stëmmen! An déi drécken domat aus, datt d'Persoun am Mëttelpunkt steet an datt mer e gudden an dee beschte System hunn, deen et gëtt.

Merci bien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7014 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7014 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 25 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7014 est adopté par 32 voix pour, 24 voix contre et 3 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mmes Martine Mergen, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, der Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunft vun der EU an der Eurozon. A mir géifen direkt de Rapporteur zu dëser Orientéierungsdebatt héieren, den honorabelen Här Marc Angel, fir de Rapport vun der Kommissioun virzedroen.

3. 6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Aussenan Europaminister, Här Finanzminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer vläicht direkt mat enger Citatioun unzefänken: «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.» Dëst Zitat vum Robert Schuman, dat ganz am Ufank vun onsem Rapport steet, ass aus dem Joer 1950. De Robert Schuman huet deemools fir d'Grënnung vun der CECA plädéiert. Mat dësem Zitat huet hien och seng Visioun dervu presentéiert, op wéi eng Manéier Europa zesummewuesse sollt.

An och haut, 67 Joer méi spéit, si mer dervun iwwerzeegt, dass dës Method nach ëmmer hir Gültegkeet huet. Et ass och en Zitat, wat d'Essenz vun onsem Rapport erëmspigelt a firwat ech och mäi mëndleche Rapport domadder ufänke wollt.

Et ass en Zitat, dat eis drun erënnert, dass et virun allem dorëms geet, konkret Verbesserungen um Terrain ze schafen. An op deem Wee, Schratt fir Schratt, komme mir an Europa och nees virun.

Grouss institutionell Debatte maachen zwar engem klenge Krees vun europäesche Spezialiste Freed an als Ideal, op dat een hischaffe soll, si se natierlech och immens wichteg, well et muss ee jo och wëssen, wouhin een eigentlech ënnerwee ass. Wann et awer u klore Resultater an Aktioune feelt, da kënnen esou institutionell Debatten de Gros vun de Bierger net begeeschteren a maträissen. An da bleiwe mer eben iergendwa ganz stoen oder dréien dem Projet Europa souguer de Réck.

Dofir plädéiere mer an dësem Rapport, sech zum momentanen Zäitpunkt net op grouss institutionell Froen ze konzentréieren, mä mir mussen ons zu dësem Zäitpunkt virun allem op politesch Inhalter fokusséieren, fir déi reell Politik weiderzedreiwen. Institutioune sollen nëmmen insofern diskutéiert ginn, wéi se fir d'Ëmsetzung vun den Inhalter vun der Politik erfuerderlech sinn. Am Geescht vun dëser Leitlinn hu mir och verschidde konkret Konklusiounen zur Zukunft vun der Eurozon gezunn.

Ech kommen herno nach am Detail dorop ze schwätzen, mä ech wëll elo just ee Beispill dozou hei nennen. Mir si selbstverständlech der Meenung, dass eng méi staark Eurozon och eng méi staark parlamentaresch Kontroll brauch. Fir dëst ze erreechen, muss een d'Gewiichtung vum Pouvoir tëschent den Institutiounen nei ausleeën, fir dass d'Europaparlament an déi national Parlamenter dës Roll och erfëlle kënnen.

An deem Sënn muss noutwendegerweis och iwwer Institutioune geschwat ginn, mä et brauch een dofir keen neit Parlament vun der Eurozon ze schafen. Dat ass eng onnéideg institutionell Debatt, wou mer dach bestoend Institutiounen hunn, déi dës Aufgab erfëlle kënnen. Dofir schwätze mir eis och géint esou en neit Parlament aus an dofir plädéiere mir awer fir eng Stäerkung vun der Roll vun de besteeënde Parlamenter.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Europa brauch eng nei politesch Volontéit. Europa brauch staark Institutiounen. Mä fir Europa staark ze maachen, däerf een net op de Wee goe vu rengen institutionelle Reformen. Wann nëmmen un institutionelle Reforme gedoktert gëtt, distanzéiert Europa sech vun de Bierger.

Dëse Rapport seet dofir: Mir brauchen e politescht Europa. An ech mengen, mir sinn um gudde Wee mat méi enger politescher Kommissioun, déi d'Debatten op d'Zukunft vun Europa ausriichte wëllt, mat engem politeschen Opwand, deen Europa guttdeet - d'Wahlen an enger Rei vun europäesche Länner weisen, dass eng grouss Majoritéit vun de Leit sech net vun engem nationalisteschen Discours de repli beandrocke léisst -, a mat nationale Parlamenter, déi dëse Besoin fir méi politesche Wëllen an Europa mat ënnerstëtzen, andeems se ëmmer méi kooperéieren.

De Fait eleng, dass d'Chamber iwwer ee Joer un der Fro vun der Zukunft vun Europa schafft, weist, dass et déi Volontéit gëtt an dass d'Parlamenter sech där Responsabilitéit och bewosst sinn a se och huelen.

Et ass also immens wichteg, dass mer deen Debat elo maachen, zu engem Zäitpunkt, wou en eben aktuell ass a wou iwwerall iwwert d'Zukunft vun Europa nogeduecht gëtt.

An dësem Rapport kéint ee sécherlech nach vilagain adaptéieren an nach villes ausbauen an abauen. Mä d'Häerzstéck ass wierklech dëse Message: Fir Europa - entre Guillemets - „ze retten" oder fir et méi staark ze maachen, musse mer Europa méi no un d'Bierger brëngen, an dofir soll ee keen institutionellen Engineering an de Vierdergrond stellen. Anstatt sech institutionell vun de Leit ewechzedenken, geet et drëm, méi a besser Politik fir d'Leit, op Basis vun deem, wat den Traité de Lisbonne erlaabt, ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir lech duerch de Rapport ze féieren, wëll ech ufänke mat engem Réckbléck dorop, firwat mer dëse Rapport iwwerhaapt geschriwwen hunn, an de Froen, déi sech ons gestallt hunn. Duerno rappeléieren ech déi wichtegst Punkten aus de Sitzungen, déi mer mat der Lëtzebuerger Zivillgesellschaft an den internationalen Ex-

perten a mat de Regierungsvertrieder organiséiert haten. An zum Schluss widmen ech mech deem interessanten Deel: de gemeinsame Konklusiounen, déi mer als Kommissioun aus dëser Debatt gezunn hunn.

D'Initiativ fir dëse Rapport geet indirekt op eng Ufro vun déi Lénk am Hierscht 2015 zréck. D'Kolleege vun déi Lénk haten deemools kuerz no der Presentatioun vum Rapport des cinq présidents eng Interpellatioun ugefrot, fir iwwert dësen ze schwätzen, genau wéi iwwert déi laangfristeg Zukunft vun der Eurozon. D'Conférence des Présidents vun dëser Chamber huet awer doropshin decidéiert, dass dëst am Fong eng Fro wier, zu där d'Chamber besser hätt, méi en ausféierlechen Debat no entspriechender Virbereedung ze féieren.

Dowéinst goufen déi méi konkret Froen iwwert de Rapport des cinq présidents an enger Question élargie am Dezember 2015 hei an der Plenière behandelt an et gouf decidéiert, méi e breeden Débat d'orientation mat Rapport ze organiséieren.

D'Froen, déi mer ons du fir dëse Rapport gestallt hunn, si wéi gesot iwwert d'Zukunft vun der Eurozon erausgaangen. Mir hunn allgemeng derno gefrot, duerch wéi eng politesch Orientatioune mer d'wirtschaftlech Entwécklung, d'Solidaritéit an d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun kënne förderen a schliisslech och, an dat ass, mengen ech, och wichteg fir eis alleguer heibannen, wéi eng Roll dobäi d'national Parlamenter, wéi eng Roll dës Chamber dobäi ze spillen huet.

D'Preparatiounsaarbechte fir de Rapport goufen der aussepolitescher Kommissioun uvertraut, déi mech direkt am Ufank vun den Aarbechten zum Rapporteur ernannt huet.

Mir hunn dunn tëschent Januar 2016 an Abrëll 2017 eng ganz Rei vu Kommissiounssitzunge gehat, fir den Debat vun haut ze preparéieren. Dorënner waren och eng Rei Sitzunge mat Experten a mat der Zivillgesellschaft, op déi ech méi am Detail wëll ze schwätze kommen. Besonnesch ervirzeträiche war de groussen Hearing, dee mer den 3. Juni 2016 organiséiert haten zesumme mam Finanzminister, de Vertrieder vun de Gewerkschaften, de Beruffskummeren an der CSSF. Mä loosst mech chronologesch virgoen!

De 17. Februar 2016 hate mer eng éischt Reunioun mat Vertrieder vum Europaparlament vun der AFCO-Kommissioun, dat ass d'Kommissioun vun den Affaires constitutionnelles. Hir Presidentin, d'Madamm Hübner, war net derbäi, mä d'Rapportrice, d'Madamm Bresso, déi zesumme mam Här Elmar Brok e Rapport iwwert d'Zukunft vun Europa verfaasst huet, war do an de Rapport Bresso-Brok war jo och eng vun de Virlagen, déi mer als Grondlag zu dësem Rapport geholl hunn. Si hunn d'Méiglechkeeten ënnersicht, wéi d'EU sech ouni Changementer vun den Traitéë ka weiderentwéckelen.

Och d'Madamm Bresso huet ënnerstrach, dass d'Potenzial vum Lissabonner Vertrag nach laang net ausgeschëpft ass, sief dat an der Gouvernance économique oder och an enger gemeinsamer europäescher Verdeedegungspolitik, niewebäi bemierkt jo e Feld, wou entretemps ganz vill Bewegung drakomm ass.

Mir hate mat der Madamm Bresso och d'Diskussioun iwwer e Parlament vun der Eurozon an och si huet aus der Siicht vum Europaparlament drop verwisen, dass esou eng Propos d'Memberstate splécke géif an dass d'parlamentaresch Kontroll besser duerch déi bestoend Parlamenter sollt geschéien. Si ass par contre och der Meenung, dass d'Roll vun den nationale Parlamenter, zum Beispill am Europäesche Semester, misst verstäerkt ginn, mä dass d'national Parlamenter sech selwer mussen d'Moyene ginn, hir Regierungen och um europäeschen Niveau ze kontrolléieren.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Si huet ausserdeem nach den Appell gemaach, dass mir nees mussen zréckkommen op d'Méthode communautaire an de Conseil européen seng urspréinglech Funktioun nees muss unhuelen.

De 6. Mee d'lescht Joer hate mer dunn och eng ganz interessant Presentatioun vum Dokter Ian Cooper vum Institut universitaire européen vu Florenz iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter an der Europäescher Unioun. Bei der Prozedur vum Contrôle de subsidiarité, also beim „carton jaune" a beim „carton orange", huet hien derfir plädéiert, dass den Delai vun aacht Wochen op zwielef Wochen eropgesat soll ginn. Dëst, fir dass d'national Parlamenter méi Zäit kréien oder genuch Zäit kréien, fir eng Proposition de directive kënnen ze diskutéieren an eng Positioun auszeschaffen.

Mä virun allem huet hien och recommandéiert, eng kloer Definitioun vum Principe de subsidiarité anzeféieren. Leider ass et haut oft de Fall, dass dëse Prinzip vun den EU-Géigner pauschal als Argument géint all Propos genotzt gëtt an doduerch pervertéiert gëtt. Dat kéint duerch eng besser Definitioun vum Subsidiaritéitsprinzip verhënnert ginn, och wa mer all wëssen, dass dat e ganz schwieregen Exercice ass.

Am Kader vum politeschen Dialog huet hien och recommandéiert, dass d'national Parlamenter sech méi oft sollen ofschwätzen a gemeinsam politesch Avise schreiwen, anstatt just bilateral mat der Kommissioun a Kontakt ze trieden. Dofir bräicht een natierlech e verstäerkt administratiivt Sekretariat vun de jeeweilegen interparlamentaresche Konferenzen, déi et jo tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter gëtt.

Schliisslech hu mer awer och nach iwwert d'Méiglechkeet vum „carton vert" diskutéiert, fir dass déi national Parlamenter och kéinten aktiv Virschléi un d'Kommissioun riichten. An esou eng Prozedur gëtt et jo schonn informell an déi huet och schonn hir Friichte gedroen.

Den Highlight, mengen ech awer, vun eise Preparatiounsaarbechte war awer sécherlech de groussen Hearing, dee mer hei an dësem Sall hate mam Finanzminister, zesummen mat der Zivillgesellschaft, den 3. Juni d'lescht Joer. Mir hunn zesumme mam Finanzminister, wéi gesot, dem OGB-L, dem LCGB, der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an der CSSF iwwert d'Propositioune vum Rapport des cinq présidents diskutéiert.

Ech wäert also elo net op alleguer déi Bäiträg am Detail agoen, dat kënnt Der alles a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Am Gespréich mam Minister hu mer awer festgestallt, dass et zu enger méi staarker Abannung vun den nationale Parlamenter a vun de Sozialpartner an d'Europäescht Semester soll kommen an dass Lëtzebuerg sech do scho virun zwee Joer ëmgestallt huet. Virun zwee Joer huet ons Regierung decidéiert, dass de Finanzminister an de Wirtschaftsminister de Pacte de stabilité et de croissance an de Plan national de réforme an der Chamber virstellen a mir dës Pläng dann och hei diskutéieren, ier se op Bréissel geschéckt ginn.

Dat war 2016 eng grouss Ännerung, an zwar eng, déi der Wichtegkeet vun dësem Dossier Rechnung dréit. Effektiv gesäit een och duerch de Rapport des cinq présidents, dass et och europawäit an esou eng Richtung goe soll.

D'Vertrieder vun der Chambre des Salariés a vun de Gewerkschaften hunn an hiren Interventioune virun allem drop higewisen, dass de soziale Volet am Rapport des cinq présidents ze kuerz kënnt. Si hunn derfir plädéiert, d'Defizitregele fir den nationale Budget nei ze definéieren, fir Investissementer kënnen ze berücksichtegen a fir verbindlech sozial Indicateuren an d'Europäescht Semester anzeféieren.

Ausserdeem hu si drop higewisen, dass d'Kompetitivitéit net just d'Lounkäschten als en negative Facteur soll abezéien, mä och d'positiv Effekter dovu mataberechnen, genau wéi Investitiounen, Innovatioun, Formatioun oder och d'Qualitéit vun de Servicer a Produiten eng Roll bei der Kompetitivitéit vu Betriber spillen.

D'Vertrieder vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers hu selbstverständlech op d'Wichtegkeet vum gemeinsame Maart a vun engem staarken a stabillen Euro fir d'Betriber higewisen, fir dass si ënner stabille Konditioune schaffe kënnen. Virun allem fir d'Betriber an engem klenge Land ewéi Lëtzebuerg ass dat enorm wichteg a si profitéiere ganz staark vun enger méi staarker europäescher Integratioun an dësem Beräich.

Mä fir dass d'Wirtschafts- a Wärungsunioun propper fonctionnéiere kann, musse Sanktiounen, wann d'Regele gebrach ginn, och duerchgezu ginn, an zwar bei de Memberstaten alleguer.

Ausserdeem brauch d'Eurozon och eng gemeinsam Budgetspolitik.

Dat zu de Positioune vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers.

Mat der CSSF hu mer schliisslech virun allem iwwert den éischte Pilier vun der Bankenunioun geschwat, d'Surveillance vum Bankesystem, woufir d'CSSF jo responsabel ass. Et gouf betount, dass deen neie System, no deem d'Banken iwwerwaacht ginn, eng radikal Ännerung duergestallt huet, déi awer zu enger besserer Koordinatioun vun den Autoritéiten an zu positiven Effekter op den „level playing field" gefouert huet.

Ech weisen och nach gär op ee Punkt hin, op deem wierklech Unanimitéit tëschent alle Sozialpartner geherrscht huet. Mir waren ons all eens, dass mer d'Schafung vun engem neie Conseil national de compétitivité net guttheesche géifen, deen d'Fräiheete vun de Sozialpartner géif beschränken. Ausserdeem gëtt et hei am Land scho genuch Organer, déi d'Kompetitivitéit iwwerwaachen: den Observatoire de la compétitivité an de Conseil économique et social.

Am Juli d'lescht Joer hate mer och nach eng Entrevue mam Gaston Reinesch a mat anere Mataarbechter vun der Lëtzebuerger Zentralbank. An dëser Entrevue hu mer direkt nach eng Kéier bestätegt, dass d'Schafung vun engem Conseil de la compétitivité fir Lëtzebuerg problematesch ass.

Zur Gouvernance vun der Eurozon hu mer festgehalen, dass, wann et zu engem Transfer vu Souveränitéit kënnt, dëse mat enger besserer parlamentarescher Kontroll muss kombinéiert ginn. Ausserdeem hu mer och festgehalen, dass d'Stabilitéitskritäre gläichermoosse fir alleguerten d'Memberstate gëlle mussen, ouni Ausnam, well si soss keng Wierkung kënnen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent all dëse Reuniounen hu mer awer och dovu profitéiert, bei de Visitte vun europäesche Politiker an héije Beamten iwwert d'Theme vun onsem Rapport ze diskutéieren. Am Oktober 2016 - pardon, Madamm Presidentin, ech hat mech geiert -, am Oktober 2016 hate mer hei am Sall e ganz interessanten Austausch mam éischte Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, mam Frans Timmermans.

De Frans Timmermans huet a senger Introduktioun betount, dass sech d'europäesch Integratioun nëmmen duerch eng Zesummenaarbecht mat allen Akteuren, also och mat den nationale Parlamenter, realiséiere léisst. Hien huet och betount, dass sech d'europäesch Bierger virun allem Äntwerten op déi konkret Problemer wënschen, déi sech hinne stellen, sief dat um regionalen, nationalen oder europäeschen Niveau, an dass mer dofir alleguer zesummen eis Verantwortung mussen iwwerhuelen.

An der Froestonn, déi mer du mam Här Timmermans haten, hunn ech hien no senger Meenung iwwer eng méiglech Ännerung vun den Traitéë gefrot. An ech war frou ze héieren, dass och den éischte Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun déi aktuell Situatioun als net opportun hält fir esou eng Debatt.

Hien huet an deem Kontext do virdru gewarnt, dass d'EU mat esou enger Debatt geläämt géif ginn an dass et elo wichteg wier, dass mer gëeent bleiwen. An hien huet awer och deemools am Oktober schonn drop higewisen, dass et ganz däitlech wier, dass verschidde Memberstate vill méi wäit wéilte goe wéi anerer. Deem Fakt huet jo d'Europäesch Kommissioun bei der Presentatioun vum Wäissbuch mat hire fënnef Zukunftszeenarien dunn och entspriechend Rechnung gedroen.

Als Nächst hate mer en Austausch an der Kommissioun mat enger Damm, déi bei ons an der aussepolitescher Kommissioun wierklech eng enorm Power a positiv Energie fir d'Europäesch Unioun verspreet huet. Et war dat d'Madamm Tocci, d'Conseillère spéciale vun der Madamm Mogherini fir d'Global Strategy. Si war den 3. Februar dëst Joer bei ons, fir mat ons iwwert d'Global Strategy vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik ze schwätzen.

Och wann dat elo net d'Haaptthema vun dësem Rapport ass, hu mir dës Sitzung am Rapport awer ernimmt, well aussepolitesch Themen oft genuch direkt Repercussiounen op d'europäesch Innenpolitik hunn, sou zum Beispill, wann am Kader vun der Kris an der Ukrain Wirtschaftssanktioune géint Russland decidéiert ginn - fir nëmmen ee Beispill ze nennen.

Dofir ass et och wichteg, dass mer déi extern Dimensioun vun der Europäescher Unioun net ganz aus den Ae gelooss hunn, och wann an der Haaptsaach iwwert d'Zukunft vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun diskutéiert ginn ass.

Déi lescht Reunioun, déi mer aus Aktualitéitsgrënn awer och onbedéngt nach wollten an dëse Rapport integréieren, war d'Virstellung vum Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Zukunft vun Europa duerch d'Madamm Yuriko Backes de 7. Abrëll. D'Madamm Backes ass d'Cheffin vun der Vertriedung vun der Europäescher Kommissioun hei zu Lëtzebuerg, mat där mer iwwregens a villen europäeschen Dossieren als Kommissioun an och als Chamber exzellent zesummeschaffen. Mir hunn an dëser Diskussioun virun allem festgehalen, dass et net deen ee perfekten Zeenario gëtt, mä dass se alleguer Vir- an Nodeeler hunn.

Den éischten Zeenario vun deene fënnef Zeenarien «S'inscrire dans la continuité» géif am Fong alles esou loossen, wéi et haut ass. Dësen Zeenario huet zwar de Virdeel, dass een dofir iwwerhaapt keng gréisser Reforme vun den Traitéen oder soss engem Beräich muss ugoen, allerdéngs huet eis dësen Zeenario zum Deel dohinner gefouert, dass d'EU iwwerhaapt an déi Polykris komm ass.

Den Zeenario zwee géif virschloen: «Rien d'autre que le marché unique.» An dësem Zeenario géif ausser der Wirtschaftsunioun eigentlech guer keen europäesche Projet méi weidergedriwwe ginn. An do si mer ons awer och all eens, dass mer domat d'Problemer net léise géifen, mä éischter neier schafen.

Den drëtten Zeenario gesäit vir, dass „ceux qui veulent plus, font plus". Dëst ass e realisteschen Zeenario, vu dass d'Méiglechkeet vun enger Coopération renforcée jo schonn am Lissabonner Vertrag virgesinn ass an een och dofir keen Traitéchangement bräicht. A mir gesi jo entre-temps och schonn, dass zum Beispill an der Defense un esou enger Coopération renforcée geschafft gëtt. Allerdéngs huet dësen Zeenario den Nodeel, dass en intransparent ass, an dass et de Problem géif verschäerfen, dass net all d'europäesch Bierger déiselwecht europäesch Rechter hunn.

De véierten Zeenario proposéiert: «Faire moins, mais de manière plus efficace.» Dëst ass en interessant Gedankespill, well een nach ëmmer kloer misst definéieren, wéi eng Beräicher dat da wieren, wou d'EU eng wierklech Valeur ajoutée huet. Et kéim drop eraus, d'Subsidiaritéit kloer ze definéieren, wéi mer dat och mam Dokter Ian Cooper diskutéiert haten.

A wéi mer do scho festgestallt hunn, ass dat e schwieregen Exercice. An ech denken och net, dass een do bei deem Exercice elo esou einfach e ganz schnelle Konsens géif fannen.

De fënneften Zeenario schliisslech gesäit vir: «Faire beaucoup plus ensemble.» Dëst ass de federalen Zeenario an deen, an deem d'EU-Memberstate missten e gréisseren Deel vun hirer Souveränitéit ofginn ewéi haut. An dofir géifen d'Prozeduren awer och verstäerkt a méi transparent gestalt ginn. Allerdéngs wier dësen Zeenario ouni Ännerung vum Traité net ze realiséieren.

Vu dass alleguer dës Zeenarien also hir Vir- an Nodeeler hunn, hu mer och missen d'Fro stellen, awéifern se sech kombinéiere loossen. An do ergi sech eng ganz Panoplie u méiglechen Zeenarien. Ech beschränke mech awer elo hei op d'Presentatioun vun de fënnef Zeenarien an onser gemeinsamer Problemanalys. An ech si sécher, dass déi eenzel Spriecher oder Spriecherinnen herno hir Vuen nach am Detail wäerte presentéieren.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech elo zu den Haaptkonklusioune kommen, déi mer am Rapport gezunn hunn!

D'Aarbecht vum leschte Joer iwwer Europa erlaabt et ons haut, eng Analys doriwwer ze maachen, wéi et ëm d'EU steet a wéi et an der EU soll weidergoen. Fir de Moment huet d'Europäesch Unioun déi eminent Gefor vun der Sortie vun engem Memberstat aus der Eurozon iwwerstanen, mä se steet dofir awer elo virun der Erausfuerderung Brexit, also der Sortie vun engem Memberstat aus der Europäescher Unioun.

Dofir ass et enorm wichteg, dass mer déi europäesch Unitéit - a mir haten d'lescht Woch am Kader vum Brexit jo länger doriwwer diskutéiert -, dass mer déi europäesch Unitéit zu dësem wichtegen a kritesche Moment vun hirer Geschicht bäibehalen. Bis elo ass dat am Kader wéi gesot vum Brexit gutt gelongen an et wier ze hoffen, dass et ons geléngt, déi Unitéit och nees op de gesamten europäesche Kader ze transposéieren.

Den Zeenario dräi vum Wäissbuch, d'Coopération renforcée, also Käreuropa, dat sinn interessant Konzepter, fir virunzekommen an der europäescher Iddi och nees neien Elan ze verschafen. Mä mir mussen dobäi gutt oppassen, dass mer doduerch net nees op eng Logik zréckfalen, wou mer a Bléck vu Memberstaten denken, statt als Unioun alleguer zesumme virunzekommen.

D'Wirtschafts- a Wärungsunioun muss schrëttweis weidergedriwwen a fäerdeg gebaut ginn, fir dass se stabill ass a gutt fonctionnéiere kann, well nëmmen da ka si d'Stabilitéit bidden, vun där grad och kleng Länner wéi Lëtzebuerg ofhängeg sinn.

Déi parlamentaresch Kontroll ass ze schwaach, bis zum Deel inexistent, a muss dréngend gestäerkt ginn. Dofir solle mer awer kee Parlament vun der Eurozon schafen, mä d'Kontrollfunktioun vun den nationale Parlamenter a vum Europaparlament am europäesche Semester a bei deenen anere finanztechneschen Instrumenter besser definéieren a stäerken.

Dorun uschléissend soll een dann och nach eemol iwwert d'Règle d'or budgétaire diskutéieren, fir ze kucken, ob een Investissementer

ënner gewëssene Konditioune soll vun der 3%-Defizit-Rechnung kënnen eraushuelen. Derniewent muss och déi sozial Dimensioun am Kader vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun eng vill méi staark Roll spillen.

Mir appeléieren dofir och un d'Europäesch Kommissioun, déi sozial Froe bei all neier Proposition de directive an de Mëttelpunkt ze stellen, fir eng Convergence vers le haut ze erreechen. An der Fiskalpolitik musse mer den „level playing field" erhalen, deen de Garant fir eng equitabel Konkurrenz ass, ouni eng „race to the bottom" an der Steierpolitik ze kréien.

Schliisslech fuerdere mer d'Europäesch Unioun nach op, d'Sozialpartner éischter an den europäesche Gesetzgebungsprozess anzebannen a sech net just op d'ekonomesch Effikassitéit vum Marché unique ze fokusséieren.

Déi gréisste Gefor fir d'Europäesch Unioun ass, dass sech d'Enttäuschung vun de Bierger iwwer feelend konkret Resultater, an där mierke si ganz oft virun allem um soziale Plang, doduerch ausdrécke wäert, dass si sech géint d'EU ausschwätzen. All institutionell Reform, ech hat de Punkt schonn agefouert, riskéiert, d'Bierger weider vun der EU ze distanzéieren.

Den Traité vu Lisbonne bitt genuch Méiglechkeeten, fir d'europäesch Integratioun virunzedreiwen an eng besser Politik ze maachen. Wann dës Méiglechkeeten haut net genotzt ginn, da läit dat virun allem um feelende politesche Wëllen an un der feelender Solidaritéit tëschent de Memberstaten. An an deem Kontext wier et souwisou net realistesch, eng institutionell Reform duerchzeféieren, well d'politesch Tendenzen ze wäit auserneeginn.

Aus deem Grond wëlle mer, wéi gesot, keng institutionell Reformen direkt an och keng Zukunftszeenarien, déi kuerzfristeg e Changement vun den Traitée virgesinn. Stattdesse wëlle mer eng Verdéiwung vun der Europäescher Unioun am Kader vun de besteeënden Traitéen, e pluralistescht, e solidarescht Europa mat offene Bannegrenzen, eng Konzentratioun op europäesch Politik an e Renforcement vum konstruktive Rôle vun den nationale Parlamenter.

A fir dëse konstruktive Rôle vun den nationale Parlamenter ze stäerken, muss d'Chamber bei sech selwer ufänken. Dofir deposéieren ech heimadder eng Resolutioun am Numm vun der aussepolitescher Kommissioun, fir d'Aarbechtsweis vun der Chamber op den europäeschen Dossieren ze verstäerken an ze verbesseren. An ech sinn och frou, dass all Fraktiounen an och déi zwou Sensibilités politiques heibannen dës Resolutioun matdroen a gewëllt sinn, an déi Richtung ze schaffen.

Madamm Presidentin, heimat iwwerreechen ech Iech déi Resolutioun, déi ech mer ganz kuerz erlabe virzestellen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'en 2006, la Chambre des Députés avait adopté une nouvelle stratégie en matière de traitement des dossiers européens pour répondre aux défis se posant à l'époque,

- que le Traité sur l'Union européenne a par la suite donné une base juridique au contrôle de subsidiarité des parlements nationaux,

- que depuis la mise en œuvre de cette stratégie, la prise de décision au niveau de l'Union européenne a évolué et nécessite aujourd'hui une coopération plus étroite entre les pouvoirs législatifs et exécutifs,

- que le pouvoir législatif nécessite davantage de moyens pour pouvoir travailler de manière plus efficace dans le domaine des affaires européennes, surtout dans les matières très complexes, par exemple dans les domaines des finances ou du commerce extérieur,

- que les parlements nationaux peuvent contribuer à la démocratisation du projet européen en y associant de manière plus large les espaces publics nationaux,

s'engage à améliorer sa procédure européenne à travers

- une prise en considération encore plus large des questions législatives européennes au niveau des commissions parlementaires par la nomination d'un rapporteur pour chaque dossier, l'introduction de délais de réponse et le suivi des dossiers essentiels à travers une procédure écrite,

- une coopération plus étroite avec le Gouvernement pour discuter en amont la position luxembourgeoise sur l'ensemble des dossiers politiques et législatifs européens en invitant les membres du Gouvernement avant et après les sessions du Conseil dans les commissions,

- l'invitation du Premier Ministre à la commission compétente selon l'ordre du jour du Conseil européen,

- l'invitation, selon sujets, des membres luxembourgeois du Parlement européen dans les commissions spécialisées,

- l'augmentation de sa propre expertise en affaires européennes,

- le renouvellement de la demande exprimée dans la lettre du 22 septembre 2010, et réitérée dans les lettres du 10 octobre 2011 et du 8 octobre 2012, adressée au Premier Ministre afin d'obtenir communication des fiches d'impact sur les propositions législatives européennes préparées par les ministères compétents, mais également la transmission des dossiers qualifiés «limités, restreints» ou des «non-papers», selon des modalités à convenir,

- une évaluation et une adaptation de l'aide-mémoire avec le Gouvernement en matière de dossiers européens aux nouvelles réalités de la politique européenne,

- le traitement prioritaire des dossiers essentiels pour le Luxembourg,

- l'augmentation du nombre de débats d'actualité en séance publique ayant comme objet un sujet européen,

- l'organisation d'un débat public lors de l'adoption d'un avis motivé ou politique,

- l'organisation plus systématique d'auditions avec la société civile sur des sujets européens pertinents,

- des échanges plus systématiques de l'Administration parlementaire avec les institutions européennes dans les domaines étant dans la compétence des commissions sectorielles,

- une meilleure concertation avec les autres parlements nationaux au sujet des papiers de consultation de la Commission européenne,

- la définition de dossiers européens prioritaires auxquels la Chambre des Députés doit réagir en prenant position.

(s.) Marc Angel, Claude Adam, Marc Baum, Eugène Berger, Alex Bodry, Fernand Kartheiser, Laurent Mosar.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Mir stellen als Chamber also fest, dass mer säit 2006 eng Prozedur hunn, eng Strategie hunn, fir europäesch Dossieren unzegoen, dass awer säithier vill Entwécklunge komm sinn, dass mer déi mussen iwwerdenken, dass mer nach méi enk mat der Regierung mussen zesummeschaffen an dass mer als Pouvoir législatif och méi Moyene musse kréien.

An eng wichteg Feststellung ass och, dass d'national Parlamenter duerch hir europäesch Aarbecht zur Demokratisatioun vum europäesche Projet bäidroe kënnen, well mir sinn et, déi ganz no bei onse Wielerinnen a Wieler sinn, bei also de Biergerinnen an de Bierger vun Europa.

Dofir wëlle mer eis als Chamber engagéieren, nach méi staark déi europäesch Dossieren an eis legislativ Aarbecht anzebannen, dass, wa mer Dossiere vu Bréissel kréien, Rapporteuren nomméieren, mer wierklech déi Dossieren nach méi intensiv, wéi mer dat bis elo maachen, suivéieren.

Mir wëllen och déi Kooperatioun, déi Kollaboratioun mam Ausseminister a mat deenen anere Ministeren, déi schonn, muss ech soen - dat kann ech als President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun bestätegen -, schonn exzellent ass, mä mir sollen déi nach méi verstäerken, fir dass mer zesummen en amont diskutéiere kënnen iwwert d'Positioune vu Lëtzebuerg a verschiddenen Dossieren. An, wéi gesot, déi meescht Ministere komme jo regelméisseg viru Conseilen an no Conseile bei eis.

Et ass un eis, de Presidente vun de Kommissiounen, de Sekretäre vun de Kommissiounen, de Membere vun de Kommissiounen, och ëmmer e Bléck dorop ze halen, wat um europäesche Plang leeft.

An dofir soe mer jo och: Mir sollen eis selwer, eis propre Expertise, mir sollen eis eegen europäesch Dimensioun och stäerken a jee no Ordre du jour solle mer och de Premierminister hei invitéieren, wann ee Conseil européen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Dann hu mer nach eng Evaluatioun…

(Interruption)

Jo.

Dann hu mer eng Evaluatioun an eng Adaptatioun.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Also, Dir wësst jo, dass mer en Aide-mémoire hunn. Dee war ausgeschafft gi virun e puer Joer, deen ass och Deel vun eisem Reglement, wou mer d'Zesummenaarbecht vu Chamber a Regierung an Europafroen definéiert hunn. Dat solle mer nach eng Kéier evaluéieren an, gegebenenfalls, adaptéieren. A mir sollen och regelméisseg hei Débats d'actualité maachen iwwer europäesch Froen. Ech mengen, dat war de Fall. A mir sollen do weiderfueren.

Ech erënneren drun: Virun zwou Wochen hate mer en Debat iwwert de Welthandel, wou jo Europa eng wichteg Roll spillt, d'lescht Woch iwwer Brexit, haut dat hei. Ech mengen, mir sollen an déi Richtung weiderfueren.

Mir sollen och systematesch Auditioune mat der Société civile organiséieren an eis mat hinnen iwwert déi grouss europäesch Dossieren echangéieren an och eis besser mat deenen aneren nationale Parlamenter nach ofschwätzen. Dat zur Resolutioun.

Léiwen Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapport, deen ech elo a senge grousse Linne presentéiert hunn, ass d'Resultat vun, wéi gesot, enger intensiver parlamentarescher Aarbecht, déi iwwer ee Joer gedauert huet. Et ass e Rapport, deen déi aktuell Diskussioun probéiert anzefänken, deen d'Meenunge vun der Lëtzebuerger Zivillgesellschaft gelauschtert huet an och Experten empfaangen huet, fir dorauser d'Konklusioune vun der Lëtzebuerger Chamber ze zéien.

Dëse Rapport gouf am Geescht vun engem Lëtzebuerger Konsens geschriwwen. An dofir hunn ech mech och gefreet, dass en zum Schluss mat esou enger breeder Majoritéit an der Kommissioun gestëmmt ginn ass. Dat, wat ech Iech elo presentéiert hunn, ass soi-disant alles, wat Konsens ass.

Vun de Kolleegen aus de Fraktiounen a Sensibilitéite freeën ech mech elo, am Debat ze héieren, op wéi enge Punkten hir politesch Meenung doriwwer erausgeet.

Ech soen Iech domat Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Débat

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Ech hat virun enger Rei Joren d'Zäit an d'Méiglechkeet an d'Chance, dem Helmut Kohl ze begéinen, eng Diskussioun och iwwer Europa mat him ze féieren. Et ass eng Begéinung, déi ech net esou schnell vergiesse wäert. An eppes, wat mech markéiert huet bei engem Mann, deen a senger Zäit gelieft huet, deen och seng Zäit an d'Geschicht vu senger Zäit geprägt huet, dee se matgeschriwwen huet, dat ware seng Iwwerzeegungen, déi en hat an déi en ausgedréckt huet, wann e mat engem geschwat huet.

Wat mech am meeschte geprägt huet, dat ass, datt et e Mann war, deen ni iwwer Europa gemeckert huet, deen ni Europa schlechtgeschwat huet, deen ni Europa d'Schold zougeschoben huet, sou wéi anerer dat alt heiansdo maachen, deen ëmmer Europa als eng Erfollegsgeschicht dohigestallt huet, beschriwwen huet, säit de 60er Joren un eng Erfollegsgeschicht.

Europa huet eis Fridde säit 60 Joer bruecht, wat awer an där mouvementéierter, zerrassener europäescher Geschicht vu Jorhonnerten aussergewéinlech ass. Europa huet d'Grenzen opgehuewen. Ech ka mech nach drun erënneren, net méi meng Generatioun, mä déi, déi 5, 10, 15 Joer méi al si wéi ech, déi stolz Fotoe gemaach hunn, wéi se op de Grenze stoungen an déi héich Barrièren an d'Luucht gehuewen hunn oder se duerchgeseet hunn.

Europa huet d'Gemeinsamkeeten, déi mer zesummen hunn, ënnerstrach. Eng gemeinsam Musek, andeem et eleng de Beethoven als den europäesche Komponist dohigestallt huet. Europa huet eis eng zolidd an eng staark Wärung ginn, déi eis awer gehollef huet, iwwert d'Krisen ze kommen.

Ech wëll net wëssen, wat geschitt wär, wa mer nach e Lëtzebuerger Frang, deen un de belsche Frang gebonne war, gehat hätten an esou enger Kris! Europa huet eis d'Méiglechkeet ginn, Studenten duerch ganz Europa fueren ze loossen. „Mäin Erasmus-Joer", schwätze se haut esou einfach, an et ass fir si eng Natierlechkeet an et ass immens flott, datt dat fonctionnéiert an an d'Studenteliewen einfach als eng Normalitéit erakomm ass.

Europa huet eis méi Sécherheet bruecht, obwuel mer an deene leschte Joren, an deene leschte Méint haaptsächlech vill Schwieregkeeten trotzdeem hunn. Mä hätte mer dat net, géife mer haut nach ganz anescht dostoen!

An Europa huet eis schlussendlech och e Krisemanagement bruecht, deen eis gehollef huet, iwwer schwéier Momenter zesummen ewechzekommen. An ech muss soen: Lëtzebuerg wär net dat, wat et haut ass, wou mer kënne stolz drop sinn, wa mer net déi ganz europäesch Geschicht hanner eis gehat hätten, déi eis gedréckt huet an déi eis gehollef huet, do ze stoen, wou mer haut stinn.

De Problem ass, datt ee sech schnell un den Erfolleg gewinnt an datt Erfollegsgeschichte ganz schnell zu eppes Normalem, zu eppes Selbstverständlechem ginn, fir wat ee sech net méi brauch anzesetzen, well et jo normal a selbstverständlech ass a well et do ass. Et kämpft een net méi fir Europa, well et eppes Alldeegleches ginn ass. Et ass normal ginn, et ass keen Zil méi. Et ass deelweis souguer eng Excuse gi fir Responsabilitéiten, déi een net selwer wëllt huelen, ewechzedrécke vun engem selwer. Europa huet och e gudde Bockel, well Europa wiert sech normalerweis net.

Et ass eng Geschicht, déi ech hei wëll erzielen, déi mech immens markéiert huet. Virun e puer Méint hate mer eng grouss Diskussioun an Zeitungen iwwer Europa, wat elo géif ufänken, de Kanner hir Tuschfaarwen ze verbidden. „Kann Europa sech dann net bekëmmeren ëm déi wichteg Saachen an net ëm déi kleng Saachen, wou se eis dann och nach d'Freed vun de Kanner ewechhuelen?!"

Ech hu mer geduecht: Wat ass dann elo do hannendrun? A wann een da kucke geet, wat geschitt ass, da gesäit een, datt Europa eng Direktiv geholl huet, wou et festsetzt, wivill Bläi effektiv a Faarwe kann dra sinn a vu wat fir engem Punkt un et ufänkt, geféierlech ze ginn, wann ee Bläi dran huet, well d'Kanner déi Faarwe jo an de Mond huelen.

An da stelle mer fest, datt evidenterweis Europa net d'Tuschfaarwe verbitt an datt all déi oder déi meescht, déi an Europa produzéiert sinn, ënner all deenen Norme leien, mä datt mer domat eng ganz Rei Importer vu bausse verbueden hunn, déi wäit iwwert deene gesondheetsschiedlechen Normen do louchen.

Hätt Europa et net gemaach, wat hätte mer da gejaut, well mer Gesondheetsregelen net agehalen hätten a well mer net eng Basisprävention an der Gesondheet gemaach hätten!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mä wéi dat bis erkläert war, huet kee Mënsch méi driwwer geschwat. Du war et jo net interessant méi.

(Interruption)

A mer hu sécher, wa mer sichen, vill esou Beispiller, wou et esou einfach ass, de Ball emol hinzewerfen, schlechtzemaache Saachen, déi gutt sinn.

Ech hätt gär, datt mer an der Politik géifen déi Saachen ëmdréien a soen: Wat bréngt Europa eis? Europa net d'Schold ginn, mä Europa als d'Léisung vun enger Rei vun eise Problemer duerstellen.

Am Fong war de Brexit eng äänlech Geschicht. E konservative Politiker huet fir seng eege Problemer a senger eegener Partei probéiert, en Auswee ze fannen, an huet emol e Referendum versprach, well dat em gehollef huet, iwwer seng intern an duerno och iwwert déi nächst Wahlen ze kommen, andeem e gehofft huet, d'Leit géifen awer mat Nee stëmmen. Et ass awer schif ausgaangen. An et ass net anormal, datt et schif ausgaangen ass, well wann een 20 Joer Europa d'Schold gëtt, da kann et emol eng Kéier esou wäit kommen, datt d'Leit engem dat gleewen. An da stëmme se dat, wat se do gestëmmt hunn.

Europa ass net de Problem! Europa ass ganz oft d'Léisung! Ouni Europa si mer alleguer, esou wéi mer eenzel sinn, Lëtzebuerg souwisou, mä och Däitschland als grousst Land, net méi ganz vill. Et gëtt jo Länner, déi wëssen, datt se kleng sinn, an et gëtt Länner, déi et nach net wëssen, datt se kleng sinn an Europa, mä déi et iergendwou an hirer Geschicht och gewuer wäerte ginn.

2015 hu mer 22% vum PIB mondial, an zéng, fofzéng Joer nach 15%. Eis Demografie läit haut bei 6% vun der Weltpopulatioun an 2060 bei 4%. Wann ee kuckt, wéi Afrika mat 13% haut op 26% an deenen nächste Jore wäert an d'Luucht wuessen, da gesäit een, wéi déi Verschibunge sech maachen. An da gesäit een, datt Europa eng Noutwendegkeet fir eis alleguer - fir eis alleguer! - ass.

Europa huet sécherlech Problemer, mä ech géif hei einfach soen: Kommt, mer halen op, dauernd d'Problemer ze beschreiwen an ze diskutéieren; kommt, mer beschreiwen an diskutéieren d'Léisunge vun de Problemer! Domat si mer wesentlech méi utile, wéi wa mer just dauernd ronderëm de Problem dréien. A

vläicht, soen ech, mat deene Schwieregkeeten, déi elo do sinn, ass et genau déi richteg Zäit, fir waakreg ze ginn a fir et emol ganz anescht eng Kéier unzepaken.

De Jean-Claude Juncker huet an enger Ried, déi e virun e puer Deeg iwwert d'Verdeedegungspolitik gehalen huet, vun enger „sleeping beauty" geschwat, wéi en Europa beschriwwen huet. Eng „sleeping beauty", déi da misst erwächt ginn. Elo ass den Donald Trump an der Fro vun der Verdeedegungspolitik vläicht net den „prince charming", vun deem mer gäre gekësst wären. Awer trotzdeem...

Une voix.- An Äppel.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Awer trotzdeem, muss ech soen, ass hei eng Zäit, wou déi „sleeping beauty" ka waakreg ginn a wou aus hir eppes ka ginn a wou se ka weiderkommen.

Och de Brexit war en äänleche Warnschoss fir Europa, wou mer kënnen eppes draus léieren a wou mer musse weiderkommen. De Jean-Claude Juncker huet duerfir e Wäissbuch erausbruecht. De Marc Angel, deem ech Merci soe fir dee gudde Rapport, deen e mëndlech a schréftlech gemaach huet, huet och doriwwer geschwat. Dat ass och net e fäerdegt Rezept, wat do um Dësch läit, mä et ass u sech e Pabeier, wou eng Rei Solutiounen an eng Rei Pisten opgezeechent sinn. An déi ginn opgezeechent, fir datt mir, d'Parlamenter an d'Regierungen aus deene 27 Länner, sollen eng Kéier driwwer schwätzen, eis emol Gedanke maachen, wat mer da schlussendlech gär hätten, positiv gär hätten, anstatt ëmmer doriwwer ze meckeren.

Déi stellen d'Fro un d'Regierungscheffen: Jo, wat wëllt Der dann elo? Bekennt emol Faarf, wann ech gelift! An da kënne mer weider iwwert d'Zukunft diskutéieren. An an deem Sënn fannen ech et am Fong en extrem pädagogescht Instrument, wat mer do virleien hunn. An ech sinn och dankbar, datt mer hei kënnen haut am Parlament e puer Äntwerten an deem do Kontext ginn.

Wat sinn déi fënnef Zeenarien? De Marc Angel huet se schonn opgezielt.

Den éischten, dat ass deen, wat ech dann op Lëtzebuergesch - Dir hutt et op Franséisch gesot - den „Weider esou" géif nennen. No der Abberzuel vun „wake-up calls", déi mer kruten, déi mer och vun deenen Elektoralen a Frankräich, Éisträich an Holland an där leschter Zäit kruten, mengen ech ganz kloer, ass dësen Zeenario net tragbar an net méi drobar an och net méi fonctionnel.

Den zweeten Zeenario konzentréiert sech just op de Bannemaart an domadder just op dat Ekonomescht an dat Finanziellt. Dat war d'ailleurs an der Vergaangenheet de Problem vun Europa an ass a mengen Aen och net zukunftsweisend, well eis Unioun méi ass wéi just eng Fräihandelszon. A fir d'CSV ass dësen Zeenario sécherlech och keng Optioun. Et wär d'ailleurs den Zeenario gewiescht, dee Groussbritannien sech gewënscht hätt, wa se derbäibliwwe wären a wa se mat Europa weidergemaach hätten.

Deen drëtten Zeenario ass scho méi interessant. D'Kommissioun nennt en: „Wie méi wëllt, mécht méi." Muncher schwätzen och vun engem Käreuropa oder vun engem Europa à géométrie variable. D'Kommissioun hält sech e wéineg heiranner zréck. Et ass dat sécherlech net d'Idealléisung à long terme, awer kuerzfristeg a programmatesch kann an eisen Aen esou Europa mat deene sougenannte Coopérationrenforcéeën nei lancéiert ginn an erëm déi Resultater liwweren, déi d'Bierger vun Europa erwaarden, och wann d'Kommissioun dës net expressis verbis ernimmt.

Allerdéngs muss dëse Kader ëmmer en oppene Kär sinn, eng Zort Pionéierkär, deen de Wee opmécht. D'CSV ass jiddefalls der fester Iwwerzeegung, datt en intelligent an oppent Käreuropa och Gesamteuropa ka weiderbréngen. Esou wéi mer et haut op der Tëlee kucken, eng Echappée en fin de compte am Tour de France och gutt ass, wann duerno awer sämtlech Coureuren iergendwann eng Kéier iwwert d'Ligne d'arrivée kommen, et muss awer een den Éischte sinn. Mä d'Haaptsaach ass, se kommen alleguer iwwert d'Ligne d'arrivée. Genausou ass et an Europa. A besonnesch an de Beräicher Aussepolitik, Verdeedegung, Wirtschaft a Finanzen, Sécherheet oder och nach Energie.

Mir verstinn d'ailleurs d'Suergen och vun deene Staten aus Osteuropa, déi keng Zwouklassegesellschaft wëllen. Mä bei enger oppener Kärdynamik vu Coopération renforcée gesi mer dës Gefor awer ënner Kontroll. De Kär ass jiddefalls de Géigendeel vum Stëllstand a mam Stëllstand vum Enn vun Europa.

Dat trëfft och fir den Zeenario véier vun der Kommissioun zou: „Manner, awer méi effizient." Dësen Zeenario kann d'ailleurs an eisen Aen absolutt kompatibel si mat dem Zeenario dräi. Et kann ee sech virstellen, datt Europa op verschiddene Pläng vun Iwwerreguléierung méi lues trëppelt, duerfir awer do richteg Gas gëtt, wou et drop ukënnt, wou et bei de Leit an och an der Welt kann e Méiwäert schafen. A firwat net do dann als Kär funktionéieren, wann nach kee Konsens bei en alleguer do ass? „Grouss bei grousse Saachen a kleng bei klenge Saachen" hat emol een an der Kommissioun eng Kéier gesot.

Da gëtt et nach e fënneften Zeenario vu vill méi zesumme maachen. Muncher denken hei och un dat federaalt Europa. Mir als CSV hale laangfristeg un engem federalen Europa als Zil fest, awer - an ech soen dat och ganz kloer - net kuerzfristeg, net mëttelfristeg an och net als Selbstzweck oder als e Projet, wou een d'Leit zu hirem Gléck muss zwéngen. Dësen Determinismus ass e weidere Feeler aus der europapolitescher Vergaangenheet, dee mer an Zukunft mussen evitéieren.

Fir et kloer ze soen: Et ass haut net d'Zäit, fir d'Leit zu hirem Gléck ze zwéngen. Haut ass d'Zäit, fir mat enger moderner Form vu Leadership an Argumenter, fir mat Programmatik a Resultater ze iwwerzeegen. Dat ass och eng Kritik, déi een un der europäescher Konstruktioun vun deene leschte Jore sécherlech ka maachen. Den Zuch ass zwar gefuer, vläicht net ëmmer genau an déi richteg Richtung, mä heiansdo stoungen d'Leit nach um Quai a sinn net matgefuer.

Et bleiwen also an eisen Aen d'Zeenarien dräi a véier, mä net just als abstrakt Bréisseler Gedankespiller, mä als eng nei Method, déi wierklech och Resultater produzéiert fir d'Leit.

An dëser Geschirkëscht vum Zeenario dräi ass dat wichtegst Instrument wuel d'Coopération renforcée aus dem Lissabonner Vertrag. Si gëtt vu munchen als Këscht vun der Pandora ugesinn. Fir anerer ass se eng verbuerge Schatzkëscht am Traité. D'Wourecht läit wahrscheinlech an der Mëtt. Richteg genotzt, am Kader vun engem oppene Kär, ka se wierklech Europa substanziell weiderbrénge mat engem konkreten Output och fir d'Leit.

Woubäi ech och kloer wëll soen, datt ech der Meenung sinn, datt een haut ganz gutt muss oppassen, datt een net als Haaptzilsetzung vun eisen nächste Jore politescher Aktioun eng Émännerung vum Traité dohistellt. Och wa mer se laangfristeg, an dat gesi mir ganz gutt, eng Kéier brauchen. Mä mir mengen, haut domadder unzefänken, sech dorobber ze konzentréieren an ze probéieren, 27 Länner ze iwwerzeegen, Traitésännerungen ze maachen, wär e ganz geféierleche Wee, deen eis ganz vill Energie géif huelen a mat engem ganz grousse Risiko schlussendlech verbonne wär.

Duerfir wär eis Suggestioun: Kommt, mer fänken emol mat deenen Traitéen un, mat deene Moyenen, déi mer hunn - déi hu mer net all ausgenotzt an de Verträg -, an da kucke mer emol, e Stéck weiderzekommen! Dat fannen ech wesentlech an der haiteger Situatioun, an där mer sinn.

Dat bréngt mech dann zum wichtegsten Deel vun den Iwwerleeungen zur Zukunft vun den europäesche Politicken, zum Inhalt also, op deen et ukënnt, well d'Leit interesséiert net onbedéngt just de Betribssystem, d'Leit interesséieren d'Applikatiounen, déi se duerno all Dag kënne praktesch benotzen.

Mir wëllen d'Zeenariosdebatt duerfir duerch eng inhaltlech Zukunftsvisioun vun de Resultater ausweiten. D'Wäissbuch vun der Kommissioun ass do just en Input. Derbäi kommen d'Reflexiounspabeieren iwwert d'Wirtschafts- a Wärungsunioun, iwwert d'Defense, iwwert d'Globaliséierung an iwwert dat soziaalt Europa. Derbäi kënnt och d'Deklaratioun vu Roum, bei Geleeënheet vum 60. Anniversaire vun de Réimesche Verträg. All dës Pabeiere muss een zesummen an all dës Pabeieren, mengen ech, muss ee vernetzt liesen.

Ufänke wëll ech mat der Zukunft vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun, mat der Eurozon also. An domat och mat der Zukunft vum Euro, well dat jo och spezifesch en Thema vun haut de Mëtten ass.

D'Kommissioun huet och hei e Reflexiounspabeier virgeluecht, deen eng Rei vun de Recommandatioune vum Rapport vun de fënnef Presidente vun 2015 iwwerhëlt. Gläich virop wëll ech soen, datt mer hei net genuch aarbechtsmaartrelevant Wirtschaft, net genuch Wuesstumsapproche, net genuch Politik, net genuch Unioun an net genuch Bierger dran hunn. Dat gëllt virun allem fir de Stabilitéits- a Wuesstumspakt, wou d'Stabilitéit ze dacks eleng gekuckt ginn ass. Wa mer also verdéiwe wëllen, musse mer virun allem eis Wirtschaftsunioun verdéiwen.

Trotzdeem, den Euro ass haut déi zweetstäerkste Wärung vun der Welt. D'Defiziter si praktesch iwwerall erof an Europa. Den Euro ass e Succès an e Schutzschëld. Un dësem Succès hat och eise fréiere Statsminister Pierre Werner e groussen Undeel. Den Esprit vum Werner-Plang bleift richteg fir d'Zukunft vun der Eurozon: eng Wärungsunioun, déi och eng Wirtschafts-, jo, eng Sozialunioun ass an déi fir allgemeng Croissance a Wuelstand suergt an domadder och vun enger renger Stabilitéitsunioun zu enger Jobunioun gëtt.

Et ass evident, datt mer zu Maastricht an och duerno d'Konvergenz vun eise Wirtschaftspoliticke vernoléissegt hunn an eisen Aen. Mir hunn ze vill op sougenannte Spillover-Effekter gesat a gehofft, eng gemeinsam Wirtschaftspolitik géif quasi vum selwe kommen. Haut musse mer duerfir dës Wirtschafts- a Wärungsunioun vervollstännegen an esou den Euro stäerken.

Natierlech läit wéi esou dacks den Däiwel am Detail a fir den Detail ass duerfir och de Laurent Mosar zoustänneg, deen herno nach däerf a wäert op déi Problematiken do agoen.

(Interruptions)

Dat ass och säi Spezialgebitt.

(Brouhaha)

Richteg ass awer...

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Mir hunn e puer Gudder.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Den Här Mosar, den Däiwel vun der CSV!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Richteg ass awer, datt mer eis Wirtschafts- a Wärungsunioun nach méi schockresistent géint Krise musse maachen. Oder, wéi de Jacques Delors seet: „Nodeems de Pompjee passéiert ass, brauche mer elo den Architekt." Well fréier oder spéider kënnt och erëm eng Wirtschaftskris. An déi wéinegst Regierungen an Europa gi scho vun engem schéine Croissancewieder bis 2060 aus. Déi wéinegst denken esou. Mä wann een net just d'Dageswieder, mä och dat wirtschaftlecht Klima iwwert d'Jorzéngte kuckt, da gesäit een, datt dat net realistesch ass. Richteg bleift awer: Et ka kee bessere Kriseschutz wéi den Euro ginn, souguer am onperfekten Zoustand.

Mä och hei brauche mer Bewegung an der Debatt. An och hei huet d'Wahl vum Emmanuel Macron eppes an der Denkweis bewierkt. Ech si sécher net mat all Paräiser Iddi elo d'accord, awer d'Iddi vun engem Finanzminister vun der Eurozon ass interessant, fir driwwer nozedenken. Mir sinn awer iwwerzeegt, datt mer emol fir d'Éischt e professionelle President vun der Eurozon géife brauchen an datt dat sënnvoll wär.

Weider Iddien, iwwert déi et sech lount, nozedenken, sinn den europäesche Fonds monétaire an och de Budget vun der Eurozon. Well e Finanzminister ouni Budget ass wéi e Kapitän ouni Schëff. Mä gradesou kloer muss sinn: E Parlament vun der Eurozon ass keng gutt Iddi. D'Parlament vun der Eurozon muss d'Europaparlament sinn. A mir hu scho méi wéi genuch Institutiounen haut an Europa. Och hei gëllt: méi Pragmatismus a manner Dogmatik. Esou sinn iwwregens och d'Eurobonds ze gesinn, déi am Kommissiounspabeier just indirekt ugeduecht sinn. Mä à terme bleift dat eng richteg an eng gutt Saach an eisen Aen, déi mat enger Scholdenunioun näischt ze dinn huet.

Kloer ass: Mir mussen als Eurozon weider méi schockresistent ginn. Well d'Eurozon ass jo schonn e Käreuropa avant la lettre. An am Kader vun engem eventuellen Zeenario dräi kéint ech mer duerchaus och an Zukunft d'Eurozon als Käreuropa virstellen. Vläicht als e feste Wirtschaftskär, ronderëm deen duerchaus och nach aner Käre kënnen zirkuléieren. Mä och d'Eurozon muss e flexibelen an oppene Kär sinn.

Dëst gesot, géif ech gär bei d'Zukunft vum Europa vun de Resultater zréckkommen. An ech wëll mech do virun allem op déi véier Punkte vun der Deklaratioun vu Roum konzentréieren: éischtens, e séchert an e geschützten Europa; zweetens, e wuelhabend an en nohaltegt Europa; drëttens, e soziaalt Europa a véiertens, e staarkt Europa an der Welt. Dobäi musse mer zwar makropolitesch a makroekonomesch denken, mä um Enn kënnt d'Resultat awer um Mikrolevel beim Mënsch a bei jiddwer Eenzelnen un.

Mä ier een op Roum geet, fir seng Suen an d'Fontana di Trevi ze geheien, ass et gutt an der Regel, datt een och emol an den eegene Portmonni eng Kéier kuckt. Duerfir just e puer grondsätzlech Iwwerleeungen zur Zukunft vun den EU-Finanzen.

Och hei wäert den Här Mosar sécherlech duerno nach an den Detail eragoen.

(Interruption)

D'Zukunft vun den EU-Finanze gesäit an eisen Aen net roseg aus. Zum engen Deel duerch d'Ewechfale vun der Finanzcapacitéit vu Groussbritannien. Mindestens zéng Milliarden Euro pro Joer wäerten hei feelen. Dobäi kascht Europa manner, wéi mer dacks mengen. De Kommissär Oettinger schwätzt vu manner wéi enger Taass Kaffi den Dag. Pro Awunner natierlech.

Doriwwer eraus kommen an Zukunft esou oder esou vill nei Aufgaben op eis Unioun duer. An och wa mer an Zukunft méi maache bei groussen a manner bei klenge Saachen, da kascht et ënnert dem Strëch awer méi wéi an der Vergaangenheet. Anescht gesot: Europa brauch méi Suen. Dat ass an eisen Aen evident. Vun 2014 bis 2020 sollten 1.000 Milliarden (veuillez lire: eng Billioun) Euro investéiert ginn. A jo, et muss och gespuert ginn. An do soen ech och ganz kloer: „Awer net um Bockel vun de Leit an net vun de Baueren."

Dat ass eng Suerg, an ech wëll dat ënnersträichen, well mer an deene leschte Wochen nach eng Rei Manifestatiounen och am Norde vum Land haten, an dat ass eng ganz grouss Suerg, déi sech do zum Ausdrock bréngt an op déi mer musse ganz gutt oppassen, wou mer dru sinn, well ech mengen net, datt mer einfach kënne soen: „Mä dann huele mer bei dem Agrarfong Suen ewech." Esou kann et sécherlech net goen. An äänlech Suergen huet och d'EU-Personal. Mä och hei kënne mer net méi mat manner maachen. Déi Form vu politescher Mathematik geet an der Regel schif.

Trotzdeem muss een awer d'Gewiichtung vum Budget kënne kucken. A wann do de Prozentsaz vun eiser Defense wäert eropgoen, an dat ass onvermeidlech mat engem Verdeedegungsfong, da wäerten zwangsleefeg aner Prozentsätz mussen erofgoen. Och zu Bréissel gëllen déi allgemeng Gesetzer vun der Mathematik. An dat heescht och, datt d'Staten alleguer un hir Responsabilitéit mussen erënnert ginn a virun allem an Zukunft och op Rabatter an Extrawurschte verzichten.

Mëtt 2018 proposéiert d'Kommissioun dann déi nei Finanzrumm fir 2021 bis 2028. An ech hoffen, datt mer och an eiser nationaler Wahlcampagne nach kënnen op eng fair Aart a Weis doriwwer debattéieren. Well wa mer Europa wierklech wëlle weiderbréngen, da brauche mer och méi positivt Europa an eiser nationaler politescher Debatt. An och an de Gemengen iwwregens. Esou oder esou, wann et noutwendeg ass a wann et e Méiwäert bréngt, muss och Lëtzebuerg bereet sinn, méi wéi bis elo an d'EU anzebezuelen. Och dowéinst ass et wichteg, sech e gewëssenen nationale Spillraum ze erhalen.

Här President, den éischte Punkt vun der Agenda vu Roum ass also e séchert an e geschützten Europa. Dat bedeit net, datt Europa sollt zu enger Festung mat Stacheldrot ginn. Awer et bedeit sécher a kontrolléiert Aussegrenzen a vollstänneg oppe Grenzen no bannen, well déi véier Fräiheete vum Bannemaart si fir eis net verhandelbar. Besonnesch net déi fräi Zirkulatioun vun de Leit. Mä richteg ass och, an dat weisen all Émfroen, d'Sécherheet gehéiert zu den Topprioritéite vun de Leit; allerdéngs eng ganzheetlech Sécherheet, vum Sozialen iwwert dat Bannegt bis zum Internationalen.

E weidere wichtege Punkt fir d'Zukunft ass deemno d'Ofsécherung vum Schengen-Raum mat enger nach méi enker Kooperatioun vun eise Policen an och vun eise Geheimdéngschter, virun allem, wat de Kampf géint den Terrorismus ugeet. Dat ass leider eng vun de grousse Menacë vun eiser Zäit. Hei mussen déi einschlägeg Datebanken an Europa nach besser matenee vernetzt ginn. An iwwerhaapt muss d'Zesummenaarbecht vun de Forces de l'ordre nach méi grouss ginn!

Net zulescht och a Saache Cybersécherheet. Well grad de Rekrutement an d'Radikaliséierung vu potenziellen Terroriste passéiert dacks iwwert den Internet. Den Internet dierf also net zu engem rechtsfräie Raum ginn.

Och wann et ni eng Garantie wäert ginn, esou muss eist Zil awer eng Zukunft ouni Terror an Europa sinn. Mä dëst Zil muss ganzheetlech a vernetzt ugepaakt ginn a geet wäit iwwert d'Sécherheet eraus.

Virun allem bei der Terrorbekämpfung dierfen d'Memberstate sech net hannert enger falsch verstanener Souveränitéit verstoppen, well hei geet et ëm dat Liewegt! Grad beim Kampf géint den transnationalen Terrorismus brauche mer Eenheet! D'Villfalt, déi mer esou vill an Europa gär hätten, d'Villfalt kann op anere Gebidder spillen, awer net bei der Kooperatioun vun eise Sécherheetsdéngschter. Do mussen all Sécherheetsneurone matenee vernetzt ginn, fir

séier nei Menacen ze antizipéieren an drop ze reagéieren!

Den zweete Punkt vu Roum ass e wuelhabend an en nohaltegt Europa. Am Fong misst dësen zweete Punkt den éischte Punkt sinn. An esou oder esou ass et eis éischt Prioritéit, wann Europa wëllt eng Zukunft hunn. Well hei geet et ëm eng Zukunft vun der Aarbecht an domat och ëm d'Zukunft vum Alldag vun de Leit. Duerfir musse mer an Zukunft oppassen, datt d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen ëmmer op éischter Plaz op der Agenda steet, an dat mat eiser ganzer politescher Energie. Soss kréie mer de Chômage net an de Gréff!

Et geet hei ëm eng nei Declinaisoun vun der ekologesch-sozialer Maartwirtschaft, esou wéi Europa dat och a senger Strategie Europa 2020 a Successioun vun der Lissabon-Strategie zanter 2010 probéiert. Mä déi affichéiert Strategie ass eng an déi real Praxis dacks eng aner Saach. Esou oder esou musse mer eendeiteg déi ekologesch an déi sozial Dimensioun vun der EU-Wirtschaft stäerken, well an deene leschte Joren hu mer vill just op de Maart vertraut.

Duerfir brauche mer weider massiv Investissementer. De Juncker-Plang, dee jo 2016 verduebelt ginn ass am Volume an och bis 2020 verlängert ginn ass, weist hei ganz sécher an déi richteg Richtung mat senger ambitionéierter Hieweldynamik, mat där mindestens 500 Milliarden Euro solle mobiliséiert ginn. Mä mir brauchen och hei den nationalen Input. Dat Neit bei dësem Plang, esou de BEI-Chef Werner Hoyer, dat ass jo de Risiko. Och eis Memberstate mussen an Zukunft méi Risike géint de Chômage woen.

Aus de Member- mussen Aktiounsstate ginn a mer mussen dës Investitiounen och nach méi effizient a gerecht an Europa verdeelen. Gläichzäiteg muss den Zukunftscharakter vun de Projeten nach méi kloer erausgeschafft ginn. Wann den Hiewel och bei de Memberstate wierkt, kënne mer souguer op e wesentlech méi héijen Investitiounsvolume kommen.

E weidert Element vun eisem Wirtschaftsmodell ass d'Ekologie an d'Nohaltegkeet. Hei geet et net just ëm Wäerter, also de Klimaschutz, hei geet et och ëm handfest Interêten, also ëm nohaltegen oder inklusive Wuesstum. Eng nei Zukunft fir Europa bedeit dobäi och en neien Zukunftswuesstum. Och hei musse mer ëmdenken, well grad d'„circular economy" ass net just fir Lëtzebuerg, mä och fir ganz Europa e risegen Zukunftsmarché, virun allem mat engem grousse Potenzial fir eisen Aarbechtsmaart.

Politesch muss Europa och a Saache Klimaschutz de globale Leadership iwwerhuelen an och verteidegen. Wie soll et da soss maachen, nodeems d'USA jo aus dem Paräiser Ofkommes wëllen erausklammen an dat um G20 zu Hamburg nach emol confirméiert hunn? Mir kënnen eis hei op keen anere wéi op eis selwer verloossen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Weider musse mer och eise Bannemaart, ëmmerhin dee gréissten op der Welt fir 500 Millioune Leit a mat engem BIP vu 14,7 Billiounen Euro d'Joer, weider vervollstännegen. Virun allem den digitalen, deen eleng e Potenzial vu 415 Milliarden Euro d'Joer huet, awer och dee vun der Energie. A mir brauchen och eng nei Industriepolitik fir eis Zukunft. Keng Industrie vun der Vergaangenheet, mä eng Industrie vun der Zukunft, déi nohalteg muss sinn. Gläichzäiteg dierfe mer d'Recherche an d'Innovatioun net vernoléissegen. Europa muss erëm zur éischter Adress fir Fuerscher a Studente ginn. An eis européisch Wirtschaft brauch och e faire Fräihandel.

Et kann een ëmmer kritiséieren an et kann een iwwregens och demonstréieren, esou vill ee wëllt, allerdéngs muss een dat friddlech maachen an net mat der brutaler Gewalt géint Polizisten, wéi et elo zu Hamburg um G20 geschitt ass. Mä Europa beweegt sech an enger globaliséierter Welt, ob mer dat wëllen oder net. Een Drëttel vum europäesche BIP kënnt aus dem Handel mam Rescht vun der Welt. A wann ee just net wëllt, datt hei d'Loi de la jungle virherrscht, da brauch ee fair Fräihandelsofkommessen.

A fir eis ass e Modellaccord de CETA mat Kanada. An dësem Accord schwéngt de Geescht vun der ekologesch-sozialer Maartwirtschaft an och vum europäesche Sozialmodell mat. CETA ass an éischter Linn en Accord fir d'Leit, net fir d'Grousskapital. An am selwechte Geescht hoffen ech och op eng Neiopnam vu Fräihandelsverhandlunge mat Amerika. Allerdéngs manner am Geescht vum TTIP, wéi mer et bis elo haten, well esou gëtt dat näischt, mä am Geescht vun engem CETAbis. An ausdrécklech begréissen ech och déi grondsätzlech Eenegung op e Fräihandelsaccord mat Japan.

Mir wëllen d'Hyperglobaliséierung innerhalb vun engem multilaterale Fräihandelssystem mat klore Regelen an der Rumm vun der sozialer Maartwirtschaft matgestalten. Mir wëlle se gerecht gestalten, andeems mer dat globaalt Regelwierk ëmschreiwen, wéi de Frans Timmermans dat a sengem Globaliséierungsmeeschterpabeier nennt. Just esou kënnt dee ganze System de Leit zegutt an net just der Wirtschaft.

Den drëtte Punkt läit eis natierlech och besonnesch um Häerz, an dat ass dat soziaalt Europa. En Europa also, wou keen op der Streck bleift. Eng Fuerderung, déi haut souguer vu groussen Deeler vun der Wirtschaft ënnerstëtzt gëtt, well och d'Wirtschaft sozial Stabilitéit, fir kompetitiv ze bleiwen, ganz einfach brauch. Och hei baue mer also d'Zukunft net mat Feindbiller, mä mat Zesummenaarbecht a mat enger Reconciliatioun vu Wäerter a Wuesstum, vum Mënsch a vum Maart.

E soziaalt Europa ass zënter Jorzéngten eng Prioritéit vu praktesch alle Lëtzebuerger Parteien a Politiker. An ech si frou, datt d'Juncker-Kommissioun grad am soziale Beräich Neel mat Käpp mécht. Eng formidabel Aarbecht fir d'Leit mécht hei och déi belsch Sozialkommissärin, d'Marianne Thyssen, déi sech och géint Widderstänn an dësem Domän kann duerchsetzen.

Méi wéi e Schrëtt an déi richteg Richtung ass hei de proposéierte soziale Mindestsockel. Dat ass jo och eng al Iddi vum Jean-Claude Juncker gewiescht, déi en oft an dësem Parlament och verteidegt huet a wou mer eis net brauchen ze wonneren, wa mer se elo an Europa erëmfannen. An ech mengen, datt hei och e Momentum, eng Sensibilitéit spierbar ass, déi et gëllt ze benotzen, fir an deem Domän weiderzekommen.

Dat bréngt mech zum véierten a leschte Punkt vun der Agenda vu Roum: e méi staarkt Europa an der Welt. Europa muss erëm déi dreiwend Kraaft an der Welt ginn. An éischter Linn als sougenannten „soft power", also mat Attraktiounskraaft vu sengem Fridden, vu senger Fräiheet a senger Gerechtegkeet. Awer och als „hard power" mat à terme enger eegener Arméi, déi dëse Modell och ka verteidegen. Allerdéngs net esou, wéi Europa dat jorhonnertelaang gemaach huet, mat engem postkoloniale Geescht, mä villméi mat engem Geescht vun Zesummenaarbecht, a wéi de Soziolog Richard Sennett richteg seet: „Et ass grad dës Zesummenaarbecht, déi eis Welt vu muer wäert zesummenhalen."

Dat heescht allerdéngs, datt Europa méi effizient muss ginn, och wat eis Waffesystemer ugeet. Et ass net normal, datt mer an Europa 178 verschidde Waffesystemer hunn, géintiwwer just 30 bei de Vereenegte Staten. Waffe si keng Kultur, mä en noutwendegt Iwwel. Duerfir brauche mer Waffen, ouni awer eng Kultur vun der Waff ze schafen.

Duerfir begréisse mer dee vun der Kommissioun proposéierten europäesche Verdeedegungsfong. Keen huet Waffe gär, mä wann een eng gutt Arméi wëllt, da geet dat net just mam Schreiwe vu Wäissbicher. Grad d'Defense ass och e Paradebeispill fir e Käreuropa. An dësem Zesummenhang ass d'Decisioun vum Juni-Sommet, fir eng stänneg strukturéiert Zesummenaarbecht no Artikel 42 vum Lissabonner Vertrag ze lancéieren, méi wéi ze begréissen.

Här President, nach ass et esou, datt den Asaz vu Militärgewalt ëmmer d'ultima Ratio muss bleiwen. An domadder wier ech och bei der Zukunft vun der europäescher Aussepolitik ukomm. Schued, datt mer och hei, wéi bei der Wirtschaft, kee Reflexiounspabeier hunn, well nach méi wichteg wéi eng europäesch Arméi ass d'Stäerkung vun enger gemeinsamer europäescher Stëmm an der Welt. Well als global, grouss Demokratie muss Europa och d'Stëmm vun deenen an der Welt sinn, déi keng Stëmm hunn. Och dat muss e Kärelement vun eiser gemeinsamer Aussepolitik sinn.

Mä och hei bleift nach villes ze maachen. Trotzdeem dierf een éischt Succèsen an der rezenter Vergaangenheet, wéi zum Beispill den Iran-Deal, allerdéngs nach a Kooperatioun, dat muss een effektiv soen, mat dem fréieren amerikanesche President Barack Obama, mä et dierf een trotzdeem dee Fortschrëtt, wou Europa och säin Undeel drun huet, net verkennen. Allerdéngs sinn nach ëmmer ze vill vermeintlech grouss Memberstaten net bereet, fir op de Wee vun enger gemeinschaftlecher Aussepolitik ze goen. Dobäi wäert Europa an Zukunft nëmmen nach gehéiert ginn, wann et och wierklech just nach mat enger Stëmm schwätzt.

An déi richteg gemeinsam Richtung weist och hei déi sougenannten „global strategy", déi déi Héich Representantin Federica Mogherini 2016 virgeluecht huet. Schued d'ailleurs, datt mer se net Ausseministerin däerfen nennen. Mä mir mussen aussepolitesch einfach nach méi offensiv ginn. Net mat engem falsche Selbstbewosstsäin wéi an de Kolonialzäiten, awer eben och net mat enger falscher Bescheidenheet, déi déi weltpolitesch Terrainen deenen iwwerléisst, déi just kuerzfristeg hir eegen Interêten am Sënn hunn.

Eis Strategie ass awer nach ze exklusiv atlantesch. Europa muss och méi asiatesch a méi pazifesch denken. Wat net heescht, déi normativ westlech Wäertegemeinschaft opzeginn. Ganz am Géigendeel! Dës Wäertegemeinschaft muss dat geeschtegt Fundament vun eiser Aussepolitik bleiwen. Virun allem awer musse mer eis mat eisem direkten Ëmfeld beschäftegen: mam Mëttelmierraum, mam Oste vun Europa an och mat Russland, dat mir eendeiteg vernoléissegen, mam Noen a mam Mëttleren Osten an och mat Schwaarzafrika. Ech mengen, datt ee just esou Europa ka stabiliséieren.

Här President, esou kënne mer och d'Migratiounskris un der Wuerzel, vor Ort um Terrain ugoen. Mä si mer éierlech: D'Flüchtlingsstréim aus Syrien an aus Schwaarzafrika wäerten eis nach laang beschäftegen. Europa muss och fir d'Flüchtlingen eng Gemeinschaft vun der Hoffnung sinn.

Mä gradesou richteg ass dat, wat de Michel Rocard gesot huet a wat esou oft scho benotzt ginn ass: „Mir kënnen net dee ganze Misär vun der ganzer Welt bei eis ophuelen." Mä mir mussen awer eise fairen Deel dovunner selbstverständlech huelen. Si mussen hei bei eis en neit Doheem op Zäit kënne fannen. Mä leider kënne mer net all Wirtschaftsflüchtling bei eis ophuelen, och dat muss kloer sinn.

Gläichzäiteg brauch Europa awer och, a vill méi nach wéi an der Vergaangenheet, legal Awanderung. Hei musse mer, wann ech eis Demografie an eis Ekonomie kucken, wuelverstanen am eegenen Interessi, awer och am Interessi vun den Neteuropäer, déi wëlle bei eis kommen, legal Weeër vun Immigratioun schafen.

Nach e lescht Wuert zur europäescher Demokratie. D'Europäesch Unioun ass eng Demokratie, mä grad wéi bei der Wirtschafts- a Wärungsunioun ass se nach perfektibel. Grouss Kritiker wéi de Jürgen Habermas schwätze vun engem Demokratiedefizit. Dat war fréier esou an dat ass haut zumindest deelweis iwwerwonnen. Trotzdeem brauch Europa nach méi Matbestëmmung vun de Bierger an domadder och méi Europaparlament an nach méi Afloss vun den Nationalparlamenter.

Virun allem déi europäesch Parteien, déi nach wäit ewech vun tatsächleche Parteie sinn, sinn hei gefuerdert. De Spëtzekandidateprozess vun 2014 war e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä mir dierfen dobäi net stoe bleiwen. An deem Kontext begréissen ech d'Initiativen, fir eiser Chamber nach méi eng grouss europapolitesch Roll ze ginn. A mer ënnerstëtze selbstverständlech déi gemeinsam Motioun, déi mer ausgeschafft hunn.

Ech mengen als Konklusioun, datt mer haut an engem besonnesche Moment fir Europa sinn. Europa huet eng Zort Burnout, oder wann ech et anescht ausdrécken: eng Zort kontinental Depressioun. Mä wéi ëmmer esou an deene Momenter, kënnen dat och Momenter sinn, déi en Neistart bedeiten, déi kënnen Energie ausléisen. De Goethe huet a sengem „Faust" gesot: „Sobald du dir vertraust, sobald weißt du zu leben." Dat ass och en zentrale Problem vun Europa: Mir vertrauen eis selwer heiansdo net, a wa mer eis selwer net vertrauen, da mësstraue mer och ganz oft eisen Noperen.

Esou eng Kris wéi déi hei kann Energie developpéieren, mécht heiansdo ganz erfinderesch, fir nei Léisungen ze fannen, an huet heiansdo de Moment a sech, fir och Tabuen ëmzewerfen a fir nei Weeër unzedenken an ze goen, déi ee sech bis dohinner net getraut hat, ze goen.

An ech wëll just eng Konklusioun soen: Mir hunn d'Instrumenter an Europa! D'Fro ass, ob mer de Courage hunn an d'Energie hunn, dës Instrumenter zum Schluss ze benotzen, fir weiderzekommen. Ech wëll op jidde Fall alles maachen, datt mer mat där Iddi, déi enorm Zukunft huet, an deenen nächste Jore weiderkommen, well et kann net anescht sinn.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Marc Angel, de Rapporteur, President vun der aussepolitescher an Europakommissioun vun eisem Parlament, huet op eng ganz extensiv a präzis Aart a Weis de Bilan gemaach vun deenen Aarbechten, déi mer an der Chamber ronderëm d'Debatt ronderëm d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an der Eurozon gemaach hunn. Hien huet dat noutwendegerweis gemaach duerch de Brëll vum Rapporteur, e bësse méi iwwerparteilech. Ech erlabe mer dann, am Numm vun eiser Fraktioun e puer zousätzlech Bemierkungen a Reflexiounen zu deem doten Thema ze maachen.

Wa mer haut iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun an iwwert d'Zukunftsausriichtung vun der Eurozon schwätzen, dann debattéiere mer net manner an net méi wéi iwwert d'Zukunft vun eisem Land, well Europa a Lëtzebuerg, déi si matenee verbonnen. Wa mer haut iwwert d'Europapolitik schwätzen, da schwätze mer virun allem doriwwer, ob mer capabel sinn, och an Zukunft déi grouss politesch a gesellschaftlech Erausfuerderunge vun haut a vu muer ze meeschteren.

A keen nëmmen halbweegs vernünftege Mënsch kann eeschtlech dorunner zweifelen, dass nëmmen an enger international definéierter, koordinéierter Demarche an deem strukturéierte Kader vun enger Europäescher Unioun et méiglech wäert sinn, eng Äntwert ze ginn op déi Froen, déi eis an déi och vill Matbierger beschäftegen: d'Fro vun dem wirtschaftleche Wuesstum an dem soziale Fortschrëtt, d'Beschafung vun Aarbechtsplazen. D'Fro vun der Sécherheet, besonnesch elo am Zesummenhang mat dem Phenomeen vum Terrorismus. D'Fro vum Klimaschutz, vum Kampf géint d'Ëmweltverschmotzung. D'Fro vun de Flüchtlingen. D'Fro vun der Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft a vun eiser Wirtschaft.

Alles dat si Froen, déi een net kann eleng an op engem nationale Kader ugoen. Et si Froen, déi een nëmme kann enger Léisung zoufëieren, wann een international koordinéiert, op engem europäesche Plang sech zesummesetzt, gemeinsam Strategien entwéckelt a sech och d'Instrumenter gëtt, fir déi dann national koordinéiert ëmzesetzen.

E Réckzuch hanner national Grenzen ass Gëft. Et ass eng gefëierlech Illusioun, ze mengen, dass een duerch esou eng Politik kéint virukommen. Alleguerten, déi Europa wëlle schwächen, schwächen am Endeffekt hir eege Länner.

Besonnesch déi, wou mir och derzougehéieren, déi weder demografesch, geografesch nach politesch dat Gewiicht hunn, fir kënnen an engem kompetitiven, internationalen Ëmfeld laang matzehalen. Grad haut, wou ee gesäit, wat fir eng aggressiv, besonnesch Wirtschaftspolitik och d'USA ënnert dem Donald Trump mécht. Kuckt ee China, kuckt ee Russland, déi aner grouss international Akteuren, dann, mengen ech, liicht et jiddwerengem an, dass et wichteg ass, dass Europa, aus nationalen Interessen erausgekuckt, international Gewiicht behält, jo, ausbaut.

Mat Slogane wéi: „America first", „Deutschland zuerst", «d'abord la France», „Lëtzebuerg fir d'Éischt", komme mer net virun. Dat wäert eis nëmmen nohannegeheien a wäert eis onweigerlech an eng däischter politesch Sakgaass eraféieren. Nëmmen zesumme kënne mer déi nohalteg Bedéngunge schafe fir méi Aarbechtsplazen, fir eng besser Ausbildung, fir d'Regelung vun de Mäert, fir e staarken Ëmwelt- a Gesondheetsschutz. Dat ass jo dat, wat mer alleguerte wëllen. An do musse mer iwwert d'Grenzen eraus systematesch déi dote Problemer zesummen ugoen.

Dat setzt natierlech viraus, dass weiderhin ënnert deene 27, oder wivill dass et der och wäerten am Endeffekt sinn, e staarke Sockel vu gedeelte Wäerter, op deem mer eis Politik opbauen, besteet: d'Bekenntnis zu enger sozialer an ökonomescher Maartwirtschaft, d'Zil vun enger Vollbeschäftegung, sozialen Zesummenhalt, dat heescht also méi eng gerecht Opdeelung vun de Friichte vum wirtschaftleche Wuesstum, an och d'Verbreederung, d'Verteidegung vun den ëffentlechen an den individuelle Fräiheeten, Grondrechter a rechtsstaatleche Prinzipien.

Duerfir ass fir eis Sozialisten d'Optioun vun engem renge Bannemaart fir d'Europäesch Unioun keng Optioun. Och d'Optioun vun enger reng buchhalterescher Budgetsspuerpolitik, jo, e Budgetsspuerfetischismus, wéi een e konnt iwwert déi lescht Joren usazweis zumindest bemierken, ass fir eis als LSAP keng Optioun fir d'Weiderentwécklung vun der Europäescher Unioun.

Mä awer ech soen och, weiderfuere wéi bis elo, déi verzweifelt Sich, an alle Punkten de klengste gemeinsamen Nenner nach ze fannen, heiansdo bal eng onméiglech Sich a ganz kruzialen Dossieren, déi brennend no Léisunge jäizen, dat däerf et och net sinn. Och dat ass keng valabel Optioun. Mir mussen also déi dote Vertrauenskris iwwerwannen. An dat geet u mat enger selbstkritescher Analys, esou wéi Europa besonnesch déi lescht Jore fonctionnéiert huet, a wat sech niddergeschloen huet an engem dramatesche Réckgang vun der Zoustëmmung a breeden Deeler vun der Bevël-

kerung, wat Europa, den europäesche Gedanken an d'Europapolitik ugeet.

Mir mussen also d'Vertrauen erëmgewannen, wat verluer ginn ass bei ville Leit, bei ganz ville Bierger. A vläicht, an do deelen ech d'Aschätzung vum Claude Wiseler, ass dëse Moment grad dee richtegen, fir deen dote Sprong kënnen ze probéieren: duerch déi aggressiv, negativ Haltung vun enger Weltmuecht wéi den USA par rapport zur Europäescher Uniouη, d'Negatioun, Elenggäng ze maachen, net méi international wëlle koordinéiert a ganz wesentlechen Dossiere virunzekommen. Vläicht ass grad dat de richtege Moment, och wann een dat net däerf iwwerbewäerten.

Dat kucke mer heiansdo ze vill duerch eise Lëtzebuerger Brëll, wann an engem Nopeschstat e Wiessel komm ass mat enger Campagne, mat enger Presidentschaftswahl, déi e Mann designéiert huet, dee sech ganz kloer, ouni ze zécken, zu 100% hannert déi europäesch Iddi gestallt huet. Ob dat a Polen an an anere Länner, déi méi wäit ewech sinn, wierklech en Impakt op d'éffentlech Meenung huet, dat bezweifelen ech allerdéngs, mä et bleift awer, besonnesch wann Däitschland a Frankräich méi staark zesummeschaffen an un deemselwechte Strang zéien, dass dat och ka ganz Europa veränneren a ganz Europa no vir bréngen.

Mir mierken awer och, wa mer alleguerte wëllen am Gläichschrëtt virukommen an allen Domänen, dass mer dat wahrscheinlech net méi wäerte packen. Also muss ee schonn, méi staark nach wéi bis elo, obwuel mer dat jo usazweis scho realiséiert hunn, op dat Instrument zréckgräifen, wat an de Verträg vun der Coopération renforcée virgesinn ass, fir et also a kloer delimitéierte Politikberäicher, an eenzelne Felder, méiglech ze maachen, fir an engem offene Prozess, deen och weider erëm zouléisst, dass aner Leit derzoustoussen, an eenzelne Punkten déi Kooperatiouη méi wäit ze dreiwen.

Europa «à géométrie variable», huet et geheescht, Europa vun den „konzentresche Kreesser", vun de puer Vitessen. Egal wéi et ass, dat däerf allerdéngs net zu engem rengen Europe à la carte ginn, wou jiddwereen dann esou, wéi et him an de Kapp kënnt, däerf ukräizen, wou en da wat mécht. De gemeinsame Sockel muss nach wie vor iwwerweie par rapport zu deenen eenzelnen Deelberäicher, wou ee kann Differenzen an der Intensitéit vun den Zesummenaarbechten akzeptéieren.

Mä och dat, wëll ech soen, ass net ouni Risiken! Och wann dat elo de Konsensus hei ze si schéngt, bei breeden Deeler an der Chamber, fir ze soen: „Dat doten ass eppes, wat ee ka maachen."

De Risiko ass selbstverständlech deen, dass doduerjer den Zesummenhalt insgesamt vun der Grupp net méi grouss gëtt, mä éischter nach ofhëlt, dass sech Deeler dann net méi responsabiliséiert fillen och an anere Beräicher, wou se net mat decidéiert hunn. An d'Decisiounsprozesser ginn och méi komplizéiert, well jo da gläichzäiteg och vun dëser Chamber, a wéi am Rapport gesot gëtt...

Mä un den Institutiounen, do ännere mer eigentlech awer näischt. Europaparlament bleift Europaparlament. D'Europaparlament bleift dann och zoustänneg herno fir d'Eurozon. Da bleift jo och d'Europaparlament zoustänneg fir d'Coopération renforcée an deene Beräicher.

An am Ministerrot kréie mer eng äänlech Situatioun eran. Do hues de nach ëmmer dann de Ministerrot, a gläichzäiteg hues de awer an eenzelne Beräicher dann u sech nëmmen eenzel Länner. An dat ka souguer an eenzelne Beräicher eng Minoritéit vu Memberstate sinn, déi dann zesummeschaffen, an d'Institutioune bleiwen awer déi al. Et ass net evident, wéi dat doten am Endeffekt ka fonctionnéieren, wann ee sech dat doten ausmoolt a wann ee sech dann awer och ka virstellen, dass do kënnen Tentativë sinn, fir déi ganz Prozesser do ze bremsen.

Et ass och net ouni Risiko fir Lëtzebuerg. Firwat? Well Lëtzebuerg als Grënnerstat vun der Europäescher Unioun, mengen ech, zu Recht ëmmer wëllt, wann net bei der Lokomotiv sinn, duerfir si mer vläicht e bëssen ze kleng, mä zumindest awer am éischte Waggon vun deem Zuch sinn, deen am schnellste fiert, deen am wäitste geet.

(Interruption)

Ech hoffen, ech hunn näischt Falsches hei gesot.

(Brouhaha)

Mir mussen eis also do och bewosst sinn, dass mer an enger Dynamik, déi géif an deen dote System eragoen, eventuell och als Lëtzebuerger gedrängt ginn, an eenzelne Beräicher méi wäit ze goen, matzemaachen an enger méi staarker Harmoniséierung, vläicht souguer Uniformiséierung vun de Politicken, wou mer dat eigentlech net wëlle maachen a wou mer dann aus politeschen Ursaachen, well mer wëlle bei deenen Éischte mat derbäi sinn, do matgerappt ginn.

Ech denken do nëmmen un esou e Beispill wéi eng Tobin Tax. Dat kéint jo esou en Domän sinn, wou gesot gëtt: „Majo, elo maache mer dat dote mat!" Dat kann och bei „BEPS plus" zum Beispill de Fall sinn. Et muss ee sech also ëmmer do bewosst sinn, dass dat heiten eng Entwécklung ass, déi, theoretesch gekuckt, engem ka gefalen, déi een awer och selwer kann zu relativ schwierege politeschen Decisioune bewegen, wann een an déi dote Richtung geet.

An et muss een och fäerten, dass sech no an no kéint déi Iddi vun engem europäeschen Directoire vun e puer grousse Länner entwéckelen, déi géife Lokomotiv spillen an déi géifen determinéieren, wou et higeet, wat an deenen dote Beräicher natierlech nach vill méi staark ass, wéi wann een dat an deem breede Kader mécht vun deene 27 Länner. Also, all déi gutt Iddie sinn deemno och net esou ouni méiglech Risiken, déi een also muss bedenken, wann ee konkret doriwwer diskutéiert.

Als LSAP ënnerstëtze mer all besteeënd an nach zousätzlech Efforten, fir eng gewëssen Hyperaktivitéit bei der Ausschaffung vun europäeschen Normen ze bremsen. Norme maachen a ganz ville Felder Sënn. Dat soen ech och als fréieren Ëmweltminister, well ech gemierkt hunn, dass et sécherlech heiansdo méi einfach ass, op europäeschem Plang Normen duerchzesetzen, wéi eege Lëtzebuerger Normen hei festgesat ze kréien.

Duerfir géif ech och soen, dass d'Erfahrung weist, dass awer déi normativ Aarbecht, déi op europäeschem Plang gemaach ginn ass am Ëmweltberäich, am Gesondheetsberäich, dass déi eigentlech och der nationaler Politik Impulser ginn huet a se weiderbruecht huet. An duerfir mengen ech, dass een also do weider muss oppassen, wéi wäit een dat doten dreift.

Mä et ass scho sécher, dass do onnéideg Reglementatiounen an der Vergaangenheet gemaach si ginn, déi och der Kredibilitéit vun Europa, vum europäesche Gedanken nohalteg geschuet hunn. Mir bekennen eis weiderhin zum Subsidiaritéitsprinzip, och an der Europapolitik, an och zum Proportionalitéitsprinzip an Europa, deen ee sollt ëmmer erëm uwenden, wann et drëm geet, fir esou transnational Initiativen ze bewäerten. Manner reglementéieren ass heiansdo méi. An d'Kommissioun Juncker huet jo do éischt Akzenter gesat.

Als Sozialiste si mer och derfir, an dat ass fir eis, mengen ech, dee wesentlechste Punkt, dass déi sozial Dimensioun vun Europa gestäerkt gëtt. Déi ass zwar an den Traitéë verankert, mä awer net an deem Mooss, wéi et eigentlech misst sinn. Mir mengen awer, dass do also en Effort muss gemaach ginn an dass awer och schonn elo d'Méiglechkeet besteet, fir do grouss Schrëtt no vir ze maachen. Mir plädéiere mat groussem Nodrock derfir, dass een europäesch Mindeststandarden am soziale Beräich aféiert, net fir dee gesamte Standard am Sozialen erofzedrécken, mä fir eigentlech déi mat eropzedrécken, déi ganz ënne sinn.

Mir si fir en differenzéierte soziale Mindestloun, net deeselwechte selbstverständlech an all EU-Land, mä gemooss an ausgerechent opgrond vun der Wirtschaftskraaft vun deenen eenzelne Länner. An d'Lëtzebuerger Presidentschaft huet jo do versicht, déi sozial Dimensioun vun der EU weiderzebréngen, den Triple-A social an der Diskussioun waarmzehalen. An d'Kommissioun huet och éischt Initiative geholl, déi eis zwar net wäit genuch ginn am soziale Beräich, mä déi awer weisen, dass zumindest verstane ginn ass, dass dat absolutt Ausblénke vun deem Sozialen der europäescher Iddi e ganz grousse Schlag zougefouert huet an deene leschte Joren.

An et muss een och, an do kommen ech erëm eng Kéier op déi selbstkritesch Aschätzung vun der Politik, erkennen, an dat hunn och eng ganz Rei vu Wirtschaftswëssenschaftler vu groussen internationalen Organisatiounen erkannt, dass an der Gestioun vun der Kris zënter 2007-2008 och eng ganz Rëtsch vu Feeler gemaach si ginn, well reng eigentlech déi budgetär Equilibersituatioun als Zilsetzung - et ass bal e Selbstzweck ginn - zréckbehale ginn ass an net déi sozial grav Schied, déi dat Ganzt verursaacht, genügend an de Strategië berücksichtegt gi sinn. Dat war e Feeler. An esou Feeler mussen an Zukunft ausdrécklech vermidde ginn.

Vertraue fir Europa schafen, derfir suergen, dass an de Käpp vun de Leit Europa mat eppes Positivem a Verbindung bruecht gëtt, dat ass eist Zil. Dat muss natierlech och all Nationalpolitiker vun deem Reflex ewechbréngen, wann eng onpopulär Moossnam ze verkafen ass, dann ze soen: „Déi kënnt vu Bréissel."

Bréissel, dat weess jiddwereen, deen de Fonctionnement vun den europäeschen Institutioune kennt, dat ass awer net jiddwerengem, mengen ech, esou geleefeg ausserhalb vun deene Gremien, déi ageweit sinn, dat si politesch Gremien, wou och national Politiker drasëtzen, national Politiker mat decidéieren. An de Gros vun den Decisioune kann ouni den ausdrécklechen Accord vun den nationale Regierunge guer net geholl ginn, respektiv vum Europaparlament.

An dat ass, mengen ech, dee Feeler, deen oft gemaach ginn ass. An duerfir muss ee sech zu senge Responsabilitéite bekennen. An dat huet natierlech och Auswierkungen op déi Aart a Weis, wéi mir eis hei zu Lëtzebuerg organiséieren, fir un déi europäesch Dossieren erunzegoen. Dat ass jo ee Punkt, deen, besonnesch an der Resolutioun hei vun der Chamber, déi ausgeschafft ginn ass, zentraalt Thema ass: Wéi stelle mir eis op, fir an deenen europäesche Froe kënne matzehalen als nationaalt Parlament, fir ënner anerem och eng éffentlech Diskussioun ze férderen, déi jo oft eréischt kënnt, wann d'Decisioune praktesch scho geholl ginn?

Dass do Antagonismë bestinn tëschent dem Parlament an enger Regierung, schéngt mer ganz normal ze sinn. Duerfir mengen ech, dass awer dëst Parlament sech och däerf, an där heiter Fro wéi an anere Froen, senger Verantwortung a senger Autonomie bewosst ginn an all deenen dote Froen a sech soll méi staark abréngen a méi fréi abréngen an eng ganz Partie vun europäeschen Dossieren.

Dat heescht awer och, dass mer eisen eegene Fonctionnement, esou wéi mir schaffen als Parlament an als Parlamentarier, och selbstkritesch kucken an eis esou organiséieren, dass mer dat, besonnesch och vun der Zäit hier, vun der Intensitéit, déi vun der Aarbecht, déi dat dote mat sech bréngt, ausgeet, och kënne berücksichtegen, well soss riskéiert eis Resolutioun Lettre morte ze bleiwen, well mer selwer u sech näischt änneren un där Aart a Weis, wéi mir deen dote Volet verfollegen.

Dat gëllt net esou séier am éischte Punkt emol an där direkt zoustänneger Kommissioun fir Aussepolitik an Europafroen, dat gëllt awer besonnesch fir sämtlech sektoriell Kommissiounen, wou jo ëmmer en europäesche Volet dran ass, deen oft net genuch beuecht, oft net diskutéiert gëtt. Mir sinn ausgeklickt aus der Ausaarbechtung vun Direktiven a ganz, ganz ville Beräicher. Deen eenzege Beräich, wou et wierklech intensiv verfollegt gëtt, well dat e ganz sensibele Beräich ass, dat ass dee vun der Finanzplaz, mä fir de Rescht ass et ganz seelen, dass och vun der Chamber gefrot gëtt, dass déi zoustänneg Ministeren oder Beamte sollen e Rapport maachen iwwert d'Projets de directive, déi amgaange sinn ausgeschafft ze ginn.

Do gëtt also keen, mengen ech, genügende Suivi gemaach. A wa mer eis do wierklech och als Parlament wëlle méi staark abréngen, da musse mer eis selwer also och anescht organiséieren. Et ass also net nëmmen eng Fro vu Bereetschaft vun de Regierungen, mä et ass virun allem emol, fir d'Éischt emol eng Fro vu Bereetschaft vun eis selwer, wéi mer un déi dote Froe wëllen erugoen.

Ech betounen och hei, dass fir d'LSAP e federaalt Europa fir de Moment keng Diskussioun ass, well mer einfach net prett sinn, fir an déi dote Richtung ze goen. Da muss et fir d'Éischt zu engem Rééquilibrage politique an Europa kommen, wat d'Gewiichtung och vun deenen eenzelne Politikberäicher ugeet. Da kënne mer an enger zweeter Phas doriwwer schwätzen.

Ech menge schonn, dass Europa nach wie vor muss deenen eenzelnen Natiounen eng grouss Plaz bidden, dass mer net an engem Stadium och mëttel- a kuerzfristeg kënnen ukommen, wou sech géif eng europäesch Identitéit op déi national Identitéiten eropgrefféieren. Esou wäit si mer net. Dat bedeit also, dass mer e ganz fundamentaalt Ëmdenke maachen. Och muss eng Adhäsioun vu ganz breeden Deeler vun der Bevëlkerung an alle Länner do sinn, fir esou e Schrëtt eng Kéier kënnen ze maachen. Et verhënnert net, dat ass jo eng vun den Optiounen, déi och ugeschwat ginn ass, dass een an eenzelne Politikberäicher nach méi wäit geet, wéi een dat haut mécht.

Wat mech ëmmer e bësse stéiert, dat ass bei esou Momenter, wou ee sech wëllt nei orientéieren, wou een an enger gewëssener Vertrauenskrisesituatioun dran ass, dass ëmmer direkt de Ruff kënnt: „Mir mussen elo institutionell Reforme maachen!" Wéi esou oft sinn et och hei net d'Institutiounen, déi esou schlecht fonctionnéieren, dass do de Kär vum Problem géif leien, mä et si fundamental Divergenzen um Fong vun de Politicken, déi de Problem dach haut duerstellen an net eigentlech d'Institutiounen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Duerfir läit an eisen Aen och net déi éischt Léisung dran, fir elo d'Traitéen ze änneren oder souguer am Kader vun de bestoenden Traitéen all méiglech nei Fonctiounen ze änneren. Ganz éierlech: Ob een elo de President vum Eurogroup oder och nach den zoustännege Kommissär fir déi dote Froen an Zukunft Finanzminister nennt oder net, wat fir een Impakt huet dat dann am Konkreten? Null! Et ass Symbolik.

An ech géif warnen, och Begréffer, déi bis elo ëmmer mat Nationalstaten zesummenhänken, wéi Regierungsbegréffer, wéi Ausseminister, Finanzminister, elo wëllen esou iwwert de schläichende Wee op den europäeschen Niveau eropzebréngen! Dat dréit nëmmen zu méi Konfusioun bäi, wéi dass et géif zu iergendenger politescher Clarificatioun féieren. Duerfir also eng gewësse Virsiicht mat där Volontéit, fir sech elo Hals iwwer Kapp an eng ganz Rëtsch vun institutionelle Reformen ze stierzen, wou eigentlech nëmmen aktuell Schwächten am Inhalt vun der gemeinsamer Europapolitik bestinn!

Mir bedaueren, dass am Rapport vun de fënnef Presidenten dee fundamentalen Equilibrage vun der europäescher Politik, wou mer déi sozial Dimensioun wëlle stäerken, dass deen eigentlech guer kee Widderhall fonnt huet, well mir brauchen eng sozial Wirtschafts- a Wärungsunioun. Mir brauche méi Plaz fir Beschäftegungs- a Sozialpoliticken, och am Kader vum Europäesche Semester.

Duerfir och vläicht e puer Wuert zu der Situatioun, wat d'europäesch Wärungsunioun ugeet. D'Sozialiste wëllen eng europäesch Wärungsunioun, déi en nohaltegen ökonomesche Wuesstum erméiglecht an Aarbechtsplaze schaaft. Duerfir brauche mer véier Ziler, déi mussen erreecht ginn:

Éischtens, d'wirtschaftlech an d'sozial Konvergenz vun den EU-Memberstate muss souwuel ënnerenee wéi och innerhalb vun de Länner nees gefërdert ginn. Duerfir brauch et Investitiounen an d'Wirtschaft an an de Sozialsystem.

Zweetens, d'demokratesch Kontroll an d'Legitimitéit vun den Decisiounen um politeschen Niveau musse verstäerkt ginn duerch méi Pouvoire fir dat Europäescht Parlament, mä awer och fir déi national Parlamenter, respektiv musse mer eis als Nationalparlament déi Pouvoiren do huelen.

Drëttens, mir brauchen innerhalb vun der Eurozon Mechanismen, fir d'Risiken ze deelen an d'Solidaritéit spillen ze loossen, fir d'Stabilitéit vum Euro ze stäerken an eng schnell Erhuelung no engem extrem ökonomesche Schock ze erméiglechen.

A véiertens, mir mussen nees Vertrauen an de Finanzsecteur schafen, derfir suergen, d'Stabilitéit vun der Bankenunioun ze stäerken an d'Récklage vun de Bierger ze schützen.

Mir mussen déi grouss sozial an ökonomesch Inegalitéiten tëschent den EU-Memberstate verréngeren, also méi Kohäsioun an der Europäescher Unioun selwer erreechen, well do si ganz vill Problemer eigentlech drop opgebaut, op deenen Inegalitéiten, déi innerhalb vun der Europäescher Unioun bestinn.

Duerfir brauchen awer och d'Memberstaten déi néideg fiskal Flexibilitéit, fir kënnen a Wuesstumsinitiativen an hir Sozialsystemer ze investéieren. Mä dat geet net duer. Mir brauchen eng ambitiéis Investitiounsstrategie, déi privat a staatlech Investitiounen zesummebréngt, an dat nach méi staark wéi bis elo, virun allem och an deene Länner, déi wirtschaftlech nach ëmmer net aus der Kris richteg eraus sinn.

Mir hu gesot, och an der Wirtschaftsunioun feelt et un enger sozialer Dimensioun, fir de Sozialdumping ze ënnerbannen. Duerfir musse sozial Indicateuren, déi rechtlech bindend sinn an net nëmmen esou als Niewenindicateuren, als Alibi-Indicateuren, mat erugezu ginn, an dat Europäescht Semester verbindlech mat agebonne ginn. Dozou gehéieren och fair a gerecht Steierpraktiken. Duerfir begréisse mer och ausdrécklech déi Efforten, déi besonnesch vun dëser Regierung gemaach si ginn, fir Lëtzebuerg vun alle groen a schwaarze Lëschten erofzekréien.

Mir wëssen, dass mer momentan och a schwieregen Diskussiounen an der Europäescher Unioun sinn, wou et drëm geet: Soll d'Europäesch Unioun méi wäit an eenzelnen Domäner goen, wat d'Steierproblematik ugeet, wéi dat iwwert den europäesche Kader eraus an der OCDE gemeinsam festgehale ginn ass? Dat si keng einfach Diskussioune fir Lëtzebuerg, wou mer erëm ganz schnell, net op den offizielle schwaarze Lëschten dropstinn, mä awer erëm op déi schwaarz Lëschten an de Käpp vu

ville Leit dobausse kënne kommen. Et ass also do e Seeldanzakt, deen ze maachen ass fir eis Vertrieder op dem europäesche Plang.

Mir musse bei de Reforme vun der Bankenunioun derfir suergen, dass d'Banken hiren Deel vun der Responsabilitéit iwwerhuelen an et an Zukunft net méi de Steierzueler ass, dee muss mat senge Sue bezuelen, wann d'Banke spekulativ Geschäfter maachen an doduerjer a Schwieregkeete kommen. Duerfir brauche mer dann endlech och d'Emsetzung vun deem Resolutiounsfong a vun der Garantie fir d'Depote bei de Finanzetablissementer.

An eng noutwendeg Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun kann et nëmme ginn, dat hunn ech scho gesot, wann déi demokratesch Kontroll verstäerkt gëtt, fir d'Éischt emol an den Nationalparlamenter - mir hunn driwwer geschwat -, dann och beim Europäesche Parlament. An der Kommissioun huet sech do jo d'Meenung eigentlech duerchgesat, dass ee keen neit Parlament brauch. Dat ass och ganz richteg.

D'Fro ass just, ob d'Europaparlament awer déi richteg Instanz ass, fir dat doten ze maachen, ob d'Europaparlament a senger Plenitüd déi ass, déi dann déi Kontroll do mécht. An duerfir soll ee sech d'Fro stellen, ob een do net op nach zousätzlech Mëttele géif zréckgräifen, Instrumenter zréckgräifen, ouni en neit Parlament ze schafen, wou een dann awer géif eng Énnerandeelung vun deem Europaparlament benotzen, fir déi dote Kontroll dann, wat d'Eurozon ugeet, duerchzeféieren. Dat kéint zum Beispill e spezialiséierte Comité sinn, wou sämtlech Eurozon-Memberstaten dra vertratt wären, deen da géif spezifesch deen dote Suivi vun der Aarbecht, wat d'Eurozon ugeet, kënne maachen. Ech mengen, do si jo eng ganz Partie Gedanke gefouert ginn, mä et wäert net einfach sinn, do e Konsensus ze fannen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net méi wäit goen hei a mengen Ausféierungen. Et ass selbstverständlech, dass mer weider mussen un deem Dossier schaffen. Dat ass e Prozess, deen ni wäert ofgeschloss sinn. Och deen heite Rapport gesinn ech éischter als en Etapperapport, deen hei gemaach gëtt, wéi dass mer elo géife waarden, wat dann op anere Plaze géif decidéiert ginn. Et ass also wichteg, dass mer eis weider als Parlament an dat Ganzt do abréngen.

Ech wëll just eng Suerg nach lassginn, déi mer schonn oft hei geäussert hunn op dëser Tribün, déi awer ufänkt, eng gängeg Praxis ze ginn an der Europäescher Unioun iwwert déi lescht Joren. Mir gleewen nach ëmmer un déi wichteg grondpolitesch Verantwortung, déi politesch gewielten Instanzen hunn. A wat eis Suerge mécht: Et ass awer, dass déi Multiplikatioun vu sougenannten „autonomen" a virun allem sougenannten „neutralen" Expertestellen - ob dat Comitéë sinn, ob dat Observatoirë sinn, ob dat Bordë sinn, wéi mer se och ëmmer nennen -, déi, ouni dass se eng Decisiounsgewalt hunn, awer duerch hir Avisen d'Politik an eng gewësse Richtung beaflossen.

Mir sinn der Meenung, dass dat eng geféierlech Entwécklung ass, déi Multiplikatioun vun deene sougenannten Expertegremien, déi kenger demokratescher Kontroll ënnerleien, déi net gewielt si ginn, déi genannt si ginn an déi awer e ganz staarke politeschen Afloss kënnen hunn. Mir sinn der Meenung, dass een d'Urresponsabilitéite vun den nationale Regierungen, vun den europäeschen Institutiounen a vun de gewielte Parlamenter soll respektéieren. Duerfir warne mer eigentlech, dass déi doten Entwécklung esou weidergeet, wéi dat déi lescht Joren an engem verstäerkte Mooss geschitt ass.

Dat gesot, ass et fir eis selbstverständlech, dass mer déi Resolutioun, déi vum Marc Angel hei presentéiert ginn ass, wäerte stëmmen, well mer wëssen, dass Europapolitik scho laang Nationalpolitik ass, an déi sougenannten Nationalpolitik sech och nëmme kann entwéckelen an engem europäesche Kader.

Merci fir Är Attentioun. A Rendez-vous bei enger nächster Debatt ëm déiselwecht Froen. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner hunn ech den Här Eugène Berger ageschriwwen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll och direkt ufänken an dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci soe fir dee ganz etoffëierte Rapport. Ech mengen, et reflektéiert och déi vill Aarbecht, déi an der aussepolitescher Kommissioun gemaach ginn ass. An ech mengen, et ass och sécherlech ganz sënnvoll gewiescht, datt mer déi Diskussioune gefouert hunn, datt mer esou e Rapport gemaach hunn. Sécherlech ass et awer net en Ennpunkt, mä, ech mengen, et ass och elo grad virdru gesot ginn, eng Etapp, eng Zwëschenetapp. A mir wäerte sécherlech och hei an dësem Plenum nach an deenen nächste Méint a Jore méi wéi eng Kéier méi spezifesch iwwert déi eng oder aner Problematike schwätzen.

Madamm Presidentin, ee vun de Virspriecher, ech mengen, et war de Claude Wiseler, hat ugefaangen a vun engem Politiker geschwat, deen eigentlech ni iwwert d'EU, iwwer Europa gemeckert huet. Ech mengen, vill Politiker maachen dat net, och hei am Sall. Ech selwer och net. Ech mengen och, ech kann do fir d'Kolleege vu menger Fraktioun schwätzen. Dat ass esou bei de Politiker, mä de Rapport, dee mécht awer e Constat. Dee weist, datt et an der Realitéit bei de Bierger dobaussen aneschters ass, datt ganz vill Bierger an der Communautéit awer, ech soen emol, e gewëssent Mësstrauen, fir net méi wäit ze goen, vis-à-vis vun der Europäescher Unioun verspieren.

Dat ass an deenen enge Länner vläicht méi wéi an anere Länner, mä dat ass awer trotzdeem eng Tatsaach, déi mer mussen och als Politiker zur Kenntnis huelen. An dat Mësstrauen, dat berout och net onbedéngt op där institutioneller Konstruktioun u sech vun der Europäescher Unioun, mä huet och, mengen ech, éischter domadder ze dinn, wat fir ee Bild mer all Dag vun Europa vermëttelen, wat fir ee Bild mer och am Fonctionnéiere vun Europa vermëttelen a wat d'Leit vläicht dann awer aneschters gesinn, wéi mir dat vläicht hei gesinn.

Ech mengen, fir vill Bierger ass d'Europäesch Unioun eppes Komplexes, am beschte Fall ontransparent. Et gëtt oft vun „Dunkelkammer" geschwat. Virun allem ass Europa fir vill Leit wäit ewech vun de Suerge vun de Leit, déi se am Alldag hunn, och wäit ewech vun den Interessen, déi d'Leit hunn, wou et bei de Leit am Schong dréckt. An natierlech, wann een och eng Rei Dossiere kuckt, déi mer an deene leschte Méint, géif ech soen, och hunn, déi Krisen, déi mer an der Europäescher Unioun duerchginn, droen och net derzou bäi, datt d'Leit méi Vertrauen an d'Europäesch Unioun kréien.

Ech mengen, dat sinn also do Froen. A mir musse kucken als Politiker, adequat Äntwerten ze fannen, fir och Europa nees op déi richteg Schinnen ze kréien. Mir musse virun allem, mengen ech, erëm d'Bierger zréckgewannen, wa mer deen Defi wëlle gewannen.

An déi Äntwerte sinn eigentlech och net onbedéngt politescher oder eben institutioneller Natur, oder se sinn éischter politescher Natur. Ech mengen, wann ee vu Mësstraue vun den EU-Bierger schwätzt, da gëtt et e puer Äntwerten, fir deem entgéintzewierken. Ech mengen, eng ganz wichteg Saach, vläicht dat Wichtegst, ass do, datt een emol op Transparenz spillt.

Wa mer iwwert déi Froen diskutéieren, wéi d'EU soll an Zukunft gestréckt sinn, dierf een dat wierklech net hanner zouenen Diere maachen. Et muss een d'Leit do mat implizéieren. Et muss een d'Bierger informéieren. Et muss een natierlech och, well mir si jo all Volleksvertrieder, dat heescht, mir vertrieden all déi Bierger, déi national Politiker, déi national Politik mat abannen.

En zweete Punkt ass natierlech, datt ee sech och muss op déi Froe konzentréieren, déi d'Bierger erreeche respektiv déi sech och wierklech ëm d'Suerge vun de Bierger dréien. Ech mengen, dat ass dat, wat besonnesch e ganz wichtege Punkt ass.

An ech mengen, mir mussen awer och de Leit dann erëm weisen, wat jo awer alles Positives vun der EU ausgaangen ass fir all d'Bierger hei an Europa. Ech mengen, eent, dat ass vläicht dat Wichtegst, wat och vill Leit ëmmer erëm vergiessen, datt mer eigentlech elo schonn iwwer 70 Joer Fridden op eisem Kontinent hunn. Ouni Europa wier dat jo net méiglech gewiescht. Et ass ganz oft, datt d'Leit dat awer vergiessen. Dat ass awer och haut nach eng vun de wichtege Missioune vun där Schicksalsgemeinschaft.

Mä et si vill aner praktesch Saachen, déi d'Leit oft vergiessen am Alldag, déi een hinnen ëmmer erëm muss rappeléieren, wat Europa awer engem Eenzelne bréngt: fräi Zirkulatioun; iwwerall an Europa studéiere kënnen; eng gemeinsam Wärung, net mussen, wa mer op Tréier akafe fueren, erëm D-Mark wiesselen, oder op Diddenuewen do dann de franséische Frang; eng Rei sozial Standarden, déi mer awer zesummen erreecht hunn. Sécherlech wënsche sech da Verschiddener, datt ee géif méi wäit goen.

Ech denken un all déi Acquisen, déi een awer huet, zum Beispill am Emweltberäich. Ech mengen, wann ee géif kucken, déi verschidde Politicken, géif ech soen, datt vläicht, ech denken do och, well ech alt fréier als Statssekretär méi domadder ze dinn hat an et dann och méi realiséiert hunn, datt et awer eigentlech eng Success Story vun der Europäescher Unioun ass, datt do ganz vill Ëmweltpoliticke vu Bréissel ausgaange sinn an et herno dann och an deenen eenzelne Memberstaten ëmgesat ginn ass.

Ech mengen, dat sinn alles besteeënd Avantagen, déi et och am besteeënden Traité elo scho ginn a wou och elo nach Spillraum ass mat deem besteeënden Traité. Wat wëll ech soen? Datt mer also net onbedéngt mussen elo nei Diskussiounen ufänken, ob mer de Lissabonner Traité mussen iwwerschaffen, aner Traitéë mussen iwwerschaffen. Et ass jo och eng aner Gefor derbäi. Wa mer den Traité elo géifen opmaachen, bréngt dat jo eng aner Gefor, an zwar datt dann op eemol alles och a Fro géif gestallt ginn, wat awer an deem Traité steet. Da weess een zwar, wou een ufänkt, mä et weess een net, wou een herno da géif derbäi erauskommen.

Ech mengen, en anere Punkt, dee wichteg ass, fir d'Vertraue vun de Bierger zréckzegewannen, ass deen, wéi d'Europäesch Unioun als Gemeinschaft a wichtegen Dossieren, a wichtege Froen zesummen agéiert. A wat een och einfach muss feststellen, ech mengen, a méi wéi engem Dossier ass d'Demarche éischter déi, datt reagéiert gëtt, am beschte Fall. Ganz oft gëtt dat dann och nach op Krise gemaach, dat heescht, datt een et iwwerhaapt zu Krise komme léisst (veuillez lire: Ganz oft gëtt dann och eréischt op Krise reagéiert, dat heescht, datt een et iwwerhaapt zu Krise komme léisst, ier een eppes mécht).

Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass, datt d'Europäesch Unioun erëm muss méi virausgesinn, méi anticipéieren. Si muss agéieren, amplaz ze reagéieren. Well an der Lescht hat een an enger Rei Dossieren, wichtegen Dossieren dann awer méi wéi eng Kéier d'Impressioun, datt dat do, ech géif scho bal soen, an eng gewëssen Navigation à vue ausgeaart ass. An och dat ass eppes, wat kee Vertraue bei de Bierger dobausse vermëttelt.

Ech wéilt hei ee Beispill nennen, ech kéint der vill zitéieren, mä ënner anerem dat, wat dat vläicht am beschten illustréiert, dat ass am Dossier vun der Flüchtlingskris, wou sech dat bemierkbar gemaach huet, wou dann och an honnert verschidde Richtunge gezu ginn ass. An dat ass eppes, wat net gutt ass. Datt een also do och muss kucken, datt d'Europäesch Unioun an där Richtung als Schicksalsgemeinschaft och erëm méi staark zesummen handelt. An dat ass jo och genau dat, wat se ëmmer staark gemaach huet, wann een zesummen un engem Strang gezunn huet. Wann dat stëmmt, ech mengen, da kann een och zesummen am Interessi vun den eenzelne Bierger schaffen.

Bon, d'Fro, déi natierlech och ëmmer nees opkënnt, dat ass déi, ob déi sozial Aspekter, déi sozial Froen an Europa vernoléissegt goufen. Dee Virworf gëtt och am Rapport vun de fënnef Presidente méi oder manner, ech soen emol, thematiséiert. Ech mengen och, wann een e Bilan géif zéien, muss ee feststellen, datt awer sécherlech och am soziale Beräich eng ganz Rei Fortschrëtter komm sinn. Ech wäert vläicht spéider nach eng Kéier, Madamm Presidentin, dorobber zréckkommen.

A wat jo och eigentlech eppes ass, wat eigentlech e Liichtbléck elo ass, fir datt d'Europäesch Unioun erëm méi zesummesteet, zesummeréckelt, dat ass eigentlech dat, wat sech elo grad aus enger Kris ergëtt, oder d'Resultat vun enger Kris. Ech mengen, de Brexit ass eng vun deene grousse Krisen, déi d'Europäesch Unioun kennt. En huet awer bewierkt, datt mer elo, wéinstens de Moment - kommt, mir paken Holz un, datt dat dann och esou bleift! -, geschlossen an deem Dossier do weider agéieren. Ech hat dat och schonn d'lescht Joer (veuillez lire: Woch) gesot, datt dat eigentlech, wann een et esou wëllt huelen, awer e klenge positiven Aspekt ass fir déi aner Memberlänner, datt mer do dann erëm méi zesummestinn, ferm zesummestinn. A wéi gesot, ech hoffen, datt dat dann och bis zum Schluss wäert halen.

Ech mengen, et ass jo och esou, wann een d'Geschicht vum europäesche Kontinent opschléit, da gesäit ee jo och, datt mer ëmmer nëmme Fortschrëtter gemaach hunn, wa mer zesummegehalen hunn. An dat gëllt besonnesch, ech mengen, dat gëllt och op anere Plazen, och op anere Kontinenter an der Geschicht, mä besonnesch gëllt dat fir d'Europäesch Gemeinschaft.

Mä ech hat elo vum Brexit geschwat an ech mengen, dat ass jo och esou, datt de Brexit fir eng Tendenz steet, déi mer an enger ganzer Rei vun europäesche Memberlänner awer och beobachte kënnen, datt och op nationalem Niveau - ech hu jo virdru vun de Bierger geschwat - vill Politiker, ech mengen, awer zu Europa stinn, mä datt awer och, dat muss een och soen, manner hei zu Lëtzebuerg, mä awer a villen oder verschiddene Länner d'Legitimitéit vun der Europäescher Unioun a Fro gestallt gëtt, datt also och do de Repli op den nationale Stat ëmmer erëm festzestellen ass.

Dat artikuléiert sech jo dann och besonnesch iwwer nationalistesch oder extremistesch Parteien, sief dat a Frankräich, Holland, anere Länner, och a verschiddene fréieren Ostblocklänner. An ech mengen, eng Konsequenz vun esou engem Denken, esou engem Striewen erëm méi op den nationale Stat, dat ass jo dann am Endeffekt de Brexit elo. An dobäi gesäit ee jo awer dann am Endeffekt, an dat misst eng Lektioun si fir alleguerten déi, déi och mam Gedanke spillen, erëm aus der EU erauszeklammen, datt dat net d'Solutioun ass.

D'Erausklammen aus der EU, dat stellen elo d'Leit a Groussbritannien fest, dat léist keng Problemer, au contraire, et bréngt der op alle Fall. A Groussbritannien hate mer Campagnen, ech géif soen, nenne mer et emol esou, déi op Onwourechten opgebaut waren: Do hunn dann déi, déi fir de Leave waren, déi hu prophezeit, datt alles géif besser ginn ouni d'EU. D'Realitéit ass awer déi, datt elo fir Groussbritannien alles vill méi komplizéiert ass. An et war jo esou, dat ass och oft zitéiert ginn, datt d'Leit méindes dann emol op Google gekuckt hunn, wat dann Europa alles fir Groussbritannien bedeit huet. An du sinn der ganz vill awer op eemol erféiert respektiv haten en zimlech ferme Kueder, wéi se erwächt sinn.

Ech mengen och besonnesch fir eis als klengt Land, wat ëmmer op seng grouss Nopere gekuckt huet a sech jo awer och ni verstoppt huet - et ass virdru gesot ginn, wat vläicht net d'Lokomotiv, awer den zweete Waggon ass -, ass et kloer, datt mir d'Europäesch Unioun brauchen. An och ouni d'EU geet et scho guer net an enger globaliséierter Welt, wéi mer der haut eng hunn. D'Fro ass also fir eis, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg net, ob mer eng EU, mä d'Fro ass einfach déi, wéi eng EU mer brauchen. D'Fro ass awer och: Wivill Europa a wéi enge Beräicher?

An dat bréngt mech dann zu deene fënnef Zeenarie vum Livre blanc vun der Kommissioun iwwert d'Zukunft vun der EU. Och nëmme ganz kuerz de Rappell hei.

Den éischten Zeenario, dat ass jo „Carrying on", also den „Weider wéi bis elo", wéi ee géif soen. Ech mengen, do stelle mer jo awer fest, datt dat eng Rei Froen opwerft.

Deen zweeten Zeenario: „Nothing but a single market", also nëmmen de Marché unique. Ech mengen awer kënnen ze soen, datt d'EU méi ass wéi just de Marché unique.

Dann den drëtten Zeenario: „Those who want more do more." Also déi Länner, déi wëlle méi maachen, verdéiwen hir Kooperatioun an enger Rei Beräicher. Ech mengen, dat ass dat, wou och virdru schonn déi eng oder aner méi geschwat hunn: Géométrie variable, Kerneuropa, mä sécherlech kéint een do och soen, datt et e Risiko ass vun engem Europa mat e puer Vitessen.

Dann dee véierten Zeenario: „Doing less more efficiently." Manner zesummeschaffen, mä duerfir méi effektiv. Ech mengen, dat ass och eppes, wou een eng Rei awer interessant Aspekter ka maachen, Zesummenaarbecht grad an deenen Domänen, wou d'EU Resultater bréngt. An da misst een natierlech och do den EU-Budget op déi nei Prioritéiten zouschneiden. Do géif awer dann natierlech och den Decision-making méi einfach ze verstoe sinn.

Ben, an dann de fënneften Zeenario: „Doing much more together", also nach vill méi zesummeschaffen, nach méi eng Verdéiwung vun der EU. Ech mengen, och do huet een de Moment Schwieregkeeten, fir dat och de Leit dobaussen, de Bierger dobausse kënnen ze vermëttelen.

Also ech mengen, um Enn, Dir hutt et vläicht eraushéieren, (veuillez lire: ass et den Zeenario) dräi an och Elementer vum véier, déi do interessant sinn, déi och realistesch sinn. Ech huelen un, um Enn wäert wuel keng komplett puristesch Variant erauskommen, mä éischter dann eng Mëschung vu verschiddenen Zeenarien. Also éischter dann den dräi a véier.

Madamm Presidentin, ech wäert dann och nach op verschidden, méi präzis Punkte vum Rapport agoen. Ech sinn elo net den Detailspriecher vu menger Fraktioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Kënnt deen nach? Kënnt deen nach?

M. Eugène Berger *(DP).*- Dat net, ech versichen also, dat mat ofzedecken, ech versichen, Allrounder ze sinn. Ben, ech mengen, déi Froen zu der Eurozon, ech wëll do och elo keng grouss weltbewegend Aussoe maachen. Ech wëll wierklech méi, well do si jo awer eng Rei

konkret Pisten oder Froen, déi am Rapport sinn, déi kuerz illustréieren.

Ech mengen éischtens, d'Wirtschaftsunioun ass kloer kee Selbstzweck. Mä eng zolidd Wirtschaftsunioun, dat muss een awer soen, ass en zolidd Réckgrat vun engem staarken Europa, besonnesch vis-à-vis vun der Welt dobaussen. Natierlech och fir eng Stabilitéit bannen. Mä dat ass awer och esou, wa mer wëllen e seriöe Partner, Handelspartner an egal wéi ee politesche Partner an der Welt sinn, da muss een haut do natierlech och eng staark Ekonomie am Réck hunn, soss geet et net.

An hei, fir vläicht op méi e präzise Punkt anzegoen, d'Kommissioun, déi proposéiert jo, e bëssen en neie System anzeféieren, deen hëllefe soll, dann och d'Performance an d'Reformen ze evaluéieren an deenen eenzelne Länner, dat heescht ënnert dem Term vun der Rationaliséierung vum Europäesche Semester. Ech denken, esou nei Institutioune kënnen interessant sinn. Mir sollten awer och net eise spezifesche Kontext vergiessen. Och mat all deene Modeller - ech ginn net op se all an - oder all deenen Iddien, dat sinn Euro-Minister an Eurozon-Minister an esou weider, mengen ech, mir sollten awer ëmmer kucken, ier een erëm nei Institutiounen, nei Gremie schaaft, wat awer schonn de Moment existéiert a gutt fonctionnéiert. Souwuel um europäesche Plang respektiv besonnesch hei zum Beispill an deene Wirtschafts- a finanzielle Budgetsfroen hu mer awer och eng Rei Gremien um nationale Plang, déi awer gutt fonctionnéieren.

Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg hu mer en Observatoire de la compétitivité, mir hunn de Statec, dee regelméisseg Statistiken erausgëtt, mir hunn aner Akteuren, déi Analysen a Recommandatioune maachen. Fir de Budget am A ze behalen, hu mer de CNFP gestëmmt, deen eng extern Evaluatioun vun eise Statsfinanze mécht an esou weider.

Also einfach nëmme fir ze soen, datt mer eng Rei Gremien hunn, déi déi wirtschaftlech a budgetär Situatioune bewäerten, iwwerpréiwen, kucken, ob mer do op der richteger Schinn sinn, an eis Recommandatioune ginn. A wann een elo erëm nei Gremie schaaft, riskéiert een awer, do vläicht net méi den Duerchbléck ze hunn, respektiv herno kéint een och op eemol an d'Situatioun kommen, datt sech do déi eng an déi aner Gremie vläicht dann d'Lufthoheit, fir et emol esou ze soen, géife streideg maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An och wann een déi aktuell Prozedure vum Europäesche Semester kuckt, esou erschénge mer déi awer relativ sënnvoll, wéi mer se de Moment hunn, déi fonctionnéieren och ganz gutt an effikass. Et wär als Rappell: Hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, datt d'Regierung der Kommissioun hir budgetär a wirtschaftlech Richtlinnen oder Ausriichtungen eragëtt, de PSC an de PNR. Dat maache mer dann am Fréijoer, an da mécht jo d'Kommissioun hir Recommandatiounen.

An hei muss ee jo och ervirsträichen, datt mer do an de leschte Joren och ganz vill Efforte gemaach hunn, fir d'Chamber hei, eist Gremium hei, eist héicht Haus an déi Prozedur nach méi mat anzebannen, wat mer an deene leschte Jore ganz gutt gemaach hunn a wou praktesch jo och an dem leschte Joer elo, deene leschten zwee Joer den État de la nation och en Element vun där ganzer Prozedur e bësse war. Ech mengen also, dëse System huet sech bewäert an der EU, mä och hei zu Lëtzebuerg. An et kann een also och op deem Wee da weiderfueren, ouni elo musse vill nei Systemer anzeféieren.

Ech erënneren och un d'Regel vum OMT bei de Statsfinanzen, eng Richtlinn, wéi d'Länner hir ëffentlech Finanze geréiere sollen oder mussen. Et ass jo esou, datt een dat Zil normalerweis muss erreechen. Net all Land ass wéi mir hei zu Lëtzebuerg e Musterschüler. A wann dann d'Finanzen net méi dem OMT entspriechen, wann d'Finanzen aus dem Rudder lafen, da ka jo och d'Unioun, d'Kommissioun Mesuren imposéieren. Mir hunn dat gesi bei Griichenland, datt dat do ka gemaach ginn. Mä ech mengen awer och, als Interessegemeinschaft mécht dat awer och Sënn, datt dann, ech soen emol Bréissel, Europa sech do mat amëscht, well d'EU ass nëmmen esou staark eigentlech wéi hire schwächste Member. An all Land huet doduerjer och d'Responsabilitéit, seng ëffentlech Finanzen am Gréff ze hunn, fir datt mer dann all zesummen eng staark Gemeinschaft sinn.

D'Finanzunioun: Ech mengen, den 21. Oktober 2015 gouf eng Serie vu Mesurë festgehalen, fir déi wirtschaftlech a monetär Unioun weider ze stäerken an d'Bankenunioun Stéck fir Stéck dann och nach méi komplett ze maachen. Lëtzebuerg huet dat vun Ufank u matgedroen. An ech wëll an deem Kontext och nëmmen drop hiweisen, datt mer op dëser Plaz an deene leschte Méint, Joren eng Rei Gesetzer gestëmmt hunn, déi och genau an déi Richtung gaange sinn, sief dat elo iwwert den europäesche Resolutiounsmechanismus oder iwwert déi nei an d'Liewe geruffe Bank Recovery and Resolution Directive, kuerz BRRD.

D'Bankenunioun, muss ee soen, funktionéiert och iwwert d'Surveillance vun den net systemesche Banken an Zesummenaarbecht mat den nationalen Zentralbanken an esou weider. Et ginn hei och Punkten, iwwert déi een nach diskutéiere kann. Ech mengen, mir wëssen, datt deen Dossier och net ofgeschloss ass: zum Beispill, ob déi 50 Milliarden aus dem Resolutiounsfong genuch sinn. Da kënnt d'Fro natierlech vun der Responsabilitéit vun de Memberstaten och ganz schnell op. Awéiwäit soll een de Risiko, deem d'Banken ausgesat sinn, net emol um nationalen Niveau minimiséieren, ier een da vun enger europäescher Resolutioun schwätzt? An esou weider.

Ech mengen, dat ass e Sujet, wou ee ganz schnell och an techneschen Detailer oder a Spezialistendetailer wäert sinn. Ech mengen einfach, wat ee soll zréckbehalen an där Fro, dat ass, datt mer e System brauchen, datt mer Banken hunn, déi op stabille Féiss sinn, datt mer net erëm an déi Situatioun kommen, wéi mer dat an der relativ rezenter Vergaangenheet hate mat wirtschaftleche Repercussiounen an der ganzer EU a virun allem och am Endeffekt Repercussiounen op all eenzelne Bierger an Europa.

E Wuert, wierklech e kuerzt Wuert zur Fiskalitéit an der Unioun. Hei ass jo BEPS dat grousst Stéchwuert. Ech ginn elo och do net op all d'Detailer an. Einfach nach eng Kéier fir ze rappeléieren: Lëtzebuerg ënnerstëtzt all d'Initiativen an deem Beräich, schafft extrem konstruktiv mat. A mir sinn hei an deenen Dossiere Fiskalitéit, Harmonisatioun an esou weider, ech mengen, eigentlech wierklech net bei de Bremser. Do géif ech awer carrement soen, datt mer net nëmmen am zweete Waggon sëtzen, mä do sëtze mer och wierklech an der Lokomotiv.

Wat awer bei all deenen Dossiere wichteg ass, dat ass, datt et international een „level playing field" gëtt, wéi mer dat esou schéin nennen. Wëllt soen, datt natierlech an Europa fir jiddwereen déiselwecht Regele solle gëllen, mä doriwwer eraus, datt déi Regelen, déi mer eis an Europa ginn an all de Steierfroen, natierlech dann och weltwäit solle gëllen, fir datt een eng fair Konkurrenz huet.

Kuerz och e Wuert, ech kommen net derlaanscht, natierlech zum Juncker-Plang. Wa mer och iwwer Investitiounen an Europa schwätzen, einfach nëmme fir ze soen: Et war sécherlech sënnvoll, e massiven Investitiounsplang an a fir Europa ze lancéieren, besonnesch och an déi europäesch Infrastrukturen ze investéieren. Eng Infrastruktur mengen ech, déi jo och net nëmme fir dës Generatioun gutt ass, mä déi och dann nach fir zukünfteg Generatioune gutt ass.

Ech mengen, wann ee sech d'Zuelematerial do ukuckt, dann ass dat schonn impressionnant: Bis de September 2016 goufen 33,5 Milliarden Euro investéiert, dat souwuel duerch d'EU selwer wéi dann eben och duerch déi europäesch Investmentbank. An hei an deem Investitiounsplang ass jo och eng vun de Ciblen, datt och besonnesch déi kleng Entreprisen ënnerstëtzt goufen, awer och Projeten am Beräich Energie a Recherche. An ech mengen, dat sinn alles Politikfelder, déi och e laangfristegen Notze wäerten hunn.

De Budget vun der EU: Ech mengen, zum Budget vun der EU ginn et verschidde Froen, déi een do kann diskutéieren. Éischtens déi, wéi een d'Suen - ech soen emol salopp - erakritt. Do gëtt et jo dann den europäesche Budget, wou verschidde Sourcë gespeist ginn, zum Beispill duerch Kontributioune vun de Memberlänner, duerch d'TVA, déi d'Länner kréien. Awer dann och déi sougenannten traditionell eege Ressourcen, déi duerch d'Importer an d'EU direkt un d'EU selwer ginn.

Ech mengen, d'Fro ass hei natierlech och do an deem Kontext, fir festzeleeën, wivill Prozent vum Budget iwwert den direkte Wee an déi europäesch Keess fléissen, also onofhängeg vun de Memberstaten. Am Moment gesinn d'Traitéen eng Limitt vun 1,2% vir. Ech mengen awer, wat méi interessant ass, soen ech emol, wéi d'Suen also erakommen - dat ass natierlech och eng wichteg Fro, well ee jo domadder Politik mécht -, ass eben awer och: Wat fir eng Politik mécht ee mat deene Suen? Dat heescht: Wou setzt een d'Prioritéite mat dem Budget?

Ech mengen, wann een elo d'Prioritéite vum EU-Budget fir 2018 kuckt, ouni deen elo bis an de leschten Detail ze zerplécken: Wat hei awer ze begréissen ass, dat ass zum Beispill de Programme Horizon 2020 oder den Erasmus +, déi gestäerkt goufen. Mir begréissen natierlech och, datt weider Ressourcë fir déi europäesch Initiative pour l'emploi des jeunes fräigesat ginn.

Bon, d'Kommissioun huet hir Prioritéite fir 2018 virgestallt. Och d'Parlament huet seng Recommandatiounen dozou ginn. Natierlech mussen och d'Efforten an de Migratiounsfroen an der gemeinsamer europäescher Asylpolitik finanziell verstäerkt ginn. Och aner Mesuren, ech denken un de Klima, un den Handel, mussen natierlech och an deem Budget weidergefouert ginn.

Ech wéilt dann erëm vum Terrain e bësse vun, ech soen emol, all deene Froen, Wirtschafts-, Finanzfroen, Eurozonfroen, op dee Volet vun der politescher Unioun zum Schluss nach eng Kéier zréckgoen. Ech mengen, een Haaptuleies vun der Lëtzebuerger Presidence, dat war jo, fir de Bierger méi mat anzebannen. An ech hat jo och eigentlech domadder ugefaangen, datt et wierklech dat ass, wat immens wichteg ass, datt mer de Fokus op d'Bierger leeën.

Hei sinn natierlech dann net nëmmen d'EU-Institutioune gefuerdert, mä och déi eenzel Memberlänner, déi do och musse kucken, fir d'Bierger méi mat anzebannen an déi ganz Prozesser. A wann ech soen, déi eenzel Memberlänner, da si mir et natierlech och als Volleksvertrieder, déi do mussen eis Verantwortung iwwerhuelen. Dat heescht, datt mer natierlech och als Nationalpolitiker déi verschidden europäesch Dossiere musse kennen a och natierlech d'Méiglechkeet mussen hunn, eis an déi ganz Diskussioun net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä awer och an déi ganz Debatten, ech soen emol, zu Bréissel iergendwéi kënnen anzeklinken, mat anzebréngen, do och eben déi Suerge vun de Bierger kënne mat anzebréngen.

Dat bréngt mech dann op déi Diskussiounen, wéi mer eis eigentlech och kéinten hei an der Chamber nach besser opstellen, fir där Roll gerecht ze ginn. Bon, mir hunn eis wärend dem Opstelle vun deem Rapport natierlech vill mat deene Froe beschäftegt. Déi sinn awer och net nei, déi Froen: Wéi kënne mer eisem nationale Parlament do méi Kompetenze ginn? Hu mer genuch Know-how? Hu mer genuch Personal? An esou weider.

De Rapport huet do verschidde Mesurë proposéiert, déi sech jo och reflektéieren an enger Resolutioun, wéi d'Chamber da ka méi enk an déi europäesch Dossieren agebonne ginn. Ech mengen, eppes, wat wichteg ass ze ënnersträichen, ass, datt mer awer schonn eng ganz Rei Informatioune kréien. Et ass einfach: Wéi kënne mer se verschaffen? Wéi kënne mer se herno utilement an eiser politescher Aarbecht besser benotzen? An der politescher Aarbecht, bei de Projet-de-loien, bei de groussen Diskussiounen, déi ëmmer ustinn. Ganz oft hu mer Dossieren, déi hir Originnen zu Bréissel hunn a wou mer awer net ëmmer à même sinn, fir déi och alleguerten ze suivéieren. Ech mengen, et ass kloer, datt dat natierlech och méi Mataarbechter bedéngt, an datt mer eis eigentlech do och eens sinn, datt mer, wa mer wëllen nach méi intensiv a méi kompetent an deenen europäeschen Dossiere schaffen, dann och gutt mussen zougeschafft kréien an datt mer also do kënnen Efforte maachen.

Dann och nach déi Fro: Wéi verfuere mer, oder wéi ass d'Relatioun mat eiser Regierung, mat de Ministeren, an den europäeschen Dossieren? Ech mengen, wann ee kuckt, net nëmmen déi lescht dräi Joer, och doriwwer eraus, muss een awer éierlechkeetshalber soen, och bei viregte Regierungen, huet dat eigentlech u sech ëmmer ganz gutt fonctionnéiert. Mir sinn do eigentlech ëmmer ganz gutt gefuer, och wann dat net formell an iergendengem Chambersreglement festgeluecht ass. Ech mengen, d'Ministeren haten ëmmer, wéi gesot, och schonn a viregte Regierungen, dee richtegen, ech géif emol soen, „Feeling", fir ze wëssen: Wat fir eng Dossiere si wichteg? Bei wat fir engen Dossieren ass et wichteg, och wann dat net formell festgehale gëtt wéi an anere Länner, wou eigentlech do eng aner Prozedur ass, wéi Dänemark, mä och Litauen, wou ech rezent mam Chamberspresident en Austausch hat, wou eigentlech do ëmmer muss en Accord vun der Chamber...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Lettland.

M. Eugène Berger *(DP).*- Lettland, entschëllegt, Här President, jo, Lettland, wou den Accord - et gëtt och nach aner Memberstaten, wou dat ass - do muss ageholl ginn. Ech mengen, mir hunn e System, deen awer op géigesäitege Respekt a Verständnis stéisst, an dat eigentlech och an ëmmer an der Vergaangenheet. Ech denken elo nëmmen un d'Kommissioun, wou ech President sinn, an der COFIBU, datt do ëmmer de Finanzminister, ier e fir wichteg Diskussiounen op Bréissel geet, den Avis vun der Kommissioun freet, well hie jo dann och weess, datt en da gestäerkt zu Bréissel ass. Wann e weess, en huet déi ganz Chamber, oder wéinstens déi ganz COFIBU am Réck, da weess en, datt en do natierlech och ka mat méi - wéi soll ech soen? - Selbstsécherheet, net Selbstsécherheet, mä awer mat méi Poids do kann Dossiere verdeedegen.

E lescht Wuert awer, wat ech nach wollt soen, dat ass d'Sozialunioun, dat wollt ech trotzdeem net vergiessen, och do nach vläicht schnell e lescht Wuert. Ech mengen, den Triple-A social, dat war och eng Prioritéit vun der Lëtzebuerger Presidence, a mir sinn eis also och bewosst, datt dat e wichtegen Dossier ass. Déi sozial Froe si wichteg. An och hei muss d'Europäesch Unioun an dësem Dossier weiderhi Responsabilitéit, vläicht nach méi Responsabilitéit iwwerhuelen. Dobäi soll een awer och net vergiessen, dat ass grad wéi hei zu Lëtzebuerg: Wann ee wëllt eng effizient Sozialpolitik maachen, muss een natierlech, wéi een dat ëmmer esou schéi seet, virdrun de Kuch baken, fir deen dann och kënnen ze verdeelen. Dat heescht also och, datt, wa mer wëllen eng staark Sozialpolitik an Europa maachen, da brauche mer awer och eng staark Wirtschaftspolitik, déi kee Selbstzweck ass, mä déi och am Endeffekt der Sozialpolitik soll hëllefen.

Ech mengen, d'Fro, déi vill beschäftegt, dat ass: Eng Konvergenz vun deene verschiddene soziale Systemer, déi mer an Europa awer nun emol hunn, ass déi méiglech? Mir hu ganz vill verschidde Systemer, déi och ëmmer historesch gewuess sinn an deenen eenzelne Memberlänner. Mir hunn e ganz staarken, performanten, grousszügege Sozialsystem. An deenen anere 27 Länner ass dat net ëmmer esou de Fall. An ech mengen, dat ass eppes, wat juristesch, dat muss een einfach wëssen, och wann ee ganz vill gudde Wëllen a politesch Ofsiichten huet, immens komplex ass. Mä nach soll et awer eist Zil sinn, datt mer all den EU-Bierger an der Europäescher Unioun sollen e Sozialsystem ubidden, deen dann och dësen Numm verdéngt.

Ech mengen, Här President, ech géif bei deene verschiddene Sujeten a Remarquen dozou bleiwen. Ech mengen, et ass haut schwéier, eng Konklusioun ze zéien, et ass en Debat, deen awer op alle Fall ganz sënnvoll ass. Ech hoffen, datt deen Debat och vläicht e bësse bei de Bierger ukënnt, wa mer wëllen deenen dat méi vermëttelen. Ech mengen, et sinn eng Rei Pisten, déi hei opgezeechent gi sinn. Déi eng oder déi aner, also och d'Fraktiounen, hu jo och Stellung bezunn zu de verschiddenen Zeenarien, wéi se déi eng oder aner Fro an deem ganzen Dossier Eurozon gesinn. Dat ass sécherlech sënnvoll, och fir ze wëssen, a wat fir eng Richtung eis Regierung ka weidergoen.

Ech mengen, 2018 wäert sécherlech och e Schlësseljoer gi fir d'Europäesch Unioun, mat den Decisioune vun deenen Zeenarien, mat Brexit a mat aneren Dossieren. Ech mengen, eppes ass awer fir eis kloer, dat ass: Egal wéi, d'Zukunft vu Lëtzebuerg läit an Europa. A mir sinn awer och iwwerzeegt, datt Europa nach kann eng grouss Zukunft viru sech hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Berger. An nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen eis de Mëtteg gutt Zäit, fir iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun a vun der Eurozon ze schwätzen, esou gutt Zäit, datt mer schonn e bëssen an den Owend erakommen. Dat ass den duebele Meritt engersäits vun de Kolleege vun déi Lénk an anerersäits dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Marc Angel vun der LSAP.

Déi Kolleege vun déi Lénk hate schonn den 9. September 2015 e Bréif geschriwwen, wou se eng Interpellatioun ugefrot haten. An dat ass dunn an der aussepolitescher Kommissioun an en Débat d'orientation transforméiert ginn. An d'Aarbechte fir dee Rapport, dee mer dann haut als Basis fir eis Debatt hunn, hu sech iwwer bal annerhalleft Joer gezunn.

Mir hunn et hei mat enger Fläissaarbecht vum honorabele Kolleeg Angel ze dinn, an duerfir him e grousse Merci.

Mir hunn de Rapport matgestëmmt, mir ënnerstëtzen déi Aussoen, déi am Rapport stinn. A well de Rapporteur jo schonn a sengen ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapporten de Werdegang vum Rapport erkläert huet an och op déi verschidden Entrevuen, déi mer haten, agaangen ass, ginn ech direkt iwwer zum fënneften Deel, dem Deel vun de Konklusiounen a Recommandatiounen.

«L'Europe n'occupe pas l'avant-scène du débat national, sauf en cas de crise majeure», steet

direkt am Ufank vun de Konklusiounen. Dee Saz war an der Vergaangenheet richteg, wou mer net esou oft iwwer Europa geschwat hunn, a well mer et haut mat engem Europa vun de Polykrisen ze dinn hunn, ass déi Ausso och haut nach ëmmer richteg. Eng Tatsaach ass, datt mer ganz oft an der Chamber an eisem Débat national Referenzen zu Europa, zur EU maachen.

Un éischter Stell denken ech do un déi vill Gesetzer, wou mer EU-Direktiven ëmsetzen, un zweeter Stell un déi vill Debatten, déi mer am Beräich vun der Aussepolitik hei féieren. Mir haten d'lescht Woch eng Brexit-Debatt hei an der Chamber, een Dossier, dee ganz kloer souwuel europäesch ass wéi och national. A senger aussepolitescher Ried vum 21. Mäerz 2017 hat eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, ronn 35-mol d'Europäesch Unioun ernimmt, 76-mol sot hien europäesch a 55-mol Europa.

A senger Ried hat den Här Asselborn och déi fënnef Zeenarie vum Jean-Claude Juncker sengem Wäissbuch ugeschwat, an déi si jo och vun all Riedner hei erwäänt ginn. Mir haten och d'Madamm Yuriko Backes an der Kommissiouun, déi hat eis och déi fënnef Zeenarien nach eng Kéier duergeluecht. A genee wéi eise Minister si mir der Meenung, datt den Zeenario 1 „Weider wéi bis elo" kaum dee richtege Wee ass. Ech mengen, mir kréie vun de Leit dobaussen, vun de Wieler gesot, datt mer eis musse Gedanke maachen, datt d'EU muss anescht funktionéieren.

Och den Zeenario 2, datt Europa op e gemeinsame Bannemaart misst reduzéiert ginn, ass fir eis keng Optioun, well dat géif heeschen, d'EU géif sech nach méi op eng Stäerkung vun de Finanz- a Kapitalmäert verstäipen an déi sozial Acquise géifen nach manner wichteggeholl ginn.

Den Zeenario 3, een Europa mat verschiddene Vitessen, schéngt dem Minister an eis méiglech ze sinn, dat ass awer net eise Wonschzeenario.

Den Zeenario 4, een Europa, dat manner mécht, mä dat, wat et mécht, besser mécht, ass fir de Minister ee realisteschen Zeenario, fir eis awer éischter net, aus deem einfache Grond, datt mer net wëssen, wat Europa dann elo manner soll maachen. An duerfir war ech och frou iwwert dat Beispill vum Claude Wiseler, deen um Beispill vun de Faarwe gewisen huet, datt Direktiven, déi engem vläicht komesch virkommen, wann ee se hannerfreet, da stellt ee fest, datt et einfach ass, mat populisteschen Aussoen Direktive lächerlech ze maachen. Mä ech mengen, datt et net fair ass vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, wann een net op de Fong geet a wann ee liichtfankeg esou Uerteeler stellt.

Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg oft Besuch vun EU-Kommissaren a vun EU-Politiker, niewent deene sechs Europadeputéierten. Mir haten nach virun e puer Deeg den Här Carlos Moedas hei, de Kommissär fir Recherche, Innovatioun a Science, dee gesot huet, déi Beräicher, déi hien ebe vertrëtt, Recherche, Innovatioun a Science, bräichte méi budgetär Moyenen. Den Här Tajani, de President vum EU-Parlament, dee viru 14 Deeg hei war, hat zu Recht gesot, d'Europäesch Unioun misst méi maache bei deene wichtegen Dossiere Sécherheet, Immigratioun, Jugendchômage, Klimawandel. Hien huet do recht. An den Här Moedas an den Här Tajani soen, an ech huelen un, den Här Oettinger kënnt iwwermuer, dee wäert eis dat och soen, wou mer iwwerall méi musse maachen, fir d'europäesch Politik virunzedreiwen. Et ass ebe just d'Fro: Wou huele mer déi Moyenen hier?

Ech hat den Här Tajani op en Artikel am Magazin „Politico" ugeschwat, wou stoung, hien hätt gesot, et misst ee Sue bei der aktueller gemeinsamer Agrarpolitik spueren, déi jo aktuell 40% vum EU-Budget ausmécht.

(Interruption)

Bal 40%. Den Här Tajani huet geäntwert, hien hätt nach ni esou eppes gesot, hien hätt och nach ni iwwer PAC, also Politique agricole commune geschwat. Ech gleewen him dat natierlech, mä seng Äntwert war awer net zefriddestellend. Et ass einfach ze soen, mir bräichte méi Sue fir deen een oder deen anere ganz wichtege Beräich, mä nëmmen déi allerwéinegst soen, wou déi Suen do sollen hierkommen.

Mir wëssen alleguer, datt mam Brexit deemnächst den zweetgréissten Netto-Abezueler an d'EU wäert ewechfalen. Mir wëssen och, wéi schwéier et dierft gi fir déi aner Länner, dësen Ausfall opzefänken.

Eng Schlësselroll fir déi Weiderentwécklung vun der EU dierften awer grad just och d'Finanze vun der EU hunn. Och wann dat vu verschiddene Politiker anescht duergestallt gëtt, de Budget vun der EU ass zimlech bescheiden: 2015 waren dat 154 Milliarden Euro. Dat ass net vill fir 28 Memberlänner. Däitschland eleng huet e Budget vu ronn 300 Milliarden!

déi gréng sinn der Meenung, datt de Brexit net däerf zu enger Reduzéierung vum EU-Budget féieren. D'EU brauch an Zukunft och méi eege finanziell Ressourcen, fir méi a besser an d'Zukunft vun den europäesche Länner kënnen ze investéieren.

Mir si mat der Ausso vum Rapport d'accord, dee seet, datt mer elo keng Diskussioun iwwer Ännerunge vun de Verträg brauchen. Mir brauchen och keng institutionell Debatt. Mir brauche Politiker, déi sech erëm bewosst ginn an dat och kloer an däitlech soen, datt mer d'EU net geschaaft hunn, fir lénks a riets Subsiden ze verdeelen, mä fir eng gemeinsam Politik ze maachen, fir gemeinsam Ziler ze erreechen, déi mer als eenzel Staten net kënnen erreechen. Grouss gemeinsam Ziler sinn eise Bannemaart, den internationalen Handel, Klimapolitik, Biodiversitéit garantéieren, de Wuelstand an d'Sécherheet garantéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- De Paul-Henri Spaak huet schonn an de 50er Jore sënngeméiss gesot: „Et gëtt zwou Zorte Länner an Europa: déi kleng Länner, déi sech däers bewosst sinn, an déi kleng Länner, déi sech däers nach net bewosst sinn."

Vis-à-vis vun den Erausfuerderunge vun der Globaliséierung ass och ee Land wéi Groussbritannien ee klengt Land. An enger globaliséierter Welt musse mir Europäer méi no beieneréckelen a besser zesummeschaffen. Wa mer d'Vertraue vun de Bierger erëm wëllen zréckgewanne fir d'EU, a mir mengen, datt dat deen eenzege Wee ass, dee mer kënne goen, da muss d'EU erëm ee Projet ginn, deen d'Leit virun den negativen Auswierkunge vun der Globaliséierung schützt.

Fir déi gréng ass d'Optioun 5 vum Wäissbuch déi Optioun, déi fir méi e gemeinsamt Handelen a fir méi Zesummenaarbecht an alle Beräicher schwätzt, déi beschten Optioun. Och den Här Asselborn sot, datt deen Zeenario fir Lëtzebuerg sécherlech wënschenswäert wier, eng ideal Virstellung. A mir mussen him leider och recht ginn, wann e mengt, datt awer zurzäit deen Zeenario net ganz realistesch wier, well leider eng ganz Rei vu Memberstaten dat guer net wëllen, an dat, obschonn d'Gewiicht vun Europa an der Welt ofhëlt, obschonn d'Spannungen an der Welt zouhuelen, obschonn den Drock op déi héich europäesch Standarden am Beräich vun de Mënscherechter, de Sozialsystemer, dem Ëmweltschutz zouhëlt.

A wa mer eis da mussen zefriddegi mat engem Europa, dat verschidde Vitessë geet, dann däerfen zumindest net d'Acquis communautaires vun de leschte Joren a Jorzéngten a Fro gestallt ginn. An déi sougenannte Coopération renforcée muss ëmmer een oppene Prozess bleiwen, fir datt och muer déi Länner kënnen deelhuelen, déi haut nach net esou wäit sinn.

Här President, mir verschléissen eis net enger Debatt iwwer institutionell Reformen an der EU, gesinn awer doranner am Moment keng Prioritéit. Mir sinn der Meenung, datt de Lissabon-Vertrag schonn haut genuch Potenzial huet, fir konkret Projeten ze initiéieren, den Alldag vu ville Leit an der Europäescher Unioun ze verbesseren an erëm Schrëtt fir Schrëtt d'Vertrauen an d'europäesch Institutiounen zréckzebréngen.

Ech wëll hei op fënnef esou Punkten agoen a se opzielen.

Éischtens: Mir mussen derfir suergen, datt d'Kafkraaft vun de Leit mat klengem Akommes erëm klëmmt. Duerch d'Kris an der Eurozon an déi Austeritéitspolitik, déi doropshin octroyéiert ginn ass, gesi vill Bierger d'EU virun allem als Motor fir Ongläichheet, sozial Ongerechtegkeet an Ausname fir déi Räich. Den europäesche Projet, dee jorzéngtelaang mat Konvergenz, Wuelstand a Fortschrëtt associéiert ginn ass, gëtt haut als Gefor fir de Wuelstand a fir eist soziaalt Netz gesinn. Europa leit drënner, datt et eng Course no ënne gëtt bei de Leit, bei de Steieren, bei de soziale Standarden.

Dat gëllt deelweis souguer fir Däitschland, dat gëllt awer virun allem fir déi Memberstaten, déi keng gutt Grondofsécherung op nationaler Basis hunn. De Jean-Claude Reding vun der Chambre des Salariés hat zu Recht un en Dokument aus dem Joer 2000 vun 250 Parlamentarier erënnert, dat eng Convergence sociale an Europa gefuerdert huet. Convergence, Zesummeschaffen, Harmoniséierung vun de Beméiungen um Plang vum Chômage, der Aarmut, dem Wunnen an der Bildung si wichteg, och wann dat national Domäne vun der Politik sinn.

D'Gewerkschafte verdeedegen zu Lëtzebuerg alleguer, mä och soss an Europa, an der grousser Majoritéit de Prozess vun der europäescher Integratioun, och déi englesch Gewerkschaften hu sech géint de Brexit ausgeschwat. Si sinn Alliéierter an de Beméiunge fir méi Europa a fir ee bessert Europa. Si soen awer och, an zu Recht, datt, wann d'sozial Konditiounen a verschiddene Länner esou sinn, datt eng deloyal Konkurrenz hei ka gefouert ginn, da kann de Bannemaart net funktionéieren.

Zu engem sozialen Europa gehéiere fir eis sozial Mindeststandarden, besonnesch och Mindestléin, dei mindestens 60% vum jeeweilegen nationalen Duerchschnëttsloun duerstellen. D'EU-Parlament huet sech schonn däitlech fir d'Aféiere vum Mindestloun an alle Memberstaten ausgeschwat. Elo ass et un der EU-Kommissioun, fir aktiv ze ginn.

Zweet Beispill: Mir brauche méi Steiergerechtegkeet a méi Transparenz bei der Besteierung vun Entreprisen. D'Leit erliewen et als fundamental ongerecht, datt grouss multinational Entreprisen nëmme knapp 1% Steieren ofginn, de Bäcker ëm den Eck awer bal 30%. Eng fair a gerecht Steierpolitik dréit wesentlech derzou bäi, datt d'Bierger erëm Vertrauen an Europa kréien.

Mir wëssen natierlech och, datt d'Steierpolitik grondsätzlech am exklusive Kompetenzberäich vun de Memberstate läit. Mä d'EU kann iwwer hir Kompetenzen am Beräich vum gemeinsame Bannemaart eenzel Mesurë fir méi Steiertransparenz huelen, zum Beispill den „country-by-country reporting". Déi EU-Direktiv iwwert den „country-by-country reporting" vun 2016 ass ee Schrëtt an déi gutt Richtung, deen nach ausbaubar ass.

An da stelle mer natierlech fest, datt, wann et kee Fortschrëtt gëtt an europäesche Froen, dann ass et net onbedéngt d'EU-Kommissioun, déi do schëlleg ass, a scho guer net d'EU-Parlament. Blocagen entsti ganz oft am Europäesche Rot.

De Robert Menasse, een éisträicheschen Auteur, deen ënner anerem och dëst Joer op der Feier vum 60. Joresdag vun de Réimesche Verträg eng Festried gehalen hat an deen och viru Kuerzem eng Konferenz zu Lëtzebuerg ginn hat, ass ganz streng, wat den Europäesche Rot betrëfft. „Die Schwächung der Kommission und die Stärkung des Rates war der Sündenfall des Vertrags von Lissabon", schreift hien a sengem Buch „Der Europäische Landbote".

An natierlech gëtt et dat Spannungsfeld tëschent den Nationalstaten an der EU. D'Nationalstate ginn a Richtung Privatiséierung, zum Deel, well se vun der EU dohinner gedréckt gi sinn, awer eben nëmmen zum Deel dowéinst. Si maache Sozialofbau an zéie sech aus wesentleche Statsaufgaben zréck, si bedreiwen eigentlech systematesch Statsofbau. De Motto vum schlanke Stat ass d'Leitmotiv. Mä do, wou et sënnvoll wier, e bëssen Nationalstat ofzebauen zugonschte vun der Europäescher Unioun, do spille se staarke Stat.

Esou wichteg Theme wéi Sozialpolitik, Steieren, Asyl, Migratioun, Mindestléin wanderen net op EU-Ebene. Si gi mëssbraucht als Verhandlungsmass am Géintenee vun Nationalstaten.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat huet natierlech dermat ze dinn, datt eng Regierung eppes brauch, fir bei hire Wieler ze punkten. An et huet sech jorzéngtelaang ugebueden, déi positiv Decisiounen als eegene Produit ze verkafen an déi manner positiv an awer noutwendeg op Bréissel ze drécken.

De Lëtzebuerger Wahlsystem ass och net besonnesch dankbar fir en internationaalt Engagement. Gewielt gëtt déi Persoun zu Lëtzebuerg, déi zu Lëtzebuerg am visibelsten ass. Déi Zäit, wou e Lëtzebuerger Deputéierten zu Bréissel oder Stroossbuerg an interparlamentaresche Reuniounen ass, entzitt e sech dem Wieler. Fir säin Asaz an europäeschen Dossiere riskéiert en, vum Wieler bestrooft ze ginn, säin Asaz am Ausland interesséiert d'Press wéineg bis guer net, de Wieler kritt och wéineg mat dervun, de Politiker feelt awer eventuell um Wäifest oder um Hobbymaart.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- A villen anere Länner gëtt iwwert de Placement op enger Lëscht vun enger Partei bestëmmt, wie gutt Chancen op eng Wahl huet. Dat huet och net just Virdeeler, ass awer méi favorabel, fir sech als nationale Politiker och am internationalen Dossier an zu Bréissel ze engagéieren.

Drëttens: Mir brauchen Investissementer an d'Liewensqualitéit. An do gesi mir gréng dräi Schwéierpunkten: Digitals, Energie an Transport.

Mir sinn net prinzipiell géint Fräihandelsaccorden. Mir brauchen awer virun allem eng konsequent Investitiounspolitik an Europa. Den Export aus der EU eraus dréit just 20 bis 25% zum wirtschaftleche Wuesstum an der EU bäi. Virun allem d'Handwierk lieft vum Bannemaart. Fir eis ass et kloer, datt mer solle méi an Europa investéieren, an datt et jo haut souguer d'OECD selwer ass, déi dat duerchaus akzeptéiert, a Prêten, op déi zréckgegraff gëtt fir sënnvoll Investissementer, ginn och souguer vun der OECD haut guttgeheescht.

D'Welt vun haut ass schonn digital, d'Welt vu muer nach vill méi. D'EU soll Virreider am Dateschutz an am Ausbau vu Breetbandkonnexioune sinn. D'Produktiounsprozesser vu muer wäerten héich effizient an 100%eg erneierbar sinn. Eng erfollegräich EU-Industriepolitik muss de Klimaschutz eescht huelen, och a besonnesch, wa Leit wéi den aktuellen US-President déi Kaart fir hiert Land liichtfankeg verspillen. An effizient Technologien an an erneierbar Energien investéieren ass an d'Zukunft investéieren.

Eis Stied brauche propper Loft. Duerfir solle mer méiglechst schnell vum Diesel erofkommen an eis zilstrebeg op de Wee vun der Elektromobilitéit maachen, natierlech a Richtung 100% erneierbar. Dat ware schonn emol dräi Felder, wou et sech lount, massiv ze investéieren, wou de Benefiss vun dësen Investissementer direkt den EU-Bierger zeguttkënnt.

Véierte Punkt: D'Léift zu Europa geet duerch de Mo. Knapp 50 Milliarden Euro ginn all Joers an déi gemeinsam Agrarpolitik an Europa. Dat sinn, wéi scho gesot, bal 40% vum Budget. Um Ufank vun der Europäescher Gemeinschaft waren dat nach iwwer 60% vum Budget. An an eisen Ae gëtt et keng Alternativ zu enger gemeinsamer Agrarpolitik. Mir gesinn och kaum Spuerpotenzial hei, mir gesinn awer d'Méiglechkeet an d'Noutwendegkeet, der gemeinsamer Agrarpolitik eng aner Ausriichtung ze ginn. Mir brauchen eng Landwirtschaft, déi d'Biodiversitéit an de Klima schützt, déi respektvoll mat Déieren ëmgeet, déi de ländleche Raum liewenswäert erhält an déi de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, ee gerechte Loun erméiglecht.

Fënneften a leschte Punkt, deen ech hei e bësse méi ausféierlech wëll opgräifen: Sécherheet. Sécherheet gëtt ëmmer méi e wichtegt Thema an Europa. Mir sollen de Leit hiert Bedierfnis no méi Sécherheet eescht huelen. Am Kontext vun de ville Krisen an eisen Nopeschregiounen an den Erwaardungen, wat nach alles op eis zoukomme wäert duerch d'Aussepolitik vum 45. US-President, schéngt et eis eng Noutwendegkeet ze sinn, fir och méi enk sécherheets- a verdeedegungspolitesch Zesummenaarbecht an Europa unzestriewen.

Mir bleiwen awer derbäi, datt eng Erhéijung vun de Militärbudgeten op 2% vum BIP weder realistesch nach wënschenswäert ass. Déi nach 28 Memberstate gi ronn 200 Milliarde fir hir Defense aus. Dat ass dräimol esou vill wéi Russland. Dat sinn enorm vill Suen, wann ee se effizient ausgëtt. D'EU hat, an huet och nach no der rezent decidéierter Globalstrategie, just e regionalen a ganz begrenzten Usproch op Uerdnungsmuecht. An enger Etüd vum EU-Parlament ass ausgerechent ginn, datt an Europa all Joers 26 Milliarden Euro an der Defensepolitik duerch Ineffizienze verschleidert ginn. Déi 28 Arméicheffe vun den EU-Memberstaten haten 2011 300 „Pooling and Sharing-Projeten" zesummegestallt, déi all näischt kascht hätten, mä Synergië bruecht hätten. De Bannemaart fir Rüstungsgidder funktionéiert schlecht. Mir hunn et mat enger héich fragmentéierter Industrielandschaft ze dinn. Méi Ausgabe fir d'Defense heescht an deem Kontext net méi Sécherheet, mä méi Verschwendung.

Här President, zum Schluss nach e puer Wuert iwwert d'Eurozon. Et ass haut gewosst, datt bei der Aféierung vum Euro Feeler gemaach gi sinn. Griichenland an Italien sinn an d'Eurozon komm, obscho se d'Kritären net erfëllt haten. De politesche Wëllen hat sech iwwert d'wirtschaftlech Facteuren ewechgesat. De Stabilitéitspakt ass ganz large gehandhabt ginn, Strofe waren zwar virgesinn, mä si géint keen eenzegt Land verhaange ginn.

Nach méi gefëierlech fir den Euro ass awer d'Tatsaach, datt den noutwendege stabille sozialen a wirtschaftlechen Ënnerbau net gi war. Néierewou soss op der Welt gëtt et ee Stat oder e Grupp vu Staten, déi eng gemeinsam Wärung hunn, awer keng gemeinsam Wirtschafts- a Sozialpolitik maachen! D'Steiersätz si queesch duerch Europa ënnerschiddlech. D'EU-Länner maache sech géigesäiteg Konkurrenz, anstatt a Richtung Konvergenz ze goen.

An de Problem ass, datt vill politesch Responsabel net bereet sinn, Kompromësser ze maachen, fir eng gemeinsam Linn ze fannen an dëse Politikberäicher. An awer, den Euro ass nach ëmmer e Succès. D'Croissance an der Eurozon soll 2017 bei 1,6% leien, d'selwecht wéi 2016. A fir 2018 ass en äänlechen Taux viraus-

gerechent. De Wuesstum ass also net rasant, mä relativ stabill. Bei deene ville Positioune vu rietse Parteien aus Frankräich, aus Holland, fir aus der Eurozon erauszegoen, ass et vläicht och emol gutt, eng Kéier drun ze erënneren, datt bis haut nach just Länner an d'Eurozon bäikomm sinn. 2007 Slowenien, 2008 Malta an Zypern, 2011 Estland, 2014 Lettland an 2015 nach Litauen. Ech mengen, datt d'Eurozon nach laang net um Enn ass.

Här President, mir gesinn, datt déi national Parlamenter zwar nëmme ganz begrenzt an de legislativen europäesche Prozess agräifen, mä ëmmerhin ënnerläit eis d'Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip. Mir hunn d'Recht an d'Méiglechkeet, duerch politesch Debatten, wéi déi haut, wéi déi d'lescht Woch, Stellung ze bezéien an eis an interparlamentaresche Konferenzen, wéi dem COSAC zum Beispill - déi eenzeg, déi e permanent Sekretariat huet, an ee permanent Sekretariat ass wichteg bei esou Gremien, well d'Parlamentarier wiesselen, mä et ass wichteg, datt mer och eng Memoire hu vun deene Reuniounen -, ze informéieren an ze konzertéieren.

Brauche mer eng „Assemblée parlementaire de la zone euro"? Mir mengen net. Dat ass och nach vu kengem anere revendiquéiert ginn, ass awer am Rapport. Et ass och nach am Rapport rieds gaange vun dem „carton jaune", wou bis elo just zweemol d'Initiativ gemaach ginn ass, dem „carton rouge", dee mam Brexit gestuerwen ass, a mir mengen och, datt mer deen net méi solle waakreg maachen, an dem „carton vert", wou déi Méiglechkeet, iwwert deen eng Initiativ ze huelen, net esou ganz evident ass. Och am Rapport gëtt eng Kéier gesot, dat wier méiglech, eng aner Kéier gëtt gesot, duerfir misst den Traité geännert ginn. Ech fannen d'Initiativ interessant, mä ech kann dat net beuerteelen, ob dat méiglech ass mam aktuellen Traité.

Lëtzebuerg, an dat hunn eigentlech och all Virriedner gesot, huet bis elo all Etappe vun der europäescher Integratioun ënnerstëtzt, a mir hu wirtschaftlech dovu profitéiert. Mir sinn awer och ofhängeg vun enger EU, déi gutt funktionéiert. A wann et Europa laangfristeg net gutt geet, wann et mat Europa géif biergof goen, da géife mir och riskéieren, séier mat biergof gezunn ze ginn.

Wat an Europa am Moment am meeschte feelt, schéngt eis eng Visioun vun enger europäescher Zukunft, déi Jonk an Al beweegt. Wann ech soe Jonk an Al, a wann een d'Analys mécht vun de Leit, déi a Groussbritannien gestëmmt hunn, da stellt ee fest, datt déi Jonk zu enger grousser Majoritéit fir den „Stay" gestëmmt hunn, mä leider Gottes net zu enger grousser Mass wiele gaange sinn, soss hätte mer vläicht en anert Resultat. Duerfir geet et drëm, fir déi Jonk méi ze begeeschtere fir den europäesche Projet. An déi Eeler, ech erlabe mer dann ze soen, datt déi awer och vläicht eng Vue hunn op hir eege Jugend, déi duerch iergendeppes verkläert ass. Also, et geet wierklech drëm, fir erëm eng positiv Visioun vun der Europäescher Unioun ze kréien. Vläicht bräichte mer een neie Martin Luther King, mat enger Ried, wéi hie se 1963 zu Washington gehalen hat: „I have a dream", oder zumindest een Obama mat engem „Yes, we can".

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech sinn awer optimistesch, datt mer och weider zu Lëtzebuerg eis mat der Europäescher Unioun entwéckelen. Ech ënnerstëtzen och am Numm vun der grénger Fraktioun déi Resolutioun.

Ech ginn do awer och e klenge Bemoll ze bedenken, wann ech kucken, wat mer eis alles hei selwer operleeën. Do steet dran, mir sollen «une considération encore plus large, une coopération plus étroite, une augmentation», nach eng Kéier «augmentation» an esou weider, mir wëllen eis ganz vill virhuelen. Dat ass och gutt esou, dat ënnerstëtze mir.

Mä ech erënneren awer e bëssen drun, wéi mer hei am Parlament schaffen. Mir hu gesot: „Mir maache keng extra Kommissioun fir Affaires européennes." Dat ass och richteg, well Europa eben all d'Kommissioune betrëfft. Mir sinn awer dann, an dat steet am Rapport, lokal Experten, regional Experten, national Experten an elo si mer och nach Europa-Experten. An da muss ee sech och eng Kéier selwer hannerfroen als Deputéierten: Wat packe mer alles? Mir kennen alleguerten déi Moyenen, déi mer an eise Fraktiounen hunn. Dat ass en hallwe Mataarbechter op den Deputéierten. Duerfir mengen ech, datt dat eng interessant Debatt ass, déi mer dann nach wäerte féieren.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet. A mir ënnerstëtzen déi Resolutioun.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grousse Merci un den Här Marc Angel fir säi Rapport. Ech muss allerdéngs soen, datt mir als ADR dee Rapport net matgedroen hunn, well mer mat villem, wat an deem Rapport ugeklongen ass a wat och haut schonn hei presentéiert ginn ass, net d'accord sinn.

Mir hunn eng realistesch Approche zu Europa. Eng realistesch Approche, déi och ëmmer matbedenkt: Wéi kënne mir eis Lëtzebuerger Interessen, och d'Interesse vun eisem Land an engem Europa, wat awer weider zesummewiisst, wierklech vertrieden? An eben do vertriede mir heiansdo aner Standpunkte wéi déi aner Parteien heibannen.

Et war interessant, déi Debatt nozelauschteren. Ech hu festgestallt, datt d'CSV zum Beispill haut nach eng Kéier betount huet, datt se laangfristeg e federaalt Europa wëllt. Datt déi Partei also grondsätzlech d'accord ass an och ëmmer erëm betount, datt se d'Staatlechkeet vu Lëtzebuerg bereet ass opzeginn. Dat ass eppes, wat eis kloer ënnerscheet vun der CSV. Mir als ADR sinn net bereet, Lëtzebuerg opzeginn. Mir hätte gär en Europa vun den Natiounen, wat enk zesummeschafft, wat ganz vill Elementer kann hunn, déi och supranational funktionéieren, awer op jidde Fall en Europa vun den Natiounen an net e federaalt Europa.

Et wonnert eis och, datt d'CSV an hirer Approche mat Eurobonds spillt, also mat enger Vergemeinschaftung vu Scholden, déi am Traité och net virgesi sinn, déi souguer vum Traité verbuede ginn. An awer wëllt d'CSV dat duerchsetzen. Et ass an eisen Ae falsch, wann eis spuenesch, eis portugisesch, eis italienesch oder aner Frënn an anere Memberlänner Scholde maachen, datt d'Lëtzebuerger Steierzueler déi solle matbezuelen. Dat ass net déi Approche, déi mir verdeedegen.

Mir hu vun der LSAP héieren, datt d'LSAP duerchaus méi vernënfteg ass, méi bewosst, datt mer eng Staatlechkeet hunn, datt mer déi och solle verdeedegen. An awer ass do e bësse spekuléiert ginn: „Et ka sinn, datt mer matgerappt ginn a verschiddenen Entwécklungen, wéi eng Finanztransfersteier oder esou." Neen, mir denken, mir loossen eis net matrappen a Saachen, déi eisen ekonomeschen oder aneren Interesse grondsätzlech schueden.

An och bei deene Grénge stellt sech d'Fro. Den Här Adam huet erkläert, datt d'Europäesch Unioun méi Ressourcë brauch. Heescht dat méi Steieren? Heescht dat, datt d'Steierlaascht fir d'Lëtzebuerger soll klammen? Oder solle mer op Steiere verzichten, fir deen Transfer a Richtung Europa ze maachen? Alles dat sinn Onkloerheeten. An dofir musse mer eis hei mat der ADR awer op eng vill méi realistesch Linn kënne festleeën, déi och ëmmer d'Interesse vum Land am A behält.

Europa ass an engem schlechten Zoustand. Och wann dat haut hei net esou oppen ugeschwat ginn ass vun de Virriedner, mä et ginn eng ganz Rei gravéierend Problemer. De Brexit ass just e Symptom. An ech géif wierklech apeléieren, wéi mäi Frënd Roy Reding et schonn déi aner Woch gemaach hat, fir net de brittesche Wieler ëmmer als een duerzestellen, deen net capabel wier, d'Konsequenze vu sengen Entscheedungen ofzeschätzen!

Dës Regierung huet ëmmer e Problem mat Referendumen. Hei zu Lëtzebuerg waren 20%, déi d'Situatioun verstanen hunn, wann een der Regierung nolauschtert, 80% hunn dat net. A beim Brexit ass et äänlech. Déi, déi derfir gestëmmt hunn, déi hunn net verstanen, wat se wollten. Mä déi, déi dergéint gestëmmt hunn, dat ass déi gescheit Minoritéit. Also, esou kann een net un e Referendum erugoen! Et ass eng demokratesch Decisioun geholl ginn. De Brexit ass fir eis eng Tatsaach, e stellt Europa virun eng institutionell Kris an e stellt eis och viru Konsequenzen.

An ech mengen, eng vun den éischte Konsequenzen, déi och haut e puermol ugeschwat ginn ass, ass déi finanziell. Do ass gesot ginn: „Mir mussen dat kompenséieren, wat elo feelt am europäesche Budget, well d'Vereenegt Kinnekräich net méi abezilt." Neen! Wann Europa manner Suen zur Verfügung huet, da muss sech der Decken no gestreckt ginn. An da musse mer ebe kucken, datt mer eis Depensen de Recetten upassen. Ech mengen, dat ass dee Wee, deen ee soll goen, an net elo ufänken ze probéieren, esou ze maachen, wéi wann esou e grousst a wichtegt Land wéi dat Vereenegt Kinnekräich nach Member wier. Et ass et net méi, an da musse mer eben eis Ambitiounen als Europäesch Unioun upassen.

D'Migratiounskris ass hei nëmme ganz, ganz wéineg ugeschwat ginn. Ech kommen doweinst nach méi drop zréck. Mir hätten déi Migratiounskris, déi eng katastrophal Kris fir Europa war, wahrscheinlech déi gréisst säit dem Enn vum Zweete Weltkrich, déi mer hei haten an nach ëmmer hunn - si ass jo net eriwwer -, déi hätte mer net kritt an där Form, wann europäesch Institutiounen net gebraucht, mëssbraucht gi wären, fir se nach ze amplifiéieren. An ech kommen op deen Aspekt nach weider zréck.

Mat der Eurokris ass Griichenland e gutt Beispill. Griichenland, wat praktesch net erlaabt krut, aus dem Euro auszescheeden, obschonn et ëmmer erëm an der Diskussioun war an de verschiddene Réit, wou heiansdo d'Decisioun scho bal geholl war, fir Griichenland goen ze loossen, an et awer net gaangen ass. Da muss een awer kucken: Wéi ass dann elo d'Situatioun? Wat fir sozial Häerten huet dat an deem Land verursaacht, an och an anere Länner, déi gewësse Programmer ënnerworf goufen? Ass dann net déi Häert, mat där Griichenland behandelt gouf an nach ëmmer behandelt gëtt, fir eis och eng dauernd Erënnerung drun, datt mer mussen deen Euro-System grondsätzlech a Fro stellen an och seng Schwächten unerkennen, mat alle Virdeeler, déi e fir eis huet? Mä och do musse mer eis realistesch mat där Fro auserneesetzen

An en anere Rëss, deen duerch Europa geet, dat ass kloer a baussepoliteschen Domänen, notamment zum Beispill dat Verhältnis zu Russland, wat eis ëmmer erëm beschäftegt, wou mer als Europäesch Unioun haut an enger Geiselroll gefaange si vun enger Minoritéit vu Memberstaten, déi aktiv antirussesch Politik wëlle bedreiwen, a wou mer net capabel sinn, erauszekommen aus där Situatioun, wou mer och als Lëtzebuerger Regierung an als Lëtzebuerger Politik am Allgemengen eng aner Positioun vertrieden. Ech froe mech, ob d'LSAP zum Beispill als Partei iwwerhaapt eng Visioun huet vun hirer Russlandpolitik, oder ob d'Regierung eng huet! Den Här Asselborn ass am Conseil ëmmer bei deenen, déi d'Sanktioune verlängeren, an den Här Schneider, vun därselwechter Partei, fiert op Moskau, fir - mat Recht, wat mer ënnerstëtzen - d'Russe mat u Bord ze huelen, wéi beim „space mining" an anere Saachen.

Ech mengen, heibannen ass keng Partei, déi eigentlech seet: „Déi Antirusslandpolitik an déi Sanktioune si vernënfteg, mir mussen dat virumaachen." Ma da kommt, mir hunn och de Courage, fir ze soen: „Mir halen op domadder a mir kucken, datt mer d'Verhältnis zu Russland op eng aner Basis stellen!"

Et ass fir eis, an där Situatioun, wou Europa an enger déiwer Kris ass, verwonnerlech festzestellen, datt elo eng Flucht no vir soll gemaach ginn. Datt ausgerechent an esou enger Situatioun elo op eemol Europa soll nei Initiativen huelen a verdéift ginn, amplaz emol fir d'Éischt ze probéieren, ze konsolidéieren, ze festegen, wat muss berouegt ginn an esou enger Situatioun. Neen, elo solle mer nach eng Verdeedegungsdimensioun kréien. Dat ass extrem kriddelech. Mir sollen och nach d'Wärungsunioun verdéiwen, wat och ganz problematesch ass.

An et gëtt alles gemaach, ouni d'Traitéen ze veränneren! An ech mengen, hei läit eng ganz Symbolik dran, well eigentlech d'Europäesch Unioun - an dat huet een haut och däitlech erausgespuert -, well eigentlech vill Leit, déi an Europa Verantwortung hunn, wëssen, datt se net méi gedroe gëtt vum Wëlle vun hire Vëlker doheem, vun hirem Elektorat. Si wëssen dat. Si wëlle weidermaachen, vun uewen no ënnen de Leit eppes imposéieren, amplaz mat de Leit Europa ze bauen. Si wëssen a se spieren dat, se hunn e Mësstraue géintiwwer dem Vollek, dofir keng Referendumen, wa méiglech och keng Parlamenter. Mir gi virun, laanscht d'Parlamenter.

Mir hunn dat och ëmmer erëm gesinn an deene leschte Jore beim Euro, wa mer ëmmer méi streng Regele kréien, déi zum Deel laanscht d'Parlamenter gaange sinn, iwwert de Wee vu Reglementer, wou eigentlech Direktiven hätte misse gemaach ginn, an all méiglech Schrëtt, fir ze probéieren, nëmmen net eng Approbation parlementaire oder eng Discussion parlementaire wierklech ze provozéieren. Net nëmmen hei, mä an deene betraffene Staten alleguer.

An dat ass net dat Europa, wat mir eis virstellen. Mir stellen eis keen Europa vir, wat vun uewen no ënne laanscht d'Bierger soll opgebaut ginn, mä als ADR soe mir: „Mir baue gär Europa mat de Leit, am Vertraue vun de Leit, mam Mandat vun de Leit." An do ass eng grondsätzlech „Bottom-up", wann Der esou wëllt, amplaz „Top-down", mä dat ass eng grondsätzlech aner Astellung. Et ass am Respekt virum Mandat, well mir sinn ni eppes aneres wéi just Mandatairë vum Vollek, a mir ginn do net iwwer eis Pouvoiren eraus.

Et wor och interessant, ze gesinn, wéi d'CSV probéiert, dat politescht Europa eigentlech mat Gadgeten opzebauen, déi a kengem Traité stinn. Eng politesch Kommissioun, déi Iddi vun enger politescher Kommissioun, déi steet a kengem Traité, mä trotzdeem gëtt hei gesot: „Et gëtt eng europäesch politesch Kommissioun." Dat ass dann esou eppes wéi eng europäesch Regierung. Wat se net ass, a wat och net esou an den Traitéen ugeduecht ass! Déi Iddi vun engem Spëtzekandidat bei Europa, dat ass eng Absurditéit. Mir haten dat an deene leschten Europawahlen, mä wat huet et fir e Wäert, e Spëtzekandidat ze hunn, deen op kengem Wahlziedel kann ugekräizt ginn?

Alles dat sinn „Fictions de l'esprit". Et sinn europäesch Enthusiasmen, déi vläicht do derhannertstinn, politesch Tatsaachen, déi op näischt berouen, an déi awer do sollen no vir bruecht ginn. Och dat ass net eise Wee an Europa. Mir wëllen net eppes Politesches zauberen, wat a kengem Traité, a kenger realistescher Appreciatioun vun Europa iwwerhaapt ka bestoen.

Mir wëllen als ADR och Stellung huelen zu deenen Zeenarien. Wat ass dann eis Visioun? Ech hu gesot, anescht wéi d'CSV: „Mir ginn net op de Wee, datt mer eist Land wëllen opléisen an Europa. Mir si fir en Europa vun den Natiounen." Mir si fir e Subsidiaritéitsprinzip, wat wierklech gelieft gëtt, also no bei de Bierger d'Decisiounen huelen. Mir bauen Europa mat de Bierger an net géint d'Bierger. A mir brauchen e Bannemaart an eng Wärungsunioun. Dat ass deen eigentleche Fong, dee mer brauchen: Zeenario 2, awer Zeenario 2 plus.

Mir kënnen ëmmer doriwwer erausgoen an engem Modell 3 oder 4, wéi dat hei ëmmer erëm gesot ginn ass. Dat musse mer kucken, awer mir kucken dat pragmatesch, mir kucken et flexibel. Mir kucken: Wat ass an eisem Interessi? Mir sinn dacks schonn ze wäit gaangen. Mam Exequatur zum Beispill, wou mer deen ofgeschaaft hunn, si mer ze wäit gaangen, well mer d'Rechtssécherheet vun de Bierger hei am Land reduzéiert hunn. Dat wär mat der ADR net geschitt. Et ass awer an der leschter Regierung esou ugeholl ginn, datt mer hei juristesch Decisiounen aus dem Ausland unerkennen, wou mer wëssen, datt déi Justizsystemer zum Deel total korrupt sinn. An awer gi mer hei hin a mir erkennen esou Decisiounen un. Mir hätten dat net gemaach.

(Interruption)

Dat soziaalt Europa ass och eppes, wat mir eis wënschen, an dat hu mir säit éiweg am Wahlprogramm. Et gëtt elo Modellen, den Här Adam huet rappeléiert: 60% vum Mindestloun. Mä et gëtt, an dat ass och kloer, immens Geforen an deem Beräich. Ech weess, datt hei Slogane sinn, och vun der Säit vun eise sozialistesche Kolleegen an esou weider, datt ëmmer erëm betount gëtt: „Jo, mir mussen en Triple-A social kréien!" Jo, dergéint huet kee Lëtzebuerger eppes, soulaang mir an eisem Modus vu Räsonnement bleiwen. Da wär et schéin, wa mer deen Triple-A social kéinten exportéieren, mä d'Wierklechkeet ass net esou. D'Wierklechkeet ass déi, datt et kee gemeinsamt Versteesdemech an Europa gëtt, wat dann dat soziaalt Europa soll sinn.

Wann een der Kommissioun nolauschtert, den Här Timmermans huet dat nach eng Kéier widderholl, wéi en hei war, dann huet e gesot: „Dat ass, géint d'Scholde kämpfen, géint d'Dette publique, d'Ofschafe vun der Dette publique." An natierlech hänkt dat zesumme mat enger Austeritéitspolitik, déi d'Gewerkschaften a vill aner Akteuren ëmmer erëm aktiv kritiséieren. Dat ass d'Approche vun der Kommissioun. Datt d'Gewerkschaften eng aner hunn, ass kloer, mä wann een dann an den Detail erageet, da mierkt een, datt och fir Lëtzebuerg Geforen an der Iddi vum sozialen Europa sinn.

Mir haten déi Diskussioun iwwer national Kommissiounen, déi sollen agesat ginn, fir dat ze kontrolléieren. Mir mussen eis froen: Wéi ass et da mam Lëtzebuerger Index, wa mer ufänken, d'Sozialpolitik an Europa ze harmoniséieren? Wéi ass et mat der Autonomie, mat der Tariff-Autonomie, mat Gehälterverhandlungen, mat eise Méiglechkeeten, selwer iwwer eis Struktur an der Remuneratioun an de Betriber, beim Stat an esou weider ze diskutéieren? Wat géif dovunner bleiwe bei deene Conseils nationaux de compétitivité? Am Ableck soe mer neen. Mä wie weess, wat dann alles nach do ka kommen!

D'Verréngerung vun de Käschte vun der Aarbecht ass en Zil vu ville Leit an Europa. An et ass eng Gefor fir all déi Leit, déi sozial denken. Dat heescht, mir wëllen als ADR, wéi aner Parteien hei och, e soziaalt Europa, mä loosse mer eis bewosst sinn, datt do och Geforen domat verbonne sinn!

D'Migratioun, dat ass eppes, wat ech nëmme ganz kuerz wëll uschneiden. Awer ech wëll Iech dat net erspueren, well et ass vun Ufank un e Rechtsbroch gewiescht! A wa mir an Europa wëllen e Vertrauen an Europa schafen, wa mer wëlle soen: „Europa ass eng Rechtsgemeinschaft", an ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis dorobber kënne beruffen, well Rechtsstat, Rechtsgemeinschaft, Europa op rechtleche Basen ass net vuneneen ze trennen, ma déi ganz Migratiounsproblematik war vun Ufank un e Rechtsbroch, verursaacht eesäiteg vun der däitscher Regierung. E Broch vun der Genfer Flüchtlingskonventioun. E Broch vun de Genfer Konventioune vun 1949. E Broch vun der Dublin-Konventioun, déi ëmmer erëm dann ausgesat ginn ass, wann et déi däitsch Regierung arrangéiert huet, an elo erëm soll gëllen. Och an där Situatioun mat Italien eventuell erëm soll gëllen, wat elo eleng gelooss gëtt.

An net nëmmen, datt et e Rechtsbroch war vun Ufank un, mä en hätt och kënnen all Ableck ausgesat ginn! A wann een déi Publikatioune liest, déi a leschter Zäit do erschéngen, d'Analyse vum Verhale vun der däitscher Regierung, da muss een ëmmer soen, datt dat erratesch war. Et wär zu all Ableck méiglech gewiescht, d'Grenzen zouzemaachen. Mä d'Bundeskanzlerin wollt keng onpopulär Biller, also ass et net gemaach ginn. Si wollt keng onpopulär Biller, soulaang et op der däitscher Grenz war. Wann et zu Idomeni war, war kee Problem. Wann et elo un der tierkesch-syrescher Grenz ass, ass kee Problem. Dat ass d'Realitéit an Europa.

An d'Roll vun der Lëtzebuerger Presidence, dat war eng Vasalleroll. Dat war an der Presidence...

(Brouhaha)

Dat war eng Vasalleroll, wou d'Lëtzebuerger Regierung dat gemaach huet, wat Berlin decidéiert huet. An dat ass eppes, wat...

(Interruptions)

...e graven, en déiwe Gruef an Europa matverursaacht huet. An dat ass net eriwwer!

(Brouhaha)

U sech hätt ee kënne vun dëser Regierung erwaarden, datt se Léiere gezunn hätt, datt se sech net méi an dat däitscht Boot eranzéie léisst, wat esou vill Schued gemaach huet doduerch. Datt ganz vill Länner elo och mat eis Problemer hunn, dat huet verschidden Ursaachen, mä déi Diskussiounen, déi mer elo hunn, an den Här Minister Asselborn féiert déi och, datt d'Migratioun, d'Verdeelung vu Flüchtlingen an d'Solidaritéit op monetärer Basis, datt dat zesummenhänkt, dat verdéift erëm eng Kéier de Gruef an Europa. Mir wëllen dat net. Mir hätte gär, datt mer zréckkommen op eng rational Politik, datt mer respektéieren, datt d'State kënne selwer decidéieren, wie bei hinne wunnt a wien net.

An dat ass bei den EU-Bierger,...

(Interruption)

...do hu mer d'Liberté de circulation des personnes - Här Asselborn, lauschtert gutt, well et ass interessant fir Iech! -, mir hunn dat am Traité.

(Brouhaha)

Mir hunn am Traité d'Liberté de circulation des personnes, mä dat gëllt fir EU-Bierger, dat gëllt net fir Drëttstatler. Déi ganz Logik derhannert, déi hält sech net. An et ass normal, et ass vollkommen normal, datt déi Diskussiounen, oder datt vill Staten iwwerhaapt net ëmsetzen, wat do an der Lëtzebuerger Presidence par vote à majorité qualifiée decidéiert ginn ass. Si setzen et net ëm. Déi Eenzeg, déi et ëmsetzen,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

...dat sinn d'Lëtzebuerger!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat sinn d'Lëtzebuerger!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech wollt, Här President,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt herno all Zäit, fir drop ze äntwerten.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- ...ech wollt just dem Här Kartheiser soen, e soll sech nach ee Mount gedëllegen.

(Brouhaha)

Da kënnt d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff. Da kann den Här Kartheiser dat kommentéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hunn net héieren, wat Der gesot hutt, Här Minister. Kënnt Dir nach eng Kéier...

Une voix.- De Paschtouer priedegt nëmmen eemol.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass, wéi Dir wëllt. Et ass, wéi Dir wëllt.

Une autre voix.- „De Paschtouer" hutt Der richteg gutt gesot!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, nom Här Asselborn senger Ënnerbriechung wëll ech just nach zwee Wierder soen iwwert den Euro an dann zur Konklusioun kommen, well ech mengen, d'Zäit ass jo elo eriwwer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, d'Zäit ass eriwwer.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kommt zur Konklusioun, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Voilà, dat maachen ech dann och gär.

Beim Euro hate mer genau déiselwecht Situatioun. Mir haten och dauernd Vertragsverletzunge beim Euro. Mir haten, dat huet den Här Adam och gesot, Konvergenzkritären, déi gebrach gi sinn, eigentlech ëmmer erëm, an dat ass jo och eppes, wat d'Vertraue vun de Bierger an d'Verträg ënnergrueft: datt se gesinn, datt eigentlech d'State sech net drun halen an iwwerhaapt keng Sanktioune geholl ginn. An och dorauser muss een da kënne Konklusiounen zéien.

Den Euro bréngt fir Lëtzebuerg eng Rei Gefore. A mir hunn och do eng Situatioun, wou mer riskéieren, datt eis monetär Situatioun doduerch veronséchert gëtt, datt den Euro auserneebrécht. An et ass net onméiglech, datt den Euro gespléckt gëtt.

Ech wéilt also als Konklusioun, och zugonschte vum Här Asselborn, nach eng Kéier widderhuelen, datt d'ADR fir d'Verdeedegung vun eisen nationalen Interessie steet, wa mer Europa zesumme bauen. Mir sinn net géint Europa. Mir sinn europäesch Realisten. A mir respektéieren d'Traitéen. Mir si fir Subsidiaritéit a mir si virun allem derfir, datt mer, wa mer Europa bauen, d'Traitéë respektéieren, an d'Leit respektéieren, well ouni Mandat vum Vollek maache mir näischt!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Marc Baum vun déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et gëtt wuel kee Land an Europa, wat esou vun der europäescher Integratioun profitéiert huet wéi Lëtzebuerg a gläichzäiteg och esou ofhängeg ass vun där europäescher Integratioun.

De Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei, den Här Bodry, huet virdrun zu Recht gesot, datt eng Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa och ëmmer direkt verbonnen ass mat enger Debatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Mir gesinn dat och esou, och well mer vläicht net grad glécklech si mat där doter Europäescher Unioun, net mat hire Strukturen an zemools och net mat hirer Politik. Mä mer mussen awer als Realitéit unerkennen, datt eist Land ouni d'Europäesch Unioun e ganz schwéiere Stand an der Welt hätt.

Deementspriechend enttäuscht si mer awer iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Thema vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun an der Eurozon hei am Parlament diskutéiert gëtt.

Den Här Adam hat et virdru scho gesot: Den 9. September 2015 huet de Serge Urbany eng Interpellatioun gemaach, eng Demande d'interpellation, déi duerno an en Débat d'orientation ëmgewandelt ginn ass mat Rapport, ënnert der Zoustëmmung vun alle Fraktiounen a Sensibilitéiten. Dat war elo viru 673 Deeg. An d'Fro ass awer berechtegt, wat dann elo geschitt ass an deene 673 Deeg, wat geschitt ass, wat och net stattfonnt hätt, wa mer deen Debat an dee Rapport net hätten.

A wat do iwwreg bleift, dat ass en Hearing mat de Sozialpartner virun engem Joer, eng Reunioun mam President vun der Lëtzebuerger Zentralbank virun engem Joer an zwou Reunioune vun der aussepolitescher Kommissioun, fir dëse Rapport unzehuelen. Mir hätten eis vläicht méi Debatte gewënscht an der aussepolitescher Kommissioun an och vläicht méi strukturéiert a punktuell cibléiert Debatten.

Bon, elo hu mer dës Debatt hei an der Chamber, nom Modell 2 mat 15 Minutten. Mir sinn net besonnesch glécklech doriwwer, mä dat ass elo eben esou. Mä virum Hannergrond vun deem, wat den Här Bodry virdru gesot huet: „D'Debatt iwwert d'Zukunft vun Europa ass eng Debatt iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg", fanne mer et awer scho bezeechnend, datt de Premier de Choix getraff huet, en Tennismatch op London kucken ze goen...

(Brouhaha)

...an net hei bei dëser Debatt derbäi ze sinn. Virun zwou Woche bei der Brexit-Debatt,...

(Brouhaha général)

...virun zwou Woche bei der Brexit-Debatt...

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Awer en éierbaren Tennismatch!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...ware fënnef Ministeren, fënnef Ministeren do!

(Brouhaha)

M. Claude Lamberty *(DP).*- Eis Regierung ass vertrueden, an dat ass Nation Branding total!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Dat weist de Stellewäert, de Stellewäert, deen d'Regierung där doter Debatt gëtt!

(Brouhaha)

Well Lëtzebuerg war dach emol eng Kéier de Motor vun der europäescher Integratioun, dat Land, wat vermëttelt huet, dat Land, wat vermëttelt huet...

M. Claude Lamberty *(DP).*- Et si scho méi Entreprisen, déi vun England heihinnerkommen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...tëschent deenen eenzelne Länner a wat ëmmer Virreider war um Wee fir eng politesch Unioun,...

(Interruption)

...an dovunner ass awer net méi vill iwwreg bliwwen!

Den Här Ausseminister mécht sech nach bemierkbar um Plang vun der Flüchtlingskris. An dat begréisse mer och. Mä fir de Rescht ass Lëtzebuerg zimlech vill ofgemellt an den zentralen Diskussiounen ëm d'Zukunft vun Europa.

An dat ass keen Zoufall. Well et läit dorunner, datt d'Regierung vill ze vill domat beschäftegt ass, an de Couloiren zu Bréissel de Status quo a Steierfroen oprechtzëerhalen. Mir sinn do net d'Lokomotiv! Mir sinn éischter de Bremser! Mir bremse beim ëffentlechen „country-by-country"! A mer bremse bei der gemeinsamer Betribsbesteierung!

De Fokus vun der Lëtzebuerger Europapolitik ass esou op dës Froen, op dës Steierfroen ausgeriicht, esou drop ausgeriicht, datt mer net nëmme Steierfroe blockéieren, mä e groussen Deel vun der europapolitescher Diplomatie doduerjer blockéiert ass. A genee dat ass et, wat d'Europäesch Unioun läämt: dës Attitüd vun all Land, fir sech säin eegene klenge Virdeel ze sécheren an dobäi dat Ganzt aus den Aen ze verléieren. An doranner ass dës Regierung kee Stéck besser wéi iergendeng aner Regierung an der EU.

Här President, d'Biergerinnen an d'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, datt se an engem gemeinsame Boot sëtzen.

An der Belsch verléiert de Camionschauffer säin Job wéinst dem Sozialdumping a Rumänien. An Éisträich muss e Libraire säi Buttek zoumaachen, well Amazon zu Lëtzebuerg e Ruling kritt huet a just nach 0,5% Steiere bezilt. A Frankräich flitt e Fabrikaarbechter endgülteg an de Chômage, well seng Firma a Polen delokaliséiert, wärend de Fabrikaarbechter an Däitschland e Misärssalaire akzeptéiere muss, well e gesot kritt, soss géif seng Firma a Lettland delokaliséieren.

D'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, gemeinsam an engem Boot ze sëtzen. Si hunn d'Gefill, ënnereneen an enger knallhaarder Konkurrenz ze stoen.

Millioune vu Leit an Europa si fir e Verbuet vum Glyphosat, deen als kriibserreegend agestuuft gëtt, a gesinn dann, wéi dës Substanz vun der EU-Kommissioun eng nei Erlaabnis kritt. Millioune Leit sinn a ganz Europa op d'Strooss gaangen, fir géint CETA, TTIP ze demonstréieren oder hu Petitiounen dergéint ënnerschriwwen, fir dann ze gesinn, wéi hir Meenung einfach ignoréiert gëtt. Si kréie mat, wéi grouss Autoskonzerner d'Politik an d'Konsumente bewosst täuschen an dann ouni Sanktiounen dovukommen. Si gesinn den deegleche Lobbyzirkus zu Bréissel a verstinn intuitiv, datt hir Interêten net priméieren.

D'Bierger an Europa hunn net méi d'Gefill, datt d'EU si beschützt. A Portugal muss e chronesch Kranken op säin Traitement verzichten, well mat de Strukturreformen aus Bréissel d'Gesondheetsprestatioune gestrach goufen. A Spuenien wëssen a gesinn Zéngdausende vu Jugendlechen, datt se net méi d'Chance hunn, e gutt bezuelten CDI ze kréien, well den Aarbechtsmarché op Virgab vu Bréissel dereguléiert gouf. An a ganz Europa huet ee gesinn, wéi dat griichescht Vollek ofgestrooft an erniddregt ginn ass am Numm vun der Finanzoligarchie, fir Banken ze retten.

Verbatterung, Roserei, Angscht virum sozialen Ofstig si kee Randphenomeen an Europa méi, mä erfaassen ëmmer méi Schichte vun der Bevëlkerung a ganz Europa. D'Leit versti vläicht net d'Spëtzfindegkeete vun deene politeschen a wirtschaftlechen Ofleef, mä si verstinn awer, datt eppes schifleeft zu Bréissel. Si verstinn, datt do eng Politik gemaach gëtt, déi op Konkurrenz an op Renditten opgebaut ass an net op Solidaritéit a Mënschlechkeet. Eng Politik, déi ganz kloer hinnen ze verstoe gëtt: Wie schwaach ass, deen ass selwer schold a brauch keng Hëllef ze erwaarden. Do si mer ukomm!

An de Kär vum Problem ass eng politesch Elitt, déi an hirer neoliberaler Weltsiicht gefaangen ass an déi ausser Strukturreforme fir méi Kompetitivitéit oder dem Opstelle vu militäreschen Interventiounscapacitéiten net méi vill ze bidden huet; eng politesch Elitt, déi rücksichtslos eng Politik verfollegt, déi eenzeg an eleng op Exportiwwerschëss ausgeriicht ass, an déi amgaangen ass, dat Versprieche vu Solidaritéit, Demokratie a Wuelstand, dat d'Europäesch Unioun am Ufank ofginn huet, komplett a säi Géigendeel ze verwandelen. Eng Elitt, déi amgaangen ass, deen ambitionéiertste politesche Projet an der Geschicht mat Vollgas widdert d'Mauer ze rennen!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Oh, mäi Gott!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, ech hu leider keng Zäit fir méi eng déif gräifend...

(Brouhaha)

...Analys, da misst och net en DP-Deputéierten hei den Härgott uruffen.

(Brouhaha général)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Glécklecherweis! Allez, allez!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech wëll awer op verschidde Saachen agoen. Ech misst nääämlech méi déif iwwert d'Aart a Weis schwätzen,...

M. Alexander Krieps *(DP).*- Jo, jo, jo. Maacht dat!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...wéi d'EU mat der Kris vun 2008 ëmgaangen ass.

(Interruptions diverses)

Zum Deel si wichteg Elementer dovunner an dem Rapport, dee mer och guttheeschen, wéi déi Kris benotzt ginn ass, fir genau déi Politik ze verstäerken, déi eis iwwerhaapt an déi Kris gefouert huet!

Et misst ee schwätzen iwwert d'Austeritéitspolitik, déi Millioune Leit veraarme gelooss huet an eng ganz Generatioun geaffert huet um Altor vun der Kompetitivitéit.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Eng Austeritéitspolitik, déi d'Inegalitéiten tëschent de Länner, de Regiounen an den Individue verstäerkt huet, genausou wéi se dem Rietsnationalismus a ganz Europa zu engem neien a schrecklechen Opschwong verholl ef huet.

An natierlech misst een och méi déif iwwert d'Griichenlandkris schwätzen an iwwert de Rôle vun all eenzelnem Akteur an där Tragedie, y compris och de Rôle vun der lëtzebuergescher Regierung.

Dës Griichenlandkris war eng, wou d'Europäesch Unioun hiert ellenst Gesiicht gewisen huet a wou Europa e Signal un d'Populatioune geschéckt huet, wou se geléiert gi sinn, wat et heescht, wa se sech géint de Konsens (veuillez lire: den neoliberale Konsens) wieren. An natierlech misst een och méi déif iwwert déi méi generell wirtschaftlech Ongläichgewiichter innerhalb vun der Eurozon schwätzen, iwwer Leeschtungsbilanzen a Lohnstückkosten an iwwer komplett absurd Budgetsregelen, iwwert déi Aart a Weis, wéi bestëmmte Memberstaten hir dominant Positioun mëssbrauchen, fir aner Länner widdert d'Mauer ze drécken.

Et misst een iwwert déi evident Lacunne vun der Wärungsunioun schwätzen an iwwert d'Wahrscheinlechkeet, datt se eis bei der nächster Kris erëm eng Kéier ëm d'Ouere flitt. An natierlech iwwert d'Flüchtlingskris an iwwert deen aarmséilege Spektakel, dee virun allem den Europäesche Rot an och do eenzel Länner veranstalten. Iwwert deen eklatanten Demokratiedefizit zu Bréissel an d'Ontransparenz vun Entscheedungsprozeduren, notamment wat den Eurogroup ubelaangt. Net ze schwätze vun all deenen inoffiziellen oder offiziöse Gremien an Expertegruppen, déi keng

demokratesch Legitimatioun hunn an Decisioune wesentlech matbestëmmen.

An natierlech och iwwert d'Handelspolitik misst ee schwätzen, déi awer am Interessi vun deene grousse Multinationalle gefouert gëtt an déi um Ursprong ass vu ganz ville globale Feelentwécklungen an déi och aner Kollateralschied mat sech dréit, wéi zum Beispill Migratiounsbewegungen op anere Kontinenter.

Dofir wëll ech awer, well ech net kann an den Detail goen, déi puer Momenter, déi ech hunn, op dat konzentréieren, wat an eisen Aen dréngend ass, nämlech Léisungen ze proposéieren, wéi d'Europäesch Unioun misst néidegerweis transforméiert ginn.

Här President, ech wëll mech hei bewosst net op deen een oder deen aneren Zeenario aus dem Wäissbuch aloossen. Dat ass eng Diskussioun, déi een aus ville verschiddene Gesiichtspunkte féiere kann, déi schlussendlech vun der eigentlecher Fro oflenken.

Wichteg ass, datt d'EU erëm eng Politik mécht, déi am Déngscht vun de Leit steet, vun hire Biergerinnen a Bierger steet an déi vulnerabel Gruppe stäerkt a beschützt. D'Austeritéitspolitik muss ophalen an deen destruktive Konkurrenzkampf vun den Natioune muss ersat ginn duerch e solidarescht Matenee vun de Populatiounen.

Wann dat ouni Traitésännerunge geet, dann ass dat sécher méi einfach. Mä et däerf een awer och keng Angscht hu virun institutionelle Verännerungen, wann déi am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger sinn. Da gi se nämlech och vun hinnen akzeptéiert!

Wat sinn dann elo dës Reformen, déi eiser Meenung no misste kommen, fir datt d'Europäesch Unioun erëm zu eppes gëtt, wat een erëm als fortschrëttlech bezeechne kéint? E Projet, dee fir Fridden, Solidaritéit, sozial Gerechtegkeet a soziale Fortschrëtt steet?

Éischtens, de Sozial- an de Fiskaldumping tëschent den EU-Membere muss ophalen. Duerfir brauche mer eng gemeinsam ambitionéiert Sozialpolitik, déi am Mëttelpunkt vun allen Iwwerleeunge steet. Mir brauchen eng koordinéiert Lounpolitik, déi d'Aarbecht erëm opwäert. Mir brauchen eng gemeinsam Betribsbesteierung a streng Mesurë géint Fiskaldumping a Steierflucht.

Zweetens brauche mer eng demokratesch, dat heescht eng vum Europaparlament kontrolléiert europäesch Wirtschaftsregierung mat engem eegene Budget, dee seriö ze huelen ass, fir op déi spezifesch Situatioun vun all Memberland kënnen anzegoen. Et musse Mechanisme vun enger Ausgläichsunioun agefouert ginn, mat dem Zil vun ausgeglache Leeschtungsbilanzen tëschent den Eurolänner. Iwwerschëss musse verhënnert ginn.

Drëttens brauche mer verstäerkt europäesch Investitiounsprogrammer, fir strukturschwaach Raim ze stäerken a fir déi sozial-ökologesch Transitioun ze packen. Dës Investitiounsprogrammer kënnen net eleng iwwert de private Secteur gefouert ginn, mä brauchen ëffentlech Gelder, déi duerfir mobiliséiert musse ginn. An dat geet wäit iwwert d'Hiewelwierkung vun engem Juncker-Plang eraus.

Véiertens: Et brauch een och eng gemeinsam Scholdepolitik mat Eurobonds. Dat heescht jo net, datt mer d'Scholde vun deenen anere bezuele mussen, mä just, datt mer e gemeinsamen Taux an eng gemeinsam Haftung hunn.

Fënneftens: Mir brauchen eng staark Reguléierung vun de Finanzmäert, fir datt se erëm op d'Besoine vun der Realwirtschaft ausgeriicht ginn an och fir zukünfteg Finanzkrisen ze vermeiden. An dorënner falen eng Trennung vun Invest an traditionellem Bankegeschäft, d'Aschränkung vun der Spekulatioun an d'Aféierung vun enger Finanztransaktiounssteier.

Sechstens: Mir brauchen eng radikal Demokratiséierung vun der EU a méi Transparenz an de politeschen Instanzen. An dat heescht virun allem, datt d'Europaparlament méi Pouvoir muss kréien op d'Käschte vum Europäesche Rot an datt d'Konzept vun der europäescher Biergerinitiativ vill méi Gewiicht muss kréien.

Här President, natierlech heeschen esou Veränerunge fir Länner, déi am Moment op der Sonnesäit stinn, datt se méi mussen an e gemeinsamt Dëppen abezuelen, datt se eventuell och mussen de Fouss vum Gas huelen a Waasser an hire Wäin schëdden. Mä laangfristeg ass dat déi eenzeg Méiglechkeet, wéi mer dëse gemeinsame Projet wëlle retten.

De Kapp anzéien a sech duerchwurschtelen, wéi dat am Moment geschitt, ass keng Optioun fir eis. Mir wënschen eis oder mer géifen eis wënschen, wann dës Regierung sech géif zesummerappen an eng Europapolitik géif féieren, déi net eleng vun nationalem Egoismus, mä vun europäescher Solidaritéit a vu längerfristege Visioune geleet wier.

Här President, wat de Rapport ugeet, sou ass dësen net grondsätzlech schlecht. Mä eis Positiounen, déi ech grad exposéiert hunn, fanne sech doranner nëmmen deelweis erëm. Mir fannen, datt den analyteschen Deel vum Rapport ganz wesentlech a wichteg Elementer opzielt, mä mer mengen, datt en net konsequent ass an datt d'Konklusioune vum Rapport eigentlech deenen analytesche Schwaachpunkte vun der Konstruktioun net entspriechen.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi de Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker viru véier Méint säi Wäissbuch zur Zukunft vun Europa virgestallt huet, sot hien, an ech zitéieren: „Deen däischtersten Dag am Joer 2017 wäert mat Sécherheet méi hell si wéi deen Dag, deen eis Pappen a Grousspappen op de Schluechtfelder verbruecht hunn." Dës Ausso ass am Ufank vun dësem Joer gemaach ginn an do hunn d'Joresausblécker éischter zu der Zort méi düster Lektür gehéiert.

Politesch, awer och wirtschaftlech Commentateuren hunn ee vu Skepsis gepräägte Panoptikum vu Risiken a Suergen zesummegestallt. Mä wéi esou oft kënnt alles aneschters, soudatt et net auszeschléissen ass, datt am Ufank 2018, wann déi üüblech Réckblécker op 2017 kommen, déi Ausblécker vläicht guer net méi esou düster sinn, wéi se nach am Ufank vun dësem Joer waren.

D'Potenzial fir dës positiv Iwwerraschung huet dann awer virun allem déi politesch a wirtschaftlech Entwécklung an Europa. Interessant ass dës Noriicht, well se jo eigentlech guer net zu deem Bild vun Europa als enger verluerener Regioun am permanente Krisenzoustand passt. An dat ëmsou méi, well d'Unzeeche fir e wirtschaftleche Comeback vum Ale Kontinent eigentlech net méi ze iwwersi sinn.

Wat ass do passéiert? Mä ganz einfach: Europa wiisst erëm. An allen Euro-Länner huet d'Wirtschaft d'Rezessioun iwwerwonnen. Säit 2013 si knapp 4,5 Milliounen nei Aarbechtsplazen entstanen, an zwar net nëmmen an Däitschland, mä och a Spuenien, Frankräich, Italien a souguer a Griichenland. Dës nei Croissance, dës nei Aarbechtsplazen, dësen neien Elan an Europa an an der Eurozon sinn net einfach esou vum Himmel gefall, mä hunn och politesch Ursaachen.

Eng dovunner ass ouni Zweifel och de sougenannte Juncker-Plang, deen eendeiteg positiv Effekter fir d'Leit an op d'Wirtschaft hat.

Och, Här President, ass um Atmosphäresche ganz besonnesch an deene Méint nom Brexit eppes geschitt: nämlech, datt ëmmer méi jonk Mënschen amgaange sinn, erëm d'Virdeeler vun enger Europäescher Unioun ze entdecken. Dës jonk Generatioun huet geléiert, iwwer fräi Zirkulatioun sech selwer ze entfalen, a si ass zum Deel vum EU-Bashing, dee vun der Politik a vun de Medien oft bedriwwe gëtt, souguer richteg degoûtéiert.

A fir dës jonk Generatioun ass d'Europäesch Unioun weder eng Fantasie vun Europanostalgiker nach en egalitäert Kuckucksee. An dës jonk Generatioun ass och bereet, sech méi politesch ze engagéieren, wéi een dat bei deene rezente franséische Legislativwahle konnt konstatéieren, wou net nëmme méi Fraen, mä och wesentlech méi jonk Politiker, zum Deel souguer ënner 30 Joer, op de Lëschte kandidéiert hunn an och gewielt gi sinn.

Här President, nodeem mäi Fraktiounschef Claude Wiseler e méi generellen Iwwerbléck iwwert d'Zukunft vun der Unioun gemaach huet, géif ech mech a menger méi kuerzer Interventioun haaptsächlech mat der Zukunft vun der Eurozon an op där anerer Säit awer och mat der Flüchtlingsproblematik beschäftegen, net ouni awer e ganz grousse Merci un eise Président-rapporteur ze maachen, deen dat, wéi mer et vun em gewinnt sinn, op eng ganz komplett, detailléiert Manéier gemaach huet, awer och haaptsächlech um Niveau vun den Diskussiounen ëmmer op war fir all Suggestiounen a Kriticken. Duerfir dem Här Angel e ganz grousse Merci!

Här President, déi zwou Froen, op déi mir an den nächste Wochen a Méint mussen eng Äntwert ginn, sinn déi vun der Gouvernance vun dem gemeinsamen europäesche Wirtschaftsraum an déi domadder zesummenhängend Fro vun engem europäesche Finanzminister an op där anerer Säit vun der Reform vum EU-Budget.

Mir sinn hei fir villes op, well d'Eurozon brauch eng nei Dynamik, awer an enger éischter Phas sollt ee sech emol Gedanken iwwert d'Zukunft vum Eurogroup selwer maachen, ier ee sech mat der Reform vum EU-Budget auserneesetzt an ier ee sech och iwwert de Sënn an den Zweck vun engem europäesche Finanzminister ausdréckt.

Grondsätzlech kann esou e Finanzminister, Dir Dammen an Dir Häre, Sënn maachen, mä da muss en awer och Moyenen hunn! An den institutionelle Rumm muss stëmmen! An hei bleift awer nach ganz vill Denk- an Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten.

En attendant, Här President, plädéiere mir elo emol fir e vollberufflechen Eurogroup-Chef, well mer der Iwwerzeegung sinn, datt dëst en eminent wichtege Posten ass, deen een eigentlech net gläichzäiteg mat engem Finanzministermandat an engem Memberland soll ausüben.

Wat d'Fro vun de Finanze vun der Europäescher Unioun an domadder och den EU-Budget betrëfft, si mir saiséiert op där enger Säit mam Rapport vum Mario Monti an op där anerer Säit mam Wäissbuch vum Kommissär Oettinger, dee mer jo och wäerten an deenen nächsten Deeg hei an der Chamber gesinn.

Ech hunn elo net d'Zäit, fir an den Detail vun dësen zwee Rapporten anzegoen, allerdéngs ass et esou, datt et dem Här Monti am Géigesaz zum Här Oettinger net virun allem ëm méi Geld an der EU geet, mä hie wëllt en neie System aféieren, andeem hie wëllt ewechkomme vun den Iwwerweisunge vun de Memberstaten op Bréissel, bei deem jiddwereen duerno genau norechent, wivill datt en dann abezuelt huet an herno erëm erauskritt. Och wann d'Objektiver vum Här Monti duerchaus éierbar an novollzéibar sinn, besteet dach d'Gefor, datt herno europäesch Steierzueler bei sengem System duerno duebel bezuelen, nämlech trotz direkter Steier un d'EU géifen nämlech wahrscheinlech - a loosse mer eis do keng Illusioune maachen! - déi allermannsten EU-Memberstaten hir Steieren erofsetzen, soudatt finalement de Bierger méi géif un Europa bezuelen.

Souwisou, Dir Dammen an Dir Hären, muss ech Iech soen, datt ech net iwwerzeegt sinn, datt d'Aféiere vun enger eegener EU-Steier momentan besonnesch politesch sënnvoll wier. Ech hunn éischter d'Gefill, datt Europa sech domat kee Gefale wäert maachen, well ech fäerte ganz, datt da ganz vill Bierger erëm an hirem Skeptizismus an Onmutt géintiwwer Europa wäerte bestäerkt ginn.

Allerdéngs, an do deelen ech dem Här Oettinger säin Uleies, steet d'Europäesch Unioun virun immensen neien Aufgaben, wann ech nëmmen d'Flüchtlingsthematik kucken, awer och op där anerer Säit d'Extensioun, iwwert déi jo scho geschwat ginn ass, vum EU-Juncker-Plang.

All dës nei Aufgabe wäerten net nëmmen en héije Käschtepunkt mat sech bréngen, mä si fir eis och absolutt prioritär, a mir mussen dann och duerfir deen néidege Finanzement fannen.

Derbäi kënnt, datt duerch d'Ewechfalen, an dat ass de Mëtten och schonn e puermol hei ugeklongen, vu mindestens zéng Milliarden, déi Groussbritannien all Joers an den EU-Budget abezuelt huet, déi net méi wäerten do sinn, mer hei en zousätzlecht Lach kréien.

Et wär also sënnvoll, Här Finanzminister, wa mir eis an deenen nächste Wochen a Méint géife Gedanke maachen, wéi dat Lach ka gestoppt ginn a wéi mer déi immens Erausfuerderungen, déi op d'Unioun zoukommen, finanziell an deenen nächste Jore kënne schëlleren.

An deenen Diskussioune wäert fir vill Leit eng eege Steier - loosse mer eis do näischt virmaachen! - dee méi bequeme Wee duerstellen. Allerdéngs, an duerfir wëll ech och direkt virun esou enger Steier warnen, kënnen eege Finanzquelle vun der EU herno d'Basis bilden, fir datt an enger nächster Etapp no der Méiglechkeet geruff gëtt, och kënnen als EU Scholden ze maachen, an dann hätte mer niewent de Steieren eng zweet traditionell Finanzéierungsquell erschloss. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, wär absolutt net gutt fir d'Europäesch Unioun!

An da komme mer schlussendlech zu där éiweger Fro, déi mer och an eisen nationale Budgetsdebatte féieren, nämlech datt et net fir d'Éischt kann drëm goen, méi Recetten ze generéieren, mä dorëm, déi besteeënd besser a méi effizient auszeginn.

Eppes Positives, Här President, kann awer de Brexit hunn, an do sinn ech eigentlech prinzipiell mam Här Oettinger d'accord: dat ass d'Ewechfale vum sougenannten „Britten-Rabatt", deen 1984 vun der Madamm Thatcher erstridde ginn ass an deen als Konsequenz e komplizéierte System vu weidere Rabatte fir aner State mat sech bruecht huet. Den Här Oettinger wëllt déi alleguer ofschafen, andeem e seet, wa Groussbritannien géif goen, an ech zitéieren en: „géif d'Mamm vun alle Rabatten entfalen an domadder kéint ee jo dann och d'Kanner zéie loossen." Mir sinn der Meenung, datt een d'Fro vun de Rabatte soll a muss am Kontext vun der Reform vum EU-Budget kucken.

Zu deem Sujet eng lescht Bemierkung, déi dann och schonn am Wäissbuch vun der Kommissioun virgeschloe gëtt, nämlech eng sougenannte Konditionalitéit fir EU-Ausgabe virzegesinn. Wat heescht dat konkret an der Praxis? D'Ausbezuele vun EU-Mëttele bei Infrastrukturprojete géif zum Beispill vum Stand vun der Rechtsstaatlechkeet a verschiddene Memberstaten ofhängeg gemaach ginn.

Dëst ass eng Iddi, Här President, déi mir net onsympathesch fannen. Fir eis muss et allerdéngs kloer sinn, datt um Niveau vun der Rechtsstaatlechkeet dëst nëmme kann a leschter Instanz vum Europäesche Geriichtshaff kontrolléiert ginn. Iwwert dës Propositioun eraus ass et fir eis awer och gradesou kloer, datt et an der Europäescher Unioun och muss eng gewësse Solidaritéit ginn, och, mä net nëmmen an der Flüchtlingsthematik.

Mir sinn also der Meenung, Här President, datt mer eis effektiv solle Gedanke maachen, wéi mer Rechter a Flichte vu Memberstaten erëm méi enk kënne matenee vernetzen. An ech erlabe mer och do, am Numm vu menger Fraktioun lech eng Motioun dozou ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la solidarité entre États membres comme étant un principe fondateur de l'Union européenne;

- constatant le manque flagrant de solidarité de certains États membres dans le cadre de l'application du Plan de relocalisation des réfugiés;

- considérant le «lien manifeste entre l'État de droit et la bonne mise en œuvre des investissements publics et privés soutenus par le budget de l'UE» supposé par le récent document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE;

- considérant dans ce sens l'ouverture par la Commission européenne de procédures légales contre la Hongrie, la Pologne et la République tchèque;

- considérant que la solidarité entre États membres ne constitue, selon les dires du Président de la Commission européenne, pas «une voie à sens unique» mais que celle-ci doit s'exercer dans un esprit de réciprocité;

- considérant que l'image internationale de l'Union européenne a également souffert de ce manque manifeste de solidarité et d'efficacité européennes,

invite le Gouvernement

- à promouvoir le principe fondateur de solidarité entre États membres,

- à soutenir au niveau européen toute initiative permettant l'application du Plan de relocalisation des réfugiés par tous les États membres en application du droit communautaire,

- à agir proactivement afin de favoriser le lien entre l'État de droit et la bonne mise en œuvre des investissements publics et privés soutenus par le budget de l'UE.

(s.) Laurent Mosar, Octavie Modert, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Erlaabt mer dann, Här President, zu mengem zweete Punkt iwwerzegoen, nämlech d'Flüchtlingsthematik!

Och hei ass d'Aktualitéit eng dramatesch, ganz besonnesch an Italien, wat amgaangen ass, ënnert dem Drock vun de Flüchtlingszuelen ëmmer méi un an éischter iwwert d'Limitte vu senge Capacitéiten ze kommen.

Dëst weist allerdéngs och, datt mer nach laang net iwwert de Bierg sinn, an datt d'Flüchtlingsthematik wahrscheinlech dee gréissten Defi vun der Europäescher Unioun an deenen nächste Jore wäert bleiwen.

Här President, virun allem solle mir eis hei näischt virmaachen. Ech hunn et virdru gesot, datt ee säit Wochen a Méint erëm e bësse méi mat Zouversiicht kann an d'Europäesch Unioun an an hir Zukunft kucken. Bei all dëser Zouversiicht solle mer awer net vergiessen, datt dësen Optimismus eng ganz zaart Plänzelchen ass, déi erëm ganz schnell kann zertrampelt ginn, wann d'Zuel vun de Flüchtlingen an den nächste Wochen a Méint a Richtung Europa erëm massiv an d'Luucht geet.

Här President, wat virun allem awer wichteg ass, ass, datt d'Europäesch Unioun keen esou e rotloost an zerstriddend Bild méi hei wäert ofginn, wéi dat am Joer 2015 an och deelweis elo nach de Fall ass.

Ech hunn haut net d'Zäit, fir mech méi am Detail mat där enorm wichteger Thematik ze beschäftegen, duerfir awer just e puer Wierder.

Éischtens, an dat kann eigentlech net oft genuch ëmmer erëm widderholl ginn, ass, datt mer an dësem Dossier an Europa virun allem Solidaritéit brauchen. An duerfir kann an dierf et net sinn, datt verschidde Länner einfach ewechkucken an och iwwerhaapt net bereet sinn, sech un deem kollektiven Effort vun der Relokalisatioun vu Flüchtlingen ze bedeelegen.

Virun e puer Deeg ass bei der Geleeënheet vun der Trauerfeier vum Helmut Kohl iwwer seng Roll a seng Meritter fir Europa geschwat ginn. An een Zitat vun him ass ganz besonnesch bei mir hänke bliwwen, dat eigentlech perfekt op déi aktuell Situatioun an der Europäescher Unioun, och ganz besonnesch par rapport zu gewëssenen Ostblock-Länner, passt.

Den Helmut Kohl huet gesot, an ech zitéieren: „Es ist leider bei uns Teil des Denkens geworden, dass man nur über Rechte und kaum mehr über Pflichten spricht." (veuillez lire: „Es ist leider bei uns ein Teil des Denkens geworden, dass man überwiegend von den Rechten und kaum mehr von den Pflichten spricht.")

Abee, et géif verschidde vun deenen Ostblock-Regierungscheffen, déi entre autres an der éischter Rei op der Trauerfeier vum Här Kohl stoungen, emol guttdoen, sech erëm eng Kéier dat Zitat zu Häerz ze huelen, net nëmmen, mä awer och ganz besonnesch am Kontext vun der Flüchtlingsproblematik.

Här President, wann ech da bei der Ëmverdeelung sinn, wëll ech awer och betounen, datt d'Ëmverdeelung, d'Relokalisatioun net eleng kann d'Äntwert sinn op d'Migratiounen aus dem zentrale Mëttelmier. Déi allermeeschte Mënschen, déi sech a Booter aus Libyen Richtung Italien op de Wee maachen, hu keen Usproch op Asyl. De Kommissär Avramópoulos huet virun enger Rei vun Deeg vun enger Zuel vun 80% - 80%! - vu Mënsche geschwat, déi keng Chance hunn, Asyl an Europa kënnen ze kréien. Fir dës Mënschen also an Europa ze verdeelen, ergëtt, Dir Dammen an Dir Hären, ganz wéineg Sënn.

Bei den Nigerianer, der allergréisster Grupp vun dëse Mënschen, läit d'Schutzquot bei engem Véierel, beim Bangladesch, der zweetgréisster Grupp, läit se nach wäit drënner. Wien awer keen Asyl a kee Schutz domadder an Europa ka kréien, dierf och net bleiwen a muss erëm a seng Heemecht zréckbruecht ginn. A wat nach vill méi wichteg ass: All méiglech Noamer mussen och mat alle Mëttele vun enger oft déidlecher Iwwerfaart ofbruecht ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou grouss de Misär an d'Perspektivlosegkeet grad a verschiddenen Hierkonftslänner a Westafrika och sinn, ass engem Nigerianer an engem Senegalees da wierklech gehollef, wann e fir esou eng Rees seng lescht Erspuernisser opbréngt, vill Leed a Risiko op sech hëlt, fir da schlussendlech an Europa just de Choix tëschent Ofschibung an Illegalitéit ze hunn?

Och dës Fro, Kolleeginnen a Kolleegen, mengen ech, musse mer wierklech eng Kéier ganz seriö diskutéieren, wa mer och iwwer zukünfteg Moossname wëllen diskutéieren.

Duerfir ass dat Wichtegst, datt Europa an alleguerten d'Memberstaten hei endlech un engem Strang zéien, wa mer déi doten Erausfuerderung dann iwwerhaapt wëlle packen. Et muss hei gemeinsam Drock gemaach ginn a finanziell Ureizer musse geschafe ginn och fir déi Hierkonftsstaten, fir datt se bereet sinn, déi Mënschen erëm bei sech zréckzehuelen. Och muss d'Europäesch Unioun substanziell Italien ënnerstëtzen, mat eegene Grenzschützer, Asylrechtspezialisten, fir hinnen och ze hëllefen, d'Situatioun ongeféier erëm an de Gréff ze kréien.

Mir mussen awer virun allem, an ech weess, datt dat vill méi einfach gesot wéi gemaach ass, Här Ausseminister, versichen, d'Situatioun a Libyen an de Gréff ze kréien, well dee ganze Chaos besteet jo eigentlech net am Mëttelmier, mä besteet zu engem Deel a Libyen. Och hei, an ech weess dat, gëtt et keng einfach Léisungen. Mä et kann een awer trotzdeem mat punktuelle Mesuren d'Situatioun verbesseren, andeem een zum Beispill versicht, Opfangstrukturen an deem Land en place ze setzen, déi zumindest den Usproch hunn, e Minimum vu Mënscherechter ze respektéieren. D'Prioritéit muss awer sinn, d'Grenz zu Libyen endlech och kënnen ze kontrolléieren.

Ech sinn duerfir och net averstane mat deenen, déi soen, a Libyen kéint een iwwerhaapt guer näischt maachen, a wann, da géif dat schrecklech laang daueren, bis et iergendwéi eppes géif bewierken. Well wann een dat esou seet, géif jo dat och bedeiten, datt all Joer weider ronn 200.000 Mënschen an Italien géifen ukommen, der Dausenden erdrénken an Zéngdausenden a Libyen ënner grausame Bedéngungen deelweis gefaange gehale ginn.

Ech muss Iech soen - ech weess net, wéi et Iech geet: Et ass fir mech moralesch onerdräglech an och politesch onhaltbar. Et gëtt scho Verschiddenes, wou d'EU sech kann och um Niveau vun der Rhetorik verbesseren. Si sollt alleguerten déi Mënscheschlepper konsequent als dat bezeechnen, wat se sinn, Här President, näämlech Sklavenhändler, a si soll och versichen, mat alle Moyene wierksam géint déi Aktivitéite vun deene Leit do virzegoen.

An deem Kontext géif ech och nach eng Kéier rappeléieren, Här Ausseminister, datt ee jo kéint Frankräich stellvertriedend fir d'Europäesch Unioun invitéieren, sech am Sécherheetsrot ëm e Mandat ze beméien, dat als Aufgab hätt justement d'Bekämpfung vun deene Schlepperbanden, déi jo awer zu engem ganz groussen Deel och responsabel fir de Misär vu ganz ville Mënsche sinn.

Dat géif dann awer och nach dat militärescht Virgoe vun der EU a libesche Gewässer, an ech mengen, dat schéngt mir eng wesentlech Fro, op eng vëlkerrechtlech Grondlag stellen a weider och Schrëtt am Kampf géint déi doten Zort vu Krimineller erméiglechen.

Ech weess, an ech hunn et och virdru gesot: All Schrëtt am Bezuch op Libyen ass extrem riskant, duerfir muss en och genau iwwerluecht a kloer ofgegrenzt sinn, awer esou, wéi et am Moment geet, kann et fir meng Fraktioun a fir mech net méi einfach virugoen.

Schlussendlech, Här President, musse mir eis awer och als Europäesch Unioun vill méi intensiv an nohalteg mat de Flüchtlingsursaache beschäftegen. Ech bedaueren, datt d'Bekämpfung vun deene Fluchtursaachen an der Zwëschenzäit zu enger Floskel, deelweis, verkomm ass, déi vill Politiker eigentlech just benotzen, fir vum eigentlechen Thema ofzelenken.

Wat mir hei brauchen, ass ganz einfach eng nei Politik géintiwwer dem afrikanesche Kontinent. Mir mussen alleguerten déi Länner als gläichwäerteg Partnerlänner consideréieren a kucken, iwwer fair ausgehandelt Handelsverträg hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hire wirtschaftleche Potenzial auszeschëpfen. Europäesch Firme musse vill méi um afrikanesche Kontinent investéieren a mussen och an deem Sënn vun der Unioun ënnerstëtzt ginn.

Mir mussen awer virun allem ophalen, Här President, mat enger protektionistescher Politik, an ech soen dat hei ganz haart, virun allem am landwirtschaftleche Secteur, déi dozou féiert, datt afrikanesch Länner mat europäesche Produiten iwwerschwemmt ginn, wat ganz oft den Doud vun der Landwirtschaft a ville vun deene Länner do bedeit.

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Kuerz gesot: Mir mussen ewechkomme vun engem System vun Assistanat hin zu engem richtege Système de partenariat.

Schlussendlech musse mer an der Europäescher Unioun d'Kontributioun vun deenen eenzelne Memberlänner un der Entwécklungshëllef emol erëm eng Kéier ganz seriö op de Leescht huelen.

Fir meng Fraktioun a fir mech selwer ass et op jidde Fall total inakzeptabel, datt europäesch Memberlänner an där aktuell äusserst sensibeler a problematescher Situatioun um afrikanesche Kontinent mam Gedanke spillen, hir scho relativ reduzéiert Entwécklungshëllef nach erofzesetzen.

Ech muss Iech soen: Ech fannen et eigentlech en Hohn, datt mir an der Europäescher Unioun, an dat ass kee Reproche, dee mer eis selwer mussen adresséieren, et net fäerdegbréngen, alleguerten als EU-Memberlänner 1% vun eisem PIB an d'Entwécklungshëllef ze investéieren, well domadder géife mer sécherlech substanziell d'Situatioun vu ville Mënschen op deem afrikanesche Kontinent verbesseren.

Alles dat, Här President, weess ech, brauch Zäit, mä et brauch virun allem de Wëllen, zesummenzeschaffen! Nationalismus a Populismus si leider an Europa nach ëmmer präsent, wéi den EU-Kommissiounspresident Jean-Claude Juncker dat nach virun e puer Deeg ënnerstrach huet. D'Migratiounsbewegunge vun Afrika a Richtung Europa wäerten an deenen nächste Joren eng, an ech hunn et virdru gesot, vun deenen allergréissten Erausfuerderungen un d'Europäesch Unioun duerstellen.

Déi europäesch Gesellschafte wäerte sech an deene kommende Joren a Jorzéngte fundamental änneren, well vill, ganz vill Mënsche wäerten an Europa kommen. Géint Veränneruung ass jo prinzipiell iwwerhaapt näischt anzewennen, mä si muss gesteiert ginn. An am Moment ass hir Vitesse ze héich an hiren Ausmooss ze grouss. D'EU muss an den nächste Méint beweisen, datt si béides am Gréff huet. Si wäert dat awer nëmme fäerdegbréngе mat enger méi enker Koordinatioun a mat vill, vill méi Solidaritéit tëschent deenen eenzelnen EU-Memberlänner.

Nëmmen, Dir Dammen an Dir Hären, wa jiddwer Memberstat motivéiert an determinéiert ass, an déiselwecht Richtung ze steieren, huet d'Europäesch Unioun d'Chance, déi vläicht gréissten Erausfuerderung an hirer Geschicht ze packen.

An ech géif ophale mat engem Zitat vum Jean Monnet: «Ce qui est important, ce n'est, ni d'être optimiste, ni pessimiste, mais d'être déterminé.»

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prises de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt dem Här Angel e grousse Merci soe fir seng Aarbecht, an och der Kommissioun. Ech mengen, dat ass eng Aarbecht vun e puer Méint gewiescht. An dat, wat Der hei presentéiert hutt, Här Deputéierten, ass wichteg, mengen ech, fir Europa, mä fir Lëtzebuerg richteg ze positionéieren am europäeschen Debat.

Ech géif vläicht ufänke mat deem Wuert „Polykris", dat Der jo och benotzt hutt, an do e Wuert, wat och gesot ginn ass am Kontext vun dëser Debatt, virun allem erausträichen, näämlech dat Wuert „Solidaritéit", politesch Solidaritéit. Dat ass fir mech d'Einmaleins vun der europäescher Iddi iwwerhaapt, fir vun enger europäescher Gemeinschaft zu enger Unioun ze kommen, déi méi ass wéi just eng Additioun vun nationalen Interessen.

Op Lëtzebuergesch heescht dat, dass ee fir deen aneren do ass, sief et fir ze schützen, sief et fir e weiderzebréngen opgrond vun de Verträg. Deele mat deenen, deenen et manner gutt geet, an de Wuelstand op e méiglechst héijen Niveau stellen, ass eng aner Dimensioun vun der politescher Solidaritéit an Europa. Hëllefen a Krisenzäiten, dass d'Laaschte gerecht verdeelt ginn, misst och een normale Reflex si vu Solidaritéit.

Et ass eis verdammte Flicht, géif ech mengen, de Friddensprojet mat geliefter, mat effektiver politescher Solidaritéit ze verdeedegen an och virunzebréngen. Et gëtt keng flexibel Solidaritéit, esou wéi et keng flexibel Mënschlechkeet gëtt. D'„ever closer union" wäert de Brexit iwwerliewen a wäert och d'Motivatioun ëmmer bleiwen, fir d'Verantwortung fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun kloerzemaachen.

Ech wéilt vläicht zou Remarquë maachen hei. Déi eng, well mer jo hei ënner eis sinn, un den Här Claude Wiseler, dee mat Recht gesot huet, dass den Helmut Kohl ee groussen Europäer war, deen och Europa ëmmer als Erfollegsgeschicht duergestallt huet. Den Här Mosar huet grad geschwat, dass den Här Kohl gesot hätt: An der Europäescher Unioun gëtt et Rechter, mä et gëtt och Flichten.

Dat, wat - ech mengen, wou ech net eleng sinn an Europa - schwéier ze verstoen ass, ass, dass den Här Viktor Orbán bis zu sengem Doud eigentlech als beschte Frënd vun him ugesi ginn ass, dass och den Här Viktor Orbán dee war, deen als Leschte beim Här Kohl passéiert ass. Dat ass a mengen Aen eng Contradictio in terminis, een Oxymoron, dee schwiereg ze verstoen ass an dee menger Meenung no och net grad derzou bäidréit, fir Europa méi verständlech ze maachen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass: Mir hunn hei an der Chamber een Debat, mir hunn decidéiert gehat an der Regierung, dass zwee Leit sollen hei qualitativ dem Debat gewuess sinn. Dat ass engersäits de Finanzminister fir den Euro an et ass de Minister, deen zoustänneg ass fir Europapolitik. Mir stellen eis dem Debat. Mir hoffen, wéi ech gesot hunn, deem gewuess ze sinn.

An ech mengen, dass et net ubruecht wier, fir hei géint de Premier ze argumentéieren. Dat schéngt mer deplacéiert ze sinn. Mir hunn an der Regierung mat dem Accord och vun der Commission des Présidents, der Conférence des Présidents decidéiert, dass dat déi Kompositioun wier, déi d'Regierung géif heihinnerschécken.

Nun, am Rapport huet d'Chamber eng ganz Rëtsch vun Iwwerleeungen ervirgehuewen, déi et eis erlaben, d'europäesch Politik besser ze gestalten. De Bierger muss dat zentraalt Element bleiwen, esou wéi mer dat och wärend eiser Presidence ëmmer erëm plädéiert hunn. De Rapport ënnersträicht richtegerweis och, dass déi national Parlamenter eng ganz zentral Roll derbäi spillen an zur Demokratiséierung vun der Europäescher Unioun och bäidroen.

D'Wäissbuch iwwert d'Zukunft vun Europa, dat d'Kommissioun an dësem Mäerz virgestallt huet, ass jo ee Versuch, erëm Vertrauen hierzestellen. An ech wëll, fir Zäit ze wannen, net erëm eng Kéier op déi fënnef Zeenarien agoen. Ech mengen, mir sinn eis hei bal alleguerten eens, dass d'Optioun 1 an d'Optioun 2 net dat sinn, wat mer wëllen. Bei der Optioun 3 kombinéiert mat der Optioun 4 kéint een natierlech driwwer schwätzen. Mä mir wësse bei der Optioun 3, dass déi Coopération renforcée ee Reizwuert ass fir verschidde Länner, virun allem am Oste vun der Europäescher Unioun. An duerfir géif ech awer mengen, dass ee sech seriö muss mat der Optioun 3 befaassen. Et kënnen net déi Länner sinn, déi op der Brems stinn, déi den Tempo vun de Reformen a vun neien Initiativen an der Europäescher Unioun total blockéieren.

D'Optioun 4, „méi maache mat manner", kombinéiert, wéi ech gesot hunn, mat der Optioun 3, ass net ze verwerfen, mä ech mengen - de Kolleeg vun de Gréngen, den Här Adam, huet dat och kloer gesot -, dass d'Optioun 5 eigentlech sollt déi bescht sinn.

Allerdéngs, do komme mer och an eng Kontradiktioun eran, dat ass, dass, wa mer wëllen d'Optioun 5 hunn, dann, mengen ech, komme mer net laanscht Ännerunge vun den europäesche Verträg.

Ech mengen, an deem Kontext do hunn ech d'Chamber verstanen. Ech mengen, an der Regierung ass och keen, dee sech an d'viischt Front setzt a seet: „Mir mussen elo Vertragsveränneruungen hunn, fir Europa méi fit ze maachen."

Ech géif et vläicht esou formuléieren, wann ee gesäit, dass een Zuch mat ville Waggonen op d'Schinn gesat gëtt, dass Lëtzebuerg net sollt carrement am Eck stoe bleiwen. Mä Dir hutt recht, mengen ech, als Chamber, an och wann een zéng Joer oder zwielef Joer hautno derbäi war, da weess een, wéi schwéier et ass, iwwerhaapt Ännerungen an de Verträg duerchzesetzen.

Wat elo déi Reflexiounspabeieren ugeet, sinn der jo fënnef vun der Kommissioun proposéiert ginn, an ech mengen, dass d'Kommissioun och do eng ganz gutt Aarbecht mécht. Ech wëll op dräi agoen.

Dat eent, dat ass d'Globaliséierung. Dee Pabeier ass den 10. Mee virgestallt ginn. An do sinn zwee Voleten, een externen Deel an och een interne Volet. Deen externe Volet deit jo un, dass gemeinsam Regelen op internationalem Niveau néideg sinn, fir eng nohalteg Weltuerdnung ze erreechen. Ausserdeem géif den externe Volet mat der Aarbecht vun der Europäescher Unioun weiderfueren, andeems nei Regele fir eng méi gerecht Konkurrenz opgestallt géife ginn. Weider handelspolitesch Schutzinstrumenter an och ee multilateraalt Investitiounstribunal kéinte géint onfair Praktiken eng Léisung sinn.

Den interne Volet vum Reflexiounspabeier proposéiert Léisungen, fir d'Sozialpolitik an och de Bildungssystem ze verbesseren. Dee Reflexiounspabeier ass interessant, well e schléit och vir, d'Strukturfonge fir d'Upassung un d'Globaliséierung fir Leit, déi am Chômage zum Beispill sinn, ze verwenden. Déi Fonge kéinten deene Leit bei der Sich no enger neier Aarbechtsplaz hëllefen. An, wéi scho gesot, ass de Fräihandel jo kee Selbstzweck. De fräien Handel ass ouni fair Regelen net méiglech. Duerfir, eng progressiv europäesch Handelspolitik erlaabt et eis, d'Globaliséierung a mengen Ae matzegestalten.

Natierlech geet et net nëmmen drëms, nei Aarbechtsplazen ze schafen, mä och dës Aarbechtsplazen a vollem Respekt an am Aklang mat eisen europäesche Standarden zum Aarbechts-, Sozial- an Émweltrecht ze gestalten.

Nëmmen eng Handelspolitik, déi keng nei Ongläichgewiichter produzéiert, verdéngt d'Etikett „europäesch". D'Europäesch Unioun ass nach ëmmer dee stäerksten Handelsblock weltwäit. Mä mir sollen eis net täusche loossen! Dat wirtschaftspolitescht Gewiicht vun der Europäescher Unioun wäert an deenen nächste Joren tendenziell, wéinst dem Brexit op jidde Fall, no ënne goen.

D'Europäesch Unioun ass eleng och net staark genuch, fir déi multilateral Handelsuerdnung ze stäipen a weider auszebauen. Duerfir si mer als Europäesch Unioun op Handelspartner ugewisen an duerfir och amgaangen, mat Länner Handelsaccorden auszehandelen, déi déi nämlecht Wäerter hunn an och déi nämlecht Wäerter deele wéi mir.

Mir hunn, et ass ugeschwat ginn, déi lescht Woch en Accord de principe jo mat Japan fonnt. An dëst ass ee ganz wichtegt Signal an dësen Zäiten. Nom Réckzuch vun Amerika aus dem Transpazifeschen Accord an der Aussiicht, dass anerer an Zukunft kéinten d'Regele vum internationalen Handel bestëmmen, war Japan ganz staark drun interesséiert, mat engem Partner zu engem Ofschloss ze kommen, op dee Verlooss ass.

Nun, deen endgültegen Accord muss jo an den nächste Méint ausgehandelt ginn. Mä wat sech elo schonn ofzeechent, dat ass deen ëmfangräichsten Handelsaccord, deen d'Europäesch Unioun jee ofgeschloss huet.

Eis europäesch Standarden, an ech wëll dat ënnersträichen hei, am Ëmwelt-, am Aarbechtsrecht, am Sozialrecht bleiwen a vollem Ëmfang geschützt. Déi ëffentlech Servicer stinn net zur Verhandlung. A mir hu fir d'éischte Kéier an esou engem Accord eng explizitt Verflichtung fir d'Ëmsetzen och vum Paräiser Klimaaccord. Dat ass wichteg. Dat heescht, dass an Zukunft keen Handelsaccord méi ofgeschloss ka gi mat engem Land, wat sech net verflicht, dem Paräiser Accord Rechnung ze droen.

D'Europäesch Kommissioun geet dervun aus, dass ongefeier 31 Milliounen Aarbechtsplazen an Europa vum Aussenhandel ofhänken. 80% vun den europäeschen Exportateure si kleng a mëttelgrouss Betriber. Et ass also net just fir déi grouss multinational Konzerner, déi vum fräien Handel kënne profitéieren, mä och vill fir kleng a mëttel Betriber, dass mer mussen op der Schinn vum fräien Handel zu Accorde kommen.

Deen zweete Pabeier, deen ech wëll uschneiden, ass d'Verdeedegung. An dësem Reflexiounspabeier ginn dräi Zeenarie virgeschloen, déi d'Entwécklung vun der europäescher Verdeedegung bis an d'Joer 2025 virgesinn, jee nodeem wéi een Zeenario d'Europäesch Unioun elo wiele wäert.

Ausserdeem gëtt virgeschloen, en europäesche Fong fir d'Verdeedegung anzeriichten. De Fong géif an zwee Voleten agedeelt ginn: ee Volet, deen d'Fuerschung betrëfft, an ee Volet, deen d'Weiderentwécklung an d'Acquisitioune betrëfft. Déi Projeten, déi vum Fong finanzéiert géifen, wieren am Virfeld vun de Memberstate festgehale ginn. A bis 2019 wier de Fong elo mat 90 Millioune finanzéiert, dovunner 25 Milliounen am Joer 2017.

Deen éischten Zeenario géif et de Memberstaten erméiglechen, op fräiwëlleger Basis ze kooperéieren. Deen zweeten Zeenario géif der Unioun erméiglechen, hir militäresch Capacitéit ze maximéieren, an national Ressourcë kéinte méi rationell benotzt ginn. An dee leschten Zeenario géif eng Sécherheets- a Verdeedegungsunioun opstellen. An da kéint den Artikel 42 vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun, deen de Kader an d'Aarbechtsweis vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik definéiert, ganz exploitéiert ginn.

Den europäesche Fong fir d'Verdeedegung géif Projete vun der europäescher Defense finanzéieren. Et ass net, dass duerch déi Initiativ hei d'Ausgabe fir d'Verdeedegung an Europa géife steigen. Bien au contraire, et géif versicht ginn, wéi mir als Lëtzebuerg dat jo och ëmmer matgedroen hunn, fir méi Synergien ze erméiglechen a fir méi sënnvoll eben an d'Verteidegung zesummen ze investéieren.

Da vläicht, Här President, déi sozial Dimensioun, déi och hei ugeschnidde ginn ass an déi mer selbstverständlech och an der Europäescher Unioun, wa mer iwwert d'Zukunft vun Europa schwätzen, mussen an de Vierdergrond stellen. Et gëtt a mengen Ae keng Zukunft fir d'Europäesch Unioun an deem Sënn, wéi mer se kannt hunn elo, wa mer weiderhi verluere Generatioune sozialpolitesch an Europa hunn.

D'Euroskepsis, déi besteet an Europa, ass baséiert op ganz, ganz déif gräifend sozial Aschnëtter, déi a ville Länner sinn. Mir hunn dat a ville Südlänner, mir hunn et och a Länner am geografeschen Oste vun Europa. D'Europäesch Unioun ka sech net ewechducke virun deene sozialen Aschnëtter an deene soziale Mankoen, déi bestinn. Duerfir brauche mer och an der Sozialpolitik méi gemeinsam Schrëtt an déi richteg Richtung.

D'Evolutioun, déi mer konnte feststellen, ass, dass d'Europäesch Kommissioun am Laf vum leschte Joer jo zwou Propose gemaach huet am Kader vun der Verstäerkung vun där sozialer Dimensioun. Fir unzefänken, huet se déi europäesch Sail vun de soziale Rechter publizéiert, déi sech ronderëm dräi Themen artikuléiert: Chancëgläichheet an Zougang op den Aarbechtsmaart, equitabel Aarbechtskonditiounen an, drëttens, soziale Schutz an Aglidderung an d'Gesellschaft.

D'Publikatioun heivun ass no enger breeder ëffentlecher Consultatioun komm a beinhalt souwuel legislativ wéi net legislativ Propositiounen. An et ass gutt festzestellen, dass dës Thematik och fir d'Kommissioun vu grousser Wichtegkeet ass a si sech asetze wëllt fir d'Schafe vun engem fairen Europa mat enger méi staarker sozialer Dimensioun.

Dee Reflexiounspabeier iwwert d'sozial Dimensioun geet vun dräi verschiddenen Zeenarien aus. Déi éischt Propositioun berifft sech dorobber, déi sozial Dimensioun op d'Bewegungsfräiheet ze beschränken. Dëst bedeit, dass d'europäesch Legislatioun am soziale Beräich sech géif op grenziwwerschreidend Fäll beschränken an d'Memberstate soss fräi wieren, op nationalem Niveau sozial, educativ a kulturell Norme fräi festzeleeën.

Déi zweet Propositioun encouragéiert verschidde Memberstaten, virun allem déi an der Eurozon, zu méi Kooperatioun am soziale Secteur, ouni déi aner Memberstaten ze forcéieren, et hinne gläichzemaachen. Et géif een hei an de Verträg an deem Kader vun enger verstäerkter Kooperatioun agéieren a sech prioritär op den Aarbechtsmaart, d'Kompetitivitéit, d'Geschäftsëmfeld, d'ëffentlech Administratioun a verschidden Aspekter vun der fiskaler Politik konzentréieren.

An da schlussendlech déi drëtt Optioun, dat wier eng generell Verdéiwung vun der sozialer Dimensioun an Europa. A fir dëst ze erreechen, misst fir d'Éischt eng déif goend Reevaluatioun vun der Legislatioun, Kooperatioun, Orientatioun an och dem Finanzement op europäeschem Niveau a soziale Froe stattfannen. Och hei kéinten d'Memberstaten an der zweeter Etapp wielen, a verschiddene Secteuren nëmmen zu e puer gemeinsam méi wäit ze goen.

Mir wäerten eis also am Kader vun de Gespréicher iwwert d'Zukunft vun Europa mat deenen anere Memberstaten zu dësen dräi Zeenarie beroden. An ech kéint gleewen, dass mer wäerte gemeinsam kënnen Europa sozialpolitesch an eng vill méi ambitiéis Richtung steieren.

D'Polykris, vun där am Rapport vum Här Angel rieds ass, ass haut net méi an esou engem negativen Ëmfeld wéi nach virun e puer Wochen, e puer Méint. Ech mengen insgesamt, dass et méi positiv Zeeche gëtt, dass sech dat europäescht Blat zum Besseren dréit, zu méi Optimismus op jidde Fall. Et gëtt erëm méi Hoffnung, well a Frankräich jo d'Euroskepsis, de Rietspopulismus entscheedend gebremst gouf, well sech och déi europäesch Wirtschaft insgesamt méi positiv entwéckelt a well mer och a Saache Brexit d'Eenheet vun deene 27 staark behalen hunn. Et gëtt also Hoffnung, Hoffnung, op déi mer mussen opbauen, fir d'Gefore vum Populismus ee fir alle Mol ze bekämpfen.

Déi gesellschaftsoppen a fräiheetlech Kräften an der Gesellschaft musse weiderhin zesummenhalen, fir ee gemeinsamt Zeeche géint de Populismus ze setzen. Et ass also Zäit, fir lues awer sécher de Krisemodus ze verloossen. An esou gëtt Europa erëm eng Erfollegsgeschicht, wéi mer se kannt hunn a fir déi mer eis ëmmer och agesat hunn hei am Land.

All dës positiv Zeeche sollten eis awer elo schonn an eisem Courage bestäerken, weiderhin Europa aktiv matzegestalten, d'Problemer unzepaken, Léisungen ze fannen, ganz am Sënn, wéi ech gesot hunn am Ufank, vum Prinzip vun der Solidaritéit, ouni awer d'Aen zouzemaachen - an ech sinn elo beim Här Mosar nach eng Kéier, dee mat Recht kritiséiert huet - virun den destruktive Konsequenzen, déi fir d'Unioun am Kader vun der gemeinsamer Migratiounspolitik entstinn, soulaang mer net capabel sinn, eng kohärent Laaschteverdeelung tëschent den europäesche Staten op d'Been ze brëngen. An hei si mer erëm beim Ecksteen Solidaritéit, deen, wann en an der Migratiounspolitik zesummebrécht, Europa kéint an de Koup falen dinn.

Ech hunn déi Motioun hei gekuckt. Ech wëll vläicht ier ech zum Fong, oder ech wëll net zum Fong eppes dozou soen, mä zu Libyen.

Här Mosar, mir sinn zu dësem Moment elo an dëse Stonnen amgaangen, als Lëtzebuerg en Amendement fir d'Konklusiounen opzebauen a wou mer och eng Chance hunn, dass mer duerchkommen dermadder den nächste Méindeg bei den Ausseministeren, wat a Libyen an den Territorialgewässer geschitt, dass, wann - dat ass jo och richteg -, wa mer als Europäesch Unioun där EUNAVFOR-Missioun zwou nei Kompetenze ginn hunn, näämlech déi, fir engersäits de Waffenembargo ze kontrolléieren, an anerersäits, fir ze kucken, dass dee Business vun de Schleiser gebrach gëtt, da musse mer och wëssen, mat deene Suen, déi investéiert ginn, fir Coast Guards op libescher Säit dohinner ze stellen, wat dann d'Folleg ass vun deenen hiren Aktivitéiten.

Dir hutt dee Film vläicht gesinn, Dir hutt Artikele gelies, dass de Moment am Territorialgewässer vu Libyen d'Leit aus de Booter erausgeholl ginn, fir se ze retten, wat richteg ass; mä wat mer net kënnen toleréieren, dat ass, dass déi Leit zréckgeschéckt ginn a Libyen a Campen, wou d'Mënschlechkeet klenggeschriwwe gëtt, wat zum Deel Campe sinn, déi ze vergläiche si mat Konzentratiounslageren, wou Leit zu Honnerten op ganz enkem Raum sinn ouni Toiletten, ouni Duschen. Dat muss ugeprangert ginn. Dat kann net sinn, dass mat europäesche Gelder esou Aktivitéite weidergefouert ginn.

Duerfir geet et nëmmen, dass déi Coast Guards, déi a Libyen agesat ginn an déi vun der Europäescher Unioun trainéiert sinn, d'Leit zréckschécken a Strukturen, wou d'UNHCR a wou och d'OIM, dat heescht UNO-Organisatiounen, an - firwat och net? - no engem gewëssene Moment EU-Organisatioune präsent sinn. Allerdéngs ass dat eng Fro och vun der Sécherheet, fir kënnen a Libyen de Moment ze operéieren.

Mä gleeft mer, wat Är Motioun ugeet, ech mengen, Lëtzebuerg huet zënter 2005 versicht, an der Migratiounsfro wierklech europäesch ze agéieren, europäesch ze plädéieren an ze argumentéieren!

An dat, wat elo a Libyen ass, wat eise schwieregste Problem ass, ass eigentlech dee Problem, mat deem alles ugaangen ass 2015, am Ufank vum Joer, do huet et gekippt op eben d'Tierkei a Griichenland, a mer sinn elo erëm bei Italien. An dee Problem, dee mer a Libyen an Italien hunn, ass natierlech, well Libyen e Land ass ouni Gesetzer de Moment, mä och well mer an der Europäescher Unioun et net fäerdegbruecht hunn, eng europäesch Migratiounspolitik op d'Been ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och dem Här Ausseminister. An d'Wuert huet elo den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, fir d'Éischt géif ech gären ufänke mat engem Merci un den Deputéierte Marc Angel fir déi vill Aarbecht iwwert déi lescht Joren am Domän vun der Europapolitik a fir dee ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, zu deem ech jo och zum Deel bäigedroen hunn, andeem ech esou vill wéi ech konnt op deene komplizéierte Sujete mat der Kommissioun zesummeschaffen.

D'Wirtschafts- a Wärungsunioun ass fir Lëtzebuerg essenziell. Dat ass net eng politesch Ausso, dat ass ganz einfach eng Tatsaach. D'Zukunft vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun ass och ganz staark verbonnen a vernetzt mat der Evolutioun vun der Europäescher Unioun selwer. Mir sinn hei op enger historescher Kräizung ugelaangt, an eng historesch Kräizung, wou de Stëllstand keng Optioun ass.

Mir hunn haut de ganze Mëtten iwwert déi verschidden Zeenarie geschwat, an ech mengen, et besteet relativ vill Konsensus hei am Lëtzebuerger Parlament, dass mer eng Präferenz hu fir eng Mëschung vum Zeenario dräi a vum Zeenario véier. Mä et ass awer esou, wann ee wëllt d'Wirtschafts- a Wärungsunioun stäerken, wat mer, mengen ech, och zu engem groussen Deel wëllen, da si mer awer och zum Deel am Zeenario fënnef. Am Zeenario fënnef, deen a Richtung méi Federalismus geet. Et ass wahrscheinlech haut an elo net déi richteg Zäit, fir dat vill ze verdéiwen, mä et ass awer evident, dass d'Eurozon schonn en fait e groussen Deel vu Federalismus a sech huet. Wann ee schonn eng gemeinsam Wärung huet, ass een do, historesch gesinn, ganz wäit gaangen.

Virewech wëll ech awer och soen, dass et ganz kloer ass, egal wéi wichteg d'Wirtschafts- a Wärungsunioun ass a wéi vill mer se och wëlle stäerken: Europa ass natierlech net nëmmen eng Saach vu Wärung a vu Mäert, et ass haaptsächlech e Friddensprojet. Dat muss een ëmmer am Hannerkapp behalen. An dee Friddensprojet huet eis Wuelstand bruecht, huet eis Liewensqualitéit bruecht, déi hiresgläichen an der Welt sichen. A se huet eis awer och e soziaalt Netz bruecht, wat vläicht net genuch entwéckelt ass a wou nach vill ze maachen ass, mä mir sinn awer an der Welt déi Géigend, wou d'soziaalt Netz am beschten entwéckelt ass.

Zur Stëmmung an Europa géif ech gär folgende Saz soen: „Wat en Ënnerscheed e Joer kann ausmaachen!" Dee Moment, wou Groussbritannien mat engem Vott per Referendum decidéiert huet, aus Europa erauszegoen, haten der vill prophezeit, dass et mat Europa géif ganz séier biergof goen an dass vill aner Länner deeselwechte Wee géifen aschloen. Vill haten Angscht virun deene verschiddene Wahlen, déi an Europa sollte sinn. An ee Joer nom Brexit gesäit villes anescht aus. D'Wahl vum amerikanesche President hat natierlech och eng Influenz drop. An ech géif soen, wann een nach virun engem Joer vläicht gemengt huet, dass Europa an engem Tunnel wier wéinst der Polykris, vun där de Jean Asselborn geschwat huet, da fänkt een awer elo un, um Enn vum Tunnel e Liichtbléck ze gesinn.

Hoffnung kënnt op, nei Iddie kommen op an d'Vertrauen ass amgaangen ze klammen. Ech deelen also d'Meenung vun deenen, déi dat haut hei geäussert hunn, dass Europa erëm op engem positive Wee ass. Dat wëllt net heeschen, dass déi Problemer, déi do waren an déi net geléist sinn, net méi mussen ugepaakt ginn, mä mir sinn an enger Opbrochstëmmung.

Ech wéilt dann iwwer zwee Sujeten haaptsächlech elo schwätzen, déi de Jean Asselborn jo och annoncéiert hat, an zwar en europäesche Finanzkader no 2020, dat wäert den éischten Deel sinn. An den zweeten Deel ass dann dediéiert der Wirtschafts- a Wärungsunioun.

De Budget vun der Europäescher Unioun stellt 1% duer vum Revenu national brut vun der ganzer Unioun. Dat sinn op siwe Joer gekuckt ongefeier 1.000 Milliarden Euro. An dat stellt fir Lëtzebuerg 2% vun eisem nationale Budget duer. Dat sinn 1,5 Euro pro Persoun pro Dag.

A mat deem annerhallwen Euro pro Persoun pro Dag huet all Lëtzebuerger an all Entreprise ganz vill Virdeeler: Mir kënnen eis fräi bewegen an Europa, eis Bauere kréien Direkthëllefen, d'Wëssenschaftler kréie gehollef, d'Entreprisen hunn Accès op de grousse Maart. Ech fannen, dass déi 1,5 Euro Invest derwäert sinn.

D'Zesummesetzung vum europäesche Budget huet evoluéiert iwwert d'Zäit, mä wa mer haut eng Foto maachen, gesi mer, dass nach ëmmer 70% vum Budget vun der EU consacréiert si fir Agrardepensen a fir Kohäsiounsfongen. Dass do nei Erausfuerderungen optauchen, schéngt mer evident. An dass do Ëmschichtunge musse geschéien, schéngt och inevitabel. D'autant plus, dass verschidde Sujete vill méi Wichtegkeet kritt hunn an Europa; ech denken do un de Jugendchômage, un d'Flüchtlingskris, un d'Sécherheet an natierlech un de Klimawandel.

Lëtzebuerg wäert op jidde Fall déi Diskussioune ganz proaktiv begleeden an huet hei keng Apriorien. Mä déi Diskussioun, déi gëtt natierlech doduerch nach méi schwéier, well Groussbritannien amgaangen ass erauszegoen a mer doduerch 17% vum Revenu national brut verléieren. An dat gëtt natierlech der ganzer Diskussioun nach eng additionell Dynamik.

Wéi mer elo dat, wat feelt am Budget wéinst dem Exit vu Groussbritannien, léisen, steet op. Verschiddener géife gären d'Depensen immens reduzéieren. Anerer géife gäre méi an de Budget erabezuelen. An eng drëtt Optioun ass och, nei Recettë fir den EU-Budget ze fannen, esou wéi de Rapport Monti dat proposéiert huet. Lëtzebuerg ass op, fir op deenen dräi Pisten ze schaffen an eng gutt Kombinatioun vun deenen dräi ze erreechen.

Kloer ass och fir eis: Wann ee vun Europa méi freet - an ech hu virdru vu Klimaschutz geschwat, vu Sécherheet a Flüchtlingen ënner anerem -, jo, da muss een och Europa déi néideg Moyene ginn!

Op engem Punkt si mir ganz kloer, mengen ech, zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mer keng Rabatter méi am EU-Budget wëllen. Dat war deemools an den 80er Jore vun der Madamm Thatcher agefouert ginn, exigéiert ginn an huet zu ganz villen Excèse gefouert an huet haaptsächlech d'Iddi vun Europa denaturéiert. Well et ass een net an Europa dran, fir esou vill Suen anzebezuelen, wéi een der erauskritt. Europa ass net eng Bank. Europa ass e Friddensprojet, wéi ech virdru gesot hunn, an dat muss ee qualitativ moossen. An dofir wär et gutt, dass een elo, wou dat Land, wat de Rabatt am meeschte wollt, erausgeet, dann dee ganze Mentalitéitswiessel, deen do an den 80er Joren erakomm ass, géif lassginn.

Mir hunn also eng Rëtsch Optiounen, wéi mer hei kënne virgoen. A Lëtzebuerg wäert sech derfir schloen, dass Europa déi néideg Moyene soll kréien, fir sengen ambitiéisen Ziler gerecht ze ginn, an och derfir ze suergen, dass den EU-Budget soll transparent, equilibréiert an effikass sinn.

Ech kommen elo zum zweeten Deel vu menger Presentatioun, an zwar d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun. Mir begréissen do d'Propositiounen, déi d'Kommissioun gemaach huet.

Fir d'Éischt wëll ech emol virausschécken, dass den Euro e Succès war an e Succès ass. Natierlech huet e seng Schwächten, mä wat hätte mer dann an Europa gemaach an der Welt-

wirtschafts- a Finanzkris, wa mer den Euro net gehat hätten? An d'Bierger selwer sinn déi gréisste Beneficiairen dovunner, dass et den Euro gëtt, net nëmmen, well se kënne méi liicht duerch Europa reesen, mä well se natierlech immuniséiert si par rapport zu de Wärungsschwankungen, déi et virdru gouf.

Den Euro ass déi zweetwichtegst Wärung an der Welt, stellt ongeféier e Véierel vun alle Reserven, déi et an der Welt gëtt, duer an et ass eng Wärung, déi vun 340 Milliioune Leit gebraucht gëtt.

Eis Wärung ass en fait en Zeeche vun der Stabilitéit, déi Europa an der ganzer Welt mat sech brëngt. Leider huet een an deene leschte Joren dovunner net vill héieren, well alles dat, wat den Euro gutt gemaach huet, ass net beschriwwe ginn, an alles, wat schifgaangen ass, huet natierlech ganz vill Visibilitéit kritt. D'Erfolleger, wéi dat och haut e puermol hei gesot ginn ass, ginn net oft vun de Medien erëmgeholl. Good news is no news.

Den Euro huet seng Teenagekris iwwerwonnen, dat kann een haut behaapten. Wann ee kuckt, wivill Länner an deene leschte fënnef Jore gehollef kruten am Kader vun der Eurozon, da muss ee soen, dass d'Resultat am Fong geholl ganz positiv ass. Gehollef krute Spuenien, Portugal, Irland an Zypern an natierlech och Griichenland. Bei deenen éischte véier, déi ech genannt hunn, mengen ech, ass all Mënsch sech eens, dass dank der Eurozon an dank der gemeinsamer Wärung deene Länner an där schwéierer Phas gehollef ginn ass an dass se elo besser dosti wéi virun der Kris.

Bei Griichenland war et méi schwéier. Mä wiville vun Iech ass dann opgefall, dass d'lescht Woch en fait en Accord konnt fonnt gi fir eng zweet Ausbezuelung vun der Tranche un d'griichesch Regierung vun 8,5 Milliarden? Souguer iwwert dee Montant, deen absolutt néideg gewiescht wier. A wann ech mech net iren, wäert d'Kommissioun haut proposéieren, dass d'Procédure de déficit excessif fir Griichenland soll opgehuewe ginn. Dat ass eng wonnerbar Noriicht, déi wahrscheinlech elo vill manner Echo kritt wéi all déi schlecht Noriichten iwwert déi lescht Joren iwwer Griichenland.

An Europa si mer de Moment an enger Phas vun Expansioun. Mir hunn elo 16 Trimesteren hannerenee Croissance gehat. Mir hunn eng Croissance, déi bal 2% ass an der Eurozon an an Europa an alleguerten d'Indicateure si positiv. De Chômage ass d'lescht Joer fir d'Éischt säit laanger Zäit ënner 10% gefall, en ass elo scho ganz no bei 9% als Moyenne an Europa. A mir gesinn och, dass den Invest an Europa endlech erëm no uewe geet. Mir wëssen, dass d'Ziffere fir Lëtzebuerg nach vill méi gënschteg sinn: Mir hunn eng Croissance, déi dat Duebelt ass vun der europäescher Moyenne an och eisen Invest ass praktesch duebel esou héich wéi d'europäesch Moyenne.

An dat erkläert och, firwat Lëtzebuerg do an de Statistiken an Europa gutt steet. Mir sinn eent vun de Länner mat de beschte Statsfinanzen, wat och duerch en Triple-A honoréiert gëtt.

Mä d'Kris huet awer och Vulnerabilitéite gewisen an dofir si jo an der Period 2010, 2011, 2012 eng ganz Rëtsch vu Konventiounen adoptéiert ginn. Ech nennen déi wichtegst Konventiounen, déi hei duerch d'Parlament natierlech ratifizéiert gi sinn: de Fiscal compact, den „Sixpack" an den „Twopack".

Wat awer an där Period ganz kloer ginn ass, dat ass, dass, fir de Pacte de stabilité et de croissance ze respektéieren, dat heiansdo en héije soziale Präis huet. A Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, wat sech derfir asetzt, dass déi sozial Komponent vum Pacte de stabilité et de croissance soll méi gekuckt ginn, dass eis Wärungs- a Wirtschaftsunioun och soll eng Jobunioun ginn. Mir haten dat och zu enger Prioritéit vun eiser Presidence gemaach, wou mer jo den Triple-A social groussgeschriwwen haten.

Wann ech elo kucken, wéi mer eis dann elo solle positionéiere par rapport zu den Developpementer an der Wirtschafts- a Wärungsunioun, wëll ech fir d'Éischt emol ënnersträichen, dass ech an deene leschte Woche ganz proaktiv virgaange sinn, andeem ech eng bilateral Reunioun hat mam Wolfgang Schäuble zu Berlin. Gëschter hat ech eng bilateral Reunioun mam Bruno Le Maire. Ech wäert zum Schluss vum Mount op Roum fléien, fir eng bilateral Reunioun ze hu mam Minister Padoan. An ech schaffen drun, fir dass mer eng Benelux-Reunioun solle kréien, zum Schluss vläicht vum August, Ufank September, fir eng Koordinatioun och um Niveau Benelux fäerdegzebréngen.

Wat vläicht haut net genuch erausgeschielt ginn ass, wat bei der Wirtschafts- a Wärungsunioun e Schlëssel ass, ass, dass am Fënnef-Presidente-Rapport en fait eng Distinctioun gemaach ginn ass tëschent Mesures à court terme a Mesures à long terme, fir déi Wirtschafts- a Wärungsunioun ze beliewen an ze verbesseren. Déi Mesuren, déi à court terme geholl kéinte ginn, dat sinn der eng ganz Rëtsch, déi net exigéieren, dass d'Traitéë musse changéiert ginn. Déi, déi à long terme sinn, déi verlaangen natierlech, dass mer d'Traitéë changéieren.

An ech muss Iech soen - an ech hunn och mam Jean Asselborn elo nach haut driwwer geschwat -, mir zu Lëtzebuerg als Regierung si relativ op um Sujet, wat een dann à long terme muss maachen. Mir mengen net, dass dat Institutionellt muss an de Vierdergrond gesat ginn, mä wa mer elo en Elan feststellen, wéi mer amgaange sinn, een ze gesi mam Resultat vun de franséische Wahlen, wou de proeuropäesche Kandidat gewonnen huet, wann do eng historesch Opportunitéit ass, dann däerf ee sech awer näischt verschléissen.

Mä eng Saach no där anerer. Mir sollten och emol kucken, wat een à court terme ka maachen. D'Stéchwuert, dat éischt, wat et scho gëtt, ass d'Bankenunioun. Ganz kuerz, mir si frou iwwert dat, wat erreecht ginn ass: d'eenheetlech Supervisioun mat der Europäescher Zentralbank an de Single resolution board fir d'Resolutioun vun de Banken. Mä beim Dépôt de garantie, do ass de System nach net genuch communautariséiert. A mir si fir eng europäesch Solutioun do an och fir en „backstop" vun Europa. Dat ass en fait e Sécherheetsnetz, wat vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus kéint geséchert ginn. Den ESM huet säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg a mir wäre ganz derfir, dass de Rôle vun dem ESM sollt an Zukunft gestäerkt ginn. Mir wäerten eis derfir asetzen.

Net alles, wat an der Bankenunioun proposéiert ginn ass, gefält eis. Mir wëllen och derfir suergen, dass deen néidegen Equiliber tëschent de Besoine vun de klengen a grousse Länner oprechterhale gëtt an dass, zum Beispill wat d'Stabilité financière ubelaangt, d'Stabilitéit vun de Banken net nëmme soll am Mammenhaus, an der Capitale sinn, mä awer och an de Filialen. A mir hu jo eng Bankeplaz mat ville Filialen.

Mir ënnerstëtzen, an dat ass en zweete konkrete Projet, d'Kapitalmaartunioun. Ënner eiser Presidence sinn zwou Direktive verhandelt ginn, déi elo zum Ofschloss kommen. D'Titrisatioun an d'Prospektdirektiv, déi solle mat sech brëngen, dass Kleng- a Mëttelbetriber méi liicht kënnen Accès op d'Capitallen op de Bourse kréien.

Zur Debatt steet och hei, fir de Rôle vun der ESMA, déi europäesch Agentur, déi zu Paräis ass, ze verstäerken. Do préiwe mir gär, ob dat wierklech och indispensabel ass.

Wat elo d'Propositioune vun der Kommissioun ubelaangt, wat d'Verdéiwung vun der Wirtschafts- a Wärungsunioun ubelaangt, géif ech emol soen, dass Lëtzebuerg do fir all Propositiounen en oppene Geescht huet. Mir wäerten dat zesumme mat de Partner diskutéieren. Fir eis ass an deem dote Kontext eng Iddi fundamental, dat ass déi vun der Responsabilitéit a vun der Solidaritéit.

Vill Länner froen, dass méi Solidaritéit soll geschéien (veuillez lire: kommen). An ech mengen, mir zu Lëtzebuerg kënnen a sollen eis deem net verschléissen. Mä mir kënnen nëmme méi Solidaritéit kréien, wann déi existéierend Regelen alleguerten agehale ginn an d'Regele fir all d'Länner, kleng oder grouss, d'selwecht applizéiert ginn. Nëmmen dat schaaft dat néidegt Vertrauen, dat ee brauch, fir a Richtung méi Solidaritéit ze goen. Et war ëmmer eng Qualitéit vun Europa, de richtegen Equiliber tëschent all deene Saachen ze fannen. An ech sinn och confiant, dass mer dat wäerten an Zukunft fäerdegbréngen.

Wann ech elo d'Propositioune vun der Kommissioun kucken, wat de long Terme ubelaangt, wou proposéiert gëtt, dass mer sollten en Eurozon-Finanzminister hunn, en europäesche Budget sollen hunn a vläicht souguer en europäesche Fonds monétaire international, dat sinn natierlech Spréng vun enger ganz ambitiéiser Natur a wou mer menger Meenung no nach net ganz preparéiert sinn. Mä ech wëll, wéi gesot, vu Lëtzebuerger Säit net soen, dass mer dat net kënnen an d'A faassen, mä et muss een do realistesch bleiwen.

Wichteg ass et, dass d'Nationalparlamenter do mat agebonne sinn. D'Légitimité démocratique spillt sech net nëmmen um Niveau vum Europaparlament of, mä och um Niveau vun den Nationalparlamenter. A wa mer da wierklech gäre Saachen an d'A faasse wéi e Fonds monétaire international à l'européenne oder e Finanzminister, dee sech exklusiv ëm Europa bekëmmert, dat sinn Decisiounen, déi d'Souveränitéit vun alle Länner natierlech reduzéieren. An do muss d'Nationalparlament ganz no associéiert ginn.

En conlusion géif ech am Fong geholl gären dräi Saache soen.

Mir mussen - eent - Europa dem Bierger méi no brëngen. Dat ass eng Saach de longue haleine. Dat muss een déi ganzen Zäit maachen. An ech kann Iech soen: All Lëtzebuerger Minister wäert dat um europäeschen Niveau maachen.

Dat Zweet ass, mir mussen dee richtegen Equiliber fannen tëschent méi Pouvoir fir Europa par rapport zu de Länner. Déi richteg Vitesse fannen, wéi mer et wëlle maachen, dat ass net einfach.

An da leschtens, mir sollen als Lëtzebuerger hei bei der Wirtschafts- a Wärungsunioun proaktiv matschaffen. Mir hu vill Kredibilitéit. Mir sinn dat eenzegt Land, wat de Pacte de stabilité et de croissance ëmmer agehalen huet. Mir hunn d'Gewunnecht, mat eisen dräi Nopeschlänner zesummenzeschaffen a wäerten dat och hei maachen, mä mir kënnen och, mengen ech, am Benelux eng wichteg Roll spillen.

Wéi ech dem Bruno Le Maire gëschter gesot hunn: De Couple franco-allemand, dat ass de Motor vun Europa, mä de Benelux, dat ass den Uelech, fir dass de Motor gutt fonctionnéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Domat si mer um Enn vun den Debatten ukomm.

Résolution 1

Mir si saiséiert mat enger Resolutioun, déi, souwäit ech gesinn, vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite gedroen ass.

An dofir meng Fro: Kënne mer iwwert déi Resolutioun à main levée ofstëmmen? Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1

Da géif ech Iech bieden, wien derfir ass, dat ze weisen.

Géigeprouf: dergéint?

Enthalungen?

Domat ass d'Resolutioun 1, wéi se vun der Kommissioun ausgeschafft ginn ass, eestëmmeg ugeholl.

Motion 1

Bei der Motioun ginn ech dervun aus, dass se motivéiert ass.

Gëtt et Wuertmeldungen zu der Motioun? Den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo. Här President, ech war e bëssen iwwerrascht iwwert déi Motioun hei vum Här Mosar, well se fuerdert d'Regierung op, eppes ze maachen, wat se souwisou mécht. All d'Regierungsmemberen a besonnesch och den Här Asselborn ginn net midd, um europäesche Plang d'Solidaritéit grousszeschreiwen. En huet seng Ried haut hei ugefaangen, wou e gesot huet, dass d'Solidaritéit d'Einmaleins vun der Europäescher Unioun ass. En huet seng Ried domat opgehalen. Dofir fannen ech et scho bal eng Frechheet, wann een dës Regierung opfuerdert am Kader vun der Applikatioun vum Plan de relocalisation, wat d'Flüchtlingen ubelaangt, ze soen, se missten zu Bréissel an op anere Plazen d'Solidaritéit promouvéieren.

Den Här Ausseminister an och seng Kolleege maachen näischt aneschters. Dofir wollt ech d'CSV froen, ob se net awer vläicht wéilt déi Motioun hei zréckzéien, well, ech mengen, grad den Här Mosar, deen déi hei geschriwwen huet, entrüst sech oft iwwer Twitter, wann den Här Minister Kloertext schwätzt. Dofir wär ech wierklech frou,...

(Interruption)

...wa mer haut déi Motioun hei net...

Op jidde Fall, mir als LSAP, an ech géif de Kolleege vun der Majoritéit och recommandéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Also, mat allem Respekt fir den Här Angel, ech mengen, en ass am falsche Film. Ech weess net, ob en nach zu Wimbledon beim Gilles Muller ass, mä et geet iwwerhaapt net dorëm. Här Angel, Dir hutt mir net nogelauschtert!

Plusieurs voix.- Oh!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dir hutt mir net nogelauschtert. Et geet hei, an dat hunn ech hei ausgefouert, ëm déi Propositioun...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...vum Här Oettinger, dee proposéiert huet am Kader vu sengem Wäissbuch, eng Konditionalitéit anzefëieren, wat de Lien tëschent Rechtsstaatlechkeet, Solidaritéit an EU-Ausgaben ass. Dat steet ganz kloer ënnendrënner am leschten Tiret!

An ech muss lech awer soen, wann d'Majoritéit déi do net wëllt stëmmen, da solle mer awer ophalen, hei nach eppes ze soen! Mir hunn elo laang a breet iwwer Solidaritéit geschwat. Ech hunn dat quasiment aus alle Mënner héieren. Wat mir hei proposéieren, ass, datt d'Regierung u sech deen dote Volet vun der Propositioun Oettinger soll ënnerstëtzen, well mer dat eng gutt Saach fannen.

An ech hu keen héieren, deen u sech do de Contraire gemaach huet. Et geet guer net ëm dat, wat Dir do gesot hutt, Här Angel. Et geet hei ëm eng konkret, punktuell Propositioun aus dem Wäissbuch vum Här Oettinger.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Also…

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Angel!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech liesen hei: «- à promouvoir le principe fondateur de solidarité entre États membres, - à soutenir au niveau européen toute initiative permettant l'application du Plan de relocalisation des réfugiés (...)». Ech mengen, dat ass dat, wat permanent vun dëser Regierung gemaach gëtt.

An ech mengen, zu dem Här Oettinger senge Proposen ass den Här Gramegna och agaangen an huet gesot, dass mer...

(Interruption par M. Laurent Mosar)

...mat allem do kënnen d'accord sinn. Ech fannen dat hei... Dir zitéiert elo just een Tiret vun Ärer Motioun. Mä ech bleiwe bei menger Meenung: Mir sollen déi ofleenen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här Angel, fir lech entgéintzekommen a fir et méi einfach ze maachen: Ech proposéieren, datt mer déi zwee éischt Tireten ewechloossen.

Une voix.- Aah!

Une seconde voix.- Da bleift net méi vill.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser an dann den Här Ausseminister.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Da bleift net méi vill.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Also, ech weess elo net, opgrond vu wéi engem Text ech soll argumentéieren, dee schrëftlechen oder deen neien, wou nëmmen nach een Tiret do ass. Dofir wëll ech probéieren, generell e puer Kommentaren ze maachen iwwert d'Approche hei an deem Text.

Wann et nëmmen ëm den État de droit an Europa geet, dann ass dat natierlech eng Proposi-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

tioun, fir de Lien ze maachen tëschent engem Netrespekt vum État de droit, wann deen dûment constatéiert ass. An da muss ee kucken, datt déi Prozeduren, déi dat virgesinn, och voll respektéiert sinn an datt sech eben do och ka rechtsgülteg a politesch vertraglech op e Constat verlooss ginn, deen deen Ableck eventuell déi aner Memberstaten oder europäesch Institutioune kann derzou bréngen, sech Gedanken ze maachen, wéi domadder kann ëmgaange ginn.

Ob awer de Wee vun der finanzieller Erpressung - well et ass jo eigentlech dat - dee richtegen ass politesch, fir Länner zu engem Verhalen ze bréngen, wat anerer fir richteg halen oder vun deem ee mengt, datt et eng laangfristeg Solidaritéit an Europa géif begënschtegen, fir op dee Wee ze goen, dat woen ech ze bezweifelen! Ech soen, déi politesch - soe mer emol - Rationalitéit, déi Méiglechkeet, fir mat Länner esou ëmzegoen, datt ee Land an Europa mat deem aneren op dës Manéier soll ëmgoen an dorauser e positivt Resultat sech erwaart, dat schéngt mer méi wéi zweifelhaft.

Datselwecht ass de Solidaritéitsgedanken. De Solidaritéitsgedanken, deen interesséiert déi osteuropäesch Länner, well ëm e puer vun deene geet et jo haaptsächlech, allgemeng selbstverständlech, well an den Traitéë gëtt jo dee Gedanken an dee Begréff e puermol ernimmt, mä besonnesch am Verhältnis zu den Artikelen iwwert d'Verdeedegung an d'Sécherheet, 42, an awer och iwwert d'Fonds de solidarité, wou mir an enger historescher Roll sinn, déi mer eis ginn hunn um Enn vum Kale Krich, fir eben deen Deel vun Europa, dee manner Gléck hat wéi mir, well en eben ënner kommunistesche Regimmer gelidden huet, fir et hinnen ze erlaben, ekonomesch op eisen Niveau erunzekommen.

Dat sinn zwee Begréffer vu Solidaritéit, déi emotional ganz wichteg sinn an Osteuropa. A wa mer déi Begréffer benotzen, däerfe mer och déi Dimensioun net aus den Ae verléieren: Wéi eng Reaktioune provozéiere mer an deene Länner, wa mer op dëse Wee ginn?

Ech géif dervir warnen, op dee Wee ze goen. Ëmmer, éischtens, allgemeng an Europa, datt ee probéiert, deen aneren ënner Drock ze setzen. Ech mengen net, datt dee Wee zu eppes féiert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Hei geet et awer ëm Rechtsstaatlechkeet, wëll ech just soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo. Also, d'Rechtsstaatlechkeet hunn ech gläich am Ufank gesot, Här Wiseler, éischtens muss e Broch constatéiert sinn. An dat hu mer net bis elo. Zweetens, wann e constatéiert ass, da géif ech lech proposéieren, datt mer zesummen iwwerleeën, a mat deene Länner zesummen iwwerleeën, wat mer kënne maachen, fir d'Rechtsstaatlechkeet ze verbesseren.

An eng lescht Bemierkung: D'Rechtsstaatlechkeet huet net nëmmen an Osteuropa Problemer, mä och a Westeuropa. An och hei zu Lëtzebuerg kënne sech esou Problemer presentéieren. An ech mengen, et ass richteg, datt ee Land deem aneren och do iwwert d'Schëller kuckt, datt een deem aneren hëlleft, fir eventuell op Saachen opmierksam ze maachen, déi net gutt sinn, an datt dat am Dialog gekläert gëtt, an net probéiert gëtt, iwwer Muechtspiller oder finanziell Mechanismen oder e Mëssbrauch vun europäeschen Institutiounen, fir Usiichten an engem Land duerchzesetzen, dat éischter engem anere seng sinn. Op deem Wee, mengen ech, komme mer an Europa net virun.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Vläicht nach den Här Mosar an dann den Här Ausseminister,...

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Ech wëll awer nach eng Kéier...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ...fir d'Diskussioun ofzeschléissen. Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- ...dem Här Kartheiser äntwerten. Eleng och d'Reaktioun vum Här Kartheiser weist, datt eis Motioun justifiéiert ass.

Ech wëll nach eng Kéier hei widderhuelen: Et geet drëm, datt eng Konditionalitéit soll agefouert ginn an e Lien gemaach ginn tëschent der Rechtsstaatlechkeet. Ech hunn uewen, wéi ech meng Ried gehalen hunn, präziséiert, déi Rechtsstaatlechkeet misst vun dem Europäesche Geriichtshaff unerkannt ginn. Dat hunn ech kloer gesot. An dat ass natierlech d'Konditioun.

Et geet net einfach duer, datt nëmmen een dat behaapt. Mä fir eis ass dat awer wichteg, well ech kann awer elo wierklech net novollzéien, datt mer hei alleguer vu Solidaritéit schwätzen, a wann d'Kommissioun emol endlech eng konkret Propositioun mécht, da proposéiert den Här Angel, d'Motioun ze verwerfen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Ech probéieren, Här President, fir e wéineg Uerdnung hei an eis Debatt ze kréien.

Ech mengen, keen ass... Mir hunn ugefaangen, Här Mosar, Här Angel, an där leschter Kommissioun heiriwwer ze schwätzen, well den Här Oettinger war bei den Europaministeren am Conseil. Mir hate jo eng liicht Debatt an der Kommissioun doriwwer, déi mer och gutt iwwerwonnen hunn. An ech sinn deen Éischten, dee seet, dass een dee Lien tëschent der Rechtsstaatlechkeet an der Solidaritéit an dem Budget, deen opgestallt gëtt fir d'Joren 2020 an duerno, dass een dee soll net maachen. Dat ass evident.

Wann ech awer elo déi Motioun hei kucken, Här Mosar, an dat ass de Punkt. Dir schwätzt hei a praktesch allen Tirete vun der „Relocation" a vun der Solidaritéit a Saache Flüchtlingen. An dann hanne kënnt dat vum État de droit. Also duerfir, ech géif dat heite proposéieren: Kommt, mir hunn e Freideg den Här Oettinger hei zu Lëtzebuerg. Mir schwätze mat him, esou wéi e mat eis am Conseil geschwat huet. A wann en hei... Mir stellen em all d'Froen, déi mer ze stellen hunn: Dir als Deputéierten, mir als Regierung.

An dat, wat do erauskënnt, géif ech mengen, ass et der Méi wäert, dass d'Chamber hei an engem grousse Konsens deenen, déi domadder konfrontéiert sinn am Conseil, dann och de Réck stäipt a seet - also, wann dat doten zur Sprooch kënnt; an ech weess, dass den däitsch-franséische Motor, wéi den Här Gramegna elo grad gesot huet, dat doten och an d'A faasst -, ënner wat fir Konditiounen, ënner wat fir Aspekter.

Et ass extrem geféierlech, fir elo Solidaritéit, État de droit a Suen an een Dëppen ze geheien. Mä ech soen Iech awer: Esou kann et net weidergoen! Dat hu verschidde Leit och hei gesot. Mir kënnen net dauernd d'Rechtsstaatlechkeet mat de Féiss rennen an och net dauernd d'Solidaritéit mat de Féiss rennen an et kritt keng Konsequenzen. Dat däerfe mer net maachen!

An duerfir géif ech proposéieren, am Sënn vun der Saach - et geet elo net hei ëm Oppositioun a Majoritéit -: Kommt, mir lauschteren e Freideg dem Här Oettinger no an da preparéiere mer an der Kommissioun, wann Der dat wëllt, en Text, deen dann d'ganz Chamber ka matdroen!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Mosar!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Also, ech sinn d'accord. Ech halen elo net drop, datt haut iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn d'accord, datt mer déi an d'Kommissioun renvoyéieren. A wann dann den Här Oettinger e Freideg kënnt, da kucke mer, wat derbäi erauskënnt. An dann hunn ech och kee Problem, well jiddweree kennt mech, wann aner Kolleegen der Meenung sinn, déi misst op engem Punkt nach completéiert ginn, kann ech domadder liewen.

Also, mir sinn d'accord, datt se an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt. Soss froe mer fir e Vott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat...

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Also, dass mer eis gutt verstinn: Ech géif mengen, déi Motioun hei sollte mer op kee Fall stëmmen. A mir sollten elo, dat war meng Propositioun, Här Mosar, lauschteren, wat den Här Oettinger eis seet, a kucken, an der Kommissioun een Text ze preparéieren, dee vun der ganzer Chamber ka gedroe ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ass dat eng Propositioun, déi ka vu jiddwerengem gedroe ginn? Här Mosar?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Wann dat heescht, datt et e Renvoi en commission ass, jo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes.*- Jo, ech kann net tranchéieren, Här President, ob Dir elo Renvoi en commission maacht. Mir solle kucken, ee seriöen, zolitten Text ze kréien, dee mer an der Kommissioun preparéieren.

Bon, elo ass et un Iech.

Plusieurs voix.- Zum Vott!

D'autres voix.- Renvoi!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay. Mir waren no bei engem Konsens. Wann dat net de Fall ass, da géif ech zum Vott kommen.

Vote sur la motion 1

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen nach.

An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss: 23-mol jo, 34-mol neen an 2 Abstentiounen. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet (par Mme Octavie Modert).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Marc Angel), Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Claude Adam);

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Rendez-vous muer de Moien um néng Auer.

Merci, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 20.22 heures)

SÉANCE 48 JEUDI, 13 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Franz Fayot (intervention de M. Léon Gloden)*
- *Discussion générale: M. Laurent Mosar (dépôt d'une motion), M. André Bauler, M. Gérard Anzia (interventions de M. Laurent Mosar), M. Roy Reding, M. Marc Baum (interventions de M. Franz Fayot et Mme Nancy Arendt)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (intervention de M. André Bauler)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

3. 6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale
- *Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Joëlle Elvinger, M. Gérard Anzia*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer
- *Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel (intervention de M. Eugène Berger), M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Simone Beissel)*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 09.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleeginnen a Kolleegen, ee schéine gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sitzung op.

An ech mengen, interpretéieren ze kënnen, dass d'Regierung am Moment keng Matdeelung ze maachen huet. Ass dat richteg, Här Vizepremier?

(Assentiment)

Merci. Da géife mer...

(Sonnerie d'un portable)

...den Tëlefon ausmaachen an dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7093 iwwert de Space Mining. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Dir kennt d'Regelen an ech ginn duerfir d'Wuert direkt weider un den Här Rapporteur, de Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

2. 7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, d'lescht Woch ass de Rapport Lamy fir d'Orientatioun fir Recherche, Developpement an Innovatioun nom Horizont 2020 an der EU publizéiert ginn. An d'lescht Woch war och de Kommissär fir Recherche, Developpement an Innovatioun Carlos Moedas bei ons op Besuch.

An deem Rapport stinn eelef Recommandatiounen dran an eng dovun ass, fir ze soen, dass Recherche, Developpement an Innovatioun eng Approche par mission soll adoptéieren, dass se soll global Challengë fir d'Welt an d'Mënschheet ugoen an déi och privilegéieren an der Recherche.

Et geet drëm, dass Recherche an Innovatioun d'Leit soll mathuelen, matrappen, liicht ze communiquéiere si mam Zil, d'Wichtegkeet vun RDI besser duerzestellen. A genau esou e Projet ass d'Lëtzebuerger Initiativ Space Resources: eng, déi e globalen Challenge - d'Raritéit vun de Rare Metaller op der Äerd - ugeet an déi mat de Leit hirer Imaginatioun spillt, eng, déi se dreemen deet. Well wat ass méi faszinant, wéi an de Weltraum ze flécien an do nei Aktivitéiten ze exploréieren?

Wa mer haut iwwert dëse Projet de loi 7093, iwwert de sougenannte Space Mining schwätzen, da sief nach eng Kéier un en anere liicht verréckte Projet erënnert. Deen ass méi wéi 30 Joer hier: Den 22. Januar 1986 ass iwwert de Projet de loi 2972 ofgestëmmt ginn.

Dir hutt et verstanen: Deemools ass an der Chamber diskutéiert ginn iwwert d'Fro, ob de Lëtzebuerger Stat soll eng Garantie vun 3,5 Milliarde Frang gi fir de Finanzement an d'Garantie vum Satellittesystem GDL. Deemools ass iwwer zwee Sitzungsdeeg ganz intensiv debattéiert ginn. Et ass deemools ëmmerhin ëm 5% vum Statsbudget gaangen. Haut géife mer vu 700 Milliounen Euro schwätzen. Et ass sech gefrot ginn: Solle mer? Solle mer net? Ass et de Risiko wäert? Ass do wierklech eng Zukunft am Secteur vun de Satellitten? Et ass vill diskutéiert ginn iwwert d'Debouchéen am Satellittemarché an iwwert d'Liewensdauer vun de Satellitten.

Dëst waren déi Haaptfroen, alleguer justifiéiert Froen, déi ons Kolleege sech deemools gestallt hunn. A mir wëssen haut, dass d'SES eng Success Story gouf fir onst Land mat ganz positive Retombéeë fir seng Wirtschaft, seng Renommee. An de gesamte Secteur vun der Weltraumindustrie hei zu Lëtzebuerg ëmfaasst haut eng ronn 30 Entreprisen, déi 700 Leit beschäftegen, an alleguerten hu se de près ou de loin mat der SES ze dinn.

De Risiko, deen de Stat deemools geholl huet, well deemools sinn et keng Assurancë gi fir de Lancement vun engem Satellitt, huet sech gelount. An trotzdeem haten d'Zweifler net onrecht, hir Bedenken unzemellen.

Haut, gutt 31 Joer duerno, wäerte mer viraussiichtlech haut de Moien dësen neien, wichtege Gesetzestext fir Lëtzebuerg stëmmen. De Projet 2972 gouf deemools vun der CSV matgedroen. Jo, de Pierre Werner an de Jacques Santer waren, mengen ech, souguer, kann ee soen, d'Päpp vun dësem Projet.

Une voix.- Dat waren nach Zäiten!

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Et steet mir als Rapporteur net zou, fir de Kolleege vun der CSV iergendeppes nozeleeën, mä ech weess awer, an ech hunn erausgespuert aus den Aarbechten an der Kommissioun, wann ech elo eng Kéier dierf hei d'Star-Wars-Terminologie beméien, dass et bei hinnen eng däischter an eng hell Säit vun der Kraaft gëtt an dësem Dossier.

(Brouhaha)

An ech géif Appell un déi hell Säit vun der Kraaft maachen, an...

Une voix.- Déi däischter Säit ass méi staark.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- ...un déi hell Säit vun der Kraaft maachen…

M. Léon Gloden *(CSV).*- „May the Force be with you!"

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- ...a se invitéieren, dëse Projet och dës Kéier matzedroen.

(Brouhaha et hilarité)

Här President, mir leeën haut d'Grondlag fir eng nei Wirtschaftsnisch fir Lëtzebuerg. Mir schafen e legale Kader, fir et privaten Operateuren ze erlaben, Materien am Weltall ze exploitéieren a mat zréck op d'Äerd ze bréngen. Wéi esou oft fänke mer hei u mat de rechtleche Ramebedéngungen.

D'Success Story vun RTL ass ugaange mat den nationale Radios- an Tëleesfrequenzen, d'SES huet op orbital Positioune vu Lëtzebuerg opgebaut. An dëse Projet baut op enger rechtlecher Sécherheet op, déi mer heimat schafen an déi duerch Lëtzebuerg unerkannt gëtt, näämlech d'Proprietéit iwwert d'Ressources de l'espace.

D'Initiativ spaceresources.lu brauch dëst Gesetz, fir ze decolléieren. Et ass d'Signal un d'Akteure vun der Économie de l'espace, dass mer dës Wirtschaftsbranche eescht huelen a bei ons wëllen developpéieren.

Dës Initiativ geet op Kontakter vum deemolege Generalkonsul zu San Francisco, de Georges Schmit, zréck, 2012, mat verschiddenen amerikaneschen Akteuren. An et ass de Meritt vun Iech, Här Wirtschaftsminister Schneider, a vun der Regierung, dass Der dëse Projet an d'Potenzial vun dësem Projet verstanen hutt an e mat weidergedroen hutt.

Säit Space Resources ugangs 2016 lancéiert gouf, ass den Interessi immens grouss. An de Minister geet sécher a senger Ried dorops an, soudass ech dat elo hei net brauch ze maachen.

Mir brauchen e Rechtskader, well mer gären en „first-mover"-Avantage hätten. A wéi wichteg dat ka sinn, ka jiddweree sech ukucken um Beispill vun der Fongebranche, wou mer 1985 eng Direktiv ëmgesat hunn, déi et onser Fongebranche erlaabt huet, haut d'Nummer 1 an Europa ze sinn, wat international Fongen ugeet.

Mä dëst ass net d'Enn vun der Geschicht. Mir hunn all verstanen, dass de juristesche Kader fir d'Exploratioun an d'Notzung vun abiotesche Ressourcen am Weltraum, Mineralie wéi Gold, Nickel, Platinn, Eisen, mä och Waasser a verschiddene Gaser, alles aneres wéi op zolitte Féiss steet. Dofir ass et ze begréissen, dass d'Regierung parallell heizou beméit ass, en neien, méi séchere juristesche Kader fir d'Exploratioun an d'Appropriatioun vu Ressourcen aus dem Weltraum ze fannen, an dat op multilateraler Basis.

De Forum dofir ass primär d'UNO, mä mir investéieren ons och an den The Hague Space Resources Governance Working Group, dee vun der Uni Leiden animéiert gëtt a wou eng Rei Regierungen, Entreprisen an aner Unien un der Formulatioun vun engem neien internationale Kader schaffen, dee bis Enn 2017 soll mat enger Propos kommen.

A wann ee sech déi „building blocks" ukuckt, déi Sujeten, mat deene sech deen The Hague Space Resources Governance Working Group do beschäftegt, dann trëfft een en fait op déiselwecht Sujeten, déi ons och an der Kommissioun beschäftegt hunn, näämlech déi vun den Objektiver, d'Definitioune vun den „key terms", d'Prinzipien, den Accès zu de Ressourcen an d'Utilisatioun. Dat sinn déi zentral Themen, déi och op internationalem Plang nach weider mussen ausgedäitscht ginn.

Dir hutt ons och erkläert, Här Minister, an der Kommissioun, dass Dir amgaange sidd, e Memorandum of Understanding mat verschiddene Länner ze diskutéieren. Do si fir de Moment Portugal, déi Arabesch Emirater, Brasilien a Japan derbäi, mä och aner Länner, mat deenen Der an der Diskussioun sidd, grouss Länner wéi Russland a China.

Den Zweck ass et awer, à terme d'UNO derzou ze bewegen, en neien Traité ze adaptéieren, deen den Outer Space Treaty vun 1967 ersetzt. An et ass gutt esou, dass mer hei net Cavalier seul maachen an dass mer dat an enger inklusiver, multilateraler Approche maachen.

Här President, woura besteet dëse Projet de loi 7093? En artikuléiert sech ëm zwee grouss Prinzipien. Dee wuel wichtegsten Artikel ass deen éischten. E seet aus, dass „les ressources de l'espace (…) susceptibles d'appropriation" sinn. An hannert dësem banalen, relativ banale Saz verstoppt sech awer déi Haaptdiskussioun, déi mer an der Kommissioun haten. De Statsrot hat heizou fundamental Froen opgeworf an déi hu mer och extensiv diskutéiert. Am Kär geet et dorëm, ob déi Ressourcen iwwerhaapt kënnen appropriéiert ginn.

Den Traité, dee Lëtzebuerg an déi meescht aner Länner ratifizéiert hunn, den Outer Space Treaty vun 1967 verbitt just d'Exploitatioun an Appropriatioun vu Corps célestes duerch souverän Staten. E seet awer näischt aus iwwert d'Appropriatioun duerch Privatentreprisen.

Et gouf sech ugeleent un eng majoritär Rechtsdoktrinn, déi par analogie zu der Konventioun vu Montego Bay vun 1982 iwwert de Mieresgrond räsonéiert, déi seet, dass déi Saachen, déi do sinn, haaptsächlech Fësch, res communis sinn. Dat heescht, dat si Biens communs, déi kënne gefëscht ginn an och appropriéiert ginn. Äänlech verhält et sech mat de Ressources minières, déi am Weltraum géife fonnt ginn.

Et sief awer hei gesot, dass de Wirtschaftsminister eng Etüd en commande ginn huet bei der Uni Lëtzebuerg iwwert déi rechtlech a regulatoresch Aspekter vun der Utilisatioun vu Weltraumressourcen. Mir kruten déi Etüd och an der Kommissioun. Mir hu se gekuckt an dëst ass eng seriö Studie, déi d'Approche vun dësem Projet de loi guttheescht, déi awer och recommandéiert, dass Lëtzebuerg sech à terme eng comprehensiv a global Loi sur l'espace sollt ginn, déi generell e Rechtskader fir all d'Aktivitéiten am Weltraum soll virschreiwen.

Mä et bleiwen nach munch Froen, déi opstinn. An déi kënne just an engem zukünftegen, neie Kader geregelt ginn. Déi hu mer och extensiv diskutéiert an der Kommissioun, wéi zum Beispill: Wat ass mat der internationaler Reconnaissance vun deem Recht op Ressourcen, wat Lëtzebuerg den Operateure gëtt? Wat geschitt, wann déi Mineralien anzwousch anescht bruecht ginn, fir verschafft ze ginn? Et gëtt fir de Moment einfach keng Äntwerten op dës Froen. An et gesäit een, dass dës Froe justement den Objet sinn, wéi gesot, vun deem The Hague Space Resources Governance Working Group.

Deen zweete grousse Prinzip, Här President, ass, dass een en Agrement brauch vum Wirtschaftsminister a vum Minister fir Medien, fir kënnen eng Missioun fir d'Ofdroe vu Weltraumressourcen ze maachen. Dat ass e Kader, dee sech un dee vum Gesetz vun 1993 iwwert de Secteur financier uleent. Et brauch een eng gewësse finanziell Assise, eng Honorabilitéit vun den Dirigenten a vum Aktionariat, also äänlech wéi am Finanzsecteur.

Den Agrement ass ëmmer perséinlech a kann net cedéiert ginn. Den Exploitant muss säi Siège a säi Centre d'affaires zu Lëtzebuerg hunn. Soss sinn d'Konditioune fir en Agrement vum Statsrot e bësse méi enk gezurrt ginn, wéi et, mengen ech, dem Wirtschaftsministère vläicht léif gewiescht wär, souwuel wat déi finanziell, technesch a rechtlech Modalitéite vun der Missioun ugeet wéi och d'Gouvernance an d'Kontroll vu Risike bis zu finanziellen Assisen an der Honorabilitéit vun Aktionären an Dirigeanten. All dës Konditioune mussen zu jidder Zäit erfëllt sinn.

Well dowéinst d'Ministeren och eng Appreciatioun iwwert de Seriö vum Projet ofginn, stellt sech eng Fro vun der Responsabilitéit. Dat eent ass d'Responsabilitéit fir de Schued, deen am Weltraum entstoe kann, also direkt nom Decollage vun der Missioun. Hei seet den Outer Space Treaty a sengem Artikel 6, dass de Stat, ënnert deem den Operateur säin Agrement huet, ëmmer mathaft. Dat anert awer ass de kommerzielle Risiko: Wat ass, wann et am schlëmmste Fall eng Faillite gëtt vun deem Exploitant?

Hei si mer an engem Beräich, wou héich Montanten an d'Spill kommen. Wann een zum Beispill 200 oder 300 Milliounen Euro op der Bourse gesammelt huet an da geet een d'Baach eran. An hei ass de Risk, dass dann, zesumme mat den Aktionären an den Dirigeanten, och de Lëtzebuerger Stat mat ugesicht gëtt, well dee mam Agrement eng Aart Caution commerciale ginn huet.

Mir waren ons schlussendlech eens an der Kommissioun, dass de Stat hei ëmmer nëmmen eng Obligation de moyens huet, also just muss uerdentlech seng Verifikatioune maachen a soss keng Verantwortung huet fir de kommerzielle Risk vun der Aktivitéit.

D'Kommissioun huet och begréisst, dass d'Regierung bei der ESA eng Etüd en commande ginn huet, fir déi potenziell Responsabilitéit am Zesummenhang mat der Exploitatioun vun de Ressourcë besser ze encadréieren. Dëse Rapport wäert awer eréischt an zéng Méint fäerdeg sinn.

Et sief och nach erwäänt, dass d'Ministere fortwärend musse préiwen, dass d'Konditioune vum Agrement erfëllt bleiwen, a si mussen och eng Surveillance vun der Missioun maachen. Wa bannent 36 Méint d'Aktivitéit net ugefaange gëtt, kann den Agrement entzu ginn. Weiderhi gesäit d'Gesetz strofrechtlech Sanktioune vir, wa géint verschidden Dispositioune vum Gesetz verstouss gëtt.

Här President, ech ginn net op déi finanziell Aspekter vun dësem Projet de loi an. Ech verweisen hei op de schréftleche Rapport. An ech mengen ze wëssen, dass de Minister och nach wäert op d'Investissementer vum Lëtzebuerger Stat an dëser Initiativ ze schwätze kommen an och op d'Kontributioun an d'ESA.

Här President, nach ganz schnell e Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun: D'Handelskummer huet sech erwaardungsgméiss positiv iwwert dëse Projet geäussert, well mer heimat eng nei Kompetenznisch fir d'Lëtzebuerger Ekonomie schafen. De Statsrot huet sech a sengem éischten Avis ganz kritesch mat dësem Projet de loi auserneegesat. En hat eng Partie Opposition-formellen, virun allem wéinst juristeschen Onsécherheeten. Op anere Plazen huet de Statsrot den Netrespekt vun der Hiérarchie des normes opgeworf, Restriktiounen an der kommerzieller Fräiheet vun de Leit, Obligatioune fir Redevancë per Gesetz ze fixéieren an de Mangel u Präzisioun vu verschiddene strofrechtleche Sanktioune kritiséiert.

Wéi scho gesot, hate mer laang a flott Diskussiounen an der Kommissioun. An ech mengen, mir hunn all dës Punkten ausdiskutéiert.

Här President, wann ee sech den „mission statement" um Site vu spaceResources.lu ukuckt, da kann ee liesen, dass do steet, dass dat oberst Zil ass, dass Lëtzebuerg wëllt zur friddlecher Fuerschung an dem dauerhafte Gebrauch vu Ressourcen am Weltraum fir d'Wuel vun der Mënschheet bäidroen. Dat ass e schéine Saz. Mir wëllen et also op eng gewëssen Aart a Weis am Weltraum besser maache wéi op der Äerd.

Et ass gewosst, dass d'Konzeptioun vum Traité de la lune, deen d'Ressources de l'espace als Bien commun de l'humanité ugesinn huet, sech net duerchgesat huet um internationalen Niveau als internationale Standard. Mir begréissen dëse Projet, och well mer et net als eng nei Ruée vers l'or gesinn, déi an engem rechtsfräie Raum geschitt a wou dee Schnellste gewënnt. Neen, wéi gesot, mir probéieren, parallell zu dësem Projet en neien internationale Rechtskader matzedefinéieren, matzegestalten. Wëssend awer, dass d'Technologie fir déi eigentlech Exploitatioun vun abiotesche Ressourcen eréischt wahrscheinlech an 22 bis 25 Joer dës Exploitatioun méiglech mécht, hu mer, wéi gesot, nach Zäit, fir dëse Kader auszeschaffen. Et ass also en „work in progress".

Mir invitéieren dofir d'Regierung an de Wirtschaftsminister, sech derfir anzesetzen, dass déi nei Traitéen an international Norme wäitgeeënd effektiv dem Bien commun nëtzen an dass et eng juste Repartitioun vun de Ressourcë gëtt.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn och elo schonn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar fir d'CSV.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Wirtschaftsminister, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, ass um Hannergrond vun enger méi grousser Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft ze gesinn, méi ewech vun der Ofhängegkeet vum Finanz- a Bankesecteur. An deem Sënn ass déi Initiativ vun der Regierung, fir d'Verankerung vun eisem Land am Weltraum an an de Weltraumaktivitéiten ze verstäerken, eng absolutt luewenswäert a verdéngt et duerfir och, op eng objektiv Aart a Weis analyséiert ze ginn.

D'Exploratioun vum Weltall an d'Detektioun vu Ressourcen ass prinzipiell dann och am Interessi vun der Mënschheet. An duerfir sinn all déi innovativ Weltraumtechnologien eng Visioun, där mir eis sollen, wann net souguer mussen uschléissen.

Eist Land kann dann och bei esou enger Missioun eng wichteg sozial Roll iwwerhuelen a gläichzäiteg ee vun deene wichtegste Standuerter fir d'Entwécklung vun dëse Weltraumtechnologië ginn. Dee gréisste Meritt vun der Regierung, an dat gesti mir och ganz gär als

CSV-Fraktioun an, ass et dann och, eist Land mat dësem Projet op Weltkaart vun de Weltraumtechnologië gesat ze hunn.

D'Initiativ vum Space Mining kann also sécherlech an den nächste Joren zu der Gebuert vum NewSpace bäidroen. An och wann eng Rei vu Leit d'Initiativ vun esou innovativen Technologien éischter nach an de Beräich vun der Science-Fiction stellen, stellt dëst dach fir eist Land eng unique Geleeënheet duer, fir net nëmmen ee vun de Moveren, mä souguer ee vun den Akteuren, de Playeren also vun dësen Zukunftstechnologien ze ginn.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, stellt u sech dann och eng éischt Appliktioun duer vun dësen Technologien a schaaft virun allem, an de Rapporteur huet dat virdru jo och erkläert, dat juristescht Fundament, op deem sech déi nei Technologien an Zukunft kënnen entwéckelen.

Meng Fraktioun an ech selwer hunn duerfir och prinzipiell e Préjugé favorable fir d'Initiativ vun der Regierung, well mir ganz einfach mëttel- a laangfristeg Chancë gesinn, déi dëst fir eist Land a säi Wirtschaftsstanduert kann duerstellen.

Dës Initiativ, genausou wéi de Projet de loi, stellen allerdéngs net nëmmen eng Chance duer, mä werfen awer och eng ganz Rei vu Froen iwwer technesch Machbarkeet, finanziell Risken, juristeschen Encadrement op, zu deene mer zumindest um Dag vun haut nach net am Besëtz vun allen Äntwerte sinn.

Ech wëll meng Interventioun ufänken, andeem ech e Merci soen un de Président-rapporteur, deen net nëmmen zwee ganz gutt Rapporten ofgeliwwert huet, mä wou ech och fannen, datt en et an der Kommissioun erméiglecht huet, eng kritesch Betruechtung och mat a Consideratioun ze huelen, an ouni Prejugéën einfach och bereet war, op all déi méi kriddelech Froen anzegoen, op déi ech dann och elo wäert an deenen nächste Minutte selwer agoen.

Här President, mir hunn eis an der Fraktioun laang an am Detail mat de Chancen an de Riske vum Space Mining beschäftegt a mir hunn eis d'Entscheedung net einfach gemaach. An et ass och net grad esou, wéi de Rapporteur virdru gesot, datt et méi Heller a méi Däischterer an der Fraktioun ginn. Ech gehéiere manifestement haut zu deene méi Däischteren.

(Brouhaha et interruption par M. Alex Bodry)

An ech mengen allerdéngs, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dat hei…

(Interruption)

…datt dat hei e Projet ass, deen trotzdeem eng Rei vu Froen opwërft, déi net nëmme mir eis hei an deem Raum stellen, mä déi och ganz vill Biergerinnen a Bierger sech dobausse stellen. An ech mengen, et ass duerfir och gutt, datt ee sech awer intensiv mat deene Punkte beschäftegt.

Här President, mir hunn also eng Rei vu Froen, bei deene mer nach op Äntwerte waarden. Mir maachen haaptsächlech och eng Rei vu Propositiounen, wou een eiser Meenung no dee Projet an déi Initiativ nach ka verbesseren, a mir wäerten all déi Propositiounen an eng Motioun eranhuelen. An eis definitiv Decisioun, ob mer dëse Projet stëmmen, hänkt dann och dovun of, ob d'Regierung déi Motioun do unhëlt oder net.

Ier ech awer zu deene verschiddene Punkte kommen, déi menger Fraktioun a mir selwer awer eng Rei Suerge maachen, wëll ech trotzdeem op e Vergläich zréckkommen, deen an deene leschte Wochen a Méint oft gemaach ginn ass, deen och virdrun erëm vum Rapporteur gemaach ginn ass, näämlech de Vergläich tëschent dem SES-Projet an dem Projet vum Space Mining.

Ech mengen näämlech, datt déi intellektuell Éierlechkeet vun eis alleguerte verlaangt, datt mer awer eng Kéier ganz genau kucken, datt mer hei awer eng Rei vun Differenzen hunn tëschent dem deemolegen SES-Projet an dem Projet vum Space Mining. An ech wëll trotzdeem awer op déi Differenzen agoen.

Fir d'Éischt wëll ech drun erënneren, datt de Projet SES u sech en Investissement vum lëtzebuergesche Stat an eng kommerziell Gesellschaft war, wärend de Space Mining u sech als Objektiv huet, en neie Marché ze schafen, näämlech dee vun de Weltraumtechnologien.

En zweeten, an dat ass vläicht dann och mat dee wichtegsten Ënnerscheed, Dir Dammen an Dir Hären, ass deen, datt et um Niveau vun der Entwécklung vun deene jeeweilegen Technologien trotzdeem ganz grouss Ennerscheeder gëtt, wat den Entwécklungsstand betrëfft.

Zur Erënnerung: Esou war näämlech den SES-Projet deen drëtte Satellitteprojet an eisem Land, deen dann och finalement iwwert d'SES realiséiert ginn ass. Deen éischte war, an dat wëll ech lech awer trotzdeem nach eng Kéier alleguerten an Erënnerung ruffen, de Projet LuxSat aus de Joren 1972 bis 1974, wat u sech en éischten Essai war. Dono koum de Projet Coronet vum amerikaneschen Investisseur Clay Whitehead - dee jo och dann zu engem spéideren Datum ee vun de Partner vun der SES sollt ginn -, dee schlussendlech dann och 1985 zu der Gebuert vun der SES gefouert huet.

Am Géigesaz zu de Weltraumtechnologien, mat deene mer eis haut beschäftegen, ass also deemools 1985 d'Technologie vun de Satellitte schonn extrem wäit entwéckelt gewiescht. An dat ass jo eng Technologie - fir all déi Leit, déi sech e bësselchen domat beschäftegen -, déi sech u sech op d'Missioun Sputnik am Joer 1957 baséiert.

Dat Eenzegt, wat deemools 1985 eigentlech dat neit Element war, ass, datt Enn vun den 80er Joren de Marché vun de privaten Televisiounschaînen explodéiert ass, wat natierlech d'Attraktivitéit vun de Satellitte wesentlech méi grouss gemaach huet. Am Vergläich dozou hu mer haut beim Space Mining eigentlech bis elo just eng eenzeg Missioun, näämlech 2014 déi sougenannte Missioun Rosetta, bei där fir d'Alleréischt an der Geschicht eng Sonde op en Asteorid geschoss ginn ass.

Wat de Stand vun der Entwécklung also betrëfft, kann een ongeféier, ech weess, datt dat ëmmer schwiereg ass, besonnesch wann ee selwer kee Spezialist ass, kann een trotzdeem déi Missioun Rosetta mat der Missioun Sputnik aus dem Joer 1957 vergläichen. 1957, Dir Dammen an Dir Hären, bis 1985, dat sinn also bal 30 Joer, déi tëschent der éischter Satellittenapplikatioun an der Grënnung vun der SES leien. A wa mer haut elo deeselwechten Zäitraum géife berücksichtegen, quitte datt een elo weess, datt dat vläicht eppes méi schnell geet, 2014 plus zwanzeg bis drësseg Joer, da wësse mer also, wéini et eventuell zum Eropschéisse vun där éischter Missioun, déi dann eventuell och Ressourcë géif ofbauen, ka kommen.

An och, Dir Dammen an Dir Hären, wann deemools de lëtzebuergesche Stat e grousst finanziellt Engagement geholl huet, andeem en eng Garantie financière vum lëtzebuergesche Stat ausgestallt huet, kann een dat trotzdeem net vergläiche mat der Envergure vun engem Space-Mining-Projet, dee sécherlech e Multiple vun deem vun der SES duerstellt.

Här President, dat gesot, wollt ech dann op déi fir eis kruzial Froen agoen. An deem héich technesche, juristesche Projet ass eigentlech just - an de Rapporteur huet dat jo virdrun erausgestrach - een eenzegen Artikel, an Här Minister, et hätt een eigentlech kënnen de Projet de loi quasiment op deen Artikel limitéieren, dee wierklech dobaussen d'Investisseuren interesséiert. Dat ass deen Artikel, dee kloer seet, datt d'Ressourcen, déi dann an Zukunft bei esou Weltraummissiounen ofgebaut ginn, automatesch Proprietéit si vun deemjéinegen, deen déi Missioun do ënnerhëlt. Dat ass also deen Artikel, deen dann och versicht, dobaussen deene potenziellen Investisseuren eng gewësse Rechtssécherheet ze ginn.

Dësen Artikel, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, vum Minister bis zum Président-rapporteur, kann natierlech nëmme Sënn ka maachen, wa mer en an en internationaalt Ëmfeld kënnen abetten. Well loosse mer eis näischt virmaachen: Et geet elo net duer, datt mir hei als kleng Lëtzebuerger ganz eleng esou een Artikel an eist Gesetz festschreiwen, fir datt dat och eng international juristesch Unerkennung kritt.

Mir haten an der zoustänneger Kommissioun jo och eng länger Diskussioun, wéi esou eng international juristesch Unerkennung kéint ausgesinn. A mir sinn eis eigentlech och doriwwer eens, datt dat eigentlech idealerweis misst e multilateraalt Instrument sinn. A wat kéint dat bescht multilateraalt Instrument sinn? Dat wär u sech eng Adaptatioun an eng Modifikatioun vum Space Treaty vun 1967.

Déi Angscht oder déi Bedenken, déi mer awer hunn, sinn: Wann een e bëssen d'Vereenten Natioune kennt, weess een, datt dat elo net e Gremium ass, dee ganz schnell an effektiv schafft, soudatt natierlech d'Gefor besteet, datt dat schrecklech laang dauere kann, ier et dann, wann iwwerhaapt, zu enger Modifikatioun vun deem Space Treaty kënnt. A mir hunn deemools jo och proposéiert, et soll ee kucken, ob et net eng Méiglechkeet gëtt, vläicht deen internationalen an de multilateralen Agreement do bei enger anerer internationaler Institutioun unzesidelen. An eng Méiglechkeet kéint zum Beispill, dat hu mer jo och an der Kommissioun gesot, d'OCDE sinn, wat éischter eng Institutioun ass, déi méi wirtschaftlech fokusséiert ass, soudatt een och dat eng Kéier kéint kucken.

Mir sinn awer gradesou der Meenung, an do deele mer d'Aschätzung vum Wirtschaftsminister, datt ee parallell soll kucken, méiglechst vill bilateral Accorde mat de groussen Akteuren ofzeschléissen. An ech mengen, déi grouss Akteuren, déi kenne mer alleguerten, et geet vun den Amerikaner iwwert d'Russen, d'Chineesen, d'Inder, d'Japaner an esou virun, datt mer versichen, déi grouss Akteuren awer alleguerten zumindest mat an d'Boot ze kréien. Well wa mer dat schonn emol fäerdegbruecht hätten, wär e wesentleche Schrëtt gemaach.

Fir eis, an, ech mengen, et misst eigentlech jiddwereen och domadder d'accord sinn, steet a fält natierlech dee gesamte Projet mat der internationaler Reconnaissance vun deem Proprietéitsrecht. Well wann do keng international Suite a keng international juristesch Unerkennung kënnt, fäerten ech, datt et ganz schwéier gëtt, an Zukunft Investisseure just mat eisem Projet de loi hei op Lëtzebuerg ze kréien.

Här President, eng aner Fro, déi eis Fraktioun vill beschäftegt huet, ass déi, wat de finanziellen Engagement ubetrëfft, deen d'Regierung generell och am Kontext vun dësem Projet wëllt huelen. Momentan sinn 200 Milliounë vun der Regierung virgesinn. Dovu sinn der schonn 200 (veuillez lire: 25) engagéiert.

Mä och hei muss ee sech bewosst sinn, an ech hunn ech virdru gesot, datt 200 Milliounen an esou engem Aktivitéitsberäich just emol net eng Drëps op de waarme Steen sinn, well, fir déi dote Weltraumtechnologien ze entwéckelen, schwätze mer dann éischter a Gréissteneerdnunge vu Milliarden Dollaren oder Euro.

An dobäi kënnt, Här President, een Element, mengen ech, wat och kee contestéiert, dat ass, datt bei neien Technologien, déi entwéckelt ginn, déi gréissten Investissementer u sech an deenen éischten zéng Joer vun esou engem Projet wäerten ufalen.

An dofir fanne mir, a mir hunn dat och an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt et eigentlech gutt wier, wann d'Regierung eis awer hei géif méi präzis Indikatioune ginn, net nëmmen iwwert déi nächst zwee, dräi Joer, mä carrement iwwert déi nächst zéng Joer. An ee vun de Punkten, déi mer dann och an eis Motioun erageholl hunn, ass deen, datt mer d'Regierung invitéieren, eis esou e Businessplang iwwer eng Dauer vun zéng Joer nozereechen.

Ech weess, datt de Wirtschaftsminister mer wäert herno äntwerten, datt et jo elo net de lëtzebuergesche Stat ass, deen déi Milliounen oder Milliarden Euro muss virstrecken, fir an d'Entwécklung vun deenen Technologien dranzestiechen. Nach musse mer awer wëssen, datt, wa mir wierklech hei wëllen e Standuert vu Weltraumtechnologië ginn, datt dat awer och eng Rei vu finanziellen Engagementer vum Land comportéiert. Doniewent, an dat ass e Punkt, iwwert deen ech och elo wollt kuerz schwätzen, ass et jo esou, datt d'Regierung envisagéiert, a prinzipiell si mer och domadder d'accord, och selwer Participatiounen an deene Firmen ze huelen, déi sech an deenen nächste Joren hei wäerten implantéieren.

Här President, en nächsten, vläicht fir eis dee wesentlechste Punkt, ass dee vun de Risken, déi eventuell op de lëtzebuergesche Stat kéinten zoukommen, an d'Hypothees, datt sech an eisem Land eng Rei vu Gesellschafte wäerten nidderloossen, déi dann och fir deen dote Genre Aktivitéite wäerten Agrementen ufroe respektiv dann och kréien.

Mir sinn eis eigentlech an der zoustänneger Kommissioun an der Analys alleguerten eens, datt et iwwerhaapt keng Méiglechkeet gëtt, fir hei d'Responsabilitéit vum Stat komplett erauszehuelen. Dat ass no internationale Konventiounen iwwerhaapt net méiglech. Mir mussen also, ob mer dat wëllen oder net, eng Responsabilitéit vum Stat ëmmer prinzipiell mat eranhuelen.

An dofir si mer frou, datt och an Diskussiounen, déi dann och gelaf sinn an der Kommissioun, d'Regierung decidéiert huet, bei der ESA eng Étude des risques an Optrag ze ginn, well ech mengen, mir si wierklech hei an engem Gebitt, wou quasiment haut kee ka soen: Wat sinn déi Risken, déi do kënne kommen? Wat ass d'Ampleur, den Impakt vun deene Risken?

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt déi doten Etüd gemaach ginn ass. Iwwregens huet de Ministère och nach zwou aner Etüden an Optrag ginn: eng iwwert déi sougenannten „Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg" an eng „Value chain in the space cluster as a business accelerator". Och déi Etüde begréisse mer.

A fir eis ass et wichteg, datt mer elo net nëmmen déi Etüden do maachen, mä datt wann d'Etüde fäerdeg sinn, datt se bien-entendu fir d'Chamber disponibel sinn, datt se och an där zoustänneger Kommissioun natierlech vun deene Leit presentéiert ginn, an, le cas échéant, wat net auszeschléissen ass, datt mer dann och déi Adaptatioune virhuelen, zu deene Konklusiounen, wou déi Etüde kommen.

En nächste Punkt, iwwert deen, mengen ech, eigentlech och iwwerhaapt keng Diskussioun dierft an dësem Haus sinn, ass, datt et extrêmement wichteg ass, datt mer eis Uni Lëtzebuerg méiglechst enk an dëse Projet mat abannen an och versichen, eng méiglechst grouss Zuel vu Centres de recherche am Kader vun der Exploratioun an der Utilisatioun vun de Weltallressourcë bei eis ze kréien.

Ech muss soen, datt do de Wirtschaftsministère eigentlech bis elo wéineg konkret Aussoe gemaach huet. An ech wär vläicht och frou herno an der Debatt, wann en eis kéint soen, wat genau och d'Interkonnexioun zwëschent deem dote Projet, deenen Aktivitéiten, déi do kommen, awer och der Recherche, der Innovatioun an domadder der Roll vun der Uni Lëtzebuerg ka sinn.

Well hei hu mer eng unique Chance - eng unique Chance! -, Dir Dammen an Dir Hären, fir Fuerscher aus der ganzer Welt unzeziéen. An ech mengen, do wär et nëmmen normal, wann och eis Uni Lëtzebuerg dovunner kéint profitéieren.

Schlussendlech, Här President, e leschte Punkt, deen awer net deen onwichtegsten ass an dee mat der Ethik an der Nohaltegkeet ze dinn huet. An ech weess net, ob verschidde Kolleeginnen a Kolleegen de Moien deen Artikel am „Monde", dee gëschter dra war, dee sech och in extenso mat dësem Projet beschäftegt, gelies hunn. An ech mengen, datt do vun enger Rei vu Spezialisten, enger Rei vun Observateuren awer hei Froen opgeworf ginn, déi een net einfach soll esou an den Eck drécken an déi eng gewësse Wichtegkeet hunn.

D'Fro ass, an ech mengen, dat ass e bësselchen och d'Suerg vu ville Mënschen, déi sech fir dee Projet hei interesséieren, datt, wann dann eng Kéier an 20 Joer déi Weltraumtechnologië fonctionnéieren a mer kënnen iwwer Missiounen am Weltall op Asteroiden an op Planeten op Ressourcen accedéieren, muss et awer sécher sinn, datt mer hei keng Pandora-Béchs opmaachen, Här Minister, an datt et hei duerch quasiment illimitéiert Ressourcen, déi mer hunn, zu enger Verschwendung vu Ressourcë kënnt.

An ech muss lech soen, datt mir hei an och ganz besonnesch och menger Fraktioun um Häerz läit, datt och all déi Punkten iwwer „circular economy" natierlech respektéiert ginn. Ech muss lech och soen: Mir haten och an der Kommissioun do ganz interessant Diskussiounen.

Ech war, dat muss ech awer och hei soen, e bësselchen enttäuscht, Här President. Ech hunn eigentlech iwwerhaapt keng Positioun vun eise grénge Kolleegen iwwerhaapt…

Une voix.- Très bien!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- …zu dësem Projet héieren.

(Interruption)

An hei zu engem Punkt, deen awer, muss ech lech soen, ee vun deenen allerwichtegsten ass, näämlech d'Ethik, d'Nohaltegkeet, wär ech awer net onfrou gewiescht, och emol eng Kéier ee vun deene grénge Kolleegen ze héieren, déi jo soss, zu Recht, ëmmer schnell do sinn, wann et iwwert den Ofbau vu Ressourcen zum Beispill an Afrika geet. Och hei lafe mer äänlech Geforen. Mä, wéi gesot, herno ka jo dann nach de mandatéierte Riedner vun deene Grénge eis soen, wat en dovunner hält.

Une voix.- Dat wäert e maachen!

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Fir eis, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dierf et op kee Fall zu engem Raubbau vu Ressourcen am Weltall kommen. An d'Entreprisen, deene mir an Zukunft wäerten en Agrement ausstellen, musse sech och, Här Minister, engagéieren, Héchststandarden hei ze respektéieren. Dat gëllt natierlech och am besonnesche Sënn fir déi Entreprisen, wou de lëtzebuergesche Stat Participatioune wäert huelen, well mir wëllen hei net eng äänlech Diskussioun kréie wéi beim Pensiounsfong. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt hei och de lëtzebuergesche Stat e ganz kloert Signal schéckt, datt dat muss op eng nohalteg Aart a Weis geschéien.

Här President, zum Schluss nach e puer Wuert iwwert dat, wat mir als Land iwwerhaapt an déi ganz Aktivitéite vum Space Mining kënne mat erabréngen.

Wat eis national Kompetenzen ubetrëfft, ass et sécherlech den Know-how vun eiser Finanzplaz an eiser Fongenindustrie, souwéi eigentlech déi exzellent Reputatioun vu Lëtzebuerg am Weltraumsecteur mat sengem Space Cluster. Mir

ënnerschätzen och net d'Opportunitéit, fir iwwert de Space Mining nei Kompetenzen, an ech hunn et virdru gesot, fir eis Uni.lu kënnen opzebauen, a ganz besonnesch och nei Acquisitiounen an Opportunitéite fir FinTechen ze schafen.

D'Schwächten, an ech mengen, déi soll een awer och hei ganz kloer ernimmen, Här President, sinn, an dat huet elo net ëmmer mat dësem Projet ze dinn, déi trotzdeem schwaach Culture d'entrepreneuriat, an haaptsächlech, an dat riskéiert, och an deenen nächste Joren e Problem ze ginn, d'Feele vu spezifesche Qualifikatiounen a Ressourcen, wou et dach wäert un enger Rei vu Beruffer feelen. D'Gefore vun esou enger Aktivitéit sinn, an ech hunn et virdru scho gesot, datt déi grouss Investissementer haaptsächlech am Ufank vun där Entwécklung vun dësen Technologien ufalen, an déi Technologien am Moment nach net schrecklech wäit fortgeschratt sinn.

Ech kommen zu menger Konklusioun. Déi ass, datt mir als CSV-Fraktioun exzellent Chancë gesinn, fir nei Aktivitéiten am Beräich vum Weltraum an eist Land ze kréien. A mir hunn och d'Gefill, datt d'Visioun vun der Regierung a vum Wirtschaftsminister zum Deel sécherlech ganz passionnant ass, awer op enger ganzer Rei vu Punkten nach net ausgeräift ass. Duerfir, wéi gesot, jo dann och eis Motioun. Mir sinn dofir och der Meenung, datt dee Projet an déi Initiativ nach kënne verbessert ginn, och wann déi verschidden Etüde virleien. A mir sinn och bereet, dës Aarbechte positiv ze begleeden.

Ech wollt awer och nach eng Kéier hei soen: Zu Recht, ech hunn et och elo gesot, ass d'Regierung jo eigentlech och gelueft gi fir och d'Aart a Weis, wéi se hei communiquéiert. Ech wollt awer och nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat de Kolleeg Franz Fayot gesot huet, datt awer e grousse Meritt un dësem Projet och en Här huet, deen op der Tribün sëtzt, de Georges Schmit, wat u sech, an ech mengen, do ass de Minister och d'accord, een, wann net den Haaptinitiateur vun där Iddi ass.

Ech hunn et virdru gesot: Mir hunn alleguerten déi Propositiounen a Suggestiounen an enger Motioun agekleet, wou mer dann och eise Vott dovunner ofhängeg maachen, ob d'Regierung déi Motioun unhélt oder net.

An ech hunn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo, wann ech och an der Press och déi Begeeschterung gesinn, mat där vill Entreprisë sech elo hei wëllen zu Lëtzebuerg etabléieren, d'Gefill, mir wieren hei an esou enger Goldgriewerstëmmung ukomm, vun där, Här Minister, eist Land sécherlech kann a muss a soll profitéiren. Mä och, Här President: De Weltall ass keen Eldorado an de Space Mining ass keng Alchimie.

Mir mussen eis also bewosst sinn, an Dir wësst dat, dass d'Konkurrenz op dësem Maart an deenen nächste Jore wäert ëmkämpft sinn an datt do mat haarde Bandagë wäert operéiert ginn. Trotzdeem ass dëst eng interessant nei Schinn, op déi d'Lëtzebuerger Regierung am Kader vun enger Diversifikatiounspolitik setzt. A wéi ech gesot hunn: Mir ënnerstëtzen dat och, ënnert där Bedéngung, déi ech virdru gesot hunn.

Nach, Dir Dammen an Dir Häre, ass de Weltall net alles. An ech hunn dat och schonn e puermol op dëser Tribün gesot: Et gëtt och niewent dem Weltall nach ganz vill Kleng- a Mëttelbetriber. A mir wären heiansdo och frou, Här Minister, wann Iech Äre laange beschwéierleche Wee aus dem Weltall och emol erëm eng Kéier hei géif méi op Lëtzebuerg féieren, fir Iech awer och fir déi Kleng- a Mëttelbetriber anzesetzen, déi och nach ganz wichteg si fir d'lëtzebuergesch Wirtschaft.

Voilà! Wéi gesot, mir begleeden dëse Projet positiv. Mir waarden dann elo mat Spannung drop, wéi d'Decisioun vun der Regierung par rapport zu eiser Motioun ausfält.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg a une capacité d'innovation importante et se montre prêt à prendre certains risques lorsque les enjeux sont importants;

- considérant que l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace extra-atmosphérique représentent un tel enjeu et qu'il importe de positionner le Luxembourg en tant que pôle et précurseur européen de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales;

- considérant que cet enjeu nécessite l'établissement d'un cadre juridique quant à la propriété des ressources de valeur dans l'espace et la réglementation de l'agrément et de la surveillance des missions d'exploration et d'utilisation des ressources de l'espace;

- considérant qu'au-delà du cadre juridique national, l'établissement d'un cadre normatif international concernant l'exploitation des ressources de l'espace extra-atmosphérique à travers des accords bilatéraux et multilatéraux est indispensable, notamment face aux insécurités juridiques actuellement persistantes liées à l'interprétation du Traité sur l'Espace de 1967, pour atteindre l'objectif de sécurité juridique quant à la propriété des ressources spatiales de valeur et le développement économique à long terme;

- considérant que le consensus politique et un large soutien par la société civile, le monde académique et de la recherche ainsi que les milieux d'affaires sont essentiels pour l'appui de ce projet inscrit dans la durée;

- considérant qu'un soutien à long terme nécessite de la part du Gouvernement une transparence quant aux mesures à prendre ainsi qu'une collaboration avec la Chambre des Députés et les divers acteurs;

- considérant que le Grand-Duché en tant que First Mover européen aura l'opportunité d'établir un vrai cluster au Luxembourg dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace, attirant des entrepreneurs, investisseurs et scientifiques;

- considérant que cette initiative représente donc aussi une grande opportunité pour l'Université du Luxembourg;

- considérant qu'en matière environnementale, il convient de tenir compte de la pollution de l'espace extra-atmosphérique en raison des activités d'extraction ainsi que de la pollution de la Terre en raison de la présence de telles ressources et de leur exploitation,

invite le Gouvernement

- à continuer des négociations au sein des organisations/commissions/comités internationaux afin d'adopter un cadre normatif multilatéral dans les meilleurs délais, situé auprès de l'ONU ou d'une autre organisation internationale telle que l'OCDE, et résultant idéalement dans une adaptation du Traité sur l'Espace de 1967,

- à conclure, parallèlement aux négociations multilatérales, des accords bilatéraux avec les États majeurs actifs dans le domaine de l'exploitation et de l'utilisation des ressources spatiales, tels que les États-Unis, le Japon, la Russie, la Chine, etc.,

- à développer un plan directeur («Master Plan»), dans le délai d'une année après l'entrée en vigueur de la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace, contenant en outre les objectifs pour les années à venir, les mesures supplémentaires à prendre, les éventuelles adaptations législatives, les dispositifs à la formation, à la recherche, etc.,

- à présenter à la Chambre des Députés un plan financier («Business Plan») considérant les dépenses de l'État luxembourgeois dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à informer la Chambre des Députés sur les études commandées par le Gouvernement, à savoir les études «ESA technical evaluation», «Value chain in space resources and the possible niches for Luxembourg» et «Value Chain in the Space Cluster as a business accelerator», afin de discuter et de déterminer les amendements éventuels à la loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à continuer l'intégration de l'Université du Luxembourg et des centres de recherche dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace,

- à prendre en considération l'impact environnemental de l'exploration et de l'utilisation des ressources spatiales,

- à mettre en place une politique d'investissement socialement responsable portant sur les normes et conventions internationales signées et ratifiées par le Grand-Duché de Luxembourg desquelles découlent des obligations sociales et éthiques et couvrant les domaines de l'environnement, de la responsabilité sociale et solidaire ainsi que de la responsabilité institutionnelle,

- à tenir au courant la Chambre des Députés sur toutes les évolutions dans le domaine de l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace et à l'impliquer dans les décisions majeures du Gouvernement.

(s.) Laurent Mosar, Diane Adehm, Emile Eicher, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler, Laurent Zeimet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ass dat d'Motioun? Merci, da ginn ech se direkt weider. An d'Wuert huet deen nächste Riedner, den Här André Bauler fir d'DP.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Den Här Mosar, mäi Virriedner, huet elo just dem Här Georges Schmit felicitéiert fir seng Meritten an dësem Projet. Ech géif mech deem natierlech och uschléissen. Ech wollt awer och engem Éislecker Jong hei felicitéieren, deen eis an der Kommissioun mat vill Kompetenz begleet huet, näämlech dem Mario Grotz, deen dann déi aner Säit vum Ducksall sëtzt. Och him dann e grousse Merci fir säin Engagement.

Här President, wéi ech fir d'Éischt vun der Regierung hirem Projet Space Mining héieren hunn, war ech e bëssen irritéiert. Ech hu mech gefrot: A wat solle mir kleng Lëtzebuerger dann op dësem Feld beweegt kréien? Dat Ganzt huet mer direkt den Agententhriller „Moonraker" aus dem Joer 1979 an de Kapp geruff, an deem de viru Kuerzem verstuerwene Roger Moore, alias James Bond 007, eis op eng äusserst plastesch Manéier veranschaulecht huet, wat et bedeit, an de Weltraum ze fléien.

Här President, et gëtt ëmmer gesot, datt, wann ee Visiounen huet, ee besser hätt bei den Dokter ze goen. Ech fannen, datt een awer an der Politik Leit brauch, déi laangfristeg denken, déi wäitsiichteg sinn, déi un déi nächst Generatiounen denken, an net nëmme kuerzfristeg bis bei déi nächst Wahlen.

Bei laangfristege Projete gesäit een d'Resultat dacks eréischt Jore méi spéit, mä et sinn déi Projeten, déi herno an de Geschichtsbicher ernimmt ginn. Jo, et ass schonn zimlech kéng, wa mir Lëtzebuerger op eemol d'Visioun hunn, de Weltall mat Hëllef vu friemem Know-how a mat friemem Kapital ze exploréieren an eventuell spéider ze exploitéieren. An dach muss ee sech bewosst sinn, datt mer et Enn den 80er Jore gepackt haten, fir eis als Satellittestanduert ze positionéieren.

Nach an de 70er Joren hätt kee Mënsch dat fir méiglech gehal. An och an den 80er Jore gouf et Stëmmen, déi dëser Visioun zimlech skeptesch géintiwwerstoungen. Am Dezember 1988 ass et du gegléckt, vun der Weltraumstatioun Kourou aus e Satellitt an de Weltall erop ze schéissen. De Risiko war ganz héich. Mir hate Chance an d'Aventure ass gegléckt. Haut ass Lëtzebuerg de Sëtz vun engem Global Player am Satellitteberäich an de Lëtzebuerger Stat verdéngt gutt un de positive Resultater vun SES Astra.

Här President, d'Wirtschaftsgeschicht vu Lëtzebuerg zeechent sech tatsächlech duerch eng Rëtsch där glécklecher Zoufäll oder Iwwerraschungen aus. Si zeechent sech awer och a grad duerch eng voluntaristesch Politik aus. Jo, eis Bankeplaz ass esou zum Beispill an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert an enger Lag gewiescht, fir vun den Eurodollare profitéieren ze kënnen an duerno vun der däitscher Quellesteier, déi derzou gefouert huet, vill Kapital op eis Finanzplaz ze bréngen. Entscheedungen, déi an anere State getraff goufen an déi méi restriktiv ware wéi bei eis an op déi mer wierklech keen Afloss haten, hunn derzou gefouert, datt mer eis entwéckele konnten, ouni gréisser Ustrengunge mussen ze maachen.

Ech erënnere mech an deem Kontext un eng Ausso vum Richard von Weizsäcker, dem fréiere Bundespresident, am Kader vun enger Statsvisitt zu Lëtzebuerg 1988. Hie sot deemools: „Luxemburg, glécklicheres Land, in dem man noch von der Quelle trinken kann, ohne Steuern zu zahlen." Ma esou liicht soll ee sech et awer net maachen, well et huet schliisslech och eng konkret steierlech an infrastrukturell Politik gebraucht, fir de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv ze maachen. Do konnt ee sech op alles, mä net just op Surprisë verloossen. Banken, Fongen oder industriell Firme wieren net bei eis komm, hätte mer net konsequent an Infrastrukturen investéiert an op ville Pläng innovéiert.

De Lëtzebuerger Stat huet esou seng Souveränitéit ausgespillt, sief et an der Stolindustrie, wou d'Verhüttungsklausel 1882 derfir gesuergt huet, datt d'Eisenäerz hei zu Lëtzebuerg, also op eisem nationalen Territorium, a Stol transforméiert gouf.

Ouni dës Politik, ouni de Wëlle vum souveräne Stat Lëtzebuerg wier eist Eisenäerz, dat souwisou nëmmen 3% vum louthrengesche Bassin minier ausgemaach huet, exportéiert ginn a mir hätten ni eng eegestänneg Stolindustrie op d'Bee gestallt. Et ass also de souveräne Stat, deen hei mat enger geziilter Politik derfir gesuergt huet, datt mer en institutionellt Émfeld geschafen hunn, ouni dat mer eis ni esou entwéckelen hätte kënnen, wéi mer dat haut kennen, wéi mer dat haut wëssen.

Datselwecht gëllt och fir d'Verdeele vun de Radiosfrequenzen, wat RTL zur Success Story gemaach huet. Wéi de François Anen 1924 ugefaangen huet, vun engem Späicher an der Beaumontsgaass aus ze senden, hat kee geduecht, datt dorauser 1931 d'Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion géif ginn an datt Radio Lëtzebuerg fir d'éischte Kéier no verschiddenen Testwochen de 15. Mäerz 1933 als éischte Privatsender géif op Sendung goen.

Dëst gëllt awer och fir aner Entscheedungen, zum Beispill d'Schafung vun der Universitéit oder déi spezifesch Gesetzgebunge fir eis Finanzplaz. A vergiesse mer net, datt eis Integratioun a méi grouss wirtschaftlech Raim wéi den Zollveräin virun exakt 175 Joer oder den Europäesche Wirtschaftsraum eis et iwwerhaapt erlaabt huet, fir eis ze entwéckelen an zu méi Wuelstand ze kommen!

Sou gesi waren déi scheinbar Pertes de souveraineté fir Lëtzebuerg leschten Enns e Souveränitéitsgewënn. Hätte mer net als souveräne Stat iwwerlieft, da wiere mer haut e Stéck vu Frankräich oder der Wallonie, vläicht och Äifel, jee nodeem, wéi d'Geschicht gespillt hätt. Da wiere mer haut ganz anescht opgestallt. Mir hätten iwwer 15% Chômage an net déi sozial Ofsécherung, ëm déi vill Länner eis beneiden.

Glécklecherweis wollt d'Geschicht et anescht. Villes, wat d'Existenz vu Lëtzebuerg op d'Spill gesat hätt - denke mer nëmmen un d'Zäit virum zweete Londoner Vertrag! -, villes vun deem ass also net agetrueden. Mir hunn als eegestännege Stat iwwerlieft. Wéi huet de Gilbert Trausch eemol esou treffend geschriwwen: «L'histoire est pleine d'imprévus et ne manque pas d'ironie.»

Wa mer haut dësem Gesetzesprojet also zoustëmme wëllen, setze mer alt nees en Akzent als souveräne Stat. Mir notzen dee klenge Spillraum, dee mer a puncto Souveränitéit hunn, fir, sollte mer da Chance hunn, e Virsprong op anerer ze hunn. Mir legiferéieren, fir esou vum „first mover advantage" kënnen ze profitéieren. Mir wëllen eis also am Beräich Space Mining positionéieren, besonnesch am Beräich vun der Innovatioun an der Fuerschung. Jo, de Wëllen ass do, fir „first mover" ze sinn, sou wéi mer dat an den 80er Joren - de Franz Fayot hat dat scho ganz treffend a sengem mëndleche Bericht gesot - bei der Fongenindustrie reusséiert hunn, wéi mer fir d'Éischt d'UCITS-Direktiv ëmgesat hunn, wuelgemierkt och do déi éischt UCITS-Direktiv.

Wien hätt deemools geduecht, datt dat klengt Lëtzebuerg déi éischt Fongenindustrie op der Welt no Amerika géif gi respektiv déi éischt Fongenindustrie an der Europäescher Unioun?!

Här President, Space Mining ass e Laangzäitprojet. Däers ass sech och d'Regierung bewosst. E wäert Ressourcë mobiliséieren an Headquarteren op Lëtzebuerg bréngen. Et gëtt vu ronn 60 Entreprisë geschwat, déi komme wëllen. Den Här Minister Schneider hat dat a sengem leschten „Background" gesot. Souguer d'ESA, also d'Europäesch Weltraumagentur, wëllt elo bei dësem Projet matmaachen, obwuel dës Agence am Ufank éischter kritesch oder retizent oder souguer skeptesch wor.

Natierlech ass Space Mining esou eppes wéi eng Science Fiction fir d'Skeptiker an d'Kritiker. Jo, et ass e gewote Projet fir eis bescheide Lëtzebuerger Verhältnisser, eppes Ongewinntes, jo, bal Skurrilles. Bei der SES Astra war dat net vill anescht. Obwuel d'Fachleit eis soten, datt ee bei de Satellitten deemools scho genau wousst, wou ee géif higoen a wat een erreeche géif, steet dat awer beim Space Mining nach wuertwiertlech an de Stären.

Deemools ass dee Projet awer vun deene meeschten als quasi verréckt Iddi duergestallt ginn. Deemools huet de Lëtzebuerger Stat eng Garantie gestallt, déi 5% vum Statsbudget ausgemaach huet. Et war e risikoräiche Projet. Et gouf gefaart, datt d'Satellitten eroffalen an e grousse Schued uriichte kéinten. Haut, iwwer e Véierels Jorhonnert méi spéit, ass den SES-Projet eng eenzeg Erfollegsgeschicht. De Stat ass mat 30% Aktionär an SES Astra an en ass mat hinnen zesummen de gréisste Satellittebedreiwer weltwäit.

Jo, och Asteroide kënnen eroffalen. Ma dee Risiko ass och ginn, wa mer keng Weltraumfuerschung maachen. Ëmmer nees sinn Asteroiden oder Stécker dovunner um Globus ageschloen. Déi Gefor besteet och weiderhin! Et gëtt ebe keng honnertprozenteg Sécherheet an dësem Beräich. Eppes schéngt just sécher ze sinn: De Projet vum Space Mining an de gesetzleche Kader, dee mer haut stëmme sollen, ass eng grouss Publicitéit fir Lëtzebuerg. Vill Betriber ausserhalb vun der Europäescher Unioun sinn also op eis opmierksam ginn a si schénge sech eppes dovunner ze verspriechen.

De Wirtschaftsminister schwätzt vun enger Visioun, déi ee muss hunn. E schwätzt vun 100 Méiglechkeeten, déi sech mam Space Mining erginn, dorënner d'Optanke vu Satellitten am Weltall, de sougenannten „refuelling". Géif dat net geschéien, da géifen déi Satellitten no zéng Joer Lafzäit net méi fonctionnéieren. E schwätzt

vun der Méiglechkeet, fir aus dem Weltall Analysen an Observatiounen ze maachen, zum Beispill am Beräich vun der Landwirtschaft.

Här President, kommt mir schwätzen och vun de Risiken! Et gëtt der eng ganz Rëtsch, déi caléiert Wëssenschaftler eis an der Fachliteratur opweisen. Loosst mech der e puer erauspicken, net fir ze stëppelen, net fir de Projet schlechtzerieden, mä well mer jo éierlech mat eis selwer wëlle sinn an de Realitéiten an d'Ae kucken!

De gréisste Risiko wäert ëmmer dee sinn, datt de ganze Projet den Erwaardungen net gerecht gëtt: entweder well d'Technologien sech awer net esou weiderentwéckelen, fir et eis ze erméiglechen, op Asteroiden ze fléien an do ze fuerschen, oder well et sech erausstellt, datt d'Ressourcen, déi een op Asteroide fënnt, net déi Valeur hunn, déi esou eng Weltraumexpeditioun rentabel mécht. Mä mir mussen och éierlech si mat eis selwer: Kee flitt an de Weltall, fir just e puer flott Fotoen ze maachen. Den Invest an esou eng Expeditioun muss sech lounen. Et kann een och e Substitutiounseffekt net ausschléissen. Et kann näämlech duerchaus sinn, datt déi Materialien, also rar metallesch Elementer, déi een hei wëllt siche goen, duerch nei wëssenschaftlech an technologesch Entwécklunge souzesoen ersat ginn, also am grousse Ganzen iwwerflësseg ginn, ier zum Beispill Platinn vum Asteroid op der Aerd ukomm ass.

Den zweete Risiko, deen ech wëll nennen, ass deen, datt déi Firmen, mat deene mir am Moment zesummeschaffen, vu finanzstaarke Konsortien opkaaft ginn, soubal Profitter um Himmel wénken. Dës Konsortie kéinten eventuell net um Standuert Lëtzebuerg interesséiert sinn.

Eng drëtt Gefor läit bei de Patenter. Déi Patenter, déi déi speziell Sonden, Roboteren a Steierungsprogrammen ofdecken, kënnen duerchaus auslafen, ier och nëmmen een Cent domadder verdéngt ass. An deem Fall kann nëmme mat der éischter Generatioun, déi noutwendegerweis nëmmen e puer Maschinnen ëmfaasst, e kuerzfristege Profitt realiséiert ginn.

E véierte Risiko läit an der Ännerung vum Regimm vun der Sonn. Et gëtt Zäite vu staarke Sonnenexplosioune mat héijem Sonnewand. Dës kéinten d'Sonden technesch futtimaachen. Derbäi komme laang Reaktiounszäiten, fir vun der Aerd aus d'Sonden an e sougenannte Schutzmodus ze bréngen.

Aner Froen, déi sech an dësem Kontext stellen, si folgend - ech kann net op se all agoen, mä zum Beispill déi hei: Wiem gehéiert den Asteroid, wann en an d'Waasser fält? Deem Éischten, deen e ka recuperéieren? Oder deem, deen e Claim drop huet? Oder deem, deen en als Éischte lokaliséiert? Hei gëtt et Erausfuerderungen am internationale Recht, déi geklärt musse ginn.

Här President, et gëtt awer net nëmme Risiken, et gëtt och Opportunitéite beim Space Mining. Wann deem jo net esou wier, kéinte mer de Projet direkt vergiessen. Eng positiv Saach ass déi, datt d'Entwécklung vun neie Materialien, déi d'Weltraumbedéngungen iwwerstinn, och fir sougenannt „normal" Applikatiounen ze gebrauche sinn.

D'Recherche an d'Innovatioun ronderëm de Space Mining hëllefen eis elo schonn, fir besteeënd Technologien ze verbesseren, denke mer un d'Lasertechnologien oder un d'Batterietechnologie. Hei sinn nees Nanomaterialien am Fokus, déi bei reduzéiertem Gewiicht méi eng héich Effikassitéit an Durabilitéit kënnen hunn. Dat wierkt sech positiv op de Laangzäittransport vun de Sonden aus. Fir vill Mining-Applikatioune ginn effektiv kuerzzäiteg héich elektresch Stréim gebraucht.

Och aner Verbesserunge si méiglech, zum Beispill bei der Solartechnologie, well ebe speziell Solarpanneaue gebraucht ginn, fir ënnerwee nozelueden. Alles an allem kann de Projet vum Space Mining zu Verbesserunge féieren, wéi zum Beispill och bei den 3D-Drocktechnologien.

Här President, ech kéint esou weiderfueren an och drop hiweisen, datt de Space Mining duerchaus zu neien Erkenntnisser an der Satellittentechnologie féiere kann. Ech denken hei un d'Mikro- an un d'Nanosatellitten, déi erlabe sollen, fir op eng méiglechst effikass Manéier Asteroiden unzesteieren an ze analyséieren, ier een Exploitatiounssonden dohinnerschéckt.

Villes wier nach ze soen, mä dat géif hei effektiv ze wäit féieren. Eppes kann een awer zréckbehalen, och a grad beim Space Mining gëllt ee Prinzip: „Der Weg ist das Ziel." Mir steieren zwar e bestëmmt Zil un, ma um Wee zu dësem Zil perfektionéiere mer eis a mir kommen zu neien Erkenntnisser.

Här President, eng lescht grouss Fro war déi vun der Imitatioun, vum sougenannten „Nachahmungseffekt", vun deem mer och an der Kommissioun geschwat hunn. Wéi grouss ass also de Risiko, fir imitéiert ze gi bei dëser Legislatioun?

Dorobber kann een äntwerten a soen, datt all Natiounen, déi elo schonns Weltraumtechnologien hunn oder entwéckele kéinten a wäerten, direkt Konkurrente ginn; denke mer un d'USA, u Russland, u China, u Japan, Indien, an anerer innerhalb vun der Europäescher Unioun! Lafe Patenter aus, ier déi Maschinnen, déi domadder ënnerwee sinn, eppes zréckbruecht hunn oder kuerz duerno, maache se finalement all mat. Den aktuelle Space Act erlaabt jiddwerengem, fir Material als säint ze deklaréieren, dat hie vun der Surface oder aus engem Weltraumkierper erausgeléist huet. Trotzdeem bleift et schwéier, well e Patent kënnen ze benotzen, heescht net, eng Technologie ze beherrschen.

Här President, haut stëmme mer iwwer e Gesetzesprojet, deen e legale Kader setzt fir alles, wat sech ëm déi sougenannten „space resources" dréit. Dem Rapporteur Franz Fayot soen ech hei an dësem Kontext e spezielle Merci fir säi ganz gudde schréftlechen a mëndleche Bericht.

Fir als Land an dësem Domän eng komplett Legislatioun ze hunn, muss awer och nach en zweet ëmfaassend Gesetz iwwer all déi aner Activités spatiales gestëmmt ginn. Mir brauchen näämlech och en Autorisatiounsregimm fir all aner Aktivitéiten am Weltall. Mir wäerten donieft also e Regimm brauchen, falls bei Expeditiounen auslännesch Frequenze benotzt ginn. All dës Detailer wäerten dann an enger nächster Etapp musse gestëmmt ginn, fir datt eis Gesetzgebung an dësem Kontext komplett ass.

Här President, ech weess net, ob mer haut als Chamber Geschicht schreiwen. Wann ech längst ënnert dem Buedem leien, wäerte mer wuel, wa mer Chance hunn, éischt gräifbar Resultater Opweises hunn. Ech weess net, ob mer kënne soen, datt mer vun haut un an eng nei Zäit steieren. Am September 1792 bei der Kanonad vu Valmy war de Johann Wolfgang von Goethe ganz euphoresch, wéi e geschriwwen huet: „Von hier und heute geht eine neue Epoche der Weltgeschichte aus und ihr könnt sagen, ihr seid dabei gewesen."

Ech denken, datt mer an dësem Kontext net esou pathetesch wéi den Här Goethe sollte sinn. Ma mir sollten awer eng gutt Portioun Optimismus mat dësem Projet verbannen: Optimismus, well d'Regierung de Standuert Lëtzebuerg méi bekannt a méi attraktiv mécht. Optimismus, well mer eis op der ekonomescher Weltkaart duerch dëse Projet méi siichtbar maachen. Optimismus, well mer iwwert dëse Wee nei Aktivitéiten unzéien, eis also diversifizéieren. Optimismus, well mer dat éischt Land sinn, dat op dësem Feld e legislative Kader ubitt. Dat geschitt net all Dag, an ech hoffen, datt anerer eis enges Daags dorëms beneide wäerten.

Wéi deem och ëmmer ass: „Wien net wot, dee wënnt och net", seet d'Spréchwuert. Mir sollten d'Gonscht vun der Stonn notzen an haut e gesetzleche Kader schafen, dee spezialiséierte Betriber entgéintkënnt. Da wäert sech weisen, wivill Investissementer an dësem Beräich op Lëtzebuerg kommen a wat fir Retombéeën eiser Wirtschaft, déi mer weider diversifizéiere mussen, zeguttkomme wäerten.

Bei all deem visionären, dat an dësem Projet stécht, si mer awer, Här President, gutt beroden, nieft eisem zilstreebegen an optimisteschen Denken deemüteg ze sinn an ze bleiwen.

Mir sollen de Courage hunn, fir no de Stären ze gräifen, ma nëmmen, wa mer mat zwee Féiss um Buedem bleiwen!

(Brouhaha)

Well wéi huet den däitsche Schréftsteller Wilhelm Raabe esou treffend geschriwwen: „Sieh nach den Sternen, hab acht auf die Gassen!" Dëst gesot, wëll ech den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an ech soen Iech Merci fir Är dach awer ganz grouss Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Bauler. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia fir déi gréng.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn haut e bëssen ugeschloen an d'Ronn, ech hunn e klenge Virus agefaangen. Et ass sécherlech kee Weltraumvirus. Mä ech probéieren awer, mäi Message eriwwerzebréngen, och wann dat dann net grad akustesch ëmmer esou verständlech ass, wéi een dat soss gewinnt ass.

E Merci un de Franz Fayot, dee souwuel an der Kommissioun dat gutt geleet huet an e propperen a vollstännege Bericht gemaach huet, souwuel mëndlech wéi schréftlech.

Déi Leit, déi Visiounen hunn, do sinn déi gréng der Meenung, dass mer se net solle bei den Dokter schécken, dat hat de Virriedner och scho gesot. Leit, déi Visiounen hunn, déi solle mer ënnerstëtzen, deene solle mer hëllefen, a mir solle Leit, déi Visiounen hunn, och guidéieren. An dëse Projet de loi ass e Guidage, dee gemaach gëtt fir dës Leit.

De Weltraum, deen huet eis schonn ëmmer begeeschtert. Ech denken do un de Jules Verne, deen huet dat schonn am 19. Jorhonnert geschriwwen, dass mer an d'Héicht solle goen, awer och an d'Déift. Ech denken awer och un e Lëtzebuerger, dee vläicht net esou bekannt ass, den Hugo Gernsback. Deen ass ausgewandert ëm 1900, wéi vill aner Lëtzebuerger Bierger, an en ass duerno Amerikaner ginn, wéi dat elo grad bemierkt ginn ass. Dat war en Tüftler an Erfinder an deen huet 40 Patenter ugemellt, ënner anerem fir eng Dréchebatterie. En ass domat awer ni räich ginn. Mä dorënner ass en iwwerhaapt net bekannt, en ass bekannt als e Papp vu Science-Fiction, well en och dee Literaturgenre matgegrënnt huet Enn den 20er Jore vum 20. Jorhonnert.

Ech denke beim Weltall awer fir mech ëmmer primordial un de Georges Remi, un den Hergé, deen zwou BDe geschriwwen huet, an 1950 huet en dann den Tintin, de Käpten Haddock mam Tournesol, deen den Initiator war, de Fuerscher war, de Geck war, de Visionär war, op de Mount geschéckt. An 19 Joer méi spéit ass dat Realitéit ginn. An duerfir mengen ech, dass ee vu Visiounen ausgeeënd iwwert déi noutwendeg Recherche och an d'Realitéit vun esou Projete kënnt. Souwäit mäin Ausfluch zu de Visiounen!

Mir brauchen also ganz kloer Recherche am Weltraum, an de Weltraumtechnologien, an duerfir brauche mer och niewent dem staatleche Kapital och Privatkapital. An dës Richtung schafft dëse Projet de loi.

Da wëll ech ganz kuerz op de mandatéierte Spriecher vun der CSV agoen, deen elo grad no eisem Rapporteur d'Ried hei opgemaach huet. Hien huet hei gesot, dass et eng Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ass. déi gréng sinn der Meenung, dass et domat net duergeet, dass dat ze kuerz gräift. Et geet e ganze Krack méi wäit. En huet hei gesot, dass Lëtzebuerg domat op d'Weltkaart kënnt vun de Weltraumtechnologien. Ma en Deel ass jo schonn do, wou u sech 1985 d'SES Lëtzebuerg op der Weltkaart placéiert huet. Dat ass jo schliisslech den zweeten Opérateur mondial, wat d'Satellittentechnik ugeet. An och dëse Projet de loi wäert Lëtzebuerg nach eng Kéier op der Weltkaart positionéieren.

A grad well esou vill Technologie am an ëm de Weltraum feelt, ass et gutt, elo e rechtleche Kader ze schafen, en Usaz ze schafen, fir Privatkapital ze mobiliséieren. An ech ginn em gär recht, an duerno ginn ech dorop an, dass et richteg a gutt ass, dass mer musse kucken, iwwert d'UNO de Space Treaty vun 1967 unzegoen an eis international Regelen ze gi fir d'Exploitatioun vun de Ressource-spaciallen.

An zu gudder Lescht wäert ech herno natierlech op d'Nohaltegkeet agoen, op déi Fro, déi e puermol opgeworf ginn ass an der Kommissioun, fir bei de Gréngen de Wuerm ze zéien, wéi se dann dozou stinn a wéi se dat gesinn am Kader vun dësem Projet de loi.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech si gespaant!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Majo, ech wäert da probéieren, Äre Wënsch gerecht ze ginn. Ech komme fir d'Éischt zum Weltraumrecht: Déi international Richtlinn, firwat brauche mer déi? Ma ganz kloer, d'Antarktis, d'Héichmier, de Weltraum, déi hunn eppes gemeinsam: Et si Commons, et sinn Allgemenggidder.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Duerfir brauche se och Protektioun, se brauche Regelen. A se brauchen och Regelen, déi international unerkannt sinn. Dass Lëtzebuerg elo hei nieft den USA, déi 2015 den American Space Act ënnerschriwwe respektiv geleescht hunn, als ee Land, als europäescht Land als Éischt higeet a sech eng Reglementatioun gëtt, e Gesetz gëtt, fir u sech d'Exploitatioun vum Espace ze regelen, ass, mengen ech, dee richtege Wee. Well da kënnt och Bewegung an dësen Dossier. An et soll ee sécherlech bilateral Accorde fannen, fir u sech méi Leit ëm dëse Projet ze vereenegen a fir och international Regelen duerno realiséiert ze kréien.

An et ass an enger Logik vun der SES, déi 1985 zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn ass, zu Betzder, wou Der jo wësst, dass dat Pionéier waren an der Satellittentechnik. Ech hat virdru gesot, si sinn den Zweeten um Weltmaart. An et ass och u sech an där Logik, wou dëse Projet de loi kënnt. 2011 huet d'SES jo eng Stëftung gemaach fir d'Uni Lëtzebuerg, fir do e Léierstull ze schafen, dee besat ginn ass mat der Dozentin Mahulena Hofmann. An zwar geet et hei ëm Weltraumtelekommunikatioun a Mediecht a wou säit leschtem Hierscht 2016-2017 och e Master ugebuede gëtt. Also ass et an enger gewëssener Logik, an enger gewëssener Konsequenz vun dëser Fuerschung op der Uni Lëtzebuerg, vun dëser Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg, dass mer higinn zu Lëtzebuerg an och Privatkapital mobiliséieren an e rechtleche Kader schafen.

An déi gréng si ganz kloer der Meenung, dass et internationale Regele bedarf, fir Konflikter virzebeugen, wann zum Beispill zwee privat Akteure géifen op engem selwechten Asteroid wëlle Minnerai ofbauen oder aner Ressourcen - Waasser - do wëlle gewannen.

A ganz kloer, fir déi gréng ass et extrem wichteg, dass mer derfir suergen, dass keng Waffen a keng Waffentechnologie am All Verbreedung fannen, well ganz kloer de Weltraum eben en Allgemenggutt ass.

Zur Nohaltegkeet gehéiere fir eis ganz kloer - de mandatéierte Spriecher vun der CSV ass ganz Ouer -…

(Interruption)

…propper Loft, gesonde Buedem, proppert Waasser. Dat brauche mer hei op der Aerd. Dat ass evident. Dat ass eis Liewensressource. An duerfir kënne mer och net mengen, dass mir iwwer eng Weltraumtechnologie dës dräi Komponente kéinte veränneren.

D'Energiefro, déi muss och ganz kloer hei op der Aerd geléist ginn. Erneierbar Energien ass der grénger Meenung no déi Pist, déi mer do musse goen. Well wa mer d'Energiefro net hei léisen, dann hu mer jo och déi Ressourcë guer net, fir u sech déi bemannten oder net bemannte Missiounen an de Weltraum ze schécken. Duerfir ass et primordial, dass mer fir d'Éischt hei eis Hausaufgabe maachen. Anescht ass et jo guer net méiglech. An dat ass, mengen ech, ganz kloer d'Nohaltegkeetsfro beäntwert.

Mä…

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Dat war net iwwerzeegend!

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Bon, Iech kann ee vläicht net iwwerzeegen, wat d'Nohaltegkeet ugeet. Ech hat jo schonn eng Kéier hei plädéiert, wann Der Aren Zéngpunkteplang kuckt, dass ech do ganz wéineg vun Nohaltegkeet an Arem Plang fonnt hunn. Dat war d'lescht Joer. Ech waarden op deen neie Programm da fir 2018.

(Brouhaha)

An dann hoffen ech, do vill méi Substanz ze fannen. Da maachen ech deen Dossier vun der Nohaltegkeet ganz gär och zou, wat d'CSV betrëfft.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou. Loosst den Här Anzia elo schwätzen! Här Anzia, wann ech gelift, fuert virun a provozéiert d'Kolleegen net ze vill, well soss gitt Der ëmmer gestoppt! Sou, den Här Anzia huet eleng d'Wuert.

(Interruption)

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech kommen erëm eng Kéier zréck zu dëse Missiounen. Déi Missiounen, mir maache se fest um Space Mining. Dat ass jo a war…

(Interruption)

Dat ass jo vläicht dann den Endstadium och vun där Exploitatioun vun deem Objet, deen do kéint geschéien. Et muss een awer oppassen, dass et sécherlech net esou wäert sinn, dass mer elo Spacebuggien hei opriichten, déi tëschent der Aerd an den Asteroiden hin an hier pilgeren. Et wäert sécherlech eng éischt Approche,…

(Interruption)

…eng éischt Approche an Notzung ginn, wou…

(Brouhaha)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Sou, elo…

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Et wäert sécherlech eng éischt Approche an Notzung ginn, wou de „refuelling" vun de Satellitte wäert Prioritéit hunn. Dat heescht, dass mer kucken, Ressourcen ze gewannen op Satellitten, sief et Waasser, sief et Energie, sief et soss Mineralien, fir déi Satellitte méi laang um Liewen ze halen. Dat ass nohalteg. Et wäert och sécherlech esou sinn, dass mer och wäerte kucken, déi bemannte Statioun op der ISS mat de Ressourcen ze beliwweren, déi noutwendeg

sinn, fir och do manner Trafic musse vun der Äerd erop ze maachen.

A sécherlech wäert et och ee Volet sinn, well dat hunn ech e bësse gesinn: Et gëtt jo nëmmen zwou Méiglechkeeten, wat mer mat engem Satellitt maachen, wann en um Enn vu senger Liewensdauer ukomm ass. Entweder beférdere mer en aus senger stationärer Émlafbunn erof, fir Plaz ze maache fir en anere Satellitt, an da loosse mer e vergléien an der Atmosphär. Oder mer schécken en op de Weltraumkierfecht. Dat ass op enger geostationärer Bunn, wou e ronderëmflitt mat anerem Weltraumschrott a wou en u sech do da bis an d'Onendlechkeet verbleift.

An do ass eben dann d'Fro, an ech mengen och ganz sécher, dass dës Missioun an dëse Kader gesat gëtt an dësem Projet de loi, fir grad d'Liewensdauer vun dëse Satellitten ze verlängere respektiv dee Weltraumschrott, deen awer ganz rar Mineralien a Stoffer a sech huet, ze recuperéieren.

Dat mécht Sënn an dat ass nohalteg. Dat ass sécherlech op där Trajectoire. An déi Trajectoire ass laangfristeg. An dorop kommen ech elo an deem nächste Punkt ze schwätzen, ob dat elo zéng Joer, zwanzeg Joer oder drësseg Joer dauert, dat sief derhigestallt. Deene Géngen hirer Meenung no ass et onwahrscheinlech wichteg, dass mer eng laangfristeg Visioun hunn, déi och wäit iwwert dëst Jorhonnert, voire Jordausend erausgeet.

Déi laangfristeg Visioun, firwat schwätze mer dovun? Oder schwätzen ech elo dovun? Ma de bloe Planéit, deen huet eppes Eenzegaarteges u sech. Déi Kombinatioun vu Waasser, Atmosphär a vun der Sonn bréngt et mat sech, dass mer iwwerhaapt hei kënne liewen. D'Sonn ass eise Seegen, ass awer och eise Fluch. Ben, ouni d'Sonn gëtt et kee Liewen op der Äerd.

(Interruption)

D'Sonn gëtt vun Astrophysiker op en Alter vu 4,5 Milliarde Jore geschat, se ass anscheinend an der Halschent vun hirer Liewensdauer ukomm a se hätt nach eng Kéier eng äänlech Period viru sech. Mä de Problem, dee sech stellt, dat ass kloer, ass deen, dass d'Temperatur vun der Sonn an d'Luucht geet, dass se sech ausdeent. An domat huet se en eminenten Impakt op d'Liewen hei op der Äerd.

Dat ass zwar fir eis als Mënschen, déi mir nëmmen e Stëbskär sinn, wann ech den Alter betruechten, wéi laang mir hei op dësem Planéit sinn, natierlech wäit, wäit, wäit ewech, déi 500 oder 1.000 Millioune Joer, bis dass d'Ozeaner verdämpen an u sech kee Liewen op dëser Äerd méi wäert méiglech sinn. An duerfir si mir als déi gréng och der Meenung, dass een elo Léisungen an där doter Philosophie, an där Optik muss sichen.

Do gëtt et vun der NASA a vun der ESA - déi schaffen dorop - och e puer Iwwerleeungen, fir déi Zäit méi laang ze kréien, also vläicht d'Liewensdauer vun eisem Planéit nach eng Kéier ëm eng Millioun Joer ze verlängeren, d'Äerd also ze réckelen op hirer Bunn, am Ufank méi wäit ewech ze kréie vun der Sonn an dann erëm méi nobäi ze kréien, well wann d'Sonn ufänkt ze vergléien an hir Ressourcen net méi do sinn, da feelt eis u sech déi Sonn.

An da brauche mer natierlech, an dat ass déi laangfristeg Komponent, iergendeppes wéi eng Space Arche Noah. À voir wien do drasëtzt, ob mer dann eis Bevëlkerung an eis Biodiversitéit dodra verpaken. An da musse mer vun dësem Planéit eng Kéier a ferner, ferner Zukunft fortréckelen.

De Stephen Hawking - an ech selwer si jo vun der Formatioun hier absolutt guer net deen, deen do ka matschwätzen, ech si just Ingenieur an net Fuerscher -, en eminenten Astrophysiker réit elo schonn, dass ee sech mat deem Gedanke misst beschäftegen, fir d'Äerd eng Kéier ze verloossen. Déi Zäitrumm huet en eng Kéier uginn an engem Interview, hunn ech gelies, mat dausend Joer, en huet dat duerno erofgesat. En nennt dat „expedition new earth" an e gëtt do verschidden Ursaache vir: Bon, eng Kéier natierlech déi Veränneerungen, déi d'Sonn mat sech bréngt, awer och Ursaache wéi Klimawandel, Pandemien, Asteroidaschlag an Äänleches, firwat e seet, mir mussen eis elo mat deem Volet beschäftegen.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, déi gréng fuerderen am Kader vun dësem Projet de loi ganz kloer eng etlech Saachen. An do sinn ech a verschiddene Saache mat menge Virriedner hei ganz sécher op enger Linn, bei anere vläicht manner. Fir déi gréng ass kloer: Mir mussen d'Hausaufgab op der Äerd maachen an eis elo net an eng Illusioun erastierzen, dass elo mat dëse Missiounen eis Problematiken, wat Loft, Buedem, Waasser, Energie a Klimafroe ugeet, geléist ginn. Dat muss hei geléist ginn.

Mir brauchen - dat ass och ganz kloer eis Meenung - international Regelen, fir de Weltraum ze schützen ouni Waffen an ouni Gewalt. A ganz kloer schéngt eis Gréng awer och déi Visioun fir déi zukünfteg Generatiounen - net eng, zwou, dräi, mä dausende Generatiounen - noutwendeg, dass een och d'Fuerschung am All ustéisst, fir dass een u sech dëser Zivilisatioun, wann ee mengt, dat wär derwäert, eben och eng fern Zukunft nach kann erméiglechen.

Elo ass dëse Projet de loi vläicht e ganz, ganz klengen, awer e wichtege Bausteen an dës Richtung, fir eben d'Fuerschung och um private Volet unzestoussen. Ob et elo awer, wéi et an engem Artikel vun der „woxx" gefuerdert gëtt, mir missten deemnächst e Weltraumministère zu Lëtzebuerg schafen an e Weltraumminister - do war och eng ganz flott Karikatur vum Här Minister Schneider an engem Astronautekostüm mat Karbiddsluucht um Kapp - misst gemaach ginn, dat wëll ech dann effektiv deene Leit mat Visiounen hei iwwerloossen a géif d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Anzia. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roy Reding ageschriwwen. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt dem Franz Fayot e grousse Merci ausdrécken, fir eis mat grousser Präzisioun den Inhalt vun dësem Text duergeluecht ze hunn.

Ech war net frou iwwert den André Bauler. Ech wollt ruffen: „Très bien!", en huet mer mäin Agangssaz geklaut, näämlech dee vun der Souveränitéit. Dëse Projet freet eis als ADR ganz besonnesch och dowéinst, well mer hei emol eng Kéier kënnen e Gesetz stëmmen, net wéinst iergendenger europäescher Legislatioun, déi muss ëmgesat ginn, mä well mer hei eis national Souveränitéit kënne benotzen, fir an engem Beräich aktiv ze ginn.

Natierlech ass de Space Mining net nëmmen eng Souveränitéitsnisch, et ass eng Kompetenznisch. Et ass jo och dat, wat de ganze Projet esou interessant mécht. Et weisen awer och déi Diskussiounen, an ech mengen, de Franz Fayot ass och do ganz präzis op déi Problemer agaange mat deenen internationalen Traitéen, wéi gefäierlech et ka sinn, international Verflichtungen anzegoen. Zu deem Moment, wou ee se ageet, ass ee sech vläicht net ëmmer bewosst, wat se bedeiten. Haut si mer frou, datt mer de Moon Treaty net ratifizéiert hunn.

De Minister sot an der Kommissioun - an ech ginn em ganz recht -: „D'Belsch an d'Hollänner hu sech deemools an de Fouss geschoss!" Hätt dat eis net och kënne passéieren? Hätt hei ee grouss Oppositioun gemaach, wa gesot gi wär: „Kommt, mir ratifizéieren dee Moon Treaty!"? An duerfir muss ee ganz gutt oppassen, wat fir eng international Verflichtungen datt een ageet.

Ech hunn eng Parallell, ech mengen, de Wirtschaftsminister, deen dann haut wéinst dësem Projet do ass, hat déi Noriicht do vum Google-Rechenzentrum. Och do si mer handicapéiert duerch en internationalen Traité, eng international Verflichtung.

Wann do esou vill Elektresch verbraucht gëtt, wéi solle mer dann nach eis Reduktiounsziler an der Energie anhale kënnen? Selbstverständlech musse mer dann nees ganz nei Produktiounen opbauen an esou weider. Mir ginn also handicapéiert an enger souveräner Decisioun, déi mer huelen oder och net huelen, duerch international Traitéen.

Den Outer Space Treaty vun 1967 hu mer ratifizéiert. An do ginn ech och net méi op déi Expertendiskussioun am Detail an. Mä et geet drëm: E Stat däerf sech en Himmelskierper net uneegnen, mä däerf e Ressourcë benotzen? An do seet d'Studie ganz kloer - an do beugen ech mech dann deene Juristen, déi sech domadder laang a breet ausenanergesat hunn -: Bottom Line, den Outer Space Treaty, „never specifically refers to such resources." An da gëllt den allgemenge Rechtsprinzip, deen esou wichteg ass, näämlech datt alles, wat net verbueden ass, erlaabt ass.

Et ass also eng gutt Saach, datt mer hei dëse rechtleche Kader schafen. Mir wëllen awer selbstverständlech keng „space cowboys", déi mat Lëtzebuerger Fändel dorëmmer reesen. An duerfir gesäit dësen Text vir, datt et een Agrement gëtt an eng Assurance gëtt, an dat ass ganz gutt esou.

Zum Thema Assurance hunn ech eng Fro, déi ech scho gestallt hunn de 4. Juli am Bezuch op den SES-Satellitt, deen aus der Bunn geroden ass. An do geet et ëm d'Responsabilitéit vum Stat, déi eventuell Responsabilitéit vum Stat, wann eng Assurance vun enger privater Gesellschaft e Schued net géif decken oder net méi géif decke respektiv de Schued méi héich wier wéi déi Assurancendeckung.

A wa mer da scho bei de Sue sinn, da schwätze mer hei vu Steiergelder. Och dat ass en Aspekt, deen een net däerf vernoléissegen. Mir hunn eis ganz vill Gedanke gemaach: Ginn hei Honnerte Milliounen an de Sand gesat, an iergendeng Iddi, an iergendee Projet? Oder gi se verstänneg investéiert? Bis elo goufen, wann ech richteg informéiert sinn, 25 Milliounen engagéiert, dovunner zéng Milliounen tatsächlech ausginn, an déi haaptsächlech a Participatioune vum Stat a Firmen, déi aktiv sinn an deem Space Mining. An do wäre mer ganz frou, fir vum Minister méi Detailer ze kréien. Vläicht kann en eis soen, wéi eng Gesellschaften dat sinn, mä virun allem awer och, wéi héich déi Participatioun ass, déi de Stat do hélt.

Déi positiv Nouvelle, wat d'Suen ugeet, ass, datt mer bis elo als Lëtzebuerg all Joer 25 Milliounen Euro un d'ESA iwwerweisen. An do war net ganz vill Retour. An dëse Projet mécht et elo méiglech, datt mer do e Scheck zréckkréien.

Et ass hei vill gesot ginn, wat dee Space Mining alles begräift. Ech mengen, Asteroide falen och haut schonn op d'Äerd. Duerfir wësse mer, wat déi Asteroiden alles kënne beinhalten: Gaser, Metaller an natierlech och Waasser. Et ass och scho geschwat gi vum Hydrogène, dee ka benotzt gi fir Satellittebetankung, eng ganz interessant Iddi. An et ass och schonn ugeklongen, de Weltraumschrott, deen en echte Problem duerstellt, kann eventuell zur Kreatioun vun engem Weltraum-, engem Space-Lamesch féieren.

Net richteg novollzéie kann ech d'Positioun vum Laurent Mosar. Alles, wat e gesot huet, ass richteg. All déi Bedenken, déi en huet, si richteg. All déi Froen, déi e gestallt huet, sinn net falsch. Mä et muss een awer eng Kéier zu enger Decisioun kommen. Well dee gréisste Problem ass, wa mer Milliarde wëllen unzéien un Investitiounen an dëst Land op Basis vun dësem Projet, da muss et den Investisseure bewosst sinn, datt och 2018, wann et eventuell zu enger CSV-Regierungsbedeelegung kënnt, dëse Projet viru Bestand huet an net vernoléissegt gëtt, mä mat därselwechter Kraaft an Energie weidergedriwwe gëtt wéi déi, déi haut de Wirtschaftsminister un den Dag leet.

(Interruption)

Dat alles, fir zum Ofschloss ze soen, datt mir als ADR dëse Gesetzesprojet gutt fannen, datt mer em zoustëmmen, mä datt mer och insgesamt d'Demarche vun der Regierung an dësem spezielle Feld begréissen, déi Transparenz an och déi Kraaft an Energie, mat där hei virgaange gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Reding. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Madamm Presidentin. Déi lëtzebuergesch Space-Resources-Initiativ huet virun engem décke Joer, wéi de Minister Etienne Schneider se fir d'éischte Kéier annoncéiert huet, zu allgemengem Erstaune gefouert, och bei eis. Déi Allerwéinegst konnte sech virstellen, datt den Ofbau vu Ressourcen am Weltraum technesch méiglech, ekonomesch sënnvoll an iwwerhaapt einfach esou vu Lëtzebuerg kéint decidéiert ginn. Wéi awer lues a lues méi Informatioune bekannt goufen an de Minister méi driwwer erzielt huet an och Pressereese gemaach huet, huet sech erausgestallt, datt dës Iddi vun der Regierung awer eigentlech ganz einfach ze verstoen ass.

Se ass häerzlech wéineg innovativ a se steet éischter fir e klassesche Modell. Jo, se dreift souguer e klassesche Modell weider op d'Spëtzt, e Modell, deen dem wahnsinnegen an zerstéieresche Striewen no ëmmer méi vun e puer Milliardären ënnerworf ass an héchstens am Sënn vun deene räiche Leit funktionéiert. E Modell, dee keng mënschlech oder natierlech Grenze vun der ekonomescher Entwécklung méi kennt a mat deem mer grad amgaange sinn, d'Grondlagen op der Äerd vun eiser mënschlecher Existenz ze zerstéieren. An e Modell, deen dem Gros vun der Weltbevëlkerung liewenswäert Entwécklungsméiglechkeeten hélt.

Madamm Presidentin, dëse Wirtschaftsmodell wëlle mir net an duerfir stëmme mir och haut géint dëst Gesetz. Dat heescht awer net, datt mir géint d'Exploratioun vum Weltraum sinn an datt Lëtzebuerg och doranner eventuell eng Roll kéint spillen. Well wann et an dësem Gesetz iwwert d'Erfuerschung vum Weltraum an domadder verbonnen Erkenntnisser iwwert d'Mënschheet oder de Bien commun vun eis alleguerte géif goen, dann hätte mer heizou och eng aner Haltung. Mä et geet hei explizitt net ëm wëssenschaftlech Recherche, wéi de Statsrot dat opgeworf an och suggeréiert huet.

Neen, et geet ëm d'Kommerzialiséierung vu Ressourcen. De Minister Schneider huet dat an der Kommissioun och däitlech betount. Mir si géint dës Initiativ a géint dëst Gesetz, well et bedenklech, deelweis gefäierlech Entwécklunge verstäerkt a lasstrëppelt a virun allem well et e Bild vun der Zukunft entwërft, dat mir esou net matmole wëllen.

Madamm Presidentin, duerfir wäerte mir aus fënnef Grënn dergéint stëmmen.

Éischtens versicht d'Regierung mat dësem Gesetz, de Weltraum mat senge Ressourcen ze privatiséieren, eppes, wat virdru kloer e Bien commun war, wat der ganzer Mënschheet gehéiert huet, soll privatiséiert ginn. Nodeems op der Äerd esou gutt wéi all Eck an all Ressource exploitabel an der Profittlogik ënnerworf ginn ass, ginn elo d'Grenze weider verréckelt, fir nei Méiglechkeeten ze fannen, fir d'Accumulatioun weiderzedreiwen.

Lëtzebuerg mécht sech heimadder zum Handlanger vu verschiddene méi oder manner groussen Entreprisen, déi awer eppes gemeinsam hunn: datt se vun e puer vun deene mächtegste Milliardären op der Welt kontrolléiert ginn. D'Regierung geet hei en „public private partnership" an an de Minister Schneider vertrëtt dat jo och ganz offensiv, dee souguer bedeite kann, datt ëffentlech Gelder, wéi dat och scho geschitt ass, an esou Privatentreprisen investéiert ginn.

Zweetens investéiert d'Regierung net nëmmen ëffentlech Gelder an dës Initiativ, mä se investéiert a benotzt och d'Souveränitéit vun eisem Land, fir dat ze maachen. D'Regierung schaaft hei net eng Kompetenznisch, mä an alleréischter Linn eng Souveränitéitsnisch am Interêt vun deenen Allerräichsten. D'Regierung léisst mat dësem Gesetz dat internationaalt Recht méi oder manner lénks leie respektiv interpretéiert et zumindest emol zimlech eesäiteg. Lëtzebuerg huet den Outer Space Treaty ratifizéiert an erkennt domat de Prinzip vum Patrimoine commun de l'humanité un. Soumat ginn et keng national Souveränitéitsrechter um Weltraum. An och keng vun deenen zweifelhafte Rechtfertegungen am Exposé des motifs vum Gesetz kann dat entkräften. De Statsrot huet dat a sengem éischten Avis och ënnerstrach.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An duerfir proposéiert de Statsrot, de ganzen éischten Artikel vun deem Gesetz ersatzlos ze sträichen. Just, an do huet de Minister recht, ouni deen alleréischten Artikel hätt dat Gesetz keen Inhalt méi. Et hätt keen Inhalt méi, wann net géif drastoen, datt d'Weltraumressourcen „susceptible d'appropriation" wieren. Mä et bleift awer d'Fro, ob e Land wéi Lëtzebuerg unilateral internationaalt Recht interpretéieren a souguer deemno wéi nei setze kann. Mir mengen dat net. A mir mengen och net, datt et am Interêt vun eisem Land ass.

Iwwerhaapt, d'Sécurité juridique, déi heimadder soll geschafe ginn: De Statsrot ass och a sengem Avis doriwwer zimlech kloer. Wann et d'Zil sollt gewiescht sinn, Rechtssécherheet ze schafen, dann huet deen Text, dee mer virleien hunn, dat Zil verfeelt, well den Text méi juristesch Froen opwërft, wéi en der beäntwert.

Drëttens läit dëser Initiativ en zudéifst verstéierend Welt- a Mënschebild zugronn, dat graff gesot doranner besteet, datt d'Mënschen op der Äerd net méi mat deem auskommen, wat de Planéit eis bitt, respektiv se fréier oder spéider alles hei zerstéiert hunn a mer elo dowéinst am Weltraum no Alternative musse sichen. Ëmmer dann, wann d'Kritik un där Space-Resources-Initiativ haart ginn ass, ass gesot ginn - och vum Här Schneider schonn e puermol -, dat wier alles Science-Fiction, wat mir géife soen.

Ech wëll Iech elo emol e bësse Science-Fiction erzielen. Den Elon Musk, de CEO vu SpaceX, also déi Entreprise, déi de GovSat an den Orbitt geschoss huet, an deen ëmmer erëm vum Här Schneider bei all gudder Geleeënheet als avantgardistescht Virbild dohinnergestallt gëtt, deen Elon Musk begrënnt seng Investissementer domadder, datt d'Mënschheet enges Daags misst op de Mars ëmgesidelt ginn, well op der Äerd kee Liewe méi méiglech ass. Dat, Här Schneider, ass Science-Fiction. Et ass eng Dystopie a se kléngt net no enger besonnesch liewenswäerter Zukunft.

(Brouhaha)

Här President, d'Regierung stellt mat dësem Gesetz alles dat a Fro, wat se am Kader vun der Rifkin-Debatt oder der Rifkin-Etüd zumindest emol ugekënnegt hat: lokal a regional Wirt-

schaftskreesleef, eng Kreeslafwirtschaft, wou all d'Matièrë recycléiert a revaloriséiert ginn, erneierbar Energien, ressourcëschounend Produktiounsprozesser an esou weider. An dës Felder gëtt proportional zu Space Resources wéineg investéiert. Et héiert een de Wirtschaftsminister och wéineg doriwwer schwätzen. Et gesäit een en och wéineg op der Welt ronderëmjetten, fir sech an deene Beräicher Inspiratioun an Expertis sichen ze goen. Grad dat wieren awer an eisen Aen déi ekonomesch Perspektiven, déi fir déi allermeeschte Leit d'Méiglechkeeten zu Matsprooch a Mataarbecht bidde géifen an esou eng staark gesellschaftlech Basis kéinten hunn.

D'Space-Resources-Initiativ ziilt op de Contraire of. Vu Cohérence des politiques ass do keng Spuer méi.

Véiertens bleiwe bei der Space-Resource-Initiativ an der Struktur vun deem, wat sech ekonomesch hannendru verstoppt, virun allem d'Bevëlkerung am globale Süden alt erëm eng Kéier op der Streck. Nodeem sech déi räich Industriestaten a Multinationale mat jorzéngtelaanger Ausbeutung vun deenen ärmste Länner a Leit e groussen Deel vum Ressourcëkuch op der Äerd ënnert den Nol gerappt hunn, ginn déiselwecht elo hin, vläicht an enger anerer Form, a Lëtzebuerg ass dës Kéier jo dann ee vun den „first mover", a wëlle sech en zweete Kuch, deen duerch den technologesche Fortschrëtt eventuell iwwerhaapt eng Kéier erreechbar kéint sinn, ënnert den Nol rappen. Well sollten eng Kéier d'Ressourcen am Weltall exploitéiert kënne ginn, esou wier dësen Ofbau immens deier an den Zougang zu de Ressourcen an de Gewënn duerch den Handel mat de Ressourcen ënnert den aktuelle Virzeechen och nach immens ongerecht verdeelt.

Domadder huele mer deene Länner mat hire Bevëlkerunge weideren Entwécklungsspillraum a schafen ëmmer méi ongerecht Verhältnisser op der Welt. An et ass och dowéinst, firwat d'Entwécklungslänner sech mat Hänn a Féiss géint en internationaalt Ofkommes wieren, well se wëssen, datt se ënnert de kommerzielle Virzeeche wéi an dësem Gesetz komplett géifen op der Streck bleiwen.

Fënneftens lancéiert d'Regierung mat dëser Initiativ eng nei Course no Ressourcen, déi wéi an der Vergaangenheet schonn dacks zu internationale Konflikter féiere kann: Konflikter ëm d'Ressourcen am südchinesesche Mier, wou et ëm d'Proprietéitsrechter un der Mer profonde geet, sollten eis interpelléieren. An d'Kricher ëm Äerduelech sinn awer scho méi bluddeg an och brandgefëierlech a si hunn d'Struktur vum internationale System déi lescht Jorzéngte geprääägt, Länner zerstéiert a Bevëlkerungen deelweis zerstéiert.

Datt Lëtzebuerg hei einfach esou virprescht, ouni dat an enger multilateraler Kooperatioun zum Beispill op europäeschem Niveau ze maachen an elo deelweis Alliéierter, deelweis Konkurrenten huet, wéi d'Vereenegt Arabesch Emirater oder d'USA, sollt eis alleguer interpelléieren an zitt d'Legitimitéit vun dëser Initiativ definitiv an Zweifel.

Dat seet och déi Etüd, déi d'Regierung an Optrag ginn huet, déi Etüd vun der Uni Lëtzebuerg, wou drasteet: „It is highly recommended that Luxembourg is ready for facing criticism, especially from the side of developing countries, but also from Belgium and the Russian Federation."

Här President, dëst Gesetz ass net zukunftsweisend, et ass réckwäertsgewannt. Et entstaamt der Imaginatiounssphär aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert, wou d'Virstellung dominant war, datt d'Natur, eist natierlech Ëmwelt gratis do wieren a just drop waarde géifen, vun Industriellen exploitéiert ze ginn, ouni Rücksicht op Verloschter. A mir wëssen och, datt d'Ausbeutung vun der Natur de pair gaangen ass mat der Ausbeutung vum Mënsch.

An ech mengen, Här Fayot, wann Dir sot, datt hei soll probéiert ginn, et am Weltall besser ze maache wéi op der Welt, da muss ee soen: Am Weltall gëtt et net besser gemaach wéi op der Welt a virun allem net mat deem heiten Text. A virun allem sollte mer kucken, datt et eis Aufgab ass als Politiker, fir hei op der Welt eng liewenswäert Situatioun hierzestellen.

Dëst gesot, Här President, fäerten ech ganz, datt den…

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- L'un n'empêche pas l'autre, Här Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Pardon?

M. Franz Fayot *(LSAP), rapporteur.*- L'un n'empêche pas l'autre.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ah, mir hunn dann op jidde Fall d'Prioritéit dorobber, fir op der Welt e liewenswäert Liewen hierzestellen.

Här President, ech fäerte ganz, datt den…

(Brouhaha)

Ech fäerte ganz…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Datt Är Riedezäit ofgelaf ass.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech fäerte ganz, datt de Major Tom Etienne Schneider de Kontakt zum „ground control" definitiv verluer huet. Merci!

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Houston, we have a problem. Hei ass Luxembourg, we have a problem.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech e ganz grousse Merci dem Rapporteur soe fir säi Rapport, mä och der ganzer Kommissioun fir déi spannend an interessant Diskussiounen, déi mir iwwert déi Zäit haten, fir dee Projet de loi hei kënnen zesummen ze preparéieren. Ech wëll och direkt virausschécken, dass ech och ganz gutt ka mat där Motioun vun der CSV-Fraktioun liewen, mam Inhalt dovunner, an dofir och kee Problem gesinn, fir déi unzehuelen an och ze respektéieren.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wëll awer hei virun allem dem ganze Parlament e grousse Merci soen, dem ganze Parlament e grousse Merci soe fir dee staarke Support, bon, bis op d'Kolleege vun der Fraktioun vun deene Lénken. Mä déi aner hunn all e volle Support ginn, fir déi doten Initiativ ze maachen. An dat ass wichteg. Et ass wichteg, wann een als Land wëllt en neie Wirtschaftssecteur developpéieren, zemools wann ee wäert de Lead huelen, europawäit an och weltwäit ee vun de Leader wäert sinn, dann ass et wichteg, dass d'Parlament do derhannertsteet an dass d'Parlament d'Regierung och doranner ënnerstëtzt.

Et ass och wichteg, dee Konsens kënnen no baussen ze weisen. Well international Investeuren, déi sech u Lëtzebuerg interesséieren, sinn natierlech och interesséiert drun: Wéi geet et da weider, wann eng Kéier eng aner Regierung do ass, wann eng Kéier en anere Wirtschaftsminister do ass? Ass mäin Invest dann och nach ëmmer sënnvoll oder changéieren déi d'Meenung a gesinn dee Secteur net als interessant oder wichteg un?

Ech mengen, domadder, dass Der haut déi Unanimitéit quasi gewisen hutt, dat hëlleft ganz vill, ebe just an deem dote Kontext.

Ech wëll vläicht e kuerzen Historique maachen, wéi et zu där Initiativ hei komm ass. Et ass effektiv esou, dass ech am Februar 2012 Minister gi sinn. An ee vun deenen éischte Leit, déi bei mir am Büro waren, war den deemolege Chef vum NASA Ames Research Center, den Dokter Pete Worden, deen de Georges Schmit mer organiséiert hat. An dee Mann huet mer vun all deenen Opportunitéiten am Espace gezielt, wou ech mech am Ufank wierklech gefrot hunn, wat dee Mann gefëmmt hätt,…

(Hilarité)

…an ech och geduecht hunn: Dat ass alles Science-Fiction, wat deen der do zielt.

Et huet mer awer keng Rou gelooss an et huet eis als Equipp um Ministère keng Rou gelooss. A mir hunn dofir mat ganz ville Leit ugefaang ze diskutéieren. Mir hunn un internationale Konferenzen, wou et ëm dee Sujet vum New Space gaang ass, deelgeholl. Mir hu selwer finalement eng Konferenz hei zu Lëtzebuerg organiséiert gehat am Joer 2015, wat e grousse Succès war, well eben d'Experte vun der ganzer Welt och op Lëtzebuerg komm sinn.

A mir waren eis eigentlech herno eens. An, wéi gesot, et ass net vun haut op muer esou, dass de Minister opgestan ass a geduecht huet: „Sou! Elo maache mer emol eppes Neies", mä dat do ass wierklech gewuess. Dat ass wierklech laang analyséiert ginn.

2012, wéi gesot, hu mer ugefaang. 2015 hu mer dunn decidéiert, mir wëilten eis dora lancéieren. Firwat? Well mer eis sécher sinn, dass et net d'Fro ass, ob dat doten alles geschitt, mä d'Fro ass ebe just, wéini dass dat doten alles geschitt. Och wann et engem am Ufank esou kléngt, an ech mengen, et ware jo och e puer Riedner, déi dat opgeworf hunn, et ass villes speziell, wann ee vum Space Mining schwätzt, dass dat jo haut eigentlech nach net rentabel ass. Dat ass ganz richteg, mä dee ganze Business, dee mer hei wëllen opbauen, deen huet natierlech e Businessmodell à court terme, à moyen terme an à long terme.

Ech gi vläicht just e puer Beispiller fir déi verschidde Businessmodeller. Een à court terme, deen haut scho fonctionnéiert, sinn natierlech déi ganz Satellittenaktivitéiten, déi ronderëm eisen Äerdball fonctionnéieren, d'Äerdobservatioun. Do ginn hautdesdaags Servicer verkaaft vu Satellittebedreiwer, déi zum Beispill enger grousser Firma, déi am Düngerberäich täteg ass, hire Clienten hir Felder aus dem Weltraum analyséiert an dann déi Informatioune weidergëtt, fir zum Beispill ze soen: „Do an do brauch däi Client net ze düngen. Do brauch en dat net, an op anere Plaze muss en et maachen."

Dat heescht, deen, deen haut Commodities verkeeft, andeem en einfach dem Agriculteur tonneweis Dünger verkeeft, dee verkeeft haut e Service, andeem e seet: „Hei, do an do brauchs de guer keen Dünger, oder do brauchs de es manner." Dat ass e Win-win, natierlech well et en neie Businessmodell ass, mä awer och e Win fir d'Ëmwelt.

Äerdobservatioun ass och an engem anere Beräicher ëmmer méi populär, zum Beispill deem bei de Wënzer. Wënzer si jo och eppes, mat deem mir zu Lëtzebuerg vill ze dinn hunn. Ech war a Portugal e Betrib besichen. Déi hunn all eenzel Rief nummerotéiert, an déi kréien aus dem Weltraum gesot, wéi eng Riewe sollen a kënne gepléckt ginn a wéi eng nach net zeideg sinn.

Wann Dir haut als Wënzer sot: „Mir huelen de Südhang. Haut gëtt deen ugefaang, gepléckt ze ginn", da gëtt dee gepléckt, mä Dir wësst, dass Der ëmmer en Deel vun Drauwen derbäi hutt, déi nach net zeideg sinn. Wann Der also haut kënnt genee soen aus dem Weltraum eraus, wat gutt ass a wat net gutt ass, kënnt Der domat Är Quantitéit an Är Qualitéit steigeren. Also och e Service, deen haut scho verkaaft gëtt, wat also och zu där Initiativ Space Resources gehéiert.

Mëttelfristeg Businessmodeller sinn och ee Sujet, deen hei ugeschwat ginn ass vu verschiddenen Deputéierten. Dat ass zum Beispill de Refuelling vu Satellitten. Haut schéisst eng Gesellschaft wéi SES de Satellitt an d'Luucht. Dat kascht 130 Milliounen Euro. A wann deen zéng Joer do gelaf ass, da musse se en opginn, aus deem einfache Grond, well e kee Spritt méi huet. Firwat brauch en dee Spritt? Mä well en dauernd seng Positioun muss wiesselen, fir zum Beispill auszeweechen, wann iergendeppes op en duergeflu kënnt, fir dass en dovunner net getraff gëtt.

No 10, 12, 13 Joer ass dann esou ee Satellitt näischt méi Wäert, aus deem einfache Grond, well e kee Spritt méi huet. Doduerjer, dass et awer méiglech ass, dat Äis, dat mer am Weltraum fannen, op Asteroiden, um Mound, dass mer dat ëmwandelen a Waasser, dann an Hydrogène, gëtt et duerchaus elo e Businessmodell, fir déi Satellitten dann opzetanken, domat natierlech hir Liewensdauer bedeitend ze erweideren, wat alt erëm eng Kéier en interessante Businessmodell ass.

An ech weess, dass grouss Satellittefirmen, ënner anerem déi, déi hei zu Lëtzebuerg ass, schonn esou Kontrakter ënnerschriwwen hunn, wou se seet: „Ma, wann Dir déi Technologie hutt, wann Der dat maacht, da gi mir och bei lech Client", wat eng logesch Evidenz ass. Wann een de Choix huet, ee Satellitt opzetanken oder fir iwwer 100 Milliounen en neie mussen an d'Luucht ze schéissen, dann ass dat e Problem.

An do kommen ech och op den Här Anzia, deen dat ganz richteg erkannt huet. Dat do ass natierlech och d'Nohaltegkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dat ass och d'Nohaltegkeet. Iwwerleet emol: Déi ganz Energie, déi gebraucht gëtt a verpolvert gëtt, fir en neie Satellitt an de Weltraum ze schéissen, wann Der dat alles net méi braucht, wann Der net méi musst dat Waasser eropschéissen, wat zum Beispill déi Astronauten, déi op enger ISS schaffen, just fir Iech ze soen, onofhängeg vum Spritt…

Mä de Präis, fir ee Kilo Mass vun der Äerd an de Weltraum ze kréien, läit bei ronn 10.000 Dollar de Kilo. Dat heescht, en Astronaut, deen zwee Liter Waasser den Dag drénkt, deen drénkt fir 20.000 Euro Waasser. Ech mengen, do kritt een emol keng zwou Fläsche Wäin, déi esou deier sinn, wéi dat Waasser, wat do uewe consomméiert gëtt. Wann Der et also kënnt sur place gewannen, da brauch Der et ebe weder ëmweltverschmotzend eropzeschéissen, nach hutt Der dee ganze Käschtepunkt.

Et ass och esou, dass natierlech fir d'Exploratioun vum Weltraum, déi Méiglechkeet, fir Waasser ze notzen an a Spritt ëmzewandelen, eis natierlech eng ganz aner Méiglechkeet nach gëtt, fir d'Exploratioun ze maachen, well mer just déi Energie op der Äerd tanken an eise Rakéiten, soen ech elo emol, déi mer brauchen, fir aus der Unzéiungskraaft vun der Äerd erauszekommen. An duerno tanke mer eben dat op, wat mer brauchen a wat mer en plus am Espace selwer produzéieren.

Wa mer da vun deem méi laangfristege Modell schwätzen, da schwätze mer effektiv vum Space Mining. Et ass eigentlech dat den Term, deen ëmmer gebraucht gëtt, mä deen offiziellen Term ass Space Resources, well et ebe méi wäit geet wéi just Space Mining.

Wat ass domadder gemengt? Ma ebe just doduerjer, dass mer all déi Asteroiden, all déi Objets célestes, déi ronderëm eis schwirren, dass mer déi jo amgaang sinn ze analyséieren an op hir Contenance vu Mineralie ze préiwen, mä dass mer déi an Zukunft och wëlle benotzen. Net nëmmen… Also, déi éischt Iddi ass eigentlech net déi, fir zum Beispill Platinn an aner Selten Äerden, déi mer brauchen, zum Beispill am weideren Developpement vun eise moderne Kommunikatiounsmëttel, well mer déi brauchen am Bau fir d'Konstruktioun vun där ganzer Headware, mä d'Iddi ass déi, dass mer dat am Espace brauchen, dass mer dat am Espace notzen, fir zum Beispill aner Planéite kënne bewunnbar ze maachen op ganz laang Zäit.

Et ass och ganz kloer, dass et haut absolutt onwirtschaftlech ass, fir och, même wann Der Platinn fannt, fir deen erofzebréngen, well d'Technologie nach net esou wäit ass, dass dat wirtschaftlech haut ze maachen ass. Mä wann ech lech do d'Beispill dierf gi vun engem Computer. E Computer huet an de 70er Jore 4 Milliounen Dollar kascht. Haut hutt Der e Smartphone fir 400 Dollar an e kann dausendmol méi wéi dee Computer aus de 70er Joren. Dat heescht, deen technologesche Fortschrëtt, dee jo weider wäert kommen, dee wäert natierlech derfir suergen, dass och déi doten, deen Harvesting eigentlech vu rare Materialien am Weltraum, an och d'Transformatioun am Weltraum selwer dovun, wirtschaftlech och machbar ass.

Ech mengen, et ass och ganz kloer, dass mer déi Feeler, déi mer hei op der Äerd gemaach hunn, wéi mer an d'Industrialiséierung vun eiser Ekonomie komm sinn, natierlech net dierfe reproduzéieren am Weltraum. Duerfir mécht Lëtzebuerg sech och ganz staark um internationale Plang, fir eben och Léisungen ze fannen, wat zum Beispill de Weltraumschrott ugeet. Well de Weltraumschrott ass eigentlech e Problem, dee ganz grav gëtt, well en alles a Fro stellt, wat mer iwwerhaapt am Espace maachen, all déi Satellitten, déi permanent riskéie-

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

ren, getraff ze gi vun iergenwelchen Objeten, déi ronderëm fléien.

Also, mir setzen eis ganz kloer fir déi Responsabilitéit an, déi all Land huet, mä och all Akteur am Espace, fir dass dat, wat en do mécht, dass en och erëm muss derfir suergen, dass et erëm erauskënnt, dass een net méi einfach nëmmen higeet a Satellitten oder aner Saachen, déi een net méi brauch, einfach fléie léisst, mä dass een d'Responsabilitéit soll kréien, déi dann och erëm anzesammelen, ze recycléieren - why not? -, an domadder deem Problem e Rigel virzeschiben.

Et ass e Fait, an et ass och hei gesot ginn, dass Lëtzebuerg elo dat éischt EU-Land ass, dat sech esou eng Gesetzgebung gëtt. Mir sinn dat zweet Land op der Welt. Just d'USA hunn nach en äänlecht Gesetz. Mä ech mengen, dass mer eis méi schlau ugeluecht hu mat eisem Gesetz, wéi d'Amerikaner dat bei sech gemaach hunn. Firwat?

(Interruption)

Gelift?

Ma well d'Amerikaner soen an hirem Gesetz: „Déi Rechter, déi een duerch Gesetz kritt, gëlle just soulaang, wéi d'Firma méi wéi 50% amerikanescht Kapital ass."

Elo wësst Der awer, dass an deem Beräich ganz vill Start-uppen ënnerwee sinn. A Kalifornien sinn der eng Onmass, déi sech eben an deem dote Secteur developpéieren. Iergendwann brauchen déi méi grouss Zomme vu Suen. A wa se dann op de Kapitalmarché ginn a se fanne keen amerikanescht Kapital, dann hu se e reelle Problem, well se da jo net méi ënnert d'US-Gesetzgebung falen.

An dofir sinn déi natierlech och all immens interesséiert un deem, wat Lëtzebuerg mécht, well mir déi Limitatioun net virgesinn. Lëtzebuerg hat ni den Drang derzou, ze soen, et misst alles nëmme mat Lëtzebuerger Kapital gemaach ginn, well soss géife mer hei net ganz vill maachen, mengen ech. An dofir ass Lëtzebuerg natierlech fir déi doten Entreprisen extrem interessant.

Bon, ech mengen, wann ee kuckt, deen enormen Interêt, dee mer generell an der Welt kruten, wéi mer déi heiten Initiativ am Februar d'lescht Joer lancéiert hunn, eleng dat ass schonn Nation Branding, och dat ass gesot ginn, well wierklech emol eng Kéier vu Lëtzebuerg geschwat gëtt, ouni dass vill vun der Finanzplaz geschwat gëtt, mä wierklech, dass Lëtzebuerg als fortschrëttlecht Land duergestallt gëtt, dat wierklech an d'Zukunft kuckt a probéiert, d'Zukunft matzegestalten.

Mir ginn effektiv iwwerrannt vu Firmen, déi bei eis uklappen, well se sech interesséieren, fir sech zu Lëtzebuerg nidderzeloossen, well se interesséiert sinn, gewuer ze ginn, wat mer dann am Detail maachen. Mir hunn och eng ganz Rei international Fuerschungsinstituter, déi u Lëtzebuerg interesséiert sinn. An och hei hat virdrun e Riedner vun der ESA geschwat, der European Space Agency, vun där ech d'Chance hat, zwee Joer President ze sinn um politeschen Niveau, a wou ech dee Sujet ëfters ugeschwat hunn. An d'Skepsis war ëmmer relativ grouss. Dat heescht, dass eigentlech kee groussen Interêt bei der ESA do war, fir an deen heite Projet mat anzeklammen.

Elo, wou mer lancéiert sinn, huet dat sech komplett geännert, well se gesinn hunn, dass deen New Space wierklech d'Zukunft ass. A mir hu virun e puer Wochen um Bourget elo en Accord mat der ESA ënnerschriwwen, wou d'ESA eben elo wëllt Lëtzebuerg ënnerstëtzen am Developpement vun deem heite Secteur. Een Argument méi, dat weist, dass mer definitiv op der richteger Schinn sinn.

Wat sinn elo déi nächst Steps? Also, dat, wat mer elo wäerten deemnächst maachen, dat ass, dass mer eng Agence spatiale grënnen, net ze verwiessele mat der NASA oder der ESA, mä eng Agence spatiale, déi wierklech just de kommerzielle Volet ofdeckt. An déi Agence spatiale soll finanzéiert ginn iwwer en Investmentfong a Form vun enger „public private partnership", déi eben driwwer hänkt, an iwwert deen da Firmen ugezu ginn, andeem mer kënnen Investitiounen an déi Firme maachen, esou wéi mer och schonn aner Fongen opgeluecht hunn am Beräich vun de jeunes Pousses oder de Start-uppen, wéi se op Englesch genannt ginn.

Vläicht ee Wuert zum finanziellen Engagement vum Stat. Wéi ech d'Initiativ lancéiert hunn, hunn ech mer an der Regierung eng Kredittlinn gefrot vu ronn 200 Milliounen Euro, fir mech ebe lancéieren ze kënnen an déi heiten Initiativ. Firwat?

Éischtens emol, fir kënnen no baussen ze dokumentéieren, dass et eis wierklech eescht gemengt ass. Wann ech do mat zwou Millioune gereest komm wär, dann hätten d'Leit héchstens iwwer eis gelaacht. Mä mat 200 Millioune war dat eng ganz aner Geschicht, wat och en immensen Echo an der internationaler Press fonnt huet.

Et ass awer net esou, dass mer déi Suen onbedéngt all brauche wäerten. Mir hu bis elo ronn 25 Milliounen engagéiert, an déi 25 Milliounen hu mer quasi exklusiv benotzt, fir an esou Firmen ze investéieren. Dat heescht, mir hunn d'Suen net ausginn, mä mir hunn d'staatlech Suen investéiert. Mir weisen domadder, dass et eis eescht ass a mir soen: Mir hunn dat doten eng Kéier bei der SES gemaach. Mir verdéngen haut nach ëmmer gutt Suen, héich zweestelleg Milliounebeträg all Joer, un Dividenden, well mer deemools de Courage haten, doran och eng Participatioun ze huelen. A genee dat wëlle mer eben och hei an deem heite Projet maachen.

Also, den Invest oder d'Ausgabe vum Stat sinn also ganz limitéiert. A wa mer Suen ausginn, dann ass et haaptsächlech eben, fir a Firmen ze investéieren. Et ass also keng Depense, mä et ass en Investissement.

Et ass och esou, dass mer um internationale Plang vill Engagementer amgaang sinn ze huelen. Mir hunn MoUen ënnerschriwwe mat Länner wéi Portugal. Mir sinn an de leschte Verhandlunge mat Länner wéi Japan, den Emiraten, mat Polen, mat Tschechien. Mir sinn awer och an Diskussioune mat Russland, wou ech uganks September wäert op Wladiwostok fléie mam russesche Vizepremier, fir mat hinnen iwwer en Accord ze schwätzen. Mat China maache mer datselwecht. Mat Südafrika maache mer et. A mat Kasachstan hu mer och scho geschwat, fir an déi dote Richtung ze goen.

D'Iddi ass och déi - en attendant, dass d'Nations Unies hire Space Act vun 1967 amendéieren, fir dass et dann e Recht gëtt, wat da weltwäit ofgedeckt ass -, eng Zwëschenetapp ze maachen, andeem mer e multilateralen Agreement maache mat all deene Länner, déi och bereet sinn, mat an déi dote Richtung ze goen.

Et ass och richteg, wéi den Här Mosar virdru gesot huet, dass et bestëmmt Adaptatioune wäert musse ginn zu deem Gesetz. Mir haten eis am ursprénglechen Text e bësse méi Sputt gelooss, méi Flexibilitéit gelooss, déi de Statsrot leider awer net wollt zouloossen. Dofir hu mer dat erausgeholl, mä ech ginn dovunner aus, dass mer deen Text en cours de route nach regelméisseg wäerten upassen

Et ass och esou, dass mer natierlech mat der Uni Lëtzebuerg ganz enk zesummeschaffen. D'Uni denkt och driwwer no, fir e Master anzeféieren am Beräich Espace, also fir Ingenieuren. Mir schaffe ganz enk mam LIST. Mat Firme vun deenen New-Space-Firmen, déi op Lëtzebuerg komm sinn, schaffe se schonn zesummen. De Fonds national de la recherche schafft mat eis et cetera.

Voilà! Vläicht och eng Remarque vum Här Mosar, wat d'Konkurrenz ugeet. Natierlech, iergendwann wäerten och aner Länner op déi dote Schinn goen, mä dann hu mer awer den „first mover advantage". Firwat solle Firmen, déi dann heihi komm sinn, déi dee ganze Mikrokosmos u Firmen hei opgebaut hunn, da wiesselen, wann een aneren hinne just datselwecht bitt a wa se hei schonn alles sur place hunn.

Dir hat mech och kritiséiert. Dir sot, ech sollt mech och e bësse méi ëm d'Lëtzebuerger Ekonomie këmmeren. Ech mengen awer, dass Der... Also, éischtens emol verstinn ech do Är Positioun net, well Dir sidd jo déi Partei, déi ëmmer warnt virun ze vill Wuesstum a virum 1,2-Milliounen-Awunnerstat, wat awer den Développement économique nun emol zumindest deelweis mat sech brëngt.

Mä ech wëll Iech awer och drun erënneren, dass mer an deene leschte Méint awer fir bis zu enger Milliard Investissementer hei an d'Industrie konnten annoncéieren, dass mer elo iwwer eng weider Milliard bei Google diskutéieren an dass am September spéitstens nach weider Honnerte Millioune wäerten do derbäikommen. Also, maacht Iech keng Gedanken. Ech hunn de Buedem ënnert de Féiss hei net verluer. A mir wäerten eis weider fir d'Lëtzebuerger Ekonomie staark asetzen.

Voilà! Meng Zäit ass leider ofgelaf. Ech wëll nach just op dem Här Reding seng...

Gelift?

Une voix.- D'Riedezäit!

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Den Här Reding hat nach vun der Responsabilitéit geschwat, falls eppes geschitt. Ech mengen, dat ass déiselwecht, déi mer haut hu vis-à-vis vun enger SES. Déi Firmen, déi mussen natierlech..., mir hu jo dann e Regulateur, dee seet, ënner wéi enger Konditiounen déi kënnen am Espace täteg sinn. Déi kréien natierlech dann och d'Obligatiounen, sech ze assuréieren, mä natierlech ass et herno esou, wann dann eppes doriwwer eraus geschitt, hu mer déiselwecht Responsabilitéit, wéi mer se haut oder wéi mer se scho 35 Joer hu mat enger SES.

Ech wëll just zum Schluss, wann Der erlaabt, Här President, nach mengem ganzen Team e Risemerci soen, well déi lafe wierklech op der Felg. Et hat keen domadder gerechent, dass mer esou e Succès géifen hunn an där heiter Geschicht.

Ech wëll dem Georges Schmit Merci soen, deen elo am Advisory Board weider schafft un där doter Initiativ, an dee mech, wéi gesot, deemools a Kontakt bruecht huet mat der NASA, mat all deene Responsabelen an deem dote Beräich. Him e ganz grousse Merci fir seng super Aarbecht.

Wéi gesot, mengem ganzen Team ëm de Mario Grotz, déi Dag an Nuecht, kann ech bal soen, un deem Projet hei schaffen. An och e grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Uni, mam Fonds national de la recherche, mam LIST, awer och mat de Firmen, déi haut schonn am Privatsecteur täteg sinn an déi dat doten eng super Saach fannen.

Nach eng Kéier e grousse Merci Iech alleguerte fir dee staarke Soutien fir déi heiten Initiativ.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech ginn dann och dervun aus, dass d'Diskussioun iwwert d'Motioun matgelaf ass, vu dass de Minister jo a senger zousätzlecher Zäit gesot huet, e géif d'Motioun acceptéieren. Vu dass et déi lescht Sëtzung ass virum Summer, mengen ech, war d'Chamber hei e bësse méi indulgent mat der Riedezäit.

Dat gesot, wa keng Wuertmeldunge méi zur Motioun sinn, da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen, de Projet 7093.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7093 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 55-mol jo, 2-mol neen, bei insgesamt 57 Participatiounen um Vott. Domat ass de Projet 7093 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

A voté non: M. Alexander Krieps.

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

A mer géifen domat zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6853 iwwert d'Aféierung vun enger Hëllef fir regional Investissementer. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Frank Arndt.

3. 6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale

Rapport de la Commission de l'Économie

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi mat der Nummer 6853 ass den 12. August 2015 vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn. Doropshin hunn d'Consultatiounschamberen an de Statsrot hir jeeweileg Avisen ofginn. D'Zil vun dësem Gesetzestext ass et, den aktuelle regionale Régime d'aide, deen de 15. Juli 2008 gestëmmt ginn ass an deen den 30. Juni 2014 à terme komm ass, duerch en neie Régime d'aide à l'investissement régional ze ersetzen.

Den Artikel 107 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun erlaabt et der Kommissioun, fir bestëmmte Regiounen an engem Land staatlech Bäihëllefen un d'Betriber auszebezuelen an an déi méi schwaach Regioune vun deem jeeweilege Land ze investéieren.

Et ass elo fir d'Éischt un der Europäescher Kommissioun festzeleeë mat Hëllef vu spezifesche Kritären, wat fir eng Regiounen an de Benefiss vu Regionalhëllefe kënne kommen. Duerno ass et un de jeeweilege Regierungen, fir, am Respekt vun der europäescher Virgab, déi Kombinatioun vu Regiounen ze fannen, déi vun esou Hëllefe kënne profitéieren. Déi sougenannte Kaart gouf de 14. Abrëll 2014 finaliséiert an der Kommissioun hannerluecht, a schlussendlech och den 11. Juni 2014 approuvéiert. Soumadder huet Lëtzebuerg eng weider Förderungsperiod accordéiert kritt fir d'Period vum 1. Juli 2014 bis den 31. Dezember 2020.

D'EU-Reglement Nummer 651 vun 2014 deklaréiert och aner Zorte vun Hëllefen, déi kompatibel mam Bannemarché sinn. No Récksiicht vu spezifesche Kritären a Konditioune kënnen och individuell Hëllefen aus engem Régime d'aide oder sougenannten Ad-hoc-Hëllefen accordéiert ginn, ouni déi vun der Kommissioun mussen approuvéiert ze kréien. Am Kontext vun dësem Reglement ass dann och dëse Projet de loi elaboréiert ginn.

Vu datt de Regimm vun Hëllefen, dee mat dësem Projet de loi kreéiert gëtt, de Kritäre vum EU-Reglement entsprécht a vu datt dëse Régime d'aide sech just op déi Regiounen applizéiert, déi op der sougenannter Kaart agezeechent sinn, muss de Regimm net nach eng Kéier an d'Kommissioun oder net nach eng Kéier vun der Kommissioun approuvéiert ginn, mä ledeglech musse mir d'Kommissioun iwwert d'Mise en place vun dësem Regimm informéieren, soubal de Regimm a Kraaft trëtt.

Op nationalem Niveau sinn d'Regionalhëllefen en Instrument, duerch déi de Stat d'Wirtschaft kann ënnerstëtzen an diversifizéieren. Dësen Typ vun Hëllefe schreift sech domadder an e laangen Historique vun der Politique de développement et de diversification économique an eisem Land an.

Ech erënneren do just un d'Diversifikatiounspolitik am Kader vun der Ëmstrukturéierung vun eiser Stolindustrie, déi säit den 1970er Jore be-

driwwe gouf. D'Regionalhëllefen erméiglechen et, fir kënnen an eenzele Regioune vum Land eng spezifesch an eng geziilt wirtschaftlech Förderung ze maachen. D'Zil ass et, déi wirtschaftlech Entwécklung vu verschiddene Géigende vum Land ze ënnerstëtzen, de Chômage an deene Regiounen ze bekämpfen an d'Wirtschaft ze diversifizéieren.

Mat geziilte Regionalhëllefe steiere mir och ee wichtegt Stéck zur Beschäftegungspolitik an de Gemengen an an de Regioune bäi, well mir jo net nëmmen a Maschinnen a Betriber investéieren, mä och a Mënschen. A besonnesch am Industriesecteur, do, wou oft manner qualifizéiert Personal gebraucht gëtt, kann een duerch d'Kreatioun vun zousätzlechen Aarbechtsplazen de Chômage bekämpfen.

Am Kader vun där leschter Förderungsperiod konnten eng Rei vu groussen Investissementsprojete realiséiert ginn. Am leschte Rapport vun der Kommissioun ass nozeliesen, datt 2013 22 Regionalhëllefen accordéiert goufen op Basis vum Gesetz vum 15. Juli 2008 zur Ënnerstëtzung vun der Wirtschaftsentwécklung.

Déi wirtschaftlech Entwécklung zum leschte regionalen Hëllefsregimm kann een och an Zuelen ausdrécken. Soumat hunn déi 22 Regionalhëllefen een Investissement an enger Héicht vun 260 Milliounen a bis zu 630 Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft. Nom neie Gesetz wäerten an Zukunft déi Betriber just nach vu Regionalhëllefe kënne profitéieren, wa si an där betraffener Gemeng een neit Etablissement oder eng nei Aktivitéit kreéieren. Dëst ass ee vun deene grousse Changementer par rapport zur leschter Förderungsperiod, wou deemools keen Ënnerscheed gemaach gouf tëschent grousse Betriber a PMEen.

Mat dësem Gesetz gëtt séchergestallt, datt grad Kleng- a Mëttelbetriber gehollef kréien, déi duerch hir beschränkt Dimensiounen net déi Méiglechkeeten hu wéi grouss Betriber. Déi Regiounen, déi vum neien Hëllefsregimm wäerte kënne profitéieren, sinn net méi déi nämlecht wéi virun der leschter Förderungsperiod. D'Lignes directrices vun der EU-Kommissioun hu sech als Zil gesat, d'Regionalhëllefen erofzesetze respektiv méi cibléiert ze verdeelen. Dofir sinn d'Kritären och erëm eng Kéier vill méi streng gi wéi an de Jore virdrun.

D'Kritären, déi an de Lignes directrices vun der Kommissioun definéiert gi sinn, schreiwen ënner anerem vir, fir dass eng eligibel Regioun grouss strukturell Changementer duerchlafe misst an och eng Mindestpopulatioun vun 10.000 Awunner misst hunn.

Wat bedeit dat elo konkret fir eist Land? Wéi eng Regiounen, wéi eng Gemenge kënnen an der lafender Förderungsperiod ënnert dee Régime d'aide falen? Opgrond vun de Simulatiounen, déi gemaach goufen, huet d'Regierung zwou Regioune proposéiert, an deenen zwou Gemengen zréckbehale goufen. Fir d'Regioun Südwesten ass et d'Gemeng Déifferdeng, a fir d'Regioun Südosten d'Gemeng Diddeleng.

Une voix.- Aah!

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.-* Verschidde Leit héieren dat do gär.

Wat de finanziellen Impakt vun deem Gesetz wäert sinn, do ass et schwiereg, zouverlässeg Aussoen iwwert dee genaue Käschtepunkt ze maachen, well een zu dësem Zäitpunkt nach net ka soen, wivill Betriber esou eng regional Aide à l'investissement wäerten ufroen, a wivill vun deenen Ufroen um Enn och wäerten approuvéiert ginn. Trotzdeem kann een dervun ausgoen, dass duerch dee méi restriktive Kader de Montant vun den Aiden an der lafender Period ofhuele wäert, besonnesch vis-à-vis vun der Period 2007 bis 2014.

An dat entsprécht iwwregens dann och der Logik vun der Europäescher Kommissioun. Et geet een dovunner aus, datt pro Joer ee bis zwee Projete wäerten approuvéiert gi respektiv eng 2,5 Milliounen un Investissementshëllefen ausbezuelt ginn.

Här President, komme mer nach zu den Avise vun den Handelskummeren. D'Chambre de Commerce weist an hirem Avis vum 6. Oktober 2015 drop hin, datt d'Gesetz e ganz favorabelen Impakt op déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land wäert hunn an eng ganz Partie vun Aarbechtsplaze wäert schafen.

D'Handelskummer hält och fest, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten déi enk Marge de manœuvre vun de fixéierte Richtlinne maximal hei ausgeschëpft hunn. Vu datt an der Vergaangenheet keen Ënnerscheed bei der Attributiouun vun den Hëllefen tëschent groussen, klengen a mëttel Betriber gemaach gouf, dëst awer mam neie Gesetz ännert, hannerfreet d'Chambre de Commerce den Impakt op déi méi grouss Betriber.

Trotz dëser Bemierkung begréisst d'Chambre de Commerce, datt déi kleng a mëttelgrouss Betriber zousätzlech ënnerstëtzt ginn. D'Handelskummer gehäit och Fro op, ob eng Gemeng, déi net eligibel ass, fir Regionalhëllef ze kréien, awer an de Genoss vun der Hëllef ka kommen, wa si un eng eligibel Gemeng ugrenzt.

Weiderhin ënnersträicht d'Chambre de Commerce de complementairë Charakter vun dëse regionalen Hëllefsregimmer a betount, datt d'Hëllefsregimmer am Beräich vun der Recherche, der Entwécklung an dem Ëmweltschutz ëmmer méi prioritär ginn. An deem Sënn ass et der Handelskummer wichteg, datt déi zwee Hëllefsregimmer zesummen eng nohalteg wirtschaftlech Entwécklung ustriewen.

Här President, komme mer elo nach zum Avis vun der Handwierkerkummer. An hirem Avis vum 7. Januar 2016 formuléiert d'Chambre des Métiers e puer Bemierkungen. D'Chambre des Métiers begréisst, dass fir d'Mëttelbetriber eng Majoratioun vun 10 Prozentpunkte méiglech ass an datt fir kleng Betriber dës Majoratioune souguer op 20 Prozentpunkte kënnen eropklammen. D'Chambre des Métiers encouragéiert an deem Kontext d'Regierung, fir an Zukunft weiderhin déi Regionalhëllefen an den traditionelle Secteur ze cibléieren a primär an déi Kleng- a Mëttelbetriber ze investéieren.

Här President, komme mer nach zum Avis vum Statsrot. Deen hat eng Partie vun Oppositionformellen a sengem éischten Avis formuléiert, dëst wéinst juristeschen Onsécherheeten an dem Netanhale vun der Gesetzeshierarchie. An opgrond vun dësem Avis sinn dunn den Artikel 12 an den Artikel 14 suppriméiert ginn, an den Titel vum Gesetzestext ass doropshin och ëmformuléiert ginn.

Dëst gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Gesetzestext.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci dem Här Arndt. An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Françoise Hetto. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätze jo haut iwwert de Projet de loi 6853, dee sech mat de staatleche Subventioune fir Investissementer an de Betriber a bestëmmten Deeler vum Land an och ënner bestëmmte Konditioune beschäftegt.

De Rapporteur Frank Arndt, deem ech ganz häerzlech wëll Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Rapport, ass scho ganz am Detail dorobber agaangen. Mir hunn héieren, an der viregter Period, tëschent 2008 an 2013, waren et véier Regiounen, an deenen Entreprisë vun dëse Subventioune konnte profitéieren: de Südweste mat Déifferdeng a Suessem, de Südoste mat Diddeleng, den Oste mat Iechternach, Mäertert, Mompech a Rouspert, an den Norde mat Clierf, Eeschweller, Wolz a Wëntger.

Zukünfteg kënnen nach just Entreprisen aus de Regioune Südosten, also Diddeleng, a Südwesten, Déifferdeng, an de Genoss vun deene staatleche Subventioune kommen. Den Norden an den Oste falen eraus. Den Ursprong dovunner läit an de Lignes directrices vun der EU-Kommissioun, déi d'Kritäre fir d'Selektioun vun deene Regioune virginn. Op där Basis huet d'Lëtzebuerger Regierung 2014 Diddeleng an Déifferdeng proposéiert. Jo, et stëmmt, dass d'Kritäre méi restriktiv gi sinn, an awer ass et bedauerlech, dass d'Regierung net versicht huet, och eng Regioun aus dem Norden oder aus dem Oste mat eranzehuelen.

Opgrond vun de verschiddene Kritären, notamment dem Chômage, mä awer och der Awunnerzuel, wier dat méiglech gewiescht. Ech ginn Iech e Beispill. An der Regioun Norde gëtt et ronderëm d'Nordstad e Chômagetaux, dee bei 12,5% läit an domadder méi héich ass wéi zum Beispill dee vun Déifferdeng mat 11,4%. An der Regioun Norde gëtt et och nach ronderëm Wolz ee Chômagetaux, dee méi héich ass wéi 10%. An och an der Regioun Oste ronderëm Iechternach läit de Chômagetaux iwwer 10%. Hei hätt een de ländleche Raum wesentlech kënne stäerken an domadder zu senger Entwécklung bäidroen.

Et hätt een en plus fir eng besser geographesch Verdeelung vun den ekonomeschen Aktivitéite gesuergt. Net ze schwätze vun dem positiven Impakt dovunner op d'Schafe vun Aarbechtsplazen an d'Reduzéierung vum Trafic.

Amplaz deemno zwou Regiounen aus dem Süden ze huelen, hätt een och kënnen eng Regioun aus dem Norden oder Osten derbäihuelen. Hei geet et äänlech wéi bei de Gemengefinanzen: de ländleche Raum gëtt vernoléissegt. Mir bedaueren dat zudéifst.

Vu dass d'Ëmsetzung vun dësem Gesetz allerdéngs eng Noutwendegkeet ass an och urgent ass, nodeem dat viregt Gesetz schonn 2014 ausgelaf ass, wäerte mir als CSV dat heite stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Joëlle Elvinger.

Mme Joëlle Elvinger *(DP).-* Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Regierung investéiert esou vill wéi nach keng Regierung virdrun. D'Demokratesch Partei wënscht sech natierlech, dass niewent dem Stat och eis Entreprisen investéieren. Fir d'Betriber ze motivéieren an hir Strukturen um Standuert Lëtzebuerg ze investéieren, gëtt et eng Panoplie vun Investitiounshëllefen.

Dat Gesetz, wat mir haut stëmmen, ass en Deel vun der Strategie, fir eis Ekonomie ze förderen an och ze diversifiéieren. Am Mäerz hate mir schonn e Gesetz gestëmmt, dat deen neie Kader festgeluecht huet fir d'Hëllefen, déi an d'Recherche, an den Developpement an an d'Innovatioun ginn. Donieft ginn et och nach Hëllefe fir Investissementer, déi der Ëmwelt zeguttkommen. Dëse Projet de loi wäerte mir och an noer Zukunft hei an der Chamber stëmmen.

Haut setze mir awer en neie Kader fir d'Hëllefe fir Entreprisen, déi a sougenannt defavoriséierten Zonen investéieren. Ee vun den neie Kritäre vun der EU-Kommissioun, fir eng Zone défavorisée ze sinn, ass, dass op d'mannst 10.000 Leit an der concernéierter Regioun liewe mussen. Dofir erfëllen zum Beispill d'Zone-économicken aus dem Éislek leider net dës Konditiounen.

En anere Kritär ass d'Aarbechtslosegkeet. An Dir hutt et scho vu menge Virriedner héieren: Déi zwou Gemengen, déi déi nei Kritären erfëllen an déi als Zone défavorisée zréckbehale goufen, sinn Diddeleng an Déifferdeng. D'lescht Woch hat erëm eng Entreprise ugekënnegt, sech zu Déifferdeng ze implantéieren. D'Firma OCSiAl wäert awer iwwer 100 Milliounen Euro an eng Produktiounslinn an an e Centre de recherche investéieren. Op deem Site wäerten da ronn 200 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn. Dat ass net déi eenzeg Entreprise, déi grad am Süden an zemools zu Déifferdeng an zu Diddeleng investéiert. Déi Hëllefen hunn deemno en direkten Impakt beim Choix, wou e Betrib sech implantéiert.

Här President, et kann een natierlech elo bedaueren, dass mat dësem Gesetz manner Entreprisen eligibel wäerte sinn, fir un déi nei Aiden ze kommen. Effektiv gëtt an Zukunft den Akzent méi op d'PMEe gesat. Dëst ass awer keng Entscheedung vun eiser Regierung. Déi huet näämlech nach de Maximum erausgeholl vun deem, wat mat den neie Ligne-directricë fir d'Joren 2014-2020 méiglech ass. D'Konditioune vun der Stee, fir vun Aiden ze profitéieren, sinn näämlech méi streng a méi strikt ginn.

Leider kréie gréisser Entreprisen an Zukunft keng Hëllef méi, wa si sech vergréisseren, mä nëmme wa si en neie Site schafen oder op engem bestoende Site eng ganz nei Aktivitéit ufänken. Dat ass bedauerlech, well grad dës Entreprisen an deene leschte Joren am meeschten Demandë gemaach hunn.

Déi Kleng- a Mëttelbetriber hirersäits kréien awer weider Hëllefen, wa si ausbauen. Déi Aidë gi souguer ëm 10% fir mëttelgrouss Entreprisen an ëm 20% fir kleng Entreprisë majoréiert. En anere positive Punkt ass, dass an Zukunft och Firmen am Beräich vun de Bank- a Finanzdéngschtleeschtunge vum Eenzelhandel a vun de Professions libérales vun dësen Aidë profitéiere kënnen.

Här President, dëse Gesetzesprojet gesäit genau wéi d'Gesetz vun 1993 vir, dass de Stat kann Terraine kafen a Gebaier amenagéieren, fir de Betriber zur Verfügung ze stellen. Anescht wéi am Gesetz vun 1993 sinn dës elo net méi exklusiv fir eng Activité industrielle reservéiert, ma jiddwereen, deen eng Activité économique bedreift, kann esou Lokaler vum Stat zur Verfügung gestallt kréien. Dëst ass eng Upassung, déi der ekonomescher Realitéit vum Land Rechnung dréit.

Lëtzebuerg wëllt an nei Technologien a Startuppen investéieren, an dofir ass et nëmme logesch, dass dës Betriber, déi am Secteur vun der Logistik, vun den Ekotechnologien a vun Humanwëssenschaften aktiv sinn, och kënne vun esou Terraine profitéieren. Doniewent kritt de Stat d'Méiglechkeet, fir Terrainen ze kafen, déi als Kompensatioun fir aner Zone-économicken déngen.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréftlechen Rapport a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).-* Merci, Här President. Ech géif den Accord vun der grénger Fraktioun erabréngen a soen natierlech dem Rapporteur e grousse Merci fir säin detailléierte mëndlechen a schréftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Ass dat korrekt?

(Assentiment)

Dann huet den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.-* Jo, Merci, Här President. Ech wëll och hei op dëser Plaz just dem Rapporteur e grousse Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Ech mengen, dass dat heiten ee wichtegen Outil ass, dee mer eis elo erëm ginn, fir ebe just PMEe kënnen ze ënnerstëtzen a méi defavoriséierte Regiounen, woubäi natierlech ëmmer schwéier ass, zu Lëtzebuerg vun defavoriséierte Regiounen ze schwätzen.

Mä hei hu mer natierlech vis-à-vis vu Bréissel drop gehal, dass mer déi doten Aiden zumindest nach kënnen an zwou Stied weiderféieren. Dat ass an deem heite Fall Déifferdeng an Diddeleng. A mir sinn elo frou, dass mer dat dann haut hei kënne mat Ärem Vott besigelen, an hunn also ee Moyen méi, wéi de Rapporteur dat richteg gesot huet, fir ebe just Entreprisen, déi sech an deenen zwou Stied nidderloossen, ze ënnerstëtze bei hirem Investissement.

Ech mengen, dass dat e ganz wichtege Projet ass a soen dem Parlament dofir e grousse Merci fir de Vott.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.-* Merci och. Da si mer prett, fir ofzestëmmen. An dat maache mer dann och direkt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6853 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass eriwwer: 60-mol jo. De Projet 6853 ass ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum leschte Projet vun dem Moie kommen. Dat ass de Projet 7112 iwwert d'Protektioun an d'Rechter vun de Séileit, d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice. Dir zwee hutt d'Wuert.

4. 7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la

directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer

Rapport de la Commission de l'Économie

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President et elo grad gesot huet, komme mer elo zu deem leschte Projet de loi fir haut de Moie mat der Nummer 7112. Dëse Projet de loi ass de 25. Januar 2017 vum Wirtschaftsminister Etienne Schneider deposéiert ginn. Mir setze mat dësem Projet de loi eng EU-Direktiv ëm, déi schonn elo am Oktober a Kraaft soll sinn. Et besteet also eng gewëssen Urgence fir dëst Gesetz, dat mir haut hei stëmmen.

Mat dëser neier Direktiv gi fënnef méi al Direktiven ëmgeännert, an dat, fir d'Aarbechtskonditioune vun de Séileit ze verbesseren an hinne méi Aarbechtsrechter zouzeschwätzen.

Konkret ginn dräi Artikelen aus eisem Code du travail ëmgeännert. Zousätzlech gi Referenze vum Code du travail bäigesat am modifizéierte Gesetz vum 9. November 1990, mat deem de Registre public maritime gegrënnt ginn ass.

Dës Verbesserunge vun de Liewens- an Aarbechtskonditioune vun de Séileit, déi mir mat dësem Gesetz elo hei schafen, goufe vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun, der OIT, a vun der Europäescher Kommissioun initiéiert. Mir als LSAP kënnen dës Initiativen nëmme begréissen an ënnerstëtzen.

Här President, komme mer kuerz op den Historique ze schwätzen! D'Convention du travail maritime vun 2006 ass duerch e Gesetz vum 10. Juli 2011 hei bei eis approuvéiert ginn an 2013 a Kraaft getrueden. Duerch dëst Gesetz goufen d'Aarbechts- an d'Liewenskonditioune fir d'Séileit festgehal, wéi och minimal Normen am Beräich vun der Sécherheet an an der Gesondheet vun de betraffene Leit. Doduerch, dass eng relativ grouss Unzuel u Länner dës international Konventioun ënnerschriwwen huet, kann eng gewësse fair Konkurrenz tëschent de Leit, déi an enger Reederei schaffen, séchergestallt ginn.

Déi virdrun ernimmte Konventioun regelt d'Aarbechtskonditioune vun enger ronn 1,2 Millioune Séileit. An an där Konventioun vun 2006 goufen 68 aner Konventioune mat agebonnen an awer och aktualiséiert. Esou kann een och soen, dass d'Konventioun vun 2006 eng Aart internationale Code du travail vum Schëffstransport ginn ass.

D'Europäesch Unioun huet decidéiert, fir dës Normen ze komplettéieren an esou de Memberstaten et ze verbidden, Séileit a verschiddene Fäll auszegrenzen, esou wéi dat mat deene fënnef méi alen Direktive punktuell méiglech war. Déi fënnef genannten Direktive bezéie sech zum Beispill op de Schutz vum Salarié am Fall vun enger Insolvenz vum Patron, op d'Kreatioun vun engem europäesche Betribsrot oder d'Duerchféierung vun enger Informatiouns- a Konsultatiounsprozedur fir d'Mataarbechter an op de Schutz vun Aarbechtsrechter am Fall vum Transfert vun där Entreprise oder bei Massenentloossungen.

Här President, d'Memberstate vun der Europäescher Unioun konnte bis haut eng Partie Séileit vun dësen Aarbechtsrechter ausschléissen. Mat där Direktiv, déi mer elo hei ëmsetzen, huet d'Europäescht Parlament an de Conseil déi al Direktiven iwwerschafft, soudatt an Zukunft keen EU-Land déi betraffe Leit vun dësen Aarbechtsrechtsdispositioune méi kann ausschléissen. Dës Direktiv berout och op engem largë Konsens zwëschent de Sozialpartner aus dem Séifaartssecteur, déi beméit waren, fir engersäits d'Aarbechts- an d'Liewenskonditioune vun hire Leit ze verbesseren, an anerersäits awer och Spezifissitéite vum Séifaartssecteur ze consideréieren.

An dësem Gesetzestext, deen haut zum Vott hei steet, hu mir also verschidden Adaptatiounen zréckbehalen, soudatt mer e manner groussen Ënnerscheed vun den Aarbechtsrechtskonditiounen zwëschent den Aarbechter um Mier mat deenen um Land hunn.

Et ass e Schratt an déi richteg Richtung, wat d'Verbesserung vum Aarbechtsrecht fir d'Séileit ugeet. Dat heescht, d'Séileit hunn elo praktesch déi nämlecht Rechter, wat d'Vertriedung, d'Informatioun an d'Consultatiounen ugeet, wéi och deen nämlechten Aarbechtsrechtsschutz am Fall, wou d'Entreprise faillite geet, Deeler outgesourced ginn oder bei Massenentloossungen.

Här President, ech kommen zum Schluss nach kuerz op déi eenzel Avisen ze schwätzen.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 10. Mäerz 2017 de Gesetzestext approuvéiert. D'Chambre de Commerce begréisst, datt duerch dës Direktiv d'Séileit gläichgestallt gi mat den Aarbechter um Land, wat hir Aarbechtsrechter an d'Aarbechtskonditiounen ugeet. An d'Chambre de Commerce ënnersträicht och, datt mat der Verbesserung vun de Liewens- an Aarbechtskonditiounen de Schëfffaartssecteur méi attraktiv gëtt, fir nei Leit ze rekrutéieren.

Dësem positiven Avis schléisst sech d'Chambre des Métiers och un an hirem Avis vum 17. Mäerz 2017.

An de Statsrot hat a sengem Avis keng gréisser Remarquen, just kleng Textverbesserungen, déi d'Kommissioun och esou iwwerholl huet. Esou konnt d'Wirtschaftskommissioun d'lescht Woch hir Aarbechten zu dësem Projet de loi ofschléissen, wat och gutt esou ass, well, wéi am Ufank gesot, soll dee Projet de loi schonn ab Oktober a Kraaft sinn.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Burton. An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir de schréftlechen a mëndleche Rapport. Här President, et ass bekannt, datt Lëtzebuerg eng grouss Schëfffaartnatioun ass. An deemools, wéi déi Decisioun geholl ginn ass, fir an déi doten Nisch ze goen - dat erënnert mech e bëssen un déi Diskussioun, déi mer haut mam Space Mining gefouert hunn -, do si mer dobaussen och e bësse belächelt ginn.

Duerch déi effikass Qualitéitsaarbecht, déi awer am Cluster maritime geschitt ass, an an de Verwaltungen a bei de Professionellen, huet sech d'Héichschëfffaart séier dobaussen en Numm gemaach ënner lëtzebuergeschem Pavillon, well mir hunn d'Qualitéit promouvéiert. A mir hunn och opgepasst, datt d'sozial Standarde respektéiert gi sinn.

An duerfir, dës sozial Standarde ginn duerch dëse Projet de loi renforcéiert. An dat kënne mir als CSV nëmme begréissen. An duerfir stëmme mir dëse Projet de loi mat.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An als Nächst ass d'Madamm Simone Beissel ageschriwwen.

Mme Simone Beissel *(DP).*- Merci, Här President. Virop och der Madamm Rapporteur Tess Burton en häerzleche Merci fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet jo hei drëm, fir d'Aarbechtskonditioune vun de Séileit ze verbesseren, notamment fir hir Informatioun ze verbesseren an och de Schutz vun Insolvenz vun de Reederen, vun den Employeuren.

Mir änneren hei verschidden Artikele vum Code du travail ëm an och verschidde Referenzen an eisem Registre public maritime kommen dran.

Dir Dammen an Dir Hären, all Progrès an dësem Secteur, deen ass wëllkomm. An engem vu menge ville viregte Liewen hat ech d'Chance, wärend laange Joren ganz laang ëmmer am Summer op ville Mieren ze sinn. Ech war op grousse Schëffer. Ech hat d'Chance...

(Exclamations et hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Virun der Päischtcroisière!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ee Moment! Ech mengen, dat Bescht kënnt nach.

(Hilarité générale)

Une voix.- Virun der Päischtcroisière!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Ech hunn als Passager libre mam Bundesgrenzschutz zwëschen dem fräien Däitschland an der DDR mat gehollef. An duerno war ech wärend ganz laange Jore mat der Wasserschutzpolizei, heiteg Küstenwache, déi zu Flensburg stationéiert war, ënnerwee, fir ze hëllefen, ebe just an der Ostsee Kontrollen ze maachen. An ech war ganz vill an den Häfe vun Travemünde, Kiel a bien entendu och zu Hamburg.

De Problem war, dass ech do ganz oft mat Frachteren, Handelsfrachteren, déi niewen eis un der Pier louchen, a Kontakt war an de Misär konnt gesinn, wat do lass war: raschteg, knaschteg Schëffer, Kombüsen - dat heescht Kichen, déi den Numm net verdéngen -, de Sanitär eng Katastroph, e ganze Koup Leit, déi krank waren, schlecht lessen, d'Pai: naja!, Krankekeess heiansdo, vu Pensiounsrechter emol net ze schwätzen.

Am Gespréich mat hinnen hu mer gesinn, dass och d'Isolatioun total war. Dir wësst, dass wärend Jorhonnerten ëmmer nëmmen d'international Kommunikatioun um Mier duerch d'Beflaggung gaang ass, duerch déi grouss Pavillonen. Dat Éischt, wat mer geléiert hunn, dat war ëmmer, wa schwiereg Chargen do transportéiert gi sinn a wann d'Schëffer an der Quarantän waren. Duerno koum d'Morse, duerno koum de Funksproch, mä dat war ëmmer alles an der Kommandozentral op der Bréck. An d'Leit alleguerten, d'Mannschaften, d'Séileit, déi haten ni d'Chance, fir ze kommunizéieren.

Et koum eng riseg Ännerung duerch zwou Saachen: éischtens, den internationalen Drock fir d'Éischt vun der OIT. Awer d'OIT, wësst Der, huet nëmme kënne Recommandatioune maachen. An d'Patronat, dat heescht déi grouss Reedereien, waren net domat d'accord, well se selwer Avantages de concurrence haten duerch de Fait, dass dee ganze Secteur duerch 68 Konventioune regléiert war, déi hott an har gezunn hunn a keng Unicitéit.

An du koum Europa an d'Spill, an do notamment de Comité économique et social européen, dee jo eng Composition tripartite huet. D'Patronat, d'Gewerkschaften an de Stat hunn ugefaangen, Drock ze maachen.

Du koumen déi éischt Direktiven 2002, 2008 an 2009. An déi 2015 huet elo e richtege Quantesprong gemaach, well niewent dem Konsens, deen da mat Ach a Krach tëschent de Reeder an notamment de Gewerkschafte komm ass, hunn déi modern Technologien eng ganz nei Welt gemaach fir alleguerten d'Séileit, déi mir am Fachjargon ëmmer „Marineros" genannt hunn.

Elo si se dem Kapitän, deen ëmmer „seul maître à bord" war wärend Jorhonnerten, net méi ausgeliwwert. Mat dem System vun de Satellitte kënne se egal op wat fir enge Breedegrade kommunikéieren, si sinn informéiert, si kommen an d'Häfen. Si sinn organiséiert a si kënne sech wierklech schützen.

Mir sinn zu Lëtzebuerg scho säit Laangem gutt opgestallt gewiescht. Mir hunn eise Code du travail, dee streng ass par rapport zu aneren. Mir hunn d'Gesetz iwwert de Registre public maritime, d'Gesetz vun 1990. Et ass hei gesot gi vun der Madamm Rapporteur, dass mer d'Convention internationale maritime, déi 2006 geholl ginn ass, 2011 scho ratifizéiert hunn, a si ass zanter 2013 schonn a Kraaft. Mir si gutt opgestallt. Op mer eng „Seefahrernatioun" sinn, dat loossen ech dohigestallt.

Jiddefalls si mer international an där Hisiicht bekannt a gutt opgestallt. Mä dat hei ass ganz wichteg, well nach zousätzlech wierklech d'Sécherheet, d'Liewensqualitéit, d'Aarbechtsbedéngunge vun alleguerten de Leit, déi um Mier do schaffen, verbessert ginn. An dat steet eis, notamment och, well mer de Pavillon maritime hunn, deen elo weltwäit ganz bekannt ass, gutt zu Gesiicht. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer haut zu enger ganz staarker Majoritéit dëse wichtege Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och der Madamm Beissel. An als Nächsten huet de Gérard Anzia d'Wuert.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, ech muss natierlech elo passen. Also, déi Liewenserfahrung do, déi kann ech hei net an d'Spill bréngen. Ech géif der Rapportrice Merci soe fir hire gudde Rapport, mëndlech a schréftlech. An ech géif dann natierlech soen, dass mir och solidaresch mat de Séileit sinn an natierlech dëse Projet de loi wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus der Rapportrice Merci soe fir hire gudde Rapport. Mir wäerten dee Projet hei stëmmen. An ech mengen, no deene groussen Informatiounen, déi mer och elo vun der Madamm Beissel kritt hunn,...

(Hilarité)

...wësse mer och genau, ëm wat datt et geet. Ech hat just net erausfonnt, ob d'Madamm Beissel als Matrous oder Kapitän op dëse Schëffer war.

(Hilarité)

Mä iergendwéi muss et eng wichteg Fonctioun gewiescht sinn.

(Hilarité générale)

Une voix.- Matrous!

Mme Simone Beissel *(DP).*- Dir wësst, dass mäin Häerz ganz oft a säit laange Jore Matrous ass, mä ech sinn och ganz oft de Kapitän.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci gesot. Ech ka vläicht an engem Saz eng aner Experienz bäidroen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Do gëtt et just an deem heite Secteur ganz einfallsreich Geeschter, déi och emol op d'Iddi komm waren, fir e Schëff ënner enger Flagg segelen ze loossen an an eng aner Sécurité sociale eranzehuelen. Esou geschitt hei zu Lëtzebuerg, esou refuséiert hei zu Lëtzebuerg. Deem seng Flagg een huet, deem seng Sécurité sociale een och huet. Dat ass zumindest de Schutz, deen een de Matrouse muss zousécheren.

Dat gesot, huet elo de Schëfffaartsminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Ech wëll dann och op dëser Plaz der Rapportrice e grousse Merci soe fir hire Rapport. Ech mengen, deem ass näischt méi hinzuzefügen.

Ech wëll awer dem Här Gloden recht ginn, dee bemierkt huet, dass déi Diskussioun, déi mer viru Joren haten, wéi mer de Pavillon maritime agefouert hunn, eigentlech eng äänlech war wéi déi éischt Diskussioun, déi mer de Moien hei haten iwwert d'Space Resources, Space Mining. Déi Zäit ass och vill gestaunt ginn, firwat e Land, dat emol keen direkten Accès un d'Mier huet, esou ee Pavillon maritime bräicht. Et war vill driwwer diskutéiert ginn. Haut ass et awer ee Secteur, dee ganz vill Succès huet an immens vill Business ronderëm dee Secteur op Lëtzebuerg ugezunn huet.

Dat gesot, mengen ech, dauert et awer nach e bëssen, bis mer hei iwwert d'Sécurité sociale vun de Space Miners mussen diskutéieren. Ech mengen, do hu mer nach e bëssen Zäit.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci dem Här Minister. Déi Space Miners, déi falen dann ënnert d'Sécurité sociale vum Mars.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7112 et dispense du second vote constitutionnel

Dat gesot, fänkt de Vott un. Voilà, an d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 7112 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech brauch da bal net d'Fro ze stellen no der Dispens vum zweete Vott. Mä ech kréien awer trotzdeem den Accord.

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun den Aarbechte vun de Moien ukomm. Rendez-vous de Mëtten um zwou Auer.

Merci. D'Sëtzung ass eriwwer.

(Fin de la séance publique à 11.37 heures)

SÉANCE 49

JEUDI,
13 JUILLET 2017

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. 7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée
- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. 7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Frank Arndt*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1er du Code de la sécurité sociale
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Gilles Baum*
- *Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, M. Claude Adam, M. David Wagner*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Discours de M. le Président
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. Dan Kersch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Ech mengen, mir géifen direkt zum offiziellen Ordre du jour iwwergoen. Als éischte Punkt hu mer de Projet de loi 7149 fir den Asaz géint de Laangzäitchômage. De Rapporteur, den honorabele Georges Engel, ass prett an de Mikro ass säin.

2. 7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, aarbechtslos ze sinn, dat ass net schéin. Keng Aarbecht ze hunn, huet eng Rei vun Auswierkungen op deen eenzelne Mënsch selwer, op seng finanziell Situatioun, op seng Famill, op säin Emfeld, op seng Gesondheet, op seng physesch a psychesch Gesondheet, mä och op d'Gesellschaft am Allgemengen.

Zanter 28 Méint geet bei eis hei zu Lëtzebuerg de Chômage zréck, virun allem bei deenen, déi ënner 30 Joer hunn. D'Zuel um 31. Mee war déi folgend: e Minus vu 5,3% op ee Joer. Dat ass gutt esou. Dat huet mat enger Rei vu Facteuren ze dinn: eng gutt ekonomesch Situatioun, e gutt gesellschaftspolitescht Emfeld, gutt Aarbecht vun deene villen Akteuren, déi sech fir d'Leit, déi schaffen oder déi wëlle schaffen, hei zu Lëtzebuerg asetzen.

Och d'Demandeurs d'emploi vulnérables, also déi gesondheetlech Problemer hunn, wéineg qualifizéiert sinn oder iwwer zwielef Méint op der Sich no Aarbecht sinn, profitéiere vun deem Réckgang, mä leider awer net genuch. Laangzäitchômeure maache 47% vum Total vun de Chômeuren aus. 59% vun hinne si wéineg qualifizéiert, 60% sinn iwwer 45 Joer al, 40% hunn eng ageschränkt Capacité de travail oder si Salarié handicapé.

Wie Chômage longue durée seet, seet ganz oft Exklusioun, ganz oft Aarmut a Prekaritéit. An duerfir genau maache mir dëse Projet de loi, deen als Zil huet, e staatlechen „coup de pouce" ze ginn, fir dass definitiv a stabel Aarbechtsplaze geschafe gi fir Laangzäitchômeuren.

Dës Mesure schreift sech an an d'Logik vun enger Rei vun Akzenter, déi scho gesat goufen, notamment d'Gesetz, wat Ufank 2016 gestëmmt gouf a wou de Contrat de réinsertion-emploi fir Leit iwwer 45 Joer a fir Leit, déi de Statut vum Handicapéierten hunn, agefouert ginn ass. Déi Mesure ass gutt, geet awer leider net duer.

Betraff vun dësem Projet hei si Persounen iwwer 30 Joer, déi zanter op d'mannst zwielef Méint op der Sich no enger Aarbecht sinn an op der ADEM ageschriwwe sinn. Vill vun hinne sinn an enger Occupation temporaire indemnisée, enger OTI, enger Mesure, déi zwar de Meritt huet, d'Leit ze aktivéieren, mä déi Betraffe bleiwe weider Chômeur, hu kee feste Kontrakt a riskéieren, iwwer kuerz oder laang an den RMG ze falen. Well si awer schaffen, also wierklech Aarbecht maachen, sollen iwwert d'Bestëmmunge vun dësem Projet de loi richteg fest a sécher Aarbechtsplaze mat onbefristete Kontrakter dorauser ginn.

D'Philosophie also ass, Aarbecht amplaz Chômage ze finanzéieren. D'Suen, déi also bis elo an d'Indemnité de chômage an temporär Mesuren investéiert goufen, ginn elo an d'Schafe vu sécheren, festen Aarbechtsplazen investéiert fir Leit, déi soss schlecht oder keng gutt Chancen hunn, eng fest Aarbechtsplaz ze fannen.

Konkret heescht dat, hei ginn Plaze geschafen am Beräich vum Stat, de Gemengen, dem Parapublic, de Fondatiounen, den Etablissementer, Associatiounen, de Sociétés d'impact sociétal, déi zu 100% aus Parts d'impact bestinn - do wou 100% also vum Gewënn nees an d'Societéit investéiert ginn -, vu Fondatiounen an Asblen. Viséiert sinn hei zum Beispill deemno och Aarbechtsplazen a Crèchen, an Altersheimer oder Behënnertenatelieren. Natierlech muss hei d'Qualifikatioun fir déi eenzel Aarbechtsplaz och stëmmen. Hei sollen also keng Aarbechtsplaze bradéiert ginn.

Hei sollen also nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, nei Aarbechtsplaze mat engem Contrat à durée indéterminée - mir wäerten also hei net Plazen ersetzen, dat wär kontraproduktiv -, an dat och a Beräicher, wou keng deloyal Konkurrenz provozéiert gëtt.

Dës Mesurë sinn also och fir d'Demandeurs d'emploi de longue durée iwwer 30 Joer. De Remboursement, dee leeft iwwert de Fonds pour l'empoi. Dat éischt Joer ginn 100% vun de Frais salariaux en charge geholl, dat zweet Joer 80% an dat drëtt Joer 60%, gedeckelt awer op 150% vum soziale Mindestloun. De Salaire ass also net limitéiert op de soziale Mindestloun, mä soll déi normal Lountabell berücksichtegen.

Bei Demandeurs d'emploi de longue durée iwwer 50 Joer, do bleift de Remboursement vun 100% vun de Frais salariaux bis d'Pensioun bestoen, och do gedeckelt bis zu 150% vum Salaire social minimum.

Mir hunn awer och Securitéiten hei am Gesetz agesat. Falls deen esou rekrutéierte Laangzäitchômeur bannent sechs Joer géif gekënnegt kréien, ouni dass d'Grënn op hie selwer zréckzeféiere wären, muss de Patron 75% vun den Hëllefen, déi e kritt huet, zréckbezuelen. Och dat ass eng richteg an eng wichteg Mesure.

Fir dëst Joer sinn déi Plazen emol op 150 Plaze limitéiert. Et geet jo elo eréischt un. Am September kéinte jo dann déi éischt Poste gestëmmt ginn oder geschafe ginn an duerno gëtt d'Zuel Joer fir Joer iwwert d'Budgetsgesetz fir dat anert Joer fixéiert. Déi éischt Plaze sollen eis dann erlaben ze evaluéieren, wat dat fir dat nächst Joer soll fir de Fonds pour l'emploi bedeiten.

Weider Ännerungen am Gesetz sinn déi folgend: D'Dauer vun enger OTI gëtt op sechs Méint limitéiert an e Promoteur wäert fir déiselwecht Aarbecht nëmmen nach eng OTI op zwielef Méint kënnen huelen. Mir mussen also verhënneren, an dat gëtt och hei gemaach, dass d'Plaze permanent duerch OTI besat ginn, ouni dass déi Betraffe kënnen oder wäerten e feste Kontrakt kréien. Dat ass op alle Fall net dat, wat mer wëllen, mir hätte scho gären, dass dat solle fest Aarbechtsplaze ginn. An dat soll mat dëser Mesure also verhënnert ginn.

D'OTIen hunn an Zukunft och d'Recht op all Supplementen, déi fir normal Salariéë virgesi sinn, ouni dass d'Supplementen als Revenu accessoire fir de Chômage ugesi ginn. D'OTIen iwwer 50 Joer wäerten an Zukunft kënnen hir Mesurë mat Tranchë vun zwielef Méint weider erneiert kréien, ouni dass se an den RMG géife falen an doduerch eventuell géife verléieren.

De Stage de professionnalisation wäert an Zukunft fir Demandeurs d'emploi ab 30 Joer opstoen. Dës Stagë sinn eng gutt Méiglechkeet, nei Beräicher kennenzeléieren a Kontakter mat de Patrone kënnen ze maachen, fir duerno eng definitiv Aarbecht kënnen ze kréien.

An zu gudder Lescht: Bei der Aide à l'embauche fir eeler Chômeuren am Privatberäich soll an Zukunft nëmmen nach d'Part patronale, mä net méi deen Deel vum Assuré vun de Cotisatiounen zréckbezuelt ginn, well d'Patrone mat deem Deel jo näischt ze dinn hunn. Dat war effektiv eng komesch Bestëmmung an déi gëtt elo och ofgeschaaft.

Den Depôt vum Gesetz war den 9. Juni 2017. Am Avis vum Statsrot vum 4. Juli koumen eng Partie Kriticken, déi awer virun allem formaler Natur waren, zum Beispill wat an engem Règlement grand-ducal oder wat am Gesetz sollt stoen, war doranner enthalen. An deem huet d'Kommissioun dann och Rechnung gedroen.

Dat hei ass e wichtege Projet. E geet géint de Laangzäitchômage vir. E probéiert, deen an de Grëff ze kréie fir e verhältnismëisseg modeste Coût a gëtt de Betraffenen eng reell Perspektiv op eng Aarbecht a fir aus der Prekaritéit erauszekommen.

Virun allem, an dat ass mer ganz wichteg, gi mer deene Leit hei e Stéck Dignitéit zréck. Dat muss et eis wäert sinn. Mir brauchen also eng Diversifikatioun vun all deene Mesuren, déi mer ubidden. An dat hei ass een Deel dovunner, ee Glidd an der Kette vun deem, wat mer musse maachen, fir de Laangzäitchômage an de Grëff ze kréien.

Ech ginn domadder och schonn direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

M. Aly Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut den aktuellen Zuele si 7.108 Persoune méi wéi zwielef Méint bei der ADEM gemellt, also bal…, jo, hei ass grad 47% gesot ginn, ech hunn der 46. Ech mengen, do solle mer eis och net driwwer streiden, ob een op- oder ofrënnt, et ass op jidde Fall en héije Prozentsaz vum Gesamtchômage.

Vum Laangzäitchômage si virun allem Leit betraff, déi eng Rei Problemer hunn, notamment en Handicap oder Reclassement externe. Op ee Joer gekuckt ass de Laangzäitchômage an absolutten Zuelen ëm gutt 600 Unitéite gefall. Och de Chômagetaux vun dëse Leit ass liicht réckleefeg.

De Statec schreift a senger leschter Note de conjoncture, datt d'Baisse vum Gesamtchômage am éischten Trimester 2017 zu 18% op manner Chômeuren, déi méi wéi zwee Joer bei der ADEM ageschriwwe sinn, an zu 60% op d'Baisse vu Chômeuren, déi méi wéi ee Joer bei der ADEM gefouert sinn, zréckzeféieren ass.

Elo kéint ee jo doraus schléissen, datt d'ADEM hirem Rôle gerecht ginn ass an dës Leit aktiv vermëttelt hätt. Dat ass awer an eisen Aen, jo, nëmmen zum Deel richteg. Sécherlech kommen aktuell eng ronn 200 Persounen an de Genoss vum sougenannte Contrat de réinsertion-emploi. Mä nach feelt en definitive Bilan vun där Mesure, well d'Zil ass et jo, déi Leit an en normaalt Aarbechtsverhältnis ze kréien.

Et wier gutt, wann den Här Minister eis kéint soen, awéifern d'Promoteuren déi reell Perspective d'emploi, déi se laut Gesetz mussen offréieren, och ageléist hunn.

Jo, et muss een hei och ënnersträichen, datt de Contrat de réinsertion-emploi zesumme mam Stage de professionnalisation eigentlech den deemolege Stage de réinsertion professionnelle ersat huet. Laut ADEM-Statistike sinn 2015 en moyenne 544 Leit an de Genoss vum Stage de réinsertion professionnelle komm. Haut profitéieren awer just nach, wéi ech et virdru gesot hunn, liicht méi wéi 200 Leit vu béide Mesuren.

Dat erkläert zum engen, firwat ech soen, datt d'ADEM hei nëmmen aktiv vermëttelt huet.

Zum anere wësse mer och, datt eng ganz Partie Leit, déi an der Vergaangenheet vun der ADEM betreit goufen, iwwert déi lescht Méint no enger medezinnescher Analys - mir hunn dat nach eng Kéier och an der Kommissioun diskutéiert - gerode kruten, d'Invaliditéit oder d'Invaliditéitsrent unzefroen. Insgesamt 408 Persounen huet d'ADEM tëscht dem Januar 2015 an November 2016 dozou motivéiert. An do ass an der Zwëschenzäit sécherlech nach déi eng oder déi aner Persoun derbäikomm.

De Wee an d'Invaliderent erkläert an eisen Aen zu engem Deel de Réckgang vum Chômage de longue durée. Mir begréissen awer ganz kloer, datt d'Zuelen an déi richteg Richtung weisen, woubäi de Wee dohinner natierlech näischt oder net alles mat aktiver Aarbechtsmaartpolitik ze dinn huet.

Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetzesprojet vun haut geet de Minister nei Weeër. Mir ginn e Schrëtt méi wäit. Et geet hei net drëm, schwéier vermëttelbar Leit an d'Pensioun ze schécken, am Géigendeel. Et geet drëm, hinnen eng fest Ustellung unzebidden. Dat solle laut dem Här Minister zu engem groussen Deel Leit sinn, déi enger Occupation temporaire indemnisée noginn, an dat an deene meeschte Fäll zur vollster Satisfaktioun vum jeeweilege Patron.

Mir begréissen duerfir absolutt dëst Gesetz. Et geet drëm, an d'Aarbecht ze investéieren an net an de Chômage, well de Chômage mécht sech definitiv net bezuelt.

Natierlech hätt een och kënne méi wäit goen an all Chômeur, dee méi wéi 50 Joer ass, eng

fest Ustellung ubidden. Keng Opreegung! Dat wier och an eisen Aen de falsche Wee gewiescht. Dat hätt an eisen Aen zu enger Prekarisatiouun vun der Altersaarbecht gefouert. Dat ass och ee vun de Grënn, firwat mer eis mat der Propos vum Här Minister, an enger éischter Phas nëmmen 150 Leit d'Chance an eng besser Zukunft ze ginn, averstanen erklären.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn et ugedeit, d'CSV wäert dëse Projet matstëmmen,…

Une voix.- Très bien!

M. Aly Kaes *(CSV).*- …well en de Leit, déi wäit ewech si vun engem geregelten Aarbechtsverhältnis, en CDI, sou wéi den Här Rapporteur et gesot huet, erméiglecht.

150 Laangzäitchômeure sollen an e stabillt Aarbechtsverhältnis kommen, entweder beim Stat, bei de Gemengen, bei de Syndikater, bei Établissement-publicken, bei enger SIS oder bei Fondatioune respektiv Asblen.

Jo, an dësem Kontext stellt sech dann awer och d'Fro, firwat de Privatsecteur net kann an de Genoss komme vun dësen Emplois d'insertion. Gouf et do eng Demande vum Privatsecteur? Déi Fro hu mer eis gestallt a bis dato hu mer nach näischt vun dëse Betriber héieren. Och ass nach keen eenzegen Avis vun iergendenger Beruffschamber - et war kuerz, och dat hu mer an der Kommissioun diskutéiert - hei am Haus agaangen. Et wier awer definitiv och interessant, gewuer ze ginn, wéi hir Meenung zu dësem Projet de loi ass.

De Minister huet eis seng Explikatiounen dozou geliwwert. En huet eis awer och an Aussiicht gestallt, dëse Volet ze préiwen. Ech mengen, beim Vott vum nächste Budgetsgesetz, wou jo d'Unzuel, sou wéi et virdrun och scho gesot ginn ass, vun den Emplois d'insertion fir 2018 definéiert gëtt, kéint de Minister eis da seng Konklusiounen dozou presentéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech elo mat der Mesure phare vun deem Gesetzesprojet befaasst, näämlech Laangzäitchômeuren iwwer 50 Joer bis zur Pensioun duerch ëffentlech Gelder eng Pai ze ginn an deenen ënner 50 Joer degressiv iwwer dräi Joer 100%, 80% a 60% vun hirer Pai ze assuréieren.

Mir si frou, datt dës Suen u sech do ukommen, wou se gebraucht ginn. Mir hoffen awer och, jo, datt mat dësem Projet d'Land net an enger bestëmmter Form an zwee gedeelt gëtt.

Ech erkläre mech: Mir wëssen, datt d'Kollektivvertragsverhandlungen op Gemengenniveau bei PRO-SUD nach net ofgeschloss sinn. Mir wëssen och, datt do Proposen um Dësch leien, fir eng nei Carrière ze schafen, déi schwéier vermëttelbare Leit eng Chance soll ginn, e feste Vertrag ze kréien. An aneren Ecker vum Land sinn awer d'Kollektivvertragsverhandlunge schonn ofgeschloss, ouni datt esou eng Carrière existéiert.

Et ass also net ausgeschloss, et besteet mindestens eng Gefor, datt et hei zu enger ongläicher Behandlung vun de Gemengen an domat och vun de Laangzäitchômeure jee no Wunnsëtz ka kommen.

Bon, ech ginn awer dovun aus, datt dem Minister net un esou enger Zwouklassegesellschaft geleeën ass, a wënschen him duerfir eng ganz glécklech Hand beim Accordéiere vun dësen 150 Posten. Dobäi ass et jo esou, datt mer och an der Kommissioun gesot hunn: Mir mussen dat Gesetz esou séier wéi méiglech kréien, well soss ass d'Chance, fir iwwerhaapt nach 150 Posten ze schafen, méi schwéier fir dëst Joer realiséierbar, fir dat iwwerhaapt nach kënnen ëmzesetzen.

Ech ginn och dovun aus, datt de Minister beim Bilan beweise kann, datt en u sech all Regiounen an all Gemenge respektéiert, déi bereet sinn, esou enge Persounen eng Perspektiv wëllen ze erméiglechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech net mat deenen anere Punkte vun dësem Gesetzesprojet befaasst. De Rapporteur, den Här Engel, huet dat awer am Numm vun der Kommissioun an allen Detailer beliicht, an ech soen him natierlech e ganz grousse Merci duerfir, dat souwuel fir dee mëndleche wéi fir dee schréftleche Rapport.

Mat dësem Projet bleift de Laangzäitchômage awer weider ganz sécher en Thema. Dëse Projet ass u sech awer eng Drëps Waasser op e waarme Steen, well mer jo awer nëmmen 150 Leit, jo, vun iwwer 7.000 kënnen eng Perspektiv ginn.

E groussen Deel vun hinne sinn, wéi gesot, Leit mat Handicap oder am Reclassement externe. Iwwert déi lescht Méint ass och vill iwwert déi lescht Reform vum Reklassementsgesetz geschwat ginn. An do ginn et nach ëmmer eng ganz Rei vu Problemer, déi ganz kloer schnellstens musse behuewe ginn.

Am Kontext vum État de la nation dëst Joer goufen Adaptatiounen an Aussiicht gestallt. Dat sinn elo scho bal dräi Méint hier. Déi konkret Problemer sinn awer scho méi laang bekannt. Et entsteet esou lues a lues - jo! - eng Urgence an dësem Dossier. Et ass awer esou, datt an der Kommissioun, an dat soll een och fairerweis hei soen, och den Här Minister gesot huet, datt, och wann dat Gesetz eréischt viru Kuerzem gestëmmt ginn ass, hien awer bereet wier, am Hierscht eng Diskussioun iwwert déi do Problemer ze féieren. An da gesi mer jo, wat dobäi erauskënnt.

Op jidde Fall Leit, déi intern reklasséiert goufen, an ech huelen elo nëmmen e puer Beispiller, ginn a verschiddene Fäll manner gutt behandelt wéi Leit, déi vun Ufank un extern reklasséiert goufen, aus enger Rei Ursaachen; et kann een dat esou an esou gesinn. D'Zesummespill tëschent Aarbechtsmedezinn a Kontrolldokter verleeft net ëmmer „optimal", fir et och fäin ze soen. Dat si just, wéi gesot, e puer Problemer, déi sech stellen.

Mat dësem Gesetz ass och d'ADEM nach laang net aarbechtslos. Dat kann een och soen. Si ass weider gefuerdert, dës Leit sou gutt et geet ze betreien. Der ADEM muss also alles dru geleeë sinn, fir déi Leit virun enger laanger Phas vun Aarbechtslosegkeet ze bewahren. Dat kann nëmme geléngen, wann d'Demandeurs d'emploi op eng nach besser, méi personaliséiert Prise en charge kënnen zréckgräifen, op eng besser Kooperatioun mat de Patronen - hei muss een och soen, hei si schonn eng Rei Efforte gemaach ginn - an net zulescht op eng adaptéiert Formatiounsoffer.

Bon, dat gesot, ginn ech ofschléissend dann den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An nächste Riedner ass den Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, d'Chômagezuelen, déi mir Mount fir Mount geliwwert kréien, sinn déi lescht Zäit positiv a ginn an déi richteg Richtung. Wat ee muss soen a wëssen: Zanter 28 Méint geet de Chômage onënnerbrach erof!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Lamberty *(DP).*- Am Verglach mam Dezember 2013 gëtt et iwwer 2.000 Aarbechtsloser manner zu Lëtzebuerg. Dat sinn 2.000 Eenzelschicksaler. Dat sinn 2.000 Leit, déi virdru keng Aarbecht haten an haut aktiv an der Aarbechtswelt integréiert sinn.

Gläichzäiteg ginn och ëmmer méi fräi Aarbechtsplaze bei der ADEM gemellt. Eis Wirtschaft ass also amgaangen, sech ze erhuele vun där Kris, déi och Lëtzebuerg net verschount hat. Eis Betriber hunn erëm méi Vertrauen, méi Vertrauen an d'Zukunft an traue sech och, erëm méi ze investéieren.

Och wann d'Aarbechtslosegkeet ofhëlt, si mir natierlech nach laang net bei enger Vollbeschäftegung ukomm, déi mer eis alleguerten heibanne wënschen. Et gëtt vill Ursaachen, firwat eng Persoun trotz Wonsch, schaffen ze goen, keng Aarbecht fënnt. Soulaang et Leit gëtt, déi schaffe wëlle goen a sech och beméien, eng Plaz ze fannen, an awer aus ënnerschiddlechen Ursaache keng Aarbecht kréien, soulaang hu mir d'Flicht, no neie Weeër ze sichen, fir deene Leit och ze hëllefen.

Laangzäitchômage ka ganz séier zu engem Däiwelskrees ginn. Lücken am CV a souguer d'Schaffen a Beschäftegungsmesurë gëlle leider oft als Ausschlosskritär. Virun allem Mënschen ab 50 hunn et um Aarbechtsmarché net ëmmer einfach, wa si ongewollt hir Aarbecht verléieren a sech berufflech nach eng Kéier ëmorientéiere mussen. Dat nämlecht gëllt fir Persounen, déi just bedéngt aarbechtsfäeg sinn an awer gäre schaffe géifen. Dës Leit gi mat dësem Projet de loi ugesprach.

Ech muss och soen, dass mir d'Haaptiddi hannert dësem Projet immens gutt gefält: Net de Chômage finanzéieren, mä an den Emploi investéieren. Aarbechtslosegkeet kascht eis immens vill, net nëmme Suen, déi iwwer Chômagegeld oder RMG ausbezuelt ginn, mä virun allem och de Schued fir eng Gesellschaft, déi et net fäerdegbréngt, dass all hir Memberen enger geregelter Aarbecht kënnen nogoen. Et geet also net nëmmen ëm Suen, et geet ëm vill méi. Et geet ëm e Selbstwäertgefill, ëm en Zeechen, dass d'Leit sech erëm gewierdegt fillen, wa se hir Capacitéiten a Kompetenzen an den Déngscht vun der Allgemengheet stellen dierfen a kënnen.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, dass hei keng Alibiplaze geschafe ginn. Hei solle reell nei Plazen entstoen a Beräicher, wou e konkrete Besoin besteet. Et sinn nei Plazen am ëffentleche Beräich, déi souwuel de Mënschen hëllefen, déi soss keng oder schwieregst Aarbecht fannen, wéi et och nei Aarbechtsplaze sinn, déi mir als Gesellschaft am Alldag och brauchen.

Wat mer net wëllen a wat och net mat dësem Gesetz ugestrieft gëtt, ass, dass oppe Plazen, zum Beispill nodeem en Aarbechter an d'Pensioun gaangen ass, also Plazen, déi souwisou missten nei besat ginn, dass déi vum Stat géife finanzéiert ginn. Dat gëllt et, ëm all Präis ze verhënneren, well mer soss keng zousätzlech Aarbechtsplaze géife schafen, mä eventuell souguer jonke Leit Plaze virun der Nues géifen ewechschnapen.

Ech denken hei un Aarbecht, wou et wuel e konkrete Besoin gëtt, mä bis elo déi zoustänneg Akteuren net wollten oder konnte Personal astellen, well entweder net déi néideg Suen do waren oder aner Prioritéiten existéiert hunn. Dat heescht awer net, dass dës Aarbecht manner wichteg wier. Grad an de Gemengen, beim Stat oder och bei Syndikater, déi mat dësem Projet ganz besonnesch viséiert sinn, gëtt et esou vill Aarbechten, déi een am Déngscht fir de Bierger iwwerhuele kann a muss, dass een eigentlech ëmmer neit Personal brauch.

Et ass eis awer och immens wichteg, dass keng Concurrence déloyale geschafe gëtt a Beräicher, wou d'Privatentreprisen aktiv sinn. Vu staarke Betriber profitéiert jiddwereen. Dëst sief op dëser Plaz nach eng Kéier ganz däitlech gesot!

Et sinn d'Betriber, déi eis Aarbechtsplaze schafen, duerch déi déi grouss Majoritéit vun der Lëtzebuerger Populatioun hiert Liewe finanzéiere kann. Et muss also ganz kloer kontrolléiert ginn, dass mat dësem Gesetz net Aarbecht op där enger Plaz geschafe gëtt a gläichzäiteg am Privé Aarbecht verluer géif goen, well de Betrib duerch d'ëffentlech Hand Konkurrenz géif kréien.

Dëst gesot, e ganz grousse Merci un de Rapporteur, deen dat exzellent gemaach huet, den Här Engel. Ech ginn dann och heimadder den Accord vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

M. Gérard Anzia *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 7149 féiert nei Mesuren an, fir dem Laangzäitchômage entgéintzewierken. An dat ass och gutt esou. E grousse Merci un de Rapporteur, de Georges Engel, deen am Detail d'Raffinesse vum Gesetz virgestallt huet. Ech bräicht u sech iwwerhaapt net méi hei ze intervenéieren an ech wäert och net méi am Detail op d'Mesuren agoen. Verschidde Saache sinn eis awer als déi gréng wichteg hei ze soen.

Mir deelen d'Analys vum Minister vun den Zuele vum Chômage, wéi elo grad gesot ginn ass: Säit 28 Méint ass den Taux de chômage amgaang erofzegoen, wat jo positiv ass. An et ass awer och ze erkennen, dass de Laangzäitchômage eben e ganz schwierege Volet ass, deen och grouss Suergen, och eis grouss Suerge mécht. An duerfir, mengen ech, muss ee grad beim Laangzäitchômage iwwer zwielef Méint also en anert Handwierksgeschir erbäihuelen, fir deem entgéintzewierken. A mat dësem Projet de loi gëtt jo dat Handwierksgeschir prett gemaach.

Mir deelen och d'Analys vum Minister, wat d'Altersstrukturen ugeet, déi am Chômage sinn, och am Laangzäitchômage sinn. Duerfir ass et och gutt, dass an dësem Gesetz den Ënnerscheed gemaach gëtt tëscht deenen, déi méi al wéi 30 Joer sinn, an deenen, déi méi al wéi 50 Joer sinn, wou mer alleguerte wëssen, dass et da fir déi Leit ganz schwiereg ass, fir nei Perspektiven ze fannen, an dass et, wa se schonn zwielef Méint am Chômage waren, ëmsou méi schwéier ass.

Net vergiesse soll een awer hei och, wa mer iwwer Prozenter an Zuele schwätzen - duerfir hunn ech déi bewosst hei net a menger Ried matagebonnen -, dass et ëm Eenzelschicksaler geet, ëm eenzel Leit, Leit, déi an engem Stot sinn a Familljen, wou eng Laangzäitaarbechtslosegkeet dozou féiert, dass awer eng Prekaritéit entsteet.

Mir hate viru Kuerzem hei en Debat iwwert de Risque de pauvreté. An et ass ganz kloer: Leit ouni Aarbecht, déi sinn deem ausgesat. Duerfir ass et gutt a richteg, dass mer hei nei Moossname fonnt hunn an dësem Projet de loi, déi dann och wäerte kënne verhënneren, dass Leit ebe wierklech an enger Gesellschaft, déi iwwert d'Aarbecht definéiert ass, der Exclusion sociale ausgesat sinn, wou dat eben och virprogrammméiert ass.

Elo sinn d'Akteuren um Terrain gefuerdert, a virop de Stat an d'Gemengen, déi ënner anerem iwwert déi Mesure vun den OTIe Leit a Beschäftegung hunn, fir Aarbecht ze maachen, déi regulär do ass - an et ass jo och do, wou dee Volet vun dësem Projet de loi usetzt -, fir u sech hinzegoen an déi Kuerzzäitkontrakter, déi u sech eng Pist gi fir Chômeuren, dass se kënnen Expérience professionnelle sammelen, dass se vläicht en Trëtt fannen, fir déi kënnen iwwerzeféieren an e Contrat de travail à durée indéterminée.

Duerfir begréisse mir als déi gréng och explizitt déi Mesure, wou gesot gëtt: „Mir investéieren an Aarbecht an net an de Chômage", an deenen zwou Kategorië vu Laangzäitchômeuren, déi ebe schonn hei vum Georges Engel presentéiert gi sinn. Ech ginn elo net méi dorop an.

Eligibel sinn ausser dem Stat an de Gemengen awer och d'Établissements publics, natierlech och d'Gemengesyndikater. Et sinn natierlech awer och d'Fondatiounen, déi d'Méiglechkeet hunn, dovun ze profitéieren, dann d'Asblen an och déi nei Sociétés d'impact sociétal.

Just nach eng Kéier, fir ze soen, virdrun ass gesot ginn, hei kéint elo kee Privaten dovu profitéieren: Dat ass jo net honnertprozenteg richteg. Déi kënne wuel dovu profitéieren, wa se eben en Impact sociétal hunn a wa se also derfir suergen, dass u sech déi Gelder, déi erwirtschaft ginn an esou enger Gesellschaft, enger Sàrl, enger SA, enger Kooperativ, erëm zu 100% an d'Gesellschaft erafléissen, soudass u sech esou dës Mesuren hei och fir de Privatmarché accessibel ginn.

Als déi gréng wënsche mir eis, dass dës Mesuren e groussen Uklang fanne bei den Akteuren um Terrain an dass mer d'nächst Joer e positive Bilan zu dësem Projet de loi kënnen zéien.

A mir deelen och d'Analys vum Minister, dass et awer eng Grupp vu Chômeure gëtt, wou mer aner Mesuren nach mussen ergräifen. Dat sinn d'Salariés handicapés an d'Salariés à capacité de travail réduite, déi meeschtens aus engem Reclassement externe hierstamen. An do ass jo op der Pressekonferenz de leschte Méindeg mat dem Minister Schmit a mat der Ministesch Cahen an och der Gesondheetsministesch Lydia Mutsch u sech eng nei Pist, en neie Projet virgestallt ginn, fir grad där Grupp vu Leit am Chômage ze hëllefen.

Här President, ech komme schonn zum Schluss a wëll soen, dass d'Längt vu menger Ried a menger Interventiouun déi Kéier och erëm eng Kéier ëmgedréit proportional ass zu der Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech mengen, en huet virun allem d'Gesetz gutt am Detail hei erkläert. D'Recht op Aarbecht, soe mer ëmmer, ass e Mënscherecht. An trotzdeem hu mer iwwerall op der Welt Leit, déi am Chômage sinn, an och Lëtzebuerg bleift dovunner net verschount.

D'Problematik vum Chômage, déi kritt een net mat engem Fangerstréch oder engem Zauberbengel vun haut op muer geléist. Däers si mer eis alleguer bewosst. Dat hunn och déi vergaange Joren alleguer gewisen.

Lëtzebuerg ass an enger spezifescher Situatioun, wa mer bedenken, datt mer a Lëtzebuerg e Rekordwuesstum am Ableck hunn, datt mer quasi all Joers 10.000 zousätzlech Aarbechtsplaze schafen a souguer méi. A wann een zéng Joer zréckkuckt, dann hu mer an zéng Joer souguer 100.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft. An awer ass an deem Zäitraum de Chômage vun 13.000 op iwwer 20.000, wa mer d'Beschäftegungsmoossnamen derbäihuelen, geklommen.

Et ass am Fong eng paradox Situatioun, wou mer eis Froe musse stellen, wéisou datt dat méiglech ass.

Sécherlech wësse mer, datt an deenen zwee gudde leschte Joren de Chômage zréckgaangen ass. Ech mengen, ech hunn dat och scho gesot, well et ass jo net déi éischt punktuell Moossnam, déi mer haut hei stëmmen, mä mir hunn ënnert dësem Minister Nicolas Schmit schonn eng Rei vun esou Moossname gestëmmt. An ech hunn och all Kéiers hei gesot: „Mir stëmmen déi gäre mat!", well et ass nëmme punktuell, wéi mer kënne reagéieren,

fir op déi spezifesch Situatiounen anzegoen. An all déi Moossname wäerten hir Wierkung hunn, déi eng méi, déi aner manner. A wann et der och nëmmen e puer wieren, ass et derwäert, datt mer hei Gesetzer stëmmen, fir datt d'Leit eben eng Aarbecht fannen a sozial ofgeséchert ginn.

Derbäi kënnt awer och sécherlech dee wirtschaftlechen Opschwong, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och selbstverständlech. Wann d'Ekonomie dréit, wann eisen Nopeschlänner hir Ekonomie dréit, da bedeit dat fir eis Ekonomie en Opschwong. A mam Opschwong kommen automatesch dann och nei Aarbechtsplazen, déi geschaaft si ginn.

An eng aner Situatioun, déi dozou gefouert huet, datt de Chômage erofgeet, ass sécherlech och, datt mer zënter e puer Joer méi verstäerkt Leit an d'Invalidepensioun schécken, déi mer virdrun och an enger prekärer Situatioun gelooss hunn, a wou mer woussten, datt déi Leit net méi géifen op den Aarbechtsmaart kommen, a se awer net an d'Pensioun geschéckt hunn. An ech mengen, dat war och do déi richteg Léisung an Decisioun, fir déi Leit dann einfach an d'Invalidepensioun ze schécken, fir ebe kënnen deene Leit och eng Garantie ze ginn.

Sécherlech ass ee weidere Punkt - an dee léise mer net esou séier! - eise Schoulsystem, well mir wëssen, datt hei am Land eisen Aarbechtsmaart an der Konkurrenz steet mam Ausland a virun allem mat de Grenzregiounen, mat Däitschland, Frankräich an der Belsch. An do spillt natierlech den Niveau vun der Formatioun eng Roll. A mat der Politik, déi mer awer hei iwwer Jorzéngte maachen - a mir hunn nach dës Woch erëm e Gesetz gestëmmt, wou mir als Partei der Iwwerzeegung sinn, datt doduerch erëm den Niveau erofgesat gëtt -, a wa mer mengen, mir misste weiderfueren, ëmmer nëmmen den Niveau an der Schoul erofzesetzen, da wäerten déi Leit och an Zukunft ëmmer méi Problemer kréien, am Kader vun der Konkurrenz mat der Grenzregioun, fir hei eng Aarbecht ze fannen.

Mir sinn also der Meenung, datt mer niewent all deenen anere Moossnamen a priori mussen eis Schoul erëm esou fit maachen an erëm d'Leeschtung an de Vierdergrond stellen, fir datt se och an deem grousse Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart kënne bestoen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu deene Punkten, firwat datt de Chômage awer och zréckgeet - ech hunn der eng Rei opgezielt hei -, zielt awer och d'Reform vun der ADEM. An ech mengen, ech si jo net bekannt als een, deen als Oppositiounspolitiker d'Regierung oder e Minister lueft, mä ech mengen, den Nicolas Schmit huet och hei de Courage gehat, fir eben eng Reform duerchzezéien. En huet, wéi en ugetratt ass - loosse mer dat ganz éierlech soen! -, eng katastrophal Situatioun virfonnt,…

Une voix.- Dat ass richteg!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat d'Resultat vun enger Politik vun der CSV war, déi laang den Aarbechtsminister…

(Protestations)

Jo, loosse mer dach éierlech sinn! Also, d'CSV huet laang den Aarbechtsminister gestallt. An do ass eng katastrophal Situatioun hannerlooss ginn,…

(Interruption)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Hie war dach selwer Minister, den Här Schmit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …déi ass elo redresséiert ginn. An ech mengen, et muss ee soen, datt d'Arbeitsamt haut, d'ADEM, ganz gutt fonctionnéiert. Et héiert ee souwuel aus de Betriber wéi vun de betraffene Leit, datt se gutt strukturéiert ass, datt e System dran ass. An ech mengen, mir kënnen eis nëmmen alleguer felicitéieren, datt mer d'ADEM esou konnte reforméieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Reform, déi mer elo haut maachen, ass e weidere Schrëtt, deen erëm e puer Honnert Leit aus dem Chômage wäert eraushuelen an deenen eng fest Aarbechtsplaz wäert ginn. Ech brauch net an d'Detailer eranzegoen vun deene verschiddene Moossname fir déi iwwer 30 an iwwer 50 Joer. Dat huet de Rapporteur am Detail gemaach.

Mä ech mengen, mir mussen eis alleguer bewosst sinn, datt dat doten alles Leit sinn, déi net duerch hir Schold a priori an där Situatioun sinn. Déi eng hunn eben hir Aarbecht verluer. Déi aner hunn eben e gewëssenen Handicap, duerch dee se keng Aarbecht kréien. Bei aneren ass et eben opgrond vun der Schoulbildung, datt se keng Aarbecht fannen. A mir wëssen, datt all déi Leit do praktesch keng Chance méi hunn, fir an den Aarbechtsmaart eranzekommen. Virun allem déi iwwer 50 Joer wäerte keng Chance méi hunn, an eisen Aarbechtsmaart eranzekommen.

An do hu mer dann de Choix: Mir loossen déi vun enger Moossnam an déi aner Moossnam rennen, hei e puer Méint, do e puer Méint, do e Joer, do e Joer, lauter prekär Situatiounen, déi déi Leit och perséinlech an eng Situatioun setzen, datt se mengen, si wieren aus der Gesellschaft ausgeschloss, si wiere keng vollwäerteg Mënschen.

Well wat gëtt et méi Deprimantes fir e Mënsch, wéi wann e keng Aarbecht méi huet?! Wann een drop ugewisen ass, datt een iergendwéi vum Stat oder esou op Wohlwollen hei eppes kritt, an ni sécher ass, ni sécher ass, datt dat och esou bestoe bleift?! An déi Leit iwwer 50 Joer gi wahrscheinlech keng Emprunte méi maachen. Mä wa se emol wëllen ee maachen, kréie se opgrond vun där Situatioun emol kee Geld méi geléint, fir eben an hir Famill oder Gott weess wat ze investéieren, well se kee garantéierte Revenu hunn.

An duerfir ass dat heiten eng formidabel Iddi, fir elo hinzegoen an deene Leit, déi permanent vun enger Moossnam an déi aner ginn, fir deenen elo ze soen: Ma dann huele mer déi elo an eng definitiv Aarbecht a mir maachen dat och an dem Secteur public an an deem assimiléierten - de Rapporteur huet se alleguer opgezielt -, fir datt och do, géif ech mengen, méi geséchert ass, datt keen Abus geschitt, wa mer dat op deem Niveau beloossen, a mir ginn deene Leit erëm e Mënscherecht zréck, näämlech datt se eng fest Aarbechtsplaz kréien.

Dat ass enorm wichteg, datt mer dat maachen, well wat géifen déi Leit soss maachen?

A wa mer dann och dee finanzielle Punkt kucken, da wäert deen net esou gewalteg sinn, well déi Leit jo och elo indemniséiert ginn. Déi Leit ginn och elo iergendwéi duerch all déi aner Moossname finanzéiert, an de Coût, deen hei genannt ginn ass, deen ass net allze grouss. An ech mengen, wa mer elo de Leit hir Dignitéit zréckginn a mir séchere se of, dann hu mer vill fir déi Leit gemaach.

An et steet eis als Politik an als e räicht Land wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht, datt mer och a priori un déi dote Leit denken, well mir verdeele jo och vill Gelder op anere Plazen, wou et net esou ubruecht ass, wéi et misst sinn. Dat Geld, dat heihinnergeet, ass gutt.

An duerfir, Här President, fënnt dat heiten doudsécher eis Zoustëmmung. Mir schwätzen hei vun 800 Leit, déi kënnen ënnert déi Moossname falen. Mir wëssen, datt mer der dëst Joer 150 huelen, duerno gëtt et iwwert d'Budgetsgesetz festgeluecht. Dat wäert dann eng Rei, zwee, dräi Joer daueren oder vläicht véier, mä mir kréien déi Leit lues a lues do eran.

A wichteg ass och - an duerfir ass et och, mengen ech, gutt, datt et sech op déi heite Secteure limitéiert -, datt mer jo d'Konditioun setzen, datt eng nei, eng zousätzlech Aarbechtsplaz muss geschafe ginn. Bei enger Gemeng, bei engem Syndikat oder all deenen Organisatiounen, déi opgezielt gi sinn, ass dat novollzéibar, ob och do wierklech eng Plaz geschafe gëtt, well wann dat e grousse Betrib ass, deen e puer Honnert Leit huet, ass et net noweisbar, fir ze soen: „Elo huet en eng nei Plaz geschafen, esou eng Plaz fir déi Leit hei." Duerfir fannen ech de Wee och gutt, datt mer dat op deen heite Secteur limitéiert hunn, well mer do eng gewësse Garantie hunn, eng Transparenz hunn, datt och de But dovun ass, datt eng nei Aarbechtsplaz geschafe gëtt.

Duerfir wëll ech och ofschléissend soen, datt dat heite fir eis e gutt Gesetz ass an datt mer frou sinn, fir dat kënnen haut matzestëmmen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An domat huet d'Wuert dee leschte Riedner zum Projet, den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass jo relativ seelen, datt mer Debatten hei an der Chamber féieren, wou esou eng grouss Unanimitéit ze héieren ass.

Une voix.- Zerstéiert dat net!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Ech wäert mech beméien. Mä emol kucken! Emol kucken!

(Interruption)

Vläicht wäert awer deen een oder anere méi oder manner zefridden domadder sinn. Ech wëll duerfir och op dat aus eiser Siicht politesch Interessant a Wäertvollt un deem heiten Text agoen.

Dat, wat nieft der Unanimitéit opfält, ass jo d'Vitesse, mat där dat heiten duerch d'Institutioun gaangen ass. De 6. Juni gouf den Text deposéiert an nëmmen e Mount drop gëtt en elo hei an der Chamber votéiert, souguer esou séier, datt souguer d'Beruffskummeren eréischt gëschter - Här Kaes, si hunn en Avis ofgi gëschter -, nodeems de Rapport an der Chamberskommissioun ugeholl ginn ass, iwwerhaapt dozou komme konnten, hiren Avis ofzeginn.

Et kann ee sech natierlech duerchaus berechtegt froen: Firwat déi Hetz? Mä virun allem kann ee sech froen: Firwat kënnt dee Projet esou spéit? Well et ass jo e Projet, deen elo net vun enger grousser legistescher Komplexitéit ass, soudatt een deen hätt misse Méint a Méint am Ministère mautsche loossen.

Duerfir d'Fro: Firwat elo esou séier duerch d'Instanzen? Awer virun allem: Firwat eréischt elo?

An ech mengen, Här President, ech hunn de Verdacht - soe mer emol esou! -, datt engem Deel vun der Regierung,…

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- ...zumindest dem Aarbechtsminister, bewosst ginn ass, datt, obwuel mer e gigantesche Wuesstum vun iwwer 5% hunn, d'Chômagezuelen net an deem Mooss zréckginn, wéi dat eigentlech misst sinn, wann Zéngdausenden nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, besonnesch net an där Kategorie vu Leit, déi schonn zënter längerer Zäit am Chômage sinn.

Et kann awer och sinn, datt den Aarbechtsminister de Plan de stabilité et de croissance studéiert huet, deen d'Regierung am Abrëll op Bréissel geschéckt huet am Kader vum Semestre européen. An deem Dokument sinn näämlech déi makroekonomesch Perspektive vun der Regierung fir déi nächst Joren opgezeechent. An dat Dokument seet, datt viraussiichtlech 2017 an 2018 Perspektive sinn, datt d'Chômagezuel weider soll erofgoen an datt dann ab 2019 awer de Chômage erëm soll an d'Luucht goen, 2019, 2020, 2021, bis en dann 2021, sou d'Perspektiv, erëm bei 7% soll leien. An dat obwuel an deem ganzen Zäitraum weider Dausenden an Dausenden Aarbechtsplaze geschafe ginn!

Also, wann aus offizielle Regierungsdokumenter ervirgeet, datt de grousse Wuesstum net onbedéngt automatesch gläichbedeitend ass mat Vollbeschäftegung a verallgemengertem Wuelstand, dann ass dat natierlech problematesch. Et ass politesch problematesch, mä et ass virun allem gesellschaftlech problematesch, well da kréien näämlech ëmmer méi grouss Deeler vun der Gesellschaft näischt méi mat vun deem dichtege Wuesstum am Land an et riskéiert een, datt déi sozial Schéier net méi kleng, mä souguer nach méi grouss gëtt.

Här President, an der Vergaangenheet sinn et an deem sougenannten „Kampf géint de Chômage" virun allem zwee Elementer gewiescht, déi predominant waren an déi de Problem awer net léise konnten:

Éischtens, laang Zäit huet et geheescht, datt, fir de Chômage ze bekämpfen, et wichteg wier, den Aarbechtsmaart méi flexibel ze maachen. A Flexibiliséierung huet awer och Dereguléierung geheescht. An iwwer Joren ass den Aarbechtsmaart weider dereguléiert ginn.

Beim éischte PAN-Gesetz huet et souguer nach geheescht, d'Mesure, fir d'Aarbechtszäit ze dereguléieren, wier e Mëttel am Kampf géint de Chômage. Mir hu gemierkt, datt d'Dereguléierung net zu manner Chômage gefouert huet, mä een Element vun der Dereguléierung war, datt Aarbecht méi prekär ginn ass, datt Interimsboîtë wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss sinn an datt en onbefristeten, ordinären Aarbechtsvertrag net méi d'Regel war.

En zweet Element vun där aler Aarbechtsmaartpolitik war, datt een op eemol op d'Iddi komm ass, datt een, amplaz de Chômage ze bekämpfen, de Chômeur bekämpfe soll. An de Chômage ass dunn op eemol net méi gesi ginn als Resultat vum Fonctionnement oder vum Dysfonctionnement vun engem ekonomesche System, mä dee gesellschaftleche Phenomeen Aarbechtslosegkeet ass individualiséiert ginn: Et war elo deen eenzelne Chômeur, dee responsabel sollt gemaach gi fir seng Situatioun.

A mir kënnen eis jo nach alleguer erënneren u Mesurë ronderëm d'Gesetz 5611 an och d'Protester an d'Widderstänn do dergéint. Dat huet natierlech net „Bestrofung" geheescht, mä „Aktivéierung", ganz esou, wéi wann et just Leit wieren, déi eng amorph Mass géifen duerstelle vu lobotomiséierten Zombien, déi ee just laang genuch picke misst, fir datt se endlech géife paréieren. An natierlech ass awer och net all Mesure gläichbedeitend mat Strof, mä a ganz ville Fäll hat een awer dee fade Bäigeschmaach.

Mënschen, déi am Chômage sinn, ginn haut dacks erugezunn, fir Aarbechte vun ëffentlechem Interessi ze maachen. Dat heescht, si leeschten do Aarbechten ouni awer regulär Aarbechtskontrakter an doduerch och ouni déi allgemeng Schutzbestëmmunge vum Code du travail, wat d'Aarbechtszäiten, Sonndesaarbecht, Iwwerstonnen et cetera ugeet. A si sinn doduerjer zum Deel fir d'Promoteuren, an zum groussen Deel och ëffentlech Promoteuren, also Gemengen an och de Stat selwer, duerchaus bëlleg Aarbechtskräften. Mä déi Leit hunn no där Mesure just an deene mannste Fäll och nëmmen déi geréngste Perspektiv op eng Feststellung.

Nieft dëser politescher Orientéierung vun der Lutte géint de Chômage sinn et natierlech ganz vill wäertvoll Initiative ginn op lokalem, regionalem Plang an der Économie sociale et solidaire, déi versicht hunn, géint de Phenomeen vun der Aarbechtslosegkeet unzekämpfen, zum Deel mat engem ganz groussen Engagement, awer dacks just mat partiellen Erfolleger. Mä och hinne waren oder sinn deelweis nach ëmmer d'Hänn gebonnen, well ganz dacks déi spezifesch Mesuren ëmmer zäitlech begrenzt sinn an de Betraffenen domadder wierklech keng wierklech Perspektiv gebuede konnt ginn.

Här President, d'Häerzstéck vun dësem Gesetz ass an eisen Aen de bescheidene Versuch, an enger anerer Logik d'Aarbechtsvermëttlung an den Aarbechtsmaart ze denken, an dëst aus véier Grënn:

Éischtens, den uerdentlechen an zäitlech onbefristeten Aarbechtsvertrag ass net méi d'Fernzil, wat een no enger Ribambelle vu Mesuren a Mesuretten iergendwann no Jore vläicht eng Kéier erreeche kann, mä et ass eng konkret Perspektiv, déi sech u Leit adresséiert, déi méi wéi zwielef Méint am Chômage sinn.

Zweetens gëtt heimadder och kee Spezialstatut fir eng bestëmmt Kategorie agefouert, mä dee Salarié, deen ënnert dës Mesure fält, ënnerläit voll a ganz de Schutzbestëmmunge vum Aarbechtsrecht, déi fir all Salariéen an deem Beräich, an deem Betrib gëllen. Also sinn och déi Leit gebonnen un de gëllende Kollektivvertrag. Déi Betraffe sinn also net automatesch a fir éiweg um onqualifizéierte Mindestlounniveau, mä kënnen och am Kader vun där Aarbecht hir Avancementer an hir Carrière hunn.

Drëttens ginn et zurzäit souwuel beim Stat wéi och bei de Gemengen eng ganz Rëtsch Aarbechten, déi vu Leit duerchgefouert ginn, déi an enger prekärer Mesure sinn, d'OTIen zum Beispill, obwuel dëst Aarbechte sinn, déi regelméisseg ufalen an eigentlech eng ordinär Aarbechtsplaz duerstelle kéinten.

Mat dësem Gesetz ginn un éischter Plaz d'Akteuren aus dem ëffentlechen oder paraëffentleche Secteur ugehalen, richteg an uerdentlech Aarbechtsplazen ze schafen, amplaz dauerhaft op prekärer zréckzegräifen. A mat dësem Text ginn och keng bestoend Plazen ersat, mä neier geschafen.

An dëst bedeit och, véiertens, datt et eng Incitatioun ass fir d'Gemengen, de Stat, d'Asblen, d'Société-d'impact-sociétallen, Aarbecht ze schafen, Aarbecht mat engem sozioekonomeschen Notzen, sou wéi dat am Ursprongstext och nach geheescht huet, also och den Ausbau vum Service public, voire parapublic. Et géifen nämlech eng Rëtsch Aarbechte ginn, déi am Interessi vun de Bierger sinn, zum Beispill an der Betreiung, der Fleeg an der Ënnerstëtzung vun eelere Leit a Kanner, awer och an anere Beräicher wéi den Espaces verts, Aarbechten also vu gesellschaftlechem Notzen, also vun Notze fir eis alleguerten.

Här President, dëst ass ouni Zweifel e gudden a wäertvolle Projet, dee mir als Lénk ënnerstëtzen, well en dorop cibléiert ass, nëtzlech Aarbechten ze schafen an doduerjer de betraffene Leit eng Perspektiv ze bidden. Dëst Joer ass et dat iwwerschaubart Zil vun 150 Aarbechtsplaze bei aktuell 6.400 Laangzäitaarbechtslosen, déi ënnert dës Mesure géife falen, déi a Fro kommen, fir vun dëser Mesure ze profitéieren. Mä eleng schonn un deem Verhältnis gesäit een, datt et net déi ultimativ Äntwert op de Problem ass, mä awer e sënnvollen Ufank.

Duerfir bedauere mer awer, datt et deemno wéi an Zukunft einfach ass - an deemno wéi eng politesch Konstellatioun an Zukunft méiglech ass -, d'Zuel vun deenen, déi eventuell ënnert dës Mesure géife falen, am Budgetsgesetz einfach op null ze setzen. Et bräicht een also eigentlech emol net d'Gesetz ausser Kraaft ze setzen, fir datt et einfach auslafe kéint. Dat ass schued!

Här President, d'Zäit leeft mer dovun. D'Salariatskummer huet an hirem Avis och nach eng Rëtsch konkret Froen opgeworf, wou mer net d'Zäit haten, se an der Kommissioun ze diskutéieren. Ech denken, datt een dat awer nach eng Kéier nohuele sollt. Virun allem freet d'Sa-

lariatskummer awer och eng Etüd, wou mer emol nach eng Kéier alleguer d'Aarbechtsmoossnamen op de Leescht huelen an op hir jeeweileg Wierksamkeet iwwerpréiwen.

Och zum Reklassement mengen ech, datt déi Ukënnegunge vum Här Minister a vun de Regierungsmembere sënnvoll sinn an datt ech mech drop freeën, wa mer am Hierscht dann hoffentlech en neie Projet virgestallt kréien, dee bestoend Feeler ausmäerzt.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An et ass elo um Här Aarbechtsminister, dem Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn zwar elo nach net d'Intentioun, direkt an de Congé ze goen. Wann dat esou wier, géif ech mat enger grousser Satisfaktioun an de Congé goen. An ech géif och soen, no deem, wat ech hei héieren hunn, hutt Dir alleguerten elo d'Recht, mat Satisfaktioun an de Congé ze goen!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Well dat, wat mer haut maachen, ass effektiv eng wichteg Etapp an der Bekämpfung vum Chômage. Ech wëll och hei ganz kloer soen, datt dat wahrscheinlech ee vun deene Projeten ass, déi extrem séier duerch d'Meandrë vun de Prozedure gaange sinn.

Ech hat eng Wett gemaach, an zwar eng Wett mam President, fir ze soen: „Fir mech, déi Leit, déi am Laangzäitchômage sinn, déi Zäit geet duer! A mir mussen elo déi richteg Äntwert fannen an déi richteg Léisung preparéieren."

An ech soe jiddwerengem Merci, och der Kommissioun, deen dat ënnerstëtzt huet, fir dee Projet nach virun der Summervakanz duerchzebréngen. Firwat? Wa mer dat net gemaach hätten, dann hätte mer dëst Joer verluer. Mir hunn dëst Joer net verluer an duerfir stinn déi 150 Leit, déi 150 Emploien dran, well an deene Méint, déi ons bleiwen no der Vakanz, wäerten déi kënne besat ginn, wäerten déi kënne kreéiert ginn an dann och besat ginn.

Et ass vu praktesch jiddwerengem gesot ginn: Mir kënnen eis freeën, datt de Chômage zu Lëtzebuerg zréckgeet. E geet regelméisseg zréck. Et geet och relativ staark zréck. Mir sinn, wann een elo deen traditionellen Taux de chômage kuckt, erëm ënner 6%, bei 5,7. Dat sinn 0,7% manner wéi nach d'lescht Joer ëm déi nämlecht Zäit. Obwuel ech och dat deelen, wat vu Verschiddene gesot ginn ass: „E geet net esou séier zréck, wéi een eigentlech këint unhuelen, wann een e vergläicht mat der Création d'emplois, déi all Mount hei zu Lëtzebuerg stattfënnt." Mir leien elo net méi bei 3%. Mir leien elo schonn iwwer 3%. An do ass natierlech e Problem: op där enger Säit e Chômage, dee méi lues geet wéi d'Création nette vun Emploi. Dat si strukturell Problemer, déi mer hunn. A fir strukturell Problemer ze bekämpfen, muss ee ganz einfach op nei Weeër, op nei Approchen zréckgräifen.

Och de Chômage de longue durée ass zréckgaangen, muss ech hei soen, 7,9% vun engem Joer op dat anert, vu Mee 2017 op Mee 2016. Mä dat läit - an ech hu kee Problem domat, dat unzëerkennen - ënner anerem dorun, well d'Zuel vun deene Leit, déi am Reklassement, am externe Reklassement sinn, och zréckgaangen ass. Déi ass largement natierlech och doduerch zréckgaangen, well eng Rei Leit an eng Pension d'invalidité komm sinn.

Ech gesinn dat awer net als e Problem un! Ech gesinn dat als eng intelligent Manéier un, fir e Problem ze léisen, well et wier jo awer komesch, Leit am Chômage ze halen, se all Mount ze convoquéieren, se ze kujenéieren an engem gewëssene Sënn, tout en sachant, datt mer hinnen näischt ze offréieren hunn. An duerfir ass déi Approche, fir ze soen: „Een, deen net méi ka schaffen, een, dee keng Méiglechkeet méi huet, en Job ze fannen, dee muss dann och vum gesondheetleche Point de vue d'Recht op eng Invaliditéit hunn."

Mä trotz deem Recul bleiwen eppes iwwer 7.000 Leit, déi scho méi wéi ee Joer am Chômage sinn. Dat ass eng Zuel. Mir kënnen iwwert déi Zuel vill diskutéieren. Mir kënne se analyséieren. Mä 7.000 Leit, dat si Mënschen, dat si Schicksaler, dat si Problemer!

Ech géif Iech all roden, e Rapport ze liesen, deen de franséische Conseil économique, social - et environnemental, heescht en dobäi - gemaach huet iwwert de Chômage. An en huet analyséiert, wat de Chômage fir deen Eenzelnen heescht; well jo ëmmer gesot gëtt: „Oh, de Chômage, oh, d'Leit huelen déi Zäit...", an esou weider. Dat, wat de Conseil économique, social et environnemental do seet, dat ass dat heiten: Eng Rei Pathologien, Krankheete komme vill méi heefeg bei deene Leit, déi am Chômage sinn. Kardiovaskulär Krankheeten, souguer verschidde Kriibse kënnen op déi Depressiounen zréckgefouert ginn, déi déi Leit, déi am Laangzäitchômage sinn, kréien. Alles dat, mä och déi sozial Exklusioun, deen Isolement, dee sozialen Isolement, dat ass eigentlech dat, wat och vill Leit concernéiert, déi am Laangzäitchômage sinn.

Duerfir ass déi Mesure hei eng Mesure, déi dorop ageet, déi eigentlech op mënschlech Schicksaler ageet. Well versetzt Iech emol ee Moment an d'Situatioun vun deem, dee schonn ee Joer, zwee Joer, dräi Joer am Chômage ass, deen all Mount op d'ADEM geet a gesot kritt: „Ma probéier do! Schreif do! Géi dohin!", deen honnert - honnert! - Demandë schreift! Wann hien eng Äntwert kritt oder si eng Äntwert kritt: ëmmer eng negativ!

Wat geschitt do? Do geschitt emol éischtens d'Gefill, eigentlech kee Wäert méi ze hunn, net méi gebraucht ze sinn. Do geschitt eppes, wat am Ufank Enttäuschung heescht a wat ganz schnell eigentlech Hoffnungslosegkeet, Verzweiflung bedeit, Resignatioun. Resignatioun, dat ass dat, wat d'Leit, déi am Laangzäitchômage sinn, empfannen. Nun ass awer grad Resignatioun dat Schlëmmst - dat Schlëmmst! -, fir erëm en Job ze fannen. Well wat fir eng Entreprise, wat fir en Employeur geet hin an en embauchéiert e Resignéierten, een, deen eigentlech d'Hoffnung opginn huet, deen de Glawen u sech selwer opginn huet? Keen oder ganz wéineg!

An duerfir, dat, wat mer hei wëlle maachen, dat ass, de Leit d'Vertrauen erëmginn, d'Selbstwäertgefill erëmginn, fir ze soen: „Natierlech hunn ech d'Recht an ech hunn och d'Kompetenz! Ech hunn d'Méiglechkeet, e Contrat à durée indéterminée ze kréien."

Dat ass dat, wat mer maachen: d'Loscht erëmginn, mueres opzestoen, ze schaffen an net, wéi Verschiddener dat richteg gesot hunn, aus enger Mesure an déi aner an dann erëm e Passage iwwer ee Joer oder zwee duerch de Chômage ze goen - alles dat bréngt näischt - oder an den RMG, deen hunn ech vergiess, an den RMG ze falen.

An duerfir ass genau dat heiten dat, wat mer brauchen. Mir ginn hei de Leit net nëmmen en Job. Mir ginn hinne méi. Mir ginn hinnen eigentlech hir Dignitéit zréck. Mir ginn hinnen erëm hiert Selbstwäertgefill zréck. An dat, mengen ech, ass fir eng Gesellschaft - an et huet een et gesot -, déi eigentlech eng vun deene wohlhabendste Gesellschaften, vun deene räichste Gesellschaften ass, eppes, wat en Dû misst sinn, wat eng Flicht ass, eng sozial Flicht, déi mer jiddwerengem schëlleg sinn.

Nu wëll ech soen…, et ass gesot ginn: „Firwat hutt Der dat net scho sechs Méint oder zwee Joer éischter gemaach? Wéi sidd Der drop komm?" Jo, ech soen Iech ganz éierlech: Ech sinn drop komm no enger Analys, wou ech gesinn hunn, datt de Chômage zréckgeet, mä mir behalen ee Problem eigentlech an duerfir kréie mer dee Chômage net méi drastesch zréck.

An ech sinn drop komm, well ech duerch Zoufall en Artikel gelies hunn iwwer eng Mesure a Frankräich vun engem Mann, engem fréiere Jesuit, dee sech engagéiert huet, fir grad dat doten ze maachen, an et fäerdegbruecht huet, och a Frankräich a kierzester Zäit e Gesetz stëmmen ze loossen. An dat Gesetz heescht: „Territoire sans chômage de longue durée" oder „Chômage de longue durée taux zéro". An dat huet mech dozou bruecht, fir ze soen: „Ma wann dat dach méiglech ass, a Frankräich a verschiddene Regiounen ze maachen, firwat ass dat net méiglech, hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

(Interruption)

Ech hunn näischt géint d'Jesuiten.

Ma dat huet mech dozou bruecht, déi Propositioun ze maachen an och ze verlaangen, datt mer se ganz schnell iwwert d'Bün kréien. Mä et ass net nëmmen dee Fransous, deem ech dat ze verdanken hunn.

Et ass och den Här Weise, komescherweis den Här Weise. Ech weess net, ob Der den Här Weise kennt. Den Här Weise war bis virun e puer Méint de Chef vun der Bundesagentur für Arbeit, eigentlech e Mann, deen net elo fir säin extreme Sozialengagement bekannt war, mä als Manager d'Reform vun der Bundesagentur ganz staark no vir bruecht huet an och eis hei zu Lëtzebuerg bei der Reform vun der ADEM gehollef huet. Dat ginn ech gären zou.

An den Här Weise ass zum Enn vu sengem Mandat, dat heescht am Mäerz, zur Konklusioun komm, datt een och an Däitschland, wou et jo en Jobwunder gëtt, wou jo de Chômage och zréckgeet - eigentlech genau déi nämlecht Situatioun wéi bei eis -, de Chômage de longue durée, de Chômage vun deene Schwächsten net këint zréckbrénge mat normale Methoden. An en huet gesot: „Neen, mir bezuelen en Hartz IV, mä mir hätte besser, mir géifen a sozial Aarbecht, a kollektiv, an ëffentlech Aarbecht investéieren."

Dat ass also och eng Konklusioun, déi vun engem Mann, deen den däitschen Aarbechtsmaart ganz gutt kennt an e geréiert huet iwwer Joren, gesot ginn ass. An dat mécht, datt mer och haut hei eppes decidéieren, wat, mengen ech, sozial gesi ganz innovativ ass an och wäert ganz schnell positiv Resultater bréngen.

Zu e puer Froen, déi Der gestallt hutt. Dat Éischt ass: Firwat net de Privatsecteur? Ma, Här Kaes, ech hunn Iech dat schonn eemol gesot: Wann déi Leit do am Privatsecteur en Job fonnt hätten, dann hätte se e fonnt, da wiere se net Chômeur de longue durée iwwer zwee oder dräi Joer! A si hätten net schonn dräi Passagë beim Forum gemaach an trotzdeem keng Aarbechtsplaz fonnt. Et sinn déi Leit, déi eis interesséieren, grad déi Leit, déi net méi eng Chance hunn am Privatsecteur.

An et ass och dat, wat den Här Weise seet. Dee seet: „Firwat dauernd an d'Leit, an d'Formatioun, an d'Formatioun investéieren, wou mer wëssen, datt och d'Formatioun déi Leit net zréck op de sougenannte privaten Aarbechtsmaart bréngt?!"

Grad duerfir hu mer de Privatsecteur erausgeholl, well fir de Privatsecteur hu mer jo Mesuren. De Contrat de réinsertion-emploi ass eng Mesure fir de Privatsecteur, wou ee 50% - zwar nëmme 50% - vum Salaire wärend engem Joer plus d'Cotisation sociale rembourséiert kritt. An trotz allem hu mer e gutt Resultat, mä net eent, wat mech vum Stull geheit, an an annerhallwem Joer iwwer 220 Plazen esou kreéiert kritt. Dat ass net fantastesch, mä et sinn déi.

Mä mam Privatsecteur géife mer dee Problem do net ugoe kënnen. An duerfir loosse mer déi Mesurë fir de Privatsecteur fir de Privatsecteur sinn. A mir mussen also Mesuren huele grad vun deenen ëffentlechen oder sozialen Institutiounen, déi hëllefe kënnen, deen do Problem besser ze léisen.

Firwat 150? Well ons dräi Méint bleiwen an ech ons en Zil setze wëll an net wëll soen: „Oh, elo probéiere mer dat emol, mir setzen eis keen Zil." Momentan hunn ech eng Persoun an der ADEM genannt, déi dat dote Fulltime mécht. Déi ass haut an enger Gemeng gewiescht, si ass muer an enger Gemeng, si huet déi Diskussioune mam PRO-SUD gefouert.

An ech kann Iech nëmme soen, dee Feedback, deen ech kréien, ass ganz positiv vun de Gemengen, déi bereet sinn, eng Hand unzepaken, déi bereet sinn, ze hëllefen, dee Problem do ze léisen. An ech hat d'ailleurs mam President vum Syvicol eng ganz positiv Diskussioun a Reunioun, wou mer och zu deenen dote Konklusioune komm sinn.

A sécher, de Kollektivvertrag: Mir wëllen net Kollektivverträg aus den Aangelen hiewen! Dat ass doudsécher net meng Intentioun, bien au contraire, wou ech awer ëmmer muss soen: „Et kann een natierlech debattéieren, ob Leit, déi a verschiddene Mesurë schaffen, net awer en Impakt hunn op Leit, déi mat Kollektivverträg schaffen." Dir kennt dat och, Här Kaes, wou Leit déi nämlecht Aarbecht maachen an enger Initiativ an um Mindestloun leien, wärend anerer mam Statut vum Gemengenaarbechter oder Beamten ganz aner Konditiounen hunn.

Duerfir hunn ech gesot: „Nee, de Mindestloun dierf net ëmmer just d'Limitt sinn!" De Mindestloun sécher, mä duerfir gi mer bis 150%, do ass also och eng Marge. A wann een da mengt, et misst een 165% bezuelen, da mengen ech, da misst et engem Promoteur dat och wäert sinn, engem déi 15% dropzeleeën. Duerfir, ech mengen, dat si grosso modo déi, déi…

Ee Wuert zu de Reklasséierten: Sécher si vill Leit, déi am Reklassement sinn, hei concernéiert. Well 85,8% vun de Reklasséierte si scho méi wéi ee Joer am Chômage oder an hirem Statut. 85,8% vun de Reclassés externes! A si stelle 46% vun de Chômeurs de longue durée insgesamt duer. A grad op déi Leit musse mer zougoen.

A mir musse kucken, an duerfir hu mer och elo dat neit Instrument vum COSP - Handicap a Reklassement - kreéiert: Wat sinn d'Méiglechkeete fir déi Leit, erëm och an esou Jobben ze kommen? Well dat si jo normal Jobben, mä et geet natierlech drëm, sécher ze sinn, datt déi Leit och net nëmmen déi Kompetenz hunn, fir deen Job ze maachen, mä datt se natierlech och physesch d'Méiglechkeet an d'Capacitéit hunn, erëm zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen. Mä Reklassement heescht jo net Invaliditéit, Reklassement heescht nach mussen a kënnen disponibel ze si fir den Aarbechtsmaart, ausser et kënnt een an d'Invaliditéit.

An duerfir wäerte mer natierlech besonnesch och mat deene Leit schaffen an hinnen eng Perspektiv ginn an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, aus hirem Statut an aus der Hoffnungslosegkeet erauszekommen, déi vill Leit betréfft, déi scho laang eng Aarbecht sichen an ëmmer, ëmmer op e Refus stoussen. Datt mer deene Leit erëm eng nei Hoffnung ginn!

Ech soen Iech op jidde Fall fir déi Ënnerstëtzung vun haut e grousse Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Aarbechtsminister. An ech gi ganz gär zou, dass en deen Defi, deen e gestallt krut, erfëllt huet.

(Interruption)

En hat vun enger Wett geschwat.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Domat géife mer zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7149 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procurationen. An de Vott ass ofgeschloss.

Mir hunn: 58-mol Jo..., 59-mol Jo, keen Neen, keng Abstentioun.

(Brouhaha et interruption)

Jo, et ass wahrscheinlech een, deen net geholl gouf. Also ech hat direkt ëmgeschalt, soudass mäi Vott net geholl ginn ass.

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- 59, an et feelt awer nach een.

(Concertation interne)

Okay, den Här Eischen. Dann hu mer 60-mol Jo, unanime.

(Exclamations)

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par Mme Martine Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da froe mer nach d'Dispens vum zweete Vott.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

3. Ordre du jour

An ech wollt d'Chamber froen, ob se dermat d'accord wär - déi zwee Ministeren hu sech dorop gëeenegt an ech hunn och nogefrot bei den Orateuren -, dass mer de Projet 7033, ee Modell 0, kéinte virzéien. Wann d'Chamber domat d'accord ass, da géife mer dat maachen.

(Assentiment)

Merci villmools. An de Rapporteur, den Här Frank Arndt, huet direkt d'Wuert.

4. 7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Frank Arndt *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech

mengen, de Moien hat ech de Schnellzuch drop. De Mëtteg loossen ech mer da gutt Zäit.

(Hilarité)

Mir sti jo kuerz virun der Vakanz. Ech hat gehofft, datt ech Iech eng schéi Vakanz kéint wënschen. Mä gutt, dat wäert de Gilles Baum dann duerno kënne maachen.

De Projet 7033, deen am August 2016 vum Minister Dan Kersch deposéiert ginn ass, ass u sech elo eppes, wou ech och gär gehat hätt, datt mer dat de leschten Dënschdeg hätte kënnen un dem Max Hahn säi Projet hannendrunhänken. Da wiere mer, mengen ech, séier fäerdeg gewiescht, well et genau déiselwecht Thematik betrëfft. Ech hunn de Max Hahn gefrot: „Gëff mer emol deng Ried, well ech mengen, ech muss knäipen."

(Hilarité)

Et ass kee Copy-paste drop, mä et ass awer esou, datt, wéi ech als Rapporteur genannt gi sinn - an ech hale mech elo einfach net méi un dat, wat ech hei stoen hunn -, et d'Saach vill méi einfach gemaach huet, fir Iech ze soen: Mir haten e Problem als Gemengen, wa mer an déi Aventure eragaange sinn. De Laurent Knauf, mäin Distriktskommissär an der Zäit, huet da bis zu 258 Leit misse mobiliséieren am Land, fir op eng Plaz ze kommen, fir e Vott ze maachen, wou mer eis alleguer eens waren! Ech wëll awer elo kengem e Vott viraushuelen.

An déi Simplification administrative, déi dann elo geschitt, ass u sech, datt mer dat däerfe mat Mathëllef vum Interieur maachen. Den Interieur wäert dat an enger Bréifwahl maachen, déi eis et erlaabt, dat dann eben net méi mussen op der Plaz ze maachen, wou mer dann hibestallt gi sinn, awer iwwer eng Bréifwahl ze maachen, wou nach ëmmer de Gemengerot deen ass, dee bestëmmt, wien en als Kandidat presentéiert a proposéiert. An dat wäert och esou bleiwen. A schlussendlech gëtt de Mandat och esou verlängert, datt en (veuillez lire: datt en net) ophält, bis deen neie genannt ass.

Ech denken, d'Gemengepolitiker, an där si vill heibannen, wäerte Merci soe fir dee Schratt, deen do gemaach ginn ass. An ech mengen, datt dat Gesetz hei eng grouss Zoustëmmung wäert fannen. Déi zwou Säiten, déi ech opgeschriwwen hunn, hunn ech elo an e puer Wierder resuméiert. Dofir nach eng Kéier e grousse Merci un Iech, Här Minister, awer och un d'Mataarbechter, fir dee Schratt, deen Der elo gemaach hutt, souwuel bei de Loyerskommissioune wéi hei, fir eng Simplification administrative fäerdegzebréngen, déi néideg war.

A fir weider Avise verweisen ech op dee schréftleche Rapport, dee bäiläit. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech géif dann och allen anere Riedner soen, si sollen hir Rieden op d'Säit leeën an elo just…

(Hilarité)

Den Här Eicher huet dann d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Genau dat hat ech elo wëlles, Här President. Erlaabt mer awer trotzdeem, mengem Kolleeg, dem Frank Arndt, e Merci ze soe fir säi konzise schréftleche Rapport a säi ganz perséinleche mëndleche Rapport haut de Mëtteg.

(Hilarité)

Ech mengen, eng Saach, déi sécher ass: Dat hei ass e Projet de loi, deen, ech kann et direkt soen, vun der CSV gedroe gëtt, well et och enger laangjäreger Fuerderung vum Syvicol entsprécht.

(Interruptions et brouhaha)

Et sinn zwou Neierungen an ech kann awer do soen, wat déi Neierunge sinn: Dat ass fir d'Éischt dann emol d'Sécherheet - an dat ass, mengen ech, awer ganz wichteg! -, et gëtt Sécherheet geschaaft an där Period tëschent de Gemengewahlen an der Konstitutioun vun den neie Comitéen a Büroen. Do war bis elo ëmmer en zimlechen Techtelmechtel an dat war ganz schlecht, well besonnesch bei ganz grousse Syndikater hate mer ganz vill Rechtsonsécherheet. An dat gëtt op dësem Wee awer elo ganz kloer gekläert.

Une voix.- Très bien!

M. Emile Eicher *(CSV).*- Ech fannen, och wann et nëmmen eng ganz kleng Neierung ass, et ass awer trotzdeem eng ganz wichteg.

Dat anert ass eben dat, wat den Här Arndt elo scho gesot huet, datt mer awer wierklech elo net méi déi Prossessioun vun Honnerte vu Conseilleren organiséieren, wéi am Fall vum Syvicol, ausser der Stad Lëtzebuerg, wou mer all Conseiller ugeschriwwen hunn, déi sech an engem Dag hu misse fräihuelen, fir ofstëmmen ze goen. Dat leeft elo vill méi einfach am Sënn och vun der Simplification des procédures. Duerfir ass et elo méi einfach, per Vote par correspondance ofzestëmmen. Villmools Merci fir dat!

Mä ech wollt awer trotzdeem vun der Geleeënheet profitéieren, well ech hat gesot: „eng kleng Reform", et ass awer och eng gréisser Reform vum Minister ugekënnegt ginn. An ech géif och den Här Minister vläicht froen, ob an deem Sënn scho Viraarbechte gelaf sinn, ob en eis vläicht kéint e puer Informatiounen dozou ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wollt mech awer och dem Här Arndt uschléissen, well ech hat och gehofft, dee Leschten ze sinn a jiddwerengem eng ganz flott Vakanz, eng erhuelsam Vakanz, och Iech, Här President, ze wënschen. Mä bon, voilà, dat ass awer elo net gelongen!

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo, da Merci och dem Här Eicher.

(Hilarité)

An da gi mer dem Här Hahn d'Wuert weider.

M. Max Hahn *(DP).*- Och ech wäert da probéieren, dat ouni Ried ze maachen, Här President. Wann dat Äre Wonsch ass,…

(Brouhaha)

…da wäert ech deem natierlech Rechnung droen. An ech géif dann dem Rapporteur, mengem Kolleeg, dem Frank Arndt awer hei vun dëser Plaz e ganz grousse Merci soe fir säin dach e bëssen onkonventionellen, awer ganz sympathesche mëndleche Rapport, deen en eis hei virgedroen huet, an natierlech och fir säi schréftleche Rapport. Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

An an deem Sënn géif ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei ginn an…

M. Claude Lamberty *(DP).*- Schéi Vakanz!

M. Max Hahn *(DP).*- …schéi Vakanz wënschen.

(Hilarité)

Une voix.- A gudden Appetitt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn nach net esou wäit.

Une voix.- Vill Gléck an der Nationallotterie!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann hu mer als Nächsten den Här Roberto Traversini.

M. Roberto Traversini *(déi gréng).*- Merci. E Rapport, dee schnell a gutt war, an einfach. Ech hunn deen och direkt verstanen. Merci!

A mir ginn natierlech och do den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ginn och vun eiser Säit aus den Accord zu dësem Projet, a genau wéi den Här Traversini hu mir och de Rapport verstanen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Den Här Baum huet d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Här President, an deem Fall wëll ech Jubel, Trubel, Heiterkeit och net ënnerbriechen a ginn och den Accord vun der lénker Fraktioun.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An Här Minister, d'Lat ass ganz héich geluecht.

Prise de position du Gouvernement

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech mengen, dat heiten ass dee beschte Beweis, dass een och mat klenge Schrëtt heiansdo ganz wäit no vir ka kommen. Ech wéilt jiddwerengem e Merci soen, deen hei matgeschafft huet. Effektiv, et ass esou, wéi mer et elo hei scho vun e puer Riedner exposéiert kritt hunn: Et ass eng wesentlech Simplification administrative fir déi Leit, déi an hirer Fräizäit als Gemengepolitiker aktiv sinn, fir deenen d'Liewe wesentlech méi einfach ze maachen.

Op där enger Säit hu mer natierlech d'Simplificatioun vun der Prozedur vun der Nominatioun, vun der Designatioun vun den Delegéierten, op där anerer Säit, an den Här Eicher ass dorobber agaangen, e wichtegt Element: d'Prolongatioun vum Mandat, bis se dann och effektiv remplacéiert sinn, wat déi néideg Rechtssécherheet schaaft. Dann och d'Revocatioun, déi ersat gëtt duerch de Remplacement, dat heescht, dass de Gemengerot respektiv déi Gemengeréit, déi een Delegéierten zesummen designéiert hunn, zu all Moment d'Recht hunn, fir deen Delegéierten och erëm zréckzezéien. Och dat ass e ganz wichtegt Element vun dësem Gesetz.

Duerfir jiddwerengem Merci, deen dorunner matgeschafft huet. An esou, wéi et ausgesäit, schléisse mer eis jo deem un, wat den Här Schmit elo hei realiséiert huet, näämlech Eestëmmegkeet. An doriwwer kann ech mech nëmme freeën!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Mir géifen dann zum Vott iwwert den Ensembel vum Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7033 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Dir hutt et virausgesinn, Här Minister: 60 Stëmmen derfir, Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6593, den Organisatiounsstatut vum Centre socio-éducatif de l'État. An de Rapporteur, den Här Gilles Baum, ass prett. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

5. 6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1er du Code de la sécurité sociale

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Gilles Baum *(DP), rapporteur.*- Villmools Merci, Här President. An ech entschëllege mech, dass ech elo net kann an där gudder Laun, wéi mer elo hei waren, weiderfueren. Mir schwätzen elo iwwer e wierklech ganz seriöt Thema. Mir schwätzen iwwert déi Jugendlech, déi net d'Chance haten, eng gutt Kannerstuff ze hunn, déi Jugendlech, déi keng Hand haten, déi se geleet huet, keng Hand haten, déi se begleet huet, an déi iwwert d'Geriicht an eng staatlech Struktur fir Mannerjäreger placéiert ginn.

Eleng schonn d'Nummer vum Rôle, de 6593, léisst drop schléissen, dass et schonn eng Zäitchen hier ass, wéi dee Projet de loi hei an der Chamber deposéiert ginn ass. Dëst, well mer eng Abberzuel vun Avisen ageholl hunn, dëst awer och, well de Projet de loi dräimol beim Statsrot war.

Wann et ëm d'Aschränkung vun der Fräiheet geet, da muss ee bis an de leschten Detail derfir suergen, dass gewëssen international Normen a Standarde respektéiert ginn. Wann et dann nach ëm Mineurë geet, da muss een ëmsou méi oppassen.

Mat dësem Text droe mir elo der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter, dem Conseil de l'Europe, dem Europäesche Comité géint Folter an diverse Recommandatioune vun der UNO Rechnung. Zil ass et, déi Mannerjäreg ze schützen, déi an eng Struktur vum Stat kommen, sief dat zu Dräibuer oder zu Schraasseg, wou am Moment 92 Jongen a Meedercher betreit ginn.

Dëst Gesetz gëtt de verschiddene Servicer vun den Zentren eng legal Basis an erlaabt eis, d'Unité de sécurité zu Dräibuer, besser bekannt ënnert dem Term UNISEC, elo definitiv opzemaachen, an dat mam Zil, dass keng Mannerjäreger méi sollen op Schraasseg an de Prisong kommen. Et regelt awer och déi intern Organisatioun an d'Paie vun deene Leit, déi do schaffen.

Och gëtt de Régime disciplinaire festgeluecht no de Regelen, déi international gëlle fir Mannerjäreger, déi vum Stat placéiert ginn. Des Weidere schaaft dëst Gesetz déi legal Basis fir de Projet individualisé, deen den Encadrement vum Mineur soll verbesseren, fir déi informatesch Gestioun vun den Donnéeën, fir d'Kierperduerchsichungen, d'Fouillen, déi konform zu internationalem Recht musse sinn, a fir d'Gläichheet vum Salaire vun de Leit, déi an der UNISEC wäerte schaffen, an de Leit, déi am Prisong oder am Centre de rétention schaffen.

D'UNISEC, dat ass eng vun deene siwen Unitéite vum Centre socio-éducatif de l'État. Si iwwerhëlt Aufgaben am sozioeducative Beräich, am schouleschen, am therapeutesche Beräich, awer och am Beräich vun der Präventioun. Et ass eng geschlossen Unitéit, déi bis zu zwielef Mannerjäreger ophuele kann, opgrond vu geriichtlechen Uerteeler.

Et ass selbstverständlech, dass an engem Rechtsstat all Mesure, déi d'Fräiheet an d'Rechter aschränkt, muss op enger legaler Basis foussen an déi international Prinzipie muss respektéieren, wat Jugendlecher ugeet, deenen zäitweileg d'Fräiheet entzu gëtt. De Projet de loi mécht och e ganz kloren Ennerscheed tëschent den educative Mesuren an den disziplinäre Mesuren.

Den Direkter an d'Personal stelle fir all Jugendlechen e Projet individualisé op, deen d'Prise en charge wärend an awer och no sengem Openthalt an der Struktur festleet, fir de Jugendlechen op seng Entloossung an d'Fräiheet virzebereeden an d'Ziler vun der sozialer Integratioun an d'Gesellschaft festzeleeën.

De Projet individualisé hëlt Récksiicht op dat psychosoziaalt Ëmfeld vum jonke Mënsch viru senger Zäit an der Struktur, op seng Familljesituatioun, seng Perséinlechkeet, seng Besoinen an Erwaardungen.

Dëse Projet gëtt also am Interêt vum Jonken opgestallt, an Zesummenaarbecht a mat der Zoustëmmung vun de geriichtlechen Instanzen. De Jonke soll un der Ausaarbechtung vu sengem Projet matschaffen. Seng Elteren oder den Tuteur kréien de Projet matgedeelt. Dee Jonken, deen an eng Struktur kënnt, ass gehalen, d'Regele vum Zenter anzehalen, hien ass gehalen, dem Personal ze follegen a mat de Leit zesummenzeschaffen, déi säi Projet individualisé ëmsetzen.

Den Direkter ass de Chef hiérarchique vum Zenter. Him zur Säit steet en Directeur adjoint an déi Responsabel vun deene verschiddenen Unitéiten. Dës assuréieren d'Gestioun vun deene verschiddenen Unitéiten. Si gi vum Direkter fir zwee Joer ernannt an hiert Mandat ka weidergefouert ginn, et kann erneiert ginn.

Fir all Site gëtt e Plan de gestion de crise opgestallt. Fir d'Sécherheet am Zenter sinn natierlech d'Agenten zoustänneg. D'Police suergt fir d'Sécherheet dobaussen oder wärend engem Transfert vun engem Zenter an d'UNISEC. D'Police passt och op déi Jonk op, wa si an d'Klinik mussen, wann eng Garde néideg gëtt, well ee Jonken als geféierlech agestuuft gëtt oder wann e Risiko besteet, dass e fortleeft.

Falls d'Gardienen et net sollte fäerdegbréngen, fir d'Sécherheet an d'Uerdnung an engem Zenter erëm hierzestellen, rifft den Direkter oder säi Remplaçant d'Police zu Hëllef.

Wat elo d'Disziplinn ugeet, do ënnerscheede mer tëschent „mesure disciplinaire" an „sanction disciplinaire". D'Mesure disciplinaire huet zum Zil, d'Uerdnung direkt erëm hierzestellen, wärend Sanktiounen natierlech eng repressiv Wierkung hunn. Nom Prinzip vun der Légalité des peines muss d'Verhalen, wat zu enger Strof

féiert, kloer an engem legalen Text festgeschriwwe sinn. Beim Régime disciplinaire gëtt dem Gesondheetszoustand vum Jugendlechen, senger Maturitéit, senger Verletzlechkeet, awer och den Emstänn an der Gravitéit vun de Fakte Rechnung gedroen.

Wärend der Prozedur kritt de Jugendlechen e pädagogeschen Encadrement. Hie kann d'Personal, dat hie betreit, gesinn an och d'Hëllef vun engem Affekot ufroen. Kee Jonke kann enger Mesure oder Sanction disciplinaire ënnerleien, ouni am Virfeld iwwert dat Feelverhalen, wat him virgeworf gëtt, informéiert ginn ze sinn an ouni dass hie sech konnt verdeedegen. Virun enger Decisioun gëtt hie vum Direkter oder sengem Vertrieder zu de Faite befrot.

Verstéiss, déi zu enger Mesure disciplinaire féieren, kënne sinn: Ungehorsam, dat heescht de Fait, net ze follegen, all Aktivitéit, déi d'Uerdnung an d'Sécherheet am Zenter gefäerdet, d'Sécherheetsmesurë mëssuechten, d'Futtimaache vu Géigestänn, déi dem Stat oder enger anerer Persoun gehéieren. D'Konsequenzen dovunner, also d'Mesures disciplinaires, sinn eng schréftlech Aarbecht oder eng onbezuelte Botz- oder Fléckaarbecht, déi awer net méi laang wéi aacht Stonnen däerf daueren.

Am Fall vun engem Verstouss gëtt vum Agent oder dem Educateur e Bericht geschriwwen, wou drasteet, wat geschitt ass, och d'Depositioun vum Jonken an eventuell d'Depositioune vun Zeien. Den Direkter oder säin Adjoint bewäerten doropshin, ob d'Procédure disciplinaire néideg ass.

D'Decisioun gëtt deem Jonke matgedeelt, dee se kann ufechten. An deem Fall gëtt de Jugendriichter ageschalt, deen d'Entscheedung hëlt. Géint dës Mesurë kann de Jugendlechen e Recours virum Jugendriichter aleeën, géint d'Decisioun vum Jugendriichter gëtt et allerdéngs kee Recours.

Wat déi disziplinär Sanktiounen ugeet, do ass en Openhalt an enger Kummer virgesinn, en Isolement temporaire, deen awer op kee Fall méi laang wéi 72 Stonne kann daueren, an och wärend deenen 72 Stonne muss de Jugendleche mindestens eng Stonn pro Dag an d'frësch Loft gelooss ginn.

Eng disziplinär Sanktioun kann nëmmen a schlëmme Fäll, déi och dokumentéiert sinn, ausgesprach ginn. Dozou gehéiert: wann e Jugendlechen e puermol fortgelaf ass, sexuell oder physesch Aggressioun, e schlëmme Verstouss géint d'Sécherheetsvirschréften, deen d'Liewe vun anere Jugendlechen, vun de Gardienen oder den Educateure géif op d'Spill setzen, e widderhuelte Verstouss géint d'Uerdnungsvirschréften, de Besëtz, d'Consommatioun, d'Produktioun oder de Verkaf vun Drogen, de Besëtz an d'Uwendung vu Waffen a Munitioun, an den Opruff zu enger Emeute.

Bei de Sanktiounen ass d'Prozedur déiselwecht: e Rapport d'évaluation duerch den Direkter an am Fall, wou contestéiert gëtt, eng Decisioun vum Jugendriichter. Hei ass e Recours non suspensif beim Jugendriichter méiglech, an dat bis zu siwen Deeg no der Notifikatioun.

Och wann e Jugendleche fir eng Zäitchen agespaart gëtt, däerf den Infirmier oder den Dokter zu all Moment bei hie goen.

Wat elo de Volet vun de Fouillen ugeet, also Kierperduerchsichungen, do ënnerscheede mer dräi Typpen: déi einfach Fouille, dat heescht, déi, wou d'Kleeder ofgetaascht ginn, wou gekuckt gëtt, wat an den Täschen ass, d'Ganzkierperfouille, dat heescht, déi, wou de Jugendleche sech muss ganz oder deelweis ausdoen, an déi intimm Fouille, déi awer just duerchgefouert gëtt, wann en akute Risiko fir d'Personal oder aner Jugendlecher kéint bestoen. Dës Fouille kann och nëmmen a Präsenz vun engem Dokter a vun engem Dokter duerchgefouert ginn.

Dës Akte mussen awer am Respekt vun der Mënschewierd duerchgefouert ginn. Déi Ënnersichungen, Duerchsichunge ginn duerchgefouert vun op d'mannst zwee Agente vum selwechte Geschlecht wéi dee Jonken, dee gekuckt gëtt.

Och déi perséinlech Saache grad ewéi d'Kummer an den Dortoir vum Jugendleche kënnen duerchsicht ginn, an do däerf de Jugendlechen derbäi sinn, et sief dann, et géif eng akut Gefor bestoen.

Dëst Gesetz schaaft awer och déi legal Basis fir d'Zesummestellen an d'Verwalte vun dräi verschiddene Fichieren: dem individuelle Fichier mat de perséinlechen Donnéeën, engem Fichier vun der UNISEC, deen d'Entréeën an d'Sortien an der UNISEC dokumentéiert, an e Fichier spécial, deen d'Fouillen dokumentéiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Fir Transparenz suergt de Fait, dass och festgehale gëtt, vu wiem a wéini a firwat en Dossier konsultéiert gouf, an dës Donnéeë ginn an der Regel no dräi Joer geläscht.

D'Verwalte vun der UNISEC ass eng richteg Erausfuerderung fir d'Direktioun a fir all déi Leit, déi do schaffen, well se deeneselwechte Risiken, deeneselwechten Exigenzen, deeneselwechten Ufuerderungen ausgesat si wéi déi Leit, déi am Prisong schaffen. Well d'Aarbechtsbedingungen déiselwecht sinn, awer och fir d'Attraktivitéit vun der Aarbecht ofzesécheren, schaaft dëst Gesetz e Parallellismus, wat d'Paien an déi berufflech Virdeeler ugeet, tëschent dem Personal, wat an der UNISEC schafft, an dem Personal am Prisong oder am Centre de rétention.

Wéi gesot, et koume ganz vill Avisen eran, ganz vill interessant Avisen, niewent deene vun de Beruffskummeren och den Avis vun der CNPD, den Avis vun der Association nationale des communautés éducatives et sociales, dem Parquet, der Cour de justice, dem ORK an och der Mënscherechtskommissioun. Ech verweisen heifir op de schréftleche Rapport, genausou fir d'Informatiounen, déi Dir géift brauchen zur Fiche financière.

Ech géif hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Patrick Thoma an dem Här Manuel Achten vum Ministère Merci ze soe fir d'Begleeden an d'Ënnerstëtze wärend der ganzer Zäit, wou mer un deem Projet hei geschafft hunn. An ech géif där neier Equipp ronderëm de Ralph Schroeder eng glécklech Hand wënschen an hirer neier, sécher net einfacher, awer sécher nobler Aufgab.

Domat ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech géif mech freeën iwwer eng breet Zoustëmmung, a genausou géif ech mech freeën, wann Dir alleguerte géift gesond a monter aus der Vakanz zréckkommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Rapporteur Gilles Baum. Als éischt ageschriwwe Riednerin hunn ech d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch. Madamm Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Rapporteur, dem Gilles Baum, e ganz häerzleche Merci soe fir säi wierklech exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Dëse Gesetzestext gouf jo nach ënnert der CSV deposéiert a mëttlerweil sinn eng ganz Partie Adaptatiounen an och Amendementer derzou gemaach ginn.

D'Amendementer, déi dës Regierung hei erabruecht huet, hunn eng ganz Partie vu Verbesserunge mat sech bruecht, déi mer och wierklech begréissen, esou zum Beispill, dass all Jugendlechen e sougenannten „projet individualisé" kritt. Dat ass e ganz wichtegt Element, op dat den Här Baum och schonn am Detail agaangen ass, en Element, wat dem Erzéier erlaabt, dee Jonke wierklech individuell ze begleeden an eng reell Liewensperspektiv fir a mat him zesummen auszeschaffen.

Da begréisse mer awer och nach ënner villen anere Saachen, dass d'Mesure d'isolement temporaire vun zéng op dräi Deeg reduzéiert gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten zum Volet vun de Mesures a Sanctions disciplinaires déi lescht Woch nach en Amendement an der Kommissioun eragereecht, fir dem Personal sur place méi Moyenen ze ginn, fir direkt kënnen ze reagéieren, wann dee Jugendleche sech dann dernieftbehëlt. Mir hate proposéiert, fir niewent den normalen „mesures éducatives", déi d'Educateuren am Alldag benotzen, sougenannt „mesures de bon ordre" anzeféieren amplaz vun deenen „mesures disciplinaires", déi elo am Gesetz stinn. Eis Mesures de bon ordre géifen näämlech keng Recoursméiglechkeet erlaben, mä au contraire, si géifen et erlaben, dass d'Educateure kéinten direkt op e Feelverhale vum Jugendleche reagéieren. Et wier domadder vill méi kloer fir dee Jonken, wat säin onerwënscht Verhalen als direkt Konsequenz géif mat sech bréngen.

Mir hunn eis dobäi un der franséischer Legislatioun orientéiert, esou wéi de Conseil d'État dat och a sengem virleschten Avis suggeréiert hat.

Madamm Presidentin, eisen Amendement hätt wesentlech zur Verbesserung vum Gesetz bäigedroen, a mir bedaueren, dass d'Kommissioun net gewëllt war, sech déi néideg Zäit ze loossen, dësen Amendement am Detail ze studéieren - et waren dach awer eng ganz Partie Säiten - an dann an enger nächster Sitzung ze diskutéieren. Et wier jo definitiv net op dräi weider Méint ukomm, elo wou mer schonn esou vill Joren op dëse Projet waarden. Esou wéi een déi lescht Woch konnt um Radio vum neien Direkter héieren, leien d'Problemer näämlech och nach op enger ganz anerer Plaz, an ech wäert och herno dorobber ze schwätze kommen.

Ech wéilt awer kuerz op den Inhalt vun eisem Amendement agoen. Mir sinn der Meenung, dass, esou wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, et e falsche Message ass fir e jonken Delinquant, dass, wa soll eng Mesure disciplinaire gesprach ginn, hie ka Recours maachen an no engem Affekot froen. Dëst erlaabt näämlech an deem Fall net, dass den Erzéier kann eng direkt Äntwert op e Feelverhale ginn.

Vu wat schwätze mer? Ma et geet zum Beispill drëms, dass een engem Jonke muss kënne soen, wann hien da wärend dem Mëttegiesse säin lesse widdert d'Mauer gejummt huet, dass hie soll dohinnergoen, dat oprafen an opbotzen, an dat, ouni dass hie seet, hien hätt e Recht op en Affekot.

Mir sinn der Meenung, dass ee muss kënnen direkt reagéieren, fir ze verhënneren, dass sech e Gefill vun Impunitéit kann entwéckelen, esou nom Motto: „Et geschitt mer jo souwisou näischt." Direkt reagéieren, dat wier laut eisem Amendement zum Beispill: en Entschëllegungsbréif verlaangen, eng Mediatioun unuerdnen, e Rappel à l'ordre ausspriechen oder ee fir eng kuerz Zäit aus enger Gruppenaktivitéit ausschléissen, wann dat da sollt erfuerderlech sinn. An dat alles, ouni dass dee Jonke bei dëse Mesures de bon ordre kann op pädagogesch a psychologesch Ennerstëtzung zréckgräifen an ouni dass hien d'Assistenz vun engem Affekot ka verlaangen. Ee prealabelt Gespréich géif natierlech där Mesure virausgoen, e Bericht géif alles festhalen an e jäerleche Bilan mat alle Mesures de bon ordre géif dem Jugendriichter natierlech virgeluecht ginn.

Eis Mesures de bon ordre wieren am Fong geholl ze gesinn als esou eng Tëschestuf tëschent den normale Mesures éducatives an der Sanction disciplinaire, déi hirersäits jo ganz kloer eng Recoursméiglechkeet géif erlaben. Pour rappel, d'Sanction disciplinaire beinhalt jo, dass de Mineur fir 72 Stonne maximal kann an en Zëmmer gespaart ginn.

Do dernieft ass et fir eis awer och kloer, dass dat Ganzt och eng educativ Dimensioun an dëser Mesure de bon ordre enthält. Dee Jugendleche muss näämlech léieren, dass d'Zesummeliewen eng Rei Regele verlaangt, déi net verhandelbar sinn. Esou wéi et elo am Gesetz steet, ass dat awer net de Fall. Eis Propositioun géif den Educateuren an hirer schwiereger Aarbecht am Alldag mat de Mineuren hëllefen, eng Handhab ze hunn, fir direkt kënnen ze reagéieren, e kloert Zeechen ze setzen; verschidden Niveauen deemno vu Mesuren a Sanktiounen, jee nodeem, wat ee sech zu Schold komme gelooss huet.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen awer nach eng ganz Partie Froen op. Et ass näämlech net kloer, wéini e jonke Mënsch iwwerhaapt an d'UNISEC kënnt. Dëst Gesetz bezitt sech jo op ganz Dräibuer, also do, wou d'Jonge sinn, an awer och op Schraasseg, wou d'Meedercher sinn, an net just op d'UNISEC. Et misst duerfir onbedéngt präziséiert ginn, wéi eng kriminell Faiten e jonke Mënsch an d'UNISEC bréngen. Hei feele Kritären, kloer Kritären, déi fir jiddwereen erkennbar sinn.

Hei zu Lëtzebuerg ass et jo esou, dass dës Decisioun der Appreciatioun vum Riichter ënnerläit. Mä ass et dann net awer esou, dass jonk Delinquantë kloer Messagë brauchen a kloer musse wëssen, wéi ee Verhalen dann och wéi eng Konsequenze mat sech bréngt?

Da feelt eis och en Alterskritär: Ab wéi engem Alter kann een dann iwwerhaapt elo an d'UNISEC kommen? An et ass och weiderhin net formell verbueden, e Mineur an de Prisong fir Erwuessener ze schécken. Och dëst misst endlech schwaarz op wäiss an dëst Gesetz geschriwwe ginn.

Mir ënnerstëtzen awer och d'Fuerderung vum neien Direkter, dass niewent de Sitten Dräibuer a Schraasseg nach weider Strukturen iwwert d'Land fir Mineure missten ageriicht ginn, wou a klenge Gruppen eng ganz intensiv educativ Aarbecht kéint geleescht ginn. Dat ass leider relativ schwéier a Gruppe vu bis zu 20 Jonken ze bewältegen.

Mir soen och kloer, dass, wa mer wëllen e Liewensprojet ausschaffe mat dëse Jonken, déi aus deenen ënnerschiddlechste Verhältnisser a mat deenen ënnerschiddlechste Bagagen a Virgeschichten hei landen, mir eis dann och mussen d'Moyene ginn. Mir brauchen dat néidegt Personal mat der néideger Qualifikatioun a mir mussen à même sinn, dee Jonken och no Dräibuer ze begleeden, hien am A ze behalen, e regelrechte Suivi ze assuréieren, fir ze verhënneren, dass dee Jonken no e puer Méint als gudde Bekannten alt nees zu Dräibuer lant.

Et gëtt do eng Partie flott Modeller am Ausland, wou zum Beispill Educateure fräigestallt ginn, fir esou e Jonke fir ee Joer an hirer Famill opzehuelen, ze begleeden, him ze hëllefen, aus deem - ech soen dat elo emol esou - Milieu pourri erauszekommen an e richtegen Neiufank ze maachen. Mir brauchen och eng gréisser Sensibilisatioun fir dëse Sujet bei de Leit, déi an hirer deeglecher Aarbecht mat schwierege Jugendlechen ze dinn hunn. Vläicht mussen Educateuren, Enseignanten a Proffe méi Berodung an och vläicht aner pädagogesch Outile kréien, fir dësen Challenge an hirem Alldag ze meeschteren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech bedauere wierklech, dass eisen Amendement net ugeholl ginn ass, well en hätt dëst Gesetz kloer verbessert. Mä vu dass d'Personal vun der UNISEC schonn zanter Längerem agestallt ass a vu dass d'Gesetz ganz vill positiv, gutt Elementer beinhalt, wäerte mir als CSV dëst Gesetz stëmmen.

Ech wënsche mer just, dass esou séier wéi méiglech do nogebessert gëtt, wou et wierklech noutwendeg ass. An der Equipp ronderëm de Ralph Schroeder - do wéilt ech mech wierklech dem Gilles Baum senge Wierder uschléissen - wënschen ech ganz vill Erfolleg. Ganz vill Satisfaktioun bei Ärer wierklech delikater an och ganz schwiereger Aufgab!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci der Madamm Hetto-Gaasch. Als nächste Riedner hunn ech den Här Georges Engel ageschriwwen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Endlech!", dat ass d'Gefill, wat ee bei der Ausschaffung vun dësem Projet huet, well bal 25 Joer nom éischte Rapport vun dem zoustännegen Europarotscomité an deem senger Kritik iwwert d'Aspäre vu Mannerjäregen am Prisong zu Schraasseg kréie mer elo endlech e gesetzleche Kader, fir d'UNISEC a Betrib ze huelen.

A sengem leschte Rapport virun zwee Joer huet deen nämlechte Comité festgehalen, dass d'Sécherheetsunitéit zu Dräibuer nach ëmmer net hir Dieren opgemaach hätt, an dat trotz all deene villen nationalen an internationale Kritiken. Et gëtt deemno kee Grond, fir sech beim Vott vun dësem Gesetz op d'Schëller ze klappen. Ech gleewen och net, dass iergendeen hei am Sall dat anescht gesäit.

Madamm Presidentin, d'UNO-Konventioun vun de Kannerrechter, déi och Lëtzebuerg ratifizéiert huet, seet ganz kloer, dass d'Aspäre vu Mannerjäregen nëmmen a leschter Instanz soll kënne méiglech sinn an da fir esou eng kuerz Zäit wéi nëmme méiglech.

Da solle Mannerjäreger, déi agespaart sinn, och human traitéiert ginn, am Respekt vun der mënschlecher Dignitéit. Mannerjäreger gehéieren duerfir net an e Prisong mat Erwuessenen, scho guer net, wa se éischter aus disziplinaresche Grënn dohinner placéiert ginn an net, well se géint d'Gesetz verstouss hunn. Mä och dann ass deene Betraffene meeschtens besser gehollef, wa se eng psychologesch a sozial Ënnerstëtzung kréien, déi nëmme schwéier an engem Milieu carcéral ze garantéieren ass.

Oft verstoppe sech jo hannert hire Mëssdote perséinlech Dramen, sief et, dass se Affer vun Abusen am familiäre Krees waren oder net deen néidegen Encadrement vun doheem aus kruten. Et gi vill Grënn, firwat Jonker op dee schlechte Wee geroden. Mä d'Äntwert dorop vun der Gesellschaft muss prioritär déi sinn, ze probéieren, dës Jonker nees ze reintegréieren an d'Gesellschaft. Anescht wäerten dës Jonker näämlech spéider als Erwuessen op där schlechter Bunn weiderfueren an ëmmer nees am Konflikt mam Gesetz sinn.

Madamm Presidentin, ier ech op de Contenu vun de proposéierten Ännerungen aginn, wëll ech awer och prinzipiell festhalen, dass dëst Gesetz an d'Problematik, déi drunhänkt, a Verbindung mam Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse ze kucke sinn.

Am Kontext vun eisen Aarbechte ronderëm dat Gesetz musse mir eis all hei an der Chamber och mat der Fro ausenanersetzen, ob an Zukunft Mannerjäreger iwwerhaapt sollen op Schraasseg kënne kommen. Dir wësst, dass déi Méiglechkeet elo nach besteet, well d'Gesetz iwwert de Jugendschutz dem Jugendriichter déi Kompetenz iwwerléisst.

An hirem Avis argumentéieren de Parquet vun Dikrech an d'Jugendriichter vun Dikrech a Lëtzebuerg, dass et trotz der neier Struktur och nach méiglech muss sinn, provisoresch Man-

nerjäreger zu Schraasseg ze placéieren. D'Iwwerleeung dohannert ass déi, dass e Riichter sech net direkt eng Iddi ka maachen, wéi gefèierlech oder net ee Jonke wierklech ass, an awer och den Ordre public an d'Sécherheet vun de Leit muss duerfir am A behalen.

Mir hoffen natierlech, dass, andeems mer elo eng Alternativ mat der UNISEC hei schafen, et net méi zu esou Decisioune vun de Riichter kënnt. Mir mengen, et wär awer vill besser, ee fir alle Mol fir Kloerheet hei ze suergen an dann och ee fir alle Mol hei ze tranchéieren.

Madamm Presidentin, mir schafen net nëmmen de Kader fir d'UNISEC mat dësem Projet, mä allgemeng fir déi verschidden Unitéite vum Centre socio-éducatif. Aus virun allem deene Grënn, déi ech elo grad am Kader vum Jugendschutz erwäänt hunn, begréisse mer, dass d'Gesetz d'Méiglechkeet gëtt, weider zouen Unitéiten nieft der UNISEC jee no Besoin ze schafen.

An enger ganzer Rei vun Avisen zu dësem Projet gëtt bedauert, dass net méi Plazen an der UNISEC virgesi sinn. Ech mengen, dass mer awer Spillraum hu fir de Fall, wou mer méi Plaz hei géife brauchen.

Allgemeng begréisse mir déi zousätzlech Rechter, déi déi Betraffe vum sozioeducativen Zenter mat dësem Gesetz kréien, dat am Beräich vun den disziplinaresche Mesuren a Sanktiounen, de kierperleche Fouillen an och dem Schutz vun de perséinlechen Donnéeën. All dës Beräicher gi kloer encadréiert. Disziplinaresch Mesuren a Sanktioune ginn definéiert an et gi Recoursen agefouert, wann et zu esou Mesurë kënnt.

Et gëtt kloer festgehalen, a wéi enge Fäll déi Mesuren a Sanktioune spillen an och wie berechtegt ass, déi kierperlech Fouillen duerchzeféieren, souwéi wien Accès kritt op d'Donnéeë vun de Mannerjäregen. Dat huet de Rapporteur a sengem Rapport exzellent ausgefouert hei.

Ech ginn net op all Detail an, dat géif och de Kader vun dëser Interventioun hei sprengen. Ech wéilt awer gäre kuerz nieft der exzellenter Aarbecht vum Rapporteur och déi exzellent Aarbecht vun all deenen Instanze wierdegen, déi hei en Avis zu dësem Projet gemaach hunn. An dat waren der vill! Mä ech mengen, mir sinn eis all eens, dass dat enorm gehollef huet, fir den initialen Text a groussen Deeler nozebesseren. Ech wollt dat hei och nach eng Kéier ënnersträichen an deene Leit och e grousse Merci soen.

Madamm Presidentin, wéi ech schonn am Ufank betount hunn, ass fir eis als LSAP ee vun deene wichtegste Punkten d'Aféierung vum Projet individualisé. Dësen definéiert d'Prise en charge vum Pensionnaire wärend an no sengem Openthalt am Centre, dat, fir eng beschtméiglech Reintegratioun an d'Liewen an der Gesellschaft ze garantéieren. An dat muss eist Zil sinn! Déi Jonk, déi do an där Unitéit sinn, déi kommen erëm eng Kéier eraus. An et muss duerfir ofgeséchert sinn, dass déi Jonk och an engem Kader do encadréiert sinn, deen hinnen et erméiglecht, sech och erëm eng Kéier herno an der Gesellschaft erëmzefannen.

Dobäi gëtt de Parcours vum Jonke berücksichtegt an et gëtt festgehalen, a wéi enger Unitéit a vu wéi enger Equipp hie betreit gëtt. D'Necessitéit vun esou engem pädagogeschen an educative Projet gouf och a villen Avisen ervirgehuewen, dorënner och dee vun der ANCES, der Associatioun vun den educativen a soziale Communautéiten, deene Leit also, déi um Terrain schaffen. An deem ass och Rechnung gedroe ginn. An dat ass och gutt esou.

Den individualiséierte Projet gëtt zesumme mam Concernéierten ausgeschafft. Och dat begréisse mer, well et de Mannerjärege matabënnt an him esou natierlech och dann e Responsabilitéitsgefill gëtt, d'Gefill, och eescht geholl a selwer respektéiert ze ginn.

Och d'Eltere kréien dee Projet gewisen, fir dass och si um Suivi vun den educativen a soziale Moossname kënnen deelhuelen a mat an d'Responsabilitéit geholl kënne ginn.

Madamm Presidentin, fir d'Ëmsetzung vun esou individualiséierte Projete brauch een dat néidegt qualifizéiert Personal. Och op deem Niveau komme mat dësem Gesetz déi néideg Ännerungen.

Ech wéilt hei och dovunner profitéieren, fir deene ganz engagéierte Leit aus deem Secteur eng Kéier e grousse Merci ze soe fir hir dagdeeglech Aarbecht.

Wéi ziviliséiert eng Gesellschaft ass, moosst sech dorunner, wéi se mat hire Prisonnéier ëmgeet. Déi Citatioun, déi emol eng Kéier dem Camus oder emol eng Kéier dem Dostojewski ugerechent gëtt, ass nach méi treffend, wa mer iwwert d'Aart a Weis schwätzen, wéi mer mat Mannerjäregen ëmginn, déi agespaart sinn. Et muss eis nach eng Kéier ze denke ginn, dass mer dëse Projet net éischter schonns gestëmmt hunn. Ech hoffen, dass mer an Zukunft esou Froen, déi Jonker a virun allem Jonker mat Problemer uginn, méi prioritär kënne behandelen. Op alle Fall sinn ech awer frou, dass mer en haut kënne stëmmen. Dat soll dëse Projet net an e schlecht Liicht bréngen, och wa mer et hätte vläicht éischter missen oder kënne maachen.

Ech soen Iech op alle Fall Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Engel. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madamm Presidentin. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabele Gilles Baum, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. De Gilles Baum huet ganz zu Recht op d'Wichtegkeet higewisen, datt mer eis hei eng zolidd rechtlech Basis ginn, wa mer iwwert den Ëmgang mat enger Population vulnérable schwätzen. En huet drop higewisen, datt mer d'Mesures disciplinaires, d'Sanktiounen, d'Fouillen, den Dateschutz an dësem Gesetz och kloer festgeluecht hunn.

An ech wëll och der Vertriederin vun der CSV Merci soen, datt se zwar hei eng kritesch Ried gehalen huet, awer och gesot huet, datt dee Projet hei eng Rei Verbesserungen huet vis-à-vis zum urspréngleche Projet, an och datt se d'Kéier kritt hunn, fir fir de Projet ze stëmmen. Well wann d'CSV déi Kéier net kritt hätt, dat hätt mäi Bluttdrock awer hei an d'Héicht bruecht, well et awer och en…

Une voix.- Dat wier net gutt virun der Vakanz.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat wier net gutt virun der Vakanz.

Well dat Argument, wat d'CSV seet vun deem Amendement, dee si erabruecht hunn, datt mer deen net ugeholl hätten: Bon, ech stinn do derzou! Et geet net drëm, fir just e Message un déi Jugendlech ze ginn, et geet hei och ëm Rechtsstaatlechkeet. Et geet ëm international Konventiounen, déi mer ënnerschriwwen hunn. Et geet ëm de Schutz vun enger Population vulnérable. An ech mengen, datt dat, wat mer hei an d'Gesetz geschriwwen hunn, dat Richtegt ass. A mir stinn op alle Fall 100%eg do derzou. An ech sinn och frou, datt d'CSV trotzdeem fir de Projet stëmmt.

Da kommen ech e bësselchen op den Historique vun deem Gesetz, well eigentlech sinn déi gréng ëmmer ganz kritesch gewiescht mat deem, wat elo zu Dräibuer ass, wat mer dann haut fäerdegstellen. An ech maachen et net immens laang, mä trotzdeem ass et mer wichteg, nach eng Kéier op den Débat d'orientation ze verweisen, deen am November 2003 hei war. Do hate mer am Virfeld, wéi dat Gesetz iwwert d'Schafung vun engem Centre de rétention am Gespréich war, schonn als Gréng hei viru 14 Joer eng ganz Rei Propositioune gemaach, déi alleguerten op eng Dezentraliséierung higeziilt hunn.

Mir waren och net déi Eenzeg, déi grouss Zentre beklot hunn. Zentren, wou jonk Mënschen zesummegefouert gi sinn, déi besser net zesummegefouert gi wieren. Den ORK hat déizäit an déiselwecht Richtung argumentéiert an och eigentlech de ganze professionelle Milieu hat virun deene groussen Zentre gewarnt. déi gréng haten och schonn an där Debatt eng seriö Kanner- a Jugendpsychiatrie gefuerdert. A mir hate schonn deemools gesot, datt dat, wat um Kierchbierg virgesi wier, ze begréisse wier, mä awer eventuell net géif duergoen.

Mir haten och deemools scho gesot, et géif net genuch Ursaachefuerschung bedriwwe ginn. Et géif just bei simplistesche Verallgemengerungen, bei virgefaasste Meenunge bleiwen. Mir haten deemools beklot, datt et iwwer Jonker mat Problemer, iwwert d'Jugenddelinquenz keng genee Chiffere géif ginn. Bei mësshandelte Kanner stoung an deem Bericht deemools: «Il n'existe pas de statistiques officielles.» Datselwecht war de Problem, wat d'Drogen ugeet. Do heescht et: «…difficile de se faire une idée précise de l'ampleur et du phénomène et ceci d'autant plus que les statistiques ne distinguent pas entre les prévenus mineurs consommateurs de drogues et les dealers.» An och wat d'Troubles mentaux et du comportement ugaangen ass, huet et geheescht: «Nous ne disposons pas de chiffres permettant de circonscrire plus nettement l'ampleur de ce type de phénomène.» Wéi gesot, dat war viru 14 Joer.

Mir haten dunn de 5. Mee 2004 hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Schafung vun enger Sécherheetsunitéit debattéiert an dat Gesetz ass deemools och gestëmmt ginn, allerdéngs géint d'Stëmme vun déi gréng a vun der ADR.

Fir eis hat deemools d'Dagmar Reuter-Angelsberg ënner anerem gesot a kritiséiert, datt déi Unité de sécurité géif op Dräibuer kommen. A si hat gesot, d'Unité de sécurité kéim eben dohin, an ech zitéiere se: „…wou et am schnellsten, am beschten a mat dem geréngste Widderstand geet."

An eigentlech hat déi zoustänneg Ministesch, d'Madamm Marie-Josée Jacobs, dat och esou gesinn. Si hat d'Decisioun vun der Regierung haaptsächlech domat verteidegt, datt se gesot huet, si hätt keen anere Site fonnt an et hätt och keen aneren ee Site fir si fonnt.

Et huet also 13 Joer gedauert, fir d'Unité de sécurité op deem Site betribsfäerdeg ze maachen, „wou et am schnellsten, am beschten a mat dem geréngste Widderstand" gaangen ass. Et ass scho gesot ginn hei: „Mir mussen eis net onbedéngt op d'Schëller klappen", mä mir sollen awer trotzdeem frou sinn, datt mer dee Projet dann elo kënnen haut ofschléissen, doduerch datt mer d'Gesetz stëmmen.

Ech hat och - et ass schonn dervu geschwat ginn - den Interview nogelauschtert vun dem neien Direkter vum Centre socio-éducatif, deen Invité bei RTL war. Mir hu 60 Jongen zu Dräibuer, 32 Meedercher zu Schraasseg, an dat ass och ganz wichteg an interessant: Déi hunn alleguerte verschidde Profiller. An ech mengen, et ass e bësse kuerz gegraff, wa mer just soen, do wieren der vill, déi keng gutt Hand haten, déi se geleet hat. Wann et esou wier, dann… Ech mengen, domadder culpabiliséiere mer och Elteren, déi déi gutt Hand haten a wou awer Saachen net esou gelaf sinn, wéi si a wéi mir eis et gewënscht hätten.

Mir hunn do bei de Jonke Jugendlecher, déi no un der Klengkriminalitéit sinn, mir hunn der, déi haaptsächlech e Problem vun Absentéisme scolaire haten, Cannabiskonsum, mir hunn der och, déi aggressiivt Verhalen hunn, a mir hunn der och, déi wierklech e schwéiert kriminellt Potenzial hunn.

De Jugendriichter schéckt déi Jonk dohinner aus Jugendschutzgrënn, fir se aus hirem Milieu erauszehuelen an hinnen eng Chance ze ginn, fir op e besseren, richtege Wee ze kommen. An der Moyenne bleift esou e Jonken ee Joer zu Dräibuer oder zu Schraasseg. An déi Zäit, wou en do ass, déi soll genotzt ginn, fir eng Perspektiv ze entwéckelen, en individuelle Projet opzebauen, wat no där Zäit zu Dräibuer ka geschéien. Zu Dräibuer si wierklech net just Krimineller. Zu Dräibuer si Jonker, déi sozial net funktionéieren. Et sinn och Jonker, déi psychesch krank sinn. Duerfir ass eng Kollaboratioun mat der Psychiatrie och ganz wichteg.

Mir wëssen, datt do 80, 90 Leit schaffen, a mir wëssen och, datt dat der net genuch sinn. An den Direkter hat och eise Premier gelueft a sengem Interview. Deen huet gesot, mir misste méi an d'Personal investéieren an dat géif een och scho spieren: 18 Leit kënne se elo nei astellen. A wann een dat nach een, zwee Joer mécht, dann hu mer och genuch Leit.

Mir hunn am Moment dräi Gruppe vun zwanzeg. Déi Gruppe sinn ze grouss - do si mer eis, mengen ech, alleguerten eens heibannen -, eben ze grouss, fir eng geziilt psychologesch a pädagogesch Aarbecht ze maachen. An duerfir géife mer eis - mir hunn eis dat scho viru 14 Joer gewënscht - verschidden a vill kleng Infrastrukturen, déi iwwert d'Land verdeelt sinn, wënschen. Ech kommen nach kuerz dorobber zréck.

D'UNISEC ass prett, mä d'Gesetz feelt nach. Abee, haut wäerte mer jo dann d'Gesetz stëmmen. A wann et dann a Kraaft trëtt, da kënne bis zu zwielef Jugendlecher opgeholl ginn. Et ass Plaz fir véier Gruppen à dräi Schlofkummeren. Dat heescht, wann zum Beispill den zéngte Jugendlechen e Meedchen ass, dann ass deen eeleften an deen zwieleften automatesch och e Meedchen, well mer an deene Gruppen d'Geschlechter getrennt hunn.

Et ass esou, datt an der UNISEC souwuel Jonge wéi Meedercher kënnen opgeholl - oder muss ee soen „agespaart"? - ginn. Den oppene Beräich vum Centre socio-éducatif ass jo soss no Geschlechter getrennt: Dräibuer fir d'Jongen, Schraasseg fir d'Meedercher. Mä de Schoulberäich ass zum Beispill awer och mixte.

D'UNISEC zu Dräibuer ass net déi ideal Léisung. Et gëtt eng ganz Rei Punkten, déi duerch de Site net glécklech sinn. Zum Beispill ass de Schoulwee och den Ufaartswee fir d'Police bei d'UNISEC. Dat ass keng gutt Symbolik. Ech hat och gesot virdrun, datt d'Populatioun vun de Jonken hei ganz heterogen ass. De Risk ass, datt Täter an Affer, zum Beispill wat Abus sexuel betrëfft, sech ze no kommen. An dee Problem kritt een ni ganz aus der Welt geschaaft, mä hei ass en awer och nach e bësselche méi akut.

De Jugendschutz, dat huet d'Madamm Hetto richteg gesot, huet keng Grenz no ënne gezunn. Theoretesch kënne ganz jonk Kanner op Dräibuer kommen. Mä de Jugendriichter kann awer och iwwer 18 Joer erausgoen. Den Openthalt ka bis 21 Joer verlängert ginn. Normalerweis gëtt et eng Verlängerung vu sechs Méint oder vun zwielef Méint. Dat sinn Ausnamen, mä déi gi geschwat. An et kann och e Jugendleche selwer eng Verlängerung iwwer 18 Joer eraus froen. Et kënnen also och Majeuren an där Struktur sinn.

Dat stellt natierlech déi Responsabel vun der UNISEC och virun eng Rei organisatoresch Problemer. Fir si ass et wichteg ze wëssen, ob dann elo definitiv keng Jugendlech méi an de Prisong op Schraasseg kommen oder net. Firwat ass dat wichteg? Majo da stellt sech d'Fro: Ass Dräibuer, d'UNISEC dann elo déi lescht Statioun? Oder ass et eventuell just déi zweetlescht, datt nach e Prisong hannendrukënnt?

D'UNISEC ass e Prisong. Awer well et ëm Jugendlecher geet, ass et nach méi wichteg, datt eben all Jugendlechen do säin individuellen Zukunftsplang gemaach kritt. Vum éischten Dag u muss een d'Fro stellen: Wat geschitt no Dräibuer?

Zu Dräibuer an der UNISEC ass een zéng Stonne pro Dag agespaart. Da bleiwe 14 Stonnen an der Gemeinschaft, wuelgemierkt an der Gemeinschaft vun enger Infrastruktur, déi e Prisong ass. E Jugendleche kënnt maximal fir dräi Méint an d'UNISEC. An déi dräi Méint kënne vum Jugendriichter awer verlängert ginn. Wann een dat héichrechent, da wier et denkbar, datt all Joer bis zu maximal 48 Jugendlecher an der UNISEC landen. An da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wat geschitt mat deenen no dem Passage an der UNISEC?

A fir eis schéngt et kloer ze sinn: Dat däerf dann net déi oppe Struktur zu Dräibuer sinn. Wann een no dräi Méint erauskéim aus der UNISEC an da géif een op Dräibuer kommen, dat kéint heeschen, datt seng Kolleegen, déi aner Jugendlech, déi do sinn, engem de Stempel géifen opdrécken: „Du bass ee vun deenen, déi do dra waren." Dat wier net glécklech. Et kéint och heeschen: „Du bass en Haarden, e King, well du waars jo dobannen." An ech mengen, dat wier net besser.

Dat wier also zweemol nefaste. An duerfir brauche mer och nach weider Strukturen, déi dezentral organiséiert sinn, fir e Suivi ze maachen, deen, mengen ech, mer als Gesellschaft och vis-à-vis vun deene Jonken, déi déi Problematiken hunn, déi se dohinnergefouert hunn, brauchen.

Dat gesot, kéinte mir als Gréng eigentlech, wa mer eis extrem konsequent wieren - mir waren dergéint, datt mer dat op Dräibuer kréichen -, dat jo net matdroen. Mir soen awer, an et huet sech jo och gewisen, datt awer ganz vill Iwwerleeungen an der Tëschenzäit geschitt sinn. Mir hunn eng Evolutioun, wou ganz vill Moyene kreéiert gi sinn an deene leschte Joren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A mir sinn och ganz zouversiichtlech, datt déi Entwécklung weidergeet, datt mer och musse weiderdenken, wéi eng Strukturen duerno kommen. An duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech Merci fir Aert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An dann huet d'Wuert den Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ënner engem Centre socio-éucatif de l'État kann ee sech villes virstellen. Do denkt een zum Beispill un eng dezentraliséiert sozial Struktur, déi no baussen op ass an déi Jugendlechen, déi sozial determinéiert Verhalensproblemer hunn, am schoulesche Kader negativ opfale bezéiungsweis aus der Schoul ausgeschloss sinn, eng ganz Palett u moossgeschneiderte pädagogeschen a psychosoziale Betreiungsmethoden ubitt, gradesou wéi e schouleschen Encadrement an eng ganz Rei Fräizäit-a professionell Aktivitéiten, déi de Jugendlechen et méiglech maachen, esou vill wéi méiglech an d'Gesellschaft ageschloss ze ginn.

Et géif ee sech an deem Fall dee Kader vum Centre socio-éducatif als agreabel, inklusiv an erhuelend virstellen, mat Gréngflächen, Raum fir Sportméiglechkeeten a Méiglechkeeten, fir Undeel um gesellschaftleche Liewen ze hunn.

Här President, wann een dat humanistesch upéckt, stellt ee sech e Kader vir, deen näischt mat engem Centre pénitentiaire ze dinn huet. An dësem Gesetzestext ginn dës Visioune vun

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

der Jugendbetreiung a vum Jugendschutz awer zerstéiert, wa säin Inhalt sech ausschliisslech op d'Aweiung vun enger zousätzlecher Unité de sécurité riicht.

Dës UNISEC ass dann u sech och gläichgestallt mam Centre pénitentiaire vu Schraasseg a bitt hirem Personal déiselwecht Traitementer an Avantagë wéi am Prisong un. Et misst een hinnen dës Aarbecht an engem „ganz gefäierlechen" Environnement mat „ganz gefäierlechen" Insassen - genee gezielt zwielef Stéck! - schmackhaft maachen.

D'Auteure vun dësem Projet de loi ginn also d'office dervun aus, datt et sech bei den zukünftege Pensionnairen ëm gefäierlech Krimineller handelt, déi ee misst aspären an déi vun engem muskuléise Personal betreit misste ginn. D'Wuertwahl, fir dës Jugendlech ze definéieren, ass an deem Sënn stigmatiséierend: „jeune délinquant", „jeune avec un passé criminel" et cetera. Si ass awer och a Kontradiktioun mat der protektioneller Approche, déi gesetzlech duerch d'Loi de la protection de la jeunesse vertrueden ass. Dat ass vläicht, well se an de professionelle Beräicher vun der Justiz, mä och am soziale Secteur falsch interpretéiert gëtt a mëttlerweil dës diskriminéierend a stigmatiséierend Terme fir Jugendlecher oder Mannerjäreger, déi deviant Verhalensweisen hunn, an den normale Sproochgebrauch iwwergaange sinn.

Wat gëtt et vun Alternativen, fir d'Floskel „surveiller et punir" ze ersetzen? Wéi wär et mat „accompagner et valoriser"? An dësem Projet de loi geet et ëm d'Aspäre vu Mënschen, déi nach net erwuesse sinn. Beim Aspäre muss ee sech folgend Froe stellen: Wat bréngt et der Gesellschaft? An och: Wat bréngt et deene Mënschen, déi agespaart goufen an erëm souwisou op fräie Fouss kommen? Si se net virprogramméiert, fir esou weiderzefuere wéi virdrun an esou engem Mënsch oder der Gesellschaft ze schueden? Sinn déi Jugendlech, déi keen Delikt virzeweisen hunn an trotzdeem zu Dräibuer gelant sinn, well se vläicht familiär Problemer haten an awer a Kontakt mat jonken Delinquantë komm sinn, net duerch eng potenziell Delinquantëschoul gaangen?

Et ass evident, datt en Delikt muss sanktionéiert ginn, och bei jonke Leit. Mä ass d'Ewechspäre mat enger repressiver Mentalitéit déi richteg Sanktioun? Jiddwereen, deen eppes vum Fach versteet, seet Neen. An dat ass och scho laang bekannt. Mä et schéngt zu Lëtzebuerg nach net de Fall ze sinn.

Här President, ech weisen och nach zum Schluss op den Avis vun der Association nationale des communautés éducatives et sociales hin. Dësen Avis ass a mengen Aen exemplaresch, well e vu Leit geschriwwe ginn ass, déi d'Erfahrung an déi néideg Kompetenzen um Terrain vun der Jugendbetreiung mat sech bréngen. Hir Fuerderungen a Kriticken zu dësem Projet de loi, op déi ech elo net kann agoen, mä déi et derwäert sinn, gelies ze ginn, hätten tel quel kënnen dëse Projet de loi ersetzen. An domat wäre mer hei zu Lëtzebuerg sécherlech e gutt Stéck weider a Saache vun engem modernen Encadrement an der Präventioun vun der Délinquance juvénile.

Här President, de Placement vun deviante Jugendlechen an zouenen Institutioune wéi der UNISEC zu Dräibuer misst als leschte Recours gëllen. Dat ass awer elo an dëser Fassung guer net de Fall. Do gi jo eng Partie Saachen opgezielt, déi duerno an d'Sanctions disciplinaires erakommen. Dat ka vu sexuellen Ugréff oder iwwerhaapt vun Ugréff op d'Personal bis op de repetitiven Netrespekt vum Règlement d'ordre intérieur goen, wéi och op eben de Fait, datt een eng Wick fëmmt. An dat alles gëtt am selwechte Pak agepaakt an net als leschte Recours, als wat den Isolement ugesi gëtt, esou agefouert.

Et gëtt esou vill aner präventiv a reparativ Methoden, déi d'Participatioun vum Jugendleche fuerderen an de Jugendlechen individuell ënnerstëtzen a valoriséiere bei der Elaboratioun vu sengem Liewensprojet. Dat ass natierlech, da kann ee soen: „Mir hunn esou e Liewensprojet virgesinn." Jo, mä de Problem ass: Dat geschitt eréischt, wann ee bis do gelant ass! An a Wierklechkeet misst ee jo derfir suergen, datt et virdrun iwwerhaapt kéint a Kraaft gesat ginn. Dat heescht, mir si weiderhin an der Logik vun der Repressioun, vum Ewechspären, wat eng archaesch Logik ass, déi scho längstens a Fro gestallt gouf.

An der Justiz misst fir d'Éischt dann op dës Methoden zréckgegraff ginn, fir dat Schlëmmst, dat Käschtespillegst an dat mat den negativste Konsequenzen op d'psychologescht an d'soziaalt Wuelbefanne vun dëse Jugendlechen, also d'Aspären, ze verhënneren.

Här President, dëst Gesetz gëtt, wéi all Gesetz, vum Grand-Duc Henri ënnerschriwwen. Ech mengen, a Wierklechkeet, fir et méi zäitgeméiss ze maachen, hätt ee sech och à la limite kënne virstellen, datt de Grand-Duc Wëllem de IV. et ënnerschriwwen hätt, well mir sinn nach ëmmer an enger Logik, déi sech an d'19. Jorhonnert areit. Dofir wäerte mer géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Regierung huet d'Wuert: den Här Educatiouns- a Jugendminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci virun allem un de Gilles Baum, de Rapporteur, awer och un all d'Intervenanten.

D'Regierung ass mat all deene Virriedner d'accord, déi fannen, datt déi Situatioun, wéi mer se haut zu Dräibuer hunn, dee Centre socio-éducatif, wéi en do fonctionnéiert huet, plus déi UNISEC, déi jo mat dësem Gesetz dann och soll opgoen, keng glécklech Léisung ass. D'Regierung huet hei Fakte virfonnt, déi a Bëton geschafe goufen, bei deene mer allerdéngs da musse kucken, dat Bescht draus ze maachen.

An d'Regierung ass sech absolutt bewosst, datt dat weder fir deen dote Site eng glécklech Situatioun ass, nach fir Cohabitatioun vun deene ville Jonken, souwuel vun deenen, déi an där Unité de sécurité ënnerbruecht sinn, wéi och deenen, déi am reschtleche Centre socio-éducatif de l'État do ënnerbruecht sinn, datt déi absolutt net glécklech ass aus villen, ville Grënn, déi meescht pädagogescher Natur, anerer topografescher Natur, well de Site et einfach net hiergëtt, fir dat doten eigentlech richteg esou kënnen ze geréieren.

Trotzdeem musse mer elo an der noer Zukunft dat Bescht draus maachen. An dat maache mer mat dësem Gesetz. Virun allem ass de grousse Quantesprong, dee mer trotz allem hei mat dësem Gesetz kréien, datt d'Land endlech souwuel déi technesch wéi och déi logistesch Viraussetzung schaaft, fir datt jugendlech Krimineller net méi mussen an engem Prisong ënnerbruecht gi mat Erwuessenen, mä hei kënnen ënner aneren Émstänn nach ëmmer agespaart ginn, mä awer och encadréiert ginn. Dat ass sécherlech dat, wat iwwer Jore gefuerdert ginn ass, wat mer och hei mat der Ouverture, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, ab dem 1. Oktober wäerte geschafen hunn.

Ech sinn och mat all deenen absolutt d'accord, déi de Mëtteg hei gesot hunn: „Mir mussen eis och d'Moyene ginn, fir dat doten ze geréieren, fir déi Jonk kënnen ze encadréieren." Et ass genau dat, wat d'Regierung och an deene leschte Jore gemaach huet.

De Claude Adam huet vun den 18 Poste geschwat, déi dëst Joer am Numerus clausus virgesi si fir de Centre socio-éducatif Dräibuer a Schraasseg. A mir wëssen, datt et domadder sécherlech och an den nächste Joren nach net duergeet. Do komme mer vu ganz, ganz wäit hier. An et ass och duerfir, datt de Premierminister ugekënnegt huet, datt mer eis bei Strukture wéi deenen doten, awer och anere staatleche Strukturen, mussen d'Logik vun engem Contingent ginn. Dat heescht, wa mer méi Jonker mussen encadréieren, datt mer och deementspriechend méi personell Ressourcë kréien.

Dorënner, ënnert deem Personalmangel, dee mer haut do wierklech hunn, leiden net nëmmen déi Jonk. Do leiden och déi, déi professionell do schaffen, well et awer op Dauer zu enger Iwwerfuerderung féiert. Duerfir e grousse Merci un all déi, déi bis elo do intervenéiert hunn an déi alles ginn zum Wuel vun deene Jonken! Et si si, déi eigentlech den Esprit vum Centre socio-éducatif de l'État do ausmaachen.

Gläichzäiteg maache mer Efforten, an et si weiderer ze maachen, fir datt mer och déi Schoul, déi do um Site fonctionnéiert, dotéiere mat Ressourcen, déi et och wierklech erlaben, datt eng Kontinuitéit an der Educatioun ka garantéiert bleiwen, datt mer och do qualifizéiert Schoulpersonal hikréien. Och do sinn eng Rei vun Initiative geholl ginn, déi dohinner wäerten zéien.

Mir däerfen net vergiessen, datt mer eis hei insgesamt virun allem och ëmmer d'Fro musse stellen: Wat ass virdru schifgaangen? Ech denken, datt do de Stat net all Méiglechkeet huet, mä mir kënne sécherlech nach méi maachen. Ech war dach awer touchéiert, wéi de Félix Braz als deemools neie Justizminister mat mir op Dräibuer kucke war an ee jonke Mënsch eis do presentéiert ginn ass, deen do dunn encadréiert gouf, a mir herno gesot kritt hunn: „Deen doten huet en IQ vun 130 an e bréngt et net fäerdeg, déi intellektuell Capacitéit eigentlech oder seng Motorkraaft op d'Strooss ze kréien, seng intellektuell Capacitéit am Alldag och wierklech ëmzesetzen an eppes draus ze maachen."

Nun, do musse mer kucken a ganz ville Betreiungsstrukturen, an eise Schoulen ënner anerem, a fir genau dat dote Beispill jo och, wat Héichbegaabter zum Beispill ubelaangt, mä och Jonker, déi aner spezifesch Besoinen hunn, wäerte mer jo och dee Secteur nach eng Kéier ëmmodelen an ëmgestalten an eis méi Moyene ginn, fir Jonker do kompetent ze ënnerstëtzen, wa se spezifesch Besoinen hunn, fir eng Entwécklung an déi dote Richtung an Zukunft och ganz fréi kënnen ze evitéieren.

Ee Punkt, deen eis hei, mengen ech, dann nach auserneendividéiert, dat ass deen Amendement vun der CSV, deen an der Kommissioun diskutéiert gouf, wou mer och e puermol iwwert de Prinzip geschwat hunn a wou ech dem Parlament net konnt roden, mat op deen dote Wee ze goen. A mir hu konkret Ursaachen an déif gräifend Ursaachen, fir dat och net ze maachen.

Éischtens gëtt proposéiert, eng weider Kategorie vu Mesures de bon ordre anzeféieren. Nun, wa mer kucken, wou mer vun deem éischten initialen Text hierkomm sinn, deen och nach vun der Virgängerregierung deposéiert gouf, a wat de Statsrot dozou gesot huet - well do ware verschidde Kategorië virgesinn, och nach déi vun de Mesures éducatives, net nëmmen d'Mesures disciplinaires an d'Sanctions disciplinaires, wéi mer se elo am penalen Text haut de Mëtten hei virleien hunn -, de Statsrot huet virun allem do en Amalgam vun den eenzelne Mesurë gefaart.

A wann ech de Mëtten héieren hunn, wat d'Françoise Hetto hei als e Beispill, fir esou eng Mesure de bon ordre ze huelen, genannt huet, dann iwwerschneit dat sech awer scho mat de Mesures disciplinaires, déi elo am Text hei virgesi sinn. An duerfir hätte mer mat esou enger Aféierung vun enger weiderer Kategorie direkt erëm deen Amalgam gehat, deen awer ganz schaarf vum Statsrot och kritiséiert ginn ass a wou mer eis vill Méi ginn hunn an den Diskussiounen an de leschte Joren - net an de leschte Méint, mä an den Diskussiounen an de leschte Joren -, fir dat ze evitéieren an do derlaanschtzekommen.

Dee Punkt, deen awer nach op vill méi eng staark Oppositioun vun der Regierung trëfft, dat ass deen, datt Der sot, datt bei deene Mesuren, déi hei virgesi sinn, de Mesures disciplinaires an de Sanctions disciplinaires, kee Recours beim Jugendriichter dierft geholl ginn.

(Interruption)

Mä et ass esou, datt et haut de Fall ass, datt all Jonken, deen am Centre socio-éducatif de l'État ënnerbruecht ass, déi Méiglechkeet do huet. Dat féiert net zu Situatiounen, wéi Dir se hei schildert, datt do d'Aarbecht vun den Erzéier, vun deenen, déi se encadréieren, absolutt onméiglech wär, datt do permanent géif abuséiert gi vun esou engem Grondrecht. Absolutt net!

Ech wëll drun erënneren, datt an anere Strukturen, wou Jonker encadréiert ginn, déi net agespaart sinn, déi net dohinner placéiert sinn, déi all Dag fräiwëlleg dohiginn, och déi Jonk no enger gewëssener Prozedur d'Méiglechkeet hunn, bei Decisiounen - disziplinareschen Decisiounen an aneren - och kënnen nach ëmmer virun engem Riichter e Recours anzeleeën. Elo wéilte mer dat Recht grad deenen ewechhuelen, déi an eng Institutioun placéiert sinn, déi d'office manner Rechter hu wéi en aneren an do och nach agespaart sinn an an der Regel eigentlech sech selwer och nach vill méi schlecht kënne verteidege wéi en anere Jonken oder wéi en Erwuessenen, deen och, egal wou en ass, ëmmer dat dote Recht an engem Rechtsstat soll hunn! Duerfir gi mer och net op deen dote Wee.

A mir liesen awer alleguerten déi international Texter, zu deene sech och Lëtzebuerg verflicht huet, fir se anzehalen: Et ass d'UN-Konventioun fir Kannerrechter vun 1989. Et sinn d'europäesch Norme fir Torturpräventioun an hirer leschter Versioun vun 2015. Et sinn d'europäesch Regele fir mannerjäreg Delinquantë vum Conseil de l'Europe vun 2008. Et sinn d'Regele vun Tokio, déi och minimal Regelen um Niveau vun den Nations Unies festhalen. Et sinn déi europäesch Regele fir de Strofvollzuch vum Conseil de l'Europe vun 2006. Et sinn d'Mandela-Regelen, déi och erëm eng Kéier fir d'Nations Unies minimal Regele fir den Traitement vun Detenuë fixéieren. Et sinn d'Lignes directrices fir eng adaptéiert Justiz fir Kanner vum Conseil de l'Europe vun 2010.

An all deenen doten Texter geet rieds dovunner, datt och e Jonken an där doter Situatioun e Recoursrecht muss hunn. Mir géifen déi doten Texter violéieren, wa mer deen Amendement do géifen unhuelen!

De Centre socio-éducatif de l'État huet eng Geschicht. An déi ass net nëmme glorräich. A wéi ech déi Responsabilitéit do iwwerholl hunn, hunn ech mer déi emol ugekuckt an ech hunn nogelies an deene sëlleche Rapporte vum Comité contre la torture, dee regelméisseg eng Evaluatioun vum Centre socio-éducatif de l'État gemaach huet, wat alles do reprochéiert ginn ass.

Ech wëll Iech soen, datt dës Regierung an déi Zäiten net wëllt zréckgoen! Mir wëlle weider dru schaffen, datt mer déi doten Zäiten definitiv hanner eis loossen.

(Brouhaha)

Ech wëll haut och net dorauser zitéieren. Duerfir maachen ech hei wierklech en Appell: Dat dote soll ee sech awer nach eng Kéier iwwerleeën, ob ee wierklech bei deene Jonken, déi am mannste sech selwer kënne verteidegen, op esou en Urrecht vun engem Rechtsstat wëllt verzichten, wéi et hei gefuerdert ginn ass vun der Säit vun der CSV! D'Regierung kann op jidde Fall net mat op deen dote Wee goen.

Mir sinn der Meenung, datt...

(Interruption)

Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister, erlaabt Der eng Präzisioun vun der Madamm Hetto?

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Selbstverständlech!

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Vu dass Der mech jo ugeschwat hutt, Här Minister, wëll ech dat wierklech hei ganz kloerstellen: Ech hunn a menger Ried ganz kloer gesot, dass mer am Fall vun der Sanction disciplinaire selbstverständlech der Meenung sinn, dass se sollen eng Recoursméiglechkeet hunn!

Mä dat, wat Dir hei am Gesetz virgesinn hutt als sougenannten „mesures disciplinaires", wat am Fong geholl Saache sinn, déi een am Alldag quasi als Mesure-educativë géif benotzen, do fanne mer awer, dass een awer do net onbedéngt och muss e Recoursrecht hunn. An duerfir wollte mer déi Mesure-disciplinairen ersetzen duerch Mesures de bon ordre, wou een einfach hätt kënnen a senger Aarbecht soen: „Voilà! Dat an dat geet net!" E Rappel à l'ordre,

en Avertissement an esou weider. An dee Moment hätt de Jugendlechen dorobber keng Recoursméiglechkeet gehat.

Selbstverständlech, bei der Sanction disciplinaire huet en eng Recoursméiglechkeet! Ech fäerte just, dass, wa mer déi heite Saachen, wat awer elo näischt extrem Schwéierfälleges ass, wat mer elo do gesprach hätten... Ech fannen net, (veuillez lire: Ech fannen net, dass eng Mesure disciplinaire auszeschwätzen bei manner grave Saachen,) dass mer domat iergendwellechen Texter widdersprach hätten, well ech mengen, déi Saachen, déi doranner stinn, déi bezéie sech op vill méi violent Saache wéi dat, wat hei an deenen heiten Texter drasteet.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Da schénge mer do eng aner Interpretatioun vun deenen Texter ze hunn. D'Regierung bleift op jidde Fall bei hirer Interpretatioun!

Et ass e puermol ugeklongen, ech hunn et am Ufank och gesot: Mir sinn der Meenung, datt mer hei e grousse Fortschrëtt maachen, andeems mer eis d'Méiglechkeet ginn, déi technesch an déi logistesch Méiglechkeet, fir Mineuren net méi mussen an enger Struktur mat Erwuessenen zesummen ze emprisonnéieren, an datt déi Situatioun, wéi se sech haut presentéiert, alles anescht wéi glécklech ass.

Ech hunn och gesot, datt de Bëton Realitéite geschafen huet, déi ee muss unerkennen. Duerfir ass et awer elo gutt, datt déi Struktur hei endlech opgeet. Trotzdeem musse mer weiderdenken, an deen een oder deen anere Virriedner huet dat jo och gemaach. D'Regierung denkt och, fir déi Aktivitéite vum Centre socio-éducatif de l'État ze dezentraliséieren, ze kucken, uechtert d'Land Strukturen ze kréien, virun allem méi kleng Gruppen ze kréien. Well 60 Jonker op engem Site zesummen ze encadréieren, Jonker, déi deen dote Passé hunn, déi déi Ursaache matbréngen, firwat datt se do sinn, dat ass sécherlech vill, vill méi schwiereg a vill, vill méi komplex, wéi dat a vill méi iwwerschaubare Strukturen ze maachen.

Mir denken och, datt mer mussen Iwwergangsstrukturen hunn, fir datt deen, deen aus dem Centre socio-éducatif de l'État erauskënnt, och eng Zäit laang nach ka begleet ginn an encadréiert ginn, sécherlech net méi esou héichschwelleg encadréiert ginn, wéi dat noutwendeg war, mä datt en awer nach encadréiert gëtt an eng Hëllefstellung kritt, bis e sech dann erëm definitiv eng Kéier an enger regulärer Situatioun zurechtfënnt.

An duerfir wäerte mer och, jo, ech denken och nach am Laf vun dëser Legislaturperiod éischt Mesurë kënnen op de Wee bréngen, wéi eng Dezentraliséierung an e Schaffen a Richtung vu méi klengen Unitéite méiglech ass an och ka geschafe ginn.

Ech wëll ofschléissend all den Intervenantë Merci soen, virun allem deenen natierlech, déi dësem Projet hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Mir sinn domat um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen iwwert de Projet 6593 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6593 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet ass mat 58 Jo-Stëmme bei zwou Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Franz Fayot), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

6. Discours de M. le Président

Kolleeginnen, Kolleegen, mir sinn elo bal um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Et ass déi lescht Sëtzung virum Summer. Déi nächst ëffentlech Sëtzung, wou déi aktuell Sessioun zougemaach an déi nei opgemaach gëtt, ass traditionell den zweeten Dënschden am Oktober. An dat fält dëst Joer op den 10. Oktober. Bis dohi ginn d'Aarbechten an de Kommissiounen, an der Verwaltung an an de Fraktioune weider.

Dës Sessioun a virun allem déi lescht Woche waren intensiv, souwuel wat déi national Aarbecht ugeet, wéi och déi international. D'Chamber hat dëst Joer e puer grouss international Rendez-vousen. Dee gréissten, dee mer jee haten, war sécher virun e puer Deeg déi 43. Sessioun vun der Assemblée parlementaire de la francophonie, APF, déi hire 50. Gebuertsdag zu Lëtzebuerg gefeiert huet, do, wou se 1967 geschaaft gouf.

Parallell war och déi aacht Editioun vum Parlement francophone des jeunes, d'Treffe vun de Generalsekretäre vun de Parlamenter vun der Francophonie an eng Konferenz vun héijem Niveau vun den Unien aus der Francophonie.

Eis ganz Equipp huet exemplaresch Aarbecht geleescht bei där Organisatioun vun deem Mammutevent, wou iwwer 600 Leit vu véier verschiddene Kontinenter op Lëtzebuerg komm sinn, dorënner 25 Parlamentspresidenten.

All eis Leit, d'Deputéiert, d'Direktioun, eise Service international, verstäerkt vu Fräiwëllegen aus dem Haus a Studenten, déi dës Konferenz zum Erfolleg gemaach hunn, hunn zu Recht vun eise Gäscht vill Luef kritt a verdéngen eis Unerkennung! Och dat war Nation Branding!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Bravo och eise jonke Vertrieder aus dem Jugendparlament! Esou just niewebäi gesot: Eng vun eise Vertriederinnen aus dem Jugendparlament ass als déi bescht Riednerin vun deene Jonke bestëmmt ginn. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Reklamm fir eist Jugendparlament.

Um regionale Plang hu mer d'Presidentschaft vum parlamentaresche Rot vun der Grouss-regioun iwwerholl a stellen och hei de Bierger a seng Liewensqualitéit an de Vierdergrond.

Och um nationale Plang ass vill geschafft ginn. Et si wichteg Gesetzesprojete gestëmmt ginn, zum Beispill deen iwwert d'Nationalitéit, d'Reform vum Congé parental, d'Steierreform, d'Gemengefinanzreform, dat sougenannt „Omnibusgesetz", d'Reform vun der Fleegeversécherung, d'Reformen am Enseignement, dorënner d'Lycéesreform, an d'Afëiere vun engem allgemenge Wäerteunterrecht an der Grondschoul, d'Ratifizéierung vum Klimapakt, déi gesetzlech Basis vum Space Mining an de Projet zur Bekämpfung vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet, fir nëmmen déi ze nennen. Et ass also vill an dësem Parlament geschafft ginn.

D'Parlament huet nieft senger normaler legislativer Aarbecht eng ganz Rei Initiative geholl - Orientéierungsdebatten, Aktualitéitsdebatten - an e ganze Koup Debatten no Regierungserklärunge gefouert, Aktualitéitsstonnen, an eng ganz Rei vu wichtege Motioune gestëmmt, déi hei vum Parlament deponéiert goufen.

Et waren och eng ganz Rei vun Hearingen hei am Haus, sief et no enger Petitioun, wou mer an der Zwëschenzäit beim 21. Débat public ukomm sinn, wou also Theme vun de Leit hei an d'Chamber erabruecht gi sinn, déi net onbedéngt hei debattéiert gi wären. Och ze erwänen ass déi Ausenanersetzung, déi ganz seriö Ausenanersetzung mat jonke Leit: Jugendkonferenz, Jugendparlament, Jugendkonvent an esou weider.

D'Chamber huet sech am leschte Joer weider no baussen opgemaach an et gouf vill un deem Informatiounsmaterial fir eng méi effizient politesch Bildung geschafft.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech alleguer e grousse Merci fir déi gutt a kollegial Zesummenaarbecht. Ech wëll op dëser Plaz och dem ganze Personal vun der Chamber, mat un der Spëtzt dem Generalsekretär, mengem Noper, dem Claude Frieseisen, sengen zwee Adjointë Benoît Reiter an Isabelle Barra, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten, der Press an dem Sécherheetspersonal ee ganz grousse Merci soen.

Ech hoffen, dass mer alleguer an och eis Leit dobaussen e puer gerousam an agreabel an erhuelsam Deeg wäerte kréien. Domat nach eng Kéier...

Une voix.- Grausam?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gerousam!

(Hilarité)

Also an anere Wierder: schéi Vakanz!

(Hilarité)

Merci. An domat géif ech mat engem ganz bekannten Trainer soen: Et ass eriwwer!

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)

Sommaire des séances publiques nos 47, 48 et 49

47e séance

Ouverture de la séance publique p. 632

7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 632-639

6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro p. 639-654

48e séance

Ouverture de la séance publique p. 655

7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace p. 655-661

6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale p. 661-662

7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer p. 662-663

49e séance

Ouverture de la séance publique p. 664

7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée p. 664-667

Ordre du jour p. 667

7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes p. 667-668

6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1er du Code de la sécurité sociale p. 668-672

Discours de M. le Président p. 672

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2016-2017

Compte rendu n°1

1re séance

Ouverture de la séance publique **p. 1**

Clôture de la session ordinaire 2015-2016 et ouverture de la session ordinaire 2016-2017 **p. 1**

Composition des organes de la Chambre des Députés **p. 1**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 1**

Changements de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale **p. 1**

Discours de M. le Président **p. 1**

Communications **p. 1-3**

7013 - Proposition de loi sur les sportifs d'élite de niveau mondial et modifiant la loi du 3 août 2005 concernant le sport **p. 3**

Ordre du jour **p. 3**

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Fernand Kartheiser **p. 3-4**

Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser **p. 4**

6935 - Projet de loi portant réforme du congé parental et modifiant

1. le Code du travail;

2. le Code de la sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

5. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

6. la loi modifiée du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé;

7. la loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;

8. la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail **p. 4-10**

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la langue luxembourgeoise **p. 10**

7059 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris, le 12 décembre 2015 **p. 10-15**

2e séance

Ouverture de la séance publique **p. 16**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°215 du 11 octobre 2016 de M. André Bauler relative à la prévention des risques psycho-sociaux au travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 16**

- Question n°216 du 12 octobre 2016 de Mme Diane Adehm relative à la circulaire n°3393 envoyée aux communes début août 2016, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 16**

- Question n°217 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative au programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école «Fruit4School», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 16-17**

- Question n°218 du 12 octobre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à la reconnaissance de la langue luxembourgeoise comme langue officielle de l'Union européenne, adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre de la Culture **p. 17**

- Question n°219 du 11 octobre 2016 de M. Claude Adam relative à la mise en place du dispositif d'assurance qualité dans les services d'éducation non formelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 17**

- Question n°220 du 12 octobre 2016 de M. Marco Schank relative à la mise en place du système européen de contrôle des trains (ETCS) au niveau du trafic transfrontalier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 17-18**

- Question n°221 du 11 octobre 2016 de M. Alexander Krieps relative aux frais de gestion pour le timbre «Droit de chancellerie» facturé par la Société nationale de circulation automobile lors de l'immatriculation d'un véhicule routier, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 18**

- Question n°222 du 11 octobre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction éventuelle de la gratuité des livres scolaires pour les élèves de l'enseignement postprimaire, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 18**

- Question n°223 du 12 octobre 2016 de M. Max Hahn relative au cadastre des vents au Luxembourg, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures **p. 18-19**

- Question n°224 du 11 octobre 2016 de Mme Cécile Hemmen relative à la disponibilité sur le territoire national de bornes de recharge pour véhicules électriques, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 19**

7063 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État **p. 19-26**

6894 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 3 de la Constitution **p. 26-27**

6941 - Projet de loi prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information **p. 27**

3e séance

Ouverture de la séance publique **p. 28**

Changements de composition des commissions parlementaires **p. 28**

Communications **p. 28-29**

7069 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution **p. 29**

Ordre du jour **p. 29**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la décision du Conseil concernant le «Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)», suivie d'un débat **p. 29-36**

Interpellation de M. Gusty Graas au sujet de la gestion de l'eau **p. 36-43**
p. 44

6893 - Projet de loi

1. relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

2. portant création d'un registre des titres professionnels et d'un registre des titres de formation;

3. modifiant

a) la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire,

b) la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien,

c) la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé,

d) la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé,

e) la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,

f) la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute **p. 43-44**

6897 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles le 21 mai 2014

et

6898 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne l'opposition et l'instauration d'une procédure administrative de nullité ou de déchéance des marques, signé à Bruxelles, le 16 décembre 2014 p. 44-45

7068 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la désignation de deux députés comme membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État **p. 45**

Compte rendu n°2

4e séance

Ouverture de la séance publique **p. 47**

Communications **p. 47-48**

Ordre du jour **p. 48**

Dépôt d'une résolution et d'une proposition de loi par M. David Wagner **p. 48**

Dépôt d'une résolution par Mme Martine Hansen **p. 48**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°225 du 14 novembre 2016 de M. André Bauler relative à l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Erpeldange/Sûre, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 48**

- Question n°226 du 15 novembre 2016 de M. Gilles Roth relative à la fugue d'un prisonnier lors d'une visite médicale au CHL, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 48-49**

- Question n°227 du 15 novembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la présentation d'une nouvelle stratégie économique plus durable pour notre pays, adressée à M. le Ministre de l'Économie **p. 49**

- Question n°228 du 15 novembre 2016 de M. Laurent Zeimet relative à la circulaire n°3407 - Refonte du plan d'aménagement général - évaluation environnementale dite «SUP», adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 49-50**

- Question n°229 du 15 novembre 2016 de M. Max Hahn relative à la promotion du carpooling, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 50**

- Question n°230 du 15 novembre 2016 de Mme Martine Hansen relative à la fermeture, aux heures de pointe, d'une voie du tunnel «Stafelter» en direction de Luxembourg-ville, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 50**

- Question n°231 du 15 novembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 50-51**

Désignation de deux membres du comité d'évaluation institué par la loi du 23 juillet 2016 portant mise en place d'un statut spécifique pour certaines données à caractère personnel traitées par le Service de renseignement de l'État **p. 51**

6968 - Projet de loi relatif à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts pour les violations du droit de la concurrence et modifiant la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence **p. 51-53**

7001 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental **p. 53-54**

5e séance

Ouverture de la séance publique **p. 54**

Ordre du jour **p. 54**

Dépôt d'une résolution par M. Marc Angel **p. 54-55**

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar **p. 55**

Dépôt d'une motion par M. Kartheiser **p. 55**

Ordre du jour (suite) **p. 55**

Question élargie n°20 de M. Fernand Kartheiser au sujet des relations avec la Turquie et sur d'éventuelles sanctions,

Résolution de M. Marc Angel relative à un appel aux autorités de la République de Turquie à rejoindre la voie de la démocratie, à relancer un processus de paix crédible et un dialogue de bonne foi avec les régions à majorité kurde et à s'opposer à la réintroduction de la peine de mort,

Résolution de M. Laurent Mosar relative à un gel des négociations d'adhésion à l'UE avec la République de Turquie, à la continuation du dialogue géopolitique et de coopération sur le plan de la politique étrangère et de défense, à l'approfondissement des relations commerciales, à la modernisation de l'union douanière et à la poursuite de la coopération au niveau de la politique migratoire

et

Motion de M. Fernand Kartheiser relative au respect des valeurs européennes, des droits de l'homme, de la protection des minorités, de la liberté de presse, de la liberté de l'opposition politique, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Grèce, de l'intégrité territoriale de la Chypre et à la reconnaissance du génocide arménien **p. 55-61**

6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015 **p. 61-62**

6979 - Projet de loi portant modification

I. de la loi du 19 décembre 2014 relative 1. aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2. à la promotion de la création artistique, et

II. du Code du travail **p. 62-63**

6993 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique ouverte à signature le 16 janvier 1992 à La Valette **p. 63-67**

Compte rendu n°3

6e séance

Ouverture de la séance publique **p. 68**

7094 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée sur le bail à loyer du 21 septembre 2006 **p. 68**

Débat d'orientation sur l'évolution et les stratégies futures de l'aéroport international de Luxembourg **p. 68-76**

7057 - Projet de loi relatif à la construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg **p. 76**

6934 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier **p. 76-77**

Résolution de Mme Martine Hansen relative à l'engagement de la Chambre des Députés, dans la mesure du possible et à côté des produits issus du commerce équitable, à s'approvisionner prioritairement en produits issus du terroir luxembourgeois pour les besoins de son administration et de la vie parlementaire **p. 77**

7e séance

Ouverture de la séance publique **p. 77**

Communications **p. 77-78**

Ordre du jour **p. 78**

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng sur les résultats de la réunion COP22 des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech **p. 78-80**

7018 - Projet portant création d'un registre électronique national des entreprises de transport par route **p. 80-81**

Interpellation de Mme Octavie Modert au sujet de l'état actuel de la viticulture **p. 81-89**

Compte rendu n°4

8e séance

Ouverture de la séance publique **p. 90**

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat **p. 90-101**

Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail **p. 101-102**

6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune **p. 102-107**

6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail **p. 107**

9e séance

Ouverture de la séance publique **p. 108**

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar **p. 108**

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques **p. 108-111**

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat **p. 111**

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite) **p. 111-117**

Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg **p. 117-127**

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux **p. 127-128**

Compte rendu n°5

10e séance

Ouverture de la séance publique **p. 129**

Communications **p. 129**

Ordre du jour **p. 129**

7036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

1. la loi modifiée du 1er mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

2. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

4. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental **p. 129-144**

11e séance

Ouverture de la séance publique **p. 145**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°232 du 6 décembre 2016 de M. André Bauler relative à la qualité des matériaux d'isolation dans les maisons passives, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 145**

- Question n°233 du 7 décembre 2016 de M. Jean-Marie Halsdorf relative au plan d'action européen de la défense de la Commission européenne, adressée à M. le Ministre de la Défense

et

- Question parlementaire écrite n°2616 du 5 décembre 2016 de M. Marc Angel relative au plan d'action européen de la défense, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État, à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de la Défense **p. 145-146**

- Question n°234 du 2 décembre 2016 de M. Roger Negri relative à l'introduction d'une nouvelle desserte ferroviaire entre Luxembourg et Düsseldorf sans rupture de charges, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 146-147**

- Question n°235 du 7 décembre 2016 de M. Fernand Kartheiser relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 147**

et

- Question n°236 du 7 décembre 2016 de M. Claude Lamberty relative aux résultats des élèves luxembourgeois au test PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 147**

- Question n°237 du 7 décembre 2016 de M. Gérard Anzia relative à la mise en œuvre de l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 147-148**

- Question n°238 du 7 décembre 2016 de M. Marc Spautz relative au nouveau commissariat «Porte du Sud», adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure **p. 148**

- Question n°239 du 6 décembre 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échangeur de Hellange et la future voie d'accès sur la A13 au niveau de Frisange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 148**

- Question n°240 du 7 décembre 2016 de M. Marco Schank relative à l'évolution touristique future du site des Ardoisières à Haut-Martelange, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 148-149**

- Question n°241 du 6 décembre 2016 de Mme Taina Bofferding relative aux résultats de l'enquête Eurobaromètre au sujet de la violence à l'égard des femmes, adressée à M. le Ministre de la Justice **p. 149**

- Question n°242 du 7 décembre 2016 de M. Claude Adam relative au manque de remplaçants dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 149-150**

6530 - Projet de loi concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

* de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,

* de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

* de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

* de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

* de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et

b) abrogation

* des articles 1er, 2 et 5 de l'arrêté du Directoire exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;

* de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;

* de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et

* de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés **p. 150-151**

7019 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;

2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

4. de la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;

5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;

8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 151-153**

7085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail **p. 153-158**

12e séance

Ouverture de la séance publique **p. 158**

Changement de composition d'une commission parlementaire **p. 158**

Débat de consultation sur la croissance économique et la compétitivité au Luxembourg

et

Interpellation de M. Laurent Mosar sur les perspectives de développement de l'économie luxembourgeoise **p. 158-178**

Ordre du jour **p. 178**

Compte rendu n°6

13e séance

Ouverture de la séance publique **p. 179**

Communications **p. 179**

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM(2016) 590)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre **p. 179-180**

p. 181

Ordre du jour **p. 180**

7038 - Projet de loi sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative **p. 180-181**

6965 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil,

6981 - Projet de loi relatif aux équipements marins

et

6902 - Projet de loi relatif aux bateaux de plaisance et aux véhicules nautiques **p. 181-182**

7022 - Projet de loi relative aux abus de marché et portant:

1. mise en œuvre du règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2. transposition de:

a) la directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

b) la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs; et

4. abrogation de la loi modifiée du 9 mai 2006 relative aux abus de marché **p. 182-183**

7031 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/881 du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et concernant les règles de déclaration pays par pays pour les groupes d'entreprises multinationales **p. 183-185**

7067 - Projet de loi concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg **p. 185-186**

7073 - Projet de loi concernant l'extension de l'offre scolaire du Lycée technique Michel Lucius et modifiant sa dénomination **p. 186-190**

14e séance

Ouverture de la séance publique **p. 191**

7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;

- de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;

- de la loi d'adaptation fiscale modifiée du 16 octobre 1934 («Steueranpassungsgesetz»);

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi rectificative du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015;

- de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

- de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

* la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

* la loi générale des impôts («Abgabenordnung»);

* la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;

* la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

* la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale;

- de la loi du 30 juillet 1983 portant création d'une taxe sur le loto;

- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

- du Code pénal;

- de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;

- de la loi du 27 août 1997 portant approbation du Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, signé à Strasbourg, le 17 mars 1978;

- de la loi du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable;

- de la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- de la loi modifiée du 13 brumaire an VII organique du timbre;

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- de la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.;

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre;

- de l'ordonnance royale grand-ducale du 23 septembre 1841 sur le timbre, l'enregistrement et les droits de succession;

- de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

- de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

- de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 191-202**

15e séance

Ouverture de la séance publique **p. 203**

7020 - Projet de loi portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 et portant modification […] (suite) **p. 203-211**

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE M. Ivan Brajović, Président du Parlement de la République du Monténégro **p. 211**

7029 - Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Monténégro, signé à Bruxelles, le 19 mai 2016 **p. 211-213**

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar **p. 213-214**

16e séance

Ouverture de la séance publique **p. 214**

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes de l'acte terroriste perpétré à Berlin en date du 19 décembre 2016 **p. 214**

Communications **p. 214-215**

Ordre du jour **p. 215**

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget **p. 215-218**

17e séance

Ouverture de la séance publique p. 219

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant […] **(suite)**

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances **p. 219-221**

7025 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 février 2014 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel et modifiant les directives 2008/48/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010; et

2. modification du Code de la consommation **p. 221-222**

7007 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes **p. 222-223**

7097 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de sa Majesté le Sultan et Yang Di-Pertuan de Brunei Darussalam et tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 14 juillet 2015;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Hongrie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Sénégal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 10 février 2016;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 décembre 2015;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 10 mars 2015;

6. approbation du Protocole, signé à Kiev, le 30 septembre 2016, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine en vue de modifier la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Kiev, le 6 septembre 1997;

7. approbation de l'échange de lettres signées à Luxembourg, le 18 juin 2015 modifiant les lettres signées à Bruxelles, le 7 juillet 2009 et précisant les conditions ainsi que les modalités à respecter en cas d'une demande de renseignements faite en vertu de l'article 24 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962 **p. 223-224**

7005 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015 **p. 224-225**

7084 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2015 **p. 225-226**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 du Médiateur **p. 226**

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2015 de la Cour des comptes **p. 226**

Compte rendu n°7

18e séance

Ouverture de la séance publique **p. 228**

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- Discussion générale **p. 228-246**

Ordre du jour **p. 246**

19e séance

Ouverture de la séance publique **p. 247**

7050 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017 et modifiant:

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

2) la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier

3) la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale

4) la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

5) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs

6) la loi modifiée du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002

7) le Code de la sécurité sociale

8) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

9) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

10) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

11) la loi du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques

12) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé (suite)

et

7051 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 (suite)

- Prise de position du Gouvernement **p. 247-248**

- Votes **p. 248-249**

Résolution de M. Laurent Mosar relative à la condamnation ferme des mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016, à la réaffirmation de l'engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'UE et au ralliement à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie **p. 249-251**

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien de toutes les initiatives politiques mettant en œuvre et stabilisant un cessez-le-feu durable à Alep **p. 251-253**

Ordre du jour **p. 253**

7016 - Projet de loi concernant l'organisation du temps de travail et portant modification du Code du travail **p. 253-259**

20e séance

Ouverture de la séance publique **p. 260**

7092 - Projet de loi portant modification des articles L.511-5, L.511-7, L.511-12 et L.631-2 du Code du travail p. 260-261

7053 - Projet de loi portant introduction d'une certification de la durabilité des logements et modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

7054 - Projet de loi concernant la collecte, la saisie et le contrôle des dossiers d'aides relatives au logement,

7055 - Projet de loi relative à un régime d'aides à des prêts climatiques

et

7046 - Projet de loi

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre **p. 261-270**

Ordre du jour **p. 270**

6931 - Projet de loi portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant

1. la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

3. la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire; et

4. la loi du 3 août 2010 sur la régulation du marché ferroviaire **p. 270-272**

Ordre du jour **p. 272**

Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés (COM(2016) 685) et de la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM(2016) 683)

- Art. 168 du Règlement de la Chambre **p. 272**

7098 - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés **p. 272-273**

Discours de fin d'année de M. le Président **p. 273**

Compte rendu n°8

21e séance

Ouverture de la séance publique **p. 274**

Communications **p. 274**

Ordre du jour **p. 274**

Interpellation de M. Léon Gloden au sujet de la situation sécuritaire au Luxembourg **p. 275-283**

7043 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS **p. 283-284**

Question élargie n°21 de M. Alex Bodry sur la colocation **p. 284-285**

6990 - Projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages **p. 285-287**

22e séance

Ouverture de la séance publique **p. 287**

Communications **p. 287-288**

Ordre du jour **p. 288**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°243 du 31 janvier 2017 de M. André Bauler relative aux perspectives de fusion des communes de la Nordstad, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 288**

- Question n°244 du 7 février 2017 de M. Laurent Zeimet relative aux mesures de sécurité à envisager par les communes pour les manifestations publiques d'une certaine envergure dans le cadre du plan «Vigilnat» niveau d'alerte 2, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 288**

- Question n°245 du 7 février 2017 de M. Roger Negri relative à l'incinération de déchets de verdure, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 288**

- Question n°246 du 7 février 2017 de M. Gilles Roth relative à l'avis du Conseil d'État demandé dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à l'extension des compétences des agents municipaux par le présent Gouvernement, et se rapportant également à l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 288-289**

- Question n°247 du 7 février 2017 de Mme Josée Lorsché relative au programme eSanté, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 289**

- Question n°248 du 7 février 2017 de M. Marco Schank relative aux critères d'obtention d'une carte d'accès au service de transport pour personnes à mobilité réduite (Adapto), adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 289-290**

- Question n°249 du 7 février 2017 de M. Edy Mertens relative à l'ordonnance médicale standardisée pour soins de kinésithérapie, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 290**

- Question n°250 du 7 février 2017 de M. Serge Wilmes relative aux modifications projetées au niveau des horaires de la CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 290**

- Question n°251 du 7 février 2017 de M. Yves Cruchten relative à l'introduction d'un système de péage sur les autoroutes allemandes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 290-291**

- Question n°252 du 7 février 2017 de M. Henri Kox relative au traitement des subsides «PRIMe House», adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 291**

- Question n°253 du 7 février 2017 de M. Franz Fayot relative aux travaux de refonte de la législation sur la conservation et la protection des sites et monuments, adressée à M. le Ministre de la Culture **p. 291**

- Question élargie n°22 de M. André Bauler concernant la réforme de l'Agence pour le développement de l'emploi **p. 292**

6989 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail;

2. modification de l'article 3 de la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises **p. 292-297**

6939 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 juin 2004 portant réorganisation de l'Administration des bâtiments publics **p. 297**

6980 - Projet de loi portant modification de la loi du 16 août 2010 relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne **p. 297-298**

Compte rendu n°9

23e séance

Ouverture de la séance publique **p. 299**

6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis **p. 299-303**

6704 - Projet de loi dite «Omnibus»

portant modification:

a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

c) de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de l'article 44bis du Code civil;

h) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

i) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

j) de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national;

k) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

et abrogeant:

a) l'arrêté grand-ducal modifié du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs **p. 303-310**

6992 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

2) de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention;

3) de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales **p. 310-318**

p. 319

7077 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet

1. la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques;

2. la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»;

3. l'institution d'un Conseil scientifique **p. 318-319**

24e séance

Ouverture de la séance publique **p. 320**

Motion de M. Léon Gloden relative à l'ajout de l'instrument dit du «Platzverweis» dans le projet de loi n°7045 portant réforme de la Police grand-ducale **p. 320-322**

6977 - Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de:

1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise;

2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise

et

6974 - Projet de loi portant approbation de

1. la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, conclue à New York le 30 août 1961;

2. la Convention européenne sur la nationalité, conclue à Strasbourg le 6 novembre 1997;

3. la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention des cas d'apatridie en relation avec la succession d'États, conclue à Strasbourg le 19 mai 2006 **p. 322-334**

6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- transposition de la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité;

- changement de l'intitulé du Code d'instruction criminelle en «Code de procédure pénale»;

- modification:

- du Code de procédure pénale;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 20 juin 2001 sur l'extradition;

- de la [loi] modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne **p. 334-337**

Compte rendu n°10

25e séance

Ouverture de la séance publique **p. 338**

Communications **p. 338**

Ordre du jour **p. 338**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°254 du 9 mars 2017 de M. Claude Lamberty relative aux éventuels travaux d'agrandissement de la Maison des sports, adressée à M. le Ministre des Sports **p. 338-339**

- Question n°255 du 14 mars 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'ouverture du vote par correspondance à tout électeur qui en fait la demgnde, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 339**

- Question n°256 du 14 mars 2017 de M. Claude Adam relative à la réforme de l'inspectorat et plus particulièrement l'impact de la création des directions sur la situation spécifique des instituteurs actuellement détachés auprès d'un service scolaire communal, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse **p. 339**

- Question n°257 du 14 mars 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la grippe aviaire, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 339-340**

- Question n°258 du 14 mars 2017 de M. Marc Lies relative aux données inscrites au Registre national des personnes physiques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 340**

- Question n°259 du 14 mars 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la classification de l'hôtellerie au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie **p. 340-341**

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuederungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN **p. 341-356**

Ordre du jour **p. 356**

26e séance

Ouverture de la séance publique **p. 356**

Interpellation de M. Fernand Kartheiser au sujet de «Eng modern Arméi fir nei Erausfuederungen»

et

Interpellation de M. Alexander Krieps au sujet du rôle du Luxembourg au sein de l'OTAN (suite) **p. 356**

Déclaration gouvernementale de M. Claude Meisch et de M. Guy Arendt au sujet de l'«Aktiounsplang fir d'Promotioun vun der Lëtzebuerger Sprooch» - suivie d'un débat **p. 356-362**

7105 - Projet de loi portant introduction d'une prime unique pour l'année 2016 dans le cadre de l'accord salarial du 5 décembre 2016 dans la Fonction publique **p. 362-363**

7023 - Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Sanem **p. 363-364**

27e séance

Ouverture de la séance publique **p. 364**

Interpellation de M. Jean-Marie Halsdorf au sujet de la Grande Région **p. 364-373**

28e séance

Ouverture de la séance publique **p. 373**

Communications **p. 373-374**

Ordre du jour **p. 374**

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur la politique européenne et étrangère **p. 374-379**

Nomination d'un médiateur **p. 379**

6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation **p. 379-382**

7039 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs **p. 382-383**

Compte rendu n°11

29e séance

Ouverture de la séance publique **p. 384**

Débat sur la politique européenne et étrangère **p. 384-398**

30e séance

Ouverture de la séance publique **p. 399**

6915 - Projet de loi concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et portant modification de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés **p. 399-400**

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, au sujet de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois avec CLT-UFA et RTL Group, suivie d'un débat **p. 400-405**

6932 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal,

3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et

4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique **p. 405-406**

Heure d'actualité du groupe politique déi gréng au sujet de l'évolution du chantier «tram» et des projets connexes **p. 406-409**

7034 - Projet de loi ayant pour objet la sécurité du tramway et modifiant

1° la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics;

2° la loi modifiée du 30 avril 2008 portant a) création de l'Administration des enquêtes techniques, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer;

3° l'article L. 215-1 du Code du travail **p. 409-410**

6916 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Fonds du logement» **p. 410-415**

31e séance

Ouverture de la séance publique **p. 416**

Communications **p. 416**

Ordre du jour **p. 416**

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 416-417**

Ordre du jour **p. 417**

32e séance

Ouverture de la séance publique **p. 417**

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État **p. 417-422**

Compte rendu n°12

33e séance

Ouverture de la séance publique **p. 423**

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) **p. 423-425**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débat général **p. 425-441**

- Débats sectoriels - Volet «Économie et Compétitivité» **p. 441-446**

34e séance

Ouverture de la séance publique **p. 446**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR)

- Débats sectoriels - Volet «Cohésion sociale et Bien-être» **p. 446-453**

- Débats sectoriels - Volet «Développement durable» **p. 453-459**

Compte rendu n°13

35e séance

Ouverture de la séance publique **p. 460**

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite des débats sectoriels)

- Débats sectoriels - Volet «Institutions et Réforme de l'État» **p. 460-470**

7114 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques **p. 471**

6943 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 4 août 1975 concernant la fabrication et l'importation des médicaments et

2. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments **p. 471-473**

Question élargie n°23 de M. Roy Reding relative aux honoraires des avocats **p. 473-474**

6759 - Projet de loi portant approbation du «Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information», signé à Luxembourg le 20 juin 2012

et

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012 **p. 474-477**

7083 - Projet de loi relatif à la mise en application du Règlement (UE) n°655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale, modifiant le Nouveau Code de procédure civile et la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier **p. 477-478**

7087 - Projet de loi portant adaptation de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale **p. 478-479**

36e séance

Ouverture de la séance publique **p. 480**

Communications **p. 480**

Ordre du jour **p. 480**

Débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse **p. 480-489**

7052 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communication électroniques **p. 489**

37e séance

Ouverture de la séance publique **p. 490**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°260 du 5 mai 2017 de M. Gusty Graas relative à l'année blanche, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 490**

- Question n°261 du 10 mai 2017 de M. Laurent Zeimet relative à l'engagement financier concernant la candidature de la ville d'Esch-sur-Alzette comme «Capitale européenne de la culture 2022», adressée à M. le Ministre de la Culture **p. 490-491**

- Question n°262 du 9 mai 2017 de M. Roger Negri relative au bilan de 2016 sur les accidents routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 491**

- Question n°263 du 10 mai 2017 de M. Gast Gibéryen relative à la suppression de la ligne ferroviaire 66a entre Luxembourg et Dudelange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 491-492**

- Question n°264 du 9 mai 2017 de Mme Josée Lorsché relative à l'organisation future de l'Administration de la navigation aérienne et aux modifications structurelles au niveau des services de l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 492**

- Question n°265 du 10 mai 2017 de M. Marc Spautz relative au recrutement d'agents régionaux d'inclusion sociale par les offices sociaux, adressée à Mme le Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 492**

- Question n°266 du 9 mai 2017 de M. Max Hahn relative au recrutement de cinquante pompiers professionnels, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur **p. 492-493**

- Question n°267 du 10 mai 2017 de Mme Martine Hansen relative à l'impact de la sécheresse sur les exploitations horticoles et spécialement les exploitations maraîchères, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement **p. 493**

- Question n°268 du 10 mai 2017 de Mme Taina Bofferding relative au délai de versement de l'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche **p. 493-494**

- Question n°269 du 10 mai 2017 de M. Gilles Roth relative au régime des options sur actions accordées par l'employeur à ses salariés, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État **p. 494**

Question élargie n°24 de M. Fernand Kartheiser relative au Musée de la police grand-ducale **p. 494-495**

Interpellation de M. Félix Eischen au sujet des petites et moyennes entreprises (PME) et de la politique à mener dans ce domaine **p. 495-504**

7035 - Projet de loi portant fusion des communes de Mompach et de Rosport **p. 504-506**

Compte rendu n°14

38e séance

Ouverture de la séance publique **p. 507**

Discours à l'occasion de la commémoration du 150e anniversaire du traité de Londres **p. 507**

6787 - Projet de loi

ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation et modifiant

1) la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires,

2) la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques,

3) la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire),

4) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée,

5) la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire,

6) la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue,

7) la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote,

8) la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

9) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental,

10) la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

11) la loi du 21 juillet 2012 portant création du Sportlycée,

12) la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale,

13) l'article L.622-18 du Code du travail **p. 507-513**

7079 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

2. de la loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

3. de la loi du 16 mars 2007 portant 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

5. de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

6. de la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

7. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves;

8. du Code de la Sécurité sociale **p. 513-515**

39e séance

Ouverture de la séance publique **p. 516**

Communications **p. 516**

Ordre du jour **p. 516**

6875 - Projet de loi sur l'organisation du Conseil d'État et portant modification

- de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;

- de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

et

6821 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État **p. 516-522**

Interpellation de M. Marc Baum au sujet de la pauvreté laborieuse (working poor) **p. 522-530**

7104 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. de la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; c) l'institution d'un Conseil scientifique;

4. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

5. de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

6. de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

7. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

8. de la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale **p. 530-536**

Ordre du jour **p. 536**

40e séance

Ouverture de la séance publique **p. 537**

Ordre du jour **p. 537**

Résolution de M. Henri Kox relative au rejet des maïs transgéniques «1507» de DuPont/Pioneer, «Bt11» de Syngenta et MON810 de Monsanto **p. 537-538**

6938 - Proposition de révision de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution **p. 538-543**

7103 - Projet de loi relative aux comptes de paiement et portant:

1. transposition de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base; et

2. modification de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux **p. 543-544**

6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code de procédure pénale **p. 544-546**

7030 - Projet de loi transposant la directive 2014/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes; abrogeant la directive 2001/37/CE; modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac **p. 546-552**

7108 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire **p. 552-554**

Compte rendu n°15

41e séance

Ouverture de la séance publique **p. 555**

Ordre du jour **p. 555**

Discours de M. le Président **p. 555**

Déclaration de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen **p. 555-556**

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP **p. 556-557**

2) Question posée par le groupe politique CSV **p. 557**

3) Question posée par le groupe politique DP **p. 557**

4) Question posée par la sensibilité politique ADR **p. 557-558**

5) Question posée par le groupe politique «déi gréng» **p. 558**

6) Question posée par la sensibilité politique «déi Lénk» **p. 558-559**

Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'avenir du libre-échange en général et du futur de l'Organisation mondiale du commerce en particulier **p. 559-561**

7107 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde relatif à la gestion concertée du flux migratoire et au développement solidaire, fait à Luxembourg, le 13 octobre 2015 **p. 562-563**

6883 - Projet de loi portant modification du Code du travail **p. 563-565**

42e séance

Ouverture de la séance publique **p. 566**

Communications **p. 566**

Dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen **p. 566-567**

7047 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau **p. 567-574**

7106 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne sur les paysages, fait à Strasbourg le 15 juin 2016 **p. 574-575**

7125 - Projet de loi portant approbation de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016 **p. 575-576**

7088 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère **p. 576-577**

7110 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n°511/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation **p. 577-578**

43e séance

Ouverture de la séance publique **p. 578**

Communications **p. 578-579**

Ordre du jour **p. 579**

Interpellation de M. André Bauler au sujet des effets potentiels d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sur la place financière internationale de Luxembourg

et

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la feuille de route pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne **p. 579-591**

6997 - Projet de loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue de transposer la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil **p. 591**

Compte rendu n°16

44e séance

Ouverture de la séance publique **p. 592**

Message de M. le Président **p. 592**

Ordre du jour **p. 592**

6932 - Projet de loi portant modification 1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le

statut général des fonctionnaires communaux, 2. de la loi du 24 décembre 1985 réglementant le droit de grève dans les services du secteur communal, 3. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et 4. de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique - second vote constitutionnel **p. 592-593**

7117 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques **p. 593**

7109 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2016) **p. 593-598**

45e séance

Ouverture de la séance publique **p. 599**

Hommage à la mémoire de M. Jeannot Belling, député honoraire **p. 599**

Ordre du jour **p. 599**

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°270 du 5 juillet 2017 de M. André Bauler relative au rôle de l'ITM dans la prévention des maladies professionnelles, en particulier les pneumoconioses, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire **p. 599**

- Question n°271 du 6 juillet 2017 de M. Marco Schank relative au service d'autopartage appelé «car sharing», prévu par les CFL, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question n°272 du 5 juillet 2017 de Mme Josée Lorsché relative aux initiatives du Gouvernement dans le domaine du covoiturage, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 599-600**

- Question n°273 du 6 juillet 2017 de M. Roger Negri relative à la configuration future du carrefour et du bypass souterrain à l'endroit de l'actuel giratoire «Gluck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 600**

Question n°274 du 6 juillet 2017 de M. Gast Gibéryen relative à l'extension de la N7 à partir du Fridhaff, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 600**

Question n°275 du 6 juillet 2017 de M. Marc Spautz relative aux prestations familiales en espèces et en nature, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration **p. 600-601**

Question n°276 du 6 juillet 2017 de M. David Wagner relative aux travaux d'extension du Lycée technique de Bonnevoie, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures **p. 601**

Question n°277 du 6 juillet 2017 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la prise en charge du traitement de la maladie du lipœdème par la Caisse nationale de santé, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale **p. 601**

Question n°278 du 6 juillet 2017 de Mme Martine Hansen relative à la promotion de produits régionaux luxembourgeois et aux suites données à la pétition n°668 «Lëtzebuerger Produkter an der ëffentlecher Restauratioun», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs **p. 601-602**

Motion de M. Gast Gibéryen relative au nouvel horaire des CFL et à la refonte des lignes ferroviaires 60a et 60b **p. 602-603**

7074 - Projet de loi portant sur l'enseignement secondaire et modifiant

1. la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

2. la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

3 la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire);

4. la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;

5. la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

6. la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

7. la loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

8. la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS);

9. la loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation;

10. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle;

11. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire;

12. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

13. la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2e Chance;

14. la loi modifiée du 29 juin 2010 portant création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques;

15. la loi modifiée du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers;

16. la loi du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale;

17. la loi du 24 août 2016 portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique;

18. la loi du xxx ayant pour objet l'organisation de la Maison de l'orientation **p. 603-612**

46e séance

Ouverture de la séance publique **p. 612**

Communications **p. 612-613**

Ordre du jour **p. 613**

7089 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Minamata sur le mercure, adoptée à Genève le 19 janvier 2013 **p. 613**

p. 614

7090 - Projet de loi 1. modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. modifiant la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles **p. 613-614**

7134 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen **p. 614-615**

7064 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse;

2. de la loi du 18 mars 2013 relative aux traitements des données à caractère personnel concernant les élèves **p. 615-621**

7010 - Projet de loi portant introduction du cours commun «vie et société» dans l'enseignement fondamental et modifiant

1. la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

3. la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire **p. 621-627**

7078 - Projet de loi portant organisation de la reprise des enseignants de religion et des chargés de cours de religion et portant modification de

1. la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2. la loi modifiée du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire **p. 627-630**

7127 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil **p. 630-631**

Compte rendu n°17

47e séance

Ouverture de la séance publique **p. 632**

7014 - Projet de loi portant modification

1. du Code de la sécurité sociale;

2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale;

3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État **p. 632-639**

6944 - Débat d'orientation sur l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro **p. 639-654**

48e séance

Ouverture de la séance publique **p. 655**

7093 - Projet de loi sur l'exploration et l'utilisation des ressources de l'espace **p. 655-661**

6853 - Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale **p. 661-662**

7112 - Projet de loi modifiant:

1. le Code du travail;

2. la loi modifiée du 9 novembre 1990 ayant pour objet la création d'un registre public maritime luxembourgeois, en vue de transposer la directive (UE) 2015/1794 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2015 modifiant les directives 2008/94/CE, 2009/38/CE et 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil, et les directives 98/59/CE et 2001/23/CE du Conseil, en ce qui concerne les gens de mer **p. 662-663**

49e séance

Ouverture de la séance publique **p. 664**

7149 - Projet de loi portant modification du Code du travail en vue de l'introduction d'un nouveau dispositif de lutte contre le chômage de longue durée **p. 664-667**

Ordre du jour **p. 667**

7033 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes **p. 667-668**

6593 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État;

2. de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

3. de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

4. de l'article 32 du Livre 1er du Code de la sécurité sociale **p. 668-672**

Discours de M. le Président **p. 672**

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3060	Max Hahn	Gravillons
3063	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Mesures de contraintes en psychiatrie
3075	Fernand Kartheiser	Euthanasie clandestine
3078	Nancy Arendt, Marcel Oberweis	Obésité dans nos sociétés
3083	André Bauler, Gilles Baum	Classes «Initiation professionnelle divers métiers» (IPDM)
3089	Max Hahn	Normes de sécurité incendie
3090	Martine Hansen	Projets dans le domaine de l'agroforesterie
3097	Nancy Arendt	Actes de pédophilie
3102	Fernand Kartheiser	Conditions de recrutement du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster
3114	Serge Wilmes	Réhabilitation de l'ancien site industriel Pulvermühle
3120	Marcel Oberweis	Isolation thermique
3124	Diane Adehm, Marc Lies	Lycée technique du Centre
3128	Martine Hansen, Marco Schank	Déchets de jardin
3139	Fernand Kartheiser	Éoliennes
3151	Aly Kaes	Séneçon de Jacob
3159	Diane Adehm, Gilles Roth	Opérations électorales à venir
3163	Nancy Arendt	Encadrement psychologique de certaines professions à risque
3179	Octavie Modert, Marco Schank	Lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal
3184	David Wagner	Collaboration policière du Luxembourg avec l'Allemagne dans le contexte du sommet G20 à Hambourg
3188	Franz Fayot	Paquet du Conseil de l'Union européenne relatif à la protection des données
3193	Gusty Graas	Installation de réflecteurs optiques dits «antigibier»
3200	Gusty Graas	Mort de M. Dag Hammarskjöld
3202	Diane Adehm, Gilles Roth	Gratuité des transports publics pour les étudiants
3205	Gusty Graas	Film intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics» publié par l'OTAN
3209	Gilles Baum	Radars tronçon
3211	Gilles Baum	Législation concernant les débits de boissons
3212	Roy Reding	Immigration
3214	Edy Mertens, Alexander Krieps, Gusty Graas	Lutte contre la violence verbale et physique dans le milieu hospitalier et extrahospitalier
3215	André Bauler	«Creative industries»
3228	Gusty Graas	Rougeole
3252	Eugène Berger	Vente de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg
3258	Martine Hansen	Nouveau recteur de l'Université du Luxembourg
3268	Octavie Modert, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch	Procession dansante d'Echternach
3307 urgente	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Aide financière accordée par l'État dans le cadre du programme d'éducation plurilingue

Question 3060 (09.06.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **gravillons:**

Il me revient que certaines routes entre Garnich et Hivange qui semblent être dans un état impeccable sont actuellement parsemées par les gravillons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits énoncés?

- Le cas échéant, quelles routes sont actuellement traitées par des gravillons?

- Quelles sont les raisons pour ces travaux?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les gravillons peuvent facilement endommager la carrosserie des véhicules circulants et qu'ils peuvent provoquer des chutes de cyclistes et de motocyclistes?

- En général, sous quelles conditions les gravillons présentent-ils des avantages par rapport à d'autres revêtements?

Réponse (18.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il est vrai que le Service régional de Capellen de l'Administration des ponts et chaussées vient de traiter récemment certains tronçons de route par l'application d'un enduit superficiel, à savoir:

- le CR101 entre Garnich et Hivange;

- le CR102 entre Quatre-Vents et Keispelt;

- un tronçon de 500 mètres du CR110 entre Grass et Clemency.

Le traitement du CR103 entre Capellen et Holzem est prévu sous peu.

Le recours à la technique de l'enduisage superficiel permet de traiter une route qui présente des premiers signes de dégradation (notamment fissures) en vue de la garder encore dans un état de viabilité satisfaisant pendant plusieurs années et prolonger ainsi sa durée de vie.

Il est exact qu'à première vue le revêtement de ces routes dans le canton de Capellen semble encore en bon état, cependant une certaine dégradation de la couche de roulement venait de se manifester. Surtout la rugosité s'y est altérée d'une façon qu'un traitement s'est imposé pour des raisons évidentes de sécurité pour les usagers de la route.

Les travaux d'enduit superficiel correctement réalisés assurent une bonne imperméabilité superficielle, évitent ainsi la pénétration de l'eau de ruissellement dans les assises des chaussées et en conséquence leur décohésion.

Le traitement par application d'un enduit superficiel permet, s'il est réalisé à temps, donc lorsque les premiers signes de détérioration apparaissent, d'assurer un entretien correct sur une bonne partie du réseau routier.

En résumé, la technique de l'enduisage superficiel présente les avantages suivants:

- amélioration sensible et à long terme de l'adhérence du revêtement routier;

- augmentation sensible de la durée de vie de la structure totale de la chaussée;

- un prix d'application très favorable (environ 20% du prix d'une nouvelle couche de roulement).

Malheureusement, les gravillons répandus constituent un inconvénient indéniable pour tous les usagers de la route. Or, si après la mise en œuvre de ces enduisages et jusqu'au nettoyage final de la chaussée, la vitesse maximale autorisée limitée à 50 km/h, voire à 30 km/h, était mieux respectée, les automobilistes ne devraient pas subir de dommages majeurs. En respectant le Code de la route et la réglementation mise en place, il n'y a donc aucun risque pour les usagers de la route.

Q278

Question 3063 (13.06.2017) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **mesures de contraintes en psychiatrie:**

La loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux détermine dans son article 44 les conditions précises sous lesquelles le patient peut faire l'objet d'une mesure d'isolement ou de contention. Ces conditions ne s'appliquent pas en cas de contention momentanée, nécessaire pour faire face à une situation d'urgence. La loi spécifie sans plus que le personnel procédant à la contention momentanée en l'absence d'un médecin est tenu d'informer de suite un médecin du service de la contention intervenue.

Une intervention médicale rapide lors d'une urgence représente sans aucun doute un critère de qualité de tout premier ordre pour le bien-être des patients, qu'il s'agisse d'urgences somatiques ou psychiatriques.

Selon nos informations, la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) aurait réajusté le dernier semestre 2016 sa «procédure pour les mesures de contraintes» et parallèlement le mode opératoire concernant «la documentation des mesures de contraintes». Cette documentation décrirait minutieusement les démarches à faire par les soignants, tandis que sur l'intervention médicale proprement dite elle serait muette, à part une seule remarque figurant au mode opératoire relatif à la documentation des mesures de contraintes. Ainsi y serait prévu une «prescription a posteriori de la mesure de contrainte dans les prescriptions non médicamenteuses au plus tard le jour ouvrable suivant par le médecin traitant ou le médecin remplaçant».

On pourrait en conclure que le médecin de garde est nullement censé de venir sur place pour examiner l'état de santé du patient, mais que ces interventions sont, selon la procédure en place, autorisées par téléphone. Si un tel incident se produit le vendredi soir, le patient risque d'être examiné seulement le lundi matin, ou pire encore en cas d'un week-end férié prolongé, le délai sera porté au-delà de 72 heures de contention, voire même d'un traitement médicamenteux sans visite et sans ordonnance médicale écrite.

Cependant, l'article 5 du règlement grand-ducal du 10 juin 2011 concernant l'exercice de la profession d'infirmier psychiatrique stipule que: «l'infirmier psychiatrique peut effectuer les soins dans les seuls cas où une intervention médicale immédiate s'avère impossible respectivement lorsque la production et/ou la transmission d'une prescription médicale écrite ne peuvent être assurées dans un délai raisonnable». Il incombe de rappeler que les médecins psychiatres engagés par le CHNP, au nombre d'une vingtaine, ont des contrats de service, donc ne travaillent pas en libéral. En outre, des logements de service à proximité du CHNP sont à la disposition des psychiatres de garde dont le lieu de résidence est supérieur à 15 km du site.

À noter qu'en France, la Haute Autorité de Santé prévoit dans sa recommandation de bonne pratique quant à «l'isolement et la contention en psychiatrie générale» de février 2017: «l'isolement et la mise sous contention mécanique sont réalisés sur décision d'un psychiatre, d'emblée ou secondairement. Dans ce dernier cas, la décision qui pourrait avoir été prise par l'équipe soignante doit être confirmée dans l'heure qui suit la mesure, après un examen médical permettant de déterminer si la mesure est justifiée, si elle doit être maintenue ou si elle doit être levée».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer cette procédure au CHNP? Si oui, l'organe gestionnaire, à savoir le conseil d'administration, a-t-il connaissance de cette procédure?

- Le fait de ne pas intervenir dans un délai plus rapproché lors d'une urgence psychiatrique est-il conforme à la déontologie et à l'éthique médicale? Quel délai peut être considéré comme délai raisonnable pour obtenir une prescription médicale écrite?

- Les soignants, voire les représentants du personnel, ont-ils été consultés lors de l'élaboration de la procédure pour les mesures de contraintes?

- La procédure arrêtée risque-t-elle de pousser le personnel soignant dans l'illégalité? Est-ce que la procédure fait partie intégrante de la prise en charge médicale de haute qualité récemment attestée au CHNP par l'obtention de quatre étoiles dans le cadre de l'évaluation «European Foundation for Quality Management» (EFQM)?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si tous les services de psychiatrie des divers centres hospitaliers gèrent les mesures de contention appliquées en urgence suivant une procédure précise? Si oui, laquelle? S'agit-il d'une procédure identique pour tous les établissements? Madame la Ministre estime-t-elle qu'une procédure à l'image de celle pratiquée en France serait à recommander pour le Luxembourg?

- Est-il prévu que les établissements/médecins traitants rapportent les mesures d'isolement et de contention au Ministre de la Santé ou à son délégué ainsi qu'aux commissions de surveillance instituées par la loi de même qu'à la commission spéciale chargée de l'exécution de décisions judiciaires de placement (article 71 du Code pénal)?

Réponse (14.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

En accord avec la disposition légale à laquelle se réfèrent Mesdames les Députées, toute mesure de contention est conditionnée par le besoin imminent de sécurisation pour le pa-

tient ou pour le personnel de soins. Cette mesure, strictement encadrée par le législateur, n'est appliquée qu'en situation d'agressivité physique aiguë, guidée par la seule finalité d'éviter tout dommage tant au patient qu'aux collaborateurs. La contention est toujours le résultat d'une décision qui est prise en urgence par l'équipe sur le terrain.

À côté du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), tout établissement hospitalier, doté d'un service de psychiatrie, applique des procédures écrites encadrant les mesures de contention appliquées en urgence dans l'esprit de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux.

Dans l'objectif d'éviter pour autant que faire se peut les mesures de contraintes et d'en réduire au strict minimum leur durée, le personnel concerné des différents établissements hospitaliers est spécifiquement formé en désescalation et en gestion non violente d'agressivité.

Plus particulièrement, en ce qui concerne le CHNP, le groupe de travail, composé de médecins et de soignants, s'occupe régulièrement de statistiques et des procédures; ceci afin d'optimiser les pratiques suivant les standards internationaux. Ainsi, ce groupe est en charge actuellement d'adapter des procédures s'appliquant au CHNP suivant les recommandations du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT).

La procédure actuellement en place au CHNP, et dont s'enquièrent Mesdames les Députées, prévoit que si la situation le permet, le médecin-traitant est averti avant la mesure proprement dite. Il n'y a pratiquement pas de délai d'intervention lors d'une urgence psychiatrique qui peut, le cas échéant, rendre nécessaire une mesure de contention qui constitue toujours une intervention d'urgence aiguë à caractère vital. Les circonstances à la base d'une telle mesure expliquent la raison de l'absence, en règle générale, d'une prescription médicale préalable.

Ainsi, en cas de grande urgence, le médecin est averti immédiatement une fois que la sécurité des patients et des collaborateurs est assurée. Suivant cette procédure, le médecin est tenu de procéder, au moins une fois par jour, à la réévaluation de l'opportunité de la mesure de contrainte, qu'il consigne au plus tard le premier jour ouvrable suivant dans le dossier médical.

En pratique pourtant, le médecin, qui a accès au dossier informatique du patient par voie électronique, est en mesure de valider la mesure sans délai.

Le personnel soignant du CHNP a fait partie du groupe de travail qui a élaboré les procédures de mesures de contention. La procédure a été présentée et discutée avec l'ensemble des responsables soignants d'unité et les représentants de la délégation du personnel.

Si le comité mixte du CHNP a été également été informé dans la phase d'élaboration de la procédure, celle-ci n'a pas été soumise au conseil d'administration pour la simple raison qu'une décision par l'organisme gestionnaire n'est pas prévue par la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique.

Ni le CPT, ni le contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, n'ont au cours de leurs missions respectives de contrôle au CHNP relevé des points critiques dans l'application des pratiques et procédures en vigueur au CHNP.

À préciser finalement que la loi du 10 décembre 2009 confère à la commission de surveillance, tout comme au Ministre de la Santé ou à son délégué, ainsi qu'au juge un droit de visite illimité du CHNP et des services de psychiatrie des établissements hospitaliers.

Question 3075 (15.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**euthanasie clandestine:**

Am Rapport 2016 vun der nationaler Kommissioun, déi d'Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Euthanasie an d'Bäihëllef zum Selbstmord kontrolléiere soll, gëtt vun zéng Fäll vun Euthanasie geschwat, déi 2016 ënnert dëst Gesetz falen. Am Rapport ass eng Statistik, déi vun zéng „deklaréierten" Fäll vun Euthanasie schwätzt.

An der Belsch wor am Mee e Symposium, op deem e Bilan vun hirem Euthanasiegesetz gezu gouf. Do ass festgestallt ginn, datt et an der Belsch vill „euthanasies clandestines" gëtt an datt vill Dokteren Euthanasien „en toute illégalité et impunité" maachen.

Fir Interpretatiounsdivergenzen ze evitéieren, wollt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Besteet de Verdacht am Gesondheetsministère oder och bei där uewe genannter Kommissioun, datt et niewent deenen „deklaréierte Fäll" vun Euthanasie och nach net deklaréiert Fäll hei am Land gëtt?

2. Wat wären d'Konsequenze fir en Dokter respektiv dat medezinnescht Personal, wa si eng net deklaréiert „Euthanasie" géife praktizéieren oder fir eng aner Persoun, déi baussent de Konditioune vum Gesetz vun 2009 engem anere Mënsch beim Selbstmord géif „hëllefen"?

3. Sinn d'Dokteren an dat medezinnescht Personal forcéiert, fir all Verdacht an déi Richtung direkt dem Parquet ze mellen?

Doriwwer eraus stellt sech d'Fro vun der Glafwierdegkeet vun enger Kontrollkommissioun am Beräich vun der Euthanasie, och hei zu Lëtzebuerg.

4. Ass et der Regierung hirer Meenung no am Interessi vun der Objektivitéit wichteg, datt ënnert de Membere vun esou enger Kontrollkommissioun keng Persoune sinn, déi selwer d'Euthanasie praktizéieren oder praktizéiert hunn, respektiv déi op iergend eng Manéier materiell oder aner Virdeeler aus der Euthanasie zéien oder gezunn hunn?

5. Ass zu Lëtzebuerg garantéiert, datt keng esou Persounen an der Kontrollkommissioun sinn? Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir esou eng Eventualitéit auszeschléissen?

Réponse (18.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

D'Euthanasie gëtt zu Lëtzebuerg duerch folgend Gesetz vum 16 Mäerz 2009 geregelt: „Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide" (Gesetz vun 2009).

Dat Gesetz schaaft eng speziell Kontroll- an Evaluatiounskommissioun, déi der Chamber all zwee Joer e Rapport zoukomme léisst iwwer méiglech Problemer oder Mëssstänn bei der Applikatioun vum Gesetz vun 2009, an dobäi och Virschléi maache kann, fir d'Gesetz unzepassen.

Dës Kommissioun huet zënter dem Akraaftriede vum Gesetz véier Berichter ofginn an deene si weder op eng „euthanasie clandestine" nach op eventuell Illegalitéiten an der Prozedur bei deenen 52 Euthanasien, déi an der Period 2009-2016 realiséiert goufen, higewisen huet.

Dem Gesondheetsministère sinn och keng Fäll vun „euthanasie clandestine" bekannt a wann et esou Fäll géife ginn, wier et um Parquet souwéi de penale Geriichtsbarkeeten, an eventuell dem Collège médical, déi adequat Sanktioun an/oder disziplinaresch Mesurë géint den Dokter auszeschwätzen.

D'Euthanasiesgesetzgebung ass justement geschafe ginn, fir der Stierfhëllef e gesetzleche Kader ze ginn.

D'Kontroll- an Evaluatiounskommissioun examinéiert laut dem Gesetz vun 2009, ob all déi legal a prozedural Konditiounen, déi am Gesetz vun 2009 opgefouert sinn, fir dass en Dokter eng Euthanasie duerchféieren dierf, respektéiert goufen.

D'Kontroll- an Evaluatiounskommissioun ass laut Gesetz vun 2009 vun néng Memberen zesummegesat, déi opgrond vun hirem Wëssen a vun hirer Erfarung op dem sensibele Gebitt genannt ginn. Dräi Membere vun deenen néng sinn Dokteren, an dräi vun hinne si Juristen, woubäi een d'Gesondheetsberuffer representéiert an zwee d'Patiente representéieren.

A quasi all de Fäll vu Stierfhëllef kennt d'Kommissioun iwwerhaapt net den Numm vun dem Dokter, deen d'Euthanasie duerchgefouert huet, well den „Volet 1" (den 1. Deel vum Formulaire), wou den Numm an Coordonnéeë vun dem Dokter drastinn, deen d'Euthanasie gemaach huet, just dann opgemaach gëtt wann d'Kommissioun, laut Artikel 7 vum Gesetz vun 2009, en Zweifel hätt, ob d'Konditiounen an d'Prozedur agehale goufen.

Wann an esou engem Fall, an nom Opmaache vum Volet 1 vum Euthanasiesformulaire, dann nach d'Majoritéit vu wéinstens siwe Memberen, déi an der Kommissioun präsent musse sinn, estiméiert, dass d'Gesetz net respektéiert ginn ass, da saiséiert d'Kommissioun de Parquet an/oder de Collège médical mam ganzen Dossier, deen hir am Kader vun där spezifescher Euthanasie virgeluecht gouf.

D'Kontroll- an Evaluatiounskommissioun huet säit hirem Bestoen nach ni misse weder de Parquet nach de Collège médical mat esou enger Suspicioun vun Irregularitéit saiséieren.

Ech wollt awer och nach den honorabelen Deputéierten drop hiweisen, dass hien nach méi Detailer iwwert d'Applikatioun vum Gesetz vun 2009 an de jeeweilege Berichter vun der Kontroll- an Evaluatiounskommissioun, déi um Internetsite „http://www.sante.public.lu" erëmzefanne sinn, noliese kann.

Question 3078 (16.06.2017) de **Mme Nancy Arendt** et **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**obésité dans nos sociétés:**

En août 2014, Madame la Ministre avait énuméré dans sa réponse à la question parlementaire n°0488 une liste des initiatives de lutte contre l'obésité au Luxembourg. Y figuraient notamment le plan d'action GIMB («Gesond lessen, Méi Bewegen»), des initiatives réalisées dans les maisons relais et maisons de jeunes, des recommandations nutritionnelles ou encore des actions de sensibilisation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Ministre de l'Égalité des chances:

- Existe-t-il un bilan de toutes ces initiatives?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- A-t-on pu constater une réduction de l'obésité au Luxembourg?

- Dans la négative, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'un tel bilan soit opportun?

- De nouvelles initiatives sont-elles prévues?

- Existe-t-il des chiffres récents au sujet de l'obésité au Luxembourg?

Réponse (19.07.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

L'initiative interministérielle GIMB («Gesond lessen, Méi Bewegen»), initiée en 2006, est portée par les ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, des Sports, de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Une évaluation du programme a été réalisée dans le cadre du dixième anniversaire GIMB par la firme Co Concept pour étudier à quel grade les objectifs fixés étaient atteints, ainsi que l'efficience et l'efficacité du programme.

Toutefois, avant d'entrer plus en détail des résultats, il est important de souligner certaines caractéristiques décisives concernant la problématique de l'obésité, ainsi que la stratégie GIMB.

- L'obésité et la sédentarité, causes principales des taux d'obésité alarmants dans notre société, sont soumises à des influences sociétales et individuelles complexes, qui ne permettent que difficilement de simples évaluations de cause à effet.

- Les changements des modes de vie, tels une alimentation équilibrée et l'activité physique régulière ne montrent, à niveau de société, que des effets à long terme; les effets de politiques en faveur de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique, se reflétant dans les taux généraux d'obésité de la population, ne se verront qu'après des périodes d'observation relativement longues.

- L'évaluation de programmes holistiques tels le programme GIMB, englobe non seulement des résultats directement mesurables, mais aussi des évolutions de processus.

- Le suivi épidémiologique des déterminants de santé nécessite un système et des moyens d'observation adéquats et ce dans le temps. Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait des efforts considérables pour améliorer son savoir sur l'état de santé de la population:

Création d'une division de statistique et d'épidémiologie au niveau de la Direction de la santé, développement du Luxembourg Institute of Health (LIH), projet de création d'un Observatoire de la santé, réalisation d'études voire collaboration à des études internationales sur l'état de santé de la population.

Le manque d'un système de monitoring adéquat explique la déficience de données d'évolution de l'obésité dans la population:

Le manque de données sur l'obésité, le manque de fiabilité des données publiées dans certains rapports, la variabilité des définitions des déterminants de santé utilisés, l'utilisation de méthodologies différentes rend l'exploitation et la comparaison des rares données existantes sur l'obésité excessivement limitée.

L'évaluation du plan GIMB a relevé de nombreux points forts et certains points faibles:

Points forts:

- programme interministériel: une des seules initiatives européennes ayant adopté la stratégie holistique recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour aborder la thématique multifactorielle de l'obésité dans nos sociétés dans l'objectif de s'attendre à des effets efficaces et durables. L'exemple du Grand-Duché a été cité comme exemple de bonne pratique par l'Union européenne (UE);

- approche interdisciplinaire investissant beaucoup d'efforts dans l'amélioration des collaborations intersectorielles, dans l'élaboration de réseaux entre settings différents, impliquant activement un nombre considérable d'acteurs du terrain;

- approche très diversifiée agissant à des niveaux très variés: interventions au niveau de groupes de population spécifiques, dans des domaines très variés (écoles - maisons relais, communes, entreprises, associations sportives...);

- initiative investissant beaucoup d'efforts dans la motivation et la formation de multiplicateurs (équipes médico-scolaires, éducateurs, cuisiniers, enseignants...);

- mise en place de mesures politiques favorables à l'alimentation équilibrée et à l'activité physique: élaboration de recommandations nutritionnelles nationales - plan d'action activité physique - élaboration de critères de qualité pour l'alimentation saine pour maisons relais;

- initiation de processus dynamiques favorisant la capacitation, la responsabilité et l'exploitation de l'expertise du terrain, qui a pu engendrer des initiatives locales durables et autosoutenues;

- bonne relation coût-efficacité en relation avec les budgets mis à disposition et le personnel investi.

Points faibles:

- manque de visibilité du programme GIMB au niveau national: programme peu connu en dehors des partenaires actifs;

- manque de mise en réseau avec d'autres programmes et actions;

- soutien insuffisant des actions locales;

- manque d'un système de monitoring performant;

- système de communication insuffisant.

Les experts tirent la conclusion générale que le programme GIMB constitue un succès, un programme très innovateur et à considérer comme exemple de bonne pratique dans son approche et dans sa stratégie.

Dans le futur plan d'action, le programme GIMB devrait prévoir notamment les aspects suivants:

- renforcement de l'approche interministérielle répondant à l'appel «Health in all policies» de l'UE et de l'OMS;

- largissement des collaborations interministérielles officielles à d'autres secteurs politiques (p. ex. agriculture, développement durable, transport...);

- le programme GIMB devrait s'étendre à l'ensemble des groupes de populations en visant davantage les populations moins favorisées;

- un système de monitoring efficace et gérable devrait être élaboré pour permettre une évaluation régulière efficace;

- la mise en réseau doit davantage être développée, notamment l'intersection et la visibilité de GIMB avec d'autres programmes, tels le programme cancer, le programme alcool, le développement qualité dans les maisons relais, le programme sports-loisirs, «fruit-school» (pour n'en citer que quelques-uns...), doit s'intensifier.

http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2016/10/13-gimb/ppt.pdf

Évolution de l'obésité dans la population des enfants et adolescents suivis dans le cadre de la médecine scolaire

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Enseignement fondamental: Évolution de l'obésité / 2012-2016 / Div. Méd. scolaire

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Enseignement secondaire: Évolution des taux d'obésité et surcharge pondérale / 2012-2016 / Div. Méd. scolaire

Comme indiqué plus haut, il est probablement trop tôt pour pouvoir tirer des conclusions univoques quant à un effet éventuel du programme GIMB sur les taux d'obésité dans la population des enfants et adolescents.

Il semblerait toutefois qu'on puisse observer chez eux une légère tendance à la baisse des taux d'obésité et de surcharge pondérale. Nous restons toutefois très préoccupés du fait que les taux chez les populations moins favorisées restent à des niveaux très hauts et que ces populations ne profitent pas au même titre des actions initiées que les populations plus aisées. Aussi l'équité devant la santé devra être un des axes prioritaires du nouveau plan GIMB.

Le rapport EHIS/European Health Interview Survey, enquête européenne menée en 2014 au Luxembourg sur environ 4.000 sujets, qui vient d'être publié par le LIH et la Direction de la santé, rapporte les chiffres suivants:

http://www.sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-obesite-nutrition/ehis-fact-sheet-obesite-nutrition-methodologie.pdf

Données GDL (18 ans et plus)	Total	Hommes	Femmes
Surpoids: 25 ≤ IMC > 30	32,4%	39,6%	25.4%
Obésité: IMC ≥ 30	15,6%	16,8%	14,4%

Question 3083 (19.06.2017) de **MM. André Bauler** et **Gilles Baum** *(DP)* concernant les **classes «Initiation professionnelle divers métiers» (IPDM):**

Un nombre croissant d'élèves quittent nos lycées, notamment les classes «Initiation professionnelle divers métiers (IPDM)», sans pouvoir accéder directement à un emploi. Ni nos services d'orientation, ni l'ADEM ne semblent réussir à les placer dans des activités leur permettant de développer des perspectives prometteuses (garantie jeunesse, Job Pacte, etc.). Certains pourraient être encadrés, le cas échéant, dans des ateliers protégés. Hélas, dans ce scénario, ils ne pourraient plus bénéficier d'un apprentissage élémentaire en se voyant dotés par exemple du Certificat de capacité professionnelle (CCP).

En effet, à notre avis, certaines formations professionnelles pourraient être assurées dans des structures telles les maisons relais, les crèches ou les CIPA (p. ex. cuisine) ou encore les lycées (p. ex. horticulture) en débouchant soit sur un CCP, soit même sur un DAP.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils indiquer l'évolution du nombre de jeunes dans les classes IPDM et qui quittent notre système scolaire sans diplôme?

- Existe-t-il des données statistiques sur le nombre de postes de travail actuellement disponibles dans les ateliers protégés? Est-il prévu d'augmenter ce nombre?

- Messieurs les Ministres estiment-ils que ces jeunes pourraient être formés, du moins en partie, dans des établissements étatiques ou cofinancés par l'État (Caritas, Croix-Rouge, etc.) en vue de se voir octroyer, au moins, le CCP?

- Quelles sont les mesures prises jusqu'à présent pour pallier cette problématique?

Réponse commune (19.07.2017) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Le maintien scolaire, l'orientation et le placement des jeunes constitue une des priorités du Gouvernement. En juin 2014, le Luxembourg a officiellement lancé la garantie pour la jeunesse, plan d'action phare dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'insertion professionnelle des jeunes. Dans ce cadre, une étroite collaboration interministérielle permet de coordonner les actions afin que tout jeune puisse bénéficier d'un parcours ascendant depuis l'école vers son intégration durable sur le marché du travail.

Les classes «Initiation professionnelle divers métiers», auxquelles fait référence la question parlementaire, ne constituent qu'un maillon dans cette chaîne complexe d'actions. En termes d'effectifs, le tableau suivant renseigne sur le nombre de jeunes dans les classes COIP/IPDM au cours des dernières six années:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Le Luxembourg continue à déployer tous les moyens afin de lutter contre le décrochage scolaire. D'après l'Enquête force de travail (EFT) d'Eurostat, le pays affiche un taux de décrochage scolaire de 6,1% en 2014. Il est toutefois à signaler que les chiffres de l'EFT considèrent l'entièreté de la population résidente au Luxembourg, comprenant beaucoup de jeunes diplômés arrivés au Luxembourg pour y travailler, tandis que les études/statistiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ciblent exclusivement les élèves du système scolaire luxembourgeois.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher no de la question.)

La dernière étude du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse réalisée pour l'année scolaire 2014-2015 montre que:

- 400 décrocheurs temporaires se sont entretemps inscrits à une autre école, 142 au Luxembourg, 258 à l'étranger, le plus souvent en Belgique;

- 1.007 décrocheurs permanents ont définitivement quitté l'école dont:

- 164 ont trouvé un emploi,

- 82 se retrouvent dans une mesure d'emploi,

- 133 recherchent un emploi,

- 628 sont sans occupation et sont accompagnés par l'ALJ.

Des 1.007 décrocheurs permanents, 235 avaient déjà décroché lors d'une année scolaire précédente.

- 225 décrocheurs n'ont pas pu être joints ou ont refusé le contact.

Le Gouvernement a mis en place toute une panoplie de mesures répondant aux besoins spécifiques des jeunes décrocheurs. Les ateliers protégés, auxquels la question parlementaire fait référence en tant qu'instrument de réinsertion des jeunes décrocheurs, peuvent certes constituer une piste pour certains jeunes aux besoins très spécifiques. Il faut toutefois souligner que les postes dans les ateliers protégés sont réservés aux seules personnes ayant eu reconnaissance de leur statut de handicap physique ou psychique par la commission médicale et qui ont, par la suite, été orientées vers un atelier protégé par la Commission d'orientation et de reclassement. De ce fait, il s'agit d'un instrument pour les personnes aux besoins bien spécifiques dont les capacités ne suffisent pas ou pas encore aux exigences et contraintes du marché du travail ordinaire.

En 2017, 23 ateliers protégés emploient des salariés handicapés. Le nombre de postes disponibles a connu une augmentation au cours des dernières années: partant de 373 personnes en 2004, les ateliers protégés ont occupé 1.141 salariés handicapés en mai 2017. Afin de tenir compte de l'évolution du handicap et des besoins spécifiques des personnes concernées, des adaptations continues des structures ont permis d'augmenter le nombre de postes de travail offerts et des agrandissements de structures sont actuellement en cours. La planification de structures nécessaires et adaptées suivant le profil des salariés handicapés est sujet d'une concertation interministérielle régulière.

À côté de la piste très spécifique des ateliers protégés, le Gouvernement a mis en place tout un dispositif permettant aux jeunes d'accéder à une formation professionnelle. Il importe toutefois de signaler que les élèves admissibles à la formation professionnelle de base menant au Certificat de capacité professionnelle (CCP) ont des difficultés à trouver un poste d'apprentissage, ce qui est démontré depuis des années par les chiffres du Service d'orientation de l'ADEM. À ce s'y ajoute le fait que presque un tiers des contrats d'apprentissage conclus sont résiliés en cours de formation. Le manque de postes d'apprentissage en CCP et la résiliation de contrats CCP et DAP (au niveau de la formation initiale) sont ainsi les causes majeures du décrochage scolaire. Conscient du problème persistant de manque de postes d'apprentissage, le Gouvernement s'apprête à mettre en place un dispositif permettant aux élèves n'ayant pas trouvé un contrat d'apprentissage auprès d'un employeur de tout de même pouvoir commencer leur apprentissage. Un projet pilote est à l'étude.

Afin de remédier à cette situation, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse poursuit plusieurs pistes, à savoir:

Depuis plusieurs années, le Service de la formation professionnelle (SFP) assume dans ses Centres de formation professionnelle continue (CNFPC) à Esch et à Ettelbruck, mais aussi dans différents lycées techniques, le rôle de patron-formateur pour un certain nombre de jeunes pour la qualification CCP dans les métiers électricien, paysagiste, peintre, peintre de véhicules, aide-ménagère...

Des négociations avec plusieurs prestataires privés (Croix-Rouge, Caritas, Fondation Elisabeth) ont été entamées dans le but de créer des centres de formation (et d'orientation) professionnelle inspirés du modèle des Berufs-Bildungs-Werke (BBW) comme il en existe une bonne cinquantaine en Allemagne. Dans un tel centre, des jeunes décrocheurs issus de contextes sociaux fragilisés ou en risque de décrochage pour des problèmes de transition vers l'apprentissage peuvent bénéficier d'une formation professionnelle concomitante accompagnée d'un encadrement psychosocial appuyé. L'enseignement scolaire est assuré par des enseignants d'un lycée, la formation en entreprise organisée sur place par le BBW, accompagnée par des stages dans des entreprises associées au BBW. Les élèves suivent une année préparatoire qui permet d'identifier la formation qui leur convient. Ils sont à l'internat pendant un certain temps et bénéficient d'un encadrement adéquat afin d'apprendre ou de réapprendre les rythmes et conduites nécessaires pour réussir un apprentissage.

L'accompagnement après le décrochage scolaire se fait par les Antennes locales pour jeunes (ALJ) du Service national de la jeunesse qui prennent contact avec tout jeune entre 16 et 25 ans ayant quitté le système scolaire luxembourgeois sans avoir obtenu de diplôme final. Durant l'année scolaire 2015-2016, l'ALJ a contacté 1.658 décrocheurs. Pour 704 décrocheurs, la procédure d'accompagnement ALJ a été lancée. 417 de ces jeunes souhaitaient retourner à l'école. 138 participaient aux stages ALJ (195 stages dans 157 entreprises). Ce stage qui aide le jeune à développer et confirmer un projet professionnel est évalué par une fiche d'évaluation que le jeune peut utiliser par la suite pour se présenter auprès d'un patron. Plus de la moitié des stagiaires sont retournés en formation: 34% pour un apprentissage DAP ou CCP, 20% pour une formation plein temps.

Dans le cadre des mesures et projets en faveur du maintien scolaire, 50 projets scolaires contre l'exclusion scolaire sont offerts dans une vingtaine de lycées, à savoir:

- Des offres spécifiques pour les élèves qui ne réussissent pas leur apprentissage dans les cours réguliers: l'École de la 2e Chance, les cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP) ainsi que les classes IPDM, classes mosaïques pour élèves au comportement difficile, les classes spécifiques pour redoublants.

- Dans l'intérêt de la prévention du décrochage, les collaborateurs de l'ALJ organisent dans les lycées à régime préparatoire des réunions de parents, des visites en entreprises, des entretiens individuels avec les élèves et les stages d'orientation: 1.750 élèves ont fait 4.300 stages en 2015-2016. Il y a eu en plus 108 journées «OSNA» (Op der Sich no enger Ausbildungsplaz) dans les lycées pour 1.546 élèves.

- Le projet PASS au Lycée des Arts et Métiers, site Dommeldange, vise sur la base d'un projet concret à facettes multiples l'amélioration de la confiance en soi et de l'estime de soi d'élèves en échec scolaire durable, ainsi que leur qualification par une certification par observation des compétences de l'élève et des modules. Après une année de préparation, le projet a démarré en septembre 2016 avec une douzaine d'élèves.

- La structure VTT (Verhalen, Testen an Trainéieren) à l'Izegerstee accueille des élèves souffrant de troubles du comportement sévères.

- Au Lënster Lycée, une équipe pédagogique à effectif réduit encadre les élèves du régime préparatoire; des échanges réguliers ont lieu avec les parents. Le projet vise l'entraînement à l'autonomie par le travail avec des plans hebdomadaires, un portfolio et l'initiation au travail par projets.

- Les classes IPDM-COR (classe d'orientation: 16-18 ans) et IPDM-SVO (service volontaire d'orientation: 18-25 ans) au Lycée Bel-Val accueillent des jeunes en phase de transition vers la formation professionnelle.

- Le projet du CPOS Plateforme accrochage scolaire (PAS) est mis en œuvre dans deux lycées pilotes et vise l'évaluation systémique du risque de décrochage scolaire des élèves de 10e/4e. Le cadre référentiel repose sur quatre piliers d'action: un dépistage systématique; un programme d'accompagnement adapté au jeune; des ateliers psychopédagogiques selon les besoins d'un groupe-classe; des alliances éducatives avec les acteurs des lycées, de la Maison de l'orientation et des réseaux médico-sociaux et entrepreneuriaux.

- Le projet européen Erasmus+ Training Without Borders, vise à améliorer la formation et l'insertion professionnelle de jeunes dits «fragilisés», à l'échelle de la Grande Région.

- Les cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise (COPRAL) au Lycée technique d'Ettelbruck préparent une cinquantaine de jeunes au service à l'armée.

- De nouvelles offres scolaires ont été créées au sein de l'école publique s'adressant aux élèves avec un profil langagier spécifique: Bac international à l'Athénée de Luxembourg et au Lycée technique du Centre, classes anglophones au Lycée Michel Lucius, l'École internationale à Differdange et à Esch-sur-Alzette.

Le projet JobElo, qui repose sur une collaboration entre le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a pour objectif de qualifier un maximum de jeunes décrocheurs (18-25 ans) par les mesures suivantes: évaluation et encadrement de deux mois au sein du Centre d'orientation socioprofessionnelle (COSP); expérience d'initiation professionnelle (EIP) d'un mois, orientation du jeune en fonction de son projet professionnel. Ce projet permet à des jeunes qui n'avaient initialement pas les qualifications requises d'accéder au cours de ce projet à l'apprentissage.

L'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers est possible grâce aux aménagements raisonnables.

Les offres en formation apprentissage pour adultes accueillent des décrocheurs qui souhaitent se qualifier respectivement souhaitent continuer leur apprentissage entamé à l'école.

L'amélioration de l'orientation scolaire sera possible suite à la loi portant sur l'organisation de la Maison de l'orientation et la cohérence renforcée de l'orientation scolaire et professionnelle.

Le projet de loi n°7072 qui instituera un service de médiation de l'éducation nationale permettra d'analyser mieux les causes du décrochage et d'y remédier.

Toutes les actions précitées ont pour but de réduire le décrochage scolaire et de proposer aux jeunes une orientation vers une formation professionnelle. Parallèlement, l'ADEM collabore étroitement avec l'ensemble de ces acteurs en vue du placement des jeunes demandeurs d'emploi. Toute une panoplie de dispositifs, de mesures et d'offres d'accompagnement permettent ainsi de faciliter la transition des jeunes du milieu scolaire vers le milieu professionnel. Dans le cadre de la garantie pour la jeunesse, l'ADEM a mis en place des services spécialisés dans l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi.

Les conseillers spécialisés tiennent compte des besoins spécifiques des jeunes afin d'établir un parcours professionnel personnalisé et réaliste. À côté des services classiques (ateliers CV, lettre de motivation, plan de carrière, projet professionnel...), le Service orientation professionnelle a pour mission de guider les jeunes vers un apprentissage initial (CCP, DAP, CT), vers un apprentissage transfrontalier ou encore, sous certaines conditions, vers un apprentissage pour adultes. De nombreuses mesures en faveur de l'emploi ont également été mises en place et continuellement adaptées afin d'aider les jeunes à accéder à un emploi stable (CIE, CAE...). À noter également que de nombreux projets en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes ont pu être mis en place dans le cadre du Fonds social européen.

Question 3089 (21.06.2017) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant les **normes de sécurité incendie:**

Récemment, un incendie dans un immeuble résidentiel à Londres a coûté la vie à des dizaines de personnes.

Ce drame a montré qu'il est essentiel que les bâtiments dans lesquels vivent un grand nombre de personnes respectent des normes de sécurité incendie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'il existe un organe à qui incombe la réception finale des immeubles résidentiels quant à leur conformité aux prescriptions de sécurité incendie octroyées au maître d'ouvrage?

- Dans l'affirmative, à qui incombe ce contrôle de conformité? Est-ce que des contrôles périodiques sont obligatoires?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de mettre en place un tel organe afin que des catastrophes comme celle à Londres ne puissent pas se produire au Luxembourg?

Réponse (08.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

D'après le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, les immeubles résidentiels au Luxembourg ne sont pas couverts par la législation des établissements classés, les missions de réception et de contrôle en relation avec cette loi ne sont par conséquent pas d'application légale pour ces types d'établissements.

Le règlement type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites datant du 26 septembre 2013 recommande dans son article 71.12 intitulé «Contrôles» que «L'administration communale se réserve le droit d'exiger que les bâtiments, ouvrages et installations soient, avant leur mise en service, réceptionnés par un bureau de contrôle qu'elle a préalablement accepté. Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires applicables, les installations de sécurité sont à contrôler au moins tous les 24 mois par le propriétaire ou son mandataire».

À défaut d'une telle disposition dans le règlement communal précité, le service de prévention incendie, prévu par l'article 10 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une administration des services de secours, qui est dans la majorité des cas représentée par un expert qualifié du Service d'incendie et de sauvetage communal, peut invoquer la réception et le contrôle périodique dans le cadre de son avis de prévention incendie qui est généralement demandé par le bourgmestre en amont de la délivrance d'une autorisation de bâtir. Le cas échéant, l'autorisation de bâtir peut préconiser une réception et un contrôle périodique par le propriétaire ou son mandataire.

La majorité des services de prévention incendie des communes se réfèrent aux prescriptions de prévention incendie ITM-SST 15xx.x, élaborées par l'Inspection du travail et des mines et le Service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg et à la prescription SIS 1 pour les immeubles mixtes, élaborée par le Service incendie et ambulances de la Ville de Luxembourg et la Commission de sécurité, de prévention et de prévision incendie de la fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers. Ces prescriptions exigent toutes une réception ainsi qu'un contrôle périodique à charge du propriétaire ou de son mandataire.

Je me permets finalement d'ajouter que le futur Corps grand-ducal d'incendie et de secours («CGDIS») offrira un service national de prévention contre les incendies, actuellement sous la compétence conjointe de l'État et des communes. Dans ce contexte, une commission consultative de prévention des incendies sera instituée auprès du CGDIS, qui donnera son avis sur toutes les questions relatives à l'élaboration et l'application du concept de prévention des incendies en garantissant une concertation de tous les acteurs concernés.

Question 3090 (21.06.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **projets dans le domaine de l'agroforesterie:**

Wie mir aus verschiedenen Informationsquellen zugetragen wurde, soll die Naturverwaltung des Umweltministeriums Agroforstprojekte in Luxemburg planen.

Die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums sieht eine mögliche Förderung solcher Projekte vor.

Diese Möglichkeit wurde jedoch nicht im Rahmen des ländlichen Entwicklungsplans 2014-2020 in Luxemburg zurückbehalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

1. Welche Agrarforstprojekte sind aktuell in Planung?

2. Nach welchen Kriterien werden die Flächen ausgewählt?

3. Werden die Agroforstprojekte, auf deren Flächen keine Düngung und kein Pflanzenschutz vorgesehen ist, prioritär auf naturschutzrelevanten Flächen (Natura 2000, nationale Naturschutzgebiete, Wasserschutzgebiete) umgesetzt?

4. Kann ausgeschlossen werden, dass die „guten" landwirtschaftlichen Böden von Agrarforstprojekten betroffen sind?

5. Wie können diese Projekte konkret unterstützt werden?

6. Sind dementsprechende Staatsbeihilfen von der EU-Kommission genehmigt worden?

7. Gab es im Vorfeld dieser Projekte eine Zusammenarbeit zwischen dem Umwelt- und dem Landwirtschaftsministerium?

8. Warum werden die Projekte vom Umweltministerium und nicht vom Landwirtschaftsministerium koordiniert?

9. Bleiben die durch Agrarforstprojekte betroffenen landwirtschaftlichen Flächen weiterhin prämienfähig?

10. Werden diese Flächen nach Ablauf der Projekte wieder in den ursprünglichen Zustand versetzt?

11. Werden die Agroforstprojekte für das Greening angerechnet?

12. Handelt es sich um eine freiwillige Beteiligung der Landwirte oder werden die geplanten Maßnahmen auf staatseigenen oder anderen öffentlichen Flächen den Pächtern auferlegt?

Réponse (18.07.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

Agroforst ist eine Form der Landnutzung, bei der Bäume oder Sträucher gleichzeitig mit Tierhaltung und/oder einjährigen Nutzpflanzen auf derselben Fläche angebaut werden (Herzog et al. 2016). Agroforstsysteme sind Mischkulturen, die folgende Bedingungen erfüllen (Somarriba 1992 verändert nach Herzog et al. 2016):

- beteiligt sind mindestens zwei Pflanzenarten;

- mindestens eine Pflanzenart ist eine mehrjährige, verholzende Pflanze;

- mindestens eine Pflanzenart wird landwirtschaftlich genutzt.

Entstehung und Zielsetzung

Die Kombination von Nutzung von Bäumen, Ackerbau und Tierhaltung auf einer Fläche kommt in unterschiedlichen Varianten in weiten Teilen der Welt zur Anwendung. Vor allem in Regionen mit weniger hoch technologisierter Landnutzung geht es darum, durch Diversifizierung des Anbaus die zur Verfügung stehenden Flächen effizient zu nutzen und eine Erhöhung des Einkommens zu erzielen (Jacobi et al. 2014). Diese Prinzipien sind ebenfalls umsetzbar in Rahmen einer intensiveren, mechanisierten Landwirtschaft wie sie in Westeuropa größtenteils betrieben wird.

In Europa ist Agroforst ein relativ neuer Begriff, allerdings stellen Agroforstsysteme keine neuartigen Vorgehensweisen der Landnutzung in Europa dar. Vielmehr sind europaweit traditionelle Anbausysteme, bei denen Ackerbau oder Tierhaltung mit der Nutzung von Bäumen oder Hecken kombiniert werden, gut bekannt (Eichhorn et al. 2006). Streuobstwiesen sind beispielsweise das in Luxemburg heute noch am weitest verbreitete traditionelle Agroforstsystem. Im heutigen Europa werden unter Agroforst in der Regel folgende Systeme verstanden, die sich teilweise überlappen: Getreideanbau in Kombination mit Bäumen, Tierhaltung in Kombination mit Bäumen und Wertholzproduktion in Kombination mit landwirtschaftlicher Nutzung (den Herder et al. 2017). Weiterhin werden Kurzumtriebsplantagen im Sprachgebrauch oftmals unter dem Begriff Agroforst genannt, auch wenn hier strenggenommen (nach der o. g. Definition) keine zwei Kulturen (verholzende Pflanze und einjährige landwirtschaftliche Kultur) miteinander kombiniert werden, sondern es sich um verholzende Pflanzen in kurzer Umtriebszeit auf landwirtschaftlichen Flächen handelt.

Auf Interesse stoßen Agroforstsysteme, weil produktive Anbausysteme mit potenziell positiven Auswirkungen auf die Ökologie erhofft werden, die im Vergleich zu konventionellen landwirtschaftlichen Methoden mehr Bodenschutz, eine höhere Wasserrückhaltekapazität, die Reduktion von Nitratauswaschungen, mehr CO_2-Bindung, eine Förderung der Biodiversität und ein vielfältigeres Landschaftsbild liefern sollen (Jacobi et al. 2014).

Die ökologische Wirkung von Agroforstsystemen

Untersuchungen zur Bewertung von Agroforstsystemen in West- und Mitteleuropa fokussieren sich in der Regel auf die ökologischen Auswirkungen dieser Landnutzungsformen (Übersicht: Fagerholm et al. 2016b, Torralba et al. 2016).

Verschiedene Untersuchungen weisen positive ökologische Effekte von Agroforstsystemen im Vergleich zur reinen ackerbaulichen Nutzung nach wie beispielsweise eine verminderte Erosion bzw. Erosionsgefährdung oder eine reduzierte Nitratauswaschung aus den Böden (Palma et al. 2007b).

Diverse Untersuchungen weisen auf eine Erhöhung der Artenvielfalt und der Individuenabundanzen sowie auf eine Erhöhung der Strukturvielfalt durch Agroforstsysteme hin (Mcadam et al. 2007, Varah et al. 2013).

ad 1. Es ist der Natur- und Forstverwaltung sehr daran gelegen die Umsetzung von Agroforstprojekten in Luxemburg auf einer soliden wissenschaftlichen Basis fußen zu lassen. In dem Sinne wurde schon 2013 damit begonnen, betroffene Akteure und Stakeholder im Rahmen einer Konferenz über Sinn und Zweck von Agroforst zu informieren, aber auch um möglichen Vorurteilen bei den landwirtschaftlichen Akteuren zu begegnen. Des Weiteren hat die Naturverwaltung eine wissenschaftliche Arbeit, in Zusammenarbeit mit dem Institut für Naturschutzökologie und Landschaftsmanagement der Universität Freiburg in Auftrag gegeben, mit dem Ziel die Möglichkeiten und Anwendungsbereiche von Agroforst in Luxemburg klar zu definieren.

Konkret arbeitet die Naturverwaltung momentan an einem einzelnen Agroforstprojekt auf einer Staatsfläche in der Gemeinde Differdange. Die Ausrichtung dieses Pilotprojektes fundiert auf einer Konzeptstudie, erarbeitet im Auftrag der Naturverwaltung durch ein luxemburgisches Planungsbüro.

ad 2. Hauptkriterien für die Auswahl dieser Flächen war ihre direkte Verfügbarkeit, da sie sich im Staatsbesitz befinden und deren Lage im direkten Umfeld von Natura 2000-Gebieten. Das Projekt soll unter anderem zum Biotopverbund zwischen Einzelflächen des Gebietes LU0001028 - Differdange Est - Prënzebierg/Anciennes mines et carrières beitragen (siehe Managementplan LU0001028: http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/dossiers/Natura_2000/Liste_nationale_des_Zones_Habitats/LU0001028_LU0002008.pdf).

ad 3. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und die Düngung sind prinzipiell nicht unvereinbar mit der Umsetzung von Agroforstprojekten. Gleichermaßen ist deren Einsatz nicht allgemein verboten in den genannten Schutzzonen. Vielmehr sollte daran gelegen sein Agroforst konsequent da einzusetzen, wo Umweltschutz und Landwirtschaft einen gemeinsamen Gewinn in der Umsetzung erkennen.

ad 4. Zahlreiche wissenschaftliche Studien haben gezeigt, dass Agroforst sich sehr positiv auf den Bodenschutz auswirkt. Ökologische Dienstleistungen wie Erosionsschutz oder Bodenauflockerung durch das Wurzelwerk von Gehölzpflanzen oder die Anreicherung der Böden mir organischem Material durch den Eintrag von Laub und die Förderung von Bodenmikroorganismen garantieren so den nachhaltigen Schutz und die natürliche Erneuerung der Böden. Schutz vor Bodenaustrocknung bei extremen Wetterbedingungen durch Beschattung haben zusätzliche positive Auswirkungen auf die Produktivität der Böden. „Gute" aber auch „schlechte" Böden können demnach, durch eine gut geplante Umsetzung von Agroforstprojekten, nachhaltig für die landwirtschaftliche Produktion erhalten und aufgewertet werden.

ad 5. Die Frage der staatlichen Unterstützung von Agroforstprojekten ist kruzial und sollte unbedingt in Luxemburg thematisiert werden, spätestens bei der „mid-term review" des nationalen Programmes für die ländliche Entwicklung. Staatliche Beihilfen für Agroforst sind umso wichtiger als dass sich daraus neue Opportunitäten für die Landwirtschaft ergeben könnten. Man denke nur an die momentanen Entwicklungen im Bereich der Verwertung von Grünschnitt, der regionalen Produktion und Verwertung von Streuobst (Fruchtsaft, Apfelwein etc.).

Dem Umweltdepartement ist es demnach sehr daran gelegen, dass die Chance der „mid-term review" genutzt wird um ein zielstrebiges Hilfsprogramm in diesem Bereich den sehr interessierten Landwirten zur Verfügung stellen zu können. Rezente Fortbildungskurse des Maschinenrings in Zusammenarbeit mit Natur-, Umwelt- und Landwirtschaftsverwaltungen haben klar das Interesse der Bauern an diesen Projekten bewiesen, bzw. geweckt.

Es sei jedoch bemerkt, dass Luxemburg seit 1998, privaten Eigentümern oder Bewirtschaftern, finanzielle Zuschüsse auszahlt, für das Pflanzen von Bäumen und Hecken sowie Schutzmaßnahmen von Pflanzungen. Diese Zuschüsse werden ausbezahlt über das „Règlement grand-ducal du 18 mars 2008 abrogeant et remplaçant le règlement grand-ducal du 22 octobre 1990 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel" und können gegebenenfalls jetzt schon für die Umsetzung von Agroforstprojekten beantragt werden.

ad 6. Da spezifische Staatshilfen für Agroforst nicht angeboten werden, wurde auch keine Genehmigungsprozedur bei der Kommission eingeleitet.

ad 7. Die Zusammenarbeit zwischen Verwaltungen in diesem Bereich beschränkt sich zurzeit auf den informalen Austausch, sei es im Rahmen von der obengenannten Konferenz, bilateralen Gesprächen zwischen Verwaltungen oder der Ausarbeitung von Natura 2000-Managementplänen.

Zusätzlich sei daran erinnert, dass die gemeinsame Arbeitsgruppe „Naturschutz und Landwirtschaft" im Rahmen der Ausarbeitung des nationalen Naturschutzplanes sich darauf geeinigt hat, Agroforst als Maßnahme in eben diesem Plan zu verankern. In dieser Arbeitsgruppe waren sowohl die landwirtschaftlichen Verwaltungen als Vertreter der Bauerngewerkschaften beteiligt. Der nationale Naturschutzplan wurde am 13. Januar 2017 von der Regierung verabschiedet.

ad 8. Das Umweltministerium hat sich diesem Thema frühzeitig angenommen da erkannt wurde, dass sich aus Agroforstprojekten zukunftsweisende Synergien mit der Landwirtschaft entwickeln lassen, deren Vorteile zuerst wissenschaftlich, aber auch praktisch, an Hand von Pilotprojekten, veranschaulicht werden müssen. Bei dem regen Interesse der Landwirte und einzelnen Beamten der Ackerbauverwaltung für dieses Thema stehen die Chancen sehr gut, dass auch die landwirtschaftlichen Verwaltungen sich diesem Thema widmen werden.

ad 9. Gemäß inoffiziellen Aussagen des Service pour l'économie rurale, ist diese Frage mit einem klaren „ja" zu beantworten.

ad 10. Wenn mit dem ursprünglichen Zustand das Entfernen von Gehölzpflanzungen gemeint ist und das initiale Projekt, die Produktion von Holz, beabsichtigt wurde, kann dies ohne Weiteres geschehen, unter der Bedingung, dass die Plantagen ihren Reifezustand auch erreicht haben.

ad 11. Gemäß inoffiziellen Aussagen des Service pour l'économie rurale, ist diese Frage mit einem klaren „ja" zu beantworten. Allgemeine Bedingungen, was die erlaubte Baumdichte angeht, müssen jedoch eingehalten werden.

ad 12. Beide Szenarien sind möglich. Ein gemeinsames Verständnis für die Richtigkeit der Projekte von Seiten der Landwirte und der Eigentümer ist natürlich erstrebenswert.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3097 (26.06.2017) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **actes de pédophilie:**

L'Australie a annoncé vouloir durcir la lutte contre la pédophilie et empêcher des individus condamnés pour pédophilie de se rendre à l'étranger pour récidiver.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'informations judiciaires ouvertes au Luxembourg en raison d'actes de pédophilie les cinq dernières années? Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur le nombre de personnes condamnées sur ce fondement ces cinq dernières années?

2. Combien d'actes de pédophilie poursuivis au Luxembourg ont été commis à l'étranger? Combien de cas n'ont pas pu être poursuivis en raison du principe de la double incrimination?

3. Monsieur le Ministre souscrit-il à la démarche australienne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il prendre une initiative législative suivant le modèle australien? Toujours dans l'affirmative, dans quel délai?

Réponse (25.07.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice:*

ad 1. Il faut souligner de prime abord qu'il n'existe pas au Luxembourg d'infraction pénale intitulée «acte de pédophilie».

La question vise certainement toutes les infractions de nature ou à connotation sexuelle commises à l'égard d'un mineur.

Le tableau ci-annexé *(annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question)* reprend les statistiques portant sur les infractions de viol et d'attentat à la pudeur sur mineur, de pédopornographie et de grooming.

ad 2. Le système statistique du Parquet général ne permet pas de filtrer dans les recherches statistiques les dossiers dans lesquels les infractions ont été commises à l'étranger.

ad 3. L'initiative australienne dont parle l'honorable Députée est un projet de loi qui vise à priver de passeport les pédophiles condamnés et figurant sur un registre national. Dépourvues de passeport, ces personnes ne pourront pas quitter le continent australien. Une telle mesure, si elle est adoptée, constituerait une première mondiale.

Une éventuelle interdiction de voyager devrait être mise en œuvre au niveau de tous les États membres de l'Union européenne et dans le cadre de l'espace de libre circulation de l'Union européenne.

Il faut rappeler que l'article 5-1 du code de procédure pénale dispose:

«art. 5-1: Tout Luxembourgeois, toute personne qui a sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg, de même que l'étranger trouvé au Grand-Duché de Luxembourg, qui aura commis à l'étranger une des infractions prévues aux articles 112-1, 135-1 à 135-6, 135-9 et 135-11 à 135-16, 163, 169, 170, 177, 178, 185, 187-1, 192-1, 192-2, 198, 199, 199bis, 245 à 252, 310, 310-1 et 368 à 384 du Code pénal, pourra être poursuivi et jugé au Grand-Duché, bien que le fait ne soit pas puni par la législation du pays où il a été commis et que l'autorité luxembourgeoise n'ait pas reçu soit une plainte de la partie offensée, soit une dénonciation de l'autorité du pays où l'infraction a été commise.»

Cet article donne ainsi une large compétence aux autorités judiciaires luxembourgeoises pour poursuivre des infractions en matière sexuelle commises à l'égard de mineurs, et ce même en l'absence de dénonciation officielle par une autorité étrangère compétente.

Question 3102 (27.06.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conditions de recrutement du Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster:**

Den „Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster" sicht een „chargé de presse". Wat déi sproochlech Kompetenzen ugeet, déi néideg sinn, fir dee Poste besetzen ze kënnen, heescht et: „La connaissance du luxembourgeois et/ou de l'allemand sont considérées comme un atout." Wann ee bedenkt, datt de Kulturministère déi gréisste Finanzéierungsquell vum Centre Neimënster ass, sinn déi Astellungskritäre schwéier nozevollzéien a schénge mat dem Geescht vun eiser Legislatioun iwwert d'Sproochen net compatibel ze sinn.

Zu deem Aarbechtsprofill hätt ech e puer Froen un den Här Kulturminister:

1. Mat wat fir engem Recht an aus wéi enge Grënn diskriminéiert eng Lëtzebuerger Kulturinstitutioun, déi zum gréissten Deel an ëffentlecher Hand ass, d'Nationalsprooch Lëtzebuergesch an d'Verwaltungssprooch Däitsch géintiwwer dem Franséischen?

Wat d'Opfaassung iwwert den Zougang vum Bierger zur Kultur ugeet, heescht et um Internetsite vum Centre Neimënster, datt si d'„reconnaissance de la culture" als een „droit citoyen et un service public assumé par la collectivité nationale" ugesinn.

2. Wéi ass et an deem Kontext méiglech, datt dem Lëtzebuerger Bierger säi Recht a Fro gestallt gëtt fir, och am Kader vu kulturellen Evenementer, prioritär a selbstverständlech a senger Nationalsprooch informéiert ze ginn?

3. Misst en „chargé de presse" net onbedéngt och all déi Sprooche kënnen, déi besonnesch vill an eiser Press benotzt ginn, dat heescht Däitsch an der geschriwwener Press a Lëtzebuergesch am audiovisuelle Beräich?

Réponse (18.07.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

D'Personal am Établissement public Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster (hei hannendrun „Neimënster" genannt) gëtt laut Artikel 6 vum Gesetz ënnert dem Statut vum Salarié de droit privé[1] agestallt. Et besteet keng gesetzlech Virlag, déi engem Établissement public virschreift, datt d'Personal, wat agestallt gëtt, misst déi lëtzebuergesch Sprooch beherrschen. Wat priméiert, ass d'Ausféiere vun de gesetzleche Missioune vum Établissement public.

Neimënster organiséiert eng grouss Unzuel vu kulturelle Manifestatiounen a ville verschiddene Sproochen. D'Institutioun adresséiert sech un e multikulturelle Public - sief dat aus dem Land selwer oder iwwert d'Grenzen eraus. D'Lëtzebuerger Sprooch, gradesou wéi Däitsch, Franséisch an Englesch, mussen op héchstem Niveau beherrscht ginn, fir all Bevëlkerungsgruppen ze erreechen.

Lëtzebuergesch stellt fir Neimënster eng Prioritéit duer, an der Programmatioun an an der Ausféierung. Den Établissement public leet ganz grousse Wäert op d'Kommunikatioun an der Lëtzebuerger Sprooch a beméit sech, konsequent d'Lëtzebuerger Bierger a Biergerinnen an hirer Nationalsprooch ze erreechen. Et kann op kee Fall vun enger Diskriminatioun vun der Lëtzebuerger Sprooch geschwat ginn.

D'Kommunikatiounsabteilung vun Neimënster besteet aus dräi Persounen: zwee Lëtzebuerger an enger drëtter Persoun, déi an der Annonce gesicht ginn ass. Well déi zwou lëtzebuergesch Persounen, déi aktuell agestallt sinn, schonns Lëtzebuergesch, Däitsch an Englesch ofdecken, gouf elo bei der drëtter Persoun de Fokus op d'Franséischt geluecht. Dëst erkläert also de Libellé vun der Ausschreiwung.

Question 3114 (04.07.2017) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **réhabilitation de l'ancien site industriel Pulvermühle:**

L'ancien site industriel Pulvermühle est en train d'être réhabilité pour faire place à un nouveau quartier résidentiel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Madame la Ministre de l'Environnement, peut-elle m'indiquer les conditions de remise en état de la friche industrielle Pulvermühle?

2) Vu la forte contamination du site, des mesures préventives ont-elles été prises pour assurer la qualité de l'eau potable dans le quartier de Pulvermühle? Des analyses de la qualité de l'eau potable ont-elles été effectuées? Dans l'affirmative. Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle m'en communiquer les résultats?

3) Monsieur le Ministre du Travail, peut-il m'indiquer les mesures à respecter par les entreprises en charge de l'assainissement de la friche industrielle afin de garantir la santé de leurs salariés? L'Inspection du travail et des mines (ITM) a-t-elle déjà procédé à un contrôle des travaux d'assainissement de l'ancien site industriel Pulvermühle?

4) Monsieur le Ministre du Travail, peut-il m'indiquer les mesures à prendre par les entreprises susmentionnées afin de protéger la santé des habitants du quartier de Pulvermühle pendant les travaux d'assainissement?

5) Enfin, Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me renseigner sur la collaboration entre l'État et la Ville de Luxembourg pour gérer le projet Pulvermühle?

Réponse commune (14.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) Le site Pulvermühle a été exploité industriellement depuis le 19e siècle et a hébergé en dernier lieu les établissements classés «Secalt» (atelier métallique) et «Express» (nettoyage à sec). Le ministre ayant l'environnement dans ses attributions a fixé définitivement en 2016 sur base de l'article 13.8 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les conditions de sauvegarde et de restauration du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancien atelier métallique et a imposé sur base de l'article 43 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, des mesures curatives au niveau du terrain de l'ancien nettoyage à sec.

Les arrêtés en question, notifiés selon les dispositions des législations applicables, imposent des mesures d'assainissement du sol et des eaux souterraines avec des objectifs d'assainissement qui tiennent compte de la vocation future telle que définie par le «PAP Polfermillen».

Certains travaux de sauvegarde et de restauration nécessitent la mise en œuvre de procédés soumis à autorisation spécifique en vertu des dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Par conséquent, des conditions d'aménagement et d'exploitation y relatives et nécessaires pour la protection de l'environnement sont fixées dans le cadre de ces autorisations.

Ainsi, l'ensemble des arrêtés délivrés sur base des législations relatives aux établissements classés et aux déchets fixent les conditions à respecter lors de l'exécution des travaux nécessaires dans le cadre de la remise en état du site. En particulier, il y est précisé que les travaux d'assainissement du sol ainsi que l'évacuation des déchets en résultant doivent être surveillés par un organisme agréé.

ad 2) Le site industriel Pulvermühle se situe au sud-ouest et en dehors de la zone de protection du captage Pulvermühle (code national SCC-1-56), qui est exploité par la Ville de Luxembourg pour la production d'eau destinée à la consommation humaine. Les eaux souterraines du Grès de Luxembourg (li2) sont pompées dans le captage de telle sorte que le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines ne soit pas modifié. Ainsi, le niveau de la nappe du Grès de Luxembourg se situe toujours au-dessus du niveau de la nappe alluviale et du niveau de l'Alzette. En effet, il faut éviter d'inverser le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines et l'alimentation de la nappe du Grès de Luxembourg par les eaux de surface et les eaux de la nappe alluviale.

Comme le captage source Pulvermühle est localisé en amont du quartier «PAP Polfermillen», même en cas d'inondation et d'augmentation du niveau de la nappe alluviale, les émissions provenant de l'ancien site industriel ne pourront pas influencer la qualité des eaux captées par la Ville de Luxembourg.

Bien que les investigations aient révélé la présence de polluants dans les sols et les eaux souterraines de la nappe alluviale au droit du site industriel Pulvermühle, la contamination se limite cependant aux eaux souterraines des alluvions de l'Alzette qui sont alimentées par la formation aquifère du Grès de Luxembourg (li2). Le sens d'écoulement naturel des eaux souterraines à proximité du site montre qu'aucun danger n'est à redouter pour la qualité des eaux du Grès de Luxembourg (li2). En outre, les alluvions de l'Alzette recouvrent la formation peu perméable des Marnes d'Elvange (li1), qui ne permet pas la propagation des polluants plus en profondeur ni dans d'éventuelles nappes d'eaux souterraines exploitées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Il se dégage des caractéristiques géologiques et hydrogéologiques du secteur que les activités qui ont eu lieu sur le site industriel ne peuvent pas influencer, voire impacter, sur la qualité de l'eau potable exploitée au point de captage Pulvermühle.

Précisons encore que les analyses périodiques aux points de captages, effectuées par le laboratoire de l'Administration de la gestion de l'eau, comprennent tous les paramètres de l'annexe I du règlement modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine et tous les paramètres susceptibles à être présents par les activités dans la zone d'alimentation du captage. Étant donné que des études prouvent qu'un impact du site industriel Pulvermühle sur la source Pulvermühle est exclu, d'autres paramètres spécifiques à ce site industriel n'ont pas été analysés. Enfin, la surveillance des réseaux d'eau potable et de la qualité de l'eau incombent aux communes, en l'occurrence à la Ville de Luxembourg pour le quartier Pulvermühle. Des contrôles, dont la fréquence et les limites de potabilité sont spécifiées dans le règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, sont réalisés par la Ville de Luxembourg pour vérifier que l'eau distribuée est toujours conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 précité.

ad 3) L'article L.312-2 du Code du travail, impose à l'employeur de prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

À cet effet, il est tenu de rédiger un plan particulier de sécurité et santé qui reprend l'évaluation des risques auxquels sont exposés les salariés, compte tenu des méthodes de réalisation des travaux prévus et les mesures de protection et de prévention qu'ils comptent mettre en œuvre.

Les règles spécifiques applicables au chantier, en tenant compte, le cas échéant, des activités d'exploitation ayant lieu sur l'ensemble du site sont précisées dans le plan général de sécurité et de santé qui est établi sur base du plan particulier de sécurité et de santé.

D'autre part, les autorisations d'exploitation délivrées pour l'assainissement du site en question, par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, déterminent les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie. Une des conditions de ces autorisations était l'établissement avant le début des travaux, d'un plan d'assainissement ayant pour but de garantir de façon efficace la protection de la sécurité et de la santé des salariés.

Ce plan évalue les risques et dangers auxquels peuvent être exposés les salariés et résulte sur des mesures de protection telles que la mise à disposition de protections individuelles adaptées, la réduction d'émission de poussières par humidification/arrosage, les mesures de la concentration de solvants pouvant avoir pour conséquence l'arrêt des travaux en cas de concentration trop élevée, etc.

Il s'ajoute qu'avant le début des travaux de démolition des bâtiments situés sur l'ancien site industriel Pulvermühle, des matériaux contenant de l'amiante ont été enlevés en conformité avec les dispositions du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

Ces travaux d'enlèvement d'amiante ont été surveillés par un organisme de contrôle agréé et aucune non-conformité n'a été détectée.

Considérant le bon déroulement des travaux de désamiantage et vu que les moyens de protection des salariés en relation avec les travaux d'assainissements, tels que:

- les équipements de protection individuels,

- la mesure de la concentration de solvants,

- la mise en place de procédures telles que l'arrêt des travaux en cas de détection d'une concentration de solvants trop élevée,

- la désignation d'un coordinateur en matière de sécurité et de santé,

ont été clairement identifiés et repris dans le dossier de demande d'autorisation établi au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Considérant que les mesures de la concentration de solvants ont été effectuées par la société Luxcontrol;

Vu ces faits, aucun autre indicateur en relation avec la sécurité et santé des salariés n'a justifié jusqu'à présent de procéder à aucun contrôle supplémentaire au niveau des travaux d'assainissements.

ad 4) Les autorisations délivrées par le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, pour l'assainissement du site en question, déterminent les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

[1] Loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster: Art. 6. Le conseil d'administration est assisté par du personnel qui est lié à l'établissement par un contrat de louage de services de droit privé.

Une des conditions de ces autorisations était l'établissement avant le début des travaux, d'un plan d'assainissement ayant pour but de garantir de façon efficace la protection de la sécurité et de la santé des salariés.

En ce qui concerne la santé des habitants du quartier le MTEESS n'a pas de compétences pour prescrire des mesures de protection et de procéder à des contrôles y relatifs.

ad 5) La collaboration entre l'État et la Ville de Luxembourg a eu lieu dans le cadre du groupe de travail nommé «GT Pulvermühle» convoqué par la Ville de Luxembourg. L'objectif de ce groupe qui s'est réuni une première fois en novembre 2008 et une dernière fois en avril 2013 était d'accompagner le projet d'urbanisation du quartier Pulvermühle en regroupant les diverses parties publiques concernées par le projet, dont notamment des représentants de l'Administration de la gestion de l'eau (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région), de l'Administration de l'environnement (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), de l'Administration de la nature et des forêts (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), du Département de l'environnement naturel et de la protection de la nature (Ministère du Développement durable et des Infrastructures), de la Direction de l'aménagement communal et du développement urbain (Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région), du Service des sites et monuments nationaux (Ministère de la Culture), du Musée d'histoire de la Ville et de la Ville de Luxembourg[1].

Lors des réunions de ce groupe, les différentes parties publiques ont présenté les exigences découlant de l'application de la législation dont elles doivent assurer l'application.

Actuellement, le suivi de l'exécution des mesures de sauvegarde et de restauration du site est effectué par les experts du groupe «sites pollués et cessations d'activités» de l'Administration de l'environnement dans le cadre de la procédure de cessation d'activité ainsi que dans le cadre de la procédure relative aux établissements classés.

En outre, le Service autorisations de l'Administration de la gestion de l'eau assure le suivi du projet dans le cadre des autorisations délivrées sur base de la législation relative à l'eau.

Dans le cadre d'une réunion d'information avec les habitants du quartier Pulvermühle, réunion organisée par le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg, des échanges relatifs à l'état d'avancement des mesures d'assainissement du sol ont eu lieu entre les services des administrations publiques concernées et les services de la Ville de Luxembourg. Au besoin, d'autres échanges seront mis en place à l'avenir.

Question 3120 (10.07.2017) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**isolation thermique:**

Der verheerende Brand des „Greenfell Tower" in London hat die Aufmerksamkeit auf die Gefahren der Isolierfassaden gelenkt, welche die Energieverschwendung verringern sollen. Für die Wärmedämmung werden gängig Verbundsysteme mit entweder härterem sowie weicherem Schaum aus Polystyrol - Styropor - eingesetzt, da dieser deutlich günstiger als Mineralwolle ist.

Bei Mehrfamilienhäusern und höheren Gebäuden sind normal brennbare Dämmstoffe u. a. auf Basis von Styropor strengstens verboten und dementsprechend sind die Vorschriften streng. Bei den Einfamilienhäusern sind die Gefahren geringer und die Vorschriften daher weniger streng.

Es hat sich in der Praxis gezeigt, dass die Fassadendämmung auch bei Beachtung der technischen Vorgaben dem Feuer zum Opfer fällt. Es sollte ebenfalls beachtet werden, dass jeder Quadratmeter der üblichen Wärmedämmung der Brandlast von etwa fünf Litern Benzin entspricht. Mittlerweile verbietet Dänemark den Einsatz von Polystyrol (Styropor), denn brennbare Stoffe dürfen nicht in den Hauswänden verwendet werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Frage an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Minister für Wirtschaft stellen:

- Sollte man angesichts der Brennbarkeit von Styropor nicht generell den Einbau von Styropor in allen Gebäudetypen verlangen, welcher mit Flammschutzmitteln behandelt wurde, um die Brandgefahr zu bannen?

[1] Les noms des administrations et des départements ministériels indiqués correspondent aux noms tels qu'en vigueur pendant la période gouvernementale de 2009 à 2013.

Réponse (19.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Die Brandschutzvorschriften für Gebäude fallen im Allgemeinen in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden, welche gemäß Artikel 39 des Gesetzes vom 19. Juli 2004 über kommunale Gesamtplanung („Loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain"), Brandschutzvorschriften in ihren Bauvorschriften vorsehen.

Im Rahmen des Verfahrens zur Erteilung von Betriebsgenehmigungen für klassifizierte Einrichtungen, zu welchen beispielsweise größere Einkaufszentren, Einzel- und Großkaufhäuser, Büro-Immobilien, Kinderkrippen-, Betreuungs- und Aufnahmestrukturen gehören, werden durch die Gewerbeaufsicht („Inspection du travail et des mines") ebenfalls die geplanten Brandschutzmaßnahmen überprüft. Dabei werden generell die von der Gewerbeaufsicht gemeinsam mit der Berufsfeuerwehr der Stadt Luxemburg verfassten Brandschutzstandardbedingungen ITM-SST 1501, 1502 und 1503 berücksichtigt, welche für alle im Fassadenbau verwendeten Materialien ein Brandverhalten, das mindestens der Euroklasse Ds2d2 (normalentflammbar) nach EN 13501-1 oder höher entspricht, fordern.

Der Brandschutz für alle Gebäude, für die keine Betriebsgenehmigung für klassifizierte Einrichtungen notwendig ist, also beispielsweise Einfamilienhäuser oder kleinere Zweckgebäude, wird durch die allgemeinen Vorgaben in den jeweiligen kommunalen Bauvorschriften geregelt. (Diese können sich auf die Brandschutzstandardbedingungen der Gewerbeaufsicht beziehen.)

Brandschutzanforderungen an Fassaden werden allgemein gestellt, um einen Feuerübersprung von einer Etage auf die nächsthöhere zu verhindern bzw. zumindest zu verzögern. Da Einfamilienhäuser und kleinere Zweckgebäude meist als ein einzelner Brandabschnitt zu betrachten sind, gelten auch entsprechend geringere Anforderungen zur Verhinderung eines Feuerübersprungs über die Fassade, wie zum Beispiel bei mehrgeschossigen Mehrfamilienhäusern. Durch das Hinzusetzen von Flammschutzmitteln zu den Dämmmaterialien wird versucht, das Brandverhalten von einem Material zu verbessern, indem die Entzündbarkeit, zum Beispiel durch chemische Flammenhemmer, verringert wird. Flammschutzmittel können die Entstehung von Bränden somit teilweise verzögern, jedoch nicht gänzlich verhindern.

Question 3124 (11.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **Lycée technique du Centre:**

Il nous revient que le Lycée technique du Centre serait en planification sur le site actuel du P&R Luxembourg-Sud.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, où en sont les planifications et quelle serait la capacité de ce lycée?

- Un nouveau lieu d'implantation pour un nouveau P&R a-t-il déjà été trouvé et où est-ce qu'il se situe?

- Quelle serait la capacité de ce nouveau P&R?

- Dans la négative, y a-t-il un autre site prévu pour l'implantation du LTC? Si oui, lequel?

- Le Gouvernement peut-il avancer un échéancier approximatif pour la construction du bâtiment?

Réponse commune (19.07.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En effet, comme il a été annoncé lors d'une séance d'information en mai 2016 au Limpertsberg, il est prévu de procéder à une réduction sensible de la population scolaire lycéenne en déplaçant le Lycée Michel Lucius ainsi que le Lycée technique du Centre de la partie haute du Limpertsberg.

À cela s'ajoute le déplacement de 1.200 étudiants de l'Université du Luxembourg vers Esch-Belval ainsi que les délocalisations du Lycée Vauban direction Ban de Gasperich pour janvier 2018 et de la Waldorfschoul direction Kirchberg pour au plus tôt 2023.

En conséquence, le nombre total d'étudiants et d'élèves se réduit substantiellement en passant de 8.050 à 5.500 en 2018 pour atteindre le nombre de quelques 1.500 élèves en 2025. Cette réduction va délester le quartier du Limpertsberg en réduisant massivement le trafic.

Le Lycée technique du Centre a été construit dans les années soixante respectivement 1980 pour l'aile des ateliers suivant les normes de sécurité en vigueur à ce moment-là. Vu les obligations de plus en plus exigeantes au niveau de la sécurité, une nouvelle construction pour le Lycée technique du Centre semble inévitable. Toutefois, pour l'instant, encore aucune décision concernant une nouvelle implantation du Lycée technique du Centre n'a été prise, mais il est véridique que le site actuel du P&R Luxembourg-Sud figure parmi les sites en discussion. Dans le but de réunir tous les élèves du Lycée technique du Centre sur un seul site, le nouveau bâtiment devrait accueillir quelque 2.500 élèves.

Étant donné que les discussions pour une nouvelle implantation du Lycée technique du Centre sont en cours et que par conséquent les études préliminaires n'ont pas encore débuté, il est à ce stade impossible de se prononcer sur les autres points soulevés dans votre question parlementaire.

Question 3128 (12.07.2017) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **déchets de jardin:**

An der Äntwert vum 10. Mäerz 2017 vun der Émweltministesch op d'parlamentaresch Ufro vum 8. Februar 2017 iwwert d'Verwäertung vu Gréngoffall ass präziséiert ginn, dass genau Zuelen iwwert den Ufall vun Hecken-, Bam- a Strauchschnëtt feelen. Dofir huet d'Émweltverwaltung eng Potenzialetüd an Optrag ginn, fir esou präzis ewéi méiglech gewuer ze ginn, wéi vill Gréngschnëtt hei zu Lëtzebuerg ufält a wéi vill vun deem Gréngschnëtt och tatsächlech verwäert ka ginn. An der Äntwert ass och drop higewise ginn, dass dës Etüd „deemnächst wäert fäerdeg sinn".

An deem Kader wollte mir der Madamm Minister fir Émwelt dës Froe stellen:

1. Ass déi virgenannten Etüd mëttlerweil fäerdeggestallt?

2. Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Etüd a wat gëtt konkret proposéiert, fir de Gréngschnëtt ze verwäerten?

Réponse (19.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. D'Etüd „Landesweite Potenzialstudie zur engergetischen Nutzung holziger Biomasse" ass viru Kuerzem fäerdeggestallt ginn. D'Resultater ginn den Ament vun der Émweltverwaltung validéiert a wäerten deemnächst ëffentlech presentéiert ginn.

ad 2. D'Potenzialanalys huet erginn, datt am Duerchschnëtt eng ronn 31.500 Tonnen holzeg Biomass zu Lëtzebuerg ufalen, wouvunner eng 10.000 Tonnen energetesch verwäert kënne ginn (no Opbereedung an Dréchnen). Dëst entsprécht engem Equivalent vun 3.150.000 Liter Masutt, mat deem een 1.300 Eefamilljenhaiser (Baujoer 2002) oder 4.400 Niddreg-Energie-Haiser hëtze kéint. Wat d'CO_2-Emissiounen ugeet, do kënnen am Verglach zum Masutt 7.793 Tonnen CO_2 agespuert ginn.

Et ginn aktuell zu Lëtzebuerg selwer net genuch Capacitéiten, fir all de Gréngschnëtt thermesch ze verwäerten, dohier geet de Gros nach an d'Ausland. Allerdéngs ass et esou, datt zu Lëtzebuerg eng Rei vun Anlage geplangt sinn, esou datt een dovun ausgoe kann, datt et an zwee bis dräi Joer genuch Capacitéiten am Land ginn, fir dat Material um nationalen Niveau verwäerten ze kënnen.

Ab dem 1. Oktober wäert de Reseau, deen Ufank des Joers zesumme mam MBR Lëtzebuerg / Servert Sàrl opgebaut gouf, ënnert enger optiméierter Form weidergefouert ginn.

Question 3139 (17.07.2017) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **éoliennes:**

Wandmille sinn ëmstridden, well si fir d'Mënschen, déi an der Noperschaft wunnen, eng Rei Nodeeler a souguer Risike matbréngen.

Dohier meng Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur:

1) Wéi eng Norme gëllen hei zu Lëtzebuerg an dëse Beräicher:

a) Belaaschtung duerch de Kaméidi vu Wandenergieinstallatiounen,

b) Belaaschtung duerch stroboskopesch Phenomener,

c) Belaaschtung duerch Schallwellen och am Infraberäich,

d) Belaaschtung duerch Schied oder Däischtert,

e) Risiken duerch Frascht op de Rotoren.

A wéi engem vun dëse Beräicher gëtt et lëtzebuergesch oder europäesch Normen? Wat gëtt gemaach, wann et weder lëtzebuergesch nach europäesch Norme gëtt?

2) Wéi eng Norm gëtt et bei der Minimaldistanz vu Wandenergieanlagen zu Wunnhaiser? Ass dat europawäit esou, oder ass dës Lëtzebuerger Norm méi oder manner streng wéi an anere Länner?

3) Haiser an der Noperschaft vu Wandenergieanlagen hunn doduerch dacks e materielle Wäertverloscht. Gëtt et Dispositiounen, déi et de Proprietären erlaben, dee Wäertverloscht kompenséiert ze kréien?

4) Mussen ëffentlech oder privat Investisseuren an d'Wandenergie e Precautiounsprinzip respektéieren, fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen? Si si haftbar, wa Leit, déi an der Géigend vu Wandenergieanlage wunnen, duerch déi Installatioun Gesondheetsschied erleiden?

5) Gëtt et e Kadaster, deen iwwer potentiell Sitte fir Wandenergieanlage renseignéiert? Ass dee Kadaster ëffentlech?

6) Wéi gëtt zu Lëtzebuerg d'Soliditéit an d'Stabilitéit vun esou Wandenergieinstallatioune garantéiert a kontrolléiert, besonnesch op Terrainen, wou fréier Minne waren?

7) Huet den Här Minister nei an aktualiséiert Informatiounen iwwert d'Belaaschtung vun der Natur duerch Wandenergieanlagen (z. B. Verloscht u Vullen a Flantermais)?

8) Wéi applizéiere sech all dës Froen (1-7) op dee geplangte Projet zu Déifferdeng?

9) Gëtt et speziell Etüden iwwert deen nodeelegen Impakt vun där geplangter Installatioun zu Déifferdeng op d'Natur?

Réponse commune (12.09.2017) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) No der Kommodosgesetzgebung an dem Reglement vum 10. Mee 2012 iwwert d'Nomenclature an d'Klassifikatioun vun de Kommodosbetriiber, muss fir all Wandpark ab zwou Anlagen a mat enger Gesamtpuissance vu méi wéi 100 kVA vun der Émweltverwaltung eng Decisioun geholl ginn, ob eng EIE („Évaluation des incidences environnementales" no der EU-Direktive 2011/92) vum Maître d'ouvrage vum Projet muss gemaach ginn. Dës EIE gëtt da Bestanddeel vum Kommodosdossier, deen duerch eng Enquête publique muss laafen an deen d'Basis ass fir déi spéider Autorisatioun. All Eolienne mat enger Puissance vu méi wéi 100 kVA ass e Projet vun der Classe 1 nom Kommodosgesetz.

Generell Virschréften/Normen, déi beim Bau a Bedréiwen vun enger Wandenergieanlag zu Lëtzebuerg musse beuecht ginn, existéieren net. Esou e Projet kann awer nëmme realiséiert ginn, wann en am Virfeld all d'Geneemegunge krut. Dofir muss de Projet d'Objektiver vun deenen eenzelne Gesetzer respektéieren (e. a. Kommodosgeneemegung, Naturschutzgeneemegung fir eng Anlag an der Gréngzon a Baugeneemegung vum Buergermeeschter).

De Kaméidi vun enger Wandenergieanlag, de Schied, deen duerch d'Bewegung vun de Rotorblieder an der Noperschaft entsteet, souwéi d'Gefor vum Frascht op de Rotorblieder ginn am Kader vun der Kommodosgeneemegung gepréift. Déi aktuell Kaméidiskritäre goufen am „Rapport d'activités 2013" vum Émweltministère publizéiert. Dëse Rapport kann iwwert de Site www.gouvernement.lu bezu ginn.

Wat de Schied ugeet, applizéiert den Émweltministère Kritären, déi an Däitschland ausgeschafft goufen (WEA-Schattenwurf-Hinweise/LAI). Dës Kritären hunn och an eisen aneren Nopeschlänner Opmierksamkeet fonnt.

D'Gefor vum Frascht op de Rotorblieder fält am Kader vum Kommodo-Gesetz ënnert d'Kompetenz vum Aarbechtsminister. Um Site vun der Inspection du travail et des mines (www.itm.etat.lu) gëtt d'Dokument ITM-SST 1840 méi genee Informatioune wat fir Sécherheetsvirschréfte mussen agehale ginn.

ad 2) Den Émweltministère beuerteelt eng Wandenergieanlag op Basis vun hire Wierkun-

gen op déi eenzel Ëmweltberäicher (Mënsch, Fauna, Flora) an net op Basis vu virdefinéierten Distanzen. Dës Approche erlaabt et de Spezifisitéite vun engem Standuert besser Rechnung ze droen.

D'Preskriptioun ITM-SST 1840, gesäit eng Minimaldistanz vun 300 m zwëschent engem Wunnhaus an enger Wandenergieanlag vir.

Déi Distanze kënnen anescht si wéi an anere Länner, well déi vun der ITM virgeschriwwen Distanze sech nëmmen op Kritäre beruffen, dei ënnert d'Kompetenz vun dëser Verwaltung falen.

Dispositiounen iwwer Minimaldistanzen zwëschent enger Wandenergieanlag a Wunngebidder ginn et am Ausland (z. B. verschidde Bundesländer an Däitschland). Dës foussen an der Regel op Gesetzer vun der Raumuerdnung an net op der Ëmweltgesetzgebung.

ad 3) Eng Wandenergieanlag gëtt nëmme geneemegt, wa si kompatibel mat der Notzung vun der Noperschaft ass. Dem Ëmweltministère leie keng Informatioune vir, déi beleeën, datt Besëtzer vun Haiser an der Noperschaft vun enger Wandenergieanlag zu Lëtzebuerg mat engem materielle Wäertverloscht musse rechnen.

ad 4) De Precautiounsprinzip, sou wéi en aus dem Artikel 191 vum Traité sur l'Union européenne ervirgeet, fënnt sech integral an der Finalitéit vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés (Kommodosgesetz) erëm.

Dëst Gesetz huet als Zil d'Risike souwäit et geet ze eliminéieren an d'Aktivitéiten, déi e Risiko duerstellen, deen een net genau mesuréiren kann, sou ze limitéieren, dass déi potentiell negativ Effekter op e Maximum reduzéiert ginn, ouni awer kategoresch all, bekannten oder net bekannten, Risiken auszeschléissen a soumat Fortschrëttsfeindlechkeet ze bedreiwen an d'Abstentioun iwwert d'Aktivitéit ze stellen.

Soumat, fir konform zu dem zitéierte Gesetz vun 1999 ze sinn, mussen déi jeeweileg Ministeren déi néideg effektiv a proportionell Mesuren imposéieren, fir dem Precautiounsprinzip Rechnung ze droen.

Des Mesurë mussen dann natierlech vum Exploitant, ob privat oder public, respektéiert ginn, fir net géint d'Konditioune vun der Autorisatioun ze verstoussen a sech domat penale Sanktiounen auszesetzen.

Wat d'Responsabilitéit vun den Exploitante vu Wandenergieanlagen ugeet, bei Schied vu Leit, déi an der Géigend wunnen, hei spillen d'Dispositiounen aus dem Code civil am Beräich vun der Responsabilité civile.

ad 5) Et gëtt kee Kadaster, dee potentiell Sitte fir Wandenergieanlagen definéiert. All Projet muss eenzel analyséiert a gepréift ginn, well déi wichteg Faktore raimlech an zäitlech staark ännere kënnen: d'Distanz vum geplangte Standuert zu (neien) Wunngebidder, d'Virkomme vu geschützten Déierenaarten, den technologesche Fortschrëtt bei den Turbinnen asw.

ad 6) D'Standsécherheet fält am Kader vum Kommodosgesetz ënnert d'Kompetenz vum Aarbechtsminister.

Wat dës Standsécherheet ugeet gesinn d'Virschrëfte vir, dass all Wandenergieanlag muss geplangt, gebaut, opgeriicht an exploitéiert ginn, gemäss der europäescher Norm EN 61400-1.

Eng Rezeptiounskontroll muss, éier d'Wandenergieanlag a Betriib geet, vun engem „organisme agréé" gemaach ginn, an déi muss all Bestanddeel vun der Anlag enthalen, deen en Afloss op d'Stabilitéit huet.

ad 7) Den Ëmweltministère organiséiert am Kader vun der Ëmsetzung vun der Habitat-Direktiv an der Vulleschutzdirektiv ee Biomonitoringsprogramm opgrond vun deem Lëtzebuerg der europäescher Kommissioun all sechs Joer muss berichten, wéi den Zoustand vun de geschützten Aarte sech entwéckelt huet. Dee leschte Rapport datéiert vun 2013. Weiderhi leeft aktuell och ee méi spezifische Monitoringsprogramm am Éisleck iwwert de Roudmilan, eng Aart, déi méi sensibel ass géintiwwer der Wandenergie. Weiderhi kann, jee no Situatioun a Problematik, de Bedreiwer vun engem Wandpark och d'Oplag kréien a senger Autorisatioun, fir e ganz spezifesche Monitoring ze maachen an dësen och ze dokumentéieren.

ad 8) Fir d'Wandenergieanlagen zu Déifferdeng gëtt et bis ewell keng Geneemegungsufro. D'Ëmweltverwaltung huet op Basis vun engem éischten Dossier decidéiert, datt fir de Projet eng Ëmweltimpaktetüd (EIE - évaluation des incidences environnementales) op Basis vum groussherzogleche Reglement vum 7. Mäerz 2003 gemaach muss ginn. Am Kader vun dëser Etüd ginn déi direkt an indirekt Wierkunge vum Projet op d'Ëmwelt analyséiert a bewäert, ënner anerem no de Kritären, déi hei méi genee behandelt goufen. Ausserdeem, musse méiglech Variante vum Projet duergestallt ginn. Dëst erlaabt et de Projet, dee realiséiert soll ginn, besser anzeschätzen. D'Etüd an hir Konklusioune ginn dann am Kader vun der Kommodosprozedur mat an d'Enquête publique, wou all Bierger seng Observatioune kann abréngen.

D'Decisioun, ob e Wandpark ka geneemegt ginn, gëtt eréischt no der Enquête publique an de Stellungname vun de betraffene Gemengeréit vun den zoustännege Ministere geholl.

ad 9) Nieft de Simulatiounen a Berechnungen zum Kaméidi an zum Schied ginn och Etüden iwwert d'Auswierkunge vum Déifferdenger Projet op d'Natur an d'Landschaft vum Bedreiwer erstallt, esou wéi dat och bei anere Wandparke gemaach gëtt. Dës betreffen e. a. d'Flantermais, d'Vullen, d'Auswierkungen op Natura 2000 an d'Landschaft. All dës Etüde ginn dem Public an der Enquête publique virgeluecht.

Question 3151 (20.07.2017) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant le **séneçon de Jacob:**

Fir de Moment steet Jakobskreuzkraut a voller Blëi laanscht Stroossen, op Bëschungen, Braachfläche souwéi extensiv genotzte Grénglächen. D'Problematik vun dëser Planz läit an hirer Gëftegkeet, wat e Risk fir Léit a Véi kann duerstellen.

Well et sech ëm eng Planz handelt, déi sech an de leschte Joren ëmmer méi ausgebreet huet a well se extrem schwiereg ass ze bekämpfen, wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister, der Madame Minister fir Ëmwelt an dem Nohaltegkeetsminister dës Froe stellen:

1) Wéini ënnerhëlt de Stat konkret Mesuren um Terrain, fir géint Jacobskreuzkraut virzegoen?

2) Wier et an dësem Kontext net ubruecht, datt de Stat Equippe vu Leit géif op den Terrain schécken, déi sech virrangeg ëm d'Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut géife këmmeren?

3) Wa jo, wéi géif esou eng Interventioun organiséiert ginn, fir dass se och kéint landeswäit ugewannt ginn?

4) Misst net och mat System laanscht d'Stroossen dës Planz bekämpft ginn, fir ze verhënneren, dass se sech an de Wisen an op anere landwirtschaftleche Flächen ausbreet?

Réponse commune (12.09.2017) de **M. Fernand Etgen,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Als alleréischt muss ee bemierken, dass d'Jakobskreuzkraut ganz heefeg mat anere Planzenaarten, déi äänlech ausgesinn, verwiesselt gëtt an dat virun allem mat de Kreuzkräuteraarten also den Senecioaarten. Hei ginn et bestëmmt eng 20 verschidde Gattungen, déi ganz äänlech kënnen ausgesinn awer net onbedéngt gëfteg sinn. Ausserdeem ginn et do dernieft nach eng sëlleche giel Korbblütleraarten, déi och gäre mam Jakobskreuzkraut verwiesselt ginn.

D'Jakobskreuzkraut (JKK) ass eng Planz, déi virrangeg beim Véi an de landwirtschaftleche Betriber fir Problemer suerge kann. Virun allem Päerd, awer och Ranner, reagéiere sensibel op Pyrrolizidinalkaloide (PA's), déi sech an der gesamter Planz befannen. No oraler Opnam a Cumulatioun kënnt et meeschtens zu enger primär chronescher Liewerschiedegung an nëmmen a seelene Fäll zu enger akuter Vergëftung. Virun allem a gedréchenter Form (Hee, Silo) stellt JKK déi gréisst Gefor duer, well de battere Goût verschwënnt a sou Déieren eng schiedlech Dosis kënnen ophuelen. Trotzdeem misst eng Kou 98 kg frëscht JKK friessen oder dräi Méint laang Hee mat 1% JKK, fir dorun ze stierwen (Lüscher et al., 2005).

D'Bekämpfung vun dem Jakobskreuzkraut op landwirtschaftleche Flächen ass eng Aufgab wou virrangeg d'Baueren an der Responsabilitéit stinn, vu datt d'Planz säit kuerzem och Cross-Compliance relevant ass. Dat heescht, dass de Bauer d'Obligatioun huet dofir ze suergen, dass déi Planz sech net iwwer e bestëmmte Seuil op senge landwirtschaftleche Fläche verbreede kann. Déi Obligatioun trëfft och op naturschutzrelevante Fläche mat Extensivéierungsverträg (Biodiversitéitsverträg, Agrarëmweltmesuren) zou. Den Depliant „Jakobs-Kreuzkraut auf Flächen mit Naturschutzauflagen - Vermeiden, dulden, bekämpfen" soll d'Bauere bei der Duerchféierung vun der Bekämpfung ënnerstëtzen (http://www.environnement.public.lu/conserv_nature/publications/Jakobs-Kreuzkraut/Senecio_jacobaea_Merkblatt_Email-Version.pdf).

Generell ass Präventioun bei der Bekämpfung eng besser Strategie wéi all Sanéierungsmooss-nam. Soubal d'Planz op de Flächen optaucht, muss mat der Bekämpfung ugefaange ginn, well se da schnell an ouni groussen Aarbechtsopwand duerchgefouert ka ginn. Gëtt gewaart bis d'Planz sech op der ganzer Fläch ausgebreet huet, ass d'Bekämpfung schwéier a laangwireg, besonnesch op Flächen, wou keen Dünger oder Herbizid agesat dierf ginn.

ad 2) + 3) Wéi uewe schonn drop higewisen, ass et an éischter Linn eng Aufgab vum Bauer, fir op senge Flächen dofir ze suergen, dass d'Jakobskreuzkraut sech net ausbreet, genau wéi déi Flicht och fir Dëschtelen, Ampfer oder Brennessele besteet. Och an deene Fäll schéckt de Stat keng Equippen op e Privatterrain, fir déi Planzen ze bekämpfen.

Ob de Stat um Terrain aktiv gëtt a wéi méiglech Interventiounen ausgesi kéinten, soll den ugekënnegten Aarbechtsgrupp mat Representanten aus de Verwaltungen, déi sech ëm Naturschutz, Landwirtschaft a Stroossebau këmmeren, ab September 2017 elaboréieren an eng Strategie dozou ausschaffen.

ad 4) Den Entretien vun de Stroosseränner gëtt vun der Stroossebauverwaltung assuréiert. Eng eventuell Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut op dëse Fläche muss mat der Approche vum extensiven Entretien vun de Stroosseränner vereenbar sinn an assuréiert ginn. An dem Dokument „Extensivierung des Unterhalts der Grünflächen entlang der Straßen" (Mee 2017, Naturverwaltung a Stroossebauverwaltung) gëtt higewisen, dass eng zweet Mahd am Summer punktuell néideg ka ginn, wann et dorëms geet Gëftplanzen, wéi z. B. Jakobskreuzkraut, zréckzedrängen. Eng Formatioun vun den zoustännegen Equippen ass onerlässlech, fir d'Jakobskreuzkraut kënne sécher ze identifizéieren. Op alle Fall ass ze evitéieren, dass eng Bekämpfung vum Jakobskreuzkraut als Virwand genotzt gëtt, fir den allgemengen Ënnerhalt vun de Stroosseränner erëm systematesch ze intensivéieren. Dat géing dozou féieren, dass eng ganz Rei vun anere wichtegen a méi seele Planze mat verschwanne géifen.

Question 3159 (25.07.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **opérations électorales à venir:**

Il est soi-disant de coutume qu'à l'approche d'opérations électorales, des questions en rapport avec l'application de la loi électorale surgissent et demandent à être clarifiées.

Nous souhaitons dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce qu'un bureau de vote peut être fermé à clef lors du dépouillement des bulletins de vote?

- Dans la négative, quelle est la sanction qu'encourt celui qui procède à une telle fermeture?

- Est-ce que le public peut assister dans la partie dite salle d'attente d'un bureau de vote au dépouillement des bulletins de vote?

Réponse (08.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En vue des élections communales du 8 octobre 2017, les honorables Députés s'enquièrent sur les règles d'accès au local de vote et à la salle d'attente. La matière en question est régie par les articles 63, 73, 83 à 87 et 116bis de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 concernant notamment l'admission de certaines personnes au bureau de vote et à la salle d'attente.

Le jour des élections, les électeurs ont accès aux bureaux de vote de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi. Ils sont admis dans le local où a lieu le vote seulement pendant le temps nécessaire pour former leur bulletin. Sont encore admis au local de vote, les membres du bureau de vote et, le cas échéant, les témoins, ceci pendant toute la durée des opérations électorales. Finalement, les observateurs agréés d'organisations internationales ont le droit d'observer les opérations électorales dans les locaux de vote et d'être présents lors du dépouillement et de l'examen des bulletins de vote ainsi que lors du recensement des votes et de l'attribution des sièges.

Suivant les articles 83 à 87 de la loi électorale, la police des bureaux électoraux revient aux présidents des bureaux de vote afin d'assurer le bon ordre dans le local où a lieu le vote, dans la salle d'attente et dans l'édifice où sont installés les bureaux de vote et ses abords. Ce pouvoir peut être délégué à un membre du bureau de vote en ce qui concerne le maintien de l'ordre dans la salle d'attente.

Les présidents des bureaux de vote ou leurs délégués ont le pouvoir de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer l'ordre et la tranquillité dans les lieux précités et de garantir que les opérations électorales se déroulent sereinement. La loi précise expressément que les mesures de maintien de l'ordre peuvent, sous des conditions déterminées, aller jusqu'à l'injonction aux personnes de cesser les troubles dont elles sont les auteurs et à leur expulsion en cas de refus d'obtempérer et en cas de présence non légitime dans le local de vote. Sont punies d'une amende de 500 à 5.000 euros, les personnes qui ont résisté à l'ordre d'expulsion rendu contre elles dans le cas de l'article 85 de la loi électorale ou sont rentrées dans le local qu'elles avaient été obligées d'évacuer. La même peine est prononcée contre les électeurs qui, en vertu de l'article 86 de la loi électorale, ont été expulsés du local où se fait l'élection.

Par ailleurs toute irruption dans un collège électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'entraver les opérations électorales, est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 15.000 euros. Les pénalités prévues par la loi électorale doivent être affichées à la porte de la salle d'attente de chaque bureau et ce en caractères gras.

Conformément à l'article 83 alinéa 2, seuls les électeurs du bureau et les candidats sont admis dans la salle d'attente. L'admission de l'électeur dans la salle d'attente doit toutefois se comprendre comme admission en vue d'attendre son tour pour pouvoir entrer dans la partie du local pour former et déposer son bulletin. Une fois que le bulletin est déposé, il doit quitter le local où se fait l'élection ainsi que la salle d'attente. Le droit d'admission des candidats à la salle d'attente ne se conçoit pas comme un droit de regard de ceux-ci sur le déroulement régulier des opérations électorales, alors qu'à cet effet les candidats disposent de la faculté de faire appel à un témoin et à un témoin suppléant pour chaque bureau de vote qui peuvent assister en permanence aux opérations électorales. Dès lors la salle d'attente est accessible exclusivement pendant la période où les électeurs sont admis au vote, soit de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi.

Cela se déduit en effet de l'esprit de l'article 83 qui parle d'abord dans son alinéa 2 de l'admission à la salle d'attente et puis dans son alinéa 3 de l'admission dans la partie du local où a lieu le vote. Le fait que l'article 83 concerne exclusivement le temps nécessaire à la formation et au dépôt du bulletin de vote et non pas les opérations de dépouillement du scrutin se trouve par ailleurs confirmé par l'article 85 selon lequel «quiconque, au mépris de l'article 83 (...), entre pendant les opérations électorales dans le local où siège le bureau, est expulsé par ordre du président ou de son délégué (...)». Il paraît dès lors évident que la porte des bureaux de vote peut être fermée (à clé ou non) lors des opérations de dépouillement pour permettre aux membres des bureaux d'exécuter leur mission de dépouillement en toute sérénité.

Question 3163 (26.07.2015) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**encadrement psychologique de certaines professions à risque:**

Certains professionnels sont soumis à des risques non négligeables. Il en est ainsi des soldats luxembourgeois qui contribuent e. a. au maintien de la paix au niveau international, des policiers qui œuvrent à la sécurité et au maintien de l'ordre public, ou encore des secouristes qui interviennent dans le cadre d'accidents et de sinistres. Tous peuvent subir dans le cadre de leurs missions professionnelles ou volontaires des troubles psychologiques.

C'est à ce sujet que j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de la Défense et de la Sécurité intérieure et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer les statistiques ainsi que l'évolution relatives au nombre de soldats, policiers, secouristes, etc. ayant eu recours à leurs services psychologiques respectifs dans le cadre de leurs missions professionnelles ou volontaires durant ces dernières années?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si une évaluation des services psychologiques existants a été réalisée récemment et me fournir, le cas échant, les conclusions y relatives?

3) Dans la négative, Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'encadrement psychologique existant est toujours en phase avec l'actualité ou estiment-ils au contraire qu'une mise à jour s'avère nécessaire?

Réponse commune (20.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense, Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) Armée luxembourgeoise:

L'encadrement psychologique est assuré par le Service de psychologie de l'armée (SvPsy). Les missions de ce service sont:

- conseils quant au recrutement du personnel pour les différentes carrières proposées au sein de l'armée;

- participation à la sélection du personnel;

- évaluation et développement des compétences spécifiquement liées aux domaines de psychologie individuelle, interindividuelle et intergroupale;

- soutien aux militaires ainsi qu'à leurs familles;

- représentation de l'armée lors de réunions nationales et internationales relevant du domaine de la psychologie;

- conseiller du chef d'état-major de l'armée pour tout ce qui touche au domaine de la psychologie.

Le SvPsy organise annuellement depuis 2015 une évaluation psychologique du personnel militaire de carrière, soit approximativement 250 personnes par an.

Les volontaires sont tous évalués psychologiquement une première fois lors de leur recrutement, ainsi que deux mois après le début de leur instruction de base (soit approximativement 125 volontaires par an).

Dans le cadre des opérations de maintien de la paix (OMP), des groupements tactiques de l'UE (EU Battlegroups) et de la Force de réaction de l'OTAN/Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (NRF/VJTF), les militaires de carrière se présentent trois fois en entretien individuel de préparation à la mission; les volontaires une fois. Tous les participants reçoivent un briefing de préparation mentale. L'appui psychologique se fait également durant la mission. Ensuite, tous sont reçus en entretien individuel au retour de mission ainsi que plusieurs mois plus tard lors d'entretiens de groupe (depuis 2013, environ 430 personnes étaient concernées).

Police grand-ducale:

Le SPSY (Service psychologique de la Police grand-ducale) a été créé en 1997 et se compose de deux psychologues cliniciens et d'un policier.

Entrent dans les attributions de ce service:

- l'évaluation psychologique lors du recrutement;

- la formation de base et la formation continue du personnel sur le plan psychologique;

- la mission de conseil psychologique du personnel quant aux problèmes professionnels, personnels et familiaux;

- la participation aux activités de relations publiques;

- l'assistance des services policiers lors d'événements spéciaux ou graves;

- le soutien aux enquêteurs et au groupe négociateur sur demande;

- l'encadrement des victimes et de leurs familles lors de situations d'urgence et de catastrophe (p. ex. plan nombreuses victimes);

- la prise en charge psychologique du personnel après des incidents potentiellement traumatisants, accidents graves, catastrophes, prise d'otages, échange de coups de feu, etc.;

- la recherche scientifique concernant la psychologie appliquée au monde policier;

- l'amélioration de l'environnement de travail du policier et de la police.

Le SPSY effectue environ quatre à cinq consultations cliniques par semaine (191 consultations en 2014, 211 consultations en 2015). Ne sont pas comptabilisés ni les deux à trois consultations téléphoniques hebdomadaires pour demandes et problèmes mineurs, ni les entretiens dus au surendettement.

En ce qui concerne l'évaluation psychologique lors du recrutement, environ 4.400 candidatures ont été évaluées à ce jour.

Administration des services de secours:

Le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 déterminant les missions spécifiques, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la division de la protection civile de l'Administration des services de secours décrit la mission du groupe de support psychologique (GSP), qui intervient lors d'accidents, d'incidents ou de catastrophes ou en toute autre situation nécessitant une prise en charge psychologique du personnel d'intervention ou de personnes directement ou indirectement touchées par de tels événements. En 2016, le GSP a réalisé 282 missions, dont 13 constituaient un support pour des intervenants des services de secours.

Au niveau national, une partie de la formation pour pompiers et secouristes volontaires et professionnels est assurée par le GSP avec le but d'assurer une certaine hygiène psychique et mentale auprès des intervenants et afin de les préparer au mieux aux situations de stress qui surgissent régulièrement lors d'interventions.

ad 2) Armée luxembourgeoise:

Aucune évaluation du SvPsy n'a été menée à ce jour. (Par ailleurs, il n'existe pas selon nos informations de normes internationales pour évaluer un service de psychologie tel que celui de l'armée.

Police grand-ducale:

Aucun audit spécifique au SPSY n'a été fait jusqu'à présent.

Au niveau européen, le SPSY veille à maintenir la qualité de ses services par des «benchmarks» avec des services psychologiques policiers étrangers (par exemple: réseau EMPEN: European Medical and Psychological Experts Network for law enforcement; SOWI: Sozialwissenschaftliche Tagungen der Psychologen/-innen und Sozialwissenschaftler/-innen in den Polizeien des Bundes und der Länder)

Administration des services de secours:

Aucune évaluation du GSP n'a été menée jusqu'à ce jour. Cependant, le GSP entretient un échange permanent avec des services similaires à l'étranger.

ad 3) Armée luxembourgeoise:

L'encadrement psychologique est adapté en permanence, selon les besoins opérationnels et les demandes personnelles.

Police grand-ducale:

Entre autres grâce aux échanges d'expérience internationaux, l'encadrement psychologique des membres de la police par le SPSY est adapté aux besoins en la matière.

Administration des services de secours:

L'encadrement psychologique est adapté en permanence selon les besoins opérationnels et les demandes personnelles. Dans le cadre de la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), il est prévu de mettre en place un service psychologique, occupé par un pool de psychologues, qui assurera l'encadrement psychologique et psychique du personnel volontaire et professionnel.

Question 3179 (28.07.2017) de **Mme Octavie Modert** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3122 du 10 juillet 2017 relative aux lignes de bonne conduite administrative, Monsieur le Ministre, en sa qualité de Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, avait notamment précisé ce qui suit par rapport aux lignes de bonne conduite administrative qui existent pour le secteur public étatique: «il appartiendra aux responsables communaux de décider des suites qu'ils voudront réserver aux recommandations de la médiateure et d'adopter, le cas échant, à leur tour des lignes de bonne conduite administrative pour le secteur communal».

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une approche harmonisée à l'égard du secteur communal serait adaptée?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé, en sa qualité de Ministre de l'Intérieur, à soumettre une recommandation relative à la mise en œuvre des lignes de bonne conduite administrative dans le secteur communal aux responsables communaux, à l'instar de ce qui se pratique dans le secteur étatique?

- En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre pourrait-il nous en expliquer les raisons?

Réponse (08.09.2017) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

En réponse à la question des honorables Députés au sujet de la promotion, dans le secteur communal, des lignes de bonne conduite administrative proposées par la médiateure et soutenues par le Gouvernement dans le secteur public étatique, je ne peux que réitérer ma réponse à la question parlementaire n°3122 aux termes de laquelle il appartient aux responsables communaux de décider des suites à accorder aux recommandations de la médiateure en la matière.

Je tiens, d'ailleurs, à rappeler aux honorables Députés que suivant les dispositions de l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Collège des bourgmestre et échevins, qui est l'organe d'exécution et d'administration journalière de la commune, est notamment chargé de la surveillance des services communaux. Tous les agents sont placés sous l'autorité hiérarchique du Collège échevinal qui fixe notamment les heures de bureau et répartit la besogne administrative. Dans le respect des dispositions légales régissant la matière, le Collège échevinal bénéficie d'une liberté organisationnelle en vertu du principe de l'autonomie communale.

Je me permets encore d'ajouter que le statut général des fonctionnaires communaux impose déjà à l'heure actuelle aux agents communaux certaines obligations en ce qui concerne leurs relations avec le public. Ainsi le fonctionnaire et l'employé communal sont obligés de se comporter avec dignité et civilité et faire preuve de courtoisie dans leurs rapports avec les usagers de leur service, qu'ils doivent traiter avec compréhension, prévenance et sans aucune discrimination. En outre, ils sont tenus aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité.

Nonobstant ces observations, les lignes de bonne conduite administrative pourront notamment être intégrées dans les cours de formation initiale portant sur la gestion du personnel communal et faisant partie des cours devant obligatoirement être suivis par les agents communaux.

Qui plus est, ces recommandations pourront être transmises aux responsables communaux dans le cadre du cycle de formation pour élus locaux organisé, par le Syvicol, en partenariat avec l'Institut national d'administration publique (INAP) et avec l'appui du Ministère de l'Intérieur à la suite des élections communales du 8 octobre 2017.

Question 3184 (31.07.2017) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **collaboration policière du Luxembourg avec l'Allemagne dans le contexte du sommet G20 à Hambourg:**

In der Antwort auf eine schriftliche Frage des deutschen Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko vom 12. Juli 2017 betreffend die grenzüberschreitende polizeiliche Zusammenarbeit beim G20-Gipfel in Hamburg (Arbeitsnummer 7/77, Monat Juli 2017) hat das deutsche Bundesinnenministerium Folgendes mitgeteilt:

„Im Übrigen wurden anlässlich des G20-Gipfels in Hamburg vom Bundeskriminalamt (BKA) in seiner Funktion als Zentralstelle Personendaten über polizeibekannte linke Aktivisten mit dem Ausland ausgetauscht. Dieser Austausch fand vor allem mit den PWGT-Stellen (Police Working Group on Terrorism) der folgenden Staaten statt und diente der Verhütung und Verfolgung von Straftaten im Kontext des G20-Gipfels: Belgien, Bulgarien, Dänemark, Frankreich, Finnland, Griechenland, Großbritannien, Italien, Island, Kanada, Luxemburg, Niederlande, Österreich, Polen, Schweden, Schweiz, Slowakei, Spanien, Tschechien, Ungarn und die Vereinigten Staaten von Amerika. Die Ansprechpartner sind dabei jeweils die nationalen Polizeibehörden der genannten Staaten." ([1])

„Das Bundesamt für Verfassungsschutz hat im Rahmen seiner Aufgaben und Befugnisse aus Anlass des G20-Gipfels im Fachbereich Linksextremismus mit Sicherheitsbehörden der in der Anlage (VS-Vertraulich) befindlichen Behörden anderer Staaten personenbezogene bzw. -beziehbare Daten ausgetauscht." (gleiche Quelle)

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Regierung richten:

1) Stimmt es, dass das Bundeskriminalamt (BKA) Personendaten anlässlich des G20-Gipfels in Hamburg mit den Polizeibehörden in Luxemburg ausgetauscht hat?

2) Wurden diesbezügliche Personendaten von anderen Luxemburger Behörden (HCPN - Haut-Commissariat à la protection nationale, SRE,...) mit deutschen Behörden (BKA - Bundeskriminalamt, Bundesamt für Verfassungsschutz,...) ausgetauscht (bitte für jede Behörde getrennt erläutern)?

3) Wurden in diesem Zusammenhang Personendaten mit Europol ausgetauscht? Und wenn ja, von welcher Luxemburger Behörde? Welche Rolle spielte Europol im Zusammenhang mit der „Verhütung und Verfolgung von Straftaten im Kontext des G20-Gipfels"?

4) Welche Rolle spielte in diesem Zusammenhang die erwähnte PWGT in Luxemburg? Wem ist die PWGT in Luxemburg untergeordnet und auf welcher legalen Basis funktioniert sie?

5) Gibt es eine grenzüberschreitende Zusammenarbeit der PWGT-Stellen? Wenn ja, auf welcher legalen Basis beruht diese Zusammenarbeit?

6) Stimmt die Annahme des Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko, dass die PWGT-Stellen seit der Einführung von Europol über keine ausreichende legale Basis mehr verfügen?

7) Wie definieren die Luxemburger Behörden:

- „linke Aktivisten";

- „polizeibekannte linke Aktivisten";

- „linke Aktivisten, die im Kontext des G20-Gipfels Straftaten begehen könnten"?

8) Werden in Luxemburg linke Aktivisten polizeilich erfasst und, wenn ja, von welcher Behörde? Gehören die Daten des SRE zur polizeilichen Erfassung von Personen? Gehören Aktivitäten des SRE zur polizeilichen Überwachung? Werden linke Aktivisten überwacht? Wenn ja, auf Basis welcher Verdachtsmomente? Um wie viele Personen handelt es sich im Zeitraum der letzten drei Jahre? Welcher politischen Strömung/Sensibilität gehören diese Personen an?

9) In seiner Antwort auf eine schriftliche Frage des Bundestagsabgeordneten Andrej Hunko erwähnt das Bundesinnenministerium:

„Die Bundespolizei hat im Rahmen der grenzpolizeilichen Aufgabenwahrnehmung anlässlich des G20-Gipfels anlassbezogen einen polizeilichen Informationsaustausch mit den zuständigen grenzpolizeilichen Behörden aller Nachbarstaaten zu Deutschland durchgeführt. (...) Im Rahmen dieses Informationsaustausches wurden auch personenbezogene Daten verwendet, die für die Durchführung der grenzpolizeilichen Aufgabenwahrnehmung notwendig waren." (gleiche Quelle)

Haben luxemburgische Behörden sich an dem besagten polizeilichen Informationsaustausch mit der deutschen Bundespolizei beteiligt und wurden im Rahmen dieses Informationsaustausches auch personenbezogene Daten verwendet? Wenn ja, welche luxemburgischen Behörden waren an diesem Informationsaustausch beteiligt und was war der genaue Inhalt dieser Zusammenarbeit? Wurden im diesem Zusammenhang Personendaten ausgetauscht, die nicht schon in den vorhergehenden Fragen behandelt worden sind?

10) Wie sind die Aufbewahrungsfristen personenbezogener Daten bei den einzelnen Behörden geregelt? Welches Recht auf Zugang zu den Daten haben die Betroffenen bei den jeweiligen Behörden? Wann werden diese Daten bei den jeweiligen Behörden gelöscht? Was wird archiviert? Auf Grund welcher Kriterien wird entschieden, was gelöscht wird und was nicht?

11) Stimmt es, dass in diesem Zusammenhang „polizeiliche Verbindungsbeamte" aus Luxemburg oder andere Vertreter von Luxemburger Behörden anlassbezogen in Deutschland weilten? Wenn ja, um welche Behörden handelt es sich und was war die Anzahl der Beamten je Behörde? Was war deren genaue Aufgabe? Wurden dabei ebenfalls Personendaten ausgetauscht? Auf welcher legalen Basis wurde dieser Austausch von Beamten und ggf. Personendaten wahrgenommen?

Réponse (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Ja, das Bundeskriminalamt hat anlässlich des G20-Gipfels Personendaten mit den Polizeibehörden aus Luxemburg ausgetauscht.

ad 2) Das Gesetz vom 23. Juli 2016 legt den Aufgabenbereich des Hochkommissariats für Nationale Sicherheit (HCPN) fest und sieht nicht vor, dass Personendaten bei dieser Behörde gesammelt werden. Im konkreten Fall des G20-Gipfels kam es demnach nicht zu einem diesbezüglichen Austausch mit deutschen Behörden.

[1] http://www.andrej-hunko.de/start/download/doc_download/1003-austausch-von-personendaten-von-polizeibekannten-linken-aktivisten-vordem-g20-gipfel

Der Service de renseignement de l'État (SRE) hat keine Personendaten mit deutschen Behörden im Kontext des G20-Gipfels ausgetauscht.

ad 3) Die Luxemburger Polizei hat im Zusammenhang mit dem G20-Gipfel keine Personendaten mit Europol ausgetauscht.

ad 4) Bei der „Police Working Group on Terrorism" (PWGT) handelt es sich um eine Arbeitsgruppe, die 1979 gegründet wurde. Die Ziele der PWGT sind in einem „Memorandum of Understanding" festgehalten. Als nationale Kontaktstelle fungiert der Service de police judiciaire. Der Informationsaustausch findet nach geltendem nationalem Recht statt, unter Berücksichtigung der allgemeinen internationalen Datenschutzbestimmungen.

ad 5) Ja, diese grenzüberschreitende Zusammenarbeit gibt es. Sie funktioniert auf der in der Antwort auf Frage 4) beschriebenen rechtlichen Grundlage.

ad 6) Es steht der Luxemburger Regierung nicht zu, Annahmen eines Bundestagsabgeordneten zu kommentieren.

ad 7) Solche Bezeichnungen sind in der Luxemburger Gesetzgebung nicht verankert.

ad 8) Politische Betätigung wird in Luxemburg von keiner Behörde erfasst. Lediglich Daten im Zusammenhang mit Straftaten werden erfasst.

Der SRE hat keine polizeilichen Befugnisse.

ad 9) Im Vorfeld des G20-Gipfels gab es eine gemeinsame Grenzkontrolle der Luxemburger Polizeibehörden mit der deutschen Bundespolizei. Es hat hierbei kein polizeilicher Informationsaustausch mit dieser Behörde stattgefunden.

ad 10) Die Aufbewahrungsfristen personenbezogener Daten sind durch das Gesetz vom 2. Oktober 1992 (Utilisation des données nominatives dans les traitements informatiques) geregelt.

ad 11) Im Zusammenhang mit dem G20-Gipfel in Hamburg weilten keine Beamten der Luxemburger Polizei in Deutschland.

Question 3188 (01.08.2017) de **M. Franz Fayot** *(LSAP)* concernant le **paquet du Conseil de l'Union européenne relatif à la protection des données:**

Sous Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le paquet sur la protection des données a été adopté. Ce paquet contient entre autres le règlement du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen relatif à la protection des données qui prévoit que le règlement sera applicable deux ans après son entrée en vigueur, soit le 25 mai 2018.

Dans ce contexte et «dans un but de faciliter la transition du régime actuel vers le régime du règlement européen» mentionné ci-dessus, Monsieur le Ministre a déposé à la Chambre des Députés en date du 31 août 2016 le projet de loi n°7049 «portant modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel».

Le Gouvernement luxembourgeois a opté pour une loi «de transition» alors que d'autres pays européens, à l'instar de l'Allemagne, adaptent leur législation nationale respectivement transposent la réglementation européenne sans passer par une étape intermédiaire («Gesetz zur Anpassung des Datenschutzrechts an die Verordnung (EU) 2016/679 und zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2016/680» du 30 juin 2017), dans le but d'offrir une sécurité juridique maximale à tous les opérateurs dans le contexte du «big data» et du marché unique numérique, notamment.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Est-ce qu'après l'adoption du projet de loi n°7049, le Luxembourg devra encore procéder à des adaptations (en profondeur) de sa législation en vue de l'entrée en vigueur en 2018 du règlement du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen relatif à la protection des données mentionné ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles seront ces adaptations? Dans quel laps de temps la réalisation de ces adaptations est-elle prévue?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement luxembourgeois a opté pour une adaptation en plusieurs étapes, contrairement à d'autres pays européens, comme p. ex. l'Allemagne?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre pense du fait que le Gouvernement allemand, notamment, a décidé d'adapter la législation en une seule étape, afin d'offrir une sécurité juridique maximale à tous les opérateurs dans le contexte du «big data» et du marché unique numérique. Qu'en est-il de la sécurité juridique pour les acteurs dans les secteurs numériques au Grand-Duché?

Réponse (12.09.2017) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après «RGPD») sera d'application directe à partir du 25 mai 2018 et remplacera la directive de 1995, à la base de notre loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des données personnelles.

Le nouveau règlement met très clairement la protection des citoyens au centre des préoccupations de l'ensemble des acteurs intervenant dans le domaine de la protection des données. Il renforce et étend considérablement les droits des citoyens en matière de protection de leurs données personnelles, met en place un mécanisme de contrôle efficace du respect de ces règles, tout en réduisant nettement les contraintes déclaratives des acteurs qui traitent les données personnelles et en assurant une harmonisation maximale au sein de l'Union européenne.

C'est dans cet esprit - et afin de préparer au mieux tous les acteurs à l'entrée en application du RGPD en mai 2018 - que le projet de loi n°7049 a été déposé dès l'adoption du RGPD (dépôt en août 2016), ceci afin de préparer au mieux la transition vers le nouveau régime qui prendra effet en mai 2018 au Luxembourg comme dans l'Union européenne.

Le projet de loi n°7049, qui est actuellement encore en cours de discussions, sera complété par un autre projet de loi, que le Gouvernement en Conseil a adopté le 14 juillet 2017 et qui vient d'être déposé à la Chambre des Députés.

Ce deuxième projet de loi porte essentiellement sur les adaptations qui s'imposent afin d'assurer l'applicabilité du RGPD à partir du 25 mai 2018, notamment la création d'une nouvelle loi organique pour la Commission nationale pour la protection des données, afin d'élargir les missions et les pouvoirs de celle-ci pour veiller au respect des règles édictées par le RGPD.

Question 3193 (02.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**installation de réflecteurs optiques dits «antigibier»:**

Il me revient que le nombre d'accidents de la circulation causés par des collisions entre véhicules et gibier a fortement augmenté ces dernières années.

Afin de réduire le risque de collision, certains départements étrangers ont installé des réflecteurs dits «antigibier». En effet, ces réflecteurs optiques créent, par réfléchissement de la lumière des phares, une barrière lumineuse dissuadant le gibier de franchir la chaussée lors du passage d'un véhicule. Selon mes informations, un tel dispositif a aussi déjà fait l'objet d'un projet pilote en 2014 sur les routes luxembourgeoises, notamment entre Weyer et Fischbach et entre Godbringen et Heffingen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre d'accidents impliquant du gibier a augmenté?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan de la phase d'essai susmentionnée?

- Partant, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'installer ces réflecteurs le long des routes à risque?

- Dans l'affirmative, où seront-ils installés exactement? Suivant quel échéancier?

Réponse (08.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Étant donné que des réflecteurs de couleur rouge ou blanche sont installés le long des routes à risque pour dissuader le gibier depuis des décennies, je me permets d'estimer que l'honorable Député désigne par réflecteurs dits «antigibier» les réflecteurs dotés d'une feuille de couleur bleue faisant l'objet d'un projet pilote depuis 2014. La lumière des phares projetée sur les réflecteurs est réfléchie en constituant une sorte de haie, ce qui a comme effet que le gibier ne traverse pas la route lors du passage d'un véhicule. Il semble que surtout le gibier à poil réagit de façon positive à la couleur bleue.

Des projets pilotes avec les nouveaux réflecteurs bleus avaient été réalisés notamment sur certains tronçons de route sur le territoire des services régionaux de Grevenmacher et d'Echternach. Même qu'une baisse d'accidents en raison du gibier n'a pas pu être appuyée par des statistiques, les responsables de ces services, parmi lesquels figurent des préposés forestiers, des surveillants des domaines et des tenanciers de lots de chasses, ont constaté, de par leur expérience et en comparaison avec les années précédentes, des effets positifs sur différents tronçons de la voirie. Bien qu'il existe des études controversées au sujet de l'efficacité des réflecteurs bleus, leur installation ne montre aucun effet négatif. Ainsi l'Administration des ponts et chaussées acquerra, à partir de l'exercice 2018, exclusivement les balises munies d'un réflecteur bleu et remplacera au fur et à mesure les balises équipées d'un réflecteur rouge/blanc, installées le long des routes à risques à l'heure actuelle. Comme certains de mes services ont déjà acquis des réflecteurs bleus à titre d'essai au passé, ceux-ci sont déjà en place sur certains tronçons.

Comme l'Administration des ponts et chaussées n'établit pas de statistiques concernant les accidents impliquant du gibier, elle n'est pas en mesure de s'exprimer sur une éventuelle augmentation de ces accidents.

Question 3200 (04.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **mort de M. Dag Hammarskjöld:**

Le 17 septembre 1961 l'ancien secrétaire général des Nations Unies Monsieur Dag Hammarskjöld avait trouvé la mort dans un accident d'avion en route vers Ndola (aujourd'hui ville en Zambie) pour mener des négociations de paix. Toutefois, jusqu'aujourd'hui des rumeurs persistent que Monsieur Hammarskjöld aurait été la victime d'un assassinat, de sorte que l'assemblée plénière de l'ONU s'était prononcée le 29 septembre 2014 pour de nouvelles enquêtes. Une commission internationale formée de juristes avait indiqué qu'il y avait des preuves que l'avion ne s'était pas écrasé par accident mais qu'il avait été touché par un tir ennemi. Apparemment la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Belgique étaient opposés à une réouverture du dossier. En février dernier le Secrétaire général actuel de l'ONU Monsieur António Guterres a nommé un enquêteur spécial et un budget de 300.000 €lui a été mis à disposition.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette mort tragique et inexpliquée?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer la nouvelle évolution dans l'affaire précitée?

3) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre dispose déjà d'informations supplémentaires concernant les nouvelles enquêtes?

Réponse (08.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il importe de faire toute la lumière sur les conditions et les circonstances de la mort tragique, dans la nuit du 17 au 18 septembre 1961, du Secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Le Luxembourg s'est ainsi porté coauteur des résolutions successives présentées ces dernières années par la Suède à l'Assemblée générale des Nations Unies concernant l'enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Il s'agit en particulier de la résolution 69/246 du 29 décembre 2014, de la résolution 70/11 du 19 novembre 2015 et de la résolution 71/260 du 23 décembre 2016. Ces résolutions ont toutes été adoptées par consensus par l'Assemblée générale des Nations Unies.

ad 2) En vertu de la résolution 71/260 du 23 décembre 2016, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a nommé en février 2017, en la personne de Monsieur Mohamed Chande Othman, ancien «Chief Justice» de la Tanzanie, une éminente personnalité chargée d'examiner d'éventuels éléments d'information nouveaux, notamment ceux émanant d'États membres, et d'en évaluer la valeur probante, de déterminer la portée à donner à toute nouvelle enquête et, si possible, de tirer des conclusions des enquêtes déjà effectuées. Un montant de 326.300 dollars US a été réservé au sein du budget des Nations Unies pour financer le travail de cette éminente personnalité. Monsieur Othman a effectué son travail en encourageant notamment les États membres à lever le secret attaché à tous les documents toujours classés confidentiels concernant la mort de Dag Hammarskjöld ou de les communiquer d'une autre manière aux fins d'examen. Le 9 août 2017, Monsieur Othman a remis son rapport au Secrétaire général António Guterres. Ce dernier est en train d'examiner le rapport et le transmettra à l'Assemblée générale des Nations Unies avant la fin de sa 71ème session, qui s'achève le 12 septembre prochain, pour lui rendre compte des progrès accomplis.

ad 3) À ce stade, le Ministère des Affaires étrangères et européennes ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant les nouvelles enquêtes. Elles figureront dans le rapport qui sera transmis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies dans les semaines à venir.

Question 3202 (04.08.2017) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **gratuité des transports publics pour les étudiants:**

Depuis le 1er août 2017, tous les étudiants âgés de moins de 30 ans, même ceux qui sont inscrits à une université à l'étranger, sont censés pouvoir profiter de la gratuité des transports publics au Luxembourg.

Mais comme le relate wort.lu, tel n'est le cas qu'en théorie. Les étudiants, dont l'inscription pour l'année académique 2017-2018 voire pour le semestre d'hiver 2017 n'est pas encore ouverte, en sont pour l'instant exclus. Le site de la «Mobilitéitszentral» indique en effet que les demandeurs respectifs doivent se munir «d'une attestation d'inscription à une université étrangère pour l'année académique 2017-2018 ou pour le semestre d'hiver 2017». De ce fait, les étudiants qui sont actuellement dans l'impossibilité de se munir d'une telle attestation seront obligés de payer le tarif normal au lieu de profiter d'un abonnement gratuit.

Dans l'intervalle, une solution a pu être trouvée. Selon un communiqué du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, les étudiants pourront désormais obtenir un abonnement gratuit jusqu'au mois octobre de cette année sur base de leur certificat d'inscription de l'année 2016-2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Existe-t-il des cas d'étudiants ayant, dans l'intervalle, souscrit à un abonnement au tarif normal?

- Dans l'affirmative, ces étudiants pourront-ils demander le remboursement de ces frais? À qui ces étudiants devront-ils s'adresser pour se voir remboursés?

Réponse commune (14.09.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, il avait été décidé au début de l'année qu'à partir de la prochaine rentrée académique, la gratuité des transports publics sera accordée aux étudiants. Cette rentrée commence en principe le 1er août, mais le début peut en effet varier d'un établissement à l'autre. Le 1er août fut donc une date à laquelle la mesure devrait entrer en vigueur au plus tôt et dépendant des dates de rentrée des différents établissements (règlement ministériel du 14 juillet 2017, article 11: «Le titre de transport est délivré pour une année scolaire qui commence au plus tôt le 1er août et finit au 30 septembre de l'année suivante»); ce détail n'était cependant pas communiqué de manière suffisante.

Les étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg reçoivent un voucher leur permettant de mettre un titre de transport électronique sur leur carte d'étudiant qui leur est fournie généralement dès le mois de juillet. Par contre, ceux qui suivent des études à l'étranger devaient attendre leur confirmation d'inscription; à l'exception de quelques étudiants, la majorité dis-

posait encore soit de leur carte d'élève myCard, soit d'une carte Jumbo.

Ce qui se passait concrètement les 1er et 2 août dernier, le guichet de la Centrale de mobilité n'acceptait plus, à juste titre, les inscriptions de l'année académique 2016-17 respectivement pour le semestre d'été 2017, conformément au règlement ministériel du 14 juillet 2017.

Aucun étudiant n'a cependant acquis un abonnement payant. Le 3 août 2017, toutes les demandes ont été retenues au guichet à titre provisoire, en attendant une décision définitive qui fut prise le 4 août 2017.

Ainsi, toutes les demandes introduites par courrier pendant ces quatre jours sont traitées suivant la décision du 4 août. Si l'un ou l'autre étudiant avait acheté dans un autobus un billet courte durée (2 €) ou d'un jour (4 €), ceci n'est pas contrôlable et par conséquent non remboursable.

Enfin, nous précisons d'ailleurs que la période de validité des abonnements étudiants gratuits sera encore étendue du 30 septembre au 31 octobre permettant dès lors aux étudiants de disposer d'un titre de transport gratuit sur une période de 15 mois.

Question 3205 (08.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant le **film intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics» publié par l'OTAN:**

Récemment l'OTAN a présenté sur sa chaîne YouTube un film de huit minutes intitulé «The Forest Brothers - Fight for the Baltics». Ce film glorifie les actions des partisans lors de la Deuxième Guerre mondiale dans les États baltes. Ils avaient continué leur lutte contre l'occupation russe après la fin de la guerre. Cette production a suscité de vives réactions de la part du côté russe qualifiant ces partisans de bandits et de collaborateurs nazis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Pour quelle raison l'OTAN a-t-elle réalisé ce film?

- Est-ce que l'état actuel des recherches historiques permet de faire une contribution objective sur les «Forest Brothers»?

- Est-ce que les réactions russes qualifiant les représentants de l'OTAN comme les successeurs des collaborateurs d'Hitler ne sont pas démesurées?

- Est-ce que ce nouveau conflit ne risque pas d'aggraver les tensions existant entre la Russie et l'OTAN suite au stationnement de forces multinationales dans la région balte (Enhanced Forward Presence)?

Réponse (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Le service Presse et Media de l'OTAN, ainsi que la chaîne de télévision de l'OTAN, produisent régulièrement du matériel (fiches d'information, reportages photographiques, vidéos, etc.) susceptible d'intéresser le public, les médias ou les réseaux sociaux, au sujet des différentes activités de l'OTAN ou des Alliés. Il s'agit d'une pratique courante parmi les organisations internationales.

Le film «Forest Brothers - Fight for the Baltics», d'une durée de quelques minutes, a été réalisé par la chaîne de télévision de l'OTAN pour illustrer l'histoire des forces spéciales lettones et leur contribution aux activités de l'Alliance. Le film a été publié sur le site de l'OTAN le 10 juillet, afin de coïncider avec la journée des Forces armées de Lettonie.

Le film a été conçu et réalisé par des journalistes professionnels, tout en respectant les procédures éditoriales internes à l'OTAN; ils ont également suivi les règles éthiques (objectivité, recherches, vérification des sources, e. a.) dans l'élaboration de ce film.

Il est regrettable que ce film ait été interprété comme un affront à la Russie ou comme une relecture de l'histoire, mais il ne revient pas au Gouvernement luxembourgeois de se prononcer sur les faits historiques ou les témoignages mentionnés dans ledit film.

L'OTAN ne cherche ni la confrontation ni l'escalade avec la Russie. Depuis la disparition de l'URSS en 1991, les Alliés ont promu une relation productive avec la Russie et le Conseil OTAN-Russie a été mis en place en 1997 pour promouvoir le dialogue et la coopération pratique. Suite à l'annexion de la Crimée en 2014, l'Alliance a suspendu la coopération pratique avec la Russie et a dû renforcer sa défense à la lumière de ce nouveau contexte sécuritaire, notamment avec la présence avancée («Enhanced Forward Presence») dans la partie orientale de l'Alliance. L'Alliance a en parallèle poursuivi le dialogue avec la Russie. Cette politique de la «double approche», combinant dialogue et dissuasion, a été reconfirmée au plus haut niveau par les chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN, lors du sommet de Varsovie en 2016 et, plus récemment, lors de de leur réunion à Bruxelles en mai 2017.

Le Conseil OTAN-Russie s'est réuni à cinq reprises depuis avril 2016, la dernière réunion ayant eu lieu le 13 juillet dernier. Le Conseil OTAN-Russie permet d'entretenir un dialogue avec la Russie sur des questions de sécurité, dont la situation en Ukraine, et vise à promouvoir la transparence, d'éviter des escalades et de réduire les risques en période de tension.

Question 3209 (09.08.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant les **radars tronçon:**

Dans sa réponse à la question parlementaire du 9 février 2017, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait indiqué que «le projet de mettre en place des radars tronçon est poursuivi et pour l'instant le groupe de travail „Audits de sécurité" est en train d'analyser ce système (...)». À ce moment, «aucun tronçon n'a été retenu et une date de mise en œuvre ne peut pas être avancée».

Aujourd'hui, la presse nationale vient de rapporter que les travaux préparatifs se déroulent actuellement entre Kopstal et Schoenfels afin de permettre l'installation de tels radars tronçon.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le groupe «Audits de sécurité» a finalisé ses analyses en ce qui concerne l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer l'installation d'un radar tronçon entre Kopstal et Schoenfels dans un futur proche?

- Étant donné que Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait annoncé en mai 2014 de vouloir ajouter des radars tronçon dans certains tunnels, combien de radars de ce type seront installés et à partir de quand seraient-ils opérationnels?

Réponse (05.09.2017) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En ce qui concerne la première question, l'Administration des ponts et chaussées n'a jusqu'à présent pas finalisé les analyses au sujet de l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois.

De ce fait et en revenant à la deuxième question, l'affirmation de la presse nationale que des travaux préparatifs soient actuellement en cours entre Kopstal et Schoenfels, dans le but de permettre l'installation de radars tronçon, s'avère fausse.

En outre et dernièrement, comme l'analyse sur l'applicabilité des radars tronçon sur le réseau routier luxembourgeois n'a pas encore été finalisée, ni le nombre de radars à installer, ni les emplacements et les dates de mise en œuvre ne pourront être communiqués à ce moment précis.

Question 3211 (09.08.2017) de **M. Gilles Baum** *(DP)* concernant la **législation concernant les débits de boissons:**

Une multitude d'événements culturels (concerts, festivals, etc.) se déroulent durant les mois d'été, une grande partie en plein air. Ces événements attirent bien souvent également un certain nombre de personnes mineures. Au cas où le comportement de ces derniers entraînait des dommages pour eux-mêmes ou pour d'autres visiteurs, la question de la responsabilité n'est pas toujours facile à trancher.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Aux termes de l'article 20 de la loi du 29 juin 1989 portant réforme au régime des cabarets, il est interdit de recevoir dans un débit de boissons alcooliques des mineurs de 16 ans non accompagnés par leur représentant légal ou tuteur. Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette interdiction devrait également être applicable aux manifestations payantes se déroulant en plein air comme les concerts et festivals?

- Actuellement, certaines communes obligent les organisateurs d'événements culturels en plein air de procéder à un contrôle de l'âge des visiteurs. Est-ce qu'une réglementation nationale pourrait être envisagée en cette matière?

- L'article 3 de la loi du 15 juillet 1993 interdit de recevoir dans des établissements avec un débit de boissons non alcooliques, comme des salons de consommation et des snack-bars, des mineurs de moins de 15 ans non accompagnés par leur représentant légal ou tuteur. Monsieur le Ministre estime-t-il que cette disposition soit encore opportune de nos temps?

Réponse commune (08.09.2017) de **M. Félix Braz,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Il y a lieu de noter que la loi du 29 juin 1989, à laquelle se réfère l'honorable Député, a été complétée par la loi du 22 décembre 2006 portant interdiction de la vente de boissons alcooliques à des mineurs de 16 ans, dont l'article unique dispose: «Dans tous les débits de boissons, dans tous les commerces et dans tous les lieux publics il est interdit de vendre ou d'offrir à titre gratuit à des mineurs de 16 ans des boissons alcooliques ou des mélanges de boissons alcooliques avec d'autres boissons, titrant plus de 1,2% d'alcool en volume, à consommer sur place ou à emporter (...).»

Partant, l'interdiction de la vente d'alcool aux jeunes telle que prévue par la législation luxembourgeoise a une portée générale et concerne tous les événements organisés par des entités privées ou publiques (étatiques ou communales).

Elle vise donc également les événements culturels en plein air.

En ce qui concerne l'article 3 de la loi du 15 juillet 1993, il convient de noter que l'exposé des motifs précise: «Le régime d'accès des mineurs est calqué sur celui rendu applicable aux débits de boissons alcooliques (...). Comme ce dernier prévoit l'accès libre des mineurs dès l'âge de 16 ans, il paraît raisonnable d'abaisser l'âge d'accès aux milk-bars à 15 ans, conformant ainsi plus ou moins le droit à la pratique.»

Au regard de la pratique, cette disposition ne semble pas poser de problèmes particuliers, de manière qu'une réforme ne semble pas opportune à l'heure actuelle.

Question 3212 (09.08.2017) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant l'**immigration:**

Op der Websäit „Gründerszene" seet eng gréng Politikerin iwwer Berlin: „Berlin hat ein einzigartiges Modell: den Business-Immigration-Service. Dort dauert es mittlerweile nur noch drei Tage bis Aufenthaltsgenehmigungen erteilt werden. Im Gegensatz etwa zu den USA sind wir außerdem kulant. Wir sagen: Kommt erst mal an und beginnt zu arbeiten. Reicht die Sachen ein und wenn es eine Woche über die Deadline ist, ist das auch okay." Dat ass fir mech am Kontext vum Mangel u qualifizéierter Aarbechtskraaft, iwwert déi an europäesche Länner schonn zënter 40 Joer geklot gëtt, d'Geleeënheet, fir dës Froen ze stellen.

1. Wéi einfach kritt en aarbechtswëllegen Net-EU-Auslänner haut esou eng Aarbechtsgeneemegung zu Lëtzebuerg?

2. Wéi vill Anträg si vun 2012 bis 2017 gestallt ginn, wéi vill dovu goufe bewëllegt, an dat a wéi engem durchschnëttlechen Delai?

3. Déiselwecht Froe stelle sech fir d'Openthaltsgeneemegung vun Net-EU-Bierger, déi selbststänneg sinn, respektiv Geschäftsleit.

4. Ass et net sozial an ökonomesch wënschenswäert, d'Immigratioun vu Leit, déi schaffe wëllen, ze förderen?

Réponse commune (08.09.2017) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

ad 1. Drëttstaatler, déi zu Lëtzebuerg schaffe wëllen, mussen eng Openthaltsgeneemegung als „travailleur salarié" laut Artikel 42 vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 ufroen. D'Haaptkonditioune fir esou eng Openthaltsgeneemegung ze kréie sinn, datt den Drëttstaatler muss e gültegen Aarbechtskontrakt hunn an de Patron muss de Poste bei der ADEM gemellt hunn. D'ADEM mécht dann ee sougenannten „test du marché", an deem se iwwerpréift, ob dee Posten net vun enger Persoun besat ka ginn, déi bei der ADEM ageschriwwen ass. Wann d'ADEM keng passend Leit fir de Poste ka proposéieren, da stellt se dem Patron op Nofro e Certificat aus, datt hien eng Persoun vu senger Wiel däerf astellen. Wann d'Demande komplett ass an d'Konditiounen all erfëllt sinn, da gëtt d'Openthaltsgeneemegung bannent e puer Deeg ausgestallt.

Fir héichqualifizéiert Aarbechtskräften ass d'„Carte bleue européenne" laut Artikel 45 vum Immigratiounsgesetz virgesinn. Fir esou eng Openthaltsgeneemegung kënnen ze kréien, muss een entweder en Unisdiplom hunn oder eng Beruffserfarung vu wéinstens fënnef Joer an deem Beruff hunn, fir deen een en Aarbechtskontrakt huet. Bei der „Carte bleue européenne" ass keen „test du marché" duerch d'ADEM virgesinn.

ad 2. Am Zäitraum vun 2012 bis den 23. August 2017 goufen 3.998 Demandë fir eng Openthaltsgeneemegung („autorisation de séjour temporaire") an der Kategorie „travailleur salarié" gemaach, dovu goufen der 3.156 bewëllegt. Am selwechten Zäitraum goufen 1.712 Demandë gestallt fir eng Openthaltsgeneemegung an der Kategorie „Carte bleue européenne", wouvun der 1.664 accordéiert goufen.

Den duerchschnëttlechen Delai fir den Traitement vun den Demanden, déi bewëllegt goufen, läit bei ongefëier véier Wochen. Dobäi ass ze bemierken, datt dat een Duerchschnëtt ass, deen och déi Dossiere mat berücksichtegt, wou den Traitement méi laang gedauert huet, well nach Informatiounen hu missen nogefrot ginn. Fir Dossieren, déi komplett sinn, ass et deemno entspriechend méi kuerz.

ad 3. En Drëttstaatler, dee sech zu Lëtzebuerg selbststänneg maache wëllt, muss eng Openthaltsgeneemegung als „travailleur indépendant" laut Artikel 51 vum Immigratiounsgesetz ufroen. All Demande muss, éier eng Decisioun geholl ka ginn, duerch eng Kommissioun, déi am Artikel 151 vum Immigratiounsgesetz virgesinn ass. Memberen vun där Kommissioun si Vertrieder vun de Ministere vun der Immigratioun, der Aarbecht an der Ekonomie. D'Chambre de Commerce ass normalerweis och do vertrueden. Wann den Dossier vun de Pièce hier komplett ass an d'Kommissioun den Dossier positiv aviséiert, da kritt d'Persoun hir Openthaltsgeneemegung bannent e puer Deeg ausgestallt.

Vun 245 Demanden, déi fir eng „autorisation de séjour temporaire" als „travailleur indépendant" gestallt goufe säit 2012, goufen 88 Demandë bewëllegt. Den duerchschnëttlechen Delai bis zu engem Accord läit bei ongefëier dräi Méint, wat sech virun allem doduerch ergëtt, datt all Dossier vun der Kommissioun muss aviséiert ginn.

Fir Geschäftsleit, déi zu Lëtzebuerg gréisser Zommen investéiere wëllen, gëtt et och d'Méiglechkeet, eng Openthaltsgeneemegung als Investisseur laut Artikel 53bis vum Immigratiounsgesetz ze kréien. Hei läit et um Ministère vun der Ekonomie respektiv um Ministère vun de Finanzen, fir de Projet ze préiwen a säin Avis ofzeginn. Bei engem favorabelen Avis vum zoustännege Minister kann d'Openthaltsgeneemegung och relativ séier ausgestallt ginn.

ad 4. D'Immigratiounsregele probéieren de Besoine vum Aarbechtsmarché an den ekonomeschen Interête vum Land Rechnung ze droen. An deem Kontext gëtt et och eng enk Zesummenaarbecht tëscht der Immigratiounsdirektioun, dem Aarbechtsministère, dem Ekonomiesministère, dem Finanzministère an aneren Akteuren (Chambre de Commerce / House of entrepreneurship / Luxembourg House of financial technology...).

Et gëllt awer ze bemierken, datt déi uewe beschriwwe Prozedure sech just op Leit applizéieren, déi aus Drëttstate kommen. Fir Bierger aus EU-Länner gëlle speziell Regelen, déi sech aus dem Recht op Fräizügegkeet erginn an déi ee fräien Accès op den Aarbechtsmaart virgesinn.

Question 3214 (11.08.2017) de **MM. Edy Mertens, Alexander Krieps** et **Gusty Graas** *(DP)* concernant la **lutte contre la violence verbale et physique dans le milieu hospitalier et extrahospitalier:**

Selon le constat dressé par le dernier rapport annuel de l'Observatoire national des violences en milieu de santé (ONVS), les actes de violence, verbale ou physique, envers le personnel des hôpitaux français ne sont non seulement en hausse, mais deviennent aussi de plus en plus graves. L'augmentation des atteintes à la personne (violences volontaires, agressions sexuelles) en fait preuve, atteintes qui représentent désormais presque la moitié de tous les faits signalés en France.

Malheureusement, la situation n'est guère mieux dans le milieu extrahospitalier. En Alle-

magne, par exemple, 91% des médecins généralistes ont déclaré avoir déjà été victime d'une agression pendant une consultation. Parmi eux, 23% ont même dû appeler les forces de l'ordre pour désamorcer la situation.

Devant cette propension à la violence manifeste et croissante envers les professionnels de santé dans nos pays voisins, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Les ministres peuvent-ils nous renseigner sur le nombre d'actes de violence, verbale et physique, contre les soignants et autres personnels dans le milieu hospitalier et extrahospitalier luxembourgeois? Quels sont les services les plus touchés? Les ministres croient-ils que la violence accrue soit due aux délais d'attente dans les services d'urgence et aux délais d'accès aux soins?

- Quelles en sont les conclusions des ministres?

- Le cas échéant, comment les ministres envisagent-ils de remédier à la situation et garantir un environnement de travail plus serein pour les professionnels de santé?

- Existe-il la possibilité d'un accompagnement psychologique et juridique des professionnels de santé victimes de telles agressions?

- À combien s'élèvent les frais occasionnés pour assurer la sécurité dans les hôpitaux? Les dépenses sont-elles couvertes par le budget hospitalier ou par d'autres budgets de la CNS?

Réponse commune (14.09.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Différentes sources ont dû être consultées en vue d'une estimation concernant le nombre et type d'actes de violence envers les personnels hospitaliers:

- Les déclarations d'accident du travail (statistiques établies par le Service interentreprises de santé au travail de la Fédération des hôpitaux).

Ne sont déclarés en tant qu'accident du travail (AT) à l'assurance accident que des actes de violence ayant entraîné des lésions physiques ou psychiques, c.-à-d. les actes à impact élevé.

Le nombre d'actes de violence subis par le personnel hospitalier, avec déclaration d'AT, a fluctué sur les années 2010-2014, avec une moyenne de 20,7 par semestre. Entre le 2e semestre 2015 et le 1er semestre 2017 inclus, il se stabilise à 31,4 déclarations par semestre en moyenne.

À noter que ces AT incluent aussi bien les violences involontaires, notamment par des patients confus ou déments, que les agressions volontaires par des patients. Les agressions par tiers, également incluses, sont très rares (2,4 déclarations par an).

- Le nombre total peut un peu mieux être approché sur base des déclarations internes aux établissements de violences verbales et/ou physiques. Sur une suite de trois années dans un établissement, on constate que les déclarations en tant qu'accident du travail constituent entre 4% et 16% du nombre de déclarations internes de violence subie par un membre du personnel hospitalier.

- Le nombre d'interventions du personnel de gardiennage des établissements hospitaliers, pour des violences envers le personnel hospitalier fournit également une approche:

En 2016, le service de gardiennage d'un des deux hôpitaux se partageant la garde dans la capitale, a réalisé 479 interventions sur le service des urgences de l'hôpital, dont 109 pour patients agressifs verbalement et physiquement, 87 pour patients ayant une alcoolisation excessive ou toxicomanes, 61 pour patients psychiatriques. Prenant la situation de l'autre hôpital de la capitale participant au tour de garde, les interventions du service gardiennage au service d'urgence représentent 66% de ses interventions pour violence dans l'hôpital.

Les services les plus touchés par des cas de violence envers le personnel hospitalier sont les services d'urgence, et les types de services de psychiatrie.

Une analyse des plaintes adressées par les patients ayant fréquenté un service d'urgence renseigne, selon les premières données disponibles, que les plaintes portent dans 11,5% respectivement 14% des cas sur le temps d'attente au service d'urgence. À noter toutefois que les données mentionnées ci-dessus ne proviennent actuellement que de deux des quatre hôpitaux participant au service d'urgence.

Une analyse détaillée étant en cours sur le fonctionnement des services d'urgence, il importe d'en attendre les résultats afin de pouvoir proposer des solutions efficaces.

Les mesures mises en place aux services d'urgence pour faire face à cette situation les dernières années sont:

- présence plus ou moins permanente à l'entrée des services d'urgence d'agents de sécurité,

- mise à disposition au profit des infirmiers de certains secteurs d'un téléphone avec bouton d'appel d'urgence,

- mise à disposition d'un numéro de téléphone interne d'urgence (112 interne) pour déployer du personnel de soutien très rapidement en cas de risque fort ou avéré d'agression,

- mise en place d'un contrôle d'accès par badge dans le service d'urgence (CHL, HRS, partiellement au CHdN dans certains secteurs),

- développement d'un projet pilote «Prévention des agressions» depuis 2016 dans quatre services d'un hôpital, sur base de l'enquête de satisfaction du personnel, des accidents du travail enregistrés, du vécu exprimé des personnes, des rapports de sécurité émis par la société de gardiennage. Le projet vise à recenser de manière systématique toutes les violences verbales et physiques, à proposer une rencontre avec la psychologue du travail si la personne le souhaite, et à proposer une prise en charge post violence si besoin,

- formation du personnel soignant et du personnel de gardiennage à la gestion des conflits afin d'éviter l'escalade de la violence.

Un accompagnement psychologique du personnel agressé est proposé soit par le service interne de psychologues du travail de l'hôpital, soit auprès d'intervenants externes spécialisés dans ce domaine.

Les frais en relation avec la sécurité dans les hôpitaux sont de diverses natures, car ils ont trait à l'infrastructure, à la technique, aux ressources humaines, etc. Ces charges sont normalement incluses dans les budgets des établissements hospitaliers, négociés entre ceux-ci et la CNS, tout en sachant que les mises en sécurité peuvent également être incluses dans le cadre de projets de rénovation ou de modernisation. La CNS n'a jusqu'à présent pas été confrontée à des demandes extraordinaires à ce sujet lors de l'établissement des budgets et des décomptes.

À l'heure actuelle, les frais pour gardiennage ne sont disponibles que pour un hôpital. Pour cet établissement, ils s'élèvent à 719.326 euros, dont 160.714 euros ne sont pas opposables à la CNS.

Les informations relatives aux violences physiques ou verbales exercées envers le personnel extrahospitalier ne sont pas disponibles.

Question 3215 (11.08.2017) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **«creative industries»:**

Les branches dites «créatives» («creative industries») jouent un rôle non négligeable dans notre économie domestique et contribuent sans doute à leur diversification.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelles sont les entreprises qui font partie de l'économie dite «créative»?

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir un aperçu sur les différents profils professionnels qui y sont liés?

3. Quel est le poids de ce type d'entreprise en termes d'emplois et de contribution au produit intérieur brut (PIB)? Quelle est leur taille moyenne?

4. Dans quelle mesure et par quels instruments l'État peut-il intervenir en faveur des entreprises dites «créatives»?

Réponse (12.09.2017) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

L'honorable Député André Bauler demande à juste titre des précisions par rapport aux branches dites «créatives».

ad 1. Les secteurs d'activité suivants font partie des «creative industries»:

- Architecture
- Métiers d'art
- Arts visuels
- Film et audiovisuel
- Design
- Fashion design
- Gaming
- Marketing and communication
- Littérature
- Digital media and media
- Édition
- Arts de la scène
- Musique

ad 2. La grande majorité des entreprises ciblées sont des indépendants agissant pour leur propre compte, mais travaillant en coopération avec de nombreux autres indépendants en fonction du projet.

Comme la liste ci-dessus l'indique, nous sommes confrontés à une grande diversité au niveau des activités et donc également des profils des professionnels. Les industries créatives englobent des activités hautement réglementées comme par exemple les architectes ainsi que des activités avec une forte connotation culturelle et très peu de réglementation, comme par exemple les arts de la scène ou le design.

ad 3. 2.200 entreprises sont actives dans le domaine des industries créatives, ce qui représente 6% des entreprises luxembourgeoises. Une valeur ajoutée au PIB de 390 millions d'euros est générée par ce secteur lequel emploie 6.300 salariés, ce qui représente 2% de la main d'œuvre nationale.

60% des entreprises du secteur sont des entreprises unipersonnelles. À part quelques grands acteurs au niveau du marketing et communication, des médias ou du film, les entreprises dites créatives sont toutes des petites entreprises.

ad 4. Les entrepreneurs créatifs ont accès aux mêmes régimes d'aides que toute autre entreprise commerciale ou artisanale. Pour les projets créatifs innovants ou avec une composante R&D, ce qui est souvent le cas au niveau du gaming par exemple, ils ont bien sûr aussi accès aux régimes d'aides «RDI». Une personne dédiée au niveau du «House of Entrepreneurship» peut aiguiller les entrepreneurs créatifs vers les instruments d'État adéquats à leur situation individuelle. Outre les dispositifs d'aides directes aux entreprises, je tiens à remarquer que la création du cluster des industries créatives est certainement une grande aide pour le secteur. De plus, les pouvoirs publics, tant au niveau national que communal, ont lancé de nombreuses initiatives pour supporter le secteur de l'industrie créative, comme par exemple le hub créatif à Differdange, le 1535.

Question 3228 (18.08.2017) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant la **rougeole:**

Dans un article du 15 août 2017 apparu dans le quotidien «Neue Zürcher Zeitung», il est question d'une épidémie de la rougeole en Roumanie causant déjà 32 morts. Les cas de rougeole auraient également atteint un niveau record en Italie, en France, en Allemagne et en Suisse.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quel est au Luxembourg le pourcentage des personnes qui sont vaccinées contre la rougeole?

- Est-ce qu'une augmentation de cas de rougeole peut également être constatée au Luxembourg en 2017?

- Quelle est l'évolution des cas de rougeole constatés au Luxembourg pendant les dernières dix années?

- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est fixée comme objectif d'éliminer ce virus d'ici 2020. Est-ce que le Ministère de la Santé a mis en place des mesures spécifiques pour atteindre cet objectif au Luxembourg?

Réponse (29.08.2017) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Au Grand-Duché de Luxembourg, la couverture de vaccination contre la rougeole est de 99% après la première injection vaccinale (enquête de couverture vaccinale de 2012).

La rougeole est très rare au Luxembourg. En 2017 on a enregistré jusqu'à présent trois cas qui ont pu être classés comme cas importés d'autres pays.

Au cours des dix dernières années les cas de rougeole déclarés au Luxembourg étaient de:

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 → 22/08
0	1	0	0	6	2	0	2	0	1	3

En vue de l'élimination de la rougeole l'OMS recommande à tous ses pays membres de mettre en place un comité national de surveillance de l'éradication de la rougeole. Un tel comité d'experts a été instauré par le Ministère de la Santé: celui-ci surveille la situation nationale. Précisons que le Luxembourg est officiellement reconnu par l'OMS comme pays ayant éliminé la rougeole.

Un élément important pour maintenir cette situation est la vaccination des demandeurs de protection internationale par l'Inspection sanitaire lors de leur contrôle sanitaire à l'entrée sur le territoire luxembourgeois.

Question 3252 (30.08.2017) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **vente de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg:**

Ces derniers jours des échos de plus en plus nombreux se font entendre concernant le rachat imminent de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg (BIL), actuellement détenues par le fonds qatarien «Precision Capital».

En effet, après avoir acquis, en octobre 2012, 90% du plus ancien groupe bancaire privé du Grand-Duché pour un total de 730 millions d'euros, «Precision Capital» serait en train de finaliser la cession de ses parts à la holding chinoise «Legend Holdings Corporation».

Au vu de ce qui précède et considérant le caractère systémique de la BIL pour la place financière du Luxembourg, j'aimerais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Monsieur le Ministre des Finances peut-il me confirmer les affirmations relatées ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a-t-elle déjà été saisie du projet de cession? Dans l'affirmative, est-ce qu'elle a approuvé l'acquisition du capital?

3. Qu'en est-il des 10% détenus par l'État luxembourgeois? Dans cet environnement apparemment favorable à l'investissement, le Gouvernement envisage-t-il de céder ses parts? A-t-il éventuellement déjà entamé des pourparlers avec un ou plusieurs investisseurs?

Réponse (04.09.2017) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

ad 1. Le Gouvernement peut confirmer que «Precision Capital» et «Legend Holdings Corporation» ont conclu un accord pour la reprise de 90% des parts de la Banque internationale à Luxembourg (BIL).

ad 2. Cette transaction est soumise à l'accord du Conseil de surveillance prudentielle de la Banque centrale européenne.

ad 3. L'État n'est actuellement pas vendeur de sa participation. En cette période charnière pour la banque, la participation de l'État dans le capital est un gage de stabilité et de confiance. En tant qu'actionnaire, l'État veillera à la continuité du développement de la banque, dans l'intérêt de ses clients, de ses employés et de la place dans son ensemble.

Question 3258 (31.08.2017) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **nouveau recteur de l'Université du Luxembourg:**

En mai 2017, l'Université du Luxembourg a officialisé la démission de son recteur.

Sachant que la rentrée universitaire approche, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien de candidats, tant du Luxembourg que de l'étranger, ont postulé pour le poste de recteur?

- Quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à la nomination d'un nouveau recteur?

Réponse (08.09.2017) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Selon l'article 21 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, les candidats à la fonction de recteur doivent avoir été professeur d'université et la fonction de recteur n'est pas soumise à une condition de nationalité.

Concernant la question relative aux données sur les candidatures pour pourvoir le poste de recteur, j'espère que vous comprendrez que je ne saurais pas me prononcer par rapport à une procédure actuellement toujours en cours. S'ajoute à ceci que l'honorable Députée n'est pas sans savoir qu'un recrutement est une procédure au cours de laquelle les candidats, se trouvant dans la plupart des cas dans une relation de travail auprès d'un autre employeur, fournissent à un nouveau employeur potentiel leurs données personnelles, tout en comptant fermement aux usages communément établis, que ce dernier ne les utilise que dans le cadre de la procédure de recrutement proprement dite et surtout qu'il ne diffuse pas les détails sur la place publique. En considérant que la provenance d'un candidat fait partie de ses données personnelles, il me semble inadmissible d'en discuter en public.

Concernant la dernière question, il y a lieu de préciser que vous vous trompez quant à la procédure de nomination du nouveau recteur à appliquer. En effet, ce ne sera pas à moi de procéder à la nomination d'un nouveau recteur. En vertu de l'article 21 de la loi précitée, le recteur est nommé par le Grand-Duc sur proposition du conseil de gouvernance et après consultation du conseil universitaire. À part cette question procédurale, je m'étonne que l'honorable Députée me pose des questions dont les réponses lui ont déjà été fournies par le président du conseil de gouvernance lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 8 mai 2017. Le président du conseil de gouvernance vous avait informé, ainsi que tous les membres de ladite commission, que l'Université du Luxembourg a fait appel à une agence de recrutement expérimentée, qu'un comité de recrutement a été instauré et qu'il est envisagé de disposer d'un avis du conseil universitaire après les vacances d'été permettant par la suite à l'université de proposer un candidat pour nomination.

Question 3268 (05.09.2017) de **Mme Octavie Modert**, **M. Léon Gloden** et **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **procession dansante d'Echternach:**

Il s'avère que l'arrêté grand-ducal fixant les vacances scolaires pour l'année 2018-2019 n'a plus prévu de jour férié pour le mardi de la Pentecôte. En effet, les vacances de la Pentecôte sont fixées en 2019 du 25 mai au 2 juin. Le lundi de la Pentecôte (10 juin) sera jour férié scolaire, mais pas le mardi, jour de la procession dansante d'Echternach classée comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Elle réunit des participants qui ne sont pas tous pratiquants, ainsi que des gens qui s'y rendent parce que c'est la tradition dans leur famille ou leur village.

La décision de Monsieur le Ministre aura comme conséquence que le nombre des pèlerins luxembourgeois diminuera sensiblement et que beaucoup de sociétés de musique ne pourront plus réunir assez de musiciens et devront renoncer à leur participation étant donné que de nombreux étudiants font partie de ces groupes.

Selon des informations publiées dans la presse, les responsables communaux auraient signalé à Monsieur le Ministre que cette décision est contraire à la convention de l'Unesco du 17 octobre 2003 qui exige de l'État dans son article 11 qu'il prenne toutes les mesures pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel protégé par la convention, dont notamment l'article 13 qui explique que «Chaque État partie s'efforce d'adopter les mesures juridiques, techniques, administratives et financières appropriées visant à garantir l'accès au patrimoine culturel immatériel tout en respectant les pratiques coutumières qui régissent l'accès à des aspects spécifiques de ce patrimoine.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Quels sont les motifs de la décision de Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette décision risque de mettre en péril cette tradition importante de la procession dansante?

Réponse (08.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Tout d'abord, je tiens à souligner que la procession dansante d'Echternach est un élément important de la tradition et de la culture de notre pays et figure à juste titre sur la liste de l'Unesco du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. En accordant à tous les élèves des écoles fondamentales et secondaires publiques le droit d'assister à cette manifestation de renommée internationale, l'Éducation nationale honore bel et bien les engagements de la convention de l'Unesco du 17 octobre 2003 quant à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel protégé par la convention.

En effet, chaque élève qui souhaitera assister à la procession, que ce soit comme participant actif, comme musicien ou comme spectateur, sera autorisé à s'absenter des cours pendant la journée en question, à condition que ses parents en informent l'enseignant ou le régent.

Ensuite, l'expérience montre que le fait de libérer de manière généralisée l'ensemble des élèves afin d'assister à une fête religieuse ou à une manifestation culturelle n'a pas pour autant pour conséquence d'augmenter les taux de participation à celles-ci. J'estime que c'est en sensibilisant et en informant les jeunes sur les origines de telles manifestations et sur leur place dans notre tradition et dans notre patrimoine national qu'on les amène à s'y intéresser et à y participer. Je suis donc étonné qu'à ce jour aucun partenaire engagé dans l'organisation de la procession dansante n'ait pris l'initiative de promouvoir cette manifestation auprès des enfants et des jeunes, ni en termes de sensibilisation, ni en termes d'organisation (transports, etc.). Le ministère est bien sûr disposé à soutenir toutes les initiatives de partenaires externes qui contribuent à l'éducation culturelle de nos enfants et jeunes et à leur sensibilisation à la sauvegarde de notre patrimoine culturel.

Par ailleurs, la décision de faire chômer l'ensemble des classes au niveau national poserait d'énormes défis en termes d'accueil. En effet, alors qu'une majorité de parents exercent une activité professionnelle, une prise en charge des élèves qui ne participeront pas à la procession dansante devra de toute façon être assurée par les structures d'accueil, mais aussi par les écoles. Il est toutefois évident que toutes les écoles sur le territoire de la ville d'Echternach chômeront ce jour-là.

En conclusion, j'estime que la décision retenue pour le mardi de Pentecôte 2019 ne met pas en péril la procession dansante. Au contraire, le principe retenu par le ministère permettra de concilier quatre objectifs:

- permettre à tous les élèves d'y participer,

- assurer la prise en charge des élèves qui n'y participeront pas,

- sensibiliser nos enfants et nos jeunes à notre patrimoine national et

- honorer les engagements de la convention de l'Unesco.

Question urgente 3307 (20.09.2017) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**aide financière accordée par l'État dans le cadre du programme d'éducation plurilingue:**

Selon la loi du 29 août 2017 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, les structures d'accueil sont appelées à signer un accord de collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale (MEN). Cet accord a pour objet de régler les relations entre le MEN et le gestionnaire en vue de l'aide financière accordée par l'État dans le cadre des prestations offertes lors du programme d'éducation plurilingue.

Selon nos informations, les gestionnaires doivent avoir signé l'accord susmentionné jusqu'au 2 octobre 2017. Or, dans la mesure où se posent encore une série de questions essentielles et pertinentes, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Monsieur le Ministre, de quelle manière sera organisé et géré le système d'enregistrement des heures de présence réelles des enfants accueillis?

2) Selon l'article 28 de la loi du 29 août 2017: «Les prestations pour heures d'absence non justifiée dans le cadre du dispositif du chèque-service accueil ou dans le cadre du soutien à l'éducation plurilingue ne sont pas prises en charge par l'État.» Monsieur le Ministre peut-il nous définir ce qu'il entend par la notion de «non justifiée»?

3) Toujours selon la même loi, la structure doit garantir qu'au moins une personne du service d'éducation et d'accueil maîtrise la langue luxembourgeoise respectivement la langue française à un niveau C1 du cadre européen commun de référence des langues. Monsieur le Ministre, de quelle manière sera contrôlée cette disposition?

4) La loi dispose en plus que l'aide maximale de l'État au titre du soutien à l'éducation plurilingue est fixée à un montant de six euros par heure pendant au maximum 20 heures par semaine pendant 46 semaines par année civile. Aucun supplément allant au-delà de six euros ne peut être facturé aux parents pendant ces heures. Dans le cadre d'une amélioration de la qualité scolaire, est-ce que les structures d'accueil sont habilitées à facturer d'autres prestations plus onéreuses (par exemple, des excursions scolaires) qui auront lieu pendant les 20 heures du programme du soutien à l'éducation plurilingue?

Réponse (29.09.2017) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) La loi modifiée sur la jeunesse qui introduit l'éducation plurilingue prévoit qu'à partir du 3 janvier 2018, chaque prestataire chèque-service accueil devra adhérer à un système d'enregistrement des heures de présence des enfants à la crèche.

Dans une première phase le système servira uniquement au recueil d'information sur les présences réelles des enfants. Le but est de disposer d'informations solides avant une introduction future d'un système de facturation plus proche des heures de présence réelles des enfants.

Je tiens à rappeler que l'objectif à long terme de ce système est d'améliorer le contrôle de l'administration en charge du paiement des aides versées aux prestataires du chèque-service accueil. Il a notamment pour but d'endiguer des pratiques de facturation excessive d'heures de présence des enfants et d'écarter les possibilités d'abus en matière de comptabilisation des heures d'encadrement prestées. Ce système simplifiera en plus la gestion des présences des enfants à la crèche et entraînera ainsi un allégement considérable des charges administratives qui incombent aux chargés de direction des structures. Ceux-ci seront dès lors plus disponibles pour se consacrer à des tâches de développement conceptuel de leur établissement.

Le système de badgeage, développé par le CGIE (Centre de gestion informatique de l'éducation), fonctionnera de façon très simple, via une application mobile téléchargeable gratuitement sur un terminal. L'application sera disponible pour les structures pour le 3 janvier 2018. Une communication aux gestionnaires sur les aspects techniques est prévue pour le mois de novembre.

À partir du 3 janvier également, chaque enfant recevra par courrier, après la conclusion d'un contrat d'adhésion à la commune, une carte à puce qui s'appelle «myCard fir Kanner». Elle sera la légitimation de l'accès au système du chèque-service accueil et servira à enregistrer les heures d'arrivée et de départ de l'enfant à la crèche. À terme, d'autres fonctionnalités pourront venir s'ajouter à la carte.

L'organisation de la gestion des cartes à l'intérieur de l'établissement sera laissée à la discrétion des structures: il est en principe prévu que, pour des raisons de simplification, les parents pourront laisser la carte à la crèche, par exemple sur un tableau accroché à l'entrée ou la confier à l'éducateur en charge du groupe de l'enfant. Les détails de cette organisation sont actuellement discutés avec les représentations du secteur.

ad 2) Les heures de présence enregistrées sont, à terme, appelées à être prises en compte lors de la facturation de l'accueil des enfants, facturation qui sera basée sur un tarif reflétant le coût réel d'une heure d'encadrement d'un enfant.

Le coût d'une heure d'encadrement d'un enfant doit prendre en compte toutes les contraintes de gestion d'un établissement, tous les coûts qu'un gestionnaire encourt, que l'enfant inscrit soit présent ou non. Le but sera de responsabiliser les gestionnaires ainsi que les parents et de les amener à respecter les termes convenus dans leur contrat d'éducation et d'accueil. Il s'agira d'éviter que des places gratuites (donc financées entièrement par l'État) soient réservées et occupées seulement sporadiquement. Les familles devront pouvoir dans la mesure du possible bénéficier de plages horaires qui correspondent à leur besoin réel et les structures devront pouvoir gérer leur établissement. L'État devra par ailleurs avoir la possibilité de retirer ou suspendre les subventions versées si les partenaires ne respecteraient pas leurs engagements. C'est dans ce cadre que la notion d'absence non justifiée sera définie.

ad 3) Afin de faire valoir les niveaux en matière de maîtrise des langues tels que prévus à l'article 25 (1) de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, les gestionnaires devront fournir les preuves suivantes:

Pour certifier une maîtrise au niveau C1 de la langue luxembourgeoise sont valables:

- une attestation de la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'établissements publics ou privés appliquant les programmes de l'enseignement public luxembourgeois, conformément à la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'emploi et l'enseignement de la langue luxembourgeoise;

- un certificat «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» par l'Institut national des langues attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau avancé (zweeten Diplom, Lëtzebuergesch als Friemsprooch, Héierverständnes); Expression: niveau avancé (zweeten Diplom, Lëtzebuergesch als Friemsprooch, mëndlechen Ausdrock).

Pour certifier une maîtrise au niveau C1 de la langue française sont valables:

- l'attestation de la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'établissements publics ou privés appliquant les programmes de l'enseignement public français et dont la langue d'enseignement principale du système scolaire est le français;

- l'attestation d'un diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois, le français ayant compté parmi les branches de promotion jusqu'à la fin du parcours scolaire;

- l'attestation d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur dont la langue d'enseignement principale est le français;

- l'attestation d'un diplôme professionnel obtenu dans un établissement d'enseignement professionnel ou supérieur dont la langue d'enseignement principale est le français;

- un certificat DELF/DALF valide, attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau C1; Expression: niveau C1;

- un certificat TCF (tout public) valide, attestant: Compétences à l'oral: Compréhension: niveau C1; Expression: niveau C1.

ad 4) Les établissements qui offrent l'éducation plurilingue doivent faire valoir une reconnaissance en tant que prestataire du chèque-service accueil, reconnaissance qui est soumise à l'obligation de disposer d'un agrément en tant que Service d'éducation et d'accueil. Les établissements scolaires ne sont donc pas inclus dans ce dispositif.

Aux termes de l'article 38 bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, l'État est autorisé à verser au prestataire du chèque-service accueil un montant plafond de 75 cents par heure et par enfant éligible à l'éducation plurilingue, pendant au maximum 60 heures par semaine et 46 semaines par an, afin de contribuer à l'implémentation des conditions qui lui sont imposées dans le cadre du programme d'éducation plurilingue.

Le plafond retenu est de 71 cents par heure facturée à chaque enfant éligible au programme. Le versement de cette aide est subordonné au respect des deux obligations suivantes:

- l'engagement de personnel supplémentaire, c'est-à-dire + 10% du personnel d'encadrement requis par la loi;

- la présence de l'équivalent d'un encadrant temps plein pouvant faire valoir un niveau C1 du CECR en langue luxembourgeoise et de l'équivalent d'un encadrant temps plein pouvant faire valoir un niveau C1 du CECR en langue française.

Comme exposé dans les réponses aux questions un et deux, la période actuelle est une phase de transition vers une situation plus transparente basée sur une meilleure connaissance des coûts engendrés par les activités pour les enfants et de la durée pendant laquelle les enfants sont effectivement accueillis.